TECA NAZ
o Emanuele III
VII
G
6
APOLI
VII
G
6-19

SALVS
GENERIS
HVMANI
RECUEIL
DES
TRAITEZ DE PAIX.

RECUEIL
DES
TRAITEZ
DE PAIX, DE TRÊVE, DE NEUTRALITÉ,
DE SUSPENSION D'ARMES, DE CONFÉDÉRATION,
D'ALLIANCE, DE COMMERCE, DE GARANTIE,
ET D'AUTRES
ACTES PUBLICS,
COMME
CONTRACTS DE MARIAGE, TESTAMENTS,
MANIFESTES, DECLARATIONS DE GUERRE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Républiques, Princes, & autres Puiſſances de l'Europe, & des autres Parties du Monde.

Depuis la Naiſſance de JESUS-CHRIST *juſqu'à préſent.*

SERVANT A ÉTABLIR
LES DROITS DES PRINCES
ET DE
FONDEMENT A L'HISTOIRE.

Raſſemblez avec ſoin d'un grand nombre d'Ouvrages imprimez, où ils étoient diſperſez, & de divers Recueils publiez ci-devant, auſquels on a ajouté pluſieurs Piéces, qui n'avoient jamais été imprimées.

Le tout redigé par ordre Chronologique, & accompagné de NOTES, *de* TABLES CHRONOLOGIQUES & ALPHABETIQUES, *& des Noms des* AUTEURS *dont on s'eſt ſervi.*

TOME PREMIER.

Contenant les Préfaces & les Traitez depuis DXXXVI. juſqu'en MDI.

A AMSTERDAM,
Chez HENRY ET LA VEUVE DE T. BOOM.
A LA HAYE,
Chez { ADRIAN MOETJENS,
HENRY VAN BULDEREN.

MDCC.

PRÉFACE.

PREMIÉRE PARTIE.

De l'Utilité de ce Recueil.

ON ſe propoſe deux choſes dans cette Préface ; l'une de faire voir l'utilité du Livre, qu'on donne ici au Public ; & l'autre d'expliquer la Méthode qu'on y a ſuivie.

I. ON ne peut diſconvenir, que cèt Ouvrage ne ſoit très-utile à tous ceux qui ont le manîment des affaires publiques, ou quelque part dans le Gouvernement. J'avoüe qu'il n'y a point d'Etat, qui n'aît ſes Archives, auſquelles ceux dont je parle peuvent avoir recours dans les occaſions. Je conviens même qu'il n'y en a point, quelque petit qu'il ſoit, dans les Archives duquel on ne trouve de certaines lumiéres, qu'on chercheroit inutilement dans ce Livre ; parce qu'il y a toujours beaucoup de piéces, qu'on ne rend point publiques, & dont il n'y a que les Souverains ou leurs Miniſtres, qui ayent connoiſſance.

Mais outre, qu'on n'eſt pas toujours à portée de conſulter ces Archives, & qu'un Ambaſſadeur, par exemple, ſeroit bien embarraſſé, ſi toutes les fois qu'il a beſoin de certaines piéces, il étoit obligé d'écrire à ſes Souverains, pour faire fouiller dans leurs Archives : quelle peine ne ſeroit-ce point de travailler à tout moment à déterrer au millieu d'un nombre infini de volumes, quelquefois aſſez mal rangez, une piéce dont on auroit beſoin, ſurtout, ſi c'étoit dans une affaire preſſante ?

Ajoutez à cela, qu'il arrive ſouvent, lors qu'on y penſe le moins, qu'un Politique a beſoin de certaines piéces, qui ne ſe trouvent point dans les Archives qu'il peut conſulter, parce qu'on n'y garde preſque ordinairement, que celles où le Souverain eſt intéreſſé, ou dans leſquelles il eſt intervenu, du moins en quelque ſorte, & qu'il ſe peut faire, que la piéce qu'on cherche n'eſt point de cette nature. Un exemple éclaircira notre penſée.

Un Ambaſſadeur d'Angleterre ſera chargé de conclure un Traité avec le Roi de Maroc. Il voudra ſavoir de quelle maniére la France traite avec ce Prince ; afin de ne point traiter à des conditions plus deſavantageuſes, & de procurer à ſon Maître tous les mêmes honneurs, que ce Monarque Afriquain rend au Roi de France. Il faut pour cela, qu'il aît recours aux Traitez faits entre ces deux Puiſſances : mais c'eſt un hazard s'il les trouve dans les Archives des Rois d'Angleterre, où il y a apparence qu'on ne garde que ce qui a un raport immédiat aux affaires de ce Royaume.

J'ai eu lieu de me confirmer dans cette penſée durant le cours de l'impreſ-

ſion de cèt Ouvrage: car j'ai eu en main des Recueïls Manuſcrits, ou des Tables de Recueïls, faits à l'uſage de quelques Ambaſſadeurs, dans leſquels j'en ai trouvé beaucoup plus de ceux où leurs Maîtres n'étoient aucunement intéreſſez, que de ceux auſquels ils avoient quelque part: tant il eſt vrai que ces habiles Miniſtres étoient perſuadez de la néceſſité où ils ſe trouvoient d'avoir en main ces ſortes de Traitez.

On ne ſauroit donc douter, qu'un Recueïl ſemblable à celui-ci, dans lequel on a ramaſſé tout ce qu'on a pû trouver d'Actes publics faits entre les diverſes Puiſſances de l'Europe & des autres parties du Monde, ne ſoit d'une très-grande utilité à tous les Politiques, & à tous ceux qui ont quelque part dans le Gouvernement de quelque Etat. Il eſt vrai qu'il ſemble d'abord, que pour s'inſtruire ſur tout cela, il n'eſt pas néceſſaire de remonter auſſi haut que nous avons fait; puis que les derniers Traitez aboliſſant tous les précédens, dans tout ce en quoi ils peuvent leur être contraires, on peut ſe contenter d'avoir recours à ces derniers Traitez ſans ſe mettre en peine des précédens. Mais une telle objection ne peut tomber, que dans l'eſprit des perſonnes peu inſtruites dans ces ſortes de matiéres. Et premiérement, il n'eſt point de Traité qui ne rapelle le précédent, & qui ne le confirme en pluſieurs points. Celui qui a été fait à Ryſwick, par exemple, entre la France & l'Eſpagne, en 1697. rapelle les Traitez de Nimégue, d'Aix-la-Chapelle, & de Munſter, ceux-ci ont rapellé les précédens, & ainſi par une ſuite néceſſaire, pour bien connoître les droits de ces deux Couronnes, & les prétenſions légitimes qu'elles peuvent avoir l'une ſur l'autre, il faut voir & examiner avec ſoin tous les Traitez qui ont été faits entr'elles, les comparer enſemble, voir en quoi les derniers dérogent aux premiers, & en quoi ils les confirment.

En ſecond lieu, cette Objection ſuppoſe, que les Souverains ayent toujours ſi fermement réſolu de s'en tenir au dernier Traité, qu'ils ne veuillent jamais recourir au précédent, dans les Articles même auſquels il a été dérogé par le dernier: mais il n'y a rien de ſi incertain que cette ſuppoſition. A le bien prendre, quand un Souverain traite avec un autre Souverain à certaines conditions, cela ne ſignifie d'ordinaire autre choſe, ſi ce n'eſt que l'état préſent de ſes affaires ne lui permet pas d'en exiger d'autres de celui avec qui il traite; mais que dès qu'elles prendront une autre face, il demandera d'autres conditions, & fera valoir des droits, auſquels il a bien voulu impoſer ſilence quelque tems, parce que ſes affaires le vouloient ainſi.

Veut-on un exemple de fraîche datte, qu'un Souverain ne s'arrête pas toujours au dernier Traité qu'il a fait; mais qu'il veut ſouvent remonter plus haut, lors qu'il y trouve ſon compte, & qu'il croit l'occaſion favorable? On a vu dans les Négociations de Ryſwick les Miniſtres Eſpagnols peu contens du Traité de Nimégue, demander que les choſes fuſſent rétablies ſur le pié du Traité des Pyrenées, ſautant galamment par deſſus celui d'Aix-la-Chapelle, qui avoit été fait depuis; mais qui ne les accommodoit pas ſi bien. Et, en effet, il n'y a rien en cela qui doive nous ſurprendre. On ſait bien que les Traitez de Nimégue & d'Aix-la-Chapelle avoient été ſignez par l'Eſpagne, en quelque ſorte malgré elle, qu'elle en avoit paſſé par là, voyant qu'elle ne pouvoit mieux faire, & craignant qu'il ne lui arrivât pis: pourquoi ne penſeroit-elle pas à ſe faire relever de deux Contracts ſi deſavantageux, quand elle croit en avoir une occaſion favorable? Peut-être, y auroit-il quelque choſe à redire, ſi en pleine paix, elle avoit voulu abolir le Traité de Nimégue, pour rétablir celui des Pyrenées; mais la guerre caſſe en quelque ſorte tous Traitez entre Souverains. Si laſſez de ſe battre, ils parlent d'accommodement, chacun eſt en droit de faire ſon marché le mieux qu'il peut, l'un de demander le Traité des Pyrenées, & l'autre de ne vouloir donner que celui de Nimégue.

A parler proprement, dans ces occaſions, les Traitez précédens ne ſont propoſez, que comme des formules toutes dreſſées, pour abréger le tems, & pour éviter les diſputes, qui pourroient ſurvenir, ſi l'on entreprenoit de dreſſer tout de nouveau les mêmes Articles.

Enfin ce qui prouve qu'un Politique ne doit jamais s'arrêter tellement aux derniers Traitez, qu'il ne recoure à ceux qui précédent; c'eſt qu'il peut arriver que les précédens contiennent de certaines clauſes, ou générales ou particuliéres, qui rendent nuls tout ceux qui peuvent être faits après. J'avoüe, qu'il eſt infiniment plus ordinaire de voir les derniers Traitez déroger aux précédens, que de voir les précédens infirmer ceux qui ſuivent. Il y en a pourtant des exemples, & l'on en trouvera un entr'autres fort remarquable dans ce * Recueïl. C'eſt celui que fit *Philippe* de Valois avec *Alphonſe* Roi de Caſtille, en 1345. Il y eſt ſtipulé expreſſément, qu'un des deux Rois ne pourra faire la paix avec aucun autre Prince, que ſon Allié n'y ſoit compris, ſous quelque prétexte que ce ſoit; clauſe, qui rendoit nuls tous les Traitez, que l'un ou l'autre auroit pû faire, ſans y comprendre ſon Allié.

* Voyez Tom. I. pag. 253. Col. b.

Ce que je viens de dire des Formules il n'y a qu'un moment, me fait ſouvenir, que rien n'eſt ſi utile aux Politiques, & à tous ceux qui ont à dreſſer des Actes ou des Traitez, qu'un livre où l'on trouvera un nombre infini de formules différentes toutes dreſſées, & où l'on pourra choiſir celles qu'on aimera le mieux, ou celles qui s'accommoderont le mieux à la conjoncture des affaires. Ceux qui ont été obligez d'en dreſſer pour des cas extraordinaires, ſans avoir de modéle devant leurs yeux, ſavent combien il leur en coute. Il n'y a point de mot, point de particule, point de ſyllabe, s'il faut ainſi dire, que deux Contractans n'examinent à la derniére rigueur, & ne péſent à la balance de la Raiſon d'Etat, qui eſt leur ſeule & unique regle. Mais quand une fois ces Formules ont été dreſſées, qu'on a vû que les Souverains en ſont convenus dans d'autres occaſions, c'eſt autant de tems gagné, & le tems eſt infiniment précieux à des gens qui examinent tout avec la derniére préciſion. Nous avons dans les Négociations de Ryſwick un exemple tout propre à confirmer ce que je dis. (*a*) Lors qu'il falut échanger les Ratifications du Traité entre la France & l'Angleterre, les Miniſtres de cette premiére Couronne firent quelques difficultez ſur le Préambule de la Ratification d'Angleterre, au ſujet des titres, que le Roi de la Grand' Bretagne s'y donnoit, & en particulier au ſujet de celui de (*b*) *Roi de France*. Comment ſe tira-t-on de cette difficulté? C'eſt par la Déclaration, que firent les Ambaſſadeurs du Roi de la „ Grand' Bretagne, que cela s'étoit communément ainſi pratiqué dans les „ Traitez de Paix entre les deux Couronnes, & particuliérement dans celui „ de Breda; & qu'en cas que cela ne ſe trouvât pas ainſi, ils promettoient de „ fournir un autre pouvoir, & un autre Acte de Ratification réformé en ce „ point & conforme audit Traité de paix. Je m'imagine facilement, que les Ambaſſadeurs de France ſavoient très-bien ce qui en étoit, avant ce que leur en dirent les Miniſtres d'Angleterre, car qu'y a-t-il de plus commun que ce Traité de Breda? Mais ils vouloient tenter l'habileté de ceux d'Angleterre, & obſerver ce proverbe trivial, qu'*il ne faut jamais rien perdre, faute de le demander*. Seulement doit-on remarquer ſur cèt Article, que quand on veut conteſter entre Miniſtres, on n'en croit que les originaux des Traitez; autrement il étoit facile de s'éclaicir ſur le champ de ce qui s'étoit paſſé à Breda.

(*a*) Voyez les Mémoires & Négociations de la Paix de Ryſwick. Tom. III. p. 373.

(*b*) Rex Franciæ.

Mais ce n'eſt pas les ſeuls Politiques de Profeſſion, qui peuvent faire uſage de ce Recueïl, il peut-être utile généralement à tous ceux, qui veulent ſe mêler d'entendre quelque choſe dans les intérêts des Princes; & qui eſt-ce aujourd'hui, qui ne s'en mêle pas? C'eſt la ſcience à la mode; tout le monde en parle; mais il y a peu de gens qui ſachent ce qu'ils diſent, faute de lumiére, & il eſt preſ-

preſque impoſſible de le ſavoir ſi l'on n'a recours aux divers Actes & Traitez que ces Princes peuvent avoir faits. Il n'y a perſonne de bon goût, qui n'aît infiniment eſtimé les *Intérêts & maximes des Princes* de M. le Duc de *Rohan*, & quoi que depuis plus de ſoixante ans, qu'il y a qu'ils ſont écrits, les Intérêts des Princes, & par conſéquent leurs maximes ayent beaucoup changé, cèt Ouvrage eſt infiniment préférable, encore aujourd'hui, à tout ce qu'en ont écrit depuis certains Auteurs, qui ont plus bâti ſur leur imagination, que ſur les fondemens ſolides ſur leſquels avoit bâti le Duc de Rohan. Ces fondemens ne ſont autres que les Actes publics, qui font la matiére de ce Recueïl, les Traitez de paix, les Alliances par mariages, les Teſtamens &c. Tant qu'on ne ſera point inſtruit de tout cela, on raiſonnera en l'air, & l'on ſe fera ſiffler par les connoiſſeurs.

De plus, les Actes que contient cèt Ouvrage ſont les monumens les plus certains de l'Hiſtoire, & tout ce qu'on écrit d'ailleurs, n'eſt ordinairement que l'imagination des flateurs, la réverie de quelque rafineur en Politique, ou la production de la mauvaiſe humeur de quelque eſprit Satyrique. Que n'ont pas dit les François, par exemple, de l'Empereur *Charles Quint*, & des Rois d'Eſpagne ſes Succeſſeurs, apuyez ſur de ſimples bruits ſans fondement? Que n'ont pas publié, à leur tour, les Eſpagnols, de la foibleſſe du Roi de France *Loüis XIII.* & de la malignité des Cardinaux de *Richelieu* & *Mazarin*? On n'auroit rien écrit de tel de part, ni d'autre, ſi l'on s'en fut tenu aux Actes publics. Ces Actes peuvent dont ſervir ou pour dreſſer l'Hiſtoire, ou pour la rectifier. Ce n'eſt pas, par exemple, ce que les Partis oppoſez publient durant la guerre, qui doit nous faire juger de la perte ou du gain qu'on y a fait; mais les Traitez de Paix, qui s'en enſuivent, où l'on connoît par ce que châcun céde ou retient, ce que l'on a perdu ou gagné. La paix de Vervins nous aprit, que les guerres précédentes, quels qu'en euſſent été les événemens, avoient mis l'Europe dans ce juſte équilibre, qui faiſoit la ſureté de tous les Etats particuliers, qui la compoſent. Mais celles des Pyrenées & de Weſtphalie firent connoître, que la France prenoit le deſſus, & ſe rendoit ſupérieure à ſes voiſins. Si l'on jugeoit de ce que les divers Souverains engagez dans la derniére guerre ont gagné par les Relations des diverſes Campagnes qu'on a faites, on ne pourroit s'empêcher de conclurre, que la France ne fit jamais de guerre, qui lui fût plus avantageuſe. Elle ravage des Provinces entiéres en Allemagne & en ruine de fond en comble toutes les Villes; Elle prend un grand nombre de Places dans les Pays-bas & en Catalogne; Elle gagne des victoires ſur mer & ſur terre; ſes Armées vivent preſque toujours aux dépens de ſes Ennemis. Que ne doit-on pas conclurre de tous ces avantages, ſur tout ſi l'on en lit la Relation dans les Ecrits des Auteurs François, qui ont l'art d'exagerer merveilleuſement leurs avantages, & de leur donner du relief par leur éloquence? Mais ſans ſe laiſſer ébloüir par un exterieur ſi capable d'en impoſer à un eſprit ſuperficiel, qui ſe hâte de conclurre ſans refléchir murement; qu'on attende pour juger, de voir les Traitez de paix, qui ont terminé une guerre où la France a paru ſi ſupérieure; on la verra dans les Traitez reconnoître pour légitime Roi d'Angleterre, un Prince, qu'elle n'avoit point reconnu juſques-là; on verra la Lorraine, poſſedée ſans interruption par la France depuis plus de trente ans, renduë à ſon légitime Souverain, Pignerol remis au Duc de Savoye après 66. ans de poſſeſſion, Caſal démoli, & par là cette Couronne renvoyée au delà des Alpes. On verra toutes les Places qu'elle a conquiſes durant la guerre & quelques autres renduës à l'Eſpagne, & les Provinces-Unies obtenir des conditions de commerce plus avantageuſes, que celles dont Elles joüiſſoient avant le commencement de la guerre.

Je conviens, qu'il eſt aſſez fâcheux d'aller chercher la vérité de l'Hiſtoire dans une lecture auſſi ennuyante que l'eſt, par elle-même, celle des Actes publics. Le ſtile en eſt ordinairement très-dégoutant, les faits y ſont en quelque ſorte étoufez, ſous les épines d'un nombre infini de formalitez & de repetitions. Peut-être, eſt-ce pour éviter cèt ennui aux lecteurs, que dans quelques Recueils, dont on s'eſt ſervi pour celui-ci, on a ſuprimé toutes les formules, & tous les préambules des Traitez, comme inutiles: mais c'eſt une très-grande faute, qu'on a eu ſoin d'éviter dans ce Recueil, perſuadé que ces formules & ces préambules ſont d'un uſage perpétuel pour les Politiques, ainſi qu'on a pu le conclurre de ce qu'on a dit ci-deſſus. On trouvera donc ici tous les Actes, autant qu'il a été poſſible, munis de toutes leurs préfaces, ſans qu'on en aît retranché un ſeul mot, quelque ennuyante qu'en ſoit la lecture. Mais ne vaut-il pas mieux digérer cèt ennui, & trouver la vérité, que de s'expoſer à donner dans la fable, en liſant des Hiſtoires écrites d'une maniére agréable, & dégagées de toutes ces formalitez, telles que ſont, par exemple, celles de *Varillas*, & de quelques autres? Je confeſſe, que ſi la ſincérité étoit une vertu inſéparable de tout Hiſtorien, il n'y auroit plus que ceux qui ſe mêleroient d'écrire l'Hiſtoire, qui fuſſent obligez de foüiller dans les Actes publics; mais comme l'intérêt particulier, la flaterie, l'eſprit ſatyrique, la crainte, & diverſes autres paſſions ſont des défauts dont les Hiſtoriens ne ſont pas plus exemts que le reſte des hommes, quiconque ne veut pas être trompé, ne doit point tellement s'en fier à ce qu'ils en diſent, qu'il n'aît recours dans l'occaſion à des ſources plus ſûres, & où il puiſſe plus infailliblement s'inſtruire de la vérité.

On peut néanmoins s'épargner une partie de l'ennui que l'on contracte, dans la lecture des Actes, ſi l'on n'y cherche que l'Hiſtoire. Il eſt facile de paſſer ſur tous les préambules, pour ne lire que les Articles des Traitez; & d'ailleurs la Table Alphabétique qu'on a miſe à la fin peut être d'un très-grand uſage à ces ſortes de Lecteurs: je ſerai obligé d'en parler plus amplement dans la ſuite; je me contenterai, pour faire entendre ma penſée, de dire que par le moyen de cette Table, on peut d'un clin d'œil ſavoir tous les endroits du Livre où il eſt parlé d'une certaine choſe, & les trouver préciſément & ſans peine. Si l'on veut ſavoir, par exemple, toutes les lumiéres, qu'on peut trouver dans ce Recueïl au ſujet de la ville d'Arras, on n'a qu'à chercher ce mot dans la table; on trouvera non ſeulement tous les Traitez, qui ont été faits dans cette ville, mais auſſi tout ce qui a été ſtipulé à ſon égard durant tout le tems, que comprend ce Recueïl, & toutes les mains par leſquelles elle a paſſé.

J'oublios preſque un uſage particulier par raport à l'Hiſtoire, qu'on peut tirer de cèt Ouvrage, & qui me paroit de la derniére importance. C'eſt que par ſon moyen on peut preſque toujours éviter les fautes, qui ſont ſi communes dans les Hiſtoriens, par raport aux dattes des événemens dont ils parlent. On ne ſauroit croire, combien il ſe trouve de fauſſes dattes dans les Ouvrages de ceux qui paroiſſent même les plus exacts, ſoit qu'ils n'ayent pas eu les lumiéres ſuffiſantes pour ne jamais broncher, ſoit que la longueur de leur travail, & la peine qu'il y a très-ſouvent à débroüiller ce qui concerne la Chronologie, ne leur ayent pas permis d'être toujours ſur leurs gardes, & qu'ils ſe ſoient laiſſé aller quelquefois inſenſiblement au ſommeil. Or comme il y a peu de Traitez, qui ne ſoient dattez, & où la datte même ne ſoit écrite tout au long, & non en chifre, ce qui eſt fort ſujet à erreur; on peut redreſſer à coup ſûr par leur moyen, les fautes que les Hiſtoriens ont commiſes dans leurs Ouvrages, & éviter de tomber dans de ſemblables.

On verra auſſi dans les Piéces de ce Recueïl, la maniére différente de divers

Peuples de compter les tems; ce qui peut beaucoup ſervir pour l'explication de pluſieurs difficultez de Chronologie. Comme c'eſt la coutume des Rois de France & de la plûpart des autres Princes, de datter leurs Actes non ſeulement de l'année de Jeſus-Chriſt, mais auſſi de celle de leur Régne; que les Papes dattent les leurs de celles de leur Pontificat, & qu'il y a quelques Etats où la coutume étoit de faire auſſi mention dans les Actes publics, & de l'Indiction, & de l'année courante du Pontificat du Pape régnant; on ne ſauroit diſconvenir que tout cela ne puiſſe contribuer infiniment à éclaircir un grand nombre de queſtions Chronologiques, des difficultez deſquelles on ne ſortiroit peut-être jamais ſans ce ſecours.

Les Géographes même pourront tirer diverſes lumiéres de ce Recueïl. Ils pourront voir les noms différens, qui ont été donnez dans la ſuite des tems aux mêmes Pays, & aux mêmes Villes; & les changemens arrivez à ces noms, ſoit en tout, ſoit en partie, leur pourront fournir des lumiéres, qui ne ſont pas à mépriſer. Ils y trouveront auſſi les (*a*) conventions ſur l'endroit où l'on devoit placer le premier Méridien: (*b*) l'Accord paſſé entre les Rois de Caſtille & de Portugal au ſujet des Canaries: (*c*) la Donation du nouveau Monde faite aux Eſpagnols, par le Pape *Alexandre VI* (*d*) Ce qui eſt dit de la Guinée & du Fleuve Niger dans la Donation, qui en fut faite aux Portugais; où l'on remarque qu'on croyoit dès lors, que le Niger n'eſt qu'une branche du Nil, ſur quoi l'on peut conſulter l'Hiſtoire d'Ethiopie de M. *Ludolf*, & le Commentaire, qu'il a fait ſur cette Hiſtoire.

(*a*) Tom. I. pag. 864. b.
(*b*) Tom. I. pag. 689. col. b.
(*c*) Tom. I. pag. 864. b.
(*d*) Tom. I. pag. 530. b.

Les Généalogiſtes & ceux qui aiment le Blazon, y pourront auſſi trouver diverſes lumiéres, & de quoi corriger des erreurs conſidérables. *Machiavel*, par exemple, qui nous a donné la vie du fameux *Caſtruccio Caſtracani*, nous dit, que c'étoit un enfant expoſé, duquel on ignoroit la naiſſance, & qui fut trouvé dans une vigne par une Dame. Mais on verra par ce (*e*) Recueïl, que Caſtruccio étoit d'une noble Famille de Lucques, nommée (*f*) *Antelminelli*: Peut-être que Machiavel ſavoit bien la vérité, & qu'il n'a parlé de cette maniére de la naiſſance de Caſtruccio, que pour rendre ſon Hiſtoire plus merveilleuſe, & imiter le *Cyrus* de *Xenophon*. Je ne parle point des autres uſages de ces Traitez, comme pour connoître le changement qui s'eſt fait dans les langues, & la monnoye des tems auſquels ils ont été dreſſez.

(*e*) Tom. I. pag. 195. b.
(*f*) Ou, *Antermi-nelli*.

Mais je ne ſaurois m'empêcher de faire ici une reflexion qui m'eſt venuë cent fois dans l'eſprit durant l'impreſſion de cèt Ouvrage. C'eſt qu'il eſt étonnant, après avoir lû toutes les précautions, qu'on prend pour prévenir les infractions des Traitez, & tous les ſermens qu'on y ajoute; qu'il y aît eu des Princes qui ſe ſoient fait ſi peu de ſcrupule de violer les Traitez les plus ſolennels; & qui pis eſt, de former le deſſein de ne les point tenir, dans le tems même qu'ils les juroient.

Comme l'accuſation eſt grave, j'en alléguerai ici trois exemples, qui mettront cette vérité au deſſus de toute exception. Si je n'en allégue que trois, c'eſt pour ne pas faire un livre au lieu d'une préface; car, du reſte, je puis aſſurer, que jamais matiére ne fut plus abondante. *Ferdinand V.* Roi de Caſtille bien loin de couvrir de quelque prétexte ſpécieux le peu de bonne foi des Traitez qu'il faiſoit, & le peu d'envie qu'il avoit de les exécuter, s'en glorifioit hautement. * Un jour que *Quintana* lui raportoit, que le Roi de France *Loüis XII.* ſe plaignoit, que lui Roi de Caſtille l'avoit déja trompé deux fois; il répondit par cette louable exclamation, *deux fois! par Dieu, il a bien menti l'ivrogne, je l'ai trompé plus de dix.* Cependant c'eſt ce même *Ferdinand*, qui prit le glorieux nom de *Catholique*; tant il eſt vrai, que dans l'idée de bien des gens, la probité, la bonne foi, & les autres vertus, n'entrent

* Amelote de la Houſſaye. Obſervations &c.

pour

pour rien dans la compoſition du Chrétien, & qu'il ſuffit d'avoir un zéle exterminant & aveugle, pour mériter un ſi beau nom.

François I. Roi de France Succeſſeur de Loüis XII. rendit la pareille à *Charles Quint* Succeſſeur de Ferdinand ; & c'eſt là mon ſecond exemple. Il eſt vrai, que ce fut dans une occaſion, où il ſemble qu'un peu de mauvaiſe foi étoit pardonnable, ſi l'on pouvoit la pardonner dans quelque occaſion que ce ſoit. François étoit priſonnier en Eſpagne, & pour obtenir ſa liberté, il fut contraint de jurer ſolennellement le Traité de Madrid, qui contenoit pluſieurs conditions très-deſavantageuſes pour lui ; mais parce qu'il étoit fermement réſolu de ne les point obſerver, il fit en priſon une proteſtation contre tout ce qu'il alloit ſigner & jurer, ſous prétexte qu'il n'étoit pas libre, & que c'étoit par force qu'il ſe déterminoit à cette démarche. Mais il ne faut pas être fort habile Caſuiſte, pour décider qu'il n'eſt jamais permis de jurer ſolennellement d'exécuter un Traité, qu'on n'a aucune envie d'exécuter ; ſous prétexte qu'on a proteſté auparavant & à l'inſçu de la perſonne avec qui l'on contracte, qu'on n'a point deſſein d'obſerver le Traité, qu'on va ſigner & jurer.

Louis XI. Roi de France me fournira mon troiſiéme exemple. Ce Prince demanda ſon avis à *François Sforce*, ſur la Ligue, que pluſieurs Princes avoient faite contre lui, & qu'ils nommérent la *Ligue du bien Public* ; cèt habile Politique lui répondit, que, pour la rompre, il ne faloit rien refuſer, l'aſſurant que quand il leur auroit donné à chacun en particulier tout ce qu'ils demandoient, il ne lui ſeroit pas difficile dans la ſuite de le leur ôter quand il voudroit : ceux qui connoiſſent l'humeur de Loüis XI. n'auront garde de demander, s'il profita de cet avis.

Les Politiques ſont ſi perſuadez que l'intention des Princes dans les Traitez qu'ils font, n'eſt de les obſerver, qu'autant que leur intérêt le permettra ; qu'il y en a, qui ont paſſé d'ailleurs pour de fort honnêtes gens, qui ont poſé pour maxime, qu'il faloit que la choſe allât ainſi. Le Secretaire d'Etat *Villeroi* diſoit ouvertement, que *l'intention des Princes & de leurs premiers Miniſtres n'eſt pas, ni ne* DOIT PAS ETRE *aſſervie à leur ſignature ; mais plutôt leur ſignature à leur intention.* Qu'on juge après cela, ſi l'on a eu grand tort de dire, que la Politique pouvoit auſſi bien être definie *l'Art de tromper les hommes, que l'art de les gouverner.*

Je finirai ce que j'avois réſolu de dire de l'uſage de ce Recueil, en remarquant qu'on y peut aprendre un grand nombre de coutumes & de loix obſervées en divers tems, & en divers lieux ; & pluſieurs faits curieux & ſinguliers. On y verra, par exemple, qu'autrefois le Pape & l'Empereur étoient les deux Chefs de la République Chrétienne. M. * *Leibnitz* avoüe que cette Autorité de l'Evêque de Rome a ſouvent prévenu de grands maux, ayant reprimé l'ambition des Princes, qui ne pouvoient en éviter les cenſures : mais, „ ajoute cèt Auteur judicieux, la trop grande ambition du Clergé lui a fait „ perdre ce qui lui apartenoit juſtement, & qu'il auroit été à propos, pour „ le bien de la Chrétienté, qu'il eût retenu. *His Cleri attentatis factum eſt*, dit-il, *ut poſtremò, qui nimia affectabant, etiam juſta amitterent, quæ retinere ipſos è re Chriſtiana fuiſſet.*

* Dans la Préface de ſon *Codex diplomaticus.*

Les droits de l'Empereur & de l'Empire, peuvent auſſi recevoir de grands éclairciſſemens des Actes de ce Recueil. On y voit, par exemple, diverſes piéces concernant la fameuſe diſpute entre l'Empereur & le Pape au ſujet des Inveſtitures, & les Concordats paſſez à ce ſujet. On y lit comment les Empereurs ont prétendu être indépendans, & ne relever que de Dieu ſeul, contre les prétenſions des Papes, qui les regardoient en quelque ſorte, comme leurs Fendataires. Il y a des Actes, où ils exercent cette Souveraineté indépendante, même dans des cas que la Cour de Rome prétend être de ſa com-

pétence, à l'exclusion de tout Souverain, qui fait profession de la Religion Chrétienne. Tel est le cas de la dissolution des mariages. On verra, par exemple, dans le Tome * premier, que l'Empereur *Loüis* de Baviére accorde des Lettres de Divorce à *Marguerite* Duchesse de Carinthie, d'avec *Jean* Fils du Roi de Bohême, pour cause d'impuissance. Cette piéce est considérable pour cette raison, & pour la maniére dont cette pauvre Princesse explique qu'elle en a usé envers son Epoux, pour lui faciliter les moyens de lui rendre les devoirs d'un bon Mari. En voici les propres termes. *Eadem Margaretha in ætate sufficienti similiter constituta, & se ipsam, ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præfatam copulam carnalem explendam, non potuit dictus Johannes, neque valuit, sicuti neque valet aut potest, nec unquam posse creditur in futurum, eandem carnaliter cognoscere sibi conjugem Margaretham: quemadmodum multis & quasi omnibus possibilibus modis hoc tentans, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præfatum se dicit expertam: ac adversus eundem Johannem, sibique præfatum defectum inexistere, coram nobis in judicio se reddidit per experimenta sufficientia & testimonia quælibet ad hæc necessaria probaturam.*

* Pag. 233. Col. b.

Peu de tems après le même Empereur, en vertu de cette suprême autorité, qu'il prétendoit avoir indépendamment du Pape & de tout autre Prince de la terre, accorda une dispense à *Louis* Marquis de Brandebourg, d'épouser la même Marguerite Duchesse de Carinthie, en vertu des Lettres de Divorce, qu'il avoit accordées à cette Princesse, malgré le degré de parenté qui étoit entre les Deux Contractans. On trouvera cette dispense à la page 234. du premier Tome de ce Recueïl.

On verra par divers Traitez, que les Barons & les autres Grands Seigneurs d'un Etat se rendoient autrefois garands des Traitez de leurs Souverains, en sorte que si ces Souverains venoient à les rompre sans raison; les grands Seigneurs pouvoient avec leurs Vassaux combattre pour le parti opposé, afin de maintenir les Traitez. On en trouve un exemple remarquable dans le * Traité de Paix fait en 1200. entre *Philippe II.* Roi de France, & *Jean* surnommé *sans terre* Roi d'Angleterre. En voici les termes. *Nos verò* (Johannes scilicet Rex Angliæ) *dedimus Domino Regi Franciæ securitates de hominibus subscriptis, scilicet, Bald. Comitis Albæ Marlæ, &c. qui juraverunt hoc modo, quod ipsi, cum omnibus Feodis suis, circa mare ad Dominum Regem Franciæ irent, si hanc pacem ei non teneremus, sicut est divisa. Dominus quoque Rex Franciæ similiter dedit nobis securitates de hominibus suis subscriptis, scilicet Comitis Roberti Drocar. &c. qui similiter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus Feodis suis ad nos venirent, si Dominus Rex Franciæ, hanc pacem non teneret, sicut est divisa.*

* Voyez le Tom. I. de ce Recueïl pag. 39. col. b.

On pourroit alleguer une infinité d'autres coutumes, dont on trouvera des exemples dans ce Recueïl. Il seroit aussi facile de faire voir plusieurs autres usages qu'on en peut tirer, mais on craint d'être trop long; & il est tems de passer à ce qu'on a promis de faire en second lieu dans cette Préface, qui est d'expliquer la Méthode, qu'on a suivie dans ce Recueïl; & pour ne laisser rien à désirer au Lecteur sur ce sujet, nous reprendrons la chose d'un peu haut.

SECONDE PARTIE.

Explication de la Méthode qu'on a suivie.

IL Y A déja quelques années, que les Libraires dont les noms paroissent au titre de cet Ouvrage, considérant avec quel empressement on recherchoit les Recueïls particuliers de Traitez & d'autres Actes publics imprimez en divers tems & en diverses formes, résolurent de les ramasser tous, pour en faire

un

un ſeul corps, & d'y joindre, pour le rendre plus complet, toutes les piéces répanduës dans pluſieurs Livres, toutes celles qui n'avoient encore paru qu'en feuilles volantes, & celles que les particuliers de leur connoiſſance pourroient leur fournir.

A peine avoient-ils formé ce deſſein, qu'ils aprirent, que le Sieur Fréderic Leonard faiſoit imprimer un Recueïl de Traitez à Paris. Ils crurent, qu'ils devoient l'attendre, pour en profiter, & inſérer dans le leur, les piéces qui pourroient leur avoir échapé. On parleroit ici des principales ſources dans leſquelles ils avoient deſſein de puiſer, ſi cela ne paroiſſoit aſſez dans la Table des Auteurs dont on s'eſt ſervi, que l'on trouvera après cette Préface.

Le Recueïl du Sr. Leonard parut en 1693. en ſix Volumes in 4. Mais on vit que le deſſein qu'il s'étoit propoſé, & ſa maniére de l'exécuter, étoient bien différens du plan, que s'étoient formé les Libraires dont je viens de parler. Quant au deſſein, ſi l'on en excepte un très-petit nombre de piéces, il n'y en a point dans ces ſix Volumes, dans leſquelles la France n'intervienne ou comme Partie contractante, ou comme Médiatrice, au lieu que le deſſein, qu'on avoit en Hollande, étoit de faire imprimer un Recueïl général de tous les Traitez & autres Actes Publics concernant toutes les Puiſſances du Monde. De plus le Sieur Leonard n'eſt pas remonté plus haut, que le fameux Traité d'Aras fait en 1435.; au lieu qu'on s'étoit propoſé en Hollande de ramaſſer généralement toutes les Piéces qu'on pourroit trouver depuis la Naiſſance de Jeſus-Chriſt juſques à nos jours. Il eſt vrai qu'on n'eſt pas remonté plus haut, que l'an DXXXVI. de Jeſus-Chriſt, parce qu'on n'a rien pû découvrir de plus ancien qui fût digne d'être publié. Mais voila cependant près de neuf cens ans de différence, & cela eſt très-conſidérable.

Pour ce qui eſt de la maniére de l'exécution; on ne ſauroit diſconvenir, qu'il n'y aît dans le Recueïl du Sieur Leonard des défauts qui rendent ſon Ouvrage imparfait. Les Traitez n'y ſont point rangez exactement ſelon l'ordre Chronologique, mais dans un ordre mixte, s'il eſt permis de parler ainſi; c'eſt-à-dire en partie ſelon les années & en partie ſelon les différentes Puiſſances avec qui la France a contracté. C'eſt ce qui donne une peine infinie à ceux qui veulent ſe ſervir de ce Recueïl; ſans que les Tables, qu'on a miſes au devant, puiſſent être fort utiles, tant parce qne ces Tables elles-mêmes n'obſervent pas exactement l'ordre des tems, mais celui des différentes Puiſſances; que parce que dans la plupart des Volumes, les pages ne ſont pas marquées tout de ſuite; mais que le chifre recommence au commencement de chaque Traité. Ainſi, quoi qu'on aît trouvé dans la Table, le Traité dont on a beſoin, on n'en eſt guéres plus avancé; puis qu'il faut encore feuilleter bien du tems, avant que de le trouver dans le Corps de l'Ouvrage.

Il ne faut qu'avoir des yeux, pour convenir de cette vérité, ce qui n'empêche pas, que ce Recueïl n'aît ſon prix. On avoüe même, qu'il a été d'un grand ſecours pour celui-ci; tant parce qu'il a fourni pluſieurs Piéces importantes, qu'on n'avoit point, que parce qu'à l'égard même de celles qu'on avoit, on a été bien aiſe de pouvoir les confronter, pour corriger les fautes, qui pourroient s'y être gliſſées, & pour ſe ſervir des copies les plus exactes & les plus complettes; auſſi a-t-on fait honneur au Sieur Leonard dans toutes les occaſions, de ce qu'on empruntoit de lui, le citant toujours exactement. On ajoutera ici, pour n'y pas revenir, qu'on a héſité fort long-tems ſi l'on inſéreroit dans cèt Ouvrage les Arrêts de la Chambre établie à Metz, pour la réunion des dépendances des trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & autres endroits à l'obéïſſance du Roi de France, &c. On les trouve à la fin du ſixiéme Tome du Recueïl du Sieur Leonard, dont ils ſont une bonne partie. J'avoüe, que ſi j'en avois été tout-à-fait crû, on ne les auroit pas obmis; tant

parce qu'ils ont fait beaucoup de bruit dans le monde, que parce qu'ils ont aſſez de raport aux affaires générales: mais d'autres perſonnes très éclairées qu'on a conſulté, n'ont pas été de cet avis; parce que tous ces Arrêts n'entrent point dans le plan général de cèt Ouvrage, & qu'en les inſérant, il auroit fallu y mettre un grand nombre d'autres Piéces, qui auroient trop groſſi ce Recueïl. Cependant, ſi l'on reconnoit dans la ſuite que la pluralité des ſufrages, ſoit pour l'inſertion de ces Arrêts; on pourra les mettre dans un ſuplément, qu'on prévoit bien qu'il faudra faire dans quelque tems. Car on n'a garde de croire, qu'on n'ait rien oublié: bien loin de là on prie tous ceux, qui pourront avoir quelques Piéces, qui ayent échapé à nos recherches, de vouloir bien les adreſſer aux Libraires, qui ont imprimé ce Recueïl; qui promettent de les imprimer, & d'en faire honneur à ceux qui les leur communiqueront.

Ayant ramaſſé les Livres & les autres ſecours dont on avoit deſſein de ſe ſervir, on ſe diſpoſa à exécuter le projet qu'on avoit formé. Mais comme le bruit s'en répandit; on fut averti, que Meſſire * *Libert François Chriſtin* Vicomte de Vueren & de Duysbourg, Seigneur de Bautershem, Loevene, Nederheim, &c. d'un mérite diſtingué, & également curieux & ſavant, avoit travaillé depuis long-tems à recueillir tous les Traitez de paix tant anciens que modernes. L'inclination naturelle qu'il a à faire plaiſir, & ſurtout en ce qui peut procurer l'utilité publique, ne nous permettoit pas de douter, qu'il ne voulût bien communiquer ſes Mémoires & les fruits de ſes travaux, ce qu'il fit auſſi fort généreuſement; & nous fûmes agréablement ſurpris de trouver dans ſes Mémoires diverſes piéces, qui nous auroient échapé ſans ce ſecours.

* Il eſt Conſeiller du Roi Catholique en ſon Conſeil de Brabant, & ci-devant du Conſeil ſuprême de l'Amirauté dans les Pays-bas. Il eſt également ſavant en toutes ſortes de ſciences & de langues, de même que dans l'Hiſtoire & dans l'Antiquité. Il a honoré le Public de divers Ouvrages fort recherchez, ce qu'il ſemble avoir hérité de ſon Illuſtre Famille, dont le Frére Aîné Meſſire Jean Baptiſte Chriſtyn Baron de Merbcke, après avoir été Conſeiller du Roi Catholique en ſon Grand Conſeil & Privé, fut mis dans le Conſeil ſuprême de Flandres en Eſpagne, & nommé Ambaſſadeur Plénipotentiaire à la Paix de Nimégue; il eſt mort Chancelier & Garde des Seaux de Brabant. Pluſieurs autres de ſes plus proches parents ont été revétus des plus grandes Dignitez de la Robe; comme de celle de Chef & Préſident du Conſeil d'Etat & Privé, aux Pays-bas Catholiques. Pour ne rien dire de tant d'autres de ſes Parens, qui ont eu l'honneur d'avoir été Conſeillers au Grand Conſeil, en ceux de Brabant, de Gueldres, & autres. Enfin, c'eſt à la Famille des Chriſtins que le Public a l'obligation de pluſieurs excellens Ouvrages, comme de celui des Obſervations ſur les Loix abregées de Philibert Bugnion, & ſur l'Antitribonien de Hotman en deux Tomes *in* 4. De la *Juriſprudentia Heroica ſive Heraldica in fol.* Des *Obſervationes Eugenalogica & Heroica in* 4. Des Coutumes générales de Brabant en 2. Tomes *in fol.* De l'augmentation de deux Tomes de tous les Placards de Brabant *in fol.* Des Commentaires ſur les Parœmies d'Antonius Matthæus in 4. Des Commentaires ſur les Coutumes de la Ville de Bruxelles *in fol.* & de pluſieurs autres Ouvrages tant Généalogiques & Héraldiques qu'autres.

Il eſt

Il faut ſeulement remarquer à l'égard de ces dattes, premiérement qu'on s'eſt ordinairement ſervi du nouveau ſtile, comme du plus généralement reçu, & du plus exact, lors qu'on n'a rien ſpecifié; & que dans les endroits, où l'on a ſuivi l'ancien, on a eu ſoin de marquer auſſi ordinairement le nouveau. Il ſe peut faire néanmoins, qu'on n'aît pas toujours été tout-à-fait exact ſur ce ſujet, parce qu'on n'a pas toujours ſû de quel ſtyle s'étoient ſervis ceux qui avoient dreſſé les Traitez. Il eſt vrai, qu'il eſt à préſumer, que quand deux Princes dans les Etats duquel on ſuit le nouveau ſtile, par exemple, traitent enſemble, c'eſt de ce ſtile dont ils ſe ſervent: mais il n'en eſt pas de même dans les Traitez où l'un des Contractans ſuit le nouveau ſtile & l'autre l'ancien. Quand cela n'eſt pas expliqué dans la datte, il eſt bien difficile de déterminer duquel on s'eſt ſervi, ſi l'on n'a pas des lumiéres d'ailleurs. On en peut avoir quelquefois en conſidérant le lieu où le Traité s'eſt fait, & voyant quel ſtile on y ſuit: mais cette régle n'eſt pas toujours certaine. Si donc il y a quelque défaut à cèt égard, ce dont on n'oſeroit diſconvenir, le Lecteur eſt prié de vouloir bien l'excuſer; puis que l'erreur dans le fonds n'eſt pas conſidérable.

Il faut remarquer en ſecond lieu, à l'égard des dattes, qu'en Angleterre l'année ne commence que vers Pâques, & qu'on y ſuit l'ancien ſtile. La coutume de ne commencer l'année qu'à Pâques fut auſſi en uſage en France, juſques ſous le régne de *Charles IX.* Il ne faut pas donc s'étonner, ſi dans les Traitez où l'Angleterre a eu part, & dans ceux qu'a faits la France juſques à Charles IX. on trouve les mois de Novembre & de Décembre de 1478., par exemple, avant les mois de Janvier, de Février, & de Mars de la même année; puis qu'effectivement ceux-là précédoient ceux-ci. Je ne voudrois pas garantir pourtant, qu'à cèt égard il ne ſe ſoit point gliſſé de faute dans ce Recueil; car quoi qu'on aît pris ſoin d'y être le plus exact, qu'il étoit poſſible, on n'a pas toujours pû ſavoir lors que l'Angleterre ou la France traitoient avec d'autres Puiſſances, quelle maniére de compter l'on obſervoit dans les Traitez. Le Lecteur eſt donc prié de pardonner ces petits défauts, s'il s'en trouve quelques-uns, & de ne s'attacher pas partout ſcrupuleuſement à l'ordre des mois; puis que quelquefois il a été abſolument impoſſible de mieux faire. On ſe perſuade néanmoins, qu'il n'y aura que très-peu d'endroits, où il trouvera de ſemblables fautes.

Pour ce qui regarde la Langue en laquelle on devoit publier ces Traitez, on ſe détermina facilement à la Langue Françoiſe, comme à celle qui eſt le plus généralement en uſage à préſent en Europe. On ne crut pas néanmoins, qu'on dût traduire en François les Piéces écrites originellement en Latin; tant parce qu'étant néceſſaire de mettre l'original, l'Ouvrage auroit groſſi de plus du tiers, ſi l'on y eut ajouté partout une Traduction Françoiſe; que parce que la Langue Latine n'eſt pas entenduë de moins de gens, que la Françoiſe, pour ne rien dire de plus. Pour toutes les autres Langues, telles que ſont l'Eſpagnole, l'Italienne, l'Angloiſe, l'Allemande, & la Flamande, on a donné partout des Traductions des piéces écrites en ces Langues, parce qu'elles ne ſont pas d'un uſage ſi univerſel, que la Latine & la Françoiſe. Quand les Piéces, que nous avons eües, ont été en une Langue, que nous avons cru n'être pas l'Original, ſi ce n'a été ni du Latin, ni du François; nous nous ſommes contentez d'en mettre une Traduction Françoiſe; puis qu'il eut été ridicule, de mettre deux Traductions en deux Langues différentes d'une même piéce: nous en avons ordinairement averti par une petite note; ou par la ſimple citation du Livre dont la Piéce a été tirée; comme par exemple, *Traduit du Mercure de Vittorio Siri &c.* Nous ne voudrions pas néanmoins aſſurer, qu'il ne nous ſoit jamais arrivé de mettre au lieu de l'Original, que nous n'avions pas, deux traductions d'une même piéce. Cela a pû ſe faire quelque-

fois par mégarde, & quelquefois auſſi parce qu'on n'a pas bien ſû quelle étoit la Langue originale du Traité. J'avoue, qu'il eut été à ſouhaiter, qu'on eût toujours pû avoir l'Original; mais on a crû que, quand cela étoit impoſſible, il valoit encore mieux donner une traduction d'une piéce d'ailleurs importante, que de la ſuprimer entiérement.

Il a été infiniment plus difficile de ſe déterminer ſur la qualité des piéces dont on formeroit ce Recueïl, que ſur l'ordre qu'on y devoit ſuivre, & ſur la Langue dont il faloit ſe ſervir. Après avoir conſulté aſſez long-tems, & demandé l'avis de diverſes perſonnes habiles, qui ne s'eſt rien moins trouvé qu'uniforme; on s'eſt enfin déterminé aux Piéces ſpécifiées dans le tître général de cèt Ouvrage. Mais il eſt arrivé, ſans doute, en cette occaſion, ce qui arrive toujours infailliblement à tout Auteur de Dictionnaire, c'eſt que n'ayant pas des vuës d'une étenduë infinie, il oublie toujours néceſſairement quelques-uns des mots, qui entrent dans le plan, qu'il s'eſt formé, & qu'en recompenſe il en met d'autres qui ne ſont pas de ſon plan. Le dernier de ces défauts n'eſt pas conſidérable; puis qu'il vaut beaucoup mieux trouver dans un Dictionaire cent mots qu'on ne croyoit pas devoir y trouver; que de n'y pas trouver un mot particulier, qui devroit néceſſairement y être. Le premier défaut eſt plus important; mais tout homme raiſonnable le pardonnera facilement à l'infirmité de la nature humaine. Nous croyons de même, qu'on pourra chercher dans ce Recueïl certaines Piéces, qui y devroient être, & qui n'y ſont pas, ſoit pour ne les avoir pû recouvrer, ſoit pour n'en avoir pas eu connoiſſance; & peut-être qu'au contraire, on y en trouvera, qu'on croira hors du plan qu'on s'eſt propoſé. Quelquefois on les y a miſes, parce qu'elles contenoient quelque choſe de curieux, & dont il n'étoit pas inutile que le Public fût inſtruit: quelquefois on n'a pû refuſer à de certaines perſonnes, qui ont ſouhaité, que telles piéces y fuſſent. On eſpére, que le Lecteur ne le trouvera pas mauvais, ſurtout quand on l'aſſurera que d'ailleurs on a fidélement inſéré toutes celles qu'on a cru, qui y devoient être, & qu'on a pû avoir, ſans être retenu par aucune conſidération particuliére.

On avoit commencé l'impreſſion des trois premiers volumes de ce Recueïl, quand un illuſtre Magiſtrat nous aprit, que feu Monſieur *Jerome Beverning* Conſeiller & Bourgemaître de la Ville de Goude, Curateur de l'Univerſité à Leide &c., illuſtre par tant d'Ambaſſades dont il a été chargé, & par tant de ſervices, qu'il a rendus à ſa Patrie, avoit dreſſé un ample indice de Traitez faits entre toutes les Puiſſances du Monde: il nous aprit en même tems, que ce riche tréſor étoit entre les mains de M. *Bruno van der Duſſen* Conſeiller & Penſionaire de la même Ville de Goude, digne neveu de M. de Beverning, & qui par ſa profonde intelligence dans les affaires, par la ſolidité d'un jugement exquis, & par ſon aſſiduité au travail, rend tous les jours des ſervices trés-importans à ſa Patrie. Perſuadez de ſon penchant naturel à obliger, par une infinité d'expériences particuliéres que nous en avons faites, nous nous adreſſames à lui, & il voulut bien nous communiquer non ſeulement la Table de M. de Beverning, augmentée conſiderablement par lui-même; mais auſſi un grand nombre de Traitez, qui nous manquoient, manuſcrits & imprimez qu'il avoit dans ſa Bibliothéque. Ainſi, bien ſouvent lors qu'on voit le mot de *manuſcrit*, ou de *feuille volante imprimée* à la fin du tître d'un Traité; on doit s'aſſurer que c'eſt à M. van der Duſſen, que nous ſommes redevables de cette piéce; outre un grand nombre d'autres tirées d'Auteurs imprimez, & qui nous ont été indiquées par ſa Table. On remarquera, que j'ai dit *bien ſouvent lors qu'on trouvera le mot de manuſcrit*; & non pas toûjours, parce qu'il eſt vrai qu'il y a pluſieurs Miniſtres publics qui ont été aſſez obligeans, pour communiquer ce qu'ils avoient de particulier, & qu'on n'a pas trouvé à propos de nommer.

Le

Le Lecteur remarquera auſſi, s'il lui plait, que j'ai dit, qu'on avoit déja commencé l'impreſſion de cèt Ouvrage, quand on eut communication de la Table de M. van der Duſſen. C'eſt en partie ce qui nous a obligez de mettre des ſupplémens à la fin de châque Tome; mais qui ne doivent faire aucune peine au Lecteur, parce que les Tables Chronoliques miſes au devant de châque Volume, & où les piéces des ſupplémens ſont placées en leur rang, ſuplécent facilement à ce petit déſordre, qui eſt preſques inévitable dans ces ſortes d'Ouvrages.

Nous eſpérons, que le Lecteur nous ſaura gré d'avoir marqué exactement dans châque Traité l'endroit dont nous l'avons tiré, à la reſerve des Piéces Manuſcrites dont nous venons d'indiquer une des principales ſources. Quoi que tout Auteur doive ſe piquer de bonne foi, il doit néanmoins ſe déſabuſer, le Public ne l'en croira point ſur ſa parole, pour les choſes dont il n'a pas été témoin oculaire. Quand il ne citera point, il ne doit pas ſe plaindre, qu'on le ſoupçonne, ou de débitet des fables, ou de ſe vouloir faire honneur du travail d'autrui, en cachant les ſources où il a puiſé. Quelques perſonnes croyoient, que nous nous devions contenter de donner une Liſte des Auteurs dont nous nous ſommes ſervis, ſans repeter auſſi ſouvent, que nous l'avons fait; les noms de *Fréderic Leonard*, par exemple, d'*Aitzema*, de *Guichenon*, & les autres. Elles nous alleguoient un grand nombre d'Hiſtoriens, qui en ont uſé ainſi; mais nous nous ſavons bon gré de n'avoir pas ſuccombé à une tentation, qui nous auroit évité bien de la peine; mais qui aſſûtément n'auroit pas dû ſatisfaire bien des Lecteurs. En effet, ces citations générales, & rien, c'eſt à peu près la même choſe. Quand nous aurions été tentez de falſifier quelque Piéce, comment auroit-on découvert la fraude? Le moyen de diſcerner dans ce grand nombre de Livres dont nous nous ſommes ſervis, & qui compoſent une juſte Bibliothéque, celui où eſt le Traité, qu'on auroit falſifié. Nous nous félicitons d'avoir été en ce point préciſément de l'opinion d'un Auteur judicieux, dans un * Livre qui ne fait que de paroître ſous le nom de *Parrhaſiana* ou *Penſées diverſes ſur des Matiéres de Critique &c.* Comme il dit à peu près ce que nous avions penſé ſur le ſujet des Citations, ſi ce n'eſt qu'il le dit d'une maniére plus nette, & plus exacte, que nous n'aurions pû faire; nous ne ferons pas difficulté de le copier ici; d'autant plus que ce Livre eſt encore ſi peu connu, que cette citation aura toute la grace de la nouveauté. * On demande, dit-il, ſi ceux qui écrivent l'Hiſtoire Ancienne, ou au moins une Hiſtoire, dont il n'y aît plus de témoins vivans, doivent citer les Auteurs, dont ils ſe ſervent, à châque page, ou à châque article. Les ſentimens ſont partagez là-deſſus. Les uns croyent, qu'il n'eſt nullement néceſſaire de citer; & que le Lecteur ſe doit fier au choix & à la ſincérité de l'Hiſtorien; ſans lui demander de qui il a pris les faits qu'il raporte. Ils ſe fondent ſur l'uſage des anciens Hiſtoriens Grecs & Latins, qui ne citent, que très-rarement les Auteurs dont ils ſe ſont ſervis; comme lors qu'il y a entr'eux quelque diverſité de ſentimens. Puis que l'on ſe fie au raport de ces Hiſtoriens, ils ſoutiennent, que l'on doit auſſi croire les Modernes, qui en uſent de même. Si l'Hiſtorien le trouve à propos, il peut mettre, diſent-ils, une liſte des Hiſtoriens, qu'il a conſultez, au commencement, ou à la fin de ſon Hiſtoire, afin que l'on voye de quoi il s'eſt ſervi; mais il n'eſt pas obligé de marquer ceux qu'il a lûs, ſur châque fait en particulier.

* Dans le commencement de Juin, 1699.

* Pag. 144.

„ Les autres ſoûtiennent qu'il faut, en cette occaſion, citer partout, & prétendent, que les Anciens ont eu tort de ne le pas faire, & qu'on ne leur doit pas tant ajoûter de foi, à cauſe de cela. En effet, ſi la choſe eſt mauvaiſe en ſoi, l'exemple des Anciens ne la rend pas meilleure, & rien ne nous doit empêcher de faire mieux qu'eux. La République des Lettres eſt

* * *

„ enfin

„ enfin devenuë un Pays de raiſon & de lumiére, & non d'autorité & de foi „ aveugle, comme elle ne l'a été que trop long-tems. La multitude n'y „ prouve plus rien, & les cabales n'y ont plus de lieu. Il n'y a aucune Loi „ divine, ni humaine, qui nous défende de perfectionner l'Art d'écrire „ l'Hiſtoire; comme on a tâché de perfectionner les autres Arts & les autres „ Sciences. Comme un Philoſophe ne peut pas s'excuſer aujourdhui, s'il „ parle obſcurément, ou s'il ſuppoſe des choſes incertaines, comme aſſurées; „ par l'exemple d'*Ariſtote* & des autres Philoſophes anciens, qui ont commis „ les mêmes fautes: l'exemple d'*Herodote* ou de *Tite-Live* ne peut pas mettre à „ couvert ceux qui imitent leurs défauts. Si on les loüe, il faut toujours ſe „ ſouvenir, que les loüanges ne ſe raportent, qu'à ce qu'ils ont de bon, com- „ me ſont la pureté & l'élegance de leur ſtile; & nullement à ce qu'on y peut „ trouver de blâmable. Il faut penſer encore qu'on ne les eſtime en partie, „ que parce qu'il ne nous reſte point d'autres monumens que les leurs; & „ qu'on ne leur ajoute foi, que lors qu'on n'a aucune raiſon de les contredire; „ ou à cauſe de la vraiſemblance de leurs narrations, ou à cauſe qu'on n'a au- „ cun témoin plus exact & plus ancien qu'eux, pour les redreſſer. On croit „ le gros de l'Hiſtoire; mais on demeure en ſuſpens ſur les circonſtances.

„ Cela étant ainſi, s'il y a de grands inconveniens à ne citer point: les „ exemples des Anciens, ni de leurs Imitateurs ne ſuffiſent nullement, pour „ ſauver de la cenſure ceux qui ne le font pas. On ſoûtient donc, que l'on „ n'évite de citer, qu'afin que perſonne ne puiſſe examiner l'Hiſtoire, que „ l'on raconte, en comparant la narration avec celle des Hiſtoriens, qui ont „ écrit auparavant. Car le moyen d'examiner ce que l'on avance, ſans citer „ perſonne en particulier; à moins que d'avoir tous les Hiſtoriens dont on „ s'eſt ſervi, & de les avoir bien lûs & bien mis dans ſa mémoire? Peu de gens „ en ſont capables, & peu de gens ont tous les Livres qu'il faudroit avoir. „ Sans cela, on peut toujours craindre de ſe tromper, parce qu'il ſe peut fai- „ re que l'Auteur que l'on lit aît ſuivi quelque Hiſtorien, que ceux qui ont in- „ térêt à examiner l'Hiſtoire n'ont pas, ou qu'ils n'ont point lû, ou dont ils „ ne ſe ſouvienneut pas. Mais ſi l'on n'oſe pas s'inſcrire en faux contre un „ Hiſtorien, qui n'a pas cité, on n'oſe pas auſſi s'y fier. Comme on peut ſou- „ vent faire des Romans impunément, en ſuivant cette méthode, & donner „ tel tour que l'on veut à l'Hiſtoire: le Lecteur ſoupçonneux n'oſe preſque „ rien croire, & abandonne bientôt une lecture dont il ſe défie. On aſſure „ qu'un Hiſtorien moderne &c.

„ Outre cela, *c'eſt toujours le même Auteur qui parle*, on ſoûtient, que la pré- „ caution que quelques-uns ont eu de mettre à la tête de leurs Hiſtoires les „ Auteurs, qu'ils avoient ſuivis, ſans les citer ailleurs plus en particulier eſt „ tout-à-fait inutile; parce qu'elle eſt ſujette à preſque tous les inconvéniens, „ qui ſe trouvent dans la méthode de ceux qui ne citent point du tout. En ef- „ fet, il eſt très-difficile de ſavoir quel Hiſtorien un Auteur peut avoir ſuivi, „ dans chaque fait, quand même on les auroit tous. Mais on dit de plus, „ que l'on ne met ſouvent une grande liſte d'Auteurs, que par pure oſtenta- „ tion; & qu'il y en a pluſieurs, dont on n'a peut-être jamais vû la couvertu- „ re. Il eſt vrai, qu'il n'y a rien de ſi facile, que de compoſer un grand „ Catalogue d'Hiſtoriens, qu'on n'a jamais vûs, & de le mettre hardiment à „ la tête d'une Hiſtoire; & ſi l'on en uſe ainſi de bonne foi, il dépend néan- „ moins du Lecteur de le croire ou non. Il n'y a qu'une ſeule choſe, qui „ puiſſe faire pardonner cela à un Hiſtorien; c'eſt ſi l'on eſt aſſuré d'ailleurs „ de ſa ſincérité. C'eſt auſſi ce qui a fait que l'on n'a pas cenſuré *Jaques Auguſte* „ *de Thou*, pour en avoir uſé de la ſorte. Les marques claires de ſincérité & „ de modération, qu'il donne par tout, lui ont fait pardonner cette faute,

„ qu'on

„ qu'on ne pardonne point à des gens comme *Varillas*, dont la paſſion & l'eſ-
„ prit Romaneſque éclatent de toutes parts.

J'eſtime, que tout homme judicieux conviendra de la ſolidité de ces remarques, & conclurra de là, qu'un Collecteur d'Actes publics, eſt dans une obligation encore plus étroite, qu'un Hiſtorien, de marquer partout exactement les ſources où il a puiſé, parce que les Actes qu'il raporte ſont d'une toute autre conſéquence qu'une ſimple Hiſtoire. En vain m'allégueroit-on, que les Auteurs, que je cite, ne ſont pas plus dignes de foi que moi, & que leur autorité ne ſert de rien pour aſſurer la vérité de ces Traitez. Car outre que pluſieurs de ces Auteurs ont puiſé, ou pû puiſer dans les Originaux, comme cela paroit aſſez par leurs livres, & que dès là leur autorité eſt d'un plus grand poids, que la mienne; quand cela ne ſeroit pas, comme peut être, il n'eſt pas à l'égard de tous, je me décharge par là de tous les ſoupçons, qu'on pourroit avoir contre moi, qui retombent uniquement ſur les Auteurs, que je cite.

J'ai donc été exact à citer toujours les Auteurs ou les autres ſources où j'ai puiſé les piéces que l'on trouvera dans ce Recueïl. J'avoüe même qu'à l'égard des Manuſcrits, ſi j'euſſe toujours pû ou oſé marquer par quelles mains ils avoient paſſé, avant que de parvenir juſqu'à moi, je l'aurois fait tout de même. Mais le Lecteur eſt prié de ſe contenter à cèt égard des éclairciſſemens, que je lui ai donnez ſur ce ſujet dans cette Préface.

J'ai été ſi exact dans mes citations, que lors que les Piéces que je raporte ſe trouvoient dans différens Auteurs, je les ai ordinairement tous alleguez, lors que j'ai vû qu'il y en avoit quelque petite néceſſité; & je ne m'en ſuis preſques diſpenſé, que lors qu'on a vû clairement, qu'un Auteur avoit puiſé dans l'autre, ſans autres lumiéres; car il eſt clair alors, que deux autoritez n'en valent pas plus d'une. Même comme il s'eſt fait, ou qu'il ſe peut faire à l'avenir diverſes Editions des Livres que je cite; afin que le Lecteur ne s'y trompe point, je marque exactement dans la liſte que je donne ci-après, l'Edition dont je me ſuis ſervi. Je ne ſai ſi je me trompe, mais je crois, que cette exactitude à citer les Auteurs, eſt ce dont le Lecteur me doit ſavoir le plus de gré dans cèt Ouvrage. Ce que j'ai dit ci-deſſus du Recueïl du Sr. Leonard fait voir que je n'ai pas pû toujours marquer la page de ce Recueïl, & qu'il a falu ſe contenter ordinairement d'indiquer le Volume.

La même exactitude nous a obligé à laiſſer tous les Traitez dans leur langue naturelle, ſans y rien changer, non plus qu'à l'orthographe. Et ſur cèt Article je ne ſaurois m'empêcher de me plaindre de la delicateſſe de ceux qui ont eu ſoin du Recueïl du Sieur Leonard. J'ai remarqué en confrontant quelques Traitez, avec d'autres Exemplaires, que j'en avois, qu'on s'eſt aviſé de les mettre en beau langage, & d'en changer ce qu'il y avoit de vieux dans les mots, dans les phraſes, & dans l'orthographe. J'aimerois autant qu'on entreprit de nous donner *Ronſard* ou *Marot* en beau langage; ou pour dire quelque choſe de plus exact, c'eſt tout de même, que ſi l'on faiſoit parler ces deux Anciens Poëtes comme on parle aujourdhui, & qu'on nous dit en même tems qu'on nous les donne, pour nous aprendre comment on parloit François lors qu'ils écrivoient. Un des uſages de ces Traitez eſt d'y aprendre les changemens qui ont été faits & dans la langue & dans le ſtile des Contracts, uſage qu'on n'en peut plus tirer, dès que le langage en eſt changé; joignez à cela, que ces Actes publics tirent leur principale force des termes auſquels ils ſont énoncez; & que dès qu'on en change le langage on ne peut plus s'aſſurer de leur véritable ſens. On a pris donc un très-grand ſoin, autant qu'on l'a pû, de donner tous les Traitez dans les propres termes, & dans la même orthographe, qu'on les a trouvé couchez: ſi on ne l'a pas toujours fait, la faute en doit être unique-

ment imputée à la fauſſe délicateſſe de ceux qui les ont défigurez, en voulant les habiller à la moderne. On a été ſi ſcrupuleux ſur ce ſujet, qu'on a mieux aimé laiſſer de certains endroits, où il y avoit aſſez viſiblement quelque faute d'impreſſion ou de copiſte, que d'exercer ſur ces endroits une Critique trop hardie. Ainſi on ne doit pas imputer à la négligence des Correcteurs tous les endroits, où il paroîtra y avoir fante; puis que quelquefois ce ſont des fautes qu'on a bien vuës, & qu'on n'a oſé ôter; quoi qu'on avoüe d'ailleurs, que ce Recueïl n'eſt pas exempt de véritables fautes d'impreſſion.

On ne doit pas oublier d'avertir, qu'on n'a obſervé aucun rang dans la nomination des Princes & des Souverains, dont il eſt parlé dans les argumens des Traitez. On a quelquefois mis le premier celui qui eſt venu le premier dans la penſée, quelquefois celui dont la premiére lettre du nom étoit la premiére dans les lettres de l'alphabet; mais le plus ſouvent celui qui étoit nommé le premier dans le Traité. Sur quoi il eſt bon de remarquer, qu'ordinairement dans l'échange des Traitez, châque Ambaſſadeur en livre une copie où ſon Maître eſt nommé le premier. Selon cela il eſt arrivé que quand on a tiré un Traité des Anglois, par exemple, le Roi d'Angleterre s'y trouve nommé le premier; comme au contraire c'eſt le Roi de France, qui eſt nommé le premier dans les Traitez qui nous viennent des François.

J'aurois bien voulu effacer des ſignatures ces ſortes de marques *L. S.* c'eſt-à-dire *Place de Seau*; parce que cela ne ſignifie rien, ſurtout dans un imprimé, où la forme de la page n'a pas permis de placer toujours les noms de ceux qui ont ſigné les Traitez, ſelon l'ordre qu'ils ont été placez dans les Originaux; mais en ceci, comme par tout ailleurs, j'ai eu un certain ſcrupule, auquel, peut-être, on donnera avec juſtice le tître de fauſſe délicateſſe. On verra auſſi quelquefois à la fin des Traitez ces lettres *vt.* qui ſignifient *vidit*; & qui marquent, que la copie du Traité a été collationnée.

Les étoiles * qui ſe trouvent en quelques endroits, & ſurtout dans les Traitez, qui ont été tirez du *Codex Diplomaticus* de M. Leibnitz, marquent qu'il y a quelque lacune, ou du moins, que ce ſont des endroits, que l'on n'entend point.

Pour ce qui regarde les Notes, qu'on a ajoutées à la marge, quoi qu'il y en aît un aſſez bon nombre, ſur tout au commencement des trois premiers Tomes, on avoüe qu'on en auroit pû faire beaucoup davantage, s'il n'avoit pas falu fournir de l'ouvrage à trois preſſes à la fois, & ſi la peine ne s'étoit augmentée du triple, de ce qu'elle étoit au commencement, avant qu'on eut eu autant de matiére, qu'on en a eu dans la ſuite. On doit un petit nombre de ces Notes à M. Leibnitz, à *Goldaſt*, & à celui, qui a eu ſoin de l'Edition du Recueïl de Leonard; mais le plus grand nombre a été ajouté, & ne paroit point dans les Ouvrages de ces trois Auteurs.

Quant à la diviſion de ce Recueïl, on n'a eu d'autre égard, qu'à tâcher de rendre les Volumes égaux en groſſeur; en quoi on n'a pas tout-à-fait réüſſi, parce qu'on les a imprimez tout à la fois. C'eſt pour les rendre plus égaux, qu'on a renvoyé au Tome ſecond les Obſervations de M. *Amelote de la Houſſaye*, qui étoient au devant du Recueïl du Sieur Leonard; & l'on s'eſt d'autant plus aiſément déterminé à prendre ce parti, que la plûpart de ces Obſervations regardent, non les Traitez du Tome premier; mais ceux du Tome ſecond & des ſuivans. Quoi qu'on ne voulût pas ſe rendre garand de tout ce que M. Amelote de la Houſſaye avance, on n'a pas cru néanmoins devoir ſuprimer ſes Obſervations; parce qu'elles contiennent des remarques curieuſes & importantes. On en a retranché quelques termes injurieux, qu'on peut pardonner à un Auteur qui écrivoit en France, dans un tems où cette Couronne étoit en guerre avec les Alliez. On eſt perſuadé, que ſi l'Auteur eut écrit durant la

paix

paix dont nous joüiſſons préſentement, il auroit ſuprimé lui-même ces endroits, ou que, pour mieux dire, ils ne lui ſeroient point venus dans l'eſprit.

On a été tenté de faire quelques réflexions ſur ces Obſervations, & de confronter les Articles de certains Traitez citez par l'Auteur avec ces mêmes Articles tels qu'on les a mis dans ce Recueïl; mais outre qu'on a naturellement de l'éloignement pour tout ce qui ſent tant ſoit peu la diſpute, on n'a pas préſentement tout le loiſir, qu'exigeroit un pareil travail.

Il reſte à parler des Tables qu'on a ajoutées à cet Ouvrage. On en a mis d'abord une au devant de ce premier Tome, qui contient le nom des Auteurs & des Livres dont on s'eſt ſervi, avec quelques remarques ſur ces Livres, dont on n'a pas cru devoir charger cette Préface. Chaque Volume a ſa Table Chronologique des Traitez, qui y ſont contenus; & l'on a eu ſoin de mettre les noms des Contractans en lettres capitales, & la datte à la marge en gros caractéres, afin qu'on puiſſe trouver d'un premier coup la piéce que l'on cherche.

Peut-être auroit-on encore ſouhaité une Table des Traitez ſelon les Puiſſances; par exemple, une Table de tous les Traitez qu'a fait la France, une autre de tous ceux qu'a faits l'Angleterre, & ainſi des autres Puiſſances: mais on a cru, que ce ſeroit groſſir inutilement les Volumes, les Tables Chronologiques étant plus que ſuffiſantes, pour trouver facilement, ce qu'on cherche dans ce Recueïl.

Que ſi l'on veut abſolument ſavoir tous les Traitez qu'un tel Souverain a faits, on pourra s'en inſtruire dans la Table Alphabétique & générale, miſe à la fin du dernier Volume, & qui comprend toutes les matiéres principales de tout l'Ouvrage. Cette Table eſt compoſée d'une telle maniére, qu'elle peut être d'un très-grand uſage à toute perſonne, qui s'en ſaura bien ſervir.

Et premiérement, on pourra par ſon moyen s'inſtruire dans un moment de tous les Traitez faits par un Souverain, & qui ſe trouvent dans cèt Ouvrage. Par exemple ſous le nom de *Loüis XIV.* on trouvera tous les Traitez, que ce Prince a faits durant tout ſon régne, & qui ſont contenus dans ce Recueïl; ſous le nom de *Provinces-Unies*, on trouvera tous ceux que cette République a faits depuis ſon établiſſement, juſques à préſent; ſous celui d'*Alger*, on verra tous ceux où les Algeriens ſont intervenus, & ainſi des autres Etats; avec cette différence, que pour les Monarchiques, il ne faut pas ſe contenter de chercher le nom de la Monarchie; mais auſſi celui de tous les Princes particuliers, qui l'ont gouvernée. Pour ſavoir, par exemple, tous les Traitez que l'Angleterre a faits, il ne ſufit pas de chercher le mot d'*Angleterre*, ſous lequel on en trouvera pluſieurs; parce que ce Royaume a été gouverné en République, & qu'il y a auſſi de certains Traitez, qui ſont plutôt entre Royaume & Royaume, qu'entre Souverain & Souverain; il faut encore chercher *Edoüard*, *Jaques*, *Charles*, & les autres noms des Rois, qui ont régné en Angleterre. Il n'en eſt pas de même des Républiques, il ſuffira pour ſavoir les Traitez, qu'elles ont faits, de chercher le nom qu'on leur donne le plus ordinairement.

En ſecond lieu on pourra ſavoir par cette Table, en cherchant les noms de Villes, non ſeulement les divers Traitez, qui s'y ſont faits; mais auſſi dans quels Traitez il en eſt parlé & à quels Souverains elles ont ſucceſſivement apartenu; c'eſt-à-dire, qu'on en verra, en quelque ſorte, l'hiſtoire en abrégé. Il en eſt de même des Provinces, des Seigneuries, des Comtez, &c.

En troiſiéme lieu, il n'y a rien de remarquable dans ce Recueïl, à l'égard

 des

des Princes, des Etats, des Républiques, des mœurs, des coutumes, &c. qu'on ne trouve dans cette Table Alphabétique, pourvû qu'on ſache chercher, ce qu'on veut trouver, ſous le tître qui lui eſt propre. Par exemple, il ſeroit inutile de chercher le Traité d'Aras, ſous le mot de *Traité*; parce que la plûpart des piéces de ce Volume portant le nom général de *Traité*, il ſeroit ridicule d'avoir mis ſous ce tître le Traité d'Aras; mais on le trouvera au mot d'*Aras* où il doit être naturellement. Il en eſt de même des autres.

Mais comme il y a de certaines choſes, qui ſemblent ſe raporter également à divers mots différens; on n'a pas fait difficulté de mettre alors la même choſe ſous ces divers mots, afin que ceux qui les pourront chercher, ſous l'un ou ſous l'autre, ne cherchent point inutilement. Enfin on croit l'utilité de cette Table ſi grande à toute perſonne, qui s'en ſaura bien ſervir, qu'on ne craint pas le reproche, de l'avoir faite trop longue. On pourroit, peut-être, ſe plaindre avec plus de juſtice, qu'elle ne l'eſt pas aſſez.

EXPLI-

EXPLICATION DE L'ESTAMPE

Qui eſt au Frontiſpice de ce Recueil: où il eſt parlé des anciens Temples de Janus & de la Paix.

C'Eſt ici la repréſentation de l'ancien Temple conſacré à Rome au Dieu *Janus*, par l'Empereur *Auguſte*, & tiré d'une des Medailles de ce Prince. On voit au haut le Buſte de Janus à quatre viſages, regardant les quatre principales parties du Monde, pour marquer par là la vaſte étenduë de l'Empire Romain, ou, ſelon d'autres, les quatre Saiſons de l'année. Au deſſous ſont les quatre Portes paralléles à ces quatre viſages. Nous devons cette antiquité aux ſoins de *Guillaume du Choul*, qui l'a miſe dans ſon Livre de la *Religion des Anciens Romains*, & qui nous dit avoir reçu la Medaille d'Auguſte ſur laquelle ce Temple étoit gravé de *Jacomo Strada* Antiquaire Mantoüan. C'eſt de ce Temple que parle Thomas Dempſter dans ſes * Antiquitez Romaines. *Alterum Templum*, dit-il, *Jani Quadrifrontis ampliſſimum, quatuor Portarum in Foro Romano fuit ab Auguſto dedicatum, Janus ipſe, qui in eo colebatur, Quadrifrons ex Faliſcis Thuſciæ Civitate captis in forum tranſitorium Romam tranſlatus, poſt Serviun in Lib. I. Æneid. & hujus Templi icon*, dit-il, *videre eſt in veteri lapide, ubi adhuc videtur talis.* * Liv. II. Chap. 2.

Le même * *Servius* nous aprend pourquoi Janus étoit repréſenté avec quatre viſages, *quod captis Faleris Civitate Thuſciæ inventum ſit Simulachrum Jani cum frontibus quatuor, propter quod in foro tranſitorio conſtitutum eſt Sacrarium aliud, quod novimus hodie quatuor habere portas.* *Servius* vivoit ſous l'Empereur *Theodoſe*, environ 380. ans après la naiſſance de N. Seigneur; & pouvoit avoir encore vû ce Temple. Il paroit par *Tite-Live*, & par * *Macrobe* que ce Simulacre dont parle *Servius* fut trouvé environ l'an 357. de la fondation de Rome, c'eſt-à-dire, environ 360. ans avant J. C. Cela peut être confirmé par ces paroles * d'*Alexander ab Alexandro*. *Ipſum deinde ad forum tranſitorium tranſlatum memorant, captiſque Faleriis, quatuor portarum fuiſſe exſtructum, quòd Janus Simulachrum cum frontibus quatuor multa ævo vetuſtum ibi erat um fuiſſe dicerent. Et ibid. Tiraquell. Dictum fuit forum*, dit-il, *tranſitorium ex quo ad Forum Romanum primò, deinde & ad Forum Cæſaris & Auguſti tranſitus pateret, habuit autem eum tempore pro Tranſitorio, Fori Nervæ apellationem.* * Lipſe parle ainſi de ce *Forum Tranſitorium*. *Quartum jam eſt Nervæ, quod Domitianus inchoavit, Nerva perfecit & agnominavit. Suetonius in Domitiano. Novam Ædem in Capitolio excitavit Jano cuſtodi, & Forum quod nunc Nervæ vocatur; unde ſic Lampadius in Alexandro. Statuas coloſſas, vel pedeſtres vel equeſtres Divis Imperatoribus in Foro Divi Nervæ, quod tranſitorium dicitur, locavit.* Et Lipſe, dans le même Livre qu'on vient de citer: *Dictum autem fuit tranſitorium forum, quod ſitum fuerit inter Capitolium & Quirinalem collem, dictumque ideo tranſitorium, quòd per id in alia opportune tranſitus eſſet* On voit encore aujourdhui à Rome ce *Forum tranſitorium*, qu'on nomme *Foro di Nerva*. On en trouve la repréſentation dans les Antiquitez d'*Eſtienne Perac*, & dans le Livre, qui a pour titre *Veſtigi della Antiquita de Roma*, par *Egid Sadeler* pag. 5. comme on le voit ici. On y trouve auſſi les ruines du Temple de Janus Quadrifrons, comme elles ſe voyent encore à préſent; mais qui eſt entiérement différent du Temple, que nous a laiſſé Du Choul: ce qui nous perſuade, que depuis la mort d'Auguſte, il a été entiérement changé. Nous avons une medaille de cuivre de l'Empereur *Hadrien*, où ſon effigie eſt d'un côté & au revers l'image de Janus à quatre viſages, ou *quadrifrons*. On la trouve dans Du Choul pag. 20. telle qu'on la donne ici. * In Lib. VII. Æneid. Virg. * Simulachrum. Lib. I. cap. 9. * Genial. Dier Lib. I. cap. 14. * De Magnitud. Rom. cap. 7.

Il ne faut pas croire, au reſte, que le Temple de *Janus* dont nous parlons, ſoit le plus ancien, qui ait été conſtruit à l'honneur de ce Dieu: puis qu'au contraire on voit par les Hiſtoires Romaines, qu'il y a eu des Temples dédiez au Dieu Janus, même du tems de *Romulus* avec deux portes, qu'on devoit ouvrir durant la guerre & fermer durant la paix. on pourroit même conclure qu'il y en avoit un du tems du Roi *Latinus*, de ces vers de * l'Eneïde.

* *Liv. VII. verſ. 607.*

Sunt geminæ Belli portæ, ſic nomine dicunt,
Religione ſacræ & ſævi formidine Martis.
Centum ænei claudunt vectes, alternaque ferri
Robora, nec cuſtos abſiſtit limine Janus,
Has ubi certa ſedet Patribus ſententia pugnæ,
Ipſe Quirinali trabeâ cinctuque Gabino
Inſignis reſerat ſtridentia lumina Conſul,
Ipſe vocat pugnas; ſequitur tum cætera pubes
Aereaque aſſenſu conſpirant cornua rauco.

Et puis parlant du Roi *Latinus*, qui ne vouloit point de guerre avec Aenée, & ne vouloit point ouvrir les portes du Temple de Janus, il s'exprime en ces termes.

Hoc & tum Aeneadis indicere bella Latinus
Move jubebatur, triſtiſque recludere portas.
Abſtinuit tactu Pater, averſuſque refugit
Fœda miniſteria, & cæcis ſe condidit umbris.
Tum Regina Deûm cælo delapſa, morantes
Impulit ipſa manu portas, & cardine verſo
Belli ferratos rupit Saturnia poſtes.

Mais il n'y a nul fonds à faire ſur le témoignage de *Virgile*, puis qu'on ſait aſſez combien il eſt ordinaire aux Poëtes de parler des choſes par anticipation. *Virgile*, en particulier, a parlé dans ſon Poëme de quantité de choſes, qui étoient de ſon tems à Rome, & qui n'y étoient point du tems de *Latinus*, ni même du tems des Rois & des premiers Conſuls: & il en uſe ſouvent ainſi uniquement pour faire ſa cour à Auguſte.

Le Temple de *Janus*, qui n'avoit alors que deux viſages, & qu'on apeloit *Bifrons*, a été bâti ou par *Romulus* ou par *Numa*. *Varron* dans S. *Auguſtin*, *Ovide*, & *Servius* le donnent à *Romulus*, & c'eſt, peut-être, pour cela qu'on l'a appellé *Janum Quirini*, qui eſt le nom de ce Fondateur de Rome après ſa conſécration. *Tite-Live*, *Florus*, *Servius* dans nn autre endroit, Plutarque, & Pline le donnent à *Numa*. Peut-être qu'on pourroit concilier les deux opinions en atribuant à *Romulus* la ſtructure du Temple de Janus ouvert des deux côtez; & les portes à *Numa*. *Aurelius Victor* en parle ainſi *Portas Jano Gemino ædificavit*; à moins qu'on ne veuille dire, que *Victor* parle du temple tout entier.

* *Hiſt. Rom. Liv. I.* Voici ce que dit * *Tite-Live* ſur ce ſujet. *Numa regno potitus, Urbem novam conditam vi & armis, jure eam legibuſque ac moribus de integro condere parat, quibus cùm inter bella aſſueſcere videret non poſſe, quippe efferatis militiâ animis, mitigandum ferocem populum armorum deſuetudine ratus, Janum ad infimum argiletum, indicemque pacis bellique fecit, apertus, ut in armis eſſe civitatem; clauſus pacatos circa omnes populos ſignificares.* Ce paſſage nous aprend, que le lieu où ce Temple fut bâti fut au bas *Argiletum*, & l'on peut ajouter, que ce fut près du Théatre de *Marcellus*, comme nous l'aprennent (*a*) Servius, (*b*) Gruter, Victor dans la neuviéme Region; & entre deux (*c*) Places publiques. C'eſt dans cette Place où étoient les boutiques des Marchands, & c'eſt d'elle dont Martial fait mention dans ſes Epigrammes. Liv. I. Epig. 4.

(*a*) Sur le 7. de l'Eneid. verſ. 609.
(*b*) Inſcription. pag. 114.
(*c*) Ovid. Faſtor. I. verſ. 257. & Sextus Rufus in Regione IX.

---- Argiletanus maris habitare Tabernas.

Liv. I. 118.

Argi nempe ſoles ſubire letum.

Et Liv. II. Epig. 17.

Argique Letum multus obſidet ſutor.

Cette

Cette Place reçut ce nom de ce qu'*Argus* Capitaine des Argives ayant été voir *Evandre*, y fut tué par les Arcadiens à l'inſçu du même *Evandre*, qui lui dreſſa un tombeau avec ce nom d'*Argiletum*. Virgile dans le 8. de l'Eneïde.

Nec non & ſacri monſtrat nemus Argileti
Teſtaturque locum, & lethum mouſtrat hoſpitis Argi.

Varron de Ling. Lat. Lib IV. Argiletum, dit-il, *ſunt qui ſcripſerunt ab Argo, ſeu quod is huc venit ibique ſepultus ſit, alii ab argilla, quòd ibi hoc genus terræ reperiatur, & ideo ibi poſitum Jani ſignum & jus inſtitutum à Numa Pompilio, ut ſcribit in Annal. Piſo, ut ſit clauſa ſemper porta*, (qu'il appelle *Januales*) *niſi cùm bellum ſit, nunquam traditum eſt memoriæ Pompilio Rege fuiſſe apertam. Ovide* nous donne la raiſon, pourquoi on l'ouvroit durant la guerre, dans le I. Livre de ſes *Faſtes*.

At cur pace lates? motiſque recluderis armis?
Nec mora, quæſiti reddita cauſa mihi eſt.
Ut populo reditus pateant ad bella profecto,
Tota patet, demta, Janua noſtra, ſera.

Comme ce Temple avoit deux portes directement oppoſées l'une à l'autre, il ſervoit de paſſage pour aller d'un marché à l'autre: d'où vient que Martial parle ainſi au Dieu *Janus* Liv. X. Epig. 28.

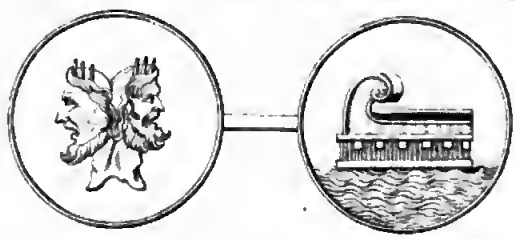
Pervius exiguos habitabas Jane Penates
Plurima, qua medium, Roma tenebat iter.

Ainſi on peut dire qu'il avoit deux viſages pour avoir la vuë ſur ces deux marchez. Mais *Servius* en donne une autre raiſon ſur le Liv. XII. de l'Eneïde. Verſ. 198. *Poſtquam*, dit-il, *Romulus & Titus Tatius in fœdera convenerunt, Jani ſimulacrum duplicis frontis effectum eſt, quaſi ad imaginem duorum populorum.*

S. Auguſtin parle auſſi de cette image de *Janus* au Chap. 4. du Liv. VII. de la *Cité de Dieu. Sed iſti*, dit-il, *in cultu Deorum omnis dedecoris appetitiores, cujus vitam minus turpem inuenerunt, cum ſimulacri monſtruoſa deformitate turpaverunt nunc enim bifrontem, nunc etiam quadrifrontem, tanquam geminum facientes, cùm verò eum faciunt quadrifrontem & Janum geminum appellant, ad quatuor mundi plagas hoc interpretantur.*

Florus Liv. I. chap 2. & *Aurelius Victor* chap. 3. prennent *Janum geminum* pour *Janum bifrontem* ou à deux viſages, parce qu'il n'étoit pas autre du tems de *Numa*.

Mais, pour bien entendre *Florus*, & les autres Auteurs, qui parlent de *Janus Geminus*, il faut remarquer, que le *Janus* à deux têtes s'apelle *Geminus*, parce qu'il étoit comme deux, & que celui à quatre viſages peut porter le même nom, à cauſe que la ſtatuë ſous laquelle *Janus* étoit repréſenté toujours, étoit doublée, pour parler ainſi, & c'eſt de là que S *Auguſtin* dit: *quum verò eum faciunt quadrifrontem & Janum Geminum apellant*: quoi que *Janus* à deux têtes, ſoit apellé auſſi avec autant de droit *Janus Geminus*. Voici une ancienne medaille, où paroit la tête de ce Dieu.



Cette Medaille de *Janus bifrons* ou à deux viſages, & dont le revers repréſente une eſpéce de Navire ou de Barque à l'antique eſt très-ancienne. Il y en a qui croyent, que ce Janus eſt le même que Saturne, qui pour ſe ſauver des impietez & des cruautez de ſon Fils s'enfuit d'Arcadie & aborda avec ce bâtiment dans le Pays, qu'on a nommé depuis l'Italie. Ce fut en mémoire de cèt événement qu'on frapa la monnoye ou medaille avec la figure d'un navire. C'eſt ce que témoigne Ovide dans ſes Faſtes.

At bona Poſteritas puppim formavit in ære
Hoſpitis adventum teſtificata Dei.

Et dans un autre endroit.

Cauſa Ratis ſupereſt, Thuſcum devenit ad amnem
Ante peregrato, Falcifer, Orbe, Deus.

Ce fut lui, qui civiliſa les Habitans d'Italie, & qui en changea les mœurs & les coutumes. Il y établit de bonnes Loix, & les conduiſit avec tant de prudence & de vertu, qu'ils le choiſirent pour leur Roi. Et en mémoire du bien qu'il avoit reçu dans un lieu, où il avoit été long tems caché, il lui donna le nom de *Latium*, du mot *Latere*, qui ſignifie être caché. C'eſt ce que confirment ces vers du 8. de l'Eneïde.

Is genus indocile & diſperſum montibus altis
Compoſuit, legeſque dedit, Latiumque vocari
Maluit, his quoniam tutus latuiſſet in oris.

C'eſt ce qui eſt confirmé par *Lactance* au Livre I. de *la fauſſe Religion*, Chap. 12.

Après ſa mort, ſes Peuples l'adorérent comme une Divinité, & le repréſentérent avec deux viſages, parce que, ſelon Plutarque, il avoit donné une autre face à ſon Royaume, en introduiſant parmi des peuples barbares, une maniére de vivre civiliſée.

Ceux qui cherchent à déterrer la vérité de l'Hiſtoire dans les fictions de la Fable, diſent que Janus eſt le Patriarche Noë, & qu'il fut ainſi nommé du mot Hebreu יין *jain*, qui ſignifie du vin, parce qu'il avoit le premier planté la Vigne: qu'il a été repréſenté avec deux viſages, parce qu'il avoit vû l'ancien Monde avant le Déluge, & le Nouveau après que les eaux ſe furent retirées: qu'on lui donnoit un navire, à cauſe de l'Arche dans laquelle il s'étoit ſauvé; ou parce que fuyant les mauvais traitemens & les impietez de ſon fils *Cham*, il ſe retira dans un Vaiſſeau en Italie, où il bâtit une Ville, qu'il nomma en Hébreu כתים, *Chittim*, comme qui diroit cachée: car le mot Arabe כתם, ſignifie cacher, en Latin *Latere* d'où vient *Latium*; & tout cela convient fort bien à ce que les Latins diſent de leur *Latium*. En effet, tous les Auteurs tant ſacrez, que Prophanes entendent l'Italie par le mot de Chittim. Voyez *S Jerôme* & les autres Interprêtes ſur le XXIV. des Nombres verſ. 24. Comme auſſi *Cornelius à Lapide*, *Sa*, *Polus* dans ſa *Synopſis Criticorum*. Conſultez encore Nicol Louwius dans ſon Dictionaire Géographique au mot *Cethim*, *Moreri* dans ſon Dictionaire Hiſtorique au mot *Janus*. C'eſt encore ce qui eſt raporté par le P. Athanaſe *Kircher* dans ſon Arca Noë, *in cap. Erotem.* où il parle en ces termes. *Noë, relictâ Armeniâ, vel Edeniâ Regione, aſſumtis ſecum Japhet Filiis Gomero, & Nepotibus Archenez, Rephat, Tagormas, & reliquis Javani Filiis, primùm in Græciam, quæ ab eo Jonia poſtea dicta fuit, movit: Deinde ulteriùs in terram Kittim: quam omnes, tum ſacri, tum prophani Geographi Italiam dicant; ubi tantùm apud Poſteros nomen meruit, ut eum Saturnum & Janum vocaverint, & quod duplicem Mundum ante & poſt Diluvium viderit, & duplici facie illi ſtatuas erexerint.*

Il s'en explique encore plus amplement dans ſon *Latium* Liv. I. chap 2. & ſuiv. *Noëmum*, dit-il, *humani Generis Reſtauratorem primarum in Italia Coloniarum Auctorem fuiſſe tradunt, atque illum variis paſſim nominibus fuiſſe deſcriptum: Alii eum Janum; vel ob vini uſum repertum ab Hebraïca voce Jajin, vel Chaldaïco Jaino, quod vinum notat ſic appellant: Græci verò* Οἰνότριον, *ſive Oinotrium vocitant, quod cum Jano prorſus quoad ſignificationem coïncidit, quaſi vini expreſſorem; poſt Apologeticum Juſtini Martyris, Tertull. de Pallio, Auguſtin. de Civit. Dei; Clemens Alexandrin. in Protrept. ſubſcribunt hiſce*, dit le même *Kircher* dans le même endroit, *Rabbinorum Arabumque Traditiones, &c. Edmond Dickinſon* dit la même choſe, dans ſa Diſſertation *De Noë in Italiam Adventu Hoc expreſsè habetur*, dit-il, *in Etruſcarum Antiquitatum Fragmentis ab Ingramio repertis: Magnus Pater Vadimon, qui à Latinus Janus, à Syris Noa vocatur advenit in hanc Regionem.* Il parle de cette Partie de l'Italie, qu'on nommoit anciennement l'Etrurie, & qui eſt la Toſcane d'àpréſent.) *Cum ſecundo Filio Japheto & illius Filiis, & cùm veniſſet ſuper hunc montem, ſibi commodum, Poſteris jucundum putavit, quare in ſuperiori parte, quæ ſalubrior eſſet Civitatem ædificavit & Cethim apellavit. Verùm anno 220. à Cethim ædificatione Cethim Filius Javanis & Pronepos magni Vadimontis aſſumtis ſecum duabus Coloniis mare ingreſſus, cùm diu navigaſſet, pervenerit tandem in terram, quam ſuo & Patriæ nomine Cethim appellavit. Illa autem Civitas primò Etruriæ Caput & Metropolis, tandem Italiæ toti nomen impertivit.* On peut encore conſulter ſur ce ſujet *Lactance*, *Beyrlink* dans ſon *Theatrum Vitæ Humanæ*; *Albert Ieander*, dans la Deſcription de l'Italie, *Lazius in Migrat. Gent. &c.*

Il y avoit encore dans des lieux anciens de Rome pluſieurs ſtatues de ce *Janus*, comme remarque *Acron* ſur le ſecond Livre d'*Horace*, Satyre 3. *Jani ſtatuæ*, dit-il, *tres erant: ad unam illarum ſolebant convenire Creditores & fœnatores, alii ad reddendum, alii ad locandum fœnus.* Et *Lib. I. Epiſt. 1. Duo Jani ante Baſilicam Pauli ſteterunt, ubi locus erat fœneratorum, James dicebatur locus in quo ſolebant convenire fœneratores.* Le mot *Janus* ſignifie ſa ſtatuë & une arcade ſous laquelle on paſſe. C'étoit proche d'une telle Arcade, ou ſous une telle Arcade, que les Uſuriers s'aſſembloient, comme remarque *Acron* ſur
* XLI. 27. Horace. Liv. I. Epit. 1. & * *Tite-Live* en parle ainſi *forum porticibus tabernisque claudendum, & Janos tres faciendos; qui tres arcus vel ἀψῖδες erant in foro Romano, & diſtingnebantur per primum, medium, & imum. Inde Ammian. Marcell. per Janos & fora*

clami-

clamitant ; & Spart. in Severo teſtatur, eum Janos feciſſe in tranſtiberana regione. Eóque Ovidius reſpicit Faſt. I. cùm tot ſint Jani. Peut-être que dans ces bâtimens ou au deſſus, il y avoit la ſtatuë ou la tête d'un Janus bifrons, & que c'eſt de là qu'*Acron* remarque ſur *Horace Jani ſtatuas tres fuiſſe.*

Pour revenir au temple de Janus, c'étoit une grande gloire aux Empereurs Romains d'avoir pû le fermer durant leur régne ; parce que c'étoit une marque qu'ils avoient procuré la paix générale à l'Empire, & par conſéquent le repos à tous leurs ſujets.

Suetone raporte dans la * vie d'*Auguſte* que cèt Empereur ferma ce Temple par trois fois. *Janum Quirinum ſemel atque iterum à condita Urbe memoriam ante ſuam clauſum: in multo breviore temporis ſpatio terrâ marique pace parta, ter cluſit ;* ce que confirme *Oroſe* Lib. VI. chap. 21. & 22. *primum*, dit-il, *anno V. C. 725. Vitio M. Antonio, iterum anno V. C. 729. bello Cantabrico confecto ; tum denique circa tempus nativitatis Chriſti.* On trouve encore un témoignage autentique de cèt événement en Eſpagne, dans la Ville de *Merida*, que les Latins apellent *Emerita* ; où l'on voit cette Inſcription Latine, ſelon Gruter. pag. 149. * Chap. xxii.

Imp. Cæſ. Divi F. Auguſtus Pont. Max.
Coſ. XII. Tribunic. poteſt. X. Imp. VIII.
Orbe, Mari & Terrâ pacato
TEMPLO JANI CLUSO
Et Rep. P. R. optimis Legibus x ſanctiſſimis
inſtitutis reformato
Viam ſuperiorum coſſ. tempore inchoatam
pro dignitate Imperii latiorem longioremque
Gades uſque perduxit.

Il eſt vrai que les Critiques ne conviennent pas que l'Empereur Auguſte ait fermé trois le Temple de Janus ; & qu'il y en a qui ſoutiennent qu'il faut lire dans le paſſage de Suetone *tertiò clauſit* & non pas *ter*, pour dire qu'il l'avoit fermé la *troiſiéme fois*, & non *trois fois* ; conformément à ce que dit *Tite-Live* Liv. I. *Bis deinde poſt Numæ tempora clauſus fuit Janus, ſemel à Tito Manlio coſ. poſt punicum primum perfectum bellum, iterumque (quod noſtræ ætati Dii dederunt ut videremus) poſt bellum Actiacum ab Imp. Auguſto pace terra marique parta :* mais nous laiſſons ces diſputes aux Critiques, comme à Glareanus, à Langius, à Juſte Lipſe Elect. Lib. III. cap. 20. & à *Caſaubon, ad Suet. Aug. cap.* 22. qui en traite le plus nettement.

Mais il ne ſera pas hors de propos, de raporter ce qu'en dit Plutarque dans le Livre de *Fortun. Romanorum ; igitur*, dit-il, *illa tempeſtate Jani Portæ, quas belli fortunam vocant, ut portæ quæ belli tempore reſerabantur, pacis verò occludebantur. At verò mortuo Numâ, aperta fuerunt, Albano commiſſo bello, turſumque aliis ſexcentis ſuper alia bellis continenter excipientibus, per annos quadringentos & octoginta, pace clauſæ ſunt, poſt Carthaginenſe bellum compoſitum C. Attilio Titioque Conſulibus, à quo iterum anno reſeratæ ſunt continentibus ad Actiacum uſque Cæſaris victoriam bellis, tum demum Romana arma haud ita multo tempore ceſſavere ; etenim Cantabrorum Galatarumque tumultus in Germanos graſſantium pacem illam diſturbarunt.*

Il en parle de même dans la Vie de *Numa Pompilius. Janus*, dit-il, *apud vetuſtiſſimos illos, ſive Genius, ſive Rex fuerit, dicitur ferum & ſilveſtrem cultum in urbanum civilemque mutaſſe, proindeque ipſum bifrontem fingunt, tanquam alteram ex altera formam diſpoſitionemque reddiderit, eſt & ejus Templum Romæ, duabus portis, quas Belli Januas vocant : legibus enim cautum eſt ipſum aperiri, cum bellum eſt, in pace autem claudi, quod certè rarò & difficulter factum, cùm aliquo bello ſemper Imperium ſuſpenſum teneatur ; nam cùm propter ejus magnitudinem Barbaris Nationibus undequaque circumfuſum ac ſeptum ſit, his repugnare cogebatur ; verùm tamen Auguſto Cæſare Imperante poſt Antonii profligationem clauſum eſt, & ante M. Attilio & T. Manlio coſſ. haud multum temporis, deinde continuo irrumpente bello apertum eſt : at Numa Rege neque ultum diem apertum viſum, ſed tres & quadraginta annos continuos clauſum manſit uſque adeo res bellicas undique prorſus abſtulit & eliminavit.*

L'Empereur Auguſte eut une joye extrême d'avoir fermé ce Temple de ſon tems, comme le témoigne *Dion Caſſius*, Liv. LI. chap. 309. *Sed ex omnibus decretis*, dit-il, *nullum ei majori voluptati fuit, quàm quòd Portæ Jani ab ipſo clauſæ fuerint, quaſi omnibus bellis confectis.* De là vient qu'Horace ne manque pas de lui donner cèt éloge dans la derniére Ode du Liv. IV.

---- Vacuum duellis
Janum Quirini clauſit ---

Auſſi ce Prince a-t-il fait fraper pluſieurs Medailles ſur ce ſujet qu'on ne ſera pas fâché de trouver ici.

(a) Oiſel. Tab. 71. Nu. 10. (*a*) La premiere repréſente la tête d'une Fille Romaine bien coifée avec une Corne d'abondance derriére & un rameau d'Olivier par devant, pour repréſenter l'abondance & la paix.

(b) Oiſel. Tab. 71. Nu. 12. (*b*) Une ſeconde repréſente un Temple avec l'Autel de la Paix & cette Inſcription, *Paci perp.*

(c) Oiſel. Tab. 72. Nu. 5. (*c*) Une troiſiéme repréſente deux Envoyez avec des rameaux d'Olive demandant la paix à l'Empereur Auguſte, qui eſt aſſis dans ſa chaiſe: avec ces lettres *Imp. X.*

(d) Oiſel. Tab. 107. Nu. 11. (*d*) Une quatriéme repréſente le Temple avec la porte fermée & cette Inſcription. *Imp. Cæſar. Jan clu.* qui veut dix *Janum cluſit.*

(e) Du Choul pag. 15. (*e*) Une cinquiéme repréſentant la tête couronnée d'Auguſte avec la foudre, & au revers *Janus bifrons* aſſis ſur une chaiſe.

(f) Oiſel. Tab. 73. Nu. 3. (*f*) Enfin une ſixiéme, où l'on voit deux mains jointes avec un Caducée & deux Cornes d'abondance.

L'Empereur *Claude* pour faire voir la haine qu'il avoit pour la guerre & ſon amour pour la paix, fit fraper la Medaille ci-jointe où l'on voit une Vierge avec ſes ailes, qui repréſente la paix, qui preſſe doucement un ſerpent, comme un bon genie, & tient de la droite un caducée. *Oiſel* Tab. 71. nu. 8.

L'Empereur *Neron* mit dans ſa Medaille une forme d'Autel avec ces mots *Ara Pacis. Oiſel.* Tab. 72. nu. 1.

Le même Empereur fit graver ſur une autre Medaille le Temple de Janus, avec cette Inſcription, *Pace P. R. terrâ marique parta Janum cluſit. Oiſel.* Tab. 107. Nu. 12. De même l'Empereur *Othon*, fit graver ſur ſa Medaille la figure de la Paix tenant un rameau d'Olivier de ſa droite, & un caducée de la gauche avec ces mots. *Pax Orbis Terrarum. Oiſel.* Tab. 72. nu. 3.

Après

Après avoir parlé de Janus & de ſon Temple, il ne ſera pas hors de propos de dire quelque choſe de la Paix, & du culte que les Payens lui ont rendu.

Cette Déeſſe eut autrefois ſes Autels à Athénes, comme nous l'aprend *Cornelius Nepos cap. 2. Timothei. Quæ Victoria*, dit-il, *tantæ fuit Atticis lætitiæ, ut tum primùm Aræ Paci publicæ ſint factæ, eique Deæ pulvinar ſit inſtitutum.* Il parle de la victoire remportée par les Athéniens ſur ceux de Lacédémone. Mais *Plutarque* nous aprend dans la vie de *Cimon*, qu'on bâtit un Autel près de la riviére *Eurymedon*, après la défaite des Perſes. *Aram pacis quoque hac de cauſa Athenienſes perhibent erexiſſe.*

On ne trouve pas que la Paix ait été adorée à Rome comme une Déeſſe durant le tems de la République; & le nom s'en trouve pour la premiére fois ſur une * Medaille de *Marc Antoine*. On y voit une figure ailée tenant de la droite une Couronne de Laurier & de la gauche une branche de Palmier, & le mot PAX. Il eſt probable qu'elle fut frapée après la paix faite entre *Octavianus Céſar*, ou *Auguſte*, *M. Antoine*, & *Cn. Pompée*. * Mezz. P. 17.

On la trouve depuis ſort ſouvent ſur les Medailles d'Auguſte, comme on a vû ci-deſſus, & cet Empereur victorieux lui a rendu un culte public, après la défaite de ſes Ennemis, & après l'établiſſement de la tranquilité dans tout l'Empire Romain. * Ovide nous aprend, que ce Prince conſacra un Autel à la Paix: * Faſtor. I. verſ. 709.

Ipſum nos carmen deduxit Pacis ad aram.

D'où il paroît que cela ſe fit après la Victoire Actiaque remportée par Auguſte l'an 724. * *Dion* parle encore ſur l'an 743. d'une ſtatuë érigée à la Paix par cèt Empereur, *cùm iſte-rum pecuniam, &c.* & l'on trouve ſur une medaille frapée l'an de ſon huitiéme Conſulat & le 728 de Rome une Paix tenant un Caducée proche d'un Autel, d'où ſort un ſerpent: on voit ſort ſouvent dans d'autres Medailles de ce Prince ce même Autel ou la ſtatuë de la Paix avec la legende, ARA PAC. PACI AUGUSTI, ou PAX AUG. Mais je ne ſai où M. du Choul a pris que *Marc Agrippa* augmenta l'autel, qu'Auguſte avoit érigé à la Paix; car je ne trouve nulle part cette particularité * Liv. LIV.

Je ne ſai pas, de plus, ſi l'on ne pourroit point ſoûtenir qu'Auguſte bâtit auſſi un Temple à la Paix; car on voit ſur une de ſes Medailles un Temple, avec un autel au milieu & *Paci perp.* J'avoüe que les Auteurs n'en parlent pas, & Auguſte peut avoir mis cèt Autel dans le Temple d'une autre Divinité; mais, du moins, les Medailles nous donnent lieu d'en douter; à quoi l'on peut ajouter une autre preuve tirée de l'*Epitome* de Victor: *hic* (Veſpaſ.) *Romam deformem incendiis, veteribus ac ruinis, permiſsâ, ſi Domini deeſſent, volentibus ædificandi copiâ, Capitolium*, AEDEM PACIS. *Claudii monumenta* REPARAVIT, MULTAQUE NOVA INSTITUIT. Car ſi *Veſpaſien* a rétabli le Temple de la Paix, il s'enſuit néceſſairement qu'il avoit été bâti avant lui; mais l'autre *Victor* nous dit que *Veſpaſien* en fut l'Auteur; *namque Romæ Capitolium &c.*

Ceux qui ont écrit que le Temple de la Paix tomba en ruine *nato D. N. J. C.* comme *Martinus Polonus* & d'autres, ont été, ſans doute, du premier ſentiment.

Mais ſans vouloir ſe déterminer ſur cette queſtion, il eſt ſûr que ce fut Veſpaſien qui bâtit un Temple magnifique à la Paix, après la priſe de Jeruſalem. On voit ce ſuperbe bâtiment ſur ſes Medailles publiées par *Erizzo*, *du Choul*, *Triſtan*, *Vaillant* & autres; quoi que l'on pût douter de quelques unes, qui ſemblent plutôt repréſenter le Temple de Jupiter Capitolin. On voit auſſi ſur une Medaille de Veſpaſien un Autel, avec la légende, *Ar. Pac.* parmi celles du Duc d'*Arſcot*.

Veſpaſien fit mettre dans ce Temple de la Paix tous les vaſes & toutes les autres riches dépouilles qu'il avoit tirées du Temple de Jérusalem. Voici ce qu'en dit * Joſeph, ſelon la Traduction d'*Arnauld d'Andilly*. Enſuite de ce triomphe, Veſpaſien voyant l'état de l'Empire auſſi affermi qu'il le pouvoit ſouhaiter, réſolut de bâtir le Temple de la Paix, & il l'exécura plus promtement que l'on ne l'auroit pû croire; parce que ſe trouvant ſi riche, il n'y épargna point la dépenſe. Après que ce ſuperbe édifice fut achevé, il l'orna de tant d'excellentes peintures & autres admirables ouvrages raſſemblez de tous les endroits du Monde, que ceux qui avoient de la paſſion pour de ſemblables choſes n'avoient plus beſoin de ſortir de Rome pour ſatisfaire leur curioſité. Il y mit auſſi la Table, le Chandelier d'or, & autres riches dépouilles du Temple de Jeruſalem, comme un Trophée, qui lui étoit ſi glorieux. Mais quant à la Loi des Juifs & aux voiles du Sanctuaire, qui étoient de pourpre, il les fit garder ſoigneuſement dans ſon Palais. Voici ce qu'en dit * Pline, *atque ex omnibus, quæ retuli, clariſſima quæque jam ſunt dicata Veſpaſiano Principe in Templo Pacis, aliiſque ejus operibus, violentia Neronis in Urbem convecta, & in ſellariis domus auræ diſpoſita.* * Liv. VII. de la guerre des Juifs. Chap. 19. * Liv. XXXIV. chap. 14.

Barthius ſur * *Stace* remarque que ce fut *Domitien*, qui bâtit le Temple de la Paix; mais ces vers ne nous diſent pas cela: * Ad Stat. 4. Syl. l. 12.

Ipſe etiam immenſi reparator maximus ævi,
Attollit vultus, & utroque à limine grates

Janus agit ; quem tu vicina pace Legatum
Omnia juſſiſti componere bella, noviques
In leges jurare fori.

Tout ce que l'on peut inférer de là, c'eſt que le Temple de la Paix étoit près du Temple de Janus : les vers du 3. *Carmen* du même Livre ne ſignifient pas non plus cela :

Qui reddit Capitolio Tonantem
Et Pacem propria Domo reponit.

Puis qu'on peut les expliquer, en diſant que Domitien mit une ſtatuë de la Paix dans le Temple bâti par ſon Pére ; ou dire que c'eſt une expreſſion métaphorique, pour dire que Domitien avoit rendu la Paix à l'Empire ; ou, enfin, que *Stace* attribuë à Domitien, ce que le Pére de ce Prince avoit fait, & à quoi il peut avoir eu part, ou, peut être, qu'il embellit ce Temple, lors qu'il fut Empereur.

On voit ce ſuperbe Edifice, dont parlent ſi avantageuſement Pline, *Joſeph.* & autres, non ſeulement ſur les Medailles de Veſpaſien & de ſes Fils, mais auſſi ſur celles de Commode ; & l'illuſtre M. *Ezechiel Spanheim* remarque très-ſavamment, que les derniéres furent frapées avant l'embraſement, qui arriva ſous le même Empereur, & dont parle amplement *Herodien* au Liv. I. *Galenus* parle auſſi de cèt embraſement dans ſon premier Livre d'Antidotes ; & il dit qu'alors le lieu, où il conſervoit ſes plus précieux médicamens fut conſumé par le feu. Il a écrit ce Livre ſous *Sévére* ; d'où il ſuit, que ce Temple n'étoit pas encore brûlé, quand il écrivoit dans ſon Livre *de Pulſibus* ; que les Medecins avoient beaucoup de Diſputes entr'eux dans le Temple de la Paix, où ils ſe promenoient ; ou dans la Bibliothéque, qui y étoit jointe, comme nous aprenons d'*Aule-Gelle.*

On voit auſſi la Déeſſe de la Paix debout dans un Portique du Temple, ou dans le Temple même, avec le mot PACI, ſur une Medaille du Jeune *Tetricus*, dans * Triſtan ; mais je ne crois pas que ce bâtiment ait été à Rome ; il étoit quelque part dans les Gaules, où les *Tetrici* faiſoient leur ſéjour.

* Tom. III. pag. 234.

Les Hiſtoriens nous diſent que ce fut par la foudre, que le Temple de la Paix, qui étoit à Rome, fut reduit en cendres, ſous l'Empereur *Commode.* Voici ce qu'en dit * *Herodien* ; *Nam cùm neque imbres ulli, neque nubes, tantùmque exiguus terræ motus antecesſit, ſeu nocturni caſu fulminis, ſive igne aliquo in ipſo terrarum motu velut extriso, totum de improviſo Pacis Templum conſumtum incendio eſt ; quod unum opus cunctorum tota Urbe maximum fuit atque pulcherrimum, idem templorum omnium opulentiſſimum egregiéque munitum, multoque ornatum auro & argento, quippe univerſi ferme ſuas illic divitias, quaſi in Theſaurum, congerebant : ideóque per noctem debacchatus ignis multos ex opulentis egenos reddidit, qua propter communem quidem jacturam publicè omnes, ſuam autem quiſque privatim deplorabant, ſed ubi Templum omne conſumtum ignibus eſt, plurima quæque & pulcherrima Urbis ædificia conflagrarunt.* La Bibliothéque dont nous avons parlé, * qu'Aule-Gelle apelle, *Bibliothecam Pacis*, fut auſſi conſumée dans le même tems.

* Liv. I. chap. IV. nu. 4.

* Noct. Attic. Lib. XVII. Cap. 8.

Ce Temple fut rebâti dans la ſuite, s'il en faut croire * Nardin. Il le prouve par un paſſage † d'Ammian Marcellin. Mais l'Edition de M. *de Valois* refute cela, & l'on y lit qu'*Hormiſdas* admiroit les magnifiques & ſomptueux bâtimens de la Ville de Rome & entr'autres, *Urbis Templum, forumque Pacis, & Pompeii Theatrum, & Odeum, & Stadium* ; & je ne trouve nulle part que ce ſuperbe Temple ait été rebâti.

* III. 12. de la Deſcription de Rome.

† XVI. 8.

Procope Liv. IV. de ſon *Hiſtoire des Goths* en parle comme d'un bâtiment brûlé. *Aiebat is*, c'eſt la Verſion de *Grotius*, *quo tempore Italiam tenebat Atalarichus Theuderici Filiâ genitus, gregem boum, flexo in veſperam die veniſſe in forum Pacis, quod dicitur, juxta* PACIS TEMPLUM, *quod fulmine jam olim ictum quoque conſpicitur.* Ces paroles nous marquent, ce me ſemble, que les maſures de ce Temple y reſtoient encore alors ; quoi que d'ailleurs il paroiſſe bien ſingulier & même étonnant, que les Empereurs, qui ont régné après *Commode*, ayent pû ſoufrir qu'un ſi bel édifice ne fût pas rebâti, & cela d'autant plus que ces ruines défiguroient une Place publique, dont *Ammian Marcellin* parle ſi magnifiquement. *Henri de Valois* en conclut que ce *Forum Pacis* étoit dans le lieu même où avoit été auparavant le Temple de la Paix.

Quoi qu'il en ſoit les maſures de ce Temple ont ſubſiſté long tems à Rome, & s'il en faut croire Mr. † *Varillas*, on fut obligé à * l'entrée de *Charles Quint* dans cette Ville, d'abattre tout ce qui en reſtoit pour élargir le chemin. Il me ſemble pourtant, qu'il ne fut pas entiérement ruiné ; puis que *Donat* dans ſa Deſcription de Rome dit expreſſément, *cujus inſignes exſtant Reliquiæ.*

† Dans la Vie de François I. Tom. II. pag. 304.

* en 1536.

On dit qu'on voit encore aujourdhui les veſtiges de ce Temple près de Sainte *Marie Neuve*, ſur le chemin qu'on appelle *via ſacra* ; & ceux qui en ont écrit diſent qu'il eſt au même lieu, où étoit auparavant le Palais de *Romulus* & d'*Hoſtilia*, & depuis la Maiſon de *Mexius*, la Baſilique de *Portia*, la Maiſon de *Jules Céſar*, & le Portique bâti par *Auguſte*, après avoir fait démolir la magnifique Maiſon de ſon Prédéceſſeur, qui lui paroiſ-

ſoit

ſoit un Edifice trop grand & trop ſuperbe. Ce Temple eſt curieuſement décrit, hors ſes ruines, par *André Palladio* * dans ſon Architecture; où il dit qu'il eſt impoſſible qu'il aît été embraſé, puis qu'il n'y avoit aucune piéce de charpente; mais qu'il eſt plus apparent, ſelon lui, qu'il aît été ruiné par un tremblement de terre ou par quelque autre pareil accident, & enſuite rétabli lorſque l'Architecture n'étoit plus ſi floriſſante, que ſous Veſpaſien; „ je le conjecture, dit-il, à voir que les ornemens ſont d'une maniére plus foible, que ceux „ de l'Arc de *Titus* & des autres Edifices bâtis durant les bons ſiécles. * Liv. IV. Chap. 6.

Le même Temple ou ſes ruines ſont encore décrites plus nettement par *Antoine des Godetz* en ſes Edifices antiques de Rome, Chap. IV. Tit. du Temple de la Paix.

Pour revenir à Veſpaſien, non content d'avoir bâti un Temple à la Paix, il fit fraper des Medailles, qui en ont été des monumens pour la poſtérité. Il y fit repréſenter la Paix ſous la figure d'une Vierge avec des ailes ayant un ſerpent ſous les piés, à qui elle préſente ſon Caducée de la droite, pendant qu'elle tient un voile de la gauche; avec cette Inſcription * PACI AUGUSTI.

Il y en a une autre, qui répréſente un Autel avec ces mots. * AR. PAC. * Oiſel. Tab. 71. nu. 9.

Une troiſiéme, repréſentant la Paix debout devant un Autel allumé, tenant un flambeau dans ſa droite, & une branche d'Olivier en ſa gauche, avec ces mots * PAX AUG. ayant derriére un colonne avec quelque Génie au deſſus. * Oiſel. Tab. 72. nu. 2. * Oiſel. Tab. 71. nu. 6.

Je remarquerai ici que depuis l'Empereur *Veſpaſien*, les Hiſtoires Romaines diſent rarement que le Temple de Janus aît été fermé, quoi qu'on liſe que cette coutume a toujours continué, comme il ſe voit dans *Capitolin. in Gordia. 3. Cap. 26. Gordianus aperto Jano Gemino, quod ſignum erat indicti belli, profectus eſt contra Perſas cum exercitu ingenti.* * *Eutrope* dit la même choſe; & *Aurelius Victor* en parle en ces termes, *in Perſas profectus eſt, cum prius Jani Aedes, quas Marcus clauſerat, patentes, more veterum, feciſſet. Et* * *Ammian Marcellin*, parlant de l'Empereur Conſtance, qui, après avoir vaincu ſes Ennemis, ſouhaita de revoir Rome, s'exprime en ces termes, *tanquam* RECLUSO JANI TEMPLO, *ſtratiſque hoſtibus Romam viſere geſtiebat.* * Liv. IX. ch. 2. * Liv. XVI. ch. 10.

Mais quoi qu'il en ſoit de la cérémonie d'ouvrir ou de fermer le Temple de Janus; tous les Empereurs, même les plus belliqueux, & les Tyrans, ont eſtimé la paix un ſi grand bien, que ces mots de PAX, PAX AUGUSTI, PAX AUGUSTA, ſe trouvent depuis *Auguſte* ſur les Medailles de *Caius Caligula*, de *Claude*, de *Neron*, de *Galba*, de *Vitellius*, de *Domitien*, de *Nerva*, de *Trajan*, d'*Adrien*, d'*Antonin le Pieux*, de *M. Aurele*, de *Commode*, d'*Albin*, de *Caracalla*, d'*Eliogabale*, d'*Al. Severe*, de *Maximin*, de *Gordien*, de *Trebonien*, d'*Emilien*, de *Galien*, de *Poſthume*, de *Quintille*, de *Tacite*, de *Probus*, de *Valerien*, de *Carauſe*, de *Tetricus*, d'*Allectus*, de *Gal. Maximin*, de *Conſtantin*, & d'autres.

Et il faut remarquer que ce n'eſt pas ſans raiſon, qu'on y lit PAX AUGUSTA, car on eſtimoit que les Empereurs donnoient la paix, comme les Dieux, à qui, ſans cela, on attribuoit cét honneur, & le plus ſouvent à *Jupiter*, comme au plus grand de tous les Dieux. D'où vient qu'on le fait parler ainſi dans *Stace* au Livre III. de la *Thébaide.*

..... rape cunctantes & fœdera turba
Quæ dedimus: tibi fas ipſo incendere bello
Cœlicolas; PACEMQUE MEAM

Et il l'apelle pour cela PACEM JOVIS à la fin du Livre X.

On ne parloit pas autrement des Empereurs Romains, qui, ſelon Dion, étoient les *Maîtres de la Guerre & de la Paix.* πολέμου καὶ εἰρήνης κύριοι. *Auguſte* eſt apellé *Auctor Pacis* par * *Ovide* & *Miniſter Pacis*, dans le premier des * Faſtes. *Neron* parle ainſi dans le premier Livre *de la Clémence*, par *Sénéque. Tot millia gladiorum* PAX MEA *comprimit.* C'eſt pour la même raiſon, que la Paix a été apellée *Auguſta*, par *Patercule*, II. 126. & par *Ovide. 3. ex Pont.* V. 17. * I. ex Pon. II. 12. * Vers. 287.

Vix hæc invenias totum, mihi crede, per Orbem
Quæ minus AUGUSTA PACE *fruatur humus.*

Sep. Severe, *Caracalla*, *Valerien*, *Posthume*, *Aurelien*, *Florien* sont appellez sur les Medailles PACIFICATORES ORBIS, & le même *Sévére* avec *Constantin*, FUNDATOR PACIS, & on lit sur celle des *Galiens*, PAX FUNDATA. Mais quoi que les Romains fissent ainsi leur cour sur les Medailles à leurs Souverains, les Dieux n'y étoient pas pourtant tout-à-fait oubliez. Ils y en reconnoissoient de *Pacifiques*, c'est-à-dire, qui étoient Auteurs de la Paix, & ils donnoient même ce titre au plus belliqueux. Car JUPITER PACIFER se trouve sur les Medailles de Galien: MARS PACATOR & PACIFER sur celles de *Sept. Sévére*, d'*Al. Sévére*, de *Gordien*, de *Philippe*, de *Trebonien*, de *Carinus*: PAX PUBLICA sur celle de *Balbin*, de *Galien*, de *Tacite*, & ce qui est bien remarquable, sur une Medaille d'*Helene*, Mére de *Constantin*, ou Femme de *Julien l'Apostat*; ou de toutes deux. *Pax Equitum* sur une de *Posthume*, & *Pax Exercitus* sur une de *Claude* & de *Carus*. *Paci Orbis Terr. Aug.* & *Pacis Eventum*, sur celles de *Vespasien*, & dans la derniére, on voit un figure d'homme nuë qui tient de la droite une coupe, & de la gauche des épis, & du pavot; pour marquer, à ce que j'en puis juger, que l'abondance de toutes choses est un fruit de la paix, qui lui est dû. Enfin UBIQUE PAX se lit sur la Medaille de *Galien*, dont la Legende du revers est remarquable; *Galienæ Augustæ*; ce que je crois être une Satire des Romains, qui ont voulu reprocher par là à cèt Empereur efféminé sa molesse & ses débauches.

Mais il sera bon avant que de finir, de raporter quelques exemples de ces Medailles frapées par les Empereurs, & où il est fait mention de la Paix.

L'Empereur Tite a mis dans sa Medaille, la Paix devant un Autel avec une coupe dans sa droite, & dans la gauche un Caducée & une branche d'olivier avec ces mots. * PAX AUG.

Il y en a une autre du même Prince representant la Paix s'appuyant sur une colonne avec un rameau d'olivier en sa gauche & un caducée à la droite avec ces mots, * *Paci perpet.*

* Oisel. Tab. 71. nu. 11. Une troisiéme représentant la Paix dans une chaise ayant en sa droite un rameau d'olivier, & en sa gauche une pique avec cette inscription, * *Pax August.*

* Oisel. Tab. 72. nu. 10. Et une quatriéme, où la paix est assisé, ayant dans sa droite un Caducée, & en sa gauche une corne d'abondance, avec ces mots * PAX AUG.

* Oisel. Tab. 72. nu. 11.

* Oisel. Tab. 72. nu. 12.

L'Empereur *Trajan* fit fraper une Medaille où la Paix tient de la droite un flambeau dont elle brûle un tas d'armes, & en sa gauche une corne d'Abondance avec ces mots. *COS. V. PP. S. P. Q R. optimo Princ.* & au dessous, (*a*) PAX.

L'Empereur *Antonin* en fit de même avec ces mots (*b*) COS. IIII. *& pax Aug.*

L'Empereur *Sevére* en fit fraper une; où la Paix tient de la droite une branche d'olivier, & la gauche une pique avec ces mots (*c*) PAX ÆTERNA AUG.

(*a*) Oisel. Tab. 72. nu. 7. L'Empereur *Gallien* fit mettre sur sa Medaille la Paix marchant avec hâte portant à la droite une branche d'Olivier, & une pique à la gauche avec ces mots (*d*) PAX ÆTERNA.

(*b*) Oisel. Tab. 72. nu. 8. L'Empereur M. *Aurele* mit dans sa Medaille l'image de la Paix avec une corne d'Abondance & un flambeau brûlant un tas d'armes avec cette Inscription (*e*) IMP. VIII. COS. III. PP. PAX ÆTERNA.

(*c*) Oisel. Tab. 73. nu. 2. L'Empereur *Septim. Sévére* s'est fait mettre dans sa Medaille dans sa robe, la tête voilée, ayant en sa droite un rameau d'olivier, avec ces paroles. (*f*) FUNDATOR PACIS.

(*d*) Oisel. Tab. 73. nu. 2.

(*e*) Oisel. Tab. 72. nu. 9.

(*f*) Oisel. Tab. 72. nu. 4.

Mais

Mais il eſt tems de revenir à l'explication du Temple qui eſt repréſenté au frontiſpice de cèt Ouvrage. On voit ces mots au premier degré.

Claudantur Belli portæ.

Une Vierge repréſentant la Paix tient cette Porte fermée de la gauche, & de la droite *Mars* le Dieu de la guerre enchaîné avec ces mots.

Et Martem Pax alma ligat.

C'eſt la Paix ſeule, qui fait ceſſer la Guerre, c'eſt à elle à fermer ces Portes fatales à tant de Peuples. D'où vient que Lucain parle en ces termes dans le premier Livre de la Pharſale:

—— Pax miſſa per Orbem
Ferrea belligeri compeſcat Limina Jani.

Et *Manile Aſtronomic. Lib. I.*

Sed ſatis hoc fuerit Fatis, jam bella quieſcant;
Atque adamanteis Diſcordia victa catenis
Aeternos habeat concluſa in carcere frænos.

De l'autre côté de ce Temple, on voit la Fureur liée & garrotée de chaînes aſſiſe ſur un monceau d'armes, au deſeſpoir de voir le Temple fermé, avec cet hémiſtiche.

—— Fremit horridus ore cruento.

Ce qui eſt tiré du premier Livre de l'Eneïde, où la Fureur eſt décrite en ces termes.

—— Furor impius intus
Sæva ſedens ſuper arma, & centum vinctus ahenis
Poſt tergum nodis, fremit horridus ore cruento.

On a repréſenté auſſi de côté & d'autre des Harpies ennemies de la Paix & nourrices de la guerre, qui s'envolent précipitamment, voyant le Temple fermé, la fureur enchainée, & le Dieu *Mars* hors d'état d'agir.

 Elles

Elles ont la tête d'une Fille & le reſte du corps d'un Vautour ; parce que c'eſt ainſi que les décrit Héſiode dans ſa *Théogonie.* Voiei ce qu'en dit Vergile dans le troiſiéme de l'Eneïde.

Virginei Volucrum vultus, & fœdiſſima ventris
Proluvies, uncæque manus, & pallida ſemper
Ora fame.

Apollon. Lib. 2. Argonaut.

At procul ex altis delapſæ nubibus ipſis
E manibus rapiuntque dapes ex faucibus, uncis
Unguibus Harpyæ.

Rutil. Numantin. in Itinerar.

Harpyæ quarum diſcerpitur unguibus Orbis
Quæ pede glutineo, quæ tetigere, trahunt.

Ovide dans ſes Métamorphoſes les apelle *Virgineas Volucres*, *Claudien*, *Rapaces*, les autres *Stymphalegades* & *Jovis canes.*

Les Poëtes & les autres Anciens les font Filles du Roi *Thaumus* & d'*Eletre* fille de l'Ocean & ſœurs d'*Iris.* Soſibe écrit qu'elles étoient Filles de Phinée Roi d'Arcadie, les autres diſent de Thrace, étant certain qu'elles y faiſoient leur demeure, ſelon le témoignage de ces mêmes Poëtes ; d'*Apollonius* dans ſes *Argonaut.* & après lui de *Noël le Comte* dans ſa * Mythologie, & de *Baudoüin* au même lieu.

* Lib. 7. Cap. 7.

DISSERTATION
SUR LES DIVERSES
CÉRÉMONIES
Qu'ont employé les différentes Nations dans les Traitez de Paix, d'Alliance, &c.

COmme toutes les Nations ont employé quelques Cérémonies différentes lors qu'elles ont traité des Alliances, ou fait la paix entr'elles, pour les rendre plus fermes & plus conſtantes, il ne ſera pas hors de propos d'en raporter ici quelques unes; quand ce ne ſeroit que pour faire voir la différence qu'il y a entre ces coutumes anciennes & celles qui ſe pratiquent aujourdhui, & qui paroîtront dans les différens Traitez de ce Recueïl.

Nous trouvons dans le Chapitre XXXI. de la Genéſe celles qu'obſervérent *Jacob* & *Laban* lors qu'ils traitérent enſemble. Voici comment leur Alliance y eſt exprimée.

TRAITÉ DE JACOB AVEC LABAN.

„ Venez donc, *dit Laban à Jacob*, & faiſons une Alliance qui ſerve de témoignage entre vous & moi. Alors Jacob prit une pierre, & en ayant dreſſé un monument, il dit à „ ſes Fréres: aportez des pierres: & les ayant ramaſſées enſemble, ils en firent un monceau & mangerent deſſus. Laban apella ce monceau de pierres le monceau du témoignage, chacun ſelon la proprieté de ſa langue, & Laban dit: ce Monceau ſera témoin aujourdhui entre vous & moi. C'eſt pourquoi il apella ce lieu Galaad, c'eſt-à-dire, le „ Monceau du Témoin. Et il ajouta que le Seigneur nous regarde & nous juge, lors que „ nous nous ſerons retirez l'un de l'autre. Si vous maltraitez mes Filles, & ſi vous prenez „ encore d'autres femmes qu'elles, nul n'entend nos paroles que Dieu qui en eſt témoin, „ qui eſt préſent à tout ce qui nous regarde. Il dit encore à Jacob, ce Monceau & ces pierres que j'ai dreſſées entre vous & moi nous ſerviront de témoin. Ce Monceau, dis-je, & „ ces pierres porteront témoignage, ſi je paſſe au delà pour aller à vous, ou ſi vous y paſſez, pour me venir faire quelque mal. Le Dieu d'Abraham, le Dieu de Nachor & le „ Dieu de leurs Péres ſoit notre Juge. Jacob donc jura par le Dieu, qui étoit la frayeur d'Iſaac; & ayant immolé des victimes ſur la montagne, il invita ſes parens pour manger „ enſemble: & ayant mangé, ils demeurérent là pour y coucher: mais Laban ſe levant „ avant qu'il fît jour embraſſa ſes Fils & ſes Filles, les benit, & s'en retourna chez lui en „ ſon Pays.

TRAITÉ D'ISAAC AVEC ABIMELEC.

Iſaac fit une Alliance avec *Abimelech* Roi des Philiſtins, & en commença la cérémo„ nie par un feſtin. Geneſ. XXVI. Iſaac, nous dit *Moyſe*. leur fit Feſtin; & aprés qu'ils „ eurent bû & mangé avec lui, ils ſe levérent le matin, & l'alliance fut jurée de part & d'au„ tre.

TRAITÉ DE MOYSE AVEC JETHRO.

Dans le Livre de (*a*) l'Exode il nous eſt parlé du Traité de *Moyſe* avec *Jethro* dont il épouſoit la Fille, lequel fut confirmé par ſerment.

TRAITÉ DES ISRAÉLITES AVEC LES GABAONITES.

(*b*) *Joſué* nous parle dans ſon Livre de l'Alliance qu'il fit avec les Gabaonites en ces termes. *Et Joſué ayant pour eux des penſées de paix, fit Alliance avec eux; & leur promit qu'on leur ſauveroit la vie, ce que les Princes du Peuple jurérent auſſi.* (*c*) *Joſéphe* nous parlant de cette même Alliance nous dit, qu'*Eleazar Souverain Sacrificateur & le Sénat leur promirent avec ſerment de les traiter comme Amis & Confédérez; que le Peuple ratifia cette Alliance.*

Je ne trouve point dans les Auteurs Prophanes de Traité plus ancien que celui des Troyens avec les Grecs. Homére fait une Deſcription exacte de toutes les Formalitez, qui s'obſervérent dans cette occaſion; & quoi que ſa qualité de Poëte nous empêche de croire, que ces formalitez ayent été exactement obſervées dans ce Traité; du moins aprenons-nous par là, quelles étoient celles qui étoient en uſage du tems de cèt ancien Poëte. Voici ce qui nous en eſt dit dans le troiſiéme de l'Iliade.

(*a*) Chap. II. 20. (*b*) Chap. IX. 15. (*c*) Hiſtoire des Juifs Liv. V. Chap. I.

TRAITÉ DES GRECS AVEC LES TROYENS.

„ Agamemnon s'avança en même tems avec le prudent Ulyſſe; les Herauts revétus de
„ leurs armes y amenérent les victimes, verſérent du vin dans les coupes, & donnérent à
„ laver aux deux Rois.

„ Le Grand Agamemnon tirant un poignard, qu'il avoit coutume de porter, attaché
„ avec le fourreau de ſon épée, coupa de la laine du front des victimes, & les Herauts des
„ Grecs & des Troyens en firent part aux principaux Capiraines des deux Armées. Enſui-
„ te le Grand Atrides élevant les mains & la voix adreſſa cette priére à Jupiter.

„ Puiſſant Jupiter, Pére des Dieux & des Hommes, glorieux protecteur d'*Ida*, vous
„ qui êtes le plus grand, & le plus redoutable de tous les Dieux; & Toi, Divin Soleil,
„ à qui rien ne peut être caché, qui perces par ta lumiére les plus profondes ténébres, qui
„ vois tout, qui entens tout; & vous Fleuves, Terre, Enfers, qui puniſſez les parju-
„ res, ſoyez témoins de la Paix inviolable que nous jurons. Si *Pâris* tuë *Menelas*, nous
„ voulons bien qu'il retienne *Heléne*, & qu'il ſoit maître de toutes les richeſſe qu'elle poſ-
„ ſéde. Nous repaſſerons la Mer auſſi-tôt pour retourner en nos maiſons. Mais ſi Menelas
„ tuë Pâris, nous prétendons que les Troyens nous rendent Héléne avec tout ce qui lui
„ apartient, & qu'ils nous payent un Tribut tous les ans, dont on conviendra, qui ſera
„ pour toûjours un témoignage de ce qui s'eſt paſſé dans cette guerre. Si Priam ou ſes Fils
„ refuſoient de payer le Tribut, en cas que Menelas ſoit victorieux, je déclare, que je ne
„ penſerai plus à faire paſſer la Met aux Grecs, qu'après que j'aurai eu une heureuſe fin de
„ toute cette guerre.

„ Il égorgea auſſi-tôt les tendres Agneaux, qui arroſérent l'Autel de leur ſang. Enſuite il
„ répandoit ſur les victimes des coupes de vin, & vous euſſiez entendu les Grecs & les
„ Troyens faire mille imprécations contre ceux qui violeroient une ſi ſainte Alliance.

„ Glorieux Jupiter, diſoient-ils, tout grand, tout puiſſant, tout juſte, & vous qui
„ habitez avec lui ſur le haut Olympe; que les premiers, qui manqueront à obſerver tou-
„ tes les conditions de la paix, que nous jurons en votre préſence, répandent tout leur ſang
„ ſur la terre, comme nous y répandons maintenant ce vin; & qu'ils périſſent avec toute
„ leur race; & que leurs femmes apartiennent à d'autres hommes.

* Liv. XII. de l'Eneide.

* Virgile nous raporte auſſi les Cérémonies qui furent obſervées lorſque les Latins & les Troyens traitérent enſemble: voici ce qu'il en dit.

TRAITÉ DES TROYENS AVEC LES LATINS.

Campum ad certamen magnæ ſub Mœnibus Urbis
Diverſi, Rutulique viri, Teucrique parabant,
In medióque focos, & Diis communibus Aras
Gramineas, Alii fontemque ignémque ferebant
Velati lino, & verbenâ tempora vincti.

Et un peu plus bas.

Procedunt caſtris, puraque in veſte ſacerdos
Sætigeri fœtum Suis, intonſamque bidentem
Attulit, admovitque pecus flagrantibus aris.
Illi ad ſurgentem converſi ad lumina ſolem
Dant fruges manibus ſalſas, & tempora ferro
Summa notant pecudum, paterisque altaria libant.
Tum pius Æneas ſtricto ſic enſe precatur.
Eſto nunc Sol teſtis & hæc mihi Terra vocanti,
Quam propter tantos potui perferre labores,
Et Pater omnipotens, & tu Saturnia Juno;
Jam melior, jam Diva, precor: tuque inclute Mavors
Cuncta tuo qui bella, Pater, ſub numine torques:
Fonteſque, Fluvioſque voco, quæque ætheris alti
Religio, & quæ cæruleo ſunt numina Ponto:
Ceſſerit Auſonio ſi fors victoria Turno;
Convenit Evandri victos diſcedere ad urbem.
Cedet Julus agris: nec poſt arma ulla rebelles
Æneadæ referent, ferrove hæc regna laceſſent.
Sin noſtrum annuerit nobis victoria Martem,
(Ut potiùs reor, & potiùs Di numine firment)
Non ego nec Teucris Italos parere jubebo
Nec mihi regna peto, paribus ſe legibus ambæ
Invictæ gentes æterna in fœdera mittant.
Sacra Deoſque dabo: ſocer arma Latinus habeto;
Imperium ſolemne ſocer: mihi mœnia Teucri
Conſtituent: urbique dabit Lavinia nomen.

Ce fut là le vœu & le ſerment d'*Enée*, & voici celui du Roi *Latinus*.

Hæc eadem, Aenea, Terram, Mare, Sydera, juro
Latonæque genus duplex, Janumque bifrontem,
Vimque Deûm infernam, & duri ſacraria Ditis:
Audiat hæc Genitor, qui fœdera fulmine ſancit;
Tango aras, medios ignes & Numina teſtor;
Nulla dies pacem hanc Italis nec fœdera rumpet,
Quo res cumque cadent; nec me vis ulla volentem
Avertet; nec ſi tellurem effundat in undas
Diluvio miſcens, cœlumque in Tartara ſolvat &c.

Après quoi le Poëte ajoute:

Talibus inter ſe firmabant fœdera dictis
Conſpectu in medio Procerum. Tum ritè ſacratas
In flammam jugulant pecudes, & viſcera vivis
Eripiunt, cumulantque oneratis lancibus aras.

Les Romains Deſcendans d'Enée & des Troyens ont auſſi obſervé quelques Cérémonies particuliéres dans leurs Traitez de Paix. Ils faiſoient d'ordinaire un ſacrifice ſolemnel d'une Truye. C'eſt ce qu'on voit dans la vie de Tibére par * *Suétone*; *cum Regibus fœdus in foro icit*, dit cèt Hiſtorien, *Porcâ cæſâ, ac vetere Fecialium Præfatione adhibita.* * Chap. 25.

Les *Feciales* étoient comme les Hérauts. & la *Préface* dont parle *Suétone*, nous eſt raportée par * *Tite Live*, au ſujet du Traité d'alliance entre *Tullus Hoſtilius* Roi de Rome & ceux d'*Albe*. *Fecialis*, dit-il, *Regem Tullum ita rogavit, jubeſne me Rex cum Patre Patrato Populi Albani Fœdus ferire? Jubente Rege, Sagmina inquit te Rex poſco. Rex ait, puram tollito. Fecialis ex Arce graminis herbam puram attulit, poſtea Regem ita rogavit; Rex faciſne me tu regium Nuntium Populi Romani Quiritium? vaſa comiteſque meos? Rex reſpondit, quod ſine fraude mea Populique Romani Quiritium fiat, facio. Fecialis erat M. Valerius Is Patrem patratum Sp. Fuſium fecit; verbenâ caput capilloſque tangens (Pater patratus ad jusjurandum patrandum, id eſt, ſanciendum, fit) fœdus, multiſque id verbis, quæ longo effata carmine non opus eſt referre, peragit. Legibus deinde recitatis, Audi, inquit, Jupiter, audi Pater patrate Populi Romani, audi tu Populus Albanus, ut illa palam prima poſtrema ex illis tabulis cerave recitata ſunt ſine dolo malo: utique ea hic hodie rectiſſimè intellecta ſunt. Illis legibus Populus Romanus prior non deficiet. Si prior defexit publico conſilio, dolo malo: tu illo die Jupiter Populum Romanum ſic ferito, ut ego hunc porcum hodie feriam: tantoque magis ferito, quanto magis potes, polleſque. Id ubi dixit porcum ſaxo ſilice percuſſit. Sua item carmina Albani ſuumque jusjurandum per ſuum Dictatorem ſuoſque ſacerdotes peregerunt.* * Lib. I. cap. 24.

Cette cerémonie eſt encore raportée par le même Auteur, au Liv. IX. au Liv. XXX. & en pluſieurs autres endroits.

Polybe raporte une autre maniére de traiter alliance au Liv. III. de ſon Hiſtoire, Chap. 25. *Primo fœdere*, dit-il, *Carthaginenſes per Deos patrios jurarunt, Romani verò Jovem Lapidem ex veteri quodam ritu, deinde Martem & Graduum Patrem. Mos autem jurandi Jovem Lapidem eſt hic; Fecialis, qui jurejurando fœdus firmat poſtquam fide publica juravit, Lapidem in manus ſumit, atque hæc dicit. Si fidem ſervaſſe tum me Dii adjuvent, ſin ſciens feſellero, tum ego, ſalvis cæteris omnibus in ſuis Patriis, ſuis legibus, ſuis penatibus, ſacris ſepulchris, ſolus exterminer, ut hic nunc Lapis, & ſimul Lapidem manu ejecit.*

Les autres Peuples ont auſſi eu leurs Cérémonies particuliéres dans leurs Traitez, de même que les Romains Quelques uns, après avoir ſacrifié un pourceau, un belier, ou un taureau, coupoient un pain par le milieu, & les deux Parties contractantes s'en donnoient l'une à l'autre à goûter, pour un gage aſſuré de leur amitié. C'étoit en particulier la coutume des Macedoniens, ſi nous en croyons * Quinte Curce; *Et Rex medio cupiditatis ardore*, dit-il, *juſſit afferri patrio more panem, hoc erat apud Macedones coëuntium pignus, quem diviſum gladio uterque libabat.* * Liv. VIII.

D'autres ſe ſervoient de deux agneaux, l'un blanc & l'autre noir. Ils coupoient quelques poils de leur tête, & les ayant diſtribué l'un à l'autre, ils répandoient de l'eau ſur leurs mains, & du vin dans une coupe, comme nous l'aprend Homére dans l'endroit que nous avons déja cité.

Plutarque raporte * qu'*Ariſtide*, pour confirmer le Traité qu'il venoit de faire avec toute la Gréce, jetta un fer rouge dans la mer, diſant que celui qui contreviendroit à cette alliance pût être de même englouti avec toute ſa race. * Dans la vie d'Ariſtide.

D'autres ſe perçoient le bras de leur épée, & en faiſant ſortir du ſang, le ſuçoient l'un à l'autre. C'étoit ſelon *Hérodote* dans le premier Livre de ſon Hiſtoire la coutume des Médes & des Lydiens.

Les Caramaniens faiſoient quelque choſe de ſemblable. Dans un feſtin préparé exprès, ils s'ouvroient une veine du front, en faiſoient couler le ſang dans des taſſes, le méloient avec du vin, & les Contractans ſe le donnoient à boire l'un à l'autre; ce * qu'Athenée raporte auſſi des anciens Allemands.

* Liv. II. Chap. 2.

Les Naſamones, anciens Peuples d'Afrique, confirmoient leurs Traitez par un feſtin où les Parties bûvoient enſemble. C'eſt ce qu'on aprend du Livre quatriéme d'*Herodote*.

Les Indiens avoient en grande vénération la fontaine de *Tantale*, où ils alloient boire de l'eau enſemble, lorſqu'ils traitoient quelque alliance; ſi, du moins, nous en croyons Philoſtrate dans la vie d'*Apollonius de Thyane*, Liv. III. chap. 10.

Les Arabes faiſoient ſortir du ſang du bout de leurs doigts, avec un caillou tranchant, ils en enſanglantoient leurs habits & les pierres où ils étoient; & faiſoient un imprécation terrible contre ceux qui viendroient à rompre leur alliance, ainſi que nous le liſons dans le troiſiéme Livre d'*Hérodote*.

Les Scythes prenoient une coupe pleine de vin mélé avec leur ſang, dont ils bûvoient après y avoir trempé leurs fléches & leurs épées; ainſi que nous l'aprenons d'*Hérodote* Liv. IV. & de Solin chap. 25. C'eſt auſſi ce qui fut pratiqué par *Catilina*, au raport de *Saluſte* Liv. I. Chap 22. *Fuere qui dicerent Catilinam humani corporis ſanguinem vino permiſtum in pateris circumtuliſſe. Inde cùm poſt execrationem omnes deguſtaſſent, ſicuti in ſolemnibus ſacris fieri conſuevit, aperuiſſe conſilium ſuum.*

Les Anciens Gaulois & Anglois s'aſſembloient tous en un même lieu, & après y avoir aporté tous leurs étendarts, leurs drapeaux & leurs armes, ils y faiſoient leur ſerment réciproque; comme on peut le voir dans le Livre VII. de la *Guere des Gaules* de *Jules Céſar*.

Les Perſes faiſoient leurs Traitez dans des feſtins, où ils amenoient leurs femmes, leurs enfans, & tout ce qu'ils avoient de plus cher au monde, conſidérant tout cela comme le gage & l'aſſûrance de leurs Traitez. Les Anciens Allemands en uſoient de même au raport de *Tacite* dans ſon Traité des *Mœurs des Germains*.

D'autres faiſoient la paix par l'échange de leurs piques & de leurs javelots. *Xenophon* nous aprend dans ſa Cyropedie, que *Clearque* faiſant la Tréve avec les Barbares, immola à Jupiter un Taureau, un Loup, un Sanglier, & un Belier, dans le ſang deſquels les Grecs trempérent leurs épées, & les Barbares leurs piques & leurs javelots.

Les Egyptiens offroient aux Dieux du vin & des cornes de bœuf, quand ils faiſoient quelques Traitez avec leurs Ennemis.

Les Armeniens, au raport de *Tacite*, dans le douziéme Livre de ſes *Annales*, ſe touchoient dans la main, & lioient leurs pouces enſemble, puis ſe piquoient le bout du doigt, & en faiſoient ſortir du ſang, qu'ils ſuçoient réciproquement. *Mos eſt Regibus*, dit cét Hiſtorien, *quoties ſocietatem coëunt implicare dextras, pollicéſque inter ſe vincire nodoque perſtringere, mox ut ſanguis in artus extremos ſe effuderit, levi ictu cruorem elicium atque invicem lambunt, id fœdus arcanum habetur, quaſi mutuo cruore ſacratum.*

Les Etoliens & les Parthes s'embraſſoient les uns les autres, & ſacrifiant aux Dieux, ſe juroient une amitié éternelle. Les Médes, les Hicaniens, & les anciens Latins en uſoient de même.

------ *Coëant in fœdera dextræ,*

Dit Virgile dans le Livre onziéme de l'Eneïde, en parlant de ces derniers.

Les Pannoniens faiſoient la paix en tirant leurs Epées, qu'ils cheriſſoient comme leurs Dieux, ſur leſquelles ils faiſoient leurs ſermens: ſurquoi l'on peut voir *Aventin Annal. Boior.* Les Lombards avant que de traiter quelque Alliance ſe coupoient la barbe, qu'ils donnoient à ceux avec qui ils traitoient, comme le Symbole d'une Alliance ferme & perpétuelle.

L'Empereur *Henri IV.* & le Pape Paſchaſe, confirmérent la paix qu'ils firent entr'eux par la communion à l'Euchariſtie.

Les Eſpagnols ſous la conduite de *Ferdinand Magellan*, ayant paſſé le Détroit qui porte le nom de ce célébre Avanturier, & étant arrivez aux Iſles Moluques y firent alliance avec le Roi *Calamar*; & obſervérent les cérémonies du lieu, frapant leur bras gauche dont ils firent ſortir du ſang, & s'en frotérent la bouche & la langue. Petr. Cieza. Tom. II. Hiſtor. chap 94.

La Paix entre *Uladiſlas* Roi de Pologne & Amurat Empereur des Turcs fut confirmée par un ſerment, que le premier fit ſur les Evangiles, & l'autre ſur l'Alcoran.

Nicetas nous raporte dans le Livre ſecond de ſon Hiſtoire de l'Empereur *Iſac* l'Ange, que les Chrétiens d'Occident aceuſoient ce Prince d'avoir traité alliance avec les Sarazins, & qu'en contractant il avoit obſervé l'impie cérémonie, qui étoit en uſage parmi eux, que les Parties contractantes ſe piquent une veine de l'eſtomac & ſe donnent l'une à l'autre de leur ſang à boire.

Les Tartares faiſant la paix avec *Albert* Roi de Pologne, jettérent de l'eau ſur leurs dards & ſur leurs javelots, qu'ils humérent après, maudiſſant les premiers, qui entreprendroient de rompre la paix.

Il semble qu'en voila assez sur les différentes coutumes observées par les divers Peuples dans leurs Alliances & dans leurs autres Traitez. On a crû cependant, qu'on ne trouveroit pas mauvais, si l'on faisoit précéder en forme de Préliminaires le grand nombre de Traitez faits depuis Jesus-Christ, dont ce Recueil est composé, de quelques uns de ceux qui ont été faits avant sa naissance, tels qu'on les trouve dans divers Historiens. Cela servira à faire voir la différence que le tems a aporté à la maniére de ttaiter les uns avec les autres Et puis que Dieu lui-même, qui avoit droit de donner des Loix aux hommes purement & simplement, a bien voulu avoir la condescendance de se lier à eux par des promesses réciproques; nous commencerons par l'Alliance que Dieu fit avec *Noe* & avec sa Postérité après le Déluge.

Alliance de Dieu avec Noë et avec sa Postérité. *Gen. IX. 9. &c.*

„ Je vas faire Allianee avec vous, *leur dit-il*, & avec votre race après vous, & „ avec tous les animaux vivans, qui sont avec vous; les oiseaux, les animaux ou domestiques, ou de la campagne, qui sont sortis de l'Arche, & avec toutes les bêtes de la terre. Je ferai Allianee avec vous; & toute chair qui a vie ne périra plus désormais par les „ eaux du Déluge Dieu dit encore; voici le signe de l'Alliance, que j'établirai avec vous, „ qui durera dans la suite de tous les âges. Je mettrai mon Arc dans les nuées, afin qu'il „ soit signe de l'Alliance que j'ai faite avec la Terre; & lorsque j'aurai couvert le Ciel de „ nuages, mon Arc paroitra dans les nuées, je me souviendrai de l'Alliance que j'ai faite „ avec vous & avec toute ame qui vit & anime la chair; & il n'y aura plus à l'avenir de Déluge qui fasse périr dans les eaux toute chair qui a vie. Car mon Arc sera dans les nuées, „ & le voyant je me ressouviendrai de l'Alliance éternelle, que j'ai faite avec toutes les „ ames vivantes, qui anime toute chair, qui est sur la terre.

Quatre cens vint six ans apres le Déluge Dieu ayant choisi *Abraham* pour être la tige & le pére de tous les Croyans, l'apella dans la terre de Chanaan, & ttaita avec lui l'Alliance suivante

Alliance de Dieu avec Abraham. *Gen. XVII. 2. &c.*

„ Dieu dit *à Abraham*, c'est moi qui vous parle: je ferai Alliance avec vous & vous „ serez le Pére de plusieurs Nations. Vous ne vous appellerez plus *Abram*, mais vous „ vous appellerez *Abraham*, parce que je vous ai établi pour être le Pére d'une multitude „ de Nations. Je ferai croître votre race à l'infini; je vous rendrai le chef des Nations; & „ des Rois sortiront de vous. J'affermirai mon Alliance avec vous, & après vous avec votre race dans la suite de leurs générations par un pact éternel: afin que je sois votre Dieu, „ & après vous le Dieu de votre postérité. Je vous donnerai à vous & à votre race après „ vous, la terre où vous demeurez maintenant comme étranger; toute la terre de Chanaan, afin que vos Descendans la possédent pour jamais: & je serai leur Dieu. . . . „ Vous garderez mon Alliance, & votre postérité la gardera après vous de race en race. „ Voici le pact que je ferai avec vous, que vous observerez, & votre postérité après vous. „ Tous les mâles d'entre vous seront circoncis. Vous circoncirez votre chair, afin que cette Circonsion soit la marque de l'Alliance que je fais avec vous. L'enfant de huit jours „ sera circoncis parmi vous; & dans la suite de toutes les Générations, tous les enfans mâles, tant les Esclaves, qui seront nez en votre maison, que tous ceux que vous aurez „ achetez, & qui seront nez en des Nations étrangéres. Ce Pact que je fais avec vous sera „ marqué dans votre chair, comme le signe de l'alliance éternelle que je fais avec vous. „ Tout mâle dont la chair n'aura point été circoncise, sera exterminé du milieu de son „ peuple, parce qu'il aura violé mon Alliance. . . . . Vous n'appellerez plus votre femme *Sarai* mais *Sara*. Je la benirai, & je vous donnerai un Fils né d'elle, que je benirai „ aussi. Il sera le Chef des Nations, & des Rois de divers Peuples sortiront de lui.

On voit dans l'Ecriture d'autres Traitez de Dieu avec les Hommes, comme dans la *Genése*, chap. XV. vers. 18. Au Livre d'Esdras chap. IX. & X. & ailleurs; mais les deux que nous venons d'alleguer suffisent pour servir d'exemple.

Nous passons donc au Traité que firent les Isréalites avec les Philistins du tems du Roi *Saül*: tel qu'il nous est raporté dans le premier Livre de Samuel chap. XVII. Saul faisant la guerre aux Philistins, & les Armées étant campées assez près l'une de l'autre; *Goliath* Philistin d'une grandeur monstrueuse, mais d'une fierté encore plus grande vint insulter les Israélites; leur disant qu'il étoit inutile d'exposer la vie de tant de gens; qu'il falloit terminer leurs différens par un combat singulier; que le plus hardi des Israëlites n'avoit qu'à se présenter pour combattre contre lui, & le peuple de celui qui seroit vaincu seroit esclave de la Nation du victorieux. Voici les termes de cette espéce de Traité. Pourquoi, „ *dit Goliath*, vous empressez-vous tant pour donner bataille? Ne suis je pas Philistin & „ vous Serviteurs de Saül? Choisissez un homme d'entre vous, & qu'il vienne se battre „ seul à seul. S'il peut me résister & m'ôter la vie, nous serons vos Serviteurs; mais si j'ai „ l'avantage sur lui & que je le tuë, vous serez nos Serviteurs, & vous nous serez assujettis. Chacun sait comment David accepta ce défi, combattit contre ce Philistin & le vainquit, & termina par ce moyen une longue & sanglante guerre.

Traité des Troyens avec les Grecs.

Nous avons déja parlé des Cérémonies qui s'observérent dans le traité que firent autrefois les Grecs & les Troyens, lors que ces premiers assiégeoient la Ville de Troye; mais nous n'avons pas allegué les conditions de ce Traité. Voici ce qu'en dit *Homére* sur la

„ fin du troiſiéme de l'*Iliade*. Alexandre & Menelas combattoient pour une femme, à cet-
„ te condition que le Victorieux poſſéderoit la Femme & ſes richeſſes; que les deux Peu-
„ ples ſeroient Alliance entr'eux; que les uns poſſederoient la fertile Troye; & que les
„ autres retourneroient en Gréce où il y avoit de belles femmes.

Traité d'Enée avec Turnus. Virgile n'a pas oublié de nous parler d'un combat ſingulier d'*Enée* contre *Turnus*, & voici les conditions, telles que le premier les propoſe.

Virgil. Æneid. Liv. XI. & XII.

Si bellum finire manu, ſi pellere Teucros
Adparat; his mecum decuit concurrere telis
Vexet, cui vitam Deus aut ſua dextra dediſſet.
Nulla mora in Turno: nihil eſt quod dicta retractent
Ignavi Aeneadæ; nec, quæ pepigere, recuſent:
Congredior. Fer ſacra, Pater, & concipe fœdus.
Aut hâc Dardanium dextrâ ſub Tartara mittam
Deſertorem Aſiæ, ſedeant ſpectentque Latini,
Et ſolus ferro crimen commune refellam:
Aut habeat victos; cedat Lavinia conjunx.

Traité des Aborigines avec les Troyens. *Denis d'Halicarnaſſe* nous parle d'une autre Traité entre les mêmes dans le Chap. LIX. du premier Liv. de ſes Antiquitez Romaines. Enée, dit-il, aprouvant la penſée du Roi, „ ils firent alliance entr'eux à ces conditions; que les *Aborigines* donneroient aux Troyens „ autant de terrain qu'ils en demanderoient, s'étendant environ quarante ſtades du côté „ des deux collines; & que les Troyens ſe joindroient aux Aborigines dans la guerre pré-„ ſente, & combattroient ſous leurs enſeignes partout où il ſeroit néceſſaire, qu'ils ſe ſe-„ courroient mutuellement de tout leur pouvoir, tant par leurs conſeils que par leurs ar-„ mes; & qu'ayant donné de part & d'autre des ôtages, ils feront conjointement une ex-„ pédition contre les Rutules.

Traité entre les Romains et les Latins. * *Liv. VI. chap. 86.* Le même * *Denis d'Halicarnaſſe* parle auſſi d'un Traité de Paix entre les Romains & les Latins. „ Dans le même tems, dit-il, on renouvella l'Alliance & l'amitié avec tous les „ Latins. Voici les articles du Traité. Il y aura une paix mutuelle entre les Romins & les „ Latins, pendant que le Ciel & la Terre demeureront à leur place, un Parti ne fera point „ la guerre à l'autre; n'incitera point les Ennemis à la lui faire; ou ne leur donnera point „ paſſage, s'ils la font; mais ſecourra de toutes ſes forces celui qui ſera attaqué. Ils par-„ tageront également dans la guerre le butin & les dépouilles des Ennemis; les diſputes „ qui ſurviendront entre les particuliers ſur quelque contract, ſeront terminées par les Ju-„ ges, dix jours après, devant le Tribunal du Peuple où le Contract aura été fait. On ne „ pourra rien ajouter aux Articles de ce Traité, ni en rien retrancher ſi ce n'eſt du conſen-„ tement des Romains & des Latins. Ce ſont là les conditions de l'Alliance, qu'ils firent „ & qu'ils jurérent entr'eux par tout ce qu'il y a de plus ſaint; après quoi ils rendirent gra-„ ces aux Dieux de la paix qui venoit d'être faite entre les deux Peuples.

Traité entre les Romains et les Sabins. „ *Denis d'Halicarnaſſe* parle d'un Traité fait entre les Romains & les Sabins. Enſuite, „ dit-il, les Rois ayant conféré enſemble, ils firent une Alliance qu'ils confirmérent par ſer-„ ment, & dont les conditions étoient; que *Romulus* & *Tatius* régneroient à Rome „ avec le même pouvoir & les mêmes honneurs; que la Ville conſerveroit le nom qu'elle „ avoit reçu de ſon premier Fondateur, que chaque Citoyen en particulier porteroit le „ nom de Romain, comme auparavant; mais que tous en corps porteroient le nom de „ *Quirites*, du nom de la Patrie de *Tatius*; que tous les Sabins qui le déſireroient, au-„ roient le droit de Bourgeoiſie à Rome, & qu'ils ſeroient reçus dans les Tribus & dans les „ *Curies* avec leurs Sacrifices. Ces conditions ayant été confirmées par ſerment, *ajoûte l'Hiſtorien*, & ayant bâti des Autels pour cèt effet au milieu de la * Ruë ſainte, ils ſe „ ſalnérent, ſe mêlant les uns avec les autres.

* *Via ſacra.*

Le même Hiſtorien nous parle encore de diverſes autres Alliances, comme de celle de *Tarquin* l'Ancien avec les *Etruſces*, du Roi *Porſenna* avec les Romains, des Horaces avec les Curiaces, & de divers autres, dont parle auſſi *Tite Live* dans ſon Hiſtoire Romaine.

Traité entre les Romains et les Carthaginois. Les Romains & les Carthaginois ſe diſputant l'Empire du Monde eurent pluſieurs guerres entr'eux, qui donnérent lieu à divers Traitez de Paix & d'Alliance. Polybe fait mention de la premiére de ces Alliances au Liv. III. Chap. 22. de ſon Hiſtoire. Voici une Traduction Latine de ce qu'il en dit. *Primum igitur Fœdus inter Romanos & Carthaginienſes ictum eſt Conſulatu Junii Bruti & Marci Horatii, primorum poſt Reges exactos Conſulum; à quibus etiam Jovis Capitolini Aedes fuit conſecrata, annis priuſquam Xerxes in Græciam trajiceret duo de triginta, fœderis iſtius verba quanta maxima poteramus fide interpretati infra ſubjecimus, veteris ſanè etiam Linguæ Latinæ tanta diverſitas eſt ab illa, quâ hodie utuntur, ut vel peritiſſimi nonnulla ægre, ubi animum attenderunt, explanare queant. Fœdus igitur ita habet. Amicitia Romanis & Romanorum Sociis cum Carthaginienſibus & Carthaginienſium Sociis his legibus & conditionibus eſto. Ne navigato Romani*

mani Romanorumve ſocii ultra pulchrum Promontorium: extra quàm ſi tempeſtatis aut hoſtium vi fuerint compulſi. Si quis vi delatus fuerit, emendi aut accipiendi quicquam præter neceſſaria, reficiendis navibus & ſacris faciendis, jus ei ne eſto. Intra diem quintum, qui navem applicuerint abeunto; qui ad mercaturam venerint, ii vectigal nullum pendunto, extra quàm ad Præconis aut ſcribæ mercedem. Quicquid hiſce præſentibus fuerit venditum, publica fide venditori debetor, quod quidem in Africa aut Sardinia fuerit venditum. Si quis Romanorum in eam Siciliæ partem venerit, quæ Imperio Carthaginienſium paret, jus æquum in omnibus Romani obtinento. Carthaginienſes, ne quid noceant populo Ardeati, Antiati, Laurentino, Ciræienſi, Tarracinenſi, qui ſub ditione erunt. Etiam eorum urbibus, qui ſub ditione Romanorum non erunt, abſtinento. Si quam illarum acceperint, Romanis ſine ulla noxa tradunto. Caſtellum ullum in Latino agro ne ædificanto: ſi cum armis infeſti pedem in Regione poſuerint, in ea ne pernoctanto.

Alliance des Romains avec les Carthaginois et leurs Alliez.

Le même *Polibe* nous aprend au même Liv. III. chap. 24. que les Romains & les Carthaginois firent une autre Alliance peu de tems après. Voici les termes dont ſe ſert ſon Traducteur Latin.

Amicitia Romanis & Romanorum ſociis cum Populo Carthaginienſi, Tyriis, & Uticenſibus eorùmque ſociis his legibus eſto. Romani ultra pulchrum Promontorium, Marſiam & Tarſeium prædas ne facianto, ad mercaturam ne eunto: urbem nullam condunto. Si in Lotio Urbem aliquam Carthaginienſes ceperint, quæ ſub ditione Romanorum non erit, pecuniam & captivos ipſi habento; Urbem reddunto. Si qui Carthaginienſium aliquos ceperint, queis cum fœdere ſcripto juncti ſint Romani, qui tamen ſub Romanorum Imperio non erunt, hos in populi Romani portus ne deducunto: ſi quis erit deductus, & manus Romanis injecerit, liber eſto. Eodem jure & Romani tenentor. Si Romanus ex aliqua regione, quæ ſub Imperio Carthaginienſium erit aquam commeatuſque ſumſerit: cum his commeatibus, ne cui eorum noceto: quibuſcum pax & amicitia eſt Carthaginienſibus . . . . . facito, ſi qua injuria alicui facta erit privato nomine ejus perſecutione cuiquam eſto: ſed ubi tale quid admiſerit aliquis publicum id crimen eſto: in Sardinia & Africa neque negotiator quiſquam Romanorum neque urbem condito: neque eò appellito niſi commeatus accipiendi gratiâ vel naves reficiendi ſi tempeſtas detulerit intra dies quinque excedito in Sicilia, ubi Carthaginienſes imperaverint; item Carthagine omnio Romanus facito, vendito quæ civi licebit; idem Romæ Charthaginienſi jus eſto.

Autre Traité entre les mêmes.

Dans le Traité que les Romains firent avec les Carthaginois touchant le paſſage du Roi *Pyrrhus* en Italie; on convint des conditions ſuivantes, au raport du même *Polybe*, au Liv. III. Chap. 25.

Si ſocietatem cum Pyrrho Populus Romanus aut Carthaginienſis inierit, fœderis legibus uterque, ut ſi alterutrius ditionem hoſtis invaſerit invicem ſibi ferre opem liceat utriutri opus auxilio habuerint. Naves à Carthaginienſibus præbentor, & ad iter & ad prælium ſtipendia ſuis utrique danto. Carthaginienſes etiam mari, ſi opus fuerit auxiliantor, ſocios navolos nemo invitos navibus exire cogito.

Autre Paix entre les mêmes.

Après avoir terminé la guerre de Sicile, les Romains firent encore la paix avec les Carthaginois, aux conditions ſuivantes raportées par *Polybe*, au chapitre 27. du troiſiéme Livre de ſon Hiſtoire.

Carthaginienſes Sicilia & omnibus Inſulis, quæ inter Italiam & Siciliam ſunt, decedunto, utrius Populi Socii ab utroque Populo tuti ſunto, neuter in alterum populi ditione quidquam imperato, neve publicè ædificato aut militem conducito; alterius Populi Socios neutri in amicitiam recipiunto. Carthaginienſes ut intra decem annos duo millia & ducenta talenta conferrent, mille ſine mora darent. Captivos ſine pretio omnes Romanis Carthaginienſes redderent. On ajouta depuis à ces conditions que, *decederent Carthaginienſes è Sardinia, & mille alia ac ducenta talenta conferrent.*

Autre Traité entre les mêmes.

Nous liſons au Liv. 30. de *Tite-Live*, chap. 16. que *Scipion* voyant que les Carthaginois lui demandoient la paix, leur répondit en ces termes. *Se veniſſe ea ſpe in Africam & ſpem ſuam proſpero belli eventu auctam victoriam ſe non pacem domum reportaturum eſſe. Tamen cùm victoriam prope in manibus habeat, pacem non abnuere: ut omnes Gentes ſciant, Populum Romanum & ſuſcipere juſte bella & finire. Leges Pacis ſe has dicere. Captivos & Perfugas & Fugitivos reſtituant. Exercitus ex Italia & Gallia deducant. Hiſpania abſtineant. Inſulis omnibus, quæ inter Italiam & Africam ſunt, decedant. Naves longas, præter viginti, omnes tradant. Tritici quingenta, hordei trecenta millia modiùm. . . . . His conditionibus; inquit, placéatne pax, triduum ad conſultandum dabitur, ſi placuerit, mecum inducias facite, Romam ad Senatum mittite Legatos.*

Les Carthaginois ayant enſuite envoyé des Ambaſſadeurs, on leur propoſa les conditions de paix ſuivantes, raportées par *Tite-Live* au 37. Chapitre du même Livre. *Ut liberi legibus ſuis viverent, quas urbes quotque agros quibuſque finibus ante bellum tenuiſſent tenerent: populandique finem eo die Romani facerent, perfugas, fugitivoſque & captivos omnes & naves roſtratas, præter decem triremes traderent; elephantoſque, quos haberent domitos, neque domarent alios: Bellum neque in Africa, neque extra Africam, injuſte*

Populi Romani gererent. Maſſiniſſæ res redderent, fœduſque cum eo facerent : frumentum ſtipendiumque auxiliis donec ab Româ Legati rediiſſent, præſtarent : decem millia talentûm argenti deſcripta penſionibus æquis, in annos quinquaginta ſolverent : Obſides centum Scipionis arbitratu darent, nec minores quatuordecim annis neve triginta majores ; indncias ita ſe daturum, ſi per priores Inducias naves onerariæ quæque fuiſſent in navibus reſtituerentur : aliter nec inducias nec ſpem pacis ullam eſſe.

Voici ce qu'*Appian* Alexandrin fait dire à Scipion au ſujet des conditions qu'il propoſa aux Carthaginois. C'eſt dans le Chap. 30. des *Guerres Puniques*, & nous nous contentons d'en raporter la Traduction Latine.

Vos quidem nulla venia digni eſtis, toties violatis fœderibus, & poſtremò Legatis quoque : quod nefarium facinus tam manifeſtum eſt, ut extrema quæque pati ſitis meriti, veſtrâ etiam confeſſione : quid autem faſſos accuſare opus eſt ? Ad ſupplicationes confugitis, qui ne nomen quidem Romanum reluctuti eratis incolume, ſi vobis contigiſſet vincere ; nos tamen nunquam vobiſcum injuriis certavimus : namque Legatos veſtros, etiam tum in urbe morantes, quum vos & noſtros Legatos violaſtis & fœdera, populus dimiſit : ego quoque delatos in caſtra mea vobis jam hoſpitibus intactos remiſi. Debetis igitur in rebus deſperatis lucrum exiſtimare, quicquid acceperit, ego dicam ſententiam meam : Senatus noſter approbabit quæ placuerint. Damus nunc quoque pacem vobis, Carthaginienſes, ſi naves longas Populo Romano tradideritis, decem tantum exceptis. Item Elephantos quotquot habetis, quæque nuper cepiſtis, aut eorum quæ perierunt pretium me judice, ſiquid controverſum fuerit : item captivos transfugas, & milites Annibalem ex Italia ſecutos reddideritis : idque intra diem trigeſimum ex quo pax declarata fuerit : inter ſexageſimum verò oportet Magonem revocetis e Liguriâ, & præſidia deducatis è civitatibus ſitis extra foſſas Punicas, & reddatis eis quotquot habetis obſides. In Urbem quoque ſingulis annis afferetis CCL. Talenta Euboica per annos L. nec licebit vobis poſthac vel è Galliâ Liguriâque mercenarium militem conducere, nec contra Maſſiniſſam aliosque Populi Romani amicos bellum gerere : vel Carthaginienſem quemquam contra eos militare conſenſu publico. Urbem verò habebitis & agrum intra foſſas Punicas, his terminis quibus habuiſtis menavigante in Africam : coletiſque Populi Romani amicitiam, & ei terrâ marique ſubmittetis auxilia, ſi hæc eadem Senatui noſtro placuerint, quæ ubi rata fuerint, Romanus Exercitus decedet ex Africa intra diem centeſimum quinquageſimum : & ſi volueritis ad Legationem mittendam, inducias, ſtatim dabitis Obſides CL. Pueros, quos ipſe legero : addetis mille talenta ad alendum Exercitum, & commeatus inſuper. Ubi pax decreta fuerit recipietis Obſides.

TRAITÉ DE PAIX ENTRE LES ROMAINS ET ANTIOCHUS. * Liv. XXXVIII. ch. 38.

Nous liſons dans * *Tite Live* les conditions ſuivantes du Traité de Paix fait entre les Romains & le Roi *Antiochus*. *Amicitia Regi Antiocho cum Populo Romano his Legibus eſto. Ne quem Exercitum, qui cum Populo Romano Sociſque bellum geſturus erit, Rex per fines Regni ſui eorumve, qui ſub ditione ejus erunt, tranſire ſinito : neu commeatu, neu quâ aliâ ope juvato. Idem Romani ſociique Antiocho & iis qui ſub Imperio ejus erunt præſtent : Belli gerendi Jus Antiocho ne eſto cum iis qui Inſulas colunt, neve in Europam tranſeundi : excedito urbibus, agris, vicis, caſtellis cis Taurum montem uſque ad Tanaim amnem, & à valle Tauri uſque ad juga, quâ in Lacontam vergit : ne quâ arma efferto ex iis Oppidis, agris, Caſtelliſque, quibus excedat ; ſiqua extulit, quæ quoque oportebit, recte reſtituito. Ne militem, neu quem alium ex Regno Eumenis recipito. Si qui earum Urbium Cives quæ Regno abſcedunt, cum Rege Antiocho intràque fines ejus Regni ſunt ; Apameam omnes ante diem certam redeant. Qui ex Regno Antiochi apud Romanos ſociosque ſunt, iis jus abeundi manendique eſto : ſervos ſeu fugitivos ſeu bello captos, ſeu qui liber captus aut transfuga erit, reddito Romanis Sociiſque. Elephantos tradito omnes, neque alios parato ; tradito & naves longas armamentaque earum : neve plures quàm decem naves actuarias (nulla quarum pluſquàm triginta remis agatur) habeto : neve monerem ex belli cauſa, quod ipſe illaturus erit : neve navigato citra Calycandrum, neve Sarpedonium promontoria ; extra quam, ſi qua navis pecuniam, ſtipendium aut Legatos, aut obſides portabit. Milites mercede conducendi ex iis gentibus, quæ ſub ditione populi Romani ſunt, Antiocho Regi jus ne eſto : ne voluntarios quidem recipiendi. Rhodiorum ſociorumve quæ ædes ædificiaque intra fines Regni Antiochi ſunt, quo jure ante bellum fuerunt, eo Rhodiorum ſociorumve ſunto. Si quæ pecuniæ debentur, earum exactio eſto. Si quid ablatum eſt, id conquirendi, cognoſcendi, repetendique jus item eſto. Si quas urbes, quas tradi oportet, ii tenent quibus Antiochus dedit, ex iis præſidia deducto : utique recte tradantur, curato. Argenti probi XII. Millia Attica talenta daso intra duodecim annos penſionibus æquis. Talentum ne minus pondo LXXX. Romanis ponderibus pendat : ſritici DXL. millia modium. Eumeni Regi talenta CCCL intra quinquennium dato : & pro frumento quod æſtimatione fias, talenta CXXVII. Obſides Romanis XX. dato, & triennio mutato, ne minores octonûm denûm annorum, neu majores quinûm quadragenûm. Si qui ſociorum populi Romani ultro bellum inferant Antiocho, vim vi arcendi jus eſto : dum ne quam urbem aut belli jure teneat, aut in amicitiam accipiat. Controverſias inter ſe jure ac judicio diſceptent : aut ſi utriſque placebit, bello.*

On trouve ce même Traité dans *Appian Alexandrin* Chap. 112. *de Bello Syr.*

Dans

Dans le Chap. 33. du Liv. 32. de *Tite-Live* on voit le Traité des Romains avec *Philippe* Roi de Macedoine. En voici les conditions. TRAITÉ DES ROMAINS AVEC PHILIPPE ROI DE MACEDOINE.

Deducenda ex omnibus Græciæ Civitatibus Regi præſidia eſſe. Captivos & Transfugas ſociis populi Romani reddendos, reſtituenda Romanis ex Illyrico loca, quæ poſt pacem in Epiro factam, occupaſſet; Ptolomeo Regi Egypti reddendas urbes, quas poſt Philopatoris Ptolomei mortem occupaſſet, ſuas Populique Romani conditiones has eſſe, cæterum & ſociorum audiri poſtulata verum eſſe.

On lit dans le même * Auteur, que *T. Quintus Flaminius*, qui avoit fait le premier Traité, accorda les conditions de paix ſuivantes au même Philippe Roi de Macedoine, en conformité du réglement fait par les douze Ambaſſadeurs nommez pour cèt effet. *Omnes Græciæ Civitates quæ in Europa, quæque in Aſia eſſent libertatem ac ſuas leges haberent. Quæ earum ſub ditione Philippi fuiſſent; præſidia ex his Philippus deduceret his quæ in Aſiâ eſſent. Euromo, Padaſiſque & Bargiliis, & Jaſſo, & Myrina, & Alydo, & Thaſſo, & Perintho: eas quoque enim placere liberas eſſe. De Cianorum libertate Quintus Pruſiæ Bithynorum Regi ſcriberet, quid Senatui & decem Legatis placuiſſet: Captivos transfugaſque reddere Philippum Romanis & naves omnes tectas tradere. Quin & Regiam unam inhabilis prope magnitudinis quam ſexdecim verſus Remorum agebant, ne plus quingentis armatorum haberet: neve Elephantum ullum; bellum extra Macedoniæ fines ne injuſſu Senatus gereret; mille talentum daret populo Romano: dimidium penſionibus decem annorum.* * Liv. XXXIII. chap. 30. AUTRE TRAITÉ ENTRE LES MÊMES.

Le même *Quintius* faiſant la Paix avec Nabis Tiran des Lacédémoniens lui propoſa les conditions ſuivantes. *Sex menſium induciæ ut eſſet Nabidi Romaniſque & Eumeni Regi, & Rhodiis. Legatos ex templo mitterent Romam T. Quintius & Nabis, ut pax ex auctoritate Senatus confirmaretur. Ex qua die ſcriptæ conditiones pacis editæ Nabidi forent, ea dies ut induciarum principium eſſet: & ut ex ea die intra decimum diem ab Argis cæteriſque oppidis, quæ in Argivorum agris eſſent præſidia omnia deducerentur: vacuaque & libera traderentur Romanis: & ne quod inde Mancipium Regium publicumve aut privatum educeretur: & ſi qua ante educta forent, Dominis rectè reſtituerentur. Naves, quas civitatibus maritimis ademiſſet, redderet: néve ipſe navem ullam, præter duos lembos, qui non plus quàm ſexdecim remis agerentur, haberet. Perfugas & captivos omnibus Sociis populi Romani civitatibus redderet: & Meſſeniis omnia quæ comparaſſent, quæque Domini cognoſcerent. Exulibus quoque Lacedemonis liberos, & conjuges reſtitueret: quæ earum viros ſequi voluiſſent. Mercenariorum militum Nabidis, qui aut in civitates ſuas aut ad Romanos tranſiſſent, iis res ſuæ omnes rectè redderentur. In Creta inſula ne quam urbem haberet: quas habuiſſet, redderet Romanis. Ne quam civitatem cum ullo Cretenſium, aut quoquam alio inſtitueret, neu bellum gereret. Civitatibus omnibus, quas ipſe reſtituiſſet, quæque ſe ſuaque in fidem ac ditionem populi Romani tradidiſſent, omnia præſidia deduceret: ſeque ipſe ſuoſque ab his abſtineret. Ne quod oppidum, ne quod caſtellum in ſuo alienove agro conderet. Obſides ea ita futura, daret quinque, quos Imperatori Romano placuiſſet: Filium in his ſuum: & talenta centum argenti in præſenti, & quinquaginta talenta in ſingulos annos per annos octo.* TRAITÉ DES ROMAINS AVEC LES LACÉDÉMONIENS.

Dans le Chapitre 11. du XXXVIII. Livre de Tite Live, on trouve les conditions, que les Romains propoſérent aux Etoliens pour faire la paix avec eux. En voici les termes. TRAITÉ DES ROMAINS AVEC LES ETOLIENS.

Imperium majeſtatemque Populi Romani gens Aetolorum conſervato ſine dolo malo. Ne quem exercitum, qui adverſus ſocios amicoſque eorum ducetur, per fines ſuos tranſire ſinito: néve ulla ope juvato. Hoſtes eoſdem habeto, quos populus Romanus, armáque in eos ferto, bellumque pariter gerito. Perfugas, fugitivos captivoſque reddito Romanis ſociſque: præterquam ſi capti, cum domos rediſſent, iterum capti ſunt: aut ſi qui eo tempore ex iis capti ſunt, qui tum hoſtes erunt Romanis, cùm inter præſidia Romana Aetoli eſſent. Aliorum qui comparebunt intra dies centum Corcyræorum Magiſtratibus ſine dolo malo tradantur. Qui non comparebunt, quando quiſque eorum primum inventus fuerit, reddatur. Obſides XL. arbitratu Cos. Ro. *dato: ne minores duodecim annorum, neu majores XL. Obſes ne eſto prætor, præfectus equitum, ſcriba publicus: neu quis, qui ante obſes fuerit apud Ro. Cephalenia extra pacis leges eſto. De pecuniæ ſumma, quam penderent, penſionibuſque ejus, nihil ex eo, quod cum* Cos. *convenerat mutatum. Pro argento, ſi aurum dare mallent, darent convenit: dumpro argenteis decem aureus unus valeret. Quæ urbes, qui agri, qui homines Aetolorum juris aliquando fuerunt: qui eorum T. Quintio, Cn. Domitio* Coss. *poſtve eos* Coss. *aut armis ſubacti, aut voluntate in ditionem Populi Romani venerunt, ne quem eorum Aetoli recepiſſe velint. Aeniadæ cum urbe agriſque Acarnanum ſunto. His legibus, fœdus ictum cum Aetolis eſt.*

Appian Alexandrin nous raporte dans la Guerre de Mithridate, nom. 207. Les conditions que Sylla propoſa à Archelaus au nom de Mithridate, & que ce Prince accepta. *Si claſſem quam habes Archelae nobis omnem Mithridates tradiderit, tum Duces Legatos captivos, transfugas, fugitivos & Chios, cæteroſque in civitatibus ſuis in Pontum abſtractos dimiſerit, præſidia locis omnibus deduxerit, niſi in quibus ante violatam pacem* TRAITÉ ENTRE ARCHELAUS ET MITHRIDATE FAIT PAR L'EN-

TRAITÉ DES ROMAINS. *ea habuit, impensa quoque in hoc bellum, cujus ipse causa fuit reddiderit, & paterno Regno contentus sit, spero me effecturum ut præteritarum injuriarum Populus Romanus obliviscatur.*

Nous venons d'alleguer un Traité des Romains avec les Etoliens, *Tite-Live* nous parle encore d'un autre, qui doit avoir été plus ancien. C'eſt dans le Chap. 24. du Liv. XXVI. dont voici les termes. *Ut si placeret vellentique Eleï Lacedemoniique, & Attalus, & Pleuratus, & Scerdilestus essent: Asiæ Attalus, hi Illyriorum Reges. Bellum ut extemplo Aetoli cum Philippo terrâ gererent. Navibus neminus XX. quinque remibus adjuvaret Romanus. Urbium Corcyra tenus ab Aetolia incipienti solum tectaque, & muri cum agris Aetolorum, alia omnis præda Populi Romani esset. Darentque operam Romani, ut Acarnaniam Aetoli haberent. Si Aetoli pacem cum Philippo facerent, fœderi adscriberent: ita ratam eorum pacem, si Philippus arma ab Romanis sociisque, quique eorum ditionis essent, abstinuisset. Item si Populus Romanus fœdere jungeretur Regi, ut caveret ne jus ei belli inferendi Aetolis sociisque eorum esset.*

TRAITÉ D'ANNIBAL AVEC LES PEUPLES DE LA CAMPANIE. Le même Hiſtorien nous parle dans le Chap. 7. du Liv. XXIII. du Traité que fit *Annibal* avec les Peuples de la *Campanie*. En voici les conditions.

Ne quis Imperator, Magistratusve Pœnorum jus ullum in civem Campanum haberet, neve Civis Campanus invitus militaret munusve faceret, ut suæ leges, sui Magistratus Capuæ essent, ut trecentos ex Romanis captivis Pœnus daret Campanis, quos ipsi elegissent, cum quibus Equitum Campanorum, qui in Siciliâ stipendia facerent permutatio fieret.

TRAITÉ D'ANNIBAL AVEC PHILIPPE ROI DE MACEDOINE. On trouve auſſi dans le Chapitre 23. du Livre XXIII. de *Tite-Live* un Traité du même Annibal, avec Philippe Roi de Macedoine conçu en ces termes.

Ut Rex Philippus quam maxima Classe (ducentas autem naves videbatur effecturus) in Italiam trajiceret & vastaret maritimam oram: bellum pro parte suâ terrâ marique gereret. Ubi debellatum esset, Italia omnis cum ipsa Urbe Roma Carthaginiensium atque Annibalis esset: prædaque omnis Annibali cederet: perdomitâ Italiâ navigarent in Græciam, bellumque cum quibus placeret gererent: quæ Civitates continentis, quæ Insulæ ad Macedoniam vergunt, eæ Philippi Regnique ejus essent.

TRAITÉ DE PAIX ENTRE ANTOINE, CÉSAR, ET POMPÉE. Nous finirons par le Traité de Paix fait entre *Antoine*, *Céſar*, & *Pompée*, dont nous trouvons les conditions au Chap. 13. du Liv. V. de la *Guerre Civile* par *Appian*.

Tandem instigantibus Murcia matre Juliaque uxore rursum hi tres convenerunt in veterem quendam aggerem mari cinctum, undique collocatis circa eum in statione navibus cum satellitio, ubi his conditionibus transactum est. Ut pace Terrâ Marique reddita, negotiationes nusquam impedirentur. Pompeius ex omnibus Italiæ locis præsidia deduceret, nec amplius fugitivos reciperet, neve naves suas in littoribus Italiæ stare permitteret: imperares Sardiniæ, Siciliæ, Corsicæque & cæteris, quas tunc habebat Insulis, tot annis in quot Antonio, Cæsarique prorogatum fuerit Imperium: mitteretque Romano Populo frumentum jam dudum debitum, quin & Peloponnesum, ultra dictas Insulas acciperet: absens Consulatum per quemlibet amicorum gereret, & ascriberetur in Pontificum Collegium. His Pompeio concessis, reditus pateret Nobilibus Exulibus, exceptis conjuratis, damnatis judicio publico, profugis bona erecta ad assem restituerentur, exceptis mobilibus. Proscriptis verò quarta pars. Utque iis, qui sub Pompeio militarunt, servis quidem libertas esset præmium; Ingenuis verò, post peracta stipendia persolverentur eadem præmia, quæ Veteranis Cæsaris & Antonii. Hæ tum Pacis leges, quas conscriptas obsignatasque in Urbem miserunt adservandas Vestalibus.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Des Livres & des autres ſources d'où l'on a tiré les Piéces qui compoſent les quatre Volumes de ce Recueïl:

Accompagnée de quelques Remarques.

A.

CTES ET ME'MOIRES *des Négociations de la Paix de Nimegue. Seconde Edition en quatre Volumes in* 12. 1680. A Amſterdam chez Abraham Wolfgang, & à la Haye, chez Adrian Moetjens.

Il s'eſt fait trois Editions de ce Livre. La derniére eſt de 1697. Nous nous ſommes ſervis de la ſeconde, qui eſt de 1680.

AITZEMA (Leon van) Le principal Ouvrage de cèt Auteur, dont nous nous ſommes ſervis dans ce Recueïl, eſt ſon *Hiſtoire des Affaires d'Etat & de Guerre*, écrite en Flamand, & dont voici le titre en la même langue. *Hiſtorie of verhael van ſaken van Staet en Oorlogh, in ende omtrent de Vereenigde Nederlanden, &c. Door den Heer Lieuwe van Aitzema. In 'sGravenhague, in* 4. C'eſt-à-dire, *Hiſtoire en Relation des Affaires d'Etat & de Guerre, dans & autour des Provinces-Unies. Par Mr. Leon van Aitzema. A la Haye, in* 4. Cèt Auteur étoit un Gentilhomme de Friſe né à Doccum l'an 1600. Il fut Conſeiller des Villes Anſéatiques & Réſident à la Haye. Comme il lui paſſoit diverſes Piéces par les mains, qu'il envoyoit à ſes Maîtres; cela lui fournit l'occaſion de compoſer la Compilation, dont on vient de lire le Titre, qui contient en même tems l'Hiſtoire des Provinces-Unies, qui eſt d'un grand uſage à ceux qui ſont employez dans les Affaires publiques, & qui a un grand débit; parce qu'on n'a rien de meilleur en ce genre. On y trouve les Traitez de Paix, les Inſtructions, & les Mémoires des Ambaſſadeurs, les Lettres & les Réponſes des Souverains, les Capitulations des Villes, & autres Actes Publics. Quelquefois ces Piéces y ſont dans la langue qu'elles ont été écrites, avec une Traduction Flamande, quelquefois ſans Traduction; quelquefois on n'y trouve que la Traduction Flamande; quelquefois on les y trouve en une autre Langue, ſans qu'on ſache ſi c'eſt une Traduction, ou l'Original, car ſouvent l'Auteur ne prend pas la peine d'en avertir.

n Traité de l'Ambaſſadeur. Tom. I. pag. 172.

M. * *Wicquefort* juge competant en ces ſortes de matiéres a porté un jugement d'Aitzema, qui, quoi qu'il paroiſſe bien ſec & bien deſavantageux au ſavant M. Bayle, ſera pourtant aprouvé de toute perſonne, qui entendra le Flamand, & qui voudra ſe ſervir de cèt Ouvrage. *L'Hiſtoire*, dit-il, *ou le recit des Affaires d'Etat & de Guerre*, qui a été écrite en Hollande en quatorze ou quinze Volumes contient pluſieurs Traitez, Réſolutions, & autres Piéces authentiques, de ſorte qu'elle peut ſervir comme d'Inventaire à ceux qui n'ont point d'accès aux Archives de l'Etat; mais ce que l'Auteur y a ajouté du ſien ne vaut pas la Gazéte, de quelque façon, qu'on le puiſſe prendre. Il n'a point de ſtile, ſon langage eſt tout-à-fait barbare, & ce n'eſt qu'un chaos, que tout le compoſé de ſon Ouvrage. Je laiſſe le ſtile à part; mais il eſt ſûr que pour l'ordre, il ſeroit inutile d'en chercher dans l'Ouvrage d'Aitzema. La plûpart des piéces ne ſont point à leur place; comme on pourra le voir facilement par les citations que nous en avons faites. Il paroit que cèt Auteur mettoit les piéces dans ſon Livre à meſure qu'elles lui tomboient entre les mains, ſans ſe mettre en peine de la datte, ou ſi elles ſe raportoient à l'année à laquelle il en étoit. Ce Livre ſera néanmoins toujours très-utile & par conſéquent très-recherché, juſques à ce que quelcun ſe ſoit aviſé de mieux faire.

On en a fait deux Editions. La premiére comprend quinze Volumes in 4. & c'eſt celle dont nous nous ſommes ſervis, par la ſeule raiſon, que c'eſt celle qu'on nous a miſe en main, quoi qu'elle ne ſoit pas la plus correcte. Ces Volumes ont été imprimez l'un après l'autre, le premier en 1657. & le dernier en 1671. Le premier commence à la ceſſation de la Trêve, qui avoit été concluë par les ſoins de *Henri IV.* Roi de France entre l'Eſpagne & les Provinces-Unies, & s'étend depuis l'année 1621. juſques à l'année 1625. Le dernier comprend l'Hiſtoire de 1668.

La ſeconde Edition eſt en ſept Volumes *in folio*, qui ont été imprimez en 1669. & 1671. Le dernier de ces Volumes contient une Table générale des ſix autres, avec la Relation de la Paix de Munſter, & un Traité, qui a pour titre *le Lyon rétabli.* C'eſt un recit des choſes, qui ſe paſſérent dans les Provinces-Unies en 1650. & en 1651. par raport à quelques Charges importantes, dont la vacance fut remplie. Ce Traité avoit déja paru in 4. en 1652.

La *Relation de la Paix de Munſter* avoit été imprimée en Latin en 1654. C'eſt cèt Ouvrage, que nous citons ſous ce Titre *Hiſtoire de la Paix*, ou *Hiſtoria*

ſtoria Pacis. Voici le Titre tout entier dans l'Edition dont nous nous ſommes ſervis. *Leonis ab Aitzema Hiſtoria Pacis, à Fœderatis Belgis ab anno 1621. ad hoc uſque tempus tractata. Lugduni Batavorum, ex Officina Joannis & Danielis Elzevier.* 1654. *in* 4.

Je ne dois pas oublier, qu'on a imprimé divers Volumes *in folio*, qui ſervent de continuation à l'Hiſtoire d'Aitzema, & qui la conduiſent juſques à l'année 1697. mais comme nous ne nous ſommes pas ſervis de ces Livres, ayant trouvé ailleurs les Traitez que nous avons employez, & qui ſe liſent auſſi dans ces Volumes, il n'eſt pas néceſſaire, que nous nous y arrêtions davantage.

AMELOT DE LA HOUSSAYE. Cèt Auteur eſt aſſez connu, pour qu'il ne ſoit pas néceſſaire d'en parler; outre qu'étant encore vivant, cela nous empêche de lui donner les loüanges qu'il mérite. Outre quelques Notes qu'on trouve à la marge du Recuëil des Traitez du Sieur Leonard, & dont nous avons profité, ainſi qu'il a été dit dans la Préface; nous avons mis à la tête du ſecond Volume de cèt Ouvrage, ſes *Préliminaires des Traitez faits entre les Rois de France & tous les Princes de l'Europe depuis le Régne de Charles VII.*

Il s'eſt fait trois Editions de cèt Ouvrage, la premiére à Paris, chez Leonard, une ſeconde contrefaite en 1692. & une troiſiéme, qui a été miſe au devant du Recuëil dudit Leonard en ſix Tomes. C'eſt de cette derniére Edition, comme de la plus ample, dont nous nous ſommes ſervis.

ARTUS (Thomas) Voyez *Chalcondyle.*

B.

BARONIUS (Ceſar, Cardinal) Cèt Auteur eſt trop connu de même que ſes *Annales*, pour qu'il ſoit néceſſaire d'en parler: ajoutez à cela, que nous ne l'avons cité qu'une fois dans le Tom. I. pag. 35. pour la *Bulle d'Or, pour l'accommodement entre Henri VI. Empereur, & Richard I. Roi d'Angleterre ſon priſonnier. Faite le* 17. *Février*, 1193.

B. C'eſt-à-dire, BENOIT. *Hiſtoire de l'Edit de Nantes: contenant les choſes les plus remarquables, qui ſe ſont paſſées en France avant & après ſa publication, à l'occaſion de la diverſité des Religions: & principalement les contraventions, inexécutions, chicanes, artifices, violences, & autres injuſtices, que les Réformez ſe plaignent d'y avoir ſouffertes, juſqu'à l'Edit de Revocation, en Octobre*, 1685. *avec ce qui a ſuivi ce nouvel Edit, juſques à préſent. En trois Tomes, in* 4. *dont le premier & le ſecond ont été publiez en* 1693. *& le troiſiéme en* 1695. *A Delft, chez Adrien Beman.*

L'Auteur de ce Livre eſt M. *Benoit* ci-devant Miniſtre de l'Egliſe Réformée d'Alençon en Normandie, & préſentement Miniſtre de l'Egliſe Walonne de Delft. Il a mis à la fin de chaque Volume de ſon Hiſtoire, les Piéces juſtificatives, & c'eſt de là dont nous en avons tiré quelques-unes, qui faiſoient à notre deſſein, & qu'on peut voir dans les trois derniers Volumes de ce Recuëil. Nous l'avons cité en le marquant par la ſeule lettre B. parce qu'il ne ſe nomme pas autrement dans le titre de ſon Ouvrage. Mais comme il n'y a perſonne qui ne ſache ce que ce B. ſignifie; ce Livre ne ſauroit être mis au rang des Anonymes; & nous n'avons pas crû mal faire de mettre le nom de l'Auteur tout au long dans cette Table.

BOR (Pierre) *Oerſprunk, Begin, en Vervolg des Nederlandſche Oorlogen, Beroerten, en Borgerlijke Oneenigheden; beginnende met d'opdracht der ſelve Landen, gedaen by Keyſer Karel de Vijfden, aen ſijnen ſoon Koninck Philippus van Spanjen, en eindigende met het eynde van't jaer M DC. Waerachtelijk en onpartydelijk beſchreven door Pieter Bor Chriſtianſz. in XXXVI. Boeken, en IV. Stukken verdeelt. Verciert met verſcheyde Afbeeldingen van de vermaerde Mannen & Princen des voornaemſte Geſchiedeniſſen: voorts met en byvoeghſel van Authentyke Stukken, en nieuwe Regiſters vermeerdert. t'Amſterdam. By de Weduwe van Joannes van Someren, Abraham Wolfgangh, Henarick en Dirck Boom.* 1699. *Fol.* C'eſt-à-dire, *L'Origine, le Commencement, & la ſuite des Guerres, des Troubles, & des diviſions Domeſtiques des Pays-bas; commençant à la ceſſion que l'Empereur Charles Quint fit de ces Pays à ſon Fils Philippe Roi d'Eſpagne, & finiſſant à la fin de l'année M DC. écrite ſincérement & d'une maniére impartiale par Pierre Bor fils de Chrétien, diviſée en* 36. *Livres, partagez en quatre Volumes. Ornée de divers Portraits des Perſonnes célébres, & d'Eſtampes des événements conſidérables: avec une addition des Actes autentiques, & de nouveaux Indices. A Amſterdam, chez la Veuve de Jan van Someren, Abraham Wolfgang, Henri & Dirck Boom.* 1679. *Fol.*

Cette Edition eſt la derniére qui ſe ſoit faite de cèt Ouvrage, c'eſt auſſi la meilleure & celle dont nous nous ſommes ſervis. On la trouvera citée aſſez ſouvent ſur la fin du ſecond Volume de ce Recuëil.

BREWER (Henri) L'Ouvrage que nous citons ſous le nom de Brewer, & quelquefois auſſi ſous le nom de *Thuldenus* & de *Brachelius*, eſt un *in octavo*, imprimé à Cologne, en divers tems. Il contient un grand nombre de piéces; mais c'eſt un pur Chaos, auquel il eſt bien difficile de comprendre quelque choſe, ſans ordre, ſans ſuite, & ſans deſſein. Ceux qui ont travaillé à cèt Ouvrage, ſemblent n'avoir eu d'autre but que de mettre les choſes à meſure qu'elles leur tomboient en main. Les pages y ſont recommencées dix ou douze fois dans un ſeul Volume; enſorte que les Tables deviennent par là entiérement inutiles. Quoi qu'il en ſoit, voici le tître de cèt Ouvrage.

Hiſtoria Univerſalis Rerum Notabilium, ubique penè Terrarum geſtarum, per Adolphum Brachelium, I. II. Partibus ab anno 1618. *uſque ad annum* 1652. *comprehenſa; inde verò uſque in Annum* 1660. *per Chriſtianum Adolphum Thuldenum III. IV. V. VI. Partibus continuata. Acceſſit nunc denique ad Annum* 1671. *Per Henricum Brewer Deſcripta Pars ſeptima.*

On a joint à cette Hiſtoire divers Volumes de Piéces qui ſervent à en établir les faits. C'eſt de ces Volumes, qoe nous avons tiré celles qui nous étoient néceſſaires: & ce ſont ceux-là qui ſont dans la derniére confuſion.

BUTKENS (F. Chriſtophe) *Trophées tant ſacrez que Prophanes de la Duché de Brabant. Contenant l'Origine, Succeſſion, & Deſcendance des Ducs & Princes de cette Maiſon, avec leurs actions plus ſignalées. Enſemble les Généalogies de pluſieurs Ducs, Princes, Comtes, Barons, Seigneurs, & Nobles, leurs Vaſſaux & ſubjects. Avec les preuves ſervantes à entiére juſtification. Par F. Chriſtophe Butkens Prieur de S. Sauveur Ordre de Ciſteaux en Anvers. L'an* 1652. *Aux dépens de l'Auteur, in fol.*

Cèt Auteur a été eſtimé dans le dix-ſeptiéme ſiécle; moins par la Nobleſſe de ſa Famille une des plus illuſtres des Pays-bas, que par ſa vertu & par ſon ſavoir. Outre le Livre dont nous venons de donner le tître, il a fait les *Annales Généalogiques de la Famille de Linden en XV. Livres, &c.*

C.

CALCHONDYLE (Laonic) *Hiſtoire Générale des Turcs, contenant l'Hiſtoire de Calchondyle, traduite par Blaiſe de Vigenaire, avec les Illuſtrations de même Auteur. Et continuée juſques*

en

en l'an 1612. par Thomas Artus; & en cette Edition par le Sieur Mezeray, juſques en l'année 1661. De plus l'Hiſtoire du Serail par le Sieur Bandier. Les Figures & Deſcriptions des Principaux Officiers & autres perſonnes de l'Empire Turc par Nicolas. Les Tableaux Prophétiques ſur la ruine du même Empire. Et la Traduction des Annales des Turcs, piéce tres-néceſſaire pour l'intelligence de tout le Corps de cette Hiſtoire, miſe du Latin en François par feuu Sieur de Mezerai. A Paris, chez Auguſtin Courbé. 1662. Folio.

Nous n'avons rien à dire ſur ce Livre, ni ſur ces Auteurs. Nous en avons tiré un aſſez petit nombre de piéces.

CHAPUYS (Gabriel) *Hiſtoire Générale de la Guerre de Flandre. Diviſée en deux Parties. Contenans toutes les choſes mémorables advenuës en icelle depuis l'an MDLIX. juſques à préſent. Par Gabriel Chapuys, Secretaire & Interpréte du Roi. Edition nouvelle augmentée des Siéges memorables de Breda, Gres, Boſleduc, Venlo, Ruremonde, Maëſtrich, Lumbourg, ſurpriſes de Weſel, d'Orſoy, & autres Places. Avec une briéve Deſcription des Provinces du Pays-bas, & enrichiſſement de figures. A Paris, chez Robert Fouet. 1633. in fol.*

Cét Auteur étoit natif d'Amboiſe & vivoit en 1584.

CHRONOLOGIE NOVENAIRE, *Contenant l'Hiſtoire de la Guerre, ſous le Régne du très-Chrétien Roi de France & de Navarre, Henri IV. & les choſes plus mémorables advenuës par tout le monde, depuis le commencement de ſon Regne, l'an 1589. juſques à la Paix faite à Vervins en Juin 1598. entre ſa Majeſté très-Chrétienne, & le Roi Catholique des Eſpagnes, Philippes II. Par Meſſire Pierre Victor Cayet, Docteur en la Sacrée Faculté de Théologie, & Chronologue de France. A Paris. Par Jean Richer, 1608.*

Ce Livre & la Chronologie Septenaire, ſont pour ainſi dire les Avancoureurs de l'Ancien *Mercure François*; en ſorte qu'il faut joindre tous ces Ouvrages enſemble, pour avoir un corps complet de l'Hiſtoire des tems dont il y eſt parlé. C'eſt un bon Recueïl, & il eſt aſſez rare de le trouver tout entier.

COLVENER (George) Cét Auteur a fait des Notes ſur la Chronique d'Arras & de Cambrai de Balderic Evêque de Tournai. Nous ne le citons, que parce qu'Aubert le Mire nous aprend que c'eſt de lui qu'il a pris la *Donation du Comté de Cambrai faite à Erluin Evêque de Tournai*, laquelle ſe trouve dans le Tom. I. de ce Recueïl. pag. 14.

COMINES (Philippe de) On a joint aux Mémoires de Philippe de Comines, un Volume ſous ce Titre. *Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, & autres Actes & Obſervations, ſervans de Preuves & Illuſtration aux Mémoires de Philippe de Comines. A la Haye, chez Arnoud Leers. 1682. in 12.* C'eſt de ce Volume & de l'Edition que nous venons de marquer, que nous nous ſommes ſervis.

D.

DYNTER ( ) *Chronique du Duché de Brabant.* Cét Auteur eſt Manuſcrit. M. *Chriſtyn*, dont il a été parlé dans la Préface, nous en a communiqué quelques Piéces, dont nous nous ſommes ſervis dans le premier Tome de ce Recueïl.

F.

FAUCHET (Claude) *Les Antiquitez & Hiſtoires Gauloiſes & Françoiſes. Contenant l'Origine des choſes advenues en Gaule & es Annales de France, depuis l'an du Monde MMMCCCL. juſques à l'an IX. C. LXXXVII. de Jeſus-Chriſt. Tant pour le fait Eccleſiaſtic que Politic. Recueillies par M. le Préſident Fauchet. Edition derniére, revuë, corrigée & augmentée en pluſieurs endroits. Avec deux Traitez des Origines & Dignitez des Magiſtrats de France, Chevaliers, Armoiries, & Heraux. Enſemble de l'Ordonnance, Armes, & Inſtrumens deſquels les François ont anciennement uſé en leurs guerres. Par Paul Marcoan. Pour la Societé Caldorienne. 1611. in 4.*

Cét Auteur a vécu dans le XVI. ſiécle. Il étoit Pariſien. Tous ſes Ouvrages furent imprimez à Paris l'an 1610. Jamais homme, au raport de Scévole de *Sainte Marthe* n'a eu tant de ſoin d'honnrer ſon Pays, & n'a jamais tant travaillé pour cela. Son mérite fut cauſe qu'on l'employa dans de grandes affaires. Durant le ſiége de Sienne en 1655. le Cardinal de Tournon l'envoya au Roi de France, pour prendre ſes ordres, ſur le ſujet d'une guerre ſi importante. Ce fut ce qui lui ouvrit la porte aux Honneurs, & qui le fit enfin parvenir à la charge de premier Préſident à la Cour des Monnoyes.

FEUILLE VOLANTE IMPRIME'E. Nous comprenons ſous ce nom général toutes les Piéces, qui ont été imprimées à part, d'ordinaire dans le tems que les Traitez ont été conclus, ou du moins peu de tems après. Il y en a un aſſez bon nombre dans ce Recueïl.

G.

GAILLARD (Noël) *Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi pour la Révocation des Arrêts de ſon Conſeil portans réunion à ſon Domaine des Terres aliénées & infeudées par les Comtes de Provence. Avec les preuves tirées de leurs Teſtamens & Actes Autentiques. Par le Sieur Noël Gaillard. Advocat au Parlement & Syndic de la même Nobleſſe. A Aix, chez Jean Baptiſte & Eſtienne Roize, Imprimeurs du Roi & de l'Univerſité. MDCLXIX.*

C'eſt un petit *in folio*, qui eſt aſſez rare, & qui a été fait en faveur de la Nobleſſe de Provence, pour prouver que les Comtes & autres Souverains de Provence ont toujours eu droit d'aliéner & de vendre leurs Domaines, & par conſéquent, que la Réunion que le Roi de France en vouloit faire, fondé ſur ce que toute aliénation ou infeodation de ces Domaines eſt nulle, ne devoit pas avoir lieu.

GOLDAST (Melchior) Cét Auteur a fait divers Ouvrages; mais nous nous ſommes ſervis d'un ſeul compoſé de trois Tomes *in folio*, dont voici le titre tout au long. *D. D. NN. Imperatorum Auguſtorum, Cæſarum, ac Regum S. Imperii Romano-Theutonici Receſſus, Conſtitutiones, Ordinationes, & Reſcripta, in publicis Comitiis promulgata, aut aliàs edita; inde ab inſtauratione Monarchiæ Germanicæ, uſque ad D. N. Imp. Cæſ. Rudolphum II. P. F. Aug. P. P. incluſivè. In quibus quidquid de Juriſdictione Imperii & Eccleſiæ, Poteſtate Imperatoria & Papæ, Auctoritate & libertate Regum, Principum, & cæterorum Imperii Occidentalis Ordinum, per Theutoniam, quæ & magna Francia dicta, edeſt, per Germaniam, Galliam, Italiam, Angliam, Hungariam, Poloniam, Bohemiam, Daniam, &c. de Juribus civilibus & feudalibus, Pace religioſa & profana, aliiſque rebus omnibus ad Eccleſiam & Politiam ſpectantibus, ab Anno ſalutis Chriſtianæ CCCC. uſque ad annum MDC. conſtitutum eſt, ferè comprehenditur. Hiſce turbulentis rebus, & præſentibus controverſiis decidendis apprimè commodus: collectus ac digeſtus à Melchiore Goldaſto Haiminſfeldio, Conſiliario Saxon. Vinariens, & Holſato Schaumburgico. Cum Repertorio Juris conſtituti Locupletiſſimo juxta ordinem materiarum digeſto. Editio hac poſtrema omni ſtudio & labore ab omnibus vitiis Typographicis repurgata. Francofurti ad Mœnum, ſumptibus Johannis Davidis Zunneri. Anno 1673.*

GUICHENON (Samoel) *Hiſtoire Généalogique de la Royale Maiſon de Savoye, juſtifiée par titres, fondations de Monaſtéres, Manuſcripts, Anciens Monuments, Hiſtoires & autres Preuves authentiques. Enrichie de pluſieurs Portraits, Seaux, Monnoyes, Sépultures, & Armoiries. Par Samuel Guichenon, Seigneur de Paneſſieux, Conſeiller & Hiſtoriographe du Roi, & de S. A. R. de Savoye, Comte Palatin, Chevalier de l'Empire, & de la Sacrée Religion des Saints Maurice & Lazare. A Lyon, chez Guillaume Barbier*, 1660.

Cèt Ouvrage eſt compoſé de deux Volumes *in fol.* doot l'uo contient l'Hiſtoire; & l'autre les Actes & autres Piéces juſtificatives. C'eſt de ce ſecond Volume dont nous avons tiré un grand nombre de Piéces, & que nous avons marqué par le mot de *Preuves*. S. Guichenon marque par tout les ſources, où il a puiſé. Les Archives de Turin ſont la principale.

H.

HAILLAN (Bernard de Girard, Seigneur du) *Hiſtoire Générale des Rois de France. Contenant les choſes mémorables advenuës tant au Royaume de France, qu'ès Provinces Etrangeres ſous la Domination des François, durant douze cens ans. Eſcrite par Bernard de Girard Seigneur du Haillan, Conſeiller du Roi, Secretaire de ſes Finances, & Hiſtoriographe de France, juſques à Louis Unzieſme. Et depuis continuée des Eſcripts de pluſieurs Autheurs, tant de Paul Emyle, Philippes de Commines, Arnaud le Ferron, le Sieur du Bellay qu'autres, juſques à préſent. A Paris, chez Jean Petit Pas*, 1627. *in fol. deux Volumes.*

HARE'E (François) connu ſous le nom Latin de *Franciſcus Havens.* Il a compoſé entr'autres Ouvrages une Chronologie, que nous avons citée ſur l'an 1122. pour les Conventions entre l'Empereur Henri V. & le Pape Calliſte II. Elles ſe trouvent encore dans *Goldaſt*, & dans le *Codex Diplomaticus* de M. *Leibnitz.* Nous ne nous ſouvenons pas de l'avoir cité que cette ſeule fois. Harée étoit d'Utrecht, & mourut Chanoine de Louvain en 1632.

HEISS. *Hiſtoire de l'Empire, contenant ſon Origine; ſon Progrès; ſes Révolutions; la forme de ſon Gouvernement; ſa Politique; ſes Alliances; ſes Négociations; & les nouveaux Réglemens qui ont été faits par les Traitez de Weſtphalie. Par le Sieur Heiſſ. Troiſiéme Edition augmentée de pluſieurs Remarques. A la Haye, chez Henri van Bulderen & Adrian Moetjens*, 1694. *in* 12. La premiére Edition de cette Hiſtoire fut faite à Paris in 4. On a en a fait deux en Hollande en trois Volumes in 12. Nous nous ſommes ſervis de la troiſiéme Edition. C'eſt dans le dernier Volume, que ſe trouvent les Piéces, que nous avons employées dans ce Recueïl. M. Heiſſ. étoit Allemand, & s'étoit établi en France depuis longtems.

HISTOIRE ABRE'GE'E DE L'EUROPE, *où l'on voit tout ce qui ſe paſſe de conſidérable dans les Etats, dans les Armes, dans la Nature, & dans les ſciences. A Leyde, chez Claude Jordan. in* 12.

Ce Livre ſe publioit tous les mois; il commeoça en Juillet 1686. & finit en Décembre 1688.

HISTOIRE DE L'EDIT DE NANTES, Voyez, B.

HISTOIRE DE LA PAIX *Concluë ſur les frontiéres de France & d'Eſpagne entre les deux Couronnes l'an* 1659. *où l'on voit les Conférences entre les deux premiers Miniſtres, & les intérêts de tous les Princes, avec un Journal de ce qui s'y eſt paſſé de plus remarquable: auſſi tous les noms des perſonnes principales qui y ont aſſiſté de l'une & de l'autre part. Avec un Recueil de diverſes matiéres concernantes le Sieur Duc de Lorraine. Augmentée & enrichie du Plan de l'Iſle de la Conférence. A Cologne, chez Pierre de la Place*, 1664. *in* 12.

HISTOIRE DE LA VALTELINE ET DES GRISONS. Voici le titre de ce Livre. *La Valteline ou Mémoires, Diſcours, Traitez, & Actes des Négociations ſur le ſujet des Troubles & Guerres ſurvenues en la Valteline, & au Pays des Griſons, depuis l'Invaſion & uſurpation de ladite Valteline, en l'an* 1620. *juques en l'an* 1629. *que les Principaux paſſages & liaux de tous les Pays des Griſons ont été derechef pris par les Troupes de l'Empereur. Recueil très-utile & néceſſaire en ce tems à tous bons Patriotes.* 1631. *in* 12. Sans nom d'Imprimeur.

HORTLEDER (Frederic) *De Cauſis Belli Germanici, in Folio.* Nous n'avons tiré que deux Traitez de cèt Auteur, qui ſe trouvent dans le quatriéme Tome de ce * Recueïl. Il eſt fort connu en Allemagne; mais nous avons eu de la peine de le trouver dans ces Provinces, & nous n'avons pû le voir que peu de tems. * pag. 661. & 665.

HOUSSAYE, Cherchez *Amelot de la Houſſaye.*

I.

JEANNIN (Préſident) *Les Négociations de M. le Préſident Jeannin. A Amſterdam, chez André de Hogenhuyſen*, 1695. *in* 12. 4. *Volumes.* Il s'eſt fait d'autres Editions de ces *Négociations*; mais nous nous ſommes ſervis de cette derniére.

L.

LEIBNITZ (G. G.) *Codex Juris Gentium Diplomaticus in quo Tabulæ Authenticæ Actorum Publicorum, Tractatuum, Aliarumque rerum majoris momenti per Europam geſtarum, plerumque inedita vel ſelecta, ipſo verborum tenore expreſſa ac temporum ſerie digeſta, continentur; a fine ſeculi undecimi ad noſtrum uſque tempora aliquot Tomis comprehenſus. Quam ex Manuſcriptis præſertim Bibliothecæ Auguſtæ Guelfebytanæ Codicibus, & Monumentis Regiorum aliorumque Archivorum, ac propriis denique Collectaneis edidit G. G. L. Hannovera. Literis & Impenſis Samuelis Ammonii.* 1693. *in folio.*

Nous avons parlé de M. Leibnitz & de ſon Ouvrage dans la Préface. Nous l'avons preſque tout inſéré dans ce Recueïl, & aurions bien ſouhaité, qu'il eût publié les autres Volumes, ainſi qu'il le promet dans ſon titre; pour en pouvoir profiter.

LEONARD (Frederic) Frederic Leonard Libraire à Paris a fait imprimer deux Recueïls dont nous nous ſommes ſervis dans cèt Ouvrage. Le premier eſt uo Volume *in* 4. imprimé en 1683. ſous ce titre.

Recueïl de tous les Traitez Modernes conclus entre les Potentats de l'Europe: de tous les Mémoires, qui ont ſervi à faire la Paix de Nimégue: & de tous les Arrêts de la Chambre Royale de Metz, relatifs aux Traitez de Nimégue & de Munſter. A Paris, chez Fréderic Leonard, 1683.

Le ſecond qui eſt le plus important eſt auſſi *in* 4. mais en ſix Volumes, & a pour titre.

Recueil des Traitez de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Confédération, d'Alliance & de Commerce, faits par les Rois de France, avec tous les Princes, & Potentats de l'Europe, & autres, depuis près de trois ſiécles. En ſix Tomes. Aſſemblé, mis en ordre, & imprimé par Fréderic Leonard, Premier Imprimeur du Roi, & de Monſeigneur le Dauphin. A Paris, 1693.

Il a été ſuffiſamment parlé de ce Recueïl dans la Préface.

LET-

LETTRES HISTORIQUES. *Contenant ce qui ſe paſſe de plus important en Europe; & les Réflexions néceſſaires ſur ce ſujet. A la Haye, chez Adrian Moetjens.*

Ce Livre ſe publie tous les mois. Il a commencé au mois de Janvier 1692.

LIONNE (Hugues de) Marquis de Berny, Miniſtre d'Etat. Nous n'avons cité qu'une fois ſes *Mémoires*; ſavoir à la pag. 191. du quatriéme Tome de ce Recueïl au ſujet du Traité de Ligue Offenſive entre le Roi de France *Louis XIV.* & *Alfonſe VI.* Roi de Portugal, fait à Lisbonne le dernier Mars 1667. Mais comme ce même Traité ſe trouve dans deux autres Livres, que nous avons auſſi citez, il n'eſt pas néceſſaire de parler plus au long de ces Mémoires.

LONDORPIUS (Michel Gaſpard) *Mich. Caſp. Londorpii Opera. Seu Actorum Publicorum augmentatorum, cum eorundem continuatione. Tomi Octo. Ab anno 1608. ad annum 1664. Francofurti. Apud Joannem Baptiſtam Schonwetterum, 1668. in fol.*

LUNIG (Jean Chrétien) *Publicorum Negotiorum ab Auguſtiſſimo Romanorum Imperatore, Univerſi Europæ Regibus, S. R. I. Electoribus, Principibus & Statibus, intra vicennium Latinâ quidem Linguâ tractatorum, Sylloge, continens Litteras cujuſcunque fere generis, varia item Decreta, ſalvos conductus, Plenipotentias, Memorialia, Propoſitiones, Reſolutiones, Obſervationes, Declarationes, Proteſtationes, Reſervationes, Vota, Pacta, Fœdera, Inſtrumenta Pacis, Armiſtitia, atque Manifeſta, &c. Juxta ſeriem annorum diſpoſita. Rubricaſque ac indice locupletiſſimo inſtructa, & in lucem edita à Joanne Chriſtiano Lunig, cum privilegio Sereniſſ. Elec. Sax. Francofurti & Lipſiæ, ſumptibus Joh. Theodor. Boetii. 1694. in 4.*

M.

MANUSCRIT. Il y a dans ce Recueïl un aſſez grand nombre de Piéces citées ſous le nom ſeul de *Manuſcrit*. Nous avons indiqué dans la Préface quelques unes des ſources dont nous les avons puiſées. Il y en a d'autres qui nous ont été communiquez par des perſonnes, qui n'ont pas voulu être nommées.

MARCA (Pierre de) *Hiſtoire de Bearn in fol.* publiée en 1639. Cèt Auteur eſt ſi connu par divers Ouvrages qu'il a donnez au Public, & ſurtout par celui de *Concordia ſacerdotii & Imperii*, qu'il ſeroit inutile d'en rien dire.

MARCHE (Olivier de la) *Les Mémoires de Meſſire Olivier de la Marche, Premier Maître d'Hôtel de l'Archeduc Philippe d'Auſtriche, Comte de Flandres, nouvellement mis en lumiere, par Denis Sauvage de Fontenailles en Brie, Hiſtoriographe du Très-Chrétien Roi Henri, ſecond de ce nom. A Lyon, par Guillaume Rouille. M D L XII. in Fol.*

Cèt Auteur étoit né dans le Comté de Bourgogne. Il fut Gentilhomme de *Philippe le Bon* & de *Charles le Hardi*, Ducs de Bourgogne, & puis Grand Maître d'Hôtel de *Philippe I.* dit *le Bel*, Roi de Caſtille. Outre ſes Mémoires, il a compoſé quelques autres Ouvrages, comme *le Parement & triomphe des Dames d'Honneur*, &c.

MATTHIEU (Pierre) *Hiſtoire de Henri IV. Roi de France & de Navarre. Et des choſes plus mémorables advenuës aux autres Etats pendant ſon régne. Par feu M. Pierre Matthieu Hiſtoriographe du Roi. A Paris, chez la Veuve Nicolas Buon. 1631. in fol.*

MERCURE FRANCOIS. *Le Mercure François, ou la ſuite de l'Hiſtoire de la Paix, commençant l'an 1605. pour ſuite du ſeptenaire du D. Cayer, & finiſſant au ſacre du très-Chrétien Roi de France & de Navarre Louis XIII. A Paris, chez Jean Richer 1619. & années ſuivantes. in 8.*

Il eſt aſſez difficile de trouver cèt Ouvrage complet. Nous avons eu ce bonheur, & il nous a beaucoup ſervi dans ce Recueïl. C'eſt un très-bon repertoire, & où il y a un grand nombre de piéces qu'on trouveroit difficilement ailleurs.

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE, *Contenant l'état préſent de l'Europe, ce qui ſe paſſe dans toutes les Cours, l'interêt des Princes, leurs brigues, & généralement tout ce qu'il y a de curieux. Le tout accompagné de Réflexions Politiques ſur chaque Etat. A la Haye, chez Henri van Bulderen.*

Cèt Ouvrage que l'on continuë à publier tous les mois, a commencé au mois de Novembre, 1686.

MERCURE HOLLANDOIS, *Contenant les choſes les plus remarquables de toute la Terre, &c. A Amſterdam, chez Henri & Theodore Boom.*

Ce Livre s'imprime originairement en Flamand. On en a traduit divers Volumes en François, avant qu'on ſe fût aviſé de faire des Journaux en la même langue en Hollande. Mais depuis ce tems, il ne paroit plus qu'en Flamand, nous nous ſommes ſervis de la Traduction Françoiſe, tant que nous avons pû, & quand elle nous a manqué; nous avons eu recours à l'Original.

METEREN (Emanuel) *L'Hiſtoire des Pays-bas d'Emanuel Meteren. Ou Recueil des Guerres, & choſes memorables advenuës tant eſdits Pays, qu'és Pays voiſins, depuis l'an 1315. juſques à l'an 1612. Corrigé & augmenté par l'Auteur même, & enrichi; outre la Carte des Pays-bas, de prés de cent Portraits des principaux Seigneurs deſquels il eſt fait mention en cette Hiſtoire. Traduit du Flamand en François par J. D. L. Haye. Avec la Vie de l'Auteur. A Amſterdam, chez Jean de Raveſteyn. 1670.*

Cèt Auteur, qui paſſe pour un des meilleurs Hiſtoriens des Pays-bas, a écrit originairement en Flamand. Une partie de ſon Hiſtoire a été traduite en Latin. Elle l'a été entiérement en François; mais c'eſt un terrible jargon que celui de ce Traducteur.

MIRE, ou MIRE', ou MIRÆUS (Aubert) Cèt Auteur a fait divers Ouvrages: il y en a quatre dont nous nous ſommes ſervis. En voici les titres, ſelon leur datte.

1. *Codex Donationum Piarum, in quo Teſtamenta, Codicilli, Littera Fundationum, Donationum, Immunitatum, Privilegiorum, & alia pia liberalitatis Monumenta, à Pontificibus, Imperatoribus, Regibus, Ducibus ac Comitibus, in Favorem Eccleſiarum, præſertim Belgicarum, edita continentur. Auberti Mirani Bruxellenſis ornabat, & Notis illuſtrabat. Bruxellis, apud Joannem Merbecium. 1624. in 4.*

2. *Donationum Belgicarum Libri II. In quibus Eccleſiarum & Principatuum Belgii origines, incrementa, mutationes, & alia cùm ſacra tum politica antiquitatis monumenta, ex ipſis Tabularum publicarum fontibus hauſta, proponuntur, notiſque illuſtrantur; ſtudio Auberti Miræi Bruxellenſis, S. Th. Licentiati, & Decani Antuerp. Antuerpiæ, apud Joannem Cnobbarum. 1629. in 4.*

3. *Diplomatum Belgicorum Libri duo, in quibus Littera fundationum & donationum piarum Teſtamenta, Codicilli, Contractus antenuptiales, fœdera Principum; & alia cùm ſacra tum politica antiquitatis monumenta, ad Germaniam inferiorem, vicinaſque Provincias ſpectantia, continentur. Auberti Mirani Bruxellenſis, Decani Antuerpienſis, ornabat, & Notis illuſtrabat. Bruxellis, apud Joannem Pepermannum. 1628. in 4.*

4. *No-*

4. *Notitia Eccleſiarum Belgii. In qua, tabulis Donationum Piarum longa annorum ſerie digeſtis, ſacra & Politica Germaniæ Inferioris vetuſtarumque Provinciarum Hiſtoria, expoſitis fabulis, recenſetur, & illuſtratur. Studio Auberti Miræi Bruxellenſis, S. T. L. & Decani Antuerpienſis. Antuerpiæ, apud Joannem Cnobbarum.* 1630. *in* 4.

MOLINET (Jean) Nous citons ſous ce nom dans ce Recueïl, une Hiſtoire Manuſcrite, qui nous eſt tombée entre les mains; mais qui, par malheur, eſt fort imparfaite. Voici ce qu'on lit au commencement d'un de ces Volumes.

Dans ce Premier Volume ſont redigés par écrit les Chroniques de feu Maiſtre Jean Molinet Judiciaire & Hiſtoriographe des très-illuſtres Maiſons d'Auſtriche & de Bourgogne; leſquelles commencent dès l'an 1474. *Lorſque le très-redouté & très-puiſſant Duc Charles de Bourgogne aſſiégea la très-forte Ville de* * *Nuyſſe, & continuera juſques au trépas lamentable de Don Philippe Roi de Caſtille, qui fut en l'an* 1506. *qui ſont pour le terme de* 34. *ans; recueillies, écrites, & miſes au net par Auguſtin Molinet, fils dudit feu Maiſtre Jean, & ce par ordre exprès & commandement de Maximilian, par la grace de Dieu Empereur des Allemagnes, toujours Auguſte.*

* Nuys.

N.

NEVERS (Le Duc de) *Les Mémoires de Mr. le Duc de Nevers Prince de Mantoue, Pair de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour les Rois Charles IX. Henri III. & Henri IV. en diverſes Provinces de ce Royaume. Enrichis de pluſieurs Piéces du Tems. A Paris, chez Louis Billaine.* 1665. *in Fol. En deux Tomes.*

NOSTRADAMUS (Cæſar) *L'Hiſtoire & Chronique de Provence de Caſar Noſtradamus Gentilhomme Provençal. Où paſſent de tems en tems & en bel ordre les anciens Poëtes, Perſonnages, & Familles illuſtres qui ont fleuri depuis V. C. ans. Outre pluſieurs Races de France, d'Italie, Eſpagne, Languedoc, Dauſiné, & Piémont y rencontrées avec celles qui depuis ſe ſont diverſement annoblies, comme auſſi les plus ſignalez combats & remarquables fruits d'armes, qui s'y ſont paſſez de temps en temps, juſques à la Paix de Vervins. Imprimé à Lyon, chez Simon Rigaud, pour la Societé Calderienne.* 1624. *in folio.*

O.

OUDEGHEERST (Pierre d') *Les Chroniques & Annales de Flandres: contenantes les Héroiques & très-victorieux exploits des Foreſtiers, & Comtes de Flandres, & les ſingularitez & choſes mémorables, depuis l'an de Noſtre Seigneur Jeſus-Chriſt DCXX. juſques à l'an MCDLXXVI. Nouvellement compoſées & miſes en lumiere par Pierre d'Oudegheerſt Docteur ès Loix, natif de la Ville de Lille. A Anvers chez Chriſtophle Plantin.* 1571.

L'exemplaire dont nous nous ſommes d'abord ſervis, étoit défectueux à la fin & au commencement, & quelcun avoit écrit au titre *Oudergheeſt* au lieu d'*Oudegheerſt*; ce qui fait que nous avons d'abord cité cèt Auteur de la premiére maniére; mais ayant enſuite recouvré un Exemplaire complet, nous avons vû, que ſon véritable nom étoit *Oudegheerſt.*

P.

PERARD (Etienne) *Recuëil de pluſieurs Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, choiſi parmi les titres plus anciens de la Chambre des Comptes de Dijon, des Abbayes & autres Egliſes conſidérables, & des Archives des Villes & Communautez de la Province. Pour juſtifier l'origine des Familles les plus illuſtres, & pour inſtruire des anciennes Loix, Couſtumes & Privilèges des Villes de la Bourgogne. Par feu Meſſire Eſtienne Perard, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, & Doyen de ſa Chambre des Comptes à Dijon. A Paris, chez Claude Cramoiſy.* 1664. *in folio.*

PISE (Joſeph de la) *Tableau de l'Hiſtoire des Princes & Principauté d'Orange. Diviſé en quatre Parties, ſelon les quatre Races, qui y ont régné. Commençant à Guillaume au Cornes Premier Prince d'Orange. Juſques à Frederic Henri de Naſſau à préſent régnant. Illuſtré de ſes Généalogies, & enrichi de pluſieurs belles Antiquitez, avec leurs Tailles douces. A la Haye de l'Imprimerie de Theodore Maire.* 1639. *in folio.*

PLACARTS DE BRABANT. Voici le titre Flamand de ce Livre. *Placaeten, Ordonnantien, Landt-Chartres, Blyde-Inkomſte, Privilegien, ende Inſtructien by de Princen van deſe Nederlanden, aen de Ingheſetenen van Brabandt, Vlaenderen ende andere Provincien, t'ſedert 's Jaer* 1220. *Uytgegeven, geaccordeert, ende verleent, vande welcke in de voer twee Placaert-Boecken geen mentie gemaeckt en wordt. Item Interpretatien, Declaratien, ende Verklaringe gevolcht op eenige van deſelve Placcaeten, mitſgaders verſcheſche Tractaten, Confœderatien, Verbintenſſe, Alliantien, Accoorden, Pacificatien, ende Concordaten, die tuſſchen deſelve Princen ende deſe Landen, item die de Staten, Steden, ende Provincien onder den anderen, ende wederomm met de Biſſchoppen ende Geeſtelijckheyd hebben aengegaen, over de Geeſtelijcke ende Wereldtlijcke Jurisdictie, Staet, ende Regeringe. Die ock al in de voergaende twee Placcaet-Boecken niet bekent en ſijn, ende nochtans in Brabandt, Vlaenderen, ende andere Provincien aenveert; gepubliceert en in gebruyk gekomen ſijn. Item den ſtijl ende manieren van procederen in de vier Souveraine Raden, als van Brabandt, Mechelen, Henegouwe, ende Gelderlandt. Vergaders ende onder bequaeme Titulen in ordre geſtelt door Antoninum Anſelmos voor deſen Advocaet tot Antwerpen, ende tegenwoordelijcken Schepen aldaer. T'Antwerpen, by Hendrick Aertſſens.* 1648. *in fol.* C'eſt-à-dire, *Placards, Ordonnances, Chartres, Revenus, Privilèges, & Inſtructions, publiez, donnez, & accordez par les Princes de ces Pays-bas, aux Habitans de Brabant, de Flandres, & des autres Provinces, depuis l'année* 1220. *& dont il n'eſt point fait mention dans les deux précédens Volumes des Placards. Item Interprétations, Déclarations, & Explications, données dans la ſuite ſur quelques-uns deſdits Placards, avec divers Traitez, Confédérations, Unions, Alliances, Accords, Pacifications, & Concordats, faits entre leſdits Princes & ces Pays, & les Etats, les Villes, & les Provinces les unes avec les autres, comme auſſi avec les Evêques & le Clergé, ſur les Juriſdictions Eccléſiaſtique & ſéculiére, l'Etat & le Gouvernement; qu'on ne trouve point non plus dans les deux premiers Volumes des Placards, & qui néanmoins ont été publiez & en uſage en Brabant, en Flandre, & dans les autres Provinces. Item le ſtile & la maniére de proceder des quatre Conſeils Souverains de Brabant, de Malines, du Hainault, & de Gueldre. Ramaſſez & mis en ordre ſous des Titres convenables par Antoine Anſelmer ci-devant Avocat à Anvers, & préſentement Echevin de la même Ville. A Anvers, chez Henri Aertſſens,* 1648. *in fol.* Cèt Ouvrage eſt compoſé de quatre Volumes. Les Piéces y ſont ordinairement dans la langue originale, ſans Traduction.

PONTANUS (Iſacius) *Joh. Iſacii Pontani Hiſtoriæ Gelriæ Libri XIV. Deducta omnia ad ea uſque tempora noſtra, quibus firmata ſub Ordinibus Reſpu-*

Reſpublica. Precedit, qui eſt Liber Primus, Ducatus Gelria & Comitatus Zutphanin Chorographica Deſcriptio. Harder vici Gelrorum. Sumptibus Johannis Janſonii. 1639. in Folio.

R.

REBUFFE (Pierre) Nous avons pris de cèt Auteur le *Concordat* entre le Pape *Leon X.* & le Roi de France *François I.* Voici le titre du Livre de cèt Auteur, où nous avons trouvé cette Piéce.

Praxis Beneficiorum D. Petri Rebuffi Montiſpeſſulani, Jurium Doct. ac Comitis, Juriſque Pontificii Ordinarii Profeſſ. Pariſ. & ibidem in ſupremo Senatu cauſarum Patroni. Cui appoſuimus Bullam Cenæ Domini, Bullam item jejuniorum, ac ſupplicationum S. D. N. P. Pauli III. Additiones preterea ad Regulas Cancellaria, curâ Audomari Rebuffi Monſiſpeſſulani Jurium Doct. Auctoris Nepotis, diligentiſſime excultas; necnon Practicam Cancellariæ Apoſtolicæ D. Hieronymi Pauli Barchin, cum elucidationibus P. Rebuffi. Concordatorum Tractatum inter S. D. N. Papam Leonem X. ac ſedem Apoſtolicam, & Franciſcum Chriſtianiſſimum Francorum Regem, ac Regnum editum, cum Gloſſis ejuſdem Petri Rebuffi, recens in majorem Lectoris commoditatem, calci horum adjecimus. Editio ultima, multò quam antea auctior & emendatior. Cum Indice tam Praxis Beneficiaria, ac Practicæ Cancellariæ, quàm Concordatorum locupletiſſimo. Lugduni apud Hæredes Guilelmi Rouillii. 1609. in folio.

RECUEIL DES EDITS *& Articles accordez par le Roi Henri IV. pour la réunion de ſes ſujets.*

Ce Recueil ſe trouve à la fin d'oo Volume *in* 8. qui a pour titre. *Hiſtoire des derniers Troubles de France. Soubs les Regnes des Rois tres-Chreſtiens Henry III. Roi de France & de Pologne, Henry IV. Roi de France & de Navarre. Diviſée en pluſieurs Livres. Contenant tout ce qui s'eſt paſſé durant les derniers Troubles, juſques à la Paix faicte entre les Rois de France & d'Eſpagne. Avec un Recueil des Edicts, & Articles accordez par le Roy Henry IV. pour la réunion de ſes ſujets. Derniére Edition, Revuë & augmentée de l'Hiſtoire des Guerres entre les Maiſons de France, d'Eſpagne, & de Savoye. Imprimé l'An de grace 1604. ſans nom d'Imprimeur, ni du lieu où il eſt imprimé.*

RECUEIL DES PLACARDS. Ce Livre que nous citons ſous le titre de Grand Recueil des Placards, a ce Titre en Flamand. *Groot Placaet-Boeck inhoudende de Placaten ende Ordonnantien vande Hoog Mog: Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, ende vande Ed. Groot Mog: Heeren Staten van Hollandt ende Weſt-Vrieſlandt. Miſſgaders vande Ed: Mog: Heeren Staten van Zeelandt. In'sGravenhage, in Folio.* C'eſt-à-dire, *Grand Livre des Placards ou Ordonnances, contenant les Placards & les Ordonnances de leurs H. Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, & des Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, avec ceux des Etats de Zélande. A la Haye.* Il y a trois Volumes de ce Recueil imprimez en divers tems.

RECUEIL DES TRAITEZ ENTRE LES ETATS DES PROVINCES-UNIES &c.

C'eſt un Volume *in* 4. que l'Imprimeur des Etats Généraux des Provinces-Unies a ramaſſé, de divers Traitez, qu'il a imprimez en divers tems; auquel il en peut ajouter de nouveaux tous les jours, à meſure qu'il les imprime, & au devant duquel il a mis ce titre général.

Recueil van de Tractaten gemaeckt ende geſloten tuſſchen de Hoog Mog: Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter eenre; ende verſcheyde Koningen, Princen, ende Potentaten, ter andere ſyde. In'sGravenhage. By Jacobus Scheltus. C'eſt-à-dire. *Recueil des Traitez faits & conclus entre leurs Hautes Puiſſances Meſſ. les Etats Généraux des Provinces-Unies d'une part & divers Rois, Princes, & Puiſſances, d'autre. A la Haye, chez Jaques Scheltus.*

RECUEIL DES TRAITEZ *de Confédération & d'Alliance, entre la Couronne de France, & les Etats & Princes Etrangers, depuis l'An 1621. juſques a preſent. Avec quelques autres Piéces appartenantes à l'Hiſtoire. A Amſterdam, chez Pierre van Dyck. 1672.*

Il y a deux Editions de ce Recoeïl. Celle de 1672. qui eſt celle dont nous nous ſommes ſervis, eſt la derniére & la plus ample.

RECUEIL DES TRAITEZ *de Paix, Trêves, & Neutralité entre les Couronnes d'Eſpagne & de France. Seconde Edition. A Anvers. De l'Imprimerie Plantinienne. 1645. in 12.*

Nous avons inſéré tout ce petit Livre dans cèt Ouvrage, en mettant à ſa place chaque Traité dont il eſt compoſé. Il eſt vrai que la plûpart de ces Piéces ſe trouvent auſſi ailleurs: mais alors nous les avons confrontées avec celles de cette Edition, & avons marqué les principales différences à la marge.

RICAUT (Le Sieur) *Hiſtoire des trois derniers Empereurs des Turcs depuis 1623. juſqu'à 1677. Traduite de l'Anglois du Sieur Ricaut. Suivant la copie imprimée à Paris, chez la Veuve Louis Billaine. 1683. in 12.*

S.

SAUVAGE (Denis) *Chronique de Flandres Anciennement compoſée par Auteur incertain, & nouvellement miſe en lumiére par Denis Sauvage de Fontenailles en Brie, Hiſtoriographe du très-Chrestien Roi Henri II. de ce nom. A Lyon, par Guillaume Rouille. MDLXII. in folio.*

Cette Chronique eſt dans un même Volume, que les Mémoires d'*Olivier de la Marche*, dont nous avons parlé ci-deſſus.

SIRI (Vittorio) *Il Mercurio o vero Hiſtoria de correnti tempi. Di D. Vittorio Siri, Conſigliere, Elemoſinario, & Hiſtoriographo della Maeſtà Chriſtianiſſima. All' Altezza Reale del Sereniſſimo Principe Gaſtone di Borbone Duca d'Orliens &c. Zio del Re, Generaliſſima dell' armi, è Capo de' Conſigli.*

Cèt Auteur a fait uo autre Ouvrage ſoos le nom de *Memorie Recondite.* Mais nous oe nous ſommes ſervis que de ſon *Mercure.* Le premier Volume de l'Exemplaire que nous avons eu, a été imprimé à Caſal, en 1636. Le ſecond à Geneve en 1637. Le troiſiéme à Lyon en 1652. Le quatriéme & le cinquiéme à Caſal eo 1655. Les quatre ſuivans au même lieu en 1667. Le onziéme, à Paris en 1670. Le 12. en la même Ville en 1672. Le 13. auſſi en la même Ville en 1674. Le 14. & le 15. à Florence en 1682. &c.

SLICHTENHORST (Arent) *XIV. Boeken van de Gelderſche Geſchiedeniſſen. Van's begin af vervolgt tot aen de afzweering des Koninckx van Spanien; waer van't eerſte Deel verhandelt de Land-beſchryving. Getrocken meerendeels uyt de Latynſche Werken van den Heer Joh. Iſacus Pontanus; doch doorgaens verandert, verbetert, ende met meer dan drie honderd nieuwe Hooft-ſtucken, en andere noodtlijke byvoegſels, allaſins vergroot. Door Arend van Slichtenhorſt, Regt-geleerden. 't Amſterdam, by Jacob van Buſen. 1654. In folio.* C'eſt-à-dire, *Quatorze Livres de l'Hiſtoire de Gueldre, depuis le commencement, juſques a ce que ce Pays ſecoua le joug du Roi d'Eſpagne; dont la premiére Partie contient une Deſcription du Pays. Tiré pour la plûpart des Ou-*

vrages Latins d'Iſac Pontanus ; mais changé & corrigé partout, & augmenté de plus de trois cens Piéces nouvelles, & d'autres Additions conſidérables. Par Arent Slichtenhorſt, Docteur en droit. A Arnhem, chez Jacob Buſen. 1654. in folio.

T.

THEATRUM PACIS, *hoc eſt: Tractatuum atque Inſtrumentorum præcipuorum, ab anno inde MDCXLVII. ad MDCLX. uſque, in Europa initorum & concluſorum Collectio. Acceſſit Index utiliſſimus. Norimbergæ. 1684. in 4.*

C'eſt là le Titre du premier Tome de ce Livre ; voici le titre du ſecond.

Theatri Pacis Pars Altera, hoc eſt Tractatuum atque Inſtrumentorum Pacis Præcipuorum, ab anno inde MDCLX. ad annum MDCLXXXV. inter Europæos, atque aliis cum Nationibus, initorum & concluſorum Collectio ſecunda. Cum Indicibus. Norimbergæ. in 4.

Nous nous ſommes beaucoup ſervis de cèt Ouvrage. Les Traitez y ſont d'ordinaire en Latin, ou dans la langue en laquelle ils ont été faits & en Allemand. Il y en a beaucoup qui ont été tirez d'*Autzema* & des *Actes & Négociations de Nimégue.*

THULDENUS Voyez *Brewer.*

V.

VARILLAS. Cèt Auteur eſt fort connu par les divers Ouvrages qu'il a faits : nous n'en avons tiré que l'*Appointement fait avec les Suiſſes, quand ils étoient devant Dijon, l'an 1513. le 13. de Septembre.* Cette Piéce ſe trouve à la fin du dernier Volume de l'Hiſtoire de *Louis XII.* imprimée à la Haye, chez *Adrian Moetjens. 1688. in 12.*

LA VERITE' DÉFENDUE *des Soſiſmes de la France, & Réponſe à l'Auteur des Préſentions du Roy très-Chreſtien ſur les Etats du Roy Catholique. Traduit de l'Italien. 1668. in 12.* Sans nom d'Imprimeur, ni du lieu où le Livre a été imprimé.

Nous avons tiré de ce petit Ouvrage l'*Acte de Rénonciation, fait le ſecond de Juin de l'an 1660. par Madame Marie Thérèſe Infante d'Eſpagne, promiſe au Roi très-Chrétien, tant de ce qui lui pourroit toucher de ſa légitime, comme de toute l'Hoirie du Roi Catholique ſon Pére.* Cette Piéce ſe trouve dans le troiſiéme Volume de ce Recueil. pag. 819.

VIGENAIRE, Voyez *Calchondyle.*

Digitized by Google

TABLE CHRONOLOGIQUE
DE TOUTES
LES PIE'CES
Contenuës dans ce
TOME I.

Le Chifre marque la page, la lettre *a*, la premiére colonne, & la lettre *b*, la ſeconde.

ANS de J. C.

PREFACE. pag. I.
EXPLICATION de l'Eſtampe, qui eſt au Frontiſpice de ce Recuëil: où il eſt parlé des anciens Temples de Janus & de la Paix. XIX.
DISSERTATION ſur les diverſes Cerémonies, qu'ont employé les différentes Nations dans les Traitez de Paix, d'Alliance, &c. XXXI.

536. Traité entre THEODAT Roi des Goths en Italie, & l'Empereur JUSTINIEN, par lequel Theodat céde la Couronne à Juſtinien, pourvû qu'on lui donne une penſion. 1. a.

591. Traité de Paix entre les Rois GONTRAN & CHILDEBERT, & la Reine BRUNEHAUT, fait à Andelo, par lequel ils reglent ce que chacun doit poſſeder, & ce qui appartient en particulier à la Reine Brunehaut. 1. b.

803. Reſcrit de l'Empereur CHARLEMAGNE, à NICEPHORE Empereur de Conſtantinople, touchant la Paix entre les deux Empires. 2. b.

806. Diſpoſition de l'Empereur CHARLEMAGNE, pour établir & conſerver la paix entre ſes Enfans, & leur diviſer ſes Etats. Fait aux Etats tenus à Thionville. 3 b.

811. Teſtament de de l'Empereur CHARLEMAGNE, par lequel il diſpoſe de ſon Treſor, de ſon argent, de ſes vêtemens, & de ſes meubles. 5. a.

837. Diſpoſition de l'Empereur LOUIS I. dit le Débonnaire, pour conſerver la paix entre ſes Enfans, & leur diviſer ſes Etats, faite dans l'Aſſemblée des Etats tenue à Quierzy. 6. a.

842. Traité de Confederation entre LOUIS II. & CHARLES II. pour defendre la liberté des Royaumes de Germanie & de France, contre l'oppreſſion de l'Empereur Lothaire, fait dans l'Aſſemblée tenue à Strasbourg. 7. a.

847. Février. Traité de paix & de convention entre LOTHAIRE Empereur, LOUIS Roi de Germanie, & CHARLES Roi de France, fait à Merſen près de Maſtriche, au mois de Février de 847. 7. b.

860. Formulaire dreſſé par les Evêques à l'Aſſemblée de Coblentz en l'année 860. pour l'obſervation de la paix entre les Rois de France LOUIS II. Roi de Germanie & d'Eſclavonie, CHARLES II. Roi des Gaules, LOUIS Empereur des Romains & Roi de Lombardie, LOTHAIRE Roi de Lorraine, & CHARLES Roi de Bourgogne & de Provence. 8. b.

ANS de J. C.

870. 6. Mars. Traité de Paix entre CHARLES le Chauve Roi de France, & LOUIS Roi de Germanie ſon Frere, fait à Aix la Chapelle, le 6. Mars, 870. 10. b.

870. 8. Août. Tranſaction faite le 8. d'Août de l'Année 870. entre CHARLES le Chauve & LOUIS le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine, que Charles avoit enlevé à l'Empereur Louis, pendant que cet Empereur étoit occupé contre les Sarazins. 11. a.

879. 1. Novembre. Traité de paix & partage entre LOUIS II. dit le Bégue, Roi de France, & LOUIS Roi de Germanie, par lequel ils partagent la Lorraine entr'eux, comme elle l'avoit été entre leurs Péres, & en récompenſe Louis le Begue promet de donner à Louis Roi de Germanie, une portion en Italie, &c. le 1. de Novembre, 879. 12. a.

921. Traité de paix entre CHARLES le Simple Roi de France, & HENRI Roi de Germanie, fait à Bonne en 921. 12. b.

963. Echange fait entre le Comte SIGIFRID & WIKER Abbé de S. Maximin de Trêves, du Château de Luxembourg, dans les Ardennes, contre un Domaine nommé Vianne dans les mêmes Ardennes, par lequel echange Sigifrid acquit le nom de premier Comte de Luxembourg. Fait en 963. 13. a.

1007. Donation du Comté de Cambrai, faite à ERLUIN Evêque du même lieu, par l'Empereur HENRI II. en 1007. 14. a.

1059. 24. Février. Partage des biens de l'Egliſe de NIVELLE en trois portions, fait par l'Empereur HENRI IV. La premiere eſt donnée à l'Hôpital, la ſeconde à l'Abeſſe, & la troiſiéme aux Chanoines & Chanoineſſes. Fait le 24. Février, 1059. 14. a.

1071. Traité d'Alliance entre OTHENIN de Bourgogne, Sire de Salins, & RENAUD de Bourgogne freres d'une part; & THOMAS de Savoye Comte de Piemont, & AME' de Savoye frêres d'autre. Fait à Paris en l'an 1071. 825. a.

1083. 24. Juin. Traité de Paix entre RODOLPHE Roi des Romains, & PHILIPPE Comte de Savoye. Fait le 24. Juin, 1083. 825. b.

1096. 24. Juin. Traité par lequel BAUDOUIN ſurnommé de Jeruſalem, Comte de Hainaut Second du nom allant à la Terre ſainte, vend à OBERT Evêque de Liege le Château de Couvin, ſitué en-

TABLE CHRONOLOGIQUE.

	tre Sambre & Meuſe. Fait à Liége, le 14. *Juin,* 1096.	14. b.
1099. Janvier.	*Traité de Paix entre* PHILIPPE I. *Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres. A Peronne, au mois de Janvier,* 1099.	15. a.
1105. 11. Janvier.	*Teſtament de* RAYMOND *Comte de Tholoze & de S. Gilles. Fait le* 11. *Janvier,* 1105.	126. a.
1110.	*Traité de Paix entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *par lequel ils réglent les Droits de l'Empire & de l'Egliſe. Fait ſur la fin de l'année* 1110.	15. b.
1110.	*Tranſaction entre l'Empereur* HENRI V. *&* PASCHAL II. *par laquelle le Pape accorde à l'Empereur les Inveſtitures; & l'Empereur promet de mettre en liberté le Pape & tous ſes Adhérans, qu'il avoit fait priſonniers. Fait l'an* 1110.	16. a.
1111.	*Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *pour la paix publique & les Inveſtitures, faites en l'année* 1111.	16. b.
1111.	*Bref du Pape* PASCHAL II. *qui accorde les Inveſtitures à l'Empereur* HENRI V. *donné en* 1111.	17. b.
1111.	*Edit de l'Empereur* HENRI V. *en conſequence de ſon accord fait avec le Pape* PASCHAL II. *en* 1111.	18. a.
1122. 23. Septembre.	*Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* CALLISTE II. *touchant les Inveſtitures des Evêques & des Abbez, par leſquelles l'Empereur renonce au droit d'inveſtir avec la Croſſe & l'Anneau. Faites & publiées à la Diéte de Wormes, le* 23. *Septembre,* 1122.	19. a.
1125. 16. Septembre.	*Acte de partage entre* ILDEFONS *Comte de Toulouſe, &* RAYMOND *Comte de Barcelonne, mariz de Dulcete & de Faydette, ſœurs par lequel ils promettent de ne point aliener le Comté de Provence au préjudice de leurs enfans, & & qu'ils ne pourront l'engager ni hypothequer qu'en préſence de quatre parens, & ſe tranſporteront les foy & hommage de leurs Sujets. Fait le* 16. *de Septembre,* 1125.	20. a.
1136.	*Confirmation de l'Empereur* LOTHAIRE II. *du partage des biens de l'Egliſe de* NIVELLE *en trois portions, la premiere à l'Hopital, la ſeconde à l'Abbeſſe, & la troiſiéme aux Chanoines & aux Chanoineſſes. Fait à Aix la Chapelle en* 1136.	21. a.
1143.	*Reſcrit de l'Empereur d'Occident* CONRAD III. *à l'Empereur d'Orient* EMANUEL COMNENE, *touchant la paix entre les deux Empires.*	21. b.
1146.	*Hommage prêté par* HUGUES *Duc de Bourgogne à* HENRI *Empereur, pour le Comté d'Alby l'an* 1146.	22. b.
1150.	*Traité de Paix entre* BERENGER II. *dit* le Jeune *Comte de Provence, &* ESTEPHANETTE *ou* ETIENNETTE *Baronne de Baulx en* 1150.	526. b.
1159.	*Conditions auſquelles* FREDERIC I. *Empereur reçoit ceux de* MILAN, *qu'il prétendoit s'être revoltez de ſon obéiſſance, accordées en* 1159.	22. b.
1167.	*Traité de Paix entre* PHILIPPE *Comte de Flandre, &* FLORENS *Comte de Hollande, fait après que Philippe eut fait Florens priſonnier, & durant ſa priſon en* 1167.	23. b.
1167.	*Traité entre* FREDERIC I. *Empereur & le Peuple de Rome l'an* 1167.	24. a.
1171.	*Engagement du Château de* HEYSTAL *fait à* RADULPHE *Evêque de Liege par* GODEFROY *Duc de Lorraine, & confirmé par l'Empereur* FREDERIC I. *en l'année* 1171.	24. a.
1174.	*Traité de Paix entre* HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* GUI *Comte de Nevers, fait à Beaune en* 1174.	24. b.
1176. 1177.	*Actes & Traitez de Paix entre* FREDERIC I. *Empereur, le Pape* ALEXANDRE III. GUILLAUME *Roi de Sicile & les Villes d'Italie, qui s'étoient ligues pour leur propre défenſe contre les Armes de l'Empereur; commencez à Agnani, continuez à Veniſe, & à Chozza; & publiez enfin à Veniſe ſur la fin de* 1176. *& au commencement de* 1177.	25. b.
1178.	*Articles & Conventions entre* ALPHONSE I. *Comte de Provence &* HUGUES *Baron de Baulx, faites en* 1178.	827. a.
1179.	*Convention paſſée entre* GODEFROI *Duc de Brabant, &* PHILIPPE *Comte de Flandre, au ſujet du mariage de Henri fils de Godefroi, avec Mathilde Niece de Philippe; paſſés l'an* 1179.	31. a.
1182.	*Accord entre* HUGUES III. *Duc de Bourgogne &* l'ABBE' & COUVENT DE CHATILLON *ſur Seine, touchant les droits de Seigneurie & Juſtice dudit Duc ſur eux & leurs hommes & ſujets, fait l'an* 1182.	31. b.
1186. 3. Juin.	*Accord entre* HENRI *Roi des Romains, & depuis Empereur VI. du nom, &* HUGUES III. *Duc de Dijon, fait le* 3. *de Juin, de l'an* 1186.	32. a.
1190.	*Teſtament & Diſpoſition de* PHILIPPE II. *ſurnommé le* Conquérant *ou* Auguſte, *pour le Gouvernement de ſes Etats, pendant ſon voyage de la Terre Sainte. Fait à Paris, l'an* 1190.	32. b.
1192. Janvier.	*Convention paſſée entre* JEAN *Comte de Moret, frére de Richard Roi d'Angleterre, & depuis Roi, ſurnommé* Jean ſans Terre, *avec* PHILIPPE II. *dit* Auguſte *Roi de France, contenant le partage de pluſieurs Pays conſidérables. Fait à Paris, au mois de Janvier,* 1192.	11. b.
1193.	*Traité entre* BRUNON *Archevêque de Cologne & ſes Sujets, &* HENRI *Duc de Lorraine, fait en l'année* 1191. *& confirmé par* ADOLPHE *Archevêque de Cologne, en* 1201.	14. b.
1193. 17. Février.	*Bulle d'Or, pour l'accommodement entre* HENRI VI. *Empereur, &* RICHARD I. *Roi d'Angleterre, ſon priſonnier, qui lui donne pour ſa rançon cent mille marcs d'argent. Fait à la Diéte d'Haguenau, le* 17. *Février,* 1193.	35. a.
1193.	*Traité de Paix & de Confédération entre* BRUNON *Archevêque de Cologne, &* HENRI I. *Duc de Brabant; fait l'an* 1191.	15. b.
1193.	*Traité de Paix entre* BAUDOUIN, *Comte de Flandre, &* PIERRE *Comte de Nevers, fait par l'entremiſe de Philippe II. Roi de France, en* 1193.	16. a.
1196. 6. Mars.	*Traité par lequel l'Empereur* HENRI VI. *confirme* BAUDOUIN *Evêque d'Utrecht dans la poſſeſſion du Comté de Velau, & Baudouin le cède à* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le* 6. *de Mars,* 1196.	36. b.
1197.	*Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *Comte de Loz au ſujet de la Terre de Muſſet. Fait en l'année* 1197.	17. a.
Sans datte.	*Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & le Duc de* GUELDRE.	37. a.
Sans datte.	*Traité de Paix entre le Duc de* LORRAINE *& le Comte de* GUELDRE.	18. a.
1198. 29. Juin.	*Traité de Confédération entre* PHILIPPE *de Souabe Roi des Romains, &* PHILIPPE II. *dit* Auguſte *Roi de France, par lequel le Roi des Romains promet à Philippe II. de le ſecourir, contre Richard Roi d'Angleterre, le Comte Othon, ſon Neveu, & Baudouin Comte de Flandres, fait à Wormes le* 29. *Juin,* 1198.	31. b.
1198.	*Donation de la garde de l'Abbaye de Flavigny, faite par* PHILIPPE II. *dit* Auguſte *Roi de France, à* EUDES *Duc de Bourgogne, en l'année* 1198.	39. a.
1199.	*Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit* AUGUSTE *Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres, faits à leur entrevue de Peronne aux fêtes de Noel de l'année* 1199.	19. a.
1200. Mai.	*Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit* AUGUSTE, *Roi de France, &* JEAN *ſurnommé* SANS TERRE, *Roi d'Angleterre, fait par l'entremiſe du Cardinal Pierre de Capoue, envoyé par Innocent III. Fait au mois de Mai,* 1200.	19. b.
1201.	*Don de la Mouvance de* MONTBAR *Duc de* BOURGOGNE, *par le Comte de* BAR *ſur Seine. Fait l'an* 1201.	40. b.
1202.	*Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Duc de Gueldre, fait à Utrecht, en* 1202.	40. b.
Sans datte.	*Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Comte de Gueldre.*	41. a.
1203. Juin & Août.	*Lettres des Ducs & Comtes de* BOURGOGNE, *de* NEVERS *&* SOISSONS, *par leſquelles*	

TABLE CHRONOLOGIQUE.

leſquelles ils exhortent PHILIPPE II. *Roi de France à ne ſe pas laiſſer contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la paix ou une tréve avec Jean ſans terre Roi d'Angleterre, & lui promettent du ſecours; des mois de Juin & d'Août, 1203.* 41. b.

1203. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Comte de Gueldre, fait à Louvain l'an 1203.* 42. a.

1203. *Traité de Paix & Alliance entre* ADOLPHE *Archevêque de Cologne, &* HENRI *Duc de Brabant, fait en l'année 1203.* 42. b.

1203. 1. Novembre. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* THEODORIC *Comte de Hollande, fait le 3. de Novembre, 1203.* 43. a.

Sans datte, vers l'an 1204. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine & le Comte de* GUELDRE, *contenant le Mariage de* GERARD *fils du Comte, avec Marguerite fille du Duc.* 44. a.

1204. 12. Novembre. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel Philippe donne à Henri l'Abbaye de Nivelle, &c. à condition que Henri aidera Philippe de tout ſon pouvoir, &c. Fait à Coblentz, le 12. de Novembre, 1204.* 44. a.

Sans datte. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, concernant la ville de Duxbourg & autres.* 44. b.

1204. Février. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* RAINAULD *Comte de Boulogne, par lequel Henri céde à Raynauld tout le Comté de Boulogne, moyennant une penſion de ſix cens livres, & ils promettent de ſe ſecourir mutuellement, pour recouvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Vernueil au mois de Février, 1204.* 45. a.

Sans datte. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Brabant, & le Comte de* LOS, *par lequel ledit Comte, devient Vaſſal dudit Duc.* 45. b.

1206. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *Comte de Los, par lequel le Comte céde au Duc le Château de Chaumont, &c. Fait l'an 1206.* 46. a.

Sans datte. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* LOUIS *Comte de Los.* 46. a.

1206. *Convention paſſée entre* EUDES *Duc de Bourgogne, &* l'*Evêque de* LANGRES, *pour leurs droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon ſur Seine, & pour la juſtice entre leurs Sujets. Fait en l'année 1206.* 46. b.

1206. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Comte de Gueldre, contenant le mariage de* GERARD *fils du Comte, avec* MARGUERITE *fille du Duc. Fait à Louvain en 1206.* 48. a.

1207. Février. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Brabant, contenant le mariage de* HENRI *fils du Duc avec* MARIE *ſeconde fille du Roi des Romains. Fait à Gueyleubuſen, le 9. Février, 1207.* 48. a.

1207. *Conceſſion de* PHILIPPE II. *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye, Comte de Maurienne faite en 1207.* §27. b.

1208. *Renouvellement d'Alliance entre* THEODORIC *Archevêque de Cologne, &* HENRI *Duc de Brabant fait en l'année 1208.* 48. b.

1208. *Renouvellement d'Alliance entre* THEODORIC *Archevêque de Cologne &* le *Duc de* BRABANT. *Fait en 1208.* 49. a.

1209. *Hommage prêté par* PHILIPPE *Marquis de Namur à* HENRI I. *Duc de Brabant pour la terre d'Aloſt, à Louvain, l'an 1209.* 49. a.

1209. Octobre. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* l'*Egliſe de* S. WALTRUDE *de Mons, touchant la ville d'Herentals, près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'an 1209.* 49. b.

1210. *Accord entre* HERVE *Comte de Nevers, &* EUDE *Duc de Bourgogne, contenant Péchange de quelques terres & Seigneuries. Fait à Vezelay, l'an 1210.* 50. a.

1210. *Accord entre* PIERRE *Seigneur de Raviers, &* HERVE *Comte de Nevers, par lequel Hervé donne à Pierre, la terre de Raviers en fief &c. Fait en 1210.* 50. b.

1210. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne &* l'*Abbé de S. Martin d'*AUTUN, *pour leurs hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en 1210.* 50. b.

1211. *Extrait du Traité fait entre* LOUIS, *fils de Philippe II. dit Auguſte, Roi de France, &* FERRANT *Comte de Flandre, par lequel Ferrant quitte à Louis S. Omer & Aire. Fait entre Leus & le Pont à Vendin, en 1211.* 51. a.

1212. Février. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GODEFROY *Seigneur de Breda & de Bergues, pour le péage, qui ſe doit payer à Stryc en Zelande. Fait le 24. Février, 1212.* 51. a.

1213. Août. *Traité par lequel* PIERRE *Seigneur de Bioul, céde à* PIERRE *Comte d'Auxerre & Marquis de Namur, & à* JOLANDE *ſa femme, tout le droit qu'il a ſur la Forêt de Marlaigne. Fait au mois d'Août, l'an 1213.* 52. a.

1214. Mai. *Contract de Mariage entre* WALERAN *fils de Henri Duc de Limbourg, &* ERMENSON *Comteſſe de Luxembourg. Fait au mois de Mai, 1214.* 52. b.

1214. Septembre. *Traité de Tréve pour cinq ans entre* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, &* JEAN *ſans terre, Roi d'Angleterre, y compris, s'ils le déſirent, l'Empereur Othon, & Frederic Roi des Romains ſon Competiteur. Fait à Chinon, au mois de Septembre, 1214.* 53. a.

1214. Septembre. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne &* le *Chapitre de la Sainte Chapelle de* DIJON, *pour les Prebendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre, 1214.* 53. b.

1214. 5. Novembre. *Traité de Mariage entre* FLORENT *Fils de Guillaume Comte de Hollande, &* MATHILDE *fille de Henri Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Anvers le 5. de Novembre, 1214.* 54. a.

1214. Février. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Seigneur de Puiguy &* l'*Abbé de* CISTEAUX, *au mois de Février, l'an 1214.* 54. b.

1214. Mars. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne, &* GUILLAUME *Comte de Maſcon & de Vienne, fait au mois de Mars, 1214.* 55. a.

1216. *Ceſſion faite par* JOLANDE *Marquiſe & Comteſſe de Namur dudit Comté à* PHILIPPE *ſon Fils, lorſqu'elle fut appellée avec Pierre ſon Mari à aller prendre poſſeſſion de la Couronne Impériale de Conſtantinople.* 55. a.

1217. 5. Juillet. *Renouvellement d'Alliance entre* HENRI I. *Duc de Brabant &* ENGELBERT *Archevêque de Cologne, par lequel ils ſe promettent de ſe défendre réciproquement. Fait à Cologne, le 5. de Juillet, 1217.* 55. b.

1218. 30. Janvier. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye & de Maurienne, &* ALBERT *Seigneur de la Tour du Pin. Fait au Château de S. Symphorien en Saint Saphorin, le 30. Janvier, 1218.* §28. a.

1218. 1. Juin. *Contract de Mariage entre* MARGUERITE *de Savoye, &* HERMAN *Comte de Kibourg. Fait le 1. Juin, 1218.* §28. a.

1219. 22. Septembre. *Acte par lequel* REGINALD *Roi de l'Iſle de Man ſe rend Vaſſal de S. SIEGE, & fait de ſon Iſle un Fief de l'Egliſe. Fait à Londres le 22. de Septembre, 1219.* 55. b.

1221. *Convention entre* MATHILDE *Dame de Dermonde, &* JEANNE *Comteſſe de Flandres, touchant la terre d'Aloſt & de Dermonde & leurs ſujets. Fait à Courtrai, l'an 1221.* 56. a.

1222. 5. Août. *Tranſport fait par* CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie, de quelques unes de ſes Terres avec tout le droit Ducal à* CHRETIEN *premier Evêque de Pruſſe. Fait le 5. d'Août 1222.* 56. a.

1222. Mars. *Traité de Paix entre* JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, &* VALERAN *Duc de Limbourg, fait au mois de Mars, 1222.* 57. a.

1225. Avril. *Projet d'un Traité de Paix entre* LOUIS IX. *Roi de France, ſurnommé* S. Louis *&* JEANNE *Comteſſe de Flandre, pour l'élargiſſement de Ferrant ſon Mari, priſonnier à la Tour du Louvre à Paris. Dreſſé à Melun, au mois d'Avril de l'an 1225.* 57. a.

1226. 14. Novembre. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye, & la ville de* MARSEILLE. *Fait le 14. Novembre, 1226.* §28. b.

Traité de Paix entre LOUIS IX. *ſurnommé* S. Louis,

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1226. Janvier. S. Louis, & FERNAND & JEANNE *Comte & Comteſſe de Flandre. Fait a Liſle, au mois de Janvier,* 1226. 57. b.

1227. *Traité de Paix entre* FERNAND *Comte de Flandre & de Hainaut, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* HENRI *fils du Duc. Fait l'an* 1227. 58. a.

1230. Juin. *Donation faite par* CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie, de la terre de Culme a l'Hôpital de S. Marie appartenant à l'*ORDRE TEUTONIQUE; *fait au mois de Juin,* 1230. 58. b.

1230. *Tranſport fait par* CHRETIEN *premier Evêque de Pruſſe de toutes les donations, qui lui ont été faites par* CONRAD *Duc de Maſovie, aux Chevaliers de l'*ORDRE TEUTONIQUE. *Fait l'an* 1230. 59. b.

1230. *Traité de Paix entre* FREDERIC II. *Empereur & Roi de Sicile, &* ABBUISSAC *Prince des Sarazins d'Afrique, touchant la ſaveté du Commerce & la Juriſdiction de l'Empereur ſur les Sarazins de l'Iſle de Corſe, ſans y comprendre les villes de Genes, de Piſe, de Marſeille & de Veniſe, qui avoient fait un traité ſéparé avec le Calife: conclu par Guibould Ambaſſadeur & Otage de l'Empereur, l'an* 1228. *de l'Hegire, qui eſt l'an de Jeſus-Chriſt,* 1230. 59. b.

1231. Juillet. *Contract de Mariage d'*HENRI I. *dit* le Blond ou Blondel, *Comte de Luxembourg, &* de MARGUERITE *de Bar, fille Ainée de Henri Comte de Bar; par lequel mariage, la Ville de Ligny en Barois entre dans la Famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet,* 1231. 60. b.

1232. Mai. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC II. *Empereur, & Roi de Jeruſalem & de Sicile, &* LOUIS IX. *dit* S. Louis *Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres a ne faire point d'alliance avec le Roi d'Angleterre ſans le conſentement de Louis. Fait a Portenau, au mois de Mai* 1232. 61. a.

1232. Décembre. *Accord entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GILLES *Seigneur de Breda, fait au mois de Decembre,* 1232. 62. a.

1233. Décembre. *Accord entre le Duc de* BOURGOGNE, *& le Comte de* NEVERS, *pour la mouvance de Lorey. Fait au mois de Décembre,* 1233. 62. a.

1233. 19. Mars. *Traité de Mariage entre* THEODORIC *fils de Theodoric Comte de Cleves, &* ELIZABETH, *fille de Henri Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain, le* 19. *Mars,* 1233. 62. b.

1235. 9. Décembre. *Contract de Mariage entre* BONIFACE *Marquis de Montferrat &* MARGUERITE *de Savoye, fait le* 9. *Décembre,* 1235. 529. b.

1236. *Traité de Mariage entre* GUILLAUME *Comte de Juliers, &* MARGUERITE *Niece du Duc de Brabant, & Sœur d'Othon Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'an* 1236. 62. b.

1237. Juin. *Confirmation de* S. LOUIS *Roi de France de la ceſſion faite par* LOUIS VIII. *ſon Pére, du Comté d'Artois en faveur de* ROBERT *frére dudit S. Louis. Faite à Compiégne, au mois de Juin,* 1237. 63. a.

1238. *Traité de Paix & de Convention entre* HENRI II. *Duc de Brabant, &* GAULTIER BERTHOUT *Seigneur de Malines, avec promeſſe de donner en mariage à* GAULTIER *fils Aîné de Gaultier Berthout,* MARIE *fille Ainée de la Comteſſe d'Auvergne, Sœur de Henri II. Fait a Louvain, l'an* 1238. 63. b.

1239. *Remiſe de la ville de S. Maurice en Chablais a* MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Kibourg, par* AME *Comte de Savoye. Fait audit S. Maurice, l'an* 1239. 530. a.

1239. *Donation du Château de Montcyn à* MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Kibourg, par* AME *Comte de Savoye ſon frere. Fait l'an* 1239. 530. b.

1241. *Traité entre* HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en* 1241. 64. b.

1242. Mai. *Interprétation du précédent Traité entre* HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran, fait au mois de Mai,* 1242. 65. a.

1242. Juin. *Ceſſion faite par* EUDES DE MONTAGU, *de toutes les prétenſions, qu'il pouvoit avoir contre* HUGUES IV. *Duc de Bourgogne. Fait a Moulur, au mois de Juin,* 1242. 65. b.

1242. 28. Octobre. *Donation du Château de* BARD *en la Val d'Auſte a* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Flandre, par* AME IV. *Comte de Savoye. Fait à Auſte le* 28. *Octobre,* 1242. 530. b.

1243. *Traité entre* HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* THEODORIC *de Hoſtaden, par lequel Theodoric cede à Henri la Forteresſe de Dalhem, moyennant une certaine ſomme d'argent. Fait à Ruremonde, l'an* 1243. 65. b.

1244. Juillet. *Traité de Trêve entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Juliers & ſes Adherens. Fait pres de Venlo, au mois de Juillet de l'an* 1244. 67. a.

1244. Décembre. *Teſtament de* JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, fait au mois de Decembre* 1244. 67. b.

1244. 18. Decembre *Contract de Mariage entre* AME IV. *Comte de Savoye, &* CECILE DE BAUX, *fait le* 18. *Decembre,* 1244. 531. a.

1245. *Deux Traitez & Compromis entre* JEAN D'AVESNES & BAUDOUIN *ſon frere, fils de* MARGUERITE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, &* de BUCHARD D'AVESNES *d'une part; &* GUILLAUME, GUIDON, JEAN, & JEANNE DE DAMPIERRE, *auſſi Enfans de ladite Marguerite &* de GUILLAUME DE DAMPIERRE *d'autre part, ſur leurs prétenſions aux Comtez de* FLANDRE & de HAINAUT, *fait par l'arbitrage de S. Louis Roi de France, en* 1245. 68. b.

1247. 21. Avril. *Contract de Mariage de* MAINFROY, *fils de l'Empereur Frederic, &* de BEATRIX DE SAVOYE. *Fait à Chambery, le* 21. *Avril,* 1247. 531. b.

1248. Juin. *Teſtament de* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Maurienne, fait au mois de Juin,* 1248. 532. b.

1250. *Teſtament de l'Empereur* FREDERIC II. *Fait en* 1250. 69. b.

1251. 20. Août. *Donation faite à* PIERRE *de Savoye & à* AGNES *de Faucigny ſa femme, par* AYMON *Seigneur de Faucigny. Faite le* 20. *Août,* 1251. 531. a.

1251. 13. Décembre. *Traité d'Accord & d'Alliance entre* HENRI *Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de* COLOGNE, *fait à Louvain, le* 13. *Décembre,* 1251. 70. a.

1252. 22. Mai. *Donation faite par* GUILLAUME *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivoles, de Colegno, Cavours, Yvrée, du Pays de Canavais, & autres lieux. Fait le* 22. *Mai,* 1252. 533. b.

1252. 19. Septembre. *Teſtament d'*AME IV. *Comte de Savoye, fait le* 19. *Septembre,* 1252. 534. b.

1255. Mai. *Traité de Confederation entre* HENRI III. *Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la ville de* S. TRON *dans le Pays de Liege, fait au mois de Mai de l'an* 1255. 70. b.

1256. *Traité de Paix entre* MARGUERITE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, &* FLORENT *Gardien de Hollande, fait a Bruxelles par l'entremiſe de S. Louis Roi de France en l'an* 1256. 70. b.

1258. Mars. *Lettres par leſquelles* ALPHONSE *élû Roi des Romains & Roi actuellement de Caſtille, inveſtit* FREDERIC *Duc de Lorraine, du Comté de Mirmont, & lui attribue en même tems divers autres droits annexez a ce Duché, comme ſont la garde des Egliſes, le droit de ſauf conduit &c. après que ledit Duc a prêté hommage audit Roi des Romains. Fait à Tolede, au mois de Mars,* 1258. 71. a.

1259. 12. Mai. *Teſtament d'*EUBAL *de Geneve, Fils d'Humbert Comte de Geneve. Fait à Londres, le* 12. *Mai,* 1259. 535. b.

1259. Octobre. *Traité entre S.* LOUIS *Roi de France &* HENRI III. *Roi d'Angleterre, au ſujet des*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

des terres, que ce dernier tenoit ou prétendoit en France. Fait à Londres, au mois d'Octobre, 1259. 72. a.

Sans Année. 11. Août. *Lettre du Pape* URBAIN IV. *à* RICHARD *élû Roi des Romains, touchant la diſpute pour l'élection entre ledit Richard, &* ALPHONSE, *avec les raiſons de part & d'autre. Ecrite le dernier d'Août.* 71. b.

1261. *Traité & Alliance entre la ville d'*ANVERS *&* les Habitans de TURNHAUT, *ſoit à Louvain, en l'an* 1261. 77. a.

1262. *Traité de Paix entre* CHARLES I. *Comte de Provence, & la ville de* MARSEILLE, *fait en* 1262. 815. b.

1262. 17. Octobre. *Teſtament d'*AGNES *Dame de Fauxigny, Comteſſe de Savoye, fait le* 17. *Octobre*, 1262. 836. a.

1263. Mars. *Teſtament de* BEATRIX *de Savoye, Comteſſe de Provence, fait au mois de Mars* 1263. 817. a.

1263. 27. Octobre. *Donation à* PIERRE *Comte de Savoye, par* RICHARD *Empereur, des biens d'*HERMAN *le Jeune, Comte de Kibourg. Fait le* 27. *Octobre*, 1263. 817. b.

1265. Janvier. *Don du Royaume de* THESSALONIQUE, *fait à* HUGUES *Duc de Bourgogne, par* BAUDOUIN *Empereur de Conſtantinople. Fait à Paris, au mois de Janvier*, 1265. 78. a.

1266. Mai. *Accord entre* HUGUES *Duc de Bourgogne, &* GUI *Evêque de Chalons, pour la ville de* SAINT LOUP. *Fait au mois de Mai* 1266. 78. a.

1266. *Titres du Mariage de* BEATRIX *de Bourgogne, avec* HUGUES *Comte de la Marche. Fait en* 1266. 78. b.

1266. Novembre. *Tranſaction & Echange entre* HUGUES *Duc de Bourgogne &* HUGUES *Comte de Vienne. Fait au mois de Novembre*, 1266. 79. a.

1267. *Acte par lequel* HENRI *fils Aîné de Henri III. Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement cede à* JEAN *ſon frere Puîné tout le droit, qu'il a ſur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai, l'an* 1267. 80. a.

1267. 11. Juin. *Traité de Mariage de* PHILIPPE *de Savoye, & d'*ALIX *Comteſſe Palatine de Bourgogne. Fait le* 11. *de Juin*, 1267. 838. a.

1268. *Convention entre* S. LOUIS *Roi de France & la République de* VENISE, *pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre Sainte. Fait en* 1268. 81. b.

1268. Juin. *Teſtament de* PIERRE *Comte de Savoye. Fait au mois de Juin* 1268. 838. b.

1268. Septembre. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, & la Ville de* BERNE. *Fait dans Berne, au mois de Septembre* 1268. 840. a.

1269. *Tranſaction paſſée entre* HUGUES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, faite par l'entremiſe de Hugues Comte de Vienne, & de Henri Seigneur de Sainte Croix ſon Frère, en* 1269. 81. a.

1270. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne,* ALIX *Comteſſe de Bourgogne ſa Femme, &* HUGUES *Duc de Bourgogne, ſont vers les Fêtes de Pâques de l'année* 1270. 840. b.

1270. *Accord & Convention paſſée entre les* CHANOINES *&* les ECHEVINS *de* NAMUR, *touchant leur Juriſdiction, par l'entremiſe de Gui Comte de Flandre & Marquis de Namur, fait à Namur l'an* 1270. 81. b.

1270. *Tranſaction pour une partie de la Comté de Bourgogne entre* HUGUES *Duc de* BOURGOGNE *&* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, &* ALIX *Comteſſe de Bourgogne & de Savoye, faite par l'entremiſe de Hugues Comte de Vienne & Henri Seigneur de Sainte Croix. Faite au mois d'Avril*, 1270. 83. b.

1272. *Emancipation de* ROBERT *Duc de Bourgogne, faite par* HUGUES *ſon pere en* 1272. 84. a.

1272. Octobre. *Donation du Duché de* BOURGOGNE *faite entre vifs à* ROBERT, *par* HUGUES *Duc de Bourgogne ſon Pere. Faite au mois d'Octobre*, 1272. 84. b.

1272. *Lettre de* HUGUES *Duc de Bourgogne, à* PHILIPPE III. *Roi de France, ſurnommé* le Hardi, *touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit Hugues à* ROBERT *ſon fils, datée de l'année* 1272. 84. b.

1273. Le jour des Rameaux. *Contract de Mariage de* GASTON *Vicomte de Bearn, & de* BEATRIX DE SAVOYE *Dame de Fouxigny. Fait le jour des Rameaux de l'année* 1273. 841. a.

1275. Octobre. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, & la* SAINTE CHAPELLE DE DIJON, *pour le recouvrement de la Croix d'or d'Hugues Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre*, 1275. 85. a.

1277. Février. *Accord & réglement entre* ROBERT II. *Duc de Bourgogne, &* PABBE DE S. PIERRE DE CHALON, *pour leur Seigneurie & juriſdiction. Fait à Paris au mois de Février*, 1277. 85. a.

1277. Septembre. *Accord entre* PHILIPPE *de* VIENNE, *&* l'ABBE *de* CISTEAUX. *Fait au mois de Septembre*, 1277. 86. a.

1277. Octobre. *Tranſaction entre* ALIX *Comteſſe de Vienne & ſes* ENFANS, *pour ſon Doüaire. Faite au mois d'Octobre*, 1277. 86. b.

1277. Octobre. *Ceſſion faite par* JEAN *de* CHALON *Sire de Rochefort, Comte d'Auxerre, &* ALIX *ſa Femme, de tous les droits, que ladite Alix pouvoit prétendre ſur le Duché de Bourgogne; & ce en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre*, 1277. 87. b.

1277. Février. *Tranſaction paſſée par la médiation de Philippe III. Roi de France, entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE *Comteſſe de* NEVERS, *pour les prétenſions deſdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne. Faite à Paris au mois de Février*, 1277. 88. a.

1277. Avril. *Tranſaction entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *d'une part, &* ROBERT *de France Seigneur de* BOURBON *&* BEATRIX *ſa femme d'autre; touchant le droit d'icelle Robert de France & Beatrix ſur le Duché de Bourgogne. Faite au mois d'Avril* 1277. 89. a.

1278. Septembre. *Accord entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *&* PHILIPPE DE VIENNE, *Seigneur de* SEURRE, *qu'on nomme à préſent* Bellegarde; *pour la franchiſe de ladite Ville de* SEURRE. *Fait au mois de Septembre*, 1278. 89. b.

1278. Octobre. *Accord entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *&* GUI *Seigneur de* TRICHASTEL. *Fait au mois d'Octobre*, 1278. 89. b.

1278. Novembre. *Teſtament d'*ALIX *Comteſſe de* SAVOYE *& de Bourgogne. Fait au mois de Novembre*, 1278. 90. a.

1279. Août. *Tranſaction entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *d'une part, &* ROBERT *Comte &* BEATRIX *Comteſſe de* CLERMONT *d'autre; au ſujet des prétenſions deſdits Robert & Beatrix, ſur le Duché de Bourgogne &c. ladite Beatrix étant petite fille de Hugues Duc de Bourgogne. Faite à Paris, au mois d'Août*, 1279. 90. b.

1280. *Traité entre* JEAN I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* la ville d'AIX LA CHAPELLE, *qui ſe met ſous ſa protection. Fait en* 1280. 91. b.

1280. 28. Mars. *Decret de l'Empereur* RODOLPHE, *qui aſſigne à* CHARLES *Roi de Sicile, les Comtez de Provence & de Forcalquier. Donné à Vienne en Autriche, le* 28. *Mars*, 1280. 92. a.

1280. *Tranſaction paſſée entre* ROBERT *Duc de Bourgogne &* ROBERT *Comte de Nevers. A Paris, l'an* 1280. 92. b.

1281. 11. Juillet. *Traité de Ligue entre* LOUIS DE SAVOYE, *&* AYMAR DE POITIERS *Comte de Valentinois. Fait à Paris, le* 11. *de Juillet*, 1281. 91. a.

1282. Avril. *Traité d'Alliance & d'Aſſociation entre* PHILIPPE *Comte de Savoye, &* JEAN DE LA BAULME *Abbé d'Ambronai. Fait au mois d'Avril*, 1282. 93. a.

1282. 18. Avril. *Hommage prêté à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* CHARLES *Roi de Jeruſalem & de Sicile à cauſe du Comté de Nevers. Le* 18. *d'Avril*, 1282. 94. a.

TABLE CHRONOLOGIQUE

1282. 14. Mai. *Teſtament de* THOMAS *de* SAVOYE, *Comte de Piemont. Fait le 14. Mai, 1282.* 94. b.

1282. *Ceſſion du Duché de* LIMBOURG *faite à* JEAN I. *Duc de Brabant, par Adolphe Comte de Mons, l'an 1282.* 95. b.

1283. Mars. *Hommage de* JEANNE *héritiere de Navarre & de Champagne, &c. à* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait à Paris au mois de Mars, 1283.* 96. a.

1283. *Traité entre* JEAN I. *Duc de Brabant, & ſon Frere Godefroi Seigneur d'Arſchot & de Viersen, &* JEAN *Seigneur de Rivierge, touchant le partage de la Terre d'Arſchot. Fait en 1283.* 96. a.

1283. Décembre. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne & les Habitans de la ville de* BEAUNE, *ſur leurs Privileges & droits de Commune, que ledit Duc leur confirme. Fait au mois de Decembre, 1283.* 97. a.

1284. Février. *Inveſtiture du Dauphiné, faite par* RODOLPHE *Empereur dit le Clement, en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Le 4. de Février, 1284.* 99. a.

1285. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* HUMBERT DE LA TOUR *Dauphin de Vienne touchant le Dauphiné. Fait à Paris, l'an 1285.* 99. b.

1285. *Donation de l'Hommage de la Mouvance de* TREFFORT, *de* MARLOUX, *& du Pays de* REVERMONT, *faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* OTHES *Comte de Bourgogne. L'an 1285.* 99. b.

1285. *Donation faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne par* PHILIPPE III. *Roi de France ſurnommé le* Hardi, *de tout ce qu'il a en la ville de Cochet, des Fiefs des Châteaux de Maulan, de Courtenay, &c. Fait à Narbonne, l'an 1285.* 100. a.

1285. Novembre. *Traité d'Aſſociation entre* AME V. *Comte de Savoye &* JEAN *de la* BAULME *Abbé d'Ambronay, par lequel le Comte prend l'Abbé & ſon Monaſtere ſous ſa protection, moyennant quelque part, que ce Prelat lui donne aux revenus de ſon Abbaye. Fait au mois de Novembre, 1285.* 100. b.

1285. Décembre. *Interpretation de la Tranſaction paſſée entre* ROBERT *Duc de Bourgogne d'une part, &* ROBERT *Comte &* JOLANDE *Comteſſe de Nevers d'autre, pour les pretenſions deſdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne, pour les differens ſurvenus après la mort de ladite Yolande. Faite à Paris au mois de Decembre, 1285.* 102. a.

1285. *Ceſſion faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* MARGUERITE *ſa Niece Reine de Sicile, de la portion, qui appartenoit à ladite Marguerite par droit de ſucceſſion au Duché de Bourgogne. Faite l'an 1285.* 102. b.

1285. *Titre pour le Traité du Mariage entre* JEAN *fils aîné de* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* ALIX *fille d'*OTHES *Comte de Bourgogne. Fait l'an 1285.* 103. a.

1286. *Precis d'un Traité entre* JEAN *Duc de Lorraine & de Brabant, & la ville de* LIEGE. *Fait en 1286.* 103. a.

1286. 22. Mai. *Donation du Pays de* BEARN, *par Gaſton Vicomte de Bearn à Dame* MARGUERITE *Comteſſe de Foix ſa Fille emancipée. Faite à Morlas le 22. de Mai, 1286.* 147. a.

1287. *Traité d'Alliance entre* JEAN *Duc de Brabant, &* THIERRI *Comte de Cleve. Fait l'an 1287.* 103. b.

1289. Octobre. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* REINAULD *Comte de Gueldre, par lequel Reinauld, qui avoit été fait priſonnier par Jean eſt mis en liberté, & en lui rendu les deux Iſles de Bommel & de Tiel, & Reinauld renonce à tous les droits, qu'il pouvoit avoir ſur le Duché de Limbourg, & de Fauquemont. Fait à Paris au mois d'Octobre, 1289.* 103. b.

1290. 26 Septembre. *Confirmation de* RODOLPHE I. *Empereur, qui établit la Maiſon d'Autriche en poſſeſſion des* ROIS DE BOHEME. *Donnée à Erfort le 26. de Septembre, 1290.* 106. a.

1291. *Ligue entre* AME V. *Comte de Savoye, &* ARCHEMAN *&* RODOLPHE *Comtes d'Hapſpurg, Beaux-freres de l'Empereur promettant pour Archeman, dont il devint Tuteur & Curateur, par laquelle Ligue Archeman s'engage à aſſiſter Amé de tout ſon pouvoir, pour recouvrer les Châteaux de Leyre & de Conflantin, du Pays de Vaud, le tenir pour ſon pere, défendre ſa Perſonne & ſes Terres, & particulierement la ville & les habitans de Berne. Fait à Chierens, le Lundi après la feſte de l'Exaltation de la Sainte Croix, 1291.* 106. a.

1291. *Traité & Confederation entre* JEAN *Duc de Brabant,* GODEFROI *Comte de Vianden, &* GERARD D'AA *Seigneur de Grimbergues. Fait en l'année 1291.* 107. a.

1293. *Contract de Mariage entre* GUILLAUME *Seigneur de Gex, &* JEANNE DE SAVOYE. *Conclu l'an 1293.* 108. a.

1293. Février. *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris, au mois de Février, 1293.* 109. b.

1294. *Promeſſe de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Piemont, à* AME' LE GRAND *auſſi Comte de Piemont. Faite à Chambery l'an 1294.* 112. a.

1294. *Donation faite par* BEATRIX *de Savoye Dame de Faucigny à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, de tout ce que ladite Dame poſſedoit depuis le Lac de Genève & Briſſel, juſques à Fribourg, &c. Faite en l'année, 1294.* 113. b.

1294. *Teſtament de* SIBILLE DE BAUGE' *Comteſſe de Savoye. Fait l'an 1294* 113. a.

1294. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE VIENNE. *Sire de Paigny; par lequel ledit Philippe entre en l'Hommage du Duc, pour pluſieurs terres de ſeans-alleu. Fait l'an 1294.* 115. b.

1295. Mars. *Contract de Mariage entre l'un des Fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* JEANNE *fille d'*OTHON IV. *Comte de Bourgogne. Fait au mois de Mars 1295.* 116. b.

1295. Décembre. *Traité de Ligue Offenſive & Defenſive entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France &* FLORENT V. *Comte de Hollande. Fait au mois de Decembre, l'an 1295.* 119. a.

1296. Janvier. *Titres accordez par* PHILIPPE LE BEL *Roi de France pour les droits de* ROBERT *Duc de Bourgogne ſur la Franche Comté. A Paris, au mois de Janvier, 1296.* 120. a.

1296. *Traité d'Alliance entre* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, &* GUY *Comte de Flandre, contre la France. Fait l'an 1296.* 120. b.

1297. 31. Août. *Conventions de Mariage de* GUILLAUE *fils d'*AME' *Comte de Geneve, avec* AGNES *fille d'* AME' *Comte de Savoye. Paſſé le dernier d'Août de l'année 1297.* 122. a.

1298. 27. Juin. *Sentence Arbitrale prononcée par le Pape* BONIFACE VIII. *touchant la paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, prononcée le 27. Juin, 1298.* 122. b.

1299. Août. *Promeſſe d'*ALBERT I. *Empereur, par laquelle, en vue du Mariage de* RODOLPHE *Duc d'Autriche ſon fils Aîné, avec* BLANCHE *Sœur de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, il donne à Rodolphe les Duchez d'Autriche & de Stirie, & à Blanche en Douaire, le Comté d'Alſace & la terre de Fribourg. Fait au mois d'Août, 1299.* 124. a.

1299. 5. Septembre. *Alliance faite entre* ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour la défenſe de leurs Etats, de leurs Droits, de leurs Libertez, & de leurs Privileges, en vue de s'oppoſer aux entrepriſes du Pape Boniface VIII. Faite à Strasbourg, le 5. de Septembre, 1299.* 124. b.

1299. 8. Decembre. *Confirmation du Précédent Traité, donnée par l'Empereur* ALBERT, *à Quatre-Vaux, le 8. Decembre, 1299.* 125. a.

1299. 8. Decembre. *Promeſſe de l'Empereur* ALBERT *touchant l'Alliance faite avec* PHILIPPE LE BEL, *donnée à Quatre-Vaux, le 8. Decembre, 1299.* 125. a.

1299. 8 Décembre. *Traité entre* ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour le Mariage d'un des Fils de Philippe, avec l'une des Fille d'Albert, au choix des Parties de part & d'autre. Fait à Quatre-Vaux, le 8. Decembre, 1299.* 126. a.

Contract

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1299. Février. *Contract de Mariage entre* LOUIS *fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, & de* MARGUERITE *fille de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois de Fevrier, 1299.* 126. a.

1300. 5. Mai. *Ligue entre* AME' *Comte de Savoye, &* BERTRAND *de Baux Prince d'Orange, contre le Dauphin. Faite à Orange le 5. de Mai, 1300.* 127. a.

3100. *Traité entre* HUGON *Evêque de Liége &* JEAN I. *Duc de Brabant, par lequel Hugon cede au Duc pluſieurs droits ſur la ville de Malines, pour les poſſeder juſqu'à la troiſiéme Génération ; à condition, que ledit Duc les revendiquera de Jean Berthoult, qui s'en étoit emparé par la force. Fait l'an 1300.* 127. b.

1301. Janvier. *Contract de Mariage de* PHILIPPE *de Savoye Comte de Piemont, &* d'ISABELLE *Princeſſe d'Achaïe. Paſſé au mois de Janvier, 1301.* 128. a.

1303. 20. Mai. *Ligue défenſive entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, excepté contre l'Egliſe & contre Albert Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut. Fait à Paris le 20. de Mai, 1303.* 128 b.

1303. 4. Décembre. *Donation faite à* MARGUERITE DE SAVOYE, *des Châteaux de Carteyne & de Beſſelet, par* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince, &* ISABEAU *Princeſſe d'Achaïe. Fait à Beauvoir, le 4. de Décembre de l'année 1303.* 129. b.

1304. *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, & les Villes de* FLANDRE. *Fait l'an 1304.* 129. b.

1305. Juin. *Traité de Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandres. Fait au mois de Juin, 1305.* 130. a.

1306. 14. Février. *Union des Comtez de* PIEMONT, *de* PROVENCE *&* FORCALQUIER, *faite par* CHARLES II. *Roi de Jeruſalem & de Sicile, à Naples, le 14. de Février de l'an 1306.* 130. b.

1306. 25. Avril. *Ratification faite par* ROBERT *Duc de Calabre, Fils aîné du Roi de Sicile, du Traité fait entre* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe, &* RAIMOND DELECT *Sénéchal de Piemont, pour l'aquiſition de la ville d'Aſt, &c. Faite à Aix, le 25. d'Avril, 1306.* 130. b.

1306. 25. Juillet. *Traité de Mariage entre* JEAN, *fils de Jean II. Duc de Brabant, &* CATHERINE *fille de l'Empereur* ALBERT I. *Fait à Francfort, le 25. Juillet, 1306.* 841. a.

1307. Mars. *Contract de Mariage entre* JEAN JAQUES *Marquis de Montferrat, &* JEANNE DE SAVOYE, *Fille d'*AME' *Comte de Savoye. Fait au mois de Mars, de l'an 1307.* 131. a.

1307. 10. Avril. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande. Fait à Mons le 10. d'Avril, 1307.* 132. b.

1307. Octobre. *Contract de Mariage entre* EDOUARD *Fils d'*AME' *Comte de Savoye, &* BLANCHE *Sœur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre, 1307.* 132. b.

1307. Novembre. *Traité & Accord paſſé entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *&* l'*Archevêque & la ville de* LYON. *Fait au mois de Novembre de l'an 1307.* 133. b.

1308. 31. Janvier. *Erection du Comté d'*ALBE *en* l'*Abruſſe en Principauté, par* CHARLES II. *Roi de Sicile, en faveur de* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe. Faite le 31. de Janvier, de l'an 1308.* 136. a.

1308. *Traité entre les Ambaſſadeurs d'*OTHON *&* WOLDEMAR *Marquis de Brandebourg, de* RODOLPHE *Duc de Saxe, &* de RODOLPHE *&* LOUIS *Comtes Palatins, touchant l'élection de l'Empereur. Fait à Boppart, l'an 1308.* 137. a.

1308. 16. Mars. *Teſtament de* CHARLES II. *Roi de Sicile, dans lequel les Mâles d'un degré plus éloigné ſont préferez aux femmes dans un degré plus proche, pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier, comme auſſi le Comté de Piemont. Fait à Marſeille, le 16. de Mars, 1308.* 137. b.

1308. *Traité & Confédération entre* THEOBALD *Evêque de Liége, &* GILLES BERTHAUT *Seigneur de Malines, touchant leurs droits ſur cette ville. Fait l'an 1308.* 141. b.

1309. Mai. *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, par lequel quelques Articles du Traité de 1305. ſont moderez. Fait à Paris, au mois de Mai 1309.* 142. b.

1309. 21. Juin. *Traité de Mariage de* SIMON DE SARBRUG *Seigneur de Commercy, &* de MARGUERITE *de Savoye. Fait le 21. Juin, 1309.* 143. b.

1309. 9. Septembre. *Traité de Mariage entre* HUGUES DAUPHIN, *Seigneur de Fougigny, &* MARIE DE SAVOYE. *Fait le 9. Septembre, 1309.* 144. a.

1310. 20. Avril. *Traité de Mariage entre* LUDOLP *Duc d'Autriche, &* CATHERINE DE SAVOYE. *Fait le 20. d'Avril, 1310.* 145. b.

1310. *Traité entre* HENRI VII. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, par lequel il eſt dit, que le Fils de Philippe reconnoîtra le Comté de Bourgogne comme Fief de l'Empire, & que les autres Diſputes entre l'Empire & la France ſeront terminées par un Compromis. Fait à Paris le Vendredi après la Fête de S. Jean Baptiſte, de l'année 1310.* 146. b.

1310. 25. Juin. *Traité & Confédération entre* HENRI VII. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, fait à Paris le 25. Juin 1310. & confirmé par l'Empereur le 23. de Septembre, 1311.* 149. b.

1310. *Traité de Paix entre* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, &* GUILLAUME d'AVESNES *Comte de Hainaut & de Hollande. Fait en l'année 1312.* 150. a.

1311. 10. Février. *Traité de Ligue entre* PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaïe, &* GUI *Dauphin de Viennois &* JEAN *ſon frère. Fait le 10. de Février, 1311.* 150. b.

1313. 11. Juin. *Inveſtiture faite à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, du Comté de Savoye, des Duchez de Chablais & d'Aouſte, du Marquiſat d'Italie, & des Seigneuries de Bangé & de Coligny, par l'Empereur* HENRI VII. *Fait à Piſe, le 11. de Juin, 1313.* 151. b.

1314. 11. Juin. *Traité de Paix entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois, par lequel leurs prétenſions réciproques ſur pluſieurs Places, Villes, & Châteaux ſont reglées. Fait à Villars-Benit, le 11. Juin, 1314.* 152. b.

1314. Août. *Traité entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye &* le PRIEUR *de la ville de* PAYERNE, *touchant l'Avoüerie & la garde du Monaſtère de ladite ville. Fait au mois d'Août, 1314.* 156. a.

1314. 17. Octobre. *Ligue entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois, pour la défenſe du Royaume d'Arles, Le 17. Octobre, 1314.* 157. b.

1315. Juin. *Arrêt donné par le Roi* LOUIS X. *ſurnommé* Hutin *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre, pour les choſes faites par ledit Robert contre le Roi & ſa Juſtice. Au mois de Juin, 1315.* 158. a.

1315. 14. Juillet. *Second Arrêt de* LOUIS X. *ſurnommé* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre &* les FLAMANDS. *Donné le 14. Juillet, 1315.* 161. b.

1315. Juillet. *Lettre de* ROBERT *fils du Comte de Flandre à* LOUIS X. *ſurnommé* Hutin *Roi de France, par laquelle il déclare être obligé d'aſſiſter le Comte ſon Père contre le Roi, qui eſt ſon Seigneur, auquel il renvoye l'hommage & la fidélité, qu'il lui devoit. Datée du mois de Juillet, de l'année 1315.* 163. a.

1315. *Traité entre* LOUIS X. *ſurnommé* Hutin, *&* la *Nobleſſe d'*ARTOIS. *Fait l'an 1315.* 164. b.

1315. Décembre. *Traité de Paix entre* MAHAUD *Comteſſe d'Artois, &* la NOBLESSE *dudit Pays, fait par l'entremiſe de Louis X. Roi de France. Au mois de Décembre 1315.* 164. b.

1315. *Alliance des trois Pays de* URY, *de* SWITZ, *&* d'UNDERWALDEN. *Fait l'an 1315.* 166. a.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1316. 17. Juin. *Traité entre* PHILIPPE *Régent des Royaumes de France & de Navarre, &* EUDES IV. *Duc de Bourgogne, qui conſent, que ledit Philippe tienne le Gouvernement des Royaumes de France & de Navarre. Fait au Bois de Vincenne, le 17. Juin, 1316.* 167. a.

1316. 1. Septembre. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Poitiers, Regent du Royaume de France, &* ROBERT *Comte de Flandre. Fait à Paris, le 1. Septembre, 1316.* 168. a.

1317. 22. Février. *Donation du Comté d'Aſt faite à* AME' *le Grand Comte de Savoye par l'Empereur* HENRI VII. *Le 22. Fevrier, 1317.* 171. a.

1317. 9. Avril. *Ajournement fait par* PHILIPPE V. *Roi de France ſurnommé* le Long *à* ROBERT *Comte de Flandres, à comparoir en ſa Cour, touchant l'infraction des choſes contenues au Traité de Paix précédent. Donné le 9. Avril, 1317.* 172. b.

1317. 9. Avril. *Commiſſion de* PHILIPPE le Long *Roi de France, pour ajourner* MAHAULT *Comteſſe d'Artois à comparoître pour le jugement de Robert Comte de Flandre. A Paris le 9. Avril, 1317.* 173. b.

1317. 9. Avril. *Citation faite de la part de* PHILIPPE le Long *Roi de France à l'Evêque de* LOUDUN, *d aſſiſter au jugement des Pairs de France contre le Comte de Flandre, Faite à Paris le 9. Avril, 1317.* 174. a.

1317. 10. Juillet. *Acte par lequel* PHILIPPE le Long *Roi de France accepte la proteſtation faite par* MATHILDE *Comteſſe d'Artois, qu'elle ne prétend point préjudicier à ſes droits en comparoiſſant devant la Juſtice dudit Roi, pour les accuſations intentées contr'elle. Fait à Paris le 10. Juillet, 1317.* 174. a.

1317. 13. Septembre. *Traité de Giſors, par lequel* PHILIPPE le Long, *Roi de France, admet les excuſes de* LOUIS *fils Aîné du Comte de Flandre, de Nevers, & de Retheil, Baron de Donzy, accepte la ſaiſie des Forteresſes remiſes à ſa Majeſté par le dit Louis, en lui baillant un gand ; & le reçoit à l'hommage ; ſans préjudice des droits acquis à ſa Majeſté ſur leſdites Comtez, en baillant par lui ſureté à Girard de Châtillon & Guillaume Daulzay Chevaliers, & quarante ou cinquante autres, & demeurant à l'arbitrage du Connetable de Châtillon, & du Sieur de Sully. Fait le 13. de Septembre, 1317.* 175. a.

1317. Novembre. *Traité entre les Députez de* PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, & les Villes dudit Pays par leurs Députez. Fait à Paris, au mois de Novembre, 1317.* 176. b.

1318. *Traité & Concordat entre* JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *de Flandre Seigneur de Tenremonde, touchant leurs droits ſur Tenremonde, Merchtem, & la Capelle. Fait à Bruxelles, l'an 1211.* 177. b.

1318. 19. Août. *Traité de Paix entre* PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaïe, le Marquis de* SALUCES, *&* MATTHIEU *Seigneur de Milan. Fait à Lombrinſque, le 19. Août, 1311.* 178. b.

1319. 7. Janvier. *Déclaration des principaux* SEIGNEURS DE FRANCE, *qu'ils n'aſſiſteront point* PHILIPPE le Long, *contre le Comte de* FLANDRE, *ſi le Roi viole la Paix ; avec le ſentiment du Pape* JEAN XXII. *ſur ladite Paix. Fait le 7. de Janvier, 1319.* 179. b.

1319. *Traité de Paix & Confédération entre* JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, au ſujet de la Seigneurie de Heuſden. Fait à Nidegguen, l'an 1319.* 180. b.

1320. 5. Mai. *Traité entre* PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, par lequel ce qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les Traitez précedens eſt moderé. Fait à Paris, le 5. de Mai, 1320.* 182. a.

1321. *Traité entre* AGNES DE FRANCE *Ducheſſe de Bourgogne,* AME' *Comte de Savoye, &* JEAN *Comte d'Auxerre, ſur le Mariage de* ROBERT DE BOURGOGNE *avec Jeanne de Chalon. Fait à Chalon l'an 1321.* 182. a.

1322. 21. Janvier. *Arrêt du Parlement, qui adjuge à* LOUIS *Comte de Nevers, fils de Louis fils Aîné de Robert Comte de Flandre, ledit Comté de Flandre, contre* ROBERT *fils Puiſné dudit Robert, &* MATHILDE *ſa ſœur, du 21. Janvier, 1322.* 183. a.

1322. *Traité de Paix entre* LOUIS *dit de Creſſy, Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainaut, Hollande, & Zelande, par la médiation de Charles IV. Roi de France. Fait l'an 1322.* 184. a.

1323. *Traité entre* JEAN III. *Duc de Brabant &* OTHON *Seigneur de Cuyck, par lequel ledit Othon reçoit la ville de Grave en fief dudit Jean Duc de Brabant. Fait à Bruxelles, l'an 1323.* 841. b.

1324. 29. Mai. *Inveſtiture de la ville & du Pays de* LUCQUES *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à* CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324.* 184. b.

1324. 29. Mai. *Pardon accordé par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à la ville de* LUCQUES, *qui s'étoit revoltée contre l'Empereur Henri VII. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324.* 184. b.

1324. 29. Mai. *Inveſtiture de la Ville & du Pays de* PISTOYE *donnée par l'Empereur* LOUIS *de Baviére à* CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324.* 185. a.

1325. 26. Mai. *Prolongation de la Trêve entre* CHARLES IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, pour un mois après la fête de S. Jean Baptiſte. Fait à Fontainebleau, le 26. Mai, 1325.* 185. b.

1325. 31. Mai. *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris, le dernier de Mai, 1325.* 186. a.

1326. 31. Mars. *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris le dernier jour de Mars, 1326.* 188. b.

1326. Avril. *Traité d'Alliance entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* ROBERT *Roi d'Ecoſſe. Fait au mois d'Avril, 1326.* 189. b.

1326. *Conditions ſous leſquelles ceux de* BRUGES, d'YPRES, *& autres leurs Adherans ſont reçus en grace par* LOUIS *Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils s'étoient révoltez. Fait à Ayres près de S. Omer, l'an 1326.* 190. b.

1326. 1. Décembre. *Déclaration de* JAQUES II. *Roi d'Arragon ſur la reſtitution d'un Navire & de quelques Marchandiſes, que ſon Amiral avoit enlevées aux Sujets de* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France. Faite le 1. de Décembre, 1326.* 191. a.

1327. 16. Mai. *Promeſſe des Procureurs d'*EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre inſérés après le Traité de Paris du dernier Mars 1326. par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante mille marcs ſterling contenus audit Traité, envers* CHARLES IV. *Roi de France. Le 16. Mai, 1327.* 192. b.

1327. 1. Octobre. *Accord entre* JAQUES II. *Roi d'Arragon, &* JAQUES *Roi de Majorque. Fait à Barcelonne, le 1. Octobre, 1327.* 193. a.

1328. 15. Février. *Acte par lequel l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *érige en Duché le Pays de Lucques, & en établit premier Duc* CASTRUCCIO CASTRACANI. *A Rome le 15. Fevrier, 1328.* 195. b.

1328. 14. Mars. *Acte par lequel* LOUIS DE BAVIERE *Empereur fait* CASTRUCCIO CASTRACANI *Duc de Lucques, Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'aſſiſter au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome, le 14. Mars, 1328.* 197. a.

1329. 14. Mars. *Contract de Mariage entre* JEAN DE SAVOYE, *fils de Loüis de Savoye, &* MARGUERITE DE CHALON, *fille du Comte d'Auxerre. Fait au Château de Treſſort, le 14. Mars, 1329.* 197. b.

1329. 6 Juin. *Hommage prêté par* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE VI. *Roi de France, pour le Duché de Guyenne, & la Pairie de France. Fait à Amiens, le 6. Juin, 1329.* 198. b.

1329. 1. Septembre. *Aſſemblée des* PRELATS *&* BARONS *du Royaume de France, en préſence du Roi Philippe*

1322.

1323.

1324. 29. Mai.

1324. 29. Mai.

1324. 29. Mai.

1325. 26. Mai.

1325. 31. Mai.

1326. 31. Mars.

1326. Avril.

1326.

Philippe VI. touchant la juriſdiction temporelle des Eccléſiaſtiques. Fait le 1. de Septembre, 1329. 199. a.

1330. 1. Mai. *Contrat de Mariage d'*AYMON *Comte de Savoye, & d'*YOLANDE DE MONFERRAT. *Fait le 1. Mai, 1330.* 201. b.

1330. 9. Juin. *Teſtament de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince d'Achaye. Fait à Pignerol le 9. Juin, 1330.* 203. a.

1332. 20. Juin. *Compromis de* RAOUL *Comte d'Eu & Connetable de France, pour ſes ſi ans au nom de l'Archevêque de* COLOGNE, *de l'Evêque de* LIEGE, *des Comtes de* LUXEMBOURG, *de* GUELDRES, *de* JUILLIERS & *de* NAMUR *d'une part; & de* JEAN *Duc de Brabant d'autre, en la perſonne du Roi de France* PHILIPPE DE VALOIS, *de tous les differens, qu'ils avoient enſemble. Le 20. Juin, 1332.* 204. a.

1332. 20. Juin. *Lettre par laquelle* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France accepte la Compromis d'entre l'Evêque de* COLOGNE, *de* LIEGE, *& autres, & le Duc de* BRABANT. *Fait le 20. Juin, 1332.* 204. b.

1332. *Alliance des quatre Cantons* LUCERNE, URI, SCHWITZ, *&* UNDERWALDEN. *A Lucerne le Samedi avant la S. Martin, 1332.* 205. b.

1333. *Traité de Paix entre* LOUIS *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault. Fait à Cambrai, l'an 1333.* 206. b.

1333. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* JEAN *Comte de Namur. Fait à Namur, l'an 1333.* 206. b.

1333. 2. Octobre. *Vente de la ville de* MALINES, *faite à* LOUIS *Comte de Flandre, par* ADOLPHE *Evêque de Liege. Fait dans le Chapitre dudit Liege, le 2. Octobre, 1333.* 207. a.

1333. 15. Décembre. *Traité de Mariage entre* GERARD *fils de Guillaume Comte de Juilliers &* MARGUERITE *fille de René Comte de Gueldre; dans lequel il eſt dit, que Louis Comte de Flandre a aquis l'Avouerie de Malines &c. de ladite Marguerite. Fait à Oſchen dans le Condroz, le 15. de Decembre, 1133.* 207. b.

1333. *Declaration de* LOUIS *Comte de Flandre, qu'il reparera toutes les pertes, que pourroient faire* RENAUD *Comte de Gueldre &* GUILLAUME *Comte de Juilliers, dans le ſecours, qu'ils promettent de lui fournir contre la ville de* MALINES. *Fait à Valenciennes, l'an 1133.* 208. a.

1334. 27. Août. *Traité de Paix, fait par l'entremiſe de Philippe de Valois Roi de France entre* JEAN *Roi de Bohême,* WALERAN *Archevêque de Cologne,* ADOLPHE *Evêque de Liege,* LOUIS *Comte de Flandre,* GUILLAUME *Comte de Hainault,* RENAUT *Comte de Gueldre,* GUILLAUME *Comte de Juilliers,* JEAN DE HAINAULT *Comte de Soiſſons,* LOUIS *Comte de Loz,* GUILLAUME DE HAINAULT *Comte de Zelande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *frere dudit Comte & leurs Adherans d'une part; &* JEAN *Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens, le 27. d'Août, 1314.* 209. b.

1334. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Comte de Hainaut &* JEAN *Duc de Brabant. Fait l'an 1334.* 214. a.

1334. Octobre. *Lettres de* JEAN *Roi de Bohême & de Pologne, Comte de Luxembourg, par leſquelles, tant en ſon nom, que comme Adminiſtrateur de ſon Fils* CHARLES *Marquis de Moravie, il fait ceſſion & tranſport à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France & à ſes Hoirs & Succeſſeurs, de la Seigneurie de la Ville & du Comté de* LUQUES. *Fait au Bois de Vincennes, au mois d'Octobre, 1334.* 214. b.

1336. 31. Mars. *Traité entre* LOUIS *Comte de Flandre, &* JEAN *Duc de Brabant ſur la poſſeſſion de la Ville de Malines. Fait à Leau en Condé, le 31. Mars, 1336.* 215. b.

1337. 1. Février. *Traité d'Alliance entre* LOUIS DE BAVIERE *Empereur, &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France. Fait à Louvres près de Paris le 23. Décembre, 1336. & confirmé par l'Empereur à Nuremberg, le 1. Février, 1337.* 216. a.

Traité entre AYMON *Comte de Savoye, &* EDOUARD *Seigneur de Bourgen, par lequel Aymon quitte à Edouard les Villes, Châteaux & Seigneuries de Voſſey, Leut, Bourg & Coligny, à la charge de l'hommage; & Edouard de ſon côté ſe départ du droit qu'il avoit ſur les Châteaux du Bourg S. Chriſtophle, & de Beauregard ſur Saone, & ſur le Fief de Villars. Fait le 5. Juillet, 1337.* 216. b.

1337. 5. Juillet.

Conſtitution de l'Empereur LOUIS DE BAVIERE *& des Etats de l'*EMPIRE, *par laquelle il declare, que l'Empire ne relève, que de Dieu ſeul, & qu'il ne dépend point du Pape. Fait à Francfort, le 5. d'Août. 1338.* 220. b.

1338. 8. Août. *Lettre des* ELECTEURS DE L'EMPIRE *au Pape* BENOIT XII. *touchant* LOUIS *de Baviere Empereur; par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont reſolu à la Diete, touchant les droits de l'Empire, qu'ils lui declarent vouloir maintenir. Sans date.* 221. a.

Sans date.

Lettres par leſquelles l'Empereur LOUIS IV. DE BAVIERE *crée Duc* RAINAULD *Comte de Gueldre. Fait à Francfort, le 19. Mars, 1339.* 221. a.

1339. 19. Mars.

Traité & Alliance entre JEAN III. *Duc de Brabant, &* LOUIS DE NEVERS *Comte de Flandre. Fait au mois de Decembre, 1339.* 221. a.

1339. Décembre.

Teſtament de LOUIS DE SAVOYE *Seigneur de Vaud, de Bugey, & de Valromey, par lequel il établit ſon héritier le Comte de Savoye, ſon neveu* CATHERINE DE SAVOYE *ſa fille mineure ſans enfans. Fait le 29. Mars, 1340.* 230. a.

1340. 29. Mars.

Traité & Convention entre les Villes de LOUVAIN *&* BRUXELLES *touchant l'ordre qu'elles doivent garder lorſqu'elles envoyent leurs gens avec le Duc de Brabant, fait par l'entremiſe de Jean Duc de Brabant. Fait à Louvain, le 4. d'Août, 1340.* 232. a.

1340. 4. Mai.

Traité de Treve pour un an entre EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France. Faite le 20. Septembre, 1340.* 242. a.

1340. 20. Septembre.

Promeſſe de l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, *faite à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, de le tenir pour ſon Allié, de procurer ſon avantage & de lui nuire en aucune maniere. Fait à Valenciennes dans la Baviere, le 24. Janvier, 1341.* 251. a.

1341. 24 Janvier.

Lettres de Divorce accordées à MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, d'avec* JEAN *fils du Roi de Bohême, pour fait d'impuiſſance; par l'Empereur Louis de Baviere. Sans date.* 253. b.

Sans date.

Diſpenſe accordée par l'Empereur LOUIS *de Baviere, à* LOUIS *Marquis de Brandebourg & à* MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, pour leur Mariage, nonobſtant qu'ils fuſſent parens, & pour la legitimation de leurs enfans. Sans Date.* 254. b.

Sans date.

*Teſtament d'*YOLANDE DE MONFERRAT, *Comteſſe de Savoye, fait le 14. de Décembre 1342.* 235. b.

1342. 14. Decembre.

Teſtament de ROBERT *dit le Sage & le Bon Roi de Naples, de Jeruſalem, & de Sicile, Comte de Provence &c. par lequel il conſtitue héritiere* JEANNE & MARIE *ſes petites Filles, & ordonne que, où leur mineurité, elles ne pourroient ſuccéder, donner, ni aliéner, & juſqu'à ce qu'elles ayent accompli l'age de 25. ans, ſous le conſentement de la Reine Sanche ſa femme, & des trois Regens, qu'il leur donne auſſi, que le Comté de Provence ſoit uni avec le Royaume de Sicile, afin que ſes Etats ſe puiſſent plus fortement maintenir: Sont declarez ni le Royaume, ni le Comté inaliénables. Fait le 16. Janvier, 1343.* 237. a.

1343. 16. Janvier.

*Teſtament d'*AYMON *Comte de Savoye, par lequel il établit ſon héritier* AMEDÉE *ſon fils Aîné. Fait le 31. Juin, 1343.* 240. b.

1343. 12. Juin.

Donation du DAUPHINÉ *faite par* HUMBERT *Dauphin de Viennois, à* PHILIPPE, *fils de Philippe de Valois Roi de France & à ſes Deſcendans. A Vienne en Dauphiné, le 31. Juillet, 1343.* 245. a.

1343. 31. Juillet.

Lettres Patentes accordées à BEATRIX DE VIENNE *Dame de Harlay, par* JEAN *fils de Philippe de Valois & depuis Roi de France,* 1344. Juin.

 par

par leſquelles ledit Jean accorde à ladite Dame trois mille livres de rente en Dauphiné, pour la conſoler de ce qu'Humbert Dauphin de Viennois, avoit donné ſes Etats au Roi de France, au préjudice de ladite Beatrix, ſa plus proche parente & heritiere naturelle. Données au mois de Juin, 1344. 252. b.

1345. 1. Juillet. Traité entre PHILIPPE DE VALOIS Roi de France, & ALPHONSE Roi de Caſtille & de Leon, par lequel les anciens Traitez, portant qu'ils ſe ſecourront l'un l'autre, ſont renouvellez, les Donations faites aux Enfans du Roi de Caſtille, & à leur Mére Eleonor ſont confirmées, & il eſt fait mention du Mariage de PIERRE Prince de Caſtille, avec BLANCHE DE NAVARRE. Fait dans la ville de Leon, le 1. Juillet, 1345. Juré à Madrid, le 23. Décembre de ladite année, & ratifié par le Roi de Caſtille, le 2. Janvier ſuivant 1345. 251. a.

1345. 2. Juillet. Articles ſecrets du Traité de Leon, portant que les deux ROIS ſe ſecourront mutuellement contre le Roi d'Angleterre, & le Roi de Bellomarin. Fait le 2. Juillet, 1345. 256. a.

1346. 18. Mars. Lettre & Promeſſe de LOUIS Roi de Sicile à JAQUES DE SAVOYE Prince de la Morée, de lui remettre la Principauté d'Achaie. Datée d'Interſſegrad, le 18. de Mars, 1346. 257. a.

1346. 4. Août. Mariage de PHILIPPE DE SAVOYE, Fils de Jaques de Savoye & Prince d'Achaie, & de MARIE, Fille d'Amedée Comte de Geneveois. Fait à Pignerol le 4. d'Août, 1346. 257. a.

1347. 7. Mai. Traité d'Amitié & de ſecours mutuel entre CHARLES IV. Empereur, & JEAN Duc de Normandie, & depuis Roi de France & ſes Freres. Fait à Trente, le 7. Mai, 1347. 259. a.

1347. Juin. Convention paſſée entre JEAN III. Duc de Brabant, & LOUIS DE NEVERS Comte de Flandre; par laquelle Loüis transporte à HENRI Fils de Jean, toute le droit, qu'il peut avoir en la ville de Malines, fait par l'entremiſe de Philippe de Valois Roi de France. A. S. Quentin en Vermandois, au mois de Juin 1347. 259. a.

1347. Juin. Traité & Confédération entre PHILIPPE DE VALOIS Roi de France, & JEAN III. Duc de Brabant. Fait à S. Quentin, au mois de Juin, 1347. 260. a.

1347. 6. Juin. Mariage d'AME' VI. du nom Comte de Savoye, & de JEANNE DE BOURGOGNE. Fait à Châlon ſur Saone, le 6. Juin, 1347. 260. a.

1348. Mai. Traité de Paix entre EDOUARD III. ou VI. Roi d'Angleterre & LOUIS Comte de Flandres. Fait à Bruges, au mois de Mai, 1348. 343. a.

1349. 20. Juillet. Traité entre JEAN DE FRANCE, fils de Philippe de Valois, & JEAN DE CHALON fils de Beatrix, qui regle toutes les prétenſions, que ledit Jean de Chalon pouvoit avoir en Dauphiné. Fait à Lyon, le 20. de Juillet, 1349. 261. b.

1350. 20. Septembre. Mariage de GALEAS Vicomte Seigneur de Milan, & de BLANCHE DE SAVOYE. Fait au Château du Bourget, le 20. de Septembre, 1350. 263. a.

1351. 1. Mai. Alliance & Confederation perpétuelle de ZURICH avec les quatre Cantons de LUCERNE, d'URY, SCHUITZ, & UNDERWALDEN, dits les quatre Villes des Bois. A Zurich, le 1. Mai, 1351. 264. a.

1351. 21. Mai. Alliance entre le Duc GUILLAUME V. DE BAVIERE Comte de Hollande & les CABELIAUX, qui étoient de ſon parti, contre les HOECKSCHE, qui en étoient oppoſez. Fait le 23. Mai, 1351. 265. a.

1351. 27. Octobre. Traité entre JEAN Roi de France, au nom du DAUPHIN ſon Fils, & AME' VI. du nom Comte de Savoye ſurnommé le Verd, par lequel le Traité entre Aymon Comte de Savoye & Humbert Dauphin, eſt confirmé; & il eſt porté, que le Roi de France ni le Dauphin, ni leurs Succeſſeurs ne pourront acquerir aucunes terres en Savoye, ni le Comte en Dauphiné. Fait à Ville-Neuve d'Avignon, le 27. d'Octobre, 1351. 267. a.

1351. Alliance entre les Villes de DORDRECHT, DELFT, HARLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLIJCK, & VLAERDINGEN, en l'année 1351. 269. a.

1351. 26. Novembre. Réſcript de l'Empereur CHARLES IV. pour terminer les differens ſurvenus entre JEAN Duc de Brabant, & le Chapitre de l'Egliſe de NIVELLES, en date du 26. de Novembre, 1351. 270. a.

1352. 6. Octobre. Traité de Paix entre AMEDE'E VI. Comte de Savoye dit le Comte Verd, & LE DAUPHIN DE VIENNOIS. Fait à Verrua, le 6. d'Octobre, 1352. 271. a.

1353. 6. Mai. Alliance & Amitié perpétuelle de la Ville & Canton de BERNE avec les trois Cantons d'URI, SCHWIZ & UNDERWALDEN. A Lucerne, du 6. Mai, 1353. 272. a.

1354. 7. Decembre. Traité de Paix entre GUILLAUME Duc de Bavière, Comte de Hollande, & ſa Mére MARGUERITE Comteſſe de Hainaut, de Hollande, &c. Fait le 7. Décembre, 1354. 274. a.

1355. 5. Janvier. Traités & Echanges faits entre JEAN Roi de France, CHARLES ſon Fils Aîné Dauphin de Viennois, & AME' VI. Comte de Savoye, dit le Comte Verd. Par lequel, entr'autres, le Roi Jean donne au Comte l'Hôtel de Bohême ſitué à Paris, moyennant certaine ſomme; & le Comte promet au Roi de lui remettre Jeanne fille de Philippe Duc de Bourgogne, libre de Vœu, de mariage & de religion, pour être mariée, pourvû que ce ne ſoit point au Dauphin, &c. Fait à Paris, le 5. Janvier, 1355. 275. a.

1356. Traité & Alliance entre CHARLES IV. Empereur, & WENCELIN ou WENCESLAS Duc de Brabant. Fait à Bruxelles, en 1356. 841. a.

1356. 20. Février. Contract paſſé par JEANNE Ducheſſe de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur de WENCELIN Duc de Brabant, ſon Mari, & au préjudice de ſes autres Heritiers. Le 20. Février, 1356. 280. a.

1356. Diplôme de l'Empereur CHARLES IV. pour le droit d'Electorat de la Maiſon PALATINE. Donné à Nuremberg, l'an 1356. 281. a.

1356. 10. Janvier. & 25. Décembre. Conſtitution de l'Empereur CHARLES IV. dite la BULLE d'OR touchant la forme & Ceremonie de l'Election des Empereurs, le nombre des Electeurs, leurs ſuffrages, leurs droits, leurs privileges, & tout ce qui peut concerner le Gouvernement de l'Empire. Donnée en partie à Nuremberg, le 10. de Janvier, & en partie à Metz, le 25. de Décembre ſuivant, 1356. 281. b.

1356. Decret de RUPERT I. Comte Palatin du Rhin, touchant le droit d'Electorat, qui appartient au Roi de BOHEME. Fait l'an 1356. 293. b.

1357. Traité de Paix entre WENCESLAS DE BOHEME Duc, & JEANNE Ducheſſe de Luxembourg, Lorraine, & Brabant d'une part, & LOUIS Comte de Flandre d'autre. Fait l'an 1357. 294. a.

1357. 5. Janvier. Declaration de l'Empereur CHARLES IV. pour regler le differend ſurvenu entre ROI DOLPHE Duc de Saxe, & Wenceſlas Duc de Luxembourg, Lorraine, &c. Marquis du Saint Empire Romain, pour le droit de porter l'epée devant l'Empereur. Donné à Metz, le 5. Janvier, 1357. 295. a.

1357. 6. Février. Traité entre WENCESLAS Duc de Brabant, & GUILLAUME Comte de Namur, au ſujet de diverſes prétenſions réciproques. Fait à Maſtricht le 6. de Février, 1357. 295. b.

1357. 22. Mars. Traité & Accord entre WENCESLAS & JEANNE Duc & Ducheſſe de Brabant, & LOUIS Comte de Flandre touchant Anvers & ſes dépendances. Fait à Malines, le 20. Mars, 1357. 296. a.

1357. 3. Juillet. Sentence Arbitrale ſur les differens entre WENCELIN Duc de Brabant & LOUIS Comte de Flandre, prononcée par le Comte de Hainault, le 3. Juillet, 1357. 143. b.

1358. 21. Juin. Vente d'AVIGNON & de ſes dépendances faite par JEANNE Reine de Sicile au Pape CLEMENT

MENT VI. *A Avignon, le* 12. *Juin*, 1358. 301. a.

1358. 6. Mars. *Traité par lequel* ALBERT *Comte Palatin du Rhin, eſt fait Grand Bailliſ des Comtez de Hainault, Hollande, Zélande, &c. durant la maladie du Duc* GUILLAUME *ſon frère. Fait à Rotterdam, le* 6. *Mars*, 1358. 304. a.

1358. 24. Juin. *Acte par lequel* LOUIS *Marcgrave de Brandebourg cede à* ALBERT *Comte Palatin du Rhin, ſes droits ſur les Comtez de Hainault, Hollande, Zelande, &c. Moyennant quelques reſerves. Fait à Boterſem près de Malines, le* 24. *Juin*, 1358. 306. a.

Sans date. *Lettres de l'Empereur* CHARLES IV. *qui érige le Comté de Luxembourg en Duché en faveur de* WENCESLAS *ſon frere. Sans date.* 307. a.

1360. 8. Mai. *Traité de Paix entre* EDOUARD *Prince de Galles, d'une part, &* CHARLES, *Dauphin de France, & Duc de Normandie d'autre part, pour la délivrance de* JEAN *Roi de France, Priſonnier en Angleterre. Fait à Bretigny, le* 8. *Mai*, 1360. 308. b.

1360. 24. Octobre. *Correction du Traité précédent, faite à Calais le* 24. *Octobre*, 1360. 313. a.

1360. 16. Mai. *Teſtament de* JAQUES DE SAVOYE *Prince d'Achaie, en date du* 16. *Mai*, 1360. 314. a.

1362. 16. Juillet. *Contract de Mariage de* JAQUES DE SAVOYE, *Prince d'Achaie, &* MARGUERITE DE BEAUJEU. *Fait le* 16. *de Juillet*, 1362. 316. a.

1362. 26. Décembre. *Traité de Ligue entre* AME' VI. *Comte de Savoye, ſurnommé* le Comte Vert, & GALEAS *Vicomte de Milan, contre le Marquis de Monferrat. Fait à Milan, le* 26. *Décembre*, 1362. 317. b.

1363. 6. Décembre. *Donation du Duché de Bourgogne, faite par* JEAN *Roi de France, à* PHILIPPE *ſon quatrième fils, qu'il crée Pair de France, faite le* 6. *Decembre*, 1363. *& confirmée par Charles V. Roi de France, Frère de Philippe, au Louvre le* 2. *Juin*, 1364. 319. a.

1368. 20. Novembre. *Compromis d'*HENRI *Roi de Caſtille & de Leon, qui remet à* CHARLES *Roi de France la déciſion de tous les différens, qu'il a avec le Roi d'*ARRAGON, *donnée le* 20. *Novembre*, 1368. 321. a.

1369. 12. Avril. *Contract de Mariage de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, dit* le Hardi *avec* MARGUERITE *fille unique de Louis III. Comte de Flandre, & Veuve de Philippe dit de* Rouvre *Duc de Bourgogne. Fait à Gand, le* 12. *Avril*, 1369. 321. b.

1369. 12. Avril. Autre *Contract de Mariage*, qui pour le fonds, peut n'être pas différent du précédent *entre* PHILIPPE DE FRANCE *Duc de Bourgogne, &* MARGUERITE *fille de Louis Comte de Flandre. Fait le* 12. *Avril*, 1369. 323. a.

1370. 7. Mai. *Déclaration de* CHARLES V. *Roi de France, qui confiſque ſur* EDOUARD III. *ou* IV. *Roi d'Angleterre, & ſur* EDOUARD *Prince de Galles ſon fils, le Duché de Guyenne. Donnée à Vincennes, le* 7. *Mai* 1370. 324. a.

1372. 7. Mai. *Mariage d'*AME', *depuis Comte de Savoye,* VIII. *du nom, fils d'Amé VI. Comte de Savoye, avec* BONNE DE BERRI, *fille de Jean de France Duc de Berri. Fait le* 7. *Mai*, 1372. 326. a.

1374. Août. *Edit de* CHARLES V. *Roi de France, qui declare que les Rois de France ſeront majeurs à quatorze ans. Fait en Bois de Vincennes, en mois d'Août*, 1374. 327. b.

1374. 19. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre* WENCESSLAS DE BOHEME *Duc de Brabant, &* ALBERT *Duc de Baviere Comte de Hollande &c. Fait à Gertrudemberg, le* 19. *Août*, 1374. 329. a.

1376. 10. Juin. *Bulle de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit & la ſucceſſion des Electeurs de* SAXE. *Donnée à Francfort, le* 10. *de Juin*, 1376. 344. a.

1378. 7. Avril. *Confirmation de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit de l'Electorat, appartenant aux Rois de* BOHEME, *donnée à Prague, le* 7. *Avril*, 1378. 345. a.

Traité de Paix entre AME' VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le* 29. *Août*, 1378. 1378. 29. Août. 332. a.

Traité de Ligue entre AME' VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan, &c. Fait le* 21. *Novembre*, 1378. 1378. 21. Novembre. 3. a. b.

Traité de Mariage de ROBERT, *fils de Robert Duc de Bavière & Comte Palatin, avec Catherine fille de* CHARLES V. *Roi de France. A Francfort, le* 20. *Février*, 1379. 1379. 20. Février. 333. b.

Adoption de LOUIS *Duc d'Anjou, par* JEANNE 3. *Reine de Sicile. Faite au Château de l'Oeuf près de Naples, le* 29. *Juin* 1380. 1380. 29. Juin. 334. a.

Confirmation de l'Adoption précédente faite par le Pape CLEMENT VII. *comme Seigneur Souverain au ſujet du Royaume de Naples; & comme prétendant tenir la place de l'Empereur, d'Empire vacant, au ſujet des Comtez de Provence, Forcalquier, &c. qui en ſont des fiefs. Fait à Avignon, le* 22. *Juillet*, 1380. 1380. 22. Juillet. 335. a.

Bulle par laquelle le Pape CLEMENT VII. *établit & érige une partie des Terres de l'Egliſe en Italie en Royaume, qu'il nomme le Royaume d'Adria, & en fait Roi,* LOUIS *Duc d'Anjou. Donné à Spelunca, le* 17. *d'Avril*, 1382. 1382. 17. Avril. 335. b.

*Teſtament d'*AME' VI. *Comte de Savoye, fait au Château S. Etienne, le* 27. *Février*, 1383. 1383. 27. Février. 341. a.

Traité de Paix entre PHILIPPE DE FRANCE, *Duc de Bourgogne, de Flandre, d'Artois &c. & la ville & les Bourgeois de* GAND. *Fait à Tourney, le* 18. *de Décembre* 1385. 1385. 18. Décembre. 344. a.

Accord paſſé par Arrêt du Parlement de Paris ſur les différens, qui étoient entre PHILIPPE I. *dit* le Hardi *Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de* DIJON. *Fait le* 14. *de Juillet*, 1386. 1386. 14. Juillet. 346. a.

*Mariage d'*AME', *depuis premier Duc de Savoye, &* VIII. *Comte du nom d'Amé, &* MARIE DE BOURGOGNE *fille de Philippe le Hardi. Fait à l'Eſcluſe en Flandres, le* 11. *Novembre*, 1386. 1386. 11. Novembre. 349. a.

Conventions entre AME' VII. *ſurnommé* le Rouge *ou* le Roux *Comte de Savoye, & ceux du Comté de* NICE, *par leſquelles ils ſe donnent à lui. Fait le* 28. *Septembre*, 1388. 1388. 28. Septembre. 350 b.

*Teſtament d'*AME' VII. *ſurnommé* le Rouge, *Comte de Savoye. Fait à Repaille, le* 1. *de Novembre*, 1391. 1391. 1. Novembre. 355. b.

Traité & partage des Biens de PHILIPPE *Duc de Bourgogne &* MARGUERITE DE FLANDRE *entre leurs Enfans. Fait en* 1393. 1393. 348. a.

Articles faits entre les neuf Cantons de ZURICH, LUCERNE, BERNE, & SOLEURRE, ZUG, URY, SCHWITZ & UNDERWALDEN & GLARIS, *après le combat donné devant Sempach contre les Seigneurs d'Autriche; touchant l'ordre, qui ſe doit tenir aux guerres, où leſdits Cantons iront avec leurs Bannieres déployées; du* 10. *Juillet*, 1393. 1393. 10. Juillet. 357. b.

Erection de la Seigneurie de MILAN *en Duché par l'Empereur Wenceſlas en faveur de* JEAN GALEAS *premier Duc de Milan. Fait à Prague, le* 11. *Mai*, 1395. 1395. 11. Mai. 358. b.

Traité d'Alliance & Confédération entre CHARLES VI. *Roi de France, &* JEAN GALEAS *Comte de Vertus & Seigneur de Milan, Fait à Paris le dernier d'Août*, 1395. 1395. 31. Août. 359. b.

*Accord entre les Princes du ſang Royal d'*ANGLETERRE, *& ceux du ſang de* FRANCE, *touchant le Mariage de* RICHARD II. *Roi d'Angleterre, avec* ISABELLE *fille de Charles VI. Roi de France. Fait à Windſor, le* 1. *Mai*, 1396. 1396. 1. Mai. 360. a.

Vente du COMTE' DE GENEVE *faite à* AME' VIII. *Comte de Savoye par* ODO DE VILLARS *Seigneur de Beaujeu & Comte d'Auxerre. Faite à Paris en l'Hôtel de Neſle, le* 5. *Août*, 1401. 1401. 5. Août. 360. b.

Confirmation de l'Empereur SIGISMOND, *par laquelle, en qualité de Roi de* HONGRIE, *il accor-* 1403.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

accorde la Paix aux Infidéles & aux Rebelles de ce Royaume. Fait à Bude, l'an 1403. 162. b.

1403. 7. Janvier. Hommage prêté par JEAN Duc de Bretagne à CHARLES VI. Roi de France, le 7. Janvier, 1403. 363 b.

1403. 8. Janvier. Acte par lequel la FRANCE, qui s'étoit soustraite de l'obéissance du Pape BENOIT XIII. rentre sous cette obéissance. Fait à Tarascon, le 8. Janvier, 1403. 365. a.

1403. 27. Novembre. Traité de Partage fait par PHILIPPE DE FRANCE, II. du nom Duc de Bourgogne, & MARGUERITE sa femme, de leurs biens à leurs Enfans mâles, JEAN, Duc de Bourgogne, ANTOINE, Duc de Brabant & de Limbourg, & PHILIPPE DE BOURGOGNE. A Arras, le 27. Novembre, 1403. 845. a.

1404. Traité entre CHARLES VI. Roi de France, & GABRIEL MARIE frere du Duc de Milan & Seigneur de Pise. Fait en 1404. 366. b.

1406. 8. Janvier. Bulle par laquelle le Pape BENOIT XIII. convient de la cession du Papat, pour la Paix de l'Eglise. Donnée à Tarascon pres d'Avignon, le 8. Janvier 1406. 168. b.

1406. 6. Janvier. Bulle de BENOIT XIII. pour la Convocation d'un Concile. Donnée à Tarascon, le 8. Janvier, 1406. 169. a.

1406. 6. Juin. Traité de Paix & de Confédération entre ANTOINE Duc de Brabant & les Magistrats, Echevins & Conseils de la Ville d'AIX LA CHAPELLE. Fait le 6. Juin, 1406. 849. a.

1406. 11. Septembre. Arrêt du Parlement de Paris, au nom de CHARLES VI. Roi de France, contre l'abus des ANNATES, & contre les autres usurpations de BENOIT XIII. Donné à Paris, le 11. Septembre, 1406. 361. b.

1407. Avril. Union au Domaine de France, des Places Limitrophes du Royaume, en indemnisant ceux qui les possedent. Faite par CHARLES VI. Roi de France, à Paris, au mois d'Avril, 1407. 372. b.

1408. 24. Décembre. Traité d'Alliance entre RENAUD IV. Duc de Gueldre & ANTOINE DE BOURGOGNE Duc de Brabant. Fait à Boldus le 24. Décembre, 1408. 849. a.

1409. 27. Avril. Traité de Mariage entre ANTOINE Duc de Brabant, & ELISABETH fille de Jean Duc de Gorlitz. Fait à Prague, le 27. Avril, 1409. 371. a.

1410. 2. Novembre. Traité de Paix, fait entre les ORLEANOIS & les BOURGUIGNONS, au Château de Wicestre pres de Paris, le 2. Novembre 1410. 374. a.

1411. 18. Juillet. Défi des Enfans de la Famille d'ORLEANS à JEAN Duc de Bourgogne. Fait le 18. de Juillet, 1411. 374. b.

1411. 31. Août. Réponse de JEAN Duc de Bourgogne au Défi des Enfans de la Famille d'ORLEANS. Fait à Doüay, le 13. Août, 1411. 375. a.

1411. Traité de Paix & d'Alliance entre JEAN II. Roi de Castille & JEAN Roi de Portugal. Fait l'an 1411. 375. a.

1411. 1. Août. Traité & Alliance entre WENCESLAS Roi des Romains & de Bohême, & ANTOINE Duc de Brabant, par lequel ledit Roi cede audit Duc le droit qu'il pourroit avoir sur le Duché de Brabant. Fait à Prague, le 1. Août, 1411. 381. a.

1412. 15. Juillet. Traité de Paix fait à Bourges entre la Famille d'ORLEANS & celle de BOURGOGNE, le 15. Juillet, 1412. 383. b.

1413. Traité fait à Pontoise entre la Famille d'ORLEANS & celle de BOURGOGNE, l'an 1413. 384. a.

1414. Traité de Paix fait à Arras entre CHARLES VI. Roi de France & le DAUPHIN son fils d'une part, & JEAN Duc de Bourgogne d'autre, en 1414. 384. b.

1414. 25. Juin. Traité de Paix & Alliance entre SIGISMOND Empereur, & CHARLES VI. Roi de France. Fait à Trente, le 25. Juin, 1414. 385. a.

1415. 24. Février. Confirmation de la Paix d'Arras entre CHARLES VI. Roi de France & le DAUPHIN son fils d'une part, & JEAN Duc de Bourgogne d'autre, publiée à Paris le 24. Février, 1415. 386. a.

1415. 6. Août. Contrat de Mariage entre JEAN DE FRANCE, & Madame JAQUELINE DE BAVIERE. Fait à la Haye, le 6. Août, 1415. 387. a.

1415. 4. Novembre. Union & Confédération entre les trois Etats de BRABANT & le Pays d'OUTREMEUSE, le 4. Novembre, 1415. 389. a.

1416. 29. Février. Erection du Comté de SAVOYE en Duché, faite par l'Empereur SIGISMOND. A Chambery, le 10. Février, 1416. 391. a.

1416. 20. Février. Investiture du Duché de SAVOYE & autres Etats, donnée à AME' VIII. premier Duc de Savoye, par l'Empereur Sigismond. A Chambéri, le 20. Fevrier, 1416. 392. a.

1416. 15. Août. Acte de Promesse des Nobles & Villes de HOLLANDE & de ZELANDE pour recevoir après la mort du Duc GUILLAUME DE BAVIERE, Madame JAQUELINE sa Fille pour Souveraine des Pays, en date du 15. Août, 1416. 394. a.

1417. 13. Novembre. Contract de Mariage entre LOUIS Duc de Baviere & MAHAUD DE SAVOYE. Fait le 13. Novembre, 1417. 195. a.

1417. Instruction donnée par CHARLES VI. à AUBERT DE CANY, Seigneur de Varennes, son Ambassadeur prés de JEAN Seigneur de Bourgogne, l'an 1417. 196. a.

1418. Articles convenus & accordez dans l'Assemblée de l'ANSE TEUTONIQUE, tenue à Lubec, en 1418. 198. b.

1418. 13. Février. Reconciliation entre JEAN Duc de Brabant & JAQUELINE sa Femme d'une part, & JEAN Duc de Baviere leur Oncle d'autre part. Faite le 13. Fevrier, 1418. 400. a.

1418. 20. Mars. Articles accordez pour le Mariage de RENE' d'ANJOU Comte de Guise avec ISABELLE DE LORRAINE, Fille de Charles I. Duc de Lorraine. Faits à Vou, le 20. Mars, 1418. 406. a.

1418. 3. Mai. Concordat fait au Concile de Constance entre le Pape MARTIN V. & la Nation GERMANIQUE, touchant l'Administration de l'Eglise Universelle. Fait à Constance, le 3. Mai, 1418. 851. a.

1418. 5. Octobre. Traité de Paix entre LOUIS Roi de Jerusalem & de Sicile, & AME' VIII. Duc de Savoye. Fait à Chambery, le 5. d'Octobre, 1418. 409. a.

1419. 11. Juillet. Traité de Paix, fait à Pouseau près Pouilly le Fort, entre CHARLES Dauphin & JEAN Duc de Bourgogne, signé par leurs principaux Adherans, le 11. Juillet, 1419. 411. b.

1419. 19. Juillet. Paix ordonnée & publiée en France par les ordres du Roi CHARLES VI. enfuite de la convention entre le DAUPHIN DE FRANCE, & JEAN Duc de Bourgogne. Donné à Troyes, le 19. Juillet, 1419. 411. a.

1419. 11. Septembre. Lettre de CHARLES Duc de Berri Dauphin de France, pour se justifier de la mort de JEAN, Duc de Bourgogne, tué à la Conférence de Montereau-Faut-Yonne, en date du 11. de Septembre, 1419. 414. b.

1420. 21. Mai. Traité entre CHARLES VI. Roi de France, & HENRI V. Roi d'Angleterre, contenant le Mariage dudit HENRI avec CATHERINE DE FRANCE fille dudit Charles, & la translation du Royaume de France aux Anglois, à l'exclusion de CHARLES Duc de Berri Dauphin de France. Fait à Troyes en Champagne, le 21. Mai 1420. 415. a.

1420. 21. Mai. Confirmation du Traité precedent, faite par HENRI V. Roi d'Angleterre. A Troyes en Champagne, le 21. Mai, 1420. 418. b.

1423. 7. Avril. Traité de Ligue entre JEAN Duc de Bedfort Régent du Royaume de France, PHILIPPES LE BON Duc de Bourgogne, & JEAN Duc de Bretagne, le 7. Avril, 1423. 421. b.

1424. 27. Février. Traité d'Alliance entre CHARLES VII. Roi de France, & PHILIPPE MARIE Duc de Milan. Fait le 17. Février, 1424. 422. a.

1425. 2. Juin. Traité & Confédération entre JEAN de Brabant & JAQUELINE Duchesse de Baviére. Fait à Douay, le 1. Juin, 1425. 424. b.

1426. Vers l'Annonciation, qui est la fin de Mars. Traité de Paix & de Reconciliation entre ARNOLD Duc de Gueldre, & JEAN DE HENSBERG Evêque de Liege & Comte de Loon, conjointement avec plusieurs autres de ses Parens; fait peu de jours après la Fête de l'Annonciation, de l'Année, 1426. 864. a.

Traité

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1426. 11. Juillet. *Traité d'Alliance entre* AME' VIII. *Duc de Savoye & les Républiques de* VENISE *&* FLORENCE, *contre le Duc de* MILAN. *Fait à Venise le* 11. *Juillet*, 1426. 425. a.

1427. 22. Août. *Déclaration de guerre faite à* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, par* AME' VIII. *Duc de Savoye, le* 22. *Août*, 1427. 427. b.

1427. 4. Septembre. *Réponse de* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, à la Déclaration de guerre d'*AME' VIII. *Duc de Savoye, à Milan, le* 4. *Septembre*, 1427. 427. b.

1427. 2. Décembre. *Traité de paix entre* AME' VIII. *Duc de Savoye &* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan. Fait à Turin, le* 2. *Decembre*, 1427. 428. a.

1427. 2. Décembre. *Donation de la Seigneurie de* VERCEIL *faite à* AME' VIII. *Duc de Savoye, par* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, le* 2. *Décembre*, 1427. 430. a.

1427. 2. Décembre. *Contract de Mariage entre* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, &* MARIE DE SAVOYE. *Fait le* 2. *Décembre*, 1427. 432. b.

1428. 3. Juillet. *Réconciliation entre* PHILIPPE *Duc de Bourgogne & Comte de Flandres, &* Dame JAQUELINE *de Baviere, Comtesse de Hainault. Faite à Delft le* 3. *de Juillet*, 1428. 434. a.

1428. 30. Octobre. *Traité entre* CHARLES VII. *Roi de France, &* JAQUES I. *Roi d'Ecosse, pour le Mariage de* MARGUERITE *fille de Jaques, avec* LOUIS *Dauphin de France. Fait à Chinon, le* 30. *Octobre*, 1428. *Lequel Mariage fut consommé à Tours le* 25. *Juin*, 1436. *le Dauphin n'ayant pas* 14. *ans, en vertu de la Dispense donnée par l'Archevêque de Tours comme Diocesain.* 441. a.

—— *Commission de* CHARLES VII. *Roi de France au Chancelier & autres, pour comparoir devant l'Evêque Diocesain, & sur le défaut d'âge de Monseigneur le* DAUPHIN, *obtenir dispense, requerir, & poursuivre le Mariage dudit Dauphin avec* MARGUERITE *d'Ecosse, bien qu'il soit Mineur de quatorze ans. Donnée à Bourges le* 3. *Juin* 1436. 443. a.

—— *Commission de* CHARLES VII. *Roi de France à son fils* LOUIS *Dauphin de France, pour comparoir devant l'Archevêque de Tours, & contracter Mariage avec* MARGUERITE, *fille aînée du Roi d'Ecosse. Donnée à Bourges, le* 3. *Juin* 1436. 443. b.

—— *Dispense d'âge octroyée par l'Archevêque de Tours, comme Diocésain, sur le Mariage de* LOUIS *Dauphin, fils du Roi Charles VII. &* de MARGUERITE *d'Ecosse, à cause que lui n'avoit encore atteint l'âge de quatorze ans, & qu'elle n'en avoit que douze. Concedée à Tours le* 13. *Juin*, 1436. 444. a.

1429. 28. Juillet. *Traité de Paix entre* ARNOLD *Duc de Gueldre, &* DIEPHOLD *Evêque d'Utrecht, fait le* 28. *Juillet*, 1429. 855. a.

1429. 19. Octobre. *Testament de* BONNE DE SAVOYE *Princesse d'Achaïe. Fait le* 19. *Octobre*, 1429. 444. b.

1430. 22. Juillet. *Traité de Mariage entre* SIGISMOND *d'Autriche fils de Frederic Duc d'Autriche, &* RADEGONDE *fille aînée de Charles VII. Roi de France. Fait à Inspruck, le* 22. *Juillet*, 1430. 445. b.

1430. 15. Septembre. *Alliance entre* CHARLES VIII. *Roi de France &* FREDERIC *Duc d'Autriche, qui promet de declarer la guerre par un Heraut, à Henri Roi d'Angleterre & à Philippe Duc de Bourgogne, Ennemis de Charles son Beaupère. Fait à Sens, le* 15. *de Septembre*, 1430. 446. a.

1431. 13. Décembre. *Traité entre* AME' VIII. *Duc de Savoye &* PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan. Fait le* 18. *de Décembre*, 1431. 448. a.

1432. 1. Janvier. *Contract de Mariage entre* LOUIS *fils aîné d'Amé VIII. Duc de Savoye, &* ANNE *fille de Jannus Roi de Jerusalem, de Cypre, & d'Armenie. Fait à Nicosie le* 1. *Janvier*, 1432. 450. a.

1432. 31. Août. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Roi de Sicile & de Jerusalem, &* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait au Château de Thonon, le* 31. *Août*, 1432. 451. a.

1434. 29. Janvier. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VII. *Roi de France &* JEAN II. *Roi de Castille, par lequel on confirme les anciens Traitez entre Charles V. Ayeul de Charles VII. & Jean I. & Henri II. Rois de Castille &c. & dans lequel est inseré le Traité de Vailladolid du* 7. *Décembre*, 1407. *entre Charles VI. & Catherine Mere de Jean II. & Ferdinand son Oncle, Tuteurs dudit Jean. Fait à Madrid le* 29. *Janvier*, 1434. 452. a.

1434. 12. Février. *Traité de Ligue & de Confédération entre* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, &* AME' VIII. *Duc de Savoye contre le Duc de Bourbon. Fait à Chamberi, le* 22. *Février*, 1434. 456. b.

1434. dernier Février. *Traité fait entre* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, Comte de Hollande &c. &* RODOLPHE DE DIEPHOUT *Evêque d'Utrecht, en date du dernier Février*, 1434. 457. a.

1434. 14. Octobre. *Traité de Ligue & de Confédération entre* AME' VIII. *Duc de Savoye, &* PHILIPPE-MARIE, *Duc de Milan, le* 14. *Octobre*, 1434. 461. a.

1435. 17. Février. *Promesse & Déclaration de* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, pour l'observation du Traité fait avec* AME' VIII. *Duc de Savoye, & le Marquis de* MONFERRAT. *Fait à Milan le* 17. *Février*, 1435. 464. a.

1435. 21. Septembre. *Traité de Paix entre* CHARLES VII. *Roi de France, &* PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne, par lequel Charles VII. desavoue le meurtre de Jean Duc de Bourgogne, Pere de Philippe, promet d'en faire punir les Auteurs, lui donne une somme considerable, & lui cede Mâcon, S. Jeugon, Bar-sur-Seine, &c. Fait à Arras, dans l'Abbaye de S. Vaast, le* 21. *Septembre*, 1435. 465. b.

—— *Protestation & Déclaration faite par* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, en présence des Ambassadeurs du Roi* CHARLES VII. *qu'il n'entendoit avoir compris dans le Traité de Paix fait à Arras René Duc d'Anjou & de Bar son prisonnier. A Arras le* 21. *Septembre*, 1435. 472. a.

—— *Confirmation du Traité d'Arras donnée par le Concile de Bâle, du* 5. *Novembre*, 1435. 473. a.

1436. 16. Août. *Contract de Mariage entre Madame* YOLANDE DE FRANCE, *fille de Charles VII. Roi de France, avec le Prince* AME' DE SAVOYE, *qui fut depuis Duc, dit* Amé IX. *A Tours, le* 16. *Août*, 1436. 474. b.

1437. 24. Septembre. *Traité & Accord entre l'*ABBE' *& le* SEIGNEUR TEMPOREL *de la Ville d'*EGMOND, *conclu par Philippe le Bon Duc de Bourgogne, selon la Commission, qu'il en avoit reçue du Pape Eugene IV. Fait le* 24. *Septembre*, 1437. 477. a.

1438. 5. Juillet. *Pragmatique Sanction établie par l'ordre de* CHARLES VII. *Roi de France, pour s'opposer aux entreprises de la Cour de Rome, le* 5. *Juillet*, 1438. 853. a.

1438. 13. Octobre. *Contract de Mariage entre* CHARLES *Comte de Charolois, fils de Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, &* Madame CATHERINE DE FRANCE, *fille de Charles VII. Roi de France & de Marie d'Anjou. Fait à Blois le* 30. *Septembre & ratifié à Tours, le* 13. *Octobre*, 1438. 478. a.

1438. 20. Décembre. *Traité de Harcourt fait entre les* FRANCOIS *&* les ANGLOIS *par les Deputez de Charles d'Anjou, Comte du Maine, pour le Duc Jean d'Alençon & pour lui d'une part; & les* Députez *du Comte de Dorset, Gouverneur pour le Roi d'Angleterre és Pays d'Anjou & du Maine, de l'autre. Conclu le* 20. *Decembre* 1438. *& ratifié le* 2. *de Janvier ensuivant.* 480. b.

1439. 6. Decembre. *Testament d'*AME' VIII. *du nom, premier Duc de Savoye. Fait au Monastère de Ripaille, le* 6. *de Decembre*, 1439. 482. a.

1440. 24. Mars. *Sentence Arbitrale, touchant le différent, pour la succession du Duché de Lorraine entre* ISABELLE DE LORRAINE *Reine de Sicile, fille de Charles I. Duc de Lorraine, & sa Cousine Germain* ANTOINE DE LORRAINE *Comte de Vaudemont; par laquelle il est ordonné, que ledit Comte de Vaudemont renoncera à tout droit de proprieté & Seigneurie au Duché de Lorraine; & ce droit lui est réservé, si ladite Isabelle, & ses hoirs mâles & femelles vont de vie à trepas, sans hoirs issus de leur corps. Fait à Reims, le* 24. *Mars*, 1440. 489. b.

1441. *Trêve entre les Pays de* HOLLANDE, ZELAN-

TABLE CHRONOLOGIQUE.

ZELANDE, & FRISE, & les ſix Villes des Vandales, ſavoir LUBEC, HAMBOURG, ROSTOCK, STRAELSOND, WISMAR, & LUNEBOURG, conclue à Copenhague, l'an 1441. 492. a.

1441. *Traité de Paix entre la* HOLLANDE, *la* ZELANDE, & *la* FRISE, *d'une part, & les Villes Hanſéatiques, de* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOC, STRAELSOND, *&c. d'autre. Fait à Copenhague, l'an* 1441. 495. a.

1441. *Traité de Trêve & de Réconciliation entre le Duc de* HOLSTEIN, *d'une part, & les Pays de* HOLLANDE, ZELANDE, & FRISE, *d'autre. Fait a Copenhagen, l'an* 1441. 498. a.

1441. 6. Septembre. *Traité de Paix entre les Pays de* HOLLANDE, ZELANDE & FRISE, *d'une part; & les Pays de Pruſſe &* LYFLAND *ou* LIVONIE, *d'autre. Fait a Copenhague le* 6. *Septembre, l'an* 1441. 499. a.

1443. 11. Mars. *Contract de Mariage entre* FREDERIC *Duc de Saxe, &* CHARLOTE DE SAVOYE. *Fait a Lauſanne le* 11. *Mars, l'an* 1443. 502. a.

1444. 23. Février. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VII. *Roi de France, d'une part, &* FREDERIC DE SAXE *Electeur, &* GUILLAUME *Duc de Saxe d'autre. Fait a Nanci, le* 23. *Février, l'an* 1444. 504. a.

1444. 1. Mars. *Accord entre ceux de* LOUVAIN, BRUXELLES, & ANVERS, *d'une part, & la ville de* MALINES, *d'autre. Fait le* 1. *Mars, l'an* 1444. 505. a.

1444. Juillet. *Lettres d'abolition générale octroyées par* CHARLES VII. *Roi de France à ceux de* GENNES, *ſe remettant ſous ſon obéiſſance. Données à Tours, en Juillet, l'an* 1444. 859. b.

1444. 12. Octobre. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Duc de Savoye, &* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait le* 22. *Octobre, l'an* 1444. 508. a.

1444. 28. Octobre. *Traité fait entre* LOUIS *Dauphin de Viennois, depuis Roi de France XI. du nom, & quelques Cantons* SUISSES, *ſavoir Baſle, Berne, Lucerne, Soleurre, Ury, Schuitz, Underwald, Sug, & Glaris. A Enſisheim, le* 24. *d'Octobre, l'an* 1444. 510. b.

1445. 3. Mars. *Traité entre* LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, &* LOUIS *Duc de Savoye; touchant les Comtez de Valentinois & de Diois, & l'Hommage de Foucigny. A Beaujeu, le* 3. *de Mars, l'an* 1445. 511. b.

1446. 5. Février. *Conceſſion du Pape* EUGENE IV. *accordée à la requête de l'Empereur* FREDERIC III. *pour faire executer en Allemagne les Decrets du Concile de Baſle acceptez par le Roi Albert, juſques a ce qu'ils ſoient moderez. A Rome, le* 5. *de Février, l'an* 1446. 513. b.

1446. 7. Février. *Déclaration du Pape* EUGENE IV. *ſur divers Induits, Diſpenſes, & Conceſſions accordées a l'Empereur* FREDERIC III. *& aux* PRINCES *d'Allemagne, qui s'étoient ſoumis à lui. Faite a Rome, le* 7. *Février, l'an* 1446. 514. a.

1446. 25. Décembre. *Traité fait entre* CHARLES VII. *Roi de France &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre, touchant leurs prétenſions ſur pluſieurs Terres. Fait au Prieuré de Juliers, entre Meulan & Meulan, le* 15. *Decembre, l'an* 1446. *ratifié par le Roi d'Angleterre le* 23. *Décembre ſuivant, à Rouen.* 516. a.

1448. 21. Janvier. *Lettres de* CHARLES VII. *Roi de France, par leſquelles il accorde a* PHILIPPE LE BON, *Duc de Bourgogne, la permiſſion de prendre le titre de* par la grace de Dieu, *ſans que pour cela il puiſſe prétendre plus de droit qu'il n'en avoit ſur les terres tenues en Souveraineté du Royaume, ſinon la Declaration, que ce Duc en avoit donnée à Heſdin, le* 26. *Novembre, l'an* 1448. *A Tours, le* 28. *Janvier* 1448. 521. b.

1448. 27. Février. *Concordat & modification des Decrets du Concile de Bâle, fait entre la* NATION GERMANIQUE, & *Jean Cardinal de S. Ange Legat à Latere, par lequel les Concordats précédens & les Conceſſions, principalement celles des Conciles de Conſtance & de Bâle ſont confirmez. Fait le* 17. *Février, l'an* 1448. *& ratifié par le Pape* NICOLAS V. *par ſa Bulle, du* 1. *Avril* 1448. 517. b.

1448. 19. Mars. *Concordat entre* FREDERIC III. *Empereur, & les* PRINCES *d'Allemagne d'un part, & le* SIEGE APOSTOLIQUE *d'autre. Fait a Rome le* 19. *Mars, l'an* 1448. 519. b.

1449. 17. Juin. *Traité de Confederation entre* CHARLES VII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *contre les Anglois. Du* 17. *Juin, l'an* 1449. 522. a.

1449. 27. Juin. *Traité de Ligue & de Confédération entre* ALPHONSE *Roi d'Arragon & de Sicile, &* LOUIS *Duc de Savoye. Fait à Naples, le* 27. *Juin, l'an* 1449. 522. b.

1450. 30. Juin. *Lettres de Confirmation de* CHARLES VII. *Roi de France, données au Duc de* BRETAGNE, *touchant la proviſion des Offices de Normandie, du* 30. *Juin, l'an* 1450. 524. a.

1450. 6. Octobre. *Conceſſion de l'Iſle du Château Rouge voiſine de l'Iſle de Rhode, faite par le Pape* NICOLAS V. *à* ALPHONSE *Roi d'Arragon & de Sicile. A Aſſiſe, le* 6. *Octobre, l'an* 1450. 860. b.

1451. 14. Février. *Contract de Mariage de* LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom; avec* CHARLOTE DE SAVOYE. *Fait à Genève le* 14. *de Février, l'an* 1451. 525. a.

1452. 1. Janvier. *Donation faite par* RENE' *Roi de Sicile à* FREDERIC *Duc de Lorraine, du Péage de Gentoud & de quelques autres droits en Provence. Fait à Anjou, le* 1. *Janvier, l'an* 1452. 527. b.

1452. 26. Mars. *Don du Duché de Lorraine à* JEAN *Duc de Calabre, par ſon Père* RENE' *Roi de Jeruſalem & de Sicile. A Angers, le* 26. *Mars, l'an* 1452. 529. a.

1452. 8. Novembre. *Premiere Alliance des Cantons* SUISSES, *avec* CHARLES VII. *Roi de France. Du* 8. *de Novembre, l'an* 1452. 529. a.

1452. Peu après Pâques. *Lettres de* CHARLES VII. *Roi de France, pour la premiere Alliance des* SUISSES, *avec les François. Données le quatrième Ferie après la Fête de Pâques. l'an* 1453. 529. b.

1454. 8. Janvier. *Bulle du Pape* NICOLAS V. *qui donne à* ALFONSE *Roi de Portugal, l'Empire de Guinée, & défend a tous autres d'y aller, ſans la permiſſion des Portugais. A Rome, le* 8. *Janvier, l'an* 1454. 530. b.

1454. 28. Juin. *Diſpenſe donnée par le Pape* NICOLAS V. *pour le Mariage entre* CHARLES *Comte de Charolois, &* ISABELLE DE BOURBON. *A Rome, le* 28. *Juin, l'an* 1454. 530. a.

1454. 2. Juillet. *Contract de Mariage de* JEAN *Marquis de Monferrat, avec* MARGUERITE DE SAVOYE, *fille de Louis de Savoye. Fait à Chambery, le* 20. *Juillet, l'an* 1454. 532. b.

1454. 13. Septembre. *Contract de Mariage de* PHILIPPE MARIE *Fils de François Sforce Duc de Milan, & de* MARIE DE SAVOYE. *Fait à Milan, le* 13. *Septembre, l'an* 1454. 534. a.

1454. *Traité de Réconciliation entre* PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne, & la Ville de* GAND, *l'an* 1454. 535. a.

1456. 27. Mars. *Traité entre* RENE' *Roi de Jeruſalem & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte de Provence & de Forcalquier; &* MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Wirtemberg. Fait au Château d'Anjou, le* 27. *Mars, l'an* 1456. 535. b.

1456. 27. Mai. *Traité de Confédération & d'Alliance entre* CHARLES VII. *Roi de France &* CHRISTIERNE I. *Roi de Dannemarc. A Cologne, le* 27. *Mai, l'an* 1456. 536. b.

1456. Juillet. *Traité fait par le Duc de Bourgogne avec* CHARLES VII. *Roi de France, pour Monſieur le* DAUPHIN, *depuis Roi Louis XI. qui s'étoit retiré ſur ſes terres. Fait au mois de Juillet, l'an* 1456. 537. b.

1456. 26. Janvier. *Lettres de Confirmation par* LOUIS *Dauphin de Viennois, depuis Roi Louis XI. fils aîné de* CHARLES VII. *Roi de France, du Traité de Paix, qui avoit été conclu a Arras le* 21. *Septembre, l'an* 1435. *entre le Roi ſon Père, & Philippe le Bon Duc de Bourgogne. Donné à Bruxelles, où le Dauphin s'étoit retiré du vivant du Roi ſon Pere, le* 28. *Janvier, l'an* 1456. 539. a.

1458. 12. Juillet. *Declaration du Pape* CALIXTE III. *que le Royaume de* NAPLES *eſt devolu au Saint Siége, après la mort d'Alfonſe d'Arragon Roi de Naples, offrant néanmoins de rendre juſtice, à quiconque prétendroit avoir droit ſur ce Royaume. Fait à Rome, le* 12. *Juillet, l'an* 1458. 540. b.

Contract

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1458. 20. Octobre. *Contract de Mariage entre* LOUIS DE SAVOYE *Comte de Genève, &* CHARLOTE DE CHIPRE *Princeſſe d'Antioche. Fait à Turin, le 10. Octobre, 1458.* 541. a.

1462. 3. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre* LOUIS XI. *Roi de France &* JEAN *Roi d'Arragon. Fait à Saincterre, le 3. Mai, 1462.* 542. a.

1462. 18. Juin. *Tranſaction paſſée entre* CHARLOTE *Reine de Chypre, &* LOUIS *Duc de Savoye, ſur pluſieurs differens ſurvenus entr'eux. Fait le 18. Juin, 1462.* 543. a.

1462. Décembre. *Abrégé d'un Traité de Confédération de quelques* PRINCES, SEIGNEURS, & VILLES, *contre les Juges de* WESTPHALIE. *Fait au commencement de Decembre, 1462.* 544. b.

1463. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC III. *Empereur, &* MATTHIAS *Roi de Hongrie, par lequel il eſt dit, que ſi ledit Matthias meurt ſans enfans, ledit Frédéric ou un de ſes Fils lui ſuccédera. Fait en 1463.* 545. a.

1463. 12. Septembre. *Traité d'Alliance entre* MATTHIAS *Roi de Hongrie & le* DOGE *& la Seigneurie de* VENISE. *Fait le 12. de Septembre, 1463.* 547. a.

1463. 27. Novembre. *Ratification du Traité d'Alliance fait par* CHARLES VII. *Roi de France avec les* SUISSES, *ladite Ratification faite par Loüis XI. Fait à Abbeville le 27. Novembre, 1463.* 547. b.

1465. 2. Mars. *Contract de Mariage de* JANUS DE SAVOYE *Comte de Geneve, avec* HELEINE DE LUXEMBOURG. *Fait au Château de Beaurevoir Diocéſe de Cambrai, le 2. Mars, 1465.* 548. a.

1465. *Propoſitions préſentées au Roi de* CHYPRE, *pour le recouvrement de ſon Royaume, par* ROBERT DE S. SEVERIN, *Comte de Cayanze & Capitaine de Gendarmes, en l'an 1465.* 549. b.

1465. Juillet. *Ratification par* LOUIS XI. *Roi de France du Traité d'Alliance & de Ligue, fait avec ceux du Pays de* LIEGE, BOUILLON, *&c. pour faire la guerre aux Ducs de Bourgogne & de Bourbon, & au Comte de Charolois. A Paris, au mois de Juillet, 1465.* 550. a.

1465. 5. Octobre. *Traité de Paix entre* LOUIS XI. *Roi de France, d'une part, &* CHARLES *Comte de Charolois, & les Princes Ligués ſous le nom de* Bien public, *d'autre. Fait à Conflans près Paris, le 5. Octobre, 1465.* 552. a.

1465. 29. Octobre. *Traité de Paix, fait à Saint Maur des Foſſez près Paris, entre* LOUIS XI. *Roi de France d'une part, & les Ducs de* NORMANDIE, *de* BRETAGNE, *de* CALABRE, *de* LORRAINE, *de* BOURBONNOIS, *d'*AUVERGNE, *&de* NEMOURS, *les Comtes de* CHAROLOIS, *d'*ARMAGNAC, *de* S. PAUL, *& autres Princes de France, ſoulevez ſous le nom de* Bien public *d'autre, du 29. Octobre, 1465.* 554. a.

1465. Octobre. *Proteſtation de* LOUIS XI. *Roi de France, en ſa Cour de Parlement de Paris, contre les Traitez de Conflans & de S. Maur près Paris, faite en Octobre 1465.* 557. a.

1465. 23. Décembre. *Alliance faite entre* LOUIS XI. *Roi de France, &le Duc de* BRETAGNE. *A Caen, le 23. Décembre, 1465.* 557. a.

1466. 14. Août. *Don du Comté d'*EU *par* LOUIS XI. *Roi de France, à* MARIE DE SAVOYE, *Comteſſe de S. Paul. Fait a Montargis, le 14. Août, 1466.* 557. b.

1467. 16. Février. *Traité de Mariage de* CHARLES *Duc de Bourgogne avec* MARGUERITE, *Fille d'*Edouard IV. *Roi d'Angleterre. A Bruxelles, le 16. Février, 1467.* 558. a.

1467. 4. Avril. *Traité d'Alliance entre* AME' IX. *dit le Bienheureux, Duc de Savoye, &* PHILIPPE *Duc de Bourgogne. Fait a Bruges, le 4. Avril, 1467.* 561. a.

1467. 29. Mai. *Traité d'Alliance entre* JEAN *Duc de Calabre, &* AME' IX. *Duc de Savoye. Fait devant Givonne, le 29. Mai, 1467.* 562. a.

1467. 25. Juin. *Traité de Confédération entre* CHARLES DE FRANCE *Duc de Normandie, &* YOLANDE DE FRANCE *ſa Sœur Ducheſſe de Savoye. Fait à Gaurel le 25. Juin, 1467.* 562. a.

Traité d'Alliance & de Ligue entre CHARLES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Bauge & Seigneur de Breſſe. Fait à Bruxelles, le 20. Juillet, 1467.* 562. b.

1467. 20. Juillet.

Contract de Mariage entre GALEAS MARIE VICOMTE, *Duc de Milan, &* BONNE DE SAVOYE. *Fait le 9. Mai, 1468.* 563. a.

1468. 9. Mai.

Ratification du Duc de BRETAGNE *de la Paix d'Ancenis, faite avec* LOUIS XI. *Roi de France. A Nantes, le 17. Septembre, 1468.* 564. b.

1468. 17 Septembre.

Ratification faite par LOUIS XI. *Roi de France, du Traité de Paix d'Ancenis avec le Duc de* BRETAGNE. *A Compiegne, le 18. Septembre. 1468.* 566. b.

1468. 18. Septembre.

Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France &* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne. Fait à Peronne, le 14. Octobre, 1468 & ratifié par le Roi à Amboiſe, le 24. Mai enſuivant.* 567. b.

1468. 14. Octobre.

Promeſſe de LOUIS XI. *Roi de France à* YOLANDE DE FRANCE *Ducheſſe de Savoye ſa Sœur, de ne point faire de degat ſur ſes terres, &c. Donnée à Amboiſe, le 11. Mars, 1469.* 576. b.

1469. 11. Mars.

Traité d'Alliance entre le Pape PAUL II. *& la République de* VENISE. *Fait à Rome, le 28. Mai, 1469.* 576. b.

1469. 28. Mai.

Traité & Confédération entre LOUIS XI. *Roi de France & les Cantons* SUISSES. *Fait à Tours, le 20. Septembre, 1470.* 577. b.

1470. 20. Septembre.

Déclaration de LOUIS XI. *Roi de France contre* CHARLES, *dernier Duc de Bourgogne, ſur l'avis des Princes de ſon Sang, & autres Notables aſſemblez à Tours, par laquelle il eſt déclaré, que leſdits Notables auroient été d'avis, que, à cauſe des Conſpirations dudit Duc de Bourgogne, contre ledit Loüis XI. il étoit quitte & déchargé des promeſſes, qu'il lui auroit faites par le Traité de Peronne & autrement; & que ſes Terres & Seigneuries lui devoient être confiſquées. Et par même moyen, les Princes furent déclarez quittes & déchargez des feelez & promeſſes, que, du ſû dudit Roi Loüis, ils lui auroient faites. A Amboiſe, le 3. Décembre, 1470.* 579. a.

1470. 3. Décembre.

*Traité d'Alliance & de Paix générale entre les principaux Princes d'*ITALIE, *faite par l'entremiſe du Pape* PAUL II. *le 22. Décembre, 1470.* 580. a.

1470. 22. Décembre.

Contract de Mariage de PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Bauge, Seigneur de Breſſe, & de* MARGUERITE DE BOURBON. *Fait à Tours, le 6. Janvier, 1471.* 580. b.

1471. 6. Janvier.

Donation du Comté de Lauragnais & de la Seigneurie de Villelongue, à PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Bauge, Seigneur de Breſſe, par* LOUIS XI. *Roi de France. Faite à Amboiſe, au mois de Fevrier, 1471.* 583. b.

1471. Février.

Pouvoir donné par CHARLES *Duc de Bourgogne, a Claude de Donteville, pour avec les Commiſſaires de* LOUIS XI. *Roi de France, aviſer à l'execution de la Tréve ci-devant faite entr'eux. A Abbeville, le 28. Juin, 1471.* 584. b.

1471. 28. Juin.

Traité d'Alliance & de Confédération entre AME' IX. *Duc de Savoye, &* GALEAS-MARIE, *Duc de Milan. Fait à Morebel, le 13. Juillet, 1471.* 585. b.

1471. 13. Juillet.

Traité de Paix fait entre YOLAND DE FRANCE, *Ducheſſe, Régente de Savoye à cauſe des inſtruittes de ſon Epoux, l'Evêque de* GENEVE, *& les Comtes de* BRESSE *& de* ROMONT. *Fait à Montmelian, le 8. d'Août, 1471.* 587. a.

1471. 8. Août.

Lettres de JEAN *Roi d'Arragon & de Sicile, par leſquelles il déclare de conſentir & vouloir bien être compris avec ſon Fils Ferdinand Roi de Sicile, dans la Tréve faite par* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne leur Allié, avec* LOUIS XI. *Roi de France. A Saragoſſe, le 10. Août, 1471.* 587. b.

1471. 10. Août.

Traité de Paix entre YOLAND DE FRANCE, *Ducheſſe Régente de Savoye, l'Evêque de* GENEVE, *& les Comtes de* BRESSE

1471. 5. Septembre.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

SE & de ROMONT ſes Beaufrères. Fait à Chamberi, le 5. Septembre, 1471. 588. b.

1471. 3. Octobre. Traité entre LOUIS XI. Roi de France & CHARLES Duc de Bourgogne, par lequel ils confirment les Traitez d'Arras, de Conflans, & de Peronne, &c. Fait au Château de Crotoy, le 3. Octobre, 1471. 590. a.

1471. Articles de ce qui a été promis par les Etats de l'EMPIRE à FERDINAND III. Empereur, à la Diete de Ratisbonne, en 1471. 592. b.

1473. 1. Mars. Ratification faite par LOUIS XI. Roi de France, de la prolongation de la Tréve, qui avoit été conclue en ſon nom par ſes Commiſſaires, avec ceux de CHARLES Duc de Bourgogne. Donnée à Senlis, le 1. Mars, 1473. 592. b.

1473. 10. Avril. Contract de Mariage entre CHARLES DE SAVOYE, depuis Duc de ce Pays premier du nom, & LOUISE DE SAVOYE ſa Conſine. Fait à Annecy, le 10. Avril, 1473. 594. b.

1473. 28. Octobre. Contract de Mariage de LOUIS Duc d'Orleans, depuis Roi de France XII. du nom, avec Madame JEANNE DE FRANCE, fille du Roi Louis XI. A Jargeau, le 28. Octobre, 1473. 596. a.

1473. 3. Novembre. Contract de Mariage d'ANNE DE FRANCE, Fille du Roi Louis XI. avec PIERRE DE BOURBON, Sieur de Bauge, depuis ſecond du nom Duc de Bourbon. Fait à Jargeau, le 3. de Novembre, 1473. 598. a.

1474. 10. Janvier. Traité d'Alliance entre LOUIS XI. Roi de France, & les Cantons des SUISSES, du 10. Janvier, 1474. 599. a.

1474. Dernier Février. Traité de Paix entre EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, & les VILLES HANSEATIQUES. Fait à Utrecht, le dernier de Février, 1474. 600. a.

1474. 20. Juin. Teſtament de RENE' Roi de Sicile, & Comte de Provence. Fait le 22. Juin, 1474. 606. b

1475. 30. Janvier. Traité de Ligue entre CHARLES dernier Duc de Bourgogne, & GALEAS SFORCE Duc de Milan, par l'entremiſe d'Yolande de France Ducheſſe de Savoye. Fait à Moncalier, le 30. Janvier, 1475. 611. a.

1475. 29. Août. Traité en forme de Compromis entre LOUIS XI. Roi de France, & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'Arbitres. Fait au Camp près d'Amiens, le 29. Août, 1475. 612. b.

1475. 29. Août. Compromis entre LOUIS XI. Roi de France, & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'Arbitres pour terminer leurs differens. A Amiens, le 29. Août, 1475. 611. a.

1475. 29. Août. Tréve pour ſept Ans, concluë à Amiens entre LOUIS XI. Roi de France & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, le 29. Août, 1475. 613. b.

1475. 29. Août. Promeſſe de LOUIS XI. Roi de France à EDOUARD IV. Roi d'Angleterre de faire épouſer au Dauphin ſon Fils la Princeſſe Elizabeth, fille Aînée d'Edouard, ou la Princeſſe Marie ſon autre fille, au cas qu'Elizabeth vienne à mourir avant le Mariage accompli. A Amiens, le 29. Août, 1475. 615. a.

1475. 13. Septembre. Traité ou Trêves marchandes faites pour neuf ans, entre LOUIS XI. Roi de France, & CHARLES dernier Duc de Bourgogne. A Soleuvre, le 13. Septembre, 1475. 616. b.

1475. 13. Septembre. Copie des Lettres de LOUIS XI. Roi de France, par leſquelles il explique un Article du Traité de Tréve faite pour neuf ans entre lui & le Duc de BOURGOGNE, lequel article concerne la Sardaigne, le Rouſſillon, & Comté de Ferrette. A Soiſſons, le 13. Septembre, 1475. 620. b.

1475. 23. Septembre. Confirmation & Renouvellement des Traitez entre la FRANCE & le Royaume de CASTILLE. A Paris, le 23. Septembre, 1475. 621. a.

1475. 9. Octobre. Traité de Paix fait entre LOUIS XI. Roi de France, & le Duc de BRETAGNE. A Notre Dame de la Victoire, près Senlis, le 9. Octobre, 1475. 632. a.

1475. 26. Octobre. Traité d'Alliance des SUISSES avec LOUIS XI. Roi de France, qui leur promet 2000. livres de penſion, reglant la ſolde des Suiſſes qui ſerviront la France. Du 26. Octobre, 1475. 634. b.

Confédération entre FREDERIC III. Empereur, & LOUIS XI. Roi de France, confirmant tous les Traitez faits entre l'Empire & la France, depuis le tems de S. Charles Empereur, du dernier Décembre, 1475. Ratifiée à Paris le 17. Avril ſuivant. 615. a. 1475. 31. Decembre.

Traité d'Andernach, ſur l'alliance faite entre l'Empereur FREDERIC III. & les ELECTEURS d'une part, & LOUIS XI. Roi de France d'autre, contre CHARLES Duc de Bourgogne. Du dernier Décembre, 1475. 636. a. 1475. 31. Décembre.

Traité fait entre LOUIS XI. Roi de France, & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, pendant la Tréve, touchant le commerce, & la liberté des Marchands allans & venans d'un Royaume à l'autre. Au Pleſſis lez Tours, le 8. Janvier, 1475. 637. b. 1475. 8. Janvier.

Don fait à LOUIS XI. Roi de France, par MARGUERITE Reine d'Angleterre, des droits, qui lui appartiennent ès Duchez d'Anjou, de Lorraine, & de Bar, & au Comté de Provence, du 7. Mars, 1475. 640. b. 1475. 7. Mars.

Alliance faite entre l'Empereur FREDERIC III. les ELECTEURS DE L'EMPIRE, & LOUIS XI. Roi de France, contre le Duc de BOURGOGNE. A Cologne le 25. Mars 1475. 642. b. 1475. 25. Mars.

Projet de Mariage entre CHARLES Dauphin, depuis Roi de France VIII. du nom, fils du Roi LOUIS XI. & MARIE, Heritiere des Pays-bas. Sans date. 643. b. Sans date.

Acte par lequel les Etats du Comté de BOURGOGNE remettent ce Pays à LOUIS XI. Roi de France, pour le garder pour MARIE heritiere de Bourgogne. Fait à Dole, le 18. Février, 1476. 644. a. 1476. 18. Février.

Alliance entre l'Empereur FREDERIC III. & LOUIS XI. Roi de France, contre le Comte Palatin. A Paris, le 17. d'Avril, 1476. 644. b. 1476. 17. Avril.

Traité de Paix & de Ligue, entre LOUIS XI. Roi de France, & GALEAS, Duc de Milan, du 9. Août 1476.. 645. b. 1476. 9. Mars.

Ratification du Duc & des Etats de BRETAGNE, Aſſemblez à Redon le 23. Août, 1476. du Traité de Paix fait à Senlis, entre LOUIS XI. Roi de France, & François Duc de Bretagne. 649. a. 1476. 23. Août.

Confirmation du Traité de Paix entre LOUIS XI. & le Duc de BRETAGNE, fait à Senlis le 9. Octobre 1475. avec les éclairciſſemens, modifications, & déclarations contenues en cet Acte. Fait au Pleſſis-Lez-Tours, le 20. Decembre, 1476. 650. b. 1476. 20. Décembre.

Acte du Traité de Paix, fait entre LOUIS XI. Roi de France, & le Duc de BRETAGNE. A Arras le 27. Juillet, 1477. 652. b. 1477. 27. Juillet.

Articles du Traité de Mariage entre MAXIMILIEN D'AUTRICHE, & MARIE DE BOURGOGNE, paſſé à Gand, le 18. Août, 1477. 654. a. 1477. 18. Août.

Trêves accordées entre LOUIS XI. Roi de France, & MAXIMILIEN Duc d'Autriche. A Lens en Artois, le 18. Septembre, 1477. 654. b. 1477. 18. Septembre.

Traité de Paix & Alliance perpétuelle entre LOUIS XI. Roi de France, & la Seigneurie de VENISE, du neuviéme Janvier, 1477. auquel eſt auſſi compriſe la Seigneurie & Communauté de Florence. 655. b. 1477. 9. Janvier.

Traité de Tréve pour un an entre LOUIS XI. Roi de France, & MAXIMILIEN Duc d'Autriche. Fait au Camp lez le Vieux Vocudin, le 12. Juillet, 1478. 665. b. 1478. 12. Juillet.

Traité d'Alliance & de Ligue entre LOUIS XI. Roi de France, & PHILIPPE DE SAVOYE, Comte de Bauge & de Breſſe. A Bourg, le 14. Août, 1478. & ſigné par le Roi, le 13. Septembre, audit an. 656. b. 1478. 14. Août.

Contract de Mariage de FREDERIC d'ARRAGON Prince de Tarente, & d'ANNE DE SAVOYE. Fait le 1. Septembre, 1478. 658. a. 1478. 1. Septembre.

Teſtament de CATHERINE Reine de Boſme, en faveur du S. SIEGE. Fait à Rome le 20. Octobre, 1478. 668. a. 1478. 20. Octobre.

Traité de Trêves entre LOUIS XI. Roi de France, & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, 1478. 13. Février.

gleterre, durant leur vie, & cent ans après la mort de l'un ou de l'autre. A Londres, le 11. Février, 1478. 661.a.

1479. 10. Janvier. Deux Traités faits à S. Jean de Luz, le 9. Octobre, 1478. entre LOUIS XI. Roi de France, & FERDINAND & ISABELLE Roi & Reine de Castille; l'un principalement pour la révocation de l'Alliance dudit Roi de Castille avec MAXIMILIEN Duc d'Autriche & sa Femme; & l'autre pour le renouvellement & confirmation de quatre anciens Traités, qui y sont insérez; l'un de Valladolid, du 7. Decembre 1408. L'autre de Madrid, du 29. Janvier 1435. Le troisième de Cordoüe, du 10. Juillet, 1455. & le quatrième encore de Cordoüe, du 19. Juin, 1479. Le tout ratifié par lesdits Ferdinand & Isabelle, au Monastere de Gaudalupe, le 10. Janvier, 1479. Sont la formalité de la clause de la Foi, Hommage, & Serment de les garder, & observer. Registré au Parlement, le 14. Décembre, 1480. 668. b.

1479. 8. Juillet. Lettres de Ratification de l'Accord fait par le Sieur de Chaumont, Comte de Brienne, Gouverneur de Bourgogne, & Champagne, pour & au nom de LOUIS XI. Roi de France, avec la Ville de BEZANCON, suivant lequel le Roi entre en partage avec ladite Ville des droits de justice & de la gabelle pour en jouir, ainsi qu'avoient fait les Ducs Philippe & Charles de Bourgogne. Donné à Nemours, le 8. Juillet, 1479. 684.b.

1480. 9. Juillet. Commission pour faire le procès à Maître CHARLES DE MARTIGNY Evêque d'Elne, pour avoir outrepassé son pouvoir dans le Traité fait à Londres le 13. Juin, 1478. Ladite Commission du 9. Juillet, 1480. 685.b.

1480. 19. Octobre. Seconde Cession & Transport fait à LOUIS XI. Roi de France, à ses Hoirs & ayant cause, par MARGUERITE Reine d'Angleterre, Veuve du Roi Henri VI. & seconde Fille de René Roi de Sicile, & d'Isabelle Duchesse de Lorraine, des droits, qui lui pouvoient lors appartenir, ou lui appartiendroient au futur, ès Duchez de Bar & de Lorraine, au Marquisat du Pont-à-Mousson, & ès Comtez de Provence, de Forcalquier, & des Piemons, & ce en considération de ce qu'elle étoit Cousine Germaine dudit Roi Louis, & des grands bienfaits & entretenemens, qu'elle avoit reçus de lui. A Angers, le 19. Octobre, 1480. 686.a.

1481. Taxes des PRINCES CHRE'TIENS, pour ce qu'ils doivent fournir pour la guerre contre le TURC, & autres Accords à ce sujet faits par la médiation du Pape Sixte IV. l'an 1481. 687.b.

1481. 21. Juin. Traité & Confederation entre les Rois de CASTILLE & de PORTUGAL au sujet des Isles Canaries, confirmé par le Pape Sixte IV. A Rome le 21. de Juin 1481. 689. b.

1481. 10. Décembre. Testament de CHARLES D'ANJOU dernier Comte de Provence, par lequel il legue le Vicomte du Martigues à François de Luxembourg son Cousin; fait plusieurs autres legs à ses Serviteurs & Domestiques; institué heritier Louis XI. Roi de France, & après lui le Dauphin, & autres Successeurs des Rois de France, à l'exclusion de sa propre Sœur mariée dans la Maison d'Armagnac. Fait à Marseille, le 10. Décembre, 1481. 690. a.

1481. 11. Décembre. Premier Codicille de CHARLES D'ANJOU dernier Comte de Provence. Fait à Marseille, le 11. Decembre, 1481. 696. b.

1481. 11. Décembre. Second Codicille de CHARLES D'ANJOU dernier Comte de Provence. Fait à Marseille, le 11. Décembre, 1481. 700. b.

1481. Accord fait entre les huit Cantons des Ligues, qui sont ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHWITS, UNDERWALD, dessus & dessous les BOIS, ZUG, & GLARIS. Fait le premier Samedi après la Fête de Saint Thomas Apôtre, 1481. 703.a.

1482. 23. Décembre. Traité de Paix entre LOUIS XI. Roi de France d'une part, & MAXIMILIEN Duc d'Autriche, & ses Enfans d'autre. A Arras, autrement, Franchise, le 23. Décembre, 1482. 704.b.

Concordat entre la Justice spirituelle de CAMBRAI & la temporelle de HAINAULT. Fait à Mons, le 12. Janvier, 1483. 713. b. 1483. 12. Janvier.

Privilége accordé par LOUIS XI. Roi de France aux Villes ANSE'ATIQUES A Amboise, au mois de Septembre, 1483. & enregistré au Parlement le 3. Décembre de la même année. 861. a. 1483. 3. Décembre.

Traité entre CHARLES VIII. Roi de France, & les VILLES ANSE'ATIQUES. Fait le 4. Avril, 1484. 716. b. 1484. 4. Avril.

Traité de Confédération entre CHARLES VIII. Roi de France, & les SUISSES. Du 4. Août, 1484. 717. b. 1484. 4. Août.

Commission donnée par CHARLES VIII. Roi de France, au Cardinal de Foix, & à l'Evêque d'Alby, d'aller en Foix, pour accommoder le différend sur la prétention de JEAN DE FOIX, Vicomte de Narbonne, à la Comté de Foix, Bigorre, &c. contre CATERINE Reine de Navarre, Sa Nièce. A Montargis, le 1. jour d'Octobre, 1484. 718. b. 1484. 1. Octobre.

Articles de FRANCOIS Duc de Bretagne, apportez à CHARLES VIII. Roi de France par Monsieur de Vienne, par lesquels il offre au Roi, de renouveller les Traitez faits avec lui, s'il le juge necessaire pour son service. L'an 1484. 720. a. 1484.

Traité entre CHARLES VIII. Roi de France & les Seigneurs & Etats de BRETAGNE, pour la confirmation de leurs Privilèges. A Montargis, le 22. Octobre, 1484. 720. a. 1484. 22. Octobre.

Lettres d'Amitié, Confédération, & Alliance entre PIERRE, Seigneur de Beaujeu, & sa Femme ANNE DE FRANCE, & ceux des trois Membres de FLANDRES. A Montargis, le 25. Octobre, 1484. 721. b. 1484. 25. Octobre.

Promesse de divers Seigneurs de BRETAGNE, faite à CHARLES VIII. Roi de France, de le reconnoître pour Souverain, après le decez du Duc François, à condition d'être maintenus en tous leurs droits, libertez, & franchises. A Nantes, le 28. Octobre, 1484. 721. a. 1484. 28. Octobre.

Lettre de CHARLES VIII. Roi de France à MAXIMILIEN, Duc d'Autriche, par laquelle il lui déclare, que sur l'avis qu'il a eu, qu'il tâchoit de s'emparer du Pays & des Villes appartenans à PHILIPPE Comte de Flandres, pour avoir la garde noble de Prince, il s'est uni d'amitié & confédération avec lui, contre tous ceux qui voudront entreprendre sur sa personne, & ses Pays, & en même tems le somme de remettre les choses en l'état qu'elles étoient, avant la surprise faite de la Ville de Tournemonde. A Montargis le 27. Decembre, 1484. 722. b. 1484. 27. Décembre.

Lettres de CHARLES VIII. Roi de France, par lesquelles il veut, que JAQUES DE SAVOYE, Sieur de Romont, MARIE DE LUXEMBOURG sa Femme, & Françoise de Luxembourg Sœur de Marie, soient compris au Traité d'entre eux. A Melun, le 28. Janvier, 1484. 723. b. 1484. 28. Janvier.

Lettres de CHARLES VIII. Roi de France, par lesquelles il reçoit, comme Souverain Seigneur, les Flamands en son amitié, & promet les aider & assister envers & contre tous. A Paris, le 5. Février, 1484. 725. a. 1484. 5. Février.

Traité entre CHARLES VIII. Roi de France, & PHILIPPE D'AUTRICHE, Duc de Bourgogne, Comte de Flandres, &c. A Gaud le 26. Février, 1484. 726. a. 1484. 26. Février.

Contract de Mariage entre CHARLES I. Duc de Savoye & BLANCHE DE MONTFERRAT. Fait à Casal, le 1. Avril, 1485. 727. b. 1485. 1. Avril.

Traité de Reconciliation entre MAXIMILIEN Archiduc d'Autriche, & les trois Membres du Pays de FLANDRES. Fait le 28. Juin, 1485. 729. a. 1485. 26. Juin.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. Roi de France, & le Duc de BRETAGNE. Fait à Bourges, & ratifié par le Duc à Nantes, le 9. Août; & par le Roi à Bourges, le 2. Novembre, 1485. 729. a. 1485. 2. Novembre.

Placard portant que la Trêve qui a été accordée entre CHARLES VIII. Roi de France, & HENRI 1485. 17. Décembre.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

HENRI VII. *Roi d'Angleterre, à commencé le 17. Décembre, 1485. Du 1. Décembre, 1485.* 711. a.

1485. 7. Janvier. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* JEAN II. *Roi de Portugal. Fait à Monte-Major le 7. Janvier, 1485.* 711. a.

1485. 25. Février. *Donation & Ceſſion du Royaume de Chypre, faite par* CHARLOTE *Reine de Chypre à* CHARLES I. *Duc de Savoye. Faite le 25. Février, 1485.* 711. b.

1487. 16. Février. *Contract de Mariage de* CHARLES D'ORLEANS *Comte d'Angoulême, Pere de François I. Roi de France, & de Dame* LOUISE *ſa Femme, Fille de Philippe de Savoye, & de feüe Dame Marguerite de Bourbon. A Paris le 16. Février, 1487.* 711. a.

1488. 1. Mai. *Traité d'Alliance, d'Union, &c. entre les trois Etats du Duché de* BRABANT, *& les Etats de* MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, *Flandres, &c. Fait à Gand, le 1. Mai, 1488.* 735. a.

1488. 16. Mai. *Traité de Paix entre* MAXIMILIEN *Roi des Romains, & les Etats & trois Membres de* FLANDRES. *Fait a Bruges, le 16. de Mai, 1488.* 737. b.

1488. 20. Août. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Sablé, le 20. Août; 1488.* 740 b.

1488. 14. Février. *Traité de Confederation & d'Alliance entre* MAXIMILIEN *Roi des Romains, l'Archiduc ſon Fils, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Dordrecht, le 14. de Février, 1488.* 742. b.

1489. 22. Juillet. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Roi des Romains. A Francfort, le 22. Juillet, 1489.* 443. a.

1489. 12. Août. *Privilege accordé par* CHARLES VIII. *Roi de France aux Villes* ANSEATIQUES. *Donné à Amboiſe, le 12. d'Août, 1489.* 843. a.

1489. 1. Octobre. *Traité de Paix entre* MAXIMILIEN *Roi des Romains, & l'Archiduc* PHILIPPE *ſon Fils, d'une part, & ceux du Pays de* FLANDRES, *d'autre. Au Montils-lès-Tours, le premier Octobre, 1489.* 745. a.

1489. 20. Mars. *Procuration de* MAXIMILIEN *Roi des Romains, pour traiter du Mariage d'entre lui & ANNE Ducheſſe de Bretagne. Donné à Inſpruch, le 20. Mars, 1489.* 747. b.

1490. 31. Septembre. *Traité de Ligue entre* HENRI VIII. *Roi d'Angleterre,* MAXIMILIEN *Roi des Romains, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche ſon fils, contre* CHARLES VIII. *Roi de France. A Oking, le 31. Septembre, 1490.* 748. a.

1490. 6. Décembre. *Traité de* MAXIMILIEN *Roi des Romains, & de* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, avec la Ville de* BRUGES *à qui ces Princes pardonnent. Fait à Bruges, le 6. Décembre, 1490.* 749. b.

1491. 15. Novembre. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & la Ducheſſe* ANNE DE BRETAGNE. *Fait au Fauxbourg de Rennes, le 15. Novembre, 1491.* 750. a.

1491. 33. Décembre. *Traité de Mariage entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* ANNE *Ducheſſe de Bretagne. A Langeais, le 13. Décembre, 1491.* 752. a.

1492. 26. Juin. *Teſtament de* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Bauge & Seigneur de Breſſe. Fait au Château du Pont d'Ain, le 26. Juin, 1492.* 754. a.

1492. 5. Juillet. *Ligue d'*ANNE *Reine de France, de Louis Duc d'Orleans, de* PIERRE *& d'*ANNE *Duc & Ducheſſe de Bourbon, pour le ſervice de* CHARLES VIII. *Roi de France. A Paris, le 5. Juillet, 1492.* 755. b.

1492. 12. Octobre. *Traité entre le Duc de Saxe, Lieutenant Général des Troupes de* MAXIMILIEN *Roi des Romains & de Philippe Archiduc d'Autriche ſon Fils, & le Sieur de Bareſteyn, Seigneur de* l'ECLUSE, *pour la reddition de ladite Place & de ſes dépendances. Fait le 12. Octobre, 1492.* 756. a.

1492. 3. Novembre. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Etaples, le 3. Novembre, 1492.* 758. a.

1493. 4. Mai. *Bulle du Pape* ALEXANDRE VI. *qui accorde à* FERDINAND *&* ISABELLE *Roi & Reine de Caſtille & d'Arragon, le droit ſur le Nouveau Monde découvert par Chriſtophe Colomb. Donnée le 4. Mai, 1493.* 864. b.

1493. 21. Mai. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, & ſon fils* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche d'autre. A Senlis, le 23. Mai, 1493.* 763. a.

1493. 20. Août. *Promeſſe de* PHILIPPE *de Bourgogne Seigneur de Beures, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'aſſiſter le Roi de France, en cas qu'il y ſoit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc ſon Fils. A Malines, le 20. Août 1493.* 769. b.

1493. 25. Août. *Promeſſe de la Ville d'*IPRES, *d'entretenir la Paix de Senlis, & d'aſſiſter le Roi de France, en cas qu'il y ſoit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc ſon fils. Le 25. Août, 1493.* 770. a.

1493. 19. Janvier. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* FERDINAND *&* ISABELLE *Rois de Caſtille & d'Arragon, d'autre. Fait à Barcelonne, le 19. Janvier, 1493.* 771. a.

1493. 4. Juin. *Lettre des Conſuls de* PERPIGNAN *à Madame de Bourbon, qui lui mandent qu'ils veulent demeurer ſujets du Roi de France Charles VIII. & ne ſe point rendre au Roi d'Eſpagne. Du 4. Juin, 1493.* C'eſt une ſuite du Traité précédent. 776. a.

1493. 4. Juin. *Lettre du Vicomte de* RODES *à Madame de Bourbon, par laquelle il lui mande, que ceux de la Ville de Perpignan veulent demeurer ſujets du Roi de France Charles VIII. & qu'ils ne ſe rendront au Roi d'Eſpagne, que par force. Du 4. Juin, 1493.* C'eſt encore une ſuite du même Traité. 776. b.

1493. 7. Juillet. *Ordre du Roi de France* CHARLES VIII. *à M. le Duc de Bourbon, de remettre la Ville de Perpignan au Roi de Caſtille, & décharge de ladite Place. Le 7. Juillet, 1493.* C'eſt auſſi une ſuite du même Traité. 776. b.

1493. 12. Juin. *Acte de Delivrance de* MARGUERITE D'AUTRICHE *entre les mains des Ambaſſadeurs du Roi des Romains & de l'Archiduc, & la renonciation de cette Princeſſe au Mariage d'entre elle & Charles VIII. Roi de France. A Vandeuille, Diocéſe de Cambrai, le 12. Juin, 1493.* 777. a.

1494. Janvier. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & le Pape* ALEXANDRE VI. *A Rome, au mois de Janvier 1494.* 778. b.

1494. *Inſtructions données par le Pape* ALEXANDRE VI. *au Nonce par lui envoyé à Soltan Bajazet Empereur des Turcs, avec les Lettres dudit audit Alexandre, en l'année, 1494.* 779. a.

1495. 24. Février. *Traité de Paix & de Commerce entre* HENRI VII. *Roi d'Angleterre &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, &c. Fait à Londres, le 24. Février, 1495.* 781. a.

1495. 10. Octobre. *Traité de Paix, Union, & bonne Amitié entre* CHARLES VIII. *Roi de France, de Sicile, & de Jeruſalem, &* LOUIS MARIE SFORCE, *Duc de Milan, du 10. Octobre, 1495.* 789. b.

1495. 18. Octobre. *Lettre du Duc de* BOURBON *au ſujet du Traité de Paix précédent avec le Duc de Milan. A Moulins, le 18. Octobre, 1495.* 791. b.

1495. 25. Novembre. *Inveſtiture du Duché de Milan en faveur de* LOUIS SFORCE, *faite par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *à Anvers, le 25. Novembre, 1495.* 791. b.

1497. 24. Mai. *Traité de Paix & de Commerce entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. A Bologne, le 24. Mai, 1497.* 795. b.

1497. Juin. *Traité d'Alliance & de Confédération perpetuelle entre les ſept Cantons de* ZURICH, LUCERNE, URY, SCHWITZ, UNDERWALDEN, ZUG, *&* GLARIS *d'une part, & les* GRISONS, *d'autre. Fait le Mercredi avant la S. Jean, l'an 1497.* 795. a.

Traite

1498. 8. Juillet. *Traité de Paix & d'Alliance entre le Roi de France*, LOUIS XII. & JEAN *Roi de Dannemarc & de Suède, par la médiation de Jaques Roi d'Ecoſſe. Fait le 8. Juillet,* 1498. 799. a.

1498. 2. Août. *Traité entre* LOUIS XII. *Roi de France*, & PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, pour les foi & hommage dûs au Roi pour les Comtez de Flandres & d'Artois. A Paris, le 2. Août,* 1498. 802. a.

1498. 5. Août. *Traité de Paix & de Confédération & Alliance, entre* LOUIS XII. *Roi de France, d'une part; &* FERDINAND & ELIZABETH, *Roi & Reine de Caſtille & d'Arragon, d'autre. Au Monaſtère des Celeſtins proche de Marcouſſis, le 5. Août, 1498.* 803. b.

1498. 12. Décembre. *Sentence de diſſolution du Mariage de* LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* JEANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Louis XI. Du 12. Décembre,* 1498. 807. a.

1498. 7. Janvier. *Contract de Mariage de* LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* ANNE DE BRETAGNE, *Veuve du Roi Charles VIII. A Nantes, le 7. Janvier,* 1498. 807. b.

Sans date. *Mémoire touchant les Traitez d'Arras de* 1482. *de Francfort de* 1489. *& de Senlis de* 1493. *inſerez dans ce Volume, & qui ſervent beaucoup d'éclairciſſement à l'Hiſtoire, au ſujet principalement du Mariage de* CHARLES *Dauphin, avec* MARGUERITE D'AUTRICHE; *de* MAXIMILIEN *Roi des Romains, avec* ANNE *Ducheſſe de Bretagne; & de ladite* ANNE *avec* CHARLES VIII. *& depuis avec* LOUIS XII. *Rois de France. Par* Amelot de la Houſſaye. 808. b.

1499. 16. Mars. *Traité de Confédération entre* LOUIS XII. *Roi de France, & les* SUISSES. *Fait à Lucerne, le 16. Mars,* 1499. 809. a.

1499. 15. Avril. *Traité de Paix & Alliance entre* LOUIS XII. *Roi de France, & les* VENITIENS. *Fait à Blois, le 15. Avril,* 1499. 810. a.

1499. 13. Mai. *Traité entre* LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIBERT *Duc de Savoye. A Genève, le 13. Mai,* 1499. 811. b.

1499. 5. Juillet. *Procès Verbal de l'Hommage fait par* PHILIPPE, *Archiduc d'Autriche, à* LOUIS XII. *Roi de France, pour les Comtez de* FLANDRES, ARTOIS, & CHAROLOIS. *A Arras, le 5. Juillet,* 1499. 812. b.

1500. 17. Avril. *Acte fait par les* MILANOIS *devant le Cardinal d'Amboiſe, le 17. Avril* 1500. *ſur le pardon par eux requis à cauſe de leur rebellion contre* LOUIS XII. *Roi de France, Duc de Milan, &c.* 815. a.

1500. 14. Juillet. *Traité d'alliance contre le Turc, entre* LOUIS XII. *Roi de France,* WLADISLAS *Roi de Hongrie, & de Bohême, &* JEAN-ALBERT *Roi de Pologne. A Bude, le 14. Juillet,* 1500. 817. b.

1500. 11. Novembre. *Traité de Paix, de Confédération, & d'Alliance entre* LOUIS XII. *Roi de France, &* FERDINAND & ISABELLE, *Roi & Reine de Caſtille & d'Arragon, ratifié par leſdits Roi & Reine, à Grenade, le 11. Novembre,* 1500. 821. a.

Fin de la Table Chronologique du TOME I.

RECUEIL
DES
TRAITEZ
DE
PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE CONFEDERATION, D'ALLIANCE, DE COMMERCE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, & d'ailleurs, depuis la Naiſſance de JESUS-CHRIST, juſqu'à preſent.

I.

ANS de J. C. 536. L'ITALIE ET L'EMPIRE.

Traité entre (a) THEODAT *Roi des Goths en Italie, & l'Empereur* JUSTINIEN, *par lequel Theodat céde la Couronne à Juſtinien, pourvû qu'on lui donne une penſion.* Goldaſt. Tom. I. pag. 7.

(a) Theodat voulut ſe dédire dans la ſuite: mais cette démarche ayant fait connoître ſon peu de courage, il fut abandonné & tué par ceux de ſon parti.

(b) C'eſt la Lettre que Theodat envoya à Juſtinien.

(b) NON equidem ipſe ad id regium culmen, ut adventitius & peregrinus perveni, quippe qui ex avunculo rege ſim genus ſortitus, & pro ejus nutritus hic dignitate, bellorum verò ac bellicæ turbulentiæ ſum equidem non omnino peritus. Cum enim in audiendis literarum optimis diſciplinis exercitus ſim, & in eas ſtudium meum omne contulerim, contigit ſane, ut à bellicis hiſce perturbationibus quam longe ſemotus, ad id demum venerim ut haud quaquam decere me ducam, pro terreſtris Imperii & bonorum præſentium cupiditate, vitam ut in diſcrimine agam, ſed ab his potius ut procul abſim: nimirum cui neutrum ſit voluptati, tum quia alterum ſatietate metimur, nam & ſuavitudinum omnium ſatietas eſt: tum quia inſolentia ipſa deſuetudoque in anxietates plerumque & tubas inducunt. Ipſe igitur, ſi modo mihi prædia ſint, quæ aureos ducentos & mille quotannis ferant, parvi equidem ſum regnum ſacturus, tibique ſtatim Gothorum & Italorum permiſſurus Imperium, ut qui longe malim terræ cultor ſine negotio eſſe, quam in imperatoriis curis vitam hanc ducere, viciſſim in pericula tranſmittentibus. Remittes ergo quam celerrime hunc ad nos virum, cui cum Italiam ipſam, tum & res cæteras tuo ſim nomine traditurus.

JUSTINIANUS IMPERATOR THEODAHATO Regi. Sapientem te eſſe ante hac auditu & fama perceperam, nunc verò experientia doctus intelligo, quandoquidem animo deſtinaveris tuo, belli eventum non opperiri: quod utique plerique perpeſſi, eluſi demum in rebus maximis ſunt, & te quidem haud quaquam de cætero pœnitebit, ex hoſtibus nos tibi amicos feciſſe: à nobis verò quæ poſtulas, impetrabis, & ad hæc quidem accedet, quod honoris cauſa, Romanorum omnium primus deſcribi impoſterum poteris. Nunc itaque Athanaſium Petrumque miſimus, ut conſultione inter utroſque noſtrum res confirmentur. Venturus & ſtatim eſt ad te Beliſarius, omnibus inter nos rebus conventis finem interpoſiturus.

ANS de J. C. 536.

II.

ANS de J. C. 591. FRANCE.

(c) *Traité de Paix entre les Rois* GONTRAN, *&* CHILDEBERT, *& la Reine* BRUNEHAUT, *fait à (d) Andelo, par lequel ils réglent ce que chacun doit poſſeder, & ce qui apartient en particulier à la Reine Brunehaut.* Goldaſt. Tom. I. pag. 13. & en François dans Fauchet. feuill. 134. mais beaucoup abrégé.

(c) Ce Traité eſt important. Fauchet dit que c'eſt le ſeul de ces temslà, qui nous reſte en ſon entier. Il eſt conſiderable pour pluſieurs raiſons, & principalement parce qu'on y aprend, quel étoit le partage des Rois de France dans ce temslà, & le Doüaire des Reines. Mecitons, le mettent en l'année 591.

CUM in Chriſti nomine præcellentiſſimi Domini GUNTHERAMNUS, & CHILDEBERTUS Reges, & glorioſiſſima Domna BRUNICHILDIS Regina, Andelaum charitatis ſtudio conveniſſent, ut omnia, quæ undecunque inter ipſos ſcandalum poterant generare, pleniori conſilio definirent: id inter eos mediantibus Sacerdotibus atque Proceribus, Deo medio, charitatis ſtudio fedit, complacuit, atque convenit, ut quamdiu eos Deus omnipotens in præſenti ſeculo ſupereſſe voluerit, fidem & charitatem puram, & ſimplicem, ſibi debeant conſervare.

2. Similiter quia Dominus GUNTHERAMNUS juxta pactionem, quam cum bonæ memoriæ Domno Sygiberto inierat, integram portionem, quæ eſt de regno Chatiberti, illis fuerat conſecutus, ſibi

A

erat en partie ſur l'année 587. Mais les deux Auteurs que nous

(d) *Andelo*, ou *Andlaw*, eſt une Ville d'Alſace, autrefois Impériale, & qui a apartenu enſuite aux Ducs des Deux Ponts.

ANS de J. C. 592. sibi diceret in integrum redhiberi, & pars Domni Childeberti, ea quæ pater ſuus poſſederat, ad ſe vellet ex omnibos revocare, id inter ipſos conſtat fixa deliberatione finitum, ut in illam tertiam portionem de Pariſienſi civitate cum terminis & populo ſuo, quæ ad Domnum Sygibertum de regno Chariberti conſcripta Pactione pervenerat, cum caſtellis Duno & Vindocino, & quicquid de pago Stampenſi, vel Carœoteno in pervio illo ante fatus Rex cum terminis & populo ſuo perceperat, in jure & dominatione Domni GUNTHERAMNI, cum eo quod ſuperſtite Domno Sygiberto de regno Chariberti antea tenuit, debeant perpetualiter permanere: pari conditione civitates Meldonenſes, & duas portiones de Silvanectis, Turonos, Pictavos, Abrincatas, vicum Julienſem cum Soranmis, Lapurdo & Albige, Domnus Childebertus Rex cum terminis à præſenti die ſuæ vindicet poteſtati. Ea igitur conditione ſervata, ut quem Deus de ipſis Regibus ſuperſtitem eſſe præceperit, regnum illius, qui abſque filiis de præſentis ſeculi luce migraverit, ad ſe integritatem jure perpetuo debeat revocare, & poſteris ſuis, Domino auxiliante, relinquere.

3. Illud ſpecialiter placuit per omnia inviolabiliter conſervari, ut quicquid Domnus Guntheramnus Rex filiæ ſuæ Chlothieldi contulit, aut adhuc Deo propitiante contulerit, in omnibus rebus atque corporibus, tam in civitatibus, quàm agris vel redditibus, in jure & dominatione ipſius debeant permanere: & ſi quid de agris fiſcalibus, vel Speciebus atque præſidio pro arbitrii ſui voluntate facere, aut quicquam conferre voluerit, in perpetuo auxiliante Domino conſervetur, neque à quocumque ullo unquam tempore convellatur, & ſub tuitione ac defenſione Domni Childeberti, cum his omnibus, quæ ipſum tranſitus genitoris ſui invenerit poſſidentem, ſub omni honore & dignitate ſecura debeat poſſidere.

4. Pari conditione repromittit Domnus Guntheramnus Rex, ut ſi, ut habet humana fragilitas, quod divina pietas non permittat, nec ille videre deſideret, ſi contigerit Domnum Childebertum, eo ſuperſtite, de hac luce migrare, filios ſuos THEODOBERTUM & THEODORICUM Regem, vel ſi adhuc alios ipſi Deus dare voluerit, ut pius pater ſub ſua tuitione & defenſione recipiat, ita ut regnum patris eorum ſub omni ſoliditate poſſideant: & genitricem Domni Childeberti, Domnam BRUNECHILDEM Reginam, vel filiam ejus Chlodoſumdam, germanam Domni Childeberti Regis, quandiu intra regionem Francorum fuerit, vel ejus Reginam Faileubam, tanquam ſororem bonam, & filias, in ſua tuitione & defenſione, ſpirituli dilectione recipiat, & ſub omni honore & dignitate cum omnibus rebus earum, cum civitatibus, agris, redditibus, vel cunctis titulis, & omni corpore facultatis, tam quod præſenti videntur tempore poſſidere, quam quod adhuc Chriſto præſule juſte potuerint augmentare, ſub omni ſecuritate & quiete poſſideant: ut ſi quid de agris fiſcalibus vel ſpeciebus atque præſidio pro arbitrii ſui voluntate facere, aut cuicquam conferre voluerint, fixa ſtabilitate in perpetuo conſervetur, nec à quibuscunque voluntas illarum ullo tempore convellatur.

5. De Civitatibus verò, hoc eſt, Burdegala, Lemonica, Cadurco, Benarno, & Begorra, quas Gailefuindam germanam Domnæ Brunichildis, tam in dote, quàm in morganegiba, hoc eſt, matutinali dono, in Franciam venientem certum eſt adquiſiſſe: quas etiam per judicium glorioſiſſimi Domni Guntheramni Regis, vel Francorum ſuperſtitibus Chilperico & Sygiberto Regibus, Domna Brunichildis noſcitur adquiſiſſe: ita convenit, ut Cadurcum civitatem cum terminis & cuncto populo ſuo, Domna Bruoichildis de præſenti in ſua proprietate percipiat: reliquas verò civitates ex hac conditione ſuperius nominatas Domnus Guntheramnus, dum advivit, poſſideat, ita ut quandoque poſt ejus tranſitum, in dominationem Domnæ Brunichildis hæredumque ſuorum cum omni ſoliditate Deo propitio revertantur. Nec ſuperſtite Domno Guntheramno, neque à Domna Brunichilde, neque à filio ſuo Childeberto Rege, filiisque ſuis, quolibet ingenio, vel tempore repetantur. ANS de J. C. 592.

6. Simili modo convenit, ut Silvanectum Domous Childebertus in integritate teneat, & quantum tertia Domni Guntheramni exinde debita compenſit, de tertia Domni Childeberti, quæ eſt in Roſſouteoſi, Domni Guntheramni partibus compenſetur.

7. Simili modo convenit, ut ſecundum pactiones inter Domnum Guntheramnum & bonæ memoriæ Domnum Sygibertum initas, leudes illi, qui Domno Guntheramno poſt tranſitum Domni Chlotharii ſacramenta primitus præbuerunt, & ſi poſtea convincentur ſe in parte alia tradidiſſe, de locis, ubi commanere videntur, convenit ut debeant removeri. Similiter & qui poſt tranſitum Domni Chlotharii convincuntur Domno Sygiberto ſacramenta primitus præbuiſſe, & ſe in aliam partem tranſtulerunt, modo ſimili removeantur.

8. Similiter quicquid anteſati Reges eccleſiis aut fidelibus ſuis contulerint, aut adhuc conſerente cum juſtitia, Deo propitiante, voluerint, ſtabiliter conſervetur, & quicquid unicuique fidelium in utriusque regno per legem & juſtitiam redhibetur, nullum ei præjudicium patiatur, ſed liceat res debitas poſſidere, atque recipere. Et ſi aliquid cuicunque per ioterregna ſine culpa ſublatum eſt, audientia habita reſtauretur. Et de eo, quod per munificentias præcedentium Regum unusquiſque uſque ad tranſitum glorioſæ memoriæ Domni Chlotharii Regis poſſedit, cum ſecuritate poſſideat. Et quod extinde fidelibus perſoois ablatum eſt, de præſenti recipiat.

9. Et quia inter præfatos Reges pura & ſimplex eſt in Dei nomine concordia inligata, convenit ut in utroque regno utriuſque fidelibus, tam pro cauſis publicis quàm privatis, quicunque voluerit ambulare, pervium nullis temporibus denegetur.

10. Similiter convenit, ut nullus alterius leudes nec ſollicitet, nec venientes excipiat. Quod ſi forſitan pro aliqua amiſſione partem alteram credidcrit expetendam, juxta qualitatem culpæ excuſati reddantur.

11. Hoc etiam huic addi placuit Pactioni, ut ſi quis pars præſentis ſtatuti ſub quacunque callidtate, tempore quocunque tranſcenderit, omnia beneficia, tam repromiſſa, quàm in præſenti conſtata, amittat, & illi proficiat, qui inviolabiliter omnia ſupra ſcripta ſervaverit: & ſit de ſacramentorum obligatione in omnibus abſoluta.

12. His itaque omnibus definitis, jurant partes per Dei omnipotentis nomen, & inſeparabilem Trinitatem, vel Divina omnia, ac tremendum diem judicii, ſe omnia, quæ ſuperius ſcripta ſunt, abſque ullo dolo malo, vel fraudis ingenio inviolabiliter ſervaturos.

13. Facta Pactio ſub die quarto Kalendis Decembris, anno vicefimo ſexto regni Domni GUNTHERAMNI Regis, Domni CHILDEBERTI verò duodecimo anno.

III.

Reſcrit de l'Empereur CHARLEMAGNE, *à* NICEPHORE *Empereur de Conſtantinople, touchant la paix entre les deux Empires.* Goldaſt. Tom. I. pag. 144. ANS de J. C. 803. EMPIRES D'ORIENT ET D'OCCIDENT.

CUM in omni humanæ actionis initio Domini ſit auxilium invocandum, maximè in hoc, quod

ANS de J. C. 823. quod modò inter nos Deo mediante agitur, negotio, Domini & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti omni modo ſunt implorandæ ſuffragia, ut qui nomine illius ſignati ſumus, & in diſpenſatione paſſionis ejus ab æterno mortis periculo nos redemptos eſſe confidimus, ea quæ ipſo inſpirante inchoamus, ad honeſtum & utilem perfectionis terminum perducere mereamur, in cujus nomine atque honore Legatum fraternitatis tuæ, quem ad bonæ recordationis filium noſtrum PIPINUM Regem miſiſtis, Arſatium ſcilicet glorioſum Spatarium ad nos cum verbis & literis ..... tuæ, benignè atque honorificè ſuſcepimus, Et quamvis ad nos miſſus non fuiſſet, veluti ad nos miſſum, adhibita diligenti cura, & audivimus, & cum eo de his, quæ detulit, quia prudentem animadvertimus, colloquutionem habuimus. Nec immeritò; cum tanta eſſet non ſolum in literis, quas attulit, ſed etiam in verbis, quæ ex ore illius noſtris auribus inſonuerunt, optatæ ac ſemper optandæ pacis copia, ut valde nobis, & quibuscunque Deum amantibus hujuscemodi Legatio placere potuiſſet; quæ utique tanto ſuit charitatis ac pacis ſavo reſperſa, ut in palato cordis cujuſque fidelis veram poſſent ſapere dulcedinem, poſſetque judicari penitùs inſipiens, cui talia videntur inſipida.

2. Propter quod poſtquam illum in fines Regni noſtri perveniſſe compertum, veluti præſcii optimæ ac Deo complacitæ Legatis ejus temperare nequivimus, oportunè eum ad noſtram præſentiam venire fecimus; maximè tamen, quod is, ad quem illum miſſum conſtabat, dilectus filius noſter PIPINUS Rex, divino judicio jam rebus humanis exceſſerat, neque nos illum cum inſecto negotio tanto, ad quod perficiendum directus erat, vacuum reverti, pati potuimus.

3. Et non ſolum propter hoc, ſed etiam quod ex tempore, quo primo Imperii tui anno, Michaëlem Metropolitanum, & Populum, Aſſiduum Abbatem, Calliſtumque glorioſum Candidatum, ad conſtituendam nobiſcum pacem, & fœderanda atque adunanda hæc duo in Chriſti charitate Imperia, longæva tua miſit dilectio.

4. Veluti in ſpecula poſiti, longa ſuimus expectatione ſuſpenſi, præſtolantes ſive per Legatum, ſive per epiſtolam, quando meritorum ſcripris noſtris, amabilia fraternitatis tuæ reſponſa ſuſciperem. Jamque, ut ſe habet humanæ mentis infirmitas, prope deſperatio cordi noſtro incipiebat oboriri; ſed fidentes, ſperabamus in eo, qui nunquam deſerit ſperantes in ſe, quod ſecundum Apoſtolum (a) labor noſter in ipſo vacuus & inanis eſſe non deberet; ac deſiderium noſtrum, quod, ut confidimus, ipſius inſpiratione concipimus, ſecundum divitias miſericordiæ ſuæ, complere, & quandocunque ad effectum perducere deberet. Idcircò audito adventu memorati Legati dilectionis tuæ, Arſatii glorioſi Spatarii, magnopere gaviſi ſumus, confidentes, nos de rebus incertis ad optatam certitudinem perventuros, & de his, quæ prædictis Miſſis tuis ad te perferenda dedimus, reſponſum eſſe recepturos. Et reverà ita factum eſt. Senſimus enim ex parte tua, quod deſiderabamus, ad completionem votorum noſtrorum, divini favorem auxilii, & in verbis ac literis, quæ per Legationem memorati Legati perlata ſunt, quamvis ad filium noſtrum ſcripta & directa eſſent, non minimam nos deſideratæ reſponſionis accepiſſe portionem.

5. Proinde omnipotenti Deo, non quales debuimus, ſed quales potuimus, gratias agimus, quod cordi dilectionis tuæ, quam quæſivimus, ac deſiderabilem pacis voluntatem inſpirare dignatus eſt, orantes (b) ſecundum Apoſtolum, ut Deus, qui vobis in hac pace velle tribuit, ipſe perficere tribuiſſet. Propter quod nihil morantes, ſed omni cunctatione ac dubitatione penitus abjecta (c) Legatos noſtros præparavimus ad tuam amabilem fraternitatem dirigendos.

(a) 1. Theſſal. 3.

(b) Philip. 2.

(c) Savoir Hiſtoire de Mindevaw, (Augia minor) & Evêque de Baſle, & les Comtes Hugon & Hajno.

IV.

Diſpoſition de l'Empereur CHARLEMAGNE, *pour établir & conſerver la paix entre ſes Enfans, & leur diviſer ſes Etats. Faite aux Etats tenus à Thionville.* Goldaſt. Tom I. pag. 145. & Fauchet Feuil. 262.

ANS de J. C. 806. CHARLEMAGNE ET ſes Fils.

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti.

IMperator Cæſar Carolus, Rex Francorum invictiſſimus, & Romani Rector Imperii, Pius, Felix, Victor ac Triumphator, ſemper Auguſtus, omnibus fidelibus ſanctæ Dei Eccleſiæ, & cuncto populo Catholico, præſenti & futuro, gentium ac nationum, quæ ſub * noſtro imperio ac regimine conſtitutæ ſunt.

* al. ejus.

1. Sicut omnibus vobis notum eſſe, & neminem veſtrûm latere credimus, quomodo nos divina elementia, cujus nutu ad occaſum tendentia ſæcula per ſucceſſiones (a) generationum reparantur, tres nobis dando filios, magno nos miſerationis ac benedictionis ſuæ ditavit munere, quia per eos ſecundum vota noſtra & ſpem noſtram de Regno confirmavit, & curam oblivioni obnoxiæ poſteritatis leviorem fecit. Ita & hoc vobis notum fieri volumus, quod eosdem per Dei gratiam filios noſtros Regni à Deo nobis (b) conceſſi, donec in corpore ſumus, & poſt noſtrum ab hac mortalitate diſceſſum hujus à Deo conſervandi Regni vel Imperii noſtri hæredes relinquere, ſi ſic divina Majeſtas annuerit, optamus. Non ut confuſè atque inordinatè, aut ſub totius Regni dominatione jurgii contoverſiam eis relinquamus; ſed trina partitione totum Regni corpus dividentes, quam quiſquis illorum tueri vel regere debeat, portione (c) diſtribuere & deſignare voluimus, ea videlicet modo, ut ſua quiſque portione contentus juxta ordinationem noſtram & fines Regni ſui, qui ad alienigenas extenduntur, cum Dei adjutorio nitatur defendere, & pacem atque caritatem cum fratre cuſtodire.

(a) al. generationum reparationes generantur.

(b) al. conſervati.

(c) al. deſcribere.

2. Diviſiones verò à Deo conſervati & conſervandi Imperii vel Regni noſtri tales facere placuit, ut Aquitaniam totam (d) & Vuaſconiam (excepto pago Turonico) & quicquid inde ad Occidentem atque Hiſpaniam reſpicit, & de civitate Nivernis, quæ ſita eſt ſuper fluvium Ligerim cum ipſo pago Nivernenſe, pagum (e) Avalenſem, atque Aliſenſem, Cabillionenſem, Matiſconenſem, Lugdunenſem, (f) Gabojam, Moriennam, Tarentaſiam, Montem Ciniſium, Vallem Geguſianam uſque ad Cluſas, (g) & inde per terminos Italicorum montium uſque ad mare, vel uſque ad Hiſpanias continetur, hoc eſt, illam portionem Burgundiæ, & Provinciam ac Septimaniam, vel Gothiam, Ludovico dilecto filio noſtro conſignavimus.

(d) al. uſque Vaſc.

(e) al. Ananen.

(f) Saubaudia.

(g) al. & inter term.

3. Italiam verò, quæ & Longobardia dicitur, & (h) Bojoariam, ſicut Taſſilo tenuit, exceptis duabus villis, quarum nomina ſunt Ingoldeſtat, & Lutrahahof, (i) quas nos quondam Taſſiloni beneficiavimus, & pertinent ad pagum, qui dicitur Nortgouve, & de Alemannia partem, quæ in Auſtrali ripa Danubii fluminis eſt, & de ipſo fonte Danubii, currente limite, uſque ad Rhenum fluvium in confimo pagorum Cletgouve & Hegouve in locum qui dicitur Auge: & inde per Rhenum fluvium ſurſum verſus uſque ad Alpes, quicquid intra hos terminos fuerit, & ad Meridiem vel Orientem reſpicit, nnà cum Ducatu Curienſi & pago Burgouve, (k) Pipino dilecto filio noſtro ordinamus.

(h) al. Bajoar.

(i) al quas quondam Taſſilo beneficio noſtro tenuit.

(k) Pepin mourut avant ſon Pere en 810. n'ayant laiſſé qu'un fils naturel, nommé Bernard qui lui ſuccéda au Royaume d'Italie.

ANS de J. C. 806.

4. Quicquid autem de Regno noſtro extra hos terminos fuerit, id eſt, Franciam & Burgundiam, excepta illa parte, quam Ludovico dedimus, atque Alemanniam, excepta portione quam Pipino (*l*) adſcripſimus, Auſtriam, Neuſtriam, Thuringiam, Saxoniam, Friſiam, & partem Bajoariæ, quæ dicitur Northgouve, dilecto filio noſtro (*m*) Carolo conceſſimus, ita ut Carolus & Ludovicus viam habere poſſint in Italiam ad auxilium (*n*) faciendum fratri ſuo, ſi ita neceſſitas extiterit, Carolus per vallem Auguſtanam, quæ ad Regnum ejus pertinet, & Ludovicus per vallem Seguſianam. Pipinus verò & exitum & ingreſſum per Alpes Noricas atque Curiam.

(*l*) al. dedimus.

(*m*) Charles mourut avant ſon Pere en 811. ſans avoir laiſſé d'enfans.

(*n*) al. ferendum.

5. Hæc autem tali ordine diſpoſuimus, ut ſi Carolus, qui major eſt natu, priuſquam ceteri fratres diem obierit, pars Regni quam habebat, dividatur inter Pipinum & Ludovicum, ſicut quondam diviſum eſt regnum inter nos & fratrem noſtrum Carolomannum, eo modo ut Pipinus illam portionem habeat, quam frater noſter Carolomannus habuit, Ludovicus verò illam partem, quam nos in illa partitione ſuſcepimus. Si verò Carolo & Ludovico

(*o*) al. forſitan.

viventibus, Pipinus debitum humanæ (*o*) naturæ compleverit, Carolus & Ludovicus dividant inter ſe Regnum, quod ille habuit. Et hæc diviſio tali modo fiat, ut ab ingreſſu Italiæ per Auguſtam civitatem accipiat Carolus Eboream, Vercellas, Papiam, & inde per Padum fluvium termino currente uſque ad fines Regienſium & ipſum Regium, & Civitatem Novam, atque Mutinam uſque ad terminos ſancti Petri. Has civitates cum ſuburbanis & territoriis ſuis, atque Comitatibus, quæ ad ipſas pertinent, & quicquid inde Romam (*p*) pergenti ad lævam reſpicit de regno quod Pipinus habuit, unà cum Ducatu Spoletano, hanc portionem, ſicut prædiximus, accipiat Carolus.

(*p*) al. per Genuam.

6. Quicquid autem à prædictis civitatibus vel Comitatibus Romam eunti ad dexteram jacet de prædicto regno, id eſt portionem quæ remanſit de (*q*) regione Tranſpadana, una cum Ducatu Tuſcano uſque ad mare Auſtrale, & uſque ad Provinciam (*r*) Ludovicus ad augmentum ſui regni ſortiatur. Quod ſi ceteris ſuperſtitibus Ludovicus fuerit defunctus, eam partem Burgundiæ, quam regno ejus adjunximus, cum Provincia & Septimania ſive Gothia uſque ad Hiſpaniam Pipinus accipiat, Carolus verò Aquitaniam atque Vuaſconiam.

(*q*) al. regno Tranſpadano.

(*r*) al Ludovico cedat.

7. Quod ſi talis filius cujuslibet iſtorum trium fratrum natus fuerit, quem populus eligere velit, ut patri ſuo ſuccedat in regni hæreditate, volumus ut in hoc conſentiant patrui ipſius pueri, & regnare permittant filium fratris ſui in portione regni, quam pater ejus eorum frater habuit.

8. Poſt hanc noſtræ auctoritatis diſpoſitionem placuit inter prædictos filios noſtros ſtatuere atque præcipere propter pacem, quam inter eos perpetuo mancre deſideramus, ut nullus eorum fratris ſui terminos vel regni limites invadere præſumat, neque fraudulenter ingredi ad conturbandum regnum ejus, vel marcas minuendas, ſed adjuvet unuſquisque illorum fratrem ſuum, & auxilium ei ferat contra inimicos ejus juxta rationem & poſſibilitatem, ſive intra patriam, ſive contra exteras nationes.

9. Neque aliquis illorum hominem fratris ſui pro quibuslibet cauſis, ſive culpis ad ſe confugientem ſuſcipiat ad interceſſionem pro eo faciendam: quia volumus, ut quilibet homo peccans & interceſſione indigens intra regnum Domini ſui vel ad loca ſancta, vel ad honoratos homines confugiat, & inde juſtam interceſſionem mereatur.

10. Similiter præcipimus, ut quemlibet liberum hominem; qui Dominum ſuum contra ejus voluntatem dimiſerit, & de uno regno in aliud profectus fuerit, neque ipſe Rex ſuſcipiat, neque hominibus ſuis conſentiat, ut talem hominem recipiant, vel juſte retinere præſumant: hoc non ſolùm de liberis, ſed etiam de ſervis fugitivis ſtatuimus ordinandum, ut nulla diſcordiis relinquatur occaſio.

ANS de J. C. 806.

11. Quapropter præcipiendum nobis videtur, ut poſt noſtrum ab hac mortalitate diſceſſum, homines unuſcujuſque eorum accipiant beneficia unuſquiſque in regno Domini ſui & non in altero, ne forte per hoc, ſi aliter fecerit, ſcandalum aliquod accidere poſſit. Hæreditatem autem ſuam habeat unuſquiſque illorum hominum abſque contradictione in unoquoque regno, quam eum legitimè habere contigerit.

12. Ut unuſquiſque liber homo poſt mortem Domini ſui licentiam habeat ſe commendandi inter hæc tria regna ad quodcumque voluerit: ſimiliter & ille, qui nondum alicui eſt commendatus.

13. De traditionibus autem & venditionibus, quæ inter partes fieri ſolent, præcipimus ut nullus ex his tribus fratribus ſuſcipiat de regno alterius à quolibet homine traditionem, vel venditionem à quolibet homine, hoc eſt, terrarum, vinearum, ſylvarum, atque libertatum, ſervorumque qui jam caſati ſunt, ſive cæterorum, quæ hæreditatis nomine cenſentur, auro, argento, & gemmis, armis, ac veſtibus, nec non & mancipiis non caſatis, & his ſpeciebus, quæ propriè ad negotiatores pertinere noſcuntur: cæteris verò liberis hominibus hoc minimè interdicendum putamus.

14. Si quæ autem feminæ, ſicut fieri ſolet, inter partes & regna fuerint ad conjugia poſtulatæ, ne denegentur juſtè poſcentibus, ſed liceat eis viciſſim dare & accipere, & affinitatibus populos inter ſe ſociari. Ipſæ verò feminæ poteſtatem habeant rerum ſuarum in regno, unde exierant, quando in alio propter mariti ſocietatam habitant.

15. De obſidibus autem, qui propter credentias dati ſunt, & à nobis per diverſa loca ad cuſtodiendum deſtinati ſunt, volumus ut ille Rex, in cujus regno ſunt, abſque voluntate fratris ſui, de cujus regno ſublati ſunt, in patriam eos redire non permittat, ſed potius in futurum in ſuſcipiendis obſidibus alter alteri mutuum ferat auxilium, ſi frater fratrem hoc facere rationabiliter poſtulaverit. Idem jubemus de his, qui pro ſuis facinoribus in exilium miſſi vel mittendi ſunt.

16. Si cauſa vel intentio controverſiæ talis inter partes propter terminos & confinia regnorum ortæ fuerint, quæ hominum teſtimonio declarari vel definiri non poſſint: tunc volumus ut ad declarationem rei dubiæ, judicio crucis, Dei voluntas & rerum veritas (*s*) exquiratur, nec unquam pro tali cauſa cujuslibet generis pugna vel campus ad examinationem (*t*) judicetur. Si verò quilibet homo de uno regno hominem de altero regno de infidelitate contra (*u*) Dominum ſuum accuſaverit, mittat eum Dominus ſuus ad fratrem ſuum, ut ibi comprobet, quod de homine illius dixit.

(*s*) al. inquiratur.

(*t*) al. indiratur.

(*u*) al. Framei ſui.

17. Super omnia autem jubemus, ut ipſi tres fratres curam & defenſionem Eccleſiæ ſancti Petri ſimul ſuſcipiant, ſicut quondam ab avo noſtro Carolo & beatæ memoriæ genitore Pipino Rege, & à nobis poſteà ſuſcepta eſt, ut eam cum Dei adjutorio ab hoſtibus defendere nitantur, & juſtitiam ſuam quantum ad ipſos pertinet & ratio poſtulat, habere faciant. Similiter & de ceteris Eccleſiis, quæ ſub illorum fuerint poteſtate, præcipimus, ut juſtitiam ſuam & honorem habeant, & paſtores & rectores venerabilium locorum habeant poteſtatem rerum, quæ ad ipſa pia loca pertinent, in quocumque de his tribus regnis illarum Eccleſiarum poſſeſſiones fuerint.

18. Quod ſi de his ſtatutis atque convenientiis aliquid caſu quolibet vel ignorantia (quod non optamus) fuerit irruptum, præcipimus ut quàm citiſſimè ſecundum juſtitiam emendare ſtudeant, ne forte propter dilationem majus damnum poſſit accidere.

18. De

ANS de J.C. 806.

18. De filiabus autem noſtris, ſororibus ſcilicet prædictorum filiorum noſtrorum, jubemus ut poſt noſtrum ab hoc corpore diſceſſum, licentiam habeat unaquæque eligendi, ſub cujus fratris tutela & defenſione ſe conferre velit. Et qualiscumque ex illis monaſticam vitam elegerit, liceat ei honorificè vivere ſub defenſione fratris ſui, in cujus regno degere voluerit. Quæ autem juſtè & rationabiliter à condigno viro ad conjugium quæſita fuerit, & ei conjugalis vita placuerit, non ei denegetur à fratribus ſuis, ſi & viri poſtulantis & fœminæ conſentientis honeſta & rationabilis fuerit voluntas.

19. De nepotibus verò noſtris, ſcilicet filiis prædictorum filiorum, qui eis vel jam nati ſunt, vel adhuc naſcituri ſunt, placuit nobis præcipere, ut nullus eorum per quaslibet occaſiones quemlibet ex illis apud ſe accuſitum ſine juſta diſcuſſione atque examinatione aut membris mancare, aut excæcare, aut invitum tondere faciat; ſed volumus ut honorati ſint apud patres vel patruos ſuos, & obedientes ſint cum omni ſubjectione, quam decet in tali conſanguinitate eſſe.

20. Hoc poſtremo ſtatuendum nobis videtur, ut quicquid adhuc de rebus & conſtitutionibus, quæ ad profectum & utilitatem eorum pertinent, his noſtris decretis atque præceptis addere voluerimus, ſic à prædictis dilectis filiis noſtris obſervetur atque cuſtodiatur, ſicut ea quæ de his jam ſtatuta & deſcripta ſunt, cuſtodire & obſervare præcipimus.

21. Hæc autem omnia ita diſpoſuimus, atque ex ordine firmare decrevimus, ut quam diu divinæ Majeſtati placuerit nos hanc corporalem agere vitam, proteſtas noſtra ſit ſuper à Deo conſervatum regnum atque Imperium iſtud, ſicut hactenus fuit in regimine atque ordinatione, & omni dominatu Regali atque Imperiali, ut obedientes habeamus prædictos filios noſtros, atque Deo amabilem populum noſtrum cum omni ſubjectione, quæ patri à filiis, & Imperatori ac Regi à ſuis populis exhibetur. AMEN.

V.

ANS de J.C. 811. CHARLEMAGNE ET SES ENFANS.

(a) *Teſtament de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *par lequel il diſpoſe de ſon Treſor, de ſon Argent, de ſes Vêtemens & de ſes Meubles.* Fauchet. Feuill. 279.

(a) Quoique ce Teſtament ne regarde que le Tréſor de Charlemagne, il a paru néanmoins aſſez curieux, pour mériter d'avoir place dans ce Recueil.

AU nom du Pere, & du Fils, & du S. Eſprit: Enſuit la Diſtinction ou diviſion faicte par le glorieux & devot Seigneur, Monſieur Charles Empereur Auguſte: l'an de l'Incarnation de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt, huict cens unze, le quarante troiſieſme de ſon régne en France, en Italie le trente ſix, de l'Empire le unze, Indiction quatrieſme: laquelle pour aucunes bonnes & ſainctes raiſons, il a déliberé faire & parfaire moyennant la volonté de Dieu: & ce, de ſes Tréſors & deniers, qui pour cette heure ſe ſont trouvez en ſa chambre. Par laquelle diviſion il a principalement voulu pourveoir qu'aumoſne fut faicte de ſes deniers, comme l'on a accouſtumé des poſſeſſions & terres, qui ſont données par les autres Chreſtiens: mais auſſi affin que toutes doutes oſtées, ſes heritiers cognoiſſent clairement ce qui leur appartiendra; & puiſſent entr'eux ſans querelle & proces faire leur partage & diviſion, ſous telle intention & déliberation.

Il veut donc eſtre fait trois parts de tous ſes meubles & biens, tant or, argent, pierres precieuſes; qu'autres ornemens royaux, leſques (ainſi que dit eſt) ſe trouveront lors en ſa chambre. Et puis, que ſubdiviſant deux d'icelles, il en ſoit fait vingt & une: reſervant la troiſieſme deſdites trois premieres. Item, que de ces deux tiers partis en vingt & une la diviſion ſera telle. Pour ce qu'en ſon Royaume il y a vingt & une Egliſe Metropolitaine, il veut que par les mains de ſes heritiers & amis, à chacune deſdites Metropolitaines ſoit baillée une vingt & uniéſme partie. Et que l'Archeveſque qui lors ſe trouvera, ayant receu ſa part, la repartiſſe avec ſes ſuffragans: en telle maniere, que le tiers appartienne à ſon Egliſe, & les deux autres à ſeſdits ſuffragans.

ANS de J.C. 811.

Item que le partage de ces deux tiers montant à vingt & une partie, autant qu'il y a de Metropolitaines, ayant eſté ſeparé, l'autre ſera remiſe dans une quaiſſe à part: avec l'Etiquette.

Que ces Villes Metropolitaines, auſquelles il veut eſtre faite ladite donation, ſont Rome, Ravenne, Millan, Frioul, Grade, Colongne, Mayence, (b) Vivian, Roüen, Treves, Bezançon, Lion, Reims, Arles, Vienne, Tarentaiſe, Ambrun, Bordeaux, Tours, & Bourges.

(b) Autrefois *Viviane*, & maintenant *Saltzbourg*.

Quant à l'autre partie, qu'il a voulu laiſſer entiere, il en ſera ordonné, ainſi qu'il s'enſuit. Les deux autres tiers ainſi diviſez que dit eſt, & enſemez ſous des ſeaux: cette troiſieſme ſera doreſnavant employée pour l'uſage ordinaire, comme non alienée de ſa poſſeſſion: & ce, tant & ſi longuement qu'il vivra, ou en voudra uſer.

Mais apres ſa mort, ou que volontairement il ſera retiré des affaires de ce monde: Cette meſme part ſera diviſée en quatre: dont l'une ſera adjouſtée aux vingt & une ſuſdites, l'autre ſera eſgalement diviſée entre ſes fils & filles, petits fils & petites filles. La tierce, ſuyvant la couſtume des Chreſtiens, ſera employée en aumoſnes. La quarte ſera ſemblablement aumoſnée & diſtribuée entre ſes ſerviteurs & ſervantes du Palais.

A ceſte troiſieſme partie du total, qui ſemblablement conſiſte en or & argent comme les autres, ſera adjouſté tout ce qui ſe trouvera de cuivre, fer, ou autres metaux: ſoit en vaſes & autres uſtencilles, avec les armes & veſtemens, & autres choſes precieuſes & viles; meubles de divers uſages: comme courtines ou couvertures, cuivres, chalits, tentes & pavillons: materas & contrepointes, & tout ce qu'aujourd'huy a été trouvé en la chambre & garderobe: & ce pour augmenter ladite partie, & avoir moyen d'aumoſner à plus de perſonnes.

Quant à ſa Chappelle, c'eſt-à-dire à ce qui ſert au miniſtere de l'Egliſe, il veut que tout, tant ce qu'il a fait faire que ce qui luy eſt eſchu de ſucceſſion paternelle, demeure entier, ſans eſtre diviſé: & s'il ſe trouvoit des vaiſſeaux, ou livres, ou autres ornemens, leſquels il apparut clairement n'avoir eſté par luy donnez à ladite Chappelle, il permet à chacun de les acheter, en baillant la juſte valeur d'iceux.

Autant en veut-il eſtre fait, des livres de ſa Bibliotheque: par luy aſſemblez en grand nombre & quantité, qu'il permet à chacun d'acheter à juſte prix, ce qui ſera diſtribué aux pauvres.

Entre ſes treſors il y a trois tables d'argent, & une d'or bien grande & peſante: deſquelles il ordonne eſtre fait ce qui s'enſuit, à ſçavoir, que celle qui eſt quarrée, & contient la figure de Conſtantinople, ſoit portée à Rome, avec les autres choſes deſtinées à ladite ville: pour eſtre preſentées en l'Egliſe de Sainct Pierre Apoſtre. L'autre qui eſt ronde, & contient la deſcription de Rome, ſoit donnée à l'Eveſque de Ravenne. La troiſieſme qui eſt plus belle & plus peſante que les autres, & laquelle jointe en trois ronds contient la deſcription du monde en bien petites figures, & ſemblablement celle d'or, qui eſt ſur la quatrieſme, ſervira d'augmentation à la troiſieſme part de ſes heritiers, & diſtribution d'aumoſnes.

(c) Il y en a qui tiennent ce Teſtament pour ſuſpect, parce qu'il n'y eſt point parlé des Archevêques d'Aix, Narbonne, Auchs, & Sens, quoi que fort anciens. Mais Fauchet témoigne qu'il l'avoit en manuſcrit ſur du Parchemin, en des caracteres, qui paſſoient ſix cens ans d'antiquité. D'ailleurs la diſtribution que Louis fit des Meubles de Charles ſon Pere, conformément à ce Teſtament, en prouve la verité. Mais les Copiſtes peuvent y avoir fait quelques fautes, & oublié quelques Villes.

(c) Ce Teſtament & ordonnance a eſté fait en preſence

ANS de J. C. 811. fence des Eveſques, Abbez, & Comtes qui lors ſe trouverent preſens : & deſquels les noms ſont cy-deſſous eſcrits. Les Eveſques furent Hildebeld, Riolf, Arn Welfaire, Bernon, Landrad, Jean, Theodulf, Jeſſé, Hern, Valgaud : les Abbez Fridergiſe, Adalering, Angilbert, Juum : les Comtes Valach, Meguibart, Otulf, Eſtienne, Varoch, Bouchart, Meguihart, Adon, Ricon, Edd, Arechangaire, Gerold, Bero, Hildegaire, Roculf, teſmoings dudit Teſtament.

V I.

ANS de J. C. 837. TESTAMENT DE Loüis I. *Diſpoſition de l'Empereur* LOUIS I. *dit le Débonnaire, pour conſerver la Paix entre ſes Enfans, & leur diviſer ſes Etats, faite dans l'Aſſemblée des Etats tenuë à Quierzy.* Goldaſt. Tom. II. pag. 19.

In nomine Domini Dei & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti.

(a) Il avoit déja aſſocié ſon Fils Lothaire à l'Empire, donné l'Aquitaine à Pepin, & la Baviere à Loüis, à l'Aſſemblée tenuë à Aix la Chapelle en 817.

(a) LUDOWICUS divina ordinante providentia Imperator Auguſtus, omnibus fidelibus ſanctæ DEI Eccleſiæ, & cuncto Catholico populo, præſenti ſcilicet & futuro, gentium ac nationi, quæ ſub Imperio ac regimine noſtro conſtitutæ ſunt.

1. Notum fieri volumus omnium veſtrûm ſolertiæ, quod inter dilectos filios noſtros, Pipinum, Ludowicum, Karolum, Regni nobis à Deo commiſſi talem diviſionem facere decrevimus, ut poſt noſtrum ab hac mortalitate deceſſum unuſquiſque illorum ſcire valeat, ſi eos divina pietas nobis ſuperſtites eſſe voluerit, quæ portio ſibi ad tenendum atque gubernandum à nobis aſſignata ſit. Quam diviſionem eo modo deſcribere ac deſignare volumus, ut ſinguli juxta ordinationem noſtram & fines Regni ſui, qui in alienigenas extenduntur, cum DEI adjutorio defendere ſtudeant, & pacem ac fraternam caritatem inter ſeſe cuſtodire valeant. Cujus diviſionis modum atque ordinationem talem nobis facere placuit.

2. .... *L'Article, qui concerne la diviſion des Etats manque.*

3. Hæc autem tali ordine diſpoſuimus, ut ſi poſt noſtrum de hâc luce diſceſſum aliquis eorum, prius quam fratres ſui, diem obierit, & talem filium reliquerit, (b) quem populus ipſius eligere velit, ut patri ſuo ſuccedat in Regni hæreditate, volumus ut hoc conſentiant patrui ipſius pueri, & regnare permittant filium fratris ſui in eo regno, quod pater ejus, frater eorum, habuit. Quod ſi talem filium non habuerit, tunc volumus, ut illa pars regni, quam idem habebat, dividatur æqualiter inter illos fratres, qui ſuperſtites remanſerunt.

(b) Le Fils que le Peuple aura élû ſuccédera au Royaume de ſon Pere.

4. Placuit etiam inter prædictos filios ſtatuere atque præcipere propter pacem & concordiam, quam inter eos perpetuò permanere deſideramus, ut nullus eorum fratris ſui terminos vel Regni limites invadere præſumat, neq; fraudulenter ingredi ad conturbandum Regnum ejus vel marcas minuendas, ſed potius adjuvet unuſquiſque illorum fratrem ſuum, prout temporis opportunitas permiſerit, & auxilium ei ferat contra inimicos eius juxta rationem & poſſibilitatem.

5. Nec aliquis ullum hominum fratris ſui pro quibuſlibet cauſis vel culpis ad ſe confugientem ſuſcipiat ad interceſſionem pro eo faciendam : quia volumus ut quilibet homo peccans, & interceſſione indigens intra Regnum Domini ſui, vel ad loca ſancta, vel ad honoratos homines confugiat, & inde juſtam interceſſionem mereatur.

6. Similiter præcipimus, ut quemlibet illum, qui Dominum ſuum contra voluntatem ejus dimiſerit, & de uno Regno in aliud profectus fuerit, neque ipſe Rex ſuſcipiat, neque hominibus ſuis conſentiat, ut talem hominem recipiant, vel injuſtè retinere præſumant. nec ſolùm de illis, ſed etiam de ſervis fugitivis ſtatuimus obſervandum, ut nulla diſcordiæ relinquatur occaſio. Sed & hoc præcipimus, ut nullus ex his tribus fratribus nobis in corpore conſiſtentibus, vel noſtrum vel cujuslibet alterius hominem Sacramentum fidelitatis ſibi promittere faciat, & per hoc eum vel à nobis vel ab altero Domino ſuo per hujuſmodi ſacramentum avertat, & ad ſe trahat.

ANS de J. C. 837.

7. Quin etiam præcipiendum nobis videtur, ut poſt noſtrum ex hac mortalitate diſceſſum, homines uniuſcujuſque eorum accipiant beneficia unuſquiſque in Regno Domini ſui, & non alterius, ne quando per hoc, ſi aliter fuerit, ſcandalum aliquod poſſit accidere. Hæreditatem autem ſuam habeat unuſquiſque hominum illorum abſque contradictione in quocumque Regno hoc cum legitimè habere cognoverit.

8. Et unuſquiſque liber homo poſt mortem Domini ſui licentiam habeat ſe commendandi inter hæc tria Regna ad quemcumque voluerit ; ſimiliter & ille, qui nondum alicui commendatus eſt.

9. De traditionibus autem atque venditionibus, quæ inter partes fieri ſolent, præcipimus ut nullus ex his tribus fratribus ſuſcipiat de Regno alterius à quolibet homine traditionem vel venditionem rei immobilis, hoc eſt terrarum, vinearum, atque ſylvarum, ſervorumque, qui jam caſu ſunt ; ſive cæterarum rerum, quæ hæreditatis nomine cenſentur, excepto auro, argento, & gemmis, armis ac veſtibus, nec non & mancipiis non caſatis, & iis ſpeciebus, quæ propriè ad negotiatores pertinere noſcuntur. Cæteris verò illius hominibus hoc minimè interdicendum judicamus.

10 Si autem fœminæ, ſicut fieri ſolet, inter partes & regna legitimè fuerint ad conjugium poſtulatæ, non denegentur juſtè poſcentibus, ſed liceat eas viciſſim dare & accipere, & adfinitatibus populos inter ſe ſociare : ipſæ verò fœminæ poſtatem habeant rerum ſuarum in regno, unde exierint, quanquam in alio propter mariti ſocietatem habitare debeant.

11. De obſidibus autem, qui propter credentias dati ſunt, & à nobis per diverſa loca ad cuſtodiendum deſtinati ſunt, volumus ut ille Rex, in cujus Regno ſunt, abſque voluntate fratris ſui, de cujus Regno ſublati ſunt, ad patriam eos redire permittat : ſed potiùs in futuro in ſuſcipendis obſidibus alteri mutuum ferat auxilium, ſi frater fratrem hoc facere rationabiliter poſtulaverit. Idem jubemus & de iis, qui ob ſua facinora in exilium miſſi vel mittendi ſunt.

12. Si cauſa vel intentio & controverſia talis inter partes propter terminos aut confinia regnorum orta fuerit, quæ hominum teſtimonio declarari vel definiri non poſſit, tunc volumus ut ad declarationem rei dubiæ vexillo Crucis Dei voluntas & rerum veritas inquiratur, ne unquam pro tali cauſa cujuslibet generis pugna vel campus ad exterminationem judicetur. Si verò quislibet homo de uno Regno hominem de altero Regno de infidelitate contra fratrem Domini ſui apud Dominum ſuum accuſaverit, mittat eum Dominus ejus ad fratrem ſuum, ut ibi comprobet, quod de homine illius dixit.

13. Super omnia autem jubemus atque præcipimus, ut ipſi tres fratres curam & defenſionem (c) Eccleſiæ ſancti Petri ſimul ſuſcipiant, ſicut quondam à proavo noſtro Karolo, & avo noſtro Pipino, & beatæ memoriæ genitore noſtro Karolo Imperatore, & à nobis poſtea ſuſcepta eſt, ut etiam cum Dei adjutorio ab hoſtibus defendere nitantur, & juſtitiam ſuam, quantum ad ipſos pertinet, & ratio poſtula-

(c) Baronius Annal. Tom. 9. Ann. 838 § 2. cite cét Article tout entier contre la coûtume ; au lieu qu'il l'avoit corrompu dans la Conſtitut. de Charlem. §. 16. en place de ces mots. *Eccleſia S. Petri*, il avoit mis ceux-ci, *defenſionem S. Papæ ſimul. &c.* contre la foi des Manuſcrits, de celui de P. Pithou, dont il l'avoit tiré, & des Editions de Munus.

ANS de J. C. 837. poſtnlaverit, habere faciant. Similiter de cæteris Eccleſiis, quæ ſub illorum fuerint poteſtate, præcipimus, ut juſtitiam ſuam & honorem habeant: & Paſtores atque Rectores venerabilium locorum habeant poteſtatem rerum, quæ ad ipſa pia loca pertinent, in quocunque de his tribus fratribus illarum Eccleſiarum poſſeſſiones fuerint.

14. Quod ſi de his ſtatutis atque conſentiis aliquid caſu quolibet vel ignorantia (quod non optamus) interruptum fuerit, præcipimus ut quàm citiſſimè ſecundum juſtitiam emendare ſtudeant: ne quando propter dilationem majus damnum poſſit adcreſcere.

15. Hæc autem omnia ita diſpoſuimus, atque eo ordine adfirmare decrevimus, ut quamdiu divinæ Majeſtati placuerit hanc corporalem nos agere vitam, poteſtas noſtra ſit ſuper à Deo conſervatum Regnum atque Imperium iſtud, ſicut hactenus fuit, in regimine atque ordinatione, & omni dominatione Regali atque Imperiali; & ut obedientes habeamus prædictos filios noſtros, atque Deo amabilem populum noſtrum cum omni ſubjectione quæ patri à filiis, & imperatori ac Regi à ſuis populis exhibetur. Et ſi aliquis ex his tribus filiis noſtris per majorem obedientiam ac bonam voluntatem in primis Deo omnipotenti, ac poſtea nobis placere cupiens, horum probitate promeruerit, ut ei majorem honorem ac poteſtatem conferre delectet, & hoc volumus; ut iſti de portione fratris ſui, qui non placere curaverit, & Regnum & honorem ac poteſtatem augeamus, & illum talem efficiamus, qualiter ille propris meritis dignus oſtenderit.

16. Hoc poſtremò ſtatuendum nobis videtur, ut quicquid adhuc de rebus & conventionibus, quæ ad profectum & utilitatem eorum pertineant, his noſtris decretis atque præceptis addiderimus, volumus ſic à prædictis filiis noſtris obſervetur atque cuſtodiatur, ſicut ea, quæ in his jam ſtatuta & deſcripta ſunt, cuſtodire & conſervare præcipimus.

VII.

ANS de J. C. 842. GERMANIS ET FRANCE. *Traité de Confédération entre* LOUIS II. *&* CHARLES II *pour deffendre la liberté des Royaumes de Germanie & de France, contre l'opreſſion de l'Empereur* LOTHAIRE, *fait dans l'Aſſemblée tenuë à Strasbourg.* Goldaſt. Tom. I. pag. 190.

(a) qui prétendoit que ſon droit d'aineſſe & ſa qualité d'Empereur le devoient rendre Souverain ſur ſes puînez.

ERGO XVI. KAL. Martii HLODWICUS & KAROLUS in civitate, quæ olim Argentaria vocabatur, nunc autem Strazburg vulgò dicitur, convenerunt, & ſacramento, quæ ſubternotata ſunt, HLODWICUS Romana, KAROLUS verò Teudiſca lingua juraverunt. Ac ſic ante ſacramenta circumfuſam plebem alter Teudiſca, alter Romana allocuti ſunt.

2. HLODWICUS autem, quia major natu, prior exordia ſic cœpit: Quotiens (a) LODHARIUS me & hunc fratrem meum poſt obitum patris noſtri infectando uſque ad internectionem delere conatus ſit, noſtis. Cum autem nec fraternitas, nec Chriſtianitas, nec quodlibet ingenium, ſalva juſticia, ut pax inter nos eſſet, adjuvare poſſet, tandem (b) coacti rem ad judicium omnipotentis Dei deferre ſtatuimus, ut ſuo nutu, quid cuique deberetur, conſentes eſſemus. In quo nos, ſicut noſtis, per miſericordiam Dei victores extitimus. Is autem victus una cum ſuis, quò valuit, ſeceſſit. Hinc verò fraterno amore correpti, necnon & ſuper populum Chriſtianum compaſſi, perſequi atque delere illos noluimus, ſed hactenus, ſicut & antea, ut ſaltem deinceps de cuique ſua juſticia cederetur, mandavimus. At ille poſthac non contentus judicio divino, ſed hoſtili manu iterum & me & hunc fratrem meum perſequi non ceſſat. Inſuper & populum noſtrum incendiis, rapinis, cædibuſque devaſtat. Quamobrem nunc neceſſitate coacti convenimus. Et quoniam vos de noſtra ſtabili fide ac firma fraternitate dubitare credimus, hoc ſacramentum inter nos in conſpectu veſtro jurare decrevimus. Non qualibet iniqua cupiditate illecti hoc agimus, ſed ut certiores, ſi Deus nobis veſtro adjutorio quietem dederit, de communi profectu ſimus. Si autem, quod abſit, ſacramentum, quod fratri meo juraveto, violare præſumpſero (c), ab ſubditione mea, necnon & à juramento, quod mihi juraſtis, unumquemque veſtrum abſolvo.

(b) c'eſt-à-dire un combat qui ſe donna un an après la mort de Louis le Débonnaire, duquel il périt cent mille hommes, & où les deux jeunes Frères eurent la victoire.

(c) c'étoit à proprement parler, dit Mezerai, leur donner ouverture de changer de ſouverain, quand il leur plairoit.

3. Cumque KAROLUS hæc eadem verba Romanâ linguâ peroraſſet, LODHWICUS, quoniam major natu erat, prior hæc deinde ſe ſervaturum teſtatus eſt: *Pro dun amur, & pro Xriſtian poblo, & noſtro commun ſalvament, diſt di en avant, in quant Deus ſavir & potir me dunat, ſi ſalvarai eo ceſt meon fradre* KARLO, *& in adjudha & in cadhuna coſa, ſi cum hom por dreit ſon fradra ſalvar diſt, ino quid il ums altre ſi faret, & ab* LUDHER *nul plaid nunquam prindrai, qui meon vol ciſt meon fradre* KARLI *in damno ſit.*

4. Quod cùm LUDHWICUS expleſſet, KAROLUS Teudiſca lingua ſic hæc eadem verba teſtatus eſt: *In Godes minna, ind durh tes Xriſtianes folches, ind unſer bedhero gehaltniſſi, fon theſemo dage frammordes, ſo fram ſo mir Got gewizzat indi mahd fargibit ſo haldih teſin mun in bruodher ..... ſoſa man mit rehtu ſinan bruoder ſcal, mithan thaz er mig ſoſo maduo, indi mit* LUTHERE *inno theinnit thing ne gegango, zhe minan willon imo ce ſcadhen werhen.*

5. Sacramentum autem, quod utrorumque populus quique propria lingua teſtatus eſt, Romanâ linguâ ſic ſe habet: *Si* LODHUWIGS *ſacramens, que ſon fradre* KARLO *jurat, conſervat, &* KARLUS *meo ſendra de ſuo part non los tanit, ſi il returnar nar non int pois, ne io, ne neuls cui eo returnar nint pois, in nulla adjudha contra* LODHUWIG *nun il vver.*

6. Teudiſca autem lingua: *Oba* KARL *then eid, then er ſinemo bruodher* LUDHUWIGE *geſuor, geloſtit, inde* LUDHUWIG *min herro, then er imo geſuor, forbrichit, ob ih inan ne arwendan nemag, noh ih, noh thero thein hes ſtarendan mag, imo ce fhaltnſſi widhar* KARLE *ne wirdhit.*

VIII.

ANS de J. C. 847. EMPIRE GERMANIE ET FRANCE. *Traité de paix & de convention entre* LOTHAIRE *Empereur,* LOUIS *Roi de Germanie, &* CHARLES *Roi de France, fait à Merſen près de Maſtricht, au mois de Février de* 847. Aubert le Mire, Codicis Donationum Piarum, Cap. XV. pag. 59.

HÆC quæ ſequuntur Capitula ſunt, quando tres Reges fratres HLOTHARIUS ſcilicet, HLUDOVICUS & KAROLUS, ſimul convenerunt ſecus municipium *Trajectum*, in loco qui dicitur *Mardſna*, anno Incarnationis Dominicæ octogeſimo quadrageſimo ſeptimo, per menſem Februarium, quæ etiam Capitula ſingulorum admonitiones ſequuntur.

1. De pace & concordia atque unanimitate trium fratrum & Regum inter ſe, & quod veriſſimo & non ficto caritatis vinculo ſint uniti, & ut nullus deinceps ſcandalorum inter eos occaſiones ferre poſſit.

2. Ut ipſi mutuò ſibi auxilientur, & contra Dei ſanctæque Eccleſiæ ac ſuos inimicos ſecundum opportunitatem temporis invicem adjuvent.

3. Ut nemo per quamlibet cupiditatem leges pacis in cujuſlibet eorum regno convellere præſumat, quod

ANS de J. C. 847.

quod ſi facere præſumpſerit, communem ab eis ultionem incurrat.

4. Ut Eccleſiæ Chriſti per omne eorum regnum priſtinam dignitatem honoremque retineant: & quidquid ſuperſtite domno LUDOVICO Imperatore jure legitimo poſſederunt abſque ulla diminutione recipiant.

5. Ut ſingulis eorum fidelibus talis lex conſervetur, qualem temporibus priorum Regum & præcipuè avi patriſque eorum habuiſſe noſcuntur: ſi tamen & ipſi priſtinam fidem erga ipſos conſervent.

6. Ut rapinæ & depræ dationes quæ quaſi jure legitimo hactenus factæ ſunt, penitus interdicantur, & nemo ſe impunè poſt hæc eas præſumere poſſe confidat.

7. Ut in ſingulis partibus regni Miſſi idonei conſtituantur, qui querelas pauperum & oppreſſiones, ſive quorumcumque cauſſas examinare & ſecundum legis æquitatem valeant definire. Et ſi ab uno in aliud regnum hujuſmodi præſumptores confugerint, ibi ſimiliter opprimantur.

8. Ut nullus in omni eorum regno deinceps raptum facere præſumat, aut ſi fecerit legaliter puniatur.

9. Ut Regum filii legitimam hereditatem regni ſecundum definitas præſenti tempore portiones poſt eos retineant, & hoc quicunque ex fratribus ſuperſtes fratribus fuerit, conſentiat, ſi tamen ipſi nepotes patruis obedientes eſſe conſenſerint.

10. Ut legati ad (a) DUCEM BRITTONUM mittantur, qui de communi erga eos obſervatione pacis eum commoneant.

11. Ut ſimiliter ad (b) REGEM NORTMANNORUM legati mittantur, qui eum conteſtentur, quod aus pacem ſervare ſtudebit, aut communiter eos inſenſos habebit.

(a) Nomenoüs ou Numeneus, Duc de la petite Bretagne ou Armorique du tems de Loüis *le Debonnaire*, après la mort duquel, ayant ſuivi pendant deux ans le parti de Charles *le Chauve*, il abandonna le parti des François à la ſollicitation du Comte Lambert, qui en avoit fait autant, & prit le titre de Roi.

Adnuntiatio Domni HLotharii.

NOBIS & fratribus noſtris viſum fuit, ut ad Dei voluntatem quærendam qualiter ſancta Eccleſia recuperata eſſe poſſit & pacem, & nos ac vos & iſte populus Chriſtianus habere poſſimus. Nos ſimul conjungeremus, ſicut nunc fecimus & ſic ſimus inter nos ſicut fratres per rectum eſſe debent: & pro certo illud ſciatis, quia grati Deo ſic ſumus, & ſic permanere adjuvante Deo in ante volumus, & in conſilio & in auxilio unuſquiſque erga alterum parati ſumus adjutorium ferre, ſicut fratres in Dei voluntate & communi profectu facere debent in quibuſcunque potuerimus.

Adnuntiatio Domni HLudovici.

SCIATIS, quia fratres noſtri & nos noſtros Miſſos ad (c) communem nepotem noſtrum in *Aquitaniam*, mittimus & ei tales Comitatus deſignatos mandamus, in quibus ipſe cum ſuis interim ſufficienter eſſe poſſit & fideles dilecti fratres noſtri CAROLI de illo regno pacem habere poſſint, uſque dum idem nepos ooſter ad commune placitum noſtrum veniat ad quod cum tali ſecuritate à nobis accepta eum venire mandamus, ut ſanus venire, & ſanus ſtare, & ſanus reverti, quantum illum Deus ſalvare voluerit, poſſit, & ſi tunc noſtrum conſilium audire voluerit, volumus cum Dei adjutorio & veſtro conſilio conſiderare, quomodo melius ſecundum communem profectum & utilitatem in ante eſſe poſſit. Et ſi noſtrum conſilium audire non voluerit, tunc ſicut melius cum Dei adjutorio & veſtro conſilio invenire potuerimus, exinde agere volumus.

(b) Godfrid, qui gouvernoit alors les Normans ou Danois, & à qui Charles le Chauve donna enſuite un Pays pour habiter. Voyez *Annal. Bertin. ann.* 850.

2. SCIATIS etiam quia ſimiliter Miſſos noſtros ad BRITTONES mittimus & illos ad communem profectum & pacem hortamur. Qui ſi audierint, aut non audierint, cum Dei adjutorio & veſtro conſilio exinde etiam facere volumus.

(c) Savoir Pepin, fils du Roi Pepin, qui régnoit en Aquitaine, mais que ſes Oncles ne veulent pas reconnoître pour Roi, prétendant que l'Aquitaine apartenoit à Charles le Chauve.

3. SCIATIS quia communiter Miſſos noſtros ad Nordmannos pro pace accipienda mittimus. ANS de J. C. 847.

4. SCIATIS etiam quia dilectus frater noſter HLOTHARIUS Miſſos ſuos ad vos homines tranſmittit, qui uſque modo in contrarietatem dilecti fratris noſtri Karoli fuerunt & illis mandat, ut per nullum ingenium in ante, ſicut de Dei & ſua gratia gaudere volunt, in illius & fidelium ejus contrarietatem aliquid faciant.

5. Et ſciatis, quia volumus ut res Eccleſiarum in cujuſcunque regno caput fuerit, tam de Epiſcopatibus quàm de Abbatiis, ſine ulla contradictione rectores ipſarum eccleſiarum, ſicut tempore domni ac genitoris noſtri fecerunt, illas poſſideant.

6. SIMILITER & de Epiſcopatibus & monaſteriis ubicunque in noſtro communi regno aliter eſt modò quam debeat, volumus unà cum Dei adjutorio illud emendare, ut Eccleſia Dei ſuum honorem debitum habere poſſit & populus ſuam legem.

Adnuntiatio Karoli.

1. SCIATIS quia dilecti fratres noſtri, & nos communiter noſtrum placitum ad Miſſam S. Joannis apud *Pariſium* condictum habemus, ubi de iſtis quæ illi modo dixerunt & cæteris quæ ad Dei voluntatem & noſtrum ac veſtrum communem profectum invenire potuerimus, conſideremus, & unà cum Dei adjutorio ad effectum perducamus, & volumus ut ab hinc in ante, ubicumque unuſquiſque fuerit cum pace conſiſtat, & ad illud placitum cum pace unuſquiſque veniat, quia in iſtis miſeris & rapinis uſque modo multum Deum offendimus. Unde nobis Dei miſericordiam deprecari ſatis neceſſarium eſſe cognoſcimus.

2. Volumus etiam ut unuſquiſque liber homo in noſtro regno ſeniorem qualem voluerit in nobis & in noſtris fidelibus accipiat.

3. MANDAMUS etiam ut nullus homo ſeniorem ſuum ſine juſta ratione dimittat, nec aliquis eum recipiat, niſi ſicut tempore anteceſſorum noſtrorum conſuetudo fuit.

4. Et volumus ut ſciatis quia nos fidelibus noſtris rectè conſentire volumus, & contra rationem eis facere non volumus. Et ſimiliter vos ac ceteros fideles noſtros admonemus, ut vos veſtris hominibus rectum conſentiatis & contra rationem illis non faciatis.

5. Et volumus ut cujuſcumque noſtrûm homo, in cujuſcumque regno ſit, cum ſeniore ſuo in hoſtem, vel alûs ſuis utilitatibus pergat: niſi talis regni invaſio quam Lantweri dicunt, quod abſit, acciderit, ut omnis populus illius regni ad eam repellendam communiter pergat.

IX.

Formulaire dreſſé par les (a) *Evêques à l'Aſſemblée de Coblents en l'année* 860. *pour l'Obſervation de la Paix entre les Roix de France* LOUIS II. *Roi de Germanie & d'Eſclavonie*, CHARLES II. *Roi des Gaules*, LOUIS *Empereur des Romains & Roi de Lombardie*, LOTHAIRE *Roi de Lorraine*, & CHARLES *Roi de Bourgogne & de Provence.* Goldaſt. Tom. I. pag. 192. ANS de J. C. 860.

(a) Il ne faut pas s'étonner de voir que les Evêques fuſſent les Médiateurs de cette paix. Mezerai remarque Tom. I. ſur l'année 860. qu'ils étoient alors les Maîtres du gouvernement par la foibleſſe des Princes, & par le peu de crédit des Grands qui n'avoient de vigueur, que pour s'entrebattre, & pour manger le peuple.

HÆc ſunt nomina Epiſcoporum, qui Anno Incarnationis Dominicæ octingenteſimo ſexageſimo, Nonis Junii, in Secretario baſilicæ S. Cà-

ANS de J. C. 860

Caſtoris conſideraverunt cum Nobilibus Laicis firmitatem, quam glorioſiſſimi Reges noſtri Ludovicus, Carolus, atque Lotharius inter ſe fecerunt octavo Idus Junii in eodem Monaſterio, & qui hæc capitula ab omnibus obſervanda acceptarunt.

Hincmarus,	Theudericus,
Juntherus,	Leutbertus,
Aleſridus,	Gedebartus,
Salomon,	Chriſtianus,
Adventius,	Vulfadus Abbas,
Atto,	Witgarius Abbas.

Hæc nomina Laicorum:

(a) Archangarius. Conradus,	(a) Exſtangarius,	Luitharius,
Everhardus,	Arnulphus,	Luthardus,
Vicarcnarius,	Berengarius,	Hunfriardus,
Lerthulphus,	Rithuenus,	Adalbertus,
Hernodulphus,	Bernoldus,	Sigeri,
Adalardus,	Burchardus,	Harmainus,
Luitfridus,	Heſſi,	Wigricus,
Gislebertus,	Arnuſtus,	Atto,
Huto,	Hynodulphus,	Chriſtianus,
Matfridus,	Ratbotus,	Herimannus,
Boſo,	item Chuanradus,	Sigardus.

(b) Il paroit par les plaintes que Loüis de Germanie, & Lothaire firent au Pape l'année ſuivante, que Charles ne demeura pas longtems ſans chercher les moyens de violer les conditions de ce Traité.

1. (b) Ludovicus & Rex Carolus frater ejus, neposque eorum Lotharius cum primatibus ſuis in Confluenta caſtello convenientes, pacem inter ſe & fidelitatem mutuam ſinguli juramento confirmarunt, cujus ſacramenti ſeries hujuſmodi fuit: A modo & quamdiu vixero, iſtum fratrem meum Carolum, & nepotes meos Ludovicum & Lotharium atque Carolum, ad Dei voluntatem & ſanctæ Eccleſiæ ſtatum & honorem atque defenſionem, & ad noſtram communem ſalutem & honorem, & ad populi Chriſtiani nobis commiſſi ſalvamentum & pacem, & ad legis & juſtitiæ & rectæ rationis conſervationem (quantum mihi Dominus ſcire & poſſe donaverit, & ipſi me obaudierint) vero conſilio, & ſecundum quod mihi rationabiliter & ſalubriter poſſibile fuerit, recipiens, ſincero auxilio adjutor ero ad regnum illorum continendum, & nec in vita, nec in membris, neque in regno illorum eos forſconſiliabo in hoc, ut ipſi erga me ſimilem promiſſionem faciant, & conſervent, ſic me Deus adjuvet & iſtæ ſanctæ reliquiæ.

2. Ut omnium præteritorum malorum, & contrarietatum, & ſupplantationum, atque malarum machinationum, atque molitionum, ſeu nocumentorum invitem actorum abolitio, ita inter nos & apud nos fiat, & à noſtris cordibus penitus avellatur communi malitia & rancore, & nec in memoriam ad retribuendum duntaxat mali, vel contrarietatis, atque exprobrationis, ſeu improperii de ceterp exinde quidquam veniat.

3. Ut tanta inter nos, Domino cooperante, veræ charitatis benignitas abhinc inante ſemper manet de corde puro, conſcientia bona, & fide non ficta, ſine dolo & ſimulatione, ut nemo ſuo fratri ſuum regnum, aut ſuos fideles, & quod ad ſalutem ſive proſperitatem ac honorem Regum pertinet, diſcupiat, aut ſorconſiliet, aut per occultos ſuſurrones libenter compoſita mendacia ſeu detractiones acceptet.

4. Ut unuſquiſque fideliter ſnum fratrem, ubicunque neceſſitas illi fuerit, & ipſe potuerit, aut per ſe, aut per filium, aut per fideles ſuos & conſilio & auxilio adjuvet, ut regnum fidele, proſperitatem, atque honorem regium debite valeat obtinere; & veraciter unuſquiſque erga alterum certatim demonſtret, quia in fratris ſui adverſitate, ſi ſic venerit, fraterno modo contriſtetur, & in proſperitate illius lætetur; & talem fidem ſicut inter nos modo abhinc inante conſervaturos confirmatum habemus, ſic unuſquiſque inſantibus fratris ſui, ſi obierit, qui ſuperſuerit, conſervabit.

ANS de J. C. 860

5. Et quia pervagos & tyrannica conſuetudine irruentes homines pax & tranquillitas regni perturbari ſolet: volumus, ut ſi ad quemcunque noſtrûm talis venerit, ut in his quæ egit, rationem ac juſtitiam ſubterfugere non poſſit, nemo ex nobis illum ad aliud recipiat & retineat, niſi ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducatur. Et ſi rationem rectam ſubterfugerit, omnes in commune, in cujus regnum venit, illum perſequantur, donec ad rationem perducatur, aut de regno deleatur. Similiter de eo agendum eſt, qui pro aliquo capitulo & publico crimine à quolibet Epiſcopo corripitur & excommunicatur, aut de excommunicatione crimen faciens, regnum & Regis regimen mutat, ne debitam pœnitentiam ſuſcipiat, ut ſuſceptam legitimè peragat; interdum etiam inceſtam propinquam ſuam, aut ſanctimonialem, & raptum, ſive adulteram, quam illic ei non licebat habere, ſugiens ſecum duxit: hic talis cùm Epiſcopus, ad cujus curam pertinebit, nobis notum fecerit, diligenter perquiratur, ne morandi & latitandi locum in regno alicujus noſtrûm inveniat, & Dei ac noſtros fideles ſuo morbo inficiat, ſed à nobis & miniſtris Reipub. conſtringatur, ut & ſimul cum diabolica præda, quam ſecum duxit, ad Epiſcopum ſuum redeat, & de quocunque crimine publico pœnitentiam, ut ſuſceptam legitimè peragat, compellatur.

6. Ut nemo Epiſcoporum hominem peccantem ab Eccleſia Chriſtiana alienet, donec illum ſecundum Evangelicum præceptum, ut ad emendationem & pœnitentiam redeat, commonitum habeat. Qui peccans ſi commonitus inobediens & incorrigibilis permanſerit, & ad emendationem redire noluerit, Regiam & Reip. poteſtatem per ſe ipſos & per miniſtros ſuos adeant, ut conſtringatur, & ad emendationem & pœnitentiam peccator redeat. Qui etiam ſi ita ad correctionem perduci nequiverit, tunc ſecundum leges Eccleſiaſticas medicinali ſeparatione communionis Eccleſiaſticæ ſegregetur.

7. Ut illis hominibus, qui in talibus perturbationibus (ſicut in his præteritis annis accidit) in Deum & in ſanctam Eccleſiam atque in eos peccaverunt, ſi ex veritate recognoſcentes veniam petierint, & deinceps nobis veraciter fideles eſſe voluerint, & in regnis noſtris pacifici & quieti, & legibus ac juſtitiæ obedientes extiterint, rationabilis miſericordia impendatur, non ſolùm in indulgentia commiſſorum & in conceſſione proprietatum, verum etiam & in largitione honorum ſecundum noſtram rationabilem poſſibilitatem.

8. Ut de rapinis ac depræda tionibus, & de conſpirationibus, ac ſeditionibus, & de raptis fœminarum, ſicut Eccleſiaſticæ & Chriſtianæ leges atque progenitorum Capitula continent, ita in omnibus & ab omnibus conſerventur.

9. Ut alia etiam Capitula eorundem progenitorum noſtrorum de ſanctæ Eccleſiæ honore & immunitate ac conſervatione, & de Regis etiam honore, & populi nobis commiſſi lege & juſtitia 10 omnibus & ab omnibus conſerventur.

10. Ut noſtri fideles unuſquiſque in ſuo ordine & ſtatu veraciter ſint de nobis ſecuri, quia nullum abhinc inante contra legem, juſtitiam, & auctoritatem, ac juſtam rationem aut damnabimus, aut dehonorabimus, aut opprimemus, & indebitis machinationibus affligemus, ſed illorum ſcilicet veraciter nobis fidelium commun conſilio, ſecundum Dei voluntatem & commune ſalvamentum, ad reſtitutionem ſanctæ Dei Eccleſiæ, & ad ſtatum regni, & ad honorem Regium, atque pacem populi commiſſi pertinenti aſſenſum præbebimus in hoc, ut non illi ſolùm non ſint nobis contradicentes & reſiſtentes ad iſta conſequenda verùm etiam ſic ſint nobis fideles & obedientes, ac veri adjutores atque cooperatores vero conſilio atque ſincero auxilio ad iſta peragenda quæ

ANS de J.C. 860.

præmiſimus, ſicut per rectum in ſuo ordine ac ſtatu ſuo Principi & Seniori eſſe debent.

11. Ut ſic ſimul & conjuncti & nos fratres & nepos noſter ad invicem, & nos cum fidelibus noſtris, & fideles noſtri nobiſcum, & omnes ſimul cum Deo nos conjungamus, & ut nobis ſit propitius, illi pro devoto munere offeramus, & unuſquiſque omnium noſtrûm abſque ſua propria excuſatione & juſtificatione recognoſcamus, in quibus aut ſigillatim, aut communiter, aut contra illius mandata, & decreta ſuorum Sanctorum fecimus, aut conſenſimus in ordine Eccleſiaſtico & ſtatu regni, & per ſingula in medium illa producamus; & nemo noſtrûm ſuo aut amico aut propinquo & confœderato, imò nec ſibiipſi fæculariter parcat, ut ſpiritualiter & ſalubriter parcere poſſit; quoniam, ſicut præmiſimus in præcedenti capitulo, vero conſilio & ſincero auxilio illa in commune certatim emendari totis viribus procuremus, quantocius rationabiliter poterimus.

12. Et ſi aliquis de ſubditis in quocumque ordine & ſtatu de hac convenientia exierit, aut ſe retraxerit, & huic communi decreto contradixerit; Seniores cum veraciter fidelibus ſuis hanc ſecundum Dei voluntatem & legem & juſtam rationem, velit nolit ille, qui divino conſilio & decreto, & huic convenientiæ reſiſtens & contradicens fuerit, exequantur. Et ſi aliquis de Senioribus de hac convenientia exierit, aut ſe retraxerit, & huic communi decreto (quod abſit) contradixerit; complurium Seniorum noſtrorum concilio, & Epiſcoporum judicio, ac communi conſenſu, qualiter de eo, qui debitè admonitus incorrigibilis perſeveravit, agendum ſit, ſavente Domino decernatur, & ut obnoxius ſuprascripta Capitula à nobis, auxiliante Domino inviolabiliter obſerventur, & nos illa obſervaturos ut certiùs credatur, manibus propriis ſubterfirmavimus.

Annuntiationes Domni Ludovici Regis apud Confluentem, lingua Theotiſca.

13. Vos ſcitis, quid in iſto Regno evenit. Et ideò huc convenimus, ut de Dei voluntate, & ſanctæ ejus Eccleſiæ ſtatu & noſtra ac veſtra communi ſalute & honore, & de pace populi Chriſtiani cum Dei adjutorio & fidelium noſtrorum conſilio tractaremus. Et miſimus hoc ſuper Epiſcopos & cæteros fideles noſtros, ut illi hoc invenirent, qualiter nos ad hæc quæ diximus exequenda adunaremus. Et volumus ut ſciatis, quia ſicut illi invenerunt, & ſcripto nobis nunciaverunt, ad invicem adunati ſumus, ſicut fratres per rectum eſſe debent, & vos ſimul cum iſto nepote noſtro, & ille nobiſcum, & etiam ſuos fratres & nepotes noſtros in hac adunationis firmitate nobiſcum recepimus, ita tamen ut ſi ipſi hanc firmitatem erga nos fecerint & obſervaverint.

14. Et ſciatis, quia non volumus, ut ullus inter nos abhinc inante alia verba portet niſi talia, quæ Deo ſint placita, & ad noſtram communem ſalutem & ad noſtrum honorem pertineant; ut ſic ſimus ſicut fratres invicem, & patrui cum nepotibus, & nepotes cum patruis eſſe debent. Et ſi aliquis fuerit, qui hoc facere tentaverit, perducatur in medium ad rationem, & taliter inde caſtigetur, ut nemo alius ſimiliter agere tentet.

15. Volumus ut Eccleſiæ & Caſæ Dei, & Epiſcopi, & Dei homines, Clerici & Monachi & Nonnæ, talem mundeburdem & honorem habeant, ſicut tempore noſtrorum anteceſſorum habuerunt.

16. Et volumus, ut vos & cæteri homines fideles noſtri talem legem & rectitudinem, & tale ſalvamentum in regnis noſtris habeatis, ſicut anteceſſores veſtri tempore anteceſſorum noſtrorum habuerunt: & juſtitia & lex omnibus conſervetur; & pauperes homines talem defenſionem habeant, ſicut tempore anteceſſorum noſtrorum lex & conſuetudo fuit, & ſicut fideles noſtri communiter conſenſerunt, & ſcripto nobis demonſtraverunt, & nos cum illorum conſilio conſentimus, & communiter volumus. Et ſi aliquis hoc perturbare voluerit, à nullo noſtrûm recipiatur, niſi ad rectam rationem aut rationabilem indulgentiæ conceſſionem deducatur. ANS de J.C. 860.

17. Sed de iſtis rapinis & deprædationibus, quas jam quaſi pro lege multi per conſuetudinem tenent, ab hoc die & deinceps de Dei banno & noſtro bannimus, ut nemo hoc amplius præſumat, ſed unuſquiſque intra patriam cum pace & ſine oppreſſione pauperum & circummanentium conſiſtat, & in hoſtem, & ad placitum, ſeu ad curtem veniens de ſuo ſicuvarintiæ, & de domo ſua moveat, ut cum pace venire & nobiſcum ſtare, & ad domum ſuam redire poſſit. Et qui hoc tranſgreſſus fuerit, ſicut tempore anteceſſorum noſtrorum fuit, & in illorum Capitulis continetur, volumus ut hoc in illis tranſgreſſionibus emendetur.

18. Similiter & de conſpirationibus, & de raptis fœminarum tam viduarum quàm puellarum atque nonnarum, bannimus ex Dei & noſtro verbo, ut nullus hoc in noſtris regnis agere præſumat. Et ſi quis hoc præſumpſerit, ſecundum legem & ſicut in Capitularibus progenitorum noſtrorum continetur, ſic hoc emendare cogatur.

19. Hæc eadem CAROLUS Romana lingua pronuntiavit, & maxima parte lingua Theotiſca recapitulavit.

20. Poſthæc Domnus Ludovicus ad Domnum Carolum fratrem ſuum lingua Romana dixit: Hoc ſi vobis placet, veſtrum verbum habere volo de illis hominibus, qui ad meam fidem venerunt. Et Domnus Carolus excelſiore voce lingua Romana dixit: Illis hominibus, qui contra me fecerunt, &c. ſicut ſcitis, ad meum fratrem venerunt, propter Deum & propter illius amorem, & pro illius gratia totum perdono quod contra me nimis fecerunt; alodes de hæreditate & de conquiſima, & quod de donatione noſtri Senioris habuerunt; excepto illo, quod de mea donatione venit, illis concedo, ſi mihi firmitatem fecerint, quod in regno meo pacifici ſint, & ſic vivant ſicut Chriſtiani in Chriſtiano Regno vivere debent: in hoc ſi frater meus meis fidelibus, qui contra illum nihilo minus fecerunt, & me, quando opus fuit, adjuverint, ſimiliter illorum alodes, quos in Regno illius habent, conceſſerit. Sed & de illis alodibus, quos de mea donatione habuerunt, & etiam de honoribus, ſicut cum illo melius conſiderabo, illis, qui ad me retornabunt, voluntariè faciam.

21. Et Domnus LOTHARIUS lingua Theotiſca in ſupra annunciatis Capitulis ſe conſentire dixit, & ſe obſervaturum illa promiſit. Et tunc Domnus Carolus iterum lingua Romana de pace commonuit, ut cum Dei gratia ſani & ſalvi irent, & ut eos ſanos revideret oravit, & annuntiationi finem impoſuit.

X.

Traité de Paix entre CHARLES *le Chauve Roi de France, &* LOUIS *Roi de Germanie ſon frére, fait à Aix la Chapelle, le 6. de Mars* 870. Aubert le Mire, dans ſon Codex Donationum Piarum, Chap. XIX. pag. 76. ANS de J.C. 870. CHARLES Roi DE FRANCE, ET LOUIS Roi DE GERMANIE.

ANno Incarnationis Domini noſtri Jeſu Chriſti DCCCLXX. Indictione tertia, pridie Nonas Martii, anno (a) XXXII. KAROLI glorioſi Regis, Aquiſgrani palatio, hæ pactiones inter ipſum & HLUDOVICUM Regem, fratrem ipſius, factæ ſunt. (a) le Mire croit qu'il faut lire 30.

INGEL-

ANS de J. C. 870.

INGELRAMNUS Comes ex parte Karoli Regis. (a) Sic promitto ex parte Senioris mei: quòd ſenior meus KAROLUS Rex fratri ſuo HLUDOVICO Regi talem portionem de regno HLOTHARII Regis conſentit habere, qualem aut ipſi juſtiorem, & plùs æqualiorem, aut communes fideles eorum inter ſe invenerint. Nec eum in ipſa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel ſurreptionem, decipiet, aut forconſiliabit, ſi frater ſuus *Hludovicus* eamdem firmitatem & fidelitatem, quam ex parte ſenioris mei illi habeo promiſſam, iſte frater ſuus *Hludovicus* ſeniori meo ex parte ſua, quamdiu vixerit, inviolabiliter ſervaverit.

(a) Cette convention donnée lieu au Traité ſuivant.

Item LEUTFRIDUS Comes ex parte HLUDOVICI Regis.

Sic promitto ego ex parte ſenioris mei, quod ſenior meus HLUDOVICUS Rex fratri ſuo KAROLO Regi talem portionem de regno HLOTHARII Regis conſentit habere, qualem aut ipſi juſtiorem, aut plus æqualiorem, aut communes fideles eorum inter ſe invenerint. Nec eum in ipſa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel ſurreptionem decipiet aut forconſiliabit: ſi frater ſuus KAROLUS eandem firmitatem, & fidelitatem, quam ex parte ſenioris mei habeo promiſſam, iſte frater ſuus *Karolus* ſeniori meo ex ſua parte, quamdiu vixerit inviolabiliter ſervaverit.

Hæc eadem tertius *Theodoricus* Comes, ex parte glorioſi Regis *Karoli*, & quartus *Radulfus* Comes ex parte HLUDOVICI proſecuti ſunt.

Iſti præſentes fuerunt.

LEUTBERTUS Archiepiſcopus.
AFRIDUS Epiſcopus.
ODO Epiſcopus.
ADALELMUS Comes.
INGELRAMNUS Comes.
LUITFRIDUS Comes.
THEODORICUS Comes.
Item ADELELMUS Comes.

XI.

ANS de J. C. 870. CHARLES LE CHAUVE, ET LOUIS LE GERMANIQUE.

Tranſaction faite le 8. d'Août de l'Année 870. *entre* CHARLES *le Chauve, &* LOUIS *le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine, que Charles avoit enlevé à l'Empereur* LOUIS, *pendant que cèt Empereur étoit occupé contre les Saraſins.* Goldaſt. Tom. III. pag. 288. Aubert le Mire, dans ſon Codex Donationum Piarum, Chap. 20. pag. 20.

(a) al. v. Kal. Aug.

Anno Incarnationis Dominicæ DCCCLXX. Regni Karoli XXXIII. Indict. III. (a) VI. Id. Aug. fuit hæc diviſio Regni facta (b) in Procaſpide ſuper fluvium Moſam inter glorioſos Reges Karolum & Hludowicum.

(b) On ne ſ, ait pas trop bien quel eſt ce lieu. Mezerai ne le nomme point. Le Mire ſoupçonne qu'il faudroit lire *Procuſpide* & le prend pour une langue de terre, qui avançoit dans la Meuſe. Ce Traité ſelon lui ſe fit dans le Diocéſe de Liége entre Herſtal & un autre lieu qu'il nomme Maſna. Au reſte le Mire, qui a ce même Traité, n'a pas marqué les hiatus qui y ſont, ni les diverſes leçons, comme Goldaſt, au lieu de cela il a expliqué dans le texte la plûpart des lieux dont il eſt parlé dans le Traité. Il a été impoſſible de ſuivre l'un & l'autre. On s'eſt attaché à celui qui a paru le plus original.

Et hæc eſt portio, quam ſibi HLUDOVICUS accepit.

COloniam. Treveris. Utrech. Stratsburg. (c) Baſulam. Abbatiam (d) Sueſtre. Berch. Niu Monaſterium. Caſtellum. Indam. Sancti Maximini. Ephterniacum. Horream. Sancti Gangulfi. Faverniacum. Polemniacum. Luxovium. (e) Luteram. Balmam. Offonis villam. (f) Megeni. Monaſterium Sancti Deodati. Boſonis monaſterium. (g) Stivarium. Romerici montem. Morbarch.

(c) al. Baſileam. (d) al. Salveſtre.

Il y avoit un eſpace laiſſé en blanc dans le Manuſcrit après le mot, Morbarch: & on liſoit dans la page ſuivante ce qui ſuit.

SAncti Gregorii. Mauri monaſterium. Eboresheim. Homowa. Maſonis monaſterium. Homburch. Sancti (h) Stephani Straſtburch. Erenſtein. Sancti Urſi in Salodoro. Grandivallem. Altam petram. Juſtinam. Vallem Cluſæ. Caſtellum Carnones. Heribodesheim. Abbatiam de Aquis. Hoenchirche. Auguſtchirche. Comitatum (k) Treſtebant. Batua. Hattuaris. Maſao ſubterior de iſtis parte. Item Maſau ſuperior, quod de iſta parte eſt. Liugas quod de iſta parte eſt. Diſtrictum Aqueoſe. Diſtrictum (l) Teſtis. In Ripuarias Comitatus V. Megeneoſium. Bedagowa. Nitchowa. Sarajichovaia ſubterior. Bleſitchowa. Seline. Albechowa. (m) Suetiſium. Calmontis. Sarachawa ſuperior. Odormenſe quod Bernhardus habuit. Solocenſe. Baſiniacum. Eliſchowe. Waraſch. Scudingum. Emaus. Baſalchowa. In Eliſatio Comitatus II. De Friſia duas partes. De regno quod Hlotharius habuit, ſuper iſtam diviſionem propter pacis & caritatis cuſtodiam ſuperaddidimus iſtam adjectionem. Civitatem Mettiscum Abbatia S. Petri, & S. Martini, & Comitatu (n) Moſlenſi, cum omnibus villis in eo conſiſtentibus, tam dominicatis quàm & vaſallorum. De Arduenna ſicut flumen (o) Urta ſurgit inter Bislanc & Tumbas, ac decurrit io Moſam, & ſicut recta via pergit in Bedenſi, ſecundum quod communes fideles noſtri rectius invenerunt, excepto quod de (p) Conduſtro eſt ad partem Orientis trans Urtam, & Abbatias Prumiam & (q) Stabolata, cum omnibus villis dominicatis & vaſallorum.

(h) al. Stagni.
(k) al. Teſtebrant. Baviam. Hattuatias.
(l) al. Treſtis.
(m) Suentenſium.
(n) al. Moſſenſi. al. Moſienſi.
(o) al. Urca.
(p) al. condruſto.
(q) al. Stabolah.

Et hæc eſt portio, quam Karolus de eodem Regno ſibi accepit.

LUgdunum. Veſontium. Viennam Tungris. Tullum. Viridunum. Cameracum. Vivarias. (r) Ucetia Montem Falconis. Sancti Michaelis. (s) Culdini monaſterium. Sancta Maria in Biſinciono. Sancti Martini in eodem loco. Sancti Augentii. Sancti Marcelli. Sancti Laurentii. Leudenſi. Sennonem. Abbatiam Mellam. Molbarium. Laubias. Sancti (t) Gaugerici. Sancti Salvii. Criſpiono. Foſſas Marilias. (u) Hunulcurt. Sancti (x) Gervaſii. Maalinas. Ledi. (y) Sumniacum. Antoolum. Condatum. Merrebecchi. Ticlivinni. Luitoſa. Calmontis. Sancta Maria io Deonant. Echa. Andana. (z) Waslo. Altummontem. Comitatum Texandrum. In Brachanto Comitatus IIII. Cameracenſium. Hanioum. (a) Lomenſem. In Hasbanio Comitatus IIII. Maſau ſuperior quod de iſta parte eſt. Liugas quod de iſta parte Moſæ eſt, & pertinet ad (b) Velſatum Scarponinſe Viriduniоſe. Dulmiſe. Arlon. Waurenſe Comitatus duos. Moſminſe. Caſtricium, Condruſt. De Arduenna ſicut flumen Urta ſurgit inter Bislanc & Tumbas ac decurrit ex hac parte in Moſam, & ſicut recta via ex hac parte Occidentis pergit in Budenſi, ſecundum quod miſſi noſtri rectius iovenerint. Tullen[illegible] aliud Odornenſe, quod Tetmarus habuit. Barrenſe. Portenſe. Salmoringum. Lugdunenſe. Viennenſe. Vivarias. Ucetium. De Friſia tertiam partem.

(r) al. Uzoticas.
(s) al. Suldum. al. Gildini.
(t) al. Gauderici.
(u) al. Humulphiurt.
(x) al. Servatii.
(y) al. Sunivacum.
(z) al. Waslaoti.
(a) al. Lomenſem.
(b) al. Verſatum.

Le reſte du Traité manque.

ANS de J. C. 879.

XII.

Loüis II. Roi de France et Loüis de Germain.

Traité de Paix & Partage entre LOUIS II. *dit le Bégue, Roi de France, &* LOUIS *Roi de Germanie, par lequel ils partagent la Lorraine entr'eux, comme elle l'avoit été entre leurs Péres, & en récompenſe Louïs le Bégue promet de donner à Loüis Roi de Germanie, une portion en Italie: dreſſé premiérement à Marſene ſur la Meuſe; & achevé & publié à Fricons, le 1. de Novembre,* 879. Goldaſt. Tom. III. pag. 293. & en François preſque mot pour mot dans Fauchet. feuill. 387.

CONVENTIO, *qua inter glorioſos Reges Ludovicum filium* (a) *Caroli Imperatoris, itemque Ludovicum filium Ludovici Regis, in loco qui vocatur Furonis Kal. Novembr. ipſis & communibus fidelium ipſorum faventibus & conſentientibus facta eſt.*

(a) Second du nom, ſurnommé le Chauve.

1. Anno DCCCLXXIX. Indictione duodecima. Sicut inter patrem meum Carolum & patrem veſtrum Ludovicum regnum Lotharii diviſum fuit, volumus ut ita conſiſtat. Et ſi aliquis noſtrorum fidelium de regno, patris ſui purprifum habet, juſſu noſtro illud dimittatur. De regno vero quod Ludovicus Imperator in Italia habuit, quia nondum ex illo aliqua diviſio facta eſt, quicunque modo illud tenet, ita teneat, donec (Domino volente) ſimul venientes cum communibus fidelibus noſtris inveniamus & definiamus, quod ex hoc melius & juſtius viſum fuerit. De regno Italiæ, quia modo nulla ratio eſſe poteſt, omnes ſciant, quia partem noſtram de illo regno & requiſivimus & requirimus, & Domino auxiliante requiremus.

Iſta die ſequenti ſtatuta ſunt.

(a) al. & quia

2. (a) Quod, quia firmitas amicitiæ & conjunctionis noſtræ modo quibusdam præpedientibus cauſis eſſe non potuit, uſque ad illud Placitum, quo ſimul ut conveniamus ſtatutum habemus, talis amicitia inter nos maneat, Domino auxiliante de corde puro & conſcientia bona & fide non ficta, ut nemo ſuo pari vitam, regnum aut fideles ſuos, vel aliquid quod ad ſalutem ſive proſperitatem ac honorem regni pertinet, diſcupiat aut conſentiat.

3. Ut ſi in alterutrius noſtrum regnum, Pagani ſeu Pſeudochriſtiani inſurrexerint, uterque veraciter ſuum parem, ubicunque neceſſitas fuerit, ſi ipſe rationabiliter potuerit, aut per ſemetipſum aut per ſuos fideles & conſilio & auxilio, ut optime poſſit, adjuvet.

4. Quod ſi ego vobis ſuperſtes fuero, filium veſtrum Ludovicum adhuc parvulum & alios filios veſtros, quos Dominus vobis donaverit, ut regnum paternum hæreditario jure quiete tenere poſſint, & conſilio & auxilio, prout melius potuero, adjuvabo: ſi autem vos mihi ſuperſtites fueritis, filios meos Ludovicum & Carlomannum & alios, quos mihi divina pietas donare voluerit, ut regnum paternum quiete tenere poſſint, ſimiliter conſilio & auxilio, quam optime potueritis, adjuvabitis.

5. Ut ſi aliqui ſuſurrones, detractores & qui paci noſtræ invident, & quietum regnum eſſe non permittunt, inter nos lites & contentiones & diſcordias ſeminare voluerint, neuter noſtrum recipiat aut libenter (b) receptet: niſi ſorte hoc ad rationem coram nobis utriſque & fidelibus noſtris perducere voluerit. Si vero hoc noluerit, cum neutro noſtrum aliquam ſocietatem habeat, ſed uterque illum, ſicut mendacem & falſarium, & inter fratres volentem ſeminare diſcordias, communiter à nobis abjeciamus, ne de cætero quiſque talia mendacia auribus noſtris inferre audeat. ANS de J. C. 879.

(b) acceptet.

6. Ut communiter, quo citius potuerimus, Legatos noſtros ad Carlomannum & Carolum glorioſos Reges dirigamus, qui eos ad Placitum, quod VIII. Idus Februar. ſtatutum habemus, invitent, &, ut nullatenus venire differant, obſecrent. Et ſi, ſecundum quod optamus, venire voluerint, communiter nos ad Dei voluntatem & ſanctæ Eccleſiæ ſalvationem ac communem honorem noſtrum, & profectum ac ſalvamentum totius populi Chriſtiani nobis commiſſi, Domino cooperante, ita conjungamus, ut de cætero in eo, qui unus eſt, unum ſimus, & unum velimus, & idipſum dicamus, ſecundum Apoſtolum, & faciamus omnes, & non ſint in nobis ulla ſchiſmata.

7. Si autem illi obſecratione noſtra vocati & invitati, aut Legati eorum ad præfatum Placitum venire diſtulerint, nos, ſecundum quod ſtatutum habemus; illic omnino venire, & nos ſecundum Dei voluntatem conjungere omnimodo non omittemus, niſi forte inevitabilis neceſſitas evenerit, pro qua id fieri nullatenus poſſit. Et ſi hoc acciderit, ad tempus uterque pari ſuo hoc refcire faciat: & propterea amicitia noſtra nec minuatur, nec immutetur, donec (Domino volente) congruo tempore perfecte confirmetur.

8. Ut res Eccleſiarum, in cujuſcunque regno caput fuerit tam de Epiſcopatibus quam de Abbatiis, ſine ulla contradictione Rectores ipſarum eccleſiarum illas poſſideant: & ſi aliquid ibi injuſtum factum à quoquam eſt, in cujuſcunque regno illæ res conſiſtunt, legaliter exinde ſecundum juſtitiam reddere faciant.

9. Et quia per vagos & in tyrannica conſuetudine irreverentes homines, pax & quies regni perturbari ſolent, volumus ut ad quemcunque noſtrum talis venerit, ut de his, quæ egit, rationem & juſtitiam ſubterfugere non poſſit, neuter noſtrum illum ad aliud recipiat vel retineat, quam ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducat: & ſi rationem rectam ſubterfugerit (c) omnes in commune, in cujus regnum venerit, illum perſequamur, donec aut ad rationem perducatur, aut de regno expellatur vel deleatur. (d) al. uterque.

10. Volumus ut ii, qui merito proprietatem ſuam in regno noſtro perdiderint, ita judicentur, ſicuti temporibus anteceſſorum noſtrorum inventum fuit. Qui vero dicunt ſe injuſte proprietatem ſuam perdidiſſe, veniant in noſtram præſentiam: &, ſicut juſtum eſt, ita illis judicemus, & ſua recipiant.

XIII.

ANS de J. C. 921. France et Germanie.

Traité de Paix entre CHARLES *le ſimple Roi de France, &* HENRI *Roi de Germanie. Fait à Bonne en* 921. Aubert le Mire, dans ſon Codex Donationum Piarum. Chap. XXVII pag. 115.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis divina propitiante clementia anno Dominicæ incarnationis DCCCCXXVI. anno verò regni Domini & glorioſiſſimi Regis Francorum occidentalium CAROLI XXIX. redintegrante XXIV. largiore verò hereditate indepta X. Indictione IX. anno quoque regni Domini & magnificentiſſimi Regis Francorum Orientalium HENRICI tertio, inter ipſos præfatos principes unanimitatis pactum, ac ſocietatis amicitia quæſita repertaque exordia ſumpſit prout viſa ſunt competentia.

Convenerunt enim ambo illuſtres Reges, ſicut inter

ANS de J. C. 921.

ter se discurrentibus Legatis convenerant II. Nonas Novembris feria prima: domnus enim CAROLUS super Rhenum flumen ad Bonnam castrum, & serenus HEINRICUS ex altera parte Rheni. Et ea tantùm die mutuis se visibus intuentes super ripas ejusdem fluminis hinc & ultra, ut sui fierent fideles amnoxii sacramento, quo hanc eorum convencionem fuerant pollicti.

Verum feria quarta VII. Idus Novembris in medio Rheni fluminis supràs dicti principes, in navibus quisque suis, in tertium ascenderunt, quæ ancorata in fluminis medio gratia eorum colloqui fixa erat: ibique in primo hanc sibi vicissim convenientiam ob statum pacis, juramento firmarunt in.

Ego CAROLUS divina propitiante clementia Rex Francorum Occidentalium, amodò ero hanc amico meo Regi Orientali HEINRICO amicus, sicut amicus per rectum debet esse suo amico secundùm meum scire ac posse: ea verò ratione si ipse mihi, juraverit ipsum eumdemque sacramentum, & attendent quæ promisit. Sic me Deus adjuvet & iste sanctæ reliquiæ.

Et contra Rex Heinricus eamdem promissionem sacramento eisdem prosecutus est verbis subsequenter, ut hujus amicitiæ firmitas inviolabiliter observaretur.

Hæc sunt nomina Episcoporum qui cum nobilibus ac fidelibus laicis firmitatem, quam præmemorati Reges inter se fecerunt, collaudando acceptaverunt, & manibus suis sacramentum firmaverunt, numquam à se desistendam.

Episcopi ex parte Domini Regis Caroli.

HERIMANNUS Archiepiscopus Agrippinæ, quæ modo est Colonia vocitata.

RODOERUS Archiepiscopus Treverorum.

STEPHANUS Præsul Cameracorum.

BOVO Episcopus Catalaunensium.

BALDRICUS Trajectensium Episcopus.

Hæc nomina Comitum.

MATFRIDUS, Erkengerus, Hagano, Boso, Waltkerus, Isaac, Ragenberus, Theodricus, Adalardus, Adelelmus.

Episcopi ex parte Regis luctyri Heinrici.

HERIGERUS Archiepiscopus Moguntiacorum.

NITHARDUS Episcopus Mimmogemefordæ.

DODO Episcopus Osnobroggæ.

RICAWDO Episcopus Vangionum, quæ nunc dicitur Wormatia.

HONVARDUS Episcopus Paderbornensis.

NOTINGUS Episcopus Constantiæ Alemannicæ.

Hæc sunt nomina Comitum.

EVRARDUS, Chanradus, Herimannus, Hato, Godefredus, Otto Herimannus, Cobbo, Magenhardus, Fridericus, Foldac.

XIV.

ANS de J. C. 963. COMTE DE LUXEMBOURG ET ABBÉ DE S. MAXIMIN DE TREVES.

(a) *Echange fait entre le Comte* SIGIFRID *&* WIKER *Abbé de St. Maximin de Trêves, du* CHATEAU DE LUXEMBOURG, *dans les Ardennes, contre un Domaine nommé* VIULNE *dans les mêmes Ardennes, par lequel Echange Sigifrid aquit le nom de* PREMIER COMTE DE LUXEMBOURG. *Fait en* 963. Aubert le Mire dans son Diplomatum Belgicorum Lib. I. Cap. XIX. pag. 39. & Notitiæ Ecclesiarum Belgic. Cap. LXI. pag. 109.

(a) Le Mire dit qu'il a tiré cette pièce d'un Manuscrit de l'Abbaye de S. Maximin de Trêves.

IN nomine unigeniti Filii Dei. Notum sit omnibus populis, in Christum credentibus, tam præsentibus quàm venturis, clericis atque laicis, quod (b) SIGIFRIDUS Comes, de nobili genere natus, castellum quod dicitur LUZILINBURCH in proprietatem desiderans adipisci, perrexit ad D. (c) Brunonem Archiepiscopum, fratrem videlicet Imperatoris Ottonis, qui tunc principatum totius regni post ipsum tenebat, eique suum desiderium manifestavit.

Cujus scilicet Archiepiscopi accepto consilio, & impetrata licentia ab eo, venit ad Abbatem Wikerum & ad reliquos S. Maximini monachos, in quorum prædio idem castellum fuerat positum, petens ut ei liceret cum suo allodio illud commutare. Quod Abbas libenter, unà cum fratribus, consentiens, placuit atque convenit inter eos, ut res per ambarum partium oportunitatem commutarentur.

Dedit itaque præfatus Comes ad S. Maximinum de rebus suæ proprietatis, legali traditione, in Comitatu Gisilberti Comitis, in pago Ardoennæ, villam quæ dicitur Viulna, cum servis, censualibus, & omni ipsius villæ integritate.

Accepit autem à prædicto Abbate, consentiente monachorum congregatione, supranominatum castellum cum exitibus & reditibus, & omnibus terris, ab alveo fluminis Alsuntiæ, usque ad illos veteres truncos, qui stant ante munitionem ejusdem castelli, secundum quod protenditur in longum & latum.

Igitur posita est hæc eadem munitio in pago *Adtingeto*, in Comitatu Godefridi Comitis, super ripam Alsuntiæ fluminis.

Factum est itaque concambium istud ea constitutione, ut utraque persona, Abbatis videlicet & Comitis, ex eo quod accepit, habeat in perpetuum liberam & aptam potestatem tenendi, tradendi, vendendi, vel quidquid voluerit ex inde facere, absque ullius hominis contradictione.

Acta est namque hæc traditio, sive etiam mutatio, publicè in civitate Trevorensium, in monasterio memorati patroni S. Maximini, in die Palmarum, XV. Kal. Maij, adstante Abbate Wikero, simulque Hilderado ejusdem cœnobii Advocato, & aliis quam plurimis testibus, monachis, Canonicis, atque laicis.

Signum Domini BRUNONIS Archiepiscopi, qui hoc concambium legaliter fieri jussit.

Signum Henrici Trevirorum Archimandritæ, qui consilio istius rei per omnia interfuit.

S. Asolfi Præpositi.
S. Rainvoldi Decani.
S. Sandradi Cellerarii.
S. Adalungi monachi.
S. Christiani monachi.
S. Gerberni monachi.
S. Himmberti monachi.
S. Willeri monachi.
S. Volmari monachi.
S. Hildradi monachi.
S. Warneri Monachi.

Item nomina Laicorum.

Signum (d) FRIDERICI Ducis Lotharingiæ, cujus consensu & collaudatione opus illud peractum est.

Signum Liuthardi.	S. Nortperti.
S. Sarachonis.	S. Adalberti.
S. Gerfonis.	S. Tancradi.
S. Anselmi.	S. Walteri.
S. Herperni.	S. Ruotperti.
S. Thietperti.	S. Thietfridi.

Facta est igitur hujus chartæ conscripto, anno Dominicæ Incarnationis DCCCC. LXIII. Indictione VI. regni Ottonis III. & patris sui Cæsaris principatum tenentis II.

(b) ANS de J. C. 963. (b) On ne sait ni de qui il étoit fils, ni qui fut son successeur.

(c) Archevêque de Cologne, & Archiduc de Lorraine comme le nomme Sigebert Abbé de Gembloux dans sa Chronique. Il étoit frère de l'Empereur Othon I.

(d) Prémier Duc de la Haute Lotharingie ou de la Moselle, établi par Brunon en 953, selon Flodoard dans sa Chronique.

* * * *

ANS de J. C. 1007.

XV.

Comte de Cambrai.

Donation du COMTE' DE CAMBRAI, *faite à* ERLUIN *Evêque du même lieu par l'Empereur* HENRI II. *en* 1007. George Colvener dans ſes Notes ſur la Chronique des Evêques d'Arras & de Cambrai, de Balderic Evêque de Tournai; & Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum Tom. I. Cap. XXVII. pag. 55.

(a) Autrement *Erluinus* ou *Herluinus* Evêque de Cambrai & d'Arras, qui mourut en 1012.

(b) Le Mire remarque qu'autrefois les Evêques de la haute & de la baſſe Lorraine, & ceux des Pays-bas avoient droit d'élire & d'établir dans leurs Villes des Comtes, qui adminiſtroient la Juſtice. D'où vient qu'il eſt ſouvent parlé dans les Auteurs du moyen âge, des Comtes de Cambrai, d'Arras, de Tréves, &c. Ces Comtes abuſant de leur pouvoir dans la ſuite, les Evêques garderent cette dignité pour eux. D'où vient que pluſieurs Evêques ſont auſſi Comtes.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. HEINRICUS divina clementia favente Rex. Omnibus ſanctæ Dei Eccleſiæ fidelibus, præſentibus ſcilicet & futuris, notum fieri volumus, qualiter nos, tam animæ noſtræ conſultu, quàm venerabilis Heriberti Archiepiſcopi Colonienſis interventu, Chameracenſi eccleſiæ, in honore S. Mariæ conſtructæ, Comitatum Chameracenſem, hac noſtræ auctoritatis præceptali pagina, prout firmiſſimè potuimus, in proprium donavimus.

Præcipientes igitur, ut prælibatæ ſedis venerabilis (a) ERALWINUS Epiſcopus, ſuique ſucceſſores, liberam dehinc habeant poteſtatem, eumdem Comitatum in uſum eccleſiæ ſupra dictæ tenendi (b), Comitem eligendi, bannos habendi, ſeu quidquid ſibi libeat, modis omnibus inde faciendi.

Et ut hæc noſtræ traditionis auctoritas ſtabilis & inconvulſa permaneat, hanc chartam inde conſcriptam manu propria roborantes, ſigilli noſtri impreſſione inſigniri juſſimus.

Signum domni HEINRICI Regis iovictiſſimi. Eberhardus Cancellarius, vice Willegiſi Archicapellani, recognovit.

Data XI. Kalendas Novembris, Indictione V. anno Dominicæ Incarnationis M. VII. an. domni Heinrici ſecundi regni VI. Actum Aquiſgranenſi palatio feliciter, amen.

ANS de J. C. 1059. Nivelle.

XVI.

Partage des biens de l'Egliſe de NIVELLE *en trois Portions, fait par l'Empereur* HENRI IV. *La premiere eſt donnée à l'Hôpital, la ſeconde à l'Abeſſe, & la troiſiéme aux Chanoines & Chanoineſſes. Fait le* 24. *Février* 1059. Aub. le Mire. Notitiæ Eccleſiar. Belgii. Cap. LXXXIX. pag. 170.

(a) Lothaire confirma ce Partage en 1136. comme on le verra ci-aprés dans ſon rang.

(a) HEnricus divina favente clementia Rex. NIVIALENSIS eccleſia, Francorum regno finitima, permaximas ſæpè calamitates ſuſtinuit. Quod pater meus Henricus III. Imp. animo indoluit; adeò ut in conſecratione, quam ad adventum ſuum reſervari juſſerat, præſentem ſe exhibens, pignora ſacratiſſimæ virginis GERTRUDIS propriis humeris ſanctuario importaret, locumque donis Imperialibus exornans, de rebus ejuſdem eccleſiæ præceptum faceret; quodque ſpecialis dilectionis indicium eſt, non communi illud ſigillo, ſed ſecreto ſuo ſignaret. Cùm ergò me divina gratia paterni regni ſecerit ſucceſſorem, volo erga eumdem locum me præſtare paternæ pietatis heredem, & de rebus ejuſdem eccleſiæ noſtræ quoque auctoritatis præceptum innovare.

Res ipſæ in tres portiones diviſæ exiſtunt, in Xenodochium, in beneficium Abbatiſſæ, in præbendas fratrum ſeu ſanctimonialium LXXII. Quæ partes ut à ſe poſſint certiſſimè diſtingui, placuit hæc nomina villarum, ad unamquamque pertinentium, diſtinctè ſubnotari. Ad CONORGATIONEM pertinent, burgus ipſe Nivialenſis, cum omnibus reditibus ſuis & cum ipſa eccleſia, Lennecha cum eccleſia, Wambecca cum eccleſia, Tubecca cum eccleſia, Goiaca, Rosbecca, Heinuires, Iturna cum eccleſia, Baſſeis cum eccleſia, Bulceis cum eccleſia, Brole cum omni vineto, Ara cum vineis quæ ſunt in Leia, & quæ ſunt in Clotina, Forſt cum eccleſia, Duſſla, Foillidhes, Migeivilla, Vileirs, & omnis Præpoſitura illa quæ conſtat ex eleemoſynis. Ad beneficium ABBATISSÆ, altare S. Gertrudis cum omni familia, Sprendelenges cum vineis quæ ſunt in Binga, Udechoves, Benerfeti cum eccleſia, Nieſs, Meerbecca cum eccleſia, Ruoz, Gotirez cum eccleſia, Rosbecca & de Henvires, cum ceteris beneficiis quæ tenent milites ad commune ſervitium Abbatiſſæ & Congregationis. Ad XENODOCHIUM Moſterols cum eccleſia, & omnes dominicales decimæ tam prædiorum noſtrorum quàm beneficiorum Comitis. Jubeo ergò & ratum eſſe volo, ut diviſiones iſtæ, ſicut antiquitus ſunt conſtitutæ, ita diſtinctæ permaneant.

Signum Henrici IV. Regis.

Hebeſardus Cancellarius, vice Luitpoldi Archicapellani, recognovit. Datum eſt VI. Kal. Martii, anno Dominicæ incarnationis M. LIX. Indictione XII. anno autem ordinationis Henrici SV. Regis V. regni verò III. Actum Aquiſgrani.

ANS de J. C. 1059.

XVII.

Traité par lequel (a) BAUDOUIN *ſurnommé de Jeruſalem, Comte de Hainaut ſecond du nom, allant à la guerre ſainte, vent à* OBERT *Evêque de Liege le Château de* (b) *Couvin, ſitué entre Sambre & Meuſe. Fait à Liege le* 14. *de Juin* 1096. Aubert le Mire, Donationum Belgicarum Lib. I. Cap. XXXI. pag. 72.

(a) Second du nom, qui fut tué en 1098.

(b) *Covinium Caſtellum* ou ſelon d'autres *Thuringiæ.*

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. Omnibus tam futuris quàm præſentibus notum fieri volumus, quòd ego Obertus, gratia Dei Leodienſis Epiſcopus, honori eccleſiæ conſulens & utilitati, emi à Comite BALDUSNO DE MONT caſtellum de COVINO, cum appenditiis ejus, conſilio & ſuaſu fidelium tam clericorum quàm laicorum, propter pacem & tranquillitatem perpetuò habendam; quia maleſactores ibidem commorantes, rapinis & prædis, aliiſque moleſtiis miſerabiliter vexabant Epiſcopatum.

Itaque afflictione pauperum commotus, & conſultu ſapientium perſuaſus, conveni cum prædicto Comite, quatenus illud caſtrum traderet S. Mariæ, ſanctoque Lamberto, tali conditione, ut duas præbendas darem duobus filiis ſuis in eccleſia S. Lamberti, & majori eorum darem alias præbendas in omnibus aliis monaſteriis, inſuper & Cuſtodiam, poſt deceſſum domini Wazonis Cuſtodis; tali videlicet tenore, quòd ſi ipſe major frater moriatur, alter honorem ipſum & præbendas repoſcat & obtineat. Præterea ipſi Comiti dedi in proprios uſus *pondo auri, marcas quinquaginta.*

Quod pactum ideò libentiùs & benigniùs eccleſiæ Dei, propter ſalutem animæ ſuæ, conceſſit, quia gratia divina inſpirante animo conceperat cum aliis devotis Chriſtianis Hieroſolymam proficiſci.

Tradidit igitur, coram idoneis teſtibus, ad altare S. Mariæ, ſanctique Lamberti, per manus *Raineri* Advocati, præſente & annuente uxore ipſius IDA. cum

ANS de J. C. 1096. cum filiis ſuis, *Balduino*, *Arnulpho*, *Lodewico*, *Henrico*, caſtellum ſupradictum, cum omnibus ad illud pertinentibus in eccleſiis, mancipiis, villis, campis, ſilvis, pratis, paſcuis, aquis, aquarumve decurſibus, cultis & incultis, viis & iovis, exitibus ac reditibus, & omnibus quæcumque juſtè poſſunt & debent nominari, ad honorem illum reſpicientibus à fluvio Moſa uſque ad Cinacum, & uſque Leiſiam, & Belmont, & Ruminiacum, & cætera loca, quouſque termini ipſius loci longè lateque extenduntur.

Hujus rei teſtes adfuerunt Clerici iſti:

Fredericus Præpoſitus de S. Lamberto,
Balduinus Archidiaconus, Andreas Archidiaconus,
Godeſcalcus, Renizo, Wazo, Elbertus,
Adelardus, Aper, Stepelinus, Hezelinus,
Godeſcalcus, Hillinus, Steppo, Lambertus, Stephanus,
Otto, Bruno Præpoſitus de S. Joanne.

Item Decani de aliis monaſteriis.

Oddo, Balduinus, Lambertus, Franco.

Laici nobiles iſti.

Reinerus Advocatus, qui recepit ipſius allodii traditionem,
Comes Warnerus de Greis, Wedericus de Walecort,
Wigerus de Tudin, Joannes Lovierval,
Godefridus de Ham, Walterus de Bacunwetz, & filius ejus Mainerus,
Walterus de Trueneis, Reiobaldus filius Reinbaldi de Geſſelin,
Lambertus de Calmont, Arnulfus de Rone,

De familia eccleſiæ.

Lambertus de Hoyo, Theodoricus de Ponte,
Warnerus Pincerna, & frater ejus Obertus,
Lambertus Dapifer, Adelardus, & Fredericus frater ejus,
Albertus de Offei, Bovo de Bavechen,
Joannes Dapifer, cum aliis quampluribus viris egregiis & honeſtis.

Actum eſt publicè Leodii XVIII. Kalend. Julii, anno ab Incarnatione Domini milleſimo nonageſimo ſexto, Indictione tertia, imperante nobiliſſimo Henrico tertio Romanorum Auguſto, & præſidente Leodienſi cathedræ domino & venerabili Oberto, anno ordinationis ſuæ in Epiſcopatu quinto.

XVIII.

ANS de J. C. 1099. LA FRANCE ET LA FLANDRE.

Traité de Paix entre PHILIPPE I. *Roi de France, &* (a) BAUDOUIN *Comte de Flandres. A Perone, au mois de Janvier*, 1099. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici pag. 1.

EGO Balduinus Comes Flandriæ & Hannoniæ omnibus notum fieri volo, quod hæc eſt forma pacis inter Dominum meum Philippum Regem Franciæ & me, hoc modo. Quod ipſe dimittit mihi Sanctum Audomarum cum pertinentiis ſuis, & feodum de Larda, & feodum Comitis Guynarum, & feodum de Libera, & Richebore, & Gorgan, & aliam terram, quam Advocatus Bethunæ tenet ultra ſoſſatum verſus Flandriam; Omnia verò alia, de quibus contentio erat inter Dominum Regem & me, ſcilicet feoda & Dominia remanent in manu Domini Regis & Filii ſui, Nepotis mei Ludovici & heredis ſui, & omnia alia, quæcumque tenebat Dominus Rex ante guerram (exceptis ſupra dictis) remanent mihi.

§. 2. Et ſi contingeret, quod Dominus Ludovicus filius Domini Regis moreretur abſque herede ex carne ſuâ, tota terra quæ eſt de Flandriâ, & de Atrebateſio, quæ non movet de Viromandia, redibit ad me abſque rachato, & ad heredem meum, ſalvo Rachato Domini Regis. Si vero contingeret M. quæ fuit Uxor Comitis Philippi, mori, Dominus Rex vult quod tota terra de dotalitio reveniat ad me, & ipſe quittat mihi rachatum terræ.

§. 3. Si etiam contingeret, quod Comitiſſa ſuperviveret mihi, tota terra prædicta reveniet ad heredem meum, ſalvo rachato Domini Regis. De Mauritania ſic erit, quod, ſi quid Dominus Rex habebit in ea, quittat mihi ſalvo Jure Epiſcopi Tornacenſis. Nec non Dominus etiam Rex faciet Dominum Ludovicum filium ſuum hanc pacem concedere; Et ſi forte hoc nollet facere, quando habebit ætatem, Dominus Rex neque de terrâ illâ, neque de aliâ partem faceret ei donec id conceſſiſſet. Hanc pacem conceſſi tenendam bonâ fide & ſine malo ingenio; & partem meorum hominum feci jurare, & partem jurare faciam, pacem tenendam Domino Regi, bonâ fide & ſine malo ingenio, quod ut firmum ſit & ſtabile, ſigillo meo confirmo. Actum Peronæ, Anno Domini 1099. Menſe Januario.

(a) Je ne ſai qui peut être ce Baudoüin Comte de Flandres. Ceci meritoit bien une petite note du ſavant Auteur duquel nous tirons ce Traité.

ANS de J. C. 1099.

XIX.

Traité de Paix entre l'Empereur HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *par lequel ils réglent les droits de l'Empire & de l'Egliſe. Fait ſur la fin de l'année* 1110. Goldaſt. Tom. I. pag. 252.

ANS de J. C. 1510. L'EMPIRE ET L'EGLISE.

INter Nuncios Imperatoris, & Petrum Leonis & cæteros Nuncios Pontificis, in Porticu ſancti Petri convenit, ut Imperator die Coronationis ſuæ omne malè uſurpatum Eccleſiaſticum jus in manibus Pontificis, aſtante Clero & populo, per ſcriptum deponeret, cum ipſum Papa de negociis regalibus faceret, idque ſacramento firmaret, dimitteret Eccleſias liberas cum oblationibus & poſſeſſionibus ſuis, quæ ad Regnum non pertinent, abſolveret Papa ab juramentis populos, quæ contra Epiſcopos facere compulſi ſunt; patrimonia poſſeſſioneſque beati Petri reſtitueret, ſicut à Carolo, Ludovico, Henrico, aliiſque Imperatoribus conceſſa ſunt libera, ſervaretque ea beato Petro pro juribus; nihil faceret aut diceret ut Papa Pontificatum amittat, nihilque ipſe patiatur in vita vel in membris, vel capiatur mala captione, aut per ſe, aut per ſuſpectam perſonam, nec ipſe, nec fideles ejus, qui pro ipſo fidem ei dederint, id eſt, Petrum Leonis cum filiis ſuis, quorum bona nullum patiantur detrimentum, & ſi quis malum fecerit, Rex fideliter ipſos adjuvaret. Pro hujuſmodi obſervandis Pontifici prædes dabit

Fridericum ſororis ſuæ filium,
Engilbertum & Theobaldum Marchiones,
Hermannum & Gotfridum Comites,
Fridericum Palatinum Comitem Saxonum,
Berengarium de Bajoaria,
Fridericum Saxonem,
Albertum Cancellarium,
Cononem Berengarii fratrem,
Siceboth Bajoarium,
Henricum Carinthiæ Ducem,
Bertulfum Bertulfi Ducis filium,

(a) Le Pape ne fit ce Traité que pour amuſer l'Empereur qui étoit entré en Italie avec une Armée de 30000. pour le reduire à la raiſon, & qui étoit déja fort près de Rome. Il fut conclu environ les fêtes de Noel, que l'Empereur paſſa à Florence.

Qui

ANS de J. C. 1110. Qui jurabit Papæ ſecuritatem de vita, de membris, de Papatu, de captione. Quæ niſi Imperator ſervaret, ad Romanam Eccleſiam cum ſuis honoribus teneretur. Obſides pro ſecuritate Pontificis Rex dare pollicitus eſt proxima V. feria, eoſque ſecurè ad inſulam mittere in poteſtatem Papæ.

Fridericum Ducem nepotem ſuum,
Brunonem Epiſcopum Spirenſem,
Conradum nepotem Comitis Herimanni, & filium ejus,
Et Henricum Friderici Comitis fratrem.

Obſides ſi recepiſſet, eos redderet in die Coronationis ſuæ, ponte tranſmiſſo: & ſi fortè coronatus non ſuiſſet, aut non tranſiſſet, ſimiliter redderet apud Caſtellum Sancti Angeli. Legatos, quos ad eum Papa dirigeret, dum irent & redirent, ſecuros à ſe ſuiſque redderet, & ſi eis ſcienter aliquid injuriæ illatum eſſet, emendaturum fideliter.

2. Quæ poſtquam omnia impleverit Rex, Papa juberet Epiſcopis adſtantibus in die Coronationis ejus, ut regalia Imperatori dimitterent, quæ à temporibus Caroli, Ludovici, Henrici, aliorumque prædeceſſorum ad Regnum pertinebant; ſcripto firmaret ſub anathematis pœna, auctoritate ſua, ne quis eorum vel præſentium vel abſentium, vel ſucceſſores eorum Regni ſe intromitterent juribus, neque invaderent civitates, Ducatus, Comitatus, monetas, vectigalia, mercata. Advocationes Imperii, Centurionum jura, curteſque eſſent Imperii cum pertinentiis ſuis, & militaria Imperii caſtra. Nec ipſe Imperatorem, nec Romanum Imperium, ſuper his ulterius inquietaret, & privilegio ſub anathemate iſta confirmaret, ne poſteri ſui ultra inquietare præſumerent. Imperatorem benignè & cum honore ſuſciperet, & more prædeceſſorum ipſius Catholicorum Imperatorum, ſcienter & non (a) ſub tecto coronaret, & ad tenendum Imperium officii ſui juvaret auxilio. Hoc ſi Papa non impleret, Petrus Leonis cum ſuis omnibus ſe ad Imperatorem teneret. Obſides, niſi effugerent, altero poſt Coronationem die reſtitueret: ſi ex ipſius Papæ parte remanſerit, ut non coronetur, ſimiliter redderet. Hæc ita conſtituta jurejurando firmavit Imperator,

(a) al. ſubtracto.

Albertus Cancellarius,
Herimannus, Fridericus & Gothfridus Comites,
Fridericus Savo,
Cono Berengarii frater,
Siceboth de Bavaria,
Henricus Carinthiæ Dux,
Bertulfus Bertulfi Ducis filius.

Hi omnes poſt Imperatorem eo ordine jurarunt, ut ſi Imperator hæc implere nollet, ipſi cum omnibus ſuis cum Romana Eccleſia tenerent.

X X.

ANS de J. C. 1110. L'Empereur et l'Egliſe.

Tranſaction entre l'Empereur HENRI V. *&* PASCHAL II. *par lequel le Pape accorde à l'Empereur les Inveſtitures, & l'Empereur promet de mettre en liberté le Pape & tous ſes Adhérans, qu'il avoit fait priſonniers. Fait l'an* (a) 1110. Goldaſt. Tom. I. pag. 253.

(a) Paſchal II. obligea ſous main les Evêques d'Italie à s'oppoſer au Traité précédent; ce qui fut cauſe de ſa priſon, & donna lieu enſuite à ce ſecond Traité.

EX verbo Pontificis juratum eſt in agro juxta Pontem Mammeum, qui Romanos Teutoneſque dirimebat, hoc videlicet modo: Quod ulterius non inquietaret Imperatorem ejuſque Imperium de præſumpto detemerato Eccleſiarum jure, & de injuria ſibi ſuiſque irrogata in perſona Imperatoris, ac bonis malum aliquod ſibi vel alicui perſonæ non redderet, neque pro hac cauſa Imperatorem unquam anathemati ſubderet, eidemque Imperatori privilegio ſub anathemate confirmaret, ut Epiſcopos, & Abbates liberè electos abſque Symonia, idem Imperator annulo & virga inveſtiat, Epiſcopuſque ſic inveſtitus liberè conſecrationem ab Archiepiſcopo, ad quem pertinuerit, ſumat. Si quis verò à populo & Clero eligatur, & non ab Imperatore inveſtiatur, à nemine conſecretur, & Archiepiſcopi & Epiſcopi libertatem habentem ſicurandi ita amiſſos ab Imperatore, Regnumque & Imperium ac Principatum officii ſui auxilio illi conſervabit. ANS de J. C. 1110.

2. Et cum hæc ſacramento firmaſſet, Imperator demum, quod eundem Pontificem cum Epiſcopis & Cardinalibus, & omnes, qui cum eo vel pro eo capti eſſent, obſideſque & ſecuros perduceret intra portas Tranſtyberinæ Civitatis, neque ulteriùs aut caperet aut capi permitteret, juravit his, qui in fide ſedis Apoſtolicæ manerent; & populo Romano tam per ſe, quam per ſuos, pacem ſervaret, eundem Papam fideliter juvaret, ut Papatum ſecurè & quietè teneret, patrimonia & poſſeſſiones Eccleſiæ Romanæ reſtitueret, cætera, quæ de jure habere debet, more anteceſſorum recuperare ac tenere adjuvaret bona fide, & eidem Pontifici fideliter obediret, ſalvo honore Imperii & Regni, ſicuti Catholici Imperatores Catholicis Romanis Pontificibus ſolent. Poſthæc

Fridericus Colonienſis Archiepiſcopus,
Gebehardus Tridentinenſis,
Burcardus Monaſterienſis,
} Epiſcopi,
Bruno Spirenſis,
Albertus Cancellarius,
Fridericus,
Herimannus,
Albertus,
Fridericus,
Berengarius,
Fridericus,
Gothfridus,
& Guarnerius
} Comites,
ac Boniſacius Marchio,
in hunc modum juraverunt,

X X I.

ANS de J. C. 1111. L'Empire et l'Egliſe.

Conventions entre l'Empereur HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *pour la Paix publique & les Inveſtitures, faites en l'Année* 1111. Goldaſt. Tom. I pag. 254.

Serment de l'Empereur.

EGO HENRICUS Imperator liberos dimittam quarta vel quinta feria proxima Dominum Papam Paſchalem, & Epiſcopos, & Cardinales, & omnes captivos & obſides, qui pro eo & cum eo capti ſunt, & liberos ſecurè produci faciam intra portam Tranſtyberinæ civitatis: nec ulteriùs capiam, aut capi faciam vel permittam eos, qui in fidelitate Domini Papæ Paſchalis permanent: & populo Romano, & Tranſtiberinæ Inſulæ civitati pacem & ſecuritatem ſervabo tam per me quàm per meos, & in perſonis & in rebus, qui pacem mihi ſervaverint.

2. Patrimonia & poſſeſſiones ſanctæ Romanæ Eccleſiæ, quæ abſtuli, reſtituam; & cuncta, quæ habere debet, more anteceſſorum meorum recuperare & tenere adjuvabo bona fide. Et Domno Papæ Paſchali obediam, (ſalvo tamen honore Regni & Imperii) ſicut Catholici Imperatores Catholicis Pontificibus Romanis. Hæc omnia obſervabo bona fide, ſine fraude & malo ingenio.

Et iſti ſunt juratores ex parte Imperatoris HENRICI.

Fride-

ANS de J. C. 1111.

Fredericus Colonienſis Archiepiſcopus,
Gebehardus Tridentinenſis Epiſcopus,
Bruno Spirenſis Epiſcopus,
Bruchardus Monaſterienſis Epiſcopus,
Albertus Cancellarius,
Herimannus (a) Comes,
Berengarius Comes Sultzbachenſis,
Fredericus Comes Palatinus,
Item Fredericus Comes,
Bonifacius Marchio Tuſciæ,
Albertus Comes de Blandriaco,
Godefridus Comes Palatinus Rheni,
Warnerius Marchio.

(a) al. Dux.

Inveſtitures accordées par le Pape.

DOMNUS Papa PASCHALIS concedit Domno Imperatori HENRICO, & Regno ejus, privilegio ſuo ſub anathemate, & confirmabit, & corroborabit, Epiſcopo vel Abbate liberè electo ſine ſymonia aſſenſu Imperatoris, quòd Domnus Imperator cum annulo & virga inveſtiat. Epiſcopus autem vel Abbas ab Imperatore inveſtitus liberè accipiat conſecrationem ab Epiſcopo, ad quem pertinuerit. Si quis verò à Clero & à populo eligatur, niſi ab Imperatore inveſtiatur, & à nemine conſecretur, & Archiepiſcopi & Epiſcopi libertatem habeant conſecrandi ab Imperatore inveſtitos. Super his etiam Domnus Papa Paſchalis non inquietabit Imperatorem HENRICUM, nec ejus Regnum & Imperium.

Serment du Pape.

DOMNUS Papa PASCHALIS non inquietabit Domnum Imperatorem HENRICUM, nec ejus Regnum, de inveſtitura Epiſcopatuum & Abbatiarum, neque de injuria ſibi illata & ſuis in perſonis & bonis, neque aliquod malum reddet ſibi vel alicui perſonæ pro hac cauſa; & penitus in perſonam Imperatoris HENRICI nunquam (b) anathema ponet, nec remanebit in Domno Papa, quin coronet eum, ſicut in (c) Ordine continetur, & Regnum & Imperium officii ſui auxilio eum tenere adjuvabit pro poſſe ſuo. Et hæc adimplebit Domnus Papa ſine fraude & malo ingenio.

(b) malgré le ſerment le Concile de Latran ouvert le 25. Mai 1112. après que l'Empereur fut retourné en Allemagne, fit biuler la Bulle accordée pour les inveſtitures, & excommunia l'Empereur: ce qui fut encore confirmé dans un autre Concile. Henri V. eut beau ſe plaindre, que le Pape violoit ſon ſerment; Paſchal répondoit qu'il avoit bien promis de ne le point excommunier; mais qu'il ne lui avoit point promis de ne le point faire excommunier par d'autres. Voyez *Hen Hiſtoire de l'Empire. Tom. I. Liv. II. Chap. X.*

Hæc ſunt nomina illorum Epiſcoporum & Cardinalium, qui præcepto Domini Papæ PASCHALIS privilegium & amicitiam ſacramento confirmaverunt Domno Imperatori HENRICO:

Petrus Portuenſis Epiſcopus,
Centius Sabinienſis Epiſcopus,
Robertus Cardinalis Sancti Euſebii,
Bonifacius Cardinalis Sancti Martini,
Anaſtaſius Cardinalis Sancti Clementis.
Gregorius Cardinalis Apoſtolorum Petri & Pauli.
Item Gregorius Cardinalis Sancti Chryſogoni.
Joannes Cardinalis Sanctæ Potentianæ.
Riſus Cardinalis Sancti Laurentii.
Rainerus Cardinalis Sanctorum Marcellini & Petri.
Vitalis Cardinalis Sanctæ Balbinæ.
(d) Dinzo Cardinalis Sancti Marci.
Theobaldus Cardinalis Joannis & Pauli.
Joannes Diaconus Sanctæ Mariæ in Schola Græca.
Leo (e) Diaconus Sancti Vitalis Martyris.
Abbo (f) Diaconus Sanctorum Sergii & Bachi.

(c) C'eſt ce qu'on nomme aujourdhui le *Cérémoniel Romain.*
(d) al. Cuzo. ſol. Conzo. (e) al. Decanus. (f) al. Decanus.

ANS de J. C. 1111.

XXII.

Bref du Pape PASCHAL II. *qui accorde les Inveſtitures à l'Empereur* HENRI V. *donné en* 1111. Goldaſt. Tom. I. pag 255.

PASCHALIS Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, cariſſimo in Chriſto filio, HENRICO Teutonicorum Regi, & per Dei omnipotentis gratiam Romanorum Imperatori Auguſto, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem.

1. Regnum veſtrum, ſanctæ Romanæ Eccleſiæ ſingulariter cohærere diſpoſitio divina conſtituit. Prædeceſſores ſiquidem veſtri probitatis & prudentiæ amplioris gratia Romanæ Urbis coronam & imperium conſecuti ſunt. Ad cujus videlicet coronæ & Imperii dignitatem, tuam quoque perſonam, Fili cariſſime HENRICE, per noſtri ſacerdotii miniſterium Majeſtas divina provexit. Illam igitur dignitatis prærogativam, quam prædeceſſores noſtri veſtris prædeceſſoribus Catholicis Imperatoribus conceſſerunt, & privilegiorum paginis confirmaverunt, nos quoque tuæ Dilectioni concedimus, & præſentis privilegii pagina confirmamus, ut Regni tui Epiſcopis & Abbatibus liberè præter violentiam & ſymoniam electis, inveſtituram virgæ & annuli conferas; poſt inveſtionem verò canonicè conſecrationem accipiant ab Epiſcopo, ad quem pertinuerit.

(a) al Clero & Populo.

2. Si qui autem à Clero, vel à populo præter aſſenſum tuum electus fuerit, niſi à te inveſtiatur, à nemine conſecretur: [exceptis nimirum illis, qui vel in Archiepiſcoporum, vel in Romani Pontificis ſolent diſpoſitione conſiſtere.]

Ce qui eſt enfermé d'une parenthéſe manque dans l'Edition de *Turre*, au rapport de Goldaſt.

3. Sanè Archiepiſcopi & Epiſcopi libertatem habeant à te inveſtitos Epiſcopos & Abbates canonicè conſecrandi.

4. Prædeceſſores enim veſtri Eccleſias Regni ſui tantis regalium ſuorum beneficiis ampliarunt, ut Regnum ipſum Epiſcoporum maximè & Abbatum præſidiis oporteat communiri, & populares diſſenſiones, quæ in electionibus ſæpè contingunt, regali oporteat Majeſtate compeſci. Quamobrem prudentiæ veſtræ & poteſtati cura debet ſollicitiùs imminere, ut & Romanæ Eccleſiæ magnitudo, & cætera ſalus, tuis (præſtante Domino) beneficiis & ſervitiis conſervetur.

5. Si qua igitur Eccleſiaſtica vel Secularis potentia aut perſona hanc noſtræ conceſſionis paginam ſciens contra eam temerario auſu venire tentaverit, anathematis vinculo, niſi reſipuerit, innodetur, honoriſque ac dignitatis ſuæ periculum patiatur. Obſervantes autem hoc miſericordia divina cuſtodiat, & perſonam ac majeſtatem poteſtatemque tuam ad honorem ſuum & gloriam ſœliciter imperare concedat.

CONFIRMATIO.

HÆc ſunt verba, quæ dixit Domnus Apoſtolicus Domno Imperatori HENRICO in communione corporis & ſanguinis Chriſti, die Coronationis ſuæ: Domne Imperator HENRICE, corpus Domini natum ex Maria Virgine, paſſum in cruce pro nobis, ſicut ſancta Catholica tenet Eccleſia, damus tibi in confirmationem veræ pacis & concordiæ inter me & te, Amen. Anno Verbi incarnati MCXI. hoc confirmatum eſt in baſilica Sancti Petri, XVI. Cal. Martii, regnante in cœlis Domino noſtro Jeſu Chriſto cum Patre æterno & Spiritu ſancto, Amen.

ANS de J. C. 1111.

L'Empereur et l'Egliſe.

XXIII.

Edit de l'Empereur HENRI V. *en conſequence de ſon Accord fait avec le Pape* PASCHAL II. *en* 1111. Goldaſt. Tom. I. pag. 255.

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Imperator Auguſtus, omnibus Chriſti fidelibus in eccleſia.

1. Notum eſſe volumus dilectioni & diſcretioni veſtræ ea, quæ inter nos & Dominum illum Paſchalem erant, quomodo incepta tractata ſint: ſcilicet de conventione inter me & ipſum, de traditione Romanorum in me & meos, ut audita intelligatis, intellecta examinetis, examinata dijudicetis.

2. Igitur dum in eo totus eſſem, ut me ad Eccleſiæ utilitatem & ipſius votum, ſi juſtum eſſet, componerem, cœpit exaltationem & dilatationem regni ſuper omnes anteceſſores meos promittere. Studebat tamen ſubdolè, quomodo Regnum & Eccleſiam à ſtatu ſuo diſcinderet, tractare. Quod ſic facere aggreſſus eſt. Regno quidem jam à Carolo quadringentis & amplius annis, & ſub ſexaginta tribus Apoſtolicis inveſtituras Epiſcopatuum, eorundem authoritate & privilegiorum firmitate tenenti, abſque omni audientia auferre volebat.

3. Et quum per Nuncios noſtros ab eo quæreremus, quid de Nobis fieret, in quo Regnum noſtrum conſtat, quomodo ferè omnia anteceſſores noſtri Eccleſiis conceſſerunt & tradiderunt, ſubjunxit: *Fratres, Eccleſiæ decimis & oblationibus ſuis contentæ ſint: Rex verò prædia & regalia, quæ a Carolo & Ludovico, Ottone & Henrico Eccleſiis collata ſunt, ſibi & ſucceſſoribus ſuis recipiat & detineat.* Ad hoc quum noſtri reſponderent, Nos quidem nolle violentiam Eccleſiis inferre, nec iſta ſubtrahendo tot ſacrilegia incurrere, fiducialiter promiſit, & ſacramento pro eo firmavit Dominica *Eſto mihi*, ſe omnia hæc cum juſtitia & authoritate Eccleſiis auferre, Nobiſque & Regno cum juſtitia & authoritate reddere. Noſtris itidem firmantibus, ſi hoc, ut præmiſſum eſt, ita compleſſet, quod tamen nullo modo fieri poſſe ſciebat: me quoque, uti quærebat, inveſtituras Eccleſiarum reſignaturum: ſicut in Charta conventionis plenius poteritis videre.

HÆC EST CHARTA CONVENTIONIS EIUS AD ME.

DOminus *Papa præcipiet Epiſcopis præſentibus in die coronationis Regis, ut dimittant regalia Regno, quæ ad Regnum pertinebant tempore Caroli, Henrici, & aliorum prædeceſſorum ejus; & ſcripto firmabit ſub anathemate, ne qui eorum vel præſentium, vel abſentium, vel ſucceſſorum eorum, intromittant ſe ullo modo, vel invadant eadem regalia, id eſt, civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, monetas, teloneum, mercatum, Advocatias, omnia jura Centurionum, id eſt Villicorum, turres & Villas, quæ Regni erant, cum omnibus pertinentiis ſuis, militiam & caſtra. Nec ipſe Regem & Regnum ſuper his ulterius inquietabit, ſed privilegio ſuo ſub anathemate confirmabit, ne poſteri ſui inquietare præſumant: Regem benignè & honorificè ſuſcipiet, & more prædeceſſorum ſuorum Catholicorum ſcienter non ſubtractè coronabit, & ad tenendum Regnum cum his omnibus officii ſui auxilio adjuvabit.*

Si Dominus Papa hæc Regi non adimpleverit; ego Petrus Leonis juro, quod tota potentia mea tenebo ad Dominum Regem. Obſides autem, niſi effugerint, reddemus altero die poſt coronationem Regis. Si per Papam remanſerit, ut non coronetur, ſimiliter reddemus Dominico die quum Rex ad proceſſionem venerit. Obſides dabo Gratianum filium meum, & filium Vizonis filii, & filium ſororis meæ, ſi eum habere potero.

ANS de J. C. 1111.

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE DOMINI PAPÆ.

EGO Petrus Leonis juro vobis, quia Dominus Papa proximo die Dominico adimplebit Regi, quod in Charta conventionis ſcriptum eſt.

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE REGIS:

Ego Comes Hermannus:
Ego Comes Gotfridus:
Ego Volmarus:
Ego Adelbertus,

Juro vobis, quia Dominus Rex proxima quarta vel quinta feria ita Principes jurare faciet, & obſides dabit, ſicut in Charta conventionis ſcriptum eſt. Et ſic obſervabunt Domino Papæ, eo tenore, ſi Dominus Papa proximo die Dominico ſic adimpleverit Regi per omnia, ſicut in Charta conventionis ſcriptum eſt.

4. Ego verò, ut oſtenderem, nullam Eccleſiarum Dei diſturbationem ex velle noſtro procedere, in cunctorum oculis aſtantium & auribus hoc Decretum promulgavi:

Ego Henricus Dei gratia Romanorum Imperator Auguſtus, affirmando & beato Petro, omnibus Epiſcopis & Abbatibus; & omnibus Eccleſiis omnia, quæ anteceſſores mei Reges vel etiam Imperatores eis conceſſerunt vel tradiderunt, & quæ illi pro ſpe æternæ retributionis obtulerunt, do. Ego peccator pro timore terribilis judicii nullo modo ſubtrahere recuſo.

5. Hoc Decretu à me lecto & ſubſcripto, petii ab eo, ut, ſicut in Charta conventionis ejus ſcriptum eſt, mihi adimpleret. Quum ergo ſupradictæ poſtulationi inſiſterem, ſcilicet ut cum juſtitia & authoritate, promiſſa mihi conventione, firmiter univerſis in faciem ejus reſiſtentibus, & Decreto ſuo palàm hæreſim meſſe clamantibus, ſcilicet Epiſcopis, Abbatibus, tam ſuis quam noſtris, & omnibus Eccleſiæ filiis: hoc, ſi ſalva pace Eccleſiæ dici poteſt, privilegium proferre voluit.

PASCHALIS PAPÆ DECRETUM.

PASCHALIS *Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, dilecto filio* HENRICO *Regi, & ejus ſucceſſoribus Imperatoribus, &c.*

Divinæ legis inſtitutionibus ſancitum eſt, & ſacris canonibus interdictum, ne Sacerdotes curis ſecularibus occupentur, neve ad Comitatum, niſi pro damnatis eruendis, atque pro aliis, qui injuriam patiuntur, accedant. Unde & Apoſt. Paulus inquit: Judicia ſi habueritis, contemptibiles qui ſunt in Eccleſia, illos conſtituite ad judicandum. In veſtri autem Regni partibus Epiſcopi vel Abbates adeò curis ſecularibus occupantur, ut Comitatum aſſiduè frequentare, & militiam exercere cogantur: quæ nimirum aut vix aut nullo modo ſine rapinis, ſacrilegiis, incendiis, aut homicidiis exhibetur. Miniſtri verò altaris, miniſtri curiæ falſi ſunt: quia civitates, Ducatus, Marchionatus, monetas, turres, & cætera ad Regni ſervitium pertinentia à Regibus acceperunt. Unde etiam mos Eccleſiæ intolerabilis invaluit, ut electi Epiſcopi nullo modo conſecrationem acciperent, niſi prius per manum Regiam inveſtirentur. Aliquando etiam vivis Epiſcopis inveſtiti ſunt. 1. Corinth. 6.

Hinc & aliis plurimis malis, quæ per inveſtituram plerumque contigerant, prædeceſſores noſtri Gregorius Octavus & Urbanus Secundus, felicis memoriæ Pontifices, excitati, celleſtis frequenter Epiſcopalibus Conciliis, inveſtituras illas manus Laicæ damnaverunt:

ANS de J. C. 1111.

runt: & ſi qui Clericorum per eam tenuiſſent Eccleſias, deponendos; datores quoque communione privandos percenſuerunt, juxta illud Apoſtolorum Canonum capitulum, quod ſe ita habet: Si quis Epiſcopus ſeculi poteſtatibus uſus Eccleſiam per ipſos obtineat, deponatur, & ſegregetur, omneſque qui illi communicant. Quorum veſtigia ſubſequentes & nos eorum ſententiam Epiſcopali Concilio confirmamus.

Tibi itaque, fili charissime Henrice Rex, & nunc per officium noſtrum Dei gratia Romanorum Imperatori, & regno regalia illa dimittenda præcipimus, quæ ad Regnum manifeſtè pertinebant tempore Caroli, Ludovici, Ottonis, & cæterorum prædeceſſorum tuorum. Interdicimus etiam & ſub anathematis diſtrictione prohibemus, ne quis Epiſcoporum ſeu Abbatum, præſentium vel futurorum, eadem regalia invadant, id eſt civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, monetas, telonenm, mercatum, Advocatias, jura Centurionum, & turres, quæ Regni erant, cum pertinentiis ſuis, militiam & caſtra: & ne ſe deinceps, niſi per gratiam Regis, de ipſis regalibus intromittant. Sed nec poſteris noſtris liceat, qui poſt nos in Apoſtolica Sede ſucceſſuri erunt, aut Te aut Regnum ſuper hoc inquietare negocio.

Porrò Eccleſias cum oblationibus & hæreditariis poſſeſſionibus, qua ad Regnum manifeſtè pertinebant, liberas manere decrevimus, ſicut in die coronationis tuæ Omnipotenti Domino in conſpectu totius Eccleſiæ promiſiſti. Oportet enim Epiſcopos curis ſecularibus expeditos, curam ſuorum agere populorum, nec Eccleſiis ſuis abeſſe diutius. Ipſe enim, juxta Paulum Apoſtolum, pervigilant, tanquam rationem pro animabus eorum reddituri.

6. De traditione verò in nos vel in noſtros, ſic ſe res habet. Vix portas civitatis ingreſſi ſumus, cum noſtris infra muri mœnia ſecurè vagantibus, quidam vulnerati, alteri interfecti, omnes vero ſpoliati aut capti ſunt. Ego tamen quaſi pro levi cauſa non motus, bona & tranquilla mente uſque ad Eccleſiæ beati Petri januas cum proceſſione perveni. Quod ſic geſtum fuiſſe, rei veritas multorum aſtipulata teſtimoniis, qui interfuere, proteſtatur.

XXIV.

ANS de J. C. 1122.

L'EMPIRE ET L'EGLISE.

(a) *Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* CALLISTE II. *touchant les Inveſtitures des Evêques & des Abbez, par leſquelles l'Empereur renonce au droit d'inveſtir avec la Croſſe & l'Anneau. Faites & publiées à la Diéte de Worms, le 23. Septembre* 1122. Goldaſt. Tom. I. pag. 258. François Harée dans ſa Chronologie ſur l'année 1122. G. G. Leibnitz, Codex Diplomaticus, pag. 2.

(a) Mr. Leibnitz dit qu'on peut conclurre de ce Traité, que l'Empereur a plus de droit dans les Elections, qu'on ne ſe l'imagine ordinairement. On ne doit pas au reſte oublier d'avertir, que ce Traité n'eſt pas tout-à-fait le même dans Goldaſt & dans Leibnitz; il manque dans la copie de ce dernier non ſeulement divers mots en divers endroits, mais auſſi les noms de ceux, en préſence deſquels ce Traité ſe fit. C'eſt ce qui nous a obligé à ſuivre entiérement Goldaſt.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. Ego HEINRICUS Dei gratia Romanorum Imperator Auguſtus, pro amore Dei, & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ, & Domini Papæ Callixti, & pro remedio animæ meæ, dimitto Deo & Sanctis ejus Apoſtolis Petro & Paulo, ſanctæque Catholicæ Eccleſiæ, omnem inveſtituram per annulum & baculum, & concedo in omnibus eccleſiis, quæ in Regno vel Imperio meo ſunt, canonicam fieri electionem & liberam conſecrationem.

2. Poſſeſſiones & regalia beati Petri, quæ à principio hujus diſcordiæ uſque ad hodiernam diem, ſive tempore patris mei, ſive etiam meo, ablata ſunt, quæ habeo, eidem ſanctæ Romanæ Eccleſiæ reſtituo; quæ autem non habeo, ut reſtituantur, fideliter curabo.

ANS de J. C. 1122.

3. Poſſeſſiones etiam omnium aliarum Eccleſiarum, & Principum, & omnium aliorum tam Clericorum quàm Laicorum, quæ in guerra iſta amiſſæ ſunt, conſilio Principum & juſtitia, quas habeo, reddam; quas non habeo, ut reddantur, fideliter juvabo.

4. Et do veram pacem Domno Papæ Callixto, ſanctæque Romanæ Eccleſiæ, & omnibus, qui in partibus ejus ſunt, vel fuerunt: & in quibus ſanct Romana Eccleſia auxilium poſtulaverit à me, fideliter juvabo, & de quibus fecerit mihi querimoniam, debitam ſibi faciam juſtitiam.

Hæc omnia acta ſunt conſenſu & conſilio Principum, quorum nomina ſubſcripta ſunt:

Adelbertus Archiepiſcopus Moguntinus.
Fridericus Archiepiſcopus Colonienſis.
H. . . . . Ratiſponenſis Epiſcopus.
Otto Babenbergenſis Epiſcopus.
Bruno Spirenſis Epiſcopus.
H. . . . . Auguſtenſis Epiſcopus.
Godebaldus Trajectenſis Epiſcopus.
Uldaricus Conſtantienſis Epiſcopus.
H. . . . . Fuldenſis Abbas.
(a) Henricus Dux Bavariæ.
Fridericus Dux Sueviæ.
Bruno Dux Saxoniæ.
Dietboldus Marchio Cambienſis à Vochburg.
Bonifacius Marchio Tuſciæ.
Theobaldus Marchio.
(b) Gotfridus Palatinus Comes Rheni.
(c) Otho Palatinus Comes à Wietelsbach.
Engelbertus Marchio Iſtriæ.
(d) Beringarius Comes Habſpurgi.
Theodoricus Comes Montisbellicardi, & alii complures.

(a) al. Hermannus Dux, ſine adjectione loci.
(b) al. Ernulfus Comes Palatinus, ſine adjectione loci.
(c) al. Othbertus Comes Palatinus, ſine adjectione loci.
(d) Sulzbachenſis.

PROFESSIO PAPÆ.

EGO CALLIXTUS ſervus ſervorum Dei, tibi dilecto filio HEINRICO Dei gratia Romanorum Imperatori Auguſto. Concedo electiones Epiſcoporum & Abbatum Teutonici Regni, qui ad Regnum pertinent, in præſentia tua fieri abſque ſimonia & aliqua violentia, ut, ſi qua inter diſcordia emerſerit, Metropolitani & Provincialium conſilio vel judicio, ſaniori parti aſſenſum & auxilium præbeas. Electus autem regalia per ſceptrum à te recipiat, & quæ ex his jure tibi debet, faciat. Ex aliis verò partibus Imperii, conſecratus infra ſex menſes regalia à te per ſceptrum recipiat, & quæ ex bis jure tibi debet, faciat: exceptis omnibus, quæ ad Romanam Eccleſiam pertinere noſcuntur. De quibus verò mihi querimoniam feceris, & auxilium poſtulaveris, ſecundum officii mei debitum, auxilium meum præſtabo. Do tibi veram pacem, & omnibus, qui in parte tua ſunt vel fuerunt tempore hujus diſcordiæ. Data Anno MCXXII. nono Calendas Octobris.

ANS de J. C. 1125.

XXV.

Toulouse et Barcelona.

Acte de Partage entre ILDEFONS *Comte de Toulouſe, &* RAYMOND *Comte de Barcelonne, maris de* DULCIE *&de* FAYDETTE, *ſœurs; par lequel ils promettent de ne point aliéner le Comté de Provence au préjudice de leurs enfans, & qu'ils ne pourront l'engager ni hypothéquer qu'en préſence de quatre parens; & ſe tranſportent les foy & hommage de leurs ſujets. Fait le* 16. *de Septembre* 1125. Noël Gaillard, dans les *Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi*, pag. 47.

Tenor Inſtrumenti Pacis & Concordiæ habitæ cum Comite Tholoſano, ad cauſam limitum Provinciæ.

(a) Il paroît par cet Acte, qu'il n'y avoit point de Loi d'Etat qui empêchât l'aliénation du Comté de Provence.

(a) IN NOMINE DOMINI. Sit notum cunctis præſentibus atque futuris, quòd hæc eſt Pax atque Concordia inter Idelphonſum Tholoſanum Comitem, & Sancti Ægidii, & Raymundum Barchinonenſem Comitem, & uxorem ejus Dulciam Comitiſſam, ac filios eorum & filias, de ipſis querimonis quas inter ſe habebant de ipſo Caſtro de Belcaire, & de Argentia, & de toto territorio Argentiæ, & de toto Comitatu totius Provinciæ: diffinimus namque & evacuamus Nos prædicti Raymundus Barchinonenſis Comes, & uxor mea Dulcia Comitiſſa, & filii noſtri ac filiæ, prædicto Idelphonſo Comiti prædictum Caſtrum de Belcaire, & prædictam Terram de Argentia, cum omnibus ſibi pertinentibus, & totam Terram da Provincia, ſicut habetur & continetur, ab ipſo flumine Durentiæ uſque ad flumen de Yſera, cum ipſo Caſtro de Volebrega, quantum infra prædictos terminos habemus vel habere debemus Nos vel homines per nos aliqua ratione vel authoritate, excepta medietate Civitatis de Avenione, & de Caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de Territoriis, & de hominibus omnibus, & de univerſis his quæ ad prædictam Civitatem, qunquomodo pertinent, & excepta medietate de ipſa Caſtro de Ponte de Sorgia, & de ipſa Villa, & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad prædictam Villam vel Caſtrum de Ponte de Sorgia quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Caumont, & de ipſa Villa & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad ipſam Villam vel Caſtrum de Caumont, quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Tor, & de ipſis Villis, & de eorum territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictum Caſtrum de Tor, vel ad ipſas Villas pertinere videntur, ſicut ſupra ſcriptum eſt. Nos prædicti Raymundus Barchinonenſis Comes & uxor mea Dulcia Comitiſſa, & filii noſtri, ac filiæ, ſic diffinimus, & evacuamus, laxamus atque donamus tibi prædicto Ildephonſo Comiti per fidem ſive engan, ſicut tu vel aliquis per te ad utilitatem tuam meliùs intelligere poteſt, cum Comitatibus & Caſtellis & Epiſcopatibus omnibus univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicunque modo pertinentibus, excepta medietate ipſius Civitatis de Avinione & de ipſius Caſtro & fortitudinibus ac territoriis; & ſimiliter de ipſo Caſtro de Ponte & de ipſa Villa & de ipſo de Caumont & de Tor; quæ omnia ſicut ſuperiùs dictum eſt nobis fideliter reſervamus: in prædicta autem Civitate de Avinione, vel in prædictis Caſtris de Ponte ſcilicet de Caumont & de Tor, ſi quis prædictorum Comitum, Ildefonſi ſcilicet atque Raymundi, per ſe, aut per ſuos aliqua occaſione aliquid honoris acquiſierint, alter ſine alterius conſilio communiter habeant, ſine miſſione pecuniæ vel honoris, quam ibi non faciat ipſe ſine cujus conſilio facta fuerit acquiſitio illa. Et ego Ildephonſus prædictus Comes Tholoſanus & conjux mea Faidida diffinimus, evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonenſi Comiti, & Provinciæ Marchioni, & uxori tuæ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, medietatem ipſius Civitatis de Avinione, & de ipſo Caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de hominibus omnibus & territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictam Civitatem pertinent, & ſimiliter medietatem de ipſo Caſtro de Ponte de Sorgia, & de ipſa Villa & territoriis, & de hominibus omnibus quæ ad prædictum Caſtrum de Ponte de Sorgia pertinere videntur, & medietatem de ipſo Caſtro de Caumont, & de ipſa Villa & territoriis, & omnibus hominibus, & de his omnibus quæ ad prædictum Caſtrum pertinere videntur, & medietatem de ipſo Caſtro de Tor, & de ipſis villis & de territoriis & hominibus omnibus quæ ad prædictum Caſtrum pertinere videntur, totam terram Provinciæ cum ipſo Caſtro de Moſoaga, ſicut in monte jam fluminis Durentiæ naſcitur, & vadit uſque ad ipſum flumen Rhodani, & ipſe Rhodanus vadit inter inſulam de Lupariis & Argenciam, & tranſit per Furcas, & vadit ante Villam Sancti Egidii uſque ad ipſum mare, ſicut ſuperiùs dictum eſt. Ego Ildephonſus & uxor mea Faidida ſic diffinimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonenſi Comiti & Provinciæ Marchioni, & uxori tuæ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris prædictam Terram totam, ſicut ſuperiùs ſcriptum eſt, & Durentia in monte jam naſcitur, & ipſe mons per fines Italiæ deſcendit ad ipſam Terram Turbiæ, & uſque in medium Maris, & ipſa Durentia vadit in Rodanum, & ipſe Rodanus, ſicut dictum eſt, deſcendit in Mare, & uſque in medium Maris eſt, cum Civitatibus & Caſtellis omnibus & fortitudinibus vniverſis, Archiepiſcopatibus & Villis & territoriis omnibus quantum dici vel numerari poteſt infra prædictos terminos, & Nos habemus vel aliqua ratione vel authoritate habere debemus, cum univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicumque modo pertinentibus, ſicut Vos vel aliqui per Vos ad utilitatem veſtram meliùs intelligere poteſtis, per fidem ſive engan: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Ildephonſus non dabo nec impignorabo, nec poſt mortem meam alicui laxabo niſi tantùm infantibus meis quos de propria uxore habuerim: & ſi pignorationem facere voluero, ſuſcipiam à Vobis quatuor propinquos quos alia perſona mihi fidelitatem præſtare voluerint; & de hoc ſpectabo Vos ſine veſtro engan per menſes ſex; militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo ſunt, quæ Vobis diffinivi, laxavi atque donavi, omni occaſione poſtpoſita, mando ut Vobis præſcripto Raymundo, ſcilicet Barchinonenſi Comiti, & uxori veſtræ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, fidelitatem faciant, & ab illa quam mihi fecerunt fidelitate ab indicante ſcriptura de hominio & ſacramento abſolvo: & ſi obiero ſine infante de propria uxore, totum quod ſuperiùs dictum eſt Vobis præſcriptis ſine omni dubitatione dimitto, laxo atque concedo; & Aymericus habeat in Belcaire & in Argentia per vos illum ſenum quem per me debet habere, & Bernardus de Anduſia habeat illum ſenum per Aymericum: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Raymundus prædictus Comes Barchinonenſis, & Dulcia Comitiſſa, non dabimus nec impignoramus, nec poſt mortem noſtram alicui laxabimus niſi tantum infantibus noſtris: & ſi impignorationem facere voluerimus, ſuſcipiamus à Vobis quatuor propinquos quos alia perſona fidelitatem Nobis præſtare voluerit; & de hoc expectabimus Vos

ANS de J. C. 1125.

ANS de J. C. 1125. Vos ſine Veſtro engano per menſes ſex: militibus autem & homioibus cæteris qui in honore illo ſunt, quem Vobis diffinivimus, laxavimus atque donavimus, omni occaſione poſtpoſita, mandamus ut Tibi præſcripto Ildefonſo Comiti fidelitatem faciant, & ab illa quam Nobis fecerunt fidelitate hac indicante ſcriptura de hominio & ſacramento abſolvimus; & ſi obierimus ſine infante, Totum quod ſuperiùs dictum eſt Tibi præſcripto ſine omni dilatione dimittimus, laxamus, concedimus: ſi quis autem hanc concordationis, diffinitionis, evacuationis ſive donationis ſcripturam dirumpere tentaverit, non valeat; ſed prædicta omnia in duplum componat, & præſens ſcriptura prætermittere inviolabiliter maneat, quæ acta eſt decimo ſexto Calendas Octobris Dominicæ Incarnationis, anno centeſimo vicesimo quinto poſt milleſimum.

Extrait du Regiſtre Pargamenorum, fol. 19. verſ. *conſervé aux Archifs du Roi en Provence. Collationné par moi ſon Conſeiller Auditeur Secretaire & Archivaire audit Pays, ſouſſigné.*

BONAUD.

XXVI.

ANS de J. C. 1136. Nivell. 11. *Confirmation de l'Empereur* LOTHAIRE II. *du partage des biens de l'Egliſe de* NIVELLE *en trois Portions: la premiére à l'Hôpital, la ſeconde à l'Abbeſſe, & la troiſiéme aux Chanoines & aux Chanoineſſes. Fait à Aix la Chapelle en* 1136. Albert le Mire Donationum Belgicarum Lib. I. Cap. LVII. pag. 116.

(a) Voyez ci-deſſus ſur l'année 1059. le premier partage fait par l'Empereur Henri IV.

(a) IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. Ego LOTHARIUS Dei miſeratione Romanorum Imperator Auguſtus, ſatisfaciens petitioni ODÆ Abbatiſſæ, inſuper obnixo rogatui HERMANNI Præpoſiti, Capellani noſtri, precibuſque tam clericorum quàm ſanctimonialium S. GERTRUDIS Nivellenſis Eccleſiæ, ejuſdemque Eccleſiæ neceſſitati miſericorditer condeſcendens, quæ in confinio & in ingreſſu regni mei ſita, crebra tyrannorum graſſatione quaſſata, utpote Francorum regno finitima, omnia à prædeceſſoribus noſtris, *Henrico III.* Imperatore, ejuſdemque filio *Henrico* Rege, eidem Eccleſiæ conceſſa & confirmata regia auctoritate & ſigilli mei impreſſione corroboro.

Præcipio inſuper; ut diviſiones poſſeſſionum ejuſdem Eccleſiæ, ſicut antiquitùs conſtitutæ ſunt à prædictis Regibus, ita diſtinctæ & inconvulſæ permaneant, ne pars violentior in res partis infirmioris tranſiliat, ſed unuſquæque pars jus ſibi determinatum irrefragabiliter obtineat. Res autem ejuſdem Eccleſiæ in tres portiones ſunt diviſæ, in Xenodochium, in beneficium Abbatiſſæ, in præbendas fratrum & ſanctimonialium LXXII. Quæ partes ut à ſe poſſint certiſſimè diſtingui, placuit hic nomina villarum ad unamquamque pertinentium diſtinctè ſubnotari.

Ad congregationem pertinet burgus ipſe Nivellenſis, cum omnibus reditibus ſuis, & cum ipſa eccleſia & appendiciis ſuis; extra burgum *Lennecha* cum eccleſia, *Wambecka* cum eccleſia, *Tubeca* cum ipſa eccleſia, *Gojacn*, *Roibecca*, *Heimenmires*, *Iterna* cum eccleſia, *Baſſeurs* cum eccleſia, *Bulzeis* cum eccleſia, *Brnole* cum omni vineto, *Ara* cum vineis quæ ſunt in Leia & quæ ſunt in Clotina, *Foreſt* cum eccleſia, *Duſſa*, *Genappia*, *Baſiers* I quas villas IDA Bolonienſis venerabilis Comitiſſa, aſſenſu filii ſui GODEFRIDI glorioſiſſimi Ducis, qui poſtèà divina clementia in Regem Ieroſolymitanum eſt electus, ſicut obtinebat, cum omnibus appendiciis, & cum omni familia, eccleſiæ S. Gertrudis, pœ ceteris ſibi dilectæ, ob remiſſionem peccatorum ſuorum tradidit in perpetuum; *Fotllidbet*, *Attigervilla*, *Viten*, & omnis Præpoſitura illa quæ conſtat ex elemoſynis. ANS de J. C. 1136.

Ad beneficium Abbatiſſæ, intra urbem altare S. Gertrudis cum omni familia, extra urbem *Sprendelenges* cum vineis quæ ſunt in *Binga*, *Udechoves*, *Beverſelt* cum Eccleſia, *Niel*, *Aterbecca* cum eccleſia, *Ruor*, *Corieres*, eccleſia de *Roibecca* & de *Hemoveres* cum ceteris beneficiis quæ tenent milites ad communem ſervitium congregationis & Abbatiſſæ.

Ad Xenodochium *Monſtronis* cum eccleſia, & omnes dominicales decimæ tam prædiorum noſtrorum, quàm beneficiorum Comitis.

Nil agat Congregatio de rebus Abbatiſſæ, niſi juſſa, nil aſſumat ſibi Abbatiſſa de rebus & jure Congregationis, niſi à Congregatione invitata. Xenodochium quoque non alienis commodis, ſe provida diſpenſatione unius aut quàm plurium perſonarum, ad honorem Dei & eccleſiæ, communi eccleſiæ deliberatione electarum, peregrinorum, infirmorum & pauperum ſamuletur refingeriis.

Quòd ſi quis hujus decreti contemptor conſtitutionem meam violare præſumpſerit, ſentiat Majeſtatis Regiæ vindictam, cujus non timuit irritare potentiam, & prò tanti commiſſi temeritate decem libras auri perſolvat, quas & me exacturum denuntio, & ſucceſſoribus meis in perpetuum exigendas conſtituo. Et ut noverint omnes, præceptum hoc noſtra auctoritate firmatum, juſſimus imprimi noſtræ Majeſtatis ſignum; ne excuſari poſſit quiſquis recognita imagine, contra quam hîc ſcriptum eſt, facere præſumpſerit.

Signum Domini Lotharii III. Romanorum Imperatoris invictiſſimi.
Ego Bethaldus, vice Ebkicardi Cancellarii, recognovi. Teſtes,
Bruno Archiepiſcopus Colonienſis,
Albero electus Leodienſis,
Andreas Epiſcopus Trajectenſis,
Albero Metenſis Epiſcopus,
Otto Comes Palatinus, Albertus Marchio.

Datum anno Incarnationis Dominicæ M.C.XXXVI. Indictione XIV. anno verò regni Regis Lotharii decimo, Imperii tertio. Actum Aquiſgrani in Chriſti nomine feliciter, amen. 1136.

XXVII.

Reſcript de l'Empereur d'Occident CONRAD III. *à l'Empereur d'Orient* EMANUEL COMNENE, *touchant la paix entre les deux Empires.* Goldaſt. Tom. III. pag. 328. ANS de J. C. 1143. EMPIRE D'OCCIDENT ET D'ORIENT.

CONRADUS Dei gratia Romanorum Imperator Auguſtus, Chariſſimo fratri ſuo Manueli Porphyrogenito Comneno, Illuſtri & Glorioſo Regi Græcorum.

2. Nobilitatis tuæ litteras, ut à tanto & tam charo amico noſtro, Serenitati noſtræ transmiſſas, gratanter excepimus, & viſo eorum tenore de incolumitate & ſublimitate tua admodum gaviſi ſumus. Sed auditis à Nicephoro, tuæ dilectionis prudenti Apocriſiario, præter illa, quæ in litteris continebantur, quibuſdam (a) verbis duris, & (ut verum fatearmur) ab omni retro tempore inauditis, & noſtræ Majeſtatis, ultra quam lingua explere valeat, perturbata eſt manſuetudo, & eſt admirata univerſi Imperii noſtri latitudo.

(a) Il avoit nommé l'Empereur Conrad Roi de l'Empire de ſon Maître, pour dire qu'il étoit ſon Vaſſal.

2. Unde vel à quo hoc tam amarum verbum proceſſerit, miramur, præſertim cum inter cætera hu-

ANS de J. C. 1143. jus mundi Regna, Græcorum Regnum omni ſapientia & diſcretione hactenus floruerit. Si enim idem Nuntius tuus Nicephorus unicum filium noſtrum Henricum in præſentia noſtra morti dediſſet, ad majorem iram Majeſtatis noſtræ animum provocare non poterat. Cumque jam per triduum in hoc acerbo dolore laboraſſet, & rigorem noſtri animi nullo ingenio (b) nullaque ſapientia ad ſuam voluntatem inflectere potuiſſet, vix tandem quarto die aliis verbis mitioribus Excellentiam noſtram exhilaravit, noſtræque furore indignationis mitigato, Nobilitatis tuæ voluntatem nobis aperuit. Et quoniam ita nunc eſt & eſſe debet, quod tu, amicorum amiciſſime, uxorem acipias dilectiſſimam filiam noſtram, ſororem videlicet dilectiſſimæ conthoralis noſtræ, volumus ut inſit æternum fœdus perennis amicitiæ, quam videlicet amicitiam præſenti Apocriſiario tuo ore & manuſcripto firmari juſſimus, ita videlicet, ut & amici amicorum & inimici ſimus inimicorum tuorum. Proinde certa ſit prudentia tua, quod ſi tuæ Nobilitati undecumque aliqua moleſtia vel injuria fuerit illata, non hanc tibi tantum ſed etiam nobis factam jure dilectionis reputamus, quoniam virtutis tuæ Nobilitas, & maxime generoſi ſanguinis, quo in pignus perpetuæ dilectionis confœderati ſumus, propinquitas non invitat, ut te tanquam filium chariſſimum totis ulnis charitatis amplectamur, & cuncta, quæ tibi placita ſunt, libenti animo faciamus. In qua re juſtum arbitramur, ut eandem amicitiam nobis & Imperio noſtro firmari facias, ut completis omnibus honorifice utrique Imperio debitus honor exinde deferatur, & pax & nomen Chriſti per univerſum mundum inde glorificetur.

(b) al. multaque.

3. Porro de quingentis militibus, quos Nobilitas tua petit, hoc tibi reſpondemus, quod non ſolum quingentos, ſed etiam duo vel tria millia, ſi neceſſe habueris, tibi mittemus, & quod majus eſt, antequam detrimentum aliquod honoris tui pati videremus, elaborata totius Imperii noſtri fortitudine, in propria perſona tibi, ſicut præcordiali filio & fratri chariſſimo, deficere & deeſſe non poſſemus.

4. Præterea ſcripſit nobis tua Nobilitas, quod magnos & charos Nuntios Sinceritati tuæ mitteremus; in quo voluntati tuæ acquievimus, quoniam quos chariores habuimus, Excellentiæ tuæ tranſmiſimus: ſcilicet chariſſimum præcordialem noſtrum Embriconem, venerabilem Wirzburgenſem Epiſcopum, Illuſtrem & magnum Imperii Principem, qui eſt cor noſtrum & anima noſtra; necnon dilectiſſimum noſtrum Robertum, Illuſtrem & Nobilem Principem Capuanum. Miſimus etiam quaſi utraſque manus noſtras, germanos duos fratres, ſcilicet fratrem (c) Bernonem virum capientem & religioſum, & fratrem ipſius Riwinum, qui nobis valde charus eſt & familiaris & Nobilis; & honorandum Principem Imperii noſtri Rogerium, Illuſtrem Comitem de Adriano, cujus fidem & conſtantiam ſæpius experti ſumus, & Gualterum fidelem noſtrum. Itaque ea, quæ in litteris non continentur, indulſtriæ tuæ referenda commiſimus, quorum verbis fidem adhibeas, & quæ tibi dixerint, tanquam à nobis dicta credas.

(c) Abbé de Reichenaw.

5. De Ruthenis vero pro quibus patri tuo vivæ recordationis, Joanni Imperatori per fideliſſimum Capellanum noſtrum Adalbertum & per Comitem Alexandrum de Gravina ſcripſimus.

6. De loco, in quo noſtris Teutonicis ad honorem Dei Eccleſiam ædificari volumus: & de Nobilibus Baronibus Apuliæ, Alexandro videlicet Clarimontis, Philippo de Surre, Henrico Comite & Senne Puſtel, ille noſter præcordialis Wirzburgenſis Epiſcopus & cæteri familiares noſtri voluntatem noſtram tibi referent, quibus tanquam nobis credas.

7. Super his omnibus fidelem Apocriſiarium tuum Nicephorum, licèt in principio Legationis ſuæ nos conturbaverit, tibi attentius commendamus, & quia conſtanter perduravit: ut eum remuneres, rogamus. Vale.

ANS de J. C. 1146.

XXVIII.

EMPIRE ET BOURGOGNE.

Hommage prêté par HUGUES *Duc de Bourgogne à* HENRI *Empereur, pour le Comté d'Albon, l'an* (a) 1146. Etienne Perard, dans ſon Recueil de Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 233.

(a) Il faut qu'il y ait faute dans la date. Il n'y avoit point d'Empereur nommé Henri en 1146. C'étoit Conrad III.

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Rex, & ſemper Auguſtus, dilecto & fideli ſuo *Hugoni* Duci Divionenſi, gratiam ſuam, & omne bonum. Diſcretioni tuæ ſignificamus, & firmiter conſtare volumus, quod nos, pacem quæ inter noſtram ſublimitatem & tuam dilectionem ordinata eſt, ſecundùm eam formam & inviolatam conſervare decrevimus. In primis itaque, ſicut in tuis litteris continetur, hominium nobis facies & legitatem de tuta terra Comitatus *Albonis*, qui infra diſtrictum Imperii continetur, quem modò poſſides, & in poſterum poſſeſſurus es. Bona quaque fide & ſano intellectu, ſecundùm uſum & conſuetudinem Burgundiæ atque Provinciæ recipies, & à nobis recognoſces allodium *Urrici de Baugejo*, & alia etiam allodia, quæ ſupra terminos Imperii ſunt conſtituta. In hoc etiam voluntati tuæ conſentimus, quòd filius tuus ille, qui Dux futurus eſt Divionenſis, ſalva fidelitate Regis Franciæ, nobis hominium faciet de allodio memorati Urrici de Baugejo, & ſimiliter de allodiis quæ habet, & quod habebit infra Imperium. Hoc quoque ratum ſimiliter & firmum volumus obſervare, quòd ſi fortè Rex Franciæ inſultum fecerit Imperio, tu in propria tua perſona auxilium nobis præbebis de omni caſamento quod à nobis habes. Et ſi nos Regi Franciæ & ejus regno inſultum fecerimus, tu ſimiliter ipſi in propria tua perſona præſtabis auxilium de omni caſamento quod de eo habes. Contra omnem hominem, præter Regem Franciæ, pacem & vueram facies, ad mandatum noſtrum, de univerſo Comitatu *Albonis*, ſalvo jure Eccleſiarum Imperii. Compoſitionem quinque facies cum fidelibus noſtris Archiepiſcopo Viennenſi, & cum Epiſcopo Gratianopolitano, & Epiſcopo Valentino, ſupra querimonias ſuis, ſi quem adverſùm te proponant, vel in præſenna noſtra, vel fidelis noſtri *Urrici de Godemburc*, vel alterius certi nuncii noſtri ad hoc deſtinati. Si quæ etiam aliæ Eccleſiaſticæ perſonæ aliquam controverſiam contra te habuerint, ipſis vel ſecundùm juſticiam, vel ſecundùm amicabilem compoſitionem ſatisfactionem exhibebis; ad hoc enim in gratiæ noſtræ plenitudinem te recepimus. Datum in Campo Urbaneri, anno dominicæ Incarnationis M. C. XLVI. indictione quartâ, tertio nonas Julii. Et ſigillatum.

XXIX.

ANS de J. C. 1159.

L'EMPIRE ET MILAN.

Conditions auſquelles FRIDERIC I. *Empereur reçoit ceux de* MILAN, *qu'il prétendoit s'être revoltez de ſon obéiſſance, accordées en* 1159. Goldaſt. Tom. I. pag. 269.

IN nomine Domini noſtri JESU CHRISTI. Hæc eſt conventio, per quam Mediolanenſes in gratiam Imperatoris rediturі ſunt & permanſuri.

1. Cumas & Laudam civitates ad honorem Imperii relevari non prohibebunt, & amodò non impugnabunt, nec deſtruent; & à ſodro, & viatico, & ab omnimoda exactione ſe ibidem per omnem eorum ditionem continebunt, & ultra ſe non intromittent, ut

ſint

ANS de J. C. 1159.

ſint liberæ illæ civitates, ſicut Mediolanenſes ab ipſis ſunt liberi: excepto reſpectu juris Eccleſiaſtici, quod habent ad Archiepiſcopum & Eccleſiam Mediolanenſem.

2. Omnes Mediolanenſes communiter à minoribus uſque ad majores, ab annis (a) XIV. & ſuprà uſque ad annos LXX. fidelitatem Domino Imperatori jurabunt, & ſine malo ingenio, & obſervabunt.

(a) Lif. XVIII. Cujac ad lib. Feudor.

3. Palatium Imperiale ad honorem Domini Imperatoris arbitratu bonorum elevabunt, & cum debito honore bona fide obſervabunt.

4. Pecuniam pro emendatione injuriarum Domino Imperatori vel Dominæ Imperatrici, ſive Curiæ promiſſam, ſtatutis temporibus perſolvent, hoc eſt tertiam partem infra XXX. dies, ex quo hæc pactio confirmata fuerit: aliam verò tertiam partem infra octavam beati Martini: tertiam autem reſiduam partem infra octavas Epiphaniæ. Hiſque ſic perſolutis, nullis privatis teneantur promiſſionibus. Pecuniæ promiſſæ ſumma hæc eſt: novem millia marcarum argenti ſive auri vel monetæ ejuſdem æſtimationis & precii.

5. Pro his tantùm prætaxatis capitulis bona fide complendis & conſervandis, CCC. obſides dabunt Capitaneos, valvaſſores, populares, quales approbati fuerint à Domino Archiepiſcopo Mediolanenſi, & Comite Blandratenſi, & Marchione Guilhelmo Montisferrati, & tribus Conſulibus, ſi hæc Domino Imperatori placuerint, juramento aſtrictis ad hanc electionem fideliter faciendam. Obſides verò in partibus Italiæ omnes ſerventur, præter L. vel pauciores, per interventum Regis Bohemorum Ladeſlai & aliorum Principum, ultra montes, ſi Domino Imperatori placuerit, deferendos. Quibus autem commiſſi fuerint obſides in Italia, jurent in præſentia Mediolanenſium ad hæc prædeſtinatorum, quod præfixo tempore tranſacto infra octo dies, ex quo requiſiti fuerint à Mediolanenſibus, eos eis liberè reddant, ut illi ſecurè eos habeant, ſi prætaxata capitula ab eis obſervata fuerint. Tres verò Principes Alemaniæ dextras dabunt, quòd obſides illi, qui ultra montes deferentur, ſi qui erunt, eodem pacto fideliter reddentur.

6. Conſules verò, qui nunc ſunt, ex auctoritate & conceſſione Domini Imperatoris uſque ad Kal. Februarii proximè venturas perſeverent, & pro Conſulatu ſuo Domino Imperatori jurent. Venturi verò Conſules à populo eligantur, & ab ipſo Imperatore confirmentur quorum medietas ad ipſum veniat, dum in Longobardia fuerit: alibi autem eo exiſtente, duo ad eum ex Conſulibus veniant & juramento facto officium Conſulatus ſui à Domino Imperatore recipiant pro ſe & ſociis ſuis facturis idem juramentum Domino Imperatori coram communi ſuæ civitatis. Si autem Legatus à Domino Imperatore deſtinatus fuerit in Italiam, eadem coram ipſo & per ipſum fiant.

7. Legati verò Domini Imperatoris in Italiam directi, ſi civitatem adierint, in Palatio ſedeant, & placita ad eos delata ad honorem Imperii diffiniant.

8. Antequam caſtra ab obſidione moveantur, captivi omnes reddantur in poteſtatem Regis Boemorum, qui & ſecuritatem per ſe & honeſtos Principes eis faciat, quòd captivos illos Domino Imperatori reddat, ſi eis Dominus Imperator pacem fecerit cum Cremonenſibus, Papienſibus, Novarienſibus, Cumanis, Laudenſibus, Vercellenſibus; non ſolùm autem Mediolanenſibus, verùm etiam confœderatis eorum, Terdonenſibus, Cremenſibus, & Inſulanis: ſalvo honore Domini Imperatoris, & illibatis amicitiis Mediolanenſium, & in ſuo ſtatu permanentibus. Si verò pax ei cum prædictis civitatibus facta non fuerit, captivi veteres eis reddantur, nec ob id gratia Domini Imperatoris ipſi & amici eorum priventur.

9. Regalia, veluti monetam, telonium, pedaticum, portus, comitatus, & alia ſimilia, ſi qua ſunt, commune Mediolanenſium dimittet, & ultrà ſe non intromittet: & ſi quis per violentiam hæc obtinere voluerit, & juſtitiam inde coram Domino Imperatore vel Nuncio ejus facere noluerit, Mediolanenſes vindictam de eo pro ſua poſſibilitate ſument in perſona & poſſeſſione, & regalia Domino Imperatori reſtituent ſine fraude & malo ingenio.

ANS de J. C. 1159.

10. Hoc pacto & ordine Dominus Imperator Mediolanenſes & Cremenſes cum CXX. marcarum emendatione in gratiam ſuam recipiet, & eos & amicos eorum in plena curia publicè à banno abſolvet, & captivos eorum omnes, veteres & novos, eis reddet ſtatim poſtquam obſides Imperatori dederint, & captivos tam veteres quàm novos in manum Regis Boemorum reddiderint.

11. Datis autem obſidibus & captivis, altera die vel tertia exercitus ab obſidione recedet, & Dominus Imperator Mediolanenſes & eorum res clementer tractabit.

12. Commune Mediolani præfatas conditiones ſervabit plenariè, bona fide, ſine fraude & malo ingenio, quantum non permanſerit per juſtum impedimentum, & per parabolam Friderici Romanorum Imperatoris, vel Nuncii ejus, aut ejus ſucceſſoris.

13. Collectam prædictæ pecuniæ liceat modò facere Mediolanenſibus ab his, quos in ſua ſocietate habere conſueverant, præter Cumanos, Laudenſes, & eos qui de Comitatu Sefrenſi fidelitatem Domino Imperatori nuper juraverunt.

XXX.

Traité de Paix entre PHILIPPE *Comte de Flandre &* FLORENS *Comte de Hollande, fait après que Philippe eut fait Florens priſonnier, & durant ſa priſon, en* 1167. Pierre d'Oudergeeſt dans ſes Chroniques & Annales de Flandres. Chap. LXXVII. fol. 134.

ANS de J. C. 1167.

FLANDRE ET HOLLANDE.

PRemiers, que les hoſtagiers, que le Comte avoit prins pour les yſles de Zelande, entre l'Eſcaut & hedinzee, demoureroyent a Bruges, & ne ſeroyent rendus au Comte d'Hollande, par fidejuſſion ny autrement ne fuſt le conſentement & vouloir du Conte de Flandre. Que nul camp de bataille ſe feroit entre les hoſtagiers deſdictes yſles, ailleurs qu'en la ville de Bruges. Que tout le prouffit que viendrà deſdictes yſles, ſera party entre lea deux Contes. Que toutes confiſcations advenuës eſdictes yſles ſeront communes a eux deux. Sy aucun de Flandre eſt ſpolié & defrobé en la terre d'Hollande, les inhabitants du lieu ou le cas ſerà advenu, en feront la reſtitution & deſchargeront le defrobbeur, & s'ils ne le vuellent faire, le Conte d'Hollande le ſera luy meſme a l'arbitrage de ſix hommes. Que les Gheleedes que tient le Conte de Hollande ſur les marches de Flandre, ſeront abolyes, & ne ſouffrirà le Conte qu'elles ſoyent plus levés. Comme auſſy ſeront revocqués & abolis tous autres impoſts, comment on les puiſſe nu veuille nommer, & ſy aucuns tels impoſts ſe payoyent ou exigeoyent par ignorance, le Conte d'Hollande ſeroit tenu a la reſtitution. Que nuls deſdicts deux Contes pourront faire fortereſſes eſdictes yſles, que ſi aucun marchant de Flandre paſſant par Hollande fut arreſté pour debtes, icelny marchant s'en pourra purger par ſerment, affin que ſon voyage ne luy ſoit retardé, & ſy l'arreſtant ne s'en veut contenter, que ſaudra qu'il pourſuyve ledict marchant, devant ſon juge ordinaire, & ſy pardeſſus ledict ſerment faict, le marchant eſt detenu ou empeſché, le Conte d'Hollande luy payerà tous ſes deſpens, dommages, & intereſts. Lequel contre venant a ceſte paix fourferà toute la terre, qu'il tient en

fief

ANS de J. C. 1167. fief de la Conté de Flandre, ſans autre ſolennité de loy, & n'en jouirà juſques a ce qu'il auroit le tout reparé. Ce fut faict a Bruges, en la Prevoſté de Saint Donas *feria* III. *poſt Remiſcere*, en l'an mil cent ſoixante ſept.

XXXI.

ANS de J. C. 1167. L'Empire et Rome. *Traité entre* FRIDERIC I. *Empereur, & le Peuple de* ROME, *l'an* 1167. Goldaſt Tom. I. pag. 283.

JUraverunt præſentes, & jurabunt futuri SENATORES & totus POPULUS ROMANUS Domino Friderico Imperatori fidelitatem, & quòd juvabunt eum coronam Imperii Romani retinere, & defendere eum contra omnes homines: & juſtitias ſuas tam intra Urbem, quàm extra Urbem juvabunt eum retinere, & quod numquam erunt tam in conſilio quàm in facto, ubi Dominus Imperator malà captione capiatur, vel membrum perdat, vel aliquod detrimentum in perſona patiatur: & quod Senatum non niſi per eum vel per Nuncium ſuum ordinabunt, ſine fraude & malo ingenio.

2. Dominus Imperator confirmabit Senatum perpetuo in eo vigore, in quo nunc eſt, & augebit eum tali tenore, ut Senatus per eum ordinetur, & ei ſubjectus fiat, & faciet inde privilegium cum ſigillo auri, in quo contineantur hæc, videlicet confirmatio Senatus, & quod faciet ſalva omnia juſta teſtamenta Populi Romani, quantum ad Imperatorem pertinet, quod ea illis non aufferet, & bonos uſus Urbis, & locationis libellos tertii & quarti generis conſervabit, & præcipiet in eodem privilegio non aufferri Romanis in toto Imperio ſuo plateaticum, portaticum, aut ripaticum: & (a) ſi aufferre præſumpſerit, incidat in pœnam centum librarum auri.

(a) Il faut peut-être lire *qui*.

3. Hæc omnia cum ſubſcriptione Principum Curiæ fient.

XXXII.

ANS de J. C. 1175. Lorraine et Liege. *Engagement du Château de* HEYSTAL *fait à* RADULPHE *Evêque de Liége par* GODEFROI *Duc de Lorraine, & confirmé par l'Empereur* FREDERIC I. *en l'année* 1171. Aubert le Mire. Dans ſes *Diplomat. Belgica. Liv. I. Chap. LXIV. pag.* 138.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. FRIDERICUS divina favente Clementia Romanorum Imperator Auguſtus.

Quæcunque inſtituta, vel conventiones inter diverſas perſonas ſolemniter contrahuntur, dignum reputamus, ut ſcripto diligenter annotentur, ne per ſucceſſiones temporum tranſeant in oblivionem mentium, & à memoria hominum deleantur.

(a) C'eſt un Château à une petite lieue de Liége, bâti par Pepin Pere de Charles Martel, qui à cauſe de cela fut ſurnommé *de Herſtal*, ou *de Heriſtel*.

Notum igitur facimus tam futurorum quàm præſentium induſtriæ, quòd GODEFRIDUS Dux Lotharingiæ beneficium Ducatus ſui, quod quod ſitum eſt in villa (a) HARSTALII, dilecto noſtro RADULPHO Leodicenſi Epiſcopo, Aquiſgrani, in præſentia Principum & totius Curiæ, per manum noſtram, pro trecentis marchis oppignoravit, & idem Epiſcopus, nullo reclamante, illud in poteſtatem ſuam contraxit & quietè poſſedit.

Poſtmodum verò placuit eidem Epiſcopo, ut jam dictum vadium, qro remedio animæ ſuæ, eccleſiæ S. Mariæ, ſanctique Lamberti in Leodico conferret, & ad ſtipendia fratrum Deo in eccleſia eadem militantium deſtinaret.

Ut autem ampliorem roboris perfectionem traditio iſta, imperialis nominis auctoritate contraheret, memoratus Epiſcopus oppignoratum ſibi beneficium, in celebri totius Curiæ præſentia, in manum noſtram reportavit, noſque illud, petitione & aſſenſu ejus, de manu propria in manum Henrici ejuſdem eccleſiæ Præpoſiti, & Ægidii Comitis de Durachio, qui traditionis hujus Advocatus & mandiburnus inſtitutus eſt, Othonis de Malbere, Alexandri de Noviomago, ad uſus ſtipendiarios præbendæ fratrum, ut jam dictum eſt, liberè & abſolutè tradimus. ANS de J. C. 1171.

Si verò prænominatus Dux idem vadium, datis trecentis marchis, redemerit, pecunia illa in cuſtodia Leodicenſis eccleſiæ tam diu teneatur, donec alodium ex conſilio Epiſcopi & fratrum inde comparetur, unde ſtipendia fratribus perſolvantur, & anniverſarius dies ipſius Epiſcopi annuatim in eccleſia peragatur.

Statuimus itaque, & Imperiali auctoritate firmiter & diſtrictè præcipimus, ut nulla perſona, magna ſeu parva, ſæcularis vel eccleſiaſtica, hujus inſtitutionis .....aliquatenus improbare, aut irritum revocare præſumat. Quod qui fecerit, quinquaginta libras auri puri pro pœna perſolvat, dimidium Cameræ noſtræ, & reliquum prædictæ eccleſiæ.

Ut autem hæc omnia inviolabiliter obſerventur, & rata permaneant, præſentem inde paginam conſcribi, & ſigilli noſtri impreſſione juſſimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt,

Chriſtianus Moguntinus Archiepiſcopus.
Arnoldus Treverenſis Archiepiſcopus.
Godefridus Trajectenſis Epiſcopus.
Theodericus Comes de Cleve.
Adelbertus Comes de Molbach.
Henricus de Cuke.
Conradus de Bochesberch.
Robertus de Durne.
Wernerus de Boulant.
Henricus Leodicenſis eccleſiæ major Præpoſitus.
Simon Decanus.
Amalricus, Balduinus, Rodulphus, Archidiaconi.
Robertus Cantor.
Ægidius Comes de Durachio.
Otto de Malberg.
Alexander de Numage.
Euſtathius, frater Advocati Hasbaniæ.
Turricus de Prato.
Faſtradus de Dummertin.
Thomas de Helmericurt.
Godinus de Hoſemont.
Bodo frater ejus, & alii quàm plures.

Ego Henricus Cancellarius, vice Chriſtiani Moguntini Archiepiſcopi & Archicancellarii, recognovi.

Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis milleſimo centeſimo ſeptuageſimo primo, Indictione quarta, regnante Frederico Romanorum Imperatore, anno regni ejus vicèſimo, Imperii verò decimo octavo.

Datum Leodii III. Kalendas Octobris feliciter, amen.

XXXIII.

ANS de J. C. 1174. Bourgogne et Nevers. *Traité de Paix entre* HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* GUI, *Comte de Nevers, fait à Beaune en* 1174. Etienne Perard, Recueil de pluſieurs piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne pag. 247.

USUS litterarum receptus eſt propter memoriam rerum: inde eſt, quod ea quæ in futurum rata & inconcuſſa eſſe decernimus, litterarum memoriæ commendamus. Quamobrem ego *Hugo* Dux Burgundiæ, & ego *Guido* Comes Nivernenſis

ANS de J. C. 1174.

nenſis, per præſentem cartam notificamus tam præſentibus quàm futuris, pacem quam invicem fecimus, & formam pacis quam firmavimus. Ego ſi quidem *Guido* Comes Nivernenſis, in hominium Ducis veni; & ego *Hugo* Dux, in dominium redii, ſicut feoda mea requirunt, quæ Comes pro patre ſuo, & pro uxore ſua de me tenere debet. Hoc autem dicimus, quamquam pro feodo uxoris ſuæ Comes de feodo homo meus ligius erit, ſalva ligitate domini Regis. Et ſi fortè feoda in hæredes dividerentur, qui terram matris haberet, ligius eſſet. Ego autem *Guido* Nivernenſis Comes, juravi, & *Hugo* Dux idem, quandiu ad juſtitiam mihi per te ipſum ſteteris in locis antiquæ conſuetudinis, ſicut feoda requirunt, tibi aut terræ tuæ nequaquam malefaciam. Quandoquidem aliquo caſu de hoc ipſo lis oborta fuerit, ſupra quatuor perſonas litis contentio terminanda poneretur, videlicet ſupra *Anſericum de Monte Regali*, & ſuper *Hugonem de Monte ſancti Johannis*, homines noſtros, & ſuper Abbatem Ciſtercii, & Abbatem Clarevallis; in hunc modum, quod de iis qui laïci ſunt, jurabunt, & qui Abbates ſunt, in verbo veritatis promittent, quod controverſiam litis ſecundùm rationem moderabunt. Itemque, ſi fortè fortuitò iſti quatuor inter ſe diſcordaverint, quandiu in curia domini Regis mei, Dux, ad juſtitiam ſteteris, ſit in curia Comitis *Henrici*, ſopitâ tamen contentione quæ eſt inter me & Comitem *Henricum*, ſicut prædictum eſt, tibi, Dux, aut terræ tuæ malum non faciam. Si verò hoc ordine lis oborta compoſita non fuerit, ad cartas noſtras recurreretur, & ſecundùm tenorem cartarum, remota omni contentione, lis ex integro pacificabitur, & ſi nec ſic lis poſſet pacificari, donec tranſactis quadraginta diebus poſt diffidentiam, tibi Dux, vel terræ tuæ malum non faciam. Hæc omnia, ſicut hîc continentur, ex parte mea, ego *Guido* Comes juravi, & perinde de duobus militibus marcis argenti obſides poſui, dominuſque Lingonenſium, Eduenſium, Antiſiodorenſium, Nivernenſium Epiſcopis præcepi, quòd ſi prædictam formam pacis non tenerem, de me & de terra mea juſtitiam Eccleſiaſticam facerent. Ego quoque *Hugo* Dux, hanc formam pacis ſicut tu mihi, ita & ego tibi ad majorem dilectionis tenorem, pro honore & reverentia tui, Comes, ex integro juravi; excepto quod obſides perinde non poſui, nec juſtitiam Eccleſiaſticam de me aut de terra mea fieri præcepi. Statutum eſt etiam, quod firmitates de *Argenteolo*, de *ſancto Cyrico*, de *Barreio*, & quicquid firmitatis factum fuerat, in vado, vel circa vadum *Virzeliaci*, in tempore Abbatis *Gerardi*, omnino diruantur; ita quod in eis nulla penitus defenſionis remaneat machina, nec deinceps alicubi reædificentur. Et ſciendum, quod ſacramentum viciſſim fecimus, tam pro nobis quàm pro hominibus & coadjutoribus noſtris, & extraneos malefactores neutri noſtrûm in terram alterius vel ſuorum tranſire patietur. De hac tandem pacis forma inter nos inviolabiliter tenenda, part aſſenſu in invicem nobis reſponſales poſuimus, Dominum ſcilicet *Karolum* Regem, Dominum *VV.* Archiepiſcopum Senonenſem, *Henricum* Comitem Trecenſem, *Theobaldum* Comitem Blęſenſem. Et ut hoc ratum & inconcuſſum in futurum habeatur, reſtimonio ſigillorum noſtrorum, præſentem cartam muniri fecimus. Hæc autem pacis concordia facta eſt per manum *Humberti Bellivoci* domini, prudentiſſimi viri, & in præſentia multorum, quorum nomina ſubſcripta ſunt. Hujus rei teſtes ſunt *Galterus* Lingonenſis Epiſcopus, *Bernardus* Nivernenſis Epiſcopus, *Theobaldus* Nivernenſis Decanus, *Anſericus de Monte Regali*, *Gerardus de Reun*, *Guido de Virziaco*, *Hugo de Monte-ſancti Johannis*, *Nargodus de Theci*, *Stephanus de Petra Perruſa*, *Chaldero de Ferreia*, *Gibaudus de ſancto Verano*, *Renaudus de Marchia*, Hugo *de Petra Perruſa*, *Petrus de Corcum*. Actum eſt apud *Belnum* Caſtrum, anno ab Incarnatione Domini milleſimo centeſimo ſeptuageſimo quarto.

ANS de J. C. 1176.

XXXIV.

Actes & Traitez de Paix entre FREDERIC I. *Empereur, le Pape* ALEXANDRE III. GUILLAUME *Roi de Sicile & les Villes d'*ITALIE, *qui s'étoient liguées pour leur propre défenſe contre les armes de l'Empereur; commencée à Anagni; continuée à Veniſe & à Chozza, & publiée enfin à Veniſe, ſur la fin de l'année* 1176. *& au commencement de* 1177. Goldaſt. Tom. III. pag. 353. & ſuiv.

Traité d'Anagni.

L'EMPIRE ET L'ITALIE.

(a) ANNO Dominicæ Incarnationis MCLXXVI. Fridericus Imperator ad præſentiam Domini Alexandri Papæ miſit Weremundum Magdeburgenſem Archiepiſcopum, Chriſtianum Maguntinum Archiepiſcopum, Conradum Wormatienſem Electum, & (a) R. (b) Protonotarium Regni, majores Imperii Principes, cum poteſtate plenaria complendæ pacis inter Eccleſiam & Imperium. Qui venientes uſque Tiburi, nuntiaverunt ipſi Pontifici, reſidenti apud Anagniam, ſui adventus cauſam, & impetrato ſecuro ducatu, recepti ſunt à duobus Cardinalibus & Capitaneis Campaniæ, atque honorificè deducti in civitatem Anagniam. In Craſtino cùm Pontifex in Conſiſtorio, aſtante Clericorum & Laicorum multitudine, reſideret, inde accurſurus ad majorem Eccleſiam cum decora ſocietate, intrarunt prædicti Legati in conſpectum Pontificis. Stantes autem in medio coram ipſo, cum multa reverentia loquentes dixerunt: Dominus noſter Imperator deſiderio magno deſideravit & deſiderat Romanæ Eccleſiæ & Urbi pacem veram dare. Miſit ideo nos cum plenitudine poteſtatis ad præſentiam veſtram, poſtulans inſtanter, ut verbum illud & pacis, quod in præterito anno Fratres veſtri ſecum præſentialiter tractaverunt, & uſque modo, peccatis ita exigentibus, imperfectum remanſit; nunc per vos & aſſenſum noſtrum, qui in eo fuerit, auctore Domino, compleatur. Notum eſt enim & indubitatum, quod ab initio naſcentis Eccleſiæ omnipotens Deus in orbe terrarum eſſe voluit, quibus principaliter mundus regatur, Sacerdotalis dignitas, & Regalis poteſtas, quæ niſi ad invicem concordia fulciantur, pax nullatenus ſervaretur, & mundus controverſiis & bellorum ſtrepitu abundaret. Ceſſet jam nunc iſta odioſa turbatio, & per vos duos Principes orbis pax univerſis eccleſiis & populo Chriſtiano reddatur.

His igitur publicè allegatis, benignus Pontifex hilari & placido vultu, cum jucunditate ſermonis reſpondens, ait: De adventu veſtro cum jucundis rumoribus valde gaudemus, & exinde omnipotenti Deo gratias agimus. Non eſt in præſenti ſæculo res, quæ in auribus noſtris ita dulceſcat, quàm ſi Dominus Imperator noſter, quem inter alios mundi Principes cognoſcimus eſſe majorem, pacem vobis veram dare, ſicut aſſeritis, velit. Sed ſi vult integram pacem ſuam nobis tribuere, & eccleſiæ Romanæ, oportet ut ampliatoribus noſtris, maximè Regi Siciliæ Lombardis & Imperatori Conſtantinopolitano, qui nobis contra eum in Eccleſiæ neceſſitatibus firmiter aſtiterunt, pariter tribuat.

Legati verò laudantes & approbantes verbum Pontificis, dixerunt: in mandatis accepimus à Domino Imperatore, ut ſecretè vobiſcum, & cum Fratribus veſtris loquamur quatenus ea, quæ inter nos & vos tractanda fuerint & ſtatuenda, inimicus homo non audiat,

(a) Ce qui fit que la concluſion de cette paix Italna ſi longtems, fut que l'Empereur déſaprouva d'abord ce que ſes Ambaſſadeurs avoient accordé touchant la paix avec les villes de Lombardie ce qui donna lieu à l'entrevûe du Pape & de l'Empereur à Veniſe, & ce fut dans cette occaſion qu'on dit que le Pape lui mit le pié ſur la gorge.

(b) Guvotuvium.

ANS de J. C. 1176.

audiat, ſed in ſecreto conſerventur, quouſque pacis bonum, præſtante Domino, compleatur. Scimus enim, quod in parte veſtra & noſtra nonnulli ſunt, qui pacem non audiunt & hanc diſcordiam libenter fovent. His itaque auditis, univerſus conventus diſceſſit, & Pontifex cum Fratribus ſuis, & univerſis Legatis ſecretarium Concilii ſolus intravit. Coeperunt autem de verbo pacis ad invicem tractare diligenter. Sed quoniam res ardua & nunium difficilis videbatur (multi enim nobiles & potentes in ſchiſma graviter capti fuerant; & de quibuſdam capitulis inter Eccleſiam & Imperium controverſia vertebatur) ultra quindecim dies tractatus ille duravit. In quo ſpatio ſanctiſſimorum Patrum auctoritates, privilegia Imperatorum, atque antiquæ conſuetudines, & aliæ rationes oſtenſæ fuerunt, & ſuper his eſt diutius laboratum atque ſubtiliter diſputatum. Tandem, cooperante Spiritus ſancti gratia, ita factum eſt, quod de omnibus capitulis inter Eccleſiam & Imperium, cum ſæpedictis Legatis Pontifex & Fratres ejus unanimiter concordarent, remanente Lombardorum ſtatu, in quo erat, uſque ad eorum colloquium; quoniam in eorum abſentia nec debuit, nec potuit quidquam terminari. Et quoniam ſine corporali præſentia Imperatoris & Lombardorum pax iſta (ſicut prædictum eſt) fieri non debebat, conſtitutum eſt, ut Pontifex cum Fratribus ſuis pro deſideratæ pacis bono laboraret corpore proprio, & ad partes Lombardiæ abſque longa dilatione feſtinaret. Interim data eſt firma ſecuritas ex parte Imperatoris omnibus Eccleſiæ Romanæ perſonis, & rebus eorum & terris B. Petri & Siciliæ Regis, cunctiſque majoribus uſque ad conſummationem pacis.

Conditions de la paix faite à Anagni, telles qu'on les conſerve encore dans les Archives de cette Ville.

FRIDERICUS Imperator Alexandrum Pontificem in Catholicum & Univerſalem Pontificem recipiet, ac debitam ei reverentiam adhibebit, perinde ac Catholici ipſius anteceſſores Catholicis ejus anteceſſoribus præſtiterunt, eademque ſucceſſoribus ejus Catholice ineuntibus exhibebit.

2. Reddet veram pacem Alexandro, & omnibus ſucceſſoribus ejus, & univerſæ Romanæ Eccleſiæ.

3. Quæcumque poſſidet, aut tenet, ſive Præfecturam, ſive rem aliam, quam Romana Eccleſia habuit, & ipſe vel per ſe vel per alios abſtulit, bona fide reſtituet, ſalvo omni jure Romanæ Eccleſiæ. Quaſque poſſeſſiones reſtituet, ad eas etiam retinendas auxilio erit.

4. Imperator & Pontifex ad honorem & jura Eccleſiæ atque Imperii conſervanda ſe invicem adjuvabunt. Pontifex ut benignus pater devotum & cariſſimum filium & Imperatorem Chriſtianiſſimum: Imperator, ut devotus filius & Chriſtianiſſimus Imperator dilectum reverendum patrem & B. Petri Vicarium.

5. Quæ à tempore ſchiſmatis, vel occaſione ipſius, aut ſine ordine judiciario Eccleſiaſticis ab Imperatore vel ſuis erepta ſunt, eis reſtituentur.

6. Beatrix Imperatrix recipiet Alexandrum Pontificem in Catholicum & venerabilem Pontificem. HENRICUS Rex, filius eorum, ſimiliter recipiet eum, atque ei & Catholicis ſucceſſoribus ejus debitam reverentiam adhibebit, & Sacramento eodem ſe obſtringet, quo ſe Imperator obſtrinxerit.

7. FRIDERICUS Imperator, & HENRICUS Rex filius ejus, pacem veram reddent Gulielmo Regi Siciliæ ad annos quindecim, ſicut per ſequeſtres pacis eſt conſtitutum.

8. Imperatori Conſtantinopolitano, & adjutoribus Eccleſiæ Romanæ, pacem reddent, nec mali quidquam referent per ſe vel per ſuos pro opera Eccleſiæ Romanæ impenſa.

ANS de J. C. 1176.

9. De controverſiis, quæ ante tempora Hadriani Pontificis inter Eccleſiam & imperium verſabantur, ſequeſtres ex parte Pontificis & imperatoris conſtituent, quibus mandabitur, ut eas pro arbitrio tranſigant. Quod ſi illi non conſenſerint, judicio ſtabitur Pontificis & imperatoris, vel eorum, quos ipſi delegaverint.

10. Chriſtiano Cancellario Moguntinus Archiepiſcopatus, Philippo Colonienſis concederur, & pleniſſimo jure firmabitur.

11. Primus Archiepiſcopatus, qui in Teutonico Regno vacaverit, Conrado auctoritate Pontificis & auxilio imperatoris deferetur, qui idoneus videatur.

12. Ei, qui ſe Caliſtum appellat, Abbatia tribuetur. Illi, qui dicuntur ejus Cardinales, loca repetent, quæ primum habuerunt, niſi ea ſponte & judicio dimiſerant, & in Ordinibus, quos ante ſchiſma habuerant, relinquentur.

13. Gero nunc dictus Alberſtatenſis deponetur, & Ulricus reſtituetur.

14. Alienationes à Gerone factæ, & beneficia data ſimiliter, & ab omnibus intruſis, auctoritate Pontificis & imperatoris delebuntur, & ſuis Eccleſiis reſtituentur.

15. De electione Brandeburgenſis Epiſcopi, qui in Bremenſem Archiepiſcopatum lectus fuerat, cognoſcetur: &, ſi rite factum fuerit, ad eam Eccleſiam traducetur. Et quæcumque ab Aldevino, qui nunc præeſt Bremenſi Eccleſiæ, alienata ſunt, prout rite factum viſum fuerit, eidem Eccleſiæ reſtituentur.

16. Quæ Salisburgenſi Eccleſiæ tempore ſchiſmatis ademta ſunt, ei plene reddentur.

17. Omnes Clerici ex Italia, aut aliis regionibus, quæ ſunt extra Teutonicum Regnum diſpoſitioni & judicio Alexandri Pontificis & ſucceſſorum ejus relinquentur. Si verò Imperator rogarit pro Ordinibus aliquorum, uſque ad decem vel duodecim, exaudietur.

18. Garſidonius Mantuanus Epiſcopatui quondam ſuo reſtituetur, ita ut ille, qui nunc eſt Epiſcopus Mantuanus, ad Epiſcopatum Tridentinum traducatur, niſi forte inter Pontificem & Imperatorem convenerit, ut alius ei Epiſcopatus indulgeatur.

19. Archiepiſcopus de Savo in Archipresbyteratum quondam ſuum, & alia beneficia, quæ ante ſchiſma habuit, reſtituetur.

20. Omnes ordinati à quondam Catholicis in Teutonico Regno reſtituentur Ordinibus ſuis ita percepus.

21. De Argentinenſi & Baſilienſi dictis Epiſcopis, qui ordinati fuerunt à Vidone Cremenſi, in eodem Regno prædicti ſequeſtres rem committent decem vel octo hominibus, quos ipſi elegerint, qui jure jurando affirmabunt, ſe illud conſilium Pontifici atque Imperatori daturos, quod ſe juſte dare poſſe ſine animæ ſuæ atque ipſorum detrimento ſtatuerint, & Pontifex atque Imperator eorum conſilio obtemperabit.

22. Pontifex & omnes Cardinales recipient Beatricem uxorem Friderici Imperatoris in Catholicam & Romanam Imperatricem, eamque aut Alexander Pontifex, aut Legatus ejus coronabit: & Henricum filium eorum in Catholicum & Romanum Regem.

23. Pontifex & Cardinales pacem reddent Friderico Imperatori, & Beatrici Imperatrici, & Henrico Regi, filio eorum & omnibus adjutoribus eorum Pontifex, & omnes Cardinales promittent, ſe obſervaturos hanc pacem in verbo veritatis, & privilegium condent ſub ſcriptione omnium Cardinalium, & Cardinales ſcriptum prædictæ confirmationis condent ſigillis ſuis appoſitis.

24. Pontifex ſubito advocato Concilio, prout ſubito advocari potuerit, cum Cardinalibus, Epiſcopis.

ANS de J. C. 1176.

pis & aliis religioſis hominibus, qui interfuerint, excommunicationem ſtatuet in omnes, qui hanc pacem violare voluerint, deinde in generali Concilio.

25. Plerique Nobilium Romanorum, & Capitaneorum Campaniæ hanc pacem firmabunt.

26. Imperator pacem cum Eccleſia, & pacem cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis à proximis Kalendis Auguſti uſque ad ſex annos firmabit jurejurando ſuo, Principumque ſuorum, mandabitque Lombardos, qui in parte ſua ſunt, prout in tabulis induciarum communibus eſt deſcriptum, eas inducias confirmare. Si quis verò ex parte Imperatoris has inducias jurare noluerit, Imperator præcipiet omnibus, qui in parte ſua ſunt, pro officio fidelitatis & gratiæ ſuæ, ut nullum præſtent auxilium, & volentibus offendere, ne impedimento ſint. Si quis offenderit, culpa vacuus ſit. Nec mandatum hoc revocabit Imperator, donec induciæ ſtabunt.

27. Henricus Rex, filius ejus, pacem cum Eccleſia & cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis ad ſexennium ſcripto confirmabit, ac ſui Principumque ſuorum ſubſcriptione.

28. Si verò, quod abſit, Pontifex præmoriatur, Fridericus Imperator, & Henricus Rex filius ejus, hanc formam pacis & compoſitionis firmiter obſervabunt ſucceſſoribus ejus, & univerſis Cardinalibus, & toti Romanæ Eccleſiæ, & Regi Siciliæ, & Lombardis, & cæteris qui ſecum ſentiunt. Et ſi, quod abſit, Imperator præmoriatur, Pontifex & Cardinales, & Eccleſia Romana prædictam pacem firmiter obſervabunt ſucceſſori ejus, & Beatrici uxori, & Henrico filio ejus, & omnibus ex Teutonico Regno, & cæteris adjutoribus eorum, & ſucceſſores Pontificis ſimiliter obſervabunt.

Conditions de la Trêve entre Frederic I. Empereur, & les Princes & Villes Impériales d'Italie.

PRidie Kalend. Septembris, MCLXXVI. inter Imperatorem Fridericum, & partem ejus Cremonam, Papiam, Genuam, Derthonam, Comum, Haſtam, Albam, Aquas, Taurinum, Eporœdiam, Albintimilium, Savonam, Albingaunum, Caſale Sancti Evaſii, Montemvellii, Imolam, Faventiam, Ravennam, Forum Livii, Forum Popilii, Cæſenam, Ariminum, Caſtrocarum; Marchionem Montisferrati; Comites Blanderati, Vaſti; Marchiones Boſchi; Comites Laumelli: & ab altera parte ſocietatem Lombardorum, nempe Venetias, Tarviſium, Patavium, Vicetiam, Veronam, Brixiam, Ferrariam, Mantuam, Bergomum, Laudem, Mediolanum, Novariam, Vercellas, Alexandriam, Caſinum, Belmontem, Placentiam, Bobium; Marchionem Malamſpinam; Parmam, Regium, Mutinam, Bononiam, Sancaſſinenſes, Ducianos, & cætera loca ſocietatis Lombardiæ, Marchiæ, Romaniæ, induciæ conſtitutæ ſunt à Kalend. Auguſti uſque ad annos ſex. Jurabit Imperator & filius, & ſinguli in ſuis civitatibus ſe has inducias obſervaturos, nec offenſuros Cremonenſes aut Papienſes, aut alios ex parte Imperatoris. Idem jurabunt Conſules & Credentiæ civitatum fœderatarum; aut homines quinquaginta, ubi non erunt Credentiæ; aut Prætores, ubi non erunt Conſules. Et ſi offenſio inciderit, eam emendaturos. Imperator autem jurabit, ſe per ſex annos neminem ſacramentum fidelitatis apud ſe dicere coacturum.

Traité de Veniſe.

ANtequam Anagnia Pontifex Alexander ad Colloquium Imperatoris exiret, Humbaldum Oſtienſem Epiſcopum & Rainerium Diaconum Cardinalem S. Georgii ad Imperatoris præſentiam ea occaſione præmiſit ut ſecuritatem, quam Magdeburgenſis Archiepiſcopus cum ſocius ſuis promiſerat, ab eodem Imperatore per exhibitionem juramenti manifeſte reciperent. Cuncti autem per partes Tuſciæ in Lombardorum intraverunt terram & circa Mutinam eundem Imperatorem ſatis pacificum invenerunt, qui eos hilari vultu & reverentia ſuſcepit, & honorificentia plurima honoravit. Præſentibus itaque multis Epiſcopis & Principibus, coram ipſis Legatis Fridericus Imperator Conradum filium Marchionis Montisferrati ſuper ſancta Evangelia jurare fecit in anima ſua eandem ſecuritatem, quam Legati apud Anagniam indubitanter præſtiterant, conſervare. Inſuper ad majorem bonæ voluntatis, quam gerebat de pace, oſtenſionem, omnes Principes Alemannos, qui ſecum aderant, eandem ſecuritatem fecit nihilominus per juſjurandum corroborare.

ANS de J. C. 1177.

Anno igitur ſui Pontificatus decimo octavo, X. Kalend. Aprilis, Indictione X. Pontifex Alexander cum ingenti honorificentia Venetias intravit, occurrente ſibi duce cum Patriarcha & Epiſcopis & Nobilibus, cum Clero in navium copioſa multitudine. Eo autem in palatium Patriarchæ ſuper Rivoalto deducto, prædictus Magdeburgenſis Epiſcopus cum Electo Wormacienſi, Protonotarioque acceſſerunt ad eum, dicentes: Dominus noſter Imperator cuncta, quæ inter vos & eum de pace, nobis mediantibus tractata ſunt & conſcripta, paratus eſt adimplere. Sed in civitate Bononienſi, quam ejus Principes nimis habent ſuſpectam convenire nullatenus poteſt. Unde clementiam ipſi veſtram ſuppliciter exoramus, quatenus alium locum ipſi & vobis congruum, Ravennam videlicet, vel Venetias eligere ſatagatis. Quibus beatus Pontifex conſtanter ſine mora reſpondit: Diu eſt, quod mediantibus Fratribus noſtris Humbaldo Oſtienſi Epiſcopo, & Rainerio Diacono Cardinali, cum Lombardis Imperator convenit, ut ipſe in Imola, & nos in Bononia debeamus pariter convenire. Ideo nos abſque Lombardis, & conſilio Fratrum noſtrorum, qui circa partes Bononiæ noſtrum præſtolantur adventum, locum ipſum mutare non poſſumus nec debemus. Si ergo minime diſplicet, quod prius ſibi ſponte conſenſit; ſibi debet non nobis, talem conditionem ſæpe poſitam imputare. Verumtamen, ut inceptum bonum pacis ad deſideratam conſummationem celerius valeat, operante Domino pervenire: nos uſque Ferrariam ſine mora venire ſtudebimus, quatenus ibi cum Fratribus noſtris & Rectoribus Lombardiæ deliberare, & eligere plenarie poſſimus, quod pro utraque parte congruentius fuerit faciendum. Quod verbum quia Legatis bene complacuit, per litteras Apoſtolicas univerſis Epiſcopis & Rectoribus civitatum Lombardiæ mandavit, ut in Dominica die Paſſionis ad ejus præſentiam in ipſa civitate, DEO favente conveniant.

Exivit ergo Venetiis, & per ſauces Padi aſcendens, venit in civitatem Ferrariam. In ſequenti verò die principales perſonæ, quæ inſerius annotantur, ab utraque parte ad præſentiam Pontificis convenerunt. Ex parte Lombardorum, Aquileienſis Patriarcha, Ravennatenſis & Mediolanenſis Archiepiſcopi, & eorum comprovinciales Epiſcopi, Rectores Civitatum cum Marchionibus & Comitibus; Salernitanus quoque Archiepiſcopus cum Rogerio Hadrienſi Comite: ſed ex Imperatoris parte, Moguntinus, Colonienſis, Trevirenſis, Biſuntinus Archiepiſcopi, cum aliquibus ſuffraganeis Epiſcopis, Electoque Wormatienſi, & Protonotario. Quibus ad invicem congregatis, de loco, ubi Papa ſecure poſſet cum Imperatore præſentialiter convenire, cum non modica inter partes altercatio exiſteret, Lombardis petentibus Bononiam, vel Placentiam, aut Ferrariam, ſive Paduam; Imperatoris autem Principibus Papiam, aut Raven-

ANS de J. C. 1177.

nam aut Venetias eligentibus; Pontifex cum Nuntiis Regis Siciliæ Venetias in hunc modum elegit: ut ſi Dux cum populo Veneto juratoriam cautionem præſtaret, quod antequam pax firmiter confirmata eſſet, ſine conſenſu Papæ Imperatorem intrare Venetias nullatenus permitterent, & venientes illuc, ſive redeuntes ullo modo impedirent: tunc pars utraque ad locum ipſum accederet, quod ad verbum Pontificis factum eſt.

Exivit ergo Alexander Papa Ferraria cum Epiſcopis & Cardinalibus, VII. Idus Maji, & ſine mora Venetias remeavit, cujus veſtigia partes utræque celeriter ſunt ſubſecutæ. Conſtitutis itaque Principibus & Lombardis in conſpectu Principis de reconciliatione pacis inter alterutros tractare cœperunt. Sed quia de feudis maxima inter eos controverſia vertebatur, & pax Eccleſiæ abſque illorum pace, quia cum Eccleſia contra imperium firmiter ſteri non debebat, tractatus ipſe multis intervenientibus induciis, uſque ad Apoſtolorum Petri & Pauli octavas proceſſit.

Ea igitur die pax eccleſiæ in ea forma, quæ de conſenſu partium ordinata fuerat, & ſcripto firmata de conſenſu Principum, qui præſentes aderant, Imperatoris aſſenſu eſt roborata. Pax quoque Siciliæ Regis proximis Kalendis Auguſti uſque ad quindecim annos eodem modo approbata eſt. Super quibus Chartæ hinc inde concorditer factæ, & à ſingulis partibus in bona voluntate receptæ ſunt. Quibus ita peractis, ad inſtantiam Principum Imperator licentiam dedit Pontifex veniendi uſque Chiogiam, quatenus in loco ipſo à Pontifice parum diſtante, conſtitutis in ejus præſentia Cardinalibus illis & Principibus, qui curſum pacis & treguarum fere jam conſummaverant, cum ipſa Imperiali auctoritate, Domino cooperante, plenum ſortiretur effectum, & immutabile firmamentum.

Traité de Chozza.

VEnit ergo illuc Imperator, & ad ejus præſentiam Cardinales & Principes pariter convenerunt, omnia, quæ de pacis bono ejus conſenſu fuerant ibidem concorditer tranſacta, oſtendentes. Auditis itaque omnibus, quæ geſta fuerant, & plenarie intellectis, licet ab his, qui pacem oderant, valde turbatus fuerit & commotus, quatenus Principes in facie ipſi reſtiterint: omnia tandem, ſicut in præſentia Pontificis geſta fuerant & conſcripta, rata habuit, & ea confirmare ſponte promiſit. Tunc factum eſt, quod & in audientia eorundem Cardinalium & Principum, Diedoni Comiti filio (a) Conradi Marchionis præcepit, ut in anima ſua coram Domino Papa, Nuntiis Regis Siciliæ, & Lombardis publice juraret, in hunc qui ſequitur modum.

(a) al. Alberti Marchionis.

Ego Comes Diedo juro, quod Dominus Imperator mandavit mihi, ut in anima ſua jurarem juramentum, quod nunc facturus ſum. Et poſtquam mandavit, non revocavit mandatum. Et ego ex eodem Imperatoris mandato juro in anima ſua, quod ex quo venerit Venetias, omni quæſtione & contradictione ſemota, faciet jurare in anima ſua, quod pacem Eccleſiæ, ſicut diſpoſita eſt per mediatores ex ſcripto, & pacem Regis Siciliæ uſque ad quindecim annos, ſicut ſcriptum eſt, & treguam Lombardorum uſque ad ſeptem annos, ſicuti eſt per mediatores utriuſque partis diſpoſitum in ſcripto, quod & apud eoſdem mediatores continetur, bona fide ſervabit, & Principes ſuos hoc ipſum jurare faciet.

Simili modo præcepit Sigilboth Camerario ſuo in hunc modum jurare: Ego Sigilboth juro, quod ex quo Dominus Imperator venerit Venetias, juramentum ipſum pacis Eccleſiæ, & Regis Siciliæ, & treguæ Lombardorum faciet præſtari in anima ſua, & Principes ſuos ſimiliter jurare faciet.

Second Traité de Veniſe.

ANS de J. C. 1177.

HIs ita hoc modo completis, Pontifex Ducem & populum Venetum à juramento, quo tenebantur, abſolvit, & ut Dominum Imperatorem honorifice Venetias ducerent, eis præcepit.

Altera die, in Vigilia S. Jacobi, ſummo mane Pontifex miſit ad Imperatoris præſentiam Humbaldum Oſtienſem, & Willelmum Portuenſem Epiſcopos, & Joannem tituli S. Anaſtaſiæ, & Theodinum tituli S. Vitalis, & Petrum tituli S. Suſannæ, Presbyteros Cardinales, & Hyacinthum Diaconum Cardinalem S. Mariæ in Coſmedni. Qui ad eum venientes, poſtquam Imperator renunciavit ſchiſma Octaviani, Guidonis Cremenſis, & Joannis de Struma, poſt promiſſam quoque obedientiam Venerabili Patri Domino Alexandro tanquam Catholico Pontifici, ejuſque ſucceſſoribus canonice intrantibus: ipſum à ſententia excommunicationis pariter abſolverunt, & Catholicæ unitati aggregarunt. Idemque factum eſt de majoribus ipſius Principibus, qui eodem vinculo tenebantur, juxta priſcum Eccleſiæ morem.

Edit d'Alexandre III. Pape touchant ſa réconciliation avec Frederic I. Empereur.

ALexander Epiſcopus ſervus ſervorum Dei &c. Exigunt gratiſſimæ devotionis obſequia, quæ nobis & Eccleſiæ tam devote quam laudabiliter exhibuiſſe noſcimini, ut felices ſucceſſus Eccleſiæ vobis, ſicut ſpecialibus & devotis Eccleſiæ filiis ſpiritualibus deſcribamus, eum dignum ſit & conveniens & honeſtum, ut quos ita habuimus in noſtra devotione firmos & ſtabiles, de proſperitate noſtra & ipſius Eccleſiæ reddamus hilares & gaudentes. Agite itaque una nobiſcum gratias omnipotenti Deo, qui habitat in altiſſimis, & humilia reſpicit de ſuperanis, de cujus munere venit, ut ſponſa ſua ſacroſancta Eccleſia diu & graviter procelloſis fluctibus, & validiſſima tempeſtate quaſſata, nunc tandem portum ſalutis attigerit: & pacatis ſævientibus procellis, debita & deſiderata tranquillitate lætetur. Sane duodecimo Kalend. inſtantis menſis Auguſti, de mandato Chariſſimi in Chriſto filii noſtri Friderici Illuſtris Romanorum Imperatoris, filius Marchionis (a) Alberti, vir nobilis, magnus & potens, & Camerarius ipſius Imperatoris, præſentibus Principibus Eccleſiaſticis, & etiam Sæcularibus, Teutonici Regni, publice in anima ejus in præſentia noſtra coram innumeroſa hominum multitudine præſiterunt, tactis ſacroſanctis Evangeliis, juramentum, quod poſtquam idem Imperator veniret Venetias, omni quæſtione & contradictione ſopita, pacem Eccleſiæ, ſicut per Fratres noſtros & Principes ſuos diſpoſita eſt & tractata, & pacem chariſſimi in Chriſto filii noſtri Willelmi Illuſtris Siciliæ Regis uſque ad quindecim annos, & treugam Longobardorum uſque ad ſeptem annos, in anima ſua, & etiam à Principibus ſuis faceret, ſicut in ſcripto pacis & treguæ continetur, juramento firmari, & Principes Teutonici Regni, ſcilicet Venerabiles fratres noſtri, Magdeburgenſis, Colonienſis, & Chriſtianus dictus Moguntinus, Archiepiſcopi, & quidam alii in anima ſua pro ſe jurare fecerunt. Nono verò Kalend. Auguſti, præfatus Imperator, ſicut tractatum fuerat & diſpoſitum, venit ad Eccleſiam B. Nicolai, quæ per unum milliare diſtat à Venetiis, & ibi tam ipſe quàm Archiepiſcopi, Epiſcopi, & alii Principes Teutonici Regni abrenuntiantes ſchiſmati, per Fratres noſtros Epiſcopos, & Cardinales de mandato noſtro, præſentibus quibuſdam aliis, abſolutionis beneficium meruerunt. Deinde venerunt Venetias, & ibi ante Eccleſiam B. Marci prædictus Imperator, innumera multitudine virorum & mulie

(a) Brandeburgenſis.

ANS de J. C. 1177.

miſterium præſente, alta voce reddente gratias & laudes Altiſſimo, nobis ſicut Summo Pontifici obedientiam & reverentiam humiliter & reverenter exhibuit, & recepto à nobis pacis oſculo, nos devote dextravit, & cum reverentia qua decuit & devotione, uſque ad altare in Eccleſiam introduxit. Sequenti vero die, in feſto B. Jacobi, ab eodem Imperatore rogati, ad prædictam Eccleſiam S. Marci ſolemnia celebratum Miſſarum acceſſimus: & nobis illuc venientibus præfatus Imperator extra Eccleſiam obviam venit, & dextro latere noſtro devote ſuſcepto, nos in Eccleſiam introduxit: & peractis Miſſarum ſolemniis, nos uſque ad ipſius Eccleſiæ portam dextravit, & cum aſcenderemus palafredum noſtrum ibi paratum, ſtaphan tenuit, & omnem honorem & reverentiam nobis exhibuit, quam prædeceſſores ejus noſtris conſueverunt anteceſſoribus exhibere. Erit itaque ſollicitudinis veſtræ, nobis & Eccleſiæ in proſperis ſucceſſibus congaudere, & effectum pacis aliis devotis Eccleſiæ filiis aperire, ut hi, quos zelus domus Domini tangit, de pacis munere divinitus dato in Domino gaudeant & exultent. Data Venetiis in Rivoalto, ſeptimo Kalend. Auguſti.

Kalendis menſis Auguſti, convocatis Notariis, & univerſis, Lombardorum, Rectoribus, Pontifex & imperator in Conſiſtorium pariter intraverunt. Tunc Imperator coram Pontifice cum omni auditorio, præcepit Comiti Henrico (a) de Res . . . . qualiter in anima ſua ipſius imperatoris juraret, quod pacem eccleſiæ & imperii & pacem Regis Siciliæ uſque ad quindecim annos, ſicut etiam per mediatores utriuſque partis diſpoſitum & deſcriptum fuerat, bona fide ſervabit. Præſentibus quoque Principibus nihilominus juſſit ad eamdam pacem & treguam ut pariter jurarent, quod bona fide ſervarent. Comes . . . . mox & ipſe juravit ſuper ſancta Dei Evangelia. Juraverunt & ſequentes Principes hoc modo

(a) Dans Romuald Evêque de Salerne qui fut préſent à ce Traité il eſt nommé Henri de Dieſca.

Ego Chriſtianus Moguntinus,
Ego Philippus Colonienſis,
Ego Weremundus Magdeburgenſis, } Archiepiſcopi.
Ego Bertoldus Trevirenſis,

(b) E. Pavienſis.

Ego P. (b) Pictavienſis.
Ego Conradus Electus Wormatienſis.
Ego R. Imperiali auctoritate Protonotarius.
Ego C. Mantuanus Epiſcopus.
Ego Gotifridus Cancellarius.
Ego Diedo Comes.

Juramus in manibus veſtris ſuper hæc ſancta Dei Evangelia, quod pacem Eccleſiæ & Imperii, & pacem Regis Siciliæ uſque ad quindecim annos, & treguam Lombardorum uſque ad ſeptem annos, ſicut ſtatutum eſt & ſcriptum per mediatores utriuſque partis, bona fide ſervabimus & abſque fraude. Sic Deus nos adjuvet, & hæc ſancta Dei Evangelia.

Ex parte vero Siciliæ Regis eodem modo juravit Romvaldus Salernitanus Archiepiſcopus, & Rogerius Comes (c) Andrienſis.

(c) L. Hadrienſis.

Ex parte vero Lombardorum jurarunt, qui præſentes erant, Civitatum Rectores, præter Cremonam Terdonam, quæ relicto civitatum fœdere ad Imperatorem deſciverant: De Mediolano, Gerardus de Piſcis Judex: Rogerius & Marcellinus Conſules.

De Placentia, Willelmus Letatorius.
De Brixia, Albertus de Gambara.
De Bergamo, Alberatus.
De Verona, Cæcius Conſul.
De Parma, Vetulus.
De Regio, Antemanus.
De Bononia, Picamontes Poteſtas eorum.
De Novaria, Willelmus Gueliri.
De Alexandria, Hubertus de Foro.
De Padua, Teſſulanus Poteſtas.
De Venetia, Gozelinus.

ANS de J. C. 1177.

Abſoluto autem Imperatore, ſequaces quoque ejus intrufi, & ſchiſmatici ad ſinum matris Eccleſiæ catervatim confluentes, abſolvi humiliter poſtulantes, refutarunt & anathematizarunt, abjurantes ſuper ſancta Evangelia omnem hæreſim, extollentem ſe adverſus ſacroſanctam Romanam Eccleſiam, & præcipue ſchiſma hæreſim & factionem Octaviani, & Guidonis Cremenſis, & Joannis de Struma: eorumque ordinationes iritas eſſe pronuntiantes, fidelitatem quoque & obedientiam Domino ſuo Papæ Alexandro, ejus que ſucceſſoribus Catholicis promittent, reconciliati ſunt, & unitati Eccleſiæ aggregati. De quorum numero famoſiores Archiepiſcopi, Epiſcopi & Abbates Imperiales,

Chriſtianus Moguntinus,
Philippus Colonienſis,
Weremundus Magdeburgenſis, } Archiepiſcopi.
Bertholdus Trevirenſis,
N. Biſuntinus,

Principum Imperii Eccleſiaſticorum abſolutio.

P. Patavienſis,
Conradus Electus Wormatienſis,
Auguſtanus,
Maſſilienſis,
Argentinus,
Halberſtadenſis,
Papienſis,
Placentinus,
Brixienſis,
Novarienſis,
Aquenſis,
Mantuanus,
Balneo Regienſis,
Biſaurenſis,
Faventinenſis, } Epiſcopi.

Guido Cremenſis promotus in Levitam.
Wilhelmus Cluniacenſis Abbas.
Abbas ſancti Georgii in Velo aureo.
Abbas ſancti Salvatoris, & aliorum multitudo innumeroſa.

Decimo ſexto Kalendas Septembris in Eccleſia S. Marci Alexander Papa cum Archiepiſcopis Epiſcopis, & aliis Eccleſiarum Prælatis, Italis & Alemannis, Synodum celebravit, in qua juxta eum Imperator reſedit, ubi pacem inter Eccleſiam & Imperium, & pacem Imperatoris cum Siciliæ Rege, & treguas Lombardorum, ſicut ſuperius eſt ordinatum, communi aſſenſione roborata fuit atque firmata, ſed ad majorem ipſius ſoliditatem, Pontifex in hunc modum excommunicationis ſententiam protulit. Ut quicumque pacem ipſam, vel treguas infringeret, niſi requiſitus infra quadraginta dies, & commonitus ſatisfaceret, eandem excommunicationem incurreret. In ſchiſmaticos vero, qui nondum reſipuerant, quouſque ſatisfecerint, anathematis ſententiam innovavit.

Confirmation de la Paix par l'Empereur Frederic I.

REverendo in Chriſto Patri, Domino Papæ Alexandro, ſacro ſanctæ Romanæ Eccleſiæ ſummo & univerſali Pontifici, Fridericus Dei gratiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus debitam obedientiam & filialis devotionis affectum. Cum Imperatoria ac Regia Majeſtas ad hoc in terris ordinata ſit, ut per ejus operam totus orbis pacis gaudeat incremento: nos, quos Deus in ſolio Imperii Romani conſtituit,

ANS de J. C. 1177.

eam diligenter amplecti, & ferventius conſervare debeamus ac volumus. Inde eſt, quod pacem Eccleſiæ & imperii ſecundum quod à Principibus noſtris & Cardinalibus Romanæ Eccleſiæ diſpoſita eſt & ordinata, & in ſcripto Principum noſtrorum ſigillis ſignata continetur, ſicut per interpoſitam perſonam jurare fecimus, ſic præſenti ſcripto nos obſervare promittimus, & confirmamus, & ratum in poſterum permanere volumus, & ſic deinceps firmiter obſervabimus, & faciemus, quatenus in nobis fuerit, Deo propitio obſervari. Datum apud Venetias in palatio Ducis, decimo quinto Kalendis Octobris, Indictione decima.

Confirmation de la Paix par les Princes de l'Empire.

DOmino ſuo ac Patri Venerando, Alexandro Dei gratia ſanctæ Romanæ Sedis & Catholicæ Eccleſiæ ſummo Pontifici atque univerſali Papæ, Chriſtianus Moguntinus Archiepiſcopus, Ph. Colonienſis Archiepiſcopus, V. Magdeburgenſis Archiepiſcopus, Arnoldus Trevirenſis Archiepiſcopus, Conradus Wormatienſis Electus, Gaufredus Cancellarius, Wermundus Protonotarius, F. Comes Holandiæ, F. Marchio de (*a*) Lucis, & frater ejus, Diedo Comes de (*b*) Dierſa, & R. Comes de Diuna, filialis devotionis obſequium cum debita obedientia & devotione. Quot commoda, quæ ex confirmata pace Eccleſiæ & Imperii utilia toti mundo proverenint, ipſa innumerabilia mala, quæ exinde acciderunt, manifeſte oſtendunt. Sicut enim ab utriuſque concordia provinciæ orbis terrarum ad ſalutem & tranquillitatem reguntur. Ita ſub eorum diviſione à propria ſtatus rectitudine diſtrahebantur. Gaudeat itaque tellus tam deſiderabilis roris viſitatione reſperſa, tam gratioſæ pluviæ inundatione ſecunda, per quam fideles populi ariditatis ſitim depellant, & omnia jurgiorum ſcandala, & ſcandalorum incendia ſuffocentur. Nos ergo, Pater Sanctiſſime, de tanto concordiæ fructu lætantes, ipſam ſacratiſſimæ Eccleſiæ & Imperii pacem, ſicut ab utriuſque partis mediatoribus eſt diſpoſita, & in commune ſcriptum redacta, & Illuſtris Regis Siciliæ uſque ad quindecim annos, & treguam Lombardorum à proxime præteritis Kalendis Auguſti uſque ad ſeptem annos, ſicut à mediatoribus eſt ordinata, & noſtris juramentis firmata & in ſcriptum commune redacta, noſtri conſenſus ſtudio & vigore confirmamus, & ratam atque inconcuſſam tenemus: & ut ſic obſervetur, operam dabimus. Et ut hæc noſtræ confirmationis pagina ſubſecuturis temporibus firma atque illibata permaneat, eam propriis ſubſcriptionibus communiri, & ſigillorum noſtrorum fecimus appenſione inſigniri.

(*a*) Peut-être Luſtz.
(*b*) al. Dieſſa. al. Dietza.

Ego Chriſtianus Archiepiſcopus Moguntinus ſubſcr. †
Ego Philippus Colonienſis Archiepiſcopus & Italiæ Archicancellarius ſubſcr. †
Ego Weremundus Archiepiſcopus Magdeburgenſis ſubſcr. †
Ego Arnoldus Archiepiſcopus Trevirenſis ſubſcr. †
Ego Conradus Wormatienſis Electus Epiſcopus ſubſcr. †
Ego Gaufredus Imperialis Cancellarius ſubſcr. †
Ego Weremundus Imperiali auctoritate Protonotarius ſubſcr. †
Ego Florentius Comes Holandiæ ſubſcr. †
Ego Theodoricus Marchio de Luſicz ſubſcr. †
Ego Henricus Comes de Dietſa ſubſcr. †
Ego Diedo Comes de Groyx ſubſcr. †
Ego Robertus Comes de Diuna ſubſcr. †

Rebus ſic peractis, Imperator Venetiis receſſurus, ut à Summo Pontifice licentiam acciperet, acceſſit ad eum in palatium Patriarchæ. Sed omnino excluſis cæteris, cum ſolis Epiſcopis & Cardinalibus ac ſuis Principibus de bis, quæ ad pacis complementum reſtabant, cum eodem Papa colloquium habuit. Tunc Pontifex ab Imperatore petivit, ut Regalia S. Petri, & poſſeſſiones S. R. E. ſicut per mediatores Cardinales & Principes apud Anagniam conſtitutum fuerat & firmatum, ſibi reſtitui faceret. Cui reſpondens Imperator dixit: Regalia S. Petri, & poſſeſſiones alias Romanæ Eccleſiæ, præter terram Comitiſſæ Mathildis, & Comitatum Bertinorum, libere ad præſens reſtituam. Sed quia iſta mihi videntur ad imperii jus pertinere, vos eligite de veſtris Cardinalibus tres, & nos de noſtris Principibus totidem eligemus, ad iſta tractanda, quorum judicio pars utraque irrefragabiliter ſtare debeat. Quod licet Pontifici grave nimis & durum fuerit, quoniam & in forma Pacis de reſtituenda terra Comitiſſæ Mathildis expreſſum fuerat & juratum, & tunc ipſe caſtrum Bertinorum ex traditione C. Comitis poſſidebat: ne tamen occaſione iſta Eccleſiæ pax turbaretur, voluntati ejus tandem aſſenſum præbuit. Statimque Chriſtianum Moguntinum Archiepiſcopum, & Wormatienſem Electum, & A. Protonotarium, qui præſentes aderant, ad id faciendum delegit Imperator: & Alexander Papa ſuos, videlicet Oſtienſem & Portuenſem Epiſcopos, & Cynthium Diaconum Cardinalem elegit. Pro reſtituendis vero prædictis Regalibus, & cæteris Eccleſiæ poſſeſſionibus, illico eundem Moguntinum aſſignavit Pontifici, præcipiens ei ſub obtentu gratiæ ſuæ, ut reſtitutionem ipſam infra tres menſes cum integritate perficeret.

ANS de J. C. 1177.

(a) *Acte pour la Paix entre Frederic I Empereur, & Guillaume II. dit le bon, Roi de Sicile.*

(a) Cette piéce ſe trouve auſſi dans le Codex Diplomaticus de G. G. Leibnitz, dans le Prodromus. pag. 2.

NOS FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator & ſemper Auguſtus, & HENRICUS Rex filius noſter, interventu venerabilis Patris noſtri, Alexandri Dei gratia Summi Pontificis, & Fratrum ſuorum Cardinalium, pro parte noſtra & hæredum noſtrorum pacifcimur vobiſcum Domine Willelme, eadem gratia Illuſtris Rex Siciliæ, quod amodo uſque ad quindecim annos obſervabimus vobis & hæredibus veſtris & univerſo Regno veſtro, & toti terræ dominationis veſtræ veram & firmam pacem. Et quod per nos, vel per quoslibet alios mari vel terra vos prædictum Illuſtrem Regem & hæredes veſtros, aut Regnum veſtrum, & terram dominationis veſtræ, ſicut præſcriptum & determinatum eſt, uſque ad quindecim annos non invademus, nec invadi faciemus, nec vobis aut regno veſtro, & jam dictæ terræ dominationis veſtræ guerram aliquo modo faciemus. Et ut hæc omnia ſupraſcripta firmiter & illibata nobis ſupradicto FRIDERICO Dei gratia Romanorum Imperatori & ſemper Auguſto, & HENRICO filio noſtro Rege, & hæredibus noſtris, tam vobis ſupradicto Illuſtri Regi Wil'elmo, quam hæredibus veſtris, & Regno veſtro, & toti terræ dominationis veſtræ attendantur & obſerventur: Nos prædictus Imperator bona fide, ſine fraude & malo ingenio, in præſentia beatiſſimi Patris noſtri Papæ Alexandri & Cardinalium, & Legatorum veſtrorum Romualdi venerabilis Salernitani Archiepiſcopi, & Rogerii egregii Comitis (*b*) Andriæ; & Principum (*b*) Hac fidelium noſtrorum, à Comite Henrico de Dieſſa driæ. in anima noſtra, ſuper ſancta Dei Evangelia, & Sanctorum reliquias jurare fecimus; & HENRICUM filium noſtrum per interpoſitam dignam perſonam in anima ſua idipſum jurare faciemus uſque ad medium futurum Septembrem Indictionis undecimæ. Et principes noſtros idem jurare fecimus, videlicet

Mogun-

ANS de J. C. 1177.

Moguntinum Archiepiſcopum Chriſtianum,
(c) Arnoldum Trevirenſem Archiepiſcopum,
Conradum Wormatienſem Electum,
Gotifridum Imperialis Aulæ Cancellarium,
Guorwinum Protonotarium,
Marchionem Theodoricum de (d) Suſix,
Florentium Comitem Holandriæ.
Comitem Diedonem de Gruya,
Comitem Henricum de Dieſſa,
Comitem Robertum de Diuna.

(c) al. Bertoldum.
(d) al. Luſiz.

Ad hujus autem pacti promiſſionis & juramenti noſtri & Principum noſtrorum memoriam, & inviolabile firmamentum, præſens privilegium noſtrum per manum (e) Wortwini Protonotarii noſtri ſcribi fecimus & imperiali ſigillo noſtro aureo ſigillatum, & prædictorum Principum juramento communitum, vobis ſuprafcripto Illuſtri Regi Willelmo fecimus aſſignari. Anno Dominicæ Incarnationis milleſimo centeſimo ſeptuageſimo ſeptimo, menſe Auguſti, decima Indictione.

(e) al. Wermundus. al. Guorwinus.

Acte pour la Paix entre l'Empereur & les Villes d'Italie.

NOS FRIDERICUS Imperator, interventu venerabilis Patris D. Alexandri Pontificis, & fratrum ejus Cardinalium, promittimus Lombardis, Marchianis, & Romaniolis & reliquis de ſocietate ipſorum, vaſallis noſtris, & iis qui debent eſſe vaſalli noſtri, nos pro fidelitate nobis non præſtita, vel opera non navata, vel inveſtitura non petita, quamdiu induciæ manebunt, neminem de ſocietate judicaturum, aut judicari juſſurum, nec feudum alicui adempturum. Actum Parmæ.

XXXV.

ANS de J. C. 1179. BRABANT ET FLANDRE.

Convention paſſée entre GODEFROI *Duc de Brabant, &* PHILIPPE *Comte de Flandre, au ſujet du mariage de* HENRI *fils de Godefroi, avec* MATHILDE *Niéce de Philippe, paſſée l'an* 1179. Aubert le Mire Codicis Donationum Piarum Cap. XCVII. pag. 331. Butkens dans ſes preuves des Trophées de Brabant pag. 45.

HÆc eſt conventio facta, inter Comitem Flandriæ PHILIPPUM, & Ducem Lovaniæ GODEFRIDUM, ſuper contractu matrimonii HENRICI filii Ducis, & MATHILDIS neptis Comitis, quæ ſcripto commendata eſt, ne memoriæ noverca oblivione poſſit offuſcari in poſterum.

SCIANT itaque omnes & ſinguli, quòd Dux GODEFRIDUS dedit HENRICO filio ſuo, ad dotandam inde MATHILDEM neptem Comitis, Bruſſellam cum caſtello, hominiis, & omnibus pertinentiis, Vilvordam cum hominis & omnibus pertinentiis, Leuvam eum hominiis, & omnibus pertinentiis, Ucclam, & Ruſehbroc, cum hominiis, & omnibus pertinentiis, & quidquid Dux habet inter (a) Sonnam & Flandriam.

(a) Peut-être il faut lire, *Semam.*

HENRICUS autem, aſſenſu patris ſui, & ſuorum hominum conſilio, dedit hæc omnia prænotata in dotem Mathildi, antequam ei nuberet: hac interpoſita conditione, quòd ſi contigerit Henricum mori abſque herede, vel etiam relicto poſt ſe herede aliquo, dotem illam poſſidebit Mathildis liberè & abſolutè tota vita ſua. Si verò Mathildis deceſſerit non ſuſcepto herede ex Henrico, Comes Flandriæ tenebit Bruſſellam, quouſque ei reddantur mille & quingentæ libræ Flandrenſis monetæ, quas dedit Duci.

ILLUD quoque ſciendum, quod ſi Henricus plùs vixerit quàm Dux pater ejus, ſuccedet ei in Ducatum tanquam heres ſuus, & omnia ad eum devolventur jure hereditario, quæ Dux modo poſſidet, præter Urtinam & Comitatum de Arſchot. Et ſi ſorte contigerit Henricum mori ante patrem, heres Henrici, ſi quem poſt ſe reliquerit ex Mathilde ſæpe dicta, ita ſuccedet Duci avo ſuo in Ducatum & omnem poſſeſſionem ſuam, præter (b) Urtinam & Comitatum de Arſchot, ſicut Henricus feciſſet, ſi diutiùs patre vixiſſet.

ANS de J. C. 1177.

(b) Le Mire ſoupçonne, que c'eſt Orſmer, qu'on nomme préſentement *Sous-le-dun.*

NE quis ergò præſumat in poſterum præſcriptæ conventioni contraire, & eam aliquatenus caſſare, ego GODEFRIDUS Dux Lovaniæ præſens ſcriptum ſigilli mei auctoritate corroborari, & homines meos in teſtimonium ſubſcribi præcepi, qui ex præcepto meo fidem ſuam dederunt, quòd iſta omnia, quæ in iſto continentur chyrographo, rata & inconvulſa obſervabuntur: ita quod ſi ea, quod abſit, infringere attentaverint, ipſi & omnia ſua cum Comite Flandriæ & in ipſius auxilium remanebunt. Sunt autem iſti,

Arnout Dapifer de Rotſlar.
Arnout de Velepe. Injeramus de Orbais.
Reinerus de Gate. Willelmus de Burbeka.
Caſtellanus de Bruſella.
Walterus de A. Arnout de Bigarde.
Gerardus de Grembergis. Walterus Bertout.
Daniel de Craenhem. Renerus Ruſchebuſci,
Willelmus frater eorum. Henricus de Aſcha.
Gotſuvinus de Adenghem. Ingelbertus frater ejus.
Oſto de Traſennies. Walterus de Bolthem.
Gotſuvinus de Leuve. Pollart.
Alardus Rapa. Gotſuinus de Saventen.
Hawel de Hobuſe. Henricus de Scoten.
Scabini omnes cum præcone Waltero, & quàm plures burgenſium de Bruſella & meliores.

Actum priùs Andwerpiæ, & poſtea conſummatum Bruſellæ, anno Domini M. C. LXXIX.

XXXVI.

ANS de J. C. 1182. BOURGOGNE.

Accord entre HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* l'ABBE' & COUVENT DE CHATILLON *ſur Seine touchant les droits de Seigneurie & juſtice dudit Duc ſur eux & leurs hommes & ſujets, fait l'an* 1182. Etienne Perard. Receüil de pluſieurs Piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 390.

EGO *Hugo Dux Burgundiæ*, notum fieri volo tam futuris quàm præſentibus, talem conſuetudinem eſſe recognitam à miniſtris meis, in præſentia domini *Manaſſæ Lingonenſis Epiſcopi*, & mea, inter Caſtellionenſem Eccleſiam & Duces Burgundiæ. Quòd ſi Dux Jeroſolymam adeat, vel filiam ſuam maritet, vel captus ſit & redemptus, vel terram emat unde univerſa terra ſua agravetur, ipſe ab Abbate Eccleſiæ beatæ Mariæ de Caſtellione auxilium debet petere, aut per ſe, aut per honeſtas perſonas: Et ſi fortè Abbas & Canonici ei auxilium denegaverint, trecentis ſolidis tantummodo terram Eccleſiæ agravare poterit. Præterea innoteſcat, quòd in villis quæ *Poiſſons* dicitur, dux nec edictum, nec aliquam exactionem, nec jus aliquod habet, ſed tamen ad eum pertinet pro Dei amore eam cuſtodire. Item, ſi miniſter Ducis, homines Canonicorum de *Caſtellione*, de *Villera*, & de *Buncoyo*, edicto ſubmoneat, ſive ad exercitum, ſive ad expeditionem, ſive ad obſidionem, perſonam Ducis in proprio negotio ſequentur, non præpoſitorum ſive aliorum miniſtrorum perſonas. Si autem hoc facere contempſerint, ſatisfactum uniuſ-

ANS de J. C. 1182.

uniuſcujuſque præſatum edictum contemnentis, uſque ad ſexaginta quinque ſolidos ſive aliorum gravamine aſſignabitur. Item, ſi aliquis hominum prædictorum Canonicorum qui apud Caſtellionem manſerit, in furto, in adulterio, in rixa, ſive in falſum manſurando deprehenſus fuerit, Præpoſitus Ducis, & Major Epiſcopi, ſine ulla acclamatione facta, ad Abbatem vel ejus Præpoſitum eum adjudicabunt. Si autem juratus impetratione reus aprehenſus non fuerit, ab Abbate ſive ab ejus Præpoſito ad jus ſtare compelletur, facta proclamatione à Majore Epiſcopi & Ducis Præpoſito. Si verò accuſator accuſatum in objectis convincere non poterit, immunis accuſatus abſcedat; accuſator autem ſuper hiis Abbati vel ejus miniſtro ſatisfaciat. Miniſtri verò qui ſunt Eccleſiæ, & ab eadem Eccleſia panem & vinum recipiunt, ab omni exactione & exercitu, velut miniſtri Ducis, liberi & quieti permanebunt. Recognitum eſt etiam à Ducibus Burgundiæ, Canonicis præfatæ Eccleſiæ conceſſum eſſe, quod quocumque modo aliquid de caſamentis eorum Eccleſia acquiſierit, liberè poſſidebit, ſub Ducis tamen tuitione & cuſtodia. Item præfata Eccleſia, quemlibet hominem Ducis ibi ſe reddere volentem ſine ulla calumpnia Ducis retinebit. Recognitum eſt etiam à Ducibus Burgundiæ, Canonicis præfatæ Eccleſiæ conceſſum eſſe uſuarium omnibus animalibus eorum, in univerſis paſturis poteſtatis Caſtellationis, ſine dampni illatione. Si verò animalia ipſorum quacumque occaſione dampnum fecerint, omni lege & exactione excluſa, Canonici dampnum tantummodo reſiſterent. Item ſi fur in villeta captus fuerit, miniſtri Abbatis, prout eis placuerit, eum tractabunt, nudum tamen miniſtris Ducis extra villam reddere debebunt. In eadem villa, Dux, neque pargyas, neque jus hoſpitalitatis debet, ſed illud juris pargyæ quod in terra Francorum habuerat quàm Heroſolymam peteret, prædictæ Eccleſiæ in perpetuum acquittavit. Hæc omnia & quæcumque ubicumque ſæpedicta Eccleſia poſſidet, ſunt in cuſtodia & tuitione Ducis Burgundiæ. Ut autem hæc rata & inconcuſſa permaneant, ſigillo Domini Manaſſæ Epiſcopi Lingonenſis, in cujus præſentia iſta ſacramenta à miniſtris meis recognita ſunt, & noſtro roboravimus. Hujus rei teſtes Lambertus, & quidam alii. Acta ſunt hoc anno Domini milleſimo centeſimo octuageſimo ſecundo.

XXXVII.

ANS de J. C. 1186.

EMPIRE ET BOURGOGNE.

Accord entre HENRI (a) *Roi des Romains, & depuis Empereur VI. du nom, &* HUGUES III. *Duc de Dijon. Fait le 3. de Juin de l'an* 1186. Etienne Perard Recueil de pluſieurs Piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 260.

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Rex, & ſemper Auguſtus, dilecto & fideli ſuo *Hugoni* Duci Divionenſi, gratiam ſuam & omne bonum. Diſcretioni tuæ ſignificamus, & firmiter conſtare volumus, quod nos, pacem quæ inter noſtram ſublimitatem & tuam dilectionem ordinata eſt, ſecundùm eam formam, quæ in præſenti pagina ſubſcripta eſt, ſicut in tuis litteris continetur, hominium nobis facies & legitatem de tota terra Comitatus *Albonis*, quæ infra diſtractum Imperii continetur, quam modò poſſides, & in poſterum poſſeſſurus es. Bona quoque fide, & ſano intellectu, ſecundùm uſus & conſuetudinem Burgundiæ, ſtque Provinciæ, recipies, & à nobis recognoſces allodium *Urrici de Baugeio*, & alia etiam allodia, quæ infra terminos allodii ſunt conſtituta. In hoc etiam voluntati tuæ conſentimus, quod filius tuus, ille qui Dux futurus eſt Divionenſis, ſalva fidelitate Regia Franciæ, nobis homnium faciet de allodio memorati Urrici de Baugeio, & ſimiliter de allodiis quæ habet, & quæ habebit infra Imperium. Hoc quoque ratum ſimiliter & firmum volumus obſervare, quòd ſi fortè Rex Francorum inſultum fecerit Imperio, tu in propria tua perſona auxilium nobis præbebis de omni caſamento quod à nobis habes: & ſi nos Regi Francorum & ejus regno inſultum fecerimus, tu ſimiliter ipſi in propria tua perſona præſtabis auxilium de omni caſamento quod de eo habes. Contra omnem hominem, præter Regem Franciæ, pacem & verram facies ad mandatum noſtrum, de univerſo Comitatu Alboini, ſalvo jure Eccleſiarum Imperii. Compoſitionem quoque facies cum hominibus fidelibus noſtris, Archiepiſcopo Viennenſi, & cum Epiſcopo Grationopolitano, & Epiſcopo Valentino, ſupra querimoniis. Sciens, ſi quas adversùm te proponant, vel in præſentia noſtra vel fidelis noſtri *Urrici de Gôdembert*, vel alterius certi Nuntii noſtri ad hoc deſtinati; ſi quæ etiam aliæ Eccleſiaſticæ perſonæ aliquam controverſiam contra te habuerint, ipſis, vel ſecundùm juſtitiam, vel ſecundùm amicabilem compoſitionem ſatisfactionem exhibebis. Ad hoc in gratiæ noſtræ plenitudinem re recepimus. Datum in Campo urbe veteri, anno Dominicæ Incarnationis milleſimo centeſimo octuageſimo ſexto, indictione quarta, tertio Nonas Junii.

(a) Etienne Perard duquel nous tirons ce Traité, qualifie Henri du nom d'Empereur; mais outre que le Traité ne le dit pas poſitivement, Frederic I. pére de Henri & Empereur ne mourut qu'en 1190. de ſorte que de deux choſes l'une. Ou il y a faute à la date du Traité. ou Henri n'étoit encore que Roi des Romains, car Frederic conſerva l'Empire toute ſa vie.

XXXVIII.

ANS de J. C. 1190. FRANCE.

Teſtament & Diſpoſition de PHILIPPE II. *ſurnommé le* Conquerant *ou* Auguſte, *pour le Gouvernement de ſes Etats pendant ſon voyage de la Terre ſainte. Fait à Paris, l'an* 1190. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici pag. 2.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis Amen. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, Officium Regium eſt ſubjectorum commodis modis omnibus providere, & ſuæ utilitati publicam anteferre. Quoniam igitur ſummo deſiderio votum peregrinationis noſtræ ad Sanctæ Terræ ſubventionem totis viribus amplectimur. Idcirco conſilio Altiſſimi ordinare decrevimus, qualiter in abſentiâ noſtrâ Regni negotia, quæ agenda erunt tractari debeant, & vitæ noſtræ, ſi quid in via humanitùs accideret, extrema diſponi. Imprimis igitur præcipimus, ut Baillivii noſtri per ſingulos Præpoſitos in poteſtatibus noſtris ponant quatuor homines prudentes, legitimos & boni teſtimonii, ſine quorum, vel duorum ex eis ad minùs, conſilio, negotia vitæ non tractentur, excepto quod Pariſius ſex homines probos & legitimos conſtituimus, quorum nomina ſunt hæc T. A. E. R. G. H. Et in terris noſtris, quæ propriis nominibus diſtinctæ ſunt, Baillivios noſtros poſuimus, qua in Bailliviis ſuis ſingulis menſibus ponent unum diem, qui dicitur Aſſiſia, in quo omnes illi qui clamorem faciant, recipient jus ſuum per eos & juſtitiam, ſine dilatione, & nos noſtra jura & noſtram juſtitiam, & fore-facta, quæ propria noſtra ſunt ibi ſcribentur.

Præterea voluimus & præcipimus, ut chariſſima Mater noſtra A. Regina ſtatuat cum chariſſimo avunculo noſtro & fideli Guilelmo Rhemenſi Archiepiſcopo ſingulis quatuor menſibus unum diem Pariſius, in quo audiant clamores hominum Regni noſtri, & ibi eos finiant ad honorem Dei & utilitatem Regni. Præcipimus inſuper, ut ante ipſos eo die ſint de ſingulis villis noſtris & Baillivii noſtri, qui Aſſiſias tenebunt, ut coram eis recitent negotia terræ noſtræ.

Si

ANS de J. C. 1190. Si autem aliquis de Baillivis deliquerit, præterquam in murtre raptu vel homicidio vel proditione, & hoc conſtabit Archiepiſcopo & Reginæ & aliis qui aderunt, ut audiant fore-facta Baillivorum noſtrorum, præcipimus eis, ut nobis ſingulis annis, & hoc ter in anno litteris ſuis nobis duobus prædictis ſignificent, quis Baillivus deliquerit & quid fecerit, & quid acceperit, & à quo pecuniam vel munera vel ſervitium, propter quid homines noſtri jus ſuum amitterent, vel nos noſtrum. Similiter de Præpoſitis noſtris ſignificent nobis Baillivi noſtri; Baillivios autem noſtros non poterunt amovere Regina & Archiepiſcopus à Baillivis ſuis, niſi pro murtro, vel raptu, vel homicidio, vel proditione, vel Baillivi Præpoſitos, niſi pro aliquo iſtorum. Nos autem in Conſilio Dei talem faciemus de eo vindictam, poſtquam prædicti viri nobis rei veritatem nuntiaverint, per quam alii non immeritò poterunt deterreri. Similiter Regina & Archiepiſcopus de ſtatu Regni noſtri & negotiis ter in anno ſignificent.

Si ſorte contingeret Sedem Epiſcopalem vel aliquam Abbatiam Regalem vacare, volumus, ut Canonici Eccleſiæ, vel Monachi Monaſterii vacantis veniant ad Reginam & Archiepiſcopum, ſicut ante nos venirent, & liberam Electionem ab eis petant. Et nos volumus, quod ſine contraditione eis concedant, nos verò tam Canonicos, quàm Monachos monemus, ut talem Paſtorem eligant, qui Deo placeat, & utilis ſit Regno. Regina autem & Archiepiſcopus tam diu Regalia manu ſua teneant, donec Electus conſecratus ſit vel benedictus, & tunc regalia ſine contradictione ei reddantur. Præterea præcipimus, quod ſi prebenda vel beneficium aliquod Eccleſiaſticum vacaverit, quando regalia in manu noſtra venient, ſecundùm quod melius & honeſtius poterunt Regina & Archiepiſcopus Viris honeſtis & literatis Conſilio Fratris (a) BERNARDI conferant. Salvis tamen donationibus noſtris quas per litteras noſtras patentes quibuſdam fecimus. Prohibemus etiam omnibus Prælatis Eccleſiarum & hominibus noſtris, ne taliam vel totam donent, quandiu in ſervitio Dei erimus, ſi verò Dominus Deus de nobis faceret voluntatem ſuam, & nos mori contingeret diſtrictiſſimè omnibus hominibus terræ noſtræ, tàm Clericis, quàm Laicis, ne taliam vel totam donent, donec Filius noſter, quem Deus ſervitio ſuo ſanum & incolumem conſervare dignetur, veniat ad ætatem, in qua gratia Sancti Spiritus poſſit regere regnum.

(a) C'étoit un Hermite dévot, qui demeuroit au Bois de Vincennes.

Si autem aliquis filio noſtro vellet movere guerram, & redditus ſui, quos habet, non ſufficerent, tunc omnes homines noſtri adjuvent eum de corporibus ſuis & averiis, & Eccleſiæ tale faciant ei auxilium, qttale ſolitæ ſunt facere nobis; Præpoſitis inſuper noſtris & Baillivis prohibemus, ne aliquem hominem capiant, neque averium ſuum, quandiu bonos fidejuſſores dare voluerit de juſticia proſequenda in Curia noſtra, niſi pro homicidio, vel murtro, vel raptu, vel proditione. Præterea præcipimus, quod omnes redditus noſtri & ſervitia & obventiones afferentur Pariſius per tria tempora, primò ad feſtum Sancti Remigii, ſecundò ad Purificationem Beatæ Virginis, tertiò ad Aſcenſionem; & tradetur Burgenſibus noſtris prædictis, & P. Mareſcallo, ſi contingeret aliquem ex eis mori, G. de Galiandia alium in loco ejus ſubſtitueret. In receptionibus averi noſtri Adam Clericus noſter præſens ent, & eas ſcribet, & ſinguli habeant ſingulas claves de ſingulis archis, in quibus reponetur averum noſtrum in templo, in templum unum. De toto averum tantum nobis mittetur, quantum litteris noſtris mandavimus. Si in via, quam facimus, nos mori contingeret, præcipimus, quod Regina & Archiepiſcopus Pariſienſis & Abbates Sancti Victoris & de Sandemiſio, & Frater G. Theſaurum noſtrum in duas partes dividant; unam medietatem pro arbitrio ſuo diſtribuant ad Eccleſias reparandas, quæ per guerras noſtras deſtructæ ſunt, ita quod ſervitium Dei poſſit in eis fieri. De eadem medietate donabuntur illis, qui per tallias noſtras aponati ſunt. Et idem dabunt, reſiduum, illis quibus voluerint, & quos magis egere crediderint ob remedium animæ noſtræ, Genitoris noſtri Regis Ludovici, & Anteceſſorum noſtrorum. De alterâ medietate præcipimus cuſtodibus averi noſtri & omnibus hominibus Pariſienſibus, quod eam cuſtodiant ad opus filii noſtri donec ad ætatem veniat, in qua Conſilio Dei & ſenſu ſuo poſſit regere regnum. Si autem tam nos quàm filium noſtrum mori contingeret, præcipimus, quod averum noſtrum per manum prædictorum pro animâ noſtrâ & filii pro arbitrio ſuo diſtribuatur. Quam citò etiam certum eſſet de morte noſtrâ, volumus, quod averum noſtrum ubicumque foret ad domum Epiſcopi Pariſienſis portaretur, & ibi cuſtodiretur & poſtea de eodem fiet, quod diſpoſuimus.

ANS de J. C. 1190.

Præcipimus etiam Reginæ & Archiepiſcopo, ut omnes honores, qui dum vacant, pertinent ad donationem noſtram, quoad honeſtè poterunt retinere, ſicut Abbatiæ noſtræ & Decanatus, & aliæ quædam dignitates, in manu ſuâ teneant, donec à ſervitio Dei rediermus. Ut quos retinere non poterunt, donent ſecundùm Deum, & aſſignent conſilio Fratris G. & hoc facient ad honorem Dei & utilitatem regni. Si autem in via moriemur, volumus, ut honnores & dignitates Eccleſiarum donent illis quos magis dignos viderint.

Quod ut firmum & ſtabile permaneat, præſentem paginam ſigilli noſtri autoritate & regii nominis charactere inferius annotato præcipimus confirmari. Actum Pariſius, Anno Verbi Incarnati, milleſimo centeſimo nonageſimo, regni noſtri, anno undecimo. Aſtantibus in Palatio noſtro quorum nomina ſuppoſita ſunt & Signa. S. Comitis Tebaldi Dapiferi noſtri. S. Guidonis Butriculari. S. Mathei Camerarii. S. Radulphi Conſtabularii. Data vacante Cancellaria.

XXXIX.

(a) *Convention paſſée entre* JEAN *Comte de Moreſt, frére de* RICHARD *Roi d'Angleterre, & depuis Roi, ſurnommé* JEAN SANS TERRE, *avec* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, contenant le partage de pluſieurs pays conſidérables. Fait à Paris au mois de Janvier* (b) 1192. GG. Leibnitz, Codicis Diplomatici, pag. 4.

ANS de J. C. 1192. FRANCE ET ANGLETERRE.

(a) *Richard* Roi d'Angleterre étoit alors priſonnier de l'Empereur, à qui Leopold Archiduc d'Autriche l'avoit livré, l'ayant pris comme il vouloit paſſer ſur ſes terres, après avoir fait naufrage en revenant de la terre ſainte.

JOhannes Comes Moreſti univerſis ad quos præſentes literæ perv enerint, ſalutem. Noverit univerſitas veſtra quod tales conventiones factæ ſunt inter me & cariſſimum Dominum meum Philippum Regem Franciæ quod ipſe debet habere in perpetuum in Normania totam terram, quæ eſt citra Sequanam, ab eo loco ubi Sequana cadit in mare uſque Franciam, ſicut Sequana currit, & ex eâ parte Normaniæ, in qua ſitum eſt Rothomagum, excepta villâ Rothomagi, & duabus leucis circa Rothomagum.

Præterea Rex Franciæ debet habere vallem Rothelii cum Caſtello & cum pertinentiis ſuis, & totam partem Normaniæ, quæ eſt citra fluvium, qui dicitur Iton, ſicut idem fluvius currit uſque ad Cheſnebrum, cum ipſo Cheſnebro & cum pertinentiis ſuis, & Caſtrum Vernelii cum pertinentiis ſuis, & civitatem Ebroicenſem cum pertinentiis ſuis & etiam aliis

(b) M. Leibnitz le met en 1191.

E caſtel-

mais c'eſt peut-être en commençant l'année au mois de Janvier: au lieu que d'autres Auteurs le mettent en 1192. mais en Janvier, c'eſt-à-dire, ſur la fin.

ANS de J. C. 1192.

caſtellis & munitionibus & terris citra Iton. In Turonia verò debet habere Rex Franciæ civitatem Turonenſem & pertinentia uſque ad Arras, & feodum montis Trichardi & Ambaſiæ, & præterea montem Baſon, cum pertinentiis ſuis Regi Franciæ. Caſtellum verò de Lochis cum pertinentiis ſuis Regi Franciæ, & Caſtellum de Caſtellione cum pertinentiis ſuis, & Caſtellum de Burencois cum pertinentiis ſuis, Regi Franciæ remanebunt in perpetuum. Comes verò Ludovicus, Conſanguineus meus habebit Caſtella de Troa & de la Chaſtre cum pertinentiis ſuis, & feodos de Freteval & de Vandoſme. Comes verò Pertici habebit in Normania Caſtella de Molins & de Bonmolins cum pertinentiis ſuis. Comes verò Engoleſmi tenebit terram ſuam à Rege Franciæ, illam ſcilicet, de qua fecit ei homagium, à me verò tenebit aliam terram, quam à me debet tenere. Ego verò faciam pacem cum Comite St. Egidii, ad laudem & Conſilium Regis Franciæ. Philippo etiam de Giemo dabo de terra mea, quam conquiram ad laudem & Conſilium Regis Franciæ. Eccleſia verò Sancti Martini Turonenſis habebit in Pictavia & Andegavia & Turonia & Cœnomania jura, libertates & conſuetudines ſuas, ſicut tempore Gaufridi Comitis Andegaviæ, & ſicut tempore Wilhelmi Comitis Pictaviæ habuit. Ego verò habebo civitatem Rothomagenſem & duas leucas circa Rothomagum, totam terram Normaniæ, præter ſupra dictam, & quam Rex Franciæ debet habere, & totam terram Cœnomaniæ & Andegaviæ, & totam terram Aquitaniæ, & in Turonia totam terram, præter illam, quam Rex Franciæ & Comes Ludovicus nepos meus debent in Turonia habere, ſicut ſupra dictum eſt. De Prædictis verò terris ego Regi Franciæ & ſucceſſoribus ſois Regibus Franciæ faciam ſervitia & juſtitias in curia ſua pro ſingulis feodis, unuſquiſque feodus (a) * * * ſicut Anteceſſores mei Anteceſſoribus ſuis fecerunt, & ſi duos hæredes aut plures habuere, unuſquiſque eorum à Rege Franciæ teneret illam Baroniam, quam haberet. De illis verò, qui cum Rege Franciæ feodus inibunt, ſic erit, quod ego dabo eis terram ad laudem & Conſilium Regis Franciæ. Si autem Richardus Frater meus Rex Angliæ cum Rege Franciæ faceret pacem, & pro ipſo offerret mihi pacem, ego ſine voluntate Regis Franciæ cum Rege Angliæ pacem facere non poſſem. Et ſi Rex Franciæ faceret pacem cum Rege Angliæ ipſe faceret mihi pacem erga Regem Angliæ, ita quod ego terram, quam haberem pro pace à Rege Angliæ, ita eam tenerem ab eo, quod pro nulla cauſa venirem ad ſubmonitionem ejus, ſed ſemper per Advocatum, aut per Nuntium abſens agerem aut reſponderem, & rarum ibi facerem per Advocatum, aut per Nuntium meum, aut ad acquirendum, aut perdendum, tanquam, ſi ibi præſens eſſem, nec compellerer ire in exercitum, vel equitationem, ſed mitterem tot milites, quod ordinatum fuerit in pace, quando pax fiet.

(a) Il manque quelques mots.

Comes autem Ludovicus nepos meus tenebit à Rege Franciæ in feodum & homagium Caſtella de Tria & de la Chaſtre cum pertinentiis ſuis & feodis de Freteval & de Vandoſme. Comes vero Pertici tenebit à me Molins & Bonmolins.

Præterea Rex Franciæ conceſſit amico & fideli ſuo & meo Hugoni Conſtan. Epiſcopo quod ſi pacem fecerit cum Richardo Rege Angliæ fratre meo dictum Epiſcopum in pace ſua mittet, ita quod idem Epiſcopus Eccleſiam ſuam Conſtan. habebit & poſſeſſiones & jura ad ipſam pertinentia, ita liberè & pacificè, ſicut ante guerram habebat, & ſi Rex Angliæ non teneret ei pacem quæ fieret, Rex Franciæ tantum inde faceret, tamquam ſi Rex Angliæ pacem, Regi Franciæ infringeret. Ego verò in propria perſona juravi, quod ego omnes prædictas Conventiones obſervabo, & bona fide & ſine malo ingenio eas tenebo. Rex autem Franciæ Bartholomæum militem ſuum fecit jurare, quod ipſe bona fide & ſine malo ingenio, omnes prædictas conventiones obſervabit. Quod ut ratum ſit & inconcuſſum, præſentem paginam Sigillo meo confirmo. Actum Pariſius, anno incarnati Verbi, milleſimo centeſimo nonageſimo tertio, menſe Januarii.

ANS de J. C. 1192.

Et ſont les dictes Lettres deſſus tranſcrittes, ſcellées en lacs de ſoye rouge, pendant au Reply d'un ſcel de cire blanche, auquel eſt empreint une figure d'un homme armé à cheval, tenant une eſpeé nue en main, & en la circonference du dict ſcel eſt eſcrit. Sigillum Johannis filii Regis Angliæ. Et au dos des dittes Lettres eſt eſcrit. Littera Johannis Comitis Moreſti, Fratris Richardi Regis Angliæ, ſuper conventionibus, quos habuit cum Domino Rege Philippo.

X L.

Traité entre BRUNON *Archevêque de Cologne & ſes ſujets, &* HENRI *Duc de Lorraine, fait en l'année* 1193. *& confirmé par* ADOLPHE *Archevêque de Cologne, en* 1203. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum. Lib. II. Cap. LXXXIII. pag. 509.

ANS de J. C. 1193. Cologne et Lorraine.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, BRUNO, Dei gratia Colonienſis Archiepiſcopus, omnibus fidelibus in perpetuum. Notum facimus univerſis, ad quos hæc ſcriptura pervenerit, quòd nos & priores noſtri, tam liberi quàm miniſteriales, nec non & cives, cum HENRICO Illuſtri Lotharingiæ Duce & hominibus ejus, veram amicitiam & perpetuum fœdus contraximus: ita videlicet ut in omnibus noſtris juſtitiis contra omnem hominem ad invicem nobis fideliter aſſiſtamus, & ſi neceſſitas ingrueret, promptum mutuò nobis ferre debeamus auxilium.....

Nos autem, ne hæc oblivione deleri poſſent, hanc paginam conſcribi, & tam noſtro quàm B. Petri ſigillo juſſimus communiri: ita videlicet ut unum ſcriptum in B. Petri armario Colonienſi, alterum verò in Eccleſia Lovanienſi reponatur, perpetuò ſi opus fuerit inveniendum. Acta ſunt hæc anno Domini milleſimo centeſimo nonageſimo tertio, pontificatus noſtri anno ſecundo.

Lettre Patente d'Adolphe Archevêque de Cologne, donnée en 1203.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis ADOLPHUS divina favente clementia ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopus, cunctis Chriſti fidelibus in perpetuum. Notum facimus præſentibus & futuris, quòd ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiſcopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera parte confœderata eſt dilectio & confirmata confœderatio.

Placuit igitur nobis & Duci Henrico conſanguineo noſtro iſtam dilectionis confœderationem innovare, & tam in nobis, quàm in ſucceſſoribus noſtris perpetua, firmitate corroborare. Hujus rei teſtes ſunt,

Engelbertus Major Præpoſitus.
Udo Major Decanus.
Gerardus Sanctenſis Præpoſitus.
Bruno Bonnenſis Præpoſitus.
Theodoricus Præpoſitus S. Cuniberti.
Theodoricus Præpoſitus S. Andreæ.
Theodoricus Præpoſitus S. Gereonis.
Theodoricus Præpoſitus SS. Apoſtolorum.
Magiſter Oliverius, Bruno de Benſchem.
Godefridus Notarius.
Otto Comes Gelrenſis, Puer de Clivo.

Gui-

ANS de J. C. 1193.

Guilelmus Comes Juliacenſis.
Henricus Comes de Seyne.
Gerardus Comes de Are.
Lotharius Comes de Hoeſtade.
Henricus Comes de Keſſele.
Adulphus Comes de Monte.
Arnoldus Comes de Altena.
Arnoldus Comes de Mercka.
Godefridus Comes de Arneberch.
Henricus Comes Tecleburch, Otto de Wickerode.
Everardus de Arberch, Rutgerus de Merehem.
Giſelbertus de Breme, Rutgerus Stanule.
Hermannus Advocatus Colonienſis.
Henricus de Volunſtene, Henricus de Axphain.
Hermannus de Alvetre, Otto Camerarius.
Henricus de Renſchem, Henricus de Vuchtrich.
Theodoricus de Erenpoorte, Joannes, Matthias, & alii quàm plures.

Acta ſunt hæc anno milleſimo ducenteſimo tertio.

XLI.

ANS de J. C. 1193. L'EMPIRE ET L'ANGLETERRE.

Bulle d'Or, pour l'accommodement entre HENRI VI. *Empereur, &* RICHARD I. *Roi d'Angleterre, ſon priſonnier, qui lui donne pour ſa rançon cent mille marcs d'argent. Fait à la Diéte d'Haguenau le* 17. *Février* 1193. Goldaſt. Tom. III. pag. 364. Baronius. Tom. XII. pag. 1075. num. 22.

HENRICUS Dei gratia Romanorum Imperator & ſemper Auguſtus, dilectis ſibi Archiepiſcopis, Epiſcopis, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, & omnibus, ad quos præſens pagina pervenerit, in Anglia conſtitutis, ſalutem & bonam voluntatem.

Dignum judicavimus, & noſtræ Celſitudini glorioſum, ſi univerſitatem veſtram ſollicitius inducamus ad ea modis omnibus, quibus poteſtis, agenda, quæ ad honorem Chariſſimi noſtri Illuſtris Regis Richardi, Domini veſtri, debeantur, ne devotionis veſtræ conſtantia, & meritum fidei circa ipſius commoda appareat mortuum, ſed in ſuis & in Regni ſui obſequiis vivere videatur. Sane omnibus, quorum devotio prædicto Regi abſenti ſincera extiterit & pura, uberes referemus gratiarum actiones; ad univerſalitatis veſtræ notitiam devenire volentes, quod Imperatoria ſublimitas cum Regia ipſius Nobilitate in concordia & bona pace conſiſtit. Unde quæcumque ipſi irrogata fuerint contraria, pariter cum eo nobis parient moleſtiam & gravamen. Quare ad devotorum ſuorum & fidelium honorem & profectum, & turbatorum ſuorum damnationem & exterminium operam præſtabimus ſemper efficacem, & quia corde & animo uniti ſumus, facta Regis veſtri, ſpecialiter noſtra & Imperii noſtri penitus reputabimus, & gravamina ejus nobis & Coronæ Imperiali illata cenſebimus, nec ea, Deo concedente, ſine ultione, & eorum qui ea intulerint, gravi damno & deſtructione tranſibimus. Datum apud Hagenou decimo tertio Kalendas Martii.

Formulaire de l'Accord entre Henri VI. Empereur & Richard I. Roi d'Angleterre.

IN nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Hæc eſt forma Compoſitionis inter Dominum Imperatorem ſemper Auguſtum, & Dominum Richardum Illuſtrem Regem Angliæ. Dominus Imperator mittet Nuntios ſuos cum Nuntiis Domini Regis, qui Londonias ibunt, & ibi recipient centum millia marcharum puri argenti ad pondus Coloniæ. Quæ pecunia à Nuntiis Imperatoris accepta & ponderata ſigillabitur in præſentia Nuntiorum ipſius, & in conductu Regis per Regni ſui terminos ducetur: ita ut ſi eam in Regno ſuo perdi contigerit, periculo Regis perdatur. Poſtquam vero ad terminos Imperii venerit dicta pecunia, per Nuntios Regis Nuntiis Domini Imperatoris præſentabitur, qui eam illico ibi recipient, & ſi forte in partibus Imperii eam perdi contigerit, periculo Imperatoris perdetur, & Rex in ea non tenebitur, nec obſides ſui. Alia quoque quinquaginta millia marcharum argenti dabit Rex Imperatori & Duci Auſtriæ, & pro illis ponet obſides, ſcilicet Domino Imperatori pro triginta millibus marcharum ſexaginta obſides: Duci vero Auſtriæ ſeptem obſides pro viginti marcharum millibus. Solutis ergo centum millibus marcharum, & datis obſidibus Rex libere recedet. Si autem Dominus Rex ſolverit promiſſionem, quam Domino Imperatori de Henrico quondam Duce Saxoniæ fecerat, Imperator de quinquaginta millibus marcharum Regem liberum dimittens & abſolutum, pro ipſo Rege ſolvet Duci Auſtriæ viginti millia marcharum, & Rex non tenebitur dare Duci Auſtriæ ſeptem obſides, nec Imperatori ſexaginta. Cum igitur Rex prædictam promiſſionem de Henrico quondam Duce Saxoniæ impleverit, & centum millia marcharum ſolverit, libere recedet. Præterea Rex fecit jurare in animam ſuam, quod neptem ſuam, filiam Comitis Britanniæ tradet nuptui filio Ducis Auſtriæ infra ſeptem menſes, poſtquam liberatus fuerit, & in terram ſuam redierit, & eam tranſmittet uſque ad introitum Imperii, ſi eam recipere voluerint; & ſi noluerint, erit abſolutus. Item ſi promiſſio de Henrico quondam Duce Saxoniæ completa non fuerit, quinquaginta millia marcharum, quæ reſidua ſunt, ſolventur infra ſeptem menſes, poſtquam Dominus Rex in terram ſuam redierit. Cum autem Rex liberatus fuerit, & redire voluerit, Imperator dabit ei conductum per terram ſuam uſque ad fines Imperii ſui, & in portu illo, ubi mare intrabit, quam diu ibi ſtabit, donec proſpero vento recedat. Præterea ea omnia, quæ tam in his, quam in aliis familiaribus litteris ſigillatis ſigillis Imperatoris & Regis, ſuper contractibus, qui inter eos ordinati ſunt, uterque pro parte ſua rata & firma habebit, & bona fide obſervabit.

XLII.

ANS de J. C. 1193. COLOGNE ET BRABANT.

Traité de Paix & de Confédération entre BRUNON *Archevêque de Cologne, &* HENRI I. *Duc de Brabant, fait l'an* 1193. Dynter Chroniques de Brabant. Liv. IV. pag. 140.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis BRUNO Dei gratia Colonienſis Archiepiſcopus omnibus fidelibus in perpetuum tuotum facimus univerſis ad quos hæc ſcriptura pervenerit, quod nos & priores noſtri tam liberi quam miniſteriales, nec non & cives cum HENRICO Illuſtri Lotharingiæ Duce & hominibus ejus veram amicitiam & perpetuum fœdus contraximus, ita videlicet ut in omnibus noſtris juſticiis contra omnem hominem ad invicem nobis fideliter aſſiſtamus, & ſi neceſſitas ingrueret promptum mutuo nobis ferre debemus auxilium, nullus etiam noſtrum ad gratiam ſeu concordiam adverſariorum noſtrorum aliis excluſis venire laborabit. Hujus autem ſocietatis amicitia ne quis ingenio malo vel arte qualibet valeat infringere ipſam non tantum fidei interpoſitionem ſed etiam Sacramenti exhibitionem beneficiorum etiam obligatione omnes firmamus. Hoc etiam inter cætera notandum quod hujus obligationis vincu-

ANS de J. C. 1193. lum non tantum ad perſonas preſentis temporis extenditur, ſed ad ducatum Lotharingiæ porrigitur perpetuo duraturum. Nos autem ne hæc oblivione deleri poſſent hanc paginam conſcribi & tam noſtro quam beati Petri S. gilio juſſimus communiri, ita videlicet ut unum ſcriptum in armario beati Petri Colonienſis, alterum vero in Eccleſia Lovanienſi reponatur, perpetuo ſi opus fuerit inveniendum. Acta ſunt hæc anno Dominicæ incarnationis 1193. Pontificat. noſtri anno 2.

XLIII.

ANS de J. C. 1193. FLANDRES ET NAVARA. *Traité de Paix entre* BAUDOUIN *Comte de Flandre, &* PIERRE *Comte de Nevers, fait par l'entremiſe de Philippe II. Roi de France en* 1193. Pierre Oudergueeſt. Chroniques & Annales de Flandres Chap. XCI. feuil. 171.

SI comme que le Conte Pierre de Nevers, promiſt & jura donner audict Philippe fils de Baudouyn, ſa fille en mariage, & avec elle la Conté Cormodorenſis, avec toutes ſes appertenances, enſemble ce que la Conteſſe de Sainct Quintin poſſedoit, pour ſon douaire en la Conté de Nevers. Et s'il advenoit que ledict Philippe moruſt avant la conſummation d'iceluy mariage, le meſme Conte Pierre promit comme deſſus, donner ſadicte fille, & avec ſemblable port de mariage, a Henry frere maiſné dudict Philippe. D'autre coſté le Conte Baudouyn, s'obligeà donner a ladicte fille de Nevers, pour ſon douaire la moictie de la Conté de Namur, reſervé les villes de Namur & de Bomines, luy accordant & conſentant de prendre pour ſa demeure tel lieu en la Conté de Namur, que luy plairoit choyſir & eſlire. Et outre ce, fut ſemblablement pourparlé, conclu & arreſté, que ledict Conte Pierre de Nevers, ſeroit tenu & obligé prendre en mariage Madame Yolent fille dudict Baudoyn, lequel promiſt la luy donner avec cinc cent livres de terre ſur Roulers & Deinze, pour eo jouir tantoſt le mariage conſommé, & autres cinc cents livres a prendre & lever leur Bailleul & Orchies incontinent que ledict Philippe, ou en ſon default, le ſuſdict Henry auroit eſpouſé ladicte fille de Nevers. Et pour ce que Bailleul & Orchies, eſtoyent lors avec grande partie d'autres terres en Flandre, ſoubs le le povoir de la Royne Mehault Douagiere de Flandre, pour aſſignation de ſon douaire, fut dict & accordé que ledict Conte Pierre, leveroit leſdictes cinc cents livres, ſur Thoroult & Harlebecque, durant la vie d'icelle Royne Mehault. Si aſſigna ledict Conte Pierre, a ladicte Yolent pour ſon douaire, la juſte moitie du revenu de la Conté de Nevers, luy accordant en propriété, la moitie de tous les acqueſts qu'ils feroyent enſemble, durant leur mariage. Leſquelles choſes furent faictes & accordées en la preſence de Philippe Roy de France, lequel promiſt faire conſtraindre les parties, a l'entretenement dudict traicté, au mois de May, de l'an mil cent quatre vingts treize.

XLIV.

Traité par lequel l'Empereur HENRI VI. *confirme* BAUDOUIN *Evêque d'Utrecht dans la poſſeſſion du Comte de Velau, &* BAUDOUIN *le céde à* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le* 6. *de Mars.* 1196. Aub. le Mire, Diplomat. Belgic. Lib. II. Cap. LVII. pag. 346. & Dynter Chroniques de Brabant, Lib. IV. feuil. 143. avec peu de différence, ſi ce n'eſt à quelques noms propres près.

ANS de J. C. 1196. L'EMPEREUR, L'EVESQUE D'UTRECHT, LE DUC DE LORRAINS.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. HENRICUS VI. divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, & Rex Siciliæ.

Imperatoriæ majeſtatis noſtræ debitum poſtulat & requirit officium, ut ea quæ inter fideles & Principes Imperii, cauſſam & fomitem dant diſcordiæ, lima correctionis & diligentiæ enervantes, ad firmam pacis concordiam vigilanti ſtudio ipſos ſatagamus reducere.

Quapropter notum facimus univerſis Imperii noſtri fidelibus, preſentibus & futuris, quòd nos quæſtionem illam, quæ jam diu vertebatur inter dilectos conſanguineos noſtros BALDVINUM Trajectenſem Epiſcopum, & HENRICUM Ducem Lotharingiæ, ſuper Comitatu VELVÆ (in eo videlicet, quòd ipſe Epiſcopus Comitatum illum de conceſſione Imperatoris ſibi & Eccleſiæ Trajectenſi aſſerebat pertinere, & è contrario Dux Lotharingiæ dicebat, quòd ipſum Comitatum de manu noſtra teneret in fide & feudo) ad hunc finem deduximus, quòd ipſe Dux injuriam ſuam recognoſcens, omne jus quod in Comitatu illo videbatur habere, in manus noſtras liberè reſignavit.

Nos itaque prædictum Comitatum cum omnibus ſuis pertinentiis, Imperiali clementia, prædictæ Eccleſiæ Trajectenſi, & dilecto conſanguineo noſtro BALDVINO in perpetuum confirmamus. Ipſe verò Epiſcopus eumdem Comitatum, cum omnibus pertinentiis ſuis, & omni jure, prædicto conſanguineo noſtro HENRICO Duci Lotharingiæ in præſentia noſtra benignè conceſſit, ſub eo tenore, ut idem Comitatus ad ejus heredem filium ſuum vel filiam liberè tranſeat & integrè.

Statuimus igitur & Imperiali edicto ſancimus, ut nulla omnino perſona in poſterum hanc noſtram ordinationem & confirmationem aliquatenus infringere audeat vel turbare. Quod ſi quis attentaverit, centum libras auri pro pœna compenſet, dimidium Cameræ noſtræ, reliquum paſſis injuriam. Ad cujus rei certam in perpetuum evidentiam, præſentem paginam inde conſcribi juſſimus, & Majeſtatis noſtræ ſigillo aureo communiri. Hujus rei teſtes ſunt,

Ludolphus Magdeburgenſis Archiepiſcopus,
Hartwicus Bremenſis Archiepiſcopus,
Hartmannus Lantgravius Thuringiæ,
Otho Comes de Benthem,
Comes Lambertus de Erfordia,
Wenardus Burggravius de Magdenburg,
Comes Albertus de Wingerode,
Robertus Ducoude.
Anno de Mintenberg,
Marcardus Dapifer,
Deshardus de Diſtemberg,
Henricus Camerarius de Grom.
Henricus Pincerna de Lutra,
Gerardus de Grimberg,
Arnoldus de Weſemale, & alii plures.

Signum

ANS de J. C. 1196. Signum domini Henrici VI. Romanorum Imperatoris & Regis Siciliæ. Ego CONRADUS Hildenſemenſis electus, Imperialis aulæ Cancellarius, recognovi.

Acta ſunt hæc anno Dominicæ incarnationis M. C. XCVI. Indictione XIV. regnante domino Henrico VI. Romanorum Imperatore glorioſiſſimo, anno regni ejus 26. Imperii verò 6. & Regni Siciliæ 2. Datum apud Sulenhuſen, 2. Nonas Martii. Item iſte Comitatus Veluæ poſtea datus ſuit in feudum Duci Gueldriæ, per Ducem Brabantiæ.

XLV.

ANS de J. C. 1197. LORRAINE ET LON. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* LOUIS *Comte de Lon au ſujet de la terre de Muſſal. Fait en l'année* 1197. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 49.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Notum ſit Univerſis tam præſentibus quam futuris, quod Ego HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ & Marchio, & Ego *Ludwicus Comes de Lon*, ſuper terram de Muſſal & ſuis attinentiis, talem compoſitionem inivimus, quod ſi Comes de Dasborc abſque corporis ſui herede deceſſerit, terra illa ad nos & heredes noſtros æqualiter divertetur, ita quod ego HENRICUS Dux medietatem illius terræ tamquam hæres legitimus habebo, reliquam medietatem Ludwicus Comes de Lon à me in feodum tenebit; quod ſi alter noſtrum ad obtinendam prædictam terram aliquas expenſas fecerit, communi conſilio hominum noſtrorum majorem partem illius expenſiæ ego HENRICUS Dux ſolvam, Ludwicus Comes de Los minorem: Si autem pro terra illa aliquis per guerram nos ioſeſtaverit, uterque noſtrum pro poſſe ſuo, ad obtinendam terram præfatam totis viribus reſiſtet. Ut autem hoc ratum & inconvulſum permaneat, hanc paginam teſtimonialem ſigillorum noſtrorum impreſſione, & teſtium idoneorum ſubſcriptione, muniri ac roborare curavimus. Hujus facti teſtes ſunt MATHILDIS DUCISSA, *Godefridus Caſtellanus Bruxellenſis*, *Arnoldus de Wiſemale*, *Alardus Rapa*, *Oſte de Berne*, *Raſo de Curen*, *Theodoricus frater Comitis de Lon*, *Walterus de Milne*. Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MC. XCVII. HENRICO Duce iter verſus Jeruſalem arripiente.

XLVI.

LORRAINE ET GUELDRE. (a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & le Duc de* GUELDRE. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag 49.

IN nomine S. Trinitatis. HENRICUS Dei gratiâ Dux Lotharingiæ Notum eſſe volumus tam futuris quam præſentibus, quod hæc forma pacis & concordiæ inter nos & *Comitem Gelriæ* eſt ſtabilita. Ut plenam poſtmodum de Comite fiduciam habeamus, præſtito Sacramento firmavit, quod in omnibus, & contra omnem hominem excepto imperio, auxilio & conſilio fideliter nobis aſiſtet, & ſuper hoc Comitem Ludwicum de Lon, & Willelmum Comitem Juliacenſem obſides dedit nobis; quos verſa vice obſides ipſi dedimus. Præterea homines ſui tam liberi quam miniſteriales, quorum nomina ſubſcripta ſunt, *Comes de Keſſele*, *Comes de Dalen*, *Ludolfus de Steinvorde*, *Henricus de Burkele*, *Willelmus de Brunchorſt*, *Engelbertus de Horne*, *Lambertus de Monte*, *Suerus de Wiſche*, *Giſelbertus & Rutgerus de Bremet*, *Gerh de Lo*, *Henricus & Thodericus de Batenburg*, *Walterus Spirinck*, *Iwannt de Gokesfort*, *Ricelt de Huch*, *Gerardus de Lon*, *Henricus de Hertenvelde*, *Gerardus de Strale*, *Godefridus Gunfort & Renerus frater ejus*, *Sibertus Suevus*, *Alardus de Drile*, *Tido Vaſtart Caſtellanus de Sulichem*, *Criſtianus de Arnhem*, *Goſwinus de Berentrut*, *Pelegrinus de Sutvene*, *Helmewicus Sellege*, *Renerus de Tegele*, *Theodoricus de Wighene*, *Theodoricus de Milne*, *Bordinus de Altena*, juraverunt quod ſi Comes ſacramentum ſuum violaverit, & in auxilium noſtrum debito modo non venerit, omnibus bonis quæ tenent ab eo in feodo, in guerra noſtra nobis ſervient, nullum Comiti ſervitium exhibentes, donec omnia nobis pleniarè emendaverit. Inſuper cautum eſt ſacramento Comiti quod omnes mercatores terræ noſtræ, apud Arnhem ab omni thelonco liberi erunt, ita tamen quod bona mercatorum altenus terræ non deducent: & ſi ſuper hoc accuſati fuerint, bona ad homines noſtros tantum pertinere, præſtito juramento demonſtrabunt, & ſic liberè recedent; thelonarius tamen Comitis propter interpoſitam conditionem, nullam quærere debet malignandi occaſionem, adverſus mercatores noſtros. Additum eſt etiam quod Burgenſes de novo Oppido ſuper ſilvam juxta Orten, per totam terram Comitis Gelriæ liberi erunt ab omni theloneo; Burgenſes verò de Tile ſtabunt eodem jure apud Sulchem & Drile, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comitis Gelriæ fuerunt. Univerſum Allodium quod habebat in Oſterbeke cum monte nobis contulit, & in feodum recepit. Si verò officiales noſtri & Comitis Gelriæ ſuper aliquo facto diſſenſerint & ad invicem concordare non potuerint, totum negotium noſtro examini & Comitis reſervetur. Item conditum eſt, quod de hominibus noſtris qui Oppidum quod Bommele vocatur intraverint vel intrabunt, precarias & tria in anno placita Advocati & ſervitium debitum habebimus, niſi Comiti pro ſuo ſervitio hoc remittamus. Nos verò, ut Comes Gelriæ omnimodam haberet fiduciam, ex habundanti ſacramentum præſtitimus, quod in omni guerra quam cauſa noſtri aſſumet, contra omnem hominem fideliter ei aſſiſtemus; nec unquam treugas vel compoſitionem ſive pacem ab ejus conſilio & conſenſu faciemus: quod ſi Comes propria voluntate alicui guerram moverit, vel aliquis eum impetierit, quamdiu judicio & noſtro conſilio ſtare voluerit, omnibus modis eum juvabimus. Homines verò Comitis inferius Golam manentes, ab omni telonio apud Tile liberi erunt. Conditum eſt etiam inter nos, ut ſi præſentia noſtra non habeatur in terra, nihilominus homines noſtri & Comitis mutuo ſibi aſſiſtent. Et ut hæc rata & firma habeantur, tam liberi quam miniſteriales noſtri, quorum nomina ſubſcripta ſunt, juramento confirmaverunt: *Willelmus frater noſter*, *Henricus de Cuyck*, *Walterus de Grimbergit*, *Godefridus de Scoten*, *Arnoldus de Dieſt*, *Jacobus de Calmont*, *Giſlebertus de Tilborch*, *Bordinus de Altena*, *Gerardus de Facia*, *Henricus de Aſcha*, *Leonius de A*, *Daniel & Arnoldus de Craynhem*, *Walterus de Bierbais*, *Jacobus de Sumereffe*, *Caſtellanus de Bruxella*, *Arnoldus & Willelmus de Walheim*, *Arnoldus de Weſemale*, *Arnoldus de Rochelaer*, *Willelmus Vulpes*, *Walterus Alf*, *Gerardus & Henricus de Hildenberge*, *Henricus de Bantersheim*. Hæc omnia ad majorem cautelam, ſigilli noſtri & Comitis impreſſione communiri fecimus.

(a) Ce Traité eſt ſans date; mais il faut qu'il ſoit à peu près de ce temsci, puis que le précédent fut conclu peu de tems avant que Henri Duc de Lorraine fit le voyage de la terre ſainte. Le nom du Duc de Gueldre n'eſt pas marqué non plus; mais c'eſt apparemment Othon II. qui gouvernoit alors cette Province.

XLVII.

ANS de J.C. 1197. LORRAINE ET GUELDRE.

(a) *Traité de Paix entre le Duc de* LORRAINE *& le Comte de* GUELDRE. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 50.

(a) Ce Traité n'a pas de date non plus que le précédent. Il a auſſi été fait environ dans le même tems.

HÆc eſt forma Compoſitionis inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Homines enim Comitis Gelriæ apud Herewarde abſtulerunt hominibus Ducis, ad æſtimationem viginti & ſemptem marcarum; hæc bona perſolventur proxima Dominica poſt *Invocavit*, ad aſſertionem veram hominum Comitis monitorum ſub fidelitate qua tenentur Comiti. Homines autem erunt Bruſtene de Driele, Ricoldus de Oſte, Joannes de Gotkeſorde. Item Comes promiſit quod mercatoribus Ducis reſtituet, quidquid ab eis apud Arhem accepit poſtquam Compoſitio inter Ducem & Comitem facta fuit apud Orten, tali modo; Dominus Dux homines ſuos quos vult, deſtinabit cum mercatoribus Ducis qui domi fuerunt apud Arhem lætare Jeruſalem: Comes verò Geldriæ occurret, & cognita veritate & bona ipſorum mercatorum, Comes damna ipſorum perſolvet. Si autem Comiti viſum fuerit mercatores excedere veritatem, quantum minus juraverit, ſecundum juramentum ſuum factum, proxima feria ſecunda poſt octavas Paſchæ, coram Duce ſolvet mercatoribus. Item contentio eſt inter Ducem & Comitem de hominibus S. Michaëlis, quos tactis reliquis ſi eos habere vult Comes obſervabit. Item Dux habebit liberè homines S. Lamberti ubicumque fuerint inventi, & ipſorum erit Advocatus, eo jure & integritate qua Dominus *Godefridus de Helmont* eos cum viveret tenebat. Item recipiet Comes Geldriæ tale telonium apud Driele, de mercatoribus & gregibus armentorum & pecudum, quale de jure ante quadraginta annos ibidem recipiebatur; & hoc ad veridicam relationem Bruſteni de Drile & Walteri Bac. Item Comes perſolvet in octavis Paſchæ Duci centum triginta & octo marcas, vel ampliori vel alio termino quam poterit obtinere à Duce; & ſuper hoc ipſum Comes faciet ſecurum. Item Comes fecit Duci *Legiam fidelitatem*, & promiſit tactis reliquis ipſi contra omnem hominem ſe fore ſerviturum; homines verò Comitis bona fide promiſerunt, quod Comiti numquam fideliter ſervient, ſi comes in prædictis exceſſerit, quousque Duci ſatisfecerit. Ad hæc ſtatutum eſt, quod Dux obſides Comitis ad biennium uſque tenebit, niſi Comes vel ſervitio ſuo, ſeu precibus eos poſſet liberare, vel ſi dederit ſecuritatem pro uno vel pro duobus ſeu pro pluribus, pro quo vel pro quibus cum ſecuritas facta fuerit, reſtitutio fiat. Hæc forma Compoſitionis inter Epiſcopum Trajectenſem & Comitem Gelriæ. Comes etiam bona & ſincera fide promiſit, quod *Willelmum* generum ſuum monebit & ad hoc inducet, quod ceſſabit ab injuria quam inſert Epiſcopo Trajectenſi in monte Qeunre & in aliis bonis Epiſcopi; & ſi ad hoc eum inducere non poteſt, à proxima Dominica poſt feſtum Agnetis, uſque ad tres ſeptimanas, Dominus Epiſcopus Comiti Geldriæ diem quem voluerit præfiget; quem Comes ſine dolo & protractione obſervabit, quidquid ſententia Parium ſuorum dictaverit, id idem conſtanter tenebit. Item Comes Gelriæ apud Zutfaniam cudi monetam ſub forma & in pondere Daventerenſis vel Trajectenſis monetæ non faciet. Item Albertus nominabit quatuor ex hominibus Comitis, & Comes eos monebit ſub ea fidelitate qua ei tenentur, & ſi Albertus rejectus eſt injuſtè à bonorum ſuorum poſſeſſione, de quibus nuper Comes eum proſcripſerat, erga eum impetentes, Comes ei ſententiam faciet quicumque illi fuerint: ſi autem juſtè invenitur ejectus, Comes nihilominus juſtus ei Judex erit in ſua querimonia. Item promiſſum eſt quod Epiſcopus & Comes Gelriæ proxima Dominica poſt feſtum B. Virginis in . . . . . convenient, & uterque eorum octo de ſuis hominibus eligent, & quidquid illi tactis Evangeliis fuerint arbitrati, tam de monera, ſi Comes eam debeat, & ſi eam debet habere ſub quo . . . . . & in quo loco, & præterea de omnibus diſtantiis, quæ inter Epiſcopum & Comitem ſunt, illorum ſedecim ſtabunt arbitrio. Item Comes juravit quod Archiepiſcopo Colonienſi, Epiſcopo Trajectenſi & Duci Lotharingiæ, ſuper controverſia que de Regno agitur in præſenti, fideliter aſſiſtet & pro viribus & pro poſſe ſuo, nominatim pro Ottone Rege, &c.

ANS de J.C. 1197.

XLVIII.

Traité de Confédération entre (a) PHILIPPE *de Suabe Roi des Romains, &* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, par lequel le Roi des Romains promet à Philippe II. de le ſecourir contre Richard Roi d'Angleterre, le Comte Othon ſon Neveu, & Baudoüin Comte de Flandre. Fait à Wormes, le 29. Juin* 1198. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatiens. pag. 6.

ANS de J.C. 1198. L'EMPIRE ET LA FRANCE.

(a) Philippe de Suabe, qui étoit tuteur de Frideric II. Empereur, ſon neveu, qui n'avoit pas encore alors 3. ans, venoit d'être élu Roi des Romains par une partie des Princes d'Allemagne: mais il avoit l'autre partie & le Pape contre lui. D'ailleurs la fortune s'étoit laſſée de favoriſer Philippe Auguſte, il en éprouvoit alors les revers, en ſorte que c'étoit deux Princes bien embarraſſez dans leurs affaires qui ſe ſoûtenoient enſemble par ce Traité. G. G. Leibnitz nous avertit qu'il y a des fautes dans cette pié-

PHILIPPUS Dei gratia Romanorum Rex & ſemper Auguſtus, Notum &c. Quod propter dilectionem, quam mutuò habuerunt erga Dominum Philippum Regem Franciæ Genitor noſter Fridericus, & Henricus Frater noſter; piæ recordationis Romanorum Imperatores, hanc confœderationem propter bonum pacis, & publicam utilitatem cum cariſſimo Amico noſtro Philippo Illuſtri Rege Francorum duximus ineundam, in hunc modum: Quod nos ei Adjutores erimus nominatim contra Richardum Regem Angliæ & Comitem Othonem Nepotem ſuum, & Balduinum Comitem Flandriæ & Hamulphum Archi-Epiſcopum Coloniæ; & contra omnes alios inimicos ejus, ubicumque honore noſtro id facere poterimus, bonâ fide, & ſine malo ingenio, quando locum & tempus id faciendi habebimus, ſi (*b*) aliquid de Imperio noſtro faceret eidem Philippo Regi Franciæ malum, vel ipſius Regno, ſi ille, qui deliquiſſet, non emendaret, hoc per nos, vel per nuncios noſtros, per pacem, vel per Rectum in Marchia competenti infra quadraginta dies, poſtquam ſciverimus per prædictum Regem Francorum, ſi fuerimus citra montes, vel Epiſcopus Mettenſ. hoc ſciverit. Si fuerimus ultra montes, Dominus Rex Franciæ poterit ſe vindicare de eo ſine interceptione, & nos juvabimus eum (*c*) bonâ; Nos non retinebimus in imperio noſtro aliquem hominem de Regno Franciæ, ſive Clericum, ſive Laicum contra voluntatem cariſſimi noſtri Amici prædicti Regis Francorum, & quandocumque voluerit dictus Rex, poterit ſe vindicare de Comite Flandriæ, de terrâ, quam idem Comes habet in imperio, tàm in feodo, quàm in Dominio, & hoc ſine interceptione nos bonâ fide promittimus, quod ſi ſciremus, quod aliquis quæreret malum Philippo Regi Franciæ vel ejus Regno, nos bonâ fide id diſturbaremus; Et ſi non poſſemus, nuntiaremus eidem Regi, & quando Deo volente coronati fuerimus in Imperatorem, has conventiones Regi Franciæ renovabimus, & ſigillo noſtro confirmabimus. Nos autem in manu (*d*) Nevelonenſis venera-

ce, ce qui eſt viſible, les notes ſuivantes, contiennent les corrections qu'il croit qu'on doit y faire.

(*b*) Lif. aliquis.

(*c*) Lif. boni fide

(*d*) Il faut peut-être Nevelongi.

ANS de J. C. 1198.

nerabilis Sueſſionenſis Epiſcopi fiduciavimus, quod omnia prædicta bona fide obſervabimus. Id etiam de mandato noſtro dilecti Principes noſtri, Conradus Wircenburgenſis B. Met. Othiethelm Conſtantienſis Epiſcopi; Theodericus quoque de Greuch. Fridericus de (e) Ceolte, (f) Hartemannus de Kirchberg. Godefridus de (g) Vehingre. Everardus de Everſtein Comites, & de latere noſtro, Truſardus Camerarius noſter, Guarnerus de Roſſewich, Warnerus de Bollandu, Warn. de Ceanque Milites juraverunt, quod bona fide ſtudebunt, quod hæc à nobis obſerventur & teneantur, id quoque adhuc unum Archi-Epiſcopum, & unum Epiſcopum faciemus jurare. Datum Wormatiæ, tertio Kalendas Julii, anno Domini, milleſimo centeſimo decimo octavo, Regni noſtri primo, per manum Conradi, Imperialis Aulæ Protonotarii.

(e) Lif. de Ceolre, c'eſt-à-dire, Zolre, ou Zolleren.

(f) Lif. Hermannus.

(g) Lif. de Vehingen.

XLIX.

ANS de J. C. 1198. FRANCE ET BOURGOGNE.

Donation de la Garde de l'Abbaye de Flavigny, faite par PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France à* EUDES *Duc de Bourgogne, en l'année* 1198. Etienne Perard, dans ſon Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 270.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen. *Philippus* Dei gratiâ Francorum Rex, noverint univerſi præſentes pariter & futuri, quòd nos dedimus & conceſſimus cariſſimo conſanguineo & fideli noſtro *Odoni* Duci Burgundiæ, in augmentum feodi ſui, totum jus illud quodcumque habemus in Abbatia & villa *Flaviniaci*, & bona fide id ei garantizabimus, ſicut aliud feodum ſuum quòd à nobis tenet. Quod ut perpetuam obtineat ſtabilitatem, præſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate, & regii nominis caractere inferiùs annotato præcepimus confirmari. Actum Vicenæ, anno incarnati Verbi milleſimo centeſimo nonageſimo octavo, regni noſtri anno vigeſimo, aſtantibus in Palatio noſtro, quorum nomina ſuppoſita ſunt & ſigna, Dapifero nullo. Signum *Gaudonis Butulacii*, ſignum *Mathei Camerarii*, ſignum *Droconis Conſtabularii*. Vacante Canſellaria.

L.

ANS de J. C. 1199. FRANCE ET FLANDRE.

Traité de Paix entre PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres, fait à leur entrevuë de Peronne aux fêtes de Noël, de l'année* 1199. Pierre Oudergueeſt. Chroniques de Flandres. Chap. XCIII. feüill. 156.

PRemiers, que le Conte de Flandre auroit a perpetuité, les Villes de Sainct Omer, & d'Aire avec leurs appartenances, les fiefs de Ghuſnes, Ardre, Lillers & Rickebourch, enſemble la Gorgne, avec la terre que l'advouë de Bethune tenoit outre le Neuffoſſé, vers Flandre. Et que toutes les autres parties, dont eſtoit queſtion entre eux, ſi comme Arras, Bethune & autres demoureroyent, au povnir du Roy Philippe, qui les garderoit pour Louys ſon fils, a condition de retour, ſi avenant qu'il n'euſt aucun hoir de ſon corps. En outre ledict Roy Philippe quitâ au prouffit du Conte Baudouyn, le droict qu'il avoit en Mortaigne, ſaulf en ce le droict de l'Eveſque de Tnurnay. Promettant au reſte, & s'obligeant de faire tenir ceſte paix avec tout ce qu'en dependoit, a Louys ſon fils, meſmes qu'il ne luy bailleroit la Ville d'Arras avant, qu'eſtant ledict Louys en aage il euſt confirmé, aggrée, & juré ladicte paix: ce fut faict a Peronne au mois de Janvier audict an quatre-vingts dix & neuf, en preſence (de la part du Conte Baudnuyn) de Gherard Prevuſt de Bruges & Chancelier de Flandre, Sohier Chaſtelain de Gand, Jean Chaſtelain de Lille, Gherard de Bailleul, Gherard de Grimberghe, Baudouyn de Comines, Thiery Chaſtelain de Dixmude, Huge de Handerghem, & pluſieurs autres.

ANS de J. C. 1199.

L I.

ANS de J. C. 1200. FRANCE ET ANGLETERRE.

(a) *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, &* JEAN, *ſurnommé* ſans terre, *Roi d'Angleterre, fait par l'entremiſe du Cardinal Pierre de Capoüe, Envoyé par Innocent III. fait au mois de Mai, de l'année* 1200. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 7.

(a) Ce Traité ſi avantageux à la France décrédita abſolument Jean ſans terre. Les Anglois le mépriſérent; le Comte de Flandres le quitta, & pluſieurs autres ſuivirent ſon exemple.

JOANNES Dei gratiâ Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Normaniæ, Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, omnibus ad quos præſens carta pervenerit, ſalutem. Noveritis, quod hæc eſt forma Pacis, facta inter Dominum noſtrum PHILIPPUM Illuſtrem Regem Franciæ, & nos, ſcilicet: quod nos tenebimus illi & hæredibus ſuis pacem, quam Frater noſter Rex Ricardus fecit illi inter Exoldun, & Charrotium, exceptis iis, quæ per præſentem chartam excipiuntur vel mutantur, propter interceptiones, quas idem Frater noſter illi fecit de pace illa, ſcilicet, quod nos donavimus illi & hæredibus ſuis, ſicut rectus Hæres Regis Richardi Fratris noſtri, civitatem Ebroicarum, & Ebroicinum, cum omnibus feodis & Domuniis, ſicut ſubſequentes metæ determinant, Metæ autem ſunt poſitæ in media via inter Ebroic. & novum Burgum, in totum, id quod erit intra has metas ex parte Franciæ erit Domini Regis Franciæ; id autem, quod erit ex altera parte verſus novum Burgum, erit noſtrum, & quantum terræ habebit Dominus Rex Franciæ verſum novum Burgum, tantum terræ habebit verſus Conches & verſus Akenny ad eandem menſuram, ex ea parte, ubi Abbatia de Noa ſita eſt, ſicut aqua Itoniæ currit Guitebo, ubicumque ſit donavimus Domino Regi Franciæ, Tilleriæ cum pertinentiis ſuis & Danvilla remanent nobis; ita tamen, quod Dominus de Bruerolis habebit id, quod debet habere in Dominatu de Bruerolis; Conceſſimus etiam de Epiſcopatu Ebroicenſi Domino Regi Franciæ, id quod eſt intra has metas, unde Epiſcopus Ebroicenſis Domino Regi Franciæ, & hæredibus ejus reſpondebit; Idem autem Epiſcopus nobis & hæredibus noſtris reſpondebit de hoc, quod erit extra has metas; Et ſciendum, quod neque Dominus Rex Franciæ, neque nos poterimus firmare intra metas conſtitutas, intra novum Burgum & Ebroicen. neque apud Guitebo, neque nos ex parte noſtrâ, neque Dominus Rex Franciæ ex parte ſua, niſi ubi firmatum eſt infra metas prædictas. Præterea Fortelitiæ de Porris, & de Landes in continenti diruentur, neque ibi aliæ fortelitiæ poterunt reædificari. Hæc autem omnia, quæ Comes Ebroicenſis infra has metas tenebat, fecimus Domino Regi Franciæ quittari, à recto hærede Ebroic. de Vulcaſione Normano. Terra erit nobis, & hæredibus noſtris remanent feoda & Dominium, ſicut Archi-Epiſcopus Rhotomagenſis ex modo tenens erat, die quo fecit excambium de Andeliaco; Totum reſiduum Vulcaſino Domino Regi Franciæ remanet; Ipſe verò Rex Franciæ non poterit firmare retrò Gamag. ex parte Norm. neque ultra finem foreſtæ Vernonis, ſed infra; neque nos retrò foreſtam Andel. poterimus firmare, ſed infra. Dedimus autem in Maritagio Ludovico

ANS de J. C. 1200.

dovico filio Regis Franciæ cum (b) Filia Regis Caſtellæ, Neptc noſtra, ſeodum Exolduni; Item ſeodum Eraſcaii, & ſeoda Biturenſii, ſicut Andreas de Calviniaco ea tenebat de Rege Angliæ; Item de omnibus iis crit Dominus Rex Franciæ ſaiſitus, uſque dum matrimonium predictum ſit conſummatum. Et quicquid contingat de matrimonio, priuſquam factum fuerit, Dominus Rex Franciæ tenebit predicta ſeoda totâ vitâ ſuâ, & poſt deceſſum ſuum redibunt predicta ſeoda ad nos & heredes noſtros, ſi prædictus Ludovicus heredem non habuerit de prædictâ Nepte noſtra. Si verò nos mori contigerit, abſque herede de uxore noſtrâ deſponſatâ, cum predictis ſeodis dedimus eiſdem in maritagium ſeodum Hug. de Gornaco citra mare Angliæ, ſicut id tenet de nobis, & ſeodum comitis Albemarle citra mare Angliæ, & ſeodum comitis Pertici, ſicut ea tenent de nobis citra mare Angliæ.

(b) Blanche fille d'Alfonſe VIII. Roi de Caſtille, & d'Alienor ſœur de Jean ſans terre qui en effet fut mariée l'année ſuivante avec Louis fils aîné de Philippe.

§. 2. Præterea nos dedimus Domino Regi Franciæ viginti milia marchas ſterlingorum ad pondus & legem in quo fuerunt, videlicet tredecim ſolidos, & quatuor denarios pro marcha, propter reehatum ſuum, & propter ſeoda Britanniæ, quæ Rex Franciæ nobis dimiſit; Nos verò recipiemus Arturum in Hominem, ita quod Arturus Britanniam tenebit de nobis. Item nos, ſicut rectus heres, tenebimus de Domino Rege Franciæ omnia ſeoda, ſicut Pater noſter & Frater noſter Rex Ricardus ea tenuerunt à Domino Rege Franciæ, & ſicut ſeoda debent, exceptis ſupra dictis, quæ Domino Regi Franciæ remanent, ſicut ſupra dictum eſt. De Comite Engoleſmi & Vicecomite Lemovicen. ſic erit, quod nos recipiemus eos in Homines, ita, quod eis jura eorum dimittemus. De Comitibus Flandriæ & Boloniæ ſic erit, quod Comes Flandriæ tenebit de terra Domini Regis Franciæ id, quod tenet. Item Dominus Rex Franciæ, ea quæ tenet de rebus Comitis Boloniæ, ſeodum & dominium, & ea, quæ Comes Pontini modò tenet, ſeodum & dominium remanent Domino Regi Franciæ & Comiti Pontini. Propter hoc, quod Comes Flandriæ tenet de rebus Domini Regis Franciæ, Comes Flandriæ faciet Domino Regi Franciæ homagium ligium. Et ſi idem Comes Flandriæ, aut aliquis hominum ipſius Regis Franciæ, qui melius ſint aut debeant eſſe homines ipſius Regis Franciæ, quàm noſtri, ipſi Regi Franciæ malum vellet facere & nocere, nos non poſſimus eum contra Dominum Regem Franciæ juvare vel manutenere, Neque Dominus Rex Franciæ ſimiliter noſtros, qui melius homines noſtri ſint quam ſui, aut debeant eſſe, ſalvâ formâ hujus pacis prædictæ. In conventionibus iſtis Domino Regi Franciæ habemus conventionem, quod nos Nepoti noſtro Othoni nullum auxilium faciemus, nec per pecuniam, nec per milites, nec per gentem, nec per nos, nec per alium, nec per conſilium & aſſenſum * * * Domini Regis Franciæ. De Arturo ſic erit, quod nos non minuemus eum, nec de ſeodo, nec de dominio Britanniæ citra mare, niſi per rectum judicium curiæ noſtræ. Nos vero dedimus Domino Regi Franciæ ſecuritates de hominibus ſubſcriptis, ſcilicet. Bald. Comitis albæ Marlæ. Comitis Wilelmi Mareſchalli. Hugonis de Gornaco. Wielmi de Humet Conſtab. Norman. Robertus de Hereſort. Joh. de Pratill, Willelmi de Kaer. Rog. de Toen. Garin. de Glapion. Qui juraverunt hoc modo, quod ipſi cum omnibus feodis ſuis citra mare ad Dominum Regem Franciæ irent, ſi hanc pacem ei non teneremos, ſicut eſt diviſa. Dominus quoque Rex Franciæ ſimiliter dedit nobis ſecuritates de hominibus ſuis ſubſcriptis, ſcilicet; Comitis Rob. Drocar. Gaufridi Comitis Pertici. Gervaſii de Caſtello. Willelm. de Gapland. Burch. de Roja. Galt. Camerarii Patre Viſcon. fil. ejus. Philip. de Leucis. Galt. Camerar. Juniore, qui ſimiliter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus feodis ſuis ad nos venirent, ſi Dominus Rex Franciæ hanc pacem non teneret, ſicut eſt diviſa. Nos autem & Oſtagii prænominati juravimus hæc omnia prædicta bonâ fide, & ſine malo ingenio, fideliter & firmiter obſervanda, quod ut perpetuum robur obtineat, preſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate roboravimus.

ANS de J. C. 1200.

Actum apud Guleton. Anno ab incarnatione Domini, Milleſimo ducenteſimo, Menſe Majo. Eſt ſcellé du ſceau dudict Seigneur Roy d'Angleterre en cire verte, pendant lacqs de ſoye rouge.

LII.

Don de la mouvance de MONTBAR *au Duc de* BOURGOGNE, *par le Comte de* BAR *ſur Seine. Fait l'an* 1201. Etienne Perard dans ſon Recuëil des Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 272.

ANS de J. C. 1201. BOURGOGNE ET BAR.

EGo *Milo* Comes Barri ſuper Sequanam, notum facio præſentibus & futuris, me dediſſe, & in perpetuum conceſſiſſe *Odoni* Duci Burgundiæ, & hæredibus ejus, quicquid Domini *Montisbarri* de Comitibus Barri prædeceſſoribus mei tenebant, à cruce Dei in ſuperius, & hoc eidem Duci & hæredibus ejus, in curia ſua, ſicut liberum meum aleodum garantire contra omnes homines teneor per jus & rationem. Idem ut ratum habeatur, ſigillo meo feci confirmari. Actum eſt hoc, anno incarnati Verbi milleſimo ducenteſimo primo.

LIII.

(a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* OTHON *Duc de Gueldres fait à Utrecht l'an.* 1202. Chriſtophre Burkens dans les preuves des Trophées de Brabant. pag 51.

ANS de J. C. 1202. LORRAINE ET GUELDRES.

IN nomine Sanctæ Trinitatis & Individuæ Unitatis. Notum ſit omnibus tam præſentibus quam futuris hujus ſcripti inſpectoribus, quod cum exorta eſſet diſcordia inter HENRICUM Ducem Lotharigiæ & *Ottonem Comitem Getriæ ſuum hominem ligium*, ſuper eo quod idem Comes ei debitum ſæpius negaverit ſervitium; talis inter eos pacis reformatæ interceſſit pactum: quod ſi Dux memoratum Comitem ad ſuum aliquando invitaverit ſervitium, & Comes ei non obtemperaverit, vel fideliter ſicut homo ſuus ligius non ſerviert, ipſe Comes ſua liberâ & ſpontaneâ voluntate elegit, quod, omnia bona quæ à Domino Duce in ſeudum tenet, in ſua ſint poteſtate, ut ipſe Dux de bonis illis pro ſua diſponat voluntate. Ut autem hæc inviolata in poſterum ſerventur, ſigillorum ſuorum firmaverunt impreſſione. Hæc autem facta ſunt præſente *Rege Othone*, *Guidone Apoſtolicæ ſedis Legato*, *Adulpho Colomenſi Archiepiſcopo*. Hujus rei etiam teſtes ſunt *Henricus Dux de Limburgis*, *Gerardus Comes de Are*, *Adolphus Comes de Monte*, *Henricus de Waſſenberch*, *Raſo de Gavera*, *Arnoldus de Weſemale*, *Caſtellanus de Bruxella*, *Rutgerus de Merehem*, *Theodoricus de Milhem*, *Reynerus de Tygele*, *Sibertus Suevus*, *Arnoldus Seneſcallus de Ruſſelaer*, *Gaſuinus de Heverle*. Acta ſunt hæc Trajecti ſuper Moſam anno MCC. II.

(a) Il étoit auſſi Duc de Brabant, & il eſt dans ces Traitez tantôt qualifié d'une manière & tantôt de l'autre.

LIV.

ANS de J. C. 1202. LORRAINE ET GUELDRE.

(a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* OTHON *Comte de Gueldres.* Chriſtophre Butkens dans les preuves des Trophées de Brabant. pag. 51.

(a) Ce Traité eſt ſans datte; mais il paroit par les premiers mots qu'il eſt fait un peu après le précédent.

HÆc eſt Compoſitio inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Compoſitio quæ ordinata fuit nuper apud Trajectum inter Epiſcopum Trajectenſem & Comitem Gelriæ, obſervabitur ſicut ibi fuit ordinata. Inter eundem Comitem & Puerum de Clivo eſt conditum, quod bona quæ Pater jam dicti Pueri poſſedit in ſuo deceſſu, juxta rei veritatem, eadem puer in pace poſſidebit, & ſi Puer ultra hoc aliquam quæſtionem moverit ipſi Comiti, de ipſis Comes reſpondebit & copiam finalis juris exhibebit, ubicumque de jure tenebitur. Prætereade exceſſibus quos Comes fecit adverſus Ducem, pro quibus ei fecit bona adjudicari, manebunt bona in eodem ſtatu in quofuerunt proxima Dominica poſt Exaltationem Sanctæ Crucis, eâ conditione interpoſitâ, quod Dominus Dux pro voluntate ſua diem præfiget, ad quem Comes veniet ſatisfacturus Duci, ſecundum amorem vel gratiam ipſius Ducis. Et ſi Comes iſta non obſervaverit, feodum omne quod à Domino Rege tenet, in manus Regis oſtagium poſuit, ita quod feodo illo privabitur & Dux idem Feodum à Rege tenebit: eadem conditione adjecta per omnia, de feodis quæ à Domino tenet Colonienſi Archiepiſcopo. Et ut hæc certius Duci ſerventur in poſterum, filium ſuum & filiam ſuam ei dedit obſides. Ad hæc de Los & de Monte Comites juraverunt, quod Comiti non aſſiſterent, quouſque Duci ſatisfecerit, & ſi prætaxata non obſervaverit. Item homines Comitis & cognati ſicut prius Duci juraverant prout carta teſtatur antiqua, ſtabunt in eodem juramento. Quod ſi forte aliquid Duci acciderit humanitus, ea quæ prædicta ſunt Duci obſervanda, ſervabuntur uxori & hæredibus Ducis à Comite Gelriæ & ſuis hæredibus.

Ce que doit payer le Comte de Gueldre au Duc de Lorraine.

OTto *Comes Gelriæ* dabit Domino Duci duo millia marcarum & quingentas, his terminis, Dominica *Invocavit me.* Dabit mille & quingentas ſeu mille tantum, & hanc pecuniam ſolvet apud Lovanium ſecundum æſtimationem marcarum Lovanienſis monetæ & ſicut in Lovanio moneta ſolvi ſolet; ſi autem ſicut prælibatum eſt, prædicto termino mille & quingentas perſolverit marcas, in proximo feſto S. Remigii ſequente, alias mille marcas Domino Duci perſolvet apud Lovanium, juxta pondus Colonienſis monetæ, ſicut tunc temporis apud Coloniam Colonienſis monetæ fiet perfecta ſolutio: Vice verſa ſi Dominica *Invocavit* tantum mille marcas ſolverit, ſicut prætaxatum eſt, in proximo feſto S. Remigii ſequente mille & quingentas marcas memorato modo apud Lovanium perſolvet, pondere Colonienſis monetæ ſicut Coloniæ perfecta fieri tunc poterit ſolutio. Pro prænominata verò pecunia habebit Dux duos filios ipſius Comitis & viginti quinque pueros hominum ſuorum: ſi autem prædictis terminis ſicut conditum eſt pecunia præfata non perſolverit, tunc Comes Duci obligat terram quæ ſita eſt inter Moſam & Walin, *Tilreweerde* pro mille marcis in recto pignore, cum omni eo jure quo ipſe Comes tenebat, & *Bommelreweerde*, pro mille quingentis marcis in recto pignore, ſimiliter cum omni eo jure quo Comes tenebat; & terra iſta redimenda erit de Anno in Annum, ab ingreſſu pignoris: quod ſi Dominica *Invocavit me* quingentæ marcæ & mille perſolutæ fuerint, pueri hominum Comitis omnes liberi erunt, filiis ipſius Comitis in oſtagium remanentibus & terram inter Moſam & Walin & *Tilreweerde* in pignus remanente pro mille marcis: ſi verò tantum mille perſolutæ fuerunt, iterum pueri hominem liberi erunt, filiis Comitis iterum in hoſtagium remanentibus, & *Bommelreweerde* in pignus Duci permanente pro mille & quingentis marcis. Præterea ſi Comes uſque *Invocavit* totam ſummam pecuniæ perſolverit, tam filii ejus, quam pueri hominum ſuorum, quàm terra ipſius, à Duce libera erunt. Item adjectum eſt quod ſi prædictorum puerorum aliquis moriatur, vel infirmetur, vel effugiat, ille ſine dolo reſtituetur vel æquævalens. Sciant omnes quod Comes hanc pecuniam idcirco Duci ſolvit, quia apud Trajectum in præſentia Regis & Cardinalis & Archiepiſcopi Colonienſis & Epiſcopi Leodienſis & Ducis Limburgenſis & Comitis de Hoſteden & multorum nobilium promiſerat, quod de cetero ei fideliter ſicut *homo ligius* ſerviret, & quod promiſit quod Comes Hollandiæ nullum damnum ei inferret: Verum quia hoc non bene obſervavit; & Comes Hollandiæ & homines ipſius Comitis Gelriæ oppidum Ducis Tyle & Orten combuſſerunt, & homines ſuos captivaverunt, & cum Dux ad hoc vindicandum proficiſceretur, & ammonitus à Duce ut ei aſſiſteret eum deſervit, & homines ſuos in auxilium Comitis Hollandiæ tranſmiſit, & Dux propter hos exceſſus, ei terram quam ab eo in feudum tenebat abjudicari fecit ſententia hominum ſuorum, & intuitu hujus pecuniæ omnes exceſſus ei remittens, terram abjudicatam ei reſtituit.

ANS de J. C. 1202.

LV.

Lettres des Ducs & Comtes de BOURGOGNE, *de* NEVERS, *& de* SOISSONS, *par leſquelles ils exhortent* PHILIPPE II. *Roi de France à ne ſe pas laiſſer contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la Paix ou une Trêve avec* JEAN *ſans terres Roi d'Angleterre, & lui promettent du ſecours; des mois de Juin & d'Août.* 1203. G. G. Leibnitz, Codicis Diplomat. pag. 9.

ANS de J. C. 1203. FRANCE BOURGOGNE, NEVERS ET SOISSONS.

EGo Odo Dux Burgundiæ, notum facio univerſis, ad quos præſentes litteræ pervenirent, quod Ego Domino meo Philippo Illuſtri Regi Franciæ conſului, ut neque pacem neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod ſi Dominus Papa eidem Domino Regi ſuper hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, conceſſi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti ſuper omnia, quæ ab eo teneo, quod ego ſuper hoc eſſem in auxilium toto poſſe meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem niſi per Dominum Regem, quod, ne poſſit aliquatenus irritari, Sigillo meo litteras præſentes confirmo. Actum apud Vall. Rodoll. Anno ab incarnatione Domini, Milleſimo ducenteſimo tertio, menſe Julio. Et ſont les dites lettres ſcellées d'un grand ſcel de cire jaulne ſur double queüe de parchemin.

§. 2. Ego Herveus Comes Nivernenſis, Notum facio univerſis, ad quos preſentes litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illuſtri Regi Franciæ conſului, ut neque pacem neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod ſi Dominus Papa eidem Domino Regi ſuper hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, conceſſi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti ſuper omnia, quæ ab eo teneo, quod ego ſuper hoc eſſem in auxilium toto poſſe meo & quod cum Domi-

ANS de J. C. 1203. Domino Papa nullo modo pacem facerem, niſi per Dominum Regem, quod, ne poſſit aliquatenus irritari, ſigillo meo litteras præſentes confirmo. Actum apud vall. Rodol. Anno ab Incarnatione Domini, Milleſimo Ducenteſimo tertio, menſe Julio. Et ſont les dites lettres ſcellées ſur double queüe de parchemin d'un grand ſcel de cire jaulne.

§. 3. Ego Rad. Comes Sueſſionenſis notum facio univerſis, ad quos preſentes litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illuſtri Regi Franciæ conſului, ut neque pacem, neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod ſi Dominus Papa eidem Domino Regi ſuper hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, conſilli Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti ſuper omnia, quæ ab eo teneo, quod ego ſuper hoc eſſem in auxilium toto poſſe meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem, niſi per Dominum Regem, quod, ne poſſit aliquatenus irritari ſigillo meo litteras preſentes confirmo. Actum Medonte, Anno ab Incarnatione Domini, Milleſimo Ducenteſimo tertio, menſe Auguſto. Et ſont les dites lettres ſcellées ſur double queüe de parchemin d'un grand ſcel de cire jaune.

LVI.

ANS de J. C. 1203. LORRAINE ET GUELDRE.

Traité de Paix entre HENRI *Duc de* LORRAINE, *&* OTHON *Comte de Gueldre, fait à Louvain, l'an* 1203. Aubert le Mire Codicis Donat. Belgicar. Tom. I. Cap. LXXXI pag. 164. Chriſtophre Butkens dans les preuves des Trophées de Brabant. pag 52. & Dynter Chroniq. Duc. Brab. Manuſc. Lib. IV. pag. 148.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Felix eſt litterarum cuſtodia quæ emergentibus occurrit calumniis & rerum ſeriem memorabili ſoquitur veritate. Inde eſt quod negotii præſentis veritatem ſcripto præſenti commendare curavimus. Notum ſit itaque tam futuris quam præſentibus, quod talis intervenit forma Compoſitionis inter HENRICUM DUCEM LOTHARINOSÆ & *Othonem Comitem Gelriæ*: Quod Comes renunciavit omni juri quod ſe dicebat habere in Megen. (a) Item omne jus quod idem Comes ſe aſſerebat habere in unitate totius Campiniæ (quæ unitas vulgariter Eninge dicitur) ipſum Ducem habere permiſit. Inſuper Comes Otto jurat quod omnes mercatores terræ Ducis, infra Dominium ſui Comitatus, ab omni thelonio in Reno ſine dolo liberi erunt; ita tamen quod ipſi mercatores Ducis nulla bona mercatorum alterius terræ deducent; ſuper quo ſi accuſati fuerint, unuſquiſque mercatorum jurabit bona illa pertinere tantum ad ipſos & non ad alios, & ſic liberè recedent. Propter interpoſitas autem conditiones, Thelonarius nullam debet adverſus mercatores Ducis quærere malignandi occaſionem. Additum eſt etiam quod Burgenſes de ſilva juxta Orten, per totam terram Comitis Gelriæ liberi erunt à Thelonio omni. Burgenſes quoque de Tiele gaudebunt eodem jure & ſtabunt apud Sulchem & in Driele, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comites Gelriæ gaudebant & ſtabant. Præterea Comes Gelriæ univerſum Allodium quod habebat io Oſterbeecke cum monte in manus Ducis contulit, & ab eo in feudum accepit. Si autem Officiales Ducis & Comitis ſuper aliquo facto diſſenſerint & ad invicem concordare non poſſint, totum negotium examini Ducis & Comitis reſervabitur. Item conditum eſt quod de hominibus Ducis qui Bomele intraverunt vel intrabunt, precarias & tria in anno Advocati placita & ſervitium debitum habebit Dux, niſi hoc Comiti pro ſuo ſervitio Dux remittat. In hac de etiam Compoſitione HENRICUS Dux Otthoni Comiti bonâ fide promiſit, quod in omni guerra quam cauſa ſui contra omnem hominem aſſumet, ei fideliter aſſiſtet, nec umquam treugas aut Compoſitionem ſive pacem abſque ipſius Comitis conſilio & conſenſu faciet. Quod ſi tamen propriâ voluntate Comes guerram moverit alicui, vel aliquis eum impetierit; quamdiu Comes conſilio & judicio Ducis ſtare voluerit, Dux cum omnibus modis juvabit. Inſuper Comes Gelriæ juravit quod Duci & hæredibus ſuis, de cetero tamquam ſuus *homo ligius* fideliter ſerviet, & omnia ſuperſcripta bonâ fide & abſque dolo firmiter obſervabit: Et ſi aliquid illorum infregerit, vel fideliter Duci non ſervierit; & præmonitus à Duce aut nuncio ſuo, infra ſex hebdomadas ad ſervitium ipſius Ducis non redierit, tunc omnia feuda quæ Comes à Duce tenet, ipſe Comes demeruit & in manu Ducis liberè remanebunt; feuda quoque quæ à Rege tenet totum ſimiliter demeruit, & Dux de manu Regis in feudum recipiet. Item de feudis quæ Comes tenet ab Archiepiſcopo Colonienſi. Et hæc facta ſunt & ordinata ad petitionem & ſub teſtimonium totius Eccleſiæ Colonienſis & ſuorum hominum. Præmiſſis omnibus adjectum eſt, quod ſi Comes ea quæ præſtata ſunt non ſervaverit & Duci non fideliter ſervierit, XXV. nobiles terræ ipſius Comitis & XXV. miniſteriales, proprio corpore & omnibus bonis quæ à Comite tenent bonâ fide Duci contra Comitem ſervient, donec ad hoc induxerint Comitem, quod Duci ad voluntatem ipſius ſerviet & omnia ſupradicta plenariè obſervet. Sciatur etiam quod homines Comitis Gelriæ infra Golam manentes, liberi erunt ab exactione Telonei apud Tiele. Sanè quæ ſuperiùs dicta ſunt ſervanda inter Ducem & Comitem, ſervabuntur à ſuis hæredibus & hæredibus hominum ſubſcriptorum qui ſupradicta juraverunt, ſub pœna bonorum quæ à Comite tenent. Ut autem hæc rata teneantur in poſterum, ſigillorum appoſitione tam Ducis quàm Comitis ſunt roborata teſtibus & juratis his nobilibus. *Henricus Comes de Keſſele, Rogerus de Merheim, Engelbertus de Hoerne, Theodoricus de Hoorne, Theodoricus Advocatus de Hechte, Theodericus frater ejus*, Wilhelmus Molſen, *Theodoricus de Altena, Alardus de Driele, Walterus Speringh, Gerardus de Wiſche, Lambertus de Monte, Henricus de Bruele, Egbertus de Malſen, Arnoldus de Orthen, Theodoricus de Alphen.* Nomina miniſterialium juratorum. *Engelbertus de O, Franco de Houthem, Theodoricus de Ruremonde, Reynerus de Tegele, Gerardus de Strale, Godefridus Groenmat, Theodoricus Gruten, Wilhelmus Robbe, Stephanus de Pliefe, Theodoricus Voſtaert, Reynerus Caſtellanus de Sulekeu.* Chriſtianus & Rodolphus de Arnhem, *Theodoricus frater Comitis, Arnoldus de Arnhem, Helvinck Fevix.* Acta ſunt hæc feciliter apud Lovanium anno Domini MCC. III.

(a) Il y a une lacune dans l'Edition d'Aubert le Mire depuis le mot *Megen*, juſques au mot *additum* excluſivement. Depuis le mot *jure* juſques au mot *item* excluſivement. Depuis le mot *remitat*, juſques au mot *Inſuper* excluſivement, depuis le mot *obſervabit*, juſques aux mots *ita autem hæc rata*, auſſi excluſivement.

LVII.

ANS de J. C. 1203. COLOGNE ET BRABANT.

Traité de Paix & Alliance entre ADOLPHE *Archevêque de Cologne &* HENRI *Duc de Brabant, fait en l'année* 1203. Dynter Chron. Duc. Brabant. Lib. IV. pag. 147.

IN nomine Sanctæ & individuæ trinitatis Adolphus divina favente clementia ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopus cunctis Chriſti fidelibus in perpetuum rei geſtæ finem conſumat oblivio litterarum ſolet indictus eternari, inde eſt quod notum facimus preſentibus & futuris, quod ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiſcopum ex una parte,

ANS de J. C. 1203. parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera parte confederata eſt dilectio & confirmata eſt conſœderatio, ut nullæ aliorum hominum amicitiæ vel diſcordiæ poſſent vinculum hujus conſœderationis & dilectionis diſſipare. Placuit igitur nobis ex conſilio piorum miniſterialium.... ex una parte & Duce Henrico conſanguineo noſtro & ſuis fidelibus ex alia iſtam dilectionis conſœderationem innovare, & tam in nobis quam in ſucceſſoribus noſtris perpetua firmitate corroborare, videlicet ex utraque parte iſtius vinculum conſœderationis indiſſolubile in omne ævum permaneret. Henricus Dux Lotharingiæ fide interpoſita fideliter promiſit quod Eccleſiæ Colonienſi & nobis ſpecialiter cum conſilio, cum auxilio contra omnem perſonam ſive laicum ſive clericum totis viribus aſſiſteret, & nulla occaſione vel ſuggeſtione a tuitione Colonienſis Eccleſiæ & noſtro adjutorio diſcederet. Nos autem idem & eadem confirmatione verſa vice mutuamus, ut autem hoc factum ſtabile permaneat & inconvulſam paginam preſentem inde conſcribi & noſtri ſigilli impreſſione & priorum nec non nobilium civium quorum nomina ſubſcripta ſunt dignum duximus roborari: Hujus rei teſtes ſunt, Engelbertus Major Prepoſitus, Udo Major Decanus, Gerardus Zantenſis Prepoſitus, Bruno Bonnenſis Prepoſitus, Theodericus Prepoſitus Sancti Cuniberti, Theodericus Prepoſitus Sancti Andreæ, Theodericus Prepoſitus Sancti Gereonis, Theodericus Prepoſitus Sanctorum Apoſtolorum, Magiſter Oliverus, Bruno de Benſchen, Godefridus Notarius, Otto Comes Gelrenſis, Puer de Clivo, Wilhelmus Comes Juliacenſis, Henricus Comes de Seyne, Gerardus Comes de Are, Lotharius Comes de Hoenſtade, Henricus Comes de Keſſele, Adulphus Comes de Mante, Arnoldus Comes de Altena, Arnoldus Comes de Mercka, Godefridus Comes de Arneberch, Henricus Comes de Tolburch, Otto de Wiekerode, Eiverardus de Arberch, Rudgerus de Mechen, Giſelbertus de Breme, Rudgerus Stamule, Hermanus Advocatus Colonienſis, Henricus de Volunſtene, Henricus de Alphein, Hermanus de Alvetre, Otto Camerarius, Henricus de Benſchen, Henricus de Unchterich, Theodericus de Erenpoorte, Joannes Mathias, & alii quam plures, acta ſunt hæc anno 1203.

LVIII.

ANS de J. C. 1203. LORRAINE ET HOLLANDE. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* THEODORIC *Comte de Hollande, fait le* 3. *de Novembre* 1203. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 53.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Ne præſentis ætatis negotia conſumat oblivio, litterarum indiciis ſolent æternari. Notum ſit igitur tam futuris quàm præſentibus hujus paginæ inſpectoribus, quod diſcordia fuerat à multis temporibus inter HENRICUM DUCEM LOTHARINOIÆ & ſuos prædeceſſores, & inter *Theodoricum Comitem Hollandiæ* & ſuos prædeceſſores de terra inter Moſam & Scaldim, de qua eatenus proceſſum eſt, quòd illa diſcordia conſilio hominum utriuſque tali modo ſopita eſt; Comes reſignavit in manus ipſius Ducis oppidum *Dordracenſe* ex utraque parte aquæ, *Dordrechtswaerde*, *Hereswaerde*, *Duſſen*, ac totam terram inter *Stryen* & *Waelwijck*, uſque ad terram Ducis. Hanc quoque terram recepit Comes in feudum à Duce, & factus eſt *homo ſuus ligius*; juravit etiam quod de prædicta terra & in propria perſona, dicto Duci de cetero ſerviet, tanquam *homo ligius* Domino ſuo, contra omnes homines, excepto Imperio, ſicut jus ſuum eſt erga Imperium. Nec hoc detur oblivioni quòd *Dordrecht*, *Dordrechtswaerde*, *Hereswaerde* & *Duſſen*, datum eſt concambium Duci & hæredibus ſuis, pro terra illa quam Dux & ſui prædeceſſores, calumniati ſunt ſuper Comitem & ſuos prædeceſſores ultra verſus Zelandiam. Per hoc quoque remanſerunt & ſopitæ ſunt omnes diſcordiæ, calumniæ & quæſtiones, inter eos. Hæc bona conceſſit Dux Comiti jure Brabantino, ita videlicet quòd nullus hæres inde exhæreditabitur. Similiter Dux juravit, quòd Comitem juvabit contra omnes homines, tanquam hominem ſuum ligium, quamdiu conſilio ſuo acquieſcere, vel juri curiæ ſuæ ſtare voluerit, & hoc excepto Imperio ſicut jus ſuum eſt erga Imperium. Præter hoc dimiſit Comes Duci & hæredibus ſuis, quòd omnes mercatores eorum per terram Comitis tranſeuntes, tam in aquis quàm in terris, manebunt in omni eo jure theoloniorum, quo theolonia fuerunt à principio ſtatuta: idem verò vice verſâ Dux Comiti fecit. Præterea Comes renuntiavit omni juri quod habere ſe dixerat in *Breda*. Inſuper condictum eſt, quòd Comes non retinebit aliquem in terra ſua, qui damnum faciat Duci vel ſuis hæredibus quamprimùm hoc perceperit; & idem Dux obſervabit. Omnes homines meliores Comitis juraverunt, quòd hæc concordia ſtabilis permanebit; ſimiliter homines Ducis. Sane quidquid Duci continget humanitus, Comes & hæredes ſi juvabunt hæredes Ducis conſervare terram, & ligium præſtabunt eis homagium, ut ſupradictum eſt: ſimiliter Dux & ſui hæredes, juvabunt hæredes Comitis, ſi Comes decedat: quòd ſi Comes & Dux moriantur; uxores & hæredes eorum ſibi invicem aſſiſtent & juvamen præſtabunt. Hæc autem ut in poſterum rata permaneant, ſigillorum oppoſitione tam Ducis quàm Comitis ſunt inviolabiliter roborata. teſtibus his. *Theodoricus Trajectenſis Epiſcopus*, *Mathildis Duciſſa*, *Henricus Dux de Limborch*, *Albertus Comes de Daesborg*, *Philippus Comes Namurcenſis*, *Willelmus frater Ducis*, *Henricus de Cuyck*, *Albertus filius ejus*, *Walterus Berthout*, *Godefridus de Scoten*, *Arnoldus de Grimbergen*, *Arnoldus de Dieſt*, *Leonius de Aa*, *Godefridus Caſtellanus de Bruxella*, *Arnoldus de Weſemaele*, *Arnoldus de Waelheim*, *Willelmus Vulpes*, *Walterus Bac.* Hi ſunt homines Comitis: *Rutgerus de Meerhem*, *Hugo de Voorn*, *Theodoricus de Altena*, *Gerardus de Horſt*, *Willelmus de Theylingen*, *Simon*, *Joannes & Iſbrandus de Haerlem*, *Albertus Bernardi*, *Walterus de Egmonde*, *Florentius de Welde*, *Philippus de Waſſenaer*, *Arnoldus*, *Henricus & Joannes de Rijswijck*, *Theodoricus de Bockel*, hi etiam & alii quamplures juraverunt. Data ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MCC. III. tertio Nonas Novembris.

Article concernant les Marchands de Brabant & de Hollande.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Sciant omnes tam præſentes quàm futuri hujus paginæ inſpectores: De mercatoribus HENRICI Ducis Lotharingiæ & THEODORICI Comitis Hollandiæ inter eos eſſe condictum, inviolabiliter obſervandum, quòd mercatores Ducis ejuſdem, tranſeuntes per terram prædicti, Comitis tranſibunt cum eodem jure tam in aquis quàm in terris, quo telonia fuerunt in principio ſuæ conſtitutionis ſtatuta: mercatores verò Comitis per terram Ducis tranſeuntes, tam in terris quàm in aquis per omnia prædicto modo tranſibunt. Item firmiter ſtatutum eſt inter eos, quod ſi quis de terra Comitis credit pecuniam ſuam homini de terra Ducis, non poteſt nec debet & vadium pro eo accipere, niſi priùs illum conveniat in Oppido vel in loco in quo manet, & ſi juſtitia loci fuerit ipſi denegata, vadium accipere poteſt, ſed non alibi niſi ſuper homines loci vel Oppidi ubi juſtitia ei fuerit denegata; ſimili modo obſervabitur per omnia, ſi homines Du-

ANS de J. C. 1204.

cis hominibus Comitis ſuam crediderint pecuniam. Datum & actum ut ſuprà.

LIX.

LORRAINE ET GUELDRE.

(a) *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, & le Comte de* GUELDRE, *contenant le mariage de* GERARD *fils du Comte avec* MARGUERITE *fille du Duc.* Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 55.

(a) Ce Traité eſt ſans datte mais on le croit de l'an 1204.

HÆc eſt Compoſitio inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Dux dabit filiam ſuam filio Comitis Gelriæ; ſi verò nunc promiſſa moriatur, proximam ille habebit: idem de filio Comitis dictum eſt. Debitum paratum quindecies centum marcarum quod Comes debet Duci, & pignus quod Dux tenet à Comite, dabit filiæ ſuæ in dotem filio Comitis. Cùm filia Ducis ad annos nubiles venerit, Dux dabit cum ea filio Comitis præter prædicta quantum homines Ducis & Comitis conſulent quod cum honore poterit dare. Dux reddet Comiti pueros ſuos, ſub tali conditione, quòd Comes dabit Duci ad ſecuritatem & obſidium Archiepiſcopum Colonienſem & Eccleſiam Colonienſem, Epiſcopum Trajectenſem & Eccleſiam Trajectenſem, *de Los & de Monte Comites*, & præterea homines ſuos omnes quos dare poterit, quos Dux exegerit & omnes ſecuritates quas poterit, quòd Duci fideliter ſerviet ut *Homo ligeus* de cætero, juxta cartas antiquas, & præterea nova inde ſi opus eſt fiet carta. His ita peractis Dux reddet Comiti pueros ſuos; Dux deponet omnigenam Unitatem de Kempinia, ſimiliter & Comes, & unuſquiſque ſuum jus habebit de domo Heſe; tam Dux quàm Comes ſuum jus habebit.

LX.

ANS de J. C. 1204.

EMPIRE ET BRABANT.

Traité entre PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel Philippe donne à Henri l'Abbaye de Nivelle &c. à condition que Henri aidera Philippe de tout ſon pouvoir &c. fait à Coblentz le 12. de Novembre* 1204. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 55.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. PHILIPPUS divinâ favente clementiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Regalis excellentiæ, provida conſpectio, nobilium pariter & magnorum Principum devotionem & præclara conſuevit penſari obſequia, & circa eorum augmentum & honoris promotionem, cum omni effectu curam & operam adhibere diligentem. Quapropter ad univerſorum Imperii fidelium præſentis ætatis & poſteritatis ſucceſſivæ notitiam deduximus proferendum; quod accedens ad præſentiam noſtram, ſub frequentia Principum apud Confluentiam, dilectus *Conſanguineus & Princeps noſter* HENRICUS *Illuſtris Dux Lotharingiæ & Brabantiæ* hominium nobis fecit & de manu noſtra recepit, fœudum quod ab Imperio tenere debet. Noſque ut ipſe pro exaltatione noſtra, operoſâ voluntate deſudet, & ubique locorum Imperiale commodum procuret, concedimus ſibi & legitimis hæredibus ſuis in rectum fœudum *Abbatiam Nivellenſem* cum omni honore & eo jure, quo eam Imperium & noſtri anteceſſores Romani Imperatores & Reges uſque ad noſtra tempora habuerunt. Inſuper concedimus ei & hæredibus ſuis in feodum civitatem *Trajectenſem*, cum omnibus juſticiis & appendiciis ſuis extra civitatem & intra, nec non ibidem Eccleſiam S. Servatii, cum omni integritate & eo jure, quo Patri & Fratri noſtro Divis Romanorum Imperatoribus attinebat. *Novemagum* quoque quod ad noſtrum & Imperii Dominium reduximus, ipſi Duci in aliis recompenſabimus bonis. Item conceſſimus ei omne fœudum, quod Patruus ſuus Comes *Albertus de Dagſpurg* de manu noſtra & Imperio obtinet; ita quòd ipſe Dux poſt mortem ipſius Comitis, in omnibus bonis ſive pactis abſque cujuſlibet contradictionis impedimento (ſi tamen Comes ſine hærede diſceſſerit) ei ſuccedat. Hominibus quoque Ducis, Civitatis videlicet, *Orten* quæ nunc Silva dicitur, & Thiele, per totum Imperium in exactione thelonii, eandem habebunt juſtitiam & libertatem, quam habuerunt temporibus Patris & Fratris noſtri; & proinde homines noſtri in terra Ducis ab onere exactionis liberi erunt. Inſuper Regiâ auctoritate noſtrâ ſtatuimus, & memorato Duci concedimus, ut filiæ ſuæ, ſi maſculum hæredem non habuerit, in fœudis ſuis liberè ei tamquam maſculi ſuccedant. Demum Regiâ benignitate in rectum fœudum concedimus ei annuatim *ſexaginta carratas vini*, quarum media pars apud Boperdiam, reliqua pars apud Baldebern in Alſatia tempore vindemiæ ei perſolventur. Compromiſſum eſt etiam ex parte noſtra & ipſius Ducis, quòd omnium amicorum noſtrorum fidus erit amicus, & adverſariis noſtris inimicabitur & nobiſcum eos diſtrictè perſequetur, nec aliquem manu tenebit; & nos etiam ipſum Ducem in omnibus negotiis ſuis manutenentes, nulli inimicorum ſuorum contra eum auxilium vel conſilium præſtabimus. Ut autem hæc omnia rata ſemper permaneant & inconvulſa perſeverent, hanc paginam exinde conſcriptam, ſigilli noſtri charactere juſſimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt *Adolphus Colonienſis Archiepiſcopus*, *Dithalmus Conſtantienſis Epiſcopus*, *Conradus Spirenſis Epiſcopus*, *Comes Wilhelmus Juliacenſis*, *Comes Arnoldus de Altenach*, *Comes Otto de Geldere*, *Comes Silverius de Werda*, *Comes Henricus de* (*Geminoponte*) *Zweybrugge*, *Comes Erneſtus de Volſeki*, *Otto de Buren*, *Cono de Minſenberg*, *Henricus Dapifer de Walpurg*, *Henricus de Smalmecki*, *Wernerus & Philippus frater ejus de Bonlandia*, *Conradus puer de Boperdia*, *Reinhardus de Lutre* & alii complures. Item concedimus Duci univerſa bona conſtituta ultra Moſam, quæ antea Comes de Loen ab ipſo Duce in fœudum acceperat, imperio attinentia. Acta ſunt hæc anno Domini MCC. IV. Datum Confluentiæ ſecundo Id. Novembris indictione ſeptima.

LXI.

EMPIRE ET BRABANT.

(a) *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, concernant la Ville de Duſbourg, & autres.* Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 56.

(a) Ce Traité eſt ſans datte; mais il eſt de la même année que précédent.

PHILIPPUS Dei gratiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus omnibus hoc ſcriptum intuentibus gratiam ſuam & omne bonum. Univerſitati veſtræ notum fieri volumus, quod die reformatæ pacis inter nos & HENRICUM Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ; ei obligavimus Oppidum noſtrum *Duſburg*, cum omni integritate juris & omnibus attinentiis, pro mille & octingentis marcis, ita quod ſingulis annis inde deducet ad uſus ſuos, ducentas & quinquaginta marcas, & ipſe ita liberè in prædicto Oppido Tuitium ſuum inſtituet, ſic ut plenam & liberam ibi habebit adminiſtrationem & præfatam percipiet pecuniam, preſente tamen nuntio ejus qui Caſtro noſtro Werde præerit, qui aliam in *Duſburg* non habebit

ANS de J. C. 1204.

ANS de J. C. 1204.

bit poteſtatem, ſed quod erit teſtis pecuniæ percipiendæ qui ſorte ſi ducentis quinquaginta marcis aliquando ſuperexcreverit, hoc in uſus noſtros convertet; ſi ſortè aliquando deſuerit, Adminiſtrator noſter de Werde de bonis noſtris in Werde illum defectum ſupplebit: ſi autem de memorata pignoris ſorte, tertiam ſive quartam ſeu amplius Duci ſoluamus, pro rata ſortis pactæ partes acceſſionis ducentarum quinquaginta marcarum minuentur. Præterea inter nos eſt conditum, quod nos bonâ fide laborabimus & omni conamine, quod Epiſcopus Metenſis bona quæ apud *S. Trudonem* habet, Duci permutabit, & compenſabit pro aliis bonis ipſi Epiſcopo æquè utilibus, ſicut illa bona ei eſſe conſueverunt. Præterea Duci promiſimus, quod Epiſcopum Leodienſem & Comitem de Los & alios Epiſcopi fautores & coadiutores numquam in gratiam recipiemus, niſi conſilio & voluntate ipſius Ducis. Præterea ipſi Duci promiſimus, quod apud Regem Franciæ elaborabimus & efficiemus, quod ipſe erit in gratia Regis, ita quod Rex in omnibus negotiis ſuis, ei aſſiſtet & propitius & favorabilis erit ei ſuper bonis quæ ab ipſo in fœudum debet habere. Item ſupradicto Duci promiſimus, quod conductum & Advocatiam de Merſen & Suſcinno cum ſuis appenditiis, quam *Goſuinus de Valckenborg* de prædeceſſoribus noſtris Imperatoribus habuit, ei in fœudum concedemus; ſi tamen idem *Goſuinus* conſenſum adhibeat. Præmiſſis etiam adiecimus, quod *Willelmo Comiti Hollandiæ* fœuda quæ Pater ſuus & frater ab Imperio tenuerunt, liberè conferre debemus. Promiſimus etiam Duci memorato quod ſi Argent, & Metenſis Epiſcopi & alii, à quibus *Comes Albertus de Dasburg* eſt infœudatus (qui ipſum Ducem omnium bonorum ſuorum hæredem inſtituit) ei fœuda conferre noluerint, nos omni poſſe noſtro & bonâ fide laborabimus, quod hoc effectu mancipetur & ipſi eum infœudent. Ad hæc nos ei polliciti ſumus datâ fide, quod etiam contra omnes adverſarios ſuos ſemper ei aſiſtemus, & in jure ſuo benevolos nos ſemper inveniet; & ipſe vice verſâ ſicut Princeps noſter fidelis, fideliter nobis ſerviet & in omnibus obſequioſus exiſtet. Præterea declaravi de contentione, quæ vertitur inter nos & *Comitem Barrenſem*, promiſimus ſtare conſilio Epiſcopi Spirenſis & Comitis de Dasburg & Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ, ut ſi quid inter nos corrigendum fuerit, conſilio ipſorum emendetur. Item Oppidum *Noviomagum* quod Dux poſſidet, per alia bona loco ei competenti compenſabimus, conſilio Archiepiſcopi Colonienſis & Epiſcopi Spirenſis & Comitis de Dasburg & Comitis Juliacenſis, quibus bonis ei collatis, ipſe prædictum Oppidum nobis reſtituet.

LXII.

ANS de J. C. 1204.

BRABANT ET BOULOGNE.

Traité entre HENRI *Duc de Lorraine, &* RAINAULD *Comte de Boulogne, par lequel Henri céde à Rainauld tout le Comté de Boulogne, moyennant une penſion de ſix cens livres; & ils promettent de ſe ſecourir mutuellement, pour recouvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Verneüil au moit de Février* 1204. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 56.

EGO HENRICUS Dux Lotharingiæ, omnibus ad quos litteræ iſtæ pervenerint. Notum fieri volo, quod Ego conſtitutus in præſentia Domini mei Regis Franciæ, REGINALDO Comiti Bolonienſi & hæredibus ſuis, quitavi totum Comitatum Bolonæ, & quidquid rationi uxoris ſuæ ad eundem Comitatum ſpectat citra mare Angliæ: Ita tamen, quod idem Reginaldus Comes Boloniæ & hæredes ſui, mihi & hæredibus meis, ſingulis annis aſſignaverint apud Kales ſexcentas libras Pariſienſis monetæ reddendam medietatem in feſto B. Joannis Baptiſtæ, & alteram medietatem in Natali Domini, per manum Domini Regis Franciæ & hæredum ſuorum, &c. De terra Angliæ, quæ pertinet ad jus uxoris meæ & uxoris Comitis Boloniæ ſic erit; Si idem Comes Boloniæ diſpoſuerit ire in Angliam, cum armis, ad acquirendum jus & hæreditatem uxoris ſuæ & uxoris meæ, niſi ego infra duos menſes, poſtquàm ab ipſo Comite Boloniæ fuero ſubmonitus, cum eo gentes meas miſero competenter in Angliam, vel ego in propria perſona illuc iero cum eo, quidquid idem Comes ibi acquiret ſuum erit proprium: Et vice verſâ, otſi idem Comes, poſtquam infra prædictum ſpatium à me ſubmonitus fuerit, miſerit competenter gentes ſuas mecum in Angliam, vel in propria perſona venerit; quidquid in Anglia acquiram, meum erit proprium. Si autem, ſicut ſuperiùs dictum eſt, ab altero noſtrùm vel ab utroque terra prædicta acquiratur, idem Comes habebit partem ſuam de illa, ratione ſororis primogenitæ ad uſus & conſuetudines Angliæ, & ego ſimiliter partem meam ratione ſororis minoris natu, &c. Actum Vernone anno Domini MCC. IV. menſe Februario.

ANS de J. C. 1204.

LXIII.

BRABANT ET LOS.

(a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Brabant, & le Comte de* LOS, *par lequel ledit Comte devient Vaſſal dudit Duc.* Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 57.

(a) Ce Traité eſt ſans datte; mais il eſt environ de ce tems-ci. Butkens le met en 1203.

DUx & Comes ſub hac forma compoſuerunt, quòd Comes & uxor ejus omne Allodium quod competit eis ratione & jure hæreditario in tota Hollandia, in manus Ducis reſignabunt, & idem Allodium à Duce in feodum recipient cum omni integritate, excepta Domo de *Leyden* & *Caſtellaria*: Attamen ſi Dux omnia feoda quæ ipſe Comes tenet de quibuſcumque Dominis, ab eis recuperare & obtinere poteſt, Comes ea de manu Ducis in feodum recipiet, & ipſe Comes bonâ fide laborabit, quòd Domini ea Duci concedant. Item Caſtrum de *Calmont*, de quo Comes uxorem ſuam A. dotavit, tam ipſe quàm uxor ejus Duci reſignabunt & ab eo in feodum recipient, & præterea redditus annuatim centum marcas valentes Duci cum Caſtro aſſignabunt, & ab eo recipient in feodum, præter ducentas quas diu antè in Allodio *Hordene* aſſignaverat Comes Duci. Præterea ſi Comes aliqua feoda alicui contulit, quæ de jure ab Imperio tenere debebat, ſi Imperium ea recuperare de jure poteſt, Dux ab Imperio & Comes ea de Duce recipiet. Item Comes promiſit, quòd concordiam illam quæ inter eum & Dominum Willelmum eſt ordinata, conſilio Ducis & Rutgeri de Merehem & eorum quos ipſi aſſumment obſervabit & firmiter ſtabiliet: ſi verò prædictus Willelmus concordiam prædictam conſilio Ducis & Rotgeri de Merehem & eorum quos ipſi aſſument obſervare renuerit, Dux Comiti aſſiſtet, tanquam in propriis negotiis, quoad quidem eum inviolabiliter obſervet. Similiter ubicumque Comes jus ſuum monſtrare poterit, Dux ei tanquam in propriis fideliter negotiis aſſiſtet, præter hoc Dux aſſumet tres de ſuis hominibus, & Comes de Los tres de ſuis, ad dandam de ſua pecunia conſilio prædictorum ſex; qui ſex ſi aliqua poterunt adinvenire, ad confirmationem ampliorem inter Ducem & Comitem, Dux & Comes eorum ſtabunt conſilio. Ad hæc conditum eſt, quòd Comes *ligius homo* Ducis erit, contra omnes homines, excepto Imperio & Leodienſi Epiſcopo; ſi tamen Epiſcopus & Eccleſia Leodienſis injuſtè

ANS de J. C. 1204. ſtè Ducem gravare attentarent, Comes eos monere deberet, ut ab iojuſto gravamine ejus ceſſarent; quod ſi ceſſare nollent, Comes Duci ſicut ligiu Domino ſuo & pari ſuo aſſiſtet.

LXIV.

ANS de J. C. 1206. BRABANT ET LOS. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *Comte de Los, par lequel le Comte céde au Duc le Château de Chaumont &c. Fait l'an* 1206. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 58.

SCiant omnes tam futuri quàm præſentes præſens ſcriptum intuentes, quòd ad confirmationem dilectionis & ſecuritatis *Ludovicus Comes de Los* Caſtrum de *Chalmunt*, quod ſuum erat Allodium, in manus HENRICI Ducis Lotharingiæ reſignavit & illud in feodum ab eo recepit; præterea in univerſo allodio de *Herdenen* & in villis præfato Caſtro attinentibus, ſingulis annis trecentas marcas ei aſſignavit, quas ſimiliter de manu Ducis liberè ſuſcepit, tali conditione interpoſita; quòd ſi memoratum Comitem ſine liberis decedere contigerit, ad propinquiorem ejus hæredem feuda ipſa ſine contradictione devoluentur. Sæpedictus etiam Comes ipſi Duci contra omnes homines excepta Leodienſi Eccleſia legietatem fecit, quod etiam hæredes Comites Duci & ſuis hæredibus facere tenentur; quæ tamen Eccleſia ſi Duci in aliqua vellet injuriari, ipſe Comes partes ſuas interponens, in hoc caſu ſicut Domino & Patri ſuo ei facere debet: Et Dux vice versâ Comiti ſimiliter facere tenetur. Et ut hæc quæ prænotata ſunt, in poſterum rata & inconvulſa permaneant, Comes decem de hominibus ſuis ſubnotatis, cum feodis ſuis Duci in Hoſtagium dedit, ut ſi fortè ipſe vel hæredes ejus iſta infringere attemptaverint, ipſi tamdiu Duci contra Comitem vel hæredes ipſius ſervient, donec eum ad ſatisfactionem reduxerint: ſimiliter Dux Comiti decem de ſuis hominibus in Hoſtagium dedit. Hi ſunt obſides Comitis *Rogerus de Merehem*, *Theodoricus de Altena*, *Otto de Bornen*, *Willelmus de Petersheim*, *Arnoldus & Hermannus frater ejus de Elſlo*, *Robertus de Berle*, *Raſo de Curtheraco*, *Willelmus de Gotthem*, *Theodoricus Caſtellanus de Los*. Hi ſunt obſides Ducis; *Godefridus de Scoten*, *Arnoldus de Dieſt*, *Gerardus de Grimberge*, *Gerardus de Jacia*, *Godefridus Caſtellanus de Bruxella*, *Arnoldus de Walheim*, *Arnoldus de Weſtmale*, *Arnoldus Seneſcallus*, *Goſuinus de Heverla*, *Robertus de Thenis*. Acta ſunt hæc anno Verbi Incarnati MCC. VI. ſub teſtimonio ſupraſcriptorum virorum.

LXV.

BRABANT ET LOS. (a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant &* LOUIS *Comte de Los.* Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag 58.

(a) Ce Traité eſt ſans datte; mais il eſt du même tems que le précédent.

HÆc eſt Compoſitio inter Ducem & *Comitem de Los*. Comes renuntiabit omni querelæ quam versùs Trajectenſes habuit, cum omnibus villis & appenditiis, quæ ſpectant ad Trajectum; videlicet *Volne*, *Montenake*, *Wilre*, *Linculne*, & ſi quæ ſunt aliæ villæ. Querelæ quam habet versùs Rutte Comes renuntiabit, excepta Advocatiâ. Pactum quod Dux habet in S. Trudone, reddet Epiſcopo Metenſi; & cum Comes benè fuerit cum Duce, Dux juvabit Comitem quod Epiſcopus ei concedat, ſi juvare poteſt cum voluntate Epiſcopi Metenſis: ſed Epiſcopus habebit bona ſua & pactum ſuum liberè. Præter hoc habebit Comes à Duce in feodum Advocatiam S. Trudonis; & omnia quæ Comes cum filia Ducis acceperat in feodum, à Duce tenebit & *ligius homo ſuus erit* contra omnes homines, excepto Epiſcopo Leodienſi; & etiam contra Epiſcopum juvabit Comes Ducem, ſi Epiſcopus guerram movere voluerit Duci pro ſua voluntate injuſtè. Item Dux præfiget *Comiti de Los* diem, ad quem Comes indubitanter veniet & Dux de Limbourg ſi voluerit; ſed quidquid ei ſententiarum fuerit vel factum, prædicta bona tenebit Comes à Duce, & propter hoc de Allodio ſuo quod ducentas valet marcas annuatim, Comes aſſignabit Duci, & à Duce tenebit. Cùm Dux & Comes fuerint Compoſiti, Dux bonâ fide juvabit, quòd *Comes de Los* & Dominus *Willelmus de Hollandia* componantur; ſi verò Dux hoc juvare non poterit, Dux utrique diem præfiget & *Comiti de Los* faciet quod homines dixerint quod de jure tenetur facere. ANS de J. C. 1206.

LXVI.

ANS de J. C. 1206. BOURGOGNE ET LANGRES. *Convention paſſée entre* EUDES *Duc de Bourgogne, &* l'*Evêque de* LANGRES, *pour leurs droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon ſur Seine, & pour la juſtice entre leurs Sujets. Fait en l'année* 1206. Etienne Perard. Recuëil de pluſieurs Piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 297.

EGo *Odo Dux Burgundie*, notum facio omnibus tam præſentibus quàm futuris, quòd conſuetudines *Caſtellionis* taliter ſunt, inter me & Epiſcopum Lingonenſem; videlicet, ſi aliquis, cujuſcumque dominationis homo, aliquod magnum forefactum fecerit ad conſideriationem Domini Lingonenſis Epiſcopi & Domini Ducis Burgundiæ, deducitur & tractatur. Omnia namque magna forefacta communiter ad Dominum Epiſcopum & ad me ſpectant, ſicuti multra, homicidia, furta, adulteria, violenti concubitus fœminarum, falſæ menſuræ, edicti communis contemptus & fractio, caſus in bello campeſtri, & in judiciis deprehentio. Juſticia autem aliorum hominum eſt iorer me & Epiſcopum Lingonenſem, nec Præpoſitus Caſtellionis poteſt taxare forefactum ſine Villico ejuſdem villæ, nec Villicus ſine Præpoſito. Si verò aliquis homo captus habeatur pro aliquo forefacto quod commune ſit, Præpoſitus non poteſt illum hominem liberare ſine Villico, nec Villicus ſine Præpoſito, nec in eo juſticiam exercere. Licet Præpoſito juſticiam exercere in homines Ducis ſine Villico, & Villico liberè in homines Epiſcopi ſine Præpoſito. Si homines Epiſcopi aliquod fecerint forefactum, Præpoſitus non poteſt manum ponere in ipſos, niſi per clamorem Villici, nec Villicus in homines meos, niſi per clamorem Præpoſiti. Medietas vantæ Cuſtels eſt Epiſcopi, altera medietas eſt mea. Similiter medietas omnium magnorum forefactorum eſt Epiſcopi, altera medietas eſt mea. Omnes curvatæ Caſtellionis ſunt Epiſcopi. Quicumque verò habet aratrum apud Caſtellionem, etiamſi haberem, debet Epiſcopo curvatam. Omnes illi qui in manſis Epiſcopi qui debent caponem, manent vel manere voluerint, debent ſemel in anno Epiſcopo placitum generale. Epiſcopus quolibet anno tres habet Bannos infra Caſtellionem, quorum quilibet durat tantùm per tres ſeptimanas: ego verò duos quorum uterque durat tantùm per quindecim dies..... forefactum Bannorum, tam Epiſcopi quàm mei, omnia communia ſunt Epiſcopo & michi. Clerici, milites, ſergenti qui panem capiunt, in curiis apud Caſtellianum non cogentur tenere illud Bannum. Cuilibet etiam integrum modium vini vel ampliùs per hæc edicta vende-

re

ANS de J. C. 1206.

re vel emere non negatur. Ego non poſſum elevare nova conſuetudines ad Caſtellionum, vel infra Banni leugam Caſtellionis, ſine Epiſcopo, nec Epiſcopus ſine me. Super illas conſuetudines, quas prædeceſſores noſtri habuerunt, *Hugo* anteceſſor meus non potuit firmare Caſtellionem ſine aſſenſu Lingonenſis Epiſcopi. Unum pactum eſt inter Epiſcopos, quod quoniam Dux Burgundiæ debet accipere feodum Caſtellionis ab Epiſcopo, jurare tenetur & aſſecurare, & facere milites & ſervientes ſuos de Caſtellione jurare, quod manum non ponent in rebus quas habeat Epiſcopus infra Caſtellionum & in appenditiis Caſtellionis, nec in hominum ſuorum corpora, qualiſcumque inter ipſos oriatur diſcordia. Statutum eſt etiam, quod ego nichil poſſum capere in homine Epiſcopi Lingonenſis, manente Caſtellione vel in Caſtellaria, præter mulierem meam, dum pueri manebunt cum patre, exiſtentes de manu, paſtu, & familia patris. Ipſe Epiſcopus ſimiliter nichil poteſt capere in homine meo, præter mulierem ſuam, dum pueri manebunt cum patre, exiſtentes de manu, paſtu, & familia patris. Præterea ſi qui homines manſerint infra ambitum duarum portarum de *Chaumonte*, ſi nullam in alia parte villæ remanentiam habuerint, ibi ſolummodo mei erunt, dum non ſint homines proprii Epiſcopi, aut de caſamentis ſitis de *Barro ſupra Secanam*, de *Chavenaco*, & de Caſtellaria ejus. Et iſti quidem, ſi Caſtellione venerint manſuri, ſive ſuper Epiſcopum, ſive ſuper me ſolitus Epiſcopi erunt..... Omnes qui Caſtellione retinebuntur manſuri, in quacumque parte Caſtellionis terræ extra ambitum duarum portarum de Chamonte, cujuſcumque ſit Epiſcopi, ſive mea, omnes erunt Epiſcopo & michi communes, & tenementum commune; exceptis illis qui de tribus Abbatiis venerint, Flavignienſis, Dermenſis monaſterii, Pulcrearum; qui omnes ſunt mei. Si verò eos qui communes facti ſunt Epiſcopo & michi, retro abire contigerit, fondus terræ remanebit in Dominio ejus cujus prius fuit. Homines verò hujus communiæ ſi utrumlibet mulieres duxerint, licitè eas habebunt, nec Dux, nec Epiſcopus eas ſequatur, ſed potiùs communes erunt Duci & Epiſcopo, & earum liberi, ſicut & viri earum. Medietas terræ illius quæ extra foſſata eſt, de *Chavenne* uſque ad viam quæ eſt ante domum leproſorum, quæ vadit ad *Ampilleum*, eſt Epiſcopi, & de cenſu & juſtitia: à via verò illa uſque ad ſtagnum de *Murmont*, & quantum ſtagnum de Marmont..... tertiam partem habet Epiſcopus. Ego teneo de Epiſcopo, quicquid ad *Caſtellanum* habeo & in Caſtellaria, & omnia feoda Capellionis, qui milites tenent de me, & pro illa feodis ſum homo ligius, poſt Regem, Domini Lingonenſis Epiſcopi. Si diſcordia oriatur inter me & Epiſcopum, de negotiis Caſtellionis, quæ veniat ad cauſam, ego, ſive Epiſcopus, vel noſtri vicarii, pro cauſis agendis debemus convenire ad Petron de Maul Conſoil, vel in clauſtro Canonicorum, & ego vel meus vicarius, medietatem multum meorum de caſatis, qui pertinent ad Caſtellionem, ad conſulendum Epiſcopo tenemur impartiri; qui ipſum Epiſcopum, tanquam ſi eſſent ſui homines, adjuvare in illa cauſa, & eidem fideliter ſine offenſa Ducis tenentur conſulere. Si verò cauſa durat uſque ad juditium, juditium eſt Epiſcopi, & illud in domo ſua de Caſtellione, ſi ei placuerit, poterit tractare. Epiſcopus etiam, movens guerram adversùs alium quàm adversùs me, poteſt guerrare de Burgo & de Caſtro, ſicut & ego, & teneor adjuvare eumdem Epiſcopum de feodo ſuo, bona fide, tanquam Dominum meum Lingonenſem, poſt Regem. Vinctos etiam ſuos, quos vulgo priſios vocant, poteſt Epiſcopus, vel ejus vicarius, mittere in turre Caſtellionis, quandocumque voluerit, ſed homines mei illos cuſtodient bona fide tanquam meos. Cuſtodes etiam portarum de caſtro Caſtellionis, debent facere Epiſcopo fidelitatem. Præterea liberi homines utriuſque Domini tutelæ ſubmiſi, ad nullam tenentur exire expeditionem, vel etiam equitatem, niſi edicti clamatio ex parte Domini præcedat utriuſque. Immunes debent eſſe ab omni tailla & exactione. Commendiſias ſuas tenentur perſolvere, & amborum ſuccumbere juſticiæ Dominorum. Homines verò Canonicorum & militum, parere tenentur edicto communiter exclamato, cujus tranſgreſſionis ſatisfactio Dominum ſpectat ad utrumque; & ſi dictorum Canonicorum vel militum hominem quemcumque, Epiſcopi ſeu Ducis ſatellitum aliquis in mellea deprehendat, coram Præpoſito vel Majore tenetur accedere ad juſticiam exequendam; ſed niſi ſit in mellea, capiatur. Nemo manum ponere in illum debet..... ſed ad Dominum illius, vim vel injuriam paſſus tenetur accedere, & de adverſario ſuo jus vel juſticiam poſtulare. Milites Caſtellionis ſunt homines Ducis, & Dux eſt homo Domini Lingonenſis. Spargicia Caſtellionis communis eſt duobus Dominis. Similiter & paſtura, de qua Epiſcopi habent unum obolum pro una quaque bidente, in uno anno: ſed nichil accipiunt in alio ſubſequenti. Cuſtodes ſegetum, cuſtodes omnium, non niſi per eorum vel ſergentorum ſuorum licentiam cuſtodiantur: hoc excepto, quod quilibet abſque Dominorum licentia propriis ovibus apponere cuſtodiam permittitur, & alienis prohibetur. Præterea, tam Dominus Lingonenſis quàm Dominus Dux, apud Caſtellionem venientes, ſi rebus venalibus villæ credenciam quærant, non debent cogi niſi ſuper eorum vadia venditores accedere illis, ſed eorum vadia tenentur accipere, & ea per unum & diem reſervare, ſic & caſatorum vadia in rebus venalibus & apertis tenentur accipi, & per ſpatium ſeptem noctium cuſtodiri. Si quis autem iratus Domino ſuo, villam fugiat aut relinquat, caſatorum villæ cuilibet licet eum reducere, & coram Domino ſuo ſalvo conducere: & ſi tunc eum Domino ſuo concordare nequeat, accedentem illum licitè poteſt uſque ad locum conducere ſalvum per iter & ſecurum. Alienigena quiſquam, ſi in villa manere veniat, nulli Domino, donec ipſe voluerit, compellitur famulari, & ſi foreſactum incurrat aliquod, amborum tenetur exequi juſticiam Dominorum, donec alicui Domino ſe commendet; nec eidem liberum villæ ſorum conceditur, donec per annum & diem in illa fecerit mantionem: & ſi tunc demum velit ſorum requirere, & annalia villæ ritus executus fuerit, ſibi villæ ſorum conceditur, in hunc modum, quòd Præpoſito ſextarium vini, & Majori ſextarium, & duobus villæ vantariis, pro rei laudatione & conceſſione, duos denarios tenetur exhibere. Duobus etiam Dominis, pro rei recognitione, die feſto ſancti Martini debet unum ſolvere denarium annuatim. Hæc autem fori libertas ſemel acquiſita, licitè poteſt in perpetuum hæredibus erogari. Quilibet homo panem faciens ad vendendum apud Caſtellionem, duobus debet Dominis annuatim decem & octo denarios, ad feſtum ſancti Remigii reddendos. Nemo liſa venalia apud Caſtellionem facere poteſt, niſi de licentia Dominorum. Præterea ſtatutum eſt, quod nullæ aliæ monetæ currant apud Caſtellionem, præterquam Divionenſem & Lingonenſem, ad ſcambitum, ſecundùm valorem eorum. Quæ omnia, ut rata habeantur & inconcuſſa, præſentem cartam ſigilli mei munimine roboravi. Actum anno gratiæ milleſimo ducenteſimo ſexto.

ANS de J. C. 1206.

LXVII.

ANS de J. C. 1206. LORRAINE ET GUELDRE. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, & OTHON Comte de Gueldre, contenant le mariage de* GERARD *fils du Comte, avec* MARGUERITE *fille du Duc. Fait à Louvain en* 1206. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 58.

HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ & *Otto Comes Gelriæ* convenerunt ſuper matrimonio contrahendo inter *Gerardum* filium Comitis & *Margaretam* filiam Ducis. Quod cùm *Margareta* ad tempus nubile pervenerit & *Gerardus* filius Comitis eam carnaliter cognoverit, Dux de bonis ſuis aſſignabit prout ſuum decet honorem: Comes dabit filio ſuo terram à *Caldekirchem* ſuperiùs & Allodium de *Rothe*, &c. Teſtes *Comes de Dalem, Albertus de Cuych, Terricus de Millen, Ludolfus & Gerhard de Straelen, Godefridus Dapifer, Godefridus de Wachtend, Arnoldus de Arnhem, Terricus Boſthort, Helmuryn. de Suſteme, Gerhart de Wipele, Godefridus Kantart, Theodoricus frater Comitis.* Acta ſunt apud Lovanium anno MCC. VI.

LXVIII.

ANS de J. C. 1207. EMPIRE ET BRABANT. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, & HENRI Duc de Brabant, contenant le mariage de* HENRI *fils du Duc avec* MARIE *ſeconde Fille du Roi des Romains. Fait à Gueylenhuſen, le 9. de Février.* 1207. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 59.

ANno Dominicæ Incarnationis MCC. VII. quinto Idus Februarii indictione decimâ, Acta fuerunt hæc apud Geilenhuſen quæ inferiùs ſunt annotata. Dominus Philippus glorioſiſſimus Romanorum Rex ſemper Auguſtus (*a*) unam de filiabus ſuis dedit in matrimonio filio Ducis Brabantiæ, & illa filia ſuccedet in hæreditatem paternam, cum aliis filiabus Domini Regis, ſecundùm jus & conſuetudinem Theutoniæ: & ipſe Dominus Rex illam filiam aſſignabit ipſi Duci Brabantiæ, apud Sioſich quartodecimo die poſt Pentecoſtes, vel ſuis nunciis videlicet *Comiti Gelriæ, Comiti Juliacenſi, Comiti Hohenſtaden.* Et ut ipſe Dominus Rex hæc omnia operis executione adimpleat datâ fide promiſit. Illud etiam data fide promiſit Conradus Spirenſis Epiſcopus, juraverunt quoque in animam Domini Regis, Cuno de Minzimberch, Henricus Mareſcalcus de Kallintin; & adhuc alii miniſteriales Domini Regis, ſimili modo jurabunt. Ceterùm Dux Brabantiæ dabit in dotem filiæ Domini Regis, redditus valentes annuatim mille marcas; & ſi contingat filiam Domini Regis mori antequam fiat carnalis conjunctio inter eam & ipſum filium Ducis Brabantiæ, Dominus Rex loco illius, dabit aliam de filiabus ſuis prædicto filio Ducis in matrimonio, ſi quam tunc habuerit liberam & abſolutam: ſi autem contigerit mori filium Ducis Brabantiæ ſimiliter ante carnalem commixtionem, ſi ipſe Dux Brabantiæ tunc alium filium habuerit, prædicta filia Domini Regis, vel alia, ſi quam habuerit, illi filio Ducis Brabantiæ matrimonialiter copulabitur. Item ſi contigerit quòd inter jam dictas perſonas, videlicet filiam Domini Regis & filium Ducis Brabantiæ, carnale commercium intervenerit; ſi tunc filium Ducis mori contigerit, ſine prole, ipſa filia Domini Regi omnibus diebus ſuis, tenebit ad uſum ſuum illa bona, videlicet redditus mille marcarum; quos ipſe Dux Brabantiæ in dotem ſibi aſſignaverit, poſtmodum cùm mortua fuerit filia Domini Regis; jam dicta bona ad Ducem Brabantiæ, ſi tunc vixerit, vel ſi tunc mortuus eſt, ad ejus legirimos hæredes revertentur. Item ſi contigerit mori filium Ducis Brabantiæ ante carnis copulam, & ſi ipſe tunc alium non habuerit, ipſe Dux Brabantiæ Domino Regi filiam ſuam reſtituet, ipſe etiam rehabebit illa bona quæ in dotem filiæ Regis dederat. Si autem Deo dante contigerit, ut jam dictæ perſonæ, videlicet filia Domini Regis & filius Ducis, prolem habuerint, cunctis mortuis illa proles, ſicut juſtum eſt, in legitimam parentum ſuccedet hæreditatem. Et ſicut Dominus Rex data fide hæc ſe ſervaturum promiſit & pro eo in animam ſuam juratum eſt: ita Dux Brabantiæ pro ſe ipſo, ſe hoc ſervaturum promiſit data fide, & inſuper juramento confirmavit: uxor quoque Domina Duciſſa idem ſe ſervaturam promittet data fide & jurabit; jurabunt illud idem miniſteriales ſui & ſuæ civitates.

(*a*) C'étoit la puînée nommée *Agnes*. L'Aînée venoit d'être mariée à Otheare Roi de Bohême, le Roi des Romains s'étoit fortifié par ces alliances contre Othon ſon Competiteur à l'Empire. Mais il ne joüit pas long tems du fruit de ces précautions, ayant été tué le 21. Juin 1208. par Othon de Wittelſcbach Comte Palatin.

ANS de J. C. 1207.

LXIX.

ANS de J. C. 1208. COLOGNE ET BRABANT. *Renouvellement d'alliance entre* THEODORIC *Archevêque de Cologne, & HENRI Duc de Brabant. Fait en l'année* 1208. Aubert le Mire Donationum Belgicar. Lib. I. Cap. LXXXV. pag. 278.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. THEODORICUS, Dei gratia, ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopus, cunctis Chriſti fidelibus in perpetuum. Notum facimus præſentibus & futuris, quòd ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiſcopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera, conſœderata eſt dilectio, & confirmata conſœderatio, ut nulli aliorum hominum amicitia vel diſcordiæ poſſent vinculum hujus conſœderationis & dilectionis diſſipare.

Placuit igitur nobis, ex conſilio priorum, nobilium, miniſterialium, burgenſium noſtrorum ex una parte, & HENRICO Duci & fidelibus ſuis ex alia, iſtam dilectionis conſœderationem innovare, & tam in nobis, quàm in noſtris ſucceſſoribus firmitate perpetua roborare; unde ex utraque parte iſtud vinculum conſœderationis indiſſolubile in ævum permaneat.

Henricus Dux Lotharingiæ, fide interpoſita firmiter ac fideliter promiſit, quòd Eccleſiæ Colonienſi & nobis ſpecialiter omni conſilio & auxilio, in juris ſui conſervatione, contra omnem perſonam, totis viribus aſſiſtet, & nulla occaſione vel ſuggeſtione à tuitione Eccleſiæ Colonienſis, & noſtro adjutorio diſcedet. Nos autem idem & eadem confirmatione, verſa vice, fide interpoſita, quod prius juramento fuit confirmatum, Duci Henrico innovamus.

Ut autem hoc factum ſtabile & inconvulſum permaneat, præſentem paginam inde conſcribi, & noſtri ſigilli impreſſione, priorum nec non & nobilium civium, quorum nomina ſubſcripta ſunt, dignum duximus confirmari. Hujus rei ſunt teſtes.

Engelbertus Præpoſitus major, Conradus major Decanus,
Tirricus Præpoſitus S. Gereonis, Oliverius Scholaſticus major,
Gerardus Comes Gelrenſis, Tirricus Comes de Clivio,
Wilhelmus Comes Juliacenſis, Henricus Comes de Seyna,
Comes Adolphus de Monte, Georgius Comes de Wiede,
Henricus Comes de Keſſele, Rutgerus de Merch, Otto

ANS de J. C. 1208.

Otto de Wickerode, Galeramus, & Henricus fratres miniſteriales, Hermannus Advocatus, Godefridus Camerarius, Tirricus de Roſlaer, Franco Pincerna, Wilhelmus Salline, cives; Gerardus Saphirus, Joannes de Rintgare, Apollonius Clenegedane, Engebrandus de S. Columba, Richolfus Perſinſus, Hermannus Grim, & alii complures.

Acta ſunt hæc anno Incarnationis Dominicæ milleſimo ducenteſimo octavo.

LXX.

ANS de J. C. 1208. COLOGNE ET BRABANT.

Renouvellement d'alliance entre THEODORIC *Archevêque de Cologne & le Duc de* BRABANT. *Fait en* 1208. Aubert le Mire. Notitia Eccleſiarum Belgii. Cap. CXCIII. pag. 536.

THeodoricus ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopus notum facimus, quòd ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiſcopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera, confœderata eſt dilectio & confirmata confœderatio. Placuit igitur nobis, ex conſilio priorum, nobilium, miniſterialium & burgenſium noſtrorum ex una parte, & Henrico Duci & fidelibus ſuis ex alia, iſtam dilectionis confœderationem innovare, & firmitate perpetua roborare. Hujus rei ſunt teſtes, Engelbertus Præpoſitus major, Conradus major Decanus, Tirricus Præpoſitus S. Gereonis, Oliverius Scholaſticus major, Gerardus Comes Gelrenſis, Tirricus Comes de Clivio, Wilhelmus Comes Juliacenſis, Henricus Comes de Seyna, Comes Adolphus de Monte, Georgius Comes de Wiede, Henricus Comes de Keſſele, Rutgerus de Merch, Otto de Wickerode, Galeramus & Henricus fratres, Miniſteriales, Hermannus Advocatus, Godefridus Camerarius, Tirricus de Roſlaer, Franco Pincerna, Wilhelmus Salline, & alii complures. Acta ſunt hæc anno M. CC. VIII.

LXXI.

ANS de J. C. 1209. NAMUR ET BRABANT.

Hommage prêté par PHILIPPE *Marquis de Namur à* HENRI I. *Duc de Brabant pour la Terre d'Aloſt. A Louvain l'an* 1209. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum Tom. I. Cap. LXXXVI. pag. 180.

EGo PHILIPPUS Marchio Namurcenſis notum facio univerſis, præſentibus pariter & futuris, quòd cùm poſt mortem cariſſimi avunculi mei piæ recordationis PHILIPPI illuſtris Comitis Flandriæ, Comitis Hannonienſis, Balduinus pater meus, & mater mea Margareta, dum Philippi ſoror, ratione ſanguinis, terram Flandrenſem hereditario jure adepti eſſent, illuſtris Princeps HENRICUS Dux Lotharingiæ, ut decuit, prætaxatos, patrem meum ſcilicet & matrem meam, decenter ſubmonuit, ut ipſi de terra ALOST facerent homagium, ſicut jus ſuum exigebat.

Prænominati verò pater meus & mater mea, de ſua voluntate, conſentiente & approbante eorum filio primogenito BALDUINO, fratre meo, Conſtantinopolitano Imperatore; poſt modùm Flandriæ & Hannoniæ Comite, me, qui poſt primogenitum major natu inter filios eorum exiſtebam, præfato Duci ad ſupradictum faciendum obtulerunt. Ipſe verò Dux de tota terra Aloſt, & de ejus appendiciis omnibus & juſtitiis, quæ protendunt à ponte Gandavi, qui dicitur pons Brabantinus, uſque ad pontem de Aldenarde, hominibus ſuis aſtantibus, me legitimè feudavit, & ego de præfata terra & appendiciis omnibus & juſtitiis præfato Duci feci homagium ligium. ANS de J. C. 1209.

Quod ut ratum & inconvulſum permaneat, ſigilli mei appenſione communivi. Datum Lovanii, die Martis ante feſtum S. Andreæ Apoſtoli, anno milleſimo ducenteſimo nono.

LXXII.

ANS de J. C. 1209. BRABANT ET MONS.

Traité entre HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, & l'Egliſe de* SAINT WALTRUDE *de Mons, touchant la Ville d'Herentals, près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'an.* 1209. Aubert le Mire Diplomata Belgica. Lib. I. Cap. LXXII. pag. 159.

EUSTATHIUS Præpoſitus, HAWIDIS Decana, & totum Capitulum S. Waldetrudis in Montibus, univerſis Chriſti fidelibus, tam præſentibus quàm futuris in perpetuum.

Notum & certum univerſitatis veſtræ facimus diſcretioni, quòd cùm Princeps Illuſtris HENRICUS Dux Lotharingiæ, & Marchio Antuerpiæ, in territorio & poteſtate de HERENTALS, burgeſiam novam conſtrueret, & nos inde reclamationes & querimonias faceremus, ipſe Dux jam dictus, bono ductus ſpiritu, pro ſui & dilectæ conjugis ſuæ MACHTILDIS, nobilis Duciſſæ, animarum remedio benignè nobiſcum pacem firmam iniit & concordiam.

Compoſitum quidem eſt de benigno & communi ſui & noſtri conſenſu, quòd ſalvis & retentis nobis cenſibus & reditibus noſtris, & decimis, (a) Villicoque noſtro cum Scabinis & jure manſionariorum noſtrorum ac hereditariorum, tam in Villa Herentals, quàm campis, aqua, molendinis, & nemoribus, ſicut ea tenebamus, antequam prædicta burgeſia conſtrueretur, eadem burgeſia, tam conſtructa & conſtituta, quàm in poſterum conſtruenda & conſtituenda, omneſque vaſtinæ, quæ terræ ſilveſtres dicuntur, totius alodii & poteſtatis de Herentals, ipſi Duci & nobis communes permaneant. (a) C'eſt-à-dire le Chef de la juſtice.

Ita tamen, quòd totius burgeſiæ præfatæ, tam ſtatutæ & conſtructæ, quàm in poſterum ſtatuendæ & conſtruendæ, tam in reditibus, quàm aliis proventibus medietas cedat in partem noſtram, perpetuò per Villicum aut miniſtrum noſtrum cuſtodienda & percipienda, alia verò medietas in partem prædicti Ducis deveniat, perpetuò per Villicum & miniſtrum ſuum cuſtodienda & percipienda.

Similiter de vaſtinis prædictis, quæ terræ ſilveſtres dicuntur, ad ſuam & noſtram communitatem pertinentibus, nihil alicui conferri aut concedi poteſt, niſi communi & concordi Villici ſui & Villici noſtri conſenſu, & Scabinorum noſtrorum & ſuorum, & niſi obſervato ſuo aut noſtro communi & meliori commodo, in quibus nos, tam in reditibus quàm cenſibus, & ſervitiis & denariis medietatem habeamus. Dux verò aliam medietatem habeat, præter decimas burgeſiæ & vaſtinarum, omnes ad noſtram proprietatem pertinentes.

Villicus ipſius Ducis, & Villicus noſter, & Scabini burgeſiæ communem Duci & nobis ſemper tenentur exhibere fidelitatem. De omnibus autem prædictis, quæ infra alodium & poteſtatem de Herentals ſibi retinuit, non liceat ſibi aut alicui ſucceſſori ſuo, aliquid alicui dare aut vendere vel invadiare, ſeu in feodum aut beneficium vel cenſum concedere, vel in eleemoſynam conferre, niſi nobis & Eccleſiæ S. Waldetrudis, ſed ea ſemper ad manum ſuam & proprietatem retinere debet is qui Ducatum Lotharingiæ poſſidebit. In prædictis quippe alta juſtitia ſtatuto Duci, ſuiſque ſucceſſoribus tota ſine participatione remaneat.

ANS de J. C. 1209. Ut hæc autem rata habeantur, & inviolata permaneant, ſcripti præſentis annotatione & ſigilli noſtri appenſione eadem approbamus plenius, & confirmamus. Teſtes:

Gillebertus Præpoſitus S. Germani Montenſis.
Nicolaus Nacha, Romondus.
Wilhelmus Everam.
Walterus Gervaſii.
Ludovicus, & alii Canonici B. Waldetrudis.
Machtildis & Agnes de Fontaines.
Gela de Hormetis.
Maria & Bertha & Jacquelina de Quarigum.
Beſſela de Louwis.
Petronilla de Laduſa.
Aleidis de Goy.
Eliſabeth & Clariſſia de S. Simphoriano, & aliæ Dominæ Montenſis Eccleſiæ.

Actum anno verbi incarnati milleſimo ducenteſimo nono, menſe Octobri.

LXXIII.

ANS de J. C. 1210. NEVERS ET BOURGOGNE. *Accord entre* HERVE' *Comte de Nevers, &* EUDE *Duc de Bourgogne, contenant l'échange de quelques terres & Seigneuries. Fait à Vezelai, l'an* 1210 Etienne Perard. Recuëil des Pieces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 309.

EGO HERVEUS *Comes Nivernienſis*, notum fieri volo univerſis præſentes litteras inſpecturis; quòd conſentiente M..... Comitiſſa Nivernenſi, uxore mea, quittavi reverendo Domino meo ODONI *Duci Burgundiæ*, Caſtrum de Grignon, cum appendiciis ſuis, propter terram quam mi acquittavit & dedit. Acquittavit enim michi totam terram, quam dominus *Radulphus de Exolduno* tenebat de me, excepto feodo de Monte Falcone. Præterea dedit michi Rubeum Montem, cum pertinentiis ſuis, & Aſnerias, cum appendiciis ſuis. Et propter commutationem Rubei Montis, dedit *Androno* terram de Liervais, quam matertera ſua tenebat de Yelent, quam *Petrus de Amancia* tenebat, & feodum de Rupe, ſcilicet Burgum ſancti Albani, & quicquid habet *G. de Rupe* in plano & nemoribus extra Leſaierum, & feodum de Aligans, & feodum quod *Renaudus de Edua* tenebat apud Yelent. Nec ego, nec Dux, poſſumus retinere homines Andreæ commorantes in terra hujus commutationis. Præterea donavit trecentas libras Viennenſes pro Liervais firmandis, & Andreas poterit firmare domum de Yelent, & domum de Allen, quam ego firmare cœpi, poterit firmare quam ſortem voluerit. Dedit etiam mi dominium, Gardam, & feodum Lamiæ, & quicquid ibi habebat, & ego poſſum ibidem firmare. Et ſi ego vel hæredes mei egliſellas firmare voluerimus, nec Dux, nec hæredes ſui poterunt contradicere. Et ſi ego egliſellas firmavero cum alio feodo meo, eas à Duce tenebo. Si autem, quod abſit, uxor mea Comitiſſa Nivernenſis ſine hærede deceſſerit, nec ab alia uxore prolem ſuſcepero, quicquid propter commutationem caſtri de Grignon Dux michi donavit, excepto feodo Rubei Montis, ad jus & ad proprietatem, & ad dominium Ducis integraliter revertetur. Ut autem hoc ratum ſit & inconcuſſum, præſentem paginam ſigillo meo roborari præcepi. Actum apud *Vezelacum*, anno gratiæ milleſimo ducenteſimo decimo.

LXXIV.

ANS de J. C. 1210. RAVIERS ET NEVERS. *Accord entre* PIERRE *Seigneur de Raviers, &* HERVE' *Comte de Nevers, par lequel Hervé donne à Pierre, la Terre de Raviers en fief, &c. Fait en* 1210. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 310.

EGO PETRUS *Dominus Raveriarum*, omnibus notum facio, præſentibus & futuris, quòd HERVEUS *Comes Nivernenſis* dedit omnia quæ habebat apud Raverias, in feodo & in dominio, & terras arabiles & pratum, quod Dominus Raveriarum commutaverat Domino Aſneriarum; & feodum de Nuis, quod Matheus de Taleti tenebat de Comite. Tria jugera terræ de Campo Margueti, de qua ſolebat eſſe contentio inter Dominos Aſneriarum, & Raveriarum, & centum libras Pruvinenſis monetæ. Propter hæc quidem ſupradicta, cepi caſtrum meum Raveriis ab eo; cum toto finagio ſuo tenendum ab ipſo contra omnes gentes. Idem verò Comes non poteſt homines meos retinere de feodo quod ab ipſo teneo, neque Comes qui Nivernis teneat. Juravi etiam manu propria, quòd eundem de caſtro meo Raveriis contra omnes homines bona fide juvabo. Actum apud *Maers*, anno gratiæ milleſimo ducenteſimo decimo.

LXXV.

ANS de J. C. 1210. BOURGOGNE ET AUTUN. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne & l'Abbé de S. Martin* D'AUTUN, *pour leurs Hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en* 1210. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 404.

EGO ODO *Dux Burgundiæ*, omnibus notum facimus, quod inter nos & *Hugonem Abbatem* & monachos *Sancti Martini Edunenſis* in hunc modum concordavimus, ſuper libertatem Burgi Sancti Martini *Avalonis*. Omnes liberos homines ibi advenientes recipiemus, ita quod ſinguli eorum nobis reddent annuatim, ad feſtum Sancti Germani, quinque ſolidos & unum ſextarium advenæ, ad menſuram fori Avalonis: & pro hac conſuetudine ab omni exactione noſtra liberos eos & abſolutos fecimus, & à juſtitia & à Domino Præpoſito noſtri de caſtro Avalonis emancipavimus, & omnes conſuetudines & inquietationes banni & totius exercitii eiſdem relaxavimus. Si vero contingerit homines noſtros, vel homines dicti Abbatis illic advenire, ego de meis hominibus voluntatem meam faciam, & dicti Abbas & Monachi ſimiliter de ſuis; ſalvo tamen, quod cenſum ipſorum, ſcilicet quinque ſolidos & ſextarium advenæ, & juſtitiam per medium pertinemus. Spatium vero villæ libere eſſe, à porta caſtri uſque ad ſtagnum, & per circuitum uſque ad territorium de plaeſſe, & hinc inde uſque ad pontem rivuli victoris. Medietas verò reddituum prædictorum, & omnium proventuum, quocumque modo fuerint, & medietas totius juſtitiæ erit noſtra; reliqua verò medietas erit integrè prædicti Abbati & monachis, relicto eiſdem monachis & conceſſo toto furnagio ejuſdem villæ, ſi contingerit ibidem fieri. Claſtro etiam dictorum monachorum, cum accincta claſtri ejuſdem, abſque hominem abergare ipſis abſolute libero remanente. Propoſitum noſtrum ibi habebimus, & Abbas & Monachi ſuum, qui ſacramento confederati, quotiens convitati fuerint, redditus & proventus & juſtitiam per medium colligent,

ANS de J. C. 1210. gent, & nichil omnino uni ſine altero levare licebit. Hoc totum bona fide tenere & obſervare ſuper ſacroſanctà juravimus, & quod ſucceſſores noſtri Duces Burgundiæ hoc idem, ſicut præſcriptum eſt, inviolabiliter teneant imperpetuum promiſimus & decrevimus in cujus rei teſtimonium ut firmius teneatur, huic cartulæ ſigillum noſtrum apponi fecimus. Actum anno gratiæ milleſimo ducenteſimo decimo.

LXXVI.

ANS de J. C. 1211. FRANCE ET FLANDRE. *Extrait du Traité fait entre* LOUIS *fils de Philippe II. dit Auguſte Roi de France, &* FERRANT *Comte de Flandre, par lequel Ferrant quitte à Loüis S. Omer & Aire, fait entre Lens & le Pont à Wendin, en* 1211. Pierre Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Ch. C. feüill. 165.

CE pendant LOUYS fils du Roy Philippe de France, lequel un peu auparavant s'étoit (comme avez peu veoir) inveſty des villes de Sainct Omer, & d'Aire, deſcendit en Arras, où de la part du Conte FERRANT & de Madame Jehenne ſa femme, fut Traicté & communicqué, de ſorte, que leſdicts Princes Louys & Ferrant, ſe trouvérent le jour de Sainct Mathias enſuyvant, entre Lens & le Pont a Wendin ou apres pluſieurs communications ledict Ferrant & la Conteſſe Jehenne ſa femme, renuncérent pour eux & leurs ſucceſſeurs a perpetuité, & quitérent au prouffit de Louys & ſes ſucceſſeurs, les Villes de Sainct Omer & Aire, avec leurs appertenances, enſemble les Villes & Dommaine, que le Roy Philippe avoit laiſſé au Conte Baudouyn par la derniere Paix, faicte a Peronne. Comme auſſi de ſon coſté, le Prince Louys quicta auſdict Ferrant & Jehenne, tout autre droict, qu'il povoit avoir ou pretendre, au reſidu de la Conté de Flandre, reſervé toutesfois l'hommage & fidelité, & deſia le Conte Ferrant & ſa femme avoyent faict, au Roy ſon Pere: ſans y comprendre auſſi la convention qu'étoit entre Ferrant & le Roy, de l'aſſeurance qu'ils en devoyent faire au Roy par leurs propres gens & ſubjects: ſelon que de tout appert plus a plain, par Lettres données & faictes audict lieu en l'an mil deux cents unze, & au jour de Sainct Mathias que deſſus.

LXXVII.

ANS de J. C. 1212. BRABANT ET BREDA. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GODEFROI *Seigneur de Breda & de Bergues, pour le Péage, qui ſe doit payer à Stryne en Zélande. Fait le* 24. *Fevrier* 1212. Aubert le Mire Donationum Belgicarum. Lib. II. Cap. XC. pag. 517.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, HENRICUS Dux Lotharingiæ omnibus in perpetuum. Quoniam ea, quæ ſolis mortalium memoriis commendantur, tractu temporis facilè elabuntur, utile viſum eſt, ut ea, quæ memoria ſunt digna, ſcriptura perpetuentur.

Igitur præſenti pagina notum fieri volumus tam futuris quàm præſentibus, quòd hominibus, qui telonium navium per *Strynam* & *Scaldam* à nobis in feudum tenebant, propter eorum inſolentiam & violentiam, quam tranſeuntibus inferebant, ſententia hominum noſtrorum & parium ipſorum, fecimus abjudicari.

Cujus telonei medietatem nobis reſervantes, aliam medietatem dilecto homini noſtro ligio GODEFRIDO de BREDA in rectum feudum contulimus, ea conditione, quòd idem *Godefridus* ſuis viribus & poteſtate omnibus per prædictas aquas tranſeuntibus, quouſque noſter conductus extenditur, pacem faciet, ſine noſtris laboribus & expenſis. Niſi ſortè contra eum invaleſceret potentia, quòd manifeſtum eſſet noſtro indigere auxilio: tunc corpore proprio, ſi opus fuerit, & tota terra noſtra, ei aſſiſtere debemus, & de univerſis mercibus telonium debentibus nos medietatem, & prædictus Godefridus aliam medietatem percipiet. ANS de J. C. 1212.

Sed pro vino, quod à navibus vinum portantibus prius immoderatè accipi ſolebat, tres tantùm denarios Colonienſes de quolibet vaſe accipi decrevimus: quorum duos nobis retinuimus, tertium ſæpedicto Godefrido in feudum conferentes.

Ad telonium iſtud accipiendum nos propriam navem & proprium telonarium habebimus; ſimiliter & dictus *Godefridus* propriam navem & proprium telonarium habebit. Et uterque noſtrum ubicumque voluerit, ſuum telonium accipiet, ſuper aquam quæ Scalda nuncupatur.

Et ut omnis mala conſuetudo accipiendi vel bibendi vinum abolita eſſet, decrevimus, ut quiſquis telonii noſtri vel ſæpedicti *Godefridi* adminiſtrator exſtiterit, ſi à mercatoribus vinum exegerit, vel gratis oblatum acceperit, corpus ejus in noſtra erit poteſtate, & ſine ſpe reſtitutionis exheredabitur: mercator verò, qui eis vinum propinaverit vel obtulerit, elegantius vas vini, quod in navi fuerit, amittet.

Propterea hominibus, qui *Stakers-loo* à nobis in feudum tenebant, propter iniuriam & violentiam, quam tam in aquis quàm ſupra terram hominibus inferebant, omne feudum de *Stakers-loo*, meritis eorum exigentibus, ſententia parium ſuorum, eis fecimus abiudicari, & illud Domino *Godefrido*, cum omni integritate, in rectum feudum contulimus.

Similiter & feudum de *Oſſendrecht*, ſicut hi, qui antè à nobis hoc tenuerunt, ipſi *Godefrido* contulimus in feudum, tali conditione adiecta, quòd de *Stakers-loo* & *Oſſendrecht* ipſe in propria perſona, vel *heres* ejus, qui Bredam tenebit, idem feudum ſemper à nobis habebit, nec alium infeudare poterit.

Item quicumque ex hominibus noſtris terram Domini Godfridi ad manendum intraverit, ipſe in pace eos poſſidebit; niſi fortes milites, vel filii militum, vel de familia noſtra fuerint. Si ad nos redire voluerint, ſicut priùs noſtri erunt. Eadem forma de hominibus dicti Godfridi obſervabitur, ſi cauſſa manendi ad nos ſe contulerint.

Si verò tranſeuntes à nobis ad dictum Godfridum, terram ſub nobis habuerint, nos ſervitium de terra illa, tam moderatè accipiemus, ſicut de hominibus noſtris, vicinis ipſorum, faciemus. Et idem facere tenebitur Godfridus de terra hominum noſtrorum ad ipſum tranſeuntium; ne à nobis ad eum tranſire volentes, vel ab eo ad nos, propter hoc, ab altero noſtrorum deterreantur.

Si verò ad alterum noſtrum aliqui ad alterum recedentes in aliqua cauſſa exceſſerint, vel de aliqua re calumnia eis mota fuerit, ſecundum quod exceſſus vel calumnia exegerit, per ſententiam nobis emendare debent.

Item quicumque homines memorati Godfridi, die hujus conventionis factæ, opida quæ de novo fecerimus, intraverint ad manendum, ſcilicet Ooſtenwic, Arendonc, Herentals, Turnhout, Hoogſtraten, ſi voluerint, ibi ſemper maneant; & Dominus Godfridus de terra eorum, in ſuo dominio jacente, ita moderatum ſervitium accipiet, quale de terra hominis ſui æquivalente conſuevit accipere: ita quòd propter hoc nullum detrimentum ſuſtineant. Si verò redire voluerint, nos eos æquo animo recedere patiemur.

Si autem poſt tempus hujus conventionis factæ, ad prædicta nova opida vel alia, ſi quæ nova fecerimus, liber-

ANS de J. C. 1212. libertate commorandi, transire voluerint, nisi consentiente prædicto Godfrido hoc faciant, bona eorum in potestate ipsius Godfridi erunt, & de eis voluntatem suam faciet: ita quòd nos per hoc non offendat.

Ita per omnia observandum est de hominibus nostris, si fortè nobis invitis ad opida libera jam dicti Godfridi, eos transire contigerit. Verùm si homines sui ad opida nostra ab antiquo ædificata Buscum, Sichem, Liram, Arscot, Antuerpiam, Lovanium, & his similia, causa manendi, transire voluerint, liberè hoc facere poterunt, tali jure, quali semper ab antiquo transire solebant.

Hæc omnia, sicut prolibatum & proscriptum est, nos consanguineo nostro & fideli homini ligio GODEFRIOO de BREOA & suis heredibus in rectum feudum contulimus, tenendum à nobis & à nostris heredibus.

E contrario præfatus ligius Godfridus homagium nobis, sicut Domino suo promisit, & juramento confirmavit, quòd omnibus castris suis, tota terra sua, hominibus suis, & ministerialibus suis, & corpore proprio, ipse & heredes sui amodò nobis & hæredibus nostris, serviet fideliter, contra omnes homines, qui mori & vivere possunt.

Et ad hujus rei confirmationem ex mandato ipsius Godfridi, specialiter omnes terræ suæ milites, & militum filii, & XII. villarum homines ducenti & quadraginta ad hoc electi juraverunt, & se & suos heredes ad hoc obligaverunt.

Quod si fortè idem Godefridus vel ejus heredes ea, quæ prædicta sunt, infregerint, vel nobis sicut prætactum est, fideliter non servierint, ipsi totis viribus & bonis suis nobis sive heredibus nostris, contra ipsum Godfridum vel ejus hæredes servient, donec ipsum vel suos heredes ad fidele servitium nostrum revocaverint.

Vice versa si prænominato Godfrido aliquis causa nostri guerram movere attentaverit, nos ei modis omnibus assistemus; vel si quis eum injustè exheredare voluerit, quamdiu parere vel consilio nostro stare paratus fuerit, nos ei tamquam ligio nostro non deerimus. Quod cum omnibus præcedentibus articulis juramento confirmamus.

Ut autem hujus nostræ constitutionis pagina in posterum illibata & inconvulsa servetur, eam conscribi & appositione sigilli nostri, cum subscriptione testium fecimus roborari. Nomina testium sunt hæc:

Waltherus Bertholt.
Gerardus de Gnmberghen, Arnoldus de Ranst.
Godfridus Castellanus Bruxellensis.
Arnoldus de Wesemale, Arnoldus Dapifer.
Rolandus de Thenis, Wilhelmus de Eekeren.
Wilhelmus de Lira, Walterus de Rimenant.
Arnoldus Amptmannus Antuerpiensis.
Wilhelmus de Halle, & alii quàm plures.

Acta sunt hæc anno Incarnationis Domioi M. CC. XII. sexto Kalend. Martii.

LXXVIII.

ANS de J. C. 1213. Brouet et Auxerre. *Traité, par lequel* PIERRE *Seigneur de Bioul, céde à* PIERRE *Comte d'Auxerre & Marquis de Namur, & à Jolande ſa femme tout le droit qu'il a ſur la forêt de Marlaigne. Fait au mois d'Août l'an* 1213. Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum. Lib. II. Cap. LXVIII. pag. 364.

HUOO Dei gratia Leodiensis Episcopus universis tam præsentibus quàm futuris. Noveritis hanc esse formam compositionis & pacis perpetuæ inter PETRUM Comitem Antisiodorensem & Marchionem Namucensem, & JOLENOAM Comitissam, uxorem ejus, Marchionissam Namucensem, & Gobertum de BIOUL, super reclamationibus & querelis, quas ipse Gobertus contra prædictos Comitem & Comitissam, & contra eorum prædecessores moverat, de nemoribus quæ dicebantur esse de Marlana & de Bioul. ANS de J. C. 1213.

Gobertus si quidem, in nostra & prædictorum Comitis & Comitissæ constitutus præsentia, subque plurium parium suorum & aliorum nobilium testimonio, omne jus, quod in prædictis nemoribus se habere dicebat, spontanea ductus voluntate, & omissis omnibus exinde causis & querelis, illud totum prædictis Comiti & Comitissæ & eorum heredibus in proprietatem dimisit.

De consensu autem prædictorum Comitis & Comitissæ, Gobertus satis dictus renuit sibi & heredibus suis, in prædictis nemoribus, ligna vivi nemoris, ædificiis suis propriis necessaria, infra potestatem de Bioul, & non aliàs, sive dando vel vendendo, & ligna mortui nemoris suo foco proprio oportuna, & pascua porcorum suorum domus suæ propriæ de Bioul....

Ut autem hæc rata permaneant, petitionem utriusque partis, scripto præsente & sigillo nostro, cum sigillis satis dictorum Comitis & Comitissæ, confirmavimus. Huic scripto sigilla sua apposuerunt, in testimonium, viri nobiles.

Alardus de (a) Cimaco, Hugo de Florinis.
Wilhelmus Patruus, Nicolaus de Condeto.
Walterus de Fontanis, Clarenbaldus de Alta ripa.

(a) Cimacum ou Chimacum, c'eſt Chimay, ville Capitale du Comté de ce nom.

Actum apud Floreffiam anno Domini milleſimo ducenteſimo tertio decimo, menſe Auguſti.

LXXIX.

Contract de Mariage entre WALERAN *Fils de Henri Duc de Limbourg, &* ERMENSON *Comteſſe de Luxembourg. Fait au mois de Mai* 1214. Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum. Lib. I. Cap. LXXII. pag. 161. ANS de J. C. 1214. Limbourg et Luxembourg.

EGO WALRAMUS, filius Henrici Ducis de Limborch, & Marchio Arlunensis, castrum meum de *Arlon*, cum omnibus appenditiis, tam in hominibus, quàm cæsmentis, & rebus omnibus, ad idem castrum meum pertinentibus, laude & assensu prædicti patris mei, Ducis, & fratrum meorum, Henrici de Vaxemberch, & Gerardi de Horne, & etiam filiorum meorum, Henrici & Walrami..... Dominæ ERMENSENDI, Comitissæ Lucelburgensi & Rupensi, uxori meæ in legitimam dotem contuli & concessi.....

Si uxor mea ERMENSENOIS de me prolem susceperit, quilibet heredum tam illorum, quos de me genuerit, quàm ille heres, quem uxor mea prædicta, priusquam eam ducerem, habebat, in hereditate habeat id quod de jure debet habere.

Si verò demum prolem non habuerit, hereditas sua ad heredem suum revertetur; hereditas autem mea meis heredibus remanebit.....

Hæc omnia.... me firmiter & semper servaturum super sacrosanctas reliquias juravi, anno 1214. menſe Maio.

LXXX.

ANS de J. C. 1214.

LXXX.

FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité de Trêve pour cinq ans entre* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, &* JEAN ſans terre, *Roi d'Angleterre, y compris, s'ils le déſirent, l'Empereur Othon, & Frederic Roi des Romains ſon Competiteur. Fait à Chinon, au mois de Septembre* 1214. G. G. Leibnitz. Codic. Diplomatici. pag. 9.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, omnibus ad quos litteræ præſentes pervenerint, ſalutem. Noveritis, quod Nos JOHANNI Regi Angliæ, & hominibus, & impriſiis ſuis, qui apertè guerraverunt pro ipſo de hac ultima guerra, uſque ad diem Jovis proximam, poſt exaltationem Sanctæ Crucis in Septembri, dedimus rectas treugas de nobis, & hominibus, & impriſiis noſtris, qui apertè guerraverunt uſque ad inſtans Paſcha, quod erit Annn Domini milleſimo ducenteſimo decimo quinto, & ab eodem Paſcha in quinque annos continuos & completos; ſalvis tamen nobis priſonibus, quos penes nos habemus, & ſalvo juramento, quod villæ Flandriæ & Haynoniæ & milites & alii homines Flandriæ, Haynoniæ nobis fecerunt, & ſalvis ſimiliter priſonibus, quos Joannes Rex Angliæ habet penes ſe; nos autem & homines noſtri, & impriſii eſtimus in eâ tenetura, in qua eramus prædicta die Jovis, in quâ data eſt iſta Treuga. Et Joannes Rex Angliæ, & homines impriſii ſui ſimiliter erunt in eâ tenenturâ, in quâ erant prædicta die Jovis, uſque ad prædictos quinque annos completos.

§. 1. Nullus multrarius, aut aliquis, qui fuerit forbannuus à nobis, à tempore alterius treugæ inter Nos & prædictum Regem Angliæ dudem factæ, poterit intrare in terram noſtram infra prædictum terminum, niſi de voluntate noſtra; Neque ſimiliter multrarius, aut aliquis forbannitus ab ipſo Rege Angliæ, poterit intrare terram ſuam infra prædictum terminum, niſi de voluntate ipſius Regis Angliæ. Si autem aliquis, cujus terram habeamus in manu noſtra, venerit in terram noſtram pro ſuo negotio, per eam poterit tranſire, ſed in eâ morari non poterit; niſi habeat rectum eſſonium, per terquam ad portum maris, ubi licite poterit ventum expectare per tempus competens.

§. 2. Si quis de Comitatu Andegaviæ aut Britanniæ, qui dictâ die Jovis datæ treugæ adhæreret Regi Joanni Angliæ, faciendo guerram apertè contra nos, & ipſum manifeſtè juvando, voluerit intrare Comitatum Andegaviæ vel Britanniæ, & ibi morari infra terminum treugæ prætaxatum, ſi fit de Comitatu Andegaviæ, Seneſcallo Andegaviæ; Si ſit de Comitatu Britanniæ Comiti Britanniæ faciet competentem ſecuritatem, quod nullum malum ipſis, vel terris eorum per eum eveniet. Et ſi aliqnis de Pictavia, qui dicta die adhæreret nobis, faciendo guerram apertè contra Joannem Regem Angliæ & juvando nos apertè contra ipſum vellet intrare terram ipſius Joannis Regis Angliæ in Pictavia, ipſe faciet competentem ſecuritatem Seneſcallo Pictaviæ, quod nullum malum Joanni Regi Angliæ & terræ ſuæ de Pictavia per eum eveniet.

§. 3. Iſti ſunt Dictatores & Emendatores hujus treugæ inter Nos & Joannem Regem Angliæ: Hubertus de Bore, Seneſcallus Pictavienſis. Reginaldus de Pontibus, Abbas Sancti Joannis Angeliaci, & Decanus Xantonenſis, ex parte Regis Angliæ. Ex parte noſtra verò Petrus Savarici; Guido Turpini, Abbas majoris Monaſterii; & Gaufridus Archidiaconus Turonenſis. Et iſti omnes juraverunt bonâ fide, quod ſi contigerit, aliquem ex eis decedere aut infirmari, aut à nobis, vel à Joanne Rege Angliæ revocari infra prædictum terminum, ipſi bonâ fide eligent, & ponent alium in loco illius ad hoc idoneum. Quidquid autem quinque, aut plures ex prædictis dictatoribus de interceptionibus hinc inde factis per ſacramentum ſuum dixerint, & ordinaverint, tàm nos, quàm prædictus Rex Angliæ tenebimus. Et ſi per ipſos Dictatores Treugæ emendari non poterit, nos illud bonâ fide emendari faciemus infra quinquaginta dies, poſtquam dicti Dictatores dictum ſuum dixerint, & illud nobis ſignificaverint. Iſti autem Dictatores hujus treugæ pro diſcordiis & interceptionibus emendandis, quæ forte orientur in Pictavia, in Comitatu Andegaviæ, vel Britanniæ, & in Turonia, conveniant apud Abbatiam Monialium de Fulcheroſis, juxta Paſſavant; & pro aliis interceptionibus, quæ fient in Biturefio, in Alvernia, in Comitatu Marchiæ, & in Lemovico, inter Agurandas & Cuſum, caſtrum Comitatus Marchiæ.

§. 4. De Malatolta, quam Joannes Rex Angliæ & ſui poſuerunt, & capiunt, ſic erit: Si Joannes Rex Angliæ & ſui voluerint eam quittare & dimittere, nos eam ſimiliter quittabimus & dimittemus. Quantum autem Joannes Rex Angliæ & ſui de ipſa malatolta levaverint & ceperint, nos ſimiliter & noſtri tantundem de illa levabimus & capiemus. Fridericus Rex Romanorum & Siciliæ erit in iſta noſtra treuga, ſi voluerit. Et Rex Otto ſimiliter erit in treuga Regis Angliæ, ſi voluerit. Et ſi alter illorum noluerit eſſe in treuga, nos poterimus juvare Fridericum in Imperio, & Rex Angliæ Othonem in Imperio ſimiliter abſque meffacere, & abſque faciendo guerram inter Joannem Regem Angliæ, & nos de terris noſtris.

§. 5. Hanc autem Treugam bonâ fide tenendam juraverunt, Urſio Cambellanus in animam noſtram, & omnes, qui ſubſcribunt pro ſe, unus quiſque de Mandato noſtro; ſcilicet: Gualcherus. Comes Sancti Pauli. Robertus Comes de Alençon. Guido de Dampetra. G. de Barris. G. de Calviniaco. Theobaldus Blayon. Burchardus de Morliaco. Johellus de Meduana. Hugo de Baucejn. Guido Seneſbaldus. Americus de Credona. Girardus Beloys. Actum apud Chinonem; Anno Domini Milleſimo Ducenteſimo decimo quarto, Menſe Septembri, die Jovis proximâ ſequente poſt exaltionem Sanctæ Crucis.

ANS de J. C. 1214.

LXXXI.

Accord entre EUDES *Duc de Bourgogne, & le Chapitre de la Sainte Chapelle de Dijon, pour les Prebendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre*, 1214. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 314.

ANS de J. C. 1214. BOURGOGNE ET DIJON.

EGo *Odo Dux Burgundiæ*, præſentibus & futuris. Notum facio, quòd cùm *Robertus* Decanus meæ Capellæ Divionenſis, & Capitulum ejuſdem Capellæ, in præſentia *Roberti Claromontenſis Epiſcopi*, recognoviſſet me eſſe verum patronum dictæ Capellæ, & quòd ego & hæredes mei, qui Ducatum Burgundiæ tenebunt, præbendas euſdem Capellæ & dignitates quando vacaverint, exercito Decanatu dare debeamus. Aſſenſu meo, & voluntate mea, & voluntate Capituli inſtitutum fuit & ordinatum, quòd in eadem Capella aliquam præbendam alicui non conferam, donec numerus Canonicorum ad viginti tantummodo Canonicos pervenerit. Decanatus verò, qui duas præbendas percipiet, non eſt de numero prætaxato, quia Capitulo, & de eadem Capella eligi debet, ſi in ea idoneus fuerit inventus. Si verò de alia Eccleſia aliqnis ibi electus fuerit in Decanum, talis debet eligi, qui mihi vel hæredibus meis

ANS de J. C. 1214. qui Ducatum Burgundiæ tenebunt, non ſit ſuſpectus. Ego verò dignitates alicui conferre non potero, niſi Canonico dictæ Capellæ, donec numerus Canonicorum ad viginti redactus fuerit, ut dictum eſt. Ex tunc verò temporis, cùm dignitates & præbenda vacaverint, dignitatem cum præbenda, cui voluero, potero conferre, vel hæredes mei qui Ducatum tenebunt. Et tunc, ſi numerum præbendarum augmentare voluero, novas præbendas quot voluero ibi inſtituam, ad valenciam aliarum præbendarum, & hoc aſſenſu dicti Capituli. Et ſciendum, quòd Dux Burgundiæ donationem præbendarum ſive dignitatum à manu ſua alienare, vel alicui Eccleſiæ ſive perſonæ, conferre non poteſt, niſi Capitulo dictæ Capellæ. Hæc omnia ſupradicta, à me Odone Duce Burgundiæ, & Roberto Decano, & Capitulo, jurata ſunt tenenda & obſervanda, ſalva in omnibus dignitate & reverentia Sedis Apoſtolicæ, & quod aliquid Canonicorum aliquo tempore non accemptabit quod Dux Burgundiæ de donatione præbendarum ſive dignitarum in aliquo moleſtetur ſive perturbetur. Hoc idem tenetur jurare, quicumque ſit Dux Burgundiæ, & Canonici de novo in dicta Capella inſtituti. Ad majorem verò confirmationem hujus rei, præſentem cartam ſigillo *Roberti Claromontenſis Epiſcopi*, dilecti conſanguinei mei, & ſigillo meo, & ſigillo uxoris meæ, feci confirmari. Actum anno gratiæ milleſimo ducenteſimo quarto decimo, menſe Septembris.

LXXXII.

ANS de J. C. 1214. BRABANT ET HOLLANDE. *Traité de mariage entre* FLORENT *Fils de* GUILLAUME *Comte de Hollande, &* MATHILDE *Fille de* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, fait à Anvers le 5. de Novembre*, 1214. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag 64.

IN omine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Notum ſit univerſis tam præſentibus quàm futuris Chriſti fidelibus, quod ad contrahendum matrimonium inter *Mathildam* filiam D. HENRICI Ducis Lotharingiæ & filium D. Willelmi Comitis *Hollandia Floretium* primogenitum, hæc eſt forma compoſitionis concorditer ordinata. Ipſe Dux ipſam *Mathildem* filiam ſuam dedit eidem Willelmo Comiti Hollandiæ, ad opus filii ſui F. prænotati, quam idem F. ducet in uxorem quo die primùm ad annos nubiles ipſe *Florentius* pervenerit; qui in feſto S. Joannis Baptiſtæ inſtanti proximo, quinque erit annorum: Dux autem filiæ ſuæ bis mille & quingentas marcas Colonienſis monetæ donavit, & hac pecunia contenti, tam ipſa quàm Comes Hollandiæ, quàm filius ejus prætaxati in perpetuum renuntiabunt omni Allodio & hæreditati & omni proventui & omnibus, quæcumque poſſunt ex parte patris ipſius *Mathildis* vel matris (vivente fratre vel ejus hærede) provenire. Ex eo verò die, quo præfatus F. duodecim annos impleverit, ſingulis annis deinceps recipiet in redditibus ſoceri ſui Ducis, ducentas marcas Colonienſis monetæ apud *Graven*, & quidquid de ducentis marcis apud Graven deſuerit, perſolvetur de redditibus ipſius Ducis ſub *Antuerpia* vel circa Antuerpiam, ubi redditus habebit Dux liberos & quietos; & ipſe Dux ipſum Comitem hos redditus quietè poſſidere faciet annuatim, donec perſolvantur bis mille & quingentæ marcæ prænotatæ; quibus perſolutis, prædicti redditus ipſi Duci liberi erunt: ſi verò filius Ducis H. hanc pecuniam ut dictum eſt perſolvere noluerit, & hujc pactioni contradixerit vel infringerit, liberum erit prænominatæ *Mathildi* filiæ Ducis vel ejus hæredi, jus Allodii & hæreditatis cujuslibet, quæ ipſam poteſt contingere, reperendi. Ex altera verò parte dictus Willelmus Comes Hollandiæ dedit dictæ *Mathildi* filiæ Ducis in dotem annuatim quingentas libras Hollandicæ monetæ, recipiendas de Allodio ſuo & de feodo quas ei certis in locis aſſignavit; in his ſcilicet in *Brederweerde* & in curia de *Haerlem*, & in *Arlederveene*: has verò quingentas libras ipſa Mathildis recipiet annuatim, à die quo primùm erit deſponſata, vel à viro ſuo *Florentio* jam dicto cognita; & quod hanc dotem ei confervabunt integram & defendent, jurabunt omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ ad hoc requiſiti; ſi verò ſæpedictus *Florentius* ſine hærede & ante contractum matrimonii (quod Deus avertat, præmortuus fuerit, filia Ducis jam ſæpedicta, cum honore in patriam ſuam, videlicet Brabantiam, reducetur, & proximis ſuis honorificè præſentabitur, & utrimque facta promiſſio non tenebit. Ad hæc omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ jurabunt, quod terras omnes, quas idem Willelmus Comes poſſidet, confervabunt bona fide, jam dictis *Florentio* filio Willelmi Comitis Hollandiæ & Mathildi filiæ Ducis & hæredibus eorundem. Inſuper ipſe Dux & præfatus Comes Hollandiæ jurabunt, quod ſe invicem bona fide juvabunt in perpetuum, ad defendendum terras ſuas, cum omni poſſe ſuo, contra omnes homines, & homines ſuos in hoc jurare facient. Præterea extra terras ſuas contra omnes, ubicumque ſalvo honore ſuo poterunt, invicem ſe juvabunt. Ut autem hæc omnia firma teneantur & inconvulſa, præſentem paginam ſigillorum ſuorum & teſtium ſubſcriptorum voluerunt munimine roborari. Actum apud Antuerpiam, anno Domini MCC. XIV. Nonis Novembris. Teſtes aderunt ſubnotati, *A. Antuerpienſis & S. de Tongerloo Abbates, Godefridus de Breda, Theodoricus & frater ejus Ricardus de Bevere, Joannes de Hoefden, Arnoldus & Willelmus de Ranſt, Arnoldus de Weſemale, Arnoldus Dapifer, Willelmus Vulpes, & Theodoricus fratres, Arnoldus Ammannus, Deiſo & Joannes frater ejus de Hetrode, Sigerus Notarius, Arnoldus de Oſſendrecht, Witto de Burchvliet, Betto de Staveneſſa, Walterus de Cruninge, Florentius de Wourt Willelmus de Wourt, Otto de Alblaet*; milites *Allinus Cappellanus & alii quamplures.*

ANS de J. C. 1214.

LXXXIII.

ANS de J. C. 1214. PAIGNY ET CISTEAUX. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Seigneur de* PAIGNY *&* l'*Abbé de* CISTEAUX, *fait à Ciſteaux au mois de Février*, l'*an* 1214. Etienne Perard, Recuëil de Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 315.

EGO *Ode Dux Burgundiæ*, notum facio præſentibus & futuris, quod vir nobilis *Guillelmus* Dominus *de Paigneyo*, hitteras ſuas patentes michi ſub hac forma tranſmiſit, ſigillo ſuo communitas. *Odoni Duci Burgundiæ*, Domino ſuo, *Guillelmus* Dominus *de Paigneyo*, ſalutem. De magna & longa controverſia, quæ fuit inter me & domum Ciſtercii, inter me & illos de Ciſtercio pax eſt reformata, mediantibus Abbatibus *de Firmitate*, & *Balerna*, & *Guillelmo* Domino *de Monte ſancti Joannis*; de qua pace ſcriptum eſt confectum, ſigillis eorum Abbatibus Ciſtercii & meo confirmatum. Rogo igitur vos, ſicut Dominum meum, ut illam pacem confirmetis, ſicut in autentico illo continetur, & tam à me quàm à ſucceſſoribus & hominibus meis firmiter ſervari faciatis. Ad preces igitur ipſius, & iterum ad preces Domini *Arnaldi* Abbatis, & conventus Ciſtercii, prædictam pacem confirmo, ſicut in autentico ipſorum, Abbatis videlicet Ciſtercii, & prædicti Guillelmi de Paigneyo, & Abbatum de Firmitate, & de Balerna continetur, & ſicut in eo continetur perpetuò garantizandam ſuſcipio. Quod ut ratum in perpetuum maneat,

ANS de J. C. 1214. neat, præſentem cartam feci ſigilli mei munimine roborari. Actum Ciſtercii, anno Dominicæ Incarnationis milleſimo ducenteſimo quarto menſe Februarii.

LXXXIV.

ANS de J. C. 1214. BOURGOGNE ET MAICON. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne, &* GUILLAUME *Comte de Maſcon & de Vienne, fait au mois de Mars.* 1214. Etienne Perard. Recueil de Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de pag. 316.

EGO *Willelmus Comes Matiſconenſis & Viennæ*, notum facio præſentibus & futuris, me aſſignaſſe Domino *Odoni Duci Burgundiæ*, quatuor denarios in uno quoque traſeilo Pedagiorum meorum, ubicumque recipiantur, uſque dum Dux, vel ejus mandatum, trecentas & viginti lib. Divionenſis monetæ habuerit pro debito *Mathei de Eſtod*. Actum eſt hoc anno gratiæ milleſimo ducenteſimo quatuordecimo, in Marcio.

LXXXV.

ANS de J. C. 1216. NAMUR. *Ceſſion faite par* IOLANDE *Marquiſe & Comteſſe de Namur dudit Comté à* PHILIPPE *ſon Fils, lors qu'elle fut appellée avec* PIERRE *ſon Mari à aller prendre poſſeſſion de la Couronne Impériale de Conſtantinople. Fait en* 1216. Aubert le Mire. Diplomat. Belgicorum. Lib. II. Cap. LXXI. pag. 308.

EGO IOLENDIS, Comitiſſa Antiſiodorenſis & Marchioniſſa Namucenſis, notum facio univerſis præſentibus & futuris, quòd cùm terram meam Namucenſem, cum integritate feodi, dediſſem PHILIPPO filio meo in proprietate; retinui mihi de ipſo feodo, aſſenſu ejuſdem filii mei, in reditibus Bincienſibus, quindecim libras denariorum, annuatim conferendas ad voluntatem meam in eleemoſynam, & percipiendas omni anno in Purificatione beatæ Mariæ.

Inſtitui quidem Capellaniam perpetuam in Eccleſiæ B. Albani Namucenſis altari, ante ſepulcrum germani mei Philippi, quondam Marchionis Namucenſis, pró ipſius & mea, & viri mei Petri Comitis Antiſiodorenſis, & parentum meorum ſalute. Beneficium igitur illud conferendum ſemper ſacerdoti, qui in propria perſona prædicto altari deſerviat, in Miſſa pro fidelibus defunctis. Salva ſemper illa Miſſa, quam prædictus germanus meus ibidem inſtituit cum annuo beneficio XV. librarum.

Hi verò duo Capellani Horis conventualibus in eadem Eccleſia tenentur intereſſe: ſed neuter eorum ad celebrationem majoris Miſſæ cogendus eſt. . . .

Satis dictus quippe filius meus, de tota terra Namucenſi, cum integritate feodi, Dominio ejuſdem terræ, bene & legitimè adheredatus, ſatis dictæ Capellaniæ inſtitutionem, modo quo prædictum eſt, approbavit, & ſigillo ſuo, cum mei ſigilli confirmatione, diligenter roboravit. Actum anno Verbi incarnati milleſimo ducenteſimo ſexto decimo.

LXXXVI.

Renouvellement d'Alliance entre HENRI I. *Duc de Brabant &* ENGELBERT *Archevêque de Cologne par lequel ils ſe promettent de ſe deffendre réciproquement. Fait à Cologne le 5. de Juillet.* 1217. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 65. (*a*) Aubert le Mire. Notitiæ Eccleſiarum Belgii. Cap. CXCIII. pag. 536. & Dynter Chron. de Brab. Liv. IV. feuill. 162. 163.

ANS de J. C. 1217. BRABANT ET COLOGNE.

(*a*) Il y a quelques Lacunes & quelques petites différences dans Aubert le Mire, ſurtout à l'égard des témoins qui ont ſigné le Traité.

HENRICUS Dei gratiâ Dux Lotharingiæ, Univerſis præſens ſcriptum intuentibus ſalutem in Domino. Ne rei geſtæ, &c. finem conſumat oblivio, ſolent ea quæ acta ſunt, litterarum indiciis æternari: Inde eſt quod notum facimus præſentibus & futuris, quod ab antiquo inter nos & terram noſtram ex una parte, & Epiſcopum Colonienſem & Eccleſiam ex altera parte, confœderata eſt dilectio & confirmata confœderatio, ut nullæ aliorum hominum amicitiæ vel diſcordiæ poſſint hujus dilectionis indiſſolubile vinculum diſſipare. Nos igitur hanc amicitiæ confœderationem innovare & corroborare volentes, de conſilio hominum noſtrorum Domino noſtro ENGELBERTO ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ electo promiſimus, juramento firmantes, quod ipſi ad conſervanda jura & libertatem Eccleſiæ ſuæ, cui ratione hominii ſumus obligati, contra omnem perſonam fideliter aſſiſtemus; ipſe quoque nobis vice versâ pollicitus eſt juramento, quod nobis in jure noſtro contra omnem hominem ſuum efficaciter auxilium impendet. Ad hujus igitur facti robur ac evidentiam, fecimus conſcribi hanc paginam, & ſigilli noſtri appoſitione cummuniri. Teſtes ſunt *Gerardus Comes Gelriæ, Walterus Bertols & Ægidius frater ſuus, Arnoldus de Diſt, Leonius Caſtellanus Bruxellenſis, Goſwinus de Goſenkurt, Arnoldus de Wilhelm, Rubinus de Tillimont* & alii quamplures. Acta ſunt hæc Coloniæ, anno Dominicæ Incarnationis MCC. XVII. III. Nonas Julii.

LXXXVII.

Acte par lequel REGINALD *Roi de l'Iſle de Man ſe rend Vaſſal du S. Siége, & fait de ſon Iſle un fief de l'Egliſe. Fait à Londres le* 22. *de Septembre.* 1219. G. G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 5.

ANS de J. C. 1219. ET LES ISLES DE MAN.

SANCTISSIMO Patri & Domino Honorio Dei gratia ſummo Pontifici REGINALDUS Rex Inſularum commendationem cum oſculo pedum. Noverit ſancta Paternitas veſtra, quod nos, ut participes ſimus bonorum quæ fiunt in Eccleſia Rom. admonitionem & exhortationem dilecti Patris Domini P. Norwicen. electi, Camerarii & legati veſtri dedimus & obtulimus nomine Eccleſiæ Romanæ & veſtro, & catholicorum veſtrorum ſucceſſorum Inſulam noſtram de Man, quæ ad nos jure hæreditario pertinet, & de qua nulli tenemur aliquod ſervitium facere; & deinceps nos & hæredes noſtri in perpetuum tenebimus in feudum dictam Inſulam ab Eccleſia Rom. & faciemus ei per hoc homagium, & fidelitatem. Et in recognitionem Dominii, nomine cenſus nos & hæredes noſtri in perpetuum annuatim ſolvemus Eccleſiæ Rom. duodecim marcas Sterlingorum in Anglia apud Abbatiam de Furnis Ciſtercien. Ordinis, in feſto Purificationis B. Mariæ. Et ſi non eſſet ibi aliquis ex parte veſtra, vel ſucceſſorum veſtrorum,

ANS de J. C. 1219.

rum, deponentur dictæ duodecim marchæ per nos & hæredes noſtros penes Abbatem & Conventum, Eccleſiæ Romanæ nomine Hanc donationem & oblationem dictus Dominus Legatus recepit ad voluntatem & beneplacitum veſtrum, & poſt receptionem factam ab eo ſic ipſe Dominus Legatus dictam Inſulam dedit mihi & hæredibus meis in feudum perpetuò poſſidendam & tenendam nomine Eccleſiæ Romanæ, & me inde per annulum aureum inveſtivit &c. Actum Lond. in domo militiæ Templi. XI. Kal. Octobr. Anno Domini milleſimo ducenteſimo (a) nono. Et ne ſuper his aliquando poſſit dubitari, has literas fieri fecimus, & ſigillo noſtro muniri.

(a) Il faut qu'il y ait faute ici, & que le mot de *Decimo* ait été oublié. Car en 1209. Il n'y avoit point de Pape Honorius à Rome, ſous lequel cet Acte a eſt fait. C'étoit Innocent III. qui régnoit alors.

ANS de J. C. 1222.

eorum villis & attinentiis, cum utilitate libera, & cum jure Ducali in remiſſionem peccatorum meorum liberrime donavi. Dedi etiam ſibi, in eodem Dominio Culmenſi centum villas ac poſſeſſiones & hæreditates cum earum attinentiis, jure prædictorum caſtrorum, quarum poſſeſſionum & villarum, villas iſtas ad præſens confero, videlicet, Coſelko, Naorſine, Mirſche, Harneſe, Volmuno, Oſtromerets, & omnes villas, quas Comeſyto circa Colmen habuit, Samko-lenis, Croſcino, Paſceno, Wezwino, Wnyslaw, Benkono, Glonino, (Glomno) Polanſche, Nenaugencz, Nedalyno, Crobno, Tuſeph, Kelz, Dambens, Selnovis, Poſtolko, Pomzmo, Duc, Pojeſib, Ceredche, Unizhe, Parchenne, Gelencz, Gleſzowar, Oſtrowich, omneſque hæreditates meas, circa Loram, cum earum attinentiis, uſque ad centum Hæreditates in Clumenſi Terra, cum omni libertate contuli. Ut autem prædicti Epiſcopi Pruſſiæ ad reædificandum Caſtrum Culmen, bona voluntas ac conſenſus accederet, Reverendus Dominus Gechko Epiſcopus Plocenſis, cum ſuo Capitulo de Tarnawo & Papawo & de omnibus villis & poſſeſſionibus, & de omni jure, tam ſpirituali, quam temporali, quod idem Epiſcopus & ſuum Capitulum in prædicto Culmenſi Domino, olim habuerunt, videlicet, ab eo loco, ubi Drevanza de Pruſſia egreditur, juxta terminos Pruſſiæ in Oſſam & ſic inferiùs per Oſſam in Viſlam, & ſic per Viſlam ſurſum ad Drewanzam, & ſic per Drewanzam ſurſum ad locum, ubi Drevanza egreditur de Pruſſia ad Epiſcopatum ſæpe dicti Epiſcopi, reſignârunt.

§. 2. Præterea autem in caſtro Culmenſi Curiam propriam, & quicquid ad Dominium Culmenſis Territorii pertinet, exceptis bonis prædictis, quæ ſupradictus Epiſcopus Pruſſiæ ibi habet, aut impoſterum, quocunque juſto modo aut emptione, à fidelium donatione habiturus eſt; quſcunque Terram Culmenſem habuerit, omnes proventus ipſius Terræ cum Epiſcopo Pruſſiæ dimidiabit. Inſuper decimam temporalium de parte ſua Epiſcopo Pruſſiæ dabit, excepto Duce Sileſiæ H. qui faciet cum Epiſcopo, ſecundum quod iis duobus viſum fuerit expedire. Ne itaque mea & ſupradicti Epiſcopi Plocenſis & ſui Capituli donatio, impoſterum, quod abſit, duci poſſit in irritum, ipſam præſentis ſcripti atteſtationem tam mei ſigilli, quàm etiam Plocenſis Epiſcopi & ſui Capituli, nec non Illuſtrium Ducum L. L. Poloniæ & H. Ducis Sileſiæ, & Venerabilium Patrum V. Gneſnenſi Archi-Epiſc. conſentiente. J. Cracovienſ. P. Pozonanſ. V. Wratislavienſ. L. Lubeſcenſ. M. Cujaviæ, eorum Sigillorum impreſſione, dignum duxi roborare. Imò & aliis teſtibus ſubnotatis: Gothardo Cancellario Maſoviæ, Nicolao Cancellario Cracoum. Arnoldo Mazoviæ: Marco Cracoum: Jacobo Sandomiriæ, Birſcone Wratislaviæ Palatinorum. Paccoſlao Cracoum, Miſtwino Sandomiri: Oſtafio Wiſliciæ, Clemente Plocinenſ. Theodoro Cruſvic. Stephano Poleſlav. Petriconæ, Lencinæ Caſtellanorum. Acta ſunt hæc in Lonys, Anno ab Incarnatione M. CC. XXII. Nonis Auguſti, regnante Domino noſtro Jeſu Chriſto.

LXXXVIII.

ANS de J. C. 1221.

FLANDRE ET DERMONDE.

Convention entre MATHILDE *Dame de Dermonde, &* JEANNE *Comteſſe de Flandres touchant la Terre d'Aloſt & de Dermonde & leurs Sujets. Fait à Courtrai; l'an* 1221. Aubert le Mire Donationum Belgicarum Tom. I. Cap. XCII. pag. 192.

EGO MATHELDIS, Domina Tenremondæ, notum facio omnibus præſentes litteras viſuris, quòd talis eſt conventio inter me & Dominam Comitiſſam Flandriæ & Hannoniæ, circa terram de Aloſt & Tenremonde; quòd neutra poteſt veſtigare & ſequi ſervos, neque albinos, nec hominem Advocatiæ, nec ancillam, de uno Dominio in alterum, ſed in feudis poteſt veſtigare & ſequi, & earum homines ſequentur, ubicumque ſolebant.

Et eſt ſciendum quò ad Advocatiam S Bavonis Gandenſis, quòd remanet eo modo, quo fuit eo tempore, quo Comes Balduinus ſervabat hanc conſuetudinem erga Advocatum Wilhelmum: idque debebit reſciri per fidam inquiſitionem Domini Bernardi Morſelani.

Hæc conventio debet ſervari, ſi Comes non contradicat, quando erit egreſſus è carcere: & ut aſſentiatur, debet Domina Comitiſſa adhibere omne conſilium bona fide. Et ſi Comes moriatur antequàm ſit liber à carcere, conventio debet ſervari ut ſcripta eſt. Datum Cortraci anno Domini milleſimo ducenteſimo viceſimo primo.

LXXXIX.

ANS de J. C. 1222.

MAZOVIE ET PRUSSE.

Tranſport fait par CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie, de quelques-unes de ſes Terres avec tout le Droit Ducal à* CHRETIEN *premier Evêque de Pruſſe. Fait le 5. d'Août.* 1222. G. G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 6.

EGO CONRADUS Dux Maſoviæ & Cujaviæ, notum facio omnibus fidelibus, tam præſentibus, quam futuris quod venerabili Domino Chriſtiano Epiſcopo Pruſſiæ primo, & ſuis ſucceſſoribus; pro eo, quod H Ducem Sileſiæ L. L. Vratislavienſem, L. L. Lubecenſem Epiſcopos cruce ſignatos, & eorum Barones, cæteroſque cruce ſignatos verſus Pruſſiam, ad petitionem meam, meorumque Baronum, Caſtrum Culmen, per multos annos à Prutenis deſtructum, & totaliter deſolatum reædificare cum ejus bona voluntate permiſit; partem prædicti Culmenſis territorii, quondam caſtra Graudentz, Wabsko, Koprinen, Willuſas, Colno, Ruch, Ryſin, Glamboki, Turne, Pin, Ploch, cum omnibus

ANS de J. C. 1222.

XC.

FLANDRE ET LIMBOURG.

Traité de Paix entre JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, &* VALERAN *Duc de Limbourg, fait au mois de Mars* 1222. Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum. Tom. II. Cap. LXXIV. pag. 371.

EGO JOANNA, Flandriæ & Hannoniæ Comitiſſa, omnibus certum facio, quòd poſt longam guerram habitam inter me, & PHILIPPUM Marchionem Namucenſem, conſanguineum meum, & fidelem ex una parte, & virum nobilem Dominum VALERAMUM Ducem de Lembourg, Comitem de Luxenbourg, & Dominam ERMENSINDIM, uxorem ejus, ex altera parte, ſuper Comitatu Namucenſi, pax eſt reformata in hunc modum..... (a)

(a) Le reſte manque. Le Mire dit que par ce Traité une grande portion du Comté de Namur, c'eſt-à-dire, tout ce qui eſt au delà de la Meuſe, fut cedée à Waleran Comte de Limbourg & de Luxembourg.

Actum apud Dionantum feria ſecunda poſt Invocavit, anno milleſimo ducenteſimo viceſimo ſecundo, menſe Martio.

XCI.

ANS de J. C. 1225.

Projet d'un Traité de Paix entre LOUIS IX. *Roi de France ſurnommé* S. Louïs, *&* JEANNE *Comteſſe de Flandre, pour l'élargiſſement de* (a) *Ferrant ſon mari, priſonnier à la Tour du Louvre à Paris. Dreſſé à Melun au mois d'Avril de l'an* (b) 1225. Pierre d'Oudergueeſt Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CVII. feüil. 177.

FRANCE ET FLANDRE.

(a) Il avoit été fait priſonnier à la célébre bataille de Bouvines donnée le 27. de Juillet 1214. Il avoit toûjours été priſonnier depuis, & ne fut délivré qu'en 1227. après 12. ans & demi de priſon.

(b) Il faut qu'il y ait faute dans cette date. Louis VIII. ne mourut qu'en Novembre 1226. & par conſéquent S. Louis ſon Fils n'étoit pas encore Roi. Je crains qu'Oudergheeſt n'ait confondu deux Traitez en un.

PRemiers que ledict Conte Ferrant & ſa femme s'obligeront por eux, & leurs ſucceſſeurs a perpetuité, pardevant le Pape de ne jamais eux ſubſtraire de la feaulté & hommage dn Roy de France: a peine que s'ils le faiſoyent, les Eveſques de Laon & de Senlis, pourroyent en dedens quarante jours aprés mettre l'interdict en Flandre, ſans en faire relaxation juſques a ce qu'ils euſſent amendé leurs meſus & meſfaict. Que la Ville & Forteresſe de Douay, laquelle eſtoit lors en la main du Roy, y demeureroyt encores dix ans, mais iceux expirez, elle retourneroit au Conte, ſaulf au Roy l'hommage, & ſouveraineté. Que les nobles & communaultez de Flandre, s'obligeroyent, qu'en event que le Conte, la Conteſſe de Flandre, ou leur ſucceſſeurs, contre vinſſent a ceſte Paix, ils abandonneroyent le Conte, & tiendroyent le party du Roy, juſques a ce que de leur different, droict en auroit été faict, par les Pairs de France. Et s'il y avoit aucun noble quy refuſaſt faire ladicte obligation, le Conte ſeroit tenu de le dechaſſer du païs, & de confiſquer ſes biens, meſmes de jamais ne le recevoir en grace, ne fuſt du gré & conſentement du Roy, & de la Royne Blanche ſa Mere. Que jamais plus le Conte Ferrant en ſa perſonne, ne s'eſleveroit contre le Roy la Royne ne ſes ſucceſſeurs Roys de France, & ne ſe ſubſtraheroit de leurs obeiſſance, ny du ſervice qu'il eſt oblegé leur faire, tant & ſy longuement, que le Roy luy feroit raiſon en la court des Pairs. Que les Contes & Conteſſes de Flandre, ne pourroyent jamais faire forteresſes nouvelles, ny reparer les vielles ſituées deça l'Eſcaut, ſinon par le congé du Roy, & de ſes ſucceſſeurs Roys de France. Que moyennant ce, de toutes choſes advenuës tant d'un côté que d'autre, ne ſeroit jamais rien demandé, mais que demoureroit entre eux une bonne Paix, ferme, & ſtable. Ce fut faict a Melun en l'an mil deux cents vint & cinc au mois d'April.

ANS de J. C. 1225.

XCII.

(a) *Traité de Paix entre* LOUIS IX. *ſurnommé* S. Loüis, *&* FERNAND *&* JEANNE *Comte & Comteſſe de Flandre, fait à l'Ile au mois de Janvier* 1226. G. G. Leibnitz, Codicis Diplomatici. pag. 11.

ANS de J. C. 1226.

FRANCE ET FLANDRE.

(a) Ce n'eſt preſque que le Traité précédent renouvellé ou plus au long.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis Officialis Curiæ Pariſienſis, ſalutem in Domino. Noveritis nos anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexta die Martis poſt ramos Palmatum quaſdam vidiſſe litteras, formam, quæ ſequitur, continentes.

Ego FERNANDUS Flandriæ & Hannoniæ Comes & ego JOHANNA Comitiſſa Uxor ejus, notum facimus univerſis, præſentes litteras inſpecturis; quod nos conventiones ſubſcriptas inivimus & fecimus cum chariſſimo Domino noſtro LUDOVICO Francorum Rege Illuſtri, & heredibus & fratribus ejus, & illuſtri Regina BLANCHA Matre ipſius, videlicet.

§. 1. Quod nos tenemur tradere Domino Regi litteras Domini Papæ continentes, quod ſi ego Comes, vel Comitiſſa, vel ſucceſſores noſtri in Comitatu Flandriæ teſiſtremus, (quod abſit,) de conventionibus firmatis inter Dominum Regem ex una parte, & nos ex altera, Laudunenſes & Silvanectenſes Epiſcopi & eorum ſucceſſores infra quadraginta dies, poſtquam ex parte Regis fuerint ſuper hoc requiſiti, per litteras, aut nuntium Domini Regis, promulgarent auctoritate Domini Papæ ſententiam excommunicationis in nos & ſucceſſores noſtros in Comitatu Flandriæ, & omnes Coadjutores & Fautores noſtros, & ſententiam interdicti in terras noſtras, coadjutorum & fautorum noſtrorum, & illas ſententias tenerent ac facerent teneri ſine relaxatione, quouſque id eſſet emendatum in Curia Domini Regis ad judicium Parium Franciæ. Dominus Rex tenebit forteritiam Duaci, in qua garniſio ſua nunc eſt in manu ſua à proxime præterita die circumciſionis Domini uſque ad decem annos completos, ad coſtum noſtrum, pét viginti ſolidos Pariſienſes, deliberaturos ſingulis diebus cum ſecuritate & fidelitate villæ Duaci; Ita quod in fine illorum decem annorum Dominus Rex reddet nobis forteritiam Duaci. Salvo quod homines villæ Duaci tenovabunt Domino Regi eandem ſecuritatem & fidelitatem, quam aliæ villæ Flandriæ ei fecerunt.

§. 2. Nos fecimus habere Domino Regi ſecuritates & fidelitates militum, communiarum, & villarum Flandriæ, quod Domino Regi & heredibus & fratribus ejus, & Dominæ Reginæ Matri ipſius adhærerent, & fideliter ſe tenerent contra nos, nec nobis auxilium præſtarent vel conſilium, qnouſque id eſſet emendatum in Curia Domini Regis ad judicium Parium Franciæ. Et ſi qui milites, vel homines, vel ſi quæ villæ ſunt, quæ non fecerunt eaſdem ſecuritates & fidelitates, nos de ipſis eas habere faciemus, quando ſuper hoc fuerimus requiſiti; Et qui autem de militibus, communiis, vel villis Flandriæ nollent facere Domino Regi fidelitates & ſecuritates, quas alii, tàm milites, quàm villæ Flandriæ jam fecerunt, nos expelleremus eos de terra noſtra. & ſaiſiremus quicquid ipſi habent in feodo Domini Regis ſine tevocare eos, & ſine reddere eis res ſuas, niſi per Dominum vel ſucceſſores ſuos, donec fecerint ſecuritates & fidelitates, permittatur.

§. 3. Nos & ſucceſſores noſtri non poterimus Do-

ANS de J. C. 1226. minum Regem vel heredes, vel fratres ſuos, vel etiam Dominam Reginam Matrem ejus, nec homines eorum in eauſam trahere occaſione alicujus rei factæ ante pacem iſtam, quin remaneant ſemper in pace tenentes de omnibus his, de quibus Dominus Rex Ludovicus claræ memoriæ Pater ejus, & homines ſui erant tenentes, die, quâ eum eodem Ludovico rege conventionem fecimus deliberatione mei Comitis faciendum, quod factum fuit apud Meledunum, anno incarnationis dominicæ, milleſimo ducenteſimo viceſimo quinto, menſe Aprilis, & nihil juris in his de cætero vindicabimus, vel reclamabimus, præterquam de forteritia Duaci, (ſicut ſuperius eſt expreſſum.) Nos & ſucceſſores noſtri non inquietabimus nec guerrabimus Dominum Regem, nec heredes, nec fratres ſuos, nec Dominam Reginam Matrem ejus, nec homines eorum, nec ei deficiemus de ſervitute, & jure faciendo, quamdiu Dominus Rex velit facere nobis jus in curia ſua, per judicium Parium noſtrorum; Nos non poſſumus facere forteritias novas, nec veteres inſortiare in Flandria circa fluvium qui dicitur Eſcauld; niſi per Dominum Regem, vel ſucceſſores ejus permittatur.

§. 4. Has ſiquidem conventiones ego Comes, & ego Comitiſſa prædicti, tactis ſacroſanctis Evangeliis, juravimus & promiſimus nos bonâ fide, fideliter, & firmiter ſervaturos, & voluimus, quod ad illas ſimiliter firmiter, & fideliter obſervandas teneantur per omnia heredes & ſucceſſores noſtri in Comitatu Flandriæ. Ut autem præmiſſa perpetuæ firmitatis robur obtineant, præſentem paginam Sigillis noſtris duximus roborandam. Actum apud Inſulam. Anno Dominicæ Incarnationis, milleſimo ducenteſimo vigeſimo ſexto, Menſe Januarii.

In cujus viſionis teſtimonium ſigillum Curiæ Pariſienſis præſentibus litteris duximus apponendum. Datum anno & die prædictis. Et ſur le repli eſt eſcrit. Facta eſt collatio per me Biterris. Et ſont les dittes Lettres cy deſſus tranſcriptes, ſcellées en double queüe de parchemin, d'un ſcel ou cachet de cire verte. Et ſur le dos d'icelles eſt auſſy eſcrit, ce qui s'enſuit: Conventiones ſuper pace inter Fernandum Comitem & ejus uxorem ſub eorum ſigillis, & Dominum Regem Ludovicum ac ejus matrem.

XCIII.

ANS de J. C. 1227. FLANDRE ET BRABANT. *Traité de Paix entre* FERNAND *Comte de Flandre & de Hainaut &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* HENRI *Fils du Duc. Fait l'an* 1227. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 71.

COmpoſitio inter FERDINANDUM Flandriæ & Hannoniæ Comitem & HENRICUS Ducem Lotharingiæ & HENRICUM filium ejus, mediantibus Hugone Epiſcopo Leodienſi, Godefrido Epiſcopo Cameracenſi & Waltero Bleſenſi Comite. Arbitri pro aſſignatione ſunt *Arnoldus de Aldenarde & Leonius Caſtellanus de Bruxella*, qui ſi diſcordes eſſent, *Gerardus de Jacea* eis adjungetur. Conventum autem eſt, quod Dux ſolvet quindecim milli lib, quas Comes ex nomine ejus ſolvit Epiſcopo Leodienſi. Item ſingulis annis octingentas libras alborum de terra quam Comes Domino Leodienſi Epiſcopo pro ipſo invadiavit: & pro aſſecuratione dictæ pecuniæ Dux dabit in manus Comitis Caſtrum *Genappe*, cumque Comiti prædictæ ſummæ perſolventur. Facta autem ſolutione, Comes Caſtrum *Genappe* reſtituet Duci; quod Comes promiſit, & cum ipſo juraverunt *Arnoldus de Aldenarde, Egidius de Barbanſon, Walterus de Formeſella, Michael Comeſtabularius, Euſtachius Camerarius & Raſo de Gavere*, quos Comes plegios ad hoc conſtituit, & Bruſſellam intrabunt non exituri donec Comes ſatisfecerit. Actum Hoio anno Domini MCC. XXVII. feria ſexta ante Michaëlis. ANS de J. C. 1227.

XCIV.

Donation faite par CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie, de ſa Terre de Culme à l'Hôpital de Sainte Marie appartenant à* L'ORDRE TEUTONIQUE; *faite au mois de Juin* 1230. G. G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 7. ANS de J. C. 1230. MASOVIE ET L'ORDRE TEUTONIQUE.

EGo CONRADUS divina miſeratione Dux Maſoviæ & Cujaviæ, cunctis præſentibus & futuris, ſcriptum præſens inſpecturis, notum eſſe volo, quod cum Pruteni & alii Chriſtiani nominis inimici, magnam partem Terrarum mearum ipſis adjacentium depræda tionibus, incendiis tam Eccleſiarum, quam aliorum locorum, interfectionibus ac captivationibus virorum, mulierum & permultorum, peccatis hominum, qui altiſſimum in ſuis vanitatibus irritaverunt exigentibus, miſerabiliter divina permiſſione vaſtaverint, eorumque qui Chriſtum oderunt, ſemper aſcendens & ſuper aſcendens ſuperbia invaluerit, adeo ut nec adhuc ipſum in membris vivis perſequi ceſſent, aut deſiſtant; non ſolùm res, imò magis ipſum ſanguinem fidelium, inter infinitas & horrendas auditu & dictu abuſiones, quas in contumeliam exercent Creatoris, ſitientes; ſperans per viros Religioſos manum Domini, quæ nos tetigit, & flagellum indignationis ſuæ placare, ejuſque favente gratiâ, quæ ſuis adeſſe conſuevit per Chriſti milites, quorum ſpes, virtus & gloria Deus eſt, brachium fortitudinis Saracenorum conterendum; ſalutis animæ meæ ac meorum, æternæque retributionis intuitu, ac ob-deſenſionem fidelium in Polonia, uxore mea Agaſia, filiiſque meis Boleſlao, Caſimiro, Zemovito, expreſſè de bona & ſpontanea voluntate conſentientibus, accedente quoque conſilio & conſenſu Epiſcoporum, Magnatum & Majorum Terræ meæ dedi & contuli Hoſpitali Sanctæ Mariæ Domûs Teutonic. & fratribus ejuſdem Domus, totum & ex integro Culmenſe territorium, cum omnibus ſuis attinentiis, ab eo loco, ubi Drivenca egreditur terminos Pruſſiæ, & per deceſſum ejuſdem fluminis uſque in Viſlam, & in deceſſu Viſlæ uſque ad Oſſam, & per aſcenſum Oſſæ uſque ad terminos Pruſſiæ, in veram ac perpetuam proprietatem poſſidendum, pleno jure, cum omni libertate; tntam terram cum aquis, aquarumque decurſibus, ſtagnis, paludibus, montibus, vallibus, ſaltibus, nemoribus, ſylvis, arbuſtis, pratis, paſcuis omnibus cultis & incultis, viis & inviis, cum omnium eorum libera & plena utilitate & fructu, quæ in prædictis omnibus ſunt vel fuerint inventa, apparentia, vel inculta, & ſpecialiter ſive aurum, ſive argentum, vel alia quæcunque ſpecies æris vel metallorum aut gemmarum, fontes vel venæ ſalis & quicquid omninò in Terrâ vel ſupra, vel in aquis inventum fuit, Caſtores & omnes venationes quarumque ferarum; piſcationes quoque piſcium omnis generis, cum ipſis aquis prædictis, & omni eorum proventu & utilitate in piſcationibus, naviguis, paſſagiis, pontibus, molendinis & inſulis cum villis & caſtris, oppidis, grangiis, foris, monetis, pedagiis, theloneis terrarum & aquarum, & omnino cum omnibus continentis intra limites prædictos & pleno jure & integra libertate, ipſorum etiam limitum, ſine qualibet dimioutione, cum omni honore & juriſdictione, perfecto ac vero Dominio proprietate ac poſſeſſione omnium prædictorum, & aliorum omnium, quæ in privilegiis largitionum, in favorabiles quaſlibet perſonas vel

ANS de J. C. 1230.

vel loca, in favorem, commodum & cautelam eorum, quibus confertur, conſcribi ſolent aut poſſunt, ita ut beneficium meæ collationis, largiſſimam ad omne commodum, honorem & utilitatem domus & fratrum eorum recipiat interpretationem. Nihil prorſus juris, utilitatis, advocatiæ, patronatûs, vel cujuſlibet alterius juris, ditionis aut poteſtatis, quocunque nomine cenſeri poſſit vel appellari, mihi hæredibus vel ſucceſſoribus meis, in omnibus ſupradictis, vel quolibet eorum retinens aut reſervans, ſed omnia ea cum libertatibus & pleno & integro jure, ſine omni dolo, fraude, captione ac captioſitate, ſine diminutione ac coarctatione, cum bona & exuberante fide, & largiſſimo intellectu, Domui & fratribus memoratis contuli, & collata recognoſco, me hæredes & Terram meam obligans & teneri volens de evictione. Præterea quicquid de perſonis vel bonis omnium Saracenorum, captivatione, deprædatione, extorſione, occupatione vel ſubjugatione, mobilium ſive immobilium, terrarum vel aquarum, atque omnium in eis contentorum, quolibet modo fratres prædicti adipiſci potuerint, cum omni & integro jure ac libertate ſuperius præmiſſæ donationis, nulla prorſus diminutione, coarctatione vel impedimento ipſis à me, hæredibus meis, vel quolibet alio, quem nos prohibere vel coarctare poſſumus, præſtando vel procurando eiſdem conceſſi, cum vera proprietate & perfecto dominio, quietè poſſidendum: & in hoc conſenſi, cum uxoris meæ, & filiorum meorum, Epiſcoporum, Baronum & Magnatum terræ meæ conſenſu, contra omnem hominem, ad obſervationem & defenſionem omnium ſupradictorum, ſecundum omne poſſe & totas vires meas, eiſdem auxilium & conſilium bona fide promittens, omnes hæredes ac ſucceſſores meos & terras meas obligans mecum & aſtringens, ad ratihabitionem, obſervationem & conſervationem donationum, conceſſionum, obligationum & promiſſionum omnium ſupradictorum. Fratres quoque prædicti bona fide repromiſerunt mihi hæredibuſque meis, ſecundum Dei honorem & amorem, contra Prutenos & alios Saracenos nobis conterminos, Terram noſtram impugnantes, quamdiu hoſtes fidei ſunt & inimici cultûs Chriſti, aſſiſtere, & ſine dolo ac fictione unà nobiſcum omni tempore militare. Ne igitur donationes & conceſſiones prædictæ, celebri dignæ memoriâ, tam utiles, quàm neceſſariæ; non ſolùm ſecuritati fidelium in Polonia, qui graves impugnationes & oppreſſiones ab hoſtibus Chriſti jam dudum ſuſtinuerunt, in præſenti proficientes, verùm etiam propagationi & ampliationi SS. Fidei Catholicæ, etiam ad ipſos infideles, quorum exinde ſperatur converſio, per Dei gratiam profuturæ, abeant in oblivionem, aut cujuſcunque calliditate, dolo, verſutiâ, ſiniſtra interpretatione debilitari, perverti, frangi, violari valeant, aut irritari, vel ſaltem malevola machinatione attemptari, ſed potius piæ meæ donationes ſanctæ firmæ maneant & inconvulſæ; Ad perpetuam præfatorum geſtorum memoriam præſentem paginam teſtium infraſcriptione mei, uxoris meæ, Epiſcoporum & Magnatum Terræ meæ figillis roborari feci ac communiri. Acta ſunt in Cruſſwiz ante Pontes ab anno incarnationis Dominicæ MCCXXX. menſe Junii, Indictione tertia. Teſtes horum ſunt, Guntherus Epiſcopus Maſoviæ, Miſlie Epiſcopus Cujaviæ, Chriſtianus Epiſcopus Pruſſiæ, Arnoldus Præpoſitus, Wilhelmus Decanus, Pacoſlaus Junior Comes Dirſchovienſis, Nicolaus Cancellarius, Magiſter Joannes, Magiſter Cancellarius, Georgius Subcancellarius & quàm plures alii tam religioſi quam ſeculares.

XCV.

ANS de J. C. 1230.

Tranſport fait par CHRE'TIEN I. *Evêque de Pruſſe de toutes les Donations, qui lui ont été faites par* CONRAD *Duc de Maſovie, aux Chevaliers de* L'ORDRE TEUTONIQUE. *Fait l'an* 1230. G. G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 8.

PRUSSE ET L'ORDRE TEUTONIQUE.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen. Ego CHRISTIANUS primus Pruſſiæ Epiſcopus, notum eſſe volo, univerſis præſens ſcriptum inſpecturis, quod propter Deum & ob defenſionem Sacroſanctæ Matris noſtræ Eccleſiæ, heu! jam pene in partibus illis depopulatæ à Paganis, videlicet territorio Chelmenſi, Fratribus de Domo Teuthonicâ, quicquid habui, dati mihi à Duce CONRADO, vel ab Eccleſia Plocenſi, vel empti, libere contuli, ut ipſi mihi, omnibus meis ſucceſſoribus ſint parati, contra Paganos pugnaturi. Ipſi vero mihi in eodem territorio jam ſupradicto contulerunt de omni aratro, unam menſuram tritici, & aliam ſiliginis, & ducenta aratra & quinque hologi aunumquodque de quoque aratro, cum omni utilitate. Teſtes autem hujus donationis & promiſſi. Henricus Abbas de Lucca. Frater. H. Sacerdos. Frater. H. Converſus. Fratres milites Chriſti. Andreas Götz cæterique quam plures. Alexander Sacerdos, Cives, Albertus Scultetus Mauricius, Hildebrand & quam plures. Et ut hæc permaneant inconvulſa, ſigillorum noſtrorum præmunivimus appenſione. Acta. Incarn. Domin. MCCXXX.

XCVI.

ANS de J. C. 1230.

Traité de Paix entre FREDERIC II. *Empereur & Roi de Sicile &* ABBUISSAC *Prince des Saraſins d'Afrique, touchant la ſureté du Commerce, & la juriſdiction de l'Empereur ſur les Saraſins de l'Iſle de Corſe, ſans y comprendre les Villes de Gênes, de Piſe, de Marſeille & de Veniſe, qui avoient fait un Traité ſéparé avec le Caliſe: conclu par Guibault Ambaſſadeur & Otage de l'Empereur l'an* 628. *de l'Hégire, qui eſt l'an de Jeſus-Chriſt* 1230. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 13.

L'EMPEREUR ET LES SARASINS.

IN nomine Dei miſericordis Miſeratoris. Incipimus cum laude Dei maximi & invocatione illius perlaudate petimus proſperitatem, laus Deo, ſcienti abſcondita, futura, extranea, qui eſt æternus poſt finem omnis viventis.

§. 1. Tandem hoc eſt diploma pacis benedictæ, ſi voluerit Deus excelſus & pretioſus, quæ eſt inita per benedictionem Dei, cujus (pacis) toga eſt picta gemmis obſervationis jurisjurandi, & rami illius penetrarunt uſque ad gradum fœlicitatis, quam Senior, excellens, magnificus, reverendus, fidelis præeminentiæ, benedictus & fortunatus Abbuſſac filius Senioris honorandi, reverendi, defuncti Abjebrahim filii Senioris ſanctificati, legis Dei militis & defenſoris Abihafri, de quibus Deus ſibi complacuit, & duxit illos ad rectitudinem Conſilii & Electionis, quemadmodum fecit eos arbitros Conſiliorum, & ſecundum voluntatem ſuam, ſic fieri, vel non, ordinavit; mediante Vibaldo Chriſtiano Equite, fideli Legato Regis celebris, maximi Romanorum Frederici

ANS de J. C. 1230. Cæſaris Imperatoris Romæ, & Regis Siciliæ & Saxoniæ; Concordet eum Deus, & ducat ad rectitudinem & proſperitatem ſecundum optimam intentionem, cum in poteſtate ſuâ hoc poſuiſſet; quem miſerat prædictus Rex, cum quo contraxit fœdus per manus Legati ſui Vibaldi, Equitis fidelis ſecundum Copventiones; quarum poſtea ſequetur Declaratio in hoc diplomate.

§. 2. Inter quas eſt, ut dimittantur illi omnes, qui ſunt in Africa ex captivis Chriſtianorum, qui capti fuerunt, ſive mares, ſive fœminæ, ſive parvi, ſive magni, ex omnibus, qui adhuc amplectuntur legem Chriſtianiſmi; Et etiam, ut ipſi dimittant omnes captivos Mahometanos, qui ſunt apud eos, amplectentes legem Mahometiſmi, ſive ſint mares vel fœminæ, parvi vel magni. Et ut tollantur vexationes & exactiones ordinariæ, & ſolitæ exigi à Chriſtianis navigantibus ad Provincias Africæ, à mercatoribus Inſulæ, Siciliæ, Calabriæ Principatus & Apuliæ; Et ut ipſi etiam tollant omnes exactiones ſolitas exigi ſecundum morem & ordinem à navigantibus Africanis ad prædictas regiones prædicti Regis, de quibus diximus, ut ſint liberæ.

§. 3. Et etiam detur illis dimidium tributi Inſulæ Corſicæ ſignatum & ordinarium tempore meſſis ſolitæ, neque habeant Chriſtiani in prædicta Inſula Corſicæ Juriſdictionem ſuper ullum Mahometanum, præter Præfectum Mahometanum miſſum à prædicto Rege Siciliæ nomine ſuo, ad regendos tantummodo populos unitatis, & ſit occupatus in negotiis populi unitatis, quem Deus honorificet. Omne hoc præſtatur illis hoc pacto, ut ipſi ſe obligent & habeant curam reſtituendi omne, quod in hoc mari deprædatur à piratis Chriſtianis, qui ſubſunt imperio dicti Regis, & qui ſunt ſub ſua Juriſdictione, ſubjecti ſuo dominio & potentiæ, ex omnibus Juriſdictionibus ſuis, præter Genuam, Piſam, Marſiliam & Venetias, cum jam declaratum ſit, quod etſi prædicti populi pro perſonis & ſtatu jam pacem inierint cum Domino noſtro Caliſa Sacerdote, Imperatore fidelium, qui Rex prædictus (ſcilicet Imperator) ſe obligat reſtaurare & ſatisfacere omne, quod uſurpatur ab unoquoque ex omnibus gentibus, ſubditis ſnæ ditionis ſive ſint mercatores & milites in omnibus regionibus Africæ, ut perſolvatur omnibus exiſtentibus & venientibus per eam, ex incolis ſuis; Et ut etiam ſatisfaciat omnibus euntibus ab Africa ex incolis ſuis uſque ad Provinciam Ægypti, & qui ad alias regiones ſint navigantes & iter facientes cum Caravalis euntibus ad Africam.

§. 4. Et ut etiam reddant ſecura omnia littora Africæ, oppida, regiones & Provincias, cum præſidiis, portibus & limitibus. Et ut etiam, ſi aliquis introiverit in portum aliquem ex portibus Africæ vel refugerit ad aliquod littus ex littoribus ſuis, ſive ſit habitatum, vel deſertum, jam ſit ſecurus ab incolis Africæ & ab omnibus Mahometanis, Ægyptiis, & aliis, ut ſi aliquis refugerit ad aliquod littus ex littoribus Africæ, & receperit damnum & moleſtiam ab aliquo ſubdito Regi prædicto, obligabuntur ipſi ad reſarciendum damnum.

§. 5. Et ut etiam ne irritent, neque provocent aliquem ex illius incolis, ſpe vel timore, neque conculcent partem aliquam in illa, ſponte ſuâ, damni faciendi cauſa, neque auxilium præſtent aliis gentibus ad id faciendum, & ſe obligent reſtaurare omne, quod amittetur & auferetur ex illa regione ab omnibus Chriſtianis ſubditis prædicto Regi, & ſubditis Imperio illius, ut antea dictum fuit, ſecundum has conditiones & pacta contra eos, & cum ipſis, cum quibus inita eſt pax, in ſpatium continuorum decem annorum, quorum principium incipit ab initio & inſcriptione ipſius diplomatis; Et ſic ſtatutum eſt, ut omnia adimplerentur; de quo ſe obligavit, ſic fore pro parte Regis Imperatoris Romæ, & Inſulæ Siciliæ, & Saxoniæ, illius Legatus & obſes Vibaldus Eques prædictus, qui dixit, ſe ab ipſo accepiſſe mandatum, & negotium pacis pro ipſo, & ut ſtatuat negotia, loco Imperatoris, ſecundum quod declaravit Epiſtola ſua, & promiſit, verba illius ſe ſervaturum. Sic Senior honorandus, reverendus & excellens Abbuiſſac cum ipſo conditiones compoſuit. Deus concordet conſilia illorum, & corroboret intentiones ſuas ſecundum ordinem prædictum, cum illi dediſſet judicium acerrimum ad hoc ordinandum & mittendum ad eum; benedicat eum Deus, qui perducat illum ad rectitudinem conſilii, qui eſt ejus cuſtos & dignus Protector. Hoc contraxit inter illos fore ſervata ſecundum pactum Dei inter ipſos actum, quo ſe obligavit, & quicumque illud amplectitur, proſper evadit & luctatur, & qui ad eum refugit, liberabitur, & qui ad illud recurrit, ſecurus redditur. Factum eſt diploma hoc juramento ad confirmanda, quæ in eo ſunt, & in Deo eſt ſpes authoræ mundi & Creatore. ANS de J. C. 1230.

§. 6. Hæc pax prædicta fuit contracta cum prædicto Legato Chriſtiano, in præſentia illorum, quorum Deus miſereatur, Mahometanorum & Chriſtianorum, & teſtes intellexerunt omne hoc, quod præſentatum eſt ad omne, quod diximus, & illorum, quos vocavit Senior magnificus, honorandus & benedictus, & corroboratus virtute Dei Abbuiſſac prædictus; Deus perpetuet altitudinem eorum & proſperitatem illorum, quod ipſis attinet de hoc, & de teſtimonio interpretum infra dictorum, & quod ipſis attinet, quod declararunt & intellexerunt, quod Chriſtianis prædictus omne hoc confirmaſſet accepiſſe & teſtimonia dediſſe, de toto dimidio menſis Jamadalacheri, anno 628.

§. 7. Et ex pactis, quibus hæc pax contracta fuit expleta & perfecta, eſt quod nemo ex mercatoribus Mahometanorum, qui navigat, eundo & redeundo ad regiones & provincias prædicti Regis ad merces tantum, impediatur ſecundum confœderationes prædictas, & perſolvat decimam. Et hoc diploma eſt certum, verum & utile, ut petierunt illud, & eſt clarum & perfectum.

Hametes, Mahometis filius, filii Geber Alcerouni, & Hametes Omar, filii Omar, Hametis filii Albilbal, & Abduzerami, Abdalla filius Alcoraſci, & Mahometes Benabilcazin, Brin Balbin Alcoraſci, Haſcan Abdalla, filius Binalcharm Athami. In eo ſunt etiam ſcripta teſtimonia litteris latinis teſtium, & magni Romanorum Regis.

XCVII.

(a) *Contract de Mariage* D'HENRI I. *dit* le Blond *ou* Blondel, *Comte de Luxembourg, & de* MARGUERITE DE BAR, *fille Aînée de Henri Comte de Bar; par lequel mariage, la Ville de Ligny en Barois entre dans la famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet* 1231. Aubert le Mire, Diplomatum Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXIX. pag. 378. ANS de J. C. 1231. LUXEMBOURG ET BAR.

(a) Ce Contract fut ratifié en 1235. mais comme Marguerite étoit encore trop jeune, le mariage ne fut conſommé qu'en 1240.

EGO ERMENAINDIA, Comitiſſa Lucemburgenſis, Marchioniſſa Arlunenſis, omnibus præſentes litteras inſpecturis notum facio, quòd HENRICUS Dominus de Lucemburg, filius meus, ducere debet in uxorem MARGARETAM, filiam Domini Henrici Comitis Barrenſis: & idem Comes dedit filio meo prædicto in maritagio Lineyum, & Caſtellaniam cum dependitiis, hominiis & domeniis:

Ita quòd Lineyum & Caſtellaniam, cum ſupradictis omnibus, eidem tenetur facere valere ſeptingentas libras..... annuatim, tali conditione, quòd ſi terra jam dicta minùs quàm ſeptingentas libras valeret annuatim, ipſe defectum tenetur ei aſſignare per dictum duorum bonorum virorum, quorum alter de hominibus

ANS de J. C. 1231.

bus meis, reliquus verò de hominibus Comitis Barrenſis debet eſſe..... de Lineyo in terra ſua. Et ſi jam dicta terra plus quàm ſeptingentas libras annuatim valeret, hoc quod ſupercreſceret, ſibi & aliis heredibus ſuis remaneret.

Et hæc debent diſcerni per duos dictores ſupradictos per aſſenſum meum & Henrici filii mei, & Comitis Barrenſis, ad hoc electos. Terram autem ſupradictam debet facere tenere Comes Barrenſis Henrico filio meo hberè, ſicut allodium proprium, & ſine ſervitio alicui propter hoc impendendo. Ipſe verò filius meus vel heredes ſui illam de aliquo reaccipere in feodo non poſſunt.

Si verò Margaretam filiam Comitis, ſine herede corporis ſui, vel heredes ſuos, ſi quos haberet de filio meo, de herede in heredem, ſine herede mori contingeret, terra prædicta ad Comitem & heredes ſuos rediret.

Et ſi ELISABETH filiam meam, prædicti Comitis ſororem, filii mei Walerami uxorem, ſine herede corporis ſui, vel heredes ſuos, ſi quos haberet, de herede in heredem, ſine herede mori contingeret, (a) Marci-villa cum appenditiis ſuis, & Arenccy cum appenditiis ſuis, ſicut ego eadem teneo in dote, redirent ad Margaretam filiam Comitis, & ad Henricum maritum ejus, filium meum, & heredes eorum: & tunc terra de Linyeo ſupradicta ad Comitem Barrenſem & heredes ſuos alios reverteretur.

(a) C'eſt Marville.

Item ſi dictam Margaretam ſine herede corporis ſui, vel heredes ſuos, ſi quos haberet de Henrico filio meo, de herede in heredem, ſine herede mori contingeret, Marci-villa & Arenceyum cum appenditiis, ſicut ſupra dictum eſt, ad Comitem & heredes ſuos reverterentur. Dictus verò Henricus filius meus debet dotare ſit pefatam Margaretam de ſeptingentis libris terræ..... in caſtello & Caſtellania, in hominis & in Dominiis. Et in illo die, quo idem filius meus Margaretam ducet in uxorem, debent nominari & caſtellum & Caſtellania ſupradicta, & terra aſſignari per duos dictores ſupradictos.

Et idem filius meus tenetur ducere in uxorem eamdem Margaretam, quàm citò ipſa ad ætatem devenerit competentem: & ſuper hoc ipſe filius meus fidem dedit. Et ego ERMENSINDIS Comitiſſa mater ejus, hoc matrimonium, & omnes conventiones ſupradictas tenere, & facere teneri creantavi, & ſuper his fidem dedi. Ipſe etiam Comes Barrenſis ipſum matrimonium, & omnes conventiones ſupradictas tenere, & facere teneri, fide data, creantavit.

Et ſuper his obſervandis amicos & fideles meos plegios conſtitui de tribus millibus libris Metenſis monetæ. Similiter Comes Barrenſis ſuper eodem matrimonio, & ſuper prædictis conventionibus tenendis, amicos & fideles ſuos plegios conſtituit de tribus millibus libris Metenſibus.

Quod ut firmum ſit, præſentes litteras ſigilli mei munimine roboravi. Actum anno Domini milleſimo ducenteſimo triceſimo primo, menſe Julii.

XCVIII.

ANS de J. C. 1232.

EMPIRE ET FRANCE.

Traité d'Alliance entre FREDERIC II. *Empereur, & Roi de Jeruſalem & de Sicile, &* LOUIS IX. *dit* S. Louis *Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres à ne faire point d'alliance avec le Roi d'Angleterre ſans le conſentement de Louis. Fait à Portenau, au mois de Mai.* 1232. G. G. Leibnitz Codicis Diplomatici. pag. 15.

FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Jeruſalem & Siciliæ Rex. Sinceræ dilectionis affectus, quem ad carissimum Amicum noſtrum, & Fratrem Lodoicum Regem Francorum Illuſtrem habuimus, & habemus, ſollicitè nos admonet, & inducit, ut verum amicitiæ fœdus, quod & ſervavimus hactenus illibatum, ſtabilitate perpetuâ fortius roboremus, & firmiter innovemus; Noverint igitur univerſi, præſentes pariter & futuri, quod nos ſubſcriptam Confœderationem & amicitiam cum præfato Rege, & ipſius hæredibus poſt modum duximus inendam; Inprimis non erimus dicto, facto, conſilio, vel aſſenſu, qualiter idem Rex & hæredes ejus vitam aut honorem amittant, ſeu captionem corporum habeant & ſi aliquid iſtorum ſciverimus, illud diſturbabimus bona fide; Quod diſturbare non poterimus, ſignificabimus eis, aut alicui, vel aliquibus perſonis bonâ fide, quæ hoc valeant diſturbare, ſeu per aliquam vel aliquas perſonas ſignificabimus ipſis eiſdem.

ANS de J. C. 1232.

§. 2. Item non conſentiemus, quod de Imperio noſtro, & hominibus ejuſdem Imperii noſtri alicui, vel aliquibus, quod contra prædictum Regem & ejus hæredes, in perſonis, honoribus, & terris eorum quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tàm de perſonis, quàm de rebus aliquod ſubſidium tribuatur, ſed prorſus inhibemus, quod non fiat, & ne fiat, diſturbabimus bona fide. Inſuper nos homines Regni ſui, vel ad Regnum ſuum pertinentes contumaces aut eidem rebelles, ſeu moventes guerram contra ipſum Regem, & hæredes ipſius, vel foriſbannitos Regni ſui non receptabimus, nec receptari faciemus, nec in Imperio noſtro, ubi poteſtatem habemus, per nos aut homines noſtros ſuſtinebimus receptari, poſtquam ad ipſum parte ipſorum in nobis fuerit intimatum, ſed eos, ubicumque invenire poterimus, per Imperium noſtrum capi faciemus in rebus pariter & perſonis bonâ fide, ubi poteſtatem ſuper hoc habeamus. De Rege Angliæ ſic erit, quod nullam cum eo faciemus amicitiam ſeu confœderationem, nec à noſtris fieri permittemus, ubicumque poteſtatem impediendi habeamus ſine voluntate prædicti Regis Franciæ.

§. 3. Et hanc Confœderationem fecit bonâ fide nobiſcum idem Rex Ludovicus, quod non erit dicto, facto, Conſilio, vel aſſenſu, qualiter nos, & hæredes noſtri vitam aut honorem amittamus, ſeu captionem corporum habemus, &, ſi aliquod iſtorum ſciverit, illud diſturbabit bonâ fide. Quod ſi diſturbare non potent, ſignificabit nobis, aut alicui, vel aliquibus perſonis bonâ fide, quæ hoc valeant diſturbare, ſeu per aliquam vel aliquas perſonas ſignificabit nobis ipſis. Item non conſentiet quod de regno ſuo & hominibus ejuſdem regni ſui vel aliquibus, qui contra nos, & hæredes noſtros in perſonis, honoribus, & terris noſtris quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tàm de perſonis, quàm rebus aliquod ſubſidium tribuatur, ſed prorſus inhibebit, quod non fiat, & ne fiat diſturbabit bonâ fide. Inſuper idem Rex homines Imperii noſtri ad Imperium noſtrum pertinentes, contumaces, aut nobis rebelles, ſeu moventes guerram contra nos, hæredes noſtros vel foriſbannitos Imperii noſtri non receptabit, nec receptari faciet, nec in Regno ſuo, ubi poteſtatem habebat per ſe, aut homines ſuos ſuſtinebit receptari, poſtquam id ipſum ex parte noſtra ſibi fuerit intimatum, ſed eos ubicumque inveniri poterant per regnum ſuum capi faciet in rebus pariter & perſonis bonâ fide, ubi ſuper hoc habeat poteſtatem prædictam. Itaque confœderationem præcepimus & injunximus jurandam pro nobis & in animâ noſtrâ à dilecto familiari noſtro Magiſtro Henrico Vener. Cathan. electo, & Henrico de Aquiſgran. Camerario fidelibus noſtris. Acta ſunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis, Milleſimo, ducenteſimo triceſimo ſecundo, menſe Maji, quintæ Indictionis. Datum apud portum Naonis in foro Julii, Anno, menſe & indictione prætitulatis.

XCIX.

ANS de J. C. 1232. BRABANT ET BREDA.

Accord entre HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant*, & GILLES *Seigneur de Breda, fait au mois de Décembre*, 1232. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 73.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis. Talis inter Dominum HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & *Egidium de Breda* Compoſitio eſt ordinata. Ipſe Dominus Dux hominium ſuum recognovit Domino *Egidio*, & omnibus coadjutoribus ſuis & fautoribus, offenſam ſuam remiſit: & idem Egidius fautoribus Ducis ſimile fecit viceverſa. Omne ſpolium hominibus Ducis ablatum, idem *Egidius* in manus Abbatis S. Michaëlis in Antwerp reſtituet; ita quod ſi Domini *Henricus* & *Godefridus* filii Ducis hanc Compoſitionem approbaverint & per ſuas litteras patentes affirmaverint, præfatus Abbas ablata reſtituet ſpolitatis, & ſi quid fuerit diſtractum, ſecundùm dictum *Alberti de Cuyck*, *Arnoldi de Weſemale & Abbatis Antwerp*, & aliorum qui huic interfuerunt Compoſitioni, idem *Egidius* recompenſabit; quod ſi alter vel uterque præfatorum nobilium huic dicto intereſſe non poterit, alius loco ipſorum eligetur. De exceſſu ſpoliationis factæ hominibus Ducis emendam præſtabit ſæpedictus *Egidius* idem Duci, ſecundùm dictum *Alberti de Cuyck & Arnoldi de Weſemale* prædictorum: ſi verò alter, vel uterque filiorum Ducis dictæ Compoſitioni contradixerit, præfatum ſpolium ſæpedicto *Egidio* apud *Crudebeke* reſtituetur, & ipſe cum ſuis cum ſecuro conductu Ducis tranſibit ad locum tutum. Dominus Dux Caſtrum de *Breda* tenebit, ſaluo jure omnium hæredum Domini. *Raſo de Gavera & Arnoldus de Walein*, *W. de Pulle & W. Dapifer* ſumptus Caſtri de *Breda* taxabunt, & de redditibus terræ de Breda tantum aſſignabunt, quantum ſufficiet ad neceſſariam & honeſtam cuſtodiam prædicti Caſtri. Cartæ & ſcripta de conventionibus inter Ducem & Dominum de *Breda* confectæ in loco ſuo apud *Breda* reponentur. *W. de Borde* & alii cuſtodes terræ de *Breda*, ſæpefato *Egidio de Breda* & præfatis quatuor de receptis terræ de *Breda* rectam reddent Computationem, & quod in uſus præfati Caſtri, vel in utilitatem Ducis verſum eſt ratum habebitur, reſiduum reſtituent, ad mandatum prædictorum. Nulla occaſio frivola adversùm ſæpedictum *Egidium* requiretur; ſed ſi exceſſerit, citatus tractabitur per ſententiam parium ſuorum: terram prope *Some*, præter *Wolde* quod *Boidinus* tenebat, ſtatim habebit, quouſque præfati taxatores dictum ſuum promulgaverint; qui plus vel minus ei aſſignaverint, pro neceſſitate Caſtri conſervandi. Inſuper ſi infra tempus tutelæ relicta Domini *Godefridi de Breda* debitum carnis perſolverit, ſæpefatus *Egidius* terram quam nomine dotis poſſidet, tanquam tutor poſſidebit. Datum in feſto B. Nicolai anno Domini MCC. XXXII.

C.

ANS de J. C. 1233. BOURGOGNE ET NEVERS.

Accord entre le Duc de BOURGOGNE, *& le Comte de* NEVERS, *pour la mouvance de Larey. Fait au mois de Décembre.* 1233. Etienne Perard Recuëil de Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 427.

EGO *G. Comes Nivernenſis* & Forenſis, notum facimus univerſis, quòd cùm diſcordia eſſet inter nos & kariſſimum Dominum noſtrum Ducem Burgundiæ, ſuper domo *de Larry*, ex eo quod nos dicebamus quod domus illa ſita erat infra terminos Comitatus Nivernenſis, & de feodo noſtro; & Dux dicebat, quod illa domus erat de feodo ſuo: tandem inter nos & ipſum Ducem fuit ſuper hoc amicabiliter compoſitum in hunc modum, quod Domina de Larry & hæredes ſui, debent capere centum libratas terræ ad Divionem de nobis ad proquinquius de Larry quam poterunt, & de illis centum libratis terræ, ipſa Domina & hæredes ſui qui domum de Larry tenebunt, erunt homines noſtri ligii præ omnibus gentibus, ſalva ligitate Domini Ducis Burgundiæ & Domini *Erardi de Chatenay*. Et ſi forſitan, quod abſit, contigerit quod eſſet contentio inter nos & ipſum Ducem, dicta domus de Larry, nec nos nec ipſum Ducem juvaret, nec nobis nec ipſi noceret contentione durante. Domina ſiquidem de Larry & hæredes ſui ſupradicti, de voluntate & mandato ipſius Ducis, debent jurare omnia prædicta facere & attendere inde ſuas patentes litteras nobis dare. Valebunt autem ſupradictæ conventiones ad vitam noſtram & *M.* uxoris noſtræ. Quas ſiquidem Conventiones, tam nos quam ipſe Dux tenemur per juramenta noſtra præſtita obſervare. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo triceſimo tertio, menſe Decembri. ANS de J. C. 1233.

CI.

Traité de Mariage entre THEODORIC *Fils de Theodoric Comte de Cléves*, & ELIZABETH, *fille de Henri Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain, le* 19. *Mars*, 1233. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 74. ANS de J. C. 1233. BRABANT ET CLEVES.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. *Theodoricus Dei gratiâ Comes Clevenſis.* Cùm vir nobilis HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ ex una & nos ex altera conveniſſemus, de matrimonio conſummando inter *Theodoricum* filium noſtrum primogenitum & dicti Ducis filiam *Eliſabeth*, &c. nos eidem *Eliſabeth* contulimus mille & quingentas libras Colonienſes annuè, ducentas de redditibus ſpectantibus ad Caſtrum de *Thonenburg* circa renum & curti *Orſoie*, mille & ducentas de curtibus *Calcre* & *Wiſſchelen*, centum verò de curtibus *Reeſene* & *Wolfare*, nomine donationis propter nuptias recipiendas, &c. cum his teſtibus *Godefrido de Lovanio filio Ducis Lotharingiæ*, *Arnoldo de Hoeſdene*, *Goſuino de Goſencourt*, *Arnoldo de Limale*, *Waltero Clutinck*, *Henrico de Ottecur*, *Ottemanno de Dormala*, *Henrico de Sterbeka*, *Conſone I. de Monte*, *Magiſtro Gaufredo Canonico Lovanienſi*, *Everardo Cantore Lovanienſi*, *Godefrido Villico Lovanienſi*, *Danckino Vulpe*, *Stephano Palſtr*, *Henrico Pincerna*, *Willelmo de Hubach*, &c. Actum Lovanii anno MCC. XXXIII. Menſe Martio, XIV. Kal. Aprilis.

CII.

Traité de Mariage entre GUILLAUME *Comte de Juliers*, & MARGUERITE *Niéce du Duc de Brabant*, & *ſœur d'Othon Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'an* 1236. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 79. ANS de J. C. 1236. JULIERS ET BRABANT.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen. Quæ geruntur, &c. quod Ego *Willelmus Comes Juliacenſis* fide data promiſi MARGARETAM neptem Illuſtris Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ & Marchionis Romani Imperii, ſororem nobilis Viri *Otho-*

ANS de J. C. 1236. *Othonis Comitis Gelriæ*, poſtquàm ipſe Comes à *Theodorico de Valckenborch* de juramento ſuper matrimonio contrahendo inter ipſum *Theodoricum* & dictam ſororem Comitis per amicitiam vel ſecundùm Eccleſiaſtici juris rationem fuerit abſolutus, in uxorem accipiendam & ducendam; quod poſtquàm ipſe *Comes Gelriæ* abſolutus foret ab ipſo juramento, ut dictum eſt, ſi non facerem, obligavi me memorato Domino Duci ad pœnam mille marcarum eidem ſolvendarum. Iſtud quoque matrimonium inter me & dictam *Margaretam* uſque ad proximum feſtum Pentecoſtes promiſi conſummandum. Præterea cum Deo annuente matrimonium inter me & dictam *Margaretam* fuerit conſummatum, ego contentus ego ſecundum dictum memorati Domini Ducis in pecunia cum ipſa recipienda, hac videlicet taxatione, quod de mille marcis in pignore *Comes Gelriæ* dictus annuatim centum marcas Colonienſes in bonis vel in pecunia mihi perſolvet, quouſque mille marcæ fuerint perſolutæ. Quòd autem ultra mille marcas fuerit, hoc verò per conſilium Domini Ducis & conſilium nobilis Viri Domini *Arnoldi de Dieſt*, per conſilium Domini *Henrici de Attencurt*, nec non per conſilium Magiſtri *Danielis*, ſæpedictus Comes Gelriæ in pecunia mihi perſolvet. Præterea ego aſſignabo in dote dictæ neptì Domini Ducis, *Juliacum* & de aliis bonis meis per Juliacum jacentibus quadringentas marcas annuatim recipiendas. Ceterum ſi contigerit, quod Deus avertat, dictam *Margaretam* abſque liberis viam univerſæ carnis ingreſſuram, tunc poſt mortem meam totalis pecunia cum ipſa Margareta mihi tradita, ad præſcriptum Comitem Gelriæ, vel ad ſuos veros hæredes integraliter revertetur. In cujus rei teſtimonium præſentem cartulam meo ſigillo duxi roborandam. Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MCC. XXXVI. in die Beati Gregorii apud Lovanium.

CIII.

ANS de J. C. 1237. *Confirmation de* S. LOUIS *Roi de France de la ceſſion faite par* LOUIS VIII. *ſon Pére, du Comté d'Artois en faveur de* (a) ROBERT *frére dudit S. Louis. Faite à Compiegne, au mois de Juin* 1237. Aubert le Mire, Codicis Donationum Piarum. Cap. CIV. pag. 362.

FRANCE. (a) Ce Robert fut par là le premier Comte d'Arras, qui fut érigé en Comté Pairie en ſa faveur, & c'eſt, dit Mezeray, la premiére érection de cette nature. Ce Robert mourut en Egypte.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis amen. LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus, quòd cùm claræ memoriæ genitor noſter, LUDOVICUS Rex Francorum illuſtris, in teſtamento ſuo ordinaverit, & pro parte hereditatis aſſignaverit cariſſimo fratri noſtro ROBERTO terram *Atrebateſii*, quam idem genitor noſter ex parte matris ſuæ habebat, *Atrebatum*, *S. Audomarum*, & *Ariam*, cum pertinentiis eorumdem, & poſt deceſſum cariſſimæ Dominæ matris noſtræ B. Reginæ Francorum illuſtris, *Heſdinum*, *Bapalmum*, & *Lens*, cum eorum pertinentiis, quæ eadem Domina mater noſtra tenebat, nomine dotalitii, ex parte *Iſabella* Reginæ, aviæ noſtræ, moventia: Nos finceritatem dilectionis, quam ad eundem fratrem habemus, volentes per exhibitionem operis oſtendere, volumus, & eidem fratri noſtro per præſentem chartam concedimus totam terram prædictam, ſalvis feudis & eleemoſynis, quæ tenebunt, & reddentur, ſicut tempore genitoris noſtri, ſibi & heredibus ſuis jure hereditario poſſidendam.

ITA quòd tam illam terram *Atrebati*, *S. Audomari*, *& Ariæ*, quam antea tenebamus, quàm illam quam Domina mater noſtra nomine dotalitii poſſidebat, cùm eo jure quod eadem Domina mater noſtra in emptione habebat, quam apud Villanas fecerat, ſita in feodo *Lenſii*, tanquam hereditatem ſuam habeat, teneat & poſſideat. Et ipſe nobis homagium ligium inde fecit, & heredes ejus nobis & heredibus noſtris ſimiliter facere tenebuntur; & nos prædictum dotalitium, nomine matris noſtræ, in loco ſibi grato, & placenti, ad terræ æquivalentiam commutavimus eidem Dominæ matri noſtræ. ANS de J. C. 1237.

IDEM autem frater noſter de prædictis, pro parte terræ, quam habere debebat, ſe habet pro pagato: nec ipſe, nec heredes ejus à nobis vel heredibus noſtris ampliùs pro parte terræ poſſunt petere neque petent. Quod ut perpetuæ ſtabilitatis robur obtineat, præſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate, & Regii nominis charactere inſeriùs annotato, fecimus confirmari.

ACTUM apud Compendium anno incarnationis Dominicæ milleſimo ducenteſimo triceſimo ſeptimo, menſe Junio, regni verò noſtri anno XI. aſſtantibus in palatio noſtro, quorum nomina ſuppoſita ſunt & ſigna.

Dapifero nullo.
Signum Roberti Buticularii.
Camerario nullo.
Signum Almarici Conſtabularii.
Data vacante Cancellaria. LUDOVICUS.

CIV.

ANS de J. C. 1238. BRABANT ET MALINES. *Traité de Paix & de Convention entre* HENRI II. *Duc de Brabant, &* GAULTIER BERTHOUT, *Seigneur de Malines, avec promeſſe de donner en mariage à* GAULTIER *fils Aîné de Gaultier Berthout*, MARIE *Fille Aînée de la Comteſſe d'Auvergne, ſœur de Henri II. Fait à Louvain, l'an* 1238. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 80. Miræus Diplomatum Belgicorum Lib. II. Cap. LXXXV. pag. 389. mais plus en abrégé; & Notitiæ Eccleſiarum Belgii Cap. CCI. pag. 611.

IN nomine Patris & Filii & Spiritus ſancti. Hæc eſt forma pacis & Compoſitionis inter ILLUSTREM DUCEM BRABANTIÆ & nobilem virum Dominum *Walterum Berthout*, videlicet quod omnes naves piſces deferentes ante *Antuerpiam* ad *Mechliniam* liberè poterunt pertranſire, perſoluto tamen telonio ſi quo tenentur. Si quæ verò naves alias marcas, vel alia bona portaverint, cum eo jure ſervato tranſibunt ante *Antuerpiam* quo hactenus tranſire conſueverunt. Quoſcumque verò piſces illi de *Antuerpia* emerint ex altera parte de *Romerſwale* vel ceperint, ubicumque *Mechliniæ* vendere poterunt. Itaque nec ipſi nec ementes contra ipſos Antuerpienſes telonium ſolvere de ipſis piſcibus tenebuntur. Quicumque autem de *Antuerpia* ex hac parte *Romerſwale* piſces emerint & eoſdem piſces apud *Mechlinium* vendiderint, ementes contra ipſos tale jus ſolvere debent quale jus hactenus ſolvere conſueverunt. Si quis etiam aliquem de *Antuerpia* inculpaverit de eo quod piſces emerit ex hac parte de *Romerſwale*, Antuerpienſis quiſque ſuper hoc proprio juramento ſe potent expurgare. Item Antuerpienſes facient Mechlinenſibus id quod de jure tenentur facere eiſdem, & Mechlinienſes Antuerpienſibus vice verſâ facient id quod de jure facere tenentur eiſdem. Item omne Allodium quod poſſidet Dominus Walterus Berthout & quod homines ſui ab ipſo tenent in feudum in terra Brabantiæ in Marchionatu de Antuerpia, vel aliàs in Dominio Ducis, præter villam de *Kini*, portavit in manus Ducis & reſignavit, & ab ipſo

ANS de J. C. 1238. ipſo Duce recepit in feudum jam dictum Allodium, ſalva eidem *Waltero Berthout* ſua juſtitia alta & inferiori. Et quia dictus *Walterus Berthout* in manus Domini Ducis præfatum Allodium reſignavit, recompenſationem faciet ipſi prædictus Dux, ſecundùm dictum Domini *Arnoldi de Weſemale* & Domini *Henrici de Attenhoven*. In nemore verò, quod *Wavera* dicitur, Dominus Dux habet venationem quando ſibi placuerit; & per hæc nihilominus dictus *Walterus Berthout* & ſucceſſores ſui, & homines ſui qui aliquas partes dicti nemoris ab ipſo tenent, & ſucceſſores hominum ſuorum, de dicto nemore, arboribus & ſurdo ſeu ſeris dicti nemoris voluntates ſuas plenariè facere poſſunt, abſque aliqua contradictione, vendere ſi velint, & in uſus ſuos quoſcumque convertere. Inſuper omnia judicia alta & inferiora, parva & maxima quæ ſupradictus Dominus *Walterus Berthout* tenet & quæ homines ſui tenent ab ipſo, idem *Walterus Berthout* & ſui ſucceſſores à Domino Duce & ſuis ſucceſſoribus in feudum tenent & tenebuot jure perpetuò. Et ſuper præmiſſis judicius idem Dux prædicto Waltero Berthout veram & firmam warandiam præſtabit & ſtabilem, & litteras ſuas patentes ſuper hoc exhibebit eidem *Waltero Berthout*, & litteras teſtimoniales hominum ſuorum, videlicet *Ducis de Limborch*, *Comitis Gelriæ*, *Comitis de Lun*, *Domini Walerami de Limborch* & aliorum, uſque adeò quod ſufficere debeat. Præterea chartas, privilegia & munimenta univerſa quæ idem *Walterus Berthout* habet ab ipſo Duce, ſeu ab anteceſſoribus ſuis, à Romanis Imperatoribus ſeu Regibus obtenta, apud Haſſligem per decem annos à dicto Domino Waltero deponentur, ſub teſtimonio competenti. Si verò prædictam Warandiam idem Dux infra terminum fecerit antè dictum, tranſactis decem annis, idem Dux de dictis privilegiis, chartis & munimentis, ſuam faciet voluntatem. Quòd ſi infra eundem terminum controverſia moveatur dicto *Waltero Berthout*, ad cujus deffenſionem chartis, privilegiis & munimentis indigeat ſupradictis; Abbas Affligemenſis & Convertus ea dicto *Waltero Berthout* reſtituent, & ſuper hoc litteras ſuas eidem *Waltero Berthout* dabunt patentes. Inſuper feudum quod dictus *Walterus Berthout* hactenus à Domino Duce tenuit, Allodium ſupradictum, juſtitiam ſeu judicia prædicta, nec non deductiones navium, prout ſupra dictum eſt, idem *Walterus Berthout* & ſui ſucceſſores à Domino Duce & ſuis ſucceſſoribus in unum feudum jure perpetuò tenebunt. Super omnibus autem diviſionibus, diſtinctionibus, ſeu conſtitutionibus inter Dominum Ducem & *Walterum Berthout* prædictos faciendis, compromiſerunt ipſi fide præſtitâ corporali, in *Walterum Cluting*, *Carolum de Aerſchot* ex parte ipſius Ducis; & *Henricum de Heiſebruch* & *Wilhelmum de Echone* milites ex parte Domini Walteri Berthout: ita quod ipſi inquiſitâ veritate ſub juramento ſuo & fidei interpoſitione de præmiſſis jus ſuum præbeant unicuique juxta optimam ſuam conſcientiam. Si quem autem Arbitrorum juſto impedimento contigerit eſſe detentum, qui non poſſit deciſioni negotii intereſſe, alius loco ſui ab eo qui illum elegit ſubſtituetur. Si dicti Arbitri in aliquo diſcordaverint, aſſument Dominum *Godefridum de Parweys*, cujus dictum, & ordinationem Dominus Dux & *Walterus Berthout* ſuper præmiſſis in omnibus obſervabunt. Cæterùm ſi dictus Dominus *Godefridus de Parweys* impedimento juſto & legitimo detentus, prædictis intereſſe non poſſit, Dominus *Otto Comes Gelriæ* ſubſtituet alium loco ſui. Prædicti verò Arbitri dictum ſuum & Ordinationem infra Dominicam proximam Palmarum, ſecundùm formam ſuperiùs expreſſam pronuntiabunt. Et ſi dicti Arbitri in dicto ſuo fuerint diſcordes; prædictus *Godefridus de Parweys* ſuper ipſa diſcordia dictum ſuum & Ordinationem ſuam infra octavas Paſchæ proximas pronunciabit. Sanè notum ſit Univerſis, quod prædictus Dux conſanguineam ſuam *Mariam* primogenitam ANS de J. C. 1238. ſororis ſuæ *Comitiſſæ de Alvernia*, *Waltero Berthout primogenito Walteri Berthout* prædicti, tradet in uxorem legitimam, & cum ea dabit eidem *Waltero* mille libras Flandrenſes annuatim percipiendas, in certis bonis & firmis prædicto filio ſuo ſuper hoc aſſignandis, quoadusque prædictas mille libras perſolverit eidem. Prædictus verò *Walterus Berthout* dabit dicto filio ſuo quingentas libras Flandrenſes annuatim, percipiendas in certis bonis & firmis, prædicto filio ſuo ſuper hoc aſſignandis, ea ſtabilitate, quod prædicta *Maria* quidquid juris nobilis matrona in bonis mariti ſui ſecundùm conſuetudinem & legem Brabantiæ obtinere conſuevit, in bonis prædictis obtinebit. Ut autem præmiſſa omnia à nobis *Waltero Berthout* prædicto & noſtris ſucceſſoribus, firmiter & inviolabiliter obſerventur, appenſione ſigilli noſtri præſentem chartulam fecimus roborari. Actum & Datum apud Lovanium in craſtino B. Andreæ Apoſtoli. Anno Domini MCC. XXXVIII.

Serment de Gaultier Berthout.

W*Alterus Berthout Advocatus in Mechlinia* Univerſis præſentes litteras inſpecturis ſalutem æternam. Noverint univerſi, quod nos formam & Compoſitionem inter Illuſtrem Ducem Brabantiæ & nos in craſtino B. Andreæ Apoſtoli conceptam & ſigillo noſtro munitam, tenemur eidem inviolabiliter obſervare, hoc idem ipſi ſub interpoſitione fidei noſtræ, & ſub pœna duorum millium marcharum Colonienſium promittendo. Nos autem ſi cauſſæ in dicta forma contentæ, infra octavas Paſchæ proximo adventuri non fuerint adimpletæ, & hoc per nos vel per Arbitros à nobis electos ſteterit, apud Lovanium veniemus, exinde nullatenus exceſſuri, antequam eidem Domino Duci completa ſint ea quæ continentur in forma ſeu Compoſitione prædicta, vel quouſque ſibi à nobis, de dicta pœna ſub fide noſtra promiſſa fuerit plenariè ſatisfactum. Si autem aliquid de præmiſſis nos contigerit non ſervare, fidejuſſores ſuper hoc ipſo Domino Duci dedimus videlicet Dominum *Ottonem Comitem de Gelria*, *Dominum Godefridum de Parweys*, *Dominum Arnoldum de Dieſt*, *Dominum Arnoldum de Weſemale*, *Henricum de Heiſebruch*, *Wilhelmum de Echove*, *Nicolaum filium Domini Peregrini militis*. Qui omnes præfato Domino Duci, fide interpoſita ſimiliter ſpoponderunt, quod niſi nos omnia prædicta firmiter tenuerimus, ipſi apud Lovanium venient moraturi ibidem, donec dicto Domino Duci ſatisfactum fuerit de promiſſis, prout ſuperiùs eſt expreſſum. Ut autem univerſa ſupradicta inviolabiliter obſerventur, nos ſigillum noſtrum una cum ſigillis fidejuſſorum prædictorum præſentibus litteris appoſuimus. Actum & Datum in craſtino B. Andreæ Apoſtoli, anno Domini MCC. XXXVIII.

C V.

Traité entre HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en* 1241. Etienne Perard Recuëil de Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 499. ANS de J. C. 1241. Bourgogne Comte et Duche.

GIe Othes *Dux de Meran*, & Cuens de Bourgoigne Palatins; fais aſavoir à toz ces qui verront ces lettres, que gie ay baillié à guarder & à tenir, mon conroy de Bourgoingne, & quanque gie j'ay en fiez & en demeure, à Huoon *le Duc Bourgoingne*, juſques à cinc ans; en tel meniere, que il s'en puet & porra aidier, & de la terre, & des hommes, & des fiez contre totes gens, ſauve la feautey l'Emparaor de Rome, juſque audevant du termine.

Et

ANS de J. C. 1241. Et s'il avenoit choſe que gie li requeriſſe de boiche, ou por mes lettres, pendant que il veniſt ou envoyat ſes gens oudit Contoy, ou autre part, pour vemger ou amander lou tort que l'on ſeroit oudit Contoy: Gie, ou mes gens, à luy, ou à ſes gens demiſſins bailher deſpenſes au enamment. Et s'il avenoit choſe, que Gie, ou mes gens ne lor bailleſins deſpenſes, & il les feiſt doulucur: Gie li doi faire à rendre les deſpenſes que il y feroit, ou ſes gens. Au regard de Monſeignor *Jean de Montferrant*, & de Maiſtre *Lambert de Kourre*, ou d'autres dous que Gie, & li Dux de Bourgoingne nommeriens, ſe nos ne poiens ces, ou l'un de ces avoir. Et s'il avenoit choſe que gie moriſſe ſans leaux oyrs de mon cort, dequoy Dex me guart, vuil & octroy li Dux de Borgoingne temgne loudit Contoy, & les fiez, & les demencure, juſque tant que il feit queneu, que il droit en chaſcuns de mes eſchaanz il deura avoir. Et quant il ſera queneu quel droit mi eſchaans deurunt avoir, li Dux de Borgoingne lor doit le droit delivrer, & le doy faire, à entrer en ſon homaige celuy qui tenra mon Chaſtel de *Polygni*, & celuy qui tenra *Peſun*, & celuy qui tenra *Baume*, & celuy qui tenra *Chatoillum*. Et ſe autres y eſtoit mis, ou por mor, ou por chaange, il doit faire hommaige au Duc de Borgoingne, & apres je li ay promis, que tuit les chaſey, & tuit li commun des viles de mondit Contoy li ſerunt feautey. Et totes ces choſes je fui tenuz aceomplir par mon fairement, & ſe je non faiſoye, cil qui tenroit ces quatre Chaſteaux qui ſont nommez, doivent venir au Duc de Borgoingne, ou au ſuens, à to lor fiez, juſques totes ces choſes ſeint accomplies enterrement. Et en teſmoignage je ja mis mon ſeaul en ces lettres, en l'an de l'Incarnation noſtre Seignor 1241. lou Verredy des ant Paſques Flories. *Scellées d'un ſeau en cire blanche, ſur double queuë de parchemin, d'un Cavalier.*

CVI.

Interpretation du précédent Traité entre HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran, fait au mois de Mai.* 1242. Etienne Perard, Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 450.

ANS de J. C. 1242. Bourgogne Duché et Comté. JE Othes Dux de *Meran*, & Cuens de Borgoine Palazins; faiz ſavoir à tous ees qui verront ces lettres, que cum je aie baillié au noble Baron *Ougon Duc de Borgoine*, mon Corté de Borgoine, à tenir & à garder à bonne foy, juſque à cinc ans ou plus, ſelone ce que il eſt contenu as lettres qui ſont faites ſus ce; je li ay prié que il aidoie à mis ehaſez lor droit à maintenir, tant cum il voudront droit faire. Et s'il advenoit choſe qu'il veniſt en la terre, ou envoyaſt à la requeſte d'aucun de mes chaſez, por veingier le tort qu'en li auroit fait, ou por ſon droit aidier à maintenir: Je, ou mes gens li denuns bailler deſpenſe avenant à luy, & à ſes gens, & ſe nos ne li bailliens, il la doit faire dou ſien, & doit tenir le Comté, & les iſuës, juſqu'à tant que il en ait recaeuë la deſpanſe devantdite, au regard de Monſegnor *Jehan de Montferrant*, & de Maiſtre *Lambert de Kourre*, ou de dus autres, ſe eil dui deffailloient, ou ſe l'on ne les pooit avoir. Ce fut fait à Gray l'an de l'Incarnation noſtre Seigneur 1242. ou mois de May, & ſeellées comme celles cy deſſus.

CVII.

ANS de J. C. 1242. Bourgogne et Montagu.

Ceſſion faite par EUDES DE MONTAGU, *de toutes les prétenſions qu'il pouvoit avoir contre* HUGUES IV. *Duc de Bourgogne. Faite à Monbar, au mois de Juin* 1242. Etienne Perard, Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 451.

EGo Dominus Odo *Montis-Acuti*, notum facio omnibus præſentes litteras inſpecturis, quòd ego, non coactus, imò deſiderans ſemper & ubique habere, acquirere & retinere benignolentiam, amorem, & gratiam vir. Illuſtris, Domini & conſanguinei mei cariſſimi Hugonis *Ducis Burgundiæ*, ſpontanea voluntate & ſincera mente guerpivi & quittavi ſibi & hæredibus ſuis in perpetuum, omnes querelas, quæſtiones, & controverſias quaſcumque habebam & habere poteram erga ipſos. In cujus rei teſtimonium, ſigillum meum præſentibus apponi feci. Actum apud Montem Barri, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo ſecundo, menſe Junio.

Certificat de l'Evêque de Chaſtillon ſur cette ceſſion.

NOs Guillelmus Dei gratia *Epiſcopus Cabilonenſis*, notum facimus omnibus præſentes litteras inſpecturis, quod in præſentia noſtra conſtitutus amicus noſter dilectiſſimus, Odo *Dominus Montis Acuti*, recognovit ſe guerpiviſſe & quittaviſſe viro Illuſtri conſanguineo & Domino ſuo cariſſimo Hugoni *Duci Burgundiæ*, & hæredibus ſuis in perpetuum, omnes querelas, quæſtiones & controverſias quaſcumque habebat vel habere poterat erga ipſos. In cujus rei teſtimonium, ad ipſius Odonis Domini Montis Acuti petitionem & inſtantiam, dicto Duci tradidimus litteras ſigillo noſtro ſigillatas. Actum apud Montem Barri, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo ſecundo, menſe Junio.

CVIII.

ANS. de J. C. 1243. Brabant et Hostadin.

Traité entre HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant &* THEODORIC *de Hoſtaden, par lequel Theodoric céde à Henri la Forteresſe de Dalhem, moyenant une certaine ſomme d'argent. Fait à Ruremonde, l'an* 1243. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 85.

CONRARDUS Dei gratiâ Sanctæ Colonienſis Eccleſiæ Miniſter, ſacri Imperii per Italiam Archicancellarius, Univerſis præſens ſcriptum inſpecturis ſalutem in Domino. Præſentis ſcripti teſtimonio proteſtamur, quod nos inter dilectum & fidelem noſtrum Henricum *Lotharingiæ & Brabantiæ Ducem* & Throodoricum *fratruelem noſtrum Comitem de Huſtaden*, mediantibus dilectis ac fidelibus noſtris *Henrico de Seynen* & *Ottone de Gelre Comitibus*, pacem fecimus & concordiam & hujuſmodi conventionem, videlicet quod dictus fratruelis noſter Caſtrum de *Dalehem*, quod ab ipſo Duce in feodum tenebat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, ſive ſint Allodia ſive feodalia vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus & miniſterialibus & quibuſcumque aliis ad dictum Caſtrum ſpectantibus, in manus ipſius Ducis liberè & abſolutè, de bona & ſpontanea ſua voluntate, noſtro ac dilecti fratris noſtri

ANS de J. C. 1243. tri *Frederici* Præpoſiti Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia conſenſu accedente, totaliter reportavit in præſentia noſtra; & poſtmodum omni juri quod in dicto Caſtro & præmiſſis omnibus habuerat, vel habere poterat effeſtucando, ad opus ipſius Ducis per ſententiam hominum noſtrorum & ipſius Ducis renuntiavit; ita quod nulla deinceps eidem vel ſuis hæredibus actio competet ad prædicta: ſuper his omnibus præfato Duci de jure debitam & quantam poteſt præſtando Warandiam. Bona quoque ipſi Caſtro attinentia, quæ præfatus fratruelis noſter à *Duce de Lemburg* ſeu aliis Dominis tenuerat, ipſis reportavit Dominis, ea penitus effeſtucando. Nos etiam & prædictus frater noſter *Fredericus* Præpoſitus Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia, prædictis omnibus conſentientes, omni juri hæreditario quod nobis competere poterat de noſtris progenitoribus in præfato Caſtro bonis & hominibus antedictis, ſimiliter effeſtucando renuntiavimus, de bona & ſpontanea noſtra voluntate. In cujus rei teſtimonium præſentem paginam noſtro fecimus ſigillo communiri. Actum & Datum apud Ruremonde in vigilia Beati Mathiæ Apoſtoli anno Domini MCC. XLIII.

EGO THEODORICUS *Comes de Hoſtaden* omnibus præſentes litteras inſpecturis ſalutem. Notum eſſe cupio tam præſentibus quam futuris, quod Venerabili patri Domino noſtro CONRARDO *Colonienſi Archiepiſcopo*, *Dominis Ottone Gelrenſi filio Avunculi mei & Henrico Seynenſi Comitibus* præſentibus, mediantibus & conſentientibus, pace & concordia facta inter *Illuſtrem Dominum meum* HENRICUM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ* & me, talem cum dicto Domino Duce conventionem inivi, videlicet quod Caſtrum de *Dalehem* quod ab ipſo in feodum tenebam, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, ſive ſint Allodia ſive feodalia vel alia quæcumque cum hominibus omnibus feodalibus & miniſterialibus & quibuſcumque aliis ad dictum Caſtrum ſpectantibus, in manus ipſius Domini mei Ducis liberè & abſolutè de bona & ſpontanea mea voluntate reportavi; & poſtea facta mihi & meis hæredibus recompenſatione, videlicet redditus centum marcarum Colonienſium denariorum, omni juri quod in dicto Caſtro & præmiſſis omnibus habueram vel habere poteram hæreditario jure vel quomodo libet aliter effeſtucando, pro me & pro meis hæredibus, ad opus ipſius Domini Ducis & ſuorum hæredum, ſpontaneè renuntiavi, per ſententiam dicti Domini Archiepiſcopi & ipſius Ducis hominum & meorum; ita quod nulla deinceps mihi & meis hæredibus actio competat ad prædicta. Super his omnibus præfato Domino Duci de jure debitam & quantam poſſum præſto Warandiam. Bona quoque ipſi Caſtro attinentia, quæ à Domino *Duce de Lemburg* ſeu ab aliis tenueram, ipſis reportavi Dominis effeſtucando, ad opus Domini Ducis antedicti. Et ut præmiſſa à me & meis hæredibus inviolabiliter obſerventur, ſupplicavi Domino & *Patruo* meo Archiepiſcopo Colonienſi & viris nobilibus *Seynenſis*, *Gelrenſis & Loſſenſis*, *Comitibus Godifrido Domino de Parwez*, *Willelmo Domino de Altena*, *Domino Willelmo de Grimberg & Waltero de Bruingborn*, ut in teſtimonium & evidentiam præmiſſorum, ſigilla ſua una cum meo præſentibus litteris apponant, &c. Datum apud Ruremundam in vigilia Mathiæ Apoſtoli anno Domini MCC. XLIII.

HENRICUS *Dei gratia Dux Lotharingiæ & Brabantiæ* omnibus præſentes litteras inſpecturis ſalutem. Noveritis univerſi, quod nos cum dilecto & fideli noſtro THEODORICO *Comite Hoſtadenſi*, cariſſimo Domino meo CONRARDO *Dei gratiâ Sanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopo*, *Seynenſi & Gelrenſi Comitibus*, præſentibus, mediantibus & conſentientibus, ſuper Caſtro de *Dalehem* & omnibus ejus attinentiis hujuſmodi conventionem & Compoſitionem inivimus, quod idem *Comes Hoſtadenſis* dictum Caſtrum quod à nobis priùs in feodum tenuerat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, ſive ſint Allodia ſive feoda vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus, miniſterialibus & quibuſcumque aliis, ad dictum Caſtrum quoquomodo ſpectantibus, in manus noſtras liberè & abſolutè reportavit, & poſtmodum omni juri quod in Caſtro & præmiſſis omnibus habuerat vel habere poterat effeſtucavit & Warandiam de jure debitam, nobis fecit & faciet quantum poteſt & poterit, ſalvis bonis hominum noſtrorum de *Dalehem* quæ nunc à nobis & priùs à *Comite Hoſtadenſi* tenuerunt. Eo excepto, quod nullus prædictorum hominum præter noſtrum conſenſum in eodem Caſtro faciet reſidentiam. Nos verò in recompenſationem præmiſſorum, contulimus prædicto *Comiti Hoſtadenſi* in feodum redditus centum marcarum Colonienſium denariorum; quarum quinquaginta aſſignabimus eidem in Allodio de *Herle*, & reſiduas quinquaginta inter *Aram* & *Ruram* ſuperiùs *Juliacum*, &c. Inſuper in recompenſationem dicti Caſtri & ejus attinentiis ſupradictis, dare tenemur duo millia marcarum denarior. Colonienſ. legalium dicto Comiti, de quibus mille eidem Comiti infra craſtinum Innocentium apud *Nuciam* ſolvere tenemur, reſiduas verò mille marcas infra craſtinum Innocentium anni ſubſequentis in eodem loco eidem ſolvemus. Si verò prædictus *Comes Hoſtadenſis* ſine prole deceſſerit priuſquam ſolutio dictæ pecuniæ facta fuerit; quidquid ex ea inſolutum remanſerit, prædicto Domino *Archiepiſcopo*, *Frederico Præpoſito* Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia & nobili matronæ *Margaretæ* matri dicti *Comitis de Hoſtaden* & hæredibus dicti Comitis *Hoſtadenſis* ſolvere tenemur. Deinde conſtitui fide juſſores *Seynenſem*, *Gelrenſem & Loſſenſem Comites*, *Lovanienſ.* Bruxellenſ. Antuerpienſ. Thenenſ. Leuwenſ. & de Buſco communitates, quæ communitates litteras ſuas patentes ſuper fidejuſſione prædicta memorato *Comiti Hoſtadenſi* vel ſuis hæredibus infra octavas Paſchæ inſtantis dabunt, ita quod ſi infra octavas Paſchæ prædictas, prædictæ litteræ communitatum eidem *Comiti Hoſtadenſi* non traderentur, & ſuper hoc prædicti Comitis moniti fuerint, infra octo dies poſt ipſam monitionem Coloniam intrare tenebuntur, inde non exituri donec litteræ communitatum prædictæ, dicto *Comiti Hoſtadenſi* tradantur: ſi verò pro defectu noſtro idem *Comes Hoſtadenſis* ſub Domini noſtri Colonienſis Archiepiſcopi, Ducis de Limbourg, Comitis Scinenſis, Comitis Gelrenſis, Comitis Loſſenſis diſtrictibus, bona alicujus de communitatibus noſtris caperet & detineret, prædictus Dominus noſter Colonienſis, nos, Dux de Limbourg & Comites prædicti, erga dictum *Comitem Hoſtadenſem* vel ſuos hæredes nullam conciperemus offenſam, nec eidem ſuper hoc quæſtionem moveremus. Si verò in ſolutione dictorum duorum millium marcarum, vel aſſignatione dicti feodi defecerimus, & propter hoc dictus *Comes Hoſtadenſis* aliqua damna incurrerit, Comites & communitates ſupradicti, *Comiti Hoſtadenſi* de defectu & damnis tanquam fidejuſſores ſatisfacient & indempnem obſervabunt. Cæterùm ſi memoratus *Comes Hoſtadenſis* in Allodio de *Herle* munitionem ædificare voluerit, ad hoc ei favorem impendemus, & ſi aliquis ſuper hoc ipſum prohiberet, nos eidem Comiti ad removendam ipſam violentiam ſubveniemus. Solutione verò dictæ pecuniæ, aſſignatione dicti feodi completis, nos & prædicti fidejuſſores ab obligatione præmiſſa erimus abſoluti, & præſentes litteræ noſtræ nobis reſtituentur. Et ut præmiſſa inviolabiliter conſerventur, præſentem paginam ſigilli noſtri munimine duximus roborandam, adhibitis, ſubſcriptis teſtibus Domino noſtro *Conrardo Colonienſi Archiepiſcopo*, *Seynenſi*, *Gelrenſi & Loſſenſi Comitibus*, *Domino G. Decano Majoris Eccleſiæ Colo-*

ANS de J. C. 1243.

ANS de J. C. 1243. *Colonienſis, Henrico Præpoſito S. Severini, Frederico Præpoſito ad gradus S. Mariæ in Colonia, dilecto conſanguineo noſtro Godefrido Domino de Perweys, Wilhelmo de Grimberg, Domino Rutgero de Brenich, Domino Waltero de Brunshorn, Willelmo Domino de Altena, Ottone Domino de Wichrode, Gerardo Domino de Randenrode* & aliis quampluribus. Actum & Datum apud Ruremundam anno Domini MCC. XLIII. in vigilia Beati Mathiæ Apoſtoli.

Garantie des Villes de Louvain, Bruxelles &c. du précédent Traité.

NOs de *Louanio, Bruxella, Antuerpia, Buſcho, Lewis & de Thenis* communitates notum facimus Univerſis, tam præſentibus quam futuris, præſentes litteras viſuris, quod ad petitionem carissimi Domini noſtri HENRICI Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ cum nobilibus *de Geire, de Seynen & de Los Comitibus* pro eodem Domino Duce, erga nobilem virum *Theodericum Comitem de Hoſtaden* ſuper conventionibus de Caſtro de *Dalebem*, inter ipſum Dominum Ducem & dictum Comitem Hoſtadenſem factis, pro ut liquidiùs in litteris dictorum nobilium videlicet Domini Ducis & Comitis exinde confectis continetur, nos conſtituimus fidejuſſores. In cujus fidejuſſionis teſtimonium, præſentes litteras ſigillis oppidorum noſtrorum prædictorum fecimus communiri. Actum & Datum apud Louanium Dominica qua cantatur *Oculi noſtri*. Anno Domini MCC. XLIII.

CIX.

ANS de J. C. 1244. BRABANT ET JULIERS. *Traité de Trêve entre* HENRI. *Duc de Lorraine & de Brabant*, & GUILLAUME *Comte de Juliers & ſes Adhérans. Fait prés de Venlo, au mois de Juillet de l'an* 1244. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 87.

HENRICUS *Dux de Limborch & Comes de Monte Otho Comes Gelrenſis & Gerardus Comes de Waſſemberge* omnibus præſens ſcriptum inſpecturis. Notum facimus, nos apud *Illuſtrem Principem Dominum* HENRICUM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ* multiplicibus precibus obtinuiſſe, quod inter venerabilem Dominum *Conradum* Dei gratiâ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopum & præfatum HENRICUM Ducem Brabantiæ, *Henricum Comitem Seynenſem* & eorum adjutores ex una parte, *Willelmum Comitem Juliacenſem, Walleramum fratrem ejus* & eorum adjutores ex altera, legitimas treugas uſque ad Epiphaniam Domini proximè venturam dedimus tota die Epiphaniæ duraturas. Proteſtamur etiam & dicimus, quod *Willelmus Comes Juliacenſis* reſtituet in continenti Duci Brabantiæ, omnia ablata quæ ad præſens haberi poſſunt; quæ autem haberi hac vice nequeunt, illa perſolvet infra feſtum B. Remigii proximo futurum. Præfatus etiam Comes Juliacenſis de expenſis captivorum taliter ordinabit, quod ipſe inde Domino HENRICO Duci Brabantiæ regratiabitur, nec idem *Comes Juliacenſis, Adolpho de Marcha, Godefrido de Arenberge & Theodorico de Iſenberg* dictis treugis durantibus, aliquod auxilium impendet. Adjectum eſt etiam, quod nobilis vir Dominus *Arnoldus de Dieſt* ubicumque ſibi placuerit in Brabantia eſſe poterit, dummodo civitates quæ in Brabantia ſitæ ſunt non intret, & conſpectui Domini HENRICI Ducis Brabantiæ ſcienter ſe non præſentet: Fratres verò prædicti *Arnoldi de Dieſt* Brabantiam non intrabunt, ſed extra Brabantiam undique treugas habebunt? Eiſdem autem treugis *Arnoldus Comes de Los & Cyneio & nobilis vir Henricus de Heinsberge* & eorum adjutores ſub hac forma ſunt incluſi, videlicet quod Comes de Los præfato nobili viro Henrico de Heinsberge & ſuis reſtituet, ſi quid per eum vel per ſuos ipſi vel ſui arreptum fuerit vel ablatum; idem faciet Dominus Henricus prædictus de Heinsberge dicto Arnoldo Comiti de Los & de Cyneio ſuper arreptis & ablatis ſibi & ſuis reſtituendis. Prætaxatas verò treugas faciemus inviolabiliter obſervari, & omnium aliorum prædictorum ſumus etiam fidejuſſores. In cujus fidejuſſionis teſtimonium, præſentes litteras ſigillorum noſtrorum munimine duximus roborandas. Actum & Datum apud Loithe juxta Venlo anno Domini MCC. XLIV. Menſe Julio, feria quarta ante feſtum Beatæ Mariæ Magdalenæ. ANS de J. C. 1244.

CX.

Teſtament de JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, fait au mois de Decembre* 1244. G. G. Leibnitz, Codicis Diplomatici. pag. 16. ANS de J. C. 1244. FLANDRE.

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex omnibus præſentes litteras inſpecturis ſalutem in Domino. Patens ſcriptum ſigillis Viri nobilis Thomæ Comitis Flandriæ & Haynoniæ, nec non & Illuſtris mulieris JOHANNÆ bonæ memoriæ quondam uxoris ejuſdem, illuſtriſque mulieris Margaritæ Dominæ de Dampetra & aliorum quorundam ſignatum, inſpeximus in hæc verba.

IN nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti Amen. Ego JOHANNA Flandriæ & Haynoniæ Comitiſſa ob remedium animæ meæ & anteceſſorum & ſucceſſorum meorum condo Teſtamentum meum ſub formâ ſubſcriptâ, & volo quod valeat ut Teſtamentum, quod ſi non poteſt, valeat ut Codicillum, vel ſicut extrema diſpoſitio decedentis. Imprimis:

§. 2. Volo quod debita mea de quibus conſtiterit plenariè perſolvantur, ſi alicujus hereditatem injuſtè occupavi vel à meis anteceſſoribus injuſte detinui, illud reddo & reſtituo ubicumque ſitum ſit, & do poteſtatem executoribus meis ſubſcriptis aſſignandi & inducendi in poſſeſſionem illos, in quibus competit de jure reſtitutio facienda, & volo quod ad plenum eis ſatisfiat de damnis & intereſſe, ſicut de jure fuerit faciendum. Ad reſtitutiones autem meas faciendas aſſigno tria millia librarum & quingentas libras Flandriæ monetæ annuatim in parationibus redditibus vel proventibus totius Flandriæ & Haynoniæ ubicumque ſubſcripti teſtamentarii mei maluerint vel elegerint, ſive in nemoribus, ſive in cenſis, ſive proventibus quibuſcunque, & volo & firmiter ſtatuo, quod Succeſſor meus tale aſſignamentum ſubſcriptis teſtamentariis meis faciat & exhibeat, ſicut ſuperius eſt expreſſum ad dictum eorum, ſtatim cum ab ipſis fuerit requiſitus, & volo modis omnibus & ordino, quod ad prædictos redditus vel proventus à ſubſcriptis teſtamentariis meis electos non apponat manum ſucceſſor meus per ſe vel per ſuos, nec apponi permittat, ſed omnes feodatos vel alios miniſtros, per quos forte illi redditus vel proventus procurantur vel ſolvuntur, jurare faciat; quod nulli omnino ſolvent prædictos redditus vel proventus, niſi teſtamentariis ipſis vel mandato eorum; & ipſis teſtamentariis præfatos redditus vel proventus conſervare teneatur, & ab omni invaſore vel moleſtatore tam ipſos teſtamentarios quàm redditus & proventus prædictos ſuis ſumptibus defenſare. Prædictos autem proventus trium millium & quingentarum librarum annuatim ſument ſubſcripti teſtamentarii mei, donec inſtitutiones meæ omninò completæ fuerint, & donec etiam eleemoſinæ ſeu legata alia mea, videlicet decem millia librarum Flandriæ fuerint totaliter & integraliter perſoluta.

ANS de J. C. 1244.

§. 3. Lego ſiquidem & eleemoſinam conſero in remedium animæ meæ & Anteceſſorum & Succeſſorum meorum, nec non & intuitu reſtitutionis faciendæ generaliter pro illis, quibus reſtitutio certa fieri non valebit, decem millia librarum Flandriæ erogandа per executores teſtamenti mei ubi & ſicut à me expreſſè fuerit ordinatum & in litteris meis videbitur contineri. Quod ſi forte nihil me ſuper hoc ſcribere contingeret, volo quod executores mei ſubſcripti credant ſuper hoc chariſſimæ Sorori meæ Margaretæ Domioæ de Dampetra, Priori Inſulenſi & Priori Valentian. Ordinis Prædicatorum Fratri, Petro de Salinis, Fratri Michaeli & Fratri Henrico & Fratri Henrico de Querſeto vel duobus Ipſorum, ut faciant & diſtribuant, ſicut prædicta chariſſima Soror mea & dicti Fratres vel duo prædictorum me dixerint ordinaſſe. De illis autem de quibus expreſſè verbo vel ſcripto ordinavero, executores mei ſubſcripti faciant pro utilitate animæ meæ, ſecundum quod eis melius videbitur, diſtribuentes ea in terra noſtra de conſilio prædictæ Sororis meæ & Fratrum prædictorum.

§. 4. Ad familiam autem meam remunerandam, lego de ſupradictis decem mille libris, mille quingentas libras cuilibet, ſicut verbo vel ſcripto ordinabo conferendas, vel ſi non de eis totaliter ordinavero, teſtamentarii mei reſiduum pecuniæ prædictæ, de quâ expreſſè non ordinavero, diſtribuant de conſilio dictæ ſororis meæ, & fratrum prædictorum ſingulis de familiâ mea ſecundum meritum & ſtatum ſuum. Et de prædicta pecunia mille quingentarum librarum lego Johannæ de Monaſterio ducentas libras Flandriæ & Dominæ Mariæ de Caſtello centum libras. Item prædictæ Johannæ lego quadraginta libras annui redditus hereditariè, & dictæ Mariæ decem, de conſenſu & voluntate ſupradictæ ſororis meæ. Volo ioſuper & ordino, quod quinqoe millia librarum Flandriæ de paratâ pecunia, quam mihi benignè conceſſit ad ſolvendum teſtamentum meum, ſi de hac infirmitate deceſſero, chariſſimus Dominus & Maritus meus Thomas Flandriæ & Haynoniæ Comes, ſicut in ſuis litteris continetur, io manu ſint & diſpoſitione teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum, ad faciendas reſtitutiones meas celeriter, per manum ipſorum, ne mora & tardatione anima mea diſpendium patiatur. Volo autem & ordino quod ad judicium teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum pertineat, & non ad judicium ſucceſſoris mei, cui, & quibus, & qualiter, reſtitutiones, maximè de mobilibus fuerint faciendæ.

§. 5. Volo inſuper & ſtatuo, quod omnes catelli mei reliqui & libri, vaſa aurea & argentea, & omnia ſupellectilis mea, & induments de capellis, menſa, camera, ſeu etiam coquina mea, & ſi qua ſunt alia dominia mobilis mihi ſpecialiter deputata, quæcumque in die obitus mei poterunt inveniri, in manu ſint & diſpoſitione Teſtamentariorum meorum inferius expreſſorum, ut ipſi diſponant ſuper eiſdem, pro utilitate meæ animæ ſecundum conſcientias ſuas de conſilio ſororis meæ & fratrum ordinis Prædicatorum ſuperios nominatorum, niſi ſuper his expreſſè à me verbo vel ſcripto fuerit ordinatum.

§. 6. Ego autem, compos exiſtens mentis meæ, & in bono rationis uſu, prædicta omnis ordinavi, & expreſſè conſtitui, & conſtituo executores Teſtamenti mei Reverendos in Chriſto Patres, ac Dominos meos, Cameracenſes & Tornacenſes Epiſcopos, quicunque fuerint, Venerabiles & diſcretos Domioum Walterum Abbatem Sancti Johannis Valenc. Magiſtrum Gerardum Scholaſticum Cameracenſem. Magiſtrum A. Decanum de Aula, & Magiſtrum Ægidium de Brug Præpoſitum beati Petri Duacenſis. Quod ſi forte aliquem vel aliquos prædictorum teſtamentariorum decedere contiget, volo, & ſtatuo, quod illi, qui reſidui fuerint, ad voluntatem ſuam, alium, vel alios eligant, ſecundum conſcientias ſuas, qui loco illorum Teſtamentarii mei ſint, & vices ſupleant defunctorum. Et ſi omnes ſimul executioni Teſtamenti nequiverint vel noluerint intereſſe, volo nihilominus, quod tres vel duo ipſorum poſſint, & procedant in executione Teſtamenti mei, ſecundum quod eis videbitur expedire. ANS de J. C. 1244.

§. 7. Volo etiam, quod ſi ambiguitas oriatur ſuper verbis in Teſtamento meo poſitis, ad judicium & interpretationem ipſorum Teſtamentariorum meorum ſpectet omninò, ita quod interpretatio eorum firmiter teneantur. Volo etiam, quod illi Teſtamentarii mei illo ordine procedant in reſtitutionibus faciendis, & in legatis aliis perſolvendis, quo de jure fuerit procedendum, penſantes, quod animæ meæ utilius fuerit, pauperibus autem & egenis citius ſatisfaciant, & quibus amplius ſum aſtricta. Omnibus autem prædictis ſuum præbuerunt aſſenſum Illuſtris & chariſſimus Dominus & maritus meus, Thomas Comes Flandriæ & Haynoniæ, & chariſſima ſoror mea Margareta Domina de Dampetra, & promiſerunt bonâ fide, ſe prædicta omnia, cuilibet pro parte ſuâ, firmiter & inviolabiter ſervaturos, & ad hoc confirmandum, appoſuerunt Sigilla ſua præſenti ſcripto.

§. 8. Volo igitur & ſtatuo modis omnibus quibus poſſum, quatenus prædicta omnia firmiter & inviolabiter obſerventur, tandem ſupplicans ex affectu tàm chariſſimæ Sorori meæ, quàm prædictis Teſtamentariis meis, & omnibus fidelibus, & amicis meis, quod ita diligenter & celeriter prædicta omnia procurentur, quod anima mea nullum ex retardatione diſpendium patiatur in futuro. Hæc autem omnia ordinavi, præſentibus Domino & marito meo Thoma Comite, Margareta ſorore meâ, Priore Valencian. Ordinis prædicatorum, & Præpoſito de Marchiano, fratre Petro de Saliciis, fratre de Michaele, fratre Henrico de Querſetto ordinis Prædicatorum. A. Decano de aula, Domino Fuſtredo de Linca, Domino Gerardo de Haynone; Domino Waltero de Lens, & pluribus aliis.

§. 9. In cujus rei notitiam, præſens ſcriptum feci ſigilli mei munimine roborari, Sigillorumque prædicti Comitis, & dictæ ſororis meæ, Prioris Valencian, Decani de Aula, Domini Fuſtredi, Domini Gerardi de Haynone, Domini Walteri de Lens.

Nos igitur ad petitionem fidelis noſtræ Margaretæ Comitiſſæ Flandriæ prædicta omnia auctoritate Regis confirmamus & approbamus, & volumus inviolabiliter obſervari. In cujus rei notitiam præſens ſcriptum fecimus ſigilli noſtri appenſione munire. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quarto, menſe Martio.

CXI.

Deux Traitez & Compromis entre JEAN D'AVESNES *&* BAUDOUIN *ſon Frere, Fils de* MARGUERITE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, & de* BUCHARD D'AVESNES *d'une part; &* GUILLAUME, GUIDON, JEAN, *&* JEANNE DE DAMPIERRE, *auſſi Enfans de ladite Marguerite & de* GUILLAUME DE DAMPIERRE *d'autre part, ſur leurs prétenſions aux Comtez de* FLANDRE *&* HAINAUT, *fait par l'Arbitrage de St. Loüis Roi de France, en* 1245. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 20. ANS de J. C. 1245. FLANDRE ET HAINAUT.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis, JOANNES DE AVESNES & BALDUINUS fratres, ſalutem in Domino. Notum facimus uni-

ANS de J. C. 1245.

univerſis tam præſentibus quàm futuris; Quod cum inter nos, quos nobilis Domina MARGARETA Comitiſſa Flandriæ & Hannoniæ de nobili viro BUCHARDO DE AVENIS ſuſceperat, ex una parte, GUILLELMUM DE DONNAPETRA, GUIDONEM & JOHANNEM fratres & JOHANNAM ſororem ipſorum, quos prædicta Domina & Mater noſtra Comitiſſa de nobili viro Domino GUILLELMO DE DONNAPETRA ſuſceperat, ex altera, mota eſſet contentio ſuper eo, quod utraque partium Comitatis FLANDRIÆ & HANNONIÆ & totam terram, quam tenet dicta Comitiſſa, dicebat ad ſe poſt obitum ipſius Comitiſſæ matris noſtræ Jure hereditario pertinere; Tandem de voluntate & aſſenſu prædictæ Comitiſſæ matris noſtræ, & amicorum noſtrorum conſilio in excellentiſſimum Dominum Ludovicum Regem Francorum Illuſtriſſimum, & venerabilem fratrem Odonem Tuſculanum Epiſcopum, Apoſtolicæ ſedis Legatum, unanimiter compromiſimus, tali modo, quod ſecundum formam Juris & Judicii non ſit in hoc arbitrio procedendum, cum tota terra prædicta per viam Juris parti alteri debere cedere dignoſcatur; Sed de terra prædicta debent taliter ordinare, quod utrique partium de dicta hereditate partem aſſignent, ſecundùm quod eis videbitur bonum eſſe; ita videlicet, quod ambo capita dictorum Comitatuum uni noſtrum dare, vel alterum uni, & reliquum alii, vel partem alteri in Comitatu altero vel utroque, prout eis bonum videbitur, poterunt aſſignare.

§. 2. Concordatum eſt etiam & conceſſum, quod ſi, Comitatu Flandriæ alteri per dictum eorum aſſignato, alii voluerint in eodem Comitatu partem terræ aſſignare, ille qui partem illam habuerit Comitatum habenti de ea homagium faciet, & partem illam tenebit de eodem; ſimiliter ſi, Comitatu Hannoniæ per dictum eorum alicui aſſignato, in Comitatu illo alii partem terræ aſſignaverint, ille qui partem illam in Comitatu habebit, Comitatum habenti homagium faciet & partem ſuam de illo tenebit, niſi terræ conſuetudo in contrarium ſe haberet; quod ſi eſſet, homagium faceret, & partem ſuam teneret ſecundum quod terræ requireret conſuetudo. Inſuper eſt ſciendum, quod in hoc unanimiter convenimus, quod ſi ſine liberis de uxore ſua deſponſata procreandis contingeret aliquem noſtrûm decedere, frater hujus germanus, vel ſoror ejus germana, ſi decedens fratrem non haberet germanum, eidem decedenti ſuccederet in tota terra quàm haberet. Concordatum inſuper eſt & conceſſum quòd ſi prædictum Legatum his exequendis contingeret non adeſſe, Dominus Robertus Comes Atrebatenſis ipſius Domini Regis frater ad hæc exequenda reciperetur ſine contradictione aliqua loco ejus. Volumus etiam & conceſſimus, quod illud quod ordinabitur fiat ſalvo honore utriuſque partis; ita tamen quod propter hoc non remaneat, quin partes & diviſiones terrarum & totius hereditatis prædictæ maneant ſtabiles & firmæ, prout ab ipſis fuerit ordinatum. Conceſſimus enim quòd contenti erimus diviſionibus illis & partibus quas nobis aſſignabunt, nec contra ordinationem eorum veniemus aliquomodo, nec unus in parte alii aſſignanda, ſive in proprietate ſive in poſſeſſione aliquid per ſe vel per alium reclamabit, nec movebit quiſquam noſtrum contra alterum ſuper his in Eccleſiaſtica vel ſeculari Curia quæſtionem aliquomodo vel aliqua ratione juris aut facti. Conceſſit autem Dominus Rex quod ipſe recipiet in hominem de Comitatu Flandriæ, vivente dictâ Comitiſſâ matre noſtra, ſi ipſa hoc petierit, illum qui per ordinationem ipſorum dictum Comitatum habebit, ſalvâ ipſius Comitiſſæ & ſalvo in omnibus Jure Domini Regis. Propter abſentiam autem utriuſque partis vel alterius non dimittent, quin ſi voluerint in eodem arbitrio procedant; & quidquid fiet vel ordinabitur per ipſos tam valebit & ita tenebimur firmiter obſervare, ac ſi nobis præſentibus factum eſſet. Hæc autem omnia facta ſunt & conceſſa eo ſalvo quòd prædicta Comitiſſa mater noſtra, non obſtantibus compromiſſione prædicta, vel arbitrio, aut ordinatione, quam ſuper his facient, plenam quamdiù vixerit habeat poteſtatem & adminiſtrationem prædictorum Comitatuum & totius terræ ſuæ, & de ipſis poſſit pro voluntate ſua facere, ſicut poterat ante compromiſſionem prædictam; ſalvo eo quòd dicta Comitiſſa nulli noſtrûm aut aliorum liberorum ſuorum poſſit terram aliquam ſeu redditum dare, præter partes quæ per dictos Dominos nobis fuerint aſſignatæ, nec alicui noſtrum aliquid dare ſuper partem alteri aſſignatam.

§. 3. Supradicta autem omnia & ſingula promiſimus prædictis Domino Regi & Domino Legato & nobis ad invicem nos firmiter ſervaturos, & contra nullo unquam tempore quocumque modo venturos, preſtito ſuper his coram ipſis corporaliter Juramento. In cujus rei teſtimonium & munimen præſentes litteras ſigillorum noſtrorum impreſſionibus fecimus roborari. Actum Pariſiis, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quinto, menſe Januario. Et ſont les dictes Lettres ſcellées ſur double queüe de parchemin de deux ſeaux ou cachetz de cire blanche. Et ſur le dos deſdictes lettres eſt eſcrit ce qui enſuit. Litteræ Johannis & Balduini de Aveſnis fratrum de compromiſſione in ſereniſſimum Regem Ludovicum & Odonem Tuſculanum Epiſcopum Franciæ Legatum, milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quinto.

§. 4. Univerſis præſentes litteras inſpecturis, Guido & Joannes fratres ſalutem in Domino. Notum facimus univerſis tam præſentibus quàm futuris, Quod cum inter nos, quos nobilis Domina Margareta, Comitiſſa Flandriæ & Hannoniæ de nobili vero Guillelmo de Donnapetra ſuſceperat ex una parte, & Joannem & Balduinum de Avenis fratres, quos prædicta Domina & mater noſtra Comitiſſa de Buchardo de Avenis ſuſperat ex altera mota eſſet contentio ſuper eo, &c. (a) &c. Et ſont les dictes lettres ſcellées en double queüe de parchemin de trois ſeaux ou cachetz de cire blanche. Et ſur le dos des dictes lettres eſt eſcrit ce qui enſuit. Littera Guillelmi de Donnapetra Guidonis & Johannis fratrum ſuorum de compromiſſione in ſereniſſimum Regem Ludovicum & Odonem Tuſculanum Epiſcopum Franciæ Legatum 1245.

(a) La ſuite eſt la même que dans le précédent.

CXII.

Teſtament de l'Empereur FREDERIC II. *Fait en* (a) 1250. Goldaſt. Tom. I. pag. 307.

ANS de J. C. 1250.

L'EMPEREUR FREDERIC II.

EGO FRIDERICUS in primis relinquo pro anima mea, centies mille uncias auri pro Terra-ſancta ſanctæ Romanæ Eccleſiæ recuperanda, expendenda & exponenda ad voluntatem filii mei CONRADI.

2. Item volo, quòd omnia malè ablata reſtituantur.

3. Item, omnes captivos de Imperio & Regno relinquo liberos, exceptis proditoribus tantum.

4. Item, relinquo totam terram Eccleſiæ liberam, & volo quòd jura Eccleſiæ reſtituantur.

5. Item, meum hæredem relinquo, CONRADUM in Imperio Romano, & Regno Siciliæ.

6. Item, relinquo filio meo HENRICO Regnum Hieroſolymitanum, & decem millia unciarum, ſecundum voluntatem CONRADI filii mei.

7. Item, nepoti meo filio ſcilicet filii mei HENRICI, relinquo Ducatum Auſtriæ, & decem millia unciarum auri.

(a) Goldaſt met ce Teſtament en 1251. mais il ſe trompe, puis que Frederic étoit mort dès le 13. Décembre 1250. Ou bien il y a une faute d'impreſſion dans Goldaſt. Comme il n'eſt point daté nous l'avons mis l'an de la mort de cet Empereur.

ANS de J. C. 1244.

§. 3. Lego ſiquidem & eleemoſinam conſero in remedium animæ meæ & Anteceſſorum & Succeſſorum meorum, nec non & intuitu reſtitutionis faciendæ generaliter pro illis, quibus reſtitutio certa fieri non valebit, decem millia librarum Flandriæ erogenda per executores teſtamenti mei ubi & ſicut à me expreſſè fuerit ordinatum & in litteris meis videbitur contineri. Quod ſi forte nihil me ſuper hoc ſcribere contingeret, volo quod executores mei ſubſcripti credant ſuper hoc chariſſimæ Sorori meæ Margaretæ Dominæ de Dampetra, Priori Inſulenſi & Priori Valentian. Ordinis Prædicatorum Fratri, Petro de Salinis, Fratri Michaeli & Fratri Henrico & Fratri Henrico de Querſeto vel duobus Ipſorum, ut faciant & diſtribuant, ſicut prædicta chariſſima Soror mea & dicti Fratres vel duo prædictorum me dixerint ordinaſſe. De illis autem de quibus expreſſè verbo vel ſcripto ordinavero, executores mei ſubſcripti faciant pro utilitate animæ meæ, ſecundum quod eis melius videbitur, diſtribuentes ea in terra noſtra de conſilio prædictæ Sororis meæ & Fratrum prædictorum.

§. 4. Ad familiam autem meam remunerandam, lego de ſupradictis decem mille libris, mille quingentas libras cuilibet, ſicut verbo vel ſcripto ordinabo conferendas, vel ſi non de eis totaliter ordinavero, teſtamentarii mei reſiduum pecuniæ prædictæ, de quâ expreſſè non ordinavero, diſtribuant de conſilio dictæ ſororis meæ, & fratrum prædictorum ſingulis de familiâ mea ſecundum meritum & ſtatum ſuum. Et de prædicta pecunia mille quingentarum librarum lego Johannæ de Monaſterio ducentas libras Flandriæ & Dominæ Mariæ de Caſtello centum libras. Item prædictæ Johannæ lego quadraginta libras annui redditus hereditariè, & dictæ Mariæ decem, de conſenſu & voluntate ſupradictæ ſororis meæ. Volo inſuper & ordino, quod quinque millia librarum Flandriæ de paratâ pecunia, quam mihi benignè conceſſit ad ſolvendum teſtamentum meum, ſi de hac infirmitate deceſſero, chariſſimus Dominus & Maritus meus Thomas Flandriæ & Haynoniæ Comes, ſicut in ſuis litteris continetur, in manu ſint & diſpoſitione teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum, ad faciendas reſtitutiones meas celeriter, per manum ipſorum, ne mora & tardatione anima mea diſpendium patiatur. Volo autem & ordino quod ad judicium teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum pertineat, & non ad judicium ſucceſſoris mei, cui, & quibus, & qualiter, reſtitutiones, maximè de mobilibus fuerint faciendæ.

§. 5. Volo inſuper & ſtatuo, quod omnes catelli mei reliqui & libri, vaſa aurea & argentea, & omnia ſupellectilia mea, & indumenta de capella, menſa, camera, ſeu etiam coquina mea, & ſi qua ſunt alia dominia mobilia mihi ſpectaliter deputata, quæcumque in die obitus mei poterunt inveniri, in manu ſint & diſpoſitione Teſtamentariorum meorum inferius expreſſorum, ut ipſi diſponant ſuper eiſdem, pro utilitate meæ animæ ſecundum conſcientias ſuas de conſilio ſororis meæ & fratrum ordinis Prædicatorum ſuperius nominatorum, niſi ſuper his expreſſè à me verbo vel ſcripto fuerit ordinatum.

§. 6. Ego autem, compos exiſtens mentis meæ, & in bono rationis uſu, prædicta omnia ordinavi, & expreſſè conſtitui, & conſtituo executores Teſtamenti mei Reverendos in Chriſto Patres, ac Dominos meos, Cameracenſes & Tornacenſes Epiſcopos, quicunque fuerint, Venerabiles & diſcretos Dominum Walterum Abbatem Sancti Johannis Valenc. Magiſtrum Gerardum Scholaſticum Cameracenſem. Magiſtrum A. Decanum de Aula, & Magiſtrum Ægidium de Brug Præpoſitum beati Petri Duacenſis. Quod ſi forte aliquem vel aliquos prædictorum teſtamentariorum decedere contiget, volo, & ſtatuo, quod illi, qui reſidui fuerint, ad voluntatem ſuam, alium, vel alios eligant, ſecundum conſcientiæ ſuas, qui loco illorum Teſtamentarii mei ſint, & vices ſuppleant defunctorum. Et ſi omnes ſimul executioni Teſtamenti nequiverint vel noluerint intereſſe, volo nihilominus, quod tres vel duo ipſorum poſſint, & procedant in executione Teſtamenti mei, ſecundum quod eis videbitur expedire. ANS de J. C. 1244.

§. 7. Volo etiam, quod ſi ambiguitas oriatur ſuper verbis in Teſtamento meo poſitis, ad judicium & interpretationem ipſorum Teſtamentariorum meorum ſpectet omninò, ita quod interpretatio eorum firmiter teneantur. Volo etiam, quod illi Teſtamentarii mei illo ordine procedant in reſtitutionibus faciendis, & in legatis aliis perſolvendis, quo de jure fuerit procedendum, penſantes, quod animæ meæ utilius fuerit, pauperibus autem & egenis citius ſatisfaciant, & quibus amplius ſum aſtricta. Omnibus autem prædictis ſuum præbuerunt aſſenſum Illuſtris & chariſſimus Dominus & maritus meus, Thomas Comes Flandriæ & Haynoniæ, & chariſſima ſoror mea Margareta Domina de Dampetra, & promiſerunt bonâ fide, ſe prædicta omnia, cuilibet pro parte ſuâ, firmiter & inviolabiter ſervaturos, & ad hoc confirmandum, appoſuerunt Sigilla ſua præſenti ſcripto.

§. 8. Volo igitur & ſtatuo modis omnibus quibus poſſum, quatenus prædicta omnia firmiter & inviolabiter obſerventur, tandem ſupplicans ex affectu tàm chariſſimæ Sorori meæ, quàm prædictis Teſtamentariis meis, & omnibus fidelibus, & amicis meis, quod ita diligenter & celeriter prædicta omnia procurentur, quod anima mea nullum ex retardatione diſpendium patiatur in futuro. Hæc autem omnia ordinavi, præſentibus Domino & marito meo Thoma Comite, Margareta ſorore meâ, Priore Valencian. Ordinis prædicatorum, & Præpoſito de Marchiano, fratre Petro de Saliciis, fratre de Michaele, fratre Henrico de Querſetto ordinis Prædicatorum. A. Decano de aula, Domino Fuſtredo de Linca, Domino Gerardo de Haynone; Domino Waltero de Lens, & pluribus aliis.

§. 9. In cujus rei notitiam, præſens ſcriptum feci ſigilli mei munimine roborari, Sigillorumque prædicti Comitis, & dictæ ſororis meæ, Prioris Valencian, Decani de Aula, Domini Fuſtredi, Domini Gerardi de Haynone, Domini Walteri de Lens.

Nos igitur ad petitionem fidelis noſtræ Margaretæ Comitiſſæ Flandriæ prædicta omnia auctoritate Regis confirmamus & approbamus, & volumus inviolabiliter obſervari. In cujus rei notitiam præſens ſcriptum fecimus ſigilli noſtri appenſione munire. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quarto, menſe Martio.

CXI.

Deux Traitez & Compromis entre JEAN D'AVESNES *&* BAUDOUIN *ſon Frere, Fils de* MARGUERITE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, & de* BUCHARD D'AVESNES *d'une part; &* GUILLAUME, GUIDON, JEAN, *&* JEANNE DE DAMPIERRE, *auſſi Enfans de la dite Marguerite & de* GUILLAUME DE DAMPIERRE *d'autre part, ſur leurs prétenſions aux Comtez de* FLANDRE *&* HAINAUT, *fait par l'Arbitrage de St. Loüis Roi de France, en* 1245. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 20. ANS de J. C. 1245. FLANDRE ET HAINAUT.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis, JOANNES DE AVESNES & BALDUINUS fratres, ſalutem in Domino. Notum facimus uni-

ANS de J. C. 1245. universis tam præsentibus quàm futuris; Quod cum inter nos, quos nobilis Domina MARGARETA Comitissa Flandriæ & Hannoniæ de nobili viro BUCHARDO DE AVENIS susceperat, ex una parte, GUILLELMUM DE DONNAPETRA, GUIDONEM & JOHANNEM fratres & JOHANNAM sororem ipsorum, quos prædicta Domina & Mater nostra Comitissa de nobili viro Domino GUILLELMO DE DONNAPETRA susceperat, ex altera, mota esset contentio super eo, quod utraque partium Comitatis FLANDRIÆ & HANNONIÆ & totam terram, quam tenet dicta Comitissa, dicebat ad se post obitum ipsius Comitissæ matris nostræ Jure hereditario pertinere; Tandem de voluntate & assensu prædictæ Comitissæ matris nostræ, & amicorum nostrorum consilio in excellentissimum Dominum Ludovicum Regem Francorum Illustrissimum, & venerabilem fratrem Odonem Tusculanum Episcopum, Apostolicæ sedis Legatum, unanimiter compromissimus, tali modo, quod secundum formam Juris & Judicii non sit in hoc arbitrio procedendum, cum tota terra prædicta per viam Juris parti alteri debere cedere dignoscatur; Sed de terra prædicta debent taliter ordinare, quod utrique partium de dicta hereditate partem assignent, secundùm quod eis videbitur bonum esse; ita videlicet, quod ambo capita dictorum Comitatuum uni nostrum dare, vel alterum uni, & reliquum alii, vel partem alteri in Comitatu altero vel utroque, prout eis bonum videbitur, poterunt assignare.

§. 2. Concordatum est etiam & concessum, quod si, Comitatu Flandriæ alteri per dictum eorum assignato, alii voluerint in eodem Comitatu partem terræ assignare, ille qui partem illam habuerit Comitatum habenti de ea homagium faciet, & partem illam tenebit de eodem; similiter si, Comitatu Hainoniæ per dictum eorum alicui assignato, in Comitatu illo alii partem terræ assignaverint, ille qui partem illam in Comitatu habebit, Comitatum habenti homagium faciet & partem suam de illo tenebit, nisi terræ consuetudo in contrarium se haberet; quod si esset, homaginm faceret, & partem suam teneret secundum quod terræ requireret consuetudo. Insuper est sciendum, quod in hoc unanimiter convenimus, quod si sine liberis de uxore sua desponsata procreandis contingeret aliquem nostrùm decedere, frater hujus germanus, vel soror ejus germana, si decedens fratrem non haberet germanum, eidem decedenti succederet in tota terra quam haberet. Concordatum insuper est & concessum quòd si prædictum Legatum his exequendis contingeret non adesse, Dominus Robertus Comes Atrebatensis ipsius Domini Regis frater ad hæc exequenda reciperetur sine contradictione aliqua loco ejus. Volumus etiam & concessimus, quod illud quod ordinabitur fiat salvo honore utriusque partis; ita tamen quod propter hoc non remaneat, quin partes & divisiones terrarum & totius hereditatis prædictæ maneant stabiles & firmæ, prout ab ipsis fuerit ordinatum. Concessimus enim quòd contenti erimus divisionibus illis & partibus quas nobis assignabunt, nec contra ordinationem eorum veniemus aliquomodo, nec unus in parte alii assignanda, sive in proprietate sive in possessione aliquid per se vel per alium reclamabit, nec movebit quisquam nostrum contra alterum super his in Ecclesiastica vel seculari Curia quæstionem aliquomodo vel aliqua ratione juris aut facti. Concessit autem Dominus Rex quod ipse recipiet in hominem de Comitatu Flandriæ, vivente dictâ Comitissâ matre nostra, si ipsa hoc petierit, illum qui per ordinationem ipsorum dictum Comitatum habebit, salvâ ipsius Comitissæ & salvo in omnibus Jure Domini Regis. Propter absentiam autem utriusque partis vel alterius non dimittent, quin si voluerint in eodem arbitrio procedant; & quidquid fiet vel ordinabitur per ipsos tam valebit & ita tenebimur firmiter observare, ac si nobis præsentibus factum esset. Hæc autem omnia facta sunt & concessa eo salvo quòd præ- ANS de J. C. 1245. dicta Comitissa mater nostra, non obstantibus compromissione prædicta, vel arbitrio, aut ordinatione, quam super his facient, plenam quamdiù vixerit habeat potestatem & administrationem prædictorum Comitatuum & totius terræ suæ, & de ipsis possit pro voluntate sua facere, sicut poterat ante compromissionem prædictam; salvo eo quòd dicta Comitissa nulli nostrùm aut aliorum liberorum suorum possit terram aliquam seu redditum dare, præter partes quæ per dictos Dominos nobis fuerint assignatæ, nec alicui nostrum aliquid dare super partem alteri assignatam.

§. 3. Supradicta autem omnia & singula promittimus prædictis Domino Regi & Domino Legato & nobis ad invicem nos firmiter servaturos, & contra nullo unquam tempore quocumque modo venturos, præstito super his coram ipsis corporaliter Juramento. In cujus rei testimonium & munimen præsentes litteras sigillorum nostrorum impressionibus fecimus roborari. Actum Parisiis, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quinto, mense Januario. Et sont les dictes Lettres scellées sur double queüe de parchemin de deux seaux ou cachetz de cire blanche. Et sur le dos desdictes lettres est escrit ce qui ensuit. Litteræ Johannis & Balduini de Avesnis fratrum de compromissione in serenissimum Regem Ludovicum & Odonem Tusculanum Episcopum Franciæ Legatum, millesimo ducentesimo quadragesimo quinto.

§. 4. Universis præsentes litteras inspecturis, Guido & Joannes fratres salutem in Domino. Notum facimus universis tam præsentibus quàm futuris, Quod cum inter nos, quos nobilis Domina Margareta, Comitissa Flandriæ & Hannoniæ de nobili viro Guillelmo de Donnapetra susceperat ex una parte, & Joannem & Balduinum de Avenis fratres, quos prædicta Domina & mater nostra Comitissa de Buchardo de Avenis susperat ex altera mota esset contentio super eo, &c. (a) &c. Et sont les dictes lettres scellées en double queüe de parchemin de trois seaux ou cachetz de cire blanche. Et sur le dos des dictes lettres est escrit ce qui ensuit. Littera Guillelmi de Donnapetra Guidonis & Johannis fratrum suorum de compromissione in serenissimum Regem Ludovicum & Odonem Tusculanum Episcopum Franciæ Legatum 1245.

(a) La suite est la même que dans le précédent.

CXII.

Testament de l'Empereur FREDERIC II. *Fait en* (a) 1250. Goldast. Tom. I. pag. 307. ANS de J. C. 1250.

EGO FRIDERICUS in primis relinquo pro anima mea, centies mille uncias auri pro Terra sancta sanctæ Romanæ Ecclesiæ recuperanda, expendenda & exponenda ad voluntatem filii mei CONRADI.

L'EMPEREUR FREDERIC II.

(a) Goldast met ce Testament en 1251. mais il se trompe, puis que Frederic étoit mort dès le 13. Décembre 1250. Ou bien il y a une faute d'impression dans Goldast. Comme il n'est point daté nous l'avons mis l'an de la mort de cet Empereur.

2. Item volo, quòd omnia malè ablata restituantur.

3. Item, omnes captivos de Imperio & Regno relinquo liberos, exceptis proditoribus tantum.

4. Item, relinquo totam terram Ecclesiæ liberam, & volo quòd jura Ecclesiæ restituantur.

5. Item, meum hæredem relinquo, CONRADUM in Imperio Romano, & Regno Siciliæ.

6. Item, relinquo filio meo HENRICO Regnum Hierosolymitanum, & decem millia unciarum, secundum voluntatem CONRADI filii mei.

7. Item, nepoti meo filio scilicet filii mei HENRICI, relinquo Ducatum Austriæ, & decem millia unciarum auri.

8. Item,

ANS de J. C. 1250.

8. Item, MANFREDUM filium meum relinquo Ballivum CONRADI in Imperium, à Papia & citra, & Regno Siciliæ, uſque ad LXX. annuos, excepto quando CONRADUS erit præſens.

9. Item, ſepulturam meam eligo apud Panormum, ubi jacuit Rex WILLELMUS.....

CXIII.

ANS de J. C. 1251. BRABANT ET COLOGNE.

Traité d'Accord & d'Alliance entre HENRI *Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de* COLOGNE, *fait à Louvain, le 13. de Decembre.* 1251. Placarts, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Chap. I. pag. 545.

HENRICUS Dei gratiâ, Dux Lotharingiæ & Brabantiæ, Univerſis præſentes litteras inſpecturis ſalutem. Univerſitatem veſtram ſcire volumus quòd mediante viro Nobili, dilecto conſanguineo noſtro & fideli Domino Ottone, Comite Gelriæ inter nos & Dominos terræ noſtræ ex parte unâ, & cives civitatis Colonienſis ex alterâ, uſque in hodiernum diem ſedata eſt omnis querimonia ſive querela, & amicitia perpetuata. Ita ſcilicet quòd Cives & Mercatores Colonienſes undique in terra noſtra, & Dominio cum rebus ſuis, & perſonis eundo, redeundo atque morando, ſine calumnia, & arreſtatione ſalvi ſint & ſecuri. & è converſo homines terræ noſtræ, civitate & libertate Colonienſi, tam in aquis, quàm in terris ſoluto theonio debito & conſueto.

Item ordinatum eſt hinc inde quòd in terra noſtra, ubi Cives Colonienſes debita contraxerint, conventiones ſeu pactiones fecerint, ibidem habunt juri & ſententiæ Scabinorum, ſive ſecundum legem patriæ tractabuntur. Similiter & homines noſtri de debitis ſuis, conventionibus, ſeu pactionibus in Civitate & libertate Colonienſi. Nec occaſione ipſorum debitorum, conventionum vel pactionum alter alterius res vel perſonas in Civitate Colonienſi vel in terra noſtra accipere poterit vel arreſtare.

Cæterùm ſi contigerit (quod Deus avertat) quòd Reverendiſſimus Pater Dominus noſter, Dominus Colonienſis Archiepiſcopus & nos diſcordaremus, quòd propter hoc, dicta non impediretur ordinatio & concordia, nec alter ſuper alterum occaſione ipſius diſcordiæ acciperet vel puniret, verùm remanerent hinc inde, tam in terra noſtra, quàm in Civitate Colonienſi cum rebus ſuis & marcandiſis, abſque timore, ſub bono conductu & ſecuritate. Et ut hoc in perpetuum firmiter obſervetur, in teſtimonium & firmitatem perpetuæ amicitiæ & ſedationis diſcordiæ, ſigillum noſtrum præſentibus appoſuimus, unà cum ſigillis oppidanorum noſtrorum de Levanio & de Bruxella. Datum Lovanii menſe Decemb. Anno Domini 1251. in die Beatæ Luciæ Virginis gloriosæ.

CXIV.

ANS de J. C. 1255. BRABANT ET S. TRON.

Traité & Confédération entre HENRI III. *Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la Ville de* S. TRON *dans le Pays de Liége, fait au mois de Mai de l'an* 1255. Aubert le Mire, Diplomat. Belgicorum, Tom. I. Cap. LXXXIII. pag. 179. & Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 94.

UNiverſis præſentem paginam inſpecturis Scultetus, Scabini, Magiſtri jurati, totaque Communitas opidi S. Trudonis, ſalutem & inſcriptorum cognoſcere veritatem.

Cùm propter multa incommoda & tribulationes diverſas, quæ nos & opidum noſtrum circumdant & adveniunt, nullis noſtris demeritis exigentibus, auxilium & protectionem atque defenſionem illuſtris viri Domini HENRICI, Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ, Advocati noſtri majoris, oporteat invocare, univerſitati veſtræ notum eſſe cupimus, quòd nos de communi conſilio & voluntate opidi noſtri prædicti, cum dicto Domino Duce, Advocato noſtro majore, talem compoſitionem & confœderationem ſtatuimus & fecimus.

Quòd in ejus expeditionem communem, ſcilicet quæ fit propter defenſionem terræ ſuæ, ſive pro injuria terræ ipſius illata, tanquam alii opidani ſui, videlicet *Diſtenſes* & *Atechinenſes*, cum armis noſtris bellicis & baliſtis ire debeamus & volumus, ſicut & debemus, ſalvo per omnia jore Domini Leodienſis Epiſcopi, noſtri Patris venerabilis.

Hoc etiam addito, quòd contra ſupradictum Patrem noſtrum venerabilem Epiſcopum Leodienſem, & ejus diœceſim, ire cum ipſo Domino Duce præfato non debeamus, licet tota terra Brabantica illuc ſuam direxerit expeditionem: niſi palam & omnibus notum fuerit, quòd ipſe Epiſcopus Dominus Leodienſis præfatus injuriam manifeſtam eidem Domino Duci inferre præſumat & velit.

Ut autem præmiſſa omnia rata & inconcuſſa permaneant, præſentem paginam prænominato Advocato noſtro Domino Duci, & ejus ſucceſſoribus ſigilli noſtri munimine contulimus & dedimus roboratam. Datum & actum anno Domini M. CC. LV. menſe Maio.

CXV.

ANS de J. C. 1256. FLANDRE ET HOLLANDE.

Traité de Paix entre MARGUERITE *Comteſſe de* FLANDRE *& de* HAINAUT, *&* FLORENT *Gardien de* HOLLANDE, *fait à Bruxelles par l'entremiſe de S. Louis Roi de France, en l'an* 1256. Pierre Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CXVI. Feuil. 190.

PRemiers que ledict Florens, ou bien ſon neveu fils de Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande, prendra en mariage, Madame Beatrix fille aiſnée de Guy Conte de Flandre, & que avec ladicte Beatrix, la Conteſſe Marguerite donneroit a iceluy Florens ou ſon neveu, toute la terre de Zelande qui eſt entre Hedinzée & l'Eſcault, avec toutes les appartenances & appendances, pour par ledict Florens ou ſon neveu, être tenuës en fief, de la Conté de Flandre, francques & quites perpetuellement & a touſiours. Et s'il advenoit que ledict Florens ou ſon neveu, & ladicte Beatrice moruſſent ſans hoir de leur

corps

ANS de J. C. 1256.

corps Mehault fille dudict feu Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande ſeroit mariée a un des fils dudict Conte Guy, & leſdictes terres ſeroyent baillées a icelle Mehault, pour en jouir par elle & ſes hoirs de ſon corps ſoubs le reſſort que dict eſt. Et ſi encores ladicte Mehault trepaſſoit ſans enfant, toutes leſdictes terres ſuccederoyent avec leurs appartenances, aux droicts hoirs des Contes d'Hollande, pour les tenir perpetuellement en fief, de la Conté de Flandre comme deſſus. A condition toutesfois, que ledict hoir d'Hollande, quiconque ce ſeroit, ſeroit tenu payer a la Conteſſe de Flandre, & a ſes ſucceſſeurs la ſomme de dix mille marcqs d'Eſtrelins. Et quant au faict du tonlieu d'Hollande, dont eſtoit queſtion entre leſdictes parties, fut dict par ceſte paix qu'ils ſe ſubmettroyent de ce different, au dict & ordonnance de Henry Duc de Brabant, promettant chacune deſdictes parties, reſpectivement, de tenir & avoir pour agreable, ce que par iceluy Henry, en ſeroit dict & determiné. Si fut par la meſme paix confirmé un article comprins en une paix precedente, faicte en l'an mil cent ſoixantesept, en la ville de Bruges, entre Philippe lors Conte de Flandre, & de Vermandois, & Florens Conte de Hollande, commenchant iceluy article: *Si quis mercatorum*, auquel fut adjouſté un autre: ſçavoir, que ſi un marchant de Flandre eſt deſrobé, ou deſtrouſſé en Hollande, ou Zelande, le Conte d'Hollande, ou le ſeigneur du lieu, ſoubs qui le cas ſera advenu, conſtraindra les inhabitants a en faire au marchant la reſtitution, ou autrement le Conte meſme ſera tenu, & obligé a la ſatisfaction dudict marchant. Ce fut faict a Bruxelles, en l'an mil deux cents cincquante ſix, preſents la Conteſſe Marguerite, le Conte Guy, & Jean Seigneur de Dompiere ſes enfans, le Conte de Ghiſnes, le Seneſchal de Flandre, Meſſire Jean d'Audenarde, le Chaſtelain de Lille, le Seigneur de Ciſoing, Meſſire Jean de Ghiſtelle, le Seigneur de Gavere, le Chaſtelain de Gand, Meſſire Gherard de Raſſeghiem, Meſſire Gherard de Rodes, le Sire de Boullers, & pluſieurs autres, enſemble les deputez de Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, & fut ceſte paix confirmée par leſdictes cinc villes, ſoubs obligation & promeſſe, que ſi la Conteſſe ou le Conte Guy contravenoyent jamais au contenu en icelle, que leſdictes villes ne leur donneroyent en ce aucune aſſiſtence, conſeil, ayde, confort ny conſentement, dont auſſi ſurent de la part d'icelles villes, données leurs lettres audict an cincquante ſix. Si fut ladicte paix ſemblablement confirmée, par les nobles tant de la Conté de Flandre, que de celle d'Hainault. Auquel lieu fut auſſi ordonné, que les bannis de Flandre & d'Hainault, ne ſeroyent francs en Hollande ny Zelande, *& e contra*, que les bannis deſdicts Hollande & Zelande ne ſeroyent en franchiſe eſdicts païs de Flandre & d'Hainault.

CXVI.

ANS de J. C. 1258. L'EMPIRE ET LA LORRAINE.

Lettres par leſquelles ALPHONSE *élû Roi des Romains, & Roi actuellement de Caſtille, inveſtit* FREDERIC *Duc de Lorraine du Duché de Lorraine, & du Comté de Remiremont, & lui attribue en même tems divers autres droits annexez à ce Duché, comme ſont la garde des Egliſes, le droit de ſauf conduit &c. après que ledit Duc a prêté hommage audit Roi des Romains. Fait à Tolède au mois de Mars.* 1258. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 18.

IN æterni Dei nomine Amen, Pateat univerſis præſentem paginam inſpecturis, Quod nos ALFONSUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, & Caſtellæ, Toleti, Legionis, Galleciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, Gienni & Algarbii Rex, ad inſtantiam & ſupplicationem tui magnifici viri FRIDERICI Ducis Lotharingiæ & Comitis Romaricenſis, attendentes prædeceſſorum noſtrorum glorioſiſſimorum veſtigia, & menta tua, & ſervitia debita noſtræ aulæ tam prædeceſſoribus noſtris quam nobis facta & facienda, & quod de jure infra ſcripta facere debemus; ſedentibus nobis in publicâ Curiâ noſtrâ & te dicto Duce & Comite flexis genibus ante pedes Majeſtatis noſtræ exiſtente, inveſtimus te dictum Ducem & Comitem de quinque vexillis in ſignum quinque dignitatum quas in ſeodum ab Imperio tenere debes.

ANS de J. C. 1258.

§. 2. Et de infra ſcriptis dignitatibus & feudis primum vexillum damus tibi pro Ducatu in feudum, in quo, & per quod debes eſſe ſummus Seneſcallus in Aulâ noſtrâ citra Rhenum, Et debes nobis ſervire in annalibus feſtis de primo ſerculo eques. Et ſi contigerit ire ad Parlamentum cum armis contra Regem Franciæ, debes facere nobis antecuſtodiam in eundo, & retrocuſtodiam in redeundo; & debes nobis præſtare in terrâ dicti Ducatus forum de neceſſariis & victualibus. Et ſi contigerit nos ire ad prælium citra Rhenum, debes habere primum conflictum, & debes nobis facere antecuſtodiam in eundo, & retrocuſtodiam in redeundo. Secundum vero vexillum damus tibi in ſignum quòd debes reaccipere à nobis (a) duella Nobilium commorantium inter Rhenum & Moſam, prout metæ ſuper hoc diſtinctæ dividunt Tertium quoque vexillum damus tibi in ſignum pro ſeudo & nomine feudi de Comitatu Romaricenſi. Quartum autèm, quòd debes habere cuſtodias publicarum ſtraturam in dicto comitatu, tàm per aquam, quàm per terram. Quintum damus tibi in ſignum & inveſtituram pro regalibus noſtris in monaſterio Sancti Petri Metenſis, & in alio monaſterio Sancti Martini Metenſis, & quod debes habere cuſtodias Eccleſiarum in Ducatu tuo. Et prædicta omnia vexilla damus tibi pro ſeudo in nomine feudi, & pro inveſtiturâ & nomine inveſtituræ, inveſtientes te cum haſtis & vexillis prædictis de manu noſtrâ in manu tuâ pro prædictis omnibus, & aliis de quibus te jure inveſture & inſeudare debemus.

(a) Il faut peut être lire *Feuda*.

§. 3. Et ego dictus Dux Lotharingiæ & Comes Romaricenſis ſic recipio & ſic recognoſco omnia & ſingula ſupra dicta eſſe vera & debita, & promitto bonâ fide me facturum & impleturum omnia & ſingula, & alia quæ prædeceſſores mei prædeceſſoribus veſtris, de jure vel conſuetudine, quacunque causâ, modo vel jure fecerunt vel facere debuerunt, vobis Domino Alfonſo Romanorum Regi, & Imperatori futuro; Et manus meas junctas in manibus veſtris mitto, & vobis ſacramentum fidelitatis & homagii facio, ſicut Domino meo Romanorum Regi legitimo & Imperatori futuro. Hoc tamen ſalvo, quòd ſi infra duos annos contigerit, Vos ad Imperium non venire (quod Deus avertat) quòd ex tunc de iſto ſacramento fidelitatis & homagii nunc præſtito non teneat. De quo ſacramento, ſi caſus ille evenerit, (quod abſit) quòd nos dictus Rex in Imperium non introiverimus infra biennium, ut dictum eſt, te dictum Ducem & Comitem volumus non teneri. Salvo ſemper jure utriuſque, tàm nobis pro Regno & Imperio Romanorum, quam tibi. Ita quod omnia ſint in eodem ſtatu in quo erant heri, ante celebrationem iſtius præſentis contractus.

§. 4. Et ad majorem roboris firmitatem & evidentiam pleniorem nos dictus Rex, & ego dictus Dux & Comes præſentem cartam fecimus ſigillorum noſtrorum munimine roborari. Actum Toleti pridie Idus Martii, Præſentibus Illuſtribus, Nobilibus, Venerabilibus, & honeſtis perſonis infra ſcriptis, Domino Alfonſo Infante de Molina, Domino Philippo, & Domino Ludovico germanis Domini Regis, Dompno

ANS de J. C. 1258. Dompno Paſcaſio Epiſcopo Glennenſi, Dompno Suerio Epiſcopo Camorenſi, Dompno Petro Epiſcopo Paſſenſi, Dompno Petro Joannis Magiſtro ordinis Calatravenſis, Dompno Simone Roderici de los Cameros, Dompno Martino Egidii de Portugalia, Dompno Petro Nunnii de Guzman, Dompno Nunnio de Guzman, Dompno Petro Cornelii de Aragonia, Dompno Eximinio Cornelii, Garſia Martini Caſtellæ Protonotario, Magiſtro Martino quondam Archidiacono Valentino, Dompoo Auguſtino Petri Decano Segobienſi de Alemannia, Dompno Raynaldo Comite de Caſtris, Dompno * * * Comite de Leunſteyn, Dompno Girardo de Fontenay, Dompno Elia de Bobardia Caſtellano Caſtri de Cognie, & aliis quam pluribus, Anno Domini Milleſimo Ducenteſimo quinquageſimo octavo. Petrus Stephani ſcripſit. Extraict d'un Regiſtre du temps dudict Duc Ferry, Qui eſt au treſor des Chartes à Nancy.

CXVII.

ANS de J. C. 1259. FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité entre S. LOUIS *Roi de France &* HENRI III. *Roi d'Angleterre, au ſujet des terres que ce dernier tenoit ou prétendoit en France. Fait à Londres, au mois d'Octobre.* 1259. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 22.

HENRY par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Sire d'Irlande & Duc d'Aquitaine, Nous faiſons à ſçavoir à tous ceux qui ſont, & qui à venir ſont, que nous par la volonté de Dieu avec oûtre tres cher Couſin le Noble Roy Louis de France avons paix faicte & affermée en cette maniere, c'eſt aſſavoir, qu'il donne à Nous, nos Hoirs & nos Succeſſeurs toute la Droicture, qu'il avoit & tenoit en ces trois Evechez & ces Citez, c'eſt aſſavoir de Limoges, de Cahors & de Perigort en fiefs & en domaines, ſaouf l'hommage de ſes freres, ſe ils aucune choſe y tiennent, dont ils ſoient ſi hommes, & ſauves les choſes, qu'il ne peut mettre hors de ſa main par lettres de luy, ou de ſes anceſſeurs, les quelles choſes il doibt pour chaſſer en boone foy vers ceux qui ces choſes tiennent, que nous les ayons dedans la Touſſaincts en un an, ou faire nous eſchange convenable à l'egard de preud' hommes, qui ſoient nommez d'une part & d'autre, le plus convenable au prouffict des deux Parties.

§. 2. Et encores ly devant dit Roy de France nous donnera la vallne de la Terre des Agenois en deniers chacun an, ſelon ce qu'elle ſera priſée à droicte value de Terre des preud' hommes, nommez d'une part & d'autre, & ſera faire la paye à Paris au temple chacun an à la quinzaine de l'aſcention la moictié, & à la quinzaine de la Touſſaincts l'autre. Et s'il advenoit, que cette terre s'echeoit de la Comteſſe Janne de Poictiers au Roy de France ou à ſes hoirs, il ſeroit tenu ou ſes hoirs de rendre à nous ou à nos hoirs; & rendue la terre, il ſeroit quicte de la ferme & ſe elle venoit à autre, que au Roy de France, ou à ſes hoirs, il nous donroit le fief d'Agenois, avec la ferme devant dicte, & ſe elle venoit en Domaine à Nous, le Roy de France ne ſeroit pas tenu de rendre celle, & s'il eſtoit eſgardé par la Cour du Roy de France, que pour la terre d'Agenois avoir, deuſſions mettre ou rendre aucuns deniers par raiſon de gaigerie, ly Roy de France rendroit ſes deniers, ou nous tendrions & aurions la ferme, tant que nous euſſions eu, ce que nous aurions mis pour celle gaigerie.

§. 3. Derechef il ſera enquis en bonne foy & de plain à noſtre requeſte par Preud'hommes d'une partie & d'autre a ce eſleus, ſe la terre, que le Cuens de Poictiers tient en Caorſin de par ſa femme, fut du Roy d'Angleterre donnée ou baillée avec la terre d'Agenois par mariage ou par gaigerie, ou toute ou en partie, à ſa ſœur, qui fut Mere le Comte Raymond de Thoulouze dernierement mort, & s'il eſtoit trouvé qu'il euſt ainſi eſté à celle terre luy eſcheoit ou à ſes hoirs du decedz de la Conteſſe de Poictiers, il la donneroit à Nous, ou à nos hoirs; & ſe il elle eſcheoit à autre, & il eſt trouvé par telle enqueſte toutes voyes quelle euſt eſté ainſi donnée ou baillée ainſi, comme il eſt dict deſſus apres le decedz de la Conteſſe de Poictiers il donneroit le fief à nous & à nos hoirs, ſaouf l'hommage de ſes Freres, s'ils aucune choſe y tenoient tant comme ils vivroient.

§. 4. Derechef apres le deceds la Conteſſe de Poictiers ly Roy de France donnera à nous & à nos hoirs la terre, que le Cuens de Poictiers tient ores en Xantonge outre la riviere de la Charante en fief & en domaine, qui ſoient outre la Charante, ſi elle echoit au Roy de France, ou a ſes hoirs, & ſi elle ne luy echoit, il pourchaſſeroit en bonne maniere par eſchange ou autrement, que Nous ou nos hoirs l'ayons, ou il nous ſeroit avenable eſchange à l'eſgard des Preud' hommes qui ſeront nommez d'une part & d'autre, & de ce, qu'il donra à nous & à nos hoirs en fief & en domaine, nous & oos hoirs ly ſeront hommage lige, & à ſes hoirs Roys de France, & auſſi de Bourdeaux, de Bayonne & de Gaſcongne, de toute la terre que nous renons delà la Mer d'Angleterre en fiefs & en domaine, & des Iſles, ſi aucunes y en a, qui nous tenions, qui ſoient du Royaume de France, & tiendrons de luy comme Pair de France & Duc d'Aquitaine, & de toutes choſes devant dictes ly ſerons nos ſervices avenables juſques à tant, qu'il fut trouvé quels ſervices les choſes devroient, & lors nous ſerons tenus de faire les tiex, comme il ſeroit trouvé; de l'hommage de la Comté de Bigorre & Darmignac, & de Franſac, ſoit ce que droit en ſera, & ly Roys de France Nous clame quitte, ſe nous ou noſtre Anceſſeur luy fiſmes oncques tort de tenir ſon fief ſans luy faire hommage & ſans luy rendre ſon ſervice & tous arrerages.

§. 5. Derechef le Roy de France nous donnera ce, que de cinq cens chevaliers debvroient couſter raiſonnablement à tenir deux ans à l'eſgard des Preud' hommes qui ſeront nommez d'une part & d'autre, & ces deniers ſera tenu de payer à Paris au temple à ſix payes par deux ans, c'eſt à ſçavoir à la quinzaine de la Chandeleur, qui vient prochainement la premiere paye, c'eſt à dire la ſixieſme partie; & à la quinzaine de l'Aſcenſion en ſuivant l'autre paye, & à la quinzaine de la Tous ſaincts l'autre, & auſſy des autres payes en l'an enſuivant, & de ce donnera ly Roy de France ſes lettres pendant en Temple ou l'Hoſpital ou ambedeux enſemble en Pleige, & nous ne debvons ces deniers deſpendre, ſi non que au ſervice de Dieu & de l'Egliſe, ou au proffict du Royaume d'Angleterre, & ce par l'adveu des Preud' hommes, hommes de la terre eſleus par le Roy d'Angleterre & les hauts hommes de la terre, & par cette Paix faiſans, avons quicté & quicterons de tout en tout & noſtre dict fils au Roy de France & à ſes Anceſſeurs, & à ſes hoirs, & à ſes freres, & à leurs hoirs, & à leurs ſucceſſeurs pour nous, ou pour nos hoirs & pour nos ſucceſſeurs, ou noſtre Anceſſeur, aucune droiture que avons ou meſme euſſions oncques en choſe, que le Roy de France tienne ou reinſt oncques, ou ſes Anceſſeurs, ou ſes Freres, c'eſt aſſavoir en la Duché & en toute la Terre de Normandie, en la Comté & en toute la terre d'Anjou, de Tourraine & de Maine, & en la Comté & toute la Terre de Poictiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou es Iſles, ſe aucunes en tient le Roys de France ou ſi Freres, ou autres de par eux, & tous arrerages.

§. 6. Et auſſy avons quicté & quictons nous & noſtre dict fils à tous ceux qui de par le Roy de France, ou de ſes Anceſſeurs, ou de ſes Freres tiennent aucune choſe par don, par eſchange, ou par vente, ou par achapt,

ANS de J. C. 1259.

achapt ; ou par aſſenſement, ou par autre ſemblable maniere en la Duché, & en toute la terre de Normandie, en la Comté, & en toute la terre d'Anjou, de Tourraine, & du Mayne ; & en la Comté & en toute la terre de Poictiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou ez Iſles deſſus dictes, ſauf à nos & à nos hoirs noſtre droicture ez terres, dont nous debvons faire hommage lige au Roy de France pour cette paix, comme il eſt deſſus deviſé, ſiouſ ce que nous peuſſions demander noſtre droicture, ſi nous la cuidions avoir en Agenois, & avoir la, ſe la Cour le Roy de France le juge, & auſſy de Caorſin.

§. 7. Et donrons au Roy de France les lettres, qu'on dict, qu'il a du Roy Richard noſtre Frere, de quittance de totes ces choſes par eſchange, qui en ot ; & ſe pouvons ne les trouver ou avoir, donrons nos lettres pendans au Roy de France, & des Barons & des Prelats & des Prodes hommes, qui y furent de teſmoignage de la quittance, que li Roy Richard en feit, & avoit encor ; a noſtre ſerment & es nos lettres pendans, que puis cette quittance nulle droicture, ne nous donnera en nulle de ces choſes en cette meſme quittance au Roy de France & aux autres devant dits. Ferons faire à noſtre Sueur la Comteſſe de Leyceſtre, por ſoy por ſes hoirs & des enfans de ceux, qui l'en requerra, & li Roy de France nous clamera auſſy quitte, ſi il ou ſi Anceſſeur li firent onques tort, de tenir ſon fié ſans li faire hommage & ſans li rendre ſon ſervice & tous arrerages. Et avons pardonné & quité l'un à l'autre, pardonnons & quictons tous maltalens de contans, & de guerre, & tous arrerages, & toutes yſſues, qui ont été eues, ou qui pourroient eſtre eues en toutes les choſes devant dites, & tons les dommages, & toutes miſes, qui ont eſté faicts ou faites deça & dela en guerre, & en autre maniere.

§ 8. Et pour ce, que cette Paix fermement & auſſy eſtablement ſans nulle enfraignance ſoit tenue à tousjours, ly Roys de France a faict jurer en ſon ame par ſes Procureurs eſpeciaux à ce eſtablis, & ſes deux fils ont juré à tenir ces choſes tant comme à chacun appartiendra, & à ce tenir ont obligé eux & leurs hoirs par leurs lettres pendans, & nous de ces choſes tenir ſommes tenus de donner ſeureté au Roy de France des Chevalliers des Terres devant dictes meſme, que il donne, & des villes, ſelon ce que il nous requerra. Et la forme de la ſeureté des hommes & des villes pour nous ſera telle : Ils jureront que ils ne donneront ne conſeil, force, ne ayde parquoy nous ou noſtre hoir vinſſions allencontre de la paix, & s'il advenoit, que Dieu ne veuille, que nous ou noſtre hoir vinſſions allencontre, & ne voulſiſſions amender, puis que le Roy de France, ou ſes hoirs Roys de France nous en auroient faict requerre chil qui la ſeureté auroient faicte dedans les trois mois, qu'ils en auroient fait requerre, ſeroient tenus d'eſtre aydans au Roy de France & à ſes hoirs contre nous & nos hoirs, juſques à tant, que cette choſe fut amendée ſuffiſamment à l'eſgard de la Cour du Roy de France, & ſera renouvellée cette ſeureté de dix ans en dix ans, à la requeſte du Roy de France ou de ſes hoirs Roys de France & nous. Cette paix & cette compoſition entre nous & le devant dict Roy de France ſera affermée & toutes les devant dictes choſes & chacunes, ſi comme elles ſont deſſus contenues, promettons en bonne foy pour nous & pour nos ſucceſſeurs au devant dict Roy de France, & a ſes hoirs & à ſes ſucceſſeurs loyalment & fermement gardet, & que nous encontre viendrons par nous ou par une autre en nulle maniere, & que riens n'avons faict, ne ſerons, par quoy les devant dites choſes toutes, ou aucunes, en tout ou en partie ayent moins de fermeté.

§. 9. Et pour ce que cette Paix fermement, eſtablement & ſans nulle enfraignance ſoit tenue à tousjours, nous à ce obligeons nous & nos hoirs, & avons faict jurer en noſtre ame par nos Procureurs en noſtre preſence cette paix ſi comme elle eſt deſſus deviſée & eſcripte à tenir en bonne foy, tant comme à nous appartiendra, & que nous ne viendrons encontre ne par nous ne par autre. En teſmoing de toutes ces choſes nous avons faict ces lettres au Roy de France, pendans ſeelz de noſtre ſeel ; & cette Paix, & toutes ces choſes, qui ſont deſſus contenues, par noſtre commandement eſpecial ont juré Eduuard & Eadmont noſtre fil en noſtre preſence à garder & tenir fermement, & que ils encontre ne vendront par eux ne par autre. Ce fut donné à Londres, Lundy prochain devant la feſte ſainct Luc Evangeliſte, l'an de l'incarnation noſtre Seigneur, Mil deux cens cinquante neuf, au mois d'Octobre.

ANS de J. C. 1259.

CXVIII.

Lettre du Pape URBAIN IV. *à* RICHARD *élû Roi des Romains, touchant la diſpute pour l'élection entre le dit Richard, &* ALPHONSE, *avec les raiſons de part & d'autre. Ecrite le dernier* (a) *d'Août.*

ANS de J. C. 1259. EMPIRE.

G. G. Leibnitz. dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 12.

(a) L'Année n'eſt pas marquée.

(b) URBANUS IV. &c. RICHARDO in Romanorum Regem electo. Qui cœlum terramque regit, is nimirum cœli novit ordinem, & interra poteſt cœleſtis ponere originis rationem. Is exempla de ſuperioribus ad inferiora derivans, ſicut in firmamento cœli duo luminaria magna conſtituit, ut mundum vicibus ſuis illuſtrent, ſic & in terris maxima dona ſua, Sacerdotium videlicet & Imperium, ad plenum ſpiritualium mundanorumque regimen, ad firmamentum Eccleſiæ militantis inſtituens, utriuſque poteſtatis ita diſcrevit officia, ut eorum officioſa diverſitas nulla ſibi adverſitate diſſentiat ; ſed in commiſſi executione regiminis ex officii debito in voti unitate concordet, & ipſorum procul dubio profuturæ concordia alterius fulta præſidiis, ac utriuſque mutuis ſota favoribus, opus juſtitiæ liberius operetur, pacem mundo pariens, tranquillitatem inducens & nutriens unitatem. Imperium ſiquidem ad ſalutem ſacerdotali auctoritate dirigitur, & ipſius adjutum ſuffragiis, ſedaris procelloſis interdum immirentium tempeſtatum turbinibus, tranquillum redditur & quietum. Sacerdotium verò pium & tutum debet habere refugium, Imperialem manſuetudinem, cum ſua veneratione conjunctam, ut Imperii Romani faſtigium, & ejus culmini præſidens, ſpecialis Advocati & defenſoris præcipui, circa Eccleſiam gerat officium, & in ipſius fortitudine brachii defenſentur Eccleſiæ libertates, & jura manuteneantur ipſarum, extirpentur hæreſes, cultus Chriſtianæ fidei amplietur, & inimicis conſternatis ejuſdem, in pacis pulchritudine ſedeat populus Chriſtianus & in requie opulenta quieſcat.

(b) L'Auteur d'où nous l'avons tirée la met entre les années 1259. & 1262. & c'eſt effectivement le tems auquel elle doit avoir été écrite, puiſque Richard abandonna l'Empire en 1268. & mourut en 1271. (b) C'eſt la piéce la plus ancienne où il ſoit parlé du nombre des Electeurs.

§. 2. Verùm humani generis inimicus, pacis impatiens, amator litium, diſcordiæ ſeminator, utriuſque profectibus invidens, claræ memoriæ Willelmo Romanorum Rege rebus humanis exempto, inter Te & chariſſimum in Chriſto filium noſtrum Regem Caſtellæ ac Legionis Illuſtrem in Romanum Regem electum circa obtinendam ejuſdem Imperii dignitatem contentionis materiam ſuſcitavit, ut vobis circa hoc contendentibus careret imperialis regiminis commodis orbis terræ, & tanti brachii, tàm utilis, tàm neceſſarii, tàm chari carentiam ex ipſius Imperii vacatione diutina moleſtam admodum & nocivam, damnoſa experientia. Eccleſia prædicta ſentiret. Sentit utique, ſentit Mater Eccleſia tam populi ſibi commiſſi, quàm ſuam gravem de hujus contentione jacturam, crevit namque perverſorum audacia, & ipſorum abundante mali-

ANS d: J. C. 1259. malitia, dum eodem vacante Imperio ipſi Eccleſiæ defenſionis debita ſuffragia ſubtrahuntur, libertas peccatis inſiſtitur, hæreſes pullulant, ſcandala ſuſcitantur, multiplicantur cædes & ſtrages, injuriæ invaleſcunt, in perſecutionum turbinibus Petri navicula fluctuat; & interdum qui fidelium ipſius cenſeri nomine gloriantur, in arcum perverſum, fideli debitum non verſando, converſi eam in ſuis juribus injuriosè impetunt & moleſtant, illa ounc denegando pro libito, nunc illicitè occupando. Propter quod eadem Eccleſia non immerito hujuſmodi vacationem deplorat Imperii, & de animarum periculis, quæ peccandi libertas ingerit, ex intimis longa trahens ſuſpiria ingemiſcit. Ex eo inſuper quàm durè, quàm graviter materna ejus viſcera quatiuntur, quod ipſa tam charos filios, tam inclytos principes in ſuo ſentiens utero collidentes, prudenter advertit tuam & prædicti Regis potentiam, in Chriſto blaſphemos, & inimicos nominis Chriſtiani potenter & magnificè more ſolito exercendam, in proprium & grande domeſticum fidei detrimentum talibus contentionibus implicari. Hæc ergo & alia incommoda diſſentionis hujuſmodi eadem Eccleſia materno penſans affectu, in iis auxilii ſui dexteram non ſubſtraxit, ſed vigilavit attentius attentione ſolicita vigilanter intendit, multaque ſolicitudine pervigil laboravit, ut diſcriminibus tantis occurreret, teque ac ipſum Regem à diſcordiarum diſpendiis præſervaret.

§. 3. Et licet inter vos judicis partes aſſumere non ſine cauſa diſtulerit; præſertim cum tam tui quam ipſius Regis nuntii in recordationis felicis Alexandri Papæ prædeceſſoris noſtri, noſtra, & fratrum noſtrorum præſentia conſtituti, ſuper prædictis judiciarium Apoſtolicæ ſedis examen expreſſè uſque ad hæc tempora declinarint; dilectionem tamen hujuſmodi illa etiam utilitatis utriuſque partis conſideratio, & paternæ pietatis cautela pro vobis conſilium capiens perſuaſit, ut veſtris animis ad hoc habilitatis, interim ad reformanda inter vos amicitiæ fœdera congruentia tempora captarentur, & remedia promtiora parerent, per quæ diſcordiæ occaſione ſublata vos glurinum ſolidæ charitatis uniret; ac in veſtræ ſoliditate concordiæ, quam tractatus, qui ſuper hoc inter vos dicebantur haberi, promittere videbuntur; ſub ſui Principis ducatu pacifico daretur eidem ſabbatiſmus Imperio; & ſedatis ſcandalis, ipſius ſubditis quietis optata jucunditas proveniret, peſtis exterminaretur hæretica, animarum pericula vitarentur, Eccleſia Cæſareo munita præſidio, & ab hoſtibus erepta de perſecutorum incurſibus reſpiraret: ac eorum, qui ſub ſimulatæ fidelitatis audacia nocent fidentius, temeraria nocendi confidentia refræuata, ſuorum jurium integritate gauderet. Hæc quidem hactenus expectavimus anxii: hæc deſideravimus anxia expectatione diutius: in iis prædeceſſoris, noſtra, & fratrum noſtrorum ſolicitudo non deſuit, ſecundum Apoſtolicæ circumſpectionis judicium de contingentibus nil omittens.

§. 4. Et quanquam, ut votis noſtris ſatisfieret in hac parte, hucuſque non fuerit ex alto conceſſum; tamen ad id ſempet noſtra ſuſpiravit intentio, ad id plenis deſideriis anxiamur, non proponentes à cœptis deſiſtere; quin circa negotium hujuſmodi ſub ſpe illius, qui facit magna, & inſcrutabilia, qui facit concordiam in ſublimibus, proſequi pacis ſemitas intendamus, quidquid per nuntios & procuratores partium coram nobis noviſſimè his diebus propoſitum petitum fuerit & reſponſum. Et quidem venerabilis frater noſter Laurentius Epiſcopus, & dilectus filius Willelmus Archidiaconus Roffenſis, ac Robertus de Baro procuratores & nuntii tui à te plenariam poteſtatem habentes, ut in noſtro conſiſtorio tua proponerent negotia; & peterent cum ſolennitate, qua conveniret, vocationem tuam ſolemniter ad coronam; ac univerſa & ſingula circa hæc gererent, agerent fideliter, ac procurarent, quæ per veſtros nuntios ac procuratores ad hoc ſpecialiter deputatos legitimè poſſent agi, peti, & etiam procurari, coram nobis, & de eiſdem fratribus proponere curaverunt quædam conſuetudines circa electionem novi Regis Romanorum in Imperatorem poſteà promovendi, apud Principes vocem in hujuſmodi electione habentes, qui ſunt ſeptem numero, pro jure ſervari; & fuiſſe hactenus obſervatas à tempore, cujus memoria non exiſtit: ſecundum quas infra annum & diem, poſtquam vacat Imperium, talis decet electio celebrari, quacumque parte ipſorum anni, & diei, quam ad hoc iidem principes duxerint deputandam: & ad Archiepiſcopum Maguntinum, & Comitem Palatinum Rheni, vel ipſorum alterum, altero nequeunte, vel forſitan non volente, pertinet ad electionem ipſam celebrandam, diem præfigere, ac cæteros electores principes convocare. Quibus omnibus, vel ſaltem duobus ex ipſis die præfixa convenientibus apud oppidum de Frankenford, intus vel extra ipſum oppidum, in terra quæ dicitur Franckeferde, (loca quidem ad hoc deputata ſpecialiter ab antiquo) ad electionem ipſam procedi poteſt, & debet ſecundum morem ipſius Imperii approbatum; & electione taliter celebrata, electus ſi electioni conſenſerit, ante Aquiſgranum per dies aliquos facta mora, infra annum & diem poſt celebrationem eamdem quando electus voluerit, per Colonienſem Archiepiſcopum, ad quem id ex officio ſuo ſpectat, inungitur, conſecratur, & etiam coronatur: quo facto cuilibet via præcluditur contra electionem, vel electum, jam Regem Romanorum effectum, dicendi aliquid, vel etiam opponendi; ſed idem electus prædicto modo inunctus, conſecratus, & coronatus pro Rege habetur, & ei tamquam Regi debent à ſubditis juramenta præſtari, aſſignari civitates, oppida, caſtra, & ſpecialiter caſtrum (a) de Treveles, ac aliqua jura Imperii infra annum & diem à tempore coronationis ejuſdem: ita quod ſi qui de Vaſallis Imperii ei homagia non præſtiterint conſueta, & non reddiderint civitates, caſtra & alia ſupradicta; illis, quæ ab Imperio tenent eodem, ſint eo ipſo privandi.

(a) Peut-être eſt-ce le Palais de Trèves.

§. 5. Et, ſi votis Principum, ad quos ſpectat eligere, ad eligendum conventientium; diviſis in plures, duo in diſcordia eligantur, vel alter electorum per potentiam obtinebit, vel ad prædictum Comitem Palatinum tanquam ad hujuſmodi diſcordiæ judicem eſt recurſus habendus; ni forſan ſuper electione vel coronatione hujuſmodi ſuborta diſcordia, per appellationem vel querelam prædictorum principum ad examen ſedi Apoſtolicæ, quo caſu ipſius eſt in tali cauſa cognitio, deferatur. Intelligitur autem is electus eſſe concorditer, in quem vota omnium Electorum Principum, vel ſaltem duorum tantummodo in electione præſentium diriguntur. In diſcordia verò is etiam reputatur electus, de quo in loco non ſolito electio celebratur, & in termino de communi conſenſu dictorum principum non ſtatuto; quem ſi forſan prædicti principes infra annum & diem à tempore vacantis Imperii concorditer ſtatuant, licet non expriment, quod ipſum peremptorium eſſe velint, terminus tamen ab eis præfixus taliter peremptorius reputatur. Porro iidem procuratores iis & aliis quibuſdam prælibatis conſuetudinibus adjecerunt, quod vacante Romano Imperio, die per omnes prædictos Principes pro celebranda Regis Romani in Imperatorem poſtea promovendi electione ſtatuto in octavis Epiphaniæ anno Domini M. CC. LVI. apud memoratum oppidum de Franckeford quinque tantum de dictis Principibus tum per ſe, tum per alios, videlicet bonæ memoriæ Colonienſis Archi-Epiſcopus pro ſe & bonæ memoriæ Maguntinus Archi-Epiſcopus ea vice in hoc commiſerat vices ſuas; & dilectus filius nobilis vir Comes Palatinus apud Franckeferd: bonæ memoriæ vero Treverenſis Archiepiſcopus, & dilectus filius nobilis Vir Dux Saxoniæ intra dictum oppidum convene-

ANS de J. C. 1259.

ANS de J. C. 1259.

venerunt. Cumque iidem Treverenſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ præfatos Archiepiſcopum Colonienſem & Comitem nec ipſum oppidum intrare permitterent, nec ad eos exire vellent, ſuper hoc ſæpius requiſiti; dicti Archiepiſcopus Colonienſis & Comes, attendentes ex lapſu temporis periculum imminere, ſi forſan non fieret electio illa die, quæ ad hoc fuerat peremptoriè conſtituta; præſertim cum de anno & die poſt vacationem Imperii quindecim dies ſolummodo ſupereſſent, infra quos nullo modo potuiſſent propter locorum diſtantiam, & alias facti circumſtantias præfati Principes iterum convenire, cum Prælatis, Ducibus & aliis ibidem præſentibus, deliberatione præhabita de ipſorum communi conſilio & aſſenſu ad electionem procedere decreverunt: & tandem præfatus Colonienſis pro ſe, ac dictis Maguntino cujus vices gerebat, & Comite præſente ac conſentiente; divino nomine invocato, te in Regem Romanorum elegit, & mox electionem hujuſmodi Magnatum & aliorum aſtantium copioſæ multitudini publicavit.

§. 6. Cui electioni per chariſſimum in Chriſto Filium noſtrum Regem Bohemiæ Illuſtrem poſt paucos dies conſenſu præſtito, demum tu ad tuorum electorum & aliorum Imperii optimatum, qui propter hoc ad te in Angliam acceſſerunt, inſtantiam & requiſitionem inſtantem, eidem electioni poſt diligentem ſuper hoc tractatum habitum conſenſiſti; ac perſonaliter Alemanniæ regnum ingreſſus, & moram apud Aquiſgranum, quantum decuit faciens, nec inveniens reſiſtentem; poſtmodum fuiſti per ſæpe dictum Colonienſem Archiepiſcopum, ad cujus id ſpectabat officium, conſecratus, inunctus, coronatus, ac inthronizatus regio more in ſedem magnifici Caroli, nullo ſe in ibi coronationi tuæ realiter aut verbaliter opponente. Recepiſti quoque homagia Magnatum regni ejuſdem, ac fidelitatis etiam juramenta: obtinuiſti ornamenta, & inſignia Imperialia, quibus Rex Romanorum ſolet ornari, dum Romæ inungitur, conſecratur per manus ſummi Pontificis, & ſacrum Imperii ſuſcipit diadema; & ſine quibus aliquis ad inunctionem, conſecrationem, & coronationem hujuſmodi nec ſolet, nec debet admitti: reddita inſuper tibi fuerunt quamplura oppida, caſtra, villæ, ac jura Imperii tamquam Regi: tuque ipſius Regni poſſeſſionem adeptus, ipſam tenes, & per ſex annos & amplius tenuiſti.

§. 7. Ex his autem procuratores tui arguere nitebantur, cum memorati Trevirenſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ, recuſando dicto die procedere; reliqui verò, non veniendo ad terminum concorditer aſſignatum, ſe alienos ab electione reddiderint ea vice; tu ab omnibus Principibus vel ſaltem ab iis in quos totaliter jus eligendi recidebat, cenſeri debes electus: & pro certo ac indubitato ponentes jus in Regno & Imperio ſupra dictis tibi electo prædictis conſuetudinibus obſervatis ubi & à quibus id fieri debuit, & nulli alii acquiſitum; ac regimen nomeo & Imperii diadema indubitate deberi, ſuplicaverunt inſtanter, & humiliter petierunt tibi & hujuſmodi nomen aſcribi. Maxime cum antedictus prædeceſſor, id tibi de fratrum ſuorum conſilio adſcripſiſſet, te in eiſdem Regno & Imperio quibuſlibet aliis præferendo, ſicut per ipſius litteras oſtendere nitebantur: teque per nos inungendum, conſecrandum, & coronandum in Romanum Imperatorem, advocatum, ac defenſorem Eccleſiæ, ad ipſum diadema de noſtris ſuſcipiendum manibus ſine diſpendio ulterioris moræ vocari, & Apoſtolicum tibi favorem impendi: præſertim cum non tantum major pars principum prædictorum, imò omnes, excepto nobili viro Marchione, Brandeburgenſi, qui etiam paratus eſt tibi obedire, ut iidem nuntii proponebant; electioni de te factæ conſentiant, & tibi tam ipſi, quam alii magnates Alemanniæ generaliter tanquam ſuo Regi obediant & intendant: petitionem ſuam illa indubitata, ſicut aſſerunt, in Imperio & jure munita conſuetudine fulcientes, qua dicunt electo in Regem Romanorum, ſecundum ſolitum morem Imperii ubi & à quibus debet, & poſtmodum per ſupra dictum Colonienſem Archiepiſcopum inuncto, conſecrato & coronato eo ipſo regium nomen acquiri; & ſi electæ perſonæ impedimenta non obvient, vocandum ſine dilatione aliqua per ſummum Pontificem ad coronam; ad id non ſolum morem Imperii approbatum, ſed etiam quondam felicis recordationis Innocentii Papæ III. prædeceſſoris noſtri decretalem Epiſtolam allegantes ac dicentes, per contradictionem memorati Regis Caſtellæ, vel electionem quæ de ipſo facta dicitur, petitionem non debere aliquatenus impediri; cum ſecundum prædictas conſuetudines ſit ei jam cujuſlibet contradictionis via præcluſa, & electio ipſa nulla fuerit ipſo jure, utpote poſt annum & diem contra eaſdem Imperii conſuetudines, & termino ad hoc ſtatuto de communi Principum prædictorum conſenſu tranſacto, & poſt electionem tuam legitimam non caſſatam, à ſolo nominato Trevirenſi (qui propter nova pedagia, quæ in terra ſua impoſuit erat tunc excommunicatione ligatus) nulla omninò forma ſervata, in Camera ejuſdem Treverenſis Archiepiſcopi contemptis aliis principibus, clandeſtinè attentata: cum nullam ab eiſdem principibus ſuper hoc poteſtatem haberet; quam ſi etiam ab aliquibus habuiſſet, ſicut quædam pro altera exhibitæ literæ innuebant, formam tamen ipſius, quæ ſecundum tenorem literarum ipſarum ad certam diem ſe tantummodo extendebant, non eligendo ipſa die, minimè obſervavit.

ANS de J. C. 1259.

§. 8. Ex parte verò ſupra dicti Regis Caſtellæ per venerabiles fratres noſtros Garſiam Silvenſem, & fratrem Dominicum Abulenſem Epiſcopos, ac dilectum filium magiſtrum Joannem Capellanum noſtrum Archidiaconum Compoſtellanum, ipſius Procuratores, actores, & negotiorum geſtores, generales & ſpeciales omnes in ſolidum; ita quod occupantis non ſit melior conditio; mandatum habentes ab ipſo, ad petendum pro eo & ſuo nomine à nobis & prædictis fratribus noſtris coronam Imperii, & aſſignari ſibi diem ad recipiendum ipſam, & ad agendum, reſpondendum, defendendum & tractandum jura ſua & Imperii, & quicquid bonori ejus expedire viderent, ſive in ordinario, ſive in extraordinario judicio ageretur; fuit è contra propoſitum, quod prædictus dies octavarum Epiphaniæ non ad eligendum, ſed ad tractandum ſuper electione faciendi Regis & Imperatoris; & ad aſſignandum diem ad celebrandum electionem eamdem, non per omnes, ſed quoſdam ex ipſis principibus extitit aſſignatus. Qua die prædicti Trevirenſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ pro ſe, ac dilecto filio nobili viro Marchione Brandeburgenſi, qui eidem Trevirenſi Archiepiſcopo vices ſuas commiſerat, nec non & procuratores memorati Regis Bohemiæ ad prædictum oppidum tamquam viri pacifici acceſſerunt. Supra dicti verò Colonienſis Archiepiſcopus & Comes cum ingenti armatorum multitudine ad loca circumvicina ipſius oppidi advenientes, requiſiti per Treverenſem Archiepiſcopum, Ducem, & Procuratorem prædictos, qui eorum impreſſionem veriſimiliter formidabant, ut idem oppidum intrarent cum ſocietate decenti; de aſſignando die ad electionem celebrandam, prout terminus exigebat, ſi ad hoc eſſent habiles, unà cum ipſis pacificè tractaturi: non ſolum id facere contempſerunt, verum etiam propriis profecutores arbitrii præſumſerunt te in Regem Alemanniæ, non ſine multo contemptu aliorum Principum nominare.

§. 9. Memorati autem Treverenſis Archiepiſcopus, Dux & Procurator nominationem hujuſmodi attendentes penitus eſſe nullam (præſertim cum Colonienſis Archiepiſcopus pro eo, quod in bonæ memoriæ P. Sancti Georgii ad velum aureum Diaco-

ANS de J. C. 1259.

num Card. tunc Legatum in Alemanniæ partibus manus injecerat, ac venerabilem fratrem noſtrum Padebornenſem Epiſcopum detineret captivum, propter quod per eundem etiam Legatum excommunicatus extitit; Comes verò propter Clericorum & religioſorum cædes & notarios captiones, & quia contra ſententiam felicis recordationis Innocentii Papæ IV. prædeceſſoris noſtri, quondam Friderico olim Romanorum Imperatori & Conrado nato ejus præſtiterat publicè conſilium, auxilium & favorem; erant ipſius electionis tempore tàm à canone, quàm ab homine variis excommunicationibus innodati: & Maguntinus Archiepiſcopus, cujus idem Colonienſis Archiepiſcopus ſe vices gerere aſſerebat, in vinculis teneretur; propter quod carens arbitrii libertate, præſtare non potuit, prout jura exigunt, liberum in electione conſenſum, nec etiam facto præſtitit ad electionem celebrandam) certum terminum ſtatuerunt ſubſequentem dominicam paſſionis, quo quidem termino uſque ad proximam dominicam palmarum continuato de die in diem; & memorato Maguntino tunc à vinculis liberato, Colonienſi Archiepiſcopo & Comite requiſitis, & nolentibus intereſſe; dictus Trevirenſis Archiepiſcopus à Rege Bohemiæ, Duce & Marchione ſibi ſuper hoc poteſtate commiſſa, dictum regem Caſtellæ ſuo & illorum nomine publicè & ſolemniter in eodem oppido de Franckenford, Dei omine invocato Romanorum Regem & Imperatorem elegit, & electionem ipſam omnibus aſtantibus publicavit: idemque Rex Caſtellæ ipſa electione ſibi per quamplures Magnates Imperii, ad ipſum propter hoc in Hiſpaniam accedentes, poſtmodum præſentata, electioni conſenſit eidem. Ex præmiſſis ſanè idem procuratores & nuntii prælibati Regis Caſtellæ, dicentes electionem ipſam, ubi & à quibus debuit celebratam legitimè; allegabant electionem eandem impediri non potuiſſe per tuam, quæ ſicut dicunt, nulla extitit ipſo jure. Nam cum prædictus dies octavarum non ad eligendum, ſed ad tractandum de ſtatuta die, & ipſam ſtatuendam ad electionem celebrandam novi Regis fuerit non per omnes prædictos Principes, ſed per aliquos ex eis, ut præmittitur aſſignatus; qui etiamſi ad eligendum ſtatutus fuiſſet per majorem partem eorundem Principum, minoris partis non obſtante contradictione, mutari & prorogari potuit & extitit prorogatus: conſtat electionem de te maximè per pauciores de ipſis Principibus excommunicatos ipſa die octavarum factam, nullam penitus extitiſſe.

§. 10. Excommunicationem etiam contra memoratum Archiepiſcopum Treverenſem objectam, & conſuetudinem, quæ de celebrando tempore vacantis Imperii infra annum & diem Regis Romanorum electione præponitur, ac alias omnino oegantes, allegabunt, quod ſi veritate hujuſmodi propoſitio ſuſciretur, electio tua, quæ quindecim diebus de ipſo tempore adhuc exſtantibus celebrata fertur, ex hoc etiam nulla eſſet: cum non licuerit minori parti, majore contempta, diem ultimam ipſius temporibus prævenire. Per quæ apparere dicebant, quod Electores ejuſdem Regis Caſtellæ, nolendo die illo eligere, non fuerunt eligendi jure privati, nec ſi etiam, ut pars adverſa pronunit, ad minorem partem renuiſſent exire. Nam cum infra prædictum oppidum de Franckeford Romani Regis & Imperatoris, & non alibi debeat electio celebrari minor pars non poterat ad locum alium coarctare majorem. Adjecerunt præterea inunctionem, conſecrationem, coronationem, ac poſſeſſionem prædictas, quam quidem poſſeſſionem omninò negabant; & cætera pro parte tua inducta, cum ex electione tua, quæ, ut prædicitur, nulla extiterat, ſecuta fuerint, tanquam nulla, nullum potuiſſe tuo munimentum afferre, aut ejuſdem Regis Caſtellæ juri præjudicium generare: ſubjungentes Colonienſem Archiepiſcopum ſupradictam conſecrationem vel inunctionem, ſeu coronationem, quæ jus tribuant, dare non poſſe niſi ei, qui à majori & ſaniori parte prædictorum Principum eſt electus: aliquin illa ſequeretur abſurditas, quod ſolus Colonienſis Archiepiſcopus precibus inductus vel corruptus pretio, cui vellet Imperium dare poſſet.

ANS de J. C. 1259.

§. 11. Quod autem de literis ſupradicti prædeceſſoris Alexandri præmittitur, in quibus tibi regium nomen dicebatur aſcriptum, neque in prædictis regno & Imperio alias fuiſſe prælatum, multipliciter confutabant; tum quia quoties coram ipſo prædeceſſore Alexandro, ac fratribus ſuis de Imperii negotio agebatur, idem prædeceſſor Alexander, publicè aſſerebat, quod ſuper eodem negotio nihil in dicti Regis Caſtellæ præjudicium attentaret; quod etiam ipſi Regi Caſtellæ per literas, per quondam A. de Ferentino ſuum Capellanum & nuntium intimavit; propter quod prædictæ per te inductæ literæ meritò ſunt ſuſpectæ, nec credendæ de ejuſdem prædeceſſoris Alexandri conſcientia emanaſſe; tum etiam quia ſi de ipſius conſcientia & fratrum ſuorum conſilio proceſſiſſent, cum injurioſæ ſint, debent merito revocari. Unde iidem Regis Caſtellæ procuratores & nuntii electionem de ipſo factam, electione tua prædicta, & iis, quæ pro te fuerunt objecta, nequaquam obſtantibus, fore legitimam, utpote celebratam à majori parte ipſorum Principum, (quos idem procuratores & nuntii variare non potuiſſe allegant, & variaſſe non credunt) imò fictione juris ab omnibus (cum alii utpote inhabiles electioni non potuerint, vel ſaltem noluerint in loco ſolito & tempore debito intereſſe) ac ipſum potiorem in prædictis regno & Imperio arguentes; cum inſtantia poſtularunt ipſi Regi Caſtellæ, conſuetum favorem: videlicet, quod quando aliqui ad Imperium in diſcordia Principum eliguntur, ſedes Apoſtolica illum, qui electus eſt à parte majori, perſonæ impedimentis ceſſantibus, denunciat electum canonicè, ac Regem nominat, * pro parte aliqua non citata; & ei favorem præſtat, illique terminum ad recipiendam coronam aſſignat, etiamſi alter taliter electorum regni poſſeſſionem præſumſerit occupare: ſicut in electionibus Lothari & Conradi, Othonis & Philippi ac aliorum plurium obſervatum fuiſſe dicebant, ad hoc prædictam decretalem Epiſtolam inducentes.

§. 12. Eiſdem autem præfati Regis Caſtellæ ountis petitioni prædictæ ſuper debita juſtitia exhibenda porrectæ inſiſtentibus, nos memoratum Roffenſem Epiſcopum & alios tuos procuratores de prædictorum fratrum conſilio duximus requirendos, ſi vellent ſuper præmiſſis ſubire tuo nomine noſtrum & Apoſtolicæ ſedis examen. Qui habito conſilio reſponderunt, quod cum ſis princeps Catholicus, nobis in Eccleſiæ Romanæ devotus, ipſam caput Chriſtianitatis & fidei, tuamque matrem & Dominam recognoſcens, nec intendas illius declinare judicium, in quibus illud ſubire debes, & de jure teneris; & in Imperio jus habens, ac Regni Alemanniæ, & ejus jurium poſſeſſionem obtineas; parati erant, in quantum prædicti mandati, quod à te habebant, ſe vires extenderunt pro te ac tuo nomine, tanquam pro Rege vero, ac legitimo poſſeſſore, judicium noſtrum & Eccleſiæ Romanæ ſubire, ſi quis appareret, qui te ſuper præmiſſis velit impetere, aut aliquid quocunque modo proponere, per quod tibi poſſit aliquod præjudicium generari: ſalvis ſemper in omnibus & per omnia juriſdictione, poteſtate, officio, auctoritate, dignitate, honore, ac libertate ſacri Romani Imperii, ejuſque Principum, ad quos ſpecialiter ſpectat Romani Regis electio, & quibus præjudicare non intendebant, vel alias quomodo libet derogare; petitionem tuo præmiſſam nomine nihilominus repetentes. Ecce, fili chariſſime, dum ad petitionem juſtitiæ ab una parte proceditur, nec ab altera judicio cedetur, ſed ipſius Regis concordiam, & concordem

ſupra

ANS de J. C. 1259.

ſupra dicti ordinationem Imperii, deſideratoque quietis nobis ſerenitas arrideret, in judiciorum inquietos anfractus ingerimur, & expetitæ juſtitiæ inſtantia in ipſorum nos fluctus impellit. Ecce pacem expectavimus, & non venit : quæſivimus bona, & turbatio ſtrepitus judicialis offertur. Profecto non id deſiderabat Eccleſiæ Imperiali auxilio relevanda neceſſitas : non id exigebant laceræ partes Imperii occupatricibus expoſitæ manibus direptorum : non id requirebat Chriſtianitatis his temporibus miſeranda conditio, quam intrinſica pluſquam - - Tartaricæ feritatis affligunt. Quibus potius debebatur, ut per tractatus pacificos Cæſarei culminis acceleranda proviſio in unitate capitis juribus redintegratis Imperii contra tot diſcrimina provideret.

§. 13. Nos itaque pacis cogitationes ſolicitè cogitantes, ac de illius ſperantes omnipotentia & immenſa virtute, ſub quo curvantur, qui portant orbem; qui ventis imperat, & ad ejus nutum ſtat ſpiritus procellarum; pacis tractatibus providimus inſiſtendum. Et ideo hinc inde propoſitis à nobis & prædictis fratribus noſtris in diſcuſſionem exactæ deliberationis inductis de ipſorum conſilio, tam ad magnificentiæ tuæ præſentiam, quam ad ipſum Regem Caſtellæ Nuntios deliberavimus deſtinandos, qui vos ad pacem invitent : ad quod dilectum filium Magiſtrum Guillelmum Capellanum noſtrum Archidiaconum in Eccleſia Pariſienſi, virum utique providum, conſilii maturitate conſpicuum, à nobis ac eiſdem fratribus plurimum meritò ſuæ probitatis acceptum, de cujus induſtria & fidelitate nos & ipſi fratres plenè confidimus, ad tuam magnificentiam ſpecialiter deſtinamus. Et nihilominus cum ſimus omnibus in juſtitiæ debitores, nec debeamus eam perſonis denegare ſublimibus, qui ſuper ipſa, etiam ab humilibus requiſiti, noſtri partes officii non negamus; te ac eundem Regem Caſtellæ citandos decrevimus, & de ſæpe dictorum fratrum conſilio peremtoriè præſentium tenore citamus, ut ſecunda die Maji primo venturi, Apoſtolico conſpectui per Procuratores idoneos te præſentes, qui tuæ conſcientiæ conſcu legitimum & plenum à te mandatum habeant ad pacis tractatum, ſi Dominus dederit, ineundum; & ad procedendum in ipſo negotio prout honori Eccleſiæ, ac penſata talis & tanti conditione negorii ſine offenſa juſtitiæ videbimus expedire. Datum apud Urbem veterem, 2. Kal. Septembris.

CXIX.

ANS de J. C. 1261.

ANVERS ET TURNHAUT.

*Traité & Alliance entre la Ville d'*ANVERS *& les Habitans de* TURNHAUT, *fait à Louvain, en l'an* 1261. Placarts, Ordonnances, &c. des Ducs de Brabant. Tom. I. Liv. V. pag. 670. & Aubert le Mire, Donationum Belgicarum Lib. II. Cap. CXI. pag. 227.

UNIVERSIS tam præſentibus quàm poſteris ad quorum notitiam præſens ſcriptum pervenerit Scabini, Jurati & communitates Urbium de Antverpiâ & de TURNHOUT, Salutem, & eorum quæ ſubſcripta ſunt, ſenrentiam ſanè conſiderare, cùm olim inter nos ſtultorum temeritate movente lites, odia, & diſcordiæ, non ſemel ſed plures habitæ ſuiſſent, nos quaſi providi de futuris, conſiderantes, nullum nobis hinc inde honorem nec profectum poſſe generari, ne in poſterum his ſimilia tam facilè ſicut hactenus queant accidere, ad omnem præhabitum rancorem ſopiendum, & pacem diu inſtabilem, quæ tamen bonos ſingulos & maximè Compatriotas decet, perpetualiter reformandam, præcipuè quoque propter honorem, & profectum Domini noſtri, atque etiam totius terræ noſtræ amplificandum & cuſtodiendum, multiplici conſilio quomodo id ſtabiliter fieri poſſit, utrimque requiſito, ſufficienti deliberatione peractâ, Tandem omnipotentis Dei inſpirante gratiâ, in hoc conſenſimus, quæ primò & principaliter ante omnia quidquid odii, vel diſſcoſionis intra nos, hucuſque habitum fuerit, quomodocumque evenerit, puro corde invicem remiſimus, nunquam deinceps recordandum, quo facto omnes pariter, & ſinguli tanquam fratres unanimi voluntate conjuravimus, & Conſœderationem mutuæ pacis, atque amicitiæ fecimus inviolabiliter obſervandam, quæ ſi inpoſterum inter homines urbium noſtrarum contigerit aliquam diſcordiam haberi, quæ abſit, nos utrimque rei geſtæ veritatem de plano inveſtigabimus, & à cujuſcumque urbis homine inventa fuerit is exordium accepiſſe, Scabini & jurati illius loci hominem ſuum cujus culpâ extiterit, talem habebunt quòd ei in quem fuerit commiſſum, penes ordinationem, & conſilium Scabinorum & Juratorum utriuſque urbis condignam pro modo culpæ ſuæ emendam. Cæterùm promiſimus jovicem ubicumque opus habuerimus, alter alteri ad jus ſuum conſervandum fideliter aſſiſtere, contra unumquemque hominem, ſalvo ſemper jure Domini noſtri ac verè hæredis terræ noſtræ. Præterea ſi alicubi terminos terræ noſtræ abbreviari perciperemus, vel jura Domini ooſtri occupari, vel in aliquo debilitari, quod Deus aveitat, hoc Dominæ, vel Domino ipſius terræ, qui tunc eſſet quanto citiùs poſſemus, intimare deberemus, ut ſi talis animi foret quod ad hoc emendandum, atque ad debitum ſtatim reformandum inſtare vellet, ad id ſiſtendum et ſicot teneremur rebus & eorporibus nos ſemper paratos & benevolos exhiberemus, ſin autem omni tempore tamquam de propriis damnis dolentes hujus rei deberemus eſſe monitores & conqueſtores, quouſque modo debito fieret correcta, quia igitur omnia præmiſſa juravimus unanimiter, & volumus obſervare ſine fine, ne à nobis ipſis, vel à ſucceſſoribus noſtris, per negligentiam oblivioni tradantur, duobus ſcriptis ſimilibus ea commendari, & utriuſque urbis noſtræ ſigilus æqualiter ſecimus roborari. Actum Lovanii Sabbati ante Purificationem B. Mariæ Virginis, Anno Domini milleſimo, ducenteſimo, ſexageſimo primo.

Infrà erat ſcriptum: Collationata cum originalibus literis in Parcameno ſcriptis, & adhuc integris ex omni parte, nec ullâ liturâ maculatis, duobus appendentibus ſigillis, ex viridi cerâ, quorum unum nimirum ſigillum urbis Antuerpienſis, eâdem planè formâ quâ jo altera hujuſ papyri viſitur pagina, ex viridi dependebat ſerico, alterum nimirum ſigillum oppidi Turnhoutani ut in eâdem hîe viſitur paginâ ex rubro dependebat ſerico, ac repertum cum iiſdem originalibus literis de verbo ad verbum, accordare, ac convenire. Actum Antverpiæ decima ſexta Auguſti, Anno XV^c. octogeſimo tertio me teſte infraſcripto *Pontus Heuterus*, Notarius juratus & admiſſus. Inferiùs adhuc erat ſcriptum, Conſimiles quoque literæ, quas in alterâ hujus pagioa, authentizavimus, factæ fuere; inter urbes Lovanienſem, Bruxelleoſem, Lirenſem, cum Civitate Turnhoutanâ eâdem de causâ ac ſuperioribus ſimiles, mutatis tandem mutandis uno eodemque tempore, datæ ſingulis literis duobus appendentibus ſigillis, nimirum urbis Lovanienſis in viridi cerâ, ex rubro ſerico, Turnhoutanum verò ex viridi, Bruxellenſis in viridi cera ex viridi ſerico, Turnhoutanum rubro ſerico ac viridi cera, Lirenſis verò ac Turnhoutani oppidi in alba utrumque cerâ ex rubro utrumque ſerico dependens, litteræ verò erant integræ ex omni parte ac nullis maculatæ liturîs, ſigilla eadem, ac ejuſdem formæ, ut hîc conſpiciuntur pictæ, me infraſcripto teſte, actum ut ſuprà *Pontus Heuterus* Notarius juratus & admiſſus.

ANS de J. C. 1265.

CXX.

EMPIRE DE CONSTANTINOPLE ET BOURGOGNE.

Don du Royaume de THESSALONIQUE, *fait à* HUGUES *Duc de Bourgogne, par* BAUDOUIN *Empereur de Conſtantinople. Fait à Paris, au mois de Janvier* 1265. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 508.

NOS BAUDUINUS, par la grace de Dieu tres ſeiaus Empereres en Chriſt, de Dieu coronez, Gouverners de Romanie, & toz tens accroiſſantz, ſaſons à ſçavoir à toz ces qui verront ces preſentes Lettres, que nos, conſiderant & veant le bien, l'oner, le profit, & l'avancement qui nos puet venir en l'Empire de Romanie, dou noble Baron HUGUE *Duc de Bourgoigne*, Nos, por ce ſi donons & outtroions au devant dit Duc, & à ſes hoirs perpetuellement le Realme de SALENIQUE, & les appartenances, ou totes les droitures & les raiſons qui appartiennent au devant dit Roialme. Et li donnons la Baronnie d'Ainnes, & les appartenances, & li donons encores par deſſus ce, une des autres plus grands Baronnies qui ſoit an l'Empire cele que amiez amera. Et s'il avient miez à avoir la Baronnie de Manditon, & la Baronnie de Lalis, & de la Marguerie, o totes lor appartenances, que la devaot ditte grant Baronie, ſi volons que il les ait de cele grant Baronie deſſuſdite. Et cele nos demorera à noſtre volunté. Et voulons & otrions, que la quelque Baronie que li devant dit Dux voura avoir franchement à luy, & à ſes hoirs, ce eſt ay avoir, ou le devant dit Roialme de Salenique, & Aimes, ou l'autre grant Baronie, & Aimes, ou les autres Baronies Manditon, Lalis, la Marguerie, & Ainnes, que il les ait, & le remenant, que il & ſi hoir le tieignent de nos en fié, & en homaige lige, as us & as coſtumes de l'Empire, & ſe il avenoit choſe que ce le grant Baronie que ludit Dux vora penre s'eſtandoit dedans les cinquante milles prés de Conſtantinople, ce que ſe trouvera dedans les cinquante milles, nous li devons reſtaublir & aſſeoir autretant au plus prés, & ao mieuz ſeant que l'en porra à ſon gré. Et ce ſaions nos, porce que nos volons environ Conſtantinople à cinquante milles retenir por noſtre domaine. Et volons & otroions encores que ce il avenoit choſe que li ditz Dux ou ſi hoir vouſiſſent en aucun tens que nos les feiſſienz autres Lettres, parque li oon que nos li avons fait fuſſent plus fermes & plus eſtauble, que nos en ſoienz tenu dou faire à lor requeſte. Et totes ces choſes deſſuſdites avons nos juré ſur ſaintes Evangiles, & promis en bonne ſoy à tenir por nos & por nos hoirs ferme & eſtauble, & à la ſouvenances de totes ces choſes, nos avons doné au devant dit Duc ces preſentes Lettres overtes, ſaellées de noſtre ſael. Ces Lettres furent données à Paris l'an de l'Incarnation de noſtre Seigneur mille & deux cens & ſiſſante & cinc, ou mois de Janvier, ou vingt-ſixieſme an de noſtre Empire.

CXXI.

ANS de J. C. 1266.

BOURGOGNE ET CHALONS.

Accord entre HUGUES *Duc de Bourgogne, &* GUI *Evêque de Chalons, pour la Ville de* SAINT LOUP, *fait au mois de Mai* 1266. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 508.

LUDOVICUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus quòd nos Litteras dilecti & fidelis noſtri GUIONIS *Cabilonenſis Epiſcopi* vidimus in hæc verba: nos *Guido* divina miſeratione *Cabilonenſis Epiſcopus*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis, notum facimus, quod cùm diſcordia verteretur inter nos ex una parte, & illuſtrem virum HUGONEM *Ducem Burgundiæ* ex altera, ſuper domo & Villa Sancti Luppi propè macerias Cabilonenſis Diœceſis, & omnibus appendiciis dictæ Villæ, legatis & donatis à venerabili in Chriſto patre bonæ memoriæ *Alexandro* quondam *Cabilonenſi Epiſcopo* ſedi Epiſcopali Cabilonenſi, & ſucceſſoribus ejuſdem Alexandri ibidem inſtituendis in ſua ultima voluntate, ſuper eo quod idem Dux dictam Villam & domum cum ejus appendiciis dicebat eſſe de ſuo feodo, & ſe donationi hujuſmodi minimè conſenſiſſe, & donationem idcò non valere: tandem dicta diſcordia, bonis viris mediantibus, pacificata eſt in hunc modum; quod ipſe Dux, pro ſe & ſucceſſoribus ſuis, donationem factam à dicto Alexandro eidem ſedi Cabilonenſi, & Epiſcopis ibidem inſtituendis in perpetuum, de domo & Villa Sancti Luppi cum omnibus pertinentiis, appendiciis, terragio & ſinagio dicti loci, tam in pratis, terris, nemoribus, coſtumis, aquis, aquarum decurſibus, hominibus, juſticiis, parvis, & magnis, cum juribus univerſis, quocumque nomine cenſeantur, cum omnimoda libertate approbavit, voluit & laudavit; quittando nobis & noſtris ſucceſſoribus, omne jus feudi quod ſibi in prædictis omnibus competebat. Ita quod in dicta Villa nullum retinere poterit hominem, vel habere; retenta in prædictis omnibus ſibi, garda, & pro eadem garda ſexaginta ſolidos Turonenſes tantummodo ſibi & ſucceſſoribus ſuis in nundinis orbis Cabilonenſis, ab eo qui pro tempore fuerit Epiſcopus Cabilonenſis annuatim perſolvendos. Quod jus in alium niſi in eum qui Dux Burgundiæ fuerit, transferri non poterit nec debebit; volentes, quod Dominos Rex Franciæ in prædictis omnibus ſuum regale habeat, ſicut in aliis rebus Epiſcopatus Cabilonenſis, ſede vacante, ipſe Rex & prædeceſſores ejuſdem habent & noſcuntur hactenus habuiſſe. Et ad ſolutionem dictorum ſexaginta ſolidorum teneatur quicumque regale tenuerit in termino ſolutionis dictæ pecuniæ faciendæ. In cujus rei memoriam, præſentibus Litteris ſigillum noſtrum duximus apponendum; in robur & teſtimonium perpetuæ veritatis. Actum & datum Pariſius, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo ſexto, viceſima octava die menſis Maii. Nos autem ad petitionem partium compoſitionem prædictam, prout ſuperius continetur, quantum in nobis eſt, ratam & gratam habemus; ſalvo in omnibus jure noſtro, ac jure etiam alieno. In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius anno Domini 1266. menſe Maio.

ANS de J. C. 1266.

CXXII.

BOURGOGNE ET LA MARCHE.

Titres du Mariage de BEATRIX *de Bourgogne, avec* HUGUES *Comte de la Marche. Fait en* 1266. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 513.

NOS HUGUES *li Bruns Comte de la Marche*, & d'Angouleſme, Sire de Fougeres, & BEATRIX fille de noble Prince Hugon Cai en arriers Duc de *Bourgoigne*, femme doudit Comte de la Marche, ſaſons ſavoir à tous cels qui ceſtes preſentes Lettres verront, que li dit Hugues Dux de Bourgoigne ordena en ſa dareniere volanté, qoe ſe *Hugues* frere de nos laditte Beatrix morant ſans hoirs deſcendanz de ſon cors, que ces li heritaiges que li diz Hugues a & ouroit de la deſcenduë, & de la ſucceſſion, ou de don de noſtre chier Pere Hugon Duc de Bourgoigne, retour-

ANS de J. C. 1266. retourneront tout entierement ſans contredit à noſtre chier frere *Robert* Duc de Bourgoigne, & és hoirs de ſon cors; & ſe le diz Robert Duc de Bourgoigne moroit ſans hoirs de ſon corps, tout li heritages que il a ou auroit de la deſcenduë, & de la ſucceſſion, ou dou don de noſtre chier Pere Hugon Duc de Bourgoigne, retourneront tout entierement ſans contredit audit Hugon noſtre frere; en tele maniere ſeront ladite ordonnance de noſtre Pere l'eſcheoite de l'un de nos freres qui moroit ſans hoirs de ſon cors eſcheroit à l'autre frere entierement, en tele maniere que li autre enfant doudit Hugues noſtre Pere, ni ſes niepces n'y prendroient point de partaige. Se donc n'avenoit que li devant dit Robert Dux, & Hugues morſſient ſans hoirs de ſon corps, & com nos devant dit Hugues li Bruns Comtes de la Marche, & nos ladite Beatrix, fame doudit Conte, vouſſiens garder & tenir les devant dites choſes, & le devant dit ordenement dou devant dit noſtre Pere Hugon Cat en arriers Duc de Bourgoigne, quant à ladite ſuſtitution: nos promettons por nos hoirs és devant dit Barons Robert Duc de Bourgoigne, & Hugon freres, jurons en Saints Evangiles noſtre Seignor corporellement, que nos ledit ordenement, quant à la choſe deſſus dite tenrons & garderons, & encontre ne venrons por nos, ne por autre, & volons que ſe li uns de nos freres moroit ſans hoirs de ſon cors, que l'eſcheoite vienne à l'autre & à ſes hoirs ſans contredit entierement, ſauve à nos & à nos hoirs leaul eſcheoite, s'il avenoit, dont Des legart, que noſtre dit frere devant dit morſſient ſans hoirs de lor cors. Et com il ſoit contenu ou teſtament audit Hugon Duc de Bourgoigne noſtre Pere, de nos Beatrix devant dite, que li ditz Robert Dux de Bourgoigne noſtres freres donat à nos Beatrix vingt mille livres de Tornois en mariaige, nos le devant dit Hugon Comte de la Marche, & nos Beatrix feme doudit Comte, promettons au devant dit Duc Robert, que nos ne li demanderons riens deſdirs vingt mille livres, fors que les ſix mille livres de Tornois, eſquels il nos eſt tenuz ſecunt ce qu'il eſt contenu en ſa Lettre, & dou remenant des vingt mille livres, nos nos tenons à noſtre chiere Mere *Beatrix Ducheſſe de Bourgoigne*, & noſtre frere Hugues de Bourgoigne, qui nos doivent paier nœuf mille livres de Tornois, & li dit Hugues nos doit aſſeoir cinc cent livres de terre de Tornois de rente à nos & à nos hoirs durablement. Li dit Hugues noſtre frere nus eſt tenuz fere en la terre qu'il tient de la deſcenduë, ou don don doudit Hugues Duc de Bourgoigne Pere doudit Hugues, & de nos Beatrix; à laquelle aſſiſſe li ditz Dux Robertz s'eſt conſentiz, & la tient por ferme & por eſtauble. Et en garentaige de verité, nos li devant dit Hugues Comte de la Marche, & nos Beatrix ſa femme, avons mis nos ſeaulx à ces Lettres preſentes. Ce fut fait le Mecredy apres les octaves des Apoſtres noſtre Saint Pere & Saint Paul, en l'an de grace 1266.

CXXIII.

ANS de J. C. 1266. BOURGOGNE ET VIENNE. *Tranſaction & Echange entre* HUGUES *Duc de Bourgogne*, & HUGUES *Comte de Vienne, fait au mois de Novembre* 1266. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 514.

A Tous cels qui verront ces preſentes Lettres, nos HUGUES *Cuens de Vienne*, & Sires de Paigné, faſons a ſavoir, que entre noble Baron noſtre amé Seignor HUGON *Duc de Bourgoigne*, por luy & por ſes hoirs, d'une part, & nos Hugon Comte de Vienne, & Seignor de Paigné, por nos, & por nos hoirs, d'autre part, eſt fait marchiez, eſchanges, & convenances, ſi com il eſt ici deſouz eſcrit. Ce eſt aſſavoir, que li diz nobles Bers Hugues Duc de Borgoigne, por lui, & por ſes hoirs, done à nos & à nos hoirs, en fié, la greange de Clux, & les appartenances, en bois, en terres, en aigues, en juſtices, en coſtume, enſamble toutes les droiturei, por quelque nom queles ſoient appelées, qui appartiennent à ladite greange. Et li diz Dux, por luy, & por ſes hoirs, nos ay promis ladite greange & ſes appartenances, le fié de Longe Pierre & ſes appartenances, que Meſſires *Henris de Paigné* tient doudit Due, por enſis com il eſt contenu és convenances qui en ſont faites entre eauls. Encor à nos & à nos hoirs done en fié li diz Dux, à nos, & à nos hoirs, le fié de Navillé, que li Sires de *Noblans* tient doudit Duc. Encor done en fié li diz Dux à nos, & à nos hoirs, le fié de Mouz, que *Huguenins de Navillé* tien dou Duc; ſi li diz Huguenins s'y accorde. Encores done à nos & à nos hoirs en fié li diz Dux, la Juſtice ſur la rive de Saone devers l'Abergement, ſi com il la doit degnier. Encores done en fié à nos & à nos hoirs li diz Dux, la partie dou bois dou Deffans, ſi com ele ſui degmée par le Duc, & par nos, & de ces deuz deguicemanz, ce eſt aſavoir de la Juſtice ſur la rive de Seone pardevers l'Abergement, & dou degniement de la partie dou bois dou Deffans, nos doit doner li Dux ſes Lettres pendanz. Encores li Dux, por luy, & por ſes hoirs, nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que il ne retienne, ne puiſſe, ne doive retenir, nos homes de lille de Paigné, ne de Leone, ne de Change, ne de la maiſon Deu, ne de Saint Aubin, tant com il ſeront en noſtre main; ce ce n'étoit en la franchiſe de Beaune, ou de Dijon. Et auſie nos a promis ſi Duc, que il, ne ſui hoir, ne ſe puiſſent croiſtre en noſtre terre devant dite, ce n'eſt por la volanté de nos, ou de nos hoirs. Encores li Dux nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que nos ſerons receu en plaidant pardevant ſoy, ou pardevant ſa gent, por meſſaige, ou por procureur ſofiſant, és cauſes qui toicheront le Duc principaulmant, & auſie en totes autres cauſes qui ne toicheront le Due, ſe les parties ſi accordent, ou ſe li uſaige de la Cort le Duc la porte. Et encores li diz Dux nos a doné deus mile livres de Viennois, que nos avons receuz en deniers nombrés. Et en eſcharge, & en guerdon, & en recompenſation des devant diz dons, & des devant dites convenances que li Dux nos a faiz, ou faites: Nos Hugues Cuens de Vienne, & Sires de Paigné, por nos & por nos hoirs prenons Seurre, & le Chaſteau de Seurre, & totes les appartenances de Suerre, dou fié au devant dit Hugon Duc de Bourgoigne, & de ſes hoirs, & volons, & octroions, & recognoiſſons, que totes les choſes devant dites, Suerre, il terreors, & les appartenances, ſoient dou fié au devant dit Due, & de ſes hoirs. Et donons & outroions, por nos, & por nos hoirs, au devant dit Duc, por luy, & por ſes hoirs, en eſchanges, en guerdon, & en recompenſation des devant dites choſes, la Prerriere, & Seint Ceinne, & les appartenances, & quanque nos avons à Eſchenon, & que Meſſires *Marceaulx de Maillé* nos vendi, & briemant, quanque nos achetaſmes de Monſeignor Marceaulx de Maillé, en terres & preis, en bois, en homes, en juſtices, en cens, en tailles, en coſtumes, en peſcheries, & en totes autres droitures, par quelques nom queles ſoient appellées. Et donons audit Duc, & à ſes hoirs, tos les fiez de Foucheranz. Et promettons por nos & por nos hoirs au devant dit Duc, por luy, & por ſes hoirs, les devant dites choſes que il a de nos à garentir contre totes gens, franches & quites de tous autres fiez, & de totes autres ſervitutes & convenances. Et promettons por nos & por nos hoirs audit Due, por luy & por les hoirs, que ſe il faroient eſtans ſur Laillon, qui porpriſſent de nos terres, ou des terres de nos homes, que nos en prendriom, & feriens prendre ramauble eſchange au regard de Prudomes. En apres nos recognoiſſons que nos tenons

ANS de J. C. 1266. nons en fié dou devant dit Duc, Mervanz & les appartenances, Longe Pierre & les appartenances, Naville & les appartenances, la ville de Monz & les appartenances, Suerre & les appartenances, Clux & les appartenances. Et totes ces convenances, & ces choſes, ſi com eles ſont deſus deviſées, nos Hugues Cucus de Vienne & ſires de Paigné deſus dit, fumes tenuz, & promettons por nos & por nos hoirs, par le ſerment de noſtre cors doné ſur ſainz Evangiles, & ſer lenloiement de toz nos biens, en quelque leu qu'il ſoient, garder & tenir à toziors-mais, ſanz aler de rens encontre. Et renonçons en ceſt fait, por la vertu dou ſairement que nos avons ja doné à noſtre droit aſcientre dou tot en tot, & tot expreſſement, à tote exception, à tote action, & à tote barre & toicherie de paour, & de fait, & de deniers qui n'aient pas eſté nombré ne receu, & à tot benefice, & à tote aide de droit de cort creſtianté, & de cort laie, & de coſtumes, & à totes les choſes que l'en porroit dire, ne mettre contre ces preſentes lettres, ou contre ceſt fait, & meſmement au droit qui dit que generauls renuntiations ne vaut. Ou teſmoignage, & en memoire de totes ces choſes, nos avons baillés au devant dit Duc ces preſentes ſaellées de noſtre ſeaul. Ce eſt fait & doné en l'an de l'Incarnation noſtre Seignor 1266. ou mois de Novembre.

CXXIV.

ANS de J. C. 1267. BRABANT.

Acte par lequel (a) HENRI *fils Aîné de Henri III. Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement, cede à* JEAN *ſon frére Puiſné tout le droit, qu'il a ſur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai, l'an* 1267. Aubert le Mire. Donation. Belgicar. Lib. I. Cap. CXVI. & CXVII. pag. 237.

(a) Henri ſe fit Moine de l'Ordre de S. Benoît, en 1269.

NICOLAUS Dei gratia Cameracenſis Epiſcopus, Henricus Haſſiginenſis, Bernardus Villarienſis, Alardus de Parco, S. Benedicti, Ciſtertienſis & Præmonſtratenſis ordinum Abbates, Iſabella Abbatiſſa ſæcularis eccleſiæ Nivellenſis, Balduinus de Aveſnes Dominus de Bellomonte, Walterus Dominus de Englien, Walterus Bertout Dominus Mechlinienſis, Arnoldus Dominus de Weſemale, Arnoldus Dominus de Waelhem, Boigaldus Dominus de Falais, univerſis præſentes litteras viſuris ſalutem.

Noverit univerſitas veſtra, quòd HENRICUS primogenitus filius Henrici quondam Ducis Brabantiæ, magnæ memoriæ, in noſtra propter hoc & plurium militum & burgenſium & aliorum hominum terræ Brabantiæ conſtitutus præſentia, jus quod habebat, vel quod ſibi competebat in Ducatu Brabantiæ, & ejus attinentiis ſive pertinentiis, in homagiis, hominibus, opidis, villis, caſtris, cenſibus, reditibus, teloneis ſive pedagiis, & aliis juribus, quocumque nomine cenſeantur, JOANNI fratri ſuo ſecundò poſt ipſum genito liberè & ſpontaneè donavit, donatione inter vivos, nihil juris ſibi reſervans in iſdem, præmiſſa guerpivit & effeſtucavit ad opus Joannis prædicti.

Juravit etiam Henricus ſupradictus, tactis ſacroſanctis Evangeliis, quòd contra donationem hujuſmodi in poſterum non veniret, & homines terræ prædictæ præſentes & abſentes à fidelitate & homagio, quæ ſibi præſtiterunt ſeu fecerunt, etiam abſolvit; rogans & monens homines dictæ terræ Brabantiæ feudales & alios, in donatione prædicta præſentes, etiam & abſentes, mandanſque eiſdem, ut dictum JOANNEM fratrem pro Duce Brabantiæ tenerent & haberent, & eidem tamquam Duci obedirent & ſervirent, ſibique homagium præſtarent & fidelitatem exhiberent.

JOANNES etiam antedictus homines dictæ terræ Brabantiæ feudales, nobiles & alios præſentes in ejuſmodi donatione, quoſdam ſpecialiter & nominatim, alios verò in generali rogavit & monuit, ut ſibi tamquam Duci Brabantiæ homagium præſtarent & fidelitatem. ANS de J. C. 1267.

Nos igitur ad petitionem inſtantem dictorum Henrici & Joannis donationem prædictam & factum hujuſmodi inſinuamus univerſis: & in prædictarum rerum teſtimonium, ad petitionem ipſorum Henrici & Joannis, ſigilla noſtra litteris præſentibus ſunt appenſa. Actum & datum apud Cameracum, anno milleſimo ſexageſimo ſeptimo, feria tertia ante Aſcenſionem Domini.

Richard Roi des Romains approuve cette Ceſſion.

RICHARDUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, venerabili Cameracenſi Epiſcopo, Principi & Cancellario ſuo cariſſimo, ac nobili viro BALOUINO DE AVESNIS, dilecto conſanguineo & fideli ſuo, gratiam ſuam & omne bonum.

Ex fide dignorum relatione didicimus, quòd illuſtris ſive ſpectabilis HENRICUS, tunc Dux Brabantiæ appellatus, natura ſit uſque adeò deſtitutus, ut pote corpore imbecillis exiſtens, virtutibus, animi ſolertia, providentia quoque deficiens, quòd nequaquam ſit aptus aut habilis, ut exiſtat in tanto culmine dignitatis, quòd velut Princeps Imperii Ducatus honore reſulgeat, nec ſervitium noſtræ Majeſtati debitum nobis & Imperio valeat exhibere.

Ac idem Henricus ab omni emancipatus tutela, totaliter & ſecundùm conſuetudinem terræ Brabantiæ, tam provectæ exiſtens ætatis, ut ſuam hereditatem gerere, ac in ea miniſtrare poſſet, abſque tutoris ſive mambuditoris auxilio, ſi defectus ipſius & impedimenta hujuſmodi non obſtarent; ductus conſilio ſaniore, JOANNI fratri ſuo minori natu, ſecundò genito, qui bonæ indolis dicitur, probitatis eximiæ virtuoſitate præpollens, ob cauſſas prædictas, coram nobis ac aliis pluribus nominis & Imperii Romani fidelibus, liberè donavit inter vivos omne jus, quod habuit in Ducatu Brabantiæ & Lotharingiæ, quocumque nomine cenſeantur, videlicet homagiis, terris, villis, caſtris, pedagiis, fortalitiis, & breviter cum omnibus annexis eidem Ducatui Brabantiæ & Lotharingiæ, quocumque nomine cenſeantur.

Super quibus utique illuſtris vir HUGO Dux Burgundiæ, avus maternus prædicti Henrici, & inclyta ALEIDIS Duciſſa Brabantiæ, genetrix memorati Henrici, cariſſima Princeps noſtra, nobis humiliter ſupplicarunt, ut donationem eamdem, quam dictus Henricus eidem Joanni fratri ſuo ſic fecit, acceptam haberemus & gratam, ipſamque donationem noſtris ſacris apicibus muniremus.

Nos igitur eorumdem benignis precibus benigniùs annuentes, ſinceritati veſtræ præſentium tenore committimus & mandamus, quatenus finibus Brabantiæ veſtram præſentiam vicinantes, ſi preces veritate nituntur, & de conſenſu benevolo & voluntate communi Aleidis Duciſſæ Brabantiæ, Baronum, magnatum, & communium opidorum Ducatus ejuſdem, vel majoris & ſanioris partis, eò proceſſerit, vice noſtra donationem hujuſmodi factam inter vivos eidem Joanni ab eodem Henrico, ſeu reſignationem aut ceſſionem hujuſmodi de prædicto Ducatu Brabantiæ & Lotharingiæ, cum omnibus pertinentiis, prout ſuperiùs eſt expreſſum, ſolenniter acceptare & approbare curetis.

Et de dicta donatione, per veſtras patentes litteras, inſinuationem univerſis & ſingulis faciatis; & ab eodem Joanne, loco noſtri, cum ſolennitate qua decet, recipiatis homagium, & fidelitatis debitæ juramentum:

Digitized by Google

ANS de J. C. 1267. tum : tali conditione adjecta pariter & expreſſa, videlicet quòd quàm citò infra fines regni Alemanniæ nobis adeſſe contigerit, dictus JOANNES, tanquam Princeps Imperii, homagium & fidelitatis hujuſmodi juramentum nobis præſtare teneatur, ad primam requiſitionem noſtram.

Quibus peractis legitimè prænotatum Joannem de prædicto Ducatu, loco noſtro, curetis ſolenniter inveſtire. Et quia majus ſigillum noſtrum, propter guerrarum diſcrimina, penes nos non habemus, ad præſens minori ſigillo noſtro præſentes litteras juſſimus communiri. Datum in caſtris Straffordiæ prope Londinium, III. die Junii, Indictione X. anno Domini M. CC. LXVII. regni verò noſtri anno X.

Richardus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis ſacri Romani Imperii fidelibus, præſentes litteras inſpecturis, gratiam ſuam & omne bonum. Ad univerſorum notitiam cupimus pervenire, quòd conſtitutus nuper in noſtra præſentia illuſtris JOANNES Dux Brabantiæ & Lotharingiæ, dilectus Princeps noſter, Ducatum Brabantiæ & Lotharingiæ, quem à nobis ratione Imperii tenere debet in feudum, à nobis tamquam à Romano Rege, cum ſolennitate conſueta & debita, recepit in feudum, & exinde nobis homagium præſtitit, & fidelitatis debitæ jramentum, dotalitio ſive doario aut dote nobilis Duciſſæ ALEIDIS, matris ſuæ, ſemper ſalvis.

Qui quidem Dux in eadem receptione ſui Ducatus, coram nobis, & præſentibus plurimis inferiùs adnotatis, confeſſus fuit publicè, quòd recognovit prædictam Duciſſam matrem ſuam dotatam fuiſſe ab HENRICO, inclytæ recordationis quondam Duce Brabantiæ, patre ſuo, in villa GELDONIENSI, & ejus pertinentiis, ac in locis circumadiacentibus & vicinis, reditibus trium millium librarum Lovanienſium, & in villa de *Genapia*, & ejus appenditiis quingentarum librarum ejuſdem monetæ, annis ſingulis jure dotalitii poſſidendis. Quam quidem dotem ſive dotalitium, aut duwarium, matri ſuæ prædictæ in manus noſtras humiliter reportavit.

Nos itaque, qui debemus & tenemur quibuſlibet fidelibus noſtris inveniri & in juſtitia faciles, & in gratis liberales, dotem hujuſmodi ſeu dotalitium, ſive duwarium, in manus prædictæ Duciſſæ reddidimus, & ea eidem Duciſſæ regali auctoritate conceſſimus ab ipſa jure dotalitii liberè poſſidenda. Teſtes qui interfuerunt ſunt hi :

Venerabilis NICOLAUS Cameracenſis Epiſcopus, dilectus Princeps & Cancellarius noſter ;

Nobiles viri.

Walterus Dominus de Ainghien,
Walterus dictus Berthout, Dominus de Mechliniâ ;
Henricus dictus Berthout, frater ejus,
Arnoldus Dominus de Dreſt, Arnoldus Dominus de Weſemale,
Henricus de Aſcha, Henricus Dominus de Duſſele,
Ægidius dictus Berthout, Magnates Brabantiæ,
Guillelmus de Lira, Robertus dictus Briſeteſte, milites, & alii quàm plures homines prædictæ terræ.

Actum apud Cameracum, XX. die Sept. Indictione XI. M. CC. LXVIII. regni noſtri anno XII.

CXXV.

Convention entre S. LOUIS *Roi de France & la République de* VENISE, *pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre ſainte. Fait en* 1268. G. G. Leibnitz. Codic. Diplomatici pag. 24. ANS de J. C. 1268. FRANCE ET VENISE.

NAvis, quæ vocatur Sancta Maria, eſt longa pedibus centum & octo, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta in columba, in largore proræ & puppis eſt de pedibus triginta octo, & eſt ampla in fundo pedibus novem & dimidio, & eſt alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio, & eſt alta in corridoriis pedibus quinque & dimidio & à corridoriis in ſuperius pedibus tribus & dimidio, & eſt alta in capitibus columbæ, & habet duos paradiſos & unum bannum & unum ſuper bannum coopertum & duos pontes, & unum ſuper pontem & unum bellatorium amplum de quatuor vel quinque pedibus de retro puppim ; quæ navis cum omnibus Corredis & apparatibus ſuis & cum centum & decem Marinariis dabitur pro mille quadringentis marcis argenti, ejus bonitatis, cujus eſt Venetiæ groſſus ad pondus de Pariſius.

§. 2. Navis, quæ vocatur Roccafortis, eſt longa pedibus centum & deçem, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta in columba, & in largore proræ & puppis eſt de pedibus quadraginta, & eſt ampla in fundo de pedibus novem & dimidio, & eſt alta in prima cooperta undecim pedibus & dimidio, & eſt ampla in ore pedibus viginti novem, & alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio & eſt alta in corridoris in ſuperius tribus pedibus & dimidio & eſt alta in capitibus columbæ pedibus triginta novem & dimidio, & habet duos paradiſos, & unum bannum & unum ſuperbannum & duos pontes & unum ſuprapontem, & etiam de retro puppim unum bellatorium amplum de quatuor aut quinque pedibus, quæ navis cum omnibus corredis & apparatibus dabitur cum centum & decem marinariis pro conſimili pretio.

§. 3. Navis, quæ vocatur Sanctus Nicolaus, eſt longa pedibus centum, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta quinque in columba, & in largore proræ & puppis eſt de pedibus viginti quinque, & eſt ampla in fundo pedibus novem, & eſt alta in prima cooperta pedibus undecem, & ampla in ore pedibus viginti ſeptem, & alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio, eſt alta in corridoriis pedibus quinque & dimidio, & à corridoriis in ſuperius pedibus triginta octo, & habet paradiſum, & duo banna unum ſupra aliud, & duos pontes & unum ſuprapontem, quæ navis cum corredis & apparatibus ſuis & cum octoginta ſex marinariis dabitur pro mille centum marcis.

§. 4. Naves fient ſeptem de novo pro iſto paſſagio, quarum quælibet erit longa de pedibus octoginta ſex, quæ longitudo cujuſque erit de pedibus quinquaginta octo in columba, & in largore proræ & puppis de pedibus triginta octo, & erunt amplæ in fundo pedibus octo, & altæ in prima cooperta pedibus novem & dimidio, & amplæ in ore pedibus viginti unum & dimidio, & altæ in ſecunda cooperta pedibus quinqne & demidio, & altæ in corredis pedibus quatuor minus quarto, & erunt in capitibus columbarum altæ viginti novem pedibus, & habebunt quælibet unum paradiſum & unum bannum & unum ſuprabannum decoopertum, & unum corridorium, & unum pontem coopertum & unum pontem de arbore de medio uſque ad proram, quarum prædictarum navium cum corredis & apparatibus ſuis, & cum quinquaginta marinariis dabitur pro ſeptingentis marcis.

§. 5. Naves vero quinque erunt quorumdam nobilium de Venetiis bonæ & ſufficientes, quæ erunt de

ANS de J. C. 1268.

portatione pro qualibet, ſicut erant ſupra ſcriptæ ſeptem naves pro qualibet, quarum prædictarum quinque navium quælibet cum corredis & apparatibus ſuis, & cum quinquaginta Marinariis dabitur etiam pro ſeptingentis marcis.

§. 6. Super eo quod Dominus Rex vult ſcire, quantum conſtabit locus cujuſlibet militis cum duobus ſervientibus, uno equo & uno (a) gratifero, pro equo & aqua; dicunt Ambaſſiatores Ducis, quod volunt ſcire quantum panem, quantum vinum, carnem & caſeum, & quanta & quæ alia victualia Dominus Rex vult poni in navem pro milite, duobus ſervientibus & uno gratifero, & pro quanto tempore, quantam aquam vult pro ſe miles, & pro dictis ſervientibus & gratifero pro quolibet die uſque ad complementum paſſagii; item volunt ſcire, quantum hordei quantum fœni vult poni in navem pro uno equo, & pro quanto tempore, & quantum aquæ dabitur equo qualibet die. Super eo verò, quod Dominus Rex vult ſcire, quantum conſtabit locus & aqua pro qualibet ſingulari perſona, dicunt Ambaſſiatores, quod volunt ſcire, quæ & quanta victualia vult ſingularis perſona pro ſe mitti in navem & quanto tempore, & quantum aquæ vult pro die qualibet, & cujus magnitudinis locum, & in qua parte navis.

(a) Peut-être y doit-il avoir *Scutifero*.

§. 7. Sequuntur hic ea quæ ſunt neceſſaria ad ponendum in navibus pro ſuſtentatione hominum & equorum, quando paſſagium erit, pro qualibet perſona unum modium frumenti ad menſuram de (b) Accor libratum in pane & farina, una quarta & dimidia vini ad menſuram Pariſiis pro qualibet die, & tantum de aqua, carnes ſalſatæ, caſei, olcum, alia legumina armati militis pro ſe & equo ſuo & duobus ſervientibus ſuis.

(b) G. G. Leibnitz ſoupçonne qu'il faut lire *de Accon*, de Ptolemaïde.

§. 8. Pro quolibet equo quattuor media hordei ad menſuram de Accor durante tempore, quo Dominus Rex Francorum erit ibi, una botta fœni, quæ erit de tour novem pedum & de longitudine quinque pedum & quindecim quartas æquæ ad menſuram Pariſienſem pro qualibet die.

Réponſe mot-à-mot du Duc de Veniſe au Roi.

VObis Domino Regi ego Marcus Quirinus Nuncius D. Ducis Venetorum dico, quod ſi tranſieritis per partes ejus ad acquiſitionem terræ ſanctæ, & paſſagium fuerit à feſto Sancti Johannis de menſe Junii id unum annum proxime venturum, quòd ipſe Dux dabit vobis in ipſo paſſagio quindecim naves, de quibus erunt ſeptem de illa magnitudine, quæ per alios Nuntios dicta fuit, & quinque erunt aliorum hominum de Venetiis & ejuſdem magnitudinis, & aliæ tres magnæ naves, quæ ſunt communes Venetiorum ejuſque magnitudinis, quam alii Ambaſſiatores vobis dederunt in ſcriptis; & aliud magnum, pro quatuor millibus equorum & decem millibus perſonarum; cum infra ſcripta conditione, videlicet, quod quælibet iſtarum duodecim navium habebit marinarios quinquaginta, & aliæ videlicet Roccafortis & Sancta Maria marinarios centum & decem pro qualibet, & Sanctus Nicolaus marinarios octoginta ſex. De quibus navibus videlicet de Roccaforti, & de nave nova vocata Sancta Maria habere vult D. Dux mille quadringintas marcas pro qualibet earum, & de Sancto Nicolao marcas mille & centum, & de aliis navibus marcas ſeptingentas pro qualibet earum de bono & fino argento de denariis groſſis ad pondus Pariſiis, & de alio navigio pro uno milite cum duobus ſervitoribus & uno equo, & uno præterea pro cuſtodia equi & præbendis & harniſiis ſuis portando, habendo platam ſecundum menſuram nobis per alios Ambaſſiatores datam, marcas octo cum dimidio, & pro uno milite habendo platam Coopertam ab arbore de medio vetſus puppim marcas duas & quartam, & pro uno ſcutifero habendo platam diſcoopertam in loco prædicto uncias ſeptem argenti, & pro uno garſono cum uno equo manente ipſo apud eum habendo platam pro equo ſecundum menſuram per alios Ambaſſiatores dimiſſam marcas quatuor & dimidiam, & pro quolibet alio peregrino habendo platam ab arbore de medio verſus proram cum ſuis viandis & garniſiis marcam unam minus quarta de eodem argento, & ad prædictum pondus; quibus omnibus Dominus Dux tenebitur dare ligna pro coquinare; & peregrini omnes poſſunt viandas, arma & alia neceſſaria pro ſe libere facere comparari & accipi in partibus Domini Ducis ſicut eis neceſſaria fuerint, ſecundum quod faciunt alii homines terræ ſuæ. Et ſi vos Dominus Rex voluerit pro expectare veſtram claſſem ſtare in partibus Cypri vel Cretæ, aut in illis partibus pro habere conſilium ad quas partes ire debeatur, patroni & marinarii teneantur expectare, ſi moveritis de Venetia ad medium menſem Junii vel antea per unum menſem pro prædicto pretio, & ſi moveritis tranſacto medio menſe Junii teneantur expectare per viginti dies; & ſi volueritis hibernare tenendo navigium in locum ſalvationis, teneamini addere tertium plus dictæ ſolutionis patronis Navium, & ipſi hybernare debeant vobiſcum cum ipſa condictione; & vos & illi, qui tranſire voluerint, eſſe debeatis in Venetia ad Calendas Junii pro movere, ut dictum eſt; & ſi hæc vobis placuerint, facietis prædictam pecuniam D. Duci dari in Venetiis hoc modo, videlicet: tertium totius ſolutionis infra duos menſes, poſtquam concordata facta fuerit, & aliud tertium à Calendis Septembris uſque ad Sanctum Michaelem, & aliud tertium in adventu noſtræ & univerſæ gentis Venetiorum.

§. 2. Et Dominus Dux & homines Venetiorum ad obſequium Chriſti & exaltationem & robur fidei Chriſtianæ pro reverentia Domini Papæ & pro veſtro honore in auxilium hujus facti ponent & tenebunt per unum annum quindecim galeas armatas ſuis expenſis, cum iſta conditione, quod per privilegium ſive ſcriptum habeant, quod ubicunque in omni parte, tàm in mari, quàm in terra, ubi erunt homines Venetiorum de ipſis debeat fieri ratio per illum, qui pro D. Duce fuerit, tam inter eos, quam ſi alii ab eis petere voluerint in juſtitia ſive vindicta de maleficiis tàm in honore, quàm in perſonis; & quod in terris, quæ Deo volente acquiſitabuntur habeant libertatem & plenam franchiſiam, tam intrando, quàm exeundo, tam in mari, quàm in terra, & locum bonum & idoneum pro habitatione ſua, ſcilicet Eccleſiam Venetiorum, metra, paſſus, menſuras, ſtateras, balneum, furnum, & tabernam, plactam, bocharam & piſcariam, inſuperque unus vel plures ſint pro D. Duce qui inter gentem ſuam & de ipſis intentionem faciat, & juſtitiam ſive vindictam tàm de honore, quàm de perſonis. Præterea ſi homines D. Ducis, aut aliqui eorum paſſi fuerint aliquo caſu naufragium in aliqua parte, ubi vos Dominus Rex habebitis poſſe ipſi erunt ſalvi & ſecuri in perſonis & rebus, quas recuperare poterunt, & ab omnibus dictarum partium, qui pro vobis fuerint, habebunt auxilium, conſilium & favorem, ſalvis omnibus rationibus, juribus & honoribus, quos & quæ Dominus Dux & homines Venetiorum habent & habere debent in Regno Hieroſolymitano.

CXXVI.

ANS de J. C. 1269. BOURGOGNE DUCHE ET COMTE.

Tranſaction paſſée entre HUGUES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, faite par l'entremiſe de Hugues Comte de Vienne & de Henri Seigneur de Sainte Croix ſon frére, en* 1269. Etienne Perard, Recuëil de Piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 518.

NOs Hugues *Cuens de Vienne*, fires de Paigny, & *Henris* fires *de ſainte Croix*, freres, faſons ſavoir à tous cels qui verront & orront ces lettres, que nos promettons en bonne foy, à noble Baron & Prince *Hugon Duc de Bourgoingne*, noſtre Seignor, que nos porchaſſerons, procurerons, & façons faire, & en ſumes tenus, totes les choſes que cy-deſſouz ſont deviſées. Ce eſt aſavoir, de querelles que noſtre fires li Dux devant ditz a envers le noble Baron Phelippe *Comte de Savoye*, & *de Bourgoine*, & à Aalis ſa feme, por raiſon dou Comté de Bourgoingne, que li devant dit Cuens, & la Conteſſe de Borgoingne donront au devant dit Duc unze mille livres de Viennois, & Dole, & la Chaſtellenie de Dole, & les appartenances, entierement, ſeront dou fié le Duc, & Rochefors, & les appartenances, ſeront du tereſié lou Duc, enſinc come ele ſunt dou tié du Comte; en tele maniere, que ladite Conteſſe de Borgoingne tara le fié l'omaige qu'elle a maintenant deſdites choſe, & li Cuens ſes fires, baillera ſes lettres pendantz à Duc, que le fié & l'ommaige que la Conteſſe aura fait, que ale l'a fait de s'autorité, & de ſon conſentement, & que il le ſerviſe ſera dou fié, & de l'omaige, tant comme il ſera Cuens de Borgoingne. Et ce ſara contenu en la devantdite lettre le Comté de Borgoine. Et eſt encor aſavoir, que nos ſumes tenu à porchaſier, à faire que la Conteſſe de Borgoine devantdite, dedans la Chandelouſe prochaine à venir, creſtra le devant dit fié de cinc cens livrées de terre dou domaige dou Conte devantdit de Borgoine, ou dou fié de Nublans, enteraignement, ainſi comme il eſt tenuz dou Conte, ſauf ce que il ſera tenuz de tereſié. Encores promettons nos, & ſomes tenu, que par la querelle que li devant ditz Dux à envers *Othenin de Borgoine*, & ſes freres, par raiſon de lor partaige de Salins, que ladite Conteſſe affera au Duc, & la partie Oſtenin, & ſes autres enfans mil livrées de terre à Viennois, en heritage perpetuel, ou portz de Salins, ſur le partaige de Oſtenin, & de ſes freres, qui lor vient de par lour pere, & que la Conteſſe ſe obligera, & li, & toutes les choſes de la Conté de Borgoine, à garentir, & à faire tenir laditte aſſiſe: Et de ce baillera ſes lettres pendanz au Duc, & les lettres le Conte ſon ſeignor, que ceſtes choſes ſoient faites par ſon conſentement, & de s'autorité. Et eſt aſavoir, que en la pais lou Duc ſunt contenu tuit li aideour, & eſpecialement Meſſires *Jehans de Chalon*, li Seſchaus de Lion, & li ſires *de Joys*, quant à ce que li Cuens de Borgoine, ne la Conteſſe, ne les preignent à achoſon, ne riens ne lour demandoient par aide, que il ont fait, ou entendoient à faire audit Duc. Et de ceſtes choſes nos enloions au Duc, nos & nos hoirs, & nos terres, & noſtres choſes, & les choſes devant dites faictes, ceſte lettre ne vandra riens, & doit eſtre randuë. Ou teſmoignage deſquex choſes, nous avons mis noſtres ſeaus en ceſtes preſentes lettres. Ce ſu fait le Jeudy prochain apres la feſte de la Mazeloine, en l'an noſtre Seignor mil & deux cent & ſexante & nuef.

CXXVII.

ANS de J. C. 1270. NAMUR.

Accord & Convention paſſée entre les CHANOINES *&* ECHEVINS *de* NAMUR, *touchant leur Juriſdiction, par l'entremiſe de Gui Comte de Flandre & Marquis de Namur, fait à Namur, l'an* 1270. Aubert le Mire Diplom. Belgicor. Lib. II. Cap. XCII. pag. 404.

NOs Guido Comes Flandriæ, & Marchio Namucensis, notum facimus univerſis, quòd cùm diſcordia verteretur inter dilectos noſtros, Præpoſitum, Decanum & Capitulum Eccleſiæ B. Albani Namucenſis, ipſius Eccleſiæ Villicum, Scabinos ſeu Judicatores ex una parte, ac Majorem Villicum, & Scabinos villæ Namucenſis ex altera.

Super eo quòd dicti Major & Scabini Namucenſes dicebant ad ipſos debere accedere Scabinos ſeu Judicatores Eccleſiæ prædictæ, pro conſilio habendo ſuper ſuis ſententiis proferendis, & quia ipſe Major & Scabini Namucenſes prædicti de ſententiis à prædictis Scabinis ſeu Judicatoribus Eccleſiæ S. Albani prædicti prolatis poſſent cognoſcere, & eaſdem ſententias confirmare vel infirmare, ſi ad eos ſuper his fuerit appellatum, prædictis Præpoſito, Decano & Capitulo, Villico & Scabinis ſeu Judicatoribus præmiſſa negantibus & contrarium aſſumentibus.

Nos auditis rationibus utriuſque partis, & inſpectis privilegiis Eccleſiæ ſupradictæ, habito prudentum conſilio, de communi conſenſu dictarum partium, ſuper præmiſſis diffiniendo pronuntiavimus in hunc modum.

Quòd prædicti Scabini ſeu Judicatores Eccleſiæ beati Albani, ſi conſilio indigeant ſuper ſuis ſententiis proferendis, non ad dictos Majorem & Scabinos Namucenſes, ſed ad nos tamquam ad ſuperiorem Dominum ſuum ſæcularem, vel ad Balivum noſtrum Namucenſem, ſi præſentes non fuerimus, venire debent pro conſilio obtinendo, & ſi à ſententiis ipſorum Scabinorum ſeu Judicatorum Eccleſiæ beati Albani appellandum fuerit ad nos, vel ad Baillivum noſtrum prædictum, ſi præſentes non fuerimus, immediatè debeat appellari, ut ſententiæ, à quibus appellatum fuerit, per nos vel Baillivum noſtrum, habentem à nobis ſpeciale mandatum, confirmentur & infirmentur, prout de jure fuerit faciendum.

Datum in caſtro Namucenſi, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo, ſecunda feria poſt Cineres.

CXXVIII.

ANS de J. C. 1270. BOURGOGNE DUCHE ET COMTE.

Tranſaction pour une partie de la Comté de Bourgogne entre HUGUES *Duc de* BOURGOGNE *&* PHILIPPE *Comte de Savoye & de* BOURGOGNE *&* ALIX *Comteſſe de Bourgogne & de Savoye, faite par l'entremiſe de Hugues Comte de Vienne & de Henri Seigneur de Sainte Croix. Faite au mois d'Avril* 1270. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 519.

NOs Phelippes *Cuens de Savoie, & de* Bourgotone, & nos Aalis *Conteſſe de Bourgoigne, & de Savoie Palatine*, ſa femme, faiſons ſavoir à tous cels qui verront ces preſentes lettres, que cum diſcors fut entre noble Prince *Hugon Duc de Bsrgoingne*, d'une part, & nos d'autre,

ANS de J. C. 1270.

ſus ce que, enſinc cum le devant diz Dux diſoit, il avoit acquis par vendue, ou autre maniere, la droiture que noble Dame *Beatrix Conteſſe de Orlemonde*, fuers aſſinée de nos Aalis Conteſſe de Bourgoigne, havoit, ou pouvoit, ou debvoit avoir ou Contée de Bourgoigne, & cele droiture li devant diz Dux nos demandaſt; a la parfin, nos havons accordé, par la main de nobles Barons *Hugon Conte de Vianne*, & Seignour *de Peigné*, & *Henry* Seignour *de Seinte Croix*, Freres, en tel maniere, que li devant diz Dux nos quitte totte la droiture que il havoit, ou pooit avoir ou Contée de Bourgoigne, por raiſon de la devant ditte conqueſte que il havoit fait de ladite Beatrix Conteſſe de Orlemonde, ou por autre quelque achoiſon, ſans ſes fiez & ſes demeneheures que li Dux tient ou dit Conté par autre raiſon: Et nos avons doné au devant dit Duc unze mil livres de Viennois en denieſs nombrés: Et volons & ottroions, que Dole, & la Chaſtellerie, & les appartenances, ſoit dou fié le Duc, & de ſes hoirs à touziors, & Rochefort, & les appartenances, anſinc comme lan les tient, & doit tenir dou Comte de Bourgoigne, ſoient dou rerefey dou Duc. Et promettons por nos, & por nos hoirs audit Duc, por lui, & por ſes hoirs, à garentir en bone ſoy le devant dit fey & rerefey, quant à ce que nuls ait droiture de fey ou Chaſteau de Dole, ne en la Chaſtellerie, ne és appartenances, ne qu'ils hait droiture de rerefey ou Chaſteaul de Rochefort, ne és appartenances, enſic cum on le tient, ou doit tenir dou Comte de Bourgoigne; fors que li Dux, c'eſt aſavoir en ce que nos y havons, ou poons havoir, ou que l'on y tient de nos en fey, ou demenehure de nous, ou en autre maniere. Et nos *Aalis* Conteſſe de Bourgoigne devant dite, prenons Dole, la Chaſtellerie, & les appartenances, & le fey de Roichefort, & ſes appartenances, enſinc cum on le tient, ou doit tenir de nos dou devant dit Duc, por lui, & por ſes hoirs, & en entrons, & fumes entrés en ſon hommaige, por l'outroy, & pour le conſentement de noſtre Seignour Phelippe Comte de Savoie & de Bourgoigne. Et nos devant dit *Phelippe Cuens de Savoie & de Bourgoigne*, nos fumes conſanti & conſantons audit fey, que noſtre femme la Conteſſe devant dite ha fait au devant dit Duc, & promettons en bone ſoy audit Duc faire le ſervice doudit fey, enſic comme coſtume eſt en Bourgoigne, & faire ſervice de fey, tant cum nos tendrons le Comté de Bourgoigne: & à plus grand fermeté des devant dites choſes, nos promettons por noſtre ſairemenz donés corporelment ſus ſeintes Evangiles, tenir & garder les devant dites choſes ſelonc ce que nos les avons deſus promiſes & outroiés & que nos ne venrons encontre, por nos, ne por autre. Ou teſmoignages deſqueles choſes nos avons mis noſtres ſeaulx en ceſtes preſentes Lettres. Ce fu fait le Diemenge dos Octaves de Paſques, en l'an de grace 1270. ou mois d'Avril.

CXXIX.

ANS de J. C. 1272. Bourgogne.

Emancipation de ROBERT *Duc de Bourgogne, faite par* HUGUES *ſon Pere, en* 1272. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 521.

NOS Huoo *Dux Burgundie*, notum facimus præſentes Litteras inſpecturis, quòd in noſtra præſentia ſpecialiter conſtitutus propter hoc, ROBERTUS miles filius noſter petiit emancipari à nobis, ſeu liberari à patria poteſtate. Nos verò videntes & attendentes ipſius Roberti conſenſum & voluntatem, circa emancipationem habendam & dandam à nobis, mutuo conſenſu interveniente ex parte noſtra, & ex parte dicti Roberti, ipſum præſentem, & emancipationem acceptantem, legitimè emancipamus & liberamus à ſacris ſeu à patria poteſtate. In cujus teſtimonium, præſenti emancipationi, ad requiſitionem dicti Roberti ſigillum noſtrum duximus apponendum. Datum die Sabbati poſt feſtum beati Lucæ Evangeliſtæ, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſecundo.

ANS de J. C. 1272.

CXXX.

Donation du Duché de BOURGOGNE *faite entre vifs à* ROBERT, *par* HUGUES *Duc de Bourgogne ſon Pere. Fait au mois d'Octobre* 1272. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 522.

ANS de J. C. 1272. Ducs de Bourgogne.

NOS Girardus Dei gratia *Epiſcopus Eduenſis*, notum facimus univerſis præſentes Litteras inſpecturis, quòd Illuſtris vir Hugo *Dux Burgundiæ*, confeſſus eſt coram nobis in jure, ſe donaſſe ROBERTO filio ſuo militi, emancipato, donatione irrevocabili inter vivos, Ducatum Burgundiæ, cum omnibus pertinentiis & appendiciis, juſticiis, mandamentis ipſius Ducatus, & omnia quæ continentur ſeu comprehenduntur ſub dicto Ducatu, retento in dicto Ducatu ad vitam ſuam uſufructu. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum præſentibus Litteris appoſuimus, ad requiſitionem dicti Ducis. Datum anno Domini 1272. menſe Octobris die Lunæ ante feſtum Apoſtolorum Simonis & Judæ.

CXXXI.

Lettre de HUGUES *Duc de Bourgogne, à* PHILIPPE III. *Roi de France, ſurnommé* le Hardi, *touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit Hugues à* ROBERT *ſon Fils, datée de l'année* 1272. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 522.

ANS de J. C. 1272. Ducs de Bourgogne.

EXCELLENTISSIMO Domino ſuo PHILIPPO Dei gratia *Regi Franciæ*, devotus ejus filius HUGO *Dux Burgundiæ*, ſalutem, & ſe ipſum paratum ad ejus beneplacitum, cum omni promptitudine ſervicii & honoris. Cum chariſſimus filius noſter ROBERTUS, nunc noſter primogenitus maſculus, ſit noſter verus hæres, & nobis debeat ſuccedere in Ducatu: Nos volentes eidem Roberto tanquam bene merito facere gratiam ſpecialem, ipſi Roberto, emancipato à nobis legitimè, dictum Ducatum donatione inter vivos, inſinuatione præmiſſa, ſolemniter confirmamus, donamus, & quitamus, & de Baronia ipſius Ducatus, villis, caſtris, homagiis, & aliis juribus pertinentibus ad dictum Ducatum, quocumque nomine cenſeantur, inveſtimus, & in corporalem poſſeſſionem, vel quaſi, induimus de omnibus ſupradictis; nobis retempto uſufructu ad vitam de prædicto Ducatu: ſupplicantes Excellentiæ veſtræ, ut prædictum Robertum volentem vobis facere homagium prout feodum exigit, recipere dignemini in veſtrum Vaſſallum & fidelem. Huic autem conceſſioni, donationi, & quitationi interfuerunt teſtes inferius nominati & rogati à nobis, *Matheus* Dominus *de Lonvi*, *Guillelmus* Dominus *de Nolay*, Frater *Yſtardus* Prior Domus Vallis Scolarum Pariſiis, *Jacobus* Seneſcallus in Eccleſia Eduenſi, *Humbertus* Præpoſitus Capellæ Ducis, Magiſter *Guido de Sacellis*, Magiſter *Hugo de Arceis*, Magiſter *Johannes de Lugdunenſi* Eccleſia, Magiſter *Radulphus* Canonicus Bellæ. Guillelmus *de Chaceio*, Gi-

lo

ANS de J. C. 1272. lo *de Edno*, Guido *de Chauteney*, Guillelmus *de Nanton*, Henricus *de Cuſſigna*, Milites, & Aſchardus *de Caſtellione*. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum. Datum anno gratiæ milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſecundo, die Dominica ante feſtum Apoſtolorum Simonis & Judæ.

CXXXII.

ANS de J. C. 1275. BOURGOGNE ET DIJON. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne & la* SAINTE CHAPELLE DE DIJON, *pour le recouvrement de la Croix d'Or d'Hugues Duc de Bourgogne, fait au mois d'Octobre* 1275. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 528.

NOS ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, Notum facimus univerſis, quòd cùm bonæ memoriæ Hugo Dux Burgundiæ pater noſter, legaverit Eccleſiæ noſtræ Divionenſi, crucem ſuam auream, pro augmentatione diſtributionis panis & vini, quæ in dicta Eccleſia fieri conſuevit, tali conditione adjecta, quod licitum eſſet nobis dictam crucem redimere de quingentis libris Turonenſibus, à Decano & Capitulo Eccleſiæ noſtræ memoratæ, prout in teſtamento dicti patris noſtri continetur: Ordinatum eſt & conventum de dictis quingentis libris, inter nos & Decanum & Capitulum ſupradictos, quod nos tenemur & promittimus eiſdem dictas quingentas libras Turonenſes, bona fide, & ſub fidelitate dictæ Eccleſiæ noſtræ ſolvere terminis inferius annotatis, videlicet in proximis nundinis bavi centum libras, in aliis nundinis bavi ſubſequentibus ducentas libras, in tertiis nundinis bavi centum libras, inque quartis nundinis bavi centum libras. Quibus ſolutionibus dictarum quingentarum librarum Turonenſium, modo præmiſſo completis & peractis, dicta crux debet in noſtro dominio prò noſtræ libito voluntatis remanere. Ob cujus roboris firmitatem, ſigillum noſtrum præſentibus Litteris duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo quinto, menſe Octobris.

CXXXIII.

ANS de J. C. 1277. BOURGOGNE ET CHALON. *Accord & Réglement entre* ROBERT II. *Duc de Bourgogne &* L'ABBE' DE ST. PIERRE DE CHALON, *pour leur Seigneurie & Juriſdiction, fait à Paris, au mois de Février* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 537.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quod dilecti Clerici noſtri, Magiſtri *Johannes de Morencis*, & *Guillelmus de Trapa*, ſuper contentionibus & querelis quæ erant inter dilectum & fidelem noſtrum *Ducem Burgundiæ*, ex una parte, & viros Religioſos, *Abbatem* & Conventum *Sancti Petri Cabilonenſis*, ex altera, pro bono pacis ordinaverunt in hunc modum. Videlicet, quod dicti Clerici noſtri poſuerunt metas, unam ſcilicet in capite pontis, ab oppoſitis domus Dei, & alias deſcendendo per paſcua, prout poſitæ ſunt, & reſpiciunt una aliam uſque ad foſſatum contiguum chemino de *Largilles*. Item ordinaverunt, quod à dictis metis, prout ſunt poſitæ, reſpiciendo verſus civitatem, & verſus halas, & verſus cheminum de Largiles, remaneat tota juſtitia alta & baſſa dicto Duci, & à dictis metis, prout ſunt poſitæ, reſpiciendo verſus burgum Sancti Petri, & verſus vineas, prout foſſatum ſe comportat, inter cheminum de Largilles & dictas vineas, juſticia alta & baſſa remaneat Eccleſiæ Sancti Petri. Item, locus ille qui vocatur la Leſche, prout limitatus eſt per metas quas ibi poſuerunt præfati Clerici, à capite Pontis verſus Noam, & à meta prædicta in capite Noæ, prout aliæ metæ poſitæ ſunt reſpiciendo verſus burgum, remaneat cum omni juſticia alta & baſſa, in perpetuum, dictæ Eccleſiæ, pacificè & quietè, abſque impedimento ſeu calumpnia à dicto Duce vel ejus gentibus eidem Eccleſiæ inferenda. Ita tamen, quod tempore nundinarum Cabilonis, quæ incipiunt ad feſtum Sancti Bartholomæi in dicto loco qui vocatur la Leſche, panis, vinum, avena, fœnum, carnes, paſtilla, ferra ad ferrandum equos, & clavi, & alia, quæ ibi conſueverunt vendi ad uſum tantum hominum & equorum, & fieri, vendantur ibidem, & fiant prout vendi & fieri conſueverunt, & de eis Abbas & Conventus Sancti Petri emolumentum habeant & profectum, prout conſueverunt habere. Ea verò quæ tempore dictarum nundinarum in ipſo loco non conſueverunt vendi nec fieri, non vendantur, nec fiant, nec in dicto loco de la Leſche, nec in burgo Sancti Petri, tempore dictarum nundinarum, nec etiam alio tempore Dux Burgundiæ aliquam juſticiam habebit, nec poterit exercere. Item, ordinaverunt, quod de blado ibi vendito, ſeu annona quæ ibi vendetur, quorum naves applicabuntur ibidem, Abbas & Conventus habeant birchincum, ſeu minagium, & ad menſuram Sancti Petri menſuretur, prout hactenus fieri conſuevit, & quod Abbas & Conventus, & homines ipſorum, habeant acceſſum ad aquam quæ eſt ſubtus pontem juxta la Leſche, ad dolia exequenda & lavanda, & ad pannos lineos, & ad aliam æſtantiam; ita quod ipſe Abbas & Conventus, in dicta aqua nullam juſticiam habeant nec etiam jus piſcandi. Item, ordinaverunt, quod nec Dux, nec ejus ſervientes, nec dicti Abbas & Conventus, nec eorum Miniſtri, aliquid facere poterunt in dictis paſcuis, per quod uſus communis paſcuorum valeat impediri; ſalvo Duci, Abbati, & Conventui prædictis, quod poſſint ædificare & foſſata facere, qualibet in parte dictorum paſcuorum ſibi contingente, quem voluerit & ſibi viderit expedire. Ordinaverunt etiam, quod tempore dictarum nundinarum, quæ incipiunt ad feſtum Sancti Bartholomæi, poſſit Dux tenere nundinas ſuas ſine læſione arborum ibidem exiſtentium, per quindecim dies tantum, in parte paſcuorum dictorum Abbatis & Conventus, uſque ad Noam, & metas quæ Leſchiam dividunt à paſcuis non excedat: & quod dicti Abbas & Conventus, prædictos quindecim dies tantum in parte illa omnem juſticiam habeant de hominibus ſuis, & Dux habeat omnem juſticiam forenſium aliorum. Ea ipſis verò dictis quindecim diebus, tota dicta juſticia alta & baſſa in dicta parte dictorum paſcuorum, ſit, ut dictum eſt, à dicto Duce propter nundinas occupata, dictis Abbati & Conventui, ut ſupra dictum eſt, integraliter remanebit. Ordinaverunt inſuper, quod ſi aliquis latro, vel alius malefactor fultrum commiſerit, ſeu aliquod aliud maleficium perpetraverit in terra Ducis, tempore dictarum nundinarum, & in locum qui dicitur la Leſche fugierit, gentes Ducis eum ſequi poterunt & areſtare ibidem; dum tamen, nec domos de la Leſche, nec burgum Sancti Petri intrent pro dicto malefactore arreſtando. Et tunc, dicto Abbate vocato, vel ejus mandato, ſi dictus latro vel malefactor, maleficium vel erratum ſuum confeſſus fuerit, vel negans ibi legitimè, ſcilicet hoc coram Abbate vel ejus mandato, convictus fuerit, dictus Abbas vel ejus mandatum, dictum latronem ſeu malefactorem gentibus Ducis tenebitur deliberare. Et è contra, tempore dictarum nundinarum, gentes Ducis erga dictum Abbatem &

ANS de J. C. 1277. gentes ſuas, in caſu conſimili ſe habebunt. Item ordinaverunt, quod Dux, quantum in ſe eſt, ſe non opponet, eominus menſuræ Sancti Petri currant in vico Sanctæ Crucis. Item, ordinaverunt, quod Baillivus Ducis procuret erga Ducem, quod in prædicta ordinatione ſigillum ſuum appooet, in teſtimonium præmiſſorum. Quam ordinationem, prout ſuperius continetur, in noſtra curia recitatam, dictus Dux, perſonaliter, & procurator dictorum Abbatis & Conventus ad hoc mandatum ſufficiens habens, rectificaverunt, approbaverunt, & pariter laudaverunt. Et nos, in hujus teſtimonium, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum; ſalvo in omnibus jure noſtro, jure & etiam alieno. Actum *Pariſius*, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, menſe Februario.

CXXXIV.

ANS de J. C. 1277. VIENNE ET CISTEAUX. *Accord entre* PHILIPPE de VIENNE, *&* L'ABBE de CISTEAUX; *fait au mois de Septembre* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 539.

A Tous ces qui verront & orront ces preſentes Lettres, PHILIPPE diz de VIANNE, Chevaliers, ſires de Paignié & de Seurre, ſalut en noſtre Seignor. Je faiz ſavoir à voſtre Univerſité, que comme, à mes preieres, & à ma requeſte, nobles Bers *Robers Duc de Bourgoigne* ſe ſoit obligiez en la main de Religios Barons; c'eſt aſavoir à L'ABBE, & dou Convant de CISTEAUX, en tel forme, que ſe il eſtoit anſin, que ge, ou mes commandemenz, ne paieſiens és diz Religios, à l'Abbé, & au Convant de Ciſteaux, chaſcon an, vint livres de Tornois le jor de la feſte Saint Denys, & ammi-careſme vint livres de Tornois anſiment. Laquelle pecune eſt aſſiſe ſus ma ville, laquelle eſt dite li maiſons diu Ioſte Saone, & ſus les appartenances de ladite Vile: li diz Robers, ou ſi hoir, poent & doivent moy & mes hoirs contrainre par la capcion de mes biens qui ſunt en ladite Ville, & és appartenances, tant que li dire pecune ſoit paié entierement, & lever vingt ſoun de Tornois, totes les foies que je, ou mi hoir aurons defailly és paiemenz deſſuſdit. Liquel vint ſolz doivent eſtre à l'Abbé, & au Convant deſſuſdis. Et ge devant dit Philippes, promet, & ſui tenus, par mon ſerement doné corporelment ſus les ſeintes Evangiles de Deu, par moy, & por mes hoirs, leſquels ge obligeis à cen, garantier de tous domaiges, & de toutes perdes, ledit Robert Duc de Bourgoigne, & ſes hoirs, & ſus obligation deſſuſdite, & ſes autres choſes qui ſont contenuës en une Lettres ſeelées de ſon ſeaul, & dou mien, leſquel li Couanz de Cyſteaux doit avoir, & reſtorer paiſibliment à celuy, & à ſes hoirs, tous les domages, & tous les deſpens qu'il auront ancouru, & ſoſtenu par les choſes deſſudites: Sus leſquals choſes, ge & mi hoirs ſomme tenu croire, ay ces par lor ſimple parolle, ſans autre prove. Par leſquels choſes à emplir, je obligoy audit Robert, & à ſes hoirs, por moy, & por mes hoirs, eſpeciamment, le fié de Ceorre, lequel je tien d'icelui, & to les autres fiez que je tien de luy, en quelque liu que il ſoient. Et à ces choſes je obligeis moy & mes hoirs, & toz mes biens, en quelque liu que il ſoient. En teſmoignage de laquel choſe je ay mis en ces preſentes lettres mon ſeaul. C'eſt doné l'an de grace 1277. ou mois de Septembre.

CXXXV.

ANS de J. C. 1277. VIENNE. *Tranſaction entre* ALIX *Comteſſe de Vienne, & ſes enfans, pour ſon Doüaire; fait au mois d'Octobre* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 540.

NOs *Phelippes* diz *de Vienne*, & Sires de Paigné Chevaliers, & *Johanz* Freres d'iceluy Phelippes, Damoiſeaux, fil cay en arriers de bone heurée recordation, *Hugon* cay en arriers *Comte de Vienne*, faſons ſavoir à touz cels qui verront & orront ces preſentes Lettres, que nos, don conſeil de bones gens, & por noſtre commun profit, panſé ſur ce diligemment, havons party & divifié de nos, noſtre redoutée Dame & Mere AALYS dite *Comteſſe de Vienne*, & cay en arriers Dame de Paigné, de la volunté, & de l'aſſentement de noſtre dite Mere, en ceſte maniere, que ge Phelippes deſſus diz, ha doné, otroié, & delivré en heretaige à touz jors mais à ladire Aalys noſtre Mere, por la terre qui eſtoit & movoit dou chief noſtre Mere, la moitié de la Ville de Sahurre, & la moitié des randes & des iſſuës, & des proventes, & des profiz de cele Ville de Sahurre, & en Joſtice, & en Seignorie, en touz biens, & en touz profiz, quelque qu'il ſoient, & por quelque nom il puiſſe eſtre nommé & appellé, por cinc cenz livres de terre à Viennois, à panre, & avoir, & à recevoir chacun an darrieraige de noſtredite Dame, & des ſuens, & que noſtredite Dame doit avoir ſon Prevoſt, & muer & changier chacun an, por touz jors mais, en la moitié de la Ville de Sahurre: Et ge Phelippes deſſuſdiz, auſi le mien, en l'autre moitié. Et quant il cil d'un commandement puent oir, deduire, & cognoiſtre les clains, & les cauſes, & les injures, & les ſourfaiz en ladite Ville li uns avec l'autre. Et ſi li uns deſdits dous commandement en pooit, ou voloit eſtre, li autres touz ſeul, ſelonc ce que raiſons ſeroit por l'une partie, & por l'autre, an porroit deduire, cognoiſtre, definir, & eſploiter ſelonc droit, ou ſelonc l'uſaige dou leu: & en tele maniere, que ſe les randes, iſſuës & proventes de ladite moitié de la Ville de Sahurre, valoient plus en aucunes années deſdites cinc cent livres de Viennois, que li plus ſeroit à moy Phelippes deſſuſdit. Et s'elles valoient moins, ge Phelippes deſſuſdit. doi randre & delivrer un chacun defaut à noſtredite Mere, toutes les fois que il y ſeroit, tant que ele ſe tanroit à paiée deſdites cinc cent livres de Viennois. Et ledit defaut, ge Phelippes deſſuſdiz ha aſſis ſur la moie moitié de la Ville de Sahurre. Et ge Phelippe deſſuſdiz, vuëil encor & otroié, que ſe ladite moitié de la Vile de Sahurre baillié à ladite noſtre Dame, & des rantes, & des iſſuës d'icelle moitié, aucunes foies valoit plus de cinc cens livres de Viennois, que ou plus ſe tant vaut, que ladite noſtre Dame, por nom de Doüaire reçoive toutes les fois que li diz plus y ſera, ſe tant vaut, quatre-vinz & dix livres, ſe tant vaût de Viennois. Et ſe li diz plus valoit moins deſdites quatre-vingz & diz livres, que le deffaut, tant cum ele vivra, que ladite noſtre Dame reçoive, & preingne en l'autre moitié de la Vile, des rantes, & des iſſuës de Sahurre. Et encor ge Phelippe deſſus diz, ha donné & otroié por nom de Doüaire à noſtredite Mere, Poille, la Ville & le Chaſtel, & les rantes, & les iſſues, & les appartenances à tout quan qu'il y hay; fors les bois de Venre, qui en ſont excepté, ſauf ce que noſtredite Dame y ay ſon uſaige, por affoer, por maiſoner, por matroner, & por la paiſſon de ſes pors, & encor ge Phelippes deſſus-dit, ha doné & outroié à noſtredite Mere, en nom de Doüaire, & por partie de ſon Doüaire, la grange de Clus, enſemble tout le graingnaige, juſque à diz & huit

ANS de J. C. 1277.

huit journaus de terre, & quatre vinz huit de pré. Item, & la noue Ville de Clux, enſemble les cenſies, & tous les terraiges, excepté le bois; ſauf ce que ge Phelippes deſſuſdiz ha doné & octroié à noſtredite Mere & Dame, tant cum ele vivra, l'uſaige por tout mes bois, por affoer, por marroner, por edifier, & por la paiſſon de ſes beſtes, ſans vendre, & ſans doner, & dou Doüaire de noſtredite Dame, qui n'eſt deſſus declairiez, ne nommez, ne aſſis, ne ſpecifiés; nos Phelippes, & Jehanz, Freres deſſuſdiz, ſumes tenu, & promettons, que nos li eſſarrons tant qu'il y ert à ſon gré, & à ſa ſeance, trois cenz & cinquante livres de terre à la monoie de Viennois d'annuel rante, tant cum ele vivray, ſuis les pois de Leons, que nos lan baillerons Lettres ſeellées au miaulx que eles porront eſtre faites pour li, dou ſeal honoraubles Pere *l'Arcevesque de Beſançon*. Et promettons encors nos Phelippes & Jehanz Frere deſſus-nommé, que nos acquitterons noſtredite Mere, & meterons en Paix, & garderons de domaige, de touz les detes quel qu'il ſoient, eſquex nos & ele, tant por nos, quant por ledit Hugon peuſmes oncques eſtre tenu, por quelque cauſe que ce ſoit, dou tans trepaſſé juſque à la confection de ces preſentes Lettres. Et toutes ces choſes deſſuſdites, & une chacune par ſoy, nos *Phelippes & Jehanz* freres deſſuſdit, & Dame *Aalays* merc deſdits freres, promettons, & havons promis par ferme ſtipulation, & por nos ſerement donés, & fauz corporellement ſuis ſains Evangiles de Deu, tenir & garder ſenz corrompre, & que nos ne vanrons contre de rien avant, par nos, ne par autruy, ne en parolle, ne en fait, ne en conſentemenz, ne en autre maniere quelle que ele ſoit. Et à ſe tenir & garder ſans corrompre, uns chacuns de nos ha obligiez tous les biens mobles & non mobles, preſens & à venir, & renunçanz en ceſt fait, nos Phelippes & Jehanz Frere deſſuſdits, & Dame Aalays dite Comteſſe deſſuſdite, par nos ſairemenz, à ce qu'il n'ait maul, ne barat, ne leſion en ceſt fait, ne decevance, & à toute action, qui à nos ou és noſtres, quant à repeter ces choſes, ou aucunes de ces, puent à venir, à preſent, ou pourroient cay en avant, à ce que nos ne puiſſions libeller ſor ceſte Lettre, ne demander la copie, ne le tranſcript, & à tout aide de droit de Canon & de lois, & à toutes exceptions, droiz, raiſons, & actions, allegations de fait, & de droit, & à toutes autres choſes queles que eles ſoient, que contre ces preſentes Lettres porroient eſtre obicies, ou dites, & ou droit qui dit que generaux renunciations ne vaut, ſauf à des à noſtre Seignor *Robert Duc de Bourgoigne*, & à ſes hoirs, lou droit que il ha és choſes deſſuſdites, & ſauf ce que les gens doudit noſtre amé Seignor Robert Duc de Bourgoigne, pour lor detes, & por lour raiſons, il puiſſent ioïr, & faire gaiger és choſes deſſuſdites, enfin comme devant la confection de ces Lettres. En teſmoing deſquex choſes, & en garniſſement, nos Phelippes Sires de Paignié Chevalier deſſuſdit, & Dame Aalays dite Comteſſe de Vienne deſſuſdite, havons mis en ces preſentes Lettres noſtres ſeaus. Ce fut fait & donné l'an de grace mil deux cens & ſeſante & dix-ſept, ou mois d'Octouvre.

CXXXVI.

ANS de J. C. 1277. BOURGOGNE ET CHALON.

Ceſſion faite par JEAN de CHALON *Sire de Rochefort, Comte d'Auxerre, &* ALIX *ſa femme de tous les droits que ladite Alix pouvoit prétendre ſur le Duché de Bourgogne; & ce en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre* 1277. Etienne Perard. Recueïl de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 541.

NOs Jehans de Chalon, Sires de Rochefort, & Cens d'Aucuerre, & Aalys ſa femme, ſaſons ſçavoir à totz celz qui verront & orront ces preſentes Lettres, que comme, à nos grans prieres, nobles Princes, & noſtre amez Sires Roberts *Dux de Bourgoigne*, Oncle de moy Aalys, ſe ſoit enloiés pos nos ploiges, & rendierres, en la main *Aubert Brachefort* Cinen de Plaiſance, & de *Jacquenin* ſon fil, de dous mille luivres de Tornois, leſqueles nos ſomes tenuz à payer aſdit Aubert & Jacquenin, ou à lor commandement qui aurſy cels Lettres, de la feſte de Touſſains prochenement venant en un an; nos ſomes tenu, & promettons chacun de nos, por le tout, por nos ſairement corporémemt donés ſor ſains Evangiles, rendre & reſtablir à Monſeignor le Duc, & à ſes hoirs, tous les domaiges, les deſpenz, les miſſions, & les couz, & le defaut, que icilz noſtre Sires li Dux & ſi hoir encorront, ſoſtinront, & feront por raiſon de ceſte plegerie, en empruntant deniers à tous, en gaiges, & en dependant gaiges, & en racheptant gaiges, & en gaigemenz faire, & en alées, & en venues, & en totes autres manieres quelles que eles ſoient. Sor leſquelz choſes, li drz Dux & ſi hoir ſeront creu par la ſimple parolle delz, ou d'un delz, ſans autre prove, & por ços choſes, totes faire & accomplir, nos enloions, laiſſons, & delivrons audit Duc, & à ſes hoirs, chaſcuns de nos por le tour, nos & nos hoirs, & tous nos biens meubles & heritaiges preſens & à venir, & eſpecialement tout le droit, & toutes les actions que ge ladite *Aalys* de mon chief; ou ge li dit Jehanz, por raiſon de ladite Aalys ma femme, poons & devons avoir, & demander por quel cauſe que ce ſoit, ou Ducheſme de Bourgoingne aheul de moy Aalys deſſuſdis, por raiſon dou teſtament, ou de la ſuccellion doudit Hugon, ou por raiſon de partaige, ou de mariaige, ou d'autre droit. Leſquelz choſes totes nos cognoſſons & aſſermons tenir, & eſtre, & movoir dou fié au Duc deſſuſdit, & l'avons revoſtu de celz choſes par raiſon de ces convenances; en tel maniere, que ſe nos n'avons paié leſdits deniers audit termine, nos volons, otroions porvoiablement, ſans decevance, que li dit termine paſſé, li Dux deſſuſdit, & ſi hoir, recorrent, & puiſſent recorre, & doigent, aſdites choſes toutes deſſus enloiées, & tiennent, & puiſſent tenir, & doigent en Paix celz choſes, & faire les fruits lour, ſans nulle acquittance faire, & ſans nule reclan de nos, ou des noſtres. Eſquelz choſes nos ne poons rien pere, ou demander partaige, ou autre droit, juſque tant que noſtre Sire li Dux, & li hoir, ſoi ſoient deſdommagié, & que ſatisfactions lor ſoit faite de toutes leſdites choſes. Et cet enloiement nos avons fait audit Duc, ſauf à luy & à ſiens l'enloiement, & les convenances que nos havons, de dous mille livres de Tornois que nos havons receuz de luy de preſt, & por leſqueles leſdites choſes li ſont enloiés. Et eſt aſavoir, que quant nos aurons dedommagié le Duc, & les ſiens de ladite pleigerie, tuit li fruicts, & les iſſues qu'il aurons levées deſdites choſes enloiés, leſqueles iſſues nos li otroions & quittons com-

ANS de J. C. 1277.

comme choſe de ſon fié, li demorront en paix & quitzement, & la proprietez nos repareray, & à nos hoirs. Et renonçons en ceſt fait, por nos fairemenz, chaſcuns de nos por le tout, à l'exception que nos ne puiſſions dire que il ait fraude, ou barat, ou decevances en ces choſes, & à toute aide, & à toute couſtume de leu, & de païs, & à tous droits otroiés en faveur des femmes, & à toutes exceptions, barres, & deffences que l'on porroit mettre contre ceſt fait à toute aide de Canon & de Loix, & au droit qui dit que generax renontiations ne vaut, & eſpeciamment ge ladite Aalays, dou lox, & de l'aſſentement doudit Jehanz mon mary, renonçois, & ay renoncié en ce au droit Senatouſconſulte Veilleien, & affermoy, que ge ſavoy bien à ce faire, ſi fait bien encores quel profit, & quel aytone me donoit, & façoient li droit audit Senatouſconſulte Velleyen: Et volons nos Jehanz, & Aalays deſſuſdit, que totes leſdites choſes ſoient tenus por eſpeciaux, & por expreſſes, auſſi comme ſaiges hommes les porroit jurer, ſpecifier, & declairier, ou profit doudit Duc, & des ſiens. En teſmoignage de laquelle choſe nos avons mis nos ſeaus en ces lettres. Ce eſt fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Octouvre.

CXXXVII.

ANS de J. C. 1277. Bourgogne et Nevers.

Tranſaction paſſée par la médiation de Philippe III. Roi de France, entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE *Comteſſe de* NEVERS, *pour les prétenſions deſdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne, faite à Paris au mois de Février*, 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 543.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus univerſis, tam præſentibus quam futuris, quòd cùm contentio eſſet, inter dilectos & fideles noſtros ROBERTUM *Comitem* NIVERNENSEM, & YOLANDEM ejus uxorem Comitiſſam Nivernenſem, ex una parte, & *Robertum Ducem* BURGUNDIÆ, ex altera, ſuper Ducatu Burgundiæ, & ſuper omnibus aliis quæ tenebat & habebat idem Dux ex ſucceſſione claræ memoriæ *Hugonis* quondam *Ducis Burgundiæ* patris ſui, quam petebat idem Comes ratione uxoris ſuæ à Duce prædicto, & ſuper contentione hujuſmodi tractatus pacis aliàs fuiſſet habitus: qui tractatus remanſit illa occaſione, quod prædictus Dux non potuit procurare quòd Edua & ejus pertinentiæ, cum quibuſdam aliis rebus deliberarentur prædicto Comiti Nivernenſi & ejus uxori, uſque ad valorem mille librarum Turonenſium redditus per annum, ſecundum tractatum tunc habitum, tandem partes prædictæ, in nos, ſuper contentione prædicta compromiſerunt; tali modo, quod nos de hujuſmodi contentione poſſumus ad voluntatem noſtram facere & ordinare, altè & baſsè, & de plano, & utraque pars tradit nobis unum militem quem credebat magis velle & affectare pacem & concordiam inter partes prædictas. Qui milites juraverunt, quod bene & fideliter darent operam ad dirigendum nos & ad referendum quæ partibus facienda & acceptanda conſulerent ſeu laudarent. Et nos, auditis diligenter & intellectis dictis duobus militibus, & poſt modum habito conſilio de noſtra ordinatione facienda, pro bono pacis ordinavimus & diximus, quod idem Dux deliberaret prædicto Comiti & ejus uxori, tertiam partem Eduæ & ejus pertinentiarum, caſtrum de Glane, & villam de Arné, cum ſuis pertinentiis quibuſcumque ad eumdem Ducem pertinentibus, ſpectantibus, eo modo quo idem Dux res prædictas tenebat & poſſidebat, cum omnibus juribus, ſive in feodis, ſive in domaniis: Ita quod ſi tertia pars Eduæ, Caſtrum de Glane, & villa Arné, cum ſuis pertinentiis quas habet Dux prædictus, pluſquam mille libratas terræ ad Turonenſem redditus annui valerent, totum id quod erit, remanebit dicto Duci. Et ſi contingeret quod res prædictæ ſuperius nominatæ non valerent mille libratas terræ ad Turonenſem, prædictus Dux tenetur aſſidere, ad eſguardum noſtrum, illud quod deeſſet in proquinquis & competentibus locis, & fiet deliberatorum rerum prædictarum quitta & libera ab omnibus debitis. Inſuper dicimus per eſguardium noſtrum, quod idem Dux debet laborare bona fide, quod tertia pars Eduæ quæ ſpectabat ad *Comitem Antiſſiodorenſem*, & ejus uxorem, per eſcambium competens dandum ab ipſo Duce prædicto Comiti Antiſſiodorenſi & uxori, aut alio modo competenti, deliberabitur Comiti Nivernenſi & ejus uxori. Qua tertia parte Eduæ deliberata, deduceretur de terra de Glane, vel de Arné, ſecundum valorem ſeu æſtimationem tertiæ partis Eduæ ſupradictæ. Et quia dictus Comes Nivernenſis, & ejus uxor, totam Eduam ſibi deliberari aſſertant, cum magis peteret & cederet eiſdem, retinemus nobis poteſtatem augmentandi redditum ultra mille libratas terræ. Quas idem Dux tenetur aſſidere prædicto Comiti & ejus uxori, ſecundum quod inveniemus quod aſſiſa terræ quæ non fiet apud Eduam erit æſtimanda. Dicimus etiam, quod Comitiſſa Nivernenſis, de redditu prædicto quem dictus Dux tenetur deliberare dicto Comiti Nivernenſi & ejus uxori, intrabit in homagium prædicti Ducis, ſi hoc terræ conſuetudo patiatur. Sed idem Comes, quandiu vixerit non tenebitur intrare niſi voluerit, in homagium prædicti Ducis de terra prædicta. Verumtamen hæredes eorum, ſeu hæredes dictæ Comitiſſæ, aut illi qui cauſam habebunt ab eis in rebus prædictis, tenebuntur facere homagium prædicto Duci aut ſuis hæredibus, & pro homagio hujuſmodi faciendo dicto Duci, modo prædicto, retinemus nobis poteſtatem augmentandi redditum quem idem Dux debet tradere dictis Comiti & Comitiſſæ Nivernenſi, ſecundum quod nobis rationabiliter videbitur faciendum. Præterea faciemus ſi Comes Nivernenſis, & ejus uxor, tenent in Comitatu Nivernenſi aliqua feoda, de quibus debeant facere homagium dicto Duci ratione dicti Ducatus, & ſecundum quod invenietur, percipiemus quod nobis videbitur faciendum. Et ſi forte videmus in dicto noſtro, ſeu ordinatione noſtra, quod foret aliquid declarandum aut corrigendum, retinemus nobis poteſtatem declarandi & corrigendi. Partes autem prædictæ, omnia ſupradicta & in ordinatione noſtra contenta, coram nobis laudaverunt & approbaverunt: & prædicti Comes & Comitiſſa Nivernenſis, per dictam ordinationem noſtram ſervatam & completam quittaverunt omne jus quod ipſi habebant aut habere poterant adverſus eumdem Ducem in petitione quam ipſi faciebant contra eumdem Ducem, de Ducatu Burgundiæ ſupradicto, & de quibuſlibet bonis quæ ad ipſum pervenerunt ex ſucceſſione prædicti patris ſui. Quod ut ratum & ſtabile permaneat in futurum, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum *Pariſius*, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, menſe Februario.

ANS de J. C. 1277.

CXXXVIII.

ANS de J.C. 1277. BOURGOGNE ET BOURBON.

Tranſaction entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *d'une part, & ro-* BERT *de France Seigneur de* BOURBON, *&* BEATRIX *ſa femme, d'autre; touchant le droit deſdits Robert de France & Beatrix ſur le Duché de Bourgogne. Faite au mois d'Avril* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 544.

NOs ROBERTZ *Duc de* BOROOINE, faiſons ſavoir à ceaux qui verront cels preſentes lettres, que nos baillons & delivrons à noble Baron Monſeignor *Robert fil de Roy de France*, & à Damoiſelle BEATRIX noſtre niéce, fille ça en arriers de bonne memoire Jehan ſeignor *de* BORBON noſtre frere, femme doudit Monſeignor Robert, por tout le droit que il ont, & puent avoir, & demander en l'eritetaige, & en tous les conquiz, & en toutes les choſes, & en toute la deſcenduë de bonne memoire *Hugon Duc de Borguoinne*, ça en arriere noſtre chier pere, les Chaſteaus dou Mont ſaint Vincent, Sanuignes, le Sauvement, Dundain, Arthus, Charroles, & toutes les Chaſtellenies, & toutes les appartenances, & tous les fiez anciens, & tous les nouveaus fiez, que noſtre chier pere li diz Hugues acqueſta eſdites Chaſtellenies, & dedens une chaſcune Chaſtellenies, & tous les autres acquez que noſtre diz peres fiſt dedens une chaſcune deſdites Chaſtellenies, à iceles charges, & à ieeles redevances qui en eſtoient dehuës, ou tans que li dit Hugue ala de vie à mort. Et por les devant dites choſes que nos delivrons & baillons, li devant diz Meſſire Roberz, & ſa femme, ont quitté, & quitte à nos tout le droit qu'il ont, & puent avoir en tous les biens, & en tous les heritetaiges, & en toute la deſcenduë doudit Hugue noſtre pere; en tele maniere, qu'il ne puent dois ores en avant riens demander eſdits biens, & és devantdites heritetaige, ſauve kal eſcheoite quant ale y avendray dores en avant: à laquelle eſcheoite avenir il ne renuncient mie. Et li diz Meſſire Roberz & ſa femme deiſſent & affermiſſent que nos lor deviens bailler & delivrer la Baronnie dou Comtée de Chalon, quant nous auriens le Duchaume en paix envers les hoirs, & les filles de bonne memoire *Odon Comte de Nevers*, ça en arriere: Nos volons & octroions, quant cils cas ſera avenuz, que nos aurons ledit Duchaume en paix envers les hoirs, & les filles doudit Comte Odon, que noſtre chiers ſires *Phelippes* por la grace de Dieu *Rois de France*, oyes les raiſons de l'une, & de l'autre, ſegont la forme dou teſtament noſtre pere, puiſſe faire ſa volonté haut & bas de ladite demande de la Baronie dou Conté de Chalon, que li devant dit Meſſires Roberz & ſa femme demandient en la forme deſſus dite. Et eſt aſavoir, que ce qui eſt oſté de la Baronie dou Contez de Chalon, fiez & domaines, & Gouardes, & autres choſes qui nos doivent demorer ſegont le teſtament noſtre pere, nos demorent tout quitte, & en ceſte miſe ne vienne mie. Et eſt aſavoir, que li devant dit Roberz, & ſa femme, & lour hoir, doivent en fié de nos, & de nos hoirs, à un ſeul fié, & à un ſeul homaige, tous les devant diz Chaſteaus, & toutes les devantdites Chaſtellenies, & toutes les devantdites choſes que nos lour delivrons, & tout quanque il emporteront par ledit le Roy ſe riens emportent. En teſmoignage de laquelle choſe nos avons cete preſentes lettres ſaallées de noſtre propre ſeal. Ce fu fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Avril. *Seellées a double queuë de parchemin pendant de cire jaune.*

CXXXIX.

ANS de J.C. 1278. BOURGOGNE ET SEURRE.

Accord entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *&* PHILIPPE DE VIENNE, *Seigneur de* SEURRE, *qu'on nomme à préſent* Bellegarde; *pour la franchiſe de ladite Ville de* SEURRE. *Fait au mois de Septembre*, 1278. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 545.

NOs PHELIPPES DE VIENNE, ſire de Paigné, faiſons ſavoir à tous cels qui ces lettres verront, que cum nos teniens en foy lige, aveuc pluſieurs autres choſes, noſtre ville de SEHURRE, de noble Baron noſtre chier ſeignor ROBERT *Duc de* BOROOIONE. Et nos, par noſtre grant profit, ehuſſons en prepoux de franchir ladite ville, & les habitans en cele ville, & nos ne la pehuſſons faire ſans la volunté de celuy Due, & il nos en ait doné pouvoir & congié de franchir ladite ville, & les habitans, enſic comme il contenu en lettres ſeellées de ſon ſeaul, en rel maniere, que por c'eſt pooir, & c'eſt congié, li diz Dux hait de nos en eſchange, & en recompenſation le ſey de Villey ſus Sooſne, & les appartenances de celuy leu, que nobles hons noſtre chiers oncles *Henris de Antigney*, ſire de ſainte Croiz tient de nos, & nos le tenons de noſtre tres-haut ſeignor leu Roy de France. Et nos, par l'autorité, & le congié celuy Duc, haions franchy ladite ville de Sehurre, & les habitans. Nos li diz Phelippes ſires de Peigney, eo eſchange, & en recompenſation doudit pooir, & doudit congié, donons & outroions por nos & por nos hoirs, audit Duc, & à ſes hoirs, ledit ſey de Villey, & des appartenances: en tel maniere, que li Dux le teigne dou Roy de France. Et nos prions & querons noſtre chier ſeignor le Roy de France, que il retienne à hoirre doudit ſey de Villey, & des appartenances, ledit Robert Duc d. Bourgoigne: & volons & commandons audit Henry d'Antigné noſtre oncle, que il veigne en lou menaige ledit Duc noſtre ſeignor, doudit ſey de Villey & des appartenances; ſauve à nos, & demorant la ligeité doudit Henry noſtre oncle. Et à plus grant ſehurté, nos promettons en bonne ſoy audit Duc de Bourgoigne, garentir ledit ſey à noſtre pooir: & jurons par les ſeintes de Deu Evangiles, corporelmant, que nos garderons ces choſes totes, & n'an irons encontre por nos ne por autre, n'en conſentirons, en autres qui veigne. En teſmoignage de ces choſes, nos avons ces lettres ſeellées de noſtre ſeaul. Ce ſut fait en l'an de grace mil & deux cent ſexante & dix huit, ou mois de Septembre.

CXL.

ANS de J.C. 1278. BOURGOGNE ET TRICHASTEL.

Accord entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *&* GUI *Seigneur de* TRICHASTEL, *fait au mois d'Octobre*, 1278. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoires de Bourgogne. pag. 545.

JE GUIOZ Eſcuiers *ſire de* TRICHASTEL, faiz aſavoir à toz ces qui verront & orront ces preſentes lettres, que je vuel & outroy au noble Baron, & ſaige Monſeignor ROBERT *Duc de* BOROOIONE mon ſeignor, que il retienne, & puiſſe retenir à luy, & à ce poy, qui ſont de fié à homes & Borjois, tous les Borjois de Beſe, quiconques verront venir & demorer eſditz lieux, comme ſi home, juſques à ſex ans contineux anſiganz, & que por leſdits ſex

ANS de J. C. 1278. ſex ans eſdits luez les puiſſe garentir & maintenir, & defendre, & lor biens, & lor fammes, & lor maignies, anſi come ſes propres Borjois qui demorent à Dijon ou à Talant frainchement, por tel cenſe, comme li dit Borjois vodront payer audit Duc, ou à ſoo commandement par leſdis ſex ans. Et ceſte choſe octroye je ainſi eſdits Borjois de Beſe, & ce hay je voulu & outroyé audit Due mon ſeignor, & eſdits Borjois, por los prieres, & por lor requeſtes. Et quant li diz ſex ans ſeront paſſé & accomply, li diz Due Meſſires ne porray tenir leſdits Borjois eſdits luex, ne li dits Borjois ne porront demorer, ſe n'et par ma volonté, & par mon otroy, & ſe autres lettres ne ſont de ce renouvellées & faites. En teſmoignage de laquel choſe je hay mis mon ſeal en ces lettres; leſquex furent faites & données le Lundy apres la feſte de ſaint Remy, l'an de noſtre Seignor mil deux cent ſexante & dix-huit, ou mois d'Octouvre.

CXLI.

ANS de J. C. 1278. Savoye. *Teſtament d'*ALIX *Comteſſe de* SAVOYE *& de* BOURGOGNE; *fait au mois de Novembre* 1278. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 89.

NOS Alis *de* Savoye *& de* Bergotone, *Comteſſe Palatine*, faiſons ſçavoir à touz ces qui verront, & orront ces preſentes lettres, Que nos en noſtre bone proſperitey, & ſantey de bone memoire, & de ſaine deliberation. Porce que molt volons que paiz, & concorde ſoit apres noſtre decez antre nos enfans, avons ordenay, & deviſey, & ordenons, & deviſons, & eſtaubliſſons que noſtre tres chers Fils ainſnés Meſſire Othes de Bourgoigne Sires de Salins ſoit Cuens de Bergoigne apres noſtre decez, & ſoit noſtre hoirs ou Contey, fors que en celes choſes que nous en deviſons, & departons, ou deviſerons & departerons à nos autres enfans pour nos lettres deſquelx nos en cete lettre deviſons, ordenons, & ſpecifions lo devis, & lo partage de noſtre tres chier Fil Renalt quant a leſchoite de par nos en cette maniere cy-apres contenue; c'eſt aſſavoir que nous deviſons audit Renalt pour ſon partage qu'il doibt, & puet panre, & avoir en noſtre eſcheoite, & en ſuccellion de noſtre heritaige que il apres nos ait, & teigne heritablement por luy, & por ſes hoirs a touſiours mais noſtre Chaſtel, & la ville de Clerevaux, & tote la Chaſtelerie, Pontpierre, Balmes, & la Chaſtelerie, Foudremant Fontenoy, Quenoſche, Momboſon, & Chrefrans, Orvans, & la Chaſtelerie tote, Montiuſtin, Aynans, Chaſtillon, Cromari, & Veray, & totes les Chaſteleries, les appendiſes, les finages, les territoires, les ſeigneries, les Juſtices, les droiz, les fiez de Venaſſours, & toutes iſſues, values, droitures, coſtumes, & uſage quel qu'il ſoient, & comant que ſoient apeley en totes manieres que nos avons, & poons, & devons avoir en toz & en chaſcun de leux, & des choſes deſſux dites, avoie ce deviſons encores, & octroyons audit Renalt en nom de partage les fiez que noble gent li ſires de Rogemont, li ſires de Ceix, li ſires de Montiuſtin, li ſires de la Roche, li ſires de Monbis, li ſires de Montron, & de Ongney, & Meſſire Guy de Rans ſires de Roches tiennent, & doivent tenir de nos, & les fiez que Meſſire Hugues de Monteferrant ſire de Thoraiſe, & Meſſire Fromons ſes freres ſires de Corcoudray tiennent, & doivent tenir de nos, & le fié de Chaſtillon qui fui Monſieur Ponçon avoit, & li avons encor deviſay, & octroyé que ſe Ceix nos demote en heritage il lait il, & ſui hoir, & ly deviſons, & octroyons avoit ce ly deviſons encor, & octroyons que ſe noſtre Amey fils Johans muert ſans hoir de ſon cors tous ly devis, & ly partages que nos aurons deviſey, & octroyié audit Johan eſchie, & aveigne audit Renalt, & qu'il en ſoit hoirs en tout, & lait, & teigne heritanblement il, & ſui hoir a tos jours mais. Apres nos volons, & commandons, & deviſons, & ordenons que ſe noſtre diz fils Renalz muert ſans hoir de ſon corps que Dex ne veulle ly deſus diz Othes noſtre filz, ou cil qui ſeray ſes hoirs Cuens de Bergoigne teigne, ait Balmes, & la Chaſtelerie Montiuſtin, & Aynans, Chaſtillon, & Cromary, & Veray & quant qui Japant ſelon ce que deſus eſt eſcrit, & noſtre fils Hugues en teigne, & ait Clerevalx, & Pontpierre, & quant qui Japant ſelon ce que deſus eſt eſcrit, & noſtre filz Eſtenes en teigne, & ait Ornans, & la Chaſtelerie, & quant qui Japant ſelon ce que deſus eſt eſcrit; apres volons, & commandons, & deviſons, & ordenons que toot quant que li diz Renals, & ſui hoir tenront, & auront de par noſtre eſchoite, & de l'eſchoite doudit Joh. noſtre fils ſoient fiez liges audit Oth. noſtre fil, & à ſes hoirs qui ſeront Conte de Bergoigne, & que li diz Renals, & ſui hoir les repreignent, & teignent ligemant, & en ſoient homme lige doudit Oth. & de ſes hoirs qui ſeront Conte de Bergoigne. Apres volons, & commandons, & deviſons, & ordenons que choſe que nos aiens ſait ou dit, ou ordenay, & volin ne choſe que nos des or en avant faciens, veilliens, ou ordeniens encontre ces chouſes deſus eſcriptes, ſoit en teſtament, ou aultremant en quelque maniere que ce ſoit, ne vaille riens; Toutes ces chouſes avons nos faites ordenées, & deviſées per lotroy, per le conſentement, & per l'acort de noſtre tres chier Signor, & Mary *Philippe de Savoye, & de Bergoigne Comte Palatine*, & li avons prié que il en confirmation, & en autoritey de ces chouſes mete en ces preſentes lettres lo ſeel avoec noſtre honorable, & Amey Pere en Criſt Ode par la grace de Dey Archeveſque de Beſançon, & nos ly diz Ph. de Savoye, & de Bergoigne Cuens Palatin ceſt devis, & ceſt ordenement laons, conſentons, & confermons tant com à nos en appartient, & prions auſſi noſtre honorable Pere en Criſt, & Signor O. Archeveſque de ſuxdit, que en ces lettres mettre ſon Seel pendant, ce fuy fait l'an de grace corrant per mil dous cens ſeptante-huit, ou mois de Novembre.

CXLII.

ANS de J. C. 1279. Bourgoigne et Clermont. *Tranſaction entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *d'une Part, &* ROBERT *Comte &* BEATRIX *Comteſſe de* CLERMONT, *d'autre, au ſujet des prétenſions deſdits Robert & Beatrix, ſur le Duché de Bourgogne &c. ladite Beatrix étant petite fille de Hugues Duc de Bourgogne, faite à Paris au mois d'Août*, 1279. Etienne Perard. Recueil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 546.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus univerſis, tam præſentibus quam futuris, quòd cùm contentio verteretur, inter dilectum & fidelem noſtrum ROBERTUM *Ducem* BURGUNDIÆ, ex una parte, & kariſſimum fratrem noſtrum *Robertum Comitem* CLAROMONTENSEM, & BEATRICEM Comtiſſam, ejus uxorem, filiam quondam *Johannis de Borbonio* filii quondam *Hugonis* quondam *Ducis Burgundiæ*, ex altera, ſuper portionem ipſum Comitem & Comitiſſam contingentem in hæreditate, conqueſtibus, rebus, & ſucceſſione prædicti Hugonis quondam

ANS de J. C. 1279.

dam patris dicti Ducis, & dicti Johannis. Tandem, ſuper dictam contentionem inter dictas partes concordatum & compoſitum extitit in hunc modum; videlicet quod dicti Comes & Comitiſſa, pro portione ipſos contingente in hæreditate, conqueſtibus, rebus, & ſucceſſione prædicti Hugonis, habebunt, tenebunt, & poſſidebunt perpetuò, pro ſe & hæredibus ſuis, Caſtella Montis ſancti Vincentii, de ſine vigneis, ſalvamento, de Dundemo, de Arthuſio, & de kadrellis, & caſtellanias, & omnes pertinentias dictorum caſtrorum & caſtellaniarum, cum omnibus juribus, domaniis, dominiis, feodis, retrofeodis, allodiis, gardis, & pertinenciis prædictorum, & quorumlibet eorumdem, pro quibuſcumque locis & rebus conſiſtant, & omnia feoda, antiqua & nova, quæ præfatus Hugo pater dicti Ducis, habebat & acquiſierat in dictis Caſtellaniis, & infra quamlibet dictarum caſtellaniarum & quarumlibet earumdem pertinentiis. Inſuper, feodum de Bonant, feodum de la Vernette, feodum de Chaiſſy, gardas de Perareio & de Parreriaco & membrorum ſuorum, quæ ſunt immediatè in garda Comitatus & Baroniæ Cabilonenſis, pedagium de Tolon, feodum de Javardel, feodum de Pleſſeiz, feodum de Savienges, feodum de Genoilly, feodum de Joncy, de Martigny, feodum de Chaumont, feodum de Sunigny, feodum de Dyou, feodum de Digorgne, feodum de la Buxiere, ſilicet la Boiſſere, teneantur immediatè, vel teneri debeant à dicto Duce. Item, feodum de Chaſteler, ſeodum de ſancto Leodegario, & omnia alia jura, & dominia, feoda, retrofeoda, allodia, & gardas quæ ſunt de Baronia & Comitatu Cabilonenſi, & ad dictam Baroniam pertinentia: qui ſunt ultra Arrou, à parte verſus Pareiram, & Tholon, & oltra Ligerim à parte verſus Roniam, & etiam oltra Gniam, à parte verſus Montem ſancti Vincentii & verſus Dimdannum, cum juribus & pertinentiis earumdem, in quibuſcumque rebus & locis conſiſtentibus; exceptis feodis de Chegy & de Marcilly, cum feodis, retrofeodis, domaniis, decimis, allodiis, gardis, & pertinentiis earumdem, in quibuſcumque rebus & locis conſiſtentibus, quæ penes dictum Ducem perpetuò remanebunt. Inſuper habebit dictus Dux, Civitatem, nundinas, & pertinentias Cabilonis, Buxiarum, & Halbergamentum, ac Brancidunum, cum pertinentiis, feodis, & domaniis; ſilicet feodum de Chaſſengy, feodum de Segy, feodum de Huſſelus, & omnia alia feoda quæ ſunt ultra Gniam à parte verſus Buxiacum & verſus Brancidunum. Item, feodum de Burgo motte ſancti Johannis, feodum de Borbonio Lenſcys, feodum de Nommor, & omnia alia feoda quæ ſunt ultra Arrou à parte verſus Borbonium Lanſeiis, cum omnibus feodis, retrofeodis, allodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuſcumque rebus & locis conſiſtant. Habebit etiam dictus Dux, caſtrum & Caſtellaniam de Moncenix, Anziacum, feodum Caſtri & Caſtellaniæ de Sinemuro, cum juribus, feodis, retrofeodis, domaniis, allodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuſcumque rebus & locis conſiſtant. Quæ quidem, caſtrum de Moncenix cum Caſtellania, Anziacum, feodum caſtri & Caſtellaniæ de Sinemuro, cum eorum pertinentiis, ſunt & fuerunt antiquitus de Ducatu Burgundiæ. Concordatum eſt inſuper inter ipſos Ducem, Comitem & Comitiſſam, quod nemus & alia quæ monachi de foritate habent & poſſident inter caſtrum Montis ſancti Vincentii, & caſtrum de Moncenix, ſi inventum fuerit quod ſunt in Caſtellania Montis ſancti Vincentii, vel de pertinentiis ejuſdem, quod garda eorum remaneat Comiti & Comitiſſæ prædictis, & eorum hæredibus. Concordatum eſt inſuper, quod per aliquam clauſulam generalem ſicuti pertinentiarum, jurium, & etiam quamcumque ſimilem ſuperius nominatam vel inferius nominandam non derogetur ſpeciali, vel nominatim expreſsè. Prædicta verò omnia tradita, liberata & aſſignata, prædictus Comiti & Comitiſſæ idem Dux garàntizare tenetur, ab omni onere & obligatione ipſis ab eodem impoſitis penitus abſolutas, & omnia ſupradicta quæ habent, tenent, & poſſident, tenebunt & poſſidebunt dicti Comes & Comitiſſa, & eorum hæredes tenebunt, in feodum ligium à dicto Duce & ejus hæredibus, in Baronia & Comitatu, ad unum ſeodum & unum homagium, ad eaſdem libertates, dignitates & honores, ad quas bonæ memoriæ *Johannes Comes* quondam *Cabilonenſis* & ejus prædeceſſores Comites Cabilonenſes, dictos Baroniam & Comitatum Cabilonenſem antiquitus tenuerunt ac ſi dictus Robertus Comes, & Beatrix Comitiſſa, Baroniam Cabilonenſem & omnia ad dictam Baroniam pertinentia integraliter tenerent & poſſiderent. Ita tamen, quod in prædictis quæ dicto Duci remanent, dicti Comes & Comitiſſa, & eorum hæredes, nihil juris & Baroniæ vel Dominii de cætero poterunt reclamare, & de prædictis, dictis Comiti & Comitiſſæ & eorum hæredibus à dicto Duce traditis & liberatis, iidem Comes & Comitiſſa ſe tenuerunt penitus pro pagatis & pro contentis: promittentes bona fide, quod ratione ſucceſſionis, in reſiduo hæreditatis conqueſtuum, rerum, & ſucceſſione prædicti Hugonis quondam patris dicti Ducis, nichil juris de cætero réclamabunt; ſalvo ſibi & hæredibus ſuis recto laduco, ſive recta eſcheeta, & alio jure futuro, ſi in præmiſſis contingeret evenire. Actum etiam fuit inter partes prædictas, in compoſitione prædicta, quod per litteram iſtam non impediatur poſſeſſio in qua eſt idem Dux, de curſu monetæ, nec dicti Comes & Comitiſſa impedientur agere contra dictum Ducem ratione dictæ monetæ, quo ad proprietatem ſeu poſſeſſionem, & ſalvis deffenſionibus & rationibus ipſius Ducis contra actionem eorumdem Comitis & Comitiſſæ. Quod ut ratum, & ſtabile permaneat in futurum, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum, ſalvo in omnibus jure noſtro, & jure quolibet alieno. Actum *Pariſius*, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo nono, menſe Auguſto.

ANS de J. C. 1279.

CXLIII.

Traité entre JEAN I. *Duc de Lorraine & de Brabant & la Ville* D'AIX LA CHAPELLE, *qui ſe met ſous ſa protection, fait en* 1280. Aubert le Mire. Diplomat. Belgicar. Lib. I. Cap. LXXXVI. pag. 184. & Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 112.

ANS de J. C. 1280.

Brabant et Aix la Chapelle.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis, Judices, Scabini, Conſules civium, Migiſtratus, & ceteri cives regalis ſedis AQUENSIS, ſalutem & cognoſcere veritatem.

Quoniam fragilis eſt hominum memoria, & geſta de levi oblivioni traduntur, niſi ſcripto fuerint ſtabilita, notum facimus tam præſentibus quàm futuris, quòd nos unanimiter recognoſcimus illuſtrem Principem Dominum JOANNEM, Dei gratia Lotharingiæ & Brabantiæ Ducem, noſtrum eſſe (quemadmodum ſui honorati prædeceſſores fuerunt) ſuperiorem Advocatum.

Et nos ipſum & ſuum, qui in Ducatu legitimè ſucceſſerit, heredem pro noſtro ſuperiore confitemur, & tenemus in perpetuum; Advocato; & eidem JOANNI Lotharingiæ & Brabantiæ Duci promittimus bona fide, quòd eidem & heredi ſuo contra omnes, qui nunc ſuperſunt aut poterunt ſupereſſe (excepto ſereniſſimo Domino noſtro Romanorum Rege ac Imperatore) aſſiſtemus fideliter conſilio, auxilio & favore.

Et ut præmiſſa robur & certitudinem obtineant firmitatis, præſentes litteras eidem & ſuis heredibus, roborata

ANS de J. C. 1280. boratas noſtri ſigilli munimine, contulimus, in perpetuum duraturas.

Datum Aquis anno Domini M. CCLXXX. in craſtino Reſurrectionis Jeſu Chriſti.

JOANNES, Dei gratia Dux Lotharingiæ & Brabantiæ, univerſis tam præſentibus quàm futuris, præſentes litteras viſuris, ſalutem & cognoſcere veritatem.

Ex debito noſtri principatus, hos non immeritò promovemus & amplectimur gratia ſpeciali, apud quos dignitatis officio fungimur & honoris.

Itaque noſtrorum progenitorum (qui ſedem & civitatem regalem Aquenſem, & ejus cives, ubi, ſicut ipſi fuerunt, nos ſumus ſuperior Advocatus, ab eo tempore, quòd ejus non exſtet memoria, ſedulò promoverunt, & conſervaverunt, & ſtudiosè defenſarunt) veſtigiis inhærentes.

Tam ob reverentiam ſacri Romani Imperii, quàm ratione ſuperioris Advocatiæ, quæ poſt Imperium fungimur apud eos; propter aſſiſtentiam nobis pactam, prædictam civitatem & ſedem regalem, & ejus incolas ſive cives conſervare, promovere & omnia eis ſtructuoſa facere ac impendere promittimus & tueri, & dum requirere duxerint, eis favorem, conſilium & auxilium, & aſſiſtentiam impartiri promittimus, & præſtare fidcliter & benignè.

Atque ad univerſa & ſingula ipſis civibus Aquenſibus bona fide ſervanda, noſtrum, qui in Ducatu legitimè ſucceſſerit, heredem obligamus in perpetuum.

Dantes de conſilio noſtrorum Conſiliariorum, pro nobis & prædicto herede noſtro eiſdem civibus Aquenſibus, qui nunc ſunt aut in futurum erunt, præſentes in perpetuum duraturas litteras, cum appenſione ſigilli noſtri, ad firmum robur & æternum teſtimonium, ſuper omnibus & ſingulis ſupradictis.

Datum in *Dalheim*, feria 4. poſt Paſcha, an. Dom. M. CC. LXXX.

CXLIV.

ANS de J. C. 1280. PROVENCE ET FORCALQUIER. *Decret de l'Empereur* RODOLPHE *qui aſſigne à* CHARLES *Roi de Sicile les Comtez de Provence & de Forcalquier. Donné à Vienne en Autriche, le* 28. *Mars.* 1280. G. G. Leibnitz, dans le Prodromus Codicis Diplomatici, pag. 20.

RODULPHUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, venerabilibus Archiepiſcopis, Epiſcopis, cæteriſque Comitatus & Marchionatus Provinciæ, ac Comitatus Forkalkier Eccleſiarum Prælatis, devotis ſuis prædilectis gratiam ſuam & omne bonum. In quibuſlibet noſtris actibus Eccleſiaſticis gratificari ſolicitis ſtudiis affectantes, earum diſpendia, quantum nobis ex alto permittitur, evitamus. Licet igitur Comitatum & Marchionatum Provinciæ (intendentes hæc duo nomina, ſcilicet Comitatum & Marchionatum eſſe ſynonyma, & unum non diverſa ſupponere) ac Comitatum Forkalker, cum omnibus juriſdictionibus, juribus & pertinentiis eorundem; ac omnia quæ infra Comitatus ipſius conſiſtentiam Romanorum Imperatores per eorum privilegia quondam Domino Raymundo Berengario Comiti & Marchioni Provinciæ ac Comiti Forkalker, ipſiuſque prædeceſſoribus donaverunt; per ſpeciale privilegium, confirmemus, concedamus, & de novo tam Domino Carolo Regi Siciliæ illuſtri ad vitam ſuam, ſi autem voluerit, quam heredibus Regis ejuſdem, qui proceſſerunt ex eodem Rege & claræ memoriæ Beatrice Regina Siciliæ conſorte ſua; & omnibus heredibus & ſucceſſoribus eorundem in feudum ſub conſuetis cenſu & ſervitiis, præſtandis in poſterum ab eiſdem Rege, hæredibus, & ſucceſſoribus, in perpetuum poſſidenda, donemus: & promittentes quod per nos, vel alium, ſeu alios nullam donationem, confirmationem, inveſtituram, conceſſionem, vel contractum, aut aliquid cum Domina Margareta Regina Francorum illuſtri, vel ejus Procuratoribus aut nuntiis, ſeu aliis quibuſcunque perſonis Eccleſiaſticis vel ſecularibus fecimus, per quæ hujuſmodi confirmatio, de novo donatis ſive conceſſis, aut aliquid, quod in eodem conceſſo dicto Regi ſuper iis privilegio continetur, habere non poſſit vel debeat firmitatem, vel per quæ confirmationi, donationi & conceſſioni prædictis, ac iis, quæ in dicto privilegio continentur, aliquod afferri poſſit vel debeat nocumentum, ſeu prædictorum confirmationis, donationis, conceſſionis & aliorum contentorum in privilegio ſupra dicto effectus aliquatenus impediri circa ea, quæ forſan extra Comitatus eoſdem pradicta donatio Imperatorum comprehenderet eorundem, nihil ad præſens penitus innovato; Declaraverimus, ordinaverimus, decreverimus, ſtatuerimus, ac expreſsè facturos, & curaturos nos ſpecialiter obligaverimus, quod per ea, quæ facta ſunt à nobis, prædictæ Reginæ Franciæ nullum omninò præjudicium fiat Regi & heredibus ac ſucceſſoribus ſupradictis, vel in jure præterito, quod eis in prædictis comitatibus competebat, ſeu competit, vel iis, quæ in confirmatione ac conceſſione prædictis continentur: Nihilominus tamen declaramus, ordinamus, decernimus atque ſtatuimus, quod per confirmationes, donationes & conceſſiones Comitatum eorundem Eccleſiis & perſonis Eccleſiaſticis illarum partium nullum omninò præjudicium generetur: cum intentionis noſtræ ſit earum jura non imminuere, ſed augere.

§. 2. De omnibus autem & ſingulis ſupradictis plenariam interpretationem & declarationem Romano Pontifici ad præſens, & in poſterum reſervantes, ejus interpretationem ſeu declarationem faciendam etiam ſimplici verbo nos ſervaturos ſpecialiter auctoritate præſentium obligamus, promittentes nihilominus prædicta omnia & ſingula, poſtquam imperiale diadema, dante Domino ſuſcepermus, renovare ad majorem & perpetuam firmitatem. Actum & Datum Viennæ v. Kal. Aprilis, iodictione VIII. Anno Domini M CC LXXX. Regni verò noſtri anno VII.

CXLV.

Tranſaction paſſée entre ROBERT *Duc de Bourgogne &* ROBERT *Comte de Nevers, à Paris, l'an* 1280. Etienne Perard Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 548. ANS de J. C. 1280. BOURGOGNE ET NEVERS.

PHILIPPUS Dei gratia *Rex Francorum*, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus, quod dilecti & fideles noſtri ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, ex una parte, & *Robertus Comes Nivernenſis*, ex altera, coram nobis conſtituti, recognoverunt conventum & ordinatum eſſe inter ipſos hoc modo; videlicet, quod loco aſſiſiæ mille librarum Turonenſium, quam dictus Dux tenetur facere Comiti prædicto & ejus liberis hæredibus Comitatus Nivernenſis, in tertia parte Eduæ, caſtro de Glave, & villa de Arné, & eorum pertinentiis, vel etiam in aliis, ſecundum tenorem ordinationis noſtræ ſuper hoc prolatæ, tenetur ſolvere vel ſolvi facere præfato Comiti vel ejus mandato, mille libras Turonenſes, Pariſius, apud templum quolibet anno, ad duos terminos, ſilicet medietatem ad feſtum Omnium Sanctorum, & aliam medietatem ad feſtum Aſcenſionis Domini, quandiu idem Comes tenebit baillium liberorum ſuorum prædictorum. Ita tamen, quod in optatione dictorum liberorum erit, cum ad ſufficientem ætatem venerint, prædictas mille libras Turonenſes

ANS de J. C. 1267.

nenſes percipere & habere jure hæreditario, & ſibi ac ſuis hæredibus in perpetuum retinere, loco aſſiſiæ ſupradictæ, vel ſi maluerint habere & retinere aſſiſiam prædictam, prout in ordinatione noſtra prædicta plenius continetur. Quas conventiones, dicti Dux & Comes tenere & ſervare in noſtra præſentia promiſerunt, & ad ipſas tenendas & ſervandas petierunt, ſi neceſſe fuerit ſe compelli. In cujus rei teſtimonium, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius die Jovis ante feſtum beatæ Mariæ Magdalenæ, anno Domini M. CC. LXXX.

CXLVI.

ANS de J. C. 1281.

SAVOYE ET POITIERS.

Traité de Ligue entre LOUIS DE SAVOYE, *&* AYMAR DE POITIERS *Comte de Valentinois, fait à Paris, Pll de Juillet* 1281. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 653.

NOVERINT univerſi; quòd nos LUDOVICUS DE SABAUDIA Miles, & AYMARUS DE PICTAVIA Comes Valentinenſis, promiſimus nobis adinuicem ſolemniter & tactis corporaliter ſacro-Sanctis Evangeliis, nos curaturos utilitatem & honorem unus alteri, in quibus poterimus, & damna unus alteri, & ſubjectorum pariter ditare & juvare, in placito & in guerra unus alteri, contra Dominum Aymarum de Roſſillione Archiepiſcopum Lugdunenſem & contra Dominum Amedeum de Roſſillon Epiſcopum Velentinenſem & Dienſem, & contrà Artandum Dominum Roſſillonis Viennenſis Dioceſis, & contra omnes de genere ipſorum deſcendentes, ſive Clerici fuerint, ſive laici. Et inſuper nos dictus Aymarus de Pictavia, promittimus & juramus ut ſupra, vobis dicto Domino Ludovico, nos curaturos & tentaturos in quantùm poterimus bonâ fide; Quòd Nobilis Joanna de Monteforti Comitiſſa Forenſis, dilectiſſima Conſanguinea noſtra, vobis matrimonialiter copuletur, ad hoc eandem & amicos noſtros & ſuos inducendo. Hoc acto & convento inter nos, dictum Ludovicum & dictum Aymarum, quòd ſi dictum Matrimonium effectum nullatenus ſortiatur, prædicta nullam obtineant firmitatem, & promiſſiones & juramenta per nos ſuperiùs facta, pro infectis penitus habeantur, ita quòd ex ipſis unus alteri nullatenus teneatur. Actum Pariſiis anno Domini M. CC. LXXXI. videlicet V. Idus Julii, his teſtibus Præſentibus. Domino Umberto de Loyreu; & Domino Raymundo Betrandi Militibus, in quorum teſtimonium Nos Ludovicus, & Aymarus de Pictavia ſupradicti, præſentibus Literis, ſigillum noſtrum, quilibet duximus apponendum.

CXLVII.

ANS de J. C. 1282.

SAVOYE ET AMBRONAI.

Traité d'Alliance & d'Aſſociation entre PHILIPPE *Comte de Savoye, &* JEAN DE LA BAULME *Abbé d'Ambronai; fait au mois d'Avril* 1282. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 87.

NOS PHILIPPUS *Comes Sabaudiæ*, & Nos JOANNES Dei gratia Abbas Ambroniaci, totiuſque loci ejuſdem conventus. Notum facimus univerſis præſentes Literas inſpecturis, quòd nos ſocietatem, conſederationem, & amicitiam facimus, in hunc modum; Videlicet quòd dictus Abbas, & conventus videntes nos, & Eccleſiam noſtram, homines noſtros, & bona noſtra, multis angustiis, & oppreſſionibus inimicorum, quòd non ſolum de exhæredatione, ſed etiam de totius gubernatione Monaſterii noſtri, & hominum noſtrorum quàm plurimùm timemus prout anguſtiæ ipſæ, & oppreſſiones evidentiſſimæ ſunt omnibus de terra noſtra, quas etiam oppreſſiones tamdiu ſuſtinuimus, & laboribus, & expenſis, quòd niſi Dei, vel alicujus Principis adiutorium habeamus, ipſum Monaſterium, bona noſtra, & homines noſtros in manibus inimicorum noſtrorum, deſerere nos oportet, abſque moræ diffugio totaliter devaſtanda, prout hæc omnia notoria ſunt, & evidentiſſimè manifeſta: Nos prædictus Abbas & Conventus ad *Illuſtrem Virum Philippum Comitem Sabaudiæ* tanquam ad chariſſimum, & ſingulare refugium recurrentes; qui quidem Dominus Comes, & Prædeceſſores ſui, tanquam fortis, & juſtus clypeus, pro defenſione Eccleſiarum in Terra ſua, & ſub protectione ſua exiſtentium, contra Eccleſiarum oppreſſores, ſemper laudabiliter pugnaverunt in tantum quòd ubique in terra Miniſtri Dei liberaliter Domino famulantur eidem Domino Comiti, & ejus Succeſſoribus, in ipſo Comitatu, pro nobis, & Succeſſoribus noſtris. Damus in feudum eo jure quo poſſumus meliori, ea quæ inferiùs ſubſequuntur, videlicet medietatem obventionum, prout partim conſueverunt percipere per nos dictum Abbatem, & prædeceſſores noſtros in mercatis, & nundinis Villæ noſtræ Ambroniaci. Item tertiam partem bannorum in Villa, & Parrochia Ambroniaci, ex delictis ibidem occurrentibus, & in bonis confiſcatis de conſuetudine, vel de jure, tertiam partem bonorum mobilium tantùm, & immobilia Eccleſiæ noſtræ remaneant, exceptis bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum. Item in quolibet foco extrà Villam unum bichetum avenæ, & unam gallinam, & quolibet animali arante, unum bichetum avenæ, annis ſingulis nuncio ſeu mandato ipſius Domini Comitis perſolvendum, & pro iis recolligendis, & exercendis, poſſit in dicta Villa dictus Dominus Comes aliquem ſuum nuncium habere, ita tamen quòd in bannis recuperandis, dictus nuncius ad aliquam violentiam, vel pignorationem faciendam, in Villa ſe non ingerat, donec Præpoſitus Abbatis per octo dies ante requiſitionem, banna clara, vel cognita, per nos dictum Abbatem, dicto nuncio præſente, vel venire volente, faciat ipſi nuncio plenariè reddi: ex tunc autem dictus nuncius ea recuperare poſſit, uſque ad partem ſuam. Quæ quidem banna, nos dictus Abbas, de conſenſu tamen dicti nuncii amarciare poſſimus, prout nobis videbitur faciendum, acto etiam quòd propriis famulis noſtrum Abbatis, & Clauſtri, nullam partem banni dictus nuncius exigere valeat, vel levare, & ſi aliqui rebelles exiſtant in ſolutione bannorum, nuncius dicti Domini Comitis, ſortem ubique faciat Præpoſitum noſtrum dicti Abbatis. Præterea concedimus, & volumus quòd dictus Comes, & ſui ad mandatum ipſius in guerris ſuis in Villa, ubique maximè in fortalitiis poſſint ſe liberè recepta-re, & moram trahere, cum expenſis tamen ipſorum, & guerram, & pacem facere prout eis videbitur faciendum. Item concedimus quod homines noſtri de dicta Villa, & Parrochia teneantur ire in calvacatam ipſius Domini Comitis, in toto vel in parte, nullo ſalvo remanente cum expenſis eorum per duos dies, ità quòd ſecunda die poſſint in dicta Villa pernoctare. Item concedimus quòd in calvacatis ipſius Domini Comitis debeat habere idem Dominus Comes de prædictis hominibus decem Baliſtrarios, & viginti Clientes ferro, & lanceis armatos ubique citra Montes per quindecim dies, ad expenſas dictorum hominum, & ex tunc ad expenſas dicti Domini Comitis, quos clientes nos dictus Abbas ipſi Domino Comiti vel mandato ſuo mittere teneamur; inſuper volumus quod homines noſtri modo prædicto juvent, & defendant Dominum Comitem, & ſucceſſores ſuos in dicto

ANS de J. C. 1282. Comitatu, excepto Romano Pontifice, & Domino Archiepiſcopo Lugdunenſi, rogantes, & requirentes ipſum Dominum Archiepiſcopum Lugdunenſem; ut prædicta omnia quæ pro maxima neceſſitate noſtra, & evidenti utilitate, & relevatione Monaſterii noſtri facimus, ſibi placeat acceptare, & ratificare, & authoritatem ſuam interponere, & decretum. Nos verò prædictus Philippus Comes Sabaudiæ, Deum habentes præ oculis, & manifeſtas injurias dicti Monaſterii, & oppreſſiones quantùm poterimus evitare volentes, & dictum Monaſterium in tranquilla quiete ponere cupientes, promittimus bona fide, & in verbo Veritatis eiſdem Domino Abbati, & Conventui pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris in ipſo Comitatu, ipſos, & bona ipſorum, & homines juvare, defendere, manutenere noſtris propriis expenſis, contrà omnes inimicos, & malefactores eorum, nec aliquid ab eis ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, vel Parrochia præter eorum voluntatem, niſi ea quæ ſuperiùs ſunt conceſſa, nec jura nobis ſuperius conceſſa, ab eis transferemus in alium præterquam ſucceſſorem noſtrum in dicto Comitatu, qui ſucceſſor noſter teneatur ſervare ad requiſitionem Domini Abbatis, qui pro tempore fuerit, conventiones ſupra dictas, & jurare eas penitùs obſervare, proùt ſuperius ſunt expreſſæ, & fidelitatem facere. Noſque dictus Abbas, & Conventus promittimus bona fide, & in verbo veritatis pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris, in dicto Monaſterio, univerſa, & ſingula ſupradicta inviolabiliter obſervare, in quorum omnium prædictorum robur, & teſtimonium *Nos Philippus Comes* prædictus, & Nos Abbas, & Conventus prædicti, ſigilla noſtra præſentibus Literis duximus apponenda; Et Nos verò Archiepiſcopus Lugdunenſis, prædictis ſupradictis omnibus, authoritatem noſtram interponimus, & decretum præſentibus, nihilominus ad preces Comitis, Abbatis, & Conventus prædictorum, nobis per patentes Literas Sigillis eorum ſigillatas, oblatas, ſigilli noſtri munimine roborantes; Et Nos Berlio Epiſcopus Bellicenſis ad preces, & requiſitionem prædictorum Domini Comitis, Abbatis, & Conventus, & Monaſterii antedicti, ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum in teſtimonium veritatis. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo octuageſimo ſecundo, menſe Aprilis.

CXLVIII.

ANS de J. C. 1282. Bourgogne et Sicile. *Homage prêté à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* CHARLES *Roi de Jeruſalem & de Sicile à cauſe du Comté de Nevers. Le* 18. *d'Avril* 1282. Etienne Perard. Recuëil de Ptéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 555.

NOs Karolus Dei gratia *Rex Jeruſalem & Siciliæ*, Ducatus *Apuliæ* & principatus *Capuæ*, almæ urbis Senator, Princeps *Achayæ*, *Andegaviæ*, *Provinciæ*, *Folquarii*, & *Tornodorenſis* Comes, & *Margareta* Jeruſalem & Siciliæ *Regina*, ejuſdem regis conſors, notum facimus univerſis, quod caſtra de Griſuel & de Cruſy, cum eorum caſtellaniis & pertinentiis, & cuſtodiæ de Ponteres ſita in Comitatu noſtro Tornodorenſi, ſunt de feodo Ducis Burgundiæ, & tam ipſa quam omnia alia quæ ſunt ad nos per excadentiam devoluta, & quod habemus & habere debemus in Ducatu Burgundiæ, ex ſucceſſione quondam *Hugonis Ducis Burgundiæ*, avi noſtri præfatæ reginæ, tenemus & recognoſcimus nos tenere in feudum, à magnifico viro Roberto Duce Burgundiæ, & regni Franciæ Camerario, chariſſimo nepote noſtro: & volumus & conſentimus, quod pro eo, quod idem Dux terminum nobis ad vitam noſtram de præſtando & faciendo homagio pro feudis prædictis liberaliter prorogavit, nullum ſibi & hæredibus ſuis præjudicium generetur. In cujus rei teſtimonium, præſentes Litteras eidem Duci traducimus ſigillorum noſtrorum appenſionibus terminatas. Datum *Neapoli* anno Domini milleſimo ducenteſimo octuageſimo ſecundo, die decima octava menſis Aprilis, decimæ Indictionis, regnorum noſtrorum Jeruſalem anno ſexto, Siciliæ ſeptimo decimo. ANS de J. C. 1282.

CXLIX.

Teſtament de THOMAS de SAVOYE, *Comte de Piémont, fait le* 14. *de Mai* 1282. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 100. ANS de J. C. 1282. Savoye.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno à Nativitate ipſius, milleſimo ducenteſimo octuageſimo ſecundo, indictione decima, die Jovis quatuordecima intrantis menſis Maii, coram me notario, & teſtibus infra ſcriptis. Ego Thomas de Sabaudia *primogenitus, meliùs recordationis Viri Domini Thomæ de Sabaudia Comitis*, per Dei gratiam compos, & ſanus mente, & in bona, & ſana memoria conſtitutus, aliqua tamen infirmitate gravatus, nolens decedere inteſtatus, per iſtud meum Teſtamentum ouncupativum, quod volo valere, & vires pleniſſimas obtinere jure Teſtamenti nuncupativi, vel jure ultimæ voluntatis factæ inter liberos, vel jure Codicillorum, vel alio jure quo licitum eſt Patrifamilias inter liberos ſuos diſponere, vel jure Canonico, vel Civili quo melius valere poteſt, de me, & bonis meis, rationibus, actionibus, & juribus mihi competentibus, & competituris, & generaliter de omnibus quæ jure ſucceſſionis, vel conſuetudine, aut alio quocumque modo futuris temporibus, ſi viverem, pervenire poſſent aliquatenus, vel deberent, diſpono, & ordino in hunc modum. In Primis eligo ſepulturam corporis in Monaſterio de Alta-Comba Ciſtercienſis ordinis, & ipſi Monaſterio dari jubeo tantum de bonis meis, de quo poſſit convenienter, & decenter fieri, & celebrari ſingulis annis anniverſarium meum, pro anima mea, & meorum remedio peccatorum. Item volo, & jubeo quod omnes clamores mei, & malè ablata, debita, & legata mea pacificentur, reddantur, & integrè perſolvantur, inter quæ facienda ſpecialiter nomino infra ſcripta videlicet, quia volo, & jubeo quod quidquid habui à Priore de Camera Maurianenſis diocelis, ratione cujuſdam conceſſionis, ſeu donationis reddituum Prioratus de Camera factæ Dominæ *Guiæ de Burgundia Conſorti meæ*, reddatur ipſi Priori ad voluntatem ſuam integraliter, & in pace. Item volo, & jubeo quòd ipſa Domina Guia quittet ſimpliciter, & abſoluat dictum Priorem de Camera, de quadam penſione xx. librarum Viennenſium, quam ipſe Prior ipſi Dominæ Guiæ, ratione dictæ donationis promiſit ſe annis ſingulis ſolutum. Item volo, & jubeo quod ſolvatur Petro Bonivardi de Camberiaco, de omnibus in quibus per literas, & cautiones inventum fuerit me ſibi teneri, & obligatum eſſe, & inſuper de omnibus aliis quæ ſibi debeo, de quibus ipſe Petrus non habet de me Litteras, vel etiam inſtrumenta, ſuper quibus volo quod credatur, & ſtetur ſimplici verbo ſuo, & ſuæ bonæ fidei. Item volo, & jubeo quòd jocalia dictæ Dominæ, quæ ego impignoravi, Lugduni penes Thomam de Varey, vel alibi de bonis meis redimantur, & recuperentur, & redempta reſtituantur ipſi Dominæ Guyæ libere, & ſine aliqua quæſtione. Item volo, & jubeo quod de offenſionibus, incendiis, & damnis quas, & quæ ego per me, ac meos injuſte intuli, feci, & dedi in Villa, & mandamento Virraci, & alibi ubicunque ratione guerræ quam habui, contrà

ANS de J. C. 1282.

contrà Viennenſem Dalfinum, vel alios quoſcunque, offenſas, & damna, paſſis fiat competens ſatisfactio, & emenda. Item volo, & jubeo quòd ſatisfaciat futuro Abbati Sancti Michaellis de pecuniis quam habui ab Abbate ipſius Monaſterii ultimo nunc defuncto pro eo quod ipſum Abbatem, & Monaſterium contra ſuos injuriatores, & homines defenſavi. Item volo, & jubeo quòd quidquid inventum fuerit me habuiſſe, & percepiſſe ultra ſortem tam citra quam ultra montes de bonis aliquarum perſonarum perceptis, de pignoriis, vel gageriis aliquibus quas tenuerim, illud reddatur, & reſtituatur pacificè illis perſonis de quibus illud habui, vel percepi. Item do, & lego cariſſimæ *Matri meæ Dominæ B. Comitiſſæ* ciphum meum de auro. Item do, & lego Domino Guichardo Rivorii militi familiari meo, Equum meum Ferrandum qui dicitur Bocta, & ipſi Domino Guichardo de equo quem amiſit juxtà Cuſellum, emendam jubeo fieri congruentem. Item do, & lego pro anima mea Templo, & Hoſpitali de ultrà Mare, in ſubſidium Terræ Sanctæ, alios duos deſtrerios meos bardos. Item lego pro anima mea, & uno anniverſario celebrando ſingulis annis, in Eccleſia Fratrum Minorum Camberiaci, ad opus, & auxilium unius Capellæ ibi conſtruendæ, centum libras Viennenſes annuatim. Et per hæredes meos dari jubeo centum ſolidos Viennenſes annuatim Fratribus Minoribus ejuſdem loci, & inſuper eidem Capellæ dari volo unum cabcem de argento, & pro uno alem decentis ornamenta. Item volo, & jubeo quòd Palafredi, Roncini, & Somarii mei, & omnia quæ pertinent ad meam gardarobam ubicumque ſint, & omnia vaſa mea argentea reddantur, & aſſignentur dictæ Dominæ Guyæ Conſorti meæ, ut ipſa ea diſtribuat pro anima mea, & de ciphis meis argenteis, faciat fieri calices, ad dandum pauperibus Eccleſiis, & cappellis prout ſibi dari, & ſecundum animæ meæ ſalutem ſibi viſum fuerit expedire, & in his ipſam Dominam Guyam executricem meam facio, & diſpono. Item volo, & jubeo quòd Frater Petrus de Lauſanna lector Fratrum Minorum Camberiaci, de bonis meis Eleemoſinas faciat, & diſponat pauperibus Eccleſiis, & Capellis prout ſibi dixi, & animæ meæ ſaluti videbitur expedire, & ad hoc ipſum Fratrem Petrum executorem meum facio, & relinquo. Item volo, & jubeo quod Caſtrum vetus, quod eſt prope Montemcalerium, & per me tenetur, reddatur ſimpliciter, & ſine aliqua exactione Epiſcopo Tauriennſi. Item do, & lego dictæ Dominæ Guyæ conſorti meæ pro illa pecunia quam recepi de dote ſua, Caſtrum meum Cantuani, cum ſuis juribus, & pertinentiis univerſis, perpetuò quamdiu vixerit habendum, tenendum, & pacificè poſſidendum, & ad hæredes meos, poſt ejus obitum revertatur. Item do, & lego ipſi Dominæ Guyæ, ex cauſa prædicta, Caſtra mea Combavianæ, & Villæ Franchæ, cum omnibus pertinentiis, & juribus ſuis, habenda, & tenenda quamdiu ipſa ſteterit, ſine conſortio, & copula maritali. Item Domino Guillermo de Rupecula militi familiari meo do, lego, & confirmo illas XXV. libras Viennenſes, quas de dono meo in Villa Francha conſuevit percipere annuatim, & præcipio Filiis meis prædictis, quòd quandò ipſi tenebunt terram citrà Montes dicto Domino Guillermo, dictas XXV. libras in terra aſſideant bono loco, prout fuerit faciendum. Item conſtituo, facio, & relinquo michi hæredem univerſalem in omnibus bonis meis, actionibus, & juribus quæ, & quas habere, & quæ poſſent, vel deberent ad me pervenire in Comitatu Sabaudiæ, & ejus pertinentiis, de conſuetudine ipſius Comitatus, vel de jure, ſeu alia ratione, & alibi ubicumque modo aliquo ſive forma *Philippum de Sabaudia Filium meum primogenitum*, & volo, & præcipio quòd dictus Philippus Filius meus, aliis *Filiis meis Petro, Thomæ, Amedeo, & Guillermo Fratribus ſuis*, ſecundum bonam conſuetudinem Comitatus Sabaudiæ, & bonos mores, ſive bonos uſus ipſius Comitatus hactenus obſervatos inter Fratres, æquiter provideat de bonis meis, ad ipſum Philippum Filium meum devenientibus, quocumque modo aliis Filiis meis ſuis fratribus provideat, pròut fuerit faciendum, & in illis bonis datis, & aſſignatis, per ipſum Philippum hæredem meum prædictis Filiis meis Fratribus ſuis dictos filios meos michi hæredes inſtituo, & volo, & jubeo dictos filios meos de dictis bonis eſſe contentos; ſi vero ſortè contingerit, occaſione alicujus altercationis, ſive diſcordiæ inter dictos Filios meos, dictam proviſionem, & inſtitutionem improbari, caſſari, annullari, ſeu nullam, vel in officioſam poſſe dici ex novo dictos Filios meos fratres dicti Philippi primogeniti, & hæredis mei univerſalis, & quemlibet ipſorum in ſua legitima, michi hæredes inſtituo; Et ſi forſan dictus Philippus, ſine liberis maſculis, & legitimis de ſuo corpore procreatis, decederet (quod abſit) volo, & jubeo quod Petrus Filius meus, vel ille de Filiis meis, qui ſuperſtes eſſet prior natu, poſt ipſum Philippum, ipſi Philippo ſuccedat in bonis, & juribus omnibus ſupradictis. Item facio, & relinquo Gubernatricem, & Tutricem dictorum Filiorum meorum, & bonorum ſuorum Dominam Guyam de Burgundia Matrem ſuam, & in dictis tutela, & gubernatione do, facio, & relinquo coadjutores ſibi cariſſimum conſanguineum meum R. Patrem Dominum Aymarum Archiepiſcopum Lugdunenſem, & Illuſtrem Virum Dominum Otthonem Comitem Burgundiæ dictæ Dominæ Guyæ germanum, & Conſiliarios ipſius Dominæ Guyæ, & Filiorum ſuorum prædictorum Do, facio, & relinquo Dominum Epiſcopum Bellicenſem, & Dominum Abbatem Secuſiæ. Et rogo teſtes hic præſentes, quòd teſtimonium ferant de mea præſenti ordinatione, meòque Teſtamento. Actum apud ſanctum Genuſium, in Domibus Prioratus, in camera quà jacebat dictus Dominus Thomas infirmus. Teſtes interfuerunt Petrus de Lauſanna, Lector Fratrum Minorum Camberiaci, Frater Petrus de Tarentaſia de Conventu ipſius loci, Dominus Guillermus de Rupetula miles, Humbertus de Saxtillo, & Petrus Bonivardi de Camberiaco, &c. Signé Siboni.

ANS de J. C. 1282.

C L.

Ceſſion du Duché de LIMBOURG *faite à* JEAN I. *Duc de Brabant, par* ADOLPHE *Comte de Mons, l'an* 1282. Aubert le Mire, Notitiæ Eccleſiarum Belgii, Cap. CCXV. pag. 632. & Diplomat. Belgic. Cap. LXXXVIII. pag. 190.

ANS de J. C. 1282. Brabant et Mons.

SERENISSIMO Domino ſuo RUDOLPHO, Dei gratia Romanorum Regi ſemper Auguſto, ADOLPHUS Comes de Monte, cum debitæ fidelitatis promptitudine, quidquid poteſt obſequii, reverentiæ & honoris.

Cùm nos Ducatum Limburgenſem, cum omnibus bonis, quæ felicis recordationis Dominus WALRAMUS Dux Limburgenſis, patruus noſter, nec non Domina ERMENOARDIS, filia ſua, olim Comitiſſa Geldriæ, tenebant, dùm viverent, ad nos, ex morte utriuſque, tamquam ad legitimum heredem, devolutum, donationis titulo, tranſtulerimus in Illuſtrem Principem Dominum JOANNEM Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ, Dominum noſtrum, ſimpliciter & de plano.

Dominationem pariter & magnificentiæ veſtræ Celſitudinem devotè requirimus, quatenus ipſi Domino Duci Ducatum ipſum, & bona ad ipſum Ducatum pertinentia, prout à vobis dependent, concedere digne-

ANS de J. C. 1282.

dignemini, cum ſolemnitatibus ad hujuſmodi conceſſionem debitis & conſuetis.

Datum anno milleſimo ducenteſimo octogeſimo ſecundo, feria quinta poſt Pentecoſten.

CLI.

ANS de J. C. 1283. BOURGOGNE ET NAVARRE.

Homage de JEANNE *heritiere de Navarre & de Champagne, &c. à* ROBERT *Duc de Bourgogne, fait à Paris au mois de Mars* 1283. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 555.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes Litteras ioſpecturis, ſalutem. Notum facimus, quòd cùm dilectus & fidelis noſter ROBERTUS *Dux Burgundiæ* receperit homagium ſibi debitum, in Palatio noſtro, à JOHANNA Illuſtri *filia* claræ memoriæ *Henrici* quondam *Regis Navarræ*, & Comitis Campaniæ & Briæ, hærede ipſius: nolumus quod eidem Duci, aut ejus hæredibus, ſeu etiam dictæ Johannæ fiat aliquod præjudicium in poſterum, quamvis homagium hujuſmodi fiat & fieri debeat io loco debito, ſeu etiam conſueto. Nolumus etiam, quod eidem Ducis, pro eo quod cognitionem interpoſuit ſuper dicto feodo in dicto Palatio, nobis volentibus, cum alias juriſdictiones non haberet, vel per alias quæ fecerit vel dixerit in prædictis, circa ſtatum vel jura patriæ ſeu hæreditatis ſuæ, vel alia, fiat ſibi vel hæredibus ſuis aliquod præjudicium in futurum. In cujus rei teſtimonium, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſiis anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo tertio, menſe Martio.

CLII.

ANS de J. C. 1283. BRABANT ET RIVIERE.

Traité entre JEAN I. *Duc de Brabant, & ſon frére* GODEFROI *Seigneur d'Arſchot & de Virſon, &* JEAN *Seigneur de Riviere, touchant le partage de la Terre d'Arſchot. Fait en* 1283. Aubert le Mire, Diplomatum Belgicorum. Lib. II. Cap. XCIII. pag. 406.

JOANNES Dei gratia Lotharingiæ & Brabantiæ Dux, & GODEFRIDUS ejus Frater, Dominus de Arſchot & de (*a*) Virſon, univerſis has Litteras viſuris & audituris ſalutem in omnium Salvatore.

Petivit à nobis dilectus fidelis noſter, JOANNES dictus de (*b*) RIVIERA, jus ſuum ſuper univerſis bonis &ſingulis, quæ tenens eſt & poſſidens infra allodium de Arſchot, à jure ooſtro ibidem dividi & diſtingui.

Et quoniam ſuper ipſo jure, inter nos & ipſum Joannem, aliquando diſſenſio exſtiterit, volentes eidem gratiam facere ſpecialem, & ut eò ampliùs ad noſtrum ſe promptiorem præbeat obſequium, per dilectos & fideles noſtros, Henricum de Lovanio, Dominum de Herſtallio, conſanguineum noſtrum cariſſimum, Walterum Volckart, Milites, Joannem de Huldeberge Clericum, terræ Brabantiæ reditauum Receptorem, Ægidium dictum Zuane, Villicum Thenenſem, Scabinos & Seniores Villarum de Arſchot, de Bethingeem & de Langdorp, dictum jus à jure noſtro diſtingui fecimus & ſeparari.

Ita quòd univerſos articulos & ſingulos, in hac charta ſubnotatos, eidem Joanni recognoſcimus eſſe veros. In primis ſiquidem recognoſcimus ipſum Joannem fore oriundum de Comitibus quondam de Arſchot, ac de fratre majore.

ANS de J. C. 1283.

Item ſi quiſquam ſuorum manſionariorum, commorans infra libertatem de Arſchot, in Berthingeem, in Langdorp, io Weerde, in Teſtele, in Ghielrode, io Villaer, Meſſelboeck, & in Uthcem, infra libertatem de Arſchot ab aliquo conveniatur ſeu arreſtetur, poterit ipſe Joannes ſuper hoc Scabinos de Arſchot monere, abſque noſtra vel alicujus alterius præſtatione.

Et poſitis petitione & reſponſione inter partes, ſi Scabini ſuper hoc non fuerint ſatis inſtructi, caput ſuum ſoper hoc petendo, dictus Joannes ipſos Scabinos ad caput ſuum ducere tenetur: & cùm redierint, ſententiam, ab ipſis Scabinis ſuper hoc prolatam, facere tenen, & emendam exinde levare ſolus.

Item ſi Scabini in placito, coram ipſo tractato, ab aliquo contradicantur, hoc ipſe Joannes judicare tenetur, & emendam exinde provenientem ſolus levare, uſque ad quadraginta quinque ſolidos.....

Item recognoſcimus piſcariam in Themera ſuam eſſe, de Werffoudre, ubi piſcaria Domini de Rotſelare finitur, uſque ad ſilvam quæ dicitur *Kelveren boſgelken*, quam Arnoldus de Staden tenens eſt. Item recognoſcimus venationem, piſcationem, & aucupium ſeu avium captionem, Teutonicè *Vogelen*, ubique ſupra bona ſua eſſe ſuas. Eo ſalvo, quòd cùm aliis ooſtris hominibus, aucupium de jure habentibus, inhibuerimus, ne cum retibus anates capiant, noſtrum teneat mandatum in præmiſſis....

Præterea libertatem opidi de Arſchot, quemadmodum conſcripta eſt, & ſigillis noſtrorum fidelium, vide licet Gerardi Domini de Rotſelare, Dapiferi Brabantiæ, ſtque Joannis de Arſchot, dicti de Pulchra curiâ, militum, nec non Joannis de Huldenberge, dicti noſtrorum redituum Receptoris, & Ægidii dicti Zuane, Villici, Thenenſis, ſigillatam confirmamus & approbamus, ac in perpetuum ratam obſervare promittimus & inconvulſam.

Et ut hæc univerſa & ſingula, quemadmodum hîc conſcripta ſunt, diviſa & ordinata, à nobis & noſtris ſucceſſoribus ſæpedicto Joanni & ſuis ſucceſſoribus perpetuò & inviolabiliter inconvulſa teneantur, nos eidem præſentem chartam ſigillis noſtris tradidimus communitam & ſigillatam. Ad majorem quoque omnium promiſſorum evidentiam & ſecuritatem, rogavimus dilectos noſtros & fideles, Henricum de Lovanio, Dominum de Harſtallio, conſanguineum noſtrum dilectum, Walterum Dominum de LIGNE, Walterum dictum Volkart, & Iwanum de Meldaert, milites ooſtros, ut huic chartæ ſigilla ſua, unà cum ſigillis noſtris, apponant & appendant. Et nos

Henricus de Lovanio, Dominus de Harſtallio.
Walterus Dominus de LIGNE.
Walterus Volkart.

Et Iwanus de Meldaert, milites prædicti, ad preces & inſtantiam dilectorum Dominorum noſtrorum prædictorum, ſigilla noſtra, unà cum eorum ſigillis, præſenti ſcripto duximus appendenda, ad majorem evidentiam præmiſſorum. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo tertio, in Nativitate B. Joannis Baptiſtæ.

(*a*) C'eſt une Ville du Berri, que les François appellent *Vierzon*, & qui eſt à huit lieües de Bourges, vers l'Occident d'été du côté de Tours, Godefroi fils de Henri III. Duc de Brabant & frére de Jean la poſſéda, à cauſe de ſa femme.

(*b*) C'eſt un vilage de Brabant, que les François nomment *Rivére*, dans le Païs de Liege prés de Saint Tron.

CLIII.

CLIII.

ANS de J. C. 1283. BOURGOGNE ET BEAUNE.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de* BEAUNE, *ſur leurs Privileges & droits de Commune, que ledit Duc leur confirme. Fait au mois de Décembre,* 1283. Etienne Perard. Recueil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 276.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Amen. Nos ROBERTUS Dux Burgundiæ, notum facimus univerſis præſentes litteras inſpecturis, vel audituris, quòd nos concedimus hominibus noſtris communiæ BELNÆ, ut de ducentis marchis argenti, in quibus ſingulis annis nobis Ducibus Burgundiæ tenentur, prout in carta communiæ Belnæ continetur, ipſi homines ſint liberi & immunes, & de dictis etiam ducentis marchis argenti ipſos homines liberamus, abſolvimus, & quittamus, in hunc modum. Quicumque ſit de de communia prædicta Belnæ, domicilium habens, morans homo noſter apud Belnam, habens aut habiturus quoquomodo in bonis valorem ſeu extimationem ſexcentarum librarum monetæ Turonenſis parvæ..... & plus, quantumcumque habeat, aut à quibuſcumque perſonis aquirat, ſolvet nobis, vel mandato noſtro, quolibet anno, duas marchas argenti tantùm, & non plus. Ille autem qui non habebit in bonis valorem ſeu extimationem ſexcentarum librarum Turonenſium monetæ prædictæ, deſcendendo de quibuslibet centum libris dictæ monetæ Turonenſis, ſolvet nobis, vel mandato noſtro, quolibet anno, viginti ſolidos dictæ monetæ Turonenſis, & non plus. Qui verò minùs habebit de centum libris dictæ monetæ, ſecundum minus deſcendendo, perſolvet ſecundum modum extimationis bonorum ſuorum. Ille verò qui habebit in bonis valorem ſeu extimationem decem librarum tantùm dictæ monetæ Turonenſis, vel minùs, ſi ſit perſona quæ poſſit ex artificio ſuo victum & veſtitum ſibi acquirere, ſolvet nobis, vel mandato noſtro, duodecim denarios dictæ monetæ Turonenſis, & non plus. Qui ſolvere vellet duas marchas argenti, jurare valorem ſeu extimationem rerum ſuarum vel bonorum ſuorum non compelletur, ſed qui duas marchas argenti ſolvere noluerit vel recuſaverit, valorem ſeu extimationem bonorum ſuorum jurabit in præſentia Majoris & Scabinorum communiæ Belnæ, & mandati noſtri, ſi velit mandatum noſtrum intereſſe. Si Major & Jurati intelligerint jurantem eſſe bonæ famæ, credent eidem juranti, ex ſuo ſimplici ſolo juramento, ſine alia omni inquiſitione vel probatione ſuper hoc facienda. Si verò ſiniſtra ſuſpicio habeatur de jurante, Major & Scabini inquirent per quinque de vicinis fide dignis, & propinquioribus hinc & inde ſuper hoc juratis, valorem ſeu extimationem bonorum ejuſdem cujus ſiniſtra ſuſpicio habetur: & ſi repererint per juramentum majoris partis dictorum vicinorum, illum cujus ſiniſtra ſuſpicio habetur, habere in bonis majorem valorem ſeu extimationem quàm juravent, de majori valore ſeu extimatione, ille qui juravent, cujus ſiniſtra ſuſpicio habetur, ſecundùm formam & modum ſupradictum, uſque ad dictas duas marchas ſolvet tantùm, abſque pœna vel emenda ſolvenda vel levanda. Quicumque motu propriæ voluntatis, mandato noſtro concordaverit, alias etiam quàm prædictum eſt ſatisfaciendo, volumus & concedimus eos eſſe quittos, & liberos, & immunes. Major & Scabini faciente præconizari poſt feſtum Omnium Sanctorum, quod quicumque ſit de communia Belnæ, domicilium habens, morans homo noſter apud Belnam, ſatisfaciat de marchis & pecunia prædictis in terminis ſtatutis, ſecundùm valorem & extimationem bonorum ſuorum, ad modum ſupradictum terminorum, quibus ſatisfaciet de marchis & pecunia prædictis. Primus erit in octavis feſti beati Andreæ Apoſtoli, in quo ſatisfiet de medietate; ſecundus terminus in quindena Paſchæ, in quo de alia medietate ſatisfiet. Major & Scabini, nollentes ſatisfacere de pecunia & marchis prædictis ſecundùm formam & modum prædictum, ad requiſitionem mandati noſtri, compellent ad ſatisfaciendum, per bonorum ſuorum, non corporum, captionem. Si ſint aliqui rebelles ad jurandum vel ad ſatisfaciendum, ut prædictum eſt, ſi mandatum noſtrum petat à Majore & Scabinis eos cogi ad jurandum vel ad ſatisfaciendum, & Major & Jurati dicant quod eos commodè cogere non poſſint, mandatum noſtrum petitum eos cogere ex iſta cauſa, abſque corporis captione. Ab illis autem qui de pecunia & marchis prædictis, juxta modum prædictum ſatisfecerint, vel ſatisfacere voluerint, neque nos, neque mandatum noſtrum poſſumus, neque Major, nec Scabini prædicti, poſſunt vel debent pro illis qui de marchis & pecunia prædictis ſatisfacere noluerint, aliquid petere, nec cogere pignorare, gaigiare, ad ſolvendum vel ſatisfaciendum pro illis qui ſatisfacere noluerint: tamen ipſi ſatisfacientes vel ſatisfacere volentes pro extimatione bonorum ſuorum, juxta modum prædictum, pro aliis ſatisfacere nonentibus minimè teneantur. Filios aut filias, conjugati ſint, aut non morantes cum patribus vel matribus, vel aliqua ipſorum, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus eſſe quittos, liberos, & immunes. Fratres, ſorores, nepotes, nepies, & cæteri deſcendentes, qui partiti non fuerint vel diviſi, pro una perſona reputabuntur, & ut una perſona duabus marchis argenti & pecunia prædictis ſatisfacient, juxta modum prædictum. Si verò prædictæ perſonæ partitæ & diviſæ fuerint, quanvis inſimul moram facient, tenentur ad ſolutionem marcharum & pecuniarum prædictarum, ſecundùm formam ſupradictam. Liberi, fratres, ſorores, nepotes, neptes, & cæteri deſcendentes, exiſtentes in Avoëria, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis erunt quitti, & quittè liberi, & liberè immunes, donec ſint majores annis, ſecundùm patriæ conſuetudinem. *Guidonem Balduini Dominum Cherreu*, & ſemper unum ex hæredibus ſuis & hæredum ſuorum perpetuò deſcendentem, pro una marcha argenti, quolibet anno nobis vel mandato noſtro ſolvenda. & *Girardum Flaubart* pro nichilo ſolvendo. & ſuos hæredes perpetuò. *Parſetum Beleran*, quandiu vivet, pro nichilo ſolvendo. Relictam magiſtri *Jocobi Apothecarii*, quandiu vivet, ſolummodo pro quinque ſolidis, quolibet anno, per curſum vitæ ſuæ perſolvendum. Et *Remigium Revendatorem*, quandiu vivet ſolummodo, pro nichilo ſolvendo. Pro carreris Belnæ refurandis, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus eſſe liberos & immunes. Pignora vel gaigia quæ Major & Scabini Belnæ capient, ſeu capi facient ab illis qui de duabus marchis argenti vel de pecunia prædictis non ſatisfecerint, poſtquam mandato noſtro tradita fuerint, per octo dies continuos ſervabuntur, antequam vendantur. Dolia & cupæ in extimationem bonorum computabuntur, & omnia utenſilia hoſpitii, quæcumque ſint, & veſtes conſutæ, in valore ſeu extimatione bonorum non computabuntur, neque reputabuntur. Veſtes emptæ ut revendentur, & utenſilia hoſpitiorum, quæ habentur ad opus hoſpitum ſuſcipiendorum, in valore ſeu extimatione bonorum reputabuntur & computabuntur. Quicumque ſit Major communiæ Belnæ, in anno ſeu annis ſui regiminis ipſum à duabus marchis argenti & pecunia prædictis quittamus, volumus & concedimus eſſe exceptum, liberum & immunem. Nos, vel Dux Burgundiæ, vel quicumque ſucceſſor, noſtri ſeu alii cauſam habentes, per nos vel per alium petere non poterimus ab hominibus communiæ Belnæ prædictas ducentas marchas

ANS de J. C. 1283.

ANS de J. C. 1283. marchas argenti, quæ per conventiones prædictas duarum marcharum argenti & pecuniæ prædictarum per extimationem bonorum juxta modum prædictum quittæ sint & remissæ, & contenta in prædictis conventionibus ex eadem causa debentur, ex qua prædictæ ducentæ marchæ debentur. Homines communiæ Belnæ huc existentes de communia, seu recedentes à communia, & de communia non existentes, volumus & concedimus à satisfactione & aprobatione satisfactionis super duabus marchis argenti & pecunia prædictis esse quittos, liberos & immunes, nisi de anno ultimo in quo ab eis satisfactionis probatum exigetur. Homines communiæ Belnæ recedentes à Belna, ubicumque se transferant vel morentur, tenebunt & habebunt bona sua omnia & singula, ubicumque sint sita, & de dictis bonis suis omnibus suam poterunt facere plenariam voluntatem, tam liberè quàm ante conventiones quæ nostris litteris continentur, & ante confectionem præsentium litterarum ea tenere poterunt vel debebunt; ita quod per hoc juri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nichil conqueratur, præter id quod suprà est expressum de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis; pro quibus secundùm modum prædictum ducentæ marchæ quæ nobis ante præsentis litteræ confectionem ab hominibus nostris Belnensibus debebantur, remissæ sunt & quittatæ. Si quid juris, rationis vel actionis sit acquisitum prædictis hominibus, ex facto nostro vel prædecessorum nostrorum, vel aliquis ipsorum, vel aliqua alia ratione qualitercumque, secundùm tenorem instrumentorum suorum litterarumque suarum, aut alias, volumus & concedimus eisdem hominibus esse salvum, litteris præsentibus nonobstantibus & conventionibus prænotatis. Major & Scabini communiæ Belnæ, pro negotiis dictæ communiæ villæ Belnæ poterunt imponere aut inducere hominibus prædictis communiæ villæ Belnæ, & levare à dictis hominibus quantamcumque summam pecuniæ voluerint, & quamcumque viderint expedire; & si ad jactus dictorum negotiorum dictæ communiæ villæ Belnæ faciendos mandatum nostrum interesse voluerint, intererit in hoc socius, tanquam unum de Scabinis villæ Belnæ, & jurabit super sancta Dei Evangelia, quòd in dictis jactibus dictarum missionum faciendis bene & fideliter se habebit. Et sciendum est, quod virtute hujusmodi litteræ, vel eorum qui in præsenti littera continentur, super homines prædictos vel super bona sua, sive ratione possessionis, sive proprietatis vel receptionis pecuniæ, aut marcharum prædictarum, exigere non possumus, nec dicti homines super nos, nec reclamare plus juris aut rationis quàm poteramus & debebamus ante præsentem litteræ confectionem, vel perfectionem eorum quæ in præsenti littera continentur; omnibus tamen punctis & articulis præsentis litteræ durantibus in sui roboris firmitate. Promittimus insuper, pro nobis & nostris hæredibus & successoribus nostris, & causam à nobis habentibus, per stipulationem legitimam & solemnem, & per juramentum nostrum super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, omnia privilegia & omnes libertates generaliter aut specialiter, à prædecessoribus nostris, aut à nobis, vel à quibuscumque, dictis hominibus concessis, & concessa inviolabiter observare. Volumus quod usus & consuetudines rationabiles prædictæ communiæ, ac hominum prædictorum, nullo modo refringi per ea quæ in præsenti littera continentur; ita quod per hoc juri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nichil novi quæratur, præter id quod super est expressum, quod de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis, pro quibus, secundùm modum prædictum, ducentæ marchæ, quæ nobis ante confectionem præsentis litteræ ab hominibus nostris Belnæ debebantur, remissæ scilicet & quittatæ. Obligantes nos, & nostros hæredes, & successores, & causam à nobis habentes, per nostrum jam præstitum juramentum, ad omnia singula supradicta, ac si specialiter essent innumerata proposita, & ita firmiter tenenda, & in perpetuum inviolabiliter observanda, & in nullo contravenire promittimus, per nos vel per alium, ut nunc contravenire volenti in aliquo consentire verbo, signo, vel facto, seu consensu, tacitè, vel expresè, aut modo alio qualicumque vel quocumque. Volentes & concedentes, quod si aliqua contrarietas, repugnantia, dubietas, oscuritas, aut duplicitas inveniatur aut reperiatur, quocumque modo & quocumque tempore, in privilegiis, instrumentis, litteris, & cartis dictæ communiæ Belnæ, ex qua in dictis privilegiis, instrumentis, litteris & cartis, sive antica vel nova sunt, & continentur & exponentur, secundùm quod melius & utilius poterunt intelligi, rationabiliter ad utilitatem dictæ communiæ & hominum prædictorum, ac exponi. Renuntiamus siquidem in hoc facto, ex certa scientia, per juramentum prædictum, exceptioni doli mali, læsionis, vel deceptionis. In factum, omnium actionum..... nobis & nostris hæredibus sive successoribus vel à nobis causam habentibus, quantum ad revocandum prædicta vel aliquid de prædictis competenti vel in futurum competitur, implorantes Judicis officii & Prælati constitutioni præsenti utroque, & omni auxilio totius juris canonici & civilis, & omnibus exceptionibus, juribus, rationibus, allegationibus, deffensionibus totius juris & facti, & aliis quibuscumque, quæ contra præsens instrumentum vel factum possent obiici vel opponi, & juridicenti generalem renuntiationem non valere. In quorum omnium testimonium & munimen perpetuum, litteris istis sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, *Philippo* Rege Francorum nunc regnante.

ANS de J. C. 1283.

IN nomine Domini, Amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, nos *Hugo de Pomaro*, Major, *Guido Jonis*, *Guido Bauduini* juvenis, *Hugo Scabitor*, *Perrallus Inglote*, *Renaudus Percherii*, *Johannes Scabellam*, Scabini & communia Belnæ, notum facimus omnibus præsentes litteras inspecturis vel audituris, quòd cùm Dominus noster carissimus *Robertus* Dux Burgundiæ, ex sua mera & liberali gratia nobis concessent, quod de ducentis marchis argenti, in quibus singulis annis tenebamur, ipsi Domino Duci Burgundiæ, prout in carta continetur, & nostri successores perpetuò sumus quitti, liberi & immunes in hunc modum, quod quicumque sit de communia Belnæ, domicilium habens, morans homo dicti Domini Ducis apud Belnam, habitans aut habitaturus quoquomodo, in bonis valorem seu extimationem sexcentarum librarum Turonensium monetæ parvæ, vel plus, quantumcumque habeat, aut à quibuscumque personis acquirat, solvet ipsi Domino Duci, vel mandato suo, duas marchas argenti tantùm, & non plus: Et ille qui non habebit valorem seu extimationem sexcentarum librarum Turonensium monetæ paruæ, descendendo de quolibet centum dictæ monetæ Turonensis, solvet sibi, vel mandato suo, quolibet anno, viginti solidos dictæ monetæ Turonensis, & non plus. Si verò minùs de centum libris Turonensibus descendendo minùs solvet, secundùm modum quod in quadam littera quæ à dicto Domino Duce habemus, plenius continetur. Nos videntes nostram communiam ex pluribus & arduis debitis honoratam, quæ, prout debentur ad præsens, non possumus sine maximo damno dictæ communiæ persolvi neque reddi, unanimiter & concorditer agimus & tractamus cum Domino Duce prædicto, in hunc modum. Quod dictus Dominus Dux tenetur solvere pro nobis *Petro Nivon* Burgensi Chinii nonagintas & sexaginta libras Turonen-

ANS de J. C. 1284. Turonenſes, & *Danieli Yſnardi* civi Aſtenſi occies viginti & treſdecim libras Turonenſes, per terminos ſupra hoc ſtatutos & præfiſſos, & quandiu vivet Magiſter *Johannes de Lugduno*, Clericus ipſius Domini Ducis, eidem Magiſtro Johanni, quandiu idem Magiſter Johannes vixerit, ſingulia annis centum libras Turonenſes, & nos & noſtros hæredes de eiſdem acquittare & indemnis modis omnibus obſervare. Nos eidem Domino Duci concedimus, ratione dictæ gratiæ, & debitorum quorum perſolvet ſupradicta, quod iſtud abonimentum uſque ad annos ſeptem proximos & continuè venturos, qui incipient in octavis teſti beati Andreæ Apoſtoli, qui erit anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quarto, dicto Domino Duci duplicetur, & duplum eidem perſolvatur ab omnibus ſuis morantibus apud Belnam, ſalvo nobis & ſupervenientibus in villa Belnæ, quod ſupervenientes de duplo iſtius abonamenti nichil ſolvent, imò ſint quitti & liberi pro ſimplici perſolvendo, videlicet pro quolibet centum libris Turonenſibus, pro viginti ſolidis Turonenſibus, & de plus aſcendendo uſque ad duas marchas quæ non poſſunt excedi, & diminuendo de minori numero minùs, ſecundùm quod in carta quam habemus à Domino Duce ſupradicta, continetur. Exceptis illis qui convenerunt nobiſcum de relicta ſolvenda, & illis cum quibus tenerimus de nichil ſolvendo, qui ſuper abonamento iſto ſe tranſibuot ſecundùm quod in litteris quas à dicto Domino Duce habemus, continetur, & ſalvo nobis & noſtris ſucceſſoribus & hæredibus, quod dictis ſeptem annis elapſis quòd nos & noſtri hæredes & ſucceſſores, de dicto duplo perpetuò ſumus quitti, liberi penitus, & immunes, & quod præſens inſtrumentum, nobis, neque ſucceſſoribus noſtris non poſſit præjudicium generare, & quòd propter hoc inſtrumentum, Dominus Dux, neque ſui hæredes ſive cauſam ab ipſo habentes, ſuper nos neque ſuper noſtros hæredes, neque ſucceſſores noſtros, ſuper bona noſtra aliquid juris ſive proprietatis, poſſeſſionis, aut ſaiſinæ, ſive receptionis marcharum & pecuniæ prædictarum, non poſſint reclamare, & quòd omnes aliæ litteræ noſtræ, libertates, & franchiſiæ, in ſui roboris perpetua permaneant firmitate. In quorum omnium teſtimonium & munimen litteris iſtis ſigillum dictæ communiæ duximus apponendum. Datum anno & menſe prædictis.

CLIV.

ANS de J. C. 1284. BOURGOGNE ET DAUPHINÉ.

Inveſtiture du Dauſiné, faite par RODOLPHE *Empereur à* Clement *en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, le 4. de Février*, 1284. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 557. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 80.

RODOLPHUS Dei gratia *Romanorum* Rex ſemper Auguſtus, univerſis ſacri Romani Imperii fidelibus præſentes litteras inſpecturis, gratiam ſuam, & omne bonum. Non immerito Regalis Majeſtatis munificentia iis quos ſanguinis præfert claritas, quos virtutum candor illuſtrat eximius, quoſque laudabilis claræ fidei commendat conſtancia, perviam & munificam ſe offert & exhibet promotiorem. Sanè, illuſtris ROBERTUS *Burgundiæ Dux*, tam ſincera immarceſſibilis fidei conſtancia erga nos ſacrumque Romanorum claret Imperium, quod providè dignum cenſemus & rationi conſonum judicamus, ut ei aliqualis munificentiæ beneficia Regalis munificentia, largius offerat & impendat. Maximè, cum, ut certius credimus, imo ſcimus, non ſolum ex hujuſmodi obligationis beneficio ipſius Ducis utilitas, verum etiam noſter & Imperii honor & gloria fructuoſius inſtauretur. Quod attendentes providè, diſcreteque perpendentes, ipſum Ducem de omni jure, ſeu juribus omnibus tam nobis & Imperio, quam etiam ipſi Duci competentibus, vel quæ videntur aut dicuntur competere in *Talſinatu*, ex morte quondam *Johannis Talſini*, autoritate Regia infeodamus, & de eis ipſum tenore præſentium feodali titulo ſolemniter inveſtimus; ſalvo tamen jure ſpectabilis Dominæ, *Beatricis Talſinæ*, filiæ quondam *Comitis Petri Sabaudiæ* competenti in eodem Delfinatu; cui per conceſſionem ſeu infeodationem præmiſſam in nullo penitus volumus derogare. In cujus rei teſtimonium, præſens ſcriptum ex inde conſcribi & Majeſtatis noſtræ ſigillo fecimus communiri. Datum apud Romaricum Montem, priòie Nonas Februarii, Indictione duodecima, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quarto, regni noſtri anno undecimo.

ANS de J. C. 1284.

CLV.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne, &* HUMBERT DE LA TOUR *Dauphin de Vienne touchant le Dauphiné, fait à Paris, l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 558.

ANS de J. C. 1285. BOURGOGNE ET DAUPHINÉ.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum* Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus, quòd virtute compromiſſi à dilecto & fideli noſtro ROBERTO *Duce Burgundiæ*, & HUMBERTO Domino DE TURRE, nunc *Dalphino Vienenſi*, ſuper Dalphinatu Vienenſi in nos facti, pronunciando diximus, quod idem Dominus de Turre ſolvat eidem Duci, vel ejus certo mandato, apud Lugdunum, viginti millia librarum Turonenſium, terminis qui ſequuntur; videlicet in inſtanti feſto Purificationis beatæ Mariæ quinque millia librarum Turonenſium, & ſic in eodem feſto ſingulis annis ſequentibus, quinque millia Turonenſium, donec tota ſumma viginti librarum Turonenſium prædictarum completa fuerit & perſolura. Dictus verò Dominus de Turre, voluit & expreſsè conſenſit coram nobis, quod nos ad præmiſſa compellamus eundem. In cujus rei teſtimonium, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius die Sabbati ante feſtum beati Mathæi Apoſtoli, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quinto.

CLVI.

Donation de l'hommage & de la Mouvance de TREFFORT, *de* MARLOUX, *& du Pays de* REVERMONT, *faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* OTHES *Comte de Bourgogne, l'an* 1285. Etienne Perard, Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 558.

ANS de J. C. 1285. BOURGOGNE DUCHE ET COMTÉ.

NOS OTHES *Cuens Palazins de Borgoigne*, ſires de Salins, faiſons ſavoir à touz cels qui verront & orront ceſtes lettres, que nos, por la grant amour que nos avons à noble homes noſtre chier coſin & ſeignor ROBERT *Duc de Borgoigne*, nos donons audit Robert, por luy & por ſes hoirs, & por ſes ſucceſſeurs à toujours mais, les fiez des Chaſteaux de TREFFORT & de MARLOOX, & de lour appartenances touttes, & de tout ce eſpecialment que noble homs *Humbers* ſires *de la Tour* ſouloit tenir, & devoit tenir de nos, & de nos

ANS de J. C. 1285.

devanciers, cay tout le (a) *Revermont*, ſans rien retenir à nos, ne és nos, au fié des devantdites choſes; ains volons & ottroions, que des ores en avant toutes leſdites choſes, & lour appartenances ſoient dou franc alluef doudit Due noſtre chier ſeignor & couſin, & des ſuens, por le teſmoignage de ceſtes noſtres lettres ſeellées de noſtre ſeaul, faite & donnée à Carcaſſone, le Mecredy vcille de ſeſte ſaint Lue Evangeliſte, en l'an de grace 1285.

(a) Depuis le Duc Robert donna le Revermont au Comte de Savoye, en échange de Cuſery, de Sagy, & de Savigny.

CLVII.

ANS de J. C. 1285.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Donation faite à ROBERT *Duc de Bourgogne par* PHILIPPE III. *Roi de France ſurnommé* le Hardi, *de tout ce qu'il a en la Ville de Coches, des fiefs des Châteaux de Maulain, de Courtenais, &c. Faite à Narbonne, l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 558.

PHILIPPE par la grace de Deu *Rois de Franc*e, à tous ces qui verront & orront ces preſentes lettres, ſalut, nous feſons ſavoir, que en acreſſance dou fié que noble homs noſtres amez & feaux ROBERS *Dux de Burgoigne* tient de nos, li donons & outroions por luy & por ſes hers, & por ſes ſucceſſours à touſiours mais, les choſes cy apres contenuës. C'eſt aſavoir tout quanques nos povons havoir & devons, por quelque raiſon que ee ſoit en noſtre ville de Coches, & és apparteonces, & toute ſeignorie aute & baſſe. eſpecialment la garde dou Prioré de ladite ville de Coches, & des mambres, & des appartenances, & des perſones demoranz en ices leux. Item la garde de l'Abboye de ſaint Pierre de Chalon, & des mambres, & des appartenances, & des perſones demorans en ices leux. Item les fiez des Chaſteaux de Maulain, de Cortenais, & de la maiſon fort de Cernale, & des appartenances de ces leux, ou tous les droiz & proffiz que nos haviens, ou poions havoir par quelque raiſon que ce fut eſdites choſes, ſanz riens retenir à nos ne à nos ſucceſſours, fors que noſtre fié doudit Duc, & des ſuens apres luy, & noſtre reſort, ſe li cas y harrivoit. Et deſdites choſes nos avons reveſtu ledit Due en la maniere deſuſdite: por quoy nos mandons & commandons par ceſtes noſdites lettres, à Religious perſones Abbé, & le Covant de ſaint Pierre de Chalon, & au Prior de Coches, por aux, & por lor mambres, & por les appartenances, & à tous noſdits Borgeois, & noſdits homes de Coches, que il entrent en l'obeïſſance, & ou ſervice doudit Duc, & des ſuens apres luy en toures choſes, ſi com il eſtoient tenus à nos, & commandons auxi és ſoigneurs de *Maulin*, de *Courtenais*, & de *Cernale*, que il entrent en la ſay, & en l'ommaige doudit Duc, & des ſuens apres un des fiez deſuſdits, enſinc com il en eſtoient en la noſtre fay, & de la fay, & de l'obeïſſance, de la garde, & dou ſervice dont il eſtoient tenuz à nos por raiſon deſdites choſes, nos, por nos, & por noſdits hers, & por nos ſucceſſours, les quittons, aſſollons, ſauvé noſtre reaul ſouveraineté, & l'autruy droit en toutes choſes. Et porce que, quant nos receuſimes le gouvernement dou Reaume de France, nos n'aviens encor point de ſeel novel, nos havons ceſtes lettres fait ſeeler de noſtre ſeel duquel nos uſſions avant, & promettons audit Due, que quan nos haurons noſtre autre ſeel dou Reaume de France, nos l'en ſerons ſeeler noſdittes lettres de ceſt don, faites en la maniere deſuſdit. Ce fut fait & doné à Narbone, le Mardy ior de ſeſte ſaint Denys, l'an de grace 1285.

CLVIII.

ANS de J. C. 1285.

SAVOYE ET AMBRONAY.

Traité d'Aſſociation entre AME' V. *Comte de Savoye, &* JEAN de la BAULME *Abbé d'Ambronai, par lequel le Comte prend l'Abbé & ſon Monaſtére ſous ſa protection, moyenant quelque part que ce Prelat lui donne aux revenus de ſon Abbaye. Fait au mois de Novembre* 1285. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 132.

IN nomine Domini Amen; Quoniam ea quæ non duratura ſunt propter labilem hominum memoriam, ſcripturæ ſolent, & memoriæ commendari. Idcircò nos AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, & nos JOANNES Dei gratia humilis Abbas Ambroniaci Lugdunenſis Dioceſis, totiuſque ejuſdem loci Conventus. Notum facimus univerſis præſentes Literas inſpecturis, quòd nos Comes volentes ſequi proviribus voluntatem, & veſtigia inclytæ recordationis Domini *Philippi quondam Comitis Sabaudiæ, Patrui*, & prædeceſſoris noſtri, intendenteſque ad defenſionem Sanctæ Eccleſiæ toto poſſe. Et nos dicti Abbas, & Conventus conſiderantes evidentem utilitatem Eccleſiæ noſtræ prædictæ, & videntes nos, & Eccleſiam noſtram prædictam, hominesque noſtros, & jura, ac bona noſtra, multis anguſtiis, & oppreſſionibus malignorum inimicorum opprimi; itaque non ſolum de deterioratione, ſed etiam de totius Monaſterii noſtri, & hominum noſtrorum ſubventione invenimus quòd plurimum, nec eſt mirum prout ipſæ anguſtiæ, & oppreſſiones evidentiſſimæ, & notoriæ omnibus de terra noſtra, & de Vicinio noſtro eminentes evidenter, quas quidem oppreſſiones, & anguſtias, tamdiu ſuſtinuimus laboribus, & expenſis, quòd niſi ad Dei auxilia alicujus Potentis adjutorium habeamus, qui nos poſſit à prædictis oppreſſionibus defendere, ipſum Monaſterium bonaque noſtra, & homines noſtros in manibus inimicorum noſtrorum, nos oportet deſerere totaliter devaſtanda, prout hæc omnia notoria ſunt omnibus, & evidentiſſimè manifeſta. Ideo nos dictus Comes, & Abbas, & Conventus, ſocietatem, conſederationem, & amicitiam ſpecialem facimus, inter nos inimus, & corroboramus, renovamus, & confirmamus per modum qui ſequitur inſrà ſcriptum: In primis nos dicti Abbas, & Conventus attendentes quod nullum habemus vicinum potentiorem, ad quem poſſimus habere tutum refugium, nec per quem nos, & Domus noſtra, ſeu Abbatia noſtra defendi valeat ab inſultibus malignorum, niſi per Dominum Comitem ſupradictum, propter hoc conſideratâ utilitate dicti Monaſterii noſtri, ut dictum eſt, ad ipſum Illuſtrem Dominum, & Comitem Sabaudiæ, tanquam ad tutiſſimum, & ſingulare refugium recurrentes. Qui quidem Comes, & progenitores ſui, tanquam juſtus Clypeus pro defenſione Eccleſiarum in terra ſua ſub protectione ſua exiſtentium contra Eccleſiarum ipſarum oppreſſores laudabiliter pugnaverunt, in tantum quòd ubique in terra ſua Miniſtri Dei laudabiliter Domino famulantur, & attendentes inſuper quod ea de quibus dicto Domino Comiti intendimus facere gratiam, prout continetur inferius, erant nobis inutilia, nobiſque fuerant aperta, & eſcheuta à quodam qui eadem à nobis tenebat in feudum, qui apertas felonias, & injurias manifeſtas contra nos, & Eccleſiam noſtram committere non expavit, & ad ultimum dictum feudum refutavit fidelitatem debitam, nolendo indè facere, licet ſuper hoc fuerit pluries requiſitus, & quod fortius eſt, ipſum feudum nobis expreſſè quittavit coram pluribus fide dignis.

Nos dictus Abbas, & Conventus conſideratâ evidenti

ANS de J. C. 1285.

denti utilitate Monaſterii noſtri dictum feudum in meliori, & potentiori perſona renovantes pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris damus, & concedimus in feudum ex jure quo poſſumus meliori, prædicto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, & ejus in ipſo Comitatu dumtaxat ſucceſſoribus ea quæ inferius ſequuntur, Videlicet medietatem obventionum prout percipi conſueverunt, per nos dictum Abbatem, & prædeceſſores noſtros in mercatis, & nundinis Villæ noſtræ Ambroniaci.

Item etiam partem bannorum in Villa, & Parrochia Ambroniaci ex delictis ibidem occurrentibus, exceptis bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum Villæ, & Parrochiæ prædictæ, quæ nobis dicto Abbati, & Conventui totaliter retinemus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti, & ejus ſucceſſoribus ut prædictum eſt, in feudum, in bonis confiſcandis, & confiſcatis in dicta Villa, & Parrochia quæ confiſcabuntur de jure, vel de conſuetudine, tertiam partem bonorum mobilium, & immobilium Eccleſiæ noſtræ reſervamus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti in feudum ut prædictum eſt in quolibet foco, qui eſt ad præſens, vel fiet in futurum, in Parrochia Ambroniaci, & extra clauſuras Villæ Ambroniaci, unum bichetum avenæ, & unam gallinam, & in quolibet animali arante unum bichetum avenæ ſingulis annis nuncio, ſeu mandato ipſius Domini Comitis perſolvendum, & quod pro his recolligendis, & exhibendis poſſit in dicta Villa dictus Dominus Comes habere aliquem ſuum nuncium ſpecialem: Ita tamen quòd in bannis recuperandis dictus nuncius ad aliquam violentiam, vel pignorationem faciendam in Villa ſe non ingerat, ſeu Parrochia, donec Præpoſitus Abbatis per octo dies ante requiſitus banna clara cognita per nos dictum Abbatem, vel mandatum noſtrum, & dicto nuncio præſente, vel venire nolente faciat ipſi nuncio plene reddi, & tunc antedictus nuncius dicti Comitis ea recuperare poſſit uſque ad partem ſuam, quæ quidem banna nos dictus Abbas de conſenſu tamen dicti nuncii amarciare poſſimus, prout nobis videbitur faciendum, acto etiam inter nos, & dictum Comitem, quod in propria familia ſeu familia noſtri Abbatis, & Monachorum noſtrorum, nullam partem bannorum committendorum per eoſdem famulos ſeu familiam, vel aliquam eorumdem dictus Dominus Comes, vel ejus nuncius, nullam partem habeat, nec petere, vel exigere valeat, vel levare, & quòd ſi aliquis rebellis exiſteret in ſolutione bannorum prædictorum, quòd nuncius prædictus Domini Comitis prædictum Præpoſitum ipſorum Abbatis, & Conventus ubique fortem faciat, ad recuperandum banna ſuperius nunciata.

Præterea volumus, & ipſi Domino Comiti damus in feudum ut prædictum eſt, ſcilicet quòd dictus Dominus Comes, & ſui in dicto Comitatu ſucceſſores, ad mandatum ipſius Domini Comitis in guerris ſuis in Villa Ambroniaci ubique, & maximè in fortalitiis poſſint libere pernoctare, & ſe, & ſuos receptare, & moram trahere, ad expenſas tamen ipſorum, & guerram, & pacem inde facere prout ſibi videbitur faciendum.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut ſuprà quòd homines noſtri de Villa noſtra, & de Parrochia noſtra Ambroniacenſi, teneantur ire in calvacatam ipſius Domini Comitis, in toto vel in parte, ipſi Villa competenter munita remanente, ad expenſas ipſorum de Villa per duos dies, ita quòd ſecunda die poſſint in Villa Ambroniaci pernoctare.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut ſuprà, quòd in calvacatam ipſius Domini Comitis debeat, & poſſit habere ſi voluerit Dominus Comes de prædictis hominibus dictæ Villæ prædictæ Ambroniaci decem Baliſtrarios, & viginti clientes, ferro, Baliſtis, & lanceis armatos ubique citrà montes, per quindecim dies ad expenſas ipſorum hominum, & ex tunc ad expenſas Domini Comitis ſupradicti; quos quidem clientes nos dictus Abbas ipſi Domino Comiti vel mandato ſuo mittere teneamur.

ANS de J. C. 1285.

Inſuper volumus, & concedimus ipſi Domino Comiti, quod homines noſtri prædicto modo, & quolibet alio quo poterunt bono modo juvari defendant prædictum Dominum Comitem, & ſucceſſores ſuos in dicto Comitatu, nobis, & noſtris exceptis, & inſuper exceptis Sanctiſſimo Patre Domino Romano Pontifice, & Reverendo Patre Domino Archiepiſcopo Lugdunenſi qui nunc ſunt, vel fuerint in futurum; ſanè nos timentes pericula ventura, & volentes præcavere, ne obſcuritas contractus, noſtræ Eccleſiæ poſſet impoſterum præjudicium generare, ſignificamus univerſis nos dictus Abbas, & Conventus quòd nos in dicta donatione in feudum reſervamus nobis, & ſucceſſoribus noſtris in dicta Villa, & Parrochia Ambroniacenſi, merum, mixtumque Imperium, & juriſdictionem, gardam, nec non jus, & uſagia univerſa, & ſingula, exceptis tamen eis quæ concedimus dicto Domino Comiti in feudum ut prædictum eſt, quæ habebamus, vel habere debebamus, ſeu conſuevimus ante donationem prædictam in Villa, & Parrochia ſupradictis.

Nos verò prædictus Amedeus Comes, volentes attendere pacta, & conventiones prædicti Patrui noſtri, cupientes etiam Deum habentes præ oculis, manifeſtis injuriis, & oppreſſionibus dicti Monaſterii pro viribus obviare, ipſumque prædictum Monaſterium, & Monachos ibidem Deo ſervientes in tranquilla pace ponere, & tenere prædicta univerſa, & ſingula acceptamus, promittentes dictis Abbati, & Conventui pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris in dicto Comitatu per ſtipulationem ſolemnem, & juramentum ipſos Abbatem, & Conventum, Priores, ac Monachos, tàm in capite quàm in membris ac homines Villæ, & Parrochiæ Ambroniaci, & bona eorumdem ubique exiſtentia juvare, defendere, manutenere, & cuſtodire pro viribus noſtris, propriis expenſis contra omnes inimicos, & malefactores eorumdem, juſtitiâ mediante quamdiu coram Ordinario ſuo, vel in curia noſtra voluerint ſtare juri nec aliquod ab eiſdem ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, & Parrochia præter eorum voluntatem, niſi ea quæ nobis ſuperius ſunt conceſſa.

Item promittimus ut ſupradictis Abbati, & Conventui quòd jura prædicta, nec feudum prædictum nobis ab ipſo Abbate, & Conventu conceſſa ut prædictum eſt, non transferemus in alium præter in ſucceſſorem noſtrum in dicto Comitatu, qui ſucceſſor noſter teneatur renovare ad requiſitionem Abbatis qui pro tempore fuerit Conventiones ſupradictas, & jurare eas penitus obſervare prout ſuperius fuit expoſitum, & ſpecialiter dicto Abbati, & ſucceſſoribus ſuis fidelitatem facere de prædictis, quam quidem fidelitatem nos dictus Comes pro prædictis dicto Domino Joanni nunc Abbati fecimus bona fide, & prædicta ſervare juravimus prout ſuperius continentur. Nos autem dicti Abbas, & Conventus confitentes prædicta omnia eſſe vera, & eſſe facta pro maxima utilitate & relevatione dicti Monaſterii, quod pront pro certo ſcimus, non poterat à ſuis inimicis, & oppreſſoribus alio modo defendi, nec in ſtatu proſpero conſervari, promittimus univerſis, & ſingulis pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris dicto Domino Comiti per ſtipulationem ſolemnem, & per juramentum noſtrum, ac in verbo veritatis, quod nos prædicta univerſa, & ſingula firmiter, & inviolabiliter attendemus, ſervabimus, & cuſtodiemus, contrà nullatenus veniendo, & quòd non conſentiemus alicui contrà venire volenti in toto nec in parte, nec eiſdem authoritatem dabimus, vel conſenſum; renunciantes in hoc facto ex certa ſcientia, & per actum expreſſum, & exceptioni legitimæ, donationi in feudum ex juſta cauſa non

ANS de J. C. 1285.

factæ, & beneficiis conſtitutionis hoc jus porrectum, & capituli nulli liceat, & capituli *ſive*, & exceptioni, & decretali *hac conſultiſſima*, & reſtitutioni in integrum, & omnibus privilegiis contrariis à ſede Apoſtolica impetratis, & impetrandis, & ſpecialiter illi formæ literæ, ea quæ de bonis in majori, vel minori forma, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & conditioni ſine cauſa ex injuſta cauſa, & omnibus auxiliis, & beneficiis totius juris Canonici, & Civilis per quod, & per aliquod poſſimus venire contra prædicta, vel aliquod de prædictis, ac ſpecialiter beneficio juris dicentis generalem renunciationem non valere. In quorum omnium tobur, & teſtimonium, pleniſſimamque firmitatem, nos dicti Comes & Abbas, & Conventus præſentibus ſigilla noſtra duximus apponenda, togantes per præſentes patentes Literas omnes ſigillis ſigillatas, Venerabiles Patres Dominum P. Epiſcopum Bellicenſem, ac Dominum M. Epiſcopum Auguſtenſem, ut ſigilla ſua unà cum ſigillis noſtris præſentibus apponerent, in teſtimonium veritatis. Nos vero P. Dei gratia Bellicenſis, & M. Auguſtenſis eadem gratia Epiſcopi, ad præces prædictorum Domini Comitis, Abbatis, & Conventus ſigilla noſtra unà cum ſigillis eorumdem apponi fecimus huic chartæ. Datum menſe Novembri, anno Domini M. CC. LXXXV.

CLIX.

ANS de J. C. 1285. Bourgogne et Navare.

Interprétation de la Tranſaction paſſée entre ROBERT *Duc de Bourgogne d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE, *Comteſſe de Nevers d'autre pour les prétenſions deſdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne ; pour des différens ſurvenus après la mort de ladite Yolande. Faite à Paris, au mois de Décembre l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 559.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quòd cùm olim circa quæſtionem inter dilectum & fidelem noſtrum ROBERTUM *Ducem Burgundiæ*, ex una parte, & ROBERTUM *Comitem Nivernenſem*, & *Yolandim* ejus uxorem, ex altera; ſcilicet ex eſchoata ſeu ſucceſſione Ducatus Burgundiæ poſt mortem claræ memoriæ Hugonis quondam Ducis Burgundiæ, & ſuper hoc dictæ partes in inclitæ recordationis chariſſimum Dominum & genitorem noſtrum Philippum Regem Franciæ Illuſtriſſimum compromiſiſſent, ac idem Dominus & genitor noſter chariſſimus dictum compromiſſum in ſe ſuſcepiſſet, & pronunciando dictum ſuum arbitrium ſeu ordinationem ſuam dixiſſet, quod dicto Roberto Duce hærede dicti Ducatus remanente, idem Dux aſſideret & aſſignaret dicto Comiti & ejus uxori, in dicto Ducatu, mille libras Turonenſes annui redditus quittas & liberas de omnibus debitis, idem Comes pro ſe & liberis ſuis, uxore ſua de medio ſublata, contra dictum Ducem in curia dicti Domini & genitoris noſtri proponebat, in prædicta pronuntiatione ipſius Domini & genitoris noſtri intentionis ſuæ fuiſſe, licèt in Litteris dicti Domini & genitoris noſtri ſuper arbitrio ſuo ſeu ordinatione ſua confectis non contineretur expreſſè, quod idem Dux de omnibus debitis, *Odonis* quondam *Comitis Nivernenſis* dictam tacitè uxorem & liberos tenebatur acquittare, dicto Duce contrarium aſſerente. Tandem, ſicut per recordum curiæ noſtræ nobis conſtitit, partibus prædictis recordo dicti Domini & genitoris noſtri ſuper hoc ſupponentibus, idem Dominus & genitor noſter, habita prius ſuper hoc deliberatione diligenti, recordatus fuit, quod nunquam intellexerat, nec in pronuntiatione ſui arbitri, ſeu ordinatione ſua, dixerat præfatum Ducem tereri ad deliberandum, garantizandum ſeu acquitandum præfatum Comitem Nivernenſem, ejus uxorem & liberos, ſeu hæredes eorumdem, de debitis præfati Odonis quondam Comitis Nivernenſis. Verum ſi pro facto Domini Ducis, vel patris ſui, ſeu pro debitis eorum dictus Comes, uxor ejus, & liberi, ſeu eorum hæredes, in dictis mille libris annui redditus, ſibi per dictum Ducem aſſeſſis ſeu aſſidendis, ſicut in dicta ordinatione dicti Domini & genitoris noſtri continetur, in aliquo inquietarentur ſeu impedirentur, tunc dictus Dux garantizare & liberare ſuper hoc teneretur eoſdem. In cujus rei teſtimonium, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quinto, menſe Decembri.

ANS de J. C. 1285.

CLX.

ANS de J. C. 1285. Sicile et Bourgogne.

Ceſſion faite à ROBERT *Duc de Bourgogne, par* MARGUERITE *ſa Niéce Reine de Sicile, de la portion qui apartenoit à ladite Marguerite par droit de ſucceſſion au Duché de Bourgogne. Faite l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 560.

NOUX MARGUERITE por la grace Deu *Reigne de Sicille*, faiſons ſavoir à touz, que cum tres auz & nobles Princes, *Hugues* jadis *Duc de Burgoine*, noſtres chiers aieûs, heuſt ordonné en ſa deraingne volunté, que nos heuſſions le tiers ſans diviſion, de quanque il avoit és Villes & és lueux cy apres nummez; c'eſt aſavoir, Oſtun, Arné, Poilly, Buſſy en Chaonnois, Combanchien, Corboolain, Aiſery, Braiſy, & és appartenantes deſdites Villes, en homes, en Juſtices, en Seignories, en bois, en eaux, en plains, & en toutes autres choſes a nos regardant noſtre proffit à ceu qui ces choſes apartenanz audit tiers eſtoient eſpanduës, & loing de noſtre terre, & en retenant l'amour de noble Prince ROBERT *Duc de Burgoine* noſtre chier oncle, outroions, baillons, & delivrons, por nos & por nos hers, por cauſe de l'eſchange au devantdit noſtre Oncle, & à ſes hers à touſiors mais, le tiers des Villes deſſuſdites, & des choſes deſſuſdites, & des appartenances toutes, & ceſte baillance, ceſte delivrance façons nos audit noſtre chier oncle, por cen qu'il nos ha baillié, outroié, & delivré à touſiors mais por nos & por nos hers, ſon chaſtel de Lucennay, & les appartenances. Et eſt aſavoir, qne por le commun aſcort de nos & de noſtredit oncles, nobles homs *Guillaumes* Sires *de Grancey*, Eſtienne Sire de Seint Bore Chevaliers, enquerrons por lor ſairemanz, la valuë dou tierz que nos appartient por l'ordonnance doudit Hugues, és Villes, & és choſes deſſuſdites. Et priſent tuutes les choſes appartenanz audit tiers, en forteresſes & maiſons, en homes, en bois, en rivieres, en Juſtices, en Seignories, & en quelque maniere que ce ſoit: Et priſent en cele meſme maniere le Chaſtel de Lucennay, & les appartenances toutes, & ſe li diz Chaſteaux de Lucenay, & les appartenances ne valoient eſtimation doudit tiers que nos havons baillé, outroié, & delivré audit noſtre oncle, cil Chevalier funt tenu à nos, por la volunté noſtredit oncle, à aſſeoir és leux plus prochains doudit Chaſtel de Lucenay, le defaut tel comme il pora accomplir les choſes deſſuſdites; excepté le Chaſtel de Semeur en Auſſois, & le Chaſtel Daiſy, & les Villes ou lieu du Chaſtel ſeint Eſſis. Et ledit Chaſtel de Lucenay, & les appartenances, & ce qu'il nos aſſeurunt, havrons nos por nos & por nos hers; ſauf le fié, & la ſouveraineté noſtredit Oncle en ces choſes deſſuſdites,

ANS de J. C. 1285.

dites. Et promettons par noſtre ſairemant doné ſus ſeintes Evangiles, & ſus l'obligation de tous noz biens mobles & non mobles, en obligeant nos hers quant à ceu, à tenir & garder ſans venir encontre toutes ces choſes & chaſcune por ſoy. Et renonçons en ceſt fait, par noſtre ſairemant, à toutes exceptions, & à toutes barres de droit eſcrit & de ſait, & à tous privileges donez & à doner, par leſquex nos ou noſtre hers pourriez venir contre les choſes deſſuſdites. Ou teſmoignage, &c. Donné à Paris, l'an mil deux cent quatre vingt & cinc, le Diemange devant Seint Vincent.

CLXI.

ANS de J. C. 1285. BOURGOGNE DUCHE ET COMTE.

Titre pour le Traité de mariage entre JEAN *fils aîné de* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* ALIX *fille d'*OTHES *Comte de Bourgogne. Fait l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 561.

JE *Odes de Fenvaux* Chevaliers, ſais ſavoir à tous ces qui verront ces preſentes Lettres, que por le fié de Dez, & des appartenances, leſquex choſes nobles Princes ROBERS *Duc de Burgoigne* mes chiers Sires ma doné en fié, & leſquelx choſes Meſſires *Gautex li paures hons*, Chevaliers, tenoit doudit Monſeignour en fié, je ſuis, & doiz eſtre homs lige audit Monſeignour le Duc devant tous homes, apres mon chier Seignour OTHES *Conte de Burgoigne* Palazin. Et li promet par mon ſairement porter foy, ſon cors, ſes mambres, ſon honeur terriene garder, & les cors, les mambres, les honours terriennes, & toutes les droitures de mon chier Seignour JEHAN fil doudit Duc, & de ma chiere Dame AALIZ fille doudit Conte, quelque part que ales ſoient, preſemement & avenir. Et ſe il havenoit que dex feiſt ſon commandement de Monſeignour le Conte, avant que de ladite Aalix ſa fille, je promez par mon ſairement rendre audit Jehan, & à ladite Aaliz, ſe Jehanz l'avoit eſpoſée, ou és hers de cele Aaliz, ou à ces qui haurient cauſe de ce, ou à ladite Aalis, s'il avenoit que dex feiſt ſon commandement doudit Jehan ainçois qu'il la huſt eſpoſée, ou audit noſtre chier Seignor le Duc, tant comme il haura & tendra la voërie, d'Eaux, Chaſtel Challon, le Chaſtel de Bracon, & le Chaſtel de Moron. Et porceque ces choſes ſoient fermes & eſtaubles, je hay prié redoutauble Pere en Jeſu Chriſt *Jacques* par la grace de Deu *Aveſque d'Oſtun*, & noſtre chier Seignor ledit Conte de Burgoigne, qui metent lor ſeaux en ces preſentes Lettres. Et nós *Jacques Eveſque d'Oſtun* devantdiz, & nos *Othes Cuens de Burgoigne* Palazins, por quel commandement li diz Odes ha fait ceſt ſarement, & qui ne povons oſter la garde de ces trois Chaſteaux de la main de celuy Ode, à la requeſte, & à la priere de luy, havons mis nos ſeaux en ces Lettres, qui furent faites & données à Paris, le Jeudy devant la Purification Noſtre Dame, en l'an de noſtre Seignor 1285.

CLXII.

ANS de J. C. 1286. LORRAINE ET LIZ'OZ.

Précis d'un Traité entre JEAN *Duc de Lorraine & de Brabant, & la Ville de* LIEGE. *Fait en* 1286. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 119.

IN Litteris cujuſdam concordiæ inter JOANNEM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ*, & Civitatem Leodienſem continentur inter alia, quòd Dux Brabantiæ prædictus & ſui hæredes debent eſſe ſupremi Advocati prædictæ Civitatis; & ſi ipſe Dux acquiſierit Advocatiam quam *Balduinus de Baumont* tenet in Leodio infra duodecim annos, ex tunc proximè futuros, ad hoc ſibi facerent ſubſidium de tribus millibus libris Lovanienſibus, & interim ſibi ſolvent trecentas libras Lovanienſes; prout in dictis litteris inter multa alia latiùs continetur, quæ fuerunt datæ anno Domini MCC. LXXXVI. die Lunæ poſt feſtum B. Petri ad Vincula.

ANS de J. C. 1286.

CLXIII.

ANS de J. C. 1287. BRABANT ET CLEVES.

Traité d'Alliance entre JEAN *Duc de Brabant, &* THIERRI *Comte de Cleves, fait l'an* 1287. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 121.

LE Comte promeſt ſervir & aſſiſter le Duc contre un chaſcun, horſmis l'Empire & Florens Comte de Hollande: eo etiam excepto, terras fratris noſtri Theodorici Luef, Domini noſtri Archiepiſcopi Colonienſis & Eccleſiæ prædictæ, nec non terras Theodorici Domini de Heinsberg Avunculi noſtri Henrici Comitis Lutzenburgenſis, fratris ſui Domini Wllerami, & Domini de Valkenborch conſanguineorum noſtrorum. *Tout ce qu'es guerres le Comte de Cleves, le Duc de Brabant & Florent Comte de Hollande acquerront, ſerat entr'eux diviſé eſgalement, horſmis* Bommelweerde, Tilreweerde, *les Iſles & heritages d'un chaſcun d'eux, horſmis auſſi le* Duché de Limborch *& ſous les biens que le* Duc de Limborch *tenoit à ſa mert. Auſſi eſt conditionné, que quand ledict Duché & biens ſeront devolus audict Duc de Brabant, ils promettent enſemble, que des biens achaptés des deniers de feue* lutte Ducheſſe de Limborch tante audict Comte Thiery de Cleves, *ledict Duc & ledict Comte Thiery prendront chaſcun un bon homme, qui jugeront ce que deſdicts biens ſe deurat faire. Item ledict Comte Thiery promet, que quand il aurat deffé, ou qu'il ſerat deffé du* Comte de Gueldres, *qu'il ne ſerat treves ny paix ſans l'adveu dudict Duc.* Actum MCC. LXXXVII. feris quinta poſt Dominicam quâ cantatur Reminiſcere.

CLXIV.

ANS de J. C. 1289. BRABANT ET GUELDRE.

Traité de paix entre JEAN *Duc de Brabant &* REINAULD *Comte de Gueldre, par lequel Reinauld, qui avoit été fait priſonnier par Jean, eſt mis en liberté, & on lui rend les deux Iſles de Bommel & de Til; & Reinaud, renonce à tous les droits qu'il pouvoit avoir ſur le Duché de Limbourg &c. Fait à Paris, au mois d'Octobre*, 1289. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 123.

PHilippus Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quod cùm inter nobiles viros JOANNEM BRABANTIÆ, LOTNARINGIÆ ET LYMBURGI DUCEM ex una parte, & REGINALDUM *Comitem Gueldriæ* ex altera, gravis fuiſſet ratione Ducatus Lemburgenſis orta contentio, & exiſtente guerra inter eos occaſione hujuſmodi, Deus cujus ſunt occulta judicia præſtitum Comitem ab ipſo Duce capi permiſiſſet ac ejus vinculis carceralibus mancipari; poſt diverſos tractatus per nos interpoſitos, quibus liberationem dicti Comitis procurare, ac pacem

ANS de J. C. 1289.

cem & concordiam inter eos ſolidam reformare tempſtavimus, ipſo Comite (data hinc inde treuga) de permiſſione dicti Ducis in manu noſtra exiſtente. Tandem ipſi bonorum omnium Auctori placuit eorum cordibus inſpirare, quod in nos ſuper omnibus & ſingulis dictam contentionem & liberationem prædicta Comitis quomodolibet tangentibus compromiſerunt de alto & baſſo: & ad pleniorem viam pacis habendam, dilectus & fidelis noſter *Guido Comes Flandria Marchio Namucenſis* ſuper præſtatione quatuor millium marcharum argenti, quas à *Waleramo Domino Falquemontis* Dux Brabantiæ ratione cujuſdam pœnæ ſibi commiſſæ ut dicebat petebat, de quâ pœnâ dictus Comes Flandriæ ipſum Waleramum liberare promiſerat & indempnem ut dicebatur ſervare, cum hujuſmodi pœnæ præſtatio dictam contentionem tangere videretur, in nos ſimiliter compromiſit; promittentes tam ipſe Comes Flandriæ quam memorati Dux & Comes Guelriæ tenere, ſervare & complere quicquid ſuper hiis & eorum ſingulis ordinandum aut dicendum videremus, ſub omnium bonorum ſuorum obligatione, juramentis ſollempniter appoſitis, & aliis cautionibus competentibus adjectis. Deinde utriuſque rationibus auditis, & nobis informatis de omnibus de quibus erat in hac parte informatio habenda; tandem præfatis Duce & Comitibus Sabbato ante feſtum Beati Lucæ Evangeliſtæ anno Domini M. CC. LXXXIX. Pariſiis in præſentia noſtra conſtitutis, & ab ipſis collata in nos, ab eiſdem poteſtate prorogata ad ea omnia, quæ dictum noſtrum continet, etiam ſi de aliquibus eorum non ſit in compromiſſis facta mentio expreſſè: dictum noſtrum ſeu ordinationem noſtram protulimus in hunc modum. Dicimus & ordinamus *Regnaldum Comitem Guelriæ* eſſe de carcere ſeu priſione *Ducis Brabantiæ* liberandum, & eum penitus liberamus, ſubſequenter interrogavimus ipſum Comitem, ſi ipſe ratum habebat compromiſſum ab eo ut præmittitur in nos factum & quidquid exinde actum erat; qui ſtatim reſpondit à carcere liberatus, quod id ratificabat & in omnibus approbabat. Item dicimus & ordinamus, quod dictus Comes Guelriæ quitet imperpetuum dicto Duci quicquid juris habet vel habere poteſt in *Ducatu ſeu terra Lymburgenſi* & ejus pertinentiis. Item dicimus & ordinamus, quod dictus Comes Guelriæ, expreſſè quitet imperpetuum eidem Duci Caſtra de *Uſemborch, de Waſſenbergue, de Herve & de Sprimont* & eorum pertinentias, & quòd hoc ſtatim ſignificet Archiepiſcopo Colonienſi per litteras ſuas patentes. Item dicimus & ordinamus quod idem Comes Guelriæ de illis octo millibus marchis, & ſexcentis marchis Colonienſibus, pro quibus obligavit idem Comes Caſtrum de Waſſenbergue Archiepiſcopo Colonienſi, ſolvat dicto Duci quatuor millia marcharum & trecentas marchas Colonienſes, inſtantibus octavis omnium Sanctorum apud Bruſellam; & de aliis quatuor millibus trecentis marchis liber, & immunis idem Comes exiſtat. Item dicimus & ordinamus, quòd Comes Guelriæ Caſtra de Uſemborch & de Waſſenbergue cum eorum pertinenciis, liberet ab obligatione & onere mille & ducentarum marcharum debitarum Præpoſito Aquenſi, & ſexcentarum marcharum debitarum *Gerardo de Juliaco*, ac centum marcharum debitarum *Sybretko de Dondeeve* mihti, ſolvendo infra proximò futurum feſtum Nativitatis S. Joannis Baptiſtæ, ipſas ſummas marcharum dictis creditoribus, vel ipſi Duci Brabantiæ: & ſic Comes Guelriæ immunis ab hujuſmodi liberatione remanebit. Item dicimus & ordinamus, quòd ſi inventum fuerit quòd dictus Comes Guelriæ oneraverit aliquibus redditibus vel conceſſionibus, perpetuis, Caſtra de Uſemborch, de Waſſenbergue, de Herve & de Sprimont, vel eorum pertinencias, aut eorum aliquid, vel inde quicquam alienaverit poſt deceſſum *Comitiſſæ Hermengardis quondam uxoris ſuæ*; tenetur inde facere reſtitutionem dicto Domino Duci, ſcilicet pro ſingulis denariis perpetuæ conceſſionis vel perpetui oneris, decem denarios in pecunia numerata: & quod eâ teneatur liberare de aliis debitis ſeu penſionibus ad vitam vel ad certum tempus, ſi quæ ſint, impoſitis poſt obitum prædictæ Comitiſſæ. Item dicimus & ordinamus, quòd præfatus Dux Brabantiæ ab omnibus dampnis & offenſis, per ipſum aut ſuos dicto Comiti vel ſuis per guerram datis & illatis immunis ſit perpetuò & quietus. Item quòd Comes Guelriæ reddat dicto Duci Villam ſuam de *Tielle*, in ſtatu in quo nunc eſt, quæ fuit per guerram deſtructa. Item dicimus & ordinamus, quòd Comes Guelriæ ab omnimoda præſtatione & redemptione pro ſua liberatione ſolvenda in perpetuum abſolutus & immunis exiſtat; & ſimiliter de dampnis & offenſis datis dicto Domino Duci Brabantiæ & ſuis, per ipſum Comitem Guelriæ & per ſuos guerra durante. Item dicimus & ordinamus, quòd Dux Brabantiæ eidem Comiti reſtituat, duas Inſulas, ſcilicet *Bommelreweert & Tilreweert*, quas ipſe poſt motam contentionem ſuper ipſum Comitem cepit, ſalvo Duci homagio ſuo pro ipſis, & hoc ſalvo, quòd idem Dux infra inſtans feſtum Nativitatis Domini, diruere valeat ſi ſibi placuerit Caſtrum vocatum *Druele*, quod in prædicta Inſula de Bommelreweert, poſtquàm venit ad manum ſuam conſtruxit. Præterea dicimus & ordinamus, quòd dictus Comes Flandriæ ſolvat dicto Duci apud Bruſellam infra inſtantes octavas omnium Sanctorum quatuor milia marcharum, quas Dux Brabantiæ à Waleramo Domino Falquemontis pro pœna ut dictum eſt petebat; & eis ſic ſolutis, idem Dominus Falquemontis ab eorum præſtatione ſit immunis. Item quòd dictus Comes Flandriæ reddat & liberet dicto Duci infra ipſas octavas, dicta Caſtra ſeu domos de Herve, & de Sprimont, ſicut ea tenet: Ita tamen quòd ipſe Dux Brabantiæ teneatur infra Nativitatem Domini, ſolvere dicto Comiti Flandriæ totum pretium quo *Comes de Lunchin* miſes hæreditatem ſuam ſcilicet Lonchin cum pertinentiis ſuis verdidit Comiti Flandriæ, vel permittere, quòd idem Comes Flandriæ vel illi quibus ipſe dictam hæreditatem tradet eam pacificè teneant, ſalvo jure ſuo. Item dicimus & ordinamus, quòd ſit inter dictum Ducem Brabantiæ & Comitem Goelriæ concordia & pax firma, & quòd boni de cetero ſint amici, & quòd ſibi invicem remittant omne odium & rancorem; & quòd in pace hujuſmodi includantur omnes confœderati hinc inde, & nominatim ex parte Ducis prædicti *Hollandiæ de Montibus, Juliacenſis de Clevis, ac de la Marka Comites, & homines de Colonia & de Aquis*: Et ex parte Comitis Guelriæ, dictus *Dominus Falquemontis*: Et quòd ſi illi de Colonia & de Aquis vel eorum aliqui, habent petitiones vel querelas adverſus Comitem Guelriæ, vel idem Comes quas habeat adverſus eos, vel eorum aliquem, de hiis ſit in ordinatione Comitis Flandriæ & Ducis prædictorum. Retinemus inſuper nobis poteſtatem declarandi, interpretandi & perficiendi, omnia & ſingula de præmiſſis noſtro dicto & ordinatione hujuſmodi contentis, ſi in eis dubietas vel obſcuritas emergat. Præcipientes ut ſi eſſent coram nobis aliqui, qui ad homagium ratione *Ducatus Lymburgenſis* tenerentur, illud Duci Brabantiæ exhiberent; ad quod præceptum dictus Dominus Falquemontis, de licentia dicti Comitis Guelriæ, ſtatim fecit coram nobis homagium dicto Duci, pro hiis quæ tenet de Limburgenſi ducatu. Quam ordinationem ſeu dictum noſtrum ſicut ſuperiùs continetur, tam ipſe Dux Brabantiæ, quam dictus Comes Guelriæ, atque Comes Flandriæ, quatinus eum tangit, acceptarunt, laudarunt & approbarunt penitus & expreſſè, coram nobis quitationes & promiſſiones per nos ſuperiùs ordinatas, hinc inde facientes ibidem, & dantes ſibi invicem oſculum in ſignum reſognationis, amoris & pacis, omnem rancorem & odium ſibi hinc inde dimiſerunt:

ANS de J. C. 1289.

ANS de J. C. 1289.

ſerunt : ipſo Comite Guelriæ dicto Duci pro terra quam de feudo ejus tenet, homagium ſolitum faciente. Actum fuit præterea de utriuſque partis aſſenſu, quod illa debita quæ debentur à dicto Duce Brabantiæ hominibus terræ dicti Comitis Guelriæ, vel ab ipſo Comite hominibus terræ prædicti Ducis, recuperentur & peti poſſint ; indeque procedat executio juſtitiæ ac ſi nulla guerra fuiſſet. Item quòd omnes illi qui ſua feuda vel terras dimiſerunt aut quitaverunt, ut ipſum Comitem Guelriæ vel Ducem Brabantiæ juvarent, ea omnino recuperent & ad eorum quemlibet ſua hæreditas revertatur. Quòd ut ratum & ſtabile permaneat in futurum, præſentes litteras ſigillo noſtro fecimus communiri. Actum Pariſiis, Sabbato ante feſtum B. Luræ Evangeliſtæ anno Domini MCC. LXXXIX. ſupradicti, Menſe Octobri.

NOS *Raynaldus Comes Gelriæ*, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quòd nos litteras magnifici Principis Domini Philippi Dei gratiâ Sereniſſimi Francorum Regis vidimis ad tenorem qui ſequitur. *Philippus Dei gratiâ Francorum* Rex notum facimus tam præſentibus quam futuris, quòd cùm inter nobiles viros Joannem Brabantiæ, Lotharingiæ & Lymburgi Ducem ex una parte, & Reginaldum Comitem Guelriæ ex altera, gravis fuiſſet ratione Ducatus Lymburgenſis orta contentio, & exiſtente guerra inter eos occaſione hujuſmodi, Deus, cujus ſunt occulta judicia, præfatum Comitem ab ipſo Duce capi permiſiſſet, &c. Actum Pariſiis Sabbato ante feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ anno Domini MCC. LXXXIX. ſupradicti menſe Octobri. Nos autem ſupranominatus Comes Gelrenſis omnia & ſingula contenta in ſupradicto dicto ſeu ordinatione Regis ſupradicti, ratificantes & approbantes, ea ſicut ſuperiùs ſunt expreſſa tenere, ſervare & complere, ac in nullo contravenire in futurum promittimus, ſub juramento & obligatione prædictis : & ad majorem eorum firmitatem, & in teſtimonium præmiſſorum præſentes litteras ſigilli noſtri fecimus impreſſione muniri. Acta fuerunt hæc Pariſiis anno & menſe ſupradictis.

NOS *Raynaldus Comes Gelriæ* notum facimus univerſis, quòd nos exiſtentes compos rerum & corporis, omni juri quod in *Ducatu & terra Lymburgenſi*, in Caſtro videlicet & Oppido de *Lymburgh*, *in Sprymont*, *Rode*, *Waſſemberch*, *Uſenborch* & ceteris omnibus ejus attinentiis, in omnibus fidelibus, miniſterialibus & Vaſſallis habuimus ac habemus, aut nos habere forſitan putabamus, quocumque modo tale jus nobis fuerit acquiſitum, ad opus & uſus *Illuſtris Principis Domini noſtri* JOANNIS LOTHARINGIAE, BRABANTIAE ET LIMBURGI DUCIS ac hæredum ſuorum, perpetualiter renuntiamus, & nos renuntiaſſe confitemur purè & ſimpliciter, per præſentes omne jus hujuſmodi ad ejuſdem Domini noſtri Ducis manus & Dominium reportantes, quod etiam de nobis transferimus in eundem ; in his omnibus nullo nobis jure penitus reſervato. Rogantes immò volentes, ut omnes ad prædictum Ducatum Lymburgenſem & ad prædicta loca & ad eorum attinentia pertinentes, ipſi Domino noſtro Duci & ejus hæredibus obtemperent in his perpetuò, & obediant reverenter. Præterea omnes fideles, Vaſallos, homines five miniſteriales ad prædictum Ducatum & loca prædicta & eorum attinentia pertinentes qui nobis fecerint homagium, ab hujuſmodi homagio, fidelitate & juramento nobis factis, abſolvimus & abſolutos eſſe præſentibus denuntiamus ; rogantes & volentes, ut ipſi Domino noſtro Duci homagium & fidelitatem faciant, & ſint ei tanquam ſuo vero Domino in omnibus obedientes. In quorum omnium teſtimonium, fidem & robur, perpetuò valiturum, nos ſupradicto Domino noſtro Duci & ejus hæredibus præſens inſtrumentum ſigillo noſtro dedimus communitum. Actum & Datum Sabbatho ante feſtum S. Lucæ, anno MCC. LXXXIX.

ANS de J. C. 1289.

RAynaldus Comes Gelriæ prudentibus viris, ſuis dilectis, Judicibus, Scabinis, Conſulibus, Magiſtris civium & civibus de *Uſenborch* univerſis, ſalutem & omne bonum. Quoniam nos de proximorum & amicorum noſtrorum conſilio, cum *Magnifico Principe Domino noſtro* JOANNE LOTHARINGIAE, BRABANTIAE ET LYMBURGI DUCE totaliter reconciliati ſumus, quod pro grato gerimus & accepto, nos omni juri quod in Ducatu Lymburgenſi & apud vos de *Uſenborch* & in eis attinentiis habuimus ſeu habemus, ad opus & uſus dicti Domini noſtri Ducis & hæredum ſuorum renuntiamus, & nos renuntiaſſe præſentibus confitemur, cedentes ei locum noſtrum, & prædictum jus de nobis transferimus in eundem : Inſtantiùs vos rogantes, quatenus ipſi Domino noſtro Duci pareatis in omnibus reverenter ; nos enim vos ſingulos & univerſos, à fidelitate & homagio ſeu juramento quòd vel quam nobis præſtitiſtis abſolvimus purè & ſimpliciter, & vos ab his abſolutos præſentibus proclamamus. In cujus rei teſtimonium, noſtrum ſigillum præſentibus eſt appenſum. Actum & Datum Sabbatho ante feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ, anno Domini MCC. LXXXIX.

UNiverſis ad quos præſentes litteræ pervenerint ; nos *Raynaldus Comes Gelriæ* notum facimus univerſis, quòd nos exiſtentes compos rerum & corporis, omni juri quòd in terra de *Waſſemberg*, in Caſtro ibidem & in eorum attinentiis omnibus & Vaſallis habuimus aut habemus, aut nos habere forſitan putabamus, quocumque modo tale jus nobis fuerit acquiſitum, ad opus & uſus *Illuſtris Domini noſtri* JOANNIS LOTHARINGIAE, BRABANTIAE ET LIMBURGI DUCIS ac hæredem ſuorum renuntiamus, & nos perpetualiter renuntiaſſe confitemur purè & ſimpliciter per præſentes, omne jus hujuſmodi ad ejuſdem Domini noſtri Ducis manus & Dominium reportantes, quòd de nobis transferimus in eundem. Præterea renuntiamus perpetualiter, ad opus & uſus ejuſdem Domini noſtri Ducis & hæredum ſuorum, omnibus gratiis, conventionibus & obligationibus à Reverendo Patre Domino noſtro *Sigefrido Dei gratiâ ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopo* ſuper contentis, tam ſuprà quàm infra, in hac patenti littera ore, manibus ſuis, vel patentibus litteris nobis factis, quas gratias, conventiones & obligationes, quòad nos mortuas & quitas clamamus, & prædicto Domino noſtro Duci petimus & volumus eſſe utiles & valentes ; ſupradictum Sigefridum Dominum noſtrum Archiepiſcopum Colonienſem propenſiùs exorantes, ut prænominatas gratias, conventiones & obligationes, memorato Domino Duci prodeſſe & ei eſſe valentes & utiles ſuſtineat, & eum non impediat in eiſdem ; ſed ut prædicta terra de *Waſſemberg* & Caſtro ac ejus attinentiis ipſe & ſui hæredes quietè & pacificè gaudeant & fruantur, permittat liberaliter & benignè, ac eum etiam promoveat in eiſdem. Inſuper omne feodum vel feoda quòd vel quæ ratione Ducatus Lymburgenſis ab eodem Domino noſtro Archiepiſcopo Colonienſi recepimus, ad opus & uſus ſupradicti Domini noſtri Ducis & hæredum ſuorum ſupportamus, & eidem ſimpliciter renuntiamus, ac eidem concedi cum omni plenitudine petimus, & ipſum de hujuſmodi feodo ſeu feodis inveſtiri. In quorum omnium teſtimonium, fidem & robur perpetuò valiturum, nos fæpedicto Domino noſtro Duci & ejus hæredibus præſens inſtrumentum ſigillo noſtro dedimus communitum. Actum & Datum Sabbatho ante feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ anno Domini MCC. LXXXIX.

ANS de J.C. 1290.

CLXV.

EMPIRE ET BOHEME.

Conſtitution de RODOLPHE I. *Empereur, qui établit le droit d'Electorat des* ROIS DE BOHE'ME. *Donnée à Erford le 26. de Septembre* 1290. Goldaſt. Tom. II. pag 85.

RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex, ſemper Auguſtus, univerſis Sacri Imperii Romani fidelibus præſentes Literas inſpecturis gratiam ſuam & omne bonum.

1. Quanto jura perſonarum prodierint in lucem notitia clariore, tanto liquidiùs poſteritati ſucceſſuræ materia tollitur altercandi. Inquiſitionis igitur circumſpectæ præhabita indagine, ſcrutinioque ſolerti ſcire deſideravimus, quid quantumve juris in Romano competat Imperio, & in electione Romanorum Regis, futuri Imperatoris, inclyto Regi Bohemiæ, Principi & filio noſtro Chariſſimo, & hæredibus ipſius. Quo facto, Principum, Baronum, Nobilium & Procerum Imperii, nec non veteranorum communi aſſertione, & concordi teſtimonio comperimus aſſonante, ipſum Regem Bohemiæ, Imperii debere Pincernam exiſtere, & jus ac officium Pincernatus apud eum, nec non ejus hæredes, jure hæreditario reſidere.

2. Extitit etiam dilucidè declaratum, prædictum Regem Bohemiæ, & ſuos hæredes, in electione Regis Romanorum, futuri Imperatoris, cum cæteris Electoribus habere debere, ad ſimilitudinem aliorum Electorum, eligendi plenarium jus & vocem.

3. Hæc verò jura Pincernatus & Electoratus, nedum dicto Regi & ſuis hæredibus didicimus competere, ſed etiam ſuis progenitoribus, abavis, atavis, proavis, & avis, purè pleniſſimè competebant.

4. Volentes itaque dicti Regis & hæredum ſuorum diſpendiis cavere, jus & officium Pincernatus in Imperio ſibi & hæredibus ejus, & non alii, competere, & in electione Regis Romanorum, futuri Imperatoris, habere jus & vocem, clarè recognoſcimus, approbamus, & præſentium teſtimonio profitemur.

5. Si quid autem diminutionis vel calumniæ, quod non credimus, cavilloſè, malitioſè, vel ſubdolè poſſit opponi ſupplemus de plenitudine Regiæ poteſtatis. In cujus rei teſtimonium præſens ſcriptum Majeſtatis noſtræ ſigillo fecimus communiri. Datum Erfordiæ, VI. Kalend. Octobris, Indictione tertia, anno Domini M. CC. XC. Regni verò noſtri anno XVII.

CLXVI.

ANS de J.C. 1291.

SAVOYE ET HABSPURG.

Ligue entre AME' V. *Comte de Savoye, &* ARCHEMAN *&* RODOLPHE *Comtes d'Haſpurg, B. d'Haſpurg Evêque de Conſtance, promettant pour Archeman dont il étoit tuteur & Oncle; par laquelle Ligue Archeman s'engage à aſſiſter Amé de tout ſon pouvoir, pour recouvrer les* (a) *Châteaux de Loyes & de Condamine au Pays de Vaud, le tenir pour ſon Pére, défendre ſa perſonne & ſes terres, & particuliérement la Ville & les habitans de Berne. Fait à Chierces, le Lundi aprés la fête de l'exaltation de la Sainte Croix;* 1291. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 372.

(a) Rodolphe Roi des Romains & ſes Enfans les avoient uſurpez.

NOS RODULPHUS Dei gratia Conſtancienſis Epiſcopus, Tutor ARCHIMANNI Pupilli Filii piæ recordationis Eberardi quondam de Habſpurg Comitis Fratris noſtri, notum facimus univerſis. Quòd nos tam noſtro quàm prædicti Pupilli noſtri nepotis tutorio nomine, promiſimus & promittimus bona fide, per ſolemnem ſtipulationem, & per ſacramentum à nobis ſuper ſacro-Sanctis Evangeliis corporaliter præſtitum, *Illuſtri Viro Domino* AMEDEO *Sabaudiæ, & in Italia Marchioni* præſenti, ſtipulanti & recipienti quòd eidem per nos & noſtros, & præfati Archimanni homines fideli noſtro conſilio & auxilio, & ipſe Archimannus perpetuò aſſiſtabimus & ipſum juvabimus noſtris ſumptibus, contra omnes & ſpecialiter ad recuperandum Caſtra de Loyes & de Contamina, & omnia alia jura præfato Comiti competentia, quæ tenebat inclitæ recordationis Dominus Rodulphus quondam Rex Romanorum, & Liberi ſui, per ſe vel per alium, vel alius in præjudicium præfati Comitis Sabaudiæ, vel ſuorum; Promittimus etiam ut ſuprà, nos facturos & curaturos quòd præfatus Pupillus nepos noſter, præfatum *Comitem Sabaudiæ habebit pro Patre & ipſum tanquam Patrem* propriis ſumptibus adjuvabit perpetuò, contrà omnes: Promittentes nihilominus ut ſuprà, tam per nos quàm per noſtros & præfatum Archimannum, tam per ſe quàm per ſuos, defendere perſonam & terram prædicti Comitis, cum ſuis hominibus & ſubditis, ubicumque conſtitutis, & ſpecialiter civitatem Bernæ, & cives ibidem, cum rebus & perſonis eorumdem. Ego autem Comes Rodulphus de Habſpurg promitto bona fide, & per juramentum tactis ſacro-Sanctis Evangeliis corporaliter præſtitum, Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ prænominato, quòd eum juvabo per me & meos, & meis ſumptibus contrà omnes, & ſpecialiter ad recuperandum caſtra de Loyes & de Contamina, & omnia alia jura, quæ quondam Dominus Rodulphus Romanorum Rex, Liberi ſui per ſe vel per alium, vel alius tenuit, vel tenent ſeu tenet, in præjudicium dicti Domini Amedei Comitis vel ſuorum, perſonamque ipſius & terram ſuam cum hominibus ſuis & ſubditis defendere ubique fuerint conſtituti. Nos verò præfatus Epiſcopus promittimus modo & forma quibus ſuprà, nos facturos & curaturos quod prædictus Archimannus Nepos noſter, prædicta omnia attendet, faciet & penitus obſervabit, & quòd prædictus Archimannus cùm ad annos pervenerit pubertatis, prædicta omnia & ſingula ſub virtute prædicti ſacramenti ratificabit & approbabit, ac etiam prædicta omnia promittet ſe facturum & ſervaturum, per ſacramentum corporaliter præſtitum, ſub teſtimonio literarum autenticarum competentium, quas ſuper prædictis dabit prædicto Domino Comiti Sabaudiæ. In quorum omnium robur & teſtimonium nos præfatus Epiſcopus nomine noſtro, & nomine, & vice prædicti Archimanni nepotis noſtri, & Tutorio nomine ipſius; Et ego præfatus Comes Rodulphus præſentibus Litteris ſigilla noſtra duximus apponenda. Datum & actum apud Chierces in Eccleſia dicti loci, die Lunæ poſt Feſtum Exaltationis Sanctæ Crucis. Anno Domini M. CC. XC.

ANS de J.C. 1291.

CLXVII.

ANS de J.C. 1292. BRABANT VIANDEN ET AA.

CLXVII.

Traité & Confédération entre JEAN *Duc de Brabant*, GODEFROI *Comte de Vianden*, *&* GERARD D'AA *Seigneur de Grimbergues, fait en l'année* 1292. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 129.

WY JAN *by der gratien Godts Hertoch van Lotharijck, van Brabant, ende van Limborch, ende wy* GODEVAERT *Graeve van Vianden, ende wy* GEERARD VAN AA Heeren van Grimbergen, maecken kondt allen den genen die deſe letteren ſien ſelen oft hooren leſen, dat wy om alrehande twiſt ende om alrehande donkerniſſe te verklaren ende te beſteden, alſe van onſe ghemeynen Heerſchappije van Grimbergen, hebben ghemaeckt ende willekort by onſen ghemeynen Vrinden ende Rade, de pointen te houdene, ende deſe Ordonnantie vaſt ende gheſtadigh te blijvene die hier naer beſchreven zijn; dat is te verſtaene, welck tijt dat ons Heeren van Grimbergen oft onſe knaepen de Hertoge ontboet, om ghemeyne Oorloge, oft om Chevauchien, ſoo ſelen wy Heeren van Grimbergen onſen Heere den Hertoge hulpen te ghemeynen Oorloge op onſen koſt, ende te Chevautie op ſijnen eygen koſt, naer onſe macht, gelijck hy dat ons ontbiet, ende ſoo ſullen wy hebben van 's Hertogen *Mayſeme de lieden* die binnen Grimbergen geſeten zijn in deſe manieren, wie dat thuys bleve van 's Hertogen-lieden oft wederkeerden des men niet gheorloven en mach ſonder des Hertogen wille, die man te peerde verbeurde thien Schellingen, ende die man te voete thien ſtuyvers, ende nochtans moetenſe wederkeeren in d'Oorloghe; deſe miſdaet ſal de Hertoge heffen half, ende de andere helft de Heeren van Grimbergen, uyt-ghenomen den genen die boven de ſeſtigh jaeren zijn, oft die nootſaken hebben. Voortaene en mach niemant Mayſemede thoonen ten zy vander moeder ſijden, dat is te verſtaen van den ghenen die tot hier toe als Mayſemede-lieden niet gheſeten en hebben, ende van den genen dieſe bethoenen willen, daer toe moetmen toch ſetten der Heeren knapen daer ſijſe nyt thoonen willen. Voort alle de ghene die op deſen dach als Mayſemede-lieden gheſeten hebben, die ſelender toe blijven ende haer nae-komelinghen. Wanneer oock dat des Hertoge Mayſeme-lieden, oft ſijn poorteren, die int lant van Grimbergen woonachtigh zijn, verboren 't zy lijf oft goet, haer lijf ende haer have zijn wy Heeren van Grimberghen ſchuldich den Hertoghe te leveren waerment knjghen mach, maer 't jaerlijck inkommen van den erve, van den eyghen ende leene, blijft den Heeren van Grimbergen, tot dat ſy haeren peys macken; ende als ſy den peys hebben teghen den Hertoge, ſoo hebben ſy hem teghen de Heeren van Grimberghen, ende moeten weder hebben haer eyghene ende haer leene: ende deſghelijcks ſoo hebben der Heeren van Grimbergen lieden teghen den Hertoghe die in ſijn landen gheſeten zijn. Voorts als men maeckt vredelijcken coren by mannen en by Schepenen om des lants orboir, wien breckthy betere de Heeren van Grimberghen naer den vonniſſe. Voort welken tijdt dat men ghebiet gheleyt uyter Kerken, ende men dat doet by mannen ende by Schepenen, wat miſdade dat daer af valt, alſoo verre als 't vonnis deylt hebben de Heeren van Grimbergen. Waer oock dat ſaeke dat eenigh poortere miſdaet verboerde in den lande van Grimberge, bleve hy ghevaen metter verſcher daet, dat moeſte hy beteren den Heeren van Grimberge naer den vonniſſe, ende ontvoer hy buyten den lande van Grimberghen, ende niet en worde

ANS de J.C. 1292. BRABANT VIANDEN ET AA.

CLXVII.

(*a*) Traduction de ce Traité faite par Chriſtophre Butkens, dans les Trophées de Brabant. Liv. IV. pag. 327.

LEs Sires de Grimberges & leurs hommes & Vaſſals ſeront tenus de ſervir le Duc à leurs deſpens eſtants mandes es communes guerres & chevauchées, & les Maiſeme-luden *ou francs Bourgeois du Duc demeurants en ladicte terre de Grimberge, ſeront tenus de les ſuivre, ſoubs peine, que celuy qui doit aller à cheval payerat dix ſols, & le pieton dix patars, ſans qu'ils pouront retourner ſans permiſſion du Duc, & ceſte amende ſe doit repartir entre le Duc & les Sires de Grimberges eſgalement par moictie: de ce toutesfois ſeront excuſés, ceux qui paſſeront les ſoixante ans, ou auront cauſe legitime de s'abſenter. Si quelqu'un de nouveau veut prouver eſtre* Maiſeme-man, *il le doit faire du coſté de ſa mere, mais ceux qui juſques lors eſtoyent tenus pour* Maiſeme-luden, *ſeront reputés & tenus pour tels & leurs ſucceſſeurs, ſans contradiction. Si quelqu'un de* Maiſeme-luden *du Duc demeurant en la terre de Grimberge vint à forfaire corps ou biens, les Sires de Grimberges ſont tenus de mettre en mains du Duc la perſonne & ſes meubles, mais le revenu de leurs heritages tant olleux que fiefs ſitués en ladicte terre doivent demeurer aux Sires de Grimberges, juſques à ce que le delinquent aye pardon & remis du Duc, lequel eſtant obtenu, ils ne ſont tenus de le prendre des Sires de Grimberges, ains retourneront en la poſſeſſion de leurs heritages tant fiefs qu'Alleux, & de meſme ſe doit faire & practiquer au regard des hommes des Sires de Grimberges reſidents es pais du Duc. Quand quelques amendes ou keures ſont ordonnées par hommes & Eſchevins pour le bien & utilite du pais, le profict en provenant touche aux Sires de Grimberges. Si quelque Bourgeois mes-fit en la terre de Grimberge & qu'il fut attrappé & prins ſur le faict, il doit amende aux Sires de Grimberges ſelon loy & jugement, mais s'il eſchappe & ſe retire hors de ladicte terre, il n'eſt tenu auſdicts Sires. Les Sergeants & Officiers du Duc ne peuvent faire apprehenſion des perſonnes en la terre de Grimberges, ſans l'adveu des Officiers des Sires de ladicte terre; ne fut pour quelque cas ou faict enorme, reſerve toutes-fois en ce le droict d'un chaſcun. Si quelque eſtran-*

(*a*) On a cru que l'Auteur duquel on tire ce Traité en Flamand, qui en eſt l'Original, en ayant fait la Traduction lui-même, il valoit mieux la ſuivre, que d'en faire une nouvelle, qui auroit été en meilleur François; mais qui, peut-être, n'auroit pas été ſi bonne.

ANS de J. C. 1292.

worde ghevanghen metter verſcher daet, ſoo waer hy quijt teghen den Heeren van Grimbergen. Voorts en moghen des Hertoge knaepen negeen hachte doen, noch vanghen binnen den lande van Grimbergen, onverſocht der Heeren knaepen. Waer oock dat van groever miſdaden dat gheviele int landt van Grimbergen, ſoo welcker Heeren knaepen datter toe quamen, ſy mochten daer die hant aen ſlaen, behoudelijck alles haere rechten. Waer oock dat ſaecke dat liede quaemen binnen den ghemeynen Heerſchappije van Grimbergen, van buyten 's landts daer de Hertoghe egeen Mayſemede en volcht, ende die te voren tot des Hertoghen Mayſemede niet en hoorden, die ſelen blijven den Heeren van Grimberghe. Wie oock poorteren ter Cappellen oft Vilvorden werden willen, ſy mogent doen in manieren dat ſy plegen, moeten allen dienſt daer ſy te voren af bekommert waren, alſoo verre alsmẽt in den vonniſſe verteyckenmach, voor den Heere daer ſy te voren toebehoorden, op dat ſy binnen den jaere ghecallengeert worden, ende indien 't poorterſchap in ſtaede ſtaet, ſal hy moeten thoonen met Schepenen ende op der Schepenen eet, op weleken dach dat hy poorter wordt. Wie oock dat wille mach hem ontpoorteren, behouwelijck der poorte rechten ende den kommer daer hy op dien dach af bekommert is. Waer men oock vaert in Oorlogen, ſoo hebben die Heeren van Grimberghen dat voorvechten ende de achterhoede, ende daer mede zijn ſy quijt van ſchildt-wachten. Voorts als die Heeren van Grimbergen vaeren in Oorlogen des Hertoghen oft in Chevauchijen, ſon mogen ſy peerden ontleenen binnen haeren gemeynen lande van Grimbergen daer ſyſe vinden, ende leverenſe Ridderen ende knaepen dieſe behoeven, en men mach van des Hertoghen negeen peerden nemen binnen den ghemeynen Heerſchappije van Grimberge. Voorts en mach mijn Heere de Hertoge negeene dienſt nemen van der Abdijen van Grimberge, noch van geene goede dat daer toe behoort dat binnen den gemeynen Heerſchappije van Grimbergen ghelegen is, behouwelijck dat des Hertogen honden een giſte jaerlijcks ſullen hebben van een nacht ende van eenen daghe in de Abdije van Grimberge; en in elck van haeren Hoven in 't lant van Grimberghe ſtaende. Oock mach de *Graeve van Vianden* lombaerde houwen binnen ſynen ſonderlinghen Lande. Voorts den poorters goede, die uyt den lande van Grimberghe ſijn poorteren oft werden, dat nu tedienſte ſtaet moet de Heeren van Grimberghe te Houwelijck dienen, te Ridderſchappe ende te geyaeneſſe, alſoo verre als ſy 't geloft hebben; voort alle deſe ſtucken ghelijck datſe hier beſchreven zijn, die de Heeren van Grimberge ghemeyn hebben, ſal den Graefe van Vianden in ſonderlinge hebben. Ende om dat wy willen dat alle deſe Ordonnantien ende vor-waerden, geſtadich ende vaſt ſelen blijven, ſoo hebben wy onſe Segbelen in oorkonſchappe doen hangen aen deſe letteren, die gemaeckt waeren ende ghegeven in den jaere ons Heeren doe men ſchreef M. CC. XCII. des Maendaechs voor S. Pauwels dach Apoſtel.

ger vint demeurer en la terre de Grimberges d'aucun pais ou le Duc n'at Bourgeoiſie, & qui auparavant n'oppartenoit à aucune de ſes Bourgeoiſies ou Maiſemede, il doit demeurer aux Sires de Grimberges. Les manants de la terre de Grimberge pouront librement prendre Bourgeoiſie à la Chapelle & à Vilvorde comme auparavant, mais ils ſeront tenus aux charges ſi avant qu'ils eſtoyent tenus envers le Seigneur à qui ils appartenoyent, en cas que le Seigneur les reclame dans un an: & qui voudra pourat auſſi quitter la Bourgeoiſie en payant le droict, & demeurerat aux charges comme il eſtoit auparavant. Aux expeditions Militaires ceux de Grimberges doivent avoir le premier rang au combat & l'Arriere-garde, & parmy ce ils ſont libres de toutes autres gardes & ſintinelles. Quand les Sires de Grimberges vont avec le Duc en guerre ou Chevauchees, ils peuvent emprunter par toute leur terre chevaux, & les diſtribuer aux Chevaliers & Eſcuiers qui beſoing en ont: mais de la part du Duc cela ne ſe peut faire. Le Duc ne doit prendre aucun ſervice de l'Abbaye de Grimberge n'y des bieus d'icelle ſitués dans la terre de Grimberge, ſauf une giſte de nuict & jour touts les ans pour les chiens du Duc en ladicte Abbaye, & en chaſque court d'icelle ſituee dans ladicte terre. Le Comte de Vianden peut tenir lombards en ſa particuliere Seigneurie. Les terres & biens ſitues au pais de Grimberge appartenants à quelque Bourgeois manant hors ledict pais, doivent ſervice aux Sires de Grimberge en mariage, en Chevallerie & en priſon, ſi avant que leſdictes terres & biens ſoyent tenus à ſervice: Et tout ce qu'eſt dict en faveur & touche aux Sires de Grimberges en commun, compete au Comte de Vianden en particulier: & furent les lettres ſur ce données ſcellées par le Duc & par leſdicts Sires de Grimberges.

ANS de J. C. 1292.

CLXVIII.

ANS de J. C. 1293. GUIX ET SAVOYE.

Contract de Mariage entre GUILLAUME *Seigneur de Gex*, & JEANNE DE SAVOYE, *conclu l'an* 1293. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 638.

NOs Lyone Dame de Iays, & je GUILLAUME de Iays Fils de la Dame Lyone conſeſſons & reconnoiſſons que nous avons eü & reçeu de Noble Baron Monſeignor Loys de Savoye Seignor de Vaut tres mille libr. de Loſeneys nombrées & payées à nos enterement par lou dit Monſeignor Loys au nom & par nom dou Mariage de JEHENNETE Fille dudit Monſeignor Loys qui doit eſtre Feme de moy Guillaume devant dit; Apres nos dite Lyone, & je Guillaume devant diz donnons & octroyons en bonne foy & par ſolemnelle ſtipulation à ladite Jehennete, & aux ſiens, en emendement dudit Mariage & en accroiſſement quatre mille libr. de Loſeneys en tel maniere. C'eſt à ſçavoir que ſe je ly dis Guillaume moroye par avanture devant que ladite Jehennete quele & li ſieu ayent & puiſſent recouvrer en paix, & ſant nulle moleſte ſur les biens de ſus eſcris leſdites ſept mille libr.

ANS de J. C. 1293.

ANS de J. C. 1293.

libr. de Loſeneys, & ſe par avanture ladite Jehennete moroit ſans hoirs devant que li dis Guillaume, que li dis Meſſire Loys, ou cil à cui la reſtitution de l'argent devant dit ſe devroit faire, n'en puiſſent recouvrer de moy ne des miens, ne de nos Lyone devant dite, for que ſoulement tres mille libr. de Loſeneys, & por les ſomes d'argent devant dites eſtre ſauvés à ladite Jehennete & reſtituir en cas, & en tans que reſtitutions s'en devroit faire à ladite Jehennete, ou à ceux à cui faire ſe devroit; Nos ladite Lyone, & je Guillaume devant dis obligons audit Monſeignor Loys, & à ladite Jehennete, & à lor hoirs tos noſtres biens Nobles & non Nobles, preſens & à venir quel qu'ils ſoient, fiés & riereſiés, homages, Chaſtiaux, Viles, mandements, Fortareſſes, rentes, uſages, Seignories, & totes noſtres autres choſes, excepté lou chaſtel, & la Vile de Iays & la Vile de Chavanay, & la Vile de Charans, & la Vile de Suvrer, & la Vile de Sayſſier, & ia ſoit il enſi que les choſes deſſuſdites obligiés ſoyent, ou ayent eſté de les appartenances de Iays, porce ne remaint pas quele ne ſoient obligiés enſi con deſſus eſt eſcrit, & deſdites leſqueles choſes obligiés, & les rentes & appartenances de celes, Noſdite Lyone, & je dis Guillaume volons & octroyons que ladite Jehennete, ou cil à cui la reſtitution devant dite ſe devroit faire tinnant, levant & percevant en paix, & ſans nulle moleſte tant que ladite reſtitution fut faite, & ſe ladite Jehennete vivoit plus que li dis Guillaume, que apres la reſtitution de l'argent dit, ladite Jehennete puiſſe & doive tenir à ſa vie les Chaſtiaux de Divona, & de Flaxé, & totes les rentes, & los appartenances & lou fié de Montrichier, & lo fié Monſire Rol de Livron & ſe paravanture ladite Jehennete façoit emendement es des Chaſtiaux, que tel emendement ſoient tenu rendre cil à cui li dit Chaſtel retorneroient aux hoirs; ou au commandement de ladite Jehennete, au dit de doux Prodomes eſlis communement, & ſe enſi eſtoit que les choſes deſſuſdites fuſſant de fié, ou en tot, ou en partie, que cil qui tiendroit le Chaſtel de Iays; doit porter le fié vers celuy del cui fié les choſes deſſuſdites ſeroient. Aprés noſdite Lyone & je Guillaume devant dis donons par pure donation ſans mais revocar audit Monſeignor Loys & à ſes hoirs par tos temps en heritage & en Alve tel droit & tel raiſon que nos avons & poons avoir ou Chaſtel en mendement en la Seignorie, és fiés, & en les appartenances de Prengins, leſquelles choſes eſtoint noſtres & promettons en bonne ſoy, & par ſairement rendre audit Monſeignor Loys totes les letres que nos avons, ne porrons avoir de ces choſes, & luy, ou les ſiens metre maintenant en corporel poſſeſſion dudit Chaſtel de Prengins. Per iquime ſine volons & octroyons noſdite Lyone & je Guillaume devant dis, que ce je Guillaume avois Enfant ou Enfans de ladite Jehennete qu'il ſoient hoir, & Seignor de tote noſtre terre que nos avons à maintenant, & que nos aurions au temps de noſtre mort, & de ces choſes nos lor façons à maintenant donation en bonne foy, excepté ledit Chaſtel de Prengins, qui eſt audit Monſeignor Loys. Ja ſut il enſi par avanture que ladite Jehennete morit devant que je dis Guillaume, & apres ly priſſe autre ſeme dou je euſſe Enfans, apres je le dis Guillaume quitte en bonne foy ſairement à maintenant audit Monſeignor Loys, & aux ſiens, quant qu'il ont à maintenant ou qu'il auroient au temps de lor mort & promete enſi que deſſus, & ſur l'obligation de mes biens que je feray & procureray que ladite Jehennete quitera por lou Mariage deſuſdit ſens autre choſe demander en nul temps les biens, & l'eritage dou dit Monſeignor Loys & des ſiens, quant elle aura age de quiter, en tel maniere que la choſe vaudra & porra eſtre ferme par droit. Apres noſdite Lyone & je dis Guillaume promettons en bonne foy & par ſairement que nos ne avons fait ne ferons choſe porquoi les deſſuſdites ne puiſſent eſter, & ſi nos leviens fait, Nos les revocons & volons que ne vaille, toteſois retenons nos ladite Lyone à notre vie les fruicts de ces choſes devant dites, as qués nuls ne nos puiſſe faire tor, ne mettre empechement & nos devons tenir & ſuſtenter ladite Jehennete en tel maniere que li dis Meſſires Loys s'en teigne por payés. Ces choſes devant dites, nos ladite Lyone, & je li dis Guillaume promettons enſemble & chaſcuns par ſoy en tot en bonne foy & par ſurement & ſus l'obligation de tos nos biens tenir & garder, & non venir encontre en tot ne en partie, & renoncions à tot droit de lois, ou de canon, à tote coſtume, grace, privilege empetré, ou a empetrer. Parquoy nos porrions en contre les choſes de ſuſdites en tot ou en partie, & ſpecialement noſdite Lyone à tot privilege de Mariage, d'ypotheque & de tote obligation & al Senal Conſulte velleyn. Et de ces choſes furent ſaites dous Letres d'une tenor per chacune partie, une ſellées dou ſeel Monſeignor Loys devant dit, & dou ſeel de nos Lyone devant dite, & dou ſeel de moy Guillaume devant dit. En temoignage de les quiés choſes. Nos ly dis Loys, & nos ladite Lyonne, & je li dis Guillaume avons gnis noſtres ſeels en ceſtes preſentes letres. Données à Jas le Vendredy apres la Purification noſtre Dame, l'an de noſtre Seignor, mil doux cens nonante & trois.

ANS de J. C. 1293.

CLXIX.

(a) *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* (b) EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, Fait à Paris, au mois de Février* 1293. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici, pag. 27.

ANS de J. C. 1293. FRANCE ET ANGLETERRE.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, nous faiſons à ſçavoir à tous, que mariage eſt parlé, tracté & accordé entre tres noble Prince EDUVARD par la dicte grace Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine d'une part, & Dame Marguerite noſtre chiere Suer d'autre, ſelon les convenances qui s'enſuivent. C'eſt à ſçavoir, que s'il advient, que la dicte Margarite ait fils maſle d'iceluy Roy d'Angleterre, iceluy fils, & li hoirs deſcendans de ſon corps & tail li deſcendent, leſdicts deſcendans de loiau mariage, ſoit fieus ou fille, auront touſjours en heritage aprés le deceds dudit Roy d'Angleterre le Duché d'Aquitaine & ſes apartenances; & celi fiuz maſle, & ſui hoirs de li deſcendent, & li deſcendans deſdits deſcendans ſoit de fieu ou de fille en loiau mariage, qui auront la dicte Duché, ſeront tenus donner à chacune des filles qui iſtront dudict Roy d'Angleterre & de la dicte Marguerite à ſe marier quarante mil livres de tournois en deniers pour terre & pour toutes choſes, ſi li dis Roys ne avoit aſſeurées de mariage en ſa vie; en telle maniere, que les dictes filles ſe tiennent a payées chacune des dictes quarante mil livres en deniers à elles marier pour terre & pour toutes choſes, & que elles en aucun cas ne puiſſent rien plus demander, ny avoir en la terre, ni en l'heritage de la dicte Duché, ſaufve loyalle eſcheute, s'il advenoit (que ja a Dieu ne plaiſe) que li Roy d'Angleterre mouruſt ſans autres deſcendans de li, ou deſcendans de deſcendans.

§. 2. Et eſt Traitté & accordé au devant dit cas, auquel y aura fils ou hoirs maſles ou femelles, deſcendans dudict fils de loiau mariage, que ledit fint & tint, ſil qui ſeroit de li deſcendans, de loyau mariage & ſeront Duc de la dicte Duché; à la requeſte du Roy d'Angleterre, qui adonc ſera, ſeront tenus de faire & feront en la dicte Duchée Serement au Roy d'Angleterre, & de chacun Duc d'Aquitaine, que il aideront audit Roy d'Angleterre aux guerres & aux beſongnes,

(a) Ce Traité ne fut jamais ſcellé; on liſoit ces paroles au dos de l'Original. *Quadam petitiones quas ſibi petebant Angli ferd ante guerram, ſed Rex eas nolens ad mittere.*

(b) C'eſt Edouard I. de la tige d'Anjou, nommé de Winchester, parce qu'il naquit en cette Ville,

ANS de J. C. 1293. que il aura par raiſon de ſon Royaume & de ſes Seigneuries dedans ou dehors le Royaume de avenant ſecours de gens d'armes, & de nefs & d'autres Vaiſſeaux de Bayonne, avec la garniture, que meſtier y aura es coſtages & gages advenant dudiƈt Roy d'Angleterre, mais que ce ne ſoit contre le Roy de France dedans ſes terres ne dehors ne contre homme de ſes Royaumes ne dedans ſes Royaumes ; & en telle maniere, que s'il advenoit que au temps auquel li Rois d'Angleterre requerroit ou ſeroit requerre ledit Duc doudiƈt ſecours, ou de la diƈte ayde, que li Roys de France euſt meſtier du ſervice, & du ſecours dudiƈt Duc es beſongnes, & es guerres, que li meſme Roys auroit par raiſon de ſes Royaumes dedans & de hors, & requit ledit Duc, que li aidaſt, que lors le diƈt Duc fuſt excuſé de faire le diƈt ſecours audiƈt Roy d'Angleterre, juſques à tant, qu'il euſt aydé icelle fois le Roy de France ; & outre ce ledit Duc & ſui hoir ſeront tenu de jurer au diƈt ſeurement, que ils ne feront alliance contre le Roy d'Angleterre ne contre eux, ne ſeront en nul cas, quant as beſongnes, & as guerres, que ledits Roy d'Angleterre auront ou pourront avoir pour raiſon de leur Royaume & de leurs terres, & de leurs Seigneuries dedans & dehors ; Sauvées & exceptées les beſongnes & les guerres que li Rois de France aura pour raiſon de ſes Royaumes & de ſes terres dedans & dehors ; Et nous & nos hoirs Rois de France ſommes tenu de contreindre ledit Duc & ſes hours Ducs d'Aquitaine à faire ledit ſeurement en la maniere deſſus diƈte à la requeſte dou Roy d'Angleterre, qui lors ſera ou de ſon mandement.

§. 3. Et s'il advenoit, que lidiƈt fieu maſle, qui auroit ou devroit avoir ladiƈte Duché ſelon ordonance deſſus diƈte, mourut ſans hoir deſcendant de ſon corps en loïau mariage, & tus lidit hoir & toute la iſſuë de maſles & de femelles deſcendans dudiƈt fils de loïau mariage mouruſſent en aucun temps, ladiƈte Duché avecques ſes apartenances retournera à celuy, ou à celle qui à donc ſera hoirs du Royaume d'Angleterre, ſans grief, & ſans outrageus ameuniſſements de la diƈte Duché, combieo que ce li hoirs d'Angleterre, qui lors ſera, ſoit en longtain degré de lignage de la perſonne dou Duc ou de la Ducheſſe d'Aquitaine, de la deſcenduë doudiƈt fils maſle, dont la diƈte Duché deuvra retourner au Roy d'Angleterre, qui lors ſera, ſelon la forme deſſus diƈte ; ſauf noſtre droiƈt royal en cas de forfaiƈture, ſe elle advenoit.

§. 4. Et ſi il advenoit, que ladiƈte Margarite euſt fils ou fille dudiƈt Roy d'Angleterre, & que elle n'en euſt nul fils maſle, que chacune des diƈtes filles euſt à li marier, quarante mil livres de tournois noirs en deniers pour terre & pour toutes choſes ſur ladiƈte Duchée, ſe li diƈt Roy ne les avoit aſſeurées de mariage en ſa vie ; & que les diƈtes filles ne aucunes d'elles ne puiſſent aucune autre choſe demander ni avoir par ſucceſſion, ne par eſcheutte, ne en aucune autre maniere en la diƈte Duchée ne en ſes apartenances, qui en ce cas apres le deceds doudiƈt Roy d'Angleterre demeure aux hoirs maſles ou femelles doudiƈt Roy d'Angleterre, comme Parrie de France.

§. 5. Derechef il eſt Trailté & accordé, que la diƈte Marguerite apres le mariage doudiƈt Roy d'Angleterre & de ladiƈte Marguerite faiƈt & acomply aura en Douaire apres le deceds dudiƈt Roy d'Angleterre quinze mil livres de tournois noirs, tant ſeulement chacun an a ſa vie ſur ladiƈte Duché, ſi ainſy advieot, quelle ayt dudit Roy d'Angleterre fils maſle, ou que il y demeure hoir maſle d'iceluy fils qui ſurvive le meſme Roy d'Angleterre. Et ſi ainſy eſtoit, qu'elle n'euſt fils maſle dudiƈt Roy d'Angleterre, ne que il demeuraſt hoirs maſles de ce li fils, qui li meſme Roy ſurvequiſt, & qu'elle euſt fils ou filles, ou que elle n'euſt fils ne fille, elle aura en douaire apres le deceds dudiƈt Roy d'Angleterre vingt mil livres de tournois, ſans plus chacun an a ſa vie ſur la diƈte Duché pour le-

ANS de J. C. 1293. quel douaire elle aura toute la terre, que ledit Roy d'Angleterre a en Xaintonge, & la terre de la Iſle de Oleron, & les Chaſteaux & Chaſtellenies de Blanchefon & de Sainƈt Macaire, ſelon que les diƈtes terres ſont priſées a droit valour de chacun an & le remaignant elle aura ſur les peages de Bordeaux ou de Normandie, ou ſur ambedeux.

§. 6. Et outre ce la diƈte Marguerite apres le deceds doudiƈt Roy d'Angleterre tant ſans plus, comme elle demoura ſans Baron, aura la garde, la tutelle & le bails doudiƈt fili maſle, quant a la diƈte Duchée ſans plus juſques à tant, que le diƈt fius maſle ſoit de quinze ans accomplis. Et s'il advenoit, que Dieu fiſt ſon commandement de celi fils maſle, apres le deceds dou meſme fils, & dou Roy d'Angleterre, la diƈte Marguerite aura par meſme maniere la garde, la turelle, & li bail des hoir maſle ou femelle deſcendant doudiƈt fili maſle par loïau mariage, qui devra avoir la diƈte Duchée, ſelon la forme deſſus diƈte, juſques à tant, que li diƈt hoirs, qui devra avoir ladiƈte Duchée ſoit de quinze ans accomplis, & durant ledit bailli & cas deſſus diƈt, & en chacun d'eux, ladiƈte Marguerite aura par raiſon de la diƈte garde, & de la diƈte tutelle, & dudiƈt bail tous les fruits & tous les iſſus de la diƈte Duchée, en telle maniere, que en ce ſoit contenu ſon doaire durant ledit bail, & que elle ſoit tenue de faire au Roi d'Angleterre le ſeurement deſſus diƈt pour le temps dudiƈt bail, & que des dits fruits & iſſues elle faſſe & compliſſe les deſpens de garder & de ſouſtenir les Chaſteaux & les forteresſes, & les maiſons du Domaine de la diƈte Duchée & les deſpens de mener & maintenir tous les plaids de la diƈte Duchée & de payer totes les autres charges, quelles quelles ſoient, leſquelles aviendront & ſeront à faire par raiſon dou temps doudiƈt Bail ; ſauf & excepté qu'elle ne ſoit tenue de quarante mil livres deſſus diƈtes, les quelles doivent eſtre données à chacune des filles doudiƈt mariage à elles marier, ſelon qu'il eſt deſſus diƈt ; & que finy le diƈt bail en la maniere deſſus diƈte, elle ne puiſſe demander rien par nulle couſtume, ni par nul uſage d'aucun Royaume, ne d'aucune terre, fors tant ſeulement ledit doaire à ſa vie, ſelon le cas, qui adviendra de fils ou de fille & comme il eſt deſſus plainement ordonné.

§. 7. Et nos par grace & par favor doudiƈt mariage, & des convenances & conſeil, & pleniere deliberation ſur les choſes qui s'enſuivent, de noſtre certaine ſcience, par autorité de noſtre plenier pooir royal octroyons & doonoos de noſtre eſpeciale grace audiƈt Roy d'Angleterre, à tore ſa vie, audiƈt fils maſle, qui iſtra de li & de la diƈte Marguerite, & à tous les hoirs, qui deſcendront du corps doudiƈt fils de loyal mariage, & qui ſeront Due d'Aquitaine ſelon les convenances deſſus diƈtes, tout le droiƈt de proprieté & de ſaiſine, que nous devons ou pouvons avoir en aucune maniere en la garde & la obeiſſance, & en la ſouveraineté ſans meicin de toutes les Egliſes Cathedraux, & autres Egliſes Cathedraux & autres Egliſes teguliers & ſeculiers, collegiées & non collegiées, ſoit chef ou membre, & de perſonnes, de poſſeſſions, & de autre choſe de Sainƈte Egliſe, les quelles Egliſes, perſonnes, poſſeſſions & autres choſes de Sainƈte Egliſe, ſont & ſeront dedans les termes, ou dedans les bornes de la Duchée d'Aquitaine deſſus diƈte, & ſpeciallement des Egliſes Cathedraux & non Cathedraux, Religieuſes & ſeculieres, Collegiées & non Collegiées, des Citez, des Evechez, & des Provinces de Bordeaux & de Aux ; & des perſonnes, des biens & des choſes de Sainƈte Egliſe, qui ſont & ſeront ez dites Citez, Eveſchez & Provinces dedans les termes, & dedans les bornes de la Seigneurie, & des fiez & des refiez de la diƈte Duchée d'Aquitaine ; exceptées celles auxquelles les Roys de France, ou aucun d'eux ont octroyé par Chartres, ou par lettres ſouffiſans que ils ne les mettront hors de leur main. Et

de

ANS de J. C. 1293. de celles meſmes qui ſeront trouvées privilegiées de tel privilege, ſi ledict Roy d'Angleterre, ou ſui hoir deſſus dict y cuident avoir raiſon, ou parce que elles ayent autres fois obey à luy, ou en autre maniere, nos à la requeſte du Roy d'Angleterre, ou de ſon mandement en ferons ſçavoir de plain, & ſans delay la verité & leur en ferons droit tout de plain & ſans delay, ſi haſtivement comme nous pourrions ſelon la qualité de la beſongne; ſauf & retenu à nous & à nos hoirs Rois de France le reſſort de la Cour dudict Duc à la noſtre, & l'autre ſouveraineté royal, tel comme nous l'avons ſur les autres Pairs de France & ſour leurs ſougiés, & exceptés de cet noſtre octroye & don les Egliſes des trois Citez & Eveſchiés, c'eſt à ſçavoir de Limoges, de Caorſin, de Perigort, eſquelles nous ne entendons par ce noſtre octroy donner ny octroyer nul nouvel droict audict Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, ne à ſes hoirs deſſus dicts, mais ſe il a droict en autre maniere, bien luy ſoit ſauf, & de ce nous li ferons avoir ſon droict tout de plain ſans delay, li haſtivement comme nous pourrons ſelon la qualité de la beſongne.

§. 8. Et encore por la grace & por la ſaveur dudict mariage & des dictes convenances octroions nos & donnons de noſtre eſpecialle grace audict Roy d'Angleterre à tote ſa vie, & audict fils maſle, & à tous ſes hoirs deſſus dicts Ducs d'Aquitaine, que tout cil de quelque condition ou eſtat qu'ils ſoient, qui appelleront de la Cour dudict Duc de mauvais ou faux jugement, ou de deffaut de droict, ou en outre maniere à nous ou à noſtre Cour, l'apeau pendant, ne ſeront exempts de la juriſdiction ni de l'obeiſſance dudict Duc, ne de ſes Senechaux, ne de ſes autres Baillifs, fors ſans plus, & tant ſeulement en la cauſe ou en la querelle principalle, & ez choſes dependantes de celle cauſe ou querelle principalle en laquelle apeaus aura été faict de la Cour dudict Duc à la noſtre, ſoit que la terre de la dicte Duchée, dont li appel ſera faict à nos ou à noſtre Cour ſe gouverne par droict eſcrit, ou par couſtume; & en celle meſme maniere por la grace & por la favor deſſus dicte, nous octroions & donnons de noſtre eſpeciale grace audict Roy d'Angleterre à tote ſa vie, & audict fils maſle, & à tots ſes hoirs deſſus dicts, que en quelque maniere ledict Duc d'Aquitaine, ou leur Lieutenant, ou leur Seneſchal, ou aucun leur autre Souſſeneſchal cheent, ou ſoient convaincus en noſtre Cour en l'inſtance de qui que ce ſoit, ou de quelque condition ou eſtat qu'il ſoit, ſur cas de apeau fait à nous ou à noſtre Cour de mauvais ou faux ou inic jugement, ou de defaut de droict, ou d'aucun autre appel des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, que il pour ce n'en cheent, ne puiſſent encheoir envers nous ne envers nos hoirs Rois de France, en aucune forfaicture d'aucun droict de heritage, perpetuellement, ni à aucun temps, mais que ledict Duc, quand tel cas adviendra, ſoient punis, tant comme à nous apartiendra, en tant comme vaudroit li fruicts d'un an de celle choſe principalle, qui aura eſté miſe en plaid à la Cour doudict Duc, ou de ſon Seneſchal, ou d'aucun autre ſon ſouſmis, & duquel plaid li apeau aura eſté faict à noſtre Cour, ſelon ce que la dicte valeur deſdicts fruits d'un an, au mandement de nous ou de nos hoirs Rois de France ſera trouvée par la verité de ſix bons hommes jurez de ces parties; ou la choſe principale ſera ſans autre ſolemnité de enqueſte, ou cil li plaid principal qui ſera, ou aura eſté en la Cour doudict Duc, ou de ſes ſouſmis des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernez par couſtume, ſoit de choſes meubles, ou ſoy mouvans, ou de debtes, que ſi en tel cas ledict Duc, ou ſon Seneſchal, ou ſon Souſſeneſchal chée, ou ſoit convaincu en noſtre Cour de appel faict à noſtre Cour, que il ſoit puny à la dixieſme partie de valeur de la querelle principale, en laquelle ou de laquelle li appeaux aura eſté faict ou pourſuivy de la Cour doudict Duc à la noſtre; & ſi li plaid principau, qui ſera, ou qui aura eſté en la Cour doudict Duc, ou de ſes ſouſmis des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, & douquel appeaux aura eſté fait à nous, ou à noſtre Cour, ne ſoit mie de meubles ou de debtes, ne de choſe de heritage, qui ayent ou faſſent fruict, ains ſoit de droicture ou de ſervitude, ou de autres choſes, leſquelles legierement ne pevent eſtre eſtimées; en tel cas ledict Duc, quand il ou ſes Seneſchal ou ſous Seneſchal cheera en noſtre Cour de appel faict de ſa Cour à la noſtre ſoit punis en deniers en l'arbitre & à la taxation de oous & de noſtre Cour & de nos hoirs Roys de France; & par ſemblable maniere, quand il adviendra, que le ſouſmis doudict Duc ou aucun autre, de quelque condition ou eſtat, qu'il ſoit, auroit appellé, ou diront qu'ils ont appellé à noſtre Cour doudict Duc, ou de ſon Seneſchal, ou de ſon ſous-Seneſchal ez terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, & il cherront de leur appel par jugement de noſtre Cour, & ne pourſuivront l'apel, qu'ils auront faict, ou lequel ils diront, que ils auront faict à nous, ou à noſtre Cour, que leſdicts Ducs les puiſſent punir ſeloo les manieres deſſus dictes; c'eſt à ſçavoir en la valeur des fruicts d'un an de la choſe qui aura eſté miſe en plaid principal, ſeloo ce que à ſon mandement, ou de ſoo Seneſchal ou de ſon Sous ſenechal, ſera trouvée la verité par ſix bons hommes jurez de ces parties; & en la dixieſme partie de la querelle principal, quand elle ſera de meuble ou de debtes; ou à ſon arbitre ou de ſon Seneſchal, ou de ſon Souſſeneſchal, quand la querelle principal ſera de choſes, qui legierement ne peuvent eſtre eſtimées, ſelon ce qu'il eſt plus plenierement dict par deſſus en l'article dou puniſſement dudict Duc, en tant quant à nous a fiert; & quand aucuns deſdicts appellans ſeront noſtres ſouſmis, & ne ſeront mie ſouſmis doudict Duc, nous ſerons en ce cas ledict Duc jour de ſon droict, quant à la droicture de la dicte amende doudict appel; & quand ledict appel auroit eſté faict & pourſuivy en noſtre Cour de la Cour doudict Duc ez terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par droict eſcrit, nous voulons & octroions, que quant au puniſſement dudict Duc envers nous & nos hoirs, & des ſouſmis doudict Duc envers le meſme Duc, ſoit gardé le droict eſcrit, & ces trois articles deſſuſdicts, c'eſt a ſçavoir, de la garde, de la obeiſſance, & de la ſouveraineté des Egliſes & des perſonnes, & des choſes de ſaincte Egliſe, & de la exemptioo, ou des forfaictures, & des amandes des appeaux.

§. 9. Nous octroyons & donnons par meſme maniere à Eduard fils qui ores eſt dudict Roy d'Angleterre à toute la vie dou meſme fils, ſe il advenoit, que la dicte Duché d'Aquitaine apres la mort doudict Roy ſon Pere demouraſt, ou li retournaſt, ſelon les cas deſſus deviſez & accordez, & cet octroy & doo deſdicts trois articles en la maniere deſſuſdicte, nous faiſons, non contr'eſtant, que l'on diſt ou peut dire, que les Couſtumes, li uſages ou li droicts de nous, ou de noſtre Cour, ou des terres de la dicte Duchée fuſſent tout autres divers ou contraires ez trois articles deſſuſdicts. Et en telle maniere, que apres le deceds dudict Roy d'Angleterre, & de Edouard ſon fils, & de toute la deſcenduë doudict fils maſle, qui iſtra doudict Roy & de la dicte Marguerite, qui ja n'advienne, ce noſtre octroy & don des trois articles ſuſdict tourne à nient, & n'aye point de valor, quant au temps apres ſuivant, & que d'illecques en avant, nous & noſtre Succeſſeur Roy de France puiſſions uſer & exploicter tout noſtre droict contre le Duc d'Aquitaine, qui a donc ſera; ſauve & reſtement dict Roy d'Angleterre, & à tous ſes Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine, tout le droict & toute la raiſon, que ledicts Roys, & ſui Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine & Pairs de France par raiſon de la dicte Duchée ont ou peuvent

ANS de J. C. 1293.

ANS de J. C. 1293. vent avoir, ſi comme li dits Roys & Ducs dits par droict commun, ou en autre maniere ez trois articles deſſuſdicts; quant à proprieté, ou quant à ſaiſine: auquel droict dudict Duc nous voulons, que nul prejudice ne ſoit faict, parce que lidict Roy d'Angleterre pour ſoy & pour ſes Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine en la maniere deſſuſdicte prend de nous en don de noſtre grace eſpecialle l'octroy & le don des trois articles deſſuſdicts. C'eſt à ſçavoir des gardes, de l'obeiſſance, & de la ſouveraineté des Egliſes, de la exemption & de la maniere dou puniſſement des appellans.

§. 10. Derechef pour la grace & por la faveur deſſuſdicte, nos pour nous, & pour nos hoirs Roys de France octroyons & promettons, que nous ne ſouffrirons, & à la Requeſte dou Roy de Angleterre, qui ore eſt, & qui de cy en avant ſera, deffendrons & ferons que nul de nos Royaumes n'aille à armes contre le Roy d'Angleterre, en aucune de ſes terres, ſe n'eſtoit pour appert contens, qui ſuſt entre le Rny d'Angleterre & nous ou nous hoirs Roy de France, (ce que ja n'advienne.) Et voulons, que ſi ez choſes devant dites avoit aucunes choſes troubles ou douteuſes, que celles ſoient entendues & eſclaircies ſelon noſtre bonne foy, en noſtre preſence, & des plus grands de noſtre Conſeil. Et nous pour nous & pour tous nos hoirs Rois de France promettons que nous garderons & tiendrons, & ferons tenir les convenances des choſes toutes & ſengles deſſuſdictes, les quelles nous voulons de noſtre certaine ſcience, que ayent valour & fermeté, & ne puiſſent eſtre enfraintes par de faict de ſolemnité de droict ou de couſtume, ne en aucune autre maniere. Et pour plus grande fermeté nous y mettons noſtre auctorité & noſtre decret. En teſmoin de ce nous avons ſait ſceller ces lettres de noſtre ſcel. Ce ſut faict à Paris, en l'an noſtre Seigneur, mil deux cents quatre vingts treize, au mois de Fevrier.

CLXX.

ANS de J. C. 1294. Savoya. *Promeſſe de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Piémont à* AME LE GRAND *auſſi Comte de Piémont faite à Chamberi l'an* 1294. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 136.

NOS *Philippus de Sabaudia, Filius inclytæ recordationis Domini Th. de Sabaudia.* Notum facimus univerſis præſentes litteras inſpecturis, Quod cùm nos, cum *Illuſtri Viro Domino Amedeo Comite Sabaudiæ Cariſſimo Domino noſtro & Patruo*, bonam & firmam concordiam, compoſitionem & tranſactionem fecerimus; *Nos & Petrus, & Amedeus Fratres noſtri* nomine noſtro, & aliorum Fratrum noſtrorum, de omni jure, portione & actione quod & quas habebamus vel habere poteramus, quoquomodo in Comitatu Sabaudiæ, & in tota Terra quam idem Dominus Comes tenet, & quæ tenetur ab eo, & de omni eo quod à dicto Domino Comite ex quacumque cauſa petere poteramus. Nos dictus Philippus promittimus bona fide pro nobis & noſtris hæredibus ac ſucceſſoribus, vobis dicto Domino Comiti ſtipulanti; pro vobis veſtriſque hæredibus ac ſucceſſoribus, Quòd nos prædictam concordiam & compoſitionem, & omnia, & ſingula in litteris indè confectis contenta, ſervabimus, cuſtodiemus perpetuò, & non contra faciemus, vel veniemus de jure vel de facto; & quòd facimus, & curabimus pro poſſe noſtro & bona fide, nulla fraude, ſimulatione, machinatione adhibitis, quod Illuſtres Viri Cariſſimi Avunculi noſtri, Dominus Ottho Comes Palatinus Burgundiæ, Dominus Renaudus de Burgundia Comes Montisbelicardi; Dominus Hugo de Burgundia, & Joannes de Burgundia, & alii Fratres ſui, & Dominus Ludovicus Dominus Bellijoci, & Guichardus ejus Filius; prædictam concordiam, & omnia, & ſingula, per nos & dictos Fratres noſtros facta, concordata, promiſſa & conventa pro dicto Domino Comite approbabunt, ratificabunt, & ſe eidem Domino Comiti per ſolemnes ſtipulationes & obligationes obligabunt, & de his ſuas patentes literas tradent, ſigillis eorum pendentibus ſigillatas; & ſi contingeret, quòd abſit, nos aliquo tempore venire vel venire velle, vel facere contra prædictam concordiam, vel aliqua in literis inde confectis contenta, nullum conſenſum, nullum auxilium vel favorem nobis, nec etiam noſtris hæredibus dabunt facto, verbo, vel opere, ſed nos efficaciùs inducent ad omnia prædicta obſervanda. Promittentes bona fide, & per juramentum à nobis corporaliter præſtitum, & ſub obligatione omnium bonorum noſtrorum, prædicta omnia & ſingula facere, & curare infra menſem poſtquam à dicto Domino Comite fuerimus ſuper hoc requiſiti. In cujus rei teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum. Datum apud Camberiacum, die Lunæ ante Purificationem Beatæ Mariæ. Anno Domini M. CC. XCIV.

CLXXI.

ANS de J. C. 1294. Savoya et Fouconet. (a) *Donation faite par* BEATRIX DE SAVOYE *Dame de Fouciguy à* AME LE GRAND *Comte de Savoye, de tout ce que ladite Dame poſſedoit depuis le Lac de Genéve & Seiſſel, juſques à Fribourg, &c. Faite en l'année* 1294. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 81.

(a) C'étoit pour le récompenſer des ſecours, qu'il lui avoit fournis, contre le Seigneur de la Tour du Pin Dauphin de Viennois ſon Gendre. Beatrix avoit déja donné audit Amé l'année précédente, Bonne, Montoux, Bonneville, Chaſtelet, Credo, Alinges, Château fort & Rovorée; ne s'en réſervant que l'uſufruit, ſa vie durant.

NOS *B. Filia* inclytæ recordationis *Domini P. Comitis Sabaudiæ, Dominaque Fucigniaci.* Notum facimus univerſis præſentes literas inſpecturis. Quòd nos pro nobis, & noſtris hæredibus, ac ſucceſſoribus donamus, & concedimus donatione pura, & irrevocabili inter vivos, *Illuſtri Viro Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ* cariſſimo Conſanguineo noſtro, & Domino, recipienti pro ſe hæredibus, & ſucceſſoribus ſuis, quidquid juris, actionis, rationis & requiſitionis habemus vel habere debemus, ſeu habere conſuevimus ultrà lacum Gebennenſem, videlicet à Seyſſello uſque ad Friburgum in Alamanniam, & potiſſimè feudum quod Domina Leona Domina de Gayx tenet, poſſidet, vel quaſi ſeu tenere debet à nobis, & feudum quod Dominus de Villaris tenet, poſſidet, vel quaſi à nobis quoquomodo ſeu tenere debet. Item feudum quod Dominus de Montefalcon tenet, poſſidet, vel quaſi ſeu tenere debet à nobis infrà terminos ſupradictos, & penitus quidquid habemus, vel habere debemus infra terminos ſupradictos in proprietate, Dominio, poſſeſſione vel quaſi ſeu in feudis vel retro feudis, deveſtientes nos de omnibus ſupradictis, & dictum Dominum Comitem nomine ſuo, & hæredum ſuorum per traditionem cujuſdam baculi prout moris eſt inveſtiendo, renunciantes nos præfata B. ex certa ſcientia, & de jure noſtro certificata lingua materna exceptioni doli, mali, metus, & in factum, legi Juliæ de feudo dotali, privilegio dotis, & hypotecarum, & omni auxilio juris Canonici, & Civilis per quod poſſemus venire contra prædicta. Nos verò præfatus Comes ibidem, & incontinenti omnia ſupradicta nobis donata donamus, & concedimus pro nobis, & noſtris hæredibus dictæ Dominæ B. pro ſe, & ſuis hæredibus in feudum, & in augmentum alterius feudi, quod à nobis tenet, inveſtientes dictam Dominam B. recipientem pro ſe, & ſuis hæredibus per traditionem baculi, ut moris eſt, de prædictis tanquam de rebus feudalibus, directo Domino nobis totaliter retento; Et nos dicta B. promit-

ANS de J. C. 1294.

promittimus bona fide pro nobis, & noſtris hæredibus, ſervire dicto Domino Comiti recipienti pro ſe, & ſuis hæredibus, ut meliores Vaſſali de Comitatu Sabaudiæ, de feudis quæ ab ipſo tenent, ipſi Domino Comiti ſervire debent; In cujus rei teſtimonium ſigilla noſtra præſentibus literis duximus apponenda. Datum, & actum Gebennis in domo Fratrum Minorum, præſentibus viris Nobilibus videlicet Domino Ebalo Vice-Comite Auguſtenſi, Domino Odone Alamandi miniſtrali Viennenſi, Domino Guillelmo de Septimo, Domino Aymone de Seſtenay, & Domino Girardo de Compeſio militibus, & Petro Copperii, & pluribus aliis, Die Jovis poſt octavas Paſchæ, Anno Domini M. CC. XCIV.

CLXXII.

ANS de J. C. 1294. Savoya.

Teſtament de SIBILLE DE BAUGE *Comteſſe de Savoye, fait l'an* 1294. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 150.

IN nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo quarto, die Martis, in octava Beati Joannis ante Portam Latinam. *Nos Sibilla Comitiſſa Sabaudiæ, Dominaque Baugiaci Uxor Illuſtris Viri Domini Amedei Comitis Sabaudiæ*, ſana mente, licet ægra corpore, nolens tamen inteſtata decedere, & ne poſt obitum noſtrum de bonis, & rebus noſtris, & hæreditate noſtra aliqua materia diſſentionis, ſeu diſcordiæ, oriri valeat inter Liberos noſtros de corpore noſtro, & de ipſis rebus, & bonis noſtris, & hæreditate noſtra per præſens teſtamentum in ſcriptis ſeu nuncupativum, ſeu ultimam voluntatem, noſtram diſpoſitionem ordinamus, & diſponimus, ut infrà ſequitur. In Primis animam noſtram reddimus, & recommendamus Deo, & Gloriosæ B. Mariæ Virgini. Item ſepulturam noſtram eligimus in Cimeterio Eccleſiæ Abbatiæ Altæ-Combæ, & ibidem volumus ſepeliri, cui Abbatiæ Altæ-Combæ ducentas libras Viennenſes damus, & legamus ponendas in acquirimento decem librarum Viennenſium annui redditus, pro duobus anniverſariis ſingulis annis pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris ibidem faciendis, videlicet uno in die obitus noſtri, & alio in vigilia Aſſumptionis Beatæ Mariæ Virginis. Item damus, & legamus Fratribus Prædicatoribus de Matiſcone triginta libras Viennenſes ſemel, pro uno anniverſario ibidem annis ſingulis faciendo. Item Fratribus Minoribus ejuſdem loci triginta libras Viennenſes damus, & legamus ſemel, pro uno anniverſario pro nobis ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus tàm Fratribus Minoribus, quàm Fratibus Prædicatoribus de Lugduno quibuſlibet eorum triginta libras Viennenſes ſemel pro uno anniverſario in quolibet Conventu ipſorum ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Fratribus Minoribus de Camberiaco viginti libras Viennenſes ſemel pro uno annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domui Templi de Mucia pro remedio animæ noſtræ, Parentum, & Anteceſſorum noſtrorum, quater centum libras Viennenſes pro viginti libris Viennenſibus annui redditus acquirendis ibidem; ità tamen quòd volumus quòd ultrà illos ſacerdotes qui ibidem conſueverunt morari, & Divinum officium celebrare, pro illis viginti libris annuis ſpecialiter conſtituantur duo ſacerdotes Templarii, aut Seculares qui ſint ibidem ſpecialiter deputati ad celebranda Divina officia pro remidio animæ noſtræ, & parentum noſtrorum, & Anteceſſorum noſtrorum. Item damus, & legamus Abbatiæ Athanacenſi ſexaginta libras Viennenſes ſemel pro ſexaginta ſolidis annui redditus acquirendis, pro anniverſario annis ſingulis pro nobis ibidem faciendo. Item damus, & legamus Prioratui de Selva in Vienneſio ordinis Carthuſienſis quadraginta libras Viennenſes ſemel pro quadraginta ſolidis annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro, & Alexandri cariſſimi Patrui noſtri ibidem ſepulti ſingulis annis faciendo. Item damus, & legamus Prioratibus de Sellone & de Montemaulo cuilibet eorum ſemel viginti libras Viennenſes pro acquirendis in quolibet viginti ſolidos annui redditus pro anniverſario noſtro in dictis Prioratibus annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domibus Carthuſiæ, & Aillionis, item hoſpitali de Eſpeyſia cuilibet eorundem decem libras Viennenſes, pro decem ſolidis annui redditus acquirendis in quolibet, pro anniverſario noſtro in dictis locis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domui Minoretarum de Camberiaco, & Monialibus Novillæ in terra Baugiaci, Item Monaſterio Monialium de Villario, Item Hoſpitali Montisjovis, Item Hoſpitali Columnæ Jovis, Item Hoſpitali Montiſceniſii, Item Hoſpitali Villæ-novæ Chillionis, cuilibet eorum viginti libras Viennenſes ſemel pro viginti ſolidis Viennenſibus annui redditus, in quolibet dictorum locorum acquirendis, pro anniverſario noſtro annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus cuilibet Eccleſiæ Parrochiali terræ noſtræ Baugiaci, pro luminari quinque ſolidos Viennenſes ſemel. Item damus & legamus Hoſpitali de Montemeliano centum libras Viennenſes ſemel, pro centum ſolidis annui redditus ibidem acquirendis pro remedio animæ noſtræ, & Cariſſimi Avunculi noſtri *Domini Philippi Comitis quondam Sabaudiæ*, & parentum, & anteceſſorum noſtrorum. Item damus operi Eccleſiæ Beati Joannis de Lugduno, Item operi Pontis Rhodani de Lugduno cuilibet eorum centum ſolidos Viennenſes ſemel. Item damus, & legamus Eccleſiæ Beati Vincentii de Matiſcone triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis Viennenſibus annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Beati Petri de Matiſcone viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis annui redditus ibidem acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem faciendo. Item damus, & legamus primo Capitulo generali Fratrum Minorum quod tenebitur poſt obitum noſtrum apud Lugdunum quinquaginta libras Viennenſes ſemel. Item damus, & legamus primo Capitulo generali Fratrum Prædicatorum quod tenebitur poſt obituot noſtrum apud Lugdunum quinquaginta libras Viennenſes ſemel, Rogantes tam Fratres Minores, quàm Fratres Prædicatores ut in dictis Capitulis Fratribus omnibus in Provinciis eorum exiſtentibus animam noſtram, & animas Parentum, & Anteceſſorum noſtrorum recommendent, & in remedio animæ noſtræ, & prædictorum ſingulis Fratribus ſacerdotibus in Provinciis exiſtentibus divina faciant celebrari miniſteria. Item damus, & legamus Eccleſiæ Tarentaſienſi Canonicorum Regularium triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis Viennenſibus annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Canonicorum Secularium ejuſdem loci viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis Viennenſibus acquirendis pro anniverſario in loco pro nobis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Auguſtenſi, & Eccleſiæ Mauriannenſi cuilibet earum quadraginta libras Viennenſes, pro quadraginta ſolidis in quolibet dictorum locorum acquirendis pro anniverſario ibidem pro nobis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Abbatiis Habundantiæ, de Alpibus, Filiaci, Sancti Ragniberti, Ambroniaci, Betonis, de Bons, cuilibet dictarum Abbatiarum viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis annui redditus in quolibet dictorum locorum acquirendis, & anniverſariis noſtris in ſingulis locis prædictis annis ſingulis faciendis. Item damus, & legamus Abbatiæ Beati Mauricii Agaunenſis

ANS de J. C. 1294.

triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis annui redditus acquirendis pro anniverſario pro nobis ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus quadraginta libras Viennenſes pro ſemel, pro Nobilibus puellis terræ noſtræ Baugiaci maritandis diſtribuendas ad ipſas puellas maritandas ſecundum ordinationem Executorum noſtrorum. Item damus, & legamus cariſſimæ Amitæ noſtræ, & Religioſæ Dominæ Symoniali Beatæ Mariæ de Lilio, centum libras Viennenſes ſemel, & præcipimus quòd viginti quinque libræ Turonenſium paruorum quæ ſibi debentur annis ſingulis, ad vitam ipſius naturalem, ex legato ſeu dono eidem facto, per carum Patruum noſtrum Alexandrum de Baugiaco, deinceps plenè, & integrè ſingulis annis quamdiu vixerit ſibi ſolvantur de redditibus Baugiaci; & ſi quæ retenta ſunt pro præterito tempore plenè, & integrè reſtituantur eidem. Item damus, & legamus Domino Hugoni de Caſtellione Filio Domini de Caſtellione in Bazas Canonico Lugdunenſi Fratri noſtro quinquaginta libras. Item damus, & legamus Domino Joſſerando Onciaco militi noſtro quinquaginta libras Viennenſes ſemel. Item cum cariſſimus Dominus, & maritus noſter *Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ* de conſenſu, & voluntate noſtra, tam de bonis ſuis quàm ooſtris conſtituerit pro dote, & nomine dotis cariſſimæ *Filiæ noſtræ Elyonori, Guillermo Comiti Altiſſiodorenſi ejus marito* triginta millia librarum Viennenſium, de quibus triginta millibus libris debent ſolvi de bonis noſtris terræ noſtræ Baugiaci quinque mille libræ Viennenſes ipſam Eleonoram in prædictis quinque millibus libris Viennenſibus, & in aliis centum libris Viennenſibus de bonis noſtris dandis eidem ſemel hæredem inſtituimus, & tam prædicta quinque millia librarum de dictis triginta millibus libris, quas prædictas centum libras eidem Eleonori, pro ſua legitima, quam poſſit habere in bonis, ſeu hæreditate noſtra, jure inſtitutionis eidem relinquimus, volumus, & præcipimus quod ipſa Elyonor de prædictis quinque millibus libris, & centum libris Viennenſibus, & etiam de viginti quinque millibus libris reſiduis, de triginta millibus libris prædictis, ſibi ſeu ejus marito prædicto, per Dominum noſtrum Comitem, & per nos datis ut ſupra, & promiſſis in dotem ut ſupra, ſit contenta de aliis bonis noſtris, & hæreditate noſtra, & etiam de bonis, & hæreditate Cariſſimi Domini noſtri Comitis, pro ſua legitima, & bonorum ſubſidio, & omni jure quod ipſa poteſt, & poſſet habere in bonis, & hæreditate noſtra, & in bonis, & hæreditate prædicti Cariſſimi Domini noſtri Comitis. Item Cariſſimæ *Filiæ noſtræ Margaretæ* damus, & jure inſtitutionis relinquimus quinque millia librarum Viennenſium ſemel, pro ipſa maritanda, de quibus eam de bono, & hæreditate noſtra, pro ſua legitima, & bonorum ſubſidio in bonis, & hæreditate noſtra eidem debitis, & pro omni alio jure, & ſucceſſione, vel alio modo eidem in bonis noſtris prædictis competenti, volumus eſſe contentam, ita quòd nichil aliud in prædictis bonis, & hæreditate noſtra, occaſione ſucceſſionis noſtræ, & aliorum prædictorum ab hærede noſtro univerſali inſerius declarando, poſſit petere, & exigere. Item eodem modo, & eadem forma quibus ſuprà proximæ Margaretæ Filiæ noſtræ dedimus, & jure inſtitutionis reliquimus *Cariſſimæ Filiæ noſtræ Agneti* damus, & jure inſtitutionis relinquimus pro ipſa maritanda, & pro ſua legitima quatuor mille libras Viennenſes ſemel. Item eodem modo, & forma *Cariſſimo Filio noſtro Aymoni* damus pro legitima ſua, & pro omni jure quod poteſt habere in bonis noſtris ſex mille libras Viennenſes ſemel, vel mille libratas terræ, ſi maluerit, in annuis redditibus, ad vitam ipſius tantum eidem aſſidendas per hæredem noſtrum in Planis redditibus, in terra noſtra Baugiaci ad arbitrium Executorum noſtrorum, vel alterius ipſorum inferius declarandorum, & volumus quod ſit Eccleſiaſticus, &

ANS de J. C. 1294.

volumus & ordinamus quod ſi contingat quod dictus Aymo, & ille ſeu illi quem ſeu quos geſtamus in utero, ſi ſit, ſeu ſint maſculi, eligant pro ſua legitima, habere quilibet mille libratas terræ in annuis redditibus, ad vitam ſuam ut ſupra, in planis redditibus, quæ poſt mortem ipſorum dictæ mille libratæ terræ ad hæredem noſtrum univerſalem inferius declarandum, totaliter revertantur, & tam prædictum Aymonem quam prædictas Eleonoram, Margaretam, & Agnetam, quam illum ſeu illam, illos ſeu illas, quem ſeu quos geſtamus in utero, quemlibet eorumdem in ſummis prædictis, ſeu ſumma pro quolibet ſuperius nominata hæredes, ſeu hæredem inſtituimus, volentes quod ipſe, & quilibet ipſorum, & una quæque ſeu unuſquiſquis de prædictis ſumma ſuperius, pro ea ſeu eo nominata, & cis relicta, vel cuilibet earum ſeu eorum debeat, & tencatur eſſe cootenta pro ſua legitima, & contentus. In reſiduo vero omnium bonorum noſtrorum, jurium, & actionum ſolutis debitis noſtris, & clamoribus noſtris pacificatis, & legatis noſtris ſolutis, hæredem noſtrum univerſalem eidem modo, jure, & forma inſtituimus *Cariſſimum Filium noſtrum Eduardum*, quem quidem oneramus ad omnia, & ſingula ſupradicta, & etiam infra ſcripta plenè, & integrè adimplenda. Item volumus, & ordinamus quod cariſſimus Maritus noſter Dominus, Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ totam terram noſtram quamdiu vixerit hanc teneat, & regat tanquam ſuam, & fructus ipſius terræ noſtræ, ſolutis tamen debitis, & legatis noſtris, & clamoribus noſtris pacificatis, quamdiu vixerit, & fuerit in humanis, & percipiat, & ſuos faciat faciendo de dictis fructibus pro ſuæ libito voluntatis. Item ſi ſorte contingat quòd dictus Eduardus Filius noſter in pupillari ætate vel poſtea quandocumque ſine libris maſculis de ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis decedat, tunc eidem ſubſtituimus pupillariter, ſi decedat infra quatuordecim annos, ſi poſtea per fideicommiſſum, ſi pupillarem ſubſtitutionem facere poſſumus eidem, & ſi non poſſumus, tunc ſive in pupillari ætate, ſive poſtea quandocumque decedat ſine liberis, ut ſupra ſubſtituimus eidem per fideicommiſſum eo jure, modo, & forma quibus melius poſſumus, *Aymonem cariſſimum Filium noſtrum*: Et ſi contingat ipſum Aymonem poſtea decedere in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque ſine liberis maſculis de ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, tunc eidem ſubſtituimus modis, & formis quibus ſubſtituimus Aymonem Eduardo ut ſupra, illum ſeu illos quem vel quos geſtamus in utero, ſi maſculus, vel maſculi fuerit vel fuerint: Si vero maſculus vel maſculi non fuerint, vel maſculus ſeu maſculi fuerint, & ſine liberis ex ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis deceſſerit ſeu deceſſerint, tunc ſubſtituimus modo, & forma quibus ſupra ipſis Eduardo, & Aymoni, ſubſtituimus eidem Aymoni, & ei vel eis quem ſeu quos geſtamus in utero, ſi maſculus ſeu maſculi fuerint, ut ſuprà, Elyonoram Filiam noſtram, & ſi defunctis ut ſupra ſine liberis Eduardo, Aymone, & illo quem geſtamus in utero, ſi eſt maſculus, dicta Elyonor, ſi ſine liberis vel cum liberis de proprio corpore ſuo, & legitimo matrimonio procreatis deceſſerit, ſubſtituimus eidem Margaretam Filiam noſtram; Et ſi in eo caſu ſimiliter Margareta ſine liberis vel cum liberis in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque deceſſerit, ſubſtituimus eidem Agnetam Filiam noſtram: Et ſi in prædicto caſu prædicta Agnes deceſſerit ſine liberis vel cum liberis in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque, ſubſtituimus eidem modo, & forma quibus ſupra infantem quam geſtamus ſi ſit fœmina; Si vero contingeret dictam Elyonoram decedere ſine liberis ex ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, eundem Eduardum eidem ſubſtituimus jure, modo, & forma quibus melius poſſumus, & ſi

Eduardus

ANS de J. C. 1294.

Eduardus non viveret eodem modo, & forma eidem ſubſtituimus Aymonem Filium noſtrum ſi viveret, & ſi neque Eduardus, neque Aymo viverent eodem modo, & forma ei ſubſtituimus illum quem geſtamus in utero ſi maſculus ſit. Item ſi contingat Margaretam, & Agnetam, & illam quam geſtamus in utero ſi ſit Filia, mori in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque ſine liberis de ſuis propriis corporibus, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, modo & forma quibus melius poſſumus eidem & eiſdem ipſum Eduardum ſubſtituimus, & ſi Eduardus non viveret, eidem & eiſdem ipſum Aymonem modo, & forma quibus ſupra eidem, & eiſdem ſubſtituimus, & ſi Aymo non viveret ſubſtituimus eiſdem Margaretæ, & Agneti illum quem geſtamus in utero ſi ſit maſculus. Hujus autem noſtræ ultimæ voluntatis, teſtamenti ſeu diſpoſitionis Executores noſtros facimus, & ordinamus jure, modo, & forma quibus melius poſſumus Dilectos fideles, & cariſſimos noſtros, videlicet Religioſum Virum, & cariſſimum conſanguineum noſtrum Fratrem Joſſerandum Abbatem Athanacenſem, Dominum Nicolaum de Billens legum Doctorem, Dominum Hugonem de Chandeya, & Dominum Joannem Floridi Capellanum noſtrum, dantes, & concedentes jure, modo, & forma quibus melius poſſumus prædictis omnibus, & ſingulis Executoribus noſtris, aut tribus aut duobus, aut uni ex ipſis, ſi alii ſupereſſe nollent, aut non poſſent, ita quod non ſit melior conditio occupantis, & quod unus iocœperit alter perficere poſſit plenam, & liberam poteſtatem, ac etiam ſpeciale mandamentum, omnia bona noſtra mobilia, & immobilia, & potiſſimè caſtrum noſtrum Mirabelli in Foreſio, & omnes redditus, fructus, & obventiones terræ noſtræ Baugiaci primi anni poſt obitum noſtrum, ſua propria authoritate, non alterius Domini authoritate, vel judicis recipiendi, percipiendi, & diſtrahandi prædictos redditus, fructus, & obventiones terræ noſtræ Baugiaci dicti primi anni. Item damus, & legamus operi Eccleſiæ Fratrum Minorum Chamberiaci iterum decem libras. Item damus, & legamus Eccleſiæ Minoretarum ejuſdem loci triginta libras Viennenſes. Item pro Fratribus Minoribus, & Fratribus Prædicatoribus de Lauſanna cuilibet eorum triginta libras Viennenſes pro anniverſario noſtro annis ſingulis in prædictis locis pro nobis faciendo. Item Fratribus Minoribus, & Fratribus Prædicatoribus de Gebennis cuilibet eorum triginta libras Viennenſes pro anniverſario noſtro annis ſingulis in prædictis locis pro nobis faciendo. Item operi Beatæ Mariæ de Lauſanna viginti libras Viennenſes damus, & legamus. Item operi Beatæ Mariæ de Burgo viginti libras Viennenſes damus, & legamus. Item damus, & legamus Fratri Marco Priori Fratrum Prædicatorum de Gebennis decem libras Viennenſes pro ſuis neceſſitatibus ſubvenendis. Et rogamus cariſſimum Dominum noſtrum, & conſortem Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ, ut in præſenti noſtro teſtamento, diſpoſitioni, ſeu ultimæ voluntati, & his quæ in eo continentur aſſenſiat, & conſentiat, & velit quòd omnia, & ſingula in hoc contenta executioni demandentur, & totaliter adimpleantur: Et ad majoris roboris firmitatem, huic noſtro teſtamento ſigillum ſuum apponat, ſeu huic noſtræ ultimæ voluntati. Teſtes autem vocati, & rogati, ſunt hi Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Guillermus de Rupècula, Dominus Rodulphus de Mouſiaco milites, Magiſter Petrus de Vercellis Phiſicus, Dominus Jacobus Incuratus ſancti Georgii Deſperenchia, Joffredus Guioti Caſtellanus ſancti Stephani, Hugo de Fonteney Clericus, Magiſter Joannes de Mauriana Phiſicus octavus teſtis vocatus, & rogatus, & à nobis adhibitus ad ſubſcribendum pro nobis eo quòd ſubſcribere neſcimus. Item Dominus Guichardus de Laya miles, Dominus Amblardus de Intermontibus legum profeſſor, Petrus Clericus de Montemeliano, Jacobus de Secuſia, Aymo Barralli. Signé Hugonis.

ANS de J. C. 1294.

CI. XXIII.

Bourgogne et Vienne.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE VIENNE *Sire de Paigny; par lequel ledit Philippe entre en l'hommage du Duc, pour pluſieurs terres de Franc-aleu. Fait l'an* 1294. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 572.

NOa *Hugues* par la grace de Deu *Eveſque d'Oſtun*, faſons ſavoir à tous cels qui verront & orront cels preſentes Lettres; que en noſtre preſence pour ceſte choſe eſpecialment eſtablis Meſſire PHILIPPE DE VIENNE Sires de Seurre, & de Paigné, ay affermé icils Meſſire Philippe par devans nos, que comme noble Bers Meſſires ROBERS *Dux de Bourgoingne*, deiſt contre ledit Philippe, que icils Philippe, audit Duc avoit vendu la maiſon fort de Pollans, enſemble les appartenances, & les appendices de ladite maiſon, & le fié de Mirebeau en montaigne, leſquiex tient de luy, ſi cum il dit, *Jehan de Vienne* Chevaliers, encore le fié d'Autume, & le fié de Belleneure, & lou fié dou Donjon de Longvy, lou fié d'Anvores, lou fié de Bouſſeloinges, lou fié de François, lou fié de Thire, lou fié de laz ſus Douz, & generaument touttes les choſes, & tous les biens que icils Philippe tient en l'Iſle de Poignié, c'eſt aſſavoir celes choſes qui ne n'eſtoient devant dou fié doudit Duc, por lou prix de quatre mille & neuf cent livres d'Eſtevenans, & que pour ladite vanduë, li dit Dux demandoit audit mondit Seigneur Philippe, que il li rendit & delivraſt les devantdites choſes venduës, & l'an mit en pure ſaiſine de faict. Comme icils Dux euſt prefanté pluſors ſois audit Philippes payer ledit prix, encores que li diz Dux diſoit contre cedit Philippe, que pluſors malfaitrors s'eſtoienr recetté en la terre doudit Philippe, eſpecialment en la Ville de Seurre, laquelle icils Philippe tient en fié lige doudit Duc, & liquels maulfactors avoient pris & robé les Chaſtex ou les biens des hommes doudit Duc, & de pluſieurs autres eſtans en ſa garde, ledit Philippe veant & ſaichant, en tel maniere, que par la negligence d'iceluy Philippe, li dit Dux & ſa gent avoient eſté formant domaigiez, & que par ce, ils Philippe, audit Duc eſtoint tenuz en grand amende, & que de cels dittes negligences & meſfaits icils Philippe s'eſtoit mis en la volonté doudit Duc, & avoit ploigié en la main doudit Duc, par bons ploiges, juſques à la ſomme de douz mille mars d'argent, c'eſt aſſavoir par *Jehan Seigneur de Montfaucon*, *Gauthier* Frere d'iceluy Jehan, *Huguenin de Vienne* Seignor de Longvy, & Hugues Seignor *de Peſmes*, Chevaliers, de accomplir & tenir la volonté doudit Due, encor que li diz Dux demandoit audit Philippe grand amande, de ce que icils Philippe avoit appellé à noſtre Seignor le Roy de France, doudit Due de deffaut de droit, ſi cum il diſoit, auquel appel icils Philippe avoit renuncié, ſi cum il diſoit, & diſoit li diz Dux, à luy ledit Philippe eſtre tenu en grand amende pour la raiſon de cet appel, & que pource que par noſtre traittié, & par le traittié de nobles hommes, de Monſeigneur *Jehan de Vergy* Seigneur de Fouvanz, & de *Guillaume* Seigneur de Montagu, li diz Dux de Bourgoigne celuy Philippe, & ſes hoirs ay quitté & eſſouz de la venduë deſſuſdire, & de touttes les choſes. Eſquels icils Philippe audit Duc puet eſtre tenuz pour la raiſon doudit appel, & de touttes greyſes & querelles que li diz Dux ay envers ledit Philippe, de tout le temps treſpaſſé, juſques à la conſection de cels preſen-

ANS de J. C. 1294. tes Lettres, pour la raiſon des choſes deſſuſdites, & les ploiges deſſus nommez de la ploigerie deſſuſdite. Icils Philippe de ſon appoinné gré, ſans force, & ſans paour, & ſans cohertion, pour la cauſe de la quittance avantdite, pour luy & pour ſes hoirs, prant en fié liege, & en perpetuel chaſſement, doudit Duc, preſent, recevant, & acceptant, pour luy & pour ſes hoirs, Paigné la Ville, & la maiſon fort, & la Ville de Pollans, enſemble les droits, les appartenances, & les appandices d'icels Villes, & de cels leux, encor la moitié de la Ville, des finages, partenances & appendances, de Montaigné, qui ſont & meuvont dou franc alleu & heritaige de frainche demehure doudit Monſeigneur Philippe, & de nul autre fié eſtre ne mouvoir, ſi cum cils Meſſire Philippe l'afferme par ſon ferment, & en afferme pardevant nous. Encor pour la cauſe deſſuſdite, li diz Philippe, pour luy & pour ſes hoirs, doudit Duc preſent & recevant en la maniere, & en la forme comme deſſus, prant en fié liege les fiez des Villes dou Chaſtelé, de la Bruere, de Chamblans, de Jaulauges, de Trugne, de Chaſelles, de Borcloinges, de Viler-Retain, & de touttes les appartenances & appendices deſdites Villes. Encor, & tout le remenant de l'Iſle de Paigné, excepté tant ſolement Fraurois & Grosbois. Encor, pour la cauſe deſſuſdite, & en la meniere, & en la forme deſſuſdite, prant li diz Philippe doudit Duc, en fié liege, & en perpetuel chaſſement, lou fié de l'autre moitié de la Ville, des finages, & des appartenances de Montaigné, louquel tient doudit Monſeignor Philippe, *Huguenins* Freres d'iceluy Philippe. Encor le fié de la Buxere vers Auxone, douquel fié ſont & mouvent tuit li biens que li hoir Monſeigneur *Hugue Mellein* Chevalier tenent, en qui, & autre part, pour la part, pour la raiſon doudit fié. Encores lou fié Monſeigneur *Jehan de Vienne* Frere doudit Philippe, de touttes les choſes que tiens d'iceluy Jehan, li Sires de *Tart*, en la Ville, & és finaiges de Vorroinges, & autre part, pour la raiſon doudit fié. Encor le fié doudit *Jehan* Frere doudit Philippe, de toutes les choſes que li Sires de *Trichaſteau* tient en la Ville, és finages, & és appartenances de rivieres, & autre part, pour la raiſon doudit fié. Encor lou fié, que li Sire de *Mont Saint Jehan* tient doudit Philippe de Nuanu, & douquel fié ſont & meuvent, Charancé, & tout enſemble toutes les appartenances, & les appendices de cels leuz. Encor le fié de Tiche, & generalment tous les heritages, & touttes les demenehures, tous les fiez, & les rereſiez que icils Meſſire Philippe ay & puet avoir, & doibt decay lay Saone de la partie du Reaume de France, quelque il ſoient, & de quelques perſonnes, & de quels biens que ils ſoient, & par quelque nom que ils ſoient appellés. Et de touttes les choſes deſſuſdites, & une chacune par ſoy, li diz Philippe eſt entrés en noſtre preſence en l'ommaige, & en la feauté doudit Duc. Et veulx & octroye li diz Philippe, que ſuy hoirs, que il oblige quant à ce, de hoirs en hoirs, perpetuellement deſcendant, de cy en avant, & entrent, & ſoient tenuz en l'ommaige, & en la feauté doudit Duc, & de ſes hoirs de toutes les choſes, & une chacune pour ſoy deſſuſdites. Et promet li diz Philippe, pour luy, & pour ſes hoirs, que il oblige quant à ce, par ſon ſaremant fait & donné en noſtre preſence pour ce ſor Saintes Evangiles de Deu corporellement, & ſor l'obligation de tous ſes biens preſens & avenir, touttes les choſes deſſuſdittes, & une chacune pour ſoy audit Duc, & à ſes hoirs en paix renir, deffendre, & à touſiours mais garentir, & faire tottes les choſes que l'on doibt faire en cauſe de eviction, & de garentie, & de touttes les choſes, & d'une chacune par ſoy deſſuſdittes, lou ſervice lealment faire, & la perpetuel feauté lealment garder, & que il n'a fait por ce les choſes deſſuſdittes, non doibvent valoir & demourer perpetuellement en lour vouloir, & en lour force, ne ne ſerny de cy en avant li diz Philippe, por quoy les choſes deſſuſdittes doibvent eſtre empirées ou annulées, en de tout, ou en partie, mas touttes les choſes deſſuſdittes, & une chacune por ſoy, li diz Philippe ay promis noſtre preſence, pour luy & pour ſes hoirs, audit Duc preſent & recevant, pour ſon ſarement, & ſus l'obligation devantdatte, pour touſiours mais tenir & garder, & que il ne venra contre ces lettres, ou la tenor de les, en fait, ne parolle, en conſentement, por droit, & por coſtume, ne en autre maniere, quelle qu'elle ſoit. Ou teſmoignage deſquelles touttes choſes deſſuſdites, à la ſupplication & paoeres doudit Philippe, en cels preſentes lettres, nos avons fait à mettre noſtre ſeal, avec le ſeal doudit Philippe. Et nos Philippe devant dit, qui toutes les choſes deſſuſdittes, & une chacune par ſoy nos recognoiſſons & conſeſſons eſtres voires, avec le ſeal de redotté pere en Jeſus-Chriſt doudit Monſeignor l'Eveſque d'Oſtun, en cels preſentes Lettres nos avons mis noſtre ſeal en teſmoignaige de verité. C'eſt fait & donné l'an de grace 1294. le Maicredy apres la quinzaine des Bordes, & ſeellé des ſeaux dudit Eveſque, & dudit Philippe de Vienne. *Extrait ſur l'original eſtant au treſor de la Chambre des Comptes de Dijon, en la lettre des fiefs de Chalon, Cotte quatre-vingt dix-neuf.*

ANS de J. C. 1294.

CLXXIV.

Contract de Mariage entre l'un des Fils de PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* (a) JEANNE *Fille d'*OTHON IV. *Comte de Bourgogne. Fait au mois de Mars* 1295. Etienne Perard. Recuëil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 574.

ANS de J. C. 1295. FRANCE ET BOURGOGNE.

(a) Ce fut Philippe V. ſurnommé *le Long* fils puiſné de Philippe le Bel qui épouſa cette Princeſſe, de laquelle il eut un fils nommé *Louis* mort au berceau, & quatre filles.

IN nomine Domini, Amen. Univerſis præſentes Litteras inſpecturis OTHO *Comes Burgundiæ* Palatinus, Dominus Salini, æternam in vero ſalutari ſaluiem. Noverint univerſi præſentes pariter & futuri, quòd nos, nullos habentes legitimos liberos, niſi JOHANNAM unicam legitimam & chariſſimam filiam noſtram, ex nobis & *Mathilde* legitima uxore noſtra procreatam; attendentes, quod in quocumque alio genere vel domo quacumque, eamdem filiam noſtram ſic utiliter ſicque honorificè nuptui tradere non poſſemus, ſponre, ſcieuter, & providè, non deceptus nec in aliqua circonventus, pro eadem filia noſtra in ætate legitima ad contrahenda ſponſalia conſtituta contraximus & contrahimus ſponſalia cum altero de duobus tunc primogenitis filiis excellentiſſimi Principis & Domini noſtri, Domini PHILIPPI Dei gratia *Regis Francorum* Illuſtris, ipſe dictus Rex idem filiæ noſtræ elegerit matrimonialiter copulari, Sanctæ Dei Eccleſiæ concurrente aſſenſu, quando idem filius ad nubilem ætatem pervenerit, vel quando ipſi Domino Regi placuerit, quocumque tempore hanc electionem facere, præſente ipſo Domino Rege ac contractum ſponſalium hujuſmodi, & omnia infra ſcripta recipiente, tam pro ſe quam legitimo adminiſtratorio nomine illius de prædictis duobus filiis ſuis, quem ad id ut præmittitur duxerit eligendum. Et ſi quocumque caſu, eumdem Dominum Regem eligere non poſſe contingeret unum de prædictis duobus filiis ſuis, pro contrahendo matrimonio ſuprædicto, volumus quod Domina *Johanna* Dei gratia *Francorum Regina*, conſors, aut primogenitus nunc vel tunc primogenito ipſius Domini Regis filius, pro ſe vel alio, tunc poſtremum tunc promogenito ipſius Domini Regis electionem hujuſmodi facere valeant, ſicut ipſe Dominus Rex ut præmittitur potuiſſet. Verum, quoniam Reges Franciæ ut frequentius non conſueverunt filios ſuos maritare, niſi cum iidem filii cum uxoribus ſuis magnas Baronias, & magnos reddi-

ANS de J. C. 1295.

redditus in dotem recipiunt; nos conſiderantes quod aliter de dicta filia noſtra cum præfato Domino Rege cum altero de prædictis duobus primogenitis filiis ſuis hujuſmodi ſponſalia contrahere minimè poteramus, totum Comitatum noſtrum, totam Baroniam & terram noſtram, caſtra, poſſeſſiones, homagia, feoda, & omnia jura noſtra perſonalia & realia, ubicumque & in quibuſcumque conſiſtant, ex nunc dicto Domino Regi, recipienti, legitimo adminiſtratori nomine filii ſui, futuri mariti prædictæ filiæ noſtræ, cum eadem filia noſtra damus & irrevocabiliter aſſignamus in dotem. Promittentes eidem Domino Regi ſolemniter ſtipulanti, dictam filiam nomine ſponſalium hujuſmodi, & ob cauſam eorum in domum & poteſtatem ipſius Domini Regis ex nunc tranſducere, & ipſi Domino Regi tradere & deliberare ex nunc, totum Comitatum, Baroniam, terram, caſtra, jura, homagia, & feoda prædicta, libera & immunia ab omni obligatione debitorum, & ipſum Dominum Regem vel mandatum ſuum ex nunc inducere in poſſeſſionem & quaſi poſſeſſionem omnium & ſingulorum prædictorum, & facere ex nunc ipſi Domino Regi vel alii pro ipſo ad hæc recipienda ab ipſo conſtituto præſtari & fieri, omnia & ſingula homagia ſupradicta. Volentes, quod idem Dominus Rex, pro oneribus quæ pro dicta filia noſtra & futuro ejus marito ſuſtinebit, omnium prædictorum ex nunc faciat fructus ſuos. Promiſimus etiam dicto Domino noſtro Regi ſolemniter ſtipulanti nomine quo ſupra, in contractu ſponſalium hujuſmodi, quod ſi matrimonium inter dictum filium ſuum eligendum ab eo, & dictam filiam noſtram ut præmittitur celebrandum, diſſolvi contigerit, exſtantibus liberis uno vel pluribus de ipſo matrimonio dicta filia noſtra ſuperſtite, nichilominus prædicta omnia à nobis data in dotem prædictam penes dictos liberos & hæredes eorum in perpetuum remaneant, ad nos vel dictam filiam noſtram nullo tempore reverſura. Confitemur etiam, nos Comes præfatus, à prædicto Domino Rege, pro arris ſponſalium hujuſmodi habuiſſe ac recepiſſe centum millia librarum Turonenſium parvorum, in pecunia numerata, quas arras eidem Domino Regi ſolemniter ſtipulanti, ex certa ſcientia certiorati ex jure legum & canonum de hac materia tractantium, promittimus in quatruplum ſolvere, ſi per nos vel dictam filiam noſtram ſteterit, quominus dictum matrimonium contrahatur, pro quibus, dicta omnia à nobis promiſſa in dotem eidem ipſi Domino Regi teneri volumus obligata, & retineri poſſe per eum uſque ad ſatisfactionem condignam, & peti & advocari à quolibet poſſidente ſeu detinente. Porro, inter nos & dictum Dominum Regem in tractatu ſponſalium hujuſmodi conventum extitit, quod ſi nos habere contingat in poſterum alteram filiam, ſuperſtite noſtra filia ſupradicta, præfatus Dominus Rex tenebitur ſibi dare decem millia librarum parvorum Turonenſium, ad ipſam maritandam, per quinquennium ſolvendarum; ſcilicet quolibet anno quinquennii prædicti duo millia, cum dicta filia nubilis fuerit ætatis. Et ſi contingeret nos habere plures quam unam, tunc idem Dominus Rex cuilibet earundem dare teneretur, duntaxat, quinque millia librarum parvorum Turonenſium in quinquennio ſolvendarum, videlicet quolibet anno mille libras cum nubilis eſſent ætatis. Si verò contingeret prænominatam filiam noſtram decedere ante hujuſmodi contractum matrimonium, & nos aliam filiam legitimam contingeret tunc habere: conventum extitit inter prædictum Dominum Regem & nos, quod dictam filiam noſtram, dum tamen perſona ſit habilis, alteri de omnibus filiis ſuis natis vel naſcituris cuivoluerit, det nuptui, ſub conditionibus, pactionibus, & conditionibus paribus per omnia ſupra & infraſcriptis. Et nos etiam ad prædictam conventionem ſumus aſtricti, ut dictam filiam demus nuptui alteri de filiis ipſius Domini Regis quem ipſe vel dicta Regina aut filius ſuus, nunc vel tunc primogenitus, ad id ducerent eligendum, cum omnibus bonis noſtris, ſicut cum prædicta alia filia noſtra primogenita ſuperius eſt expreſſum. Item conventum extitit inter nos & dictum Dominum Regem in contractu ſponſalium prædictorum, quod ſi contingeret nos habere filium maſculum, unum vel plures, quod idem Dominus Rex vel primogenitus ſuus Rex Franciæ, dictum filium vel filios noſtros teneat & cuſtodiat, quouſque dictus filius vel filii habeant ætatem decem & ſeptem annorum. Et tunc, idem Dominus Rex vel hæredes ſui, eidem filio noſtro vel filiis, uni vel pluribus, dare & aſſignare tenebuntur in regno ſuo, in hæreditagium perpetuum & in redditibus aſſidendis in terra, tria millia librarum Turonenſium parvorum, & duo millia ſimilium librarum apud Templum, ad vitam ſolum dicti filii vel filiorum noſtrorum ſi eſſent plures. Ita, quod eorum quolibet decedente ceſſet pro rata portio decedentis quam haberet in dictis duobus millibus libris. Et ſi dicti filii noſtri decederent ſine legitimis hæredibus de ſuo proprio corpore procreatis, prædicta tria millia librarum eiſdem aſſignata à prædicto Domino Rege, ad ipſum Dominum Regem integrè revertentur, & ad hæredes ſuos, & portio cujuſlibet ſine hæredibus proprii corporis decedentis. Et dictos filios noſtros unum vel plures, ſi nos habere contingat, idem Dominus, vel primogenitus ſuus Rex Franciæ, procurabunt uxorari ad utilitatem eorum, prout eis videbitur expedire. Et de prædictis autem, liberi noſtri tam maſculi quam fœminæ, ſi eos de cætero nos habere contingat, erunt contenti, & nichil in Comitatu prædicto vel quibuſcumque bonis noſtris petere poterunt aut etiam reclamare. Præterea conventum extitit in contractu ſponſalium hujuſmodi, inter nos & præfatum Dominum Regem, quod quia nos tenemur nos ex nunc deſſaiſire de toto Comitatu, tota terra, feodis, homagiis, & caſtris prædictis, & ipſum Dominum Regem inducere in plenum & pacificam poſſeſſionem eorum, ita quod de his omnibus ex nunc faciat fructus ſuos, ſicut ſuperius eſt expreſſum, quod idem Dominus Rex, completis ſibi prius per nos hujuſmodi ſupraſcriptis conventionibus, teneatur nobis facere ſolvi annuatim decem millia librarum Pariſius apud Templum, terminis his; videlicet quinque millia in feſto Nativitatis B. Johannis Baptiſtæ, & alia quinque millia in feſto Nativitatis Dominicæ, & nos benè aſſurare & aſſecurare de ipſis. Poſt deceſſum autem noſtrum, dicta decem millia librarum ad ipſum Dominum Regem libere revertentur, & de hujuſmodi decem millibus libris, nobis dictis terminis annuatim ſolvendis, tam nos quam dicta uxor noſtra, quamdiu vivemus, debemus eſſe contenti, ita quod etiam eadem uxor noſtra, in terra prædicta, nobis viventibus, nec ratione dotalitii, nec alia ratione quicumque poteſt petere, nec debet habere. Verum, ſi nos eidem uxori noſtræ præmori contingeret, conventum extitit inter nos & Dominum Regem prædictum, quod eidem uxori noſtræ tale dotalicium in terra noſtra ad vitam ſuam tantum remaneret ſalvum, quale ſibi promiſimus cum matrimonium contraximus cum eadem. Item conventum extitit inter nos & Regem eumdem, in contractu prædicto, quod completis prius per nos ipſi Domino Regi conventionibus ſupraſcriptis, idem Dominus Rex, pro neceſſitatibus noſtris tenetur nobis tradere quinquaginta quinque millia librarum parvorum Turonenſium, videlicet triginta millia librarum in pecunia numerata, & de viginti quinque millibus libris reſiduis pro nobis ſatisfacere & reſpondere creditoribus noſtris de regno ſuo, quibus exiſtimus obligati. Item, poſtquam idem Dominus Rex habuerit & tenebit poſſeſſionem pacificam Comitatus & totius terræ prædictæ, & dictam filiam noſtram habuerit in manu ſua, idem Dominus Rex, per conventionem eamdem tenetur, cum nobis

ANS de J. C. 1295.

ANS de J. C. 1295. bis amplius, tradere quadraginta millia librarum Toronenſium. Parvorum in quinquennio ſolvendarum, videlicet anno quolibet octo millia librarum, terminis iis, videlicet quatuor millia in feſto Nativitatis Dominicæ, & alia quatuor in feſto Nativitatis B. Johannis Baptiſtæ, annuatim, quouſque habuerimus quadraginta librarum millia ſupradicta. Sanè, conſiderantes gravia onera ſupraſcripta, & expenſas quæ & quas dictum Dominum Regem oportuit ſubire pro nobis, & oportebit ſubire in poſterum pro filia noſtra prædicta, & aliis liberis noſtris, ſi quos plures habere contingat, nec non pro falubri regimine, cuſtodia & gubernatione dictæ terræ, ſi filiam noſtram matrimonialiter copulandam filio dicti Regis decedere, quod abſit, contingeret, ante matrimonium ipſum, vel poſt, ſine liberis ſuperſtitibus ab ipſo filio Regis ſuſceptis, vel ipſos liberos ſuſceptos poſtmodum decedere contingeret ſine hæredibus legitimis de ſuo proprio corpore procreatis: in recompenſationem dictorum onerum & impenſarum, & multorum beneficiorum nobis à dicto Domino Rege impenſorum, ex nunc ut ex tunc, damus & concedimus, in caſu hujuſmodi, donatione perfecta, irrevocabili inter vivos, ipſi Domino Regi & hæredibus ejus in perpetuum, vel illi de liberis ſuis, vel alii cuicumque quem ipſe voluerit, totum Comitatum, totam terram, caſtra, poſſeſſiones, homagia, feodaque prædicta; volentes & concedentes, quod ex cauſa donationis hujuſmodi, tam Rex ipſe quam ejus hæredes, vel alter de liberis ſuis, vel alius quicumque quem ipſe voluerit, in caſu hujuſmodi, prædicta omnia & eorum quælibet à nobis donata poſſit licitè retinere, petere, & advocare à quolibet poſſeſſore. Et ſi quocumque jure vel conſuetudine prædicta donatio non valeret in totum, volumus eam valere pro illa parte pro qua valere poterit, & in illis rebus, in quibus ſeu pro quibus conſiſtere poterit & valere, eam nos eamdem donationem ſingulariter & particulariter in caſu prædicto de præmiſſis omnibus & ſingulis & eorum quolibet prout melius valere poterit faciamus. Quod ſi contiogeret ab aliquo calumpniari, vel aliquod prætendi obſtaculum in prædictis, & præcipuè iſti tranſlationi vel tranſlationibus terræ noſtræ, quam vel quas facimus in dictum Dominum noſtrum Regem & ejus liberos, ut ſuperius eſt expreſſum, vel poſſent prædictorum tranſlatio ſeu tranſlationes pro ipſo Domino Rege liberis & ſucceſſoribus ſuis firmius fieri, quocumque titulo lucrativo vel oneroſo, de omnibus prædictis & eorum ſingulis; nos eo modo & eo titulo quo prædicta omnia & ſingula melius valere poſſunt & poterunt ad utilitatem dicti Domini Regis & ſuorum, ex nunc ut ex tunc prædicta omnia & ſingula in dictum Dominum Regem & ſucceſſores ſuos facimus & transferimus, à nobis prædicta penitus abdicando & transferendo totaliter in eumdem Dominum Regem & ſuos de prædictis omnibus & ſingulis, tranſlationes ſingulas ſingulariter & particulariter prædictis titulis vel aliis & eo modo quo melius prædicta valere poterunt ad utilitatem præfati Domini Regis ſingulariter de ſingulis, & particulariter de quolibet prædictorum faciendo. Volentes, quod dictus Dominus Rex, & hæredes ſui pro prædictis & prædictorum ſingulis, titulum unum vel plures quem, ſeu quos & quot maluerint, poſſint eligere & in electione hujuſmodi quotiens voluerint variare, & mutare eamdem. Si verò quoquo caſu, quod abſit, dicta donatio ſeu dotis conſtitutio, vel prædictorum tranſlatio in toto vel in parte poſſent minui vel infringi, de facto vel de jure; volumus & expreſſè concedimus, quod pro tota pecunia nobis tradita, & pro tota pecunia quam dictum Dominum Regem pro quacumque filia noſtra maritanda contingeret exſolviſſe, & pro quibuſcumque redditibus quos dediſſet quibuſcumque filiis noſtris ratione conventionum ſuperius expreſſarum, & pro omni pecunia quam nos in Villa noſtra recepiſſemus in templo, ratione conventionum ipſarum, quæ omnia confitemur nobis & dictis liberis noſtris in caſu hujuſmodi mutuata fuiſſe à dicto Domino Rege, ac nos & dictos liberos noſtros ea ex cauſa mutuo recepiſſe, & pro omnibus expenſis & coſtamentis neceſſariis utilibus vel voluntariis, quæ & quas dictum Dominum Regem feciſſe & ſuſtinuiſſe continget in cuſtodia dictæ terræ; ſuper quibus omnibus credi volumus ſimplici verbo dicti Domini Regis & hæredum ſuorum. Pro quibus omnibus in caſu hujuſmodi obligamus ſibi expreſſim, totam terram prædictam, ſpecialiter illam partem ſeu illa loca in quibus ſeu pro quibus diceretur dotis conſtitutio non valere, vel donatio ſupradicta, vel infringeretur ſeu diminueretur de facto vel de jure dictus Dominus Rex vel hæredes ſui, prædictam totam terram noſtram, ſpecialiter dictam partem vel loca prædicta ex cauſa obligationis hujuſmodi poſſint licitè tamquam ſibi obligata retinere, & à poſſidente quolibet petere & advocare, ac prædicta omnia & ſingula à nobis ac liberis & hæredibus noſtris inſolidum peti poſſe; cedentes ex nunc, & mandantes tam ex cauſa conſtitutionis dictæ dotis, quam ex cauſa donationis prædictæ, in caſu ubi earum quolibet vendicare poterit ſibi locum, in præfatum Dominum Regem, hæredes, ac ſucceſſores ejuſdem, omnes actiones reales & perſonales, utiles & directas, mixtas, tacitas, & expreſſas nobis competentes vel competituras quoquomodolibet in hac pro omnibus & ſingulis ſupradictis & quolibet eorundem: ac conſtituentes nos ea omnia & ſingula ipſius Regis, hæredum ac ſucceſſorum ſuorum aut alterius liberorum ſuorum vel alterius cujuſcumque quem ad hoc duxerit eligendum nomine poſſidere, donec plenam & corporalem poſſeſſionem adepti fuerint eorundem. Promittentes nos omnia & ſingula ſupra ſcripta, tenere, adimplere, firmiter & inviolabiliter obſervare, ac contra non venire, per nos, vel per alium, ſeu alios in futurum, ratione aliqua ſeu cauſa. Ac præmiſſa omnia & ſingula prædicto Regi & ſuis, illique ſpecialiter ad quem ea ex hujuſmodi conventionibus pervenire contiget, liberare, garantizare, & deffendere ſpecialiter, à fratribus noſtris, & ab omnibus aliis, & etiam contra omnes, ac dare & concedere litteras Dominorum Prælatorum, Curiarum, & judicum, & illorum tenorum, quorum ſemel vel pluries, quos & quales elegerit ſeu volet Dominus Rex prædictus ſuper omnibus ſupradictis. Obligantes quo ad hæc omnia, nos & hæredes noſtros, & ſucceſſores, ac omnia noſtra & hæredum & ſucceſſorum noſtrorum, bona mobilia & immobilia, præſentia & futura, ubicumque & in quibuſcumque conſiſtant ſpecialiter & expreſſè. Ac renuntiantes, exceptioni doli mali, læſionis, circumventionis, & fraudis, exceptioni non numeratæ pecuniæ, non habitæ, non receptæ, ac immenſæ & inofficioſæ dotis, deceptioni ultra dimidium juſti precii, ac juribus tractantibus de donationibus retractandis ob ingratitudinem vel infinuationem, & dicentibus donationem factam ultra quingentos ſolidos abſque infinuatione non valere, & omnibus gratiis & privilegiis, tam crucis ſumptæ & aſſumendæ, quam aliis, & indultis generalibus vel ſpecialibus, cujuſcumque formæ vel tenoris exiſtant, à Summo Pontifice ac Prælatis aliis, & principibus quibuſcumque conceſſis, & in poſterum concedendis, & omnibus aliis exceptionibus, deffenſionibus, & rationibus juris & facti Canonici & civilis, quæ contra præſentes litteras poſſent obici vel opponi, & per quas earum executio vel effectus impediri poſſet quomodolibet, vel differri. De quibus omnibus & ſingulis ſupra ſcriptis, tenendis, adimplendis, & in futurum inviolabiliter obſervandis, corporale præſtamus ad Sancta Dei Evangelia juramentum; volentes, nos, hæredes ac ſucceſſores noſtros, poſſe per quemlibet, quavis autoritate, compelli ad omnimodam obſervantiam eorum-

ANS de J. C. 1295.

ANS de J. C. 1295.

rumdem. In quorum teſtimonium præſens publicum inſtrumentum per infraſcriptum Notarium fieri & publicari mandamus, & ſigilli noſtri appenſione muniri: rogantes venerabiles Patres, Dominos, *Ægidium Archiepiſcopum Narbonenſem.* S. *Pariſienſem*, & N. *Ebroicenſem* Epiſcopos, ac nobiles viros *Hugonem Bleſenſem*, & *Guidonem de ſancto Paulo*, Comites, ut ſigilla ſua præſentibus his apponant, ad majorem fidem & evidentiam omnium præmiſſorum. Rogamus etiam venerabilem patrem prædictum S. Pariſienſem Epiſcopum, in cujus territorio ſive Diœceſi præfata donatio facta fuit, ut eam actis intervenientibus inſinuet ac publicis munimentis. Nos autem *Symon* miſeratione divina *Pariſienſis Epiſcopus*, præfati Domini Burgundiæ Comitis precibus annuentes, donationem hujuſmodi, pro tribunali ſedentes, actis intervenientibus & publicis munimentis ac adhibitis ſolemnitatibus quæ ſolent & debent in talibus adhiberi inſinuamus ac etiam publicamus. Et ad majus teſtimonium omnium præmiſſorum, nos Archiepiſcopus, Epiſcopi, & Comites memorati, ad præfati Domini Burgundiæ Comitis requiſitionem, ſigilla noſtra fecimus litteris his apponi. Actum & datum apud Vincenas propè Pariſius in regali manerio, præſentibus Archiepiſcopo, Epiſcopis & Comitibus ſupradictis, ac nonnullis aliis ad præmiſſa vocatis & rogatis teſtibus, anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo quinto ſecundum ſtilum Romanæ Curiæ, & quarto ſecundum uſum Gallicanæ Eccleſiæ, Indictione octava, die Mercurii ſecunda menſis Martii, Pontificatus Domini *Bonifacii* Papæ octavi anno primo. Et ego *Gauffridus de Plexciaco* Clericus Apoſtolica publicus auctoritate Notarius, contractui ſponſalium, conventionibus, pactionibus, promiſſionibus, ſtipulationibus, præſtationi juramenti, inſinuationi, publicationi, & aliis prout ſupra ſcribuntur habitis & factis, interfui, & ea omnia rogatus, fideliter & propria manu ſcripſi, & in hanc publicam formam redegi, meoque ſigno ſolito roboravi.

CLXXV.

ANS de J. C. 1295.

Traité de Ligue Offenſive & deffenſive entre PHILIPPE LE BEL *Roi de France &* (a) FLORENT V. *Comte de Hollande. Fait au mois de Décembre l'an* 1295. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 34.

FRANCE ET HOLLANDE.

(a) Florent ne jouit pas long tems des avantages de cette Ligue, puis qu'il fut aſſaſſiné l'année ſuivante par un Gentilhomme nommé *Gerard de Voſſen*, dont il avoit violé la femme.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Florent Cuens d'Hollande Salut. Nous faiſons à ſçavoir, que entre tres excellent Prince noſtre cher Seigneur Philippes par la grace de Dieu Roy de France & nous, ſont traittés, faits & accordés les alliances & les convenances qui s'enſuivent. Premierement il eſt accordé, que ledit Roy nous donnera quatre mil livres de rente à tournois à noſtre vie, & nous en aſſeurera bien, & vingt cinq mil livres tournois en deniers comptans une fois tant ſeulement, desquels nous avons deja receu dix ſept mil cinq cents livres tournois pris en deniers comptans, & parce que nous ſommes alliéz à luy par hommage & feauté.

§. 2. Item il eſt accordé que nous ſerons amis & aydans audict Roy, & à ſes alliés, & à ſes aydans en ſes guerres preſentes, & celles qui ſoudre en pourroient, les preſentes guerres durant. Sauf ce que du Roy d'Allemagne noſtre Seigneur il eſt accordé en cette maniere, que ſi ledict Roy de France aſſailloit le Royaume d'Allemagne, en ces cas tant ſeulement nous pourrions ayder le Roy d'Allemagne & deffendre ſon Royaume, & ſy le Roy d'Allemagne vouloit aſſaillir le Roy ou le Royaume de France, en ce cas nous ſommes tenus, comme homme dudict Roy, a deffendre luy & ſon Royaume à ſes gages.

§. 3. Item il eſt accordé que nous ſommes tenus de faire guerre à ſa requeſte à ſes ennemis, alliés au Roy d'Angleterre, & ſpecialement à ceux, qui ont receu ces deniers contre le dict Roy de France, excepté le Roy d'Allemagne. Item il eſt accordé, que nous ſerons tenus de recevoir en noſtre terre, par mer & par terre, les gens, les amis, les Aydans & les alliés dudict Roy de France, & armés & ſans armes de pied & de cheval, en faiſant, ou non faiſans guerre à ſes ennemis, & en gardant que nuls de ſes ennemis ne puiſſent par là paſſer, & ſeront tenus à leur faire delivrer en noſtre terre vivres & choſes neceſſaires pour commun prix, & à les conforter par nous & par nos gens de noſtre terre, & aux armes, & ſans armes, à eux deffendre ou aſſaillir les ennemis, exceptés marchands ſans armes, puis qu'ils ſeront deſcendus de mer en noſtre terre pour marchander. Item nous mettrons tout le Conſeil que nous pourrons à ce que le dict Roy de France ait des gens & des vaiſſeaux de noſtre terre aux armes & ſans armes, pour luy & pour ſes gens, pour ſes amis, pour ſes aydans & pour ſes alliés, au plus raiſonnablement, que nous pourrons, & ce pourchaſſeront à noſtre pouvoir en bonne foy. Item il eſt accordé que nous manderons, que nos gens ſe trouveront bien garnis & deffendront, & ſeront tenus de faire garder etroitement ſimplement & abſolument, que nuls ennemis, chevaux ou armes durant ladite guerre ne puiſſent paſſer ny eſtre traittés hors de noſtre terre, ne portés aux ennemis dudict Roy de France, & des autres choſes, dequoy les ennemis pourroient eſtre confortés, le deffendrons nous tant, que nous pourrons en bonne maniere.

§. 4. Item il eſt accordé, que nous ſerons tenus de mettre hors de noſtre terre, & de tout noſtre pays tous ceux, que nous ſçavons, & ſçavoir pourrons ennemis dudict Roy de France, exceptés les marchands non armés dedans le premier jour de May, ſauf avecque ceux d'Allemagne, qui ſans armes ſeront en noſtre terre. Nous ne ſerons mie tenus de mettre hors, ne ne pourrons des ores recepter nuls de ceux d'Allemagne en noſtre terre aux armes, ne laiſſer paſſer par noſtre terre, ne par noſtre port aux armes ny ſans armes en Angleterre ne en terre aux ennemis dudict Roy de France qui puiſſent paſſer par noſtre terre & en France; faire deffenſes & garder loyaument; excepté les meſſages du Roy d'Allemagne allans & venans ſans armes, & les meſſages du Duc de Brabant, qui pourront aller paſſant par noſtre terre juſqu'au huict jours aprés Paſque tant ſeulement ſans armes. A ſçavoir que nous entendrons pas à mouvoir premiere guerre contre le Roy d'Angleterre ne mis en la maniere, qu'il eſt contenu & accordé en ces preſentes lettres.

§. 5. Item il eſt accordé, que ledit Roy de France nenera paix de la dite guerre avec le Roy d'Angleterre, que nous ne ſoyons enclos ſimplement; Item que noſtre fils ne nous ſoit rendu, ſi le Roy d'Angleterre ne prit premier avant que la paix fut faite cauſe raiſonnable autre que de l'alliance & de l'aide, que nous avons faite, pour laquelle il ſe peut tenir. Item il eſt accordé, que ſi le mariage pourparlé de noſtre fils & de la fille du Roy d'Angleterre eſtoit empeſché pour raiſon de l'alliance deſſuſdite, & il convenoit, que nous rendiſſions vingt cinq mil livres de tournois petits, que nous avons receu dudit Roy d'Angleterre pour raiſon dudit mariage, ledit Roy de France ſera tenu de nous dedommager de la dite ſomme, ou de nous pourchaſſer autre mariage convenable, ou que noſtre dit fils prit la valeur de cinquant mil livres de tournois petits en deniers, ou en condition de ſa perſonne.

§. 6. Item il eſt accordé que ſi nous ou nos aidans en cette guerre perdoient heritages, ou quelqu'un de nous, ou de nos aidans fut pris ou tenus pour occaſion de cette guerre, ledit Roy de France ne feroit paix, que les heritages ne ſoyent rendus, & les priſonniers

ANS de J. C. 1295.

ſonniers delivrés. Item ſi nous mouvions guerre contre les ennemis du Roy de France à ſa requeſte ou *** ſienne, ny d'icelluy Roy d'Angleterre, & ont pris les deniers dudit Roy d'Angleterre, contre ſi mouvoient guerre, nous pour achoiſon de cette alliance, de quoy s'il en eſtoit doubte nous ſerons crus, ſi nous le voulons dire par la faute, que nous ſommes tenus à icelluy Roy de France, ils ſont tenus d'ayder, & de ſecourir par ſes gens & à ſes deſpends. Item ſi aucun du Royaume de France nous vouloit grever ou guerroyer durant la guerre ledit Roy de France, apres ce que iceluy Roy ne nous pourroit accorder ſmiablement, & que nous le voudrions croire de treme & de deſtinance, ſi l'autre partie le refuſoit, le dit Roy de France deffendroit à ceux de ſon Royaume, que durant la guerre n'iſſiſſent hors dudit Royaume, ſe meſſaſſant ny pour l'un, ny pour l'autre, à pied ny à cheval.

§. 7. Leſquelles convenances & alliances faites & accordées, ſi comme elles ſont deſſus eſcrites entre le devant dit noſtre Seigneur & Roy & Nous, Nous ſommes devenus ſes hommes, & luy avons fait hommage de feauté, & promis par noſtre foy & les mains levées ces ſeings, que nous le ſervirons loyaument comme loyal Vaſſal ſon Seigneur; & nobles hommes Theodore Sire de Brederode, Jean Sire de Reneſſe, Guillaume Sire d'Egmont, Henry Sire de Heldam Chevalier, Vilaume Sires de Arkelen, Nicollas Sires de Patten, Philippes de Vaſſenare, Jean de Teilingen, preſens par devant ledit Roy de France promettons loyaument par noſtre foy, que nous ſerons & pourchaſſerons à noſtre pouvoir, que ledit Cuens gardera & accomplira les convenances deſſus dites, & luy aiderons à les garder & accomplir. Et en teſmoins de ce nous Cuens & nous autres deſſus nommés avons mis nos ſceaux en ces preſentes lettres. Donné à Paris le Lundy aprés Theophanie l'an de grace mil deux cents quatre vingts quinze. Et ſont les dites lettres ſcellées ſur cordons en lacqs de ſoye rouge de neuf ſeaux & cachettées de cire verte.

CLXXVI.

ANS de J. C. 1296.

Titres accordez par PHILIPPE LE BEL *Roi de France pour les droits de* ROBERT *Duc de Bourgogne ſur la Franche Comté. A Paris, au mois de Janvier* 1296. Etienne Perard Recueïl de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 580.

Bourgogne Duché et Comté.

PHELIPPE par la grace de Deu *Rois de France*, nous feſons ſavoir à tous, que cum nobles homs, *Othes* jadis *Cuens Palazins de Bourgogne*, Sires de Salins, pour certaines cauſes, ehuſt delivré, & mis en noſtre main la Contée & la Baronie devant diz, & les droiz tous, & noſtre amé & feaulx ROBERT *Dux de Bourgoigne*, nous requeiſt, & ehuſt requis pluſieurs fois, que pluſieurs Chaſteaux, viles, & autres choſes de ſum fié, & des appartenances doudit Contée, & de ladite Baronie li delivreſſons & meiſſons en ſa main, comme en main de ſeigneur de fié, pour ſauver ſon droit & l'autruy: Nous, la requeſte doudit Duc ohie pluſieurs fois, & vehuës les lettres qu'il a ſeur leſdits fiez, deliberation ehuë par noſtre Conſoil, tous les fiez & rerefiez doudit Duc, enſi cum il ſunt contenu és lettres que il en a, ſeur & amiablement metons en la main doudit Duc, comme en main de ſeigneur de fié, pour ſauver noſtre droit, ſuen droit, & le droit de la fille ledit Conte, & le droit d'autruy. Et les deffendra & gardera à ſes deſpens, & fera les fruiz ſuens tant cum il les tendra. Item, ſe ladite fille eſt donnée par mariage à noſtre filz, le mariage ſet en face de ſeinte Egliſe, le Duc recevra noſtredit fils mary de ladite fille, en ſoy, & en homage des fiez, & des choſes deſſuſdites, ſans nul empeſchement de forfeture, ne d'autres choſes, & delivrera lors les choſes deſdites fiez à noſtredit fil. Et ſe ladite fille prent autre mary, le Duc ſe il li pleſt, recevra celi autre mary ſans empeſchement nul. Ou ſe il li pleſt meulx, il remettra les choſes deſdiz fiez en noſtre main, ſauf tous ſes droiz. Et adonc il aura lettres de nous, que dans trois mois apres ce nous en oſterons noſtre main, ou metrons leſdites choſes en la main dunt nous les avons. Apres, quant ladite fille ſera en aaige ſoufiſent, ſi ele requiert le Duc que il la reçoive en ſum homage, le Duc li ſera droit ſeur quanque ele li voudra demander, gardé la couſtume dou païs; ſauf audit Duc tous ſes droitz & reſons de forfetures, & d'autres choſes, & auxi ſauves les reſons & les deffences à ladite fille. Et quant cele dite fille ſera ceſte requeſte, le Duc ſera quittes des convenances fetes à nous ſeur les choſes devantdites. L'autre terre dou Contée de Bourgoigne, & de la Baronie de Salins, le Duc gardera, ordonnera, & deffandra à ſum poeir, ou nom de nous, & à nos deſpens, quant les iſſuës de ladite terre n'y porront ſouffire, & y mettra gouverneurs & gardiens des Chaſteaux, & des autres choſes toutes, à ſs volunté. En teſmoing deſqueles choſes nous avons mis noſtre ſeial en ceſtes lettres, fetes & données à Paris l'an de grace mil deux cent quatre vingt & ſeze, ou mois de Janvier. *Seellées à double queuë de parchemin du ſeau du Roy en cire jaune.*

CLXXVII.

ANS de J. C. 1296.

Traité d'Alliance entre EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, &* GUY (a) *Comte de Flandre contre la France. Fait l'an* 1296. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 36.

Angleterre et Flandre.

NOus EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine voulons que tous ſçachent, que par ce que aucunes perſonnes de hault eſtat & de grande puiſſance ne regardent mie, ſi comme ils debvroint, à raiſon, mais à leur volonté en la France; a des pris faiſon des Eſtats ſouverains de tous & chacun comme grand qu'il ſoit ne ait mie s deſpos de ce conteſter. Humaine nature, qui entre la gent a faict & ordonné une ligne, enſeigne bien à faire alliance & acquerre amis, pour eſtre puiſſant de defendre violences & injures & de maintenir droicture. Chacun ſçait, & voir eſt, que haut Prince & puiſſant Philippes Roy de France, en qui' hommage nous avons eſté comme Pair de France, par ſa volonté ſans raiſon, & ſans noſtre deſerte nous s grevez & dur portez & entrepris ſur noſtre honneurs & ſur le noſtre, lequel il eſtoit tenu pour la raiſon de la feauté, à laquelle il nous receut jadis, de warantir, & nous maintenir pour raiſon & en loysuté, & nous a deſailly de droict & en moltz d'autres manieres s'eſt mes faict vers nous, encontre Dieu & encontre juſtice. Et par ce qu'il, ki tant eſt de ſa volonté & puiſſant effort, & ne recogneut nul ſouverain, nous s mis en telle neceſſité, kil convient, que nous querrions & pourchaſſions amis encontre li, nous avons faict & faiſons entre nous d'une part par le conſeil de nos Prelatz, de nos Comtes, de nos Barons, de nos amis & de nos gens, & entre noble homme & puiſſant GUY. Comte de Flandres & Markis de Nsmur d'autre part, par le conſeil de ſes Barons, de ſes amis & de ſes gens, de noſtre commune & bonne volonté, & de noſtre commun aſſent d'une part & d'autre, alliances & convenances en la maniere qui enſuit;

(a) Ce Comte étoit irrité contre la France, parce qu'étant allé à Paris pour quelque affaire, il y avoit été arrêté ſous prétexte de ſes intelligences avec les Anglois, & n'avoit été élargi, qu'en laiſſant en ôtage la Princeſſe ſa fille, qui étoit promiſe au Prince de Gales. Cette Princeſſe étant morte en France, de poiſon, à ce que prétendent quelques Hiſtoriens, ou d'ennui, au ſentiment de quelques autres, le Comte de Flandre, qui ſe vit en liberté, fit ce Traité avec Edouard.

ANS de J. C. 1296.

ſuit; Les quelles alliances & convenances nous volons, que en bonne foy elles durent de ores en avant à tousjours perpetuellement par nous Roy & Comte deſſus nommez, & par nos hoirs auſſi Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres.

§. 2. C'eſt à ſçavoir que nous Eduart Roy d'Angleterre deſſus nommé avons convenu & promis pour nous, & pour nos hoirs Roys d'Angleterre audict Comte de Flandres pour li & pour ſes hoirs Comtes de Flandres, que enſi eſtoit, que le Roy de France ou ſes hoirs Roys de France veniſt avec bannieres ſur le Comte de Flandres, ki or en droir eſt, ou ſes hoirs Comtes de Flandres, ou enveaſt de par li à ſi grand force ſur les deſſuſdictz Comte ou ſes hoirs Comtes de Flandres, ke ſuffier ne deffendre ne ſe peuſſent; Nous les dictz Comte de Flandres ou ſes hoirs Comtes de Flandres ayder devons & ayderons encontre ledict Roy de France ou ſes hoirs Roys de France & en contre tous leurs aydans, par nos alliez de delà la mer & par nos gens d'Angleterre loyaument & en bonne foy ſelon noſtre pott, & en la maniere qui enſuit.

§. 3. C'eſt à ſçavoir que les gens, ke nous y envoyerons, feront trouver à nos cuſtages, paſſages par mer, reſtor de chevaux & gaiges, enſi toutes voyes, que le deſſus nommé Comte de Flandres ſe ils avoient deſaute de victaulles leur feroit avoir en ſes terres avenantement pour leurs deniers, ſur ce qu'ils feront en eſtrange pais; & toſt auſſy ledict Comte de Flandres & ſeſdicts hoirs Comtes de Flandres nous & nos hoirs Roys d'Angleterre devons ayder & ayderons encontre le Roy de France & ſes hoirs Roys de France, & encontre tous leurs aydans de tout leur pooir loyaument & en bonne foy à tous ſes alliés, c'eſt à ſçavoir que li deſſus nommé Comte de Flandres cette guerre ki nous orendroit avons al deſſuſdict Roy de France avant que commancer guerre au Roy de France dedans les deux mois, que nous li averons mandé, d'autre part il fait à ſçavoir, ke ſi le Comte de Flandres commance de ſon fauct guerre au Roy de France avant que nous li evions mandé en la maniere deſſus dicte, ou ledict Roy de France de ſon fauct la commance ſur li, nous ledict Comte devons ayder & ayderons par nos alliez & par nos gens loyaument & en bonne foy tout enſi comme deſſus eſt dict, mes que hom le nous face à ſçavoir par temps ſuffiſant, & ſçachent tous, ke tous les enfans ledict Comte & ſes alliez devienſt eſtre tote cette guerre de ores durante en cette alliance.

§. 4. De rechef nous voulons ke tous ſçachent, ke nous ne nos hoirs Roys d'Angleterre de cette guerre, ki nous orendroit avons au deſſuſdict Roy de France, ne d'autre ki avenir peuſt a nul jour de nous ou de nos hoirs Roys de Angleterre audict Roy de France, ou à ſes hoirs Roys de France, ou dudict Roy de France & ſes hoirs Roys de France audict Comte de Flandres ou à ſes hoirs Comtes de Flandres, penitence ne ſuffrance ne pooms ne devoins faire, ne ne ſerons ſans l'aſſent, l'octroye & le conſent dudict Comte de Flandres; & non plus ne le doivent faire le Comte de Flandres ne ſes hoirs Comtes de Flandres deſſuſdictz ne de cette guerre ne de nulle autre ſans l'aſſent l'octroie & le conſent de nous au de nous hoirs deſſus dicts, ne nul des autres enfans le Comte ne peut ne ne doit faire penitance ne ſuffrance au Roy de France durant cette guerre, que nous orendroit avons a li, ſans l'aſſent de nous ou de nos hoirs Roys d'Angleterre. Et ſi la dicte guerre eſtoit finie, ſi que paix en fut faicte, & autre guerre furgiſt en aprés entre ledict Roy de France ou ſes hoirs Roys de France, & nous ou nos hoirs Roys d'Angleterre, ou entre ledict Roy de France ou ſes dicts heoirs, & le Comte de Flandres ou ſes heoirs Comtes de Flandres, & les enfans le Comte, qui Comtes de Flandres; ne feront mie encontre nous ou encontre le Comte de Flandres, ki à donc feroit, nous ne nos heoirs, ne le Comte de Flandres ne ſes heoirs Comtes de Flandres ne feroient tenus, qu'ilz fuſſent contraires à nous, aydans à ceux ne conſeillans en nulle maniere, ne ne les ſecettions nullement.

ANS de J. C. 1296.

§. 5. Et parce que le deſſus nommé Comte de Flandres peut mieux & plus feurement ſouſtenir & endurer ſi grand obniſion & ſi grand faict de guerre, comme il conviendra contre ledict Roy de France & ces alliez & ſes aydans, nous ou nos heoirs Roys d'Angleterre devons donner & donnons audict Comte de Flandres chacun an, durante la ſuſdicte guerre, ſoixante mil livres de tournois noirs ou tel avenant en aurre monnoye curſable à payer & à delivret à deux payemens dedans la Comté de Flandres; c'eſt à ſcavoir à chacun payement trente mil livres en ladicte monnoye, dont le premier commencera à Noel, qui fera l'an de noſtre Seigneur mil deux cens quatre vingts dix ſept; & le ſecond à la nativité ſainct Jean Baptiſte aprés, & ainſy doibvent eſtre continuez les payemens deſdictz ſoixante mil livres d'an en an deux payemens & ez deſſuſdictz termes tant & ſi longuement, que cette guerre durera; & outres totes celles noſtres deviſes, promeſſes & dons, nous rewardé l'eſtat de orendroit du Comte de Flandres & de ſon pays, por mieux * * * & mainrenir & les griefs faictz ſouſtenir, luy avons donné & donnons une ſomme de deniers dont il a de nous lettres eſpeciales, qui en font claire & pleine mention, & ſoit connue choſe à tous ke les aliances, que nous par nous & par nos hoirs Roys d'Angleterre & led. Comte de Flandres par li & par ſes hoirs Comtes de Flandres avons faictes, ne puent eſtre jamais pour rien, ki avienne ne avenir peuſt, de faict, ne par commandement ne par porchaſt de ce poſtellé ne d'autruy ne par choſe, qui ſoit impetrée & apoſtoillée ne d'autruy, ne comme on peut octroyer ne par achoiſon nulle quelle quelle ſoit, ſi nous ambedeux ou nos hoirs Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres ambedeux n'y mettions noſtre commun accord & aſſent, ou noſdictz hoirs le leur; & ſi commandement ou pourchaſt en fuſt faict, ou aucune achoiſon aveniſt, quelle quelle fuſt, qui deuſt à ce mouver, ſi n'entendons de rien uſer, ne ne uſerons, ſi nous de commun accord ambedeux n'y aſſentons ou noſdictz heoirs.

§. 6. Toutes ces choſes deſſus dictes & chacunes de elles avons nous en convenu loyaument por nous & por nos heoirs Roys d'Angleterre à tenir & à emplir en bonne foy au deſſuſdicts Comte de Flandres por li & por ſes heoirs Comtes de Flandres, & par noſtre ſerment faict en noſtre alme, & en noſtre nom, par noſtre commandement & en noſtre preſence par les ſainctes Evangiles touchées corporellement par Procureurs, ke nous pour ce faire por nous & por nos dictz heoirs Rois d'Angleterre & en noſtre nom meſme, c'eſt à ſçavoir, Monſieur Huguet le Deſpencier, & Monſieur Wantel de Beauchamp Seneſchal de noſtre hoſtel Chevaliers l'avons promis & faict, & ce que par eux en a eſté promis, juré fiauté & faict, comme faict en noſtre nom & par nous, nous l'avons gréé & approuvé, & le greons & approuvons & ou eſt tot ce le promettons nous à faire tenir & acemplir, ſans venir ne faire jamais rien encontre ne par nous ne par autruy, ne en tot, ne en aucune partie, & quant a ce nous obligeons auſſy audict Comte & à ſes hoirs Comtes de Flandres tout le noſtre entierement & nos heoirs Roys d'Angleterre perpetuellement à tousjours & tot le leurs, & par le meſme ſerment la meſme foy & convenance nous quant à ce toutes ces choſes entierement & chacunes d'icelles avons renoncié & renoncions à totes les choſes par les quelles les choſes, qui ſont contenues en ces lettres en tot ou en partie pourroient eſtre desfaictes ou empechées ou delayées, & voulons, que cette renonciation vaille en tous points & en tous cas, tout ainſi, que ſe expreſſement & ſpecialement ils fuſſent mis en avant & renoncions enſuite au droict ki vol, ke generale renonciation ne deit valer.

§. 7. Et

ANS de J. C. 1296.

§. 7. Et avons en convenu audict Comte de Flandres por li & por ſes hoirs Comtes de Flandres ſur le ſerment deſſuſdict, ke quelle houre que noſtre fils Edward aura ſon aage & requis en ſerment par ledict Comte ou ſes hoirs Comtes de Flandres, nous li ſerons greer, octroyer & confirmer, & li meſme en cette forme allier & obliger par li & por li, & donner ſur ces choſes ſes lettres ſellées & confirmées de ſon propre ſeel audict Comte de Flandres. Et parce que totes ces choſes ſoient plus ſacrées, tenues & gardées mieux & plus fermement, nous en nom de ſouvenance & de teſmoignage avons ces preſentes lettres faict ſeeller de noſtre ſeel, leſquelles lettres furent faictes & données à Gipewez, lendemain de l'Epiphanie l'an de grace mil deux cens quatre vingts & ſeize, & de noſtre Regne le vingtieſme quinct. Et ſont leſdictes lettres cy deſſus tranſcriptes ſeellées ſur le reply en lacqs ou cordons de ſoye verte & rouge d'un grand ſeel de cire verte, à l'autre part duquel ſeel eſt la figure d'un Roy aſſis en une chaire ayant couronne en teſte, & de l'autre part eſt un homme monté ſur uo cheval armé par le chef, & tenant une eſpée en la main; à la circonference duquel ſeel eſt pareille inſcription à cette qui enſuit: Edwardus Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Aquitaniæ. Et ſur le dos des dictes lettres eſt eſcrit ce qui enſuit: Conſœderationes factæ inter Regem Angliæ & Comitem Flandriæ, Anno milleſimo ducenteſimo nonageſimo ſexto.

CLXXVIII.

ANS de J. C. 1297. Savoye et Geneve.

Conventions du mariage de GUILLAUME *Fils d'*AME *Comte de Geneve, avec* AGNES *fille d'*AME *Comte de Savoye. Paſſée le dernier d'Août de l'Année* 1297. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 155.

Anno Domini M. CC. XCVII. Indict. x. pridie Calend. Septembris, per hoc publicum inſtrumentum cunctis appareat evidenter, Quòd cum Vir *Illuſtris Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ* dederit, & certis terminis ſolvere promiſerit Viro Illuſtri Domino Amedeo Comiti Gebenoenſi, nomine Domini Guillelmi Filii ipſius Domini Comitis Gebennenſis, ſtipulanti, & recipienti decem millia librarum Turonenſium minorum bonorum, & legalium pro dote, & ex cauſa dotis egregiæ Mulieris *Domina* Agnesiæ *Filia dicti Domini Comitis Sabaudiæ, futuræ Uxoris dicti Domini Guillelmi*, dictúſque Dominus Comes Gebennenſis ante contractum matrimonium, donaverit dicto Domino Comiti Sabaudiæ, nomine dictæ Dominæ Agneſiæ, ex cauſa dotalicii, ſive ex ſponſalitia largitate, quatuor millia librarum Turonenſium de dote promiſſa ſolvere, & reſtituere dictæ Agneſiæ, aut illi vel illis ad quem vel quos prædictorum repetio pertinebit in omnem caſum, & eventum quo de jure locum haberet repetio vel reſtitutio præmiſſorum, & pro prædictis adimplendis obligaverit eidem Domino Comiti Sabaudiæ, & michi Notario infra ſcripto recipientibus ut ſuprà, omnia bona ſua, & ſpecialiter caſtra ſua de Rumiliaco in Albanenſio, de Alta-villa, de Albiaco, & de Charroſſa, cum omnium prædictorum mandamentis, redditibus, & pertinentiis univerſis, & fructus dictorum caſtrorum in caſu reſtituendæ dotis, dicto Domino Comiti Saubaudiæ prædicto nomine, & omnium quorum intererit, donaverit, præcipuè quouſque eidem Agneſiæ eſſet integrè ſatisfactum de dote, & donatione prædictis, pro quibus firmiter adimplendis, per dictum Dominum Comitem Gebennenſem, & ſucceſſores ipſius dabit fideiuſſores idoneos: Et fuerit actum inſuper quod ipſe Dominus Comes Gebennenſis caſtrum ſuum Clarimontis tradat, expediat Viro Nobili Domino Humberto de Boczezello militi Domino de Chatoney tenendum, & cuſtodiendum nomine dictæ Dominæ Agneſiæ, quouſque dictæ promiſſiones præſtitæ fuerint, per eumdem Dominum Comitem Gebennenſem & quouſque eidem Dominæ Agneſiæ per ſidejuſſores, ut ſuprà cautum fuerit: Præterea cum idem Dominus Comes Gebennenſis donaverit, & ſolvere promiſerit præfato Domino Comiti Sabaudiæ, pro armis dicti matrimonii contrahendi, nomine pœnæ, duo millia marcharum argenti, ſi (quod abſit) contingeret, quod ſtaret per dictum Dominum Comitem Gebenoenſii, ſive per Guillelmum ejus Filium, quominus compleretur matrimonium ſupradictum: ac etiam actum fuerit, quod dictus Dominus Comes Gebenneſii incontinenti tradat, & expediat præfato Humberto caſtrum ſuum de Ballaiſon tenendum, & cuſtodiendum per ipſum Dominum Humbertum, ad expenſas dicti Domin. Comitis Gebennenſis, quouſque dictus Dominus Guillelmus, & dicta Domina Agneſia, cum fuerint ætatis legitimæ, ad matrimonium contrahendum ad invicem, quo caſu dictus Dominus Comes Gebennenſis erit quittus, & abſolutus penitus, de duobus millibus marchis argenti prædictis. Quæ omnia, & ſingula ſupradicta prænominati Comites promittunt viciſſim unus alteri per ſtipulationes mutuas, & juramenta ſua corporaliter præſtita ſuper Sancta Dei Evangelia, & ſub obligatione omnium bonorum ſuorum rata habere perpetuò, nec aliquid facere quominus prædicta omnia perpetuum, validumque robur obtineant firmitatis. Acta ſunt hæc apud Sanctum Georgium de Eſperanchia, in caſtro, in camera Domini Comitis Sabaudiæ, ubi teſtes fuerunt vocati, & rogati, Vir Venerabilis, & Religioſus Dominus Reynaldus Abbas Sancti Rufi Valentinenſis, Dominus Humbertus Dominus de Malobecco, Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Petrus de Terniaco, Dominus Petrus de Duyn, Dominus Rodulphus de Pontevitreo, Dominus Joannes de Pontevitreo, Dominus Henricus de Viriaco milites, Dominus Guichardus de Pontevitreo, & Dominus Stephanus de Compeſio Canonici Gebennenſes, Hugo de Droyſiaco, Dominus Baſſianus de Gachiis, Dominus Joannes Bertrandi, Guido de Seyſſello Dominus de Bordellis, & plures alii fide digni præſentes, videntes, & audientes. Signé de Mercato, & Franciſci.

ANS de J. C. 1298.

CLXXIX.

ANS de J. C. 1298. France et Angleterre.

Sentence Arbitrale prononcée par le Pape BONIFACE VIII. *touchant la Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre. prononcée le* 27. *Juin* 1298. G. G. Leibnitz in Prodromo Codicis Diplomatici. pag. 21.

In nomine Domini Amen. Anno Domini M. CC. XCVIII. indictione XI. Pontificatus Domini Bonifacii Papæ VIII. anno IV. die XXVII. menſis Junii, Sanctiſſimus Pater & Dominus, Dominus Bonifacius divina providentia Papa VIII. arbitrium, laudum, diffinitionem, arbitralem ſententiam, amicabilem compoſitionem, mandatum, ordinationem, & alia ioſra ſcripta recitavit, legi fecit, dedit, & protulit in hunc modum: Dudum inter chariſſimos filios noſtros Philippum Francorum, ex parte una, & Eduardum Angliæ Reges Illuſtres ex altera, ſuggerente inimico humani generis pacis æmulo, ſuper diverſis articulis materia diſcordiæ ac diſſenſionis exorta; tandem iidem Reges per ſpeciales nuntios & procuratores ipſorum; ad

ANS de J. C. 1298.

ad hoc ab eis mandatum habentes, in nos Bonifacium, divina providentia Papam VIII. tanquam in (a) privatam perſonam, & Dominum Benedictum Gaytanum, tanquam in arbitrum & arbitratorem, laudatorem, diffinitorem, arbitralem ſententiatorem, amicabilem expoſitorem, præceptorem, arbitratorem & diſpoſitorem & procuratorem ſuper reformanda pace & concordia inter ipſos reges; ac ſuper iis, quæ ad pacem pertinent & ſuper omnibus & ſingulis diſcordiis, guerris, litibus, controverſiis, cauſis, quæſtionibus, damnis & injuriis, petitioobus & actionibus realibus & perſonalibus atque mixtis, quæ fuerant & erant ſeu vertebantur, & eſſe vel verti poſſent inter ipſos Reges occaſione quacunque; de alto & baſſo abſolute & liberè comprotmittere curaverunt. [*Nonnullis interjectis, concepta hiſce verbis lata de reintegrando fudere ſententia formæ ſubjicitur.*]

(a) Philippe qui connoiſſoit l'humeur du Pape, ne le voulut point recevoir pour juge; mais pour arbitre: & dans la ſuite il jugea cette ſentence arbitrale ſi deſavantageuſe à ſon Etat, que Philippe jura en colére, qu'il ne l'obſerveroit jamais.

§. 2. Pronuntiamus hâc vice, ut inter eoſdem Reges ſint & ſit perpetua & ſtabilis pax; & quod treugæ vel ſufferentiæ voluntariæ dudum indictæ, initæ ac firmatæ inter eos, eo modo & forma, ac omnibus, & illis perſonis & terris, & ſub illis pœnis, conditionibus, & temporibus, ſub quibus indictæ, initæ ac firmatæ fuerint, inviolabiliter obſerventur. Ad hujuſmodi autem pacem confirmandam, roborandam, atque ſervandam infra tempus, quod duxerimus moderandum, præfatus Rex Angliæ Margaretam Sororem prædicti Regis Franciæ recipere ac ducere cum dotalitio quindecim millium librarum Turonenſium aſſignando per ipſum regem Angliæ in locis competentibus, de quibus inter partes fuerit concordatum, vel (ubi partes ipſæ non concordarent) per nos arbitratum fuerit, in uxorem; & idem Rex Franciæ eandem Sororem ſuam eidem Regi Angliæ in uxorem dare, & tradere cum diſpenſatione ſedis Apoſtolicæ teneantur, quodque Iſabella filia prælibati Regis Franciæ, quæ infra annum ſeptennem dicitur conſtituta, ſuo tempore Eduardo prædicti Regis Angliæ filio, qui jam decimum tertium ætatis ſuæ annum exegit cum ſimili diſpenſatione matrimonialiter cum dotalitio decem octo millium librarum Turonenſium, ſimiliter aſſignando per eundem Regem Angliæ pro dicto filio ſuo in competentibus locis, de quibus concordaverint ipſæ partes; de quibus nos duxerimus arbitrandum, ſi ſuper hoc inter eos non proveniet concordia, copulentur, idque firmetur atque valletur ex nunc, modis inferius annotatis. [*Iſque deſcriptis ſubdit*:]

§. 3. Item dicimus, laudamus, arbitramur, ſeu etiam diffinimus, quod de omnibus bonis mobilibus vel ſe moventibus, ablatis vel alias malè ſubtractis, & de omnibus damnis datis hinc inde ante tempus motæ vel ortæ guerræ præſentis; primò de omnibus, quæ extant & conſumta non ſunt, præſertim de navibus, & aliis quibuſcumque bonis per Anglicos & Vaſcones, & eorum complices ante guerram occupatis in mari vel in terra; quod Rex Angliæ omnia, quæ de prædictis extant bona fide ſine lite & abſque figura judicii, omni fraude ceſſante, ad requiſitionem Regis Franciæ vel nuncii ſui ſtatim faciat ad plenum reſtitui: & Rex Franciæ ſimiliter, ſi quæ talia ante dictam guerram capta vel ablata apud ipſum, vel in ſua poteſtate extantia reperta fuerint, ſimiliter ad plenum reſtitui faciat, à præfato Rege Angliæ vel ejus nuntio requiſitus. De ablatis verò non exrantibus, ſed deperditis & conſumtis; laudamus, arbitramur, ſeu etiam diffinimus, quod Rex Angliæ ad requiſitionem Regis Franciæ vel nuntii ſui faciat ſatisfieri; taxatione nobis circa prædictorum æſtimationem contra utramque partem, ubi per concordiam partium negotium ſuper prædictis ſopitum non eſſet, plenariè reſervata.

§. 4. Item dicimus, laudamus, arbitramur, ſeu etiam diffinimus, quod idem Rex Angliæ de omnibus terris, vaſſallis & bonis, quæ ipſe nunc habet, & tenet in Regno Franciæ, ſeu tenebat ante motam guerram præſentem, habeat illam quantitatem & illam partem terrarum, vaſſallorum, & bonorum eorundem, quam ſibi ex virtute compromiſſorum prædictorum laudaverimus & mandaverimus aſſignari, vel inter Reges ipſos fuerit concordatum; & ſub illis fidelitate, homagio, modis & conditionibus habeat, ſub quibus ipſe ac pater ſuus habuiſſe hactenus & tenuiſſe noſcuntur; modis & temperamentis per nos adhibendis in abuſu, ſi quis ex parte gentis Regis Franciæ hactenus commiſſis inventus fuerit in exercitio reſorti: modis etiam & temperamentis per nos adhibendis in abuſu partis alterius, ſi quis videlicet ex parte Regis Angliæ vel ſuorum hactenus commiſſus contra jus reſorti fuerit inventus, ne talia in poſterum committantur; conditionibus etiam, modis & ſecuritatibus per nos imponendis & adhibendis in terris, vaſſallis, bonis & aliis, quæ per noſtram pronuntiationem ſeu concordiam partium præfatus Rex Angliæ vel ſucceſſores ejus contra Regem Franciæ vel ſucceſſores ipſius valeant rebellare.

ANS de J. C. 1298.

§. 5. Dicimus etiam, laudamus & arbitramur, ſeu etiam diffinimus, quod ex nunc omnes terræ vaſſalli & bona prædicta, & alia, tam quæ tenet Rex Franciæ de iis quæ tenebat Rex Angliæ ante guerram præſentem, quam quæ tenet Rex Angliæ in Regno Franciæ; bona fide, ac ſine omni fraude, abſolutè ac liberè in manibus & poſſe noſtris ponantur & aſſignentur, tenenda à nobis nomine Regis Franciæ, quæ ex parte ſua, & nomine Regis Angliæ, quæ ex parte ejuſdem nobis fuerint aſſignata; ita tamen, quod per hoc in poſſeſſione vel proprietate nil novi juris accreſcat alterutri partium, vel antiqui decreſcat: ſuper quorum aſſignatione, ſi qua fuerit exorta dubitatio vel ambiguitas inter partes, illam noſtræ declarationi & arbitrio reſervamus. Quod ſi forſan dicti Reges de ipſis terris & bonis ad invicem concordaverint, perpetuò & inviolabiliter obſervetur: alioquin nos ex compromiſſi prædicti virtute apponemus ad id illud remedium, quod Dominus miniſtrabit, & ex tradita nobis poteſtate licebit. Si verò caſu aliquo contingente hoc facere non poſſemus; volumus, dicimus, & arbitramur, quod utrique parti priſtina jura ſua ſalva remaneant & illæſa &c. Acta, lata & pronuntiata fuerunt arbitrium, laudum, arbitralis ſententia, mandatum, diffinitio, ordinatio, diſpoſitio, & omnia ſupradicta per eundem Dominum Papam, ut ſuperius enarrantur, anno, indictione, menſe ac die prædictis, Romæ apud S. Petrum in palatio Papali, in Conſiſtorio publico facto in ſala majori præſente ibi gentium multitudine copioſa, & præſentibus reverendis patribus Dominis Dei gratia Gerardo Sabinenſi, fratre Matthæo Portuenſi & S. Ruffinæ, & Joanne Tuſculano Epiſcopis; Joanne tit. SS. Marcellini & Petri, Nicolao tit. S. Laurentii in Damaſo, fratre Jacobo tit. S. Clementis, Thoma tit. S. Cæciliæ ac Roberto tit. S. Potentianæ Presbyteris; Matthæo S. Mariæ in porticu, * Nepoleone S. Adriani, Guillelmo S. Nicolai in carcere Tulliano, Franciſio S. Mariæ in Coſmedin, Petro S. Mariæ nova, ac Jacobo S. Georgii ad velum aureum diaconibus S. R. E. Cardinalibus. &c.

ANS de J. C. 1299. AUTRICHE ET FRANCE.

CLXXX.

*Promeſſe d'*ALBERT I. *Empereur, par laquelle en vuë du* (a) *Mariage de* RODOLPHE *Duc d'Autriche ſon fils Aîné, avec* BLANCHE *Sœur de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, il donne à Rodolphe les Duchez d'Autriche & de Styrie, & à Blanche en Doüaire, le Comté d'Alſace & la Terre de Fribourg. Fait au mois d'Août* 1299. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 39.

(a) Ce mariage s'accomplit l'année ſuivante.

ALBERTUS Dei gratia Rex Romanorum & ſemper Auguſtus univerſis præſentes litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quod nos affectantes, ut confœderationis affinitas & amicitiæ fructuoſæ contractus inter nos & Sereniſſimum Principem PHILIPPUM Dei gratia Regem Franciæ Illuſtrem amicum noſtrum cariſſimum eò ferventius roboretur & vigeat, ſtabiliuſque perduret; quo matrimoniali fœdere concurrente melioribus firmatus auſpiciis nexuque conſtrictus fuerit fortiori; Voluimus, concordavimus, conſenſimus & promiſimus, concordamus, conſentimus & promittimus, quod ratione contrahendi matrimonii inter cariſſimum primogenitum noſtrum RODULPHUM Ducem Auſtriæ, & nobilem Dominam BLANCHAM Sororem dicti Regis Franciæ, eidem primogenito noſtro & hæredibus ſuis ab eo deſcendentibus Ducatus Auſtriæ & Styriæ, nec non Domina Carniolæ ac Marchiæ & portus Naonis cum omnibus aliis juribus & pertinentiis Ducatus & dominiorum prædictorum ac omnibus emolumentis rebus & juribus quibuſcunque intra vel extra Ducatum conſtitutis, quæcunque cum ipſo Ducatu ad Duces Auſtriæ ſolent hactenus devenire & quomodolibet pertinere, perpetuò & hæreditariè remanebunt.

§. 2. Ac nihilominus dedimus & conceſſimus, damus & concedimus & ex nunc aſſignamus & aſſignemus prædictæ Sorori dotalitium ſeu donationem propter nuptias Comitatum Alſatiæ & terram de Fribourc Lauſan. Dioceſis, cum omnibus juris pertinentiis ſuis; quorum Comitatus & terræ, qui præfato Duci perpetuo & hæreditariè remanebunt nobilium homagia & fidelitates, ac univerſitatum & incolarum villarum inſignium juramenta præſtari faciemus, ſtatim poſt contractum matrimonium, Procuratori dictæ Blanchæ Sorori dicti Regis pro ea ſolemniter ſtipulanti, quod eidem ſorori, ſi præfato Duci forſitan ſupervivat, tanquam fideles Vaſalli & ſubditi Dominæ ſuæ, quoad vixerit, obedient & intendent; ac ſecundo genitum alioſque minores liberos noſtros renunciare faciemus penitus & expreſſè, cum auctoritate & decreto noſtro ac Electorum Principum ac Baronum Regni Alemanniæ & alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Franciæ pro plena ſecuritate expediens viſum erit, & pro omni jure ſibi competenti vel competituro in Ducatu, Comitatu, terra, juribus & pertinentiis ſupra dictis. Ac de præmiſſis omnibus & ſingulis tenendis firmiter & fideliter adimplendis dabimus præfato Regi Franciæ idoneas cautiones & ſecuritates, quæ ipſi Regi Franciæ in hac parte utiles vel neceſſariæ videbuntur; & præmiſſa omnia idem Franciæ Rex per ſedem Apoſtolicam faciet confirmari, ſi ſibi viderit expedire. Salvo tamen ſecundo genito & aliis minoribus liberis noſtris jure ſibi competenti vel competituro in omnibus & ſingulis ſupra dictis, ſi dictum Ducem decedere fortè contingeret ſine liberis procreatis ex eo & Sorore prædicta.

§. 3. Dotalicium verò prætactum nos de redditibus & terris Comitatuum de Quibourc & Abſebourg & pertinentiarum ipſorum ſic ſufficienter & plenè ſupplere & augmentare tenemur, quod dictus Rex Franciæ exinde merito contentetur, ſumma verò dotis dandæ prædicto Duci in voluntate & arbitrio dicti Regis Franciæ reſidebit. In cujus rei teſtimonium, præſentibus noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum anno Domini, milleſimo ducenteſimo nonageſimo nono, menſe Auguſti. Et ſont leſdictes Lettres ſcellées en double queüe de parchemin d'un grand ſceau de cire jaulne.

ANS de J. C. 1299.

CLXXXI.

Alliance faite entre ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour la défenſe de leurs Etats, de leurs droits, de leurs libertez, & de leurs privilèges, en vuë de s'oppoſer aux entrepriſes du Pape Boniface VIII. Faite à Strasbourg le 5. de Septembre* 1299. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 40.

ANS de J. C. 1299. EMPIRE ET FRANCE.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc preſens publicum Inſtrumentum cunctis pateat evidenter, quod hoc eſt tranſumptum ſeu tranſcriptum quarumdam patentium litterarum inclytæ recordationis Domini ALBERTI Romanorum Regis ſemper Auguſti in cera alba cum duplici cauda pargemini ſigillatarum ſartarum & integrarum ac omni prorſus vitio & ſuſpicione carentium, ut prima facie apparebat nobis Notariis ſubditis ſuſcriptis ex parte Illuſtriſſimi Principis & Domini noſtri Francorum Regis ad tranſcribendum traditarum, quarum tenor ſequitur & eſt talis.

§. 2. Albertus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus quod nos conſiderantes, quod per Regum & Principum unanimes voluntates divinæ laudi quietius attendatur & Chriſtiana ad Deum creſcat devotio, cum pace proximi pax Dei acquiritur & augetur, ſalus eorum & honor extollitur, & humanæ laudis præconio ampliatur, ac ſuorum imposterum roborantur jura regnorum; ſinceræ devotionis glutino amicitiæ ſocietatis & unionis fœdera perpetuo duratura, nos & Sereniſſimus Princeps PHILIPPUS Dei gracia Francorum Rex amicus noſter cariſſimus inivimus, voluimus & conſenſimus, & ad invicem concordamus ac etiam promiſimus fide data nomine juramenti; & jurabunt etiam in animas noſtras nobis præſentibus, videlicet pro jam dicto Illuſtri Rege Francorum Comes Sancti Pauli, pro nobis verò Rege Romanorum Comes Burchardus de Hohemberg Avunculus noſter cariſſimus; quod ex nunc in antea erimus ad invicem veri & fideles amici, ac in noſtris & regnorum noſtrorum & Imperii honoribus, libertatibus & juribus mutuo conſervandis contra omnem hominem veri & validi adjutores, quodque inter nos & Succeſſores noſtros Romanorum & Francorum Reges ſeu Imperatores pacis & fidelis amicitiæ fœdera perpetuis duratura temporibus ſervabuntur; & hæc omnia præmiſſa & ſingula promiſimus & præſentibus promittimus pro nobis noſtriſque hæredibus ſibi in Imperatoribus & Regno ſuccedentibus firmiter obſervare & attendere, & nullatenus contravenire ſub virtute à nobis datæ fidei & per prædictos Comites præſtiti juramenti; In cujus rei teſtimonium præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum & datum Argentinæ, Nonas Septembris, Indictione XII. anno Domini, milleſimo ducenteſimo nonageſimo nono, Regni verò noſtri anno ſecundo.

§. 3. De quibus quidem litteris originalibus ſupra ſcriptis facta fuit per nos Notarios publicos infra ſcriptos legitima collatio ad præſens tranſcriptum ſeu tran-

ANS de J. C. 1299.

tranſumptum ex eiſdem litteris originaliter ſumptum, anno Domini milleſimo trecenteſimo nonageſimo ſeptimo ſecundum morem Gallicanum, indictione ſexta, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Benedicti divina providentia Papæ tertii decimi anno quarto, videlicet in domo Nobilis Viri Domini Guillelmi de Alvetto militis, ſita Pariſiis in vico dicto Mollari, in parochia Sancti Joannis in graviam; præſentibus & auſcultantibus diſcretis Viris, Domino Joanne Michaelis Presbytero Laudinen. Dioceſ. curato Parochialis Eccleſiæ de Villacumeuli Carnoten. Dioceſ. & Magiſtro Nicolao de Molendino Notario publico Magiſtro in artibus Clerico Leonen. Dioceſ. teſtibus ad hoc vocatis, ſpecialiter & rogatis. Et ego Joannes Juvenis, alias de Villamaden. Clericus Leonen. Dioceſ. publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de prædictis originalibus literis ad præſens tranſcriptum ſeu tranſumptum ex eiſdem originalibus ſumptum cum Notario publico ſuprafcripto diligentem collationem feci & ipſum invicem concordare inveni, nil addito vel amoto, ideo huic publico inſtrumento ſeu tranſumpto alia manu ſcripto ſignum meum ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii publici & ſigillo Curiæ Pariſ. hic me manu propria ſubſcriptum appoſui requiſitus in teſtimonium veritatis. Sic Signatum, Juvenis.

Confirmation du précédent Traité, donnée par l'Empereur Albert à Quatre-Vaux, le 8. Décembre 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, &c. &c. *comme ci-deſſus, juſques à ces mots*, fecimus apponi ſigillum. Actum & datum nobis & præfato Rege Francorum præſentibus apud quatuor valles, die Martis, octava menſis Decembris, anno Domini 1299. Indictione tredecima, Regni verò noſtri anno ſecundo.

Promeſſe de l'Empereur Albert touchant l'alliance faite avec Philippe le Bel, donnée à Quatre-Vaux, le 8. Décembre 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod cum in prolocutione ſeu tractatu Matrimonii inter Illuſtrem Rudolphum Ducem Auſtriæ primogenitum noſtrum cariſſimum & Dominam Blancham Sororem magnifici Philippi Regis Francorum amici noſtri cariſſimi contrahendi inter nos & eundem Regem Franciæ per ſolemnes Procuratores & Nuntios utriuſque actum fuerit & conventum, ac ex parte noſtra expreſſè promiſſum, quod eidem primogenito noſtro & hæredibus ſuis ab eo deſcendentibus Ducatus Auſtriæ & Stiriæ, nec non Dominia Carniolæ, Marchiæ ac Portus Naonis cum omnibus aliis juribus & pertinentiis Ducatus & dominiorum prædictorum, ac omnibus emolumentis rebus & juribus quibuſcunque intra vel extra Ducatum conſtitutis, quemadmodum cum ipſo Ducatu ad Duces Auſtriæ ſolent hactenus devenire vel quomodolibet pertinere, perpetuò & hæreditariè remanebunt.

§. 2. Ac nihilominus ex tunc dederimus, conceſſerimus, aſſignaverimus & aſſederimus prædictæ Sorori Regis Franciæ in dotalitium, ſeu donationem propter nuptias Comitatum Alſatiæ & terram de Friburg. Lauſan. Dioceſ. cum omnibus juribus & pertinentiis ſuis; quorum Comitatus & terræ, qui præfato Duci perpetuò & hæreditariè remanebunt fidelium homagia & fidelitates ac Univerſitatum & incolarum Villarum inſignium juramenta præſtari faciemus, antequam matrimonium contrahatur, Procuratori prædictæ Sororis Regis Franciæ pro ea ſolemniter ſtipulanti eidem, quoad prædictum contractum matrimonium, quod eidem Sorori, ſi præfato Duci ſorſitam ſupervivat, tanquam fideles vaſalli & ſubditi Dominæ ſuæ, quoad vixerit obedient & intendent; ac ſecundo genitum alioſque juniores liberos noſtros renunciare faciemus penitus & expreſſè cum autoritate & decreto noſtro Regio & Electorum Principum & Baronum Regni Allemanniæ ac alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Franciæ pro plena ſecuritate expediens viſum erit pro omni jure ſibi competenti vel competituro in Ducatu, Comitatu, terris, juribus, & pertinentiis ſupra dictis.

ANS de J. C. 1299.

§. 3. Et de præmiſſis omnibus & ſingulis tenendis, adimplendis & inviolabiliter obſervandis dabimus memorato Regi Franciæ idoneas cautiones & ſecuritates, quæ ſibi in hac parte utiles videbuntur, ac præmiſſa omnia & ſingula, per Romanorum Reginam Illuſtrem Elizabeth Conſortem noſtram approbari, ratificari & fieri, ac de iis ſervandis & fideliter adimplendis ipſam faciemus efficaciter obligari; ſalvo dotalitio, quod dicta Romanorum Regina ad vitam ſuam habet in Ducatu, terris, Dominiis ſupra dictis. Item placet prædicto Regi Franciæ & litterarum ſuarum tenore conſentiet, quod Ducatu Auſtriæ cum principatu ejuſdem præfati Ducis ſuiſque hæredibus remanente, ſecundo genito aliiſque junioribus liberis noſtris præmiſſis primitus aſſentientibus, ſufficiens & competens paterna fiat proviſio de terris ſupradictis ad Ducatum Auſtriæ pertinentibus, vel aliunde, ſicut melius fieri potent, abſque Ducatus Auſtriæ demembratione notabili vel enormi.

§. 4. Cæterum cum omnium Electorum Principum prædictorum aſſenſus autoritas vel decus præſtandi præmiſſis, ut ſuperius eſt expreſſum propter quorundam ipſorum abſentiam & alia certa impedimenta commodè haberi non poſſunt, vult prædictus Rex Franciæ & ad precum noſtrarum inſtantiam conſentit & promittit bonâ fide, juravit etiam in animam ipſius Regis ipſo Rege præſente ſpectabilis Vir Guido Comes Sancti Pauli, quod tribus ex Electoribus ipſis ſuam in præmiſſis auctoritatem præſtantibus & aſſenſum, propter aliorum abſentiam vel auctoritatem non præſtitam in hac parte contractus Matrimonii, ſupradictis aliis tamen conditionibus & conventionibus ſupra dictis promiſſis, adimpletis, nullatenus differatur, ſed bonâ fide modis omnibus conſummetur. Et promiſimus cum dato nomine juramenti expreſſè nos curaturos & facturos, juravit etiam in animam noſtram nobilis Vir Burchardus Comes de Hohemberg Avunculus noſter, quod alii Electores Principes ſupra dicti ſuum congruo tempore præmiſſis aſſenſum & autoritatem præſtabunt modo & forma, de quibus pro cautione & ſecuritate ſæpè dicto Regi Franciæ viſum fuerit expedire, in cujus rei teſtimonium præſentibus &c. &c. *ut ſupra*. Actum & datum nobis & præfato Rege Franciæ præſentibus apud Quatuor valles die Martis octava menſis Decembris, anno Domini 1299. Indictione 13. Regni verò noſtro anno ſecundo.

ANS de J. C. 1299.

CLXXXII.

EMPIRE ET FRANCE.

Traité entre ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour le Mariage d'un des Fils de Philippe avec l'une des Filles d'Albert, au choix des parties de part & d'autre. Fait à Quatre-Vaux, le* 8. *Décembre* 1299. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 43.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Notum facimus quod nos attendentes, quod inter alia, per quæ regnantium & regnorum exaltatio procuratur, pacis & tranquillæ quietis amœnitas acquiritur, ac fœlici & proſpero ſtatu conſulitur ſubditorum; illud videtur antea conſideratione præcipuum, ut inter Reges & Regna ſolidæ caritatis unitas & fidelis amicitiæ fœdera nutriantur, & quod alter alteri libenter aſſiſtat in proſperis, & non deficiat in adverſis. Hâc conſideratione inducti, ut inter nos & inclytum Principem PHILIPPUM Regem Franciæ Illuſtrem, amicum noſtrum cariſſimum hujuſmodi fœdus unionis & amicitiæ ſtabilius permaneat in futurum, concordavimus, voluimus, conſenſimus & promiſimus, concordamus, volumus, conſentimus & promittimus bonâ fide, juraverunt etiam in animas noſtras nobis præſentibus nobilis vir, videlicet pro jam dicto Rege Francorum Guido Comes Sancti Pauli & pro nobis verò Burchardus Comes de Hohemberg dilectus & fidelis noſter, quod inter unum de filiis ipſius Regis Franciæ, quem excepto primogenito ipſius elegerimus & unam de filiabus noſtris, quam dictus Francorum Rex de nonnullis traditis duxerit eligendam, matrimonium contrahatur, de dote autem & dotalitio filio & filiæ prædictis dandis, in noſtra & ipſius Regis Francorum voluntate & arbitrio reſidebit; In cujus rei teſtimonium præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum & datum nobis & præfato Rege præſentibus apud Quatuor Valles, die Martis octava menſis Decembris, anno Domini 1299. Indictione 13. Regni verò noſtri anno ſecundo.

CLXXXIII.

ANS de J. C. 1299.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Contract de Mariage entre (a) LOUIS *Fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* (b) MARGUERITE *Fille de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois de Février* 1299. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 583.

ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, Franciæ Camerarius, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quòd inter excellentiſſimum Principem, Dominum PHILIPPUM Dei gratia *Franciæ Regem* Illuſtriſſimum, chariſſimum Dominum noſtrum, ex una parte, & nos ex altera, initæ, conventæ, & bona fide firmatæ ſunt conventiones, quæ inferius ſubſequuntur; videlicet, quod ipſe Dominus noſter Rex, pro parte ſua, & nos pro parte noſtra, curabimus & faciemus, quod LUDOVICUS ipſius Domini Regis primogenitus, & MARGARETA filia noſtra ſecundo genita, ſtatim cum ipſi ad annos nubiles pervenerint, obtento ſuper hoc primitius aſſenſu & diſpenſatione Sedis Apoſtolicæ, matrimonialiter inſimul copulentur. Nos verò, convenimus & promiſimus prædicto Domino noſtro Regi, pro dicto filio ſuo, & ad opus ipſius, quod nos eidem filio ſuo dabimus in maritagium cum prædicta filia noſtra, centies mille libras parvorum Turonenſium in pecunia numerata, ſolvendas terminis qui ſequuntur, videlicet viginti quinque millia librarum, ipſa die qua prædictum matrimonium in facie Eccleſiæ ſolempnizari continget. Item quindecim millia librarum, eadem die, anni circulo revoluto. Item alia quindecim millia librarum eadem die alio anno ſimiliter revolvto, & ſic de anno in annum ad eumdem terminum, quolibet anno quindecim millia librarum Turonenſium parvorum, quouſque dictæ centies mille librarum fuerint eidem filio dicti Domini noſtri Regis integrè perſolutæ. Item, nos convenimus & promiſimus, nos daturos prædictæ filiæ noſtræ, in maritagium cum eodem prædicti Domini noſtri Regis filio, ſexties mille libratas terræ ad Turonenſes parvos convenienter aſſidendas eidem, tria millia librarum terræ ſtatim in ipſa ſolempniſatione matrimonii ſupradicti in modum qui ſequitur, videlicet mille libratas terræ quas ipſe Dominus noſter Rex ex dono ſuo nobis aſſidere tenetur. Item terram quam habemus apud *Gnacum*, in quantum ſufficere poterit ipſa terra. Item feoda & homagia illarum rerum quas Dominus *Campaniæ* tenet à nobis, & ſimiliter, feoda & homagia illarum rerum, quæ apud Vitriacum, & apud Eſſoy, tenentur à nobis, appretianda in aſſignatione prædicta quantum ſufficere poterunt ad aſſiſiam terræ ſecundum ipſius patriæ conſuetudinem faciendam: Et illud quod poſt factam aſſiſiam prædictorum deerit aſſidendum de dictis tribus millibus libratis terræ, nos in locis competentibus perficere tenebimur, ac etiam aſſidere. Item, alia tria millia libratarum terræ, quouſque nos ea prædictæ filiæ noſtræ ſufficienter & in locis competentibus aſſederimus, reddemus annuatim, ſolvendo eidem prædicti Domini noſtri Regis filio, à die ſolempniſationis prædicti matrimonii anno quolibet, ad duos terminos, tria millia librarum Turonenſium parvorum, videlicet in feſto Reſurrectionis Domini mille & quingeotas libras, & in feſto Sanctorum omnium mille & quingentas, & ſic annuatim, quouſque fecerimus aſſiſiam ſupradictam. Ita, quod quandocumque nos dicta tria millia libratarum terræ, vel eorum partem eidem filiæ noſtræ convenienter aſſederimus, pro parte eorum aſſignata & tradita ceſſabit, & decreſcet pro rata æquivalenti, ſolutio annualis præſtationis prædictæ. Pro quibus tribus millibus libris Turonenſibus parvis annuatim ſolvendis, ut præmiſſum eſt, nos eidem Domino noſtro Regi, pro dicto filio ſuo, & ad opus ipſius, Ducatum noſtrum Burgundiæ, & totam terram noſtram in Regno Franciæ conſtitutam, ex nunc ſpecialiter obligamus & remanere volumus obligatam. Prædictus verò Dominus noſter Rex, dictam *Margaritam*, ſi contigerit ipſam eſſe Franciæ Reginam, dotabit de duodecim millibus libratarum terræ ad parvos Turonenſes; ſi verò non contigerit ipſam eſſe Franciæ Reginam, ipſe Dominus noſter Rex dotabit eandem de ſex millibus libratarum terræ monetæ ejuſdem. Quod dotalicium ipſe Dominus noſter Rex faciet eidem filiæ noſtræ in locis competentibus aſſignari. Actum fuit inſuper, & expreſſè convenrum, inter prædictum Dominum noſtrum Regem & nos, pro nobis & liberis noſtris prædictis, & ad opus eorum, quod ſi dictos liberos noſtros, vel eorum alterum, ante ſolempnizationem dicti matrimonii decedere contingat, conventiones hujuſmodi totaliter vacuentur & omni careant robore firmitatis. Si verò, poſt contractum & in facie Eccleſiæ ſolempoizatum prædictum matrimonium inter eos, contingat ipſos vel alterum eorum decedere, liberis non extantibus ex eiſdem

(a) Dixiéme du nom, ſurnommé *Hutin*.

(b) Ce mariage ſe fit: & il en naquit *Jeanne* héritiére du Royaume de Navarre, qu'elle porta à ſon Mari Philippe d'Evreux.

Loüis fit enfermer Marguerite ſa femme à Château Gaillard auprès d'Andely en Normandie, à cauſe de ſon impudicité; & épouſa Clemence d'Anjou, qui accoucha ce Jean, fils Poſthume, lequel ne veçut que ſept ou huit jours.

ANS de J. C. 1299.

eiſdem ſumma prædictarum centies mille librarum Turonenſium parvorum, pro ea rata qua ſoluta fuerit vel termini ſolutionis ceſſerint, prædicti Domini noſtri Regis ſeu dicti filii ſui erit, & ſibi remanere debebit. Pro ea verò rata qua nec ſoluta fuerit, nec termini ſolutionis ceſſerint, nos quitti remanebimus & totaliter liberati. Et dictæ ſexties mille libratæ terræ ad nos revertentur, & in noſtra diſpoſitione liberæ remanebunt. Si verò, poſt contractum & ſolempnizatum inter eos prædictum matrimonium ipſi deceſſerint, vel alter eorum, ſuperſtitibus liberis ex eorum prædicto matrimonio procreatis, in caſu, quem Dominus averſtat, in quo ipſius Domini noſtri Regis prædictus filius in vita ſua non eſſet Rex Franciæ, liberi exillo eorum matrimonio ſuperſtites, dum tamen Comitatus Campaniæ ad eoſdem nullatenus obveniſſet, ſi ſint maſculi, habebunt viginti millia librarum terræ ad parvos Turonenſes de terra ipſius Domini noſtri Regis in regno Franciæ ſituata decenter, & in locis competentibus ab ipſo Domino noſtro Rege vel ejus ſucceſſoribus aſſidendas eiſdem. Si verò ſint fœminæ, maſculis ex illo matrimonio non extantibus, quælibet habebit mille libratas terræ ad parvos Turonenſes, convenienter eiſdem in terra regni Franciæ prædicti Domini noſtri Regis aſſidendas, & cum hoc, duodecim millia librarum Turoneoſium parvorum in pecunia numerata, pro ipſis matrimoniis liter collocandis. Has autem conventiones & promiſſiones, omnes & ſingulas, prout ſuperius ſunt expreſſæ, promiſimus & promittimus bona fide ac ad ſancta Dei Evangelia juravimus, nos pro parte noſtra facturos, curaturos, & integraliter complecturos, hoc excepto quod ſi, quod abſit, contingeret nos vel ſucceſſores noſtros in ſolutione dictarum pecuniæ ſummarum in aliquo de præmiſſis terminis deficere, noluimus aſtringi juramento prædicto, ſed obligamus nos & ſucceſſores noſtros, ſi defecerimus in ſolutione prædictarum pecuniæ ſummarum in terminis antedictis, vel aliquo eorumdem terminorum, oſtagis continuè Senonis in propriis perſonis tenere, quouſque de prædictis ſummis, in quarum ſolutione defecerimus, integraliter fuerit ſatisfactum. Ad hæc nos & ſucceſſores noſtros firmiter obligantes, volenteſque nos & ipſos remanere ſpecialiter obligatos. Et in teſtimonium & memoriam perpetuam omnium & ſingulorum præmiſſorum, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum apud Abbatiam Minoriſſarum longi campi, die Sabbati poſt feſtum beati Mathiæ Apoſtoli, anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo nono, menſe Februario.

CLXXXIV.

ANS de J. C. 1300. Savoye et Orange.

Ligue entre AME *Comte de Savoye, &* BERTRAND *de Baux Prince d'Orange, contre le Dauphin. Faite à Orange, le 5. de Mai*, 1300. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 137.

IN nomine Domini Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo tercenteſimo, ſcilicet v. die Maii; Cum pactiones & conventiones initæ eſſent per *Illuſtrem & Potentem Virum Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ*, ex una parte, & Dominum Giraudum Amici militem, nomine ſuo & nomine Domini BERTRANDI de Baucio Dei gratia Principis Auraſicæ, & procuratorio nomine ejuſdem ex altera; videlicet quod ſi dictus Dominus Comes habeat aliquomodo guerram contra Dalphinum Viennenſem, quod præfati Dominus Princeps, & Dominus Giraudus Amici juvabunt, & auxiliabuntur prædictum D. Comitem, de ſe & de tota terra ſua contradicendum & offendendum quoquomodo poterunt Dalphinum ſupra dictum, & ſi forte contingeret, quod præfatus Dominus Comes faceret pacem, ſeu concordiam, vel treugas acciperet, cum Dalphino, fuit actum quod dictum Dominum Principem & Dominum Giraudum poneret in ſua treuga, pace, ſeu concordia, & è converſo, ſi contingeret dictos Dominum Principem, & Dominum Giraudum Amici habere guerram contra dictum Dalphinum, quod præfatus Dominus Comes adjuvabit eos ad offendendum dictum Dalphinum, donec in pace & concordia ponerentur, prout in litera inde confecta, & ſigillata ſigillo dicti Domini Comitis; & ſigillo Domini Principis prædicti, & ſigillo dicti Domini Giraudi, plenius continetur: Dictus inquam Dominus Princeps, in præſentia mei Notarii infra ſcripti, & Teſtium infra ſcriptorum, præſente dicto Domino Giraudo Amici, & in præſentia Joannis Molani procuratoris dicti Domini Comitis conſtituti per Dominum Comitem ſupradictum, ad ſuſcipiendam, & recipiendam ratificationem, & confirmationem, & approbationem faciendam per dictum Dominum Principem, pactionum & conventionum prædictarum, confirmavit, ratificavit & approbavit conventiones & pactiones ſupradictas, prædicto Joanni Procuratori præſenti, ſtipulanti & recipienti, nomine Procuratorio dicti Domini Comitis, & mihi Notario infra ſcripto præſenti & ſtipulanti, nomine & vice Domini Comitis ſupradicti. Promittens inquam dictus Dominus Princeps, prædicto Joanni procuratori recipienti nomine quo ſupra & mihi Notario recipienti & ſtipulanti nomine dicti Domini Comitis, ſe ſervaturum prædictas conventiones & pactiones & contra non venturum de Jure vel de facto, & ſuper ſancta Dei Evangelia à ſe gratis corporaliter tacta, juravit omnia attendere prædicta & complere, & de prædictis Dominus Joannes, nomine quo ſupra petiit ſibi fieri publicum inſtrumentum. Actum apud Auraſicam in Hoſpitio Bertrandi de Medenis Domicelli olim, Teſtibus præſentibus Domino Guillelmo de Anſeduna Milite Domino Cadaroſſæ in parte Domino Olivario Cucurbitæ Milite Bayllivo Principatus Auraſicæ, Domino Maymundo Laurii Milite Baulo Auraſicæ, Domino Bernardo de ſancto Quintino legum Profeſſore; Domino Maymundo Ancelli Juriſperito, Petro Martinelli procuratore dicti Domini Principis.

CLXXXV.

ANS de J. C. 1300. Liege et Brabant.

Traité entre HUGON *Evêque de Liége &* JEAN I. *Duc de Brabant; par lequel Hugon céde au Duc pluſieurs droits ſur la Ville de Malines, pour les poſſeder juſqu'à la troiſieme Génération; à condition que ledit Duc les revendique de Jean Berthoult, qui s'en étoit emparé par la force.* Aubert le Mire. Diplomatum Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXXIX. pag. 193.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis Huco, Dei gratia Leodienſis Epiſcopus, æternam in Domino ſalutem, cum notitia veritatis. Zelus orthodoxæ fidei in eo probatur præcipuè.....

Sanè cùm ad nos & anteceſſores noſtros, Eccleſiæ Leodienſis Epiſcopos, qui ipſam Eccleſiam rexerunt pro tempore, plurima & diverſa jura ac juriſdictiones in opido Mechlinienſi, & in villa de *Heiſte*, & appendiciis earumdem pertinuerint longis temporibus, & adhuc pertinere dignoſcantur, quæ uſque ad hæc tempora nobilis vir Joannes Berthout de Mechlinia, & ſui progenitores per potentiam ſuam violenter occuparunt, & adhuc detinent occupata, contra Deum & juſtitiam, in diſpendium animæ ſuæ & prædictæ Leodienſis Eccleſiæ non modicam jacturam, conſilio

ſiſti

ANS de J. C. 1300.

freti bonorum & Juriſperitorum, oportunum duximus eatenus nobis brachium invocare defenſionis.

Cùm igitur, quia illuſtris Princeps Dominus JOANNES, Dei gratia Dux Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi, ſit fidelis & major ac potentior inter fideles Eccleſiæ noſtræ ſupradictæ, noſtrum, imò potiùs Eccleſiæ noſtræ gerens negotium, de mandato noſtro & requiſitione debita, prædicta jura & juriſdictiones diu injuriosè ac violenter occupata, ut eſt dictum, ad proprietatem Eccleſiæ noſtræ ſupradictæ reducat, & reducere laboret ſuis ſumptibus & expenſis, noſtræque ſeu Eccleſiæ noſtræ prædictæ facultates non ſufficiant ad tanta onera ſupportanda.

Volentes ſuis laboribus & expenſis meritò reſpondere, cùm nemo teneatur ſuis ſtipendiis militare, prædicta jura & juriſdictiones univerſas & ſingulas, prout idem Dux revocaverit, ad jus & proprietatem Eccleſiæ noſtræ memoratæ, liberè confirmus & donamus ſibi ſuiſque heredibus, uſque ad tertium heredem incluſivè, cum fructibus, proventibus & adventiciis quibuſcumque.

Promittentes bona fide dicto Duci, quòd quàm citiùs poterimus, procurabimus cum effectu, ſuper collatione ſeu donatione prædicta, conſenſum Capituli dictæ noſtræ Eccleſiæ, ſeu confirmationem Apoſtolicam adhiberi.

Præſertim cùm ſæpedictus Dux bene valeat promereri, pro eo, quædam jura & juriſdictiones, de quibus providendum eſt, quòd ad poſſeſſionem prædictæ noſtræ Eccleſiæ non venerint, quamvis multi anteceſſores noſtri, pro ipſis recuperandis, gravibus inſudaverint laboribus & expenſis.

In quorum teſtimonium & munimen, ſigillum noſtrum præſentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo trecenteſimo, Sabbato poſt feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ.

CLXXXVI.

ANS de J. C. 1301. SAVOYE ET ACHAYE.

Contract de Mariage de PHILIPPE *de Savoye Comte de Piémont, & d'*ISABELLE *Princeſſe d'Achaie. Paſſé au mois de Janvier.* 1301. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 102.

NOUS ISABEAUS *Princeſſe d'Achaye* ſeiſons aſſavoir à tous cehaus que ces preſentes lettres verront & orront: Que cum ſe ſoit chouſe que traitement & parolles ſoient de Mariage fere entre nous & Noble Baron & Aut *Monſieur* PHILIPPE *de Savoye* por la manit des Reverens Peres de Monſieur Lucha del Fieſt & de Monſieur Leonard Veſque d'Albana & por la Dieu grace Cardinalx de Rome & por l'antroit & por le Commandement de Saint Pere Monſieur Boniface por la miſeration Divina Appoſtoile de la ſainte Egliſe de Rome en lequel traictement nous demandons & requerons ledit Monſieur Philippe qu'il viegne en noſtre preſence & amenit avec li certaine quantité de gens d'armes à cheval & à pé por deffendre & maintenir noſtre guerre encontre noſtres Ennemis, & ledit Monſieur Philippe nous requiert, que nous li doyons pouvoir de noſtre Terre & de noſtre Princey pour le travail de ſon corps & pour les deſpans que il & ſes gens ſeront pour aller en noſtre Princée, en tel maniere que les chouſes que nous li donrons ſoient ſiens ſe enſſi advenoit que Nous & li ne feiſiens heoirs enſemble qui reſtas noſtre heritage & noſtre Prince. Et nous voyans & recognoiſſans que ledit Monſieur Philippe demande & requis choſe juſte & rayſonnable, & qu'il ne ſeroit avenant qu'il perdiſt avecques nous ſon temps ne ſon travail, ne ſes deſpans qu'il ſera por luy & por ſes gens por aller en noſtre Terre. Et voyans qu'il nous eſtoit beſoin qu'il maintiegne & deffande nous & noſtre Terre & face noſtre guerre. Pour ce Nous de noſtre bonne vollenté donnons & feiſſons Donation pure & mere entre Vis & norevocable audit Monſieur Philippe de Savoye devant que Matrimonie ſoit fait ne compli & devant qu'il nous hait eſpoſée. C'eſt aſſavoir du Chaſtel & de toute la Chaſtellainie de Corinthe & de la Ville avec toutes ſes raiſſons & appartenances & droytures & plene Juriſdiction & Seignorie, tant ce que nous tenons à noſtre Demaine comme fieuz & hommages, & toutes autres raiſſons & appartenances que à ladite Chaſtellanie de Corinthe appertiegnent & pourroient appertenir, en tel maniere que ſe nous & le di Monſieur Philippe ſerons heoirs enſamble qu'il ſoit hoyrs & Princes de noſtre Terre & de noſtre Prince, que cette Donation ſoit caſſe & vane & de nulle valour. Et ceſte Donation feiſons nous audit Monſieur Philippe en tel maniere qu'il ſoit quité, & ſi l'en quittons del ſervice de ſon Corps à toute ſa vie qu'il devroit fere ou ſeroit entenus par ces chouſes que nous li havons données enſi comme cy-deſſus ſe contient. Et porce que cette chouſe ſoit ferme & ſtable, nous havons données ces preſentes Lettres ouvertes audit Monſieur Philippe ſcellées de noſtre grand Seel pendant qui furent eſcriptes à Rome à VII. jours du moys de Fevrier, l'an de noſtre Seigneur JESUS-CHRIAT, mil & trois cent & uns de la quatorzieme Indicion.

ANS de J. C. 1301.

CLXXXVII.

ANS de J. C. 1303. FRANCE ET ANGLETERRE.

Ligue défenſive entre PHILIPPE IV. *dit le Bel, Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, excepté contre l'Egliſe, & contre Aubert Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut. Fait à Paris le 20. de Mai,* 1303. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici pag. 43.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront & orront Amez Cuens de Savoye, Henry Cuens de * Nicole, & Othes de Grand ſon Chevalier Meſſages & Procureurs de tres excellent Prince EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine eſtablis & envoyez eſpeciaument à ce, ſalutz. Nous faiſons à ſçavoir, que comme tres excellent Prince PHILIPPES par celle meme grace Roy de France conſiderant & regardant les biens & les profits, qui viennent de l'accord & de l'amitié des Roys & des Princes, ait deputé & eſtably nouvellement Monſieur Lois fils de Roy de France Comte d'Evreux, Robert de Bourgogne & Jean de Bretagne Ducs & Monſieur Pierre Seigneur de Chambly Chevalier & Chamberlain ledict Roy de France ſes Meſſages & Procureurs pour traitter pour li & pour ſes hoirs & pour ſes Succeſſeurs de alliance & de Amitié à faire entre iceux Roys leurs hoirs, leurs ſucceſſeurs & leurs Royaumes pour la pées, pour le profit & le bien de eux & de leur hoirs de leur ſucceſſeurs, de leur Royaumes & de leur ſougiez, entre nous Meſſages & Procureurs dudict noſtre Seigneur en nom de li pour ſes hoirs & pour ſes Succeſſeurs d'une part, & leſdicts Meſſages & Procureurs dudict Roy de France en nom de li, pour li, pour ſes hoirs & pour ſes ſucceſſeurs d'autre part eſt fait traitté & accordé en la maniere qui enſuit.

§. 2. Premierement il eſt accordé entre nous & les Meſſages deſſuſdicts en nom deſdicts Roys que iceux Roys ſeront l'un à l'autre des ore en avant bons, vrays & lnyaux amis & aydans contre tous hommes (ſauve l'Egliſe de Rome) en telle maniere, que ſe ou pluſieurs quiconques ils fuſſent voloient deſpoinctier, empeſcher ou troubler leſdicts Roys és franchiſes, libertez, privileges & couſtumes de eux & de leur Royau-

ANS de J. C. 1303. Royaumes ** & que ils ſeront bons & loyaux amis & aidans contre tout homme, qui peuſſe vivre & morir, à deffendre, garder & maintenir les franchiſes, les libertez, & les privileges, les droicts, les droicturres & les couſtumes deſſuſdicts, excepté pour ledict Roy de France, excellent Prince Monſieur Aubert Roy d'Alemanie, & Monſieur Johans Cuens de Henaud en Haynaud, & excepté pour ledict noſtre Sire le Roy d'Angleterre Monſieur Johans Duc de Brebant en Brebant, & ſes hoirs deſcendans de li & de la fille dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & que l'un ne ſera en conſeil ne en ayde, ou l'autre perde vie, membre, eſtat, ne honeur temporel.

§. 3. Item accordé eſt, que les gens & les marchands de l'un Royaume puiſſent aller delivrement & ſans empechement & marchander & mener toutes ſortes de marchandiſes & manieres de bien quelques ils ſoient ſeurement & ſanvement au Royaume de l'autre, en payant les couſtumes deues. Item il eſt accordé que l'un ne receptera ne ſouſtendra ne confortera, ne ſera confort ne ayde as ennemis de l'autre, ne ne ſoufrira, qu'ils ayent confort, ſecours ne ayde, ſoit de gens d'armes ou de vitailles ou d'autres choſes quelles quelles ſoient de ſes terres ne de ſon pooir, mes deſſendra ſur poine de forfaicture de cors & d'avoir & empeſchera à tout ſon poair loyalment en bonne foy, que leſdicts ennemis ne ſoient receptez ne confoſez es terres de ſa Seigneurie, ne de ſon poair, ne que il en ait confort, ſecours ne aide, ſoit de gent d'armes de chevaux, d'armaires, de vitailles ou d'autres choſes quelles quelles ſoient. Item il eſt accordé, que l'un ne receptera les bannis du Royaume de l'autre, ne les ſouffrira recepter en ſes terres, ne en ſon poair, ainces les fera vuider dedans quarante jours apres ce qu'il en ſera requis.

§. 4. Derechef il eſt accordé, qu'en chacun muement ou renouvellement de Seigneurie deça ou dela en la premiere aſſemblée des Roys tantoſt apres l'hommage faict du Duché d'Aquitaine, cette alliance ſera renouvellée, affermée, confermée & faite de nouvel par ces meſmes paroles entre leſdicts Roys; leſquelles & chacunes de icelles, ſi comme elles ſont deſſus deviſées & eſcrites, nous accordons, volons & agreons & promettons loyalment en bonne foy comme Meſſage & Procureur dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre pour li & en nom de li, pour ſes hoirs & pour ſes Succeſſeurs ce les garder, tenir & accomplir fermement & loyalment à tousjours ſans venir encontre par quelquonque raiſon ou cauſe au tems avenir, & que nous les ferons ratifiier, agréer & approuver par noſtre dit Seigneur le Roy d'Angleterre & les jurer en s'ame, & de ce donner ſes lettres ouvertes, contenans toutes les choſes deſſus dites, & de toutes ces choſes nous avons faict & donné en nom dudict noſtre Seigneur le Roy & en l'ame de li ſacrement corporel és ſainctes Evangiles en la preſence deſdicts Meſſages & Procureurs doudict Roy de France. En teſmoin deſqueux choſes nous avons faict mettre nos ſeaux à ces preſentes lettres. Donné à Paris le vingtieſme jour de May, l'an de grace mil trois cens trois.

CLXXXVIII.

ANS de J. C. 1303. SAVOYE ET ACHAYE.

Donation faite à MARGUERITE DE SAVOYE, *des Châteaux de Cariteyne & de Boſſelet, par* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince, &* YSABEAU *Princeſſe d'Achaye. Fait à Beauvoir, le 4. de Décembre, de l'année* 1303. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 110.

NOus Phelippes de Savoie Princes d'Achaye, & Ysabiaux Princeſſe de celle meiſme Princée feiſons aſſavoir à touz ceaux qui ceſtes preſentes Letres verront & orront. Que nous per nous & per nous hoirs donons & outroyons à noſtre chiere Fille Marguerite é as hoirs de ſon corps, le Chaſtel & la Chaſtelanie de Cariteyne & de Boſſolet à tutes les ſortareſſes de ces dites Chaſtellenies, & à tutes lour raiſſons, droitures & appartenances, tant ce que eſt au Domayne per Domaine, & ce que eſt au homage, homos, juriſdiction, jouſtiſe laut & vant & tout ce que aptient à la haute Seignorie, per anſi que ladite Marguerite noſtre Filie doit tenir tutes ces devant dites chouſes de nous & de nous hoirs qui ſeront Prince, pour le ſervice de ſon corps & de ſix Chevaliers ſix mois au lant, & pour ce ce que cette choſe ſoit ferme & ſtable, & que nulle perſonne ne puiſſe aler à l'encontre per nul temps, havons nous fait doner à ladite Marguerite noſtre Filie, Ceſtes lettres overtes ſoelles de noſtres ſeaux pendanz. Et à plus grant teſmoniance & fermeté de cette chouſe. Nous havons requeru le honorable & ſage Beniemin Chancellier de noſtre Princée qu'il mete ſon ſu propre Soyaul à ces preſentes lettres. Et Nous Beniemin Chancelier de la Princée d'Achaye à la requeſte de tres haut & puiſſanz noſtre chier Seigneur Monſieur Phelipe de Savoye, Prince d'Achaye, & de noſtre chiere Dame Madame Ysabiaux Princeſſe de celle meiſme Princée havuns mis noſtre Soysul proprie à ces dites preſentes letres, en teſmoignance de verité. Ce fut fait à Beauvoir, an lant del Incarnation, mil trois cenz & trois, au vint & quatre jour du mois de Deſambre de la ſeconde Indicion.

CLXXXIX.

ANS de J. C. 1304. FRANCE ET FLANDRE.

Traité de Paix entre PHILIPPE LE BEL *Roi de France, & les Villes de* FLANDRE. *Fait l'an* 1304. Pierre d'Oudergheeſt dans ſes Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXL. Feüill. 233.

(a) PRemiers, que les Flamens auroyent bonne & perpetuelle Paix avec le Roy, & moyennant ce leur demoureroyent leurs biens, libertez & franchiſes ſauves & entiers, que le Conte Guy, ſeroit du tout reſtably, & remis en ſa Conté & Seigneurie, que touts priſonniers, tant d'un coſté, que d'autre, ſeroyent delivrez quites & francs. Que pour toutes offenſes, les Flamens payeroyent au Roy une amende pecuniele, qui ne pourroit exceder la ſomme de huict cent mille livres, pour laquelle arbitrer, ſeroyent eſleuz huict perſonnaiges, ſçavoir quatre d'un coſté, & quatre d'autre. Nonobſtant leſquelles choſes, le Roy voulut ſemblablement pour ſon honneur, & aſſeu-

(a) Philippe vouloit de gagner une bataille ſur les Flamands dans laquelle il leur avoit tué 25000. hommes, & aſſiégeoit actuellement l'Iſle. Mais les Flamands ayant fermé leurs boutiques aſſemblérent en moins de rien 60000. combattans, & obligérent Philippe à leur donner la Paix.

ANS de J. C. 1204. & asseurance, que les Villes de Lille & Douay avec leurs appendances, fussent mises en ses mains, par maniere de gaige ou de contrepant, pour les tenir seullement, jusques a ce qu'il fut esté satisfaict de la susdicte amende, comme lors fut mis par escript & publié aux deux ostz.

CXC.

ANS de J. C. 1305. FRANCE ET FLANDRE. *Traité de Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandres. Fait au mois de Juin* 1305. Pierre d'Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLI. Feüill. 234.

PRemiers, que les Flamens assigneroyent au Roy vingt mille livres de terre de rente perpetuelle par an, en la Conté de Rethelois, le plus commodieusement que faire se pourroit, & ce endedens le Sainct Jean de l'an mil trois cents huict, qu'ils payeroyent au Roy quatre cents mille livres, en quatre ans, dont le premier payement escherroit, a la Sainct Jean de l'an trois cents six. Qu'ils bailleront six cents hommes d'armes de la Conté de Flandre en bon ordre & equippage, pour servir le Roy un an entier, la part qu'il luy plairoit, que le Roy pourroit punir par voiages, trois mille personnes de Bruges, & du Francq, coulpables des mesfaicts passez, les mille outre mer, & les deux mil deça la mer. Que les Flamens abbateroyent & raseroyent les murs & fortereſſes des cinc principalles Villes, Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, endedens la Sainct Jean, de l'an mil trois cents sept, sans jamais les povoir refaire, ny remettre sus. Que moyennant ces choses, le Coote Robert, Guillaume & Guy ses freres & les autres nobles de Flandre, prisonniers, seroyent delivrez, comme semblablement seroit le corps du Conte Guy, qui estoit l'année precedente terminé en la prison. Que les nobles & communaultez de Flandre seroyent telle seureté, que seroit adviſé de jamais eux subſtraire de l'obeissance du Roy, ny de ses successeurs Roys de France. Que jamais, ils ne se alleroyent aux ennemys du Royaulme, ny les secourreroyent, consorteroyent, ny soustiendroyent, & si le Conte le faisoit, il sourferoit la Conté de Flandre, que pour la seureté de ce que dessus, le Conte Robert de Flandre mettroit au povoir, & es mains du Roy, ou de son commis, les Chasteaux Villes & Chastelenies de Lille, Douay, Bethune, Chasteaux de Cassel & de Courtray pour les tenir, jusques a ce que les vingt mille livres de terre seroyent assignées, les fortereſſes abbatuës, & les pelerins mis en chemin. Que le Roy pourroit faire abbatre les Chasteaux de Lille & de Courtray, qu'il avoit faict fortifier, le fons desquels neantmoins demoureroit au Conte de Flandre, que si les choses susdictes ne fussent en leur temps & lieu accomplies, le Conte Robert sourferoit l'amende de soyxante livres, & nonobstant ce, le Roy pourroit proceder alencontre des Flamens par censures & excommunications du Pape, & aussi par adjournements a Paris, que toutsalliez d'une part & d'autre, seroyent comprins en ceste paix, reservé le Conte de Hainault, pour autant que peut toucher & concerner les Contes de Hollande & Zelande. Ce fut faict & conclu, par lesdicts huict arbitres, a Achies sur Orange au mois de Juing l'an mil trois cents cinc: & fust le tout traicté, confirmé, & approuvé par les procureurs des Villes & communautez de Flandre, reservé ceux de Bruges, qui n'avoient illec leurs procureurs, pour autant qu'on ne les y vouloit veoir, ny ouyr.

CXCI.

ANS de J. C. 1306. PIE'MONT PROVINCES ET FORCALQUIER. *Union des Comtez de* PIE'MONT, *de* PROVENCE, *&de* FORCALQUIER, *faite par* CHARLES II. *Roi de Jeruſalem & de Sicile, à Naples. Le* 14. *de Février, de l'an* 1306. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 45.

CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Rex Jeruſalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, PROVINCIÆ & FORCALQUERII Comes, universis præsentis scripti seriem inſpecturis tam præsentibus quam futuris principale præsidium. De subditorum cura prævidens nonnumquam ex causa præcipuè Regionis loca separat, ac interdum divisa reducit ad integrum per alligabilem unionem sancitam. Circa fidelium & subjectorum nostrorum augmenta statos prosperi meditatione solicita intendentes, attento quod dum ipsi ex regionum diversitate ac partium separatione disjuncti ad unitatem reducti redduntur amabiliores ad invicem, & contra alios fortiores, cum vis unita degregatâ sit fortior, & colligatus funiculus difficilius dissolvatur; Comitatum PEDEMONTIA nostrum utique patrimoniale peculium, recuperatum noviter de manibus detentorum, cum omnibus terris, castris, Villis, casalibus & locis aliis ac pertinentiis suis, Comitatibus nostris Provinciæ & Forcalquerii de certa nostra scientia incorporandum & uniendum duximus, ac etiam advertendum, ita quod sub fœlici nostro & heredum nostrorum dominio Comitatibus ipsis incorporatis invicem & mutuo conjunctis, nostri fideles & subditi eorundem, vioculo uniti corroborationis arctiori, mutuis se coadjuvent viribus, & cum casus emerserit, minime adversariorum potentias pertimescant. Hoc excepto specialiter & expressius reservato, quòd in dicto Comitatu Pedemontis noster in præfatis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii Seneſcallus nullam jurisdictionem habeat, sed io eo per Curiam nostram Seneſcallus per se, aliique officiales per tempora statuantur, quodque propter unionem & incorporationem præmissas juribus, honoribus & libertatibus dicti Comitatus Pedemontis ac specialium personarum ipsius nullum præjudicium quomodolibet generetur; nec idem Comitatus propter unionem ipsam eisdem Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ad subjectionem vel submissionem aliquam teneatur, in cujus rei testimonium præsens scriptum duplicatum fieri & aurea bulla nostræ Majestatis impressa tipario jussimus communiri. Datum Neapoli per manus M. Di. C. &c. Anno Domini milleſimo trecentesimo sexto, die decima quartâ Februarii, quarto indictionis, regnorum nostrorum anno XXII.

CXCII.

ANS de J. C. 1306. SICILE ET SAVOYE. *Ratification faite par* ROBERT *Duc de Calabre, Fils Aîné du Roi de Sicile, du Traité fait entre* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe, &* RAIMOND DELECT *Seneschal de Piémont, pour l'acquisition de la Ville d'Aſt, &c. Faite à Aix, le* 25. *d'Avril, de l'an* 1206. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 102.

ROBERTUS primogenitus Illustris Jeruſalem & Siciliæ Regis, Dux Calabriæ, ac ejus in Regno Siciliæ Comitatibus Provinciæ ac Forcalquerii Vicarius generalis; tenore præsentium notum faci-

ANS de J. C. 1306. facimus univerſis earum ſeriem inſpecturis, tsm præſentibus quàm futuris: Quòd expoſito nuper nobis per Dominum RAYNALDUM DE LECTO, Seneſcallum Comitatus Pedemontium, Paternum Magiſtrum hoſtiarium & Conſiliarium ſuum, noſtrúmque dilectum, certas Conventiones & Societatem initas ac contractas eſſe, inter Virum Magnificum *Dominum* PHILIPPUM DE SABAUDIA *Principem Achaiæ, Conſanguineum noſtrum*, pro ſe ex parte una, & eundem Seneſcallum, pro parte Domini Genitoris noſtri Jeruſalem & Siciliæ Regis Illuſtris, ex altera ſuper acquiſitione Civitatis Aſtenſis, Terræ Carii diſtrictuum earum, & ſuper ſubſidio in partibus illis, per eundem Dominum Philippum Regiæ Curiæ, ipſius Domini Genitoris noſtri præſtando, prout in Inſtrumentis inde confectis dictus Seneſcallus aſſeruit contineri: intellecto etiam per aſſertionem ejuſdem Seneſcalli, & Magiſtri Ægidii de Perufio Canonici Florentini, Conſiliarii & familiaris Paterni, & noſtri, qui ſunt de negotiis illarum partium plenariè informati, quòd ipſæ Conventiones & Societas ſunt Curiæ Regiæ fructuoſæ; ex fide dignorum quoque relatione percepto quòd de prædicti Domini Regis voluntate proceſſit, ut tractatus hujuſmodi haberentur, qui Dominus Genitor noſter ſuper hoc alias ſcripſit Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Seneſcallo, petitóque per eundem Seneſcallum, ut præfatis Conventionibus & Societati aſſentire benignius dignaremur. Nos præmiſſorum conſideratione Conventionibus & Societati hujuſmodi, noſtrum impartimur aſſenſum, ipſáſque de certa ſcientia noſtra confirmamus. In cujus rei fidem futuramque memoriam, præſentes literas noſtras exinde fieri, & pendenti Sigillo noſtro juſſimus communiti. Datum Aquis anno Domini M. CCC. VI. die viceſimo quinto Aprilis, quartæ Indictionis.

CXCIII.

ANS de J. C. 1307. MONTFERRAT ET SAVOYE. *Contract de Mariage entre* JEAN JAQUES *Marquis de Montferrat, &* JEANNE DE SAVOYE, *Fille d'*AME *Comte de Savoye. Fait au mois de Mars, de l'an* 1307. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 237.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno à Nativitate ejuſdem M. CCC. VII. Indict. XV. die XXIV. menſis Martii. Per hoc publicum Inſtrumentum cunctis fiat manifeſtum: Quòd cùm per certos pacis, tranquillitatis, unionis & obſervationis amoris, conſanguinitatis & affinitatis Illuſtrium Principum & Dominorum infrà ſcriptorum; bonæ quietis eorum patriæ, hominum & ſubditorum amatores & ſervitores; maximè egregiorum virorum Riguini & Georgii ex Comitibus Valliſpergiæ, fuerit tractatum de ſponſaliis & matrimonio contrahendo inter *Illuſtres* JOANNEM-JACOBUM *filium Illuſtris Domini Theodori Marchionis Montiſferrati, &* JOANNAM *filiam recolendæ memoriæ Illuſtris Principis Domini* AMEDEI SABAUDIÆ *Comitis, ſororemque Illuſtris Principis Domini Amedei Sabaudiæ Comitis moderni.* Hinc eſt quòd in præſentia Notariorum & teſtium infrà ſcriptorum, perſonaliter conſtituti R. in Chriſto Pater Dominus Guillelmus de Chalant Epiſcopus Lauſanenſis, ſpectabilis miles Dominus Girardus Dominus Terniaci, & egregii viri Dominus Jacobus Soſtionis, & Henricus de Colomberio, Conſiliarii & Procuratores ad dicta ſponſalia & matrimonium contrahendum, per præfatum Illuſtrem Dominum Comitem ſpecialiter deputati, prout de eorum poteſtate conſtat, parte una: & Illuſtris Dominus Hugo de Saluciis, ſpectabiliſque Dominus Georgius de Carreto Marchio Savonæ, Dominus Ubertinus Nata Legum Doctor, & Manfredus de Cocaſtello de Montilio, Procuratores & mandamentum ſpeciale habentes à dicto Illuſtri Domino Marchione, ad dicta ſponſalia & matrimonium firmandum, prout de eorum procura conſtat. Qui Domini Procuratores dictorum Dominorum omnes ſimul, præmiſſis attentis ad laudem & honorem Dei, Beatæque Mariæ Virginis ejus matris, totiuſque curiæ Cœleſtis; unanimiter cupientes dicta ſponſalia & matrimonium perfici & compleri, promiſerunt & convenerunt, videlicet prænominati Domini, & procuratores præfati Illuſtris Marchionis; Quòd contrahet & complebit ſponſalia & matrimonium cum prænominata Illuſtri Joanna, Deo & Sancta Matre Eccleſia concedentibus: Et viceverſa præfati Domini Procuratores dicti Illuſtris Domini Sabaudiæ Comitis, ipſius nomine convenerunt & promiſerunt, quòd dabit præfatam Illuſtrem Joannam ejus ſororem, in Uxorem & ſponſam legitimam prænominato Joanni-Jacobo, & cum eo ſponſalia & matrimonium contrahet & complebit, Deo & Sancta Matre Eccleſia concedentibus. Item promiſerunt dicti Domini Procuratores, quòd quilibet ipſorum pro eorum poſſe impetrabunt à ſummo Pontifice diſpenſationes opportunas, & neceſſarias pro dicto matrimonio complendo, maximè ſuper diſpenſatione conſanguinitatis, & ætatis dicti Joannis-Jacobi minoris XII. annorum, & ipſas diſpenſationes tradent una pars alteri, videlicet, dictus Dominus Comes præfato Illuſtri Domino Marchioni, ſeu ejus Caſtellano Clavaſii, infrà feſtum Nativitatis Beati Joannis Baptiſtæ proximi; & præfatus Illuſtris Marchio eodem modo literas dictæ diſpenſationis mittet præfato Illuſtri Domino Comiti, ſeu ejus Judici Valliſſecuſiæ, & Canapicii, in loco Avillianæ infrà eundum terminum. Item promiſerunt dicti Domini Procuratores dicti Domini Comitis, quòd ipſe Dominus Comes dictam Illuſtrem Joannam ejus ſororem, tradet & expediet præfato Illuſtri Domino Marchioni, ſeu ejus Ambaſſiatoribus & Procuratoribus ad hoc miſſis, in loco Rippolarum infrà diem XXII. inſtantis menſis Auguſti, condecenter & honorificè ornatam. Item promiſerunt dicti Domini Procuratores dicti Domini Marchionis, quòd ipſe Illuſtris Dominus Marchio, ſeu ejus Ambaſſiatores ad hoc miſſi, dictam Illuſtrem Joannam in dicto loco Rippolarum recipient, ipſamque jocalibus condecentibus ornabunt. Item prænominati Domini & Procuratores dicti Illuſtris Domini Comitis Sabaudiæ, dederunt ejus nomine, & conſtituerunt eidem Joannæ, & ejus viro futuro, in dotem ſexaginta millia florenorum Sabaudiæ ad rationem XII. denariorum groſſorum monetæ novæ dicti Domini Comitis pro quolibet floreno; incluſis quinquaginta millibus florenis datis per Illuſtrem Dominum Comitem quondam Patrem ipſius Joannæ, eidem Joannæ, in quibus ipſam hæredem ſuam inſtituerat in teſtamento ſuo, die I. menſis Novembris M. CCC. LXXXXI. ſolvendos terminis infrà ſcriptis: videlicet, incontinenti dum dicta Joanna tradetur in loco Rippolarum decem millia florenorum, & anno revoluto eodem termino quinque millia florenorum in loco Clavaſii, & ſic ſucceſſivè anno quolibet, eodem loco & termino quinque millia florenorum, uſque ad plenam ſolutionem: Salvis tamen pactis, limitationibus & declarationibus factis in contractu certorum pactorum, per dictos Dominos Procuratores, nominibus dictorum Dominorum, die præſenti factorum, per nos Notarios infrà ſcriptos; & ſuper dictis ſolutionibus dabit idem D. Comes, bonos & idoneos fidejuſſores ad conveniendum faciles, qui ſe obligabunt in ſolidum ante dictam tranſductionem fiendam dictæ Illuſtris Joannæ in Rippolis: & caſu quo contingeret aliquem dictorum fidejuſſorum dandorum mori, quòd in ejus locum ſubrogetur unus alius æquè ſufficiens.

ANS de J. C. 1307.

ANS de J. C. 1307.

vel ejus hæredes obligationem renovent, & se de novo obligent. Item prænominati Domini Procuratores dicti Illustris Domini Marchionis, dicti matrimonii contemplatione, dederunt & constituerunt præfatæ Illustri Joannæ, in Doarium & dotalitium quinque milla florenorum valoris supra dicti, annui redditus, per ipsam Illustrem Joannam percipiendorum, pro ipsius statu & expensis supportandis, in casu quo dictum ejus virum futurum ante ipsam decedere contigerit, ad ipsius Joannæ vitam duntaxat. Quæ quinque millia florenorum assignant & ponunt dicti Domini Procuratores in & super castris, villis & locis suis Diocesis Vercellensis: videlicet, Auduriі, Moyranii, Salassolii, & Fontaneti, hominibus, censibus, pedagiis, gabellis, & aliis obventionibus & redditibus, cum mero & mixto Imperio, ac jurisdictione omnimoda: & si dicta loca non valeant dicta quinque millia florenorum annui redditus, promiserunt dicti Domini Procuratores, quòd idem Illustris Dominus Marchio, illud quod deficiet, facta diligenti visione, alibi & insuper aliis locis idoneis, sufficientibus & proximioribus supplebit & complebit, omni jure Superioritatis remanentibus. Item promiserunt dicti Domini Procuratores, quòd idem Dominus Marchio relinquet & ordinabit dictum Illustrem Joannem-Jacobum ejus filium, Dominum & Marchionem Montisferrati, & totius territorii, dignitatis, Baroniæ & districtus ejusdem, & hoc, fortiori & validiori modo quo fieri poterit, cum clausulis necessariis & opportunis. Salvo quòd si contingat ipsum Illustrem Dominum Marchionem alios habere liberos masculos, naturales & legitimos, quòd eis possit facere & relinquere, prout fecit Illustris bonæ memoriæ Dominus Joannes Marchio Montisferrati ejus Pater suis liberis in suo testamento: qui liberi teneant in feudum, & de superioritate, & sub homagio & fidelitate à dicto Illustri Joanne-Jacobo Marchione eorum fratre, ea quæ sibi relinquentur; sitque idem Joannes-Jacobus Marchio, eorum superior & Dominus. Item promiserunt dicti Domini Procuratores Illustris Domini Marchionis, Procuratorio nomine, dictam dotem reddere & restituere prænominatæ Illustri Joannæ seu ejus hæredibus, aut causam habentibus, in omni casu & eventu ipsius dotis restituendæ, in dicto loco Rippolarum, omni exceptione & excusatione cessantibus, consimilibus terminis quibus dicta dos fuerit soluta ut suprà: & super hoc dabit idem Dominus Marchio bonos & sufficientes fidejussores, ad conveniendum faciles, qui & ipsorum quilibit insolidum pro ipsius dotis restitutione se efficaciter obligabunt (ante transductionem fiendam dictæ Illustris Joannæ in dicto loco Rippolarum) in loco Clavasii, in manibus Procuratoris & Notarii ad hoc specialiter à dicto Domino Marchione deputandi: & casu quo contingeret aliquem dictorum fidejussorum dandorum mori, quòd in ejus loco subrogetur unus alius æquè sufficiens, vel ejus hæredes obligationem renovare permittant. Quæ omnia & singula promiserunt prænominati Domini Procuratores, per eorum juramenta ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita, & sub ipsorum Dominorum expressa obligatione, & hypotheca omnium & singulorum bonorum suorum, præsentium & futurorum quorumcumque, tenere & inviolabiliter observare, & compleri facere cum effectu prout suprà, facereque & procurare, quòd dicti Domini Comes & Marchio, prædicta omnia ex abundanti ratificabunt & approbabunt per totum mensem Aprilis proximi: Submittentes se dicti Domini Procuratores, dictosque Illustres Dominos Comitem, & Marchionem, & eorum bona, pro observatione præmissorum, Curiis Domini nostri Papæ & ejus Cameræ Apostolicæ; Regis Franciæ, & ejus Parlamenti Parisius residentis, Parvi Sigilli Montispessulani, nec non omnibus aliis & singulis Curiis Ecclesiasticis & sæcularibus, & eorum sigillis & stylis: Renuntiantes insuper dicti Domini Procuratores, omnibus juribus contrariis, privilegiis, auxiliis & exceptionibus. De quibus omnibus & singulis præceperunt per nos Notarios subscriptos fieri duo publica instrumenta tenoris ejusdem. Datum & actum in castro Lainici in sala Saladini Provanæ ex Dominis dicti loci: Præsentibus Egregiis viris Dominis Jacobo Provanæ Saladino Provanæ suprà dicto, Andrea Provanæ filio Joannelli Provanæ, Bartolomæo Provanæ, Condominis dicti loci Lainicii, Georgio, & Rignino ex Comitibus Vallispergiæ. Signé Colomb, & Curtil.

ANS de J. C. 1307.

CXCIV.

Traité de Paix entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, fait à Mons, le* 10. *d'Avril* 1307. Christophre Butkens en ses Preuves des Trophées de Brabant. pag. 140.

ANS de J. C. 1307. BRABANT ET HOLLANDE.

PAix entre JEAN *Duc de Lothier, Brabant & de Lembourg, &* GUILLAUME *Comte de Haynaut, Hollande, &c.* Pour eux & leur Allies & aydans. Premierement que touts ceux qui de Hollande avoyent servi le Duc seront restitues en leurs biens, & que lon pardonne tout ce qu'à cause des guerres entr'eux pouvoit avoir este mesprins. Qu'avec ce toutes lettres par lesquelles parties demandoient l'une à l'autre seront nulles & seront restituees; & especialement le Duc at enconvent de rendre al dit Comte les letres ke il at del hommage de *Zutehollande* ke il demandoit audit Comte, as quelles ledit Due renonce, & al hommage ausſi desmaintenant, &c. Lettres données à Mons en Haynaut le dieſieſme jour dou mois d'Avril, l'an de grace M. CCC. VII.

CXCV.

Contract de Mariage entre EDOUARD *Fils d'*AME *Comte de Savoye, &* BLANCHE *Sœur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre* 1307. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 161.

ANS de J. C. 1307. SAVOYE ET BOURGOGNE.

EGo Hugo Dux Burgundiæ sciens, prudens, & spontaneus, asserens esse majorem quatuordecim annis. Notum facimus universis præsentes literas inspecturis, me promisisse nobili Viro *Domino* ODOARDO *Filio primogenito Illustris Viri* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, solemniter emancipato à prædicto Patre suo, per solemnem stipulationem, & sub expressa obligatione omnium bonorum meorum præsentium & futurorum, nec non per juramentum super Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, dare & solvere, pro dote & nomine dotis BLANCHÆ *carissimæ Sororis meæ futuræ Uxoris prædicti Odoardi*, viginti millia librarum bonorum Turonens. parvorum fortium, infra terminos subscriptos solvenda, videlicet à tempore completi matrimonii & solemnizationis, in facie Ecclesiæ infra dimidium annum continuum, & complendi quinque millia librarum Turonens. prædictorum: Quæ quidem quinque millia librarum sint, & esse debeant prædicti Comitis, & apud eum remanentia, absque aliqua exactione, seu etiam recuperatione, propter sumptus & onera matrimonii suprædicti, quæ tenetur facere & sustinere, vice & nomine præfati Odoardi, & ex nunc Ego prædictus Dux, dono prædicto Comiti de assensu, & voluntate dictæ Blanchæ pura, mera & simplici donatione, quæ dicitur inter vivos, prædicta quinque millia

ANS de J. C. 1307.

millia librarum ſuo termino ſolvenda, ob cauſas ſuperius declaratas, & à dicti dimidii anni termino, infra annum complendum proximo ſubſequendum, quinque millia librarum, & ſic deinceps annis ſingulis in ſe proximè & continuè revolvendis, quinque millia librarum monetæ prædictæ, uſque ad ſummam quindecim millium librarum, anno quolibet & termino, uſque ad plenam & integram ſatisfactionem; de quibus quindecim millibus libris, dictus Comes tenetur quærere, & procurare in Regno Franciæ, venditionem reddituum competentem, quibus redditibus venalibus quæſitis, & procuratis per dictum Comitem, Ego ſingulis terminis ſolutionem prædictarum emere & pretium ſolvere teneor, pro dote & nomine dotis dictæ Blanchæ Sororis meæ, uſque ad ſingularum ſolutionum quantitatem, ad conſilium tamen Comitis ſupradicti. Quorum redditnum conſtante matrimonio prædictus Odoardus, & dicta Blancha facient fructus ſuos; Actumque eſt, quod ſi prædictus Comes, in quacumque ſolutione faciendâ, nollet aut non poſſet venales invenire redditus, aut partem redditnum prædictorum, Ego teneor deponere prout ſupradictum eſt, prædictam ſummam pecuniæ, in theſauro ciſtercienſis Abbatiæ, uſque dictus Comes velit, aut poſſit invenire redditus ſupradictos, ipſiſque, ut dictum eſt, inventis per dictum Comitem, dicta pecunia ſic depoſita ad requiſitionem dicti Comitis, in ſolutionem emptionis per me factæ dictorum redditnum converteretur. Pro quibus omnibus ſupradictis firmiter attendendis, & complendis, promitto dare, fideiuſſ. idoneum & debitorem principalem ſeu fideiuſſ. & debitores principales. Promittens bona fide & per juramentum meum, ſuper ſancta Dei Evangelia corporaliter præſtitum, & ſub omnium bonorum meorum obligatione expreſſa, & per ſtipulationem ſolemnem prædicta omnia attendere firmiter & complere; voloque inſuper & concedo, quod ad prædicta omnia facienda poſſim compelli per Excellentiſſimum Principem Philippum Dei gratia Francorum Regem Dominum meum cariſſimum, nec non per juſticiarios ſuos ad requiſitionem dictorum Comitis Odoardi, vel mandati eorundem per meorum pignorum captionem, per multarum impoſitionem, & eo modo quo poterit fortiori, omni ſtipulatione facti & juris, obmiſſa aliqua exceptione non obſtante. Et eſt ſciendum quod donationem prædictam de quinque millibus libris feci dicto Comiti præſenti & recipienti. Renuncians in hoc facto ex certa ſcientia & expreſſe per juramentum meum beneficio minoris ætatis, in integrum reſtitutioni, deceptioni ultra dimidium juſti pretii vel juſtæ æſtimationis, & quod allegare non poſſim aliud eſſe ſcriptum quam dictum eſt, & omnibus aliis exceptionibus & oppoſitionibus juris & facti, tam conſuetudinis quam contra prædictas literas, poſſent obiici, ſive dici, vel opponi, & juridicenti, generalem renunciationem non valere. Promiſi inſuper curare & facere cum effectu, quod in forma conſimili, ad requiſitionem dictorum Comitis & Odoardi, vel alterius ipſorum ſigillo Regis Franciæ Domini mei cariſſimi literæ ſigillentur, in cujus rei teſtimonium, ſigillum meum duxi præſentibus apponendum. Actum apud Juigneyum, die Martis, poſt Feſtum Beati Dionyſii, Anno Domino M. CCC. VII.

CXCVI.

Traité & Accord paſſé entre PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, & l'Archevêque & la Ville de* LYON. *Fait au mois de Novembre de l'an* 1307. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 45.

ANS de J. C. 1307. FRANCE ET LYON.

PRimò Dominus Rex habebit in toto villa & Civitate Lugdunenſi & in terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis citra Sagonam reſſortum ſeu appellationes à diffinitivis ſententiis à judice temporali latis tantum, & diſcutietur cognitio iſtius reſſorti ſeu appellationum in Parlamento Pariſienſi, vel coram duobus vel tribus Viris probis de conſilio Regis non ſuſpectis, per Dominum Regem deputatis, & erit in optione Archi-Epiſcopi & Capituli, quod dictæ cauſæ in Parlamento, vel coram dictis deputandis diſcutiantur; & procedetur in eis ſecundum jus ſcriptum & confrontabitur dicta Baronia citius, quam commodè poterit confrontari. Ab officiali verò Eccleſiaſtico Archi-Epiſcopi Lugdunenſis non appellabitur ad Dominum Regem, quantumcumque cauſæ ſint temporales de quibus conſuevit cognoſcere de conſuetudine, vel de jure, & declarabuntur hæc verba, de conſuetudine vel de jure, per Dominum Archidiaconum Lugdunenſem & per Dominum P. de Bella pertica Decanum Pariſienſem.

§. 2. Item Dominus Rex gardabit, cuſtodiet, defendet & juvabit, prout bonus & legitimus gardiator facere poteſt & debet Archi-Epiſcopum & Capitulum Lugdunenſe, ac homines & ſubditos ſuos & bona ipſorum, ubicumque ſint, contra omnes; & ponet & conſtituet gardiatorem de ſuis gentibus vel de Regno ſuo, maximè ad requiſitionem Archi-Epiſcopi & Capituli prædictorum, quem dictis Archi-Epiſcopo & Capitulo & hominibus eorumdem utiliorem credidit & novit expedire, qui gardiator in principio Regiminis ſui jurare tenebitur, ſe in officio ſibi commiſſo fideliter habiturum & compoſitionem preſentem integraliter ſervaturum, nec officium dictus gardiator exercere poterit ultra annum, niſi de conſenſu Archi-Epiſcopi, Decani & Capituli prædictorum; & nunquam, niſi quando expediens vel neceſſe fuerit idem deputabitur gardiator; qui nullam juriſdictionem habebit in dictos Archi-Epiſcopum & Capitulum, vel homines & ſubditos ſuos, niſi tantummodo gardiani, propter quam gardam dictus Dominus Rex vel gardiator deputandus ab ipſo, homines & ſubditos dictorum Archi-Epiſcopi & Capituli non gardabit contra dictos Archi-Epiſcopum & Capitulum, niſi in caſu reſſorti ſupra dicti.

§. 3. Item pro garda iſta omnes Laici de Civitate Lugdunenſi foca habentes ibidem debent dare & dabunt à duodecim denariis uſque ad viginti ſolidos; & omnes Laici, qui non ſunt nobiles de terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis, nec non Vaſſallorum ipſorum ac omnium aliorum, qui ſunt & erunt infra terminos dictæ Baroniæ conſtituti, tenebuntur dare & dabunt à duodecim denariis uſque ad viginti ſolidos ſimiliter; & erit media pars totius emolumenti quoquo modo provenientis rationum hujuſmodi gardæ in omnibus præmiſſorum Domini Regis, & alia pars Archiepiſcopi & Capituli prædictorum; in mutatione verò Regis, vel ſi ipſum transfretare contingeret, ac etiam in mutatione Archi-Epiſcopi, vel ſi ipſum transfretare contingeret debebit prædicta contributio duplicari, & inter Dominum Regem & Archiepiſcopum & Capitulum dividi, ut eſt dictum; Videlicet media pars Domini Regis, & alia medietas Archiepiſcopi & Capituli prædictorum; & taxabuntur & levabuntur prædicta per Archiepiſcopum & Archidiaconum,

ANS de J. C. 1307.

num, qui nunc eſt, & poſt ipſum per Decanum, qui pro tempore fuerit, & per tres vel duos ex parte Regis eligendos milites nonos, quos debebit Dominus Rex fundare & cuilibet conſtituere centum libr. Turon. parvorum.

§. 4. Item ad præſens in civitate, terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis fiet una moderata ſubventio, cujus medietas erit Domini Regis & alia medietas erit Archiepiſcopi & Capituli prædictorum; & taxabitur & levabitur dicta ſubventio, prout in proximo articulo continetur per dictos milites, quorum nominatio de gratia ſpeciali (a) *** Clericos tamen Regis non alios nominabit.

(a) Il manque ici quelques mots, qui marquoient, je penſe, que le choix de ces ſoldats étoit laiſſé à l'Archevêque.

§. 5. Item ad decennium proximum continuum ſubſequens & futurum in Civitate, terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis omnes vendentes & ementes Laici non nobiles pro qualibet libra duos denarios ſolvere tenebuntur, videlicet venditor unum & emptor alium, cujus emolumenti medietas Domino Regi applicabitur, & alia Archiepiſcopo & Capitulo ſupra dictis, & recolligetur emolumentum hujuſmodi quolibet menſe per prædictos nominatos in articulis ſupra dictis.

§. 6. Item infra terminos & diſtrictus Baroniæ Archiepiſcopi & Capituli prædictorum poterunt dicti Archiepiſcopus & Capitulum liberè conſtituere Nundinas per tempus taxandum legitimè duraturas, euntes verò ad eas & redeuntes de eis erunt in guidagio & conductu Domini Regis predicti, & emolumenti ex dictis nundinis provenientis aliunde, quam juriſdictionis locorum ratione, habebit Dominus Rex medietatem & aliam Archiepiſcopus & Capitulum ſupradicti; & levabitur emolumentum hujuſmodi per predictos, qui ad alia emolumenta levanda ſunt in ſuperioribus articulis nominati; & propter hoc Dominus Rex ſeu levatores emolumenti ejuſdem per ipſum electi, nullam juriſdictionem in locis Nundinarum ipſarum nec ratione juriſdictionis alicujus aliud emolumentum percipient vel habebunt, quarum Nundinarum ordinatio in diſpoſitione Domini P. de Bellapertica Decani Pariſienſis & Archidiaconi Lugdunenſis rebnquetur omninò, quod viderit expedire. Si verò fiat aliqua injuria vel recoſſa levatoribus emolumentorum predictorum vel etiam ſequentium, dummodo communia inter Dominum Regem & Archiepiſcopum & Capitulum habeantur, emenda erit communis, & habebit Dominus Rex mediam partem emendæ, & dicti Archiepiſcopus & Capitulum aliam dimidiam obtinebunt, & levabuntur emolumenta per prædictos milites ut ſupra.

§. 7. Item Rex nullam faciet quoquo modo in terra, Civitate vel Baronia prædictis ſubventionem exigi & levari, niſi quando Archiepiſcopus & Capitulum medietatem ſubventionis percipiant, & Dominus Rex aliam obtinebit; & ſi contingat aliquam ſubventionem exigi & levari texabitur & levabitur per prædictos, qui ſunt ſuperius ad levanda emolumenta alia nominati.

§. 8. Item damna Archiepiſcopo & Capitulo aut eorum hominibus & ſubditis per officiales Domini Regis illata, in ipſius Domini Regis honorem vel utilitatem non verſa emendabuntur & reſtituentur plenariè, & erit medietas Domini Regis & alia medietas Archiepiſcopi & Capituli prædictorum & illorum, qui damna paſſi ſunt antedicta; & ad hoc compellantur damnorum illatores per Dominum Regem, prout erunt ſibi ſubditi vel propinqui. Ita tamen, quod * genera homines familiarum vel ſubditæ Archiepiſcopi vel Capituli prædictorum, ſi aliqua de bonis Domini Regis gentium Burgenſium hominum vel ſubditorum ſuorum habuerunt, reſtituant eiſdem juſticia mediante.

§. 9. Item Archiepiſcopus faciet Domino Regi fidelitatem, ita tamen quod bona Eccleſiæ propter hoc non ſint de feodo Domini Regis; & omnes & ſinguli Canonici Lugdunenſes in ſua creatione jurabunt, & jurare ſpecialiter tenebuntur compoſitionem præſentem ſe fideliter ſervaturos.

ANS de J. C. 1307.

§. 10. Item Archiepiſcopus primam appellationem habebit in Civitate, terra & Baronia ante dictis & de omnibus infra ſuam Baroniam quoquo caſu, ita quod appellationes factæ obmuſſo medio nullius penitus ſint momenti; hoc idem habebit Capitulum in terra & Baronia ſuis, prout Archiepiſcopo eſt prædictum.

§. 11. Item nullus ſubditorum Archiepiſcopi vel Capituli prædictorum per viam ſimplicis querelæ ad Dominum Regem poterit recurrere, ſed per viam reſſorti ſupradicti duntaxat.

§. 12. Item Rex non impediet mercata facta vel facienda in terris ipſorum, dummodo ſi aliqui ſuper faciendis aliqualiter conquerentur coram Domino Rege vel Deputandis ab ipſo ſubeant juſtitiæ complementum parati ſuper hoc ſtare Juri.

§. 13. Item Rex non poterit tenere Baſtonerios vel officiales quoſcunque infra Civitatem vel Baroniam prædictas, nec pignorare quoquo modo, niſi in caſu reſſorti, in quo caſu duo vel tres Conſiliarii eligendi poterunt tres vel quatuor Baſtonerios deputare, qui in cauſa dicti Reſſorti poſſint executionem facere, prout à dictis duobus vel tribus deputandis à Rege recipient in mandatis. Si autem exteri officiales Regis delinquant, contrahant, quoquo modo pignorent vel quaſi in dictis Civitate, terra & Baronia; vel etiam deputati ſervientes in caſu reſſorti extra ſuum Officium, vel alii Officiales quicunque; poſſint puniri per Archiepiſcopum & Capitulum antedictos, & omnis executio fieri, ac ſi in officio Domini Regis non eſſent; prædicti verò ſervientes etiam in caſu reſſorti deputandi executionem non facient contra ſubditos Archiepiſcopi & Capituli prædictorum, niſi dictis Archiepiſcopo & Capitulo exiſtentibus in defectu; nec aliqua ſerviens vel Officiales in loco, in quo domicilium habebit, poterit aliquod officium exercere.

§. 14. Item Dominus Rex ſeu gentes ſuæ non poterunt tenere, nec tenebunt aſſiſias ſuas in locis prædictis, imò ceſſabunt omnino, nec aliquæ infra terminos dictæ Baroniæ impoſterum alicubi tenebuntur, aliquem verò de commorantibus in Civitate, terra & Baronia ante dictis in Burgeſia ſua recipere non poterit nec debebit; qui dicti homines, qui ſui Burgenſes facti erunt, prædicta Burgenſia non obſtante, poſſint nihilominus juſtificari in omnibus per Archiepiſcopum & Capitulum ſuperdictos, quamdiu in terra dictorum Archiepiſcopi & Capituli morabuntur.

§. 15. Item Dominus Rex quitabit ipſis omnes alias gardas nonas, & de alia gardis ordinabunt Domini P. de Bellapertica Decanus Pariſienſis & Archidiaconus Lugdunenſis; nec aliquem morantem in dictis locis & infra terminos ſupra dictos poterit Dominus Rex recipere in gardia ſua, niſi prout ſuperius eſt expreſſum.

§. 16. Item quando fiet pignoratio ratione reſſorti non extrahentur pignora vel vendentur extra terram vel Baroniam antedictas.

§. 17. Item Dominus Rex non impediet monetam cuſam vel cudendam per ipſos, nec curſum monetæ per loca, per quæ expendi & currere conſuevit, nec impediet, quin liberè poſſint uti pedagiis, guidagiis & libertatibus ſuis, & privilegia ſua & libertates eorum confirmabit eiſdem, & bona de novo privilegia eiſdem gratioſè concedet.

§. 18. Item Rex concedet Archiepiſcopo & Capitulo & Clericis & incorporatis in Eccleſia Lugdunenſi, quod in Curia ſua & Parlamento, & coram dictis Deputandis ab ipſo, agendo & defendendo per Procuratorem Clericum vel Laicum admittantur.

§. 19. Item Dominus Rex non poterit conſtruere vel acquirere domum vel fortalitium, feodum, vel aliam

ANS de J. C. 1307.

aliam gardam, vel aliud infra terminos Baroniæ antedictæ; & privilegia conceſſa civibus Lugdunenſibus à tempore contentionis motæ in præjudicium Archiepiſcopi &. Capituli revocabit & penitus annullabit, & nulla dabit eiſdem in præjudicium Archiepiſcopi & Capituli in futurum, niſi de eorum conſenſu proceſſit.

§. 20. Item Archiepiſcopus & Capitulum & familiares ſui non impedientur portare arma infra loca prædicta in feodis & retrofeodis eorundem pro conſervatione ſeu executione juriſdictionis ſuæ, pro proſequendis & puniendis rebellionibus & injuriis ſibi factis. Si verò aliquis de terra Archiepiſcopi & Capituli illicitè contra prohibitionem arma detulerit, per eos punietur, & emendam integraliter percipiente ab eodem Archiepiſcopus in terra & Baronia ſuis, Capitulum in ſuis; Illud idem de forenſibus verò per dictos Decanum Pariſienſem & Archidiaconum Lugdunenſem ordinabitur, prout viderint ordinandum.

§. 21. Item ipſi & terra ſua & habitantes in locis prædictis non ſuberunt in aliquo Seneſcallis & Baillivis Domini Regis.

§. 22. Item Dominus Rex vel alius nomine ſuo non poterit inhibere generaliter vel ſpecialiter, quo minùs ipſi vel quicumque habitantes infra loca prædicta poſſint deferre vel extrahere res ſuas quaſcumque, ubicumque voluerint per totam terram ſuam & alibi, quocumque ſibi placuerit; hoc excepto, quod prædicta portare non poſſint vel vendere inimicis Domini Regis poſtquam ipſis dicti inimici D. Regis fuerunt denuntiati; niſi contingeret pro expeditione Reipublicæ inhibitionem generalem ſuper hoc per totum Regnum fieri, & tunc non poſſent deferre vel extrahere, niſi pro neceſſitate tantum modo terrarum ſuarum, quæ ſunt extra Regnum Franciæ conſtitutæ.

§. 23. Item ipſi Archi-Epiſcopus & Capitulum, Clerici & incorporati in Eccleſia Lugdunenſi, & morantes infra loca prædicta, non tenebuntur venire ad Parlamentum Domini Regis, niſi in caſu reſſorti, ut ſupra tantummodo.

§. 24. Item propter defectum juris Prælati vel ſingularis perſonæ, Eccleſia juriſdictione ſua privari non poterit, nec in perpetuum, nec ad tempus, nec pro facto ſingularis & privatæ perſonæ poterit Capitulum pignorari, vel aliqualiter puniri.

§. 25. Item D. Rex ratione ſuperioritatis vel reſſorti nullas exactiones, Tallas, Collectas, Complimentas ordinarias vel extr. ſubventiones imponet, præter ea quæ in ſuperiori articulo ſimili ſunt expreſſa de ſubventione loquente; & nunquam niſi de conſenſu Archiepiſcopi & Capituli proceſſerit prædictorum.

§. 26. Item eiſdem & eorum ſubditis quitabuntur & quitæ ſunt & remittentur emendæ, offenſæ, rebelliones, condamnationes, contumaciæ & ſubventiones quæcumque, in quibus & Capitulum & eorum ſubditi teneri poſſent ex quacumque ratione vel cauſa uſque ad diem hodiernam. De debitis verò ſi quæ ſint ordinabunt dicti Decanus Pariſienſis & Archidiaconus Lugdunenſis, prout viderint expedire.

§. 27. Item Archiepiſcopus & Capitulum Lugdunen. m omnibus feodis & retrofeodis, & in omnibus locis infra terminos ſuæ Baroniæ conſtitutis & omnibus aliis, in quibus habent juriſdictionem omnimodam altam & baſſam poterunt licitè acquirere ſine amortiſatione aliqua facienda.

§. 28. Item vacante ſede Lugdunenſis Eccleſiæ omnia emolumenta prædicta, quantum ſpectare poterunt ad Archiepiſcopum Lugdunenſem applicabuntur ipſi Eccleſiæ Lugdunenſi pro ornamentis & theſauro ipſius Eccleſiæ reparandis.

§. 29. Item omnes conſtitutiones ſuper regimine Regis & Regni Franciæ publice pro Eccleſiis promulgatas ad utilitatem & honorem Lugdunenſis Eccleſiæ faciet Dominus Rex firmiter obſervari.

ANS de J. C. 1307.

§. 30. Item ſinguli Baillivi Matiſconen. & Vallavie, & Sen. Bellicadri, eorum judices, & Procuratores Regii tenebuntur jurare & in principio ſui regiminis ſic jurabunt, ſe ſervaturos integrè & fideliter omnia & ſingula ſupradicta.

§. 31. Item Dominus Rex & Succeſſores ſui in principio creationis eorum, quando Archi-Epiſcopus eis fidelitatem faciet, promittent bonâ fide ſe prædicta omnia & ſingula fideliter ſervaturos.

§. 32. Item ſuper diſcordia dictorum Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis & omnium Civium Lugdunenſium ſopienda, eligentur duo vel tres Viri idonei ex parte Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis, & alii duo vel tres ex parte Civium predictorum, qui omnimodùm ab ipſis habeant plenam & liberam ſuper terminandis omnibus poteſtatem.

§ 33. Item ſuper omnibus oblitis, item ſuper emenda damnorum & deperditorum Archiepiſcopi & Capituli & ſubditorum ipſorum, & ſuper omnibus aliis Capitulis, & ſuper dubiis declarandis, quæ poſſent ſuper ſtatu Eccleſiæ Lugdunenſis oriri, vel de novo, quomodolibet ad utilitatem Domini Regis Archiepiſcopi & Capituli vel ad evitandum ipſorum incommodum, vel dedecus ordinari; conſtituti ſint Domini Decanus Pariſienſis & Archidiaconus Lugdunenſis prædicti ad ordinanda, conſtituenda, declaranda dubia & omnia ſopienda, qui omnia & ſingula poterunt plenariè ordinare, dubia declarare, & fine debito terminare, prout utrique parti melius viderint expedire. Si verò, quod abſit, dictos Dominos P. de Bella-pertica Decanum Pariſienſem & Th. de Vaſallaco Archidiaconum Lugdunenſem, vel eorum alterum exire contingeret ex humanis, antequam præfens tractatus votivum ſortiretur effectum & perfectius compleretur, alius loco dicti Domini P. Decani Pariſienſis per Dominum Regem & alius loco dicti Th. Archidiaconi Lugdunenſis executor per Archi-Epiſcopum & Capitulum debebit ſubrogari, & ſubrogabitur per eoſdem; qui duo eamdem habeant & habebunt in omnibus & per omnia poteſtatem, qualem obtinent dicti Domini P. Decanus Pariſienſis & Th. Archidiaconus Lugdunenſis ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis præmiſſorum.

§. 34. Memoria ſit ſuper iſtis articulis ponendis in gloſſa, primo ſuper beneficiis vacantibus ſuper decimis, quod beneficia non dicuntur vacare in Eccleſia Lugdunenſi & aliis quibuſdam Suffraganeis, vel aliis ſubditis ejuſdem conditionis. Item quod Decanus & non ſingulares perſonæ ſolvant decimam pro ſuo Capitulo. Item quod uſque ad mille libras poſſint acquirere & in regno ſine amortizare annui redditus. Item quod Dominus Archidiaconus, Cantor & Sacriſta ſunt Clerici Regis. Item quod Archi-Epiſcopus ſit de conſilio Regis & ſucceſſorum ſuorum.

§. 35. Item quod ad omnia & ſingula emolumenta recolligenda habeat Rex tres milites, ut prædicti in Eccleſia Lugdunenſi, qui ea ſuo nomine perpetuò habeant recolligere, & alii tres vel duo nomine Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis, & fundabit quamlibet militem ſub centum libr. Turon. parvorum. Item quod extra manum ſuam nihil de prædictis ponat, & ſi fiat, non teneat. Item ſuper confratriis ſub pœna bonorum non faciendis, & in gloſſa ponendis & aliis quibuſdam modicis articulis, qui non continentur in iſtis.

§. 36. Univerſis præſentes litteras inſpecturis Petrus de Bella pertica Decanus Pariſienſis à Domino noſtro Francorum Rege inter cætera ſpecialiter deputatus ad tractandum ordinandum & conveniendum cum gentibus & Procuratoribus venerabilium perſonarum Dominorum Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis ſuper omnibus & ſingulis controverſiis, quæſtionibus actionibus & querelis inter Dominum noſtrum

ANS de J. C. 1307. noſtrum Regem Francorum & Dominos Archi-Epiſcopum & Capitulum antedictos ſuper contenta in articulis ſupra ſcriptis hactenus habitis & quavis occaſione ſubortis ſuper reſſorto & garda totius Villæ & Civitatis Lugdunenſis, & terræ & Baroniæ Eccleſiæ Lugdunenſis citra Sagonam felicius ſopiendis; notum facimus nos præfati Regis nomine & pro ipſo omnia & ſingula in ſupra ſcriptis articulis ſerioſe contenta tractaſſe, ordinaſſe & ſpecialiter conveniſſe cum gentibus & Procuratoribus prædictorum Archi-Epiſcopi & Capituli Lugdunenſis, prout in ipſis articulis continentur; quæ omnia & ſingula rata & firma habemus & in veritatis teſtimonium ſigillum noſtrum duximus præſentibus litteris apponendum. Datum Sabatho ante purificationem beatæ Virginis, anno Domini 1305. Datum ſub ſigillo ipſius Domini Th. Archidiaconi per copiam anno Domini 1307. menſis Novembris ſeptimo die ejuſdem. Eſt ſcellé d'un ſeel de cire verte.

CXCVII.

ANS de J. C. 1308. STEILE ET SAVOYE. *Erection du Comté d'*ALBE *en l'Abruſſe en Principauté, par* CHARLES II. *Roi de Sicile, en faveur de* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe. Faite le* 31. *de Janvier, de l'an* 1308. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 104.

IN nomine Domini Amen. Anno Nativitatis ejuſdem milleſimo tricenteſimo octavo, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno tertio, die ultimo menſis Januarii, ſextæ Indictionis. Noverint univerſi quod in præſentia Principis Incliti Domini CAROLI ſecundi, Dei gratia Illuſtris Regis Jeruſalem, Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ Provinciæ, & Forcalquerii, ac Pedemontium Comitis, & teſtium ſubſcriptorum ad hoc ſpecialiter vocatorum & rogatorum, ac mei Notarii infraſcripti; Præſente quoque Viro ſpectabili *Domino* PHILIPPO DE SABAUDIA *Conſanguineo* & fideli ejuſdem Domini Regis, promiſſa conventa & acta ſunt inter ipſos Dominum Regem & Dominum Philippum, quæ ſeriatim inſcriùs continentur. Videlicet cum olim ſuper conquiſitione Marchionatus Montis-ferrati, quæ per ipſos Dominum Regem & Dominum Philippum communibus erat ſumptibus facienda; Certæ inter eos conventiones initæ fuiſſent, idémque Dominus Philippus quereretur illas non fuiſſe ſibi ſervatas, imò contra eas ventum & factum fuiſſe per eundum Dominum Regem, deſiſtendo ſcilicet inconſulto & inſcio ipſo Domino Philippo à perſecutione conquiſitionis ejuſdem, necnon & liberando Virum Nobilem Comitem Philiponum de Papia, qui pridem in prælio per gentem ejuſdem Domini Regis, ac ipſum Dominum Philippum & gentem ſuam ex parte una, & Theodorum Viti Nobilis Domini Oppicini Spinola de Janua Genorum, eumdémque Comitem Philiponum & eorum gentes ex altera, Commiſſo prælio captus fuerat, & eorumdem Domini Regis & Domini Philippi Comitis captivus erat. Tandem idem Dominus Rex attendens ac etiam proprii oris Oraculo præferens *ſanguinis identitatem, quæ idem Dominus Philippus ei conjunctus eſt*, volénſque ipſius Domini Philippi animum quietum & contentum ſuper præmiſſis omnibus reddere; ipſe quoque Dominus Philippus conformans - - - - - - ſe voluntati & beneplacito ejuſdem Domini Regis, ſponte ſuper præmiſſis facti ſunt juxta modum qui ſubſequitur unanimes & concordes, videlicet quòd idem Dominus Rex majori cum honore volens attollere nomen & titulum Comitatus ALBÆ ſiti in Aprucina Provincia Regni Siciliæ, per ipſum eidem Domino Philippo, & ejus hæredibus in perpetuum, certo pridem modo conceſſi & donati, erigit & tranſtulit in *Principatum*, ita quòd dicetur non Comitatus, ſed *Principatus Albæ* nuncupatus. Idémque Dominus Philippus ſe nominet & ſcribat *Principem Principatus ejuſdem*. Conſiderans inſuper ac congruum & debitum cernens quòd hujuſmodi honorem condignum ſequi deberet emolumentum; promiſit ac conceſſit & donavit eidem Domino Philippo, & ejus hæredibus ex ejus corpore legitimè deſcendentibus, natis jam & in antea naſcituris in perpetuum, tam conſideratione ipſius modi, honoris & tituli, quàm in ſatisfactionem & recompenſationem univerſorum incommodorum & damnorum, quæ ipſe Dominus Philippus ſe perpeſſum ex præmiſſis & ob præmiſſa querebatur, annuum redditum quadringentarum unciarum auri, aſſignandum eidem Domino Philippo vel prædictis & hæredibus aut certo ipſius ſeu ipſorum Procuratori vel Nuncio pro eiſdem, prout inferiùs enarratur, videlicet ducentarum unciarum quam primùm idem Dominus Rex in prædictum Regnum ſuum Siciliæ redierit, in terra & bonis - - - - - - fiſcalibus ejuſ-Regni, ſive propè jam dictum Principatum Albæ, ubi & prout competentiùs poterunt aſſignari, reliquarum autem unciarum ſuper conquiſitione, quam ipſi Dominus Rex & Dominus Philippus fecerunt in Civitate Aſtenſi & pertinentiis ejus, vel ſi conquiſitio ipſa non fieret ſuper aliquibus, ſimiliter terra & bonis fiſcalibus hujuſmodi annui redditus Principatui prædicto propinquis, eo ſcilicet tempore quo Mariam ejuſdem Domini Philippi Filiam nuptui tradi conſtiterit, vel ætatem annorum duodecim attigiſſe tenendis & habendis hujuſmodi ducentis, ſeu quadringentis unciatis terræ, ſi & ubi in prædicti Regni partibus aſſignatæ fuerint immediatè, & in capite per ipſum Dominum Philippum, & prædictos ejus hæredes, ab eodem Domino Rege & ejus hæredibus, ac ſucceſſoribus, in eodem Regno ſub debito juxta uſum & conſuetudinem ipſius Regni, ſervitio militati. Prædictis verò ducentis unciis quæ ſuper jam tacta conquiſitione, ſeu terris & locis conquiſitis aſſignari debebuntur tenendis & habendis, ſi & poſtquam aſſignatæ fuerint ſub illo militari ſervicio, de quo inſimul tunc temporis concordabunt, & quæ in Regio privilegio tunc exindè faciendo fuerit declaratum. Super quibus omnibus ſic, per eundem Dominum Regem promiſſis & contentis, idem Philippus ultrò, prout ſuper actum eſt beneplacito Regio, ſe conformans ſus gratuita voluntate acceptavit, ſéque proinde pacatum aſſeruit & contentum. In quorum omnium teſtimonium & cautelam, factum eſt per me infrà ſcriptum Notarium præſens publicum inſtrumentum. Actum Marſiliæ in domibus olim Templeriorum, in quibus prænominatus Dominus Rex hoſpitatus erat, in Camera ejuſdem Domini Regis; Præſentibus Venerabili in Chriſto Patre Domino I. Dei gratia Epiſcopo Forojulienſi, Viro Magnifico Domino Hugone de Balcio Regio Siciliæ Seneſcallo, Viro venerabili Domino Guillelmo Girardi Vice-Cancellario ejuſdem Regis, ac Egregiis Viris Domino Raynaldo Dealecto, Domino Bertrando de Marſilia, Domino Guillelmo de Montebello, & Domino Joanne Cabaſſola Magno Regiæ Aulæ in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii Magiſtro Rationali.

ANS de J. C. 1308.

CXCVIII.

ANS de J. C. 1308.

CXCVIII.

BRANDEBOURG, SAXE ET PALATINAT.

*Traité entre les Ambaſſadeurs d'*OTHON *&* WOLDEMAR *Marquis de Brandebourg ; de* RODOLPHE *Duc de Saxe & de* RODOLPHE *&* LOUIS *Comtes Palatins , touchant l'Election de l'Empereur , fait à Boppart , l'an* 1308. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 50.

NOs Berchtoldus Comes de Henneberg , nec non Conradus de Rieda miles Procuratores Illuſtrium Principum OTTONIS & WOLDEMARI Marchionum Brandenburgenſium ſuper futuri Romanorum Regis Electionis negotio conſtituti, ad univerſorum notitiam volumus pertinere ; quod poteſtate nobis & mandato ab iiſdem Marchionibus omnine eorum , nec non Illuſtris Principis RUDOLPHI Ducis Saxoniæ , qui ſuum votum in Electione Romanorum Regis ſibi competens in prædictum Ottonem Marchionem noſcitur tranſtuliſſe, datis, traditis & conceſſis ; amicitiæ unionis & concordiæ fœdera cum Illuſtribus Principibus RUDOLPHO & LUDOVICO Comitibus Palatinis Rheni ut ipſi Regno Romano ſalubrius conſulatur ſic duximus ſineunda : videlicet quod illis promiſimus & preſentibus promittimus corporali ſuper hoc & in animas prædictorum Dominorum noſtrorum Marchionum præſtito juramento, quod in Electione futuri Regis Romanorum unum cum ipſis eſſe debeamos, ſic videlicet ; quod quemcunque ex Principibus Ottone & Woldemaro Marchionibus Brandeburgenſibus, nobili Viro (*a*) Alberto Comite de Hanalt , nec non Illuſtribus Principibus Rudolpho & Ludovico Comitibus Palatinis Rheni & Friderico Duce Auſtriæ , plura vota de Principibus Eccleſiaſticis Electoribus habere contigerit, ille præferatur, & votis noſtris eidem debemus adhærere, ipſum ſine omni contradictione in Regem Romanorum eligendo , extra vero numerum prædictarum perſonarum non eligemus , niſi concurrentibus votis Comitum Palatinorum atque noſtris.

(*a*) Il ſemble qu'on doive entendre Albert ſurnommé l'Ancien, Prince ou Comte d'Anhalt.

§. 2. Sane eſt adjectum & juramento firmatum, quod ſi aliquem noſtrorum Marchionum prædictorum vel alium ad noſtram promotionem in Regem Romanorum eligi contiget , præfatis Comitibus Palatinis in ſuo jure aſſiſtere , & ipſi oobis vice verſâ & ipſorum contra omnes in perpetuo * * coadjutor. Eſt etiam promiſſum & juramento firmatum , quod ſi aliquem ex Marchionibus prædictis vel alium ad eorum promotionem in Regem eligi contigerit , quod prædictis Palatinis conferet omnia ſua bona & eos in eiſdem manutenebit & deffendet , & prædictos Comites Palatinos in poſſeſſione omnium bonorum , quæ Genitor eorum poſſedit , & in ea poſſeſſione , ſicut tempore claræ memoriæ quondam Rodolphi Romanorum Regis poſſederunt , non moleſtabit nec turbabit. De expenſis verò quæ contemplatione Electionis factæ fuerint , ad arbitrium Venerabilis Principis Domini Joannis Epiſcopi Argentinenſis & noſtri Berchtoldi Comitis de Henneberg locabuntur. Ad confinia verò Imperii & prædictorum Comitumofficiales pacifici juxta arbitrium Argentinenſis Epiſcopi & Berchtoldi.

§. 3. Eſt etiam juratum , quod nec Illuſtribus Principibus Ottoni & Stephano Ducibus Bavariæ nec nobili Viro Eberhardo Comiti de Wirtemberg prædicti Marchiones , ſi quem ex eis eligi contiget , adhærebit , vel aliquo genere copulationis & unionis unietur. Porrò promiſimus & juramento firmavimus , quod Illuſtribus Principibus Friderico & Fratribus ſuis Ducibus Auſtriæ omnia eorum bona & dominia , ſicut eo tempore claræ memoriæ Illuſtris quondam Domini Alberti Genitoris poſſederint , conferet , & eos in iiſdem manutenebit & deffendet. Harum teſtimonio litterarum noſtrorum ſigillorum robore mooitarum , Datum in Popardia , anno Domioi milleſimo trecenteſimo octavo , feria VI. ante Simonis & Judæ Apoſtolorum.

ANS de J. C. 1308.

CXCIX.

SICILE, PROVENCE ET PISMONT.

Teſtament de CHARLES II. *Roi de Sicile , dans lequel les Mâles d'un degré plus éloigné ſont préferez aux femmes dans un degré plus proche , pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier , comme auſſi le Comté de Piémont , fait à Marſeille , le* 16. *de Mars* 1308. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 51.

IN nomine Domini Amen. CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Rex Jeruſalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ ; Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis Comes ; Univerſis præſentis ſcripti ſeriem inſpecturis. Lex Communis ab Adam conditioni humanæ fragilitatis indicta, mortem , rerum ultimam lineam , extremum terminum illi conſtituit , ipſamque inevitabili ſorti fragilitatis ſolventis omnia ſine aliqua perſonarum diſtinctione ſubegit ; quæ licet in ea ſit certa , indicta præfixi diei terminatione ſuſpenſa , frequenter ſe dulcibus annis inſerens actus primordia præmaturè ſuccidit , prevenit Infantiæ terminos , metas pubertatis anticipat , juventutis florem intempeſtivè decerpit , ac Principum ſpiritum auferens eorum conſilia diutius maturata diſſolvit. Et cum hominis ſtatus imbecillis & tenuis unum diem vitæ ſuæ in poteſtate , quidve futura pariat dies ignorat , laxius ſemper vivendi ſpatium ſibi promittit , ut perſæpe ſpei promiſſione fruſtratus cautelam ſui & poſterorum diſpoſitionem debitam negligat , & improviſa naufragia periculoſæ mortalitatis incurrat. Preveniendus eſt igitur ordinatæ proviſionis remedio dies iſte , ut cum ejus tumultuoſa tempeſtas ingruerit , extremæ tollens diſpoſitionis arbitrium , per repentioi caſus eventum diſponendi poteſtatem non auferat , & oblivionem ex ſupervenientis turbationis diſcrimine non inducat. Iis itaque proviſè penſatis , & in ſcrutinio libratæ conſiderationis adductis , nos ſanu corpore , mentis propria integritate ſinceri , tam pro noſtrorum remiſſione peccaminum , quam pro cautela etiam poſterorum & parentum noſtrorum animarum remedio , prout infra ſequitur , deliberavimus diſponendum.

§. 2. Imprimis inſtituimus heredem & univerſalem ſucceſſorem noſtrum in Regnis noſtris Jeruſalem & Siciliæ , Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis , atque in omnibus aliis terris , juribus & actionibus noſtris Robertum primogenitum noſtrum Ducem Calabriæ. Si vero Dux ipſe decederet ſine liberis maſculis vel feminis , nobis viventibus aut vita functis , ſubſtituimus heredem noſtrum & ſucceſſorem univerſalem in omnibus prædictis Regnis , Comitatibus & terris illum ex liberis noſtris maſculum ſcilicet , qui juxta tenorem collationis factæ de Regno Siciliæ bonæ memoriæ Domino Patri noſtro per Sanctam Romanam Eccleſiam , ſuccedere debebit in Regno ipſo Sicilæ. Si vero ſecundum tenorem collationis ejuſdem ad ſucceſſionem ipſius Regni Siciliæ factis fœmina vocaretur , quæcunque ſit & ex quocumque libero noſtro nata , in caſu illo ſubſtituimus illam heredem & ſucceſſorem in eodem Regno Siciliæ & Regno Jeruſalem ac aliis terris juribus & actionibus noſtris ; præterquam in prædictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis ac juribus & pertinentiis eorum omnibus ; præter etiam

ANS de J. C. 1308. quam in aliis terris noſtris queſitis & conquerendis extra Regna prædicta; in quibus Comitatibus ac prædictis aliis terris, in eo caſu ſcilicet ubi fœmina in dicto Regno Siciliæ ſuccederet, ut eſt dictum, ſubſtituimus Philippum filium noſtrum Tarenti & Achayæ Principem, ſi tunc ſupereſſet; & ſi tunc non viveret, ſubſtituimus in dictis Comitatibus ac prætactis terris queſitis & querendis dicto caſu unum de aliis filiis noſtris maſculis poſt eundem Philippum natis & naſcituris primogenitum; & ſi nullus de hujuſmodi filiis noſtris poſt eundem Philippum natis aut naſcituris tunc ſupereſſet, ſubſtituimus unum de nepotibus noſtris maſculis natis aut naſcituris deſcendentibus ſcilicet ex viventibus nunc filiis noſtris maſculis, eum quidem qui ex noſtro majore natu filio primogenitus eſſet, & ſi è majore natu non ſupereſſet maſculus, ſubſtituimus in eodem caſu in ſupra tactis Comitatibus & terris primogenitum ex alio filio noſtro ſequenti, & ſuper ordinem de ſequentibus filiis noſtris ſi de priore non ſupereſſet maſculus, ſervato ordine quo ſupra in caſu ipſo nepos ex majore natu filio noſtro tunc ſuperſtes aliis nepotibus ex ſequentibus noſtris filiis præferatur. Si autem nobis viventibus Dux prædictus decedat relictis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis aut naſcituris, & caſus eſſet, in quo ad ſucceſſionem dicti Regni Siciliæ non vocarentur ex tenore collationis prædictæ; ſubſtituimus ipſos liberos ejuſdem Ducis in Ducatu Calabriæ, ſicut invenietur per nos ipſi Duci conceſſus, ita quod inter eos maſculus fœminæ & primogenitus preferatur; Ita quod idem primogenitus Fratribus & ſororibus teneatur providere juxta conſuetudinem & conſtitutionem Regni in talibus obſervatas, & in ipſa proviſione ſubſtituimus eiſdem minores.

§. 3. Item relinquimus Jure inſtitutionis eidem Philippo filio noſtro Principi Achayæ & Tarenti ducentas uncias auri annuas ſolvendas ſibi in vita ſua tantum, de Camera Regis vel ſuper aliquibus Regni partibus aſſignandas, ultra principatus Achayæ & Tarenti & terras alias ac proviſiones quas ex dono Celſitudinis noſtræ tenet. In quibus omnibus ipſum Principem inſtituimus heredem, &, ſi in vita noſtra decederet dimiſſis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis vel naſcituris, ſubſtituimus ipſos liberos ipſis Principatibus, & predictis terris, quas ſcilicet ex collatione noſtra perpetuo tenet vel tenebit tempore mortis ſuæ, majoris natu & ſexus maſculini inter eos prerogativa ſervata. Minores vero ex ordine ſubſtituimus in proviſione ipſis debita a principatibus & terris eiſdem juxta conſuetudinem & conſtitutionem predictis.

§. 4. Item relinquimus jure inſtitutionis Joanni & Petro filiis noſtris Comitatus & terras, quas tunc tenent & habent in domo noſtra, qui ſi non valeant quatuor millia unciarum, duo videlicet millia unciarum pro quolibet eorundem, ſuppleatur eis defectus in aliis ex cadentibus dicti Regni, & donec ſupplementum ipſum aſſequantur, recipiant illud annuatim de Camera noſtra in pecunia. Relinquimus etiam jure inſtitutionis aliis filiis noſtris ex præſenti vel alio matrimonio naſcituris, cuilibet ſcilicet eorundem pro ſe & ſuis heredibus ex ſuo corpore legithmè deſcendentibus annuum redditum duorum millium unciarum auri aſſignandum cuilibet ipſorum in Comitatu vel Comitatibus aut Baroniis, dummodo titulum habeant Comitatus, ita ſcilicet quod ipſi filii noſtri nati & naſcituri ſuo ordine hujuſmodi aſſignationes recipiant, ſi ſimul non currerent omnibus vel pluribus eorum faciendæ. Et intendimus quod donec hujuſmodi Aſſignationes fiant eis, recipiant de Camera Regia vel ſuper Regni proventibus in pecunia dictum redditum annuum duorum millium Unciarum auri. Hoc ſalvo, quod ſi aliqui eorum eſſent impuberes, non teneatur heres Regni hujuſmodi aſſignationem vel ſolutionem eis facere uſque ad tempora pubertatis, dummodo eis provideat in alimentis & aliis neceſſariis competenter. Intendimus etiam quod omnes filii noſtri tam principes quam alii dictos principatus Achayæ & Tarenti, Comitatus, Baronias, Terras & proviſiones alias, quas in dicto Regno & ubicumque extra illud, quæ tamen ſunt de feudis ejuſdem Regni habent & habebunt, teneant in feudum in capite à prædictis Duce vel alio, qui erit heres & univerſalis ſucceſſor in predicto Regno Siciliæ, ſub debito militari ſervitio ac conſueto cenſu juxta tenores privilegiorum noſtrorum, quæ inde habent & habebunt. ANS de J. C. 1308.

§. 5. Item inſtituimus Beatricem filiam noſtram in dote & dotario ſuis, & in centum unciis auri ei ſemel ſolvendis. Item inſtituimus quamlibet filiarum noſtrarum viventium in dote data & in centum unciis auri ſimiliter illi ſolvendis. Similiter etiam inſtituimus Nepotes & Neptes noſtras ex quondam Margarita Comitiſſa Valeſiæ filia noſtra ſuſceptos in dotem ipſi quondam Margaritæ datam & in centum unciis illis ſimiliter exſolvendis, quæ quidem filiæ noſtræ nunc viventes, ſi in vita noſtra decederent inſtituimus ad hoc liberos remanentes ex eis. Si vero aliqua earum abſque ſui corporis prole legitima moriretur, ſubſtituimus ei heredem & univerſalem Succeſſorem Regni predicti.

§. 6. Item relinquimus jure inſtitutionis Carolo Nepoti noſtro, primogenito quondam primogeniti noſtri Regis Hungariæ duo millia unciarum auri ſemel & in Regno noſtro Siciliæ ſolvendarum. Item inſtituimus Beatricem filiam dicti Regis Hungariæ in dote ſibi per nos donata & in Trecentis libris Turon. parvorum ſibi ſemel exſolvendis. Item relinquimus jure inſtitutionis Clementiæ filiæ Regis Hungariæ pro dote octo millia unciarum auri, ſed ſi voluerit religionem ingredi, inſtituimus eam in mille unciis ei ſemel ſolvendis.

§. 7. Item relinquimus Mariæ Reginæ Conſorti noſtræ quatuor millia unciarum auri annua in vita ſua, pro jure & dotario ſuo, & volumus, quod præcipiat eas in fundito & Doanna Neapolis, Terra Summæ & ſuper * ſerecia Apuliæ & alia terra quam tenet in dono noſtro, quas ſibi & propterea ſpecialiter obligamus, & volumus aſſignationem & perceptionem ipſam & per heredem & ſucceſſorem predictum eidem Reginæ inviolabiliter obſervari, habeatque pro habitatione ſua caſtra Capuan. de Neapoli Terram & Summæ ita quidem quod Regina ipſa nihil petat nec petere poſſit in bonis illorum & nepotum ſuorum deſcendentium ab inteſtato.

§. 8. Item volumus & mandamus, quod omnia male ablata per nos vel officiales noſtros, ſi tamen ablata ipſa ad noſtram Cameram vel curiam pervenerint, vel nobis mandantibus aut volentibus ablata ſunt, reſtituantur per executores noſtros. Item relinquimus duo millia unciarum auri eroganda pro maritagio orphanorum Virginum & aliarum pauperum honeſtarum ac ſuſtentatione aliarum miſerabilium perſonarum predicti Regni noſtri ac Comitatuum Provinciæ & Forcalqueri & Pedemontis prediſtis, videlicet mille in Regno & millia reliqua in Comitatibus ipſis.

§. 9. Item volumus & jubemus omnino perfici & compleri Hoſpitale quod per nos & ex proviſione noſtra in balneis Puteoli cœptum eſt & jam pro majori parte conſtructum pro refugio pauperum & infirmorum illuc vementium, ac emi & tradi lectos & alam neceſſariam ſuppellectilem ad opus infirmorum ſeu pauperum uſque ad centum. Quod hoſpitale ſubdimus hoſpitali Sancti Spiritus de Roma, & deputamus ſubſtentationi hujuſmodi pauperum & infirmorum uſque ad eundem numerum, pecuniam, quam homines Puteoli pro juribus & proventibus ipſius terræ Curiæ noſtræ ſolvere annuatim convenerunt & debent, quæ per manus illorum, qui jura & proventus ipſos percipient, ad Credentiam vel extalium ſolvetur annis ſingulis per debitos terminos, præceptori vel illi qui præerit

ANS de J. C. 1308.

erit eidem hoſpitali, & ipſe preceptor ſeu Prepoſitus retineat ibi tot perſonas, quæ ſufficient ad ſervitium dictorum pauperum & infirmorum, in quorum ſuſtentationem & adminiſtrationem ejuſdem hoſpitalis, & etiam pro ſuſtentandis & retinendis in ſtatu domibus hoſpitalis ipſius, convertet pecuniam ſupradictam, convenienter providendo eiſdem pauperibus ac infirmis & miniſtris. Et ſi aliquando non occurreret, quod eis opus eſſet totam pecuniam ipſam expendere, quidquid ſupererit, convertet in melioracionem & avantagium hoſpitalis ipſius. Ipſe autem Preceptor ſeu Prepoſitus ordinabitur per Magiſtrum dicti Hoſpitalis Sancti Spiritus, & non admittetur ad adminiſtrationem in dicto hoſpitali faciendam, niſi prius dicto heredi & univerſali ſucceſſori vel ei qui per eum ſtatutus fuerit, juramentum preſtirerit de premiſſis fideliter obſervandis; & nihilominus ad cautelam duo probi homines ordinentur per curiam, qui videant, utrum convenienter provideatur dictis pauperibus & infirmis, & domus in ſtatu debito teneatur; & ſi forte predicta dictus Preceptor aut Prepoſitus non ſervaret aut alias minimè bene ſe gereret, Magiſter dicti Hoſpitalis Sancti Spiritus ad requiſitionem dicti heredis teneatur eum amovere, & alium idoneum ſubrogare, & quilibet Preceptor ſeu Præpoſitus faciat ingreſſum ſuæ adminiſtrationis in teſtimonio publico, & præſentibus dictis duobus probis hominibus, inventaria conſimilia de omnibus bonis & rebus Hoſpitalis ipſius quæ recipiet, & in quo ſtatu hoſpitale ipſum inveniet, quorum unum ſibi retineat, & aliud curiæ dicti heredis aſſignet; reſervato heredi prædicto, quod ſi voluerit redditus & proventus dictæ Terræ in ſuis manibus retinere, id facere poſſit, dato tamen prius dicto Hoſpitali ſimili reddicu in locis convenientibus & vicinis; volumus etiam & ordinamus, quod Hoſpitale ipſum nullo unquam tempore detur alicui in beneficium, & ſi fieret nec revocaretur adminiſtratione dicti heredis noſtri per illum qui faceret aut ſuperiorem, ex nunc ut ex tunc eidem Hoſpitali adimimus dictam pecuniam jurium, redditiuum & proventuum dictæ terræ vel alium quemcumque redditum, quem per nos vel heredem prædictum de predictis ex cambio vel alias haberet & ipſos in dicto caſu transferimus ad heredem eumdem, qui ea poſſit propria authoritate recipere in ipſo caſu & retinere abſque alicujus licentia vel aſſenſu, & ſub hac conditione intelligimus & intelligi volumus donationem, & aſſignationem dictorum redditiuum eidem hoſpitali eſſe factam. Pro Capella vero quæ jam in ipſo hoſpitali facta eſt pro divinis celebrandis, nullos reddicus aſſignamus, ſed volumus, quod dictus Præceptor uni Capellano & uni Clerico retinendis ibidem miniſtret alimenta & alia neceſſaria competenter.

§. 10. Item volumus & mandamus quod gabella Niciæ deputata per nos operi, quod fieri facimus in Sancto Maximino, nec non & proviſiones & aſſignationes factæ per nos pro operibus Sancti Nicolai de Baxo & Eccleſiæ Civitatis Sanctæ Mariæ, uſque ad complementa ipſorum operum abſque impedimento vel interruptione aliqua dimittantur. Item volumus & expreſſe mandamus, quod omnia quæ ordinavimus huc uſque & in antea nos ordinare contingeret pro ipſo loco Sancti Maximi & fratribus qui ſunt & eſſe debent ibidem, & pro Monaſterio Beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis per nos fundato, & omnes conceſſiones per nos eidem loco & fratribus, Monaſterio & Sororibus factæ & faciendæ, per illum qui erit hæres in dictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii tenaciter & inviolabiliter obſerventur. Volumus etiam quod Prior & Moniales dicti Monaſterii certas pecuniæ ſummas, quas per manus ejuſdem Prioris conventus fratrum Predicatorum dicti loci Sancti Maximi Conventibus Religioſorum dictæ civitatis Aquenſis, videlicet Fratrum Predicatorum, Minorum, Heremitarum Sancti Auguſtini & Carmelitarum, annis ſingulis pro elemoſina & ſuſtentatione ipſorum ordinamus erogari, de redditibus per nos eidem Monaſterio aſſignatis vel impoſterum aſſignandis, juxta tenorem privilegiorum ſeu litterarum noſtrarum factarum exinde ſeu faciendarum, in antea abſque deffectu ſolvere teneantur.

ANS de J. C. 1308.

§. 11. Item volumus & mandamus, quod pro opere Capellæ Caſtri novi de Neapoli de mandato & proviſione noſtra incepta, tradatur uſque ad ejus complementum pecunia opportuna, quodque ordinatio ipſius capellæ ac alia eam tangentia ſerventur, & fiant prout in privilegiis inde factis vel faciendis diſtinctius exprimetur.

§. 12. Item ubicumque nos mori contingat, volumus & eligimus ſepulturam corporis noſtri in Eccleſia predicti Monaſterii beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis, ubi ſcilicet convenientius fuerit, ita quod ſi in regno vel ubicumque alibi in poſſe dicti heredis & ſucceſſoris in eodem Regno nos mori contingat, teneatur heres ipſe intra biennium oſſa noſtra facere ad Eccleſiam ipſam deferre, inibi tumulanda; qui ſi in hoc eſſet negligens & remiſſus in pœnam ejus adimimus ſibi Comitatus prædictos Provinciæ Forcalquerii & Pedemontis, & eos transferimus in eo caſu in eum ex liberis noſtris, qui eſſet primogenitus poſt eum. Volumus etiam quod interea Corpus noſtrum tumuletur in Eccleſia Sancti Dominici de Neapoli fundata in honore Beatæ Mariæ Magdalenæ.

§. 13. Item volumus & mandamus, quod Teſtamenta Domini Patris & Dominæ Matris noſtrorum mandentur executioni, & id quod ordinatum eſt per eos fieri in Regno, fiat per predictum heredem & ſucceſſorem in eodem Regno, & quod ordinatum eſt fieri in Provincia, fiat per illum, qui erit heres ſeu ſucceſſor in predictis Comitatibus Provinciæ & Folcalquerii; & quod Executores noſtri una cum Executoribus dictorum Parentum noſtrorum debeant dicta teſtamenta executioni mandare; & quicunque eorum poſſint melius & commodius hoc facere faciant.

§. 14. Item omnibus familiaribus quibus proviſum eſt per nos in annuo redditu, & nondum ſunt aſſignatæ proviſiones in terra, dictus heres & univerſalis ſucceſſor in Regno Siciliæ ex cadentiis, & bonis fiſcalibus ejuſdem Regni quæ non ſint de domanio, debeat & teneatur facere aſſignationem juxta tenorem & formam litterarum noſtrarum eis exinde conceſſarum. Item volumus, ordinamus & mandamus, quod omnibus familiaribus noſtris qui tempore mortis noſtræ invenientur in Comitiva vel in ſervitiis aliis noſtris eſſe, aut qui apud hoſtes noſtros capti tenerentur, illis ſcilicet quibus per Dominum Patrem noſtrum aut nos de Terra vel aliis reddiru proviſum non eſt, per predictum heredem & univerſalem ſucceſſorem in regno ſuper excadentiis & bonis fiſcalibus dicti regni provideatur hoc modo; ſcilicet cuilibet militi de annuo redditu quadragiota unciarum auri, & ad hereditagium; cuilibet ſcutifero nobili & de genere militari de annuo redditu viginti unciarum auri ad hereditagium; ſcutifero vero qui de genere militari non eſſet, de annuo redditu duodecim unciarum ad hereditagium; cuilibet pediti dentur ſimiliter in pecunia ſemel ſolvendæ unciæ auri ſex; & nihilominus illi familiarium predictorum qui ad hoc apti & habiles fuerint, teneantur & ſint de hoſpitio heredis & ſucceſſoris predicti.

§. 15. Item relinquimus fratribus Predicatoribus & Minoribus Capellæ noſtræ, qui erunt tempore mortis noſtræ, equos deputatos ad equitatum eorum & arneſium quod aſſignatum fuiſſet eis à curia noſtra. Item duobus fratribus Minoribus ejuſdem Capellæ noſtræ, qui eſſent ſeu erunt tempore mortis noſtræ, principali libras quinquaginta & ſocio ejus libras viginti reforciatorum. Capellanus & Clericus Capellæ noſtræ qui invenientur tempore mortis noſtræ & quibus per nos vel alium proviſum non eſſet de Eccleſia-

ANS de J. C. 1308.

ſtico Beneficio, cuilibet Capellano libras quinquaginta, Clerico vero libras quadraginta ſemel ſolvendas.

§. 16. Item Coronam noſtram, Sceptrum, pomum, ſaudeſtorium, & alia jocalia preciosa, Regalia, nec non Vayſſella & ornamenta Capellarum noſtrarum & omnia alia mobilia noſtra, non derogando prioribus, relinquimus dicto Duci vel alii univerſali ſucceſſori in Regno, deductis tamen debitis noſtris ſive ære alieno.

§. 17. Item volumus & mandamus, quod omnes donationes & conceſſiones factæ per Dominum Patrem noſtrum in nos & per nos in antea faciendæ quibuſcumque perſonis Gallicis, Latinis, Provincialibus, & aliis cujuſcunque nationis, ſive laici ſint, ſive clerici cujuſcunque ſtatus & conditionis exiſtant, irrevocabiliter obſervenrur eis & ſucceſſoribus eorum per dictum Ducem & ſucceſſores ſuos ſeu alium ſuccedentem nobis in Regno & Comitatibus ſupradictis, & conceſſiones & donationes eaſdem ad ſimplicem requiſitionem illorum quibus factæ fuerint, approbare & confirmare teneantur expreſsè.

§. 18. Item volumus quod ea, quæ ordinata ſunt per dictum Dominum Patrem noſtrum & nos pro bono ſtatu Regni Siciliæ & Comitatuum predictorum per heredes & ſucceſſores noſtros inviolabiter perpetuo cuſtodiantur & ſpecialiter pro favore Eccleſiarum. Item volumus & mandamus quod ſi Collecta Generalis quæ conſuevit imponi ſingulis annis in Regno Siciliæ probetur indebita, nullomodo imponatur nec exigatur per heredes & ſucceſſores noſtros. Item volumus & mandamus quod civitates, caſtra & caſalia Calabriæ, vallis gratis, Baſilicatæ Principatus & aliarum partium Regni quæ deſtructa ſunt devaſtata & diminuta in proximè preterita guerra pro fide noſtra ſervanda, habeant immunitatem à collectis & omnibus, quæ imponentur per Curiam noſtram pro tempore in parte vel in torum ſecundum heredis & executorum noſtrorum predictorum arbitrium. Item volulumus quod omnia debita in quibus tenemur mercatoribus & ſocietati buceuſotum de Luca integraliter reſtituantur eiſdem. Item volumus quod dictus Dux vel quicumque ſucceſſor noſter ſicut univerſalis ſucceſſor & hæres teneatur ad omnia debita noſtra, & alii liberi noſtri non teneantur ad ipſa debita; & ſi hæres ſpecialis eſſet in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, heres ipſe ad illa debita quæ in eiſdem Comitatibus fuerint teneatur.

§. 19. Item relinquimus pro caſſia & tumulo faciendis pro corpore bonæ memoriæ Ludovici Epiſcopi Tholoſani filii noſtri duo millia librarum parvorum Turonenſium. Item declaramus & volumus, quod omnia ſupradicta per nos legata & relicta in pecunia ſemel ſolvenda, ſolvantur per dictum heredem & ſucceſſorem univerſalem tam regni Siciliæ quàm dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis. Sed ſi ſpecialis heres eſſet in eodem Regno, teneatur ad tres partes, & qui erit in eiſdem Comitatibus ad quartam partem legatorum & relictorum ipſorum. Et ſecundum eamdem diviſionem prædicta duo millia unciarum eroganda, ſicut ſupra expreſſum eſt pro maritagio orphanarum Virginum & aliarum pauperum honeſtarum ac ſuſtentarione aliarum miſerabilium perſonarum Regni & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, dentur & erogentur pro tribus partibus per heredem Regni, & quarta per heredem Comitatuum prædictorum; ſalvo quod dictum eſt ſupra de diviſione duarum millium unciarum predictarum pro maritagio orphanarum, Virginum & aliarum ut predictum eſt perſonarum.

§. 20. Item ſi contingat illum qui ſecundum modum & ordinationem ſuccedet prædictum in predictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, abſque liberis decedere, & relinquat fratrem vel fratres aut ſorores vel utroſque, in caſu ipſo ſubſtituimus in ipſis Comitatibus fratrem ſuum primogenitum, & ſi fratrem aliquem non haberet, ſubſtituimus nepotem maſculum primogenitum qui ſupereſſet ex fratre majore natu, & ita per ordinem de nepotibus deſcendentibus ex aliis fratribus, habendo reſpectum quod nepos primogenitus ex fratre primo natu aliis nepotibus preferatur; & in defectu nepotum eodem modo ſubſtituimus pronepotes ex fratrum maſculorum linea deſcendentes; in defectu vero nepotum & pronepotum maſculorum ſubſtituimus ſororem dicti ſuccedentis in predictis Comitatibus quæ tunc inveniretur innupta & eſſet habilis ad nubendum, & ſi plures Sorores eſſent innuptæ, primogenita præferatur; in defectu vero innuptarum ipſarum ſubſtituimus Sororem nuptam majorem natu; & in defectu Sororum omnium præmiſſarum nuptarum & innuptarum ac habilium, ſubſtituimus nepotes ſeu pronepotes, in defectu nepotum, ſervato gradu matrum nepotum hujuſmodi, ut deſcendentes ex majore natu deſcendentibus ex aliis minoribus preferantur, prerogativa etiam primogenituræ ſexus maſculini inter deſcendentes ipſos ſervata. Eodem modo ſubſtituimus in defectu nepotum & neptium, ipſorum pronepotes vel proneptes in eorum defectu ex ipſis Sororibus deſcendentes.

ANS de J. C. 1308.

§. 21. Item volumus & declaramus quod omnes & ſingulæ ſubſtitutiones ſupra factæ intelligantur directæ, in caſu in quo jure directe valere poſſunt, & hæ ut vulgaris vel pupillaris, in aliis vero caſibus eas volumus intelligi fideicommiſſarias, & illo jure valere. Item ſi contingeret nobis in continenti aut vita functis aliquam vel aliquos natos vel naſcituros apparere, qui prætextu preſens noſtrum poſſent nullum reddere vel rumpere teſtamentum, illum, & eorum quemlibet inſtituimus in quingentis libris Turonenſium, ſibi ſolvendis. Item ordinamus & precipimus quod non detrahatur Falcidia vel Trebellianica de legatis ſeu relictis ſingulariter & univerſaliter in preſenti noſtra diſpoſitione ſeu teſtamento.

§. 22. Et hanc ultimam voluntatem noſtram perpetuo volumus firmiter obſervari, quam valere volumus jure teſtamenti, & ſi non valet vel valeret impoſterum quocumque caſu præteritionis nati vel poſtumi aut alio jure, valeat jure codicillorum aut cujuſlibet alterius ultimæ voluntatis, non obſtante quacunque alia ultima voluntate ſeu diſpoſitione noſtra jam facta quocumque nomine cenſeatur, quam quidem ex nunc irritamus, revocamus & annullamus, expreſsè etiam ſi ſupradictæ voluntati ſeu diſpoſitioni eſſent verba derogatoria appoſita, quæ utique ex certa ſcientia revocamus & annullamus, nec habere volumus firmitatem, ita quod pro ea nullum ſiat prejudicium huic noſtræ ultimæ voluntati præſenti. Et ſi contingat nos in futurum eligere aut in preteritum elegiſſe ſepulturam noſtram alibi, quam in Eccleſia ſupra dicta interveniente ſcriptura vel ſine ſcriptura, quidquid inde pro tempore retro lapſo electum eſſet vel ordinatum in contrarium de ſepultura ipſa, preſentialiter revocantes, quidquid etiam per nos eligi inde contiogeret in antea valere volumus, niſi cum ſcriptura electio ipſa fieret in qua predictus articulus de ſcripturis noſtris pretactis de verbo ad verbum inſeretur.

§. 23. Item volumus & ordinamus preſentis noſtri Teſtamenti ſeu ultimæ diſpoſitionis Executores, venerabiles in Chriſto patres Dominos J. Sanctorum Marcellini & Petri Presbyterum, G. Sancti Nicolai in carcere Tuliano Cardinales & preſatam Reginam Conſortem noſtram, Carolum Valeſiæ, Alanſoni & Andegaviæ Comitem Generum noſtrum, predictum Robertum Ducem Calabriæ primogenitum ac Philippum Acbaiæ & Tarenti Principem natos noſtros, venerabiles in Chriſto Patres Archiepiſcopum Aquenſem, qui erit pro tempore, & J. Forojulienſem Epiſcopum; viros nobiles Ermengarium de Sabrano, Comitem Arian. Mag. juſtitiarium Bartholomæum, Siginul-

ANS de J. C. 1308. ginulphum Tholoſie Comitem magnum Camerarium, Guillelmum Eſtendardum Conneſtabulum, Bartholomeum de Capua Logothetam protonotarium, Hugonem de Baucio Seneſchallum ejuſdem Regni, Joannem Pipinum de Barolo militem magnæ Curiæ noſtræ Magiſtrum Rationalem, Seneſchallum Provinciæ qui pro tempore fuerit; Joannem Cabaſolem militem Magiſtrum Rationalem ejuſdem magnæ curiæ noſtræ, Priores Provinciales ordinis fratrum Prædicatorum qui erunt pro tempore in eodem Regno Siciliæ citra Farum, ac in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ſupradictis; Priores qui ſunt in dictis conventu Sancti Maximini & Monaſterio Beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis; dantes eis plenam & generalem liberam poteſtatem agendi & deffendendi pro nobis & juribus noſtris & alienandi bona noſtra, in quantum expediet pro executione diſpoſitionis noſtræ, propria autoritate recipiendi & obtinendi bona noſtra ſeu poſſeſſionem bonorum noſtrorum in alium transferendi, in negligentiam heredes noſtri ſeu heredum noſtrorum, pro executione eis commiſſa.

§. 24. Volentes & ordinantes quod tres ex dictis executoribus habeant poteſtatem exequendi ſecundum modum prædiſtinctum; & ſi alii intereſſe non poſſent aut nolent; etiam duo vel unus ex eis; ita tamen quod illi qui exequentur ea quæ ſunt exequenda in Regno, habeant requirere conſilium & conſenſum ſuper illis omnibus exequendis preſatæ Reginæ Conſortis noſtræ, Bartholom. de Capua & Joannis Pipini prædictorum vel alicujus eorum in hoc ſuperſtitum, in hiis vero quæ ſunt in Provincia exequenda habeant requirere conſilium & aſſenſum Priorum Loci Sancti Maximini & Monaſterii predictorum, qui erunt pro tempore vel alicujus eorundem; & in alienationibus fiſcalium ſi fieri continget, trium ad minus executorum ſi ſuperſint, conſenſus & conſcientia requiratur.

§. 25. In cujus rei teſtimonium & cautelam præſens ſcriptum publicum duplicatum per manus infra nominati Notarii fieri juſſimus, aureæ Bullæ impreſſæ Majeſtatis noſtræ Typario, ac etiam ſigilli noſtri appenſione munitum. Et hoc ad abundantiorem Cautelam; ut ſi forte caſu accideret aliquo ſigillum aut Bullam ipſam frangi vel quomodolibet devaſtari, altero in ſufficiente ſui integritate manente, indubitata nihilominus fides eidem ſcripto debeat adhiberi. Actum Maſſiliæ preſentibus venerabilibus in Chriſto patribus prenominato J. forojulienſe, P. Vencienſe Epiſcopis, ſupra ſato Hugone de Baucio Regni Siciliæ Seneſchallo, Magiſtro Guillelmo Ebrardi Archidiacono Aquenſi Viccecancellario noſtro, fratre Jacobo de ſuſiniano, Electo Civitatis Sanctæ Mariæ, Richardo de Gambateſa prædictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Seneſchallo, jam dicto Joanne Cabaſola Magnæ Regiæ cutiæ magro. Rationali, & fratre Jacobo de Corua Eleemoſinario noſtro, teſtibus premiſſorum ad hoc per nos vocatis ſpecialiter & rogatis. Et datum ibidem per eundem Magiſtrum Guillelmum Ebraldi Anno Domini Milleſimo trecenteſimo octavo, die ſexto decimo Martii ſextæ indictionis, Regnorum noſtrorum anno viceſimo quarto. Et ego Petrus Fiabi clericus Petragoricen. dioceſis, ubique per Regnum Siciliæ & Comitatus eoſdem Provinciæ & Forcalqueri ac Pedemontis & Terras alias Regias Publicus Regia authoritate notarius, premiſſis omnibus & ſingulis una cum teſtibus prenominatis interfui, & vocatus ac requiſitus per ipſum Dominum noſtrum Regem, ea omnia propria manu ſcripſi & in hanc publicam formam redegi, ſignoque meo conſueto ſignavi. Extraict des Archives du Roy en Provence & du Regiſtre intitulé Copiæ Teſtamentorum Regum Siciliæ & Comitum Provinciæ fol. LVI. & ſuivans, & fut iceluy collationné par moy Conſeiller du Roy, Auditeur & Secretaire de ſa Majeſté ſoubz ſigné Magnan.

CC.

Traité & Conféderation entre THEOBALD *Evêque de Liége, &* (a) GILES BERTHAUT *Seigneur de Malines, touchant leurs droits ſur cette Ville. Fait l'an* 1308. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum. Chap. CXIII. pag. 556. ANS de J. C. 1308. Liege et Malines.

(a) Il étoit fils de Walter IV. & mourut ſans enfans.

UNiverſis tam præſentibus quàm futuris, præſentes litteras inſpecturis THEOBALDUS Dei gratia Leodienſis Epiſcopus ſalutem, & eorum quæ ſequuntur agnoſcere veritatem.

Cùm pax ſive concordia inita ſit & ordinata, inter nos ex parte una, & nobilem virum ÆGIDIUM BERTHOUT ex altera, ſuper jutibus villæ MECHLINIENSIS: in cujus pacis concordationem expreſsè conſenſum exiſtit, per venerabiles viros, Præpoſitum, Decanum, Archidiaconos, totumque Capitulum noſtræ majoris Eccleſiæ Leodienſis, & conſilium, conſenſum pariter & aſſenſum nobilium noſtrorum, ſcilicet militum, armigerorum, nec non conſilium bonarum villarum noſtri Epiſcopatus prædicti, ſecundùm tenorem & formam, ſuper dicta pace, in teſtimonium per alterutram partem confectam, & ſignatam ſigillo noſtro dicti Capituli, & Ægidii Berthout prænotati, cujus pacis formæ tenor ab initio uſque ad finem de verbo ad verbum ſequitur, in hunc modum.

Univerſis præſentibus & futuris, ad quos præſentes litteræ pervenerint, THEOBALDUS Leodienſis Epiſcopus ſalutem, & cognoſcere veritatem. Noverint univerſi & ſinguli, quòd cùm diſſenſio fuiſſet inter nos ex una parte, & nobilem virum ÆGIDIUM dictum BERTHOUT de MALINES ex altera, occaſione jurium in villa Mechlinienſium, tandem pro bono pacis & de conſilio proborum, videlicet Capituli noſtri Leodienſis, militum ac bonarum villarum noſtri Epiſcopatus, concordatum eſt inter nos & dictum Ægidium in modum qui ſequitur.

Videlicet, quòd *Hevere*, *Muſines*, *Humbeke*, *Leeſt*, *Heſſene*, *Noulans*, & *Neckerſpoele*, & dictarum villarum appendicia, ſunt & erunt in perpetuum ſub Dominio & juriſdictione Epiſcopi & Eccleſiæ Leodienſis, ſicut eſt Mechlinia.

Et judicio Scabinorum villæ Mechlinienſis, in omnibus negotiis, quæ judicium requirunt, ex nunc in antea, ſub libertate, judicio & lege Mechlinienſium, & mediante iſta ordinatione, omnes exceſſus, emendæ, obventiones & commoda, quæ proveniunt ſeu provenire poterunt ex judicio vel aliàs in villa Mechlinienſi, & in aliis villis prædictis, & earum appendeniciis, ſive ex cauſſa judiciaria ſeu liberalitate, vel jure, ac alio quocumque modo, erunt communia & æqualiter dividentur pro æquis portionibus inter nos & Ægidium Berthout antedictum, ſalvis juribus villæ prædictæ, pro ut ea Scabini Mechlinienſium conſervant.

Præterea omnes reditus, qui nobis Epiſcopo ac Ægidio Berthout prædictis cedent in dictis locis & eorum appendiciis, erunt communes & æqualiter hereditariè dividentur inter nos & Ægidium Berthout prædictum.

Nec poteſt alter noſtrum aliquid penitus acquirere in dictis locis, niſi interveniat utriuſque conſenſus. Et ſi quid alter ſine conſenſu alterius acquiſierit, erit commune inter nos. Inſuper Villicus noſter, qui Scultetus dicitur, habet inſtituere Scabinos in fidelitatem, quandocumque neceſſe fuerit nobis tanquam Domino, ac Ægidio Berthout pro jure ſuo. Quod tale eſt, videlicet quòd in omni caſu, ſuper quo Villicus noſter

ANS de J.C. 1308.

ſter monchit Scabinos, qui ſuper omnibus caſibus, qui ad judicium Scabinorum ſpectant, poteſt & debet eos monere, ſtatim poſt monitionem dicti noſtri Villici, famulus Bertholdi poteſt ipſos moneje, ſi velit ſuper eodem caſu, ſi præſens fuerit, nec non alio modo: niſi contigerit quod Villicus noſter in juſtitia proſequenda eſſet negligens vel remiſſus; in quo caſu famulus Bertholdi poteſt requirere Villicum noſtrum per tres dies placitorum, præſentibus Scabinis, quatenus ſuper illo caſu moneret Scabinos & faceret juſtitiam, & ſi Villicus noſter hoc facere recuſaret vel nollet, ex tunc famulus Bertholdi ſuper illo caſu poteſt monere Scabinos, & deberent Scabini de illo caſu judicare ad monitionem ipſius, ſalvo jure in emenda, ſi quæ ad judicium pertinet. Et ſi tunc famulus Bertholdi in continenti monere negliget, ſemper Villico noſtro monitio reſervatur, ad quem ſpectat monitio ſuper omni caſu; & ad ejus monitionem ſemper Scabini judicare tenentur.

Præterea ſi contingat bellum inſurgere, vel rixas moveri in prædictis locis, ubi Villicus noſter præſens non fuerit, ſi famulus Bertholdi ſuperveniat, nec ſit ibi aliquis loco Villici, poteſt audire querimonias, indicere treugas, arreſtare maleſactores & eos ducere in priſonem, quæ eſt in villa, ubi alii maleſactores detinentur, ſecundùm quantitatem delicti. Qui maleſactores debent tractari per monitionem noſtri Villici & judicium Scabinorum ſecundùm quod in aliis caſibus ſuperiùs eſt expreſſum.

Et quidquid dictus Bertholdus tenet & tenebit, ac ejus heres & ſucceſſores in dictis locis, tenet & tenebit ipſe ac ejus ſucceſſores à nobis ac noſtris ſucceſſoribus, in feodum tanquam homo noſter ligius ſeu noſtrorum ſucceſſorum, Epiſcoporum Leodienſium, qui erunt pro tempore.

Et ut omnia prædicta firma ſtabilitate conſiſtant, nos Epiſcopus prædictus, de conſenſu ac de voluntate Capituli noſtræ Eccleſiæ Leodienſis, promittimus bona fide, quòd quocumque caſu contingente, in perpetuum nos vel noſtri ſucceſſores non permutabimus, obligabimus, alienabimus, donabimus, vel vendemus ad tempus vel hereditariè villam Mechlinienſem, ejus appendentia, ſeu jura ad nos pertinentia in dictis locis, in toto vel in parte, & conſervabimus villam Mechlinienſem in libertate ac franciſia, qua tenemus ac tenere debemus alias bonas villas noſtri Epiſcopatus, ſalvis juribus villæ Mechlinienſis, pro ut ea conſervant Scabini dicti loci. Et in quantum poterimus ipſos defendere & eis aſſiſtere, non ſuſtinebimus quòd aliqua impedimenta vel injuriæ inferantur.

Et nos Ægidius Berthout prædictus recognoſcimus omnia ſuprà dicta pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, & ea rata habemus, & conſentimus ordinationi; promittentes bona fide pro nobis ac noſtris ſucceſſoribus pacem & ordinationem ſuperiùs expreſſas, & prout in litteris præſentibus continetur, in perpetuum inviolabiliter obſervare.

Et nos Epiſcopus per dictam compoſitionem nihil plus concedimus Bertholdo de juriſdictione, & Dominio, & de acceſſionibus ad ea in dictis locis, quàm verba expreſſa in ipſa compoſitione poſita ſignificant.

Et nos Bertholdus & omnes noſtri ſucceſſores, quando levabimus feodum noſtrum ab Epiſcopo, jurabimus quòd in dictis locis, de jure ac Dominio, & de acceſſionibus ad ea, non peremus, nec occupabimus per nos vel per alium ſeu alios ultra id quod per verba expreſſa in hac ordinatione poſita nobis conceditur.

Promittimus etiam nos Bertholdus pro nobis & ſucceſſoribus noſtris bona fide, quòd in perpetuum, quocumque caſu contingente jus noſtrum, quod habemus in villa Mechlinienſi & ejus appenditus, mediante compoſitione prædicta, non vendemus, obligabimus, alienabimus, permutabimus in toto vel in parte, hereditariè vel ad tempus, quin directè ad noſtros heredes.... poſt noſtrum obitum & iſtam ordinationem pacis, jurabimus nos & noſtri heredes, prout in litteris præſentibus continetur, fideliter obſervare, quotieſcumque prædicta jura nos contingeret relevare à Domino noſtro Leodienſi Epiſcopo, qui erit pro tempore. ANS de J.C. 1308.

Quæ omnia jura prædicta tam nos quàm heredes noſtri debemus tenere in feodum ligium à Domino noſtro Leodienſi Epiſcopo, & aliis Epiſcopis, qui pro tempore Eccleſiæ Leodienſi ſuccedent. Et ſi contigerit nos vel heredes noſtros obligare ſeu alienare jura noſtra in dicta villa Mechlinienſi ſeu ejus appenditiis, prout dictum eſt, nos recognoſcimus pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, quòd eo tempore feodum amittemus prædictum.

Et nos Theobaldus Epiſcopus Leodienſis prædictus, quia prædictam pacem firmam & ſtabilem manere volumus in perpetuum, ſigillum noſtrum præſentibus litteris, unà cum ſigillo Capituli noſtræ Eccleſiæ Leodienſis, duximus apponendum; & nos Præpoſitus, Decanus, Archidiaconi, totumque Capitulum majoris Eccleſiæ noſtræ Leodienſis, approbamus & gratam habemus pacem & ordinationem prædictas, & in eas conſentimus, ſecundùm quod præſentibus eſt expreſſum, & eas firmiter promittimus in perpetuum obſervare: propter quod ſigillum Eccleſiæ noſtræ, unà cum ſigillo reverendi patris, Domini noſtri Leodienſis Epiſcopi præſentibus eſt appenſum.

Et nos Ægidius Berthout prædictus, quia prædictam ordinationem pacis volumus in perpetuum inviolabiliter obſervari tam à nobis quàm à noſtris ſucceſſoribus, præſentibus litteris ſigillum noſtrum, una cum ſigillis prædictorum Domini Epiſcopi & Capituli, duximus apponendum.

Nos Magiſtri communitatis, Scabini & Jurati, Conſilium & tota communitas villæ Mechlinienſis, de voluntate & ad requiſitionem Domini noſtri Epiſcopi Leodienſis & Capituli, ac Ægidii Berthoult prædictorum, gratam habemus & dilectam pacem ſeu ordinationem, ac in eas conſentimus & promittimus benè & fideliter obſervare & facere obſervari tam à ſingulis noſtrûm, quàm ab Ægidio Berthout ac ejus heredibus memoratis. Et ſingulis annis jurabimus, quando de novo inſtituemur ad Conſilium villæ, nos præſentem ordinationem obſervaturos, & facere obſervari, pro ut ſuperiùs eſt expreſſum.

Et nos Epiſcopus prædictus, de conſenſu Capituli noſtræ Eccleſiæ Leodienſis, promittimus bona fide pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, Bertholdo, ſicut ligio fideli noſtro, & villæ noſtræ Mechlinienſi præſtare auxilium contra quoſcumque, & in quibuſcumque neceſſitatibus pro defenſione jurium eorum.

Et nos Ægidius Berthout pro nobis & heredibus noſtris, nos etiam Magiſtri communitatis, Scabini, Jurati, Conſilium, totaque communitatis villæ Mechlinienſis, promittimus bona fide, pro nobis & noſtris ſucceſſoribus præſtare auxilium contra quoſcumque, & in quibuſcumque neceſſitatibus, ipſi Epiſcopo, tanquam Domino noſtro & Eccleſiæ Leodienſi, pro defenſione jurium eorum.

Et quantum ad auxilium, tam impugnando quàm defendendo, præſtando contra quoſcumque adverſarios Eccleſiæ Leodienſis, ſeu villæ Mechlinienſis prædictæ, nos Ægidius Berthout prædictus ac noſtri ſucceſſores minimè poterimus excuſari, occaſione alicujus feodi à quocumque alio Domino relevati ſeu relevandi, vel nos Mechlinienſes occaſione conſuetudinis Marchiæ ſeu confinium habitorum cum vicino Domino, ſecundùm poſſibilitatem ſitus noſtri, quam debet videre Dominus noſter, imminente guerra,

cum

ANS de J. C. 1308. cum Capitulo ſuo, militibus, Conſilio noſtro, villæ Mechlinienſis ac aliarum bonarum villarum Epiſcopatus, vocatis & congregatis in Capitulo Leodienſi, prout moris eſt: & debemus ſtare ordinationi eorum, penſatis & conſideratis ſitu & poſſibilitate prædictis.

Et nos Magiſtri, Scabini, Jurati, & Conſilium & tota communitas villæ Mechlinienſis prædictæ, ad requiſitionem prædictorum Domini noſtri Epiſcopi, Capituli, & Ægidii Berthout, ad majorem ſtabilitatem prædictarum ordinationis & pacis, præſentibus litteris ſigillum noſtræ communitatis, unà cum prædictis ſigillis, duximus apponendum. Et nos prædicti Epiſcopus, Capitulum, Ægidius Berthout ac communitas villæ Mechlinienſis rogamus nobilem virum ARNOLDUM Comitem de Los & de Chiney, quatenus ſigillum ſuum velit apponere præſentibus, in teſtimonium veritatis.

Et nos ARNOLDUS Comes de Los & Chiney prædictus, ad requiſitionem prædictorum ſigillum noſtrum præſentibus litteris, unà cum prædictis ſigillis, duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo triceteſimo ſeptimo, feria ſexta poſt feſtum B. Andreæ.

Cumque nos, ſicut proborum intereſt, ordinationem dictæ pacis, in qua aliàs expreſsè conſenſimus, ut eſt dictum, tenere & inviolabiliter obſervare, & obſervatam in perpetuum remanere velimus, affectemus pariter & cupiamus, prout promiſimus, præcipuè ob urgentem probabilem, eminentem & veriſimilem neceſſitatem villæ noſtræ Mechlinienſis prædictæ, extra noſtram diœceſim infra Brabantiam ſituatæ, bujuſque conditionis, quòd homines ejuſdem neceſſe habent cum ſuis familiis & mercaturis eorum in mercandiſiis ſuis exercendis, quaſi per totas mundi partes multifariè circuire, ſine cujus pacis perſeveratione & conſummatione villa noſtra prædicta & homines ejuſdem in ſtatu proſpero & tranquillo permanere non poſſunt.

Nos affectantes & volentes, ob utilitatem & commodum Eccleſiæ noſtræ, patriæ & villæ Mechlinienſis, ut eſt dictum, procedere ſecundùm formam dictæ pacis præconceptam ac ſigillis prædictis conſignatam, ut eſt dictum, volumus & conſentimus expreſsè formam pacis prædictam in perpetuum firmiter obſervari, & ad majorem munitionem & ſtabilem ſecuritatem de præmiſſis, abſque aliquo modo contravenendi in poſterum, præſentes litteras ſigilli noſtri appenſione roborari fecimus.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOUT ſupradictus, quoniam formam pacis prædictam ſigillo noſtro ſignavimus, à promiſſis reſilire nolentes, volumus dictam pacis ordinationem, ſemper firmiter obſervare & à noſtris heredibus ſeu ſucceſſoribus inviolabiliter in perpetuum obſervari. Et in munimen & ſtabilitatem præmiſſorum abſque aliquo modo contravenendi, per nos vel heredes, aut ſucceſſores noſtros, præſentibus litteris ſigillum noſtrum, unà cum ſigillo Domini noſtri Epiſcopi ſuprà dicti, duximus apponendum.

Et nos THEOBALDUS Epiſcopus, & Ægidius Berthoult prædicti, ad majorem ſecuritatem & perpetuam ſtabilitatem de præmiſſis, requirimus & rogamus dilectos & fideles noſtros Magiſtros communitatis, Scabinos, Juratos, Conſilium ac totam communitatem villæ Mechlinienſis ante dictæ, quatenus dictam pacem, ſecundùm formam prædictam firmiter & inviolabiliter obſervent, & juvent in perpetuum obſervari, quodque ſigillum ſuum commune, unà cum noſtris ſigillis, præſentibus apponant.

Nos autem Magiſtri communitatis, Scabini, Jurati, Conſilium ac tota communitas villæ Mechlinienſis, ad requeſtam Domini noſtri Epiſcopi, ac Ægidii Berthout prædictorum, laudamus & approbamus formam pacis prædictam. Et promittimus dictam pacem tenere firmiter & obſervare, & juvare pro poſſe noſtro obſervari. Et in horum teſtimonium ſigillum noſtrum commune, unà cum ſigillis prædictis, præſentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo trecenteſimo octavo, in craſtino feſti B. Andreæ Apoſtoli. ANS de J. C. 1308.

CCL

Traité de Paix entre PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, par lequel quelques Articles du Traité de* 1305. *ſont moderez. Fait à Paris, au mois de Mai*, 1309. Pierre Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLII. feuill. 236.

ANS de J. C. 1309. FRANCE ET FLANDRE.

PRemiers, que le Roi PHILIPPE pardonnoit tous meſfaicts, & eſtoingnant de ſon courage touts mouvements d'ire & de mal talent, il recevoit le Conte ROBERT, & la Conté de Flandre, ſoubs ſa protection & ſauvegarde, qu'il accordoit, que des vingt mille de terre, que ceux de Flandre luy devoient aſſigner en la Conté de Rethel, ils pourroient rachapter la moitié pour ſix cents mille livres, forte monnoye comptant, en payant les arrierages a rate de temps, leur baillant reſpit de l'aſſignation des autres dix mille livres, juſques endedens deux ans de la Pentecouſte, lors prochainement venant, que les fortereſſes des cioc villes, demeureroient en eſtat, & ſans les abbatre, juſques a ce que le Roy le commanderoit, ſauf la fortereſſe de Bruges, laquelle il ne vouloit eſtre comprinſe en ceſte grace. Qu'il leur qu'itoit toutes diſmes, rentes, ſubventions, impoſitions & autres charges, qu'il avoit miſes ſus eo Flandre, par ſes gens, tenants les relenghes a Lille, lors que le pais de Flandre, eſtoit en ſes mains & ſoubs ſon gouvernement. Ainſi faict & accordé en la ville de Paris, au mois de May en l'an mil trois cents neuf.

CCII.

Traité de Mariage de SIMON DE SARBRUG *Seigneur de Commerci, & de* MARGUERITE DE SAVOYE, *fait le* 21. *Juin*, 1309. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 637.

ANS de J. C. 1309. SARBRUG ET SAVOYE.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno M. CCC. IX. Indict. VII. undecimo Calend. Julii, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno quarto. Cunctis appareat evidenter, Quòd Nobiles & Egregii Viri, Dominus Ludovicus de Sabaudia, Dominus Vuaudi ex una parte, & Dominus Joannes Comes de Sarabruche, ex altera conſtituti, proptor ea quæ ſequuntur, videlicet pro matrimonio contrahendo, inter SIMONEM de Commercy Filium dicti Domini Joannis, & Dominam MARGARETAM Sororem dicti Domini Ludovici, Uxorem quondam Joannis Domini de Vignorri, dictus Dominus Ludovicus convenit, dicto Domino Comiti de Sarabruche & dicto Filio ſuo præſenti, dare in Uxorem, dictam Dominam Margaretam, dicto Simoni ſacro-ſanctâ Matre Eccleſiâ concedente, quo facto dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, contemplatione dicti matrimonii, emancipavit dictum Simonem Filium ſuum, quâ emancipatione factâ, promiſit, quòd nullum alium hæredem habebat, in dicto Comitatu de Sarabruche, nec in terra de Commercy; niſi dictum Simonem Filium ſuum, aſſerens etiam quod conſuetudo terræ eſt, quòd major Filius & primogenitus debet ſuccedere in Comi-

ANS de J. C. 1309.

Comitatu, quibus peractis dictus Dominus Ludovicus promisit dicto Simoni, solvere pro dote dictæ Margaretæ Sororis suæ; decem millia librarum bonorum parvorum Turonensium, intrà terminum quinque annorum, & ultrà prædictam dotem, dictus Dominus Ludovicus promisit se facturum cum effectu, quod hæredes quondam Domini Joannis de Vignorri assettabunt Domino Simoni, nomine dictæ suæ Uxoris & ad vitam ipsius, pro dotalicio suo quod habere debebat, à dicto Domino de Vignorri; quingentas libras parvorum Turonensium annui redditus, & si dictum assettamentum completum non erit, instrà annum, à die desponsationis, & discordia interfuerit, inter partes terminetur, arbitrio Domini Rodulphi, Domini novi castri & Domini Gerardi de Vaytes militum. Viceversâ dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, & dictus Simon Filius suus, promiserunt in solidum dictæ Dominæ Margaretæ, quod dotabunt eam de Domo de Morley & Villis & locis, à dicta Domo dependentibus, prædictam verò dotem decem millium librarum, dictus Dominus Joannes Comes & Simon ejus Filius, in solidum per juramenta & sub obligatione omnium bonorum suorum; restituere eidem Dominæ Margaretæ, quotiescumque casus repetendæ dotis evenerit de jure. Item fuit actum quòd si fortè dicta Domina Margareta, nollet morari cum Uxore, dicti Domini Joannis Comitis de Sarabruche, quòd in eo casu, dictus Dominus Joannes teneatur ei deliberare domum de Morley suprædictam, & pro præmissis conventis, pro dicto Domino Ludovico, fideiusserunt ad opus dictorum Domini Comitis Filii ejus, ac Dominæ Margaretæ ejus Uxoris, videlicet Reverendus in Christo Pater, Dominus Ottho Dei gratiâ Episcopus Basiliensis, Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, Dominus Beraudus de Marcuel, Dominus Guido Delphini, Dominus Aymarus de Poitiers, Dominus Radulphus, Dominus Novi-Castri, Dominus Guichardus de Cleyrié, qui in solidum promiserunt, solvere & implere prædicta promissa, per dictum Dominum Ludovicum. Fuit tamen actum quod possint tenere hostagia, apud Bisuntinum, nec inde recedere, quoùsque prædicta per eos promissa fuerint adimpleta, & fuit actum, quod quilibet dictorum fideiussorum, possit tenere hostagium per duos milites, excepto Domino Guichardo de Cleyrié, qui possit tenere per unum, videlicet Dominum Gnichardum Dominum Bellijoci & Comitem de Forez, &c. Actum apud Viennam in Camera venerabilis Viri Domini Abbatis Ecclesiæ sancti Andreæ Viennensis, Testes Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Jacobus de Boxezello, Dominus Amedeus de Miribello, Dominus Berlio Ravoyræ, Dominus Joannes Atchoudi milites & Dominus Guillermus de Boxezello, præceptor Domus sancti Anthonii de Chamberiaco, signé Decroso.

ANS de J. C. 1309.

gniaci ex altera, pax, transactiones, compositiones, & concordiæ factæ fuerunt concorditer inter ipsos, inter cæteia continentes; Quòd dictus Dominus Hugo ducat in Uxorem unam de Filiabus præfati Domini Comitis, & *Domina Maria de Brabancio Consortis ejusdem Domini Comitis*, magis nubilem quam idem Dominus Hugo duxerit acceptandam, quam citò ad annos nubiles pervenerit, & qui eidem Filiæ, idem Dominus Hugo dare debeat decem millia librarum Viennensium monetæ Sabaudiæ; Et ideò præfatus Dominus Comes, à sanctissimo Patre Domino nostro summo Pontifice, dispensationem impetrare debeat, super gradibus affinitatis, & consanguinitatis prohibitis, in quibus præfatus Dominus Hugo & dicta Filia Domini Comitis, se, ut dicitur, ad invicem attinebant, ita quod præfatus Dominus Hugo, & dicta Filia possint inter se ad invicem matrimonium contrahere, dictaque dispensatio à præfato Domino Papa, per præfatum Dominum Comitem obtenta fuerit, videlicet quod dictus Dominus Hugo, cum MARIA vel Catharina Filiabus dicti Domini Comitis, sibi elegerit in Uxorem prout præfatus Dominus Hugo, hæc omnia ad instantiam dicti Domini Comitis solemniter stipulantis, nomine dictæ ejus Filiæ, asserit fore vera; idcircò idem Dominus Hugo, volens quod promissa adimplere, gratis, ac voluntate sua spontanea, plenè instructus, ut asserit, de jure, & de facto nomine suo & successorum suorum, promittit eidem Domino Comiti solemniter stipulanti, nomine dictæ Mariæ ejus Filiæ, dare & solvere eidem Mariæ decem millia librarum Viennensium prædictarum, donatione simplici inter vivos; & ex nunc idem Dominus Hugo pure & sine retentione quacumque, salvis his quæ inferius continentur, donat donatione mera, pura, simplici, inter vivos, dicto Domino Comiti recipienti, nominibus quibus supra, & per ipsum Dominum Comitem dictæ Mariæ, decem millia librarum Viennensium prædictarum, hoc acto salvo, excepto, & retento, de donatione prædicta per pactum interpositum, quòd si dictam Mariam, contracto matrimonio suprædicto, præcedere contigerit absque Liberis, ab eodem Domino Hugone susceptis, dicto Domino Hugone superstite, quòd in ipso casu dictus Dominus Hugo, dictas decem mille libras Viennenses, de donatione nemini solvere teneatur, sed de ipsis decem millibus libris in casu prædicto, totaliter sit immunis. Præterea confitetur idem Dominus Hugo, ad instantiam dicti Domini Comitis solemniter stipulantis, se habuisse & recepisse à dicto Domino Comite, ex causa dotis dictæ Mariæ, viginti mille libras Viennenses monetæ Sabaudiæ, quas quidem summas pecuniæ, videlicet viginti millia librarum Viennensium de dote prædicta, & decem millia librarum Viennensium prædictarum de donatione, promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti recipienti ut supra, solvere, reddere, & restituere dictæ Mariæ, aut illi, vel illis, ad quem vel quos prædictorum repetitio pertinebit in omnem casum, & eventum, quo de jure locus esset repetitioni dictæ dotis, si dictum Dominum Hugonem prædecedere contingeret, dicta Maria superstite, per terminos infra scriptos, videlicet à die soluti matrimonii, vel à die quo locus esset receptioni dictæ dotis, in annum continuè subsequendum, septem millia quingentas libras Viennenses prædictas, & sic successivè anno quolibet revoluto, eodem termino septem millia quingentas libras Viennenses prædictas, usque ad plenam solutionem & restitutionem dotis & donationis prædictarum, salva semper conditione apposita in donatione prædicta ut superius continetur: Præterea si contracto matrimonio supradicto, dictum Dominum Hugonem prædecedere contigerit, dicta Maria superstite, in ipso casu, dictus Dominus Hugo, donat donatione simplici inter vivos, dicto Domino Comiti, & michi Notario infrascripto recipienti

CCIII.

ANS de J. C. 1309.

Dauphiné et Savoye.

Traité de Mariage entre HUGUES DAUPHIN, *Seigneur de Foucigny, &* MARIE DE SAVOYE, *fait le 9. Septembre*, 1309. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 156.

ANno Domini millesimo trecentesimo nono, Indictione septima, quinto Idus Septembris, per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter. Quòd cum super guerris, causis, quæstionibus, controversiis, & querelis dudum vertentibus inter *Illustres Viros Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ* ex una parte, & Dominum HUGONEM DALPHINUM, Dominum Fouci-

ANS de J. C. 1309.

pienti nomine dictæ Mariæ, & omnium quorum interierit, duo mille quingentas libras Gebennenſes annui redditus habendas, percipiendas per ipſam Mariam quandiu fuerit in humanis, non obſtante quòd dictæ viginti mille libræ Viennenſes de dote, & decem mille libræ Viennenſes de donatione prædicta, ſolventur eidem: Hoc tamen ſalvo excepto & retento quòd ſi dicta Maria, ad ſecundas nuptias convolaret, & ſibi nondum eſſet de dictis triginta millibus libris Viennenſibus ſatisfactum, quod ſolvendo ſibi quinque mille libras Gebennenſes, pro ſeptem millibus quingentis libris Viennenſibus, quæ quingentæ libræ Gebennenſes annui redditus prædicti cadant & diminantur de dictis duobus millibus quingentis libris Gebennenſibus annui redditus, & cum modo prædicto ſolutæ fuerint, dictæ triginta mille libræ Viennenſes, qui redditus aſſetati, ſive qui aſſerabuntur, pro dictis duobus millibus quingentis libris Gebennenſibus annui redditus, revertantur ex tunc, ſine omni impedimento, ad ſucceſſores dicti Domini Hugonis. Si verò dictam Mariam præcedere contigerit, ſine liberis, conſummato matrimonio ſupradicto, Domino Hugone ſuperſtite, quod dictus Dominus Hugo valeat triginta mille libras Viennenſes de dote reſtituere & ſolvere teneatur dicto Domino Comiti, aut illi vel illis ad quem vel quos prædicta repetitio pertinebit, per terminos infra ſcriptos, videlicet à die ſoluti matrimonii in annum unum continuè ſubſequendum, quinque mille libras Viennenſes, & ſic ſucceſſivè, anno quolibet revoluto eodem termino quinque mille libras Viennenſes, uſque ad plenam ſolutionem, & reſtitutionem dictarum viginti millium librarum Viennenſium prædictarum, pro quibus omnibus inviolabiliter obſervandis, idem Dominus Hugo obligat, & hipothecat ſpecialiter, & expreſſim & pignori tradit Caſtra ſua Caſtellionis, Bonam Villam & Caſtrum de Semogniaco, & omnia, & ſingula bona quæ idem Dominus Hugo habet, tenet, poſſidet, & quæ habebit, tenebit, & debebuntur eidem, infra Mandamenta dictorum caſtrorum in terris, pratis, vineis, nemoribus, alpibus, ſervitiis, placitis, taillliis, laudimis, venditionibus, bannis, clamis, juriſdictionibus, meris, mixtis Imperiis, hominibus, vaſſallis, feudis, feudatariis, emphiteotis, eſchetis, decimis, & rebus aliis quibuſcumque, quæcumque ſint, quantacumque, & quocumque nomine cenſeantur, ita quod incontinenti in caſu prædicto, dicta Maria poſſit licitè & impunè dicta caſtra accipere, tenere, una cum rebus aliis omnibus ſupradictis, & de ipſis gaudere pacificè, & quietè, ſecundum modum & formam quæ ſuperius continentur, conſtituens ſe dictus Dominus Hugo, dicta caſtra unà cum rebus aliis ſupradictis tenere, poſſidere, & quaſi nomine dictæ Mariæ, quouſque eidem Mariæ, ſecundum modum prædictum ſatisfactum fuerit ex integro, de omnibus, & ſingulis ſupradictis, mandans, & præcipiens idem Dominus Hugo Caſtell. ſuis dictorum Caſtrorum, qui pro tempore fuerint, ut dicta caſtra in caſu prædicto dictæ Mariæ tradant, expediant, una cum rebus aliis ſupradictis tenenda, & tenendis per ipſam quouſque ſecundum modum prædictum, de prædictis omnibus ſibi fuerit integrè ſatisfactum; ita quod fructus, redditus, exitus dictorum Caſtrorum, & locorum in ſortem debitorum prædictorum computare nullatenus teneatur. Mandans etiam idem Dominus Hugo omnibus hominibus, Vaſſallis, Emphiteotis, & perſonis aliis, quæ aliquid ſibi debent, debebunt, tenent, tenebunt infra Caſtra, & Mandamenta prædicta ab eodem Domino Hugone, ut in caſu prædicto, de prædictis omnibus eidem Mariæ reſpondeant, & dictas fidelitates faciant, & obſervent, quandiu prædicta tenebit, ſecundum modum ſuperius expreſſum, & cætera ſibi cum integritate perſolvant nullo alio mandato ſuper hoc expectato. Promittit inſuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut ſupra; ſe facturum, & curaturum omnimodò, cum effectu quòd homines Mandamentorum, Caſtrorum prædictorum Caſtellionis, Bonæ Villæ, & de Semogniaco, jurabunt ex nunc, & promittent dictæ Mariæ, vel aliæ perſonæ publicæ ejus nomine recipienti, quod ipſi in caſu prædicto, videlicet ſi ipſam ſupervivere dicto viro ſuo contigerit, eidem Mariæ obedient, & fidelitates, & homagia in quibus dicto Domino Hugoni, ſive Dominæ Beatrici tenentur, & tenebuntur, præſtabunt & facient, & omnia in quibus dicto Domino Hugoni, ſive dictæ Dominæ Beatrici tenentur, & tenebuntur cum integritate perſolvent, & ipſa omnia eidem Mariæ manutenebunt, & defendent, quandiu fuerit in humanis quouſque ſecundum conditiones prædictas eidem Mariæ ſatisfactum fuerit de dote, & donationibus prædictis. Promittit inſuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut ſupra, quod ipſe dictas donationes inſinuari faciet coram Judice competenti, ita quod de jure valebunt, & ex nunc rogat per hoc publicum inſtrumentum Reverendum in Chriſto Patrem Dominum Bertrandum Tharentaſienſem Archiepiſcopum ibidem præſentem, ut dictas donationes inſinuet, & in prædictis ſuam autoritatem & decretum apponat. Renuncians idem Dominus Hugo, in hoc facto per pactum interpoſitum, ſolemni ſtipulatione vallatum, exceptioni doli, metus, & in factum, & omni alio privilegio, & juris beneficio. Quæ omnia, & ſingula ſupra dicta promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti, per juramentum corporaliter præſtitum ſuper Sancta Dei Evangelia, & ſub hipotheca omnium bonorum ſuorum præſentium, & futurorum, rata, & firma perpetuò tenere. Actum apud Bonam Villam in platea retro Caſtrum, ubi teſtes interfuerunt vocati & rogati, Viri Nobiles Dominus Joffredus Dominus Clarimontis, Dominus Humbertus Dominus de Malobecco, Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Petrus de Vallone, Dominus Girardus de Freney, Dominus Rodulphus de Mentone Milites, Guido de Seyſſello Dominus de Bordellis, & plures alii fide digni ibidem præſentes, videntes, & audientes, ſigné Franciſci.

ANS de J. C. 1309.

CCIV.

Traité de Mariage entre (a) LUPOLD *Duc d'Autriche, &* CATHERINE DE SAVOYE. *Fait le* 20. *d'Avril* 1310. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 158.

AUTRICHE ET SAVOYE.

(a) Ou Leopold, ſecond fils de l'Empereur Albert.

IN nomine Domini Amen. Pateat univerſis præſentes Literas inſpecturis. Quod nos *Amedeus Comes Sabaudiæ, &* LUPOLDUS *Dei gratia Dux Auſtriæ & Styriæ, Comes de Hasbourg & de Quibourg, nec non Landgravius Alſatiæ*, ſuper ſponſalibus contractis inter KATERINAM Filiam noſtri Comitis prædicti ex una parte, & nos Lupoldum Ducem prædictum ex altera, ac ſuper matrimonio contrahendo de præſenti, inter eandem Katerinam, & nos Lupoldum, conſenſimus, concordavimus & convenimus in hunc modum: *Nos Amedeus Comes Sabaudiæ* prædictus, corporali præſtito juramento ad Sancta Dei Evangelia, promittimus Filiam noſtram legitimam Katerinam, nos daturos in Uxorem legitimam, Domino Duci Lupoldo prædicto, & viceverſa, nos Lupoldus præfatus Dux, juramus ad ſacroſancta Dei Evangelia, nos daturos & recepturos, ſi nobis dabitur, in Uxorem legitimam Katerinam Filiam legitimam Comitis antedicti. Nos quoque Amedeus Comes prædictus, tenemur procurare in quantum per nos ſtat, aut ſtare poterit, quod ſponſalia hujuſmodi conſummabuntur, hinc à feſto Beati

ANS de J. C. 1310. Michaelis proximo in unum annum completum, dando eandem Katerinam Filiam noſtram, dicto Domino Duci Lupoldo, vel *Inclyte Domine Elizabeth, quondam Romanorum Regine Genitrici ſue*, nomine Ducis ejuſdem, quando poſt dictum terminum fuerimus requiſiti, dicto quoque Duci dare debemus, & promittimus bona fide, pro dote Filiæ noſtræ, octo millia Marcharum argenti puri & legalis in terminis infra ſcriptis, videlicet à die conſummationis ſponſalium, in unum annum quatuor millia, deinde anno revoluto, duo millia, poſtea vero anno alio revoluto, reſidua duo millia, & pro cautione, ſeu ſecuritate ſolutionis dotis, ipſi Duci centum fidejuſſores, ſeu obſides idoneos dare debemus, quorum quinquaginta ad minus exiſtant, & reſidentiam habeant à Friburgo, citra verſùs terras Ducis prædicti, ac Fratrum ſuorum, & alii quinquaginta exiſtant, & reſidentiam habeant, à Friburgo ulterius, verſus terras Comitis antedicti, qui ſacramentia corporalibus præſtitis, obligati erunt ad recipiendum & præſentandum ſe in oſtagium, vel per ſe, vel per alium, ſuo nomine in Villa Friburgi, ſpatio unius menſis, ſi ſolutio argenti prædicti facta non fuerit integraliter, hoc adjecto: Si nos aliquos Cives Friburgenſes vel Bernenſes, conſtituerimus pro fidejuſſoribus Domino Duci, quod Friburgenſes in Berna & Bernenſes in Friburgo, oſtagium obſervare debeant, uſque ad ſolutionem integram pecuniæ, & ſi aliquis prædictorum obſidum, ſeu fidejuſſorum, ante primam ſolutionem quatuor millium marcharum argenti, mori contingeret, in locum ipſius æque idoneum, infra unius menſis ſpatium ſubrogare debemus, poſtquam fuerimus requiſiti. Et quia dotis cauſa ſemper & ubique debet eſſe præcipua. Nos Lupoldus Dux, præfatæ Caterinæ Sponſæ noſtræ, damus in recompenſam & augmentum dotis, octo millia marcharum argenti, ut ſervetur æqualitas hinc inde, & pro dote præmiſſa, eidem Sponſæ noſtræ aſſignamus Villas noſtras & Oppida noſtra & Fratrum noſtrorum inſetius ſcripta, cum omnibus pertinentiis juriſdictionibus & juribus, ut ex illis mille ſexcentas marchas argenti annui redditus percipiat libere & quiete, quouſque de ſexdecim millibus marchis argenti, ſibi per nos vel hæredes noſtros fuerit ſatis factum. Villæ vero & Oppida illa ſunt hæc, Willeſowe, Sempach, Surſe, Arowe, Lentburg, Brengarten. Et ſi bona ſeu redditus prædictarum Villarum, ad redditus mille ſexcentarum marcharum argenti extendere non valuerint, ex nunc eidem Caterinæ redditus vicinores in Villis aliis, & Oppidis noſtris, vel Fratrum noſtrorum exceptâ Villâ Friburgi, uſque ad complementum debemus ſine aliqua dilatione aſſignare: Eſt etiam conventum, quod ſi nos eidem Caterinæ, præmori ſine liberis contingeret, ipſa in dictis ſexdecim millibus marchis argenti hæreditario jure ſuccedet; Et ſi è converſo ipſa Caterina nobis præmoreretur abſque liberis, in eiſdem ſexdecim millibus argenti ſuccedemus, ſine impedimento. Præterea ſæpedictæ Caterinæ, Morganaticum aſſignare debemus, ad noſtrum arbitrium & prout nobis videbitur, de quo Morganatico ordinare & diſponere poterit. Eſt præterea conventum, quod ſi Deo dante, ex dicta Caterina Sponſa noſtra, nos contingeret liberos procreare, iidem liberi maſculi nobis in omnibus bonis & honoribus, nobis unà cum noſtris Fratribus pro indiviſo competentibus, in eo ſtatu & honore quo eſſemus ſi viveremus, ſuccedere debeant, cujuſlibet obſtaculi materie poſthabita: Liberi vero fœminini ſexus ſuccedent nobis, in rebus mobilibus & allodialibus, ſecundum Terræ conſuetudinem approbatam. Inſuper tenemur procurare, ut Illuſtris Frater noſter Fridericus Dux Auſtriæ, ſuo corporali præſtito juramento, unà cum Sereniſſima Domina Elizabeth, Romanorum Regina Genitrice noſtra, bona fide univerſa & ſingula rata & grata habeant, ipſaque ejus patentibus literis, cum ſigillis approbent & confirment, quodque Nos & idem Fridericus & Genitrix noſtra facient & curabunt quod Illuſtres Henricus, Albertus & Otto Fratres noſtri Duces Auſtriæ & Goritiæ, cum ad annos legitimos devenerint, ea ratificent patentibus eorum literis, in ea menſem poſtquam fuerimus requiſiti. *Et nos Maria de Brabantia*, Comitiſſa Sabaudiæ, univerſa & ſingula approbamus. Et nos Hugo Dalphinus Dominus Foucigniaci, idem promittimus. In quorum omnium robur & teſtimonium, nos præfati Amedeus Comes Sabaudiæ, & Maria de Brabantia Conjuges, Hugo Dalphinus & Aymarus de Bellovidere Dominus Villæ Novæ pro una parte; nos vero Lupoldus Dux Auſtriæ antedictus, Petrus Comes Grueriæ, & Theobaldus Dux de Hagembourg milites pro parte altera, ſigilla noſtra præſentibus duximus apponenda. Datum in Thurego XII. Kal. Maii. M. CCC. X. ANS de J. C. 1310.

CCV.

Traité entre HENRI VII. *Empereur, & PHILIPPE LE BEL Roi de France, par lequel il eſt dit, que le Fils de Philippe reconnoitra le Comté de Bourgogne comme Fief de l'Empire, & que les autres diſputes entre l'Empire & la France ſeront terminées par un Compromis. Fait à Paris le Vendredi aprés la fête de S. Jean Baptiſte, de l'année* 1310. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 60. ANS de J. C. 1310. L'Empire et la France.

A Tous ceux qui verront ces preſentes Salut en noſtre Seigneur. Sçavoir faiſons à tous, que nous ſçachans certainement, & attendans les tres grandes amitiez & affections, que nos Seigneurs ont eues enſemble par tout le temps paſſé & ont à preſent le grand deſir encores & la grand volonté, en quoy ils ſont, que les dites amitiez puiſſent perſeverer & durer à touſjours; regardant de rechef, que par l'union de l'amitié & par vraye pure & leale alliance d'amour qui ſoit faicte d'entr'eux, apparent clairement & ſe peuvent enſuivre tres grans biens, grans profits & honneurs non pas tant ſeulement aux Roys deſſuſdits & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chreſtienté.

§. 2. Nous qui quant à toutes ces choſes deſſuſdictes & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein pouvoir, mandement & autorité de nos devant dicts Seigneurs au nom d'iceux pour eux & pour leurs Succeſſeurs ſelon ce qui eſt y deſſoubz eſcrit, & au nom de leurs Royaumes avons faict, traicté, ordonné & accordé enſemble, faiſons ordonnons, traictons & accordons que de ce que li uns deſdicts Seigneurs leurs predeceſſeurs ou leurs gens auront ſurpris ſus le Royaume de l'autre, ils prendront ſix perſonnes grans gens, & preudes hommes autant d'une partie, comme d'autre, qui enquerront & cognoiſtront deſdictes ſurpriſes en quelque partie, que ce ſoit des Royaumes; & auront pouvoir de declarer & determiner ce qui ſera trouvé par eux; & s'il advenoit, qu'aucun des preudes hommes mouruſt, cil qui li auroit mis en mettroit ung autre en tel lieu de luy, qui auroit un tel pouvoir, comme cil, qui mort ſeroit avoit; & ſe les ſix dicts preud' hommes eſtoient à deſcord ils de leur commun aſſentement à accord eſliroient un ſeptieſme, & la ou li trois des ſix ſeroient avec le ſeptieſme, li quatre en determineroient, & ſeroit tenu en ce, que ils en ſeroient, & durera leur pouvoir juſques à cinq ans tant comme aux ſurpriſes, que ils auroient trouvées, dont ils ſeroient chargié.

§. 3. Et ſe il avenoit, que aucunes ſurpriſes ſe feiſſent de nouveau cas, pour ce ne mouvroient pas leſdits deux Seigneurs guerre l'un à l'autre mais en corps en connoiſtroient & determineroient ceux qui par eux ſeroient

ANS de J. C. 1310.

feroient avant pris pour cognoiſtre deſdits beſoignes ; ne pour les ſurpriſes qui faictes ſeroient pour le temps paſſé, ne pourroient mouvoir ne faire guerre leſdicts deux Seigneurs l'un à l'autre ; tant comme cil, qui l'en diroit, qu'ils auroient faictes leſdites ſurpriſes, ſeroit appareliez de faire raiſon l'un à l'autre par grans & bonnes gens, qui mis y ſeroient d'une partie & d'autre, autant d'une partie comme de l'autre, & ſe cil, qui mis y ſeroient, ne pouvoient accorder, ils prendroient un moien tiers ou cinquieſme ou ſeptieſme, ſi comme deſſus eſt dict. Et ſeront tenus chacun des deux Seigneurs à contraindre ceux, qu'ils auroient eſleuz pour leur partie d'aller avant, ou determiner ſur ces beſognes, & ſe les perſonnes eſleues n'eſtoient à accord, chacun des deux Seigneurs contraindroit ceux de ſa partie à eſlire le tiers, le cinquieſme ou le ſeptieſme moien, pour eux accorder en la maniere deſſuſdicte.

§. 4. Item nous ez noms deſſuſdicts avons faict, ordonné & accordé enſemble, que li uns deſdicts Seigneurs ne ſurprendra ſur le Royaume de l'autre ne fera ſurprendre à ſon eſcient, & que ils le promettront l'un à l'autre en bonne foy. Item nous avons traicté, ordonné & accordé enſemble, que li uns ſera bon à l'autre ſans fraude & ſans malice à quelque eſtat que il vieigne contre tous, exceptée l'Egliſe de Rome, & que li un n'empeſchera l'honneur, l'eſſencement, le droict, ne le proffit de l'autre en quelque maniere que ce ſoit. Item que li un ne pourchaſſera à l'autre mal grief, ne nuiſſance en nulle maniere, que il le puiſſe ſçavoir ne connoiſtre ; ains plaira l'honneur & le proffit de l'un à l'autre, & ſeront aidant & confortant l'un à l'autre, contre tous exceptée l'Egliſe de Rome. Item nous ez noms de nos Seigneurs deſſuſdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé enſemble, que ſe ledict Roy d'Allemagne eſtoit Empereur, & il vouloit mettre un Roy en Allemagne ou aillieurs ls ou il poviſt faire, ez aiſles ou ez Frontieres du Royaume de France ; il les ſeroit convenientier & jurer, que ils ſeroient bienveillans du Roy de France ou alliez à luy, & que ils garderoient & tendroient les alliances & toutes les choſes deſſuſdictes. Et encore ſe il y faiſoit ou mettoit Duc, Comte, Prince ou autres grans Gouverneurs & Adminiſtrateurs, il les feroit promettre ou jurer à eſtre bienveillans du Roy de France, & à tenir les alliances deſſus dictes & toutes les autres choſes cy deſſus accordées. Et en cette meſme maniere le feroit le Roy de France, ſe il en mettoit ez Frontieres du Royaume d'Allemagne & feroit auſſi alliez aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur auroit mis en Allemagne ou aillieurs es Frontieres du Royaume de France. Et pour ce ne demeurroit, que le Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur, ne fut tenu à garder au Roy de France & à ſes Succeſſeurs l'alliance, l'amour & toutes les choſes deſſuſdictes & chacune d'icelles, & le Roy de France & ſes Succeſſeurs, audit Roy d'Allemagne, que y cil Empereur auroit promis.

§. 5. Item nous ez noms deſſuſdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé, que ledit Roy d'Allemagne recevra Monſieur PHILIPPES fils du Roy de France comme Comte de Bourgogne en ſon hommage plenement & clerement comme dou droict dou dict Monſieur de la Comté de Bourgogne, de ce & tout en la maniere, que ſes devanciers, & en enfourmera cil Monſieur Philippes le Roy d'Allemagne au jour de la veue, qui ſe doict faire par Lettres ou par teſmoins ; en maniere, qu'il debvra ſouffire au regard de Monlieur Louys Comte d'Evreux & de Meſſire Jean Comte de Naymur ; & ſera ſur ces dits Meſſire d'Evreux & de Naymur à regarder & ordonner, quelle ayde ledit Monſieur Philippes ſera audit Roy d'Allemagne pour ſon voyage de outre les mons, & quieules graces ledit Roy d'Allemagne ſera audit Monſieur Philippes & en determineront au jour de la veue ; & donra le Roy d'Allemagne ſes Lettres ouvertes audict Monſieur Philippes que il le donra toute la faveur, que il pourra ſans ſoy meffaire, en gardant audict Monſieur Philippes ſa Comté de Bourgogne. Item il eſt traicté de nous, ordonné & accordé es noms deſſuſdicts, que li Roy d'Allemagne met ledit Seigneur Philippes en ſa ſouffrance, ſe que ledit Monſieur Philippes y eſt de maintenant juſques au jour de la veue, & ſe ladite veue ne ſe feroit ſi demeure lys Monſieur Philippes en la ſouffrance du Roy d'Allemagne juſques à ſa volonté & donra ly Roy d'Allemagne audit Monſieur Philippes jour ſouffiſant & convenable ; & ſe lettres apparent de luy, c'eſt à entendre Lettres du Roy d'Allemagne, le tendra toutes ces choſes deſſuſdites & chacune d'icelles ſy comme elles ſont y deſſus eſcriptes, traictées, ordonnées & accordées.

ANS de J. C. 1310.

§. 6. Nous conſiderans les grands biens, & les grans proffits, qui par les alliances & les choſes devant traictées peuvent venir & venront, à l'aide de Dieu, qui tous les Rois adreite, & les Royaumes a en ſon gouvernement, non ſeulement aux Roys & aux Royaumes deſſuſdits, mais generamment à toute la Chreſtienté, avons icelles alliances & toutes les choſes devant dites ez noms de nos Seigneurs les Roys deſſuſdits & pour eux faictes, traictées, ordonnées & accordées, faſons, ordonnons, traictons & accordons, & par le povoir & par l'auctorité que nous avons d'iceux, lonns & approuvons, & icelles & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom, par ſoy noſtre baillée corporellement les uns aux autres, & jurons ez ame, deſſus Sainêts Evangiles à tenir & garder à tousjours perpetuellement, entheriner & accomplir loyaument & fermement, ſans venir allencontre par quelque maniere que ce ſoit, en tout ne en partie. En teſmoing de laquelle choſe nous avons mis nos ſceaux en ces preſentes Lettres. La teneur de la Procuration que nous Loys de Clermont & Pierre Archediacre deſſuſdicts avons dudict noſtre Seigneur le Roy de France, eſt telle.

§. 7. PHILIPPUS Dei gratia Franciæ Rex, univerſis præſentes Litteras inſpectutis Salutem. Notum facimus, quod nos cariſſimum conſanguineum & fidelem noſtrum Ludovicum de Clanemonte Camerarium Franciæ, & dilectum & fidelem Clericum noſtrum Magiſtrum P. de Latilliaco Archidiaconum Cathalanen. & ipſorum quemlibet in ſolidum, ita quod non ſit melior conditio occupantis, noſtros facimus, conſtituimus & ordinamus veros legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios ſpeciales ad compromittendum pro nobis & nomine noſtro cum magnifico Principe Henrico Rege Romanorum ſemper Auguſto Illuſtri, amico noſtro cariſſimo, ſuper omnibus quæſtionibus ſeu diſcordiis motis & movendis tam per nos & prædeceſſores noſtros Franciæ Reges contra prædictum Regem Romanorum & ſuos in Regno prædeceſſores, quam per ipſum & prædeceſſores ſuos contra nos & prædeceſſores noſtros prædictos quacunque occaſione vel cauſa ; nec non ad tractandum & ordinandum ſuper mutuis amicitiis & conſœderationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum ac ſucceſſores ſuos in Regno ex altera contrahendis ; & ſuper quibuſcunque aliis negotiis nos & Regnum noſtrum ex una parte, & dictum Regem & Regnum ſuum ex altera tangentibus ; & etiam ſuper Comitatu Burgundiæ ratione Philippi nati noſtri cariſſimi ac Joannæ Conſortis ejuſdem ac dictum compromiſſum prædictoſque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, noſque & Regnum noſtrum obligandi pro præmiſſis, compromiſſo, tractatibus & ordinationibus firmandis tam per juramenta, quam alia, tenendis complendis & à nobis & noſtris inviolabiliter obſervandis ; & faciendi ſuper præmiſſis & quolibet præmiſſorum, quicquid

ANS de J. C. 1308.

ven & legitimi Procuratores poſſent facere in præmiſſis; dantes eiſdem Procuratoribus noſtris ſeu nuntiis Epiſcopalibus, & cuilibet eorum in ſolidum, ita quod non ſit condino melior occupantis, Epiſcopale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam poteſtatem in præmiſſis & præmiſſa tangentibus de quomodolibet pertinentibus ad præmiſſa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per prædictos Procuratores ab eorum quolibet in ſolidum in præmiſſis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eiſdem factum, compromiſſum, tractatum, ordinatum & confœderatum, & obligatum firmatumque juramento vel alias & fuerit in futurum, ſeu etiam procuratum. In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi figillum. Actum apud Livriacum, vigeſima tertia die Januarii, anno Domini 1310.

Pouvoir des Ambaſſadeurs de l'Empereur Henri VII. pour traiter avec la France.

HENRICUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Literas inſpecturis gratiam ſuam & omne bonum. Notum ſit omnibus, quod nos nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcenſem fidelem & conſanguineum noſtrum dilectum, Simonem de Marvilla legum Profeſſorum Teſaurarium Metenſem, Magiſtrum Henricum de Geldon. & Albericum de Fauchériis Clericos & dilectos noſtros, & ipſorum quemlibet in ſolidum, ita quod non ſit conditio melior occupantis, noſtros facimus, conſtituimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios ſpeciales ad compromittendum pro nobis nomine noſtro, cum magnifico Principe Philippo Rege Francorum Illuſtri amico noſtro cariſſimo; ſuper omnibus quæſtionibus ſeu diſcordiis motis & movendis tam per nos & prædeceſſores noſtros Romanorum Reges contra prædictum Regem Franciæ & ſuos in Regno prædeceſſores, quam per ipſum & prædeceſſores ſuos contra nos & prædeceſſores noſtros prædictos, quacunque occaſione ſeu cauſa nec non ad tractandum ſeu ordinandum ſuper mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte & dictum Regem Franciæ ac ſucceſſores ſuos in Regno ex altera contrahendis; & ſuper quibuſcunque aliis negotiis nos & Regnum noſtrum ex una parte, & dictum Regem & ſuum Regnum ex altera tangentibus; & etiam ſuper Comitatu Burgundiæ ratione Philippi Nati ipſius Regis & Johannæ Conſortis ejuſdem; ac dictum compromiſſum prædictoſque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, noſque & Regnum noſtrum obligandi pro præmiſſis, compromiſſo, tractatibus & ordinationibus firmandis, tàm per juramenta, quàm alia, tenendis complendis & à nobis & à noſtris inviolabiliter obſervandis; & faciendi ſupra præmiſſa & quodlibet præmiſſorum, quicquid ver & legitimi Procuratores poſſent facere in promiſſis; dantes eiſdem Procuratoribus noſtris ſeu nuntiis ſpecialibus & cuilibet eorum in ſolidum, ita quod non ſit conditio melior occupantis, ſpeciale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam poteſtatem in præmiſſis & præmiſſa tangentibus ac quomodolibet pertinentibus ad præmiſſa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quidquid per dictos Procuratores & eorum quemlibet in ſolidum in promiſſis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eiſdem factum, compromiſſum, tractatum, ordinatum, confœderatum & obligatum eſt, firmatumque juramento vel erit aut fuerit in futurum ſeu etiam Procuratum. In cujus rei teſtimonium præſentes Litteras Majeſtatis noſtro figillo juſſimus communiri. Datum Thuregi, ſexto Kalendas Maii, Indictione octava, anno Domini, milleſimo trecenteſimo decimo, Regni verò noſtri anno ſecundo.

ANS de J. C. 1310.

CCVI.

Traité & Confédération, entre HENRI VII. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, fait à Paris le 25. Juin 1310. & confirmé par l'Empereur le 23. de Septembre 1311.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 64.

ANS de J. C. 1310. L'Empereur & la France.

IN Dei nomine Amen. Hoc eſt tranſumptum infra ſcriptarum clauſularum fideliter ſumptarum ab originalibus Litteris inclitæ recordationis Domini quondam HENRICI Regis Romanorum ſemper Auguſti, ſigillo ſuo impendente ſigillatis, ſanis integris & omni ſuſpicione carentibus, ut prima facie apparebat, quarum quidem clauſularum tenores ſubſequuntur. Henricus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quod cum inter dilectos & fideles Joannem de Flandria Comitem Namurcenſem conſanguineum noſtrum cariſſimum, & Magiſtrum Simonem de Marvilla Theſaurarium Metenſem, Nuntios & Procuratores noſtros ad hoc à nobis cum pleno & ſufficienti mandato ſpecialiter deſtinatos pro nobis & nomine noſtro ex una parte; & Ludovicum primogenitum nobilis Viri Roberti Comitis de Claromonte Camerarium Franciæ Conſanguineum noſtrum dilectum, & Magiſtrum Petrum de Latilliaco Archidiaconum Cathalanen. Nuntios & Procuratores magnifici Principis PHILIPPI Regis Franciæ Illuſtris, amici noſtri chariſſimi, habentes ab ipſo Rege ad ea quæ ſequuntur ſufficiens & ſpeciale mandatum nomine Procuratorio Regis ejuſdem & pro ipſo ex altera; habita mita & conventa fuerint inter nos & dictum Regem & Regna noſtra ſuper multis & diverſis articulis ac jurata in animam utriuſque, unionis & mutuæ amicitiæ fœdera, confœderationes, conventiones & pacta; prout in litteris inde confectis & nuntiorum ac Procuratorum prædictorum, noſtrorum videlicet & præfati Regis ſigillorum appenſione munitis, quarum tenores de verbo ad verbum inferius ſunt conſcripti, plenius continetur.

§. 2. Nos conſiderantes utilitates & commoda, quæ non ſolum nobis & Regi præfato & Regnis & terris noſtris ac Regis ejuſdem, verum etiam ſacroſanctæ Romanæ Matris noſtræ ac univerſalis Eccleſiæ ſtatui & honori, totique Reipublicæ Chriſtianæ, ac præcipuè negotio Terræ Sanctæ, ad ejus promotionem celerem, & felicem pro deſideriis noſtris ſucceſſum, poſſent multipliciter provenire; unionem, fœdera & confœderationes, conventiones & pacta, ac omnes & ſingulos articulos eorumdem, ſicut in litteris ſupra dictis plenius & expreſſè continentur, pro nobis, Regno & terris noſtris approbamus, laudamus, volumus, ratificamus & firmamus expreſſè, ac de ipſis tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter obſervandis impoſterum per Amadeum Principem & Comitem Sabaudiæ fidelem & Affinem noſtrum cariſſimum nobis præſentibus & expreſſè mandantibus in animam noſtram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum præſtari facimus, tibique Bernardo de Mercato de Penna publico Notario nomine & vice dicti Regis ac pro eo, & quibuſlibet aliis, quorum intereſt vel intereſſe poteſt aut poterit in futurum, legitime ſtipulanti ſub legitima & ſolemni ſtipulatione promittimus, quod infra quatuor menſes, poſt quos nos ad Imperialis dignitatis faſtigium Deo auſpice contigerit eſſe promotos, unionem, fœdera, confœderationes, conventiones & pacta, ac omnes & ſingulos articulos eorumdem, prout in prædictis

ANS de J. C. 1310. dictis litteris plenius & expreſſius exprimentur, approbabimus, laudabimus, volumus, ratificamus, & auctoritate Imperiali curabimus confirmare, ac de ipſis in omnibus & per omnia tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter obſervandis per aliquem de familiaribus noſtris nobis præſentibus & expreſſè mandantibus in animam noſtram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum præſtari nihilominus faciemus, & concedemus ſuper his eidem Regi, gentibus, nuntiis vel Procuratoribus ſuis ad hoc ab eo ſpecialiter conſtitutis, quatuor paria litterarum bulla aurea cum Imperialis impreſſione typarii munitarum. Tenores autem litterarum Nuntiorum & Procuratorum prædictorum noſtrorum & dicti Regis ſuper unione, fœderibus, confœderationibus & pactis prædictis, ut præmittitur confectarum, tales ſunt.

§. 3. A tous ceux, qui verront ces preſentes Lettres Salut en noſtre Seigneur. Sçavoir faiſons à tous, * * que nous ſçachans certainement & attendant les grans amitiez & affections, que nos devant nommez Roys ont eues enſemble par tout le temps paſſé, & ont à preſent; le grand deſir & la grande volonté, en quoy ils ſont, que les dites amitiez puiſſent perſeverer & durer à tousjours; regardans derechef, que par l'union de la dite amitié, & par vraye, pure & loyale alliance d'amour, qui ſoit faicte entreux à preſent, clairement ſe peuvent enſuire plus grans biens, grans proffits & honneurs non pas tant ſeulement aux Roys deſſuſdicts & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chreſtienté; Nous qui quant à toutes ces choſes deſſus dites, & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein povoir, mandement & auctorité de nos devant dits Seigneurs au nom d'iceux, pour eux, ou pour leur Succeſſeurs ſelon ce qu'il eſt cy deſſoubs eſcrit, & au nom de leur Royaumes; avons faict, traicté, ordonné & accordé enſemble, faiſons, traictons, ordonnons & accordons les choſes, qui s'enſuivent, &c.

§. 4. Item nous avons traicté, ordonné & accordé, que li uns ſera bon amy à l'autre ſans fraude & ſans malice en quelque eſtat, qu'il viegne, contre tous, excepté l'Egliſe de Rome, & qui li uns n'empeſchera l'honneur, l'avancemene, le droict, ne le proffict de l'autre en quelque maniere, que ce ſoit. Item que li uns ne pourchaſſera à l'autre mal griefz ne nuiſance en nulle maniere, que il le puiſſe ſçavoir ne cognoiſtre, ains plaira l'honneur & le proffit de l'un à l'autre, & ſeront aydant & conſortant l'un à l'autre contre tous excepté l'Egliſe de Rome.

§. 5. Item nous ez noms de nos Seigneurs deſſuſdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé enſemble, que ſi ledict Roy d'Allemagne eſtoit Empereur, & il vouloit mettre Roy en Allemagne ou ailleurs la ou il le pouvíſt faire & ez Frontieres dou Royaume de France, il le feroit convenancier & jurer, que ils ſeroient bienveillans du Roy de France & alliez à luy, & que ilz garderoient & tendroient les alliances & toutes les choſes deſſuſdictes. Et encores ſe il y faiſoit ou mettoit Duc, Comte ou Prince, ou autres grans Gouverneurs ou Adminiſtrateurs, il les feroit promettre & jurer à cette bienveillance du Roy de France, & à tenir les alliances deſſus dictes, & toutes les choſes y deſſus accordées; & en cette meſme maniere le feroit le Roy de France, ſi en eſtoit mis ez Frontieres du Royaume d'Allemagne, & ſeroit enfin alliez aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur, auroit mis en Allemagne ou ailleurs ez Frontieres du Royaume de France.

§. 6. Et pour ce demourrant, par que le Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur fuſt tenu à garder au Roy de France, ou à ſes Succeſſeurs l'alliance, l'amour, toutes ces choſes deſſus dictes & chacune d'icelles; & le Roy de France & ſes Succeſſeurs audict Roy d'Allemagne, qui y cil Empereur auroit povoir, toutes ces choſes deſſus eſcrites, traictées, ordonnées & accordées: nous conſiderans les grans biens & les grans proffits, que pour les alliances & les choſes devant traictées & accordées peuvent venir & venront à l'aide de Dieu, qui tous les Roys addreice, & les Royaumes a en ſon gouvernement, non ſeulement aux Roys & aux Royaumes deſſus dits, mais generalement à toute la Chreſtienté; avons icelles alliances & toutes les choſes devant dictes ez noms de nos Seigneurs les Roys deſſus dicts & pour eux, faictes, traictées, ordonnées & accordées, faiſons, traictons, ordonnons & accordons & par le pouvoir & par l'auctorité, que nous avons d'iceux loons & approuvons, & icelle & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom par noſtre foy baillée corporamment les uns aux autres & jurons ez ames d'eux ſur Sancts Evangiles à tenir, garder à tousjours, perpetuellement entretenir & accomplir loyaument & fermement, ſans venir à l'encontre par quelconque maniere que ce ſoit en tout ne en partie. En teſmoing de laquelle choſe nous avons mis nos ſceaux en ces preſentes Lettres eſcriptes ſoubs nos ſeings, à Paris l'an de grace mil trois cents & dix, le Vendredy aprés la nativité Saint Jean Baptiſte.

ANS de J. C. 1310.

§. 7. In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum teſtimonium præſentibus Litteris, quas in præſentem formam rediqi & ſignari mandavimus per ſupradictum Bernardum Notarium noſtrum, Majeſtatis noſtræ una cum Sigillo Notarii fecimus apponi ſigillum. Actum in caſtris ante Breſſiam in loco habitationis noſtræ præſentibus dilectis & fidelibus noſtris Henrico Dei gratia Epiſcopo Tridentino Cancellario noſtro, Guidone de Flandria, Alardo Domino de Rombaix, & Magiſtro Alberico de Foucheriis Clerico & Theſaurario noſtro, teſtibus ad præmiſſa vocatis & rogatis, anno Domini milleſimo trecenteſimo undecimo, indictione nona, die vicelima tertia menſis Septembris, & Regni noſtri anno tertio. Et ego Joannes Challie Presbyter Aurelian. Dioceſis publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius Litteras originales prædictas vidi, tenui & palpavi ac cum eiſdem de dictis clauſulis diligentem collationem unà cum Notario Apoſtolico infra ſcripto feci, ideo me hic ſubſcripſi & ſignum meum una cum ſigno & ſubſcriptione ejuſdem Notarii appoſui rogatus.

Pouvoir des Ambaſſadeurs de Philippe le Bel pour traiter avec l'Empereur Henri VII.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Notum facimus, quod nos dilectos & fideles noſtros * Epiſcopum Bajocenſ. Magiſtrum Gaufridum de Plecyo electum Ebroicen. Religioſum Virum P. Abbatem Sancti Medardi Sueſſionen. Magiſtrum Alanum de Lambania Archidiaconum Euroicen. Magiſtrum Joannem Forgeti Canonicum Claramon. ac Ingranum de Marrigno Cambellanum noſtrum, Guillelmum de Pliſiano & Petrum de Galardo milites; & eorum quinque, quatuor, tres aut duos in ſolidum, ita quod non ſit condicio melior occupantis; noſtros facimus, conſtituimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & nuntios ſpeciales ad compromittendum pro nobis & nomine noſtro cum magnifico Proincipe HENRICO Rege Romanorum ſemper Auguſto, Illuſtri amico noſtro cariſſimo, ſuper omnibus quæſtionibus ſeu diſcordiis motis vel movendis, vel quæ moveri potuiſſent, tam per nos vel prædeceſſores noſtros Franciæ Reges contra Regem prædictum Romanorum & ſuos prædeceſſores in Regno, quam per ipſum & prædeceſſores ſuos ratione Regni Romanorum velut Imperii contra nos & prædeceſſores noſtros prædictos quacunque occaſione ſeu cauſa; nec non ad tractandum ſeu ordinandum ſu-

ANS de J. C. 1310. per mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum, etiam si ad Coronam Imperii deventre contingat, ac Successores suos in Regno prædicto velut etiam in Imperio ex altera, contrahendis: Ad probandum insuper & ratifficandum pro nobis & nomine nostro compromissum, tractatus, confœderationes, amicitias & conventiones, habitos, interpositos seu factos inter carissimum consanguineum nostrum Ludovicum ex Claromonte Cambellarium Franciæ, ac dilectissimum & fidelem Clericum nostrum Magistrum Petrum de Latiliaco Archidiac. Cathalan. Procuratores nostros, pro nobis & nomine nostro, & nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcen. militem, Magistrum Simonem de Marvilla Legum Professorem Thesaurarium Metensem, Magistrum Hensicum de Geldon, & Albertum de Foucheris, Clericos, Procuratores Regis Romanorum prædicti, ejus nomine & pro eo; novos etiam tractatus, confœderationes, amicitias & conventiones iniendi, confirmandi & concordandi mutuò, inter nos successores nostros Reges Franciæ ratione Regni nostri ex parte una, dictumque Regem & successores suos in dicto Regno Romanorum ratione ejusdem Regni seu Imperii ex altera; etiam temporibus si eis expedicns videatur, adderdo, minuendo vel mutando, & super quibuscumque negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, ac dictum Regem & Regnum ex altera tangentibus; & etiam super Comitatu Burgundiæ ratione Philippi nati nostri carissimi & Johannæ Consortis ejusdem; ac dictum compromissum pro eoque tractatus, confœderationes, amicitias, conventiones & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro præmissis compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis, tam per juramenta, quam aliter; tenendis complendis & à nobis & nostris inviolabiliter observandis; & faciendi super præmissis & quolibet præmissorum, quicquid veri legitimi Procuratores facere possent in præmissis; dantes eisdem Procuratoribus nominatis quinque vel quatuor aut tribus vel duobus ex ipsis in solidum speciale mandatum, plenam generalem & liberam potestatem in præmissis & ea tangentibus, & quomodolibet pertinentibus ad præmissa, & promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per dictos Procuratores nostros aut quinque seu quatuor vel aut duos ex ipsis in solidum, in præmissis & quolibet eorumdem & dependentiis ab eisdem, factum, compromissum, tractatum, ordinatum, confœderatum & obligatum firmarumque juramento aut alias seu etiam procuratum fuerit in futurum: In cujus testimonium præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Fontem Blandi die quartodecima Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

CCVII.

ANS de J. C. 1310. FLANDRE ET HOLLANDE. *Traité de Paix entre* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, &* GUILLAUME D'AVESNES *Comte de Hainaut & de Hollande, fait en l'année* 1310. Pierre d'Oudergheest. Croniques & Annales de Flandre. Chap. CXLIII. Feüill. 237.

PAr laquelle Paix fut dict & accordé, que le Conte Guillaume reticndroit les Isles de Zelande en fief, perpetuel, de la Conté de Flandre. Sauf qu'il bailleroit a Guy de Flandre, maisné frere dudict Conte Robert, autant de revenu bien hipothecqué, que vailloyent lesdictes Isles. Qu'il renonceroit a tout le droict qu'il pourroit pretendre és terres des quatre mestiers, & de Waest. Qu'il restitueroit a la Conté de Zelande, touts ceulx qui durant les divisions en avoient esté expulsez, leur rendant a touts en general, les biens qu'il avoit confisquez, & qu'il garderoit inviolablement ceste paix, sans aucunement l'enfraindre ne jamais y contrevenir. ANS de J. C. 1310.

CCVIII.

ANS de J. C. 1311. SAVOYE ET DAUPHINÉ. *Traité de Ligue entre* PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaye, &* GUI *Dauphin de Viennois &* JEAN *son frére. Fait le* 10. *de Février*, 1311. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 106.

IN nomine Domini Amen. Anno ejusdem M. CCC. XI. Indictione IX. die Mercurii X. mensis Februarii. Noverint universi & singuli præsentes paritérque futuri, hoc instrumentum publicum inspecturi. Quòd in præsentia mei Notarii & Testium infra scriptorum: Illustres ac Potentes Viri *Dominus* PHILIPPUS *de Sabaudia Princeps Achaya*, & Dominus GUIDO Dalphinus, Dominus Montis-Albani suo nomine, ac vice & nomine Viri Illustris ac Potentis Domini Joannis Dalphini Viennensis Fratris sui, ipsóque Domino Guidone, promittentes se facturum & curaturum cùm effectu, quòd dictus Dominus Dalphinus infrà scripta omnia ratificabit, & de novo faciet in omnibus & per omnia, ut inferiùs apparebit, & scriptum fuerit. Volentes & desiderantes dicti Domini Princeps & Guido, & ipsorum quilibet perpetuò, inter ipsos & Dominum Dalphinum jam dictum, & quemlibet ipsorum, bonam ac firmam pacem, amorem sincerum, ligam, confœderationem, & tranquillitatem esse, habere ac tenere, Deo propitio, in futurum, solemnibus stipulationibus & necessariis intervenientibus inter ipsos, promissiones, obligationes, conventiones, & pacta, nominibus quibus supra duratura perpetuò inter eosdem fecerunt ad invicem infra scripta Primò videlicet, quòd Dominus Dalphinus & Dominus Guido ejus Frater prædicti teneantur & debeant toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere Dominum *Philippum de Sabaudia, Principem Achaya* prædictum, contra quamcumque personam, Collegium & Universitatem pactis, conventis, modis & conditionibus infrà scriptis. Et versa vice, prædictus Dominus Princeps teneatur & debeat toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere prædictos Dominos Dalphinum & Guidonem, contra quamcunque personam, Collegium & Universitatem pactis, conventis, modis & conditionibus infrà scriptis. Videlicet quòd prædictus Dominus Dalphinus teneatur juvare prædictum Dominum Principem, cùm sex viginti hominibus, cùm armis, equitibus, & Dominus Guido Dalphinus, cum viginti & plus, Dominus Dalphinus cùm quatuor millibus Peditibus armatis per tres menses, in quolibet anno & citrà Montes, propriis expensis prædictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, & ultrà Montes teneantur Dominus Dalphinus toto posse juvare dictum Dominum Principem, & dictus Dominus Guido cum triginta equitibus, cum armis; & viceversa dictus Dominus Princeps teneantur juvare dictum Dominum Dalphinum & Dominum Guidonem citrà Montes, toto posse suo, & ultrà Montes, in propria persona, vel de sua gente, propriis expensis ejusdem Domini Principis, de quinquaginta hominibus equitibus, cùm armis Dominum Dalphinum prædictum, & Dominum Guidonem, de viginti hominibus armatis, tribus mensibus in anno. Et de prædictis excipiuntur, pro parte Domini Dalphini & Domini Guidonis infrà scripti. Videlicet Imperator; Rex Franciæ, Rex Siciliæ, Domi-

ANS de J. C. 1313. Dominus Joannes de Cabilione, Dominus Berardus de Mercurio, Comes Forenſis, Dominus Aymarius de Pyctavia, Comes Valentinenſis, Archiepiſcopus Viennæ, Marchio Salutiarum, dum Domina Margarita Soror dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, Uxórque Friderici Filii ipſius Marchionis Salutiarum, vel ex ipſa & dicto Frederico Filii fuerint. Si verò ipſa moreretur ſine liberis, vel ipſi liberi deficerent, eo caſu idem Marchio Salutiarum exceptatus, non habeatur ex prædictis. Pro parte verò ipſius Domini Principis excipiuntur Imperator; Comes Sabaudiæ, & omnes de Hoſpitio Sabaudiæ, & eorum homines, & Dominus de Bello-joco & Avunculi & Conſanguinei Domini de Burgundia, ex parte Matris ſuæ, & Comes Valentinenſis Marchio Montis-ferrati & illi de Cherio. Eo etiam addito & expreſsè convento. Quòd ſi contingeret quòd prædictus Dominus Princeps intraret in guerra, cùm aliquo, vel aliquibus, & Dominus Dalphinus intraret pro eo & ad requiſitionem ipſius Domini Principis. Quod ex tunc in antea prædictus Dominus Princeps non poſſet facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, ſine voluntate, & conſenſu dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, vel ſaltem, niſi eſſent vocati & requiſiti ad hæc, quibus vocatis & requiſitis, ipſe Dominus Princeps facere poſſit pacem, treugam vel guerram, recreutam ad ſuam liberalem voluntatem. Ita tamen quod ipſi Domini Dalphinus & Guido ſint & habeantur in ipſa pace, vel treuga, ſi de ipſorum fuerit voluntate. Et eodem modo, ſi idem Dominus Princeps intraret in guerra pro dictis Dominis Dalphino & Guidone, ad eorum requiſitionem, quòd ex tunc in antea dicti Domini Dalphinus & Guido non poſſint facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, ſine voluntate & conſenſu dicti Domini Principis, vel ſaltem ipſo vocato & requiſito; quo vocato & requiſito ipſi Domini Dalphinus & Guido poſſint pacem, guerram, recreutam & treugam ad eorum voluntatem liberam facere. Ita tamen quòd ipſe Dominos Princeps ſit & habeatur in ipſa pace vel treuga, ſi ejuſdem fuerit voluntatis; Ita pacto habito inter eos, quod ſi inter Dominos Comitem Sabaudiæ, & Dalphinum, & Dominum Guidonem prædictos eſſet guerra, & talis, propter quam dicti Domini ſe armarent & palam & publicè guerram facerent inter eos. Quòd in eo caſu dicti Domini Dalphinus & Guido non teneantur, ipſa guerrâ durante, venire vel mittere citra montes in adjutorium dicti Domini Principis, niſi ejus inimici obſidiarentur eum, vel niſi feciſſent de ipſa guerra treugam, quibus caſibus venire teneantur ut ſuprà. Et è converſo, ſi idem Dominus Princeps haberet ſimilem guerram cum Marchione Montiſferrati vel Saluciarum, Rege vel alia Communitate magna, propter quam poſſet ſibi periculum imminere, quòd in eo caſu dictus Dominus Princeps non teneatur ire vel mittere, durante ipſe guerrâ, ultra montes in adjutorium dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, niſi obſiderentur, vel de ipſa guerra eſſet treuga facta, quo caſu venire vel mittere teneantur ut ſuprà. Item Dominus Princeps. Quæ omnia & ſingula ſuprà ſcripta dicti Domini Princeps & Guido nominibus quibus ſuprà ſibi ad invicem, & michi Notario infrà ſcripto, ut perſonæ publicæ ſtipulanti & recipienti, vice & nomine dicti Domini Dalphini, attendere & obſervare perpetuò promiſerunt, & ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta juraverunt, & non contrà facere vel venire quoquo modo, vel quavis cauſa, nec volenti venire contra prædicta, vel aliquid prædictorum aliquatenus conſentire ſub obligatione omnium bonorum dictorum Dominorum, & cuilibet eorumdem, ac reſtitutione dampni, expenſarum ac intereſſe factorum, in judicio, vel extrà occaſione prædicta. Et de prædictis præceperunt dicti Domini Princeps & Guido michi Notario infrà ſcripto facere tria vel plura Inſtrumenta, pro partibus ſuprædictis. Acta fuerunt prædicta in Civitate Mediolani, in Domo Fratrum Minorum; Præſentibus Dominis Gratone Domino de Cleyrieu, & Guidone Domino de Tulino, Guidone de Laya militibus, & Gaberto Condomino de Lucerna Teſtibus. ANS de J. C. 1313.

CCIX.

Inveſtiture faite à AME LE GRAND *Comte de Savoye, du Comté de Savoye, des Duchez de Chablais & d'Aouſte, du Marquiſat d'Italie, & des Seigneuries de Baugé, & de Coligny, par l'Empereur Henri VII. Fait à Piſe, le* 11. *de Juin* 1313. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 137.

ANS de J. C. 1313. L'EMPIRE ET SAVOYE.

HENRICUS ſeptimus Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ad perpetuam rei memoriam. Cum nos ante ſuſceptionem Imperialis Coronæ Rex Romanorum extitimus, attendentes præcelſa fidelitatis merita *Illuſtris & ſpectabilis Viri Amedei Sabaudiæ, Comitis Principis, & affinis noſtri cariſſimi*, quibus ſe nobis, & Imperio gratum & fructuoſum reddere procurabat, ſicut, & poſtmodum continuo reddidit, & ad præſens inceſſanter reddit ipſum *Amedeum Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablaſii, & Vallis Auguſtæ Marchionem in Italia, & Dominum Baugiaci & Colonicæ, affinem & fidelem noſtrum cariſſimum* recipientes pro ſe, & hæredibus ſuis Sabaudiæ Comitibus de qua noſtra donatione & traditione eundem Amedeum inveſtiemus in Civitate Aſtenſi, & traditionem fecerimus, in præſentia Reverendi in Chriſto Patris Domini Arnaldi Sanctæ Mariæ in Porticu Diaconi Cardinalis in partibus Italiæ, Domini Summi Pontificis generalis legati, nec non, & venerabilium Caſſonis Mediolanenſis Archiepiſcopi, Henrici Tridentini Cancellarii noſtri, Girardi Baſilienſis Epiſcoporum Principum noſtrorum, & Nobilium Virorum Manfredi Marchionis Salutiarum, Hugonis & Guidonis Delphini Fratrum, Illuſtris Lupoldi Ducis Auſtriæ, Philippi de Sabaudia, Aymari de Poitiers, Gratonis de Clayriaco, Aymari de Bellovidere, Petri Domini Alti villarii, Girardi dicti Gueſpa de Varax, Guillermi de Briardo, & Henrici de Septimo militis, ac Magiſtrorum Henrici de Peretulo, Anthonii de Bargis, & Petri de Claromonte Juriſperitorum, ac bonæ memoriæ quondam Theobaldi Leodienſis Conſanguinei, & Aymonis Gebennarum Epiſcoporum, nec non quondam Valerani de Luxemburgo Germani noſtri, & plurium aliorum fide dignorum teſtium, ad præmiſſa vocatorum & rogatorum, in Principatum cum Septro Regali, ipſumque Amedeum Sabaudiæ Principem conſtituerimus, & creaverimus, eidemque Amedeo Sabaudiæ ultra honorem, & dignitatem, & omen Comitis & Comitatus, nomen, honorem, & dignitatem atque adminiſtrationem nec non Principis, & Principatus privilegia pleniſſime largientes, & inſuper ipſum Amedeum recipientes, ut ſupra inveſtierimus, tanquam verum & legitimum Principem & Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablaſii & Vallis Auguſtæ Marchionem in Italia, Dominum Baugiaci, & Colonicæ cum Septro Regali quod in manu noſtra tenebamus in feudum nobile, antiquum, & Paternum de omnibus his, & ſingulis Baroniis, Civitatibus, Caſtris, Villis, meris, & mixtis Imperiis, & Juriſdictionibus quibuſlibet, Regaliis, Pedagiis antiquis & conſuetis, & aliis quibuſcumque rebus corporalibus quæ & quas ipſe Comes tenet & poſſidet, vel quaſi per ſe vel per alium, vel alius ab ipſo in præſenti, & etiam de hiis de quibus Prædeceſſores noſtros Imperatores vel Reges Roman. quæ non ſunt de feudo aliquarum

ANS de J. C. 1313. quarum Eccleſ. in prædictis Baroniis, & earum pertinentiis, & qualibet ipſarum & in aliqua alia parte titulo feudi, vel alio inveſtiti ſunt. Et etiam de his aliis & ſingulis quocunque nomine ſeu vocabulo nuncupatis in augmentum jam dictorum feudorum quæ ad nos, & Imperium pertinebant in prædictis, & quolibet prædictorum vel pertinere debebant, tanquam commiſſa ſeu eſcheyta, vel aperta, vel qualicumque alia vacatione rationes & deſenſiones pro prædictis habendis, tenendis, & poſſidendis eidem Amedeo utiles, & neceſſarias ex cauſa prædicta cedentes, ipſumque, & vaſſallum noſtrum Procuratorem in ipſis actionibus & defenſionibus conſtituentes, ipſeque Amedeus pro prædictis nobis oſculo Pacis intervenientе tactis ſacro-ſanctis Evangeliis fidelitatem juravit, & omnia capitula quæ in forma fidelitatis nova, & veteri continentur, dictuſque Amedeus poſtquam Deo autore Diadema Imperiale ſuſcepimus, nobis humiliter duxerit ſupplicandum, ut eaſdem inveſtituras, & conceſſiones præmiſſas, quas eidem & Roman. Rex fecimus, ut Roman. Imperator eidem faceremus, & jus etiam, ſi non haberet, conſtitueremus eidem. Nos ejuſdem juſtis ſupplicationibus annuentes, de uberiori gratia celſitudinis noſtræ, eidem Amedeo, ſuis exigentibus meritis complacere curantes ipſas inveſtituras, conceſſiones, & omnia, & ſingula ſupra dicta, quæ nos, ut Rex Roman. profitemur feciſſe, ut Roman. Imperator Dei gratia ex certa ſcientia ratificamus, & approbamus, innovamus & de novo facimus, ut melius & verius poſſumus ad utilitatem dicti Amedei, & hæredum ſuorum, nonobſtante eidem Amedeo jure aliquo, quod in prædictis petere, exigere vel requirere poſſet aliquis natus ex progenie, vel cognatione Comitum Sabaudiæ, nam quoad illos jus eidem Comiti & hæredibus ſuis ex certa ſcientia ſtatuimus in prædictis, & volentes in ipſum Amedeum utile Dominium prædictorum in feudum ut ſupra conceſſorum transferre, ſalvo ſemper & reſervato nobis, & ſucceſſoribus noſtris directo Dominio & alta Signoria tanquam Domino ſuperiori omnium & ſingulorum præmiſſorum, tam corporalium quàm incorporalium, & omnibus juribus, honoribus & ſervitiis nobis comperentibus, tanquam Domino Superiori conſtituimus nos naturalem poſſeſſionem, & quaſi ipſarum rerum ut ſupra conceſſarum, quas non poſſidet, vel quaſi nomine ipſius Amedei, & hæredum ſuorum poſſidere & quaſi donec poſſeſſionem, & quaſi acceperit quam accipere poſſit quandocumque de ſua proceſſerit voluntate ſecundum inveſtituram ſupra ſcriptam, adjicientes quod per hanc noſtram Inveſtituram & conceſſionem, non intendimus in his quæ dictus Amedeus non poſſidet per ſe vel per alium juri alterius derogare. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtræ ratificationis, approbationis, innovationis & de novo conceſſioois paginam inſringere vel ei aliquo auſu temerario contraire. Siquis autem hoc atteotare præſumpſerit, gravem indignationem noſtram, & pœnam mille librarum auri puri, medietatem Cameræ noſtræ, reliquam vero paſſo injuriam perſolvendam ſe noverit incurſurum. Hujus autem rei teſtes ſunt venerabiles Oddo Piſanus, & Porcherus Januenſis Archiepiſcopi, Principes, & Conſiliarii noſtri, Henricus de Spanheim Conſanguineus noſter, Magiſtri Joannes de Vuſcinga utriuſque juris Doctor, & Stephanetus de Sancto Geminiano Juris Civilis Profeſſor, Aulæ noſtræ Judices, Simon Philippi de Realibus de Piſtorio miles, & Camerarius noſter, & quam plures alii fide digni, & fideles noſtri dilecti, Signum Domini Henrici Septimi Romanorum Imperatoris Invictiſſimi. Datum Piſis ſub bulla noſtra aurea, tertio idus Junii, Indictione undecima, anno Domini milleſimo tercenteſimo decimo tertio, Regni noſtri, anno quinto, Imperii verò primo. Ego Frater Henricus Tridentinus Epiſcopus, ſacræ Imperialis Aulæ Cancellarius vice Domini Henrici Colonienſis Archiepiſcopi, ſacri Romani Imperii per Italiam Archicancellarii recognovi. ANS de J. C. 1313.

CCX.

ANS de J. C. 1314. SAVOYE ET DAUPHINÉ.

Traité de Paix entre AME LE GRAND *Comte de Savoye &* JEAN *Dauphin de Viennois, par lequel leurs prétentions réciproques ſur pluſieurs Places, Villes, & Châteaux ſont réglées. Fait à Villars-Benit le* 11. *Juin*, 1314. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 141.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, & Beatæ Mariæ Virginis, & totius Cœleſtis Curiæ, Amen: Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo CCC. quarto decimo, indictione XII. decima die menſis Junii; Per hoc præſens inſtrumentum publicum appareat evidenter, tam præſentibus quam futuris, Quòd cùm diverſæ, & variæ quæſtiones, controverſiæ, guerræ & rancuræ civiles, criminales, & mixtæ diutius fuerint & ſteterint inter Illuſtres & Magnificos Viros Dominos *Amedeum Comitem Sabaudiæ*, ejuſque Prædeceſſores, nec non ejus ſubditos, coadjutores, valitores, & ſequaces ex una parte, & Dominum Joannem Dalfinum Viennenſem, & Albonenſem Comitem Dominumque de Turre, ejuſque prædeceſſores, nec non ejus ſubditos, coadjutores, valitores, & ſequaces ex altera, ſuper his ſpecialiter, & ea occaſione quòd dictus Dominus Comes Sabaudiæ dicebat, & proponebat; Quòd dictus Dominus Dalfinus indebitè capta, & occupata detinebat bona infraſcripta, ad ipſum Dominum Comitem pertinentia, videlicet Caſtrum Montiſrevelli in Vienneſio poſitum, cum ejus mandamento & territorio. Item feudum de Boſchagio; Item Domum noviter factam per ipſum Dominum Dalfinum in loco ubi dicitur apud Sanctum Laurentium in Vienneſio; Item Domum fortem de Buſſia in mandamento Voyronis, cum ejus appenditiis ſitam in Dioceſi Gratianopolis, & quàm plura alia bona mobilia, & immobilia, jura & actiones, quæ & quas dictus Dominus Comes dicebat, & proponebat dictum Dominum Dalphinum, aut ſuos ſubditos detinere, poſſidere indebite, & injuſte, ad ipſum Dominum Comitem pertinentes, & pertinentia; Quæ quidem bona dictus Dominus Comes ſibi & ſuis per ipſum Dominum Dalfinum, & ſuos expediri petebat, & requirebat, quod fieri debere certis cauſis & rationibus ſuper hoc proponendo; negabat dictus Dominus nominibus quibus ſuprà, Quòd dictus Dominus Comes indebitè capta, & occupara detinebat bona infraſcripta, ad ipſum Dominum Dalfinum pertinentia, videlicet Villam, & locum Ambroniaci, merum, & mixtum imperium, juriſdictionem; & jura alta quam plurima in ipſa villa & loco ejuſque territorio & mandamento. Item feudum de Malobecco, & omnia bona quæ Dominus de Malobecco quondam, aut ſui prædeceſſores tenuerant, aut tenere conſueverant, ab ipſo Domino Dalfino aut ejus prædeceſſoribus Dalfinis vel Dominis de Turre; Item feudum Villæ-Novæ de Marco, & de Palude, & quidquid Dominus Aymarus de Bellovidere tenet, & poſſidet, vel quæ in dictis locis de Villa-Nova, & de Palude, eorumque territoriis, mandamentis, pertinentiis, & appenditiis, quod eſſe conſuevit de feudo prædicti Domini Dalfini, aut ejus prædeceſſorum ut ſupra. Item feudum quod conſuevit tenere Dominus de Chandeyaco à prædeceſſoribus ut ſuprà dicti Domini Dalfini. Item Caſtrum, Villam, mandamentum, & territorium Sancti Joannis de Bornay in Vienneſio. Item feudum Alti-Villaris in Dioceſi Gratianopolis, quod tenere conſuevit Dominus Alti-Villaris, in caſtro & mandamento Alti-Villaris à prædo-

ANS de J. C. 1314.

prædeceſſoribus ut ſuprà dicti Domini Dalfini. Item Baſtitam quæ vocatur Mons Bricons in mandamento Avalonis. Item feudum Caſtri, mandamenti, & territorii de Intermontibus Gratianopolis Dioceſis. Item quam plurima alia bona mobilia, & immobilia, jura, & actiones, quæ & quas dictus Dominus Dalfinus dicebat, & proponebat, dictum Dominum Comitem, aut ſuos ſubditos detinere, poſſidere indebitè & injuſtè, ad ipſum Dominum Dalfinum pertinentia, & pertinentes. Quæ quidem bona dictus Dominus Dalfinus ſibi & ſuis per ipſum Dominum Comitem, & ſuos ut ſuprà expediri petebat & requirebat, quod fieri debere certis cauſis, & rationibus ſuper hoc proponendo, negabat dictus Dominus Comes. Tandem dictus Dominus Comes nomine ſuo, Filiorum, & Nepotum ſuorum, & Filiorum Fratrum ſuorum, hæredum & ſucceſſorum ſuorum, & omnium aliorum coadjutorum, ſequacium, & valitorum, quorum intereſt aut intereſſe poterit, pro parte ſua ex una parte; Et dictus Dominus Dalfinus nomine ſuo, Filiorum ſuorum, & Fratrum, & hæredum, & ſucceſſorum ſuorum, & omnium aliorum coadjutorum, ſequacium, & valitorum quorum intereſt aut intereſſe poterit, pro parte ſua ex altera, authore Pacis favente, tractatu Reverendorum in Chriſto Patrum Domini Bertrandi, Dei gratia Tarentaſienſis Archiepiſcopi, & Domini Guillelmi eadem gratia Gratianopolis Epiſcopi, nec non *Illuſtris Viri Domini Philippi de Sabaudia Principis Achaye*, & Nobilis Viri Domini Guigonis Alamandi Domini Vallis Boneſii, & quam plurium aliorum proborum & diſcretorum virorum, de ipſis quæſtionibus, guerris, controverſiis, & rancuriis, & generaliter de omnibus aliis quæ ipſi Domini, & quæ una pars ab ālia petere poſſet, quacumque ratione vel cauſa, volentes ipſæ partes nominibus quibus ſuprà ad bonam pacem, & concordiam pervenire, de ipſis, & ſuper ipſis tranſegerunt, concordaverunt & convenerunt ut infrà, videlicet quòd dictus Dominus Comes, ex cauſa præſentis tranſactionis, concordiæ & compoſitionis habeat, teneat & poſſideat, æquiter per ſe ſuoſque hæredes, nuntios, & Officiales quidquid juris, rationis, dreyturæ, & Dominii, meri mixti Imperii, & alterius juriſdictionis, ipſe Dominus Dalfinus habet aut habuit, tenuit, puſſedit vel quaſi aut ſui prædeceſſores per ſe ſuoſque Officiales aut alios quoſcumque in feudum, vel alio modo in villa, territorio, & mandamento Ambroniaci, & ibi habitantibus, & habitaturis in futurum, ita tamen quòd ſi de finibus & territoriis, ſeu mandamentis quæſtio aliqua ſeu dubium oriretur, inter ipſum locum Ambroniaci, Sancti Ragneberti, & Luyſandriæ mandamentorum, & territoriorum eorundem ex una parte, & caſtrorum ſancti Germani & de Laymenco & mandamentorum, & territoriorum eorundem ex altera, quòd prædicta dubia limitentur, terminentur bornentur, & declarentur per terminos, bognas, & metas qui & quæ ponentur, & deſignabuntur per duos vel plures probos viros eligendos, per dictos Dominos Comitem, & Dalfinum. Item quòd idem Dominus Comes ut ſuprà habeat, teneat, poſſideat æquiter caſtrum, villam, territorium, juriſdictionem merum, & mixtum Imperium, homines, Vaſſallos, & feuda prædicti loci ſancti Joannis de Bornay cum omnibus juribus, actionibus & rebus aliis quibuſcumque, quæ ipſe Dominus Dalfinus aut ſui prædeceſſores tenuit, poſſedit, vel qui tenuerunt, poſſederunt, vel modo aliquo habuerunt, in dicto caſtro, Villa, territorio & mandamento; hoc acto quod dictus Dominus Comes, vel aliqui Nobiles quondam de Briord à dicto Domino Dalfino, aliquid petere non poſſint redditus vel pecuniæ, qui & quæ dari debebant ipſi Domino Comiti, aut aliquis Nobilibus de Briord, in recompenſationem eorum, qui dicti Nobiles habere poterant vel conſueverant apud Briord, & in cujus territorio, & mandamento quæ redditus, & quæ pecunia aſſetari & dari debebat, ſecundùm formam cujuſdam compoſitionis olim factæ, inter ipſum Dominum Comitem, & Dominum Humbertum bonæ memoriæ Dalfinum Viennenſem. Item habeat dictus Dominus Comes ut ſupra teneat, poſſideat æquiter prædictum feudum de Malobecco, & quidquid juris, actionis, rationis, Dominii, & dreyturæ, meri, & mixti Imperii & juriſdictionis ipſe Dominus Dalfinus habet, aut ſui prædeceſſores ut ſupra habuerunt, tenuerunt, poſſederunt & quaſi, in feudo de Malobecco, & rebus aliis, quæ in feudum tenere conſueverunt, per Dominos Humbertum, Aymonem, & eorum prædeceſſores Dominos Malibecci, vel aliquos ipſorum ab ipſo Domino Dalfino, vel aliquo ex prædeceſſoribus ſuis, Dalfinis aut Dominis de Turre. Item quòd ipſe Dominus Comes habeat, teneat, poſſideat & quaſi, ut ſuprà, feuda prædicta Villæ-Novæ de Marco & de Palude, & omnium rerum, quas dictus Dominus Aymarus tenet, poſſidet in ipſis locis Villæ-Novæ & Paludis, mandamentis & territoriis, pertinentiis, & appendentiis eorundem, vel aliter ab ipſo, & quidquid juris, rationis, dreyturæ, dominii, meri, & mixti Imperii ac juriſdictionis, ipſe Dominus Dalfinus, aut ſui prædeceſſores ut ſuprà habuit, tenuit, poſſedit, vel qui tenuerunt, poſſederunt, habuerunt, vel qui in ipſis locis, territoriis, mandamentis, & pertinentiis ipſorum locorum & cuilibet eorundem. Item quòd feudum caſtri de Dolomieu, mandamenti, territorii, pertinentiæ, & appendenciæ ipſius loci, habeat ipſe Dominus Comes ut ſuprà, teneat, poſſideat, videlicet quidquid juris, dreyturæ, rationis, dominii, meri mixti Imperii, & juriſdictionis, feudi, & retrofeudi, ipſe Dominus Dalfinus habet aut habuit, tenet, poſſidet, vel qui tenuit, poſſedit, vel qui habuerunt, tenuerunt, poſſederunt, vel qui ſui prædeceſſores Dalfini, vel Domini de Turre, aut aliquis ipſorum in ipſo loco de Dolomiaco, mandamento & territorio, ratione feudi, & retrofeudi quod Joannes de Caſtellione, tenere conſuevit ab ipſo Domino Dalfino, vel prædeceſſoribus ſuis, vel Dominis de Turre, vel à Domino Montis-revelli. Item habeat ipſe Dominus Comes, ut ſuprà teneat, poſſideat, feudum Alti-villaris, & feudum Intermontium, prædicta in totum, cum omni jure, ratione, dreytura, dominio, requiſitione, mero, mixto Imperio, & omnimoda juriſdictione, & cæteris aliis juribus, quæ ipſe Dominus Dalfinus, aut ſui prædeceſſores habere conſueverunt, in ipſis locis Alti-villaris & Intermontium mandamentorum, & territoriorum eorundem, ratione feudi, retrofeudi vel alia quacumque ratione, ſeu cauſa, hoc acto ſuper territorio Intermontium, quòd dictus Dominus Comes teneatur dare Rnleto de Intermontibus, pro jure quod ipſe Roletus habet, vel habere poteſt, petere, requirere, vel exigere in caſtro Intermontium, mandamento & territorio ipſius caſtri, mero & mixto imperio, & juriſdictione, feudis, retrofeudis, hominibus, Vaſſalis, & generaliter in his rebus quæcumque ſint, & quocumque nomine cenſeantur, quæ ipſe Dominus Comes, & Aymarus, Humbertus de Intermontibus fratres, vel alter ipſorum tenent, poſſident, vel qui, vel alter ab ipſis in quocumque loco ſint, faciemi quittationem, donationem, & remiſſionem ipſi Domino Comiti, & juris ceſſionem de omnibus, & ſingulis ſupradictis, vel alteri ipſius Domini Comitis mandato, ſex viginti, & quinque libras Viennenſes monetæ nunc currentis in Sabaudia cenſualiter, ſingulis annis in redditibus competentibus, tenendis in feudum ab ipſo Domino Comite, vel duo millia, quingentas libras Viennenſes prædictas ſemel, quòd maluerit dictus Roletus, quam aſſignationem, vel dictæ pecuniæ ſolutionem, dictus Dominus Comes facere teneatur, dicto Rotelo hinc ad Feſtum Beati Michaelis proximum, facta primi-

ANS de J. C. 1314.

ANS de J. C. 1314. tùs quittatione prædicta per ipſum Roletum dicto Domino Comiti vel mandato ſuo, cauto dicto Roleto idoneè de dicta aſſignatione, vel ſolutione facienda ipſi Roleto, infra terminum ſupradictum. Item acto ſuper facto Alti-villaris, quod dictus Dominus Dalphinus, omnes res & bona quæ tenet ad manum ſuam de rebus, & bonis dicti Domini Petri Domini Alti-villaris, eidem Domino Petro ex integro reſtituere & expedire ſtatim teneatur, & quòd de aliis bonis quæ idem Dominus Petrus haberet, & habere deberet, infra diſtrictum dicti Domini Dalphini à quibuſcumque detinerentur, quòd idem Dominus Dalfinus, eidem Domino Petro haberi faciat bonum, & breve jus de prædictis, coram Curia ipſius Domini Dalfini. Item convenerunt, concordaverunt, & tranſigerunt jam dicti Domini Comes, & Dalfinus ut ſupra, quòd Dominus Comes & ſui habeant, teneant, & poſſideant & quaſi, omnia jura, juriſdictiones, homines & res alias, quas habere conſuevit apud Buſſiam, & infra mandamentum Voyronis, & habebat antequam dictus Dominus Dalfinus, dictum locum Buſſiæ cepiſſet, & etiam omnes aliæ perſonæ, undecumque ſint, habeant omnes res immobiles, quas habebant ibidem & infra mandamentum Voyronis, antè captionem prædictam, & de ipſis utantur prout faciebant antè dictam captionem, vel aliter prout eis videbitur faciendum. Item conceſſit dictus Dominus Comes quòd dictus Dominus Dalfinus, ſine offenſa dicti Domini Comitis, corrui ſeu diruat, corrui vel dirui faciat, Domum fortem de Buſſia funditùs, ita quòd à modo, in dicto loco vel alibi in mandamento Voyronis, videlicet in territorio de Buſſia, à Garrineria inferiùs, verſùs Yſaram, & verſùs Buſſiam, dicti Dominus Dalfinus, & Dominus Comes nec eorum ſucceſſores, nec alter ipſorum poſſint nec debeant, per ſe vel per alium aliquod fortalicium facere, nec ibidem per aliquem fieri ſuſtinere, ita tamen quòd pro deſtructione dictæ Dominus de Buſſia, dictus Dominus Comes non poſſit, nec debeat ſibi in injuriam reputare; nec in aliquo ſe offenſum dicere, vel injuriatum; Ita fuit actum & convenium inter præfatos Dominos, quòd quidquid juris, juriſdictionis, meri & mixti imperii, feudi, retrofeudi, uſagii, ſervitii & alterius juris, dictus Dominus Dalfinus, & homines ſubditi ſui habebant, habere poterant, & debebant in tota Inſula de Cyers, ab aqua curvenre inter Baſtitam de Chyſſeno, & dictam Inſulam, ſuperiùs verſùs Sanctum Geniſium. Idem Dominus Dalfinus ex cauſa compoſitionis, & tranſactionis prædictarum, dicto Domino Comiti, dat, tradit, & concedit tali modo, quòd dictus Dominus Comes aſſignet, ſuper rebus congruentibus Alberto de Monte-Revello, in exonerationem eorum quæ dictus Dominus Dalfinus debet aſſignare dicto Alberto pro caſtro Montis-Revelli prædicto, quinquaginta libras annui redditus cenſuales, qui redditus levantur ſeu levari conſueverunt apud Montem-Revellum, vel ſoluat ipſi Alberto in exonerationem prædictam mille libras ejuſdem monetæ, infrà feſtum Beati Michaëlis, quòd maluerit dictus Dominus Comes, & pro prædictis dictus Dominus Comes dicto Domino Dalfino ſtipulanti, & recipienti, ſe facturum, & curaturum præciſè, cum effectu, quòd dictus Albertus dictum Dominum Dalfinum quittabit de quinquaginta libris annui redditus, ſuper facto Montis-Revelli, vel de dictis mille libris Viennenſibus prædictis; fuit etiam actum ut ſupra, quòd pro feudis, & retrofeudis Nobilium, quæ idem Dominus Dalfinus habebat, infra dictam Inſulam, & pro proprietatibus ipſorum feudorum, & retrofeudorum dictus Dominus Comes teneatur, ex cauſa dictæ tranſactionis, infrà mandamentum de Moreſtello vel alibi, infra juriſdictionem dicti Domini Dalfini, ſi infra dictum mandamentum de Moreſtello non reperirentur, emere vel aliter acquirere, tantùm quantùm valent feuda prædicta & proprietates ipſorum feudorum, ab hominibus ipſius Domini Comitis, & ſi illi tantum de non haberent, ab hominibus dicti Domini Dalfini, ad quod idem Dominus Dalfinus eos compellere deberet ad vendendum, & cum prædicta acquiſiverit, ea omnia aſſignare tenementariis, qui prædicta feuda, & retroſeuda tenebant à dicto Domino Dalfino in dicta inſula, qui tenementarii aſſignatione eis facta, teneantur ea recognoſcere, de feudo dicti Domini Dalfini, modo & forma ſub qua, ſeu quibus tenebant à dicto Domino Dalfino feuda de inſula, & prædicta fieri debeant ad cognitionem Dominorum Petri Eynardi, & Hugonis de Rupecula, uſque ad feſtum Beati Michaëlis. Item compoſuerunt, concordaverunt, tranſegerunt, quod dictus Dominus Dalfinus expediat, & tradi, & expediri faciat inpoſterum pacificè, & quietè, pro ſe, & omnibus diſtrictualibus ipſius, Domino Abbati, Conventui & Monaſterio Ambroniaci, & omnibus aliis perſonis de Ambroniaco & mandamenti Ambroniaci, nmnes decimas quæ debebuntur in futurum, & bona omnia alia immobilia capta, occupata, & detenta, ſine ipſorum voluntate tempore guerræ, vel treugarum per ipſum Dominum Dalfinum, vel alios diſtrictuales aut valitores ipſius Domini Dalfini, tàm infra mandamentum Sancti Germani, quàm alibi ubicumque, infra diſtrictum Domini Dalfini, ita quod prænominati Dominus Abbas, & Conventus, & perſonæ aliæ de Ambroniaco, & mandamenti ejuſdem, ipſis decimas, & bona alia ſupradicta ex nunc habeant, teneant & percipiant, & de ipſis gaudeant pacificè & quietè, quemadmodum faciebant ante occupationem prædictam, ita quod de fructibus jam perceptis, dictum Dominum Dalfinum & ſuos abſolvere debeant, & quittare, nec ad reſtitutionem dictorum fructuum, ipſe Dominus Dalfinus & ſui aliquatenus teneantur. Item fuit actum quòd dictus Dominus Abbas, Prioratum de Leſmens, cum ejus pertinentiis conferre debeat ad præces dicti Domini Dalfini, illi de quo idem Dominus Dalfinus rogabit eundem, & ad hoc dictus Dominus Comes non teretur, niſi in quantum bona fide id Dominus Comes commodè poterit procurare. Item verſa vice dictus Dominus Comes in recompenſationem, & remunerationem omnium promiſſorum conceſſorum, & tranſlatorum in ipſum Dominum Comitem, ex cauſa permutationis, tranſactionis, & concordiæ prædictæ, dat, donat & cauſa donationis cedit, & concedit in dictum Dominum Dalfinum præſentem, & recipientem, & ipſo Domino Dalfino præſenti & huic actui conſentienti, Caſtrum de Enteſiaco cum territorio, & mandamento ejuſdem, mero, mixto Imperio ac totali juriſdictione cum feudis, retrofeudis, ermis, & veſtitis, & cum omnibus hominibus, vaſſallis, fidelibus, cenſibus, redditibus, uſagiis, paſqueragiis, aquarum decurſibus, piſcationibus, venationibus, & omnibus aliis univerſis, & ſingulis juribus, actionibus, & requiſitionibus, ad præfatum caſtrum, & mandamentum ejuſdem pertinentibus, & ad ipſum Dominum Comitem ratione dicti caſtri & ejus territorii & mandamenti, & occaſione eorundem ac animo transferendi in dictum Dominum Dalfinum dictum caſtrum, omnia prædicta donata, dicto Domino Dalfino per dictum Dominum Comitem, promittens dictus Dominus Comes tactis ſacro-Sanctis Evangeliis manualiter, ſe curaturum præciſè, & cum effectu infra annum continuò, ſecundùm quod Reverendus in Chriſto Pater, Dominus Archiepiſcopus Lugdunenſis, de cujus feudo prædictum caſtrum Enteſiaci tenetur, ipſum Dominum Dalfinum de dicto caſtro, & ejus pertinentiis inveſtiet, ita ut dictus Dominus Dalfinus dictum caſtrum, ſe tenere conſtituat de feudo dicti Domini Archiepiſcopi, & ſucceſſorum ſuorum. Item convenerunt quòd caſtrum de Sancto Laurentio in Vienneſio, de novo factum per ipſum Dominum Dalfinum,

ANS de J. C. 1314.

ANS de J.C. 1314.

num, ei remaneat & utatur eodem, & jurisdictione ipsius castri, prout Dominus Joannes de Sancto Laurentio quondam utebatur, & secundum formam compositionis olim factæ inter ipsum Dominum Joannem quondam, & Dominum Chandiaci. Item accordaverunt quòd dictus Dominus Comes, dicto Domino Dalfino quittet & remittat feudum quod habet in castro & mandamento Montis-Revelli, sub tali conditione, quòd idem Dominus Dalfinus dare & permutare condecenter teneatur, Alberto Domino Montis-Revelli, valorem ipsius castri, & omnium quod idem Albertus habet, seu habebat infra Mandamentum Montis-Revelli, quam permutationem facere tenebitur idem Dominus Dalfinus arbitrio Domini Guygonis Alamandi, & Domini Hugonis de Rupeculs. Item convenerunt, & concordaverunt, quòd feudum quod Dominus Dalfinus, habere solebat apud Meyseu, & in pertinentiis ejusdem feudi, per dictum Dominum Comitem, eidem Domino Dalfino restituatur, ita quòd dictus Dominus Dalfinus, ipsum feudum possit libere habere, & etiam per dictum Dominum Comitem sibi quittetur jus, quod habet in eodem. Item quod dictus Dominus Comes det & quittet dicto Domino Dalfino, feudum Boschagii, cum omnibus ejus juribus & pertinentiis, quod idem feudum Dominus Dalfinus habeat, & possideat. Item transegerunt ut suprà quod dictus Dominus Comes destruat, & applanet, seu applanari faciat Bastiam Montis-brisons, & ligna Bastimenti portari faciat ubi voluerit, ita quod dictus Dominus Dalfinus & sui fideles, utantur juribus & jurisdictione suis ultra Breydas, versus Comitatum Sabaudiæ, in toto mandamento Avalonis, prout consueverunt ante guerram motam, & temporibus retro actis. Item quod Domini Comes, & Dalfinus, & sui vel alter ipsorum, à parte Moletarum, in toto mandamento Avalonis ultrà Breydam, versus Comitatum Sabaudiæ non possint bastire in futurum fortalitium aliquod, vel sustinere quod per aliquem bastiatur, & ot generalis Pax & concordia sit inter ipsos Dominos, & suos, præcipit dictus Dominus Comes universis, & singulis hominibus Enthesiaci, Nobilibus, & ignobilibus & Dominis Amedeo & Petro de Rossellione fratribus militibus, quatenus ab inde in antea respondeant & obediant, in homagiis & fidelitatibus, & in aliis quibuscumque, dicto Domino Dalfino & suis successoribus, ipsos omnes quittans dictus Dominus Comes, ab omnibus & singulis, in quibus sibi tenebantur, Mandans etiam dictus Dominus Dalfinus hominibus Sancti Joannis de Bornay, Nobilibus, & ignobilibus, Item Aymoneto Domino Malibecci, nec non Abbati & hominibus Ambroniaci, Dominoque Aymaro de Bellovidere, Domino Villæ-Novæ de Marco & de Palude, & Domino Petro Domino Altivillarii, quatenus ab inde in antea, respondeant & obediant dicto Domino Comiti in homagiis & aliis: Voluerunt etiam quòd quælibet singulares personæ partium, recuperent eorum hæreditates eisdem ablatas vel occupatas, per modum guerræ, nisi in quantum per præsentem pacem foret super ipsis, vel aliter specialiter ordinatum, & nisi super facto castri & mandamenti Batri, super quo voluerunt & ordinatum est inter ipsos Dominos, quod fist per dictum Dominum Comitem Domino de Villariis, & per Dominum de Villariis Domino Joanni de Barrio, & super aliis rebus ablatis dicto Domino Joanni de Barrio, per ipsum Dominum de Villariis, illud quod dixerint, & arbitrati fuerint, Dominus Guigo Alamandi & Dominus Hugo de Rupetula milites. Item voluerunt quod per præsentem pacem nullum fiat præjudicium nec factum intelligatur ipsi Domino Comiti in jure quod habet aut habere consuevit, in feudo de Villariis, nec etiam dicto Domino Dalfino, in jure quod habet aut habere consuevit in dicto feudo de Villariis. Item pro observatione præsentis Pacis, & ut omnis occasio & materia tollantur, quibus mediantibus possent inter ipsos Dominos Guerra, seu quæstio exoriri, quod Deus avertat, voluerunt ipsi Domini, quod unus ipsorum vel successorum suorum, non possit se crescere per modum scudi, & retrofeudi, vel alium modum in Baronia & Dominio alterius, sine ipsius voluntate, & quod si contra factum fuerit, pro infecto habeatur, præterquam de contentis in Pace & conventis inter ipsos Dominos. Item voluerunt quod quadraginta de Nobilibus melioribus terræ, dicti Domini Dalfini, quos Dominus Comes nominare voluerit, pro parte Dalfini, & quadraginta terræ dicti Domini Comitis, quos dictus Dominus Dalfinus nominare voluerit, pro parte ipsius Comitis, jurent ad Sancta Dei Evangelia ipsam pacem observare, & non contra facere vel venire. Item voluerunt Domini antedicti, quod limitationes, & designationes factæ & faciendæ in terris ipsorum & subditorum suorum pro divisione Baroniarum suarum, & limitum castrorum, & usu pascuorum, & discordus ex hoc descendentibus sedandis, per Dominum Hugonem de Rupetula, & Petrum Francisci pro parte Comitis, & Dominum Petrum Eynardi, vel Dominum Hugonem de Comeriis pro parte Dalfini, valeant & semper obtineant roboris firmitatem. Item in pactum deduxerunt Domini antedicti inter ipsos, quòd Dominus Comes faciat, & curet cum effectu, quod Dominus Eduardus, & Dominus Aymo Filii sui, hanc pacem & omnia in ipsa pace contenta ratificabunt, & approbabunt. Item fuit in pactum deductum, quòd dictus Dominus Comes faciet & curet, quòd dictus Dominus Philippus hanc præsentem pacem ratificabit, & approbabit, & viceversâ dictus Dominus Dalfinus faciet, & curabit, quod Dominus Hugo, & Dominus Guido Dalfini ejus Fratres, quàm prius commodè ipsorum habere copiam poterit, & Dominus Henricus eorum Frater, infrà Festum Beati Michaelis ratificabunt, & approbabunt ipsam pacem. Item quod præsens Pax ratificetur & approbetur infrà duos menses proximos per infra scriptos coadjutores ipsius Domini Comitis, si in ipsa pace esse voluerint, videlicet per R. in Christo Patrem Dominum *Petrum de Sabaudia Archiepiscopum Lugdunensem*, *Dominum Ludovicum de Sabaudia*, Dominum Guichardum, Dominum Bellijoci, & per Dominum de Villariis, & illos de Sancto Theuderio, coadjutores dicti Domini Dalfini, Promittentes, Renunciantes, &c. Actum apud Villarium Benedictum in Ecclesia dicti loci, præsentibus testibus vocatis, & rogatis, videlicet Reverendis Patribus supradictis, Domino Petro de Sancto Goans Priore Sancti Valerii, Domino Petro Priore Sancti Martini de Miserisco, Domino Alberto ejus fratre Officiali Gratianopolitano, Domino Guigone Alamandi, Domino Hugone de Rupetula, Domino Humberto de Bacino, Domino Joanne de Luyriaco, Domino Humberto de Montebello, Domino Berlione Ravoyri, Domino Petro Marescalci, Domino Guillelmo de Cuyna, Domino Joanne de Altovillario, Domino Guillelmo Bertrandi, Domino Aymone de Asperomonte, Militibus, Domino Antonio de Bargiis, Domino Humberto de Sala Jurisperitis, Domino Florardo Berardi Canonico Ulciensi, &c. Signé Dederi & Francisci.

ANS de J. C. 1314.

CCXI.

Traité entre AME' LE GRAND *Comte de Savoye & le* PRIEUR *de la Ville de* (a) PAYERNE, *touchant l'Avouerie, & la Garde du Monaſtére de ladite Ville. Fait au mois d'Août* 1314. S. Guichenon. Hiſtoire Généalógique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 146.

SAVOYE ET PAYERNE.

(a) C'eſt une petite Ville dans le Pays de Vaux, entre Lauſanne & Morat. Elle eſt poſſedée par les Bernois.

NOVERINT univerſi, præſentes Litteras inſpecturi, quòd cum diſcordia verteretur, inter *Illuſtrem & Magnificum Virum & Potentem Dominum* AMEDEUM *Comitem Sabaudiæ*, ex una parte, & Venerabilem & Religioſum Virum Fratrem Nicolaum Priorem Eccleſiæ Paterniacenſis Cluniacenſis ordinis ex altera, ſuper eo quòd dictus Dominus Comes dicebat, & aſſerebat Gardiam Paterniacenſis, Advocatiamque & officium Advocatiæ Villæ Paterniacenſis, & pertinentiarum ipſius cum quibuſdam aliis terris & poſſeſſionibus infra ſcriptis, ad ipſum pertinere, & pertinere debere, cum omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus, quæ provenerunt & provenire poſſunt, ex officio Advocatiæ ſupradictæ, & ratione dicti Officii quoquomodo; dicto Domino Priore nomine ſuo & Eccleſiæ ſuæ prædictæ contrarium aſſerente, & dicente, eundem Comitem in dicta Gardia nullum jus habere, dictamque Advocatiam & Officium ipſius Advocatiæ, cùm omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus ipſius, terras & poſſeſſiones infrà ſcriptas ad ipſum nomine Eccleſiæ ſuæ prædictæ pertinere, & dictum Dominum Comitem in prædictis, ſalva ſui reverentia nullum jus habere, nec habere debere: Tandem poſt multas altercationes & diſcordias, mèdiantibus bonis Viris, dictæ diſcordiæ per amicabilem compoſitionem, & tranſactionem inter ipſas partes, unanimiter & concorditer, per modum qui ſequitur, ſunt ſopitæ: Videlicet quod Gardia Paterniaci, Officiumque Advocatiæ in Villa Paterniaci, & pertinentiarum ejuſdem, ſaluis modis & conditionibus infra ſcriptis, ad Dominum Comitem & ſucceſſores ſuos Comites Sabaudiæ, aſſociationis & tranſactionis cauſa pertineant, & debeant pertinere, ita tamen quòd omnia emolumenta, obventiones, exitus & proventus ad dictum Officium Advocatiæ pertinentes, vel ratione ipſius officii provenientes, quoquomodo inter dictum Dominum Comitem, & ſucceſſores ſuos Comites Sabaudiæ ex una parte, & dictum Dominum Priorem & ſucceſſores ſuos nomine dictæ Eccleſiæ, debent inter ſe æqualiter dividi, & dimidiari & ſingulis annis reddi, dictis Domino Comiti & Priori, vel eorum certis mandatis, legale computum de eiſdem; Advocatus autem ſeu Officialis Advocatiæ, ponendus per dictum Dominum Comitem, & qui ibidem officium exercere debebit, in novitate ſua, præſtabit, & præſtare tenebitur, dicto Domino Priori & ſuis ſucceſſoribus, in Capitulo Prioratus Paterniaci tactis Sacro-Sanctis Evangeliis juramentum, dictum Priorem & ſucceſſores, ſuos, Eccleſiam atque jura ipſius, Monachos, familiares & homines, in perſonis atque rebus fideliter manutenere, gardiare, defendere, ac etiam guarentire contrà omnes, ab omnibus injuriis, violentiis, oppreſſionibus, novitatibus indebitis, & offenſis, & prædicta emolumenta, obventionibus, exitus & proventus ex dicto officio quoquomodo provenientes, fideliter annis ſingulis reddere, dimediare & manifeſtare, dicto Domino Priori, & ſuis ſucceſſoribus, qui pro tempore fuerint, nec officiare poterit quoquomodo, quo uſque in Capitulo, ut dictum eſt, præſtiterit hujuſmodi ſacramentum, retento tamen de prædictis communibus emolumentis ſalario ipſius Advocati competenti.

Item quod ſi bona delinquentium committantur, in Villa & diſtrictu Paterniacenſi, immobilia ipſi Eccleſiæ feudalia, vel cenſiva ad dictum Dominum Priorem & ſucceſſores ſuos, & dictam Eccleſiam integrè devolvantur, mobilia vero & cætera immobilia, quæ ipſi Eccleſiæ non ſunt feudalia, vel cenſiva cum emolumentis omnibus eorundem, inter dictum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, ſucceſſoreſque ipſorum cujuſlibet, per medium dividantur, & æquis partibus applicentur, Paſcua vero dictæ Villæ & pertinentiarum Paterniaci, cum omni emolumento in eis quomodolibet pervento, exceptis antiquis ædificiis quæ dicto Domino Priori, & Eccleſiæ Paterniaci prædictæ reſervantur, inter ipſum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, ſucceſſoreſque ipſius cujuſlibet communiter dividantur, & æquis partibus acquirantur. Si quid vero de Terris in Villa Miſſiæ & Williæ, per prædeceſſores dicti Domini Prioris, aliquibus albergatum fuerit, ſeu etiam accenſatum, ſic albergata vel accenſata dicto Domino Priori & ſuis ſucceſſoribus ac dictæ Eccleſiæ perpetuò remanebunt. Cæteræ vero terræ, quas ſœlicis recordationis *Dominus Petrus Comes Sabaudiæ*, acquiſivit ibidem, inter dictum Dominum Comitem, ſucceſſoréſque ſuos Comites Sabaudiæ, ac dictum Dominum Priorem, ſucceſſoréſque ſuos, & dictam Eccleſiam, perpetuò ſint communes; Domus etiam quam fieri contigerit pro mercato, ejuſque obventiones & exitus communis remaneat inter dictum Dominum Comitem, & dictum Dominum Priorem, ſucceſſoréſque ipſorum cujuſlibet, ut dictum eſt, & æqualiter dividantur. Item quòd univerſi & ſinguli homines præſentes & futuri, Villæ Paterniaci & pertinentiarum ipſius, ſicut ante tranſactionem hujuſmodi, faciebant & facere debebant dicto Domino Priori & ſuis ſucceſſoribus, prædicto Comiti faciant, & ſuis ſucceſſoribus Comitibus Sabaudiæ tàm in Calvacatis, quam aliis ad Advocatiæ Officium & Regimen ſpectantibus, deinceps debeant in omnibus, & per omnia reſpondere & eiſdem totaliter obedire, ſalvis ſemper dicto Domino Priori & ſuis ſucceſſoribus, ac dictæ Eccleſiæ Paterniacenſi conventionibus ſupradictis. Item actum eſt inter partes, quòd idem Comes & futuri Comites Sabaudiæ, poſſint eorum expenſis in Villa Paterniacenſi, ſivè extra ubicumque potuerint & ipſis expedire videbitur, facere conſtrui aut conſtructam acquirere Domum fortem, etiam in feudo dicti Prioris, cùm ingreſſibus & egreſſibus ſufficientibus, de qua domo poſſit & debeat dictus Prior & ſucceſſores ſui cùm voluerint, & eis neceſſe fuerit, ut de ipſorum proprio feudo ſe juvare, & habere juvamen & forciam per eandem. Quòdque dictus Dominus Comes, & ſucceſſores ſui Comites Sabaudiæ, nullam Juriſdictionem omnino habeant, nec habere debeant, infra Clauſuram Eccleſiæ ſupradictæ. De quibus queſtionibus emergentibus, ſuper aliis feudalibus rebus ipſorum, quæ ad cognitionem & executionem dicti Domini Prioris & ſucceſſorum ſuorum totaliter retinentur, dictus Dominus Comes, & ſucceſſores ſui Comites Sabaudiæ, ſe impoſterum nullatenùs intromittent; Cridas autem quas ex quacumque cauſa fieri contigerit in dicta Villa Paterniaci, per Præcones nomine Prioris & Eccleſiæ ac Advocati debent publicè propalari. Item dictum Officium Advocatiæ cum emolumentis ut ſuperius, & omnia alia & ſingula ſupradicta, quæ ad ipſum Dominum pertinent & pertinebunt ſecundum tenorem tranſactionis prædictæ, dictus Dominus Comes, & ſucceſſores ſui Comites Sabaudiæ tenebunt & tenere debebunt in perpetuum in feudum & hommagium perpetuum à dicto Domino Priore Paterniaci, & ſuis ſucceſſoribus; nec dictum feudum & homagium in toto vel in parte poterunt idem Comes Sabaudiæ, vel ſucceſſores Comites Sabaudiæ, à ſe modo aliquo ſeparare, nec in aliquem alium, quoquomodo vel quovistitulo, vel colore

ANS de J. C. 1314.

ANS de J. C. 1314.

colore transferre, ſed penes eum & ſucceſſores ſuos Comites Sabaudiæ, ſalvis & attentis conventionibus ſupradictis, prædictæ res feudales remanebunt & debebunt perpetuò remanere. Et viceverſâ dictus Prior & ſucceſſores ſui non facient nec conſentient, nec procurabunt quoquomodo quòd in alium transferentur: Item prædictus Dominus Comes, & ejus ſucceſſores Comites Sabaudiæ, ex debito fidelitatis teneantur, & debeant dictum Dominum Priorem & ſucceſſores ſuos, qui pro tempore fuerint Priores in dicta Eccleſia, Eccleſiam prædictam, Monachos, familiares & homines in perſonis & rebus, ac jura ipſius Eccleſiæ, manutenere fideliter & ſervare, ac etiam defendere ab omnibus injuriis, violentiis, oppreſſionibus & offenſis, & fidelitatem facere dicto Domino Priori, & ſingulis ſuis ſucceſſoribus in Eccleſia Paterniacenſi prædicta, futuris Prioribus in ipſis & eorum manibus de prædictis. Acto & convento expreſſè inter partes, quòd una contra aliam nullam præſcriptionem, vel negligentiam poſſit objicere, vel apponere, quominus ad obſervantiam hujuſmodi conventionum teneatur. Imo dictæ Conventiones integraliter in toto & in parte perpetuam habeant roboris firmitatem, præſcriptione cujuſvis temporis etiam longiſſimi non obſtante. Ad hæc, nos dictus Comes Sabaudiæ, prædicta omnia & ſingula ſicut ſuperiùs fuerunt expreſſa pro nobis & noſtris ſucceſſoribus rata & grata habentes, & eadem juxta formam prædictæ tranſactionis recipientes, confitemur & recognoſcimus dictam Gardiam Advocatiámque & jus ipſius & omnia alia, & ſingula ſupradicta quæ ad nos, & ſucceſſores noſtros Comites Sabaudiæ, ratione dictæ tranſactionis pervenerint vel pervenire debent, nos tenere in feodum & homagium à Domino Priore Paterniaci prædicto, & Eccleſia memorata prout ratione & ex cauſa aſſociationis & tranſactionis, & debere nos & ſucceſſores noſtros futuros Comites Sabaudiæ, facere fidelitatem in ſingulorum Priorum, in dicta futurorum Eccleſia manibus, pro prædictis. Promittentes bona fide nos dictus Comes, pro nobis & noſtris ſucceſſoribus Comitibus Sabaudiæ, nos pro prædictis & ratione dicti feudi dicto Domino Priori, & ſuis ſucceſſoribus & dictæ Eccleſiæ eſſe fidelis, & facere & complere adverſus ipſos, quæ in forma fidelitatis plenius continentur, & ipſos cum Monachis, familia, hominibus, bonis & juribus manutenere, defendere & ſervare contra omnes ab omnibus injuriis, violentiis, exceſſibus & oppreſſionibus quibuſcumque, & jura ſibi retenta fideliter reddere & omnia alia & ſingula facere, attendere & complere ſicut ſuperiùs ſunt expreſſa. Excepto tamen Reverendo Patre Domino Abbate Cluniacenſi, qui eſt & qui pro tempore fuerit, & Eccleſia Cluniacenſi, contra quam vel certum ſuum mandatum ipſum Dominum Priorem, nec Monachos manutenere, defendere, juvare vel gardiare non debemus, nec tenemur; ſed potiùs dictum Dominum Abbatem ſi fortè, quod abſit, iidem Prior vel Monachi aut ſucceſſores ſui dicto Domino Abbati, vel ſuis certis mandatis inobedientes fuerint & rebelles manutenere, juvare & etiam gardiare. In quorum omnium præmiſſorum teſtimonium, nos dictus Comes Sabaudiæ, ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum. Rogantes Venerabiles Patres Dominos Gebennenſem & Bellicenſem Epiſcopos ut ſigilla ſua apponant præſentibus, ad majorem roboris firmitatem. Nos verò miſeratione Divina Petrus Gebennenſis, & Thomas Bellicenſis Epiſcopi, ad rogatum memorati Domini Comitis, ſigilla noſtra præſentibus duximus apponenda. Datum menſe Auguſti, anno Domini milleſimo tercenteſimo quarto decimo.

CCXII.

ANS de J. C. 1314.

SAVOYE ET DAUPHINÉ.

(a) *Ligue entre* AME LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois pour la défenſe du Royaume d'Arles. Le 17. d'Octobre.* 1314. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 148.

(a) Cette Ligue fut une heureuſe ſuite de la paix entre ces deux Princes dont on peut voir le Traité ci-deſſus. pag. 150.

PER hoc præſens publicum Inſtrumentum, cunctis appareat evidenter. Quod in præſentia mei Notarii, & teſtium ſubſcriptorum conſtituti. *Magnifici & potentes Viri Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, & in Italia Marchio*, & Dominus Johannes Dalphinus Vien. & Comes Albon. Dominúſque de Turre, conſideratis ut dicebant beneficiis & gratiis, quæ & quas ipſi & progenitores ſui ſunt ab Imperialibus munificentiis hactenus conſequuti. Ne immemores vel ingrati recepti beneficii cenſeantur ad conſervandum Regnum Arelatenſe, & Jura ipſius, ſacro præſertim vacante vel non vacante cui ſubſunt Imperio, deliberatione provida ut dixerunt, tanquam fideles Imperii pro ipſis & ſucceſſoribus ſuis unanimiter ordinarunt, & pactis, ſtipulationibus ac juramentis corporalibus intervenientibus confirmarunt. Quòd ſi quis, cujuſcumque conditionis, ſtatus, præeminentiæ vel dignitatis exiſtat, qui Regnum Arelatenſe prædictum, in totum vel in parte auctoritate propria, ſeu etiam aliena qualitercumque, ſeu ſub forma quavis habita, vel obtenta, ſub nomine Regis, vel alio quovis quæſito nomine, vel colore, capere ſeu occupare præſumat, contra honorem & ſtatum Imperii, ipſi eidem communiter & diviſim, cùm omni exforcio gentis ſuæ, & omnium quos habere poterunt amicorum, ſi neceſſe fuerit, vel quod poſſit ſufficere, viriliter cum armorum potentia quandocumque, ſuis propriis ſumptibus, omni ſuo ſtudio, viribus & ingenio reſiſtant, & ingreſſum, occuparionem ac poſſeſſionem prædictas, ſibi, ſuis, & valitoribus defendant. Et ſi, quod abſit, ipſius Regni, vel partis alicujus poſſeſſio corporalis, per aliquem adepta fuerit, quoquomodo, totis viribus & ingeniis, ſicut præmittitur, ipſum cum ſuis valitoribus expellant, unus ex ipſis in prædictis alterum non expectans, quod neque quis ex ipſis, ſine amborum conſenſu & unanimi voluntate, dono, gratia, promiſſione, pretio, præcibus, inſtantia, ſubjectione, amore vel odio, alicujus actu, verbo, voluntate ſive ſignis conſentiet, per quod quis ipſum Regnum, in toto vel in parte, ut præmittitur, occupet, vel teneat occupatum: Prædicta enim omnia & ſingula promiſerunt, pro ipſis & ſucceſſoribus ſuis viciſſim, per ſolemnes ſtipulationes intervenientes, hinc inde & juraverunt ad ſancta Dei Evangelia corporaliter, à quolibet ipſorum tacta, ac ſub obligatione omnium bonorum ſuorum præſentium & futurorum, bona fide, adimplere, attendere & ſervare, & in contrarium nunquam aliquibus arte, ingenio vel colore facere, vel venire, nec abſolutionem dictorum juramentorum à ſummo Pontifice, vel à quocumque alio per ipſos, vel per alios petere, recipere vel habere, nec uti quomodolibet in prædictis juramentis, pactis & ſtipulationibus, abſolutione quâvis habita, vel habenda, ſed ea non obſtante præmiſſa permaneant, in plena roboris firmitate. Renunciantes per pactum expreſſum omni juri canonico & civili, uſui, conſuetudini, gratiæ & privilegio, habitis vel habendis, per quæ poſſit præſenti ordinationi in ſolidum, vel in partem aliqualiter derogari. Et ad præmiſſa virilius & efficacius exequenda, ad honorem & ſtatum Imperii illæſum, in hac parte jugiter conſervandum, ipſi ſe unione ligæ, voluntatis, & fœderis invicem unierunt. Datum & actum in quodam prato juxta Nemus ſubtus Faverges, die decima

ANS de J. C. 1314 septima mensis Octobris, Indict. duodecima, Anno Nativitatis Domini millesimo tercentesimo decimo quarto, Præsentibus testibus vocatis & rogatis, videlicet Domino Guigone Alamandi Domino Vallis Bonesii, Domino Jocelino de Grolea, Domino Amedeo Domino de Ornassiaco, Domino Hugone de Comeriis, Domino Aymero de Bello-videre militibus, Fratre Guillelmo de Bozozello Præceptore Camberiaci, & Antonio de Claromonte.

CCXIII.

ANS de J. C. 1315. FRANCE ET FLANDRE. *Arrêt donné par le Roi* LOUIS X. *surnomme* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre, pour les choses faites par ledit Robert contre le Roi & sa justice. Au mois de Juin.* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 73.

A tous ceux qui ces presentes lettres verront ou orront R. Archevesque de Rheims, G. Evesque de Langres, G. Evesque de Laon, J. Evesque de Beauvais, Karles Cuens de Vallois & d'Anjou, & Mahault Comtesse d'Artois Pairs de France Salut. Sçachent tuit, que de par le Roy nostre Seigneur fut semons li Comte de Flandres en la forme & en la maniere qu'il est pleinement contenu ez lettres de la dicte semonce, desquelles la teneurs ensuit.

§. 2. Loys par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçachent tuit, que nous l'an de grace mil trois cents quatorze le samedy aprés les Brandons quinziesme jour du mois de Fevrier en nostre Palais à Paris adjournasmes & fismes adjourner publiquement, & par cry solemnel, Robert Comte de Flandres pour venir en nostre Cour à Paris au vingtiesme jour du mois de May prochainement venant, c'est à sçavoir le mardy aprés le huictiesme de la feste Sainct Nicolas en esté, pour estre à droict par devans nous & pardevant nos Pairs & nostre Conseil, sur les defaurs, les rebellions & les desobeissances, qu'il a faicts contre les paix dernierement faictes entre nostre tres cher Seigneur & Pere Philippes de bonne memoire jadis Roy de France d'une part, & ledit Comte de Flandres d'autre part, & contre l'accompliſſement de ces paix, en la forme & en la maniere, qu'il est cy dessoubs contenu. Oez, Oez de par nostre Seigneur le Roy l'adjournement du Comte de Flandres. Notoire chose est, & chacun sçait la paix de Flandres, qui fut faicte entre nostre dict tres cher Seigneur & Pere d'une part, & ROBERT, qui ores est Comte de Flandres, ses freres, les nobles & autres gens de Flandres d'autre part: en laquelle paix, Gerard Sire de Luch, Hurars Sires de Sothenguien & Gerard Sire d'Estournay & Hurars le Mors Chevaliers, qui furent nommés & esleus à ce faire ou nom d'eux & de Robert de Flandres, adone aisné fils de Guy jadis Comte de Flandres, lequel Robert est ores Cuens de Flandres, & ou nom de Guillaume, Guy & Philippes de Flandres, Chevaliers ses autres freres, & pour eux & ou nom des Gentilshommes des bonnes villes & des gens de Flandres & pour eux; firent plusieurs offres pour à paix & accord venir, sur les discords, contents & contrarietez & mesfaits faicts là en arriere envers nostre dict Seigneur & Pere par les devant dicts de Flandres; lesquelles offres & toute ladicte paix ont esté approuvées, louées, grées par ledict Robert, les communes, les bonnes villes & les autres gens de Flandres toutes, & les ont promis accomplir & garder & tenir & tous les articles; sur peine d'excommuniement & des interdicts ja jettés sur eux & chacun ez terres & ez villes de ceux, qui ladicte paix ne tiendront, ou qui vendroient encontre en aucune maniere, & sur peine de forfaicture de corps & de biens & d'autres plusieurs, ainsi com plus pleinement est contenu ez lettres sur ce faictes. ANS de J. C. 1315.

§. 3. Entre les autres choses offertes & contenues en la dicte paix est contenu d'abatre & d'oster par les devant dicts Robert Comte de Flandres, ses freres, les nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres, Communautez & autres gens, toutes les forteresses de Bruges, de Gand, & d'Ipre à perpetuité sans jamais remettre ne faire. Sommé & admonesté ledict Cuens en a esté & li autres de Flandres; & tout soit il, que ledit Cuens l'ait plusieurs fois promis par parole, toutes fois rien n'en a esté faict. Item comme entre les autres choses offertes contenues en ladicte paix soit contenu, que li Seigneurs, li Nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres debvoient faire seurtez & obligations les plus grands & meilleurs, que le Roy nostre chier Sire & Pere & ses consaux regarderoient, comment ils ne poissent jamais venir ne estre contre ly ne faire contre l'obeissance de ly, ne de ses Successeurs Roys de France: & pour celle paix tenir, garder & accomplir se seussent & soient obligez aucuns grands personnes nobles & puissans, & eust donné li dit Cuens de Flandres pleiges qui pour ly & pour ceux de Flandres à ce sont obligez, & eussent ledit Cuens de Flandres, le Duc de Brabant, qui lors estoit, li frere & li fils doudict Comte de Flandres, & li dis Procureurs de plusieurs bonnes villes de Flandres supplié audict nostre chier Seigneur & Pere, que il lor voulsist declarer aucune certaine maniere de ces seurtez, que ils debvoient encores donner; Li dit nostre chier Sire & Pere en telle maniere toutes voyes que pour declaration, que il lor fist, il n'entendoit ne vouloit renoncer ne aller à l'encontre a nulles des seurtez, qui données estoient, ne à chose, qui fut contenue en ladicte paix; pour lor travail eschiver, lor declare & senefia les seurtez, que lor entendoit à demander, entre lesquelles choses declarées & senefiées est contenue, que pour plus grande seurté de celle paix, tuit & chacun Baillif, Prevost, Chancelier, Conseiller & fust autre official & Ministre, qui estoient, ou seroient ou service dudict Comte de Flandres ou de ses Successeurs, fussent de Flandres ou d'ailleurs, seroient tenus à jurer sur les Saincts Evangiles, que ils en bonne foy garderoient ladicte paix & ledict accord, & à ce que complies, tenues & gardées fussent, mettroient toute la force, l'ayde & le conseil, qu'ils pourroient; Laquelle chose n'a mie esté faicte, ains en a esté du tout defaillant ledit Comte.

§. 4. Item comme entre les autres choses offertes & conremies en ladicte paix soit contenue, que lidit Cuens de Flandre, Guillaume, Guy & ses autres freres, li nobles & les autres gens de Flandres & leurs Successeurs promettroient & jureroient sur Saincts Evangiles estre feals, loyals & obeissants à perpetuité audict nostre Seigneur & Pere & à ses Successeurs Roys de France; & que ils ne lors Successeurs, ne aucuns de eux ne s'allieroient aux ennemis dudict nostre Seigneur & Pere & ses Successeurs Roys de France; ne recepteroient, ne ayderoient ne conforteroient lor ennemis, & ne seroient guerre audict nostre tres chier Seigneur & Pere, ne à ses Successeurs par eux ne par autre; & ceux, qui le contraire seroient, lidit Cuens de Flandres & ses Successeurs seroient tenus de contraindre, justicier & punir à lor pooir loyalement & en bonne foy & sans fraude celi ou ceux, qui le contraire seroient. Et se il advenoit, que li dit Cuens de Flandres ou ses Successeurs Comtes de Flandres fussent desleals audict nostre chier Seigneur & Pere ou ses Successeurs Roys de France, ou desobeissans de droict prendre en sa Cour, ou que ilz s'allassent ez ennemis de nostre chier Seigneur & Pere ou à d'autres, sans le excepter de leur alliance, ou receptassent, aydassent & confortassent aucuns des ennemis nostre chier Seigneur & Pere, ou fissent guerre à li ou à ses

Succes-

ANS de J. C. 1315. Succeſſeurs en quelque maniere que ce fuſt; Ou ſe il advenoit, que il ou ſes Succeſſeurs fuſſent deſobeiſſans ou li nobles ou autres gens de Flandres, à noſtre chier Seigneur & Pere, & noſtre dict chier Seigneur & Pere vouſiſt la deſobeiſſance ou meſfaict adreſſer en juſtifiant ſon feal & ſon fié, ſe le Cuens de Flandres ou ſes Succeſſeurs conteſtoient, ou empeſchoient par eux ou par autre à noſtre chier Seigneur & Pere ou à ſes Succeſſeurs, que il ou ſes Succeſſeurs ne les poiſſent paiſiblement juſticier ſans force; ou ſe il advenoit, que aucun des freres ou des hommes audict Comte de Flandres fiſſent les choſes deſſuſdictes ou aucunes d'icelles, ou ne voulſiſſent enteriner, garder ne accomplir fermement & loyalement ladite paix; & ledict Cuens de Flandres ou ſes Succeſſeurs ne li contrainſiſſent, juſticiaſſent, & puniſſent à lor pooir loyalement en bonne foy & ſans fraude, lidit Cuens & ſes Succeſſeurs forſeroient toutes leurs terres & tous leurs biens, quelque part que ils fuſſent & ſeroient tenus dés lors pour forfaictz & por forligniez & acquis envers noſtre dict Seigneur & Pere, & ſes Succeſſeurs Roys de France, ſans ce que li dict Cuens de Flandres ou ſes Succeſſeurs y puiſſent jamais rien de droict, par quelque cauſe que ce ſut, reclamer & demander. Et ces choſes deſſus dictes ait promis & juré lidit Cuens de Flandres de tenir garder & accomplir ſur les forfaictures deſſusdictes & autres peines contenues ez lettres de ladicte paix, ne l'a fait mie: Ainçois comme Lois de Flandres ſes aiſné filz pous ſes meſfaict a declarer en lieu & en temps, fuiſt banny, fuitif & furnigié dou Royaume de France en deſobeiſſance & en rebellion de noſtre chier Seigneur, & ennemis de li & de ſon Royaume; li dit Cuens de Flandres ſçachant & adviſé de cela a depuis receu & recepté, & ſouffert à recevoit & recepter en ſaterre & en ſa juriſdiction ou Royaume de France ou dehors, & li a adminiſtré & ſouffert & faict adminiſtrer deniers pour ſa rebellion & deſobeiſſance maintenir, & pour ſes ſoujectz dou Royaume de France & dehors, que ils eu cette rebellion & en cette deſobeiſſance l'accompagnaſſent & li donnaſſent forche, ayde & pooir, jaçoit ce qu'il ce pooiſt avoir defendu, & le pooiſt avoir faict & deuſt ſelon la forme de ladicte paix.

§. 5. Item lidict Cuens contre la forme de ladicte paix, tout ſeuſt il en la foy & en l'hommage dou Roy noſtre chier Seigneur & Pere, s'eſt mis en noſtre rebellion & deſobeiſſance, & s'eſt * * & à force d'armes adjoinct avec luy ledict Loys ſon filz eſt entré & à feux boutez & occiſions faictes en la terre de noſtre chier Seigneur & Pere en ſa propre ville de l'Iſle, laquelle avec autres choſes il avoit baillée audict noſtre chier Seigneur & Pere en acquittant de dix mil livres de rente, que lidit noſtre chier Sire & Pere debvoit avoir des Flamands par ladicte paix, lidict Cuens à hoſt & par force de gens d'armes aſſiſt & y tint enclos le Comte d'Evreux noſtre chier Oncle adonc frere de noſtre chier Seigneur & Pere, le Conneſtable, le Mareſchal de France & autres grandz & pluſieurs perſonnes, qui là eſtoient pour noſtre Seigneur le Roy, & pour ces choſes faire amens avec luy ledict Loys ſon filz. Item lidit Cuens de Flandres contre la forme de ladicte paix & traicté feit pooir de allier à ly le Comte de Haynault & Jean de Haynault ſon Frere contre ledict noſtre chier Seigneur & Pere, & pour ly faire guerre en venant contre la forme de ladicte paix. Item lidit Cuens de Flandres par la force de ſon hoſt & de ſes gens d'armes a ſouſtenu audict Royaume de France ledict Loys ſon filz fugitif & fornigié dudict Royaume, deſobeiſſant, rebelle, ennemy de noſtre dict Seigneur & Pere & dou Royaume, & a empeſché par la force de ſon hoſt & de ſes gens d'armes, comment les gens de noſtre chier Seigneur & Pere, que pour ce & pour la defenſe de ſa terre eſtoient en ces parties devers Flandres, ne la poiſſent avoir por amener à obeiſſance & à droict en venant contre la paix & contre ſes promeſſes, que il feit & jura à Arras. ANS de J. C.

§. 6. Or eſt verité, que apres toutes ces choſes les gens de noſtre chier Seigneur devant dict, qui en ces parties dedans Flandres eſtoient pour ly pour garder le droict, la terre & l'honneur doudict noſtre Seigneur Pere, & pour avoir & amener ledict Loys à obeiſſance & à droict, ſi la force doudict Comte ne leur euſt conteſté, eurent traicté audict Comte & ſon filz de paix & d'accord, qui ſe poiſt faire envers noſtre dict Seigneur & Pere devant dict; par lequel traitté lidit Loys fils aiſné dudict Comte de Flandres deuſt ratifier & approuver le bail, le tranſport & l'aſſiette, que li Cuens ſes Pere avoit faict au Roy noſtre chier Seigneur & Pere de l'Iſle, de Douay & de Bethune pour cauſe de dix mil livres de rente, en quoy li Cuens eſtoit tenu au Roy noſtre tres chier Seigneur & Pere, & par la paix eſt dict, & par ledict traicté * * ſans ce qu'on ſe departiſt de rien de la ſubſtance de celle paix: Et non conteſtant ce traicté lidict Cuens de Flandres & tient occupé le Chaſtel de Helehem, qui eſt propre heritage de l'Eveſque de Tournay, aſſis au Royaume de France en l'eſpecial garde & ou reſſort dou Roy de France, & a y mis & tient gens d'armes, qui par leur force ledict Chaſtel ont tenu & encores tiennent contre la volonté de l'Eveſque de Tournay; à qui lis droicts & les proprietez doudict chaſtel appartiennent pour raiſon de la dicte Egliſe de Tournay; & la vnlonté de noſtre dict Seigneur & Pere & la noſtre, & en venant contre la dicte paix, & pluſieurs autres juſtes cauſes li chaſtiaux dis avec autres choſes ſuſt en la main de noſtre chier Seigneur & Pere; Lidit Cuens apres le traicté devant dict & les gens dou pays; luy ſçachant, conſentant & non contrediſant, comme il le debvoit & pooit faire ou ſes gens lidis chaſtel de Courtray garderent ſi eſtrains & prés tenn, que ils ne pooient avoir lors neceſſitez de vivre; en venant notoirement contre la forme de la dicte paix. 1315.

§. 7. Item les payemens des deniers, qui eſtoient deubs audict noſtre Seigneur & Pere par la dicte paix, qui debvoient eſtre faictz par la forme de dicte paix à noſtre dit Seigneur & Pere ou à ſon commandement & a certains termes, qui ja ſont paſſez, auxquels payemens faire & contraindre les debiteurs, lidit Cuens eſt tenu & obligé par ſon ſerment & autres peines contenues en la dite paix, n'ont mie eſté faicts; ainçois ce que lidit Cuens en ait eſté ſemons & admoneſté par pluſieurs fois, & tout ce, que li Rny noſtre chier Sire & Pere a li & au pays de Flandres à ſa requeſte ait depuis faict pluſieurs graces en telle maniere toutes voyes, que ez autres cas que ces graces ils accompliſſent la paix entierement, & ſe ils ne le faiſoient, que les graces fuſſent de nulle valeur; il, ne le pays ne l'ont mie accomplie, ainçois en ont eſté defaillans; Et en autres pluſieurs manieres & cauſes à declarer en lieu & en temps, a defaully, deſobey, meſpris & forfaict li dit Cuens de Flandres en leſion de noſtre Royale Majeſté contre ladicte paix, & eſt encheu en peines de forfaictures & d'autres qui en ladicte paix ſont contenues.

§. 8. Pour leſquelles choſes & pour chacune deſquelles nous regardans & conſiderans que les choſes deſſuſdictes ſon en grand peril de la paix & droict commun & profit de noſtre Royaume; ou bonnement ne les pouvons mie ſouffrir ne diſſimuler, comme elles ſont notoires & manifeſtes, ſi que elles ne peuvent eſtre celées; par leſquelles & pour chacune d'icelles pour le faict ſeulement lidit Cuens eſt & doibt eſtre tenu pour forfaict & encheus ez peines de forfaictures & ſentences de perjure & autres, que en ladicte paix ſont contenues: Voulons ſelon la forme de ladicte paix ledict Comte mener par voye deüe & ſelon droict & raiſon, & adjournons & faiſons adjourner par ce cry publiquement & ſolemnellement faict

ANS de J. C. 1315. faict en noſtre Palais à Paris au vinrieſme du mois de May prochainement venant, c'eſt à ſçavoir au mardy aprés les octaves de la feſte de Sainct Nicolas d'eſté prochaine à venir, que il ſoit à ce jour à noſtre Cour à Paris à droict pour aller avant, ſelon ce que raiſon debvra ſur ces choſes deſſuſdictes, & ſur ce que nous li vourrons faire dire & propoſer ſelon la forme de ladicte paix, & ſi li faiſons à ſçavoir & à tous autres, que à la journée & au lieu deſſuſdict nous aurons, ſe Dieu plaiſt, noſtre Cour garnie de nos Pairs & d'autres bonnes gens & grands de noſtre Conſeil, ſi comme la beſogne le requiert, & requerra ſelon la forme de la paix. Faiſons encor à ſçavoir audict Comte de Flandres, que vienne ou ne vienne à nous, nous irons avant en la beſongne, ſelon ce que de raiſon debvra. Et mandons & commettons à Maiſtre Jaques de Jaſſennes noſtre amé Clers, que li adjournement & toures les autres choſes conrenues en ces preſentes lettres par cry publiquement faict à Paris en noſtre Palais, face ſçavoir & notifier ſolemnellement, ainſi comme il appartient, ſelon la forme de la ſuſdicte paix. En teſmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre à ces preſentes noſtre ſcel, duquel nous uſions vivant noſtre chier Seignеur & Pere. Donné à Paris l'an & le jour deſſuſdicts.

§. 9. Item: A tres hault, tres puiſſant & tres excellent Prince & redoubté Seigneur Louis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Jacques de Jaſſeignes ſes tres humbles & devots Clercs ly ſoit tout recommandé à ſa grace. Tres chers & tres puiſſans Sires. Je fais ſçavoir à voſtre Hauteſſe, que l'an de grace mil trois cens quatorze le ſabmedy aprés les Brandons le quinzieſme jour de Febvrier, l'adjournement & toutes les autres choſes contenues en vos lettres, eſquelles cette preſente reſcription eſt annexée, par cry publiquemeor faict en voſtre Palais à Paris, fis ſçavoir & notifier ſolemnellement & publiquement ſelon la forme de vos dictes lettres, Er ce vous certifie par cette reſcription ſcellée de mon ſcel. Donné & faict l'an & jour deſſuſdicts.

§. 10. Auquel terme de la dicte ſemonce, Nous li Pairs deſſuſdicts à la requeſte & mandement dou Roy veniſmes en la Cour à Paris & feſimes & reniſmes cour avec douze autres perſonnes, Prelatz & autres grandz & haultz hommes, c'eſt à ſçavoir, Reverend Pere l'Archeveſque de Rouen, les Eveſques de Sainct Brioe & de Sainct Malo, Monſieur Philippes fils du Roy de France Comte de Evreux, Monſieur ** Karl ou Charles Comte de la Marche. ** K. filz du Roy de France Comte de la Marche, Monſieur Guy Comte de Sainct Paul, Monſieur Gaucher de Chaſtillon Comte de Porcien, Monſieur Louys aiſné fils du Comte de Clermont Seigneur de Bourbonnois, Monſieur J. de Clermont Seigneur de Charolois, Monſieur B. Seigneur de Mareuil, Monſieur Mille Seigneur de Noyers, eſleus & mis à ce faire de par le Roy noſtre Sire avec nous, comme Cour garnie de nous, d'eux & d'autres pluſieurs ſages gens, & fut dict de par le Roy devant nous, que bonnement ne pooit avoir plus de Pairs. Li Duc de Guyenne, qui Pair eſt, c'eſt à ſçavoir li Roy d'Angleterre, qui avoir eſté requis & mandé pour y eſtre avec nous, s'excuſa par ſes meſſagers ſolemnelz, pour ſa guerre, que il avoit à Ecoſſe. Li Duc de Breragne, qui Pair eſt, y fut une journée tant ſeulement, & aprés print congé, & s'excuſa por certaine beſongne, que il avoit, comme il diſoit. Li Duc de Bourgogne Succeſſeur du Duc de Bourgogne, qui mort eſt, y fut une journée, & aprés s'excuſa por certain beſongne, qu'il avoit, comme il diſoit, & s'en deſpartiſt. Li Eveſques de Noyon, qui Pair eſt, étoit mort de nouvel. Li Eveſques de Chaalons, qui Pair eſt, eſtoit pour certaines cauſes detenu en priſon. Pourquoy le Roy noſtre Sire ne peut bonnement avoir audict terme plus de Pairs.

§. 11. A laquelle journée dou vingtieſme jour du mois de May, c'eſt à ſçavoir le Mardy aprés les octaves de la feſte Sainct Nicolas d'eſté, le Roy noſtre Sire & nous Pairs deſſuſdictz, la dicte Cour garnie ſelon la forme de la dicte paix, & autres pluſieurs bonnes gens preſens ou Palais le Roy à Paris, lidit Cuens de Flandres ne vint pas en perſonne & le Procureur le Roy requit, que il fuſt mis en default, & que pour le default les deſobeiſſances & les meſfaictz & les rebellions contenues ez lettres de ladicte ſemonce cy deſſus eſcripte, & autres pluſieurs, que lidit Cuens de Flandres avoit fait notoirement contre la forme de ladicte paix, de laquelle mention eſt faicte ez lettres deſſus eſcriptes, par leſquelles il eſtoit encheu ez peines des excommuniemens, des entreditz & des forfaictures de ſes biens, nous jugiſſions & declariſſions, que leſdictes ſentences debvoient & pooient eſtre publiées & les forfaictures, comme encourües miſes à execution. Lors comparant ſe preſenta li Abbez de Selebecque comme Procureur pour excuſer lidit Comte, & pluſieurs raiſons propoſa à l'excuſation d'iceluy, le Procureur le Roy propoſant & diſant au contraire pluſieurs raiſoos à la fin, que il ne fuſt mie ſuffiſamment excuſez ne eloignez, mais debvoit eſtre mis en default, & la requeſte dudit Procureur ſi debvoit eſtre faite; à la parfin le dimanche prochain enſuivant aprés ledit mardy, attendu de jour en jour pour avoir entre deux deliberation, traicté & advis entre nous, Cour garnie ſi comme dict eſt, ſur les choſes propoſées d'une part & d'autre; eüe pleine deliberation entre nous deſſuſdictz Cour garnie; les adjournemens deſſuſdicts, ce ouy & veu, lequel eſtoit ſuffiſant ſelon la forme de ladicte paix, ſi comme deſſus eſt dict, parce que li dit Cuens n'eſtoit ſuffiſamment excuſez ne eloignez; le Roy requerant à nous que nous fiſſions jugement & droict, & que il fuſt rendu de par nous Pairs & en noſtre nom, jugié lidit Cuens de par nous les Pairs deſſuſdictz & en noſtre nom pour defaillant & fut mis en default Et tantoſt apres le Procureur du Roy en la preſence de la Cour garnie ſelon la forme de la paix, ſi comme deſſus eſt dict, requiſt publiquement, que depuis que li Cuens avoit fait li default devane dit, que nous jugiſſions & declariſſions, que pour ce default & pour les meſfaictz & deſobeiſſances dudict Comte faictes contre ladicte paix, leſquelz meſfaictz & deſobeiſſances eſtoient ſi notoires, que ilz ne pooient eſtre celez, & ſus eux comme ſus notoires il eſtoit & avoit nommement & ſpecialement adjourné, leſdictes ſentences peuſſent & deuſſent eſtre publiées & les forfaictures comme encourües miſes en execution.

§. 12. Laquelle requeſte ouïe, nous Pairs de France deſſuſdictz, la Cour garnie, ſi comme deſſus eſt dict, conſiderans & regardans, que la beſongne eſtoie grave, & entre grandes perſonnes, pour avoir meilleur & plus grand deliberation, attendiſmes juſques au Lundy enſuivant; auquel jour dudict Lundy, pour ce que nous penſions encore avoir plus pleine deliberation & plus plein & meilleur advis de cette beſoingne, encore attendiſmes, & miſmes ladicte journée dudict Lundy en tel poinct & en tel eſtat comme elle eſtoit, juſques au Mercredy devant la nativité Sainct Jean Baptiſte. Auquel jour du Mercredy li dit Procureur du Roy en preſence de nous Pairs de France & de la Cour garnie, ſi comme deſſus eſt dict, recorda & refit ſa requeſte en la maniere deſſuſdicte. Et pour avoir meilleur advis & plus grande deliberation ſur la beſongne, qui grande eſtoit, Nous Pairs de France deſſus dicts & la Cour garnie pleinement ſelon la forme de la paix, attendiſmes & miſmes cette journée en rel poinct & en tel eſtat qu'elle eſtoit, juſques au ſabmedy aprés enſuivant, c'eſt à ſçavoir le ſabmedy apres la nativité de Sainct Jean Baptiſte; Auquel jour lidit Procureur recorda & fit de recheief ſa requeſte deſſuſdicte au nom du Roy noſtre Sire & pour li pardevant nous; & li Roy noſtre Sire nous requiſt, ſa Cour garnie ſelon la forme de la dicte paix, ſi comme deſſus

eſt

ANS de J.C. 1315. eſt dict, que nous fiſſiens & accordiſſiens jugement & droict ſur les requeſtes dudict Procureur. Nous veües & leües pardevant nous en la preſence du Roy noſtre Sire les lettres, qui furent faictes de la paix deſſuſdicte, & autres lettres & eſcriptz pluſieurs, qui faiſoient à la beſongne, pour plus à plein veoir & conſiderer tout ce que meſtier eſtoit en la dicte beſogne, attendiſmes encore & miſmes la journée dudict Sabmedy juſques à Lundy apres enſuivant, c'eſt à ſçavoir le lendemain de la feſte Sainct Pierre & Sainct Paul, auquel jour en la preſence du Roy noſtre Sire, de nous Pairs de France, de la Cour garnie ſelon la forme de ladicte paix, ſi comme deſſus eſt dict, ou Palais le Roy, à Paris furent accordez par bouche en commun devant tout le peuple publiquement le default, les deſobeiſſances, meſfaitz & rebellions, que lidit Cuens avoit faicts * * de la paix garder contre la dicte paix, ſi comme ils ſont contenus en la ſemonce deſſus eſcripte, & aucuns autres actes, li qui eux eſtoient tenus notoires, ſi qu'ils ne pooient eſtre celez par nulle maniere; & ſur leſquels il eſtoit & avoit eſté ſelon la forme de ladicte paix nommement & expreſſement adjoumé comme ſus faictz notoires. Et encores avec ce furent la propoſées & dictes pluſieurs autres choſes contre ledict Comte, qui touchoient à la beſongne deſſuſdicte par le Procureur noſtre Sire le Roy deſſuſdict. Et furent apportées & leües en commun au Palais deſſuſdict les lettres, qui furent faictes ſur la dicte paix, approuvées & confirmées doudict Comte de Flandres, de ſes freres, & de ſes enfans, & des Procureurs de pluſieurs villes & lieux de Flandres, & ſcellées de leurs ſceaux, & furent monſtrées en commun les lettres des ſentences d'excommuniemens & interdictz jettez cootre la terre, les gens, le pays & le Comte de Flandres à lor requeſte tant de noſtre Sainct Pere le Pape, comme de lor ordinaire. A la parfin toutes choſes, qui à la dicte beſogne appartenoient, veües diligemment & conſiderées, & eüe ſur tout delhberation & advis entre nous, Cour garnie ſelon la forme de ladicte paix, ſi comme deſſus eſt dict, le Procureur de Roy requerant à grande inſtance, que ſur ſa requeſte, que pluſieurs fois avoit faicte & recordée, li fiſſiens & rendiſſiens droicts; le Roy noſtre Sire nous requiſt encor, que nous Pairs & Cour garnie, comme deſſus eſt dict, fiſſiens & rendiſſiens droict ſur les choſes deſſus dictes, & que le jugement & le droict, que nous feriens, fuſt rendu de par nous Pairs deſſus dictz & en noſtre nom.

§. 13. Et comme nous ne deuſſions plus attendre par raiſon, d'un commun accord de nous Pairs de France deſſus dictz & de la Cour garnie ſelon la forme de la dicte paix, & des douze perſonnes deſſuſdictes; c'eſt à ſçavoir l'Archeveſque de Rouen, L'Eveſque de Sainct Brioe, L'Eveſque de Sainct Malo, Monſieur Philippes filz du Roy de France, Comte de Poictiers, Monſieur le filz du Roy de France Comte d'Evreux, Monſieur K. fils du Roy de France Comte de la Marche, Monſieur Guy Comte de Sainct Paul, Monſieur Gaucher de Chaſtillon, Conneſtable de France, Monſieur Louys aiſné fils du Comte de Clermont Seigneur de Charolois, Monſieur Berauld Seigneur de Marevil, Monſieur Mille Seigneur de Noyers. Qui tuit en ce faict nous accordaſmes de commun conſentement de tous & une ſentence, & jugié fut de par nous Pairs deſſuſdicts, & en noſtre nom par la bouche de Pierre de Dicy, à qui nous le commiſmes & commandaſmes expreſſement & ſpecialement, dict & prononcié: que pour le default de deſſus, & pour les meſfaictz, deſobeiſſances & rebellions, que lidict Cuens avoit faict contre la forme de la dicte paix en pluſieurs maniers, ſur les quieux & par les quieux comme notoires & manifeſtes, il avoit eſté nommement & ſpecialement ſemons & adjourné ſelon la forme de ladicte paix, ſi comme deſſus eſt dict, leſquels meſfaictz, deſobeiſſances & rebellions nous tenons pour notoires; leſdictes ſentences pooient & devoient eſtre publiées contre ledict Comte, & leſdictes forfaictures comme encourues, miſes à execution ſur tous les biens d'iceluy Comte. En teſmoing deſquelles choſes nous Pairs deſſuſdictz avons mis nos ſeaux à ces preſentes lettres avec les ſeaux deſdicts Archeveſque de Rouen, Eveſque de Sainct Brioe, Eveſque de Sainct Malo, Monſieur Philippes Comte de Poictiers, Monſieur Loys Comte d'Evreux, Monſieur K. Comte de la Marche, Monſieur Guy Comte de Sainct Paul, Monſieur G. de Chaſtillon Comte de Porcien, Monſieur Louys de Clermont, Monſieur B. de Marveil, Monſieur Mille de Noyers, eſleus, mis & eſtablis de par noſtre Seigneur le Roy de France ſelon la forme de ladicte paix, ſi comme deſſus eſt dict, avec nous ez choſes deſſuſdictes. Et nous Li Archeveſque de Rouen, Li Eveſque de Sainct Brioe, Li Eveſque de Sainct Malo, Philippes Comte de Poictiers, L. Comte d'Evreux, K. Comte de la Marche, G. Comte de Sainct Paul, G. de Chaſtillon, L. de Clermont, J. de Clermont, B. de Marveil, M. de Noyers. Qui à ces preſentes choſes deſſus dictes fuſmes mis & eſtablis de par noſtre Seigneur le Roy deſſus dict, & que nous accordaſmes audict jugement d'un commun accord & aſſent. En teſmoing des choſes deſſus dictes avons faict mettre nos ſeaux à ces preſentes lettres avec les ſeaux des dictz Pairs de France. Données de devant dict lundy devant la feſte Sainct Pierre & Sainct Paul, l'an de grace mil trois cens quinze, ſeellées de dix ſeaux de cire rouge. ANS de J.C. 1315.

CCXIV.

Second Arrêt de LOUIS X. *ſurnommé* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandres & les* FLAMANDS. *Donné le* 14. *Juillet*, 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag 80. ANS de J.C. 1315. FRANCE ET FLANDRE.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ſçavoir faiſons à tous preſens & à venir, que verité eſt, qu'aprés les grandes rebellions, les guerres, les exceds & les grands meſfaictz, que le Seigneur & les gens de Flandres pour leurs mauvais faictz & pour leur mauvais eſmeuement auroient faict à noſtre tres chier Seigneur & Pere & au Royaume, il les receut à paix, & fut entre luy & eux paix traictée & accordée, laquelle ROBERT adonc Cuens de Flandres, ſes freres, li nobles & li autres de Flandres ratifierent & promirent ſur pluſieurs peines d'excommuniemens, de forfaictures & autres, de accomplir, garder & tenir fermement & loyaulment à touſjours, & ſans corrompre & ſans venir encontre à nul jour, & ainſy le fiancerent & jurerent ſur ſainctes Evangiles corporellement touchées. Laquelle paix contient pluſieurs articles, leſquelz ledit Robert & li autres de Flandres n'ont pas accomply, gardé ny tenu, aincois ont faict encontre notoirement en pluſieurs manieres, & à luy dict Robert, que ſon ſiege eſtoit à noſtre dict Seigneur & Pere, qu'il cuidoit eſtre feal, eſleut à luy comme ſon homme & ſon bon Vaſſal, tout fit il ainſi, que par noſtre dict Seigneur & Pere euſt eſté dict ſouffiſamment à ly & à tous ceux de ſon païs preſens pardevant ſes gens dernierement à Arras, que ſi aucun grief, ou aucun tort leur avoit eſté faict de par la partie fuſſent devant luy à certain jour, & il les orroit tous de plein & leur feroit faire bon droict & haſtif, fuſt audict Robert à donc Comte par ſes Pairs, ſe le cas le deſiroit ou autrement, li comme raiſon le vouroit, & à li & as autres: Li peuples de Flandres par les mauvais rapports, & par les mauvaiſes paroles & fauſſes, * * à luy & ſe mirent en rebellion

ANS de J. C. 1315. contre noſtre dict Seigneur & Pere, & feirent à luy la guerre ouverte ** que il tient encore ſon fief à noſtre hommage, & qu'il tenoit de noſtre Seigneur & Pere, ne point ne luy en avoit rendu par luy ne par autre. Et comme ſelon la forme de ladicte paix, ledict Robert & les autres de Flandres ayent requis ſolemnellement & ſuffiſamment leurs ordinaires, que ils ſans appeller eux & ſans autre procez faire, jettaſſent ſentence d'excommuniement en eux, & d'interdict en leurs villes, Communautez, leurs terres & appartenances, tantoſt comme ils n'accompliroient, tiendroient ne garderoient ladicte paix & tous les articles d'icelle, & comme ils ſeroient & venroient encontre aucun d'eux; & liditz ordinaires les ayent en cette forme jettez; & ayent encore ledict Robert & autres de Flandres ſouffiſamment ſupplié à noſtre Sainct Pere le Pape, qui lors eſtoit, que il les dictes ſentences vouliſt confirmer ſans eux appeller ne ouir ne ſans autre procez faire & vouliſt de ſon auctorité Papal jetter ſentence d'excommuniement ſur eux & d'entredictz ſur leurs villes, communautez, terres, lieux & appartenances d'icelles; Et noſtre Sainct Pere le Pape à leur ſupplication ait confirmé les ſentences deſdicts ordinaires & jettées ſentences d'excommuniemens ſur eux & ſur chacun d'eux & d'entredict en leurs villes, communautez, terres & lieux & appartenances d'icelles; Leſquelles ſentences ils, leurs villes & communautez terres & Seigneuries, lieux & les appartenances d'icelles encourroient pour le fait ſeul tantoſt, & toutes fois qu'ils n'accompliroient & tiendroient & garderoient ladicte paix & tous ſes articles, que ilz ſeroient ou viendroient encontre en aucun cas, ſi comme il eſt contenu ez lettres ſur ce faictes: Et par les defaultz, les rebellions & les guerres, que lidit Robert & ſes adherans avoient faict & faiſoient contre noſtre dict Seigneur & Pere, & ſont encores contre nous en venans contre ladicte paix, leurs villes, communautez, terres, & lieux, & les appartenances d'icelles ſoient par ce ** & departis de l'unité & communion de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt & de toute Sainct Egliſe. Et ait eſté ſelon la forme de ladicte paix en noſtre Cour à Paris par les Pairs de France, que nous y puiſmes bonnement avoir, du conſeil & de l'aſſentement d'autres bons douze grandz & ſouffiſans perſonnes, Prelatz & Barons, que nous y miſmes & eſtabliſmes en noſtre preſence, ledict Robert adonc Comte appellé & adjourné ſouffiſamment, & defaillant & mis en default, pour ſa contumace jugé, dict & prononcié que pour le default, les meſfaictz, les deſobeiſſances, les rebellions & les excés dudict Robert leſdictes ſentences pooient & devoient eſtre publiées, & les forfaictures miſes en execution; Et ledict Robert & les autres de Flandres ſes adherans en accroiſſans ces meſfaicts & exceds ont contraint & contraignent les Preſtres de religion & autres perſonnes d'Egliſe à ce qu'ilz chantent & celebrent les divins offices, meſſes & autres en leux interdits. Leſquelles choſes deſſuſdictes & chacunes d'elles ſont notoires & manifeſtes, ſi que elles ne peuvent eſtre celées par nulle voye, & ſont faictes en grand prejudice ce & vitupere de Dieu, de l'Egliſe de Rome & de toute l'Egliſe, & en grand leſion de noſtre Royale Majeſté.

§. 2. Pour leſquelles choſes & chacune d'icelles, & pour les autres defaultz, meſfaicts, deſobeiſſances & autres juſtes cauſes faictes & commiſes par ceux de Flandres contre noſtre dict Seigneur & Pere, contre nous & contre noſtre Royale Majeſté; Nous qui voulons, comme auſſi y ſommes tenus, ces meſfaitz & ces grands vitupéres de Dieu & de Sainct Egliſe, par leſquels ledit Robert & ſes adherans ſont partis de l'unité & defenſe de Dieu & de toute Saincte Egliſe, & ont encouru le crime de noſtre Royale Majeſté leſée, punir, & ** ſi comme droict & raiſon le requiert; conſiderées & examinées diligemment leſdictes choſes, & gardée toute la ſolemnité, qui en tel cas & ſi notoire doibt eſtre gardée: ledict Robert & toutes les perſonnes de la terre de Flandres, que ledit Robert rient en ſa main, de quelque eſtat ou condition, que les dites perſonnes ſoient, qui dedans les octaves de cette prochaine Magdelaine n'auront eſté pardevers nous ou nos gens pour ſe purger & excuſer des defaultz, des deſobeiſſances & des rebellions deſſus dictes, & qui n'apperront par nos lettres, que reconciliez fuſſent par devers nous; & ſpecialement toutes & chacunes les perſonnes, qui par faict, par parole, par conſeil, par faveur & autre maniere ſont & ont eſté aydans & conſentans des meſfaictz & rebellions & autres choſes deſſuſdictes; comme excommuniez & departis de Saincte Egliſe, & comme nos rebelles, traiſtres & parjures & ennemis, & coulpables de noſtre Royale Majeſté bleſſées oſtons de noſtre garde par la teneur de ces preſentes, de toutes auctoritez, dignitez, honneurs, libertez, immunitez & franchiſes, privileges, chaſteaux, terres, & villes, vaſſaux, fiefz, hommages, juriſdictions perpetuelz & à temps, & de toutes autres choſes, & de tous autres droictz & biens, qu'ils ont & peuvent avoir, & que leurs devanciers ont eu, & que advenir leur pourroient au temps à venir par ſucceſſion ou autrement, en quelque maniere que ce fut, en tout noſtre Royaume, les privons tous, & decernons eſtre privez de noſtre auctorité royale & de la plenité de noſtre pouvoir, & eux tous & chacun d'eux banniſons, proſcrions de tout noſtre Royaume, abandonnons leurs perſonnes à eſtre ſerfs & eſclaves à tous ceux en cui Royaumes, terres & juriſdictions ils pourroient eſtre trouvez & prins, & s'il advenoit, qu'ils fuſſent trouvez en noſtre Royaume, puis ledit terme deſdictes octaves, nous condemnons & chacun d'eux à la vie perdre, & eſtre juſticiez ſans attendre aucun jugement, ou & en quelque lieu qu'ils fuſſent prins.

§. 3. Et abſolvons par la teneur de ces preſentes lettres de toutes facultez, hommages, obeiſſances & ſubjections tous ceux, qui à eux ou aucuns d'iceux y ſont tenus par quelque cauſe que ce ſoit; & mettons tous leurs biens, comme confiſquez, forfaictz & commis à nous, à noſtre ban & à noſtre droict. Et defenſe expreſſe faiſons par la teneur de ces preſentes & ſur peine de perdre corps & avoir, que d'oreſendroit nul de noſtre Royaume de quelque eſtat ou condition qu'il ſoit, ne marchande avec eux de marchandiſe nulle, & ſi aucuns eſtoient trouvez portans à eux ou rapportans d'eux vivres ou autres marchandiſes, quelles qu'elles fuſſent, nous l'abandonnons à celuy ou à ceux qui le trouveront, & luy donnons tous les biens, qui trouvez ſeront ſur luy & avec luy, mais qu'il nous rende les corps vifz ou mortz; Et tous ceux qui accuſeroient aucuns d'avoir marchandé à eux puis la datte de ces lettres & en feroient foy, nous leur donnons le tiers de tous leurs biens meubles. Et defendons encore, que nul ne leur paye debte nulle, que deue leur ſoit, pour quelque cauſe, que ce ſoit, ne leur donne conſeil, ayde ne force nulle par mer & par terre, & ſur peine de perdre corps & avoir: Et que tuit & chacun eilz que aucune choſe leur doibvent, ou à aucun d'eux, ou qui ont depoſt gardé & commandé de par eux, auront pour eux ce qu'ils leur debveront ou auront de leurs biens, revelant & denoncant à nous, ou aux gens de nos comptes, ou à nos Treſoriers, ou à ceux, que nous aurons eſtablis en ce cas pour nous, devant les dictes octaves. Et ſi ne les reveloient, comme deſſus eſt dict, nous à ceux ou à celuy, qui les reveleront, octroyons le tiers des meubles de celuy qui recelé l'auroit, & ſeroit le corps du receleur & ſi bien tins en noſtre volonté. Et abſolvons, delivrons & quittons dés maintenant tous ceux & chacuns, que auſdictz ou à chacun d'iceux ſont tenus en aucunes debtes, depoſtz ou commandes, qui à nous les apporteroient ou à nos gens, comme

deſſus

ANS de J. C. 1315.

ANS de J. C. 1315.

deſſus eſt dict; & de ces dictes debtes, depoſtz & commandes les en prenons à garentie. Et eſtabliſſons encore par la teneur de ces preſentes lettres, mandons & commandons, que d'ureſendroict nul de quelque condition, noble ou excellente que ce ſoit, de nulles Citez, Chaſteaux, Villes & Univerſitez aux devant dictz de Flandres ou aucun d'eux ne donne publiquement ou en ſecret, ayde, conſeil ou ſaveur, ſur toutes les peines de corps & de biens, que ils pourroient encourir envers nous, & que depuis le terme deſdictes octaves de la Magdelaine tuit & chacuns cils de noſtre Royaume tuit & chacun ceux de Flandres, qui dedans cedict terme ne ſeroient venus vers nous ſe purger & s'ezeuſer, ſi comme deſſus eſt dict, puiſſent ledict terme paſſé prenre & arreſter & tous lor biens en quelque part, qu'ilz puiſſent eſtre trouvez; & donnons à ceux, qui les prenront les biens tous que ilz prenront avec eux, mais que ilz nous rendent les corps viſs ou mortz: Et voulons & eſtabliſſons, que il loiſe à chacun ſans peine nulle les occire, ſe autrement ne peuvent eſtre retenus. En teſmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes Lettres. Donné à Paris le quatorzieſme jour de Juillet, l'an de grace mil trois cens quinze.

CCXV.

ANS de J. C. 1315. FRANCE ET FLANDRE.

Lettre de ROBERT *Fils du Comte de Flandre à* LOUIS X. *ſurnommé* Hutin *Roi de France, par laquelle il déclare être obligé d'aſſiſter le Comte ſon Pére contre le Roi, qui eſt ſon Seigneur, auquel il renvoye l'hommage & la Feauté, qu'il lui devoit. Datée du mois de Juillet, de l'année* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 83.

A Tres hault, tres excellent & tres puiſſant Prince ſon tres cher Seigneur, Monſieur LOUYS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ROBERT Filz au Comte de Flandres ſoit humblement recommandé à ſa tres excellente Hauteſſe. Tres excellent & tres puiſſant Sire: Notoire cauſe eſt, & vous le ſçavez, comment par moy les grandes kieckes de rente heritante de deniers & des autres choſes, que Meſſire mes Peres & ſes gens de Flandres promirent, pour avoir paix & demourer paiſiblement en leurs eſtatz anciens & franchiſes; mais, Sire, vos Peres leur pardonna tous maltalens, les receut à paix & à ſa grace, & Monſieur mon Pere en ſon hommage & feiauté de toute la Comté de Flandres entierement en la maniere deſſuſdicte par les convenances deſdictes paiz; & ſçavez comment mes devant dictz Sires & Peres & ſes gens ont ja par moult d'années & par moult de payemens accomplis & payez moult grande partie deſdictes kieckes, qui leur ont eſté & ſont ſi groſſes & ſi peſantes, que ſi ne fuſt les tres grands deſirs & affections, que il avoit de venir à voſtre grace & d'accomplir & avoir la paix avec l'ayde de Dieu, ilz ne les puiſſent ſouſtenir ne accomplir. Et comment encore d'abondant mes Sires mes Peres pour plus monſtrer les graces obeiſſance & humilité, en laquelle y vouloit y eſtre & eſtoit envers Monſieur vos Peres, & le tres grand affection, qu'il avoit de ſa grace acquerir parfaictement, volt & commanda, tout ne y fuſt il de riens aſtrains par la paix ny faire ne li convenoit, que j'allaſſe & fuſſe en hoſtage avec ſa fille Caſtellaine de Courtray par devers luy; & eomment, tres puiſſant Sire, je de mon bon gré & volonté j'allay à ſon commandement & me mis en ſa priſon, ou je demeuray fermement tant & ſi longuement comme il li pleut, jaçoit che ſans mon faict & ſans me coulpe j'y fuſſe tres durement deſtrancé & preſſié pour faict d'autruy.

§. 2. Tel temps fuſt donc oncques Dieu mercy, ne me deſmenti, ne me deſvoyé de mon bon propos vers luy, comme chil chi n'ententeit eſchiver griefz de longue priſon ne peril, mais que je puiſſe par ce Monſieur mon Pere mi & les ſiens faire à ſa grace parvenir. Tres puiſſant Sire, vous ſçavez auſſy commenr le trespas de Monſieur vos Peres à vo joeuſe advenue au regne, qui debvroit & doibt y eſtre abondante & pleine de toute grace & pieté. Meſſires mes Peres vous fit humblement pour offrir & offre par Monſieur Jehan de Flandres men Couſin pour mi & pour autre de ſon Conſeil, tout le ſervice & l'obeiſſance, que luy & tous ſes gens pourroienr, & qu'ilz vouloient la paix garder & tenir & accomplir à leur pouvoir; & que mes Sire me Pere eſtoit appareillez & deſirans de venir en voſtre hommage, pourquoy il vous faiſoit ſupplier & ſuppliot humblement, que parmy che vous le voulſiſſiez recevoir en vos feauté de la Comté de Flandres entieremenr, ainſy que mes Sires vos Peres l'avoit par la ſorme de la paix receu en ſon vivant; que celle choſe ne vous pleut mie à faire, ançois le refuſiſtes. Et ſçavez comment aprés mes Sires mes Peres & ſes païs de Flandres, quand ils virent que che ne vouliez faire ce preſent ſi priez, de ſervir vo volupté pour acquerir vos graces, que oncques tout che il avoit tendis offert eſtoient & vouloient faire tout ce qui defailloit, & pour accomplir des kieckes deſſus dictes; ſi vouloit faire ſi grand & tel meſchef que de demembrer la Comté de ce pa s de Flandres, qui par la forme de ce paix doit demeurer entiers & de perdie & delaiſſer envers vous ſi grand & ſi noble partie dudict païs, que vous en tei ez contre li ſorme de ce paiz; par ainſy que vous receuſſiez Monſieur mon Pere en vos hommages de tant & peu, que luy demeure au remanent, & au tel point d'eſtat & de franchiſe, comme on le tenoit anciennement du temps du Roy Sainct Louis, & encore pour plus ſuivre vos volupté & acquerre vos grace, ſe vouloient ilz deporter & deporteroient de avoir atempmens ſur grande plaincte de durtez, & de pouvoir prejudicier à leur franchiſe, leſquelz vos pooiez & deviez bien atempner & ramener à raiſon, ſe il vouluſt ſans amener vos ſequerage; & jacoit que ilz puiſſent & deuſſent par droict expreſſe coovenancke de ce paix demander & avoir routes les choſes deſſus dictes, que ilz vous ont ſuppliez que ſans vous Sire, que ils ne vous ont tendre ſupplier par maniere de grace & de pitié, & ſe grand humilié, que le ſubjez pooit ſuppler à ſon Seigneur pour vos courages plus mouvoir à faire deſcendre à ce que ilz puiſſent mieux avoir vos bien veillance & grace, & demourer en ferme paiz de ſougez envers vous. Et s'il fuſt ores ainſy, que il ne la puiſſe demander mie par la ſurme de ce paiz, ſi pourroient & debvroient ils fermement eſperer & renir, que vous au temps de vos joyeuſes advenues au regne, & à leut humble ſuppliement oſteriez tous mauvais uſages & nouvelletez a levées en prejudice de leur encheue eſtat & franchiſes; & les remettriez à leurs anciennes couſtumes & droictures, meſmement quand vous l'avez ainſy faict & octroyé ez autres de vos regnes, qui le vous ont requis & demandé par droict & par eſcevoir.

§. 3. Tres puiſſant Prince on void quaſiment que * * ainſy il ne vous plaiſt de prendre à leurs ſupplications, ne à ce qu'ilz puiſſent avoir vos graces ne paix parfaictement; mais quand plus ſe ſont obey & humiliez, quand plus ont humblement ſupplié, & quand plus ont les kierkes deſſus dictes accomplies & payées, tant ſeroient ils en tenavant d'année en année & de jour en jour plus & plus de vos graces & de paix avoir, allongés bien appert evidemment. Car mes Sires mes Peres & ſes gens de ſon païs de Flandres ce faiſoient pour offrir & pour efforcer le mieux & le plus obeïr & ſervir à vous, la paix tenir & accomplir & de venir en vos hommage. Vous à l'encontre d'iceux

ANS de J. C. 1315. vous y eſtes alloyé du Comte de Hainault ſon ennemy, que le veult deshériter par tel corrent, ſi comm vous conſeans tres expreſſement, que Meſſires mes Peres ne ſe pais ne ſe pouvoient avoir ne arronr paix à vous, ſi le Cuens & ſes gens de Flandres n'euſſent rien promis, payé ne accomply, que qu'ilz ont faict & ne deuſſent dou remanent denier en payer & paiſiblement jouir de leur eſtat & franchiſe, ne que vous avec nous en avez eu & tecu, peuſſiez ne deuſſiez tout le remanent du païs acquerre ne avoir comme forfaict, ne Monſieur mon Pere foreng, ny deshonneur. Et jaçoit que les gens du païs de Flandres ſoient ſimples, ne ſont ils mie ſi ignorans, qu'ilz ne voyent bien & apperçoivent à quelle entente on faict & peut faire tels choſes & quelz perilz en peuvent ſuivre & advenir.

§. 4. Pourquoy tres puiſſant Sire, je Robert devant nommez, que toutes les choſes deſſuſdictes veues, voy & appercoy, ſi comme il me ſemble, tourner & tendre au deſertement & deſtruction de mon Seigneur mon Pere & de ſon pa's de Flandres, auſquelz je ſuis plus aſtraintz, que à nulle creature du monde, ne puis ne dois par raiſon plus voir, porter ne ſouſtenir les trop grandes duretez, inhumanitez & meſchief, que on leur faict, ainçois m'aſtrainct droictz de nature & de ſang & li foiautés, que je dois à Monſieur mon Pere & che dont je ſuis en ſon hommage, que je li ſoie ayant & confortant à mon pouvoir; Et tout ſoit il ainſy, que je ſois tenu à vous pour la raiſon du fief Brougey, que je tiens de vous pour le cauſe de vos Comté de Champagne, ſi ſuis je plus tenu de garder l'eſtat & l'honneur de Monſieur mon Pere, & que je ſuis auſſy bien hors du fief & autre ce abſtrainct par nature & par chen, ce que dict eſt; que ſi je metray avec luy & en ſay wie pour ſouver l'honneur & l'eſtat de luy & de ſon païs meſmement à leur defenſe, & en ſouſtenant leur bon droict, certes qui eſt clair & notoire à Dieu & au monde, je ne me croy de rien meſfaire ne ne meſfais envers Vous, parquoy mes fief doit eſloigner de moy. Tres puiſſant Sire, ſi me departs de Vous triſte dolent & eu tres grand amertume de cœur de ce que ces choſes ſont ainſy, & me tray à la partie de Monſieur mon Pere & par dans * * Gher Lorfebure Moine de l'Abbaye Sainct Adrien, de Gercanmont de l'ordre Sainct Benoiſt de la Veſchie de Cambray, & par Frere Jehan Deagy Canonne de Niveni de l'ordre de Premonſtré de ladicte Veſchie, ou par l'un de aux porteur de ces Lettres vous renvoye l'hommage & le ſojauté, dont j'eſtois obligez à Vous pour la raiſon de mon fief deſſuſdict, que je tenois de Vous, & ſi ainſy eſtoit que je ne peuſſe che que dict eſt pourſuivir en retenant mon fief, ſi y renonche jou, ſauve la proteſtation devant dicte.

§. 5. Tres puiſſant Sire, noſtre Sire Dieu par ſa miſericorde, qui de tous à mercy, qui humblement le requiert & prie, vous doint bon conſeil & loyal, parquoy il vous plaiſt à ce deſcendre, que mes Sires mes Peres, mes gens & ſes pais de Flandres ayent puiſſance par vos grez parfaictement venir à vos grace & amour, & nous doint venir courtement le jour, que nous le puiſſions ſentir & vous ſervir à joye vrayement, ce que nous deſirons ſur tout aprés Dieu. Et pour ce que ce ſoit choſe ferme & ſtable & certaine, je Robert Filz au Comte de Flandres deſſuſdict ay faict mettre à ces preſentes Lettres mon ſeel faictes & données le Jeudy devant la Magdelaine, l'an de grace mil trois cens quinze. Et ſont leſdictes Lettres ſeellées en double queüe de parchemin ſur cire verte.

CCXVI.

ANS de J. C. 1315. FRANCE ET ARTOIS.

Traité entre LOUIS X. *ſurnommé* Hutin, *& la Nobleſſe d'*ARTOIS. *Fait l'an* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 85.

C'Eſt li Traictiez faict entre Monſeigneur le Conneſtable, Monſeigneur J. de Bealmont Mareſchal de France & Monſeigneur Regnault de Lor Seigneur de Lor d'une part pour le Roy; & les Nobles d'Artois & tous les autres Alliez de la leignée Picarde d'autre. Premierement li Alliez doivent remettre en la main Monſeigneur le Conneſtable pour le Regeot les Chaſteaux d'Artois, & rendre les choſes & meubles levez. Ce eſt cen que li Alliez requerent, que on leur face; Premierement que juſques à donc que la Comteſſe d'Artois aura ſeellées les coovenances faictes entre lit d'une part, & les Alliez d'autre pardevant le Roy Loys, Gouverneur ſoit mis au pais d'Artois de par le Roy, qui ne ſoit mie ſoupceneux auſdictz Alliez; liquez jurra au Roy ou à ſon Lieutenant à garder le pays d'Artois ſelon les us & couſtumes anciennes, & jurera à garder toutes les convenances faictes & accordées entre leſdictz Alliez, & celles qui ſont faictes entre la Comteſſe d'Artois & leſdictz Alliez; Juiera, que il gardera leſdicts Alliez & leurs enſuivans à ſon pouvoir de toutes forces de tous dommages, qui advenir leur pourroient parmi la Comteſſe d'Artois ou de par les fiens ou d'autres pour les debatz, qui ont eſté & ſont encore entre eux juſques aujourd'huy. Et que ſe ledict Gouverneur ſçavoit aucuns maux, qui advenir puiſſent à eux par ladicte Comteſſe ou de par les fiens, contre leſquelz il ne peuit contreſter de luy, il leur annonceroit, & leur ayderoit à contreſter à ſon pouvoir & fera ledict Gouverneur jurer les bonnes Villes, que elles luy ayderont en ce faiſant.

§ 2. Item ils veulent, que le Roy ait enconvenu, que ladicte Comteſſe n'entrera en Artois, juſques à tant qu'elle aura ſeellé & accordé les convenances, qui furent entre li & leſdictz Alliez, deſquels Meſſire Regnauld de Lor en porte le manuſcrit. Item que ledict Regent baillera ſes Lettres ſpeciaux en la forme & maniere, que le Roy Loys les bailla, & les fera ſeeller de ſes freres & de ſes oncles. Item ſe il trouve, que ladicte Comteſſe ou ſa gent ait levé aucunes choſes à tort dedicts Nobles, ledict Regent eſt tenu dou faire retablir.

CCXVII.

ANS de J. C. 1315. ARTOIS.

Traité de Paix entre MAHAUD *Comteſſe d'Artois, & la* NOBLESSE *dudit Pays, fait par l'entremiſe de Loüis X. Roi de France. Au mois de Décembre* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 86.

PHILIPPUS Dei gratia Rex Franciæ & Navarræ, notum facimus univerſis præſentibus & futuris, nos vidiſſe & recepiſſe quaſdam Litteras, formam, quæ ſequitur, continentes.

II. LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ſçavoir faiſons à tous preſens & à venir, que comme nous qui deſirons la paix & bonne amour entre nos ſeaulx & ſubjectz, & eſchiver à tout noſtre pouvoir le contraire, regardant & conſiderant diligemment les maux, grands perils & dommages, qui puent naiſtre & venir par aucuns deſcords meus entre noſtre tres chere Couſine & feal MEHAULT Comteſſe d'Artois d'une part, & nos amez & fealz

les

ANS de J. C. 1315. les nobles d'icelle Comté, leurs aydans, & tous leurs cooſortans d'autre part; en euſſiens prié & requis noſtre dicte Couſine, que elle nous voulſiſt croire de tous ces deſcordz ou debatz deſſuſdictz: à la parfin & nous cnnuit reſpondu en la preſence de nos chers & ſealz Philippes de Poictiers, Charles de la Marche, Charles de Valois, Louis d'Evreux Comtes nos Oncles; Louis de Clermont, Jean de Clermont, Robert d'Artois, nos Couſins: Le Comte de Savoye, le Comte de Bouleigne, le Comte de Foreſtz, le Seigneur d'Emergueil, le Seigneur de Noyers, le Seigneur de Senly, Herpin de Derkery noſtre Conſeiller, & de tout noſtre grand conſeil; & que elle nous avoit rousjours cren, & croiroit tousjours, & ſeroit tousjours tout ce que nous li conſeilleriens: & que totte choſe que nons vouliſſiens faire elle n'iſteroit de noſtre conſeil ne de noſtre ordonnance, ſpecialement des debatz deſſusdictz, & apres ce feiſmes nous en la preſence des deſſus nommez ſemblable requeſte auſdictz nobles, qui ont gracieuſement comme bons & ſeaux ſubjectz octroyé, voulurent, octroyerent & accorderent, que nos des choſes deſſuſdictes puiſſions faire & ordonner tot à noſtre pleine volonté, & que ilz le tiendroyent fermement à tousjours.

III. Pourquoy nous qui priſmes cette charge ſur nous pour le bien de paix, laquelle nous deſirons moult eſtre à rousjours entre eux, par la vertu du pouvoir à nous donné deſdictes parties, ſi comme eſt dict deſſus, heüe grande deliberation ſur leſdictes choſes, avons ordené, dict & pronoocé, ordenons, diſons & prononçons en la maniere, qu'il eſt cy deſſous contenu.

§. 1. Premierement que toures les haines, & contes rancunes, toutes offenſes & tous courroux ſoyent relaſchez & mis jus & pardooné de bon cuer d'une part & d'autre.

§. 2. Item ladicte Comteſſe & Robertz ſes filz jureront dés maintenant à tenir & garder fermement bonne paix au Païs d'Artois, & à leurs alliez & à tous ceux, qui pour eux ſe ſons meſtez de ces beſoignes; Et que jamais elle, ne Robertz ne autres pour eux, dommage, maul, ne vilennie ne feront, ne faire ſeront par aux ne par autruy: ne occaſion ne querront dou faire ne dou faire faire à nulle ville ne à nulle perſonne ſingultere de quelconque condition qn'elle ſoit, ne en corps ne en biens, ne à leurs hoirs, pour occaſion de nulle choſe, qui ſoit advenue juſques aujourdhuy, qui touche ou puiſſe toucher leſdictz alliez ou leur aydans: ainçois ſi elle ſçavoit, que maul leur deuſt venir par les debatz deſſuſdictz, elle les garderoit à ſon pouvoir, & prendra la dicte Comteſſe Guillaume de Vienne en mari, qui tenra cet accord. Et eſt à ſçavoir, que ſe aucun deſdictz alliez a chacié ez garennes anciennes de la dicte Comteſſe, elle les porra ſeurre & approchier par droict & par loy, & emporter telle amande, que elle debvra; ne en ceu leſdictz alliez n'y mettront force ne empechement.

§. 3. Item ladicte Comteſſe les couſtumes en la maniere, que nous les avons ſeellées, faicte ſoy de plein, que elles ſoient telles ao païs, comme nous les avons ſeellées, & les couſtumes que ſeellées ne ſont mie, qui ſeront trouvées avoir eſté uſées au païs d'Artois dou temps Sainct Loys, elle les ſeellera & ſera tenir deſormais en avant fermement, & les fera jurer à ſes Baillis; & ſera cette preuve de cettes couſtumes por gens dignes de ſoy, Chevalliers, Eſcuyers, Clercs, Bourgeois & Advocatz, que li dis nobles ameneront à ce prouver devant ladicte Comteſſe, ou ceux, que elle y deputeroit, preſens aucuns de nos gens, que nous y metterons à la requeſte de ladicte Comteſſe, cex comme il nous plaira ſans ſoubçon.

§. 4. Item tuit cil de qui la Comteſſe tient terres ou juſtices ſans lox, ſans jugement données par aucuns cas qu'ils ayent advoué à leur droict, ou veulent advouer, laquelle choſe eſt contre la couſtume dou païs, ſi comme ils dient, ſoient dés maintenant remis de leur, & reſtitution faicte pleniere de ce qu'on a levé du leur, faicte avant ſoy, que la couſtume ſoit telle. Et ſe ladicte Comteſſe a aucune action contre eux, ſi les face adjourner en leurs Chaſtellenies, & ceu que droict li en donnera ſi empoit. ANS de J. C. 1315.

§. 5. Item s'il eſt enſi que ladicte Comteſſe requiſe ſouffiſamment, ſelon ce que on doit requierre ſon Seigneur pour couſtume de païs, deſaille de faire droict ou lox, ou le deſnie à faire à aucune perſonne quelle que elle ſoit en cas criminel oo civil; ſe ladicte perſonne requiert depuis aux hommes de ladicte Chaſtellerie, que ils ceſſent tant comme droictz & lox li ſoient fais; que li dis hommes ſoyent encoires à faire ceſſer tantoſt. Et ſe ladicte Comteſſe deſtrie encoire à faire droict ou loy, & que par la ceſſation premiere elle ne veuille faire droict à la dicte perſonne de li homme de ladicte Chaſtellerie, qui ceſſe ou requierre aux autres Chaſtelleries dou païs qui ceſſent auſſy: que cilz des autres Chaſtelleries dou païs ſoient tenus de requierre ladicte Comteſſe, que elle face droict, & ſi elle à leur requeſte ne fait faire droict dedans quinze jours paſſez, les autres Chaſtelleries ceſſeront à faire droict juſques à tant, que droict ſoit faict au premier; & ſi par ledict cas elle deſtrioit encore à faire droict, nous la contraindrons tantoſt à faire droict.

§. 6. Item pour ce que lidict debat ſoit meu en partie pour le gouvernement des gens de ladicte Comteſſe, ſi comme li dictz nobles & leurs aydans dient, ladicte Comteſſe pour le pais aſſeurer, qui ſoit bien gouvernez, mettra à noſtre requeſte tant comme il nous plaira, & que nous verrons que bon ſera dou faire, eſpeciaulment juſques à tant, que li païs ſoient bien raſſeurez & raffermez, ciex Baillifs, comme nous li nommerons.

§. 7. Item par ce que lidictz nobles dient, que ilz ont moult de griefz cas à propoſer contre Maiſtre Thierry le Prevoſt d'Aire, ilz les propoſeront devant li Eveſque de Therouenne ſon ordinaire, ou devant ſes deputez a ceu, & lidict Eveſque li li ſemble, que li cas ſoit tel qu'il requiere retention de perſonne, il le fera prendre, & requierra s'il veolt noſtre ayde à mener le au Païs d'Artois por oir les complainctes contre luy & por luy defendre, & por recevoir droict, & à ſa requeſte nous le ferons; & donra lidict Maiſtre Thierry, au cas ou il ne ſeroit pris, pleiges d'eſter à droict, & rendre ce qu'il ſera trouvé, qu'il aura eu à tort d'autruy, & ſe on ne propoſe, regardé que il n'y ait mie priſe de ſa perſonne, ſi ira lidict Maiſtre Thierry ou Païs d'Artois por oir les autres complainctes contre luy, & luy defendre ſoubz noſtre garde, en telle maniere, que li dictz nobles ne leur aydans ne li facent nul mal; & ce li dictz Eveſque de Therouenne vouloit commettre à autres gens de noſtre Conſeil Clercs, à faire l'enqueſte ou le droict faire qui appertiendra dudict Maiſtre Thierry, li bailleriens nous volentiers à la requeſte dudict Eveſque & dou païs gens convenables & non ſouſpeçoneux à faire les choſes deſſus dictes: & eſt bien noſtre intention, que ponr ce que li dict Maiſtre Thierry eſt moult hay au pays, que en nuls cas comment qu'il adviegne, il ne demeure au Païs de Picardie, oe ſes freres, ne ſa ſour, ne ſes Neuveux.

§. 8. Item des cas deſquiez on ſe plaindra de ladicte Comteſſe, nous nous ferons enquerre de la verité par bonnes gens non ſoupceneux; Et ce qu'il ſera trouvé avoir eſté malfaict, nous le ferons adrecier par noſtre main. Des autres cas, deſquiez on ſe plaindra des gens de ladicte Comteſſe, ladicte Comteſſe en ſera ſçavoir verité par aucun preudhomme, que nous ly donnerons, & amander ſelon le droict & la loy du païs: & ſe le cas eſt trouvé tel contre les gens de ladicte Comteſſe pourquoy ils doivent eſtre oſtez de leur

ANS de J. C. 1315.

ſervice, ils en ſoient oſtez tantoſt à tousjours ſans jamais remettre.

§. 9. Item pour ce que ladicte Comteſſe dit ou veoit dire, qu'il y a aucuns cas là ou les amandes ſont à ſa volenté, nous avons accordé, que elle les declare le pluſtoſt que elle pourra, pour ce que les choſes puiſſent demeurer pour le temps qui eſt à venir en clair & en ſeur eſtat.

§. 10. Item por plus fermement tenir les choſes deſſuſdictes & chacune d'icelles noua avons ordené, qu'avec le ſerment ladicte Comteſſe & Robertz ſes filz ſeront ces dites choſes tenir, nous de noſtre pouvoir Royal contraindrons ladicte Comteſſe & Robertz à tenir & garder toutes les choſes deſſuſdictes; nous voulons que ſe ladicte Comteſſe vouloit enfraindre leſdictes convenances ou aucunes d'icelles, que nos chers frere & cocle ne ly aydent de rien à cen faire, ainçois ſeront aydans & confortans à contraindre ladicte Comteſſe à garder les choſes deſſuſdictes. Et auſſy ſe lidictz nobles, leurs aydans & confortans venoient encontre les choſes deſſuſdictes, nous les contraindrions à garder fermement toutes les choſes deſſuſdictes en tant comme il deveroit toucher à eux, & obeir à ladicte Comteſſe ſelon ce qu'ilz ly ſeront. Et promirent lidictz Nobles illecque preſens pour eux & por tous les autres des païs, de cui ilz eſtoient advouez, & chacuns por loyaulment & bonne foy & por leurs fermens corporellement baillez ſur les Evangiles, que ils tendront & garderont fermement à tousjours, ſans jamais venir à l'encontre, & accompliront les choſes deſſuſdictes, & chacunes d'icelles feront tenir, garder & accomplir ſans fraude; & feront & procureront, que tuit li autres de leurs païs les tendront. Et ſe aucuns ne les vouloient tenir, ou vouliſſent venir encontre, ilz les ayderoyent à contraindre à tenir les choſes deſſuſdictes en toutes les manieres, que il nous plairoit; & à ce s'obligent ilz & leurs hoirs, & tous leurs biens preſens & à venir; & pour ce que ce ſoit plus ferme & plus ſtable à perpetuité.

§. 11. Nous promettons loyaulment en bonne foy, & à ce nous obligeons nous & nos ſucceſſeurs, nos biens & les leurs, que nous ferons tenir, & garder, & accomplir toutes les choſes deſſuſdictes, & chacunes d'icelles; & contraindrons & ferons contraindre tous ceux ou celuy qui viendroyent ou feroyent venir & faire encontre ces choſes ou aucunes d'icelles, ou qui ne les voudroyent garder, tenir & accomplir en tous cas. Ou reſmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre noſtre ſcel en ces Lettres. Donné au Bois de Vincennes, l'an de grace mil trois cens quinze, au mois de Decembre. Quod eſt confirmatum à Domino.

CCXVIII.

ANS de J. C. 1315.

URI, SWITZ, ET UNDERWALDEN.

Alliance des trois Pays de URY, *de* SWITZ, *& d'*UNDERWALDEN. *Fait l'an* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 69.

AU nom de Dieu, Amen. Comme il ſoit, que la memoire de l'homme ſoit debile & tranſitoire, de ſorte que facilement l'on oublie les choſes qui doibvent long temps durer, eſtant utile & neceſſaire, que ce qui eſt pour la paix & tranquillité, & pour l'honneur & proffict des peuples ſoit redigé par eſcript; à cette cauſe Nous les Payſans d'URY, de SCHUITZ & d'UNDERWALDEN faiſons à ſçavoir à tout ceux, qui liront & oirront ces preſentes, que conſiderans & prevoyans les occurrences du temps & pour mieux demeurer en paix & union, auſſi pour tant mieux aſſeurer & deffendre nos perſonnes & nos biens: Nous nous avons perpetuellement & inviolablement par noſtre bonne foy & ſerment enſemble conjoincts & aſſeurez, promis & jurez de nous aſſiſter, favoriſer & ayder les uns les autres avec corps & biens à nos deſpens dedans & dehors nos païs contre tous ceux, qui uſent de force ou voudroieot uſer à l'endroit des perſonnes & biens de nous ou des noſtres; & ſi aucun dommage advenoit à aucun de nous à ſon corps & à ſon bien, nous luy aſſiſterons tant, que faire pourrons, à ce que cela luy ſoit recompenſé amiablement ou par juſtice.

§. 2. Nous nous ſommes auſſi reſolus par les deſſuſdicts ſermens, que nul de nous deſdicts pays ne permettra & n'endurera eſtre gouverné par Seigneurs, ne recevoir aucun Prince & Seigneur, ſans l'advis & conſeil de l'autre, toutes fois un chacun, ſoit homme ou femme ſera tenu rendre le debvoir & obeiſſance raiſonnablement à ſon vray Prince ou Seigneur, excepté à ceux, qui par force voudroient aſſaillir ou contredire a choſe contre equité aucuns deſdicts pays, à ceux la que l'on ne rendra nul debvoir ne ſervice juſques à ce qu'ils ſoient d'accord avec leſdicts pays.

§. 3. Nous avons auſſi accordé, que nul deſdicts pays ne aucuns de nous deſdicts alliez de ſoy meſme ne debvra faire ſerment, ny aucune alliance avec les autres, particulierement ſans le conſeil des autres pays & alliez: pareillement nul de noſdicts alliez, ne tiendra parlement ailleurs a part avec les noſtres ſans l'advis des autres alliez ou de leur conſentement, veu & attendu que les dits trois pays ne ſont gouvernez par Seigneurs.

§. 4. Si quelqu'un entreprenoit de vouloir trahir aucun deſdicts pays ou rompre & tranſgreſſer ces choſes icy eſcriptes, un tel ſera tenu pour deſloyal & parjure & ſera ſon corps & ſon bien confiſqué audict pays.

§. 5. Nous avons auſſi arreſté de non recevoir ou avoir aucun juge qui par argent ou autres biens acheptera l'office, & qu'il ne ſoit de noſtre pays.

§. 6. Au cas qu'il ſurvienne differend ou guerre entre nous leſdits alliez, en ce cas ſeront ordonnez les plus ſages & plus capables pour appaiſer & appointer tels differends & guerre, amiablement ou par juſtice. Et la partie qui s'y accordera, les autres alliez luy aſſiſteront amiablement ou par juſtice aux depens de l'autre partie, qui ne voudroit obeir.

§. 7. Survenant auſſi differend ou guerre entre nous leſdicts trois pays, & que l'un d'eux qui auroient differend, n'en voudroit condeſcendre à la juſtice ou amiablement, en ce cas le troiſieme aſſiſtera l'autre, ſoit par juſtice ou amiablement.

§. 8. Si aucuns de nous leſdicts alliez faiſoient homicide celuy perdra auſſi la vie, s'il ne preuve qu'il l'ayt faict ſon corps deffendant; & s'il s'abſentoit, celuy qui le logera entretiendra ou protegera dedans le pays, iceluy vuidera le pays & n'y entrera, juſques à ce que tous les alliez par commun conſentement & advis les y rappelleront.

§. 9. Si aucuns de nous leſdicts Alliez temerairement & par meſchanceté endommageroit un autre par feu, un tel ne ſera jamais receu pour payſan; & celuy qui le logera & entretiendra, ſupportera le dommage qu'il auroit faict à l'autre.

§. 10. Nul ne gaigera un autre, ſi ce n'eſt un pleige ou fiance & ſi ne le ſera que par le conſentement de ſon juge; ou chacun auſſi doit eſtre obeiſſant à ſon juge & monter au juge dedans le temps celuy devant lequel il ſe doit preſenter, ou qu'il vient demander en droict.

§. 11. Celuy qui reſiſtera à la juſtice, ou qui ſera deſobeiſſant, & que à cauſe de ſa deſobeiſſance aucuns de noſdicts Alliez en fuſſent intereſſez, noſdicts Alliez le contraindront à ſupporter tel dommage & intereſt.

§. 12. Et affin que les aſſeurances & choſes y deſſus eſcrites demeurent perpetuellement & fermement, nous

ANS de J. C. 1315. nous les ſuſdits payſans & Alliez d'Ury de Schwitz & d'Underwalden avons fait pendre nos ſceaux à ces preſentes; qui furent faictes à Brumen, l'an apres la nativité de noſtre Seigneur treize cens quinze, le premier mardy apres le jour de Sainct Nicolas.

CCXIX.

ANS de J. C. 1316. FRANCE ET BOURGOGNE. *Traité entre* (a) PHILIPPE *Regent des Royaumes de France & de Navarre, &* EUDES IV. *Duc de Bourgogne, qui conſent que ledit Philippe tienne le Gouvernement des Royaumes de France & de Navarre. Fait au Bois de Vincenne. le* 17. *Juin*, 1316. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 70.

(a) C'eſt *Philippe V. ſurnommé* le long, qui fut régent du Royaume, juſques à ce que la Veuve de Louis X. que ce Prince avoit laiſſé groſſe eût accouché. Elle accoucha en effet le 14. Novembre ſuivant d'un fils nommé *Jean*, qui n'ayant vécu que huit jours, laiſſa la Couronne, audit Philippe ſon Oncle.

PHELIPPES fils de Roy de France (b) Regent les Royaumes de France & de Navarre, & EUDES Duc de Bourgogne à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront Salut. Sçavoir faiſons, que deliberation eue & traitté diligent pour le bien de paix en ſemble nos grands amis & conſeils avons faict les convenances cy deſſoubs eſcriptes; C'eſt aſſavoir: Nous Philippes deſſus dict, & nous Eudes deſſuſdicts pour noſtre chiere & amée niece Jeanne fille de noble recordanon Loys par la grace de Dreu Roy jadis de France & de Navarre notre tres chier Seigneur & frere de nous Philippes deſſuſdit, & de la Royne Marguerite premiere femme jadis dudict noſtre Seigneur Loys, & Suer de nous Duc, & en nom d'elles & de nous, tant comme nous touche & puis toucher. Premierement nous avons voulu & voulons que la dicte Jeanne fille deſdicts Loys & Marguerite, & la fille de la Royne Clemence ſeconde femme dudict Loys, ſe ainſi eſtoit que fille euſt de cette groiſſe, aient en heritage le Royaume de Navarre, & les Comtés de Champagne & de Brie entierement pour telle portion comme à chacune puet appartenir tant par droict quant par coutume, quant par convenance; excepté ce que nous Philippes devant dit & noſtre tres chier frere Charles Comte de la Marche en avons eu & emporté de la deſcendue de noſtre tres cluere Dame & Mere pour noſtre partage ou pour noſtre appanage; ſitoſt comme elles ou l'une d'icelles ſeront venus à droict aage de marier par la couſtume du pays; & ſe il n'en vivoit que l'une, ſi emporteroit elle leſdicts Royaumes & Comtés; en telle maniere que elles ſeront quittances parmi tant de tout le ramanant du Royaume de France & la deſcendue du Pere, ſi comme l'en pourra; & ſe il ne leur plaiſoit à faire quittance elles reviendront à leur droit tel comme elles le puent & doibvent avoir en toute la deſcendue du Pere, & leur en ſera faict droict & ſerons ſauves les raiſons d'une partie & d'autre; & en ce cas ou elles s'accorderont à faire la quittance auront la dicte Jeanne & la fille de la dicte Royne Clemence le Royaume de Navarre & les Comtés de Champagne & de Brye entierement, pour telle portion comme à chacune en pourra appartenir tant par droict; par couſtume, comme par convenances; & ſe elles ou l'une de'elles ne vouloient faire la quittance & ratifiier les convenances, ly eſclairciſſement, que nous leur faiſons & avons faict des Royaumes de Navarre & des Comtés de Champagne & de Brie ſeroit nul, quant a celle qui ne voudroit faire la quittance; & ne nous lions ne obligeons en rien envers les filles, ſe ainſi eſtoit que il euſt hoir maſle, que le droict d'icelluy hoir maſle ne fut ſauvé en toutes choſes.

(b) Il paroiſt, par les paroles, *dit G. G. Leibnitz*, des §. 1. & 2. de ce traitté, que la ſucceſſion ſuivant la loy Salique paroiſſoit encor alors douteuſe à pluſieurs; tellement que Philippes le Long ſe contente icy de la qualité de Gouverneur ou Regent, juſqu'à ce que la fille ou les filles de ſon frere ſoyent en age de renoncer ou de pourſuivre leur droit quel qu'il puiſſe eſtre. Et tout cela aura contribué apparemment à la pretenſion, que les Anglois ont faite depuis deux fois ſur le Royaume de France, ſous Edoard III. & ſous Henry VI. tous deux nez de filles de Rois de France.

§. 2. Item nous voulons & avons voulu & accordé, que audict Duc de Bourgogne pour ſa Mere la Ducheſſe deſſuſdicte la dicte Jehanne Mere dudict Duc de ſoit bailliée pour nourrir avec toute la terre qui fut ſa Mere tant pour la nourriture de la dicte Jeanne, comme pour le droict, qoelle y puet avoir, parmy ſeſant bonne ſeureté, que elle ne ſera mariée, que par le gré de nous Philippes, ou de celuy qui gouvernera le Royaume de France, de noſtre tres chier couſin Philippes ſon fils ſe noſtre dict oncle deffailloit; de noſtre chier oncle Louis Comte d'Evreux ou de ſon fils, ainſné ſe noſtre dict oncle d'Evreux deffailloit; de noſtre chier frere Charles le Comte de la Marche ou de ſon fils ainſné, ſe noſtre chier frere de la Marche deffailloit; & ſe ils defailloient, dont Dieu les gard, par le gré des plus prochains du lignage de France. Et avons voulu Nous Eudes deſſuſdicts, & nous ſommes accordé tant pour nous comme pour noſtre dicte Mere, comme pour noſtre dicte Niepce, qoe ledict Philippes tiengne le gouvernement des Royaumes de France & de Navarre, & des Comtés de Champagne & de Brie, juſques a tant que la dicte Jeanne & la fille de la dicte Clemence ſoient venues à leur aage, ſi comme deſſus eſt declaré, & puiſſe ledict Philippes recevoir les hommages comme Gouverneur; ſauf le droict de l'hoir maſle en toutes choſes, & ſauf le droict des filles en tant comme à elles puet appartenir. Et les choſes deſſuſdictes & chacunes d'icelles Nous Philippes deſſuſdicts, voulſiſmes, conſentiſmes & promiſmes, voulons, conſentons & promettons par noſtre ſerment faicts aux ſaincts Evangils preſentées & touchées corporellement tenir garder par nos enfans & nos hoirs & Succeſſeurs & tous nos ſujets, & par tous autres à tousjours perpetuellement.

§. 3. Et pour ces choſes & chacunes d'icelles plus fortement tenir & garder, Nous Philippes deſſus dict obligeaſmes & obligeons nous nos hoirs & ſucceſſeurs, & tous ceux, qui de nous auront cauſe, nos biens meubles & heritages, & les biens de nos hoirs & de nos ſucceſſeurs preſens & à venir, & voulons & avons voulu, que ſi nous venions encontre les Convenances ou aulcune d'icelles, ou feſions venir en aucune maniere ou en couvert ou en repoſt, que nuls des Sougiez des dicts Royaumes ne ſoit tenus d'aide, ne puiſſe à nous ayder ne obeir en cet cas, amçois quant à cet article en quoy nous irions encontre, tous les Sougiés des dicts Royaumes ſoient abſous de toute ſeauté, hommage, Serment & autre lien par leſquels ils ſeroient & ſeront obligez & tenus a nous, ſe encontre venions; & renonceons par noſtre dict ſerment Nous Philippes deſſuſdict, quant aux choſes deſſuſdictes & chacunes d'icelles à toutes exceptions, deffences, oppoſitions, denonciations, reclamations & tout ayde de faict, de droit & de couſtume, parquoy les choſes deſſus dictes & les aucunes d'icelles pourroient eſtre annullées, empeſchées ou aucunement retardées en tout ou en partye, & que nous par nulle maniere ne demanderons, ne reclamerons, ne ne nous oppoſerons contre les choſes deſſuſdictes ou aucunes d'icelles. Et nous Eudes Duc deſſuſdict les choſes deſſuſdictes & chacunes d'icelles en nom de noſtres devant dicts mere & niepce, & de chacunes d'icelles & du nom de oous & en tant comme il nous touche ou puet toucher, voulons, octroyons & nous y conſentons. Et à ces choſes & chacunes d'icelles furent preſens, conſentans, conſeillans & approuvans Charles de Valloys & Loys de Evreux Comtes chiers Oncles de Nous Philippes & Couſins de nous Eudes deſſuſdicts; & Charles Comte de la Marche chier Frere de nous Philippes; nos chieres Couſines, Mahault Comteſſe d'Artois & Blanche de Bretagne; Nos chiers Couſins Loys & Jean de Clermont freres & Charles de Valloys le Jeune, Guy Comte de Sainct Paul & Jean Comte de Savoye, Gauchier de Caſtillon Conneſtable de France, Mille Seigneur de Noyers. Her. Seigneurs de Suly, Guillaume de Harrecourt, Anſel de Joenville Seigneur

ANS de J. C. 1316.

ANS de J. C. 1316.

gneur de Rimel & Harpin Danguery Chevalliers; leſquels & chacun d'iceux à noſtre requeſte promiſirent & jurerent touchiées les Saincte Evangiles de Dieu, garder & accomplir & faire garder toutes les choſes deſſuſdictes & chacunes de icelles en tout & de non venir encontre. Et requerons par ces preſentes de commun accord pour greigneur fermeté & greigneur feureté des choſes deſſuſdictes & de chacunes d'icelles tous les Prelats, Pers, Barons & Comtes du Royaume & ſpeciaument les deſſus nommés, que ils veuillent mettre leurs Seaux en ceſtes preſentes Lettres avec les noſtres, leſquels en teſmoing des choſes deſſuſdictes & de chacunes d'icelles & pour ce, que elles ſoient & durent fermes & ſtables, Nous avons miſes en ces preſentes Lettres, c'eſt aſſavoir Nous Philippes le noſtre, de quoy nous uſions avant que nous euſſions pris le gouvernement des dictes Royaumes; & nous Eudes deſſuſdict le noſtre propre, ainſy fait & donné au bois de Vincennes le Samedy dix ſeptieſme jour de Juingnet l'an de grace mil trois cens ſeize.

CCXX.

ANS de J.C. 1316.

Traité entre PHILIPPE *Comte de Poitiers, Régent du Royaume de France, &* ROBERT *Comte de Flandre. Fait à Paris, le 1. de Septembre* 1316. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 88. & en abregé dans (a) Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLV. Feüill. 240.

France et Flandre.

(a) Qui met ce Traité au mois d'Août.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront Raoul par la ſouffrance de Dieu Eveſque de Sainct Malo & Amez Cuens de Savoye Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Barot, Robert de Samſlachk, Baudouin de Rokerke Chevalier, Maiſtre Baudouin de Zenebeke, Maiſtre Henry de Lemberge, Jean de Danze, Henry de Pichkin, Philippes Scinael, Jacques de Maſcon, Jacques de Maſch, Gſelnos de Auvnan, Gilbert de Zomerchen, Pierre Provezin le Jeune, Chreſtien Poterie, M. Jean Balkard, Pierre Enguillen, Jean Bardon, Lambert Belchreſtien, Chreſtien Havenaſt, Karkeu Doubreuc, Jeans Dougardien & Gerard le Mor, Salut. Sçachent tuit, que comme pour paix & accord avoir ſur les debatz, contentz, contrarietez, deſcords & guerres meus & faictz par hault homme & puiſſant Monſeigneur ROBERT Comte de Flandres, ſes aydans & ſes alliez, & les gens des bonnes Villes des Chaſtellenies & dou Païs de Flandres encontre le Roy de France noſtre Seigneur, ſes amis & ſes Alliez, Nous Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Borot Chevaliers & Maiſtre Baudouin de Zenebeke Procureurs doudict Comte de Flandres noſtre Seigneur. Et nous Maiſtre Henry de Lemberges Clerc, Jean de Dauze Eſchevins, Henry Pichkin Conſeiller, Philippes Scinael, Jacques de Maſcoo, Jacques de Maſch, & Gſeſnols le Auvnan Bourgeois de Gand, Procureurs des Echevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Gand, Gilbert de Zomerchken, Pierre Provezin le Jeune Eſchevins, Chreſtien Poterie dict commun, & Maiſtre Jean Balkard Clerc de la Ville de Bruges, Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Bruges. Pierre Enguillen, Jean Bardon, Lambert Belchreſtien, Chreſtien Havenaſt, d'Ippres, Procureurs des Advoers, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de ladicte Ville d'Ippres. Robert de Samſlachk Chevalier Procureur des Chevaliers, Eſchevins & toute la communauté d'ou franc terrouer de Bruges. Karkeu dou Bruec Procureur des Eſchevins du Conſeil, Bourgmaiſtres, & toutes les communautez de la Ville & du terrouer de Furnes. Baudouins de Rocherke Chevalier, & Karkeu dou Breuc, Procureurs des Eſchevins, Conſeil, Chevaliers, Eſchiers, hommes de fief & toute la communauté de la Chaſtellenie de Bergues. Jean dou Guerdin, Karkeu dou Bruec, Chreſtien Auvenaſt & Maiſtre Jean Vaillard Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil, & toutes les communautez de la Ville & dou rerrouer de Bourbourg. Maiſtre Henrys de Lenkberghe Procureur des Prevoſtz, Eſchevins, Conſeil, & toutes les communautez des Villes de Courtray & de Audenarde. Karkeu dou Breuec & Chreſtien Auvenaſt Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toure la communauté de la Ville de Nieuport. Maiſtre Jean Balſport & Chreſtien Havenaſt Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Dikemnes. Robert de Semlaſck Procureur des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Lamnieus ou Liete, que l'on appelle, l'Ecluſe. Gerard le Mor Procureur des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Ardembourg. Ou nom & comme Procureurs de noſtre Seigneur & Comte de Flandres & des autres deſſus nommez & pour eux ſoyons venus à tres noble, tres hault & tres puiſſant Prince Monſieur PHILIPPES filz du Roy de France, Regent des Royaumes de France & de Navarre, & à toute la reverence & toute l'humilité, que nous avons peu, ly ayons ſupplié & requis ez noms deſſus dictz & comme Procureurs dudict Comte & des autres deſſus, que il bonnement ou nom doudict Comte de Flandres, des nobles, des gens des bonnes Villes, des Chaſtellenies & de tout l'autre païs de Flandres nous voulſiſt recevoir à paix & à accord, envers ly & le Royaume de France envers ſes aydans & ſes Alliez; Et les durs & obſcurs articles contenus en la paix traictée & accordée jadis entre le Roy de France & les Flamends par haults hommes & puiſſans Meſſeigneurs Louïs fils du Roy de France, Comte de Evreux, Robert Duc de Bourgogne, Chambrier de France, Amé Comte de Savoye & Jean Comte de Dreux, nommez, eſleus & eſtablis à ce faire de par tres hault, tres noble & tres puiſſant Prince Monſeigneur Philippes jadis par la grace de Dieu Roi de France; Monſeigneur Jean Seigneur de Cuc, Monſeigneur Gerardz de Sotenguien, Monſeigneur Jean de Gaure Seigneur d'Eſtornay & Monſeigneur Gerars le Mor, eſleuz nommez & eſtablis de la partie des Flamendz: voulſiſt eſclaircir & faire eſclaircir & entendre en telle maniere, que li Cuens & les autres gens de Flandres les poiſſent bonnement accomplir. Et pour ces choſes oïr, traicter, ordonner & accorder, li dis Meſſires li Regens pour li bien de paix en enſuivant les faictz de ſon Pere de bonne memorie, & de ſes autres devanciers, qui tousjours ont deſiré la paix & le bon eſtat de leurs ſubjectz, & en deſirant de grande affection oſter tous empeſchemens, par quoy li ſien voyage d'outre mer, qui par les guerres ſe pourroit groſſement empeſchier, ſe puiſſe parfaire & accomplir; à la requeſte & à la ſupplication de Procureurs deſſus dictz, aïc'nous les deſſus nommez, Raoul par la ſouffrance de Dieu Eveſque de Sainct Malo, & nous le deſſus nommé Amé Comte de Savoye, deputez & commis. Et ſpecialement nous Raoul Eveſque & Amez Cuens deſſus dictz commis & deputez à ce faire par Mooſcigneur ledict Regent, les offres, que li dis Procureurs ou nom du Comte & des autres nous ont faict ou nom doudict Comte & des autres de Flandres, de qui ils ſont Procureurs, avons receus pour bien de paix; & les durs & obſcurs articles de la dicte paix leur avons attemperez & eſclaircis & faict accord avec eux en la maniere qui s'enſuit.

§. 1. Premierement Nous li Procureurs des terrouers, Villes, Chaſtellenies & lieux deſſuſdictz, en nom & comme Procureurs de eux, avons offert, octroyé

ANS de J. C. 1316.

octroyé & accordé aux ſuſdictz Eveſque de Sainct Malo & Comte de Savoye ou nom de Monſeigneur le Regent deſſus dict ; que Monſeigneur Robert Comte de Flandres deſſus dict, Monſeigneur Robert ſon filz, & les bonnes gens dou païs de chacune des Villes & Chaſtellenies grandz & petitz, venront à Monſeigneur Philippes Comte de Poictiers, Regent les Royaumes de France & de Navarre deſſus dictz, ſi obeiſſamment & reveremment, comme plus pourront, & ſans recognoiſſance faire, que ils ayent rien meſfaict, ne que ilz ayent encouru nulle ſentence, ilz ſe parforceront de dire & faire tout ce, que ilz pourront bonnement pour acquerir ſa benevolence & ſa grace, en demonſtrant, que moult leur poiſe, ſe ilz ont courrouncé Monſeigneur ſon Pere, Monſeigneur ſon Frere & ly. Et li dis Meſſire de Poictiers rapportera & dira, que li dis Cuens Robert de Flandres ira outre mer avec ly ou avec celuy, qui ſera Roy de France, quand generaux paſſages ſera, ſe il eſt en eſtat, que il puiſſe aller, & li dis Meſſire Robert ſes filz ira dedans un an en pelerinage à Sainct Jacques en Gallice, à noſtre Dame de Rochemaidene, à noſtre Dame de Vauvert, à Sainct Gilles en Provence, & à noſtre Dame dou Puy ; & ſe il ne pooit bonnement dedans un an pour l'encombre de ly & de ſon Pere, il iroit dedans deux ans, & ſera les dictz pelerinages à une fois ou à pluſieurs, ſi comme il ly plaira.

§. 2. Item li Chaſteau de Courtray ſera tout abatu par leſdictz Comtes de Flandres, & la pierre ſera livrée as gens Monſeigneur li dict Regent, & ne ſera jamais le Chaſtiaux refaict. Item li pais & les gens de Flandres payeront deux cens mil livres à Monſeigneur le Regent deſſus dict. Item l'Iſle, Douay & Bethune enſemble toutes leurs baillies & appartenances, enſy comme elles ſont baillées par li dis Comte de Flandres, demourront au Roy de France à touſjours, mais paiſiblement, & ſera li baux approuvez & confermez dou Comte de Flandres & de ſes Enfans de ceux des bonnes Villes, & de ſon pays de Flandres nobles & autres. Et ſi li dis Comte de Flandres, ou ſi hoirs venoient encontre, les bonnes gens dou païs ſeroient tenus à ayder à le tenir & garder & faire tenir & garder. Et parmy ces choſes nous li Eveſque de Sainct Malo & li Cuens de Savoye deſſus dictz les attemperamens & eſclairciſſimens cy deſſoubz eſcriptz, avons ou Comte & aux gens de Flandres au nom de Monſeigneur le Regent octroyez & accordez en la forme cy deſſoubz eſcripte.

§. 3. C'eſt à ſçavoir que li dis Cuens de Flandres, ſi hoirs & ſi Succeſſeurs Comte de Flandres en la Comté de Flandres ſeront reſtablis pleinement & entierement à la Pairrie de France ; à eſtre & demeurer perpetuellement Pairs de France, & ſi franchement en toutes choſes, comme cy devant eſtoient ſi devanciers anciennement, & ne pourront en nul cas forfaire terre ou eſtat, fors tant ſeulement ez cas, pour leſquiez Pairs de France le forferoient ou pourroient forfaire, ne eſtre adjournez, demenez ne jugiez, fors comme Pairs de France, non contreſtans quiezconques fermens, obligations ou liens, que li diz Cuens ou ſi hoirs ayent faictz, par leſquelz ils pooiſſent forfaire leur terre ſelon la forme de la paix. Et ne ſera faicte enqueſte ne correction ſur nulles perſonnes, quelles qu'elles ſoient de la Comté de Flandres, pour choſe, qui advenue ſoit juſques aujourd'huy, & ſeront à ceux de Flandres ſauves vies, membres, franchiſes, heritages, loix, uſages, couſtumes des Villes, Chaſtellenies & Pays de Flandres ; ne ſeront tenus à bailler hoſtages, ne à eſtre en priſon, bannis ou exiliez hors du païs pour choſe qui amenée ſoit juſques aujourd'huy, ains doivent toutes choſes & rancunes eſtre pardonnées, non contreſtans quiexconques fermens, obligations & liens, que li dis Cuens, ou ſi hoirs ou cels du Païs de Flandres ayent faict au contraire par la forme de la paix. Item li rachapts de dix mil livres de rente & des pelerins ſont octroyez purement & ſans condition, c'eſt à entendre, qu'en payant la ſomme des deniers, pour leſquels les dix mil livres de rente & li pelerins ſont rachieptez, l'on n'en pourra plus à nulluy rien demander des dictz dix mil livres de rente & pelerins, & pour autre choſe quelle qu'elle ſoit. Item que les Villes, Chaſtellenies & baillies de l'Iſle, de Douay & de Bethune, qui demorront au Roy pour les autres dix mil livres de rente, ſeront limitées par bon & loyal appanage : ſi comme l'on a uſé par la couſtume & loix des dictz lieux, & les bornes eſclarcies ſi certainement, que debat n'en puiſſe ne doibve reſourdre.

ANS de J. C. 1316.

§. 4. Item ſur les ſurpriſes, dont li Cuens de Flandres s'eſt doulu & doult, que li Maiſtre des Arbaleſtriers à ſaictes à Warveſton, à Eſtamwac, le Pont d'Eſteures, Robertinet, la Carvoye, Fonteſſin, la Leue, Sainct Vars, Lavouerie d'Arras, les fiefz de Mande, & à pluſieurs autres choſes, eſt accordé, que deux Preud'hommes de par mon dict Seigneur le Regent, & deux de par le Comte de Flandres ſeront envoyez auſdictz lieux, & appellez les gens de l'une partie & de l'autre, oiront de plein & ſouverainement les raiſons de l'une partie & de l'autre, & ſçauront la verité, & ſe par devant eux n'eſtoit monſtré clairement & ſouffiſamment, que les dictz lieux ſont des appartenances des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies, ilz ſeront delaiſſiez & reſtablis avec toutes les levées faictes par les gens du Roy en temps de paix au Comte de Flandres ; & auſſy s'il eſtoit monſtré par devant eux, que li Cuens de Flandres tinſt aucunes choſes, qui fuſſent des appartenances des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies, delaiſſié & reſtably ſeroit audict Monſieur le Regent avec toutes les levées faictes par le dict Comte de Flandres au tems de paix. Et pour la beſogne mettre pluſtoſt à fin, les perſonnes à ce eſtablies ne ſe porront partir des lieux, juſques à tant, que les choſes ſoient terminées & miſes à fin, & jureront les dictes perſonnes, que ils bien & loyaulment ſeront les choſes deſſus dictes por l'une partie & por l'autre. Item ſur ce que les gens dudict Comte & des Pais de Flandres requeroient, que les quatre cens mil livres promiſes à la premiere paix fuſſent entendues & eſclarcies à * * Monſieur, fut reſpondu & accordé, que il ne ſeroit pas faict, mais fut dict & eſclarcy, que ce fut & doibt eſtre entendu * * ce que payer en eſt. Item les ſix cens hommes d'armes, que le Roy doibt avoir des Flamandz une année à ly ſervir à quel lieu qu'il en auroit à faire, ſeront baillez à ſervir tant ſeulement deça la mer.

§. 5. Item ſus que les gens du Comte & dou Pais de Flandres requeroient, mais qu'il ſouffrit abatre les forterefſes de trois bonnes Villes de Flandres, c'eſt à ſçavoir Bruges, Gand & Ippre, ſauves les unes & les autres neceſſitez deſdictes Villes ; eſt accordé & eſclarcy, que les nouvelles Forterefſes doibvent eſtre abatues, & envoyées à Monſeigneur li Regens bonnes gens ou gracieuſes ou pays, qui verront les nouvelles & les vieilles Forterefſes, & ce qui ſera pour les neceſſitez des Villes des unes ou d'autres choſes, ou par quoy ſi elles cheoient en deſtruiſant edifices, les Villes ſeroient defigurées. Et ceux qui ſeront ainſy envoyez, les choſes ainſy veues, rapporteront à Monſieur le Regent ce qu'ilz en auront trouvé, & le rapport ainſy faict, Monſeigneur le Regent ordonnera dou remanent des dictes Forterefſes abatre, ce qui il debvera ſouffrir par raiſon. Item ſur ce que les Procureurs envoyez dou couſté des bonnes Villes & dou Pays de Flandres requeroient cilz des Villes, Chaſtellenies & Baillies de l'Iſle, de Douay & de Bethune fuſſent contraincts de contribuer ez charges de la paix, ou que li autres dou Païs de Flandres fuſſent deſchargiez de tant comme il en affiert à ceux des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies ; eſt accordé : que cilz

ANS de J. C. 1316. eils des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies ſeront adjournez par Monſeigneur ledict Regent à la journée, qui ſera aſſignée au Comte & à ſes gens de Flandres par ſpecial, ſus ce à propoſer & dire toutes leurs defences & raiſons, & à apporter toutes Lettres & munimens, qu'ils auront, par quoy ils ne ſoient tenus à contribuer aux dictes charges; & ſe à la dicte journée ilz ne venoient & ne monſtroient ſouffiſamment choſe, qui fuſt dou faict ou de l'obligation des autres de Flandres, comme ilz deuſſent eſtre tenus de la portion, de quoy ilz requierent, que cilz des Villes, Chaſtellenies & Baillies de l'Iſle, de Douay & de Bethune ſoient chargiez; en tel cas ilz en demourront & ſeront chargiez, & li autres de Flandres en demourront & ſeront delivrez & deſchargiez. Et de tant comme il touchera ez autres de Flandres ilz ſeront appellez à celle meſme journée, & ira on en avant ſouverainement & de plein, ſans aucune dilation querir.

§. 6. Item que la paix ſera accordée & ſcellée par Monſeigneur le Regent & par le Comte de Flandres; li Cuens de Flandres ſera abatre le Chaſtel de Courtray, & Monſeigneur li dis Regent ſera abatre le Chaſtel de Caſſel, lequel Chaſtel li dis Cuens de Flandres ne pourra refaire juſques un an après, que les Forteresſes des dictes trois bonnes Villes ſeront abatues, ſi comme il eſt eſclaircy deſſus, & ne pourra l'en rien demander au dict Comte, ne à ſes hoirs ne à ceux du Pays de Flandres des miſes & deſpens faictz pour cauſe de la garde des Chaſteaux & des Chaſtellenies deſſus dictes. Et ſe on pooit ſouffiſamment monſtrer audict Comte de Flandres à ſa venue ou avant, qu'il ſoit à ce aſtrainctz ou obligé, que lidis Chaſtel de Caſſel ne doye jamais eſtre refaict, il ne le pourra jamais faire refaire. Item il plaiſt à Monſeigneur li Regent, que l'ordonnance des trente neuf de Gand faicte par le Roy de bonne memoire Philippes jadis Roy de France, ſoit gardée tant, comme Monſeigneur le Regent touche. Item cils de Flandres, qui ont eſté en la partie le Roy en la premiere guerre, & qui ne ſont depuis retournez à la derniere guerre devers le Comte de Flandres & ſa partie, ſeront à la loy du Païs de Flandre, ſi comme li autres; ſauf à eux, que ſi li Cuens de Flandres ou les autres Juſticiers dou païs leur faiſoient oppreſſions ou injures contre la loy dou pays, ils pourroient venir au Roy par ſimple requeſte, ſi comme la paix le contient plus pleinement; & cilz qui ont eſté devers le Roy en cette darreniere guerre, ne doibvent rien contribuer à la paye des deux cens mil livres promiſes par cel darremer traicté des biens qu'ilz ont à preſent; mais des biens, qui leur eſcherront, ils contribueront de tant, comme ladicte eſcboitte ſeroit chargiée, avant qu'elle leur advinſt, & leur homme & leur ſubject, qui ſont demeurez en Flandres, ne ſeront pas quittes, ainçois en payeront leur penſion; & de toutes autres charges de la premiere paix, tuit cil, qui ont eſté de la partie le Roy en cette derniere guerre payeront & contribueront de leurs heritages, ſi comme devant, & de leurs meubles ne payeront rien. Item tuit cil, qui ont eſté de la partie le Roy en cette derniere guerre, & non en la premiere, ſeront demeurez as loix, coutumes & uſages dou Païs de Flandres, & ne ſeront demeurez as loix, coutumes & uſages dou Pais de Flandres & ne ſeront francs en nul cas pour cauſe de ce qu'ilz ont eſté de la partie le Roy, fors ſeulement des deux cens mil livres promiſes par cette derniere paix, deſquiex ils ne ſeront pas tenus à contribuer. Item accordé eſt, que li tuit attemperament & eſclairciſſement des franchiſes & autres choſes deſſus dictes ſont octroyées & demourans à perpetuité & fermement au Comte de Flandres & à ſes hoirs & ſucceſſeurs Comtes de Flandres, & à tous ceux dou Pays de Flandres, non contreſtans quelſconques ſermens, liens ou obligations dou Comte de Flandres, de ſes hoirs & de ſes ſucceſ-

ſeurs & ſes gens & autres de la paix complir, garder & tenir, & quelſconques autres ſermens, obligations & liens adjouſtez à la dicte paix, contraires ou prejudicians aux choſes deſſus eſcriptes ou chacune d'icelles, leſquiex ſont pour tant comme ils ſeroient prejudicians aſdictz attemperamens & eſclairciſſemens des franchiſes & choſes deſſus dictes, annullez & reſtrainctz; & li Cuens ſi hoirs & ſi ſucceſſeurs Comtes de Flandres, les gens dou Pays de Flandres & autres deſſus dicts de ce francs & non aſtrainctz, ſi comme il eſt dict eſdictz attemperaments & eſclairciſſemens; ſains & demourans en leur vertu & toutes autres choſes, tous leſdictz articles & liers de la paix. ANS de J. C. 1316.

§. 7. Item pourveance la meilleure que l'en pourra, ſans le Comte de Flandres par ce desheriter, ſera faicte, parquoy li enfans dou Comte de Nevers ne puiſſent perdre l'heritage de la Comté de Flandres, ainçois y puiſſent venir ſans trouble ou ſans empeſchement, au cas ou li Cuens de Nevers morra avant ſon Pere; par ainſi que ſatisfaction ſoit faicte à Monſieur Robert & as autres enfans dou Comte de Flandres de leur aſſignement, ſi avant qu'il leur ſouffiſe bonnement. Item des deſcordz meus entre les Comtes de Flandres & de Haynault, il en fut compromis ſus Monſieur le Regent, en la forme & en la maniere, qu'il en fut ſur le Roy Philippes ſon Pere, & ſeront ſommées audict Comte de Flandres toutes les conditions & convenances, que l'on li a enconvenues, & toutes ſes bonnes raiſons; & durera li pooirs dou dict Regent juſques au jour, qui accordé ſera par les dictz Comtes de Flandres & de Haynault.

§. 8. Item Meſſires li Regens n'autres de par luy ne pourſuivront, ne ſeront pourſuivir procez, ſentences ne jugemens remporels ou ſpirituels pour la cauſe de la guerre contre le Comte de Flandres, ſes hoirs, les gens dou Pays de Flandres, de quelque condition, qu'ilz ſoient, & le Pays de Flandres; ainçois s'en demettra & les en quittera du tout. Et ſi li Pape, Prelatz ou autres les en vouloient pourſuivir ou moleſter, li dis Regent en priera & travaillera loyalement à ſon pooir en bonne foy, ſans nulle contrainte & ſans mettre li ſien, parquoy les dictes pourſuites ou moleſthes ſoient delaiſſées & qu'ilz en demeurent en paix. Item chacun de l'une partie ou de l'autre, quiexconques gens, que ce ſoient, retourneront au leur franchement tous empeſchemens oſtez, mis pour raiſon de la guerre, ſans demander levées ny dommages faictz pour raiſon de la guerre. Et eſt à ſçavoir, que ce qui a eſté levé de celle derniere en Aouſt par les gens dou Comte de Flandres, ou par autres en ſon nom, leur demourra; & ſe pour raiſon dudict Aouſt paſſé aucune choſe en eſt deüe, pour terme ou reſpit, que li Cuens ou ſes gens en ayent donné, il demourra par devers le dict Comte ou ſes gens, & toutes autres manieres de rentes, quelles qu'elles ſoient, & revenus de terres, de quoy li termes ne ſont pas venus, retourneront à ceux qui revenront & debvront revenir au leur, & ſe aucune choſe en eſtoit levée devant le terme, il leur ſeroit retabli. Et en cette propre maniere & en cer éclairciſſement retourneront au leur, eils qui ont eſté devers le Comte de Flandres, quelque part, que les choſes ſoient. Item toutes manieres de gens de quel lieu qu'ilz ſoient, qui ont eſté manifeſtement ou apparemment en l'ayde du Comte de Flandres en la guerre, & cilz qui ont eſté vers le Roy, ſont contenus en la paix & reviennent au leur, ſi comme deſſus eſt dict. Et eſt à entendre, qu'ilz doivent revenir au leur dés maintenant, mais les perſonnes n'iront pas perſonnellement pour le leur recouvrer juſques a * * de la datte de cette lettre, & ſeront tous priſonniers pris en guerre d'une partie & d'autre delivrez & quittes de rançon, qui eſt à payer. Et tuit cilz qui ont eſté prins d'une partie & d'autre durant l'abſtinence, & tuit li biens ainſy ſeront reſtablis, & les rançons rendues, ſe ilz les avoient payées, & obli-

ANS de J. C. 1316.

& obligation quitte & delivre, ſe elle en eſtoit baillée; & ſeront toutes forfaictures de terres ou d'heritages, & encourſes de peine pour raiſon des guerres & pour faute de l'accompliſſement de la paix, remiſes & quittées; & tuit bannis d'une partie & d'autre pour cauſe des dictes guerres remis en leur poinct & en leur eſtat; & demourront au Comte, & à tous ceux dou pays de Flandres, ſauves toutes autres declarations & graces, qui ſur la paix leur ont eſté, depuis qu'elle fut traictée, faites & octroyées tant par le Roy comme par les traicteurs en la forme, qu'elles ont eſté faictes.

§. 9. Et nous Raoul Eveſque & nous Amez Cuens deſſus dictz, les offres & octroys à nous faicts pour Monſeigneur le Regent deſſus dict & en ſon nom de par les Procureurs dou Comte & dou pays de Flandres deſſus dictz, au nom d'eux & de ceux, de qui ilz ſont Procureurs, ſi comme ilz ſont cy deſſus plus pleinement contenus; receptons & acceptons au nom de Monſieur li Regeot pour li, pour la Couronne & ſes ſucceſſeurs Roys de France; & les attemperamens & eſclairciſſemens cy deſſus eſcripts leur avons faictz, octroyez & accordez au nom de Monſieur le Regent pour li, pour la Couronne, & ſes Succeſſeurs Roys de France. Et nous li Procureurs du Comte & dou pays de Flandres deſſus dictz, en nom de nous & de ceux, de qui nous ſommes Procureurs, les offres & octroys cy deſſus eſcriptz avons faictz & promis aux dictz Eveſque & Comte pour le dit Monſieur le Regent, la Couronne & ſes Succeſſeurs Roys de France. Et promettons nous Raoul Eveſque & Amez Cuens deſſus dictz au nom deſſus dict loyalement & en bonne foy, & nous li Procureurs dou Comte & dou pays de Flandres deſſus dictz, au nom de ceux, de qui nous ſommes Procureurs, & par nos ſermens donnez en leurs ames, toutes les choſes cy deſſus eſcriptes, & chacunes d'icelles accomplir, garder & tenir fermement & loyalement à touſjours perpetuellement, ſans venir ne faire encontre en oul cas, ne en nul temps, & que de ce ſeront & bailleront une partie à l'autre ſi bonnes ſentences & lettres, qu'il debvra ſouffire. En teſmoing deſquelles choſes nous Raoul Eveſque, Amez Cuens deſſus dictz, & nous li Procureurs dou Comte, des bonnes villes & dou pays de Flandres ſus nommez, avons mis nos ſeaux à ces preſentes, faictes & données le premier jour de Septembre, l'an mil trois cens & ſeize.

CCXXI.

ANS de J. C. 1317. Empire et Savoye.

Donation du Comté D'AST *faite à* AME LE GRAND *Comte de Savoye par l'Empereur* HENRI VII. *Le 22. Février*, 1317. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 139.

Henricus ſeptimus divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ad perpetuam rei memoriam. Dum in circuitu Throni Cæſarei, noſtræ mentis aciem, & conſiderationis intuitum, ad Principes & Barones Imperii qui ab eo, Nobilitatum & dignitatum radiis illuſtrantur diligenter convenimus, dumque merita cujuſcumque ipſorum decernimus, illos Auguſti clementia ſincerioris dilectionis, & gratiæ recompenſatione proſequitur, qui ante ſuæ Majeſtatis conſpectum, per claræ fidei ſtudia, & devotionis puræ conſtantiam, ſe gratos faciunt, & exhibent fructuoſos: Attendentes itaque magna & multiplicia merita Spectabilis Viri, *Amedei Principis & Comitis Sabaudiæ, fidelis & affinis noſtri Cariſſimi, qui tanquam Sydus præfulgidum circa Illuſtre Imperii Solium*, (poſt quam ad illud nos diſpoſitio Divina vocavit) ſemper abſque interminatione à dextris noſtris aſſiſtens, & ſincerum ſuæ fidelitatis affectum evidenter oſtendens erga Nos qui vocati ſumus à Deo in poteſtatis plenitudinem pro ſua particulari ſolicitudine, ſalubribus Conſiliis, & laudabilibus ſervitiis continuè relevare ſtuduit & ſemper pro viribus nobis obſequi non deſiſtit, & confidentes quod de virtute in virtutem, conſcendens tanto erga Romanum Imperium fide ac devotione conteſcat, quanto ſe ab eo majoribus largitionibus, & retributionibus communitum agnoverit, eidem Comiti cujus honorem, & proſperitatem affectamus, ex corde libenti deſiderio munificentiæ noſtræ dexteram aperimus. Cupientes itaque, perſonam ſuam ſpecialibus prævenire favoribus & gratioſis muneribus honorare; dicto Comiti & ejus legitimis hæredibus de ſuo corpore per maſculinam lineam, ex *Maria Uxore ſua, & Sorore noſtra* prædilecta naſcituris, vel ſi ex ea ipſe liberos maſculos non haberet, aliis ejuſdem Comitis legitimis liberis, Civitatem & Comitatum Aſtenſem, cum univerſis & ſingulis Caſtris, Villis, Caſſalibus, poſſeſſionibus, Terris cultis, & incultis, diſtrictibus, Territoriis, Juribus, Juriſdictionibus & pertinentiis Civitatis & Comitatus prædictorum, & cujuſlibet eorum, in ſeodum tenore præſentium concedimus, & largimus; conditiones infra ſcriptas in conceſſione, & largitione hujuſmodi adjicientes expreſſe, videlicet quod ſi eum dictæ Mariæ forſan præmori contingeret, ipſa Maria ſola Civitatem & Comitatum prædictos, cum Caſtris, Villis, Caſalibus, poſſeſſionibus, terris, territoriis, diſtrictibus, Juribus, Juriſdictionibus & pertinentiis ſupradictis quamdiu vixerit, habere debeat & tenere. Poſt cujus mortem ad liberos maſculos ipſius Mariæ & dicti Comitis natos, vel eis non extantibus ad alios dicti Comitis legitimos liberos feodum hujuſmodi devolvatur; verum tamen ſi poſtquam ipſe Comes fuerit rebus humanis exemptus: Nos, vel aliquis ſucceſſorum noſtrorum Imperatorum & Regum Romanorum Civitatem & Comitatum prædictos vellemus redimere & ad manum noſtram reducere, Maria, liberi & hæredes prænominati, & quilibet eorum per modum ſuperius expreſſum, nobis & cuicumque ſucceſſorum noſtrorum prædictorum, pro ducentis millibus florenorum auri, dictas Civitatem, & Comitatum, cum Caſtris, Villis, terris, poſſeſſionibus, territoriis, diſtrictibus, Juribus, juriſdictionibus & pertinentiis prædictis liberè ac expeditè reſtituant, ipſique Ducenta millia florenorum extra Comitatum Sabaudiæ, quem propter ſuprà vel infraſcripta à ſervitiis de ipſo, Imperiali Culmini debitis in nullo penitùs exonerare intendimus, in emptionem terrarum & locorum aliorum aſcendentium ad valorem annuum viginti millium florenorum auri, totaliter convertant, & eaſdem terras & loca, præfati Comitiſſa, liberi & hæredes modo prælibato in ſeodum perpetuis temporibus ab Imperio recognoſcant & prædicta Comitiſſa dictas res emptas ex dicta pecunia, teneat in vita ſua poſt mortem ipſius, ad dictos liberos devolvantur, per modum de dicta Civitate & Comitatu in præſentibus enarratum, & tam iidem Comes & Maria quàm hæredes & liberi eorum prædicti, cauſâ præmiſſorum, cum ducentis ſufficientibus equis armorum, videlicet ad rationem cujuſlibet Centenarii, de dictis viginti millibus florenorum cùm uno equo ſervient, aliaque ſervitia facient, & per tres menſes integros, ubicumque locorum Italiæ ſingulis anois, in expenſis propriis, prædicta & alia ſervitia in Regiſtro Cameræ noſtræ contenta, faciant & facere teneantur, expreſsè retinentes & reſervantes, ex nunc nobis & eiſdem ſucceſſoribus noſtris, talia ſervitia, jura, ſervitutes & Dominia in prædictis Civitate, Comitatu, Caſtris, Terris, Caſalibus, Poſſeſſionibus, Territoriis, Villis, diſtrictibus, juribus, juriſdictionibus & pertinentiis ſupradictis, ac poſtquam eos, eas, & ea, ut dictum eſt, nos vel ſucceſſores prædicti redemerimus, pro prædicta pecuniæ ſumma, in terris, lo-

ANS de J. C. 1317.

ANS de J.C. 1317.

cis & annuo redditu, qui & quæ de ipſa, ut dictum eſt, empti, emptæ ac empta fuerint qualia in Regiſtro ipſo continentur; & memoratum Comitem nobis recipientibus pro nobis & ſucceſſoribus noſtris prædictis & Romano Imperio de Civitate, Comitatu, Caſtris, Villis, Caſalibus, poſſeſſionibus, terris, territoriis, juribus, juriſdictionibus & pertinentiis ſupradictis humagium facientem & fidelitatis juramentum præſtantem, & per juramentum ipſum, nobis & ſucceſſoribus noſtris prædictis, Romanoque Imperio fidelitatem & obedientiam debitam, ac etiam omnia alia quæ in formâ fidelitatis nova & veteri continentur, perpetuo fideliter facere, & obſervare ſervitiaque ſupradicta impendere, jura, ſervitutes & Dominia noſtra prætacta, in quantum ſpectabit ad eum, & Mariam ac hæredes ſuos prædictos integraliter reddere & conſervare, ac ea vel eorum aliquod, per ſe vel alium ſeu alios publicè vel occultè nullatenus impedire, promittentem de Civitate, Comitatu, Caſtris, Villis, Caſalibus, Terris, poſſeſſionibus, Territoriis diſtrictibus, juribus, juriſdictionibus, & pertinentiis ſupradictis, tanquàm de feodo nobili, per baculum quem manu geſtamus, præſentialiter inveſtimus. Præterea Comiti, ac poſt ejus deceſſum, Mariæ hæredibus & liberis ſuis prædictis, in eiſdem Civitate, Comitatu, Caſtris, Villis, Terris, juribus, juriſdictionibus & pertinentiis ſupradictis, & merum & mixtum Imperium & ſimplicem juriſdictionem, per ſe & ſuos Officiales exercendam ibidem, uſque ad noſtrum & ſucceſſorum prædictorum noſtrorum beneplacitum, per præſentes damus & concedimus, & ipſos ordinarios facimus in præmiſſis. Mandantes & præcipientes harum ſerie, obedientiam & ſervitium debitum à Civibus, incolis, & habitatoribus Civitatis, Comitatus, Caſtrorum, Villarum, Caſalium, Territoriorum, diſtrictuum, terrarum & pertinentiarum prædictarum, præfato Comiti tanquàm eorum Domino exhiberi, & de juribus, & redditibus ſpectantibus ad Dominium Civitatis, Comitatus, Caſtrorum, Villarum, Caſalium, Territoriorum, diſtrictuum, Terrarumque prædictarum, abſque difficultate qualibet integraliter reſpondere, & ſuper hiis ab eiſdem Civibus, incolis & habitatoribus, ſalvo ſemper & reſervato, primæ fidelitatis debito, in quo noſtræ Majeſtati tenentur, cùm promptitudine juramentum præſtari ſicut indignationem noſtram cupiunt evitare: Demùm per præmiſſa vel aliquod præmiſſorum non intendimus, neque volumus, quòd præfatus Comes, dictis Aſtenſibus rebellibus noſtris, vel alicui eorum, de exceſſibus, quos contrà nos & Imperium commiſerunt, indulgere, ſeu ſententias, pœnas, vel banna, quas & prædicti Rebelles, cauſa Rebellionis contra nos & Imperium attentatæ invenerint, relaxare quoquomodo valeat, abſque noſtra licentia ſpeciali. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc paginam noſtrarum conceſſionum, inveſtituræ, ac Conſtitutionis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem noſtram, & pœnam mille librarum auri, pro dimidia parte Cameræ noſtræ, & pro reliqua dimidia, paſſo injuriam ſolvendarum, ſe noverit incurſurum. Hujus autem rei ſunt Teſtes, Venerabilis Balduinus, Trevirenſis Archiepiſcopus, Germanus & Princeps noſter cariſſimus, ac Spectabiles & Nobiles Viri Joannes Foreſii, & Fredericus Montis-feretri Comites; Henricus de Flandria Mareſcalcus Curiæ Imperialis, Conſanguineus noſter; Thomas de Septem Fontibus; Neapoleo de Mangone; Comes Huguicio de Fagiola; Hugo Comes de Buebe; Gottifridus de Hohenloch; Tancredus de Mutiliana, & Binducius de Sancta Flora Comites, & plures alii nobiles fide digni. Datum apud Monrem Imperialem in Caſtris ſupra Florentiam, octavo Kalend. Martii, Indictione undecima, Anno Domini M. CCC. XVII. Regni noſtri, anno quinto; Imperii vero primo.

CCXXII.

Adjournement faict par PHILIPPES V. *Roy de France ſurnommé* le Long *à* ROBERT *Comte de Flandres, à comparoir en ſa Cour, touchant l'infraction des choſes contenues au Traité de paix précédent donné le 9. Avril.* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 95.

ANS de J.C. 1317. FRANCE ET FLANDRE.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux Thomas de Marſontaines & Philippes de Preſſy, ſalut & amour. Nous envoyons nos lettres ouvertes à ROBERT Comte de Flandres, deſquelles la teneur eſt elle.

§. 2. Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à Robert Comte de Flandres, Salut. Comme nous deſirons la paix, la tranquillité & le bon eſtat de noſtre Royaume & de nos ſubjez, & à faire & accomplir à l'ayde de Dieu le voyage d'outre mer, lequel noſtre chier Sire & Pere, & noſtre chier frere le Roys Louys, ou temps que ils vivoient, & nous, emprîſmes à faire pour la grand devotion, qu'ilz & nous avions, & laquelle nous avons encore; ſi comme il eſt bien raiſon, d'oſter de la main des ennemis de la foy Chreſtienne la terre ſaincte, que noſtre Seigneur ſacra & racheſta de ſon precieux ſang, pour eſtre propre heritage des Chreſtiens, qui pour leurs pechez en ont eſté longuement deſpouillez; comme tous nos deſirs ſoient à ce mis, que en noſtre temps la dicte terre ſaincte fuſt remiſe en la main des Chreſtiens, parquoy noſtre Seigneur y peut eſtre honnoré & ſervy: Sur pluſieurs articles de la paix de Flandre jadis traictée & accordée ou temps de nos devant dictz chiers Seigneurs Pere & Frere euſſions faict attemperamans & eclairciſſemens à moult de cas, par qui un traicté, qui ſe feit entre nos gens, ou temps que nous eſtions Regent d'une part, & vos gens & les Procureurs des bonnes villes de Flandres à ce deputez par Vous & par eux d'autre. ** Leſquelz attémperamens & eclairciſſemens nous feiſmes à voſtre requeſte & à voſtre grande inſtance, en eſperance, que li dis traictié vous deuſſiez tenir, garder & accomplir en toutes choſes par effect, ſi comme Vous & vos gens le diſiez & promettiez de bouche; car nous deſirons, que le dict paſſage d'outre mer ſe peuſt toſt faire & accomplir, ſi comme nous l'avons emprins. Et parmy le devant dict traicté vous deuſſiez faire & accomplir certaines choſes, comme il eſt plus à plein contenu ez lettres, qui ſur ce furent faictes & ſeellées, deſquelles aucunes en demeurerent par devers nous, & aucunes par devers vous: Et pluſieurs fois nous ayons ſommé & requis ou faict requerre Vous & vos gens, que les dictes choſes vous accompliſſiez, & teniſſiez, ſi comme Vous y eſtiez tenus; & vous de ce n'ayez encor rien faict, en diſant, que les ſeurtez, que nous voulions donner n'eſtoient pas ſouffiſans, combien que nous ayons touſjours eſté preſtz, & ſoyens encore de donner relle ſeurté, comme droictz, raiſons ou coſtumes veulent, ou que elles ont eſté données entre nos predeceſſeurs Roys de France & les voſtres, ou entre leurs autres ſubjectz en tel cas ou ſemblable, & en offriſſiens aucunes par ſpecial.

§ 3. Et par ce que Vous & vos gens diſiez, que ces ſeurtez n'eſtoient pas ſouffiſans, combien que touſjours il ait ſemblé, & encore ſemble à moult de gens, que elles doibvent bien ſuffire; finalement fut accordé entre nos dictz gens, & les voſtres, & les dictz Procureurs, que ſur les dictes ſeurtez, qui deuſſent ſuffire, ſeroit ouy le conſeil noſtre Sainct Pere le Pape, ſi comme il eſt contenu plus à plein ou dict accord; Lequel conſeil il a donné en la preſence de nos gens & de vos Procureurs, & des Procureurs des dictes bonnes villes.

Et

ANS de J.C. 1317. Et eſt en ſon Conſeil apres grand deliberation, qu'il a cu ſur ce avec le college des Cardinaux, Patriarches, Archeveſques, Eveſques, Auditeurs du Palais, Maiſtres en Divinité, Docteurs de droict canon & civil, qui lors eſtoient à Cour, que les offres, leſquelles voient eſté faictes ſur leſdictes ſeurtez par nous, eſtoient ſuffiſans. Et depuis le ſuſdict conſeil donné vos dictes gens ſe ſoient partis, ſans accepter le dict conſeil, & ſans ce qu'ilz ſe ſoient traictz par devers nous, ne vous auſſi n'eſtes depuis venus & n'avez envoyé par devers nous pour faire & accomplir ce, à quoy vous eſtes tenus ſelon la dicte paix faicte ao temps, que nous eſtions Regent. Pourquoy nous, qui ne voudrions eſtre trouvez en nul default, ains voudrions touſjours faire & accomplir tout ce, à quoy nous ſerions tenus, Vous requerons, & vous mandons, que au jeudy aprés les trois ſepmaines des grandz Paſques prochains venans, c'eſt à ſçavoir le dixhuictieme jour de mois de May vous ſoyez par devant nous à Paris en noſtre Palais, pour faire ce que vous nous eſtes tenus de faire en voſtre propre perſonne ſelon ledict traicté, & pour donner ſeurté telle, comme Vous y ſeriez tenus, d'accomplir & faire le remanent, que vous ſeriez tenu à faire par le dict traicté qui faire ne ſe porroit en voſtre propre perſonne, ou que lors ne ſe porroit accomplir bonnement ou debvroit. Car à la dicte journée nous entendons à vous offrir, & desja vous offrons à faire & accomplir, tout ce, à quoy nous ſommes tenus par ledict traicté, ſoit de donner ſeurté ou autre choſe; & ſe ainſy eſtoit, que vous ne vouſiſſiez eſtre contens des ſeurtez, que nous voudriens alors donner ſelon droict, raiſon & couſtume, ou de celles, que nos predeceſſeurs ont autres fois donné en tel cas ou ſemblable à voz predeceſſeurs, leſquelles nous vous offrons desja & deslors ſerons preſtz de donner.

§. 4. Nous Vous adjournons par devant nous à Paris en noſtre dict Palais au ſamedy enſuivant, c'eſt à ſçavoir le vingtieſme jour du mois de May, pour oir ce qoe vous voudriez & ſuffiſance des dictes ſeurtez donner & prenre d'une partie & d'autre ſelon la forme du dict traictié, & pour oir & prenre droict, & oir declarer en noſtre dicte Cour, que les ſeurtez debvront ſuffire ſelon la forme du dict traicté. Et audict jour noſtre Cour ſera garnie de Pairs, de Prelatz, de Barons & d'autres, ſi comme il appartiendra. Et ce que par noſtre dicte Cour ſera declaré, dict & prononcié, que vous ſoyez tenu de faire & d'accomplir, ſelon que lors ſe pourra & debvra faire par raiſoo, & quant à nous ce qui ſera dict par droict en la dicte Cour, que nous ſerons tenos de faire, ſerons nous preſtz de faire & d'accomplir. Et voulons que vous ſçachiez, que ſi vous ne venez auſdictes joornées, ou ſe vous y venez & ſe eſtes en default de faire & accomplir ce à quoy vous ſeriez tenu à faire, & ce que ſeroit eſclarci en la dicte Cour par jugement ſur les dictes choſes, nous en voudrons porter tout le proffict, qui par ce nous pourroit appartenir ſur ces choſes & celles qui en dependent, & le pourſuivrons ſi avant comme raiſon ſeroit, & par toutes voyes & manieres ſur ces choſes & chacunes d'icelles, & celles qui en dependent. Nous vous adjournons à la derniere journée du ſamedy deſſus dict o la continuation desjours qui s'enſuivent, & ſeront neceſſaire à l'accompliſſement de la beſogne, & des choſes qoi y appendent.

§. 5. Et pour ce que vous ne preniez aucune achoiſon de vous excuſer des dictes choſes ou aucunes d'icelles, nous vous envoyons par nos amez & feaux Thomas de Marfontaines & Philippes de Precy Chevalliers porteurs de ces lettres, nos lettres de ſeur conduict pour vous & pour tous ceux, que vous amenerez ou envoyerez. Et avons mandé & commis eſdictz porteurs & à chacun d'eux, que cettes & les autres lettres ilz vous preſentes de par nous, & que d'abondant ils vous requierent & adjournent de bouche ſur lés choſes contenues en ces lettres, & ſelon la teneur d'icelles, & ſacent les offres faictes de par nous, ſi comme cy dedans eſt contenu, & que de toutes ces choſes ilz & chacun d'eux facent relation à nous & à noſtre dicte Cour, à laquelle ſera adjouſtée foy pleniaire, ſi avant comme raiſon ſera. Donné à Paris le neufieſme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix ſept. ANS de J.C. 1317.

§. 6. Pourquoy nous vous mandons & commettons à chacun de vous, que les dictes lettres à vous preſentées de par nous ſoient baillez audict Comte, & ſur les choſes contenues es dictes lettres, & ſelon ce qui eſt conteno en icelles, le requerez, ſommez & adjournez ſelon la forme aux jours & lieux contenus es dictes lettres, & les lettres auſſy, que nous luy envoyons à luy de ſeur conduict, li baillez. Et ſe le dict Cuens n'eſtoit content dudict ſeur conduict, Nous voulons & vous donnons plein pouvoir, & commettons à chacun de vous par ces lettres, de faire & donner tout autre conduict, en la maniere, que faire ſe pourra & devra, & que ſur ce vous puiſſiez donner vos lettres ouvertes. Voulons & commandons à tous les juſtificiers & ſubjectz de noſtre Royaume, & tous autres requerons, que contre la teneur de voſtre dict ſeur conduict, ilz ne viennent, ne ne facent, ne ſouffrent à faire ou advenir, comment que ce ſoit; ains le gardent & tiennent, & facent tenir & garder à tout leur pouvoir: car nous voulons, qu'il y ait auſſy grand fermeté, & auſſy grand foy li ſoit adjouſtée, comme s'il eſtoit faict ſoubz noſtre propre ſeel. Et de tout ce que vous aurez faict de ces choſes, faictes relation à nous, & à noſtre dicte Cour, à laquelle ſera adjouſtée foy pleniaire. En teſmoing des quelles choſes nous avons faict mettre noſtre ſeel en ces preſentes lettres. Donné à Paris le neufieſme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix ſept. Sur le reply eſt eſcript. Par le Roy en la preſence de ſon grand conſeil, ainſy ſigné P. Barry. Scellé d'un ſeau pendant en parchemin.

CCXXIII.

Commiſſion de PHILIPPES le Long *Roi de France, pour ajourner* MAHAULT *Comteſſe d'Artois à comparoître pour le Jugement de Robert Comte de Flandres, à Paris le 9. Avril.* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 97. ANS de J. C. 1317. FRANCE ARTOIS ET FLANDRE.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à noſtre amée & feale MAHAULT Comteſſe d'Artois, Pair de France, Salut & amour. Comme nous adjournons par nos autres lettres, & ſur certaine forme pardevant nous à noſtre Palais à Paris, au ſamedy apres les trois ſepmaines des grandz Paſques prochains venans, c'eſt à ſçavoir le dix ſeptieſme jour du mois de May, Robert Comte de Flandres pour oïr & veoir eſclaircir & prenre droict en noſtre Cour ſur certaines choſes touchant l'accompliſſement de la paix de Flandres, ſi comme il eſt pleinement contenu en nos lettres ſur ce faictes; & audict jour vueillons avoir noſtre Cour garnie, ſi comme il appartiendra de vous, qui eſtes Pair, & des autres Pairs de France. Nous vous mandons, que vous par cette cauſe ſoyez au dict jour & lieu en voſtre perſonne, pour aller avant ſur les choſes contenues ez lettres dudict adjournement, ſelon ce que à vous appartiendra & raiſon ſera, & ſe ne laiſſez en nulle maniere, & nous certifiez tantoſt par vos lettres ouvertes contenans la teneur de cettes, de la reception de nos preſentes lettres, & ce que vous entendrés à faire de eſtre à la dicte journée. Donné à Paris le neufieſme jour d'Avril, l'an 1317.

CCXXIV.

ANS de J.C. 1317. FRANCE LOUDUN ET FLANDRE.

Citation faite de la part de PHILIPPE le Long *Roi de France à l'Evêque de* LOUDUN, *à aſſiſter au jugement des Pairs de France contre le Comte de* FLANDRE. *Faite à Paris le 9. Avril* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 98.

EXcellentiſſimo Principi Domino ſuo chariſſimo, Domino Philippo Dei gratia Francorum & Navarræ Regi, Radulphus ejuſdem miſeratione Laudunenſis Epiſcopus ſalutem & debitam obedientiam in mandatis. Noveritis nos veſtras recepiſſe literas formam, quæ ſequitur, continentes.

§. 2. PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex dilecto & fideli noſtro Epiſcopo Laudunenſi Pari Franciæ ſalutem & dilectionem. Cum nos per litteras noſtras alias & ſub certa forma Robertum Comitem FLANDRIÆ coram nobis Pariſiis in palatio noſtro, ad diem Sabathi poſt tres ſeptimanas inſtantis Paſchatis, videlicet ad vigeſimum diem menſis Maji adjornemus, ad audiendum & videndum declarari, ad capiendum jus in Curiâ noſtrâ ſuper quibuſdam complementum pacis Flandrenſis tangentibus, prout in litteris noſtris ſuper hoc factis plenius continetur; velimuſque dicto die Paribus Franciæ noſtram Curiam, ſicut decebit, habere munitam. Quamobrem mandamus vobis, quod ad dictum diem & locum pro prædictis perſonaliter interſitis ſuper prædictis in litteris adjournamenti prædicti contentis, prout ad vos pertinebit & rationis fuerit, proceſſuri; Id nullatenus obmittentes, de receptione videlicet præſentium & ſi ad dictam diem intereſſe credatis, nos per veſtras celeriter litteras certificantes, harum ſeriem continentes. Datum Pariſiis die nonâ Aprilis, anno Domini milleſimo trecenteſimo decimo ſeptimo.

§. 3. Quod mandatum, Domino concedente, pro poſſe adimplere proponimus juxta dictarum ſeriem literarum. Datum Pariſiis die decimâ tertia Aprillis, Anno Domini, milleſimo trecenteſimo decimo ſeptimo. Scellé d'un ſeau pendant en parchemin.

CCXXV.

ANS de J.C. 1317. FRANCE ET ARTOIS.

Acte par lequel PHILIPPE le Long *Roi de France accepte la proteſtation faite par* MATHILDE *Comteſſe d'Artois, qu'elle ne prétend point préjudicier à ſes droits en comparoiſſant devant la juſtice dudit Roi pour les accuſations intentées contr'elle. Fait à Paris le* 10. *Juillet.* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 98.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex: Notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quod cum ad ſolam ſuggeſtionem Iſabellæ de Siennes & Joannis ejus filii, qui quædam crimina nobis & quibuſdam aliis extra judicium, non tamen per aliquam viam accuſationis vel denunciationis de chariſſima & fideli noſtra Mathildi Comitiſſa Artebatenſi retulerunt; nos eandem Comitiſſam ob hoc ex officio noſtro ad judicium coram nobis fecerimus evocari, ac eidem præſenti contra perſonam ſuam in ſcriptis tradi quoſdam articulos criminales, & quaſdam declarationes ab eiſdem dependentes. Præfata vero Comitiſſa inter cæteras narrationes & defenſiones, quas longum eſſet enarrare per ſingula, proponi fecit coram nobis, quod virtute adjornamenti ſibi facti non tenebatur in tali caſu procedere, pro eo quod ipſum adjornamentum prout ex ſui tenore apparet, continebat intervallum nimis breve. Item & pro eo quod de conſuetudine generali Regni Franciæ notoria, rationabili & legitimè præſcripta & paciſicè obſervata à tanto tempore, de cujus contrario memoria non exiſtat, nullum crimen poteſt contra perſonam alicujus de Paribus dicti Regni criminaliter intentari, niſi alii Compares ſui ſaltem pro majori parte ad hoc præſentes ſint vel ſufficienter evocati, de quibus Paribus ipſa Comitiſſa erat, & eſt una, ac alii ſui Compares non vocati oberant pro majore ſui parte. Item & pro eo quod de jure crimen opponi non debet contra quemquam per officium judicis, niſi prius fama publica & crebra à benignevolis & non à malevolis, non ſolum ſemel, ſed pluries, laboret contra talem: in quo caſu opponens tale crimen tenetur jurare ſuper hoc, quod ipſe credit oppoſita talia vera eſſe. Quod, ut videbatur ex parte dictæ Comitiſſæ, in dicto proceſſu non fuerat obſervatum, cum ipſa Comitiſſa ſit & eſſet bonæ famæ, bonæ opinionis & honeſtæ converſationis, nec aliqua infamia juris vel facti præcedebat, nec præcedere dicebatur. Cæterum inſtantiſſime petiit à nobis dicta Comitiſſa, quod Procurator noſter, qui noſtro nomine dicta crimina proponebat, in animam noſtram & ſuam, prout jus dictat; juraret ſe propoſita eadem, ut ea proponebat, credere fore vera, & eadem poſſe ſe probare. Item proponi fecit dicta Comitiſſa, quod conſideratis ſtatu, nobilitate, moribus, meritis & conditionibus tam ſui quam progenitorum ſuorum, a quibus ſumpſit originem, contra ipſam Comitiſſam, ad hoc quod talia crimina ſibi ſic imponantur, non eſt credendum ſeu præſumendum, nec aliqua fides adhibenda dictis ſive relationibus vel depoſitionibus dictorum Iſabellæ & Joannis, qui ſuot vel erant pauperes, levis opinionis, viles perſonæ, & publicè apud bonos & graves in locis, ubi traxerunt originem, diffamati, ſuper ſortilegiis, auguriis, divinationibus, & pluribus aliis factis damnabilibus, & adeò quod dicta Iſabella pluries per Baillivos & officiales dictarum partium, in quibus extitit converſata, capta fuit & per longa tempora captivata. Item & quod ex alia ratione non erat dictis depoſitionibus eorum credendum, cum in ſuis depoſitionibus ſiot ſingulares, imo & contrarii manifeſtè, tam evidenti contrarietate, quod ad concordiam reduci non poteſt ullo modo, prout ex tenore dictarum depoſitionem apparet cuilibet ſubtiliter intuenti.

§. 2. Super quibus ex parte dictæ Comitiſſæ pleoius & ſerioſius in ſcriptis propoſitis dicta Comitiſſa petiit jus ſibi dici, proteſtatione ex parte ipſius præhabita, quod per aliqua, quæ ex parte ipſius erant dicta vel propoſita, ſeu proponenda vel dicenda, non intendebat ſe ſupponere vel ſubmittere alicujus inquæſtæ judicio tacitè vel expreſſè, niſi in quantum de jure vel conſuetudine neceſſaria teneretur. Item & quod non intendebat libertati nec juri ſuo, ſuorum ſucceſſorum, nec ſuæ paritatis in aliquo derogare ſeu renunciare in toto vel in parte, ſed proteſtari fecit, quod omnia jura, & juris & conſuetudinis beneficia & libertates ſibi competentes & competituræ, tam in præſentiarum quam futuris temporibus ſalvæ validæque remaneant, nihilominus tam ſibi & ſuæ Paritati, quam ſuis heredibus & ſucceſſoribus in futurum. Poſt quas quidem rationes & proteſtationes ex abundanti dicta Comitiſſa fecit addi, quod ſi noſtræ placeret Majeſtati, dictas ſuas rationes & proteſtationes admittere cum effectu, & eaſdem ſibi ſuiſque heredibus & ſucceſſoribus ac juri ſuo & ſuæ paritati io futurum reſervare, ut cum eiſdem rationibus & proteſtationibus, tum omnibus & ſingulis aliis ſuis juribus, conſuetudinibus & libertatibus ipſa ſuique heredes & ſucceſſores in perpetuum uti poſſint, ſiquando & quoties ſibi videbitur expedire, ac ſi ſuper dictis articulis & adjornamentis nunquam foret proceſſum vel reſpon-

ANS de J.C. 1317.

ANS de J. C. 1317. reſponſum, & noſtras ſibi ſuper his omnibus & ſingulis patentes litteras concedere.

§. 3. Tunc ipſis Litteris obtentis, ipſa tamquam ex totis præcordiis aſpirans & affectans veritatem de præmiſſis omnibus lucidiſſime fieri manifeſtam, & ſuam ſuique nobiliſſimi ſanguinis puritatem, purgationem & innocentiam declarare; parata erat ſuper dictis articulis ulterius procedere quantum foret rationis. Nos verò ſuper his deliberatione noſtri conſilii præhabita diligenti, prædictas rationes & proteſtationes omnes & ſingulas admiſimus, dictæque Comitiſſæ ſuiſque heredibus ac ſucceſſoribus jura & libertates ſuæ Paritatis reſervamus per preſentes Litteras in futurum; ita quod non obſtante reſponſione dictæ Comitiſſæ ſuper ipſis articulis & proceſſu ulterius faciendo ipſa eiſdem rationibus uti poſſit, ſi & quando ſibi videbitur expedire; ſuper quibus tunc ſibi jus fiet, ſi ibi neceſſe fuerit & dicatur; nec ſibi poſſit opponi, quod poſt reſponſionem locum non habeant tamquam in uno delatorum propoſitæ; cum dignum reputemus & congruum, quod qui in uno gravatur, in alio debeat relevari. Item ad id dictas proteſtationes admiſimus, quod per reſponſionem ſeu proceſſum dictæ Comitiſſæ ſuper dictis articulis, nullum eidem Comitiſſæ ſeu ejus heredibus aut ſucceſſoribus, aut juri vel libertati ſuæ Paritatis & aliis ſuis juribus, libertatibus, conſuetudinibus, caſibus & negotiis præjudicium generetur, ſeu etiam nocumentum; ut quod per hoc non ſit ſuppoſita vel objecta alicujus inquæſtæ judicio, miſi & in quantum alias ſuppoſita reperiretur vel ſubjecta. Et ad præmiſſorum robur & teſtimonium & munimen, in his omnibus & ſingulis auctoritatem noſtram Regiam interpoſuimus, & decretum ac ſigillum noſtrum præſentibus apponi fecimus. Actum Pariſius die decima Julii anno Domini 1317. Per Dominum Regem in Curia ad relationem veſtrum P. Barret.

CCXXVI.

ANS de J. C. 1317. FRANCE ET FLANDRE.

Traité de Giſors, par lequel PHILIPPE le Long, *Roi de France, admet les excuſes de* LOUIS *Fils aîné du Comte de Flandre, de Nevers, & de Retheil, Baron de Donzy, accepte la ſaiſie des Forterefſes remiſes à ſa Majeſté par le dit Louis, en lui baillant un gand; & le reçoit à l'hommage; ſans préjudice des droits aquis à Sa Majeſté ſur les dites Comtez, en baillant par lui ſureté à Girard de Châtillon & Guillaume Daulizy Chevaliers, & quarante ou cinquante autres, & demeurant à l'arbitrage du Comêtable de Châtillon & du Sieur de Suilly. Fait le 13. de Septembre* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 100.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, nos infra ſcriptas vidiſſe Litteras, formam quæ ſequitur, continentes.

II. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, LOUYS aiſné fils du Comte de Flandres, Comte de Nevers & de Retheil, Salut. Sçachent tous, que comme noſtre cher Seigneur Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, euſt pris & faict mettre nos dictes Comtez en ſa main, ſçavoir eſt de Nevers & de Retheil, pour ce que il diſoit, que nous avions eſté deſobeiſſant de li faire les hommages, que nous li debvons de nos dictes Comtez, & pour pluſieurs autres deſobeiſſances & cauſes, leſquelles il diſoit, que nous aurions faictes contre li & contre ſes gens. Et nous fuſſions venus à li & li ſupplier & procurer, qu'il voulſiſt ſurſeoir nos excuſations, leſquelles nous diſions, que nous avions bonnes ſur les chaſes deſſus dictes, & leſquelles excuſations par nous à luy faictes de bouche à tout l'honneur & la reverence, que nous avons peu, pour ce que nous ſouhaittons & deſirons luy obeir & ſervir, ainſy comme nous ſommes tenus comme à noſtre cher & droicturier Seigneur, pour avoir ſa bonne amour, ſa paix & ſa grace, li avons promis, voulu & octroyé les articles & les choſes cy deſſoubz eſcriptes. ANS de J. C. 1317.

§. 1. Premierement que nous, tous nos Chaſteaux & nos maiſons forts de la Comté de Nevers & de la Baronnie de Donzy, leſquels ont eſté garnis par nous & par nos gens pour certaines cauſes, non mie contre li; car de garnir contre li ne fut oncques noſtre entente, ſi comme eſtre ne debvoit, mettrons, avons mis dés maintenant de bouche & de faict, delivraſmes en la main du Roy noſtre Seigneur deſſus dict; & luy en baillaſmes la ſaiſine par un gans; & apres ce nous li avons ſupplié & faict ſupplier humblement, que il nous voulſiſt recevoir en ſon hommage & en ſa feauté, lequel nous li avons offert pluſieurs fois à grand reverence, & amſi comme nous y ſommes tenus. Et il a ce à la ſupplication de pluſieurs grandes perſonnes & à la noſtre nous a receu benignement, faictes proteſtations par li expreſſement, que par ce il n'entend renoncer à ſes droictz, quelz ilz ſuſſent, que il euſt contre nous és dictes Comtez, pour quelque raiſon ou cauſe, que ce ſoit, de la quelle proteſtation nous nous ſommes conſenty, & à icelles meſmes proteſtations nous li avons faict le dict hommage, en la forme & en la maniere, que nous & nos devanciers l'ont accouſtumé à faire aux devanciers dudict noſtre Sire le Roy. Et le dict hommage ainſy faict, le dit Roy noſtre Sire à noſtre priere & requeſte nous à rendu nos dictes terres des dictes Comtez; ſauf ſon droict en toutes choſes, excepté les dictz Chaſteaux & maiſons forts, leſquels le dict Roy noſtre Sire, ou tous ceux qu'il y eſtablira à ce requis de nous ou de noſtre Procureur, ayant à ce procuration ſuffiſante, à ſa volonté nous reſtablira & toutes les garniſons, qui ſeront trouvées dedans au jour, qu'ils ſeront mis de faict en la main du dict Roy noſtre Sire. En telle maniere, que parmy ces rendages & retabliſſemens nuls prejudices ne ſoient faictz en autre choſe au dict noſtre Seigneur le Roy ne à nous; & que les droictz noſtre dict Seigneur le Roy & de nous ne ſoient par ce de rien apetiſez, ne franchiſes de riens amenuiſées. Et voulons & nous conſentons, & octroyons & promettons, que de toutes choſes, deſquelles le Roy nous voudra approcher, nous eſterons & fournirons à droict par devant luy & par devant ſa Cour.

§. 2. Item nous promettons & octroyons, que nous ferons ſeurtez ſuffiſantes & convenables, que nous rendrons & reſtablirons, ou ſerons plein gré & pleine ſatisfaction à toutes les perſonnes des dictz Comté & Baronie, & de tous autres lieux & pays de quelque condition qu'ilz ſoient, qui ont eſté obeiſſans au dict Roy noſtre Sire ou à ſes gens, les dommages qu'ilz ont ſouſtenus pour l'occaſion de nous ou de nos gens, excepté ceux que nous deſadvouerons; & promettons en bonne foy, que ceux, que nous deſadvouerons, nous rendrons au Roy noſtre Sire, ſe nous les pouvons avoir, en bonne foy, & payeront les dommages qu'ilz ont faict. Et ſe aucuns avoient acheptées beſtes ou biens, que les gens de nous euſſent prins à force, fuſſent advouez ou deſadvouez de nous, l'on les reaura pour le prix, qu'ilz ont eſté vendus, ſi ont le peut ravoir; ou ſi non, le ſurplus qu'ils vaudroient par priſée de bonnes gens, outre ce qu'elles auroient eſté vendues.

§. 3. Item nous avons octroyé, accordé & promis, que nous advouerons ou deſadvouerons ceux, qui ont eſté deſobeiſſans au Roy noſtre Sire en la Comté de Nevers & Baronnie devant dicte, ſoit Chaſtel-

ANS de J.C. 1317. Chaſtellains ou autres; & de ceux que nous advouerons nous fournirons & eſterons à droict, par devant le Roy noſtre Sire, ou par devant ſa Cour, s'il ne nous veut faire grace: & nour ſuſmes expreſſement conſentis par les choſes deſſus dictes, que le Roy noſtre Sire ne veut, ne entend à renoncer à nul droict, qui luy fuſt acquis par cy devant, ne a nulles convenances, qui ayent eſté faictes au temps paſſé entre les devanciers dudict Roy noſtre Sire & nous; ainçois voulons & conſentons expreſſement, qu'elles demeurent en leur vertu comme devant. Et auſſy n'y entendons nous pas à renoncer de tant comme elles nous touchent. Et voulons & conſentons expreſſement, que tous les droictz & convenances faictes au temps paſſé demeurent tant pour le Roy noſtre dict Sire, que pour nour en leur force & en leur vertu, ſans qu'aucunes choſes en ſoient enfrainctes ou amenuiſées.

§. 4. Et avons voulu & accordé, qu'aux perſonnes de la dicte Comté de Nevers & Baronnie, qui ont eſté obeiſſans au dict Roy noſtre Sire, ne puiſſent ne ne doivent eſtre faictz aucuns dommages ou griefz ou moleſtes à eux ou aucuns d'eux, au temps à venir pour raiſon de la dicte obeiſſance. Et pour plus grande ſeureté des dictz obeiſſans, nous avons promis & promettons, accordé & accordons, & nous ſommes obligez & obligeons par nos preſentes Lettres, & avons juré aux Sainctes Evangiles de Dieu, touché le livre, & promettons le faire jurer par nos Officiers, qui tiennent ou tiendront au temps à venir juriſdiction ou office de par nous, que ſur cauſe ou occaſion de la dicte obeiſſance, nous ne ilz ne les greverons, dommagerons, ny moleſterons, ne leur ferons contre ce que raiſon de couſtume pourra porter. Auſſy nous avons juré & ilz jureront & ſeront le ſerment en telle maniere, quant à tous les ſubjectz des dictz lieux, qui ont eſté obeiſſans ſoit perſonnes d'Egliſe, nobles ou non nobles, de quelque eſtat & condition qu'ilz ſoient. Et avons voulu & accordé, voulons & accordons ſpecialement, que quant à Meſſieurs Girard de Chaſtillon & Guillaume d'Aulizy Chevalliers, & quarante ou cinquante autres environ, telz comme li Roy voudra nommer, au cas ou les dictz Meſſieurs Girard & Guillaume, & les autres juſques au nombre deſſus dict ou aucuns d'iceux viendroient au Roy noſtre Sire, & diroient par leur ſerment ſur Sainctes Evangiles à leur eſcient, que nour ou nos gens les greverons pour raiſon de l'obeiſſance contre couſtume ou raiſon; hault homme & noble Gaucher de Chaſtillon Comte de * * & Conneſtable de France, & Meſſire Henry de Suilly Bouteiller de France noſtre cher & amé Couſin, ſeront eſtablis de par le Roy, qui par eux ou par autres ſans ſoupçon verront ſur ce: & s'ilz trouvent, que les dicts Meſſieurs Girard & Guillaume, & les quarante ou cinquante devant dictz ou aucuns d'eux ſoient grevez contre couſtume ou raiſon pour l'occaſion deſſus dicte; li dis Conneſtable & Seigneur de Suilly nous diront, que nous l'adreſſions, & nous, à leur dict, ſommes tenus & les promettons à ce faire, & ſe le dict noſtre Couſin le Conneſtable & Seigneur de Suilly trouvent, que les deſſus nommez ou aucuns d'eux ſe douluſſent à tort, ils le nous renvoyeroient par devant nous ou nos gens, & nous en lairroient jouir. Et dureront ces ſeurtés, quant auxdictz Meſſieurs Girard & Guillaume & aux autres juſques au nombre deſſus dict, tant que nous & ilz vivront. Et s'il advenoit, que ledict noſtre Couſin Conneſtable & Sire de Suilly ou l'un d'eux treſpaſſaſt de ce ſiecle, ou qu'ilz ou l'un d'eux ne puiſſent entendre aux choſes deſſus dictes, nous voulons & conſentons, que le Roy noſtre Sire puiſſe mettre en lieux d'eux ou l'un d'eux, autres preud'hommes ſans ſoupçon. Et nous doibt faire bailler le dict Roy noſtre Sire ſoubz ſon ſeel les perſonnes, qu'il veult, qui ſoient ſoubz la dicte ſeurté juſques au nombre deſſus dict.

§. 5. Nous a promis & accordé, que ſi ſes gens avoient aucunes choſes faictes ou priſes es dictz Comté & Baronnie, non deuement & contre leur commiſſion & en maniere, que le Roy noſtre Sire en priſt le faict à ſien, il les nous fera adreſſer. Et les choſes deſſus dictes nous avons promis & promettons à tenir & garder fermement, & encontre ne veniren nul temps par nos ſerments ſur ce faictz aux Sainctes Evangiles; & à ce avons obligé & obligeons ſolemnellement & efficacement nous, nos biens meubles, & de nos heretiers & ſucceſſeurs en quelque lieu qu'ilz ſoient, & renonçons à toute exception & autre ayde de droict & de faict. Donné à Giſors le treiziéſme jour de Septembre, l'an de grace, mil trois cens dix ſept, ſoubz noſtre grand ſeel en teſmoing des choſes deſſur dictes.

ANS de J.C. 1317.

III. Nos autem contenta in dictis Litteris omnia & ſingula volumus, conſentimus, laudamus, approbamus, & quantum ad nos pertinet, facere tenere & adimpleri promittimus bonâ fide. Quod ut firmum & ſtabile permaneat, preſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum die, loco & anno prædictis. Et ſur la ſubſcription deſdictes Lettres eſt eſcript, ce qui s'enſuit: Confirmatio excuſationum & conventionum factarum ab Comite Flandriæ ſuper rebellionibus ſibi impoſitis.

CCXXVII.

Traité entre les Députez de PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, & les Villes dudit Pays par leurs Députez, fait à Paris, au mois de Novembre* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 103.

ANS de J.C. 1317. FRANCE ET FLANDRE.

A Tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Nous Dreües de la Charité Prevoſt de Soiſſons, Hugues de la Cele & Bertrand de Requevegade Chevalliers du Roy de France noſtre trés cher Seigneur, Procureurs & Commis à ce de par li devant dis noſtre Seigneur le Roy; & nous Philippes de Poule Chevallier & Gualtier de Libake Clerc, Procureurs de Monſeigneur le Comte de Flandres; Barthelemy de Staten Conſeiller & Jean Balkar Clerc, Procureurs de la Ville de Bruges; Budelbin de Beumarde Eſchevin & Henry de Lenberghe Clercs & Procureurs de la Ville de Gand; Georges Leſcot Clerc & Waultier Creuſelin Eſchevin & Procureurs de la Ville d'Yppre, Salut en noſtre Seigneur. Sçavoir faiſons, que comme ſur la paix traictée & accordée entre les gens du devant dict noſtre Seigneur le Roy & du Regent d'une part; le Comte, les bonnes Villes & le Pays de Flandres d'autre, feuretez qui deuſſent ſuffire pour tout accompliſſement de la dicte paix ſe deuſſent donner d'une part & d'autre; & les gens noſtre dict Seigneur le Roy certaines feurtez offriſſent, leſquelles & chacunes d'elles devoient ſuffire, ſi comme ilz diſoient; les Procureurs des dictz Comté, bonnes Villes & Pays de Flandres diſans au contraire les dictes feurtez non eſtre ſuffiſantes, & requerans qu'autres certaines feurtez ou aucunes d'elles leur fuſſent faictes, leſquelles ilz diſoient raiſonables, les gens du devant dict noſtre Seigneur le Roy diſans au contraire. A la parfin apres pluſieurs traictez & debats eus ſur ce entre nous Procureurs deſſus dictz; nous Procureurs & commis de par le Roy noſtre Seigneur ou nom de luy & pour luy, & nous Procureurs du Comte pour luy & pour ſon Païs de Flandres; & ou nom d'eux & pour eux avons accordé & ordonné, accordons & ordonnons en la maniere que s'enſuit.

§. 2. C'eſt à ſçavoir, que nous Procureurs & commis deſſus dictz, qui ſçavons, que li Roy noſtre Sire

ANS de J. C. 1317. Sire deſire; & nous Procureurs du Comte & des bonnes villes deſſus dictes, qui ſçavons, que li dis Cuens & bonnes villes deſirent auſſy, que bonne fin ſoit miſe ez choſes deſſus dictes pour le grand bien, le grand * * * & la grand loyauté, qui eſt en noſtre Sainct Pere Monſeigneur Jehan par la divine & digne prevoyance de Dieu Pape vingt deuxieſme, avons accordé & accordons pour les deſſus dictz noſtre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes villes & le pays de Flandres, que ſur les dictes ſeurtez, qui debvront ſuffire ſoit pris le conſeil de noſtre Sainct Pere devant dict, non mie comme de Juge. Et jaçoit ce que li dis noſtre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes villes & le pays de Flandres ſe fient, que li dis noſtre Sainct Pere ſur ce doit donner ſon juſte loyal conſeil, nous ne voulons, ne n'entendons de rien pour ce à faire nulle ſubmiſſion, obligation ou lien, par quoy li dis noſtre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes villes & le pays de Flandres ſoient aſtraincts ou tenus de ſuivre & tenir le dict conſeil; mais ſelon ce qu'il ſera leur pure & franche volonté Et envoyerons là leurs Meſſagers pour ce qui y ſeront dedans les octaves de ce prochain Noel. Ne n'eſt mie noſtre entente, que cette beſoigne doye en rien venir devant ſon ſucceſſeur, ſi par advanture advenoit, (que ja n'advienne) qu'elle ne priſt fin devant luy.

§. 3. Item ſur ce que le Roy noſtre Sire vouloit garnir le chaſteau de Caſſel à ſa volonté, laquelle choſe nous Procureurs & commis de par luy diſions & diſons, qu'il ſe pouvoit faire ſelon la forme & accord de la paix; nous Procureurs du dict Comte & des bonnes villes de Flandres conſiderans, que en la paix traictée & accordée dernierement avoit eſté accordé, que li Cuens de Flandres ſeroit abbatre le chaſteau de Courtray, & li Roy noſtre Sire adonc Regent ſeroit abattre le chaſteau de Caſſel; Nous Procureurs & commis deſſus dictz, qui ſçavons que li Roy noſtre Sire deſire, que la dicte paix vienne toſt à boo accompliſſement; & nous Procureurs du Comte & des bonnes villes deſſus dictes, qui ſçavons, que li Cuens & li pays de Flandres deſirent ce meſmes, avons accordé & accordons, que li dis Cuens faſſe deja abbattre le dict chaſtel de Courtray, & pourra li devant dis noſtre Sire le Roy envoyer de ſes gens une quantité, pour veoir comment le dict chaſtel de Courtray s'abattra, & tenir illec juſques à tant qu'il ſoit abattu; & li dis noſtre Sire le Roy ſera auſſy desja abatre ledict chaſtel de Caſſel, & ſeront de tout en tout abbatus les dictz chaſteaux de Courtray & de Caſſel dedans la purification prochaine venant, & ce ſe fera en bonne foy ſans nul delay & ſans fraude, main à main continuellement, & les gens que li dis Cuens faiſoit tenir devant le dict chaſtel de Caſſel, pour garder que vivres ou autres garniſons ne ſe miſſent au dict chaſtel, s'en departiront, avec ce le dict chaſtel ſe commance à abbattre, ſauf ce que le dict Cuens pourra avoir en la ville de ceux ou d'autres de ſes gens de cinq juſques à ſix cens, s'il veut, pour veoir comment le dict chaſtel de Caſſel ſe abbatra; & y pourront demeurer juſques à tant, qu'il ſoit abbatu. Et parmy ces choſes deſſus dictes nous Procureurs & commis de par li devant dis noſtre Seigneur le Roy en nom de li, & nous Procureurs du Comte pour li & pour ſon pays de Flandres & en nom d'eux, & nous Procureurs des bonnes villes pour elles & en leur nom, avons ralloigné & ralloignons les attenances, leſquelles eſtoient priſes juſques à la Touſſainctz dernierement paſſée entre ledict noſtre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes villes & le pays de Flandres; juſques à ces grandz Paſques prochaines, en la forme & en la maniere qu'elles avoient eſté autres fois accordées juſques à la dicte feſte de Touſſainctz: ainſy par le ralloignement des dictes attenances, ne faict ne ne fera la condition du Comte de Haynault de rien plus clair, ne meilleur, ne piour; auſſy ſur le faict de la mort Monſeigneur Jean Villain, ſur lequel li Cuens & ſes autres gens de Flandres li mettent ſus les attenances & accord avoir enfraincts, les gens du dict Comte de Haynault, diſant le contraire; ainçois demeurera ledict Cuens de Haynault, quant à ce au meſme poinct, comme il eſtoit de devant la dicte Touſſainctz. Et toutes voyes il eſt accordé entre nous deſſus dictz, & accordons, que le Cuens & ſes gens de Flandres ne mouveront, ne ne feront guerre au dict Comte de Haynault, les dictes atrenances durant. Et ainſi li dis noſtre Sire le Roy pourprendra & pourprend deja en main ledict Comte de Haynault & les ſiens, qu'il ne li ſiens ne mouveront, ni feront guerre au Comte, ne à ſes gens de Flandres, le ralloignement des dictes attenances durant. Et nous Procureurs deſſus dictz en teſmoing & à fermeté de toutes les choſes deſſus dictes & chacunes d'icelles avons mis nos ſeaux en ces preſentes lettres. Ce fut faict & accordé à Paris le Vendredy d'après la Touſſainctz devant dicte, l'an de grace mil trois cens dix ſept. Et ſont les dictes lettres cy deſſus tranſcriptes, ſeellées ſur le reply en double queüe de parchemin de unze petitz ſeaux ou cachetz de cire rouge. Et ſur le dos d'icelles eſt eſcript ce que s'enſuit. Ce li accord faict à Paris entre les Procureurs li Roy & les Procureurs du Comte & des bonnes villes de Flandres, pour avoir le conſeil du Pape ſur les ſeuretez, & pour l'abbatement des chaſteaux de Courtray & de Caſſel.

ANS de J. C. 1317.

CCXXVIII.

Traité & Concordat entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *de Flandre Seigneur de Tenremonde, touchant leurs droits ſur Tenremonde, Merchten, & la Capelle; fait à Bruxelles, l'an* 1318. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag 151.

ANS de J. C. 1318. BRABANT ET FLANDRE.

NOus JEHAN a par le grace de Dieu Dux de Lothier, de Brabant & de Limbourg, & nous GUILLAUME a de Flandres Sire de Tenremonde, faiſons ſcavoir à toux chiaux qui ces preſentes lettres verront, que comme debat, ceſtioo & diſcort aient eſté entre nous & noz gens d'une part & d'autre, aſſavoir eſt de par nous le Duc, de noz franchiſes de Merchrere & le Cappelle & des attinances qui y appartinent & dependent, nous le Segneur de Tenremonde de noſtre franchize de Tenremonde de no terre toutte appartenant anchiencment à noſtre terre & Scignorie de Tenremonde. Nous pour bon de pays & de accord, pour les dis débas, ceſtions & diſcors qui ont eſteit entre nous & noz gens terminer & mette à fin, & pour plus entierre amourz à tous jours entre nous & noz ſucceſſeurs affirmir, uſant du meur conſeil dez noz amis, ſommez ſommierement accordeis, de tenir & maiotenir nos gens & noz terres & franchizes deſſus-dictes en la maniere que cy aprea s'enſuit. *Aſſavoir eſt, s'il avenoit que aucunz de noz gens de Merchtene de la Chappelle ou des appartinances veniſſent en la terre de Tenremonde, & il feſiſſent aucun grief ou meffait en quelconque maniere que ce fuiſt dont il ſe departiſſent hors de la terre de Tenremonde ſans arreſtz ou ſans calenge, li Sires de Tenremonde ou ſes juſtices deveroieot liverier le vice & le meffait à nous ou à nous juſticez de Merchtene, de la Chappelle ou des appartenances pour prendre & levier les amendes dou meffait: & tout en au relle manier, ſi noz gens de Tenremonde ou des appertenanches forfaiſoient en la franchiſe de Mechtene, de la Chappelle, ou des appertenances, & ſe partiſſens auſſi ſans arreſt on ſans calenge, li Dux ou ſez juſtices dez dis lieux deveroient liverier le vice & le meffait à nous ou à noz juſtices de Tenremonde, pour prendre pour nous & levier l'amende dou dict meffait. Item s'il adve-

ANS de J. C. 1318. advenoit que noz gens de noſdictes franchiſes de Merchiene, de la Chappelle ou des appertenances aucun vouſiſſent aller demourer nu manoir en la terre de Tenremoode, bien le peut faire ſans calenge & ſans arreſt de par nous ou de par noz juſtices, & les deveroit-on la maintenir, & traitier à us & as couſtumez des noz dictes franchiſes de Merchtene & de la Chappelle; & tout enſement porriont venir demourer & manoir ez noz dictes franchiſes dez gens de la terre de Tenremonde que il leur plaira, ſans calenge & ſans arreſt de par le Seigneur de Tenremonde, ou dez ſes juſtices, & les devera ou par nous ou par noz juſtices maintenir, & traiter as us & as couſtumez de Tenremonde. Et eſt auſſi accordé de par nous & noſtre conſeil d'une part & de l'autre, que quicunque vourat devenir Bourgois en aucun de noz deſſus dites franchiſes de Merchtene, ou de la Chappelle, ou de Tenremonde, ou en la tetre de Tenremonde, & avoir defenſe & warant de ſa borgoſie, que y le convenra manoir tout l'an dedens le franchiſe de la ville nu il ſerat devenus nos Bourgois de Merchtene ou de la Chappelle ou de Tenremonde, fors trois quarantaynez aſſavoir eſt une des quarantaynez en Aouſt, le ſecond quarantayne en le ſemiſez de S. Remy, & le tierce quarantayne en le ſemiſez de Mars, dedans leſquels troys quarantaynez il les convienera dedens le ville ou il ſont Bourgois avoir leur feu ardant, leur Koc chantant, & leur warde en leur maiſon, & s'il eſtoient trouvé hoirs des ſes poins deſſus-dis, no ou noz juſticez les porriemez prendre pour le meffait chaſcun de nous en ſa franchiſe. Item ſe aucuns qui manſiſt à Tenremonde ou en la terre de Tenremonde, & il ſeiſiſt aucun forfait, & apres le meffait ſe voûſit traire à warant, en aucune des nos franchiſes ou terre deſſuſdites, ce ne li pourroit ne deveroit rienz valoir, que li Sires de Tenremonde ou ſes Bailleux ne prenderoit le meffait au ſien, s'il avoit tant vaillant & laiſſier dou ſien à Tenremonde ou en la terre de Tenremonde; & tout en au telle maniere nous li Dux & noſtre juſtice de par nous deveriens & porrions lever & prendre de le meffait de chiaux des franchiſes de noſtre deſſus-dite terre, qui forſaut y auroient avant chou qu'il fuſſent trait à Tenremonde ou en le terre de Tenremonde à warand, ainſi comme dict eſt chi avant des gens de Tenremonde ou de la terre de Tenremonde. Item s'il advient que nous li Dux & li Sire de Tenremonde en noz ſuſdites franchiſes & terres adviens aſſiſes, tailles & prieres, que quicunque de nos gens d'une part & d'autre, apres che devenroit Borgois, ſe Borgoiſie ne li poiraiens valoir que il ne ſache aſſeis à nous leur Seigneur chaſcun en ſon lieue, de toux cas ſoit dou priere ou de taille que avenue ſeroit autant que il deveniſt Bourgois, & de touttes tailles & aſſiſes qui ſeroient faites, & de touts cas qui avenus ſeroient ou pourroient eſtre apres che qu'il ſeruit devenus Bourgois, il en doibt eſtre quittes & frans, & ſe enſi eſtoit que nous li Dux de Brabant ou nos juſtices & gens vouſſiſſiens prendre part ou wage de nos Bourgois, qui aroient terre ou biens à Tenremonde ou en le terre de Teoremonde, nous deveriens traire au Seigneur de Tenremonde ou au ſes juſtices, en requirante qu'il nous ſachent avoir le noſtre, & s'il che ne voloient faire, nous & nos juſtices les porriens deſwagier; & tout en telle maniere doivent les gens le Seigneur de Tenremonde traire à nous ou as nos juſtices, pour pant au wage avoir de leur Borgois, & ſi nous ou nos juſtices ne leur faiſiemes avoir, li fires de Tenremonde ou ſes juſtices les poiront meiſmez deſwagier. Et eſt noſtre ſentence d'une part & d'autre que tout al qui Borgois ſont, viegnent manoir chaſcuns au lieu ou il ſera Borgois, dedens ce Noel que nous attendans premierement avenir, à toute leur maiſmez ſans nul malengien, & leur famez & leur enfant s'il les ont, & quicunque voura des hoirs en avant Borgois devenir, il le convenera que dou jour qu'il aura iureit Borgoiſi, dedens wit jours apres ſoit manans en la ville ou il ſera Borgois, tout en telle maniere comme uns autres Borgois, chi comme il eſt chi deſſus dit, & chi aucuns Borgois ſe voloit partir de ſa Borgoiſie, partier s'en peut, partiny tel droit paravant, comme li Eſchevin dou lieu diront ſur leur ſerement qu'il doit, ſaves touttes les raiſons deſus dites. Et touttes ces chouſes & convenanches deſous dites diviſes & ordenanches, promettons nous & chaſcun de nous pour nous & pour nus hoirs bien & loyalement à tenir & wardier en bonne foy à tous jours ſans nul malengien, en teſmoingnage de ces lettres preſentes ſeelees de nos ſeaulx qui furent faites & donnees à Bruxelle le Mardi devant le S. Urbain l'an de grace MCCC. XVIII. ANS de J. C. 1318

CCXXIX.

Traité de paix entre PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaye, le Marquis de* SALUCES, *&* MATTHIEU *Seigneur de Milan, fait à Lombriaſque le 19. Aout*, 1318. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 107. ANS de J.C. 1318. SAVOYE SALUCES ET MILAN.

ANNO Domini M. CCC. XVIII. indict. prima, die Sabati XIX. Auguſti. In Chriſti nomine Amen, & honorem, & laudem ipſius, & totius Curiæ cæleſtis, & honorem, & laudem ſanctiſſimi Domini Joannis XXII. Papæ ſacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ, & ſacri Imperii, & honorem, & laudem Magnificorum Virorum *Domini Philippi de Sabaudia Principis Achaye*, Domini Marchionis Saluciarum, & Domini Mathei Vicecomitis Dei gratia Civiratis, & diſtrictus Mediolani Domini generalis & omnium Amicorum prædictorum Dominorum, & totius Ligæ Lombardiæ. Cum inſrà ſcripta ſint pacta, & conventiones facta & factæ, conventa & conventæ, inter Magnificum & Potentem Virum Dominum Matheum Vicecomitem Dei gratia, & etiam Civitatis, & diſtrictus Mediolani Dominum Generalem, ſeu Nobiles & diſtrictos Viros Dominum Buſchinum Mathegacium militem, & Dominum Petrum de Modelia Juris peritum, Procuratores, & procuratorio nomine dicti Domini Mathei, de quorum procura conſtat per publicum Inſtrumentum, ut prima facie apparebat ſcriptum manu Maſei, de Ferralobus Notarii publici cujus IV. linea Incipit Matheus, & ultima Tradidi & ſcripſi, factum ſub anno Domini M. XVIII. indict. I. die VII. Auguſti ex una parte, & *Magnificum & Potentem Virum Dominum Philippum de Sabaudia Principem Achaye*, ex parte altera, reſervato tamen honore & laude *Illuſtris Viri Domini A. Comitis Sabaudia Cariſſimi Domini & Patrui ſui*. In primis prædictus Dominus Princeps & prædicti Domini Buſchinus & Petrus, procuratorio nomine & pro ipſo Domino Matheo nomine & vice prædicti Domini Mathei, fecerunt & faciunt ad invicem ligam, fraternitatem, Societatem, Unionem & verum amorem, & juram inter ſe perpetuo duraturas ſub infra ſcriptis pactis Conventionibus, Conditionibus atque modis: Videlicet quod prædictus Dominus Matheus ſe non intromittat, nec intromittere debeat per ſe, vel per Filios, vel Nepotes, vel alios deſcendentes, vel per aliam ſubmiſſam perſonam, de aliqua Seignoria Poteſtalia, Capitaineatu, nec de aliquo alio officio, tenendo vel regendo per ſe vel per alium in Civitate Aſtenſi, nec in diſtrictu, nec in aliquo loco exiſtente in Comiratu, vel diſtrictu de Aſt, & quòd ſit ab Aſt ſuperiùs in aliqun loco qualiſcumque ſit locus, Caſtrum vel Villa; excepto quod inferius dicetur; nec de terra Yporrigiæ & Canapicii, nec de terra Cherii & totius diſtrictus Cherii; nec de terris Dominorum Marchionum de Carre-

ANS de J. C. 1318.

Carreto, nec de terris Claraſchi, Montiſvici & Saviliani, & diſtrictibus eorundem, & generaliter de aliquo loco, Civitate, Terra, Caſtro, vel Villa, quæ teneant prædicti Domini Comes & Princeps, ſeu alter eorum, vel quod pertineat, vel pertinere debeat ad ipſos vel ad alterum ipſorum, ex conceſſionibus, titulis vel cauſis factis & emanatis, à Sereniſſimo Imperatore Domino Henrico felicis recordationis, vel anteceſſoribus ejuſdem, imo prædicta omnia & ſingula promittet prædictus Dominus habere, tenere pacificè, & gaudere, & eos juvabit fideliter, & bona fide, ad aquirendum prædicta ſuperius memorata, contrà Regem Robertum, & contrà omnes etiam tenentes partem ipſius. Item promiſerunt prædicti procuratorio nomine, quo ſupra dicto Domino Principi pro ſe & ſuis recipienti, quod prædictus Dominus Matheus Dominus Mediolani dabit, concedet & tenebit ſuis expenſis, & ad ejus ſtipendia prædicto Domino Principi, centum homines de Armis, equites bonos & idoneos, qui ſtabunt cum Domino Principe, vel cum gentibus ſuis, ut volucrit, ad faciendum guerram citrà Montes, contrà Regem Robertum & ejus ſequaces; ab Aſt ſcilicet per quinque menſes, ſingulis annis, prout placuerit Domino Principi. Item ſi gentes de armis venient de partibus Regis Roberti, in partes Pedemontis, quòd eo caſu dictus Dominus Mediolani mittat ex forcium ſuum armatorum, ad reſiſtendum dictis gentibus Regis, & ad offendendum eoſdem, & ad deſendendum Dominum Principem & Terram ſuam, ſecundum neceſſitatem, & quantitatem gentium, quæ venirent ut ſupra; Ex adverſo & altera parte dictus Dominus Princeps promiſit dictis procuratoribus, ſuprà dicto nomine recipientibus & ſtipulantibus ſimili modo, & juravit quòd ſe non intromittet de Dominio, Poteſtalia, Seignoria, Capitaneatu alicujus terræ quæ non ſit ab Aſt intrà, nec eſſent terræ, quæ eſſent de diſtrictu Aſt, vel ſuiſſent, ſive tenerentur per eoſdem, vel eſſent de terris ſuperius nominatis, & prædicta curabit facere, cùm effectu per ſe, & per ſuos deſcendentes, & alios ſoos adherentes, attendi & obſervari. Item quod ipſe Dominus Princeps ſe non intromittet de civitate Albæ, Epiſcopatu & Juriſdictione Albæ, per ſe, nec per aliquem, eidem Domino Principi adhærentem, exceptis in terris Dominorum Marchionum de Carreto, & de Ceva, & aliorum locorum conceſſorum per aliquos Imperatores, dictis Dominis Comiti & Principi vel prædeceſſoribus eorum in prædictis locis dictorum Marchionum de Carreto. Item quod ipſe Dominus Princeps, ſi neceſſitas immineret, Videlicet quod dictus Rex Robertus, ſive ejus gentes, veniret vel venirent potentes, cauſa offendendi dictum Dominum Mediolani, ſive Terram quam tenet ipſe vel ſui, quod ipſe Dominus Princeps teneatur mittere de ſuis gentibus equeſtribus Armigeris viginti quinque, in ſervitium dicti Domini Mathei, ſi gentes dicti Regis tranſirent ultra Alexandriam, pernoctando ibidem. Item ſi caſus prædictus accideret, quod ipſe Dominus Rex, per ſe, vel per ſuos, veniet, ſive mandaret ad terras illas quæ tenentur per dictum Dominum Mediolani ut ſupra, & major eſſet neceſſitas in illis partibus, quam in partibus dicti Domini Principis, quod idem Dominus Matheus poſſit gentes ſuas advocare. Eo ſalvo, quod per prædicta idem Dominus Matheus non veniat contra Dominos Canem Grandem de la Scala, Vicarium pro Sacro Imperio Veron. & Vincentien. Raynaldum de Bonacoſiis Vicarium pro eodem Imperio Mantuæ, Dominum Marchionem Montis-ferrati in eo quod tenet & poſſidet, nec contrà Dominum Marchionem Saluciarum, nec contrà aliquem qui ſit in liga prædictorum Dominorum, nec contrà aliquem eorum, nec eos adjuvabit contrà prædictum Principem. Item quod prædictus Dominus Princeps curabit, quòd dictus Comes Sabaudiæ, nec Filii non ſe intromittent de terris, nec de Dominiis, nec regiminibus, quæ tenentur per dictum Dominum Matheum ut ſuprà, alioquin prædictus Dominus Matheus non teneatur ſibi in aliquo, niſi bona voluntate. Quæ omnia & ſingula ſupradicta prædictus Dominus Princeps ex parte una, & prædicti Procuratores nomine ſupradicto, ex parte altera, promiſerunt invicem ſolemnibus ſtipulationibus, & cauſis ſuprad.ctis intervenientibus hinc & indè, firma & rata habere, tenere, attendere & obſervare legaliter, bona fide, qualiter in caſu ſuo, & non contra ſertur, vel venire, aliqua cauſa, vel ingenio, de jure vel de facto, ſub damnis & expeoſis, ac inter lites & extra reſervatis, & ſub omnium bonorum ipſorum, & maximè dicti Domini Mathei obligationibus, quæ proindè una pars alteri pignus obligavit. Inſuper tam dictus Princeps quàm dicti Procuratores nomine ſupradicto, in animam dicti Domini Mathei juraverunt corporaliter ad Sancta Dei Evangelia tactis ſcripturis, prædicta omnia attendere, facere, & complere, & in aliquo non contraire prædicta, prout promiſerunt dicto Principi, ſub eodem juramento, ſe facturos, & curaturos quod dictus Dominus Matheus, prædicta omnia promittet, faciet perſonaliter & jurabit quicquam ex parte dicti Principis fuerit requiſitus. Actum fuit in Lonbriaſcho, in Canonica dicti loci, Præſentibus Vullermo de Chignino, Umberto de Montebello militibus, Domino Vuillelmo Iſnardo, Domino Hueto de Plozaſcho, Dominis Ribaldo de Ripalta. Bonifacio de Lucerna, & Bonifacio de Scalengiis teſtibus, ad hæc ſpecialiter adhibitis & vocatis.

ANS de J. C. 1318.

CCXXX.

ANS de J. C. 1319. FRANCE ET FLANDRE.

Déclaration des principaux SEIGNEURS DE FRANCE, *qu'ils n'aſſiſteront point* PHILIPPE le Long, *contre le Comte de* FLANDRE, *ſi le Roi viole la paix; avec le ſentiment du Pape* JEAN XXII. *ſur ladite paix. Fait le 7. de Janvier* 1319. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 105.

IN nomine Domini Amen. Tenore hujus publici Inſtrumenti notum ſit univerſis, quod anno Dominicæ incarnationis milleſimo trecenteſimo decimo nono, die ſeptima Januarii, Indictione tertia, Pontificatus Sanctiſſimi Patris & Domini, Domini JOANNIS divinâ providentiâ Papæ vigeſimi ſecundi anno quarto, Excellentiſſimo Principe & Domino, Domino PHILIPPO Dei gratia Franciæ & Navarræ Rege Illuſtriſſimo Pariſius exiſtente apud Luparam in Regali Camera præſentibus coram eo Illuſtribus Dominis Carolo Patruo ſuo Valeſii Comite, Philippo & Carolo de Valeſio natis dicti Comitis, Ludovico Comite Claromontis, Dominoque de Borbonio, Conſanguineo Domini noſtri Regis, Comite Sancti Pauli uno de Paribus Franciæ, Domino Comite Valeſii; & Dominis Archiepiſcopo Rhemenſi, Beluacenſi, Noviomenſi, Catalaunenſi Epiſcopis, Duce Burgundiæ, & Comitiſſa Atrebatenſi, Vir venerabilis & diſcretus Dominus Petrus de Capis Theſaurarius Laudunenſis Cancellarius dicti Domini Regis, de ipſius Domini Regis præcepto, in ſubſcriptorum teſtium & mei Notarii præſentia, expoſuit ſuperius nominatis.

§. 2, Qualiter dudum, dum adhuc idem Dominus Rex regeret dicta regna, inter eum ex una parte, & Flandrenſes ex altera, ſuper quibuſdam articulis pacis inter claræ memoriæ Dominum Ludovicum Genitorem dicti Domini Regis, dum viveret, dictoſque Flandrenſes initæ & juramento firmatæ, certis conventionibus habitis, idem Dominus Rex tunc regens, & Flandrenſes convenerunt dare & præ-

ANS de J.C. 1319.

ſtare tales ſecuritates in vicem, quæ deberent ſufficere.

§. 3. Demum quod, quia ſuper illis præſtandis inter eos concordare nequiverunt, ſimul ad dictum ſummum Pontificem miſerunt; ipſius conſilium, quæ deberent ſecuritates ſufficere, audituri. Expoſuit & idem Dominus Cancellarius, qualiter Dominus Sanctiſſimus Pater, deliberatione plenaria habita ſuper iis conſilium dedit & ſolemniter publicavit, & ſub bulla ſua poſuit in hæc verba.

§. 4. Videlicet: Conſuluimus pacem & conſulendo diximus, quod Rex prædictus ſemel duntaxat per certam perſonam ad hoc deputandam ab eo, in animam ſuam juret, quod ipſe dictas conventiones inviolabiliter obſervabit, per ſe vel per alium non venturus aut facturus aliquid contra eas vel aliquas earumdem, & per obſervationem hujuſmodi Rex ipſe obliget omnia bona ſua præſentia & futura. Singuli etiam ſucceſſores ipſius in Regno ſemel duntaxat juramentum præſtare modo ſimili teneantur. Præſtabitur autem juramentum prædictum hujuſmodi per Regem & ſucceſſores prædictos in forma præſcripta; cum Comitates Flandriæ ad homagium & fidelitatem recipient, in craſtino videlicet, poſtquam hujuſmodi homagium & fidelitatem præſtaverint, & conventiones ſervare juraverint antedictas.

§. 5. Curabit etiam idem Rex & ſine fraude aliqua, quantum poterit, quod frater & patrui & conſanguinei ſui de Valeſio, de Borbonio, Comes Sancti Pauli, & Pares Franciæ, conventiones ipſas, quantum in ipſis fuerit & pertinebit ad eos, in fide ſua tenaciter obſervare promittent, & quod eidem Regi, ſi contra conventiones prædictas vel aliquam ex eis faceret aut veniret per ſe vel per alium, in hoc aſſiſtere aut eum juvare minime teneantur; ubi cum Flandrenſes ipſi de facto conventiones ipſas aut ex eis aliquam infringerent, aut contra Regem eumdem guerram fortaſſe moverent, tunc prænominati omnes & ſinguli à dictis promiſſionibus ſint liberi & immunes.

§. 6. Sic & diximus & conſuluimus, quod dictus Rex omnibus inſce & ſingulis, ad quæ dicti Flandrenſes facienda & præſtanda tenentur eidem, à quibus debet eos liberare ſecundum formam conventionum ipſarum, in ſtipulationem deductis, eos inde per acceptationem liberet atque quittet.

§. 7. Conſuluimus præterea, & conſulendo diximus, quod prædicti Flandrenſes Regi prædicto præſtare ſecuritates hujuſmodi teneantur; videlicet: Quod dictus Comes perſonaliter, & univerſitates Flandrenſes per Procuratores ad hoc ſpecialiter deputatos & conſtitutos, jurent conventiones prædictas inviolabiliter obſervare, & per ſe vel per alios in contrarium non venire, vel facere quoquo modo.

§. 8. Quod ſiquidem conſilium, ſicut expoſuit idem Dominus Cancellarius, gentes Domini Regis ad Dominum ſummum Pontificem tunc propterea deſtinatæ nomine Regis acceptarunt, ipſeque Dominus Rex poſtmodum ipſius conſilii tenore diligenter attento, ob reverentiam ſummi Pontificis & Sanctæ Matris Romanæ Eccleſiæ, imò ob ſerventem affectum, quem habet, ut regnis ſuis & ſubditis quietem præparet, ob ſummum deſiderium, quod gerit, ad paſſagium terræ Sanctæ, dictam acceptationem gratam & ratam habuerat, & permanſerat ex cauſis prædictis in eadem voluntate de dandis prædictis ſecuritatibus, quæ in conſilio continentur prædicto, quamquam in eo multa videantur extranea, oneroſa, & prorſus etiam inſolita ſibi & ſuis prædeceſſoribus, qui cum Imperatoribus & Regibus, aliiſque Principibus & Comitibus etiam Flandriæ interdum aliquid agere habuerant, & temporibus variis devenerunt ad pacem, tractatus & concordias, ſuper quibus ſtabatur, & etiam ſtandum eſſet litteris Regis pro omnibus ſecuritatibus & cautelis.

§. 9. Quibus ſic expoſitis, præfatus Dominus Cancellarius, qui tunc exhibuit tenorem pacis, concordiæ & conſilii prædictorum nomine Regis ex parte ipſius, & poſtea idem Dominus Rex prædictus cum inſtantia tamen rogavit, & efficaciter requiſivit, & eis, quantum ſibi auctoritate licebat, præcepit, quod ipſi & eorum quilibet ſecundum prædicti Domini Pontificis conſilium promitterent bona fide, ut quantum ad eos pertinebat, conventiones præfatas ſervare promitterent & tenerent. ANS de J. C. 1319.

§. 10. Prænominati vero ſuperius reſponderunt, quod non conſtabat adhuc Comitem & alios Flandrenſes ea, ad quæ tenentur ſecundum memoratum conſilium impleviſſe; quodque durum erat eis & eſſet taliter, ſe pro factis aliena aſtringere. Verumtamen deliberarent ſuper eis hactenus, cum eſſent ardua, & eis prorſus inſolita, ad præſens ſuper prænniſſis dare reſponſum aliud ſecurius nequeuntes.

§. 11. Acta fuerunt hæc præſentibus Illuſtribus Dominis Bleſenſi, B. Bellimontis, R. Bolonіæ, G. Portiani Conſtabulario Franciæ, Comitibus; Navarritio de Craon, H. de Seyliaco, Milone de Noëriis, A. de Gienvilla, J. de Varenia, Dominis; ac A. Franciſco de Seris, Guidone de Baucayo militibus, Girando Guettæ cum pluribus aliis fide dignis teſtibus ad præmiſſa vocatis & rogatis ſpecialiter.

§. 12. Et ego Guido Juliaci de Cluniaco Clericus publicus, auctoritate Apoſtolica Notarius, qui anno, die & loco, quibus ſupra, præmiſſis togationibus, requiſitionibus & præceptis, prædictiſque reſponſionibus præſens interfui, hoc inſtrumentum ſcripſi, feci, ſubſcribens publicavi, & ſigno meo conſueto ſignavi rogatus.

CCXXXI.

Traité de Paix & Confédération entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, au ſujet de la Seigneurie de Heuſden, fait à Nideggen, l'an* 1319. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 153. ANS de J.C. 1319. BRABANT ET HOLLANDE.

UNiverſis præſentes Litteras viſuris & audituris *Gerardus Comes Juliacenſis* ſalutem & cognoſcere veritatem. Noveritis, quòd cùm in cauſa & negotio quod vertitur inter Illuſtres viros Dominos noſtros dilectos JOANNEM *Lotharingiæ, Brabantiæ & Lumburgis Ducem* ejuſque in ea parte conſortes & coadjutores ex una parte, nec non WILHELMUM *Hannoniæ, Hollandiæ & Zelandiæ Comitem Dominum Friſiæ* ex altera, videlicet ſuper Oppido de *Hoeſden* & ejus pertinentiis, in nos tanquam in Arbitrum, Arbitratorem & amicabilem Compoſitorem fuit compromiſſum & nos hujuſmodi in nos receperimus compromiſſum, eiſdem Dominis noſtris & partibus hinc inde in hoc complacentibus; nos quoque æquâ Dominorum noſtrorum dictorum & partium voluntate, dicti compromiſſi termino uſque nunc prorogato & adhuc pendente, & eiſdem Dominis noſtris & partibus hinc inde in dicto negotio per nos ut Arbitrium ſolum de jure diffinire & pronuntiare cum inſtantia petentibus & omnino volentibus, quantumcumque etiam concordiam & amicabilem Compoſitionem deſideramus in negotio eodem: tandem quia exactis & probatis & deductis coram nobis hinc inde, in primis pro Domino noſtro Comite Hannoniæ non invenimus aliud, niſi quòd nobilis vir quondam *Joannes Dominus de Hoeſden* lapſo viginti novem annorum ſpacio vel circiter, Oppidum ſuum de *Hoeſden* & libertates Oppidi ejuſdem, quibuſdam tantummodo exceptis in ſuis litteris, (in quibus nec dicti Domini noſtri Ducis Brabantiæ ſuorum-

ANS de J. C. 1319.

rumque progenitorum ut Dominorum principalium, nec alterius cujuſque cujus interſit appareret conſenſus adhibitus nec requiſitus) donaverit ſeu ſupportaverit ſimplicis donationis titulo quondam ſpectabili viro *Florentio Comiti Hollandiæ*, & deinde ea recepit nomine feudi ab eodem, produxeratque idem Dominus noſter Comes Hannoniæ ſuper affectione ſua duos teſtes principales, & veriùs ad verum eundo, unum ex cujus tenore depoſitionis apparet intentio litteræ donationis & ſupportationis antedictæ, nec non alios licet pauco numero duodecim vel circa nihil de vera vel certa ſcientia, ſed ſolum de auditu auditus in ſuffragium prædictorum deponentes; nonque appareant nec producantur inſtrumenta, vel aliquæ litteræ authenticæ alicujus ſcientiæ vel conſenſus quo ad prædictam donationem vel ſupportationem, earundem donationis vel ſupportationis tempore vel poſt dicti Domini noſtri Ducis vel ſuorum progenitorum ſeu prædeceſſorum, Comitiſve Clivenſis qui eſt vel pro tempore fuerunt, ſeu alterius cujus interſit. Cumque vice verſâ appareat, & coram nobis deducta ſint & exhibita fide dignorum tam Vaſſallorum plurimorum, quàm aliorum virorum bonorum teſtimonia, eum ad finem, quod Caſtrum de *Hoeſden* (de quo tamen inter partes non eſt quæſtio) nec non Oppidum, terra & Dominium de *Hoeſden* & eorum pertinentia, prout ſita ſunt ultra veterem Moſam verſùs terram de Altena, pertineant principaliter jure directi Dominii ad dictum Dominum noſtrum Ducem, ſicut ad ſuos progenitores ab antiquo, & ad *Comitem Clevenſem* jure Vaſſallatus, & infeudationis titulo qui eſt & qui pro tempore fuerunt veri Vaſſalli immediati dicti Domini Ducis & ſuorum progenitorum de bonis eiſdem, ſicut & impubis nobilis qui nunc eſt, videlicet *Joannes filius quondam Domini Joannis Domini de Hoeſden* & ejus nomine ut mamburnus *Joannes de Elshaute* armiger Vaſſallatus nomine eſt infeudatus & inveſtitus de bonis antedictis à nobili viro *Theodorico Comite Clivenſi*, ad quem uſque nunc dicto nomine, ut ad immediatum Vaſſallum dicti Dominii & bonorum, quieta poſſeſſio eſt obtenta & producta. Item quòd quotieſcumque Domini de *Hoeſden*, qui pro tempore fuerunt, oppreſſiones & guerras paſſi ſunt, nunquam tamen Comites Hollandiæ qui eſt vel pro tempore fuerunt, præſtabant auxilium ſeu defenſionem aliquam eiſdem Dominis de Dominio de *Hoeſden*, licet Domini ad hoc teneantur ſuis Vaſſallis tam de jure quàm æquitate. Item quomodo impoſſibile ſit & à jure & ratione alienum, quòd prædictæ donationis & ſupportationis titulo, dictus Dominus noſter Comes Hollandiæ quærat ſibi jus Dominii in dictis Oppido, bonis & Dominio de *Hoeſden*, cùm ex alia conſequentia contraria, puta proprietatis & directi Dominii titulo, non poſſit nec debeat hujuſmodi vendicare; maximè cùm donans & ſupportans non habuerit in eiſdem bonis directum & verum Dominium, ſed potiùs ea dependeant à Domino noſtro Duce Brabantiæ, principali talium bonorum Domino, & à Comite Clivenſi immediatè, nec alias ſufficienter appareat, quòd nullus Dominus de *Hoeſden* de jure ut mediatus Vaſſallus, de dictis bonis aliquam donationem, alienationem, vel diſtractionem eorundem bonorum & Dominii validas facere valebat; ſicque etiam pro jure Virorum nobilium Comitis Clivenſis qui eſt & ſuorum progenitorum, qui immediati fuerunt Vaſſalli dictorum bonorum, probatum & ad nos productum eſt, tam per ipſum Comitem qui nunc eſt, quàm per ſexaginta & plus teſtes fide dignos tam nobiles in magna parte, quàm miniſteriales alios multos & famulos ipſius Comitis Clivenſis, omnes & ſingulos Vaſſallos & Pares curiæ, etiam juramentis eorundem tanquam de certa ſcientia & de vero, quòd Oppidum, terra & Dominium de *Hoeſden* ut ſita ſunt ultra veterem Moſam verſùs terram de Altena, ſunt de pertinentus *Comitis Clivenſis* qui eſt & ſuorum progenitorum qui pro tempore fuerunt, ut Vaſſalli Domini Ducis Brabantiæ qui eſt & qui pro tempore fuerunt de bonis eiſdem, & quia Dominus Dux eſt verus & directus Dominus bonorum eorundem, & reperiatur inter cætera deductum & probatum, quòd ſæpiùs & frequentiùs Domini de *Hoeſdene* qui pro tempore fuerunt, à ſuis Dominis ſuæ fidelitatis & Vaſſallatus nomine ſint adjuti, & ejuſdem ſubjectionis nomine idem Domini de *Hoeſden* qui pro tempore fuerunt, eiſdem Comitibus ſuis Dominis & in eorum guerris præſtiterunt auxilia & quo ad hoc competentia ſervitia, juxta poſſe ſuum ea de cauſa. Item quoque, quòd vacantibus legitimè & ſucceſſivè quatuor vicibus à duodecim annis & circa immediatè prædictis Oppido, terra & Dominio de *Hoeſden* infraprædictum diſtrictum Dominii de *Heuſden*, hæredes qui ſucceſſivè fuerunt, quiſierunt, habuerunt & obtinuerunt, dicta Oppidum, terram, thelonium & Dominium jure feudi, & ejus inveſtituram à Dominis *Comitibus Clivenſibus* prout pro tempore fuerunt; in primis videlicet *Joannes* quondam Dominus de *Hoeſdene* mortuo Domino *Theoderico* quondam *Comite Clivenſi*, à Domino *Ottone* ſuo ſucceſſore, dein mortuo ipſo Domino *Joanne de Hoeſdene*, *Joannes* ejus filius & ſucceſſor ab eodem Domino *Ottone*, idem *Joannes* à *Theoderico* nunc *Comite Clivenſi*, & nunc ultimo mortuo dicto *Joanne Joannes de Elshaute* mamburno nomine pro impubere filio quondam Domini *Joannis* Domini *de Hoeſden*, ſæpiùs jam dicto Domino *Comite Hollandiæ* ſe nunquam nec ejus nomine aliquo altero unquam niſi nunc in aliquo opponente. Verùm quia prædictis omnibus & ſingulis ſæpiùs & cum exacta prout jacent & exactiùs liquent & clarè trahi poſſunt, ac etiam conſideratis in hujuſmodi conſiderandis, coram juris peritis, ſapientibuſque aliis quampluribus requiſitis, & eorum ſufficienter uſi conſilio, invenimus prædicti Domini noſtri *Comitis Hollandiæ* intentionem minimè fundatam, ſed potiùs dicti Domini noſtri *Ducis Brabantiæ*, dictique *Comitis Clivenſis* & eorum conſortium intentionem fundatam & ſufficienter probatam, prout eos contingit & ex adverſo. In Dei nomine jus dicendo, ex vi compromiſſi in nos hinc inde facti & ſuſcepti, pronuntiamus & definimus, prædictum Oppidum, terram, thelonium & Dominium de *Hoeſdene*, prout ſita ſunt ultra veterem Moſam verſùs terram de Althena, de quibus eſt mota quæſtio, ad dictum Dominum noſtrum *Ducem Brabantiæ* ut ad principalem Dominum jure directi Dominii pertinere debere, dum tamen præmiſſis ſalvis Dominus noſter Dux prædictus perſonaliter, & deinde aſſumptis ſecum duobus fide dignis paribus curiæ ſuæ Vaſſallis, prædicta Oppidum, terram & Dominium de *Hoeſdene* per jutamentum ſuum declarent & aſſerant ad ipſum Dominum Ducem tanquam ad principalem Dominum jure directi Dominii pertinere; quo facto, eadem pronuntiatione dicimus, ea ad nobilem Virum *Theodoricum Comitem Clivenſem* coadjutorem ejuſdem Domini Ducis, jure fidelitatis & Vaſſallatus Domini Ducis ejuſdem, nec non conſequenter dependere jure Vaſſalatus talis ab eodem Comite, quo ad filium impuberem quondam Domini *Joannis Domini de Hoeſdene* & ejus mamburno nomine ad *Joannem de Elshaute* ſupradictum. In cujus pronuntiationis & definitionis teſtimonium, has Litteras noſtro fecimus ſigillo communiri. Datum Nideggen feria tertia ante feſtum B. Michaëlis Archangeli anno M. CCC. XIX.

ANS de J.C. 1320. FRANCE ET FLANDRE.

CCXXXII.

Traité entre PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, par lequel ce qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les Traitez précédens eſt modéré. Fait à Paris, le 5. de Mai*, 1320. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Ch. CXLVI. Feüill. 243.

PRemiers, que Louys, fils de feu Louys, Conte de Nevers & de Rethel, prendroit en mariage Madame Marguerite fille dudiɛt Roy PHILIPPE dict de la Marche, ou le Long, & que ſuyvant la moderation de l'an mil trois cents ſeize, nonobſtant le treſpas dudiɛt Louys Conte de Nevers ſon Pere, il ſuccederoit apres le deces du Conte ROBERT ſon ayeul, en la Conté de Flandre. Que ceux dudiɛt Flandre, payeroyent au Roy endedens un an immediatement ſuyvant, la ſomme de trente mille livres. Que par ſerment ils promettroyent, que ſy avant que le Conte de Flandre, ou ſes ſucceſſeurs, contreveniſſent jamais a ceſte paix, ils ne les ſecoureront d'argent, de chevaux, de conſeil, d'harnas, de gens, ny autrement. Que la Dame de Couchy, fille du Conte Robert, jurera icelle paix, meſmes qu'on la feroit ſemblablement jurer a Robert de Caſſel. Ce fut faiɛt a Paris le cinquieſme de May en l'an mil trois cents vingt. Et le Roy donna avec ſa fille en mariage, la ſomme de trente mille livres Pariſis, a prendre ſur les deniers que ceux de Flandre luy devoyent, a cauſe d'autres traiɛtez de paix precedents. Et ſuyvant que ledict Mariage ne ſortiſt ſon effect, leſdiɛts de Flandre ne ſeroyent aucunement tenus en ce que deſſus. Et mais pour autant que ce mariage alla avant les ſuſdiɛtes conditions eurent lieu, & fut le Conte de Flandre entierement deſſayſy deſdiɛtes Villes, de Lille, Douzy, & Bethune.

CCXXXIII.

ANS de J.C. 1321. BOURGOGNE, SAVOYE, AUXERRE ET CHALON.

Traité entre AGNES DE FRANCE *Ducheſſe de Bourgogne*, AME' *Comte de Savoye, &* JEAN *Comte d'Auxerre, ſur le Mariage de* ROBERT DE BOURGOGNE, *avec* JEANNE DE CHALON. *Fait à Chalon, l'an* 1321. S Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 149.

POr ALLES eſt traiɛtié entre tre haut & tre noble Dame Madame AONES, jaidis Fille Monſieur Saincɛt Lois Ducheſſe, & Eudes Duc ſon Fils Duc de Bourgogne d'une part, & Haut & Nobles Baions *Monſieur* AME *Conte de Savoye*, & JEAN Conte d'Auchurre d'autre part, en la forme & en la maniere que enſeit. C'eſt à ſçavoir que li devans diz Ducheſſe & Dux promettent en bonne foy curier & procurier à tout lors povoirs, que ROBERT DE BOURGOONE Fils à ladite Ducheſſe & Frere doudit Duc panra à Femme & à Eſpouſe ſi Sainte Yglife ſi accorde, Noble Damoyſale JOHANNE Suer doudit Jehan & File de la File doudit Conte de Savoye, à laquelle Juhanne li dis Jcham hay doné & done por partaige & por appaneige ou por lou droit de tous biens de Pere & de Mere & de tous autres droits que ele hai puyt & doit havoir por quenque cauſe que ce ſoit avec ledit Jcham a preſant la Contée de Toncurre, demoigne, fiez & rereſiez, gardes & tous autres droits, eſpecialement la garde de l'Abbaye de Pontigny, anſamble toutes henours, proffits, & emoluments, Baronies, reſſort & ſouvereigneté & tous autres droits quels qu'ils ſoient, enſamble les charges reaulx, & eſt à ſçavoir que ou cas qui haurint en la Contée d'Auchurre aucunes Granges ou autres demoignes appartenans à l'Abbaye de Pontigny en fiez enclavés en la Contée d'Auchurre qui appartinoient à la Contée de Toncurre la garde deſdites chouſes & li dis fiez demorroient & portindroient audit Conte d'Auchurre, en exceptant ce en eſpeciaul de la generaulté des chouſes de ſus dites, & exceptié auxi le droit que li dis Cuens & ſadite Seur povoient havoir eſſamblement ou por ſoy en la Ville de Chabliz laquelle eſt eſchoite de Monſieur Beraul de Marcoüil, laquelle Ville demore audit Conte d'Auchurre par la maniere que la tenoit li diz Meſſire B. & por le dom appaneige ou partaige de ſuſdiz la dite Damoyſale doit faire quittance jorme por luy & por les ſiens & por ceaulx qui haurient cauſe de ly ou daux de tous biens de Pere & de Mere & de tous autres biens ſoient venus par eſchoroite ou por autre maniere juſques au jour de huy ſens rien reclamer ou temps à avenir, ſauve ladite Damoyſale & és ſiens l'eſchoroite de coſté que porroit avenir de ores en avant laquelle li diz Cuens d'Auchurre veut outroie & conſent que le ſoit ſauve à ladite ſa Seur & és ſiens & auxi ſauve l'eſchoroite de ladite Damoyſale audit Conte ou cas que elle morroit ſens hoirs de ſon corps ou cas que li dite Damoyſale ne hauroit ordene de ſa vie de ſes biens, Derichief li devants diz Ducheſſe & Dux vuillent oſtroient, & promettent curier ou procurier que de ſix miles deux cent & cinquante livrées de terre à Digeonois, dou li quinze Digeonois, vaillent doze petit tornois dou temps dou S. Roy Lois, leſqueles li dit Dux hay donées de l'expres conſentement de lor Mere audit Robert por partaige ou por appanaige de tous biens de Pere & de Mere, & por tous autres droits qu'il havoit ou pourroit havoir envers ledit Duc, la dite Damoyſale ſeroit douhée nommement & eſpiciaulment de trois miles livrées de terre à Digeonnis Chaſteal ou maiſon fors ſans pris & de ce douhaire elle ſe tenroit porpayé. Et ſenſint eſtoit que li dits Roberts moreſt Dux de Bourgogne devant ladite Inhanne, ladite Inhanne hauroit enſamble les dits trois miles livrées de terre à Digeonois, doux mile livrées de terre à Digeonois, en outre & de tant en ceſti cas elle ſe tiendroit por contante, & doit rendre li diz Cuens ſadite Suer quitte de tous debtes, & de toutes obligations quey elles ſoient, ſauves les charges reaulx ſi comme deſſus eſt dit; encores eſt traittiez que apres le Mariage ſolemnizié li dit Robert doibt faire renouveller à ladite Damoyſale la quittance de laquelle mancions eſt faite deſuis & l'an doit donner autorité d'en faire laquelle quittance li dits Robert doit ratefié & promettre de non venir au contraire por ſoy ne por autruy ne ſoffrir & cetera. Et doivent li diz Ducheſſe & Dux porchaſſier à lors povoirs la diſpenſation envers noſtre Saint Pere le Pape. Ceſtes chouſes furent faites & traittiés à Chalon le Mardy aprés la Feſte de la Trinité, l'an de grace mil trois cent vint & un, eo la preſence des deſuſdits Madame la Ducheſſe, Monſieur le Duc, *Monſieur le Conte de Savoye*, Monſieur le Conte d'Auchurre, *Monſieur Andouart de Savoie*, *Monſieur Aymé ſon Frere*, Monſieur Guicharz Seigneur de Beaujus, *Monſieur Lois de Savoie Seigneur de Vaux*, liquelx ont juré ſur Saints Evangiles de tenir & garder fermement le traittié, & les convenances deſuſdites à lors povoir, & de faire tenir eſdits Robert & Inhanne entant commil appartint ou peut appartenir à chacun daux. Et nous Ducheſſe Dux de Bourgogne, *Cuens de Savoye*, Cuens d'Auchurre, *Andouarz de Savoye*, *Aymés de Savoie*, Guicharz Sire de Beaujus, *Lois de Savoye Sire de Vaux*, havons mis nos ſealx en ces preſentes Lettres en teſmoin de verité. Donné au dit leu lan & le jour deſuſdit.

ANS de J.C. 1321.

CCXXXIV.

CCXXXIV.

ANS de J. C. 1322. FLANDRE.

Arrêt du Parlement, qui adjuge à LOUIS *Comte de Nevers, fils de Louis fils Aîné de Robert Comte de Flandre, ledit Comté de Flandre, contre* ROBERT *fils puiſné dud. Robert, &* MATHILDE *ſa ſœur, du 21. Janvier*, 1322. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 106.

CArolus Dei gracia Franciæ & Navarræ Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis Salutem. Notum facimus quod cum ROBERTUS de Flandria miles, filius quondam Roberti, quondam Comitis Flandriæ tanquam proximus & unicus ſuperſtes ejus filius ut dicebat, dicens ſe eſſe ſaiſitum per conſuetudinem patriæ notoriam, qua dicitur, quod mortuus ſaiſit vivum, de Comitatu & Paria Flandriæ, & aliis quæ dictus deffunctus tempore, quo ipſe vivebat, tenebat in Regno Franciæ, & de quibus ipſe deceſſit ſaiſitus; petens ſe ad fidem & homagium noſtrum recipi de prædictis, offerens os & manus, ſervitium & deveria alia, quæ dictum feudum requirit ex una parte: Et Mathæus de Lotharingia miles, nomine & intentione MATHILDIS uxoris ſuæ Dominæ de Florinis filiæ dicti defuncti Comitis, & ipſa Domina, pio ſe dicentes dictam Dominam eſſe proximiorem in ſucceſſione dicti Comitis; & quia dictus Robertus frater & Joanna Domina de Sancto Urbano ſoror ipſius renunciaverant per juramenta ſua omni juri ſucceſſionis dicti deffuncti Comitis, arreſto, confirmatione & decreto Regiis intervenientibus, prout in litteris Regis ſuper his confectis plenius continere dicebant, de quibus conſtare dicebatur per Regiſtra Curiæ, quæ ipſi ſuper his videri petebant; propter quæ ipſi dicebant dictam Dominam eſſe proximiorem in dicta ſucceſſione, & ſic ipſam eſſe ſaiſitam ipſa ſucceſſione per conſuetudinem prædictam, qua dicitur, quod mortuus ſaiſit vivum, & ob hoc peterent ipſam Dominam per nos admitti ad fidem & homagium de prædictis, offerentes os & manus & alia deveria, quæ dictum feudum requirit, ex alia parte: nec non & Ludovicus Comes Nivernenſis filius primogeniti dicti Domini deffuncti Comitis Flandriæ, dicens ſe jus habere in præmiſſis, & ſe eſſe in poſſeſſione de eiſdem, & proximiorem in ſucceſſione prædicta; virtute cujuſdam proviſionis & ordinationis factæ per dictum Robertum tunc Comitem Flandriæ, de aſſenſu & voluntate Ludovici tunc Comitis Nivernenſis primogeniti filii ſui & dicti Roberti fratris, & Joannæ Dominæ de ſancto Urbano ſororis dicti Domini Ludovici primogeniti; per quas ordinationes & proviſiones actum extitit, quod dictus Ludovicus filius ſuus nunc Comes Nivernenſis in Comitatu & paria prædictis dicto avo ſuo ſuccederet, & quod in eum caſum dictus Robertus & Joanna omni juri ſucceſſionis dictorum Comitatus & Pariæ & aliorum, quæ habebat in Regno Franciæ, ad opus Ludovici prædicti per ſua juramenta renunciaverant, totum jus quod in dicta ſucceſſione habebant & habere poterant in ipſum Ludovicum tranſportantes; quæ omnia & ſingula Chariſſimus & Dominus germanus noſter Philippus quondam Rex Franciæ & Navarræ ad requiſitionem dicti Comitis Flandriæ deffuncti & dictarum partium auctoritate Regia & certa ſcientia approbaverat & confirmaverat, cum interpoſitione decreti ſui & pronunciatione facta, præmiſſa ſic poſſe fieri, & valida eſſe; tollendo conſuetudines contrarias, ſi quæ eſſent, & ſupplendo de plenitudine poteſtatis omnem defectum ſi quis forſitan eſſet; pro ut de iis omnibus conſtare dicebat per litteras Regias ſuper iis confectas, per quas litteras eaſdem in præſenti exhibendo & tradendo curiæ noſtræ, dicebat ſe facere de præmiſſis promtam fidem, requirens ſe per nos admitti ad fidem & homagium de præmiſſis; offerens os & manus, ſervitium & alia deveria, quæ dictum feudum requirit; ex alia parte. Plures tationes ſuper hoc allegantes, videlicet quælibet dictarum partium ad finem, quod dicta requæſta ſua fieret, & quod aliarum prædictarum partium requæſtæ non deberent admitti. ANS de J. C. 1322.

§. 2. Domina vero de Sto Urbano filia primogenita dicti Domini Comitis Flandriæ præſens ad hoc in noſtra Curia dicens, non velle ſe in aliquo opponere requæſtæ dicti Roberti, nec requeſtæ dicti Ludovici, quantum ad Comitatum & Pariam Flandriæ, proteſtata tamen fuit, in caſu in quo Requeſtæ dicti Roberti & Ludovici non admitterentur, nec aliquis eorum, de proſequendo jure ſuo contra dictos conjuges; petens & requirens in illo caſu ſe recipi ad fidem & homagium de præmiſſis. Cum ipſa ſit, ut dicebat, primogenita dicti Comitis Flandriæ deffuncti, & in dicta ſucceſſione proximior quam ſit dicta Domina de Florinis, & eidem in præmiſſis præferri debeat per conſuetudinem prædictam, per quam dicitur quod mortuus ſaiſit vivum: dictis conjugibus contra ipſam plures rationes afferentibus ex adverſo. Petens inſuper jam dicta Domina de Sancto Urbano quod in caſu in quo requeſta dicti Ludovici fieret pro Comitatu & Paria Flandriæ ſe admitti tamquam filiam & heredem dicti deffuncti Comitis ad fidem & homagium de terra de Voiſe, cum ſit feudum ſeparatum & diviſum à Comitatu & Paria Flandriæ, cujus terræ ſucceſſioni ipſa numquam renuneiaverat ut dicebat.

§. 3. Auditis igitur ſuper his diligenter prædictis partibus & viſis litteris antedictis, cum matura deliberatione noſtri conſilii, per arreſtum noſtræ curiæ dictum fuit, quod Requeſta dictorum Roberti & Mathæi de Lotharingia & Mathildis ejus uxoris, non fient; & quod oppoſitiones & requæſtæ eorum nullatenus impedient nec impedire debent, quo minus requeſta dicti Ludovici fiat. Et quia procurator noſter pro nobis proteſtatus fuerat de jure noſtro, quod habere poteramus ex quacumque cauſa in Comitatu prædicto; curia noſtra jus noſtrum ſuper hoc nobis reſervabit omnino. Dixit etiam Curia noſtra quod aſſignamentum & proviſio dicto Roberto facta, de quibus fit mentio in litteris prædictis, ſalva erunt dicto Roberto, & ſi complementum non fuerit eidem * prout in litteris continetur eiſdem. Reſervavit inſuper dicta Curia noſtra prædictæ Dominæ de Florinis jus, quod ipſa habet ſeu habere poteſt ſuo partagio ſeu appanamento in ſucceſſione dicti Comitis Flandriæ. Et quantum ad ea, quæ petebat dicta Domina de Sancto Urbano, ratione terræ de Voyſe, partes ſuper hoc audientur, & fiet eis juſtitiæ complementum.

§. 4. In cujus rei teſtimonium præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Datum Pariſiis in Parlamento noſtro vigeſima nona die Januarii anno Dominicæ Incarnationis 1322. Et ſur le replis des dictes lettres eſt eſcript: per arreſtum Curiæ Majoris. Chalop. & ſcellées en double queue de parchemin d'un grand ſceau de cire jaulne. Et au dos d'icelle eſt auſſy eſcrit ce que s'enſuit. Quoddam arreſtum in facto Flandriæ de tempore Caroli tunc Regis Franciæ & Navarræ & Ludovici tunc Comitis Flandriæ 1322.

CCXXXV.

ASN de J. C. 1322. FLANDRE ET HAINAULT.

Traité de paix entre LOUIS *dit* de Creſſy, *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault, Hollande & Zelande, par la médiation de Charles IV. Roi de France, fait l'an* 1322. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLIX. Feüillet. 246.

PRemiers, que le Conte de Flandre renoncera a tous hommaiges, que le Conte d'Hainault luy povoit debvoir, a cauſe des yſtes de Zelande, quittant tout le droict que luy & ſes ſucceſſeurs Contes de Flandre, pourront pretendre auſdictes yſtes, par confiſcation pour debvoirs non faicts, ou autrement. Que ledict Conte de Flandre, quictera toutes les debtes & obligations des deniers, que le Conte d'Hainault & d'Hollande luy peut debvoir, remettant au ſurplus toutes paines & amendes fourfaicts, pour faute de payement deſdicts deniers. Que d'autre coſté, le Conte Guillaume d'Hainault quictera ſemblablement au Conte de Flandre, tout ce qu'il luy povoit debvoir, il renoncera auſſy, a ce que luy & ſes predeceſſeurs Contes d'Hainault pretendoient es terres d'Aloſt, de Waſt, des quatre meſtiers & de Grantmont, tendant ſur ce, toutes lettres, jugementz, ſentences & confirmation des Empereurs, ou Roys d'Allemagne, & electeurs caſſez & annichilez. Que ledict Conte d'Hainault, renoncera pareillement au Gavene de Cambreſis, accordant que les Seigneuries de Crevecœur & d'Alloves enſemble la chaſtelenye de Cambray, demeurent perpetuellement a Meſſire Jean de Flandre, & a ſes ſucceſſeurs. Comme auſſy accorderont leſdictes pactes que circommenaige, & inquiſition ſera faicte ſur le faict des ſeigneuries de l'Eſtines & de Flobecque, par ſix hommes, és mains deſquels demoureront leſdictes terres, juſques a ce que par eux ſera decidé du reſſort d'icelles, & que ce pendant, ny l'un ny l'autre, deſdicts Seigneurs y pourront exploicter. Que quand aucun debat naiſtra de la en avant entre leſdicts Contes de Flandre & d'Hainault, ils ne pourront plus commencer par guerre, mais ſe ſubmectront audict & ordonnance de ſix preudhommes, leſquels en qualité d'arbitres decideront de leur differents, ſelon qu'en leurs conſciences ils trouveront de raiſon. Que les biens des Hollandois & Zelandois bannis, pour avoir ſouſtenu le party du Conte de Flandre, demoureront confiſquez au prouffit du Conte d'Hollande, & ſy aucune reſtitution y chiet, le Conte de Flandre ſera tenu la faire moyennant la ſomme de trente mille livres, que le Conte d'Hollande ſera tenu deliverer, pour ledit effect audit de Flandre. Que leſdicts Contes, quicteront l'un a l'autre, tous dommaiges, prinſes, pilleries, & intereſts que pendant la guerre ils ſe ſont faict, & pourchaſſé l'un a l'autre. Moyennant leſquelles choſes la ſuſdicte paix fuſt concluë & confirmée du coſté de Flandre, par les villes de Gand, Bruges & Ypre, & pour la part d'Hainault, Hollande, & Zelande par les villes de Valencienes, Mons, Maubeuze, Dordrecht, Ziericzee, Middelbourg, Delf, Leyden & Herlen, dont furent données lettres & paſſées par les procureurs deſdicts deux Cortes, a ce ſpecialement par lettres de procuration fondez, au my careſme de l'an mil trois cents vingt & deux, & depuis confirmées, par Monſieur de Flandre en ſon conſeil, preſens Meſſire Guy de Flandre, Meſſire Euſtace de Conſtans advoué de Theroüanne, Monſieur de Mariaſmez, Monſieur de Gavere, Meſſire Jean de Ooſtbach, Meſſire Philippe de le Poclia, Meſſire Jean de Baſieres, & Guyot Granault.

CCXXXVI.

Inveſtiture de la Ville & du Pays de LUCQUES *donée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à* (a) CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le* 29. *Mai*, 1324. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 126.

ANS de J. C. 1324. L'EMPEREUR ET LUCQUES.

(a) Caſtruccio s'étoit rendu Maiſtre de Lucques, & comme il étoit du parti des Gibelins, & par conſéquent ennemi de Jean XXII. l'Empereur Loüis, qui étoit en meſintelligence avec ce Pape fut bien aiſe de favoriſer Caſtruccio. C'eſt le même dont Machiavel a écrit la vie.

LUdovicus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, magnifico Viro, CASTRUCIO de Antelminellis, Vicario Lucanorum, ſuo & Imperii fideli dilecto gratiam ſuam & omne bonum. Regiæ liberalitatis clementia in ſuis fidelibus gratiarum dona multiplicans, illis præcipuè conſuevit aſſurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione coronæ ſingulares triumphos & nomen laudabile ſunt ſortiti. Sane cum veraciter ſciamus, te præripuum in partibus Italiæ pro ſacro Imperio pugilem extitiſſe, nulli parcendo periculo, oneri, vel labori ac juſtitia tua & animi probitate victos de hoſtibus devotos pro Imperio teneriſſe, ac devios infideles ad fidem gratioſis meritis invitaſſe: volentes præmiſſorum obtentu extollere nomen tuum, & te prærogativa ſpeciali magnificè honorare, vicariatum Civitatis Lucanæ, ejuſque diſtrictum ſex milliariorum, & ſuburbanorum vel quaſi, & provinciarum Vallis Nebulæ, Artanæ & Lunæ, cum terris civium Garfagnanæ, terris quæ dicuntur Plancorum, Verrucula, Roſſorum, & ejus curiæ, Pontremulo, ejus diſtrictu, Lunegiana & omnibus terris ſitis ultra & citra aquam Magræ, in Lunenſi diœceſi, Maſſe, & Verſilia, & Valletina; auctoritate Regia noſtro & Sacri Imperii vice & nomine uſque ad noſtram, vel ſucceſſoris noſtri Romani Imperatoris vel Regis beneplacitum & voluntatem tibi committimus; & in ipſis civitate, terris & locis aliis ante dictis, pro nobis & ſacro Imperio, te vicarium conſtituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam juriſdictionem in omnibus prædictis, civitate, terris & locis, ut poſſis inquirere & punire, & juriſdictionem ſanguinis cum mero & mixto Imperio exercere, in genere & in ſpecie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipſam juriſdictionem commiſeris exercendam, recepto primitus à te juramento, quod ipſam juriſdictionem fideliter exerceas, nulli parcendo, vel contra juſtitiam offendendo, ſed jus ſuum cuique tribuendo, volentes per hanc conceſſionem noſtram in præmiſſis omnia & ſingula tibi eſſe conceſſa, quorum ſpecialem commiſſionem fieri oporteret, & quæ in generali commiſſione non intelligerentur commiſſa, niſi de ipſis fieret mentio ſpecialis. In cujus rei teſtimonium, præſentes tibi dirigimus, tradimus, appenſione ſigilli Regii communitas. Datum in regali oppido noſtro Franckfort. IV. Kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni verò noſtri X.

CCXXXVII.

Pardon accordé par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, *à la Ville de* LUCQUES, *qui s'étoit revoltée contre l'Empereur Henri VII. Fait à Francfort le* 29 *Mai.* 1324. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 127.

ANS de J. C. 1324. L'EMPEREUR ET LUCQUES.

NOs Ludovicus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Etſi honor Regis judicium diligat, tamen Auguſtalis clementia miſericordiam non reputat, quin nonnunquam per juſtitiam condemnatos reddat per gratiam abſolutos; ſic quippe fideles

ANS de J. C. 1324.

fideles noſtros & Imperii intime diligimus, quod longè carius parcimus revertentibus, quam pœnam reſiſtentibus infligamus. Sane dudum claræ memoriæ Dominus Henricus, quondam Romanus Imperator VII. prædeceſſor noſter, contra civitatem Lucanam & ejus diſtrictum, & contra commune & cives & ſpeciales perſonas ejuſdem, quaſdam condemnationis ſententias promulgavit, proſcriptiones, mulctas, privationes, & pœnas alias inſligentes pro eo, quod tunc ipſi à fidelitate receſſerant, & ſacro Imperio rebellabant. Nunc verò quia civitas, diſtrictus, commune, & cives præfati ad fidelitatem & devotionem reverſi, ſacro ſe Imperio in puritate & integritate fidei reddiderunt, & in hoc propoſito fidei ſe firmos & ſtabiles opere comprobant & effectu: Nos qui eiſdem pium & benevolum affectum gerimus, & tanquam filios peramamus, culpam præteritam, quam ipſi ſtudent devotis & fidelibus actibus expiare, remittentes eiſdem de gratia ſpeciali omnes ſententias per dictum D. Henricum contra ipſos prolatas, de plenitudine poteſtatis regiæ relaxamus & revocamus, quicquid ex eis vel ab eis factum vel ſecutum exiſtit: reſtituentes eoſdem eadem poteſtate contra ipſas ſententias in integrum, & in ſtatum priſtinum, ac ſi ipſæ ſententiæ non fuiſſent ab initio promulgatæ. Ad quos ſpecialiter nos induxit prædictorum fidelium noſtrorum nova, creſcens & firma devotio: & fideliſſima ſtrenui Viri Caſtrucii de Antelminellis, fui Vicarii, pro ipſis interpellantis ſupplex petitio, & favor multus, quem ipſis gerimus ex affectu. Verum tamen prædictas ſententias non intelligimus relaxatas ad illos de civibus prædictis, qui in rebellione perſiſtentes nobis & Imperio vel dicto Vicario noſtro nomine non obediunt, nec intendunt; niſi forte ad requiſitionem dicti Caſtrucii, intra terminum, quem præfixerit, ad fidelitatem redierint, & ejus beneplacitis paruerint & mandatis. In cujus noſtræ remiſſionis, relaxationis, revocationis & reſtitutionis teſtimonium præſentes damus litteras, ſigilli noſtri robore communitas. Datum in Francfort. IV. Kalend. Junii, anno Domini 1324. Regni verò noſtri X.

CCXXXVIII.

ANS de J. C. 1324.

Inveſtiture de la Ville & du Pays de PISTOYE *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *à* (a) CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai*, 1324. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 128.

L'Empire ſe Piſtoye.

(a) Caſtruccio s'étoit auſſi emparé de Piſtoye.

LUdovicus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, magnifico Viro CASTRUCIO de Antelminellis, Vicario Lucanorum, ſuo & Imperii fideli dilecto gratiam ſuam & omne bonum. Regiæ liberalitatis clementia in ſuos fideles gratiarum dona multiplicans, illis præcipuè conſuevit aſſurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles, pro exaltatione Coronæ ſingulares triumphos & nomen laudabile ſunt ſortiti. Sanè cum veraciter ſciamus, te præcipuum in partibus Italiæ pro Sacro Imperio pugilem extitiſſe, nulli parcendo periculo, oneri vel labori, ac juſtitia tua & animi probitate victos de hoſtibus devotos pro Imperio tenuiſſe, ac devios infideles ad fidem gratioſis meritis invitaſſe: volentes præmiſſorum obtentu, extollere nomen tuum & te prærogativa ſpeciali magnificè honorare, vicariatum Civitatis Piſtorii & totius Comitatus & diſtrictus ejuſdem, ac in omnibus aliis terris ſitis infra confinia ſupra dicta, & in diœceſi Lucana Piſtorienſi & Lunenſi auctoritate Regia, noſtro, & ſacri Imperii vice & nomine uſque ad noſtrum vel ſucceſſoris noſtri Romanorum Imperatoris aut Regis beneplacitum & voluntatem, tibi committimus, & in ipſis civitate & Comitatu ac diſtrictu, terris, locis, ac omnibus antedictis pro nobis ac ſacro Imperio te Vicarium conſtituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam juriſdictionem in omnibus prædictis, civitate, terra & locis, poſtquam eas acquiſieris, & pro nobis & ſacro Imperio tenendas tibi ſubjugaveris, ut poſſis inquirere & punire, & juriſdictionem ſanguinis cum mero & mixto Imperio exercere, in genere & in ſpecie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipſam juriſdictionem commiſeris exercendam; recepto primitus à te juramento, quod ipſam juriſdictionem fideliter exerceas, nulli parcendo, vel contra juſtitiam offendendo, ſed jus unicuique tribuendo. Volentes per hanc conceſſionem noſtram omnia & ſingula tibi eſſe conceſſa, quorum ſpecialem commiſſionem fieri oporteret, & quæ in generali commiſſione non intelligerentur commiſſa, niſi de ipſis fieret mentio ſpecialis. In cujus rei teſtimonium præſentes tibi dirigimus & tradimus appenſione ſigilli Regii communitas. Datum in Regali oppido noſtro Francfort. IV. Kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni vero noſtri X.

ANS de J. C. 1324.

CCXXXIX.

ANS de J. C. 1325. FRANCE ET ANGLETERRE.

Prolongation de la Trêve entre CHARLES IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, pour un mois après la Fête de S. Jean Baptiſte, fait à Fontainebleau, le* 26. *Mai*, 1325. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 108.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront ou orront, Jean par la ſouffrance de Dieu Eveſque de Varwick, Jean de Bretagne Comte de Richemond, & William de Ayremine Chanoine de Verwick, Salut. Sçavoir vous faiſons, que la ſuffrance nagueres priſe entre nobles & ſages conſeillers de excellent Prince Sire, Charles par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Gauchier de Chaſtilloo Comte de Portien, Conneſtable de France, Alfons d'Eſpagne, Meſſire Jean Cerchemont Chancelier, Mathieu de Trie Mareſchal de France, Mile Seigneur de Noyers & M. Hugues de Chalenton Chantre de Clermont, en nom du dict Roy de France & pour li d'une part; Et nous avant dits Eveſque & Comte de Richemont, & Jean par la ſuffrance de Dieu Eveſque de Winceſtre, pour excellent Prince & noſtre Sire Edward par la grace de Dieu Roy de Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, pour li & en ſoo nom d'autre part; à durer tant que à la quinzaine de cette feſte de la Pentecoſte incluſivement; en eſperance de ferme & perpetuel accord entre les dits Roys affermer; par la vertu du povoir de li donné à nous par ces lettres parentes, deſquelles la teneur eſt cy deſſoubs cootenue; avons eſloigniez en oom de noſtre dict Sgr. le Roy d'Angleterre, & pour li tant que un mois apres la feſte de la nativité Sainct Jehan Baptiſte prochaio à venir le derrenier jour de cel meſme mois enclos deeinz ſouffrance. Et pour ce mandons & commandons de par noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc, à tous juſticiers, baillis & autres miniſtres & ſougis du dict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc en la Duché avant dicte & ailleurs, que eux & chacun d'eux tiegnent & gardent la dite ſouffrance enſuite eſlongnée. La teneur des dictes lettres de noſtre dict Seigneur eſt telle.

§. 2. Eduardus Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Aquitaniæ, univerſis præſentes litteras inſpecturis. Noverit univerſitas veſtra, quod nos de fidelitate & circumſpectione venerabilium Pa-

ANS de J.C. 1325.

trum, Joannis Norwicenſis, & Joannis Wintonenſis Epiſcoporum, dilectorum & fidelium noſtrorum, Johannis de Britannia Comitis Richemondi conſanguinei noſtri chariſſimi, & Wilelmi de Ayreminne Canonici Eboracenſis plenam fiduciam obtinentes; ipſos facimus, ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros ac Nuntios ſpeciales; dantes & accordantes tribus & duobus eorum, quorum alter dictorum Epiſcoporum ſit unus, plenam & liberam poteſtatem ac ſpeciale mandatum pro nobis & aliis perſonis quibuſcumque, de quibus dictis Procuratoribus noſtris tribus & duobus eorum, ut eſt dictum, expedire videbitur; cum Sereniſſimo Principe Karolo Rege Francorum & Navarræ illuſtri, aut cum Procuratoribus ſive Nuntiis ejuſdem ſpecialem habentibus poteſtatem, treugas ſeu ſufferentiam inter nos & prædictum Regem Francorum initas ſeu initam prorogandi, vel alias treugas ſeu ſufferentiam inter nos & eundem Regem ſub quibuſcumque formis vel modis, dicti Procuratores noſtri tres vel duo eorum, ut eſt dictum opportunum viderint de novo capiendi & ineundi; & ipſas treugas ſeu ſufferentiam vallandi, firmandi & roborandi, & omnia alia & ſingula faciendi, quæ in præmiſſis, ipſis tribus & duobus eorum, ut eſt dictum neceſſaria ſeu utilia videbuntur. Ratum habentes & habituri, quicquid per prædictos Procuratores noſtros, tres aut duos eorum in forma prædicta geſtum, actum, factum ſeu procuratum fuerit in præmiſſis. Et hæc omnibus, quorum intereſt, vel intere le poterit, ſignificamus per has litteras noſtras patentes ſigilli noſtri munimine roboratas. Datum apud Wintonium, ſexto die Maji, Anno Domini milleſimo trecenteſimo viceſimo quinto, regni verò noſtri, decimo octavo.

§. 3. En teſmoin de laquelle choſe nous avons fait mettre nos ſeaux à ces preſentes lettres, donné à Fontainebleau le vingt ſixieme jour de May, l'an de grace, mil trois cens vingt cinq.

CCXL.

ANS de J.C. 1325.

Traité de Paix entre CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, fait à Paris, le dernier de Mai*, 1325. G. G Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 109.

FRANCE ET ANGLETERRE.

A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront ou orront, Nous P. Eveſque de Viviers, Alfons d'Eſpagne, G. Conneſtable de France, Jean Cerchemont Chancellier, Hugues de Chalençons Chantre de Clermont, & Guillaume Flotte Seigneur de Renel Chevallier, Conſeillers & Procureurs du Roy de France noſtre tres cher Seigneur; & nous Jean Eveſque de Norwick, Jean de Bretagne Comte de Richemont & Guillaume de Ayreminne Chanoine d'Ewrois Meſſages & Procureurs du Roy d'Angleterre noſtre tres cher & tres redoubté Seigneur ſçavoir faiſons: à ſçavoir que nous Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France en ſon nom & pour luy d'une part, & nous devant dits Meſſages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre en ſon nom & pour luy d'autre part; Avons accordé pour bien de paix; meenans tres haute & tres noble Dame, Madame Iſabel Royne d'Angleterre Suer du dict Roy de France, & Reverends Peres en Dieu, Monſieur G. Archeveſque de Vienne, & Monſieur H. Eveſque d'Orange, meſſages de noſtre tres ſainct Pere le Pape; Nous Conſeillers, meſſages & Procureurs devant dits ayans plein pooir à ce des dicts nos Seigneurs, ſelon ce qu'il eſt contenu es lettres ouvertes ſeellées de leurs Seaux, deſquelles lettres la teneur eſt contenue cy deſſous.

§. 2. Premierement, que la terre, que le dict Roy d'Angleterre tient ou Duché de Guyenne, le Roy de France devant dit prendra & tiendra en ſa main en la maniere, qui s'enſuit, c'eſt à ſçavoir, que le dict Roy de France y eſtablira un Seneſchal, bonne perſonne & ſoffiſant, & neant ſoupçonneux au dict Roy d'Angleterre, liquel Seneſchal prendra & gouvernera la dicte terre au nom du dict Roy de France, & y eſtablira juges, bailifs, ſergens & autres officiaux & Miniſtres accouſtumez; & gouvernera la dicte terre ſelon ce qu'elle a eſté accouſtumée eſtre gouvernée; Chaſtelains ou autres gardes de Chaſtiaux, quelque part qu'ilz ſoient, & de maiſons fors hors de Villes deputez par le dit Roy d'Angleterre, demourans en leur garde en convenable nombre, ſelon l'ordonnance du dict Seneſchal, laquelle il ſera au Conſeil & à l'advis des Chaſtellains & autres gardes les dicts Chaſtiaux & maiſons fors; & pour ce que le dict Senechal puiſſe mieux & plus en paix gouverner (a) le paix, les gens darmes qui ſont au paix de par le dict Roy d'Angleterre ſe retrairont à Bayonne & en tour, au plus loing, & au pluſtoſt que on porra.

ANS de J.C. 1325.

(a) Le Pays.

§. 3. Et nous devant dits Meſſages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre avons promis & convenancié, que nous procurerons à noſtre pooir envers noſtre Seigneur le dict Roy d'Angleterre, que les dites gens d'armes au pluſtoſt, qu'ils pourront bonnement vuideront le pays, & auſſy ſe retrairont les gens d'armes du Roy de France, ſauve ce, que les Chaſtiaux quelque part qu'ils ſoient & maiſons fors hors des Villes d'une part & d'autre demourront garnis à l'ordenance du dict Seneſchal, an conſeil & à l'advis des Chaſtellains & autres gardes des Chaſtiaux & maiſons fors, ſi comme par deſſus eſt dict; afin qu'ils ne puiſſent eſtre emblez ne tollus.

§. 4. Et jurront ſur Sainctes Evangiles ou dict Senechal, cil qui ſeront Chaſtellain & toutes gardes des dicts Chaſtiaux & maiſons fors, que il ne iſtront ne ſueffriront, que leurs gens iſſent en armes hors des dicts Chaſtiaux & maiſons fors, ſans le congié dudict Seneſchal; ne feront ne porteront dommage à nulli pour la paix mieux garder, & ſe les uns ou les autres, qui demouront aus dits Chaſtiaux & maiſons fors meſfaiſoient contre la fourme du dict ſerrement, le dict Senechal les en pourra corrigier & punir deuement, ſelon leur meſfaict. Neantmoins la garde des dicts Chaſteaux & maiſons fors, deſquieux le Roy d'Angleterre aura donné la patience cy apres enſuivant, demeurant par devers le dict Roy d'Angleterre; & que és dictes choſes faire, le dict Roy d'Angleterre doura patience en bonne foy, & n'y mettra empeſchement par ſoy ne par autre, en apert ou en repoſe; & ſe aucun y vouloit mettre empeſchement, il ne li donroit aide, conſeil ne confort, ne ſueffreroit, que de par luy, ne de par ſes officiaux empeſchement y fut mis.

§. 5. Et pour ce que toutes les choſes ſe faſſent en bonne foy, li Seneſchal, qui ainſy, comme dis eſt, ſera eſtably, ſera ſerrement au Roy de France, que bien & loyalment gouvernera la dicte terre, eſpecialment en gardant les poincts de cet accord; & que on ne puiſſe noter, que aucune aſpreſſée fut faicte pour les choſes paſſées, * nous Conſeillors & Procureurs du dict Roy de France, que le dict Seneſchal ne ſe entremettra des faicts criminels, qui ont eſté faicts ou temps paſſé, ne d'autres cauſes civiles du temps paſſé ne d'autres civiles, ne s'entremettra d'office.

§. 6. Et pour ce que nous devant dicts Conſeillers, meſſages & Procureurs des dicts Roys nos Seigneurs avons ferme eſperance, que les ſus dites choſes ſoient faictes & accomplies dedans la prochaine feſte de l'Aſſumption noſtre Dame: avons accordé, que ſi li Roy d'Angleterre vient à Beauvais à la dicte feſte de l'Aſſomption, li Roys de France y ſera; & ſi li Roys d'Angleterre li offre à faire hommage, li Roys de France le receura, proteſtation faicte de par le Roy de France, que nul prejudice ne ſoit faict pour ce audict

Roy

ANS de J. C. 1325. Roy d'Angleterre au droict, que il ſe dit avoir en la terre, qu'il tient à preſent. Et ſe aucun des dits Roys eſtoit empeſchez par maladie ou par autre empeſchement notoire, parquoy il ne peut venir ne eſtre à la dicte journée; celuy qui ainſy ſeroit empeſchiez ſineſtieroit à l'autre Roy, le pluſtoſt que il porroit bonnement, avant la dicte journée; & lors ſeroit accordée autre journée brief & ſouffiſant, pour faire au dict lieu de Bauvais le dict hommage & les autres choſes, qui y appartiennent à faire.

§. 7. Et nous devant dits Conſeillers & Procureurs dudict Roy de France pour luy & en ſon nom convenançons, que li dict Roy de France pour l'amour & contemplation de ſa dicte Suer la Royne d'Angleterre, li hommage faict, rendra au dict Roy d'Angleterre, ou à ſon commandement la dicte terre, laquelle li Roys de France aura ainſy eue par la patience du Roy d'Angleterre avec la Comté de Pontif, & y mettra li Roys d'Angleterre tiex officiaux, comme il voudra. Et avec ce accordons ou nom dudict Roy de France, que faict le dict hommage en la maniere deſſus dicte & pour l'amour de ſa dicte Suer, ne demandera riens au Roy d'Angleterre, laquelle li Roys de France aura eue par la patience du dict Roy d'Angleterre, ſi comme dit eſt, par deſſus, pour cauſe de forfaicture du temps paſſé ſi aucune en y avoit; mais la terre, que li Roys de France tient au dict Douché à preſent, le dict Roy de France tenra paiſiblement pour tel droict comme il y a; ſans ce que en la dicte choſe pour raiſon de cette coovenance nouvel droict ne ſoit acquis au Roy de France, ne prejudice faict au Roy d'Angleterre, en poſſeſſion ne en proprieté, & de ce pourront les parties devant dites faire proteſtation en l'offre & en la reception du dict hommage, & à ces proteſtations s'accorderont les dites parties.

§. 8. Et ſi li Roys d'Angleterre ou ſon Procureur pour luy demande droict au Roy de France ſur la terre, que iceluy Roy de France tient à preſent au dict Duché, li Roys de France le luy ſera bon & haſtif, ſommierement & de plain, & aſſemblement ſera ouys le Procureur du Roy de France, & li ſera faict droict ſur les deſpens fraiz & couſtz, que li Roys de France aura faict & ſouſtenu pour cauſe de l'empeſchéement, que il dit & maintient, que li Roys d'Angleterre, ou les gens ont mis au dict Roy de France, ou à ſes gens, à ce qu'il n'ait peu aſſener à ſoo fie. Et ou cas, qu'il ſoit regardé & dict par droict par le dict Roy de France, que la dicte terre ſeroit rendue au dict Roy d'Angleterre, & ce que li Roys d'Angleterre ſeroit tenus à rendre & reſtituer au dict Roy de France pour les deſpens, fraiz & couſts deſſus, & la quantité eſclaircie; le dit Roy d'Angleterre ſera tenu à les rendre & payer dedans le temps d'un an du temps de la declaration au dict Roy de France ou à ſon commandement. Et s'il ne le faiſoit, li Roy de France en ſera ſus la terre, que li Roys d'Angleterre tendra au Royaume de France, execution deue, à laquelle faire, nous deſſus dits meſſages & Procureurs dudict Roy d'Angleterre promettons à faire & procurer, que li dit Roys d'Angleterre donra patience en bonne foy, ne n'y mettra empeſchement, par ſoy ne par autre, en apert ne en repoſt; ne ſuffrera, que de plus y ſoit mis. Et ou cas qu'il ſera regardé & dict par droict, que la dicte terre, que li Roys de France tient à preſent ou dict Duchié doit demeurer ou dict Roy de France, nous devant dits Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France * que pour contemplation de ſa dicte Suer li Roys d'Angleterre ne ſoit tenuz à li rendre ne payer les deſpens, fraiz & couſts deſſus dits.

§. 9. Item nous deſſus dits Conſeillers, Meſſages & Procureurs avons accordé ou nom de nos devant dis Seigneurs les Roys, & pour eux; que totes gens priſes d'une part & d'autre pour le mouvement des deux Roys devant dits, ſoient delivrées & rendues à plein, c'eſt à ſçavoir les gens priſes ou arreſtées en Gaſcongne, tantoſt que la dicte patience ſera donnée & la paix criées par de là; & les gens priſes ou arreſtées par deçà en France ou en Angleterre, ſoient auſſy rendues & delivrées au plus toſt qu'il ſera venu à la connoiſſance des dictes parties, que la dicte patience aura eſté donnée, & la dicte paix criée en Gaſcongne, ſi comme dit eſt. ANS de J. C. 1325.

§. 10. Et toutes les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles nous devant dits Conſeillers, Meſſages & Procureurs des devant dits Roys de France & d'Angleterre avons promis en bonne foy, ou nom de oos dits Seigneurs & pour eux, à tenir, garder & accomplir de poinct en poinct en bonne foy en toutes choſes, en la maniere, qu'elles ſont par deſſus contenues, & non faire ne venir encontre, ne ſueffrir à venir; & que parmy * eut choſes ſera bon accord & bonne amitié entre les dits Roys, de ceux qui ont eſté aidans, & des ſouſmis ou autres d'une partie & d'autre, ſera ordené à l'aſſemblée des deux Roys deſſus dicts. Et avons promis nous devant dits Conſeillers, Meſſages & Procureurs, à faire & procurer en bonne ſoy envers nos Seigneurs les dits Roys, que chacun de eux donra dedans la prochaine feſte de la oativité Sainct Jeao Baptiſte au plus tard ſes lettres ouvertes ſeellées de ſon ſeel; par leſquelles ils aggreeront, ratefieront & approuveront toutes les choſes deſſus eſcrites & chacunes d'icelles. La teneur des Lettres ſur le pooir à nous donné devant dis Conſeillers, Meſſages & Procureurs des dicts Roys noſtre Seigneur eſt telle.

§. 11. Carolus Dei gratia Franciæ & Navarræ Rex, univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quod nos de fidelitate & circumſpectione dilectorum & fidelium P. Vivarienſis Epiſcopi, Alfonſi de Iſpania conſanguinei noſtri, G. Conſtabularii Franciæ, Magiſtri Johannis Cerchemont Cancellarii, Hugonis de Chalençon Cantoris Claromontenſis, & Guilelmi Flotte Domini de Reneilo Militis, Conſiliariorum noſtrorum, plenam fiduciam obtinentes, ipſos facimus, ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros ac Nuncios ſpeciales; dantes & concedentes eiſdem ſex, quinque, quatuor, tribus, & duobus eorum, generalem, plenam & liberam poteſtatem ac ſpeciale mandatum tractandi de reformatione pacis & concordiæ, inter nos & Regem Angliæ, ac de iis, quæ ad pacem pertinent; etiam ſupra omnibus & ſingulis diſcordiis, guerris, litibus, controverſiis, cauſis, quæſtionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & perſonalibus mixtis, quæ fuerunt, ſunt vel eſſe poſſent occaſione quacumque inter nos & Regem præfatum; ac tractatum hujuſmodi quacumque firmitate vallandi, petendi, ſtipulandi, recipiendi, retinendi, paciſcendi, componendi, tranſigendi, concordandi & conveniendi, ac in certos diem & locum, quibus nos & præfatus Rex Angliæ perſonaliter conveniamus, ſi expedire viderint, conſentiendi ac eoſdem diem & locum noſtro nomine acceptandi, & treugas ſeu ſufferentiam vallandi, firmandi ac etiam roborandi; diem & treugas ſeu ſufferentiam hujuſmodi, ſemel & pluries, quoties expedire videbitur, prorogandi; ac omnia & ſingula faciendi, quæ ſunt pacis & concordiæ, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere, & quod faceremos, vel facere poſſemus, ſi præſentes eſſemus, etiam ſi mandatum exigant ſpeciale. Volentes omnia & ſingula neceſſaria & utilia ad faciendum & complendum præmiſſa, & quodlibet præmiſſorum pro ſpecialiter expreſſis & enunciatis haberi; ac promittentes pro nobis ſucceſſoribuſque noſtris ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Conſiliarios & Procuratores noſtros ſex, quinque, quatuor, tres aut duos ex ipſis, ut dictum eſt, in forma ſuperius expreſſa, geſtum, actum & factum, ſeu etiam procuratum fuit in præmiſſis & quolibet præmiſſorum.

ANS de J. C. 1325. Supra quibus approbandis, tenendis, ſervandis, faciendis & complendis, nos & ſucceſſores noſtros, bonaque noſtra omnia obligamus. In quorum teſtimonium ſigillum noſtrum fecimus præſentibus hîs apponi. Datum & actum apud Fontembliandi, in vigilia feſti Pentecoſtes anno Domini milleſimo trecenteſimo vigeſimo quinto.

§. 12. Item: EDOUARDUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Acquitaniæ, univerſis præſentes litteras inſpecturis Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod nos de fidelitate & circumſpectione Venerabilium Patrum Johannis Norwicenſis, & Johannis Wintonenſis Epiſcoporum & dilectorum & fidelium noſtrorum Johannis de Britannia Comitis Richemundi conſanguinei noſtri & Guillelmi de Ayremine Canonici Ebroicen. plenam fiduciam obtinentes, ipſos facimus ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros & Nuntios ſpeciales; dantes & concedentes eiſdem tribus & duobus eorum, quorum alter dictorum Epiſcoporum ſit unus, generalem, plenam & liberam poteſtatem & ſpeciale mandatum tractandi de reformatione pacis & concordiæ inter nos & excellentiſſimum Principem Carolum Regem Franciæ & Navarræ Illuſtrem, ac de his quæ ad pacem pertinent, & ſupra omnibus & ſingulis diſcordiis, litibus, controverſiis, guerris, cauſis, quæſtionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & perſonalibus atque mixtis, quæ fuerunt & ſunt vel eſſe poſſent inter nos & ipſum Regem occaſione quacumque; ac tractatum hujuſmodi quacumque firmitate vallandi, petendi, ſtipulandi, recipiendi, rettinendi, paciſcendi, componendi, tranſigendi, concordandi & conveniendi & in certos diem & locum, quibus dictus Rex Franciæ & nos perſonaliter conveniamus, ſi expedire viderint, conſentiendi, ac eoſdem diem & locum noſtro nomine acceptandi; & treugas ſeu ſufferentiam inter nos & eundem Regem ſub quibuſcumque formis vel modis dicti Procuratores noſtri tres aut duo eorum, ut prædictum eſt, opportunum viderint, de novo capiendi & ineundi; ac ipſas treugas ſive ſufferentiam hujuſmodi ſemel & pluries quoties expedire videbitur prorogandi, ac omnia & ſingula faciendi, quæ ſunt pacis & concordiæ, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere, & quæ nos faceremus vel facere poſſemus ſi præſentes eſſemus, etiam ſi mandatum exigant ſpeciale. Volentes omnia & ſingula neceſſaria & utilia ad faciendum & complendum præmiſſa & quodlibet præmiſſorum pro ſpecialiter expreſſis & enunciatis haberi; promittentes inſuper pro nobis & heredibus noſtris, ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Procuratores & Nuntios noſtros tres vel duos eorum, ut eſt dictum, in forma ſuperius expreſſa geſtum, actum & factum, ſeu etiam procuratum fuerit in præmiſſis & quolibet præmiſſorum. Supra quibus approbandis, tenendis, ſervandis, faciendis & complendis, nos & hæredes noſtros & bona noſtra omnia obligamus, & etiam omnibus, quorum intereſt vel intereſſe poterit * inſtitutum ſignificamus per has noſtras Litteras patentes ſigilli noſtri munimine roboratas. Datum apud Winton ſexto die Maji, anno Domini, milleſimo trecenteſimo viceſimo quinto, Regni verò noſtri decimo octavo.

§. 13. En teſmoin deſquelles choſes nous Conſeillers, Meſſages & Procureurs deſſus dicts avons mis nos ſeaux en ces Lettres. Donné à Paris, le derrain jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt cinq. Eſt ſeellé de neuf ſeaux.

CCXLI.

ANS de J. C. 1326.

Traité de Paix entre CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, fait à Paris le dernier jour de Mars* 1326. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 114. FRANCE ET ANGLETERRE.

A Tous ceux, qui verront & oirront ces preſentes Lettres, nous Pierre Eveſque de Chartres, Pierre Eveſque d'Auxerre, Philippe Comte de Valois, d'Anjou & du Mayne, Gauchier de Chaſtillon, Conneſtable de France, Milles Sire de Noyers, Matthieu de Truye Mareſchal de France, Jehan Cerchemont Chancelier de France, & Andrieu de Florence Doyen de Furnes, Conſeillers de noſtre tres cher & redoubté Seigneur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, & nous Johans Eveſque de Wincheſtres & Willaumes Eveſque de Norwic, Johan de Werint, & Hugues de Dandeluye Meſſages & Procureurs de noſtre tres chier & tres redoubté Seigneur EDOUARD Roy d'Angleterre: Sçavoir faiſons, que nous Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France & pour luy d'une part, & nous avant dits Meſſagers & Procureurs de noſtre dict tres chier & tres redoubté Seigneur Edouard Roy d'Angleterre en ſon nom & pour luy d'autre part; ſur debars, diſſenſions & deſcords meuz entre le dict Roy de France & Monſieur Edouard nagueres Roy d'Angleterre en la Duché de Guyenne & ailleurs en mer & en terre és Royaumes de France & d'Angleterre, avons accordé pour le bien de paix en la forme, qui s'enſuit.

§. 2. Premierement que la terre ſurpriſe ſur le dict Roy de France en la dicte Duché, puis & contre la forme de l'accord, qui dernierement ſe fiſt entre le dict Roy de France & le Roy d'Angleterre, ſoit ſans delay reſtituée au dict Roy de France, ou aux ſiens en ſon nom à tenir ſelon la forme du dict accord; ainſy ce que le dict Roy de France ou ſes gens en ſon nom ont occupé, en la dicte Duchée, puis & contre la forme du dict accord ſoit ſans delay reſtitué au dict Roy d'Angleterre qui ores eſt, ou à ſon mandement.

§. 3. Et avons accordé d'une part & d'autre ou nom de nos dits Seigneurs les Roys, que nul homme ne ſujets d'une partie, & d'autre, pour cauſe de deſobeiſſance & rebellion ou treſpas faict en attendant à l'une partie ou à l'autre ne ſoit dommagez, moleſtez ne grevez en perſonne, ne en leurs biens; exceptez les perſonnes ſus eſcriptes. Et que le dict Roy d'Angleterre par cauſe de cette reſtitution faite au dict Roy de France de tenir ſurpriſe ſur luy en la forme ſus dicte, ſe nulle y ſoit, ne ſoit achoiſonnez ne chalangez en nulle maniere comme de choſe faite encontre le dict accord; ne que nul prejudice luy aviegne en poſſeſſion ne en proprieté de nulle terre contre la forme d'iceluy accord; & tout auſſy du Roy de France.

§. 4. Item pour toutes manieres de couſts, frais & deſpens, dommages & tous intereſts, que le dict Roy de France ou ſes ſubjets ayent ſouſtenus ou encouru par la cauſe des mouvemens avans dis; nous avant dis Meſſages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre & Duc de France de Guyenne, tout ſoit il ſans compte des dictes meſpriſes, ſi comme nous maintenons; neantmoins pour le grand deſir, que nous ſçavons, qu'il a d'avoir la grace & bonne veillance du dict Roy de France ſon Seigneur & Oncle, & pour bon amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaulmes & les ſujets d'une part & d'autre, & pour eſtancher les dits maux; accordons par auctorité & pouvojr, que nous avons de noſtre dict Seigneur & li obli-

ANS de J. C. 1326. obligeons en cinquante mil marcs d'Eſterlens au dict Roy de France, à prendre à ſa volonté; ainſe que au cas, que il plairoit mieux à noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre ſoy mettre ſimplement des choſes contenues en cet article à la gracieuſe volonté du dict Roy de France, la dicte obligation de cinquante mil marcs ſoit nulle à chacun des ſujets d'une partie & d'autre; qu'ils retournent, puiſſent & doivent retourner à leurs heritages, qui ont eſté occupez pour cauſe du dict eſmouvement, au point & en l'eſtat, qu'ils trouveront; & auſſy le dict Roy d'Angleterre ou ſes ſubjects ne puiſſent rien demander au Roy de France ne à ſes ſubjets, pour dommages, couſts, munitez ou malefaçons enſeignes du dict eſmouvement.

§. 5. Et nous tous Procureurs Conſeillers & Meſſages des dits Roys voulons, octroyons & accordons, que toutes malefaçons ſoient & desja ſont remiſes & quittées d'une partie & d'autre, à tous ceux, qui ont eſté coulpables, aidans & conſentans en cauſe & pour cauſe du dict mouvement, exceptées les perſonnes deſſous eſcriptes. Item pour ce que Monſieur Olivier d'Inguehen, Monſieur Girard de Caſtes, le Seigneur de Caumont, Monſieur Aymeyron du Foſſat, Monſieur Arnault du Fort, qui fut Sire de Feſſen, le Bourk de Fois, le Seigneur de Leſcu, Bertrand Caillou, le Sire de Landes, Remond Bernard de Sainćte Foy, Alexandre de Caumont, qui fut Sire de Tournebut, ont eſté cauſe des dits mouvemens, & les ont maintenuz; parquoy ils ont encouru forfaićture de corps & de avoirs, ſelon ce que le dict Roy de France maintient; nous avant dits Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France pour la contemplatioo de noſtre tres chere Dame, Madame la Royne d'Angleterre ſa Sœur, Mere dudict Roy d'Angleterre ſon Nepveu, pour ledict Roy de France & ou nom de luy; accordons, relaiſſons & pardonnons en tout aus dictes perſonnes peine de mort & de membres pour choſes faictes puis les dits mouvemens juſques à ores, en muant & changeant les dictes poines corporelles en poines de banniſſement du Royaume de France, mais qu'ils obeiſſent au ban.

§. 6. Et nous Procureurs & Meſſages du dict Roy d'Angleterre accordons & promettons, que noſtre dict Seigneur fera ledict ban garder en toute la terre, qne il a ou Royaume de France, & mettra à execution deue à ſon Royal pouvoir, & des Chaſteaux & Forteresſes des perſonnes deſſus nommez, le dict noſtre Seigneur le Roy & Duc fera abatre en ſigne de juſtice & de obeiſſance, au mandement du dict Roy de France, & en preſence de celuy que il voudra deputer en la forme & maniere, que le Roy de France commandera. Et nous dicts Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France par auctorité & pouvoir de luy & pour luy donnons & delaiſſons au dict Roy d'Angleterre & Duc tout le droict, que le dict Roy de France a, ou peut avoir pour cauſe des dictes forfaictures en tous biens des perſonnes deſſus dita, meubles & non meubles eſtans en la Seigneurie du dict Due; reſervé au dict Roy de France le droict de Souveraineté.

§. 7. Et nous tous avant dis Conſeillers Procureurs & Meſſages, moyennans Reverends Peres en Dieu, Guillaume Archeveſqve de Vienne, Jean de Grand ſon Arcediacre de Nothingin en l'Egliſe de Nordewich, Meſſagers & Ambaſſiateurs à ce eſpeciallement envoyez de noſtre St Pere le Pape, avons traitté & accordé les choſes ſos eſcriptes en la forme ſus ecrite, ſe elles plaiſent au dit Roy d'Angleterre. Et au cas que le dict Roy d'Angleterre n'aura ces choſes agrées ratifiées, approuvées, & la ratification d'icelles notifiées au dict Roy de France dedans le Mardy apres les octaves de Paſques prochain avenir pour tout le jours les dites convenances, quittances & remiſſions ſoient nulles, & de nul effect & valeur, auſſy comme ſi elles ne euſſent eſté traittées ne parlées, ledict accord qui derrenement ſe fiſt entre le dict Roy de France & le Roy d'Angleterre, qui fut, demourera en ſa force & vertu enſement. Nous tous Conſeillers, Procureurs & Meſſagers des dicts Roys en nom d'eux & pour eux accordons, que ou cas, que les dictes choſes plaiſent au dict Roy d'Angleterre & les confirme, que le Roy de France les confirmera, & dictes confirmations ſeront faictes d'une partie & d'autre, par Lettres bonnes & convenables. Et apres les dictes confirmations ſera & eſt bon accord entre les dits Roys, leurs Royaumes & Duchez de Guyenne & leurs ſujets, & demourreront en bonne paix. Et ce ſera publié & notifié és dits Royaume & Duché par l'auctorité des dicts Roys. En teſmoin de laquelle choſe nous avons mis nos ſeaux en ces preſentes Lettres, données à Paris le dereier jour de Mars, l'an de grace mil trois cens vingt & ſix. Et ſeellé ſur double queue de douze ſeaux. ANS de J. C. 1326.

CCXLII.

Traité d'Alliance entre CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, & ROBERT Roi d'Ecoſſe, fait au mois d'Avril* 1326. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 116. ANS de J. C. 1326. FRANCE ET ECOSSE

A Tous ceux, qui verront & orront ces preſentes Lettres, nous Thomas Ranulphe Comte de Moret, Seigneur du Val du Aunaude & de Manne, Jacques Beu Archidiacre de Sainct Andrieu Sire de Louis, Adam de Morieſs Doctor de Decrets, Gautiers de Twiſm Chanoine de Glaſcu, Procureurs de tres excellent Prince Meſſire ROBERT par la grace de Dieu Roy d'Ecoſſe; faiſons ſçavoir à tous: que noſtre tres cher Seigneur avant dict, conſiderant, qu'entre les autres choſes, parquoy les Roys regnent, Royaumes ſont gouvernez, convenable choſe & neceſſaire eſt, que Princes s'allient enſemble par lien d'amitié & bienveillance, pour les grevances de ceux & qui grever les veulent, plus effortiement refraindre, & la tranquillité d'eux & de leurs ſoubgiez plus paiſiblement pourchaſſier; deſirans que l'amitié & la bienveillance, qui a eſté dés long temps entre les tres excellens Princes, les Roys de France, qui pour le temps ont eſté, & les Roys d'Ecoſſe, perſevere tousjours, & receue accroiſſement avec tres excellent Prince Monſeigneur CHARLES Roy de France & de Navarre, encontre le Roy d'Angleterre, les qui predeceſſurs ſovente fois ſe ſont penez de grever les dictz Royaumes de France & d'Ecoſſe en maintes manieres, par vertu du mandement & de la procuration, que nous avons du dict noſtre tres cher Seigneur le Roy d'Ecoſſe devant dict, de laquelle la teneur s'enſuit.

§. 2. Univerſis Litteras præſentes inſpecturis, ROBERTUS Dei gratia Rex Scotorum, Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod nos fecimus, conſtituimus, & per præſentes ordinamus dilectos & fideles noſtros Thomam Ranulphi Comitem Arraniæ, Dominum Vallis Anaudiæ & Manniæ nepotem noſtrum chariſſimum, Robertum de Rech. Mareſchallum Scotiæ, Magiſtrum Jacobum Beu Archidiaconum Sancti Andreæ Legum Profeſſorem, Adam de Moravia Decretorum Doctorem, & Walterum de Twyhame Canonicum Eccleſiæ Glaſquenſis, Procuratores noſtros & nuntios ſpeciales, ad tractandum cum Sereniſſimo Principe, CAROLO Dei gratia Francorum & Navarræ Rege Illuſtri, ſuper quibuſcunque confœderationibus inter ipſum, heredes ſuos, proceres & regnicolas regni ſui, ex parte una; & nos & heredes noſtros, proceres & regnicolas Regni noſtri ex altera ineundis: dantes eiſdem, & dicto Comiti

ANS de J. C. 1326.

ti eum quatuor, tribus, duobus aut uno eorundem, plenam generalem & liberam potestatem, & speciale mandatum, cum eodem Serenissimo Principe, seu ejus Procuratoribus, cujuscunque status, conditionis, aut dignitatis existant, tractandi, paciscendi, firmandi, nomine nostro & Regni quascumque confœderationes, obligationes & pacta, quibus inter eumdem Regem illustrem, hæredes suos, proceres & regnicolas regni sui; & nos hæredes nostros, proceres & regnicolas regni nostri, perpetuæ confœderationis & amicitiæ secura firmitas poterit concordari; ratum & gratum habentes & habituri pro nobis, hæredibus nostris, proceribus, & regnicolis Regni nostri, quidquid idem dictus Comes cum quatuor, tribus, duobus, aut uno eorumdem, cum eodem Domino Rege, vel ejus potestatem habentibus, faciendum duxerint vel duxerit in præmissis. In cujus testimonium præsentibus litteris sigillum nostrum præcepimus apponi. Datum apud Dundee, vigesimo die Aprilis, anno gratiæ, millesimo trecentesimo vicesimo quinto, & anno Regni nostri vicesimo.

§. 3. Avons fait alliance au nom de nostre dict Seigneur le Roy d'Ecosse, & pour li comme les Procureurs en nom procuratoire, en la maniere, qui s'ensuit. C'est à sçavoir, que le dict nostre tres cher Seigneur le Roy d'Ecosse, ses hoirs, & ses successeurs Rois sont & seront obligez au Roy de France, ses hoirs, ses successeurs Rois, & au Royaume de France, pour guerroyer le Roy d'Angleterre à tout leur peril, se guerre sourt entre le dict Roy de France d'une part, & le Roy d'Angleterre d'autre; les treves entre les dicts Rois d'Angleterre & d'Ecosse ja prises & pendans en quelconque maniere, finies. Et encores est obligé li Roy d'Ecosse, ses hoirs, ses successeurs Roys d'Ecosse, son Royaume, sa communauté, s'il advient, qu'ilz fassent paix, ou prennent treves avec le Roy d'Angleterre, ou ses hoirs, que le Roy de France, ses hoirs ou successeurs Roys de France, son Royaume, sa communauté, soit hors pris; si que celle paix ou treve soit nulle, se guerre sourt entre les devant dictz Roys de France & d'Angleterre. Et est le dict Roy de France, ses hoirs, ses successeurs Roys de France, son Royaume, sa communauté obligez, que s'ils faisoient paix, ou prenoient treve avec le Roy d'Angleterre, que nostre dict le Roy d'Ecosse devant dict ses hoirs, ses Successeurs Roys d'Ecosse, son Royaume & toute sa communauté seront hors pris; se que celle paix ou treve soit nulle, se guerre sourt entre le Roy d'Angleterre, & ledict nostre Seigneur le Roy d'Ecosse.

§. 4. Et est encor le dict Roy de France, ses hoirs, ses successeurs, son Royaume, & sa communauté, obligez à nous Procureurs dudict nostre Seigneur le Roy d'Ecosse en nom procuratoire, & pour luy en bonne foy, comme loyaux alliez; que toutes les fois, que le dict Roy d'Ecosse nostre Seigneur, ses hoirs, ses successeurs, son Royaume, & sa communauté auront à faire d'ayde ou de conseil en temps de paix ou de guerre encontre le Roy d'Angleterre, ses hoirs, ses successeurs Rois d'Angleterre, ou ses sougiez; qu'ils les aideront & conseilleront en ce qu'ilz pourront bonnement comme loyaux alliez; & toutes ces choses, & chacune d'icelles fermement tenir, & loyaument pour fournir, promettons en bonne foy, en nom procuratoire dudict nostre Seigneur le Roy d'Ecosse, & pour li, ses hoirs, ses successeurs Rois d'Ecosse, son Royaume, & toute sa communauté en la maniere dessus dicte fermement, & obligeat * & pour les dictes choses & chacune d'icelles fermement garder, & entierement accomplir, tant comme elles ledict nostre Seigneur le Roy d'Ecosse, ses hoirs, ses successeurs Roys & son Royaume touchent.

§. 5. Nous Thomas Ranulphe Comte de Moret devant dict avons juré sur saincts Évangiles, en la presence du dict Roy de France, par especialle commission, que nous avions à ce faire; dont la teneur est telle: Universis Christi fidelibus, ad quorum notitiam præsentes litteræ pervenerint, Robertus Dei gratia Rex Scotorum, salutem in Domino sempiternam. Noveritis nos per præsentes litteras dedisse plenariam potestatem & speciale mandatum Thomæ Ranulphi Comiti Moraviæ, & Domino vallis Anaudiæ & Manniæ, Nepoti nostro carissimo, ad jurandum in animam nostram super quibuscunque confœderationibus, obligationibus seu pactis, inter Serenissimum Principem Dominum Carolum Dei gratia Regem Franciæ & Navarræ illustrem, hæredes suos, Proceres, & regnicolas Regni sui ex parte una, & nos, hæredes nostros, proceres & Regnicolas Regni nostri ex altera, firmiter ineundis. Et quidquid dictus Comes jurando in animam nostram in dicto negotio firmaverit, nos ratum & firmum perpetuo habituros promittimus bona fide. In cujus rei testimonium præsentibus litteris sigillum nostrum præcipimus apponi. Datum apud Dundee, vicesima die Aprilis, Anno gratiæ 1325. & anno Regni nostri vicesimo.

ANS de J. C. 1326.

§. 6. Et ainsy a juré en l'ame du dict Roy de France en sa presence noble homme & sage Guy Chevrier son Chevalier, & du commandement du dict Roy, pour les choses dessus dictes garder & accomplir, tant comme elles touchent le partie du dict Roy de France, si comme il est devant dict. Et pour ce que cette chose soit ferme & stable au temps à venir, nous avons mis nos seaux à ces presentes lettres, données à Corbeil, l'an de grace 1326. au mois d'Avril, seellées de quatre seaux, un grand & trois petits, pendans à des cordons de soye verte.

CCXLIII.

Conditions sous les quelles ceux de BRUGES, *d'*YPRES, *& autres leurs Adhérans sont reçus en grace par* LOUIS *Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils s'étoient revoltez. Fait à Arkes pres de S. Omer. L'an* 1326. Pierre d'Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLII. Feüill. 255.

ANS de J. C. 1326. Flandre.

PRemiers, que ceux de Brudea, Ypre, le Franc, Courtray & leurs adherentz feroient faire & fonder un cloistre de Chartroix, au dehors de Courtray, de douze freres, & ce en l'honneur de Dieu, & pour les ames des trespassez, & qu'ils employeroient pour le susdict effect jusques à la somme de quatre mille livres de Flandre. Qu'ils rendroient & restitueroient aux Eglises & abbayes, les dommaiges & interests par eux sous'enus, au moyen de la susdicte guerre. selon l'estimation & ordonnance de six personnes, que ledict Conte denommeroit ausdictes fins. Que trois cents personnes de Bruges, & de Courtray, seront envoyées en peregrinaige. Si comme les cents vers Sainct Jacques en Galice. Les aultres cent à Sainct Gilles en Provence, & le demeurant vers nostre Dame de Rochemadeur. Que le Conte sera restitué en sa Conté de Flandre, & que lesdicts de Bruges, & leurs adherents luy seroient nouvel serment, sauf la souveraineté au Roy de France. Qu'ils payeroient au Conte pour ses frais & despens, cent mille livres Tournois, en deduisant par ceux de Bruges, soixante six mille livres Tournois, qu'ils avoient promis payer pour le faict du Conte Jehan de Namur. Qu'ils payeroient & consigneroient es mains du Roy Charles ou de son commis, la somme de deux cent mille livres Tournois: moyennant laquelle ledict Seigneur Roy prendroit a sa charge, la satisfaction que cheoit a l'endroict de ceux de Gand & d'Audenarde, pour les dommaiges & interests par eux soustenus, durant les susdictes divisions & rebellions. Par ceste appoictement

ANS de J. C. 1329.

ment fut ſemblablement traicté & accordé, que pour nourir & entretenir le païs de Flandre, en bonne paix & union, le Roy de France, envoyeroit de dix ans en dix ans, ſes commiſſaires audict Flandre, pour de nouveau faire jurer & publier ladicte paix. Que moyennant ce que deſſus, toutes choſes ſeroient pardonnées, & touts priſonniers tant d'une part, que d'autre delivrez, enſemble que chaſcun retourneroit au ſien, ſelon qu'il le trouveroit. Ce fuſt faict a Arque par les deputez du Roy, & du Conte d'une part, & par les deputez des villes de Bruges, Ypre, du Franc, Dam, Nieuſport, Berghes, Caſſel, Meſſines, Warneſton, Poperinghes, Bourbourch, Bailleul, Courtray & la chaſtelenie, Furnambocht, Burburchanbocht, Audenbourch, & l'Eſcluſe & d'autre.

CCXLIV.

ANS de J. C. 1326. FRANCE ET ARAGON.

Déclaration de JACQUES II. *Roi d'Arragon ſur la reſtitution d'un Navire & de quelques Marchandiſes, que ſon Amiral avoit enlevées aux ſujets de* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France. Faite le* 1. *de Décembre*, 1326. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag 119.

EXcellenti ac magnifico Principi Carolo Dei gratia Franciæ & Navarræ Regi illuſtri, chariſſimo conſanguineo noſtro, Jacobus per eandem Rex Arragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ, & Corſicæ, Comeſque Barchinonæ, ac ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Vexillarius, Ammiratus, & Capitaneus generalis, ſalutem & proſperos ad vota ſucceſſus. Serenitati veſtræ præſentibus intimamus, quod nobili Franciſco Carroccio olim Ammirato noſtro dudum agente in partibus regni noſtri Sardiniæ ad negotium acquiſitionis caſtri Callari adverſus Piſanos, & alios exiſtentes in caſtro ipſo, qui noſtro dominio rebellarant, viriliter proſequente; Cum anno præſenti quædam navis ſeu coucha, cujus erat ductor ſive patronus Bernardus de Illario miles Narbonenſis, diverſis rebus ſeu mercibus tam mercatorum Narbonæ & Montiſpeſſuli, quam aliorum etiam onerata, ad dicti Regni Sardiniæ maritimam vicinam dicto caſtro Callari declinaſſet cum rebus & mercibus ſupradictis: Nos dicta retentione percepta, quæ noſtris voluntatibus ſupervenient diſplicens plurimum & ingrata, cùm nequaquam gentes veſtras vellemus per noſtras aliquatenus moleſtari, ſed ut proprias pertractari: per noſtras litteras poſtmodum iteratas, jam dicto Ammirato multum expreſsè dedimus in mandatis, ut dictam concham abſolveret, & res & merces per eum captas integrè reſarciret. Accepto namque per reſponſionem Ammirati præfati, quod ipſe ad occupationem proceſſerat ſupra dictam neceſſitate maxime perurgente, cum negotium acquiſitionis caſtri prædicti ex defectu pecuniæ eſſet tunc in caſu & periculo deferendi; quodque res & merces jam dictas converterat in bellatorum noſtrorum ſtipendia, & alia quæ impugnatio dicti caſtri & ipſorum rebellium oppreſſio exigebant, nec præmiſſa vel aliqua de eiſdem poſſet reſtituere quoquo modo; Noſtram præſentiam adiverunt procuratores dictorum Mercatorum Narbonæ & Montiſpeſſuli, à nobis humiliter poſtulantes eis fieri ſatisfactionem integram de præmiſſis.

§. 2. Nos verò conſiderantes dictam occupationem ſeu retentionem factam fuiſſe, ut præmittitur, per dictum Ammiratum & officialem noſtrum, per quem etiam res & merces prædictæ in noſtris negotiis, utilitatibus & neceſſitatibus fuerunt poſitæ & converſæ; ut nobis tam per aſſertionem dicti Ammirati, quàm per publica documenta per dictos procuratores oſtenſa exitit facta fides; & affectantes per nos debitum ſatisfactionem fieri de eiſdem; per tres perſonas idoneas & fide dignas, præſentibus & conſentientibus dictis procuratoribus, & rationes ſuas plenè oſtendentibus coram eis, averationem ſeu extimationem omnium mercium & rerum captarum fieri & recipi juſſimus, & ea omnia nobis & noſtro conſilio recenſeri. ANS de J. C. 1326.

§. 3. Et tandem cum de voluntate & aſſenſu procuratorum ſupra dictorum omnes res & merces prædictæ fuiſſent per perſonas prædictas, quibus ea, ut eſt dictum, commiſimus extimatæ, ad quantitatem triginta unius mille trecentarum viginti trium librarum Barchinonenſium, pro ſumptibus, damnis, & intereſſe totius præteriti temporis, & etiam pro intereſſe futuri temporis à dicta conventione in antea ſubſequentis, donec eſſet eis integrè ſatisfactum ſolveretur eiſdem per nos ultra prædicta intereſſe pro rata quantitatis prædictæ, ad rationem videlicet * duodecim denariorum pro libra quolibet anno, cùm non poſſemus eis, ut optamus, protinus plenum & integram ſatisfactionem facere de præmiſſis, eo quod acquiſitio dicti Regni immenſam requirens voraginem expenſarum, ferè theſaurum Cameræ Regiæ exhauſiſſet: cum procuratoribus convenimus memoratis, quod dicta quantitas per nos eis infra triennium per tertias ſolveretur, noſque adjecto juramento promiſimus ſolutiones ipſas præfixis terminis totaliter adimplere: adjecta inter cætera clauſula, in obligatione & promiſſione, quæ inde jam fuerant ordinatæ, quod ſi forte nos vel noſtri in dictis ſolutionibus, vel earum aliqua deficeremus terminis conſtitutis, & expectati poſtmodum per tres menſes à quolibet ipſorum terminorum immediatè ſequentes, ſolutionem vel ſolutiones ipſarum non adimpleremus; ex tunc dicti mercatores non expectare ſeu obtenta requiſitione aliqua, ſeu facta à vobis vel veſtris officialibus nobis faciendа, aut facta juſtitia in nobis vel noſtris non habenda ſeu invenienda, nec aliis in clauſula ipſa contentis poſſent adire veſtram præſentiam pro marcha vel repreſalia habenda, vel obtinenda caſu prædicto, & vos poſſetis eam illis in continenti concedere ſive dare in toto Franciæ Regno, & prætextu ipſius marchæ officiales veſtri poſſent pignorare capere ſeu marchare in mari & in terra ubique bona, res & merces quorumcumque ſubditorum noſtrorum Regnorum & totius terræ noſtræ; non obſtantibus requiſitione ſuper ea nobis non facta ſeu faciendа mora ſeu facita juſtitia, in nobis non inventa; aut aliis ſupra dictis, & pignorata ſeu marchata vendere, & de eorum pretio eis ſatisfacere, prout in talibus & ſimilibus marchis ſeu repreſaliis eſt fieri conſuetum.

§. 4. Præmiſſis autem ſic exiſtentibus ordinatis, Conſiliarii & probi hominis civitatis Barchinonæ, ad quorum notitiam præmiſſa devenerant nobis humiliter ſupplicarunt, ut adjectam in promiſſione jam dicta (ſcilicet marcham, jam dicto caſu conceſſam) clauſulam ſupra dictam faceremus à promiſſione hujuſmodi amoveri, cum aſſerent, noſtra reverentiâ ſemper ſalvâ abſque læſione & onere conſcientiæ noſtræ & peccati mortalis incurſu prædictam conceſſionem obſervari non poſſe, nec ad eam nos juramentum in ea oppoſitum aſtringebat, imò ipſius obſervantia nobis peccati laqueum præparabat ex cauſis inferius expreſſatis.

§. 5. Nos autem volentes præmiſſa ipſis mercatoribus omnino ſervare, quatenus poſſemus abſque reatu perjurii & peccati, & in dubiis præſertim, ubi periculum animæ vertitur, viam eligere tutiorem, præmiſſa omnia per religioſos viros in Theologica facultate peritos non modicæ auctoritatis atque ſcientiæ examinari fecimus & diſcuti: Mandantes eiſdem, ut nobis ſuper his conſulerent quid agendum, exprimentes eis noſtræ propoſitum voluntatis, per quod perpendere poterant placere & velle, ſi licite fieri poſſent, quod conventio ſupra dicta effectualiter compleretur. Coram quibus propoſitis hinc & inde tam facti quam juris rationibus facientibus, pro & contra; cum ex

aorum

ANS de J. C. 1326. eorum reſponſione ſive conſilio, matura ac digeſta deliberatione præhabitis, nobis dato, inveniſſemus juramentum per nos appoſitum in clauſula memorata, quod iniquitatis vinculum eſſe non debet, vergere evidenter contra juramenta licita & honeſta, per prædeceſſores & nos prius diu præſtita ſupra privilegiis, franchitatibus, & immunitatibus per nos & eos dictæ civitati Barchinonæ & toti generali Cathaloniæ olim indultis, & pro quibuſdam conſtitutionibus, in generalibus curiis Cathaloniæ editis, obſervandis; nec fore obligatorium cum perjurium induceret & peccatum.

§. 6. Reperiſſemus inſuper promiſſionem ipſam ex natura rei pro parte noſtra ſore illicitam, cum ex ſe repreſaliæ utpote juri, rationi & æquitati contrariæ, utroque jure prohibitæ propter defectum juſtitiæ in Principe damnificante vel damnificantis Domino adinventum, vendicent ſibi locum, & ex parte Principis, & Domini damnificati ſint licitæ & permiſſæ; non tamen ſint licitæ ex parte Principis, ob cujus eſſent culpam vel negligentiam concedendæ, propter quod conventio per nos facta, cum clauſula ſupra dicta inſerta, quod poſſent videlicet ex præmiſſis noſtri ſubjecti pignorari, cum mortale peccatum & perjurii reatum includeret, erat penitus revocanda.

§. 7. Nos cum dicti mercatores ſuper præmiſſis nobis proteſtati fuiſſent, habito dicto conſilio, quod latius & plenius in reſponſis à nobis dictæ proteſtationi deſcribitur, eis reſpondimus, quod amota pignorationum clauſula ſupra dicta, cum eam ex cauſis jam dictis ſervare non poſſemus abſque diſpendio ſalutis æternæ, parati eramus, & nos paratos obtulimus ſolutiones facere ſupra dictas terminis conſuetis, & obſervare cætera contenta & concordata inter nos & eos, & mandare tradi eis libenter & in continenti inſtrumentum dictæ promiſſionis, amotis his de quibus repertum eſt inducere animæ noſtræ periculum, ut ſuperius continetur.

§ 8. Igitur ad notitiam veſtræ magnificentiæ deducentes præmiſſa, eamdem cordis affectione rogantes, quatenus attento, quod nos in præmiſſis fecimus quod potuimus, & penſato de dictis expenſis innumeralibus per nos in acquiſitione dicti Regni Sardiniæ factis, quæ noſtrum theſaurum, ut prædicitur, exhauſerunt, placeat, & velitis mercatoribus antefatis marchandi ſeu pignorandi bona ſubditorum noſtrorum non concedere, ſed potius denegare, cum nos intendamus prædictis mercatoribus damna paſſis ſolutiones facere ſupra dictas terminis ante fixis, cum intereſſe temporis præteriti & futuri; ſed dictos potius inducere mercatores, ut præmiſſa per nos & eos, & communiter concordata velint recipere, quia nos adjecta clauſula ſupra dicta parati ſumus, quod illis promiſimus ſecundum formam conditam, aut aliis modis ſeu obligationibus vel ſecuritatibus decentibus adimplere, ipſaſque ſolutiones facere terminis prætaxatis. Conſideratis etenim conſiderandis, utriuſque ſubditis providebitis, & nos iis vehementer habemus placitum atque gratum, parati proſperis bonis debitis, & intima dilectione quibus conjungimur Magnificentiæ veſtræ in multo majoribus reſpondere. Datum XIII. Kal. Decembtis, anno Domini 1326.

Réponſe du Roi de France.

MAgnifico Principi Jacobo Dei gratia Arragoniæ & Sardiniæ Regi illuſtri conſanguineo noſtro cariſſimo, Carolus eadem gratia Franciæ & Navarræ Rex ſalutem & dilectionem ſinceram. Cum per veſtras nuper litteras nobis feceritis aperiri, quod ſuper eo, quod Franciſcus Carrocii Miles veſter Ammiratus in partibus Regni veſtri Sardiniæ quandam navim Mercatorum quorumdam Narbonæ & Montiſpeſſuli, ac aliorum regni noſtri Franciæ pluribus mercaturis onuſtam retinuerat, & in uſus veſtræ guerræ converterat dicti Regni, quæ per alias noſtras litteras prædictis mercatoribus noſtris reſtitui rogavimus regiam Majeſtatem, vos cum procuratoribus mercatorum ipſorum ſuo ad hoc interveniente conſenſu de valore navis & mercium prædictarum, quæ vos extimari feciſtis ſibi per tres annos exſolvendo conveniſtis: Serenitati regiæ notum fieri volumus, quod conſideratione perſonæ veſtræ, quam nobis chariſſimam reputamus & favore proſequimur ſpeciali, prædicta conventio nobis placet, regiam amicitiam deprecantes, quatenus ſolutiones ſuper dicto valore per vos ordinatas, taliter ſtatuitis ad hoc terminis complere curetis, quod ad nos ob defectum ſolutionis nulla de cætero quæſtio referatur, ita quod circa hoc non oporteat nos aliter providere dictis mercatoribus de remedio opportuno. Datum Pariſius duodecimo die Januarii, anno Domini 1326. ANS de J. C. 1326.

CCXLV.

*Promeſſe des Procureurs d'*EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre inſerée aprés le Traité de Paris du dernier Mars* 1326. *par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante mille marcs ſterling contenus audit traitté, envers* CHARLES IV. *Roi de France. Le* 16. *Mai*, 1327. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 118. ANS de J. C. 1327. FRANCOIS ET ANGLETERRE.

PHilippus Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus nos inſcriptas vidiſſe litteras, formam, quæ ſequitur continentes.

§. 2. A tous ceux qui ces preſentes lettres veront & orront, Nous Jehan Eveſque de Wincelſtres & Guillaume Eveſque de Norwik, Meſſages & Procureurs de noſtre tres chier & tres redoubté Seigneur EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, ſçavoir faiſons, que comme noſtre dict Seigneur ait ratifié & approuvé par ſes lettres ouvertes ſeellées de ſon grand ſeel, le traittié faict & accordé de nouvel par honorables Peres en Dieu, Pierre Eveſque de Chartres, Pierre Eveſque d'Aucuerre, Monſeigneur Philippes Comte de Valois, d'Anjou & du Mayne, Ganchier de Chaſtillon Cuens de Porciens & Conneſtable de France, Miles Sire de Noyers, Mathieu de Trye Mareſchal de France, Meſſire Jean Cerchemont Chancelier de France & Andrieu de Florence Dean de Furnes, Conſeillers & Procureurs de tres excellent Prince Monſieur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & Navarre, par le dit Roy & en ſon nom d'une part; & nous Jehan de Guillaume Eveſques deſſus dicta, Monſieur Jehan de Haynaut & Hugues d'Andeluye, Meſſages & Procureurs noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, pour le dict noſtre Seigneur & en ſon nom d'autre part; duquel traitté & des lettres ſur ce faites la teneur & la forme s'enſuit.

§. 2. A tous ceux qui verront & orront &c. &c. (il faut repeter icy toutes les paroles du precedent traité de Paris n. LV. mis, juſqu'à ces mots du dernier §. ſeront faites d'une partie & d'autre, & par apres le preſent traitté continue, comme il ſuivra icy, bien qu'il paroiſſe aſſez, qu'il y a quelque manquement dans l'exemplaire dont on s'eſt ſervi) & ſes ſucceſſeurs Roys d'Angleterre & Ducs de Guyenne ſes biens de ſes ſucceſſeurs obligeons; que il les convenances, promeſſes & obligations ſus eſcriptes en la forme & maniere, que elles ſont au dict traittié expreſſées tendra, gardera & accomplira en bonne foy ſans jamais venir à l'encontre, par li ne par autre, par quelque voye ou maniere que ce ſoit, ſauvées audict noſtre Sieur & aux ſiens, toutes autres choſes pour eux accordées & octroyées

ANS de J. C. octroyées avant cet heure par le dict Roy de France & en nom de luy & ſa bonne grace.

1327. §. 3. De rechief comme au dict traictié ſoit contenu entre les autres choſes que pour toutes manieres & couſts frais & deſpens, dommages & tous intereſts, que le dict Roy de France ou ſes ſujets ayent ſouſtenu, ou encouru pour la cauſe des mouvemens avant dits, nous avant dits Meſſagers & Procureurs du dict Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, tout ſoit il ſans coulpe des dites meſpriſes, ſi comme nous maintenons, neantmoins pour le grand deſir, que nous ſçavons, qu'il a d'avoir la grace & bonne veillance du dict Roy de France ſon Seigneur & Oncle, & pour bonne amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaumes & les ſujets d'une part & d'autre, & pour eſtanchier les dits maux, accordons par auctorité & pouvoir, que nous avons de noſtre dict Seigneur & li obligeons en cinquante mille marcs d'Eſterlains au Roy de France à prendre à ſa volenté; ainſi, que au cas, que il plairroit mieux à noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre ſoy mettre ſimplement des choſes contenues en cet article à la gracieuſe volenté du dict Roy de France, la dicte obligation de cinquante mille marcs ſoit nulle.

§. 4. Nous Jehans & Guillaume Procureurs & Meſſagers noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne deſſus dit, promettons en nom de noſtre dit Seigneur & pour li, que dedans trois mois prochains apres ce, que la paix contenue ou dit Traittié ſoit publiée ou Royaume de France & eſpiciaument es marchez devers le Royaume d'Angleterre & devers le dict Duché, le dit noſtre Seigneur eſlira, lequel li plair mieux ſoy mettre ſimplement des choſes contenues au dict article, à la gracieuſe volonté du dict Roy de France, ou de payer à li la ſomme de cinquante mil marcs d'Eſterleins deſſus dits; & ou cas qu'il li plaira mieux payer au dict Roy de France la ſomme de cinquante mil marcs, que ſoy mettre ſimplement à ſa volenté, comme deſſus eſt dit; il plaira à payer au dict Roy de France ou à ſon Procureur ayant à ce ſuffiſant mandement dedans trois ans prochains apres la fin des dicts trois mois, la ſomme devant dicte par eſgaux portions; c'eſt à ſçavoir: à la fin de chacun an, la tierce partie de la dicte ſomme; & à ce faire & accomplir en bonne ſoy nous obligeons le dict noſtre Seigneur & ſes ſucceſſeurs & leurs biens. En teſmoingnage de laquelle choſe nous ayons mis nos ſeaux en ces preſentes lettres. Donné à Paris le ſixieſme jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt ſept.

§. 5. In cujus viſionis teſtimonium præſentibus litteris, noſtrum fecimus apponi ſigillum. Datum Pariſius die ſeptima Septembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo. Eſt ſellé ſur le reply en double queue d'un grand ſcau de cire jaulne pendant.

CCXLVI.

ANS de J. C. 1327. ARRAGON ET MAJORQUE.

Accord entre JAQUES II. *Roi d'Arragon, &* JAQUES *Roi de Majorque, fait à Barcelonne, le* 1. *Octobre,* 1327. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 122.

IN nomine Domini, Amen. Pateat univerſis præſentis Inſtrumenti publici ſeriem inſpecturis, quod nos JACOBUS Dei gratia Rex Arragonum, Valentiæ, Sardiniæ & Corſicæ, ac Comes Barchinoniæ; & nos Jacobus per eamdem Rex Majoricarum, Comes Roſſilionis & Centaniæ, ac Dominus Montiſpeſſullani, præſente, volente, auctoriſante, ac ſuum expreſſum conſenſum præſtante honorabili Domino Philippo de Majoricis patruo ac tutore noſtri dicti Majoric. Regis, quod nos Philippus, qui præſentes ſumus, ſic eſſe aſſerimus & fatemur; ſcientes jam dudum compoſitionem ſeu tranſactionem fore factam inter illuſtrem Dominum Petrum bonæ memoriæ Regem Arragonum, patrem noſtri Jacobi Regis Arragonum prædicti ex una parte; & illuſtrem Dominum Jacobum recolendæ memoriæ Regem Majoricarum avum paternum noſtri Jacobi Regis Majoricarum prædicti ex altera, ſuper Regno Majoricarum cum inſulis eidem adjacentibus & ſuper Comitatibus & terris Roſſilionis, Ceritaniæ, Confluentis & Valliſpirio & Caucolibero, & ſuper Montepeſſulano, cum caſtris & villis, dominationis Montiſpeſſulani, prout in quodam publico inſtrumento inde facto in clauſtro domus Fratrum Prædicatorum Perpiniani tertio decimo Kalendas Februarii anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo octavo, ſcriptoque per Arnaldum Mironi ſcriptorem publicum Perpiniani latius continetur. ANS de J. C. 1327.

§. 2. Scientes etiam ſubſequenter dictam compoſitionem ſeu tranſactionem fore renovatam, laudatam & approbatam inter nos Jacobum Regem Aragonenſem prædictum ex una parte; & dictum Jacobum quondam Regem Majoricarum ex altera, prout in alio publico inſtrumento inde facto in caſtris propè Argilers Elnenſis diœceſis in feſto Apoſtolorum beatorum Petri & Pauli, videlicet tertio Kalendas Julii, anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo octavo, ſcriptoque per Michaelem Rotlandi Notarium publicum Perpiniani, plenius continetur; conſideramuſque eamdem compoſitionem & tranſactionem poſtmodum fuiſſe renovatam, laudatam & approbatam inter nos præfatum Jacobum Regem Arragonum ex una parte; & illuſtrem bonæ recordationis Dominum, Sancium Regem Majoricarum filium & heredem dicti Domini Jacobi Majoricarum Regis, patruumque noſtri dicti Jacobi nunc Majoricarum Regis ex altera; prout in alio publico Inſtrumento inde confecto in civitate Barchinoniæ in Regio palatio die dominica, qua computabatur ſeptimo Idus Julii anno Domini milleſimo trecenteſimo duodecimo, clauſoque per Bernardum de Averſone Notarium noſtri prædicti Aragonum Regis, ac publicum etiam auctoritate noſtra per totam terram & dominationem noſtram, ſerioſius continetur. Nos prædicti Jacobus Rex Aragonum, & nos Jacobus Rex Majoricarum, confitentes nos exceſſiſſe ætatem duodecim annorum, ac plenè intelligere quæ aguntur, præſente & auctorizante, ut ſupra, dicto Domino Philippo patruo & tutore noſtro, per nos & ſucceſſores noſtros, volentes omnia & ſingula in prædictis tribus inſtrumentis contenta perpetui habere roboris firmitatem, ea omnia & ſingula denuò cum hoc publico inſtrumento per nos & ſucceſſores noſtros laudamus & approbamus expreſsè: idcircoque nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus, præſente & auctorizante, ut ſupra, ante fato honorabili Domino Philippo patruo & tutore noſtro, nomine ipſo tutorio, juxta formam in ſingulis dictorum trium inſtrumentorum contentam, per nos & omnes ſucceſſores noſtros recognoſcimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragonum, cariſſimo patruo noſtro, tenere à vobis & ſucceſſoribus veſtris Regibus Aragoniæ in feudum honoratum ſine omni ſervitio, ſub forma tamen infra ſcripta, totum prædictum regnum Majoric. cum Inſulis Minoricis & Evigæ, & aliis inſulis adjacentibus eidem Regno, & omnes prædictos Comitatus & terras Roſſilionis, Ceritaniæ & Confluentis, Valliſpirii & Cauchiliberi.

§. 3. Item ſine præjudicio juris alieni recognoſcimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragoniæ, tenere in feudum à vobis & veſtris ſecundum modum ſuperius & inferius comprehenſum Vicecomitatum Omeladeſii, & Vicecomitatum de Carladeſio, cum omnibus villis & caſtris eorumdem Vicecomi-

ANS de J. C. 1327. cecomitatuum, & omnia etiam caſtra, villas & loca quæcumque habemus in terris Montiſpeſſulani, & dominatione & terminis ejuſdem, & generaliter omnia alia, quæcunque habemus ſeu habere debemus ubicumque ſint, cum Militibus ſcilicet, hominibus, feudis, juriſdictionibus ac dominationibus univerſis, ſive illa teneamus ad manum noſtram, ſive alii teneant pro nobis in feudum. Exceptis feudis, quæ conſueverunt teneri ab Epiſcopo & Eccleſia Magalonenſi, de quibus aliqua tenentur adhuc ab ipſis Epiſcopo & Eccleſia, & aliqua ab illuſtri Rege Francorum habente in eiſdem locum ab Epiſcopo & Eccleſia ſupra dictis, pro quibus omnibus & ſingulis locis & terris, ac juribus eorumdem recognoſcimus nos de præſenti feudatarium veſtrum ſecundum formam ſuperius comprehenſam.

§. 4. Excipimus tamen à prædicta recognitione feudi, nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus emptiones caſtrorum, villarum & locorum, quas dictus Dominus Jacobus Rex Majoricarum avus paternus noſter poſt dictam renovationem, & dictus Sancius Majoricarum Rex ejus filius patruus noſter fecerunt, & nos fecimus de rebus alodialibus, quæ pro ipſis vel nobis non tenebantur in feudum. Nos tamen dictus Jacobus Rex Majoricarum per nos & noſtros auctoriſante dicto tutore noſtro, ut ſuperius, recognoſcimus tenere à vobis dicto Domino Rege Aragoniæ & veſtris in feudum omnes regalias & jura univerſa, quæ & quos dictus Dominus Jacobus avus, & dictus Dominus Sancius patruus noſtri habebant ante emptiones prædictas, & habebamus & habemus nos in emptionibus ſupra dictis. Sanè volumus & concedimus, quod ſicut nos facimus vobis homagium, ut inferius continetur, ſic heredes & ſucceſſores noſtri faciant & teneantur facere homagium, vobis & ſucceſſoribus veſtris Regibus Aragoniæ in perpetuum, pro ſupra dictis & infra ſcriptis juxta contenta in hoc præſenti inſtrumento & formam ejuſdem.

§. 5. Promittimus etiam per nos & ſucceſſores noſtros vobis dicto Domino Regi & ſucceſſoribus veſtris in perpetuum, quod nos & ſucceſſores noſtri dabimus vobis & ſucceſſoribus veſtris poteſtatem de civitate Majoricarum, nomine & vice totius Regni Majoricarum, & inſularum Minoricarum & Evigæ, & de villa Podii Ceritani nomine & vice Ceritaniæ & Confluentis, & de villa Perpiniani nomine Comitatus Roſſilionis, & terrarum Walliſperii & caſtri Caucholiberi, & de caſtro de Omelacio; nomine Vicecomitatus de Omeladeſio. Quas poteſtates nos heredes & ſucceſſores noſtri teneamur dare vobis & ſucceſſoribus veſtris, quandocumque & quotieſcumque requiſiti fuerimus per vos & ſucceſſores veſtros, irati & pacati, ratione tamen recognitionis feudi & ſaticæ juris. Nec prædictas poteſtates poſſitis vos vel ſucceſſores veſtri retinere ratione Valentiæ.

§. 6. Promittimus etiam per nos, heredes & ſucceſſores noſtros vobis & ſucceſſoribus veſtris in perpetuum, quod nos & ipſi ſucceſſores noſtri firmabimus jus vobis & veſtris in poſſe veſtro & veſtrorum, & ſemel quolibet anno cum fuerimus requiſiti ibimus ad Curiam veſtram & veſtrorum in Catalonia, niſi tunc quando fuerimus requiſiti, fuerimus nos & dicti ſucceſſores noſtri in Regno Majoricarum. Promittimus tamen per nos & noſtros & ad hoc de præſenti nos & ſucceſſores noſtros obligamus, quod juvemus, valeamus & defendamus vos & ſucceſſores veſtros cum toto poſſe noſtro contra cunctos homines de mundo.

§. 7. Item promittimus per nos & noſtros ſervari facere in terris Roſſilionis Ceritaniæ & Confluentis & Walliſperii & Caucholiberi uſaticos, conſuetudines & conſtitutiones Barchinonenſes factos & factas, & etiam faciendos & faciendas per vos & veſtros cum conſilio majoris partis Baronum Cataloniæ, ſicut moris eſt fieri, ſalvis ſpecialibus conſuetudinibus locorum prædictarum terrarum. Et quod in prædictis terris Roſſilionis, Ceritaniæ, Confluentis, Valliſperii & de Caucolibero currat moneta Barchinonenſis & non alia. Retinemus tamen nobis & ſucceſſoribus noſtris, quod poſſimus cudere vel cudi facere abſque contradictione & impedimento veſtro & veſtrorum in Regno Majoricarum & inſulis eidem adjacentibus, monetam & monetas de novo. ANS de J. C. 1327.

§. 8. Item retinemus nobis & ſucceſſoribus noſtris, quod in nullo caſu priſſit à nobis vel officialibus noſtris vel ſucceſſorum noſtrorum appellari, nec etiam per alium modum recurri ad vos dictum Dominum Regem Aragoniæ vel ſucceſſores veſtros. Salvo quod propter hoc non detrahatur in aliquo iis quæ ſuperius & inferius continentur.

§. 9. Item quod nos & ſucceſſores noſtri poſſimus abſque contradictione & impedimento veſtro & veſtrorum facere & ponere pedagium, & novam lezdam in Regno Majoricarum & aliis inſulis eidem adjacentibus, ſalvis libertatibus per prædeceſſores noſtros conceſſis hominibus veſtris, niſi prædictæ libertates vel privilegia ſint de jure per contrarium uſum vel alio modo abrogata. Quæ tamen omnia, quæ nobis retinemus, volumus & concedimus eſſe de feudo ſeu feudis prædictis, exceptis emptionibus ſupradictis ſub forma ſuperius comprehenſa.

§. 10. Item cum dictus Dominus Rex Majoricarum avus paternus noſter in prædictis inſtrumentis, de quibus in principio hujus inſtrumenti habetur mentio, retinuiſſet ſibi & ſucceſſoribus ſuis bovaticum in prædictis terris: ita quod dictum bovaticum eſſet de dicto feudo, ut alia ſupra dicta quæ ſibi retinuit, exceptis emptionibus prædictis; & ſubſequenter præfatus Dominus Rex Majoricarum avus paternus, & poſtmodum præfatus Dominus Sancius Rex, patruus noſter, remiſerint bovaticum ipſum gentibus noſtris dictarum terrarum, quæ ad præſtationem dicti bovatici tenebantur; ea conditione, quod loco dicti bovatici præfatæ gentes noſtræ tenentur dicto Domino Regi Sancio ſolvere viginti millia libr. Barchinonenſium, de quibus mentur mille libræ Barchinonenſes rendales in alodio, quas haberent & reciperent ipſe & ſui propoſito loco bovatici ſupradicti. * Recognoſcimus tamen, quod vos dictus Dominus Jacobus Rex Aragoniæ generoſe conſenſiſtis remiſſioni dicti bovatici, & quod non teneatur dictus Dominus Rex Sancius emere dictas mille libras loco bovatici ſupra dicti. Inhibitiones verò ſeu banna per vos vel ſucceſſores veſtros factas vel faciendas non teneamur nos vel ſucceſſores noſtri ſervare, niſi factæ fuerint de conſilio & aſſenſu noſtro vel noſtrorum.

§. 11. Et pro prædictis omnibus complendis ac firmiter attendendis, obligamus vobis dicto Domino Regi Aragoniæ & veſtris nos & noſtros & omnia bona noſtra, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia nos Jacobus Majoricarum Rex ſuperius nominatus, & præſente, volente & auctoriſante ac ſuum expreſſum conſenſum præſtante dicto tutore noſtro, facimus vobis homagium ore & manibus in præſenti, & ſub dicto juramento confitemur nos exceſſiſſe ætatem duodecim annorum prædictam.

§. 12. Ad hæc nos Jacobus Dei gratia Rex Aragoniæ prædictus, tenentes nos pro contentis & pactis cum prædictis à vobis Illuſtri Jacobo pereamdem gratiam Rege Majoricarum * beatiſſimo nepote noſtro, nobis recognitis & conceſſis, præſente volente, auctoriſante, ac ſuum expreſſum aſſenſum præſtante dicto honorabili Philippo tutore veſtro, nomine tutorio prædicto, per nos ſucceſſoreſque noſtros laudamus & approbamus vobis & veſtris ſucceſſoribus perpetuo, prædictum Regnum Majoricarum, inſulas, Comitatus & terras, quæ à nobis in feudum tenetis ſub pactis & conventionibus ſupra dictis. Et promittimus per nos & noſtros vobis & veſtris juvare, valere & defendere vos & veſtros, & Regnum terras & Comi-

ANS de J. C. 1327. Comitatus prædictos & jurisdictiones vestras, & dictarum terrarum, quæ à nobis tenetis in feudum toto posse nostro contra cunctos homines. Et pro prædictis omnibus complendis & firmiter attendendis vice versa obligamus nos & nostros & omnia bona nostra vobis & vestris, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia, & facimus vobis homagium ore & manibus * in præsenti convenimus & retinemus nos dicti Jacobus Aragoniæ Rex, & nos Jacobus Rex Majoricarum, præsente, volente, auctorisante, ac suum expressum assensum præstante dicto honorabili Philippo tutori, qui supra. Quod nos dictus Philippus sic verum esse asserimus & fatemur, quod substitutiones factæ in chartis hereditamenti inter nos & nostros per Dominum Regem Jacobum eximiæ recordationis avum nostri dicti Jacobi Aragoniæ Regis, & per avum nostri dicti Regis Majoricarum, & in Testamento ejusdem, sint salvæ & in sua remaneant firmitate, salvis his, quæ in hoc instrumento continentur.

§. 13. In quorum Testimonium nos Rex Aragoniæ & R. Majoricarum prædicti, ac Philippus de Majoricis tutor, qui supra, duo consimilia publica instrumenta inde fieri jussimus, & sigillorum nostrorum appensionibus communiri, & in quibus etiam nos dictus tutor manu propria subscripsimus. Quæ sunt acta in civitate Barchinonensi, in Palatio Domini Regis Aragoniæ prædicti, Kalendis Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo. Visa per Cancellarium. Signum Jacobi Dei gratia Regis Majoricarum, Comitis Rossilionis & Ceritaniæ, ad Domini Montispessulani prædicti, qui hoc laudamus, firmamus & juramus. Nos Philippus de Majoricis tutor prædictus præmissa laudamus, concedimus & firmamus, & manu propria subscribimus. Signum Jacobi Dei gratia Regis Aragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ & Corsicæ, ac Comitis Barchinonensis prædicti, qui hæc laudamus, firmamus & juramus.

§. 14. Testes hujus rei sunt qui præsentes fuerunt inclytus Dominus Infans Petrus Ripparatiæ & Impuriarum Comes, Inclytus Dominus Infans Raimundus Berengarii Comes Montanarum, de prædictis antefati Domini Regis Aragoniæ filii; Gasto Oscensis Episcopus Cancellarius ipsius Domini Regis Aragoniæ, Berengarius Elnensis Episcopus, Frater Sancius de Aragonia locum tenens Magistri Hospitalis in Castellania Empostæ, F. Raymundus de Impuriis de ordine Hospitalium, F. Raymundus de Cavilione Commendator Alcaronis, F. Petrus Abbas Monasterii Sanctarum Crucum Capellanus Major dicti Domini Regis Aragoniæ. Petrus de Viridario Archiepiscopus Majoricarum, & Canonicus Narbonensis, Cancellarius dicti Domini Regis Majoricarum Guillelmus de Madrona Canonicus Tirasonensis, Antonius de Galiana Legum Doctor Canonicus Majoricarum. F. Petrus de Portello de Ordine Prædicatorum Confessor dicti Domini Regis Aragoniæ, Nobilis Otho de Montecathero, Bernardinus de Campana, Galdous de Angellana, Berengarius de Vilariacuto, Aldemarius de Mosseto, Pontius de Ceramay. Et Milites Raymundus de Malenno, Eximinus de Tovia, Ferrarius de Villafranca, Alquazirius dicti Domini Regis Aragoniæ, Guillelmus de Sancta Columba, Petrus de Pulcrocastro, Ferrarius de Canneto, Jacobus de Muredine, Berengarius de Podio, Guillelmus de Jaffero Vicecancellarius, Petrus Marii Thesaurarius, Petrus Despens, Guillelmus de Mora Jurisperiti de Consilio dicti Domini Regis Aragoniæ, Jacobus Scuderii Notarius dicti Domini Regis Majoricarum, Ferrarius de Lilleto Bajulus Cataloniæ generalis. Et quam plures alii. Signum Bernardi de Podio dicti Domini Regis Aragoniæ Scriptoris & Notarii etiam publici, auctoritate sua per totam terram & dominationem ipsius, qui prædictis interfuit & hæc scribi fecit, cum litteris rasis & emendatis in linea decima quarta, ubi dicitur, Patruus noster fecerunt & nos fecimus: & in linea vigesima octava, ubi scribitur: Nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus. Et clausimus die & anno, quo supra. ANS de J. C. 1327.

CCXLVII.

Acte par lequel l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, *érige en Duché le Pays de* LUCQUES, *& en établit premier Duc* CASTRUCCIO CASTRACANI. *A Rome, le 15. Février* 1328. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 130. ANS de J. C. 1328. L'Empereur erige Lucques.

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Illustri CASTRUCCIO de Antelminellis Duci LUCANO, Comiti Sacri Lateranensis Palatii, & vexillifero Imperii, suo & Imperii fideli dilecto, gratiam suam & omne bonum. Principalis libertalitatis clementia in suis fidelibus dona multiplicans, illis præcipue consuevit assurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione Coronæ singulares triumphos & nomen laudabile sunt sortiti. Sanè cum veraciter sciamus, experientia nobis existente magistra, te præcipuum & strenuum in partibus Italiæ pro Sacro Imperio pugilem extinsse, nulli parcendo oneri, periculo vel labori, ac justitia tua & animi probitate victos de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, & devios infideles ad fidem gratiosis meritis invitasse; tantoque magis Imperiale sceptrum extollitur tanto curâ regiminis à sollicitudinibus & laboribus relevatur, quanto fideles in circuitu Imperii circumspicit digniores. Et de fulgore throni Cæsarei, velut ex sole radii, sic cæteræ prodeunt dignitates, ut prima lucis integritas minorati luminis non sentiat detrimentum.

§. 2. Hac igitur consideratione commoti, qui cœlesti providentia Romani Imperii moderamur habenas, ac solii nostri decus tam veterum dignitatum ornatibus consovemus, quàm novis honoribus amplamus: Volentes præmissorum obtentu exiollere nomen tuum & te prærogativa speciali magnificè honorare, de plenitudine potestatis, & de certa scientia, & de Consilio Principum & Baronum, Civitates Lucæ, Pistorii, Volaterrarum & Lunæ cum omnibus & singulis Castris, Villis, & locis sitis in Diœcesibus ipsarum, & cum omnibus earum & cujuscumque earum pertinentiis, territoriis & jurisdictionibus quibuscumque, ad jus, honorem & nomen Ducatus pertinentibus, transferentes & volentes sub uno dignitatis vocabulo continere Ducatus Lucani; te pro te & successoribus tuis ex te per lineam masculinam natis & nascituris in perpetuum ipsius Ducatus Ducem & vexilliferum nostrum & sacri Romani Imperii nobiliter, de præmissæ nostræ potestatis plenitudine & principali munificentia promovemus; eisdem libertatibus, immunitatibus & juribus prædictum Ducatum tuum præsentium auctoritate donantes, quæ ducalem deceant dignitatem; præfatasque Civitates & quamlibet earum, & omnes terras, castra, territoria atque loca, quæ in Diœcesibus seu Episcopatibus & territoriis dictarum Civitatum & pertinentiarum ipsarum Civitatum seu cujuslibet earum, seu intra confines diœcesium Episcopatuum, pertinentiarum & territoriorum præfatarum civitatum, & cujuslibet earum sitæ sunt seu sita, in perpetuum tibi & legitimis successoribus tuis ex te descendentibus natis & nascituris per lineam masculinam ex certa scientia damus, concedimus & donamus, cum omnibus & singulis Villis, castris, terris, fortaltitiis, casalibus, vassallis, hominibus, possessionibus, honoribus, usibus,

ANS de J. C. 1327. cecomitatuum, & omnia etiam caſtra, villas & loca quæcumque habemus in terris Montiſpeſſulani, & dominatione & terminis ejuſdem, & generaliter omnia alia, quæcuſtaque habemus ſeu habere debemus ubicumque ſint, cum Militibus ſcilicet, hominibus, feudis, juriſdictionibus ac dominationibus univerſis, ſive illa teneamus ad manum noſtram, ſive alii teneant pro nobis in feudum. Exceptis feudis, quæ conſueverunt teneri ab Epiſcopo & Eccleſia Magalonenſi, de quibus aliqua tenentur adhuc ab ipſis Epiſcopo & Eccleſia, & aliqua ab illuſtri Rege Francorum habente in eiſdem locum ab Epiſcopo & Eccleſia ſupra dictis, pro quibus omnibus & ſingulis locis & terris, ac juribus eorumdem recognoſcimus nos de præſenti feudatarium veſtrum ſecundum formam ſuperius comprehenſam.

§. 4. Excipimus tamen à prædicta recognitione feudi, nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus emptiones caſtrorum, villarum & locorum, quas dictus Dominus Jacobus Rex Majoricarum avus patemus noſter poſt dictam renovationem, & dictus Sancius Majoricarum Rex ejus filius patruus noſter fecerunt, & nos fecimus de rebus alodialibus, quæ pro ipſis vel nobis non tenebantur in feudum. Nos tamen dictus Jacobus Rex Majoricarum per nos & noſtros auctoriſante dicto tutore noſtro, ut ſuperius, recognoſcimus tenere à vobis dicto Domino Rege Aragoniæ & veſtris in feudum omnes regalias & jura univerſa, quæ & quos dictus Dominus Jacobus avus, & dictus Dominus Sancius patruus noſtri habebant ante emptiones prædictas, & habebamus & habemus nos in emptionibus ſupra dictis. Sanè volumus & concedimus, quod ſicut nos facimus vobis homagium, ut inferius continetur, ſic heredes & ſucceſſores noſtri faciant & teneantur facere homagium, vobis & ſucceſſoribus veſtris Regibus Aragoniæ in perpetuum, pro ſupra dictis & infra ſcriptis juxta contenta in hoc præſenti inſtrumento & formam ejuſdem.

§. 5. Promittimus etiam per nos & ſucceſſores noſtros vobis dicto Domino Regi & ſucceſſoribus veſtris in perpetuum, quod nos & ſucceſſores noſtri dabimus vobis & ſucceſſoribus veſtris poteſtatem de civitate Majoricarum, nomine & vice totius Regni Majoricarum, & inſularum Minoricarum & Evigæ, & de villa Podii Ceritani nomine & vice Ceritaniæ & Confluentis, & de villa Perpiniani nomine Comitatus Roſſilionis, & terrarum Walliſperii & caſtri Cauchiliberi, & de caſtro de Omelacio; nomine Vicecomitatus de Omeladeſio. Quas poteſtates nos heredes & ſucceſſores noſtri teneamur dare vobis & ſucceſſoribus veſtris, quandocumque & quotieſcumque requiſiti fuerimus per vos & ſucceſſores veſtros, irati & pacati, ratione tamen recognitionis feudi & fatiæ juris. Nec prædictas poteſtates poſſitis vos vel ſucceſſores veſtri retinere ratione Valentiæ.

§. 6. Promittimus etiam per nos, heredes & ſucceſſores noſtros vobis & ſucceſſoribus veſtris in perpetuum, quod nos & ipſi ſucceſſores noſtri firmabimus jus vobis & veſtris in poſſe veſtro & veſtrorum, & ſemel quolibet anno cum fuerimus requiſiti ibimus ad Curiam veſtram & veſtrorum in Catalonia, niſi tunc quando fuerimus requiſiti, fuerimus nos & dicti ſucceſſores noſtri in Regno Majoricarum. Promittimus tamen per nos & noſtros & ad hoc de præſenti nos & ſucceſſores noſtros obligamus, quod juvemus, valeamus & defendamus vos & ſucceſſores veſtros cum toto poſſe noſtro contra cunctos homines de mundo.

§. 7. Item promittimus per nos & noſtros ſervari facere in terris Roſſilionis Ceritaniæ & Confluentis & Walliſperi & Caucholiberi uſaticos, conſuetudines & conſtitutiones Barchinonenſes factos & factas, & etiam faciendos & faciendas per vos & veſtros cum conſilio majoris partis Baronum Cataloniæ, ſicut moris eſt fieri, ſalvis ſpecialibus conſuetudinibus locorum prædictarum terrarum. Et quod in prædictis terris Roſſilionis, Ceritaniæ, Confluentis, Valliſpirii & de Caucolibero currat moneta Barchinonenſis & non alia. Retinemus tamen nobis & ſucceſſoribus noſtris, quod poſſimus cudere vel cudi facere abſque contradictione & impedimento veſtro & veſtrorum in Regno Majoricarum & inſulis eidem adjacentibus, monetam & monetas de novo.

ANS de J. C. 1327.

§. 8. Item retinemus nobis & ſucceſſoribus noſtris, quod in nullo caſu poſſit à nobis vel officialibus noſtris vel ſucceſſorum noſtrorum appellari, nec etiam per alium modum recurri ad vos dictum Dominum Regem Aragoniæ vel ſucceſſores veſtros. Salvo quod propter hoc non detrahatur in aliquo iis quæ ſuperius & inferius continentur.

§. 9. Item quod nos & ſucceſſores noſtri poſſimus abſque contradictione & impedimento veſtro & veſtrorum facere & ponere pedagium, & novam lezdam in Regno Majoricarum & aliis inſulis eidem adjacentibus, ſalvis libertatibus per prædeceſſores noſtros conceſſis hominibus veſtris, niſi prædictæ libertates vel privilegia ſint de jure per contrarium uſum vel alio modo abrogata. Quæ tamen omnia, quæ nobis retinemus, volumus & concedimus eſſe de feudo ſeu feudis prædictis, exceptis emptionibus ſupradictis ſub forma ſuperius comprehenſa.

§. 10. Item cum dictus Dominus Rex Majoricarum avus paternus noſter in prædictis inſtrumentis, de quibus in principio hujus inſtrumenti habetur mentio, retinuiſſet ſibi & ſucceſſoribus ſuis bovaticum in prædictis terris: ita quod dictum bovaticum eſſet de dicto feudo, ut alia ſupra dicta quæ ſibi retinuit, exceptis emptionibus prædictis; & ſubſequenter præfatus Dominus Rex Majoricarum avus paternus, & poſtmodum præfatus Dominus Sancius Rex, patruus noſter, temiſerint bovaticum ipſum gentibus noſtris dictarum terrarum, quæ ad præſtationem dicti bovatici tenebantur; ea conditione, quod loco dicti bovatici præfatæ gentes noſtræ tenentur dicto Domino Regi Sancio ſolvere viginti millia libr. Barchinonenſium, de quibus ementur mille libræ Barchinonenſes rendales in alodio, quas haberent & reciperent ipſe & ſui propoſito loco bovatici ſupra dicti. * Recognoſcimus tamen, quod vos dictus Dominus Jacobus Rex Aragoniæ generoſè conſenſiſtis remiſſioni dicti bovatici, & quod non teneatur dictus Dominus Rex Sancius emere dictas mille libras loco bovatici ſupra dicti. Inhibitiones verò ſeu banna per vos vel ſucceſſores veſtros factas vel faciendas non teneamur nos vel ſucceſſores noſtri ſervare, niſi factæ fuerint de conſilio & aſſenſu noſtro vel noſtrorum.

§. 11. Et pro prædictis omnibus complendis ac firmiter attendendis, obligamus vobis dicto Domino Regi Aragoniæ & veſtris nos & noſtros & omnia bona noſtra, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia nos Jacobus Majoricarum Rex ſuperius nominatus, & præſente, volente & auctoriſante ac ſuum expreſſum conſenſum præſtante dicto tutore noſtro, facimus vobis homagium ore & manibus in præſenti, & ſub dicto juramento confitemur nos exceſſiſſe ætatem duodecim annorum prædictam.

§. 12. Ad hæc nos Jacobus Dei gratia Rex Aragoniæ prædictus, tenentes nos pro contentis & pacatis cum prædictis à vobis Illuſtri Jacobo per eamdem gratiam Rege Majoricarum * beatiſſimo nepote noſtro, nobis recognitis & conceſſis, præſente volente, auctoriſante, ac ſuum expreſſum aſſenſum præſtante dicto honorabili Philippo tutore veſtro, nomine tutorio prædicto, per nos ſucceſſoreſque noſtros laudamus & approbamus vobis & veſtris ſucceſſoribus perpetuo, prædictum Regnum Majoricarum, inſulas, Comitatus & terras, quæ à nobis in feudum tenetis ſub pactis & conventionibus ſupra dictis. Et promittimus per nos & noſtros vobis & veſtris juvare, valere & defendere vos & veſtros, & Regnum terras & Comi-

ANS de J. C. 1327. Comitatus prædictos & jurisdictiones vestras, & dictarum terrarum, quæ à nobis tenetis in feudum toto posse nostro contra cunctos homines. Et pro prædictis omnibus complendis & firmiter attendendis vice versa obligamus nos & nostros & omnia bona nostra vobis & vestris, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia, & facimus vobis homagium ore & manibus * in præsenti convenimus & retinemus nos dicti Jacobus Aragoniæ Rex, & nos Jacobus Rex Majoricarum, præsente, volente, auctorisante, ac suum expressum assensum præstante dicto honorabili Philippo tutori, qui supra. Quod nos dictus Philippus sic verum esse asserimus & fatemur, quod substitutiones factæ in chartis hereditamenti inter nos & nostros per Dominum Regem Jacobum eximiæ recordationis avum nostri dicti Jacobi Aragoniæ Regis, & per avum nostri dicti Regis Majoricarum, & in Testamento ejusdem, sint salvæ & in sua remaneant firmitate, salvis hiis, quæ in hoc instrumento continentur.

§. 13. In quorum Testimonium nos Rex Aragoniæ & Rex Majoricarum prædicti, ac Philippus de Majoricis tutor, qui supra, duo consimilia publica instrumenta inde fieri jussimus, & sigillorum nostrorum appensionibus communi, & in quibus etiam nos dictus tutor manu propria subscripsimus. Quæ sunt acta in civitate Barchinonensi, in Palatio Domini Regis Aragoniæ prædicti, Kalendis Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo. Visa per Cancellarium. Signum Jacobi Dei gratia Regis Majoricarum, Comitis Rossilionis & Ceritaniæ, ac Domini Montispessulani prædicti, qui hoc laudamus, firmamus & juramus. Nos Philippus de Majoricis tutor prædictus præmissa laudamus, concedimus & firmamus, & manu propria subscribimus. Signum Jacobi Dei gratia Regis Aragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ & Corsicæ, ac Comitis Barchinonensis prædicti, qui hæc laudamus, firmamus & juramus.

§. 14. Testes hujus rei sunt qui præsentes fuerunt inclytus Dominus Infans Petrus Rippacratiæ & Impurarum Comes, Inclytus Dominus Infans Raimundus Berengarii Comes Montanarum, de prædictis antefati Domini Regis Aragoniæ filii; Gasto Ofcensis Episcopus Cancellarius ipsius Domini Regis Aragoniæ, Berengarius Elnensis Episcopus, Frater Sanctus de Aragonia locum tenens Magistri Hospitalis in Castellania Empostæ, F. Raymundus de Impuriis de ordine Hospitalium, F. Raymundus de Cavillone Commendator Alcaronis, F. Petrus Abbas Monasterii Sanctarum Crucum Capellanus Major dicti Domini Regis Aragoniæ. Petrus de Viridario Archiepiscopus Majoricarum, & Canonicus Narbonensis, Cancellarius dicti Domini Regis Majoricarum Guillelmus de Madrona Canonicus Tirasonensis, Antonius de Galiana Legum Doctor Canonicus Majoricarum. F. Petrus de Portello de Ordine Prædicatorum Confessor dicti Domini Regis Aragoniæ, Nobilis Otho de Montecathero, Bernardinus de Campana, Galdous de Angellaria, Berengarius de Vilariacuto, Aldemarius de Mosseto, Pontius de Ceramay. Et Milites Raymundus de Malenno, Eximinius de Tovia, Ferrarius de Villafranca, Alquazirius dicti Domini Regis Aragoniæ, Guillelmus de Sancta Columba, Petrus de Pulcrocastro, Ferrarius de Canneto, Jacobus de Muredine, Berengarius de Podio, Guillelmus de Jaffero Vicecancellarius, Petrus Marii Thesaurarius, Petrus Despens, Guillelmus de Mora Jurisperiti de Consilio dicti Domini Regis Aragoniæ, Jacobus Scuderii Notarius dicti Domini Regis Majoricarum, Ferrarius de Lilleto Bajulus Cataloniæ generalis. Et quam plures alii. Signum Bernardi de Podio dicti Domini Regis Aragoniæ Scriptoris & Notarii etiam publici, auctoritate sua per totam terram & dominationem ipsius, qui prædictis interfuit & hæc scribi fecit, cum litteris rasis & emendatis in linea decima quarta, ubi dicitur, Patruus noster fecerunt & nos fecimus: & in linea vigesima octava, ubi scribitur: Nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus. Et clausimus die & anno, quo supra.

ANS de J. C. 1327.

CCXLVII.

Acte par lequel l'Empereur LOUIS DE BAVIÈRE, *érige en Duché le Pays de* LUCQUES, *& en établit premier Duc* CASTRUCCIO CASTRACANI. *A Rome, le 15. Février* 1328. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 130.

ANS de J. C. 1328. L'Empereur Louis.

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Illustri CASTRUCCIO de Antelminellis Duci LUCANO, Comiti Sacri Lateranensis Palatii, & vexillifero Imperii, suo & Imperii fideli dilecto, gratiam suam & omne bonum. Principalis liberalitatis clementia in suis fidelibus dona multiplicans, illis præcipue consuevit assurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione Coronæ singulares triumphos & nomen laudabile sunt sortiti. Sanè cum veraciter sciamus, experientia nobis existente magistra, te præcipuum & strenuum in partibus Italiæ pro Sacro Imperio pugilem extitisse, nulli parcendo oneri, periculo vel labori, ac justitiatua & animi probitate victos de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, & devios infideles ad fidem gratiosis meritis invitasse; tantoque magis Imperiale sceptrum extollitur tanto cura regiminis à sollicitudinibus & laboribus relevatur, quanto fideles in circuitu Imperii circumspicit digniores. *Et de fulgore throni Cæsarei, velut ex sole radii, sic cæteræ prodeunt dignitates, ut prima lucis integritas minorati luminis non sentiat detrimentum.

§. 2. Hac igitur consideratione commoti, qui cœlesti providentia Romani Imperii moderamur habenas, ac solii nostri decus tam veterum dignitatum ornatibus confovemus, quàm novis honoribus amplamus: Volentes præmissorum obtentu extollere nomen tuum & te prærogativa speciali magnificè honorare, de plenitudine potestatis, & de certa scientia, & de Consilio Principum & Baronum, Civitates Lucæ, Pistorii, Volaterrarum & Lunæ cum omnibus & singulis Castris, Villis, & locis sitis in Diœcesibus ipsarum, & cum omnibus earum & cujuscumque earum pertinentiis, territoriis & jurisdictionibus quibuscumque, ad jus, honorem & nomen Ducatus pertinentibus, transferentes & volentes sub uno dignitatis vocabulo continere Ducatus Lucani; te pro te & successoribus tuis ex te per lineam masculinam natis & nascituris in perpetuum ipsius Ducatus Ducem & vexilliferum nostrum & sacri Romani Imperii ubilibet, de præmissæ nostræ potestatis plenitudine & principali munificentia promovemus; eisdem libertatibus, immunitatibus & juribus prædictum Ducatum tuum præsentium auctoritate donantes, quæ ducalem deceant dignitatem; præfatasque Civitates & quamlibet earum, & omnes terras, castra, territoria atque loca, quæ in Diœcesibus seu Episcopatibus & territoriis dictarum Civitatum & pertinentiarum ipsarum Civitatum seu cujuslibet earum, seu intra confines diœcesium Episcopatuum, pertinentiarum & territoriorum præfatarum civitatum, & cujuslibet earum sitæ sunt seu sita, in perpetuum tibi & legitimis successoribus tuis ex te descendentibus natis & nascituris per lineam masculinam ex certa sciennia damus, concedimus & donamus, cum omnibus & singulis Villis, castris, terris, fortalitiis, casalibus, vassallis, hominibus, possessionibus, honoribus, usibus,

ANS de J. C. 1328.

derittis, domaniis, feudis, homagiis, patronatibus vacantium & non vacantium Ecclesiarum & locorum, ad nos & Sacrum Romanum Imperium spectantibus seu pertinentibus, & cum terris cultis, & incultis, sylvis, pascuis, nemoribus, salinis, balneis, stagnis, lacubus, atque quibuscumque aquis & aquarum decursibus, molendinis, piscariis, piscationibus, venationibus, montibus, planis, vallibus, & omnibus & singulis locis, juribus & pertinentiis tam maris quam terræ prælatarum Civitatum, terrarum & locorum, & cujuscumque ipsarum & ipsorum, existentium infra prædictas Diœceses confines & loca, quæ in hujusmodi nostra concessione & donatione sub speciali aut generali vocabulo possint intelligi seu comprehendi, & quæ ad nos & Romanum Imperium spectare noscuntur. Et sic te & successores tuos prædictos in Ducem & Duces prædicti Ducatus, cum dignitate illustri eligimus, constituimus, præficimus & creamus; dantes & concedentes tibi & successoribus tuis prædictis in præmisso Ducatu plenissimam jurisdictionem & liberam auctoritatem & potestatem juris dicendi per te & per alios, & etiam merum & mixtum Imperium, ut exercere valeas & valeant gladu potestatem ad animadvertendum in facinorosos & malos.

§. 2. Et ut ipsius Ducatus dignitate te, & præfatos tuos successores cognoscas amplius & favorabilius ab Imperiali eminentia sublimari, tibi & successoribus tuis prædictis ex ipsa dignitate Ducatus perpetuò decrevit competere nostra Serenitas auctoritatem & potestatem creandi & ordinandi perpetuò & ad tempus (prout vobis placuerit) in singulis Civitatibus, castris, oppidis, Villis, terris dicti Ducatus Vicarios, Capitaneos, potestates, Judices seu Rectores, & quoslibet ordinarios Magistratus, vel etiam Delegatos, & quoscumque honores & dignitates, atque honorum & dignitatum officia cum auctoritate & potestate juris dicendi & mero & mixto imperio, statuta municipalia condendi, juri divino & naturali non contraria, prout utilitati & pacifico statui expedire videritis subjectorum. Ad hæc quoque in prædicto tuo Ducatu flumina navigabilia, & ex quibus navigabiles fuerint portus, plagas, (sicut nunc dignosceris possidere) ripas & ripatica, nec non vectigalia, telonia, auri & argenti, & metallorum omnium questum, nunc nobis & Imperio pertinentes, tibi tuisque successoribus memoratis concedimus & donamus; ac monetæ tam auri quàm argenti & æris condendæ, justi & recti ponderis, in ipso tuo Ducatu, tibi prædictisque tuis successoribus præsenti privilegio facultatem liberam indulgemus; & feuda antiqua & nova, & recta & regalia conferendi, & infeudandi Vassallos Imperii de feudis, quæ manu, vel ore, aut quocumque alio modo fuerint conferenda, & recipiendi à Vassallis Imperii fidelitatem & homagii sacramenta, & multarum seu pœnarum compendia & confiscationes bonorum, & cæterorum, quæ dicuntur regalia, in ipso Ducatu, ad tuum & prædictorum tuorum successorum compendium voluimus pertinere; milites quoque in dicto Ducatu & extra constituendi, & militari cingulo decorandi, & judices ordinarios & notarios publicos creandi, & ordinandi, ac conficiendi; filios & filias naturales tàm spurios quàm vulgò quæsitos ex damnabili coitu natos legitimandi & cum ipsis super natalium defectu, & alio quolibet dispensandi, tibi & ipsis auctoritatem & potestatem plenariam indulgemus. Ut tamen pro honore, quem tibi libenter adjicimus, nullum jus subtrahatur obedientibus vel obedituris nobis & Imperio, in eorum bonis & feudis, jura tamen Imperii remaneant Ducatui supra dicto. Volumus insuper, quod in præmissis Ducatu seu vexilliferatu semper major natu seu senior ex generatione tua ex te, & successoribus tuis legitimè descendentibus, exclusis aliis filiis seu heredibus minoribus solus & in totum succedat.

§. 3. Et propter præmissa omnia te pro te ipso & prædictis successoribus tuis nobis pro nobis ipsi successoribusque nostris homagium & debitæ fidelitatis juramentum præstantem de præmissis Ducatu & vexilliferatu per scriptum (*melius*: *sceptrum*) quod in manu tenemus, præsentialiter investimus & infeudamus. Porro omnia & singula supra dicta valere & tenere volumus & firmamus, non obstante aliqua lege, consuetudine aut jure, quibus contrarium caveretur; quibus omnibus & singulis specialiter & expressè tanquam nominatim de illis in præsenti privilegio fieret mentio, intendimus, ut esse debeat derogatum, & potissime juri & consuetudini, quo & qua cavetur, seu cautum diceretur, quod heres in Ducatu, Comitatu vel Marchia nullo modo succedat, nisi ab Imperatore acquisierit per investituram, quantum ad casum præsentem quin aliis vero casibus in suo robore semper durent. Volumus tamen, quod tu & successores tui à nobis & successoribus nostris & sacro Romano Imperio requisitus & requisiti perpetuò teneatis & teneantur, plenam & liberam obedientiam facere, & in omnibus nostris mandatis successorumque nostrorum & Sacri Romani Imperii liberè intendere & parere, & omnia mandata nostra observare & efficaciter adimplere juxta posse, & executioni mandare. ANS de J. C. 1328.

§. 4. Meminit quoque nostra Serenitas de prædictis ante nostræ coronationis solemnia tibi & prædictis tuis successoribus privilegium simile indulsisse. Quæ & omnia in ipso contenta ex certa scientia, & de potestatis plenitudine, ac de consilio & assensu Procerum & Baronum Imperali auctoritate ratificamus, approbamus & confirmamus; statuimus etiam & mandamus, quatenus nulla Civitas, nulla Communitas & generaliter nulla persona cujuscumque conditionis seu status & præeminentiæ existat, huic nostræ paginæ audeat in aliquo contra facere vel venire, seu te aut prædictos tuos successores in aliquo molestare, de his quæ supra tibi & eis à nostra clementia liberaliter sunt concessa. Si quis autem temerario ausu præsumpserit contravenire, mille marcharum auri pœnam incurrat, pro dimidia Cameræ nostræ persolvendam, & pro alia dimidia Cameræ dicti Ducatus & vexilliferarus; in quorum præjudicio aliquando extiterit attentatum. Quibus omnibus & singulis supra dictis testes fuerunt infra scripti, videlicet; Rudolphus Dux Bavariæ Princeps & Patruus noster charissimus, venerabilis Jacobus Episcopus Castellanus, venerabilis Frater Bonifacius Episcopus Chirenensis, Hermannus de Lithelberg Cancellarius noster, Henricus Dux Brunsvicensis, Ludovicus Dux de Tech, Albertus de Litbelberg Marescallus noster, Henricus Lantgravius Alsatiæ, Fridericus de Nuremberg, Merchardus (al. Menchardus) Comes de Hortemburg, Otho Comes de Truhendinguen, Joannes Comes dictus de Claromonte; nec non nobiles viri Jacobus Sciarra de Columnis, (al. Sclara de Columna.) Jacobus de Sabellis Senatores Urbis, Manfredus de Vito, Almæ Urbis Præfectus, Theobaldus de Sancto Coustacchio, (forte: Eustacchio.) Et ad prædictorum omnium Testimonium & corroborationem præsentes conscribi & sigilli Majestatis nostræ robore jussimus communiri. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, 15. die mensis Februarii, indictione undecima, anno Dominicæ Incarnationis, millesimo trecentesimo vigesimo octavo, Regni nostri anno decimo quarto; Imperii verò primo.

CCXLVIII.

ANS de J. C. 1328. L. Empereur et Lucques.

Acte par lequel LOUIS DE BAVIERE *Empereur fait* CASTRUCCIO CASTRACANI *Duc de Lucques Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'assister au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome, le 14. Mars,* 1328. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 128.

LUdovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, illustri CASTRUCIO Duci Lucano, sacri Lateranensis Palatii Comiti, & Romani Imperii Vexillifero, suo & Imperii fideli [illegible] gratiam & omne bonum. Dignum & Majestati Imperiali proprium est, ut sicut quotidie fidelium augetur substantia & devotio, ita eis Imperiale culmen augeat dignitatis privilegia & honores. Sanè experientia docente novit Imperialis Majestas maximam hidem, devotionem, & constantiam tuam, & ante & post à nobis tibi collatos honores, ultra cæteros fideles Imperii de bono in melius quotidie profecisse.

§. 2. Ut igitur præmissorum contemplatione ad ampliores dignitatum apices per Imperiale culmen tua devotio attollatur, de consilio & assensu Procerum nostræ Imperialis Aulæ, tibi & successoribus tuis ex te natis & nasciturs per lineam masculinam in perpetuum, Comitatum sacri Lateranensis Palatii (quem ad fiscum nostrum & sacrum Romanum Imperium justis & legitimis causis devolutum & applicatum pronuntiamus & declaramus, & ad omnem dubietatem tollendam devolvimus & applicamus) damus, concedimus, & donamus, & ex certa scientia & plenitudine potestatis: & te & prædictos successores tuos in perpetuum eligimus, constituimus, præficimus & creamus Comitem & Comites ipsius sacri Palatii Lateranensis, vosque de Comitatu prædicto investimus & infeudamus, tanquam veros & fideles Imperii Vasallos: dantes & concedentes, & tribuentes tibi & eis, omnes & singulos honores, & omnia & singula privilegia & emolumenta, quos & quæ Comites prædicti sacri Palatii habent & habuerunt quoquo tempore, de tempore, de consuetudine vel de jure.

§. 3. Declarantes & nunc per hoc nostræ serenitatis [illegible] tibi & prædictis successoribus tuis, ex prædicto comitatus dignitate competere jus assistendi [illegible] benedictioni, sacræ unctioni, & coronationi [illegible] successorum nostrorum Principum Romanorum, & [illegible] omnibus & singulis ipsius Coronationis solemnitatibus præcipuè sociandi & deducendi ipsos Romanos Principes, tempore coronationis fiendæ eis, a [illegible] unctionem de ipsis faciendam, & eosdem Romanos Imperatores successores nostros tenendi & juvandi [illegible] in ipsa sacra unctione & actu ipsius, & eadem [illegible] perfecta, eos reducendi & sociandi ad altare & thalamum, prout & quoties Principes expediunt [illegible] item jus levandi & tenendi Imperiale diadema, de nostro & successorum nostrorum Romanorum [illegible] um capite, tempore, quo Imperialis coronationis [illegible] emnia celebrantur, & etiam quocumque alio tempore, quoties publicè ipsum diadema expedient elevare de capite nostro, & successorum nostrorum Romanorum Principum * reponi.

§. 4. Quæ omnia & singula scripta valere & tenere volumus, & jubemus ex certa scientia, de plenitudine potestatis, jure aliquo non obstante. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostram paginam in aliquo violare, vel ei ausu temerario contraire. Si quis verò hoc attentare præsumserit, gravem indignationem nostram se noverit incurrisse. In cujus rei testimonium præsentes conscribi, & sigilli Majestatis nostræ robore, cum annotatione testium subscriptorum jussimus communiri: Rudolphi Ducis Bavariæ Principis ac patrui nostri charissimi, Henrici Ducis Brunsvicensis, Ludovici Ducis de Teck, Hermanni de Linthelberg Cancellarii nostri, Alberti dicti Symel de Linthelberg Marescalli nostri, Meinhardi Comitis de Orienberg, Ottonis Comitis de Orlamende, Johannis Comitis de Claramonte, Conradi Comitis de Truchendinguen, Conradi de (a) Zoluselberg: nec non Nobilium Virorum Jacobi de Columna Sciaræ, & Jacobi de Sabellis, Senatorum Urbis. Datum Romæ 14. mensis Martii, indictione 11. Anno Domini 1328. Regni nostri Anno 14. Imperii verò primo. ANS de J. C. 1328.

(a) G. G. Leibnitz croit que c'est Conrad de Schluselberg, sur quoi il renvoye à Alb. Arg. sur l'an. 1323

CCXLIX.

Contract de Mariage entre JEAN DE SAVOYE *fils de Louis de Savoye, &* MARGUERITE DE CHALON, *fille du Comte d'Auxerre, fait au Château de Treffort, le 14. Mars,* 1329. S. Guichenon. Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 639. ANS de J. C. 1329. Savoye et Auxerre.

C'Est li traitiez faiz par Monsieur de Savoye & par Madame de sainct Julien de faire Mariage entre Monsieur JEAN DE SAVOYE, Fils de Monsieur Loys de Savoye Seigneur de Vuaut & Damoiselle MARGARITE DE CHALON Fille Monsieur d'Auxerre.

Premierement li diz Monsieur Loys promet & jure donner en leal Espoux ledit Monsieur Jean son Fil à ladite Damoyselle Marguerite se sainte Yglise si accorde, & li diz Monsieur d'Auxerre promet & jure donner en leal Espouse & Femme ladite Damoyselle Margarite audit Monsieur Jean de Savoye se sainte Yglise si accorde.

Item li diz Monsieur d'Auxerre donne & establet en Mariage pour ladite sa Fille audit Monsieur Loys six cens livrées de terre à petit tornois, le gros tornois d'argent au prix de douze deniers petit tornois assignez & asseoir en la terre de Champagne & de Poisoye à l'assize dou Pays & s'il y defsailloit aucune chose, il le deoit asseoir autre part en sa terre de France au plus pres de ladite terre de Champagne & à celle mesme assise, ensemble mere & mixte empere & Jurisdiction toute autre & basse tele comme il y a li diz Monsieur d'Auxerre.

Item li establet li diz Monsieur d'Auxerre en Mariage dis mile livres de bons eslevenans, le gros tornois à quinze deniers, pour lesquels payer audit Monsieur Loys li diz Monsieur d'Auxerre li assigne les yssues & les emoluments de toute sa partie qu'il ha de son heritage en la Saunerie de Salins, laquelle il ha & part avec le Seigneur de sainct Laurent de la Roche, ensemble la cohertion & les droits de ladite partie & charges desdites dix mille livres desduites chacun an deux mille livres de ladite monnoye, pour payer les charges des assignats sus ladite partie de Monsieur d'Auxerre en tel maniere que li dix Monsieur Loys y mettra receveur pour luy, li quez promettra & jurera audit Monsieur d'Auxerre payer ausdiz assignés, lesdites deux mil livres par mois & par semaines selon la coustume de la Saunerie, & ces choses doit Monsieur d'Auxerre faire loer & ratifier au Seigneur d'ou fié & doit rendre li diz reçeües chescun an devant les gens doudit Monsieur d'Auxerre des yssues, des emolumens & des charges, & ce qui en viendra audit Monsieur Loys desduites lesdites charges, doit estre audit Monsieur Loys en payement & en descharge de la somme dudit Mariage.

Item li diz Monsieur Loys pour lesdits dix mille

ANS de J. C. 1329.

livres de Mariage estre sauves à ladite Damoiselle Margarite en cas de restitution de Mariage & à li rendre en c'est cas li oblige & assigne les chasteaux, les chastelenies, les mandemens, rantes, ystues, fiez, vassaux & hommes de Chastelneuf en Verromeys de Rochefort, ensemble meres & mixtes empererées & toutes Jurisdictions autes & basses, & tout ce qu'il ha esdits chasteaux & chastellenies en telle maniere que li fruict ne soient comptés en sort.

Item establet li diz Monsieur Loys en doaire à ladite Damoiselle Margarite les chasteaux, les chastellenies & les mandements, appertenances, rentes, yssues, fiez, vassaux & hommes de Virieu, de Pierre Chastel & de Cordon, ensemble meres & mixtes emperées & toutes Jurisdictions autes & basses, & tout ce qu'il ha esdits chasteaux & chastellenies, en telle maniere que s'il advenoit cas que li diz Monsieur Jean deffaillist devant li diz Monsieur Loys, que li dite Margarite heust tant seulement ledit chastel & chastellenie de Virieu à la vie doudit Monsieur Loys, & apres le decés doudit Monsieur Loys lesdites terres, chasteaux & chastellenies à la vie de ladite Margarite ainsin comme dessus est dit.

Item li diz Monsieur Loys promet tous lesdits chasteaux & chastellenies obligés & assignés pour mariage & pour doaire deschargier & délivrer de toutes obligations & de tous creanciers.

Item promet li diz Monsieur Loys faire obliger tous les gens, hommes & vassaux desdits chasteaux & chastellenies de ubeir à ladite Margarite es cas dessusdits & de li garder & sauver son Mariage & son doaire esdits chasteaux & chastellenies, payé ledit Mariage ou pour tant comme il en seroit payé.

Item Monsieur de Savoye dou cui fié sont ledit chastel & chastellenies doit ratifier, confirmer & approuver toutes ces choses & estre pleges à ladite Margarite de li sauver, garder & maintenir ladite assignation faite pour son Mariage & pour son doaire.

Item promet li diz Monsieur d'Auxerre, maintenir, sauver & garder audit Monsieur Loys ladite assignation faite des yssues de sadite partie de la Saunerie & celle deschargier de toute obligation, sauf lesdites charges des assignez jusques à lesdites deux mille livres & non outre & dudit Monsieur Loys estre tenus de eviction.

Item li diz Monsieur Loys promet maintenir, sauver & garder à ladite Margarite les chasteaux & les chastellenies à li assignés pour son Mariage & pour son doaire & à li estre tenus de eviction.

Item pour contemplation doudit Mariage doudit Monsieur Jean & de ladite Margarite, Messires de Savoye donne esdits Messires Jean & Margarite dix livres de gros tornois par an en tel maniere que il le tiennent dou fié doudit Monsieur de Savoye, & se cas advenoit que li diz Monsieur Jean deffaillist devant ladite Margarite, que lesdites dix livres viegnent à ladite Margarite & semblablement se ladite Margarite deffaillist devant ledit Monsieur Jean, lesdites dix livres viegnent audit Monsieur Jean & apres le decés de eus es Enfans qui seront doudit Mariage & se ils deffailloient sans Enfans de eus, elles retornessent à Monsieur de Savoye, ou à sun hoir Comte de Savoye & lesdites dix livres doit & promet li dis Messieurs de Savoye asseoir sofisement.

Et toutes ces choses se doivent deerier à dire des sages en la meillour maniere con porra & se doivent seller les lettres des seaux Monsieur de Savoye, Monsieur d'Auxerre & Monsieur Loys & l'Official de Lyon. Fat au Chasteau de Treffort le XIV. Mars M. CCC. XXIX. Presens Edouard Seigneur de Beaujeu; Philippe de Vienne Seigneur de Piemont, Beraud de Coligny Seigneur d'Andelot, Galois de la Baume, Jean Seigneur de Corgenon, Philippe de Bussy, Girard Seigneur de Varey dit la Guespe, Lancelot de Chandée, &c.

CCLI.

Hommage prêté par EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE VI. *Roi de France, pour le Duché de Guyenne, & la Pairie de France. Fait à Amiens, le 6. Juin,* 1329. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 132.

ANS de J. C. 1329. ANGLETERRE ET FRANCE.

AU nom de Dieu, Amen. Sçachent tous par la teneur de ce publie instrument, que presens nous notaires & Tabellions publics, & les temoins cy dessous nommés, vint en la presence de tres haut, tres excellent Prince nostre tres cher Seigneur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, & comparut en la personne haut & noble Prince Monsieur EDOUARD Roy d'Angleterre, & avec Reverend Pere l'Eveſque de Nicolle, & grande foison de ses autres gens & Conseillers; pour faire un hommage de la Duché de Guyenne & de la Pairrie de France audit Roy de France.

§. 2. Et lors noble homme Maistre Mille de Noyers qui estoit de costé dudit Roy de France, dit de par le Roy de France audit Roy d'Angleterre en cette maniere: Sire: Le Roy ne vous attend point à recevoir, ainsy qu'il a esté dit à vostre Conseil, de choses qu'il tient & doit tenir en Gascogne & en Agenois, lesquelles tenoit & devoit tenir le Roy Charles, & dequoy le Roy Charles fit protestation, qu'il ne vous attendoit à recevoir à son hommage.

§. 3. Ledit Eveſque de Nicolle dit & protesta pour le dit Roy d'Angleterre, que pour ledit Roy d'Angleterre, ou autre pour luy dist ou fist, il n'entendoit à renoncer à aucun droit, qu'il euſt ou deust avoir en la Duché de Guyenne, & ses appartenances; & que aucuns droits nouveaux y fussent pour ce acquis audit Roy de France.

§. 4. Et ainsy protesté, ledit Eveſque bailla à noble homme le Vicomte de Melun Chambellan de France une cedulle sur ledit hommage, dont la teneur est cy dessous escrite, & lors dit ledit Chambellan au Roy d'Angleterre ainsy. Sire, vous devenez homme du Roy de France, Monseigneur, de la Duché de Guyenne & des ses appartenences, que vous cognoissez à tenir de luy, comme Duc de Guyenne & Pair de France, selon la forme de Pairs, faite entre ses devanciers Rois de France; & que vous, & vos Ancestres Rois d'Angleterre & Ducs de Guyenne avez fait pour la mesme Duché à ses devanciers Roy de France. Et lors ledict Roy d'Angleterre dit: (a) *Voire.* Et ledit Chambellan dit aprés ainsy: & le Roy de France nostre Sire vous receoit, sauf ses protestations & les retenues dessus dites. Et ledit Roy de France dit: *voire*: Et lors les mains dudit Roy d'Angleterre mises entre les mains dudit Roy de France, baisa en la bouche ledit Roy d'Angleterre.

(a) Mezeray dit qu'Edouard ne rendit cet hommage que de bouche, & en paroles négatives, voulant auparavant prendre connoissance de ses droits & qu'étant de retour en Angleterre il envoya le Roy Philippe les titres de son grand sceau, par lesquelles il declaroit que cet hommage étoit lige. Cependant celui-ci paroit assez exposé.

§. 5. La teneur de la Cedule, que bailla le Roy d'Angleterre s'ensuit: Je deviens vostre homme de la Duché de Guyenne & de ses appartenences, que je clame tenir de vous, comme Duc de Guyenne & Pair de France, & comme nous & noz ancestres, Roys d'Angleterre & Ducs de Guyenne avons fait pour mesme Duché à vous & à vos devanciers Rois de France.

§. 6. Ce fut fait a Amiens au Chœur de la grande Eglise l'an de grace 1329. le 6. Jour de Juin, l'indiction 52. le regiment de nostre tres St. Pere le Pape Jean XXII. Presens & à ce appellez temoins, Reverends Peres en Dieu, les Eveſques, de Beauvais, de Laon, & de Senlis, & haults Princes, Monsieur Charles Comte d'Alençon, Monsieur Eudes Duc de Bourgogne, Monsieur Louis Duc de Bourbon, Monsieur Louis Comte de Flandres, Monsieur Robert

ANS de J. C. 1329.

bert d'Artois, le Comte de Beaumont, & le Comte d'Armagnac, les Abbez de Cluny, & de Corbie; le Seigneur de Beaujeu, le Seigneur de Lebret; Monſieur Math. de Trie, & Monſieur Robert Bertrand Marechaux de France. Item Reverend Pere l'Eveque St. Davy, Monſieur Henri Seigneur de Percy, Monſieur Robert de Uffult, Monſieur Robert de Wateville, Monſieur Raou de Neufville; Monſieur Guillaume de Montagu, Monſieur Gilbert de Talebot, Monſieur Jean Maltrevers Seneſchal de l'Hoſtel du Roy d'Angleterre, Monſieur Geoffroy l'Eſtrop, & pluſieurs autres temoins à ce appellez & requis.

CCLI.

ANS de J. C. 1329.

ECCLESIASTIQUES DE FRANCE.

Aſſemblée des PRELATS *&* BARONS *du Royaume de France, en préſence du Roi Philippe VI. touchant la juriſdiction temporelle des Eccléſiaſtiques, faite le 1. de Septembre*, 1329. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 133.

(a) Cette Aſſemblée ſe tint ſur la plainte des Juges Royaux, des uſurpations des Eccléſiaſtiques. Mais depuis ce tems les choſes ont tellement changé que ceux-ci croyent avoir autant de ſujet de ſe plaindre, que les Juges Royaux en avoient alors. Sur quoi on peut voir le *Teſtament Politique du Cardinal de Richelieu.*

(a) ANno Domini M CCC XXIX. die prima menſis Septembris Dominus Philippus de gratia Dei Francorum Rex Chriſtianiſſimus, filius quondam claræ memoriæ Domini Caroli Comitis Valeſii, mandavit prælatos & Barones Regni Franciæ ad diem octavarum feſti B. Andreæ proximo ſubſequentis convenire per litteras ſuas infra ceram incluſas. Quarum quidem litterarum, prælatis videlicet directarum, tenor ſequitur & eſt talis.

§. 2. Philippus Dei gratia Francorum Rex, dilecto & fideli noſtro Epiſcopo Eduenſi, ſalutem. Quanto magis ſcientia divina, divinarumque ſcripturarum ooritia, ac cæterarum virtutum magiſtra rerum experientia, vigent in vobis: tanto plenius noſtris, quantum & qualiter omnes & ſinguli clerici & laici regni, tanquam membra ſimul in uno corpore viventia, ſibi ad invicem tenentur compati, mutuumque præſtare conſilium & auxilium, ſpiritualiter & temporaliter, ad defenſionem & cuſtodiam unitatis & pacis optatæ cunctis mortalibus & veræ unionis; & contraria, ſuis quique contenti juribus, pro viribus propulſanda. Cum igitur ad noſtram ductum fuerit notitiam, quod vos genreſque & officiales veſtri aſſeritis, per baillivos & alios officiarios noſtros, & per Barones aliquos regni noſtri, vobis ac ſubditis veſtris; dictique baillivi & officiales noſtri ac Barones prædicti, aſſerunt etiam per vos & officiales veſtros, ac per curiarum veſtrarum Satellites & curſores, nobis & ipſis, ooſtriſque & eorum ſubditis quam plura fuiſſe retroactis temporibus illata, & in præſenti adhuc inferri hinc inde gravamina, inſolitaſque & indebitas novitates, propter quas illius veræ unitatis connexio, quæ inter vos & ipſos vigere debet, ut eſt dictum, ſuæ quodammodo indiſſolubilitatis integritatem amiſit. Quod ſi nobis, qui ſubditorum noſtrorum, tam clericorum quam laicorum, concordiam & unitatem diligimus, diſplicet, non eſt mirum. Et idcirco, volentes ſuper his de ſalubri remedio, quantum cum Dei adjutorio poſſimus, providere, requirimus vos, nihilominus tenore præſentium mandantes, quatenus ad diem octavarum feſti Sancti Andreæ proximè venturum, Pariſius perſonaliter interſitis, adviſi ſuper gravaminibus & novitatibus, quæ & quas per prædictos aſſeritis vobis fuiſſe illata & illatas. Nos autem prædictis Baillivis & officialibus noſtris atque Baronibus damus per noſtras alias litteras in mandatis, ut dicta die Pariſius ſimiliter interſint perſonaliter, adviſi ſuper gravaminibus & novitatibus, quas ſibi & ſubditis ſuis per vos & officiales veſtros aſſerant fuiſſe illatas: ut ſuper omnibus & ſingulis hinc inde illatis gravaminibus, per nos & conſilium noſtrum, de tam ſalubri poſſit remedio provideri, quod inter vos & ipſos amoris vinculum incorruptibile & ſinceræ caritatis affectio indiſſolubilis futuris temporibus debeant obſervari. Datum Pariſ. prima die Septembris, anno prædicto, die Veneris. ANS de J. C. 1329.

§. 3. Die verò ſuperius in dictis litteris contenta prælati Pariſius convenerunt die Veneris, XV. menſis Decembris in palatio Regali, & comparuerunt coram Rege ibidem prælati ad invicem, videlicet Domini, Bituricenſis, Auxitanus, Turonenſis, Rotomagenſis, Senonenſis Archi-Epiſcopi, Belvacenſis, Catalaunenſis, Laudunenſis, Pariſienſis, Noviomenſis, Carnotenſis, Conſtantienſis, Andegavenſis, Pictavenſis, Meldenſis, Cameracenſis, Sancti Flori, Briocenſis, Cabilonenſis & Eduenſis Epiſcopi. Qua die ipſo Rege ſedente, & conſiliariis ſuis, nec non aliquibus Baronibus ibidem aſſiſtentibus, & facta dignitati regiæ reverentia per Prælatos, nobilis & diſcretus Vir Dominus Petrus de Cugneriis Miles & Conſiliarius dicti Domini Regis, in præſentia omnium & publico locutus eſt pro Rege, facto themate ſuo: Reddite quæ ſunt Cæſaris, Cæſari, & quæ ſunt Dei, Deo. Et proſecutus eſt juxta illud thema, materiam ſuam, concludendo ad duo. Primo, quod Regi debebatur reverentia & ſubjectio: ſecundò, quod debebat eſſe ſpiritualium & temporalium diviſio, ut ſpiritualia ad prælatos, & temporalia ad Regem & Barones pertinerent: & hoc probavit per multas rationes facti & juris. Et finaliter concluſit, quod Prælati eſſent contenti ſpiritualibus, & in eis defenderet eos Rex.

§. 4. Sequuntur articuli, in quibus uſurpatam ab Eccleſiaſticis juriſdictionem temporalem ajebat. His auditis dixerunt Prælati, quod ſuper his volebant deliberare: & fuit aſſignata dies Veneris ſequens: qua die reſpondit pro Prælatis dictus Dom. electus Senon. & propoſuit infra ſcripta apud Vincennas, ubi Rex tenuit dictam diem, dicens ſic: Quia Dominus Petrus de Cugneriis pridie proponens contra Eccleſiam Gallicanam, cepit thema ſuum, quod ſcribitur Matth. 22. Reddite quæ ſunt Cæſaris, Cæſari, & quæ ſunt Dei, Deo &c. Et paulo poſt; Ut ergo reſpondeam præmiſſis ſecundum concordantiam vocalem & realem: accipio quod dictum eſt 1. Petri 2. proteſtatione præmiſſa, quod quidquid dicturus ſum, volo dicere non ad finem ſubeundi quodcumque judicium, ſed ſolum ad Domini Regis & ei aſſiſtentium conſcientiam informandam. Tum prolixam orationem inſtituit, qua primum de reverentia regibus debita, eorumque poteſtate ſumma diſſerit; deinde probat contra Petrum de Cugneriis, poſſe perſonæ Eccleſiaſticæ convenire juriſdictionem temporalem ſimul cum Eccleſiaſtica.

§. 5. Altera autem die Veneris immediate ſubſequente, videlicet die 24. Decembris, in palatio regali Pariſius convenerunt prælati, & Rege ibidem more ſolito ſedente, aſſiſtentibus ſibi conſiliariis ſuis & Baronibus, reverendus pater Dominus Petrus Bertrandi, divina providentia Eduenſis Epiſcopus, locutus eſt in publico coram Rege, facto pro themate ſuo, Geneſ. 18. Ne indigneris Domine ſi loquar.

§. 6. Quod thema applicuit ad hoc, quod propter Regis magnificentiam, conſilii ſui prudentiam, & loquentis inſufficientiam (cum magnum negotium eſſet) loqui formidabat. Sed regia benignitate confiſus, audaciam aſſumebat: & quia fuerat ſibi à Dominis Prælatis injunctum. Deinde fecit thema ſuum tale: Pſalm. 89. Domine refugium factus es nobis.

§. 7. Et perſecutus eſt thema, Regis magnificentiam commendando: deinde vocationem ſuam ad Regnum Franciæ, quaſi mirabilem declarando: tertio, quomodo debet eſſe pugil Eccleſiæ, oſtendendo. Et iſta probavit ſatis breviter per auctoritates & rationes multas. Poſtmodum reſpondit ad ea, quæ propoſita fuerunt per dictum Dominum Petrum de Cugneriis, in modum infra ſcriptum, ad informandam conſcientiam

ANS de J. C. 1329.

tiam Domini Regis, & ad præſtandum conſilium ſuper prædictis dumtaxat, & non ad finem ordinandi judicii, ſeu reſponſionis faciendæ, per quam ſententia, ordinatio, vel ſtatutum, aut quivis alius proceſſus ſequi poſſent, vel jus aliud perſonæ cuicumque acquiri. Tum multis refellit ſexaginta ſex argumenta Petri de Cugneriis.

§. 8. Quibus rationibus ſic factis per dictum Epiſcopum, fuit petitum ex perſona Domini Regis, quod præfatæ reſponſiones, prout dictæ fuerant & propoſitæ, verbotenus in ſcriptis gedigerentur & traderentur. Super quibus petitis, prælati ad invicem diligenter habuerunt deliberationem: & tandem deliberaverunt inter ſe tradere, loco reſponſionum prædictarum Domino Regi cedulam infra ſcriptam in Gallico, licet ſit in latino tranſlata, cujus tenor ſequitur in hæc verba.

§. 9. Supplicant Regiæ Majeſtati prælati præſentes (tamen ſe aliquo judicio minime ſubmittendo) quod ſi ei placeat jura, libertates, privilegia canonica, conſuetudines & faſinas, quæ & quas Eccleſiæ Gallicanæ habent & habuerunt temporibus retroactis, eis defendere & ſervare, ſpecialiter ſuper cognitione actionum perſonalium, realium & mixtarum, nec non & introductarum, maximè inter Laicos. Item ſuper cognitione contractuum initorum coram judice ſeculari. Item quod non impediantur ſuper Inventariis faciendis de bonis defunctorum, quorum de jure vel conſuetudine, vel compoſitione executores exiſtunt. Item quod non impediantur ſuper cognitione hypothecarum, quam habent de jure vel conſuetudine. Item quod non impediantur ſuper cognitione viduarum & pupillorum, & ſuper bonis inteſtatorum, quantum ad eos pertinet de conſuetudine vel de jure. Item quod non impediantur in quacumque parte diœcelis ſuæ quin poſſint habere ſuos officiales, & ſuos clericos capere, & ab ipſis Clericis nec non à Laicis emendas pecuniarias exigere debitas de conſuetudine vel de jure. Item quod non impediantur ſuper cognitione rerum futurarum à perſonis Eccleſiaſticis. Item quod tam ſuper captione, quam ſuper cognitione clericorum non conjugatorum & conjugatorum, eorum jura & conſuetudines obſervantur & confirmentur eiſdem: quia vobis manifeſtè oſtenderunt, quod hæc debent fieri de jure divino & humano. Item ſignificant Regiæ Majeſtati, quod ſuper abuſibus quos aliqui conquerentes imponunt officialibus & gentibus ſuis, dicendo, quod ipſi abutantur, eis imponendo crimina, ut redimant, & emendas ac expenſas ab innocentibus exigendo, proferendoque ſententias excommunicationis, una ſola citatione non peremtoria præcedente, ac ſuper eo quod propoſitum fuerat contra ipſos prælatos, quod ipſi conferebant tonſuras indignis; & dicti eorum officiales imponunt malitioſè Laicis pro extorſione pecuniarum inde ab eis exigendarum, quod ipſi ſunt circa fidem ſuſpecti, quodque clericos ſuper maleficiis accuſatos, & eis redditos per judicem ſæcularem, dimittunt impunitos. Item quod labores & expenſas multis irrationabiliter conferunt, prætextu participationum cum excommunicatis. Item quod laicis malitioſè uſuras imponunt, ut redimant ſe, & conjugatis tam viris, quam mulieribus quod adulteria commiſerunt. Item ſuper abuſibus, quos facere dicuntur procuratores eorum, & ſuper abuſibus, quos religioſi faciunt in multis civitatibus. Item ſuper injurtis & gravaminibus, quæ aliqui, ut dicitur, faciunt ratione privilegiorum eis indultorum. Item ſuper eo, quod dicitur, quod litigantes in curia Eccleſiaſtica contra officium, non reperiunt Advocatos: nec non ſuper omnibus aliis, in quibus eorum officiales invenirentur negligentes, abuſi fuiſſe vel convicti, tam in prædictis quàm aliis, quæ ſi ſcirent, non permitterent ullo modo ipſi, & ſunt parati corrigere, & facere corrigi & emendari, & pro futuris temporibus, tam per ſtatuta ſynodalia & provincialia, quam per alia, quæ poterunt bona remedia ſalubriter providere. Super de aliis verò articulis ſupplicant dicti prælati, quatenus jura Eccleſiæ, ſive de jure, aut per privilegium, ſeu compoſitionem vel conſuetudinem acquiſita, placeat Domino Regi ſervare & defendere, ac etiam confirmare; ubi autem in dictis capitulis eſſent aliqua contra jus, privilegium, conſuetudinem vel compoſitionem, ipſi Prælati nollent ea aliqualiter ſuſtinere. Supplicant iidem Domino Regi, ut pro Dei honore, in ſtatu, in quo ſui boni prædeceſſores tenuerunt Eccleſiam, ipſe eam teneat & defendat, nec ei faciat aliquam novitatem, & placeat ei proclamationes & inhibitiones factas (ſcilicet quod nullus laicus trahat alium laicum coram judice Eccleſiaſtico) revocare, quia hoc eſſet omnia Eccleſiarum jura tollere. Et licet in aliquibus locis pro toleranda eorum malitia in talibus proclamationibus ſeu inhibitionibus verba quæ ſequuntur apponant: videlicet quod laicus non trahat alium laicum coram Eccleſia ſuper caſibus pertinentibus ad judices ſæculares (hoc eſt propter jura Eccleſiæ uſurpanda) quia multa pervenirent ad forum laicorum, quæ nihilominus pertinent ad Eccleſiaſticum, ſi jus & conſuetudo tolleretur, per quæ in electione laici eſt, quod poſſit alios laicos in foro Eccleſiæ convenire. Item quia tales proclamationes ſeu inhibitiones factæ, licet etiam eſſent benè generales, dant occaſionem omnimodo juriſdictionem Eccleſiaſticam perturbandi. Unde Reges Franciæ quondam ſemper prohibuerunt tales proclamationes ſeu inhibitiones fieri & factas penitus faciebant revocari, & ad nihilum reduci.

ANS de J. C. 1329.

§. 10. Poſt hæc die Veneris ſequenti apud Vincennas venerunt prælati coram Domino Rege ad audiendam rationem ſuam: ubi Dominus Petrus dictus de Cugneriis propoſuit pro Domino Rege ſic dicendo: Pax vobis, ego ſum, nolite timere: & proſecutus eſt, qualiter prælati non eſſent turbati, de aliquibus, quæ eſſent dicta, quia intentio Domini Regis erat ſervare jura Eccleſiæ & Prælatorum, quæ habebant tam de jure, quam de conſuetudine bona & rationabili. Et interſeruit inter primam concluſionem & ultimam, & probare voluit, quod cauſarum civilium cognitio non poterat ad Eccleſiam pertinere: quia temporalia debent pertinere ad temporales, & ſpiritualia ad ſpirituales. Subjiciuntur ejus rationes.

§. 11. Quæ reſponſio audita cum non videretur ſufficere prælatis: ſtatim dictus Epiſcopus Eduenſis reſpondit pro Prælatis in modum qui ſequitur. Primo commendans &c. Et infra: Quare concluſit dictus Epiſcopus, quod placeret Domino Regi, magis claram, & magis conſolativam dare reſponſionem Prælatis: ne ab ipſius præſentia recederent contriſtati; & ne daretur laicis materia, jura eorum & conſuetudines Eccleſiæ impugnare; quia de ipſius Domini Regis bona conſcientia nullatenus dubitabant. Et tunc fuit reſponſum ex parte Domini Regis, quod non erat intentionis ſuæ, conſuetudines Eccleſiæ, de quibus ſibi conſtaret, impugnare.

§. 12. Poſtmodum die Dominica ſequenti, iterato venerunt prælati ad Dominum Regem Vicenas, & propoſuit Dominus Senonenſis ultimam ſupplicationem factam per prælatos, & ultimam reſponſionem factam pro parte Domini Regis. Ad quod cum Dominus Bituricenſis ſignificaſſet prælatis, Dominum Regem dixiſſe, ut non timerent prælati, quia nihil ſuo tempore perderent, & quod defenderet eos in ſuis juribus & conſuetudinibus, quia nolebat tempore ſuo exemplum dare aliis Eccleſiam impugnandi: quæ verba aſſeruit ibidem ſe dixiſſe: de his verbis idem Dominus Senonenſis nomine prælatorum regratiatus eſt Domino Regi. Secundo dixit idem Dominus Senonenſis, quod quædam præconizationes factæ erant in præjudicium juriſdictionis Eccleſiaſticæ: quas ſuppli-

ANS de J. C. 1329. ſupplicabant revocari. Tunc Dominus Rex reſpondit ore proprio, quod non erant factæ de ſuo mandato, nec aliquid ſciebat, nec eas ratas habebat. Tertio dixit, quod de aliquibus abuſibus, de quibus temporales erant conqueſti taliter ordinaverant prælati, quod Dominus Rex & cæteri meritò deberent contentari. Quarto ſupplicavit Regi, quod vellet eos conſolari de benigna ſua reſponſione clariori. Tunc reſpondit dictus Dominus Petrus pro Domino Rege, quod placebat Regi, ſi prælati emendarent ea, quæ eſſent emendanda & corrigenda, expectare uſque ad feſtum Nativitatis Domini proximè venturum: infra quem terminum nihil innovaret. Et ſi infra dictum terminum prælati non emendaſſent emendanda, vel correxiſſent corrigenda, Dominus Rex apponeret tale remedium, quod eſſet gratum Deo & populo. Et ſic prælati receperunt licentiam à Domino Rege & receſſerunt.

Huc referri videntur Capitula de Interpretationibus Clericorum adverſus Domini Regis juriſdictionem.

PRimum Capitulum eſt, quod Clerici trahunt cauſam feodorum in curiam Chriſtianitatis, propter hoc dicunt, quod fiduciæ vel juramentum fiunt inter eos in quos cauſa vertitur. Et propter hanc occaſionem perdunt Domini juſtitiam feodorum ſuorum. Reſponſio: In hoc concordati ſunt Rex & Barones, quod benè volunt, quod ipſi cognoſcant de feodo, & ſi convictus fuerit de perjurio vel de tranſgreſſione fidei, injungant eis pœnitentiam. Sed propter hoc non amittat Dominus feodi juſtitiam fidei, nec propter hoc ſe capiant ad feodum. Præterea volunt Rex & Barones, quod vidua poſſit conqueri Regi vel Eccleſiæ, ſi voluerit de dotalitio ſuo, ſi non movcat de feodo: & ſi conqueſta fuerit Eccleſiæ & ille à quo petit dotalitium dicat, quod reſpondebit coram Domino de quo feodum movet, Eccleſia poteſt ipſum cogere ad reſpondendum, & decidere cauſam inter eos de jure.

§. 2. Secundum Capitulum. Quando Clericus capitur pro aliquo forisfacto, unde aliquis debet vitam aut membrum perdere, & traditur Clerico ad degradandum, Clerici volunt illum degradatum omninò liberare. Ad quod reſpondetur, quod Clerici non debent eum degradatum reddere Curiæ. Sed non debent eum liberare, neque ponere in tali loco, ubi capi non poſſit, ſed Juſticiarii poſſunt illum capere extra Eccleſiam vel cœmeterium, & facere juſtitiam de eo, nec inde poſſunt trahi in cauſam.

§. 3. Tertium Capitulum. De decimis ita ſtatutum, quod decimæ redduntur, ſicut hactenus redditæ fuerunt, & ſicut debent reddi.

§. 4. Quartum Capitulum eſt, quod nullus Burgenſis vel Villanus poteſt filio ſuo Clerico medietatem terræ ſuæ, vel pluſquam medietatem donare, ſi habuerit filium vel filios; & ſi dederit ei partem terræ citra medietatem, Clericus debet tale ſervitium & auxilium, quale terra debebat Dominis quibus debebatur, ſic poterit taillari, ſi fuerit uſurarius vel mercator; & poſt deceſſum ſuum terra redibit ad proximos parentes; & nullus Clericus poteſt emere terram, quin reddat Domino tale ſervitium, quale terra debet.

§. 5. Quintum Capitulum eſt, quod Epiſcopi vel Archiepiſcopi non debent requirere à Burgenſibus, vel ab aliis, quod nunquam præſtaverint ad uſuram nec præſtabunt. Si Clericus deprehenſus fuerit in raptu, tradetur Eccleſiæ ad degradandum, & poſt degradationem poterit eum capere Rex vel Juſtitiarius extra Eccleſiam vel atrium, & facere juſtitiam de eo, nec poterit inde cauſari.

§. 6. Si Clericus aliquem, qui non ſit Clericus traxerit in cauſam ſuper aliqua poſſeſſione, de qua nunquam fuit tenens, non debet eum trahere in Curiam Chriſtianitatis, ſed in Curia Domini, ad quem ſpectat juſtitia, niſi ratione fundi terræ ad Chriſtianitatem ſpectet juſtitia. ANS de J. C. 1329.

§. 7. Item Clerici non debent excommunicare eos, qui vendunt blada, vel alias merces diebus Dominicis, vel eos qui vendunt Judæis. vel emunt ab illis, vel qui opera illorum faciunt; ſed benè volunt, quod mittentes Judæorum excommunicent.

§. 8. Item ſuper eo quod quando aliquis de voluntate ſua mittit ſe in carcerem Regis, vel alterius, ubi Rex vel alius habet * capitale ſive vitam vel membrum perdere, ut redimatur: vel quando Rex vel aliquis capit aliquem pro redimendo, ſive vitam vel membrum perdere, & evadat de carcere, & fugit ad Eccleſiam, & Eccleſia vult eum liberare, & auferre Domino redemtionem. Reſpondent quod ex quo aliquis de voluntate ſua mittit ſe in carcerem alicujus ut redimatur, vel quando aliquis capitur pro catallo ſive vitam & membrum perdere, Eccleſia non debet Domino auferre catallum vel redemptionem ſuam, neque illum liberare, ſi fugerit ad Eccleſiam, ſed poteſt cuſtodiri extra Eccleſiam, & extra atrium, nec cuſtodes poſſunt cauſari.

§. 9. Item Clerici non poſſunt de jure excommunicare aliquem propter forisfactum ſervientis ſui, neque interdicere terram ejus, priuſquam Dominus fuerit ſuper hoc requiſitus, vel Domini Baillivus, ſi Dominus fuerit forſpaiſes.

§. 10. Item ſi aliquis ſcienter vel ignoranter forisfecerit Eccleſiæ, non debet excommunicari, vel ejus terra interdici, donec ſuper hoc fuerit requiſitus, vel Baillivus ejus ſi Dominus fuerit extra patriam.

§. 11. Item quando aliquis citatur coram Eccleſiaſtico Judice, & Judices compellunt eum in prima citatione, jurabit quod ſtabit juri, quamvis de jure non defecerit, vel quamvis non ſit excommunicatus. Reſpondetur quod hoc non debet fieri.

§. 12. Item ſuper hoc, quod quando Clerici aliquem trahunt in cauſam de ſervitute, & ille dicit ſe eſſe ſervum alterius, volunt quod ille reſpondeat in curia eorum, quamvis dicat ſe non eſſe ſervum eorum, & cogunt ipſum ad reſpondendum coram ipſis per excommunicationem, vel ipſos excommunicant, qui ipſum manutenent. Ad quod reſpondemus, quod ille debet reſpondere in Curia illius, cujus ſe eſſe ſervum profitetur.

CCLII.

*Contract de Mariage d'*AYMON *Comte de Savoye, & d'*YOLANDE DE MONFERRAT. *Fait le* 1. *Mai* 1330. 1330. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 177. ANS de J. C. SAVOYA ET MONFERRAT.

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate Domini M. CCC. XXX. indictione XIII. die 1. menſis Maii, per hoc præſens publicum inſtrumentum, cunctis appareat evidenter; Quòd Viris *Illuſtribus, & Magnificis Domino* AYMONE *Comite Sabaudiæ* ex una parte, & *Domino Theodoro Excellentiſſimi Imperatoris Græcorum Filio Porfirogenito Marchione* MONTISFERRATI ex alia, conſtituris in præſentia mei, & aliorum Notariorum, & teſtium infra ſcriptorum propter ea ſpecialiter quæ ſequuntur. Item Dominus Comes promittit dicto Domino Marchioni præſenti, & recipienti per juramentum ſuum ad S. Dei Evangelia corpotaliter præſtitum, quòd ipſe ducet, & accipiet in Uxorem Dominam Violandam Filiam dicti Domini Marchionis, & eam in facie Eccleſiæ deſponſabit, & viceverſa dictus Dominus Marchio promittit dicto Domino Comiti

ANS de J. C. 1330.

miti præſenti, & recipienti per juramentum ſuum ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præſtitum, ſe daturum in Uxorem dicto Domino Comiti dictam Dominam Violandam Filiam ſuam, & ſe facturum, & curaturum cum effectu quod dicta Filia ſua in Virum accipiet dictum Dominum Comitem, & in ipſum conſentiet tanquam in ejus Maritum per verba de præſenti: Cujus Matrimonii contemplatione prædictus Dominus Marchio conſtituit in dotem dicto Domino Comiti, & nomine, & ex cauſa dotis dictæ Dominæ Violandæ dat, tendit, cedit, & concedit omnia jura ſua, & rationes ſibi competentes & competentia, competituras, & competitura in Caſtris, Villis Lancei, Cyriaci, & Caſellarum, & eorum mandamentis, & in terris, pratis, vineis, nemoribus, alpibus, aquarum decurſibus, domibus, ſervitiis fictis, & omnibus Minis cujuſcumque metalli exiſtant, taillis, homagiis, fidelitatibus, feudis, emphiteotis, laudibus, venditionibus, juriſdictione, meris, & mixtis Imperiis, & rebus aliis univerſis cum eorum pertinentiis quæcunque ſint, & quocumque nomine cenſeantur, pacto, & conventione expreſſim talibus appoſitis, quod ſi dictus Dominus Comes (quod Deus avertat) præmoriretur dicta Domina Violanda ſuperſtite, quod ipſa D. Violanda unà cum dote ſua, & dotalicio liberè redeat ad Dominum Marchionem, vel ejus hæredes juxta beneplacitum, & voluntatem dicti D. Marchionis, vel ejus hæredum ſeu ſucceſſorum, & dictæ Dominæ Violandæ. Si vero dicta Domina Violanda præmoriretur dicto D. Comite ſuperſtite ſine Liberis, quòd dicta data in dotem abſque dotalicio ſine donatione propter nuptias dicti D. Comitis redeant liberè ad dictum Dominum Marchionem vel hæredes, & ſucceſſores ipſius; ſalvis ſemper rationibus dotalibus *Illuſtris Dominæ Margaretæ de Sabaudia dudum Marchioniſſæ Montisferrati*, cæteri caſus dotis reſtituendæ juri communi; ita tamen quod in prædictis omnibus caſibus, ſeu in aliquo alio caſu dotis reſtituendæ, non poſſit impediri reſtitutio dictæ dotis per aliqua jura acquiſita per ipſum D. Comitem, vel ejus prædeceſſores, vel per dictam Dominam Margaretam ex alia cauſa quam ex ea dotis ipſius Dominæ Margaretæ: Et ſi contingeret dictam Dominam Violandam decedere ſuperſtitibus ex ipſa Liberis maſculis ex dicto D. Comite procreatis, quod jura quæ habet, vel haberet dictus D. Comes ultra dicta data in dotem per dictum D. Marchionem dictæ Dominæ Violandæ, ſive dicto D. Comiti in caſtris prædictis perveniant ad dictos Liberos, ſi jus commune poſtulat, & requirit. Et verſa vice prædictus D. Comes dat, cedit, & concedit atque conſtituit dictæ D. Violandæ ſeu dicto D. Marchioni Patri ipſius ſtipulanti, & recipienti nomine, & ad opus dictæ D. Violandæ Filiæ ſuæ in donationem propter nuptias ſeu dotalicium, videlicet triginta mille florenos auri, tali pacto, & conventione appoſitis, quod ſi dicto D. Comite ſuperſtite dictam Dominam Violandam prædecedere contingeret, quod in ipſo caſu dicta donatio ſit irrita, & omni virtute caſſata, & è converſo ſi ſuperſtite dicta Domina Violanda dictus D. Comes prædecederet, ipſa D. Violanda habeat, & percipiat vigore donationis prædictæ prædicta triginta mille florenos, hoc etiam pacto appoſito, quòd ſi contingeret dictam Dominam Margaretam prædicta jura ſua donare, vel relinquere dicto Domino Marchioni, vel dictæ Dominæ Violandæ vel aliis Filiis dicti Domini Marchionis, quod in hoc caſu dicta donatio triginta mille florenorum rata, & firma permaneat, prout eſt ſuperius declaratum: Si vero dicta Domina Margareta dicta jura ſua transferret in prædictum Dominum Comitem, vel alias quaſcumque perſonas, vel perſonam, Collegium, vel univerſitatem Eccleſiaſticas vel Seculares quovis titulo, ratione vel cauſa, in eo caſu idem Dominus Comes teneatur, & debeat dicta loca Lancei, Cyriaci, & Caſſellarum cum pertinentiis ſuis pro juribus dictæ Dominæ Margaretæ recuperare, & tradere dictæ Dominæ Violandæ pro dicto dotalicio, & loco dictæ donationis propter nuptias, & tunc dicta donatio, ſeu dotalicium triginta mille florenorum ſit caſſa, & irrita, & ad ſolutionem dictorum triginta mille florenorum dictus Dominus Comes, vel ejus hæredes ex tunc minime teneantur, & dicta Domina Violanda plenè habeat, & teneat dicta jura cum aliis rebus datis in dotem ut ſupra in caſibus ſupradictis dotis reſtituendæ, & repetendæ, ſalvis ſemper juribus dictæ Dominæ Margaretæ in vita ſua, ſi tamen dicta Domina Violanda prædecederet ſuperſtite dicto Domino Comite, ut ſupra etiam in eo caſu dictus Dominus Comes recuperare debeat, & habeat dicta jura, dictæ Dominæ Margaretæ, & ad ipſum pertineant pleno jure: & pro prædictis omnibus, & ſingulis firmiter attendendis, & obſervandis per dictum Dominum Comitem dictæ Dominæ Violandæ, idem Dominus Comes obligat, & hypothecat, atque aſſignat ſpecialiter, & expreſſim dictæ Dominæ Violandæ, miniſterio dicti Domini Marchionis totam terram ſuam, & Caſtellaniam Mauriannæ cum omnibus ſuis juribus, pertinentiis, mero, & mixto Imperio, & omnimoda juriſdictione, & eidem Dominæ Violandæ obligat omnia bona ſua. Item convenit, & promittit dictus Dominus Marchio prædicto Domino Comiti, quod ſi contingeret dictum Dominum Marchionem, vel ejus liberos maſculos ex legitimo matrimonio procreatos decedere quoquo tempore abſque liberis maſculis ex ſuis corporibus & legitimis matrimoniis procreatis, quod in illo caſu Marchiones Montisferrati cum ipſius honoribus, vaſſallis, juriſdictionibus, meris, & mixtis Imperiis, & univerſaliter cum ipſius juribus ſint, & eſſe debeant pleno jure dictæ Dominæ Violandæ, & ſucceſſorum ſuorum in augmentum, & ex cauſa dotis dictæ Dominæ Violandæ, expreſſim hoc pacto appoſito, quod ſi aliquæ Filiæ remanerent, & extarent ex dicto Domino Marchione, & Filiis ſuis legitimis, & legitimis matrimoniis procreatis, quod eis provideatur ſecundum dignitatem Marchionatus per dictam Dominam Violandam, hæredes, & ſucceſſores ejus de congrua, & ſufficienti dote pro matrimoniis copulandis, vel per aliam viam caſtitatis, ſeu religionis, ſi ipſam magis eligerent. Item dictus Dominus Comes contemplatione dicti matrimonii quittat, cedit, & remittit, atque donat dicto Domino Marchioni præſenti, & recipienti omnia, & ſingula jura, obligationes, privilegia, ſeu inveſtituras acquiſitas hinc retro Clavaſio, Virolengio, Montebello, ſeu in aliqua alia parte Marchionatus Montisferrati per inclytæ recordationis Dominos Amedeum, & Eduardum Comites Sabaudiæ, vel per ipſum Dominum Aymonem nunc Comitem, vel per prædictam Dominam Margaritam, ſalvis & exceptatis juribus acquiſitis hactenus per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaritam, vel per alterum ipſorum in dictis caſtris Lancey, Cyriaci, & Caſellarum; Quæ quidem omnia jura acquiſita in dictis caſtris Lancei, Ciriaci, & Caſſellarum in prædicta renunciatione ſeu quittatione non intelligantur incluſa, ſalvo ſemper, & reſervato Capitulo ſeu clauſula quod, & quæ incipit: Ita tamen quod in prædictis omnibus caſibus, ſeu in aliquo alio caſu dotis reſtituendæ, &c. Quæ jura mortua dicta Domina Violanda relictis Filiis maſculis ex ipſo, & dicto Domino Comite perveniant in ipſos Filios tantum, & non in alios Filios alterius matrimonii dictæ Dominæ Violandæ; in aliis vero caſibus dotis reſtituendæ jura acquiſita per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaritam impedire non poſſint reſtitutionem dictæ dotis, ſi caſus contingeret dotis reſtituendæ, juribus dotis, & dotalicii dictæ Dominæ Margaritæ in eorum robore nihilominus duraturis: Conſtituens idem Dominus Marchio ſe tenere, poſſidere,

ANS de J. C. 1330.

ANS de J. C. 1330.

ſidere, & quaſi, prædicta in dotem aſſignatam, & data vice, nomine, & ad opus dicti Domini Comitis præſentis ibidem donec de ipſis, & ſingulis eorum corporalem poſſeſſionem, & quaſi apprehenderit, quam apprehendendi, & apprehenſam tenendi per ſe vel per alium dat, & concedit idem Dominus Marchio dicto Domino Comiti præſenti, & recipienti authoritatem, licentiam, & mandatum quod ſuæ fuerit voluntatis, nullius alterius perſonæ licentia requiſita, ipſumque Dominum Comitem in prædictis rebus dotalibus procuratorem, & Dominum conſtituit in rem ſuam, tam in rebus dotalibus ut ſupra: Mandans, & præcipiens omnibus, & ſingulis vaſſallis, & ſubditis dictorum locorum Lancei, Cyriaci, & Caſellarum præſentibus, & futuris, ut de omnibus, & ſingulis juribus, feudis, fidelitatibus, vaſſallatibus, & homagiis fictis, ſervitiis, & aliis juribus, ut uſagiis quibuſcumque, coſtumis, & ſubjectione quacumque reſpondeant, pareant, & obediant dicto Domino Comiti, & ſe ſubjiciant ſicut dicto Domino Marchioni, & ſuis prædeceſſoribus tenebantur. Promittentes etiam dicti D D. Comes, & Marchio ſibi ad invicem; & michi, & aliis Notariis infra ſcriptis ſtipulantibus, & recipientibus nomine, & ad opus dictæ Dominæ Violandæ, & omnium quorum intereſt, vel poterit intereſſe bona fide, & per ſolemnes, & validas ſtipulationes, & per juramenta ſua ſuper ſancta Evangelia corporaliter præſtita, & ſub hypothecis, & obligationibus omnium bonorum ſuorum præſentium, & futurorum omnia, & ſingula ſupradicta rata, grata, & firma habere perpetuò, & tenere, & ea facere attendere, & inviolabiliter obſervare. Renunciantes etiam dicti Domini Comes, & Marchio ex certis eorum ſcientiis, & per juramenta eorum prædicta exceptioni prædictorum non ita actorum, vel minùs legitime, vel ſine cauſa vel ex injuſta cauſa actorum, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & ne poſſint objicere plus actum, & minus ſcriptum vel è contra, & cuilibet exceptioni fraudis, deceptionis, & immenſæ ſeu mofficioſæ donationis, vel dotis, & omni juri Canonico, & Civili per quod poſſent contra prædicta facere, vel venire. Promittentes etiam, & jurantes ut ſupra, ſe nichil facere vel feciſſe quominus omnia, & ſingula ſupra dicta plenum ſortiantur effectum, Promittens etiam dictus Dominus Comes prædicto Domino Marchioni ſe facturum, & curaturum cum effectu quòd Vaſſalli dicti Domini Comitis in Caſtellania Mauriennæ quos nominaverit dictus Dominus Marchio, jurabunt, & promittent ſe ſervaturos obligationem factam de dicta terra, & Caſtellania Mauriannæ obligatis pro dotalitio dictæ Dominæ Violandæ, & fuit actum inter dictos duos Dominos Comitem, & Marchionem, quod de prædictis fiant unum, duo vel plura publica inſtrumenta pro dictis Dominis Comite, & Marchione, & Domina Violanda, & omnibus quorum poterit intereſſe. Actum apud Caſſellas præſentibus R. in Chriſto Patre Domino Rodulpho Abbate Sancti Michaelis de Cluſa, Illuſtri Viro Domino Amedeo Comite Gebenn. Dominis Ebalo de Chalant, Petro Mareſcalci, Guillermò, & Martino ex Comitibus Coconati. Signé Reynaudi, & de Rocho Bono.

CCLIII.

ANS de J. C. 1330. Savoye.

Teſtament de PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince d'Achaye. Fait à Pignerol, le 9. Juin*, 1330. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 109.

IN nomine Domini, Amen. Anno ejuſdem milleſimo tercenteſimo trigeſimo, indictione tredecima, die nona Junii, in Sacriſtia Fratrum Minorum de Pinerolio. Quoniam mors, & vita in manu Dei ſunt, & ſtatutum eſt omnibus hominibus ſemel mori, licet dies mortis omnibus habeatur incognitus, propter quòd multi etiam prudentes, periculum animarum incurrunt, & etiam inter poſteros relinquunt materiam ſcandalorum. Idcirco *Vir Illuſtris Dominus Philippus de Sabaudia primogenitus, inclyte recordationis Domini Thomæ de Sabaudia, Domini in partibus Pedemontii*, volens dictum periculum, & inter ſucceſſores, & poſteros ſcandalorum materias evitare, rerum, bonorum, Dominiorum, ac jurium omnium ſuorum diſpoſitionem, per præſens nuncupativum Teſtamentum, ſive in ſcriptis, in hunc modum facere procuravit. In Primis quidem Dei nomine invocato caſſavit, irritavit, & caſſa, ac irrita eſſe voluit, omnia alia teſtamenta, donationes cauſa mortis, & ultimas voluntates ſeu diſpoſitiones, quocumque nomine nuncupentur hactenus. Item inſtituit ſibi hæredem Dominam *Margaretam ejus Filiam* in dotibus ſuis, & ultrà in viginti quinque marchis argenti, & pro prædictis, eam voluit eſſe tacitam, & contentam. Item inſtituit ſibi hæredem *Dominam Alaxiam ejus Filiam* in dotibus ſuis, & ultra in viginti quinque marchis boni auri, pro quibus ipſam voluit eſſe contentam. Item inſtituit ſibi hæredem *Elinoriam Filiam ſuam* in dotibus ſuis, & ultra in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipſam voluit eſſe contentam. Item inſtituit ſibi hæredem *Joannam ejus Filiam* in dotibus ſuis, & ultrà in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipſam eſſe voluit contentam. Item *Beatriſiam, & Iſabellam Filias ſuas*, & quamlibet ipſarum, ſibi hæredes inſtituit in viginti quinque marchis argenti, & in his quæ habebunt ab ipſo teſtatore, ſeu ab hærede ſuo univerſali infrà ſcripto, pro dotibus ſuis. Item inſtituit *Amedeum, Thomam, & Edwardum Filios ſuos*. Item, & poſthumum, & poſthumos ſuos quoſcumque, quotquot naſci contigerit, & venturos in lucem ex ipſo teſtatore, & tam genitos quam genituros, & quemlibet ipſorum, in ducentum marchis argenti. In omnibus autem aliis bonis mobilibus, & immobilibus, juribus, & actionibus, caſtris, civitatibus, Burgis, villis, feudis, retrofeudis, Dominiis, Segnoriis, & aliis omnibus ad ipſum teſtatorem quomodolibet cauſa, ſeu titulo pertinentibus, præſentibus, & futuris *Jacobum ejus Filium primogenitum*, ſibi hæredem univerſalem inſtituit, & ſi contigerit dictum Jacobum mori infrà quartum decimum annum ætatis ſuæ, vel poſtea quandocumque, ſine filiis maſculis legitimis, & naturalibus ex ipſo deſcendentibus, ſubſtituit eidem vulgariter, pupillariter, & per fideicommiſſum Amedeum prædictum Filium ſuum, ſi tunc ſupervivat idem Amedeus, & ſi tunc non ſuperviveret, illum ex filiis ipſius teſtatoris legitimis, & naturalibus, tam natis, quam naſcituris, qui tunc eſſet majoris ætatis. Si verò contingat dictum Amedeum ſuccedentem in dicta hæreditate mori ſine filiis legitimis, & naturalibus ex eodem maſculis, ante quatuordecimum annum ætatis ſuæ, vel poſtea quandocumque, ſubſtituit eidem pupillariter, vulgariter, & per fideicommiſſum, ex dictis filiis tam natis quam naſcituris maſculis, qui tunc eſſet majoris ætatis. Item conſtituit, & ordinavit dicto Jacobo, & aliis filiis poſthumis ſuis præſentibus, & futuris prædictis, & cuilibet ipſorum tutricem, & Curatricem *Dominam Catharinam eorum Matrem*, liberans, & abſolvens eandem à confectione inventarii, & à ratione reddenda, volens, & jubens ipſam Dominam Catharinam gerere, & adminiſtrare dictam tutelam, & curam cum conſilio. Item inhibuit dictus teſtator expreſsè quod prædicti hæredes, ſeu Tutrix, & conſiliarii per ſe, vel alias ſubmiſſas perſonas directè, vel indirectè poſſint vendere, donare in feudum de novo, vel in Emphiteoſim perpetuam, vel ad tempus concedere, obligare, vel ſub quovis alio vocabulo alienationis, in aliquam perſo-

ANS de J. C. 1330.

nam transferre aliquam rem, ſeu res immobiles, jura, Dominia, ſive actiones ad ipſum teſtatorem, ſeu hæredem ſuum, ut ſupra pertinentia quomodocumque, nec etiam aliquam remiſſionem, quittationem, ceſſionem, ſeu alienationem, ſeu alium contractum facere de prædictis, vel aliquid prædictorum, nec immunitatem ſeu privilegium concedere, niſi ad quinque annos tantùm, & durantibus ipſis quinque annis, non poſſit de ipſa re alius contractus ſive conceſſio celebrari, niſi ſi, & quando ſucceſſor in dicta hæreditate, fuerit ætatis trigiota annorum, vel ultrà, & hoc ideò facit, & inhibet dictus teſtator, ne ipſi hæredes, vel ſucceſſores, propter importunitatem petentium, vel dolo contrahentium, vel alias ſuggeſtiones inutiles, periculum, ſeu detrimentum incurrant, & quod dictum Dominium, Baronia, ſeu hæreditas ſua iotegraliter conſerveur hæredibus ſuis, volens, & jubens, omnes contractus, donationes, venditiones, obligationes, infeudationes, conceſſiones, remiſſiones, quittationes, ceſſiones, alienationes qui, & quæ fierent, & celebrarentur contra iobibitionem præſentem, eſſe caſſas, irritas, & nullius valoris, & hanc voluit, & juſſit eſſe ultimam voluntatem ſuam, & valere, & tenere perpetuò, jure teſtamenti nuncupativi, ſive ſcriptis, jure codicillorum, jure donationis, cauſa mortis ultimæ voluntatis, & omni alio jure, ordinatione, ac modo, & forma quibus melius, & firmius valere poterit, & tenere. Signé Naſſaporis.

CCLIV.

ANS de J. C. 1332. FRANCE, EU, COLOGNE, LIEGE, LUXEMBOURG, GUELDRES, JUILLIERS, NAMUR, ET BRABANT.

Compromis de RAOUL *Comte d'Eu & Connétable de France pour ſoi & au nom de l'Archevêque de* COLOGNE, *de l'Evêque de* LIEGE, *des Comtes de* LUXEMBOURG, *de* GUELDRES, *de* JUILLIERS *& de* NAMUR *d'une part; Et de* JEAN *Duc de Brabant d'autre en la perſonne du Roi de France* PHILIPPE DE VALOIS *de tous les différens qu'ils avoient enſemble, le 20. Juin.* 1332. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 139.

NOus RAOUL Cuens de Eu, de Gynes, Conneſtable de France, ſçavoir faiſons à tous, que ſus & de toutes les guerres, deſcordz, debatz, querelles & controverſes, que Reverend Pere en Dieu Monſieur Wallerant Archeveſque de COLOGNE, Monſieur Adulf Eveſque de LIEGE; & tres haultz & nobles Princes, Monſieur Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de LUXEMBOUO, Monſieur Regnault Comte de GUALDRES, Monſieur Guillaume Comte de JUTLLIERS, Monſieur Loys Comte de Los & Chigny, Monſieur Jean Comte de NAMUR, Monſieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monſieur Guy de Namur Chevallier; & nous conjoinctement & diviſement avons & pouvons avoir envers tres hault & noble Prince, Monſieur Jeao Duc de Lothier, de Brabant & de Lemboug, deſquelz les deſſus dictz ſe ſont compromis ſur certaine forme & maniere contenues en leurs lettres ſur ce faites & ſcellées de leurs ſeaux en tres hault & tres puiſſant Prince noſtre tres cher Sieur Monſieur PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France * obligez & obligeons audict Duc de Brabant & au dict Monſieur le Roy de France & à tous ceux à qu'il appartient, peut ou pourra appartenir, ſur les peines en la forme & en la maniere de poinct en poinct, que les deſſus dictz Monſieur le Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Monſieur Renault Comte de Gueldres, Monſieur Guillaume Comte de Juilliers, Monſieur Loys Comte de Los & de Chigny, Monſieur Jean Comte de Namur, Monſieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monſieur Guy de Namur Chevallier ſe ſont obligez. En teſmoing & à plus grande fermeté des choſes ſus dictes & de chacune d'icelles, nous avons mis noſtre ſeel eo ces preſentes lettres. Donné à Royal lieu prés de Compiegne, le vingtieſme jour du mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trenre deux.

ANS de J. C. 1332.

CCLV.

Lettre par laquelle PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France accepte le Compromis d'entre l'Evêque de* COLOGNE, *de* LIEGE, *& autres & le Duc de* BRABANT. *Fait le 20. Juin,* 1332. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici, pag. 139.

ANS de J. C. 1332. FRANCE, COLOGNE, LIEGE, BRABANT, &c.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, faiſons ſçavoir à tous, que nous regardans & conſiderans les grandes guerres, haines & diſcordz, qui eſtoient & pouvoient plus grandes naiſtre entre nos chers & bien amez Walerant Archeveſque de COLOGNE, Adulf Eveſque de LIEGE, & noſtre cher & amé Couſin Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Regnault Comte de Gueldres, Guillaume Comte de Juilliers, noſtre cher & amé nepveu Loys Comte de Los & de Chigny, Jean Comte de Namur, Jean Sire de Beaumont, & Guy de Namur Chevallier, & chacun d'eulx conjoinctement & diviſement pour eux, & pour leurs alliez & leurs aydans d'une part; & noſtre tres cher & amé Couſin Jean Duc de Lothier, de Brabant, & de Luxembourg pour luy & pour ſes alliez & aydans d'autre part. Deſquelles guerres, haines & diſcordz moult de peril, maux & eſclandres pourroient venir & enſuivre.

§. 2. Nous deſirans de tout noſtre cœur mettre à noſtre pouvoir bonne paix & accord entre tous bons Chreſtiens, & ſpecialement entre les deſſus dictz; nous ſommes entremis de faire & pourchaſſer bonne paix & bon accord entre eux & chacun d'eux. Et pour ce les dictes parties & chacunes d'icelles pour eux, leurs alliez & leurs aydants deſſus ditz, eſtablis perſonnellement en noſtre preſence de leur bon gré & de leur volonté, ſe ſont compromis en nous comme en arbitre, arbitrateur ou amiable compoſiteur, ſus & de toutes les guerres & diſcordz, debats, querelles & controverſes, que chacune partie & parties a, & peut avoir, ont & peuvent avoir à preſent à faire les uns vers les autres, conjoinctement & diviſement. Et nous ont donné tous enſemble & chacun par ſoy plein pouvoir & franche puiſſance de faire & mettre paix entre eux & chacun d'eux des guerres, qu'ils ont; & que des diſcordz, debatz, querelles & controverſes deſſus dictes, nous les parties ouyes amiablement, en leurs demandes, defenſes & en leurs raiſons, par devant nous ou ceux que nous y deputerons, ſommairement & de plein, ſans autre figure de procez gardé, ou non gardé ordre de droict, & baillez en eſcript par maniere de memoire par devers nous, ou ceux, qui à ce ſeront deputez de par oous, les faictz & raiſons, deſquelz les parties & chacunes d'icelles ſe voudront ayder les uns contre les autres; ſcachions & faiſions ſçavoir par maniere d'information, & comme bon nous ſemblera la verité par bonnes gens & dignes de foy, en quelqoes lieux & païs, qu'il nous plaira, & que nous les voudrons envoyer; & de tout ce que par les deputez de par nous, nous tenterons pour informer des faitz, diſcordz, debatz, querelles & controverſes & raiſons deſſus dictes, nous puiſſions à une fois ou à pluſieurs & toutes fois, comme à nous plaira,

ANS de J. C. 1332.

ra, prononcer, declarer & terminer & en ordonner, en eſcript & ſans eſcript, de haut & de bas, ſelon & que bon & convenable nous ſemblera, & à noſtre pure & franche volonté, ſans en recourir à dict arbitrage ou ordonnance de juge ne de bon homme; & pourrons prononcer, declarer, determiner & ordonner des dictz diſcordz, debatz, querelles & controverſes toutes enſemble ou particulierement, une fois & pluſieurs, toutes fnis & quantes comme à nous plaira, durant le terme de ce compromis & la prorogatinn d'iceluy, s'il eſtoit prorogué, & durera noſtre pouvoir à ce faire juſques à la feſte ſainct Jean Baptiſte, qui ſera l'an mil trois cens trente trois. Ce adjouſté, que s'il nous plaiſt, nous pourrons allonger & proroguer le dict terme & le dict compromis, juſques à la nativité de noſtre Seigneur enſuivant en celuy an meſme, qui ſera l'an mil trois cens trente trois.

§. 3. Leſquelles choſes toutes & chacunes d'icelles, ainſy comme elles ſont diviſées les dicts Roy de Boheme, Comtes de Gueldres, de Juilliers, de Los, & de Chigny, & de Namur, & Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Guy de Namur & chacun d'eux, pour tant comme à eux & chacun d'eux peut toucher, conjoinctement & diviſement d'une part; & le dict Duc de BRABANT d'autre part; ont promis, pour eux, pour leurs alliez & leurs aydans tant d'une part comme d'autre, & l'une partie à l'autre deſſus dictes & à nous meſmes & à tous ceux qu'il appartient, peut & pourra appartenir, par leurs ſermens donnez ſur ſainctes Evangiles touchées corporellement, & ſur l'obligation de leurs hoirs & ſucceſſours & de tous leurs biens meubles & non meubles, preſens & à venir; tenir & garder fermement & loyaument en bonne foy, ſans corrompre, ſans fraude & ſans tout mauvais engin, & ſur la peine de cent mil marcs d'argent fin; de laquelle peine la partie qui ſeroit deſobeiſſante à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, toutes fois & quantes fois, que ilz ou aucuns d'eux, leurs alliez, ou leurs aydans feroient par eux ou par autre encontre icelles ou aucunes d'icelles, ou contre la teneur de ces lettres, ſera tenu payer & rendre ſans contredict par ſi foy & par ſon ſerment, & ſur l'obligation deſſus dicte, la moitié à chacune partie & parties, qui obeiront à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, & à la teneur de ces preſentes lettres; & l'autre moitié de la dicte peine payer & rendre à telles perſonnes, ou à telz uſages & dedans tel temps, comme en voudrons ordonner tant durant le dict temps du dict compromis, & la prorogation d'iceluy, comme aprés en quelque temps que ce ſoit; laquelle peine commiſe ou non commiſe, nos dictes prononciations, declarations, determinations & ordonnances demeureront touſjours en pleine force & vertu.

§. 4. Et en tant comme le preſent compromis & les choſes ſus dictes touchent & peuvent toucher les dictz Archeveſque de Cologne & Eveſque de Liege & chacun d'eux, conjoinctement & diviſement d'une part, & le Duc de Brabant d'autre part; les dictz Archeveſque, Eveſque & Duc ont promis pour eux & pour tous leurs alliez & leurs aydans tant d'une partie comme d'autre, & l'une partie à l'autre, & autres des deſſus dictz & à nous meſmes, & à tous ceux, à qui il appartient, peut & pourra appartenir en bonne foy, & en bonne loyauté, les prelatz la main au pectus en la preſence des ſainctes Evangiles ſans iceux toucher, ſelon ce, que à leur honneſte eſtat appartient, & li dis Duc par ſon ſerment, tenir & garder fermement & loyaulment, exactament & entierement en bonne foy, ſans corrompre, ſans fraude, & ſans tout mauvais engin, nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances; en tant comme les dictz diſcordz, debatz, querelles & controverſes touchent & peuvent toucher les guerres, injures, villainies, maleſfaçons, dommages, deſpens, couſtz, frais & actions perſonnelz: mais en tant comme ilz toucheroient heritages tant d'une partie comme d'autre, ilz tiendront nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances ou la teneur de ces lettres, quant aus dictz heritages; & s'ils ou aucuns d'eux, leurs alliez ou leurs aydans faiſoient par eux ou par autres encontre icelles ou aucunes d'icelles ou contre la teneur de ces lettres, la partie deſobeiſſante ſera tenu payer & rendre ſans tout contredict la moitié de la dicte peine aux parties, qui y obeiront, & l'autre dicte moitié de la dicte peine à telles perſonnes, ou à tels uſages & dedans tel temps comme nous en voudrons ordonner, tant durant le temps du dict compromis & de la prorogation d'iceluy, comme aprés en quelconque temps ce ſoit.

ANS de J. C. 1332.

§. 5. Et à faire & accomplir entierement, ſi comme dit eſt, ont obligez les dictz Archeveſque, Eveſque & Duc, tant comme à chacun peut toucher eux, leurs biens, meubles preſens & à venir par leur foy & leurs dictz ſermens & en leur loyauté l'une partie & l'autre & autres des deſſus dictz, & à nous meſmes & à tous ceux, à qui il appartient & peut appartenir. Et ont voulu toutes les deſſus dictes parties & chacunes d'icelles en leur bonne foy, par leurs dictz ſermens que ſi es choſes deſſus dictes, ou aucunes d'icelles a doubte ou obſcurité aucune, nous icelle puiſſions declarer & terminer, ſelon que bon nous ſemblera; lequel compromis & arbitrage & les promeſſes & obligations à nous faictes, ſi comme dict eſt, nous pour bien de paix, avons receu & recevons en nous. En teſmoing de ce & plus grande ſeureté & fermeté des choſes deſſus dictes, nous avons faict mettre noſtre ſeel en ces lettres. Donné à Royal lieu pres de Compiegne, le vingtieſme jour du dict mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trente deux. Sic ſignatum, Par le Roy en ſon grand conſeil, Barre.

CCLVI.

ANS de J. C. 1332.

Alliance des quatre Cantons LUCERNE, URI, SCHWITZ & UNDERWALDEN, *à Lucerne le Samedi avant la St. Martin.* 1332. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 141.

LUCERNE, URI, SCHWITZ ET UNDERWALDEN.

AU nom de Dieu, Amen. Eſtant la memoire & l'entendement de l'homme debile & tranſitoire, ſi que facilement on nublie les choſes, que longuement doivent durer; Au moyen de quoy eſt neceſſaire que l'nn face apparoiſtre & manifeſter par eſcrit les choſes qui ſont impoſées aux hommes, pour leur bien, bonheur & proffict; pour leſquelles raiſnns nous l'Advoyers, les Conſeillers & generalement les Bourgeois de la ville de LUCERNE, les payſans d'URI, SCHWITZ, & d'UNDERWALDEN faiſons ſçavoir & notifions à tous ceux qui liront nu oiront lire ces preſentes: Que nous deſirans prevenir aux occurrences, que par ſucceſſion des temps peuvent arriver, & affin que puiſſions mieux perſiſter en paix & tranquillité, & mieux aſſeurer & deffendre nos perſonnes & nos biens; Nous nous ſommes enſemble conjoincts & aſſeurez perpetuellement & irrevocablement, de maniere que par nos bonne foy & ſerment avons promis & juré de nous aſſiſter, favoriſer & ayder les uns les autres de nos corps & de nos biens, en tous endroicts & tout ainſi comme y apres eſt eſcrit.

§. 1. Premierement Nous les dicts de Lucerne, d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden nous avons reſervé noſtre tres honoré Sieur l'Empereur, le Saint Empire Romain, & les droictures que nous leur ſommes tenus, ainſi que du paſſé nous avons bonne couſtume. Auſſi nous les dictz de Lucerne avons reſervé noſtre ville & tous les droicts & bonnes couſtumes de

ANS de J. C. 1332. nos Conſeillers envers les Bourgeois & Eſtrangers comme du paſſé avons accouſtumé. Et nous les deſſus dicts d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden, nous ſommes auſſi reſervez à un chaſcun pays ſingulierement en ſes limites leurs droicts & bonnes conſtumes, ainſi que de tout temps avons accouſtumé. Nous leſdicts Bourgeois de Lucerne devons nous contenter deſdictes droictures & couſtumes comme cy devant eſt eſcrit, tous dolz exceptez envers les dicts payſans; & nous les dicts paiſans d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden en ſemblable envers les dicts Bourgeois de Lucerne.

§. 2. Le cas advenant (ce que Dieu ne veuille) qu'aucune de nous les dictes parties feuſt invahie, moleſtée, aſſaillie dedans ou de hors le pays, ceux auxquels le dommage auroit eſté faict, declareront par leur ſerment, ſi on leur fait tort; En ce cas ils admoneſteront les autres à ſçavoir la ville de Lucerne, les dicts pays & un chaſcun d'eux particulierement. Ladicte Ville & Bourgeois de Lucerne à lors ſeront tenus nous ayder & aſſiſter les uns les autres contre tous Sieurs & autres, de nos corps & de nos biens; Nous les dicts Bourgeois de Lucerne aux dicts payſans à nos propres depens; & nous les dicts payſans aux dicts de Lucerne auſſi à nos propres deſpens le tout à la bonne foy tous dols exceptez.

§. 3. S'il ſurvenoit queſtions ou guerres entre nous les dicts Alliez, en ce cas les plus ſages & les plus capables ſeront choiſis parmy nous, les quels appaiſeront & accorderont telles guerres ou queſtions amiablement & par la juſtice, au dommage & intereſt de la partie deſobeiſſante.

§. 4. Le cas advenant qu'il ſurvint differend entre les dicts trois pais & que les deux feuſſent d'opinion conforme, en ce cas nous les dicts Bourgeois de Lucerne nous joindrons avec eux & induirons le troiſieme pays à ſe joindre avec les deux; Si non * que par nous les dicts Bourgeois de Lucerne fuſſent trouvez parmy tel differend quelques choſes, que les dicts deux pays eſtimeroient eſtre ſelon l'Equité.

§. 5. Nous avons ſemblablement adviſé, que nous les dicts Bourgeois pour les dicts payſans d'Ury, Schwitz & d'Underwalden, ny auſſi nous les dicts payſans pour les dicts Bourgeois de Lucerne ne pouvons eſtre gaigez ou mis pour gaiges.

§. 6 Nul de nous les dicts alliez ne pourra particulierement ou par ſerment ou par promeſſe particuliere ſe joindre ou aller avec perſonne dedans ou dehors le pays ſans le ſceu & conſentement des autres Alliez generalement.

§. 7. Nul de nous les dicts alliez ne gaignera un autre, ſi ce n'eſt pour cas de fiancement ou plegoir, & ſi ne le ſera que par ſentence de Juſtice.

§. 8. Celuy de nous les dicts Alliez qui reſiſtera à la juſtice, ou qui ſera deſobeiſſant, & que à cauſe de telle obeiſſance aucun de nous leſdicts Alliez fuſt intereſſé, en ce cas nous les dicts alliez le contraindrons à ſupporter tel intereſt.

§. 9. Si aucun de nous les dicts alliez avoit merité la mort moyennant que pour tel il fuſt deſcrié de ſon Juge, & que cela fuſt ſignifié aux autres Juſticiers par lettres patentes du pays ou de la ville de Lucerne; Iceluy en tel lieu & juſtices ſera pareillement deſcrié, comme il l'eſtoit par ſon dict Juge. Et celuy qui puis apres ouvertement le logera, nourrira & entretiendra, il ſera mis en ſon lieu & en ſa coulpe, toutes fois ne ſera apprehendé en ſa perſonne, tous dolz exceptez.

§. 10. En outre nous ſommes unanimement reſolus, que ſi aucuns de nous leſdicts Alliez n'obſervoient inviolablement tout ce que deſſus, ſpecialement & generalement ez eſcripts & declarations, & qui le tranſgreſſat en aucun poinct, celuy la ſera tenu pour parjure & desloyal.

§. 11. Et enfin que tout ce que deſſus par nous tous generalement ſoit fermement & irrevocablement tenu & obſervé, nous les deſſus dicts Advoyers, Conſeillers & Bourgeois de Lucerne le ſceau de noſtre communauté; & nous leſdicts pays chaſcun ſon ſceau avons faict pendre à ces preſentes Lettres pour vraye corroboration des choſes cy deſſus; qui furent faittes à Lucerne le Samedy devant le jour Sainct Martin, l'an aprés de la nativité de noſtre Seigneur courrant treize cens trente deux. ANS de J. C. 1332.

CCLVII.

Traité de Paix entre LOUIS *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault, fait à Cambrai, l'an* 1333. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feüill. 260. ANS de J. C. 1333. FLANDRE ET HAINAULT.

PRemiers, que le Conte GUILLAUME d'Hainault, aurá pour luy, ſes hoirs, & ſucceſſeurs, perpetuellement les terres de l'Eſſines & de Flobecque, auſquelles le Conte LOUYS de Flandre renonçá lors pour luy, & ſes heritiers Contes de Flandre: ſaulf toutesfois, que ledict d'Hainault tiendroit en fief & hommaige du Conte de Flandre, tout ce que ſeroit trouvé és Chaſtellenyes deſdicts l'Eſſines & Flobecque, eſtre mouvant dudict Flandre, & d'Aloſt. Reſervé auſſy, que ſy Meſſiere Guillaume de Mortaigne, entend pretendre aucun droict eſdictes Chaſtelenyes, il le debvra faire en la court de Flandre, dont ledict d'Hainault fuſt content, lequel outre ce promiſt de jamais faire autres Forteresſes eſdicts lieux, de l'Eſſines & Flobecque, que celles quy y eſtiont, pour lors, ne fuſt a l'adveu & par expres conſentement, du Conte de Flandre, & de ſes ſucceſſeurs d'avantaige fut par la meſme Paix ſemblablement deviſé & accordé, que ledict Conte de Flandre deviendroit homme dudict d'Hainault, moyennant la ſomme de mille livres de terre qu'il luy aſſigneroit, ſur Blaton & Fignies, pour les tenir en fief perpetuel des Contes de Hainault. Promettans chaſcun deux reſpectivement & jurants, de jamais ne renoncer a l'hommaige l'un de l'autre, meſmes ils cognurent des lors qu'ils eſtoyent desjá hommes, & entrez en foy & hommaige l'un de l'autre, a raiſon des ſuſdicts fiefs, dont ils s'entredonnérent Lettres, datées a Cambray en la Court de l'Eveſque audict an trente trois.

CCLVIII.

Traité de Paix entre JEAN *Duc de Brabant, &* JEAN *Comte de Namur; fait à Namur, l'an* 1333. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 163. ANS de J. C. 1333. BRABANT ET NAMUR.

NOus JEHAN, par la grace de Dieu *Duc de Lothuer, de Brabant & de Lembourg*, & JEHAN *Cuens de Namur*, faiſons ſavoir à tous ceus qui ces preſentes Lettres verront & oiront, que nous ou ſour ce diligent traiteit par les gens de nos ſecrets conſeil, & pour bien de pais & de concorde faire, & plus grand amour nourir entre nous & nos pays, avons fait & faiſons entre nous convenances & concordes, enſi & telles que chi apres s'enſuit: Aſſavoir ſont, que premierement accordons & ordonnons entre nous, que tous debats, controverſes, demandes, querelles & actions, que ſont & eſté ont entre nous l'un contre l'autre, ſoit de la terre d'Ayſal, coment que nous li Dux maintenons que nous en avons Lettres ou teſmoignages, & de tous autres debas queils que il ſoient ou puiſſent eſtre, que le un de nous contre l'autre eu peut avoir du temps paſſé, juſques aujour-

ANS de J. C. 1333. aujourdhuy & à tous jours mais, &c. que ſi de part ou d'autre eſt trouvé, que quelque choſe l'une partie tient de l'autre, enqueſte ſur ce faicte ce luy ſerat rendu, & ſi quelques points ne ſont clers ils eſliront chaſcun deux perſonnes de leurs conſeils reſpectivement l'un de l'autre, qui declareront leſdicts points, & iront prendre à Gembloux information des teſmoins & perſonnes que le Duc voudra produire, & apres iront huict jours à Gouleſines, ou ils oiront les perſonnes que le Comte advancera au teſmoignage, & apres auront temps pour deliberer un mois, pendent lequel ils demeureront auxdicts lieux, & s'ils ne ſe peuvent accorder, ils eſliront un cinquieſme. Item que le Wariſcal qui giſſent aſſes pres de ls Mayſon de Monſieur *Wauthier de Jupplu* Chevalier, que lon diſt le *Biſaurde à Nouille ſur Mehaigne*, le Duc & ſes gens de *Rauvilliers* & autres le doivent tendre au Comte, & le Comte le doit prendre du Duc en fief. Item encor doit le Comte telever du Duc deux cents livres de terre, que le Pete du Comte tenoit du Duc, & partny ce doit le Duc aſſigner leſdicts deux cents livres au Comte en certain lieu ſuffiſment. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc ſon Chaſtel de *Sanſon* comme ſon franc alleur, & le Duc ly le doit rendre pour le tenir en fief, & pourra le Duc y mettre ſes gens, ſauf qu'on ne meſface à ceux qui tiennent dudict Comte, & le tout à telle condition, que le Chaſtel demeurerat touſiours au Comte la guerre finie, & ne ſeront en nul cas obliges les gens du Comte iſſir dudit Chaſtel, ains y demeureront avec les gens du Duc, & ſi au Comte advint quelque dommage ou à ſes gens par ladicte admiſſion du Duc audit Chaſtel, le Duc ne poura traicter paix, ſans comprendre & rendre ſans dommage ledit Comte & les ſiens. Item le Comte porte tel droict qu'il at en la Mſiſon de *Hollogne* en mains du Duc, ſi avant que *Godefroy de Harduemont* le tient de luy, & le doit tenir le Comte du Duc, à telle condition que le Duc en ſerat joüir audit Cnmte. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc tous les alleux, qu'il at à *Boneffe*, leſquels le Comte doit prendre en fief du Duc; & pour les bienfaicts des hommages ſuſdits, & pour tout autre choſe que le Comte pouroit demander aujourdhuy, le Duc luy doit donner cincq cents cinquante livres viefs gros tours aſſignes en terre en Brabant, leſquelles terres le Comte releverat auſſi du Duc que le Duc pourat aquiter un denier pour dix deniers, que le Comte ſerat obligé emploier en Brabant en terres qu'il releverat auſſi du Duc, &c. Teſmoins de la part du Duc *Otto Sire de Kuych*, *Jean de Rancourt de Les*, *Jean de Hellebeke Sire de Looubout & d'Ophain*, *Leon de Crayuhem*, *& Herman de Oſs*. Chevaliers; de la part du Comte *Godefroy Abbé de Floreſſe*, *Monſieur Werry Sire de Walcourt noſtre Couſin*, *Wernier Sire Daules*, *Godefroy Sire de Duys*, *Thibaus Daules*, *Wauthier de Jupplu*, *Lambert de Mons Receveur de Namur Prevoſt de Saint Albain*. Faict à Namur M. CCC. XXXIII. Jeudy octave du jour S. Martin en hiver.

CCLIX.

ANS de J. C. 1333. FLANDRE ET LIEGE. *Vente de la Ville de* MALINES, *faite à* LOUIS *Comte de Flandre, par* ADOLPHE *Evêque de Liege: fait dans le Chapitre dudit Liége, le 2. Octobre* 1333. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 164.

ADolphus Epiſcopus Leodienſis vendidit Ludvico Comiti Flandriæ Oppidum Mechilinienſe cum omnibus pertinentiis & attinentiis ſuis, pro centum millibus regalibus auteis bonis & legalibus, moneta Regis Franciæ, ei conditione quòd Comes & ſui ſucceſſores prædictum Oppidum Mechlinienſe cum ſuis attinentiis, à prædicto Epiſcopo & ſuis ſucceſſoribus in feudum tenerent, nec illud alienarent nec ſepararent quovis modo à ſuo Comitatu Flandriæ quæ Imperio paret, ſalvo & retento prædicto Epiſcopo & ſuis ſucceſſoribus jure conferendi, providendi & diſponendi de Præpoſitura ſive Abbatis ſeculari Eccleſiæ B. Rumoldi Mechlinienſis. Expreſſe etiam conventum eſt, quòd Comes Flandriæ debet tenere in feudum à prædicto Domino Epiſcopo Leodienſi Villam ſeu Oppidum Geraldimontem, nec non Caſtrum de Bornhem quæ ſunt antiqua feuda Eccleſiæ Leodienſis. Acta ſunt hæc in Capitulo Leodienſi anno Domini M. CCC. XXXIII. ſecunda die Octobris, præſentibus ibi potentibus & nobilibus viris *Henrico de Flandria*, *Guidone de Flandria*, *Waltero de Haerlebeke*, *Gerarde de Marka Domino de Radechem*, *Engelberto de Marka*, *Philippo Domino de Axel*, *Giſlaberto de Leeuwergem*, *Guillelmo dicto Blos de Steeland*, *Simone de Mirabelli dicto de Haelen Domino de Perwez*, *Theodorico dicto Noſaſch* Militibus, & aliis pluribus Canonicis & teſtibus.

CCLX.

ANS de J. C. 1333. JULIERS ET GUELDRE. *Traité de Mariage entre* GERARD *Fils de Guillaume Comte de Juilliers &* MARGUERITE *Fille de René Comte de Gueldre; dans lequel il eſt dit que Louis Comte de Flandre a aquis l'Avoüerie de Malines &c. de ladite Marguerite. Fait à Oſchen dans le Condroz, le* 15 *de Décembre* 1333. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 165.

Lvis Comte de Flandres, de Nevers & de Rethel comparut pardevant Adolf de la Marche Eveſque de Liege d'une part, & Monſieur *Renaud Comte de Gueldres & de Zutphen*, & Damoiſelle Margarete ſa fille avec noble & puiſſant homme Monſieur *Guillaume Comte de Juliers*, Pere à noble Damoyſel Gerard *de Juliers* tuteurs & curateurs de ladicte Damoiſelle Margarete & dudict Gerard, entre lequel Gerard & ladicte Damoiſelle Margarete certaines convenances de Mariage & d'eſpouſailles ſont pourparlés & faict d'autre part, & at eſté dict & ſignifié que ledict Luis Comte de Flandres, pour luy & ſes hoirs & ſucceſſeurs Comtes de Flandres avoit bien & loiaument acquis & achapté *l'Advouerie de Malines* à toutes ſes appendances, envers ladicte Damoiſelle Margarete & ledict Gerard, avec les Villes de *Hevere*, *Muſſines*, *Hombeke*, *Leeſt*, *Heffene*, *Nuwelande*, *Neckerſpoel*, les Mayſons que ladicte Damoiſelle avoit eſdites Villes & lieux avec tous les droicts & actions, cens, revenus, rentes, terres, pres, eauwes & emoluments quelconques, appartenants à ladicte Advoüerie & Ville, en quelconques choſes ou lieux elles ſoient, ſoient en fiefs, arriere-fiefs, ou domaines, ou autres quelconques, en tant que leſdits appartenances ou appendences mouvent & doivent mouvoir, ſont & doivent eſtre tenus de l'Egliſe de Liege; de l'authorité, conſent & conſeil deſdicts Comtes de Gueldres & Juliers, en tant comme il touche & peut toucher à chaſcun d'eux. Et le deſaiſiſſement de ladicte Advoüerie ſe fit lors par ladicte Damoiſelle, eagee de treiſe ans, aſiſtee de Meſſire *Gerard de la Marche Sire de Radichem* Chevalier Oncle audict Eveſque au proufict dudict Comte de Flandres en preſence des hommes de fief dudict Eveſque & de l'Egliſe de Liege Meſſire *Jean de Haynaut Sire de Beaumont*, *Monſeur Gerard de Grandpré Seigneur*

de

ANS de J. C. 1333. *de Houſaliſe Couſin dudit Eveſque, Conrard de la Marche Seigneur de Hueerde ſon frere, Jean de Balleul Sire de Moriames & de Condé, Robert ſon Frere, Baudewin Seigneur de Praet, Joan Seigneur de Giſtelle, Guillaume dict Blocx de Steelant, Gui de Flandres Frere au Comte, Jean de . . . Godefroy de . . .* Chevaliers, avec venerables hommes *Engueran de Fieffes, Levold de Northoff, Joan Gillard, Jean Vaſtile de Caſſel Chanoines de Liege, Remer de Gore Chanoine de Cologne, Vaſtre de Walcourt . . . de l'Egliſe de noſtre Dame de Treche, Gille le Clocquier, Jacomin le Hourier, Henry le Florit, Gerard Lule, Huart Ardain, Colard du Parroy,* &c. Faict à Oſſchen en Condrois Dioceſe de Liege l'an M. CCC. XXXIII. le XV. de Decembre.

CCLXI.

ANS de J. C. 1333. BRABANT ET JULIERS contre MALINES. *Déclaration de* LOUIS *Comte de Flandre, qu'il reparera toutes les pertes, que pourroient faire* RENAULD *Comte de Gueldre, &* GUILLAUME *Comte de Juliers dans le ſecours qu'ils promettent de lui fournir contre la Ville de* MALINES. *Fait à Valenciennes, l'an* 1333. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 165.

NOs LUDUICUS *Comes Flandrenſis, Nivernenſis, Regiſtenſis ac Dominus* MECHLINIENSIS recognoſcimus & notum eſſe volumus univerſis, quòd ſpectabilcs Domini REYNALDUS *Gelrenſis ac* WILHELMUS *Juliacenſes Comites* tanquam dilecti noſtri conſanguinei & amici, ſe nobis contra Oppidum Mechlinienſe & Oppidanos ejuſdem, ac univerſos eorundem auxiliares, complices & fautores habitos & habendos, ſingularibus confœderationibus alligarint, perditionì ſuorum bonorum intra diſtrictus & limites Ducatus Brabantiæ & in confinio dicti Ducatus ab iſta parte Moſæ exſtantium non parcendo. Nos ſemper volentes in quantum decet ratione amicitiæ quam in ipſis invenimus, ipſorum incommoda præcavere, conſtituimus ordinamus ac voluntate ſpontaneâ conſentimus, quòd ſi contingat dictos Comites conjunctim vel diviſim, *Margaretam* natam dicti Comitis Gelrenſis, Dominam *Eliſabetham Comitiſſam Juliacenſem* dicti Comitis Juliacenſis genitricem, in aliquibus eorum vel earum alterius bonis, rebus, hominibus ſive juribus intra dicti Ducatus limites ſeu in dicto confinio, nunc vel tunc exſtantibus, occaſione guerræ noſtræ Mechlinienſis, ſeu dictæ alligationis nobiſcum factæ aliqua damna pati, nos damna hujuſmodi qui ea ſuſtinuerunt vel hæredibus eorum reſtituemus, reſtaurabimus & reſundemus omnino, ſecundùm ordinationem, decretum & arbitrium Nobilium virorum conſanguineorum noſtrorum dilectorum Dominorum Joannis de Hannonia Domini de Bellemonte, ac Henrici de Flandria Comitis Lodenſis, &c. Datum in Valencenis anno Domini M. CCC. XXXIII.

CCLXII.

ANS de J. C. 1334. BOHE-ME, COLOGNE, LIEGE, FLANDRE, HAINAULT, GUELDRE, JULIERS, SOISSONS, LOS, ZELANDE, NAMUR, ET BRABANT. *Traité de Paix fait par l'entremiſe de Philippe de Valois Roi de France entre* JEAN *Roi de Bohême,* WALERAN *Archevêque de Cologne,* ADOLPHE *Evêque de Liége,* LOUIS *Comte de Flandre,* GUILLAUME *Comte de Hainault,* RENAUD *Comte de Guelдre,* GUILLAUME *Comte de Juliers,* JEAN DE HAINAULT *Comte de Soiſſons,* LOUIS *Comte de Los,* GUILLAUME DE HAINAULT *Comte de Zélande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *Frére dudit Comte & leurs Adhérans, d'une part, &* JEAN *Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens, le 27. d'Août* 1334. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 166.

PHilippe par la grace de Dieu Roy de France nommé & eſleu juge, traicteur & amiable compoſiteur, entre hauts hommes nos chiers & bien ames amis & feaux Couſins JEAN *Roy de Boeme,* WALLERAN *Archeveſque de Cologne du Saint Empire par Italie Archichancellier,* ADOLF *Eveſque de Liege,* LUIS *Comte de Flandres, Nevers & Reteſt,* GUILLAUME *Comte de Haynaut & d'Hollande,* RENAUD *Comte de Gueldres & de Sutphen,* GUILLAUME *Comte de Juliers,* JEAN DE HAYNAUT *Comte de Soiſſons & Sire de Beaumont,* LUIS *Comte de Los & de Chiney,* GUILLAUME DE HAYNAUT *Comte de Selande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *Frere dudit Comte de Namur,* leurs Allies & aydans d'une part, & JEAN *Duc de Lotharing, de Brabant & de Limbourg* ſes Allies Adherents & aydants d'autre part, ſur touts les debats & diſcors meus entre leſdicts parties, par tout le temps paſſé juſques à jourd'huy, comme plus amplement eſt contenu au compromis ſur ce faict, & oſter toute matiere & cauſe de debat pour le temps avenir, pour le bien de paix l'amour & l'affection que nous avons à icelles parties, & enſemblement pour oſter tous empeſchemens par leſquels le ſaint voiage d'outremer que nous avons emprins pouroit eſtre retargé ou empeſché, lequel compromis nous avons receu & recevons en nous, & nous enchargons par vertu d'iceluy compromis & pouvoir a nous octroié & donné comme dict eſt. Du conſentement & volonté deſſuſdites parties ordonnons, prononchons & determinons en tant comme il peut toucher à chaſcune partie deſdits Alliés contre ledict Duc, & touts enſemble entant comme ils ſont confederés contre luy, & ſemblablement comme il peut toucher ledit Duc contre chaſcune partie & tout enſemble en la forme & la maniere que s'enſuit. Premierement quant à ce que peut toucher les alliances d'entre les ſuſdits Alliés, adherents & aydants d'une partie & ledit Duc d'autre, nous voulons, ordonnons & prononchons par noſtre ſentence diſinitive, que leſdites alliances ſoient annullées & pour nulles les prononchons & voulons & enjoignons auſdits confederés contre ledit Duc, ſoubs la peine deſſoubs eſcripte, que deſormais ne uſent de ladite alliance contre le dict Duc en nulle maniere que ce ſoit, contre les gens de ſa terre, ou ceux qui ſont ou ont eſté de l'aide dudit Duc, & ſemblablement voulons & ordonnons, que ledit Duc pour cauſe deſdites alliances ne puiſſe pourſuivre leſdits Alliés ne aucun d'iceux ou leurs Adherents, & par ainſi voulons, que toutes leſdites alliances ſoient

tenues

ANS de J. C. 1334.

tenues pour nulles & comme ſi onques mais riens n'en euſt eſté faict ny parlé. Item voulons & inioignons auſdits conſederés & alliés contre ledit Duc, & ſemblablement audit Duc, que d'oreſenavant ils ayent bon amour l'un vers l'autre, comme charité, bonne affection & affinité le requiert. Item nous voulons & ordonnons, que tous priſonniers prins tant d'une part que d'autre, ſoient tendus quittement & franſchement ſans nulle ranchon, en quel lieu qu'ils ſoient ou aient eſté tranſportés, paiant toutesfois tels deſpens raiſonnables comme ils aront faict en la priſon, ſans plus les demander. Item ſi aucun deſdits priſonniers tant d'une part que d'autre avoient promis & accordés aucunes ſommes ou quantites d'argent pour leur ranchon, leſquelles ſommes ou partie d'icelles ne fuſſent encor point paies du tout, de ce qui en eſt à paier nous les abſolvons & quittons, & voulons qu'ils en ſoient tenus quits & abſouls pour le temps avenir, ſans ce que nul leur en puiſſe faire demande, & ſemblablement abſolvons quittons & delivrons leurs pleiges ou gages ſi aucuns en avoient obliges pour ladite cauſe; enjoignons auſdis conſederés & alliés contre ledit Duc, & ſemblablement audit Duc, que toutes leſdites perſonnes & pleiges quelconque part ils ſoient deſſous leur pouvoir ou ailleurs, en quelconque lieu ou lieux tranſportés par eux ou aucun d'eux ou par leurs ſubgets ou aucun de leurs ſubgets, ils delivrent, quittent & facent delivrer & quitter, eux & leurs pleiges ou leurs gages en la maniere que nous les avons delivré comme deſſuſdit. Item nous voulons & ordonnons, que touts ceux qui pour cauſe de ladite guerre, commotion & alliances deſſuſdites ont rendu & quitté leurs hommages à leur Segneur ou Segneurs de qui ils tenoient, pour aider l'adverſe partie tant d'une part que d'autre, puiſſent retourner au leur & à tours leurs biens giſants ſoubs leur dit Segneur ou Segneurs, & puiſſent uſer & joüir en la maniere qu'ils faiſoyent avant ladite guerre; par telle maniere qu'ils refacent nouveaux hommages à leurs Segneurs ainſi comme devant. Item ſi aucuns biens deſdits priſonniers ou aultres qui ne ſeroient ou ſeroient eſté priſonniers tant d'une part comme d'autte, auroient eſté vendus du Segneur ou Segneurs qui prins & vendus auroient, deſquels biens les termes ne ſeroient encor au jour de la date de ceſte preſente ordonnance; nous voulons, ordonnons & determinons qu'iceux ſoient rendus, quittés & delivrés auſdits priſonniers ou autres, nonobſtant vente, alienation ou obligations faictes au contraite comme dit eſt; & pour oſter toute doute, voulons & declarons que bles, ſoiel & autres fruicts cueillez & levés mis en granges ou en ſauveté, ſoient & demeurent à ceux qui les auront faict cueuller, levér, & mettre à ſauveté. Item nous voulons & ordonnons & par noſtre ſentence determinons, que toutes les ranchons de villes tant d'une part que d'autte, leſquels ne ſont pas encor paies ſuient quites & mis à neant, les pleiges ou gages pour ce donnés & obligés ſoient quites & delivrés, jaçoit ce que aucun deſdits ranchons encores à paier comme dict eſt euſt eſté tranſporté ou cedé en perſonne d'autruy. Item nous voulons & ordonnons, que toutes les choſes qui ont eſté faites, ordonnés & traictés par nos meſſagiers ou commiſſaires envoiés à Cambray de par nous, ceſt aſſavoir *l'Eveſque de Theronane*, *l'Abbé de S. Nicaiſe à Reyms*, *l'Archidiacre de Tournay*, Anſel Segneur *de Jouville*, *Mathieu de Trie noſtre Mareſchal Henry de Piquigny*, Guy Turpin *& Michiel de Recourt* nos ames & feaux conſeilliers entre leſdits alliés d'une part, & ledit Due & ſes gens, en la maniere qu'il appert par lettres ſellées des ſeaux deſdites & de nos meſſagiers & commiſſaires deſſuſdits, ſoient gardés & tenus entierement deſdites parties & chaſcune d'icelles, ſans venir encontre par nulles voies quelles ſoient, ſoubs peine cy deſſoubs eſcripte, deſquelles ordonnances traictes à Cambray le teneur s'enſuit de mot à mot.

Accordé eſt entre le *Duc de Brabant* d'une part, le *Comte de Gelre* d'autre part, que le Comte de Gelre, ſe fille & leurs hoirs devent joüir de leurs biens & heritages en Brabant ſans empeſchement du Duc de Brabant ou des ſiens, auſſi franchement comme les Segneurs de Malines les ſouloient joüir anchienement. Item la Bourgoiſie de la Chappelle eſt, ſerat & demeurerat heritablement annullee, entant comme il touche au Duc & au Comte, ſe fille & leurs hoirs. Item les anciennes Bourgeoiſies des bonnes franches villes de Brabant demeureront en leur vertu, par ainſi que les Bourgeois demeurants & habitans deſdites bonnes villes aient à joüir de leurs Bourgeoiſies; leurs heritages giſants deſſous ledict Comte, ſe fille ou de leurs hoirs demeureront ſoubs la ſubjection du Segneur, ſelon couſtume, droict & uſage du lieu ou les biens ſont ou ſeront, & ſi le Bourgeois des franches villes viennent dedans la juſtice ou Segneurie dudit Comte, de ſe fille ou de leurs hoirs & meſſi ſent en faict determiné & eſtoient prins preſentement, on doit faire illecques d'iceux Bourgeois droict & juſtice, ſelon le droict & ſentence du lieu. Item de l'Advoüerie de *Herkenches de Meerwede*, ou ſera avoir au Comte un homme auſſi ſouffiſant comme celuy fut qui vendit au Duc ladite Advoüerie, & auſſi en ſouffiſt au Comte ſe il eſt trouvé qu'il ſoit du fief du Comte par enqueſte de deux de par le Due & deux de par le Comte, qui ſeront de la beſogne de Tyle & de Heuſden. Item de la ville *d'Eecheden* jureront pour le Comte Segneur *Gauthier de Bojchem* & Sire *Evert d'Ulf* Chevaliers du conſeil du Comte, que de meilleur droit on doit tenir ladite ville du Comte que du Due, & ainſi on tiendra la ville du Comte, & ſi les deux Chevaliers ou aucun d'eux pour loial enſoigne ny puiſſent entendre dans les Touſſaints, le Comte pourá de preſent en ordonner autres ſuffiſants de ſon conſeil ſans mal engien des ſix à ce denommés, & ce doivent ils faire à la Greve par devant bons teſmoins dignes de foy, & par ainſi on at vers le Comte faict ſon debvoir, ſe il ſoit ainſi que le Duc ne voulliſt envoier ſes gens pour oüir faire les ſerments de ces Chevaliers à certain jour dedans le terme deſſuſdit. Item du quart point eſt ordonné & accordé, que le Duc ſerat apporter à la journe d'Amiens les lettres originaux dont il voudrá temonſtrer que le Comte doit eſtre en ſon hommage des Seigneuries de *Herpen*, *de Megem*, *de Meerbant*, *de Gerdoren* & de la juſtice que le Segneur de *Bochſtel* tient du Comte & de tous autres juſtices qu'on tient du Comte, ou il y ſera apporter les copies des originaux ſoubs ſeel authentique, & ſe les originaux ne ſont apportés, le Due ſerá apporter & monſtrer à la Greve leſdits originaux dedans les trois ſemaines prochains audit Comte ou à ſon conſeil à ce ordonné apres le departement d'Amiens, & entant comme il apparra par leſdites lettres originaux que ledit Comte en devra hommage au Duc, le Comte luy fera, par ainſi que le Duc doit avoir illecques telle ſouverainité, comme il at aux autres fiefs que le Comte tient du Due ſe aucuns en tient, & ſi ledit Comte ne tient nul autre fief du Duc, ſe aura le Duc telle ſouverainité auſdits fiefs, comme les aultres Segneurs du Comte ont es fiefs qu'il tient d'eux, & demoura le Comte en paiſible poſſeſſion deſdits biens, juſques à tant que leſdits originaux ſoient monſtrés comme dict eſt, & ſe le Duc ne monſtre ou faict monſtrer leſdits originaux dedans les trois ſepmaines que dit eſt apres le departement d'Amiens, ſi demeureront les Segneuries deſſuſdites & leurs appartenances audit Comte, & ne devra hommage au Duc pour leſdits biens. Item de la Ville de *Houlten* ſeront maintenant nommés deux hommes de par le Duc, & deux hommes de par le Comte, qui s'informeront & diront par leurs ſerments dedans les Tous-ſaincts ſi ladicte ville appartient de droict audit Duc ou audit Comte, & ſi elle appartient au Duc elle demeurera au Duc ſans eſtimation,

ANS de J.C. 1334.

mation, & ſi elle appartient au Comte elle ſera eſtimee en deniers pour le Cumte avec l'autre terre & Segneurie de *Heuſden* que le Comte y tient, & ſe les quatre ne peuvent accorder, le Duc & le Comte ordonneront un bon ſouverain moien qui dira par ſon ſerment auquel de ces deux ſerat ladite ville appartenante de droit, & ne durera le pouvoir des quatre que juſques à la Touſſaints, & le pouvoir du ſouverain que juſques à Noel, & ledit ſouverain ſera nommé à Amiens, & en celle meſme maniere auront les quatre & le ſouverain pouvoir, d'ordonner ſelon droit les departements & des jonctions des Segneuries d'entre le Duc & le Comte, & jurera le ſouverain de donner & mettre la choſe à fin dedans Noel, & s'il mouroit on prendra un aultre qui aura ſemblable pouvoir, qui ſeront nommés à Amiens. Item de la ville de *Bardewijck*, ſi le Segneur de *Cranendonck*, Segneur *Jean de Roncourt*, Segneur *Jean de Helbec* & Segneur *Thiery de Walcourt* Chevaliers jurent pour le Due, que ladite ville ſoit de meilleur droit au Duc que au Comte, elle demoura au Duc franchement ſans eſtimation comme dit eſt de Hulten, & ce doivent ils faire dedans Touſſains prochain, & s'ils ne jurent elle ſerat eſtimee pour le Comte eumme dit eſt de Hulten, & quand ils devront jurer ils le feront ſavoir audit Comte, ou à ceux qui ſeront de par luy au pais huict jours devant, & ce doit eſtre faict à la Greve, & ſi le Comte ny envoie ſes amis pour ouir le ſerment, donc pourront ils jurer en la preſence de bons teſmoins dignes de foy, & s'il y avoit aucun des quatre qui euſt loial enſoigne de maladie ou de priſon, le Comte de Gelre deſia ou à Amiens en nommera quatre, deſquels quatre le Duc envoiera un ou deux ſelon l'enſoigne qoe les premiers quatre auront. Item du tiers de vingt mil toiaux d'or paiés par le Comte au Duc pour le Segneur de *Fauquemont*, teſmoigneront le Segneur de *Kuck*, & le Prevoſt de Waſſemberge à Amiens devant le Roy ce qu'ils en ſcavent, & la reſtitution qui en ſera faicte, ſera faicte dedans Noel. Item le Due devantdit doit à Amiens devant le Roy noſtre Segneur heriter par voie deſchange ledit Comte & ſes hoirs des villes de *Thielt*, *Santwijck & Herwerden* & de toutes leurs appartenances, & ledit Comte doit adheriter ledit Duc & ſes hoirs auſſi par voie deſchange devant le Roy de la terre & Segneurie de *Heuſden*, que luy eſt eſcheüe de la mort de *Jean de Heuſden* & des appartenances, par telle condition que deux hommes de par le Duc & deux hommes de par le Comte leſquels s'enfurmeront & regarderont par leurs ſermens la valeur des biens d'une part & d'autre, & celuy des deux Segneurs qui aura eu les meilleurs biens ſerat recompenſation & amendement à l'autre en deniers ſelon l'ordonnance des quatre qui ſeront nommés, à payer au terme qu'ils diront, & ſe les quatre ne ſe peuvent accorder, le Due & le Comte prendroot ſouverain en ce cas, & l'ordonnance du ſouverain ſera tenue d'une part & d'autre, & tous ſeront nommés à Amiens, & le pouvoir des quatre doit durer juſques Touſſain, & du ſouverain juſques à Chandeler prochain, & nullement ne ſe poura le ſouverain excuſer qu'il ne die ſon dit dedans ledit Chandeler prochain, & celoy qui paierat la recompenſation en deniers par ledict du ſouverain, le doit paier ces prochaines Paſques ſans contredit, & en ſera bonne ſeurté ſouffiſante. Item tous les lettres que le Duc at des anteceſſeurs du Comte faiſans mention d'alliances ou de ſervices, ſeront portés à Amiens en la main du Roy de France noſtre Sire, du Roy de Boeme & du Comte de Haynaut, & l'ordonnance qu'ils ſeront ſerat tenue d'une part & d'autre. Item le Duc donra ſa fille maiſnee ao fils dudit Comte pour femme & eſpouſe, & donra le Duc avec ſa fille au fils dudit Comte pour cauſe de mariage & deſpouſailles, entre la ſomme de quatre vingt mil & ſoixante mil livres, le gros tournois viels compté ou à compter pour ſeiſe deniers, telle ſomme comme le Roy de France noſtre Segneur le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut voudront adviſer & ordonner à Amiens, & d'icelle ſomme que les ſuſdits Roys appellé avec eux le Comte de Haynault aviſeront ou ordonneront, le Doc payera à l'ordonnance du Roy en deniers comptans la moitie, & l'autre moitie quand le mariage ſerat faict & conſommé, & ſi ledit mariage ſe deffait par la mort de l'uo des enfants (lequel mariage ne ſe peut ne ſe doit defaire nullement ſors que par la mort de l'un des enfans) ledit Comte doit rendre audit Duc ou à ſes hoirs la moitie des deniers qu'il avoit eu pour cauſe dudit mariage en deux ans, & quand ledit mariage ſera parfaict, ledict Comte ſerat certain aſſignement en ſon heritage pour tous les deniers pour les deux enfants & leurs hoirs, à compter à des lors & à aſſigner pour dix deniers un denier heritablement, & ledit Comté donnera le manoir de Sutphen avec ſa cloſture ſans priſer à ſon fils, & toute la Comté de *Sutphene* par de la l'Iſele, ainſi comme icelle depart ladite Comté, de la *Veluwe*, horſmis le tollieu de *Lobbede*, pour douſe mil livres de terre par an dudit paiement, & ſi ladite Comté ne vault tant par an, ledit Comte le doit bien parfaire tout en autres bonnes rentes ſans mal engin, & ſe le Comte devantdit failloit avant que ſon dit fils, ſon fils demeurerá Comte de Gelre & de Sutphen, ſauf à la Comteſſe que maintenant eſt ſon douwaire; mais ſi ledit fils dudit Comte avoit ou euſt autres freres ou ſeurs un ou pluſieurs de pere & de mere de luy, il devra faire parchon raiſonnable de ſon heritage, ſelon le conſeil de ſes amis & l'uſage du pais, mais ſi ledit fil mouroit avant ledit Comte & euſt enfans maſles, ceux enfans maſles auront ladite Comté de Sutphene par de la l'Iſle & la perfection de douſe mil livres de terre deſſuſdits, & avec ce le tollieu de Lobbede heritablement, & tout ce tiendroit en foy & hommage & à touſjours des Comtes de Geldres qui ſeront ponr le temps, mais ſi ledit fils avoit eofans non maſles, ces enfans non maſles auroient tant ſeulement les rentes & revenus de ladite Comté de Sutphen par dela l'Iſele, ſauf au Comte de Geldres pour le temps & à ſes hoirs ledit tollieu de Lobbede & la Segneurie & la Juſtice de ladicte Comté de Sutphen, leſquels rentes & revenus les hoirs non maſles tiendroient auſſi en fief & hommage des Comtes de Geldres qui ſeront pour le temps; & la fille dudit Duc aura pour ſon doüaire huit mil livres de terre dudit paiement, bien aſſignés aux us & aux couſtumes du païs, & pour l'amour des Segneurs le Roy noſtre Sire ſerat avoir de noſtre ſainct Pere le Pape telle diſpenſation pour les enfans qu'il appartiendra. Item du *Segneur de Heinsberge* eſt accordé, que le Duc luy payera toutes les debtes que ledit Segneur de Heinsberge pourrá monſtrer dedans noſtre Dame prochain, & ſon paiement luy ſerat fait dedans le S. Remy, car les termes ſont longuement paſſés du paiement, ſi le Due ne peut monſtrer paiement par confeſſion de parties, par lettres ou par teſmoins. Item de l'article du Segneur de Heinsberge eſt accordé, que par le commun aſſentement du Ducq & du Segneur de Heinsberge ſe prendra huict hommes, qui ſeront hommes deſdites parties au plus pres de Rode, & ordonneront des terres de *Rode & Heinsberge*, & s'enformeront de combien ſa juſtice & Segneurie luy eſt retrainte & appetichie, & de tant comme ils trouveront ſerat rendu au Segneur de Heinsberg le ſien, & en ceſte meſme maniere ſerat il fait pour le Duc, & tout ce ſe fera dedens le ſaint Remy, & à la monition du Segneur de Heinsberge envoiera le Duc aucun de par luy pour veoir les preuves, & s'il y avoit aucuns des huict qui ny peuſſent entendre, l'on en prendra d'autres voiſins dignes de foy & de bonne nation en lieu de celuy ou de ceux qui ſeront empeſchés, & s'enformeront en la meilleure maniere que faire ſe pourra, & tiendront les parties ce que les huict ou la gragneur partie d'iceux rapporteront eſtre droit par leurs ſerments.

ANS de J.C. 1334.

ANS de J. C. 1334.

ments. Item Monſieur *Jean de Fauquemont* doit r'avoir *Herpen* & la Segneurie de Herpen & la terre, avec toutes leurs appartenances entierement & ſi paiſiblement comme il la ſouloit tenir avant que guerre fut. Item accordé eſt que le Comte de Gueldres ſa fille & leurs hoirs leurs hommes & leurs aydans d'une part & d'autre tant du Duc comme du Comte, ſeront remis en paiſible poſſeſſion de leurs biens, & que des maintenant en avant nulle des parties empirera, changera ou grevera les biens de l'autre partie du jour à des l'eſchange de Thielt, Sandwijck & Herwerden & de la terre de Heuſden & des appartenances des lieux deſſuſdits, ainſi comme mention eſt faict pardevant en ſa force & vertu ſans mal engin. Item eſt aſſavoir, que toutes les choſes deſſuſdites plaiſent au Comte, entant que tous les autres alliés s'accordent, par ainſi que bonne ſeurté ſuffiſanre luy ſoit faicte, que tout luy ſerat bien & ſans deſaute tenu, parfait & accompli, & que ce meſme ſoit faict pour le Duc. En teſmoing de la quelle choſe nous Duc & Comte deſſuſdits avons mis nos ſeaux à ces preſentes lettres, avec les ſeaux des meſſagiers du Roy de France noſtre Sire. Ce fut faict & donné à Cambray en la preſence deſdits meſſagiers le ſecond jour d'Aouſt l'an de grace M. CCC. XXXIV.

Item nous Roy de France deſſuſdit voulons, ordonnons & prononchons, une lettre de date d'environ paſſé ſix vingt & onſe ans & toutes autres lettres s'aucuns en y at contenantes alliances ou ſervices, de quoy le Duc peut & voulſiſt pourſuivir ou faire demande audit Comte, donnees du temps des predeceſſeurs des ſuſdits Duc & Comte, ſoyent de nulle valeur, & de certaine ſcience les caſſons & annullons, & caſſes & annulles eſtre voulons & de nul pouvoir pour tous jours, & voulons & ordonnons, que pour le temps paſſé par vertu d'icelles alliances ledit Duc ny ſes hoirs ne puiſſent faire demande audit Comte ou à ſes hoirs, & ſemblablement ledit Comte ou ſes hoirs audit Duc ou à ſes hoirs, & que ſi comme dit eſt pour le temps avenir leſdites lettres & alliances ſoient nulles, ſans ce que aucuns des parties en puiſſent faire demande l'un à l'autre par nulle voie quelle quelle ſoit, & jaçoit que leſdites alliances ayons du tout annullées, neantmoins nous voulons, ordonnons & prononcbons, que ledit Comte recognoiſſe tous les fiefs qu'il tient & doit tenir dudit Duc, ſi comme il poura monſtrer ſouffiſſamment audit Comte, à tenir de luy & faire les hommages ſi avant comme leſdits fiefs & beritages requierent, ſelon les uſances & couſtumes de lieux ou les biens giſſent: ſemblablement voulons & ordonnons, que le Comte par ſon ſerment & loiauté declare touts les fiefs qu'il tient dudit Duc comme il ſe recorde, & ce ſeront leſdites parties dedans ceſt Noel prochain. Item voulons & ordonnons, que tous les marchants & autres bonnes gens tant de Brabant comme de la Comté de Geldres puiſſent aller & venir de l'un païs en l'autre, uſer de leurs marchandiſes, paſſer & beſogner paiſiblement, aux uſages & aux couſtumes des païs deſſuſdits Duc & Comte. Item quant à ce que touche le debat de vingt mil roiaux d'or ou pour chaſcun roial quinſe viefs gros par deſſus la ſomme de ſoixante mil roiaux d'or que le Duc a promis au Comte en faiſant le mariage de leurs enfants, voulons & ordonnons avec le conſeil de nos chers & bien ames couſins & freres le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut, que ledit Duc des vingt mil roiaux paiera dix mil, avec la ſomme de ſoixante mil roiaux audict Comte & aux hommes qui s'enſuivent; premierement ledit Duc delivrera ledit Comte envers *Simon de Haele* & ſes compagnons de douze mil roiaux dedans la feſte de S. Michiel prochain à venir, ou ſerat tant que ledit Simon ſe tiendrat pour content & bien paié, en telle maniere que les joiaux dudit Comte obligés audit Simon pour leſdits deniers, ſoient rendus audit Comte quittement & franchement devant ladite feſte de S. Michiel, & ſi toute ladite ſomme n'eſtoit deüe audit Simon ne à ſes compagnons, nous voulons & ordonnons, que tout ce que demeurera pardeſſus le paiement fait & accompli, ſoit paié audit Comte en deux termes enſuivants, onſe mil & cincq cens roiaux à Paſques prochain enſuivant apres ladicte feſte de ſaint Michiel, & onſe mil cincq cents roiaux au Noel prochain enſuivant apres ledit Paſques, & l'autre moitié de toute ladite ſomme ledit Duc paiera audit Comte ou à ſon dit fils, quand le mariage de leurs dits enfants ſerat conſommé dedans l'annee, puis que le mariage ſera accompli, & voulons & ordonnons, que leſdits enfants ſoient mis enſemble par mariage quant ils auront eage que droict requiert, ſi voulons & ordonnons, que s'il advenoit que Dieu ne veuille, que leſdits enfants ou l'un d'iceux treſpaſſaſt avant que ledit mariage fut conſommé, que ledit Comte ſoit tenu à rendre toute ladite moitie ou ce qu'il aura receu d'icelle comme dit eſt audit Duc ou à ſes hoirs aux termes qui s'enſuivent; ceſt aſſavoir la moitie d'icelle ſomme qu'il aura receu dedans l'an apres la mort de ſdits enfants ou de l'un d'iceux, & l'autre partie de ladite ſomme dedans le ſecond an prochain enſuivant, & ſe il advenoit qu'apres le mariage conſommé leſdeſſuſdits fils du Comte & fille du Duc mouruſſent ſans laiſſer hoirs de leurs corps, toute la ſomme qui ſera donnee avec la fille dudit Duc par mariage au fils dudit Comte, ſera rendue audit Duc ou à ſes hoirs par le ſuſdit Comte ou ſes hoirs, aſſavoir la moitie dedans la premiere annee apres leur mort, & l'autre moitie dedans la ſeconde annee enſuivante, & ſe puis le mariage conſommé la fille dudit Duc mourut ſans hoirs comme dit eſt, toute la ſomme donnee par mariage avec luy demeurera au fils dudit Comte tant qu'il vivra, & apres ſon deces ſera rendue ladite ſomme audit Duc ou à ſes hoirs auſdits termes ſi comme dit eſt, mais ſi le fils dudit Comte mouroit puis ledit mariage conſommé ſans avoir hoir de ladite fille dudit Duc, elle auroit touts les biens donnes avec luy par mariage tant en deniers comme rerres, & avec leſdits biens ſon doüaire de huict mil roiaux d'or par an expreſſé en la court de Cambray, & de ce faire & accomplir donnera pleiges ledit Comte le Roy de France & le Comte de Haynaut & avec ce obligera cincq ou ſix de ſes honnes villes, & ſemblablement ledit Duc doit aſſigner & aſſeurer ledit Comte & ſon fils dudit mariage & des conventions & conditions d'iceluy, & de tenir & de parfaire ce loiaument en la maniere que pardevant nous & en noſtre preſence entre iceux *Raynaud* aiſné fils dudit Comte & *Marie* fille dudit Duc ledit mariage ou traicté eſt accordé, eſpecialement par une lettre ouverte pendant ſeellée du grand ſeel dudit Duc, de laquelle le teneur s'enſuit.

JEAN par la grace de Dieu Duc de Lothier, de Brabant & de Lymbourg à tous ceux qui ces preſentes lettres verront ſalut & cognoiſſance de verité. Comme entre nous, nous aydans & allies d'une part, & noſtre aymé couſin le Comte de Gueldres, ſes aydants & allies d'autre part guerre ou controverſies ou rancours d'inimitie ayent eſté du temps paſſé, & comma le tres-Excellent Prince le Roy de France noſtre Sire pour oſter tous diſcors d'entre nous d'une part & d'autre, & pour pais, accord & bon amour nourir & accroiſtre entre nous, nos pays, nos gens & ſubgets d'une part, & noſtre deſſuſdit couſin le Comte, ſon pais, ſes gens & ſubgets d'autre, ait par lui & par ſon conſeil du conſentement de nous & de noſtre dit couſin le Comte, parmy l'accord & le conſeil de nos conſaulx & amis d'une part & d'autre traité, ordonné & accordé certain mariage à faire entre *Renaud* aiſné fils dudit Comte & noſtre maiſnee fille *Marie*, nous par vertu du traicté, ordonnance & accordance dudit mes Sire le Roy & de ſon conſeil, de noſtre certaine ſcience leur conſentons, aggreons & confirmons le mariage deſſuſdit pour nous & noſtre dite fille, en toute la forme & condition qu'il en ont eſté traités, accor-

ANS de J. C. 1314.

dés & ordonnés à Cambray, & par ce qne nous voulons & il appert que toutes les convenances dudit mariage ſoient bien & loiaument tenues de nous & noſtre dite fille au Comte deſſuſdits & à ſon fils, nous pour aſſeurance & en lieu de ſeurté avons obligé & obligeons de noſtre gré & de noſtre bonne volouté, nous & tous noſtre biens meubles & non meubles preſents & avenir, & avec ce comme ſouverain Segneur par vertu de la puiſſance de noſtre ſouveraineté, nous avons obligé & obligeons tous nos pays, tous nos terres, toutes nos bonnes villes & autres qu'elles qu'elles ſoient, & tous nos gens & tous nos ſubgets de quelconque eſtat ou condition qu'ils ſoient ou puiſſent eſtre, en tous leurs biens meubles & non meubles preſens & avenir, par ainſi, que ſi nous ou nos ſucceſſeurs Ducs de Brabant fuiſſions ou fuſſent en defaut de parfaire ou d'accomplir le mariage deſſuſdit, & les conditions d'iceluy en tout ou en partie, que ja nadveigne, que noſtre dit couſin le Comte par luy ou les ſiens puiſſe & doive, pourá & devrá ou pourront & devront arreſter, prendre & tenir les biens de nous, & les corps & biens de touts nos pays & de toutes nos bonnes villes & des autres, & de tous nos gens, & de tous nos ſubgets de quelconque condition qu'ils ſoient ou ſeront, juſque à plaine ſatisfaction tant du principal que des dommages & intereſts que ledit Comte en auroit, deſquels ſes hoirs ayants cauſe de luy ſera ou ſeront creux par leur ſimple parolle ſans autre promis faire en bonne foy & loiauté ſans malengin, & ce pourra ou pourront faire ledit Comte ou ſes hoirs ayants cauſe de luy tant en France qu'en touts autres pays & lieux ou franchiſes, ſans avoir encourir l'offence ou malevolence de nous ou des noſtres, non obſtant graces, privileges, libertés ou franchiſes de quelconque conditions qu'ils ſoient, de nous ou nos anteceſſeurs ou aucun autres Segneurs donnés ou à donner à nos ſubgets, bonnes villes & autres, ou aucun d'iceux ou d'icelles; & encor pour plus grande ſeurté nous avons de certaine ſcience & de noſtre bonne volonté en la preſence dudit Roy noſtre Sire voulu, octroié & accordé, voulons, octroions & accordons, qu'en cas que nous ou nos ſucceſſeurs ſuſſiens en defaute de tout ou en partie de parfaire, de tenir & accomplir le deſſuſdit mariage & toutes les convenances d'iceluy de point en point ainſi que ces preſentes lettres le contienent, que ledit noſtre Sire à la monition & ſupplication dudit Comte ou ſes hoirs & ſucceſſeurs, puiſſe & doive & ſoit tenu de faire execution de nos biens, & des corps & des biens de nos gens & ſubgets, tant de nos bonnes villes comme d'autres, & faire paiement audit Comte ou à ſes hoirs dudit mariage, & des conditions d'iceluy, & de tous couſts, frais, miſes, dommages & intereſts, que ledit Comte ou ſes hoirs auroit ou auroient ſoufferts ou ſouſtenus en aucune maniere, par la defaute de nous ou de noſtre paiement, deſquels couſts, frais miſes & intereſts, ils ſeroient ou ſeront creux par leur ſimple paiolle comme deſſus dict eſt, & s'il avenoit, que ja n'adveigne, qu'entre nous & noſtre dit couſin le Comte de Gueldres guerre ſe meuſt au temps avenir ou autres debats, ce ne doit pas porter de prejudice ou empeſchement au deſſuſdit mariage ne aux convenances & payement d'iceluy, mais avons voulu & accordé, voulons & accordons, que nonobſtant ladite guerre ou tout autre debat ledit mariage & toutes les convenances deſſuſdits ſoient parfaites & accomplies, ainſi comme ſe leſdites guerres ou debars n'euſſent eſté. Item voulons & accordons, que le Comte deſſuſdit & ſes hoirs puiſſent donner ſur nous, nos gens, nos ſubgets, nos boones villes, nos terres, nos païs à quelquonque Segneur qu'il leur plaira, le cinquieſme denier de toute la ſomme deſſuſdite ſans amendrir le principal, pour contraindre nous & les noſtres de tenir, parfaire & accomplir toutes les convenances dudit mariage entierement ſans deffaute, & pour rendre & paier audit Comte & à ſes hoirs touts couſts, fraix & dommages qu'il par la faute de nous ou noſtre paiement auroit ou auroient eus ou ſouſtenus en la maniere comme dit eſt pardevant, & quant à toutes les choſes deſſuſdites & à chaſcune d'icelles tenir & accomplir & non contrevenir en tout ou en partie, nous ſoubmettons nous, nos biens, nos bonnes villes, nos gens, tous nos ſubgets, & les biens d'iceux à l'execution & juriſdiction dudit Roy de France & de ſa court, & prorogons ſa juriſdiction & la juriſdiction de ſa court quant à ce, de certaine ſcience & bien informés & inſtruits de noſtre droir, ſans nul erreur inconvention & contrarieté, & voulons & expreſſement conſentons, que ledit noſtre Sire le Roy, ſa court ou ceux à qui il voudrá commettre, puiſſent contraindre nous & nos ſubgets par la prinſe de nos biens, & des biens & perſonnes de nos gens & ſubgets, tant des bonnes villes que d'autres, par voie de marke ou de repreſaille, ou par tout autre voye ou maniere de laquelle il ſera requis dudit Comte de Gueldres & de ſes ſucceſſeurs, ou autre ayant mandement ſur ce, ſe toſt comme nous fuſſions defaillans de faire & accomplir les choſes deſſuſdites ou aucunes d'icelles, ſans ce qu'il en convienne faire nouvelle requeſte ne ſemonce audit Due, & ſans garder ordre de droit par eſcrit canonique ou civil, ne ſtile de parlement, ne coſtume de pays, ne nulle autre ſolemnité, & non contreſtant tous privileges, franchiſes, libertés donnees ou octroiees dudit noſtre Sire le Roy ou ſes predeceſſeurs, ou à donner de luy & de ſes ſucceſſeurs à nons & à nos bonnes villes ou à nos autres gens & ſubgets, eſpecialement à iceluy privilege par lequel nos bonnes villes & ſubgets ont quarante jours de wydage ou environ apres toute marcke ou deffence ou areſt donné contre eux ou pour eux au Roiaume de France, auſquelles privileges tous & à chacun d'iceux, nous pour nous & pour nos bonnes villes & ſubgets renonchons de noſtre bon gré & volonté, bien certifiés & informés de noſtre droir, & promettrons, que jamais de ces privileges ne aucun d'iceux nous ne nos bonnes villes, gens ou ſubgets nous aiderons ou uſerons contre les choſes ſuſdites ou aueunes d'icelles, & ſe prions & requerons noſtre dit Sire le Roy, que toutes les privileges deſſuſdites, toutes couſtumes & ſtiles par leſquels nous pourrions venir encontre à les choſes deſſuſdites ou aucunes d'icelles pouroit eſtre empeſché, il veüille oſter de tout quant à ce, de certaine ſcience & de ſon bon plaiſir & pouvoir roial. Et toutes les choſes deſſuſdites & chaſcune d'icelles garder, tenir & aceomplir & n'en contrevenir en tout ou en partie, nous promettons par la foy de nos corps & par noſtre ſerment touchant aux ſaintes Evangiles de Dieu: en teſmoignage des quelles choſes nous Duc deſſuſdit avons mis noſtre grand ſeel à ces preſentes lettres faictes & données à Amiens le XXV. d'Aouſt l'an MCCC. XXXIV.

ANS de J. C. 1314.

Leſquels accord & traité aians aggreables & eſtables, & iceux & toutes les choſes contenues en iceux traictés & accords & chaſcunes d'icelles ratifions & approuvons de certaine ſcience & de noſtre plain pouvoir roial, promettons pour nous & pour nos ſucceſſeurs, qu'au eas que ledit Duc ou ſes ſucceſſeurs, feront defaillans de faire & accomplir les choſes deſſuſdites ou aucunes d'icelles, nous iceluy Duc, ſes ſucceſſeurs, ſes bonnes villes, gens & ſubjects, à la requeſte dudit Comte & ſes ſucceſſeurs ou d'autre aiant mandement ſur ce, par voie d'execution & ſans plait contraindrons par tout noſtre Roiaume à accomplir & parfaire toutes les choſes deſſuſdites & chaſcune d'icelles de point en point, en la maniere qu'il eſt contenu audit accord & traicté & lettres ſur ce faictes, & rappellons & mettons à neant de certaine ſcience & de noſtre pouvoir roial touts privileges, franchiſes & libertés donnees ou à donner de nous ou de nos predeceſſeurs audict Duc, ſes predeceſſeurs, ſes bonnes villes,

ANS de J. C. 1334. villes, gens & ſubgets, & promettons pour nous & nos ſucceſſeurs, que d'oreſnavant nous ne donnerons nuls privileges, franchiſes ou libertés par leſquelles les choſes deſſuſdites ou aucunes d'icelles puiſſent eſtre empeſchés, deſtourbés ou retardés, & caſſons & mettons à neant quant en ce cas, toute coſtume de pays & ſtiles de Parlement privileges de foires de Champagne & de Brie & de touts autres lieux de noſtre Royaume, & mandons & commandons par la teneur de ces preſentes lettres à nos amés & feaux gens qui tiendront noſtre Parlemant, Maiſtres de noſtre Chambre de Comptes à Paris, & à nos amés Maiſtres de nos foires de Champagne & de Brie, & à tous nos Senéchaux, Baillis, Vicomtes, Prevoſts, & à tous nos autres Juſticiers, qui ſur ce ſeront requis de par ledict Comte ou de ſes ſucceſſeurs ou autres ayants mandement ſur ce, que ledit Duc, ſes ſucceſſeurs, ſes bonnes villes & ſubgets contraindent, laiſſent & aydent à contraindre en la maniere qu'audict accord eſt traicté & contenu, ſans attendre aultre mandement de nous ou de noſtre court, & que pour oulle cauſe qu'elle elle ſoit ou eſtre pouroit, l'argent que ledit Comte ou ſes ſucceſſeurs ou que nous ou nos gens luy auroient faict delivrer pour la cauſe ſuſdite n'arreſtent ne empeſchent, ne laiſſent empeſcher ou arreſter, ains les aydent à conduire hors de noſtre Roiaume en ſauſconduit & lieu ſeur, & porter audit Comte ou à ſes ſucceſſeurs ou à leurs gens, toute ayde pour le traire de noſtre Roiaume franchement & quittement ſans nul empeſchement. Item voulons & ordonnons, que ledict mariage traicté comme dit eſt ne puiſſe eſtre departi en nulle maniere, fors que tantſeulement pour cauſe & avanture de mort comme dict eſt en l'eſcript de Cambray. Item du tiers de vingt mil roiaux d'or paiés par ledict Comte pour le *Seigneur de Fanquemont*, voulons & ordonnons en la maniere que deſſus eſt contenu. Item voulons & ordonnons, que ledict Due & ſes hoirs ferat ou feront audict Comte touts les paiements des ſuſdites ſommes de deniers en la Ville de Boiſteduc, & d'icelle Ville ſerat conduire ledict Duc ſi ſouvent que il ſerat les paiements oultre la Riviere de la Meuſe ſauvement avec les gens dudict Comte portants leſdicts deniers juſques à la rerre de la Comté de Gueldres à coſté devers la Ville de Nimmegen pour ledict Comte & ſes hoirs. Item voulons & ordonnons, que ledit Duc adherire ledit Comte de Gueldres perpetuellement pour luy, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs ou ayants cauſe de luy, de la Ville de Thiele, de Santwijck & de Herwerde & des appartenances d'icelles, & que il cede & tranſporte deſmaintenant audit Comte tout le droict qu'il a ou poura avoir eſdites Villes & appartenances d'icelles, & luy rendre tous les lettres qu'il at touchant le droict & poſſeſſion deſdites Villes ou de leurs appartenances; & ſemblablement voulons & ordonnons, que ledict Comte de Gueldres herite & mette en poſſeſſion pour luy & pour ſes hoirs ou autres ayants cauſe de luy le Duc de la terre de Heuſden & des appartenances d'icelles, & des maintenant cede & tranſporte audict Duc pour luy & pour ſes hoirs tout le droit qu'il at ou peut avoir en ladire terre & appartenances d'icelle, & toutes Lettres qu'il a touchants leſdits heritages tant qu'en droit qu'en poſſeſſion, & ſeront faictes leſdites heritances, ceſſions & tranſlations par telles manieres comme il eſt contenu en l'accord qui furent facts entre leſdites parties à Cambrsy, de quoy ceſte preſente Lettre faict mention, ſi comme il appert par les eſcriptures ſur ce faictes ſoubs les ſeaux de nos meſſagers envoyes à Cambray, & ſoubs les ſeaux deſdites parties: & avec ce voulons & ordonnons, que les deſſuſdits Duc & Comte garantiſſent & defendent l'un à l'autre toutes les villes & heritages deſſus nommés baillés & tranſportés de l'un à l'autre, juſques à un an & jour prochain enſuivant depuis le tranſport faict, par telle maniere que chaſcun deſdits Duc & Comte aura la cognoiſſance de la cauſe & des parties ou partie qui ſeroient ou ſeront demandes de l'heritage qu'il auroit baillé & tranſporté comme dict eſt & ſera dict, & s'il apperſoit par la fin du proces & ſentence ſur ce donnee que la partie demandante euſt droict en l'heritage, celluy des deſſuſdicts Duc & Comte qui par ladicte ſentence ſera tenu de rendre au demandeur ce qu'il aura baillé pour cauſe de tranſport comme dict eſt, adonques rendra & baillera autant vaillant à celuy à qui il auroit baillé, & auqu'el il apparoiſtra par la ſenrence qu'il ne luy peut ou poura garantir, & l'engardera de tous couſts & dommages. Item quant à ce qui touche le *Seigneur de Heimberge* ordonnons & prononchons, & par noſtre ſentence declarons en la maniere que s'enſuit, ceſt aſſavoir, que ledict Seigneur de Heinsberch doit avoir & tenir tout le temps de ſa vie la ville, la terre & la Seigneurie de *Waſſemberge* avec les hommes feaux, les hommes appellés Bourgmans, & les hommes nommés Dinſtmannen, & avec les rentes, revenues & juſtices hautes & baſſes & toutes les appartenances de ladicte ville, terre & Seigneurie deſſuſdicte riens excepté, franchement & ſans empeſchement dudict Duc de Brabant qui maintenant eſt & de ſes ſucceſſeurs les Ducs de Brabant qui ſeront vivant ledict Seigneur de Heinsberch, & apres la mort dudict Seigneur de Heinsberch, pourra ledict Duc ou ſes hoirs r'achapter les deſſuſdites villes, terre & Segneurie & toutes leſdictes appartenances, parmy la ſomme payant contenue es lettres d'obligation faictes des biens deſſuſdicts, & doit leſdicts hommes mener par loy & par droict. Item du tiers de vingt mil roiaux que ledict Comte de Gueldres avoit payé audict Duc pour le *Seigneur de Fanquemont* qui fu darrainement, parmy ſa rente baillant audict Duc que il avoit & tenoit en la Ville de Trecht ſur la Meuſe ou environ, ordonnons, voulons & prononchons, que leſdites rentes contournent & revengnent audict Comte & à ſes ſucceſſeurs heritablement, ainſi comme ledict Comte les ſoloit tenir avant qu'il les obligea au Duc pourtant du tiers de vingt mil roiaulx d'or deſſuſdicte, ſans y demeurer nul droict pour le Duc de tout, & y remettons ledict Comte pour luy & ſes ſucceſſeurs, & voulons que les lettres que ledict Comte en a donné audict Duc, luy ſoient rendues ſans dilay. Item prononchons & declarons, que combien qu'il ſoit eſcript & contenu en la vingt & troiſieſme ligne en contant de ce en deſſus, que nous caſſons & mettons à neant en ce cas les privileges, franchiſes, libertés & couſtumes de nos foires de Champagne & de Brie, que ce a eſté par erreur de l'eſcrivain, & qu'il n'eſt mie noſtre intente que leſdits privileges, franchiſes, libertés & couſtumes ſoient par ce oſtees & rappellees pour cauſe de ladicte eſcripture, ainchois voulons & declarons, qu'elles ſoient gardees & tenues tout ainſi comme s'il n'euſt eſté eſcript ou que mention n'en fu faicte, & ne voulons que leſdites parolles eſcriptes ſur ledict oſtement des privileges & couſtumes deſdictes foires ayant lieu ou valeur, là ou nous parlons en nos lettres pardeſſus les lettres dudict Duc neantmoins demeurent en leur force & vertu. Toutes ces choſes & chaſcune d'icelles nous de l'authorité & en vertu du compromis faict en nous deſdites parties, prononchons, diſons, ſententions, & enjoignons auſdites parties tenir & accomplir fermement & entierement, ſans jamais venir encontre, ſur la peine de leut ſoy & de leurs ſermens, de laquelle peine s'ils eſchient ils pouront eſtre pourſuivis en toutes cours d'Egliſe & ſeculiers, & que ce ſoit ferme choſe eſtable à tous jamais, nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes donnees à Amiens le XXVII. jour d'Aouſt l'an de grace M. CCC. XXXIV.

ANS de J. C. 1334.

ANS de J. C. 1334. HAYNAULT ET BRABANT.

CCLXIII.

Traité & Accord entre GUILLAUME *Comte de Hainault, &* JEAN *Duc de Brabant, fait l'an* 1334. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 174.

NOus GUILLAUMES *Cuent de Haynaut de Hollande & Sire de Friſes* faiſons ſcavoir à tous que comme four aucuns debas qui de piecha avoient eſteit & eſtoient entre nos cher Couſin le *Duc de Brabant* d'une part & nous d'autre, tant four les fins, emez, metes & diviſions des marches de la Ducheit de Brabant, & de noſtre Conteit de Haynaut en tour les biens de *Halle* en pluſieurs lieux, & entre les biens de *Halle & Watir de Brayne* contre le juſtice & heredinaige Monſieur *Thirs de Walecourt*, & auſſi four aucun entre priſeures qui devoient eſtre faite en pluſieurs lieux par nos gens en ladite Duché ſituee, li dis Dux & ſes gens maintenoient certaynes perſonnes par l'accord dou dit Duc & de nous tuiſſient preſens, ceſt aſcavoir *Meſſire Jehan de Hellebeke Sires de Loenhout & de Opheim, & Meſſire Gilles de Quaderebbe* de part ledit Duc, & *Meſſire Walleraus de Luccembourg Sire de Ligne nos Conſins, & le Sire de Potet* de part nous, le quel allerent priſant dou dict Duc & de nous au lieux doncq debas eſtoit, & four ce tant par les quatres ſuſdits comme par autres quattre qu'il allerent de commun accord, ceſt aſſavoir *Daneel de Staden* à doncq Baillieu dou Romant pays, & *Jehan de Grant-Bays* Chaſtelain de Genappe eſtieux de part le dit Duc, & *Guillaume de Couterel* nos Baillieu de Halle, & *Jehan le Conſtere* no Chaſtelain de rayne pris & iſticux de part nous, ont eſteit en toux les lieux contenſieux tout avant loyale apriſe faite par pluſieurs ainichiens dignes dou foy jureis & fermenteis d'une part & d'autre, ſait notoire cerquemeynage deſſervure & l'unage preſens grans plaintés de gent, tant deſoyables dou dit Duc & de nous comme des autres vicilles & joiſnes à ce & pour che venus & appelleis, leſquelz cirquemeynage, deſoures & bonnages & ſi comme il apparent eſtre ſait par yaux joure de la date de ces preſentes Lettres nous ratefions, & avons en ce leur fait pour bon & aggreable, & avons enconvent & permettons à ce perpetuellement à tenir & faire tenir par nous & par nos hoirs ſans enfraindre ne venir encontre en aucun manier. Et appres comme nous fieſſiemes de plainte dou dict Duc & de ces gens de ce que ſis dites gens avoient de coppeit un jubet que *Oſtes de Traſteignies* avoit fait faire de par la Damoiſelle de *Brayne le Chaſtel* à cui li dis Oſtes eſtoit à donc, aſſeis preis de *l'Abbie de Wautier Brayne* le qu'el nous diſions eſtre fait dedens noſtre Conté de Haynaut, & de che auſſi que Henrics Cambriaux & Symons de Marchipont avoient pris brays & autres chauſes en une maſons de lers le porte de Woutre Brayne, nous recogniſſions & teſmongnons par ces preſentes Lettres les dictes deplaintes eſtre faictes de par nous ſans raiſon, ſelon chou qu'il at eſteit trouvet par loyal cerquemeynage diviſion & bonnage fais four che par les deſſus nommeez, & que ledit lieu ou li grief fu faies & ou li brays & les autres chouſes furent paſſes, eſtoieni, ſont & doevent eſtre dedens les termes & les metes de la Ducee de Brabant, leſquels auſſi circummenages, diviſions & bonnages fais par yaux four chou nous ratifions, approuvons & confirmons & les tenons, & avons enconvent à tenir pour bons as tous jours pour nous & pour noz hoirs, ſans enfraindre en aucune maniere ni de riens aleir à l'encontre par le teſmoing de ces lettres ſeelles de ne faulx donné l'an M. CCC. XXXIV. le jour de la Trinité.

ANS de J. C. 1334. FRANCE ET BOHE'ME.

CCLXIV.

Lettres de JEAN *Roi de Bohême & de Pologne, Comte de Luxembourg, par leſquelles tant en ſon nom, que comme Adminiſtrateur de ſon Fils* CHARLES *Marquis de Moravie, il fait ceſſion & tranſport à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France & à ſes Hoirs & Succeſſeurs, de la Seigneurie de la Ville, & du Comté de* LUQUES. *Fait au bois de Vincennes, au mois d'Octobre* 1334. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 144.

IN nomine Domini Amen. Noverint univerſi præſens publicum Inſtrumentum inſpecturi, quod hoc eſt tranſcriptum ſeu tranſumptum quarumdam patentium litterarum inclitæ recordationis Domini JOANNIS Dei gratia Bohemiæ & Poloniæ Regis ac Comitis Lucemburgenſis ejus ſigillo in cera alba cum filis de ſerico rubei & viridis coloris ſigillatarum, ſanarum & integrarum ac omni prorſus vitio & ſuſpicione carentium, ut prima facie apparebat nobis notariis publicis ſubſcriptis ex parte Illuſtriſſimi Principis Caroli Francorum Regis ad tranſcribendum traditarum, quarum tenor de verbo ad verbum ſequitur, & eſt talis.

§. 2. JEHANS par la grace de Dieu Roys de Boeme & de Polongne, Comtes de Luxembourg pour nous & tant comme avans (*a*) l'adminiſtration de CHARLES Marquis de Moravie, noſtre tres cher filz aiſné ſçavoir faiſons à tous preſens & à venir, que nous de noſtre bon gré & volenté pourveus & certifiez de noſtre droict, ſans tout erreur de droict & de faict, & ſans toute decevance; avons pour nous, nos hoirs & nos ſucceſſeurs tranſporté & cedé par juſte tiltre, à tres noble & tres excellent & puiſſant Prince noſtre tres cher Seigneur & Couſio Monſieur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France preſent & recevant pour luy ſes hoirs & ſucceſſeurs, & pour celuy ou ceux, qui de luy ont & auront cauſe; toute la Seigneurie de la Cité & du Comté de LUCQUES, & toutes les appartenances, appendances, territoires & mandemens d'iceux & de chacun d'iceux, avec tous honneurs, mere & mixte Impere, juriſdiction diſtricte & coertion, fiefz, tiereſiefs, hommages, cenſives, rentes, revenus, profitz, eſmolumens ordinaires & extrardinaires, (*b*) indictions ſuſindictes, juſtices hautes, moyennes & baſſes, Seigneuries directes & profitables & (*c*) merthes, chaſteaux, forereſſes, portz, maiſons, champs, prez, terres, (*d*) moulins, decours d'aigues, peaiges, conductz, Regales & patronages, & tous autres droictz, raiſons & actions reelles & perſonnelles & mixtes; & generalement toutes les choſes corporelles & incorporelles, univerſes, publiques & privées, que nous avons, pouvons & debvons avoir eſdictes Cité & Comté, appartenances, appendances & territoires d'iceux & en toutes & en chacune des dictes choſes tranſportées & à icelles, de quelcor que eſtat & condition, que eux & elles ſoient & puiſſent eſtre dictes, & en quelconque forme & maniere que ce ſoit, jaçoit ce que elles ſoient ou fuſſent de plus grande dignité, honneur & eſtat, que les choſes deſſus expreſſées.

(*a*) Chez M. du Puis. *Loyaux Adminiſtrateurs.*

(*b*) Chez le même, *indirect, ſuſinderell.*

(*c*) *Meiraigue, decours d'aigues, peaiges, conthes.*

(*d*) Au lieu de *Moulins*, autrement *toulens, guais.*

§. 3. Et deſdictes choſes, droictz, actions & reclamations, que nous pouvions & debvions avoir és dictes choſes, & à icelles, ou pour cauſes d'icelles. Nous avons faict & faiſons au dict Roy de France pure, vraye & perpetuelle, non revocable ceſſion & tranſport pour luy, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs & ceux, qui de luy auront cauſe, deſquelles choſes, droictz & ac-

ANS de J. C. 1334. & actions tranſportez & cedez, comme dict eſt, nous pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs nous ſommes devestis & devestons: & ledit Roy de France preſent & recevant pour luy ſes hoirs & ſucceſſeurs, & ceux qui de luy ont & auront cauſe, en avons revesty & revestons preſentement, ſans y rien retenir de droict de Seigneurie directe ne profitable, de poſſeſſion, proprieté, ne autres droictz ou reclamation, quelques ilz ſoient; & avons cogneu & cognoiſſons nous tenir & poſſeder dès maintenant les dictes choſes au nom du dict Roy de France & pour luy, juſques à ce, qu'il aye priſe de faict la ſaiſine & poſſeſſion, ou auſſy nous voulons dés maintenant, que il puiſſe prendre, occuper, retenir & recouvrer de ſa propre, pure & franche autorité ſans toute peine icelle ſaiſine & poſſeſſion corporelle, ou auſſy tout en la forme & maniere, que nous les tenons & poſſedons par nous & par autres, le promettons nous bailler & delivrer, & faire bailler & delivrer de faict entierement & parfaitement à ſes Meſſagers & Procureurs, que il envoyera là pour ce, toute moroſe dilation & contradiction ceſſans.

§. 4. Et avons promis & promettons au dict Roy de France preſent & recevant, en bonne foy & pour noſtre ſerment donné corporellement ſus la hypotheque & obligations de tous nos biens meubles, non meubles, preſens & à venir, leſquelz nous obligeons à ce garder & tenir effectuellement, en bonne foy, ſans mal engin toutes les choſes deſſus dictes & chacunes d'icelles, & toute la teneur des dictes lettres ſans aller encontre par voye directe taiſiblement ne expreſſement, en jugement ne dehors, ne conſentir, que tous autres y viegnent; & rendre tous couſtz, deſpens, dommages & intereſtz, que lidis Roys, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs, & ceux, qui de luy ont & auront cauſe, ſeroient, ſouſtiendroient & encouroient pour le deffeault des dictes choſes, & de la teneur de ces preſentes lettres non renues & non gardées entierement en la maniere deſſus dicte de nos hoirs & de nos ſucceſſeurs; & de iceux croire celuy qui faict, ſouſtenu ou encouru les auroit par ſa ſimple parole dicte en jugement ou dehors, ſans libelle, demande, litis, conteſtation, & ſans tout plaict, & ſans avoir recours de & ſur iceux à dict ne à arbitre de juge ou preud homme; renonçans de noſtre certaine ſcience, & par noſtre dict ſerment derechef faict & donné ſur Sainctz Evangiles à la action & exception ſans cauſe & ſans juſtice, & à toute erreur de droict & de faict, & à toute decevance & k ſion, & à la loy qui dict, que ceux, qui ſont deceus outre la moitié de juſte prix peuvent eſtre retablis, au benefice de quatre mois donnez ou condamnez *, & à tout droict eſcrit & non eſcrit, couſtume generale ou ſpeciale, uſage de lieu & de païs, par leſquelz les choſes deſſus dictes pourroient eſtre empechées ou annullées en tout ou en partie; & au droict, qui reprouve la generale renonciation, meſmement ſe la ſpeciale ne va devant: vueillans eſtre contraintz à tenir, garder & accomplir les choſes deſſus dictes par les Cours de noſtre dict Seigneur, & par la Cour de noſtre Sainct Pere le Pape, qui eſt ou ſera pour le temps, & de l'Auditeur ou Viceauditeur de ſa Chambre, & par toutes les autres Cours Eccleſiaſtiques ou ſeculiers par pure execution, toute contradiction de nous, nos hoirs & ſucceſſeurs ceſſant, & tout ainſy, comme il plaira au Roy de France, qui eſt, & à celuy, qui pour le temps ſera, à la juriſdiction deſquelles Cours nous ſoumettons nous, nos biens meubles, & non meubles preſens & à venir, & nos hoirs & ſucceſſeurs, ſans decliner icelles ou aucunes d'icelles par quelconque voye ou cauſe, que ce ſoit. En teſmoing deſquelles choſes & à plus grande ſeureté d'icelles nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes lettres. Faict au bois de Vicennes prés de Paris l'an de grace, mil trois cens trente quatre au mois d'Octobre.

§. 5. De quibus quidem originalibus Litteris ſupra ſcriptis facta fuit per nos Notarios publicos infra ſcriptos legitima collatio ad præſens tranſcriptum ex eiſdem Litteris originaliter ſumptum, anno Domini milleſimo trecenteſimo nonageſimo ſeptimo, ſecundum morem Gallicorum, indictione ſexta, menſis Martii die ſecunda, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini Benedicti divina providentia Papæ decimi tertii anno quarto, videlicet in domo venerabilis & circumſpecti Viri Magiſtri Guillelmi Perdrielli Theſaurarii Franciæ ſita Pariſiis prope portam Barbette, præſentibus & auſcultantibus diſcretis Viris Magiſtris Nicolao de Molendino & Michaele Barz Magiſtris in artibus, Joanne Rode alterius anditorum Curiæ Pariſienſis Scriba, & Joanne Lesbeth Clericis Pariſiis commorantibus, Leonenſis, Trecorenſis, Cameracenſis & Venetenſis Diœceſium, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter ac rogatis. Et ego Joannes Juvenis alias de Villamenden Clericus Leonenſis Diœceſis publicus, Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia facta per me cum Notario publico ſupra ſcripto diligenti collatione de præſcriptis originalibus Litteris ad præſens tranſcriptum invicem concordare inveni, nil addito vel remoto: Ideo huic publico Inſtrumento alia manu ſcripto, me aliis occupato, ſignum meum ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii & ſigillo Curiæ Pariſienſis hic mea manu propria appoſui requiſitus. Et ego Joannes de Novavilla aliàs Ployardi Clericus Laudunenſis Diœceſis, Magiſter in artibus, publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de prædictis Litteris originalibus ad præſens tranſcriptum ſeu tranſumptum ex eiſdem originaliter ſumptum cum Notario publico ſupra ſcripto diligenter collationem feci, & ipſum inſimùl concordare inveni nil addito vel remoto, quod ipſius ſubſtantiam muret, aut intellectum variet: Ideo huic præſenti tranſcripto ſeu tranſumpto alia manu ſcripto, hic me manu propria ſubſcribens ſignum meum ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione Notarii publici ſupra ſcripti, ac ſigillo Curiæ Pariſienſis appoſui requiſitus. Et nos Officialis Pariſienſis ad majorem certitudinem præmiſſorum, ad relationem prædictorum Notariorum publicorum, ſigillum Curiæ Pariſienſis præſenti publico inſtrumento ſeu tranſumpto duximus apponendum. Datum & actum ut ſupra. Et ſeellé en lacs de ſoye verte d'un ſeel de cire jaune.

ANS de J. C. 1334.

CCLXV.

Traité entre LOUIS *Comte de Flandre, &* JEAN *Duc de Brabant ſur la poſſeſſion de la Ville de Malines; fait à Tenremonde, le* 31 *Mars* 1336. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feüill. 261.

ANS de J. C. 1336. FLANDRE ET BRABANT.

SCavoir que (a) eux deux tiendroyent ladicte Ville de Malines par indivis, & de la meſme maniere que le ſouloyent tenir l'Eveſque de Liege, & Madame Marguerite de Gheldret. Que ledict Conte de Flandre tiendroit la moictie en fief, de l'Eveſque de Liege, & du Duc de Brabant, & que ledict Duc reciprocquement tiendroit l'autre moictie, du Conte de Flandre. Que leſdicts Duc de Brabant, & Conte de Flandre, partiroyent entre eux les faicts & emolumentz en toute egalité. Qu'ils commettroyent tous Officiers tant l'eſcoutette que le recheveur & autres, de commune main, ſans let changer d'an en an. Que tous ceulx quy demeurent ſoubs le Neckerſpoele, ſeroyent ſoubs le Duc de Brabant, & tous ceux quy demeurent ſoubs Blidenberghe ſeroyent ſoubt le Conte de Flandre, & que nul d'eux, pourroit faire Forteresſe, ſans le conlentement l'un de l'autre. Faict en

(a) C'eſt-à-dire, le Comte de Flandre & le Duc de Brabant.

ANS de J. C. 1336.

en Tenremonde, le dernier de Mars l'an mil trois cents trente ſix.

CCLXVI.

EMPIRE ET FRANCE.

Traité d'Alliance entre LOUIS DE BAVIERE *Empereur, &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, fait à Louvres près Paris, le 23. Décembre, 1336. & confirmé par l'Empereur à Nuremberg, le 1. Février*, 1337. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 147.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis, nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, notum facimus, quod ex parte illuſtris Willelmi Marchionis Juliacenſis Principis & affinis noſtri dilecti, quem ad illuſtrem Principem Philippum Regem Franciæ præclarum pro tractandis, contrahendis, iniendis, faciendis & tenendis conſœderationibus, alligationibus, unionibus, amicitiis, atque ligis, inter nos alligatos & ſubditos noſtros ex parte una; & dictum Franciæ Regem præclarum ex altera, ducimus deſtinandum; ad noſtram pervenit notitiam, quod idem Guillelmus Marchio Juliacenſis prædictus promiſit, ac etiam juravit ad Sancta Dei Evangelia per eum corporaliter tacta noſtro nomine & pro nobis: quod nos per nos ſeu quoſcumque alios nobis alligatos aut ſubditos noſtros quoſcumque, dicto Franciæ Regi præclaro, nec ſibi alligatis & ſubditis quibuſcumque, aliquod impedimentum nocumentum aut damnum minimè faciemus vel præſtabimus, nec permittemus fieri ſeu præſtari; nec ejuſdem Franciæ Regis præclari ac ſuorum alligatorum ac ſubditorum ſuorum quorumcumque inimicis impendemus conſilium, auxilium & juvamen, nec permittemus impendi, pendente tractatu ſuper dictis conſœderationibus, alligationibus & unionibus tractandis, iniendis, ac etiam faciendis, prout in infra ſcriptis dicti Marchionis Juliacenſis litteris plenius continetur, quarum tenor ſequitur in hæc verba.

§. 2. Univerſis præſentes litteras inſpecturis, nos Guillelmus Dei gratia Marchio Juliacenſis, notum facimus: quod nos ad excellentiſſimi Principis Domini noſtri Franciæ Regis illuſtris præſentiam acceſſimus pro tractandis, contrahendis, iniendis, faciendis & tenendis conſœderationibus, alligationibus, unionibus, amicitiis atque ligis inter magnificum Principem Dominum Ludovicum Dei gratia Imperatorem Romanorum ſemper Auguſtum, & ejus alligatos & ſubditos ex una parte; & dictum Dominum noſtrum Franciæ Regem ejuſque alligatos & ſuoditos ex altera; ad hoc poteſtatem habentes, per quaſdam litteras dicti Domini Ludovici, quarum tenor ſequitur in hæc verba:

§. 3. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus tenore præſentium profitemur & conſtare volumus univerſis: quod illuſtri Guillelmo Marchioni Juliacenſi, Principi & affini noſtro dilecto, plenam dedimus & damus, tradidimus & tradimus præſentibus poteſtatem cum illuſtri Philippo Rege Franciæ præclaro loquendi de omnibus negotiis ſive cauſis nos & ſacrum tangentibus Imperium, ſecum de his tractandi & faciendi amicitiam, ligas & uniones & fœdera contrahendi, & omnia alia & ſingula faciendi, quæ circa præmiſſa fuerint neceſſaria, vel etiam opportuna. Promittentes ſub rerum noſtrarum & Imperii hypotheca, nos ratum & gratum habituros, quicquid per præfatum Marchionem Juliacenſem actum, tractatum, ordinatum ſeu finitum fuerit in præmiſſis ſeu aliquo præmiſſorum. In cujus rei teſtimonium præſentes litteras conſcribi & ſigillo noſtræ Majeſtatis juſſimus communiri. Datum Friſingen viceſima quarta die Septembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo ſexto, Regni noſtri viceſimo ſecundo, Imperii vero nono. ANS de J. C.

§. 4. Quarum litterarum virtute nos Willelmus Dei gratia Marchio Juliacenſis prædictus promiſimus, & etiam promittimus, & juramus ad Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta nomine dicti Domini Ludovici & pro ipſo, quod idem Dominus Ludovicus per ſe ſeu quoſcunque alios ſibi alligatos aut ejus ſubditos quoſcunque, dicto Domino noſtro Regi Franciæ, nec ſibi alligatis aut ſubditis quibuſcumque aliquod impedimentum, nocumentum aut damnum minime faciet aut præſtabit, nec permittet fieri ſeu præſtari, nec ejuſdem Domini noſtri Regis Franciæ ac ſuorum alligatorum & ſubditorum quorumcumque inimicis auxilium, conſilium & juvamen impendet, nec impendi permittet, pendente tractatu ſupra dictis conſœderationibus, alligationibus & unionibus tractandis, iniendis & etiam faciendis. In quorum teſtimonium nos Willelmus Marchio Juliacenſis prædictus ſigillum noſtrum præſentibus litteris duximus apponendum. Actum & Datum apud Luparam prope Pariſios, die vicema tertia Decembris, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo ſexto. 1336.

§. 5. Nos autem Ludovicus prædictus ex noſtra certa * prævifas noſtriſque ſuper præmiſſis in ſupra ſcriptis Marchionia Juliacenſis litteris contentis & eorum ſinguls, aviſamento & deliberatione diligenti præhabitis; eadem ac ſpecialiter & expreſsè juramentum per dictum Marchionem Juliacenſem noſtro nomine & pro nobis præſtitum, ut præfertur & omnia alia & ſingula in eiſdem litteris contenta, ratificamus & etiam tenore præſentium approbamus. In quarum ratificationis & approbationis teſtimonium præſentes litteras ſigilli noſtri impreſſionne fecimus muniri. Datum in oppido noſtro Nurenberg, prima die menſis Februarii, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo ſeptimo, Regni noſtri anno viceſimo tertio, Imperii vero decimo.

CCLXVII.

Traité entre AYMON *Comte de Savoye, &* EDOUARD *Seigneur de Beaujeu, par lequel Aymon quitte à Edouard les Villes Châteaux & Seigneuries de Toyſſey, Lent, Buene, & Coligny, à la charge de l'Hommage, & Edouard de ſon côté ſe départ du droit qu'il avoit ſur les Châteaux du Bourg S. Chriſtophle, & de Beauregard ſur Saone, & ſur le fief de Villars.* S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 162.

ANS de J. C. 1337. SAVOYE ET BEAUJEU.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo trecenteſimo trigeſimo ſeptimo, indictione quinta, die quinta menſis Julii; per hoc præſens publicum inſtrumentum, tam ætati modernæ, quam poſteris, & futuris, fiat perpetuò manifeſtum. Quòd *Illuſtris, & Magnificus Princeps Dominus Aymo Sabaudiæ Comes, Chablaſii, & Auguſtæ Dux, & in Italia Marchio* ex una parte, & Vir Illuſtris Dominus Eduardus Dominus Bellijoci ex alia, conſtituti proprer ea ſpecialiter quæ inferius continentur in præſentia teſtium, & mei notarii ſubſcriptorum, Attendentes quod inter inclytarum recordationum *Dominum Eduardum Comitem Sabaudiæ quondam Fratrem & prædeceſſorem præfati Domini Aymonis Comitis* ex una parte, & Dominum Guieh. Dominum Bellijoci quondam Genitorem, & Prædeceſſorem dicti Domini Eduardi, nunc Domini Bellijoci ex altera, licet eſſent conjuncti cognatione propinqua, vinculum tamen, & cauſa cognationis per naturalem deceſſum gradatim diſſolvi poterat, fidelitatis tamen, & homagii nexus, ſemper cum majori

fœdere

ANS de J. C. 1337.

fœdere ſuis viribus indiſſolubiliter perſeverat, volentes itaque dicti Domini vera promiſſione, dilectionis zelo inſeparabiliter perpetuò communiti, tractatus foret habitus, & conceſſus, quod idem Dominus Bell. quondam, ſuique ſucceſſores Domini Bellijoci ad homagium, & fidelitatem dicto Domino Comiti, ſuiſque ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus perpetuò tenerentur, ſalvis homagiis inſraſcriptis, & caſtro ſuo, & Villas de Lentz, & de Toſſiaco, cum eorum mandamentis, territoriis, jutibus, pertinentiis, mero, mixto Imperio, & omnimoda juriſdictione, rationibus, & actionibus quibuſcumque, quoquomodo pertinentibus dictis caſtris, & eorum cuilibet, & ratione, & occaſione ipſorum, & cujuſlibet eorundem. Item Dominus Bell. & ſucceſſores ſui haberent, & tenerent à dicto Domino Comite, & ſuis ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitib. in feudum, & idem Dominus Comes in feudum, & augmentum feudi caſtra ſua de Buenco, & de Coloniaco, cum villis, mandamentis, & territoriis, mero, mixto Imper. & omnimoda juriſdict. pertinentiis, appendentus, juribus, & rationibus quibuſcumque eorundem daret, & concederet, ac etiam in recompenſationem fidelitatis prædictæ faciendæ per ipſum Dominum Bell. & ſuos dicto Domino Comiti, & ſuis, ut ſupra, & aſſumptionis, & recognitionis in feudum prædictorum caſtrorum de Lentz, & de Toyſſiaco; nec non, & in ſatisfactionem omnium quorumcumque gravaminum, & damnorum, quæ Dominus Bell. vel gentes ſuæ ratione guerræ dicti Domini Comitis, vel alias pro dicto Domino Comite ſuſtinuerant, vel dici poterant incurriſſe, quadraginta mille libras Viennenſes, quorum viginti denarii valent unum denarium groſſum Turon. argenti, dicto Domino Bell. dictus Dominus Comes quondam dare, & ſolvere teneretur, prout hæc omnia ſupradicta prædictus Dominus Comes Aymo, & Dominus Eduardus Dominus Bell. confeſſi fuerint penitus eſſe vera. Prænominati ſiquidem Dominus *Aymo Sabaudiæ Comes*, & Dominus Eduardus Dominus Bell. volentes tractatum ſic conceſſum omnimodè conſummare, nonnullamque perfectionis ubertorem cauſam ſupplere, tramite, & modo quo poſſit inter ipſos ſucceſſores eorum, quod igitur validius fieri requirentes, conventiones, pacta, confœderationes, & alia fecerunt & inierunt ex eorum certis ſcientiis, & voluntatibus ſpontaneis, quæ, & pmut inferius continentur. In primis igitur dictus Dominus Bell. cauſis ex prædictis, & infra ſcriptis, maximè ut dicta duo caſtra de Lentz, & de Toyſſiaco, poſſint ſecundum juris formam donata rectè conſtrui, & eſſe feudalia dicti Domini Comitis, & ſucceſſorum ſuorum, donavit, ceſſit, & conceſſit pro ſe, ſuiſque ſucceſſoribus dicto Domino Comiti recipienti pro ſe, & ſuis donatione mera, pura, ſimplici, & irrevocabili, quæ dicitur inter vivos, & eo modo, & forma quibus melius ad utilitatem dicti Domini Comitis poteſt, & debet intelligi, prædicta caſtra Domini Bell. villas, loca, & mandamenta, territoria, & diſtrictus de Toyſſey, & de Lentz, cum omnibus, & ſingulis hominibus, Vaſſallis, fidelitatibus, & homagiis, tam nobilium quam ignobilium, feudis, retroſeudis, feudatariis, & emphiteotis, furnis, molendinis, redditibus, ſervitiis, ſervitutibus, aquis, aquarum decurſibus, mero, mixto Imper. & omnimoda juriſdict. juribus, actionibus, & rationibus univerſis ipſorum caſtrorum, villar. & locorum, & cum omnibus pertinentiis, & appendentiis eorundem, ac univerſis, & ſingulis eidem Domino Bell. ex cauſa, & occaſione prædictorum caſtror. villarum, locorum, & mandamentorum eorundem pertinentibus, & pertinere debentibus quoquomodo, ad habendum, tenendum, & poſſidendum, & quidquid eidem Domino Comiti placuerit faciendum; aſſerens idem Dominus Bellijoci, & confitens in contractu donationis præſentis, prædicta caſtra, villas, loca, & alia ſupra donata eſſe allodialia, & ab antiquo fuiſſe, & prædeceſſores ſuos habuiſſe, & hactenus poſſedisſe caſtra, & loca prædicta cum prædictis omnibus ut ſupra donatis, per ipſum tanquam allodialia, & libera ab omni onere ſervitutis, mandans, cedens, transferens, & attendens dictus Dominus Bellijoci pro ſe, & ſuis dicto Domino Comiti pro ſe, & ſuis recipienti, ac in ipſum transferens omnes, & ſingulas actiones, reales, perſonales, utiles, & directas, ac alias quaſcumque ipſi Domino Bellijoci pertinentes, in caſtris, villis, territoriis, mandamentis, & aliis ſupradictis donatis ut ſupra. Deveſtiens ſe dictus Dominus Bellijoci, & dictum Dominum Comitem prædictis nominibus inveſtiens de caſtris, villis, & locis ſupradictis ſupra donatis ut ſupra, conſtituens ipſe Dominus Bellijoci dictum Dominum Comitem prædictis nominibus, in caſtris, villis, locis, territoriis, mandamentis, & aliis ſupradictis donstis ut ſupra, verum, & purum Dominum in rem ſuam; Renuncians idem Dominus Bellijoci ex ſua certa ſcientia in hoc facto exceptioni dictæ donationis non factæ, cum aliis ſupra dictis, exceptioni doli mali, metus, & in factum, actioni, conditioni ſine cauſa, vel ex injuſta cauſa, juridicenti donationem propter ingratitudinem donatarii revocare poſſe, ac juridicenti quingentorum aureorum ſummam excedentem factam ſine inſinuatione judicis non valere tot, & tantas donationes, & tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti prædictis nominibus de prædictis donatis ut ſuprà, quod neutra ipſarum ſummarum quingentos aureos excedat, nec inſinuatione aliqua debeat indigere. Conſequenter autem dictus *Dominus Aymo Sabaudiæ Comes*, ex ſua certa ſcientia perpetuò ex tractatu ſuper hoc præhabito pro ſe, ſuiſque hæredibus, & ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus, & prædictis, & infra ſcriptis cauſis, tam dicta duo caſtra de Lent, & de Toyſſey ſibi per dictum Dominum Bellijoci ut ſupra donata, quàm etiam caſtra ſua de Buenco, & de Coloniaco, cum ipſorum quatuor Caſtrorum de Lent, de Toyſſey, de Buenco, & de Coloniaco, villis, locis, territoriis, diſtrictibus, mandamentis, redditibus, ſervitiis, ſervitutibus, uſagiis, furnis, molendinis, hominibus tam nobilibus, quam ignobilibus, fidelitatibus, & homagiis, feudis, retroſeudis, feudatariis, emphiteotis, aquis, aquarum decurſibus, piſcaturis, venationibus, terris cultis, & incultis, ſtagnis, vineis, & nemoribus, tailliis, ac omnibus juribus, pertinentiis, appenditiis, rationibus, & actionibus uictorum caſtrorum, villarum, & locorum, mandamentorum, & diſtrictuum prædictorum, & omnibus pariter tam prædictis quàm aliis ad ipſum Dominum Comitem, quomodolibet pertinentibus, occaſione, & ex cauſa dictorum caſtrorum eorundem prædicto Domino Bellijoci præſenti, ſtipulanti, & ſolemniter recipienti pro ſe, & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus Dominis Bellijoci, donavit, & conceſſit in feudum ligium, & nobile, ita quod ad naturam feudi nobilis, & tanquam feudum nobile perpetuò habeatur, & ſub homagio infra ſcripto. Quæ quidem caſtra de Buenco, & de Coloniaco cum eorum mandamentis, territoriis, diſtrictibus, pertinentiis, & aliis juribus, actionibus, & rationibus eorundem donatis ut ſupra, nec non quadraginta mille libras Viennenſes prædictorum, quorum viginti denarii valent unum denarium groſſum Turonenſem argenti ad litteram O rotundam legitimi ponderis, & valoris, dictus Dominus Comes donavit dicto Domino Bellijoci, tam pro fidelitate, & homagio, per ipſum Dominum, & alios ſucceſſores ejus Dominos Bellijoci, Domino Comiti, ſuiſque ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus faciendum, quam in recompenſationem donationis prædictæ nuper factæ per dictum Dominum Bellijoci dicto Domino Comiti, prædictis nominibus de dictis caſtris de Lent, & de Toſſey, cum eorum villis, territoriis,

ANS de J. C. 1337.

ANS de J. C. 1337. ritoriis, & aliis donatis ut ſupra, quam etiam in ſatisfactionem, & reſtitutionem expenſarum factarum, damnorum, & gravaminum ſuſtentatorum per dictum Dominum Bellijoci, quondam, ac etiam per dictum Dominum Eduard. nunc Bellijoci Dominum, ſeu gentem ſuam ratione guerrarum dicti Domini Comitis, aut aliter pro dicto Domino Comite, dici poſſunt quomodolibet incurriſſe, maxime ratione carceris ejuſdem Domini Bellijoci quondam capti per Delph. Vienn. & redditionis caſtrorum ſuorum Meximiaci, & Burgi S. Chriſtophori, quæ duo caſtra primò dicta dictus Dominus Bellijoci prædicto Dalphino Viennenſi tradidit, & expedivit pro redemptione carceris ejuſdem, de quibus quidem caſtris quatuor ſupradictis, de Lent, de Toyſſey, de Coloniaco, & Buenco, & aliis prædictis donatis ut ſupra, dictus Dominus Comes præfatum Dominum Bellijoci prædictis nominibus realiter inveſtivit ad habendum, & tenendum per dictum Dominum Bellijoci, & ſucceſſores ejus à dicto Domino Comite, ſucceſſoribúſque ſuis in feudum ligium, & nobile, & ſub homagio infraſcripto. Renuncians idem Dominus Comes ex ſua certa ſcientia in hoc facto, exceptioni prædictæ donationis ut ſupra, per eum non factæ exceptioni doli, metus, & in factum actioni conditioni ſine cauſa, vel ex injuſta cauſa, juri dicenti donationem propter ingratitudinem donatarii revocari poſſe, & juridicenti donationem ſummam quingentorum aureorum excedentem factam ſine inſinuatione judicis non valere, & omni alio juri canonico, & civili, tot, & tantas donationes, & per tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Comes dicto Domino Bellijoci prædictis nominibus de prædictis donatis ut ſuprà, quod neutra ipſarum ſummam quingentorum excedat, nec inſinuatione alia debeat indigere. Quibus peractis dictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus confitens, & in veritate tanquam in judicio publico recognoſcens ſe cum prædictis caſtris, villis, locis, territoriis, diſtrictibus, mandamentis, & eorum pertinentiis ut ſupra donatis, dictas quadraginta mille libras Viennenſes prædictorum à præfato Domino Comite Sabaudiæ prædictis cauſis, & rationibus habuiſſe, & realiter recepiſſe, & ſibi numeratas fuiſſe, ac de ipſis fuit tacitus, & contentus, pactum reale faciens de ulterius quicquam non petendo pro prædictis omnibus ſibi donatis ut ſupra pro ſe, ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus, videlicet omnibus quibuſcumque Dominus Bellijoci liberè, & ſpontaneè præfato Domino Aymoni Comiti Sabaudiæ ſtipulanti, & ſolemniter recipienti pro ſe, ſuiſque ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus, tantum homagium, & fidelitatem realiter fecit, & præſtitit immiſſis dicti Domim Bellijoci manibus infra manus dicti Domini Comitis oſculo fœderis intervenicote, cùm expreſſione verborum fidelitatis, & homagii, nec non aliis ſolemnitatibus in talibus conſuetis. Promittentes idem Dominus Bellijoci prædictis nominibus dicto Domino Comiti ſtipulanti, & ſolemniter recipienti ut ſupra, per juramentum ſuum ſuper ſancta Dei Evangelia corporaliter præſtitum, ſe bonum, & fidelem exiſtere dicto Domino Comiti, & ſuis ſucceſſoribus Comitibus Sabaudiæ, & eidem ſervire contra quaſcumque perſonas in omnibus, & per omnia, & facere erga ipſos quidquid, & prout fidelis Vaſſallus Domino ſuo facere tenetur ſpecialiter omnia, & ſingula quæ in forma fidelitatis tam novæ quam veteris continentur, ſalvis, & exceptis fidelitatibus in quibus idem Dominus Bellijoci tenetur Dominis Francor. Regi, Duci Burgundiæ, Duci Borbonenſium, Archiepiſcopo Lugduni, & Cluniacenſi, ac inſulæ Barbaræ Abbatibus, confitens, & aſſerens dictus Dominus Bellijoci pro ſe, ſuiſque ſucceſſoribus Dominis Bellijoci ſe tenere, tenere velle, & tenere debere à dicto Domino Comite, ſuiſque ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus, caſtra quatuor ſupra dicta de Lent, de Toyſſey, de Buenco, & de Coloniaco, cum eorum territoriis, diſtrictibus, mandamentis, juribus, pertinentiis, rationibus, & actionibus univerſis, & omnibus pariter eidem Domino Bellijoci per dictum Dominum Comitem donatis ut ſupra in feudum ligium, nobile, & antiquum, de feudo, & directo Dominio dicti Domini Sabaudiæ Comitis, & ſuorum ſucceſſorum ut ſuprà, & ſub homagio ſupradicto. Et vice verſa prædictus Dominus Comes ex ſua certa ſcientia pro ſe, & ſuis ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus promiſit, & convenit per pactum expreſſum appunctuatum dicto Domino Bellijoci ſtipulanti, & ſolemniter recipienti ut ſuprà, ubi, & quandocumque contigerit ipſum Dominum Bellijoci, Vaſſallos ejuſdem Domini Comitis habere guerram pro facto Domini Comitis, aut etiam pro facto proprio ipſorum prædictos Dominos Bellijoci, ſicut Dominus Vaſſallum proprium adjuvare, & non alias facere, ad quæ fienda tenentur Domini Vaſſallis de jure, & de conſuetudine, & ſpecialiter ſecundum conſtitutiones feudales. Pro prædictis autem quadraginta millibus Viennenſium prædictorum ſic prædictis actionibus habitis, & receptis ut ſupra per dictum Dominum Bellijoci à Domino Comite ſupradicto, præfatus Dominus Bellijoci pro ſe, ſuiſque ſucceſſoribus, & hæredibus quibuſcumque, & omnibus habentibus, & qui poſſent inpoſterum cauſam ſuper hiis quocumque modo habere, ſolvit, quittavit, & liberavit omnino ſpecialiter, & expreſſe dictum Dominum Comitem pro ſe, ſuiſque ſucceſſoribus recipientem, de, & ab omnibus, & ſingulis juribus, rationibus, & actionibus quibuſcumque, quæ, quaſi e ratione gravaminum, damnorum, vel expenſarum ſuſtentatarum vel factarum per dictum Dominum Bellijoci quondam vel nunc dictum Bellijoci Dominum, ſeu gentem eorundem poſſent habere, & ſibi alitercumque competere contra dictum Dominum Comitem Eduardum quondam, ac etiam de omnibus univerſis, & ſingulis emendis, diſpendiis, & debitis quæ potuiſſent ab eodem Comite Eduardo quondam, vel nunc poſſent à dicto Domino Aymone nunc Sabaudiæ Comite poſtulare. Item dictus Dominus Bellijoci pro ſe & quibus ſupra dedit, ceſſit, & conceſſit prædicto Domino Comiti ſtipulanti, & ſolemniter recipienti pro ſe, & ſuis transferendo totaliter in eundem omnia jura quæcumque cum omnibus pariter actionibus quibuſcumque quæ dicto Domino Bellijoci competunt. & comperere poſſunt, vel poſſent in caſtris prædictis Meximiaci, & Burgi ſancti Chriſtophori, mandamentis, territoriis, diſtrictibus, mero, & mixto Imperio, juriſdictione omnimoda, & omnibus pertinentiis, & appenditiis ipſorum caſtrorum, & locorum, occaſione ipſorum, & cujuſlibet eorundem; & fuit actum inter dictos Dominos Comitem Sabaudiæ, & Dominum Bellijoci in limine contractus præſentis, quod ad requiſitionem dicti Domini Comitis, vel ſucceſſorum ſuorum Comitum Sabaudiæ, præfatus Dominus Bellijoci, vel ejus ſucceſſores Domini Bellijoci quittant, & quittare teneantur Domino Dalphino Viennenſi caſtra prædicta Meximiaci, & Burgi ſancti Chriſtophori, & feudum de Villariis, quod ad Dominum Bellijoci pertinere ſolebat. Item fuit actum inter dictos Dominum Comitem, & dictum Dominum Bellijoci, quod quia dictus Dominus Comes ex cauſa contractus præſentis, & ex cauſis prædictis in recompenſationem ipſorum caſtrorum Meximiaci, & Burgi ſancti Chriſtophori Domino Dalphino Viennenſi per dictum Dominum Bellijoci quondam pro redemptione, & liberatione ſui carceris traditorum, & quæ caſtra cum ſuis juribus nunc habet, tenet occaſione prædicta Dalphinus prædictus, dictus Dominus Comes caſtra ſua prædicta de Buenco, & de Coloniaco cum ſuis mandamentis, diſtrictibus, territoriis, & aliis ut ſupra donatis, prædicto Domino Bellijoci donaverit,

ANS de J. C. 1337.

ANS de J. C. 1337.

rit, & conceſſerit in feudum. Ipſe ſiquidem Dominus Bellijoci, ſuique ſucceſſores prædicti teneantur, & debeant ex pacto ſuper hoc præhabito dicto Domino Comiti, ſuiſque ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus, reddere, reſtituere, & expedire dicta duo caſtra de Buenco, & de Coloniaco, cum territoriis, mandamentis, juribus, & pertinentiis eorundem, & aliis donatis ut ſupra, quæ quidem Dominus Comes prædictus, vel ejus ſucceſſores dicta duo caſtra Meximiaci, & Burgi ſancti Chriſtophori, cum eorum territoriis, & mandamentis, juribus & pertinentiis eorundem dicto Domino Comiti, ſuiſque ſucceſſoribus loco dictorum ducrum caſtrorum de Buenco, & de Coloniaco expediant realiter, atque tradant. Quæ tamen caſtra Meximiaci, & Burgi ſancti Chriſtophori, cum eorum diſtrictibus, juribus, mero, mixto Imperio, & aliis pertinentiis eorundem, ſunt ſicut duo dicta caſtra de Buenco, & de Coloniaco, idem Dominus Comes poſſit feudalia expedire. Item fuit actum, & in pactum deductum inter dictos Dominum Comitem, & Dominum Bellijoci, quod ſi contingeret dictum Dominum Bellijoci decedere ſine liberis maſculis ex legitimo matrimonio procreatis, ſucceſſoreſque prædicti Domini Bellijoci qui ſuccederent, & pervenirent ad Baroniam, ſtatum, & ſeignoriam Bellijoci, fidelitatem prædictam, & homagium prædictum facere, ac recognitionem debitam, ſeu inveſtituram petere infra tempus debitum deficerent, aut aliter recuſarent, prædictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus ex nunc, prout ex tunc dicto Domino Comiti præſenti, ſtipulanti, & ſolemniter recipienti pro ſe, & ſuis donavit, & conceſſit dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti prædictis nominibus, omne jus ſibi competens in caſtris prædictis Buenci, & Coloniaci, territoriis, mandamentis, diſtrictibus, & pertinentiis eorundem, ſeque prædictis nominibus dicta duo caſtra Buenci, & Coloniaci precario nomine dicti Domini Comitis, & ſuorum, eo caſu poſſidere conſtituit, & apprehendendi poſſeſſionem eorum licentiam, & authoritatem annuit, & conceſſit, inde bona ſua quæcumque ſpecialiter, & expreſsè obligans, licentiam quidem, & authoritatem conſimiliter concedens idem Dominus Bellijoci dicto Domino prædictis nominibus ſtipulanti, & recipienti, ingrediendi bona prædicta obligato ex inde ut ſupra ubicumque ſoient, & reperirentur tenenda, & habenda per ipſum, ſucceſſoreſque ſuos, fructuſque, & exitus ipſorum bonorum percipiendo, ipſis fructibus, & exitus in ſortem minimè computandis, donec de dictis quadraginta millibus florenis, eſſet dicto Domino Comiti, vel ſuis ſucceſſoribus, integriter & plenariè ſatisfactum, ipſa etiam bona dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti concedens, ſive in totum, ſive in partem prout idem Dominus Comes ſibi proſpexerit expedire de pace videnda, ſi dicti ſucceſſores Domini Bellijoci, dicto Domino Comiti vel ejus ſucceſſoribus, dictos quadraginta mille florenos auri requiſiti per ipſum Dominum Comitem, vel alium pro ipſo, per unius menſis ſucceſſivè futuri ſpatium, poſt requiſitionem ipſam ſolvere recuſarent, ſeu ducerent recuſandum, aliis duobus caſtris de Lenr, & de Toſſey, cum eorum mandamentis, diſtrictibus, & pertinentiis ſupradictis de feudo dicti Domini Comitis, & ſucceſſorum ſuorum ut ſupra ſemper remanentibus ſub homagio ſupradicto. Item actum fuit inter prædictos Dominos nominibus quibus ſupra, quod dictus Dominus Bellijoci, ſucceſſoreſque ſui prædicta feuda habeant, & teneant, habere debeant, & tenere in perpetuum, in tanta, & conſimili nobilitate, quanta qualique *Illuſtres Viri Dominus Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, & Jacobus de Sabaudia Dominus Pedemontium* tenent, & tenere debent à dicto Domino Comite terras, & feuda quæ ſibi obvenerunt, & quæ tenent, & habent de partagio Sabaudiæ Comitatus, & eo mòdo quo Dominus Gebennarum Comes habet, & renet in feudum, & ea quæ tenet in feudum, & de feudo à Domino Comite Sabaudiæ ſupradicto. Item actum fuit, & in pactum expreſsè deductum, & conventum inter Dominos prædictos, quod prædicta feuda, & homagia non poſſint, nec debeant ſeparare perpetuò à Domino Comite Sabaudiæ, nec à Domino Bellijoci, nec eorum ſucceſſoribus Sabaudiæ Comitibus, & Dominis Bellijoci, ſed propriè Dominus Bellijoci, & non alius Domino Comiti Sabaudiæ, & alii ad dicta feuda, & homagia perpetuò teneantur. Item fuit actum & conventum inter Dominos antedictos, quod Dominus Bellijoci plures habens Filios, uni, vel duobus ex ipſis, unum vel duo de caſtris prædictis, cum eorum territoriis, diſtrictibus, mandamentis, pertinentiis, & aliis ſupradictis, cum ipſorum juribus feudalibus relinquere volens, hoc facere poſſit; dum tamen Dominus Bellijoci, ſemper homo Domini Comitis Sabaudiæ remaneret, & quidquid, & quæcumque de dicto feudo ſibi retineret, dividendo, vel aliter ſe ab homagio liberare, vel eximere non valeret, nec ſui etiam ſucceſſores, & nihilominus dicti Filii, quibus dicta duo caſtra, vel unum ex ipſis forent relicta, facerent homagia dicto Domino Comiti Sabaudiæ debita, & omnia quæ Vaſſalli Dominis ſuis facere de jure, conſuetudineque tenentur. Item cum dictus Dominus Bellijoci quondam in ſuo teſtamento reliquerit dicto Domino Eduardo, nunc Domino Bellijoci Filio ſuo, omnia emolumenta quæ poſſet habere à dicto Domino Comite, ratione damnorum, expenſarum, & gravaminum per eundem Dominum Bellijoci quondam, & gentes ſuas, ratione, & occaſione guerrarum dicti Domini Comitis factarum, & ſuſtentarum, ſeu etiam ratione tractatus ſupradicti inter dictos Dominum nunc Sabaudiæ Comitem, & Dominum Bellijoci quondam habiti, & conceſſi ut ſupra dictum eſt ſpecialiter, & expreſsè inter dictos Dominos Comitem, & Dominum nunc Bellijoci, quod ipſe Dominus Bellijoci dictum teſtamentum originale tradat, & tradere debeat dicto Domino Comiti, ad ipſius ſecuritatem majorem, infra feſtum proximum B. Michaëlis. Item, ut idem Dominus Bellijoci non videatur ſub prætextu contractus præſentis, vel pro aliquibus ſuperiùs contentis, quittaſſe feudum quod habet, & habere debet apud Gordans, ipſe Dominus Bellijoci pro ſe, & ſuis dictum feudum, & jus feudi quod habet, & habere debet apud Gordans, & in loco de Gordans ſibi, & ſuis ſucceſſoribus præſenti tractatu, contentiſque in eo nonobſtantibus reſervavit, & reſervata eſſe vult per pactum adhibitum ſuper hoc ſpecialiter, & expreſsè; feudum vero, & homagium, & jus feudi, & directi Dominii quod habet, & habere debet quoquomodo titulo ſine cauſa apud Bellum-Reguardum ſupra Sagonam Lugdunenſis Dioceſis, tam in caſtro, villa, loco, mandamento, diſtrictu, mero, mixto Imperio, & juriſdictione omnimoda, pertinentiis, & appenditiis ipſius caſtri, & loci, quàm occaſione ipſius. Idem Dominus Bellijoci pro ſe, & ſuis ſucceſſoribus dicto Domino Comiti pro ſe, & ſuis ſtipulanti dedit, donavit, & conceſſit, unà cum omni jure, actione, & ratione dicto Domino Comiti competentibus, & competere debentibus, in caſtro, villa, loco, & territorio, & mandamento prædictis, & occaſione ejuſdem, ipſum Dominum Comitem verum Dominum, & procuratorem conſtituens idem Dominus Bellijoci in prædictis, ut in rem ſuam propriam, quæ omnia, & ſingula ſupra ſcripta promiſerunt, & convenerunt dicti Dominus Comes, & Dominus Bellijoci alter alteri pro ſe, ſucceſſoribuſque ſuis, videlicet dictus Dominus Comes dicto Domino Bellijoci bona fide ſub obligatione omnium bonorum ſuorum, & dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti pro ſe, & ſuis ſtipulanti, per juramentum ab ipſo Domino Bellijoci, ſuper ſanc-

ANS de J. C. 1337.

ta Dei Evangelia corporaliter præſtitum, nec non ambo mihi notario infraſcripto more publicæ perſonæ ſtipulanti, & ſolemniter recipienti vice nomine, & ad opus dictorum Domini Comitis, & Domini Bellijoci, & ſucceſſorum ſuorum, & omnium quorum intereſt, & in futurum intererit, & intereſſe poterit quoquomodo rata, grata, & firma tenere, habere, attendere cum effectu, & inviolabiliter obſervare, & nunquam contra facere facto, vel verbo, nec contra venire volenti in aliquo conſentire, nec impedimentum aliquod apponere, vel apponi facere, ſeu quod apponatur à quocumque quomodolibet conſentire, & pro prædictis omnibus, & ſingulis promiſſis, & conventis per dictum Dominum Bellijoci, attendendis, complendis, & firmius obſervandis, dictus Dominus Bellijoci ſe, & ſuos ſucceſſores prædictos, & bona quæcumque pariter eorundem curiis, & coërcitioni, & compulſioni curiarum, diſtrictui, & mero examini Sedis Apoſtolicæ, Cameræque Domini Papæ, Dominique Francorum Regis, & parvi ſigilli Montiſpeſſulani, Caſtelleti, & Reverendorum Patrum in Chriſto Dominorum Lugdunenſis, Viennenſis, & Tarentaſienſis Archiep ſcoporum, ac Dominorum Matiſconenſis, Maurianenſis, & Bellicenſis Epiſcoporum ſpecialiter, & expreſsè ſupponit, & ſubmittit, ita quod per ipſas curias, & earum quamlibet ad obſervationem præmiſſorum coërceri valeat, & compelli. Renunciantes dicti Dominus Comes, & Dominus Bellijoci, quilibet ipſorum in quantum ſua intereſt ex eorum certis ſcientiis, & voluntatibus ſponteneis in hoc facto, exceptioni omnium prædictorum per eos non factorum, ſeu ritè, & legitimè non factorum, ut ſupra dictarum coovenrionum, dictorumque pactorum non ſic factorum, & non factorum ut ſupra, doli, mali, metus, erroris, & in factum actioni, condictioni ſine cauſa, vel ex injuſta cauſa, reſtitutionibus in integrum, beneficio juriſdicentia deceptis in contractibus ſubveniendum fore, & non poſſint objicere quod dolus dederit cauſam contractui, vel inciderit in contractum, & omnia alii juri Canonico, & civili per quod poſſent contra prædicta, vel aliqua de prædictis facere, vel venire, & juridicenti generalem renuntiationem non valere, niſi præceſſerit ſpecialis. Et fuit actum inter Dominos ſupradictos, quod prædicta omoia dictari, corrigi, & emendari poſſiot, & debeant ſemel vel pluries, quotiens neceſſe fuerit ad conſilium peritorum, facti tamen ſubſtantia in aliquo non mutanda, & quod de prædictis fiant duo, vel plura pro dictis Domino Comite, & Domino Bellijoci, & omnibus quorum intereſt, & in futurum intereſſe contigerit ſub eodem tenore publica inſtrumenta. Acta fuerunt hæc apud Ambroniacum, in Abbatia videlicet infra domum Domini Abbatis Ambroniaci, præſentibus Reverendo in Chriſto Patre Domino Jacobo Dei gratia Bellicenſi Epiſcopo, Illuſtri Viro Domino Amedeo Comite Gebennenſi, Venerabilibus in Chriſto Patribus Dominis Ambroniaci, & ſancti Sulpitii Abbatibus, Viris nobilibus Domino Joanne Domino Corgenonis, Domino Joanne Domino de Fromentes, & Domino Hugonino Domino Grandis-montis, Domino Anthonio de Claromonte, Domino Baſtidæ in Albaneſio, Dominis Hugone de Amanziaco, Philippo de Chaſeyardo, Jacobo Richarmi, Petro de Compeſio, & Terrico de Septino militibus, &c.

CCLXVIII.

ANS de J. C. 1338.

Conſtitution de l'Empereur LOUIS DE BAVIERE *& des Etats de l'Empire, par laquelle il déclare que l'Empire ne relève que de Dieu ſeul, & qu'il ne dépend point du Pape, fait à Francfort, le 8. d'Août*, 1338. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 148.

EMPIRE.

(a) Cette pièce eſt très-célébre & très-importante, fondant l'independance de l'Empire contre les prétentions des Papes.

(a) LIcet jura utriuſque teſtamenti manifeſtè declarent, Imperialem dignitatem & poteſtatem immediatè in filio Dei ab antiquo proceſſiſſe, & Deum per Imperatorem & Reges mundi jura humano generi apertè tribuiſſe: & quod Imperator ex ſola electione eorum ad quos pertinet, verus efficitur Imperator, nec alicujus alterius eget confirmatione ſeu approbatione: quoniam in terris quoad temporalia non habet ſuperiorem, ſed eidem gentes ſubſunt & nationes: & ipſe Dominus noſter Jeſus Chriſtus mandavit, quæ ſunt Dei Deo, & quæ ſunt Cæſaris Cæſari reddenda. Quia tamen nonnulli avaritiæ & ambitionis cæcitate ducti, & nullius ſcripturæ intelligentiam habentes, ſed divertentes à tramite recti ſenſus in quædam iniqua & prava commenta, & in aſſertiones deteſtabiles prorumpentes contra poteſtatem & auctoritatem Imperialem, & jura Imperatorum, Electorum, & aliorum Principum & Imperii fidelium committunt fallaciter aſſerentes: Quod Imperialis dignitas & poteſtas eſt à Papa, & quod electus in Imperatorem non eſt verus Imperator nec Rex, niſi prius per Papam ſive ſedem Apoſtolicam confirmetur, approbetur & coronetur: & per hujuſmodi pravas aſſertiones & peſtifera dogmata hoſtis antiquus movet, jurgia ſuſcitat, contentiones parit, & ſeditiones procurat. Ideò ad tantum malum evitandum de conſilio & conſenſu Electorum & aliorum Principum Imperii declaramus, quod Imperialis dignitas & poteſtas eſt immediatè à ſolo Deo: & quod de jure & Imperii conſuetudine antiquitus approbata, poſtquam aliquis eligitur in Imperatorem ſive Regem ab Electoribus Imperii concorditer, vel majori parte eorundem, ſtatim ex ſola electione eſt Rex verus & Imperator Romanorum cenſendus & nominandus, & eidem debet ab omnibus Imperii ſubjectis obediri; & adminiſtrandi jura Imperii & cætera faciendi, quæ ad Imperatorem verum pertinent, plenariam habet poteſtatem, nec Papæ ſive ſedis Apoſtolicæ aut alicujus alterius approbatione, confirmatione, auctoritate indiget vel conſenſu. Et ea propter hâc hæc in perpetuum valitura lege decernimus, ut electus in Imperatorem concorditer vel à majori parte Electorum ex ſolâ electione cenſeatur & habeatur ab omnibus pro vero & legitimo Imperatore, & eidem ab omnibus ſubjectis Imperio debeat obediri, & adminiſtrationem & juriſdictionem Imperialem & Imperialis poteſtatis plenitudinem habeat, & habere ac obtinere ab omnibus cenſeatur & firmiter aſſeratur. Quicunque autem contra hæc declarata, decreta vel definita, aut aliquid eorum aſſerere ſeu dicere, aut aſſerentibus ſeu dicentibus conſentire, vel eorum mandatis, vel litteris, vel præceptis obedire præſumſerint, eos omnibus feudis, quæ ab Imperio detinent, & omnibus gratiis, juriſdictionibus, privilegiis & immunitatibus à nobis vel prædeceſſoribus noſtris eis conceſſis ex nunc privamus, & ipſo jure & facto decernimus eſſe privatos. Inſuper eos crimen læſæ Majeſtatis decernimus incurriſſe, & pœnis omnibus impoſitis crimen læſæ Majeſtatis committentibus ſubjacere. Datum in oppido noſtro de Franckenfurt, die 8. menſis Auguſti, anno Domini 1338.

CCLXIX.

ANS de J.C.

CCLXIX.

1338. L'Empereur et Rome.

Lettre des ELECTEURS DE L'EMPIRE, *au Pape* BENOIT XII. *touchant* LOUIS DE BAVIERE *Empereur, par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont réſolu à la Diéte touchant les droits de l'Emp.re, qu'ils lui déclarent vouloir maintenir. Sans datte.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 119.

SAnctiſſimo in Chriſto Patri ac Domino, Domino BENEDICTO Papæ: Veſtri devoti filii, Henricus Dei & Apoſtolicæ ſedis gratia Archiepiſcopus Moguntinus, Electorum Principum Decanus, nec non per Germaniam Sacri Imperii Archicancellarius: Balduinus Archiepiſcopus Trevirenſis, Cancellarius Galliæ: Walramus Archiepiſcopus Colonienſis, Cancellarius Italiæ: Waldemarus Marchio Brandeburgenſis, Camerarius: Rudolphus Palatinus, Dapifer: Rudolphus Dux Saxoniæ, portitor enſis; Romanorum Regis, & coronandi Imperatoris legitimi Electores. Gravamur non modicè, & turbamur ex intimis, cum reverendam Sacroſanctam Romanam Eccleſiam, matrem noſtram, & ipſius ſummos Pontifices, quibus reverentiam & honorem exhibere volumus promptis & devotis animis (a) omni vice; ac Sacroſanctum Imperium & Imperatores ſeu Reges ipſius, quorum defenſio ad nos ac omnes alios Electores noſtros præ cæteris mundi Principibus ſpecialiter pertinere dinoſcitur; ſicut temporibus præſentibus, videmus ad invicem diſcordare. Nam ex hoc non potuerunt ſibi & populo Chriſtiano proficere & prodeſſe, & prout eſt divinitus inſtitutum, ſibi mutuò ſuffragari. Propter quæ in diverſis mundi partibus, provinciis & terris, ipſis regendas, gubernandas commiſſis, innumera execrabilia pericula animarum, perſonarum & rerum, & diverſa ſcandala in Dei Eccleſia, (quod dolenter referimus) ſunt ſuborta; & majora præſumuntur futuris temporibus, quæ ad planum dici nequeunt vel conſcribi, certitudinaliter ſuborriri: quæ ſubmoveri non poſſunt, niſi utraque poteſtas contenta ſit ſuis juribus & conſuetudinibus hactenus obſervatis, & reformentur, quæ una contra aliam attemptavit.

(a) G. G. Leibnitz croit qu'il faut lire *omnp.* en abregé, pour *Omnipotentis.*

§. 2. Sanctitati veſtræ cum omni devotione, & in modum, quem poſſumus, meliorem & humiliorem referimus bono zelo, quod ſuper præmiſſis & ad conſulendum & providendum Sacroſancto Romano Imperio, cujus jura, honores, bona, libertates & conſuetudines proſtrata jacent, & à diverſis perſonis Eccleſiaſticis & ſæcularibus ſunt & fuerunt hactenus in grave præjudicium dicti Imperii invaſa, occupata, & multipliciter conculcata; XV. die menſis Julii anni XXXVIII. in Reinſe ſuper alveo Reni (ubi Principes electores ſuper negotiis Imperii tractandis convenire conſueverunt ab antiquo) cum aliis Principibus Electoribus Imperii in unum fuimus congregati; & diverſis deliberationibus & conſiliis præmiſſis, ſicut divinæ gratiæ placuit, omnes unanimes fuimus & nullo penitus diſcrepante pro defenſione & recuperatione jurium, honorum, bonorum, libertatum, conſuetudinum Sacri Romani Imperii ac totius Chriſtianitatis, ad cujus Regimen & defenſionem idem Imperium principaliter ordinatum dinoſcitur; diſpoſuimus & ordinavimus, pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, & firmavimus jurejurando, per ſacramenta corporaliter à nobis & omnibus Coelectoribus noſtris præſtita; quod jura, honores, bona, libertates & conſuetudines dicti Imperii & noſtra, nobis in Electione Imperii competentia ex conſuetudine vel de jure manuteneamus, defendamus & illibata conſervemus toto poſſe, & viribus noſtris, contra omnes homines cujuſcunque præeminentiæ, dignitatis, ſeu ſtatus exiſtant, & quod hoc non obmittamus propter aliqua pericula rerum & perſonarum, aut præcepta, mandata & proceſſus, per quemcunque modum & formam prolati ſint, vel in antea proferantur contra Imperium & nos, vel Coelectores noſtros; per quæ dicto Imperio, ac eobis & Coelectoribus noſtris in prædictis juribus, bonis, hominibus, libertatibus & conſuetudinibus præjudicatum ſit, vel in futurum poſſet præjudicium generari.

ANS de J.C. 1338.

§. 3. Et tandem ſuper præmiſſo lamentabili deſiderio, & cauſis originalibus, ex quibus ortum dinoſcitur, quod inter Sanctam Romanam Eccleſiam, ac ſacrum Romanum Imperium & Dominum noſtrum LUDOVICUM Romanorum Imperatorem, jam longis temporibus diligenti & ſollicita deliberatione præhabita, nos & alii Coelectores noſtri cognovimus, & nobis conſtitit evidenter ex proceſſibus quondam Domini Johannis Papæ XXII. prædeceſſoris veſtri, quod ipſe primo & poſtea ſententias excommunicationis & interdicti (ſi ſic dici merentur) ac alias diverſas ſententias & proceſſus de facto contra Deum & Juſtitiam, & juris ordinem fulminavit, contra prædictum Dominum noſtrum, Dominum Ludovicum Rom. Imperatorem, ac fautores & adhærentes ſibi: qui à majori parte Principum Electorum ſuit ritè & rationabiliter in Regem Rom. electus, in Imperatorem poſtea conſervandus: quod ſe de adminiſtratione Imperii intromiſit, non approbato per prædictum prædeceſſorem veſtrum ipſius electione, quam in diſcordia aſſeruit celebratam.

§. 4. Per quas ſententias & proceſſus, cum juri & conſuetudini Imperii præfato Domino noſtro Ludovico, nobis & aliis Electoribus Imperii permaximè derogetur; cum jure caveatur & conſuetudine, cujus contrarium in memoria hominum non exiſtit, ſit rationabiliter introductum, & ſine cujuſvis contradictione legitimè obſervatum, ſicut etiam in prædicto Parlamento per nos & alios Coelectores noſtros, præhabita diligenti deliberatione & diſcuſſione, ac conſilio multorum Principum, Comitum, Baronum & nobilium eſt concorditer declaratum, & ſententialiter definitum: Quod vacante Romano Imperio is, qui eligitur concorditer, vel à majori parte Principum Electorum, pro Rege Romanorum ab omnibus eſt habendus: Et quod nec nominatione, approbatione, confirmatione, conſenſu, vel auctoritate ſedis Apoſtolicæ ſuper amminiſtratione bonorum & jurium Imperii indiget, ſive titulo Regio aſſumendo: quodque jura & bona Imperii amminiſtrare & gubernare poterit, & de jure & conſuetudine, nulla ſedis Apoſtolicæ ſuper hoc licentia habita vel obtenta.

§. 5. Quare cum Sanctitas veſtra teneatur præ omnibus Regnis mundi defendere jura Imperii, quod ad defenſionem ſedis Apoſtolicæ & totius fidei Chriſtianæ eſt cœlitus ordinatum, & ſine cujus ſalubri gubernatione & defenſione non poteſt in opulentia pacis perſiſtere Chriſtianus populus, nec benè colere pacis auctorem: Clementiæ Sanctitatis veſtræ ſupplicamus, cum omni humilitate & reverentia, quæ poſſumus & valemus, quatenus ſententias & proceſſus prænotatos, & quidquid exinde ob nos ſecutum eſt totaliter & penitus revocetis, tanquam in præjudicium Imperii & jurium ipſius prolatos. Quæ jura illibata pro poſſe ſervare tenemur ratione à nobis præſtiti juramenti, ut obinde in omni obedientia & devotione Eccleſiæ Romanæ & ſanctitatis veſtræ debeamus devotionibus animis perpetuo permanere. Et ne, ſi ſecus fieret, nos & alii Coelectores noſtri, cum aliis Principibus Eccleſiaſticis & ſecularibus Alamaniæ cogeremur invenire & quærere contra eoſdem proceſſus & ſententias, quamvis inviti, remedia opportuna. Super præmiſſis ad Sanctitatem veſtram tales tranſmittimus, quibus in dicendis & petendis noſtro

ANS de J. C. 1339.

tro omnine fidem, veſtram clementiam petimus adhibere.

CCLXX.

EMPIRE ET GUELDRE.

Lettres par leſquelles l'Empereur LOUIS IV. DE BAVIERE *crée Duc* RAINAULD *Comte de Gueldre. Fait à Francfort, le 19. Mars* 1339. G.G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 151.

LUDOVICUS IV. * * omnibus has literas viſuris ſalutem. Quandoquidem REINOLDUS Comes Gelriæ, regio genere ortus, multa ſervitia * Imperio præſtiterit, & adhuc præſtare poterit, Henrico Moguntino & Balduino Treverenſi, Archiepiſcopis, Joanne Rege Bohemiæ, Rudolpho Comite Palatino Rheni & Duce Bavariæ, Rudolpho Duce Saxoniæ, Ludovico Marchione Brandenburgenſi filio noſtro primogenito, præſentibus, dictum Reinoldum ex Comite Ducem Gelriæ creamus, ut & poſteros ejus legitimos: cum hoc privilegio, quando nos aut ſucceſſores noſtri publicabunt Parlamenta, vel quando novi aliqui Principes creabuntur, vel ſimiles actus publici celebrabuntur, quod tunc ipſe veſtibus Cæſareis nos induet.

ANS de J. C. 1339.

§. 2. Item quando ſucceſſores noſtri Romanorum Reges, Aquiſgrani, Mediolani & Romæ coronabuntur, quod tunc ipſe aut ejus heredes coronam Regiam dictis Regibus ſuper caput imponent, deponent, portabunt, & in manibus geſtabuot.

§. 3. Inſuper ad majorem dicti Ducatus & Principatus ſplendorem, aſſignamus ipſi, juxta morem Imperii, quatuor officiarios infra nominandos, & eorum heredes, videlicet, Jacobum van Myrlaer Oeconomum, Everardum van Wylp Mareſcalcum, Theodericum van Lienden Buticularium ſeu Pocillatorem, & Guilelmum van Brouchuyſen Camerarium.

§. 4. Item concedemus ipſi jus cudendi monetam auream, juxta valorem monetæ Archiepiſcopi Colonienſis, Ducis Brabantiæ, & Comitum Hannoniæ atque Hollandiæ. In teſtimonium veritatis has Literas ſcribi, & ſigillo noſtro firmari juſſimus. Datum Francofurti, die 19. Martii, anno Domini milleſimo trecenteſimo tricesimo nono.

CCLXXI.

ANS de J.C. 1339. BRABANT ET FLANDRE.

Traité & Alliance entre JEAN III. *Duc de Brabant, &* LOUIS DE NEVERS *Comte de Flandre, fait au mois de Décembre* 1339. Placards. Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. II. pag. 546.

IN den name des Vaders, des Soons, des Heylichs Gheeſts, ende ter eere der reyner Maghet Marie de Moeder Godts. Allen den ghenen die deſe teghenwoordighe Letteren ſullen ſien oft hooren leſen.

Wy JAN by der gratien ons Heeren, Hertoghe van Loterijck, van Brabandt, van Limborch, ende Marcgrave des Heylichs Rijcks: LODEWIJCK Grave van Vlaenderen, van Nevers, ende van Rethels, Communghemeyns, Schepenen, Raedt, ende al t'commun van de Steden vao Brabant, Leuven, Bruſſel, Antwerpen, s'Hertoghenboſſch, Nyvele, Thienen ende Leeuwe, Borghmeſters, Vooght, Prooſt, Schepenen ende Raedt, ende al t'commun van de Steden van Vlaenderen, Ghendt, Brugghe, Ypre, Cortrijck, Oudenaerde, Aelſt ende Gheraertsberghe, Saluyt in onſen Heere. Met kenniſſe der waerheden weten alle, dat wy Jan ende Lodewijck Hertoghe ende Grave vooren ghenoemt, met onſe voorghenoemde Steden met ons, by ghemeenen conſente ende raede, ſiende ende merckende dat de goede Lieden van beyde den Landen ghebueren zijn ſonder middel, den welcken ſalichlijck ende profitelijck is, in jonſten, in minnen, ende in eendrachticheden te gadere te weſen, ende elck aen ander te cleven, met volmackten wille, ende ghetrouwe herten: Ende dat de voorſchreven twee Landen vervult zijn van grooter menichte van volcke, t'welcke niet geſuſtincert weſen en mach ſonder Coopmanſchappe, ende ſonder Neeringhe: Siende oock, ende merckende dat Coopmanſchepe ende neeringhe niet ghevoet en ſoude moghen weſen, ſonder in Landeo van Peyſe, ruſte, eendrachticheden, Vryheden, Coopmanſchepe ende neeringhe elck met anderen, ende te ſchouwen voortaen tuſſchen ons ende ooſe nacomers, alle ſaecken ende materien van gheſchille, van onpeyſe, ende van bloetſtortinghe, ende in beſchermeniſſe, ende behoudeniſſe van onſen lijve, goede, ende landen, ende onſe nacomers: By goede deliberatie ende

CCLXXI.

ANS de J.C. 1339. BRABANT ET FLANDRE.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Père, du Fils, du Saint Eſprit, & en l'honneur de la Sainte Vierge Marie Mere de Dieu, a tous ceux qui ces préſentes Lettres verront ou entendront lire.

Nous JEAN *par la grace de nôtre Seigneur, Duc de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, & Marquis du Saint Empire;* LOUIS *Comte de Flandres, de Nevers, & de Rethel, Communautez, Eſchevins, Conſeil & tous les habitans des Villes de Brabant, Louvain, Bruxelles, Anvers, Boiſleduc, Nivele, Thillemont & Louvain, Bourgemaîtres, Gouverneurs, Baillifs, Prevoſts, Eſchevins & Conſeil, & tous les habitans des Villes de Flandres, Gand, Bruges, Ypres, Courtray, Oudenarde, Aloſt & Gheraerſbergh, Salut en nôtre Seigneur. Avec connoiſſance de la verité; ſachant tous, que nous Jean & Louis Duc & Comtes ci-deſſus nommez, & les Villes ſuſmentionnées, avec nous par conſentement & avis unanime, conſidérant & remarquant que les habitans des deux Pais ſont immédiatement voiſins l'un de l'autre, & qu'il eſt de leur ſureté & de leur avantage de s'entretenir en amitié & concorde, & d'être attachez les uns aux autres par une parfaite volonté & un cœur ſincere; & que leſdits deux Pais ſont grandement peuplez, & ne peuvent ſubſiſtir ſans Trafic & ſans Négoce: Conſiderant auſſi & remarquant que le Trafic & le Négoce ne ſauroit ſe faire; ſans que les Pais jouiſſent de la Paix, tranquilité, concorde & liberté de Commerce les uns avec les autres; & pour éviter à l'avenir entre nous & nos ſucceſſeurs toutes affaires & matiéres de diſpute, de diſcorde & d'effuſion de ſang, & pour la conſervation, & défenſe des vies, biens & Pais de nous & de nos ſucceſſeurs, par mûre déliberation & bon conſeil, & pour l'utilité, profit & avantage de nos ſuſdits deux Pais; nous Ducs & Comtes ſuſnommez, tant pour nous que pour nos nobles, tant preſens qu'avenir de nos deux Pais, Chevaliers, ſerviteurs & pour leurs ſucceſſeurs, enſemble les habitans de nos ſuſdits deux Pais,*

ANS de J. C. 1339.

ende rijpen raede, om de openbare nutſchepe, profijt, ende orboor van de voorſchreven twee Landen. Hebben wy Hertoghe, ende Grave voorſchreven, ons, ende onſe naecomende de Edele van onſe twee Landen, Ridderen, Knapen, Mannen, ende over haer nacomers, metten goeden lieden vanden Steden van beyde onſe Landen voren ghenoemt, ende wy Communghemeyns, Schepenen, Raet, ende t'commun vande voorſchreven Steden van Brabandt, Borghemeeſters, Vooght, Prooſt, Schepenen, Raedt, ende al t'commun van de voornoemde Steden van Vlaenderen, over ons, ende onſe naecomers, met onſe voorſchreven Princen, ende inden name van allen den anderen Steden, Meyers, Landen, ende Caſtelrijen vanden gheheelen Lande van Brabant ende van Vlaenderen gheordonneert, gheaccordeert, over een ghedragen ende verbonden, inder manieren naevolgende.

I. In 't eerſte dat van deſen daghe voort, ende eeuwelijck ghedurende, ſoo wie die eenich van ons Hertoghe ende Grave voornoemt, van onſe naecomers, ofte van onſen Lande van Brabant ofte Vlaenderen, ſteken, dringhen, beſlnyten, veronrechten, oft deiren wilde, met Oorloghe oft anders, in wat maniere dat ware, in ſiele, lijve, oft in goede, dat wy elckanderen, in goede trouwe ende ſonder erghelijſt, beſchudden, beſchermen, helpen, verwaren ende ontcommeren ſouden, met lijve ende goede, welcke tijden, ende alſoo menichwerven, dat wijſe oft eenich van onſlieden ſullen verſocht weſen, op oos ſelfs koſt, ende ghelijck ons ſelfs Landen. Behouden die, dat de ghene die den anderen, in hulpe, beſchudde ende ſecours comen, ſoude moghen nemen redelijcke ende tamelijcke (in des anders Landt) fourage te haren Peerden.

II. Item, dat wy Hertoghe ende Grave voornoemt, onſe nacomers, oft eenighe van onſe lieden van onſen Landen van Brabant ende van Vlaenderen, oft eenich vanden twee Landen, nimmermeer oorloghe beghinnen oft voren aengrijpen moghen op yemanden, ſonder den Raet, wille, ende conſent van de twee Landen voorſeyt, Oft het ne ware dat op ons Hertoghe ende Grave voornoemt, op onſe nacomers, ofte op eenich van onſlieden, oft op eenich van onſe nacomers, op onſe voornoemde twee Landen, oft eenich van dien Landen, oorloghe, queſtinghe, oft deire, voren beghonnen ware by eenigen Prince oft andere perſoonen, dat wy ons voornoemde twee Landen, elck de ſijne, ſonder conſent ende raedt van den anderen, verhoeden, beſchudden, beſchermen, ende bewaren mochte in dit ſtuck, ende dan ware elck anderen ſchuldich te ſijne behulpich, inder manieren dat verclaert is in 't eerſte poinct van deſen verbonde.

III. Item, waert ſoo dat wy eenighe oorloghe te gadere beghonnen oft ghemeyne waren aenghegaen op yemant, oft wancoſt doen om des anderen ſake bejaecht oft ghecreghen hebbeo, dat d'een Heere ende ſijn Landen, ſonder conſent van den anderen Heere ende Lande nimmermeer vrede, beſtant, Peys, noch Accoort maken ſouden.

IV. Item, hebben wy ghelooft, ende ghelooven elckanderen, dat wy om de voornoemde twee Landen te houden in goeden peyſe, Coopmanſchappe ende neeringhe. Sullen helpen beraden, troeſten d'een den anderen met alle onſe macht, en in allen ſaken, ende hebben ghenomen ende nemen alſnu elck van onſlieden binnen ſijnder macht ende Heerſchappije, beede by watere ende te Lande, de Lieden ende alle de Inwoonende vanden anderen Lande, ende elck ſonderlinghe, in onſe beſchermeniſſe ende ſekerbehoet. Ende in 't gelijcke alle Cooplieden van ſoo wat Lande ſy zijo, haer goet, haer Coopmanſchepe, ende haer meyſnieden, commende, weſende, ende keerende binnen den palen vanden voorſz. twee Lan-

Païs, & nous Communautez, Eſchevins, Conſeils, & bourgeois de nos ſuſdites Villes de Brabant, Bourguemaitres, Baillifs, Prevoſts, Eſchevins, Conſeils, & tous les bourgeois de nos ſuſdites Villes de Flandres, tant pour nous, que pour nos ſucceſſeurs, deſcendans avons avec nos ſuſdits Princes & au nom de toutes les autres Villes, Mayeries, Païs & Châtellenies de tous les Pais de Brabant & de Flandres ordonné, accordé, convenu & nous ſommes obligez comme s'enſuit.

ANS de J. C. 1339.

I. En premier lieu que dès cejourd'hui & pour toûjours, quiconque voudra forcer, arrêter, faire tort, ou endommager quelqu'un de nos Duc & Comte ſuſdits, de nos ſucceſſeurs ou de nos Païs de Brabant ou de Flandres, par guerre ou autrement en quelque maniére que ce ſoit, ſoit en leur ame, vie ou biens, nous nous protegerons, ſoûtiendrons, deffendrons & ſecourrons l'un l'autre de nos vies & de nos biens, toutesfoie & quantes que nous en ſerons requis, à nos propres dépens, & comme nos propres Païs, excepté que ceux qui viendront au ſecours des autres pourront prendre dans le Païs qu'ils viendront deffendre du fourage pour leurs chevaux ſuivant qu'il ſera convenable & de raiſon.

II. Item, que nous Duc & Comte ci-deſſus nommez, nos ſucceſſeurs, ou quelqu'un de nos Païs de Brabant & de Flandres, ne commenceront ou continueront jamais de guerre, contre quelqu'un ſans le conſeil, volonté, & conſentement deſdits deux Païs, & que s'il y avoit quelque guerre, injure, ou dommage commencé contre nos Ducs & Comtes ſuſnommez, ou nos deſcendans, ou contre quelques uns de nous, ou de nos deſcendans, contre noſdits deux Païs, ou contre quelques uns d'eux par quelque Prince ou autre perſonne, que nous ne pourons deffendre & proteger noſdits deux Païs, au chacun le ſien ſans le conſentement & conſeil des autres, mais que en ce cas les uns ſeront obligez de deffendre les autres en la maniere portée par le premier article de ce traité.

III. Item, que s'il arrivoit que nous euſſions conjointement commencé ou ſoûtenu quelque guerre contre quelcun, ou fait de faux frais pour deffendre la querelle l'un de l'autre, le Souverain & ſes Païs ſans le conſentement de l'autre Seigneur & de ſes Païs, ne pourra faire aucune Paix, tréve ni accord.

IV. Item, nous nous ſommes promis, & promettons réciproquement que pour entretenir leſdits deux Païs en bonne paix, Commerce & négoce, nous nous conſeillerons & conforterons l'un l'autre de tout nôtre pouvoir & en toute occaſion; & pour cet effet avons pris & prenons chacun de nous en nôtre pouvoir & Seigneurie, ſoit par terre ſoit par mer, & les gens & habitans des autres Païs & chacun d'eux en nôtre protection & Sauvegarde, & ſemblablement tous les marchands de quelque Païs qu'ils ſoient, comme auſſi leurs biens, marchandiſes, & leur famille venant & étant dans les limites de nos ſuſdits deux Païs, en payant les juſtes droits de la donane, dettes, & amendes qui pourroient être encourruës ſelon les Loix & uſage du Païs; & c'eſt

ANS de J. C. 1339.

Landen, betalende haren rechten Tol, coſtumen, ende ſchulden, ende van haren miſdaden haren omenden, naer Wetten, ende uſaghen vanden Lande: Ende is ons ghemeene conſent ende begheerte, dat de Coophieden vanden voornoemde twee Landen hem peyſivelijck onderlinghe ghenieren, ende dat elck coopen mach in des anders Landt, alle maniere van Coopmanſchepe, ende die voeren oft doen voeren, binnen ſijnen Landen, te ſijnen profijte, ſonder belet ofte verlet van yemande, betalende dat ſy ſchuldich zijn te betalene, alſoo voorſchreven is.

V. Item, hebben wy gheordonneert, omme die Coopmanſchepe ende neeringhe te houden binnen de voorſz. twee Landen, datmen ordonneren ende ſlaen ſal eene ghemeene Munte, goet ende weerdich, die haren loop hebben ſal in beyde de Landen voorſz. De welcke ſal blijven ſtaende in een poinct ſonder verwandelen t'eeuwelijcken daghe, oft het ne ware by ghemeene conſente ende overeendraghen van beede de Princen, ende van beede de ghheeele Landen boven gheſeyt. Ende daer toe ſalmen nemen ende kieſen twee perſoonen van elcks Heeren weghe voorſeyt, ende eenen perſoon uyt elck vande drye goede Steden van Brabandt voornoemt, dats te wetene Leuvene, Bruſſel ende Antwerpen. Ende van Vlaenderen, dats te weten, Ghendt, Brugghe ende Ypre, die Waerdeyne daer af weſen ſullen, dat te wetene die Waerdeyne uyt Brabandt ghecoren, die Vlaemſche Munte te waerderene, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen ghecoren, die Brabantſche Munte te waerderene, de welcke, Waerdeyne uyt Brabant commen ſullen inde Stede van Ghendt, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen ſullen commen inde Stede van Leuvene, t'elcken drye maenden oft corter, by alſoo dat hen orboor ende profijt dunct, t'eewelijcke daghe ghedurende. Ende ſullen haer aſſaye doen loyalijck ende in goeder trauwe, ende op den eedt die ſy daer af doen ſullen, t'allen tijden datmenſe vermaken ofte vernieuwen ſal. Daer by is te wetene, dat alle andere Munte, ſonder deſe, die loop hebben ſullen binnen de voorſz. twee Landen gheprijſt, ende ghewaerdeert ſullen weſen naer haer rechte weerde ende prijſe vander ghemeener Munte voornoemt.

VI. Item, waert dat wy, oft eenich van onſlieden ofte onſe naercommers, ofte eenighe van hemlieden, t'eenighen daghe d'een van den anderen ons van onrechte te beclaghen hadden, oft te dolerene, in wat manieren, ofte in wat ſaken, ofte hoe menichwerven dat weſen mochte, waert van ſaken den Princen, Landen, den Steden, den Caſtelrien, ofte ſinguliere perſoonen toucherende, dat die gene die hem te beclaghene hadden, die ſake van hare elachte ontbieden ſouden hy hoden, oft by gheſehrifte, den Heeren, den goeden Steden, van den anderen Lande, ofte den ghenen wiens lieden ende ſubjecten men de miſdaet aenlegghen ſoude, ende verſoecken daer af recht, ende beteringhe naer de miſdaet. Ende ſoo waete die Heere, ſijne Steden, oft die ghene die aldus verſocht, ende ghekommeert weſen ſoude, dat onrecht ende die miſdaet, ſchuldich te beteren, ofte te doen beteren, ende te doen herechtene den ghenen wie het toucheren mach, ende aengaen ſoude, binnen acht daghen navolghende der tijdt dat s'ijs eerſt verſoeht weſen ſouden. Ende in ſtie dat deſe ſaken niet afgheleyt noch ghebetert en worden binnen die acht daghen, alſoo voornoemt is, om te verhoedene dat nemmermeer t'eenighen daghe rijſen noch ſpruyten en mochten, oorloghe, geſchille ofte diſcordie, tuſſchen ons Hertoghe ende Grave voornoemt, tuſſchen onſe naercomeren, tuſſchen onſe voornaemde twee Landen, noch tuſſchen eenighe Steden, Caſtelrien, ofte ſingulier perſoonen vande voornoemde twee Landen, hebben wy gheaccordeert, ende verbonden al nu, dat elck van ons Hertoghe ende Grave voorſchreven, ofte van onſe naercommers, eewelijck

ANS de J. C. 1339.

& c'eſt nôtre commun conſentement & déſir que les Marchands des ſuſdits deux Pais ſe comportent paſiblement, & que chacun puiſſe acheter dans le Pais de l'autre toute ſorte de Marchandiſe, & les voiturer ou faire voiturer dans ſon Pais a ſon profit, ſans trouble ou empêchement d'aucun, en payant ce qu'ils ſeront tenus de payer, comme dit eſt.

V. Item, nous avons ordonné, pour entretenir le dit Commerce & négoce dans les ſuſdits deux Pais, que l'on ordonnera & frapera une Monnoye commune bonne & loyale, qui aura ſon cours dans les deux Pais ſuſdits; laquelle demeurera en un même point ſans qu'il y ſoit jamais fait aucun changement, ſi ce n'eſt du conſentement unanime des deux Princes & Pais ſuſmentionnez. Pourquoi ſeront choiſies deux perſonnes de la part de chacun deſdits Seigneurs, & une perſonne de chacune de trois Villes de Brabant, ſavoir, de Louvain, Bruxelles & Anvers. Et de Flandres, ſavoir, Gand, Bruges & Ypre, qui en ſeront les Eſtimateurs, ſavoir eſt que les Eſtimateurs choiſis de Brabant, mettront le prix à la Monnoye de Flandres, & les Eſtimateurs choiſis de Flandre, mettront le prix a la Monnoye de Brabant, leſquels Eſtimateurs de Brabant viendront dans la Ville de Gand, & les Eſtimateurs de Flandres dans la Ville de Louvain, chaque trois mois tout au moins, en ſorte que l'avantage en demeure eternellement, & ils feront leur eſſay loyalement & de bonne foi, & ſur le ſerment qu'ils en prêteront, chaque fois qu'on la refera ou renouvellera: bien entendu que toute l'autre Monnoye, & ſpecialement celle, qui aura cours dans les ſuſdits deux Pais ſera appreciée & evaluée ſelon ſon juſte prix & valeur par les communs Eſtimateurs ſuſdits.

VI. Item, que s'il arrivoit ci-aprés en quelque tems que ce fût que nous, ou quelqu'un de nous; nos deſcendans, ou quelqu un d'eux vinſſent a former quelque plainte l'un contre l'autre pour quelque tort en quelque maniere, ou quelque choſe & ſi ſouvent que ce ſoit, ſoit pour choſe qui regarderoit les Princes, les Pais, les Villes, Chatelenies, ou quelque perſonne particuliére, que celui qui auroit a ſe plaindre denoncera ſa plainte par un meſſager, ou par écrit aux Seigneurs, aux bonnes Villes de l'autre Pais, ou a ceux contre les gens ou ſujets deſquels on auroit action, & leur demandera juſtice & reparation, ſelon le delict. Et ſera le Seigneur, la Ville, ou celui qui ſera ainſi requis & ſommé de faire droit ſur le tort ou delict, obligé a la requête du demandeur de le faire dans huit jours, à compter de celui que ladite demande ou ſommation aura été faite. Et qu'en cas que l'affaire ne pût pas être terminée dans leſdits huit jours, comme dit eſt, pour empêcher qu'aucune guerre, different ou diſcorde n arrive entre nous Ducs & Comtes, nos deſcendans, nos ſuſdits deux Pais, ni entre quelques Villes, Chatellenies, ou perſonne particuliére deſdits deux Pais, nous avons accordé & traité des a preſent, que chacun de nos Ducs & Comtes ſuſdits, ou de leurs deſcendans à jamais, & en quelque tems que le cas arrive prendra deux honnêtes gens de ſon Conſeil, & chacune des trois Villes de Brabant un échevin, & chacune des trois Villes de Flandres ſuſdittes un échevin, leſquelles dix perſonnes s'aſſembleront dans le Pais du demandeur ou plaignans, & dans une des quatre bonnes Villes de ce Pais, & que ſera la plus proche des Villes, où le tort ou dommage en queſtion aura

ANS de J.C. 1339.

lijck ghedurende, ende t'allen tijden dat te doene weſen ſal, nemen ſal twee goede lieden van ſijnen Rade, ende elck van drie goede Steden van Brabant, eenen Schepene, ende elck vande drie goede Steden van Vlaenderen voornoemt eenen Schepenen, de welcke thien perſoonen vergaderen ſullen in dat lant, daer de ghene toebehooren die hem beclaghende zijn, ende in een vande vier goede Steden van dien Lande die naeſt is der Steden daer dat onrecht ghedaen oft ghespruyt is, binnen achte daghen na dat ſijs vermaent ſullen zijn, ſonder fraude, ende ſullen doen openbaerlijc haren eedt, als ſy vergadert weſen ſullen in preſentie elck van andere, op die Heylighe Evangelie, loyalijck te onderwindene ende inquirerene, dat rechte, ende waere van die clachten, ende geſchillen, ende diſcordien, ende die te termineren, ende ſentencieren, ende te accorderen, nae recht, ende redene, ſonder eenighe partie daer inne re draghene. Ende ſullen beletten ende verhoeden alle faecken, ende materien van diſcordie. Ende en ſullen uyt dier Steden nimmermeer ſcheydeo, oft het ne ware, dat ſy oft eenich van henlieden by Sonneſchijne daer uyt voeren, ende binnen dien ſelven daghe by Sonneſchijne weder daer inne quamen totter tijdt dat ſy al die faecken, daer ſy om vergadert weſen ſouden, ghetermineert, vereffent, ghepaeyt ende gheaccordeert ſullen hebben. De welcke thien perſoonen die aldaer ghecoren ende ghedeputeert weſen ſullen, ende alſoo menichwerff alſt te doene weſen ſal, wy, ende elck van onſlieden over ons ende onſe naercomers gheven als nu, volle macht, authonteyt, ende ſpeciael bevel, die faecken daer ſy toe ghecoren ende ghedeputeert weſen ſullen te inquirerene, te terminerene, ende te ſententierene, te vereffene, ende te accorderene, inder manieren dat voorſeyt is: ende gheloven alle, ende elck van onſlieden by hem, over ons, onſe naercommers te houdene, ende te volcomene, wel, ende gheſtadelijck al 't ghunt dat by die thien perſoonen ghedeputeerde, gheinquireert, ghetermineert, ghewijſt, vereffent, ende gheaccordeert weſen ſal, ſo alle die faecken, ende elcke ſonderlinghe, ſonder nimmermeer tet te doene oft te attenteren, in contrarie: Ghevielt oock dat eenich vande voornoemde thien perſoonen, quame van lijve ter doot, binnen den termijne dat ſy vergadert waren om te tracterene, eer dat ſy haer laſt ghetermineert ſouden hebben, ſoo is ons conſent ende wille hoe menichwerf het gheviele, dat de ghene by wien die perſoon ghecoren ende ghedeputeert was, eenen anderen vanden ſelven Rade, oft Schependomme kieſe, ende ſtelle in ſijne Stede binnen den derden daghe naer dien datmen verſocht ſal zijn, ſonder fraude: Den welcken wy, ende elck van ons lieden over ons, ende over onſe naercomers gheven aldus volle macht, authoriteyt, ende bevel in alle faecken, alſoo d'andere hadden eer hy quam van lijve ter doodt. Ende ſullen deſe gedeputeerde, ende elck van henlieden bedwonghen ende gheconſtringeert zijn de voornoemde commiſſie, ende laſtinghe te aengaene, ende te doene, in der voorſchreven maniere, by den ghenen dieſe kieſen ende deputeren ſullen, by alſoo dat daer aff eenich onbehoorich weſen wilt, oft in ghebreke ware: Oock ſoo dat de voorſchreven thien perſoonen, ofre eenich van henlieden, op eenich ſtuck daer ſy mede ghelaſt weſen ſouden, begheerden den raet vanden ghenen daer hy by ghecoren ware, dat ſy hem beraden mochten aen den ghenen die vanden ſelven Rade oft Schependomme weſen ſoude, midts dien dat ſy uyt die Stede, daer de Commiſſariſen vergadert weſen ſullen, niet ſcheeden ſouden, inder manieren dat voorſeyt is.

VII. Item, hebben wy belooft, ende beloven elck andere in goede trouwe, dat om faecken die gheſchien oft mach ghevallen tuſſchen ons, oft tuſſchen eenich van onſlieden, oft tuſſchen onſe naer-

com-

aura été commis, dans huit jours de la ſommation qui leur en aura été faite, & ce ſans fraude; & feront publiquement leur ſerment en préſence l'un de l'autre, ſur les Saints Evangiles, lors qu'ils ſeront aſſemblez, & s'informeront & s'inſtruiront loyalement du droit, & de la verité de la plainte, demande, different & diſcorde, pour les terminer, ſententier & accorder ſelon droit & raiſon; ſans favoriſer une partie plus que l'autre, & empêcheront & deffendront toute affaire & matiere de diſcorde. Et ne ſortiront point leſdittes dix perſonnes de ladite Ville; ou s'il arrivoit qu'elles en ſortiſſent, que ce ſera de jour, pour y rentrer le même jour avant Soleil couchant, juſques à ce que toutes les affaires, pour leſquelles elles ſe ſeront aſſemblées ſoient plaidées, terminées & accordées. Auxquelles dix perſonnes qui ſeront là choiſies & deputées, & toutes fois & quantes beſoin ſera, nous, & chacun de nous & de nos deſcendans, donnons dès à préſent plein pouvoir, authorité, & mandement ſpecial, de l'inſtruire des affaires, pour leſquelles elles auront été choiſies & députées, & de les terminer, accommoder, ſententier & accorder, en la maniere que deſſus; & donnons, tous & chacun de nous & de nos deſcendans credit, & parfaite autorité & pour toûjours à tout ce que leſdittes dix perſonnes députées auront terminé, accommodé, & prononcé & en toutes choſes & à chacune en particulier ſans jamais rien faire ni attenter à l'encontre, & que s'il arrivois que quelqu'une deſdittes dix perſonnes allât de vie à trepas pendant le tems qu'elles ſeront aſſemblées pour traiter, & avant que leur commiſſion fût finie, nôtre conſentement & volonté, eſt qu'autant de ſoit que cela arrivera à ceux par leſquels cette perſonne, aura été choiſie & députée en éliront une autre du même Conſeil, ou corps d'Echevins & la mettront en ſa place dans trois jours, aprés qu'ils en auront été requis, & ce ſans fraude. A laquelle perſonne nous & chacun de nous, & de nos ſucceſſeurs donnons auſſi plein pouvoir, autorité, & mandement en toutes choſes, comme l'avoit l'autre en la place de laquelle elle viendra, avant qu'elle allât de vie a trepas. Et ſeront leſdits députez & chacun d'eux contraints, & obligez d'accepter ladite charge & commiſſion, par ceux qui les auront choiſis & députez au cas que quelqu'un d'eux y voulût contrevenir, ou demeurer en deffaut. Et auſſi que ſi les ſuſdites dix perſonnes, ou quelques unes d'elles deſiroient de prendre Conſeil, ſur quelque point de l'affaire, dont elles ſeroient chargées, de ceux de qui elles auront été élues, elles pourront conſulter ceux du Conſeil même ou corps des Eſchevins, à condition qu'elles ne ſortiront pas de la Ville, où elles ſeront aſſemblées, comme il a été ci devant dit.

VII. Item, avons promis & promettons chacun en bonne foy, que pour les affaires qui ſurviennent ou pourroient ſurvenir entre nous ou entre quelques uns de nous; ou entre nos deſcendans ou quelques-uns d'eux,

ANS de J. C. 1339.

commers, oft tuſſchen eenich van henlieden, wy, noch onſe naercommers en ſullen doen, oft nemen, ander wrake, noch oorloge porren, noch pandighen doen doen, d'een op den anderen, ſonder de clachten doende, oft daer af recht heyſſchende aen de ghene die daer toe ghedeputeert weſen ſullen, inder maniere dat is voorſchreven: Ende ne ſullen eenighe ſaecken doen, oft ghedoogen te doene, daer Coopmanſchappen by belet weſen mach, vrijelijcke te gane ende te keerene, vanden eenen Lande in d'andere, haer recht betalende, alſoo boven voorſeyt is.

VIII. Item, hebben wy gheaccordeert ende verbonden, om alle de puncten die hier inne gheſchreyen ſtaen, ende elck punct ſonderlinghe gheſtadelijck te doen houden, t'eeuwelijcken daghe ſonder breken: Dat waer't ſoo, dat wy Hertoghe ende Grave voornoemt, oſte eenich van onſlieden, oſte onſe naercommers, oſte eenich van henlieden t'eeuwighen daghe tegen deſe Verbonde, oft eenich punct dat in deſe lettere gheſchreven ſtaet, ſtaken of ginghen, in ſoo wat manieren dat ware, by ons oſte andere perſoonen, dat daer by deſe ordonnantie ende accorde van minder weerde, oft min geſtade niet weſen ſoude, nemaer dat die ander Heeren, ende beyde de gheheele Landen voornoemt, die Heeren, die eenich poinct van deſe ſake breken wilde, conſtringeren ende bedwioghen ſouden, met al haer vermoghen te doen houdene de Ordinancien ende elck poinct ſonderlinghe, inder manieren dat ſy hier gheordonneert ende geſchreven zijn. Ende en ſullen ghedoogen de voornoemde twee Landen, elck van ſijnen Heere ende Prince, die hier af rebel oft contrarie weſen wilde, dat hy nemmermeer by hem, oft by ander perſoonen, eenich profijt, bate, amende, oſte ander voordeel heffenne ſal, noch ontfaen, oſte in ſijn orboor in eeniger maniere laten commen, totter tijdt dat ſy alle deſe Verbonden, Voorwaerde, ende Accord, ende elck poinct ſonderlinge, wel, ende ghetrouwelijck houden ende volcommen ſullen. Waert nock ſoo, dat eenich vande voornoemde Landen Brabant oft Vlaende.en, eenighe ſinguliere Steden, Caſſelrie, Meyerie, oſte ſinguliere perſoonen, ſoo wie ſy waren, vanden eenen voorſchreven Lande, oft van beede, teghens deſe Verbonde oſte teghen eenich poinct darter in gheſchreven is, ſtaken, oft ginghen, in ſoo wat maniere dat weſen mochte. Dat daeromme deſe Ordinantie ende Accord niet min blijven en ſouden, goet, vaſt, ende gheſtade: Nemaer dat beede die Heeren ende Princen, mitſgaders de Steden, Caſſelrien, Meyerien commene, die deſe verbonde wel houden ſouden, die andere rebelle ende onverhoorighe conſtringeren ende bedwinghen ſullen, ſonder eenich dilay, met al harer macht, ende met alle manieren van conſtrainte, die ſy op heurlieden, ende op haer goet doen ſullen moghen, totter tijdt dat ſy alle deſe Verbonde, Voorwaerde, ende Accorde, ende elck poinct by hem wel ende gheſtadelijck houden ende volcommen ſullen.

IX. Item, om dat alle daghe nieuwe ſaecken, ende materien ſpruyten, rijſen, ende voor ooghen commen, daer den voorſchreven Landen af commen mochte commer ende onprofijt. Soo zijn wy gheaccordeert, elck met anderen, dat de voorſchreven twee Heeren, ende haer naercommers, ende die ſes goede Steden vande voornoemde twee Landen, elck jaer eeuwelijck ghedurende, ten drye termijnen van haren lieden ſenden, ende vergaderen ſullen. Dats te wetene op den veerthienſten dach naer Lichtmiſſe onſer Vrouwen binnen der Steden van Ghendt, ende op den veerthienſten dach naer S. Jans midtſomer, inde Steden van Bruſſel, ende op den veerthienſten dach naer Alle heyghen dach, in die Stede van Aelſt: in welcke Steden, ende vergaderinghen,

nous ni nos deſcendans ne nous vengerons ni porterons la guerre l'un contre l'autre, ni ferons uſer de repreſailles l'un ſur l'autre, ſans former auparavant des plaintes & ſans demander juſtice à ceux qui à ce ſeront députez en la maniere ſuſdite, & ne ferons ou ſouffrirons faire aucune choſe qui puiſſe empêcher le Commerce, & d'aller & venir librement d'un Païs dans l'autre en payant les droits, comme dit eſt ci-deſſus.

ANS de J. C. 1339.

VIII. Item, avons traité & convenu que pour faire obſerver les points ci-deſſus, & chacun d'eux en particulier, ſans en jamais enfraindre aucun. Que s'il arrivoit que nous Ducs & Comtes ſuſnommez, ou quelqu'un de nous, nos deſcendans, ou quelqu'un d'eux venoit jamais à contrevenir à ceſte alliance, ou à aucun point des articles qui ſont contenus dans ces préſentes, en quelque maniere que ce ſoit par nous mêmes, ou par autres perſonnes, que les ordonnances & accords, n'en ſeront pas pour cela de moindre valeur ou ſolidité, mais que les autres Seigneurs & les deux Païs entiers ſuſnommez obligerons de tous leur pouvoir les Seigneurs qui voudroient enfraindre quelques uns de ces points à obſerver ces Ordonnances, & chaque point d'icelle en particulier de la maniere qu'elles ſont ici ordeunées & écrites. Et ne ſouffrirons les ſuſdits deux Païs, qu'aucun de ſes Seigneurs & Princes, qui voudroient être rebelles & contraires à ce que deſſus, puiſſent jamais tirer ni recevoir d'eux ou d'autres perſonnes, aucun profit, amande ou autre avantage ni leur en laiſſer revenir en quelque maniere que ce ſoit, juſques à ce qu'ils ayent bien & fidelement obſervé de point en point leſdites Alliances, Conditions, & Accord. Et que s'il arrivoit auſſi que quelqu'un des ſuſdits Païs de Brabant & de Flandres, quelque Ville particuliére, Châtelenie, Mayrie, ou perſonnes particulieres, quelles qu'elles ſoient de l'un ou de l'autre Païs, ou de tous les deux, allaſſent à l'encontre de ladite Alliance, ou de quelques points y contenus en quelque maniére que ce ſoit, que pour cela ladite Ordonnance & Accord ne laiſſera pas de demeurer dans ſa force & vertu; mais que les deux Seigneurs & Princes, enſemble les Villes, Châtelenies, Mayries, qui s'en tiendront à ceſte alliance contraindront & forceront les autres rebelles, & contrevenans ſans délay & de tout leur pouvoir, & par toute voye de contrainte tant ſur eux que ſur leurs biens, juſques à ce qu'ils ayent obſervé parfaitement, & de point en point leſdites Alliance, Conditions & Accord.

IX. Item, & parce que tous les jours, il arrive de nouvelles affaires & matiére, qui peuvent être au dommage & deſavantage des ſuſdits Païs, nous ſommes convenus par enſemble que les ſuſdits deux Seigneurs, & leurs deſcendans & les ſix Villes des ſuſdits deux Païs, chaque année & ſans jamais diſcontinuer, ils envoyerent tous les quatre mois leurs gens pour s'aſſembler; ſavoir le quatorſiéme jour d'aprés la nôtre Dame de la Chandeleur dans la Ville de Gand, & le quatorſiéme jour d'aprés la Sainte Jean mi-Eté, dans la Ville de Bruxelles, & au quatorſiéme jour d'aprés la Touſſaint dans la Ville d'Aloſt. Dans leſquelles Villes & aſſemblées, on ordonnera & propoſera toute ſorte d'affaire, & les meilleurs points qui pourront convenir au preſent accord & Alliance, & qui pon-

ANS de J. C. 1339.

ghen, men ordonneren, ende overeen draghen ſal, alle manieren van ſaken, ende goede poincten, die met deſen Accorde, ende verbonde gaen moghen, ende die de voorſchreven twee Landen bringhen moghen in nutſchap, orboor, ende profijt.

X. Ende om dat wy, ende elck van onſlieden, willen, ende begheeren, dat deſen Peyſe, ende Accorde, Voorwaerde, ende Verbonde die in deſe letteren gheſchreven ſtaen, zijn, ende blijven, wel ghetrouwelijck, ende vaſte ghehouden, ende volcommen, t'eeuwelijcken dage, ſonder in eenich poinct, oft articule daer teghen te gane oft te doene in eenigher maniere: Hebben wy Hertoghe, ende Grave, over ons, over onſe naercommers ende over de Edele vande voornoemde twee Landen, Ridders, Cnapen, Mannen, ende hare naercommers, ende over alle d'ander Steden, Caſtelrien, Meyerien, ende Communie van onſe voorſchreven twee Landen, die hier ſpecialijck niet gheſchreven zijn, ende over haer naercommers, met onſe Steden voren ghenoemt, ende ſy met ons, over hen, haer naercommers, ende ſy inde name vande twee gheheele Landen voornoemt, alle deſe ſaken, accorden ende voorwaerden, ende elck poinct ſonderlinge, gelooft, ende verbonden, d'een den anderen by onſen Ridderſchap, by onſe trouwe ſekerhede, ende by onſen eede, openbaenlijck ghedaen, ende geleyt onſe handen op de Heylige Evangelie, te houdene, ende doen houden, t'eeuwelijcken dage ſonder breken.

XI. Ende mitſgaders deſe, hebben wy ghelooft, ende ghelooven elcandere, dat wy nemmermeer ſoecken ne ſullen, ne ghedoogen te ſoecken, diſpenſacie, ofte verlaet van Pauſen, van Coninghen, van eenighe Souverainen oft van eenich ander Prelaet, oft Princen, noch abſolutie van onſen ghelooven, oft van onſen eede die wy hier ghedaen hebben. Ende ne ſullen laten om verbot ofte bevelen van eenighe Overheere, wy en ſullen houden alle de ſaecken die hier inne gheſchreven zijn, ende elck punct by hen wel, ende ghеſtadelijck, ende wy ne ſullen niet ons daer af ſtellen in eenighe blijſvene oft Lantſchepe, noch ne ſullen quijte ſchellen d'een den anderen van eenighe ſaecken hier voornoemt, noch ne ſullen laten om eenighe ſaecken die herte ghepeyſen mach, oft die gheſchien mach, wy ne ſullen houden d'een d'ander, alle de voorwaerde puncten, ende articulen, ende elck ſonderlinge die in deſe letteren gheſchreven ſtaen: Ende al noch hebben wy belooft d'een den anderen, ende gheloven over ons ende onſe naercommers, om in alle deſe ſaecken bet te verſekere, die achter t'lijf van ons Hertoghen ende Graven voorſeyt, de ghene die onſe Landen, ende Heerſchappije, als oirs, ende naercomers, beſitten ſullen, voor den tijt dat ſy ontfaeo weſen ſullen ter Heerſcheppe als Hertoghen oft Graven, elck van henlieden voren ſal doen alſulcken Eedt, obligatien ende gheloſten, als wy ghedaen hebben, ende boven gheſchreven zijn: Ende ne ſullen ghedooghen van deſer tijdt voortaen, noch onſe naercomers in haren tijt, dat eenich perſoon gheroepen zy ten Rade van ons, oft van onſe naercomers, hy ne ſal doen voren Eedt by ſijnder trouwen, ende op de Heylighe Evangelien, te helpen, ende te raden, die Peys, Accort, Verbont, ende alle die ſaecken, die in deſe letteren gheſchreven ſtaen, te houden met alle ſijn macht ghelijck ende volcomenlijck, ſonder nimmermeer eenighe ſaecken te ſegghen, te doene, noch te raden, in contrarie; Ende in alſulcker manieren, ſullen beloven ende ſweeren die Schepenen, Baillieus, d'andere Rechters, ende Officiers van onſe Steden ende Landen voornoemt, ten beginſele van haren officie, ende Staten, ende alle dierghelijcke alle Mannen, ter tijdt dat ſy haer Leen ontfaen ſullen van ons Hertoghen ende Graven voornoemt, ende van onſe naercomers.

XII. En-

pourront tourner à l'utilité & à l'avantage des ſuſdits deux Pais.

ANS de J. C. 1339.

X. Et parce que nous & chacun de nous voulons, & deſirons que cette Paix, Accord, Conditions, & Alliance qui ſont contenuës dans ces preſentes lettres, ſoient & demeurent obſervées fidélement, fermement & parfaitement à toujours, ſans y contrevenir & faire à l'encontre en aucune points, & articles en quelque maniere que ce ſoit, nous Ducs & Comtes, pour nous, nos ſucceſſeurs & pour les nobles des ſuſdits deux Pais, Chevaliers, Serviteurs, Vaſſaux & leurs deſcendans, & pour toutes les autres Villes, Châtelenies, Mayries, & Communautez de nos ſuſdits deux Pais, qui ne ſont pas ici ſpecifiez, & pour leurs ſucceſſeurs, enſemble nos Villes ci-devant nommées, & elles avec nous pour elles & leurs ſucceſſeurs, & icelles au nom des deux Pais entiers, avons publiquement promis par nôtre ſerment, fait publiquement, & les mains poſées ſur les Saints Evangiles, de bien, & fidélement entretenir & obſerver à toujours toutes ces affaires, accords, & conditions, & chaque article en particulier, ſans jamais les enfraindre.

XI. Et par ces preſentes nous avons promis, & promettons conjointement de ne requerir jamais, ni permettre être requis diſpenſe ni abſolution de Papes, Rois, d'aucun Souverain, ou d'aucun autre Prelat ou Prince, de nôtre promeſſe ni de nôtre ſerment que nous avons fait ici. Et ne laiſſerons pas pour toute deffenſe, ou commandement d'aucune puiſſance d'obſerver les choſes, qui ſont ci-dedans contenuës ni aucun article d'icelles; & nous ne nous retirerons pas dans quelque demeure ou Pais, ni ne nous quitterons & diſpenſerons l'un l'autre d'aucune choſe ci-deſſus mentionnée & ne nous en départirons pas, quelque penſée qui nous vienne dans l'eſprit ni quelque choſe qui puiſſe arriver; mais obſerverons les uns & les autres toutes les conditions, points & articles, & chacun en particulier, qui ſont écrites dans ces preſentes Lettres. Et derechef avons promis l'un l'autre, & promettons pour nous & nos ſucceſſeurs, pour plus grande ſureté de toutes ces choſes, que ceux qui après la mort de nos Ducs & Comtes, poſſéderont nos Pais & Dominations, comme nos ſucceſſeurs & deſcendans, devant que d'être reçû au Gouvernement comme Ducs & Comtes, s'obligeront, promettront, & feront le même ſerment que nous avons fait & comme il eſt écrit ci-deſſus. Et ne permettrons d'ici en avant ni nos ſucceſſeurs en leur tems, qu'aucune perſonne ſoit appellée dans nôtre Conſeil, ou dans celui de nos ſucceſſeurs qu'il n'ait prêté ſerment ſur ſa foi, & les Saints Evangiles de convenir, & conſeiller que cette Paix, Accord, Alliance & toutes les choſes qui ſont ſpecifiées en ces preſentes, ſoient obſervées de tout leur pouvoir, unanimément & parfaitement, ſans jamais dire, faire, ni conſeiller aucune choſe au contraire; & de la même maniere promettront & jureront, les Echevins, Baillifs & autres Juges & Officiers de nos Villes & Pais, ſuſdits au commencement de leurs charges & Etat, & tous autres Vaſſaux dans le tems, qu'ils feront leur foi & hommage à nos Ducs & Comtes, & à leurs ſucceſſeurs.

ANS de J.C. 1339.

XII. Ende het is te weten, dat alle de voornoemde Ordonnantien, Voorwaerden ende Verbonden, ende elck punct ſonderlinghe, ghemaeckt, gheloft, verbonden, gheſekert ende gheſworen zijn, behouden in alle andere ſtucken die hier niet gheſchreven zijn die Vrijheden, die Wetten, Coſtumen ende Uſagien van elcker Srede, Caſſelrije, Meyerije van de twee Landen voorſchreven: In oorcontſchepe van deſe dinghen, hebben wy Hertogen ende Graven voorſchreven, over ons ende onſe nacommers, mitſgaders onſe Steden, dats te wetene, van Brabant, Leuvene, Brueſſel, Antwerpen, s'Hertoghenboſch, Thienen ende Leeuwe: Ende wy Arnout byder gratie Godts Abt van Gembloux der ordene van S. Benedictus vanden Biſſchopdomme van Ludicke, ter bede van Schepre, ende van al den Commune vander Stadt van Nivele, over hemlieden ende hare nacommers, byde redere dat ſy ne g'emeenen ſeghel en hebben: Ende van Vlaenderen, Ghendt, Bugghe, Ypre, Cortrijcke, Oudenaerde, Aelſt ende Gheraertsberghe. Ende onſe voornoemde Steden, met ons, over hen ende haren nacommers, ende inden name vande twee ghehecte Landen boven gheſeyt, deſe letteren gheſeghelt met onſe ſeghel uythanghende: Ende om meer verſekerheuen van alle de ſaken, voor waerden ende verbonden voorſchreven te houdene, ende te doen houdene, wel ende loyalijck. Hebben wy ghebeden ende verſocht aen die Edele van onſe twee Landen, dat is te wetene: wy Hertoghe voornoemt, aen onſe getrouwe Willem Heere van Hoorne ende van Gaesbeke, Thomas van Dieſt, Heere Seelem, Willem Heere van Weſemalle Maerſchalk van Brabant, Willem van Duvevoorde Heere van Oofterhout, Jan Heere van Rotſelare, Droſſate van Brabant, Jan van Loen Heere van Cogmont, ende Willem Henrick, Berthout Heere van Duffele, Jan van Levedale Heere van Bottſele, Jan Heere van Sombreffen, Jan van Kuick Heere van Hoochſtrate, Lodewijck Heere van Diepenbeke, Diederick van Walcourt Heere van Ha ende Maerſchalk van Henegouwe, Henrick van Walcourt Heere van Fanerchines, Lodewijck van Beerlaer Heere van Herlemont, Gillis van Quaderebbe Heere van Berghene, Aernoudt van Aelbeke, Jan Pilſier, Jan van Berſte, Herman van Os, Loys vanden Burcht Rentmeeſter van Brabant, Jan van Meldoer, Jan Pullemman Droſſate van Brabant, Jan van Wijnigen, Daniel van Bouchout, Hendrick Boterſem, Hendrick van Wirem, Rachen de Grance Heere van Lintere, Gooſſen Heere van Godfenhove, Aernoudt vanden Wiere, Willem vanden Boſſche, Gheeraert van Borſſelare Borchgrave van Gheldenake, Nicolaes van Vilvoorde, Hutenhove, Jan Staienen, Jan van Schoonhove, Kaerle van Revieren, ende Wouter, Heere van Melijn, Ridderen. Ende wy Grave voorſeyt ende onſe ghetrouwe Hendrick van Vhendren Heere van Nivenene, Philips Heere van Arele, Simon van Mirabele Heere van Perwijs, Gheeraet Heere van Raſſeghem ende van Lens, Rachen van Gavere Heere van Heremers, Aernoudt van Gavere Heere van Schoriſſe, Jan van Gruythuyſe Heere van Ha, Rogier Buſeterſten Heere van Bouxem, Jan van Axele, Olivier Heere van Poncke, Willem van Nevele, Wolfaert van Ghiſtele, Gheeraert van Raſſeghem Heere van Raſeghem, Mer Gheeraert van Outre Borckgrave van Ypre, Jan van Belle, Euſtaes Pachans, Rogier Heere van Lichtervelde, Segher van Dronghene Heere van Melle, Gheeraert van Ghiſtele, Daniel van Rooſebeke, Simon van Maelſtede, Rogier van Vaernewick, Gheeraert van Moerſtede, Willem van Straten, Jan van Poelvoorde, Jan van Maſſeme, Rachen van Herpe, Ridderen, Ghiſelbrecht van Leeuwerghem, Gheeraert van Maſſeme, Daniel van Dronghene, Jan van Herzele, Jan vander Moer, Aernout Bernaghen, Jan van Uytkercke,

XII. Et toutes les ſuſdites Ordonnances, Conditions, & Alliance, & chaque article en particulier ſont faits, promis, traitez, aſſurez & jurez; ſauf en toutes les autres choſes qui ne ſont point ici ſpecifiées, les Libertez, Loix, Coûtumes & Uſage de chaque Ville, Châtelenies & Mayries, des deux Pais ſuſmentionnez. En témoin dequoi nous Ducs & Comtes ſuſdits, pour nous & nos ſucceſſeurs, enſemble nos Villes, ſavoir, de Brabant, Louvain, Bruxelles, Anvers, Boiſleduc, Thillemont & Louvain. Et nous Arnoult par la grace de Dieu Abbé de Gembloux de l'ordre des Benedictins de l'Evêché de Liége, à la requiſition des Echevins, & de toute la Communauté de la Ville de Nivelle, pour eux & leurs ſucceſſeurs, par la raiſon qu'ils n'ont pas un ſeau commun. Et de Flandre, Gand, Brughes, Ypres, Courtray, Oudenarde, Aloſt & Geraetsberg. Et nos ſuſdites Villes avec nous pour elles & leurs ſucceſſeurs, & au nom des deux Pais entiers ci-deſſus, ont ſcellé ces preſentes; y appoſant leur ſceau avec le nôtre, & pour plus grande ſureté de toutes ces choſes, & pour l'obſervation des conditions & alliance ci-deſſus, & les faire obſerver bien & fidélement, nous avons prié & requis les nobles de nos deux Pais, ſavoir, nous Ducs ſuſdit nôtre fidéle Guillaume Seigneur de Horne & Gaesbek; Thomas de Dieſt, Seigneur de Seelem, Guillaume Sieur de Weſemale, Maréchal de Brabant; Guillaume de Duvevoorde, Seigneur d'Oſterhout; Jean Sieur de Rotſelare, Droſſard de Brabant; Jean van Loen, Seigneur de Cogmont; & Guillaume Henrick, Berthout Seigneur de Duffele; Jean van Levendale, Seigneur de Boſtele; Jean Sieur de Sombreff; Jean van Kuick, Seigneur de Hoochſtraate; Louis Sieur de Diepenbeke; Diederick van Walcourt, Seigneur de Ha, & Maréchal de Hainaut; Henri van Walcourt, Seigneur de Fanerckines; Louis van Beerlaer, Seigneur de Herlemont, Gillis van Quaderebbe, Seigneur de Berghene; Arnould van Aelbeke; Jean Pilſier; Jean van Berſte; Herman van Os; Louis vanden Burcht, Receveur de Brabant; Jean van Meldeer; Jean Pulleman, Droſſart de Brabant, Jean van Wijnigen; Daniel van Bonchout, Henrick Boterſem; Henrick van Wirem; Rachen de Grance, Seigneur de Lintere; Goſſen Sieur de Godfenhove; Aernould vanden Viere; Willem vanden Boſſche; Gerard van Borſſelare, Borchgrave van Ghelaenake; Nicolas van Vilvoorde; Hutenhove; Jean Staienen; Jean van Schoonhove; Charles van Revieren; & Wouter Seigneur de Melyn, Chevaliers: Et nous Comte ſuſdit & nos fidéles Henrick van Flandres, Seigneur de Nivenene; Philippe Sieur d'Arele; Simon van Mirabele, Seigneur de Perwijs; Gheraert Sieur de Raſſeghem & de Lens; Rachen van Gavere, Seigneur de Schoriſſe; Jean van Gruythuyſe, Seigneur de Ha; Roger Buſeterſten, Seigneur de Bouxem; Jean van Axele; Olivier Seigneur de Poncke; Guillaume van Nevele; Wolfaert van Ghiſtele; Gerard van Raſeghem, Seigneur de Raſeghem; Mer Gheraert van Outre, Borckgrave d'Ypre; Jean van Belle; Euſtaes Pachant; Roger Sieur de Lichtervelde; Segher van Dronghene, Seigneur de Melle; Geraerd van Ghiſtele; Daniel van Rooſebeke; Simon van Maelſtede; Roger van Vaernewick; Gerard van Moerſtede; Guillaume van Straten; Jean van Poulvoorde; Jean van Maſſeme; Rachen van Herpe, Chevaliers; Ghiſelbrecht van Leeuwerghem; Gheraert van Maſſeme; Daniel van Dronghene; Jean van Herzele; Jean vander Moer; Aernout Bernaghen; Jean van Uytkercke; Louis van Moerkercke; Hughes van Seelandt; & Jean van Lokeme, Ecuyers. Qu'eux & un chacun d'eux promettent, & jurent d'obſerver & faire obſerver de tout leur fidele pouvoir les Ordonnances, Accords, Conventions, Conditions & Alliance ci-deſſ-

ANS de J. C. 1339.

kercke, Loys van Moerkereke, Hughes van Steelandt, ende Janne van Lokerne, Knapen. Dat zy, ende elck van henlieden de voornoemde Ordinantie, Accorden, overen dragen, voorwaerden ende verbonden inder voorſchreven manieren willen gheloven ende ſweeren te houdene, ende te doen houdene, met allen haren loyalen vermoghen, ende dat ſy haer ſeghel hanghen willen aen deſe preſente Letteren metten onſen, der Steden, ende des Abts boven gheſeyt, in oorconſchepe van haren wille ende conſent. Ende waert ſoo dat gheviele in eenighe tijden, dat wy, ons hoors oft onſe naercomers ghinghen oft wilden gaen reghen deſen verbonde in eenigher maniere, dat niet ghevallen ſal, oft Godt wille, dat die Edele boven gheſeyt, oft eenich van henlieden, niet ghehouden ſoude weſen ons te behoedene, in eenigher maniere in dit ſtuck, nemaer dat ſy houden de voorſchreve Accorde ende verbonde, 't eeuwelijcken daghe, ende elck poinct by hem (alſoo voorſeyt is.) Ende in't ſtuck daer ſy of eenich van henlieden, doen ſullen dat wy hem ghebeden ende verſocht hebben, wy, noch onſe naercommers, hem ſullen nimmermeer wanjonſt draghen, noch ſullen hem daeromme grief of ſchade doen, noch ghedooghen te doene, nemaer in dat doende, ſullen wijſe behoeden, beſchermen loyalijck teghen alle lieden: Ende waert ſoo dat eenich van onſe Rechters, Officiers of'te Segijten, ghinghen oſte daden in eenich poinct, in contrarien vande voorſchreven ſaken, ende wy Hertoghe ende Grave boven ghenoemt, oft onſe naercomers waren in ghebreke de ghene die dat doen ſullen te corrigierene. Wy willen ende verſoecken aen die Edele van onſen Lande, dat ſy, ende elck van henlieden, met onſe voornoemde Steden, helpen met alle haere macht, dat die ghene die dit ghedaen ſullen hebben, worden ghecorrigeert naer den miſgrijpe: Ende wy de Edele boven gheſeyt, ter bede en verſoecke van onſe lieve ende geminde Heere voornoemt, hebben ghelooft ghekert, ende ghesworen by onſen Eede, openbaerlijck ghedaen, over ons ende onſe naercomers, te houdene ende te volcommene ghſtadelijck, ſonder breken, alle die ſaken die in deſe letteren ghe-ſchreven ſtaen. Ende in kenniſſe ende oorkonſchepe der waerheydt hebben wy aen deſe preſente letteren ghehanghen onſen ſeghele, metten Seghele van onſe lieve ende voornoemde Heeren ende haere Steden, ende des Abts boven gheſeyt.

XIII. Ende waert dat gheviele, dat eenich Seghele die voornoemt is, een oſte meer ghebraeck oft achterbleve te hanghen aen deſe teghenwoordighe letteren, daer by ne willen wy niet dat deſe ſaecken ende verbonden, zijn van minder weerde. Maer dat ſy zijn, ende ſullen blijven alſoo gheſtaede, ende van alſulcker macht als ſy weſen ſouden, oft alle die Seghelen daer aen volcomelijck ghehanghen worden.

XIV. Ende alsnoch, hebben wy Hertoghen ende Graven voornoemt, over ons, ende onſe naercomers, met onſe voornoemde Steden met ons, over hem ende haren nacommers, ende inden name vande twee gheheele Landen voren gheſeyt, belooft ende beloven elck andere, in eenighe tijden waren ghevioleert, gheerghert oſte gecorrumpeert, het ware van parckemente, van die Schriftueren, oſte van Seghelen, dat wy weder gheven, ende verſeghelen ſouden, den ghenen van ons, die des ghebreck hebben ſouden, alſulcke letteren, ende alſoo ſuffiſant als deſe zijn, alſoo varinghe als wy dies verſocht weſen ſouden, ſonder fraude. Dit was ghedaen, ende ghecordeert, te Ghendt, op den derden dach vander Maent van December: In't jaer ons Heeren derthien-hondert ende neghen-en-dertich.

deſſus. Et qu'ils veulent à ces preſentes attacher avec les notres les Sceaux de leurs Villes & Abbayes ſuſdites, en témoignage de leur volonté & conſentement. Et poſé le cas qu'il arrivât que nous, nos hoirs & ſucceſſeurs abâiſſent, ou voulussent aller a l'encontre en quelque maniére & en quelque tems que ce ſoit, ce qu'a Dieu ne plaiſe, que les Nobles ci-deſſus mentionnez ni aucuns d'eux, ne ſeront pas obligez de nous maintenir a cet égard, mais qu'ils garderont les ſuſdits Accords & Alliances a jamais, comme il eſt dit ci-deſſus; & qu'a l'égard de ce qu'eux ou quelques-uns d'eux feront ce dont nous les avons requis; ils n'en recevront jamais de deplaiſir ni de nous, ni de nos deſcendans, ni ne leur ſerons ſouffrir, ni ne ſouffrirons leur être fait aucun dommage, mais les maintiendrons & deffendrons loyalement contre qui que ce ſoit. Et s'il arrivoit que quelcun de nos Juges ou Officiers contrevinſſent aux choſes ſuſdites & ſuſſions, nous Ducs & Comtes ou nos ſucceſſeurs en demeure de les corriger, nous voulons & prions tous les Nobles de nos Païs, enſemble nos ſuſdites Villes de concourir de tout leur pouvoir a ce que ceux qui l'auront fait ſoient corrigez ſelon leur demerite. Et nous les Nobles ci-deſſus mentionnez à la priere & requiſition de nos cher & amez Seigneurs ſuſnommez, avons promis, aſſuré, & juré par nôtre ſerment publiquement fait, pour nous & nos ſucceſſeurs, d'obſerver & d'accomplir conſtamment ſans les enfraindre toutes les choſes, qui ſont contenuës dans ces préſentes lettres, & en témoin & reconnoiſſance de la verité avons à ces préſentes lettres attaché nos Sceaux, avec ceux de nos chers Seigneurs ſuſdits & ceux des Villes, & Abbayes ci-deſſus.

XIII. Et s'il arrivoit que quelques Sceaux de ceux ſuſnommez nn ou plus, demeuraſſent ſans être attachez à ces préſentes lettres, nous ne voulons point pour cela que ces choſes & Alliances, ſoient de moindre valeur. Mais qu'elles ſeront & demeureront conſtantes, & d'un tel pouvoir qu'elles ſeroient, ſi tous les Sceaux y étoient parfaitement attachez.

XIV. Et de plus, nous Ducs & Comtes ſuſdits; pour nous & nos ſucceſſeurs, enſemble nos ſuſdites Villes avec nous, pour elles & leurs ſucceſſeurs, & au nom de tous les deux Païs ci-devant mentionnez, avons promis & promettons l'un l'autre qu'en quelque tems que ce ſoit, que le parchemin, écriture ou Sceaux, viuſſent à être empirez, gâtez, ou corrompu, nous donnerons & ſcellerons a ceux qui beſoin en auront, d'autres ſemblables lettres & de pareille ſuffiſance, & valeur que celle-ci & ſans fraude. Ce fut fait & accordé à Gand, le troiſiéme du mois de Decembre, de l'an de nôtre Seigneur 1339.

CCLXXII.

ANS de J. C. 1340. Savoye.

Teſtament de LOUIS DE SAVOYE *Seigneur de Vaud de Bugey & de Valromay, par lequel il établit ſon héritier le Comte de Savoye, en cas que* CATHERINE DE SAVOYE *ſa fille meura ſans enfans.* S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 641.

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo tercenteſimo quadrageſimo, Indictione octavâ, die vigeſimâ nonâ menſis Martii. Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, attendentes quod nihil eſt quod magis debeatur hominibus, quam quod ſupremæ voluntatis liber ſit ſtylus; & quod nichil eſt certius morte, & nichil incertius horâ mortis, volentes mortis inſidias prævenire, & potius teſtatus vivere, quam ſub ſpe longioris vitæ decedere inteſtatus; Quia præſentis vitæ conditio ſtatum habet inſtabilem & ea quæ viſibilem habent eſſentiam, tendunt viſibiliter ad non eſſe. Ideirco teſtamentum noſtrum nuncupativum diſponimus & ordinamus ut ſequitur. In primis animam noſtram recommendamus Altiſſimo Creatori & Beatæ Mariæ Matri ejus Virgini Glorioſæ & toti Curiæ Superiorum, Volentes quod corpus noſtrum, cùm ab ipſo anima fuerit ſeparata, tradatur Eccleſiaſticæ ſepulturæ honorificè, prout decet ſtatum noſtrum, ad expenſas hæredis noſtri infra ſcripti, in Monaſterio Altæ-Combæ Ciſtercienſis ordinis, Dioceſis Gebennenſis, Volentes etiam quod ubicumque nos de hac vita migrare contigerit, venerabilis Patet Abbas & Conventus dicti Monaſterii, ſunus noſtrum deportari faciant, ad expenſas hæredis noſtri infra ſcripti; ad dictum Monaſterium & ipſum ſunus, ſicut ſupra dictum eſt in ſuo Monaſterio honorificè ſepeliri. Item prædictis Abbati & Conventui Altæ-Combæ, decem libras groſſorum Turonenſium, ſemel, vel decem libras Viennenſes annui redditus, illud videlicet, quod magis placuerit, hæredi noſtro infra ſcripto, pro faciendis duobus anniverſariis ſingulis annis in dicto Monaſtetio, pro remedio animæ noſtræ, & Parentum noſtrorum, unum videlicet die obitus noſtri, & aliud die quam elegerint ſeu ordinaverint dicti Abbas & Conventus, damus & legamus. Item volumus, & ordinamus quod in dicto Monaſterio, videlicet in altari dictæ Eccleſiæ, magis propinquo illius loci, in quo ſunus noſtrum contingerit ſepeliri; celebretur perpetuò, per unum de Monachis dicti Monaſterii, ſemel in die una Miſſa de officio defunctorum, pro remedio animæ noſtræ & parentum, & pro dicta Miſſa celebranda perpetuò ut ſupra, eidem Monaſterio quindecim libras groſſorum Turonenſium ſemel, ſeu quindecim librarum Viennenſium annui redditus damus, & legamus. Item Religioſis Viris, Priori & Capitulo Eccleſiæ Bellicenſis; centum ſolidos groſſorum Turonenſium, pro acquirendo centum ſolidos Viennenſes annui redditus pro faciendo uno Anniverſario in eadem Eccleſia Bellicenſi, die obitus noſtri annis ſingulis, pro remedio animæ noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Sancti Sulpicii dicti Ciſtercienſis ordinis, Bellicenſis Dioceſis quadraginta ſolidos Viennenſes annui redditus, pro uno Anniverſario in dicto Monaſterio, die obitus noſtri annis ſingulis faciendo, pro remedio animæ noſtræ & parentum noſtrorum, in Monaſterio prælibato. Item Monialibus de Bons, ordinis Ciſtercienſis dicti, Bellicenſis Dioceſis, viginti ſoliodos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus Alveriæ & de Eytone, Ciſtercienſis ordinis, Gebennenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Prioratuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicatorum civitatis Gebennenſis & Conventui Fratrum Minorum ejuſdem civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicatorum Lauſanenſis civitatis, & conventui Fratrum Minorum ejuſdem civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſteriis de Gela, de Alba-Rippa & de Alta-Criſta Ciſtercienſis ordinis, Lauſanenſis Dioceſis cuilibet ipſorum Monaſteriorum, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Monialium de Bella-valle, de Eſtavayé, de Rotondomonte, & de Friburgo Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Monaſteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus de Charmey; de Parte Dei & de Lancea Ciſtercienſis ordinis, Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Prioratuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſteriis de Lacu Jurenſi de Marſeus & de Fontana-Andreæ, ordinis Præmonſtratenſis, Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Monaſteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item cuilibet Hoſpitali in caſtris, & villis noſtris franchis conſtructo, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus, & legamus. Item Fratribus Minoribus de Chamberiaco, & Sororibus Minoritis ejuſdem loci, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item Fratribus Prædicatoribus de Montemeliano, Gratianopolitanæ Dioceſis viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item hoſpitali Civitatis Bellicenſis, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio de Monte Sanctæ Mariæ, Ciſtercienſis ordinis, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Romani Monaſt. Cluniacen. ordinis, Lauſann. Dioceſis, centum ſolidos groſſorum Turonen. pro uno anniverſario faciendo in dicto Monaſt. die obitus noſtri, annis ſingulis pro remedio animæ noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item operi pontis Petræcaſtri, decem ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item ſingulis Eccl. Parroch. terrarum noſtrarum Vaudi Gebenn. Bugeſii, Verromeſii, pro candela in elevatione corporis Chriſti, duodecim denarios monetæ currentis in cenſibus, in ſingulis terris, annui redditus, damus & legamus. Item Fratribus minoribus de Frib. & Fratribus de ordine Beati Auguſtini ejuſdem loci, nec non Fratribus de Pontallie ejuſdem ordinis Beati Auguſt. Biſuntin. & Lauſan. Dioceſis, cuilibet ipſorum conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item volumus & ordinamus, quod hæres noſter infra ſcriptus domos & ædificia Conventus Fratrum Minorum de Nividuno, & alia legata, donationes & ordinationes olim factas & facta eiſdem Fratribus per inclytæ recordationis D. Ludov. de Sab. dudum D. Vaudi cariſſimum genitorem noſtrum teneatur perficere, & etiam omnia alia quæ proceſſu temporis ordinare voluerimus; de facto dictorum Fratrum, vel ipſis donare, ſeu legare, ſi morte præoccupati prædicta nequiverimus adimplere. Item cariſſimæ conſorti noſtræ D. Iſabellæ de Cabilone; omnes donationes ex quacumque cauſa, & omnes aſſignationes ſeu aſſetamenta dotis, & dotalicii ipſius, per nos olim ſibi factas & facta confirmamus & plenum robur habere volumus firmitatis, adjicientes quod ſi impoſterum caſu aliquo pedagium noſtrum caſtri noſtri de Cletis ceſſaret ſicut alias evenit, & mercatores qui per dictum caſtrum noſtrum tranſeuntes nobis ſunt dictum pedagium ſolvere conſueti, tranſirent alibi per terram noſtram

ANS de J. C. 1340.

ANS de J. C. 1340.

noſtram Bieugeſii, vel Verromeſii, ſeu Vaudi, vel Geben. vel per quemcumque locum alium terræ noſtræ, dicta Conſori noſtra poſſit per nuncium, ſeu Miniſtros ſuos ſpeciales, ſine impedimento quocumque ſola & io ſolidum levare & exigere dictum pedagium à dictis Mercatoribus, per dictam terram noſtram tranſeuntibus & per modum per quem eſt apud Cletas levari dictum pedagium conſuetum. Item prædictæ cariſſimæ Conſorti noſtræ, Ducentas & quinquaginta libras parvorum Turon. annui redditus, quas habemus in Ducatu Burgundiæ, & quas tenemus in feudum, à D. Duce Burg. ad vitam ipſius Conſortis noſtræ percipiendas, & non ultra; damus & legamus. Item volumus quod dicta Conſors noſtra optionem habeat, cui magis ſibi placuerit homagium & fidelitatem facere, videlicet hæredi noſtro, vel Ill. & magnifico D. Comiti de Sab de bonis noſtris ſibi aſſignatis pro dote & dotalitio ſuis, & pro aliis donationibus olim per nos ſibi factis, vel etiam pro medietate redditurum, fructuum, & bonorum noſtrorum, in caſu in quo ipſos perlegerit habere, prout ſuperius eſt expreſſum. Item volumus & mandamus per hæredem noſtrum infra ſcriptum, omnes clamores noſtros ſedari, pacificari & emeodari, & malè ablata reſtitui breviter, & de plano, abſque Judicitorum ſtrepitu & figura, debitaque noſtra, legata & elecmoſynas perſolvi, & attendi plenariè & perfectè. Item volumus & præcipimus teſtamentum cariſſimi progenitoris noſtri inclytæ recordationis D. Lud. de Sabaudia dudum D. Vaudi attendi, & compleri, eleemoſinaſque & legata in eodem teſtamento per dictum progenitorem noſtrum factas & facta, ſolvi integraliter per hæredem noſtrum infraſcriptum. In omnibus autem aliis bonis noſtris mobilibus & immobilibus, juribus, actionibus præſentibus & futuris, caſtris, villis, territoriis, juriſdictionibus, feudis, retrofeudis, hominibus, vaſſallis & tebus, & bonis quibuſcumque, corporalibus & incorporalibus, quæcumque ſint & ubicumque fuerint, & quocumque nomine cenſeantur & quæ ad nos pertinent, vel pertinere poſſunt, ſeu debent, aut pertinere poterunt, impoſterum ex quacumque cauſa, Catharinam de Sabaudia cariſſimam Filiam noſtram, nobis inſtituimus hæredem univerſalem. Si vero ipſam Cathar. Filiam & hæredem noſtram decedere contigerit quandocumque ſine Liberis naturalibus & legitimis de propno corpore & legitimo matrimonio procreatis, Magnificum & Egregium Virum D. Aymon. Comitem Sab. cariſſimum agnatum, & Dominum noſtrum, ſeu illum qui pro tempore fuerit Comes Sabaudiæ, in caſu in quo dictus D. Comes, qui nunc eſt; decederet ante dictam Catharinam, dum tamen ille qui tempore obitus dictæ Catharinæ, Comes erit Sabaudiæ, traxerit originem per paternam lineam à ſtirpe Sabaudiæ, eidem Filiæ noſtræ hæredem ſubſtituimus vulgariter, & per fideicommiſſum; In caſu vero in quo ille qui Comes eſſet Sabaudiæ; non eſſet de ſtirpe generis noſtri Sabaudiæ per lineam Paternam deſcendens; prædictâ conditione extante, volumus quod hæreditas noſtra, ad proximiores agnatos, & conſanguineos ſecundum ordinationem juris, vel Patriæ conſuetudinem devolvatur. Item in caſu, in quo hæreditas noſtra ad dictum D. Comitem Sabaudiæ devenerit; prædictâ conditione ſubſtitutionis extante, cariſſimis nepotibus noſtris D. Guidoni Comiti Foreſii, & Domino Reynaudo ejus fratri, mille libras Lauſanenſes ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu D. Joanni de Sarabruchi & duabus Sororibus ſuis, cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu D. Ludovico de Novo-Caſtro, & duabus Sororibus ſuis cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Dominæ Joannæ de Sabaudia Dominæ de Jaiz cariſſimæ Sorori noſtræ ſi ſupervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus noſtris cariſſimis, ſi eam ante nos mori contigerit, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Dominæ Beatrici de Sabaudia, Dominæ de Claromonte cariſſimæ ſorori noſtræ ſi ſupervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus noſtris cariſſimis, ſi eam ante nos mori contigerit, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Domino Otthoni de Grandiſſono, Domino de Peymes, Guillermo ejus Fratri & eorundem Sororibus cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras ejuſdem monetæ ſemel damus & legamus. Executores autem noſtros hujus teſtamenti conſtituimus, & ordinamus Egregium & magnificum Virum Dominum Aymonem Comitem Sabaudiæ cariſſimum Dominum & agnatum noſtrum, & prædictam D. Iſabellam conſortem noſtram R. in Chriſto Patres, Dominos Lauſannenſem, Gebennenſem & Bellicenſem Epiſcopos, Venerabilem Patrem, Dominum Abbatem prædicti Monaſterii Altæ-Combæ, Illuſt. Virum D. Amedeum, Comitem Gebennenſem Nepotem noſtrum cariſſimum, D. Gerardum de Otons Decanum Valeriæ & D. Franciſcum Præpoſiti de Viriaco Decanum Apreoſem. Hanc autem præſentem noſtram ultimam voluntatem, ſeu nuncupativum teſtamentum valere volumus jure teſtamenti nuncupativi & ſi eo jute non valeret, volumus eum valere jure codicillorum & ſi ſic non valet, volumus quod valeat jure quo licitum eſt cuilibet Patri-familias, de bonis ſuis inter liberos ordinare in ultima voluntate & ſi non valet ſecundum leges, valeat ſecundum Canonicas ſanctiones; Præterea ſi aliquod teſtamentum, vel ultimam voluntatem nlim fecerimus, illud & illam revocamus & annullamus, & pœnitet nos feciſſe & contenta in præſenti teſtamento volumus dumtaxat valere, & habere perpetuam roboris firmitatem. Acta ſunt hæc apud Yverdunum, in caſtro noſtro die, menſe, anno & indictione prædictis, teſtibus per dictum teſtatorem ad hoc ſpecialiter vocatis & rogatis, coram quibus audientibus & intelligentibus, prædicta omnia per eundem teſtatorem nuncupata fuerunt, & lecta clarè & diſtinctè, videlicet venerabili Patre Domino Guillermo de Riveria, Abbate Monaſterii Telæ Ciſtercienſis ordinis, D. Joanne Beguinat ejuſdem Monaſterii Monacho, Fratre Michaele de Tonons, & Fratre Bono Joanne de Gebennis ordinis Fratrum Minorum, Domino Jacobo Richarini milite, Aymoneto de Jolens, Joanne d'Illens, Henrico Brettonis, & Perrino de Inſula Domicellis. Signé de Fons.

ANS de J. C. 1340.

CCLXXIII.

ANS de J. C. 1340. LOUVAIN ET BRUXELLES.

CCLXXIII.

Traité & Convention entre les Villes de LOUVAIN *& de* BRUXELLES, *touchant l'ordre qu'elles doivent garder lors qu'elles envoyent leurs Gens avec le Duc de Brabant, fait par l'Autorité de Jean Duc de Brabant. Fait à Lienigie le 4. d'Août* 1340. Dynter Chroniques de Brabant. Livr. V. Feüill. 117.

JAN by der gratien ons Heere Hertoge van Lotherijck, van Brabant ende van Limborch, ende Merckgrave des H. Rijcks, doen condt ende kennelijcken allen lieden, ende eenen yegelijcken, want diſſentie ende twiſt heeft geweeſt tuſſchen beyde onſe goede Steden van Leuve ende van Bruſſele, van die, dat elcke Stadt van onſen beyde Steden proponeerde en ſeggen woude, ſoo wanneer dat wy uytwagen met gemeynen Heere, dat ſy liggen ſoude naeſt ons ende t'onſer rechter zijde, van welcken twiſtende diſſentie by de onſe voorſz. Steden cooſwaert bleven ſijn, ende hebbende ons overgegeven alle de ſchoone redenen ende toonen die elck eenen daer toe ſeggen woude ende allegeren in geſchriſte, wy met goeder deliberatien aenſien ende geexamineert hebbende, ende hebben ons beſproken met onſen Edelen lieden van Wapenen, met Ridderen ende Knapen, den welcken dunckt naer een recht van Wapenen ende eendrachtelijck, dat niemant ſchuldich en is mede te vallene, noch plaetſe te nemene in onſe Heere Landt gegeven, die wy ons comen ende in onſen dienſt weſen ſijn, edel oft onedel, groot oft cleyn, en werde hem gelevert by onſen Maerſchalcke, want wy ſelver neder vallen ende plaetſe nemen daer hyſe ons levert ende t'ergens eldere; maer om dat wy ruſte ende peyſe begeren, tuſſchen ooſen voorſz. Steden, ende wy alterlande twiſt ende diſcoort tuſſchen hem ſcheyden willen, anſiende de meeninge ſchoone die ſy ons ende onſe voorouders gedaen hebben, ſoo willen wy elcken houwen in hunnen rechte, ende ſeggen ons t'ſeggen dier formen die hier naer volcht. Dats te weten, alſoo dick ende alſoo menichwerven als onſe voorſz. Steden met ons uyttreken ſullen, ende ons dienen in ooſe Oorloge, ende wy waren te Vlaenderen oft in Henegouwe, Weſt oft Zuyden, als die van Leuven vooren uyttrecken, datſe onſe Maerſchalke voort me leggen ſal t'eewigen dagen, naeſt ons ende naer onſen geſinde toehooren, onſen lienen ende herberge, ende t'onſer rechter ſijden waer ſy willen; voort ſo ſeggen wy ende verclaeren, ſoo wanneer onſen voorſz. Steden uyttrecken ſullen, ende ons dienen in onſe Oorloge als voorſz. is, ende wy trecken te Biſdommewaert van Luydicke oft ter Maſen waert, Ooſt oft Noort-Ooſten, ende die van Bruſſele vooren uyttrecken eer die van Leuvene, dat dan onſe Maerſchalck van nu tot eewelijcken dage die van Bruſſel naeſt leggen ſal, naeſt ons ende tot onſer rechter ſijden, in dier manieren als voorſz. is, van die van Leuve waer ſy willen. Voort ſeggen wy, ordineren ende verclaeren om alderhanden twiſt te bekennen tuſſchen onſe voorſz. Steden, gevielt dat ſy uyttrecken in onſen dienſt alſoo voorſz. is, ende wy voeren te waterlande waert, dats te wetene, Noort te Mechelen oft t'Antwerpen waert, ſoo ſoude ons Maerſchalck naer die gelijcken van den wege die van Leuven liggen ter rechter ſijde van ons, ende onſe geſinde toebehoorende onſen lieven ende onſe Hertoge alſoo voorſz. is, ende die van Bruſſel ten ſlincker lijden, ende om dat wy willen dat alle deſe pointen vaſt ende geſtade blijven gehouwen, om die redenen dat wijſe geſeet, geordineert ende verclaert hebben, als over een recht ſeggen. Soo bevelen wy onſe Maerſchalck, die nu is ende naer-

ANS de J. C. 1340. LOUVAIN ET BRUXELLES.

CCLXXIII.

Traduction de ce Traité.

JEAN *par la grace de nôtre Seigneur Duc de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, & Marquis du Saint Empire, ſavoir faiſons à tous & un chacun que diſſension, & différent étant ſurvenus entre nos deux bonnes Villes de Louvain & de Bruxelles, ſur ce que chacune de noſdites deux Villes pretendoient que toutes les fois, que nous ſortions avec les Seigneurs des deux communautez, ils devoient être placez près de nous & à nôtre main droite, leſquelles diſſentions & diſcordes ſont venuës à nôtre connoiſſance. Et nous ayant dit les meilleures raiſons qu'ils ont pû de part & d'autre, & même nous les ayant données par écrit; nous, ayant par meure deliberation examiné l'affaire, & en ayant conféré avec nôtre Nobleſſe Officiers de Guerre, Chevaliers & Ecuyers, leſquels ont dit unanimement que, ſuivant le droit des armes, perſonne de ceux qui ſont à nôtre ſervice ne peut prendre place dans nos pais, ſoit noble ou roturier, grand ou petit, qui ne lui ſoit denuée par nôtre Maréchal, puiſque nous mêmes ne prenons de place, que celle qu'ils nous aſſignent & non pas autrement; mais parce que nous deſirons la paix & la tranquilité entre noſdites Villes, & voulons aſſoupir toutes diſputes & diſcordes entr'elles, en conſidération de pluſieurs bons ſervices, qu'elles ont rendus à nos ancêtres, ſi c'eſt-ce que nous les voulons conſerver chacunes dans leur droit, & diſons que la choſe doit être comme s'enſuit, ſavoir que toutes les fois que les habitans de nos ſuſdites Villes, ſortiront avec nous & nous ſerviront dans la Guerre, & que nous ſerons en Flandret au en Hainaut; ſoit du côté du Sud ou du côté de l'Oueſt, ſi ceux de Louvain ſortent les premiers nôtre Maréchal, les placern toûjours prés de nous & de ceux qui ſont de nôtre maiſon & à nôtre droite, où ils voudront. De plus nous diſons & declarons, que quand les habitans de nos ſuſdites Villes ſortiront, & nous ſerviront en nos Guerres, comme dit eſt, & que nous irons du côté de l'Evêché de Liege ou vers la Meuſe, du côté d'Orient ou du Nord-Eſt, & que ceux de Bruxelles ſeront ſortis avant ceux de Louvain, nôtre Maréchal ſera toûjours camper prés de nous, & à nôtre droite leſdits de Bruxelles, en la maniere qu'il eſt dit à l'égard de ceux de Louvain, où ils voudront. En outre, nous diſons, ordonnons & déclarons pour ôter toute diſpute & diſcorde entre noſdites Villes, que s'ils ſortent par eau à nôtre ſervice, comme dit eſt, & que nous allions par eau, ſavoir du côté du Nord vers Malines ou Anvers nôtre Maréchal mettra de la même maniere ceux de Louvain à nôtre droite, & à celle de ceux qui compoſent nôtre maiſon comme dit eſt, & ceux de Bruxelles à nôtre ganche. Et parce que nous voulons que tous ces points ſoient, & demeurent fermes par la raiſon que nous avons dit, ordonnez & déclarez comme une choſe juſte; nous ordonnons à nôtre Maréchal, qui eſt à préſent ou qui ſera ci-aprés en charge, & à nos ſuſdites deux Villes, qu'ils ayent à obſerver les ſuſdits points & ordonnances*

ANS de J.C. 1340. naermaels ſijn ſal, ende hy de ooſe voorſz. Steden, dat ſy deſen voorſz. pointen ende Ordinantien houwen, van nu voort aen t'eewelijcken dagen, duren ende behouwen alzoos alle ſaken, pointen ende articulen, van twiſt, van donckerniſſe oft van diſcorde, die deſen ſaken toebehooren, ſpruyten oft comen mochten, in tijden toe te comen t'ooſer verclaereniſſe. Sy kenniſſe ende getuygeniſſe van der waerheden, hebben wy deſe lettren beſegelt, met onſen Segele, die gegeven ende gemaeckt waeren te Lienigie, vier dageo in de Ouſtmaende, in't jaer ons Heeren doen men ſchrieft 1340.

ANS de J.C. 1340. *ces dès maintenant & à toûjours, & qu'ils préſervent toûjours tous ces points & articles de toute diſcorde, & brouillerie qui pourroient naître de cette affaire à l'avenir, & pour témoignage & connoiſſance de la verité, nous avons ſcellé ces préſentes lettres de nôtre Sceau, fait & donné à Lienigue. Le 4. du mois d'Août l'an de nôtre Seigneur* 1340.

CCLXXIV.

ANS de J.C. 1341. L'Empereur la France. *Promeſſe de l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *faite à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, de le tenir pour ſon Allié, de procurer ſon avantage & de ne lui nuire en aucune maniére. Fait à Wilshofen dans la Baviére, le 24. Janvier* 1341. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag 153.

IN Dei nomine, Amen. Hoc eſt tranſumptum quarundam litterarum patentium ſigillatarum in cera alba & albis filis ſericis, ſigillo formæ rotundæ, in cujus medio inſculpta ſeu impreſſa quædam imago ſedens in ſolio, habens in capite quaſi mitram, ac tenens in manu dextera ſceptrum, & in ſiniſtra pomum, & juxta ſolium à parte dextera erat aquila una, & à ſiniſtra alia, & ſub pedibus ipſius imaginis erant duo leones inſculpti; in circonferentia verò ſigilli erant inſculptæ hæ ſcripturæ ſic dicentes: † LUDOVICUS Quartus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus; & ex alia parte erat impreſſio contra-ſigilli formæ rotundæ, in cujus medio erat impreſſa quædam aquila, & in cujus circumferentia legebatur: † Juſtè judicate filii hominum: quarum quidem litterarum tenor eſt talis.

§. 2. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, profitemur publicè, & conſtare volumus univerſis, quod nos ad honorem Dei, exaltationem fidei Catholicæ, & propter bonum pacis & tranquillitatis ſacri Imperii & Regni Franciæ, ac totius Chriſtianitatis, in oppido noſtro Wilshofen Ducatus Bavariæ, conſtituti, ſub anno nativitatis Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo primo, viceſima quarta die menſis Januarii præſentibus nobilibus viris Alberto Comite in Hohemberg Imperialis Aulæ noſtræ Cancellario, Ludovico Duce de Tegg, Bertholdo Comite in Graiſpach; ſapiente viro Magiſtro Ulrico de Auguſta, aulæ noſtræ Prothonotario; Secretariis noſtris Jeremia milite, J. de Mantizejo, & Ludovico de Notemberg Clerico nobis dilectis; juraverimus ad Sancta Dei Evangelia manu noſtra tacta: quod præclari PHILIPPI Regis Francorum Illuſtris nepotis & affinis noſtri cariſſimi, ſumus ex nunc, & eſſe debeamus & velimus in perpetuum pro toto tempore vitæ noſtræ, bonus, fidelis, & perfectus amicus, alligatus & conſœderatus; & quod omnia & ſingula ipſius negotia, quæ facere habet & habebit in futurum ubicumque & cum quibuſcumque promoveamus, & procuremus & promovere teneamur pro poſſe noſtro, bona fide, & abſque fictione quacumque, per meliores vias, quas poſſimus directè cogitare, vel invenire ad ipſius & ſui Regni ac ſtatus honorem, utilitatem & profectum, & quod damna ejus quælibet impediamus & evitemus pro poſſe, nec contra promiſſa ſic jurata, vel eorum aliquod veniamus, vel ea obſervare obmittamus, nec nos tueamur vel deffendamus velut propter aliquod auxilium vel defenſionem juris vel facti, diſpenſationis ſedis Apoſtolicæ, aut cujus libet alterius, qui ſuper hoc poſſet diſpenſare, vel nos in parte vel toto ab hujuſmodi abſolvere juramento; ſive per ſe, vel propter aliquod beneficium reſtitutionis in integrum, aut privilegiis vel indulgentiis per nos aut noſtro nomine impetratis, vel impetrandis canonum vel legum auxiliis, aut aliqua jura ſcripta vel non ſcripta; quæ nobis quominus ad obſervationem omnium & ſingulorum per nos juratorum teneremur poſſent aliquatenus ſuffragari; quibus auxiliis & defenſionibus omnibus & ſingulis nominatim, & ex certa noſtra ſcientia renuntiamus expreſſè. In quorum omnium teſtimonium & evidentiam præſentes conſcribi, noſtroque Majeſtatis ſigillo juſſimus communiri. Datum loco, die & anno Nativitatis Domini ſupra ſcriptis, Regni noſtri viceſimo ſeptimo, Imperii vero quarto decimo.

ANS de J.C. 1341.

§. 3. Et ego Joannes Rufi de Cruce Clericus Lauſann. Dioceſ. Apoſtolica autoritate publicus Notarius, præſens tranſumptum cum dictis litteris originalibus diligenter & fideliter auſcultavi, & quia utrumque concordare inveni, manu meâ propria hic ſubſcripſi, & ſignum meum appoſui conſuetum rogatus.

CCLXXV.

ANS de J.C. 1341. CARINTHIE ET BOHEMIÆ. *Lettres de Divorce accordées à* MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, d'avec* JEAN *Fils du Roi de Bohême, pour fait d'impuiſſance: par l'Empereur Loüis de Baviére. Sans date.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 154.

NOs (a) Ludovicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus univerſis Chriſti fidelibus, quorum intereſt vel intereſſe poterit in futurum, manifeſtum eſſe volumus & facimus per præſentes; quod in judicio coram nobis per ſe ſeu per certos nuntios ſuos ſeu procuratores expoſuit Illuſtris MARGARETHA Duciſſa Karinthiæ & Tyrolis Comitiſſa, quod vir nobilis JOHANNES Regis Bohemiæ filius jam dudum ſibi matrimonio copulatus, & poſtmodum in ætate debita conſtitutus, ac per tanta temporum ſpatia ſecum habitans, quanta ſufficiant ac ſufficere debent, ſecundum ſtatuta tam divinæ quam humanæ legis, ad debitum carnalis copulæ per virum ſive maritum ſuæ uxori reddendum; eadem Margaretha in ætate ſufficienti ſimiliter conſtituta, & ſe ipſam ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præfatam copulam carnalem explendam, non potuit dictus Johannes neque valuit, ſicuti neque valet aut poteſt, nec unquam poſſe creditur in futurum, eandem carnaliter cognoſcere ſibi conjugem Margaretham: quemadmodum multis & quaſi omnibus poſſibilibus modis hoc tentans, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præfatum ſe dicit expertam; ac adverſus eundem

(a) l'Empereur accorda ces Lettres en vertu de la Conſtitution ci-deſſus, qui déclare l'Empire indépendant; la piéce eſt conſidérable pour plus d'une raiſon.

ANS de J. C. 1341.

dem Johannem, ſibique præfatum defectum inexiſtere, coram nobis in judicio ſe reddidit per experimenta ſufficientia & teſtimonia quælibet ad hæc neceſſaria probaturam. Quare ſuper hoc habito maturo & deliberato conſilio ſuorum procerum & conſiliariorum omnium, noſtram clementiam atque juſtitiam unà cum præfatis imploravit & requiſivit inſtanter, ut eidem ſuper hoc providere de convenienti remedio dignaremur: & taliter etiam, quod per jus ſive ſententiam noſtram licitè poſſit à ſupra dicto Johanne jam vocato marito ſive conjuge ſuo, de matrimonio ſeparari, propter caſum ſive impedimentum prædictum, & ab eodem Johanne totaliter ſic abſolvi, ut eidem de cætero ad nullum matrimonii debitum teneretur, ſed poſſet de ſeipſa, & ſuis omnibus ordinare, ſecuodum quod ſibi expediens videretur.

§. 2. Nos vero, cujus debitum eſt omnibus ac ſingulis reddere juſtum, ex officio & auctoritate, qua fungimur, præfatam Margaretham cum præfatis ſuis omnibus juſtitiam inſtantiſſime requirentibus & ſupplicantibus, nobis dignum duximus exaudire: & nihilominus abſque offenſa juris præfati Johannis jam vocati conjugis ſui, ſi jus aliquod in contrarium habuiſſet, ad expeditionem ſeu terminationem litis præmiſſæ inter vocatos conjuges præfatos proceſſimus, in hac forma, videlicet: quod vocatos conjuges præfatos citari fecimus atque vocavimus in judicio coram nobis, aſſignantes eiſdem ſecundum formam juris debitum atque tutum locum, & temporis ſpatium, infra quod poſſent & deberent in judicio coram compararе, ad agendum & defenſandum, & cætera faciendum, quæ neceſſaria forent, pro inquirenda veritate ſuper lite præfata. Verum Margaretha jam dicta per ſe ſeu per ſuos certos nuntios ſive procuratores ſufficienter comparuit in judicio coram nobis per omnes terminos ſibi aſſignatos, & cum omnibus probationibus & teſtimoniis ſufficientibus, ad convincendum ſæpe dictum Joannem impotentem eſſe atque privatum naturali potentia ipſam carnaliter cognoſcendi, aut quamvis aliam mulierem: ſe ipſam quoque virginem eſſe uſque in tempus & diem dati preſentis reſcripti per ſufficientia teſtimonia demonſtravit. Supra dictus verò Johannes in præfatum judicium coram nobis, impoſiti ſibi defectus per Margarethan verifimiliter conſcius, nec per ſe nec per aliquem legitimum nuntium ſive Procuratorem, comparuit tempore debito ſive ſtatuto: nec quicquam in contrarium impoſiti ſibi defectus per præfatam Margarethan per ſe vel per alium allegavit: ſed contumax ex natora ſe convictum reddidit atque confeſſum de his omnibus, quæ ſibi per prædictam Margarethan fuerant tam impoſita, quam probata, ſufficientia quidem ad matrimonii divortium inter ipſam & præfatum Johannem per ſententiam conſummandum. Nec poteſt, nec unquam cum veritate poterit ſæpe dictus Johannes, aut quivis alter pro ipſo, judicem vel locum comparendi per nos ſibi aſſignatum allegare ſuſpectum. Nam hactenus retroactis temporibus tam Johanni Regi Bohemiæ patri ſuo, quam etiam Carolo de Bohemia fratri ſuo, pluries & locis pluribus noſtræ coactivæ poteſtati ſubjectis, fidum ac tutum placitandi nobiſcum aſſignavimus locum, in quo perſonaliter affuerunt, & cum omni tranquillitate manſerunt, ac inde abſque moleſtia qualibet ſecundum ipſorum beneplacitum receſſerunt. Quod & antedicto Johanni benignè offerri fecimus, & acceptare contemſit, ut ſupra jam diximus.

§. 3. Per auctoritatem ergo nobis rite debitam & conceſſam, & legi divinæ conformiter, ſicuti certum eſt, & aſſerunt ſacræ ſcripturæ ſive leges divinæ atque civiles ſententiæ ſufficientes, ac comprobati Doctores, ad divortium ſive ſeparationem matrimonii faciendam inter vocatos conjuges Johannem & Margaretam prædictos procedere volentes atque dobentes, infra ſcripram ſententiam tulimus in hæc verba. ANS de J. C. 1341.

§. 4. Nos Ludovicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator Auguſtus, pro tribunali judices ſedentes, in cauſa ſive lite divortii ſeu ſeparationis matrimonii, quæ vertebatur inter illuſtres perſonas Johannem Regis Bohemiæ filium, requiſitum parte ex una, & Margarethan Duciſſam Karinthiæ & Tyrolis Comitiſſam, ex altera parte, tanquam actricem, ac requirentem à dicto Johanne jam vocato conjuge ſuo de matrimonio ſeparari: Viſis & intellectis tam per oos quam præfatos Doctores juribus, rationibus, probationibus & teſtimoniis Margaretæ præfatæ, nec non contumacia dicti Johannis; dicimus, diffinimus, & determinamus, præfatam Margaretam ſeparari debere ſeu poſſe de matrimonio à ſa pe dicto Joanne, eque converſo, cùm iiſdem vel ipſorum alteri id videbitur expedire; ipſam quoque Margarethan hoc requirentem inſtanter, ut ſupra, ſeparamus, abſolvimus & ſeparatam eſſe judicamus in matrimonio à jam dicto Johanne per hanc noſtram ſententiam diffinitivam. Simili quoque modo ſupra dictum Joannem à præfata Margareta in matrimonio per auctoritatem & hanc noſtram ſententiam diffinitivam ſeparantes: ita videlicet quod de cætero præfatus Joannes ſupra dictæ Margaretæ in nullo matrimonii debito teneatur: neque ſimiliter præfata Margareta ſupra dicto Joanni. Sed liberum ſit utrique de corpore proprio ſive perſona, & omnibus bonis propriis, juribus ac rebus tam mobilibus quam immobilibus facere vel diſponere. & quodlibet ordinare pro ſuæ propriæ libito voluntatis.

CCLXXVI.

Diſpenſe accordée par l'Empereur Loüis de Bavière, à LOUIS *Marquis de Brandebourg & à* MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, pour leur mariage, nonobſtant qu'ils ſoient parens, & pour la légitimation de leurs enfans. Sans date.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 156.

ANS de J. C. 1341. BRANDEBOURG ET CARINTHIE.

NOs (a) Ludovicus Quartus Dei gratia Rom. Imperator Auguſtus, univerſis Chriſti fidelibus, quorum intereſt aut poterit intereſſe, notum eſſe volumus & facimus per ſeriem infra ſcriptam. Quod in noſtra præſentia perſonaliter conſtituti Illuſtres LUDEVICUS Marchio Brandenburgenſis, & MARGARETA Duciſſa Karinthiæ ac Tyrolis Comitiſſa, poſt habitum ipſorum maturum ac deliberatum conſilium, animum atque actualem voluntatem habentes ſe invicem in matrimonio legitimè copulandi: dubitante tamen præfato Ludevico & Margareta, ne gradu aliquo affinitatis ſanguinis tale conjugium ſive matrimonium humanarum legum ant Romanorum principum ſtatuto, decreto, vel ordinatione alia, quomodolibet appellata, impedimentum aliquod pateretur: ſupplicarunt ac petiverunt inſtanter, tale impedimentum conſanguinitatis, ſi quod inter ipſos affuerit vel adeſſet, per diſpenſationem noſtram relaxari, ac per noſtram auctoritatem atque ſententiam totaliter amoveri.

(a) Cette piéce eſt encore une ſuite de la même Conſtitution, & de ſa même intelligence qui réglent entre l'Empereur & la Cour de Rome.

§. 2. Nos verò propter communem & evidentem Reip. utilitatem manifeſtè viſam ſequi, ad conjugium ſupra dictum, præfatum impedimentum affinitatis ſanguinis, ſi quod inter ipſos adeſſet, judicamus eſſe tollendum, & ſimpliciter amovendum. Cum gradus affinitatis ſanguinis, præſertim infra ſorores & fratres, matrimonium non impediat divinæ ſeu Chriſtianæ legis ſtatuto aliquo vel præcepto, quemadmodum certitudinaliter novimus tam per nos, quam per ſupra dictæ legis divinæ idoneos ac probatos Doctores.

ANS de J. C. 1341.

rem. Idque etiam asserente beato Augustino lib. x v. de civit. Dei, cap. x v i. dum de talibus affinitatis sanguinis gradibus tractans inquit, quod hoc videtur matrimonium licitum fieri inter affines consanguineos, nec lex divina prohibuit, & nondum prohibuerat lex humana. Quibus siquidem verbis duas sententias expressit Augustinus, unam videlicet supra dictam, quod lege divina legitimum matrimonium fieri non est prohibitum inter personas sanguinitatis affinitate conjunctas. Secundam verò sententiam scire fecit: videlicet, quod talis prohibitio matrimonii inter consanguineos fieri habeat auctoritate legislatoris humani aut ejus principantis supremi Principis Romanorum. Idem quoque concedere atque fateri convenit Romanum Episcopum, Papam vocatum cum suorum Clericorum cætu, quos Cardinales appellant, veritate cogente. Nam præfatus Papa Romanus super impedimento affinitatis sanguinis per dispensationem tollendo à sanguinis affinitate conjunctis, invicemque matrimonium contrahentibus ad suam auctoritatem asseriit pertinere: ac in talibus matrimoniis pluries dispensaverunt de facto præteriti quidam Pontifices Romanorum. Quod si talis gradus affinitatis sanguinis matrimonium legitimum impediret legis divinæ seu Christianæ præcepto, non posset aliquis hominum, quinimo neque angelus de cœlo dictum impedimentum per dispensationem aliquo modo amovere: Hoc Christo testante: facilius est cœlum & terram transire, quàm unum apicem à lege cadere. Rursusque idem Dominus dixit: Cœlum & terra transibunt, verba autem mea permanebunt in æternum. Ex quibus quidem manifestè apparet, ac fateri cogitur Romanus Episcopus, & per factum confirmatur ipsius, quod gradus affinitatis sanguinis non impediet matrimonium fieri legis divinæ seu Christianæ præcepto: & quod si gradus affinitatis sanguinis, quamquam licitum matrimonium impediat fieri, hoc tamen factum esse præcepto sive statuto legis humanæ: De cujus siquidem legis præceptis sive statutis dispensare solummodo pertinet ad auctoritatem Imperatoris seu Principis Romanorum. Nec obstat dicere, præfata matrimonia esse prohibita lege divina, eo quod mali moris sunt, & propterea etiam sub peccato mortali fore prohibita, ac proinde obligantia contrahentes ad damnationem æternam: & contrariam dispensationem in his ad ministrum solummodo Ecclesiasticum, Episcopum sive Presbyterum pertinere. Hic enim sermo Rhetoricus sive apparens, sophisticus est: falsum namque recipit, quoniam præfata matrimonia non sunt mali moris, præsertim in aliquo casu. Nam & ipsa tanquam in casu licita fieri concedit Romanus Episcopus. Nec etiam rursus mali moris sunt absolutè loquendo: quoniam non sunt cum malitia convoluta confestim, veluti furtum & crimina reliqua: & propterea nec sunt lege divina prohibita, quemadmodum dixit beatus Augustinus; non syllogisatur autem neque concluditur propterea, dispensationem de talibus ad Episcopum quendam sive Presbyterum pertinere, esto quod sint absolutè prohibita lege divina, & sub pœna damnationis æternæ: quoniam de his prohibitis nullus hominum, quinimo nec angelus de cœlo dispensare posset vel ordinare, sive concedere quod licitè fierent ut deductum est supra. Unde etiam juxta prædicta de præceptis sacræ scripturæ sive mandatis loquens Apostolus inquit: Et si angelus de cœlo Evangelisaret vobis aliud præter id, id est contra id, quod Evangelisatum est à nobis, anathema sit. Nec propter aliud, nisi quod Evangelisata erant per Apostolum * divina prohibita vel præcepta. Rursus quoniam præfata matrimonia non fuerunt mali moris, neque prohibita secundum veterem legem, quamvis aliquando peccata fiant sive fuerunt in antiquo lege, non quod sunt absolute sive confestim cum malitia convoluta, neque mali moris; sed solummodo, quod lege prohibita fuerant, veluti carnes porcinas, & bestias non ruminantes comedere, quod ideo peccatum effectum est, quia prohibitum fuerat in lege Mosaica; non tamen propter malum aut mali moris ex se, quemadmodum furtum, homicidium falsum testimonium & hujusmodi aliqua, quæ prohibita sunt legibus divinis & humanis, eo quod ex se mala sunt, & mali moris, confestim cum malitia convoluta.

ANS de J. C. 1341.

§. 3. Ex his igitur omnibus prædictis manifestè apparet, cuilibet non corrupto ignorantia vel malitia, vel utraque, auctoritatem dispensandi atque tollendi à matrimonio impedimentum inter personas & à personis sanguinis affinitate conjunctis, ad Romanum Principem pertinere. Propter quod nos Ludovicus Quartus, Romanorum Imperator Augustus, præfatum affinitatis sanguinis impedimentum, si quod esset inter præfatos Ludovicum & Margaretam, quominus possent aut prohiberentur per humanæ legis aut Romanorum principum statuta, sive decreta vel alias ordinationes quomodolibet appellatas in matrimonio copulari, tollimus; & per nostram auctoritatem atque sententiam tenore præsentium totaliter amovemus. Concedentes eisdem ac cuilibet ipsorum, ut absque offensa cujuslibet juris humani, statuti vel ordinationis alterius quomodolibet nominato licitè se possint ac valeant in matrimonio copulare. Absolutos etiam (*b*) eosdem, ipsorumque legitimos filios & filias, ac hæredes nunc & in perpetuum à pœna qualibet reali personali & infamiæ, & alia quavis quomodolibet nominata, si qua foret imposita contrahentibus matrimonium infra consanguinitatis gradus aliquos nominatos, per quemquam Principem Romanum etiam, vel per leges aut communitatem aliquam, collegium vel singularem personam, cujuscunque auctoritatis vel dignitatis existant. Quibus omnibus & singulis, & à quibus excipimus casum prædictum, de præfatis videlicet personis, Ludovicum & Margaretham jam dictos, & in quantum nostro rescripto sive dispositioni, vel concessioni nostræ contradicunt totaliter aut in parte, per hoc ipsum præsens nostrum rescriptum derogamus & volumus derogari, eodem nihilominus semper in suo robore duraturo.

(*b*) Le *prononçiamus* ou quelque autre semblable manque.

CCLXXVII.

*Testament d'*YOLANDE DE MONFERRAT, *Comtesse de Savoye, fait le* 14. *de Decembre* 1342. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 179.

ANS de J. C. 1342. SAVOYE.

In nomine Domini. Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. XLII. Indictione decima, die decima quarta mensis Decembris, quoniam dum in mente viget ratio, suprema hominum judicia melius disponuntur, animæque saluti, ac Patrimonii curæ temporalis sanius providetur; Id circo *Illustris Domina* YOLANDA DE MONTEFERRATO *Comitissa Sabaudiæ, Conjuxque Principis Illustris & magnifici Domini Aymonis Comitis Sabaudiæ*, mente sanâ, licet infirma corpore, in ipsius Viri sui præsentia, & de ejusdem bene placito, mandato, & consensu testamentum suum nuncupativum, & sine scriptis dictum, in scriptis tamen redactum in modum qui sequitur uno contextu fecit, & solemniter complevit. In primis animam suam nunc, & cum de corpore exierit, Domino nostro Jesu Christo, Beatæ Mariæ Virgini, totique Curiæ supernorum recommendavit, suoque corpori ab anima separato elegit sepulturam in Capella quam construi fecit Dominus, & Vir suus prædictus in Ecclesia Altæ-Combæ, ubi in luminaribus, congregationibus Prælatorum, Religiosorum, Sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium fiat sufficiens sepultura, & solem-

ANS de J. C. 1342. ſolemnitas exequiarum, ad arbitrium & voluntatem ſui Viri, & Domini ſupra dicti, convenientibuſque, & pauperibus eleemoſinæ tribuantur ad arbitrium ſupradictum. Item voluit, & ordinavit, ac præcepit ſufficienter dotari per hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum Capellam quam honore Beatæ Catharinæ fundavit in domo, vel Eccleſia Sororum Minoritarum Camberiaci, in qua unus perpetuò Capellanus inſtituatur, & ponatur, qui dictæ Capellæ ſerviat, & diebus ſingulis ibidem per ſe, vel alium celebrare Miſſarum ſolemnia teneatur. Item voluit, ordinavit, atque juſſit per hæredem ſuum univerſum infra ſcriptum tres Capellas, unam videlicet ad honorem Beati Joannis Evangeliſtæ, aliam aó honorem Beati Nicolai, aliam ad honorem Beatæ Margaritæ fieri, fundari, & ſufficienter dotari, ita quod in qualibet unus ponatur, & ordinetur Capellanus, qui diebus ſingulis videlicet, quibus in ea qua fuerit inſtitutus, & ordinatus, per ſe, vel per alium, per ipſius Teſtatricis, ſuorumque, & Dominorum Sabaudiæ Comitum, prædeceſſorum, & ſucceſſorum animarum remedio debeat Miſſarum ſolemnia celebrare. Item voluit, ordinavit atque juſſit eleemoſynas fieri piis locis pro remedio animarum ipſius, prædeceſſorumque, & ſucceſſorum ſuorum ad arbitrium, & ordinationem Domini, Virique ſui prædicti per dictum ſuum hæredem univerſalem ſolvendas. Item omnibus, & ſingulis qui ſibi ſervierint, remunerari voluit, ordinavit, & juſſit, prout ipſi Domino Comiti Viro luo videbitur faciendum. Item quia ſeptem puellas, ut aſſerit diſpoſuerat maritare, quarum jam quatuor maritavit, voluit, ordinavit, & juſſit quod loco reliquarum trium filiæ Petri de Angulo dicti Picard iuxtoris ipſius Teſtatricis dentur ſemel, & ſolvantur in ſuolidum ipſius maritandæ viginti ſolidi Turonenſium Groſſorum, uni ex filiabus Gulielmi Flemenci quondam, alii viginti ſolidi Turonenſium Groſſorum ſemel pro eodem, & alicui arteri filiæ quam dictus Dominus Comes eligendam duxerit, alii viginti ſolidi Groſſorum Turonenſium ſemel. Item *Joannem Cariſſimum Filium ſuum*, pro omni jure, portione, & dreytura, ſibi in bonis, & hæreditate dictæ Teſtatricis quomodolibet competente in quatuor millibus florenorum auri ſemel ſibi dandorum, & ſolvendorum per ſuum hæredem univerſalem infra ſcriptum ſibi hæredem inſtituit, & pro tanto dictum Joannem omnibus ſuis bonis, & hæreditate quibuſcunque tacitum eſſe voluit, & contentum, ita quod nihil aliud in ipſis, vel eorum altero petere, vel exigere valeat modo quovis ſalvis ſubſtitutionibus infra ſcriptis. Item *Blancam Filiam ſuam* dilectam pro omni jure, portione, & dreytura ſibi modo quovis competentibus, in omnibus, & ſingulis bonis, rebus, & hæreditate ſuis, in tribus millibus florenorum auri ſemel dandis, & ſolvendis per hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſibi hæredem inſtituit, & pro tanto dictam Blancam, omnibus ſuis bonis, rebus, & hæreditate tacitam, contentam eſſe voluit, & excluſam, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in ipſis ſalvis ſubſtitutionibus infra ſcriptis prout faciunt pro eadem. Item Filium ſuum poſthumum, ſi naſcatur ex ea, ſibi hæredem inſtituit in tribus millibus florenorum auri ſemel dandis, & ſolvendis eidem per dictum ſuum univerſalem hæredem, & pro tanto voluit ipſum omnibus ſuis bonis, rebus & hæreditate tacitum eſſe, contentum penitus, & excluſum, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in eiſdem, & quolibet ipſorum, præter quam in caſibus ſubſtitutionum ſubſcriptis prout ipſum tangunt: Si vero ex ea naſcatur Filia, in duobus millibus florenorum auri ſemel dandis, & ſolvendis per dictum ſuum univerſalem hæredem, ſibi hæredem inſtituit eandem, pro quibus ipſam voluit omnibus ſuis bonis, & rebus eſſe tacitam, & excluſam, ita quod nihil ultra petere, vel exigere valeat modo quovis in eiſdem vel alterò ipſorum, infra ſcriptis ſubſtitutionibus, prout pro ipſa faciunt de ſibi ſalvis: In omnibus autem aliis, & ſingulis bonis ſuis mobilibus, immobilibus, juribus, actionibus, caſtris, villis, territoriis, jutiſdictionibus omnimodis, meris, mixtis Imperiis, feudis, retroſcudis, Vaſſallis, hominibus, homagiis, fidelitatibus, Baronus, Reſſortis, diſtrictibus, tedditibus, ſervitiis, uſagiis, ſylvis, nemoribus, vænationibus, piſcariis, aquis, aquarum decurſibus, & omnibus aliis bonis, juribus, actionibus ſibi competentibus; atque competituris in futurum aliqua occaſione, titulo ſeu cauſa, *Amedeum Cariſſimum Filium ſuum primogenitum*, ſibi univerſalem inſtituit hæredem, per quem voluit, juſſit, & ordinavit debita ſua ſolvi, clamores emendari, & ſedari rationabiliter, breviter, & de plano ſine judicii ſtrepitu, & figura: & ipſum Amedeum, & ejus hæredes maſculos à ſuo proprio corpore, legitimoque Matrimonio procreatos, dictis Joanni, Blancæ Filio, & Filiæ naſcituris, & cuilibet ipſorum, in caſu quo ipſos, & eorum quemlibet ſine hæredibus uno vel pluribus legitimis, & naturalibus maſculis à ſuo proprio corpore, legitimoque matrimonio procreatis mori contingeret (quod abſit) in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque, vulgariter, pupillariter, & per fideicommiſſum, & aliter prout melius poteſt, & firmius ſubſtituit: Et ſi dictum Amedeum, quod abſit, in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque mori contingeret ſine uno vel pluribus Liberis maſculis ex legitimo matrimonio, & ſuo proprio corpore procreatis, dictum Joannem ſecundo genitum ſi viveret, & ſi ante deceſſiſſet, Joannis ejuſdem Liberos maſculos ex legitimo Matrimonio, proprioque ſuo corpore procreatos tunc ſuperſtites, & ſi idem Joannes, & deſcendentes ex eo maſculi legitimi ex proprio corpore legitimoque matrimonio procreati, ipſius Amedei mortis tempore ſine maſculis deſcendentes ut ſupra, non eſſent ſuperſtites, poſthumum maſculum naſciturum ex ea, & ejus hæredes maſculos ex proprio ſuo corpore, legitimoque matrimonio procreatos ipſis Johanne, Liberis ſuis maſculis, & poſthumo non extantibus quo ſupra modo, & ſi in caſu prædicto ipſius Amedei mortis tempore, non ſupereſſent dicti Joannes, poſthumus, aut hæredes maſculi eorum, vel alterius eorundem procreati prout ſupra; Blancam Filiam ſuam prædictam, ſi tunc viveret, & ſi non ſupereſſet, ejus hæredes ex legitimo Matrimonio, & proprio ſuo corpore procreatos, tunc ſuperſtites, & in omni prædictorum, quod abſit, defectu in caſu prædicto poſthumam ex eo naſcituram, ſi ipſius caſus tempore viveret, & ſi non viveret ejus hæredes ex legitimo Matrimonio, ſuoque proprio corpore procreatos, dicto Amedeo ſubſtituit vulgariter, pupillariter, & per fidei commiſſum, & eis modo, & forma quibus melius, & firmius poteſt, in caſu verò quo ſubſtitutio ſupra facta de dictis Joanne, Blanca, poſthumo, & poſthuma naſcituris ex ea Teſtatrice ex tempore quolibet in ipſum Amedeum locum non haberent in eundem Amedeum, vel ipſius hæredes ut ſupra dictos, Joannem, Blancam poſthumum, & poſthumam naſcituros ad invicem æquis portionibus ſubſtituit, in portionibus videlicet ſibi relictis ut ſupra vulgariter, pupillariter, & per fidei commiſſum. Hanc autem ſuam eſſe voluit ultimam voluntatem & ultimum teſtamentum, quod & quam valere voluit jure teſtamenti nuncupativi, & ſi non valeat eo jure, valeat jure codicillorum, Epiſtolæ, vel donationis, cauſa mortis, & ordinationis inter Liberos, vel eo jure, & juribus quibus melius valere poterit, & debebit, aſſerens ſe nunquam aliud feciſſe teſtamentum, & ſi quod fecerit, illud eſſe vult nullius valoris, & momenti, ipſum revocans, & quæ continentur in ipſo per præſens, penitus, & annullans. Actum in caſtro Camberiaci in camera dictorum Domini Comitis, & Domi-

ANS de J. C. 1342.

ANS de J. C. 1342. Dominæ Comitiſſæ, præſentibus illuſtri Viro Domino Amedeo Comite Gebennenſi, Reverendo in Chriſto Patre Domino Guichardo Electo confirmato Sedunenſi, Fratre Petro de Coiſia ordinis Minorum conventus Camberiaci, Georgio de Solerio de Yporegia, Joanne Miſtralis canonico Gebennenſi Juriſperitis, Magiſtro Palmerio de ſilis de Placentia Phyſico dicti Domini Comitis, & Domino Petro Galiardi ejuſdem Domini Comitis Capellano, teſtibus ad præmiſſa per prædictam Teſtatricem vocatis, & rogatis uno eodem contextu.

CCLXXVIII.

ANS de J. C. 1343. NAPLES, JERUSALEM, SICILE, ET PROVENCE.

Teſtament de ROBERT, *dit* le Sage & le Bon, *Roi de Naples, de Jeruſalem, & de Sicile, Comte de Provence, &c. par lequel il conſtitue héritiéres* JEANNE & MARIE *ſes petites Filles, & ordonne que, vû leur minorité, elles ne pourront contracter, donner, ni aliéner, & juſqu'à ce qu'elles ayent accompli l'âge de 25. ans, ſans le conſentement de la Reine Sance ſa femme, & des trois Régens, qu'il leur donne: veut auſſi, que le Comté de Provence ſoit uni avec le Royaume de Sicile, afin que ſes Etats ſe puiſſent plus fortement maintenir; ſans déclarer ni le Royaume, ni le Comté inaliénables. Fait le* (a) 16. *Janvier*, 1343. Noël Gailhard, *dans les* Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 59.

(a) Robert mourut 10. jours après, ſavoir le 28. du même mois.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo tricenteſimo quadrageſimo tertio, Indictione undecima, die viceſimo ſeptimo menſis Januarii, Pontificatus ſanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini Domini Clementis divina providentia Papæ ſexti anno primo, Neapoli in Caſtro novo. Noverint univerſi præſentis Inſtrumenti ſeu tranſſumpti publici tenorem ioſpecturi, præſentes pariter & futuri, quòd conſtitutis Nobis Notario & teſtibus inſraſcriptis, in præſentia Sereniſſimæ Dominæ noſtræ Dominæ Sanciæ Dei gratia Hyeruſalem & Siciliæ Reginæ, ipſa Domina Regina præſentari & exhiberi fecit ac legi quoddam inſtrumentum publicum Teſtamenti ſeu ultimæ voluntatis claræ memoriæ Sereniſſimi Principis & Domini noſtri Domini Roberti Dei gratia Hyeruſalem & Siciliæ Regis illuſtris viri ſui, ejus vera & noſtra Bulla aurea in filis ſericis ſuæ Regiæ Majeſtatis impreſſa Typario, per Notarium Mapillum Ruffullum de Neapoli Notarium publicum confectum, & Magiſtri Nicolai de Aliſia ad Contractus per totum Regnum Siciliæ Regia authoritate Judicis, & ſubſcriptorum aliorum teſtium ſubſcriptionibus roboratum, cujus inſtrumenti tenor nihil in eo mutato, detracto vel addito per omnia de verbo ad verbum dignoſcitur eſſe talis. In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, anno Nativitatis ejuſdem milleſimo tricenteſimo quadrageſimo tertio, Regnante Sereniſſimo Principe & Domino noſtro Domino Roberto inclyto Dei gratia Rege Hyeruſalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis Comite, Regnorum verò ejus anno tricesimo quarto, ſœliciter. Amen. Die ſexto decimo menſis Januarii undecimæ Indictionis, Neapoli in Regio Caſtro-novo, in Camera ejuſdem Domini Regis, Nos Nicolaus de Aliſia per totum Regnum Siciliæ ad Contractus Regia authoritate Judex Mapillus Ruffullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum Regnum Siciliæ eadem Regia authoritate Notarii, & ſubſcripti teſtes literati, ad hoc ſpecialiter vocati & rogati: videlicet venerabilis Pater Dominus Frater Guillelmus Epiſcopus Salon, Dominæ Reginæ Confeſſor, Venerabilis & Religioſus Vir Frater Joannes de Bortholco, Illuſtris Dominæ Duciſſæ Calabriæ Confeſſor, Ordinis Minorum, Dominus Joannes Grilli Vice-Protonotarius Regni Siciliæ, Frater Robertus de Miloto, Dominus Petrus Beaudeti, Magiſter Capellæ & Eleemoſinarius Regius, Dominus Egidius de Bevanco magnæ Regiæ Curiæ Magiſter Rationalis, ac Dominus Guigue de Cavillione, & Dominus Hugo de Figueria milite, Magiſter Joannes de Ariano, & Magiſter Bartholomæus de Giſcuto, Phiſicus, Secretarii Reginales, Raymundus de Roca, & Audibertus de Roca filius, ejus Regii Cambellani ac familiares, præſenti Scripto publico declaramus, notum facimus & teſtamur, quòd accerſitis Nobis ad præſentiam ejuſdem Domini Regis exiſtentis in Camera ſua dicti Caſtri-novi, idem Dominus Rex attentione ſalubris proviſionis advertens quòd primi parentes à Paradiſo declinantes per culpam in carne tranſgreſſionis abjectio in totam futuram ſobolem ad mortis pœnam propagata fragilitate tranſuſa miſere inceititudinaliter dormivit, quod in hac lachrymarum valle mortales vitam in ipſius ſæculi tenebris, quæ nihil aliud videre ſinunt crucioſa noſtra diſſolutione, & ſic omnibus poſteris indicta lex mortis ejuſdem facta eſt æqualis & unica, quod ioter Reges & Priocipes non diſcernens ſeu edacitatis in fine morſu communiter & æquè pariter cuncta mordet: ideoque pia conſideratione revolvens ſuum incolatum prolongatum per dies in ejus curſu dubitati certi termini omninò inſcium, & vocatione peremptoria rationabiliter plus verendum, ut ejus animæ ad confitendum oomen Domini de carcere ſœliciter educendæ ſibi talenti diſpenſatione provida conſulat, & illum diem præveniendo noviſſimum ejus Domini conſulta ordinatione diſporat hora ſua tranſiturus, ſub ſpe divinæ clementiæ ad habitandum cum beatam habitantibus manſionem; ipſe Dominus Rex licet ægrotans corpore, ſanæ tamen mentis exiſtens rectè loquens, & ordinatè diſpoſitus, de ac Regno Siciliæ ultra citraque Farum Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, nec non omnibus aliis Terris, ſuis Dominiis, Juriſdictionibus, bonis & rebus ſuis quibuſlibet ſtabilibus & mobilibus ubicumque fiſtentibus ſibi quoquomodo competentibus & competituris, coram Nobis Judice, Notario, teſtibuſque prædictis, diſpoſuit prout infrà deſcribitur, & tale ſuum ultimum condidit Teſtamentum. In primis quia Teſtamenti cujuſlibet inſtitutio principium eſſe dignoſcitur ſive caput, inſtituit ſibi hæredem univerſalem Joannam Duciſſam Calabriæ neptem ejus primogenitam claræ memoriæ inclyti Domini Caroli Ducis Calabriæ ejuſdem Domini Regis primogeniti in Regno Siciliæ ultra citraque Farum, nec non Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis ac omnibus aliis Terris, Locis, Dominiis, Juriſdictionibus, Locis & rebus ſuis ſtabilibus & mobilibus ubicumque ſiſtentibus ſibi competentibus, & quomodolibet competituris. Item ſpectabilem Dominam Mariam ſimiliter neptem ſuam, & ejuſdem quondam Domini Ducis Calabriæ ſecundo genitam hæredem dumtaxat inſtituit in Comitatu Albæ, nec non Juſticiaratu Vallis Gratis, & Terræ Jordanæ, cum Terris, Caſtris, hominibus vaſſallis, planis, montibus, nemoribus, aquis aquarumque decurſibus, fructuariis jurib. & pertinentiis, ſuis omnib. quibuſcumque, ac in unciis triginta millib. in pecunia tempore ſui maritagii per competentes termioos exhibendis, de quib. eam contentam eſſe voluit, ita quod ultra vel ampliùs de dicta ejus hæreditate petere non poſſit vel debeat ullo unquàm tempore quocumque jure, ratione ſeu cauſa, ſeu alio quovis modo; quos quidem Comitatum & Juſticiariatum præfata Domina Maria tenere debeat in feudum immedia-

ANS de J. C. 1343. tè & in capite ab eadem Domina Duciſſa & ſuis hæredibus ſeu Regia Curia, ſub debito ſervitio ac etiam confecto, hac tamen conditione, quòd ubi præfata Domina Duciſſa dabit & aſſignabit ſeu dari & aſſignari faciat eidem Dominæ Mariæ ſorori ſuæ vel alii pro ea in pecunia ſimili per terminos competentes unciarum decem millia in compenſatione dicti Juſticiaratus Vallis Gratis & Terræ Jordanæ ultra dicta triginta millia unciarum, & dictum comitatum dicti Juſticiaratus remaneat Dominæ Duciſſæ pro ſe & hæredibus ſuis, & revertatur ad manus ipſius & ſuorum hæredum præd. dicto tamen Comitatu modò remanente Dominæ Mariæ cum unciarum triginta millibus ſupradictis, & in præmiſſis caſibus alter alteri beneplacito & aſſenſu Domini Regis præſentis renunciavit voluntariè & expreſsè in bonis hæreditariis Regiis ſuprad. & aliis quibuſc. præterquàm in caſu ſubſtitutionis infraſcriptæ. Item voluit & mandavit Dominus Rex quod in caſu, quod abſit, quod præfatam Dominam Joannam Duciſſam decedere contingerit quandocumque liberis ex ſuo corpore legitimis non relictis, vel illis ſuperſtitibus ſine legitimis hæredib. deſcendentib. ſuccedat ſibi præfata Domina Maria ſoror ejus vel hæredes ſui, hæredum ſuorum in Regno Siciliæ ultra citraque Farum, ac Comitatib. & omnib. aliis ſupradictis, & vice verſa quandocumque, quod abſit, contingeret, præfatam Dominam Mariam decedere liberis ex ſuo corpore non ſuperſtitibus decedentib. ſuccedat ſibi Domina Joanna nunc Duciſſa ſoror ejus primogenita, vel hæredes ſui ſeu hæredes hæredum ſuorum, in omnib. & ſingulis ſupradictis, & in ſubſtitutione præmiſſa, altera ſimiliter alteri ſponte & liberè ipſius Regis interveniente beneplacito & aſſenſu conſentit, & voluerunt expreſsè illam exiſtere inviolabilis efficaciæ & vigoris; & pro majori robore firmitatis & pleniori cautela unam alteri ſubſtituit in caſib. ſuprad. ac per fideicommiſſum, rogavit eaſdem & voluit ſubſtitutiones ipſas valere omni via & modo quibus de jure melius valere poſſunt & debent; ita tamen quòd quarta trebellianica, falcidia, vel quæcumque alia, nullum in diſpoſitione præſenti & ſubſtitione prædicta vendicet quomodolibet ſibi locum. Item ſtatuit & voluit quòd in caſu quo dictam Dominam Joannam Duciſſam decedere, quod abſit, contingere legitimis liberis ex ſuo corpore non relictis, Illuſtris Dominus Andreas Dux Calabriæ vir ejus habeat & habere debeat Principatum Salerni cum titulo Principatus & fructibus, redditib. jurib. & pertinentiis omnib. quibuſc. ſibique ſuppleri dicto Principatu computato uſque ad quantitatem integram cum redditu unciarum auri duorum millium, juxta tenorem privilegii, proinde ſicut dicitur ſibi facti tenendum per eum immediatè & in capite à Domino Rege vel Regina Siciliæ, qui vel quæ pro tempore fuerit ſub debito & conſueto ſervitio, ſecundum uſum & conſuetudinem dicti Regni. Item voluit & ordinavit corpus ſuum ſepeliri in Eccleſia Monaſterii ſui Reginalis Sancti Corporis Chriſti de Neapoli, ubi provideatur de certa ſpeciali eleemoſina, ſicut Sereniſſimæ Dominæ Reginæ Sanchiæ, conſorti ſuo & aliis executoribus infraſcriptis ſui Teſtamenti hujuſmodi viſum fuerit. Item ſtatuit & mandavit quòd præfata Domina Regina principaliter nec non Venerabilis Pater Dominus Philippus Epiſc. Cavallic. Regni Siciliæ Vice-Cancellarius, ac Magnifici Viri Dominus Philippus de Sanguineto Comes Alti-Fulminis, Seneſcallus Provinciæ, Dominus Gaufridus de Marſan Comes Squallacii Admiratus dicti Regni, & Carolus Artus, ſint & eſſe debeant Gubernatores, Diſpenſatores, Rectores & Adminiſtratores, vel quocumque alio modo & nomine melius cenſeri poſſunt de jure dicti Illuſtris Domini Andreæ Regis Ducis Calabriæ ac præfatarum Dominarum Dominæ Duciſſæ & Dominæ Mariæ ſororum, & Regni Comitatuum, & aliorum omnium prædictorum, quouſque præfati Domini Dux & Duciſſa ac Domina Maria compleverint viceſimum quintum annum, ſic equidem quòd præfati Domini Dux & Duciſſa & Maria nihil debeant vel poſſint agere in judicio vel extra judicium, contrahendo, dando vel alienando, ſeu aliàs quomodocumque & qualiterc. ſive expreſsè conſcientia & aſſenſu principaliter ipſius Dominæ Reginæ & aliorum Adminiſtratorum, Rectorum, Diſpenſatorum, & Gubernatorum prædictorum: quod ſi interim uſque poſt lapſum dicti viceſimi quinti anni ſecùs fortè fecerint, quod ipſe Dominus Rex non credit neque intendit, ipſo jure ſit nullum, ac prorſus vacuum & inane. Item voluit & ordinavit quod Domina Maria præfata debeat matrimonialiter contrahere cum inclyto Principe Domino Ludovico præſente Rege Hungariæ, propter certas conditiones ſecretas quo ipſum Dominum Regem movit, ſicut expreſſit; quod ſi dictum matrimonium aliquod impedimentum reciperet propter matrimonium quod ponitur juratum & firmatum inter ipſum Dominum Regem Hungariæ & Regem Boëmiæ, vel ejus filium, nubere debeant cum primogenito Excellentis Domini Domini Joannis Ducis Normandiæ primogeniti Illuſtris Domini Philippi præſentis Regis Francorum, vel in ejus defectu cum ſecundo genito Regis Franciæ ſupradicti. Item ſtatuit & mandavit quod omnes & ſinguli Officiales & familiares ſui cujuſcumque conditionis & ſtatus remanere debeant & eſſe ſecundum gradum cujuſlibet in ſervitio præfatorum Dominorum Domini Ducis & Dominæ Duciſſæ, ac Dominæ Mariæ, eo modo & ſicut fuerant in ſervitio ejuſdem Domini Regis, & ipſi omnibus & quibuſcumque aliis prædicti debeant & præferri: & mandat expreſsè eidem Dominæ Reginæ principaliter nec non dictis Gubernatoribus, Diſpenſatoribus, Rectoribus, Adminiſtratoribus, quod hoc procurent & faciant fieri ac effectualiter executioni mandari & tenaciter obſervari. Item voluit & ordinavit, quod in omnibus & ſingulis Archiepiſcopatibus, & notabilibus Epiſcopatibus prædictorum Regni & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerit deputetur unus Sacerdos in quolibet qui continuè celebret pro anima dicti Regis, prædeceſſorum & ſucceſſorum ſuorum, quibus provideatur de alimentis & aliis neceſſariis ſecundum arbitrium principaliter dictæ Dominæ Reginæ, ac aliorum Gubernatorum, Diſpenſatorum, & Adminiſtratorum præfatorum. Item ſtatuit & ordinavit, & mandavit quod poſt obitum ipſius Domini Regis fiant eleemoſinæ in omnibus & ſingulis Civitatibus notabilibus Regis & Provinciæ pauperibus ad illas ſolentibus convenire. Item voluit & ordinavit quod in omnibus & ſingulis univerſitatibus regni & Provinciæ qualibet die in Miſſis & Veſperis ordinetur fieri commemoratio pro anima ſua ac dictorum prædeceſſorum & ſucceſſorum ſuorum, & propter ea certa eleemoſina deputetur ſecundum arbitrium principaliter ipſius Dominæ Reginæ, & aliorum Gubernatorum jam dictorum. Item ſtatuit & mandavit quod pecunia theſauri quæ eſt in eodem Caſtro novo ſervetur & ſervari debeat ſicut fuit & eſt intentionis ſuæ pro acquiſitione Siciliæ & defenſione Regni in caſibus oportunis. Item renunciavit cum omni reverentia, humanitate, & devotione ſanctiſſimo & clementiſſimo Domino noſtro ſummo Pontifici, & Reverendis Patribus Dominis Cardinalibus ſacri Collegii præfatam Dominam Reginam, nec non Dominos Ducem & Duciſſam, & Sorores ejus prædictos, ac regnum, Comitatus eoſdem, & quæcumque alia bona, terras & loca, & ſperat præfatus Dominus Dominus Rex, quod jam dicta Domina Regina, Dominus Dux, Duciſſa & Soror ejus, regnum, Comitatus & alia ſupradicta favore & aſſiſtentia præfatorum Domini noſtri & Dominorum Cardinalium manu teneantur, defenſentur, & à noxiis præſerventur, attenta præſertim filiali reverentia & devotione ipſius Domini Regis

ANS de J. C. 1343.

ANS de J. C. 1343.

gis & prædeceſſorum ejus erga ipſos ſemper ad ſucceſſores propaganda ſicut hûc uſque extitit propagata. Item voluit & ordinavit quod ſemper & perpetuo Comitatus Provinciæ & Forcalquerii ſupradicti ſint uniti cum regno ſub uno Domino inſeparabili dominio, & nunquam poſſit vel debeat aliqua ſeparatio fieri etiam ſi plures filii & filiæ eſſent, ſeu quacumque alia ratione vel cauſa, cùm hoc maximè reſpiciat præſidium mutuum, & proſperum ſtatum regni & Comitatuum prædictorum. Item ſtatuit & mandavit quod de inſula Siciliæ, quod per dictum ejus hæredem & ſucceſſores alios quocumque tempore in perpetuum nulla pactio, conventio ſeu tranſactio, vel aliter quoquomodo fieri valeant ut ſeparetur & mutiletur à reliqua notabiliori & majori parte regni quin expreſsè & penitùs ſit & eſſe debeat conjuncta & unita ipſi, reliquæ parti prædicti Regni ſicut pars à reliqua mutilata, ut ſub uno Paſtore unum ſit & fiat ovile; nam ſcriptum eſt, omne Regnum in ſeipſum divifum deſolabitur. Item de certa ſcientia & expreſſe confirmat præfatæ Dominæ Reginæ omnes terras, loca, & jura quæ nunc habet & habere debet quacumque ratione vel cauſa; & quod tàm in excambio terrarum domanii quas habet ad præſens in aſſecutione proviſionis ſuæ omnibus præferatur, & ſingularitate præcipua, quia dignum eſt & rationabile quod omni modo permittatur intelligibili hoc ſano & ſimplici intellectu & ſenſu ad interpretationem aliam quibuſvis juris & facti ſubtilitatibus & adinventionibus nullatenùs retorquendo, non obſtantibus quibuſcumque privilegiis in contrarium conceſſis, vel in poſterum concedendis ſub quâcumque ſetie & expreſſione verborum quæ in hac parte ex nunc prout ex tunc de ipſa certa ſcientia omni efficacia cenſuit vacua, & nullius exiſtere firmitatis. Item voluit & mandavit ex nunc, de certa ſua ſcientia quitavit, & pro quitis haberi voluit prædictam Dominam Reginam de omni adminiſtratione geſta per eam tam in Regno quàm in Terris præfatarum Dominarum Duciſſæ & Mariæ ſororum: & ſi fortè aliquo tempore reperiretur vel appareret ſeu reperiri vel apparere contingeret in aliquo debitrix ratione adminiſtrationis prædictæ illud ſibi reliquum remiſit atque legavit, ac hujuſmodi quitationi, remiſſioni & legato præfatæ Dominæ Duciſſæ & Mariæ ſorores in quantum tanguntur vel tangi poſſent libere & voluntariè conſenſerunt. Item ſtatuit & voluit quod conſtrui, compleri & dotari debeat Hoſpitale Sanctæ Elizabeth in loco ſicut ipſe Dominus Rex illud fieri diſpoſuit & providit, ita quod ibi poſſint ſemper recipi centum ex familiaribus ſuis & ſuorum, ut ibi commodè valeant ſubſtentari, & ſuper hoc incumbit ſpecialiter & principaliter præfatæ Dominæ Reginæ, & aliis executoribus infraſcriptis. Item voluit, ſtatuit & mandavit expreſſe quod revocetur ac revocata & irrita intelligantur quælibet & quacumque gravamina, ſtatuta & ordinationes, ſi qua fortè tàm in Regno quàm dictis Comitatibus contra Juſtitiam indebitè præceſſerunt, cùm nunquàm fuerit intentionis ſuæ aliquid ſtatuere vel ordinare quod ipſi Juſtitiæ repugnaret, ipſeque Dominus Rex ex nunc de certa ſua ſcientia expreſſe prædicta gravamina, ſtatuta & ordinationes revocat, caſſat, irritat & annullat ipſo jure, ac pro irritis, caſſatis & annullatis habuit, decrevit & cenſuit ſpecialiter & expreſsè, clauſulis quibuſcumque hujuſmodi ſuæ ordinationi contrariis & derogatoriis quoquomodo nonobſtantibus, quas de dicta certa ſcientia revocat, ac vacuas eſſe voluit & inanes. Item voluit & mandavit quod omnia reſidua generalium ſubventionum, collectarum & donorum, & compoſitiones de reſiduis ipſis factæ, & huc uſque non ſolutæ ſint & omiſſæ & remiſſæ omnibus & ſingulis terris & locis dicti Regni, pro præteritis temporibus debita uſque ad diem obitus ſui, & nullo unquàm tempore exigantur, vel ipſæ terræ & loca ipſorumque cives & incolæ propterea ſpiritualiter vel perſonaliter impetantur, & quod de cætero imponatur & exigatur tantummodo una collecta in anno: ſperat tamen præfatus Dominus Rex quod fideles regnicolæ ſubveniant dictæ hæredi ſuæ & ſucceſſoribus gratioſe in caſibus opportunis. Item voluit & mandavit quod reſtituantur & reſtitui debeant omnia malè ablata, ſicut melius & ſalubriùs fieri poterit, pro ſalute animæ ſuæ, de quo incumbit principaliter eidem Dominæ Reginæ, & aliis ſui hujuſmodi Teſtamenti executoribus infraſcriptis. Item mandavit & ſtatuit quod die ejus obitus omnes carcerati ob remiſſionem ſuorum peccatorum debeant liberari, exceptis maladrinis & aliis publicis diffamatis, nec non aliis ſingulis quibuſcumque hoſtibus, & illi ſine juris præjudicio alicui. Item ſtatuit & ordinavit quod prædicta Domina Regina ac Domini Ph. Cavalic. Archiepiſc. Phil. de Sanguineto Amiratus Regni, & Arius, ſupradicti ſint executores hujuſmodi ſuæ ultimæ voluntatis, quam valere voluit jure Teſtamenti; & ſi non valet vel valebit jure Teſtamenti, valere debeat jure codicillorum, ac donationis cauſa mortis, vel cujuſlibet alterius ultimæ voluntatis, ac omni alio jure & modo quibus melius valere poteſt & debet. Item voluit & mandavit quod ex prædictis Gubernatoribus, Rectoribus, Diſpenſatoribus, Adminiſtratoribus, & executoribus, cum præfata Domina Regina ipſa vivente, & intereſſe valente vel volente, ſive poſt mortem ipſius, duo tantùm aliis mortuis, vel modo aliquo nequentibus intereſſe prædictas gubernationem, regimen, diſpenſationem, adminiſtrationem, & executionem, ac omnia præmiſſa & ſingula, prout ſuperiùs exprimuntur, exercere exeqoi habeant, juxta votum teſtatoris jam dicti: Concedens præfatus Dominus Rex dictis ſuis executoribus, vel duobus ex eis, ſicut prædicitur, facultatem liberam & omnimodum poteſtatem authoritate propria capiendi bona ejus omnia mobilia ubicumque & in quibuſcumque conſiſtentia, ac etiam fructus, redditus & proventus, & jura Regni & Comitatuum prædictorum, præmiſſis ſuprà expreſſis dumtaxat exceptis, & illa ac illos vendendi, diſtrahendi, alienandi, & faciendi ſicut melius pro executione integra dicti Teſtamenti viderint expedire. Item præfati Dominus Dux ac Domina Duciſſa & Maria ſoror ejus puberes ſe affirmantes, & ſic ex eorum aſpectu apparebat, in præſentia dicti Domini Regis noſtrique Judicis, Notarii, & teſtium ſupraſcriptorum, promiſerunt & juraverunt ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta, præmiſſa omnia & ſingula tenaciter & inviolabiliter obſervare, & nullo unquàm tempore per ſe vel per alium quovis modo contrà facere vel venire, recipientes ſibi ad invicem ipſam promiſſionem, & ſacramentum prædictum, meque Notario tanquàm perſona publica etiam recipiente promiſſionem eandem & ſacramentum ipſum à prædictis Domino Duce ac Dominabus Duciſſa & Maria ſorore ejus, & legitimè ſtipulantibus pro parte omnium & ſingulorum quorum intereſt & poterit intereſſe quoquomodo, in præmiſſis autem omnibus & ſingulis, nonobſtantibus quibuſcumque Legibus, Conſtitutionibus, Juribus, Conſuetudinibus, Ritibus, & quibuſcumque aliis præmiſſæ Regiæ Diſpoſitioni ſeu ultimæ voluntati repugnantibus vel refragantibus quoquoinodo ſub quacumque ſerie & expreſſione verborum, etiamſi de illis vel aliquo ſeu aliquo illorum vel illarum eſſet hic ſpecialis & expreſſa mentio facienda, quæ & quas in præſentia noſtrum qui ſupra, Judicis & Notarii & teſtium præfatus Dominus Rex, velut ſolutus Legibus, de certa ſua ſcientia, & Regiæ Poteſtatis plenitudine, quoad præmiſſa omnia & ſingula, nullius eſſe voluit & cenſuit roboris, efficaciæ vel vigoris, & habere pro ſpecificatis appoſitis & expreſſis, omnemque ſupplet defectum, ita & taliter, quod in omnem eventum hujuſmodi ſua diſpoſitio, ſeu ultima voluntas vicem Legis obtinens, præſcripto modo, in omnibus & ſingulis effectum

ANS de J. C. 1343.

ſuum

ANS de J. C. 1343. suum realiter & infallibiliter consequatur. In cujus rei testimonium prædictorum Domini Ducis, & Dominæ Ducissæ, & Dominæ Mariæ sororis, ac omnium aliorum & singulorum quorum interest & poterit interesse, certitudinem & cautelam de præmissis, facta sunt ex eodem quatuor publica consimilia Instrumenta per manus mei Notarii supradicti Signo meo solito signata subscriptione mei qui suprà Judicis, & nostrum subscriptorum testium subscriptionibus roborata; quæ scripsi ego qui suprà Mapillus Rufullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum Regnum Siciliæ eadem Regia authoritate Notarius, qui præmissis omnibus unà cum testibus subscriptis interfui, eaque rogatus scripsi, Signoque meo consueto signavi; præfatus enim Dominus Rex per hæc suam ultimam voluntatem de certa sua scientia expresse cassavit, irritavit, annullavit, ac viribus & efficacia vacuavit Testamentum vel Testamenta, Codicillum vel Codicillos, seu quamcunque aliam ultimam voluntatem, vel donationem vel donationes causa mortis si qua vel quas fecisset, & in futurum reperiri contingeret, vel quomodolibet apererit; ac voluit decrevit & mandavit præsens suum Testamentum seu ultimam voluntatem existere finalem, & obtinere in omnibus & singulis, sicut suprà exprimitur, omnimodo roboris firmitatem; & insuper ad majorem omnium & singulorum certitudinem robur & cautelam præfatus Dominus Rex mandavit & voluit dicta quatuor consimilia Instrumenta aurea sua Bulla Regia impressa Typario communiori. Ego qui suprà Nicolaus de Alisia per totum prædictum Regnum Siciliæ ad Contractus Regia authoritate subscripsi. Ego qui suprà Frater Guillelmus Episcopus Scallen. sub. Ego Frater Joannes de Bertolio qui suprà sub. Ego qui suprà Joannes Gulli de Sallucio prædictis interfui, & me subsignavi. Ego qui suprà Frater Robertus de Mileto subscripsi. Ego Petrus Baudeti Magister, Capellæ & Eleemosinarius Regius subsignatus. Ego Ægidius de Bujana Miles, magnæ Regiæ Curiæ Magister Rationalis qui sup.à sub. Ego Guigo Gnigonis de Cavellione qui suprà sub. Signum Crucis propriæ manus Hugonis de Figueria Militis scribere nescientis. Ego qui suprà Bartholomæus de Biscuto Medicinalis Scientiæ Professor & Physicus Rationalis subsc. Ego qui suprà Joannes de Arriano Regnalis Secretarius, testis, prædictis interfui & subs. Ego qui suprà Raymundus de Roca me subscripsi. Quo quidem Instrumento seu ultima voluntate claræ memoriæ præfati Domini Regis Roberti prædicta sua aurea & Regia Bulla & subscriptionibus præfatorum Judicis & testium roborato, viso diligenter, & lecto, non cancellato, non vitiato, non abolito, nec in aliqua sui parte scisso, Nobis Notario & testibus, requisitioni præfatæ Domicæ nostræ Dominæ Sanchiæ Dei gratia Jerusalem & Siciliæ Reginæ, asserentis sibi opus esse transsumptum seu Instrumentum publicum faciendum & sumendum ex prædicto Instrumento dicti Testamenti Regii originale mittendum sicut expedit ad partes alias pro cautela ipso originali Instrumento Bullato apud eam alium remanere in evidens præmissorum testimonium omnium quorum interest & interesse poterit, cautelam & certitudinem pleniorem, tenorem suprascripti Instrumenti dicti Testamenti Regii nos Notarius & testes authentiquamus. Ego qui etiam prædictus Notarius de verbo ad verbum per omnia ab ipso originali Instrumento sumpsi & duxi in hanc formam publicam redigendum, & ad majorem cautelam & robur omnium prædictorum, de mandato præfatæ Dominæ Reginæ, Sigillis dictæ Dominæ Reginæ, ac Regni Siciliæ Curiæ Vicariæ, præsens Instrumentum publicum extitit communitum. Acta fuerunt suprædicta omnia & singula Neapoli in dicto Castro-Novo, in Camera præfatæ Dominæ Reginæ, præsentibus Magnificis & Nobilibus Viris dicto Domino Amirato Regni Siciliæ, Domino Petro de Cadeneto, & Domioo Roberto de Pontiaco Juris Civilis Professore, Militibus, Regentibus dictæ Curiæ Vicariæ, Domino Joanne de Lando de Capua Juris Civilis Professore, & prædicto Domino Egidio de Bujana, Militibus, Magnæ Regiæ Curiæ Magistris Rationalibus ac Magistris, Bartholomæo de Bastivo, & Joanne de Arriano, prædictis pluribus alijs testibus ad præmissa, Anno, Indictione, die vicesimo septimo Januarii, Pontificatus subscr. Et ego Mathæus de Sancto Georgio Dioeceſis Casmen. publicus Apostolica authoritate & Regnalis Cameræ Notarius supradictus, præmissis exhibitioni, præsentationi & lectioni subscriptus, Instrumenti Testamenti præfati Domini Regis Bulla dicta aurea ipsius roborati subscriptionibus supradictis, ac omnibus & singulis supradictis, præfatis & habitis, unà cum prænominatis testibus præsens fui, præsensque Instrumentum seu transsumptum publicum, ad requisitionem præfatæ Excellentiæ Reginalis mihi factam ex eadem, sicut prædicitur, de verbo ad verbum ab ipso originali instrumento sumpsi, nihil exinde mutato, sicut prædicitur, addito vel detracto, propria manu scripsi, & in hanc publicam formam redegi, meoque Signo unà cum appensione præfatorum Sigillorum consueto signato. Anno, Indict. die, mense, loco & Pontificatu suprad. in evidens omnium prænuncupatorum.

ANS de J. C. 1343.

Extrait des Registres, *Copia Testamentorum Regum Sicilia & Comitum Provincia, fol.* 78. conservé aux Archifs du Roy en Provence. Collationné par moy son Conf. Aud. Sect. & Arch. audit Pays.

DE BEAUMONT.

CCLXXIX.

*Testament d'*AYMON *Comte de Savoye, par lequel il établit son héritier* AMEDE'E *son Fils aîné. Fait l'*11. *Juin* 1343. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 170.

ANS de J. C. 1343. SAVOYE.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. XLIII. Indictione duodecima, die Mercurii undecima mensis Junii. Quia nihil est quod magis hominibus debeatur, quam ut suprema voluntatis liber sit stylus, & licitum quod iterum non redit arbitrium: Id circo *Illustris, & Magnificus Princeps Dominus* AYMO *Comes Sabaudia, Dux Chablasii, & Augustæ, in Italia Marchio, & Baronarum Baugiaci, & Colonaci Dominus ac Filius clara memoriæ Domini* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, suæ volens animæ providere, & ne inter posteros suos de Baroniis, bonis, & hæreditate suis quæstio oriatur, sed recta ipsius dispositione, ejus anima refrigerium consequatur, & ipsios posteritas, & Baroniæ Deo propitio, tranquillitate quiescant, in mentis bona discretione persistens quanquam corporea infirmitate detentus, Testamentum suum nuncupatiuum, & sine scriptis uno contextu fecit, & prout infra sequitur solemniter ordinavit. In primis animam suam cum eam de corpore exire contigerit, maxime, semper, & ubique Omnipotenti Deo Patri, & Filio, & Spiritui Sancto, B. Mariæ Virgini Matri Misericordiæ; totique Supernorum curiæ recommendavit, & ino corpori ab anima separato, sepulturam elegit apud Ecclesiam B. Mariæ de Alta-Comba in Capella, & monimento quæ ædificari fecit ibidem, in qua sepultura congrua potius ad utilitatem suæ animæ, & abolitionem suorum peccatorum, quàm inamen mundi gloriam in luminaribus Prælatorum congregationibus, Religiosorum sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium, ad arbitrium, & evidentiam infrascriptorum tutorum libe-

ANS de J. C. 1343.

...orum & executorum præsentis testa... qui tunc præsentes existent, fieri jussit, vo... & mandavit, ac disposuit. Item omnibus, & ...eris, & justis creditoribus suis, suorumque ...orum Sabaudiæ Comitum solvi voluit, ...que, & p...orum prædecessorum clamores emendari, ac quæcumque habita illicitè vel extorta, per eundem, ...prædecessores ejus prædictos quocumque modo ...icito, causâ, vel colore à quocumque, seu quibuscumque personis, eisdem emendari integrè, & perfectè, & restitutionem fieri de allatis, & illatis injuriis ad arbitrium, & evidentiam infrascriptorum executorum præsentis testamenti, vel deputandorum ab ipsis breviter, & de plano, sine strepitu, & figura judicii ad hæc integraliter facienda, & perficienda, ac complenda bona sua omnia obnoxia, & obligata ...relinquens in dictorum executorum manibus prout melius potest, & validius. Item jussit, & præcepit sumptibus, & expensis hæredis sui universalis infrascripti, domificari Hospitale & ædificari inchoatum apud Sanctum Genisium, eo modo, & forma quibus ipsum fieri, construi, & ædificari ordinavit, & jam inchoatum est, quod Hospitale ad honorem Dei Omnipotentis, B. Mariæ Virginis, & omnium supernorum donavit, dotatumque esse voluit ...de ce...tum libris Vienn. annualibus, quorum viginti denarii valent unum grossum ...uron. ad unicum Rotundum: in quo quidem Hospitali ad ipsius servitium, & Deo perpetuò famulando, quatuor poni...ntur seu præsententur per suum hæredem universalem, & Comitem Sabaudiæ infrascript. & alios Sabaudiæ Comites in perpetuum successivè, Capellani, quorum unus specialiter nominandus curam habeat, rectoriam, & administrationem bonorum, & jurium Hospitalis prædicti; qui quatuor Capellani diebus singulis ibidem in Capella construenda, officia divina celebrent, & Missas cum poterunt, & facultatem habebunt, unam specialiter ad notam diebus singulis, in quibus Missis specialem commemorationem de ipsius anima testatoris *Dominæ Yolandæ de Montisferrato olim suæ dilectæ Conjugis*, & aliorum prædecessorum suorum facere teneantur; de quibus quidem centum libris, primi quatuor Capellani præsentandi, & instituendi ibidem annis singulis capiant, levent, & habeant dum vivent, quatuor viginti libras Viennen...rum prædictorum, videlicet quilibet viginti, successorum autem ipsorum, usque in infinitum sexaginta libras dictæ monetæ, videlicet quilibet Capellanus quadecim libras, & quod supererit, in usus pauperum convertentium in Hospitali prædicto committatur ...centum libras annuales prædictas assignavit, & ...t, assignatasque, & assetatas esse voluit super ...& leydæ eximus Sancti Genesii, de quibus ex ...dictæ centum libræ annis singulis persolvan..., residuum, si quod erit, ejus hæredi integre re...Quod si casu aliquo, sive causâ dictam leydam minus ad quo tempore dictis centum libris valere contingat defectum hæres prædictus universalis supplere ...hæredes in perpetuum teneantur, ita quod integras habeant Capellani, & Hospitale prædictum, ...m libras annis singulis & non minus, ipsi autem ...tali dari voluit, & legavit cum domificatum ...um fuerit, ut superius ordinatur, triginta ...sufficientes fratres, & munitos competenter...ntes, præcipiens, atque jubens quod semper, & ...cumque Comes Sabaudiæ, ejus hæres universalis, ...erius nominatus, & ipsius in Comitatu ...successorum erunt apud Sanctum Genesium, relevetur de mensa, & Hospitio ejusdem sit pauperum Hospitalis prædicti, & in ipsorum usum, & sustentationem propriam committantur; Rogans idem testator tenore præsentis instrumenti Dominos Episcopum Bellicensem, Priorem, & Curatum Sancti Genesii quod prædictis consentire dignentur, volens etiam, quod altaribus, & Capellæ prædictis sufficienter provideatur de paramentis, & libris necessariis, & deficientibus competenter & similiter omnibus aliis Capellis inferius ordinandis, quibus non est sufficienter provisum. Item voluit, jussit, & ordinavit quod in quolibet castro, seu Castellania qualibet (quod & quam habet in tota terra, & Baronia suis) valente annis singulis eidem communiter de redditu ducentas libras Viennenses prædictorum ad opus sui fiat, si ibi construc...ta, seu ædificata non sit in castro, seu domo ...pria, seu Castellania testatoris prædicti una Capella & ædificetur congrua expensis sui hæredis universalis. Quibus Capellis constructis, & ædificatis, ac ædificandis, ut supra singuli instituantur, & ponantur Capellani perpetui, qui in ipsis Capellis Deo famulando Divina celebrent, & Missarum solemnia cum poterunt, in quibus Missis commemorationem specialem singuli facere teneantur pro anima testatoris prædicti, ejus conjugis, & aliorum de genere, præteritorum, præsentium, & futurorum. Pro quarum singularum Capellaniarum non dotatarum dotibus, & instituendorum in ipsis Capellanorum sustentatione legavit singulis ipsis Capellis decem libras Viennenses prædictorum annuales, & in ipsis eas dotavit singulas assetandas in locis singulis suprædictis prout executoribus defunctis inferius videbitur faciendum, & hæredi suo universali prædicto, & suis hæredibus in perpetuum jure patronatus, in ipsis retento, ac etiam reservato singulis jam dictis Capellis, rogans idem testator tenore præsentis testamenti, universos, & singulos Episcopos, Prælatos, Curatos, & Clericos quorum in præmissis vel aliquo præmissorum, seu alterius eorundem consensus debet intervenire de jure, quod pro operi prædicto consensum præbeant, & assensum. In locis veto, & Castellaniis in quibus vigore præsentis ordinationis debebit ædificari Capella, in quibus idem Dominus Comes castrum non habet, seu propriam mansionem Capellæ ædificentur, & dotentur ut supra loco quem dicti executores duxerint eligendum. Item jussit, voluit, & ordinavit fieri, & complen Capellam fieri inchoatam per *bonæ memoriæ Comitem Amedeum Genitorem ipsius Domini Comitis* testatoris apud Camberiacum prope castrum, & aquam Abanæ ipsamque Capellam perfici ipsius hæredis universalis expensis, & dotari, prout per ipsum bonæ memoriæ Comitem Amedeum in ipsius testamento seu scripto alio, vel aliter dicitur ordinatum. Item voluit, jussit, & ordinavit quod Conventibus Prædicatorum Montismeliani, & Ripolarum semper, & quandocumque continget, hæredem suum universalem infrascriptum, vel ipsius hæredes in perpetuum in Comitatu Sabaudiæ, esse in aliquo ex locis prædictis, vel manere per diem, vel dies aliquos, quod singulis diebus quibus idem Comes erit in altero dictorum locorum illi conventui ex prædictis cujus loco erit provideatur per ipsum Comitem, & ejus expensis de pane, & vino necessariis pro sustentatione Fratrum, & Conventus eorundem. Item jussit, mandavit, voluit, & ordinavit, annis perpetuo singulis in festo Assumption. B. Mariæ Virginis in Ecclesia, & Conventu Minorum Camberiaci, unam Missam Conventualem *pro defunctis* celebran ad notam, & per Sacerdotem ipsam Missam celebrantem, & singulos ipsa die celebrantes, seu celebratos ibidem pro ipsius, & ejus conjugis, & aliorum de suo genere animabus commemorationem fieri specialem, quo die voce præconis, vel aliter pro ut videbitur faciendum usque ad quatuor millia pauperum, ad ipsam ibidem convocentur Missam. Post quam Missam factaque processione congrua *pro defunctis*, fiat per aliquem ex fratribus dicti conventus sermo congruus pauperibus, & aliis convenientibus ibidem, & specialis commemoratio, præcesque Deo, & Beatæ Mariæ Virgini effundantur, specialiter pro animabus ipsius Testatoris, ejus Conjugis, & ipsius defuncti genere conjunctorum, ac morientium in futurum,

ANS de J.C. 1343. torum, & hortentur singuli adstantes pro ipsius testatoris anima, *Ave Maria* dicere orationem, quo quidem sermone finito singulis pauperibus usque ad complementum numeri quatuor millium prædictorum, si tot conveniant ipsa die donentur quatuor denarii Viennensibus prædictorum, vel in alia moneta ipsos quatuor denarios valente, & prædicta distributio fiat per Gardianum, qui pro tempore fuerit, asseteturque eleemosyna prædicta super pedagio Camberiaci, & ipsa die detur Fratribus Minoribus decem libræ prædictorum Viennensium pro una pidancia quæ assetentur ut supra, & si defectus esset aliquo tempore quo pedagium prædictum non valeret, hæres defectum supplere teneatur. Item jussit, mandavit, voluit, & ordinavit annis singulis perpetuò in festo Assumptionis Beatæ Mariæ Virginis in Ecclesia Sanctæ Mariæ de Burgo in Bressa unam Missam annualem ad notam celebrari *pro defunctis*, & per sacerdotem ipsam Missam celebrantem, nec non omnes alios, & singulos sacerdotes tunc congregatos, & celebrantes ibidem pro ipsius, & ejus Conjugis, & aliorum prædecessorum suorum animabus commemorationem fieri specialem, qua die voce præconis vel aliter prout videbitur faciendum, usque ad quatuor millia pauperum ad ipsam ibidem tunc convocentur Missam, qua Missa celebrata, & facta processione *pro defunctis* congrua sicut decet, fiat sermo per aliquam dignam ad hoc, & idoneam personam, dictis pauperibus, & aliis personis convenientibus ibidem, & commemoratio specialis, præcesque Deo, & Beatæ Mariæ Virgini effundantur pro ipsius Testatoris, ejus Conjugis, & aliorum de ipsius genere defunctorum animabus, conjunctorum, ac morientium in futurum, & hortantur singuli adstantes ibidem pro ipsius anima Testatoris dicere orationem *Ave Maria* de præsenti: quo quidem finito sermone, singulis, pauperibus usque ad complementum quatuor millium prædictorum, si tot conveniant ipsa die, donentur quatuor denarii Vienn. prædictorum, vel in alia moneta usque ad valorem ipsorum, quæ distributio fiat per Priorem, & Curatum dicti loci, qui curam habeant prædictorum, & congregent viginti sacerdotes ipsis, & aliis ejusdem Ecclesiæ sacerdotibus in viginti sacerdotibus computatis, quibus viginti sacerdotibus legavit decem libras Vienn. annuales inter ipsos distribuendas æqualiter per Priorem, & Curatum, ita quod quilibet dictorum Prioris, & Curati duplum habeat portionem; quæ decem libræ cum denariis dandis pauperibus per [illegible] & ejus successores solvi voluit [illegible] item voluit, jussit, & ordinavit [illegible] seu factam in Ecclesia Prior[illegible], dotavit de libris viginti annualibus [illegible] prædictorum assetandas congrue per [illegible] infrascriptos, in qua Capella instituatur [illegible] Capellanus ad præsentationem Comitis [illegible], qui pro tempore fuerit; jus præsentandi [illegible] onatus in dicta Capella suis hæredibus [illegible] retinendo; Idem vero Capellanus in M[illegible] gulis pro ipsius Testatoris, & suorum animabus supra, commemorationem facere teneatur. Item pro uno anniversario ipsius Testatoris, & suorum [illegible]decessorum animabus in Prioratu prædicto [illegible] gulis faciendo, legavit ipsi Prioratui vineam [illegible] Pinea, sitam in Parrochia de Chasey prope Bellicum, in mandamento, & Castellania Rossillionis, in territorio videlicet dicto de Pinea, juxta vineam hæredum Petri Russi de Bellicio quondam ex una parte, & terram eorundem ex altera, & vineam hæredum Hugonis de Camera quondam ex alia, & vineam Domini Joannis de Camera ex alia, & nemus illorum de Billieu ex alia, & viam publicam qua itur de Belli[illegible]o apud Billiacum, aliis confrontationibus semper salvis, cum juribus, & pertinentiis suis prædictæ. Item pro reficienda Ecclesia Yennæ, eidem legavit Ecclesiæ libras centum Viennenses prædictorum semel solvendas. Item in ipsa [illegible] clesia Yenn[illegible], si in ea altare aliquod dotatum non sit, vel si omnia dotata sint, unum fieri voluit, & mandavit, quod dotari voluit de viginti libris annualibus monetæ prædictæ assetandis ut supra, per Executores subscriptos, & ad serviendum eidem perpetuo, Capellanum instituit ad præsentationem Comitis, suis successoribus, jus Patronatus perpetuò reservando; Capellanus autem instituendus commemorationem pro animabus ut supra facere teneatur. Item pro reficienda Ecclesia Talluiaci, legavit eidem Ecclesiæ centum libras Viennenses prædictorum semel solvendas. Item in ipsa Ecclesia unum altare seu Capellam ut supra fieri voluit, & de libris viginti annualibus dotari, jus Patronatus sibi, & suis hæredibus retinens, & commemorationem pro suæ animæ, & suorum remedio prout supra dictum est, fieri in Ecclesia Yennæ, & in ipsa Capella præsentari, & instituit perpetuum Capellanum. Item cum ipse diu est, ordinavit in Ecclesia Beatæ Mariæ de Burgo in Bressia, unam grossam candelam, seu torchium ceræ ardentis continuè ad honorem Beatæ Mariæ Virginis vult, jubet, & mandat ipsam ibidem candelam seu torchium ardere perpetuò, assetanque per Executores sufficienter annuales redditus ad prædicta. Item jubet, & mandat ad arbitrium dictorum Executorum universis, & singulis Ecclesiis Cathedralibus, Abbatiis, Monasteriis, Prioratibus, & Parrochialibus Ecclesiis, & aliis locis piis totius Comitatus Sabaudiæ, Eleemosynam fieri pro ipsius, & suorum animabus, per hæredemque suum persolvi. Item legavit Fratri Petro de Covssia viginti libras Viennenses per hæredem suum sibi annis singulis, dum vixerit, persolvendas. Item tri Joanni de Duyssia ejus socio ordinis Minorum prædicti libras decem Viennenses prædictorum ad vitam annualiter ut supra. Item Fratri Guillelmo de Coignino ordinis Prædicatorum confessori suo legavit viginti libras Viennenses prædictorum, per hæredemque suum sibi solvi jussit annis singulis, dum vixerit. Item Fratri Petro socio ipsius dicti ordinis Prædicatorum legavit decem libras prædictorum Viennenses ad vitam ipsius annis singulis persolvendas. Item jussit, voluit, & mandavit quod totum argentum quod habebit jure Seignoriæ, per hæredem suum infrascriptum quousque complevent quartum decimum annum de argenteriis totius Comitatus Sabaudiæ, ad manus prædictorum executorum perveniat, qui de ipsis Calices fieri faciant, quos donent Ecclesiis frunitis, & munitis Calicibus, primo Capellis in præsenti Testamento ordinatis, prout eis videbitur faciendum. Item legavit Bastardo Bellijoci, qui nunc dicto Testatori servit, Mistraliam Villæ-Novæ & insulæ de Ciers, sine alicujus Censæ, seu firmæ, solutione, cum juribus, & pertinentiis suis, & domum quam habet supra Chaussiatam stagni Sancti Didieri de insula, & molendinum ibidem existens quæ mistraliam, molendinum, & domum, idem Bastardus teneat in feudum ligium à Comite Sabaudiæ infrascripto, & suis successoribus in perpetuum, ipse Bastardus, & sui, & de ipsis homagium ligium eidem Conuti, & suis successoribus facere teneatur & servitium ut ligius contra omnes, & Domus sit reddibilis Comiti Sabaudiæ, qui pro tempore fuerit. Item legavit *Naturalibus suis Ogerio, & Amedeo*, ultra illud bonum quod Amedeus Filius ipsius Testatoris eis faciet, centum libras Viennenses prædictorum annui redditus, pro quolibet tempore assetandas sufficienter eisdem per tutores infrascriptos, ad Consilium infrascriptorum Consiliatorum, & Executorum; qui naturales pro prædictis dicto Comiti, & successoribus suis ad homagium ligium teneantur, & eidem ad servitium ligium contra omnes. Item legavit *Joanni Filio suo naturali Cantori Gebennensi* centum libras Viennenses prædictorum annui redditus assetandas per tutores, & executores supradictos, quas

perci-

ANS de J. C. 1343.

percipiat dum vivet, & post ejus decessum ad hæredem universalem ipsius testatoris infrascriptum totaliter revertantur. Item *legavit Donnæ suæ Monali de Bons*, quandiu vivet annis singulis, quadraginta libras Viennenses prædictorum assetandas eidem per tutores, & hæredem infrascriptos. Item voluit, & jussit quod singulis familiaribus, & servitoribus suis fiat satisfactio, & remuneratio unicuique secundum qualitatem sui servitii, & attentis tempore quo servivit, & statu, & conditione personæ ad arbitrium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum, & prout eis videbitur faciendum. Item voluit, & ordinavit quod *Domina Joanna ejus Neptis Filia quondam Comitis Eduardi Ducissæ Britanniæ*, fiat satisfactio, & attendatur pro jure quod ipsa posset habere contra ipsum, vel in Comitatu Sabaudiæ; juxta tractatum cum eadem factum dudum, & sigillatum sigillo Domini Regis Franciæ, vel plus vel minus, secundum quod videbitur esse justum, & concordari poterit cum ipsa ad evidentiam, & arbitrium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum, æquitate, & justitia pensata, ita tamen quod concordato cum ipsa, & in satisfaciendo pacto teneatur quittare quidquid in eis posset habere, vel petere, contra ipsum Dominum Comitem, ejus hæredes, & in Comitatu Sabaudiæ, cum pactis, conditionibus, & aliis quæ fieri videbuntur. Item, vult & ordinat quod Magister Palmerius Physicus suus, dum in humanis erit, sit Physicus, & familiaris Comitis infrascripti sui hæredis universalis, sub salario, & pensione sufficienti ad arbitrium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum, scilicet centum solidorum Grossorum Turonensium. Item voluit, jussit, & mandavit idem testator de fide, legalitate, & industria Domini Georgerii de Solerio de Yporegia nunc Cancellarii sui confidens ad plenum, & ut idem de stipendiis, & impendendis serviitiis fiat remuneratio quod ipse Dominus Georgius dum vitam naturalem duxerit in humanis, sit Cancellarius ejus hæredis universalis infrascripti, & ipsius in posterum successorum, officiumque Cancellariæ ad plenum teneat, & exerceat, sitque Cancellarius, & familiaris commensalis Comitis supradicti, & successorum ejusdem, & computare de sigilli exitibus teneatur, cui tamen fiat remuneratio de labore per ejus hæredem infrascriptum vel ejus successores ipsi Domino Georgio, secundum quod æquum fuerit atque justum annis singulis quoad vivet. Item *dilectam Filiam suam Blanchiam*, in triginta millibus libris Viennensibus prædictorum, sive triginta millibus florenis auri solvendis, cum maritabitur, terminis sufficientibus ad ordinationem infrascriptorum tutorum, & executorum, sibi hæredem instituit, & pro ipsis eam voluit esse tacitam, & contentam, ita quod nihil amplius in ipsius testatoris hæreditate possit petere occasione successionis Paternæ: Cui Blanchiæ, si ipsam quandocumque mori contigerit, quod absit, sine liberis uno vel pluribus ex ipsius corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum, & alio modo quo melius potest, substituit Amedeum ejus primogenitum, si viveret tempore mortis ipsius Blanchiæ, & si non viveret, ipsius Amedei hæredem masculum succedentem in Comitatu Sabaudiæ, quod si nullis relictis masculis decesserit, *Joannem ejus Filium secundo genitum*, si viveret, vel ejus hæredem masculum in Comitatu succedentem prædicto, in viginti sex millibus librarum Viennensium prædictorum, quatuor vero millia residua possit ipsa Blanchia legare, & de ipsis disponere prout suæ fuerit voluntatis. Item *Joannem dilectum suum Filium secundo genitum*, sibi hæredem instituit in quinque millibus librarum Viennensium prædictarum annui redditus assetandis, & assignandis per hæredem suum infrascriptum, ad Consilium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum in locis, ubi, & prout eis videbitur pro meliori Comitatus Sabaudiæ, in castris, & jurisdictione, assumendo tamen jurisdictionem in assignatione, & redditu supradictis, cui Joanni, si ipsum, quod absit, mori contigerit quandocumque sine hæredibus masculis uno vel pluribus ex ipsius proprio corpore, legitimoque matrimonio procreatis, substituit vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum Amedeum Filium ipsius Testatoris infrascriptum suum universalem hæredem, & ejus hæredes Comites Sabaudiæ, quæ quidem assetatio, & assignatio non fiat, nec fieri peti possit per dictum Joannem, nec etiam prædicta in quibus est institutus ut supra, usque quod pervenerit ad ætatem perfectam viginti quinque annorum, interim tamen hæres universalis prædictus teneatur ipsi Joanni necessaria ministrare secundum decentiam sui status, & pro prædictis idem testator dictum Joannem Filium suum esse voluit tacitum, & contentum. Ita quod in bonis Paternis nihil amplius possit petere, exigere, vel habere quoquomodo, nisi in casu substitutionis infrascriptæ prædicta siquidem idem Joannes, & sui hæredes in feudum, & homagium ligium teneant, & tenere debeant, ac se tenere fateantur, & effectualiter recognoscant ab hærede universali ipsius testatoris infrascripto, & suis successoribus in Comitatu Sabaudiæ; & pro prædictis homagium ligium facere teneantur ipsis Amedeo, & successoribus Comitibus Sabaudiæ, eisque ligie servire de feudo prædicto, & persona, nec alicui alteri possit homagium ligium facere dictus Joannes vel sui hæredes, seu non ligium quoquomodo, nisi Comiti Sabaudiæ qui pro tempore fuerit, & ad hoc sacramento, & obligatione solemni, idem Joannes se adstringere teneatur cum faciet primum homagium, quod facere teneatur cum sibi expedientur redditus, & terra prædicta, & sic ejus hæredes successive usque in infinitum cum fidelitates renovabunt, & facient debitum sacramentum, & revestituram postulabunt, nisi de consensu, authoritate, & voluntate ejusdem Amedei vel Comitum qui pro tempore fuerint, quam revestituram facere, & recipere fidelitatis sacramentum Comes qui pro tempore fuerit, non teneatur, nisi fiat obligatio, sacramentum, & promissio quæ, & prout superius declarantur. Quod si eundem Joannem mori contigerit sine hæredibus masculis ex ipso, & legitimo matrimonio procreatis, & ei succedere vigore substitutionis prædictæ, dictum Amedeum, vel ejus descendentes hæredes ex ipso ut supra relictis Filia, vel Filiabus una vel pluribus ex ipsius corpore, & de legitimo matrimonio procreatis, prima ei succedat in decem millibus libris semel Viennensibus prædictorum, secunda vero & deinceps quælibet in quinque millibus libris Viennensibus prædictorum semel, quas dictus Amedeus seu ejus hæredes masculi succedentes eidem Joanni terminis sufficientibus solvere teneantur eisdem, & pro prædictis ipsam, & ipsas esse voluit tacitas, & contentas, Tutores autem, & Curatores Amedei infrascripti sui universalis hæredis Joannis, & Blanchiæ liberorum suorum esse voluit, dispositit, & ordinavit *Dominos Ludovicum de Sabaudia Dominum Vuaudi Consanguineum suum* carissimum, & *Amedeum Comitem Gebennensem Nepotem suum*, dilectum dum vivent in humanis, & si, quod absit, durante tempore dictæ tutelæ, vel curæ, alter ipsorum moreretur, vel de ipsis se nollet immiscere, superstiti, volentique administrare remaneat tota Tutela, cura, & administratio, ita tamen quod iidem tutores dum vivent, & acceptabunt, ambo simul administrent, & gerant cum consilio in singulis Marchiis infrascriptorum Consiliariorum, & Executorum, vel majoris partis ipsorum, qui tutores durante tempore tutelæ dicti Amedei universalis hæredis, non teneantur ad confectionem inventarii, nec ad redditionem rationis administrationis prædictæ, post pubertatem autem

ANS de J.C. 1343. tem dicti Amedei tempore videlicet dictæ curæ ad inventarium faciendum, & rationem reddendam administrationis hujusmodi teneantur de administrandis tempore curæ, Consiliarii vero in Marchia Sabaudiæ sunt hii, Dominus Gohelmus Dominus Iotermontium, Dominus Petrus Dominus de Veteriis, Dominus Petrus Marescalci, & Dominus Petrus de Montegelaco milites; In Viennesio Dominus Hugo, Dominus Malibecci, Dominus Amedeus Marbelli, Dominus Petrus de Montebello Castellanus Scalarum, Dominus Guhelmus de Mirabello Castellanus de Faramans, Dominus Amedeus de Bellovidere, Dominus Godonarus de Failo, & Dominus Guinus de sancto Simphoriano milites; In Bressia Dominus Petrus de Palude, Dominus Varembonis Dominus Joannes Dominus S. Amoris, Dominus Joannes Dominus de Fromentes, Dominus Galesius de Balma, Dominus Valusini, & Dominus Joannes, Dominus Corgenonis milites: in Chablasio Dominus Guichardus tunc Episcopus Sedunensis, Dominus Rodulphus de Blonnay, & Dominus Petrus de Saillione milites: in Valle Augustæ, Dominus Nicolaus Episcopus Augustensis, & Dominus Petrus de Chalant condominus Montis-joveti, in Valle Secusiæ, Dominus Rodulphus Abbas sancti Michaelis de Clusa, & Dominus Guhelmus condominus de Ripa alta. Item Liberos suos, & specialiter infrascriptum universalem hæredem suum & totum Comitatum Sabaudiæ recommendat humiliter, & devotè summo Pontifici Domino nostro, sacro Reverendorum Patrum Dominorum Ecclesiæ Romanæ sanctæ Cardinalium collegio, Dominis suis carissimis Regibus Francorum, & Navarræ, Duci Normandiæ, Comiti de Alencono, Burgundiæ, & Borbonii Dusibus ac Nepotibus, & Fratri suis carissimis, Dalphino Viennensi Marchioni Montisferrati, Comiti Altissiodorensi, Domino Bellijoci, Principi Achayæ, Dominis Mediolani, & universis singulis suis Dominis, amicis, fidelibus omnibus, & Vassallis qui nunc sunt, & pro tempore fuerint *In omnibus autem aliis bona fuit, Principatu, Comitatu Sabaudiæ, Ducatu Chablasii, & Augustæ, Marchionatu in Italia, Domino Baroniarum Baugiaci, & Colonacy*, civitatibus, castris, villis, feudis, retrofeudis, Vassallis, hominibus, juribus, jurisdictionibus, meris, mixtis Imperiis, honorantiis, actionibus, rationibus, & dreyturis præsentibus, & futuris ad ipsum quoquo titulo, causa, occasione, vel jure spectantibus præsentialiter, & in futurum in Comitatu Sabaudiæ, Regno Franciæ vel alibi ubicumque sibi hæredem universalem instituit *Amedeum Filium suum primogenitum* prædilectum: Et si prædictum Amedeum, & ejus Liberos masculos in infinitum agnatos ex legitimo matrimonio descendentes, si quos habebit, mori contigerit in ætate pupillari, vel postea quandocumque sine Liberis masculis ex eo, legitimoque matrimonio procreatis, Joannem ipsius testatoris Filium secundo genitum, si tunc esset superstes, alias ejus Liberos masculos legitimos, & naturales in infinitum, videlicet ex his primogenitum eidem substituit, & si dictos Amedeum, & Joannem, & eorum agnatos Liberos in infinitum masculos ex legitimo matrimonio procreatos, si quos haberent, mori contingeret sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, Dominum Ludovicum de Sabaudia consanguineum suum carissimum si viveret, alias ejus Liberos in infinitum masculos agnatos ex legitimo matrimonio procreatos, videlicet primogenitum eisdem substituit, exceptu Baronia Terræ Baugiaci prædictæ, cum castris, juribus, & pertinentiis, quam eo casu vult ad Blanchiam Filiam suam prædictam pervenire, ut tamen ipsa in feudum, & homagium ligium à Comite Sabaudiæ qui tunc erit, & ejus successoribus Comitibus Sabaudiæ teneat plenariè, pertinere, & de ipsis servire ligie contra omnes teneatur. Quod si dicta Blanchia tunc non esset superstes, vult idem testator eandem Baroniam, & terram ad carissimum Nepotem suum Dominum Amedeum Comitem Gebennensem devenire, qui teneat ipsam in feudum ligium, & sub homagio ligio pro se, & suis hæredibus, teque tenere à Comite Sabaudiæ recognoscere teneatur qui tunc erit, & successores ejus, & pro ipsis sibi servire ligie contra omnes. Si verò dictos Amedeum, Joannem, & Dominum Ludovicum, & masculos eorum Liberos in infinitum agnatos, procreatos, ut supra si quos haberent contigerit, quod absit, sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis obire, tunc eundem Comitem Gebennensem iptis hæredem universalem substituit in toto Sabaudiæ Comitatu, cæterisque bonis sois ubicunque sint, exceptâ Baroniâ terræ Baugiaci supradicta, videlicet eo casu quo substitutio locum haberet in eadem terra quoad Blanchiam Filiam suam supradictam, in casibus autem in quibus locum proximè haberent substitutiones prædictæ, si qua vel quæ Filiæ dictorum Amedei, & Joannis Filiorum suorum extarent maritandæ, vult primogenitæ nomine dotis triginta millia florenorum per tunc Comitem Sabaudiæ dari, cæteris verò Filiabus si quæ forent, cuilibet viginti millia florenorum auri. Executores autem hujus suæ ultimæ voluntatis esse vult, & disponit Dominos Archiepiscopum Tharentasiensem, Episcopos Sedunensem, Marianensem, & Bellicensem, Abbatem sancti Michaelis de Clusa, Dominos Guhelmum de Montebello Dominum Intermontium, Dominum Petrum Dominum de Viteriis, Petrum Marescalci, Petrum de Montegelaco milites, Georgium de Solerio, Gulielmum Boni; & Fratres Petrum de Coysia ordinis Minorum, & Gulielmum de Coignino ordinis Prædicatorum, quibus seu majori parti ipsorum idem Dominus Comes Testator concedit, & committit plenum executionis arbitrium, & plenariam potestatem quæ aliquo vel aliquibus ex ipsis morientibus ad alios cum integritate remaneat super tota omnia supra dicta. Hanc suam suam ultimam voluntatem, & ordinationem, ac dispositionem validam asserit esse velle, quam valere voluit, jussit, & disposuit idem testator jure testamenti nuncupativi, seu alterius ultimæ voluntatis, seu jure donationis, factæ inter vivos, vel donationis causa mortis, aut jure codicillorum, & si forte non valeret jure civili, vult & jubet quòd valeat secundum canonicas sanctiones vel eo jure, modo & forma privilegio, usu, & consuetudine quibus melius valere poterit, & tenere, & hanc ordinationem suam, & dispositionem vult, & jubet esse suum ultimum testamentum, & validum sine scriptis, quamvis in scriptis redactum, & suam ultimam voluntatem, & si quod aliud testamentum, seu alia testamenta, Codicillos, seu ultimas voluntates alias fecit vel condidit, aut aliqualiter disposuit, illud, & omnia alia, & singula, præter præsens testamentum, revocat penitus, & annullat, non obstantibus aliquibus verbis derogatoriis appositis in eisdem aliis testamentis, codicillis, seu aliis ultimis voluntatibus, volens, & jubens expresè omnia, & singula alia testamenta, & alias quascunque ultimas voluntates, & dispositiones ante præsens testamentum factas, & facta fore cassa, nulla, irrita, & inania, & nullius esse valoris, & momenti, præsenti testamento duntaxat in suo firmitatis pleno robore permanente, & perpetuò valituro, ac si dicta verba derogatoria essent in præsenti testamento declarata specialiter, & expressa. Poenitens itaque omnium aliorum testamentorum, ac dispositionum factarum ac factorum ante præsens testamentum, & de ipsis iohibens instrumenta fieri, vel levari, tenore præsentis instrumenti, volens atque jubens quod nos Notarii infrascripti, & quilibet nostrum prædicta omnia in publicam formam redigamus ad dictamen, & consilium peritorum, & inde fieri & levari unam, & plura publica instrumenta de omnibus,

ANS de J.C. 1343.

ANS de J. C. 1343.

nibus, & singulis supradictis, & de quolibet legato, & de qualibet clausula pro hæredibus, & legatariis, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, & interesse poterit, dictanda & reficienda semel, & pluries ad dictamen, & consilium sapientium, Rogans omnes testes infrascriptos quod huic testamento suo, & ultimæ voluntati qui ad hoc fuerint specialiter convocati Testes esse velint, & de omnibus supradictis quæ continentur in ipso. Actum in Domo forti Domini Petri Marescalci militis, apud Crestum Castelliniæ Montismeliani Diœcesis Gratianopolitani in camera à latere deversus Prioratum de Albino, Anno, Indictione, & die quibus supra, Præsentibus D. Joanne Domino Corgenonis milite, D. Petro Marescalci milite, D. Georgio de Solerio, Fratre Guilelmo de Cogruno, & Fratre Petro Bordonis ordinis Prædicatorum, Guilelmo Boni Burgensi, Cambenaci, Magistro Bonifacio Boncastalis Phisico Camberiaci commorante, Francisco Maillolhi de Ast, & Joanne Boccacosa de Janua apothecariis, Camberiaci residentibus, Jacometo de Villareto Domicello, Joanne Barberio dicti D. Comitis, & Quirio de Crostis de Ripolis familiaribus dicti D Comitis, & Guilelmo de May de Sancto Juliano testibus vocatis, & rogatis per dictum testatorem ad omnia supra dicta.

CCLXXX.

ANS de J. C. 1343.

Donation du DAUPHINE *faite par* HUMBERT *Dauphin de Viennois, à* PHILIPPE, *fils de Philippe de Valois Roi de France & à ses Descendans. A Vienne en Dauphiné, le 31. Juillet, 1343.*

G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 158.

France et Dauphiné.

(a) IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. Noverint universi; quod anno ejusdem millesimo trecentesimo quadragesimo tertio, indictione undecima, die ultima mensis Julii, in præsentia nostrorum testium infra scriptorum existentibus, illustri Principe Domino HUMBERTO Delphino Viennensi: & cum eo Reverendis in Christo Patribus, dominis Bertrando de Capella Viennensi, Henrico de Villariis Lugdunensi Archiepiscopis, Joanne de Chissiaco Episcopo Gratianopolitano; & magnificis & potentibus Viris, dominis Ludovico de Pictavia, Valentiensi & Diensi Comite, Eymaro domino Rossillionis, Joanne de Villariis: Hugone Domino de Gey, Hugone Domino Virmille, Girardo Domino de Amoue, Henrico Domino Casenatici, Aynardo Domino Vignaici, Odoberto Domino Castri novi; Joanne Pagani Domino de Meny, Joffredo Domino Cast, Arthaudo Domino Clavesonis, Aynardo Domino Salene, & montis Britonis, Humberto de Chulay Domino Lunlini, Amblardo Domino Bellimontis, Amedeo de Rossillione Domino Buscagii, Francisco de Toysio Domino Torradie, Rudulpho de Comeriis Domino Nansi, Girardo Condomino de Torniaco, & Guilelmo de Compeysio Domino de Thorent, & pluribus aliis Baronibus, & aliis fidelibus nobilibus, & Vasallibus dicti Domini Delphini infra scriptis, ibidem congregatis & convocatis per eum ex una parte; & Reverendo in Christo patre Petro Episcopo Clarimontis, magistro, Domino Guilelmo Florte, Domino de Renello Cancellario Franciæ; ac nobilibus & discretis viris Dominis Petro de Enigenis milite, Joanne Priore de Crespeio, Berengario de Montalto Archidiacono Lugdunensi & Amedæo de Altavilla Canonico Lugdunensi, Consiliariis Seremissimi Principis Domini Philippi Dei gratia Francorum Regis, & Procuratoribus per litteras Regias, quarum tenor infra sequitur deputatis, ac Joanne Richerii militis Consiliario, Reginaldo de Molinis Secretariis Regiis ex altera: ipse Dominus Delphinus, & prænominati Consiliarii & Procuratores Regii voluerunt & præceperunt legi publicè & alta voce per me Humbertum Pilati, publicum Notarium infrascriptum, pactiones & conventiones initas inter dictos Dominum nostrum Regem & Delphinum, super successione Delphinatus, & certarum terrarum dicti Domini nostri Delphini, sub certis modis, formis & conditionibus perventura ad illustrem Dominum PHILIPPUM secundogenitum dicti Domini nostri Regis, seu alterum ex liberis illustris Domini Joannis Ducis Normandiæ promogeniti domini dicti Regis. Eo casu quo Dominum nostrum Delphinum decedere contingeret sine liberis masculis vel femellis ex suo corpore, & legitimo matrimonio procreatis; contentis in litteris patentibus gallice scriptis dictorum dominorum nostri Regis, & nostri Delphini, magnis sigillatis sigillis, necnon quasdam declarationes sequentes, contentas in litteris Regiis in cera viridi sigillatis; quas quidem conventiones, & litteras legi ego prænominatus Humbertus, alta voce publicè in gallico de verbo ad verbum præsentibus supra & infra scriptis Prælatis, Baronibus, Nobilibus, & coram infra scriptis testibus: quarum conventionum, declarationum & litterarum tenores sequuntur, & tales sunt.

§. 2. Philippe par la grace de Dieu Roy de France, & Humbert Dauphin de Viennois, à tous ceux qui ces lettres verront, salut. Sçavoir faisons, que comme à la divine grace, à laquelle humaine (a) nature ne peut, (b) ny doit contester d'icelle, n'ait plu pourvoir à nous Dauphin susdict de fecondité de lignée descendant de nostre corps, par laquelle l'unité & tranquillité de nos terres & sujets se puissent apres nous conserver & garder: pour ce nous, doutans que si par le temps à venir de nous n'estoit pourveu, nos dictes terres & subjects pussent venir en grande division & discord; desirans de tout nostre pouvoir obvier aux grands domages, adversitez & perils, qui en pourroient advenir, & voulans pourvoir, comme l'unité & paisible & seur gouvernement de nos dictes terres & subjectz, puisse apres nous demeurer; & nous confisnt qu'à l'ayde de Dieu, sous la protection & faveur de nostre tres cher Seigneur & Cousin le Roy de France dessus dict, & ses Enfans, & leurs Successeurs, nos dictz sujets & terres, pourront estre soustenus & gardées de telles adversitez & perils, maintenues & gouvernées en bonne paix, seureté & tranquillité, & eue consideration & regard à la grande conjonction & proximité de lignage, qui est entre le Roy nostre dict Seigneur & ses dicts Enfans d'une part; & nostre tres chere Dame & Mere, & nous, & nostre tres chere compagne la Dauphine d'autre.

(a) ou creature.
(b) ou ne lui déplaire d'icelle.

§. 3. Et pour ce certains traictez eussent esté pourparlez & accordez en la presence de nostre tres Sainct Pere le Pape Clement Sixiesme, qui à present est, par certains Conseillers du Roy nostre dit Seigneur d'une part; & par nous Dauphin en nostre propre personne, du Conseil, deliberation, & consentement de plusieurs Prelats, nobles, Barons & autres sages, nos feaux & sujets d'autre part: Par lesquels nous Dauphin sus dict avions promis, convenancié, & accordé à donner, ceder, & transporter à Monsieur Philippes, filz du Roy nostre dit Seigneur, ou à un des Enfans de nostre tres cher Seigneur & Coulin Monsieur Jean Duc de Normandie son filz aisné, nostre Dauphiné de Viennois, avec certaines autres nos terres, & sous certaines convenances, pactions, conditions & manieres cy apres escriptes.

(a) Mezerai nous apprend, qu'avant qu'Humbert prit l'habit Monacal, il passa un second Contract le 30. Mars 1349. par lequel il donnoit à Philippe tout le Dauphiné sans reserve; quoi qu'il eût des héritiers capables de succeder. Et que de plus du propre mouvement du Roi, il fut arrêté que cette Seigneurie seroit réünie à la Couronne, & que le Fils aîné de France porteroit seul le nom de Dauphin. Le Pape, ajoute le même auteur, fit Humbert par les Ordres sacrez, de peur qu'il ne s'allât dédire. Il les reçut tous le jour de Noël; il celebra le même jour & 8. jours après il fut promu à l'Episcopat, & honoré du titre de Patriarche d'Alexandrie.

ANS de J. C. 1343.

§. 4. Pour ce eſt il, que nous Dauphin deſſus dict, eue ſur tout grande & meure deliberation, avec pluſieurs Prelats, Barons, nobles, & autres nos feaux Conſeillers & ſujets, & pour l'evident & commun profiit de nos dicts ſujets & terres de noſtre certaine ſcience, & de propos bien adviſé, & de noſtre pure & franche volonté, ſans contrainte & malengin, ſous les convenances, pactions & conditions, formes & manieres cy deſſous eſcrittes; avons donné, cedé & tranſporté, donnons cedons & tranſportons par ces preſentes, dés maintenant à touſjours, en poſſeſſion, comme en proprieté, à Monſieur Philippes fils du Roy noſtre dict Seigneur; & au cas, que en iceluy ne ſe puiſſe accomplir la dicte donation pour cas de mort, dont Dieu le gard, ou pour autre legitime empeſchement, à un fils de noſtre tres cher Seigneur & Couſin, le Duc de Normandie deſſus dict ou de leurs ſucceſſeurs Roys de France, que le Roy noſtre dict Seigneur, ou noſtre dict Coulin le Duc de Normandie, ou leurs ſucceſſeurs Roys de France voudront eſlire; par donation entre vifz, ſans nul rapel, noſtre dict Dauphiné, & noſtre Duché de Champſour, la Principauté de Briançonois, le Marquiſat de (a) Ceſanne, la Comté de Vienne, la Comté de Albon, la Comté de Graiſivoudan, la Comté d'Ambrunois, la Comté de Gappenſois, la Baronnie de la Tour, la Baronnie de Valbone, la Baronnie de (b) Fucuir, la Baronnie de Meullon, la Baronnie de Montalban, & generallement & ſpeciallement toutes nos autres terres, Comtez & Baronnies que nous tenons à preſent ou autres pour nous, ou devons tenir, ou à nous peuvent ou doivent apartenir, en quelque maniere que ce ſoit, avec tous droicts, juſtices & Seigneuries, fiefs, nobles, honneurs, & dignitez, preeminences, prerogatives, mere & mixte empire, & toutes les appartenances & deſpendances; ſi & au cas, que nous faudrions de ce ſiecle, ſans hoirs maſles ou femelles deſcendans de noſtre corps, nays en loyal mariage.

(a) G. G. Leibnitz dit qu'on lit auſſi *Teſanne*, mais je crois que *Ceſanne* eſt le véritable mot.

(b) ou *Buſſigu.*

§. 5. Excepté nos terres de Puille & d'Auvergne, & deux mil livres de rentes, que nous prenons au treſor de noſtre dit Seigneur à Paris; & ſauf & reſervé à nous, & excepté auſſi dix mil livres de rente annuelle & perpetuelle, que nous retenons audict Dauphiné à prendre ſur les chaſteaux & villes de Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres, de la Balme, & de tout ce, qui eſt dans l'Iſle de Charnis, & les chaſteaux & villes de ſainct Donnat & de Bellegarde en Viennois, de Montfort, de (c) Montbunond, de Montluny, (d) de Vizille (e) de la Maure, de Corp, & de Beaulmont en Graiſivoudan, & de Valpute en Briançonnois, & de Chaſteillon, & de Salanche en la terre de Fauſigny, avec toute juſtice, mere & mixte Empire, pour en faire & ordonner à toute noſtre volonté, ſois en Egliſes ou autre part; Les fiefs & la ſouveraineté demeurant touſjours à celuy, qui ſera Dauphin; leſquels chaſteaux & villes ne ſont, ne doivent eſtre en marche, ni en frontiere, & n'y eſt mis, ne doit eſtre Nobleſſe de Comté ne de Baronie, mais en autre choſe & lieux, qui ſont priſés à moins de dommage pour le Dauphiné.

(c) ou *Adombrimou.*

(d) G. G. Leibnitz dit qu'on lit auſſi *Orſelle*, mais *Vizille* ou *Vigille* eſt le véritable nom. C'eſt un village près de Grenoble.

§. 6. Et par telle condition & maniere auſſy que le Dict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin, & ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs au Dauphinés s'appelleront, & ſeront tenus ſoy faire appeller Daubin de Viennois, & porteront les armes dudict Dauphiné eſcartelés avec les armes de France, & ne laiſſeront, & ne puiſſent laiſſer le nom de Dauphiné ni les dictes armes, & ne ſera ni puiſſe eſtre uny ni adjouſté le dict Dauphiné au Royaume de France, ſors entant comme l'Empire y ſeroit uny; & faſſent & ſoient tenus de faire aux Egliſes de Vienne, de Lyon, & de Grenoble, & au Roy de Sicile, & à tous autres, à qui nous ſommes tenus, les hommages, reconoiſſances, & autres choſes, qui à eux appartiennent & doivent eſtre faictes.

(e) Le même dit qu'on lit auſſi *Beaur*. *Beaure* eſt le véritable nom; c'eſt un bourg, qui n'eſt pas non plus fort éloigné de Grenoble.

§. 7. Et avec ce tiendra & gardera, & ſoit tenu de garder & tenir le dict Monſieur Philippes, & ceux qui ſeront Dauphins à touſjours & jamais perpetuellement, toutes les libertez, franchiſes, privileges, bons us, & bonnes conſtumes du Dauphiné, des Comtez, dignitez, Baronnies & terres deſſus dictes, des Prelatz, Clergié, Barons, Chaſtelains & autres ſujets nobles & non nobles d'icelles, des citez, chaſteaux, Egliſes, villes, & francs fiefs, rierefiefs, & autres proprietez, communes & autres lieux & villes des dicts Dauphiné, Comtés, dignitez, Baronnies, & autres terres contenues en cette preſente donation & compriſes, & des ſubjects & ſingulieres perſonnes d'iceluy; tant de ſucceſſions, comme d'autres choſes quelles qu'elles ſoient, & ſpecialement, que les plus prochains du lignage maſles ou femelles en montant ou deſcendant & en ligne collaterale auſſy, nobles & non nobles ſuccedent ſans teſtament ou par teſtament; eux ou autres, ſelon la diſpoſition du teſtateur, tant en fiefs & rierefiefs nobles ou autres, comme en autres choſes: & les leur tiendra & confirmera le dict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin & ratifiera, & ſera tenu de tenir, confirmer & ratifier en la maniere que deſſus, ſi-tolt qu'il viendra au dict Dauphiné.

ANS de J. C. 1343.

§. 8. Et avec ce payera & ſera tenu payer ledict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin & ſes hoirs & ſucceſſeurs au Dauphiné toutes nos debtes, & amendera, & ſoit tenu d'amender les torts faicts de nous & de nos Predeceſſeurs, ainſy que le fils eſt tenu pour le Pere, de tout temps paſſé, juſques au vingt troiſiéme de Fevrier dernierement paſſé; celles toutes voyes, qui deues ſeront du dict temps paſſé juſques au jour de noſtre trepas; & quant à celles, qui par nous ſeront accreues ou faictes dez le dict jour, & par le temps à venir, le dict Monſieur Philippes, ou cil qui ſera Dauphin n'y ſera tenu, que juſques à la valeur de vingt cinq mil florins de Florence, à une fois tant ſeulement.

§. 9. Et avec ces choſes retenons & reſervons à nous tout ce que dores en avant nous (a) acquerrons au dict Dauphiné. Et ſi és dicts acqueſts il y avoit aucune choſe, qui ne fuſt en noble fief, & n'euſt juſtice, comme prez, moulins, vignes, & choſes de ſemblable condition, nous y pourrions donner ban juſques à ſoixante ſols, ou deſſous, & les amortir & donner à l'Egliſe & lieux pitoyables ou ordonner autrement, ſi comme à nous plairoit. Avons auſſy reſervé & reſervons, que ſi l'eſchanges de Romans, qui pour parle eſt, ſe faiſoit, nous puiſſions bailler au lieu d'iceluy pour le dit eſchange (b) Auſan, Nions & Mirabel, & fiefs de Vinſobre, Puyhugon, de ſainct Marcellin, de ſainct Maurice, de Rocheaque: la dicte ville de Romans demeurant au dict cas au dict Dauphiné; parfaiſant toutes fois à nous, ou à celui qui aura cauſe de nous par celuy, qui Dauphin ſera, recompenſation de la dicte ville de Romans, en accompliſſant la ſomme de deux mil livres de rente deſſus dicte: & au cas, que ledict eſchange ne ſe feroit, nous retenons le dict chaſteau d'Auſan, Nions & Mirabel, & les fiefs deſſus dicts, pour tant comme ils valent de rente, en raportant icelle valeur des dictes mil livres de rente deſſus retenues, ſans ce que le Dauphin, qui ſera pour le temps, y puiſſe reclamer aucun droict de fief.

(a) il donner ou ordonner à noſtre volonté ſoit en Egliſes ou autrement, reſervez toutes fois les fiefs & Souveraineté audict Dauphiné.

(b) ou *Auſans*, ne faudroit-il point lire *Viſan*.

§. 10. Et reſervé auſſy à noſtre tres chere Dame & Mere la Dauphine ſon Douaire, tant comme elle vivra, & reſervé auſſy à noſtre dicte chere Compagne la Dauphine ſon douaire de (dix) mil livres, que nous luy avons donné & aſſigné le cours de ſa vie tant ſeulement; & ſi és dicts douaires, ou aucuns d'iceux eſtoit aſſigné aucun des chaſteaux deſſus nommez, que nous avons tenus & reſervez pour les dictes (dix) mille livres de rente perpetuelle, comme deſſus, & nous vivants, les dictes Dames, ou aucune d'icel-

ANS de J. C. 1343. dictes à qui ils seroient assignez, donnions ou ordonnions à autres personnes les dicts chasteaux, ou aucuns d'eux assignez és dicts douaires; le dict Monsieur Philippe, ou celuy qui sera Dauphin, comme dessus soient tenus à faire & bailler recompensation pour iceux chasteaux, & tout plaisir à celuy, à qui nous ordonnerons, ou donnerons les dicts chasteaux jusques au decedes des dictes Dames d'icelle en qui à douaire les dicts chasteaux seront assis.

§. 11. Et pour ce que tel present, don, cession & transport & autres choses dessus dictes ayent & puissent avoir plus grande fermeté, & pour la seureté du Roy nostre dict Seigneur & dudict Monsieur Philippe son filz, ou de ceux qui viendront au Dauphiné par ce present don, comme dict est, nous voulons, mandons, & commandons dés maintenant que les Baillifs, Chastellains, & autres officiers presents & à venir des dictes terres contenues en ce present don, promettront & promettront, jurent & jureront sur les sainctes Evangiles corporellement touchez és mains de ceux, que le Roy nostre dict Seigneur y voudra deputer, au nom & au proffit de Monsieur Philippe son dict filz, & celuy & ceux autres, qui seront Dauphins comme dessus, qu'au cas, que nous defaudrions de ce siecle sans hoirs de nostre corps, nez en loyal mariage, ils mettront toutes les fortereſſes & chasteaux des dictes terres ez mains d'iceluy ou de ceux, que le Roy nostre dict Seigneur ou son dict filz, ou celuy qui sera Dauphin, comme dict est, ordonnera & deputera; & s'ils y failloient deslors qu'ils seroient le contraire, ils seroient tenus & reputez parjures, & convaincus de trahison, & jugez pour traistres & faux prometteurs.

§. 12. Pourra le Roy nostre dict Seigneur dés maintenant eslire des gentils hommes suffisants & convenables, qui soient nos hommes tant seulement, ou de luy & de nous ensemble, és mains desquels nous mettions desja, au nom & au proffit de nous, & au nom & au proffit du Roy nostre dict Seigneur & de son dict filz, & de celuy ou ceux, qu'ilz voudront envoyer au Dauphiné, comme dessus est dict, à plus grande seureté d'accomplir les choses dessus dictes, des chasteaux & villes des meilleures & plus notables des dicts Dauphiné & terre; & ne pourront estre ostez les dicts chasteaux & villes des mains des dicts nobles, ni baillées à autres, si ce n'estoit de la volonté du Roy, & de ceux, qui les prendroient, ne fissent tout avant raisonable ferment, & les promesses, & sur les peines dessus dictes en l'article precedent; & toutes voyes, si nous voulons changer, faire le puissions, sans révocation de volonté du Roy, & sans contredict: mais soient mis en gens de pareille condition, & que faisant avant le pareil ferment en la main du riguier, du Dauphin de sainctte Colombe, ou de l'un d'eux, ou d'eux qui sont ou seront par le temps.

§. 13. Et par special avec ces choses, agreant seurté de nostre dict Seigneur ou son dict filz, ou de celuy ou ceux qui seront Dauphins, comme dessus est dict, mettons en la main, & maniere des terres dessus dictes, mains des nobles que le Roy ou ses gens esliront hommes, par la maniere que dessus est dict, de la dicte terre de Fussigny, & tous les chasteaux & villes, apartenances d'icelles & les chasteaux d'Albon & de Moras, & des autres à l'advis des gens du Roy nostre dict Seigneur en la maniere dessus dicte, en baillant & prestant aux Deputés dessus nommés les promesses & serments dessus dicts, & sur les peines dessus dictes: aussy baillons & mettons dés maintenant és mains de nostre feal Monsieur Humbert de Chaslay Chevallier & à present Baillif de Mascon pour la Roy nostre dict Seignenr les chasteaux de Montluel, (a) Perruges, Semans, (b) Moisineu, Satonnay & Vaux, qui est de costé Lyon, pour les tenir & gouverner au nom de nous, & à la seureté de nostre dict Seigneur & de son dict filz qui sera Dauphin: & ilz feront les serments & promettront dessus dictes, & en la maniere dessus dicte & sous les manieres, teneurs, declarations, conditions, promissions, obligations, & convenances contenues en nos lettres.

ANS de J. C. 1343.

§. 14. Pour les causes dessus dictes & plusieurs autres, qui à ce nous mouvoient & pouvoient mouvoir; & parmy dix mil livres de rente que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis & donnée à prendre en certains lieux & convenables le cours de nostre vie tant seulement, sans que nous ou nos successeurs soient tenus à faire restitution des fruicts, que nous en aurons perceu en nostre vivant, & parmy dix mil livres de rente à heritage, que nous prenons à son tresor à part, & aussy parmy six vingt mil florins d'or de Florence, ou la valeur qu'il nous a donné & promis payer à trois ans, chacun an quarante mil florins nous soient ou doivent estre payés dans les octaves de la nativité sainct Jean Baptiste prochain venant; & la nativité de sainct Jean Baptiste prochainement ensuivant les autres quarante mil florins; & l'autre nativité sainct Jean Baptiste deslors prochainement les autres quarante mil florins; & nous seront & doivent estre assignez les dicts quatre vingts mil florins en certains lieux & convenables, à prendre par nostre main aux termes dessus nommez; en telle maniere & condition, que au payement d'iceux, nous ne puissions estre en rien empeschez par voye de compensation, ou quelconques demandes, que le Roy ou ses gens, ou autres personnes nous puissent faire pour cause de manque du petit seel de Montpellier, ou par quelconques autres causes que ce soit.

§. 15. Et si toute la dicte somme ne nous estoit payée en nostre vivant, ce qu'il en faudroit, soit à nos enfans, ou à ceux que nous y voudrons ordonner, tant comme le Roy nostre dict Seigneur ou à ses successeurs Roys de France voudroient attendre pour leurs dicts enfans, ou leurs successeurs descendans d'eux, la succession du dict Dauphiné en la maniere dessus dicte; & parmy ce que le Roy nous a donné & octroyé que nous & nos Successeurs ayons les premieres appellations, & juges d'apeaux & executions d'icelles en toutes les proprietez, fiefs, arrierefiefs, que nous avons & aurons au Royaume de France; & avec & que nostre monnoye & de nos Successeurs du Dauphiné y coure, & y ait son cours en nos dictes terres, proprieté, fiefs & arrierefiefs du Royaume, si comme il est accoustumé d'ancienneté; & que nous & nos successeurs nous puissions ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & necessaire, de nos gens & subjects de nos terres du Royaume, & les tirer hors du Royaume pour les dictes causes non obstant desfenses contraires, si le Roy n'en avoit affaire pour guerre ou autre cause raisonnable; & que marque quelle que ce soit du petit seel de Montpellier, ou de quelque autre seel de toutes ou flatures du Royaume, ou pour quelconque cause & obligation, ne se peut donner contre nous, nos successeurs, ne contre nos hommes & sujets du dit Dauphiné, jusques à tant que nous, ou nos Lieutenants ou juges competans deuement, en serons en dessuit d'en faire raison & justice: & que nuls hommes ou sujets du dict Dauphiné pour choses qui soient assises hors du dict Royaume, ou contraint ou mesfaict hors du dict Royaume faict, ne puissent estre tractés en aucune Cour du Royaume, si ce n'estoit en cas ou remission, qui s'en devroit faire par raison tant seulement.

§. 16. Et parmy ce que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis pour luy & ses hoirs & successeurs en bonne foy à garder & conserver, & desfendre nous, nos hoirs & successeurs d'icelles nostres du dict Dauphiné, Comtez, dignitez, Baronoies & terres dessus dictes, fiefs & arrierefiefs, & toutes autres choses contenuës en cette donation, toutesfois que

par

(a) ou Rerreges.
(b) ou Meffimieu.

ANS par nous, ou nos hoirs & successeurs en seront requis, de J. C. perpetuellement à tousjours: & ce mesmes nous a 1343. faict promettre & jurer par nostre dict Seigneur & Cousin le Duc de Normandie son filz, & par son frere nostre tres cher Cousin le Comte d'Alençon, & avec ce promis qu'il sera & curera, & soit tenu de curer & faire, que nos chers Cousins le Duc de Bourgogne & le Comte de Bouloigne & d'Auvergne son fils nous feront celle mesme promesse de deffendre nous, nos hoirs & successeurs, & nos dit dict Dauphiné, Comtez, dignitez, Baronies & terres dessus dictes, fiefs & rierefiefs d'icelles, & les autres choses; tout à la maniere que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis perpetuellement à tousjours. Et nous aussy par semblable maniere, pour nous & nos successeurs l'avons juré & promis, jurons & promettons au Roy nostre dict Seigr. & à tous les dessus nommez pour eux & leurs successeurs, garder, conserver & deffendre eux & leurs hoirs & successeurs audict Royaume, leurs Duchez, Comtez, dignitez, Baronnies & terres, particulierement à tousjours.

§. 17. Et au cas que nous aurions hoirs de nostre corps descendans par loyal mariage, un ou plusieurs masles ou femelles, & iceux mourroient sans hoirs de leurs corps, fait en loyal mariage; nous voulons & ordonnons, que au dit cas le dit Monsieur Philippes, ou celuy des dits Enfans comme dessus, leur succedent au dict Dauphiné & terres, tout en la forme & maniere, qu'il a esté devisé par dessus, qu'il y wendroient apres nous, si nous defaillons de ce siecle sans hoirs, comme dict est. Et au cas, que nous aurions filles, une ou plusieurs descendars de nostre chair naiz en loyal mariage, le dict Monsieur Philippes, ou celuy des dicts Enfans, comme dessus prendroit en mariage l'aisnée des dictes filles, si elle n'avoit deformité, ou autrement n'estoit inhabille, & avec elle auroit en mariage les dicts Dauphiné & terres; & au cas nu celle ne seroit convenable, le dict Monsieur Philippe, ou celny des dicts Enfans, comme dessus, prendroit l'autre ensuivant par mariage avec les dicts Dauphiné & terres, & les autres filles seroient mariées suffisamment suivant l'ordonnance du Roy nostre dict Seigneur, ou du Duc de Normandie son filz ou de leur Successeur Roy de France. Et au cas ou le dict Monsieur Philippes auroit passé de ce siecle, ou seroit ja marié, ou de tel aage qu'il ne fust convenable de tant attendre à marier, ou eust quelque empeschement legitime pour quoy il ne peut prendre en mariage la dicte fille l'un des filz du dict Duc de Normandie le Roy qui par le temps seroit eslira pour Monsieur le Duc, prendroit la dicte fille en mariage avec le dict Dauphiné & terres, & aux dicts & par les manieres, convenances, reservations & autres promesses dessus dictes & devisées, succederont, & doivent succeder nos filz & nos filles l'une à l'autre, & tout leur posterité descendant de leur corps par loyal mariage, de degré en degré au Dauphiné & terres dessus dictes.

§. 18. Et est à entendre, que au cas ou nous avons hoirs masles ou femelles, & il plaisoit au Roy nostre Seigneur, ou à Monseigneur le Duc, ou à leurs Successeurs Roys de France, ilz pourront recouvrer de nos dicts hoirs les six vingts mil florins dessus dicts après nostre decedz, & non mie en nostre vivant, ne après nostre decedz, jusques à tant que nostre dict hoir, comme dessus, eust quatorze ans accomplis & non avant; & lors seroit tenu à payer douze mil & cinq cents florins chacun an au Roy ou à ses hoirs, ou à ceux, qui le Roy auront cause, jusques à tant que le Roy ou ses successeurs auront receu tout ce que nous aurons receu de la dicte somme. Et pour ce sera tenu le dit hoir & nos dicts hoirs, qui tiendra le Dauphiné à bailler en la main du Roy ou de ses hoirs, ou qui de luy auront cause bons & suffisans, que le Roy peust prendre franchement chacun an les dicts douze mil & cinq cents florins, en rabattant de la dicte somme les dicts vingts mil florins dessus dicts, jusques à tant que la dicte somme soit payée comme dessus.

§. 19. Et s'il leur plaist attendre les dicts hoirs masles & femelles de nos dicts hoirs masles & femelles descendans de nostre corps, en cas qu'ils decedent & la dicte posterité descendant d'eux, leurs hoirs de leurs corps, naiz en loyal mariage en degré, que ce soit des dictes descendans de nous, ou de nos dicts Enfans descendans de nostre corps, & soy souffrir & cesser de lever les six vingts mil florins dessus dicts: nous voulons & ordonnons, que en celuy cas, la dicte donation ait son effect à celuy de leurs enfans, que le Roy nostre dict Seigneur, qui est à present, ou le dict Monsieur le Duc s'ilz estoient deffaillis de ce siecle, ou les successeurs Roys de France voudroient eslire, avec les promesses & convenances dessus dictes, lesquelles nous voulons estre tenues & gardées par celuy de leurs dicts Enfans qui au dict Dauphiné tiendroit lieu par quelque des voyes ou manieres dessus dictes y contenues, le quelles au dict cas voulons estre tenues & receptées.

§. 20. Toutes lesquelles choses nous Dauphin dessus dict promettons en bonne foy tenir & accomplir, & à non venir encontre en aucun temps par quelque voye que ce soit, & à ce obligeons nous, nos hoirs & successeurs presents & à venir; renoncéant, à cet effect par nostre serment à toute exception de mal de fraude, de barat, de lesion & circonvention & de deception, & à ce que nous pourrions dire autre chose avoir esté faicte & accordeé que est escripte, ou escripre, que faicte & accordeé, au benefice de restitution & convention de lieu & de juges. & à toutes graces, lettres, & privileges sur quelconque forme de parlées que ce soit, à tout droict escrit & non escript Canon & civil; & à toutes autres deceptions, fraudes & cavillations par lesquelles on pourroit venir contre ces lettres, ou aucunes des choses contenues en icelles; & jurons à sainctes Evangiles, que oncques ne viendrons, ni ne serons choses pourquoy ces choses dictes ou aucunes d'icelles puissent estre enfrainctes retractées ou empeschées en aucune maniere: & à ce tenir & garder & encontre ne voir, ou n'estre contraicts & soubmettons nous & nos biens, & les biens de nos hoirs & successeurs à la cohertion & contrainte du petit seel de Montpellier & de la Chambre de Nostre sainct Pere le Pape.

§. 21. Et nous Roy de France dessus dict en approuvant le bon propos & bonne volonté dudict Dauphin nostre tres chier & feal Cousin, & recognissant l'amour qu'il a à nous & nos Enfans, & acceptant & approuvant ce present don, & les choses dessus dictes & chacune d'icelles, & ayant intention & voulu, si comme il appartient de faire & accomplir toutes les choses pourparlées & accordées par nos dicts Conseillers pour nous d'une part, & par le dict Nostre Cousin en sa personne d'autre; en presence de nostre sainct Pere dessus dict, & par grand conseil & deliberation comme dict est, en accomplissant avons donné & donnon dés maintenant au dict Dauphin dix mil livres de rente à prendre le cours de la vie, en lieux certains & convenables, sans prejudice les maisons ne Chasteaux sans que luy ou ses successeurs soiens tenus à faire aucune restitution des fruicts perceus en son vivant; & deux mil livres de rente annuelle & perpetuelle en lieux certains & convenables, au lieu, & cause de deux mil livres de rente que nostre dict Cousin prenoit à nostre tresor à Paris.

§. 22. Et avons voulu octroyé, voulons & octroyons, que le dict Dauphin & ses hoirs & successeurs ayent & doivent avoir les premieres appellations & juges appeaux, & les ressortions d'icelles en toutes les proprietez, fiefz & rierefiefz, qu'il a & en auroit à nostre dict Royaume; & avec ce voulons & octroyons,

ANS de J. C. 1343.

troyons, que ſa monnoye & de ſes ſucceſſeurs au Dauphiné coure & aye ſon cours en ſes dictes terres, fiefs & rierefiefs de noſtre Royaume, ſi comme il eſt accouſtumé d'ancienneté; & le dict Dauphin & ſes ſucceſſeurs ſe puiſſent ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & neceſſaire de ſes gens, qui ſont & qui ſeront en ſes terres, fiefz & rierefiefz de noſtre dict Royaume pour les dictes cauſes, non obſtant deffenſes contraires, ſi nous en avions affaire pour guerre, ou pour autre cauſe raiſonnable.

§. 23. Et avec ce avons donné & donnons à noſtre dict Couſin, ſix vingts mil florins de Florence, ou la valeur, les quels nous luy promettons à payer, ou ſes Enfans, ou ceux qu'il voudra ordonner, tout en la maniere, & ſur les conditions & termes, que par le dict Dauphin noſtre dict Couſin a eſté dict & eſclaircy par deſſus. Et pour les dicts payemens, les aſſignerons, & promettons les aſſigner en certains & convenables lieux, & à les y prendre par ſa main, & ne voulons que en payements & perceptions d'iceux ſoient, ou puiſſent eſtre en rien empeſchées par voye de recompenſation, ou quelque demande, que nous ou nos gents, ou autres perſonnes leur puiſſent faire, pour cauſe de marque du petit ſeel de Montpellier, & par quelque autre obligation ou cauſe que ce ſoit.

§. 24. Et promettons en bonne foy a garder, tenir, & faire garder & tenir à noſtre tres chere Couſine Beatrix de Hongrie, mere du dict Dauphin ſon douaire le cours de ſa vie, & par celle meſme maniere à noſtre tres chere Couſine la Dauphine ſa femme le douaire de dix mil livres de rente, que le dict Dauphin luy a données & aſſignées le cours de ſa vie tant ſeulement. Et avec ce leſdites avons voulu, voulons & octroyons à noſtre dict Couſin, que marque quelle qu'elle ſoit du petit ſeel de Montpellier, ou autre des loix ou ſtatuts de noſtre Royaume, ou par quelconque cauſe ou obligation, que ce ſoit ne ſe peut donner contre le dict Dauphin, ni contre les hommes, ou ſujets du dict Dauphiné, & terres deſſus dictes, juſques à tant, que les Dauphins ou ſes Lieutenants ou juges competents deuement requis ſeroient en deffaut d'en faire raiſon & juſtice, & que nuls hommes & ſujets du dict Dauphiné & terres deſſus dictes, pour choſe que ce ſoit aſſiſe hors de noſtre Royaume, ſi ce n'eſtoit en cas, ou remiſſion contrainct pour meſfaict hors d'iceluy Royaume faict, ne puiſſent eſtre traictez, ni convenus en aucune Cour de noſtre Royaume, qui devoit faire par raiſon tant ſeulement.

§. 25. Et avons voulu, voulons & octroyons & promettons à faire tenir & garder à tout jamais & perpetuellement par noſtre dict filz le Duc, & leurs hoirs & ſucceſſeurs, qui le Dauphiné auront; toutes les libertez, franchiſes, privileges, bons us, & bonnes couſtumes des Prelats, Barons, Chaſtellains & autres ſujets nobles & non nobles & ſingulieres perſonnes, Egliſes & de tout le Clergé, Communes, Citez, Chaſteaux & villes franches, des fiefz & rierefiefz du dict Dauphiné, & des autres terres deſſus dictes, tant de ſucceſſion comme d'autres choſes; & que tant en fiefz & rierefiefz, comme en autres choſes ſuccedent les plus prochains du lingnage, maſles ou femelles, en montant ou deſcendant, en collateral auſſy, tant nobles, comme non nobles, ſans teſtament ou par teſtament, eux ou autres, ſelon la diſpoſition du teſtateur, tant en fiefs & arrierefiefz nobles & autres, comme en autres choſes, & qu'iceux privileges franchiſes & libertez leur ſoient confirmez & ratifiez par celuy de nos dicts enfans, comme dict eſt, qui ſera Dauphin, ſans les rappeller ou enfraindre au temps à venir, par aucune maniere, que ce ſoit.

§. 26. Et avec ce avons promis & promettons pour nous & nos Succeſſeurs Roys de France au dict Dauphin & à ſes hoirs ou ſucceſſeurs Dauphins du Viennois à luy garder & aider, & conſerver, & deffendre ſoy, ſes hoirs & ſucceſſeurs, & ſon Dauphiné & ſes Comtez, Baronnies, dignitez & terres, fiefs & rierefiefs d'icelles, & toutes autres choſes contenues au dict don, toutes fois, que par luy ou ſes hoirs ou ſucceſſeurs en ſeront requis perpetuellement à toujours. Et cette promeſſe luy avons faict faire & jurer en noſtre preſence par noſtre tres cher filz le Duc de Normandie, & noſtre tres cher frere le Comte d'Alençon, & promettons à jurer & faire, que noſtre tres cher & feal frere le Duc de Bourgogne, & noſtre tres cher neveu Philippe ſon filz Comte de Boulongne & d'Auvergne feront la ſemblable promeſſe.

ANS de J. C. 1343.

§. 27. Et conſentons en la retenue faicte par le dict Dauphin noſtre Couſin des Chaſteaux de Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres, de la Balme, & de tout ce qui eſt dedans l'Iſle de Charny, & des Chaſteaux & Villes de Sainct Donat, Bellegarde, de Montfort, de Montbrunion, de Montflori, de Vizille, de la Mure, de Corp, de Belmont, de la Valpute, de Chaſtillon, & de (a) Challanche deſſus nommez pour les dix mil livres de rente perpetuelle par luy retenue comme deſſus; ſi ainſy eſt, que les dicts Chaſteaux ne ſoient en marche ni Frontiere, & ne ſoient en nobleſſe de Comté ou de Baronnie; & ſi aucun en avoit en marche ou Frontiere, ou qui fuſſent en nobleſſe de Comté ou de Baronnie, comme deſſus eſt dict, y demeureront & doivent demeurer en Dauphiné, en baillant au dict Dauphin noſtre Couſin, ou ceux, qui de luy auront cauſe, autres Chaſteaux hors marche, Frontiere & Nobleſſe, comme deſſus, en parfaiſant les dictes dix mil livres de rente perpetuelle, nous voulons & conſentons qu'elles luy ſoient acomplies bien & convenablement en lieux de ſemblable condition, comme doit eſtre la retenuë des dictes dix mil livres, comme deſſus eſt dict.

(a) ou Sa[illegible]anche.

§. 28. Et promettons en bonne foy pour nous & nos ſucceſſeurs à faire tenir & garder perpetuellement & accomplir toutes les choſes deſſus dictes & deviſées, tant par nous, comme par le dict Dauphin noſtre Couſin & chacune d'icelles, tant comme elles touchent ou pourront toucher nos dits enfans & nos ſucceſſeurs & les leurs, à non venir encontre; & à ce obligeons nous & ceux, nos hoirs & ſucceſſeurs, & les leurs, tous nos biens & les leurs preſents & à venir, renonceant en ce fait, en bonne foy à toute exception de mal, de fraude & de barat & de leſion, de circonvention, & de deception, & à ce que nous puiſſions dire autre choſe avoir eſté faicte & accordée que eſcritte, ou eſcritte que faicte ou accordée, au benefice de reſtitution & convention de lieu & de Juges, & à toutes graces, lettres & privileges, ſur quelconque forme de parole, que ce ſoit, à tout droict eſcrit & non eſcrit, Canon & Civil, & à toutes autres deceptions, barats & cavillations, par leſquels l'on pourroit venir contre ces lettres, ou aucunes des choſes contenuës en icelles: & n'eſt pas l'entente de nous Roy de France, ni Dauphin, ni d'aucun de nous pour choſe que deſſus ſoit faicte ou dicte, ni qui s'enſuive, qu'aucun prejudice ſoit faict aux droicts de l'Empire.

§. 29. Et nous Roy de France & Dauphin deſſus dicts, toutes les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles acceptons & approuvons, & promettons en bonne foy pour nous & nos ſucceſſeurs, à les tenir, accomplir & garder, & à non venir encontre; & à aggreigner perfection, fermeté & ſeureté des dictes choſes; ſupplions à noſtre Sainct Pere le Pape deſſus dict, que les donations, ceſſions & tranſports deſſus dicts, & toutes les autres choſes deſſus eſcrittes & compriſes, il veuille louer, approuver & ratifier & confirmer, & ſuppleer les defauts, ſi aucun en y a, & y pourvoir de toutes les voyes & remedes, par leſquelles les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles ayent & prenent, puiſſent prendre & avoir pleine vigueur & effect en toutes les meilleures manieres, que faire ſe pourra; tout ainſy, que ſi expreſſement, & par ſpecial fuſſent par nous expreſſées, ſpecifiées, con-

ANS de J. C. 1343. venancées, & accordées en ces presentes lettres, & ainsy comme par luy pourra mieux estre faict; sans ce toutes fois, qu'il porte aucun prejudice aux droictes & honneurs du Royaume; toutes voyes, toutes les choses dessus dictes & chacune d'icelles demeurant en leur fermeté & premiere vertu. Donné au bois de Vincennes, l'an de grace mil trois cents quarante trois, au mois d'Avril, le vingt troisiesme du dict mois d'Avril. Par le Roy en son grand Conseil, R. de Moulins. Humbert P. par Monsieur le Dauphin à la relation, & de la volonté & commandement exprés de Monsieur Humbert Seigneur de Thoyre & de Villars; Humbert de Chouay Seigneur de Linlins, Amblart Seigneur de Beaumont, Guisques de Morges Seigneur de l'Espine Chevalliers, Jacques Brumier Chevallier du Dauphiné, Frere Jacques Riviere Commandeur de Marseille, & Jacquemer de Die dit Lappo, Conseillers Procureurs & Messagers à ce deputez par Monseigneur le Dauphin. H. P.

Forma litterarum declaratoriarum sequitur, & talis est.

§ 30. PHELIPPE par la grace de Dieu Roy de France; Sçavoir faisons à tous presens & à venir, que comme nostre cher & feal Cousin HUMBERT Dauphin de Viennois nous ait requis par aucuns articles contenus en l'accord faict entre nous d'une part & luy de l'autre, sur la succession de son DAUPHINÉ & de certaine de ses autres terres pour Philippes nostre fils, ou pour l'un des Enfans du Duc de Normandie nostre fils aisné, au cas, que nostre dict Cousin trespasseroit de ce siecle sans hoirs masles ou femelles delcendans de sa chair par loyal mariage; nous voulsissions pour, tous doubtes & debats oster, & esclaircir & mieux declarer: C'est à sçavoir, l'article, qui parle que sa monnoye & de ses successeurs Dauphins de Viennois coure & aye son cours en ses proprietez, fiefs & arrierefiefs, qu'il a, ou qu'il auroit en nostre Royaume, ainsy qu'il est accoustumé d'ancienneté.

§. 31. Item l'article qui parle, que marque du petit seel de Montpellier, ni d'autres petites foires, ou statuts de nostre Royaume, ou pour quelconque cause ou obligation, que ce soit, ne puissent estre données contre luy, ses hoirs & successeurs, ni ses hommes & sujets des dicts Dauphiné & terres, s'il ou son Lieutenant ou juges competans n'estoient en default d'en faire raison ou justice suffisamment requis.

§. 32. Item l'article qui parle, que les dix mil livres de rente, que il retient au Dauphiné à l'heritage pour faire sa volonté, les fiefs demeurants à celuy, qui sera Dauphin, il aye l'Isle de Cremieu, & autres certaines terres & Chasteaux nommez & specifiez au dict article, s'il n'estoit en marche, ou frontiere.

§. 33. Et nous qui tousjours voulons & voudrions faire plaisir à nostre dict Cousin pour les dicts doutes oster; enclinez à sa dicte Requeste, declarons & esclaircissons par ces lettres, & voulons, que la monnoye du susdict Dauphin, & de ses successeurs Dauphins de Viennois coure & aye son cours des terres, fiefs & arrierefiefs, qu'il a au Royaume pour raison du Dauphiné, & en toutes les autres lieux, Villes, fiefs & arrierefiefs, qu'il acquerroit ou acquerroient dedans, environ icelles, au proffict du dict Dauphiné.

§. 34. Item sur l'article qui parle de marque du petit seel de Montpellier &c. nostre entente est, & declarons, voulons, & commandons, que nulle marque ne soit donnée à nostre dict Cousin, ses hoirs ou successeurs, ni contre ses hommes & sujets du dict Dauphiné & terres, & s'il ou son Lieutenant principal ou son juge ordinaire de la jugerie, à laquelle ses roit jugé celuy contre qui la Requeste se devroit faire, n'estoit en default de faire raison & justice suffisamment requis tout avant, & que de la requeste, & de la response de nostre dict Cousin ou de son Lieutenant ou juge dessus dict il apparut par instrument public ou tesmoings dignes de foy. ANS de J. C. 1343.

§. 35. Et quant est de l'article, qui parle de la retenue, que nostre dict Cousin a faict de l'Isle de Cremieu, & d'autres certaines terres & Chasteaux nommés en l'article de ladicte retenue pour les dix mil livres de rentes dessus dicts. Nous declarons la dicte Isle, & les autres terres, Villes & Chasteaux nommez & specifiez au dict article, c'est à sçavoir les Chasteaux Quirieu, de Cremieu, de Sabionnieres & de la Balme & de tout ce qui est en l'Isle de Charnis, & les Chasteaux & Villes de Sainct Donat, de Bellegarde, de Montfret, & de Montbonoud, de Montfleury, de Vizille, de la Valpute, de Chastillon, & Salenche, estre hors marche & frontiere; & n'y a choses pourquoy la dicte retenue deust ou peut estre empeschée au temps advenir.

§. 36. Laquelle declaration nous promettons à faire, & procurer que Philippe nostre filz ou celuy des Enfans du Duc de Normandie nostre filz aisné, qui viendroit au Dauphiné par l'accord dessus aggréera, ratifiera, approuvera & promettra par ses lettres à tenir, sans aller encontre, lesquelles declarations, nous voulons, mandons & commandons estroictement estre tenuës, gardées & entretenuës de point en poinct; les autres choses contenues és lettres du dict accord, demeurants en leur pleine force & vertu.

§ 37. Et pour ce que les sujets de nostre dict Cousin & ses hommes de proprietez, fiefs, & arrierefiefs, qu'il a en nostre Royaume, ne soient opprimez de multitude de nos sergeants, nous luy octroyons par ces lettres de nostre grace especialle, pour luy & pour ses hoirs & successeurs, qu'en ses terres fiefs & arrierefiefs, qu'il a & auront pour cause du Dauphiné en la Seneschaussée de Beaucaire ez Villages de Vivarez de Bonceu & de Vellay, quatre de nos Sergeants de la dicte Seneschaussée, qui seront nommez & esleus par le Seneschal de Beaucaire present & advenir, puissent & non autre de la dicte Seneschaussée dorenavant sergenter, & faire office de Sergeant, és cas de ressort & souveraineté, & en autre cas à nous apartenant, toutes fois que mestier en sera; & en ses terres, fiefs, & arrierefiefs qu'il a, & auroit au baillage d'Auvergne deux Sergens seulement, & par celle maniere, & quatre autres au baillage de Mascon; tous autres Sergens de la dicte Seneschaussée & Baillages forclos & destituez quant à faire office de Sergeant, sur & és terres & proprietez, fiefs & arrierefiefs, que nostre dict Cousin & ses successeurs Dauphins de Viennois auront és dictes Seneschaussées & Baillages.

§. 38. Et avec ce avons octroyé & octroyons, que nostre dict Cousin le Dauphin, ou ses gens pour luy, pour quelconque obligation ou marque faicte ou donnée de tout le temps passé, jusques à ores ne puissent estre empeschez en aucunes manieres ez terres, lieux, Villes, biens, fruicts & perception d'iceux, que nous luy avons donné, & luy devons faire asseoir, à present en nostre Royaume, tant comme il vivra. Et pour ce que toutes ces choses soient fermes & stables à tousjours, nous avons faict mettre nostre seel, en ces presentes, sauf en autre chose nostre droict en toutes l'autruy, donnée à Ste. Colombe l'an de grace mil quatre cens quarente trois, au mois de Juillet. Par le Roy de son commandement à moy, faict en vostre presence R. de Moulins, veue & ordonnée par le Conseil.

Forma

ANS de J. C. 1343.

Forma litterarum Regiarum pro Procuratione ſupra dicta ſequitur, quæ talis eſt.

§. 39. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de Fraunce, à tous ceux, qui verront ces lettres, Salut. Comme par certain accord faict entre nous pour Philippe noſtre filz, ou pour l'un des Enfans du Duc de Normandie noſtre filz aiſné d'une part, & noſtre tres cher & feal Couſin, le DAUPHIN de Viennois d'autre part, ſur la ſucceſſion de ſon DAUPHINÉ, & d'autres ſiennes terres contenues és lettres du dict accord, les baillifs & Chaſtellains du dict Dauphiné & terres nous doivent faire certains ſerments, & auſſy nous puiſſions nommer & eſlire des gentilshommes, qui ſoient hommes de noſtre dict Couſin ſeulement, ou hommes de nous enſemblement, és mains deſquels doivent eſtre mis certains Chaſteaux & Villes des plus notables du dict Dauphiné & terres, au regard de nous, & des gens, que nous y deputerons, & nous doivent eſtre faictes certaines autres choſes à la ſeureté & pour les dicts accords entretenir, accomplir, ſi comme és dictes lettres eſt dict plus à plain contenu.

§. 40. Sçavoir faiſons, qu'à nommer & eſlire les dits gentils hommes & Chaſtellains, & recevoir les dicts ſerments, & toutes autres choſes, qui parmi le dict accord, & pour la ſeureté de tenir & accomplir les choſes deſſus dictes, nous doivent & devront eſtre faictes, nous avons faict & eſtably, faiſons & eſtablíſſons nos Procureurs Generaux, & Meſſagers ſpeciaux nos amez & feaux, P. Eveſque de Clermont, Guillaume Flotte Seigneur de Renel noſtre Chancelier, Pierre de Cugnieres, Jean Pricur de Creſpy & Maiſtre Berengier de Montlault Archidiacre de Lodeve, & Aymard d'Auteville nos Conſeilleris, & chacun par luy: & leur donnons pouvoir & mandement ſpecial, & à chacun pour le tout; de faire cette partie, & en toutes choſes qui à ce peuvent appartenir, tout ce que nous ſerions & pourrions faire, ſi nous y eſtions preſent, promettant avoir ferme & agreable à tout ce, que par eux, & par chacun d'eux y ſera faict & procuré. En teſmoin de ce nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Ville ** le ſeptieſme jour de Juillet, l'an de grace mil quatre cents quarante trois. Par le Roy, R. de Moulins.

§. 41. Quibus lectis literis & publicatis, ut ſupra, dictus Dominus Delphinus ibidem & in continenti, ex certa ſcientia & ſpontanea voluntate, nulla fraude, vel machinatione ſeductus, ut dicebat, omnia & ſingula contenta in prædictis literis, & ſingulis earum clauſulis & capitibus, quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & potuerunt in futurum acceptavit, gratificavit, approbavit, ratificavit & omologavit expreſſe & promiſit & juravit, tactis per eum Evangeliis Sacroſanctis; dictis Dominis Procuratoribus & Conſiliariis Regis, nobiſque Notariis Publicis infra ſcriptis, tanquam perſonis publicis præſentibus, ſtipulantibus & recipientibus nomine & ad opus dicti Domini Regis & filiorum ſuorum, ac ſucceſſorum ſuorum, quos tangunt & tangere poſſunt conventiones & omnia ſingula in eis contenta & comprehenſa; quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & poterunt, ut ſupra attendere, complere & obſervare inviolabiliter, attendi, compleri, & obſervari, inviolabiliterque obſervari facere, & nullo tempore ea vel eorum aliquis infringere, ſeu contra ea facere quomodolibet vel venire.

§. 42. Domini verò dicti P. Epiſcopus Claromonten. Guillelmus Flotte Cancellarius, Petrus de Cugnieres, Joannes Prior de Creſpejo, Berengarius Archidiaconus Lodovenſis, & Aymarus Canonicus Lugdunenſis Conſiliarii & procuratores Regis procuratorio nomine dicti Domini Regis, ac dicti Domini Joannes Richerii & Reginaldus de Molinis promiſerunt; videlicet dictus Dominus Claromontis Epiſcopus, ponendo manum ad pectus propoſitisque Sacroſanctis Evangeliis, & cæteri juraverunt tactis ipſis Evangeliis Sacroſanctis, per eorum quemlibet, tactis in animam dicti Domini Regis, prædicto Domino Delphino præſenti, ſtipulanti & recipienti, nobiſque Notariis infra ſcriptis præſentibus, ſtipulantibus & recipientibus, nomine omnium & ſingulorum, quorum intereſt, interſit & intereſſe poterit in futurum: quod ipſe Dominus Rex prædictas omnes & ſingulas pactiones & conventiones & omnia & ſingula in eiſdem & ſingulis earum clauſulis & capitibus contenta, quatenus ipſum Dominum Regem, & ejus filios ac ejus ſucceſſores tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & poterunt quomodolibet in futurum; attendet, complebit, & firmiter obſervabit, attendi & compleri faciet, & inviolabiliter obſervari; & quod ipſe Dominus Rex faciet, curabit, & procurabit cum effectu, quod dictus Dominus Philippus, & ille de filiis dicti Domini Ducis, & quicumque alius, qui ſecundum pacta & conventiones prædictas veniet ad ſucceſſionem dicti Delphinatus, & aliarum terrarum in ea contentarum, ipſas pactiones & conventiones cum omnibus clauſulis, modis, formis, conditionibus, & aliis in eiſdem contentis, attendent, complebunt, & perpetuò inviolabiliter obſervabunt, & nullo tempore per ſe, vel per alium contra facient, vel venient quoquo modo.

§. 43. Poſt quæ ibidem & in continenti dictus Dominus Delphinus rogavit & requiſivit dictos Dominos Reverendos Patres Lugdunenſem & Viennenſem Archiepiſcopos, & Gratianopolitanenſem Epiſcopum; & prænominatis, aliiſque ſingulis omnibus infra ſcriptis Baronibus & nobilibus injunxit expreſſe, & præcepit oretenus ſub fidelitate & homagio, quibus eidem Domino Delphino tenentur, & ſub indignationis ſuæ pœna: quod promittant & jurent eorum quilibet, prout ad eum pertinet, & pertinebit, dictas pactiones & conventiones, & omnia in eis contenta attendere, & inviolabiliter obſervare, nulloque tempore contra facere vel venire.

§. 44. Quibus præceptionibus & injunctionibus per dictum Dominum Delphinum factis, dictus Dominus Lugdunenſis Archiepiſcopus manu ductâ ad pectus, Sacroſanctis Evangeliis appoſitis coram eo, ut moris eſt Prælatorum, in quantum eum tangit, ſalvo jure Eccleſiæ ſuæ promiſit & juravit contenta in patentibus & conventionibus tenere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere vel venire; & dictus Dominus Archiepiſcopus Viennenſis eodem modo manu poſita ad pectus, ſalvo jure ſuo, Domini noſtri ſummi Pontificis & univerſalis Eccleſiæ, ac Villæ de Romanis, promiſit & juravit, in quantum eum tangit, eaſdem attendere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere vel venire; & eodem modo Dominus Gratianopolitanus Epiſcopus prædictus ſalvo jure ſuo, Eccleſiæ & Sanctæ Sedis Romanæ, & ſalvis pactis & conventionibus initis inter ipſum ex una parte, & dictum Dominum Delphinum ex altera, promiſit & juravit in quantum eum tangit dictas pactiones & conventiones ac declarationes attendere, & inviolabiliter obſervare perpetuò & non contra facere vel venire; nec contra venire volenti aliqualiter conſentire.

§. 45. Et etiam magnificus Vir Dominus Ludovicus de Pictavia Comes Valentienſis & Dienſis prædictus, de mandato expreſſo dicti Domini Delphini promiſit & juravit Sacroſanctis Dei Evangeliis ab ipſo corporaliter tactis, prædictas pactiones, conventiones, & declarationes, & omnia contenta in eis, quantum in eo eſt, toto poſſe ſuo tenere & attendere perpetuò inviolabiliter obſervare, & contra ea, vel eorum aliquod nullo tempore facere vel venire vel alicui con-

ANS de J. C. 1343. contravenient, seu contravenire volenti aliqualiter consentire. Item magnifici, potentes & nobiles Viri Domini Aymarus Dominus Rossilionis, Joannes de Villariis, Hugo Dominus de Gey, Hugo Dominus Virmille, Girardus Dominus de Anione, Henricus Dominus Cassenatici, Lynardus Dominus Vigniaci, Odobertus Dominus Castri novi, Jomines Pagani Dominus de Memi, Joffredus Dominus Caste, Arthaudus Dominus Clivesonis, Humbertus de Choulay, Dominus Lullini, Amblardus Dominus Bellimontis, Amedæus de Rossilione Condominus Boscagii, Franciscus de Teyssio Dominus Torave, Girardus Dominus de Terniacu, Guillelmus de Compeysio, Dominus de Thorento, Bepardus de Leniaco Dominus Yseronis, Joannes Bireugarii Dominus de Morgis, Reynaudus Alamandi, Dominus Sancti Georgii, Arthaudus de Bellemonte Dominus Fraite, Guillelmus de Royno Senior, Amblardus de Briordu Dominus Serrate, Joffredus de Reynaudis, Fallandelli, Guictus, Ferlais; Joannes Bastardus Domini Guionis Delphini bonæ memoriæ, Franciscus de Rinello, Nicodus de Fernay, Guido de Palainso, Ægidius Dareo, Jacobus de Compeysio, Petrus de Loyes, Guillelmus de Seriaco, Milites; Amardus de Rossiliune Dominus Saleræ & Montis Britonis, Guichardus Dominus de Grolea, Petrus de Analone, Hugo de Analone Dominus Bastidæ, Joannes Buener, Petrus de Serveus, Anselmus de Montesorti, Aymouet de Chisiaco, Joffredus Balonis, Joannes Thiobardi, Rossetus de Arbrella, Perretus de Chisiaco, Aynardus de Bellacomba, Aymonetus de Scillanova, Petrus Vimani, Humbertus de Chaponay Dominus Ponssenat, Aymaronus Allemandi de Bellevisu, Joannes de Saxo, Petrus Verdeti, Petrus Bastardus de Lucingio, Guillelmus Richardi, Joannes de Clara, Domicelli, & Domious Franciscus de Cagnio Jurisperitus, montis leonis Dominus; promiserunt & juraverint de mandato expresso dicti Dombri Delphini, tactis per eos & eorum quemlibet Evangeliis Sacrosanctis, prædictas pactiones, conventiones & declarationes, & omnia & singula in eisdem contenta, quilibet eorum, quantum in eo est & erit, totu posse suo tenere, attendere, perpetuo & inviolabiliter observare, & contra & vel eorum aliqua nullo tempore facere vel venire, vel alicui contravenire volenti aliqualiter consentire.

§. 46. De quibus omnibus & singulis prædicti Domini Delphinus, Episcopus Claromontensis & Cancellarius, aliique Procuratores & Consiliarii Regii, pro ipsis Domino Delphino, Domino Rege & filius ipsius Domini Regis, nec non & numinati Prælati, Barones & Nobiles quilibet pro se voluerunt & petierunt per nos Guillelmum de Saugniaco, Petrum Pellicerii, Humbertum Pilati, & Guigonem Frumenti & Joannem Amandrini Publicos Notarios, & quemlibet nostrum, fieri tot, quot habere voluerunt publica instrumenta. Acta fuerunt hæc apud Viennam in refectorio Monasterii Sancti Petri foris portam; præsentibus Reverendo in Christo, Patre Domino Hugone Archiepiscopo Vesontino, venerabilibus & nobilibus Viris Dominis, Petro de Hosriis Camerario Sancti Petri, Joanne de Nuses, & Domino Guillelmo qui non ridet, Curato Ecclesiæ Benevillæ Gebenensis Dioecesis, Hugone de Chapelle Milite; Petro de Ambianis, Petro de Besliaco, & Joanne & Odonis de Virmilla Domicellis, vocatis & rogatis testibus ad præmissa.

CCLXXX.

Lettres Patentes accordées à (a) BEATRIX DE VIENNE *Dame de Harlay, par* JEAN *Fils de Philippe de Valois, & depuis Roi de France, par lesquelles ledit Jean accorde à ladite Dame trois mille livres de rente en Dauphiné, pour la consoler de ce qu'Humbert Dauphin de Viennois, avoit donné ses Etats au Roi de France, au préjudice de ladite Beatrix sa plus proche parente & héritiére naturelle. Données au mois de Juin* 1344. Joseph de la Pise, Tableau de l'Histoire des Princes & Principauté d'Orange. pag. 98.

QUe comme certain accord & convenences fussent eslé faictes entre le Roy Philippes son Pere pour ses Enfans d'une part; & son Cousin Humbert Dauphin de Viennois, sur la succession de son Dauphiné & de ses autres terres: & depuis ledit Dauphin l'eut supplié que à la Belle tante BEATRIX DE VIENNE, Dame d'Harlay, en consideration de ce qu'elle estoit prochaine de son lignage, & qu'elle s'estoit tousiours bien portée pour le profit & honneur du Dauphiné, & affin qu'elle ne fit, ne peut faire au temps à venir aucune demande à cause de succession, au cas que ledit Dauphiné & les autres terres viendroient à l'un des enfans dudit Sieur Roy ou des siens, luy voulut faire aucune grace: par quoy ledit Sieur Fils & Lieutenant de Roy en contemplation, dudict Dauphin, & pour consideration de sdites choses, donne à ladicte Beatrix pour elle & ses successeurs, mille livres de terre à tournois, qui seront assignées dessors en bons lieux convenables au Royaume de France, & ce mil livres de terre a vie, & assignez en autres lieux, tant qu'elle vivra & en cas que la succession dudict Dauphiné & des autres terres, par le decés dudict Dauphin ou autres occasions auroit lieu pour l'un des dits enfans, ladite Dame auroit outre ce mille livres de terre à heritage, & ainsi à donc auroit deux mule à heritage, que lors luy seront assignées au Dauphiné, au plus prés de la terre qu'elle y avoit à toute Jurisdiction & les autres mille livres à vie & asseurer au Royaume ou au Dauphiné, & parmi ce ladicte Dame pour elle & ses successeurs, quittera le Roys ses enfans, ou celuy qui sera Dauphin, de tout le droict, action, ou demande, ou reclamation, qu'elle peut ou pourroit avoir, demander, ou reclamer au Dauphiné, & en toutes les autres terres dudict Dauphin, tant de par Pere, comme de par Mere, ou pour quelconque autre chouse que ce soit, pour le temps passé ou pour le temps à venir, cedera & transportera tout le droict, action, ou reclamation, qu'elle peut ou pourroit avoir audict Dauphiné & terres, par quelconque maniere que ce soit, par telle maniere qu'elle ne puisse rien demander d'ors en avant audict Dauphiné, ni es dites terres à celuy qui Dauphin sera, & promettra & jurera aux Saincts Evangiles tenir & garder audict cas, toutes les convenences faictes entre ledict Roy, pour ses enfans ou ceux dudict Jean & luy d'une part, & ledict Dauphin d'autre: selon que plus à plain estoit contenu es dites lettres desdites convenences, seellées de son seel & celuy dudict Dauphin: & qu'elle ne consentira, ne donnayde ne conseil à aucun autre, qui vueille faire ne venir au contraire; & qu'elle n'a faict ne fera cause pourquoy ceste presente remission & quitance ne puisse & doive avoir son plenier effect. Et au cas ou ledict Dauphin n'auroit des enfans engendrés de son propre corps en loyal mariage, pourquoy ladicte succession du Dauphiné & des autres

ANS 1344. FRANÇOIS ET CHALON.

(a) Cette Beatrix avoit épousé Hugues de Chalon dit le Grand, de qui elle eut quatre fils, Jean, Hugues, Jacques, & Jean. C'étoit à ces Enfans & principalement à l'Aîné qui fut héritier de Beatrix, que venoit du droit de Dauphiné; si Humbert devenu Dauphin, eut plus aimé ses parens, que le Roi de France; au lieu, comme le disent quelques Historiens, il n'eut eu dessein de se venger du Comte de Savoye qui l'avoit insulté plusieurs fois, en lui dominant un plus redoutable Voisin, que n'eussent été les Comtes de Chalon.

ANS de J. C. 1344

autres terres ne vint à l'un desdits enfans, promet à ladicte Beatrix de luy rendre toutes les lettres & Chartres qu'elle luy avoit octroiées sur lesdites choses, & l'en quitteroit & recouvreroit lesdites terres, & rentes accordées, tant à heritage, que à vie, sans toutesfois demander & recouvrer les fruicts, que entre deux elle aura levés.

CCLXXXI.

ANS de J. C. 1345. France et Castille.

Traité entre PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, &* ALPHONSE *Roi de Castille & de Leon, par lequel les anciens Traitez, portant qu'ils se secourront l'un l'autre, sont renouvellez, les Donations faites aux Enfans du Roi de Castille, & à leur Mére Eleonor sont confirmées, & il est fait mention du mariage de* PIERRE *Prince de Castille, avec* BLANCHE DE NAVARRE. *Fait dans la Ville de Leon, le 1. Juillet 1345. Juré à Madrid le 23. Decembre de ladite année, & ratifié par le Roi de Castille; le 2. Janvier, suivant* 1345. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 180.

ALPHONSUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Toleti, Galliciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, & Jahenni, Algarbii & Algesiræ Rex, & Comitatus Molinæ Dominus. Notum facimus præsentibus & futuris, nos litteras patentes vidisse infra scriptas sigillis nostrorum & Serenissimi Principis Regis Franciæ Illustris, consanguinei nostri carissimi procuratorum & nuntiorum specialium, in ipsis litteris denominatorum specialiter deputatorum ad contenta in eisdem, munitas, & nominum suorum subscriptionibus roboratas; tenorem qui sequitur expositum continentes.

§. 2. In nomine Domini Amen. Noverint universi, quod cum inter tractatores & nuntios Serenissimorum Principum & Dominorum, Dominorum Franciæ & Castellæ Regum fuerit nuper certus tractatus habitus super confirmatione, approbatione, laudatione & corroboratione antiquarum confœderationum jam dudum inter eos initarum, eisdem etiam antiquis confœderationibus aliqua addendo & augmentando, tenorem qui sequitur continentes.

§. 3. Procuratores, nuntii & tractatores Serenissimorum Principum & Dominorum, Regum Franciæ & Castellæ, scilicet Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemensis, Joannes de Tamaro Abbas Beatæ Mariæ de Columbis, Savarinus de Vivona Dominus de Turno, & Reginaldus de Vizia Thesaurius Rhemensis Procuratores & nuntii Domini Regis Franciæ, & Gondisalvus Episcopus Segontinus, & Ferrandus Sancii de Valleoleti, miles, major Notarius in Castella tractatores nomine Regis Castellæ: non recedendo in aliquo à confœderationibus, pactionibus & amicitiarum ligaminibus factis & initis inter dictos Dominos Reges, hæredes & successores eorum in toto vel in parte, sed eisdem firmiter inhærendo, eadem laudando, approbando, confirmando, fortificando, addendo & augmentando; absque eo quod in aliqua sui parte prædictæ confœderationes per eam quæ sequitur aliquo modo infringantur: faciunt & promittunt pactiones, confœderationes & amicitiarum ligamina perpetuis temporibus duratura inter ipsos Dominos Reges, hæredes & successores suos Reges Franciæ & Castellæ præstito corporaliter juramento.

§. 4. Videlicet quod dictus Rex Castellæ, qui nunc est, hæredes & successores Regni sui Castellæ, regna sua & Dominia, terræ & subjecti, juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Philippum Regem Franciæ, qui nunc est, hæredes & successores suos Reges Franciæ, & Regnum Franciæ, contra omnem hominem viventem & victurum ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Franciæ, hæredum & successorum suorum, honores & status sui Regni & coronæ Franciæ. ANS de J. C. 1345.

§. 5. Et modo simili Dominus Rex Franciæ hæredes & successores sui Reges Franciæ, Regnum, terræ, dominia & subjecti sui juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Alphonsum Regem Castellæ & Legionis, qui nunc est, hæredes & successores suos Reges Castellæ & Legionis, & regna sua contra omnem hominem viventem & victurum; ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, hæredum & successorum suorum, honoris & status sui & regnorum suorum, Coronæ, Dominii sui; prout in ultimo articulo priorum confœderationum & amicitiarum, ligationum inter dictos Reges, hæredes & successores dudum initarum plenius continetur; cujus quidem articuli tenor sequitur in hæc verba.

§. 6. Sanè si unus dictorum Regum & Principum habeat guerram, sive sit verisimiliter habiturus eandem, requirat alterum de gentibus armorum per mare seu per terram, & de navigiis, navibus & galeis suis, seu subditorum suorum; & ille, qui sic requireretur non habeat guerram tunc, vel si habeat, sit talis vel adeo modica, quod non obstante impedimento guerræ quam haberet, posset sufficere ad guerram sustinendam hujusmodi, & ad faciendam id, quod requireretur, velet & promitteret quod requirens prædictus possit habere de gentibus armorum dicti requisiti & subditorum suorum per mare seu per terram, & de navigiis, navibus & galeis, de voluntate & consensu dicti Regis sic requisiti, & dictarum gentium, armorum & dictorum navigiorum, navium & galearum hujusmodi, cum missionibus & expensis dicti requirentis, proviso tamen statui, tuitioni & defensioni Regni seu Regnorum Regis, qui sic fuerit requisitus.

§. 7. Et insuper jurant & promittunt prædicti nuntii & Procuratores & tractatores utriusque Regum, quod uterque Rex, hæredes & successores sui, Reges Franciæ & Castellæ & Legionis prohibebunt expresse, videlicet quilibet Rex subditis suis, quotica opus fuerit & alter ab altero fuerit requisitus; quod non dant nec sint in auxilium aut juvamen, cujuscunque personæ viventis clam vel palam, directè vel indirectè, volentes & attemptantis damnum vel læsionem inferre in Regno, terris & dominiis alterius duorum dictorum Regum per mare vel per terram. Et si aliquis subditorum alterius Regum, hæredum & successorum suorum, quod absit, faciat contrarium, Dominus facientis seu facientium contrarium, taliter illum vel illos puniret in corpore & in bonis, quod alteri Regi clarè pateat, quod alter Rex nec gratum nec ratum habebit, quod contra præsentes pactiones, confœderationes & amicitiarum ligamina per suum subditum fuerit factum.

§. 8. Et nihilominus si aliquis subditorum duorum Regum vel ipsorum alterius, quod absit, faceret contrarium in aliquo præmissorum: hoc non obstante prædictæ præsentes confœderationes, promissiones & amicitiarum ligamina & aliæ jam dudum initæ rata & integra in sui omnimoda parte stabunt, & habebunt perpetuam roboris firmitatem. Punet tamen quilibet dictorum duorum Regum subditum suum contrarium facientem, prout superius est expressum.

§. 9. Item si contigerit, quod Rex Castellæ, qui nunc est, hæredes & successores sui Reges Castellæ & Legionis, qui pro tempore fuerint, haberent guerram cum quocunque Regum, vel quibuscunque

ANS de J. C. 1345. Regibus Christianis vel eorum Regnis, non poterit inire treugam, sufferentiam vel abstinentiam guerræ facere, quin in treugis, sufferentia & abstinentia contineatur & nominetur expressè Rex Franciæ, qui nunc est, hæredes & successores sui Reges Franciæ.

§. 10. Et si contingeret Regem Franciæ, qui nunc est, hæredes & successores suos Reges Franciæ guerram habere cum Rege Angliæ, hæredibus & successoribus suis Angliæ Regibus vel Anglicis, vel cum aliis quibuscunque Regibus Christianis, & cum eis inire treugas, sufferentiam & abstinentiam guerræ, Rex Castellæ & Legionis, qui nunc est hæredes successores sui Reges Castellæ & Legionis qui pro tempore fuerint, continebuntur & nominabuntur in treugis, sufferentia & abstinentia guerræ cum regnis & eorum Dominus; nec aliter possint tales treugæ, sufferentiæ vel abstinentiæ guerræ quovis modo fieri.

§. 11. Item si aliquis prædictorum Dominorum Regum iniret amicitiam cum aliquo Rege Christiano, quod teneatur intens tractare & inire ipsam pro alio Rege tanquam pro se ipso & aliter non possit.

§. 12. Item quod observentur omnes donationes, quas Rex Castellæ fecit filiis suis & Dominæ Eleonoræ Matri eorundem. Et si aliquis dictorum Reges hæredes sui & successores, vel aliquis eorundem, veniret contra istud aliqua tempore in toto vel in parte, * quod requisitus ex parte dictæ Dominæ Eleonoris vel filiorum suorum vel alterius ipsorum, de illo ex eisdem Regibus, hæredibus vel successoribus ipsorum, qui in contrarium faceret vel veniret, & in ipsius defectum altero ipsorum Regum, hæredum & successorum ipsius, & non cessante ab impedimento, vel non amovente illud & non satisfaciente, quod propter hoc fracta sint ista pacta supra dicta, sicut essent pro quolibet alio supradictorum non observatorum.

§. 13. Item omnia & singula præmissa jurabunt procuratores, nuntii & tractatores nominibus procuratoriis, quilibet in animam Domini sui, fideliter & inviolabiliter observare, & juramenta Procuratorum, nuntiorum & tractatorum ratificabunt Domini Reges prædicti & quilibet ipsorum.

§. 14. Item Archiepiscopi & Episcopi exemti, decem Barones de majoribus habentes ætatem legitimam, & communitates decem civitatum de majoribus utriusque Regni, omnia & singula præmissa, & in quolibet articulorum præmissorum contenta jurabunt tenere, observare, & de puncto in punctum inviolabiliter adimplere. Idem fiet in contractu matrimonii filiæ Dominæ Reginæ Navarræ, de Regno & subditis Navarræ per Dominam Reginam Navarræ. Et est sciendum quod de præmissis litteræ factæ fuerunt duplicatæ ejusdem tenoris, quarum aliæ procuratores & nuntii prædicti Domini Regis Franciæ portarunt, & aliæ præfatis tractatoribus dicti Domini Castellæ & Legionis Regis remanserunt.

§. 15. In quorum præmissorum omnium & singulorum fidem & testimonium nos supra dicti Archiepiscopus, Abbas & Thesaurarius, & nihilominus nos Archiepiscopus, vice prænominati Domini de Tors litteras ignorantis ad ejus instantiam, nuntii Domini nostri Regis Franciæ & Procuratores; Et nos Gondisalvus Segontinus Episcopus, Legionis major Notarius, & Ferrandus Sancii de Valleoleti miles, Notarius major Castellæ, tractatores pro dicto Domino Rege Castellæ, ad prædicta specialiter deputati, nomina nostra; nec non nos dictus Archiepiscopus nomine dicti Domini de Tors præsentibus subscripsimus litteris, & nihilominus omnes insimul & nostrum quilibet etiam nos dictus Savarinus, nominibus, quibus supra sigilla nostra duximus eisdem litteris apponenda. Actum in Civitate Legionensi, & datum die prima Julii, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto, & secundum modum Hispanicum æra mil. trecent. octuagesima tertia. Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemensis, Gondisalvus Episcopus Segontinus, Joannes de Timaro Abbas de Columbis, Savarinus de Vivona miles, Ferrandus Sancii miles, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis.

ANS de J. C. 1345.

§. 16. Nos Joannes Archiepiscopus Rhemensis & Reginaldus Thesaurarius Rhemensis dicti Archiepiscopi frater, Procuratores & nuncii dicti Domini Regis Franciæ ad hoc specialiter deputati, prout ex ejusdem procuratoriis apparet, cujus tenor dignoscitur esse talis.

§. 17. Philippus Dei gratia Francorum Rex universis præsentes litteras inspecturis, salutem; Omnibus quippe Regnis desiderabilis debet esse tranquillitas, qua & populi proficiunt & utilitas Reipublicæ conservatur; hæc autem decora mater universitatum regulatæ Politicæ dictante Thalamo mortalium genus lætè multiplicans sedet cruentæ tyrannidis jacula perhorrescens, tanto fervidius vigere prohibetur, quanto solidius regnorum Principes affinitatis seu consanguinitatis fœderibus & pactis uniuntur, & indissolubili unitatis vinculo connectuntur.

§. 18. Sanè nos hanc hujusmodi tranquillitatem perseverare posse cupientes, terris videlicet & regionibus, quibus Serenissimus Rex Castellæ & Legionis, carissimus consanguineus noster, nosque Dei gratia Illustres pariter præsidemus: Notum facimus, quod præmeditatis accommodis & honorabilibus subventionibus mutuis & eventibus, qui & quæ tam modernis quam futuris temporibus, hospitiis, regnis & subditis Franciæ & Castellæ poterunt favente Domino verisimiliter evenire; ex tractatibus tam super iteratione & confirmatione confœderationum & amicitiarum ligaminum inter dictum consanguineum nostrum, & nos pro nobis & ipso, ac ipsius & nostris hæredibus & successoribus, dudum invicem initarum & contractarum, augmentatione, perpetuaque roboratione earundem; atque ex matrimonio inter dilectum nostrum Petrum primogenitum & hæredem dicti consanguinei nostri, & dilectam prolem Blancham, carissimorum nostrorum consanguinei & neptis Philippi quondam Regis & Joannæ ejus relictæ Reginæ Navarræ filiam, invicem auctore Domino contrahendo; contentarum in tribus paribus litterarum sub dato primæ diei mensis Julii Anno Domini quo infra confectarum, sigillis dilectorum Consiliariorum & Procuratorum nostrorum inferius nominatorum, atque venerabilis Patris in Christo Gondisalvi Episcopi Segontini, & Ferrandi Sancii de Valleoleti militis, majoris Notarii Castellæ, Consiliariorum dicti consanguinei nostri, & per eum in hac parte deputatorum, sigillatarum, oblatarum & expositarum nobis.

§. 19. Igitur cum ipsa tractata & concordata velut honesta & accommoda de ipsius Castellæ Regis atque nostro speciali mandato processerint & assenserint, hinc est quod tenoribus & formis litterarum hujusmodi contractus continentium, prædictis attentis & intellectis, volentes quod omnia & singula in ipsis litteris contenta debitum & concordatum sortiantur effectum, & quæ circa illa agenda sunt tractatos & accordatos fines & effectus in prædictis litteris declaratos consequantur, & compleantur bona fide; ex nostra certa scientia facimus constituimus & ordinamus, nostros veros & certos procuratores speciales & generales præfatos Consiliarios nostros: videlicet venerabilem Patrem Joannem Archiepiscopum Rhemensem, Joannem de Timaro Abbatem Beatæ Mariæ de Columbis, Reginaldum de Viana fratrem dicti Archiepiscopi Thesaurarium Ecclesiæ Rhemensis, nobilem Savarunum de Vivona militem, Dominum de Tors, & duos ipsorum in solidum, ita ut occupantis aut occupantium melior conditio non existat.

§. 20. Dantes ipsis Procuratoribus nostris & ipsorum duobus in solidum in & super præmissis omnibus & sin-

ANS de J. C. 1345. & ſingulis & ex tangentibus plenariam poteſtatem & ſpeciale mandatum, illa ex contentis in prædictis litteris tractatuom, quæ illis declaranda, ſupplenda & complenda videbantur, aſſumendi, declarandi, ſupplendi & complendi, & cætera omnia præmiſſa tangentia & ex eis dependentia agendi, quæ & prout eis, ſeu duobus ipſorum pro nobis viſum fuerit faciendum; Etiam novos, ſi opus fuerit, tractatus incundi, perficiendi & complendi, cum Procuratoribus ſeu tractatoribus prædicti Regis Caſtellæ & Legionis & dicti primogeniti, ſeu pro ipſis & ſuis, & omnia & ſingula præmiſſa tractata & concordata & quæcunque alia præmiſſa tangentia, quæ ipſis procuratoribus & nuotiis noſtris & duobus ipſorum pro nobis, videbuntur; in animam noſtram & pro nobis, quantum io nobis eſt, & ad nos & hæredes & ſucceſſores noſtros pertinet & pertinere poterit io futurum, promittendi & etiam jurandi tenere, obſervare, facere & complere ſine ioſractione quacunque; noſque & noſtros atque omnia bona noſtra & noſtrorum obligandi; aliaque univerſa omnia & ſingula, quæ in præmiſſis & circa ea neceſſaria ſunt, opportuna fuerint, & quæ & prout ipſis nuntiis & procuratoribus noſtris & duobus ipſorum in ſolidum videbuntur expedire, noſtro nomine procuratorio, & pro nobis faciendi, procurandi, concordandi, promittendi & jurandi; etiam illa, quæ exiguot mandatum ſpeciale, & quæ nos faceremus & facere poſſemus, ſi præſentes ad illa agenda adeſſemus.

§. 21. Vices noſtras eiſdem Procuratoribus & duobus ipſorum in & ſuper præmiſſis & ea tangentibus in ſuper committentes, rata habeotes & grata perpetuo habituri omnia & ſingula quæ in & ſuper præmiſſis & ea tangentibus per prædictos Procuratores noſtros & Nuntios & duos ipſorum acta, tractata, concordata, promiſſa, jurata & formata fuerint, aut alio modo quolibet procurata; ipſos Procuratores & ountios noſtros in & ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis & ipſa tangentibus expreſsè relevantes ab omni onere ſatisdandi. Et hæc omnia præmiſſa ſignificamus omnibus & ſingulis, quorum intereſt & intererit, per præſentes litteras ſigilli ooſtri munimine in præmiſſorum fidem & teſtimonium roboratas. Datum apud Royam undecima die menſis Septembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. Per Regem.

§. 22. Et nos Ægidius Archiepiſcopus Toletanus, Hiſpaniæ Primas, & Regni Caſtellæ Cancellarius & Alfonſus Ferrandus Coronel miles, ac Ferrandus Sancii de Valleoleti, major Notarius in Regno Caſtellæ, Procuratores & Nuntii ſpeciales dicti Domini Regis Caſtellæ ad hoc ſpecialiter conſtituti, ſicut ſupra procuratorio nomioe apparet, cujus tenor de verbo ad verbum talis eſt.

§. 23. Alphonſus Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Toleti, Galliciæ, Murciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Jahenni, Algarbii & Algeziræ Rex, ac Comitatus Molinæ Dominus. Univerſis has preſentes litteras inſpecturis ſalutem in Domino. Ut cœleſtis altitudo potentiæ ſuper cuncta tenens imperium exaltetur noſtræ poſſibilitatis manum apponimus ac operam, quam opportunam in terris non minus ſperamus fore placitam in excelſis cœleſtibus. Namque providentia terrarum orbem diſpoſuit ſub diſtinctione regnorum, quæ ſalubri regimine voluit gubernari: ne humanæ creaturæ ſtatum quælibet tempeſtuoſæ fluctuationes mundi confunderent, ſed tam proximitatis & conſanguinitatis, quam matrimoniorum fœdere in ſolita caritatis & ooientis fraternæ ſoliditate perſiſtentes, unionem individuam fortiretur.

§. 24. Nos itaque hujuſmodi fraternam unionem in terris & regionibus, quibus Sereniſſimus Rex Francorum cariſſimus conſanguineus noſter, & nos Dei gratia illuſtres pariter præſidemus, roborari cupientes; Notum facimus &c. ut ſupra in mandato Regis Franciæ, uſque *vere ſatisfandi*. Et hæc omnia præmiſſa ſignificamus omoibus & ſingulis, quorum intereſt & intererit per præſentes litteras ſigilli noſtri plumbei munimine in præmiſſorum fidem & teſtimonium roboratas. Datum apud Majoritum die decima Decembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. ANS de J. C. 1345.

§. 25. Omnes ſimul utriuſque partis ſupra nominati procuratores & ſpeciales nuntii congregati, volentes nobis commiſſa perducere ad effectum, ſupra dictum tractatum in toto & in qualibet ſua parte, vigore poteſtatum nobis pro dicta procuratoria traditarum, nominibus quibus ſupra, & unuſquiſque nomine Domini ſui & Dominorum ſuorum, laudamus, approbamus, ratificamus, corroboramus ac etiam confirmamus, & in animas dictorum Dominorum noſtrorum, unuſquiſque videlicet in animam Domini ſui, juramus ad ſancta Dei Evangelia manibus noſtris tacta, quod prædicti Domini noſtri & eorum quilibet hæredes & ſucceſſores ſui omnia & ſingula tractata, approbata & confirmata prout ſuperius ſunt expreſſa firmiter cuſtodient, & in perpetuum inviolabiliter obſervabunt. In quorum omnium teſtimonium atque fidem, nos Procuratores & Nuntii ſupra nominati, præſentibus litteris ſubſcripſimus, onuſquiſque ſcilicet nomen ſuum, & eaſdem fecimus ſigillis noſtris appendiciis communiri. Datum apud Majoritum die vigeſima tertia Decembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. Joannes de Viana Rhemenſis Archiepiſcopus, Reginaldus de Viana Theſaurarius Rhemenſis, Ægidius Archiepiſcopus Toletanus, Alfonſus Ferrandi Coronel, Ferrandus Sancii miles.

§. 26. Nos autem præmiſſa omnia & ſingula in præſcriptis litteris contenta per dictos Procuratores & nuntios noſtros, vice, nomine & auctoritate noſtra pro nobis & noſtris tractata & concordata, procurata, acta & compoſita, atque approbata, laudata & confirmata in vim juramenti per ipſos Procuratores & Nuntios noſtros in animam noſtram præſtiti, ut ſuperius eſt expoſitum, rata habentes & grata, ea omnia & ſingula per nos plenè intellecta, præhabita ſuper hoc deliberatione conſilii noſtri, concedimus per præſentes, volumuſque, laudamus, approbamus, ratificamus, & actoritate noſtra Regia ex certa ſcientia confirmamus, & ad eorundem omnium & ſingulorum perpetuam obſervantiam, nos hæredes & ſucceſſores atque Regna omnia & ſubditos noſtros præſentes & futuros obligamus ſpecialiter & expreſsè, promittimus & juramus ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta pro nobis, noſtris hæredibus, ſucceſſoribus, ſubditis, regnis & dominiis univerſis, quod prædicta omnia & ſingula tenebimus, faciemus, obſervabimus & complebimus, fierique teneri obſervari & compleri faciemus inviolabiliter, bonâ fide. Quæ ut firma & ſtabilia maneant perpetuo in futurum, præſentes litteras ſigilli noſtri plumbei appenſione fecimos communiri. Actum & datum apud Majoritum, die ſecunda menſis Januarii, Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. Ego Matthæus Ferrandi Notarius Sereniſſimi Principis Domini Regis Caſtellæ & Legionis feci iſta ſcribi de ejus mandato in Conſilio ſuo. Et ſont les dictes lettres ſcellées en lacqs de ſoye de couleur bleue, jaune & rouge d'un ſcel de plomb.

ANS de J. C. 1345. FRANCE ET CASTILLE.

CCLXXXII.

Articles ſecrèts du Traité de Leon, portant que les deux ROIS *ſe ſecourront mutuellement contre le Roi d'Angleterre, & le Roi de* (a) Bellimarin, *fait le* 1. *Juillet* 1345. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 186.

(a) Je n'entends point ce mot de l'original *Bellimarin*. Je n'en ai pû découvrir la ſignification, quelque recherche, que j'aye faite. G. G. Leibnitz n'en dit rien. Je ne ſai ſi ce ne ſeroit point quelque nom ſuppoſé de la ſignification duquel les deux Rois fuſſent convenus.

NOverint univerſi, quod cum inter Sereniſſimos Principes Dominos Franciæ & Caſtellæ Reges per nuntios & tractatores ex parte utriuſque dictorum Dominorum Regum & Principum ad hoc ſpecialiter deputatos, certus tractatus confœderationum, amicitiæ, ligaminum & pactorum initus nuper fuerit, ſecundum formam quarumdam litterarum patentium ſuper hoc confectarum, quarum tenor talis eſt.

§. 2. Procuratores nuntii & tractatores Sereniſſimorum Principum Dominorum Regum Franciæ & Caſtellæ, ſcilicet Joannes de Viana Archiepiſcopus Rhemenſis, Joannes de Timaro Abbas Beatæ Mariæ de Columbis, Savarinus de Vivona Dominus de Tors, & Reginaldus de Viana Theſaurarius Rhemenſis, Procuratores & nuntii Domini Regis Franciæ, & Gondiſalvus Epiſcopus Seguntinus, ac Ferdinandus Sancit de Valleokti Miles, Major Notarius in Caſtella, tractatores nomine Domini Regis Caſtellæ, faciunt, conveniunt & juramento una pars alteri viciſſim, nominibus quibus ſupra promittunt pactiones, conventiones & amicitiarum alligationes inter dictos Dominos Reges pro ſe & ſuis valituras, quæ ſequuntur.

§. 3. Videlicet quod ſi contingat Regem Bellimarini cum ſua poteſtate vel ejus poteſtatem affrectare vel tranſire ad invadendum Regna vel Dominium Caſtellæ dicto Rege Franciæ per Regem Caſtellæ vel ejus certum nuntium vel litteras ſuas requiſito Rex Franciæ faciet ſibi ſuccurſum ad expenſis dicti Regis Caſtellæ, proviſo ſtatui Regni ſui & guerræ ſuæ, ſi tunc guerram habet, vel veriſimiliter habiturus eſſet: tamen prima vice dictus Rex Franciæ propter ſervitium Dei & augmentationem Chriſtianitatis, nec non contemplatione dicti Regis Caſtellæ & intuitu, & in relevationem expenſarum ab ipſo in guerris Sarracenorum hucuſque factarum * quod videbit ipſi Regi Caſtellæ de tali ſuccurſu ad ejuſdem Regis Franciæ expenſum, quod dictus Rex Caſtellæ debebit merito contentari.

§. 4. Et ſi Rex Angliæ cum ſua poteſtate, aut ejus poteſtas affrectaret vel tranſiret citra mare ad invadendum Regnum Franciæ, dicto Rege Caſtellæ per Regem Franciæ vel ejus certum nuntium, vel per ſuas litteras requiſito, dictus Rex Caſtellæ faciet præfato Regi Franciæ, ſuccurſum ad expenſas Regis Franciæ, taliter quod debebit meritò contentari proviſo ſtatui Regni ſui & guerræ ſuæ, ſi tunc guerram habet, vel veriſimiliter habiturus eſſet.

§. 5. Hoc vero pacto duraturo ſic duntaxat inter perſonas Domini Alphonſi Regis Caſtellæ, qui nunc eſt, & perſonam Domini Philippi Regis Franciæ nunc regnantis. Et eſt actum expreſſè, quod non obſtante iſto articulo perſonalitatem Dominorum Regum Franciæ & Caſtellæ ſolùm tangente, omnes confœderationes, pax & amicitiarum ligamina facta & inita de novo & jam pridem, inter dictos Dominos Reges, pro ſe hæredibus & ſucceſſoribus eorum, prout continetur in quolibet articulo eorundem, & ſpecialiter in articulo, qui incipit: Sanè, durabunt perpetuò inter dictos Dominos Reges & hæredes & ſucceſſores eorum, & contra omnem hominem viventem vel victurum, habebunt perpetuum roboris firmitatem, prout in certis aliis confœderationibus & amicitiarum ligaminibus de novo, & in aliis jam pridem inter dictos Dominos Reges pro ſe & hæredibus & ſucceſſoribus ſuis factis & initis, latius continetur.

ANS de J. C. 1345.

§. 6. Præterea ſi aliquis vel aliqui de Regno Franciæ vellent venire in ſervitio Dei ad guerram Sarracenorum in Auxilium Domini Regis Caſtellæ, Rege Franciæ tunc non habente guerram publicam ſeu apertam vel veriſimiliter habituro, placebit ei, quod ipſi veniant, & eos non impediet, nec præcipiet, vel mandabit eorum impedire adventum: & etiam ſi haberet guerram, proviſo ſtatui ipſius guerræ & Regni ſui, volentes ad dictum ſervitium venire, non impediet, nec mandabit impedire venire.

§. 7. Similique modo Rege Caſtellæ guerram publicam vel apertam non habente, illos de Regno vel Regnis ſuis, qui accedere voluerint in Regno Franciæ ad ſervitium Regis Franciæ in guerris ſuis, non impediet vel mandabit aut faciet impedire, ſed placebit ei, quod accedant ad dicti Regis Franciæ ſervitium, & etiamſi guerram haberet, proviſo ſtatui guerræ ſuæ & Regni ſui, prout ſupra.

§. 8. Et eſt ſciendum (b) &c.

(b) Ce qui ſuit avec les Procurations des Contractans juſques à la fin du mandement du Roi de Caſtille eſt déja mot-à-mot au Traité précédent.

§. 9. Omnes prænominati nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum & Principum inſimul convenientes, intellecto plenè tractatu ſupra ſcripto, & ſuper ipſo conſideratione habita diligenti, diſcuſſoque inter eos, quibus ſupra nominibus tenore verborum compoſitorum, in ultimo articulo dicti tractatus incipiente, *Præterea*, conſiderantes quod in ipſius ſerie & tenore eſt inter dictos Reges æqualitas ſeu paritas obſervanda, quia patenter repertum fuit in ſecundo ipſius articuli capite, cum legitur; ſimilique modo, per errorem ſcribæ, obmiſſa fuiſſe, hæc verba, *vel veriſimiliter habituro*, quæ immediate poſt dictionem, *habente* ſcribi debuiſſent, prout ſuperius in eodem articulo & pacto ſimili ſcripta ſunt, pro parte dicti Domini Franciæ Regis. Igitur nos Procuratores & nuntii prænominati dicta verba ſupplentes, errorem corrigendo prædictum, ipſas tres dictiones ſubaudiendas, intelligendas, & in quocunque hujus eventu ſumendas eſſe, & debere pro parte dicti Domini Caſtellæ & Legionis, ita prout pro parte dicti Domini Regis Franciæ in eodem articulo ſcriptæ ſunt. Concedimus concorditer, & etiam declaramus exterum, auctoritate nobis & noſtrum cuilibet, per procuratoria prædicta attributa, pacta, conventiones, promiſſiones, alligantias, fœdera, & omnia alia & ſingula in ſupra ſcriptis litteris tractatus contenta, una cum correctione, ſupplemento & declaratione prædicta, vice, auctoritate & nominibus dictorum Dominorum Regum & Principum; rata habentes & grata omnia & ſingula, volumus, & una pars alteri, ut eam tangit viciſſim concedimus, laudamus, approbamus & etiam confirmamus, nihilominuſque juramus in animas dictorum Dominorum noſtrorum, & ipſorum cujuſlibet, ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta: quod dicti Domini Reges & Principes tenebunt & obſervabunt, facient & complebunt omnia & ſingula univerſa; de quibus inter ipſos acta & ſuperius ſunt expreſſa.

§. 10. In quorum præmiſſorum omnium & ſingulorum teſtimonium & fidem nos prænominati nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum has præſentes, & aliis iſtis conſimiles literas fieri fecimus, noſtrorum nominum ſubſcriptionibus, noſtrorumque ſigillorum appendicii munimine roboratas. Datum apud Majorium, vigeſima tertia die Decembris, anno Domini milleſimo, trecenteſimo quadrageſimo quinto. Et ſont les dictes lettres ſcellées de cinq ſceaux ou ſachets de cire rouge en lacs ou cordons de fil blanc, bleu & rouge, & ſur le reply au deſſus des ſceaux eſt eſcrit, ſçavoir ſur le premier, Joannes de Viana Rhemenſis Archiepiſcopus; ſur le ſecond, Reginaldus de Viana Theſaurarius Rhemenſis, ſur le troi-

ANS de J. C. 1346. troiſieſme, Ægidius Archiepiſcopus Toleti; ſur le quatrieſme, Alphonſus Ferrandi Coronel, & ſur le cinquieſme, Ferdinandus Sancii Miles.

CCLXXXIII.

Sicile et Maïs. *Lettre & Promeſſe de* LOUIS *Roi de Sicile à* JAQUES DE SAVOYE *Prince de la Morée, de lui rendre la Principauté d'Achaïe, dattée d'Imnyſſegrad, le 18. de Mars*; 1346. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 112.

LUDOVICUS Dei gratia Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Cerviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comuriæ, Bulgariæque Rex, Princeps Salernitanus, & Honoris, & Montis Sancti Angeli Dominus. Strenuo & Magnifico Viro *Domino* JACOBO DE SABAUDIA, *Principi Achaiæ*, ſuo devoto & fideli ſalutem, & Regii favoris affectum. Cum omni bono, veſtræ ſtrenuæ Nobilitatis fidelitas noverit legationes veſtras, cum Credentialibus literis, per Jacometum de Rivoſico nuntium veſtrum ad nos tranſmiſſum, nobis relatas benignè exaudiviſſe, & plene intellexiſſe; inter quas à nobis petebatis, ut cum, Deo favente, regimen Regni Siciliæ, & pertinenciarum ejus, ad manus noſtras devenerit, ex tunc Principatum Achaiæ, & ea quæ à vobis alienata ſunt, vobis reddere dignaremur, vos exinde, per nunc literis noſtris autenticis aſſecurantes, ſuper quo veſtræ fidelitatis magnificentiæ, hoc modo proinde reſpondemus, quod ecce cum omnibus proximis noſtris amicis & vicinis, cum tota potentia noſtra, illuc proficiſci & tranſire parati ſumus, & dum favente Salvatoris clementiâ, dictum Regnum Siciliæ & pertinentias ejus, veſtro amicorum & proximorum veſtrorum, adjutorio mediante, obtinebimus, & ad noſtras manus Regias devenerit, vos firmiter aſſecurando promittimus per præſentes, quod *Principatum Achaiæ*, & ea quæ veſtra ſunt vobis, ſicut ad jus veſtrum pertinent, reſtituemus jure veſtro conſervanda; Petentes ex inde ſtrenuæ nobilitatis veſtræ fidelitatem, ut fidelitate in eadem nobis per dictum nuntium verbum promiſſa, cum veſtris proximis cognatis, & amicis conſtantius & perſeverantius perſiſtendo, nos ad obtinendum & acquirendum regimen dicti Regni Siciliæ, & omnium pertinentiarum ſuarum coadjuvare velitis. Præſentes autem ad certiorem cautelam & memorium promiſſionis noſtræ miſimus vobis, ſigillo noſtro duplici communientes roborando. Datum Imnyſſegrad quindecimo Calend. menſis Aprilis, anno Domini M. CCC. XLVI.

CCLXXXIV.

ANS de J. C. 1346. Savoye et Genevois. *Mariage de* PHILIPPE DE SAVOYE *Fils de Jaques de Savoye & Prince d'Achaie, & de* MARIE *Fille d'Amedée Comte de Genevois. Fait à Pignerol le 4. d'Août* 1346. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 123.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo tercenteſimo quadrageſimo ſexto, indictione quatuordecima, die quarta menſis Auguſti, per præſens publicum inſtrumentum cunctis appareat evidenter, quod cùm diu tractatum extiterit inter *Illuſtres, & Magnificos Principes Dominos Jacobum de Sabaudia, Principem Achaiæ*, ex una parte, & *Amedeum Comitem Gebennenſis* ex altera, de matrimonio contrahendo inter PHILIPPUM DE SABAUDIA, *Filium dicti Domini Principis, &* MARIAM *ipſius Domini Comitis Filiam*, hinc eſt quod prædicti Dominus Princeps, & Comes volentes prædictum tractatum, juvante Domino, quantum eis poſſibile eſt, ad effectum perducere, & dictum matrimonium inter dictos Philippum, & Mariam cùm tempus ſuppeterit debitè compleri. Dictus ſiquidem Dominus Princeps prædicto Domino Comiti præſenti, & michi infra ſcripto Notario ſtipulanti, & recipienti more publicæ perſonæ vice, & nomine, & ad opus dictæ Domiœ Mariæ ſolemni ſtipulatione promiſit, & ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit ſe facturum, & curaturum cum effectu, quòd prædictus Philippus ejus Filius prædictam Mariam ejuſdem Domini Comitis Filiam accipiet, habebit, & tenebit, cùm ad ætatem contrahendi pervenerit, in Uxorem ſuam legitimam Sancta Matre Eccleſiâ concedente, nec fecit, faciet vel facere procurabit per quod dictum Matrimonium non ſortiatur effectum, & verſa vice, prædictus Dominus Comes prædicto Domino Principi præſenti, & michi jam dicto Notario modo ſimili ſtipulanti, ſolemni ſtipulatione vice, nomine, & ad opus dicti Philippi ſolemni ſtipulatione promiſit, & ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit ſe facturum, & curaturum cum effectu, quòd dicta Maria cum Philippo nubet cùm ad ætatem nubendi pervenerit, & ipſum accipiet, habebit, & tenebit in Maritum ſuum, Sanctâ Eccleſiâ concedente legitimum, nec fecit vel faciet, aut fieri procurabit propter quod dictum Matrimonium debitè non conſumatur, vel aliqualiter impediatur quin debitum ſortiatur effectum; pro cujus Mariæ dote, & nomine dotis idem Dominus Comes prædicto Domino Principi, & michi præfato Notario ut ſupra ſtipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi, & omnium, & ſingulorum quorum intereſt vel inte. eſſe potent, in futurum deſtinavit, conſtituit quindecim mille florenos bonæ auri, & juſti ponderis, quos quidem quindecim mille florenos ex cauſa dotis, qua ſupra prædictus Dominus Comes prædicto Domino Principi, & michi præfato Notario ut ſupra ſtipulantibus, & recipientibus ſtipulatione ſolemni, & per juramentum quo ſupra, & ſub obligatione omnium bonorum ſuorum mobilium, & immobilium, præſentium, & futurorum ſolvere promiſit per terminos, & modum infra ſcriptos. Primo videlicet quando dicta Maria per dictum Philippum deſponſata fuerit in facie Sanctæ Eccleſiæ, vel ſaltem quando ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis ſeptem mille florenos, quam in eam duci ordinatum eſt, & conventum per dictos Dominos, in feſto omnium Sanctorum proximè venturo, qui ſeptem mille florenos ex ſolemnibus conventionibus inter dictos Dominos Principem & Comitem factis, & initis ad manus dicti Domini Principis debent pervenire & ſibi ſolvi, & ex tunc in duobus annis videlicet revoluto ex tunc biennio eodem termino duo mille florenos, & inde anno revoluto anno quolibet eodem termino duo mille florenos, & ſic ſubſequenter anno quolibet eodem termino duo mille florenos uſque ad integram & perfectam ſolutionem dictorum quindecim mille florenorum. Acto tamen, & in pactis ſolemni ſtipulatione valiatis deducto inter Dominos Principem, & Comitem quod dicti octo mille floreni, in dictis quatuor ultimis ſolutionibus ſolvendi ponantur, & ſolvantur in manu cujuſdam medii per dictos Dominos Principem, & Comitem eligendi, qui medius dictam florenorum quantitatem recuperet, exigat, recuperetque, & exigere poſſit, & debeat, habeatque exigendi poteſtatem plenariam præſenti inſtrumento per dictos Dominos ſibi conceſſam, ſine alio mandato ſingulis terminis ſupradictis prout ipſe ſingulis ſunt ſolvendi, & nihilominus dictus Dominus Princeps ex ſolemni ſtipulatione, & promiſſione, circa hæc

ANS de J. C. 1346.

sibi facta, dictam quantitatem octo millium florenorum destinatam pro dote prædicta in terminis suprà dictis petere possit, & requirere poni, & solvi in manibus Depositarii suprædicti, vel alterius ex infra scriptis per modum qui sequitur, & compellere dictum Dominum Comitem Gebennesii, & fidejussores infra scriptos ad ipsam quantitatem florenorum solvendo, ut in præsenti instrumento contra eum Depositarii, vel personæ pecuniam ipsam recipere debentes in ipsius pecuniæ exactione cessarent, & eos custodiat idem Depositarius, & conservet quousque prædicti Philippus, & Maria ad ætatem pervenerint Matrimonium contrahendi; quo Matrimonio inter dictos Philippum, & Mariam completo idem Medius prædictos octo mille florenos dicto Domino Principi expediat, & deliberet atque expedire, & deliberare teneatur, vel dicto Philippo, seu illi ad quem tunc dicta pecunia pertinet; qui sic inter dictos Dominos solemniter actum extitit, & conventum; acto etiam inter eos ut supra, quod dicti Domini eligant dictum Medium cum primum dicta Maria ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis, & si tunc non eligerent quod duo mille florenos primæ solutionis pecuniæ in dotem destinatæ ponantur, & solvantur per dictum Dominum Comitem in manibus Reverendi Viri Domini Rodulphi de Montebello Abbatis Sancti Michaelis, si tunc esset in loco, & haberi posset, si verò tunc non esset in loco vel haberi non posset, solventur, & ponantur in manibus Domini Guillelmi de Ripalta, vel Nicolai ejus Fratris; si verò prædictum Matrimonium inter ipsum Philippum, & Mariam aliquo casu vel causa, sine tamen alterius dictarum partium culpa prout infra non compleretur, quod ex tunc id est ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, lapso ex tunc uno anno dictus Dominus Princeps prædictos septem mille florenos per eum habitos, & sibi solutos restituat, & restituere teneatur prædicto Domino Comiti incontinenti revoluto anno, ex quo constaret dictum Matrimonium per culpam ut præmittitur non compleri, & dictus Medius dictos octo mille florenos videlicet quantitatem solutam, & per ipsum Medium receptam dicto Domino Comiti restituat, & restituere teneatur incontinenti, ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, quia sic inter dictos Dominos actum extitit. & conventum prout supra; sin autem dictum Matrimonium propter culpam evidentem dictæ Mariæ, vel dicti Domini Comitis, vel alterius de parte sua non compleretur, tunc in illo casu prædictus Dominus Comes donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, prædicto Philippo, & prædicto Domino Principi, & michi memoratu Notario recipienti, & solemniter stipulanti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi prædictos septem mille florenos prædicto Domino Principi in solutione prima solvendos, faciens de prædictis dicto Philippo, & dicto Domino Principi, & michi jam dicto Notario, ut supra recipienti tot singulares, particulares donationes quod nulla ipsarum insinuatione non indigeat, nec summam quingentorum excedat aureorum, solvens, & quittans ex causa donationis qua supra prædicto Philippo, & prædicto Domino Principi, & michi prædicto Notario recipienti ut supra ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc dictos septem mille florenos in casu in quo propter ipsius evidentem culpam, vel dictæ Filiæ suæ vel alterius de parte sua, prout supra dictum, Matrimonium non compleretur, pactum non faciens expressum dicto Domino Principi de ipsis in illo casu ulterius non petendis, promittitque ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit, & sub obligatione omnium bonorum suorum prædicto Domino Principi in illo casu contra prædictam Donationem non facere vel venire per se vel per alterum publicè vel occultè, & versa vice modo simili prædictus Dominus Princeps, si dictum Matrimonium non compleretur inter prædictos Philippum, & Mariam propter evidentem culpam ipsius Domini Principis, vel dicti Philippi seu alterius de parte sua in illo casu, donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos ex nunc prout ex tunc dictæ Mariæ, & prædicto Domino Comiti, septem mille florenos boni auri, & justi ponderis de ipsis faciens dictæ Mariæ, & dicto Domino Comiti tot singulares, & particulares donationes quod nulla ipsarum insinuatione indigeat, ne summam quingentorum aureorum excedat promisitque dicto Domino Comiti, & michi jam dicto Notario ut supra solemniter stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dictæ Mariæ stipulatione solemni, & per juramentum suum super Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum; & sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium, & immobilium, præsentium, & futurorum, prædictos septem mille florenos ex causa donationis qua supra solvere dictæ Mariæ vel mandato suo in illo casu, in quo dictum Matrimonium non compleretur propter culpam evidentem ipsius, vel dicti Philippi, vel alterius de parte sua prout superius in pace, & sine lite, controversia, vel quæstione qualibet, omnibus exceptionibus, & defensionibus juris, & facti postpositis penitus, & remotis, & contra prædictam Donationem nunquam facere vel venire per se vel alterum publicè vel occultè, nec contra facienti vel venienti in aliquo consentire; sed ipsam donationem perpetuo firmam, & ratam habere, & tenere, & inviolabiliter observare, restituereque dicto Domino Comiti vel mandato suo, seu ad quem restitutio dotis, seu pecuniæ pro promissa dote destinatæ pertinebit, dictos septem mille florenos in prima solutione pro dote sibi solutos, quos quidem quindecim mille florenos dotales prout soluti, & numerati fuerunt, prædictus Dominus Princeps, conventionibus tamen prædictis semper salvis, prædicto Domino Comiti restituere promisit per terminos quibus ipse receperit similes, obligans insuper specialiter, & expressè prædictæ Mariæ castra sua infrascripta, cum Villis, territoriis, mandamentis, redditibus, mero, & mixto Imperio, & universis pertinentiis, videlicet Villam-Francham, & Moretam, & in casu in quo Moreta non esset in manu dicti Domini Principis, vel dicti Filii sui Carignanum, promisitque dictus Dominus Princeps quod faciet cum effectu, quòd communitates dictorum castrorum, & Villarum solemniter jurabunt quòd dicta castra, & Villas custodient, & servabunt dictæ Mariæ, & eidem homagium facient, atque respondebunt, & obedient durante obligatione prædicta; acto etiam inter dictos Dominos prout supra quod dicta Maria dum dicta castra tenebit in feudum, & sub homagio à dicto Domino Principe, & ejus hæredibus tenere teneatur, & quod dictus Dominus Comes satisfiet dicto Domino Principi per fidejussores infra scriptos de dicta dote solvenda terminis suprædictis, qui se, & sua obligent, fidejussores vero dandi hinc, & inde sunt hii Primo, *Dominus Comes Sabaudiæ, Dominus Ludovicus de Sabaudia*, Dominus Bellijoci, Domini Camerarii, Myolani, Inter-Montium, Urteriarum, Aptelmus ejus Frater, Anthonius de Claromonte, Dominus Cheuronis, Dominus Mirabelli, Dominus Faramandi, Aymonetus de Ponte-Vitreo, Domini Petrus, & Guillelmus de Compesio, Dominus Aulæ novæ, Domini Joannes Milliahs, & Guillelmus de Castellione, & pro prædictis omnibus plenius attendendis, idem Dominus Comes Gebenn. submisit, & bona sua Jurisdictioni Illustris Principis Domini Comitis Sabaudiæ, & ejus Curiæ. Actum Pinaroli in castro dicti loci in Logia prope Turrem, præsentibus R. in Christo Patre Domino R. Abbate Clusino, Dominis Guillelmo de Montebello Domino Alpinisani, Ludovico Rivoriæ, Petro de Compesio Militibus, Martineto ex Comitibus Sancti Martini, Amedeo de Com-

ANS de J. C. 1346.

ANS de J. C. 1347. Compesio, Joanne de Monteforti, &c. Signé Maheu.

CCLXXXV.

L'Empire et la France. *Traité d'amitié & de secours mutuel entre* CHARLES IV. *Empereur, &* JEAN *Duc de Normandie, & depuis Roi de France, & ses Frères. Fait à Trente, le 7. Mai* 1347. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 189.

CAROLUS Dei gratia Rex Romanorum semper Augustus & Bohemiæ Rex. Universis Præsentes inspecturis gratiam suam cum plenitudine omnis boni. Notum facimus, quod nos confidentis & diligenter attentis amicitia, affinitate & consanguinitate inter nos & Carissimum Fratrem nostrum Dominum JOHANNEM Ducem Normanniæ primogenitum Regis Francorum Illustris, & etiam inter nos & Carissimos nepotes nostros Carolum videlicet Ludovicum, Johannem & Philippum dicti Ducis filios existentibus, volentes quod perpetuus & verus amor sit inter nos: promittimus bona fide & juramus supra Sancta Dei Evangelia: quod honorem, utilitatem & commodum fratris nostri & filiorum suorum prædictorum, quamdiu vixerimus, & ad quemcunque statum nos pervenire contigerit, procurabimus, & nemini, qui eis vel eorum inimicus seu hostis publicus sit vel fuerit seu verisimiliter debeat esse suspectus, dabimus quoquomodo consilium, auxilium vel favorem contra eos vel aliquem eorum publicè vel occultè. Et si accident, quod Deus avertat, quod dictus frater noster vel alter ipsorum. Nepotum nostrorum in successione Regni Franciæ, velut avi, quovis modo in personis aut rebus ipsorum impedirentur; Nos modis omnibus, quibus poterimus ipsos juvabimus toto posse prædictos impedientes, quando in corpore & in bonis. In quorum omnium testimonium & ad certitudinem plenioremque præsentes fieri jussimus & sigilli nostræ Regiæ Majestatis appensione muniri. Datum Tridenti anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo nonas Maii, regnorum nostrorum anno primo, sic signatum per Dominum Regem ad veram relationem, Domino Joanne de Pistoire præsente.

CCLXXXVI.

ANS de J. C. 1347. Brabant et Flandre. *Convention passée entre* JEAN III. *Duc de Brabant, &* LOUIS DE NEVERS *Comte de Flandre; par laquelle Louis transporte à* HENRI *Fils de Jean, tout le droit qu'il peut avoir en la Ville de Malines, fait par l'entremise de Philippe de Valois Roi de France. A. S. Quentin en Vermandois, au mois de Juin* 1347. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 184.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France savoir faisons à tous, que pour oster & mettre à nient les grans debas & dissentions que du temps passeyt ont esté entre nos chers & ames Cousins le Duc de Brabant & le Comte de Flandre predecesseur de nostre cher amé feal Cousin le Comte de Flandres qui ores est à Occasion de le Ville de *Malines* seant en Brabant, & encore poiroient estre & avenir & pour nourir pais, amour & tranquillité entre le dit Duc & Conte à touz jours leurs subges & leur pais, nous avons promis & promettrons loyalment & en bonne foy à nostre dit Cousin le Duc, que par touttes les meilleurs voyes & maniere que nous pourons, nous serons tant & pourchacherons per devers nostre dit Cousin le Conte, que il pour cause de certaine recompensation juste & loyael que nous li avons faite surchou, de la quelle il se tient bien à content, transportera si comme il appertiendera en la personne de nostre chier & amé Cousin HENRY *de Brabant* aisné fil dou dit Duc, tout le droit, action, possession, proprieté, fief, hommaige & quelconques choses & drotures que ledit Conte a ou peut avoir en la Ville de *Malines* & es appertenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout on besoing sera & en la forme & maniere qu'il appertiendra, tant de droit comme de coustume, pour tenir, jouyr & posseſſer paisiblement à toux jours heritablement, pour au ses hoirs & successeurs Dux de Brabant; sans ce que le dit Duc & *Henry* ou autre quelconque personne soient tenu à en payer ou rendre à dit Conte quatre-vingt mil & cinc cens Royaulx d'or ne d'autrez deniers quelconques, & aussi sans ce que ledit *Henry* soit tenu de faire foy & hommage à dit Conte ne az autres personnes quelconques, fors à l'Eveſque de Liege en nom de l'Egliſe de Liege, au qu'el il en devra & sera tenu à faire hommage en la fourme & maniere que li Seigneur de Malines, qui pour temps ont esté l'en on fait anchienement, & garderons & defenderons le dit Duc & *Henry*, ses hoirs & successeurs Dux de Brabant de toux costs interest & dommages qu'il poiroient encourre en quelconque maniere que ce fuisst pour cause de la dite translation & pourſuite quiets & paisibles contre tous. Et pource que ce soit choſe ferme & estable à toux jours, nous avons fais mettre nostre saiel à ces lettres donné, à S. Quintin en Vermandoys l'an de grace M. CCC. XLVII. au mois de Jung.

Lettres Patentes du Comte de Flandre ſur ce ſujet.

ATOux ceaulx qui ces presentes lettres verront ou orront LOWIS *Comte de Flandre de Nyvers & de Rethel* salut & cognoiſſance de vereteit, savoir faiſsons à toux que nous tant pour contemplation de tres-excellent & puiſſant Prince Mon-ſigneur *Philippe* par la grace de Dieu Roy de France nostre treſcher & amé Signeur pour cauſe de la recompenſation que ledit noſtre Signeur le Roy nous a faicte ſur ce, de la quele nous tenons pour bien contentez, nous avons promis & promettons à nostre treſcher & bien amé Cousin le Duc de Brabant loyalement & en bonne foy, que nous transporterons franchement & quitement en la perſonne de noſtre cher & amé Cousin HENRY aiſné fil dou dit Duc tout le droit action, poſſeſſion, proprieté, fief & hommage, & quelconques autres choſes & droitures, que nous avons ou avoir puvons en la Ville de *Malines* & es appartenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout ou beſoing sera & en la forme & maniere qu'il appertiendra, tant de droit comme de couſtume, pour tenir, joüir & poſſeſſer paiſivlement à toux jours heritablement pour lui ſes hoirs & ſucceſſeurs Dux de Brabant, ſans ce que li dit Duc & *Henry* ou autre quelcunque perſonnes en ſoient tenu à payer ou à rendre à nous quatre-vingt mil cinc cens roiaulx d'or ne autre deniers quelcunques que li dit Duc poit devoir à noſtre treſcher & amé Signeur & Pere dont Dieux ait l'ame ou à nous pour cauſe de l'achat de la moitie des dite Ville & appertenances de *Malines*, & auſi ſans ce que li dit *Henry* en ſoit tenu à faire ſoy ne hommage à nous ne autre perſonnes quelcunques, fors à l'Eveſque de Liege au nom de ſe Egliſe, au quel il en devra & ſera tenu à faire hommage en la forme & maniere que li Seigneur de *Malines* qui pour le temps ont eſté l'en on fait anchienement. Et à fin que les choſes deſſuſdites ſoient plus fermes & eſtables, nous Conte deſſuſdit avons renoncheit & renonchions à toutes lettres & for-

ANS de J. C. 1347.

ces que nous avons, euſſions ou avoir puvons à cauſe des dites ville & appertenances de *Malines* quant à dit *Henry*, ſes dis hours & ſucceſſeurs Dux de Brabant; icelles lettres & forces en toux autres cas demorans, en tel vigeur comme elles avoient au jour de la Date de ces preſentes lettres, en teſmoing de chou nous avons fait mettre noſtre ſiiel à ces lettres donné, à S. Quintin en Vermandois le *VI.* jour de Jung l'an de grace *M CCC.* quarante & ſept.

CCLXXXVII.

ANS de J. C. 1347.

FRANCE ET BRABANT.

Traité & Confédération entre PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, &* JEAN III. *Duc de Brabant. Fait à S. Quentin, au mois de Juin*, 1347. Dynter. Chroniq. de Brabant. Liv. V. pag. 122.

PHILIPPUS Dei gratia Rex Francorum per ſuas certi tenoris litteras, & ob cauſas & rationes in eiſdem declaratas, notum facit univerſis quod pro ſe ſuiſ heredibus & ſucceſſoribus Regibus Franciæ cum Joanne Duce Brabantiæ ejuſque heredibus & ſucceſſoribus Ducis Brab: ioiit certam concordiam ſive confœderationem perpetuo duraturam & prior promiſit quod convenit dictus nec quodammodo non nocebit eidem Duci neque ſuis ſubditis, quoquomodo quoque non ſuſtinebit neque conſortabit inimicos, ipſius Ducis auxilio vel conſilio in hominibus armorum vel victualibus & non permittet quod eidem inimici tranſibunt per regnum neque per terras ſuas ad inferendum ſibi vel dictis ſuis ſubditis damnum vel gravamen. Item ipſe Rex pro ſe ſuis heredibus & ſucceſſorum Francorum Regibus recepit dictum Ducem ejuſque ſucceſſores & ſubditos predictos in ſua Savegardia & ſecum conductu & omnia ipſorum bona eundo, veniendo, manendo, & remittendo per totum ſuum regnum, terras & Dominia pacifice & quiete ſolvendo ſua debita antiquitus conſueta abſque fraude & malo ingenio, & quod ſucceſſores ſui Francorum Reges poſt ſuum obitum infra tres menſes debent innovare dicto Duci & ſuis heredibus Brab: confœderationem predictam, qua non obſtante dictus Dux libere poterit ſervire vero Regi Allemaniæ vel vero Imperatori Romanorum ſicut vero ſuo Domino pro defenſione Regni Allemaniæ & Imperii Romani ſervire tenetur, prout hæc & quædam alia in ipſius Regis litteris de ſuper confectis plenius continetur quæ fuerunt datæ anno 1347. in menſe Junio apud Sanctum Quintinum.

CCLXXXVIII.

ANS de J. C. 1347.

SAVOYE ET BOURGOGNE.

*Mariage d'*AME VI. *du nom Comte de Savoye, &* JEANNE DE BOURGOGNE, *fait à Châlon ſur Saône, le 6. Juin.* 1347. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 220.

EN nom de noſtre Seigneur Amen, l'an de Grace M CCC. XLVII. en la Indicion XIV. le Mercredy apres la feſte Dieu, ſe feyme jour du mois de Juing. Sachent tuit cil qui c'eſt preſent public Inſtrument verrunt & orrunt, Que comme traittié ait eſté entre tres-haus, & puiſſans Prince & Dame, Monſieur Eude Duc de Bourgoigne, Comte d'Artois & de Bourgoigne, Palatin, & Seigneur de Salins; & Madame Johanne de France ſa femme, Ducheſſe & Comteſſe des Duchié, & Comtées deſſuſdites, d'une part: Et *tres-noble, & puiſſant Prince Amey Comte de Savoye, Duc de Chablais & d'Auſte, & Marquis en Italie*, d'autre part: De faire mariage de Madamiſſelle Johanne Fille ſu Monſieur Philippe de Bourgoigne, cui Dieus abſoille, & dudit Comte de Savoye: ſinſuit eſt, que eſtablies perſonelement leſdites parties en la preſence de *tres-haute & puiſſante Madame Blanche de Bourgoigne Comteſſe de Savoye*, des teſmoins & des Notaires deſſos eſcripts pour le traitié de ladite Madame de Savoye, fut accordé entre leſdites parties, & les gens de lours conſens, cy-deſſois nommés en la maniere & fourme qui s'enſuyt. Premierement, que ledit Comte de Savoye prendra à femme per Mariage Madite Damiſelle Johanne Fille dudit Monſieur Philippe, quant elle ſera aagié. Item ledit Comte ha déja promis, que quant ledit Mariage ſe ſera, il doüera ladite Fille, & ly doura tout entierement le Doüaire que tient à preſent ladite Comteſſe, pour cauſe de *Monſieur Edouard* jadis Comte de Savoye ſon mary, cuy Dieus abſoille, & en toutes ce, tous les autres chaſteau, villes, terres & poſſeſſions, que ladite Comteſſe tient de l'heritage le Comte de Savoye, & qu'elle ha acquis par quelque tiltre ou maniere que ce ſoit; Exceptés tant ſeulement les Chaſteaux de Marboz & de Cologn-é, enſemble les appartenances, deſquelx ladite fille ne ſera mie doüée, & vandu c'eſt Doüaire ou cas où ledit Comte ſurvivroit ladite Madame Blanche Comteſſe de Savoye. Item ou cas ou ladite Comteſſe ſurvivroit ledit Comte, & auſſi ne pourroit tantouſt avoir ſon effait, ledit Doüaire en honour & valour comme tout ce vaut, que tient à preſent ladite Comteſſe tant par titre de Doüaire, comme par autre maniere, & ce ſera le preſent aſſignaul de Doüaire és Chaſteaux, villes, Terres, & Juſtices qui ſunt dudit Comté en Viennois, ou en Savoye, à la election de ladite Fille. Item pource que *Aymieux de Savoye Pere dudit Comte*, doit avoir & tenir pour ſon partage en la terre de Breyſſe, que tient à preſent ladite Comteſſe, ledit Comte aſſignera deſ-ja par maniere deſchange ou de compenſation, à ladite Fille à cauſe de ſond.t Doüaire, entretant en emolument & valour, en Chaſteaux, terres & juſtices, comme peut valoir la portion que ledit Jehan doit prendre au Doüaire de ladicte Comteſſe, & és autres lieux aquis par elle: & ſe fera ledit aſſignaul en Viennois, ou en Savoye, election du Conſeil de ladite Fille. Item oo cas que le Doüaire de ladite Fille aura ſon effait, elle en fera hommage à l'heritier qui ſera Comtes de Savoye, & tiendra toute ſa vie naturelle ſondit Doüaire dudit Comte, par la maniere & les conditions & fourmes, que tient à preſeot ſon Doüaire ladite Comteſſe. Item eſt accordé entre les Parties deſſuſdites, que apres le decés des dits Duc & Ducheſſe, en tant comme il peut touchier ou regarder un chaſcun d'eux, ladite Fille hertera & ſuccedera eſdits Duc & Ducheſſe, & à chaſcun d'eux, ſe comme premier l'un ira de vie à mort en la Duchié de Bourgoigne & Comtés d'Artois & de Bourgoigne, & en la Terre de Champagne, & en toutes autres terres qui appartiendront eſdits Duc & Ducheſſe, & à chacun d'eux au temps de leur decés, pour telle portion comme il appartiendra de raiſon en les couſtumes deſdis gardées; & de ce ſera contens ledit Comte pour cauſe dudit Mariage durant les vies deſdis Duc & Ducheſſe, & apres lours decés, & que leſdis Meſſieurs l'y Duc, & Madame la Ducheſſe ne ſerunt, procurerunt ne conſeillerunt chouſe pourquoy ladite Succeſſion ne viegne à ladite Fille, cuſſint comme deſſus. Item ou cas ou ladite Fille ſurvivroit Philippe de Bourgoigne ſon Frere, elle ſucederoit és dis Pays & Terres, ſelon raiſon & les couſtumes des dis Pays. Item ces preſentes convenances de Mariage quant elle ſera aagié, & toutes les choſes deſſus eſcriptes, ont eſté leües en la preſence des dis Duc & Ducheſſe & Comte de Savoye, & par eux bien entenduës; leſquels Duc & Ducheſſe & Comte de Savoye, qui eſt ja prochain de puberté comme eſtans ou quatorziéme an de ſon aage, ont promis & juré

ANS de J. C. 1347. juré sur sains Evangiles, & sur l'obligation de tous leurs biens l'une partie à l'autre, de faire garder & accomplir ledit Mariage, & toutes lesdites convenances de point en point, & se sont submises pour parfaire icelles plus parfaitement à la jurisdiction & compulsion de la Court de Nostre Tres saint Pere le Pape, de ses Auditours, Vicesauditours, Delegas, Commissaires & de toutes autres Cours Ecclesiastiques & seculieres. Et renuncent lesdites parties & chacune d'icelles, expressement & de certain propos, par lours sayrement exprés, à toute exception d'angin, de Barat, de decevement, & à tous droits, autres coustumes introduites ou à introduire, statuts fais ou à faire, exceptions, cavillations qui pourroient estre proposées à fin de troubler, de desloyer ou empeschier, du tout ou en partie les chouses dessusdites, conjointement ou diviseement. Ces chouses furent faites à Chalon en Bourgoigne, en la grant Eglise dudit lieu, en la presence de R. P. Monsieur Jean Evesque de Chalon, de venerable homme M. Jaques de Dulencourt Docteur és Loys Chancelier de Bourgoigne; de nobles & puissans Monsieur Jehan Seignour de Chasteauvillain, Monsieur Jean Seignour du Til, Monsieur Guillaume de Antigny Seignour de sainte Croix, Monsieur Jean de Froloys Seignour de Moulivet, Monsieur Philippe de Vienne Seignour de Pymont, Monsieur Guillaume Seignour de Sombernon, Monsieur Philippe de Vienne Seignour de Pagny, Monsieur Hugue de Vienne Seignour de sainct George, Monsieur Jaques de Vienne, Monsieur Jean Seignour de Luzy, Monsieur Henry Seignour de Montagu, Monsieur Jean Seignour de Loysey, Monsieur Girard de Thoire. Du Conseil des dits Monsieur le Duc & Madame la Ducheſſe; de R. P. Monsieur Jean Archevesque de Tarentaise, Monsieur Anterme Evesque de Morianne; de Nobles hommes frere Pierre de Montbel Chastellain des Eschelles de l'ordre de l'Hospital de sainct Jean de Jerusalem, Monsieur Hugues Seignour de Malbec, Monsieur Guillaume Seignour d'Antremonts, Monsieur le Gallois de la Baume Seignour de Valefin, Monsieur Jean Seignour de sainct Amour, Monsieur Hugue Seignour de Grantmont, Monsieur Amey Seignour de Muribel, Monsieur Jean Seignour de Fromentes, Monsieur Pierre Seignour d'Urtieres, Monsieur Humbert le bastard de Savoye Seigneur d'Avillars & d'Esclose, Monsieur Jaques de Clermont Seignour de sainte Helene du Lac, Monsieur Estienne de Corent, Monsieur Amey de la Balme, Monsieur Renaut de sainct Surpris, Monsieur Estienne de Fromentes, Monsieur Verruquiet de la Balme, Monsieur Humbert de Corgenon, Monsieur Humbert de Langes, Chevaliers, Monsieur Estienne de Compeys le joyne Chanoyne de Geneve, & Monsieur George du Folier Chancelier dudit Monsieur le Comte de Savoye, tous du Conseil dudit Comte à ce presens, & appellés par tesmoins. Signé Cornevin, & Bezon.

CCLXXXIX.

(a) *Traité entre* JEAN DE FRANCE, *fils de Philippe de Valois, &* JEAN DE CHALON *fils de Beatrix, qui régle toutes les prétentions, que ledit Jean de Chalon pouvoit avoir en Dauphiné. Fait à Lyon, le 10. de Juillet*, 1349. Joseph de la Pise. Tableau de l'Histoire des Princes & Principautez d'Orange. pag. 100.

ANS de J. C. 1349. France et Chalon.

(a) L'Auteur duquel nous empruntons ce Traité remarque que Jean de France, ne se crut pas assez assuré dans la possession du Dauphiné, s'il n'obligeoit Jean de Chalon à confirmer par cet Acte, tous les précedens, qui avoient été faits sur ce sujet.

JEans aisné fils dou Roy de France, Duc de Normandie & de Guienne, Comte de Poictou, d'Anjou & dou Maine, & Humbert Dauphin de Viennois faisons sçavoir à tous presens & à venir, que comme nostre treschier cousin Jean de Chalon Sires d'Harlay & de Cuysel, nous eut faict plusieurs requestes & demandes à cause de la succession de nostre tres chere cousine feu Beatrix de Viennois Dame d'Harlay, sa mere que Dieu absolve & Tante de nous Dauphin dessusdict.

Et premierement, que deux mille livres de terre ly fussent assises su Dauphiné, selon ce que faire se debvoit par les convenences faites au cas que le Dauphiné vint à nous Due ou à aucun de nos enfans.

Item, que on payat audict seigneur d'Harlay, douze mil florins promis par nousdit Dauphin, à nostredite Tante.

Item, que le Chasteau de Chastillon, & la ville de Cluses & les Chasteaux de Luillins & de Mont-Forchier en la baronnie de Foussigni, que données estoient à ladicte Dame d'Harlay, sur certaines convenences contenues es instruments faictes sur ce: c'est a sçavoir que se il advenoit, que ladite Dame mouruist, & nous dit Dauphin survivant ou nos enfans descendus de loyal mariage, ledict Chastel debvoit retourner à nous ou nos hoirs, estions tenus de paier aux hoirs de ladite Dame jusques à la somme de six mille six cens florins d'or, & au cas que nousdit Dauphin mouruissions sans hoirs de nostre propre corps aprés ladicte Dame, lors lesdits Chasteaux & Ville debvoient retourner aux hoirs & successeurs de nousdit Dauphin, puissions ravoir ladicte ville de Cluses en donnant autre ville en la terre de Foussigni de la valeur de trois cents florins, par telle maniere que parmi ce aucune innovation ne fut mye faicte des dits douze mille florins ne es assignations deubes comme dit est.

Item que pour les chasteaux de Luillins & de Mont Forchier, que ne peussions garantir à ladite Dame & pour huict mille trois cents florins que nousdit Dauphin avons donné en fié à ladite Dame, & en hommage lige le Chastel de Salanches avec le mandement & mere & mixte Impere sur teles convenences & conditions que se ladite Dame survivant nous Dauphin dessusdict ou nos enfans comme dit est, ledict Chastel devoit retourner à nous ou à nosdits enfans, auquel cas nous ou nos hoirs devions payer les debtes & legats de ladite Dame jusques à la somme de huict mille trois cens florins d'or, & aprés nous dict Dauphin trepassé de ce siecle sans hoirs de nostre propre corps, ledict Chastel avec les choses dessusdites devoient retourner aux hoirs de ladite Dame, & en icelluy cas les Chastellains dudict lieu devoient jurer, que aprés le decés de nous Dauphin dessusdict, ils randroient lesdits Chasteaux de Chastillon & de Sallanches, aux hoirs de ladite Dame, & audit cas ladite Dame avoit quitté & renoncé à la donation à ly faicte des Chasteaux de Lullins & de Montforchier.

Item que pour ce que ledict seigneur d'Harlay quittat tout le droit qu'il avoit en Dauphiné, nous Dauphin dessusdit ly eussions promis mil florins d'or de rente à perpetuité & que il le fit gratieusement pour lesdits

ANS de J. C. 1349.

lesdits mille florins, nous ottroyames qu'il eut mil livres de bons Viennois de annuelle & perpetuelle valeur, & assigner là où il se pourroit plus pres faire dou chastel d'Orpierre & de Treſclus, au cas toutesfois que aviendroit que nous defaillissions de ce siecle, sans hoirs engendrés de nostre propre corps. Si comme ces choses sont plus plainement contenues en certaines lettres desquelles il nous à faict foy.

Item que nous Dauphin dessusdit ly estions tenus pour nostre host fait devant Mirabel, pour les gages de ses gendarmes sans rien conter pour l'estat de sa personne, deux mille cinquante deux livres douze sols quatres derniers, Compté le florin pour vingt sols & pour chevaux perdus audit host sept cens soixante dix neuf florins quatre Gros tournois.

Accordé est entre nous Duc, Dauphin, & seigneur d'Harlay, dessusdit sus, & pour les choses dessusdites en la maniere que sensuit.

Premierement que pour cause desdites deux milles livres de terre que nous Duc dessusdit devions bailler comme dit est; nous Duc & Dauphin dessusdit baillons & delivrons audict seigneur d'Harlay des maintenant, le Chastel ville & appartenences d'Auberrive, ensemble mere mixte Impere & Jurisdiction, & luy promettons à parfaire au plus prés dudict Chastel au moins de dommage pour ledict Dauphin que on pourra, jusques à la valeur de deux mille livres de terre, à telle monnoye & telle valeur comme les deux mille livres de terre dessusdites, en la maniere & forme qu'il est contenu es dites lettres sur ce faites, & au cas où ces deux mil livres de terre ne pourroint estre assizes audict lieu d'Auberrive, nous voulons & prometons que assizes luy soient au plus pres dudict lieu, jusques à la valeur desdites deux mille livres de terre que on debvoit assoir par la maniere que dessus est dit.

Item que nous Dauphin dessusdict devons bailler audit seigneur d'Harlay, en & pour eschange dou Chastel d'Orpierre & de Treſclus & de la terre appartenant ausdits Chasteaux & avec ce pour les forteresses d'iceux Chasteaux & de la baronnie, jusques à la vallue desdits Chasteaux & baronnie, autre terre du Royaume de France au plus pres de l'isle soubs Mont-real, au moings de dommage que faire se pourra pour le Roy, de la terre de quatre mille florins d'or de rente que nous devons avoir au Royaume pour cause des convenences faites entre nous Duc & Dauphin dessusdit.

Item que les autres mil livres de terre à Viennois, que doibvent estre assizes audit seigneur d'Harlay aprés le decés de nous Dauphin dessusdit; ly soient assizes selon la forme & maniere contenue es lettres faites sur ce: & pour cause des terres dessusdites, ledit seigneur d'Harlay est tenu de faire sie & hommage lige à Charles fils de nous Duc dessusdit qui Dauphin sera, & luy ayder & ses hoirs & successeurs qui seront Dauphins, & aussi lesdicts Dauphins ses hoirs & ses successeurs ou dit Dauphiné ayder ledit seigneur d'Harlay ses hoirs & successeurs selon les convenences & hommage jadis fait entrer nous Dauphio & seigneur d'Harlay dessusdit.

Item est accordé que sus & de la somme deüe audit seigneur d'Harlay pour les causes dessusdites, qui montent environ vingt neuf mille sept cents trente & un florins unze gros & demy, sanisfaction sera faite en la maniere que sensuit. Premierement que desmaintenant ly seront payés dix mil florins de bon or & de bon poids & le demeurant de ladite somme ly sera payé à trois termes: c'est à sçavoir de la S. Michel en un an que courira mil trois cents cinquante sept florins; & les autres sept mille florins à la Sainct Michel prochain ensuivant l'an revolu, & le remanant de ladite somme a l'autre S. Michel aprés. Lesquels payements se feront par la main des Executeurs de nous Dauphin dessusdit en la maniere dessusdite; toutesfois est il despuis accordé expressement entre nous Dauphin & seigneur d'Harlay dessusdits, que pour ce que nousdit Dauphin estions obligé de payer les debtes legs & clamours de ladite Dame jusques a la somme de six mille six cents florins d'une part, & jusqu'à la somme de huict mille trois cents florins d'autre part: les sommes doibvent estre converties en debtes, legs, & clamours dessusdits, & se dedans ladite feste de la S. Michel courant l'an mil trois cents cinquante, ou dedans les autres termes des payements, aucuns creanciers legataires ou autres à qui en fut tenus à cause des clamours faits des Legats de ladicte Dame ou Dauphiné, venoient pardevant lesdits Executeurs dessusdits Dauphin dessusdit, iceux Executeurs ranvoyeront lesdits demandeurs pardevant ledict seigneur d'Harlay, requis suffisamment & sommés n'avoir dedans ladicte feste de la S. Michel, ou dedans les autres termes desdits payements payé ou accordé avec eux comme dict est, ou monstré cause raisonnable pourquoy il ne fut tenu, lesdits Executeurs a eux premierement faits foy desdits debtes pour laditte creanciers ou legataires; leur payeront ce que deub leur sera, lesquelles debtes ainsi payées seront rebattues desdites sommes.

ANS de J. C. 1349.

Item est accordé & par convenences expresses, que toutesfois que ce nous Duc ou a nostredit fil Dauphin de Vienne ou ses hoirs & successeurs ou Dauphiné plairoit; nous puissons ravoir ledict Chastel d'Auberrive en assignant suffisamment audit seigneur d'Harlay ou successeurs, Chastel & les deux mille livres de terre autre part ou Dauphiné ou au Royaume, selon la teneur de ses lettres faites sur les convenences.

Et nous Duc en nom de nous & de nostre fils, & nous Dauphin dessusdit pour nous nos hoirs & successeurs, prometrons en bonne foy a tenir & garder fermement les choses dessusdites & non faire ne venir ou consentir au contraire, & que nous fairons & signerons à tout effect que nostre dict fils Charles pour luy & ses hoirs & successeurs ou Dauphiné prometra & jurera lesdites convenences tenir & garder audict seigneur d'Harlay pour luy ses hoirs & successeurs.

Et nous seigneur d'Harlay pour nous nos hoirs & successeurs parmi les choses dessusdites, nous tenons pour contens, de tout le droit & action que nous pouvons demander avoir & reclamer ou Dauphiné, a cause de ladite succession de nostredite Dame & mere, ou pour nous, par quelconque autre cause; & quittons monsieur le Duc, monsieur le Dauphin, & Charles monsieur Dauphin de Viennois dessusdict, & leurs hoirs, & successeurs, ou temps avenir, cedons & delaissons, & prometons & jurons aux Evangilles touchées corporellement non venir, ne faire venir, ou consentir au contraire. Et pour ce que ce soit chose ferme & stable perpetuellement a toujours nous Duc, & Dauphin, & nous Sires d'Harlay dessusdits, avons faict mettre nos seaux en ces presentes lettres *Données* a Lyon sur le Rhosne l'an de grace mil trois cents quarante neuf, au mois de Juillet dixiesme jour dudit mois.

Par monseigneur le Duc en son conseil, present le Comte d'Armagnac, le seigneur de Revel, vous & plusieurs autres. *signé* Savigni.

Et pour monsieur le Dauphin, presens messieurs l'Archevesque de Lyon, l'Evesque de Grenoble, le chancelier, Francois de Revel, & Gigon Costan Chevalier. *signé* H. P.

Et pour monsieur de Chalon, presens monsieur Thibaut de Crys, monsieur Ponicart de Touraise Chevalliers; & maistre Jean du Bois & plusieurs autres. *signé* Danisy.

ANS
1350.

MILAN ET SAVOYE.

CCXC.

Mariage de GALEAS *Vicomte Seigneur de Milan, &* de BLANCHE DE SAVOYE *Fille au Château du Bourget, Septemine*, 1350 S. Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoye Preuves. pag. 181.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi Amen. Anno ejusdem millesimo tercentesimo quinquagesimo, Indictione tertia, juxta mores Sabaudiæ die sabbati decimo mensis Septembris. *Illustris Princeps ac Magnificus, Potens & Excelsus Dominus Amedeus Sabaudiæ Comes* ex una parte, & Nob. Milites & Viri Domini Umbertus Curtus [illegible] de Juvenio Ambasiatores Reverendissimi Christi Patris & Domini Magnifici Domini Johannis [illegible] Dei & Apostolicæ Sedis gratia Mediolanensis Ecclesiæ Archiepiscopi Mediolani, &c. perpetui & generalis Domini [illegible] Magnifici, Potentis & nobilis Militis Galeacii Vicecomitis de Mediolano, ut ipsi de mandato & procuratorio de cujus prius est instrumento, traditum & inscriptum nomine ipsius Domini ex parte una, & Nobilis [illegible] ex parte alia, fuerunt infra scriptos contractus ad invicem, &c.

In primis quòd de præsenti *Nobilis, Ferocia, & Exima Domina Blanchia [illegible] in Sabaudia ac Comes Domini Comitis* [illegible] in ejus anima contrahere & matrimonium per verba de præsenti [illegible] Ruppo concedendo Domino Galeacio Matre Ecclesia concedente & quòd ipsa Blanchia non fecit nec faciet actum, processum ipsum Matrimonium valeat impedire & dirimere forte [illegible].

Item quòd ante desponsationem fiendam per ipsum Dominum Galeacium in persona & de persona dictæ Domicellæ Blanchiæ, ille Dominus Galeacius det illi Domicellæ [illegible] jocalium auri & argenti, & quævis alia quæ occasione illius desponsationis eidem Domicellæ fient per ipsum Dominum Galeacium pro tunc expensa non daventur eo quod ipsa sint præparata; quòd postmodum quàm citò commodius fieri poterit, dentur per ipsum Dominum Galeacium eidem Domicellæ secundum statum [illegible], quæ jocalia sint illius Domicellæ [illegible] & quoquo tempore.

Item quòd de præsenti post ipsum juramentum ipsi Domicellæ deponantur florenos quadraginta millia [illegible] Abbatem, Monachos & Conventum [illegible] de Alticomba in quadam archa, promittendo & se & bona sua obligando Domino Comiti [illegible] ad ejus principaliter & secundariò & nominibus Domino Comite Gebennensi, Domino de Chevrone, Domino Amedeo de Bellojoco, Domino Villænovæ, Domino Guillelmo [illegible] Domino de Montagniaco, Domino [illegible] Montegelato, Domino Georgio de Solerio, Domino Petro de Compeysio, Domino Joanne [illegible] Aymaro de Seyssello; cum renuncietione [illegible] & sub fide Sacramenti, [illegible] habet eorum quòd ipsos è loco depositi [illegible] ipsos faciant, & quòd de eis denarium [illegible], nec removeri permittent aliquo modo vel [illegible], & suo periculo denarios prædictos conservabunt, donec dictus Dominus Comes Sabaudiæ dederit & assignaverit de bonis, & redditibus suis prædicto Domino Galeacio, & ipsi Domicellæ secundum modum, & formam aliàs in Instrumento Mediolani [illegible] Rogato per Jacobum Nibregenum Notarium Mediolani, & per Guidonem Bambam de Avilana Diœcesis Taurinensis Notarium die Mercurii XXVI. mensis Martii proximè præteriti ANS 1350. comprehensam: & si infrà tempus benè expectatus Dominus Comes non dederit, & non assignaverit de bonis, redditibus suis, eidem Domino Galeacio & ipsi Domicellæ supra, ex tunc erunt Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ & eorum Nunciis ipsos denarios remotionis, & de eisdem emere ab aliis personis in Comitatu Sabaudiæ bona ad ipsam quantitatem, & pro ut in illo instrumento Mediolani confecto in aliis sequentibus conventionibus plenius continetur; ita tamen quod dicta pecunia non possit capi nec deferri ultra Montes, nec extra Comitatum Sabaudiæ.

Item quòd de præsenti pro quantitate dictum millium florenorum auri, quos debet dictus Dominus Comes Sabaudiæ prædicto Domino Galeacio, fiat per ipsum Dominum Comitem ejusdem Domini Galeacii nuntio nomine ipsius Domini Galeacii, & prædictæ Domicellæ recipienti venditio cum translationis Dominii, & possessionis, & cum aliis clausulis necessariis, & oportunis de Castellania, terra, villa, & territorio de Yenna Comitatus Sabaudiæ, & de Jurisdictione, honore, & districtu mero & mixto imperio cum omnimoda Jurisdictione dictarum Castellaniæ, terræ, & territorii de Yenna & de redditibus cum respondentibus prædicto Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ ad quantitatem 500. florenorum auri annuarim exceptatis tamen homagiis, feudis, & fidelitate Nobilium dictarum Castellaniæ, villæ, terræ, & territorii Yennæ [illegible] illi redditus non corresponderent ad quantitatem 500. florenorum 500. auri annuatim, quòd tunc in locis ibi confrontantibus ad arbitrium Domini Comitem pertinentibus in laudem quatuor virorum eligendorum, & in aliis pactis, de quibus supra fit mentio, continetur, per ipsum Dominum Comitem supplearur.

Item quòd ante desponsationem fiendam per ipsum Dominum Galeacium in persona dictæ Domicellæ, ille Dominus Galeacius recognoscat à prædicto Domino Comite, quòd dictam Castellaniam, villam, terram, & territorium de Yenna & ut aliàs suprà supplendam in feudum & sub homagio, præstetque Sacramentum fidelitatis eidem Domino Comiti contra omnes, excepto contra præfatum Dominum Joannem Archiepiscopum Mediolani, & Dominos Matheum & Barnabonem fratres illius Domini Galeacii, & eorum descendentes legitimos.

Item quòd prædicta omnia ante desponsationem prædictam per ipsum Dominum Galeacium fieri incumbentia ratificentur, & quæ erunt fieri possibilia pro tunc compleantur.

Item quòd dictus Dominus Comes, & sui hæredes possint perpetuò reemere prædicta pretio simili quando volet, dum tamen reemat prædicta integrè & non particulariter, & non aliter possit reemere.

Quæ omnia, & singula dictæ partes sibi & modis & nominibus suprædictis promiserunt, & convenerunt vicissim solemni obligatione bonorum eorum Dominorum Comitis Sabaudiæ & Galeaci, ac etiam jurarunt ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, attendere & observare, & nullo tempore contra facere, nec venire modo aliquo. Actum anno, Indictione, & die prædictis, in Castro Burgeti de Sabaudia, in Camera cubicularia ipsius Domini Comitis, præsentibus testibus Domino Guidone Cathenæ milite, Joanne Raynaldi, & Antonio Bessonis Secretariis dicti Domini Comitis, Forrerio de Turnone, & Aymerico de Montefalcone, omnibus testibus ad præmissa vocatis, & specialiter rogatis.

CCXCI.

ANS de J. C. 1351. Soissi.

CCXCI.

Alliance & Confédération perpétuelle de ZURICH, *avec les quatre Cantons de* LUCERNE, d'URY, SCHUITZ & UNDERWALDEN, *dits* les quatres Villes des Bois; *A Zurich, le 1. Mai* 1351. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 189.

AU nom de Dieu Amen. Nous les Bourguemaistres, Conseillers & les Bourgeois generallement de la Ville de ZURICH; l'Advoyer, Conseil & Bourgeois generallement des païs de LUCERNE, d'URY, SCHUITZ & d'UNDERWALDEN; faisons sçavoir à tous ceux, qui verront & orront lire ces presentes, que nous par bon advis saine & meure deliberation, par bonne paix, deffense & protection de nos personnes, de nos biens & de nos gens, & pour le bien & utilité de nos pays avons accordé une perpetuelle alliance & amitié, laquelle pour nous & nos perpetuels successeurs, qu'en ce enjoignons & voulons estre perpetuellement comprins avec nous, avons promis corporellement & publiquement juré & faict serment à Dieu & aux saincts, la garder & entretenir perpetuellement & fidelement à jamais & irrevocablement: & d'autant que les choses transitoires se mettent en oubly le cours de ce monde s'en va & se consomme, & que par le long temps des années toutes choses se changent; pour ces causes nous des dictes Villes & pays nous baillons les uns les autres de cette amiable association & perpetuelle alliance un tesmoingnage publicq & manifeste par lettres & escritures nommement; que serons tenus nous aider & favoriser les uns les autres tant que nos corps & biens se pourront estendre (tous dolz exceptez) contre tous ceux qui par force & contre raison nous nos personnes & nos biens, nos honneurs & libertez voudroient fascher; molester ou assaillir, tant nous, que tous ceux qui sont comprins en cette confederation presentement ou par cy apres dedans les limites & circuits y aprés specifiés.

§. 2. Premierement depuis le lieu de la source de la riviere nommée Ara au lieu dict Gunsten, & tirant bas en le long de la dicte riviere par (a) Basle par Berne & tousjours le long de la dicte riviere d'Ara en bas; jusques au lieu ou elle entre dedans le Rhin, & de là contremont du Rhin jusques au lieu, ou une autre riviere nommé le Thur entre dedans le Rhin & de la tousjours le contremont de la dicte riviere du Thur, jusques au lieu de sa source, & de cette source tirant droict jusques au lieu, & par le pais des Grisons le contremont jusques au sort de Riveremberg, & du dict Riveremberg tout outre de là le mont Sainct Goudart jusques à la montaigne de la Planner, & de la jusques dessus le mont de Thuysel, & du dict Thuysel jusques au dessus nommé Granstein le lieu de la source de la dicte riviere d'Ara: & si dedans les dictes limites & circuits aucuns de ceux, qui sont comprins en cette alliance fust contre droict & equité assailly ou endommagé de quelqu'un en sa personne ou en son bien; en ce cas le conseil & la communauté de la Ville ou païs, ou tel dommage auroit esté faict, jugera par son serment & connoistra de tel dommage qui auroit esté faict, & ce que le dict conseil ou la Communauté, ou la plus grand part de la ville ou du pays, qui auroit esté endommagé par son serment cognoistra ou jugera, soit pour assister, ou assaillir actuellement selon la necessité; tel conseil ou communauté de la dicte ville ou pais, qui seroit, comme dit est endommagé, debvra & pourra admonester les autres villes & païs, qui sont en cette alliance, & se sera telle admonition par messagers seurs, ou par lettres du conseil ou communauté de la dicte ville ou pays, à sçavoir au conseil des Villes aux Ammandes, aux Communautés, aux Eglises des dictes trois pays. Alors telles villes & pais, qui auront esté admonestez seront tenus par leurs sermens, ayder, favoriser & assister sans delay en toute diligence, & en toutes choses, que la necessité requerra à ceux, qui les auront requis & admonesté de secours. 1351.

(a) Il faut qu'il y ait une faute. Le mot de *Bâle* ne convient point là. Bâle n'est ni sur l'Aare, ni au dessus de cette Riviere par rapport à Berne.

§. 3. Nul de nous des dictes villes & pais ne pourra & debvra par paroles, ny par effect reculer; se retirer, ou excuser envers les autres de cette alliance, admonition & ayde en maniere que ce soit, ny rechercher ny procurer aucuns moyens, au moyen desquels telle ayde, qui auroit esté demandé fust refusé: ains chascune ville & un chascun païs sera tenu faire tel ayde à ses propres despens.

§. 4. Le cas advenant, que nous ou aucun de ceux, qui sont en cette confederation, fussent si soudainement invahis & endommagez, qu'il fust necessaire d'un prompt & subit secours, en ce cas debvrons de toutes parties sans attendre de secours l'admonition ains promptement & sans delay envoyer & tellement y donner ordre, que telz dommages soient vengez, & qu'il y soit obvié sans aucun retardement. Et si le faict estoit tel & de si grande importance, qu'il fust necessaire de marcher ou allieger, en ce cas estans l'une de nos dictes villes ou pais d'entre nous par aucuns autres des comprins en cette alliance par Messagers ou par lettres admoneslez, nous serons tenus envoyer sans nulle dilation à l'Abbaye des (b) Hermites, & illec tenir journée adviser & consulter, ce qui sera le plus utile & le plus expedient, tellement que celuy ou ceux, qui auront demandé secours le cas advenant, que l'un vint allieger quelqu'un, alors la ville ou le pays à qui le faict touche, & qui auroit admonesté, supportera seul le fraix, qui à l'occasion du siege auroient esté encourus (c) ouvriers tous dolz exceptez.

(b) Einsidel.

(c) Il y a là quelque faute, le mot d'*ouvriers* ne signifie rien.

§. 5. Si aucun quel qui pourroit estre vnuluſt faire dommage, ou assaillir personne de ceux, qui sont comprins en cette alliance, & qu'il fust resident dehors les dictes limites & circuits tel cas advenant, & que tel ou telz, qui auroient faict le dommage se trouvassent riere la souveraineté de nous des dictes ligues, celuy ou ceux la ensemble tous leurs adherens & serviteurs seront arrestez, apprehendez & inductz à restituer tel dommage sans delay, tous dolz exceptez.

§. 6. Le cas advenant, que nous de Zurich eussions differends ou questions generallement avec nos dicts Alliez de Lucerne, Ury, Schwiz & Underwalden, ou avec aucun d'eux particulierement (ce que Dieu ne veuille) nous par tel effect envoierons aux journées à la dicte Abbaye des Hermites & debvra à la dicte Ville de Lucerne ou les trois pais tous en general ou aucuns d'eux particulierement, qui auroient differends avec nous de Zurich eslire deux hommes de bien, & nous aussi deux autres, lesquels seront tenus de jurer aux Saincts Evangiles, & incontinent sans delay vuider le differend par voye amiable ou par la justice, & ainsi que les quatre ou la plus part d'entre eux recognoistront, nous les deux parties le debvrons tenir inviolablement tous dolz exceptez. Et si adveniot, que les quatre ne fussent d'accord, ains partis en leurs opinions; en ce cas par le serment qu'ils ont juré, seront tenus de choisir dedans nostre pays des ligues un superarbitre, qu'ils cognoistront estre propre & capable pour tel effect, & celuy qu'ainsi ils ordonneront sera induict & prié par la ville ou pais ou il est reficent, de entreprendre la cause avec les dicts quatre, & par son serment contrainct d'incontinent & sans delay vuider la cause; le tout sans tromperie.

§. 7. Nul de ceux qui sont en cette presente alliance ne feront convenir par devant les justices spirituelles

ANS de J. C. 1351.

les pour debtes d'argent, car un chacun se doit contenter de la justice du lieu, ou le deffenseur faict sa residence, là ou elle se doit faire aussi promptement par le serment sans delay. Et si justice luy estoit refusée & que cela fust manifesté, alors, il pourra chercher son bon droict ailleurs, ainsi que la necessité le requerra.

§. 8. Nul de ceux qui sont comprins en cette presente alliance ne debvront & ne pourront se dite arrester les uns les autres, que pour les vrays debteurs pleiges, qui luy en auroient faict promesse.

§. 9. Nous avons aussi unanimement conclud & arresté, que nul de nous les dicts alliez comprins en cette confederation pour quelque cause ce soit, ne se pourra engaiger pour gaige pour un autre.

§. 10. Le cas advenant que aucun des comprins en cette alliance auroit merité la mort, & que par la justice du lieu ou il feroit sa residence, il fust pour tel descrié; les autres justices ausquelles tel cas sera manifesté par lettres patentes & scellées du sceau de la ville ou du païs, la descrieroient semblablement, comme il avoit esté descrié par son juge; & celuy qui puis apres le logera, retirera, nourrira & entretiendra, iceluy sera mis en sa coulpe (sa vie toutes fois saufve) tous dols exceptez.

§. 11. En outre avons tous en general reservé, advisé & conclud, que par cy apres nous generalement; ou aucune ville ou païs particulierement d'entre nous, si aurions desliberé s'asseurer ou se allier avec Sieurs ou Villes; que nous le pourrons bien faire, par telle condition toutes fois que cette presente alliance & confederation avant toutes autres, que par cy apres nous pourrions accepter, debvrions perpetuellement, fermement & irrevocablement en toutes les choses y contenues & escrites garder & observer les uns envers les autres, tous dolz exceptez.

§. 12. Il a esté aussi expressément advisé, s'il advenoit, que par aucun le Sieur Rudolf Brun Chevalier à present Bourguemestre de Zurich, ou ceux que par cy apres parviendroient en l'office de Bourguemestre, les Conseillers, Compagnies & les Bourgeois generalement de la dicte Ville fussent fachez ou molestez, en leurs justices compagnies, & en leurs droits & statuts, qu'ilz ont faicts & dressez, & qui sont comprins en cette alliance; en cstans nous les dicts de Luceme, Ury, Schwiz & d'Underwalden, admonestez ou advertis par le Bourguemestre seulement ou par le Conseil de Zurich, par lettres scellées de Bourguemestres ou au Conseil dudict Zurich, nous serons par le serment tenus leur incontinent assister & ayder à ce que le Bourguemestre, le Conseil & les Compagnies demeurent en leur auctorité, justices droicts & statuts; ainsi que comprins sont en cette presente confederation, (tous dols exceptez.)

ANS de J. C. 1351.

§. 13. Il est aussy tout notoire, que nous avons expressément arresté & conclud envers tous ceux, qui sont comprins en cette alliance, que une chascune ville, pais & village de quelque ressort qu'ils soient comprins en cette alliance, doivent demeurer au contenu de leurs justices, preeminences, droicts, statuts & de leurs bonnes coustumes, ainsi que du passé ila ont tousjours esté jusques à present; tellement qu'ils ne pourront, & ne debvront les uns les autres se donner ou faire empeschement à l'occasion de ce, tous dolz exceptez.

§. 14. Il a aussi esté singulierement advisé, affin que tant les vieils, que les jeunes soient tant mieux informez de cette alliance, & tous ceux, à qui elle touche; que de dix ans en dix ans & tousjours au commancement du mois de May ou environ, ainsi que par nous des dictes villes & pays sera ordonné, ou que chascun de nous le requerra des autres, par nos sermens, elle soit renouvellée & reconfermée par paroles, escritures, par ferment & autres choses, qui seront requises & necessaires, les hommes & enfans masles, qui en ce temps outrepasseront l'aage de seize ans jureront aussy de perpetuellement & fermement tenir & observer cette confederation, tous ses poincts & articles comme contenu est en ces presentes lettres. Et si tel renouvellement ne se faisoit aux dessus dicts termes, & qu'il ne fust retardé ou empesché par faicts actuels, cela toutes fois ne prejudiciera en rien à cette presente confederation. Car elle doit perpetuellement demeurer ferme & stable en tous ses poincts & articles cy dessus specifiez en escrits.

§. 15. Nous avons aussi tous d'une voix & par bonne deliberation reservé, que si par cy apres pour nostre bien & proffict publicq nous fussions d'advis de diminuer ou augmenter quelque chose en cette presente confederation; que nous tous ensemble le pourrons & aurons bien pouvoir de ce faire, quant nous tous, qui sommes comprins en cette alliance en serons d'un mesme accord & consentement, de ce que estimerons & cognoistrons nous estre utile & necessaire, tous dolz exceptez.

§. 17. Et pour confirmation & corroboration publicque, affin que toutes choses y dessus escriptes presentement, & par cy apres demeurent fermes & stables à perpetuité par nous & par nos successeurs; nous les dessus dictes villes & pais de Zurich, Luceme, Ury, Schwiz & d'Underwalden avons publiquement fait pendre nos sceaux à ces presentes lettres, qui furent faictes à Zurich, le jour Sain& Waldpurg, à l'entremy du mois de May l'an aprés la nativité de nostre Seigneur courant 1351.

CCXCII.

ANS de J. C. 1351.

BAVIERE ET CABELIAU, contre les HOECKSCHE.

Alliance entre le Duc (a) GUILLAUME V. DE BAVIERE *Comte de Hollande & les* CABELIAUX; *qui étoient de son parti, contre les* HOECKSCHE, *qui lui étoient opposez. Fait le* 23. *Mai* 1351. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 2.

(a) Il étoit fils de l'Empereur Louis de Baviere, & de Marguerite Comtesse de Hainaut, de Hollande, &c. à laquelle il fit la guerre, & qu'il chassa de Hollande, cette même année 1351. Etant tombé depuis en phrénésie, on le nomma le *Comte Enragé*. Il arriva même qu'ayant été un Seigneur sans le moindre prétexte, on le mit en prison au Quesnoy, où il mourut l'an 1377. Albert de Bavière son frere fut Comte de Hollande apres lui.

WILLEM Hertoge van Beyeren, Grave van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrief-

CCXCII.

ANS de J. C. 1351.

BAVIERE ET CABELIAU, contre les HOECKSCHS.

Traduction de ce Traite.

GUILLAUME *Duc de Baviere, Comte de Hollande, de Zelande, & Seigneur de Frise, savoir faisons à tous, que nous & nos chers & fidéles, Jean Seigneur d'Arckel; Jean Seigneur d'Egmond; Jean Seigneur de Waterland; Gerrit de Eemskerck; Jean de Wassenaer; Jean de Moilnaer; Gerrit d'Egmond; Jean de Blommendeyne;*

ANS de J. C. 1351.

Vrieſlant, maken konde alle Luyden, want wy onſe lieven ende getrouwe Jan Heere van Arckel, Jan Heere van Egmonde, Jan Heere van Waterlant, Gerrit van Eemskerck, Jan vander Wateringen, Jan die Moilnaer, Gerrit van Egmonde, Jan van Blommenſteyne, Willem vander Wateringen, Ridderen; Jan van Arckel, Jan Heere van Culenburgh, Jan vander Noordeloos, Henrick van Eemskerck Henrickſz, ende Daniel van Coloyſen, Knapen; en onſe lieve en getrouwe Steden als Dordrecht, Delff, Leyden, Haerlem, Amſterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Sint Geerdenberge, Schiedam, Rotterdam, ons wel ende trouwelijck met hoeren Vrienden en Magen ende Hulperen bygeſtaen hebben en dagelijcks byſtaen, om ons Grave ende Heere in onſen Graefſchappen van Hollandt ende Zeelandt ende Heerlickheyt van Vrieſlandt te helpen houden, ende onſe Vyanden helpen keren en weederſtaen, die ons die Graefſchap ende Heerlijckheyt verdryven willen, ende deſgelijcken ons ende onſe Vrienden voorſchreve met alre ondaet pynen ons Lijf ende Goets te verdryven ende te roven, alſe Heer Willem van Duy envoorde, Heer Jan van Polanen, ende ſijne Broedren, Heer Willem van Brederode, Heer Arent van Duvenvoorde, Heer Jacob ende Herbaren vander Binckhorſt, Heer Herbaren van Riede, Heer Floris van Bouchorſt, Heer Gerrit van Heemſtede, Heer Jan van Meerenſteyne Aelbertſz, Heer Willem van Oushoerne, Heer Dirck van Raephorſt, en Heer Gerrit van Poelgeeſt, Ridderen; Heer Matthijs vander Burgh Prieſter, Jan van Noerrick, Jan vander Made, Reynier Dever, Heer Gerritſz, Gerrit Die, Ever Janſz, Floris van Raephorſt, Kerſtant, Wouter, ende anders, hoer Broeders van Raepborſt Gerrits Kinderen, Arent van Groenevelt, Jan vanden Burgh, Jan Simonſz vanden Burgh, Knapen; ende al haer geſinde ende mede-hulperen die deſe onſe Vyanden voorſchreve ghehulpen ende geſtuert hebben, jegens ons ende onſe mede-hulperen voornoemt. Soo nemen wy op ons alle ſaecken die ons lieve ende getrouwe huipeien ende Vrienden, ende alle hoir Magen, Vrienden ende Hulperen ghedaen hebben, of doen ſellen, in wellcken wijs dat het gheſchiet is, of geſchien ſal, om onſe Vyanden ende hore hulpen voorſz te deren, ende wy gelovenſe daer of t'ontheffen ende hem te volſtaen, ende geloven onſen lieven ende getrouwen Vrienden ende Hulperen voorſz, voor ons ende onſe naekomelingen dat wy deſe voorgenoemde Luyden Vyanden ende Hulperen als voorſz is, ende hare Kinderen uyt onſen Graefſchappen ende Landen voorſz houden ſullen, ende nimmermeer met ons te laten ſoenen, noch in onſen Lande te laten komen, noch op alſulcke Goeden als baer plagen te weſen eer ſy tegen ons veroeurden, ten ſoude weſen by volkomen goetduncken ende rade onſer liever ende ghetrouwer Ridderen, Knapen, ende Steden voornoemt.

Voort ſoo gelooven wy onſen lieven ende ghetrouwen Hulperen ende Vrienden voorſz dat wy trouwelijck ende wel by hem blyven ſullen, als een goet Heere by ſynen lieven ende ghetrouwen Ridderen, Knapen ende Steden billick blyven ſal. En wy en ſullen onſer Graefſchap ende Heerlijckheden voorſz, noch der opkominge van Henegouwe nimmermeer vertyen, of gaen, quijtſchelden, verkoopen, verſetten, beleenen, verpachten, noch heel noch deel daer of uyt onſen handen brengen, ten ſy by rade ende goetduncken onſer Ridderen, Knapen, ende Stede voornoemt.

Voort bekennen wy, waert dat onſer gebrake ſonder wiirachtige geboort van ons te laten, des Godt verbieden moet, dat Hertoge Aelbrecht onſe Broeder dan recht oir ende Landts-Heere is van onſen Graefſchappen ende Heerlijckheden voorſz. Ende en waer ſijnre dan niet, dat Godt verbiede, ſoo is recht

ANS de J. C. 1351.

Guillaume de Wateringen, Chevaliers; Jean d'Arckel; Jean Seigneur de Culenbourg; Jean de Noordeloos; Henri d'Eemskerck; fils d'Henri & Daniel de Coloyſen, Ecuyers; & nos chéres & fidéles Villes ſavoir Dordrecht, Delff, Leyden, Haerlem, Amſterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Sint Geersruidenbergе, Schiedam, Rotterdam, nous ont aſſiſté fidélement avec leurs Amis & leurs forces & nous aſſiſtent journellement, pour nous Comte & Seigneur conſerver en nôtre Comté de Hollande & Zélande & Seigneurie de Friſe, & nous aider à réſiſter & repouſſer nos ennemis, qui nous veulent chaſſer de nos dites Comtez & Seigneuries, & ſemblablement chaſſer piller & tourmenter dans nos corps & biens nous & nos Amis ſuſdits, leſquels Ennemis ſont les Seigneurs Guillaume de Duyvenvoorde; le Sieur Jean de Polanen, & ſes Freres; le Sieur Guillaume de Brederade, le Sieur Arent de Duyvenvoorde; le Sieur Jacob & Herbaren vander Binckhorſt; le Sieur Herbaren de Riede; le Sieur Floris de Bouckhorſt; le Sieur Gerrit d'Heemſtede; le Sieur Jean de Meerenſteyne, fils d'Albert, le Sieur Guillaume de Oushoerne; le Sieur Dirck de Raephorſt; & le Sieur Gerrit de Poelgeeſt, Chevaliers; le Sieur Matthieu vander Burgh Prêtre; Jean de Noertick; Jean vander Made, Reynier Dever; le Sieur Gerritſz; Gerrit Die; Ever Janſz; Floris de Raephorſt; Kerſtant; Wouter; & autres; leurs Freres de Raepborſt Enfans de Gerrit; Arent de Groeneveld; Jean vanden Burgh; Jean Simonſz vanden Burgh, Ecuyers, & toute leur famille & adhérens qui ont aidé & deffendu nos ſuſdits Ennemis contre nous & nos adherens; nous prenons ſur nous toutes les choſes que nos chers & fidéles Amis & Aſſiſtans & leurs Amis & leurs Aſſiſtans ont fait ou feront, en quelque maniére que ce ſoit ou ſeront, pour nuire à nos ennemis & à leurs adherens, & nous leur promettons de les deffendre, & promettons en outre nous & nos deſcendans à nos Amis & Aſſiſtans, d'agir contre leſdits nos Ennemis & leurs Enfans pour les chaſſer de nos Comtez & Pais ſuſdits, & de ne jamais les recevoir en nôtre grace, ni les ſouffrir entrer en nos Pais, ni dans les biens qu'ils poſſedoient avant qu'ils ſe fuſſent alienez de nous, à moins que ce ne ſoit de l'avis de nos chers & fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes ſuſdites.

En outre nous promettons à nos chers & fidéles Aſſiſtans & Amis ſuſdits que nous demeurerons fortement attachez à eux, comme un bon Seigneur le doit à ſes fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes; & ne vendrons, cederons, tranſporterons, prêterons, échangerons, donnerons jamais à ferme, en tout ni en partie, nos Comtez & Seigneuries ſuſdites, ni le revenu (accroiſſement) de Hainaut, ni les laiſſerons ſortir de nos mains, ſans le conſeil & conſentement de nos Chevaliers, Ecuyers & Villes ſuſnommées.

De plus nous declarons, que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que nous decedaſſions ſans Enfans legitimes, le Duc Albrecht nôtre Frere ſera l'héritier & le Seigneur Souverain de nos Comtez & Seigneuries ſuſdites. Et s'il n'y ſuccedoit pas, (ce auſſi qu'à Dieu ne plaiſe,) le véritable héritier & Souverain deſ-

ANS de J. C. 1351.

recht our ende Lants-Heer der Graefschappen en Heerlijckheden onse Broeder, die dan naest hem outste waer nederwaerts, in alre manieren als onse Vrouwe en Moeder die Keyserinne van Romen by hant ons liefs Heeren ende Vaders des Keysers van Romen, dien Godt genadigh zy, ende by hant Hertoge Lodewijex ons ouder Broeders ons an desen Graefschappen ende Heerlijckheden voorsz gegoet hebben, ende te komen op onsen Broederen, in sulcker manieren als voorsz is. Ende hier omme bidden wy ende gebieden met uytterlicke begeerten ende willen, ende oock nu dat recht is, onse lieven Ridderen, Knapen, Steden, ende anders, al onse gemeenen Luyden, Edel ende oriedel, Poorteren ende Dorpen, ghenoemt ende ongenoemt, want wy willen of onser gebrake als voorsz is, dat sy rustelick ende sonder discoort horen rechten Heer wateo mogen, dat syne dan ontfangen ende houden voor horen rechten Landts-Heere Hertoge Aelbrecht onsen Broeder, of onsen outsten Broeder naest ons nederwaert die dan ware, weert dat Hertoge Aelbrecht na ons niet en levede als voorsz is, of dat syne gebrake na ons sonder wettelicke geboorte, in manieren, dat Hertoge Aelbrecht voorsz of onse outste Broeder naest hem voorsz ware dat Hertoge Aelbrecht niet binnen onsen Landen en Steden en quame sonder heerkracht ende sonder yemant met hem te brengen van onsen Vyanden voorsz, noch die van horen partye waren, en hy onsen goeden Luyden gemene Ridderen ende Knapen, Steden ende Gemeenten, swoor ende zegelde al haer Recht ende Hantvesten te houden, en die Graefschappen ende Heerlijckheden heel ende alinge hem nimmermeer af te gaen, noch te verthyen, noch onse Vyandeo voorsz nimmermeer in den Landen te laten komen, na alder manieren die voorsz zijn. Ende om dat wy willen dat onse lieve ende getrouwe Ridderen, Knapen, ende Steden voorsz in allen punten wel bewaert zijn, ende eendrachtigh blyven, ende onsen Broederen en geen, noch egene anderen Heere ontfangen dan 'onser Broederen een, inder manieren als voorsz is. Soo hebben wy hem gebeden, geheten ende geheboden, bidden, heeten ende gheboden, dat sy hem des verbinden eendrachtigh te blyven, ende nimmermeer anders te doen dan voorsz is. In oirkonden des Briefs open bezegelt met onsen Zegele.

Gegeven des Sondaghs die men hiet beloocken Pinxster, dat is op den drie en twintighsten dagh in Meye, in 't Jaer ons Heeren duysent drie hondert een ende vijftigh. Onder staet geschreven *Jussu Comitis per consensum prenominatorum Dominorum & Villarum.* Ende is onderteeckent *J. van Heerman.* Noch staet onder geschreven *S. Excaph.*

desdites Comtez & Seigneuries sera nôtre Frére, qui sera l'aîné aprés lui, & ce en la même maniére que nôtre Dame & Mére l'Imperatrice les avoit reçus des mains de nôtre cher Seigneur & Pére l'Empereur & des mains du Duc Louis nôtre Frére aîné, & tout ainsi qu'ils les avoient possedez, & venir à nos Freres en la maniere susdite. C'est pourquoi nous prions & ordonnons avec beaucoup d'instance, & par ce que c'est la justice, aux Chevaliers, Ecuyers, Villes & autres, & tous nos sujets Nobles ou Roturiers, Bourgeois, Villages, nommez & non nommez, que s'il venoit faute de nous, comme il est dit ci-dessus, ils ayent paisiblement & sans discorde à recevoir, & tenir pour leur Souverain le Duc Albrecht nôtre Frere, ou nôtre Frere aîné aprés nous, si le dit Duc Albrecht ne nous survivoit pas, comme dit est, ou qu'il fasse de luy sans heritier légitime, en la maniere que le Duc Aelbrecht susdit ou nôtre Frere aîné aprés lui; pourvû que ledit Aelbrecht ne vienne point dans nos Pais & Villes à force ouverte & en amenant avec lui aucun de nos ennemis susdits, ni de leurs Adhérans, mais qu'il jure & scelle à nos Chevaliers & Ecuyers, à nos Villes & sujets de garder, & observer leurs Droits & Chartres, & de n'abandonner jamais lesdites Comtez & Seigneuries, & de ne laisser jamais entrer nos ennemis dans le Pais, comme il est dit ci-dessus. Et parce que nous voulons que nos fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes susdites soient maintenus, & demeurent en concorde en tous points, & qu'ils n'ayent à recevoir d'autres Seigneurs que nos Freres comme ci-dessus est mentionné, nous les avons prié & leur avons ordonné, les prions & leur ordonnons qu'ils demeurent bien unis ensemble, & ne fassent jamais autrement qu'il est ci-dessus dit. En témoin dequoi nous avons scellé ces présentes de nôtre Sceau.

ANS de J. C. 1351.

Donné le Dimanche de la Pentecôte, le 23. jour de Mai, l'an de nôtre Seigneur 1351. *Dessous étoit écrit*, Jussu Comitis per consensum prænominatorum Dominorum & Villarum; *& signé* J. de Heerman, *& plus bas* S. Excaph.

CCXCIII.

ANS de J. C. 1351. FRANCE ET SAVOYE.

Traité entre JEAN *Roi de France, au nom du* DAUPHIN *son Fils, &* AME VI. *du nom Comte de Savoye surnommé* le Verd, *par lequel le Traité entre Aymon Comte de Savoye, & Humbert Dauphin est confirmé, & il est porté que le Roi de France ni le Dauphin, ni leurs successeurs ne pourront aquerir aucunes terres en Savoye, ni le Comte en Dauphiné. Fait à Ville-neuve d'Avignon, le* 27. *d'Octobre,* 1351. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 184.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quod anno ejusdem M. CCC. L1. indictione quarta mensis Octobris, Jovis die vicesima septima, Pontificatus sanctissimi Patris, & Domini Domini Clementis Divina providentia Papæ sexti, anno decimo, tractantibus & nechantibus Reverendissimis Patribus, & Dominis Dominis Guidone Portuensi, & sanctæ Ruffinæ Episcopo, Stephano sanctorum Joannis & Pauli, & Egidio sanctæ Praxedis tituli Presbyteris, sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, ac in ipsorum Dominorum Cardinalium, nec non, & nostrûm Notariorum, & testium infrascriptorum præsentia personaliter constituti, Magister Petrus de Caritate Consiliarius, & Joanes de Veirgria Secretarius, Serenissimi Principis Domini Joannis Francorum Regis Illustris Procuratores, & procuratorio nomine ejusdem Domini Regis ex una parte: & Reverendus in Christo Pater Dominus Joannes Tharentasiensis Archiepiscopus, Domini Joannes, Dominus Camera Vicecomes Maurianæ; Jacobus de Claromonte,

ANS de J. C. 1351.

ANS de J. C. 1351.

Dominus ſanctæ Helenæ de Lacu, ac Georgius de Solerio procuratores, & procuratorio nomine magnifici Viri *Amedei Comitis Sabaudiæ*, ex altera, ſuper agendis inter ipſum Dominum Regem, tam ſuo quàm magnificorum & potentum Virorum Dominorum Caroli primogeniti dicti Domini Regis Dalphini Viennenſis, & Philippi Ducis Burgundiæ, nec non Domicellæ Joannæ de Burgundia eorúmque ſucceſſoribus ex una parte, ac præfatum magnificum Virum Amedeum Comitem Sabaudiæ, pro ſe ejuſque ſucceſſoribus ex altera; pro dilectionis fœdere inter ipſorum progenitores ab antiquo conſneto inter prædictos perpetuo conſervando, ac etiam augmentando, & omnis diſſentionis materia inter ipſos evitanda, & ut eriam dictus Comes ad dicti Domini Regis & ſuorum obſequia propenſius inducatur & etiam animetur pro prædictis Rege Dalphino, Duce, Domicella Joanna & Comite, & ipſorum quolibet, eorumque hæredibus & ſucceſſoribus quatenus quemlibet tangit & tangere poteſt ſeu poterit in futurum tracta erunt, compoſuerunt, conveniunt ad invicem pactiones, conventiones, infeudationes, alligantias, confederationes & alia fecerunt & inierunt, tractant, componunt, conveniunt, faciunt & ineunt quanto melius virtute dictorum procuratorum nomine Dominorum ſuorum poſſunt prout inferius continetur. Primo quod pax facta noviſſime inter Comitem *Aymonem bone memorie*, & Dalphinum Humbertum, & ante inter olim *Comitem Amedeum* & Dalphinum Joannem, cum omnibus declarationibus, additionibus, proviſionibus, & cautelis poſt utramque ſecutis debitè obſervenrur & fiant realiter cum effectu & impleantur. Et ſi quæ per alteram partium in contrarium facta ſunt vel ſtatum debitum ſecundum prædictorum ſenem reducantur, & eligantur per dictos procuratores ex nunc commiſſarii, videlicet pro Dalphino Dominus de Turnone, & Dominus Guillelmus Arthaudi milites; pro Comite vero Dominus de Camera, & Dominus Faramantii milites cum conſervatoribus pacis deputatis per partes ipſas, ita tamen quod duo ex ipſis quorum unus ſit de una parte & alius de alia, viſa pace utraque & prædictis poſt ſecutis non declarata declarent, & non completa compleri faciant & ordinent, occupata reſtitui, & alia fieri nondum facta, habeantque ſuper hiis ex nunc à partibus ſupradictis plenariam poteſtatem: Commiſſarii vero prædicti jam dictis diligentius intendendo ea compleant toto poſſe, infra feſtum Penitec. proximum: quibus declarationibus factis ſi quæ obſcura remaneant vel longiorem indaginem requirentia, tam ſuper limitationibus faciendis quam ſuper aliis diſcordiis quibuſcumque, dicti Reverendi Patres Domini Cardinales ſint ſuperiores & medii: Qui aut duo ex ipſis, quorum unus ſit Dominus Guido Cardinalis prædictus, vocatis ſecum Dominis Henrico Archiepiſcopo Lugdunenſi electo pro parte Dalphini, aut alium per dictum Dalphinum nominando; & Amedeo Comite Gebennenſi electo pro parte Comitis Sabaudiæ, aut alio per ipſum Comitem Sabaudiæ nominando. Qui quidem Archiepiſcopus aut aliis per ipſum Dalphinum nominandus interierit, ſi & quando dictus Dalphinus ipſum Archiepiſcopum aut alium per ipſum Dalphinum nominandum voluerit intereſſe, controverſias & quæſtiones ſi quæ ortæ ſine inter partes vel forſitan oriantur, quæ per dictos conſervatores aut commiſſarios non poſſent commodè expediri, habeant amicabiliter terminare: Super quibus habeant Domini Cardinales prædicti cum Archiepiſcopo & Comite Gebennenſi, ſeu aliis nominandis, modo prædicto ex nunc plenariam & liberam ac pleniſſimam poteſtatem, uſque ad annum poſt Feſtum Pentecoſtes ſuprædictum: Et niſi Archiepiſcopus & Comes aut alii ut ſupra nominandi veniant ad dies ſtatuendos per Cardinales prædictos, ex tunc dicti Archiepiſcopus & Comes, aut alii ut ſupra nominandi pro non adjectis habeantur quoad

ANS de J. C. 1351.

illa, illa vice. Item convenerunt & componunt dicti procuratores prædictis nominibus, quod Rex idem vel ſucceſſores ſui, Regeſque alii qui erunt Franciæ pro temporibus in futurum per ſe vel alium tacitè vel expreſsè, directè vel indirectè quovis colore quæſito non poſſint nec ſibi liceat perpetuò quicquid acquirere de novo in Comitatu Sabaudiæ, terris, baroniis, juribus, feudis, retrofeudis dicti Comitis, ſucceſſorum, vaſſall. hominum, vel ſubditorum ejuſdem qui nunc ſunt de Imp. & inter limites Comitatus, terrarum & baronarum eorundem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, conventiones, tractatus alios ſive cauſas: Et ſi contrarium (quod abſit) fieret in futurum, acquiſita non teneant ipſo facto in commodum acquirentis, eaque ſtatim & omnino acquirens dimittere teneatur; & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus cenſeatur &, ſit: Et hoc potiſſimè, quia ex talibus acquiſitionibus per potentiores Dominos in minus potentum terris inter ipſos ſuſcitantur diſcordiæ ſæpius & diſſentiones non parvæ, quas inter Reges & Comites prædictos evitare cupiunt, & inter eos nutrin perpetuum amoris & fidei vinculum, evoporante gratia Salvatoris. Inſuper dictus Comes aut ſui perpetuò ſucceſſores, per ſe vel alium tacitè vel expreſsè quovis colore quæſito, non poſſint nec ſibi liceat perpetuò quicquam acquirere in Dalphinatu Viennenſio, terris, baronis, juribus, feudis, retrofeudis dicti Dalphini, ſucceſſorum, vaſſallorum, hominum vel ſubditorum ejuſdem, quæ nunc ſunt & pro tempore fuerint; nec inter limires Dalphinatus, terrarum, baroniarum & poteſtatum eorundem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, pactiones, contractus alios ſine cauſa: Et ſi contrarium (quod abſit) fieret in futurum, acquiſita non teneant ipſo facto in commodum acquirentis, eaque ſtatim & omnino acquirens dimittere teneatur, & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus cenſeatur & ſit. Et viceverſa dictus Dalphinus vel ſucceſſores ejuſdem perpetuò per ſe vel alium, tacitè vel expreſsè, quovis colore quæſito non poſſint nec ſibi liceat perpetuò quicquam acquirere in Comitatu Sabaudiæ, terris, baroniis, feudis, retrofeudis dicti Comitis, ſucceſſorum, vaſſallorum, hominum, vel ſubditorum ejuſdem qui nunc ſunt & pro tempore fuerint; nec inter limites Comitatus terrarum, baronarum & poteſtarum eorundem per feuda, retrofeuda, conventiones, contractus alios ſine cauſa: Et ſi contrarium (quod abſit) fieret in futurum, acquiſita non teneant ipſo facto in commodum acquirentis, eaque ſtatim & omnino dimittere teneatur acquirens, & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus cenſeatur & ſit, ipſique renunciatum ſit, & intelligatur ipſum nullius eſſe efficaciæ & momenti. Item quod Rex dicto Comiti teneatur ſcambiare terram ſuam de Maloleporario quam de præſenti tenet dictus Comes, & aſſidere in ballivia Senonenſi vel trecenſi cum omni nobilitate, alta & baſſa juſtitia; prout continetur in certis literis Regiis ſigillo vindi ſigillatis, mentionem facientibus de dono facto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, Avo paterno Comitis qui nunc eſt. Item conſentiunt & promittunt Procuratores Domni Regis, quod Rex ipſe tradet cum effectu in augmentum feudi ſupradicti Domum Pariſ. quæ fuit Illuſtr. Principis Domini Regis Bohemiæ verſus Portam S. Honorati, cum ipſius juribus & pertinentiis univerſis tenendam & poſſidendam per eundem Comitem ejuſque ſucceſſores in perpetuum, ſub eodem homagio, modo & forma quibus ſupra, & fiet realis traditio dictæ domus infra feſtum Purificat. proximum. Item quod dicti Procuratores Comitis, ejus nomine confœderationes prò ipſo Comite & ejus ſucceſſoribus Sabaud. Comitibus validas faciunt Regis Procuratoribus prædictis, nomine quo ſupra ipſius, & ſucceſſorum ſuorum Regum Franciæ nominibus recipientibus contra Regem Angliæ & ejus ſucceſſores, & omnes

Angli-

ANS de J. C. 1351.

Anglicos ac secum confœderatos & ei adhærentes, & quoscumque alios; exceptis Imp. Romano, Dominis Archiep. Mediolanensi, Manfredo Barnabone & Galeatio ipsius nepotibus, & aliis Vicecominib. Mediolani, Marchione Montisferrati. Item quod Comes ipse ad requisitionem Regis vel Reginæ vel certi mandati alterius, eorundem Domicellum Joann de Burgundia Filium dictæ Reginæ eisdem aut alteri ipsorum certo mandato reddere tenebitur, videlicet in Matiscon. liberam cui voluerint maritandam, præterquam Dalph. qui nunc est, ipso existente Dalph. & qui pro tempore fuerit, conventionibus præsentibus firmatis. Item quod dictus Comes cum aliqua Filiarum Regis Angliæ quæ nunc est vel fuerit, vel alia Anglica sine ipsius Regis Franciæ expresso consensu se maritare non poterit. Item promittunt dicti Procuratores Regis nominibus quibus supra, Procuratoribus Comitis memoratis stipulantibus & recipientibus nomine Domini sui, quod Rex idem solvat dicto Comiti Sabaudiæ vel ejus certo mandato; pro servitiis factis per Comitem & Prædecessores ejusdem Regi & Prædecessoribus suis & aliis etiam causis, sexaginta millia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini persolvenda. Item consentiunt & promittunt dicti Procuratores Regis memoratis Procuratorib. dicti Comitis, ipsius nomine recipientibus & stipulantibus, ipsi Comiti ac ejus successoribus pro prædictis & ex causa compositionis & tractatus præsentis, dare & solvere ipsi Comiti Sabaudiæ supradicto quinquaginta millia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini apud S. Laurentium propè Matisconem in terra Baugiaci: seu tradere Castra Cusiriaci & Sogiaci cum villis franchis & non franchis, hominibus nobilibus & ignobilibus, homagiis, feudis, retrofeudis, jurisdictionibus, meris & mixtis imperiis, aquis, aquarum decursibus, nemoribus, pascuis, & aliis juribus universis ad præmissa spectantibus & pertinentibus quoquo modo: Adhuc autem actum est inter Procuratores prædictos, quod infra festum Paschæ proximum, castrum de Romanyo cum homagiis, feudis, retrofeudis, & aliis suis pertinentiis universis, quod est Episcopi & Ecclesiæ Matiscensis, tradetur per dictum Regem seu ejus certum mandatum, realiter & de facto Comiti memorato seu ejus certo mandato per ipsum ac ejus Comitis hæredes, perpetuò tenendum, & possidendum tanquam suum: Si ad hoc facta primitus & ante omnia per Dominum Regem recompensatione debita Ecclesiæ Matiscon. præfatus Episcop. capitulum suum & illi quos tangit negotium curaverint seu voluerint consentire; dicti autem consensus opportunè procurabuntur bona fide expensis Domini Regis. Si verò ex aliqua causa dictum castrum cum suis pertinentiis universis non traderetur ut præmittitur Comiti memorato, aut ejus certo mandato infra Paschæ terminum suprædictum: Actum est inter Procuratores prædictos nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Rex teneatur solvere realiter, infra dictum festum Paschæ proximum, Comiti memorato vel ejus certo mandato, viginti quinque millia florenorum apud dictum locum S. Laurentii juxtà Matiscon. Item quod Rex procurabit pro posse suo bona fide, quòd allegationes dudum factæ & initæ inter Duces & Duchissas Burgundiæ quondam, & Comites Sabaudiæ, renovabuntur & confirmabuntur per Ducem Burgundiæ qui nunc est, dum fuerit ætatis legitimæ secundum tenorem cartæ: & quòd tutores ejus nomine minoris eas confirment, si quos haberet, quantùm commodè fieri poterit. Item quòd præmissa per Regem Philippum progenitorem dicti Regis qui nunc est, super concordia habita inter hæredes Duchissæ Britanniæ cum Comite qui nunc est complari in quantum ipsum tangit faciet infra festum Nativitatis S. Joannis Baptistæ: De certis autem damnis illatis, quæ occasione illius accordi petebat dictus Comes sibi fieri restitutionem à Rege, dictus Rex remanebat quietus, & de quibuscumque aliis quæ petere posset Comes ipse tam nomine suo quàm prædecessorum suorum occasione quacumque à prædicto Domino Rege: & versa vice dicti Procuratores Regis nomine quo supra, quittant dictum Comitem de quibuscumque quæ dictus Rex petere posset ab ipso; reservatis tamen partibus ambabus quæ in tractatu vel accordio præsentibus continentur. Acta fuerunt hæc apud Villamnovam S. Andreæ Avinionensis diœcesis in hospitio Reverendi Patris Domini Hugonis Cardinalis Tutellensis, quod fuit olim bonæ memoriæ Cardinalis Neapolitanensis in camera Paramenti: Præsentibus venerabilibus, discretis, & nobili Patre, & Viris Dominis Francisco de Sancto Maximo Apostolicæ Sedis Notario, Guicardo Sedunensi Episcopo, Roberto Galli Laudunensi electo, Andevino Abbate ....., Guillelmo Fornerii Decano Sedunensi.

ANS de J. C. 1351.

CCXCIV.

ANS de J. C. 1351.

DORDRECHT, DELFT, HARLEM, &c.

Alliance entre les Villes de DORDRECHT, DELFT, HARLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLIJCK, & VLAERDINGEN, *en l'année* 1351. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 3.

ALlen den genen die desen Brief sullen sien of hooren lesen, maken wy condt, Schout, Schepenen, Burgemeesters, Raidt, ende die gemeene Steden van DORDRECHT, van DELFT, van HAERLEM, van LEYDEN, van SINTE GEERDENBERGE, van AMSTELREDAM, van ALCMAER, van OUDEWATER, van SCHIEDAM, van ROTTERRAM, van MEDENRLICK, en van VLAERDINGEN. Want wy ons onderwonden hebben onsen lieven ende geminden Heere Hertoge Willem van Beyeren, Grave van Hollandt, van Zeeland, ende Heere van Vrieslandt,

CCXCIV.

ANS de J. C. 1351.

DORDRECHT, DELFT, HARLEM, &c.

Traduction de ce Traité.

A Tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou orront, salut sujets, nous Baillif, Echevins, Bourguemaitres, Conseil, & communautez des Villes de DORDRECHT, *de* DELFT, *de* HARLEM, *de* LEYDEN, *de* ST. GERTUYDENBERG, *d'*AMSTERDAM, *d'*ALCMAR, *d'*OUDEWATER, *de* SCHIEDAM, *de* ROTTERRAM, *de* MEDENRLICK, *&* *de* VLAERDINGEN. *Qu'ayant entrepris de vendre nôtre cher & bien amé Seigneur, le Duc Guillaume de Bavière, Comte de Hollande, de Zélande, & Seigneur de Frise, Souverain & puissant*

ANS de J. C. 1351.

landt, Heere te maicken en magtigh ſijns Lants ende Onderſaten, hebben groten ſchout, die hy ſchuldigh is, daer wy hem wilt Godt, of ontredden ſullen, ende om dat wy te doen moeten hebben jegens menichaerhande Luyden ende dadingen van ſijnre wegen, daer ons ſien ſtaet ſwaren wangonſte ende viantſchap in te verkrygen, ende om dat wy alle alleene alle ſyne ſaken niet en mogen bewaren ende bedryven, ſoo hebben wy alle Steden voorſz te ſamen gelooft en geſeekert by onſer ſekerheyt, ende by onſer trouwen. Waer, dat ſake dat yemant mit deſen Steden voorſz in wangonſt of in viantſchap quame tegens yemande oſte eenigerhande ſaken, die hy hantierden hadden van onſen Heeren Graven weegen voorſz, of daer of roeren mochte, of onder Steden regt eenige voorſz, of om eenich mans uyste voorſz Steden, dat wy dat gemeenelicken ende ongeſcheyden wederſtaen ſullen, ende dregen tot allen dagen, ende malcander hulpers daer in te blyven met lyve ende met goede. Voort waert dat ſaken dat yemant van deſen Steden voorſz eenige twiſt hadden, die eene tegens den anderen, des ſouden die ander Steden machtich weſen dien twiſt te ſoenen, ende te verlijken, ende alle ſaken voorſz, behouden onſen lieven Heere den Graven, ende ſyne Naecomelingen al te doene dat wy ſchuldich ſijn te doene, ende ſonder argelıſt. Ende wair dat ſake, dat ons Heeren gebrake ſonder oir van ſijnen lyve, dat Godt verhoede, ſoo hebben wy gemeenelick gelooft genen Heer t'ontſaen, wy en ſullen ghemeenlick ontſaen, nae ſulcke brieve als onſe lieve geminde Heere dicke voorſz beſcheiden heeft met ſyne brieven, dat onſe lieve Heere de Keyſer ſijn Vader, daer Godt de ſiele of hebbe, met recht ende met vonniſſe van ſynen hoigen mannen, het Graeſſchap van Henegouwen, van Hollant, van Zeelant, ende Heerlickheyt van Vrieſlant ſchickte ende beſcheyde te erven. Ende waer dat ſake dat an deſen brieven gebrake een ſigel of twee, dieromme en ſoude deſen brief voorſz niet vermindert weſen van eeniger macht. Ende om dat wy Steden voorſz alle beloften en overeendragen voorſz vaſt ende ongeſcheyden houden willen tot eenwigen dagen, ſoo hebben wy deſen jegenwoordigen brief in kenniſſe der waerheyt beſegelt mit onſen ſegelen, in 't Jaer ons Heeren 1351. des Maendags na St. Mauritius dagh.

dans ſes Païs & ſur ſes ſujets, ayant de grandes dettes, auſquelles il eſt obligé, & dont le dechargerons, (s'il plaît à Dieu;) & parce que nous avons affaire à diverſes ſortes de gent & des choſes à demêler à cauſe de lui, pourquoi nous prevoyons que nous pourons encourir diſgrace & inimitié, & parce que nous ne pourions tous en particulier ſoûtenir & deffendre ſa cauſe, nous lui avons nous toutes les Villes ſuſdites promis & juré conjointement aſſurance & fidélité. Et s'il arrivoit que quelcun vint en inimitié avec ces Villes ſuſdites, au ſujet de quelcun ou de quelques choſes qui concerneroient nôtre Seigneur Comte ſuſdit, ou quelque droit deſdites Villes, ou quelque perſonne d'icelles, que nous nous joindrons inſeparablement à une deffence commune & à toujours nous ſoûtiendrons, de corps & de biens. Que s'il arrivoit que quelqu'une de ces Villes eût quelque different avec une autre des mêmes Villes, que les autres y devons amoriſées pour les reconcilier & les accorder, & de faire en toutes choſes ſuſdites, tout ce que nous ſommes obligez de faire pour manteuir nôtre cher Seigneur le Comte & ſes Deſcendans, ſans diſſimulation. Et s'il arrivoit (ce qu'a Dieu ne plaſe) que nôtre Souverain vint à déceder ſans enfans, nous avons promis conjointement de ne recevoir point ſa Souverain, que celui que nôtre dit Seigneur aura nommé par ſes lettres, comme nôtre cher Seigneur Empereur ſon Pére, dont Dieu veuille avoir l'ame, a avec juſtice & avis de ſon Conſeil donné à ſon fils le Comtés de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & la Seigneurie de Friſe, à condition de les heriter de lui, faute d'enfans. Et arrivant qu'a ces préſentes lettres, il y manquât un ſceau ou deux leſdites lettres n'en auront pas pour cela moins de force & de vertu. Et parce que nous Villes ſuſdites voulons que ces promeſſes & accords ſuſdits ſoient gardez inviolablement a toujours, nous les avons en témoignage de la verité ſcellées de nos ſceaux. L'an de nôtre Seigneur 1351. le Lundi d'après la S. Maurice. ANS de J. C. 1351.

CCXCV.

ANS de J. C. 1351. BRABANT ET NIVELLES.

Récript de l'Empereur CHARLES IV. *pour terminer les Différens ſurvenus entre* JEAN *Duc de Brabant & le Chapitre de l'Egliſe de* NIVELLES, *en datte du 26. de Novembre* 1351. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 187.

KAROLUS Dei gratiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex Dilectis nobis in Chriſto *Mathildi* Abbatiſſæ, Præpoſito, totique Capitulo ſecularis Eccleſiæ NIVELLENSIS Leodienſis Dioceſis gratiam Regiam & omne bonum. More boni Principis jugiter optamus cunctis Imperii noſtri fidelibus proſperam pacem & tranquillitatem; cùm igitur quorundam relatione ad noſtrum pervenit auditum inter vos ex parte una, ac dilectum conſanguineum & fidelem noſtrum JOANNEM *Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgiæ Ducem Sacrique Imperii Marſchalcum* ex altera, diſſentionis & controverſiæ materiam occaſione diverſorum privilegiorum tibi Abbatiſſæ & Capitulo memoratis ſicut aſſeritis de non recipiendis Regalibus ab alio quàm Imperatore vel Rege Romanorum, &c. fore ſubortam, quæ tam celeriter ut res exigit per nos commodè nequit ex toto ſopiri; nos damnis, diſpendiis ac detrimentis quæ exinde tibi Abbatiſſæ & Capitulo ſæpedictis poſſent veroſimiliter evenire, volentes tibi Abbatiſſæ prælibatæ tenore præſentium providere, concedimus & nihilominus præcipiendo mandamus, quatenus hac vice à Duce prænominato hujuſmodi tua Regalia recipere poſſis & recipias, juribus noſtris & Imperii ſuiſque & Eccleſiæ ſæpedictæ ac Dueis memorati in hoc manentibus illæſis; per hoc enim non intendimus nec volumus vobis aut alteri veſtrum ſeu Imperio aliquod præjudicium generari vel in aliquo derogari, ſed ea illibata & illæſa remanere, vobiſque Præpoſito & Capitulo prælibatis præcipiendo mandamus, quatenus cùm vobis conſtiterit ipſam Mathildem dicta ſua Regalia à præfato Duce ut præmittitur relevaſſe & recepiſſe, ipſi tanquam Abbatiſſæ veſtræ ac Dominæ obedientiam & reverentiam debitam exhibentes, ſibi in omnibus quæ ad Abbatiſſam Nivellenſem pertinent pareatis, reſpondeatis & ad plenum intendatis, præſentium ſub noſtræ Majeſtatis ſigilli teſtimonio litterarum. Datum & Actum Wratiſlaviæ anno Domini M. CCC. LI. die XXVI. menſis Novembris, Regnorum noſtrorum anno ſexto. ANS de J. C. 1351.

CCXCVI.

ANS de J.C. 1352.

CCXCVI.

Traité de Paix entre AMEDE'E VI. *Comte de Savoye dit* (a) le Comte Verd, *& le* (b) DAUPHIN DE VIENNOIS; *fait à Voiron, le 6. d'Octobre* 1352. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 187.

(a) Ce nom lui avoit été donné, parce qu'il porta dans un Tournois des armes vertes, & monta sur un cheval caparaçonné de verd. Ce fut un des plus grands Princes de son Siécle.

(b) Ce Dauphin n'est pas nommé dans le Traité, mais on juge par l'histoire, que c'étoit *Charles*, qui fut depuis Roi de France, enquiére du nom.

ANNO Domini M. CCC. LII. die VI. Mensis Octobris apud Voyronum. Existentibus viris Nobilibus Domino de Grandimonte, Dominis Aymaro de Bellovidere, Raynaudo de Sancto Sulpicio militibus & Consiliariis pro parte *Domini Sabaudiæ Comitis*: Dominis Amedeo de Rossillone Domino Boschagii, Joanne de Groles Domino Neyriaci, & Ludovico de Loras militibus & Consiliariis pro parte Domini Dalphini Viennensis: In præsentia Illustris Domini Comitis Gebennensis, dicti Consiliarii ad tractatum dicti Domini Comitis, super damnis & offensis datis, factis & illatis per illos de Ambronay illis de Varey, & per illos de Varey illis de Ambronay, dependentibus & emergentibus ex eisdem quibuscumque seu quæ commiserunt ex ipsis à duobus annis circà, ordinaverunt & arrestaverunt ut infrà.

In primis ordinaverunt, quòd Pax noviſſimè facta inter Illustres Principes Dominos Aymonem Sabaudiæ Comitem, & Humbertum Dalphinum Viennensem, unà cum reformationibus & provisionibus inde sequutis, per utramque partium inviolabiliter servabitur in singulis suis Capitulis ut ibidem continentur; & quòd omnia mala, novitates & offensæ cessent hinc inde penitus, & quòd nullus offendat quovis colore quæsito, prætextu aliquarum novitatum præteritarum, seu dependentium vel emergentium exeisdem, nec aliter quoquo modo; & quòd præconizetur in terris & locis dictorum Dominorum, quòd nullus offendat alium quovis modo sub pœna corporis.

Item ordinaverunt ut suprà, quòd omnia capta mobilia hinc & inde restituantur realiter, & sine difficultate quacumque; videlicet extantia, & de præsenti extantibus, unà cum damnis datis hinc inde fiant inquisitiones per Joannem de Croso Notarium pro Principe Sabaudiæ, & Petrum Banasterii, vel Hugonem de Saletis pro parte Dalphinali, qui die Jovis proximâ de manè simul conveniant apud Remens, & super damnis & offensis prædictis diligentiùs inquirant, & ad prædicta vacent cum continuatione dierum sequentium sine intermissione, usque ad plenarium complementum omnium prædictorum.

Item quòd dictus Dominus Grandimontis unà cum quodam alio milite eligendo per eundem pro parte Sabaudiæ, & dictus Dominus Amedeus de Rossillon unà cum quodam alio milite eligendo per eundem pro parte Dalphinali, XXI. præsentis mensis Octobris inquirì faciant per Commissarios de damnis infrà mutuò factis & illatis videlicet inter Prioratum Sancti Benedicti de Sayssineu, & Marchias de Cordone insimul: qui Commissarii prædicti inquisitiones per ipsos invicem faciendas dictis Dominis militibus apportent, qui Domini milites dictas inquisitiones speriant, & juxta formam dictarum inquisitionum dicta damna & emendam taxent sine partialitate qualicumque, & qui milites etiam promittant bona fide, & jurent dictas taxationes facere benè & legaliter sine cavillatione quacumque; & non discedere à loco, donec dictas taxationes fecerint integraliter & perfectè, si commodè fieri poterit; aliàs nisi commodè fieri possit, quam brevius poterint ipsas taxationes facient ut suprà, prout legalitati eorundem videbitur faciendum; & quòd alter dictorum militum ab altero non discedat sine licentia alterius, donec taxationes prædictæ plenariò factæ fuerint per eosdem.

ANS de J.C. 1352.

Item quòd factis dictis taxationibus per dictos milites, dictæ emendæ fiant realiter juxta taxam prædictam, infrà sex septimanas sequentes immediatè incipiendas à die dictæ taxationis faciendæ per milites ante dictos: & nisi dictæ emendæ realiter fierent, ut sub termino superiùs limitato juxta dictam taxationem teneretur ad emendam, transactis dictis sex septimanis, mittat incontinenti duos milites infra castrum seu Villam d'Arbiz in terra Domini Gebennehsis, qui milites ibidem hostagia teneant, non discessuros per juramenta sua à dicto loco, donec emendæ prædictæ realiter solutæ fuerint juxta taxationem superiùs limitatam.

Item quia Dominus Hugo de Gebennis asserit castra de Hauvet & de Varey esse de feudo suo, dicto Domino Comite dicente dicta castra ad eum justis de causis pertinere debere, quæ castra dictus Dominus Comes ad manum suam posuit; Ordinaverunt Domini Grandimontis & Amedeus prædicti, quòd infrà festum omnium Sanctorum proximum dicta castra in manus Dominorum Amedei de Bellovidere, & Joannis de Groles militum ponantur realiter & de facto; qui duo milites ipsa Castra benè & legaliter custodire teneantur; & quæ Domini Grandimontis pro parte dicti Domini Comitis, & Amedeus de Rossillon pro parte dicti Domini Hugonis, hinc ad proximum festum Beati Joannis Baptistæ cognoscant & cognoscere debeant; & sibi licear de feudo prædicto Domino Comiti ipsa Castra ad manum suam de jure tenere, prout sibi licuerit; & ipsi Domini Comes & Hugo cognitionem per ipsos milites faciendam observari integrè teneantur. Et si forte infra dictum terminum ipsi milites non cognoverint de prædictis, dicti Domini Amedeus & Joannes ipsa castra liberè & impunè dicto Domino Comiti & gentibus suis, lapso dicto festo Beati Joannis prædicto, reddere & restituere sub juramentorum suorum vinculis, in statu in quo nunc sunt absque novitate, mutatione vel alia innovatione & difficultate quacumque de facto teneantur: Et quòd interim dicti Domini Comes & Hugo nichil novi in dictis castris & eorum juribus faciant, fieri procurent vel attentent quoquo modo; qui præfati Domini Comes & Hugo dictis Dominis de Grandimonte & Amedeo, super prædictis per suas patentes literas commissionem specialem & plenariam potestatem dare & concedere teneantur.

Quæ omnia & singula prædicta Reverendi Patres in Christo Domini H. de Villariis Archiepiscopus & Comes Lugdunensis locumtenens Domini Dalphini Viennensis, ut dicitur, & Guichardus Dei gratia Episcopus & Comes Sedunensis locumtenens Domini Sabaudiæ Comitis, prout fertur nominibus prædictis per juramenta sua bona fide præstita, manibus positis ad pectus more Prælatorum, attendere & attendi facere, complere & observare promiserunt.

Subsequenter dicti Domini Grandimontis & Amedeus promiserunt per juramenta sua, ad Sancta Dei Evangelia manibus tacta, taxationes prædictas damnorum, injuriarum & offensarum bene & legaliter facere per modum superiùs declaratum.

Dicti vero Domini Amedeus de Bellovidere, & Joannes de Groles simili modo per juramenta sua promiserunt bona fide, dicta castra bene & fideliter custodire, & ea dicto Domino Comiti restituere secundum formam in ipso articulo lucidiùs limitatam.

De quibus dicti milites pro partibus electi per me Notarium infra scriptum, unum vel plura de singulis prædictis articulis sibi fieri petierunt publica instrumenta. Actum & datum ut supra; Præsentibus testibus Dominis Ludovico de Villars Archidiacono Lugdunensi, Guichardo Domino de Groleo, Guichardo de Chissé, Petro de Capello Cornuto, Artaudo Labre,

ANS de J. C. 1352. Labre, Guidone Coperil militibus, Dominis Antonio Domino Chandiaci, Amedeo Domino Muribelli, Guillelmo Domino de Faramanz, Petro de Compesio Domino de Vulpillieres, Petro de Loyes, & Berlione de Foraz militibus, & pluribus aliis ad petimissa vocatis pariter & rogatis.

CCXCVII.

ANS de J. C. 1353.

Alliance & amitié perpetuelle de la Ville & Canton de BERNE *avec les trois Cantons d'*URI, SCHWIZ *&* UNDERWALDEN, *à Lucerne du 6. May* 1353. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 196.

BERNE, URY, SCHWITZ ET UNDERWALDEN.

AU nom de Dieu Amen. Nous (*a*) l'Advoyer & les deux cens & les Bourgeois de la ville de BERNE en desert, & les Amans & paysans d'URI, de SCHWIZ & d'UNDERWALDEN; Sçavoir faisons à tous ceux, qui verront & oyront lire ces presentes lettres, que nous par le bon advis & ferme deliberation pour bonne paix, protection & defence de nos personnes, de nos biens, de nos gens, villes & pais, & pour le commun bien & profict d'iceluy avons accordé & conclud une alliance & amitié perpetuelle entre nous; laquelle avons jurée & promis observer & garder fidellement à jamais corporellement & publiquement, par serment à Dieu & aux Saincts, pour nous & nos successeurs, lesquels expressement voulons estre icy comprins & conjoincts perpetuellement: & demeurera cette alliance presentement & par cy aprés sermement & irrevocablement, & à perpetuité, sans aucune mutation. Et d'autant, que les choses de ce monde facillement s'oublient & par longueur du temps se changent; nous les dicts villes & pais pour ces causes voulons asseurer une amitié mutuelle & perpetuelle alliance entre nous, que voulons publiquement tesmoigner par lettres & escriptures, qui est telle: que voulons ayder, assister & favoriser les uns les autres autant, & si longuement, que nos personnes & nos biens se pourront estendre, tous dolz exceptez, contre nous ceux qui entreprendront & voudront entreprendre sur nous, nos personnes & nos honneurs & franchises par force, & sans raison nous molester fascher ou invalir, (*b*) tant nous que d'autres, qui presentement ou par cy apres seront comprins en cette presente alliance fussent en aucune maniere contre droict & raison dommagez ou assaillis par aucuns, en leurs personnes ou en leurs biens; en ce cas le conseil ou la communauté de la ville ou du pais, qui auroit esté endommagé jugera par son serment du dict dommage: & ce que par eux ou la plus part d'eux sera ainsi cogneu, soit pour le secourir ou pour assaillir actuellement, selon l'exigence des cas; tel conseil ou Communauté des dictes villes ou pays, qui comme dict est, auroit esté endommagé, pourra admoneſter les villes & pays comprins en cette alliance; & incontinent estant faicte telle admonition, tous ceux qui sont comprins en cette alliance envoyront promptement leurs Ambassades aux journées au lieu dict, pour consulter, par quel moien par le serment l'on pourra promptement secourir & assister à ceux qui auroient demandé le secours, en toute diligence & en toutes choses necessaires, à ce que le dommage, qui leur auroit esté faict, pour lequel ils auroient admoneſté, soit vengé ou restitué, tous dolz exceptez.

(*a*) C'est le Chef de la République. Cette charge est à vie. Mais il y en a deux, qui gouvernent tour à tour chacun un an.

(*b*) Il manque ici quelque chose, & ainsi dans la suite où l'on verra une étoile.

§. 2. Nous les dessus dicts de Berne avons aussi pouvoir & puissance d'admoneſter les dessus dictes quatre villes des bois, nos alliez contre & sur tous ceux, qui voudroient dommager & assaillir d'eux mesmes & au nom d'autres, nous & tous nos Bourgeois, Vassaulx & subjects; contre lesquels seront tenus nous secourir en la forme & maniere comme cy dessus est escrit, tous dols exceptez. ANS de J. C.

§. 3. Aussi quand nous les dictes villes des Bois toutes trois ou aucunes de nous particulierement seront ainsi requis de secours par les dicts de Berne, & que nous leur envoyerons l'ayde outre la montagne de Brung, ainsi que la journée de * ou nos Ambassadeurs auroient esté admis, nous serons tenus faire telle ayde à nos despens jusques à Underseran; & passé la premiere nuict par de là Underseran, les dicts de Berne seront tenus bailler à un chascun de nostres, qui seroient arrivez, que leur aurions envoyé, tous les jours tant & si longuement, qu'il les entretiendroient en leurs services, un gros tournois pour leur despence; dequoy aussi nous debvrons nous contenter d'eux; & seront aussi les nostres souldoyez par eux, jusques à ce qu'ils soient de retour hors de leur service, jusques au dict Underseran & non plus outre, tous dolz exceptez. En semblable si nous les dicts de Berne envoyons secours ou ayde aux dictes villes des Bois, ou l'une d'elles particulierement, apres l'admonition & consultation des dessus dicts; seront tenus leur faire pareillement telle ayde à nos despens jusques à Underseran, & outre la premiere nuit de delà Underseran, les dictes villes des Bois bailleront à un chascun des nostres, que leur aurions envoyez, tous les jours, tandis, qu'ilz seront en leurs services, un gros tournois pour leurs despens, dequoy aussi nous debvons nous contenter d'eux. Et seront les nostres souldoyez jusques qu'ils soient de retour hors du leur service au dict Underseran & non plus outre, tous dolz exceptez. 1353.

§. 4. Le cas advenant que dommage ou inconvenient survinst à nous des dictes ligues, ou que unanimement fussions resolus de marcher ou assieger; nous les dicts de Berne, & nous les dictes villes des Bois ferons la sortie ou le siege à nos propres despens.

§. 5. Advenant aussi une guerre generale, qui nous touchast tous en general; & que nous les dicts de Berne & des dictes villes des Bois fussions contraincts aller contre les ennemis & les dommager, en quels lieux que ce fust; nul des comprins en cette alliance ne debvrout supporter les fraiz des uns des autres.

§. 6. Au cas, que nous les dictes de Berne venions à assaillir & dommager les ennemis en hault en nos environs, & que viendrons à admoneſter les dictes villes des Bois; iceux là bas & en leurs environs assailleront & endommageront aussi les ennemis promptement, tant que possible leur sera; & pour tels assauts ne pourront & ne debvront leur en compter ou imposer ny eux à nous aucune despence.

§. 7. Et en semblable si nous des dictes villes des Bois ça bas ou pres de nous venons à assaillir & dommager les ennemis, & que venions à admoneſter les dicts de Berne nos alliez, iceux là hant en leur endroict debvront aussi promptement assaillir & dommager les ennemis de tout leur pouvoir, & pour tel cas, nous pour eux ny eux pour nous ne supporterons aucuns fraiz, ny despens, tous dols exceptez.

§. 8. Nul de nous, des comprins en cette alliance ne supportera ne restituera à l'autre aucune despence, pour aller en Ergow, y fust il envoyé ou non.

§. 9. Le cas advenant, que l'on vinst assieger aucuns de la ville ou du pais, auquel le faict toucheroit, & que pour lors auroit esté admoneſté (cette ville ou païs) portera les fraiz seuls qui a cause des ouvrages & ouvriers auront esté concourus à cause du siege, tous dolz exceptez.

§. 10. Nous dicts de Berne avons singulierement advisé, s'il advenoit, que ceux de Zurich ou de Lucerne, qui presentement sont alliez avec les dictes villes des Bois, fussent molestez ou assaillis par quelques uns, au moyen dequoy ils viendroient à admoneſter les dictes quatre villes des Bois leurs alliez, & qu'ilz les voulussent secourir; En ce cas, si les dictes villes

ANS de J. C. 1353.

villes des Bois leurs alliez nous admoneſtent, nous envoyerons pareillement noſtre ſecours promptement avec nos dicts alliez ; & marcheront avec eux par tout ou ils voudroit marcher, leur ayder & aſſaillir & endommager les ennemis, en tous lieux & places avec nos dicts alliez ou ailleurs, ou nous les pouvons faire, fidellement & ſans nulle tromperie : lequel ſecours nous debvrons touſjours faire à nos propres couſtz. Et ſi nous dicts de Berne fuſſions aſſaillis ou moleſtez par aucuns, & que les dictes villes des Bois nos alliez par nous fuſſent admoneſtez, & que auſſi par elles ceux de Zurich ou de Lucerne leurs alliez enſemblement ou ſeparement fuſſent admoneſtez, & qu'ils marchaſſent avec eux & leur aydaſſent à endommager nos Ennemis. Alors illec ou autre part nous les dicts de Zurich ne ſupporterons aucuns frais. Mais devant toutes choſes a eſté adviſé, la ou quand, ou en quel temps nous les dicts de Berne des dictes villes des Bois icy alliez de tous en general, ou par aucun d'eux particulierement, ſerons admoneſtez ; & qu'ils voudront marcher contre leurs ennemis : nous ſerons tenus d'aller avec eux, & leur ayder à endommager les ennemis.

§. 11. Nous les dicts de Berne & des dictes villes des Bois alliez deſſus dicts ne debvons nous deſiſter ne demettre de cette alliance, admoniſtion & ſecours, ne de ce que eſt contenu & eſcrit en ces preſentes cy deſſus & cy apres, en façon que ce ſoit, de faict ny de paroles ; ne pour ce faire, chercher ou procurer aucuns moyens publicquement ou occultement, par leſquels le ſecours qui auroit eſté demandé ſeroit refuſé ou empeſché, tous dols exceptez.

§. 12. Il a auſſy eſté adviſé en cette preſente alliance, que ſi aucuns comprins en icelle auroient action ou demande contre un autre, pour tel faict, l'on debvra envoyer aux journées en la dicte Abbaye des Hermites, & ſi ceux de Berne, faiſoient la demande ou querelle, celuy qui la ſeroit choiſira incontinent par ſon ſerment un Arbitre aux dictes villes des Bois, d'entre ſeize bons payſans, que luy nommera l'Aman du pays, ou les payſans, en cas qu'il n'y euſt point d'Aman. Cela faict, tel païs induira le dict arbitre à entreprendre la cauſe ; & ordonneront les deux parties, chaſcune deux hommes, avec les dicts cinq ; & ce que par les dicts cinq ſera jugé & cogneu amiablement par le vouloir & conſentement des parties, ou par la juſtice par leur ſerment, au cas qu'ils ne puiſſent accorder amiablement, ſera par les dictes deux parties fermement & entierement obſervé, tous dolz exceptez. Les dicts cinq ſeront tenus vuider la cauſe incontinent & promptement par leur ſerment comme dict eſt. Et ſi nous des dictes villes des Bois ou aucuns de nous avoient demande ou querelle allencontre des dicts de Berne nos alliez ou aucuns d'eux, en ce cas choiſira le demandeur un ſuperarbitre au Conſeil de Berne ; & celuy qui par luy ainſi ſera choiſi ſera par la ville & Conſeil dudict Berne induict à entreprendre la cauſe par le ſerment incontinent, auquel ſeront des deux parties de chaſcune adjouſtez deux juges, & ce que les cinq jugeront & congnoiſtront, ou la plus part d'eux amiablement ou par la juſtice par leur ſerment, ſera par les dictes deux parties fermement obſervé, lequel fidellement ſans barat, comme deſſus eſt eſcrit.

§. 13. Nul de ceux des comprins en cette alliance ne ſeront convenir les uns les autres par devant les juſtices Spirituelles, que pour mariage ou uſure publicque, celuy qui juſtement eſt obligé pour debtes d'argent à un autre, ou qui a juſte querelle contre luy, il cherchera le droict au lieu & ez juſtices ou le deffendeur fait ſa reſidence, là ou le juge de tel lieu luy debvra adminiſtrer bonne & briefve juſtice. Mais ſi telle luy eſtoit refuſée, & que cela fuſt notoire & apparent, il la pourra chercher ailleurs ou beſoing luy ſera, tous dolz exceptez.

§. 14. Nous des compains en cette alliance ne pourrons faire arreſter ou gaiger les uns les autres, que les vrais debteurs ne francs, qui * luy auroient faict promeſſes toutes fois, il ne le pourra faire que par juſtice.

ANS de J. C. 1353.

§. 15. Nous avons auſſi unanimement arreſté & conclud, que nul de nous les Alliez, qui ſommes comprins en cette confederation pour quelque cauſe, que ce ſoit, ne pourrons nous engaiger pour un autre.

§. 16. Tous ceux qui ſont en paiſible poſſeſſion n'en ſeront dejectez, que par droict, ains en leurs poſſeſſions ſeront maintenus & protegez.

§. 17. Il eſt auſſi à un chaſcun notoire & manifeſte, que nous les dicts Alliez de Berne, & auſſi des dictes quatre villes des Bois nous ſommes pour nous meſmes, reſervé le ſainct Empire, les droictures, que d'ancienneté nous avons de bonne couſtume ; nous dicts de Berne avons particulierement reſervé les alliances, que devant cette cy avions avec qui que ce ſoit tandis qu'elles dureront ; & nous les dictes villes des Bois, d'Ury, de Schwiz & de Underwalden avons auſſy reſervé celles que devant cette cy avec aucuns avions, leſquelles ſeront touſjours preferées à cette cy. Nous avons auſſi tous en general reſervé, ſi nous tous enſemble ou aucuns de nos villes & pays particulierement voulons plus amplement nous joindre ou allier avec aucuns Sieurs, villes ou pays, nous le pourront bien faire ; toutes fois, que devant toutes celles, que par cy apres nous pourrions faire ou accepter, cellecy ſoit par nous fidellement & inviolablement & à jamais en tous ſes poincts & articles obſervée.

§. 18. Et affin, que chaſcun tant petits que grands, & tous ceux auſquels cette preſente confederation touche, en ſoient touſjours tant mieux informez, a eſté expreſſement adviſé, que de cinq en cinq ans au commencement de May devant ou aprés ou environ, ainſi que par nous les dicts alliez ſera requis & demandé par l'une des villes ou païs à l'autre par le ſerment ; ſera confirmée & renouvellée par paroles, par eſcriptures, par ſerment & par tous teſmoins, qui en ſeront requis. Tous ceux auſſi, qui en ce temps là excederont l'aage de ſeize ans, à ſçavoir enfans maſles promettront & jureront auſſi de garder & fermement tenir cette alliance en tout ſon contenu, comme cy devant eſt dict. Et ſi ledict renouvellement ne ſe faiſoit audict terme, ains pour cauſes actuelles & legitimes il fuſt retardé, ne portera cela toutes fois en cette alliance aucun prejudice ; par ce que nommement elle doibt demeurer ferme & ſtable perpetuellement en tous ſes poincts & articles, comme cy deſſus eſt eſcript.

§. 19. Nous avons auſſi par bonne & meure deliberation reſervé & reſervons, ſi pour noſtre proffict publicq & neceſſité nous eſtions par cy apres d'un commun conſentement & advis de muer (augmenter) ou diminuer quelque choſe en cette preſente confederation ; que nous avons & pourrons bien avoir le pouvoir tous en general de le faire, pourveu que donnions tous comme dict eſt noſtre voix & commun conſentement pour le bien & advancement de tous. Et pour perpetuelle & ſtable corroboration de ce que deſſus nous les deſſus dicts de Berne, Ury, Schwiz & Underwalden avons faict pendre les ſeaux de noſtre ville & païs à ces preſentes lettres, qui furent faictes à Lucerne le 6. May, 1353.

CCXCVIII.

ANS de J. C. 1354. BAVIERE ET HAINAUT.

Traité de Paix entre GUILLAUME *Duc de Baviére, Comte de Hollande, & sa mere* MARGUERITE *Comtesse de Hainaut, de Hollande &c. fait le 7. Décembre* 1354. Le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 4.

HErtoge Wsi.em van Beyeren, Grave van Hollandt, ende van Zeelandt, lieve ende getrouwe, weet dat wy, Godt dank, in goede ſancte zijn van hjve en te gemacke, ende dat onſe Oom Heer Jan van Henegouwe, Heere van Beaumont, ende onſe lieve Neve, Heer Walraven van Lutſenborch, Heere van Liny, hoer ſeggen geſeyt hebben tuſſchen onſer liever Vrouwen ende Moeder, ende ons in ſulcker manieren als gy ſien mocht, in die tedulle die wy u ſenden in deſe brief geſloten, ende onſe lieve Vrouwe ende Moeder heeft die Graefſchap van Hollant en van Zeelant, ende die Heerlyckheyt van Vrieſlant, vrylick quite geſchouden ende ons overghegeven mit alle hoeren toebehoren, ende ontbieden u ende begeren uyterlicke, dat gy onſe Stede in payſe en in goeden ruſten hout, als wy op u wel betrouwen, ende dat ghy anders geen mire en ghebooft, oock wat men u aenbrenget, ten ware dat wy't u ſelve overſchreven, ende wy ſijn noch ter tijt gebleven in Henegouwen, ende ryden van Stede te Stede, om ſaken daer onſe eer ende oorbaer an leyt, ende wy menen ons ende onſen Vrienden in allen ſaken wel te bewaren, ende ſullen, wilt Godt, te lande komen als wy eerſt mogen, ende onſe ſake aldaer alſoo beſcheydelick voorſtetten, dat wy ende onſe landt wel bewaert ſellen weſen, Godt zy met u. Gegeven te Valenchene des ſonnedages na St. Luciendach.

De inbeſloten Cedulle.

Inden namen des Vaders, der Soons, ende des Heyligen Geeſts, amen. Wy Jan van Henegouwe Heere van Beaumont, ende Heer Walraven van Lutſenburch, Heere van Liny, gecoren ende geſeth van onſer liever Vrouwen wegen van Henegouwe, ende dieſt Heeren wegen Hertoge Willems haers Soons, onder haer beyden open-brieven van machte te ſeggene. Soo ſeggen wy in den name der Heylige Trinityt, ende op vitruyt van de brieve voorſz om pays ende accoort te maecken, by verſien ende goeden rade, verklaren wy, determineren, ordineren en pronunchieren by deſe ſchrifte, op alle ſchade ende twiſt die voor deſe tijt tuſſchen hen beyden geſchiet is.

In't eerſt voor al ander dinck dat mijn Heer Hertoge Willem haer Soon, mijnre Vrouwen ſijnre Moeder, oetmoedelicken ſal bidden om vergiffeniſſe, als een Kint der Moeder, van dat hyſe getoren heeft, oft hebben mach, welke ſaecke ſy vriendelicke doen ſal ſijn Moeder.

Voort in den name des Heeren verclaren wy, determineren, ordonneren, ende pronunchieren een goede vrónſe en gelijcke pays tot allen dagen, tuſſchen onſe Vrouwe en onſen Heer haren Soon van alle twiſt ende onruſt diere tuſſchen geweeſt heeft.

Voort dat allen vangenen van beyden zyden vrylick quite ſullen zijn, ende weder comen op hoir goet, dat ſy hadden, doen deſe twiſt begonde, alſoo als ſy dat goet vinden.

Voort ſeggen wy dat onſe Vrouwe voorſz, by der ordinantien dat ſy an ons ghebleven is, quite ſchelden ſal ende geven althans haren Soone onſen Heere Hertoge Willem voorſz die Graefſchappen van Hollant, van Zeelant ende heerſchappye van Vrieſlant, mit allen toebehoren, of dat toebehoren mach, hun ende ſijn

CCXCVIII.

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C. 1354. BAVIERE ET HAINAUT.

LE Duc GUILLAUME *de Baviére Comte de Hollande & de Zélande. Chers & fidéles, ſachant que, Dieu merci, nous nous portons bien, & que nôtre Oncle le Seigneur Jean de Hainaut Seigneur de Beaumont, & nôtre cher neveu le Sr. Walrave de Luxembourg Seigneur de Liny, ont décidé comme arbitres entre nôtre chére Dame & mere & nous en la maniére que vous pourrez voir dans la Cedule que nous vous envoyons dans lettre cachetée. Et nôtre chére Dame & Mére nous a cedé & transporté les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Frise librement & quittement avec toutes leurs appartenances; & nous vous recommandons & désirons instamment que vous maintenez la paix dans vos villes, comme nous nous comportons en vous, & que vous n'ajoutez foy à autre chose, quoi qu'on vous dise, à moins que nous ne vous écrivions nous mêmes. Nous sommes encore pour le présent en Hainaut, & allons de ville en ville, pour les choses qui concernent nôtre honneur & profit; & nous espérons que les choses se maintiendront bien pour nous & nos amis; & nous viendrons au Païs, s'il plaît à Dieu, le plûtôt qu'il nous sera possible. & donnerons tel ordre à nos affaires que nous & nôtre Païs serons bien gardez. Dieu soit avec vous. Donné à Valenciennes, le dimanche d'après la fête de Ste. Lucie.*

La Cedule Incluſe.

Au nom du Pere, du fils & du Saint Eſprit, Amen. Nous Jean de Hainaut, Seigneur de Beaumont, & Walrave de Luxembourg Seigneur de Liny, choiſis & établis de la part de nôtre chére Dame de Hainaut, & de celle de son cher fils le Duc Guillaume & en vertu de leurs Lettres Patentes. Au nom de la Sainte Trinité & pour faire paix & accord, étant pouvoirs de bon Conſeil, nous disons, déclarons, déterminons, ordonnons, & prononçons par ces présentes sur les differens qui ont été entr'eux entre les deux parties.

Que premierement & avant toutes choſes, Monſeigneur le Duc Guillaume ſon fils, demandera très humblement pardon à Madame ſa mere, comme un fils y eſt obligé de ce qu'il l'a un peu trop offenſée, lequel pardon elle lui accordera comme étant ſa mere.

De plus nous déclarons au nom du Seigneur déterminons, ordonnons, & prononçons qu'il y aura une bonne paix à toujours entre nôtre chére Dame & ſon dit fils-ceſſant tous les differens & troubles qui ont été entr'eux.

Item que tous les priſonniers de part & d'autre ſeront relâchez & retourneront dans les biens, qu'ils poſſédoient avant telle difference, & en l'état qu'ils les trouveront.

En outre nous diſons que nôtredite Dame, par l'avis de qu'elle nous a choiſi, délaiſſera & donnera à ſon fils nôtre Seigneur Duc Guillaume les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Frise avec leurs appartenances ou qui peuvent leur appartenir pour pas luy & ſes héritiers à toujours en jouir librement

ANS de J. C. 1354.

sijn oire tot eeuwelicken dagen te blyven vrijelicke ende ruſtelicke, overmits een Jaer penſie die onſe Vrouwe voorſz. daer uyt hebben ſal, ende oock een ſummeken gelts, als wy noch nemaels seggen ſullen ende verclaren, want wy ons hier of beraden mogen mit hoge Edelen luyden den Hertoge van Bourbon, ende den Conneſtabele van Vranckrijke ſynen Broeder, alſo verre als ons goet dunct.

Voort immer wel verſtaen dat onſe Heere die Hertoge Willem geen recht eyſſchen en ſal, noch anſpreecken aen die Graeſſchap van Henegouwe alſo lange als onſe Vrouwe ſijn Moeder leyet, oock en ſal hy geen berecht van den Lande van Henegouwe noch van onſer Vrouwen voorſz. hem onderwinden ten ſy by horen goeden wille, ende by horen verſoeck, dit woort geſeget, ge-ent, geordonneert, ende gepronunchieert by ons seggen over beyden zyden, genomen in jegenwoordigheyt onſer liever Vrouwen ende ons Heeren haers Soons voorſz. en elck by hoer beyder rade ende den onſe ende ander luyden, op dat overſte van den Berch te Bergen in Henegouwe, op den 7. van December in't Jaer ons Heeren M. CCC. LIV.

ment & paiſiblement, moyennant une penſion annuelle que nôtre dite Dame en tirera, & auſſi une ſomme d'argent, comme nous le declarerons cy aprés, ſur l'avis que nous en pourrons prendre des nobles perſonages le Ducde Bourbon & le Conſtable de France ſon frere, ainſi que nous trouverons bon être. ANS de J. C. 1354.

Bien entendu toutefois que nôtre Seigneur & Duc Guillaume ne demandera aucun droit ni ne pretendra rien au Comté de Hainaut, tant que nôredite Dame ſa mere vivra & qu'il n'entreprendra d'avoir aucune direction ſur ledit Pais de Hainaut, que par la bonne volonté d'icelle, & à ſa priere. Ce fut fait, ternemé, ordonné & prononcé par nôtre ſentence, donnée en preſence de nôredite chere Dame, & de nôredit Seigneur ſon fils & par l'avis de leurs conſeils de part & d'autre, comme des nôtres. Donné à Mons en Hainaut, le 7. Décembre l'an 1354.

CCXCIX.

ANS de J. C. 1355.

(a) *Traitez & Echanges faits entre* JEAN *Roi de France*, CHARLES *ſon fils Aîné Dauphin de Viennois, &* AMÉ VI. *Comte de Savoye, dit le Comte Verd. Par lequel, entr'autres, le Roi Jean donne au Comte l'Hôtel de Bohême ſitué à Paris, moyennant certaine ſomme; & le Comte promet au Roi de lui remettre Jeanne fille de Philippe Duc de Bourgogne, libre de vœu, de mariage, & de réligion, pour être mariée, pourvû que ce ne ſoit point au Dauphin &c. Fait à Paris, le 5. Janvier, 1355.* S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 188.

FRANCE DAUPHINS ET SAVOYE.

(a) L'Aſſemblée qui ſe tint à Paris pour conclure ce célébre Traité, fut convoquée le dernier de Juillet 1354. Le Roi Jean y préſida en habit Royal, en préſence d'un grand nombre de Seigneurs. On diſputa fort longtems, le Dauphin, & le Comte ſe plaignant l'un de l'autre de divers griefs reçus, & le Traité ne put être conclu, qu'au mois de Janvier ſuivant.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex, & Nos Carolus ipſius Domini Regis primogenitus Dalphinuſque Viennenſis, cum authoritate & aſſenſu dicti Domini Genitoris noſtri, expreſsè nobis præſtitis ad omnia & ſingula infrà ſcripta: Et nos *Amedeus Comes Sabaudia*, ad certitudinem præſentium & memoriam futurorum: Notum facimus univerſis, quòd nos attendentes qualiter per diſcordias rancores creſcunt & odia, debiles & potentes ôiſpendia patiuntur, ſcandala ſuſcitantur, & ſubjicinntur omnia vaſtitati; & conſiderantes attentiùs, quòd per concordiam & confœderationem unanimes verſantes, poterimus auxiliis hinc inde juvari, mutuis foveri præſidiis, & majori potentia ſulciri: Præterea poſt tractatus multiplices ſuper infrà ſcriptis, & aliis alternatim habitis, tandem ſuper univerſis & ſingulis diſſentionibus & diſcordiis, ex quibuſcumque cauſis exortis, ſeu quæ potenut exoriri inter nos Regem, & Dalphinum Viennenſem tam conjunctum, ex una parte; & nos *Amedeum Comitem Sabaudia* ex altera; ad finalem concordiam devenimus, ſedatis quibuſcumque diſſentionum materiis penitus & extinctis, mediantibus hommagiis, permutationibus ſeu excambiis, confœderationibus, alligationibus, articulis & vinculis, Deo præſtante in perpetuum duraturis; tractantibus pro nobis Rege & Dalphino ex una parte, & pro nobis Comite, ex altera, certis perſonis ad hæc deputandis. ANS de J. C.

In Primis nos Rex prædictus Hoſpitium verſus portam ſanctæ Honoratæ Pariſiis ſituatum, quod olim fuit claræ memoriæ Regis Bohemiæ, donamus cum ſuis pertinentiis univerſis dicto Comiti, pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis in perpetuum, donatione pura & ſimplici inter vivos, in augmentum Vicecomitatus Mahleporatii, quod cum ſua nobilitate, & omnimoda juſtitia, alta, media & baſſa, plures prædeceſſorum ipſius Comitis, de dono Regio ſub homagio in feudum ligium, à noſtris prædeceſſoribus Regibus tenuerunt & receperunt. Promittimus Nos Rex prædictus pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, dictum Comitem & hæredes ac ſucceſſores ejus Comites, ad hujuſmodi feudum ligium in noſtrum hominem & vaſſallum, pro Vicecomitatu & Hoſpitio prædicto, conjunctum cum omnibus pertinentiis eorundem, abſque diminutione qualibet vel augmento.

Et nihilominus nos Rex Franciæ pro nobis & ſuceſſoribus noſtris, eidem pro ſe & hæredibus & ſucceſſoribus ejus, promittimus quod ipſum, hæredes & ſucceſſores ejus, & homagium hujuſmodi nullo unquam tempore ſeparabimus, alienabimus vel transferemus à nobis & ſucceſſoribus noſtris Regibus, & à corona Franciæ quacumque ratione, occaſione vel modo.

Et nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, prædictum homagium facere promittimus & præſtare dicto Domino Regi, & ejus ſucceſſoribus Regibus in perpetuum; & illud nullo unquam tempore quituare, retinnere, dimittere, aut in alium à nobis & ſucceſſoribus noſtris Comitibus tranſferre, quacumque intentione, colore, occaſione vel cauſa.

Et quia nos Comes dicebamus, dictum Dominum Regem nobis teneri & debere ſupplere & tradere certam reditus annui quantitatem, deficientem in dicto Vicecomitatu de ſumma annua in litteris Regis doni contenta; & nihilominus per certos tractatus poſt dictum donum habitos, deberet idem Dominus Rex augere vel ſupplere nobis Comiti Vicecomitatum prædictum de certa ſumma annui reditus, ipſumque Vicecomitatum cum dicto augmento vel ſupplemento excambiare nobis Comiti, & pro eo nobis tradere excambium in Baillivia Trecenſi vel in Baillivia Senonenſi, retinendo ſibi Comitatum.

Nos Comes prædictus benevolentiam ipſius Domini Regis, quam nobis exhibuit & exhibet, advertentes, eundem Dominum Regem & ejus ſucceſſo-

Le Comte de Savoye commença dès lors à s'apercevoir de l'effet de la menace d'Humbert Dauphin, qui avoit dit, comme on l'a cité ci deſſus, qu'il lui donneroit un voiſin duquel il ne ſe moqueroit pas.

ANS de J. C. 1355. res, de omnibus & singulis supplementis, tractatibus, obligationibus & promissis, in quibus ratione dicti Vicecomitatus, & augmentorum seu supplementorum & excambiorum ipse tenebatur nobis Comiti, & teneri poterat quovis modo; de certa scientia, plenarie & perfecte quittamus, solvimus, & totaliter liberamus, & litteras quascumque super hoc factas cassas & irritas quod hæc volumus, & nullius sumitatis; renunciantes pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris eisdem litteris ex dictis tamen Vicecomitatu & Hospitio, nobis Comiti & nostris hæredibus & successoribus remansis, cum suis pertinentiis supradictis.

Item nos Comes prædictus tenemur & promittimus tradere & liberare, apud sanctum Laurentium prope Matisconem, in crastino Brandinorum proxime futurorum, ad mandatum Domini Regis, Joannam filiam Philippi primogeniti defuncti novissime Ducis Burgundiæ, liberam penitus ab omni detentione & vinculo voti, matrimonii, religionis, & alio quocumque impedimento maritandi, ubi nos Rex prædictus voluerimus, præterquam nobis Dalphino prædicto; mediantibus quadraginta millibus florenis de Florentia, quos nos Rex Franciæ prædictus promittimus & tenemur dicto Comiti, vel ejus certo mandato tradere & solvere sine fraude, die & loco quibus dicta filia liberabitur, ut præfertur.

Item nos Rex, Dalphinus, & Comes Sabaudiæ, prædicti, commoda pacis considerantes, & de scientia dagna cogitantes, tam pro nobis quàm successoribus nostris, quam pro subditis utrisque; post tractatus multiplices ad sedandas præteritas & præsentes inter nos ad invicem ortas discordias, & evitandum futuras; tandem convenimus in unum, deliberatione longa, & consiliis providis præhabitis hinc & inde, ad pacem & concordiam revenimus, cum authoritate & consensu nobis Dalphino prædicto à dicto Domino & genitore nostro prius præstitis, ut præfertur prout sequitur: Carolo Dalphino primogenito nostro, nos Rex prædictus authoritatem, licentiam & assensum præbuimus & præbemus, quod omnia & singula supra & infrascripta, prout melius poterat, & potest fieri & præberi.

Et primo, nos Comes Sabaudiæ prædictus, pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, in perpetuam permutationem & excambium, & nomine & causa permutationis & excambii perpetuo duraturi, tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino, pro se & hæredibus & successoribus suis in futurum, castra, villas, loca & alia quæ sequuntur.

Videlicet, castra Tulnonis, & Voyron, una cum universis mandamentis, antiquis appenditiis & pertinentiis eorundem, & cum omnibus aliis castris, bastidis, domibus, fortiliis, homagiis, feudis, retrofeudis, jurisdictionibus altis, mediis & bassis, mero & mixto imperio, & aliis quibuscumque juribus, actionibus & pertinentiis, quæ & quas nos prædictus Comes habemus, habebamus & habere poteramus & possumus, citra flumen de Guyer à parte Viennensi, & Ysaræ usque ad sanctum Genesium, & à sancto Genesio usque ad locum quo dictum flumen de Guyer intrat in Rhodanum; & una cum prædictis nos Comes tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino castrum, villam & mandamentum de Avenciis, & insulam de Cier, feuda, retrofeuda, homagia, proprietates, & quidquid juris cum proprietatibus & possessionibus ad nos Comitem pertinebat in castro, villa, & mandamento, & insula supradictis.

Et quia nos Dalphinus & Comes, volumus debatum tollere, quod erat vel esse poterat super limitationem infra scriptam; & limitationem fieri & decerni inter terras utriusque, prout melius fieri posset ad bonum commune, pro quiete & pace inter nos & subditos nostros hinc inde servanda: Nos Dalphinus deputamus ex parte nostra Dominum Montischanuti, & Dominum Amblardum de Bellomonte, & duos alios idoneos deputabimus.

ANS de J. C. 1355.

Et nos Comes prædictus ex parte nostra deputamus Dominum Grandimontis, & Dominum Petrum de Montegelato, aut duos alios sufficientes de quibus mus: quorum quatuor nos Dalphinus & Comes, simus & dubimus ad concordandum potestatem ordinandi & discernendi limitationes hujusmodi, sive per Esclalonum sancti Apri, & per Riparium de Bienco; sive per flumen de Guyer, prout eis melius videbitur faciendum pro bono perpetuæ pacis, & subditorum utriusque quietæ, non habendo respectum vel elongationem alterius nominis vel commodi; & ea quæ deputati hujusmodi fecerint & ordinaverint, faciemus hinc inde firmiter observari.

Item nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & successoribus, ex causa permutationis seu excambii tradimus, cedimus & liberamus præfato Domino Carolo Dalphino pro se, hæredibus & successoribus suis, omnem terram nostram Viennensii, videlicet castra, villas, & loca Chabeveri, Bozonelli, Costæ S. Andreæ, Aziaci, Lalanerii, Verpillerii, Dolomiaci, bastidæ de Anretio, loci dicti Joangiacum, sancti Georgii Desperenchia Viennesii, & sancti Symphoriani de Auzone, cum omnimoda proprietate dictorum locorum, & alia loca, villas, castra, proprietates nostras, & nostra feuda, & homagia; & omnia quæcumque jura, & nobilitates, quæ & quas nos habemus & habere poteramus & possumus in dictis feudis, homagiis, castris, & castellaniis de Ornacis, de Sarralbaci, de Bosozello, de Excloſa, de sancto Joanne de Bournayo, Malobecco, de Espris, de sancto Albano, de Chasnova, de Charonay, de Sarpesia, de Fortemonte, de Villanova, de Marcis, de Chandisco, de Abriaco, de parte Masiaci, de Fabricis, & de Palude; & omnia alia loca, feuda & retrofeuda, homagia, merum & mixtum imperium, jurisdictiones medias, altas, & bassas, & quæcumque alia jura, actiones, & pertinentias ad nos Comitem spectantes, & quæ habebamus & habemus & habere poteramus & possumus, à dictis limitationibus de Guyer seu de Esclalone sancti Apri & Bienco; sicut limitabitur per dictos deputatos supradictos; & inter fluvium seu aquas Rhodan. seu Ysaræ, nihil nobis Comiti vel successoribus nostris in præmissis, aut coram aliquo retinentibus.

Et nos Dalphinus prædictus tenemur & promittimus solvere Domino Humberto Archardi tria millia scuta auri vel circa, videlicet, id quod ei debetur supra dictam summam super castro de Joannages ex causa reachetæ ipsius; & Domino Aymaro de Bellovisu quatuor millia florenorum auri, ex causa reachetæ vel retractu castri de Aveneriis.

Nos vero Carolus Dalphinus prædictus, ex causa permutationis & excambii supra dicti, pro nobis & successoribus nostris tradimus, liberamus & cedimus dicto Comiti Sabaudiæ pro se, hæredibus & successoribus suis, totam terram nostram de Foucigniaco, videlicet castra, villas, mandamenta, territoria, feuda, retrofeuda, merum & mixtum imperium, jurisdictiones altas, medias, & bassas, homagia, & alia jura ad nos Dalphinum pertinentia, & quæ pertinere ad nos quoquo modo poterant & debeant ante præsentem contractum, in tota dicta terra Foucigniaci, & in omnibus ejus pertinentiis & appendentiis, sine retentione aliqua nobis facta in eis vel in aliquo eorundem.

Item feuda quæ Comes Gebennensis tenebat & tenere poterat & debebat, seu tenet à nobis Dalphino prædicto, ex causa prædicta, debet aut debeat seu debere poterat in Gebenesio, cum homagio quod dictus Comes Gebennensis nobis debebat, & omnia jura quæ nos dictus Dalphinus habebamus & habere poteramus in dictis feudis & homagiis, & super ipso Comite Gebennensi ex causa feudorum & homagiorum prædictorum in Gebenesio.

Item

ANS de J. C. 1113

Item castrum, villas, & terram de Gex, feuda & retrofeuda, territoria & mandamenta, jurisdictiones altas, medias & bassas, cum juribus & pertinentiis suis universis, quantum ad nos Dalphinum, & ad Dominum Hugonem de Genenis, & ad Aymonem filium suum, & ad Uxorem ejus pertinere poterat & debebat, & ad quemlibet eorundem.

Item castra, villas, mandamenta, territoria, merum, & mixtum imperium, jurisdictiones altas, medias & bassas, feuda, homagia, & omnes & omnia pertinentia jura Montbelli, Montisfupelli, sancti Christophori, Beroquarum, Meximiaci, Gordani, Valcy, Satonay, sancti Mauritii, & Antonii, cum plena donatione omnium bonorum prædictorum, & feuda Domini de Villarus, Domini Castellionis de Palude, de Charney, de Valcy, & d'Arbent, una cum homagiis debitis nobis Dalphino prædicto pro ipsis feudis, & omnes alias proprietates, feuda, retrofeuda, jurisdictiones, actiones, jura, pertinentias, & quæ pertinere poterant & debebant ad nos Dalphinum ultra ripparias Indis & Arbaronæ, à parte Brefliæ, & à parte Bugesii & Ambromaci; exceptis feudis & homagiis quæ Dominus Joannes de Cabilone Dominus de Arlay, & Comes Altisiodorensis, Dominus Henricus de Vienna, & quicumque alii de terris ipsorum, & de Comitatu, & Ducatu Burgundiæ tenent à nobis Dalphino prædicto, & debent nobis in & pro rebus quæ non sunt infrà territorium & districtum castrorum, locorum, & terrarum, quas & quæ tradimus dicto Comiti Sabaudiæ per præsens excambium & accordium.

Item nos Carolus Viennensis Dalphinus prædictus, ultra præscripta per nos prædicto Comiti Sabaudiæ ex causa permutationis & excambii prædicta tradita, liberata & cessa; donamus, cedimus & liberamus in feudum ligium & homagium, pro nobis & successoribus nostris, dicto Comiti pro se, hæredibus & successoribus suis Comitibus Sabaudiæ, in perpetuum, castra, villas, mandata, territoria, merum, & mixtum imperium, jurisdictiones, feuda, retrofeuda, & homagia Sancti Saturnini de Cucheto, Sancti Andreæ de Briordo, de Luys, de Lagniaco, & omnia alia & singula fortalitia, loca, feuda, proprietates, res, jura quæ habemus, habere poteramus aut debebamus, inter flumina Rhodani, Indis, & Arbaronæ; quæ omnia, & singula tam in excambium tradita, quàm donata in feudum per prædictum Dalphinum nobis Comiti præfato, ut præfertur; Nos Comes hæredes & successores nostri Comites Sabaudiæ recipimus, & tenere pro nobis, hæredibus & successoribus nostris Comitibus promittimus, in perpetuum, in feudum ligium & homagium, cum superioritate, & absque ressorto, à dicto Domino Carolo tanquam primogenito Domini Regis, Dalphino Viennensi, & successivè à primogenitis Regum Franciæ Dalphinis, seu aliis in Regno pro tempore successoribus Dalphinis; In casu verò quo primogenitus non esset, si tamen aliquo casu fortè contingeret quòd Dalphinatus ad Regem Franciæ deveniret; tunc debemus, fiet & præstabitur Regi à Comite seu Comitibus pro tempore homagium suprà dictum, quod siquidem homagium nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & successoribus nostris Comitibus in perpetuum promittimus, tenemur & tenebimur facere & præstare, modo & forma prædictis, ac etiam ipsi Regi in casu præmisso, nec non fidelitatem integram illis servare, ac eis, & eorum cuilibet tanquam pro feudo ligio, sicut bonus & fidelis vassallus servare tenetur & debet Domino suo ligio, contra omnes obsequia & servire, ac præstare & dare consilium, auxilium videlicet de persona nostra contra omnes qui vivere & mori possunt; exceptis Romanis Regibus, & Imperatoribus, & Regibus Franciæ dumtaxat. De prædictis vero omnibus & singulis proprietatibus, feudis, retrofeudis, tam in excambium quàm in feudum, ut præmittitur, nobis Comiti datis; ipsum Dominum Dalphinum & successores suos prædictos de primogenitos, aut alios successores Regno juvare & sequi de placito & de guerra debemus & debebimus, tenemur & tenebimur nos Comes & hæredes ac successores nostri Comites Sabaudiæ successivè, contrà omnes personas nascituras & morituras, nullo excepto, secundum quæ fidelitates articuli comprehendunt: Et nihilominus nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & successoribus nostris Comitibus Sabaudiæ, transferre quacumque ratione, colore, occasione, vel causa dictum homagium non poterimus; Si verò contingeret aliquo casu quòd Dalphinatus Viennensis prædictus ad alium deveniret, qui non esset Rex Franciæ, vel qui non esset in Regno Franciæ successurus, tunc Comes Sabaudiæ qui fuerit pro tempore, eidem tali Dalphino qui non sit Rex Franciæ, aut Regis Franciæ primogenitus, aut in Regno Franciæ successurus, dictum homagium facere nullatenus teneatur. ANS de J. C. 1355.

Item actum & concordatum, quòd nos Dalphinus prædictus ex parte nostra, & nos Comes prædictus ex parte nostra, traditis hinc inde & liberatis ad invicem dictis Castris cum effectu quæ tradi debent, vel majori parte eorundem; omnes captivi tam nobiles quàm alii qui detinentur ab utraque parte, quieti erunt, & liberi permittentur abire, restituti & plenariè liberati.

Item quòd de tota pecunia quam nos Comes petere possemus aut possumus à dicto Dalphino pro Castro de Montous ex causa pacis pridem factæ inter Comitem Altisiodorensem, & Dalphinum Humbertum, & ex causis aliis quibuscumque; & similiter de tota pecunia quam nos Dalphinus petere poteramus aut possumus à prædicto Comite Sabaudiæ ex qualicumque causa usque ad diem datæ præsentium, quittamus nos ad invicem, & quitti remanebimus, & remanemus penitus hinc inde.

Item actum, & concordatum est, quòd si nos Dalphinus, & Comes, aut alter nostrûm haberemus vel haberet castrum vel castra, locum, montes, ripariam, vel alia inter nos & subditos nostros, impedientia vel adversantia observationem pacis seu tranquillitatis, seu causarum discordiæ; dicti deputati ad limitationes prædictas faciendas, habeant potestatem ordinandi de illis, & tractandi hinc & inde, sicut eis videbitur ad perpetuam pacis observantiam mediante decentia; & quidquid per deputatos hujusmodi factum & ordinatum erit, faciemus hinc inde firmiter observari.

Item actum & concordatum est, quòd Dominus Valbonesii sit & erit quitus de omnibus obligationibus atque pœnis, in quibus ipse teneri poterat & potest occasione vel causa castri de Montous, tam erga nos Dalphinum, quàm erga nos Comitem suprà dictos, reddito nobis primò dicto Castro.

Item quòd tam de Nobilibus quàm aliis, res, possessiones & bona habentibus in terris utriusque nostrûm Dalphini, & Comitis prædictorum; & de homagiis quæ pro illis rebus, possessionibus & bonis debentur, dicti deputati ad limitationes, valeant ex potestate quam eis damus, prout eis videbitur ordinare.

Item quòd castra, villas, loca, territoria, feuda, res & bona cum pertinentiis suis, quæ nos Dalphinus & Comes tradimus alter alteri ut præfertur, hinc & inde tradantur libera de cunctis obligationibus pecuniariis: & si quæ essent vendita vel alienata aliis, alter alteri det, cedat omnia jura, & omnes actiones, quas & quam habet in illis pro retrahendo vel redimendo eadem: & quòd alter nostrum liberabit & tradet instrumenta, literas, & informationes facientes pro terris, castris, feudis, locis, rebus & juribus quæ alter alteri liberavit, tradidit & cessit tam in excambium quàm ex dono in feudum, ut præfertur.

Item nos Dalphinus ex parte nostra, & nos Comes

ANS de J.C. 1355. ex parte nostra, quittamus alter alterum ad invicem ab homagiis, feudis & fidelitatibus olim mutuò factis & recognitis inter Dalphinum Humbertum nunc Patriarcham Alexandriæ ex una parte, & *Aymonem Comitem tunc Sabaudiæ*, genitorem nostri Comitis, & alterum in pace interpos habui, seu declarationibus & conventionibus inde sequutis; & ab omnibus & singulis obligationibus & vinculis, quibus ad ipsa vel consimilia præstanda virtute dictæ pacis & declarationis alter alteri sumus vel reperiri possemus astricti: & sic quitti & liberati de illis erga alterum remanemus & remanebimus deinceps totaliter; & immunes homagio tamen fidelitatis & feudo, ac aliis ad quæ nos Comes, hæredes ac successores nostri dicto primogenito Dalphino, & successoribus suis prædictis, aut successoribus in Regno ut prædictum est: Præterea præsentis accordi tenemur & tenebimur in suo robore & sua firmitate perpetuo duraturi, ac etiam cæteris omnibus & singulis contentis in pace & declaratione ipsius, in quantum concernunt statum pacificum; & quantumvis per contenta in præsentibus litteris non est distractum vel derogatum eisdem in sua firmitate mansuris.

Item nos præfatus Comes Sabaudiæ pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, quittamus expressè dictum Dominum Regem Franciæ & successores ejus, de quibuscumque summis pecuniæ in quibus nobis Comiti tenebatur seu teneri poterat, quibuscumque rationibus seu causis: & inter alia de nonagenta quinque millibus florenis de Florentia, in quibus per contractum Avenione factum novissimè teneri poterat seu tenebatur nobis, ultra dicta quadraginta milia florenorum tam ratione prædecessorum suorum, seu etiam nostrorum, quàm aliorum quovis modo; salvis tamen dictis quadraginta millibus florenis, nobis Comiti Sabaudiæ solvendis, ut superius est expressum.

Item nos Comes prædictus per præsens accordium tenemur & promittimus reddere, & restituere omnibus & singulis Nobilibus qui erant de castro seu mandamento sancti Germani, seque retraxerunt ad dictum Dalphinum quando dictum castrum obsessum fuit, & captum per Comitem Amedeum avum nostrum; vel hæredibus aut successoribus ipsorum Nobilium, dictas terras, reditus & omnes possessiones eorum, quæ fuerunt cum dicto castro per dictum Amedeum occupatæ, ubicumque consistant sive in dicto castro sive alibi in potestate nostra, sicut in articulo pacis continetur.

Item nos Rex prædictus habens & tenens Baillivam Ducis Burgundiæ, pupilli ejus intentione ad nos nobilis & credita dicti Ducis pertinent, quittamus & liberamus dictum Comitem Sabaudiæ & ejus successores, de omnibus & singulis debitis & petitionibus, quæ peti possent & fieri per dictum Ducem Burgundiæ ab ipso Comite; servitiis in Comitem Sabaudiæ factis; ac pro restitutione damnorum & equorum & aliis rebus; occasione guerrarum inter Comitem & Dalphinum; & pro aliis quibuscumque; Et è contra simili modo nos prædictus Comes quittamus dictum Dominum Regem Baillivam habentem dicti Ducis, & dictum Dominum Ducem, de omnibus debitis occasione guerrarum quarumcumque seu damnorum, habitis in eis in quibus tenetur seu teneri posset nobis Comiti dictus Dux Burgundiæ: & litteræ si quæ inveniantur; seu etiam instrumenta; & specialiter litteræ quæ quondam datæ dicuntur per Edwardum tunc Comitem Sabaudiæ, Domino Odoni tunc Duci Burgundiæ super amenda & restitutione damnorum quæ ipse Dux, aut alius suo nomine passus fuisse dicebatur occasione guerrarum dicti Comitatus & Dalphinatus, reddentur & restituentur utrique parti; videlicet, Duci in quibus obligatus esse dicitur ipse Dux, & viceversâ Comiti in quibus omnibus ipse Comes obligatus esse dicitur ratione prædictorum; & illa procurabimus nos Rex cum effectu per dictum Ducem ratificari, dum ad ætatem legitimam pervenerit.

ANS de J.C. 1355.

Item nos Rex Franciæ prædictus, concordata & conventa per dictum Dominum Genitorem nostrum, charissimum, quondam cum dicto Comite Sabaudiæ vel ejus deputatis ejus nomine, super successione Ducissæ Britanniæ filiæ dicti Comitis Eduardi quondam, quæcumque promissa per dictum genitorem nostrum super aliis dicto Comiti, in quantum nos tangit, & tangere potest, observabimus & implebimus juxta formam obligationis dicti Domini Genitoris nostri & nostræ, & factemus servare.

De cæteris autem damnis illatis, quæ occasione illius accordii nos dictus Comes petebamus restitutionem à dicto Domino Rege fieri, dictus Dominus Rex remanebit quittus; & de quibuscumque aliis quæ tam nomine nostro quàm prædecessorum nostrorum petere possemus à prædicto Domino Rege occasione quacumque: & viceversâ dictus Comes remanebit quittus de quibuscumque quæ ab ipso petere possemus nos Rex prædictus; salvis tamen & reservatis nobis ambobus, quæ in contractu vel accordio præsentibus continentur.

Item nos dictus Francorum Rex pro nobis & nostris successoribus Franciæ Regibus, & nos dictus Dalphinus pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, promittimus quòd non acquiremus, nec accrescemus nos aliqualiter in perpetuum sine expressa voluntate & consensu Comitis Sabaudiæ qui pro tempore fuerit in Comitatu prædicto Sabaudiæ, in terris, Baronis, juribus, feudis, retrofeudis, aut rebus, territoriis, & juribus quibuscumque dicti Comitis & successorum, vassallorum, hominum & subditorum suorum, aut cujuscumque eorundem, per occupationes, gardas, feuda, retrofeuda, homagia, transactiones, conventiones, pactiones, contractus, vel alios sine causa: & si forsan fieri contigerit, non valeat, sed sit irritum ipso facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter irritamus.

Nos autem dictus Comes Sabaudiæ pro nobis & successoribus nostris, juxta conventa prædicta tenemur & promittimus dicto Domino Regi & Domino Dalphino, eorum cuilibet pro se & successoribus ejus; quod non acquiremus nec accrescemus nos aliqualiter in perpetuum, sine expressa voluntate & consensu Dalphini Viennensis qui pro tempore fuerit in Dalphinatu prædicto Viennensi, & in terris, Baronis, jurisdictionibus, juribus, feudis, retrofeudis aut rebus, territoriis & juribus quibuscumque dicti Domini Dalphini & successorum, vassallorum, hominum, & subditorum, aut cujuslibet eorundem; per occupationes, gardas, feuda, retrofeuda, homagia, transactiones, conventiones, pactiones, contractus, vel alias causas.

Et si forsan fieri contra contigerit non valeat, sed sit irritum ipso facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter annullamus.

Item Nos Rex, & Comes Sabaudiæ, pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris Regibus Franciæ, & Comitibus Sabaudiæ; pro securitate & corroboratione Regni, & Comitatus prædictorum, & subditorum utriusque; fœdera, pactiones, alligationes, conventa, & ligamina prout inferiùs continentur, facimus & juramus ac firmamus, perpetuis futuris temporibus præstante Domino duraturis; videlicet, quod nos Rex & Comes, ac hæredes nostri in Regno ac Comitatu prædictis, ad invicem ex nunc sumus & erimus boni, veri, fideles amici, & pario & sincero cordè nos mutuo diligemus & diligimus.

Item quòd ad invicem unus alteri dabit bonum & legale consilium per se vel per alium petendum, sicut in propriis negotiis & agendis faceret, juxta posse suum, & propriam conscientiam suam; præterquam à

nobis

nobis Regem & successoribus nostris, contra Dalphinos
pro tempore.

Item quòd unus nostrûm non erit directè vel indirectè, publicè vel occultè contra alium, quocunque tempore, modo vel forma ad invadendum Regnum, seu Comitatum Sabaudiæ; vel subditorum eorundem.

Item non consortabit nec juvabit scienter inimicum seu inimicos, adversarium seu adversarios alterius aliquo seu aliquibus quæ tangere poterunt ullum quocumque tempore, modo, seu forma.

Item Comes prædictus, hæredes & successores nostri, juvabimus & juvabunt de nobis & agentibus & subditis nostris, dictum Dominum Regem Franciæ, hæredes & successores ipsius, contra Regem Angliæ modernum, & contra omnes Reges Angliæ futuros, & contra quoscumque Anglicos, fautores, & valitores ipsorum; salvis stipendiis consuetis pro nobis & gentibus & subditis nostris.

Item contra omnes alios qui possunt vivere & mori, ad defensionem & conservationem & tuitionem Regni sui & subditorum suorum; excepto Imperatore Romano pro tempore, quoad ea quæ jura & honores Imperii concernunt; in quo casu non erimus pro parte dicti Domini Regis Franciæ contra Imperatorem prædictum. Et nos Rex prædictus & successores nostri, adjuvabimus dictum Comitem & successores suos, ad tuitionem, defensionem & conservationem Comitatus sui & subditorum suorum; præterquam contra Dalphinum prædictum pro tempore, tam præsentibus quàm futuris successoribus in Regno: mandantes, cedentes & concedentes nos prædicti Dalphinus & Comes, pro nobis, & successoribus nostris, & alter alteri pro se & successoribus suis, omnes & singulas actiones suas, reales, personales, mixtas, hypotecarias, prætorias, civiles, & tam otiles quàm directas, & alias quascumque, & omnia sua jura & singula, in prædictis omnibus & singulis vicissim permutatis, & in excambium traditis; hinc & inde in feudum datis per nos Dalphinum prædictum Comiti prælibato, ut ipse actiones & jura alter in alterum translferentes permutationis & pacis præsentis; retentis tamen nobis Dalphino feudo & homagio & superioritate dumtaxat supra dictis; alterque in alterum in præmissis & eorum singulis, procuratoribus constituis in eam rem suam constituentes: Nos ex nunc in antea alter pro altero, & ejus nomine & è contra pariter possidentes ea omnia & singula, donec nos utrobique corporalem possessionem vel quasi, vicissim apprehendamus de promissis & quibuslibet promissorum; quam apprehendentes ut sibi retineri cum effectu quando & quoties placuerit, alterius licentia vel authoritate supra hoc requisita, tribuimus alter alteri plenam, liberam potestatem, nobis invicem solemniter stipulandi: Promittentes quod omnia & singula supra scripta ex causa permutationis, & in feudum dationis prædictæ per nos Dalphinum Comiti prædicto, & per nos dictum Comitem ex causa permutationis dicto Domino Dalphino liberam, tradita, cessa atque data reddere, & cum pleno effectu dabimus & trademus ab eisdem unà cum restitutionibus & reservationibus omnium & singulorum dominorum, expensarum, gravaminum & interesse, quæ pro defectu nostrûm cujuslibet in prædictis dandis & tradendis ut suprà fieri vel occurri contingeret per alterum quemlibet, aut sustineri; nec non & nos videlicet alter alterum in plenam, liberam & vacuam possessionem mittemus de omnibus illis & singulis eorundem; ea quoque omnia & singula alter alteri è contra omnem in judicio quàm extra judicium manutenebimus, tuebimur, defendemus & liberabimus ab omnibus aliis detentoribus, nostris propriis sumptibus & expensis, & de omni evictione universali & particulari tenebimur præstabimusque; & faciemus alter alteri omnia & singula ea, quæ in casu evictionis debent fieri & præstari: Mandantes ex nunc prout ex tunc, & præcipientes tenore præsentium, omnibus & singulis Baillivis & Castellanis, Officiariis, vassallis, fidelibus & subditis nostris, & nostrûm cujuslibet Baroniarum, terrarum, castrorum, villarum, locorum, mandamentorum, & territoriorum suprà scriptorum & suprà scriptarum, & omnibus & singulis aliis nostris defensoribus eorundem & earundem; quatenus de dictis Baroniis, terris, castris, villis, locis, mandamentis, territoriis, mero, mixto imperio, jurisdictionibus, rebus, bonis, & juribus, feudis, homagiis, fidelitatibus, cum omnibus & singulis pertinentiis & appendentiis, quæ, quatenus & prout per nos dictum Dalphinum præfato Comiti data in feudum, vel permutando tradita sunt ut supra eidem Comiti & successoribus suis in perpetuum; & quæ & quatenus & prout per nos ad dictum Comitem pertinebant, & dicto Domino Dalphino permutando per nos dictum Comitem liberata, tradita & cessa sunt, & eidem Domino Dalphino & successoribus suis in perpetuum respondeant, satisfaciant, pareant & intendant, eaque tradant, expediant & præstent, prout nobis & singulis nostrûm antea tenebantur. Renuntiamus etiam tam conjunctim quàm divisim nos ipse Dalphinus, & Comes invicem stipulando, omni auxilio seu beneficio minoris ætatis, restitutionis in integrum, Senatus consulti Macedoniani, omni actioni, & exceptioni doli mali, metus, & in factum erroris, deceptionis & fraudis, de dolus causam dicatur dedisse contractui vel intulerit in contractum, condictioni sine vel ex injusta causa, omnibus & singulis statutis, constitutionibus & privilegiis tam impetratis quam impetrandis, nec non omni jure canonico & civili, quibus mediantibus contra prædicta vel eorum aliqua possemus dicere, facere vel venire aliena causa vel ingenio, de jure vel de facto: Quæ omnia & singula supra scripta nos dictus Rex Franciæ, nosque dicti Dalphinus & Comes, nobis vicissim & mutuò stipulantes promittimus alter alteri, sub nostrorum omnium bonorum obligatione, rata, grata & firma habentes, perpetuò tenere, attendere, firmiter implere, præstare, facere, & inviolabiliter observare; & nunquam perpetuò per nos vel per alium seu alios contrà facere vel venire; super quibus omnibus & singulis, nos prædictus Francorum Rex bonæ fidei nostræ obligatione & promissione, nos verò dicti Dalphinus & Comes, asserentes nos, & nostrûm quemlibet fuisse & esse puberes, & corporaliter tactis sanctis Evangeliis juramenta præstitimus, & promittimus alter alteri per omnia bonam fidem.

Item mediante contractu dictorum tractatorum, nos Comes prædictus cupiens inter Dominum Regem & nos nexum dilectionis & fœderis effici fortiorem, promittimus eidem Domino Regi, quòd si Domicella Bonna de Borbonio consanguinea ipsius Domini Regis nobis placuerit, nos cum consensu ipsius Domini Regis accipiemus eam in uxorem; & quòd in illo casu nos erimus, & tunc sumus contenti de tribus millibus libris Turonensibus annui redditus, dando ab ipso Domino Rege dictæ Bonnæ, pro universis quæ ex quibuscumque causis tam pro dote seu dotalitio, quàm aliis quovis modo nos & ipsa Bonna petere possemus ab ipso Domino Rege; quòdque confirmato matrimonio hujusmodi, curabimus & faciemus cum effectu quòd ipsa Bonna cum authoritate & assensu nostris erit dictâ summâ redditus similiter contenta, renunciabitque omnibus & singulis quæ ultrà dictam summam redditus à Domino Rege petere possit ex causis prædictis, & aliis quibuscumque ex causa ipsius Bonnæ; & faciemus plenam quittantiam super prædictis dicto Domino Regi, salvo redditu suprà dicto: Et in casu quo dictam Bonnam non accipiemus in Uxorem, promittimus bona fide aliam de genere ipsius Domini Regis, de ipsius consilio & consensu ducere in Uxorem, & cum ea contentari, &

curare

ANS de J. C. 1355.

ANS de J. C. 1355. curare & facere cum effectu quod ipsa, sicut de dicta Bonna prædictum est contentabitur, renuntiabit & quittabit pro tribus millibus libris Turonensibus redditus, de omnibus & singulis quæ prædote, dotalitio & aliàs quocumque modo, tam nos Comes quàm ipsa Uxor tunc nostra, possemus petere à prædicto Domino Rege, occasione vel causa uxoris prædictæ. Quæ ut firma & stabilia perpetuò perseverent & inviolabiliter debeant observari; nos Rex Franciæ sigillum Castelleti Parisius, absente nostro magno sigillo; & nos Dalphinus & Comes prædicti, sigilla nostra præsentibus literis duximus apponenda. Actum Parisiis, anno Domini M. CCC. LV. die V mensis Januarii: præsentibus pro parte Regia & Delphinali, Reverendo in Christo Patre Domino Reginaldo Dei gratia Episcopo Catalaunensi, magnifico viro Domino Aymaro canonico Valentiæ. Dominis Aymone Domino de Garancieres, Guilelmo Flotte Domino de Revel, Simone de Buty, Consiliariis Regis, & Domino Henrico Domino Montagniaci Lugdunensis Diœcesis. Et pro parte dicti Domini Comitis, præsentibus Dominis Guilelmo de Balma, Grandimontis, sancti Amoris, Joanne Rayasu, & Joanne Mistralis.

CCC.

ANS de J. C. 1356. BRABANT. (a) Savoir la Comtesse de Flandre & autres.

Contract passé par JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur de* WENCELIN *Duc de Brabant, ſon Mari, & au préjudice de ſes autres* (a) *Héritiers. Le 20. Février*, 1356. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 190.

NOS JOANNA *Dei gratiâ Luxemburgenſis, Brabantiæ, Lotharingiæ & Limburgis Ducissa, Sacrique Imperii Marchionissa* notum facimus tenore præsentium universis, quòd Serenissimus & Invictissimus Princeps & Dominus Carolus quartus Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex Dominus noster gratiosus, momentabiles hujus vitæ vanitates, mutationes temporum, eventus ambiguos mundanarum rerum, statum instabilem quibus omnis homo subjicitur perpenso, deliberato mentis consilio ritè confidetans, & futuris altercationum ambiactibus & pernitiosis dissentionum dispendiis desiderans salubriter obviare, cum Illustri Principe Domino WENCESLAO *de Bohemia, Luxemburgenſis, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgis Duce, Sacrique Imperii Marchione* consorte nostro charissimo & nobiscum super dispositione, conditione, statu, successione, seu successiva devolutione Principatuum, Ducatuum, terrarum & Dominiorum Brabantiæ & Limburgis habito cum eodem consorte nostro & nobiscum, nec non cum Principibus, proceribus suis Imperialibus, ac nostris fidelibus super hoc diligenti tractatu & maturo consilio, concordavit & de his accedente ad hoc benevolo, spontaneo & expresso dicti nostri consortis & nostro consensu, modum & ordinem statuit infrascriptum. Inprimis quidem tota Brabantia & Limburgensis patria, videlicet Oppida, Burgenses, Oppidani, Vassalli, feudales, incolæ, & habitatores ipsius patriæ dicto Domino Duci consorti nostro & nobis ad nostras & hæredum nostrorum manus, præstiterunt ad Sancta velut legitimis & naturalibus Principibus & Dominis suis solitum consuetum corporale subjectionis, fidelitatis, obedientiæ & homagii juramentum, ipse quoque Dominus consors noster statim ex nunc sive à data præsentium in præfatis Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis, ac ipsorum pertinentiis universis debebit absque contradictione qualibet, potenter & actualiter, liberè & realiter tanquam verus & legitimus & naturalis Princeps & Dominus dominari, regere, præcipere & expressa feuda seu feudalia jura & bona tradere & conferre, officiates quocumque titulo censeantur instituere, aut eos ad libitum removere, & generaliter ac liberè administrare in omnibus & per omnia, sicut veri Principes & hæreditarii, ac naturales & legitimi Domini administrare, imperare, regere, & disponere consueverunt. Verumtamen hæc omnia de nostris scientia & consilio administrabit, faciet & disponet, sed si ipsius administrationi seu dispositioni contradiceremus, nec vellemus in præmissis seu aliis ex his emergentibus necessariis obortuis seu dependentibus consentire, nihilominus ipse consors præmissis universa & singula disponendi & faciendi authoritatem habebit, ac omnimodam potestatem, & quidquid in his faciendum, disponendum duxerit & agendum, ratum, solutum & firmum usquequaque perseverare debebit: Eo tamen signanter expresso quòd quamdiu vixerimus jam dictus Dominus noster Dux consors noster sine nostris voluntate & consensu quocumque modo de Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis Brabantiæ & Limburgis prædictis, fundo & proprietate ipsorum obligare, permutare, alienare aut vendere non debeat neque possit: siquè nos non relictis hæredibus jam dicto nostro consorte superstite moriremur, ex tunc ipse consors noster in Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis antedictis non obstante cujuscumque contradictione succedet, & ad ipsum Principatus; Ducatus, terræ & Dominia hujusmodi liberè devolventur: si verò prædicto Domino Duce consorte nostro fortasse præmortuo supervixerimus, nec talem habuerimus ex corpore ipsius nostri consortis hæredes, hoc nequaquam obstante, nos prædictæ Petrissa Ducissa, Princeps & Domina remanebimus ad tempora vitæ nostræ; si autem ex alio marito propriique corporis hæredes habuerimus illi nos habebunt succedere in Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis antedictis; quòd si memoratum consortem nostrum & nostullis relictis hæredibus ambos mori contigerit, eo casu Principatus, Ducatus, terræ & Dominia sæpedicta ad proximorum domus seu prosapiæ Luxemburgensis hæredem qui pro tempore fuerit liberè devolventur. Illud insuper nón duximus obmittendum, quòd in præmissis tractatibus specialiter extitit ordinatum, quòd memoratus Dominus Dux consors noster & nos, nec non tota Brabantiæ & Limburgis patria præter expressum ipsius Domini nostri Imperatoris consensum, cum adversariis & hostibus nostris pacem aliquam seu treugas aut concordiam inire, facere vel contrahere non debebimus nec debebunt, nec etiam Dominus noster Dominus Imperator cum eisdem adversariis aliquid horum, puta pacem, treugas aut concordiam inire debebit, absque sæpedicti consortis nostri nostraque & ejusdem patriæ voluntate. Quia igitur hæc omnia & singula de libero & expresso consensu & nostræ voluntatis arbitrio ac ex certa nostra scientia processerunt, ideoque ea firmiter attendere & perpetuo rata tenere, & inviolabiliter bonâ fide & sine omni dolo promittimus adimplere. In cujus testimonium præsentes literas fieri, & sigilli nostri fecimus appenhione muniri. Datum Bruxellæ anno Domini MCCC. LVI. secundùm stilum & indictum faciendi Diœcesis Cameracensis, feriâ secundâ proximâ ante Dominicum *Invocavit*.

CCCI.

ANS de J.C. 1356. L'EMPIRE ET LA MAISON PALATINE.

Decret de l'Empereur CHARLES IV. *pour le droit d'Electorat de la Maison* PALATINE, *donné à Nuremberg. l'an* 1356. Goldast. Tom. I. pag. 351.

NOS KAROLUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus & Boheмiæ Rex, recognoscimus publicè per præsentes, & notificamus cunctis ipsam intuentibus seu legi audientibus, quòd nos cum omnibus Principibus Electoribus, Ecclesiasticis & sæcularibus, & ipsi nobiscum, voluntate communi & unanimiter, in Imperiali nostra Curia Nurembergæ deliberavimus & concordavimus, & cum pr & sententia invenimus, declaramus & [illegible]ciamus pro jure, tanquam Rex Boheмiæ, [illegible] Imperii Romani Archipincerna & Coelector præ[illegible]atorum Principum; Ex quo magnificus Rupertus senior Comes Palatinus Rheni, sacri Romani Imperii Archidapifer, Dux Bavariæ, est in pos[illegible]fessione [illegible]cis & electionis, in electione Romanorum Regis futuri Imperatoris, & etiam in possessione Dominio seu usu habet Principatum Palatinatus, Archidapiferiam, terras, vasallagia, cum omnibus pertinentiis, super quibus electio & vox Comitatus Palatini Rheni fundata est, sicut hoc nobis & omnibus Principibus præfatis & cuilibet liquidum est & notum, sine hæsitatione quacunque, quòd merito dictus Rupertus admittendus est, & nos ipsum de jure admisimus, & admittere volumus & debemus, ad quaslibet causas & ad omnia facta, quæ nos & successores nostri Coelectores tractabimus vel faciemus pro honore & utilitate sacri Romani Imperii, & ejus fidelium subditorum, omnimodè sicut de jure & de honesta laudabili consuetudine Comes Palatinus Rheni, Archidapifer sacri Imperii, & Princeps Elector, meritò admitti debet.

2. Etiam invenimus & pronunciamus tanquam jus & pro jure, si ita contingeret, quod aliquis antedictum Ducem Rupertum pro eisdem electione & voce electionis Romani Regis futuri Imperatoris impetere vellet, quòd hujusmodi impetitionem facere non posset nec deberet, nisi prius impetaret Principatum & terras prænarrati Palatinatus, Archidapiferiam seu officium Dapiferiæ, vasallagia, & quidquid ad hujusmodi Palatinatum pertinet, & eum obtineat, sicut juris est. [illegible] nos cum jure & per sententiam invenimus, quòd [illegible]cio & vox super Principatum, & super terras Palatinatus, & super Archidapiferiam taliter fundatæ sunt, quòd unum sine alio persistere non possit, sed oportet ea simul in omni impetitione tam in damno quàm in lucro inseparabiliter permanere. Harum testimonio literarum, nostro Imperiali sigillo sigillatarum. Datum Nurembergiæ, anno Domini M. CCC. LVI. quinta feria post Epiphanias Domini, Regnorum nostrorum anno decimo, Imperi verò [illegible].

Similiter omnia verba literarum sigillatarum ediderunt Electores.

NOS GERLACUS D. g. Archiepiscopus Moguntinus.

BEYMUNDUS D. g. Archiepiscopus Trevirensis.

WILHELMUS D. g. Archiepiscopus Coloniensis.

RUDOLPHUS D. g. Dux Saxoniæ Junior, &c.

LUDOVICUS, qui nuncupatur Romanus, Marchio Brandenburgensis.

CCCII.

Constitution de l'Empereur CHARLES IV. *dite la* (a) BULLE D'OR *touchant la forme & cérémonie de l'Election des Empereurs, le nombre des Electeurs, leurs fonctions, leurs droits, leurs privileges, & tout ce qui peut concerner le Gouvernement de l'Empire, donnée en partie à Nuremberg le* 10. *de Janvier, & en partie à Metz, le* 25. *de Decembre suivant* 1356. Goldast. Tom. I. pag. 352.

ANS de J.C. 1356. L'EMPIRE.

(a) Elle fut nommée *Bulle*, parce qu'alors on nommoit ainsi un sceau, & *Bulle d'Or*, parce que ce sceau étoit d'or.

(b) IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis solique Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, semper Augustus, & Boheмiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Omne regnum in seipso divisum desolabitur; nam Principes ejus facti sunt socii furum; ob quod Dominus misit in medio eorum spiritum vertiginis, ut palpent in meridie, sicut palpare solent cæci in tenebris; & candelabra eorum movit de loco suo, ut cæci sint, & duces cæcorum; & qui ambulant in tenebris, offundunt, & cæci mente scelera perpetrantes, quæ in divisione contingunt. Dic Superbiæ, quomodo in Lucifero regnasses, si divisionem auxiliatricem non habuisses? Dic Satanæ invido, quomodo Adam de Paradyso ejecisses, nisi eum ab obedientia divisisses? Dic Luxuriæ, quomodo Trojam destruxisses, nisi Helenam à viro suo divisisset? Dic Iræ, quomodo Romanam Rempublicam destruxisses, nisi per divisionem Pompeium & Julium sævientibus gladiis, ad intestina prælia concitasses? Tu quidem Invidiæ, Christianum Imperium à Deo, ad instar sanctæ & individuæ Trinitatis, fide, spe, & charitate, virtutibus Theologicis, roboratum, cujus fundamentum super Christianissimo regno feliciter stabilitur, antiquo veneno, quod velut serpens in palmites imperiales, & membra ejus propinquiora, impio scelere, omnisti, ut concussis columnis totum ædificium ruinæ subjiceres, divisionem inter septem Electores Sacri Imperii per quos, velut septem candelabra lucentia in unitate spiritus septiformis, sacrum illuminari debet Imperium, multotiens posuisti.

(b) *De l'Original.*

2. Sane cum ex officio, quo Cæsarea dignitate potimur, futuris dissensionum & dissentionum periculis inter Electores ipsos, de quorum numero, ut Rex Boheмiæ, esse dignoscimur, ratione duplici, tam ex Imperio, quam electionis jure, quo fungimur, occurrere teneamur, insinuatas leges, ad unitatem inter Electores fovendam, & electionem unanimem inducendam, ac detestandæ divisioni prædictæ, variisque periculis ex ea sequentibus, adeum præcludendum, in solemni Curia nostra Nurembergensi, assidentibus nobis omnibus Principibus Electoribus, Ecclesiasticis & Secularibus, aliorum Principum, Comitum, Baronum, Procerum, Nobilium, & Civitatum multitudine numerosa, in solio Majestatis Cæsareæ, Imperialibus insultis insignitis, & diademate decorati, matura deliberatione prævia, de Imperialis potestatis plenitudine edidimus, statuimus, & duximus sancienda, sub Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quinquagesimo sexto indictione nona, quarto Idus Januarii: Regnorum nostrorum anno decimo, Imperii verò (c) secundo.

(c) On lit dans le Mict. *primo.*

CAP. I.

Qualis esse debeat conductus Electorum, & à quibus.

DECERNIMUS, & præsenti edicto Imperiali perpetuò valituro sancimus, ex certa scientia, & de Imperialis plenitudine potestatis, ut quotiescumque

ANS de J. C. 1356.

que & quandocunque futuris temporibus necessitas, sive casus, electionis Regis Romanorum in Imperatorem promovendi emerserit, & Principes Electores ad electionem hujusmodi, juxta antiquam laudabilem consuetudinem, habuerint proficisci; unusquisque Princeps Elector, si & quando super hoc fuerit requisitus, quoslibet Princ[illegible] Coelectores suos, vel ipsorum nuncios, quos ad electionem ipsam transmiserint, per terras, territoria sua, & loca sua, & etiam ultra, secut longius poterit, conducere tenebitur, & eis absque dolo præstare conductum versus civitatem, in qua talis electio fuerit celebranda. & abinde etiam redeuntibus, sub pœna perjurii ac perditionis (pro illa duntaxat vice) suæ vocis, quam in electione hujusmodi fuerat habiturus. Quas quidem pœnas eos, vel eum, qui in præstando mentiorato conductu rebelles seu rebellem, negligentes seu negligentem se præbuerint, eo ipso decernimus incidisse.

2. Statuimus insuper, & mandamus universis aliis Principibus, feudas à Sacro Imperio Romano tenentibus, quocunque nomine censeantur, necnon Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Nobilibus & Ignobilibus, Civibus & Communitatibus castrorum, civitatum & locorum Sacri Imperii universis, ut eodem tempore, dum videlicet Regis Romanorum in Imperatorem promovendi electio celebrandi occurrerit, unumquemque Principem Electorem ab ipsis, vel eorum aliquo, conductum hujusmodi postulantem, vel ejusdem nuncios, quos ad electionem ipsam direxerit, ut præfertur, per territoria sua, & alias, quanto possunt remotius, absque dolo, modo prædicto conducant. Si qui vero huic nostræ constitutioni contraire præsumpserint, subscriptas eo ipso pœnas incurrant. Omnes quidem Principes & Comites, Barones, Nobiles, Milites, & Clientes, ac universi contrarium facientes, reatum perjurii, & privationem omnium feudorum, quæ à S. Romano Imperio, & à quibuscunque aliis obtinent, & etiam omnium possessionum suarum à quocunque habitarum, incurrant. Omnes quoque cives, & communitates contra præmissa facere præsumentes, similiter sint perjuri. Et nihilominus universis suis juribus, libertatibus, privilegiis, & gratiis, à sacro obtentis Imperio, sint omnino privati, & cum personis, & bonis suis omnibus banitum & proscriptionem Imperialem incurrant; atque eosdem quos ipso facto ex nunc, prout ex tunc, omni jure privamus. Deinceps, cuilibet hominum auctoritate propria, & sine judicio, seu invocatione Magistratus cujuslibet, impune licebit eos invadere; nullamque pœnam propter hoc invadens ipsos, debebit ab Imperio, seu quovis alio formidare, præsertim cum contra Rempublicam ac Sacri status Imperii ac dignitatem, ac etiam contra honorem proprium & salutem, tantæ rei temerarii negligentes, tanquam rebelles, inobedientes & perfidi, infideliter & perverse agere convincantur.

3. Decernentes insuper, & mandantes, ut omnium civitatum cives, & communia jam dictis Principibus Electoribus, & eorum cuilibet hoc poscenti, eorumque nunciis, virtutis in communi pretio atque cursu, pro suis, seu nuncorum prædictorum, hominumque suorum necessitatibus, dum ad prædictam civitatem causa celebrandæ electionis prædictæ accesserint, & etiam dum discesserint ab eadem, vendere seu vendi facere teneantur; nullam in præmissis fraudem quomodolibet adhibendo: alioquin contrarium facientes, pœnas illas volumus ipso facto incurrere, quas in præcedentibus contra cives & communitates duximus promulgandas.

4. Quisquis insuper ex Principibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Nobilibus seu ignobilibus, Civibus seu Communitatibus civitatum, Principi Electori, ad Electionem de Rege Romanorum celebrandam euntí, vel ab ipsa denuò redeunti, hostiles custodias tendere, seu insidias parare præsumpserit, aut ipsos, vel eorum aliquem in sua, vel suorum personis, aut rebus invadere vel turbare, seu ipsorum, vel alicujus eorum nuncios antedictos, sive conductum petierint, sive etiam non duxerint exigendum; hunc ipsa cum universis militiæ suæ complicibus, ipso facto supradictas pœnas decernimus incurrisse, ita videlicet, quòd quivis persona personam incidat, sive pœnas, quas juxta præmissa pro qualitate personarum duximus infligendas.

ANS de J. C. 1356.

5. Si verò aliquis Princeps Elector, cum alio suo Coelectore nuncios gereret, & inter eos quæcunque contentio, controversia seu dissensio verteretur; his nequaquam obstantibus, alter alterum, vel alterius nuncios ad electionem hujusmodi destinandos, præmisso modo conducere sit astrictus sub pœna perjurii, ac perditionis (ea vice duntaxat) suæ vocis in electione, ut superius est expressum.

6. Si qui verò alii Principes, Comites, Barones, Milites, Clientes, Nobiles & Ignobiles, cives vel communia civitatum, cum aliquo Principe Electore, vel pluribus ex eisdem, adversum gererent volentem, seu quævis discordia inter ipsos ad invicem, vel guerra, sive dissensio verteretur, nihilominus omni contradictione & dolo cessantibus, Principi Electori, vel Principibus, seu eius vel ipsorum nuncios ad electionem hujusmodi destinandis, & redeuntibus ab eadem, talem debeant præstare conductum, prout singuli pœnas jam dictas, per nos videlicet in se latas, voluerint evitare; quas eos, qui secus fecerint incurrisse decernimus eo ipso.

7. Ad præmissorum autem omnium firmitatem, & certitudinem ampliorem, jubemus & volumus, ut universi Principes Electores, & cæteri Principes, nec non Comites, Barones, Nobiles, Civitates, seu ipsarum communitates, præmissa omnia litteris & juramentis suis firmare & ad ea bona fide, ac sine dolo implenda efficaciter se debeant obligare. Quicunque vero litteras hujusmodi dare renuerit, pœnas ipso facto incidat, quas pro personarum conditione, per præmissa singulis duximus infligendas.

8. Si quis autem Princeps Elector, aliusve Princeps, cujuscunque conditionis, aut status, feudum vel feuda à sacro tenens Imperio, aut Comes, Baro, vel Nobilis, seu successores talium vel hæredes, supra & infra scriptas Imperiales nostras constitutiones & leges adimplere noluerit, aut eis contraire præsumpserit; siquidem talis Princeps, Elector extiterit, ex tunc cæteri sui Coelectores à suo ipsum deinceps excludant consortio, ipsique voce electionis, & aliorum Principum Electorum loco, dignitate careat atque jure; nec investiturâ de feudis, quæ à Sacro Imperio visus fuerit obtinere, alius vero Princeps, aut vir Nobilis, ut præfertur, in has nostras leges committens, similiter non investiatur de feudis, quæ à Sacro Imperio, vel alias obtinet à quocunque; & nihilominus omnes præmissas pœnas, suam concernentes personam, incidat eo ipso.

9. Quamvis autem universos Principes, Comites, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, Civitates quoque & Communitates illarum, ad præstandum cuilibet Principi Electori, vel ejus nuncio, præfatum conductum, ut prædicitur, adstrictos velimus, & decreverimus obligari; nihilominus eorum cuilibet singulares conductus & conductores, pro regionum & locorum adjacentia, cuilibet magis aptos duximus designandos, ut statim per sequentia plenius apparebit.

10. Primò namque; Regem Bohemiæ, Sacri Imperii Archipincernam, conducent Archiepiscopus Moguntinensis, Bambergensis & Herbipolensis Episcopi; Burggravii Nurembergenses; item illi de Hohenloe, de Wertheim, illi de Bruneck, & de Hanow; item civitates, Nuremberg, Rotenburg, & Windisheim.

11. Deinde Archiepiscopum Colonienſem, Sacri Impe-

ANS de J. C. 1356. Imperii per Italiam Archicancellarium, conducent & conducere tenebuntur Moguntinenſis & Trevirenſis Archiepiſcopi; Comes Palatinus Rheni, Landgravius Haſſiæ; item de Katzenelnbogen, de Naſſow, de Dietze, Comites; item de Iſenburg, de Weſterburg, de Runckel, de Limpurg & Falckenſtein; item civitates Wezflar, Geytohauſen & Fridberg.

12. Item Archiepiſcopum Trevirenſem, Sacri Imperii per Galliam, & Regnum Arelatenſe Archicancellarium, conducent Archiepiſcopus Moguntinenſis, Comes Palatinus Rheni; item de Spanheim, de Veldentz Comites; item *de* Raugraven, Wildegraven, de Naſſow, de Iſenburg, de Weſterburg, de Runckel, de Limburg, de Dietz, de Katzenelnbogen, de Eppenſtein, de Falckenſtein; item civitas Moguntinenſis.

13. Deinde Comitem Palatinum Rheni, Sacri Imperii Archidapiferum, conducere debebit Archiepiſcopus Moguntinenſis.

14. Ducem vero Saxoniæ, Sacri Imperii Archimareſcallum, tenebitur conducere Rex Bohemiæ, Moguntinenſis, & Magdeburgenſis Archiepiſcopi; item Bambergenſis, & Herbipolenſis Epiſcopi; Marchio Miſnenſis, Langravius Halliæ; item Fuldenſis, & Herſfeldenſis Abbates; Burggravii Nurenbergenſes; item illi de Hohenloe, de Weitheim, de Bruneck, de Hanow, de Falckenſtein; item civitates Erffordia, Mulhauſen, Nuremberg, Rotenburg, & Windesheim.

15. Et hi omnes proximè nominati, Marchionem Brandenburgenſem, Sacri Imperii Archicamerarium, ſimiliter conducere tenebuntur.

16. Volumus autem & expreſsè ſtatuimus, ut unuſquiſque Princeps Elector, qui talem voluerit habere conductum, his, à quibus ipſum poſtulare decreverit, hoc ipſum adeò tempeſtivè, viamque qua fuerit tranſiturus, inſinuet, & talem conductum expoſcat, ut illi, qui ad conductum hujuſmodi impendendum deputati, & qui taliter fuerint requiſiti, ad hoc oportunè ſe valeant & commodè præparare.

17. Præmiſſas vero conſtitutiones, circa materiam conductus editas, ita ſine debere declaramus intelligi, ut unuſquiſque ſuperiùs nominatus, vel forſan non expreſſus, à quo in caſu præmiſſo conductum requiri contigerit, ad præſtandum ipſum per ſuas duntaxat terras & territoria, ac etiam ultrà, quanto poteſt remotiùs, abſque dolo, ſub pœnis contentis ſuperiùs, ſit aſtrictus.

18. Præterea ſtatuimus, ac etiam ordinamus, ut Archiepiſcopus Moguntinenſis, qui fuerit pro tempore, ſingulis Principibus Coelectoribus ſuis, Eccleſiaſticis & Secularibus, electionem eandem, per ſuos nuncios, patentibus debeat litteris intimare. In quibus quidem litteris talis dies & terminus exprimatur, infra quem eædem litteræ ad ſingulos eoſdem Principes veriſimiliter poſſint pervenire.

19. Hujuſmodi verò litteræ continebunt, ut à die in litteris ipſis expreſſa, infra tres menſes continuos, omnes & ſinguli Principes Electores, Franckenford ſuper Moganum eſſe debeant conſtituti, vel ſuos Legales ad eundem terminum, atque locum nuncios deſtinare, cum plena & omnimoda poteſtate, ſuiſque patentibus litteris, majori cujuſlibet eorum ſigillo ſignatis, ad eligendum Romanorum Regem in Cæſarem promovendum.

20. Qualiter autem, & ſub qua forma, tales litteræ confici debeant, & quæ in eis ſolemnitas debeat immutabiliter obſervari, & in qua forma & modo Principes Electores nuncios ſuos, ad electionem hujuſmodi deſtinandos, ad poteſtatem, mandatum, ſeu procuratoria ordinare debuerint, ad finem præſentis libri conſcriptum invenitur clariùs expreſſum; & eandem formam illic traditam, mandamus, & de Imperialis poteſtatis plenitudine uſquequaque decernimus obſervari.

21. Cùm autem ad hoc perventum fuerit, quòd de Imperatoris, vel Regis Romanorum obitu in diœceſi Moguntinenſi conſtiterit, ex tunc infra unum menſem à die notitiæ obitus hujuſmodi continuè numerandum, ſingulis Principibus Electoribus obitum ipſum & intimationem, de quibus præmittitur, per Archiepiſcopum Moguntinenſem jubemus, & decernimus, ſuis patentibus litteris declarari; quòd ſi idem Archiepiſcopus in executione, & intimatione hujuſmodi, negligens aut remiſſus fortaſſis exiſteret, ex tunc iidem Principes motu proprio etiam non vocati, pro fidei ſuæ virtute, qua ſacrum proſequi tenentur Imperium, poſt hoc intra tres menſes, ſicut in conſtitutione proximè poſita ſuprà continetur, in civitate Frankenford ſæpe dicta conveniant, electuri Regem Romanorum in Cæſarem promovendum.

ANS de J. C. 1356.

22. Debet autem unuſquiſque Princeps Elector, vel ſui nuncii, prædictam civitatem Frankenford cum ducentis equitaturis tantummodò, præfatæ electionis tempore, introire; in quorum numero quinquaginta tantum armatos, vel pauciores, ſecum introducere poterit, ſed non plures.

23. Princeps verò Elector, ad electionem hujuſmodi vocatus & requiſitus, & ad ipſam non veniens, vel legales nuncios cum litteris patentibus, ſigillo ſuo majori ſigillatis, pleniſque & liberam, ac omnimodam poteſtatem continentibus, ad eligendum Romanorum Regem, futurum Imperatorem non dirigens; aut veniens, aut hujuſmodi nuncios fortè tranſmittens, ſi poſtea Princeps ipſe, aut prædicti nuncii, à prædicto electionis loco recederent, Rege Romanorum futuro Cæſare non electo, nec ad præmiſſa procuratore legitimo ſubſtituto ſolemniter & relicto, electionis voce ſeu jure, quod in eadem electione habuit, & tali modo deſeruit, careat ea vice.

24. Injungimus autem civibus de Frankenford, & mandamus, ut ipſi univerſos Principes Electores in genere, & quemlibet eorum, ab invaſione alterius, ſi quid inter eos adverſitatis emergeret, & etiam ab omni homine, cum omnibus eorum hominibus, quos ipſi, & eorum quilibet, in præfato ducentorum equorum ſuorum numero, ad præfatam duxerint civitatem, in virtute juramenti, quod ſuper hoc ipſos ad Sancta præſtare ſtatuimus, fideli ſtudio & ſolerti diligentia protegant, & defendant; alioquin perjurii reatum incurrant, & nihilominus omnia jura ſua, libertates, privilegia, gratias & indulta, quæ à ſacro obtinere noſcuntur Imperio, omninò amittant; bannumque Imperiale cum perſonis, & bonis ſuis omnibus incidant eo ipſo; & liceat ex tunc omni homini auctoritate propria, ac ſine judicio, cives eoſdem, quos eo caſu ex nunc, prout ex tunc, omni jure privamus, tamquam proditores, infideles, & rebelles Imperii, impunè invadere, ita quod invadentes hujuſmodi, pœnam quamcunque à Sacro Imperio, vel quovis alio, nequaquam debeant formidare.

25. Cives inſuper antedicti de Franckenford, per omne tempus illud, quo ſuper electione ſæpedicta tractari, & agi contigerit, ocminem in præfatam civitatem cujuſcumque dignitatis, conditionis vel ſtatus extiterit, intromittant, vel intrare quovis modo permittant; Principibus Electoribus, eorum nunciis, & Procuratoribus antedictis duntaxat exceptis, quorum quilibet cum ducentis equis debebit, ut prædicitur, intromitti.

26. Si verò poſt ipſorum Principum Electorum introitum, ſeu in ipſorum præſentia, in præfata civitate aliquem reperiri contigerit, illius exitum cives ipſi debebunt abſque mora, & cum effectu, protinus ordinare, ſub omnibus pœnis contra ipſos ſuperiùs promulgatis, ac etiam in virtute juramenti, quod cives ipſi de Franckenford ſuper eo, virtute præſentis conſtitutionis, præſtare debebunt ad Sancta, ut in præcedentibus eſt expreſſum.

ANS de J. C. 1356.

CAP. II.

De electione Romani Regis.

POSTQUAM autem ſæpe dicti Electores ſeu nuncii; civitatem Franckenford ingreſſi fuerint, ſtatim ſubſequenti die, diluculò in Eccleſia Sancti Bartholomæi Apoſtoli, ibidem in omnium ipſorum præſentis Miſſam *de ſancto Spiritu* faciant decantari ad finem, ut ipſe ſanctus Spiritus corda ipſorum illuſtret, & eorum ſenſibus lumen ſuæ virtutis infundat, quatenus ipſi ſuo fulti præſidio, hominem juſtum, bonum, & utilem eligere valeant in Regem Romanorum, futurumque Cæſarem, ac pro ſalute populi Chriſtiani.

2. Peracta quoque Miſſa hujuſmodi, omnes illi Electores, ſeu nuncii accedant ad altare, in quo Miſſa eadem extitit celebrata, ubi Principes Electores Eccleſiaſtici coram Evangelio Beati Joannis; *In principio erat verbum*, quod illic ante ipſos pom debebit, manus ſuas pectori cum reverentia ſuperponant: Seculares vero Principes Electores, dictum Evangelium corporaliter manibus ſuis tangant; qui omnes, cum tota ipſorum familia, tunc ibi debebunt inermes aſſiſtere. Ac Archiepiſcopus Moguntinenſis formam juramenti eis dabit, & unà cum ipſis, & ipſi, vel abſentium nuncii, unà cum eo juramentum præſtabunt vulgariter in hunc modum.

3. *Ego N. Archiepiſcopus Moguntinenſis, Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarius, ac Princeps Elector, juro ad hæc ſancta Dei Evangelia hic præſentaliter coram me poſita, quod ego per fidem, quæ Deo, & Sacro Romano Imperio ſum aſtrictus, ſecundum omnem diſcretionem & intellectum meum, cum Dei auxilio eligere volo temporale caput populo Chriſtiano, id eſt, Regem Romanorum in Cæſarem promovendum, qui ad hoc exiſtat idoneus, in quantum diſcretio & ſenſus mei me dirigunt, & ſecundum fidem prædictam; vocemque meam, & vorum, ſeu electionem præfatam, dabo abſque omni pacto, ſtipendio, præmio, vel promiſſo, ſeu quocumque modo talia valeant appellari; ſic me Deus adjuvet, & omnes Sancti.*

4. Præſtito denique per Electores ſeu nuncios, in forma & modo prædictis, hujuſmodi juramento, ad electionem procedant, nec s modò de jam dicta civitate Franckenford ſeparentur, niſi priùs major pars ipſorum temporale caput mundo elegerit, ſeu populo Chriſtiano, Regem videlicet Romanorum in Cæſarem promovendum.

5. Quod ſi facere diſtulerint infra triginta dies, à die præfixi juramenti præfati continuò numerandos, ex tunc tranſactis eiſdem triginta diebus, a modò panem manducent & aquam bibant, & nullatenus civitatem exeant antedictam, niſi priùs per ipſos, vel majorem partem ipſorum, Rector ſeu temporale caput fidelium electum fuerit, ut præfertur.

6. Poſtquam autem in eodem loco ipſi, vel pars eorum major numero elegerit, talis electio perinde haberi & reputari debebit, ac ſi foret ab ipſis omnibus, nemine diſcrepante, concorditer celebrata.

7. Sique per tempus aliquod morari, abeſſe, & tardare contingeret aliquem de Electoribus, ſeu nunciis antedictis, dum tamen veniret, antequam prædicta eſſet electio celebrata, hunc ad electionem ipſum in eo ſtatu admitti debere decernimus, in quo ipſa adventus ſui tempore conſiſtebat.

8. Et quia de antiqua, approbata, & laudabili conſuetudine, tam inconvulsè, quam immutabiliter quod ſubſcribitur, ſemper extitit hactenus obſervatum; ideoque & nos conſtituimus, & de Imperialis decernimus plenitudine poteſtatis, quod is, qui modo præmiſſo in Regem fuerit Romanorum electus, peracta ſtatim electione hujuſmodi, priuſquam in ſibquibus cauſis aliis, ſive negotiis, virtute Sacri Imperii adminiſtret, univerſis & ſingulis Principibus Electoribus, Eccleſiaſticis & Secularibus, qui propinquiora ſacri Imperii membra eſſe noſcuntur, omnia ipſorum privilegia, literas, jura, libertates, conceſſiones, antiquas conſuetudines, & etiam dignitates, & quidquid ipſi ab Imperio uſque in dieni electionis ſuæ obtinuerunt & poſſederunt, abſque dilatione & contradictione confirmare & approbare debeat, per ſuas literas & ſigilla; ipſiſque præmiſſis omnia innovare, poſtquam Imperialibus inſulis coronatus.

9. Confirmationem autem hujuſmodi, electus ipſe cuilibet Principi Electori in ſpecie, primò ſuo Regali faciet nomine; & deinde ſub Imperiali titulo innovabit; & in his ipſos Principes omnes in genere, & quemlibet eorum in ſpecie nullatenus impedire, ſed potius abſque dolo gratioſè tenebitur promovere.

10. In caſu denique, quo tres Principes Electores præſentes, ſeu abſentium nuncii, quartum ex ſe, ſeu eorum conſortio, videlicet principem Electorem præſentem, vel abſentem, in Regem Romanorum elegerint, vocem illius electi, ſi præſens adfuerit, aut nunciorum ipſius, ſi eum abeſſe contingeret, plenum vigorem habere, & eligentium augere numerum, partemque majorem decemimus conſtituere, ad inſtar cæterorum Principum Electorum.

ANS de J. C. 1356.

CAP. III.

De ſeſſione (a) *Treverenſis, Colonienſis & Moguntinenſis Archiepiſcoporum.*

(a) Le Manuſcrit & l'Edition de Mayence liſent. *Moguntinenſis, Colonienſis & Treverenſis, &c.*

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementis, Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam, decor, & gloria Sacroſancti Romani Imperii, & honor Cæſareus, & Reipublicæ grata compendia, venerabilium & illuſtrium Principum Electorum concordi voluntate ſoventur; qui velut columnæ proceres ſacrum ædificium circumſpectæ prudentiæ ſolerti pietate ſuſtentant; quorum præſidio dextra Imperialis potentiæ roboratur; & quando mutuæ favoris ampliori benignitate ſtringuntur, tanto uberioris pacis & tranquillitatis commoda feliciter proſluunt populo Chriſtiano. Ut igitur inter venerabiles Moguntinenſem, Colonienſem, nec non Treverenſem Archiepiſcopos, Sacri Imperii Principes Electores, omnium litium, & ſuſpectuum mala, quæ & qui de prioritate, ſeu dignitate ſeſſionum ſuarum in curiis Imperialibus, & Regalibus, ſubotiri valerent, in poſterum perpetuis inantèà temporibus amputentur, & ipſi in cordis & animorum quieta conditione manentes, de opportunitatibus Sacri Imperii concordi favore, & virtuoſæ dilectionis ſtudio convenientiùs meditari valeant, pro conſolatione populi Chriſtiani, habita deliberatione cum omnibus Principibus Electoribus, tam Eccleſiaſticis quàm Secularibus, & de ipſorum conſilio decernimus, & de Imperatoriæ poteſtatis plenitudine, hac edictali lege perpetuò valitura, ſancimus, quod ſupradicti venerabiles Archiepiſcopi, Treverenſis videlicet, ex oppoſito & Imiari directione verſus Imperatoris faciem; Moguntinenſis verò in ſuis dioceſi & provincia, & extra provinciam ſuam in toto Archicancellariatu ſuo Germanico, provincia Colonienſi dumtaxat excepta; & demum Colonienſis in ſuis dioceſi & provincia, & extra provinciam ſuam in tota Italia & Gallia, in dextero latere Romanorum Cæſaris, ſedere poſſint, valeant, & debeant in omnibus publicis actibus Imperialibus, puta judiciis, collationibus feudorum, & in refectionibus menſarum, ac eram in conſiliis, & in omnibus aliis agendis, propter quæ contingit ſeu conenget eos pro honore ſeu utilitate Imperiali tractandis mutuò convenire & hunc modum ſeſſionis ſub omni eo ordine, ſicut expreſſatur ſuperiùs, ad prædictorum Colonienſis, Treveren-

ſis,

ANS de J. C. 1356.

rensis, & Moguntinensis Archiepiscoporum successores, perpetuò extendi volumus, ut nullo unquam tempore super his quæ vis dubietas generetur.

CAP. IV.

De Principibus Electoribus in communi.

STATUIMUS insuper, ut quotiens cunque Imperialem curiam ex nunc inantea celebrari contigerit, in qualibet sessione, videlicet tam in consilio, quam in mensa, & locis aliis quibuscunque, ubi Imperatorem, vel Regem Romanorum cum Principibus Electoribus sedere contigerit, à dextro latere Imperatoris vel Regis Romanorum immediatè post Archiepiscopum Moguntinensem, vel Colonien sem, illum videlicet, quem tunc temporis pro qualitate locorum, & varietate provinciarum, juxta privilegii sui tenorem, dicto lateri dextro Imperatoris allidere contigerit: Rex Bohemiæ (cum sit Princeps coronatus & unctus) primum; & post eum continuò Comes Palatinus Rhem, secundum sedendi loca debeant obtinere; ad sinistram vero partem immediate post illum, qui ex prædictis Archiepiscopis in latere sinistro sedere contigerit, primum locum Dux Saxoniæ, & post eum Marchio Brandeburgensis alterum obtinebit.

2. Cæterùm, quotiens & quando deinceps Sacrum vacare continget Imperium, ex tunc Moguntinensis Archiepiscopus potestatem habebit (sicut potestatem habuisse dignoscitur ab antiquo) cæteros Principes notedictos, suos in dicta electione consortes, literatoriè convocandi.

3. Quibus omnibus, seu his, qui potuerint, & voluerint interesse, in electionis termino invicem congregatis, dictus Archiepiscopus Moguntinensis, & non alter, eorundem Coëlectorum suorum vota singulariter habebit inquirere, ordine subsequenti.

4. Primò quidem interrogabit à Trevirensi Archiepiscopo, cui primam vocem competere declaramus, sicut invenimus hactenus competisse; secundò, à Colonien si Archiepiscopo, cui competit dignitas, nec non officium Romanorum Regi primum diadema Regium imponendi; tertiò, à Rege Bohemiæ, qui inter Electores Laicos ex Regiæ dignitatis fastigio, jure & merito obtinebit primatum; quarto, à Comite Palatino Rheni; quintò, à Duce Saxoniæ; sextò, à Marchione Brandenburgensi. Horum omnium vota, præmisso jam ordine, dictus Archiepiscopus Moguntinensis perquirer. Quo facto, dicti Principes, sui consortes, ipsum vice versa requirent, ut & ipse intentionem suam exprimat, & ipsis aperiat votum suum.

5. Præterea, in celebratione Imperialis curiæ, Marchio Brandenburgensis aquam lavandis Imperatoris, vel Regis Romanorum, manibus ministrabit; primum vero potum Rex Bohemiæ; quem tamen sub Regali corona juxta privilegiorum Regni sui continentiam, nisi libera voluntate voluerit, non tenebitur ministrare. Comes etiam Palatinus Rhem cibum afferre tenebitur. Dux Saxoniæ Marescallatus officium exercebit, ut solitum est fieri ab antiquo.

CAP. V.

De Jure Comitis Palatini Rheni, & etiam Saxoniæ Ducis.

QUOTIENS insuper, ut præmittitur, Sacrum vacare continget Imperium, Illustris Comes Palatinus Rheni, Sacri Imperii Archidapifer, ad manus suum Regis Romanorum in partibus Rheni, & Sueviæ, & in jure Franconico, ratione Principatus, seu Comitatus Palatini privilegio, esse debet Provisor ipsius Imperii, cum potestate judicia exercendi, ad beneficia Ecclesiastica præsentandi, recolligendi reddi-

tus & proventus, & investiendi de feudis, juramenta fidelitatis vice & nomine Sacri Imperii recipiendi; quæ tamen per Regem Romanorum postea electum, suo tempore omnia innovari, & de novo sibi ipsa juramenta præstari debebunt: feudis Principum duntaxat exceptis, & illis quæ Anlehen vulgariter appellantur, quorum investiturarum, & collationem soli Imperatori, vel Regi Romanorum, specialiter reservamus. Ipse tamen Comes Palatinus omne genus alienationis seu obligationis rerum Imperialium, hujusmodi provisionis tempore, expressè sibi noverit interdictum.

ANS de J. C. 1356.

3. Et eodem jure provisionis, Illustrem Ducem Saxoniæ, Sacri Imperii Archimareschallum, frui volumus in illis locis, ubi Saxonica jura servantur, sub omnibus modis & conditionibus sicut superius est expressum.

4. Et quamvis Imperator, sive Rex Romanorum, super causis, pro quibus impetitus fuerit, habeat (sicut ex consuetudine introductum dicitur) coram Comite Palatino Rheni, Sacri Imperii Archidapifero, Electore Principe; respondere; illud tamen judicium Comes ipse Palatinus nun alibi, præterquam in Imperiali curia, ubi Imperator, seu Romanorum Rex præsens extiterit, potent exercere.

CAP. VI.

De comparatione Principum Electorum ad alios Principes communes.

DECERNIMUS, ut in celebratione Imperialis curiæ, quotiens cunque illam deinceps perpetuò celebrari contigerit, antedicti Principes Electores, Ecclesiastici & Seculares, juxta præscriptum ordinem atque modum, à dextris & sinistris immutabiliter teneant loca sua; eisque, vel eorum alicui, in quibuscunque actibus ad curiam ipsam spectantibus eundo, sedendo, vel stando, nullus Princeps alius, cujuscunque status, dignitatis, præeminentiæ, vel conditionis existat, ullatenus præferatur; eo signanter expresso, quod nominatim Rex Bohemiæ in celebratione curiarum hujusmodi, in omnibus & singulis actibus antedictis, quemcunque Regem alium, quacunque etiam singulari dignitatis prærogativa fulgentem, quem quovis casu seu causa venire, vel adesse forte contingeret, immutabiliter antecedat.

CAP. VII.

De successione Principum Electorum.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, semper Augustus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Inter solicitudines illas innumeras, quibus pro felici statu Sacri Imperii, cui auctore Domino feliciter præsidemus, cor nostrum quotidie fatigatur, ad hoc præcipue meditatio nostra dirigatur, qualiter desiderata & salubris semper unio inter Sacri Imperii Principes Electores jugiter vigeat, & corda eorum in sinceræ charitatis concordia conserventur, quorum providentia suo tempore orbi fluctuanti, tanto celerius, tantoque facilius subvenietur, quanto inter eos nullus error surrepserit, & purior fuerit charitas custodita, obscuritate succisa, & jure cujuslibet dilucidè declarato. Sane generaliter longè latequè est publicum, & quasi per totum orbem notoriè manifestum, Illustres, Regem Bohemiæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Ducem Saxoniæ, & Marchionem Brandenburgensem, virtute Regni & Principatuum suorum, in electione Regis Romanorum in Cæsarem promovendi, cum cæteris Principibus Ecclesiasticis suis Coëlectoribus, jus, vocem, & locum habere,

ANS de J. C. 1356.

bere, & unà cum ipsis censeri, & esse veros & legitimos Sacri Imperii Principes Electores.

2. Ne inter eorundem Principum secularium Electorum filios, super jure, voce, & potestate præfata, futuris temporibus, scandalorum & dissensionum possit materia suscitari, & sic bonum commune periculosis dilationibus impediri, futuris auctore Deo cupientes periculis salubriter obviare.

3. Statuimus & Imperiali auctoritate, præsenti lege perpetuis temporibus valitura, decernimus, ut postquam iidem Principes Electores Seculares, & eorum quilibet, esse defierit, jus, vox, & potestas electionis hujusmodi ad filium suum primogenitum, legitimum, laicum; illo verò non extante, ad ejusdem primogenii primogenitum, similiter laicum, liberè & sine contradictione cujuspiam devolvatur.

4. Si vero primogenitus hujusmodi absque hæredibus masculis, legitimis, laicis, ab hac luce migraret, virtute præsentis Imperialis edicti, jus, vox, & potestas electionis prædictæ, ad seniorem fratrem laicum per veram paternalem lineam descendentem, & deinceps ad illius primogenitum laicum devolvatur.

5. Et talis successio in primogeniis, & hæredibus Principum eorundem, in jure, voce, & potestate præmissis, perpetuis temporibus observetur.

6. Ea tamen conditione & modo, ut si Principem Electorem, seu ejus primogenitum, aut filium seniorem laicum, mori, & hæredes masculos, legitimos, laicos, defectum ætatis patientes, relinquere contigerit, tunc frater senior ejusdem primogeniti, tutor eorum & administrator existat, donec senior ex eis legitimam ætatem attigerit, quam in Principe Electore decem & octo annos completos censeri volumus & statuimus perpetuò haberi; quam dum attigerit, jus, vocem, & potestatem, & omnia ab ipsis dependentia, tutor ipse sibi totaliter cum officio teneatur protinùs assignare.

7. Si vero aliquem ex hujusmodi Principatibus ipsorum Imperio Sacro vacare contingeret, tunc Imperator, seu Rex Romanorum, qui pro tempore fuerit, de ipso providere debebit & poterit, tamquam de re ad se & Imperium legitimè devoluta.

8. Salvis tamen semper privilegiis, juribus, & consuetudinibus Regni nostri Bohemiæ super electione Regis in casu vacationis per regnicolas, qui jus habent eligendi Regem Bohemiæ, faciendo, juxta continentiam eorundem privilegiorum, & observatam consuetudinem diuturnam, à divis Romanorum Imperatoribus, sive Regibus, obtentorum, quibus ex hujusmodi sanctione Imperiali in nullo præjudicari volumus; imo, ipsis decernimus nunc & perpetuis futuris temporibus in omni suo tenore & forma, indubium tenere roboris firmitatem.

CAP. VIII.

De Regis Bohemiæ & Regnicolarum ejus immunitate.

CUM per divos Romanorum Imperatores, & Reges, prædecessores nostros, Illustribus Bohemiæ Regibus, progenitoribus & prædecessoribus nostris, nec non Regno Bohemiæ, ejusdemque Regni coronæ, olim concessum fuerit gratiosius & indultum, sitque in Regno eodem, à tempore cujus contrarii hodie non existat memoria, consuetudine laudabili, inconvulsè servata, diuturnitate temporum, & præscripta moribus utentium, sine contradictionis aut interruptionis obstaculo introductum, quod nullus Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Cliens, Civis, Burgensis, seu Rusticus, nulla denique persona ejusdem regni, & pertinentiarum ejusdem ubicumque existentium, cujuscumque status, dignitatis, præeminentiæ, vel conditionis existat, ad cujuscumque actoris instantiam, extra Regnum ipsum ad quodcumque tribunal, seu alterius, præterquam Regis Bohemiæ, & Judicum Regalis curiæ suæ judicium citari potuerit, sive trahi, nec vocari debeat perpetuis inantèa temporibus sive possit, ideoque privilegium, consuetudinem, & indultum hujusmodi, auctoritate Imperiali, & de Imperialis potestatis plenitudine, ex certa scientia innovantes, & etiam confirmantes, hac præsenti nostra constitutione Imperiali perpetuis temporibus valitura statuimus, ut si contra privilegium, consuetudinem, vel indultum præfatum quispiam prædictorum, putà Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Cliens, Cives, Burgensis, seu Rusticus, aut alia quæcumque persona præmissa, ad cujuscumque tribunal extra Regnum prædictum Bohemiæ, in quascumque causa, criminali, civili, vel mixta, seu super quocumque negotio citatus fuerit, quocumque tempore, vel citata, comparere, vel in judicio respondere minime teneatur. Quod si adversus hujusmodi non comparentes, vel non comparentem, à quocumque Judice, cujuscumque auctoritatis existat, extra Regnum ipsum Bohemiæ constituto, judicialiter procedi, processus fieri, seu sententias interlocutorias vel definitivas, unam vel plures, in quibuscumque prænominatis causis sive negotiis, quovis modo fieri vel promulgari contingeret, auctoritate præmissa, de plenitudine insuper antedictæ Imperatoriæ potestatis, citationes, præcepta, processus, & sententias hujusmodi, necnon executiones, & omnia quæ ex eis, vel aliquo eorum, quomodolibet sequi, attemptari possent vel fieri, irritamus penitus & cassamus.

2. Adjicientes expressè, & edicto Imperiali perpetuò valituro, eadem auctoritate, & de præmissæ potestatis plenitudine decernentes, ut quemadmodum in prædicto Regno Bohemiæ, à tempore, cujus contrarii non habetur memoria, jugiter observatum existit, ita nulli prorsus Principi, Baroni, Nobili, Militi, Clienti, Civi, Burgensi, seu Rustico, nulli demum personæ, seu incolæ Regni Bohemiæ sæpe dicti, cujuscumque status, præeminentiæ, dignitatis, vel conditionis existant, vel existat, à quibuscumque processibus, sententiis interlocutoriis vel diffinitivis, sive præceptis Regis Bohemiæ, aut quorumlibet suorum judicum, nec non executionibus eorundem, contra se in Regali judicio, seu coram Regis, Regni, seu prædictorum Judicum tribunalibus factis aut latis, habitis vel ferendis inantèa seu fiendis, liceat ad quodcumque aliud judicium appellare, provocationes quoque seu appellationes hujusmodi, si quas contra hoc interponi contigerit, eo ipso viribus non subsistant, & appellantes ipsi pœnam perditionis causarum ipso facto se noverint incurrisse.

CAP. IX.

De Auri, Argenti, & aliarum specierum mineris.

PRÆSENTI constitutione in perpetuum valitura statuimus, ac de certa scientia declaramus, quòd successores nostri Bohemiæ Regis, nec non universi & singuli Principes Electores, Ecclesiastici & Seculares, qui perpetuò fuerint, universas auri & argenti fodinas, atque mineras stanni, cupri, ferri, plumbi, & alterius cujuscumque generis metalli, ac etiam salis, tam inventas quàm etiam inveniendas in posterum quibuscumque temporibus, in Regno prædicto, ac terris & pertinentiis eidem Regno subjectis, nec non supradicti Principes in Principatibus, terris, dominiis, & pertinentiis suis, tenere justè possint & legitimè possidere, cum omnibus juribus (nullo prorsus excepto) prout possunt seu consueverunt talia possideri; nec non Judæos habere; theolonea in prætento statuta & indicta percipere; quodque progenitores nostri, Reges Bohemiæ felicis memoriæ, ipsique Principes Electores, ac progenitores & prædecessores eorum, legiti-

ANS de J. C. 1356.

ANS de J.C. 1356.

legitimè potuerint usquè in præsens, sicut hoc antiqua, laudabili, & approbata consuetudine, diuturnique ac longissimi temporis cursu præscripta noscitur observatum.

CAP. X.

De Monetis.

STATUIMUS, præterea, ut Regi Bohemiæ, successori nostro qui fuerit pro tempore, sicut constat ab antiquo Illustris memoriæ Bohemiæ Regibus, nostris prædecessoribus, licuisse, & in possessione pacifica continua ipsos fuisse juris subsequentis, videlicet monetas auri & argenti, in omni loco & parte Regni sui, & subditarum sibi terrarum & pertinentiarum omnium, ubi Rex ipse decrevit, sibique placuerit, cudi facere, & mandare, sub omni modo & forma, in Regno ipso Bohemiæ, in his ad hæc usque tempora observatis, quòdque futuris perpetuò Bohemiæ Regibus, hac nostra Imperiali constitutione & gratia perpetuò valituris, & quibuscumque Principibus, Magnatibus, Comitibus, ac personis aliis, quascumque [illegible], castra, possessiones, prædia, sive bona [illegible] emere, comparare, seu in donum vel donationem, vel [illegible] quamcumque causa, aut [illegible] obligationem recipere, similiter terrarum, castrorum, possessionum, prædiorum, seu bonorum conditione consueta, ut videlicet propria recipiantur vel comparentur, ut propria, libera velut libera, & eatenus dependerint in feudum, [illegible] emantur in feudum, seu comparata taliter concludatur, ita tamen, quòd ipsi Reges bohemiæ, de iis, quæ hoc modo comparaverint vel recoeperint, & Regni Bohemiæ duxerint applicanda, ad pristina ac consueta jura, de talibus sacro explenda & reddenda Imperio, [illegible] dicti.

2. Præsentem nihilominus constitutionem & gratiam, virtute præsentis legis nostræ Imperialis, ad universos Principes Electores, tam Ecclesiasticos quam Seculares, successores & legitimos hæredes ipsorum, plene extendi volumus, sub omnibus modis & conditionibus, ut præfertur.

CAP. XI.

De immunitate Principum Electorum.

STATUIMUS etiam, ut nulli Comites, Barones, Nobiles, Feudales, Vasalli, Castrenses, Milites, Clientes, Cives, Burgenses, nullæque quoque personæ, Colonienses, Moguntinenses & Trevirenses, Ecclesiarum vel subjectæ, cujuscumque status, conditionis, vel dignitatis existant, ad cujuscumque [illegible] Dominum extra territorium & terminos seu limites eorundem Ecclesiarum & pertinentiarum suarum, ad quodcumque aliud tribunal, seu cujuscumque alterius, præterquam Archiepiscoporum Moguntinensis, Trevirensis, & Coloniensis, & Judicum suorum judicium citari poterint temporibus retroactis, vel trahi seu vocari debeant perpetuis imanteà temporibus [illegible] sive [illegible] sint, sicut in præteritis invenimus temporibus [illegible] fuisse.

[illegible] præsens edictum nostrum, præ[illegible] Trevirensis, Moguntinensis, seu [illegible] vel eorum aliquem seu aliquos, ad [illegible] tiam, seu ad cujuscumque tribunal, [illegible] quacumque causa criminali, civili, vel mixta, [illegible] quocumque negotio, extra territorium, limites seu terminos dictarum Ecclesiarum, vel alicujus earum citari contingeret, comparere vel respondere minimè teneantur, & citatio, & processus, & sententiæ interlocutoriæ vel diffinitivæ contra non venientes à talibus judicibus extraneis latæ vel factæ, fiendæ vel ferendæ, nec non præcepta, & præmissorum executiones, & omnia quæ ex eis, vel aliquo eorum quomodolibet sequi, attentari possent vel fieri, irrita decernimus eo ipso.

ANS de J.C. 1356.

3. Adjicientes expressè, quòd nulli Comiti, Baroni, Nobili, Feudali, Vasallo, Castrensi, Militi, Clienti, Civi, Rustico, nulli demum personæ Ecclesiis hujusmodi subjectæ, seu ejus incolæ, cujuscumque status, dignitatis, vel conditionis existant, à processibus, sententiis interlocutoriis & diffinitivis, sive præceptis Archiepiscoporum & Ecclesiarum hujusmodi, vel suorum Officiatorum temporalium aut executionibus eorundem contra seu in Archiepiscopali, seu Officiatorum prædictorum judicio factis aut latis, habitis vel ferendis minùs seu frendis, ad quodcumque tribunal, aliud licitè appellare, quamdiu in Archiepiscoporum prædictorum, & suorum judicio querimoniis non fuerit justitia denegata: appellationes contra hoc factas non recipi statuimus, cassasque & irritas nunciamus.

4. In defectum vero justitiæ, prædictis omnibus ad Imperialem duntaxat curiam & tribunal, seu Judicis immediate in Imperiali curia pro tempore Præsidentis judicium, & de eo [illegible] non [illegible] quemvis alium judicem, sive ordinarium, [illegible] etiam delegatum, [illegible] quibus denegata [illegible] [illegible] licet appellare. Quicquid vero contra præmissa factum fuerit, irritum eo ipso.

5. Eandem constitutionem virtute præsentis legis nostræ Imperialis, ad Illustres Comitem Palatinum Rheni, Ducem Saxoniæ & Marchionem Brandenburgensem, Principes Electores [illegible] sive [illegible], successores, hæredes, & subditos eorum, plene extendi volumus, sub omnibus modis & conditionibus, ut præfertur.

CAP. XII.

De congregatione Principum Electorum.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, semper Augustus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Inter illas multiplices Reipublicæ curas, quibus assiduè mens nostra distrahitur, multa consideratione necessarium fore prospexit nostra sublimitas, ut Sacri Imperii Principes Electores, ad tractandum de ipsius Imperii orbisque salute, frequentius solito congregentur, qui sol[illegible] bases Imperii, & columnæ immobiles, quemadmodum per longinquas ad invicem terrarum constitu[illegible] tias, ita de incumbentibus regionum sibi cognitarum defectibus referre simul & cooperire noverunt, sanis ut providentiæ suæ consiliis non ignorante accommodatis talium reformationibus salubriter operam dare.

2. Hinc est, quod in solemni curia nostra in Nuremberg, cum Venerabilibus Ecclesiasticis, & Illustribus secularibus Principibus Electoribus, & multis aliis Principibus & Proceribus, per nostram Celsitudinem celebrata, habita cum eisdem Principibus Electoribus deliberatione, & de ipsorum consilio, pro bono & salute communi, cum dictis Principibus Electoribus, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, duximus ordinandum, quòd iidem Principes Electores de cætero per singulos annos semel, transactis à festo Paschæ Resurrectionis Dominicæ quatuor septimanis continuè numerandis, in aliqua civitatum Sacri Imperii personaliter congregentur, & ad idem tempus proxime affuturum, seu anno præsenti, colloquium seu curia, & congregatio hujusmodi, in civitate nostra Imperiali Metensi, per nos & eosdem Principes celebretur; ac tunc, & deinceps, die quolibet congregationis hujusmodi locus per nos, quo sequenti anno conveniant, ipsorum consilio statuatur, hac nostra ordinatione, ad nostrum & ipsorum duntaxat beneplacitum duraturo. Qua durante, ipsos sub

ANS de J. C. 1356. sub nostro Imperiali conductu recipimus, ad dictam curiam accedendo, stando, ac etiam recedendo.

3. Præterea, ne tractatus communis salutis & pacis, per tractum & moram solatii, seu excessivam frequentationem convivii retardetur, ut aliquando fieri est consuetum, concordi voluntate duximus ordinandum, ut deinceps curia seu congregatione præfata durante, generales omnium Principum celebrare alicui non liceat invitatas; particulares verò, quæ agendorum expeditionem non impediant, cum moderamine sint permissæ.

CAP. XIII.

De Revocatione Privilegiorum.

PRÆTEREA statuimus, & hoc Imperiali perpetuo sancimus edicto, quòd universa privilegia & litteræ, quibuscumque personis, cujuscumque status, præeminentiæ, vel dignitatis existant, seu civitatum, oppidorum, & quorumlibet locorum universitatibus, super quibuscumque juribus, gratiis, immunitatibus, consuetudinibus, seu rebus aliis, etiam proprio motu, seu alias à nobis, vel recolendæ memoriæ divis Romanorum Imperatoribus, & Regibus, prædecessoribus nostris, sub quibuscumque verborum tenoribus concessa & concessæ, seu à nobis vel successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus, inantea futuris temporibus concedenda seu concedendæ, non debeant aut possint libertatibus, jurisdictionibus, juribus, & honoribus, seu dominis Principum Electorum Sacri Imperii, Ecclesiasticorum & Secularium, aut alicujus ipsorum in aliquo penitus derogare; etiamsi in talibus privilegiis & litteris quarumlibet personarum cujuscumque præeminentiæ, dignitatis, aut status extiterint, ut præfertur, seu universitatum hujusmodi expressè cautum sit, vel fuerit in futurum, quòd revocabilia seu revocabiles esse non debeant, nisi de ipsis, & toto eo eis comprehenso tenore in tali revocatione fieret de verbo ad verbum seriatim mentio specialis. Hujusmodi namque privilegia & litteras, si & in quantum libertatibus, jurisdictionibus, juribus, honoribus, seu dominis dictorum Principum Electorum, aut alicujus ipsorum derogare, vel [illegible] censeantur in aliquo, quo ad hoc [illegible] ex certa scientia & cassamus, revocamusque [illegible] ocatas retineri, reputari, & haberi decernimus de plenitudine Imperatoriæ potestatis.

CAP. XIV.

De his, quibus ut indignis auferuntur bona feudalia.

IN plerisque partibus vasalli, & feudatarii dominorum, feuda seu beneficia, quæ à dominis ipsis obtinent, intempestivè, verbaliter & in fraude renunciant, seu resignant, eadem; & facta resignatione hujusmodi, dominos ipsos malitiosè diffidant, suasque inimicitias eis denunciant, damna eis subsequenter gravia inferendo, & beneficia seu feuda sic relicta prætextu guerræ seu inimicitiæ iterum invadunt, & occupant, & detinent occupata. Ea propter præsenti constitutione in perpetuum valitura sancimus, quòd talis resignatio, seu renunciatio haberi debeat pro non facta, nisi liberè & realiter facta fuerit per eosdem, ita quod possessio beneficiorum & feudorum hujusmodi, dominis ipsis corporaliter & realiter assignetur, in tantum, quòd nullo unquem tempore diffidantes ipsi in bonis, feudis, seu beneficiis resignatis, dominos ipsos perturbent per se, vel alios, aut molestent, nec ad hoc, consilium præstent, auxilium, vel favorem. Contrarium facientes, seu dominos suos in beneficiis & feudis resignatis, vel non resignatis invadentes quomodolibet vel perturbantes, vel damna in ipsis inferentes, seu consilium, auxilium præstantes talia facientibus, vel favorem, feuda & beneficium hujusmodi eo ipso amittat, infames existat, & banno Imperiali subjaceat, & nullus ad feuda vel beneficia hujusmodi pateat ei de cætero, quocumque tempore aditus, vel regressus, nec de novo concedi sibi valeant ullo modo; & facta eis contra hoc illorum concessio, seu investitura sequuta, viribus non subsistat. Posttremò, omnes pœnas prædictas illos vel illum, qui prædicta resignatione non facta, contra dominos suos fraudulenter agentes, vel agens, scienter eos invaserint, vel invaserit, diffidatione quacumque prævia aut omissa, vigore prædictæ sanctionis incurrere decernimus ipso facto.

ANS de J. C. 1356.

CAP. XV.

De Conspiratoribus.

DE FARANDAS præterea, & [illegible] reprobatas conspirationes & conventiculas, seu colligationes illicitas, in civitatibus & extra, vel inter civitatem & civitatem, inter personam & personam, seu inter personam & civitatem, præterea parentelas, seu receptiones in cives, vel alienus cujuscumque coloris conjurationes, insuper & confœderationes & pacta, nec non & consuetudinem circa hujusmodi introductam, quam censemus potius corruptelam, reprobamus, damnamus, & ex certa scientia irritamus: quas civitates, seu personæ, cujuscumque dignitatis, seu conditionis, aut status, sive inter se, sive cum aliis, absque auctoritate dominorum, quorum subditi vel ministeriales sunt, seu in quorum districtu consistunt, eisdem dominis nominatim non exceptis fecerunt hactenus, & facere præsumpserint in futurum, sicut per sacras divorum Augustorum, prædecessorum nostrorum, leges, prohibitas non ambigitur & cassatas; illis confœderationibus & legis diffamatæ exceptis, quas Principes, & Civitates, ac alii super generali pace provinciarum atque terrarum inter se firmasse noscuntur. Illas enim nostræ declarationi specialiter reservantes, in suo decernimus vigore manere, donec de his aliud duxerimus ordinandum.

2. Personam singularem, quæ de cætero contra tenorem præsentis constitutionis, & nostræ legis antiquæ super hoc editæ, confœderationes, colligationes, conspirationes, & pacta hujusmodi inire præsumpserit, ultra pœnam legis ejusdem, notam infamiæ, & pœnam decem librarum auri; civitatem verò, vel universitatem in hanc legem nostram similiter committentem, centum librarum auri, nec non amissionis & privationis libertatum, & privilegiorum Imperialium, pœnas incurrere decernimus eo ipso, ita dictæ pœnæ hujusmodi pecuniariæ fisco Imperiali; reliquæ verò domino districtus, in cujus præjudicium factæ fuerint applicanda.

CAP. XVI.

De Pfalburgeriis.

CÆTERUM, quia nonnulli cives & subditi Principum, Baronum, & aliorum hominum, sicut frequens ad nos querela perduxit, jugum originariæ subjectionis quærentes abjicere, imò aliis temerario contemnentes, in aliarum civitatum cives recipi se procurant, & frequentiùs in præterito procurarunt; & nihilominus in priorum dominorum, quos tali fraude præsumpserunt, vel præsumunt deserere, terris, civitatibus, oppidis, & villis corporaliter residentes, civitatum, ad quas hoc modo se transferunt, libertatibus gaudere, & ab eis defensari contendunt, qui in partibus Alamaniæ *Pfalburgeri* consueverunt vulgariter appellari. Quoniam autem patrocinari non debent alicui fraus & dolus, de Imperatoriæ potesta-

tis

ANS de J. C. 1356.

tis plenitudine, omnium Principum Electorum, Ecclesiasticorum & Secularium, sano antecedente consilio, ex certa scientia statuimus, & præsenti lege perpetuò valitura sancimus, quòd prædicti cives & subditi, eis, quibus subsunt, taliter illudentes, in omnibus terris, locis, & provinciis Sacri Imperii à præsenti die in posterum, civitatum in quarum cives tali fraude recipi se procurunt, vel hactenus procurarunt, juribus & libertatibus in nullo potiantur, nisi ad hujusmodi civitates corporaliter & realiter transeuntes, ibique larem foventes, continuè & verè ac non fictè residentiam facientes, debita onera & municipalia subeant munera in eisdem. Si qui verò contra præsentis nostræ legis tenorem recepti sint, vel fuerint in futurum, illorum receptus omni careat firmitate; & recepti, cujuscumque dignitatis, conditionis, aut status existant, in nullo casu penitus, sive causa, civitatum, ad quas recipi se procurant, juribus vel libertatibus gaudeant quomodolibet, vel fruantur; non obstantibus quibuscumque juribus, privilegiis, vel consuetudinibus observatis, quantocumque tempore, & obtentis; quas & quæ, in quantum præsenti nostræ legi obveniant, præsentibus ex certa scientia revocamus de prædictæ Imperialis plenitudine potestatis, omnique carere decernimus robore firmitatis.

2. Circa præmissa omnia Principum, Dominorum, & aliorum hominum, quos taliter deseri contigit, vel continget in posterum, juribus circa personas, & bona subditorum quorumcumque, ipsos sæpe dicto modo deserentium, semper salvis. Hos nihilominus, qui sæpe dictos cives, & subditos alienos recipere, contra præsentis nostræ legis dispositionem, præsumpserint, vel recipere in præterito præsumpserunt, si eos omnino non dimiserint infra mensem post intimationem præsentium eis factam, centum marcas auri puri pro transgressione hujusmodi totiens quotiens deinceps factum fuerit, incurrere decernentes; quarum medietas Imperiali fisco nostro, reliqua verò dominis illorum, qui recepti fuerint, irremissibiliter applicetur.

CAP. XVII.

De Diffidationibus.

EOS, qui de cætero adversus aliquos justam diffidationis causam se habere fingentes, ipsos in locis, ubi domicilia non obtinent, aut ea communiter non inhabitant, intempestivè diffidant, declaramus damna quæcumque per incendia, spolia, vel rapinas diffidatis ipsis, cum honore suo inferre non posse.

2. Et quia patrocinari non debent alicui fraus & dolus, præsenti constitutione in perpetuum valitura sancimus, diffidationis hujusmodi quibuscumque dominis aut personis, cum quibus (a) aliqui fuerint in societate, familiaritate, vel honesta quavis amicitia conversati, fic factas vel fiendas in posterum, non valere, nec licere prætextu diffidationis cujuslibet quempiam invadi per incendia, spolia, vel rapinas, nisi diffidatio per tres dies naturales ipsi diffidando personaliter, vel in loco, quo habitare consuevit, publicè fuerit intimata, possitque de intimatione hujusmodi, per testes idoneos fieri plena fides. Quisquis secus quempiam diffidare vel invadere modo præmisso præsumpserit, infamiam eo ipso incurrat, ac si nulla diffidatio facta esset; quem etiam tamquam proditorem, per quoscunque Judices pœnis legalibus statuimus castigari.

(a) Lisez aliquis.

3. Prohibemus etiam & damnamus universas & singulas guerras, & lites injustas: cuncta quoque injusta incendia, spolia, rapinas, indebita & inconsueta theolonea & conductus, & exactiones pro ipsis conductibus extorqueri consuetas, sub pœnis, quibus sacræ leges præmissa, & eorum quodlibet, sanciunt puniendo.

ANS de J. C. 1356.

CAP. XVIII.

Littera Intimationis.

VOBIS Illustri & magnifico Principi Domino &c. Marchioni Brandenburgensi, Sacri Imperii Archicamerario, Coelectori, & amico nostro charissimo. Electionem Romanorum Regis quæ ex rationabilibus causis imminet facienda, præsentibus intimamus; vosque ex officii nostri debito ad electionem præfatam ritè vocamus, quatenùs a die tali, &c. Infra tres menses continuò computandos, per vos, seu nuncios aut procuratores vestros, unum vel plures, sufficiens mandatum habentes, ad locum debitum, juxta formam sacrarum legum super hoc editarum, venire curetis, deliberaturi, tractaturi, & concordaturi cum aliis Conprincipibus & Coelectoribus vestris & nostris, de electione futuri Regis Romanorum in Imperatorem postmodum favente Domino promovendi, in eodem mansuri usque ad plenam consummationem electionis hujusmodi, & alias facturi, & processuri, prout in sacris legibus super hoc deliberatè editis invenitur expressum; alias, non obstante vestra, seu vestrorum absentia, in præmissis unà cum aliis Conprincipibus & Coelectoribus vestris & nostris, prout legum ipsarum sanxerit auctoritas, finaliter procedemus.

CAP. XIX.

Forma procuratorii, mittendi per eum principem Electorem, qui nuncios suos ad electionem faciendam duxerit destinandos.

NOS talis, Dei gratia, &c. Sacri Imperii &c. notum facimus tenore præsentium universis quòd cum electio Romanorum Regis ex rationabilibus causis imminet facienda, nos de honore & statu Sacri Imperii solicitudine debita intendere cupientes, ne tam gravibus dispendiis periculosè subjaceat, de fide & circumspectionis industria dilectorum nobis &c. fidelium nostrorum obtinentes utique præsumptionis indubiæ fiduciam singularem, ipsos & quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod per unum inceptum fuerit, per alium finiri valeat, & licitè terminari, omni jure, modo & forma, quibus melius & efficacius possumus, seu valemus, nostros veros & legitimos Procuratores, & nuncios specrales facimus, constituimus, & ordinamus, ad tractandum ubilibet unà cum aliis Conprincipibus, & Coelectoribus nostris, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, & cum ipsis concordandum, conveniendum, & concludendum de persona quacumque habili ac idonea, in Regem Romanorum eligenda; ac ipsis tractatibus super electione talis personæ habendis, pro nobis, loco & nomine nostris interessendum, tractandum, & deliberandum, nec non vice & nomine nostris eandem personam nominandum, & in ipsam consentiendum, ac etiam in Regem Romanorum promovendum, ad Sacrum Imperium eligendum, ac in animam nostram præstandum quodcumque juramentum, quod necessarium debitum, seu consuetum fuerit; circa præmissa, & quodlibet præmissorum, alium, vel alios procuratores in solidum substituendum & revocandum, omnia & singula faciendum, quæ in præmissis, & circa præmissa etiam usque ad consummationem tractatuum, nominationis, deliberationis, & electionis hujusmodi, de præsenti faciendæ necessaria, aut utilia fuerint, seu etiam quomodolibet oportuna, etiamsi præmissa, vel eorum quodlibet, mandatum exigant speciale; etiamsi majora vel magis singularia fuerint supradictis, & quæ nosmetipsi facere possemus, si hujusmodi tractatuum, deliberationis, nominationis & electionis futu-

ANS de J. C. 1356.

futuræ negotiis, præſentes & perſonaliter adeſſemus, gratum & ratum habentes, & habere volentes, & nos perpetuò habituros firmiter promittentes, quicquid per antedictos Procuratores, ſeu nuncios noſtros, necnon ſubſtitutos, aut ſubſtituendos, ab ipſis ſeu eorum altero, in præmiſſis ſeu præmiſſorum quolibet, actum, geſtum, ſeu factum fuerit, aut quomodolibet ordinatum.

CAP. XX.

De unione Principatuum Electorum, & Jurium eis connexorum.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Cum univerſi & ſinguli Principatus, quorum virtute Seculares Principes Electores, jus & vocem in electione Regis Romanorum, in Cæſarem promovendi, obtinere noſcuntur, cum jure hujuſmodi, nec non officiis, dignitatibus, & juribus aliis, eis, & cuilibet eorum annexis, & dependentibus ab eiſdem, adeò conjuncti, & inſeparabiliter ſint uniti, quòd jus, vox, officium, & dignitas, alia quoque jura, ad quemlibet Principatuum eorundem ſpectantia, cadere non poſſint in alium, præter illum, qui Principatum ipſum cum terra, vaſallagiis, feudis, & dominio, ac ejus pertinentiis univerſis dignoſcitur poſſidere præſenti edicto Imperiali perpetuò valituro ſancimus, unumquemque Principatuum prædictorum, cum jure & voce electionis, ac officio, cæteriſque omnibus dignitatibus, juribus & pertinentiis ad ipſum ſpectantibus, ita perſevare, & eſſe debere unitum perpetuis temporibus indiviſibiliter & conjunctum, quòd poſſeſſor Principatus cujuſlibet, etiam juris, vocis, officii, & dignitatis, & pertinentiarum omnium ad illum ſpectantium, quieta debeat & libera poſſeſſione gaudere, ac Princeps Elector ab omnibus reputari, ipſeque, & nemo alius, per cæteros Principes Electores, ad electionem, & omnes actus alios pro Sacri Imperii honore, vel oportunitate gerendos, omni tempore aſſumi, ſine contradictione qualibet, & admitti; nec aliquid præmiſſorum ab altero, cum ſint & eſſe debeant inſeparabilia, dividi, vel ullo tempore debeat ſeparari, aut in judicio, vel extra diviſim repeti valeat, aut evinci, vel etiam per ſententiam ſeparari; nec aliquis unum ſine alio impetens audiatur. Quod ſuper errorem, vel aliàs auditus quis fuerit, aut proceſſus, judicium, ſententia, vel aliquid hujuſmodi contra præſentem diſpoſitionem noſtram emanavent, ſeu quomodolibet attemptari contigerit, hoc totum, & omnia ex his, & quælibet eorum ſequentia, eo ipſo viribus non ſubſiſtant.

CAP. XXI.

De ordine proceſſionis inter Archiepiſcopos.

QUONIAM autem ſuperius in principio conſtitutionum noſtrarum præſentium, circa ordinem ſeſſionis Eccleſiaſticorum Principum Electorum in conſilio, & in menſa, & alias quotiens Imperialem curiam celebrari, ſeu Principes Electores deinceps cum Imperatore vel Rege Romanorum, congregari contigerit, ſufficienter duximus providendum, ſuper qua priſcis audivimus temporibus pluries diſceptatum; expedire credimus etiam proceſſionis & deambulationis inter eos ordinem diffinire.

2. Quapropter hoc perpetuò Imperiali edicto decernimus, ut quotienſcunque in congregatione Imperatoris, vel Regis Romanorum; & Principum prædictorum, Imperatore vel Rege ipſo deambulante, inſignia ante faciem ſuam portari contigerit, Archiepiſcopus Treverenſis in directa diametrali linea ante Imperatorem vel Regem tranſeat, illique ſoli medii inter eos ambulent, quos Imperialia vel Regalia contingent inſignia deportare.

ANS de J. C. 1356.

3. Dum autem Imperator, vel Rex, abſque inſignis eiſdem inceſſerit, ex tunc idem Archiepiſcopus Imperatorem, vel Regem præfato modo præcedat, ita quòd nemo penitus inter eos medius habeatur; aliis duobus Archiepiſcopis Electoribus, loca ſua juxta diſtinctionem provinciarum ſuarum circa ſeſſionem ſuperiùs declaratam, etiam circa proceſſionem perpetuò ſervaturis.

CAP. XXII.

De ordine proceſſionis Principum Electorum, & per quos inſignia deportentur.

AD declarandum autem in Imperatoris, vel Regis Romanorum deambulantis præſentia, proceſſionis ordinem Principum Electorum, de quo ſupra fecimus mentionem, ſtatuimus, ut quotienſcumque in celebratione Imperialis curiæ Principes Electores cum Imperatore, ſeu Rege Romanorum, in quibuſcumque actibus vel ſolemnitatibus proceſſionaliter ambulare contigerit, & Imperalia vel Regalia debuerint inſignia deportari, Dux Saxoniæ Imperialem vel Regalem enſem deferens, Imperatorem ſeu Regem immediatè præcedat, & inter illum, & Archiepiſcopum Treverenſem medius habeatur; Comes verò Palatinus, pomum Imperiale portans, à latere dextro; & Marchio Brandenburgenſis ſceptrum deferens, à ſiniſtro latere ipſius Ducis Saxoniæ lineariter gradiantur; Rex autem Bohemiæ Imperatorem ſeu Regem ipſum immediatè, nullo interveniente, ſequatur.

CAP. XXIII.

De benedictionibus Archiepiſcoporum in præſentia Imperatoris.

QUOTIENS inſuper in Imperatoris, vel Regis Romanorum præſentia, Miſſarum ſolemnia celebrari, ac Moguntinenſem, Treverenſem, & Colonienſem Archiepiſcopos, vel duos ex eis adeſſe contigerit, in confeſſione, quæ ante miſſam dici conſuevit, ac in porrectione Evangelii oſculandi, & Pace poſt Agnus Dei portanda, nec non & in benedictionibus poſt finita Miſſarum ſolemnia, ac etiam ante menſam faciendis, & in gratiis poſt cibum acceptum agendis, is inter eos ordo ſervetur, prout de ipſorum conſilio duximus ordinandum, quod prima die hæc omnia & ſingula, à primo; ſecunda die, à ſecundo; tertia verò, à tertio peragantur.

2. Primum autem, ſeu ſecundum, vel tertium hoc caſu, ſecundum quod prius vel poſterius quilibet eorum conſecratus exiſtit, debere intelligi declaramus, & ut ſe invicem honore condigno & decenti præveniant, & exemplum aliis præbeant invicem honorandi, is, quem circa præmiſſa ordo tetigerit, ad hæc alterum convenienti & charitativa inclinatione invitet, & tunc demum ad præmiſſa procedat, ſeu quodlibet præmiſſorum.

CAP.

ANS de J.C. 1356.

CAP. XXIV.

Infra ſcriptæ leges promulgatæ ſunt in curia Metenſi per Dominum Carolum IV. Romanorum Imperatorem, & Bohemiæ Regem Auguſtum, Anno Domini M. CCC. LVI. in die Natalis Chriſti, aſſiſtentibus ſibi omnibus. Sacri Romani Imperii Electoribus, præſentibus dominis, Venerabili in Chriſto Patre Domino Theodorico Epiſcopo Albanenſi, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinali, ac Carolo Regis Franciæ primogenito, Normandiæ Duce Illuſtri, ac Delphino Viennenſi.

SI quis cum Principibus, Militibus, vel privatis, ſeu quibuſcumque perſonis, plebeis etiam, ſceleſtam factionem, aut factionis ipſius inierit ſacramentum, vel dederit, de nece Venerabilium, & Illuſtrium Principum noſtrorum, & Sacri Romaoi Imperii, tam Eccleſiaſticorum quam Secularium, Principum Electorum, ſeu alterius eorundem (nam & ipſi pars corporis noſtri ſunt. Eadem enim ſeveritate voluntatem ſceleris, qua effectum puniri jura voluerunt:) ipſe quidem, utpote majeſtatis reus, gladio feriatur, bonis ejus omnibus fiſco noſtro addictis: filii verò ejus, quibus vitam Imperiali ſpecialiter lenitate concedimus (paterno enim deberent perire ſupplicio, in quibus paterni, hoc eſt, hæreditarii criminis metuuntur exempla) à materna vel avita, omnium etiam proximorum hæreditate, & ſucceſſione habeantur alieni, ex teſtamentis aliorum nihil capiant, ſint perpetuo egentes & pauperes, infamia eos paterna ſeoiper comitetur, ad nullum umquam honorem, ad nulla prorſus ſacramenta perveniant, ſiot poſtremò tales, ut his perpetua egeſtate ſordentibus ſit & mors ſolatium, & vita ſupplicium. Denique jubemus eos eſſe notabiles ſine venia, qui pro talibus umquam apud nos intervenire tentaverint.

2. Ad filias ſane ipſorum, quotlibet numero fuerint, Falcidiam tantùm ex bonis matris, ſive teſtata, ſive inteſtata defecerit, volumus pervenire, ut habeant mediocrem potius filiæ alimoniam, quàm integrum emolumentum aut nomen hæredis conſequantur. Mitior enim circa eas debet eſſe ſententia, quas pro infirmitate ſexus minus auſuras eſſe confidimus.

3. Emancipationes quoque, quæ à prædictis ſive in filios, poſt legem dumtaxat latam, ſive in filias fuerint collatæ, non valeant. Dotes, donationes quaslibet, poſtremò item alienationes, quas ex eo tempore qualibet fraude, vel jure factas eſſe conſtiterit, quo primò memorati de ineunda factione, ac ſocietate cogitaverint, nullius ſtatuimus eſſe momenti. Uxores ſane prædictorum recuperata dote, ſi in ea conditione fuerint, ut, quæ à viris titulo donationis acceperunt, ſeu accipiunt, filiis debeant reſervare, tempore quo uſusfructus abſumitur; omnia ea fiſco noſtro ſe relicturas eſſe cognoſcant, quæ juxta legem filiis debebantur; Falcidia etiam ex his rebus, filiabus tantum, non etiam filiis deputetur.

4. Idem, quod de prædictis, eorumque filiis cavimus, etiam de ſatellitibus, conſciis, ac miniſtris, filiiſque eorum ſimili ſeveritate cenſemus. Sane ſi quis ex his in exordio initæ factionis, ſtudio veræ laudis accenſus, ipſe prodiderit factionem, & præmio à nobis & honore donabitur. Is verò, qui uſus fuerit factione, ſi vel ſerò, tamen incognita adhuc conſiliorum arcana patefecerit, abſolutione (*a*) tantum, ac venia dignus habebitur.

(*a*) On lit dans l'original *tantum*.

5. Statuimus inſuper, ut ſi quid contra prædictos Principes Electores, Eccleſiaſticos vel Seculares, commiſſum dicatur, etiam poſt mortem rei, id crimen inſtaurari poſſe.

6. In hoc item crimine, quod ad læſam in Principibus Electoribus ſuis Majeſtatem pertinet, etiam in caput Domini, ſervi torquentur. ANS de J.C. 1356.

7. Volumus inſuper, & præſenti Imperiali ſanctimus edicto, ut etiam poſt mortem nocentium hoc crimen inchoari poſſit, ut convicto mortuo, memoria ejus damnetur, & bona ſucceſſoribus ejus eripiantur. Nam ex quo ſceleratiſſimum quis ceperit conſilium, exinde quodammodo ſua mente punitus eſt.

8. Porrò, ex quo quis tale crimen contraxit, neque alienare, neque manumittere eum poſſe, nec ei ſolvere jure debitorem, decernimus.

9. In hac cauſa in caput domini ſervos torqueri ſtatuimus, id eſt, propter cauſam factionis damnandæ contra Principes Electores, Eccleſiaſticos & Seculares, ut præmittitur.

10. Et ſi deceſſerit quis, propter incertam perſonam ſucceſſoris bona ſerventur, ſi in (*b*) cauſa hujuſmodi fuiſſe mortuus arguatur.

(*b*) On lit dans l'Original *caſu*.

CAP. XXV.

De integritate principatuum Electorum.

SI cæteros Principatus congruit in ſua integritate ſervari, ut corroboretur juſtitia, & ſubjecti fideles pace gaudeant & quiete, multo magis magnifici Principatus, dominia, honores, & jura Electorum Principum debent illæſa ſervari. Nam ubi majus incumbit periculum, majus debet remedium adhiberi, ne columnis ruentibus, baſis totius ædificii collidatur.

2. Decernimus igitur, & hoc perpetuis temporibus valituro Imperiali ſanctimus edicto, quòd ex nunc inantea perpetuis futuris temporibus, inſignes & magnifici Principatus, videlicet Regnum Bohemiæ, Comitatus Palatinus Rheni, Ducatus Saxoniæ, & Marchionatus Brandenburgenſis, terræ, diſtrictus, homagia, vaſallagia, & alia quævis ad ipſa ſpectantia, ſcindi, dividi, ſeu quavis conditione dimembrari non debeant, ſed ut potiùs in ſua perfecta integritate perpetua maneant, primogenitus filius ſuccedat in eis, ſibique ſoli jus ac dominium competat, niſi ſorte mente captus, fatuus, ſeu alterius famoſi & notabilis defectus exiſteret, propter quem non deberet, ſeu poſſet hominibus principari. In quo caſu, inhibita ſibi ſucceſſione, ſecundo genitum, ſi fuerit in ea progenie, ſeu alium ſeniorem fratrem, vel conſanguineum laicum, qui paterno ſtipiti in deſcendenti recta linea proximior fuerit, volumus ſucceſſurum; qui tamen apud alios fratres, & ſorores, ſe clementem & pium exhibebit contiouò, juxta datam ſibi à Deo gratiam, & juxta ſuum beneplacitum, & ipſius patrimonii facultates; diviſione, ſcitſione, ſeu dimembratione Principatus, & pertinentiarum ejus, ſibi omnibus modis interdicta.

CAP. XXVI.

De Curia Imperiali & ſeſſione.

DIE, qua ſolemnis Curia Imperialis vel Regia fuerit celebranda, veniant circa horam primam Principes Electores, Eccleſiaſtici & Seculares, ad domum habitationis Imperialis, ſive Regalis, & ibi Imperator vel Rex ipſe omnibus inſignibus Imperialibus induetur, & aſcenſis equis, omnes vadant cum Imperatore, vel Rege, ad locum ſeſſionis aptatæ, & illic quilibet eorum in ordine, & modo ſupra in lege, *de ordine proceſſionis ipſorum Principum Electorum*, pleniùs diffinito.

2. Portabit etiam Archicancellarius, in cujus Archicancellariatu hæc fuerint, ſoper baculo argenteo, omnia ſigilla & typaria Imperialia, & Regalia.

3. Seculares vero Principes Electores ſceptrum, pomum,

ANS de J. C. 1356.

pomum, & enſem, ſecundum quod ſuperiùs expri-mitur, deportabunt.

4. Portabuntur etiam immediate ante Archiepiſcopum Trevirenſem ſuo loco tranſeuntem, primò, Aquiſgranenſis; ſecundò, Mediolanenſis corona; & hoc ante Imperatorem duntaxat, qui jam eſt Imperialibus inſulis decoratus; quas geſtabunt aliqui Principes inferiores, ad hoc per Imperatorem juxta placitum deputandi.

5. Imperatrix etiam, vel Regina Romanorum, ſuis Auguſtalibus amicta inſignibus, poſt Regem, vel Imperatorem Romanorum, & etiam poſt Regem Bohemiæ, qui Imperatorem immediate ſubſequitur, competentis ſpacii interyallo, ſuis aſſociata Proceribus, ſuiſque comitata virginibus, ad locum ſeſſionis procedat. (a)

(a) Ici finiſſent les Décrets de la Diéte de Metz.

CAP. XXVII.

De officiis Principum Electorum in ſolemnibus Curiis Imperatorum, vel Regum Romanorum.

STATUIMUS, ut quandocumque Imperator vel Rex Romanorum ſolemnes curias ſuas celebraverit, in quibus Principes Electores ſua deſervire, ſeu exercere debent officia, ſubſcriptus in his ordo ſerve-tur.

1. Primò enim, Imperatore, vel Rege ipſo, in ſede Regia, ſive ſolio Imperiali ſedente, Dux Saxoniæ officium ſuum agat hoc modo. Ponetur enim ante ædificium ſeſſionis Imperialis vel Regiæ, acervus avenæ, tantæ altitudinis, quòd pertingat uſque ad pectus vel antelam equi, ſuper quo ſedebit ipſe Dux, & habebit in manu baculum argenteum, & menſuram argenteam, quæ ſimul faciant in pondere duodecim marcas argenti; & ſedens ſuper equo, primò menſuram eandem de avena plenam accipiet, & famulo primitùs venienti miniſtrabit eandem. Quo facto, figendo baculum in avenam recedet, & Vicemareſcallus ejus, puta de Pappenheim, accedens, vel eo abſente Mareſcallus curiæ, ulteriùs avenam ipſam diſtribuat.

2. Ingreſſo vero Imperatore, vel Rege ad menſam, Principes Electores Eccleſiaſtici, videlicet Archiepiſcopi, ſtantes ante menſam cum cæteris Prælatis, benedicent eandem, ſecundum ordinem, qui circa hæc eis in ſuperioribus eſt præſcriptus. Et benedictione completa, idem Archiepiſcopi omnes, ſi adſint; alioquin duo, vel unus, ſigilla & typaria Imperialia, ſive Regalia à Cancellario curiæ recipient; eoque in cujus Archicancellariatu curiam ipſam celebrari continget, in medio procedente, & aliis duobus ex alterutro latere ſibi junctis, ſigilla & typaria ipſa, omnes quidem baculum, in quo ſuſpenſa fuerint, manibus contingentes, ea portabunt, & ante Imperatorem, vel Regem reverenter ponent in menſa. Imperator verò, ſive Rex eadem ipſis ſtatim reſtituet; & in cujus Archicancellariatu hoc fuerit, ut præfertur, is majus ſigillum collo appenſum, uſque ad finem menſæ geſtabit, & deinceps donec ad hoſpitium ſuum perveniat, ab imperiali, ſive Regali curia equitando, baculus verò, de quo præmittitur, eſſe debebit argenteus, duodecim marcas argenti habens in pondere, cujus tam argenti quam pretii partem tertiam unuſquiſque Archiepiſcoporum ipſorum perſolvet, & baculus ipſe protinus unà cum ſigillis & typariis, debet Cancellario Imperialis curiæ aſſignari, in uſus ſuos bene placitos convertendus. Poſtquam autem is, quem ordo tetigerit, portando ſigillum majus ab Imperiali curia ad hoſpitium ſuum redierit, ut præfertur, ſtatim ſigillum ipſum per aliquem de ſuis familiaribus prædicto Imperialis curiæ Cancellario remittet ſuper equo, quem juxta propriæ dignitatis decentiam & amorem, quem ad Cancellarium curiæ geſſerit, ipſi Cancellario tenebitur elargiri? ANS de J. C.

3. Deinde Marchio Brandenburgenſis Archicamerarius accedat ſuper equo, habens argenteas pelves cum aqua in manibus, ponderis duodecim marcarum argenti, & pulchrum mantetegium; & deſcendens ab equo, dabit aquam Domino Imperatori, vel Regi Romanorum manibus abluendis. 1356.

4. Comes Palatinus Rheni intrabit ſimiliter ſuper equo, habens in manibus quattuor ſcutellas argenteas cibis impletas, quarum quælibet tres marcas habeat in ſtatera, & deſcendens ab equo, portabit & ponet ante Imperatorem, vel Regem in menſa.

5. Poſt hoc Rex Bohemiæ Archipincerna, veniat ſimiliter ſuper equo, portans in manibus cuppam ſeu ſcyphum argenteum, ponderis duodecim marcarum, coopertum, vino & aqua permixtim impletum; & deſcendens de equo, ſcyphum ipſum Imperatori, vel Regi Romanorum porriget ad bibendum.

6. Sicut autem hactenus obſervatum fuiſſe comperimus, ita ſtatuimus, ut peractis per Principes Electores Seculares, prædictis eorum officiis, ille de Falckenſtein Subcamerarius, equum, & pelves Marchionis Brandenburgenſis, pro ſe recipiat: Magiſter coquinæ de Nortemberg, equum & ſcutellas Comitis Palatini: Vicepincerna de Limburg, equum & ſcyphum Regis Bohemiæ: Vicemareſcallus de Pappenheim, equum, baculum & menſuram prædictam Ducis Saxoniæ; ſi tamen ipſi in tali Imperiali ſeu Regali curia præſentes exiſtant, & eorum quilibet in oſcio ſuo miniſtret; ſi vero ipſi, vel eorum aliqui à præfata curia ſe duxerint abſentandos, extunc Imperialis vel Regalis curiæ quotidiani miniſtri vice abſentium, puta quilibet in loco ejus abſentis, cui in vocabulo ſeu in officio communicat, ſicut gerit officium, ſic tollat in præmiſſis & fructum.

CAP. XXVIII.

De menſis Imperialibus & Electoralibus.

IMPERIALIS inſuper menſa vel Regia ſic debet aptari, ut ultra alias aulæ tabulas, ſive menſas, in altitudine ſex pedum ſit altius elevata, in qua præter Imperatorem duntaxat, vel Regem Romanorum, die ſolemnis curiæ nemo penitus collocetur.

2. Sedes vero & menſa Imperatricis ſive Reginæ parabitur à latere in aula; ita quod ipſa menſa tribus pedibus Imperiali ſive Regali menſa ſit baſſior, & totidem pedibus eminentior ſupra ſedes Principum Electorum. Qui Principes ſuas inter ſe una eademque altitudine ſedes habebunt, & menſas.

3. Infra ſeſſionem Imperialem menſæ pro ſeptem Principibus Electoribus, Eccleſiaſticis & Secularibus, præpatentur, tres videlicet à dextris, & tres aliæ à ſiniſtris, & ſeptima directe verſus faciem Imperatoris vel Regis, ſicut ſuperiùs in capitulo *de ſeſſionibus, & ordine Principum Electorum* per nos eſt clarius definitum; ita etiam, quòd nullus alius cujuſcunque dignitatis, vel ſtatus exiſtat, ſedeat inter ipſos, vel ad menſas eorum.

4. Non liceat autem alicui prædictorum Secularium Principum Electorum, peracto officii ſui debito, ſe locare ad menſam ſibi paratam, donec alicui ſuorum Conprincipum Electorum ejus officium reſtat agendum; ſed cum aliquis eorum, vel aliqui miniſterium ſuum expleverint, ad præparatas ſibi menſas tranſeant, & juxta illas ſtando expectent, donec cæteri miniſteria ſua expleverint ſupradicta, & tunc demum omnes & ſinguli pariter ad menſas ſuas ſibi poſitas ſe locabunt.

5. Invenimus etiam ex clariſſimis relatibus, & traditionibus antiquorum, illud à tempore, cujus contrarii jam non habetur memoria, per eos, qui nos præceſſerunt, feliciter eſſe jugiter obſervatum, ut Regis Roma-

ANS de J. C. 1356.

Romanorum futuri Imperatoris, in civitate Francofordensi celebraretur electio, & prima coronatio Aquisgrani, & in oppido Nuremberg prima sua Regalis curia haberetur. Qua propter certis ex causis etiam futuris præmissa servari debere temporibus declaramus, nisi præmissis omnibus, seu eorum alicui, impedimentum legitimum obviaret.

6. Quandocumque insuper aliquis Princeps Elector Ecclesiasticus, vel etiam Secularis, justo impedimento detentus, ad Imperialem curiam vocatus, venire non valens, nuncium vel procuratorem cujuscunque status, vel dignitatis transmiserit, missus ipse (licet loco mittentis juxta datum sibi ab eo mandatum, admitti debeat) in mensa tamen vel sede, quæ illi, qui ipsum transmittit, deputata fuerit, non sedebit.

7. Præterea consummatis his, quæ in Imperiali quilibet curia, vel Regali fuerint pro tempore disponenda, recipiet Magister curiæ pro se totum ædificium, sive ligneum apparatum Imperialis, sive Regiæ sessionis, ubi sederit Imperator, vel Rex Romanorum, cum Principibus Electoribus, ad celebrandas solemnes curias, vel feuda, sicut præmittitur, Principibus conferenda.

CAP. XXIX.

De juribus Officialium, dum Principes feuda sua ab Imperatore vel Rege Romanorum recipiunt.

DECERNIMUS hoc Imperiali edicto, ut Principes Electores Ecclesiastici, vel etiam Seculares dum feuda seu regalia ab Imperatore vel Rege recipiunt, ad dandum vel solvendum aliquid nulli penitus sint astricti. Nam pecunia, quæ tali prætextu persolvitur, Officiatis debetur. Cum ergo ipsi Principes Electores, cunctis Imperialis curiæ præsint officiis, suos etiam habentes in hujusmodi officiis substitutos, datos ad hoc à Romanis Principibus & donatos, videretur absurdum, quòd substituti Officiales, à suis superioribus quocunque quæsito colore exemia postularent; nisi forte ipsi Principes Electores sponte & liberaliter his aliquid largirentur.

2. Porro, cæteri Principes Imperii, Ecclesiastici vel Seculares, dum prædicto modo eorum aliquis feuda sua ab Imperatore Romanorum, vel à Rege, suscipit, dabit Officialibus Imperialis, sive Regalis curiæ, sexaginta tres marcas argenti, cum uno sertone; nisi eorum aliquis privilegio, seu indulto Imperiali vel Regali tueri se possit, & probare se solutum vel exemptum à talibus, aut etiam aliis quibuscunque, quæ solvi in susceptione feudorum hujusmodi consuevissent. Prædictarum insuper sexaginta trium marcarum, & sertonis divisionem faciet Magister curiæ Imperialis seu Regalis, hoc modo; Primò enim decem marcas pro semetipso reservans, dabit Cancellario Imperialis, sive Regalis curiæ decem marcas; magistris, notariis, & dictatoribus, tres marcas; & sigillatori pro cera, & pergameno unum sertonem; ita videlicet, quòd Cancellarius, & Notarii, Principi recipienti feudum, non ad aliud, quam ad dandum sibi testimonialem recepti feudi, seu simplicis investituræ litteram sint astricti. Item dabit Magister curiæ Pincernæ de Limburg, de præfata pecunia decem marcas; Magistro Coquinæ de Nortemberg, decem marcas; similiter Vicemarescallo de Pappenheim, decem marcas; & Camerario de Falckenstein, decem marcas. Tali tamen conditione, ipsi & eorum quilibet in hujusmodi curiis solemnibus præsentialiter adsint in suis officiis ministrando; si vero ipsi, vel aliqui eorum absentes fuerint, extunc Officiales Imperialis sive Regalia curiæ, qui talibus præsunt officiis, eorum, quorum supplent absentiam, singuli singulorum, sicut vicem, nomenque & laborem sustinent, sic lucrum & commoda reportabunt.

ANS de J. C. 1356.

3. Dum autem Princeps aliquis equo, vel alteri bestiæ insidens, feuda sua ab Imperatore recipit vel Rege, equus ille, seu bestia, cujuscunque speciei sit, debetur superiori Marescallo, id est, Duci Saxoniæ, si præsens adfuerit; alioquin illi de Pappenheim, ejus Vicemarescallo; aut illo absente, Imperialis, sive Regalis curiæ Marescallo.

CAP. XXX.

De institutione Principum Electorum in linguis.

CUM Sacri Romani Celsitudo Imperii, diversarum nationum moribus, vita, & idiomate distinctarum, leges habeat & gubernacula moderari, dignum est, & cunctorum sapientum judicio censetur expediens, quòd Electores Principes ipsius Imperii columnæ & latera, diversorum idiomatum & linguarum differentiis instruantur; ut plures intelligant, & à plurimis intelligantur, qui plurimorum necessitatibus relevandis Cæsareæ Sublimitati assistunt, in parte sollicitudinis constituti.

2. Quapropter statuimus, ut Illustrium Principum, puta Regis Bohemiæ, Comitis Palatini Rheni, Ducis Saxoniæ, & Marchionis Brandenburgensis, Electorum filii, vel hæredes & successores, cum verisimiliter Theutonicum idioma sibi naturaliter inditum scire præsumantur, & ab infantia didicisse, incipiendo à septimo ætatis suæ anno, in (*a*) Grammatica, (*b*) Italica, ac (*c*) Slavica linguis instruantur; ita quod infra quartum decimum ætatis annum existant in talibus juxta datum sibi à Deo gratiam eruditi; cum illud non solùm utile, imo ex causis præmissis summè necessarium habeatur; eò quòd illæ linguæ ut plurimum ad usum, & necessitatem Sacri Imperii frequentari sint solitæ, & in his plus ardua ipsius Imperii negotia ventilentur.

3. Hunc autem proficiendi modum in præmissis ponimus observandum, ut relinquatur optioni parentum, ut filios, si quos habuerint, seu proximos, quos in Principatibus sibi credunt verisimiliter successuros, ad loca dirigant, in quibus de hujusmodi possint linguagiis edoceri, vel in propriis domibus pædagogos, institutores, & pueros confocios in his peritos eis adjungant, quorum conversatione pariter & doctrina in linguis ipsis valeant eruditi.

(*a*) C'est-à-dire, la langue Latine.

(*b*) Il a voulu exprimer le mot Allemand *Welsch*, dont les Allemands se servent, pour signifier les langues Italienne & Françoise, quoique ce mot *Welsch*, se dise seulement des François.

(*c*) C'est celle dont se servent les Bohêmes, les Polonois, les Lithuaniens, ceux de Russie, de Moscovie, de Tartarie, & les Turcs même, selon la remarque de Goldast.

CCCIII.

Decret de (*a*) RUPERT I. *Comte Palatin du Rhin touchant le droit d'Electorat, qui apartient au Roi de* BOHE'ME. *Fait l'an* 1356. Goldast. Tom. II. pag. 91.

ANS de J. C. 1356.

L'EMPIRE ET BOHE'ME.

(*a*) Ou Robert surnommé le Roux.

RUPERTUS Dei gratia Comes Palatinensis Rheni, sacri Romani Imperii Archidapifer, & Dux Bavariæ, ad perpetuam rei memoriam.

1. Desideratæ pacis laudanda præsidia, absque Principum gubernatione felici, persæpe tanquam navem remige destituta dubiorum anfractibus fluctuare contingit: & tanto periculosiùs, & utique majore dispendio, quanto Rectores publicos, illustres videlicet Principes, quos Divina providentia in consolationem sui fidelis populi clementer instituit juribus & potentia fuerint negligentiùs destituti. Quo fit, ut

ANS de J.C. 1356.

Principum quorumlibet emunitates, nobilitates, & jura diligenter cuſtodiri debeant, & in ſua integritate ſervari: ac illorum maximè, qui tanquam fundamenta & columnæ fortiſſimæ, ſacri Imperialis ædificii thronum Cæſareum gratis attollunt decoribus, quibuſque Dei gratia pia dignatione credidit eum eligere, cujus potentia totius mundialis machinæ regitur Monarchia.

2. Sanè licet de jurib. Sereniſſimi Principis, Domini Regis Boëmiæ Illuſtris, Coëlectoris, Comprincipis & Collegæ noſtri, nulla ſit juris ſeu facti dubietas, quia ipſe ab attavis, proavis, avis, & progenitoribus ſuis, ad inſtar noſtri & quorumlibet aliorum Coëlectorum Principum, in electione Romani Regis ad imperium promovendi pleno jure fretus ſit hactenus & fruatur; ſicut hoc luce clariùs ſemper apparuit ab eo tempore, cujus apud homines memoria non exiſtit: tamen nonnulli filii tenebrarum oculis cæcutientib. à divina luce remoti, meridiana claritate palpitant ſicut in noctibus & offendicula laqueoſque præparant iniquitatis & ſceleris, Diabolica invidia ſuggerente, jugum veritatis deferre præ mole graviſſimi ponderis coagulati mendacii neqneuntes, ſuper ipſis offendiculis corruunt, & ſuorum laqueis iniquorum conceptuum ſe involvunt, ut lucem tenebras judicent, & tenebras ipſam lucem.

3. Igitur ad abundantioris cautelæ præſidium, ut præfato Sereniſſimo Principi, Domino Regi Bohemiæ, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis Regibus Boëmiæ, in perpetuum ſecuriùs caveatur, & omnes dubietatum amputentur calumniæ, & ne quibuſlibet otioſè loquentibus malignandi materia relinquatur, animo deliberato, non per erroreſn aut impro. idè, ſed multa inveſtigatione prævia, & à multis veridica informatione recepta, maturo conſilio, ut à cum univerſis aliis Coëlectoribus, Comprincipibus & Collegis noſtris, tam Spiritualibus quàm Secularibus de certa noſtra ſcientia recognoſcimus, dicimus, & dictante conſcientia publicè profitemur; Quod Sereniſſimi Principes & Illuſtres Domini, Boëmiæ Reges ab attavis, proavis, & progenitoribus ſuis, ab eo de tempore, cujus apud homines (ſicut præmittitur) memoria non exiſtit, habuerunt continuò, habent & habere debent jus & vocem plenè & omnimodè ad inſtar noſtri & aliorum Comprincipum Coëlectorum noſtrorum, tam Spiritualium quàm Secularium; in electione Romanorum Regis ad Imperium promovendi: ita videlicet, ut quotieſcunque caſus talis electionis emerſerit, Sereniſſimus Princeps Dominus Rex Bohemiæ, qui pro tempore fuerit, ad celebrandam electionem ipſius ſolenniter vocari debeat, & in ipſa electione omnibus juribus ſuis, voce videlicet & loco, & aliis quibuſlibet ad hæc ſpectantibus, per ſe vel Nuncios legitimos & Ambaſiatores ſuos, & ad inſtar noſtri & omnium aliorum Comprincipum, Coëlectorum, & Collegarum noſtrorum, tam Spiritualium quàm Secularium, qui ſunt & qui fuerint pro tempore (ſicut præmittitur) ſic cum omni reverentia & honore gaudere, ſicut de jure & more ſacri Imperii Principes Electores talibus freti ſunt retroactis.

ANS de J.C. 1356.

4. (a) Quodque præfatus Sereniſſimus Princeps Dominus Rex Boëmiæ, S. Romani Imperii Archipincerna conſiſtit; at Archipincernatus officium coram Imperatore vel Rege Romano in ſolennib. Curiis ſub corona Regali exercere non debet, neque tenetur ad hoc, niſi velit facere ſpontanea voluntate. Poterit tamen juxta beneplacitum, in præſentia Imperatoris vel Regum Romanorum, dum ſolennes Curias hujuſmodi celebrari contigerit, procedendo, ſedendo, vel ſtando, Regalem geſtare coronam: ſicut hoc Sereniſſimorum Principum Dominorum Regum Boëmiæ, progenitorum & prædeceſſorum ipſius, conſuetudo laudabilis ab olim noſcitur obſervaſſe.

(a) Cela avoit été réglé par la Bulle d'Or ci-deſſus; à moins que ce Décret ne fut antérieur: ce qui ne paroit pas par la date.

In cujus rei teſtimonium præſentes fieri, & ſigilli noſtri voluimus robore communiri. Datum Metis, anno Domini M. CCC. LVI. proxima Dominica ante feſtum beatæ Luciæ Virginis.

CCCIV.

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

Traité de Paix entre WENCESLAS DE BOHE'ME *Duc, &* JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, Lorraine & Brabant d'une part, &* LOUIS *Comte de Flandre d'autre. Fait l'an* 1357. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191.

WY WENCELIJN VAN BEHEM by der gratien Godts Hertoghe, ende JEHANNE by der ſelver gratien Hertoginne van Lucembourg, van Lothrijck, van Brabandt, van' Lymborch, Marck-grave ende Marck-gravinne des Heylichs Rijcks doen kondt allen luden, dat wy onſen lieven neve Hertoge Willem van Beyeren Greve van Henegou en van Hollandt, gheloift hebben ende mechtich gemaeckt eenen ſoyne ende peys te dedingen ende te maecken, tuſſchen Heeren LODEWIJKE Graeve van Vlaenderen, finen luden, Landen ende Steden op d'een zijde, ende ons, onſen Landen ende Steden op d'ander zijde, ende wes hy daer af ſegt, ordonneert of maeckt op ſine beſcheydeotheydt, dat ſelen wy ſtede ende vaſt houden, ghelijck oft wy 't ſelve daden, voor ons, onſe lude, Lande ende Stede ende na-kommelingen, by onſer trouwen ſekerheyt, ende by onſe ere. In oirkonden deſen brieve beſegelt mit onſen ſeghelen, ende om de meere ſekerheydt ende veſſenneſſe ſoo hebben wy ghebeden ende bidden, bevolen ende bevelen onſen lieven getrouwen Baenrodſen, Ridderen ende Steden,

CCCIV.

ANS de J.C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

Traduction de ce Traité.

NOus (a) WENCESLAS DE BOHE'ME, *par la grace de Dieu Duc, &* JEANNE *par la même grace Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, Marcgraves du Saint Empire, faiſons ſavoir à un chacun, que nous avons promis & aſſuré à nôtre cher Couſin, Guillaume de Baviére, Comte de Hainaut & de Hollande, que nous ferons & accorderons une reconciliation & paix, entre* LOUIS *Comte de Flandre, ſes ſujets, Païs, & Villes d'une part, & nous, nos Païs, & Villes d'autre; c'eſt pourquoi nous diſons, déclarons, & ordonnons à ſa réquiſition, que nous la tiendrons, & obſerverons, comme nous faiſons par ces préſentes, pour nous, les nôtres, nos Païs & Villes, ſur nôtre foi, aſſurance, & honneur. C'eſt pourquoi nous avons fait ſéeller ces préſentes de nôtre ſeau; & pour plus grande ſureté & aſſurance, nous avons prié & prions, ordonné & ordonnons à nos chers*

(a) Ou Wencelin. Ces deux mots ſont les mêmes. Butkens nomme toûjours ce Prince Wencelin.

ANS de J. C. 1357.

den, als Heeren Henricke Berthout Heere van Duſſe ende van Gele, Heere Henricke van Bouterſſem Heer van Bergen opten Soom, Heer Jan van Polanen Heer vander Lecke ende van Breda, Heer Geeraerd vander Heyden Heer van Bouterſſem, Heeren Geeraert Heer van Voſſelaer, Heer Bernaerd van Borgneval, Baenrodſen ende Ridderen, Loven, Bruſſel, Antwerpen, 's Hertoghenboſſche, &c. Gegeven des Donderdachs naer Sinxen, int jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

thers & fidèles Barons, Chevaliers, & Villes, ſavoir les Seigneurs Henri Berthout Seigneur de Duſſe & de Gale, Henri de Bouterſſen, Seigneur de Berg-op-Som, Jean de Polan Seigneur de Lecke, & de Breda, Gerard de Heiden Seigneur de Bouterſſem, Gerard Seigneur de Voſſelaer, Bernard de Borgneval, Barons & Chevaliers, & les Villes de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bolduc, &c. Donné le Jeudi après la Pentecôte, l'an de nôtre Seigneur 1357.

ANS de J. C. 1357.

CCCV.

ANS de J. C. 1357. SAXE ET BRABANT.

Declaration de l'Empereur CHARLES IV. *pour régler le différent ſurvenu entre* RODOLPHE *Duc de Saxe, &* WENCESLAS *Duc de Luxembourg, Lorraine &c. Marquis du Saint Empire Romain, pour le droit de porter l'épée devant l'Empereur. Donné à Mets, le 5. Janvier* 1357. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Throphées de Brabant. pag. 191.

CAROLUS QUARTUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex notum facimus tenore præſentium univerſis, quòd cùm in ſolemni curia noſtra Imperiali quam in civitate Metenſi ſacratiſſimo die Nativitatis Dominicæ cum univerſis Principibus Electoribus Eccleſiaſticis & ſecularibus præſentibus, etiam aliis Principibus Proceribus & Nobilibus in multitudine numeroſiſſima celebravimus, inter Illuſtres RODULPHUM *Ducem Saxoniæ* ſacri Romani Imperii Archi-Mareſchallum avunculum noſtrum ex una, & WENCESLAUM *Lucemburgi, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Ducem Sacrique Imperii Marchionem* fratrem noſtrum ex altera parte, ſuborta fuiſſet materia quæſtionis, uter videlicet eorum Enſem noſtrum Imperialem in prædicta & aliis ſolemnibus curiis Imperialibus ante faciem Majeſtatis Ceſareæ præcedendo geſtare, ſeu Imperatore vel Rege Romano in menſa vel pro tribunali ſedente coram eo tenere deberet, utroque ipſorum hoc ſibi competere contendente: Nos volentes contentionem hujuſmodi ſopire, & ſcandalis quæ exinde naſci poſſent aditum præclodere per ſemitam æquitatis, habito cum Electoribus & aliis Principibus antedictis ſuper hoc maturo conſilio; conſiderantes quòd prædictus frater noſter *Ducatum Brabantiæ & Marchionatum* prædictos (quorum virtute Enſem ipſum ad geſtandum ut præmittitur & renendum ſibi dari petebat) à noſtra Celſitudine nondum ſuſcepit in feudum, nec de feudis Ducatus & Marchionatus eorundem per nos exſtitit inveſtitus: Declaravimus & tenore præſentium auctoritate Imperiali declaramus expreſſè, eidem fratri Lucemburgi, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Duci & Marchioni Imperii in juribus privilegiis ſibi & dictis Ducatui & Marchionatui præſertim circa portationem & tentionem Enſis Imperialis competentibus, nullum per hoc præjudicium generari, vel in poſterum illud ſibi poſſe vel debere quovis modo nocere, quòd præfatus Dux Saxoniæ in hac curia noſtra Enſem ipſum ante faciem noſtram geſtavit, & etiam circa menſam Imperialem tenuit coram nobis, præſentium ſub Imperialis Majeſtatis noſtræ ſigillo teſtimonio litterarum. Datum Metis anno Domini M. CCC. LVII. indictione X. Nonis Januarii, ſtilo Gallico, Regnorum noſtrorum anno XX. Imperii verò XI. S. Boemundi Archi-Epiſcopi Trevirenſis S. Gerlaci Archi-Epiſcopi Moguntinenſis, S. Wilhelmi Archi-Epiſcopi Colonienſis, S. Roberti Comitis Palatini Rheni, S. Lnduici Marchionis Brandeburgenſis.

ANS de J. C. 1357.

CCCVI.

Traité entre WENCESLAS *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Namur, au ſujet de diverſes prétenſions réciproques, fait à Maſtricht le* 6. *de Février* 1357. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.

BRABANT ET NAMUR.

ITem une lettre de GUILLAUME Comte de Namur par laquelle il cognoit que par le Conſeil de Charles Empereur des Romains & Roy de Boeme il s'eſtoit convenu avec WENCESLAUS Duc de Lucembourg, Brabant, &c. & Dame Jenne ſa femme Ducheſſe deſdits pays, premierement que le Duc pour luy & ſes hoirs Ducs de Lucembourg a renoncé au droit que luy pouvoit competer au Chaſteau de Poillevache & ſes appendances, & auſſi à l'hommage de Chaſteau Thiery ſur la Meuſe, & aux autres hommages appartenants audit Chaſteau de Poillevache, mais que le Comte de Namur devoit avoir ledict Chaſteau avec ſes appendences; tout ainſi que Jean Roy de Boeme & Comte de Lucembourg at ledit Chaſteau vendu à Dame Marie d'Arthois Mere dudit Comte de Namur: comme la lettre de la vendition declaire auſſi plus à plain, à laquelle ceſte lettre eſt referée. Et ledict Comte de Namur renonce auſſi pour luy & ſes hoirs, à tel droict de ſucceſſion que luy peut competer ou en futur pouroit competer es chaſteaux & biens de Longeant, Mirowaert, Villanche, Orchimont avec ſes prevoſtés & autres appandences, leſquels biens ont eſté donnés à tiltre de dot à Robert viel Comte Palatin du Rhin & Duc de Bavieres & à Dame Eliſabeth ſa compagne ſeur dudit Comte de Namur, conſentant que le Duc de Lucembourg puiſſe leſdits biens dudit Comte Palatin Duc de Bavieres rachapter au meilleur marché qu'il luy ſeroit poſſible. Et ſont auſſi ledit Duc Wenceſlaus Duc de Lucembourg & le Comte de Namur convenus en ſemble de tenir pour bon ce que l'Empereur determinerat de l'hommage d'Ayſeau, aſſavoir à qui ledit hommage devrat appartenir: comme la lettre contient plus à plein donnée à Trecht ſur la Meuſe l'an M.CCC.LVII. le VI. jour de Febvrier, ſignée au dos XXVII.

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

CCCVII.

Traité & accord entre WENCESLAS *&* JEANNE *Duc & Ducheſſe de Brabant, &* LOUIS *Comte de Flandre touchant Anvers & ſes dépendances. Fait à Malines le* 20. *Mars* 1357. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.

WY LODEWIJCK by der gratien van Gode Greve van Vlaenderen, Hertoghe van Brabandt, Greve van Nevers, van Retheſt, ende Heer van Mechline, ende Marguerite van Brabandt by der ſelver gratien Gravinne, Hertoginne ende Vrouwe vanden Landen ende Stede voorſchreven, doen kondt allen luden, dat want ons onſe lieve ende gheminde ſuſter JOHANNE Hertoginne van Lutcemborch, van Lothrijck, van Brabant ende van Lymborch, ende Marck-grevinne des Heylichs Rijcks als gherechte erf-ghename, ende Heere WENCELAUS Hertoghe vanden ſelven Landen van Lutcemborch, van Lothrijck, van Brabandt ende van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks alſe onſee voorſchreven ſuſter wettich Mombour, ons Grevinne voorſz. als erf-ghename, en ons Greve als haeren wettighen Mombour ontſaen ende verleent hebben vander Stadt van Antwerpen mit haeren toebehooren, bynnen der vryheydt dee voorſchreven Stadt, ende vanden Vryheden ende Dorpen hier nae ghenompt, om vulle bewiſinghe te doen vanden thien duyſent guldenen t's jaers na den begrijpe vanden peyſe ons neven van Henegouwe; dats te wetene in die Vryheyden ende Dorpen van Oeſterweele, Wilmardonck, Orderen met Ordam ende Kuſtelle, Lilloe, Staeckbroeck, Berentdreche, Zant-vliet, Borc hvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Schille, Bochout ende Hove, ende in diverſſen Renten, Lande, Chijnſe ende andere parchelen, gelijck haer brieve die zy ons daer af beſegelt hebben volcomelick in hebben ende begrijpen, dewelke hier na volgen, ende aldus ſpreken van worde te worde.

Wencelaus van Behem by der gratien Gods Hertoghe, ende Johanne by der ſelver gratien Hertoginne van Lucembourg, van Lotrijcke, van Brabant, van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks, doen kont en kenlijck allen luden, dat want wy, na den begrijp des ſeggens ons neven Hertoge Willems Greve van Henegouwe ende van Hollande, onſer lieven ende ghemínden zuſter Vrouwe Margrieten van Brabandt, Grevinne van Vlaenderen, van Nevers ende van Rethets alſe erf-ghenamen, ende Heeren Loedewijck Greve van Vlaenderen ende Heer der ſelver Lande als haren Mombour verleendt hadden ende ghegoet inder Stad van Andwerpen, inde Renten ende toebehoirten daer af bynnen der Vryheydt ghelegen, mit hoghen ghenchte ende mit leeghe in zuſterliker deylinghen, voir een ſomme van thien duſent Florinen t's jaers, gelijck die brieve in hebben die daer af ghegheven ſijn in beyden zijden; ende nu onſe voirſchieven broeder ende zuſter van Vlaenderen hen beconende zijn na die tenuer des ſelfs ſegghens, dat die Stad van Andwerpen, Renten, Revenuen, Gerichten ende Heerlickheyden niet alſo goet en ſijn als thien duyſent Florinen t's jaers, daeromme ſijn wy in beyden zijden om ruſte, minne, accord ende vrientſchap te voerdenne tuſſchen ons beyden onſer beyder lude ende Lande van Brabandt ende van Vlaenderen overeen-ghedraghen, dat wy ghecoren hebben aen onſe zijde vier perſoinne dien wy volcomen macht ghegheven hebben, dats te wetene Heeren Aernde Heer van Rummen ende van Quatbeke onſen Droſſete van Brabandt, Heeren Janne Heer van Witthani, Heeren Janne 's Her-claes Deken

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

CCCVII.

Traduction de ce Traité.

NOus LOUIS *par la grace de Dieu Comte de Flandres, Duc de Brabant, Comte de Nevers, de Rethel, & Seigneur de Malines. Et Marguerite de Brabant par la même grace Comteſſe, Ducheſſe & Dame des Pais & Villes ſuſdites ſavoir faiſons à tous, Que nôtre chére & bien aimée ſœur* JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, Marc-grave du St. Empire comme héritiere légitime, & le Seigneur* WENCESLAS *Duc des ſuſdits Pais de Luxembourg, de Lorraine de Brabant & de Limbourg, comme legitime* (a) *Epoux & Adminiſtrateur de nôtre dite ſœur nous ont octroyé & tranſporté, ladite Comteſſe en la qualité ſuſdite d'heritiere, & ledit Comte en qualité de ſon Adminiſtrateur legitime (comme dit eſt) la Ville d'Anvers avec ſes dependances, & tout ce qui eſt compris dans ſa Banlieue; & les Villages ci aprés denommez, & ce pour aſſignation des dix mille Livres annuelles contenues dans la Paix faite avec nôtre Couſin de Hainault. Les Villages & Banlieues cedées ſont celles d'Oſterweele, Wilmardonck, Orderen, avec Ordam, & Kuſtelle, Lillo, Stadbronck, Berendrecht, Zant-Vliet, Borch-Vliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bochout, & Hove, avec diverſes rentes, impots, & autres parties, leſquelles ils ont compris dans les Lettres ſcellées, qu'ils nous en ont données, dont la teneur s'enſuit, & eſt telle de mot a mot.*

Venceſlas de Bohême par la Grace de Dieu Duc, & Jeanne par la même grace Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg, Marc-graves du Saint Empire, ſavoir faiſons à tous ceux qu'il apartiendra, que nous, ſelon le raport de nôtre Couſin le Duc Guillaume Comte de Hainaut & de Hollande, & de nôtre chére & bien aimée ſœur Dame Marguerite de Brabant Comteſſe de Flandre, de Nevers & de Rethel, comme héritiers, & le Seigneur Louis Comte de Flandre, & Seigneur deſdits Pays, comme ſon Adminiſtrateur, leur avions accordé & cedé dans la Ville d'Anvers, en rentes & dépendances ſituées dans ſon territoire, avec haute & baſſe juſtice, pour le partage de ſa ſœur, la ſomme de dix mille florins de revenu par an, comme il eſt porté par les Lettres qui ont été accordées de part & d'autre; & maintenant noſdits frere & ſœur de Flandre, ne s'en voulant tenir à ce qui a été fait, diſent, que ladite Ville d'Anvers, ſes rentes, revenus, drouts & Seigneuries ne valent pas la ſomme de dix mille florins de rente par an; c'eſt pourquoi nous de part & d'autre, pour maintenir le repos, bonne intelligence, accord, & amitié entre nous & nos Pays de Brabant & de Flandre, ſommes convenus, & avons choiſi, de nôtre part quatre perſonnes a qui nous avons donné plein pouvoir, ſavoir Arnoud Sire de Rumme & de Quatbeke Droſſard de Brabant, Jean Sire de Witheim Jean Her-Clas Doyen de nôtre Egliſe de Sainte

(a) Le mot Flamand, qui eſt celui de *Mombar*, ſignifie un Tuteur.

ANS de J. C. 1357.

Deken onſer Kercken Sente Gudelen van Brueſſel, ende Heeren Alaerde van Os Prooſſt van Loeven, ende onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen ende onſe breuder die Greve van Vlaenderen als hair Mombour Heeren Philipſe Heere van Maldegem, Heeren Rogier Boteline, Heeren Godevaerde vander Delſt, ende Heeren Janoe vander Delſt Ontfanger van Vlaenderen aen haer zijde, om rechte priſie te doen vander Stad van Andwerpen voirſchreven mit haeren voirſz. toebehoerten; ſoe dat deſe acht perſoenen voirſchreven overſien hebben die weerde der Stad van Andwerpen voirſchreven, der Renten, Heerlickheden ende Fourfaiten inder manieren hier na beſchreven, ende hebben vonden bynnen der Stad van Andwerpen voirſ. reven in ouden Chijnſen, daermen de partitulen af overgheven ſal neghen-ende-twintich pondt Lovenſche, *Valent* drie pondt vier ſchellinghe vijſf penninghen grooten eenen ſterlinck. Item van den Vleeſchuyſe van Andwerpen twintich ſchellinghe groot. Item vander gruyten binnen Andwerpen vive-en-twintich ſchell. grooten. Item de Coren-mate tot Andwerpen vijſf pont groote. Item die Weede-mate twelf pen. grooten. Item vanden Laken-huyſe van Andwerpen acht pont grooten. Item vanden Cous-huyſe twelf penninghen grooten. Item den kleynen Tol zeſſe pont groote. Item de Wage viertich ſchel. groote. Item van eenen Op-ſtalle dat Hughe Calf hout thien ſchel. paiements twee hoenre, gheprijſt op drie penningen grooten. Item van eenen Huyſe inde Zierick-ſtrate acht penninghen grooten. Item van twee Cameren aen de Borch-poorte drie ſchellinge grooten. Item den Kelder onder der Schepen-huys van Andwerpen viventwintich ſchellinge grooten. Item enigerhande bancke op de Viſch-maert thien ſchellinge grooten. Somme acht-en-twintich pont thien ſchellinge viere penninge groote een ſterlinck. Item den Tol van Andwerpen met allen ſijnen toebehoerten ghelijck hy verpacht es ende gecouſtumeert heeft gheweeſt te verpachtene, hondert ſeſtich pont groote, uytghenomen den Fourfaiten, Heerlickheiden vanden voorſz. Tolle. Item die Aſſiſe vanden jaer-gelde vander Stad van Andwerpen gheprijſt over vier-en-viertich pondt, acht ſchellinge, thien penninghe groote, twee ſterlinck. Somme twee-hondert vier pondt acht ſchellinge, thien penninge groote, twee ſterlinck. Somme van beyden ſommen c e. xxxii. pondt, xix. ſchellinghen, dry penninghen groote, al out gheldt, den Florin voer xxii. Deniers, den Royal voer xv. Deniers gherekent, die waerde daer af makende vier-duyſent ſeſſe hondert negen-en-vijſtich guldenen ende een quartier: ende mits deſen pryſien ſullen wy ſuveren den voirſchreven Tol ende alle manieren van den voirſchreven Renten, eeſt in erve oft in lijf-penſien, van allen commeren diere outgheet in wat maniere dat zy. Voert zijn geprijſt die Heerlickheyden, Fourfaiten, vervolghen ende manſchap van den voirſchreven Tolle ende hoecheydt, macht, Edelheydt vander goeder Stad van Antwerpen ende vanden Stroeme; ende den dienſt die ſoe vermach mit haeren wryheyt, dats te wetene t'Schoutet-Ambacht Ammanſchap, Steeen-wachterſchap, die Heerlickheyt van Manſchappen, Lombaerden, Joden, ende die Schouth vanden Borchg rechte van Andwerpen, ende alle andere Heerlickheyt mit den profijten, dienſten, forfaiten ende allen anderen Rechten dierre af vallen, gelijckſe ons voorſchreven zuſter die Grevinne als erf-ghename, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen als haer Mombour houden van ons in Leen ende in Manſchappen, voir drie duyſent drie hondert viertich guldenen ende drie quartier t's jaers, na goeder loyalre priſien: ſo dat onſe ſuſter van Vlaenderen voirſchreven, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen haer Mombour bliven na rechter rekeninge in ghebreke van twee duyſent Florinen 's jaers, die wy hen bewiſen inde Dorpen, Heer-

Sainte Gudule de Bruxelles, & Alard van Os Prévôt de Louvain; & nôtre ſuſdite ſœur Comteſſe de Flandre, & nôtre frére le Comte de Flandre comme ſon Adminiſtrateur, Sire Philippe Seigneur de Maldeghem, Sire Roger Boteline, Sire Godewaerde de Delft, & Sire Jean de Delft Receveur de Flandre de leur part; afin de faire la juſte appréciation de la ſuſdite Ville d'Anvers, avec ſes ſuſdites dépendances: en ſorte que les huit perſonnes ſuſdites, ont examiné la valeur de la ſuſdite Ville d'Anvers, de ſes rentes, Seigneuries, & forfaitures, en la maniére ſuivante; ils ont donc trouvé dans la ſuſdite Ville d'Anvers, en vieilles cenſes, dont on donnera le détail 29. livres de Louvain, valans trois livres, quatre ſchelings, cinq deniers de gros, & un ſterling. Item de la boucherie d'Anvers vint ſchelings de gros. Item du moulin a monder l'orge & autres grains, vint cinq ſchelings de gros. Item de la meſure du blé d'Anvers cinq livres de gros. Item de la meſure dite Weede-mate douze deniers de gros. Item de la Draperie d'Anvers huit livres de gros. Item de la hale aux bas douze deniers de gros. Item du petit impot ſix livres de gros. Item le droit du poids quarante ſchelings de gros. Item pour un banc a la boucherie, que Hugues Calf tient dix ſchelings en argent, & deux gelines aprécies à trois deniers de gros. Item de deux Chambres à la porte du Bourg d'Anvers trois ſchelings de gros. Item de la cave ſous la Maiſon de Ville d'Anvers vint cinq ſchelings de gros. Item de quelques bancs à la poiſſonnerie dix ſchelings de gros; faiſant toutes leſdites ſommes vint huit livres dix ſchelings, quatre deniers de gros & un ſterling. Item l'impot d'Anvers avec toutes ſes dépendances, comme il a été affermé, & a accoutumé de s'affermer, cent ſoixante livres de gros, ſans y comprendre les forfaitures & Seigneuries dudit impôt. Item l'impôt de l'argent qu'on doit payer annuellement dans la Ville d'Anvers aprécié a quarante quatre livres, huit ſchelings, dix deniers de gros, deux ſterlings. Somme totale des deux ſommes précédantes deux cens trente deux livres, 19. ſchelings, trois deniers de gros, le tout d'ancienne monnoye, le florin valant douze deniers, le Royal quinze deniers; faiſant quatre mille ſix cens cinquante neuf florins & un quart. En outre nous déchargeons ledit impôt & toutes les autres ſuſdites rentes tant viagéres qu'autres, de toutes ſortes de charges, deſtes, empêchemens, & autres choſes de même nature. (a) Item les Seigneuries, forfaits & hommages du ſuſdit Impôt, la hauteur, le pouvoir & Nobleſſe de nôtre bonne Ville d'Anvers, le Cours de la riviére, & le ſervice qu'elle peut avec ſes franchiſes, ſavoir, les Offices d'Eſcoutette d'Ammann, & de Geolier, les hommages, les Lombards, ou Maiſons où l'on prête ſur gages, les Juifs, & l'Eſcouteterie du droit du Château ou Bourg d'Anvers; avec toutes leurs Seigneuries, profits, ſervices, forfaits, & tous autres droits en dépendans; tels que les tiennent de nous en fief & hommage, nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe comme héritiére, & nôtre frére le Comte de Flandre ſon Adminiſtrateur, le tout pour trois mille trois cens, quarante florins & trois quarts par an; ſelon la juſte & fidéle eſtimation qui en a été faite. En ſorte que nôtre ſœur ſuſdite la Comteſſe de Flandre, & nôtre frére le Comte de Flandre ſon Adminiſtrateur, demeurent en arriére, après la juſte compte qui en a été fait, de la ſomme de deux mille florins par an, que nous leur aſſignons, ſur les Villages, Seigneuries, biens, rentes, & revenus ci-après

(a) Ce ſont les termes dont ſe ſert Burkens, en donnant le précis de ce Traité, & l'on n'en ſauroit trouver de plus propres pour expliquer le Flamand, qui eſt aſſez obſcur.

ANS de J. C. 1357.

liekheyden, Manſchappen; Renten ende Revenuen hier na beſchreven, by ordonnancie ende priſien der voirſchreven acht perſoonen. Inden yerſten tot Stackbroeck neghen pont-groot. Item in kleynen Cheinſep int Waterlandt, tot Orderen ende tot Wilmardonck achthien deniers-groote vijſt miten. Item int Waterlandt dry-en-t'feſtich ghemeten Lants of daer omtrent, elck ghemet achthien groote valent, vier pont, vierthien ſchellingen, feſſe penningen grooten. Item vanden Veer tot Ordam twee-en-dertich groot. Item vanden Pollanſcher-dijcke achthien groot. Item vander Zantvoore twintich groot. Item Claes Maes van twee Hoof-ſteden acht groot. Item 't Hof van Doirne met ſijne toebehoirten drie pont groot. Item van eene weghe-ghelde inde Luuthage twee Schellinghe groot. Item tot Borch-vliedt dry ſchellinghen vijſt Capuynen valent, ter ſommen drie ſchellinghen vijſt penningen groot. Item tot Lilloe in Cheinſen mitten negentich Capuynen vier-en-vijſtich ſchellinghen groot. Item noch aldaer hondert ghemeten Landts die Heer Godevaert vander Delſt hout tot ſijnen live, daer af die erflickheyt is drie pondt, feſſe ſchellinghen, acht deniers groot. Somme dry-en-twintich pont acht ſchellinghen, ſeven penninghen groot. Item tot Brouchem ende tot Oeleghem acht-en-dertich pont, twelve ſchellinghen Lovens. Item noch aldaer vierthien ſchellinghen, feſſe penningen Lovens. Item tot Bouchout acht-en-viertich pont, vierthien ſchellinghen, elf penninghen Lovens. Item noch aldaer negen pont, negenthien ſchellingen, dry penningen Lovens. Item tot Doirne, Winegem, Scille ſeven-en-twintich pont, vier ſchellingen, negen penninghen Lovens. Item tot Doirne, Winegem, Bourſbeke, Hove, Mortſel, Brouchem, Bouchout, Buyſegem, Oelegem, van plouch-penninghen vijſt pont, vierthien ſchellingen, vier penninghen Lovens. Item in die ſelve Dorpen van nyewen Cheynſe twelve ſchellinghen Lovens. Somme hondert een-en-dertigh pondt, elf ſchellingen, neghen penningen Lovens, valent vierthien pont, twelve ſchellingen, vijſt penningen grooten, een ſterlinck. Item Doirne viertich ziſter evenen, elck ziſter ſeſthien penningen, valent dry-en-vijſtich ſchellinghen, vier penningen groot. Item die ſelve Dorpe hondert dry-en-t'feventich hoenre, elck eco halven grooten, valent ſeven ſchellingen, twee penninghen een half groote. Item tot Oelegem van pachte twee ziſter rogx gheprijſt vier ſchellinghen groote. Somme drie pont, vier ſchellinghen, feſſe penningen ende een halven groote. Somme vanden leſten drie ſommen boven ghenoempt een-en-viertich poot, vijſt ſchellinghen, ſeven penningen groot, die loopen den Florin ten twelf deniers grote, ende den Royal te vijſtthiene deniers gherekent, op acht hondert vijſt-en-twintich guldenen, ſeven grooten; Ende deſe voirſchreven Renten ſuelen wy oeck zuveren van allen commere. Voirt ſijn gheprijſt by den voirſchreven perſoenen die Heerlickheyden, Manſchappen, mit hoegen gerichte ende mit nederen, ende die Porfaiten der Dorpen van Oeſterwele, Wilmardonck, Orderen mit Ordam ende Kuſtelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Scille, Bouchout ende Hove, alſoe verre als zy ons toebehoeren voir elf-hondert vier-en-t'feventich guldenen ende vijſt grooten, die welcke twee leſte ſommen loopen op twee duſent Florinen 's jaers; ſoe dat die Stad van Andwerpen mit haeren Forfaiteo, Heerlickheiden, met Tollen, Manſchappen, ende alle anderen Réchte voir verkleert, ende die Dorpen voirſchreven mit haeren Renten, Forfaiten, Heerlickheyden ende Manſchappen gelijck ſy gheſchreven ſtaen ende van oos in Leen rueren, ghetaxeert ende gheprijſt ſijn te gaeden voir thien duyſent Florinen 's jaers na den tenuer des ſegghens voorſchreven. Daerom ceſt dat wy Hertoginne voirſchreven als erfghename by conſente ende autoriteyt ons lieſs Heeren des

Her-

après ſpécifiez, ſelon l'ordonnance & eſtimation des ſuſdites huit perſonnes. En rentes à Stackbroeck, neuf livres de gros. En petits impots ſur le Waterland, à Orderen & à Wilmardonck huit deniers de gros & cinq pites. Item dans le Waterlant environ 63. (a) *Arpens de terre, l'Arpent à 18. deniers, montant quatre livres, quatorze ſchelings, ſix deniers de gros. Item du plage ſur la riviére à Ordam, trente deux deniers. Item de la digue de Pollant dix huit deniers. Item de Sandvoors vint deniers. Item Nicolas Maes huit deniers pour deux maiſons qu'il poſſéde. Item le Château de Doirne & ſes dépendances, trois livres de gros. Item du droit de paſſage à Luythagen deux ſchelings. Item a Borch-Vliedt, trois ſchelings, & cinq chapons valant trois ſchelings cinq ſols de gros. Item a Lilloe en cenſes avec dix neuf chapons cinquante quatre ſchelings de gros. Item au même lieu encore cent arpents de terre, tenus à vie par Sire Godevaert de Delſt, & eſtimez en héritage trois livres huit ſols ſept deniers de gros. Somme totale, vint-trois livres, huit ſchelings, ſept deniers de gros. Item à Brouchem & à Oeleghem trente huit livres, douze ſchelings de Louvain. Item au même lieu quarante ſchelings ſix deniers de Louvain. Item à Bouchout quarante huit livres, quatorze ſchelings, onze deniers de Louvain. Item au même lieu, neuf livres, dix neuf ſchelings, trois deniers de Louvain. Item à Doirne, Winegem & Scille, vint ſept livres, quatre ſchelings, neuf deniers de Louvain. Item à Doirne, Winegem, Bourſbeke, Hove, Mortſel, Brouchem, Bouchout, Buyſegem, & Oelegem, des droits de charuë, cinq livres, quatorze ſchelings, quatre deniers de Louvain. Item dans les mêmes Villages, des nouveaux impots douze ſchelings de Louvain. Somme cent trente une livres, onze ſchelings, neuf deniers de Louvain, valant quatorze livres, douze ſchelings, cinq deniers de gros, & un ſterling. Item à Doirne, quarante* (b) *meſures d'avoine, chaque meſure à ſoixante deniers, valant cinquante trois ſchelings, quatre deniers de gros. Item les mêmes Villages cent ſoixante & treize gelines, du prix d'un denier groſſe piéce, valant ſept ſchelings, deux deniers & demi de gros. Somme trois livres, quatre ſchelings, ſix deniers & demi de gros. Somme des trois dernières ſommes ſuſdites, quarante une livres, cinq ſchelings, ſept deniers de gros, le florin apréciè à douze deniers de gros, & le Royal à quinze deniers: le tout huit cens vint cinq livres ſept gros; & nous affranchirons toutes les ſuſdites rentes de toutes ſortes de charges. Item les ſuſdites perſonnes ont fait l'eſtimation des Seigneuries, hommages, juſtices moyennes & baſſes & les forfaits des Villages d'Oſterwele, Wilmardonck, Orderen, avec Ordam de Kuſtelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Scille, Bouchout & Hove, pour autant que leſdits Villages nous appartiennent, pour onze cens ſoixante & quatorze livres, cinq gros; leſquelles deux derniéres ſommes font la ſomme de deux mille florins par an. En ſorte que ladite Ville d'Anvers avec ſes ſoupfaits, Seigneuries, impots, hommages, & tous les autres droits, comme ils ſont ci-deſſus ſpécifiez, & leſ. Villages ſuſdits avec leurs rentes, forfaits, Seigneuries, & hommages, tels qu'ils ſont ſpécifiez, & entant que ce ſont des fiefs dépendans de nous, comme ils ſont taxez & eſtimez, montent préciſément à la ſomme de dix mille florins de rente par an, ſelon le revenu de ce qui a été ſpécifié ci-deſſus. C'eſt pourquoi nous Ducheſſe ſuſdite comme héritiére, & par le conſentement & de l'autorité de notre cher Seigneur le Duc*

(a) Le mot Flamand eſt *Adeen*, qui n'eſt pas, peut être, préciſément un Arpent.

(b) C'eſt une meſure nommée *Ziſter*.

ANS de J. C. 1357.

Hertoghen voirſchreven als ons wettighen Mombours, begherende onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen te voldoen gelijck deſe acht voirſchreven perſoenen des overdragen ſijn inder mânieren als voirſchreven is, bekennen ende verleenen in Manſchappen ende in eenen rechten Leen tot Brabanſchen rechte, in rechter zuſterlicker ſcheydingen ende deylingen onſe vnirſchreven zuſter Vrouwen Margrieten Grevinnen van Vlaenderen haeren wettigen oer ende nakomelinck, ende onſen broeder den Greve van Vlaenderen alſe haeren Mombour die Stad van Andwerpen, Dorpen, Renten, Revenuen, Fnrfaiten, hoege Gerichte ende neder, mit alle Manſchappen, ende andere Rechten gelijck voirſchreven is, van ons, van nnſen oir ende na-komelingen Hertogen in Brabant te houden ende t'ontfane in rechten Leene, behnuden altoes ons, onſen oir ende na-komers inder voirſchreven Stad van Andwerpen ende inden Dorpen ende Heerlickheyden voirſchreven der nverſter Heerſchap, ende alſulks dienſts als jonxſte broeder nſt ſuſter den oudſten broeder nſt zuſter daer hy zuſterlicke oft brueder licke deylinghe ende goedinghe af heeft ſchuldich es te doen, na rechte, coſtume, uſaige ende heybringhen 's Landts van Brabandt: ende hebben onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen ontſaen vanden voirſchreven goeden inder manieren vnirſchreven in onſe Hulde ende Manſchappe, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen heeft ons daer af voer huer eedt ghedaen, ende al dat een wettich Mombour ſchuldich es te doen; en de gheven onſe voirſchreven zuſter haeren oer ende onſen brueder den Greve alſe haeren Mnmbour vnlkomen macht, inden voorſchreven Dorpen daer haer Renten gheleghen ſijn ende wyſe haer bewijſt hebben dat ſy die Heerlickheyt noch gherichten niet af en heeft, dats te weten tot Brouchem, Oeleghem, Bourſbeke, Mortſele, Buſegem eenen Richter oft Meyer te ſetten, die vnlkomen macht hebben ſal haere huere-renten vut te panden t'allen terminen alſe verſchinen ende vervallen ſelen, eeſt dat onſe Richter oft Rentmeeſter ale ten tijde weſende, tot haers Rentmeeſters verſucke haer niet en doet betalen noch vutreycken haere voirſz. Renten tot den terminen dat ſy vervallen ſelen: Ontbieden ende bevelen onſe Scouteten, Scepenen ende Raede-mannen ende allen onderſeten Edelen ende onedelen gheſeten binnen der Stad van Andwerpen, der Vryheit ende der Dorpen voirſz., dats te wetene Oeſterweale, Wilmardonck, Orderen met Oordam ende Kuſtelle, Lilloe, Staeckbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvhet, Wilrijcke, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bouchout ende Hove, dat ſy zonder eenich wederſegghen nſt andere ghebodt van ons te hebbene, onſe voirſz. zuſter van Vlaenderen ontſaen alſe gerechte Vrouwe, ende den Greve van Vlaenderen als haeren Monbour, ende hen doen hulde, trouwe, eed, manſchap, ende dat goede liede doen [illegible] haeren Vrouwe ende Heere, ende tot haer ende [illegible] hoere Ampt-luden die ſy daer ſetten ſoelen, in allen zaken ernſtelijck verſtaen ende onderdanich zijn, gelijck ſy ons ende nnſen Ampt-luden tot nu gedaen hebben, ende onſen vorders Hertogen in Brabant; want wyſe mits deſen vnirſz. zaken van alſulken eede van trouwen, van manſchappen als zy ons gedaen hebben in voerleden tijden quijte ende los ſchelden niet dats bnieve; Emmer behouden ons ende onſen na-komelinghen Hertogen ende Hertoginnen in Brabant den [illegible] erſten Heerſchap vander Stad van Andwerpen mitter V[illegible] ende vanden Dorpen voerghenoemt, [illegible] Rechte, Coſtume ende Uſaige ons Landt van Brabant inder manieren voirſz.; ende alſulken Man[illegible] als ons rechte der Gravinne van Cleve ons ghedaen heeft van hoeren Rechten ende Heerlickheden die ſy heeft in ſomme vanden voirghenomde Dorpen, dat die ons bliven ſal. Ende overmids deſen voirſz. zaken, en ſoelen ons onſe voirſz. zuſter van Vlaenderen noch onſe brueder die Greve noch haer oer

Duc ſuſdit, comme nôtre légitime époux & adminiſtrateur, déſirant contenter nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe de Flandre, comme il a été déclaré par ces leurs perſonnes ſuſdites en la manière ſuſdite, confeſſens d'avoir accordé, & accordons en hommage & fief légitime ſelon le droit de Brabant, & comme le partage qu'une ſœur doit faire à l'autre, à nôtre ſuſdite ſœur Dame Marguerite Comteſſe de Flandre, à ſes légitimes héritiers & Succeſſeurs, & à nôtre frére le Comte de Flandre, comme ſon Epoux & Adminiſtrateur, ladite Ville d'Anvers, les Villages, rentes, revenus, forfaits, haute & baſſe juſtice, avec tous leurs hommages & autres droits, comme il a été dit ci-deſſus, pour les recevoir de nous, de nos hoirs, & Succeſſeurs les Ducs de Brabant, les tenir & garder en fief légitime, nous reſervant ſeulement, à nous, nos hoirs, & Succeſſeurs le droit de Souveraineté ſur ladite Ville d'Anvers, & dans les Villages & Seigneuries ſuſdites; & le devoir & ſervice tel qu'un frére en une ſœur cadéte ſont obligez de rendre à une frére ou à une ſœur ainée, des biens partagez entr'eux, ſelon le droit, coutume, & uſage de Brabant. Et nous avons reçu nôtre dite ſœur La Comteſſe de Flandre, pour les ſuſdits biens en la manière ſuſdite, à nôtre foi & hommage, & nôtre frére le Comte de Flandre, nous a prêté le ſerment pour nôtre dite ſœur, & comme un légitime Epoux & Adminiſtrateur eſt obligé de faire; ſi donnons tout pouvoir à nôtre ſuſdite ſœur & à ſes hoirs, & à nôtre dit frére le Comte comme ſon Epoux & Adminiſtrateur, dans les ſuſdits Villages dans leſquels leurs ſuſdites rentes ſont établies & fixées: & leur avons de plus accordé, que quoi qu'ils n'ayent nu droit, ni Seigneurie, à Brouchem, Oeleghem, Bourſbeke, Mortſele & Buſegem, ils y pourront néanmoins établir un juge en Maire, qui aura tout pouvoir de faire payer leurs rentes, lorſqu'elles ſeront échues, ſi nôtre juge ou rentier, qui ſera pour lors, à la requiſition de leurs rentiers, ne leur fait point payer leurs ſuſdites rentes dans les termes échus. Ordonnons & commandons à nos Baillifs, Echevins, & Conſeillers, ſujets & habitans, tant nobles que roturiers, de nôtre Ville d'Anvers, des Seigneuries & Villages ſuſdits, ſavoir, Oeſterwsele, Wilmardonck, Orderen, avec Oordam & Kuſtelle, Lilloe, Staeckbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvliet, Wilrijcke, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bouchout, & Hove, qu'ils ayent, ſans aucune oppoſition, & ſans attendre d'autre commandement de nôtre part, à recevoir nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe de Flandre, comme leur légitime Dame, & le Comte de Flandre, ſon Epoux & Adminiſtrateur, & qu'ils leur faſſent les hommages, fidelité, ſerments, & honneurs requis & accoutumez, comme de bons ſujets ſont obligez de faire à leurs Seigneur & Dame, qu'ils ayent à obéir exactement & fidélement à eux & à leurs Officiers, comme ils ont fait par le paſſé à nous & à nos Officiers, comme auſſi à nos Ancêtres les Ducs de Brabant, les quittant & abſolvant quant à ce par ſes préſentes de tout ſerment de fidélité & obéiſſance, qu'ils nous ont fait ci-devant; nous réſervant néanmoins, & à nos Succeſſeurs les Ducs & Ducheſſes de Brabant la Souveraineté de ladite Ville d'Anvers, de ſes dépendances, & des Villages ci-deſſus nommez, ſelon tous les droits, uſ, & coutumes de nôtre Pays de Brabant en la manière ſuſdite; & ſels hommages que nôtre Couſine la Comteſſe de Cléves nous a faits, des droits & Seigneuries, qu'elle a dans quelques-uns deſdits Villages, leſquels nous doivent demeurer. Et moyennant les choſes ci-deſſus ſpécifiées, nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe de Flandre, & nôtre Frére le Comte de Flandre, ni leurs hoirs & Succeſſeurs, ne pourront rien nous demander au delà des ſuſdites dix mille livres de rente

ANS de J. C. 1357.

oer noch na-komelinghen niet meer heyſſchen als vanden thien duſſent Florinen t's jaers in eenigen manieren in tijden toe te komene, allen argeliſt vutgeſcheyden: Ende hebben in veſticheiden des, onſe zegelen een deſen brief doen hangen, ende gebeden den Commoinge-meeſteren, Scepenen ende Raet onſen Steden van Loeven ende van Bruſſel die van haeren Raide by deſen ſaken te termineren ende te sliten geſendt hadden, dat zy in die meerer kennuſſe der voirſz. dinek, hoere Stede ſegele hangen willen aen deſen brief; en wy Commoinge-meeſteren, Scepenen ende Raide der Stad van Loeven ende van Bruſſel, hebben om bede ons heſs Heeren des Hertogen ende onſer liever Vrouwen wille der Hertoginnen voirſz., want wy by deſen ſaken voirſz. te termmeren ende te sliten onſer Stede Raet geſeyndt hadden, onſer Stede zegele inder meere kennuſſen der voirſz. dingen aen deſen letteren mit haeren zegelen doen hangen, dre gemeckt wairen tot Mechelen XVIII. dage in Meerte, int jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

Ende wy Lodewijck Greve voirghenoempt als wettich Mombour der voirſz. Grevinnen onſer wettiger geſellinnen, eedt ende huldе gedaen hebben onſe voirſz. zuſter als rechte erf-genaeme, ende den Hertoge voirgenoempt als hoeren Mombour vander voirſchreven Stad van Andwerpen mit haeren toebehoirten, ende van allen den Dorpen, Vryheiden, Renten ende Parchelen boven in haeren brieven verclaert; Soe beloven wy Grave ende Grevinne voirſz. by onſer trouwen, zekerheiden ende eedt onſe voirſz zuſter der Hertoginnen ende den Hertoghe als haer Mombour te dienen, ende te doene in allen zaken als een ghetrouwe man ende Mombour jonger broeder of jonger zuſter zijnen oudſten broeder of oudſter zueſter daer hy bruderlike of ſuſterlike goedinge af heeft, ſculdich es te doen na Recht; Coſtume ende Uſaige der Lants van Brabandt: bekennen ende verlijen hier boven onſer zuſter der Hertoginnen voirgenoemt, ende den Hertoghe als hoeren Mombour, die overſte Heerlickheyt vander voirſz. Stad van Andwerpen mit haeren toebehoirten, ende vanden Dorpen, Vryheiden, Renten ende Parchelen boven ghenuempt, in alleo manieren dat die voirſz. brieve die ſy ons daer af ghegheven hebben volcomelick inhouden ende begrijpen, ſonder eenigerhande argeliſt. Ende kennen ende houden wy Grevinne voirſz. als erf-genaeme over om ende onſe na-commers, ende wy Greve als hair wettich Mombour mits der voirſzn bewiſinge om wel vernenght ende gepayt van onſer goedingen vanden voirſz. thueo duyſent guldenen t's jaers; die ons onſe voirſz. neve van Henegauwe by den voirſz. peyſe aenwijſde; ende ſchelden daer af quijte ende af quite onſe broeder ende zuſter voirſz., voir-om ende onſe nacommers t'eweliken dagen. In orconſkepen van welken dingen wy hebben onſen zegele gedaen hanghen aen deſe preſente letteren, ende om dat onſe goede Steden, dats te weten Gend, Brugge, Yppre, Machline, ende Andwerpen, mitſgaders onſen Raide over alle die dinghen voirſz. geſyn hebben; ſoe begheren wy ende verſueken aen hen dat ſy in meere kennuſſen der zaken voirſz., haere zegelen hangen willen aen deſe preſente letteren mitſgaders den onſen, ende om dat wy Borge-meeſter, Vooght, Commoinge-meeſter, Scepenen ende Raid vanden goeden Steden van Gend, Brugge, Yppre, Mechlinc ende Andwerpen daer over van onſer Stede Raide ghehad hebben daer die voirſz. dinghen aldus ghebchiet zijn, ſo hebben wy overmids beghoeren ende verſueke ons liefs ende gheduchts Heeren ende Vrouwen voirſz. in meerer kennuſſen der zaeken voirſz. de zegele van onſen Stede boven-ghenoemt gehanghen aen deſen preſente letteren mitſgaders hare. Dit was ghedaen te Mechline den twintichſten dach van Meerte, int jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

ANS de J. C. 1357.

par an, en quelque manière ou tems avenir que ce ſoit, tous dols exceptez. Et avons avons pour la confirmation des choſes ſuſdites apposé nôtre ſeau aux préſentes, & ordonné aux Maires, Echevins, & Conſeils de nos Villes de Louvain & de Bruxelles, qui de leur part ont contribué à éteindre les différens & à terminer cette affaire, que pour plus grande connoiſſance & ſureté des ſuſdites choſes, ils ayent auſſi à apposer leurs ſeaux à ces préſentes. Et nous Maires, Echevins & Conſeils des Villes de Louvain & de Bruxelles, avons peur, obéir à nôtre Souverain le Duc, & à nôtre Souveraine la Ducheſſe de Brabant, d'autant que nous avons employé le Conſeil de nos dites Villes, pour appaiſer les différens & terminer cette affaire, apposé à ces préſentes lettres pour plus grande connoiſſance & confirmation des ſuſdites choſes les ſeaux de noſdites Villes. Fait à Malines, le 18. jour de Mars, de l'an 1357.

ET nous Louis Comte ſuſdit comme mari & Adminiſtrateur de la ſuſdite Comteſſe nôtre légitime Compagne, avons prêté ſerment & rendu hommage, à nôtre ſuſdite ſœur, comme légitime Héritiere, & au Duc ſuſnommé comme à ſon mari & Adminiſtrateur, de la ſuſdite Ville d'Anvers & de ſes dépendances, & de tous les Villages, privileges, rentes & parties ſpécifiées en leurs Lettres ci-deſſus: & nous promettons nous Comte & Comteſſe ſuſdits, ſur nôtre foi, aſſurance, & ſerment, de ſervir nôtre ſuſdite ſœur la Ducheſſe, & le Duc ſon mari & Adminiſtrateur, & de faire en toutes choſes, comme un fidèle homme, & mari & Adminiſtrateur frére puiné, ou ſœur puiſaſe ſont tenus de faire envers un frére aîné ou une ſœur aînée ſelon les droits, uſ, & coutumes du Pais de Brabant. Reconnoiſſons & confeſſons en outre, que la Souveraineté de la ſuſdite Ville d'Anvers, avec ſes dépendances, & des Villages, Franchiſes, rentes, & parties ci-deſſus ſpécifiées appartiennent à nôtre ſœur la Ducheſſe ſuſdite, & au Duc comme ſon Epoux & Adminiſtrateur, de la même maniére que cela eſt porté par les ſuſdites lettres, qu'ils nous ont expédiées, pleinement & parfaitement, ſans aucune fraude. Et nous Comteſſe ſuſdite, comme héritiére, pour nous & nos Deſcendans, & nous Comte comme ſon légitime Epoux & Adminiſtrateur, confeſſons, & nous tenons pour contens, payez, & ſatisfaits de la maniére ci-deſſus ſpécifiée, deſdites deux mille livrés de rente par an, que nôtre Couſin le Comte de Hainault nous avoit aſſignées par ſon arbitrage; & par cette aſſignation auſſi faite, nous tenons quitte & quittons nôtre frére & ſœur ſuſdits; pour nous & nos héritiers & deſcendans à toujours. Pour la confirmation deſquelles choſes nous avons apposé nos ſeaux à ces préſentes Lettres; & parce que nos bonnes Villes de Gand, Bruges, Ypres, Malines & Anvers, de même que tous nos Conſeils, ſont intéreſſés dans toutes les ſuſdites choſes; nous deſirons & requerrons que pour plus grande connoiſſance & aſſurance des choſes ſuſdites; ils apposent leurs ſeaux aux préſentes Lettres conjointement avec le nôtre; & parce que nous Bourguemaitres, Echevins, Conſeils, Echevins, & Conſeils des bonnes Villes de Gand, Bruges, Ypres, Malines, & Anvers, ayons eu avis de nos Conſeillers, que les choſes ſont arrivées comme elles ſont mentionnées ci-deſſus. C'eſt pour cela que nous avons deſiré & requis de nos bien-aimez, & fidéles Serjeans & Dames ſuſdites, que pour plus grande connoiſſance des affaires ſuſdites, nous apposaſſions les ſeaux de nos ſuſdites Villes à ces préſentes Lettres, conjointement avec les leurs. Fait à Malines, le 20. de Mars, l'an de nôtre Seigneur. 1357.

CCCVIII.

ANS de J. C. 1358.

*Vente d'*AVIGNON *& de ſes dépendances faite par* JEANNE *Reine de Sicile, au Pape* CLEMENT VI. *A Avignon le* 12. *Juin*, (a) 1358. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 200.

L'Evêque Sicilien, Avignon.

(a) Cette date doit être fauſſe, puis que Clement IV. mourut en 1352. Moreri le met du 19. Juin, 1342. & M. de Rohan qui en parle dans ſes Intérêts des Princes, en 1340 On peut voir de là combien peu il y a à compter ſur les dates, & combien il ſeroit néceſſaire qu'on les écrivit tout au long & non pas en chiffre.

IN nomine Domini Amen. Univerſis præſentes litteras ſeu præſens Inſtrumentum publicum inſpecturis, JOHANNA Dei gratia Hieruſalem & Siciliæ Regina, Provinciæ & Forcalqueri Comitiſſa, & Domina Civitatis Avenionenſis, ſalutem & præſentibus perpetuam dare fidem. Notum facimus, quod in præſentia Notariorum publicorum infra ſcriptorum ad & proximè infra ſcripta coram nobis accerſitorum ſpecialiter, & vocatorum perſonaliter exiſtentes, gratia, ſponte & non coacta, non ſeducta, nec ab aliquo in aliquo circumventa, ſed ex mera libera & ſpontanea animi voluntate noſtra ſuper hoc ducta, & ex certa noſtra ſcientia, de & cum voluntate & conſenſu illuſtriſſimi Viri Domini Ludovici de Tharenta Comitis Provinciæ legitimi viri & mariti noſtri, ad hæc præſentis & ad infra ſcripta licentiam & authoritatem, ſi & quatenus in hac parte indigemus, nobis ſuper omnibus & ſingulis ſequentibus præſtantis; vendimus, cedimus, concedimus, ac ad perpetuum quittamus pro nobis & hæredibus ac ſucceſſoribus noſtris quibuſcunque ſanctiſſimo & beatiſſimo Patri, Domino CLEMENTI divina providentia Papæ VI. ſacroſanctæ Romanæ ac univerſalis Eccleſiæ Romanæ, venerabili viro Magiſtro Guilelmo de Maleſicco, Clerico Cameræ ipſius Domini noſtri Papæ ac Procuratori in hac parte per eundem Dominum noſtrum Papam, tàm pro ſe, quàm etiam nomine dictæ Romanæ Eccleſiæ ad hæc legitimè conſtituto; ibidem præſenti & recipienti, ac pro ipſo Domino noſtro Papa ejus ſucceſſoribus ac Eccleſia memoratis ſuper ſingulis infra ſcriptis ſolemniter ſtipulanti; ac in ipſos Dominum ſanctiſſimum Pontificem ejus ſucceſſores & Eccleſiam prælibatam, titulo procuratorio perpetuæ venditionis tranſferimus irrevocabiliter pleno jure ad habendum, tenendum & perpetuò ac pacificè poſſidendum per dictum Dominum noſtrum Papam & ejus ſucceſſores ac Romanam Eccleſiam ſupradictam & aliter, ad faciendum eorum omnimodam voluntatem, videlicet, civitatem noſtram Avenionenſem cum toto territorio & confinibus, quæ prætenduntur intra territoria & confinia caſtrorum ad portem Forgiæ & de Vedena Caſtrinovi, & de Caviſſonenſibus ex parte una, & Comitatum Veneſſini ex alia, & territoria Caſtrorum Rupe mauræ & Podii alti, Rupe fortis de Sado, & de termino ac flumine Rhodani, quantum ad nos ſpectat ſecundum confinia & limites civitatis ejuſdem ac territorii ipſius & reliqua; ac cum omnibus & ſingulis villis, caſtris, Burgis, locis adjacentibus, pertinentiis & ſequelis univerſis, hominibus, Vaſſallis, Emphiteutis, nomine * * homagiis feudis retrofeudis, fortalitiis, ingreſſibus & egreſſibus, ac omni dominio, & omni juriſdictione & juſtitia alta, media & baſſa, mero & mixto Imperio, ſuperioritate, omnique actione reali & perſonali ad nos pertinentibus in prædictæ Civitatis Avenionenſis & Comitatus prædictorum, vel alicujus ex his infra fines & diſtrictus ipſius Civitatis conſiſtentium; omnibus & ſingulis cenſibus, redditibus, reſidentiis, deveriis, honoribus, ſervitiis, emolumentis & expletiis, quos, quas & quæ habemus & habere poſſumus & debemus, quoquo modo ea ad nos ſpectant & pertinent, quatenuſque cauſa ſeu ratione in civitate prædicta ejuſque territorio & diſtrictu ac pertinentiis eorundem; nihil actionis, petitionis, poſſeſſionis, proprietatis, dominii, juriſdictionis, meri & mixti Imperii, honoris, reſſorti, ſuperioritatis, ſervitutis, emolumenti ſeu expletii, ſeu cujuſcunque alicujus juris nobis ſeu ſucceſſoribus noſtris in prædictis ſeu prædictorum aliquo penitus retinendo; pro pretio videlicet octuaginta millium florenorum de Florentia boni, & legitimi ponderis.

ANS de J. C. 1358.

§. 2. (b) Quos quidem octuaginta mille florenos aurei nos dicta Regina venditrix recognoſcimus publicè & in veritate legitimè conſitemur nos habuiſſe & recepiſſe plenarie & integrè pro pretio antedicto, per manum reverendi Patris in Chriſto Domini Stephani Dei gratia Epiſcopi S. Pontii thezaurarii Camerarii ejuſdem Domini noſtri Papæ & Apoſtolicæ ſedis, in bona & electa pecunia numerata. Et de quo quidem pretio præfatum Dominum Papam & ejus ſucceſſores atque Eccleſiam Romanam pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris in perpetuum ſolvimus, quittamus omninò, cum pacto ſolemni & valido per nos ſuper hoc interpoſito, de ulteriùs ab eiſdem Domino Papa, ejus ſucceſſoribus & Eccleſia Romana, cauſa vel ratione hujuſmodi aliquid non petendo. Cujuſmodi pecuniam nos dicta Regina recognoſcimus in evidentem utilitatem noſtram ac pro neceſſariis & utilibus negotiis fuiſſe converſam.

(b) Malgré cèt article, les Auteurs François prétendent que cette ſomme ne fut jamais payée; & que les Succeſſeurs de Clement VI. crurent en être quittes à cauſe des arrérages dûs aux Papes pour des redevances du Royaume de Naples.

§. 3. Et ex nunc quicquid dicta Civitas Avenionenſis cum ejus territorio, pertinentiis & diſtrictu, juribus ſupra dictis plus valet ſeu in futurum plus valebit pretio ante dicto; conſiderantes quod ſecundum Apoſtolum verba Domini Jeſu memorantem, beatus eſt dare, quam accipere; ideo præfato Domino ſummo Pontifici & dicto ejus Procuratori recipienti & ſtipulanti ut ſupra, ac dictæ Eccleſiæ Romanæ ex certa ſcientia, donatione pura, ſimplici & irrevocabili facta cum inſinuatione præſentium ſolemniter inter vivos totum illud plus melioramento modo & forma, quibus poſſumus, damus, cedimus, concedimus ad perpetuum, ac penitus quittamus & donamus.

§. 4. Cedentes nihilominus & quittantes nos dicta Johanna Regina prædicta ſanctiſſimo Patri & Domino noſtro Papæ ejus ſucceſſoribus, ac Romanæ Eccleſiæ prælibatæ, ac in eos tranſferentes titulo & cauſa prædictis, perpetuo, totaliter, pleno jure, omnia jura, homina & actiones quaſcunque, & quicquid juris, actionis, juriſdictionis, domini, meri & mixti Imperii, honoris, ſuperioritatis, reſorti, cenſus, redditus, reſidentiæ, ſervitii, emolumenta & expleta, proprietatum, cognitionis, poſſeſſionis & deveris habemus habere debemus & poſſumus, quacunque cauſa ſeu ratione in dicta civitate Avenionenſi, ejuſque territorio ac diſtrictu, villis, Burgis, locis, adjacentiis, confinibus, ſequelis & pertinentiis eorundem; ratione Civitatis Avenionenſis, ac in & cum hominibus, Vaſſallis, ſubditis noſtris, civitatis, territorii & diſtrictus ipſius, cujuſcunque conditionis exiſtant, nec non ordines, actiones reales & perſonales, mixtas, utiles, prætorias ac civiles, nobis & noſtris immediatè competentibus & competituris in præmiſſis omnibus & ſingulis; ac contra quaſcunque perſonas, ratione & occaſione præmiſſorum ſeu alicujus ex eis.

§. 5. Ac inſuper prædictum Dominum noſtrum ſanctiſſimum Pontificem, ejuſque ſucceſſores ac Romanam Eccleſiam memoratos ex nunc facimus & conſtituimus in omnibus & ſingulis prædictis, verus Dominos proprietarios, poſſeſſores, Procuratores, actores ut in rem ſuam propriam, deveſtientes nos de civitate prædicta, ejuſque territorio, diſtrictu, pertinentiis & ſequelis, ac omnibus aliis, univerſis & ſingulis, ſicut præmittitur, per nos venditis perpetuò & quittatis, & de omni jure nobis & noſtris in præſenti & in futurum quomodolibet competenti & competituro in eiſdem; præfatum Dominum noſtrum Papam in perſonam dicti Procuratoris ſui ibidem præſentis

ANS de J. C. 1358.

sentis & recipientis, ac vice, loco, nomine & authoritate ipsorum Domini nostri Papæ ejus successorum & Ecclesiæ Romanæ in hac parte solemniter stipulantium, per traditionem annuli nostri de eisdem liberaliter investimus; constituentes nos nihilominus ex nunc præmissa omnia & singula sic per nos vendita ut præfertur, ipsius Domini nostri Papæ & ejus successorum & Ecclesiæ Romanæ precario nomine & vice, & non aliter nec aliàs nos à modo tenere, & etiam possidere, donec possessio vel quasi dictæ Civitatis fuerit per ipsum Dominum nostrum Papam, vel ejus successorem, vel alium seu alios nomine ipsorum realiter apprehensa; dantes & concedentes plenariam & liberam potestatem memorato Domino nostro Papæ, à modo per se vel alium seu alios dictæ civitatis & territorii ac districtus, villarum, locorum, homagiorum, recognitionum, & aliorum præmissorum, jurium que & pertinentiarum eorundem, possessionem vel quasi pacificam, liberam & quietam, authoritate propria quandocunque voluerit apprehendendi, & perpetuo penes se retinendi.

§. 6. Mandantes nihilominus per præsentes, hominibus & Vassallis, emphyteutis ac subditis universis & singulis prædictæ Civitatis & ejus territorii, mandamenti & districtus pertinentiarumque ejus, cujuscunque fuerint conditionis, ut à modo eidem Domino nostro Papæ, ejusque successoribus ac Ecclesiæ Romanæ præfibatæ respondeant, pareant, obediant efficaciter & intendant; tanquam vero Domino Civitatis ejusdem, territorii, districtus, pertinentiarumque ipsius, ac cum ipso, ejusque successoribus & Ecclesia Romana prædicta deinceps in omnibus & per omnia perpetuò sequantur. Et prædictos Vassallos, emphiteutas, homines & subditos cujuscunque conditionis existant, à sacramento fidelitatis & ab aliis juribus quibuscunque ad quæ nobis ratione dictæ civitatis & territorii, districtus & pertinentiarum ejusdem, quoquo modo, sive ratione eorum, quæ tenent infra civitatem, territorium seu districtum ejusdem ex quacunque causa tenebantur ac teneri possunt & debent, ex nunc pro nobis & nostris prædictis, solvimus, liberamus penitus, perpetuò, atque quittamus, cum pacto valido & solemni per nos super hoc legitimè interposito, de ulterius aliquid ab eis seu eorum aliquo modo à modo in perpetuum non petendo; quod si fecerimus (quod absit) volumus non audiri aliquatenus, nec admitti, imò perpetuum silentium nobis & nostris prædictis successoribus imponimus in hac parte.

§. 7. Promittimusque insuper nos dicta Johanna Regina præfato Domino Papæ & ejus Procuratori prædicto pro ipso Domino ac ejus successoribus & Ecclesia prædicta super hoc stipulanti stipulatione solemniter interposita t prædicta omnia & singula sicut prædicitur, per nos eis vendita, tam in possessione, quàm in proprietate legitimè, defendere, & perpetuò, guarentire, & ea in pace tenere ab omnibus & contra omnes, & ab omni Domino, dominio, communi, collegio, universitate, lite, quæstione, causa, calumnia, brigua, controversia, sasina, evictione universali & particulari, amparamento, perturbatione & alio impedimento quocunque. Promittimus etiam (ut supra) litem, debatum seu controversiam non facere aut fieri permittere aut procurare in futurum, per nos vel alium seu alios contra Dominum Romanum Pontificem memoratum, qui nunc est, & qui pro tempore erit, seu Ecclesiam Romanam prædictam aut eorum gentes vel Officiales quoscunque, quoquo modo ratione præmissorum seu aliquo eorundem, causa vel occasione quacunque, imo omnem causam, litem, briguam seu controversiam, si quæ in posterum moverentur per aliquem seu aliquos, contra prædictum Dominum Papam seu ejus successores ac Ecclesiam Romanam, ratione præmissorum, seu aliquorum eorum in nos totaliter assumere, & in expensis nostris propriis, ac sine ipsius Domini ejusque successorum ac Ecclesiæ Romanæ aliquibus custibus & expensis usque ad finem debitum prosequi & finire, nihilominusque ea omnia & singula damna & interesse, pariter & expensas, quæ & quas memoratus Dominus Papa seu ejus successores, aut Ecclesia Romana ob eam causam & defectum guarantiæ hujusmodi quomodolibet facerent seu substinerent in futurum, promittemus legitimè & bonâ fide eidem domino nostro & eidem Procuratori, ut supra, stipulanti, reddere, solvere, emendare, refundere & refarcire omnino, idque simplici verbo etiam Domino Papæ seu ejus successoribus de damnis, interesse & expensis hujusmodi stare, credere efficaciter & parere, ut sufficienti probationi; non obstante jure dicente, quod aliquis in causa sua propria judex, testis, & arbiter esse nequit, cui juri certioratæ ei expresse renunciamus in hac parte.

ANS de J. C. 1358.

§. 8. Cæterum nos dicta Regina certificata prius legitimè, quid sonant renunciationes sequentes, & de effectibus earum, renunciamus deliberatè & consultè, ac expresse omni exceptioni doli, fraudis, læsionis & vendutionis exceptæ per nos sicut præmittitur, de prædictis non factis, non habitæ, nec receptæ per nos; nec numeratæ pecuniæ ob causam prædictam & omni speciei numerationis & exceptionis futurorum, actioni & exceptioni in factum, & juri per quod læsi & decepti ultra dimidium justi pretii vel aliter quomodolibet subveniretur, beneficio minoris ætatis, & restitutioni in integrum, si nobis forsan competeret in hac parte; & L. Juliæ de Fundo dotali non alienando, & omni alii juri & privilegio in favorem mulierum introducto quomolibet & introducendo, & omnibus juris legibus, authenticis, & glossis in toto corpore utriusque juris canonici & civilis contentis; statutis & consuetudinibus patriæ sive loci quibuscumque, per quæ præsens venditio & donatio hujusmodi possent cassari, infringi, irritari & aliter quomodolibet annullari in totum, vel in aliqua parte * sua; quam maxime, de quibus in præsentibus litteris seu Instrumento publico expressam oporteret fieri mentionem, & specialitèr alii juri, per quod cassetur invalida renunciatio generalis, nisi quatenus in contractu esset expressa.

9. §. Pro quibus omnibus & singulis sicut præscriptum est tenendi per nos & faciendis, complendis, attendendis & inviolabiliter observandis, nos dicta Regina venditrix, hæredes & successores nostros jure pignoris & hypothecæ obligamus, afficimus & adstringimus, ac specialiter & expresse Regna nostra Hierusalem & Siciliæ, Comitatus nostros Provinciæ & Forcalquerii, & alias terras nostras omnes & singulas ubicunque sint & existant, & omnia alia bona nostra mobilia & immobilia præsentia & futura quocunque nostro nomine dici possint; quæ quidem Regna, bona, terras & alia supra dicta constituimus nos prædicto Domino Papæ emtore & successoribus ac Ecclesiæ Romanæ prædictæ precario nomine possidere, donec possessio dictæ Civitatis in ipsum Dominum Papam vel successores suos vel alium seu alios ejus & dictæ Ecclesiæ Romanæ nomine fuerit apprehensa.

§. 10. Præterea si aliquod dubium vel obscurum esset, vel forsitan emergeret in futurum in & super præmissis & ea tangentibus; nos dicta Regina volumus & ex certa scientia concedimus, quod ille dominus memoratus illud possit interpretari; cujus declarationem & intellectum habere volumus pro voluntate nostra, ac legis habere vigorem efficaciamque perpetuam obtinere, perinde ac si ore nostro proprio expressissemus.

§. 11. Volumus etiam & concedimus quod fiant super his litteræ aut Instrumenta sigillo nostro sigillanda melioribus modo & forma, quibus fieri potuerunt & dictari de & cum consilio sapientum, volen-

tes

ANS de J. C. 1358

ies & constituentes insuper nos supra dicta Regina, si, cum, quando & quotiens opus fuerit nos, hæredes & successores nostros quoscunque cogi & compelli ad observantiam omnium & singulorum prædictorum per Auditores, Viceauditores, Locumtenentes, ossi iales & Commissarios Curiæ Domini nostri Papæ, & per quascunque alias Ecclesiasticas personas Ecclesiastica censura & per brachium seculare strictioris firmioris modo, quo fieri poterit conjunctim & divisim semel & pluries uno & eodem tempore vel diversim aut melius visum fuerit experiri, & per solum exhibitionem seu ostensionem præsentium litterarum.

§. 12. Jurantes nihilominus nos dicta Regina tactis sacrosanctis Evangeliis manu nostra contra præsentem venditionem & donationem ac contractum ratione minoris ætatis vel alias ullatenus in posterum non venire, nec aliquid per nos vel alium seu alios facere vel procurare clam vel palam, directè vel indirectè, propter quod venditio, donatio, translatio, cessio & quittatio hujusmodi possent aliquatenus vel in toto vel in parte infirmari, vel eciam irritari.

§. 13. Postquam incontinenti nos maritata Regina pro securitate & cautela præfati sanctissimi Domini nostri Pontificis & Ecclesiæ Romanæ tenore præsentium facimus & constituimus Procuratores nostros veros & legitimos in meliori forma, videlicet venerabiles viros & discretos Dominum Bernardum de Nexonia Archidiaconum Antuerpiensem in Ecclesia Cameracensi; Præpositum & Sacristam Ecclesiæ beatæ Mariæ de Damno, Decanum & sacristam sancti Grigoli Avenionensis, Decanum Ecclesiæ Beatæ Mariæ Villanovæ Avenionensis diœcesis, qui nunc sunt, & qui pro tempore erunt; Magistrum Petrum de Menantuo Cadurcensem; & Guilielmum de Bordia Agennensem Ecclesiarum Canonicos; & Johannem de Navvaro Leonnatum in Legibus, licet absentes tanquam præsentes, & eorum quemlibet in solidum, ita tamen, quod non sit condicio melior occupantis, sed quod per unum eorum inceptum fuerit, per alium seu alios eorundem prosequi, & medium valeat & finiri; ad comparendum pro nobis & nostro nomine ad omnes dies, loca & horas, quandocunque, quotiescunque & ubicunque; ad confitendum & recognoscendum coram dicto Auditore Curiæ Cameræ Domini nostri Papæ, ejusque Locumtenente & Commissario quolibet ipsius, sive judice vel judicibus aliis quibuscunque & eorum quolibet; citra omnia & singula super illis in præsenti Instrumento contenta; cum omnibus expensis, damnis & interesse, si quæ essent vel fierent per ipsum Dominum nostrum seu ejus successores ac Romanam Ecclesiam in futurum, prout supra tactum est, occasione præmissorum * & jurisdictionis, omnium & singulorum Judicum prorogandi; in quos & eorum quemlibet ex nunc tanquam in proprios Judices consentimus, ut possint nos & nostros successores condemnare, mulctare & excommunicare, & omnem jurisdictionem pro præmissis in nos ac nostros prædictos exercere Ecclesiasticam vel civilem; & ad submittendum nos supra dictos hæredes ac successores ac Regna nostra quæcunque Ecclesiastico interdicto, & aliter Jurisdictioni & motu examini eorum & cujuslibet eorundem; & ad audiendum & recipiendum pro nobis & nostro nomine ac nostro * supra dictis omnem condemnationem, præceptum, monitionem, novumque terminum longum vel brevem ac excommunicationis sententiam in nos & nostros prædictos, & interdictum in ipsa Regna nostra ac terras nostras quascunque & Comitatus prædictos; & alia remedia, quæ de jure possent super hoc adhiberi; de omnibus & singulis supra dictis loco & tempore, per dictos judices, seu alterum eorundem; & ad volendum & consentiendum, quod ipse Auditor, Viceauditor, Locumtenens & Commissarius, & alii Judices in & contra nos, hæredes & successores nostros prædictos excommunicationis sententiam ferant, ac in regnis, Comitatibus, terris & aliis bonis nostris supra dictis interdictum Ecclesiasticum apponant, ac censuram Ecclesiasticam aggravent & promulgent, & quoscunque alios processus faciant pro præmissis; & generaliter ad omnia talia & universa & singula & facienda & dicenda, quæ nos faceremus & diceremus, si personaliter præsentes essemus; promittentes nos dicta Regina Notariis publicis infra scriptis & publicis personis, nec non dicto Procuratori ut supra stipulanti solemniter nomine illorum omnium, quorum intererit pro nobis; ratum & gratum habituros, quicquid per dictos Procuratores nostros aut eorum alterum actum, dictum, factum, recognitum, confessatum, submissum, concessum, receptum, susceptum & gestum fuerit, vel aliàs quomodolibet procuratum; & eosdem procuratores non revocare, imò præmissa omnia & singula tenere & inviolabiliter observare, & contra non facere aliquatenus in posterum vel venire per nos vel interpositam personam, sub omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum obligatione & hypotheca.

§. 14. Cæterum nos Ludovicus de Tharenta supra nominatus Comes Provinciæ, & maritus legitimus præfatæ Reginæ Comitissæque, omnibus universis & singulis, prout superius scripta sunt per eandem consortem nostram charissimam, de & cum licentia & authoritate nostra, assensu pariter & consensu per nos eidem primitus in hâc parte liberaliter præstatis & concessis * agerentur & fierent, ibidem in præsentia Notariorum publicorum ac testium infra scriptorum personaliter; & ea audientes, plenisque intelligentes ac recognoscentes & confitentes publicè & legitimè penitus esse vera, spontè, providè & scienter ac deliberatè, consultè ac expressè in eisdem omnibus, universis & singulis nostrum liberum impartimur assensum, pariter & consensum: & nihilominus ad instantiam & requestam præfatæ Reginæ, Comitissæque Consortis nostræ charissimæ, quantum in nobis est, & ad nos pertinet, melioribus, jure, modo & forma, quibus possumus, eadem omnia, universa & singula ex certa scientia nostra laudamus, approbamus, omologamus, authorisamus & ratificamus expressè pro nobis, ac hæredibus & successoribus nostris quibuscunque: & ea volumus valere & tenere ac habere perpetui roboris firmitatem: & ad singulis prædictis nos efficaciter obligamus sub omni juris & facti renunciatione pariter & cautela; eaque bona fide tenere promittimus & inviolabiliter observare, & contra in aliquo nunquam facere vel venire, ratione minoris ætatis vel aliter; seu aliquid attentare quoquo modo, nec contravenire volenti aliquatenus consentire, seu aliter dare opem, operam, consilium, auxilium vel favorem verbo vel facto per nos, alium seu alios, clam vel palam, directè vel indirectè; sub bonorum nostrorum omnium præsentium & futurorum obligatione & hypotheca. Procuratore supra nominato ac Notariis infra scriptis vice & nomine dicti Domini nostri Papæ, & ejus successoribus ac Ecclesiâ Romana præfatis super omnibus & singulis præmissis & infra scriptis solemniter stipulantibus in hâc parte.

§. 15. Et si forsitan aliquid contra prædicta seu aliqua ex eis (quod absit) in futurum nos seu hæredes ac successores nostros facere vel attentare quoquomodo contingeret, volumus & expressè concedimus nos & hæredes nostros ac successores prædictos de evictione totali supra dicta Domino nostro Papæ præfato, ejusque successoribus ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ teneri omninò ex hoc * totaliter repelli. Et insuper nos Ludovicus Comes præfatus modo simili, quemadmodum prædicta Regina Comitissaque charissima consors nostra Cameræ Domini nostri Papæ & aliorum Judicum Ecclesiasticorum & secularium quo-

ANS de J. C. 1358.

ANS de J. C. 1358.

rumcunque se supposuit ac voluit compelli per Auditores, Vicesuditores, Locumtenentes & Commissarios eorundem, & per alios quoscunque Judices Ecclesiasticos & seculares, conjunctim & divisim prout superius plenius habetur; nos etiam pari modo & forma compulsioni & coercioni prædictæ nos & nostros ante dictos atque terras nostras quascunque supponimus ac submittimus, & volumus per eosdem Auditores, Vico-Auditores, Locumtenentes & Commissarios, & quoscunque alios præfatos ac eorum quemlibet cogi & compelli. Et nihilominus ad actus omnes & singulos ad quemlibet eorum in solidum pro nobis facimus & constituimus Procuratores nostros in meliori forma per præsentes quos quidem Procuratores nostros promittimus, ut supra, nullatenus revocare, imò præmissa omnia atque singula servare sub bonorum nostrorum omnium præsentium & futurorum expressa obligatione.

§. 16. In quorum omnium præmissorum nos Johanna Regina Comitissaque & Ludovicus Comes consortes præfati præsentes litteras seu præsens publicum Instrumentum fieri fecimus & mandavimus per Notarios publicos infra scriptos, ac sigillorum nostrorum una cum sigillis, signis & subscriptionibus solitis Notariorum eorundem, nostrum fecimus apponi sigillum. Acta vero fuerunt hæc Avenione in domo habitationis nostræ die 12. mensis Junii 1358. indictione prima, pontificatus præfati Domini nostri Papæ Clementis VI. anno septimo, præsentibus dicto reverendo in Christo Patre ac Domino Stephano Episcopo Sancti Pontii thesaurario ipsius Domini Papæ Camerario, Nicolao de Acherolio milite & Johanne de Cerano Jurisperito in Legibus, Consiliariis nostris Reginæ & Comitis prædictorum; Magistris Bertrando de Channaco Clerico Cameræ Apostolicæ (a) Tricorensi & dictæ Johannæ Reginæ scriptore, Pœnitentiario Domini nostri Papæ ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

(a) Ne faudroit-il point, Provence?

Dans la Minute du Notaire, contenant la publication de ce contract, on trouve la description suivante des sceaux qui y étoient opposez.

(1.) INstrumentum erat & est duobus sigillis integris, patentibus cum cera rubea & duobus sericis cordulis pendentibus, uno rubeo & altero violato, sigillatum. Quorum sigillorum primum appensum in cordulo rubeo erat in prima facie approbatum Domini de Tharento Mariti dictæ Dominæ Reginæ; & erat ab utraque parte impressatum: in cujus unâ parte apparebat unus scutus cum floribus lilii. & una linea sive barra transversans ipsum scutum; & desuper ipsam barram apparebant tres lambelli: quorum primus extenditur ultra primum caput ipsius [illegible] & alius in una sui parte continuatur ipsi barræ & certus non attingit ipsam barram. Et extra ipsum [illegible] tum immediate erant quatuor parvæ figuræ hominum vel sanctorum ad invicem separatæ & differentes. Et inter dictas imagines & circumferentiam litterarum ipsius sigilli erat unus laqueus sive lace, continens ipsum scutum & imagines. Et in ipsa circumferentia erant scripta quadam cruce pendente hæc verba: Sigillum Justitiæ Curiæ Vicariæ Regni Siciliæ.

(2.) In alia verò parte ipsius sigilli apparebat in medio unus scutus cum floribus lilii, & una linea sive barra transversans ipsum scutum; & desuper tres lambelli & super rectum cornu ipsius scuti erat linea contigua cum flavello, partim cum floribus lilii; Ipsum galeam desuper cooperiente quodam capite avis cum collo in vertice ipsius galeæ existente. Et inter ipsum scutum & circumferentiam litterarum erat onus laqueus sive lace; & in quolibet latere, ipsius laquei erat unus scutus parvus, quadratus quadam cruce in quolibet ipsorum scutorum existente; & inter lineas cujuslibet crucis erat una parva figura rotunda talis O O & in ipsa circumferentia quadam parvâ cruce pendente erant scripta hæc verba: (b) Mongoro Aloys de Tharenta & alia etiam quæ legi non poterunt propter ruinam ipsius ceræ involutionis.

(b) G. G. Leibnitz croit qu'il faut lire Adolphus Loix.

(3.) Aliud verò ex dictis sigillis appensum in cordulo violato erat, & in eodem legebatur; Illustrissimæ Dominæ Johannæ Hyerusalem & Siciliæ Reginæ in cujus quidem una parte erat imago Regis more regali sedens in cathedra Corooam habens in capite, tenens in manu dextra quasi gremio * prona sideum * sive scepterum regale cum uno flore lilii in ejus summitate, & in manu sinistra quasi brachio levato unum pomum rotundum; in cujus cathedræ pede erant duo leones cicopatentis * & circumcirca ipsam imaginem erant flores lilii & crucis Provinciæ; & in eorum circumferentia partis ipsius sigilli erant descripta quadam cruce modica hæc verba: Johanna Dei gratia Hierusalem & Siciliæ Regina, Ducatus Apuliæ &c. In alia verò parte ipsius sigilli erant quinque scuti modicum ad invicem distantes; qui scuti erant partiti; ex quorum cujuslibet parte dextera erat una crux magna, cum quatuor crucibus, & in parte sinistra erant flores lilii cum rastello seu lambellis desuper; & inter litteras in ipsius parte Sigilli erant cruce præposita scripta hæc verba: Principatus Capuæ, Provinciæ, Forcalqueriі ac Pedemontis Comitissa.

CCCIX.

ANS de J. C. 1358.

HAINAULT, HOLLANDE, &c.

Traité par lequel ALBERT *Comte Palatin du Rhin, est fait grand Baillif des Comtez de Hainault, Hollande, Zelande, &c. durant la maladie du Duc* GUILLAUME *son Frére. Fait à Roterdam, le 6. Mars* 1358. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 5.

MAchtelt van Lancaster, Vrouwe van Henegouwe, &c. doe condt ende kennelicken allen Luyden dat wy overdragen sijn mit onsen lieven Broeder Aelbrecht by der genaden Godts Palensgrave opten Rhijn, Hertoge in Beyeren, dat hy Ruwaert, toesienre en beschermwesen sel van ons liefs Heeren ende onser Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende der Heerlijckheyt van Vrieslandt, in alre manieren als die brieven spreken, die by ons daer of overgegeven heeft, en hier nae volgen.

Wy

CCCIX.

ANS de J. C. 1358.

HAINAULT, HOLLANDE, &c.

Traduction de ce Traité.

MAthilde de Lancastre, Dame de Hainaut &c. savoir faisons à tous, que nous nous sommes accordez avec nôtre cher frere Albert par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, savoir, qu'il sera grand Baillif, Sur-Intendant & Protecteur de nôtre cher Seigneur & de nos Pais de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de la Seigneurie de Frise, en la maniere contenuë en ces présentes lettres, qu'il nous a mis en main, & dont s'ensuit la contenu.

Nous

ANS de J. C. 1358.

Wy ALBERT by der genaden Godts Palensgrave op den Rhijn, Hertoge in Beyeren, Ruwaert der Graefliicheden van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende der heerlicheyt van Vrieſlant, doen condt ende kennelick allen Luyden, dat wy om kenlicke nootſake Hertoge WILLEMS ons lieſs Broeders, Grave van den Lande voorſz die Godt geſtarcken moet, ende om gemenen oirbaer, ruſte ende profijt ſijns Landts ende Luyden, ende om verſoeck ende bede ons lieſs Broeders voorſz ende onſer liever Suſter Vrouwe Machtelde van Lancaſtre, Vrouwe van den Lande voorſz ende om haers racts in den Lande gekomen zijn van Hollant, en hebben ons aengenamen, ende annemen by rade ende toedoen onſer liever Suſter voorſz, Ruwaert, toeſienre ende beſchermer te weſen van alle ons lieſs Broeders goede en Luyde voorſz in manieren en voorwaerden als hier na beſchreven ſtaet.

In den eerſten, dat wy gelooft hebben ende loven mit goeden trouwen onſer liever Suſter voorſz ons Broeders Kint ende Luyde voorſz te regieren, ende te bevryden, ende te beſchermen jegens eenen ygelicken, by Rade onſer liever Suſter, ons raedts en der goeder Steden voor ons lieſs Broeders Kinde voorſz.

Ende elcken Man den armen als den rijcken, recht ende vonniſſe, reden ende beſcheyt te doen, op ſulcke goede couſtume ende recht als onſe lieve Ouders voor tijts 't Lant ende ſteden geregeert hebben, ende beleyt als recht is ende couſtume in den Landen ende Steden, ende nemen des Alinge by onſer liever Suſter, Ridderen ende Knapen, Steden ende gemenen Luyden, te blyven mit alle onſe vermogen.

Voort geloven wy by Rade onſer liever Suſter ons racts en den goeden Steden ons lieſs Broeders ſchult te vergelden en te betalen na onſen vermogen, ſo dat die koopluyden van ons lieſs Broeders Landen mit gantſcher vryticheyt varen ende keren mogen.

Voort alle twiſtelicke ſacken of van alle geſchillen die in den Lande weſen mogen van Heeren of van Steden van eenige luyden, of van goede, die ſalmen verlijcken. Ende waer eenich geſchil van goede of anders, datmen niet verlijcken mocht noch en konde, dat ſelmen an die heerlicheyt bewaren, gelijck mede doen onſe lieve Broeder in goede pointe was, totter tijt datmen 't vroet is, mit beſcheyden neder te leggen, na den rechte van den Lande.

Voort ſoo geloven wy in goeder trouwen ons lieſs Broeders Lant ende Steden, by onſer liever Suſter, onſer rade ende goeder Steden tot ons lieſs Broeders ende onſer Suſter behoef, ende van haren wegen, alle Ruwaert voorſz is, te bewaren ter tijt toe dat onſe lieve Broeder in goede ſtaet is ſelve ſijn Lant te bewaren, ende dan ſullen wy ende geloven onſe hant af te trecken, ende onſen lieven Broeder en Suſter haer Lant ongelaſt van ons over te geven, ſonder eenich wederſeggen.

Voort ſo ſullen wy onſe lieven Broeder ende Suſter boir Hoff-ſtadt houden in den Hage, ſo beſeth mit ſulcke koſte ende gheſinde, datter Lant des koſt geweſen mach, ende daer in ons lieſs Heeren en Broeders eere, ende onſer liever Suſteren haren ſtaet bewaert mogen blyven. Ende onſe lieve Suſter ſal houden van horen geſinde die hoor genoegen, ende diergelijcke ſullen wy by ons hebben en houden ſulcken raedt, die ſeeckeren ende ſweren ſullen, geenen partye te dragen noch te houden in den rade, anders dan ons lieſs Heeren ende Broeders onſer lieve Suſter en onſe eer daer in bewaert blyve, ende die Landen in ruſte, ende in evengelijcke rechte ende vonniſſe geſchien in Landen en in Steden.

Ende alle Hantveſten, Brieven, ende Privilegien gehouden werden, diemen van onſe Voor-Vaders ende ons lieſs Broeders Grave van Hollandt, die redelick ende mogelick gekregen zijn, ſonder eenich argeliſt daer in te ſoecken, ende yegelicken ſijns rech-

ANS de J. C. 1358.

Nous ALBERT *par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, Grand Bailly des Comtez de Hainaut, Hollande, Zélande, & de la Seigneurie de Frise, savoir faisons à tous que pour l'utilité du Duc* GUILLAUME *nôtre cher frére, Comte desdits Pays, que Dieu veuille preserver, & pour le profit commun & le repos de ses Pays & sujets, & à la requisition & priére de nôtre susdit frere, & de nôtre sœur Mathilde de Lancastre, Dame des susdits Pays, & par son conseil, sommes venus en ce Pays de Hollande, & avons accepté & acceptons par l'avis & à la sollicitation de nôtre susdite sœur, la charge de Bailly, de Surintendant, & de protecteur sur tous les Pays de nôtre dit frére, & sur ses biens & sujets, susdits en la maniére & aux conditions cy dessous specifiées.*

En premier lieu nous avons promis & promettons en bonne foy, de regir & proteger contre un chacun nôtre chere sœur susdite & les enfans & gens de nôtre frere susdit par l'avis de nôtre chere sœur, de nôtre Conseil, & des bonnes villes pour le cher enfant de nôtre frére.

Et de rendre justice tant aux pauvres qu'aux riches selon la bonne coutume & le droit que nos peres ont gouverné cy devant le Pays & les Villes, & en prenant les avis de nôtre chere sœur, des Chevaliers, Ecuyers, Villes & Communes, que nous observerons de tout nôtre pouvoir.

En outre nous promettons par l'avis de nôtre chere sœur, de nôtre conseil, & des bonnes Villes d'acquitter & de payer les dettes de nôtre cher frére, suivant nôtre pouvoir, en sorte que les marchands des Païs de nôtre cher frere puissent aller & venir en toute sureté.

De plus on accordera tous les différens qui peuvent être dans le Païs concernant les Seigneurs, ou les Villes, ou les personnes, ou les biens. Et s'il y avoit quelques differens touchant les biens ou autrement qu'on ne pût accommoder, cela sera reservé à la Souveraineté, comme si nôtre cher frére étoit en bon état, pour être ajustez avec discretion selon le droit du Païs.

Nous promettons aussi en bonne foy que par l'avis de nôtre chere sœur, de nôtre Conseil & des bonnes Villes, nous conserverons, comme grand Bailly susdit, le Païs de nôtre cher frere à son profit & au profit de nôtre sœur, jusques à ce qu'il soit en bon état, & qu'alors nous nous en desisterons, & rendrons ledit Pays à nosdits frere & sœur, sans charge & sans contradiction.

En outre nous tiendrons la Cour de nôtre cher frére & de nôtre chére sœur qui est à la Haye en l'état honorable qui leur est convenable & autant que les dépenses du Pais & de la maison y pourront fournir; & afin que leurs états puissent être maintenus. Et nôtre chére sœur retiendra ceux de sa maison qu'elle trouvera à son contentement; & semblablement nous tiendrons près de nous un tel conseil qui affirmera & jurera de ne point tenir d'autre parti dans les déliberations que celui qui regarde le maintien de l'honneur de nôtre cher Seigneur & frere & de nôtre chére sœur, & du repos des Pais & que la justice s'y fasse & dans les Villes équitablement.

Et seront aussi conservées les Chartres, Lettres & privilèges qui ont été donnés équitablement par nos ancêtres, & nos chers fréres les Comtes de Hollande, & ce sans aucune dissimulation, & l'on rendra à chacun ce qui lui appartient, & le conseil ne sera for-

ANS de J. C. 1358.

te, ende deſe rätt ſelmen nemen by nde onſer liever Suſter ons ende den goeden Steden.

Voort ſoo ſellen de gevangen vry ende quijt weſen aen beyden ſyden, Poorteren ende anders, van alle beloſten, brieven, ende voorwaerden, die ſy yemant daen mogen hebben, gelijck ſy waren doen ſy binnen Delft quamen, behoudelick dat ſy niemant die daer by waren geen arch doen, noch doen en ſellen, mit nde noch mit dade, ende daer ſellen die geene die gevangen waren recht over vede vaer ende toedoen mit horen openen brieven. Ende hier mede ſullen alle ſaecke verſoent zijn, die jegens ons of jegen yemant misdaen mogen weſen, van die ſaecken die tot Delft geſchieden, ende onſe lieve Suſter, ende wy ſullen onſen beſt daer in doen, dat wy den doottſlach an ons krygen die tot Delft geſchiede van Dirck Aderop, ende daer toe helpen dat verſoent werde.

Voort ſo geloven wy, waert dat onſe lieve Broeder afſlyvich worde, dat Godt verbieden moet, dat wy dannonſe lieve Suſter Duwarie maken ſoude by den Rade ende Stede, alſe redelick es, ende ander Vrouwen Gravinnen te Hollandt gehadt hebben, waer by dat ſy horen ſtaet behouden moge. Ende alle deſe ſaken ende voorwaerden ſellen weſen behoudelick onſen lieven Broeder Hertoge Willem, ende onſer liever Suſter Machtelt van Lancaſter al ſijnre Heerlickheden, haers rechts, ende haers ſtaets, Ridderen, ende Knapen, ende Steden, ende eenen yegelicken ſijns rechts. Ende om dat wy Machtelt van Lancaſtre, Gravinne voorſz dit vaſte ende ſtade meynen te houden, ſo hebben wy deſen brief open beſegelt mit onſen Zegele. Gegeven tot Rotterdam opten vj. dach in Maert in 't Jaer ons Heeren duyſent drie hondert acht en vijſtich.

mes que de l'avoir de nôtre chére ſœur & de ſes bonnes Villes.

Et outre ſeront les priſonniers rendus de part & d'autre; & eux auſſi bien que les bourgeois & autres, ſeront quites de toutes promeſſes, lettres & contracts qu'ils pourroient avoir fait envers quelqu'un, en ſeront déchargez comme s'ils étoient lors qu'ils vinrent a Delft, à condition qu'ils n'auront fait ni ne feront aucun mal à ceux qui y étoient, ni par conſeil ni par effet, & ceux qui étoient priſonniers en jugement par leurs Chartres, & par ce moyen ſeront toutes choſes appaiſées qui peuvent avoir fait tort à nous ou à quelques-uns de nos concernant les affaires qui ſe ſont paſſés à Delft. Et nôtre chere ſœur & nous ſerons nôtre mieux que la diviſion du meurtre de Dirck Aderop, qui a été fait à Delft, ſoit remiſe entre nos mains & ſoit appaiſé.

ANS de J. C. 1358.

Et s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que nôtre cher frere vint à mourir, nous promettons de traiter nôtre chere ſœur la Douairiére par le Conſeil & les Villes, comme il eſt raiſonnable, & comme les autres Comteſſes de Hollande l'ont été, afin qu'elle puiſſe entretenir ſon état: toutes leſquelles conditions ſeront obſervées, ſauf le droit de nôtre frére le Duc Guillaume, & de nôtre chére ſœur, leur Souveraineté, leurs droits, leurs Etats, Chevaliers, Serviteurs & Villes, & le droit d'un chacun: Et comme nous Mathilde de Lancaſtre Comteſſe ſuſdite entendons que ce que deſſus ſoit obſervé & demeure ferme & ſtable; nous avons fait ſceller ces préſentes de nôtre ſcau; Donné a Rotterdam le ſixiéme jour de Mars, l'an de nôtre Seigneur 1358.

CCCX.

ANS de J. C. 1358.

Hainault, Hollande, &c.

Acte par lequel LOUIS *Marcgrave de Brandebourg céde à* ALBERT *Comte Palatin du Rhin tous ſes droits ſur les Comtez de Hainaut, Hollande, Zélande &c. moyenant quelques reſerves, à ſon frére Albert Comte Palatin du Rhin. Fait à Boterſem près de Malines, le 24. Juin.* 1358. Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 6.

LODEWYCK de Rom. by Godts genaden Marchgrave van Brandenburg en van Luſtatien, des heyligen Corſtenrijcx overſte Camermeeſter, Palensgrave by den Rhijne ende Hertoge in Beyeren, bekennen opelicken mit deſen brieve om alle recht, voorwaerden, ende aenſprekinge, die wy op die heerlickhede ende Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende van Vrieſlandt, ende wes daer toe behoort, als een eerſt geboren Soon van der hooch geboren Princinne, Vrouwe Margriete, Gravinne van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Vrouwe van Vrieſlandt, onſer liever Moeder, die Godt genadich ſy, tot deſen dagen toe gehadt hebben, en vorent gehadt mogen hebben, dat wy daerom mitten hoochgeboren ALBRECHT Palensgrave by den Rhijn, ende Hertoge in Beyeren, onſen lieven Broeder, willentlicken mit goeder voorſienigheyt onſer Vrienden ende Raets, wel ende gantſchelicke over een gedragen, ende vriendelicke verſoent ſijn, met alſulcker beſcheydentheyt, waert dat die hoochgeboren Prince, Hertoge Willem, Grave van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieſlandt, onſe lieve Broeder afſlijvich worden, ſonder recht oir van hem te laten, ende ſijns niet meer weſen en ſoude, des Godt niet gehengen en moet,

CCCX.

ANS de J. C. 1358.

Hainault, Hollande, &c.

Traduction de ce Traité.

LOUIS *de Rom. par la grace de Dieu Marcgrave de Brandebourg, & de Luſace, grand Chambellan du St. Empire Romain, Comte Palatin du Rhin, & Duc de Bavière, confeſſons ouvertement par ces préſentes, à cauſe du droit que nous avons eu & avons ſur les Souverainetez & Païs de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de Friſe, & appartenances, comme fils aîné de haute Princeſſe Madame Marguerite Comteſſe de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & Dame de Friſe nôtre chere mere, à qui Dieu faſſe miſericorde; Que nous ſommes entrez en traité & accord avec* ALBERT *Comte Palatin du Rhin & Duc de Bavière nôtre cher frére, par le bon Conſeil & prudence de nos amis, & nous ſommes reconciliez amiablement, a ces conditions, ſçavoir, que s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que le Prince, & Duc Guillaume, Comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & Seigneur de Friſe nôtre cher frere vienne à deceder ſans laiſſer de légitimes héritiers de luy, qu'alors le ſuſdit Duc Albert nôtre cher frere & ſes héritiers hériteront des ſuſdites Seigneuries & Païs & de leurs dépendances. Et nous déclarons pour nous & nos héritiers & ſucceſſeurs, que nous renonçons par ces préſentes entiérement aux dites Seigneuries, Païs, & dépendances, & a tous droits que nous & nos*

ANS de J. C. 1358.

... Aelbrecht onſen lieven Broe-
... Erfgenamen vander voorſey-
... landen ende wes daer toe be-
... ende oit weſen ſullen. Ende
... le onſe erfgenamen en mako-
... over heerlijckheyden ende landen
... rt, ende van alle dien recht gn-
... aenſprekinge, die wy ende onſe
... en dage toe daer of ... hebben
... p gehadt moch ... hebben, of
... ende wel mit deſen brieve, alſoo
... en nacomelingen geen-
... voorwaerde, noch anſprekinge, mit-
... Prince Hertoge Aelbrecht ...
... lieven Broeder noch mit ... nen erf-
... die heerlijckheyden ende landen voorſz
... ... gewinnen en ... ll ... euwelicke in ...
... re w ... omen die heerſchap ... e ... orne
... aeſſchap van Zeelandt ... talle ...
... of der Vrouwen van V ... m geb ... cke
... die ... onſen lieven Broeder H ... oge Otte
... len, na dat die brieven ſpreken, die wy
... va ... boren Prince Hert ... Willem ...
... daer op hebben, behouden ons ... iije.
... ſchilden ... hexe renten, die wy nytter tollen te
Dordrecht jaerlicx hebben ſullen, als die brief daer of
hou ... e wy van Hertoge W ... len onſen Broeder
... n daer ... f, waer ook dat ſaecke dat onſe Broe-
der Her ... e Aelbrec ... moemt aſlijvich worde,
ſonder wi ... tacht ... lijckende boort, ſoo ſullen die
Landen voo ... an Holandt, van Zeelandt, ende van
Vrieſlandt komen, blyven, ende toebehoren, by or-
dinatie die onſe lieve Heere ende Vader, die Keyſer,
die Godt genadich ſy, daer of mit ſijnen brieve ghe-
maeckt geſchreven ende mit ... nen eygen Zegel heeft
bezegelt daer ons ſelfs Zegel ook aen hanget. In
oirconde deſen brief bezegelt mit onſen Zegelen. Ge-
geven tot B ... erſem by Machelen op St. Jans dach
Baptiſtæ, in't jaer ons Heeren Duyſent drie hondert
acht en vijfuch.

... nos heritiers y pourrions avoir ou y auriens eu juſques a préſent; enſorte que nous ni nos héritiers & ſucceſ... ne J. C. ſeurs n'en formerons aucune demande contre ledit Prin- 1358.
ce Duc Albert notre frére, ni contre ſes héritiers, excepté la Seigneurie de Voorne & le Bur ... ravius de Zélande avec leurs dépendances ... s'il venoit faute de la Dame de ... rne, leſquels alors nous avendroient, & a ... tre cher frére le Duc Otton, ſelon ce que portent les Lettres que nous avons du Prince Duc Guillaume nôtre ... her frere, nous réſervant le ... ſchilden de rente annuelle, que nous tirerons annuellement de la Douane de Dordrecht, comme portent leſdites Lettres que nous avons du Duc Guillaume nôtre frere. Et ... it auſſi que nôtre ... rere le Duc Albert ſuſdit vint a mourir ſans ... des héritiers l'autres, leſdi ... ende ... e Fr ..., avendront de-
meur ... t ... apparte ... ront alors l'ordonnance qu'a ... impereur, a qui Dieu faſſe miſeri ... de par ... Lettres faites, écrites & ... de ſ ... p ... & auquel nous y avons auſſi mis le nôtre. En témoin ... equel nous avons ſcellé ces préſentes de nôtre ſ ... a Boterſem près de Malines le jour de Saint Jean B ... e, l'an de nôtre Sei ... 8.

CCCXI.

ANS de J. C. 1359.

Luxembourg.

[a] G. G. Leibnitz met ce Traité ſous l'année 1352. Mais d'autres diſent que le Comté de Luxembourg ... érigé ... ce ... le 1. Mars, 1354.

... de l'Empereur CHARLES IV *... erige le Comté de* LUXEMBOURG *... Duché en faveur de* WENCESLAS *... ere.* (a) *Sans date.* G. G. Leibnitz. ... cis Diplomatici. pag. 207.

KAROLUS Illuſtri Duci * gratiam. Sceptri-
... a Cæſareæ dignitatis ſublimitas, ſicut in in-
... bus poteſtatibus & auctoritatibus elatione
præ ... ut commiſſos ſibi fideles optimè gubernet
con ... præſidio; quo thronus regius tanto ſolidi-
detur ..., & ubique ... proſperitate profi ..., qu ... indeficienter ſuæ virtutis domina ... be-
... munere ſubditur in ſubjectos. ... coruſca-
... regalis ſo ... nobiliter ille ... velut à ſo-
le ... res fidelium ſtatus & conditiones il-
... lucis integritas inviolati luminis de-
tri ..., imò amplioris utique ſcintillan-
tis jub ... to dec ... re perfunditur, dum in eis-
cuttu ... ſtrium Principum numerus
... m fe ... dangetur.
... multiplicis meriti probita-
tionis inſignia, quibus tu, & pr ... progenitores tui Domus Lucen-
... Romanum Imperium dignis
... oribus enerari, il ... im etiam
... amorem, quo ad Imperii procu-
... ris attentius regiæ conſidera-
... ... mpentes, animo deliberato,
ſano etiam venerabilium Epiſcoporum, & ... m
Baronum ... Procerum Imperii prædicti accedente
conſil ... Frater ca ... m, non carnalitatis affec-
tu, ſed originis tuæ nobilitate poſcente, permoti,
cum hæc latitudo Dominii & ampla ſubjectæ tibi di-
tionis ſpatia, & int ... meratæ ... tuæ univerſitatis &
populi, quo vetu ... jam ... ſacrum honoraverint
Imperium ... to ... ber ... ndie ... mi-
ne Domin ... Salvato ... quo ... honor
& prin ... parus proven ... illuſtravimus,
il ... ſtramu & in ... m ... & Ducem ſubli-
mavimus, ereximus ..., R ...
manæ Regiæ ... mnit ... ne pom ..., dec ...
expreſ ..., tu, hæred ... & ſucceſſores tui ...
perpetuo omni di ... te ... a e, jure, poteſta-
te ... ..., & ... gaudere debea-
tis & f ... ... aliiſque Imperii Princi-
pes & nomi ... uſtres freti ſunt hactenus, &
eotidie potiuntur. ... que ... oppida, caſtra,
muni ... vil ... rovin ... as, diſtrictus, montes,
ol ... omnibus ſilvis, rubetis, pratis,
aquis, ... urſibus, paſcuis, piſcinis, pi ...
caturis theloni ... ludæi ... monetis, ju ... ban-
... ve inhibiti ... v ... m, quas
... ltpane nomi ..., & pœnis inde ſ ...
conſuetudine vel jure, Baronibus, Baroniis,
feudatis v ... vaſſallagiis, militibus, clien ...
... bu ... n ... l ... & plebeis, ru ... l,
... ncolis, pau ... ... hvinibus, & om ... bus eorum
pertinentiis, ... cut pra ... a ... rum quel ... bet la ... udo dominii tui comprehend ... in ... erum Pr ... cipatum
& Ducatum L ... ximus & ... eximus, inſignimus, ... ac

ANS de J.C. 1359.

ac de prædictæ regiæ potestatis, lenitudine decoremus: tibi illustri Duci decet Ducatum sive Principatum honoribus, juribus, præeminentiis admodum Ducatus sive Principatus ab illustribus Romanum Imperium tenentur, vel tenentur

(a) Du croit qu'il faut lire

CCCX

Paix

Duc

pair

de France

Fait à

G. G. L

Dep

EDouard

A tous ceux

Comte de Kay, fon

de

ix ſt

B

de C

§. Premierement le Roy d'Angleterre

ce qui lui appartient en Guienne & en

lui, & pour ſes heritiers perpetuellement

teſte choſe qui enſuit, c'eſt aſſavoir par la maniere, que le Roy de France ou aucun de

ſtres Rois de France les tiendront, c'eſt à ſçavoir

vera, ce qui en dit mainte & par

terres & maniere au deſſus eſclarcy, la cité & le Chaſtel & le Comté de Poictiers, & tout le

le pays de Poitou enſemble les fiefs de

terre de

& toute la terre & le pays de Xaintonge deçà & par de

Charente: la cité & le haſtel d'Angoulême & la terre

le d'Agenois: la cité & haſtel de Cahors & toute la Comté Perigort & la terre & le pays de Perſigueux; la cité, le Chaſtel & toute la Comté de Limoges, la terre & le pays de Limoſin; la cité & le chaſtel de Calours & la terre & le pays de Caurſin; la cité & haſtel & le pays de Tarbes, & la terre, le pays & Comté de Bigorre. La Comté, la terre & le pays de Gaure; la cité & le chaſtel d'Angoulême, & la Comté & la terre & le pays de Rovergue, s'il y aucuns Seigneurs comme le Comte de le Comte d'Armagnac, le Comte de l'Isle, le Comte de le Vicomte de Limoges, qui tiennent aucunes terres, lieux ded

des dits lieux tiennent hommage

Angleterre & aus autres ſervices & d

& leurs terres ou lieux en la maniere, que

fait au temps paſſé.

§. 2. Item aura le Roy d'

Roy d'Angleterre ou au

de Mon

ſe la &

§.

de

& appartenances,

Roy d

les rendre

An

par

mais

Roy

An

en avoient

(a) C'eſt un Village à une lieue de Char-

mains du Roy de
rendre. Au
num , au

A
terre
c

rivies
C
de C
centro
tueusement la monnoye & [illegible]ique
& toutes a[illegible]enances.
dict Roy d'Angleterre
tout entierement
les terres, chasteaux,
hommages,
comme Con[illegible]e
ier les
u temps de
& bonnes gens e[illegible]ans
Comté de
de Ca[illegible] &
ieux
Roy
obei
Ro de
nes, u
ur
te. T
Mer
Ca-
ent
precedent,
Angleterre
en
exceptes
hers
Eglis
q
rero t aux
entierement
elque pa
ents
is, au
ex
ept
les
ages des aut
ns de pa
de Merk &
de Calais,
is hors la vil
de Calais
jusques à la va-
de c
livres de
an de la monnoye cou-
du pays & au dess
lesquels
ritages leur
au dess
m
le
en sa dic-

au Roy
A
er
, &
aux
en
tous le do-
nt, &
nt plainement,
ur
des conf
ons
tes & bornes
pr
hain pre
.
est acc
le
R
An
le
urs auront &
t
es Isles
terr s, pa
&
avant nommez
outes les autres,
uelles le
y d'An-
à present.
accordé est,
le Regent, pour
tous
le
successeurs au plustost q
& au plustost dedans la
v
nt un an. rendro
au
Roy d'Ang
&
ont
ences, ho
es,
, ero
im
,
orts
l
c, &
re
etez, & tout
qu'
t avoir,
en
,
x R
&
pou
terres, pay

avant nommez & de toutes leurs appartenances dependances
e part qu'ils seront & chacune d
cell
y retenir à eux ne
leurs hoirs &
Roys-ne
la Couronne de France.
Roy & son aisne fils pa
à tous Archevesques, E
ues
s de sa
ne &
ly ax
, Ba
nobles, citoyen
des citez Comtez, terre, pays,
nommez qu'ils obeissent au Roy
& à se
& en leur certain cont-
, en la maniere accoultumee, qu'ils ont
R
, &
de France, & par
& soudront au
de tou
de hom-
promo
Couronne de France,

§.
el R
d'A
terre
aux
ses pays,
me-
& dependa
, tenir à
hours
e &
collement en d
; par
m
n
E
C
Isles
el
ré
&
ue en-
re, allec
&
qes
tr
ou
France
me
en gà,
&
so
tou-
les
, al
nt des ores
& seront m
t tout au neant, &
ées, cassées
& annul
; & toutes choses ainsy d
nées, alienées
e front
meot & d
& bar
Roy d
& à
pecial
me mener
au R
Angleterre depu
au l
e l'on pour
tard
la Saincte
R y
lement
que
us st
hi
mourra e
for
re
dessus
e
, & t
l
n
aux
ce
en
cy d
us d'et
ment
comme
ment

§.
R
d'
mez C
u
t
s R
An
t & only com-
le R
t
ne
t à pre-
sent.

§
de
ctes
ment
Roys
d
au
t
soit
t
R
An
rre,
t
l R
c
jour
an
m
R
au
l.

§
est, qu
dict R y de
n.
R
t
eux &
leurs
urs ter
,
,
st
pourra
,
ma en ir, &
s la Sainct
Michel prochain venant en trois, rendront & paye-

ront

ANS de J. C. 1360.

vont au dict Roy d'Angleterre & à tous leurs hoirs & successeurs, & transporteront en eux tous les honneurs, regalitez, obeïssances, hommages, vassaux, fiefs & sermens, reconnoissances, sumens, droicture, mere & mixte imperio, toutes manieres & jurisdictions hautes & basses, ressorts & seigneuries qui appartiennent & appartenoient, ou pourroient appartenir en aucune maniere aux Roys & à la Couronne de France, ou à aucune autre personne dessus R. & de la Couronne de France, en quelq. Comtez, Citez, Chasteaux, terres, lieux avant nommez, ou en aucuns d'eux appartenances & appendances quelconques, nes, vasseaux ou fiefs Princes, D., Comtes Ar. & Evesques & autres Prelats d'. bles & autres quelconques à hoirs & successeurs de la Cou. autres, que et. tenir ou. ieux pquoy ils, leurs ho. sur. uns R. Fran. o. ne qu. f. & de la Couro. F. aucune chose pourro. Angier. ade au m. adver. sur le Roy d'A. hors. urs ou sur aucun des V. ut av. , & il Au. e tous a. nou. personnes & l. curs. seront homm. & du. & tous fe. qu. le Roy. Angleterre s. hoir. ucesseurs t. les personnes, Citez, Comtez, terres, pais, Chasteaux & lieux avant n. ez, & ut. appartenances & appendanc. ont, & à demoureront plainement, . nt & p. chement en leur Seigneurie, , c. ance, ligeance & subjection, R. ne les v. & ni. en. E que R. d'Ang. s. l. leur & ap. hes avant comme Serg. mme au Roy au R. , sans tre. n ou e aucune hommages, , emps adux R. s, ne à s Citez, Comtez, Chasteaux, pais, x & personnes ayant ez ou a ne ls.

§. 12. (a) Item est accordé, que le Roy de France ne ses enfans renonceront expressément aus ressorts & souveraunetez, & à tout le droict qu'ils ont & peuvent avoir en toutes les choses, qui par le present traité doivent appartenir au Roy d'Angleterre. Et semblablement le Roy d'Angleterre & son filz renoncent expressément toutes les choses, qui par ledit traité doivent appartenir ne estre baillées au Roy d'Angleterre, & à ses demandes, qu'il face le Roy au nom & au de France, & à hom. du Duché de N. D. des Comtez d'A. Lyn. get, & souveraunetez du p. Comté à autres demandes le R. au Roy de F. pour quelque sont tenus & ex. t. mo. An. & à . . . . . chez . . . d'. . . & quand les . . . ordonneront les R. . . assemblez.

(a) Cet article fut entierement ôté de ce Traité corrigé à Calais, quand les deux Rois y furent ensemble, & le précedent qui est l'onziéme, corrigé comme on le verra ci-aprés.

§. 13. Item est accordé ainsi . . . seront traitté . . . re plus brievement ac. . . le R. . . terre sera amener le Roy d'. . . s sepmaines apres Nat. . . prochain venant, cessant to. . . su. . . du R. d'An. . . Roy d'. . .

. . . accord que le R. . . payera R. . . ngleterre . . . mila. . . un . . . y . . . en . . . R. . . . . à . . . pt . . . Fr. . . Calais, & . . . d. . . en pa. . . quat. . . us . . . dessus . . . en la . . . Angleterre, & dessors an. . . n ensuivant . . . t . . . yez quatre c. . . es. . . mme devant . . . la dite . . . , jusques à tant . . . ons . . . ont payez.

§. 15. Item est accordé, que par payant les . . . à Calais & par baillant les hostages . . . nommez au Roy . . . leterre dedans les quatre . . . mpte, depuis que le Roy de France era . . . Calais, comme dit est, la ville, le chastel . . . de la Roche. . . appartenances & . . . * la personne du dit R. y sera delivre de . . . son, . . . franchement partir de Calais, . . . à son pouvoir sans aucun empeschement. Mais . . . e . . . armer, ne ses gens contre le Roy d'Angleterre . . . jusques à tant qu'il ayt accomply, ce qui est . . . nu de . . . par . . . present Traitté. Et sont hostages tant prisonniers pris à la bataille de Poitiers, comme autres, qui demoureront pour le Roy de France ceux qui ensuivent: Messire Louis Comte d'Anjou, Messire Jean de Poictiers fils du Roy . . . Fran. . . le Duc d'Orleans frere du dit R. . . , le Duc de Bourbon, le Comte de Blois, ou son frere le Comte de Sainct Paul, . . . re d'Alençon, ou Monseigneur Pierre d'Alençon son . . . , le . . . om. . . de . . . ar. . . urt le Comte . . . Portien, le Comte . . . Valentinois, le Comte . . . ene, le Comte de Vaudemont, le Comte . . . e Forest, le Vicomte de Beaumont; le Sire de . . . ouy, le . . . de Vienne le . . . re de Preaux, le Sire de Sainct Venant, le Sire de Garencieres, le Dauphin d'Auvergne, le . . . re de Hangest, le Sire de Montmorency, Monsieur Guillaume de Craon, Messire Louis de H. . . court, Monsieur Jean de Ligny. Les noms des . . . sonniers sont ceux: Me. . . Philippes de France, le Comte d'Eu, le Comte . . . eville, le Comte de Ponthieu, le Comte . . . Joigny, le Comte de Sancerre, le Comte de Dammartin, le Comte de Ventadour, le Comte de S. . . bruch, le Comte d'Auxerre, le Comte de Vendosme, le Sire de Craon, le Sire de Dam. . . t, le M. . . al de Danchan, le Sire d'Aubigny.

§. 16. Item est accordé, que dessus dits . . . sonniers, qui viendront . . . en hostage pour R. . . de France, comme . . . est, seront parmenez . . . de leur prison, sans . . . yer aucune rançon, par . . . par . . . de M. . . se . . . hors d. . . deden. . . la Sainct . . . sera pas qui . . . R. y e. . . pris. . . ou . . . er. . . urne par deffault de . . .

§. . . en lieu d. . . C. . . ou qu. . . hors d. . . R. d. . . France s. . . t ou au. . . quatre m. . . le Bailly d'Amiens le . . .

ANS de J. C. 1360. Omer en sera fur ce par les lettres du Roy d'Angleterre certifiez; & pourra le Roy de France à son partir de Calais avnir à sa Compaignie dix des hostages tels comme les deux Roys accorderont, & souffrira que des quarente dessus dicts en demeure jusques au nombre de trente.

§. 18. Item est accordé que le Roy de France envoye dedans troisnois apres qu'il sera departy de Calais, en hostage quatre personnes de la ville de Paris, & deux personnes de chacune des villes, dont les noms s'ensuivent, c'est à sçavoir: Sainct Omer, Douay, Arras, Tournay, Amiens, Reims, Beauvais, Chaalons, l'Isle, Troyes, Chartres, Thoulouze, Lyon, Orleans, Compiegne, Rouen, Caen, Tours, Bourges, les plus suffisans des villes, pour l'accomplissement de ce present Traitté.

§. 19. Item est accordé, que le Roy de France sera amené d'Angleterre à Calais pour quatre mois apres sa venue; mais il n'en payera rien pour le premier mois, pour cause de sa garde; & pour chacun des autres mois ensuivans, qu'il demourera à Calais pour default de luy ou de ses gens, il payera pour ses gardes dix mil reaux tels comme ils courent à present en France devant son partir de Calais, & ainsy au futur du temps, qu'il y demourera.

§. 20. Item accordé est que plustost que faire se pourra dedans l'an prochain, apres ce que le Roy de France sera party de Calais, Monsieur Jean Comte de Montfort aura la Comté de Montfort avec toutes les apertenances, en faisant hommage lige au Roy de France & service en tous cas tel comme bon & loyal Vassal lige doibt faire à son Seigneur lige à cause de la dicte Comté; & ainsi luy seront rendus ses autres heritages, qui ne sont mie de la Duché de Bretaigne, en faisant hommage ou autre debvoir qu'il appartiendra; & se il veut aucune chose demander en aucuns des heritages, qui sont de la dicte Duché hors du pays de Bretagne, bonne & brieve raison luy en sera faicte par la Cour de France.

§. 21. Item sur la question du Domaine du Duché de Bretagne, qui est entre le dict Monsieur Jean de Montfort d'une part, & Monsieur Charles de Blois d'autre part; accordé est, que les deux Roys appellants par devant eux ou leurs Deputez especiaux, s'enformeront du droict des parties, & s'efforceront de mettre les parties d'accord sur tout ce, qui est en debat entre eux au plustost qu'ils pourront. Et au cas que les dits Roys par eux ne par leurs Deputez ne les pourront accorder dedans un an prochain, apres que le Roy de France sera arrivé à Calais; les amis d'une part & d'autre s'enformeront diligemment du droict des parties par maniere, que dessus est dict, & s'efforceront de mettre les dictes parties d'accord au mieux, que faire se pourra au plustost, qu'ils pourront; & se ils ne les peuvent mettre d'accord dedans demy an, adonc prochain ensuivant, ils rapporteront aus dicts deux Roys, & à leurs Deputez tout ce qu'ils en auront trouvé sur le droict des parties, & sur quoy le debat demourera entre les parties. Et adonc les deux Roys, par eux & par leurs Deputez especiaux, au plustost qu'ils pourront, mettront les dites parties à accord, ou diront leur final advis sur le droict d'une partie & d'autre, & ce sera executé par les deux Roys; & au cas qu'ils ne le pourront faire pendant demy an dessors ensuivant, adonc les deux parties principaux de Blois & de Montfort seront ce que mieux leur semblera, & les amis d'une part & d'autre aydеront quelque part, qu'il leur plaira, sans empeschement des dicts Roys, & sans avoir en aucun temps advenir dommage & blasme ne reproche par aucun des dits Roys pour la cause dessus dicte. Et se ainsy estoit que l'une des dictes parties ne voulsist comparoir souffisamment devant les dicts Roys ou leurs Deputez au temps que ly sera estably; & aussy au cas que les dits Roys ou leurs dicts Deputez auroient ordonné & declaré, que les dites parties fussent à accord, & qu'ils auroient dict leurs advis pour le droict de l'une des parties, & aucune des parties ne se voudroit accorder & obeir, * mais en nul cas les deux Roys en leurs propres personnes ne par autre ne pourront faire ne entreprendre guerre l'un à l'autre pour la cause devant dicte & tousjours demourra la dicte Souveraineté & hommage de la dicte Duché au Roy de France. ANS de J. C. 1360.

§. 22. Item que toutes les terres, villes, pays, chastels & autres lieux baillez aus dicts Roys seront en telles libertez & franchises comme elles sont à present, & seront conservez par les dicts Seigneurs Roys ou par leurs successeurs, ou par chascun d'eux, toutes les fois qu'ils en seront sur ce deuement requis, se contraires n'estoient à ce present accord.

§. 23. Item le dict Roy de France rendra ou fera rendre & restablir à Monsieur Philippes de Navarre, & à tous ses adherans, en aprés & au plustost, que l'un pourra sans malengin, & au plustard dedans un an, aprés ce que le Roy sera party de Calais, toutes les villes, chasteaux, fortereſſes, Seigneuries, Rentes, droicts, profficts, Jurisdictions & lieux quelconques, & que Monsieur Philippes tant pour cause de luy, que pour cause de sa femme, ou de ses adherants tindrent ou doibvent tenir au Royaume de France. Et ne leur sera le dict Roy reproche ne dommage, ne empeschement à cause, ne pour aucune chose faicte devant ces heures, & leurs pardonra toutes offenses & mesprisement du temps passé pour cause de la guerre. Et sur ce auront ses lettres bonnes & souffisantes, si que Monsieur Philippes & ses devant dicts adherants retourneront en son hommage & luy facent les devoirs & luy soient bons & loyaux Vassaux.

§. 24. Item est accordé que le Roy d'Angleterre pourra donner cette fois seulement à qui il luy plaira en heritages toutes les terres & heritages qui furent de Messire Godefroy de Harcourt à tenir du Due de Normandie ou d'autres Seigneurs, de qui elles doibvent estre tenues de raison parmy les hommages & services anciennement accoustumez.

§. 25. Item est accordé que nul homme ne pays qui ayt esté en l'obeissance d'une partie, & viendra par cet accord en l'obeissance de l'autre, ne soit empeschié pour chose faicte au temps passé.

§. 26. Item que les terres des Bannis de l'une partie & d'autre, & aussy des Eglises de l'une partie & de l'autre des Royaumes, & tous ceux qui sont desheritez & ostez de leurs terres, ne chargez d'aucune pension taille ou redebvance, ou autrement grevez pour quelque maniere, que ce soit, pour cause de cette guerre, soient restituez entierement en hiesmes droicts & possessions, qu'ils eurent devant la guerre commencée, & que toutes manieres & forfaictures, trespas ou mesprisons faictes par eux ou aucun d'eux en moyen temps soient du tout pardonnez; & que ces choses soient faictes le plustost, que l'on pourra bonnement, & au plus tard dedans un an prochain, aprés que le Roy sera party de Calais; excepté ce que dict est en l'article de Calais & de Merk, & des autres nommez au dict article; excepté aussy le Vicomte de Fronsac & Monsieur Jean de Gaillard, lesquels ne seront point compris en cet article, mais demeureront leurs biens, & heritages en l'estat, qu'ils estoient auparavant ce present Traitté.

§. 27. Item est accordé, que le Roy de France delivrera au Roy d'Angleterre le plustost qu'il pourra bonnement, & donra au plus tard dedans un an prochainement venant apres son departir de Calais, toutes les Citez, Comtez, toutes les villes, pays & autres lieux dessus nommez qui par ce present Traitté doibvent estre baillez au Roy d'Angleterre.

§. 28. Item est accordé, que en baillant au Roy d'Angleterre ou à autre pour luy par especial Deputez, les villes, fortereſſes & toute la Comté de Ponthieu, les villes & fortereſſes & toute la Comté de Mont-

ANS de J. C. 1360. Montfort, la Cité & le chaſtel de Xainctes; les Chaſteaux, villes & fortereſſes & tout ce que le Roy tient en domaine au pays de Xainctonge de ça & de là la Charente; le chaſtel, la cité d'Angouleſme, & les chaſtels fortereſſes & villes, que le Roy de France tient en domaine au pays d'Angoulmois, avec les mandemens, delaiſſemens des foy & hommage; le Roy d'Angleterre à ſes propres couſts & frais delivrera toutes les fortereſſes priſes & occupées par luy par ſes ſubjects, adherans, alliez, és pays de France, de Touraine, d'Anjou, du Maine, de Berry, d'Auvergne, de Bourgongne, de Champagne, de Picardie & de Normandie, & de toutes les autres parties, terres & lieux du Royaume de France; excepté celles du Duché de Bretaigne, & des pays & terres, qui par ce preſent Traitté doibvent appartenir & demeurer au Roy d'Angleterre.

§. 29. Item eſt accordé que le Roy de France ſera bailler & delivrer au Roy d'Angleterre ou à ſes hoirs & Deputez, toutes les villes, Chaſteaux, fortereſſes, & autres terres, pays & lieux avant nommez avec leurs appartenances aux propres frais & couſts du Roy de France. Et auſſi s'il y avoit aucuns rebelles & deſobeiſſants de rendre, bailler & reſtituer audict Roy d'Angleterre aucunes Citez, Chaſtels, villes, pays, lieux & fortereſſes, qui par le preſent Traitté luy doibvent appartenir; le Roy de France ſera tenu de les faire delivrer au Roy d'Angleterre à ſes deſpens. Et ſemblablement le Roy d'Anglererre ſera delivrer à ſes deſpens les fortereſſes, qui par ce preſent Traitté doibvent appartenir au Roy de France, & ſeront tenus les dits Roys & leur gens à leur entrayder, quand à ce requis en ſeront aux gages de la partie, qui le requerra, qui ſeront d'un florin de France par jour pour Chevalier, & demy florin pour eſcuyer, & pour les autres au ſuer *, & au ſurplus les doubles gages; & eſt accordé, que ſe les dits gages ſont trop petits, en eſgard aux marchez des vivres du pays, il en ſera en l'ordonnance de quatre Chevaliers pour ce eleuz, c'eſt à ſçavoir deux d'une partie & deux d'une autre.

§. 30. Item eſt accordé que tous les Archeveſques, Eveſques & autres Prelats de Saincte Egliſe à cauſe de leur temporalitez ſeront ſujets de celuy des deux Roys, ſoubs qui ils tiendront leur temporalité, ſoubs tous les deux Roys ils ſeront ſubjects à tous les deux Roys pour la temporalité, qu'ils tiendront ſoubs chacun d'iceux.

§. 31. Item accordé eſt, que bonnes alliances, amitiez & confederations ſoient faictes entre les deux Roys de France & d'Angleterre & leurs Royaumes, en gardant l'honneur & la conſcience de l'un Roy & de l'autre, nonobſtant quelconques confederations, qu'ils ayent deçà & delà avec quelconques perſonnes, ſoit d'Eſcoſſe & de Flandres & autres pays quelconques.

§. 32. Item accordé eſt, que le Roy de France & ſon aiſné fils le Regent pour eux & pour leurs hoirs Rois de France, ſi avant qu'il pourra eſtre faict, ſe declairront & departiront du tout des dites confederations, qu'ils ont avec les dits Ecoſſois, & promettront ſi avant que faire ſe pourra, que jamais eux ne leurs hoirs, ne les Roys de France, qui pour le temps ſeront, ne donneront ne ſeront au Roy ne au Royaume d'Eſcoſſe ny aux ſubjects d'iceluy preſent advenir, ayde, confort, ne faveur contre le dict Roy d'Angleterre, ne contre ſes hoirs ne ſucceſſeurs, ne contre ſon Royaume, ne contre ſes ſubjets en quelque maniere, & qu'ils ne ſeront autres alliances avec les dits Ecoſſois en aucun temps advenir encontre les dits Roys & Royaume d'Angleterre: & ſemblablement, ſi avant que faire ſe pourra le Roy d'Angleterre & ſon aiſné fils ſe declairront & departiront du tout des alliances, qu'ils ont avec les dits Flamands en aucun temps advenir contre les Roys & Royaume de France.

§. 33. Item eſt accordé, que les collations & provitions faictes d'une part & d'autre, des benefices vacants tant comme la guerre a duré tiennent & ſoient vallables; & que les fraiz, iſſues & revenuz, receuz & levez de quelques benefices & autres choſes temporelles quelconques édicts Royaume de France & d'Angleterre par l'une partie & par l'autre durant les dittes guerres, ſeront quittez de part & d'autre.

§. 34. Item que les Roys deſſus dicts ſeront tenuz de faire confirmer toutes les choſes deſſus dites par noſtre Sainct Pere le Pape, & ſeront baillez par ſerments, ſentences & cenſures de Cour de Rome & tous autres lieux en la plus forte maniere, que faire ſe pourra, & ſeront empetrées diſpenſations & abſolutions & lettres de la ditte cour de Rome touchant la perfection de ce preſent Traité; & ſeront baillées aux parties au pluſtard dedans trois ſepmaines, apres que le Roy ſera arrivé à Calais.

§. 35. Item que tous les ſubjects deſdicts Roys, qui vendront eſtudier és eſtudes & univerſitez des Royaumes de France & d'Angleterre jouiront des privileges & libertez des dittes eſtudes & univerſitez, tout ainſy qu'ils pouvoient faire avant ces preſentes guerres, & comme ils le font à preſent.

§. 36. Item eſt accordé, afin que les choſes deſſus dictes traittées & paſſées ſoient plus eſtablies, fermes & vallables, ſeront faicts & donnez les fermens qui s'enſuivent. C'eſt à ſçavoir lettres ſeellées de ſeaux des dicts Roys & aiſnés fils d'iceux les meilleures qu'ils pourront faire & ordonner par leurs Conſeils; & jureront les dicts Roys & leurs enfans aiſnez & autres enfans, & auſſy les autres des lignages des deſſus dicts Seigneurs & autres grands des dits Royaumes, juſques au nombre de vingt de chacune partie; qu'ils tendront & ayderont à tenir pourtant comme à chacun d'eux touchent les dittes choſes traittées & accordées, & accompliront ſans jamais venir au contraire ſans fraude & ſans malengin, & ſans faire nul empeſchement. Et s'il y avoit aucuns du Royaume de France & d'Angleterre, qui fuſſent rebelles, ou qui ne vouliſſent accorder les choſes deſſus dittes, les dits Roys ſeront tout leur pouvoir de corps & de biens & d'amis, de mettre les dicts Rebelles à obeiſſance, ſelon la forme & teneur du dict Traitté. Et avec ce ſe ſoubmettent les dits Roys & leurs hoirs & Royaumes à la correction de noſtre Sainct Pere le Pape, afin qu'il puiſſe contraindre par ſentences, cenſures d'Egliſe & autres voyes deues, celui qui ſera rebelle, ſelon ce qu'il ſera raiſon. Et parmy les fermetez & ſeuretez deſſus dites, renonceront les dits Roys & leurs hoirs par foy & par ſerment à toutes guerres & à tous proeés de faict; & par * obeiſſances Rebellion, ou puiſſance d'aucuns ſubjects du Royaume de France ou aucune juſte cauſe, le Roy d'Angleterre ſes hoirs ou aucuns pour eux ne pourront ne devront faire guerre contre le dict Roy de France, ſes hoirs ne ſon Royaume, mais tous enſemble s'efforceront de mettre les dicts Rebelles en vraye obeiſſance, & d'accomplir les choſes deſſus dittes; & auſſy ſe aucuns du Royaume & obeiſſance d'Angleterre ne voloient rendre les chaſtels, villes & fortereſſes, qu'ils tiennent au Royaume de France, & obeir au traitté deſſus dict, ou pour juſte cauſe ne pourront pas accomplir ce qu'ils doivent faire par le preſent Traitté, le Roy de France, ne ſes hoirs ou aucun pour eux ne feront point de guerre au Roy d'Angleterre ne à ſon Royaume, mais tous deux enſemble feront leur pouvoir de recouvrer les chaſteaux villes & fortereſſes deſſus dictes, & que toute l'obeiſſance & accompliſſement ſoit faict és Traittez deſſus dictz. Et ſeront auſſy faictes & données d'une part & d'autre ſelon la nature du faict, toutes manieres de fermetez ou ſeuretez qu'el'on ſçaura ou pourra deviſer, tant par le Pape, College de Rome, comme autrement; pour tenir & garder perpetuellement la paix, & toutes les choſes deſſus dittes accordées.

§. 37. Item

ANS de J. C. 1356.

§. 37. Item eſt accordé, que par le preſent Traitté & accord, & tous autres Traittez, ou prolocutions s'aucunes en y a faicts ou pourparlez au temps paſſé, ſeront nuls & de nulle valeur & du tout mis au neant, & ne s'en pourront jamais ayder les parties, ne faire aucune reproche l'un contre l'autre pour cauſe d'iceux Traittez & accords, ſe aucuns y avoit comme dict eſt.

§. 38. Item que le preſent Traitté ſera accordé, approuvé, juré & confirmé par les deux Roys à Calais, quand ils ſeront en leurs perſonnes. Et depuis que le Roy ſera party de Calais, & ſera dans ſon pouvoir dedans un mois prochain ſuivant le dict departement; le Roy en ſera lettres confirmatoires & autres neceſſaires ouvertes, & les envoyera & delivrera à Calais au dict Roy d'Angleterre en prenant les dittes lettres confirmatoires pareilles à celles du dict Roy de France.

§. 39. Item eſt accordé que nul des Roys ne procurera ne ſera procurer par luy ne par autre, que aucunes nouvelletez ou griefs ſe faſſent par l'Egliſe de Rome ou par autre de Sainct Egliſe quelconques qui ſoient contre ce preſent Traitté, ſur aucuns des Roys leurs coadjuteurs adherans ou alliez, quels qu'ils ſoient, ne ſur leurs terres, ne de leurs ſubjects pour achoiſon de la guerre, ne pour autre choſe, ne pour ſervice que les dicts Roys coadjuteurs, adherans ou alliez ayent faict aus dicts Roys ou chacun d'iceux: & ſe noſtre dict Sainct Pere ou autre le vouloient faire, les dits Roys le deſtourneroient ſelon ce qu'ils pourroient bonnement, ſans malengin.

§. 40. Item les oſtages qui ſeront baillez au Roy d'Angleterre, de la maniere & du temps de leur departement, les deux Roys en ordonneront à Calais.

Correction de ce Traité faite à Calais, le 24. Octobre 1360.

EDOUARD aiſné fils ou noble Roy d'Angleterre & de France, Prince de Galles, Duc de Cornuailles & Comte de Ceſtres; à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront ſalut; nous vous faiſons ſçavoir que tous les debats & decords quelconques meuz & demenez entre Monſeigneur le Roy d'Angleterre & nous pour luy & pour tous ceux à qui il appartiendra d'une part; & le Roy de France & tous ceux à qui il peut toucher de ſa partie d'autre part; bien de Paix eſt accordé le huictieſme jour de May l'an de grace mil trois cens ſoixante à Bretigny les Chartres en la maniere qui s'enſuit.

§. 2. Premierement, que le Roy d'Angleterre avec ce qu'il tient en Gaſcogne & en Guyenne &c. (comme au precedent Traitté, fors que l'article onze eſt corrigé, comme il à eſté faict mention cy deſſus à la fin du douzieſme Article, lequel douzieſme Article eſt entierement oſté de ce Traitté corrigé; ſuit l'unzieſme Article corrigé.)

§. 3. Item accordé eſt, que le Roy de France & ſon aiſné fils le Regent pour eux & pour leurs hoirs, & pour tous les Roys de France & leurs ſucceſſeurs à tousjours, au plutoſt que ſe pourra faire, ſans malengin & au pluſtard dedans la Sainct Michel prochain venant en un an, rendront & bailleront au dict Roy d'Angleterre, & à tous ſes hoirs, ſucceſſeurs, & tranſporteront en eux, tous les honneurs, obediences, hommages, ligeance, reconnoiſſance, ſermens, droicture, mere & mixte Impere, & toutes autres juriſdictions haute & baſſe, ſauvegarde & ſeigneuries, qui appartiennent, ou peuvent en aucune maniere appartenir, aux Roys & à la Couronne de France en quelque temps, és Citez, Comtez, Chaſtels, terres, pays, Iſles & lieux avant nommez ou en aucun d'eux, en leurs appartenances & appendances quelconques ou és perſonnes, vaſſaux, ſubjects quelconques d'iceux. (Et au bas des autres articles eſt eſcrit ce qui s'enſuit.)

ANS de J. C. 1360.

§. 4. Et nous Roy d'Angleterre avant dict, veu & conſideré le dict Traitté pour le bien de paix faict en noſtre nom & pour nous, en tant comme à nous touche de noſtre partie; ayans ferme & agreable iceluy, & toutes les choſes deſſus écrites, voulons & approuvons de nôtre authorité Royale, par deliberation, conſeil & conſentement de pluſieurs Prelats & gens de nôtre mere la Sainct Egliſe, Ducs, Comtes, tant de noſtre lignage comme autres, & pluſieurs de Pairs d'Angleterre, que d'autres grands Barons, Nobles, Bourgeois & autres ſubjects de noſtre Royaume, conſentons & confermons le dict Traitté & toutes les autres choſes deſſus dites contenues en iceluy, & jurons ſur le Corps de Jeſus Chriſt en parole de Roy, pour nous & pour nos hoirs, iceluy garder & accomplir & tenir ſans jamais venir encontre par nous ou par autres. Et pour les choſes deſſus dittes, & chacunes d'icelles tenir fermement à perpetuité, obligeons nous nos biens preſens & advenir, nos hoirs & ſucceſſeurs à la juriſdiction & cohertion de l'Egliſe de Rome, & voulons & conſentons, que noſtre Sainct Pere le Pape conferme toutes les choſes en donnant monitions & mandemens generaux ſur l'accroiſſement d'icelles contre nous, nos hoirs & ſucceſſeurs, & contre nos ſujets, communes, colleges, univerſitez ou perſonnes ſeculieres quelconques, en donnant ſentences * generaux deſtrument & ſuſpenſion & interdit pour eſtre encouruz par nous ou par eux pour celuy faict, ſi toſt que nous ou eux ſeront ou attenteront, en occupaot fortereſſes, villes & chaſteaux & autres quelconques choſes; faiſant, ratifiſne ou agreant, en donnant conſeil, faveur confors ou ayde, ſecretement ou en apert contre la dite paix; deſquelles ſentences ils ne puiſſent eſtre abſoubs juſques à ce qu'ils ayent faict plaine ſatisfaction à tous ceux qui par celuy faict auront ſouſtenu ou ſouſtendu dommage.

§. 5. Et avec ce voulons & conſentons, que par noſtre Sainct Pere le Pape, pour ce que plus fermement ſoit tenue & gardée la ditte paix à perpetuité, toutes pactions, confederations, alliances & convenances comme quelles puiſſent eſtre nommées, qui pourront eſtre prejudiciables ou obvier par quelque voye à la dicte paix au temps de preſent ou advenir, ſuppoſé qu'elles fuſſent fermes & vallables par peine & par ſerment ou confermées de l'auctorité de noſtre Sainct Pere le Pape ou d'autres; ſoient caſſées, irritées, & miſes au neant comme contraires au bien commun, & au bien de la paix commune & proffitable à toute Chreſtienté, & deſplaiſante à Dieu; & tous ſerments faicts en tel cas ſoient relaſchez, & ſoit decerné par lettres de noſtre Sainct Pere le Pape, que nul ne ſoit tenu à tels ſermens, alliances ou convenances tenir & garder; & deffendra que au temps advenir, ne ſoient faictes telles & ſemblables; & ſe de faict aucun attenteroit ou faiſoit le contraire, que des maintenant les caſſe & irrite & rende nuls & de nulle valeur: & neantmoins nous les punirons comme violateurs de la paix, par peine du corps & biens, ſi comme le cas le requerra, & que raiſon voudra. Et ſe nous faiſions, procurions ou ſouffrions eſtre faict le contraire, que Dieu ne vueille, nous voulons eſtre tenuz & reputez pour deſloyal & parjure, voulons encourir tel blaſme & diffame comme Roy ſacré doibt encourir en tel cas, & les choſes deſſus dictes ferons jurer & tenir & garder par noſtre tres cher aiſné fils le Prince de Galles, & nos fils puiſnez, Leonel Comte de Liceſtre, Eſmond de Languelaye; & nos Couſins Monſieur Philippes de Navarre; & les Ducs de Lencaſtre, de Bretaigne; le Comte (a) Eſcuſſort, Sallebris; le Sire de Mauny, Guy de Brian, Regnauld de Cobeham; le Capital de Buſchk, le Sire de Montferrat, James d'Andely, Rochier de Beauchamps, Bauf de Verres Capitaine de Calais, Euſta-

(a) Peut être: Straſfort, Salisbury.

ANS de J.C. 1360.

che de Rutchecourt, Frault de Halle, Jean de Montbray, Henry de Percy, Nicolle de Tamwort, le Sire de Governy, Richard de Seafort, William de Gamiſon, Beauf Spignol, Gaſton de Greilly & William de Bourtons Chevalliers; & ſeront auſſi jurer ſemblablement & au pluſtoſt que faire pourront bonnement nos autres enfans, & la plus grande partie des Egliſes, Comtes, Barons & autres Nobles de noſtre Royaume, donné en teſmoignage de noſtre grand ſeel en noſtre ville de Calais le vingt quatrieſme jour d'Octobre, l'an de grace mil trois cens ſoixante.

CCC XIII.

ANS de J.C. 1360. Agnais.

Teſtament de JAQUES DE SAVOYE, *Prince d'Achaie, en date du 16. Mai*, 1360. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 114.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno ejuſdem Domini milleſimo tercenteſimo ſexageſimo, indictione quarta, die ſexdecima menſis Maji, per hoc præſens publicum inſtrumentum, cunctis appareat, tam præſentibus quam futuris. *Cum Illuſtris Dominus Jacobus de Sabaudia Princeps Achaya Filius, & Heres recolendæ memoriæ Domini Philippi de Sabaudia Principis Achaya quondam*, conſiderans, & attendena quod nichil eſt certius morte, & nichil incertius hora mortis, volens providere ſaluti ejus animæ, & de bonis ſuis ſibi à Deo collatis ordinare taliter, quod poſt ejus deceſſum, de ipſis bonis ſuis, inter liberos ſuos impoſterum nulla contentio oriatur: Idcirco idem Dominus Jacobus ſanus mente, & corpore, per Dei gratiam de bonis ſuis omnibus, ſive ſint mobilia, vel immobilia, nomina, jura, & actiones, vel alia quæcumque coram me Notario, & teſtibus infra ſcriptis maſculia, & puberibus præſentibus, audientibua, & intelligentibus vocatis, & rogatis ſpecialiter per ipſum Dominum Jacobum Principem, pro infra ſcriptis, & ad infra ſcripta, ut de ipſis veritas perpetuò habeatur, ſuum præſens teſtamentum nuncupativum, licet in ſcripns redactum, & ſuam ultimam voluntatem, & diſpoſitionem facit, diſponit, & ordinat in modum qui ſequitur, & formam. In Primis animam ſuam cum à corpore ſuo exierit recommendat Altiſſimo Creatori, & Gloriosæ Virgini Mariæ Matri ſuæ, & toti Cœleſti Curiæ Supernorum. Item ſepulturam ſuam eligit in Cimiterio Fratrum Minorum ordinis Beati Franciſci Conventus Pinarolii, videlicet in capella per ipſum inchoata ibidem, & ibi vult ſepeliri ſecundum ſtatum ipſius, ad ordinationem ſuorum Executorum infra ſcriptorum, quibus Fratribus Minoribus, tam pro remedio animæ ſuæ, & parentum ſuorum, quam pro facienda, & conſtruenda dicta capella una cum tumulo, in quo vult ſepeliri, tria millia florenorum boni auri, & magni ponderis, per Hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſolvenda ſemel dat, & legat. Item Pauperibus Chriſti dividendum per dictos ſuos Executores infra ſcriptos pro remedio animæ ſuæ, & parentum ſuorum, centum libras groſſorum Turonenſium ſemel dat, & legat. Item vult, ordinat, & diſponit, quòd ordinationes, & legata factæ, & facta per inclytæ recordationis Dominum *Philippum de Sabaudia, & Dominam Catharinam* ejus parentes, de quibus apparebit per teſtamenta ipſorum, plenariè obſerventur, per hæredem ſuum univerſalem ad quorum omnium plenariam obſervationem, ipſum hæredem ſuum obligat. Item *Dominæ Margaretæ de Beljoico ejus Conjugi*, dotalicium ſuum, & donationem propter nuptias, & in augmentum dotis per eum ſibi factam, una cum aſſignatione, de ipſis per eum ſibi facta, de quibus conſtare aſſerit inſtrumento publico recepto, manu Anthonii Berſonis de Yeſina, Notarii publici dat, & legat, & caſu quo de ipſo aſſetamento non appareret, ipſum dotalicium, & augmentum eidem Dominæ Margaretæ aſſignat, de præſenti ſuper Caſtris, & Villis Taurini, Montiſcalerii, & Cariniani unà cum juriſdictione omnimoda, hominibus, homagiis, fidelitatibus, redditibus, cenſis, uſagiis, & omnibus aliis juribus, & pertinentiis locorum prædictorum, quæ omnia eidem Dominæ Margaretæ pro ſuis, dotalicio, donatione, & augmento hipothecat tenenda, per ipſam, poſt ejus obitum, quamdiu ſe abſtinuerit ad ſecundas nuptias convolandum, & in caſu quo ſecundario nubet, vult, & ordinat idem teſtator, quod dictum dotalicium, cum donatione, & augmento prædicta, eidem Dominæ Margaretæ, per hæredem ſuum univerſalem infrà ſcriptum, integrè perſolvatur, & quod ipſa Domina Margareta in eodem caſu dicta caſtra, Villas, & cætera ſibi aſſignata, ipſi hæredi ſuo univerſali remittere teneatur. Item Dominum *Philippum ejus Filium, quem* ſuſcepit *a Domina Sibilla de Baucio ejus conjuge*, quondam in caſtris, & villis Vigoni, Villæ-Franchæ, Miroboli & Briqueraſii, una cum juriſdictione omnimoda dictorum locorum, & una cum omnibus hominibus, homagiis, fidelitatibus, redditibus, poſſeſſionibus, uſagiis, tributis, & aliis omnibus juribus, & pertinentiis ipſorum locorum, nec non, & in reachetis, & rachetorum juribus, quæ habet in caſtris, & locis Moretæ, & Briqueraſci, quorum rachetorum prætia per hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſolvantur, hæredem ſuum inſtituit, & pro tanto ipſum ejus Filium, de bonis ſuis omnibus, vult eſſe contentum, & quod aliquid ulterius aliqua cauſa, de hæreditate ſua, non poſſit petere, ita tamen quod ipſa caſtra, Villas, & loca prædicta cum juribus pertinentiis ipſorum locorum teneat in feudum ab hærede ſuo univerſali infra ſcripto, & ſub homagio ligio ad quod præſtandum ipſi hæredi ſuo univerſali ſit efficaciter obligatus, præcipiena idem teſtator, & per fideic. requirena ipſum Dominum Philippum Filium ſuum, quod in caſu quo ipſum decedere contingeret ſine hæredibus legitimis, & naturalibus maſculis, à ſuo proprio corpore procreatis, quod prædicta caſtra, Villas, atque loca, cum juribus, & pertinentiis ipſorum locorum, reſtituat dicto hæredi ſuo univerſali infra ſcripto, & ad ipſa omnia reddenda dicto hæredi ſuo univerſali in caſu prædicto, ipſum obligat, & quod ſi forſan decederet, remanentibus ſibi Filiabus, una vel pluribus naturalibus, & legitimis, & de ſuo proprio corpore procreatis, ipſis vult, & præcipit maritari per dictum hæredem ſuum univerſalem, ad ordinationem *Illuſtris, & Magnifici Principis Domini Amedei nunc Comitis Sabaudiæ* Domini ſui cariſſimi, vel ſucceſſorum ſuorum Comitum Sabaudiæ, quas quidem Filias omnino prohibet, ne ad ſucceſſionem dicti Domini Philippi eorum Patris in Caſtris, Villis, & locis prædictis aliqualiter admittantur. Item *Ludovicum ejus Filium* quem ſuſcepit à dicta Domina Margar. nunc conjuge ſua, in quingentis florenis auri annualibus ſibi aſſignandis, per Dominum nunc Comitem Sabaudiæ, aut ejus ſucceſſores, qui fuerint Comites Sabaudiæ, in loco vel locis aliis ipſius Teſtatoris, ubi eis videbitur, hæredem ſuum inſtituit, & pro tanto ipſum Ludovicum ejus Filium ab omni hæreditate ſua, vult eſſe contentum, & quod res quæ ſibi aſſignabuntur, pro dicta florenorum ſumma ut ſupra, à dicto hærede ſuo univerſali tenere debeat in feudum, & ſub homagio ligio, & quod ſi ipſum Ludovic. decedere contingeret ſine liberis legitimis, & naturalibus à ſuo proprio corpore procreatis, quod dictæ res ſibi aſſignatæ, pro dicta quantitate florenorum, ad dictum hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum plenariè reverantur Rogans, per fideic. ipſum Ludovic. ejus Filium, ut in dicto caſu, prædicta omnia reſtituat hæredi ſuo univerſali. Item *Domino*

ANS de J.C. 1360.

ANS de J.C. 1360. *nunc Aymoni de Sabaudia fratri suo* carissimo Castrum, villam, & mandamentum Combæ Vianæ, cum jurisdictione omnimoda, hominibus, homagiis, fidelitatibus, redditibus, serviciis, & omnibus aliis juribus, & pertinentiis, & de quibus idem Testator jam asserit ordinasse, ut ea habeat, dat, ita tamen quod si ipsum decedere contingeret sine hæredibus masculis naturalibus, & legitimis à suo proprio corpore procreatis, quod prædicta omnia ad dictum Ludov. ejus Filium perveniant, & pervenire debeant pleno jure & dictus Ludovic. in eo casu omnia ea tenere debeat à dicto hærede suo universali infra scripto in feudum, & sub eodem homagio quo supra, rogans idem testator ipsum Dominum Aymonem Fratrem suum, ut in casu prædicto, prædicta omnia restituat eidem Ludov. ejus Filio. Item vult, & disponit idem testator quod si contingeret ipsum habere, & procreare plures Filias, unam vel plures à dicta Domina Margareta nunc Uxore sua, vel à quacumque alia uxore sua legitima, quod ipsæ Filiæ, vel Filiæ maritentur semper per Dominum nunc Comitem Sabaudiæ, vel per ejus successores qui Comites Sabaudiæ fuerint, etiam de jussu, & voluntate ipsorum, expensis tamen, & sumptibus dicti hæredis sui universalis infrà scripti, & quod Filiæ primogenitæ detur, & constituatur dos, videlicet viginti quinque millium florenorum auri, & alteri Filiæ secundo genitæ detur, & constituatur dos, videlicet decem millium florenorum auri, & sic successivè cuilibet ex ipsis Filiabus ulteriùs nascentibus detur, & constituatur dos decem millium florenorum auri, Quarum quidem Filiarum sic nascentium, & nascicturarum dotes, per dictum hæredem suum infrà scriptum solvi debeant, & in casu quo decederent dictæ Filiæ sine liberis naturalibus, & legitimis, ipsa dos, seu dotes sic solutæ, ad ipsum hæredem suum universalem infrà scriptum reverti debeant, & totaliter revertantur, ipsasque tales Filias & nascentes, & nascituras, & ipsarum quamlibet in dictis quantitatibus sibi hæredes instituit, & pro tanto vult ipsas, & earum quamlibet à tota hæreditate sua tacitas, & contentas. Item vult, ordinat, & disponit idem testator, quòd omnibus familiaribus, & servitoribus suis utriusque sexus fiat, ad ordinationem Executorum suorum infrà scriptorum, & per ipsos Executores suos condigna remuneratio de suis serviciis, & labore, taliter quòd meritò sint contenti, & debeant contentari. In omnibus autem aliis bonis suis mobilibus, & immobilibus quæcumque sint, & quocumque nomine censentur, *Amedeum Filium suum* quem à dicta Domina Margareta nunc Conjuge sua primogenitum suscepit hæredem suum universalem sibi instituit eo modo, jure, & forma quibus melius potest, & vult, & præcipit omnia legata, & ordinata per ipsum Amedeum hæredem suum universalem persolvi, nec non omnes Clamores suos emendari, & quæcumque male ablata per ipsum antedictum de ipsius mandato plenariè restitui ad arbitrium, & ordinationem dictorum Executorum suorum infr. scriptorum: Et in casu quo idem Amedeus Filius, & hæres suus universalis prædictus decederet in pupillari ætate, vel aliter quamdocumque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Ludovicum ejusdem testatoris Filium eidem Amedeo vulgariter, & pupillariter, & per fideicommissum substituit. Et in casu quo idem Ludovicus decederet absque liberis masculis naturalibus, & legitimis ex suo proprio corpore procreatis in pupillari ætate, vel aliter quandocumque, eidem Ludovico sic decedenti, primogenitum Filium suum masculum eidem substituit vulgariter, & pupillariter per fideicommissum, & per consequens omnes alios suos Filios nascituros gradatim, sicut & quemadmodum nascerentur, alterum alteri substituit, & in casu quo non haberet ulterius Filios aliquos masculos, naturales, & legitimos natos, & nascituros, eo casu eidem Ludovico Dominum Aymonem de Sabaudia Fratrem suum carissimum substituit, & ubi idem te... Filios haberet nascituros, ultimo decederet in pup... ætate, vel aliter quandocumque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Aymonem Fratrem substituit. Si vero dictus Dominus Aymo à dicta hæreditate per formam substitutionis prædictæ decederet sine liberis masculis naturalibus, & legitimis, *Illustrem, & Magnificum Principem Dominum Amedeum nunc Comitem Sabaudiæ* Dominum suum carissimum, si viverit, alium suum successorem Comitem Sabaudiæ eidem Domino Aymoni substituit; Et si forsan dictus Dominus Philippus ejus Filius ex tunc viveret, videlicet adveniente loco dictæ substitutionis per mortem dicti Domini Aymonis quem venit, & prohibet ne ad aliquam successionem prænominatorum admittatur, vult, ordinat, & requirit idem testator, quod in eo casu dictus Dominus Comes Sabaudiæ, eidem Domino Philippo ... filio suo teneatur assignare, & assertare ultra montes in partibus Sabaudiæ, videlicet in locis quibus sibi Domino Comiti placuerit, in alia sua terra, sex millia florenos auri, in redditibus sufficientibus, annualiter percipiendos, per ipsum Dominum Philippum, una cum jurisdictione omnimoda locorum omnium quæ assignarentur eidem, & idem Dominus Philippus dicta castra, & loca cum redditibus, hominibus, homagiis, fidelitatibus, & aliis pertinentiis ipsorum, in quibus ut supra eundem instituit, Domino Comiti reddere, & dimittere teneatur. Item dictus liberis suis utriusque sexus, tam natis quàm nasciturîs Tutorem testamentarium ordinat, & constituit, Videlicet dictum Dominum Comitem Sabaudiæ, absque tamen redditione Computi, & Inventarii confectione, quem rogat humaliter, & requirit, ut cujus tutelæ ipsorum liberorum suorum dignetur, & sibi placeat assumere, quousque ad tempora pervenerint pubertatis, & ultra ipsorum liberorum suorum bona regere, & administrare, donec, & quousque fuerint ætatis legitimæ, scilicet viginti quinque annorum, & quod sciant sic regere, & bona sua administrare decenter. Item vult, & ordinat idem testator quod quandocumque Altissimo placuerit Creatori, ipsum testatorem ab hoc sæculo migrari, quod omnia Castra, Villæ, loca, & quæcumque alia bona ipsius testatoris, in manibus dicti Domini Comitis Sabaudiæ realiter ponantur; Et mandat idem testator, tenore præsentis instrumenti, omnibus, & singulis Castellanis, & Officiariis suis, qui tunc erunt, ut dicta Castra, Villas, & loca, & alia bona sua eidem Domino Comiti Sabaudiæ realiter expedient, & omnibus suis fidelibus, vassallis, & subjectis, ut eidem Domino Comiti eo omnibus pareant, & obediant, tanquam ipsi, si tunc viveret in humanis. Executores vero sua præsentis ultimæ voluntatis constituit, & ordinat idem testator, videl... R R. in Christo Patres Dominos Joannem Dei gratia Episcopum Taurinensem, Eduardum eadem gratia Abbatem Secusiæ, Dominum Rufinum Priorem No... sitæ, & Joannem Bartholomé, Fratres Joannem de Lucerna, & Martinum Caynæ; Dans eisdem Executoribus suis plenam, & liberam potestatem contentum in præsenti instrumento exequendi, prout in talibus fieri debet, non obstantibus aliquibus contradictionibus per hæredem suum, seu per alterum quemcumque faciendis, requirens idem testator per formam hujus instrumenti dictum Dominum Comitem Sabaudiæ Dominum suum carissimum, quatenus dictos Executores suos sortes faciat, ad ipsam executionem plenariè faciendam, & quòd de bonis suis ipsis Executoribus faciat expedire, pro executione plenaria faciendæ præsentis ultimæ voluntatis; & si forsàn aliqui ex ipsis prænominatis Executoribus, ad ipsam executionem faciendam, adesse nequiverint, vel noluerint, ceteri nihilominùs prædictam executionem facian... &

ANS de J. C. 1360. insolidum superhoc habeant potestatem. Hoc autem suum ultimum testamentum, & suam ultimam voluntatem, & dispositionem esse voluit, quòd, & quam valere vult jure testamenti nuncupativi, & si forsan non valet jure testamenti nuncupativi, vult quòd valeat jure codicillorum, vel jure donationis causa mortis, vel cujusque alterius ultimæ voluntatis, secundùm, & prout quòd melius, & fortius valere potent secundùm jura, & canonicas sanctiones: Revocans, cassans, irritans, & annullans omnia alia sua testamenta, & codicillos, quæ reperientur hactenus per eum fuisse facta, & ipsi vult sore, & esse nullius valoris, & momenti. Requiens humiliter dictum Dominum Comitem Sabaudiæ per seriem hujus instrumenti, ut sibi placeat suum præsens testamentum confirmare, & quòd ipsum cum locus evenerit, faciat plenarie attendi, & adimpleri, & in suis singulis capitulis firmiter observari. Requirens, & rogans idem Testator testes infrà scriptos præsentes masculos, & puberes, quorum nomina toferius describuntur, ut huic suo ultimo testamento, & suæ ultimæ voluntati, testes interssint, & quod de prædictis omnibus, loco & tempore perhibeant testimonium veritatis. Actum apud Rippolas in Domo Willermi Dro, videlicet in Camera juxta aulam, præsentibus Dominis Francisco de Longa-Comba Baillavo Vallis-Secusiæ, Petro Bovardi, Aymone Bernardi militibus, Fratre Joanne de Croso Ordinis Fratrum Minorum, Fratre Petro de Castromonte, & Fratre Dominico de Castromonte Ordinis Prædicatorum, Anthonio de Monte-majori, Bartholomæo Marcyni de Fossano, & Petro Bernodi dicto Rosset Secretario dicti Domini Comitis vocatis, & rogatis testibus ad præmissa, per Testatorem prædictum. Signé de Allenis.

CCCXIV.

ANS de J. C. 1362. Achetés au Blanjeu.

Contract de Mariage de JAQUES DE SAVOYE, *Prince d'Achaïe, & de* MARGUERITE DE BEAUJEU, *fait le 16. de Juillet*, 1362. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 117.

IN nomine Domini Amen. Anno Nativitatis ejusdem M. CCC. LXII. & die XVI. mensis Julii, apud Bellicium, in Domo Episcopali dicti loci, præsentibus Viris Nobilibus Dominis Jacobo Marescalci, Guillermo de Chalmont, Girardo d'Estrés Legum Doctore, & Joanne de Chales militibus, testibus ad hoc vocatis, per præsens instrumentum publicum, omnibus evidenter appareat: Quòd cùm tractatus habitus fuerit, ut dicitur, de Matrimonio contrahendo, inter *Magnificum Virum Dominum Jacobum de Sabaudia Principem Achaïæ* ex una parte, & *Domicellam Margaritam de Bellojoco* ex altera. Inde est quòd dictus Dominus Princeps ex una parte, & Vir Magnificus Dominus Anthonius Dominus Bellijoci, Frater dictæ Domicellæ ex altera, coram dictis testibus, & me subscripto Notario coosbtuti personaliter, propter ea quæ sequuntur, tractatum prædictum deducere volentes ad effectum, idem Dominus Princeps, suo proprio nomine juratus corporaliter ad Evangelia Dei sancta, se, & bona sua quæcumque mobilia, immobilia, præsentia, præterita, & futura obligando promisit, & convenit dicto Domino Anthonio Domino Bellijoci, michique subscripto Notario, ut publicæ personæ præsentibus stipulanti, & recipienti vice nomine, & ad opus prædictæ Domicellæ omniumque, & singulorum aliorum quorum interest, & poterit imposterum interesse, ducere, & accipere in suam Sponsam, & Uxorem legitimam dictam Domicellam Margaritam, ipsamque in facie sanctæ Ecclesiæ desponsare, Sancta Matre Ecclesia concedente, nihilque fecisse vel facere impedens dicti matrimonii complementum: dictus vero de Dominus Anthonius Dominus Bellijoci sciens, & Sponte promisit & convenit dicto Domino Jacobo Principi præsenti, & stipulanti corporali, præstito per eum juramento, ad Evangelia Dei sancta, sub fuorum obligatione bonorum mobilium, immobilium, præsentium, & futurorum quorumcumque facere, & procurare cum effectu, quod dicta Domicella Margarita Soror sua, nubet dicto Domino Principi, ipsum in virum suum, & sponsum legitimum accipiet, & in facie sanctæ Matris Ecclesiæ desponsabit: nisi sit aliud Canonicum rationabile quod obstiterit, nihilque facere vel fecisse propter quod dictum matrimonium, & ipsius complementum valeat impedire: præterea dictus Dominus Bellijoci dat, & constituit, dareque, & solvere promisit, & convenit sub juramento, & obligationibus prædictis, dicto Domino Principi pro se, & suis stipulanti in dotem, ac nomine, & ex causa dotis, dictæ Domicellæ Margaritæ Sponsæ futuræ dicti Domini Principis, quindecim mille florenos auri boni ponderis solvendos terminis, per *Illustrem Principem Dominum nostrum Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ* ordinandis, & statuendis, de, & super quibus terminis ordinandis, & statuendis, nec non, & quantitate quæ in qualibet termino taliter ordinando solvi debebit, de dictis quindecim millibus florenis, dicti Domini Princeps, & Bellijoci ipsi Domino nostro Comiti plenam, & liberam dederunt, & concesserunt potestatem, quibus mediantibus dicta Domicella Margarita quittare, & remittere debeat dicto Domino Bellijoci, omni jura, partes, portiones, actiones reales, personales, mexas, mixtas, utiles, directas, & alias quascumque sibi competentes, & competentia quàcumque occasione, & quibusvis titulis, seu causis, in omnibus, & singulis hæreditatibus, rebus, bonis, & juribus quibuscumque, quæ fuerunt bonæ memoriæ *Domini Eduardi, & Domina Marie de Til Domine quondam Bellijoci Patris, & Matris dictorum Domini Anthonii Domini nunc Bellijoci, & dictæ Domicellæ Margaritæ*, quæcumque sint ipsa bona, & jura ubicumque, & quocumque nomine nuncupentur, salvâ dictæ Domicellæ, & expressè reservata, si & quandò contiget legitima successione, & escheutâ, salvis etiam, & expressè reservatis eidem Domicellæ, quod in casu quo dictus Dominus Bellijoci, quòd absit, sine liberis masculis legitimis, uno vel pluribus, ex suo proprio corpore procreatis decederet, eidem Domicellæ salva sint, & remaneant omnia jura sua, omnesque actiones quæcumque, & qualescumque sint, quæ, & quas nunc habet, & pro futuro tempore poterit habere, ex quibuscumque causis in omnibus, & singulis hæreditatibus, bonis, rebus, & juribus Paternis, & Maternis suprædictis, nonobstante fienda quittatione prædicta, quia sic ut præmittitur actum, & conventum extitit inter partes prædictas. Item dictus Dominus Princeps pro se, & suis successoribus quibuscumque dedit, & constituit dicto Domino Bellijoci michique dicto Notario stipulanti, & recipienti vice nomine, & ad opus dictæ Domicellæ Margaritæ sponsæ suæ futuræ in dotalitium, & nomine dotalitii ejusdem, in casu quo dictum Dominum Principem, ante ipsam decedere contingeret, tria millia florenorum auri annualium ad vitam ipsius Domicellæ, dum vixerit post ipsius Domini Principis decessum percipienda, & habenda singulis annis dum vixerit ut supra. Quæ quidem tria millia florenorum annualium ut supra, dictus Dominus Princeps promisit, & convenit dicto Domino Bellijoci assignare, & assetare competenter eidem Domicellæ, vel ejus certo mandato. Item dictus Dominus Princeps scienter, & sponte pro se, & suis hæredibus, & successoribus quibuscumque causamque habentibus, & habituris ab ipso dedit, donavit donatione pura, mera, simplici, & irrevoca-

A C
1360.

ANS de J. C. 1362.

revocabili inter vivos, sicut melius, & fortius potest intelligi seu dici, liberis masculis, uni vel pluribus, ex hujusmodi matrimonio, concedente Domino, nascturis, dicto que Domino Bellijoci, & michi Notario ut publicæ personæ stipulanti vice nomine, & ad opus dictorum liberorum, & omnium & singulorum aliorum quorum interest, & imposterum poterit interesse, à sex usque ad septem milia florenorum auri, per ipsum Dominum Principem sufficienter assignanda promittens, pactumque, & conventionem faciens per suum juramentum, & sub obligationibus quibus supra dicto Domino Bellijoci, & michi dicto Notario stipulanti nomine, & ad opus Filiarum nascturarum Deo dante, ex matrimonio suprædicto, ipsas vel eas, unam, & plures sufficienter maritare, secundum decentiam status ipsius Domini Principis, & Filiarum prædictarum, acto, & convento, & ut pactum expressum deducto, inter ipsius Dominum Principem, & Dominum Bellijoci nominibus quibus suprà, quod Dominus Philippus Filius dicti Domini Principis prædictis omnibus, & singulis debeat consentire, suumque præbere consensum, & assensum, & ea omnia, & singula laudare, approbare, & etiam confirmare cum juramentis, promissionibus, obligationibus, renunciationibus, & aliis solemnitatibus opportunis, quæ omnia, & singula suprà dicta dicti Dominus Princeps, & Dominus Bellijoci, nominibus quibus suprà promiserunt, & convenerunt alter alteri solemnibus stipulationibus intervenientibus hinc inde, michique dicto Notario stipulanti, & recipienti hinc nomine, & ad opus omnium, & singulorum quorum interest, & imposterum poterit interesse sub juramentis suis, & obligationibus prædictis rata, grata, & firma habere, tenere, attendere, solvere, & observare cum effectu prout superius exprimuntur, nunquam contrà per se vel per alium in judicio, vel extrà facere vel venire, nec contrà facere vel venire, volenti consentire aut præbere consilium, auxilium vel favorem, dicto que Dominus Bellijoci de dictis quindecim millibus florenis satisfacere, prout superius declaratur, dicto Domino Principi, vel ejus certo mandato terminis, per ipsum Dominum nostrum Comitem, ut superius ordinandis; dictus vero Dominus Princeps promisit, & convenit michi Notario stipulanti pro dicta Domicella, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, & interesse potent sub juramentis, & obligationibus prædictis, dictum Dotalicium assetare [illegible] ut suprà, & dictum dotem restituere [illegible] cellæ vel alteri, cui de jure pertinebit in [illegible], quo locum habebit restitutio ejusdem per [illegible] minos, & simules quibus fuit satisfactum [illegible] eadem restitutione, & refarcire alter alteri [illegible], gravamina, expensas, & interesse quæ, [illegible] alter per defectum alterius, in observa- [illegible] ctorum, fecerit aut incurrent quoquo modo [illegible], quæ alter alteri credere verbo simplici [illegible] abutione cessante, pro qua quidem dote [illegible] nus ipsi Domino Principi dicti Domini [illegible] cibus, & mandato, & pro ipso Domino Bel[illegible] fidemque constituerunt, quibus in subsidium [illegible] Dominum Principem suprà dictum stipulantes [illegible] se, & suis hæredibus, & successoribus quibus [illegible], necnon ad requisitionem, & præces dicti [illegible] Principis, & pro ipso erga dictum Dominum [illegible], meque dictum Notarium stipulantem, & re[illegible] pro dicta Domicella Margarita, & aliis quo[illegible], & potent interesse de & pro restitutione de [illegible] dotis, ac dicto dotalicio assetando, manutenendo, defendendo, & conservando dictæ Domicellæ [illegible] & Fidejussores intercesserunt quilibet in [illegible], & se constituerunt Principes *Illustris Domini nost[illegible] Domini Amedei Comitis Sabaudiæ*, Viri Nobiles Domini Guillermus de Grandisono, Dominus de Sancta Cruce, Ludovicus Revoire, Dominus Domessina, Humbertus Musiti Dominus Sancti Stephani Nemorosi, Joannes de Lata, Hugo de Chales, Stephanus de Taney milites, & Petrus Gerbaisii de Bellicio Thesaurarius Sabaudiæ, qui omnes, & singuli jurati corporaliter ad Evangelia Sancta Dei pro prædictis omnibus, & singulis de quibus se obligaverunt specialiter, & expresse dictis Domino Principi, & Domino Bellijoci prædictis nominibus se & omnia, & singula bona sua mobilia, immobilia, præsentia, præterita, & futura. Item Dominus Hugo de Gletens miles de dicta solutione dotis pro dicto Domino Bellijoci, erga dictum Dominum Principem, & de ipsius restitutione, & assettamento dotalicii, & ipso manutenendo pro dicto Domino Principe erga dictum Dominum Bellijoci, méque Notarium stipulantem ut suprà se obligavit, & bona sua quæcumque præsentia, & futura, cum præstatione juramenti corporalis ad Evangelia Dei Sancti per hunc modum, videlicet quòd in defectu Principalium, & cujuslibet ipsorum non observantium prædicta, de quibus se dictus Dominus Hugo obligat ad requisitionem partis ipsum requirentis, qui non observaverit prædicta, præmissa, & conventa circà solutionem restitutionis dictæ dotis, assettamentum, & conservationem dotalicii memorati, ipse Dominus Hugo tenetur, promisit, & convenit ipsis Domino Principi, & Domino Bellijoci, & michi Notario stipulanti ut suprà, sub juramentis & obligationibus prædictis personaliter in quolibet termino, in quo esset defectus, tenere hostagia apud Castillionem in Dombus, donec fuerint observata promissa, & conventa pro terminis tunc elapsis, vel donec ab illo qui ipsum requisivisset de dictis hostagiis tenendis licentiam habuerit ab ipsis hostagiis recedendi, quos fidejussores, & principales ac dictum Dominum Hugonem de Gletens, & quemlibet ipsorum promiserunt, & convenerunt eisdem, & cuilibet ipsorum dicti Dominus Princeps & Dominus Bellijoci sub eorum juramentis, & obligationibus prædictis, prout pro quolibet ipsorum se obligaverunt ut suprà de prædictis omnibus, & singulis indemnes penitùs observare, de quibus ipsi Dominus Princeps, & Dominus Bellijoci, pro utroque ipsorum dicta Domicella, & aliis quorum interest vel interent, instrumenta publica tenoris ejusdem fieri requisiverunt. Signé Boczon.

ANS de J. C. 1362.

CCCXV.

Traité de ligue entre AME' VI. *Comte de Savoye surnommé le Comte Verd, &* GALEAS *Vicomte de Milan, contre le Marquis de Monferrat; fait à Milan, le 26. Décembre* 1362. S. Guichenon. Histoire Genéalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 205.

ANS de J. C. 1363. SAVOYE ET MILAN.

IN nomine Domini, Amen. Anno Nativitatis ejusdem M. CCC. LXII. Indictione quinta decima, die vigesima sexta mensis Decembris. Magnificus Dominus Dominus GALEAS Vicecomes, filius quondam recolendæ memoriæ Domini Stephani Vicecomitis Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, pro se ac filiis suis masculis legitimis, ex una parte; Et Egregii milites Domini Ludovicus Revoyriæ Dominus Domeyssini & Gerbasii, & Humbertus bastardus de Sabaudia, Dominus Altivillari & Moletarum, Procuratores ad infra scripta omnia & singula peragenda, *Illustris Principis Domini* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, prout de hujusmodi procuratione constare dicitur publico instrumento, rogato per Joannem de Allenis Notarium & Secretarium Domini Comitis prædicti, anno millesimo trecentésimo sexagesimo primo, indictione quartadecima, die octava Decembris, vice & nomine dicti Domini Comitis ac filiorum masculorum legitimorum ejus, & pro

ANS de J. C. 1362. eis ex altera parte; Fecerunt inter se sibi ad invicem confœderationem, fraternitatem, unionem & ligam perpetuò duraturam, cum pactis, conventionibus, conditionibus, modis, formis & tenoribus infra scriptis, videlicet: Primò namque, quòd prafati Domini Comes & Galeas tencantur & debeant toto ipsorum posse, ad invicem se defendere contrà quascumque personas de mundo; Excepto Domino Imperatore quem ambo prædicti Domini exceperunt communiter, & excepto Domino Barnabone Vicecomite fratre dicti Domini Galeæ, quem excepit idem Dominus Galeas, ac exceptis Domino Papa & Domino Rege Franciæ, & exceptis illis qui nunc sunt Domini alicujus dictorum Dominorum Comitis & Galeæ, seu vassalli pro iis quæ nuncupent ab ipsis Dominis Comite & Galeas, vel aliquo eorum. Item quòd uterque dictorum Dominorum Comitis & Galeæ habere, tenere & tractare debeat pro inimicis Marchionem Montisferrati, & quoscumque alios dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicos citra montes, tam præsentes quàm futuros, ac vassallos, subditos, terras, adhærentes, complices & sequaces eorum, & contra ipsos tanquam contra inimicos procedere, & ad invicem sa juvare & guerram facere, exceptis superius exceptatis. Item quòd nullus dictorum Dominorum Comitis & Galeæ, cum dicto Marchione sive cum aliquibus aliis dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicis citra montes, tam præsentibus quàm futuris, seu adhærentibus, complicibus seu sequacibus eorundem; pacem seu treugam facere possit, nisi utriusque ipsorum Dominorum Comitis & Galeæ concordi accedente consensu & voluntate. Item quòd durante guerra cum dicto Marchione, & quibuslibet sex mensibus æstivis, incipiendis in medio mensis Aprilis cujuslibet, cujuslibet duorum proximè subsequentium annorum, & finiendis in quolibet medio mensis Octobris; Præfatus Dominus Galeas suis expensis propriis, teneatur & debeat dare dicto Domino Comiti, ad offensam dicti Marchionis Montisferrati ac vassallorum, subditorum, terrarum complicium & sequacium ejus, Bannerias quinquaginta gentium armigerarum equestrium, & Bannerias viginti peditum; ac quolibet mense quorumlibet dictorum sex æstivorum mensium, cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum, sex millia florenorum. Præfatus enim Dominus Comes dicto æstivo tempore cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum, habere & tenere tenetur ad offensam prædictam Barbutas mille, quibus per dictum Dominum Comitem satisfiat; reliquo verò tempore hiemali dictorum duorum proximè subsequentium annorum, dicta guerra durante, & ipsis duobus annis finitis, toto tempore hiemali & æstivo continuè usque ad ipsam guerram finitam, præfatus Dominus Galeas teneatur & debeat, suis propriis expensis dare dicto Domino Comiti solum Bannerias viginti quinque gentium armigerarum equestrium, & Bannerias viginti peditum. Et præfatus Dominus Comes dicto hiemali tempore dictorum duorum proximè subsequentium annorum, & ipsis duobus annis finitis toto illo tempore quo dicta guerra durabit, habere & tenere teneatur, suis expensis solum Barbutas trecentum. Item quod omnes prædictæ gentes tam illæ prædicti Domini Comitis, quàm illæ præfati Domini Galeæ, primo & ante omnia intendere debeant ad destruendum. & de territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeæ expellendum societatem Anglicorum quæ nunc est in partibus Canapitui; & quòd cum dictis gentibus ad nihil aliud intendi debeat, quàm usque societas prædicta erit aut destructa, aut de territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeæ expulsa, nisi majori necessitate cogente, destructa autem societate prædicta, aut de territorio prædictorum Dominorum expulsa ut suprà, debeant gentes præfatæ intendere ad faciendum & fieri faciendum vasta super territorio & districtu comitatus Astensis. Postmodum verò præfatus Dominus Comes possit uti servitio gentium prædictarum, ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua idem Dominus Comes maluerit, tanto tempore quanto ipsæ gentes steterint occupatæ circa vasta prædicti territorii & districtus Astensis; & ipso tempore finito, possit dictus Dominus Galeas vel capitaneus ejus, similiter uti tantundem temporis servitio dictarum gentium ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua maluerit; & similiter tantundem temporis facere possit postea dictus Dominus Comes, & deinde similiter Dominus Galeas præfatus, quousque dicti sex menses æstivi cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum erunt finiti; finitis autem dictis duobus annis, debeat dictus Dominus Comes sex mensibus æstivis cujuslibet anni, incipiendis & finiendis ut supra, servitio illarum gentium quas tunc habere debet tam de suis quàm à Domino Galeæ præfato, uti ad damna dicti Marchionis, in ea parte in qua maluerit pro utilitate utriusque partis. Item quòd de iis quæ quovismodo acquirentur sive acquirantur per gentes dicti Domini Comitis, sive per gentes dicti Domini Galeæ, fiat & fieri debeat ut infra sequitur: videlicet, Civitas Ast. cum universo ejus territorio & districtu, omnes terræ quas præfatus Dominus Galeas seu Domini Luchinus vel Joannes Archiepiscopus ejus antecessores tenuerunt in partibus Pedemontium, terra Filizana, omnes illæ terræ Marchionis Montisferrati quæ sunt inter Tanegrum & territorium Januense, terra Castilis Sancti Evasii, Frassanetum, terra Valentiæ, omnes terræ quas Marchio prædictus tenet de districtu Vercellarum, omnes terræ quas Marchio prædictus tenet de districtu Papiæ, omnes terræ quas Marchio prædictus seu quivis alius tenet de districtu Alexandriæ, tam ab una parte Tanegri, quàm ab alia, cum omnibus territoriis, districtibus, pertinentiis, honoribus, feudis, retrofeudis, homagiis, fidelitatibus & juribus universis earum & cujuslibet earum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Galeæ. Omnes autem terræ Marchionis Montisferrati, exceptis supra specificatis in parte Domini Galeæ; totum Canapicium cùm omnibus terris quæ tenentur per Marchionem prædictum seu vassallos suos, quæ sunt inter Padum & Duriam quæ labitur per Iporegiam; castrum Luzonum, tota terra Ripæ Cheri, totum territorium Cheri cum omnibus territoriis, districtibus, pertinentiis, honoribus, feudis, retrofeudis, homagiis, fidelitatibus & juribus universis eorum & cujuslibet eorum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Comitis. Item quòd acquisitis terris & castris suprà scriptis, tam illæ quæ esse debent prædicti Domini Galeæ, quàm illæ quæ esse debent dicti Domini Comitis, ut superius dictum est; intelligatur esse finitum tempus, quo dictus Dominus Galeas præfato Domino Comiti dare debet pecuniam & gentes, de quibus superiùs est facta mentio; Et sic etiam tunc acquisitis terris & castris prædictis, intelligatur esse finitum tempus, quo Dominus Comes prædictus suis expensis tenere debet gentes Armigeras, de quibus superiùs dictum est. Item quod de castro Albiani fiat & fieri debeat, prout ipsi Domino Comiti placebit. Item quòd Dominus Galeas det puram & liberam potestatem dicto Domino Comiti, quod de feudo Fossani, Cavallarii majoris & summæ Ripæ faciat & ordinet pro suæ libito voluntatis; sic quod sit in ejus arbitrio libero ordinare, vel quòd remaneant Domino Galeas supradicto, vel quòd sibi appropriet, & in se ipsum transferat tanquàm in Dominum in solidum, quandocumque ordinare voluerit, nullius personæ consensu vel præsentia requisita. Qua dispositione vel ordinatione facta, dictus Dominus Galeas, si Dominus Comes pro seipso

ANS de J. C. 1362.

ANS de J. C. 1362. ſo duxerit ordinandum; ex nunc jus feudi & homagii prædicti, eidem Domino Comiti dat & cedit & in eum transfert; & ex nunc prout ex tunc ſe conſtituit ejus nomine poſſidere vel quaſi, & dictum Dominum Principem purè ſolvit & liberat de feudo & jure feudi & homagii prædicti: Mandans & præcipiens eidem Domino Principi, ut dictum feudum ab ipſo recognoſcat, & eidem fidelitatem & homagium faciat ſibi debitis pro eiſdem in caſu prædicto. Item quod nullus prædictorum Dominorum Comitis & Galeas, receptare debeat ſeu receptari permittat in aliqua parte diſtrictus vel territorii ſui, aliquem proditorem vel rebellem alterius ipſorum Dominorum. Item quòd de mercatoribus & caſanariis Aſtenſibus, & territorii ac Marchionatus Montiſſerrati converſantibus & morantibus infra Sabaudiæ Comitatum, Dominus Comes poſſit facere ad ſuam voluntatem; & Dominus Galeas non poſſit nec debeat ſe intromittere quovisimodo, de ipſis vel de bonis eorum quæ haberent infra dictum Comitatum; Et hoc capitulum & contenta in eo vindicent ſibi locum ſolùm illo tempore quo Marchio prædictus tenebit occupatam Civitatem Aſtenſem, & alias terras dicti Marchionatus, ad dictum Dominum Galeas perventuras ex forma diviſionis ſuprædictæ, & in perſonis & bonis illorum tantùm qui non ſunt obedientes præfato Domino Galeas: Adveniente autem tempore, quo dictus Dominus Galeas haberet Dominium dictæ Civitatis Aſtenſis & dictarum aliarum terrarum, fiat de prædictis omnibus mercatoribus, & caſanariis & de ipſorum bonis, prout fieri conſuevit antequam dictus Marchio occuparet civitatem præfatam. Item quod ſuprà ſcripta omnia & ſingula intelligi debeant ſecundùm purum & ſanum intellectum, & per utramque partem bona fide ſine fraude ſervari. Actum Mediolani, in Palatio dicti Domini Galeas, in quadam Camera cubiculari dicti Domini Galeas ſita in parte inferiori dicti Palatii: Præſentibus Dominis Joanne de Pepulis de Bononia, filio quondam Domini Tadei, habitatore Mediolani, Manfredo Marchione Saluciarum, filio quondam Domini Manfredi, habitatore Mediolani; Protaſio de Cayonis, filio quondam Domini Stephani, cive Mediolani; Roberto de Fronzola, filio quondam Domini Grure, habitatore Mediolani, militibus; Manuelle de Ponzano de Terdona legum Doctore, filio quondam Domini Carboni, habitatore Mediolani; Petro de Muris legum Doctore, filio quondam Domini Petri de Camberiaco Comitatus Sabaudiæ; & Antonio dicto Præpoſito de Aladio, filio quondam Domini Joannis ex Comitibus de Sancto Martino, teſtibus vocatis & rogatis.

CCCXVI.

ANS de J. C. 1363. FRANCE ET BOURGOGNE. *Donation du Duché de Bourgogne faite par* JEAN *Roi de France, à* PHILIPPE *ſon quatrième fils, qu'il crée Pair de France, faite le 6. Décembre* 1363. *& confirmée par Charles V. Roi de France, Frère de Philippe, au Louvre le 2. Juin* 1364. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum. Cap. CV. pag. 364. *&* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 220.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus univerſis præſentibus, pariter & futuris, nos vidiſſe litteras claræ memoriæ Domini genitoris noſtri, formam quæ ſequitur continentes.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex. Ad ſubditorum quietem & pacem curam gerentes ſollicitam, facti didicimus experientia, non modicùm prodeſſe, fideles & ſtrenuos habere vaſallos. Ipſorum enim meritis, propulſis invidis & æmulis, pacis tranquillitas acquiritur, & juſtitia, omnium regnorum fundamentum, pacificè (*a*) adminiſtratur, ad regnantium gloriam & honorem: unde ſervor oritur dilectionis ad Dominum, cujus etiam creſcit vigor ſubjectionis in (*b*) eiſdem. ANS de J. C. 1363.

(*a*) ou *miniſtratur.*

(*b*) ou *eodem.*

Novimus inſuper coronam ſtabiliri Regiæ Majeſtatis, dum perſonæ præclari generis, moribus utique & honeſtate vernantes, dignitatibus inclytis præferuntur. (*c*) Ipſorum igitur adſiſtentia laterali non minùs ſceptra coruſcant regnantium, quàm gemmis corona.

(*c*) La fin de ce Paragraphe manque dans le Codex Diplomaticus, ce que G. G. Leibnitz a reconnu marquant cét endroit de deux étoiles.

(*d*) Laudabilia igitur prædeceſſorum noſtrorum Regum, qui ſolita munificentia dignis conſueverunt digna rependere, ſequentes veſtigia, etſi ſingulos, juxta ſuorum exigentiam meritorum, deſideremus proſequi favoribus gratioſis, dignores tamen cenſemus debere dignioribus inſigniri. Attendentes quòd etſi naturaliter noſtris teneatur liberis alligare, unde ſtatum juxta ſuæ petſpicuitatem proſapiæ, bonorificè continuent; ad hoc tamen impendendum eò liberaliùs inducimur, quò inſtantiùs eorum continuata merita id expoſcunt.

Et deſiderantes affectuoſiùs gravamina & oppreſſiones, irruentibus hoſtibus, illatas ſubditis noſtris *Ducatus Burgundiæ*, qui ex ſucceſſione bonæ memoriæ Philippi, ultimi Ducis ejuſdem, in nos, ut propinquiorem in genere, noviter eſt delatus, imputare, & ipſorum providere quieti: & ad memoriam reducentes grata & laude digna ſervitia, quæ carillimus Philippus, filius noſter quartò genitus (qui ſponte expoſitus mortis periculo, nobiſcum imperterritus & impavidus ſtetit in acie prope (*e*) *Pictavos*, vulneratus, captus & detentus in hoſtium poteſtate) ibi & poſt liberationem noſtram hactenus exhibuit, indefeſſè, & vero amore filiali ductus: ex quibus ſuam meritò cupientes honorare perſonam, perpetuoque præmio ſuſcire, ſibi paterno correſpondentes amore, ſpem & fiduciam gerentes in Domino, quòd ipſius creſcente providentia, à ſuis oppreſſionibus releventur.

(*d*) Il y a ici bien des mots differens; mais on a ſuivi Aubert le Mire, qui ſemble avoir eu un meilleur exemplaire.

(*e*) ou *Pictavum.*

Notum itaque facimus univerſis, præſentibus pariter & futuris, quòd nos his & aliis juſtis conſiderationibus excitati, & ad humilem ſupplicationem ſubditorum noſtrorum dicti Ducatus, prædictum *Ducatum Burgundiæ* in Pariatu, & quidquid juris, poſſeſſionis & proprietatis habemus, & habere poſſumus, & debemus, in eodem, nec non & in *Comitatu Burgundiæ*, & in quacumque parte ipſius, ex ſucceſſione prædicta, cum univerſis & ſingulis honoribus, juribus, reditibus & proventibus, hominibus, homagiis, feudis & retrofeudis, juriſdictionibus altis, mediis, & baſſis, mero & mixto imperio, civitatibus, villis, caſtris, & caſtellaniis, domibus, manerus, ſtagnis, fluviis, ſeu riparüis, nemoribus, foreſtis, vineis, terris, pratis, cenſibus, & aliis poſſeſſionibus quibuſcumque dicti Ducatus, & juris, quod habere poſſumus ex cauſſa prædicta in Comitatu prædicto, quocumque nomine nuncupentur, & cujuſcumque valoris exiſtant, dicto filio noſtro conceſſimus, donamuſque & concedimus, tenore præſentium, de noſtris ſpeciali gratia, certa ſcientia, auctoritate Regia, & noſtræ Regiæ poteſtatis plenitudine, præmiſſaque in eum transferimus tenenda, poſſidenda per eum, & heredes ſuos, in legitimo matrimonio, ex proprio corpore procreandos, perpetuò, hereditariè, pacificè, & quietè.

Ponentes ex nunc dictum *Ducatum Burgundiæ*, & jus, quod ex ſucceſſione prædicta habemus in *Comitatu* prædicto, cum ſuis prædictis pertinentiis, extra noſtrum domanium, & ſeparantes omninò: cui ſiquidem domanio præmiſſa duxeramus (*f*) adjungenda,

(*f*) ou *abjungenda.* Il y a pluſieurs autres petites différences entre les deux Exemplaires, que nous avons confrontez, qu'il ſeroit trop long de raporter.

ANS de J. C. 1363.

da, non obſtante, ſi voluerimus & ordinaverimus, ſub quibuſcumque modo, obligatione, ſubmiſſione & forma verborum, vel quod ejuſmodi ordinatio præceſſerit, vel ſi habitatoribus dictorum Ducatus & Comitatus, ſeu communitatibus villarum, caſtrorum, vel locorum aliorum eorumdem, vel perſonis ſingularibus conceſſerimus, præmiſſa in toto vel in parte, à noſtro & Coronæ noſtræ domanio, nullatenus ex tunc in antea ſeparari. Quorum dictum filium noſtrum *Ducem, primumque Parem Franciæ* facimus & creamus. Volentes & concedentes eidem, ut ipſe ſuique heredes ex proprio corpore, in legitimo, ut prædicitur, matrimonio procreati, qui ei ſuccedent in Ducatu prædicto, utantur & fruantur perpetuò & pacificè univerſis & ſingulis privilegiis, franchiſiis, juribus, libertatibus, & prærogativis, quibus uſi ſunt hactenus & utuntur ceteri pares Franciæ, omni modo & forma, quibus tenebani dictum Ducatum, & dictis privilegiis uſi fuerunt hactenus Duces Burgundiæ, & utebatur dictus defunctus ultimus Dux Philippus, dum vivebat; ſalvis tamen donationibus & conceſſionibus, ſi quas fecimus, poſtquam dictus Ducatus devenit ad manum noſtram, ut prædicitur, quas nolumus effectu fruſtrari. Salvis inſuper, & retentis nobis & ſucceſſoribus noſtris Franciæ Regibus, ſuperioritate & reſorto dictorum donatorum; fide etiam ac homagio Ducis præſtandis nobis & ſucceſſoribus noſtris prædictis, modo debito & conſueto fieri & præſtari per Duces Burgundiæ temporibus anteactis, regalibuſque & juribus aliis regiis ad nos pertinentibus ad cauſſam noſtræ Coronæ, & quæ habebamus vivente dicto ultimo Duce defuncto, in Ducatu prædicto.

Pro quibus donatis prædictis, dictus filius noſter nobis fecit homagium tanquam Dux & primus Par Franciæ prædictus & eo modo, quo defuncti Duces Burgundiæ tenebantur, & conſueverunt facere nobis, & noſtris prædeceſſoribus. Ad quod homagium admiſimus eumdem: quem per hoc emancipavimus, & extra poteſtatem noſtram paternam poſuimus, & ponimus per præſentes. Salvo inſuper & retento, quòd ſi dictus filius noſter, vel ſua poſteritas, ut prædicitur, procreanda deceſſerint, quod abſit, abſque rede ex proprio corpore, ſuccedente in dicto Ducatu, præmiſſa univerſa & ſingula ſic donata, pleno jure integraliter revertentur ad nos, & ſucceſſores noſtros Reges, qui pro tempore fuerint, noſtræ Coronæ domanio applicanda.

Per hanc autem conceſſionem noſtram præſentem & donum, *Ducatum Turoniæ*, quem cum ſuis pertinentiis dicto filio noſtro aliàs donavimus, ad manum noſtram ponimus, & retinemus, ordinaturi de eodem ad noſtræ beneplacitum voluntatis. Quapropter damus præſentibus in mandatis univerſis Prælatis, & aliis perſonis eccleſiaſticis, univerſis Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis nobilibus, aliiſque clericis & laicis, ad quod pertinuerit, quatenus homagia & deveria, honores, ſervitia, & obedientias, in quibus nobis tenebantur ante donationem præſentem, ratione Ducatus & aliorum donatorum prædictorum, præſtent & faciant indilatè & de cetero dicto filio noſtro, ſuiſque heredibus antedictis, de legitimo matrimonio procreandis, modo & forma, quibus ipſa fecerant, & facere debuerant dicto ultimo defuncto Duci: per quorum præſtationem nos inde abſolvimus penitus, & quitamus eoſdem, volumuſque obediant dicto filio noſtro, tanquam Duci dicti Ducatus & Pari Franciæ primo, plenariè, & abſque difficultate quacumque.

Mandamus inſuper dilectis & fidelibus Conſiliariis noſtris, Præſidentibus, & aliis gentibus noſtri Parlamenti Pariſienſis, univerſis inſuper Juſtitiariis & Officiariis noſtri Regni præſentibus & futuris, quatenus dictum filium noſtrum & heredes ſuos, prædictos Duces Burgundiæ & Pares Franciæ, in omnibus caſibus atque locis, in judicio & extra, ut Duces & primos Pares Franciæ recipiant & admittant, ipſoſque faciant & permittant uti & gaudere pacificè prærogativis, franchiſiis, libertatibus, honoribus, & juribus Ducatus & Pariatus, & noſtram præſentem ordinationem teneri perpetuò inviolabiliter: nihil facientes vel attentantes in contrarium quoquomodo; non obſtantibus conſuetudinibus, ſtatutis, uſibus, & privilegiis contrariis quibuſcumque, doniſque & gratiis dicto filio noſtro factis aliàs, & quæ in præſentibus non fuerint expreſſata.

ANS de J. C. 1363.

Quod ut firmum & ſtabile permaneat in futurum, noſtris præſentibus litteris fecimus apponi ſigillum: ſalvo in aliis jure noſtro, & in omnibus alieno. Datum Germiniaci ſupra Maternam in die ſexta Septembris, anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo tertio. *Per Regem. Juo.*

Nos igitur memores, quòd ipſo Domino genitore noſtro adhuc ſuperſtite, attentis cauſſis & conſiderationibus, quibus ipſe Dominus genitor noſter, in donatione dicti Ducatus Burgundiæ, cariſſimo fratri noſtro Philippo, de quo in eiſdem litteris ſit mentio, ducebatur, quas veras & efficaces fuiſſe & eſſe cognovimus, amore inſuper ſpeciali, quem ad ipſum fratrem noſtrum ſemper habuimus, & adhuc gerimus & habemus, dictam donationem, & cetera contenta in litteris ſupra ſcriptis grata habuimus, ex tunc pro futuris temporibus bona fide promittentes in contrarium non venire, quovis exquiſito colore & occaſione, ad quemcumque ſtatum nos venire, vel aſcendere contingeret. Et ſuper hoc noſtras ſibi litteras recolimus conceſſiſſe, ipſas litteras, donationem, & cetera in eis contenta, rata habentes, & grata, eas volumus, laudamus, approbamus, & de ſpeciali gratia, auctoritate noſtra Regia, & certa ſcientia, tenore præſentium, confirmamus, volentes & concedentes, ut ipſe frater noſter dicto Ducatu, & aliis ſibi donatis prædictis, ſuique heredes, ex ſuo corpore, in recta linea, & legitimo matrimonio procreandi gaudeant & utantur, juxta præſcriptarum ſeriem litterarum.

Et ex abundanti, ipſius & ſuorum ſecuritati providere volentes, dictum Ducatum, & alia ſibi præſcriptarum ſerie litterarum donato, tenenda & poſſidenda, modo & forma, quibus in eiſdem continetur litteris, eidem fratri noſtro donamus & concedimus, de noſtris, gratia, ſcientia & auctoritate prædictis. De quibus ipſe frater noſter, ut Dux & Par Franciæ prædictus nobis fecit homagium, ſub forma in præſcriptis inſerta litteris: ad quod ipſum admiſimus: ſalvis & retentis eis, quæ dictus Dominus genitor noſter decrevit, per præſcriptas litteras, ſibi & ſuis ſucceſſoribus retineri: Quapropter damus præſentibus in mandatis univerſis & ſingulis Prælatis, & aliis perſonis Eccleſiaſticis, Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis nobilibus, ceteriſque clericis & laicis, ad quos pertinebit, quatenus homagia, fidelitates, honores, ſervitia, & deveria, quibus Duci dicti Ducatus tenentur, & teneri poſſunt & debent, præſtent & faciant indilatè, & de cetero dicto fratri noſtro, & ſuis heredibus, in legitimo matrimnoio procreandis, modo & forma in ſuprafcriptis litteris expreſſatis. Per quorum præſtationem nos inde abſolvimus penitus, & quitamus eoſdem, eidemque obediant tanquam Duci.

Quem ſiquidem fratrem noſtrum in Parlamento noſtro Pariſienſi, & ubique in Regno noſtro, in judicio & extra, & ſuos heredes prædictos Duces Burgundiæ volumus in omnibus caſibus, ut *Duces Burgundiæ & primos Pares Franciæ* admitti, recipi & tractari, ac uti & gaudere Privilegiis, juribus, & honoribus Ducatus & Pariatus perpetuò, pacificè & quietè.

Et ulteriùs donum & gratiam dicti Domini genitoris noſtri prædictam & noſtram præſentem ampliantes. *Domum Burgundiæ*, ſitam in monte S. Genoveſæ Pari-

ANS de J. C. 1363.

Pariſius, quæ à longis temporibus citrà fuit Ducum Burgundiæ, eidem fratri noſtro pro ſe & ſuis heredibus prædictis donamus, de gratia & auctoritate prædictis, tenendam cum ſuis pertinentiis, eo modo & forma, quibus dictus ultimus Dux Burgundiæ eam tenuit, quoad vixit.

Non obſtantibus eis, quæ dictus dominus genitor noſter voluit in ſuis præſcriptis litteris non obſtare, & donis per ipſum, vel nos dicto fratri noſtro aliàs factis, quæ pro expreſſis in præſentibus haberi volumus & cenſeri: Quod ut firmum & ſtabile perpetuò perſeveret, noſtrum, quo ante ſuſceptum regni noſtri regimen utebamur, præſentibus litteris fecimus apponi ſigillum; ſalvo in alia jure noſtro, & in omnibus alieno.

Datum in Lupara prope Pariſios, die ſecunda Junii, anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo quarto.

CCCXVII.

ANS de J. C. 1368. CASTILLE ET ARAGON.

*Compromis d'*HENRI *Roi de Caſtille & de Leon, qui remet à Charles Roi de France la déciſion de tous les différens qu'il a avec le Roi* (a) *d'*ARAGON, *donné le* 20. *Novembre*, 1368. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 222.

(a) C'étoit Pierre IV. ſurnommé *le Cérémonieux*.

HENRICUS Dei gratia Rex Caſtellæ & Legionis; Univerſis & ſingulis præſentes litteras inſpecturis ſalutem. Cum quicunque verus Catholicus, maximè mundi Principes, amorem, amicitiam, pacem & dilectionem cum cæteris Principibus fidelibus habere, ponere & nutrire pro ſuis poſſe & viribus teneantur, ut ex hinc ipſi cum ſuis ſubditis in ſincera tranquillitate pacis vivant. Notum facimus quod nos amicitiam & dilectionem Sereniſſimi Principis & Regis ARRAGONUM deſiderantes intimè; de debito, diſſenſione & diſcordia quæ ſunt aut poſſe ſperantur oriri, inter dictum Regem Arragonum ex parte una, & nos ex altera, in arbitrium, voluntatem, ordinationem atque dictum illuſtris & magnifici Principis Caroli eadem gratia Regis Franciæ fratris noſtri chariſſimi, compromiſimus & compromittimus; & juramus verbo Regis, nec non ſuper imaginem & memoriam Domini noſtri Jeſu Chriſti crucifixi, Evangeliaque ſua ſancta corporaliter tactam & tacta, ordinationi voluntatis & dicto dicti Regis Franciæ fratris noſtri chariſſimi, penitus ſtare, ipſaſque inviolabiliter obſervare * rata & grata ea nunc habemus & habebimus perpetuò, quicquid per dictum Regem Franciæ fratrem noſtrum chariſſimum ordinatum ſuper dicto debato fuerit ſive dictum.

§. 2. Et hoc ſub obligatione omnium Regnorum, bonorum, hæredum & ſucceſſorum, & inſuper ſub pœnis per dictum Regem Franciæ fratrem noſtrum chariſſimum & ejus arbitrio declarandis & etiam applicandis; dum tamen idem Rex Arragonum in dictum Regem Franciæ fratrem noſtrum chariſſimum, infra feſtum purificationis beatæ Mariæ proximè inſtantis, de facto per ſuas litteras modo ſimili compromittat. Qui quidem Rex Franciæ, frater noſter chariſſimus, infra unum annum, à die purificationis beatæ Mariæ proximè venientis computandum, ut arbiter de iſtis prædictis tenebitur ordinare, dicere & pronunciare. Volumus tamen & conſentimus quod idem Rex Franciæ frater noſter chariſſimus dictum tempus pro arbitrio prorogare poſſit & valeat. Ut pro ambarum partium utilitate & commodo ſibi videbitur melius expedire.

§. 3. Quod ſi idem Rex Arragonum conceſſerit in præmiſſis, volumus & conſentimus per præſentes, quod inter ipſum Regem Arragonum & filium ſuum primogenitum, regna, terras & ſubditos ſuos ex parte una, noſque, filium noſtrum primogenitum Regna & ſubditos noſtros ex parte altera; ex nunc amicitiæ & fraternitates, & plenius fiant ligæ & confœderationes contra quaſcunque perſonas, quæ poſſunt vivere ſive mori, excepto prædicto Rege Franciæ fratre noſtro chariſſimo, & ſucceſſoribus ejus Franciæ Regibus; ſic quod idem Rex Arragonum, aut ſuus primogenitus, contra dictum Regem Franciæ fratrem noſtrum chariſſimum, filium, natum aut naſciturum, primogenitum, ſive Regni primum hæredem, Regnum, terras & ſubditos ſuos, noſque filium noſtrum primogenitum, natum aut naſciturum, Regna, terras & ſubditos noſtros, guerram, damnum, detrimentum, vituperium aut dedecus non faciant, inferant aut procurent; faciat, inferat aut procuret; ſive fieri, inferri aut procurari faciant, aut faciat per alium, quovis modo.

ANS de J. C. 1368.

§. 4. Quod ſi idem Rex Arragonum, aut filius ejus primogenitus, contra faciant, (quod abſit) aut faciat, ceſſabit prædicta exceptio ſive expectatio, & nos, primogenitus noſter, unà cum Rege Franciæ fratre noſtro chariſſimo, ejuſque primogenito nato aut naſcituro, ſive primo Regni ſui hærede, erimus, prout ſumus, unanimiter confœderati contra dictum Regem Arragonum & ſuum primogenitum prædictos.

§. 5. In quorum omnium teſtimonium præſentes iſtas litteras ſigilli noſtri majoris, una cum ſigno propriæ manus noſtræ, & ſubſcriptione Notarii infra ſcripti, juſſimus appenſione muniri. Datum in Palatio noſtro, in obſidione noſtra ſupra civitate Tolctana, die vigeſima menſis Novembris, Anno Domini 1368. ſecundum computationem Romanam, Regni verò noſtri anno tertio. Ainſy ſigné; Nos el Rey. Et plus bas eſt eſcrit.

§. 6. Et ego Theobaldus Royers Dioceſis Antiſiodorenſis publicus atque auctoritate Apoſtolica Notarius, compromiſſo, juramenti præſtatione ac omnibus & ſingulis ſupra dictis, dum ſic agerentur & fierent per dictum Dominum Regem Caſtellæ, anno, die, menſe & loco prædictis præſens interfui, eaque omnia & ſingula ſic fieri vidi & audivi; & ad requiſitionem dicti Domini Regis Caſtellæ in hanc publicam formam redegi, ſignum manu conſuetum ibidem apponens. Et fuerant ad præmiſſa ſic facienda teſtes: Dominus Infans Arragonum Archiepiſcopus Toletanus, & alii ſubſcripti. Ainſy ſigné Royers. Et ſur le reply eſt eſcrit per Regem in ſuo Conſilio Dominus Petrus ordinis Fratrum minorum infans Arragonum compromiſſus Archiepiſcopus Toletanus, Petrus Ferdinandus de Velaſco Camerarius major, Fernandus Gomezius Murciæ Theſaurarius major, Petrus Loyol, Fernand Petrus de Ayala, Didacus Gomezius de Toleto, Gundiſalvus Meſſiæ de Miengna Decanus Burgenſis, Petrus de Cevorio Archidiaconus de Tauro, Joannes Ferdinandus de Padolla Conſiliarii. Ainſy ſigné Royers & ſcellé ſur lacs de ſoye jaune & rouge d'un grand ſeel ſur cire jaune & rouge.

CCCXVIII.

ANS de J. C. 1369. BOURGOGNE.

Contract de Mariage de PHILIPPE *Duc de Bourgogne, dit* le Hardi *avec* MARGUERITE *fille unique de Louis III. Comte de Flandre, & Veuve de Philippe dit* de Rouvre *Duc de Bourgogne. Fait à Gand le* 12. *Avril* 1369. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 223.

TRaictié & accordé eſt par nous Pierre Eveſque d'Auſſerre, Gauchier Seigneur de Chaſtillon & Arnould de Corbie, ou nom & pour le Roy

ANS de J. C. 1369. noſtre Sire, qui eſtions envoyez de par luy pour traicter du mariage de Monſieur le Duc de Bourgogne, & de Madame MARGUERSTE fille de Monſieur le Comte de Flandres Ducheſſe de Bourgongne, par vertu de certaine commiſſion & pouvoir à nous ſur ce baillié de par le Roy d'une part, & de par le Conſeil de Monſieur le Comte de Flandres, ou nom & pour le dict Comte d'autre, en la maniere qui s'enſuit.

§. 2. Premierement pour ſatisfier & faire raiſon à Monſieur de Flandres tant de dix mil livres de terre à heritage, qu'il demandoit au Roy noſtre Seigneur par lettres du Roy Jean de bonne memoire ſon Pere derrain trespaſſé, que Diex abſoilve, & les ſiennes ſur ce faictes & des arrerages d'icelles par pluſieurs années, comme de cent mil deniers d'or à l'eſcu pour la recompenſation de ſa monnoye de Clamecy, & pour le payement de certaine quantité de gens d'armes tenus par long temps à Gravelingues.

§. 3. Nous au nom du Roy pour faire raiſon au dict Monſieur de Flandres de ſa dicte demande, & pour le Roy en acquitter vers luy avons accordé, que le Roy noſtre Sire donnera & baillera pour les dictes dix mil livres de terre en heritage perpetuel au dict Monſieur de Flandres, & à ſes hoirs & ſucceſſeurs Comtes ou Comteſſes de Flandres, les villes, chaſteaux, chaſtellenies de l'Iſle, de Douay & Dorchies, & toutes leurs appartenances, baillies, patronages, nobleſſes & appendances quelconques, que les Predeceſſeurs du dict Monſieur de Flandres Comtes de Flandres tenoient ou temps, qu'elles furent tranſportées ez Predeceſſeurs du Roy noſtre Sire par la maniere & conditions, qui enſuivent.

§. 4. C'eſt à ſçavoir, que ou cas que le dict Monſieur de Flandres n'auroit hoir maſle de ſon corps en loyal mariage, les dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances quelconques ſeront heritage de Madame la Ducheſſe de Bourgogne ſa fille, ſes hoirs maſles procreez de Monſieur de Bourgogne, & auſſy les hours maſles procreez & deſcendans en droicte ligne & en loyal mariage de leurs dicts hoirs maſles.

§. 5. Et que ou cas que le dit Monſieur de Flandres en loyal mariage n'auroit hoir maſle, ne la dicte Madame la Ducheſſe de Bourgongne ſa fille auſſy n'auroit hoir maſle procreé du corps du dict Monſieur de Bourgongne, comme deſſus eſt dict, & que la droicte ligne en deſcendant des hoirs maſles du dict Monſieur de Flandres & de la dicte Madame de Bourgongne procréez du corps du dict Monſieur de Bourgongne, comme dict eſt, faudroit, parquoy en aucun temps à tenir le Comte de Flandres eſcheiſt à fille, ou à autres hours maſles ou femelles; le Roy & ſes ſucceſſeurs Roys de France pourront en ce cas ravoir les dictes villes, chaſtellenies, appartenances & appendances, en baillant dix mil livres de terre à heritage par monnoye de Flandres, courant le ſixieſme jour du mois de Novembre, l'an mil trois cens cinquante cinq, c'eſt à ſçavoir le marc d'argent au marc de Troyes pour cent dix huict ſolz, aux hoirs de Monſieur de Flandres aſſiſes en franc demaine bien & ſouffiſimment, c'eſt à ſçavoir les cinq mil livres dedans le Royaume de France entre la riviere de Seine & Flandres, en deſcendant juſques à la mer; & les autres cinq mil livres de terre prés des Comtés de Nevers ou de Rethel.

§. 6. Et ou cas qu'il plaira au Comte ou Comteſſe de Flandres, qui ſera au temps du rachapt, il aura pour les cinq mil livres de terre deſſus dictes, qui ſe devront aſſeoir prés des Comtez de Nevers ou de Rethel, comme dict eſt, argent. C'eſt à ſçavoir pour le denier de rente quinze deniers payez à une fois monnoye de France, ou vingt deniers payez tout à une fois de la dicte monnoye de Flandres, lequel qu'il plaira mieulx au Comte ou Comteſſe de Flandres, qui ſera au temps du dict rachapt; lequel rachapt, ſe le Duc de Bourgogne alloit de vie à treſpaſſement ſans laiſſier hoirs maſles procreez de ſon corps & du corps de la dicte Ducheſſe, que Diex ne vueille, le Roy ne ſes ſucceſſeurs ne pourront tant faire durant la vie de la dicte Ducheſſe de Bourgongne, tant qu'elle ſe tendra de remarier, ou qu'elle ſe marie de la volonté & aſſentement du Roy noſtre Seigneur ou de ſes ſucceſſeurs Roys de France. ANS de J. C. 1369.

§. 7. Et tendront les ſucceſſeurs du dict Comte de Flandres Comtes ou Comteſſes de Flandres, les dittes cinq mil livres de terre, qui ſeront aſſiſes entre la riviere de Seine, la Comté de Flandres & la mer, comme deſſus eſt dict, en un hommage avecques la Comté de Flandres, & en Pairrie auſſi noblement comme la dicte Comté de Flandres eſt & doibt eſtre tenue de la Couronne de France. Et avecques ce ils tendront les autres cinq mil livres de terres, qui ſeront aſſiſes, comme dict eſt, prés des dictes Comtez de Nevers ou de Rethel à une foy, & à un hommage a par luy, auſſi noblement comme celles des dictes Comtez, dont elles ſeroot plus pres aſſis, ont à eſtre tenues de la Couronne de France.

§. 8. Et les dictes villes, chaſtels, chaſtellenies de l'Iſle, de Douay, d'Orchies, & toutes les appartenances & appendances d'icelles tendront le dict Monſieur de Flandres, ſes hoirs maſles, la dicte Ducheſſe de Bourgongne ſa fille, ſes hoirs maſles, leurs hoirs & ſucceſſeurs Comtes & Comteſſes de Flandres en un hommage & en Pairrie avecques la Comté de Flandres, & auſſi noblement, que le dict Monſieur de Flandres tient & doibt tenir la dicte Comté; reſervé au Roy & à ſes dictz ſucceſſeurs Roys de France le fié, reſſort & ſouveraineté des dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies de l'Iſle de Douay & d'Orchies & des appartenances & appendances d'icelles, & les droictz royaux, que les predeceſſeurs du Roy y avoient nu temps qu'elles eſtoient ez mains des Comtes de Flandres predeceſſeurs du dict Monſieur de Flandres. Et auſſi reſervé au Roy & à ſes ſucceſſeurs deſſus dictz Roys de France le rachapt des dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances, ou cas & par la maniere & conditions deſſus dictes.

§. 9. Et ne ſeront tenus les hoirs du dict Monſieur de Flandres Comtes ou Comteſſes de Flandres de baillier & rendre iceux chaſteaux, villes, chaſtellenies, appartenances & appendances ez mains du Roy ou de ſes ſucceſſeurs Roys de France juſques à ce que les dittes dix mil livres de terre paiées monnoye de Flandres deſſus dicte leur ſeront aſſiſes plainement en franc demaine & delivrées par la maniere deſſus declarée, & qu'ils ayent la paiſible poſſeſſion realement & de faict.

§. 10. Leſquelles villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances quelconques de Liſle, de Douay & d'Orchies le Roy & ſes ſucceſſeurs Roys de Frsnce ſeront tenus de deſchargier de toutes charges & aſſignations faictes ſur icelles à heritage, à vie, à termes, ou autrement, depuis qu'elles furent baillées à ſes predeceſſeurs Roys de France, & en prendra le Roy noſtre Sire dés maintenant la charge ſur luy & en acquittant & ſera garant au dict Monſieur de Flandres, ſes hoirs & ſucceſſeurs vers tous ceulx, qui aucune choſe luy en pourroient ou voudroient demander, ſauf que ſe aucunes rentes en ſont alienées en heritage à Egliſes depuis le dict temps, le Roy ſera tenu d'en faire recompenſation au dict Monſieur de Flandres en autre terre aſſiſe bien & ſouffiſamment entre la riviere de Seine & la dicte Comté de Flandres en franc demaine, prés des dictes villes, chaſteaux & chaſtellenies; à tenir avec icelles villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances quelconques tout en un hommage avecques ladicte Comté de Flandres; ou le Roy payera au dict Monſr. de Flandres pour mil livres pariſis de terre par an, ſe tant y a, vingt

mil

ANS de J. C. 1369.

mil florins d'or francs de France pour une fois, & ſe plus ou moins y a, à l'advenant.

§. 11. Laquelle aſſiette en payement, le Roy ſera faire & accomplir, comme dict eſt, au dict Monſieur de Flandres dedans le jour de la feſte ſainct Remy en Octobre prouchain venant au plus tard, & de ce aſſeurra bien & ſonffiſamment le dict Monſieur de Flandres par bons pleiges, ſouffiſans & agreables au dict Comte, & qui s'en feront debteurs principaux avant le dict mariage.

§. 12. Et pour ce que depuis, que les dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances vindrent ez mains de ſes dicts predeceſſeurs Roys de France, iceux predeceſſeurs ont acquis la terre & le chaſtel de l'Eſcluſe emprés Douay, qui meuvent & ſont d'ancienneté du fié du reſſort du chaſtel de Douay, le Roy voudra, promettra & conſentira que le dict Comte de Flandres & ſes hoirs par la maniere deſſus dicte, en ayent l'hommage d'un homme heritier de la terre deſſus dicte & tout autre droict, reſſort & Souveraineté ſur les dicts chaſtel & terre de l'Egliſe, comme ſes predeceſſeurs Comtes de Flandres y avoient, quand les dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendancas de Liſle, de Douay & d'Orchies eſtoient en leurs mains, non obſtant, que les predeceſſeurs du Roy ayent acquis le demaine.

§. 13. Et ſera tenu le dict Comte de Flandres de faire derechief hommage au Roy de la Comté de Flandres & des dictes appartenances & appendances d'icelles adjoinctes à icelle Comté à tenir en un hommage & en Parrie comme dict eſt, en la maniere, que derrenierement il feit hommage au Roy de la Comté de Flandres. Et ſi aſſeurra le dict Monſieur de Flandres le Roy, & obligera luy, ſes hoirs & ſucceſſeurs & tous les biens & terres quelconques preſens & à venir de luy, de ſes hoirs & ſucceſſeurs, quelque part qu'ils ſoient ou dict royaulme, de rendre & baillier au Roy & ſes ſucceſſeurs Roys de France les dicts chaſteaux, villes, chaſtellenies, appartenances & appendances de Liſle, de Douay, & d'Orchies, on cas que les conditions deſſus dictes avendroient, que Diex ne vieulle, & que on les racheteroit par la maniere deſſus dicte. Et quant à ce ſoubzmettra le dict Comte ſoy, ſes hoirs & ſucceſſeurs ſus dictz & les biens & terres de luy & d'eux à la juriſdiction & contraincte du Roy & de ſes ſucceſſeurs Roys de France & de ſa Court; Par leſquelles ſes dictz hoirs & ſucceſſeurs ſeroient contrainctz à ce & non autrement, le dict rachapt premierement faict par la maniere que deſſus eſt dict.

§. 14. Et les hoirs & ſucceſſeurs du dict Comte ayans premierement reaulment & de faict la poſſeſſion paiſible de la dicte recompenſation deuement faicte & ſans fraude, & par eſpecial; voudra le dict Monſieur de Flandres, ſe ſes hoirs eſtoient defaillans de rendre & de baillier les dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies & appartenances de Liſle, Douay & Orchies & des appendances quelconques; que adonc le Roy & ſes ſucceſſeurs Roys de France puiſſent s'il leur plaiſoit, ſaiſir & arreſter toutes leurs terres deſſus dictes & contraindre les hoirs du dict Comte par toutes voyes raiſonnables par la juriſdiction temporelle & non autrement, afin que les dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances d'icelles luy fuſſent rendues. Et icelles rendues le Roy ſera tenus de tantoſt rendre & mettre au neant les arreſts & ſaiſines & tous empeſchemens mis aux terres, biens & poſſeſſions deſſus dictes ſans nul contrediét; & en baillera le dict Comte ſes lettres.

§. 15. Et en outre baillera le Roy au dict Comte de Flandres pour pluſieurs grands ſommes d'argent, en quoy il eſt tenus à luy pour les demandes deſſus dictes, deux cens mille deniers d'or francs, deſquelz le Roy luy payera cent mille francs huict jours avant le dict mariage. Et les autres cent mille frans luy ſera le Roy payer en ſa ville de Bruges dedans deux ans aprés le dict mariage faict à quatre termes & à quatre fois, c'eſt à ſçavoir vingt cinq mille francz dedans demy an apres le dict mariage, & aprés de demy an en demy an à chacun terme vingt cinq mille.

ANS de J. C. 1369.

§. 16. Et de celuy donnera le Roy ſes lettres obligatoires & bons pleiges ſouffiſans & agreables au dict Comte de Flandres, qui de ce s'obligeront au dict Comte bien & ſouffiſamment en leurs propres & privez noms, & chacun pour le tout, s'aucune difficulté avoit ou payement des dicts cent mille frans aux termes deſſus declarez, & de ce donneront bonnes lettres & ſouffiſans, telles qu'ilz ſouffiſent au dict Monſieur de Flandres.

§. 17. Et parmy baillant reaulment & de faict au dict Comte de Flandres les dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances & la poſſeſſion d'icelles, comme deſſus eſt dict; le Roy & ſes ſucceſſeurs Roys de France & autres pour ce obligez ſont & ſeront quittes envers luy, ſes hoirs & ſucceſſeurs des dix mille livres de terre deſſus dictes. Et auſſi par luy payant, comme dict eſt, les deux cens mille francs, ſera le Roy quitte envers luy & ſes dicts ſucceſſeurs de tous les arrerages d'icelles dix mille livres de rente, & des deſſus dictz cent mille eſcus pour les gens d'armes qu'il tint à Gravelingues & pour le reſtant de ſa dite monnoye de Clamecy. Et ſera tenu le dict Monſieur de Flandres rendre au Roy toutes les lettres, qu'il a ſur ces choſes du Roy Jehan Pere du Roy à preſent & de luy ou d'autres pour ce obligez, & dés maintenant veult, qu'elles ſoient nulles; & jamais n'en pourront le dict Comte ne ſes ſucceſſeurs aucune choſe demander au Roy ne à ſes ſucceſſeurs ou autres pour luy obligiez, comme dict eſt.

§. 18. Et avec ce promettra le Roy au dict Monſieur de Flandres, que la poſſeſſion des dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances quelconques de Liſle, Douay & d'Orchies, il luy ſera baillier & delivrer reaulment & de faict & luy payer pleinement les premiers cent mille francs deſſus dicts, avant que le mariage ſe face en ſaincte Egliſe.

§. 19. Et iceluy mariage faict en ſaincte Egliſe, comme dict eſt, la dicte Ducheſſe de Bourgongne demourra ou païs de Flandres par un an aprés le dit mariage faict, ou partant de temps d'iceluy an, comme il plaira au dit Monſieur de Flandres.

§. 20. Et voudra & conſentira le Roy pour luy ſes hoirs & ſucceſſeurs Roys de France, que toutes lettres & munimens, qu'il a ou puet avoir ou autres de par luy du dict Monſieur de Flandres, ou de ſes predeceſſeurs, ou dict pays de Flandres touchans, en quelque maniere que ſe puiſt eſtre, le tranſport faict par le dict Comte ou ſes predeceſſeurs aux predeceſſeurs du Roy des dictz chaſteaux, villes, chaſtellenies de Liſle, de Douay & d'Orchies, des appartenances & appendances quelconques; ſoient nulles & de nulle valeur, & des maintenant les adnullera & caſſera & cognoiſtra & voudra eſtre de nul effect, force ou vertu ſoubz quelconques teneurs qu'elles ſoient en tant comme elles puent ou pourroient eſtre au temps à venir contraires ou prejudiciables; & que d'icelles le Roy ne ſes ſucceſſeurs, ne autres pour luy ne pour les ditz hoirs & ſucceſſeurs ne ſe pourra aydier par quelque maniere que ſe ſoit à l'encontre des dictes choſes ou d'aucunes d'icelles.

§. 21. Toutes les quelles choſes deſſus dictes & chacune d'icelles, en la maniere que deſſus elles ſont declarées de poinct en poinct, eue ſur ce meure deliberation avecques pluſieurs de ſon ſang & autres de ſon conſeil, le Roy promettra pour luy & ſes ſucceſſeurs, & auſſi pour le dict Duc de Bourgongne ſon frere, dont il ſera fort, en bonne foy & loyauté & parole de Roy tenir, garder & accomplir de poinct en

ANS de J. C. 1369. poinct ſans enfraindre, & que il ne ſes dicts hoirs & ſucceſſeurs, ne auſſi ſon dict frere le Duc de Bourgongne ne vendront par eux ne par autre en aucun temps à venir à l'encontre. Et à ce obligera ſes dictz hoirs & ſucceſſeurs Roys de France loyaulment & en bonne foy ſans fraude: Non obſtant que les dictz chaſteaux, villes & chaſtellenies de Liſle, de Douay & d'Orchies, les appartenances & dependances quelconques d'icelles fuſſent appliquées au demaine de la Couronne de France, & en iceluy demaine ayent eſté & demouré par long temps; quelconques revocations generales ou eſpeciales, que le Roy ou ſes predeceſſeurs ayent faict, & que il ou ſes dictz hoirs & ſucceſſeurs facent, ou puiſſent faire ou temps à venir, par droict royal ou autrement, des dons ou alienations faictes ou à faire du demaine de la dicte Couronne de France, ou de quelconques autres dons ou graces faictz au dict Comte de Flandres ou ſes dictz predeceſſeurs par les predeceſſeurs du dict Roy de France ou luy meſmes, que iceux autres dons ou graces ne ſoient ſpecifiez & eſclaircis eſdictes lettres qu'il en donra; & quelconques conſtitutions, edits ou ordonnances, couſtumes, ſtiles ou uſages de la Court de France ou autre choſes quelconques contraires à ce: leſquelz revocations, conſtitutions, edictz, ordonnances, couſtumes, ſtiles ou uſages & toutes autres choſes, en tant comme ils ſont ou pourroient eſtre contraires ou prejudiciables aux choſes deſſus dictes ou aucune d'icelles, le Roy caſſera, rapellera & mettra du tout au neant pour luy ſes hoirs & ſucceſſeurs par la teneur de ces lettres.

§. 22. Et pour les choſes deſſus dictes faire & accomplir au dict Monſieur de Flandres par la maniere deſſus declairée, & pour bailler toutes lettres & ſeurtez à ce appartenans d'un coſté & d'autre, ſeront les gens du Roy à Liſle au dimenche prouchain avant la Pentecouſte prouchain venant. Et toutes ces dictes choſes parfaictes entierement au dict Monſieur de Flandres, il veult & conſent dés maintenant en ce cas le mariage des deſſus dictz Monſieur le Duc de Bourgongne & de ſa fille, & que dés lors en avant on procede à la ſolemniſation du dict mariage à tel jour, qu'il plaira au Roy, & le plus brief, qu'il ſe pourra faire bonnement.

§. 23. En teſmoing de ce nous Pierre Eveſque d'Auſſerre, Gauchier Seigneur de Chaſtellion, & Arnauld de Corbie pour la partie du Roy, pour lequel nous faiſons fortz. Et nous Henry de Benie Chaſtellain de Diquemne, Baudovins Sire de Praet & Rouland Sires de Poulles Conſeillers, de Monſieur de Flandres pour ſa partie & pour lequel nous faiſons forts, ce qu'il promettra pour luy & pour ma dicte Dame de Bourgongne, de tenir & accomplir toutes les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles, en tant comme elles touchent à eux & à chacun d'eux; avons plaquiez nos ſeaulx à ce preſent traictié, lequel fut faict à Gand le Juedy douxieſme jour du mois d'Avril aprés Paſques, l'an de grace mil trois cens ſoixante neuf.

CCCXIX.

ANS de J. C. 1370. *Déclaration de* CHARLES V. *Roi de France qui confiſque ſur* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, & ſur* EDOUARD *Prince de Gales ſon Fils le Duché de Guienne. Donnée à Vincennes, le 7. Mai* (a) 1370. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 228.

FRANCE ET ANGLETERRE.

(a) Mezerai & les autres Hiſtoriens parlent d'un ſemblable Ecrit ou déclaration, qu'ils mettent en 1369.

CAROLUS &c. Univerſis &c. cum dudum ad noſtrum perveniſſet auditum: quod licet nonnulli Prælati, Barones, Nobiles, Conſules & habitantes, & certi alii ſingulares de Ducatu noſtro Aquitaniæ, ac de terris & partibus quondam traditis & aſſignatis per inclitæ recordationis Dominum Genitorem noſtrum, dum viveret, & nos, EDOVARDO de Anglia & EDOVARDO ejus primogenito in tractatu pacis noviſſimè factæ & initæ inter dictum Genitorem noſtrum & nos ex una parte, & dictos de Anglia ex altera; ad nos, & noſtram ſuperiorem Parlamenti Curiam, à dictis de Anglia ac certis loca eorum tenentibus & aliis officiariis in dictis Ducatu & terris quem ſeu quas in puro domanio ſub noſtra ſuperioritate & reſſorto tunc tenebant & tenere debebant, appellaſſent, ratione plurimorum gravaminum, oppreſſionum & exceſſuum eiſdem & eorum ſingulis tortionariè & indebitè contra Jus & Juſtitiam per dictos de Anglia & eorum officiarios antedictos factorum & illatorum; noſque pro debito Juſticiæ eiſdem appellantibus adjornamentum requirentibus in cauſis appellationum prædictarum tamquam ſuperior Dominus, ut moris eſt, conceſſimus, ut facere poteramus, & ſecundum juſticiam tenebamur; cum per dictum tractatum pacis ſuperioritas & reſſortum totius Ducatus prædicti & aliarum terrarum per prædictum tractatum eiſdem de Anglia traditarum & aſſignatarum dicto genitori & nobis ac ſucceſſoribus noſtris ſalvi eſſent & fuiſſent, ſintque & fuerint ſpecialiter & expreſſè reſervati, & ad nos ſpectarent & pertinerent ac ſpectent & pertineant; tota illa integritate cum qua ad nos & coronam noſtram temporibus retroactis pertinuerunt ante tractatum ſupradictum.

ANS de J. C. 1370.

§. 2. Nihilominus tamen dicti Edouardus Pater, & Edouardus filius & eorum officiarii prædicti, quamquam de conſuetudine, uſu, ſtilo & communi ac generali obſervantia curiæ noſtræ antedictæ ac totius Regni noſtri, appellantes antedicti ac eorum gentes, ſubditi & officiarii quicumque, appellationibus antedictis pendentibus, in omnibus caſibus eſſent, & eſſe deberent exempti à dictis de Anglia & eorum officiariis ſupradictis; nec cuiquam niſi nobis & dictæ Curiæ noſtræ dumtaxat obedire tenentur poſt & contra dictas appellationes interpoſitas; noſtram ſuperioritatem uſurpare volentes, eoſdem appellantes, & alios appellare ſeu appellantibus adhærere volentes, ac alias gentes dictorum Ducatus & Terrarum ad obediendum ſibi, & ad reſiſtendum nobis minis & muneribus commoverunt contra nos & etiam concitaverunt, publicè edicentes quod nobis & gentibus noſtris in nullo pareretur.

§. 3. Nonnulli etiam ex dictis appellantibus, ſimplicitate vel ignorantia aut aliàs ſua temeritate ducti, eiſdem obediebant & noſtris Juſticiariis & Officiariis obedire formidabant & recuſabant; & quod erat & eſt deterius, poſt appellationes multas à dictis de Anglia & eorum officiariis antedictis ad dictam curiam noſtram interpoſitas, occaſione & in odium appellationum ipſarum, in magnum & grave præjudicium ſuperioritatis, & juriſdictionis noſtræ contemptum & læſionem Regiæ Majeſtatis, appellantes ipſos à juriſdictione ſua propter eaſdem appellationes exemptos, ut præmittitur, dicti de Anglia & gentes ac officiarii ipſorum irrationabiliter & crudeliter ac ſpreta reverentia nobis debita tractaverunt ac tractabant, & multos ex eiſdem appellantibus inhumaniter mortem ſubire fecerant, nuncios etiam noſtros ſolemnes, quod ad dictum Eduardum filium deſtinaveramus noſtras patentes litteras deferentes, per quas dictum Edouardum & ejus officiarios a quibus fuerat appellatum, ad inſtantiam dictorum appellantium adjornabamus & adjornari mandabamus coram nobis ſeu in dicta noſtra Curia ſuperiori in cauſis appellationum prædictarum proceſſuros, & ulterius facturos ut eſſet rationis, ipſe Edouardus filius priſonarios detinuerat & adhuc detinebat ſeu detineri faciebat. Licet etiam per alias litteras noſtras in villis & locis publicis convicinis partibus in quibus dictus Edouardus filius ac ſui & genitoris ejuſ-

ANS de J.C. 1370. ejuſdem loca tenentes & officiarii converſari dicebantur, publicato noſtræ citationis edicto certam diem ſeu certos dies eidem Edouardo filio ac ejus officiariis à quibus, ut præmittitur, extiterat appellatum, in cauſis appellationum prædictarum aſſignari feciſſemus coram nobis ſeu io Curia noſtra ſuperiori prædicta, ad diem tamen ſeu dies eiſdem aſſignatos per ſe, vel per alium comparere contemſerant nec comparuerant, ut debebant; quare ipſos exigentes juſtitia contumaces reputavimus, & poſuimus in defectu. Et præterea dicti Pater & filius ac alii de domo ſua & adhærentes eiſdem, ad deteriora prorumpentes, dictum tractatum & pacem eorundem propriis juramentis ſolemniter præſtitis, firmatam violantes, & contra eadem temerè & de facto venientes, elata obſtinatione ac obſtinata elatione, ſuperioritatis & reſſorti noſtrorum uſurpatione antedicta non contenti, contra nos & Coronam noſtram prædictam evidenter & manifeſtè rebelles & inimicos noſtros ſe reddiderant, nobiſque & Regno noſtro guerram notoriè ac permanenter & apertè indixerant & fecerant, ſicut adhuc faciebant, ac per diverſas Regni noſtri partes, tam in dicto Ducatu quam alibi, multos hoſtiles inſultus fecerant & fieri mandaverant & adhuc faciebant, dictaſque partes totis ſuis viribus nequiter invadere niſi fuerant, incendia & alia innumerabilia facinora & damna graviſſima ioferendo.

§. 4. Propter quæ & alia multa ſcelera per eoſdem de Anglia & eorum adhærentes & coadjutores notoriè perpetrata & commiſſa, nos cum noſtro conſilio ac pluribus peritiſſimis ac magnæ ſcientiæ viris, deliberatione ſuper hoc præhabita diligenti, per noſtras alias litteras in menſe Novembris noviſſimè præterito confectas, diximus & declaravimus dictum Ducatum Aquitaniæ & alias terras, quas dicti de Anglia in dicto Regno noſtro & ſub noſtræ ſuperioritate & reſſorto ante rebelliones antedictas tenere & poſſidere dicebantur, & quas de facto occupaverunt, nobis causa forefacturæ confiſcatas & applicatas fuiſſe & eſſe, & eoſdem ducatum & terras qui ſeu quæ ad nos per dictam confiſcationem ut præmittitur devenerunt & ceciderunt io commiſſum noſtro domanio applicavimus; decernentes, omnes & ſingulos Vaſallos homines & ſubditos dictorum Ducatus & terrarum & qui eiſdem Patri & filio Juramento fidelitatis ante rebellionem antedictam tenebantur, quittos eſſe & liberatos perpetuo.

§. 5. Et quia ut intelleximus nonnulli de dicto Ducatu & aliis terris ſupradictis in commiſſum deventis ac nobis confiſcatis & applicatis, & ad domanium noſtrum unitis ut eſt dictum, quibuſdam coloribus exquiſitis, licet de prædictis tam notoriè & manifeſtè ignorantiam non poſſent aut debeant prætendere qualemcumque, cum talia ſint quæ nulla tergiverſatione celari poſſunt, aut non notoria vel manifeſta dici vel fieri nequeunt; prædictis de Anglia, vel eorum gentibus & officiariis quamquam in ſuis rebellionibus guerris & inimicitiis evidenter & notoriè contra nos perſeverantibus ad hæc obedire, & eorum partem fovere præſumant; quidam vero ex ipſis, licet nos verum ſuperiorem ac directum & immediatum Dominum dictorum Ducatus & terrarum recognoſcunt, nondum tamen fidelitatis homagia & alia deveria ad quæ nobis tanquam vero & immediato Domino pro ſuis feudis, poſſeſſionibus, & terris tenentur, præſtiterunt, vel fecerunt; & eiſdem inimicis noſtris notoriè guerram facere & pro ſuis viribus nocere diſtulerunt; ex quibus damna quam plurima & ſcandala ac irreparabilia pericula nobis & toti reipublicæ Regni noſtri ulterius contingere poſſent, & ſequi, niſi eiſdem celeriter obviatur.

§. 6. Notum igitur facimus, nos urgente Juſticia pro jure & honore Coronæ noſtræ ac totius Reipublicæ & ſubditorum dicti Regni noſtri utilitate ac privilegiorum omnium in dictis Ducatu & terris habitarum conſervatione; præmiſſa ulterius abſque competenti remedio tolerare nolentes cum dicto Conſilio noſtro & aliis litteratis & prudentibus viris ſuper hoc deliberatione habita, Ducatum prædictum & omnes aliss terras antedictas ex cauſis & factis & rationibus antedictis & aliis manifeſtis & notoriis, ac nos & dictum conſilium noſtrum in hac parte rationabiliter & juſtè moventibus, & abundanti decernimus & declaramus ut antedictum eſt in commiſſum nobis cecidiſſe, & erga nos confiſcatos fuiſſe & eſſe, eoſdemque noſtro Domanio Regio applicamus: decernentes tenore præſentium prout aliis decernimus ut eſt dictum, omnes & ſingulos vaſallos, homines & ſubditos dictorum Ducatus & Terrarum a quibuſcumque Juramentis fidelitatis & ſubjectionibus quibus antedictam rebellionem & confirmationem eiſdem de Angliæ & ſibi adhærentibus tenebantur, fuiſſe & eſſe quittos & in perpetuum liberatos & * * injungentes omnibus & ſingulis dictorum Ducatus & terrarum ſubditis, cujuſcumque ſtatus, præeminentiæ, dignitatis aut conditionis exiſtant, ut & ipſi nobis tanquam ſuperiori & immediato ac vero Domino dictarum Ducatus & terrarum, ac gentibus & officiariis noſtris in omnibus caſibus de cætero obediant, expreſſius inhibentes eiſdem ſub pœnis amiſſionis omnium bonorum ſuorum quorumcumque, & aliis quas erga nos incurrere poſſunt, ne deinceps prædictis de Anglis, & eorum officiariis in caſibus quibuſcumque obedientiam præbeant aliqualem, nec conſilium, auxilium vel favorem eiſdem quomodolibet præſtare præſumant; eiſdemque & eorum ſingulis expreſſius injungimus, ut ipſi de cætero dictos de Anglia & omnes & ſingulos eiſdem adhærentes & eorum partem foventes & tenentes, erga nos rebelles ac noſtros & Regni noſtri ac ſuos teneant ac reputent notorios inimicos. Qui verò contrarium fecerint ipſos ex nunc noſtros & coronæ noſtræ inobedientes & rebelles reputamus & tenemus.

ANS de J.C. 1370.

§. 7. Et ut deinceps nullus de prædictis ignorantiam poſſit prætendere aliqualem, omnibus Seneſcallis, Baillivis, cæteriſque Juſtitiariis & officiariis noſtris dictarum Ducatus & terrarum ubicumque conſtitutis, aut eorum Locatenentibus & ipſorum cuilibet ad quem pertinuerit diſtrictè præcipimus & mandamus: quatenus ipſi & eorum ſinguli in villis & locis inſignibus dicti Ducatus & aliis eorum Juriſdictionibus, ſubditis declarationes, confiſcationes, injunctiones & inhibitiones noſtras ſupradictas ac omnia & ſinguls, prout ſuperius ſunt prætacta, publicent & publicari ſolemniter faciant; ac omnibus & ſingulis Prælatis, Baronibus, Militibus, Conſulibus & aliis ubilibet in Ducatu & terris antedictis conſtitutis ſignificent, interinent, eiſdemque & eorum ſingulis ex parte noſtra inhibeant ſub omni pœna, quam erga nos incurrere poſſent; ne quiſquam eorum de cætero dictis de Anglia vel eorum officiariis in caſibus quibuſcumque pareant aliqualiter vel intendant; prædictiſque Prælatis ac Baronibus, Militibus, Conſulibus, & omnibus aliis quibus intererit ex parte noſtra præcipiatur, ut ipſi abſque moroſa dilatione quacumque, ad nos ſeu chariſſimum noſtrum Germanum Ducem Andegavenſem, noſtrum Locumtenentem in dicto Ducatu & partibus occitanicis, ſeu ad alios Locumtenentes & officiarios noſtros in terris prædictis ad quos ſpectabit perſonaliter accedant, pro fide & homagio & Juramentis fidelitatis, cæteriſve juribus & deveriis nobis per ipſos debitis, pro ſuis temporalitatibus, feudis, terris & poſſeſſionibus ante dictis faciendis & præſtandis aut ad ſufferentiam requirendum ſi ſit opus. Quæ ſic fieri & executioni effectualiter demandari volumus, jubemus & etiam ordinamus per præſentes. Io cujus rei teſtimonium &c. Datum in Caſtro noſtro Vicennarum x t v. die Maji anno Dom. M. C C C. L X X. & Regni noſtri ſeptimo. Sic ſignatum per Regem in Magno Conſilio ſuo, Villemer.

ANS de J. C. 1372.

CCCXX.

Mariage (a) *d'*AME', *depuis Comte de Savoye VII. du nom, fils d'Amé VI. Comte de Savoye; avec* BONNE DE BERRI, *fille de Jean de France Duc de Berri, fait le 7. Mai* 1372. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 235.

SAVOYE ET BERRI.

(a) Ce fut le dernier Comte de Savoye Amé VIII. ſon fils ayant fait ériger la Savoye en Duché.

IN nomine Domini, Amen. Par ceſt preſent publique Inſtrument ſoit manifeſte à tous: Que l'an de la Nativité de Noſtre Seigneur M. CCC. LXXII. le VII. jour de May: En la preſence de nous Jaque de Montbelliart Clerc & Secretaire de Tres-excellent Prince Monſieur Jean fils Roy de France, Duc de Berry & d'Auvergne, Comte de Maſcon; & de Antoine Beczon Clerc & Secretaire de Tres-excellent Prince de Monſieur AMEV Comte de Savoye, tous deux Notaires, & des teſmoins cy-deſſous eſcripts: Perſonnellement eſtably les deſſuſdits Monſieur le Duc de Berry d'une partie, & ledit Monſieur le Comte de Savoye d'autre partie: Icelles parties ſachans & adviſés, ſans fraude n'y barat, de & ſur le traitté eü de contraire Mariage entre *Amey fils dudit Monſieur le Comte, & Madame* BONNE *fille dudit Monſieur le Duc*, ont fait enſemble les pactions, promiſſions & convenances que s'enſuivent. Premierement, que ledit Monſieur le Comte promet que il fera & prochaſſera avec tout effait, que ledit Amey ſon fils prendra à femme pour Mariage Madite Dame Bonne, ſe Dieu & Sainte Egliſe s'y accordent; Et auſſi Monſieur le Duc deſſuſdit promet que il fera & prochaſſera avec tout effait, que Madite Dame Bonne ſa fille prendra en mary & eſpoux ledit Amey. Et pour contemplatioo dudit Mariage, & entretenement d'icel, Monſieur le Duc deſſuſdit donra & donne audit Amey, en nom & cauſe de dot de ſa fille, & pour tout le droit, partage & droiture qu'elle pourroit avoir és biens Paternaux, & Maternaux, cent mille francs d'or par une foy à payer audit Monſieur le Comte en nom dudit Amey ſon fils à Baugié aux Terres cy deſſous eſcripts. C'eſt aſſavoir, le jour qu'ils ſeront eſpouſés trente mille francs d'or, & l'an apres de compter du jour dudit Mariage l'an revolu, dix mille frans; & de là en outre un chaſcuo an dix mille frans, juſques à l'accompliſſemeot & payement de la ſomme de cent mille frans deſſoſdite. Item accordé, que au cas que ledit Monſieur le Duc yroit de vie à treſpaſſement ſans avoir hoirs maſles deſcendans de ſoo propre corps de loyal Mariage, ladite Madame Bonne ſa fille ſera ſa heritiere en tout ſi elle eſtoit ſeule, & s'il en avoit pluſieurs elle heritera ſelon ſa portion tant ſeulement, ce en quoy il là peut heriter: & auſſi au cas que Madame la Ducheſſe Mere de ladite Madame Bonne iroit de vie à treſpaſſement ſans hoirs maſles de ſon corps, ladite Dame Bonne ſera ſa heritiere, en tout ſi elle eſtoit ſeule, & ſi elles eſtoient pluſieurs filles, ſelon ſa portioo qui luy pourroit & devroit avenir ſelon le nombre des filles. Item accordé eſt entre leſdites parties, eſt deſduit en pact, que Mondit Seigneur le Comte, fait & conſumé ledit Mariage, baillera & deſlivrera audit Amey ſoo fils pour tenir ſon eſtat, tant de terre qui vaudra ſeize mille frans de revenüe par an, chaſtiaux & fortereſſes non comptés en valuë; leſquelx ſeize mille frans par la maniere que deſſus eſt cootenu, luy ſeront aſſis & aſſignés en la terre de Breſſe: & au cas que ladite terre ne ſeroit de ſi grand valuë, le ſurplus luy ſera aſſis & aſſigné ſur l'autre terre de Mondit Seigneur le Comte au plus prés de Breſſe. Item que pour cauſe auſſi & contemplatioo dudit Mariage, ledit Monſieur le Comte voudra & conſentira, veut & conſent deja par expres, que ledit Amey de Savoye ſon Fils ſoit ſon heritier Comte de Savoye ſprés le decés dudit Monſieur le Comte, & aura Savoye, Morianne, Tharentaiſe, Beugeys, Valbonne, Revermont, Breſſe, & Dombes, avec les rentes, yſſues, honneurs, nobleſſes, fiés, homages, rierefiés, Baronnies, Juriſdictions meres & mixtes, Imperes, Souverainetés, reſſorts, & toutes autres choſes qui ſont dedans leſdites terres, appartenans & pouer appartenir audit Monſieur le Comte pour cauſe d'icelles; & auſſy les fiés & hommages, ſouverainetés, & reſſorts des Barons, qui tiennent fiés & doyvent homage audit Monſieur le Comte; & pourtant ſe tiendra pour content ledit Amey ſon Fils, reſervé la bonne voulonté & liberalité de Mondit Seigneur le Comte. Item accordé & coovenu entre leſdites parties, que au cas que ledit Amey iroit de vie à treſpaſſement, ledit Monſieur le Comte ſurvivant, & auroit Enfans maſles, un ou pluſieurs de ſon propre corps & de loyal mariage de ladite Madame Bonne; en ceſt cas ſon premier Fils, & les autres deſcendans maſles de luy, abiles & ſouffiſans de perſonne pour eſtre Comte, auront tout, ou tel & ſemblable droit, & ſeront heritiers de Mondit Seigneur le Comte, par la forme que ſuſt ledit Amey ſon fils s'il ſut en vie, comme deſſus eſt declaré. Item accordé eſt entre leſdites parties, & a voulu & conſenty ledit Monſieur le Comte, que au cas que ledit Amey ſon Fils iroit de vie à trepaſſement, que madite Dame Bonne ſa Femme à venir ſoit doüée, & l'y conſtitüe en doüaire dix mille francs d'or de revenüe chaſcun an en juſtice & Seignorie, non comptés ne compris Chaſteaux & Fortereſſes, en revenue de terre; par telle condition & maniere, que Madite Dame Bonne ne prandra ne recevra à cauſe dudit doüaire, s'il n'avenoit tant comme Mondit Seigneur le Comte qui eſt à preſent vivra, ſors tant ſeulement ſix mille francs de revenue par an par la maniere que deſſus; & luy allé de vie à treſpaſſement, au cas ou elle ſurvivroit, elle prendra & recevra entierement les dix mille francs deſſuſdites par la fourme devant ditte; lequel Doüaire au cas que deſſus ſera aſſis en & ſur la terre de Foucigny; & au cas auſſy que ladite terre de Foucigny ne vaudroit lors dix mil francs de revenue de doüaire comme dit eſt, ledit Monſieur le Comte veut, conſent & promet, par luy & ſes ſucceſſeurs ſupplir & aſſigner ce qui foudroit, en & ſur les terres & lieux plus prochains de la terre de Foucigny: Et dudit doüaire ſe le cas avenoit, Maditte Dame Bonne fera foy & homage à Mondit Seigneur le Comte de Savoye qui eſt à preſent: Et luy allé de vie à treſpaſſement, Madite Dame Bonne le reconnoiſtra tant ſeulement à tenir de fié, ſouveraineté & reſſort de cely qui ſera Comte par le temps ſans luy faire foy ne hommage. Item ques'il avenoit que ledit Amey alaſt de vie à treſpaſſement ſans avoit Enfans maſles, deſcendans de ſon propre corps & de ladite Madame Bonne ſa Femme, ou maſles deſcendans des maſles, & qu'ils euſſient une Fille tant ſeulement; ledit Monſieur le Comte veut & ſoofent, que luy ou ſes heritiers ſeront tenus de donner en mariage du ſien propre à ladite Fille cent mil francs pour une ſois, outre le droit qu'elle auroit és cent mille francs donnés en mariage à ladite Madame Bonne ſa Mere: Et au cas qu'il y auroit pluſieurs Filles, la premiere aura en mariage ſur les biens dudit Monſieur le Comte ſoixante mille frans pour une fois, outre le droit que elle auroit au dot & és autres biens de ladite Madame Bonne ſa Mere; & ſera tenu ledit Monſieur le Comte de marier les autres Filles ſelon ſon eſtat; & pourtant leſdites Filles ſeroot contentes & excluſes de tous les biens paternaux de Mondit Seigneur le Comte. Item eſt accordé & convenu entre leſdites parties, par convenances & pactions expreſſes, que au cas que ledit Amey iroit de vie à treſpaſſement; ladite Madame Bonne ſurvivant, & que reſtitution de dot auroit temps & lieu; ledit Monſieur le Comte ou ſes heri-

ANS de J. C. 1372.

ANS de J. C. 1372. heritiers & ſucceſſeurs ſeront tenus de teſtituer à Madite Dame Bonne ou à ſes heritiers, leſdits cent mille francs donnés par elle en mariage comme dit eſt, ſe payé avoient eſté, & autrement ce que payé, en ſeroit à ſemblables termes qu'il aura eſté payé: Et au cas que ladite Dame Bonne iroit de vie à treſpaſſement ſans hoirs deſcendans de ſon corps, ledit Monſieur le Comte ou ſes heritiers ſeront tenus de rendre ce que de ladite ſomme de cent mille frans aura eſté payé aux hoirs de madite Bonne, ou à ceux qui auront cauſe d'elle. Item eſt accordé que ledit Monſieur le Duc garnira ladite Madame Bonne, & ledit Monſieur le Comte la ensolera seloo ſon Eſtat. Leſquelles pactions & convenances ainſi faites, leſdits Meſſieurs le Duc de Berry & Comte de Savoye, ont promis & juré par leurs loyaux ſeremens ſur les Saincts Evangiles donnés & preſtés corporalement, & ſur l'obligation de tous leurs biens, & ſur la ſoy de leurs corps baillée de l'un à l'autre: & pour le faire plus à plein, mondit Seigneur le Duc promet de payer audit Monſieur le Comte, au nom de Amey ſon fils à Bapié, la ſomme de cent mille frans deſſuſdits aux termes eſtablys: & a donné ledit Monſieur le Duc pour ladite ſomme en pleiges & fiances, c'eſt aſſavoir, Tres-excellent Prince Monſieur Jean Comte d'Armignac, Meſſire Jean de la Perſonne Vicomte d'Aunoy, Meſſire Guillaume de Bourbon, Renaud de Breqzoles, Veſian de Lomagne, Eſtienne du Fay, Guichart de Marzé, Chevaliers; Meſſires Pierre de Grac Chancelier de mondit Seigneur de Berry, & Imbaut Seigneur du Peſchin. Et auſſi d'autre partie ledit Monſieur le Comte, de ce pour la reſtitution deſdits cent mille francs donnés en Mariage, & pour ledit doüaire attendre & enteriner, baille & donne en pleiges le ſuſdit Monſieur le Comte d'Armignac, Meſſire Philibert de la Baume, Guillaume de Chalamone, Gaſpart de Montmayour, Chevaliers; & Humbert Seigneur de Fromentes, Eſcuyer. Leſquelles pleiges & fiances, preſens & conſentans, c'eſt aſſavoir, ceux de Mondit-Seigneur le Duc, & chaſcun d'eux par ſoy & par le tout, de leur bonne volonté, ſans fraude ne barat, ſe ſont conſtitués & eſtablys fiances & pleiges de la ſomme de cent mille frans ſuſdits, au cas que mondit Seigneur le Duc defaudroit és payemens d'icelle ſomme, aux termes eſtablys, & ce en les mains de mondit Seigneur le Comte preſent & recevant; & ont promis leſdits pleiges de faire les payemens de ladite ſomme de cent mille frans, aux termes & lieux deſſuſdits, ou venir perſonnellement à Bourg en Breſſe, en cely lieu tenir hoſtages continuellement, & dudit lieu non partir ſans congié de mondit Seigneur de Savoye, ou de ſon certain meſſage, juſques à ce que ledit Monſieur le Comte ſoit pleinement payé des ſommes deües, & ſeront tenus venir és dits hoſtages. C'eſt aſſavoir, Monſieur le Comte d'Armignac dedans deux moys prochains, apres ce qu'il en ſera requis par ledit Monſieur le Comte de Savoye, ou par ſon certain meſſage, ou y envoyer quatre Chevaliers; Et tous les autres pleiges dudit Monſieur le Duc dedans un moys prochain, apres ce que eux en ſeront requis: & ſemblablement leſdits pleiges & fiances dudit Monſieur le Comte, & un chaſcun d'iceux par le tout, de leurs bonnes volentés ſans barat ou contrainte, ont promis & juré par les foys de leurs corps, & ſur l'obligation de tous leurs biens, de rendre & reſtituer à Madite Dame, ou à ceux qui auroot cauſe d'elle, ledit dot de cent mille frans, ou ce qui en ſera payé audit Monſieur le Comte, & auſſi de faire aſſeoir & aſſigner à elle le doüaire deſſuſdit à l'y donné par ledit Monſieur le Comte: Et ont auſſi promis & juré, de faire tenir & accomplir les choſes ſuſdites, ou d'aller tenir hoſtages en leurs propres perſonnes en la ville de Maſcon, c'eſt aſſavoir, un mois prochain apres ce que par mondit Seigneur le Duc ou ſon certain meſſage, en ſeront requis; & là tenir hoſtages, & de là non partir ſans licence dudit Monſieur le Duc: & ſe Meſſire Philibert de la Baume deſſuſdit ne pouvoit ou vouloit tenir leſdits hoſtages, que il y puiſſe envoyer un Chevalier ſouffiſant qui illec tiendra leſdits hoſtages, pour & en nom de luy, par la maniere que deſſus. En teſmoin deſquelles choſes, & pour ce que elles ſoient fermes & eſtables à touſiours, Nous Duc de Berry, & Comte de Savoye deſſuſdits, avons fait mettre à c'eſt preſent inſtrument nos grands ſeaux, & ont eſté faites & données ces choſes à Valence ſur le Roſne en la Maiſon de la Bergerie à l'Enſeigne de l'Image de Sainct George, l'an & jour que deſſus: Preſens à ce Meſſire Jaque Loup Chambellant, Guillaume de Guſay, Jeoffroy de Germoles Maiſtres d'Hoſtel de mondit Seigneur le Duc, Guichard de Sure, Chevaliers, Colas Meugnin, & Guillaume Seguin Secretaires de mondit Seigneur le Duc, teſmoins à ce appellés. Signé de Bordis. ANS de J. C. 1372.

CCCXXI.

Edit de CHARLES V. *Roi de France, qui déclare que les Rois de France ſeront majeurs à 14. ans. Fait au Bois de Vincennes au mois d'Août* 1374. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 231. ANS de J. C. 1374. FRANCE.

KAROLUS Dei gratia Francorum Rex ad perpetuam rei memoriam. Filios Regum per parentes educari & eruditi debere, ut Deum timeant virtutem & virium profectum celeriter attingant; ſincerè diligi, & primos genitos maximè magnis donis & altis honoribus decorari Reipublicæ commodum * * Bona enim terra dil'igenter colitur, ut fructus optimus reportetur, multo magis ſunt Filii Regum per patres ſtudioſius outriendi & docendi, ut virtutibus imbuantur, fortificentur & creſcant, & cum in adultam ætatem perveneriot pueritiæ, redoleant bonos mores, qui ad majoris honoris culmen ſunt in populis erigendi. Altius nempe præcepta ſumunt, quæ teneris imprimuntur ætatibus, illa vero utilis cenſetur doctrina ac prudentia, quæ ab ætatis initiis, atque ab infantiæ ipſius exordiis inchoatur. Unde ſapiens ait: fili à juventute tua excipe doctrinam & ad canos invenies ſapientiam. Cæterum æquum cenſetur Reges filios ſuos ut ſe ipſos diligere tamquam ſuæ ſenectutis Paſtores & Cuſtodes domus ſuæ, cum naturâ eadem perſona reputentur cum ipſis, & filii ſi noo bene vivant ad interitum patris eſſent. Sanc filios Regum generaliter magnificandos & hooorsndos pluſquam alios, jura clamant, in quibus Parentes cæteris munificentiores eſſe debent, nam ipſis ſolis remanentibus poſt mortem memoria & ſpe ducti quodammodo immortalitatem participant. Unde non magnificando vel honorando eoſdem, donum Dei ſibi in filiis præſtitum negligere viderentur. Rurſus quod in honoribus ſint aliis fratribus primogeniti præferendi paterna benedictione pinguiori, ſatis patet & benedictione, quam dedit Iſaac ipſi Jacob, ſic inquiens, det tibi de rore cœli & de pinguedine Terræ abundantiam frumenti & vini & olei, ſerviant tibi populi & adorent * eſto Dominus fratrum tuorum & incurventur ante te filii matris tuæ. Porrò ſummè debent reges attendere, quod beneficia filiis ſuis præcipuè primogenitis impenſa cum publica utilitate concurrant, cum hæc duo poſt Deum ſibi debeant exiſtere chariora; confidentes in filus conſervari. In ipſis negotiis peragendis ſic intendentes ſolerter ea quæ periculoſiora ſunt, nequaquam ſine remedio reformationis accomodè relinquant, ſic reſpiciant oculatè, quod populus ab opprimentium protectus incurſibus exuberantia virtutum quieſcat in pulcritudine pacis in Tabernaculis fiduciæ & Reginæ temporalium opulentiæ; res quoque publica ſit ſuis temporibus in bona

ANS de J. C. 1374.

na proſperitate. Poſtremò ſuper regimine regni debemus prædeceſſorum noſtrorum veſtigiis inſiſtere; & inter bonos meliores & inter meliores optimi ſunt ſpectandi.

§. 2. Hinc eſt quod nos conſiderantes attentè ætatem quatuordecim annorum ferre, & minorem nullatenus repugnare regiæ dignitati vel adminiſtrationi nanciſcendæ vel ſuſcipiendæ Regnorum. Joas enim unctus fuit & regnavit ætatis ſuæ anno ſeptimo, Joſias annorum octo erat, quando regnare cœpit, David parvulus in regem unctus eſt, & Salomonem elegit Deus adhuc puerum & tenellum, & iſti reges fecerunt placitum coram Domino; Hieremias Puer ſuper gentes conſtitutus eſt: conſiderantes, quod annus decimus quartus diſcretionis exiſtit & in ipſo * plures actus legitimos exercendi & abſtinendi; ſint habiles ad labores militares & opera bellicoſa; & quod nonnulli reges tam prædeceſſores noſtri quam alii hac ætate ſeu paulo ante vel poſt regnorum gubernacula aſſecuti magnifici & utiliter regnaverunt, & quod filii regnum Franciæ ſolent cura pervigili inſtrui & educari in bonis moribus virtutibus & honore. Quapropter ipſos, veriſimiliter traditur plus illo tempore profeciſſe quam alios minoris ſtatus ætate longè majori, juxta illud quod ſcribitur Cæſaribus virtus contigit ante dies; atque in corde noſtro indelebiliter eſt ſcriptum, qualiter ſanctiſſimus Atavus & prædeceſſor noſter, Patronus, deffenſor & Dominus ſingularis beatus Ludovicus, flos, decus, lumen & ſpeculum, nedum regalis profapiæ ſed omnium Gallicorum, cujus memoria in benedictione & non relinquetur in ſecula, ac divina protegente gratia nullius mortalis culpæ contagium (contraxiſſe) perhibetur, regnumque & rempublicam ſic laudabiliter gubernavit, quod geſta ipſius præclara, quæ mundus mirabitur, quamdiu ſol permicabit, per nos ac ſucceſſores noſtros meritò ad conſequentiam trahi debent, ſic quod ſua actio noſtra inſtructio videatur; de ipſo enim legitur quod Reges maximi & potentes inimici, agente Deo, ipſius pueri Regis viribus ſunt repulſi; ætatis ſuæ quarto decimo anno Regni Regimen aſſumſit, recepit hc magia ſeu fidelitatis juramenta Prælatorum, Parium & aliorum Vaſſallorum, ſuitque facta regali unctione inunctus & coronatus.

§. 3. Videntes & dierum creſcente malitia, mundum jugiter in deteriora prolabi; & non ex divinæ providentiæ defectu ſeu debitæ rerum ordinis, ſed ex propriis demeritis in hominum mentes aſſueta depravante nequitia in illis malorum paſſim cumulum ſuperaddi; atque quaſi damna infinitate per admoniſtratores alienos minoribus illata & irrogata fuerunt temporibus retroactis, nec ceſſant proh dolor inceſſanter inferri; exactique temporis conſideratio edocet & penſata evidenter diſcrimina manifeſtant, quod & quantis aliena, longinqua, & peregrina regimina plena periculis extiterunt. Quibus de cauſis & aliis ut minorum indempnitatibus ſuccurratur, & ipſi frequenter veniam ætatis impetrant, & nos & prædeceſſores noſtri in concedendo eandem conſoevimus nos exhibere petentibus liberales; quòdque Rex & Dominus naturalis ac legitimus, plus diligitur à ſubditis quam quicumque Regens pro eo; videturque libentius, & ſibi ab eiſdem promptius obeditur, retrahunturque à ſacinoribus & delictis, ſolum Dominum videndo frequenter. Et per puerum, juvenem vel infantem ad bonum obedientiæ & ſervitiorum promtitudinem excitantur, audaces & magnanimi fiunt ac magis in omnibus virtuoſi. Macedones enim pulſi, Rege ſuo Regis defuncti filio exiſtente in cunis in aciem poſito, acrius recepere certamen & victores fuerunt propter præſentiam ejuſdem; oſtendentes priori bello, Regem non virtutem Macedonibus defuiſſe. Et Galli Chilpericum Regem Franciæ, cujus auctoritate & nomine regi voluerunt, intuentes per Reginam matrem ſuam ad exercitum inter brachia portari, ita ſtrenuè bellaverunt, quod dictus Chilpericus glorioſiſſimum habuit & obtinuit triumphum.

ANS de J. C. 1374.

§. 4. Pacifico ſtatu Regni noſtri nedum pro noſtris, ſed perpetuis temporibus cupientes finceris aſſectibus providere ad vitandas diſcordias, removenda ſcandala, & alia inconvenientia & detrimenta maxima, quæ niſi proviſeretur, timerentur veriſimiliter evenire; præmiſſis omnibus & ſingulis quantum nobis ex alto permittitur meditatis prudenter, & ut agere conſideratè poſſimus, ad omnem dubitationis materiam ſubmovendam, habita ſuper hoc deliberatione matura & conſilio pleniori ex Prælatis perſonisque notabilibus Clericis & Laicis; declaramus, decernimus, ordinamus, & hac edictali lege noſtra irrefragabili & imperpetuum decernimus, conſtituimus & ſancimus de noſtra certa ſcientia ac Regia pleoitudine Poteſtatis, ut ſi nos vel ſucceſſores noſtros nutu divino decedere vel ab hac luce migrare contigerit filio noſtro maſculo primogenito, ſeu primogenitis Regum ſucceſſorum noſtrorum pro tunc exiſtentibus, minoribus quatuor decem annis, eo ipſo quod dictus primogenitus noſter ſeu primogeniti prædictorum ſucceſſorum noſtrorum, quartum decimum annum ſuæ ætatis attigerint; vel eiſdem decedentibus ſine filiis maſculis, fratris ſui ab eodem Patre procreati naturales & legitimi ſecundum debitum ordinem originis eorundem, dictum decimum quartum attingentes, quos ex nunc prout ex tunc quoad infra ſcripta puberes ſtatuimus & decernimus reputari; habeant & habere debeant regimen & adminiſtrationem Regni, homagia & juramenta fidelitatis per Prælatos, fratres, Pares, Principes ſeu quaſcunque perſonas alias Eccleſiaſticas vel ſeculares præſtandæ & faciendæ, etiamſi Archiepiſcopali, Epiſcopali, Regia vel alia quacumque præfulgeant dignitate, recipiant & admittant; illi verò qui ad eadem præſtanda vel facienda erunt quomodolibet adſtricti, illa dicto tempore ſibi facere & præſtare neceſſariò teneantur donum munificum Sacræ unctionis regalis, ſceptrum, Coroonam, diadema, veſtimenta vel alia inſignia regalia, univerſa & ſingula pro ſuæ libito voluntatis ad plenom ſortiantur effectum; juramenta tam in ſacra unctone vel Coronatione quam alias, tum per eoſdem præſtita nec non gratiæ, pacta, conventiones & promiſſiones factæ ſuis ſubditis & vaſallis ſeu aliis perſonis Eccleſiaſt. vel ſecularibus quibuſcumque ac ſi eſſent majores XXI. annis valeant; ac faciant & diſponant in omnibus & per omnia, prout bonus Rex Francorum facere poteſt & eidem competit ratione ſui præcelſi culminis ac dignitatis ſupremæ ſuæ Regiæ Majeſtatis conſuetudinibus non obſtantibus quibuſcumque: cum enim ſint ac fuerint ab antiquo pro Domanio Regni regendo & conſervando; actibus bellicis ad laudem bonorum & vindictam malorum, ſi opus fuerit exercendis; & ad Provinciarum Regimen ac pro debita juſticia, quæ huc uſque (laos Deo) in Regno noſtro diſcitur floruiſſe abſque acceptione perſonarum omnibus & ſingulis miniſtranda; officio ordinato, viri ſpectabiles Illuſtres & ſuper Illuſtres, Litterati, Prudentes & ſcientifici quorum opinionibus & operationibus floret orbis, commiſſi & deputati ad hujuſmodi officia gubernanda, impendenda obſequia ac adminiſtranda Conſilia Majeſtatis Regiæ, in omnibus quæ jus publicum concernunt; & ſuper adeptione vel adminiſtratione Regni non reperiatur ætas conſtituta vel præfinita à jure in Rege, qui ſolutus eſt legibus; cum jura, dicentia ætatem exigi in minoribus, loquantur in Juriſdictioni ſubjectis: Dignum prorſus & congruum arbitramur tam ex his quam ex ſupra dictis in dicto anno quarto decimo ſupra ſcripto, filios noſtros vel ſucceſſorum noſtrorum in caſibus ſuperius declaratis, Regimen & adminiſtrationem Regni nanciſci, ſuſcipere & habere; ac omnia facere, quæ ad verum Regem pertinent, ut ſuperius eſt præmiſſum.

§. 5. Si

ANS de J.C. 1374.

§. 5. Si quis autem in tantam proruperit humanæ præſumptionis audaciam, quod præmiſſa, vel aliquod præmiſſorum per ſe vel per alium publicè vel occultè, nixus fuerit impedire, ſeu ſuper eiſdem ſe inobedientem reddiderit, vel rebellem, omni jure ſucceſſionis & Regni Regiminis vel adminiſtrationis ejuſdem, quod pro tunc & futuro tempore ſibi competere poſſet, nec non dignitatibus, terris, feudis & Domaniis quæ in Regno noſtro tenebit; & etiam mandantes, conſulentes, agentes & conſentientes ſeu ratum habentes eo ipſo noverint, ſe privatos; nec hoc deinceps in diſputationis materiam deducatur, ſed ejus quæ ſuper ipſa prætenderetur ignorantia, cauſa dici debeat ſupina * volumus & decernimus eandem ſolemniter publicandam & in Archivo Chartarum noſtrarum ad perpetuam memoriam redigendam. Datum in Caſtro noſtro Nemoris Vincennarum, menſe Auguſto, Anno Domini Milleſimo trecenteſimo ſeptuageſimo quarto; Regni vero noſtri undecimo. Per Regem in Conſilio ſuo. Sic ſignatum P. Blanchet.

§. 6. Cette Loy ou conſtitution Royalle fut publiée au Parlement du Roy en ſa preſence de par luy tenant ſa juſtice en ſon dict Parlement, en ſa magnificence ou Majeſté Royalle le vingtieſme jour de May en l'an de grace, mil trois cens ſoixante quinze, & eſt cette loy ou Conſtitution Royalle enregiſtrée au Parlement, & l'original mis au Treſor des Chartres du Roy, & la Copie d'icelle, par maniere d'original ſoubs le grand ſeel Royal baillée aux religieux de ſainct Denis en France pour la mettre & garder en leur treſor, & tout afin de perpetuer la memoire d'icelle Loy ou conſtitution royalle; ainſi qu'il eſt contenu en une cedulle attachée par le greffier de Parlement, & à ce furent preſens. ANS de J.C. 1374.

§. 7. Monſieur le Dauphin de Viennois fils aiſné, Monſieur le Duc d'Anjou frere du Roy noſtre Sire. Le Patriarche d'Alexandrie, L'Archeveſque de Rheims, L'Archeveſque de Thoulouze, l'Eveſque de Laon, L'Eveſque de Meaux, l'Eveſque de Paris, l'Eveſque de Cornouailles, L'Eveſque d'Auxerres, L'Eveſque de Nevers, l'Eveſque d'Evreux; L'Abbé de ſainct Denis en France, L'Abbé de Leſtoure, L'Abbé de Sainct Vaaſt. L'Abbé de ſaincte Colombe. L'Abbé de Lens. L'Abbé de ſainct Ciprian, L'Abbé de Vendoſme Chancelier du Duc d'Anjou; Le Recteur, & pluſieurs Maiſtres Docteurs en Theologie, Docteurs en decret, & autres ſages Clercs, en l'univerſité de Paris. Le Doyen & Archidiacre de Brye; Le Chancelier, Le Penitencier; Et pluſieurs autres notables perſonnes de l'Egliſe de Paris; Monſieur le Chancelier de France, Monſieur le Comte d'Alençon, Monſieur le Comte d'Eu; Monſieur le Comte de la Marche; Meſſire Robert d'Artois, Le Comte de Brienne, Le Comte de L'Iſle, Meſſire Raymond de Beaufoir, Le Prevoſt des Marchands, & Meſſieurs les Eſchevins de la ville de Paris; Et pluſieurs autres gens ſages & notables tant Clercs comme Laics en grand nombre.

CCCXXII.

ANS de J.C. 1374. BRABANT, ET BAVIERE.

Traité de Paix & d'Alliance entre WENCESLAS DE BOHEME *Duc de Brabant, &* ALBERT *Duc de Bavière Comte de Hollande &c. Fait à Gertrudemberg, le 19. Août.* 1374. Dynter. Chroniques de Brabant. Liv. V. Feuill. 50.

WENCELEN VAN BEMEN by der gratieo Godts, Hertoge van Lymborch, van Lothrijck, ende van Brabant, ende Lymborch Marckgrave des heylige Rijckx, Joanne by der ſelver gratien Godts, Hertoginne des Hertochdomme, ende Merckgravinne des Merckgravenſchap vorſz, ende ALBRECHT van Godts genaden, Hertoge io Beyeren, Palſgrave by den Rynen Ruwaert van Hengouwe, van Hollant, van Zelant van Vrieſlant, doen cont ende kennelijcken, allen lieden die deſe Letteren ſullen ſien oft hoore leſen, dat want eene twiſt ende wanghonſte opgeſtaen tuſchen onſe byder Landen Steden, ende lieden van Brabant, van Henegouwe, van Hollandt, Zelandt ende Heuſden, ſoo dat pandinge arreſtement, ende oock brandt aen beijeo ſijen geſchiet waeren, ende te duchten was, dat meer onraets io gevallen mochte ſijn, hadden de ſaken iet langer ſoo geſtaen in onraſen, ſoo dat wy aen beyde de ſeyden omme de onruſte af te leggen, ende alle andere ſaken ende onruſten, die tuſchen ons in beyde ſyden ende onſer beyder Landtſtede, ende lieden weſen mochte van voorleden tijden tot op den daech des daets des Briefs, geſamentlijck overdragen ende te rade worden ſijn, dat wy Hertoge ende Hertoginne van Lutzemborch, ende van Brabant, coſen ende namen uyt den rade ons Neven Hertoge Albrechts vorſz Heeren Philips Pollanen, ende Heeren Conrardus Deken van S. Marien io den Hage, ende wy Hertoge Albrechte enſen ende namen uyt ons even rade des Hertoges van Lutzemborch ende Brabant, uyt ons mocye rade des Hertoginne voorſz, den Heere van Gruy-

CCCXXII.

ANS de J.C. 1374. BRABANT, ET BAVIERE.

Traduction de ce Traité.

VENCESLAS DE BOHEME, *par la grace de Dieu Duc de Lambourg, de Lorraine, & de Brabant, Margrave du St. Empire; Jeanne par la même grace de Dieu Ducheſſe & Margravinne deſdits Duchez & Margraviat; &* ALBERT *par la grace de Dieu Duc de Bavière, Comte Palatin du Rhin, grand Bailly de Hainaut, de Hollande, de Zelande, de Friſe; à tous ceux qui ces preſentes Lettres liront ou orront lire, ſçavoir faiſons, que diſcorde & inimitié étans ſurvenuës entre nous & nos Pais, Villes & Peuples de Brabant, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Heuſden, juſques là que contributions avoient été levées, des perſonnes avoient été arrêtées, & des embraſements avoient été faits; & qu'il étoit à apprehender qu'il n'en arrivât de plus grands deſordres, ſi les choſes étoient demeurées plus long tems dans ces état de diſcorde, nous, pour d'un & d'autre côté y mettre fin, auſſi bien qu'aux autres affaires & diviſions & troubles qui ont été & peuvent être entre nous de pars & d'autre, & nos Pais, Villes & Peuples juſques au jour de la datte de ces preſentes, ſommes convenus & avons trouvé à propos, que nous Duc & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, choiſiſſons & prenons du Conſeil de nôtre neveu le Duc Albert ſuſdit, les Sieurs Philippe Pollanen & Conrard Doyen de Ste. Marie à la Haye, & nous Duc Albert choiſiſſons & prenons du Conſeil de nôtre Oncle le Duc de Luxembourg & de Brabant & du Conſeil de ladite Ducheſſe nôtre tante le Sieur de Gruythuyſe & le Sieur de Bouterſem, & choiſiſſons & prenons enſemblement en-*

ANS de J. C. 1374.

Gruythuyſe, ende den Heere van Boutersem, ende coſen ende namen ſamentlijck noch den Heere vander Leck van Breda, als tot eenen Overman ende gavens, deſe vijfve volcomen machte alle ſaken die in geſchille ſtonden te laten, ende igelijcken die welcke daer op raet gehadt hebben, ende hebben met onſer al te wille weten, ende conſenten die ſaken geſeyt ende verkeken inder manieren, als hier naer volcht.

In deſen eerſten ſoo ſullen alle de oude clagen ende pandinge die gedaen ende over gegeven waren, voor onſe Liwrouwen dach aſſumptie anno 1373. af weſen ſonder ons ende onſer beyden onderſaet, die een den anderen ieț daer af te heſſchene, maer elck van ons Heeren ſal ſijn onderſaet ſtellen, vanden voorgaende clagen ende pandingen, ende des ſal elck van ons ſijn onderſaeten mogen nemen, ſoo wes ſy ten pant te pant hebben, om andere die clagen ſijn mede te ſtillen, hier inne is genomen die brandtſchade, die Jan van Medenonne dede aen Laureys huys ende goede vanden putte te Honshurde, maer daer ſullen elck van partyen een man oft twee bewegen, ende nemen dat te verlijcken ende wel daer inneige ſchit, des ſoude weſen die Heere vander Leck, een Overman dat te ſcheyden. Item vander pandinge die Heer Claes van Bruſſel, Jan van Reniſſe, ende Heer Floris van Borſſele, gedaen hebben op die lieden ende Pooters van Brabant, daer tot Breda af overdragen was, dat ſyt weder keeren ſouden op Sint Jacops dach leeſtleden, daer af is geaccordeert wat die voorſz Heer Claes, Heer Jan, Heer Floris, Erfgenamen meſſaken dat ſy des Godts niet alſoo vele gepant en hebben noch gehadt hebben, als die voorſz Pooters ende lieden van Brabant, in ſchrift over gegeven hebben, dat meneer Claes, Heer Jan, ende eenen van Heer Floris erfgenamen, ende hare lieden die dit goet op gehouden hebben, ende oock Heer Seger van Oeſtkerke onthieden ſal te komen te Breda, op nu onſer Liwrouwen dach nativitatis, ende daer ſalmen weten by haren eede ſoo wat goet ſy gehadt of hare lieden ende Knapen, ende alle ſoo verre als men vindt by haren ende ter waerheyt, oft metten ſcheplieder dat ſy gehadt hebben, dat ſullen ſy betalen, ende dat ſal men nemen an hare gelt, dat ſy in Brabant hebben ſullen van hare ſchade des ſtrijts van Baeſtwillen, ende daer voor ſal haer gelt voorſz, inder Stede handen van Brabant blyven ſtaen, tot gouder rekeninge, ende die lieden ende Poorteren uyt Brabant ſullen haere goet groten by haren eede, ſoo wat hare eerſt roops gecoſt heeft. Item ſullen ſtaende blyven ende te niet weſen, die ſchade die die lieden uyt Henegouwe geleden hebben, by arreſte des Meyers van Lovene, der ſaken wille des Heeren van Gemppe, ende oock die ſchade, die die lieden uyt Henegouwe gedaen weſt, doen wy Hertoge van Lutzemborch ende van Brabant, te Velde gewapent lagen, tot Valconpont tegen den Omnergonde ſyde, die de Heeren van Gemppe deden, ende hune hulperen met wonen doen hy die brandt dede tot Sintachenrode. Item die lieden ende Poorteren van Boſſche tot eewelijcken dage behouwen, alſulcken palinge als de Heeren van Bruyſwael paelde ende beſchende, tuſſchen die van Boſſche van Ingelen ende van Blynen, terwylen die Landebende ons des Hertogen, ende der Hertoginnen van Lutzemborch, ende van Brabant, waren alſoo onſe Brieven die wy daer af gegeven ende beſegelt hebben, dat beſſchyden maer hebben, die van den Boſſche deſe palen wat voorder gegraven oft begrepen, dat ſal men uitworpen ende dat ſal blyven de Lande van Heuſden. Voort die vande Boſſche haer palen wel gehouden, ende comen daer dan Beeſten over die mach men ſchieten op eenen redelijcken ſchoot, voort ſoo ſullen die vanden varen voor den Tol tot Heuſden op hare oude rechte, ende om dat die palen voorſz den Lande van Heuſden naer ſteken by Hertoge Jans tijden, ende die Brieven begrepen, daer Heuſden mede over gegeven was, dat wy Hertoge

core le Sieur de la Leck de Breda pour ſur-arbitre, & donnons à ces cinq plein pouvoir d'accommoder toutes les affaires qui ſont en different, leſquels aprés avoir là deſſus deliberé, ons de nôtre volenté ſen & conſentement dit & declaré comme s'enſuit.

ANS de J. C. 1374.

Premierement demeureront les plaintes & contributions, qui ont été faites avant l'Aſſomption de nôtre Dame de l'an 1373. aſſoupies, ſans qu'aucun de nos ſujets de part & d'autre puiſſe en rien demander; mais que chacun de nous ſouverains, indemniſera ſes ſujets deſdites contributions & plaintes, & fera une repartition ſur ſes ſujets pour avoir dequoy fournir à ladite indemnité, & apaiſer les plaintes. En cecy eſt compris le dommage du feu que mit Jean de Medenonne à la maiſon de Laureys & de laquelle Godde vander Puste étoit locataire; mais chacune des parties prendra une perſonne ou d'eux pour faire l'accommodement, & s'il arrivoit qu'ils ne puſſent s'accorder, Monſieur de la Leck comme ſur-arbitre les mettra d'accord. Item quant aux contributions qui ont été levées par les St. Nicolas de Bruxelles, Jean de Reneſſe & Floris de Borſſele, ſur les gens & bourgeois de Brabant, & ſurquoy il avoit été propoſé & convenu à Breda qu'ils les raporteroient au jour de St. Jaques dernier, ſurquoy les heritiers deſdits Nicolas, Jean & Floris mirent qu'il eut été reçu autant que leſdits bourgeois de Brabant ont mis dans leurs écrits; que les heritiers deſdits Sieurs Nicolas, Jean & Floris, & ceux qui ont eu cet argent, comme auſſi le Sieur Seger d'Oeſtercke ſeront ajournez à Breda pour le jour de la nativité de nôtre Dame, pour ſçavoir ce qu'eux, leurs gens, & leur ſerviteurs ont eu, & ce que l'on trouvera, par la declaration de la verité, qu'ils auront eu, ils le payeront, & cela ſera pris ſur l'argent qu'ils ont en Brabant, pour le dommage qu'ils ont ſouffert au combat de Baeſtwillen, & pour cet effet les ſuſdites deniers qu'ils ont dans les Villes de Brabant ſeront arrêtez à bon compte; & les gens & bourgeois de Brabant eſtimeront leurs bieus ſur le pied de ce qu'ils leur ont coûté en premier achaps. Item demeurera aſſoupi & annullé le dommage qu'ont ſouffert ceux de Hainaut, par l'arrêt des Maires de Louvain à cauſe de l'affaire des Seigneur de Gemppe; & auſſi le dommage qui a été fait aux dits du Hainaut, lors que nous Duc de Luxembourg & de Brabant étions campez avec nos troupes à Valempont à côté de Ommergonde, & lequel les Seigneurs de Gemppe firent avec leurs adherents, lors qu'ils mirent le feu à Sintachenrode. Item les gens & bourgeois de Beiſleduc retiendront à toujours les limites que les Seigneurs de Bruyſwael avouent entre ceux de Boſleduc, de Ingelen, & de Blynen, du temps que les troupes de nous Ducs & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant y étoient, ainſi que les Lettres que nous en avons donné & ſcellé le determinent. Mais ſi ceux de Boſleduc ont enterré plus avant ou étendu davantage leſdites limites ou les deterrera pour rendre à ceux de Heuſden, ce qu'ils doivent avoir. Ceux de Boiſleduc ayans ainſi leur limites, ſi les bêtes viennent à les paſſer, ou les peura arrêter. Item ceux de Heuſden demeureront à l'égard de la Denane dans leur ancien droit. Et parce que leſdites limites & bernes étoient plantez plus avant vers Heuſden du temps du Duc Jean, & qu'il eſt dit dans la Capitulation qui fut faite lors de la reddition dudit Heuſden, que nous Albert aurions ledit Païs de Heuſden comme & ainſi qu'il étoit avenu au Duc Jean; Il eſt convenu que nous Duc & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, indemniſerons nôtre neveu Duc Albert dans l'empêchement & dommage qu'il pourroit recevoir en cela, en la maniere que le Sr. Conrad Doyen de Ste. Marie à la

ANS de J. C. 1374.

toge Albrecht dat Landt van Hoeſden hebben ſouden, alſt an Hertogen Jan gecomen was, ſoo weert verwaerde dat wy Hertoge ende Hertoginne van Lutzenborch ende van Brabant, voor al ſulcken gebreck ende letſe lals onſe Neve Hertoge Albrecht daer in hebben mach, hem verſet ende raſtoir doen ſtellen, andere ſtucken in al ſulcker manieren als Heer Conraet Deken van Sinte Marien in den Hage; ende Rutger Willemanſſoon die wy daer toe uyt ons neven rade Heer Albrecht gecoſen hebben, ende die Heer van Gruytheuſen voorſz, ende Godefroide vander Cou die onſe Neve voore genoemt uyt onſen rade gecoren hebben, ordineren ſtelen oft die Heere vander Leck onſer beyder overman waeren, Sijs met een die wel vijf perſoonen aldus van onſe gecoren incomén ſelen tot Breda, op nu Sint Remeys dach naeſtcomende, ende ſelen ſekeren met van dan te ſcheyden, eer dat ſy dit verlijck ende verclaert hebben, ende oock dſe andere poinctẽ die mochte verlijcken ſijn, dat Heer Diederijck ende Heer Claes tot Hemwaert hebben. Oock iſt verwaerde gemelt, alſoo dat Godt bieden moet dat eenich van deſen perſoonen voorſz, die wy aldus gecoſen hebben oft die overman aflyvich werden, oft anders met noodſaken belet werden, eer ſy tot Breda in quamen, oft eer deſe ſake verclaert oft verlijck worden, dat dan elck van ons Heeren an dies ſyde dat gebreck waere, eenen anderen aen die Sadt kieſen ſoude die ſchuldich ſoude ſijn in te comen tot Breda alſoo voorſz, ende te doen al dat d'andere gedaen ſoude hebben, in dies Stadt dat hy gecoſen is. Item is geaccordeert van den brande die tot Einghten ende tot. . . . . gedaen wert, ende van den brande die de Heere van Gemppe dede tot Sintachteurode, dat die ſullen ſtaen d'een tegen d'andere tot den verclaeren der voorſz Raetslieden ende des Overmans beſt voorſz, ende die gene die den brandt deden oft doen deden ſullen die ſmaetheyt beteren ons Hertoge Albrechts voorſz, naer ordinantie der voorſz 4. Raetsliede ende Overmans. Item is geaccordeert vande ſmaetheyt ende miſdaet des Heeren van Gemppe, geloven ſal te voldoene al ſulcken beteringe, alſoo de 4. Raetsheden ende Overmans voorſz hem toe ſeggen ſullen te doene ons Hertoge ende Hertoginne van Lutzemborch ende van Brabant, ende daer mede ſal die Heere van Gemppe ende ſijn hulperen tegen ons verſoent ſijnde van deſen ſaken. Item ſal men van den 2200. ouwe ſchilden, alſoo vande geſchutte ende Provantien van Hoeſden, noch van 1100. mottoenen die Lant van Henegouwe ons Hertoge van Brabant gaef, geen eyſinge of betalinge doen aen d'een ſyde of aen d'ander, maer d'een ſal tegen d'andere quyt ſijn. Welcke pointen verwaerde ende accoort voorſz, wy Hertoge ende Hertoginne voorſz gelooft hebben, en geloven in goeder trouwen elckander vaſt ende geſecht te houdene onverbrelijck, gelijck dat ſy geordineert ſijn ende noch geordineert ſullen worden, by den Maenſlieden ende Overman voorſz. In oorconden ende vaſticheden welcker dunck wy onſe ſegelen ſamentlijck gehangen aen deſen Letteren. Gegeven tot Sinte Gertrudenberge den 19. dach in Auguſto anno 1374. Hier naer volcht de uytſprake vande 4. Segſlieden.

la Haye, & Laiger Willemanſoon leſquels nous avons pris du Conſeil de nôtre neveu Albert, & le Sieur de Gruythuyſen ſuſmentionné, & Godefroi vander Cou que nôtre dit neveu a pris de nôtre conſeil, en ordonnerons ou le Sieur de la Leck que nous avons les uns & les autres nommé pour cinquiéme au cás que les autres ne puſſent s'accorder. Les cinq perſonnes auſſi nommées par nous ſe rendront à Breda a la St. Remi prochain, & affirmeront de n'en point partir & de ne point ſe ſeparer avant qu'ils aient accommodé les ſuſdits differents, & auſſi les autres points qui ſont a accommodér, & qu'ont les Sieurs Diederick & Nicolas de Hemwaert. Il eſt auſſi convenu, que s'il arrivoit, ce qu'a Dieu ne plaiſe, que quelcune de ces perſonnes que nous avons auſſi éluës, ou le cinquiéme allaſſent de vie à trepas, ou qu'elles vinſſent à recevoir quelque empêchement neceſſaire, avant de ſe rendre à Breda ou avant d'avoir terminé ces affaires, qu'alors celui de nous, du côté duquel ladite perſonne viendroit à manquer en choiſira une autre en la place qui ſera tenu de ſe rendre a Breda, comme dit eſt, & de faire ce qu'auroit dû faire l'autre en la place de laquelle il ſera choiſi. Item il eſt accordé à l'égard de l'embraſement arrivé à Eingten & à . . . . . & a l'égard de celuy que firent les Seigneurs de Gemppe a Sintachteurode, que les parties ſeront en preſence pour informer les ſuſdits conſeillers & ledit cinquiéme, & ceux qui ont fait ou fait faire ledit embraſement en indemniſeront nous Duc Albert ſuivant ce qu'en ordonneront leſdits quatre Conſeillers & le ſur-arbitre. Item a été accordé qu'a l'égard du dommage des Seigneurs de Gemppe, il ſera promis d'en faire tel dedommagement que les quatre Conſeillers & le ſur-arbitre ſuſdits ajugeront devoir être fait a nous Duc & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, moyenant quoy leſdits Seigneurs de Gemppe & leurs adherens ſeront avec nous reconciliez a cet égard. Item on ne fera l'un à l'autre aucune demande ni payement des 1200. vieux écus, ſchilden, non plus que du canon & des munitions de bouche de Heuſden ni des 1100. moutons, que le Païs de Hainaut doit à nous Duc de Brabant, mais ils en demeureront quittes les uns envers les autres. Leſquels points, conditions & accord, nous Duc & Ducheſſe ſuſdits avons promis & promettons en bonne foy de tenir l'un l'autre pour ferme & inviolable ce qui eſt & ſera ordonné par les Conſeillers & ſur-arbitres ſuſdits. En témoin & fermeté de quoy avons trouvé bon d'attacher nos ſceaux à ces preſentes Lettres. Donné à Gertruydenberg le 19. d'Août 1374.

CCCXXIII.

ANS de J.C. 1378. MILAN ET SAVOYE.

Traité de Paix entre AME VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le 29. d'Août.* 1378. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 211.

IN oomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Nativitatis ejuſdem M. CCC. LXXVIII. Indictioone prima, die viceſima nona menſis Auguſti: Per præſens publicum inſtrumentum cunctis appareat evidenter, quòd in præſentia noſtrorum Notariorum publicorum & teſtium ſubſcriptorum, conſtituti perſonaliter propter ea quæ ſequuntur, *Illuſtres & Magnifici Principes & Domini Domini Amedeus Comes Sabaudiæ*, ex una parte; & JOANNES GALEAS Vicecomes Virtutum, Mediolani &c. Imperialis Vicarius generalis, ex parte altera: Ipſi quidem Domini Comites ex certa eorum ſcientia, non vi, dolo vel metu ad hæc inducti, nec ab aliquo ſicut aſſerunt circumventi, unà ſimul ad invicem mutuis conſenſibus, ſolemnibus ſtipulationibus vallatis intervenientibus hinc inde, pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque pacta, conventiones & capitula inter ſe viciſſim fecerunt & inierunt, nobis dictis Notariis publicis ſtipulantibus & recipientibus pro ipſis DD. & utroque ipſorum, & omnibus aliis quorum intereſt & intereſſe poterit in futurum, quæ & prout inferiùs declarantur. Primò, quòd dictus Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis vult & conſentit & contentus eſt quòd præfatus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ ejus Avunculus, poſſit & valeat diſponere & facere pro ſe libito voluntatis, de caſtris, villis, fortalitiis, feudis, homagiis & aliis bonis quæ idem Dominus Comes Sabaudiæ tenet vel poſſidet per ſe vel alium in Dioceſi Vercellenſi & Yporigiæ. Quæ quidem caſtra, villæ, feuda & bona alia, fuerunt recolendæ memoriæ Domini Galeas Vicecomitis Mediolani, &c. quondam Patris dicti Domini Virtutum Comitis, & in prædictis omnibus plenè conſentit dictus Dominus Comes Virtutum, conſideratis amore conſanguinitatis, honoreque & legalitate præfati Domini Sabaudiæ Comitis. Secundò, quòd prædicti Domini Comites Sabaudiæ & Virtutum, remittunt ſibi ad invicem & viciſſim omnes & ſingulas injurias, damna & diſcrimina quæcunque, quæ per unam partem & alteram, alteri ſeu eorum ſubditis & eorum territorio quomodolibet facta, illata & perpetrata fuerunt ſeu dici poſſunt; ita quòd ab inde in antea dicti Domini firmam & validam pacem pro ſe & ipſorum ſubditis inter ſe habeant & teneant perpetuò inviolabiliter duraturam. Tertiò, quod prænominati Domini Comites ſibi promittunt ad invicem & viciſſim, non præbere aliquo modo palam vel ſecretè, directè vel indirectè, auxilium, conſilium vel favorem alicui ſeu aliquibus cujuſcumque conditionis, excellentiæ vel ſtatus exiſtant, volenti ſeu volentibus offendere alteram partium, modo aliquo, in perſona, ſtatu ſeu bonis, ſalvo tamen & reſervato honore cujuſlibet partium prædictarum in præmiſſis. Quartò, quod dicti Domini Comites promittunt, contra quoſcumque volentes offendere alteram partium, quod juvabunt & tractabunt ſe ad invicem ſicut bonus pater debet tractare bonum filium, & bonus Avunculus nepotem, & è converſo; & hoc tantum quantum cum honore utriuſque partis fieri poterit. Quæ omnia & ſingula ſupradicta dicti Domini Comites Sabaudiæ & Virtutum, & uterque ipſorum promiſerunt nobis dictis Notariis infra ſcriptis, ſtipulantibus & recipientibus omnia & ſingula ſupra & infra ſcripta vice & nomine ipſorum & ſuorum hæredum & ſucceſſorum quorumcumque, & omnium aliorum de quorum intereſt & intereſſe poterit in futurum, per juramenta ſua ad ſancta Dei Evangelia corporaliter præſtita, & ſub expreſſa hipotheca & obligatione omnium bonorum ſuorum mobilium, immobilium, præſentium & futurorum quorumcumque, rata, grata, firma & irrevocabilia habere perpetuò & tenere, & contrà non facere per ſe vel alium ſeu alios quomodolibet venire, ſeu contrà facere vel venire volenti conſentire, ſeu præbere conſilium, auxilium vel juvamen; ſed ea omnia & ſingula attendere & complere, firmiterque & inviolabiliter obſervare cum effectu ſicut ſuperius deſtinabuntur, omni juris, conſuetudinis & facti exceptione ſemota. De quibus omnibus & ſingulis dictæ partes petierunt à nobis ſuſcriptis Notariis unum exemplum præſentis inſtrumenti ſibi dari, ejuſdem tenoris, ſeu facti ſubſtantia non mutata. Acta fuerunt hæc in caſtro Papiæ præfati Domini Comitis Virtutum, in camera cubiculari *Illuſtris Domine Blanche de Sabaudia, Relicte quondam dicti Domini Galeas*; Præſentibus ipſa *Illuſtri Domina Blanche de Sabaudia*, Magnifico viro Domino Manfredo Marchione Saluciarum Domino Cardeti; egregiis & ſapientibus viris Dominis Girardo d'Eſtrez Domino Bannencii, Cancellario Sabaudiæ, Jacobo de Verme; Bartholomeo de Chignino, militibus, & Antonio de Porris de Mediolano, teſtibus. Signé Ravaſii, & de Lucio.

ANS de J.C. 1378.

CCCXXIV.

ANS de J.C. 1378. MILAN ET SAVOYE.

Traité de Ligue entre AME' VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan, &c. Fait le 21. Novembre* 1378. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 212.

IN nomine Domioi, Amen. Anno ejuſdem M. CCC. LXXVIII. die vigeſima prima menſis Novembris, Indictione ſecunda. Univerſis & ſingulis ad quos præſens publicum inſtrumentum advenerit, pateat evidenter; Quod *Illuſtres Principes & Magnifici Domini Domini* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, &c. & JOANNES GALEAS Vicecomes Virtutum Comes Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, moti tam ex ſtricto ſanguinis vinculo, quàm ex intimæ dilectionis & mutuæ caritatis compagine, quibus ſunt ſimul Deo diſponente conjuncti, ad infraſcriptas conventiones & pacta, ex nutu Dei durante perpetuò, ad invicem devenerunt. Primo namque *Illuſtres & Magnificus Dominus Dominus Amedeus Sabaudiæ Comes*, &c. promiſit & promittit & per fidem ſui corporis ſoo ſacramento juravit & firmavit, nunquam facere, & quod nunquam faciet ligam, juram, unionem vel aliam confœderationem, quocumque nomine cenſeatur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Præſidente cujuſcumque præeminentiæ, ſtatus & conditionis exiſtat; niſi priùs in omnibus & per omnia ac in omnem caſum exceptatis præfato Illuſtri & Magnifico Domioo Joanne Galeas Vicecomite Comite Virtutum, &c. nepote & filio ſuo cariſſimo, omnibuſque civitatibus, terris, caſtris, & ſubditis ſuis, quas ad præſens tenet & poſſidet, & quas etiam ipſum in futurum tenere & poſſidere continget, ab omnibus offenſionibus, injuriis, damnis atque moleſtiis, quæ per præfatum Illuſtrem & Magnificum Dominum Dominum Comitem Sabaudiæ, &c. & quemcumque ſeu quoſcumque colligandos, jurandos, uniendos & confœderandos cum eo, vigore alicujus ligæ, juræ, unionis vel confœderationis fiendarum ut præfertur, præfato Illuſtri & Magnifico Domino Domino Joanni

ANS de J. C. 1378. Joanni Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. ſuiſque civitatibus, terris, caſtris & ſubditis antedictis, poſſent quomodolibet directè vel per indirectum inferri. Item promiſit & promittit & per fidem ſui corporis ſuo ſacramento juravit & firmavit Illuſtris Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ ſupradictus, quòd ſe nunquam alicui taliter obligabit, quin caſu quocumque adveniente poſſit præfato Illuſtri Domino Domino Joanni Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. contra quemcumque, ipſum & ſtatum ſuum lædere volentem, dare toto poſſe ſuo auxilium, conſilium & juvamen: Versàque vice præfatus Illuſtris & Magnificus Dominus Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes, &c. promiſit & promittit & per fidem ſui corporis ſuo ſacramento juravit & firmavit, nunquam facere & quod nunquam faciet ligam, juram, unionem, vel aliam conſœderationem quocumque nomine cenſeatur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Præſidente cujuſcumque præeminentiæ, ſtatus & conditionis exiſtat: niſi priùs in omnibus & per omnia ac in omnem caſum exceptatis præfato Illuſtri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comite Sabaudiæ, &c. Avunculo & Patre ſuo cariſſimo, omnibuſque civitatibus, terris, caſtris, & ſubditis ſuis, quas ad præſens tenet & poſſidet, & quas etiam ipſum in futurum tenere & poſſidere contingeret, ab omnibus offenſionibus, injuriis, damnis, atque moleſtiis, quæ per præfatum Illuſtrem & Magnificum Dominum Joannem Galeas Vicecomitem, Comitem Virtutum &c. & quemcumque ſeu quoſcumque alligandos, jurandos, uniendos & conſœderandos cum eo, vigore alicujus ligæ, juræ, unionis vel conſœderationis fiendarum, ut præfertur, præfato Illuſtri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, &c. ſuiſque civitatibus, terris, caſtris & ſubditis antedictis, poſſent quomodolibet directè vel per indirectum inferri. Item promiſit & promittit, & per fidem ſui corporis ſuo ſacramento juravit & firmavit Illuſtris Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes prædictus, quod ſe nunquam alicui taliter obligabit, quin caſu quocumque adveniente, poſſit præfato Illuſtri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, &c. contra quemcumque, ipſum & ſtatum ſuum lædere volentem, dare toto poſſe ſuo auxilium, conſilium & juvamen. Quæ quidem omnia & ſingula ſupradicta promiſerunt ſibi invicem præfati Illuſtres Principes & Magnifici Domini Domini Amedeus Sabaudiæ Comes, &c. & Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, &c. attendere & inviolabiliter obſervare: Non intendentes proptera præfati Illuſtres Principes & Magnifici Domini Comites præhibati, quod propter præmiſſa vel aliquod præmiſſorum, poſſit vel debeat aliquibus conventionibus & pactis aliàs inter eos ſolemniter celebratis & factis, aliqualiter derogari. Actum in civitate Papiæ, videlicet in magiſtro caſtro ipſius civitatis, in Turri poſita ſuper angulo dicti caſtri verſus Citadellam ab intrà; Præſentibus ſpectabilibus & egregiis Dominis Manfredo Marchione Saluciarum, Girardo d'Eſtreſio, Jacobo de Verme, militibus, & Linoto de Pinotis, ac Automiolo Porro, teſtibus, & nobis Notariis infrà ſcriptis, ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis, appoſitis huic inſtrumento ſigillis Illuſtrium Dominorum Comitum prædictorum, in majus robur omnium præmiſſorum.

CCCXXV.

Traité de Mariage de ROBERT, *fils de Robert Duc de Baviére & Comte Palatin, avec* CATHERINE *fille de* CHARLES V. *Roi de France. A Francfort, le* 20. *Février.* 1379. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 235.

ANS de J. C. 1379. BAVIERE ET FRANCE.

UNIVERSIS præſentes litteras inſpecturis. Rupertus ſenior, Comes Palatinus, Dux Bavariæ, Elector ſacri Imperii, Rupertus junior ipſius, Domini Ruperti nepos Comes Palatinus, Dux Bavariæ; & Fridericus Burggravius Nurembergenſis; & nos Aimericus permiſſione divina Pariſienſis Epiſcopus, & Carolus de Boivilla Gubernator Delphinatus Viennenſis, nuntii & Procuratores illuſtriſſimi & ſereniſſimi Principis Domini Caroli Regis Francorum, ſalutem in Domino ſempiternam.

§. 2. Notum facimus univerſis, quod nos conſiderantes & intra cordis noſtri præcordia recenſentes ſingularem internæ caritatis ardorem ſanguinisque propinquitatem, unionem & connexionem, quas illuſtriſſimi Principes Reges Francorum & domus regalis Franciæ, ac magnifici & præpotentes Principes Domini Comites Palatini, Duces Bavariæ hactenus continuo habuerunt; volentes inſuper, & quantum poſſimus affectantes, quod verus amor & perpetuus ſit inter Reges Francorum & Comites Palatinos, & unio & connexio ſanguinis & generis domorum Franciæ & Comitum Palatinorum propagine firmiſſima renoventur & roborentur, ac viſceratius & attentius perpetuis temporibus obſerventur.

§. 3. Nos Rupertus Senior Comes Palatinus, Rupertus junior ejus nepos, & Fridericus ex una parte; & nos Aimericus & Carolus Procuratores & nuntii prædicti nomine dicti Regis Franciæ, & pro ipſo ex altera parte; tractatum, conventiones matrimoniales & pactiones fecimus ad invicem inivimus promiſimuſque & juramus, quæ ſequentur: Videlicet, quod infans Rupertus, filius Domini Ruperti, filii noſtri Ruperti, (a) nepotis noſtri Ruperti ſenioris, Comitis Palatini; habebit in ſponſam & uxorem Dominam CATHARINAM filiam dicti Domini Regis Franciæ. Quo mediante nos Rupertus ſenior, Comes Palatinus, Rupertus ejus nepos, & Fridericus volumus & accordamus; vultque & accordat noſtrum quilibet, quod dictus Infans Rupertus ſit unicus hæres & univerſalis ſucceſſor noſtri Ruperti Senioris Comitis Palatini.

(a) Du côté de ſon frére.

§. 4. Et promittimus & juramus tactis per nos ſacroſanctis Evangeliis videlicet nos Aimericus & Carolus nuntii & Procuratores prædicti, pro & nomine dicti Domini Regis Franciæ, quod procurabimus viis omnibus & modis quibus poterimus, quod matrimonium inter ipſos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam perficiatur & conſummatur, & quod dictus Dominus Rex Franciæ per nos Duces Bavariæ & Burggravium prædictos ſeu alterum noſtrum requiſitus, abſque contradictione promittet & jurabit promiſſa tenere, facere & complere, & matrimonium hujuſmodi inter ipſos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam ejus filiam lapſo ſeptennio facere & conſervare, & per ejus filiam perfici, impleri & conſervari facere abſque difficultate ſeu contradictione quibuſcumque, aut impedimento aliquo in hoc directè vel indirectè, ſeu aliàs quovis modo interponendo; dictuſque Dominus Rex ſuas ſuper iis omnibus litteras concedet, & fieri faciet ſuo ſigillo regio robora-tas, nobiſque præfatis Ducibus Bavariæ eaſdem tradi faciet & expedire. Quodque dictam Dominam Catharinam ejus filiam dotabit ſecundum ſtatum & decentiam filiæ Regis Franciæ ornatam & munitam jocalibus

ANS de J. C. 1379.

calibus & aliis ſuis neceſſariis, prout conſuetum & decens eſt filiabus Regis Franciæ, cum in matrimoniis collocantur, per Reges Francorum elargiti.

§. 5. Et nos Rupertus ſenior, Comes Palatinus & Rupertus ejus nepos, & Fridericus prænominati vice verſa juramus & promittimus per noſtra juramenta ad ſancta Dei Evangelia ſuper hæc præſtita, quod matrimonium hujuſmodi ioter ipſos, Infantem Rupertum & Dominam Catharinam ſeptennio, ut præmittitur, elapſo, abſque difficultate vel contradictione quibuſcumque ſeu impedimento in hoc directè vel indirectè aliqualiter interponendo conſummabitur, perficietur & penitus complebitur; & quod dictæ Dominæ Catharinæ donationem propter nuptias ac dotalitium æquivalens & in valore conſimili doti, per dictum Dominum Regem Franciæ dictæ Dominæ Catharinæ ejus filiæ dandæ & aſſignandæ dabimus & aſſignabimus, in caſtris, villis, domaniis, redditibus, oobilitatibus, juſtitiis, & etiam in terris.

§. 6. Et quis dictus Dominus Rupertus Pater dicti Infantis Ruperti eſt de præſenti abſens ex partibus iſtis, nos Rupertus ſenior Comes Palatinus, Rupertus nepos ipſius, & Fridericus prænominati, juramus & promittimus, in vim præſtiti à nobis juramenti, quod propè infra menſem à data præſentium computandum, præmiſſa omnia & ſingula ratificabit & approbabit, eaque tenere, facere & complere, & adimplen facere & conſummari promittet & jurabit, & ſuas ſuper hæc litteras concedet & fieri faciet ſuo ſigillo roboratas.

§. 7. In quorum omnium & ſingulorum teſtimonium præſentes litteras per Notarios publicos infra ſcriptos fieri, & eorum ſignis & ſubſcriptionibus ſignari mandavimus ac ſigillorum noſtrorum impreſſionibus communiri. Actum & datum in Franckenfordio, in domo Religioſorum & honeſtorum virorum fratrum ſancti Joannis Hieroſolymitani, anno à nativitate Domini 1379. Indictione ſecunda, menſis verò Februarii die 20. Circa horam ſextam; præſentibus ſpectabilibus & potentibus viris Dominis Friderico de (a) Lingen, Willelmo de Bathemi Ju Rogem, Henrico de Spanheim Comitibus; ac venerandæ diſcretionis viris Dominis Nicolai de Vuiſbades Canonico Eccleſiæ Wormatien. noſtri Ruperti Senioris Protbonotario, Joanne de Bozavello Decretorum Doctore, Priore Prioratus ſancti Martini in valle Carnoten. Hugone Lenvoiſie in ſacra pagina Profeſſore, & nonnullis aliis teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

(a) On doit lire *Friderico de Lauenguen.* Ce qui ſuit eſt ſi corrompu, qu'il ſeroit bien difficile de le rétablir.

CCCXXVI.

ANS de J. C. 1380.

ANJOU ET SICILE.

(a) *Adoption de* LOUIS *Duc d'Anjou, par* JEANNE I. *Reine de Sicile; faite au Château de l'Oeuf près de Naples, le 29. Juin.* 1380. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 237.

(a) Malgré cette adoption faite dans toutes les formes, Charles de Duras Couſin de Jeanne ne laiſſa pas s'établir ſur le Trône, ce qui cauſa de grandes guerres.

JOHANNA Dei gratia Hieruſalem & Siciliæ Regina, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii, ac Pedemontis Comitiſſa, &c. Sanè præfatum Dominum LUDOVICUM Ducem Andegavenſem in noſtrum legitimum filium adoptavimus, recepimus, admiſimus, inſtituimus, & etiam ordinavimus; adoptamus, recipimus, admittimus, inſtituimus, & etiam ordinamus per præſentes: ſtruentes & ordinantes, quod ipſe Dominus Ludovicus noſter legitimus filius omnibus & ſingulis privilegiis, libertatibus, juribus, immunitatibus, juſtitiis, dominationibus, nobilitatibus, dignitatibus, honoribus, præeminentiis & prærogativis gaudeat & utatur, quibus filii legitimi adoptivi uti & gandere poſſunt & debent quomodocumque & qualitercumque, tam de jure communi quam de quocumque jure alio ſpeciali.

§. 2. Quem dictum legitimum filium uberibus maternis & intimis proſequi cupientes affectibus, quem inter noſtra præcordia prærogativs dilectionis internæ meritò debemus ampleƈti, ex cauſis ſuperiùs deſignatis & aliis, utilitatem, defenſionem & tranquillitatem Romanæ Eccleſiæ prælibatæ, noſtri Status Regii, Regni, terrarum & ſubditorum noſtrorum pacifici manutentionem ac protectionem, & aliàs Rempubl. concernentibus, quas in noſtro rectæ conſiderationis examine veras, evidentes, neceſſarias atque juſtas ſcimus, habemus, tenemus & reputamus, ipſum eumdem Dominum Ludovicum Ducem legitimum filium noſtrum adoptivum, licet abſentem, tanquam præſentem, petentem & requirentem per Procuratores & Nuntios ſupra dictos Procuratorio nomine & pro parte ipſius Domini Ludovici legitimi filii noſtri, de auƈtoritateque & beneplacito præfati Domini noſtri Papæ Clementis, & vigore ſuarum litterarum præſcriptarum, noſtræque Regiualis plenitudine poteſtatis; etiam de conſilio & conſenſu prædiƈtis, deliberationeque diligenti, provida & matura, cum perſonis ſupradiƈtis & aliis multis fidelibus noſtris præhabita & præmiſſa, pro evidenti & communi utilitate Regni, terrarum, Vaſallorum & ſubditorum noſtrorum, ac proviſione ſuprafcriptorum, ex noſtra certa ſcientia, libero propoſito, præviſæ & certioratæ, non induƈtæ per aliquem vel aliquos fraude, deceptione, dolo, circumventione, vi vel metu, ſed de mera, libera ac ſpontanea voluntate, ac proprio motu, noſtris illiſque melioribus, modo & forma, quibus tàm de jure, quàm conſuetudine ac alias poſſumus & valemus in futurum Regem Siciliæ hæredem & ſucceſſorem noſtrum (poſt obitum tamen noſtrum) & eo deficiente, Ludovicum ipſius Domini Ludovici noſtri legitimi filii natum, & eodem Ludovico nato ſublato de medio, quemcumque alium legitimum filium & naturalem dicti Domioi Ludovici Ducis legitimi filii noſtri, inter eos ordine genituræ ſervato, in Regno, terris, locis, & Dominiis citra Farum, ac in Comitatibus Provinciæ Forcalquerii & Pedemontis, nec non in omnibus & ſingulis terris, locis & Dominiis eorundem ad nos & anteceſſores noſtros pertinentibus & ſpectantibus, pertinereque & ſpectare debentibus, & valentibus quomodocunque & qualitercumque, tenore præſentium nominamus, pronuntiamus, declaramus, facimus, inſtituimus & ordinamus, ſc pro futuro Rege ſucceſſore & hærede noſtro poſt deceſſum noſtrum in Regno, Comitatibus, terris, locis & Dominiis noſtris omnibus & ſingulis ſupraſcriptis ordinamus, habemus, tractamus, tenemus & reputamus; habebimus, tenebimus, tractabimus & reputabimus, & ac ſi noſter eſſet legitimus filius naturalis, haberi, teneri omnibus Vaſallis, ſubditis noſtris & quibuſcumque aliis perſonis cujuſcumque ſtatus ſeu conditionis exiſtant, tractari ac reputari volumus & mandamus.

§. 3. Et amplius præſentium tenore fatemur, atteſtamur, & ad notitiam univerſorum deducimus, quod præfatus Sanƈtiſſimus in Chriſto Pater & Dominus noſter Dominus Clemens Papa VII. clauſulam de ſucceſſione Regni Siciliæ loquentem in Infeudatione facta claræ memotiæ Domino Carolo I. ipſius Regni Regi, qua cavetur, quod nullus in dicto Regno ſuccedere poſſit, niſi ſit de deſcendentibus à dicto Domino Carolo (omnibus aliis in dicta infeudatione contentis in ſua firmitate manentibus) de noſtro pleno ſſenſu pariter & conſenſu, expreſſè per ſuas Apoſtolicas litteras ſuperius deſcriptas revocavit, & viribus vacuavit; ipſamque dictæ clauſulæ revocationem, & ejuſdem jurium vacuationem factas, ſic & prout in ipſis Apoſtolicis litteris continetur, ex nuoc etiam, quantum in nobis eſt, approbamus, ratificamus, & ratas & gratas habemus, ipſiſque aſſentimur, eiſdem præſtantes noſtrum beneplacitum, voluntatem pariter

ANS de J. C. 1380.

ter & conſenſum, ut ex cauſis ſuperius expreſſatis prædicta omnia & ſingula poſt noſtrum obitum, uti prædictum eſt, ſuum plenum ſortiantur effectum.

§. 4. Dantes nihilominus, & etiam transferentes tenore præſentium in eumdem Dominum Ludovicum legitimum filium noſtrum & ejus poſteros ac prædictos ſuos Procuratores, & Nuntios, præſentes recipientes & ſtipulantes nomine dicti Domini Ludovici, & pro ipſo ac ſuis poſteris ex nunc in caſu obitus noſtri prædicti, Regnum, Comitatus, terras, loca & Dominia prædicta, ac omnia & ſingula Jura competentia quomodolibet in Regno, Comitatibus, terris, locis & Dominiis anteſatis; inſuper declaramus, ordinamus & volumus, de auctoritate & beneplacito præfati Domini noſtri Papæ, ac etiam noſtra Reginali auctoritate ad eumdem Dominum Ludovicum noſtrum legitimum filium, ſeu Ludovicum, ejuſdem Domini Ludovici filii noſtri natum, ac eorum poſteros, Regnum, terras, loca & Dominia citra Farum; Comitatus Provinciæ, Forcalqueriique & Pedemontis, terras, loca & Dominia eorumdem ad nos, & prædeceſſores noſtros quomodocumque pertinentia & ſpectantia, & pertinere ac ſpectare valentia & debentia ſpectare, & pertinere debere, poſt obitum tamen noſtrum &c.

§. 5. Datum & actum in Caſtro noſtro Ovi propè Neapolim, anno à Nativitate Domini milleſimo trecenteſimo octuageſimo, indictione tertia, die penultima menſis Junii, Pontificatus Sanctiſſimi Domini noſtri Papæ prædicti anno ſecundo; præſentibus viris magnificis, Jacobo Magno Regni noſtri Siciliæ Camerario Minerbini, & Antonio Caſertano Comitibus; nec non Ludovico de Conſtantio Milite Neapolitano, Locumtenente ejuſdem Magni Camerarii, Conſiliariis, & Magiſtro Angelucio de Furno de Ravello, fidelibus noſtris dilectis, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

CCCXXVII.

ANS de J. C. 1380. LE PAPE.

Confirmation de l'Adoption précédente faite par le Pape CLEMENT VII. *comme Seigneur Souverain au ſujet du Royaume de Naples; & comme prétendant tenir la place de l'Empereur, l'Empire vacant, au ſujet des Comtez de Provence, Forcalquier, &c. qui en ſont des fiefs. Fait à Avignon, le 22. Juillet* 1380. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 238.

CLEMENS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, carißimo filio Ludovico Duci Andegavenſi ſalutem & Apoſtolicam benedictionem &c. Quare pro parte tua nobis fuit humiliter ſupplicatum, ut cum Regnum & terra citra Farum prædicta jure directi Dominii ad præfatam Romanam Eccleſiam, ſpectare noſcantur, dictique Comitatus Provinciæ, Forcalquerii & Pedimontis ab Imperio teneantur in feudum, ipſumque Imperium vacet ad præſens, nominationi, pronuntiationi, declarationi, factioni, inſtitutioni, ordinationibus, tranſlationi & donationi prædictis, ac omnibus & ſingulis aliis in eodem Inſtrumento contentis, quoad Regnum & terram, auctoritate Apoſtolica, & quoad Comitatus Provinciæ, Forcalquerii & Pedimontis, prædicta tàm ex ſuperioritate, quam ad ipſum Imperium habere dignoſcimur, quam ex poteſtate, qua eodem vacante Imperio, Imperatori ſuccedimus, ac etiam eadem auctoritate Apoſtolica robur confirmationis adjicere cum ſuppletione defectuum, ſi qui forſan intervenerint in præmiſſis, de benignitate Apoſtolica dignaremur.

§. 2. Nos itaque, qui adoptationem prædictam per alias noſtras literas confirmavimus, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, nominationem, pronuntiationem, declarationem, inſtitutionem, ordinationes, tranſlationem & donationem prædictas, ac omnia & ſingula alia in prædicto Inſtrumento contenta, eas quomodolibet concernentia, rata & grata habentes, illa, quoad Regnum auctoritate Apoſtolica, ac quoad Comitatus ex ſuperioritate & poteſtate prædictis, nec non illius plenitudine poteſtatis, quam Chriſtus Rex Regum & Dominus Dominantium nobis licet immeritis, in perſonam Beati Petri conceſſit, de fratrum noſtrorum conſilio & aſſenſu, ex certa ſcientia confirmamus, & præſentia ſcripti patrocinio communimus, ſupplentes quemcumque defectum; ſi quis forſan intervenerit in eiſdem &c.

ANS de J. C. 1380.

CCCXXVIII.

Bulle par laquelle le Pape CLEMENT VII. *établit & érige une partie des Terres de l'Egliſe en Italie en Royaume, qu'il nomme le Royaume d'Adria, & en fait Roi,* LOUIS *Duc d'Anjou. Donné à* (a) *Spelunca, le 17. d'Avril* (b) 1382. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 239.

ANS de J. C. 1382. LE PAPE ET ANJOU.

CLEMENS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, carißimo in Chriſto filio noſtro LUDOVICO Regi Adriæ, Duci Aodegavenſi & Turonenſi, ac carißimi in Chriſto filii noſtri Caroli Regis Francorum Illuſtris germano, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Conſtituti in ſuprema militantis Eccleſiæ ſtatione ab eo, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & qui ſolus habet ſuper univerſam Creaturam plenitudinem poteſtatis, neceſſe habemus, interdum de Regnis & terris ipſis, & ſpecialiter, quæ Romanæ Eccleſiæ juris & proprietatis exiſtunt, cum fratribus noſtris ad pacem & juſtitiam populorum perpetua ſtabilitate diſponere, terras ipſas dignitate decorare Regia, & in earum ſoliis ad regimen gentium ſubjectarum, quos dignos credimus ſublimare; ut evulſis ſpinoſis vepribus plantas inſeramus proficuas, fructus uberes ſuo tempore in domo Domini allaturas; inſtructi cœleſtis Regis exemplo, qui terrenis Regibus poteſtatem tribuit, ut aſſumto officio dominandi in æquitate judicent populos, & dirigant in terris ſibi ſubditis gentium nationes, ſitque eorum voluntas in executione juſticiæ, & meditatio in lege rectitudinis & obſervantia Sanctæ pacis.

2. Ea propter terras noſtras & Eccleſiæ Romanæ, quas habemus in Italia reſpicientes oculo pietatis, & conſpicientes eas ſeu habitatores earum retrò jam lapſis temporibus adeo eſſe laceſſitas, & dominantium in eis jure & auctoritate ſedis Apoſtolicæ crebra mutatione effecta, multitudine Tyrannorum tàm circa, quàm infra eas ipſas occupare conantium ſic eſſe afflictas, quod penè ad exinanitionem clerus & populus eſt deductus in eis; noſque utpote orbis regimine occupati ad debitam earum reformationem intendere nequeamus.

3. Hiis & aliis juſtis conſiderationibus moti, de Fratrum noſtrorum conſilio & aſſenſu, terras ipſas videlicet Provincias Marchiæ Anconitanæ, Romandiolæ, Ducatus Spoletani, Maſſæ Trabari, nec non Civitates Bononiam, Ferrariam, Ravennam, Peruſium, Todertum, cum earum omnibus Comitatibus, territoriis & diſtrictibus, & omnes alias & ſingulas terras, quas ad præſens nos & Eccleſia Romana in Italia extra Regnum Siciliæ habemus & habere debemus, per quoſcunque & quacunque auctoritate poſſideantur ſeu detineantur ad præſens, exceptis duntaxat urbe Romana cum ejus diſtrictu & provinciis Patrimonii Sancti Petri in Tuſcia, Campaniæ & mariti-

(a) Qu'on nomme aujourd'hui *Speloncga.*

(b) Je ne ſai comment cette date, miſe par G. G. Leibnitz, que nous ſuivons ici, ſe peut accorder avec celle qui eſt à la fin de cette Bulle, qui marque qu'elle fut donnée la premiére année du Pontificat de Clement VII. puis qu'il fut élu Pape le 16. Septembre 1378. Au reſte chacun ſait, que ce Clement VII. eſt mis au rang des Antipapes.

ANS de J. C. 1382.

maritima ac Sabina, ſeu Rectoratibus dictarum Provinciarum (a) Regi ſolutis quæ terræ ſpecialium commiſſionum vocantur, noſtriſque ſucceſſoribus & Romanæ Eccleſiæ expreſſè & ſpecialiter retinemus, in unum Regnum erigimus, ipſas Provincias & civitates cum earum Comitatibus, diſtrictibus ſeu territoriis, dignitate Regia decoramus, ac Regnum Adriæ ordinamus, ſtatuimus & decernimus perpetuò nuncupari.

(a) Per Rectoratus.

4. Et conſiderantes, quod perſonam tuam, qui de illa præclariſſima domo Franciæ, quam benedixit Dominus, traxiſti originem, ſtrenuitate, magnanimitate ac prudentia, aliarumque virtutum donis multiplicibus Dominus dignatus eſt adornare, prout judex veritatis, experientia, ac præclaræ famæ præconium luce clarius manifeſtant: & propterea ipſam perſonam tuam honotare & ſublimare volentes, ad honorem Dei Omnipotentis Patris & Filii & Spiritus Sancti, beatæ & glorioſæ ſemper Virginis Mariæ, beatorumque Apoſtolorum Petri & Pauli, Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ, nec non ad utilitatem Regni ſeu terrarum ipſarum, pacificumque ac tranquillum ſtatum incolarum ſeu habitantium in Regno ſeu terris prædictis, Regnum Adriæ prædictum, & omnes terras, quas extra Regnum Siciliæ nos & Romana Eccleſia in Italia habemus ſeu habere debemus, per quoſcumque, & quacumque ac cujuſcumque auctoritate poſſideantur ſeu detineantur ad præſens; exceptis urbe Romana eum ſuo territorio & diſtrictu, ac Provincia patrimonii beati Petri in Tuſcia Sabina, Campania & maritima, cum earum Rectoratibus & terris ſpecialium commiſſionum per Rectores dictarum Provinciarum gubernari hactenus ſolitis; cum dignitate, honore, prærogativis, præeminentiis, privilegiis, immunitatibus & libertatibus quibuſcumque Regis, & ſub Regni titulo in feudum perpetuum, ſeu perpetnò habendum, tenendum & poſſidendum tibi tuiſque hæredibus ex te legitimè, ſicut infra dicitur, deſcendentibus, ſub infra ſcriptis modis & conditionibus auctoritate Apoſtolica, ac de Apoſtolicæ plenitudine poteſtatis, de Fratrum noſtrorum conſilio & conſenſu conferimus, concedimus & donamus, teque Regem Regni prædicti conſtituimus & creamus.

5. Condtiones autem ſunt hæ: Si in tuo vel heredum tuorum obitu legitimum hæredem, prout infra ſcribitur, te aut ipſos, quod abſit, non habere contigerit, Regnum ipſum ad Romanam Eccleſiam ejuſque diſpoſitionem liberè revertatur. Deſcendentes autem ex te & tuis heredibus, ſcilicet Regibus, mares & feminæ in eodem Regno ſuccedant, ſic tamen quod de liberis pluribus maribus in eodem gradu ſimiliter concurrentibus, maſculus omnibus aliis præferatur. Quod ſi nepotem ex filio primogenito præmortuo cum filio, vel neptem ex filia primogenita præmortua cum filia, ad ſucceſſionem hujuſmodi concurrere fortè contingat, nepotem patruo, & neptem amitæ volumus anteferri. Si verò nepos eum amita vel neptis cum patruo forſan ad hujuſmodi ſucceſſionem concurrerint, marem fœminæ volumus anteferri.

6. Si verò te, quod abſit, ſine liberis ex te legitimè deſcendentibus mori contigerit; poſſit tibi in Regno prædicto ſuccedere unus de deſcendentibus ex Regiâ ſtirpe Regum Franciæ maſculus dumtaxat, quem tu quandocumque ad ſucceſſionem hujuſmodi qualitercunque duxeris nominandum; & ſi te, quod abſit, abſque liberis ex te legitimè procreatis & nullo per te de ſtirpe præfata Regum Franciæ ad ſucceſſionem hujuſmodi nominato, ut dictum eſt, vel etiam nominato, ſi ipſum per te nominandum, ſine liberis mori contigerit, Regnum ipſum ad Romanam Eccleſiam ejuſque diſpoſitionem liberè revertatur. Sed ſi aliquem de aliis ſucceſſoribus tuis Regem vel Reginam Adriæ ſine prole legitima ſui corporis mori contigerit, in futurum ſuccedent ſibi ſervatis gradibus, ſi ſuperſtites fuerint hæ perſonæ videlicet Regis vel Reginæ ſine prole legitima ſui corporis decedentis, frater vel ſoror ac collaterales ſuperiores, mares & feminæ utpote patrui & avunculi, amitæ & materteræ, & ſurſum uſque ad quartum gradum dumtaxat. Collaterales etiam inferiores ſuccedent ſimiliter mares & feminæ, utpote nepos vel neptis ex fratre vel ſorore, & inferius uſque ad eumdem tantummodo quartum gradum.

ANS de J. C. 1382.

7. Quod autem de feminis rectæ lineæ & collateralium ſuperius expreſſum, intelligimus tàm de nupris quàm etiam innuptis, dummodo nuptæ ſint fidelibus & Eccleſiæ Romanæ devotis: & ſicut inter has perſonas collateralium linearum ad ſucceſſionem hujuſmodi venientes gradus ſervari volumus ut ſcilicet prior gradus poſteriori gradui præferatur; ſic & in eodem gradu pluribus concurrentibus priorem natu & marem feminæ in hujuſmodi ſucceſſionibus volumus anteferri.

8. Perſonarum autem ipſarum nulla ſuperſtite, regnum ipſum, ſicut prædicitur, ad Romanam Eccleſiam & ejus diſpoſitionem liberè revertatur. Quod ſi fortè deficientibus maſculis contingat feminam innuptam in regno ipſo ſuccedere, illa maritabitur perſonæ quæ ad ipſius Regni regimen & defenſionem exiſtat idonea, Romani Pontificis tamen ſuper hoc conſilio requiſito; nec nubet niſi viro Catholico & Eccleſiæ Romanæ devoto; & ſi contra hoc fecerit, licebit eidem Romano Pontifici contra ipſam ad privationem ſine figura judicii, & abſque omni juris ſolemnitate, in quacunque ætate femina ipſa conſiſtat, procedere, ſi hoc ei videbitur expedire. In regnum verò prædictum nullus ſuccedet, qui non fuerit de legirimo matrimonio procreatus.

9. Ad hæc, tam tu, quam tui in regno hujuſmodi heredes regnum prædictum nullatenus dividetis, ſed ſemper illud unus tantum ſub ipſis modis & conditionibus immediatè & in capite ab Eccleſia Romana tenebit. Tu autem Romanæ Eccleſiæ & nobis recipientibus juras ad præſens ac modo ſimili tàm tu quam tui in regno hujuſmodi ſucceſſores cuilibet Romano Pontifici, qui pro tempore fuerit, juramentum fidelitatis præſtabitis, & homagium ligium facietis, & prædicta juramentum & homagium faciendo mentionem de præſentibus litteris facietis in hunc modum.

10. Ego Ludovicus Dei gratia Adriæ Rex plenum & ligium vaſſallagium faciens Eccleſiæ Romanæ pro regno Adriæ præfato, ab hac hora inantea fidelis & obediens ero beato Petro & Domino meo Domino Clementi Papæ ſuiſque ſucceſſoribus canonicè intrantibus, ſanctæque Romanæ Apoſtolicæ Eccleſiæ; non ero in conſilio, aut conſenſu vel facto, ut viram perdant aut membrum, aut capiantur mala captione; conſilium, quod mihi crediturі ſunt per ſe aut nuntios ſuos vel per litteras * * ad eorum damnum, illud pro poſſe impediam, & ſi impedire non poſſum, illud eis ſignificare curabo. Papatum Romanum & Regalia Sancti Petri tàm in Regno Adriæ prædicto, qnàm alibi exiſtentia, adjutor eis ero ad defendendum & retinendum, ac recuperandum & recuperata manutenendum contra omnem hominem. Univerſas conditiones contentas in præſentibus litteris plenariè adimplebo & inviolabiliter obſervabo, nec ullo unquam rempore veniam contra illa: Sic me Deus adjuvet & hæc ſancta Dei Evangelia.

11. Hujuſmodi autem homagium facere & juramentum fidelitatis præſtare tu & dicti tui heredes ſecundum præſcriptam formam, ſi Romanus Pontifex in Italia fuerit infra ſex menſes, ſi verò extra Italiam ipſum eſſe contigerit infra annum, poſtquam regni dominium adepti fueritis, teneamini; & ſingulis ipſis ſucceſſoribus noſtris & eidem Romanæ Eccleſiæ renovabitis tam ipſum homagium quàm hujuſmodi juramentum. In optione autem & beneplacito erit Romanæ

ANS de J. C. 1382.

ne Eccleſiæ, te & heredes tuos vocare ad præſtandum perſonaliter juramentum fidelitatis & homagium ligium Romano Pontifici & Eccleſiæ Romanæ prædictæ, dummodo ad hoc vobis locum tutum ſtatuant & aſſignent: vel aliquem Cardinalem ipſius Eccleſiæ Romanæ, aut alium, qui vice Romani Pontificis juramentum juxta eamdem formam & homagium recipiat deſtinare.

52. Tu quoque nobis & Eccleſiæ Romanæ in noſtris manibus juras ad præſens, te ad hoc ſpecialiter obligando; & tam tu ſingulis noſtris ſucceſſoribus ac prædictæ Eccleſiæ, quam tui in dicto Regno heredes, nobis & ſingulis noſtris ſucceſſoribus & prædictæ Eccleſiæ, quando præſtabitis hujuſmodi juramentum fidelitatis jurabitis, vos ad hoc ſpecialiter obligantes.

13. Quod ſi contigerit pro tempore vos, ſeu veſtrum aliquem, in Regnum Romanum ſeu Alamanniæ vel Teutoniæ, ſeu in Regem vel Dominum Lombardiæ, aut majoris partis ipſius Lombardiæ eligi, ſeu qualitercumque nominari vel aſſumi, vobis ſeu aliquo veſtrum per vos, vel aliàs quovis modo pro vobis, vel aliquo veſtrum quocumque ſtudio vel aliàs procurantibus, ſeu ſine veſtra vel veſtrum alicujus procuratione ad procurationem alterius cujuſcumque, ſeu ſine procuratione alicujus, motu proprio Principum, vel aliorum ſeu alterius cujuſcunque ad quos ſeu quem electio hujuſmodi, nominatio ſeu aſſumtio noſcitur pertinere, ſeu aliàs quomodocumque vel qualitercunque: vos electioni ſeu nominationi aut aſſumptioni hujuſmodi nullatenus conſentietis, nec de Regno hujuſmodi Romaniæ, Alamanniæ, ſeu Teutoniæ, aut de regno ſeu dominio Lombardiæ, ſeu majoris partis ipſius, de ipſorum Regnorum vel eorum alterius regimine vel adminiſtratione in toto vel in parte aliqualiter vos intromittetis, niſi priùs is veſtrum qui ſit electus, nominatus fuerit vel aſſumptus, in manibus Romani Pontificis, vel illius quem ad hoc idem Romanus Pontifex duxerit deputandum, filium ſuum ſucceſſurum in Regno, vel filiam, ſi fortè filium non haberet, cujuſcunque fuerit ætatis emancipet & Regno renuntiet, nihil juris in eo retinens clam vel palàm nec cujuſlibet etiam poteſtatis; nec ipſum filium ſeu filiam ad aliquod ſervitium, ſeu ſubſidium faciendum, juramento vel voto, ſtipulatione vel pacto ſibi vel ſuis ſucceſſoribus adſtringat, ſicque factus filius vel filia ſui juris, ab eodem Romano Pontifice, vel alio deſtinato ab ipſo protinus inveſtiatur de Regno, ad cujus ſucceſſionem, ſi forte decederet ſine liberis, nullo umquam tempore pater veniat Imperator, vel Rex alicujus prædictorum Regnorum. Sed ſi Imperio vel Regno & omnibus quæ ad ipſum Imperium ſeu Regnum pertinent idem Pater renuntiare voluerit, & Regno Adriæ præfato tantùm eſſe contentus, poſt renuntiationem hujuſmodi ad illius ſucceſſionem liberè admittatur: & tunc ab ipſo Romano Pontifice vel alio deputato inveſtituram recipiat Regni præfati.

14. Quæ verò de filio dicuntur vel filia, ut videlicet eis poſſit ſub obſervatione præmiſſa à Patre, ad Imperium vel Regnum Romanum, vel Alamanniæ, ſeu Regnum vel Dominium Lombardiæ tranſeunte Regnum dimitti; ſi Rex liberos non habeat, in aliis perſonis, quas ſupra diximus, liberis non extantibus, in Regno ipſo Adriæ poſſe ſuccedere ſi aliqua perſonarum prædictarum ſuperſtes fuerit, obſervetur; excepto dumtaxat emancipationis articulo, quæ in ſolis ipſis perſonis procedere poteſt, quæ capaces emancipationis exiſtunt ratione paternæ poteſtatis; nec niſi de Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit, licentia ſpeciali; nec etiam poſt obtentam licentiam, niſi formam, conditiones & modos in conceſſione licentiæ expreſſatos plenariè adimplendo; & ſi contrarium, quod abſit, feceritis, vel veſtrum aliquis faceret, nos electionem, nominationem & aſſumptionem hujuſmodi, ac præſtationem conſenſus, tamquam contra tenorem præſentis contractus, te ad hoc pro te & ſingulis tuis in Regno ipſo ſucceſſoribus ſpecialiter & expreſſè conſentiente decernimus irritas & inanes: decernentes ut occaſione talis electionis, nominationis ſeu aſſumptionis, de Regimine vel adminiſtratione Imperii vel Regnorum hujuſmodi Romani, Alemanniæ ſeu Teutoniæ, vel Regni ſeu Dominii Lombardiæ vel ipſius majoris partis vos vel veſtrum aliquis intromittere non valeatis; & ſi contra feceritis vel aliquis veſtrum fecerit (electioni, nominationi, vel aſſumptioni hujuſmodi, niſi prius Regno per modum præmiſſum dimiſſo, vel niſi de licentia Romani Pontificis) conſentiendo, & adminiſtrationi Imperii vel Regni Romani, Alemanniæ ſeu Teutoniæ, ſive Regni ſeu Dominii Lombardiæ vel ipſius partis majoris pro parte vel pro toto vos immiſcendo; eo ipſo cadatis à jure Regni Adriæ præſati, & ad Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit & Eccleſiæ Romanæ diſpoſitionem liberè revertatur.

ANS de J. C. 1382.

15. Cæterum ſi contigerit aliquem de veſtris heredibus, qui deberent in Regno ſuccedere memorato, in Imperatorem, vel Regem Romaniæ, aut Alemanniæ ſeu Teutoniæ, vel in Regem ſeu Dominum Lombardiæ vel ipſius majoris partis eligi, nominari, vel aſſumi, antequam Regni hujuſmodi ſibi ſucceſſio deferretur, dum caſus ſucceſſionis ipſius Regni Adriæ obveniet, nullatenus ſucceſſionem ipſius Regni acceptet, nec poſſeſſionem nanciſcatur ejuſdem, nec de ipſius dominio, cura, adminiſtratione vel regimine per ſe vel alios aliqualiter ſe intromittat, niſi priùs Imperio vel Regno Romaniæ, Alemanniæ ſeu Teutoniæ vel Regno ſeu Dominio Lombardiæ vel majoris partis ipſius, ad quodcunque eorum electus, nominatus fuerit vel aſſumptus, & omni juri ſibi competenti in ipſo vel eis, verbo & facto omninò renuntiet, & nec de jure nec de facto illud gerens vel retinens omninò dimittat, ipſum nullo umquam tempore reſumpturus, niſi de Romani Pontificis licentiâ ſpeciali: alioquin cadat ab omni ſucceſſione & jure, quæ in Regno præfato ſibi competeret ipſo facto; ita quod ipſum Regnum ad Romanam Eccleſiam ejuſque diſpoſitionem liberè revertatur.

16. Si verò aliquem de veſtris heredibus, qui in Regno deberent ſuccedere memorato in Imperatorem vel Regem Romaniæ, aut Alemanniæ ſeu Teutoniæ, vel in Regem ſeu Dominum Lombardiæ, vel majoris partis ipſius contigerit eligi, nominari vel aſſumi, antequam ſibi Regni ſucceſſio deferretur & ipſe Imperio, Regno Romaniæ, Alemanniæ ſeu Teutoniæ, vel Lombardiæ voluerit eſſe contentus; ſic quod in Regno Adriæ prædicto nullum velit ſibi jus quomodolibet vendicare; tunc quando caſus ſucceſſionis obveniet; ad illum proximè ſequens in ſucceſſionis gradu ſecundum formam ſuperius annotatam, dummodò ſuperſtes ſit aliqua de perſonis, quas ſupra diximus poſſe ſuccedere in Regno præfato Adriæ, ſuccedat, aliàs ad Romanam Eccleſiam ejuſque diſpoſitionem plenè & liberè reverratur.

17. Quod ſi non exſtantibus maſculis femina in eodem Regno ſucceſſerit, quæ maritata non eſſet illa Imperatori vel Regi Romaniæ, ſeu in Imperatorem vel Regem Romanum electo, aut Regi ſeu electo in Regem Alemanniæ ſeu Regi vel Domino Lombardiæ aut in ejus Dominum aut Regem electo, aut majoris partis ipſius, numquam matrimonialiter copuletur, & ſi contrarium fecerit, eo ipſo cadat à Regno Adriæ, maneatque ipſius jure prorſus privata, ipſo Regno ad eamdem Eccleſiam devoluto. Si verò, non extantibus maſculis, femina in Regno hujuſmodi ſucceſſura; antequam hujuſmodi ſucceſſio deferretur eidem, fuerit matrimonialiter copulata Imperatori, vel Regi Romaniæ; aut Regi Alamanniæ, ſeu in Regem aut Dominum Lombardiæ electo vel aſſumto, non ſuccedat in Regno Adriæ prædicto, ſed ad

ANS de J. C. 1382. illas perſonas ſervatis gradibus Regnum perveniat, quas prænotavimus in Regno poſſe ſuccedere, ſi Regi præmortuo liberi non ſuperſint: cum noſtræ intentionis exiſtat, ut præfatum Regnum Adriæ Imperio aut Regno Romaniæ vel Alemanniæ, aut Regno vel Dominio Lombardiæ aut ejus majoris partis, nullo umquam tempore ſubjiciatur, vel quod ipſum Regnum Adriæ cum Imperio, vel Regno Romano aut Alemanniæ, vel cum Regno ſeu Dominio Lombardiæ prædicto quomodolibet in unam perſonam uniantur, ut ſcilicet unus & idem ſimul ſit Imperator & Rex Adriæ, vel Rex Romaniæ, aut Alemanniæ, ſeu Lombardiæ, & Rex Adriæ. Et ſuper hoc articulo cavebitur tam per pœnas ſpirituales, quam alias idoneas cautiones; quomodocumque hoc Romanus Pontifex duxerit requirendum.

18. Ad hæc voletres ut ipſum Regnum Adriæ nullo tempore careat legitimo defenſore; volumus & Apoſtolica auctoritate ordinamus, ut ſi in Regno hujuſmodi ſuccedens ætatis decem octo annorum fuerit, liberè adminiſtret; ſed quamdiu minor fuerit, tam ipſe quam Regnum in baillio & cuſtodia, Romanæ Eccleſiæ maneat, donec Rex ipſe compleverit prædictam ætatem; fructibus & emolumentis ipſius Regni, ex quibus ſumptus neceſſarii faciendi pro ſtatu Regis & ipſius Regni cuſtodia deducantur, Regi conſervandis eidem, & lucri alterius ratione hujuſmodi cuſtodiæ non ceſſuris.

19. Tu autem & tui in Regno præfato Adriæ heredes in urbe Romana, aut ejus territorio vel diſtrictu, aut in Provinciis Patrimonii beati Petri in Tuſcia, Sabina, Campania, vel Maritima, aut in terris ſpecialium commiſſionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum ſolitæ ſunt gubernari, aut aliis domaniis ſeu feudis ipſius Romanæ Eccleſiæ ubilibet conſtitutis, ex ſucceſſione vel legato aut quocumque alio jure, titulo vel contractu, nihil umquam vobis acquiretis, vel vindicabitis, recipietis, habebitis vel retinebitis, ſeu poteritis acquirere, vindicare, habere, recipere, vel retinere: tullam etiam Poteſtariam, Capitaneam, Rectoriam, vel alium honorem, nullamque dignitatem ſeu poteſtatem ſenatoriam, vel quamcumque aliam adminiſtrationem, commendam, vel quodcumque aliud officium recipietis, habebitis, vel retinebitis; ſeu recipere, habere vel retinere poteritis in eiſdem.

20. Præfatam etiam urbem, aut Provinciam Patrimonii beati Petri in Tuſcia, Sabinam, Campaniam, vel Maritimam, nec terras ſpecialium commiſſionum prædictas, aut earum vel ipſarum alicujus partem non occupabitis, nec occupari facietis nec in eis offendetis, vel quomodolibet moleſtabitis Romanam Eccleſiam, aut moleſtari facietis: quod ſi contrarium feceritis, & moniti vel requiſiti per Romanum Pontificem; vel ſi commodè requiri vel moneri nequiveritis, juxta ipſius Romani Pontificis aſſertionem vel dictum, poſtquam ipſe publicè & ſolemniter de hoc vos monuerit, infra ſex menſes, habita, acquiſita, vindicata vel capta hujuſmodi realiter & de facto non dimiſeritis, ea poſtmodum nullatenus repetituri; vel ſi à præfatis moleſtationibus, inquietationibus & impedimentis omninò non deſtiteritis, ſeu ſi per vos vel alios pro vobis occupata ſeu invaſa non reſtitueritis integrè & perfectè; eo ipſo ab ejuſdem Regni jure cadatis totaliter, ipſumque Regnum prorſus amittatis, & ad Romanam Eccleſiam liberè devolvatur. Quod ſi reſtitueritis occupata, tihilominus de univerſis injuriis & damnis illatis ad mandatum Romani Pontificis ad plenum ſatisfacere debeatis.

21. Alii verò heredes veſtri, qui non ſunt ſucceſſuri in Regno, ſi in Urbe & aliis terris prædictis aliquid acquirere vel vindicare, recipere, vel retinere ex quocumque titulo, vel Capitaneam vel poteſtariam, aut quodcumque aliud officium, præeminentiam vel honorem in eiſdem acceptare, recipere, vel retinere præſumpſerint; aut ſi aliquas de prædictis Provinciis ſive terris, aut earum aliquam vel per ſe, vel per alios occupaverint, vel fecerint occupari, aut ſi Romanam Eccleſiam moleſtaverint in eiſdem; ſi moniti vel requiſiti aut (ſi ſecundum dictum vel aſſertionem Romani Pontificis moneri vel requiri non poſſint commodè) poſtquàm ipſe Romanus Pontifex eos publicè & ſolemniter monuerit, infra ſex menſes, habita, acquiſita, vendicata quocumque titulo vel cauſa non dimiſerint, vel ſi à præfatis moleſtationibus vel inquietationibus quibuſcumque non deſtiterint, ſeu ſi occupata vel invaſa plenè non reſtituerint; eo ipſo ſententiam excommunicationis incurrant, & nihilominus ipſi vel eorum poſteri in perpetuum non poſſint in Regno ipſo ſuccedere, ſi ipſis in caſu aliquo eadem ſucceſſio deferretur, ſed ab illo tanquam indigni prorſus & totaliter excludantur; & nihilominus ille, qui tunc ejuſdem Regni Adriæ gubernaculis præfideret * * Romano Pontifici patenter & cum effectu aſſiſtere teneatur.

ANS de J. C. 1382.

22. Rurſus cum non expediat Romanæ Eccleſiæ ejuſdem feuda in unam perſonam uniri, volumus & te pro te & tuis ſucceſſoribus univerſis expreſſè conſentiente, diſponimus & irrefragabiliter ordinamus, ut tu vel tui in poſterum ſucceſſores in Regno hujuſmodi, Regi ſeu Reginæ Siciliæ, qui pro tempore fuerit in Regno Siciliæ & terris, quod & quas ab Eccleſia Romana tenet in feudum, ex quacumque cauſa, jure ſive titulo non poſſitis ſuccedere, vel alias ad dicti Regni Siciliæ & dictarum terrarum Dominium vel ſucceſſionem venire; nec è converſò ſcilicet Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, tibi vel alicui tuorum in Regno Adriæ prædicto heredum, ex quacumque cauſa, jure ſive titulo non poſſit ſuccedere, vel aliàs ad dicti Regni Dominium vel ſucceſſionem venire. Quod ſi contingeret, ut propter propinquitatem generis, vel aliàs Rex vel Regina Siciliæ, Regi vel Reginæ Adriæ deberet in Regno ſuccedere, vel è converſo, ſucceſſio hujuſmodi ad ſequentem ita gradu, illum videlicet qui deficiente Rege vel Regina Siciliæ eſſet ſucceſſurus Regi Adriæ vel è converſo, qui ſcilicet deficiente Rege vel Regina Adriæ; eſſet ſucceſſurus Regi Siciliæ, ſucceſſio hujuſmodi transferatur * * pacta inſeudationum poſſint ſuccedere in eiſdem Regnis: aliàs ad Romanam Eccleſiam & ejus diſpoſitionem ipſum Regnum, de cujus ſucceſſione agitur, liberè devolvatur, non movebitis.

23. Præterea tu, nec aliquis tuorum in Regno ſucceſſorum pro te vel alio quocunque, ex quacumque cauſa, titulo vel occaſione guerram vel aliam per viam facti quamlibet novitatem contra Regem Siciliæ, qui pro tempore fuerit, Vaſallos, ſubditos vel valitores ipſius, qui de ipſo Siciliæ Regno exiſtant, facietis: nec facienti alteri dabitis auxilium, conſilium vel favorem; nec ipſe Rex Siciliæ contra te ſeu aliquem tuorum in ipſo Regno heredum, Vaſallos ſubditos vel valitores tuos, & ipſorum tuorum heredum, qui de ipſo Regno exiſtunt; ſed ſi quid diſſenſionis, quæſtionis vel querelæ inter vos Reges ſcilicet Adriæ & Siciliæ contingeret exoriri; Regum Dominus adeatur, qui Romanus Pontifex vobis Regibus per concordiæ vel litigii viam, ſeu aliàs, ut ſibi videbitur juſtitiam adminiſtret. Si autem contra aliquem veſtrorum Vaſallorum ſeu ſubditorum ex quacumque cauſa qualiſcumque per alterum Regum prædictorum querimonia proponatur; is Regum pro miniſtranda juſtitia adeatur, contra cujus ſubditum vel Vaſſallum fuerit querimonia deferenda; qui ſi diſtulerit juſtitiam miniſtrare, Romanus Pontifex ejuſdem Regis ſuppleat negligentiam ſeu defectum.

24. Si autem tu vel aliquis tuorum in Regno Adriæ præfato hæredum, contrarium, quod abſit, attentaveritis contra Regem Siciliæ ejus ſubditos vel Vaſallos, guerram movendo, vel novitatem facti

aliam

ANS de J. C. 1382.

aliam faciendo, ſeu facienti aut moventi dando auxilium, conſilium vel favorem publicè vel occultè, aut ſi Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, contrarium attentaverit contra te vel aliquem tuorum in ipſo Regno Adriæ heredum, ſeu contra veſtros ſubditos vel Vaſſallos guerram movendo, vel faciendo per viam facti novitatem aliam, ſeu facienti vel moventi dando auxilium, conſilium vel favorem publicè vel occultè, ipſe guerram movens vel novitatem attentans, aut moventi vel facienti dans auxilium, conſilium vel favorem; ad emendationem damnorum datorum in guerra hujuſmodi plenariè teneatur, & nihilominus eo ipſo ſententiam excommunicationis incurrat, quam ſi animo indurato per tres menſes ſuſtinuerit non ceſſando totaliter & effectualiter à guerra, auxilio, conſilio, vel favore prædictis, vel ſi de damnis vel injuriis in guerra ſeu novitate hujuſmodi irrogatis infra ſex menſes poſtea immediatè ſequentes ad plenum non ſatisfecerit, Eccleſiaſtico ſubjaceat interdicto.

25. Nullam etiam confœderationem vel pactionem ſeu ſocietatem cum aliquo Imperatore vel Rege, Principe vel Barone, Saraceno, Chriſtiano vel cum Græco, aut cum aliqua Provincia, civitate & communitate, vel aliquo loco, ſciantur contra Romanam Eccleſiam, vel in damnum Romanæ Eccleſiæ facietis; & ſi eam feceritis ignorantes, ad mandatum Romani Pontificis revocare teneamini, & ſi ſcienter tale quid feceritis, & ad mandatum Romani Pontificis nolueritis revocare; eo ipſo ſententiam excommunicationis incurratis, quam ſi animo indurato per menſem ſuſtinueritis, ex tunc totum Regnum Eccleſiaſtico ſubjaceat interdicto, donec ipſam effectualiter duxeritis revocandam.

26. Si quis præterea Imperator, Rex vel alius Prioceps quicumque, univerſitas, communitas, Tyrannus vel quævis perſona Eccleſiaſtica vel ſecularis Provincias Patrimonii Sancti Petri in Tuſcia, Sabina, Campania, Maritima, aut ipſarum aliquam, ſeu partem alicujus ipſarum vel aliquam de terris ſpecialium commiſſionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum ſunt ſolitæ gubernari & quas nos nobis, Eccleſiæ Romanæ & noſtris ſucceſſoribus expreſſè & ſpecialiter retinemus, occupaverint, aut fecerint occupari, ſeu in eis aliquo modo Romanam Eccleſiam aut nos vel noſtros ſucceſſores moleſtaverint vel fecerint moleſtari; ſeu ſi urbs aut Provinciæ ipſæ ſeu terræ vel earum aliqua contra Romanam forſan rebellarent Eccleſiam; vos ipſam Eccleſiam Romanam ejuſque honores & jura in eiſdem urbe, Provinciis atque terris & aliis ſemper bonâ fide teneamini cuſtodire; & nihilominus, quandocumque Romana Eccleſia indigebit, ſuper qua indigentia ſtabitur Romani Pontificis ſimplici aſſertioni vel dicto, tunc tu aut tui in dicto Regno heredes requiſiti ab eo, ad Urbem, Campaniam, Maritimam, aut Provinciam Patrimonii Sancti Petri in Tuſcia, ſeu alias terras, quas nobis, Romanæ Eccleſiæ & noſtris ſucceſſoribus ſpecialiter retinemus, trecentos milites equis & armis benè & decenter munitos & paratos, ita quod unuſquiſque ipſorum habeat quatuor equitaturas bonas vel tres ad minus, in ipſius Eccleſiæ Romanæ auxilium tranſmitteris, per tres menſes integros & continuos, poſtquam illam ex Provinciis vel terris, in qua ipſis indigebit Romana Eccleſia, ingreſſi fuerint, in tuis vel tuorum in dicto Regno heredum ſumtibus & expenſis ſemel in quolibet anno benè & fideliter ſervituros; quorum ſi aliquos interim pendente ſervitio mori, vel alias quomodocunque deficere contigerit, tu & tui in Regno heredes tenebimini numerum trecentorum militum modo conſimili ſtatim ſupplere; vel poſt lapſum dictorum trium menſium, cum tot quot defuerint, & pro tanto tempore, quanto defuerint, Romano Pontifici & Eccleſiæ Romanæ teneamini benè & fideliter facere deſerviri.

27. Sanè omnibus Eccleſiis tam Cathedralibus, quam aliis ſecularibus & regularibus, nec non omnibus Prælatis & Clericis ac univerſis perſonis Eccleſiaſticis ſecularibus & religioſis in dicto Regno Adriæ injuriam paſſis plenariè dimittentur & reſtituentur integrè eorum bona immobilia, à quibuſcumque ablata vel occupata ſint, & per quoſcumque detineantur. Hæc autem reſtitutio fiet ſine contradictione & difficultate qualibet ſicut nactus fueris ipſius Regni poſſeſſionem, hoc modo, ſcilicet quod ſtatim in illa parte Regni, quæ tibi obedict reſtitutio ipſa fiat, & poſtmodum ſucceſſivè conſummabitur, ſicut habebis reſtituendi facultatem.

ANS de J. C. 1382.

28. Ne autem ſuper his rebus reſtituendis ingeri poſſit aliqua difficultas, depurabuntur à nobis ſeu Romano Pontifice, qui tunc fuerit aliqui diſcreti Viri, ad quorum mandatum & arbitrium reſtitutio ipſa fiat, ita quod ea de quorum Dominio vel proprietate aut poſſeſſione notorium fuerit, ad eorum mandatum & arbitrium mox reddentur. In dubiis verò per ipſos de plano, & abſque judicii figura & ſtrepitu diligentius inquirtur: ſufficiet autem vocari rectorem ſeu Theſaurarium vel Procuratorem, in cujus juriſdictione vel adminiſtratione ſeu territorio bona de quibus agetur conſiſterent, ad videndum jurare teſtes, qui in hujuſmodi inquiſitione deponent: hujuſmodi quoque temporalia & mobilia bona quæcumque, etiamſi civitates, caſtra, juriſdictiones exiſtant quæcumque & quocunque nomine cenſeantur Rectores Eccleſiarum tam Cathedralium quam aliarum, regularium & ſæcularium, & univerſæ aliæ perſonæ Eccleſiaſticæ, tenebunt liberè, abſque eo, quod ab eis poſſit ratione ipſorum temporalium, per te vel aliquem ruorum heredum peti ſeu exigi homagium, juramentum fidelitatis vel recognitio aliqualis; nec diſſaiſentur Eccleſiæ Cathedrales, vel aliæ regulares & ſæculares, nec earum Prælati ſeu ceteræ perſonæ Eccleſiaſticæ per te vel aliquem ruorum heredum vel Officiales veſtros quocumque nomine nuncupentur, eorum temporalitate vel parte ipſius, nec poterunt deſſaiſiri; nec in eorum Domibus, vel eorum bonis mobilibus vel immobilibus vaſtatores ſeu cuſtodes ponentur, nec poni debeant ſeu poterunt quoquo modo; ſed omnes Eccleſiæ & perſonæ Eccleſiaſticæ omninò erunt liberæ, & in nullo Regi vel Principi ſubiacebunt.

29. Nullas inſuper taillias vel collectas imponetis Eccleſiis, Monaſteriis, Clericis & viris Eccleſiaſticis, ſeu bonis vel rebus ipſorum, & in Eccleſiis vacantibus tu vel tui de Regno Adriæ heredes nullam habebitis Regaliam, nulloſque fructus, redditus & proventus; nullas etiam obventiones, oullaque alia percipietis ex eiſdem; cuſtodia earum Eccleſiarum interim libera remanente penes perſonas Eccleſiaſticas juxta canonicas ſanctiones.

30. Omnes inſuper Eccleſiæ tam Cathedrales, quam aliæ regulares & ſæculares, nec non & omnes Prælati & Clerici, ac univerſæ perſonæ Eccleſiaſticæ, ſeculares & religioſæ, ac quæcunque loca Eccleſiaſtica cum omnibus bonis ſuis in electionibus, poſtulationibus, nominationibus, proviſionibus, & omnibus aliis plena libertate gaudebunt; nec ante electionem, ſive in electione, vel poſt, Regius aſſenſus vel conſilium aliquatenus requiretur: quam utique libertatem tu & tui in Regno heredes ſemper manuteoebitis & conſervabitis, ac manuteneri & conſervari facietis ab omnibus ſubditis veſtris plenariè ſine fraude; ſalvis ſemper circa Eccleſias Cathedrales & alias tàm ſæculares quàm regulares, ac alias perſonas & loca Eccleſiaſtica, tam in faciendis proviſionibus & electionibus confirmandis, quam in omnibus & quibuſcumque aliis Romani Pontificis & Eccleſiæ Romanæ juriſdictione & auctoritate plenaria & libera poteſtate.

31. Omnes etiam cauſæ ad forum Eccleſiaſticum pertinentes liberè & abſque ullo impedimento agita-

ANS de J. C. 1382. buntur, tractabuntur & ventilabuntur coram ordinariis & delegatis judicibus Eccleſiaſticis; & terminabuntur per eos; &, ſi ad ſedem Apoſtolicam ſuper hujuſmodi cauſis appellari contigerit, tàm ſpellantes quàm appellati ad eamdem venire ſedem pro appellationum ſuarum proſecutionibus liberè & abſque inhibitione aliqua permittentur. Et ſi qui ſint Prælati vel aliæ perſonæ Eccleſiaſticæ, qui bona aliqua teneant à te Rege prædicto, & ſucceſſoribus tuis, vel ab aliis Dominis temporalibus tibi ſubditis, & qui ratione hujuſmodi bonorum ab antiquo conſueverunt nobis noſtriſque prædeceſſoribus & ipſis Dominis temporalibus aliqua ſervitia pecuniaria, vel alia exhibere; hujuſmodi antiqua & honeſta ſervitia tibi tuiſque ſucceſſoribus, & eiſdem Dominis ſecundùm antiquam & rationabilem conſuetudinem, & ſicut ſtatuta patiuntur canonica, impendantur.

32. Proterunt inſuper omnes habitatores & incolæ Regni Adriæ præſati liberè & abſque omni impedimento ad Curiam Romanam ubicumque eam eſſe contigerit, pro ſuorum negotiorum commoditatibus venire, ſtare & redire ad propria, nec non ad ipſam Curiam Romanam blada, vina, carnes, piſces, & & alia victualia quæcumque pro ipſius Romani Pontificis, Cardinalium ſacro-ſanctæ Romanæ Eccleſiæ & aliarum perſonarum Eccleſiaſticarum Curiam Romanam ſequentium, & in ea & in loco, ubi Curia reſidebit commorantium proviſionibus portare & portari facere liberè & ſine impedimento, per terram vel per mare, prout duxerint eligendum ſine ſolutione tractæ, pedagii, leudæ, gabellæ, impoſitionis, vel quocumque alio coſtagio, vel onere vel redhibentia aliquali. Et de proviſionibus Romani Pontificis & ſuorum familiarium & aliarum perſonarum Eccleſiaſticarum, literis Camerarii noſtri & Eccleſiæ Romanæ; de proviſionibus verò Cardinalium & familiarium ſuorum, cujuſlibet ipſorum Camerarii literis ſtabitur & credetur plenariè & abſque omni difficultate.

33. Promittis inſuper pro te & tuis ſucceſſoribus in Regno hujuſmodi univerſis, quod nullus Clericus, vel perſona Eccleſiaſtica ejuſdem Regni in civili vel criminali cauſa convenietur coram judice ſæculari, niſi de feudo & petitorio civiliter forſan ageretur. Non facietis quoque ſeu edetis, ſeu fieri aut edi facietis aut permittetis in Regno hujuſmodi ſtatuta, conſtitutiones vel leges contra Eccleſiaſticam libertatem, ſeu per quæ juri aut libertati Eccleſiaſticæ in aliquo derogetur.

34. Comires verò, Barones, Milites & univerſi homines totius regni prædicti, vivent in ea libertate, & habebunt illas immunitates illaque privilegia, ipſiſque gaudebunt quales & quæ antiquis temporibus habuerunt. Præterea exules & exititii Regni prædicti ſeu Provinciarum, Civitatum, Comitatuum ac omnium locorum ipſius, cujuſcunque conditionis exiſtant, ad mandatum Eccleſiæ reducentur in Regnum, ac etiam in ſuis civitatibus, caſtris, ſeu locis aliis quibuſcumque reſtituentur eis poſſeſſiones & quæcumque immobilia bona, & jura ipſorum, quæ non eſſent legitimè confiſcata. In hujuſmodi autem reſtitutione ſecundum formam in Capitulo de bonis Eccleſiarum reſtituendis præſcriptam tàm in notoriis quam in dubiis procedetur.

35. Habebis autem tu & tui in Regno ſucceſſores ipſum Regnum, ſicut ad Romanam Eccleſiam noſcitur pertinere; ea videlicet, quæ de Domanio ſunt Romanæ Eccleſiæ, in domanium; & alia illo jure modo & forma quibus ad nos & Romanam Eccleſiam pertinere noſcuntur; cum noſtræ intentionis exiſtat, ut per præſentem conceſſionem alicui in ſuis poſſeſſionibus vel proprietatibus nullum præjudicium generetur, Regio in iis jure ſemper ſalvo.

36. Pro toto verò generali cenſu ipſius Regni quadraginta millia florenorum boni auri ad pondus Cameræ Apoſtolicæ in feſto Beati Petri, ubicumque Romanus Pontifex fuerit, ipſi Romano Pontifici & Romanæ Eccleſiæ annis ſingulis perſolventur. Si verò tu vel tui in dicto Regno heredes quocumque termino non ſolveritis integrè cenſum ipſum, & expectati per duos menſes terminum ipſum immediatè ſequentes de illo ad plenum non ſatisfeceritis, eo ipſo eritis excommunicationis ſententiæ innodati; quod ſi in ſecundo termino & infra duos ſubſequentes menſes eumdem cenſum ſine diminutione aliqua non perſolveritis, totum regnum Adriæ Eccleſiaſtico erit ſuppoſitum interdicto. Si verò nec in tertio termino nec infra duos menſes proximos per plenam ſatisfactionem ejusdem cenſus vobis duxeritis conſulendum; ita quod tranſacto eodem tertio termino infra duos menſes ipſum tertium terminum ſequentes ipſi Romanæ Eccleſiæ integrè non fuerit ſatisfactum; ab eodem Regno ipſiuſque jure cadatis ex toto, & Regnum ipſum integrè & plenariè ad Romanam Eccleſiam revertatur. Si autem de cenſu quadraginta millium florenorum prædicto hujuſmodi primi termini infra dictos tertium terminum, & duos ſubſequentes menſes plenariè ſatisfeceritis, nihilominus ſemper pro ſingulis quadraginta millibus ſingulorum terminorum, ſi ſimili modo in eorum ſolutione ceſſaveritis, vel illa non ſolveritis, ſimiles pœnas incurretis, ſalvis aliis pœnis & proceſſibus, quæ vel qui de jure inferri vel fieri poterunt per Romanum Pontificem in hoc caſu.

37. In quolibet etiam triennio dabitis tu & tui in regno hujuſmodi heredes Romano Pontifici unum palafredum album, pulchrum & bonum, in recognitionem dicti Dominii ejuſdem Regni.

38. Ad hæc poſtquam tu prædictum Regnum acquiſiveris, vel tantum de ipſo quod etiam ſi aliquæ civitates vel munitiones, aut aliqua alia loca ipſius Regni adhuc tibi rebellia fuerint, reputeris & poſſis ipſius Regni Rex & Dominus reputari, ad dicta quadraginta millia florenorum & palafredum terminis ſupra dictis, & ſub pœnis annotatis ſuperius tenearis, & tui ſubſequenter heredes in Regno hujuſmodi perpetuo teneantur.

39. Ad hæc ſi Romanus Pontifex, qui pro tempore fuerit vellet cum ſua Curia in aliqua Civitatum vel aliarum terrarum ſeu locorum ipſius Regni Adriæ morari, hoc poſſit liberè & abſque impedimento quocunque, & cum eisdem libertatibus, privilegiis & immunitatibus, quas Eccleſia Romana tàm de jure quam de antiquis obſervantiis habere debet, & uſa eſt temporibus retroactis; & tam circa libratas ordinandas cancellos f---- ta, rationes domorum, juriſdictione Mareſcalli libera & aliorum officialium Romanæ Curiæ, quam alias in quibuſcumque conſiſtant & qualitercunque retrò temporibus fuerit obſervatum.

40. Tu etiam ad preſens & ſinguli tui in Regno heredes quando facient homagium & juramentum fidelitatis præſtabunt, dabitis privilegium veſtrum aurea bulla bullatum Romano Pontifici & Romanæ Eccleſiæ in quo proprio juramento fatebimini & recognoſcetis expreſſè Regnum Adriæ prædictum ex ſola gratia & mera liberalitate ſedis Apoſtolicæ, vobis de novo fore conceſſum, voſque recepiſſe & tenere Regnum hujuſmodi à Romana Eccleſia ſub pactis & conditionibus ſupradictis.

41. Habebis autem tu militum, balliſtariorum & aliorum belligerorum hominum comitivam talem & tantam, quod ad proſecutionem & perfectionem negotii acquiſitionis ipſius Regni ſufficiens reputetur, & cum arripiendo & proſequendo iter verſus Italiam pro proſecutione negotii quam citius commodè poteris, & ad longius infra duos annos, à data præſentium computandos, debeas Regnum Franciæ exiviſſe legitimo impedimento ceſſante; quod ſi in tua perſona eſſes forſitan impeditus, ut infra dictum, terminum perſonaliter non poſſes præfato negotio acqui-

ANS de J. C. 1382.

ANS de J. C. 1382. quiſitionis vacare, loco tui talem ſubſtitutum ſeu locum tenentem debeas ordinare, qui judicio Romani Pontificis ad tale & tantum negotium idoneus & ſufficiens reputetur. Et ſi tu perſonaliter, vel, ubi eſſes in perſona propria impeditus, per ſubſtitutum vel locum tenentem, ut eſt dictum, idoneum intra dictum terminum per modum præſcriptum, vel ſaltem infra duos menſes finem termini immediatè ſequentes, non inceperis & proſecutus fueris acquiſitionis negotium antedictum; vel ſi, quod Deus avertat, te interim mori contingeret, ex tunc præſens conceſſio, infeudario, & omnia quæ in præſentibus litteris continentur, ſint nulla, caſſa & irrita ipſo jure, liceatque Romano Pontifici & Romanæ Eccleſiæ de Regno & terris ipſis diſponere & ordinare, prout placuerit, & eis videbitur rationabiliter faciendum.

42. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ ordinationis, ſtatuti, decreti, conceſſionis, donationis, conſtitutionis, creationis, voluntatis, diſpoſitionis, collationis & retentionis infringere, vel eiauſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem Omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Spelunga Cajetanæ dioceſis, XV. Kal. Maji. Pontificatus noſtri anno primo.

CCCXXIX.

ANS de J. C. 1383. SAVOYE. *Teſtament d'*AME' VI. *Comte de Savoye, fait au Château S. Etienne, le 27. Février* 1383. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves, pag. 216.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, & Virginis Glorioſæ, Amen. Anno Nativitatis ejuſdem Domini milleſimo tercenteſimo octuageſimo tertio, indictione ſexta, die veneris vigeſima ſeptima menſis Februarii, in caſtro ſancti Stephani Biſuntinæ Dyoceſis, & Camera in qua *Illuſtris & Magnificus Princeps & Dominus Dominus* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ Princeps, Dux Chablaſii & Auguſtæ, & in Italia Marchio*, pro ſua reſidentia pernoctabat; Præſentibus viris Egregiis, & Potentibus Dominis Amedeo Domino Urteriarum, Gaſpardo de Montemajori Domino Villari Saleti, & Joanne de Verneto, militibus, Viro venerabili & Religioſo Fratre Deoſecit Bonivardi Ordinis Minorum conventus Chamberiaci, Petro Vicini de Conflero Taren. Mermeto Rongeti Bellicen. ejuſdem Domini Comitis Secretario, & Joanne de Cra dicto de Druyn Burgen. Aquiani Gebenn. Dioceſis, dicti Domini Comitis teſtibus ad infra ſcripta vocatis per teſtatorem ſubſcriptum, eodem contextu præſentibus ſpecialiter & rogatis; per præſens verum, publicum & autenticum inſtrumentum cunctis appareat evidenter: Cùm in præſentia Notarii publici infra ſcripti, more publicæ perſonæ ſtipulantis & recipientis omnia & ſingula ſupra & ſubſcripta, vice, nomine & ad opus omnium & ſingulorum quorum intereſt, intererit & intereſſe poterit in futurum, & teſtium prædictorum, conſtitutus perſonaliter & ſpecialiter propter ea quæ ſequuntur. Præfatus Illuſtris, & magnificus Princeps & Dominus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, Princeps, Dux Chablaſii & Auguſtæ, & in Italia Marchio, qui nolens decedere inteſtatus, ſuum facit, condit, diſponit & ordinat nuncupativum teſtamentum ſine ſcriptis dictum, licet in ſcriptis redactum, ſeu ultimam diſpoſitionem, in modum qui ſequitur & in formam; quod quidem teſtamentum & teſtamentariam diſpoſitionem valere vult, præcipit & intendit jure teſtamenti, & ſi non valeat jure teſtamenti, vult eum valere jure Codicillorum, ſeu donationis cauſa mortis. In primis ſiquidem ipſe Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, de munifica miſeratione Patris & de Filii & Spiritus Sancti, Beatæ Virginis Glorinſæ, ſanctorum Mauricii & Georgii, Sanctorumque & Sanctarum Dei merito confidens, corpus ſuum & ejus animam recommendat humiliter & devotè eiſdem Patri & Filio & Spiritui Sancto, Beatæ intemeratæ Virgini Mariæ, Beatiſque Georgio & Mauricio, & toti Curiæ Supernorum. Item ſepulturam ſuam vult, diſponit & ordinat in Eccleſia Abbatiæ Altæ-combæ, in Capella ſua & monumento in quibus progenitores ſui conſueverunt ſepeliri, in qua ſepultura vocari & adeſſe vult & præcipit omnes Archiepiſcopos, Epiſcopos, Abbates, Abbatiſſas, Prælatos, Ordines & Presbyteros, & alias Eccleſiaſticas perſonas, qui & quæ haberi poterunt commodè; qui ibidem Miſſarum ſolemnia & alia Divina Officia celebrent, pro remedio animæ ſuæ & prædeceſſorum ſuorum; quibus Religioſis in univerſo vel particulari dentur ad arbitrium executorum ſuorum inferiùs deſcriptorum. Item luminare, & ornamenta ſua fieri vult, præcipit & ordinat, prout ſuo ſtatui congruit, ad arbitrium & diſpoſitionem dictorum executorum ſuorum, quatuor vel trium ex ipſis. Item debita perſolvi, & clamores emendari vult & præcipit per hæredem ſuum inferiùs nominatum. Item præfatus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ teſtator, in ſuæ mentis conſideratione revolutus, honores, beneficia & commoda, ſuis temporibus habita & obtenta gratia & miſericordia omnipotentis Domini, qui ipſum cum laude & honore non modico tam contrà hoſtes Chriſtianæ fidei, quàm ejus inobedientes, rebelles & contrarios, ſua mirabili poteſtate victorem fecit in pluribus; ad laudem Domini noſtri Jeſu Chriſti, Patris & Filii & Spiritus Sancti, & Glorioſæ Genitricis Beatæ Virginis Mariæ, Sanctorúmque & Sanctarum Dei, & totius Curiæ Cœlorum, ut peccatis ſuis propitiatores exiſtant; Vult, diſponit & ordinat, quòd in caſtro ſuo Petræ caſtri fundetur, fiat, conſtruatur & fabricetur unum venerandum Cœnobium ſeu Monaſterium, ſub nomine & ad honorem Beatæ Virginis Mariæ, Fratrum Heremitarum Ordinis Carthuſienſis, in quo ſint & ordinentur & adeſſe debeant perpetuò quindecim Fratres Carthuſienſes, ad honorem quindecim Gaudiorum intemeratæ Virginis Mariæ, qui ibidem ſingulis diebus debeant & teneantur Miſſarum ſolemnia & alia Divina officia celebrare, pro remedio animæ ſuæ & prædeceſſorum ſuorum, nec non pro remedio animarum aliorum Dominorum & militum, qui de ordine Colaris fui fuerunt, ſunt & eſſe contigerit in futurum; cui quidem Monaſterio totum caſtrum Petræcaſtri & ambitum ſuum, unà cum toto territorio in quo ſitum eſt, ab introitu dicti caſtri ubicumque ſupra Rupem, dat & legat, unà cum omnibus & ſingulis arboribus, plateis, ingreſſibus, egreſſibus, pertinentiis & appendenciis univerſis; & ipſum Monaſterium & Fratres prædictos in eis inſtituit. Item ut Fratres & familiares ordinandi ibidem obſequendo divino cultui, vivere valeant ibidem & ſuſtentari honoricè ſicut decet; ipſe Dominus Comes teſtator dictis Eccleſiæ & Monaſterio, Fratribus & Conventui mille florenos auri boni ponderis per annum in valore dat & legat, & eos inſtituit in eis, dictumque Monaſterium, Eccleſiam & Fratres dotat in eis, & ipſos mille florenos per annum dat, donat, cedit & concedit perpetuò in dotem & nomine dotis ipſorum; quos quidem mille florenos auri boni ponderis aſſignat & affectat, & eos aſſignari, declarati & ſpecificari vult, diſponit & ordinat per executores ſuos ſubſcriptos, & tres vel duos ex ipſis inde & ſuper vineis, pratis, nemoribus, terris, redditibus, hominibus, homagiis, emphiteotis, directis, dominiis propinquioribus, quæ &

ANS de J. C. 1383.

ANS de J. C. 1383. quas habet & habere poteſt in mandamentis, caſtellaniis & diſtrictibus Petræcaſtri & Cordonis, ad veram aſſiſiam, arbitrium & diſpoſitionem dictorum executorum. Item volens ipſum Monaſterium & Fratres ampliori beneficio communire, pro ædificiis neceſſariis conſtruendis & reparandis ibidem, calicibúſque, libris & aliis ornamentis emendis ad opus dicti Monaſterii, quatuor millia floren. de Camera Domini noſtri Papæ ſemel dat & legat. Item pro ponte lapideo conſtruendo ſuper Rhodano in portu Petræ caſtri, ultra ducentos florenos jam traditos & ſolutos ea occaſione, ſex millia trecenta floren. auri boni ponderis veteres ſemel dat & legat; Et pro una capella in dicto Ponte conſtruenda ad honorem B. Virginis Mariæ, in qua ſingulis diebus Miſſ. ſolemnia celebrentur pro remedio animæ ſuæ & prædeceſſorum ſuorum, & tam pro ædificiis & dotationibus ipſius capellæ mille quingentos florenos auri veteris ſemel dat & legat. Item fabricæ & operi pontis conſtruendi in Montemeliano, ſuprà ripam & flumen Iſaræ, ſex mille florenos auri boni ponderis ſemel dat & legat. Item vult, diſponit & ordinat, quòd in hoſpitali Montiſmeliani conſtruatur una capella, & quinque Presbyteri ordinentur, ibidem Miſſarum ſolemnia & alia divina officia celebrantes, ad honorem quinque plagarum ſeu quinque vulnerum Domini noſtri Jeſu Chriſti; pro quibus faciendis, & dotatione dictæ capellæ, ac ornamentis emendis, quatuor mille florenos auri boni ponderis veteres ſemel dat & legat. Item Capitulo & Canonicis Eccleſiæ Lauſan. pro una Miſſa in eadem Eccleſia diebus ſingulis celebranda ad honorem B. Virginis Mariæ, quatercentum florenos veteres ſemel. Item Fratribus & Conventui Minorum Lauſann. tam pro reparatione ſuæ Eccleſiæ, quàm pro una Miſſa in eadem Eccleſia diebus ſingulis celebranda, pro remedio animæ dicti Domini Comitis & Anteceſſorum & ſucceſſorum ſuorum, quingentos florenos veteres. Item Conventui & Canonicis S. Mauricii Agaunenſis, tam pro una Miſſa ibidem ſingulis diebus perpetuò celebranda, quàm pro una lampade accenſa, tenenda perpetuò & continuo ante magnum altare dictæ Eccleſiæ, pro remedio animæ ſuæ, anteceſſorum & ſucceſſorum ſuorum, quingentos florenos veteres ſemel dat & legat. Item ipſe teſtator ad S. Mauricium Agaunenſem habens affectionem meritò ſingularem, vult, diſponit & ordinat, quòd Eccleſia S. Mauricii prædicti fabricetur & ædificetur integriter de novo, de & ſuper bonis, rebus & hæreditatibus ejuſdem, quæ ſupponit & aſſignat ad perfectionem ipſorum. Item Conventui & Monaſterio S. Eugendi Jurenſis, pro una Miſſa ibidem diebus ſingulis perpetuò celebranda, quater centum florenos veteres ſemel dat & legat. Item Conventui & Fratribus S. Anthonii Vienn. tam pro una Miſſa ibidem perpetuo celebranda, Capella in qua eſt brachium S. Anthonii pingendum armis & ſignis ſuis, & pro una lampade ibidem accenſa tenenda perpetuo, quingentos florenos boni ponderis veteres ſemel dat & legat. Item capitulo & Canonicis Eccleſiæ Bellic. pro una Miſſa ibidem perpetuo celebranda, pro remedio animæ ſuæ & anteceſſorum & ſucceſſorum ſuorum, tercentum florenos veteres ſemel dat & legat. Item pro tribus Miſſis in loco Cerdoriacum in Maurian. ſeptimana qualibet perpetuo celebrandis, ſepties viginti florenos veteres ſemel dat & legat. Item pro una Miſſa in Capella B. Mariæ Pontis-ſecuſiæ, diebus ſingulis cantanda, & una lampade ante effigiem B. Mariæ accenſa tenenda perpetuo, tercentum florenos ſemel dat & legat. Item pro una Miſſa in altari B. Mariæ de Conſolatione, una Miſſa in altari B. Mariæ de Pace, & una alia Miſſa in altari B. Mariæ de Gratia de Thaurino, diebus ſingulis perpetuo celebrandis, quater centum quinquaginta florenos veteres ſemel dat & legat. Item pro una Miſſa in altari B. Mariæ Anneſſiacæ, perpetuo diebus ſingulis celebranda, tercentum florenos veteres. Item pro una Miſſa io altari B. Mariæ S. Leodegarii Chamberiaci, diebus ſingulis celebranda, tercentum florenos veteres. Item pro una Miſſa in Capella Vultus Domini Viviaci, diebus ſingulis perpetuo celebranda, quater centum florenos veteres. Item Hoſpitali novo Chamberiaci, pro una Miſſa ibidem diebus ſingulis perpetuo celebranda, quater centum florenos veteres ſemel dat & legat. Item Dominabus Monialibus de Polletens in Eleemoſinam, ducentum florenos ſemel dat & legat. Item Conventui & Fratribus Seillonis Carthuſienſis pro una Miſſa illudem perpetuo celebranda, ducentum florenos ſemel dat. Item fabricæ pontis Conflieti, & una Capella ibidem conſtruenda, & una Miſſa ibidem perpetuo celebranda ſingulis diebus, mille quingentos florenos veteres. Item fabricæ pontis Dranciæ inter Thononum & Aquianum, quatercentum florenos veteres ſemel. Item Domino Joanni de Verneto militi, in præmium & remunerationem ſerviciorum ſibi impenſorum per eum, tria millia florenorum auri boni ponderis ſemel dat & legat. Item Domino Amedeo Domino Urteriarum, ultra tercentum florenos ſibi ad vitam annis ſingulis donatos, tercentum florenos auri conſimiles eidem dat, ad vitam ſuam annis ſingulis perſolvendos, in & ſuper Caſtellania Maurian. per Caſtellanum qui pro tempore fuerit, termino quo dicti tercentum floreni priores ſolvi debent, & eos eidem Domino Amedeo vult dum vixerit aſſignari, & hoc in præmium ſerviciorum & laborum ſuſtentorum per ipſum. Item Joanni de Creſto, in præmium & remunerationem ſerviciorum & laborum ſuſtentorum per eum, mille florenos auri boni ponderis ſemel dat & legat. Item Petro Vicini Secretario ſuo, in præmium ſerviciorum & laborum ſuorum ſuſtentorum per ipſum, mille florenos auri boni ponderis ſemel dat & legat. Item Joanni de Cra aliàs de Druyn ejus valleto, in remunerationem ſerviciorum & laborum ſuorum ſuſtentorum per eum, mille florenos auri boni ponderis ſemel dat & legat. Item ipſe Teſtator habens ad familiares & ſervitores ſuos domeſticos quemlibet in gradu ſuo affectionem ſingularem, volens eis pro meritis compenſare, vult, diſponit & ordinat, quod ipſi præmientur & remunerentur conſideratis ipſorum ſervitiis, ad ordinationem Dominæ & Conthoralis ſuæ, & executorum ſuorum inferiùs deſcriptorum, & quorum ex ipſis. Item ipſe Dominus Comes teſtator, recognoſcens ſe fore erga Dominum Gaſpard. de Montem. militem ſuum, & Mermetum Rogeti ejus Secretarium, merito obligatum, qui ſibi perpetuo ſuo tempore fideliter & utiliter ſervierunt, ipſos Dominæ uxori ſuæ, & *Amedeo filio ſuo* cariſſimis expreſſè, ſpecificè & ſpecialiter recommendat; volens, injungens & expreſſè præcipiens ipſis uxori & filio, quatenus eiſdem Domino Gaſp. & Mermeto reſpondeant & remunerent condignè pro ſervitiis eorundem, ſuper quibus ſe exonerandum ipſos onerat, afficit & aſtringit ſpecialiter & expreſſè. Item ipſe Dominus Comes teſtator, conſiderans & attendens grata, fructuoſa & laudabilia ſervicia ſibi facta fideliter & impenſa per *Illuſtrem Conſortem ſuam cariſſimam Dominam Bonam de Borbonio*, & quibus intrinſecis dilectionibus ſuit per eam hactenus humaniter proſecutus; eandem Dominam Bonam facit, vult, ordinat, nominat & diſponit Dominam veram & adminiſtratricem ac uſufructuariam in Comitatu Sabaudiæ, Ducatu Chablaſij & Auguſtæ, & Marchionatu in Italia, & Principatu, ac in omnibus univerſis & ſingulis civitatibus, villis, caſtris, oppidis, locis, hominibus, homagiis, ſuperioritatibus, reverentiis, feudis, retrofeudis, juriſdictionibus, meris, mixtis imperiis, juriſdictione omnimoda, redditibus, ſervitiis, cenſis poſſeſſionibus, proprietatibus, dominiis dignitatum prædictarum, & omnium & ſingularum terrarum, locorum

ANS de J. C. 1383.

ANS de J.C. 1383.

corum, caſtrorum, villarum, burgorum, civitatum & oppidorum, ad Comitatum Sabaudiæ, Ducatum, Principatum, Marchionatum pertinentibus quoquomodo, ſive citra ſive ultra montes fuerint quomodolibet ſimata: ita quòd ipſis omnibus & ſingulis utatur & uti debeat, & omnes fideles & ſubditi ſui eidem plenè, perfectè obedire debeant & teneantur, dum tamen in humanis vixerit, & ab aliis nuptiis abſtinebit; ita quòd *Amedeus de Sabaudia ejus Filius* cariſſimus ſtatum ſuum & ejus uxorem teneat, & cum ea vivat de bonis, rebus, exitibus, obventionibus & emolumentis prædictorum Comitatus, Ducatus, Principatus & Marchionatus; exceptis villis, caſtris, & locis infrà ſcriptis, & ipſorum pertinentiis, quæ eidem Dominæ Conthorali ſuæ, dum vixerit & ab iteratis nuptiis abſtinebit, vult eſſe præcipuè expedita, & ea vult ſibi modo prædicto propriè & ſpecialiter pertinere, & eidem obediat & pareat & intendat tanquàm verus, bonus & obediens Filius; ita quòd eandem matrem ſuam benignitèr, humanitèr & favorabiliter proſequatur, quoniam ipſam eidem recommendat ſpecialiter & expreſſè; volens quòd omnes fideles ſui dictæ Dominæ dum vixerit obediant, pareant & intendant, ut ſibi ipſi facerent, dum tamen in humanis fuerit, & ab aliis nuptiis abſtinebit. Item ipſe Dominus teſtator volens eandem Dominam conjugem ſuam cariſſimam ſpeciali favore & dilectione proſequi, eidem Dominæ & conjugi ſuæ dat & legat, ad vitam ipſius naturalem, ſi ab iteratis nuptiis abſtinebit, caſtra, villas, loca, territoria, mandamenta, ſuperioritates & diſtrictus Aquiani, Fiſternæ, Ripailliæ, Thononis, Alingiorum, Hermanciæ & Burgeti in Sabaudia, cum omnibus & ſingulis redditibus, ſerviciis, cenſis, homioibus, homagiis, pratis, vineis, nemoribus, terris, ſtagnis, paſcuis, molendinis, baptitoriis, exitibus, obventionibus, emolumentis, meris, mixtis imperiis, & juriſdictione omnimoda, pertinentiis & appendentiis ipſorum, & cujuſlibet eorundem; ſic quòd ipſius vita naturali duranre, & ipſa ab iteratis nuptiis abſtinente, prædictis omnibus & ſingulis ipſorum uratur & uti poſſit perpetuò, & ſuos fructus proprios facere, abſque eo quòd ex inde rationem vel eomputum facere vel reddere, vel collationem facere cum aliquo teneatur; vnlens quòd omnes ſubditi & vaſſalli dictorum caſtrorum, villarum & locorum prædictorum, eidem Dominæ pareant, obediant, ſolvant & intendant dnm vixerit, & ab aliis nuptiis abſtinebit, prout eidem teſtatori facere tenerentur. Io Comitatu autem Sabaudiæ, Ducatu Chablaſis & Auguſtæ, Marchionatu in Italia, Principatu, dignitatibus, Seignoriis, Baroniis, & in aliis omnibus & ſingulis rebus, bonis, hæreditatibus, civitatibus, locis, caſtris, villis, oppidis Comitatus Sabaudiæ, Ducatus Chablaſii & Auguſtæ, Marchionatus in Italia, & Principatu, ac dignitatibus, obedienciis, ſuperioritatibus, reverentiis, ſubjectionibus eorundem, homioibus, homagiis, fidelitatibus Principis Achayæ Domini Aymonis de Sabaudia, Comitis Gebennenſis, Domini Bellijoci, Domini de Villariis, Domioi Cameræ, Domini de Aquis, Comitis Grueriæ, Domini Grandiſſonis, Domini Guillermi de Grandiſſone, Comitum Vallispergiæ, Sancti Martini, Sancti Georgii, Dominorum Montisjoveti, & cæteris ad prædictas dignitates ad dictum teſtatorem tam citra quàm ultra montes competentibus, meris, mixtis imperiis, & juriſdictionibus omnimodis, redditibus, cenſis, terris, pratis, vineis, paſcuis, nemoribus, molendinis, baptitoriis, ſtagnis, lacubus, piſcatiis, venationibus, territoriis ſupradictis, & cæteris omnibus ad ea pertinentibus quomodocumque & qualitercumque, pertinentiis & appendentiis eorundem, *Illuſtrem Amedeum de Sabaudia Filium ſuum cariſſimum*, ſuum hæredem univerſalem inſtituit, & ſuos liberos maſculos naturales & legitimos, ex ſuo corpore & legitimo matrimonio deſcendentes, vulgariter, pupillariter & per fideicommiſſum, ita quod de ſemper prior natu ſuccedat aliis filiis maſculis ſecundùm decentiam generis honorificè ſuſtinendis, & filiabus honorificè maritandis; Volens, diſponens & ordinans, adhærendo ſemper diſpoſitionibus progenitorum ſuorum, quòd ſtantibus filiis maſculis de genere & armis Comitum Sabaudiæ, & generis armorum ſuorum mente ſanis & corporibus, nunquam filiæ ad ipſius ſucceſſionem vocentur; & ſi eundem Amedeum Filium ſuum cariſſimum ſine liberis maſculis legitimis & naturalibus ut ſuprà mori contigerit, vèl ſi habuerit, & eos mori contingat quandocùmque ſine liberis naturalibus & legitimis; eo caſu, *Illuſtrem Amedeum de Sabaudia Principem Achayæ*, nepotem ſuum cariſſimum, & ſuos liberos maſculos, naturales & legitimos, ex ſuo proprio corpore & legitimo matrimonio deſcendentes, eidem ſubſtituit vulgariter, pupillariter & per fideicommiſſum; & eo caſu mediantibus prædictis, Ludovicus de Sabaudia nepos ſuus cariſſimus terram Principatus habere debeat pleno jure, & ſibi competat prout ad eundem Principem pertinet, & conſuevit hactenus pertinere; ſalvis tamen homagio, feudis, retroſeudis Comitis Sabaudiæ, & pactis & conventionibus habitis eum eodem; & ita quòd ſemper natu prior mentre compos ſuccedat, & cæteris in ſucceſſione præferatur aliis filiis honorificè ſuſtinendis, & filiabus ſecundùm decentiam generis maritandis. Et ſi fortè eundem Amedeum Principem ſine liberis maſculis naturalibus & legitimis mori contingerit, eo caſu Ludovicum de Sabaudia nepotem ſuum cariſſimum fratrem prænominati Principis, & ſuos liberos maſculos ex ſuo proprio corpore & legitimo matrimonio deſcendentes, ſibi ſubſtituit vulgariter, pupillariter & per fideicommiſſum: Et ſi forte dictum Ludovicum de Sabaudia ſine liberis maſculis, naturalibus & legitimus, ex ſuo proprio corpore & legitimo matrimonio, mori contingerit, eo caſu Dominum *Aymonem de Sabaudia militem Dominum Villæ-Franchæ*, & ſuos liberos maſculos, naturales & legitimos eidem Ludovico, & eo præmoriente, cæteris ſubſtituit vulgariter, pupillariter & per fidei commiſſum; ita quòd ut ſuprà prior natu præ cæteris in ſucceſſione vocetur, & ſtantibus filiis prædictorum, nunquam filiæ ad ſucceſſionem vocentur. Executores verò ſuæ hujus ultimæ voluntatis ejus prænominatus Dominus Comes teſtator facit, diſponit, nominat & ordinat R. Patrem Dominum Guyd. Abbatem Sancti Michaëlis Cluſini, Dominum Guillermum de Grandiſſono Dominum Aubonæ, ſi adeſſe poterit, Ludovicum de Coſſonay Dominum de Berthié, Amedeum Dominum Urteriarum, Dominum Joannem de Corgenon Dominum Mellionati, Dominum Gaſpardum de Montemajori Dominum Villani Saleti, Humbertum de Columberio Dominum de Vuillermis, Bartholomæum de Chignino, Humbertum de Balma Dominum Fromentarum, Andream Bellætruchæ, & tres, & duos ex ipſis, pro prædictis omnibus & ſingulis exequendis; in quorum Executorum ſuorum manibus, hæreditares, reſque & bona ſua omnia pooit, & relinquit pro integro complemento & ſatisfactione ipſorum, & de ipſorum probitate & dilectione confidens, eos ſe exonerando onerat de prædictis. Signé Ravaſii.

ANS de J.C. 1383.

CCCXXX.

ANS de J. C. 1385. BOURGOGNE ET GAND.

CCCXXX.

Traité de Paix entre PHILIPPE DE FRANCE, *Duc de Bourgogne, de Flandre, d'Artois, &c. & la Ville & les Bourgeois de* GAND. *Fait à Tournay le* 18. *de Décembre* 1385. Continuation de l'Hiſtoire & Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 21.

PHILIPPE, Fils de France, Duc de Bourgongne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgongne Palatin, Sire de Salins, Comte de Rethel, & Signeur de Malines: & Marguerite, Ducheſſe & Comteſſe deſdicts païs & lieux, à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront & orront, ſalut. Savoir faiſons, comme noz bien-aimés, & fugets, les Eſchevins, Doyens, Conſaux, & Communautés de noſtre bonne-ville de GAND, ayant humblement ſupplié à Noſtre-Sire le Roy, & à nous, que d'eux voulſiſſions avoir pitié, mercy, & miſericorde, & que noſtredict Signeur & nous leur voulſiſſions pardonner toutes les offenſes & meſaits, par eux & leurs complices permis & perpetrés contre noſtredict Signeur & nous, & que nous, ayans pitié & compaſſion de noſdicts fugets, par autres lettres d'iceluy Signeur & les noſtres, & pour les cauſes contenues en icelles, ayons remis & pardonné à noſdicts fugets de Gand, & à leurs complices, leſdictes offenſes & meſaits: & auſſi leurs ayons cnofirmé leurs ptiviléges, franchiſes, couſtumes, & uſages: ou cas qu'ils viendront plainement à l'obeïſſance de noſtredict Signeur, & à la noſtre: laquelle grâce & pardon leſdicts de Gand & leurs complices ont receue treshumblement de noſtredit Seigneur & de nous: & par leurs lettres & meſſagers, qu'ils ont envoyés devers noſtredit Signeur & nous en grand nombre, eſtant à Tournay, ont renoncé à tous debats & guerres, & ſont retournés de bon cueur à la vraye obeïſſance de noſtredit Signeur & de nous: en promettant que doreſnavant ils ſeront bons amis, & loyaux & vrais fugets à noſtredit Seigneur le Roy, comme à leur Signeur ſouverain, & à nous, comme à leur Signeur naturel, à cauſe de Marguerite noſtre compaigne, comme leur Dame naturelle & héritiére: pourquoy noſtredit Signeur & nous noſdits fugets de Gand, & leurs complices, avons receus à noſtre grâce, miſericorde, & obeïſſance, & donné lettres de grâce, pardon, & remiſſion, purement & abſolument, avecques la reſtitution de leurs Priviléges, Couſtumes, & Uſages: ſi comme ces choſes, & autres, plos-à-plain peuvent apparoir par le contenu deſdictes lettres: apres leſquelles grâces, & remiſſions, noſdits fugets de noſtredite bonne-ville de Gand nous ont fait pluſieurs ſupplications: leſquelles nous avons teceues & fait veoir & viſiter diligemment, par les gens de noſtre Conſeil, par grande & meure deliberation: leſquelles veues, pour le commun bien de tout le païs, & pour échever toutes diſſenſions, qui doreſnavant ſe pourroyent enſuyvre, de noſtre grace, pour amour & contemplation de noz bons fugets, avons ordonné, ſur leſdictes ſupplications, par la maniere qui s'enſuyt.

Premierement, ſur ce qu'ils nous ont ſupplié que voulſiſſions confirmer les Priviléges de Contray, d'Audenarde, de Grantmont, Meule, Terremonde, Rupplemont, Alloz, Haaſt, Arclo, Breviles, Donze, & des Chaſtellenies & plat-païs d'icelles viles, nous avons ordonné, que les habitans d'icelles viles viendront par-devers nous, & nous apporteront leurs Priviléges: leſquels nous ferons veoir par les gens de noſtre Conſeil: &, iceux veus, nous en ferons tant, que noſdits fugets de Gand, & ceux des bonnes-viles, en devront par raiſon eſtre contens: &, ſi aucuns deſdicts Priviléges eſtoyent perdus par de cas de fortune, ou autrement, nous en ferons faire bonne information: &, icelle veue, nous y pourvoyerons comme dict eſt. ANS de J. C. 1385.

Item, ſur ce qu'ils nous ont prié du faict de la marchandiſe, nous avons conſenti qu'elle ayt cours par noſtre païs de Flandres, en payant les deniers accouſtumés.

Item, ſur ce qu'ils ſupplient, que, s'aucuns des habitans de noſtredicte bonne-vile de Gand, ou de leurs complices, eſtoyent arreſtés au temps à venir en aucuns païs, & hors de noſtredict païs de Flandres, pour occaſion des debats & deſſenſions deſſuſdictes, que d'icelles fiſſions tenir paiſibles chaſcun d'eux, nous leur avons ottroyé, que, ſi aucuns d'entre eux eſtoyent arreſtés, comme dit eſt, nous les aiderons, conforterons, & deffendrons de tout noſtre pouvoir, contre ceux, qui par voye de faict les voudroyent grever, ou empeſcher: comme bons Signeurs doyvent faire à leurs loyaux fugets.

Item, ſur ce qu'il nous ont ſupplié que tous les priſonniers, qui ont tenu leur parti, & qui ſont detenus par nous ou noz fugetz, fiſſions delivrer, nous avons ordonné, & ordonnons, que leſdirs priſonniers (s'ils ſe ſont mis à rançon) ſoyent delivrés, en payant leur rançon, & deſpens raiſonnables: parmy ce, que, ſi aucuns deſdicts priſonniers, ou de leurs parens, ou amis charnels, tiennent contre nous aucunes fortreſſes, les mettent, avant tout œuvre, en noſtre main: & ſeront pareillement delivrés noz priſonniers, detenus par noſdicts fugets de Gand, ou leurs complices.

Item, en amplifiant noſtredicte grâce, avons ordonné, & ordonnons, que tous ceux, qui pour occaſion des debats & diſſenſions, qui ont derniérement eſté en noſtredict païs de Flandres, auroyens eſté bannis de noſdictes bonnes-viles de Bruges, d'Ypre, du païs du Franc, & d'autres viles & lieux deſquels ils ont eſté bannis, & auſſi tous ceux qui ont eſté bannis par la Juſtice & Loy de noſtredicte ville de Gand, ou mis & jugés hors Loy, & qui ſe ſont abſentés, ſeront reſtitués, & pourront retourner & demourer en ladicte vile: pourveu que ceux, qui ont tenu la partie d'iceux de Gand, ſeront reſtitués es viles & lieux du païs: comme dict eſt: & ſeront en la vile de Gand le ſerment, cy-deſſous eſcrit, es mains de noz Officiers, quand ils devront entrer es viles, eſquelles ils doyvent eſtre reſtitués: &, en-outre, ils jureront qu'ils garderont la paix & ſeureté deſdictes viles, n'aux habitans d'icelles ne porteront, par aucune voye directe, ou oblique, mal ne dommage: & pareillement le jureront ceux, qui entreront en noſtredicte vile de Gand.

Item, que tous ceux, qui entreront en noſtre vile de Gand, & leurs complices, avecques tous ceux de la vile, obeïront à la grâce de noſtredict Signeur & de nous, & viendront preſentement à noſtre obeïſſance: &, quant aux abſens, dedans le temps, qui ſera cy-apres ordonné, ſeront reſtitués à leurs fiefs, maiſons, rentes, & héritages, en quelque lieu qu'ils ſoyent (nonobſtant quelconques forfaictures ou malefices, pour occaſion des diſſenſions deſſuſdictes) ainſi qu'ils les tenoyent avant icelles diſſenſions.

Item, que, ſi aucuns deſdits habitans de ladicte vile de Gand, ou leurs complices, ſont hors de la vile deſſuſdicte, es païs de Brabant, Haynaut, Hollande, Zelande, Cambreſis, & de l'Eveſché du Liége, ils viendront en l'obeïſſance de noſtredict Signeur & de nous, & feront les ſermens, qui cy-aptes ſeront déclairés, à nous, ou à ceux que nous commettrons, dedans deux mois apres la publication de la paix deſſuſdicte, & jouiront des pardons & grâces deſſuſdictes: & ceux, qui ſont es païs d'Angleterre, de Friſe, d'Allemaigne, & autres, deça la

grand'

ANS de J. C. 1385. grand' mer, viendront en noſtre obeïſſance dedans quatre mois, apres la publication deſſuſdicte: & ceux, qui ſont outre la grand mer, ou à Romme, ou à Sainct-Jaques, viendront à relle obeïſſance dedans un an, apres ladicte publication, ſans fraude: & jureront, comme cy-deſſus eſt dict: & jouiront des grâces & pardons deſſuſdicts: & auſſi ceux, qui auront eſté bannis, jugés hors Loy, ou abſens de noſtredicte vile pour occaſion des diſſenſions deſſuſdictes, ſeront reſtitués en leurs fiefs, maiſons, rentes, & héritages, toutesfois qu'il leur plaira.

Item, que des biens meubles, qui ont eſté pris d'une part & d'autre, ne ſera faicte aucune reſtitution: mais en demoureront quittes tous ceux, qui les ont pris, & auſſi pour l'obligation, faicte pour occaſion de ces biens meubles: ſi aucunes faictes en eſtoyent pour décharger leurs conſciences, & s'ils en vouloyent aucuns rendre.

Item, que les poſſeſſeurs, ou détenteurs des maiſons deſſuſdictes (auſquelles ſeront reſtitués tant ceux de l'une partie comme de l'autre) ne pourront d'icelles maiſons rien oſter, tenant à plomb, à cloux, ou à chevilles: & ſeront rendues les poſſeſſions d'icelles maiſons, cens, rentes, & revenus des héritages, demourant ſans reſtitution ce qui en eſt deu: & ainſi doreſnavant les fruits, rentes, & revenus des héritages, ſeront levés paiſiblement pour ceux, à qui ils doyvent appartenir.

Item, ja ſoyt ce que nos ſugets de Gand, & pluſieurs de leurs complices, ayent fait hommage des fiefs, qu'ils tiénent, à autres Signeurs, qu'à ceux, à qui il appartient, & par ce leurſdicts fiefs peuvent eſtre forfaicts: ce nonobſtant nous voulons, de noſtre grâce, qu'iceux fiefs leur demeurent, en faiſant les hommages à nous, de ce qui avoit eſté de nous ſans moyen: & à noz vaſſaux de ce, qui avoit eſté tenu d'eux: & auſſi nous ottroyons de grâce eſpécial, les desheritemens & (a) recongnoiſſances, faictes par Loy entre parties preſentes.

(a) On lit dans un vieil abrégé de Froiſſart. *Deſcognoiſſances.* Peut-être auſſi pourroit-on lire *héritemens & recognoiſſances.*

Item, que noſdicts ſugets de Gand, Eſchevins, Doyens, Conſaux, & toutes les Communautés de Gand, & leurs complices, par noſtre ordonnance, & de bonne voulonté, ont renoncé, & renoncent, à toutes les alliances, ſermens, & obligations, fois, & hommages, qu'eux, & aucuns d'eux, auroyent faits au Roy d'Angleterre, ou à ſes commis & députés, ou à leurs Officiers, & à tous autres, qui ne ſeroyent bien-veuillans de noſtredict Signeur & de nous: & nous ont fait ſerment d'eſtre doreſnavant bons, vrais, & loyaux ſugets, & obeïſſans, de noſtredict Signeur (comme leur Souverain) & de ſes ſucceſſeurs Roys de France, & de nous, comme de leurs droicturiers Signeur & Dame, & de noz ſucceſſeurs Comtes de Flandres: & de nous faire tels ſervices, & à noz ſucceſſeurs, comme bons & loyaux ſugets doyvent faire à leurs bons Signeur & Dame, de garder leurs corps, honneurs, héritages, & droits: & empeſcher tous ceux, qui empeſcher voudroyent le contraire, & le faire ſavoir à nous & à noz Officiers: ſaufs leurs privilèges & franchiſes.

Item, afin que noz ſugets de noſtredicte bonne-vile de Gand demeurent à touſiours en bonne paix, & en la vraye obeïſſance de noſtredict Signeur le Roy, de nous, & de noz hoirs, Comtes de Flandres, pour échever tous debats, & diſſenſions, qui pourroyent ſurvenir, nous voulons, & ordonnons, que tous les articles & points deſſuſdicts ſoyent tenus & gardés ſans les enfreindre: & deffendons à noz ſugets, ſur quant qu'ils peuvent meſaire envers nous, que, pour occaſion des debats & diſſenſions deſſuſdictes, ils ne meſacent, ou facent meſaire, par voye directe, ou oblique, de fait, ne de parole, aux deſſuſdicts de Gand, n'à leurs complices: & ne leur en dient aucunes opprobres, reproches, n'injures.

Item, ſi aucun faiſoit le contraire de ce que deſſus eſt dict, & que pour nous il injuriaſt, ne portaſt dommages à aucuns des deſſuſdicts de Gand, ou à leurs complices, ou eux à aucuns de ceux, qui ont tenu noſtre parti, pour occaſion des anciens debats & diſſenſions deſſuſdictes, de telle offenſe, que par la congnoiſſance du Signeur & des Loix, à qui il appartiendra, le faict ſoit criminel, le malfaicteur, ſes aidans & complices, & ceux, qui les recéleront, ſans fraude ſoyent punis, en corps & en biens (comme eſtans convaincus de paix enfreinte) tant par la juſtice de noz Officiers, ou d'autres Signeurs, comme par les Loyx du païs, ſi-comme à chaſcun appartiendra: & ſoyt faicte ſatisfaction raiſonnable à la partie bleſſée, des biens du malfaicteur, & le ſurplus appliqué à nous, ou aux Signeurs, à qui il appartiendra: ſaufs les privilèges des viles.

ANS de J. C. 1385.

Item, ſi aucuns des Bourgeois de noſtredicte vile de Gand eſtoyent faicts hors Loy, ou bannis, pour fraction de ladicte paix, ſuppoſé que, par les privilèges d'icelle vile par-avant ces preſentes, ne deuſſent perdre leurs biens: neantmoins, pour mieux tenir cette preſente paix, ils les perdront, & ſur iceux biens ſera faicte à la partie ſatisfaction, qui aura eſté bleſſée, comme dit eſt: & le réſidu viendra aux droits hoirs d'iceux, comme s'ils fuſſent trépaſſés: ſaufs, en tous autres cas, les privilèges de noſtre vile de Gand: &, ſi tels malfaicteurs ne peuvent eſtre pris, ils ſoyent bannis, & faicts hors Loy, & privés de leurs biens: & en ſoit ordonné comme dict eſt.

Item, ſi aucun par paroles, ou autrement que deſſus eſt dict, à la congnoiſſance des Officiers & Loix des lieux vient contre noſtre ordonnance, nous voulons, & ordonnons, qu'il ſoyt puni d'amende arbitraire (telle & ſi-grande, qu'il ſoyt exemplaire à tous autres) par les Officiers & Loy des lieux, ainſi qu'à chaſcun par droit peut appartenir: ſaufs les privilèges & franchiſes des lieux.

Item, que, ſi aucune perſonne d'Egliſe venoit contre la paix deſſuſdicte, elle ſoit baillée à ſon Ordinaire, & qu'il en prenne vengeance, comme de paix enfreinte, ſelon ce que le cas le requiert.

Item, que ceſtedicte paix, d'entre nous & noz bons ſugets de noſtredicte vile de Gand & leurs complices, ſera criée & publiée ſolennellement en icelle vile, & en noz autres viles de noſtredict païs de Flandres.

Item, que, ſi aucunes doutes, ou obſcurités, venoyent ou temps à venir ſur les articles & poincts deſſuſdicts, circonſtances, & dépendances d'iceux, nous les declarerons, & ſerons declarer, & interpreter, par noſtre Conſeil, raiſonnablement, & tellement que tous ceux, à qui il appartiendra, en devront eſtre contens.

Et nous, (b) Doyens & Communautés de la vile de Gand, pour nous & noz complices quelconques, avons receu, & recevons ſemblablement, les grâces, pardons, & clemences deſſuſdictes, à nous faictes par le Roy Charles noſtre ſouverain Signeur, & par leſdicts Duc & Ducheſſe, Comte & Comteſſe de Flandres, noz droicturiers & naturels Signeur & Dame: & deſdictes grâces & pardons nous remercions de bon cueur, tant que plus ne pouvons, le Roy noſtre ſouverain Signeur: & à ſes ſucceſſeurs Roys de France, & à noz droicturiers & naturels Signeur & Dame deſſuſdicts, & à leurs ſucceſſeurs Comtes de Flandres, nous ſerons les ſermens, que bons & loyaux ſugets doyvent faire à leurs droits Signeurs: & ſi garderons leurs corps & honneurs. En teſmoing deſquelles choſes, nous, Duc & Ducheſſe deſſuſdicts avons fait mettre noz ſeaux à ces lettres: & nous, Eſchevins, Doyens, & Communautés deſſuſdicts de la vile de Gand, y avons auſſi mis le grand ſeel de la vile. Et, en outre, nous, Duc & Ducheſſe deſſuſdicts

(b) Cét Article eſt plus ample dans l'Abrégé de Froiſſart dont on a parlé dans la note précédente.

ANS de J. C. 1385. ſuſdicts avons prié, prions, & requerons, à noſtre treſchere & aimée ante, la Ducheſſe de Luxembourg, & de Brabant, & à noſtre treſcher & treſaimé frere, le Duc Aubert de Baviere, & auſſi nous, Eſchevins, Doyens, Conſaux, & Communautés de la vile de Gand, ſupplions nous à treshaute & puiſſante Princeſſe, Madame la Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, & à treshaut & puiſſant Prince, le Duc Aubert de Baviere deſſuſnommé, &, en outre, nous, Duc & Ducheſſe de Bourgongne, & nous, Eſchevios, Doyens, Conſeil, & Communautés de Gand, prions aux Barons & Nobles du païs de Flandres, cy-apres nommés, aux bonnes-viles de Bruges, d'Ypre, au terroir du Franc, & aux bonnes-viles de Malines & d'Anwers, que, pour le bien de paix, & pour plus grande ſeureté & teſmoignage de verité de toutes les choſes deſſuſdictes, & de chaſcune d'icelles, veulent mettre leurs ſeaux, & les ſeaux deſdictes viles à ces preſentes. Et nous, Jehanne, par la grâce de Dieu, Ducheſſe de Luxembourg, de Brabant, & de Lambourg, & nous, Duc Aubert de Baviere, Bail, Gouverneur, & héritier des païs de Hainaut, de Holande, de Zelande, & de la Signeurie de Friſe, nous Guillaume, fils aiſné du Comte de Namur, Signeur de l'Eſcluſe, *Hue*, Signeur d'Antoing, & Chaſtelaio de Gand, *Jehan*, Signeur de Guiſtelles & de Harves, *Henry de Bruges*, Sire de Diſquemne & do Havre, *Jehan*, Sire de Gonuſeberge & de Jentoiſe, *Arnoul de Jonſte*, Sire d'Eſtournay, *Philippe*, Signeur d'Axalle, *Loys de la Haſte*, Baſtard de Flandres, *Girard de Raſenhen*, Sire de Baſerode, *Gautier*, Sire de Halun, *Philippe de Namur*, Sire d'Eque, *Jehan Vilain*, Signeur de Sainct-Jehan-d'Outre, Chaſtelain d'Ypre, & *Loys*, Sire de Lambres, Chevalier, & nous Bourgmaiſtre, avecques les Eſchevins des viles de Bruges & d'Ypre, nous, Philippe de Redehen, Chevalier, Eſchevin du terroir du Franc, pour & ou nom d'iceluy terroir (lequel n'a poiot de ſeel commun) & nous, Conſeil des viles de Malines & d'Anders, avons, à ladicte priere & requeſte, pour bien de paix, & en plus grande ſeurté & teſmoignage de verité de toutes les choſes deſſuſdictes, & de chaſcune d'icelles, fait mettre, & mis, noz ſeaux, & des viles deſſuſdictes, à ces preſentes lettres, faictes & donnees à Tournay, le dix-huictiéme jour du mois de Decembre, l'an de grâce mil trois cens quatre vingts & cinq.

CCCXXXI.

ANS de J. C. 1386. BOURGOGNE ET DIJON.

Accord paſſé par Arrêt du Parlement de Paris, ſur les différends qui étoient entre PHILIPPE I. *dit* le Hardi *Duc de Bourgogne, & les habitans de la Ville de* DIJON. *Fait le 14. de Juillet* 1386. Etienne Perard, dans ſon Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 374.

KAROLUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, quod de & ſuper cartis, controverſiis & debatis in noſtra Parlamenti curia, inter cariſſimum patruum noſtrum Ducem Burgundiæ, ex una parte, & Majorem, Scabinos & Communitatem Villæ DIVIONENSIS, ex altera; notis & pandantibus ioter dictas partes, de licentia dictæ noſtræ curiæ, tractatum concordatum & pacificatom extitit, prout in quadam cedula ab eiſdem partibus ſeu ipſarum Procuratoribus ioſerùs nominatis dictæ curiæ noſtræ unanimiter & concorditer tradita continetur; cujus cedulæ tenor ſequitur ſub hiis verbis. Comme certains plaits & procés feuſſent mehuz & pendans en la Court de Parlement, entre le Procureur de hault & puiſſant Prince Monſeigneur le *Duc de Bourgongne*, demandeur, d'une part, & les Maire, & les Eſchevins, Bourgeois & habitans, & pluſieurs ſinguliers & habitans de ladite Ville de Dijon, deffendeurs d'autre part: ſur ce que le Procureur dudit Monſeigneur le Duc diſoit, que icelluy Monſeigneur le Duc eſtoit Seigneur en demainne de ladite Ville, & que leſdits Maire & Eſchevins qui ont certains privileges à eux octroyez par les predeceſſeurs dudit Monſeigneur le Duc, ne peuvent, ne doibvent aulcune choſe entreprendre contre les Nobleſſes, Seigneuries, & droits dudit Monſeigneur le Duc, & que ſe aulcune choſe ont entrepris contre la Seigneurie, ils en doibvent eſtres pugnis, & contrains à ceſſer, & que ce nonobſtant, leſdits Maire, Eſchevins, & ſinguliers, en abuſant de leurs privileges, avoient entrepris contre raiſon & la teneur d'iceulx privileges, en pluſieurs manieres contre la Seigneurie & droits dudit Monſeigneur le Duc, es articles que cy-apres ſeront declairez. Pourquoy concluoit ledit Procureur, qoe pour raiſon deſdits abbus & exces, leſdits Maire & Eſchevins euſſent fourfaicts tous leurs privileges: que la commune de ladite Ville fuſt diſſoloe, & que la Juſtice de ladite Ville demeuraſt à plain en la main dudit Monſeigneur le Duc, & feuſſent leſdits deffendeurs condamnez en groſſes amandes envers ledit Mooſeigneur le Duc, & en ſes dommaiges, & intereſt, & deſpens, en faiſant pluſieurs autres concluſions declarées es eſcriptures ſur ce baillées par maniere de memoire par ledit Procureur en ladire Court de Parlement. Leſdits deffendeurs diſans qu'ils eſtoient noblement fondez en corps & en commune par les predeceſſeurs dudit Monſeigneur le Duc, qui leur avoient donnez & octroyez leurs privileges, franchiſes, & droits, deſquels ils avoient joy & uſé deſpuis le temps de leur fondation, de ſi longt-temps, qu'il n'eſtoit memoire du contraire, & en outre avoient pluſieurs uſaiges, couſtumes, poſſeſſions, & ſaiſines plus larges que leurs privileges ne contiennent. Leſquels privileges, franchiſes, couſtumes, uſaiges, poſſeſſions, & ſaiſine, ledit Monſeigneur le Duc avoit promis tenir & garder. Diſoient outre, que es faiz & articles deſquels ils eſtoient pourſuis par le Procureur dudit Monſeigneur le Duc, ils avoient bien & dehument uſé, ſans meſfaire ne offindre contre la Seigneurie, droits, & nobleſſe dudit Monſeigneur le Duc, en propoſant pluſieurs autres faicts & raiſons: concluans, affin que ledit Procureur ne fuſt à recevoir, ou qu'il n'euſt cauſe ne action de faire les demandes, requeſtes, & concluſions par luy faictes, & que leſdits deffendeurs en feuſſent abſols, avec autres concluſions plus à plain declarées es memoires baillez par leſdits deffendeurs pardevers ladite Court. Finablement, par le moyen des gens du Conſeil dudit Monſeigneur le Duc, & pource que leſdits Maire, Eſchevins, habitans, & ſinguliers veüillent touſiours demeurer en la bonne grace & obeïſſance dudit Monſeigneur le Duc, duquel & de ſes predeceſſeurs ils ſont fondez, & d'eulx ont les privileges, franchiſes, & libertez, deſquels ils uſent & ont uſé. Pour bien de paix, & nourrir bonne amour entre ledit Monſeigneur le Duc leur Seigneur, & leſdits Maire, Eſchevins, habitans ſes ſubjets, traitté eſt accordé entre leſdites parties, s'il plaiſt à ladite Court de Parlement, en la maniere qui s'enſuit. Premierement, ſur ce que ledit Procureur diſoit, que ledit Monſeigneur le Duc, qui eſt fils de Roy, povoit uſer de prinſe de vivres, & autres choſes neceſſaires en ſon hoſtel, en ladite Ville de Dijon, & ailleurs, & que ce nonobſtant, leſdits Maire & Eſchevins entre eux ordonné avoient, qoe qoiconques ſeroit Maire de ladite Ville de Dijon, il ſeroit tenu de pourchaſſier à ſes perils & deſpens, que tout ce qui ſeroit prins par ledit Monſeigneur le Duc en ladite Ville,

ANS de J. C. 1386.

ANS de J. C. 1386.

le, ſeroit rendu & payé à toos ceulx à qui il auroit eſté prins, & que le Maire en ſeroit faire ſatisfaction. Diſoient outre, que leſdits Maire & Eſchevins n'avoient pas puiſſance de faire ordonnance ne eſtatus, ſans la licence & auctorité dudit Monſeigneur le Duc, & que ils avoient ordonné ſans ſa licenſe, que ſe aulcun ſe faiſoit partie pour eſtre Maire de ladite Ville, & il failloit à eſtre eſleu à Maire, il payera à ladite Ville cent livres tournois, & que aulcun ne pourroit eſtre Maire de ladite Ville, s'il n'eſtoit ſi riche, qu'il qu'il peuſt rendre à icelle Ville tout le dommaige que elle encourroit: ſe ladite Mairie eſtoit miſe en la main du Seigneur, tous les biens du Maire ſeroient mis en la main de ladite commune, juſque à tant que la main du Seigneur en fuſt levée. Et outre, ordonnerent leſdits Maire & Eſchevins, que aulcun Advocat plaidant pardevant eux, ne pourroit demander ſalaire, ne prendre prouffit, ſe la partie ne luy donnoit volontairement. Et avoient faict pluſieurs autres conſtitutioos & eſtatus, contre raiſon & le gouvernement de ladite Ville, en prejudice dudit Monſeigneur le Duc, & de ſes droits & nobleſſes. Leſdits Maire, Eſchevins, & habitans diſant, que tant de raiſon comme par leurs privileges, couſtumes, & uſaiges. ils povoient faire conſtitutioos, ſtatus, & ordonnances raiſonnables & prouffitables pour le gouvernement de ladite Ville, & que ils teooient les ordonnances, conſtitutions, & ſtatus icy recitez, & autres par eux faiz, eſtres raiſonnables & prouffitables pour ladite Ville, & bon gouvernement d'icelle. Accordé eſt, que les ordonnances, conſtitutions, & eſtatus deſſos recitez, ſeront mis au neaot, & n'en uſeront doreſnavant leſdits Maire, Eſchevins, & habitans, ne aulcuns ſinguliers d'iceulx, ne autres. Derechief, ſur ce que ledit Procureur diſoit, que ledit Monſeigneur le Duc, à cauſe de ſoo heritaige & domainne, prent chaſcun an certainne redebvance en ladite Ville de Dijon, appellée les marz; & que leſdits Maire & Eſchevins ne povoient aulcun affranchir de ladite redevance, ne auſſi des tailles, aides, & ſubventions ayant cours en ladite Ville, & que leſdits Maire & Eſchevins avoient affranchy pluſieurs des ſinguliers habitans de ladite Ville, tant de ladite redevance des marz, eomme de tailles & ſubventions qui avoient cours en ladite Ville: à qooy reſpondoient leſdits Maire & Eſchevins, que oncques n'avoient aulcun affranchy de ladite redevance des marz dehoë audit Monſeigneur le Duc, mais bien eſtoit vray, que des tailles & ſubventions qui avoient cours en ladite Ville, leſdits Maire & Eſchevins avoient affranchy, ou faict tenir quittes aulcuns des habitans ſinguliers d'icelle Ville, tant pour les ſervices par eulx faiz à ladite Ville, comme plofieurs autres juſtes cauſes, & que ce pourroient faire leſdits Maire & Eſchevins licitement, par la teneur de leurſdits privileges. Accordé eſt, que les affranchiſſemens deſſuſdits, tant des marcz, ſe aulcuns en y a, comme des tailles & ſubventions de ladite Ville, donnez par leſdits, Maire & Eſchevins, ſeront mis à neant, & n'en uſeront doreſnavant leſdits Maire & Eſchevins, ſe n'eſt par le congié dudit Monſeigneur le Due, & de ſes ſucceſſeurs. Item, diſoit ledit Procureur, que leſdits Maire & Eſchevins, & ſinguliers habitans, avoient faict, & faict faire pluſieurs edifices & empeſchemens en pluſieurs places communes eſtans en ladite Ville, en grant dommaige & prejudice dudit Monſeigneur le Duc, & de la choſe publicque; leſdits Maire & Eſchevins diſans, qu'ils ne ſçavoient ſe aulcuns edifices ou empeſchemens avoient eſté faicts par eux, ou de leur commandement, qui aioſi fuſſent prejudiciables. Accordé eſt, que mondit Seigneur le Duc deputera aulcune bonne perſonne en ce congnoiſſans, qui viſiteront leſdits edifices, places, & empeſchemens, ſe aucuns en y a qui ſoicot en trop grant prejudice de luy, & de la choſe publique; & ſe ils treuvent que ainſi ſoit, feront oſter l'empeſchement, & reparer l'injure, & remettre en eſtat deheu: & s'il n'y a grant dommaige ou prejudice, les euvres & edifices demeureront en l'eſtat qu'ils ont eſté, & ſont. Et outre, diſoit ledit Procureur, que leſdits Maire, Eſchevins, & habitans eſtoient tenus de mettre en bon eſtat, & ſouſtenir à leurs deſpens la forteresſe de ladite Ville, eo laquelle convenoit faire pluſieurs grandes reparations, deſquelles faire leſdits Maire, Eſchevins & habitans eſtoient negligens; ſi requeroient, que par eulx feuſſent faictes, leſdits Maire, Eſchevins, & habitans diſans, que ladite forteresſe eſtoit en eſtat convenable, & que s'il y falloit aulcuoe reparation, les gens d'Egliſe, nobles, & autres tenans & poſſedans heritaiges en ladite Ville, y debvroient contribuer. Accordé eſt, que par l'ordonnance dudit Monſeigneur le Duc, & de ſoo Cooſeil, leſdits Maire, Eſchevins, & habitans, & autres, qui de raiſon & uſaige doivent contribuer aux reparatious de ladite forteresſe, la mettront en bon eſtat, ſe elle n'y eſt, & dereſnavant contriburont aux reparations qui à ce ſeront neceſſaires. Et aoſſi, leſdits Maire, Eſchevins, & habitans, & tous autres qu'il appartient de raiſon & d'uſaige, ſelon l'ordonnance dudit Monſeigneur le Duc, on de ſon Conſeil, contriburont aux frais neceſſaires pour mondifier & oettoyer ladite Ville, les ruës, & places d'icelle, & les chemins commuos qui ſont environ ladite Ville, durant la banlieuë d'icelle, enſemble les ponts & ponceaulx eſtans en ladite Ville & banlieuë. Derechef, diſoit ledit Procureur, que leſdit Maire, Eſchevins, & habitans avoient receus pluſieurs grans ſommes de deniers, pour tailles, aides, & ſubventions impoſées & levées en ladite Ville de Dijon, tant ſur les habitans d'icelle, comme par autres perſonnes, pour cauſe de ladite forteresſe, & autres fraiz de ladite Ville; deſquels deniers ceulx qui les avoient receuz, n'avoient pas compté, mais avoient receu grand partie d'iceulx deniers, en prejudice dudit Mooſeigneur le Due, & de ladite Ville. Si reqoeroit ledit Procureur, que les comptes en fuſſent rendus, & les reſtes qui eo ſeroient deheuz. Leſdits deffendeurs diſans, que à eulx en appartient oir le compte, & que les receveurs en avoient compté, & ſe compté rien avoient, ils en compteroient pardevant leſdits Maire & Eſchevios. Accordé eſt, que ceolx qui ont receu les deniers deſſuſdits, deſpuis tranre ans dernierement paſſez, ou leurs hoirs & ayants cauſe, en compteront devant certains Commiſſaires, que ledit Monſeigneur le Duc y deputtera, qui ourra leſdits comptes, preſens deux ou trois bonnes perſonnes de ladite Ville, telles que leſdits Maire & Eſchevins eſliront, s'il leur plaiſt: & ſe leſdits receveurs, leurs hoirs, & ayans cauſe, ſoot trouvez debvoir aulcunes reſtes, ils ſeront contraints de payer: & ſeront les deniers eonvertis au prouffit de ladite Ville, & ainſi ſera faict doreſnavant quant ceulx pour ladite Ville recevront aulcunes devins, & ne pourront leſdits Maire, Eſchevins, & habitans impoſer, ne lever doreſnavant aulcune taille, aide, ou ſubvention en ladite Ville, ſans le faire ſavoir premierement au Bailly de Dijon, ou à ſon Lieutenant, qui pour le temps ſera en ſon abſence, affin que l'un d'eulx y ſoit preſent, s'il luy plaiſt, pour faire ſavoir tout le faict, & que aucun deſdits habitans ne ſoit chargié outre raiſon. Item, diſoit ledit Procureur, que de raiſon & de uſaige notoire leſdits Maire & Eſchevins ne povoient, ne ne devoient donner ſauvegarde generaulx, & que ils en avoient donné à pluſieurs perſonnes contre la teneur de leurs privileges, en abuſant d'iceulx; à qooy reſpondirent leſdits Maire & Eſchevins, qu'ils les povoient bien donner, veus leurſdits privileges, & que ainſi en avoient uſé. Accordé eſt, que doreſnavant leſdirs Maire & Eſchevins oe donneront telles ſauvegardes à

ANS de J. C. 1386.

quelque perſonne que ce ſoit, & celles qu'ils ont données, ſont miſes à neant. Diſoit outre ledit Procureur, que leſdits Maire & Eſchevins ne povoient recevoir contraulx convenables, ne obligations, ſe n'eſtoit eux eſtans en jugement, exerceans faiz judiciaires, & que en pluſieurs cas leurs Clercs & Jurez y avoient faict le contraire; ſi requeroit que tout ce qu'ils en avoient faict, fuſt mis au neant, qu'ils fuſſent condamnez à en ceſſer, & à l'amander. Leſdits deffendeurs diſans, que attendu qu'ils ont la juſtice haute, moyenne, & baſſe en ladite ville & banlieué, & qu'ils ſont fondez par privileges, comme dict eſt, ils povoient recevoir leſdites obligations, procurations, & convenances, tant en jugement comme dehors, & que ainſi en avoient uſé. Accordé eſt, que doreſnavant leſdits Maire, Eſchevins, & bourgeois de Dijon ne uſeront des choſes deſſuſdites, fors eux eſtans en jugement, comme dict eſt. Diſoit outre ledit Procureur, que ledit Monſeigneur le Duc eſtant pieça en ſon Chaſtel de *Rouvre*, leſdits Maire & Eſchevins avoient baillé par eſcript une ſupplication pardevers mondit Seigneur le Duc, contre les gens de ſon Conſeil, en les chargeant de les avoir eſmeu contre leſdits Maire, Eſchevins & habitans, diſans que ils n'avoient oncques heu propos de chargier ou blaſmer pour ladite ſupplication, ne autrement, leſdites gens de ſon Conſeil: laquelle ſupplication fut veuë par ledit Monſeigneur le Duc, par laquelle luy eſt apparu qu'elle eſtoit injurieuſe contre l'honneur de ſeſdites gens. Item diſoit ledit Procureur, que leſdits Maire, Eſchevins, & pluſieurs ſinguliers de ladite ville, de leur volonté, de fait, avoient abatu & deſmoli ou temps paſſé grand partie des edifices & murs du Chaſtel de Dijon appartenans audit Monſeigneur le Duc, prius les pierres & autres matieres dudit Chaſtel, & les appliquer à leur ſingulier proffit, en grand dommaige dudit Monſeigneur le Duc: Si requeroit ledit Procureur, qu'il en fut deſdommagé, & leſdits deffendeurs condamnez à l'amande. A quoy reſpondirent leſdits deffendeurs, que ils ne vouloient point ſouſtenir que leſdits edifices & murs peuſſent deſmolir; & toutteſois, ſe aulcuns deſdits habitans avoient en ce offendu, l'amende ne povoit eſtre pour chaſcune fois que de ſoixante & cinq ſols, par les privileges de ladite ville. Accordé eſt, tant ſur ceſt article, comme pour touttes les autres entrepriſes faictes par leſdits deffendeurs, ou aulcun d'eux, ou prejudice dudit Monſeigneur le Duc, de ſes ſeignories, droits, & nobleſſe, comme pour ſes dommaiges & intereſts par luy ſouſtenus pour occaſion des faiz deſſuſdits, comme auſſi pour les fraiz & deſpens qu'il a faits en la pourſuitte deſdits procés, & autremant; que leſdits Maire, Eſchevins & habitans payeront audit Monſeigneur le Duc à ſa volonté, la ſomme de huict mil frans d'or, & parmy ce demeureront leſdits deffendeurs quittes & delivrez de toutes les choſes deſſuſdites. Et quant à la main dudit Monſeigneur le Duc, qui eſtoit miſe à la Mairie de ladite ville de Dijon pour les cauſes deſſuſdites, ou autres, ladite main eſt levée au prouffit deſdits Maire, Eſchevins & habitans. Item, ſur ce que leſdits Maire, Eſchevins & habitans ont ſupplié audit Monſeigneur le Duc, qu'il leur veüille confermer leurs chartres & privileges es mains de Meſſire *Jehan Potier* Arcediacre de Lengres, Conſeiller & Secretaire dudit Monſeigneur le Duc, à ce par ledit Monſeigneur le Duc commis & deputé; leſquelles chartres & privileges ledit Monſeigneur le Duc confirmera par ſes lettres, cotant que leſdits Maire, Eſchevins & habitans en ont deheument uſé. Et des maintenant les parties ſe departiront de Court, & à tenir ce preſent accord ſeront condamnez par Arreſt, & veuillent & conſenteent leſdites parties, que par ce preſent accord tous ceulx & celles qui eſtoient adjornez en Parlement, pour reprandre ou delaiſſer les procés & arremans deſdites cauſes qui n'ont point eſté reprins, & autres quelxconques qui eſtoient en ce procés, & à qui ce touche; & toutres les parties deſſuſdites ſont hors de Court, & de tous procés, ſans deſpens & ſans amande. Qua quidem cedula, ſic ut prædicatur, curiæ noſtræ tradita, ipſa curia, conſentiente ad hoc Procuratore noſtro generali pro nobis, ad omnia & ſingula ſuperiùs contenta, tenenda, complenda, ac firmiter & inviolabiliter obſervanda, partes prædictas, & earum quenlibet, prout unamquamque ipſarum tangit ſeu tangere poteſt, ad requeſtam, & de conſenſu magiſtrorum Petri *de Tornodore*, dicti patrui noſtri Procuratoris, ex una parte, & Hugonis *Virtuoſi* Majoris dictæ villæ Divionenſis, propter hoc in dicta curia noſtri Parlamenti perſonaliter præſentis, nec non Aymonis *de Veſoul* Procuratoris, & nomine procuratorio Scabinorum & communitatis dictæ villæ Divionenſis, virtute certorum procuratoriorum penes dictam curiam noſtram exiſtentium, ac etiam procuratorii inſeriùs inſerti, ex altera: Per arreſtum comdempnavit, & comdempnat, eaque ut arreſtum ejuſdem curiæ teneri, compleri & obſervari, ac executioni demandari voluit & præcepit, manumque dicti patrui noſtri in majora dictæ villæ Divionenſis appoſitam, dicta curia noſtra levavit atque levat, ſi ſit opus, ſecundùm cedulæ ſupradictæ tenorem & formam. Tenor vero procuratorii, de quo ſuperiùs fit mentio, ſequitur ſub hiis verbis. A tous ceulx qui verront & ourront ces preſentes lettres; Nous le Maire, les Eſchevins, & toutte la commune de Dijon, pour ce au cor & au cry, ſi comme il eſt accouſtumé, eſpecialement aſſemblez au cymetiere de ſaint Benigne de Dijon, le Diemeinche apres la Nativité ſaint Jehan Baptiſte, l'an mil trois cent quatre-vingt & ſix, ſalut: Savoir faiſons, que nous, tant conjointement comme diviſement, ſans rappeller nous autres Procureurs, avons fait, conſtitué, ordonné, & eſtably, & par la teneur de ces preſentes lettres faiſons, conſtituons, ordonnons, & eſtabliſſons nos Procureurs generaulx, & certains meſſagiers eſpeciaulx, nos chiers & bien-amez honorables hommes, & ſaiges, Maiſtre *Ayme de Veſoul*, Maiſtre *Pierre de Tournerre*, Maiſtre *Nicole de l'Eſpoiſſe*, Maiſtre *Laurent Lamy*, Maiſtre *Laurent de la Bruere*, Maiſtre *Laurens Surreaul*, Maiſtre *Raoul Drobollo*, Maiſtre *Raoul Rayer*, Maiſtre *Guy de Villers*, Maiſtre *Jehan Poupart*, Maiſtre *Thomas Laurent*, tous Procureurs en Parlement du Roy noſtre Sire à Paris, & *Phelippe Courtot* de Dijon, & un chacun d'eulx, un ſeul pour le tout, porteur & exhibeur de ces preſentes lettres, en telle maniere, que la condition de l'occupant ne ſoit meilleure du ſubſequant, ou pire, mais ce que par l'un d'eulx ſera encommencié, par l'autre puiſſe eſtre pourſuy medierermine, & mis à fin en touttes nos cauſes, querelles & beſoingnes meheus & pendans en la Cour du Parlement du Roy noſtre Sire, contre quelconque Seigneur ou perſonne que ce ſoit; auſquels nos Procureurs cy-deſſous nommez, & en un chacun d'eux, nous avons donné & donnons par ces preſentes, pleniere, general & liberal puiſſance, auctorité, avec mandement eſpecial, de faire les choſes cy-apres narrées, eſcriptes, & deviſées. C'eſt aſſavoir, de paſſer, octroyer, conſentir, & accorder en ladite Court de Parlement du Roy noſtre Sire à Paris, les pronunciations & rapports faicts & à faire par noſtre tres-redoubté Seigneur Monſeigneur le Duc de Bourgoingne, & touttes pactions, traittez, accords, & convenances par nous & nos Procureurs, par nous & en nos noms, tant ceulx nommez en ces preſentes, comme autres faiz & à faire, parmy le bon plaiſir, licenſe, & conſentement de ladite Court de Parlement du Roy noſtre Sire, de tous debaz, queſtions, querelles, procés, controverſes, & diſcors eſtans mehus & pendans en la Cour de Parlement, entre le Procureur, & en nom de Procureur de noſtredit Seigneur Monſeigneur

ANS de J. C. 1386.

ANS de J.C. 1386.

ſeigneur le Duc de Bourgoingne, adjoint avec luy le Procureur du Roy noſtre Sire, d'une part; & nous leſdits conſtituans, tant conjointement comme diviſement, d'autre part: Entre les Religieux, Abbé & Convent du monaſtere de ſaint Benigne de Dijon, adjoints avec eulx leſdits Procureurs du Roy noſtre Sire, & de noſtredit Seigneur Monſeigneur le Duc de Bourgoingne, d'une part; & nous leſdits conſtituans, tant en commun comme en particulier, d'autre part: Et auſſi entre venerables, ſaiges, & diſcretes perſonnes, Doyen & Chapitre d'Oſtum, d'une part; & nous leſdits conſtituans, d'autre part: de procurer pourchaſſier la licenſe & conſentement de ladite Court de Parlement, & icelle obtenir, & de renoncer du tout en tout eſdits procés, & departir d'iceulx, & de ladite Court, & generalement de faire, octroyer, conſentir, paſſer, & accorder touttes autres & ſingulieres choſes, que nous leſdits conſtituans, tant conjointement comme diviſement, & tant en particulier comme en commun, ferions, & faire pourrions & devrions es choſes deſſuſdites, les circonſtances & dependances d'icelles, ſe preſens y eſtions en nos propres perſonnes, meſmement ſi aulcune y a, qui de ſa nature requiere mandement & commandement eſpecial. Promettans, nous leſdits conſtituans, & chaſcun de nous, partant comme il luy touche & appartient, peut toucher & appartenir, conjointement ou diviſement, par nos fermens, les mains tenduës & levées hault contre les Saints, & ſoubs l'hypotecque & obligation des biens de noſtredite commune, preſens & advenir quelxconques, avoir & tenir ferme, eſtable, & agreable, tout ce que par noſdits Procureurs, & chaſcun d'eulx ſera faict, dit, procuré, octroyé, conſenty, paſſé, & accordé es choſes deſſuſdites, les circonſtances & dependances d'icelles, eſter à droit, & payer l'adjuger ſe meſtier eſt, & noſdits Procureurs, & chaſcun d'eux relever de touttes charges de ſatisfaction. En teſmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre à ces preſentes le ſeel de ladite Court. Faictes & données en preſence de Regnault *Darney*, Jehan *Yverneaul*, Jehan *Pontquarrey*, Mathe *Malpue*, Deniſot *Bourgeois*, & Demoingeot *Pontquarrey*, demeurans à Chaſtillon ſur Seinne. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum præſentibus litteris duximus apponendum. Datum *Pariſius*, in Parlamento noſtro, decima quarta die Julii, anno Domini milleſimo trecenteſimo octogeſimo ſexto, & noſtri ſexto. Concordatum in curia. *Jouvence.*

CCCXXXII.

ANS de J.C. 1386.

Mariage (a) *d'*AME, *depuis premier Duc de Savoye, & VIII. Comte du nom d'Amé, &* de MARIE DE BOURGOGNE, *fille de Philippe le Hardi. Fait à l'Ecluſe en Flandres, le* 11. *Novembre.* (b) 1386. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 342.

SAVOYE ET BOURGOGNE.

PHILIPPE Fils du Roy de France, Duc de Bourgoigne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgoigne, Palatin, Comte de Retel, Seigneur de Salins, & de Malines; Et Nous Amey Comte de Savoye, Duc de Chablais, & de Oſte en Italie, Marquis, Prince, faiſons ſavoir à tous, Que Nous conſiderans que nos Pays ſont voiſins & prochains les uns és autres, & que l'affinité & alience de Nous & de nos hoirs & ſucceſſeurs eſt tres prouffitable à nos Pays, & à la Chouſe publique, en la prepſence, & du conſentement de Monſeigneur le Roy, & par la deliberation des Seigneurs de noſtre Sang & Lignage, & des Gens de noſtre Conſeil de Mariage, au plaiſir de Dieu, & de ſaincte Egliſe, de Marie Fille de Nous Duc de Bourguoigne, & de Amey Fils de Nous Comte de Savoye, obtinne Premierement ſur ce Diſpenſation de l'Egliſe, laquelle Nous Duc, & Comte procurons de preſent avoir telle qu'il appartiendra. Avons traitté & accordé par la forme, & maniere que s'enſuit. C'eſt aſſavoir, que Nous Duc de Bourguoigne devrons à noſtredite Fille pour ſon dot, pour toute ſucceſſion de Pere & de Mere, ſauve à noſtredite Fille & à ſes hoirs le droit de ſucceſſion en ligne collateral aveques ce qui deſſoubs eſt eſcript, là où Nous octroyons & accordons, que ladite Marie & ſes hoirs puiſſe venir à la ſucceſſion de Nous Duc, & de noſtre Compaigne la Ducheſſe, la Somme de cent mille francs d'or, de laquelle ſomme nous payerons vingt-cinq mille francs, quand leſdits Enfans ſeront en âge de marier, meſmement la Fille en âge de dix ans, & que le Mariage d'entre eulx ſera parfait, & en la ſeconde année apres le Mariage parfait, autres vingt-cinq mille francs, & en chaſcune des deux années enſegant vingt-cinq mille francs; leſquels cents mille francs, le Mariage diſſolu, retourneront à noſtredicte Fille ou à ſes hoirs, & ſucceſſion de noſtre coſté, & ligne; laquelle ſomme de cent mille francs Nous Comte de Savoye aſſignons, & promettons aſſeoir ſur les Chaſteaux, Villes, Chaſtellenies, Mandement, & appartenances de Conflens, de Eugine, de Tournon, de Faverges, & de Eguebelle, & au plus pres les parfaire à compter en aſſiette, en valeur, & revenus de terre, mil francs de revenu pour douze mil francs d'or à une fois, ſans les Chaſteaux ou edifices qui baillé ſeront avec leſdites terres; ainſi monteroit l'aſſiette ou aſſignation du dot deſſus diz à la valeur de huict mille trois cenrs trente-quatre francs de revenus ou environs; laquelle aſſignation & aſſiette Nous Comte de Savoye ſerons faire à nos deſpens par priſée convenable en valeur de Terre par gens en ce connoiſſans avant la perfection dudit Mariage; & auſſi à faire ladite priſe, & aſſiete, Nous Duc de Bourgoigne envoirrons de nos Gens, leſquels commettrons à ce faire; deſquels Chaſteaux, Chaſtellanies, Villes, Mandemens, & appartenances, ou de tant que monteront les payemens qui faict ſeroient diſſolu ledit Mariage, ladite Marie & ſes hoirs deſſuſdits jouïront, & en perçevroot les fruicts & eſmoluments juſques à la valeur deſdits huict mille trois cents trente-quatre francs de revenu; & tendront les Chaſteaux en tel eſtat de couverture & reparations communes, qu'ils ſeront baillé à ladite Marie, ou à ſes hoirs, juſques à tant que ladite ſomme de cent mille francs ſoit rendue & reſtituée à ladite Marie, ou à ſes hoirs par le Comte de Savoye qui pour le temps ſera, lequel pourra reſtituer ladite ſomme de cent mille francs dedans quinze ans apres le Mariage diſſolu à quatre payemens, en payant à chaſcun payement vingt-cinq mille francs; & pour chaſcun payement deſdits cent mille francs ladite Marie ou ſes hoirs delaiſſeront le quart de ladite rente; & ſe dedans ledit terme de quinze ans apres le Mariage diſſolu, ladite ſomme de cent mille francs n'eſtoit du tout reſtitué, ladite aſſignation & aſſiette pour tant qu'il en demeureront à rachepter, ſeroit heritage perpetuel à ladite Marie & à ſes hoirs du coſté & ligne de Nous Duc de Bourgoigne, ſans ce qu'il fuſſent tenu d'en faire homage, ne que aucun autre y eüt Reſſort & Souveraineté, & ce avant la perfection dudit Mariage, Nous Duc de Bourguoigne pouvons trouver Terre à vendre qui ſeuſt bienſeant audit Comte de Savoye noſtre Nepveu, nous la payerons s'il nous plaiſoit achepter, & y employer le dot deſſuſdit de noſtredite Fille; laquelle Terre ſeroit heritage d'elle & de ſes hoirs du coſté de Nous Duc de Bourguoigne, pourveu que d'icelle Terre noſtredit Nepveu, noſtredite Fille ou ſes

(a) Ce fut cét Amé dit le Pacifique qui fit ériger le Comté de Savoye en Duché en 1416. & qui ayant été fait Pape, quitta enſuite le Papat, pour terminer un ſchiſme, qui avoit déja duré long tems.

(b) Amé n'avoit alors que trois ans, le mariage fut accompli en 1393.

ANS de J. C. 1386.

ſes hoirs ne ſeuſſent tenu de faire ſervice, obèyſſance, ne homage à aucun ; Et s'il advenoit que Nous Duc de Bourguoigne, ou noſtre Compaigne la Ducheſſe treſpaſſions ſans hoir maſle legitime decendant de Nous, ou de nos Enfants maſtes ; ladite Marie pourroit venir à la ſucceſſion de cely qui ainſi treſpaſſeroit, en rapportant ſon dot. Et nous Comte de Savoye pour le Douaire de ladite Marie, avons promis & accordé, que ce apres le Mariage perfait & conſommé noſtredit Filz Amey treſpaſſoit Nous vivant, ladite Marie aura pour ſon Doüaire à ſa vie cinq mille francs de revenu à les prendre, aſſeoir, & deſſivrer és Pays & Terres de Beugés, Verromés, & Novaleſe, & à le parfaire au plus prés; & ſe Nos alions de vie à treſpas avant noſtredit Filz, & que ladite Marie le ſurveſquit, elle auroit dix mille francs de revenus par an a les prendre ſur les Terres deſſuſdites ſans compter Chaſteaux, ou Edifices en priſée, leſquelx ſeront baillié avec leſdites Terres en chacun des cas deſſuſdits ; leſquelx Chaſteaux & Terres ladite Marie tendra à ſa vie tant ſeulement, ſous noſtre Souveraineté & Reſſort, & de nos ſucceſſeurs Comtes de Savoye, & ſouſtuendra les Chaſteaux en tel eſtat de couverture & reparations, comme qu'il ſeront baillié à ladite Marie; Et s'il avenoit que le Doüaire de Madame de Savoye Mere de Nous Comte, ou le Doüaire de la Comteſſe noſtre Femme fut eſtaint par le treſpaſſement de l'une d'elles, au temps que le Douaire de ladite Marie auroit lieu, il ſeroit en ſon election de prendre le Doüaire tel comme dit eſt, en & ſur les Terres qui ſeront deſchargiés de l'un des Doüaires deſſus dis; Et de preſent Nous Comte ferons tout noſtre pouvoir, que noſtredite Dame & Mere preigne ſon Doüaire ailleurs, & la recompenſerons ſuffiſamment s'il l'y plaiſt. Item au cas que ledit Amey noſtre Fils treſpaſſoit Nous vivant, delaiſſoit hoir maſle proucreé dudit Mariage, iceluy hoir maſle ſeroit hoir & heritier principal de Nous Comte, jaſoit ce que nous euſſions autres Enfans maſles, leſquels en ce cas ſeroient appreuvés, ſelon leur eſtat à noſtre Ordonnance. Et ce de ce preſent Mariage ne yſſoit que Filles, & que le Pere treſpaſſat vivant Nous, & que Nous euſſions autre Fils maſle, icelles Filles ſeroient mariées & appourtionnées ſelon leur eſtat par noſtre principal heritier. Et en outre Nous Comte deſſuſdit, pour contemplation dudit Mariage donnons dés maintenant à noſtredit Fils pour ly, ſes hoirs & ſucceſſeurs perpetuels, les Chaſtiaux, Villes, Chaſtellenies, Mandemens, Terres & appartenances de Baugié, & de toute la Terre de Breſſe, ſauf le Doüaire de la Comteſſe noſtre Compagne deſſuſdite, tel qu'il luy eſt aſſigné. Et ou cas que du Mariage de noſtredit Fils & de ladite Marie, ne demeureroit que Filles ou temps du decés de Nous Comte, & que nous aurions un Fils qui fut noſtre heritier ; il pourroit recouvrer leſdites Terres en aſſignant premierement à la Fille aiſnée dudit Mariage huict mille francs d'or de revenue en lieux bons & convenables, ſans compter edifices en prix, qui ſeront baillié à la Fille ; & les autres Filles ſe aucunes en y a, ſeront mariées par le Fils & heritier deſſuſdit ſelon leur eſtat. Item Nous Duc de Bourgogne avons accordé de bailler noſtredite Fille pour contemplation dudit Mariage, à Noſtredit Neveu de Savoye, & à noſtre Niepce ſa Femme, quand elle aura ſept ans accomplys, ſe avoir la veüillent, & auſſi ſi leur plaiſt, lors ſera le Mariage ſolemnizé, ſi comme raiſon le pourra ſouffrir. Leſquelz choſes & chacune de icelles, en la forme & maniere que deſſus ſont eſcriptes & paſſées, Nous Duc de Bourgogne, & Comte de Savoye devant dis, havons promis & promettons par ces Preſentes l'un à l'autre en bonne foy & par nos ſeremens, tenir & accomplir, & procurerons par effect faire tenir, & enteriner à nos Enfans; & renoncions quant à ce expreſſement per nos dis ſeremens, à toutes exceptions qui tant de Fait, comme de Droit eſcript & non eſcript, aidier ou valoir porroient, venir à l'encontre des accorts, traittiés, & promeſſes deſſuſdites, ſur les obligations des biens de Nous Duc, & Comte devant dis, & de nos hoirs & ſucceſſeurs. En teſmoin deſqueles choſes, Nous Duc, & Comte deſſuſdits, avons fait ſeeler ces Preſentes de nos propres ſeaux. Données à l'Eccluſe en Flandres, le 11. jour de Novembre, l'An de Grace M. CCC. LXXXVI.

ANS de J. C. 1386.

CCCXXXIII.

Conventions entre AME' VII. *ſurnommé* le Rouge *ou* le Roux *Comte de Savoye, & ceux du Comté de* (a) NICE *par leſquelles ils ſe doment à lui. Fait le* 28. *Septembre*, 1388. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 224.

ANS de J. C. 1388. SAVOYE ET NICE.

(a) On prétend que ce Comte s'empara de Nice par une voye peu légitime.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno à nativitate ejuſdem milleſimo tricenteſimo octuageſimo octavo, die viceſima octava menſis Septembris, duodecimæ Indictionis ſecundum curſum Provenciæ. Ex tenore hujus veri & publici inſtrumenti, univerſis præſentibus & futuris eluceſcat: Quòd cùm Univerſitas & homines civitatis NICIÆ, attendentes & conſiderantes oppreſſiones & damna, læſiones, injurias, prædas, rapinas, offenſas & vaſta, factas & facta, illatas & illata hujus temporis guerrarum diſcrimine, dictæ civitati, civibus & ſingularibus perſonis tam dictæ Civitatis quàm diſtrictus & Vicariæ ejuſdem, in perſonis & bonis eorundem; & quæ futuro tempore fortiùs inferri parabantur per Illuſtrem Dominum Ludovicum Filium Illuſtris Domini Ludovici quondam Andegaviæ Ducis, ex eo quòd ſe Regem Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comitem ſe aſſerit; adeò videlicet, quòd fames & cariſtia in dicta civitate Niciæ jam inſurgebat, & fortiùs inſurgere ſpectabatur, propter dictarum guerrarum diſcrimina, & inimicorum ſuorum potentiam. Videntes & ab experto cognoſcentes ſuccurſum Sereniſſimi Principis Domini Ladiſlaus Regis Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii prædictorum Comitatuum eorum Domini naturalis, habere non poſſe propter ipſius impotentiam, & dictorum ſuorum inimicorum robur & potentiam rapacem, qui jam majorem partem dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii vi ſua uſurparunt, & ſuo ſubjugarunt dominio; & quòd ulteriùs vivere non poterant quin ſuccurſum alicujus Domini implorarent habendum: habito ſuper hoc, inquam, pluribus colloquiis & conſiliis, deliberato propoſito elegerint unanimes & concordes, viam eligentes ſaniorem, implorare ſuccurſum *Illuſtris & Inclyti Principis & Domini Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, ſacri Imperii Vicarii Generalis*, à quo ſacro Imperio & ejus protectione ac de feudo moventur prædicti Comitatus Provinciæ & Forcalquerii, ut aſſeritur, pro parte civium prædictorum, & dictam civitatem, diſtrictum & Vicariam ejuſdem, perſonas, & bona ſingularum perſonarum ejuſdem civitatis, diſtrictus & Vicariæ & locorum eidem civitati adjacentium, cum mero, mixto imperio & omnimoda juriſdictione eorundem & ſingulorum eorum, ſubjicere & ponere ſub protectione, tuitione, regimine, defenſione & tutela præfati Illuſtris Domini Comitis Sabaudiæ Imperialis Vicarii Generalis, ut ipſius Domini Comitis & Vicarii juvamine, viribus & potentia, ſe ſuaque valeant ab hoſtium incurſibus & ipſorum jugo defendere viriliter & tueri. Pro quibus à præfato Illuſtri Domino Comite & Vicario obtinendis, Oratores & Ambaſſiatores pluribus vicibus ad præfati Illuſtris Domini Comitis Sabaudiæ & Im-

ANS de J. C. 1388.

& Imperialis Vicarii Generalis præſentiam deſtinarunt. Ecce quòd dictorum Oratorum & Ambaſſiatorum dictæ civitatis Niciæ, ad dictum Dominum Comitem & Vicarium deſtinatorum pro præmiſſis & infrà ſcriptis, ſuadentibus requiſitionibus multifariis, expoſitis præfato Illuſtri Domino Comite Sabaudiæ Imperiali Vicario Generali, ad partes Provinciæ jam provento & in loco infrà ſcripto; videlicet, ante Monaſterium ſancti Poncii ordinis ſancti Benedicti, extra muros civitatis præfatæ conſtituto & exiſtente, cum ſua Baronum, militum & ſcutiferorum ut decet tantum Principem generoſa Comitiva; Nobiles & diſcreti viri Dominus Giraudus Rocamaure Juriſperitus, Antonius Blaſii, Ludovicus Taloni, & Joannes Talhaferri de Nicia, Ambaſſiatores, Syndici & procuratores, ſpecialiter electi & ordinati per quadraginta Electos in generali Parlamento dictæ civitatis Niciæ, de Dominica viceſima ſeptima menſis Septembris, tento in plano Regii Palacii, ut conſtat de ordinatione ipſa & poteſtate, ſuper hoc ipſis ſuprædictis conceſſa per ipſos quadraginta, quodam publico inſtrumento ſcripto manu mei Joannis Trofferii ſubſcripti Notarii, die viceſima ſeptima prædicti menſis Septembris circa veſperas; & de electione & poteſtate data & attributa in dicto Parlamento dictis quadraginta, alio conſtat Inſtrumento ſcripto dicta die viceſima ſeptima Septembris circa tertiam, per Guillermum Aloyſii de dicta civitate Notarii, in præfati; Illuſtris & Inclyti Principis Domini Amedei Comitis Sabaudiæ ſacri Imperii Vicarii Generalis, Teſtium infra ſcriptorum & noſtrorum Notariorum ſubſcriptorum præſentia perſonaliter conſtituti, ſuis & dictæ univerſitatis & ſingularum perſonarum dictæ civitatis Niciæ, & locorum totius ſuæ Vicariæ nominibus, humiliter præfato Illuſtri Domino Comiti & Imperiali Vicario ſupplicarunt; Quatenus attento quòd præfatus Sereniſſimus Dominus Ladizlaus ipſorum naturalis Dominus, eoſdem à ſuis inimicis jam defendere non poteſt ut ſuprà dictum eſt, & qui ſunt ad tantam extremitatem deducti, quòd ipſos neceſſariò oportet alicujus Domini implorare ſuccurſum, vel in manus incidere inimicorum ſuorum; dignaretur & vellet velut eorum tutum & ſupremum refugium eoſdem, civitatem, homines & ſingulares perſonas ipſius civitatis Niciæ & totius Vicariæ ſuæ, res & bona ipſorum, cum mero, mixto imperio & omnimoda juriſdictione alta, media & baſſa, cum ſingulis honoribus, exitibus, proventibus & emolumentis, ad Curiam dictæ civitatis Niciæ & Vicariæ ſuæ pertinentibus & ſpectantibus quoquo modo, recipere & habere in ipſius Domini Comitis Imperialis Vicarii Generalis protectionem, tuitionem, regimen, defenſionem & tutelam, cum pactis, promiſſionibus, capitulis & conventionibus infrà ſcriptis; & ipſos omnes & ſingulos tanquam ſuos & ſuæ protectioni & tutelæ ſuppoſitos protegere & defenſare ſuis propriis ſumptibus & expenſis, à quibuſcumque cujuſve modi, conditionis exiſtant, volentibus prædictam Civitatem, loca & terras prædictas invadere & uſurpare, & ſuo dominio & imperio ſubjugare; & præſertim à Duciſſa Andegaviæ liberiſque ejus, & cæteris perſonis tam Eccleſiaſticis quàm ſecularibus, & nomine ipſius & ipſorum officia miniſtrantibus; & à Comitibus Vintimillii, ſcilicet Tendæ & Briguæ. Et ex nunc dicti Syndici ſuis & nominibus quibus ſuprà, ſe ſe & dictam Univerſitatem, civitatem Niciæ, civitatemque, homines & ſingulares perſonas ipſorum locorum, res & bona ipſorum & cujuſlibet ipſorum, cum mero mixto imperio & omnimoda juriſdictione alta, media & baſſa, ac ſingulis honoribus, exitibus, proventibus & emolumentis dictæ civitatis & locorum Vicariæ ejuſdem, & cujuſlibet eorum, ad Curiam dictæ civitatis pertinentibus & ſpectantibus, & debitum pertinere ac haberi & exerceri ſolitum per eandem; poſuerunt & ſubmiſerunt protectioni, tutelæ, regimini & defenſioni præfati Illuſtris Domini Comitis Imperialis Vicarii ibidem præſentis, cùm dictis ſubſcriptis, pactis & conventionibus. Quorum Syndicorum prædictorum nominibus, ſupplicationi pariter & requiſitioni, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius Generalis, gratis favoribus inclinatus non dedignans preces ſupplicum exaudire, ipſos, Univerſitatem, civitatem, homines & ſingulares perſonas dictæ civitatis Niciæ & totius Vicariæ ejuſdem & locorum adjacentium ſibi, res & bona ipſorum & cujuſlibet eorum, cum mero, mixto imperio & omnimoda juriſdictione alta, media & baſſa, ac ſingulis honoribus, exitibus, proventibus & emolumentis ejuſdem civitatis & locorum ſuæ Vicariæ, & cujuſlibet eorum, ad curiam pertinentibus & ſpectantibus, & ſpectare & pertinere debentibus quoquomodo, cum ſubſcriptis pactis & conventionibus in ſuam protectionem, tuitionem, regimen, defenſionem & tutelam gratanti animo & deliberato propoſito recepit: Promittens bona fide dictis Syndicis & procuratoribus ſuis, quibus ſuprà nominibus ſtipulantibus, & recipientibus more publicarum perſonarum, vice & nomine & ad opus omnium & ſingulorum quorum intereſt & intereſſe poterit in futurum; dictos Civitatem, Univerſitatem, homines & bona dictæ Civitatis Niciæ & locorum totius Vicariæ ſuæ, protegere, regere & defenſare ſuis ſumptibus & expenſis, ab omnibus & contra omnes cujuſcumque conditionis exiſtant, volentibus prædictam civitatem, loca & terras prædictas invadere & uſurpare, & ſuo dominio & imperio ſubjugare; & præſertim, à dicta Domina Duciſſa Andegaviæ liberiſque ejus, & cæteris perſonis tam Eccleſiaſticis quàm ſecularibus, & nomine ipſius & ipſorum officia miniſtrantibus; & à Comitibus Vintimilii Dominis Tendæ & Briguæ. Et ultrà ſupplicationibus & requeſtis dictorum Syndicorum inclinatus, favore benigno tendens ad unionem ſicut decet bonum pacificum & tranquillum ſtatum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis, bona fide promiſit, & convenit dictis Syndicis & nobis dictis Notariis ut ſuprà ſtipulantibus, quòd ipſe ſuo poſſe faciet quòd extera loca & Civitates dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quæ præſentialiter occupantur per dictam Dominam Duciſſam & Liberos ejus, eruet ea & eas ſua ſpecificè ſumptibus & expenſis à manibus prædictæ Dominæ Duciſſæ liberorumque ſuorum & Locatenentium eorundem, & cæterarum aliarum perſonarum tam Eccleſiaſticarum quàm ſæcularium, & officialium ipſorum, & cujuſlibet eorum tenentium & poſſidentium, ſeu qui in futurum tenerent & poſſiderent aliquas terras ſeu terram in prædictis Comitatibus; & prædicta faciet & facere teneatur præfatus Dominus Comes, cum vexillo Sereniſſimi Principis Domini Regis Boëmiæ Romanorum Imperatoris atque ſuo. Item ad ipſorum Syndicorum humilem ſupplicationem & requeſtam, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius Generalis, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus, recipientibus & requirentibus; quòd ſi contingeret dictum Dominum Regem Ladizlaum ad tantam futuro tempore reſilire potentiam, quòd infra tres annos à die craſtina inchoandos continuos & completos reſtituere poſſet præfato Domino Comiti omnes expenſas, ſumptus & miſſiones, per ipſum Dominum Comitem & ſuos factos & factas, fiendos & fiendas in futurum, tam in acquiſitione & protectione locorum prædictorum, quàm in defenſione & cuſtodia eorundem. Eo caſu ipſe Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis & ejus hæredes teneantur, prædictam civitatem & loca Vicariæ, ipſique qui ſub protectione dicti Domini Comitis ſe poſuerunt, ipſo Domino Comite ſic poſſidente, reſtituere, remittere,

ANS de J. C. 1388.

ANS de J. C. 1388.

tere, tradere & deſamparare liberè, & expedire omnibus cavillofis, anfractibus, procul pulſis, videlicet dicto Domino Ladizlaus Regi Ungariæ, Jeruſalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comiti ſeu ejus hæredibus, infra prædictos tres annos proximos à die craſtina incohandos continuos & completos, ad ſui vel ſuorum primam requiſitionem; priùs tamen per dictum Dominum Ladiſlaus Regem & ſuos, ſolutis & reſtitutis integrè præfato Domino Comiti & ſuis, omnibus & ſingulis expenſis, ſumptibus & miſſionibus per ipſum Dominum Comitem factis, & quas & quos ipſum & ſuos contingeret facere, tam in recipiendo protectionem Civitatis prædictæ & locorum Vicariæ ejuſdem, quàm pro conſervatione, cuſtodia & defenſione eorundem; de quibus expenſis, ſumptibus & miſſionibus factis & fiendis, credatur & ſtetur dicto & ſolo ſimplici verbo dicti Domini Comitis & ſuorum, ſine alia probatione & juramenti præſtatione quibuſcumque. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis promiſit, & ſolemni ſtipulatione convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, ſtipulantibus & recipientibus, ſuis & quibus ſuprà nominibus, & nobis dictis Notariis ut ſuprà ſtipulantibus; quòd ipſe & ejus hæredes impoſterum & ſucceſſores, durante dictorum trium annorum tempore, vel poſtea, quaſcumque prædictas civitatem Niciæ, terras & loca Vicariæ ſuæ, quæ ſub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione ſe poſuerunt, non remittet ſeu remittent, reſtituet ſeu reſtituent, dabit ſeu dabunt, tradet ſeu tradent, deſamparabit ſeu deſamparabunt, vendet ſeu vendent, alienabit ſeu alienabunt ratione Dominii, poſſeſſionis vel tenutæ, vel etiam quocumque alio titulo, modo ſeu via, qua excogitari poſſent prædictæ Duciſſæ Liberiſque ſuis; Domino Regi Franciæ, nec alicui Principi, Comiti, Baroni vel Marchioni, ſeu alteri Domino pari, majori vel minori prædictis, niſi prædicto Domino Regi Ladizlaus vel hæredibus ſuis. Item ad humilem ſupplicationem & requeſtam dictorum Syndicorum præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit eiſdem Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus; quòd dictorum trium annorum durante tempore, dictas civitatem, terras & loca Vicariæ ejuſdem, quæ ſub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione ſe poſuerunt, non compellet vel aſtringet ad faciendum eidem aliquod homagium, nec fidelitatis Sacramentum; remanente tamen libero arbitrio civium qui eidem Domino Comiti homagium facere voluerint, quòd homagium vel homagia poſſit & valeat recipere; teneantur tamen ex nunc promittere & corporaliter jurare præfato Domino Comiti eidem ut Vicario Imperiali, & Officialibus ſuis in dicta Civitate & Vicaria conſtituendis per eundem, obedire, prout Regibus Jeruſalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comitibus, & Officialibus ſuis obedire conſueverunt; & teneantur eidem Domino Comiti Imperiali Vicario in Civitate prædicta & Vicaria ejuſdem, concedere merum, mixtum imperium, & omnimodam juriſdictionem altam, mediam & baſſam, cum omni exercitio per ipſum Dominum Comitem Imperialem Vicarium & ejus Officiales exercendo & exequendo, cum receptione, perceptione & habitione omnium bonorum, obventionum & emolumentorum quorumcumque, quas & quæ & prout Reges Jeruſalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comites, & Officiales ipſorum erant exercere, percipere & habere conſueti in Civitate & Vicaria prædictis. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis ſolemni ſtipulatione promiſit & convenit dictis Syndicis & procuratoribus ut ſuprà ſtipulantibus, quòd ipſe & hæredes ſui ſpecialiter & expreſsè teneantur revocare, irritare & cancellare quamcumque venditionem ſeu feudi donationem & aliam quamcumque alienationem, ſi quam vel quas facit alicui perſonæ vel perſonis tam Eccleſiaſticis quàm ſecularibus, de civitate prædictæ Niciæ, terris, villis & locis Vicariæ ejuſdem, ſeu de aliquo imperio mero, mixto, & juriſdictione quacumque dictæ Civitatis & locorum ſuæ Vicariæ de domanio exiſtentibus. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut ſuprà ſtipulantibus, quòd ipſe Dominus Comes & ejus hæredes reneantur dare paſſagium, & concedere licentiam & autoritatem, quibuſcumque præbere ſeu dare volentibus auxilium, conſilium, ſuccurſum, juvamen vel favorem, per mare vel per terram, de victualibus, hominibus, armigeris vel quibuſcumque aliis neceſſariis, prædicto Domino Regi Ladizlaus, per totam terram dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalqueri, quæ eſt ſeu erit ſub ejus prorectione vel dominio, & præſertim dictis civitati Niciæ, locis & terris Vicariæ ejuſdem. Item præfatus Illuſtris Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione pepigit, promiſit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, quòd ipſe & ejus hæredes teneantur juxta poſſe vetare & prohibere quoſcumque Reges, Principes, Duces & Barones & alias quaſcumque perſonas, & eorum exercitus & comitivas tam maritimas quàm terreſtres, volentes ſeu intendentes ire & tranſire per terras dictorum Comitatuum contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, & ejus Civitates & loca invadere ſeu uſurpare. Item præfatus Illuſtris Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis, quòd ſi præfatus Dominus Rex Ladizlaus vel ejus hæredes, infrà dictum tempus dictorum trium annorum, expenſas, ſumptus, & miſſiones factas per ipſum Dominum Comitem & ſuos, & fiendas, tam pro defenſione quàm receptione dictarum civitatis Niciæ & locorum ſuæ Vicariæ, & aliarum terrarum & locorum ſub obedientia dicti Domini Regis Ladizlaus exiſtentium, quæ ſub protectione dicti Domini Comitis ſe poſuerunt, reſtituerint dicto Domino Comiti, & ipſis reſtitutis dictus Dominus Comes dictas civitatem, terras & loca dicto Domino Regi reſtituere, tradere, & remittere recuſaret, vel ipſas expenſas & miſſiones ut ſuprà declaratas recipere contradiceret; eo caſu ſit licitum hominibus dictarum civitatis, locorum & terrarum & cujuſlibet earum, propria authoritate ad Dominium dicti Domini Regis redire, & de manibus dicti Domini Comitis ſe movere, abſque eo quòd in crimen rebellionis ſeu proditionis dicerentur incurriſſe; priùs tamen præfato Domino Comiti obſervatis & adimpletis omnibus & ſingulis inſuper & inſrà ſcriptis capitulis, pactis & conventionibus contentis & deſignatis. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut ſuprà ſtipulantibus; Quòd ipſe & ejus hæredes & officiales eorum qui pro rempore fuerint in civitate, locis & terris prædictis, non poſſint aliqua occaſione ſeu cauſa aliquam perſonam requirere, extrahere ſeu remittere de uno loco ad alium, vel de una Curia ad aliam, tam in cauſa criminali quàm in civili; ſed in ſingulis locis civitatis, locorum & terrarum prædictarum ubi juriſdictiones exercentur; unuſquiſque civitatis, locorum & terrarum prædictarum conveniatur & reconveniatur prout fuerit requiſitus, niſi cauſa dictum Dominum Comitem tangeret. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad ipſorum Syndicorum humilem requiſitionem, eiſdem Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus & recipientibus dedit, donavit, conceſſit licentiam & authoritatem, quòd dicta Civitas Niciæ, ſeu univerſitas ejuſdem, gabellas, revas & cæteras impoſitiones, quarum commodum & emolumentum ad ipſam Civitatem cæteraque loca ejuſdem Vicariæ pertinet & ſpectat & conſuevit

ſpectare,

ANS de J. C. 1388.

ANS de J. C. 1388.

ſpectare, factis pro neceſſitatibus guerræ & aliis oneribus dictæ univerſitatis Niciæ & locorum Vicariæ ejuſdem, & cuilibet eorum in dicta Civitate & Vicaria ejuſdem; poſſint homines dictæ Civitatis & Vicariæ tenere & ſervare, tollere & deſtruere & annulare, prout eiſdem hominibus pro bono dictæ Civitatis & Vicariæ videbitur expedire; dum tamen gabellæ & cæteræ obventiones & emolumenta, per Curiam percipi conſueta & eidem Curiæ ſpectantia, præfato Domino Comiti perſolvantur. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus, quòd major Curia Seneſcalli & aliorum majorum Officialium in prædictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii, ſi ipſe Dominus Comes acquiſiverit, per eos conſtituendorum, tenebitur & regetur in dicta Civitate Niciæ, ſicuti tenebantur in Civitate & regebantur Aquenſi tempore regiminis quondam Dominæ Joannæ Reginæ, juxta privilegium dictæ Civitati conceſſum per dictum Dominum Ladizlaus Regem; durante tamen beneplacito Domini Comitis antedicti. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, promiſit & convenit ſolemni ſtipulatione eiſdem Syndicis, quòd ipſe Dominus Comes & ejus hæredes teneantur concedere marcham & repreſalias, contra quaſcumque perſonas quæ hominibus dictæ Civitatis & locorum Vicariæ ejuſdem jus & juſtitiam denegabunt, juxtà ſtylum & conſuetudinem Italiæ. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, promiſit, pepigit & convenit ſolemni ſtipulatione, dictis Syndicis ſtipulantibus ut ſuprà, quod ipſe gabellam ſalis Civitatis Niciæ tenebit ſufficienter munitam ſale, nec ipſam alibi tranſportabit vel mutabit aliquo modo, & quòd cives Niciæ habeant, habere debeant & poſſint ſal in gabella prædicta ſalis pro pretio conſueto, ſcilicet duorum ſolidorum & dimidii pro ſeſtario quolibet, tam pro uſu eorum quàm piſcibus ſalandis & carnibus vendendis, & ſicut hactenus ſunt habere conſueti; & modo ſimili homines dictæ Vicariæ Niciæ ſal in dicta gabella habere debeant & poſſint, de pretio quo ſunt in illa habere conſueti, tempore Dominæ Joannæ bonæ memoriæ Reginæ Jeruſalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comitiſſæ; ſervato tamen, quòd tempore guerræ remaneat & ſit de pretio dicti ſalis in arbitrio dicti Domini Comitis, & Syndicorum Niciæ. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, promiſit, pepigit & convenit dictis ſyndicis ſolemni ſtipulatione; quòd ipſe non faciet treugam neque pacem cum prædicta Domina Duciſſa Andegaviæ nec liberis ejus, quandiu ſtabit in acquiſitione civitatum, terrarum & locorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, niſi ſuper hoc participato conſilio civium Niciæ. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus; quòd ipſe durante dictorum annorum tempore non perturbabit homines dictæ civitatis Niciæ & locorum ſuæ Vicariæ, qui ſe ſub protectione dicti Domini Comitis poſuerunt, quominus poſſint ſuccurrere, ſuccurſum & juvamen dare dicto Domino Regi Ladizlaus; dum tamen non cederet contra honorem dicti Domini Comitis & dictæ civitatis Niciæ vel alterius eorum. Item præfatus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ot ſupra ſtipulantibus, quod ipſe nullo tempore futuro homines dictæ Civitatis & locorum ſuæ Vicariæ, directè vel indirectè cobercebit vel compellet ire contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, niſi ipſe Dominus Rex faceret guerram contra dictum Dominum Comitem & ſuos, vel facere præſumeret ipſis hominibus & Civitate exiſtentibus dicti Domini Comitis, ſervata etiam quod hæc forma capitulorum ſuprà & infrà ſcriptorum. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus; quod ſi contingeret dictam Civitatem & loca Vicariæ ſe declarare pro aliquo ſummo Pontifice, quod ipſe Dominus Comes ſuo poſſe procurabit dictam Civitatem & loca Vicariæ ſuæ, abſolvi ab omni ſententia excommunicationis & interdicti, quam fortè homines & perſonæ dictæ Civitatis & locorum Vicariæ ſuæ incurrerent, qui bona, jura & redditus Eccleſiæ receperunt, & domos, caſtra & alia ædificia Eccleſiæ diſtruerunt; ac etiam de quibus redditibus & bonis Eccleſiaſticis receptis & occupatis per dictam Civitatem & loca Vicariæ ſuæ, ſuo poſſe procurare & facere quittari & abſolvi, & remiſſionem fieri ab ipſo Domino ſummo Pontifice, pro quo ſe declarabunt. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus; quòd ipſe teneatur Comites Vintimilii Dominos Tendæ & Briguæ, ſuo poſſe cohercere & removere per Cambium vel conqueſtam, à Dominio & tenuta ac poſſeſſione dictorum locorum & aliorum quæ in dicto Comitatu tenent, ad hoc ut paſſus de Nicia uſque in Pedemontem itinerantibus ſit apertus. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad ſupplicationem & requeſtam dictorum ſyndicorum, voluit & induxit ac liberaliter largitus eſt, quod omnes & ſinguli extranei per mare ad dictam civitatem Niciæ victualia adducentes, ſint franchi & immunes à ſolutione Ripagii & Quaranteni, durante tamen beneplacito dicti Domini Comitis. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus; quod ſi contingeret ipſum Dominum Vicarium acquirere alia loca Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quod judex civitatis Niciæ habeat primas appellationes cauſarum civilium & criminalium, & ad ipſum devolvantur; videlicet, locorum citra Ciancham, ac de Valibus Barcilonæ & ſancti Stephani, Vicariæque Pugeti, Then. & Baiuliæ, de Sigala; & ſuper hoc judicem civitatis Niciæ conſtituere promiſit & teneatur dictus Dominus Comes, ipſarum primarum appellationum judicem per privilegium perpetuum, in caſu quo curia major dictorum Comitatuum in dicta civitate Niciæ non reduceretur, vel ipſam curiam pro melìori Patriæ non ordinaret reducendam in civitate prædicta Niciæ. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus, quod caſtra, juriſdictiones & bona ablata & ablata infra diſtrictum dictæ civitatis Niciæ & ſuæ Vicariæ, & etiam prædictorum Comitatuum, quibuſdam civibus & incolis dictæ civitatis Niciæ, & aliquibus dictæ ſuæ Vicariæ, per aliquos de facto, & per aliquos ratione guerræ quæ fuit in dictis Comitatibus inter prædictum Dominum Ladizlaus Regem & quondam Ducem Andegaviæ, & Natum ejus prædictum, reſtituere teneatur & debeat præfatus Dominus Comes, his quibus ablata fuerunt, & reſtitui facere & mandare quæcunque contigerit illa ad ſui dominium & obedientiam venire. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus; quod ſi contingat ipſum non acquirere totam aliam terram prædictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii; præter civitatem Niciæ & loca & terras dictæ Vicariæ, & alia quæ ſub protectione ſua ſe poſuerunt; quòd ipſe Dominus Comes nullo tempore concedere teneatur nec permittere, quod quidam cives & incolæ prædictæ civitatis Niciæ, & bona in ipſa civitate & ejus territorio habentes, qui rebelles fuerunt prædicto Domino Ladizlaus Regi, & contra dictam civitatem venerunt, & quæcunque mala quæ potuerunt, tractarunt & oppoſuerunt ſe, ſibi & ſuæ Vicariæ venire poſſint

ANS de J. C. 1388.

poſſint in eadem, nec bona ſua ullo tempore ſibi remittere ſine præjudicio creditorum. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus, ad ipſorum ſupplicationem humilem; quòd quando contingerit dictam civitatem Niciæ ſe declarare pro aliquo ſummo Pontifice, obtinere ſuo poſſe quòd hoſpitia ſiſtentia infra dictam Civitatem, quod tunc dictus Dominus Comes teneatur cum dicto Domino ſummo Pontifice obtinere ſuo poſſe, quòd Hoſpitia ſiſtentia infra dictam civitatem Niciæ, quæ tenetur ſub majori directo Domino Monaſterii ſancti Pontii extra muros Niciæ, ſub certis annuis ſerviciis, dictus Dominus ſummus Pontifex affranchibit, dato competenti Cambio per ipſum Dominum Comitem de aliquo illorum Caſtrorum quæ fuerunt rebellia prædicto Domino Regi Ladizlaus, acquirendorum per dictum Dominum Comitem, quo videlicet & pluribus ad ſufficientiam excambii ſupradicti. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad humilem dictorum Syndicorum ſupplicationem & requeſtam, eiſdem Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus conceſſit, quòd in dicta civitate Niciæ fiat & ficti poſſit & ordinari una Cazana, prout fit & conſuetum eſt fieri in pluribus locis Italiæ. Item quòd frequenter contingit, quòd mercatores deſtinantes ballas mercimoniorum, aliqui ad partes Orientales, aliqui ad partes Occidentales, & aliqui ad partes Aquilonis, ipſas mandant recipi in Nicia, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, eiſdem Syndicis ut ſuprà poſtulantibus conceſſit, quòd nulla perſona dictas Balias quas ut ſuperiùs in civitate Niciæ mitti contingerit, recipiat nec recipere poſſit, niſi fuerit Civis vel oriundus dictæ civitatis Niciæ, ut commodum civibus & non forenſibus applicetur. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad humilem ſupplicationem & requeſtam dictorum Syndicorum, voluit, juſſit & ordinavit omnes inquiſitiones & proceſſus criminales, factos & formatos hactenus in Curia dictæ civitatis, & qui formari poſſent occaſione quacumque præterita vel delicto, contra quoſcumque; eſſe caſſos & nullius momenti: Et in ſignum oullitatis, voluit & juſſit, quòd omnes libri & cartularia proceſſuum in dicta Curia factorum haſtenus, igne comburantur, parti læſæ jure in omnibus reſervato, remanentibus rebellibus in banno in quo erant & reperirentur eſſe de præſenti. Item præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſuprà ſtipulantibus; quòd ſi contingat ipſum Dominum Comitem acquirere alia loca Comitatuum Provinciæ & Forcalqueriі, quòd ipſe Dominus Comes faciet ſuo poſſe quòd Beneficiati dictorum locorum ſuæ protectioni ſuppoſitorum & ſupponendorum, à Beneficiis ſuis expulſi & expoliati qualitercumque, reducentur in poſſeſſionem dictorum ſuorum Beneficiorum. Item quia præfatus Illuſtris Dominus Comes Imperialis Vicarius, requirebat quòd virtute protectionis prædictæ omnia caſtra tam dictæ Civitatis quàm locorum Vicariæ ejuſdem, in ſuis manibus, cuſtodia & potentia ponerentur: Hinc eſt quòd præfatus Dominus Comes & dicti Syndici, ad talem concordiam pervenerunt; videlicet, quòd de dictis caſtris ponendis in manibus præfati Domini Comitis, ſit & remaneat in poteſtate & ordinatione magnifici viri Joannis de Grimaldis Domini Baronis Bolii, & dictorum Syndicorum; qui Dominus Bolii, & Syndici ordinare valeant, an dicta caſtra ponenda ſint in dicti Domini Comitis manibus vel ne: Viceverſa prædicti Syndici univerſitatis prædictæ Niciæ, ſuis & nominibus quibus ſuprà, & ſuorum hæredum & ſucceſſorum in futurum quorumcumque, promiſerunt & convenerunt præfato Illuſtri Domino Comiti Imperiali Vicario, præſenti, ſtipulanti, & recipienti ſolemniter pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus in futurum, & nobis Notariis infrà ſcriptis ſtipulantibus & recipientibus ſolemniter ut publicis perſonis, Officiis publicis, vice & nomine omnium & ſingulorum quorum intereſt & intereſſe poterit in futurum; & juraverunt corporaliter ad ſancta Dei Evangelia, ſub ſuorum obligatione bonorum quorumcumque; quòd durante termino dictorum trium annorum, ipſæ univerſitates civitatis Niciæ & locorum ſuæ Vicariæ, & ſingulares perſonæ earum, dicto Domino Comiti Imperiali Vicario & ſuis ſucceſſoribus obedient, merum, mixtum imperium, & omnimodam juriſdictionem altam, mediam & baſſam, in dicta civitate & univerſitate ejuſdem, ac in Vicariatu Niciæ ſuprà ſcripto, in eoſdem & ſingulos ſine contradictione quacumque, adminiſtrabit & exercebit per ſe & ſuos Officiales per eum deputandos in dictis Civitate & Vicariatu: Dantes & concedentes dicti Syndici, ſuis & quibus ſuperiùs nominibus, præfato Domino Comiti Imperiali Vicario ibidem præſenti, ſtipulanti & recipienti pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus; merum, mixtum imperium, & omnimodam juriſdictionem altam, mediam & baſſam in dicta civitate Niciæ, Vicariatu ejuſdem, cum poteſtate & actu percipiendi, recipiendi & habendi omnes obventiones, redditus, cenſus, exitus, proventus, jura, honores & emolumenta quæcumque, quæ & quas Sereniſſimus Dominus Rex & Regina Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalqueriі Comites, retroactis temporibus in dictis Civitate & Vicariatu toto ejuſdem exercebant, habebant & percipiebant, exercere, percipere & habere debebant, & erant exercere, percipere & habere conſueti. Item quòd dicto durante tempore trium annorum, cridæ ſeu præconizationes in dicta Civitate & Vicariatu fiant, nomine & ex parte præfati Domini Comitis Imperialis Vicarii. Lapſo verò dicto tempore trium annorum, non facta per dictum Dominum Regem Ladizlaus ut ſuprà reſtitutione & ſolutione præfato Domino Comiti Imperiali Vicario, de ſumptibus, expenſis & miſſionibus factis & fiendis per ipſum in acquiſitione & defenſione dictæ civitatis Niciæ, locorum & terrarum dicti ſui Vicariatus, & aliarum quæ ſub protectione ſua ſe poſuerint ut ſuprà ſcriptum eſt; dictæ Civitas, loca, terræ & homines ipſarum civitatum, locorum & terrarum, teneantur homagium & fidelitatem facère, ac homagii & fidelitatis præfato Domino Comiti & ſuis hæredibus debitum præſtare juramentum, ut eorum Domino naturali & ligio præ cæteris Dominis quibuſcumque, & ipſum in eorum naturalem & ligium Dominum recognoſcere ut ſuprà, ad ipſius Domini Comitis vel ſui certi nuntii requiſitionem. Et dictus Dominus Comes Imperialis Vicarius teneatur eidem Civitati & locis Vicariæ ejuſdem, univerſitatibus, hominibus cujuſlibet dictorum civitatum & locorum, confirmare omnia & ſingula privilegia, franchefias, libertates, ſtatuta quæcumque, tam regalia quam municipalia, & conſuetudines ſcriptas & non ſcriptas, quæ & quas prædicta civitas Niciæ & loca ſuæ Vicariæ, per ſcripturam vel alium quemvis modum legitimum oſtenderent &, monſtrarent ſe habuiſſe & habere, tam à Domina Joanna recolendæ memoriæ Regina Jeruſalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comitiſſa, & ejus prædeceſſoribus; quàm à Domino Carolo bonæ memoriæ dicti Regni & etiam Ungariæ Rege, & prædicto Domino Ladizlaus ejus Nato. Item quòd ſi contingeret præfatum Dominum Regem Ladizlaus ad tantum futuro tempore reſilire potentiam, quòd ſolveret præfato Domino Comiti Imperiali Vicario vel ſuis, infra tempus dictorum trium annorum, dictos ſumptus, miſſiones & expenſas declarandas ut ſuperiùs, per ipſum ut prædicitur factos & fiendos in acquiſitione & defenſione prædictorum locorum; & facta reſtitutione dictorum locorum, dictus Dominus Comes vel ſui, propter protectionem dictorum locorum

ANS de J. C. 1388.

ANS de J. C. 1388.

rum per ipſum ſuſceptam, remaneret in guerra cum dicta Domina Ducissa Andegaviæ, vel liberis ejus ſeu ſucceſſoribus ipſorum, ſeu per eoſdem vel alterum ipſorum contingeret futuro tempore fieri guerram contra ipſum Dominum Comitem occaſione prædictorum: dicti Syndici ſuis & nominibus prædictis, promiſerunt dicto Domino Comiti ut ſupra ſtipulanti, & juraverunt corporaliter ad Evangelia Dei Sancta; quòd dicta civitas Niciæ & loca Vicariæ ejuſdem, dabit & dare tenebitur in auxilium pro dicta guerra ſubſtinenda, eidem Domino Comiti & ſuis ſucceſſoribus, ſingulis annis durante ipſa guerra, uſque ad quantitatem & valorem, ipſam quantitatem & valorem omnium obventionum, redditum, exitum, & emolumentorum in dicta civitate & vicaria Niciæ per Regiam Majeſtatem & Curiam olim percipere conſuetorum quovis modo. Item prædicti Syndici ſuis & quibus ſupra nominibus, promiſerunt dicto Domino Comiti Imperiali Vicario, ut ſupra ſtipulanti & recipienti pro ſe & ſuis ſucceſſoribus, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter juraverunt; quod ſi contingeret, quòd dictus Dominus Ladislaus Rex vel alter ſuo nomine, hiis ſuper hoc poreſtatem infra terminum dictorum trium annorum, remitteret ſeu quittaret, cederet, alienaret, vel aliter transferret dicto Domino Comiti jura quæ habet in dicta civitate Niciæ & Vicaria ejuſdem, mero, mixto Imperio & juriſdictione eorundem; quod eo caſu ſtatim ad ipſius Domini Comitis vel ſui certi nuncii requiſitionem, dictæ Civitas, Univerſitas, Commune, & ſingulares perſonæ ejuſdem Civitatis & Vicariatus, teneantur & debeant facere præſtareque recognitionem, homagium ligium & fidelitatem ligiam, & homagii & fidelitatis debitum juramentum dicto Domino Comiti & ſuis præ cæteris Dominis quibuſcumque, ſeu ejus certo nuncio ſuper hoc poreſtatem habenti, termino prædicto trium annorum eo caſu remiſſo, & in aliquo nonobſtante. Quibus ſic factis, initis & conventis, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius ex una parte, & dicti Syndici Univerſitatis dictæ Civitatis Niciæ ex parte altera, in præſentia Teſtium & noſtrorum Notariorum ſubſcriptorum conſtituti, promiſerunt ſolemniter una pars alteri, & altera alteri, & è converſo, ſuis & quibus ſupra nominibus, videlicet, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, dictis Syndicis, ſuis & quibus ſupra nominibus, ſtipulanti & recipienti ſolemniter pro ſe & ſuis ſucceſſoribus, à dicta Univerſitate Niciæ & perſonis ſingularibus ejuſdem: & dicti Syndici ſuis & quibus ſupra nomminibus, præfato Illuſtri Domino Comiti Sabaudiæ Imperiali Vicatio, ſtipulanti & recipienti ſolemniter pro ſe & ſuis ſucceſſoribus & hæredibus univerſis, & ad Sancta Dei Evangelia ambæ partes corporaliter juraverunt, ſub ſuorum omnium obligatione bonorum, mobilium & immobilium, præſentium & futurorum quorumcumque prædictorum ſubmiſſionem protectionis, protectionem, pacta, conventiones & promiſſiones prædictas, & omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta, prout ſuperiùs & inferiùs expreſſa ſunt, & diviſim utraque pars tangitur habere rata, grata, firma, valida & irrevocabilia, ratas, gratas, firmas & irrevocabiles perpetuò, & in nullo contrafacere vel venire, ſed ea omnia & ſingula tenere, attendere, ſervare & adimplere prout ſuperiùs expreſſa ſunt; nec alicui contravenienti, dicenti vel facienti, ſeu contrà dicere, facere, venire vel opponere volenti quovis modo in aliquo conſentire, clàm vel palàm; aut auxilium, conſilium vel favorem præbere quomodolibet: renuntiantes præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, & dicti Syndici, ſuis & quibus ſuprà nominibus, ex eorum cujuſlibet certa ſcientia, per juramenta ſua per eos & ipſorum quemlibet præſtita; exceptioni dictarum protectionis, promiſſionum, pactionum & conventionum, non ſic factarum, initarum & ſtipulatarum, omniumque promiſſorum non ſic ut promittitur factorum, & non ritè & legitimè factorum; doli mali, metus & in factum actioni, & condictioni, ſine cauſa, & ex injuſta cauſa, juri per quod deceptis & in contractibus læſis ſubvenitur, beneficio reſtitutionis in integrum, & omni alio juri canonico & civili, privilegiis & ſtatutis, ſibi & cuilibet ipſorum in hoc facto competentibus, per quæ poſſent contra prædicta vel ipſorum aliqua facere, dicere vel venire, aut ſe tueri quovis modo; jurique dicenti generalem renunciationem non valere niſi præceſſerit ſpecialis. De quibus præfatus Illuſtris Dominus Comes, & dicti Syndici, præceperunt per nos Notarios ſubſcriptos, duo vel plura fieri publica inſtrumenta, videlicet per Petrum Ducis Notarium, & Secretarium præfati Domini Comitis, ad opus dicti Domini Comitis, & per me Joannem Troſſenii dictæ civitatis Niciæ Notarium, ad opus dictæ Univerſitatis Niciæ. Acta fuerunt hæc ante Eccleſiam Monaſterii Sancti Poncii extra muros civitatis Niciæ: præſentibus ſpectabilibus Militibus Dominis Aymaro Domino de Claromonte, Ottone de Grandiſſono Domino Sanctæ Crucis; Egregiis Dominis, Joanne de Miolano, Guillermo de Roſſillione Domino Boſcagii, Joanne de Coloniaco Domino de Andelo, Bonifacio de Chalant, Joanne de Veneto, & Guygone Ravayſii Domino Sancti Mauritii, Militibus; Domino Joanne de Conflero Legum Doctore, Ludovico de Grimaldis Barone de Bolio, Domino Egidio Seche Legum Doctore, Domino Sadoc Sapiè Licentiato in Legibus, & Antonio de Croſo Secretario dicti Domini Comitis, teſtibus ad præmiſſa vocatis & rogatis.

ANS de J. C. 1388.

CCCXXXIV.

ANS de J. C. 1391. SAVOYE.

*Teſtament d'*AME' VII. *ſurnommé* le Rouge, *Comte de Savoye, fait à Ripaille, le* 1. *de Novembre* 1391. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 232.

IN nomine Domini, Amen. Anno nativitatis ejuſdem milleſimo tercenteſimo nonageſimo primo, Indictione decima quarta, die prima menſis Novembris, in domo Ripailliæ, in camera qua jacere ſolitus eſt Dominus Comes infrà ſcriptus; præſentibus viro Nobili Domino Ottone de Grandiſſono Domino de Sancta Cruce & Aubonæ, Religioſo viro Fratre Guillermo Franconis Ordinis Minorum, Magiſtro Luquino Paſcalis, & Magiſtro Hommebono de Ferraria Phiſico, ac viris nobilibus Aymone de Aſperomonte, Guidone de Grolea, Petremando de Ravayſio, Joanne de Chignino, Humberto d'Arvillars, Henrico de Flecheria, & pluribus aliis teſtibus ad infrà ſcripta vocatis, & propter ea quæ ſequuntur rogatis ſpecialiter per Dominum Teſtatorem ſubſcriptum. Hujus publici inſtrumenti tenore cunctis appareat tam præſentibus quam futuris; *Quod Illuſtris Princeps & Dominus noſter Dominus* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, ſanus mente, memoria & intellectu, licet corporis infirmitate gravetur, in præſentia dictorum teſtium, & mei Notarii infrà ſcripti perſonaliter conſtitutorum: conſiderans quòd præſentis vitæ conditio ſtatum habet inſtabilem, & ea quæ viſibilem habent eſſentiam tendunt viſibiliter ad non eſſe, nolens inteſtatus decedere, ſed cupiens ut aſſerit, de rebus & bonis ſibi à Deo collatis more prudentum virorum diſponere, de ſui certa ſcientia, facit & ordinat ſuum Teſtamentum nuncupativum ſine ſcriptis, licet in ſcriptis redactum, in hunc qui ſequitur modum. In primis animam ſuam humiliter & devotè recommendat Deo omnipotenti, Beatæ Mariæ Virgini, ac toti Curiæ Supernorum. Item

ANS de J. C. 1391. ſepulturam ſui corporis eligit, nominat, eſſe vult & jubet fieri in Monaſterio Altæcombæ Ciſtercienſis ordinis, videlicet in tumulo quo recolendæ memoriæ Illuſtrium Dominorum quondam Sabaudiæ Comitum corpora requieſcunt. Item omnia & ſingula relicta ad pias cauſas, concernentia proviſionem animæ ſuæ, devotè committit & relinquit ordinationi & diſpoſitioni *Illuſtris Dominæ noſtræ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitiſſæ Sabaudiæ ejus cariſſimæ Genitricis*, cum conſilio viri nobilis, & potentis Domini Ludovici Domini de Coſſonay, qui ſuper præmiſſorum ordinatione quantò citiùs poterunt poſt obitum ipſius Teſtatoris providere debeant, intendere & vacare cum deliberatione qua decet, eoſdem Dominam Comitiſſam ejus Matrem cariſſimam, & Dominum de Coſſonay, ac eorum conſcientias ſuper hoc totaliter onerando. Item Joanni Chabodi ejus ſcutifero quingentos florenos auri ſemel dat & legat. Item Anequino de Bruxella ejus ſcutifero quingentos florenos auri ſemel dat & legat. Item remunerationem cæterorum ſcutiferorum, ſervitorum & famulorum ſuorum, de quibus mentio non eſt facta, aut fiet inferiùs, committit & relinquit præfatæ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitiſſæ Sabaudiæ ejus cariſſimæ Genitrici, quæ quantò citiùs poterit commodè ad complementum remunerationis hujuſmodi procedat & procedere debeat, ſecundum meritorum cujuſlibet exigentiam, conſilio dicti Domini de Coſſonay, & aliorum de ejus conſilio quos viderit evocandos. Item Luquino de Saluciis ejus ſcutifero, ea ratione videlicet quòd nulla alia bona poſſidet, & attentis obſequiis ſibi per eundem Luquinum exhibitis, ſex millia florenorum auri ſemel dat & legat, de quibus emere & acquirere teneatur & debeat in Comitatu Sabaudiæ, terram & redditus quos ab ejus hærede inſcripto teneat & tenere debeat in feudum ligium & nobile, & ſub homagio ligio præ cæteris Dominis quibuſcumque, & pro quibus fidelitatis & homagii ſacramentum præſtare teneatur eidem. Item Baſtardo de Sabaudia donat, legat & reliquit mille quingentos florenos auri, per annum in perpetuum ſibi & ſuis aſſignandos per ſuum infrà ſcriptum univerſalem hæredem, aut per præfatam Dominam Comitiſſam ejuſdem Teſtatoris matrem cariſſimam; quos in feudum ligium & nobile dictus Baſtardus teneat, & tenere debeat à præfato Amedeo de Sabaudia & ſuis ſucceſſoribus, & pro quibus mille quingentis florenis annualibus dictus Baſtardus præfato Amedeo de Sabaudia homagium ligium facere teneatur & debeat, ac homagii ligii & fidelitatis ligiæ ſacramentum præſtare. Item præfatus Dominus Comes Teſtator de ſuo motu proprio laudat, emologat & confirmat Teſtamentum ſeu ultimam voluntatem præfati Domini noſtri quondam Genitoris ſui cariſſimi, & omnia contenta in eo juxta ipſius Teſtamenti ſeriem & effectum, illudque jubet & præcipit expreſſè teneri, attendi & obſervari per ſuum hæredem univerſalem ſubſcriptum, in qualibet ſui parte & in ſingulis ejus punctis & capitulis, perinde ac ſi in præſenti inſtrumento eſſent expreſſa & ſpecificata ſpecialiter & expreſſè, omnia quæ in ipſo Teſtamento ſunt inſerta. Item Illuſtrem Dominam Bonam de Borbonio Sabaudiæ Comitiſſam matrem ejus cariſſimam, in mille florenis auri annualibus dum in humanis fuerit ſibi hæredem inſtituit, ultrà ſibi relicta & ordinata per præfatum Dominum Genitorem ipſius; quos mille florenos annuales eidem Dominæ Comitiſſæ jubet, vult & ordinat dictus Teſtator ſufficienter aſſignari per ſuum hæredem univerſalem infra ſcriptum, ad requiſitionem ejuſdem Dominæ Comitiſſæ; & poſt ejus obitum dicti mille floreni annuales ad hæredem univerſalem dicti teſtatoris in ſolidum revertantur & debeant pertinere. Item *Illuſtrem Bonam de Sabaudia ejus Filiam cariſſimam*, in quinquaginta millibus florenis auri ſibi hæredem inſtituit, pro quibus eam vult eſſe tacitam & contentam de omnibus & ſingulis bonis & rebus ſuis, ita quòd nichil ultra dictam ſummam ſuper ipſis bonis petere poſſit vel debeat quoquomodo. Item poſthumum ab *Illuſtri Domina Bona de Biturio ejus conſorte* cariſſima Comitiſſa, ſi quem vel quos maſculos naſci contingat in Baronia & tota terra Vuaudi, ſibi hæredem & hæredes inſtituit, de & pro qua terra debeant eſſe taciti & contenti de omnibus & ſingulis bonis ſuis; ita tamen quòd de & pro dicta terra ejus infrà ſcripto filio & hæredi fidelitatem, ligium præ cæteris, & contra omnes facere & recognoſcere teneantur, & ad fidelitatis & homagii debitum ſint aſtricti; ſalvis & reſervatis ejus filio & hæredi, in prædicta terra Vuaudi & juribus dictorum Poſthumorum, ſuperioritate & reſſorto ac ſuperioritatibus & reſſorti præeminentiis quibuſcumque, ac jure feudi & directi Dominii in præmiſſis. Item Poſthumam vel Poſthumas ſi quam vel quas ab eadem Domina ejus conjuge cariſſima naſci contingerit, quamlibet ipſarum in quinquaginta millibus florenis auri ſemel ſolvendis ſibi hæredes inſtituit; de & pro quibus ipſis & quamlibet ipſarum dictus Teſtator eſſe voluit tacitas & contentas de omnibus & ſingulis bonis ſuis; ſic quòd ab inde nihil ultra dictam ſummam ſuper prædictis petere poſſint vel valeant quoquomodo. Item præfatæ Dominæ Bonæ de Biturio Sabaudiæ Comitiſſæ ejus cariſſimæ conjugi, viginti mille florenos ſemel tanquam bene meritæ dat, legat & relinquit. Item vult & ordinat præfatus Dominus Comes Teſtator, dari & aſſignari poſt ipſius Teſtatoris obitum præfatæ Dominæ Bonæ de Biturio ejus conſorti cariſſimæ, ipſa tamen in viduitate manente, & quandiu in ſtatu viduitatis manebit, & non aliter, per ejus univerſalem hæredem infraſcriptum, & præfatam Dominam Comitiſſam matrem ipſius Teſtatoris cariſſimam, conſilio dicti Domini de Coſſonay, & aliorum de conſilio, dotalicium bonum & ſufficiens in eo valore annuo, quanti valoris eſt dotalicium aſſignatum & conſtitutum præfatæ Bonæ de Borbonio ejus matri cariſſimæ, per præfatum Dominum noſtrum quondam in ejus ultimo Teſtamento; ſic quòd de hujuſmodi dotalicio extra limites Comitatus Sabaudiæ nichil transferri valeat vel portari, nec ejus fructibus gaudeat vel utatur præfata Domina Comitiſſa conſors ejus Teſtatoris, niſi quandiu in Comitatu Sabaudiæ reſidentiam fecerit perſonalem. Item in omnibus & ſingulis aliis bonis ſuis mobilibus, immobilibus, Principatibus, Dignitatibus, Comitatibus, Ducatibus, Marchionatibus, Provinciis, Baroniis, Civitatibus, Caſtris, Villis, Juriſdictionibus, honoribus, homagiis, & generaliter aliis omnibus & ſingulis juribus & actionibus quibuſcumque, de quibus ſuperiùs non diſpoſuit, & in his de quibus diſpoſuit ſalvis ſuperiùs ordinatis, & de quibus aliter non ordinabit inferius, *Amedeum ejus Filium cariſſimum* ſuum hæredem univerſalem ſibi nominat, eligit eſſe, vult & inſtituit tenore hujus ſui Teſtamenti & inſtrumenti præſentis; ita tamen ut taliter quòd in prædictis ſeu ipſorum aliquibus nunc vel in futurum perpetuò filia ſeu filiæ non ſuccedant vel ſuccedere poſſint vel debeant quoquomodo: per quem hæredem ſuum univerſalem, & præfatam Dominam Comitiſſam matrem ſuam cariſſimam, vult, mandat & præcipit expreſſè, ſua legata omnia, proviſionem annuæ ſuæ, & relicta ut ſuprà ſolvi, & clamores ipſius emendari & pacificari breviter, & de plano, ſine Judicii ſtrepitu & figura. Item præfatam Dominam Bonam de Borbonio Comitiſſam ejus matrem cariſſimam, quamdiu vitam duxerit vidualem, facit & ordinat Tutricem, & Adminiſtratricem præfati Amedei ejus filii cariſſimi & hæredis ſui univerſalis: & Bonæ ejus prædictæ filiæ, & cæterorum Poſthumorum ſuorum prædictorum, quorum rutelam, perſonarum cuſtodiam & adminiſtrationem eidem Dominæ Bonæ de Borbonio Comitiſſæ ipſius Teſtatoris

ANS de J. C. 1391.

cariſſi-

ANS de J. C. 1391. carissimæ genitrici deputat & committit, ac totius Comitatus & aliarum terrarum suarum administrationem & regimen sibi relinquit, vocato & assistente sibi dicto Domino Ludovico Domino de Cossonay ejus carissimo consanguineo, de quo etiam gerit idem Testator ut dicebat fiduciam specialem, & quos Dominam Comitissam & Dominum de Cossonay precatur humiliter & requirit, quòd circa educationem personarum dictorum pupillorum, ac regimen & gubernacula totius terræ suæ ut suprà exprimitur, dignentur & velint diligenter & fidelirer se habere: & si contingeret præfatam Dominam matrem suam decedere ab humanis, vel ad secunda vota transire antequam dicti popilli ad annos pervenerint pubertatis, io utroque casuum prædictorum, ad dictam tutelam gerendam, ac regimen Comitatus & terræ suæ prædictorum, dictus Testator subrogat, ordinat & esse vult præfatam Dominam ejus consortem carissimam Comitissam, quamdiu vitam servaverit vidualem; ita quòd dictus Dominus de Cossonay eo casu sibi debeat assistere in gerenda tutela & administratione prædictis, fideliter tanquam probus: & eo casu quo medio tempore, hoc est, ante tempora pubertatis pupillorum prædictorum, dictus Dominus de Cossonay forsan decederet ab humanis, & dicta Domina Comitissa consors ejus carissima, ante dicta pubertatis tempora ad secunda vota transiret, sic quòd dicti pupilli forent omnino tutoris auxilio destituti, vel propter mortem dictarum Dominarum Comitissarum, vel propter ipsarum convolationem ad secundas nuptias; vult & ordinat dictus Testator, quòd consilio Illustrissimi Domini Ducis Biturii, & Dominæ Bonæ de Borbonio Comitissæ Sabaudiæ ejus matris carissimæ, si in Comitatu Sabaudiæ fuerit, vel ipsi Comitatui sit propinqua, & octo Militum de dignioribus & magis in consilio pollentibus totius Comitatus prædicti, eligatur & ordinetur communi illorum consilio & consensu unus valens & strenuus Miles de Comitatu prædicto, qui onus tutelæ prædictæ habeat, & regimen gerere debeat, & etiam supportare, donec dicti pupilli annos attigerint pubertatis; de qua quidem tutela taliter provisio dictis pupillis dictus Testator ex nunc prout ex tunc casu ipso illam laudat, emologat, & confirmat. Item quòd quandocumque præfatus Amedeus de Sabaudia ad hanc pubertatis ætatem pervenerit, casu quo præfata Domina Bona de Borbonio Comitissa, ipsius Testatoris mater decessisset, vel ad secunda vota transisset, ipse solus Amedeus de Sabaudia carissimus ejus filius & hæres universalis, suorum Prælatorum, Baronum, Militum, & in Jure peritorum consilio, regimen gerat & habeat totius Comitatus & partium singularum & adjacentium quoquomodo; salvis semper & reservatis administratione & regimine præfatæ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitissæ suæ carissimæ genitrici. Hanc autem dictus Testator suam ultimam voluntatem, solam & unicam, revocata omni alia si quam aliàs fecisse reperiatur, & penitus annullata, vult valere jure Testamenti nuncupativi; quæ si non valet vel valebit eo jure, eam valere vult jure donationis irrevocabilis inter vivos, vel donationis causâ mortis, & si non valet, vel valebit eis juribus, valeat jure codicillorum, aut cujuslibet alterius ultimæ voluntatis, aut secundùm leges, & canonicas sanctiones. De quibus omnibus & singulis dictus Testator fieri voluit & mandavit unum & plura instrumenta publica tenoris ejusdem per me Notarium infrà scriptum, ad opus & pro interesse omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum. Signé Decroso.

CCCXXXV.

ANS de J. C. 1393. Soleure.

Articles faits entre les neuf Cantons de ZURICH, LUCERNE, BERNE *&* SOLEVRE: ZUG, URY, SCHWITZ *&* UNDERWALDEN *&* GLARIS; *aprés le Combat donné devant Sempach contre les Seigneurs d'Autriche; touchant l'ordre, qui se doit tenir aux guerres, ou les dits Cantons iront avec leurs Bannières déployées; du* 10. *Juillet* 1393. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 255.

NOus les Bourguemeistres, Conseil & les Bourgeois generalement de la Ville de ZURICH, les Advoyers, Conseillers & Bourgeois generalement des Villes de LUCERNE, BERNE & SOLEVRE, l'Amman & Conseil de ZUO, & tous ceux des offices generalement du dict Zug, les Ammans & Payſans generalemens des trois Pays d'URY, SCHWIZ & d'UNDERWALDEN, l'Ammam & les Payſans de GLARSA: faisons sçavoir à tous ceux qui verront & oyront lire ces presentes lettres: comme il soit, que ayons esté en guerre ouverte & actuelle contre les Seigneurs d'Austriche, & ceux qui luy appartiennent à cause de plusieurs bonnes & equitables demandes & querelles, que le temps passé on auroit mis en avant contre la dicte Seigneurie, au moyen desquelles s'en seroit ensuivi un combat devant Sempach, pour ces causes pour le bien de Paix & tranquillité de tous, nous avons advisé de tenir & observer les uns envers les autres certains poincts & articles inviolablement & fermement au temps avenir, ainsi que contenus sont en ces presentes lettres pour obvier & prevenir aux accidens futurs, sauf & reservé, ce qui ne portera aucun dommage ne prejudice aux debvoirs alliances & confederations, esquelles nous sommes perpetuellement liez.

§. 2. Premierement voulons & entendons, qu'une chascune ville & un chascun pays de nous des ligues par nos sermens qu'avons jurez, soyons tenus observer & tenir le contenu des presentes: sçavoir est, que aucun de nous les dicts alliez ne pourra ne debvra temerairement & par force courir dedans les maisons des autres pour leur prendre leurs biens, & soit en temps de guerre ou de paix; afin que par cy apres nous puissions tant mieux vivre paisiblement & en bonne concorde les uns avec les autres, & en toutes choses & necessitez nous ayder & secouris fidellement, comme avons faict du passé, & que encores d'ores en avant nous voulons faire, tous dols exceptez.

§. 3. Celuy qui apportera marchandise en nos pays sera sa personne & son bien preservé & asseuré.

§. 4. Nous ne debvons nous mettre pour gaiges les uns pour les autres en aucune maniere.

§. 5. Et quand par cy apres nous marcherons avec nos bannieres desployées contre & sur nos Ennemis, soit tous en general, ou aucuns de nos dictes villes ou pays particulierement; tous ceux qui suivront la dicte banniere demeureront auprés d'icelle, comme gens de bien, & comme tousjours ont faict nos predecesseurs pour obvier aux inconveniens, qui nous pourroient advenir; fust ce en combattant ou en assaillant. Et si quelqu'un abandonnoit la dicte Banniere & s'enfuyoit, ou qu'il feist contempt de ce qui est escrit en ces presentes, qu'il entrast temerairement en la maison d'un autre comme dict est, ou qu'il perpetrast quelque autre chose, qui fut diffame, ou qu'il eust merité punition en vertu des presentes lettres, & que cela fust prouvé par deux tesmoings non suspects par devant les joges ordinaires sera à leur discretion & grace son corps & son bien escheu pour le punir selon

ANS de J. C. 1393.

qu'il aura merité ſans nul delay ; & bailleront ſentence ſur luy par le ſerment qu'ils auront juré à la ville où pays, dont ils ſont ; affin que chaſcun y prenne exemple, & ſe garde de telles tranſgreſſions ; & tout ainſi que une chaſcune ville ou pays punira les ſiens, s'en debvront les autres contenter ſans contradiction.

§. 6. Nous entendons auſſi, que ſi quelqu'un s'eſtoit bleſſé en quelque façon que ce fuſt en combattant ou aſſaillant ; de ſorte qu'il ſeroit inutile pour ſe deffendre il demeurera nonobſtant auſſi avec les autres, juſques à ce que la bataille ſoit expirée : & pour cela ne ſera eſtimé fuyard & ne l'en faſchera-t-on en ſa perſonne ny en ſon bien aucunement.

§. 7. Il eſt auſſi notoire, que au deſſus dict Combat beaucoup des ennemis eſchaperent lors que tenions la victoire, leſquels fuſſent tous demeurez ſur la place, ſi les noſtres, qui y eſtoient les euſſent pourſuivis & ne ſe fuſſent point amuſez à piller juſques à ce que la bataille fuſt entierement gaignée. Pour cette cauſe voulons mettre une reſolution & ordre en tel cas, affin que les gens de bien, qui auront gaigné ſur les Ennemis ſoient aſſeurez de leurs perſonnes & de leurs biens, & que cependant qu'ils s'amuſeront à piller, les Ennemis ne s'aſſemblent & ayent la victoire ſur eux. Nous entendons & voulons, que quand une telle neceſſité nous ſurviendra au temps advenir, qu'un chaſcun faſſe ſon debvoir en homme de bien, endommageant l'ennemy, & pretendant la victoire ſans aucunement entendre à piller ; ſoit aux chaſteaux villes ou ſur le pays, juſques à ce que la bataille ſoit entierement gaignée, & que les Capitaines donnent à un chaſcun congé de piller. Cela faict, pourront tous ceux, qui auront eſté preſens au conflict piller, & ſoient iceux arrivez ou non arrivez, & ſera un chaſcun tenu apporter le pillage à ſon Capitaine, leſquels Capitaines departiront à leurs Soldats au pro rata tels butins ou pillages eſgalement, & ſelon le departement, qui en ſera faict s'en debvra un chaſcun contenter.

§. 8. Et pour ce que Dieu tout puiſſant par ſa divine bouche a dict, que ſes maiſons doivent eſtre appellées maiſons d'oraiſon & de prieres ; nous ordonnons à la louange de Dieu, que nul des noſtres n'ouvrira aucunes Abbayes, Egliſes ou Chappelles, ny eſtant ouvertes entrera dedans pour bruſler, gaſter ou piller ſecretement ou apertement ; ſi non que nos Ennemis ou leurs biens fuſſent trouvez dedans les Egliſes, en ce cas les pourront bien piller & endommager.

§. 9. Nous ordonnons auſſi à la louange de noſtre Dame, que nul d'entre nous ne s'ingerera de tuer avec les armes, battre ou diffamer les femmes ou filles, ſi non qu'elles feiſſent trop de troubles & crieries, qui nous pourroit porter dommage, à lencontre de nos ennemis, ou qu'elles ſe miſſent en deffenſe ou aſſailliſſent quelqu'un ; telles pourra-ton bien punir, ainſi que requis en ſera.

§. 10. Finallement avons tous d'un meſme conſentement adviſé & conclud, que aucuns de nos dictes villes & pays generalement ou particulierement n'entrependra temerairement ſans occaſion aucunes guerres, que premierement ſur ce ne ſoit adviſé ſelon le contenu de nos alliances jurées, ainſi demeureront les deſſus eſcrips ſtatuts & ordonnances d'oreſenavant en leurs forces & vigueur pour nous & nos ſucceſſeurs, & ſeront tenus les obſerver & garder les uns envers les autres, toutes fois & quantes, que le cas & la neceſſité le requerra, fidelement & irrevocablement. En confirmation deſquelles choſes nous avons faict pendre nos ſeaux à ces preſentes lettres, qui furent faictes le dixieſme jour de Juillet 1393.

CCCXXXVI.

ANS de J. C. 1395. L'Empire et Milan.

Erection de la Seigneurie de MILAN *en Duché par l'Empereur* WENCESLAS *en faveur de* JEAN GALEAS *premier Duc de Milan. Fait à Prague, le* 11. *Mai* 1395. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 257.

WENCESLAUS Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, Illuſtri JOHANNI GALEAS Duci Civitatis & Dioceſis MEDIOLANI, Comiti Virtutum, ſuo & Imperii Sacri Principi, gratiam Regiam & omne bonum. Auguſtalis potentiæ Monarchia, cujus Regimini, omnipotentis Dei bonitate mirificâ, quamvis meritis inſufficientibus præſidemus, ad hoc animum noſtrum ſollicitudine quotidianâ fatigat, ut ea, quæ dignitatem Romani Imperii felicibus incrementis amplificant, aſſiduitate continua meditetur. Quod quidem tunc feliciter adimplere credimus, dum in circuitu ſedis Auguſtæ Illuſtrium Principum numerum ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugemus.

§. 2. Verum ſi ex labore dignitas provenire conſuevit, ſi laudabilis ſollicitudo actuum publicorum parit gratiam liberaliter ſervienti, ſummâ gratificatione perſonam tuam meritò credimus efferendam, in qua patrem dediſſe tibi imaginem corporis, quàm ſigna fudiſſe virtutis. Scimus enim & longo temporis experimento didicimus, quod ardor tuæ fidei corpore paulatim ſeneſcente, non deficit ; ſed vergente deorſum conditione corporea, fervor conditionis internæ in ſublimiora conſcendit ; ſcimus etiam, quod à longis retroactis temporibus nobiles quondam progenitores tui, ac demum tu, pro tuendis noſtris ac Imperii Sacri juribus, quæ diverſorum Magnatum & procerum in Italia & aliis finibus conſiſtentium turpis eonculcare tentavit ambitio, propria aperire non horruerunt æraria, inſidioſis bellorum ſe ſubmiſerunt eventibus, ipſorumque ſollicitudine actum eſt, ut ipſa jura ſtabili & fixo remanerent in robore, & pro eiſdem recuperandis Imperium quieſceret à labore.

§. 3. Hæc igitur & alia multiplicia probitatis merita & præclaræ devotionis inſignia, quæ in te & eiſdem primogenitoribus tuis Domus Mediolanenſis pia mater radicavit antiquitas, & grata novitas ſolidavit, limpidius intuentes ; non per errorem aut improvidè, ſed animo deliberato, ſano Principum, Comitum, Baronum, nobilium, procerum & aliorum noſtrorum & Sacri Imperii fidelium accedente conſilio, te, Princeps dilecte, non ad tuæ petitionis inſtantiam, ſed de benignitate Regia, motuque proprio, ac tuæ originis nobilitate poſcente, prout præſertim latitudo tui Dominii & amplæ tuæ ditioni ſubjecta ſpatia, nec non & intemerata fides tuæ univerſitatis & populi, quæ vetuſto jam tempore ſacrum honoraverat Imperium, non immeritò requirebant.

§. 4. Hodie in nomine Domini & Salvatoris noſtri, à quo omnis Principatus & honor provenire cognoſcitur, illuſtravimus & illuſtramus, & in Ducem Civitatis & Dioceſis Mediolani ſublimavimus, ereximus, decoravimus, & ſublimamus, erigimus & decoramus de Romanæ Regiæ plenitudine poteſtatis ; decernentes expreſſè, quod tu, beredes & ſucceſſores tui Duces Mediolani perpetuis in antea temporibus omni dignitate, nobilitate, jure, poteſtate, libertate, conſuetudine & honore gaudere debeatis & frui continuò, quibus alii Sacri Imperii Principes & nominatim Duces Illuſtres fruiti ſunt hactenus & quotidie potiuntur. Terras quoque tuas, oppida, caſtra, munitiones, villas, provincias, diſtrictus,

ANS de J. C. 1395.

trictus, montes, colles & plana, cum omnibus silvis, rubetis, aquis, pratis, aquarumve decursibus, paſcuis, piſcinis, piſcaturis, teloneis, monetis, judiciis, bannis, ſive inhibitionibus venationum & pœnis inde ſequentibus, conſuetudine vel de jure, Baronibus, Baroniis, feudis, feudatariis, vaſſallis, vaſſallitiis, militibus, clientibus, judicibus, civibus, nobilibus, plebeis, ruſticis, agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, ſicuti prædicta & eorum quælibet latitudo tui Dominii comprehendit, in verum principatum & Ducatum erexímus, erigimus, inſignimus, ac de prædictæ Romanæ Regiæ poteſtatis plenitudine decoramus; tibi Illuſtri Johanni Galeas Duci Mediolanenſi Ducatum ſeu Principatum hujuſmodi in omnibus honoribus, nobilitatibus, juribus, privilegiis & immunitatibus, quemadmodum Ducatus ſeu Principatus inſignes ab Illuſtribus Romanis Imperatoribus ſeu Regibus poſſidentur vel tenentur, ſeu poſſideri conſueverunt hactenus & à Sacro Romano Imperio dependent in feudum, de benignitate Regia conferentes.

§. 5. Decernentes & hoc Romano Regio ſtatuentes Edicto, quod tu heredes & ſucceſſores tui perpetuò Duces & Principes Civitatis & Diœceſis Mediolanenſis nommari & appellari debeatis; & tanquam cæteri Imperii Duces & Principes teneri & honorari, & utique ab omnibus reputari, omnique tunc privilegio, honore, gratia, dignitate & immunitate abſque impedimento perfrui, quibus alii Sacro-Sancti Imperii Duces & Principes in dandis ſive recipiendis juribus, in conferendis ſeu ſuſcipiendis feudis & omnibus aliis Illuſtrem ſtatum & conditionem Ducum ſive Principum concernentibus fruti ſunt hactenus, ſeu quomodolibet potiuntur, quodque quidem tu, heredes & ſucceſſores tui Duces Civitatis & Diœceſis Mediolanenſis, Ducatum ſeu Principatum eundem cum omnibus ſuis pertinentiis, ſicut ſuperius expreſſatur, à nobis nec non à Sereniſſimis Romanorum Imperatoribus & Regibus ſucceſſoribus noſtris, & ab ipſo Romano Imperio, quoties opportunum fuerit, debito ſolemnitatis honore cum vexillis, ut moris eſt, & ſolita reverentia ſuſcipere debeatis, nobiſque ac eiſdem noſtris ſucceſſoribus in caſibus præmiſſis, ſicut alii Imperiales Duces & Principes, præſtare & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & ſubjectionis debita corporalia juramenta.

§. 6. Gaude igitur, Princeps novelle, & de impenſo tibi per noſtram Celſitudinem munere tua proles exulter; lætare, Comes virtutum, quem noſtra Serenitas ſpeciali & ampla retributione prævenit, quam huc uſque aliis tibi paribus imò etiam & majoribus denegavit. Operatio tua tam grato concordet cum nomine, ut auctore Deo conceſſâ tibi per nos potiri valeas feliciter dignitate; tende ad laudum celſa veſtigia, ut priores tuos, quos honore ſuperas, virtute tranſcendas, bonorum exempla ſequere & ingenuitatis mêmor tuæ per viam probitatis incede; incumbe per amplius conſtantiæ ſimul ac fidei, ſicut ut te prior honor dignum fecit altera, ita ſecundus tertia faciat dignitate.

§. 7. Supplemus etiam omnem defectum, ſi quis obſcuritate ſententiarum vel cujuſvis ſolemnitatis omiſſione compertus fuerit quomodolibet in præmiſſis. Nulli ergò hominum liceat hanc noſtram Illuſtrationis, ſublimationis, erectionis, decorationis, ſeu decreti paginam infringere, ſeu ei quovis auſu temerario quomodolibet contraire; ſi quis attentare ſecus præſumpſerit, præter indignationem noſtram graviſſimam, pœnam centum marcharum auri puriſſimi, toties quoties contra factum fuerit, ſe noverit irremiſſibiliter incurſurum; quarum medietatem Regalis noſtri ærarii ſive fiſci, reſiduum verò partem ſupra dicti Ducis, heredum & ſucceſſorum ſuorum uſibus decernimus applicari, præſentium ſub noſtræ Regiæ Majeſtatis ſigillo Teſtimonio litterarum. Datum Pragæ anno Domini 1395. undecimo Maii, regnorum noſtrorum anno Bohemiæ trigeſimo ſecundo, Romanorum vero decimo nono. Signat: Joannes Wratiſlavia. Collata & concordata cum originali proprio ſigillato ſigillo Cæſareo ad verbum convenit, ut ſupra ſcripta & emendata eſt per me Triſtanum Chalcum Regium & Ducalem Mediolani Secretarium.

ANS de J. C. 1395.

CCCXXXVII.

Traité d'Alliance & Confédération entre CHARLES VI. *Roi de France, &* JEAN GALEAS *Comte de Vertus & Seignenr de Milan. Fait à Paris le dernier d'Août* 1395. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 259.

ANS de J. C. 1395. FRANCE ET MILAN.

NOus Jehan Galeas Comte de Vertus & Seigneur de Milan, ſçavoir faiſons: que nous conſiderans droict & d'intentive cure le lien d'affinité, qui de long temps eſt contract & ferme entre mon tres redoubté Seigneur Monſieur le Roy, ſes predeceſſeurs Roys, & la Couronne de France & autres de ſon ſang & lignage avec nous; & auſſy les grands honneurs & biens, que mon dict Seigneur le Roy, ſes predeceſſeurs Roys & autres de leur ſang & lignage m'ont faict le temps paſſé, & ſont encore chacun jour en maintes manieres, comme chacun ſçait & peut appercevoir; afin que ſes Royaume de France & feaux & ſubjects d'iceluy, & auſſy noz terres, poſſeſſions & Seigneuries & ſubjects ſoient & demeurent plus fermement & ſeurement unis par cette preſente union, confederation & alliance encontre tous ennemis & haineux de l'un & de l'autre: avec mon dict Seigneur le Roy & ſon premier filz né en loyal mariage & heritier en principal Seigneurie, avons faictes & fermées les confederations, amitiés, colligations, pactions, convenances, & alliances en la maniere qui s'enſuit.

§. 2. Premierement que nous promettons & jurons en bonne foy en l'ame de nous & ſur les Sainctes Evangiles de noſtre Seigneur corporellement touchées, ſans aucune fraude, malice ou malengin quelconques, à mon dict Seigneur le Roy & à ſon dict premier (a) filz né en loyal mariage & heritier en noſtre principale Seigneurie li ſerons vrays, loyaux & bons amis, & ſon honneur, ſon bon eſtat, ſon utilité & ſon proffict, & celuy auſſy de ſon dict premier filz & heritier & ſucceſſeur au dict Royaume, & de ſes feaux & ſubjectz, nous procurerons par toutes les voyes & manieres, engins & aydes, que mielx faire le pourrons; & tout le dommage que l'on pourroit faire à leurs perſonnes, à leur honneur, à leur Royaume, Terres, Seigneuries & biens, les feaux & ſubjects d'iceux, nous empeſcherons & detournerons loyalment ſi toſt qu'il viendra à noſtre cognoiſſance; & les ayderons & fortifierons de noſtre pouvoir, conſeil, faveur & ayde à reſiſter à tous leurs ennemis & adverſaires, que aucune choſe voudroient ou s'efforceroient de faire encontre mon dict Seigneur le Roy, ſon premier filz & heritier & ſucceſſeur ou Royaume, ou ſes dictz Royaume, Terres & Seigneuries, feaux & ſubjects, au prejudice de leur honneur & eſtat; & par toutes les autres voyes & manieres, que mieux le pourrions faire, nous nous oppoſerons realment & de faict à tous Roys & Princes terriens, & à toutes autres perſonnes de quelconque eſtat, condition, preeminence ou dignité qu'ilz ſoient, * ou qu'ils s'efforceroient en aucune maniere de leur faire vilennie, dommage ou deshonneur; & leur honneur, profit & eſtat nous garderons loyaument de noſtre pooir, exceptez toutes voyes ez choſes

(a) G. G. Leibnitz ſoupçonne qu'il faut lire, *fondi preſes filz & heritier au Royaume, que nous & noſtre premier fils, &c.*

ANS de J. C. 1395.

ſes deſſus dictes noſtre Sainct Pere le Pape & ſes ſucceſſeurs canoniquement entrans en la papalité, le Roy des Romains & de Bohemie, & ſes ſucceſſeurs Roys Romains ou Empereurs Noſſeigneurs, le Comte de Savoye noſtre filz & ſes ſucceſſeurs, la Communauté de Piſe, la Communauté de Sienne, avec leſquelz nous avons certaines alliances, leſquelles nous voulons demeurer en leur force & vertu.

§. 3. Et afin que aprés cette gracieuſe & amiable concorde union & amitié aucunes doubtes ne puiſſent advenir ou ſourdre pour quelconque raiſon ou maniere, que ce ſoit d'un coſté ne d'autre, & que pour le temps avenir toute voye d'eſclande ſoit clauſe; nous avons promis & juré en bonne foy & ſur les Sainctes Evangiles de noſtre Seigneur, corpotellement touchées par nous, ſans aucune fraude, malice ou malengin, pour nous ou par noſtre dict filz aiſné & heritier en noſtre principale Seigneurie; tenir & accomplir de noſtre part au dict Monſieur le Roy & à ſon dict filz aiſné & heritier, & ſucceſſeur au Royaume, toutes les choſes deſſus dictes declarées & ſpecifiées. En teſmoing de ce avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Paris le derrain jour d'Aouſt, l'an de grace 1395.

CCCXXXVIII.

ANS de J. C. 1396.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Accord entre les Princes du Sang Royal d'ANGLETERRE, *& ceux du Sang de* FRANCE, *touchant le Mariage de Richard II. Roi d'Angleterre, avec Iſabelle Fille de Charles VI. Roi de France. Fait à Windſor le* 1. *Mai* 1396. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 260.

NOus JEAN filz au Roy Duc de Guyenne & de Lancaſtre, Comte de Derbi, de Nicole & de Leyceſtre Senechal d'Angleterre, Eſmond fils au Roy, Duc de Verwyk & Conte de Cantebrugge; Thomas fils au Roy, Duc de (a) Glouceſtre & Conte deſſay & de Buckynham Conneſtsble d'Angleterre, Henry de Lancaſtre Comte de Derbi, de Herford & de * Norhert Seigneur de Behennok, (al. Hennok) Edward de Verwyk Comte de * Ructeland & de Cork, Thomas Mombray Comte de Notingham ſuſdict, & Willism l'Eſtrop Chamberlan du Roy noſtre Seigneur (al. Thom. de Holand Comte de Huntyngden Chambellan de Angleterre, Thom. Nembray Comte de Notingham Mareſchal d'Angleterre) d'une part: & les Nobles & puiſſants Princes les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbonnois, Uncles & Frere de ſon Couſin de France d'autre part; de & ſur le mariage de noſtre dict Seigneur le Roy & de la tres Noble Dame Iſabelle de France.

(a) Quoique porte cet accord on prétend que le Duc de Glocester ne voyoit pas ce mariage de bon œil, & qu'il vouloit donner ſa fille en mariage à Richard II. pour s'aprocher du Thrône.

§. 2. Avons accordé en convenance & promis, que noſtre dict Seigneur le Roy & les prochains Seigneurs de ſa Couronne & de ſon lignage ſeroient tenus, promettoient & s'obligeroient expreſſement, & bailleroient leurs lettres en forme convenable & ſuffiſante, que ſy noſtre dit Seigneur le Roy treſpaſſoit avant la conſummation dudict mariage, ladicte Dame Iſabelle franche & deſliée de tous liens & empeſchements de mariage & obligations quelſconques ſeroit & ſera, enſemble tous ſes joyaux, meubles & biens, rendue & reſtituée à ſon Couſin de France Pere de ladicte Dame Iſabelle ou à ſon heritier & ſucceſſeurs; & ſemblablement s'il advenoit, que le Roy, noſtre dit Seigneur mouruſt spres la conſummation dudit mariage, icelle Dame Iſabelle s'il luy plaiſoit s'en pourroit aller & retourner en France franchement, & emporter tous les joyaulx, meubles, ſans ce que alle feuſt ou deuſt eſtre detenue, liée ne obligée, ne qu'aucun empeſchement luy feuſt mis en la perſonne, ne en ſeſdicts biens.

ANS de J. C. 1396.

§. 3. Nous deſſuſdits Oncles Freres & Couſins de noſtre dit Seigneur le Roy, conſiderans les treſgrands biens & profictz, qui ſont diſpoſez à avenir à l'aide de Dieu, par le moyen dudit mariage non ſeulement audict Roy noſtre Seigneur & à ſon Couſin de France, ledits Royaumes, Terres, Seigneuries & ſubjects, mais auſſy à toutte Chreſtienté, à l'union de Ste Egliſe & à la confuſion des meſcreantz, avons nous tous enſemble & chacun de nous pour nous, nos hoirs, ſucceſſeurs & ayans cauſe enconvenancié & promis, enconvenanceons & promettons par la teneur de ces lettres de certaine ſcience & plain vouloir, que ſi noſtre dict Seigneur le Roy alloit de vie à trépaſſement paravant la conſummation dudict mariage, ladicte Dame Iſabelle franche & deliée de tous liens & empeſchement de mariage, & autres obligations quelſconques ſeroit & ſera, enſemble tous ſes joyaux meubles & biens, rendue & reſtituée plainement, a ſondict Pere ou à ſon heritier & ſucceſſeur. Et ſemblablement, s'il advenoit que le Roy noſtre Seigneur mouruſt spres la conſummation dudict mariage ladicte Dame Iſabelle s'il luy plaiſoit ſen pouroit aller, & retourner en France franchement & emporter ſeſdictz joyaux, meubles, & biens ſans eſtre ne pouvoir eſtre detenue liée ne obligée, ne qu'aucun empeſchement luy fuſt mis en ſa perſonne ne en ſes dictz biens. Et ainſy nous & chacun de nous, pour nous, nos dictz hoirs & ſucceſſeurs & ayans cauſe le voulons & convenancions & promettons en bonne foy & par nos ſerments & loyautez, faire faire enteriner & accomplir entierement à nos loyaux poairs; & empeſcher de faict en tant qu'il nous ſeroit poſſible, ſi aucuns ou aucun vouloient ou vouloit faire & entreprendre au contraire. En obligeant & hypothequant expreſſement nous noſdicts hoirs & ſucceſſeurs & ayans cauſe & nos & leurs biens quelſconques meubles & immeubles, preſens & à venir; pour ces choſes & chacune d'icelles eſtre tenues, gardées, faictes, enterinées & accomplies au plain, ſelon la forme & teneur de ces preſentes & du Traicté deſſuſdict, & ſans eſtre propoſé, allegué, dict ou faict raiſiblement ou expreſſement ne autrement, comment qu'il ſoit au contraire. En teſmoignance de ce, nous Ducs & Comtes deſſus dictz avons faict mettre nos ſeaulx a ces lettres, données & faictes à Wyndeſvore, le premier jour de May, l'an de grace mil trois cents quatre vingts & ſeize. Nous avons faict corriger la date de cette lettre & mettre quatre vingtz & quinze ſigné par noſtre Chancelier & autres de noſtre Conſtil.

CCCXXXIX.

Vente du COMTE' DE GENE'VE *faite à* AME' VIII. *Comte de Savoye par* (a) ODO DE VILLARS *Seigneur de Baux & Comte d'Avelin, faite à Paris en l'Hôtel de Neſle, le* 5. *Août* 1401. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 249.

ANS de J. C. 1401.

SAVOYE ET GENE'VE.

(a) Cét Odo de Villars avoit hérité le Comté de Genéve d'Humbert de Villars ſon Neveu, au mois de Mars de l'année précédente 1400.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Per hoc inſtrumentum publicum, Univerſis & ſingulis notum ſiat, quòd dudum inter *Illuſtrem Principem Dominum* AMEDEUM *Comitem Sabaudiæ* ex unâ, & ſpectabilem Militem Dominum ODONEM DE VSLLARIIS Dominum Bſucii, ex aliâ partibus; materia quæſtionis exorta, ſuper eo videlicet, quòd idem Dominus Comes aſſerebat, & judicialiter propoſuerat, ſeu proponi fecerat per circunſpectum virum Dominum Lamberrum Oddineti Legum Doctorem, ipſius Domini Comitis Advocatum,

ANS de J. C. 1401.

tum, & Generalem procuratorem fiſci; Comitatum Gebennenſem cum omnibus juribus & pertinentiis ſuis ad ipſum Dominum Comitem Sabaudiæ pertinere & ſpectare debere, multis cauſis & rationibus in proceſſu inde formato latiùs declaratis: præfato Domino Odone contrarium dicente, & aſſerente quod Illuſtris quondam Humbertus de Villariis, qui fuit ultimus dicti Comitatus Gebennenſis Comes, & ipſum Comitatum tempore obitus ſui tenebat & poſſidebat, ad ultimos dies ſicut Domino placuit perveniens, ipſum Dominum Odonem hæredem inſtituit in caſu non exiſtentis poſthumi; quem caſum idem Dominus Odo contigiſſe, & eundem Comitatum Gebennenſem ad ſe ſpectare aſſerebat, ſubjungens, quòd poſt obitum dicti Comitis Humberti fuerat de ipſo Comitatu Gebennenſi per ipſum Dominum Comitem Sabaudiæ, ex certis contemplationibus & ſub certis conventionibus inveſtitus; quibus non obſtantibus, præfatus Dominus Comes Sabaudiæ, proceſſum de quo ſuprà contra ipſum Dominum Odonem formari fecerat, & dictum Comitatum Gebennenſem ad manum ſuam ex tunc reducere voluerat realiter & de facto: & quanquàm ſuper hujuſmodi quæſtionis & diſceptationum materia, plerumque inter partes ipſas raciocinatum ſit de concordia, & plerique tractatus ſuper hoc habiti fuerint maximè in loco Burgi in Breſſia ut aſſeritur; nullum tamen hujuſmodi tractatus potuerint ſortiri effectum. Hinc autem eſt, quòd anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo primo, & hac die quinta menſis Auguſti, tractante Illuſtriſſimo Principe Domino Joanne Regis Francorum filio, Duce Bituriæ & Arverniæ, Comiteque Pictaviæ, Stamparum, Boloniæ & Arverniæ, præſente quoque Reverendiſſimo in Chriſto Patre Domino Petro, miſeratione divina tituli Sanctæ Suſannæ S. R. E. Presbytero Cardinali de Thureyo vulgariter nuncupato, preſentibus etiam aliis Dominis teſtibus infrà ſcriptis, partes prædictæ volentes tandem ob reverentiam ipſius Domini Ducis, tractare ad finalem, & plenam ut dixerunt ſuper præmiſſis & emergentibus ex eis devenire concordiam, & pro vitandis ſcandalis ſumptibuſque, omnem materiam controverſiæ & quæſtionis ſopiri, in Chriſti nomine convenerunt, tranſegerunt, pepigerunt purè liberè, ac ſimpliciter, ac prout dixerunt ex certa eorum ſcientia concordarunt, omni machinatione omnique animo & voluntate retractionis ſeu irritationis penitùs amputatis, in omnibus & ſingulis prædictis & ex eis dependentibus, prout infrà. Et primò, hujuſmodi mediante tractatu, præfectus Dominus Odo gratis & ſponte, & ex ſua certa ſcientia ut aſſerunt, per ſe & ſuos hæredes ac ſucceſſores quoſcumque, dedit, donavit & ceſſit eidem Domino Comiti ibidem præſenti, ſtipulanti & recipienti, pro ſe & ſuis hæredibus ac ſucceſſoribus quibuſlibet, & etiam in eundem Dominum Comitem ejuſque hæredes & ſucceſſores tranſtulit omne jus, & Dominium ac etiam dignitatem Comitalem, omnemque actionem realem & perſonalem, mixtam, utilem & directam reique perſecutoriam, quod & quam præfatus Humbertus Comes, & inde dictus Dominus Odo ad cauſam ipſius Humberti Comitis habet ſeu habere viſus eſt in Comitatu Gebennenſi prædicto, omnibuſque membris, juribus & pertinentiis ſuis; exceptis his quæ Domini quondam Comites Gebennenſes habebant, tenebant & poſſidebant in Greyſivadano, Viennenſio, & toto Dalphinatu, & aliis quæ non ſunt de juribus & pertinentiis Comitatus ejuſdem; quæ omnia prout ſunt ſibi remanere & retinere voluit, ac idem Dominus Comes conſenſit etiam pro retentis haberi; ſic de prædicto Comitatu Gebennenſi, omnibuſque juribus & pertinentiis ſuis, ſeu de toto jure quod in eo habet ſeu habere poteſt, idem Dominus Odo ratione prædicta, ſe & ſuos hæredes & ſucceſſores ex toto deveſtiens, & quatenus pertinet ad eundem de ipſis inveſtiens præfatum Dominum Comitem, pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus inveſtituram & juris tranſlationem hujuſmodi acceptantem; conſtituens ſe ex nunc idem Dominus Odo Comitatum Gebennenſem, cum juribus & pertinentiis ſuprà dictis prout Comitatum; & jura hujuſmodi rationibus antedictis tenet pro dicto Domino Comite Sabaudiæ precariò poſſidere, donec videlicet idem Dominus Sabaudiæ Comes, ejuſdem Comitatus Gebennenſis, juriumque & pertinentiarum prædictorum poſſeſſionem prout ipſe Dominus Odo illam tenet acceperit corporalem. Et vice verſa, ut inter partes ipſas perpetua concordia maneat, ac perpetuum amicitiæ vinculum nutriatur; præfatus Dominus Comes Sabaudiæ dedit, ceſſit & donavit in feudum purè & irrevocabiliter, memorato Domino Odoni præſenti, ſtipulanti & recipienti, caſtrum, villam, mandamentum & territorium Caſtrinovi in Verremoſio Gebennenſis Dioceſis, cum omnimoda juriſdictione, mero, & mixto imperio eorundem, ac etiam cum omnibus hominibus & vaſſallis, homagiſque & cæteris ad eundem Dominum Comitem ſpectantibus quomodolibet; quod quidem caſtrum, villam, mandamentum, territorium, juriſdictionem & imperium, cum cæteris ſuprà dictis, dat idem Dominus Comes & dare promittit, ab omni impedimento & obligatione ſolutum, dominium plenum juriſdictionemque omnimodam, merum & mixtum imperium caſtri, villæ, & mandamenti prædictorum ſub hujuſmodi feudo penitus tranſferens in eundem Dominum Odonem; quem idem Dominus Comes, de caſtro, villa, mandamento, territorio, juriſdictione, & imperio prædictis ſe deveſtiens, de illis ſolemniter inveſtivit, conſtituens etiam ſe, donec idem Dominus Odo caſtri, villæ, mandamenti, territorii, juriſdictionis, & imperii prædictorum poſſeſſionem realem aſſecutus fuerit, præcariò poſſidere. Item ceſſit, dedit & donavit eidem Domino Odoni ſtipulanti ut ſuprà, ac in eum tranſtulit omne jus omnemque actionem reacapiti, quod & quam idem Dominus habet in & ſuper Caſtro ſeu loco de Lonnes dictæ Gebennenſis Dioceſis, ab olim ſub conditione reacapiti alienato; quod caſtrum ſeu locum idem Dominus Odo reacapitare habebit, & inde ab ipſo Domino Comite tenere in feudum; ità quidem, quòd poſt obitum ejuſdem Domini Odonis, ſi moriatur ſine liberis maſculis & legitimis, caſtrum, villa, mandamentum & territorium Caſtrinovi, cum juribus & pertinentiis præinſertis, ad præfatum Dominum Comitem, & ejus hæredes maſculos ex ſuo corpore legitimè deſcendentes, revertatur liberè & ſine contradictione quacumque, etiam caſtrum ſeu locus de Lonnès, ſolùm tamen pro eo, hæredibus & ſucceſſoribus ipſius Domini Odinis, pro parte dicti Domini Comitis ſummam pecuniæ, quam Dominus Odo ſolverit pro reacapito dicti Caſtri. Præterea ad majus pacis & concordiæ vinculum, abundantioremque compenſationem prædictorum, idem Dominus Comes Sabaudiæ promiſit & convenit præfato Domino Odoni ſtipulanti & recipienti ut ſuprà, dare & ſolvere realiter in pecunia numerata, ſemel tantum ac ſimul & non per partes, quadraginta quinque millia Francorum auri boni & legitimi ponderis, de cuneo Sereniſſimi Domini Francorum Regis, in caſtro de Gordans Lugdunenſis Dioceſis, videlicet infrà proximum feſtum Paſchæ. Fuit autem concluſum de conſenſu & voluntate partium, quòd ipſe Dominus Comes Sabaudiæ omnia & ſingula, tàm caſtra, quàm alia exeuntia de jure, domanio & proprietate ipſius Comitatus Gebennenſis, ad jus, domanium & proprietatem ejuſdem Comitatus revocet & reducat: Et fuit actum inter partes ipſas, ac ſolemni & valida hinc inde ſtipulatione vallatum; quòd præfatus Dominus Odo teneat & poſſideat Comitatum Gebennenſem prædictum, eo modo quo illum tenet & poſſidet de præſenti, donec ipſe Domi-

ANS de J. C. 1401.

nus Comes dicti Caſtrinovi, & ejus juriſdictionis ac aliorum prædictorum poſſeſſionem ſibi corporalem tradiderit, pacificam & quietam ac ab omni obligatione ſolutam; donec etiam ipſi Domino Odoni de dicta pecuniarum ſumma fuerit integrè ſatisfactum: Habitis tamen poſſeſſione Caſtrinovi & aliorum prædictorum, ac hujuſmodi ſolutione pecuniæ, idem Dominus Odo dicti Comitatus Gebennenſis, ac jurium & pertinentiarum prædictorum omnium, exceptis eis quæ ſuprà retinuit, poſſeſſionem integram prout illam tenet reddere & conſignare, etiam litteras, inſtrumenta & munimenta quæcumque concernentia Comitatum prædictum; exceptis litteris, inſtrumentis & munimentis tangentibus ea quæ ſuprà retinuit in Greyſivedano, Viennenſio & Dalphinatu prædictis, expedire tenebitur Domino Comiti ſuprà dicto vel ſuis, ſine quacumque difficultate, & non aliter neque antè. Fuit etiam actum inter partes ipſas, ac ſolemni hinc inde ſtipulatione vallatum, quòd eo caſu quo præfatus Dominus Comes plenam & pacificam dicti Caſtrinovi cum ſuis juribus & aliis prædictis, expeditionem ab omni ut præfertur obligatione ſolutam, nec non & ſummæ pecuniarum prædictæ integram ſolutionem non faceret eidem Domino Odoni infra prædictum proximum feſtum Paſchæ, hujuſmodi tranſactio, conventio & concordia ſit caſſa & irrita, ac nullius efficaciæ, roboris vel momenti. Fuit inſuper actum inter partes eaſdem, & expreſſa ac valida ſtipulatione conventum, quòd ipſe Dominus Comes Sabaudiæ tenebitur ſupportare omnia & ſingula onera, quæ idem Dominus Odo tenebatur quoviſmodo ad cauſam dicti quondam Humberti Comitis, & aliorum ſupportare ratione Comitatus Gebennenſis prædicti, & inſuper eundem Dominum Odonem contra quaſcumque perſonas, ipſum quovis modo ratione dicti Comitatus Gebennenſis offendere vel vexare volentes, tenebitur deffendere & tueri, ipſius Domini Comitis propriis ſumptibus & expenſis. Promittentes nihilominus Domini Comes & Odo prædicti, ſe non dixiſſe vel feciſſe, nec in præteritum dicturos vel facturos in futurum, aliquid quominus præmiſſa omnia & ſingula prout ſcripta ſunt plenum ſortiantur effectum, & perpetuum obtineant roboris firmitatem: & præmiſſa omnia & ſingula ipſæ partes concorditer & unanimiter, ſupra veram Crucem quam in manibus ſuis tenebat Illuſtriſſimus Dominus Dux Bituriæ, ſupra dictus, tactam devotè manibus eorum propriis, juraverunt attendere, implere & inviolabiliter obſervare, & nunquam contrà dicere, facere vel venire, de jure vel de facto, directè vel indirctè, publicè vel occultè, ſub obligatione expreſſa omnium bonorum ſuorum & cujuſlibet eorum, mobilium & immobilium, præſentium & futurorum: renuntiantes proinde Domini Comes & Odo prædicti, omni privilegio fori, omnique exceptioni doli mali, vis, metus, & in factum actioni, condictioni indebiti, ſine cauſa juſta, vel ob injuſtam & turpem cauſam, jurique quo deceptis in contractibus ſubvenitur, exceptioni quoque plus dicti quàm ſcripti, & è contrà, & demum omni alii juri canonico & civili, divino & humano, novo & veteri, uſui, ſtatuto & conſuetudini, privilegiiſque & reſcriptis quibuſcumque, quo vel quibus contra præmiſſa vel præmiſſorum aliquid ſe poſſint defendere quomodolibet vel tueri: volentes & intendentes partes ipſæ, quòd tantum valeat hæc renunciatio generalis, quantum ſi caſus ſinguli neceſſarii ſignanter fuiſſent expreſſi. De quibus omnibus & ſingulis, iidem Domini Comes & Odo, petierunt & voluerunt fieri publicum & publica inſtrumenta, quæ producta vel non producta in judicio vel extrà poſſunt dictari, corrigi, refici & meliorari conſilio & dictamine cujuſlibet ſapientis, facti ſubſtantia tamen in aliquo non mutata. Voluerunt etiam ad majorem fidem & robur perpetuum præmiſſorum, quòd hujuſmodi inſtrumenta ſigillari debeant & ſigillentur ſigillis ipſorum, prout conſueverunt eorum patentes & authenticas litteras ſigillare. Acta hæc fuerunt Pariſiis, in domo habitationis ejuſdem Domini Ducis Bituriæ nuncupata de Neella, videlicet in magna galetiâ baſſâ prope jardinum ipſius domus: Præſentibus prædictis Dominis Duce & Cardinali, nec non egregio milite Domino Franciſco de Mentone Gebennenſis Diœceſis, nobili vero Aymone Domino Aſperimontii Gratianopolitanæ Diœceſis, & Petro Andreveti præfati Domini Comitis Conſiliariis, teſtibus ad præmiſſa vocatis.

ANS de J. C. 1401.

CCCXL.

Conſtitution de l'Empereur SIGISMOND *par laquelle, en qualité de Roi de* HONGRIE, *il accorde la paix aux Infidéles & aux Rebelles de ce Royaume. Fait à Buda l'an* 1403. Goldaſt. Tom. III. pag. 417.

ANS de J. C. 1403. L'EMPEREUR ET LA HONGRIE.

NOS SIGISMUNDUS Dei gratia, Rex HUNGARIÆ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Serviæ, (a) Gallicæ, Lodomeriæ, Comaniæ & Bulgariæ: Marchioque Brandeburgenſis, &c. Sacri Romani Imperii Generalis Vicarius & Regni Bohemiæ Gubernator; Memoriæ commendantes ad univerſorum notitiam volumus ſerie præſentium pervenire, quod quia nos ad inſtantem & denotatam ſupplicationem fidelium noſtrorum Baronum, Procerum & Nobilium, Regni noſtri Hungariæ, hic nobiſcum perſonaliter exiſtentium, quorum Proceribus propter eorum fidelia & graviſſima ſervitia, atque fidelitates eximias, conſenſum non poſſumus denegare, decrevimus cum omnibus rebellibus, æmulis & adverſariis noſtris, in Regnis noſtris Hungariæ & Sclavoniæ, necnon in partibus Tranſſylvanienſibus conſtitutis & exiſtentibus veram pacem facere, & concordiam ſtabilire. Idcirco nos dictorum fidelium noſtrorum ſupplicationibus favorabiliter annuentes, ex innata nobis clementia, omnibus & ſingulis Prælatis, Baronib. Nobilib. Militib. Clientibus, necnon cujuſcunque alterius præeminentiæ vel conditionis hominib. in Regnis noſtris prælibatis Hungariæ & Sclavoniæ necnon partib. Tranſſylvanienſibus, commorantibus, ad eoſdemque pertinentibus, gratiam faciendi duximus in hunc modum.

(a) communément Valachie.

1. Primo namque, quod Regia pietate concedimus, quod omnes ipſi Prælati, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, & alii prætitulati, ac hæredes eorum, & cujuſlibet eorum, occaſione vel ratione erectionis Banderii alieni noſtri æmuli, & ſub ipſo contra noſtram Majeſtatem & alios noſtros fideles, diverſarum pugnarum & conſtructuum exercitationis, oblationis, etiam receptionis ſeu occupationis aliquorum caſtrorum, diſtructuum, villarum & poſſeſſionum, ſive combuſtionis & deprædationis illorum & illarum, necnon diſſipationis & perceptionis bonorum ſeu jurium noſtrorum Regalium, ſeu Eccleſiaſticorum, vel Nobilium, & generaliter quorumcumque hominum, ac etiam occaſione captivationis, ſpoliationis, interfectionis, ſeu mutilationis quorumcumque hominum, tam Nobilium quam ignobilium, nec non cuſſionis monetarum ſeu denariorum, & generaliter cujuſvis enormis facti, per eos vel aliquem eorum, ſimul vel diviſim, hucuſque quomodocumque vel qualitercumque factorum, geſtorum & perpetratorum, nullo unquam tempore, quovis modo per nos aut alios poſſint vel debeant impedire ſeu aliqualiter aggravari. Sed iidem à quibuſvis caufidicis intra vel extra judicium, abſoluti penituſque ſupportati habeantur, nec (b) eos quiſquam judex ordinarius Regni ratione prævia judicare (c) valeat aut damnificare, immo lites exinde ſubortæ vel oriundæ ſopiantur & ſedentur per judices antefatos.

(b) al. nos.
(c) al. valeant.

2. Idem

ANS de J. C. 1403.

2. Idem concedimus, quod ſi aliqui ex regnicolis noſtris prædictis quævis caſtra, munitiones ſeu fortalitia ſponte vel invite manibus alienis tradidiſſent, ſeu etiam ſi aliqua aſſumpta ibi votis extraneorum aliqua damna nobis vel regnicolis noſtris intuliſſent, aut ſuper civitates liberas, villas, oppida & poſſeſſiones noſtras, vel aliorum, cenſus, collectas vel taxas recepiſſent, aut ad urburas cameraſque ſalium, & lucrum cameræ, ſive aliorum quorumvis redituum & proventuum noſtrorum Regalium, vel regnicolarum, debite, vel indebitè ſe intromittentes diſſipaſſent, ratione horum nec nos nec per aliquem poſſint impediri, ſed penitus habeantur abſoluti.

3. Interea ſi qua caſtra, munitiones ſeu fortalitia, diſtrictus aut poſſeſſiones ad noſtram Regiam Majeſtatem cuipiam hominum regnicolarum prædictorum ſorent obligata, ille vel illa à nemine recipiant, niſi prius facta debita ſolutione, etiamſi ille, cui prius impignorata fuerant, alterque ea nomine pignoris obligaſſet.

4. Concedimus quoque, quod omnes donationes eis hactenus factæ majori ſigillo noſtro de novo fiendo confirmentur pro eiſdem.

5. Cæterum ſi contigerit in poſterum per regnicolas in Regno aliquam congregationem generalem celebrari, in eademque ratione præmiſſorum, nos vel aliquis ex regnicolis noſtris aliquem ex prædictis Baronibus, Nobilibus, Militibus, clientibus, vel ad ipſos ſpectantibus, ſimiliter conjunctum vel diviſim, quocumque exquiſito ingenio, condemnare aut aggravare vellemus, vel niteretur rebus & bonis univerſis facere, (*a*) valeamus atque poſſint.

(*a*) peut-être doit-on lire non valeamus, neque poſſint.

6. Inſuper omnes Epiſcopatus, dignitates & beneficia Eccleſiaſtica quælibet: Item caſtra Rohonch Jaurienſ. Hrwſow & Padalayn in caſu, quo Nicolaus, filius Stephani de Liblio, & (*b*) partem Podolayn non in honorem, ſed in perpetuum (*c*) habere dono ſcitur, necnon munitiones & poſſeſſiones à viris eccleſiaſticis vel ſecularibus, aut Nobilibus quovis modo ablatas, occupatas, & receptas, duximus eis, à quibus eædem abalienatæ fuerant, pleno jure remittendas, illis videlicet, pro quibus uterque Nicolaus, Waywodæ, Tranſſylvanienſes, duxerunt obſides nobis dandos.

(*b*) al. Patrem.
(*c*) al. habere.

7. Demum omnibus & ſingulis Prælatis, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, cæteriſque cujuſvis ſtatus & conditionis hominibus, & Regnis, & partibus ſuperius nominatis, pro quibus ipſi Waywodæ ipſos obſides eorum ſtare voluerint, uſque ad dies triginta à die datarum præſentium inantea memorandos ipſi nobis in ſcriptis nominatim intimaverunt gratiam facere, & eo modo, quo cæteris rebellibus, indulgere. De potioribus autem Proceribus ac ſociis ſequacibus, ſautoribus & adhærentibus ipſorum æmulorum noſtrorum, & cujuſlibet ipſorum, pro quibus obſides non habuimus, ſtatuimus, quod illi, ſi uſque ad feſtum Dominicæ Nativitatis nunc venturæ coram noſtra Majeſtate in dicto regno noſtro Hungariæ (*d*) exiſtente comparuerint, debeant, cum conſilio tamen Prælatorum, Baronumque noſtrorum conſilii noſtri, in forma aliis conceſſa, gratiam obtinere; ſi vero venire contempſerint, eis præſens gratia nihil ſuffragetur. De familiaribus vero quocumque æmulorum præfatorum, necnon de quibuſcumque Nobilibus in præfatis Regnis noſtris Hungariæ, Sclavoniæ, & in partibus Tranſſylvanienſibus, poſſeſſiones habentibus, decernimus, quod in præſens gratia ipſis generaliter computetur, ita tamen quod infra anni revolutionem proximè futuri, à die datarum præſentium inchoando, cauſa infidelitatis oſtendendæ coram noſtra Majeſtate ſe præſentando, litteras noſtras regales pro ſe obtineant ſuperiode. Quod ſi forte nonnulli ex rebellibus & æmulis noſtris ſuperius deſignatis, ſeu ex ſequacibus eorum, aliqua ſpolia, incendia, damna, maleficia, rapinas, cædes, ſeu alias cujuſlibet generis offenſiones demceps commiſerint, vel perpetraverint, ſeu quicquam contra Majeſtatem noſtram attemptare præſumpſerint, videlicet illi inter partes Tranſſylvanienſes & Drawam commorantes, poſt dies octo; illi vero de partibus Tranſſylvanienſibus, poſt dies viginti; ſed illi qui ſunt trans Drawam, poſt dies quindecim, à die datarum præſentium inantea computando, volumus quod poſſint, non obſtantibus contentis in literis noſtris, ſecundum formam juris & juſtitiæ condemnari.

(*d*) al. exiſtentes.

ANS de J. C. 1403.

8. Poſtremo donationes univerſas per noſtram Majeſtatem de poſſeſſionibus, caſtris, oppidis, & diſtrictibus dictorum Prælatorum, Baronum, Nobilium, Militum, Clientum, & ad eos pertinentium præſcriptorum, quibuſvis durante præſenti guerra hactenus factas, ſimul cum omnibus literis exinde ſcriptis vel confectis, irritantes atque annullantes, à prioribus poſſeſſoribus earundem cenſemus eo jure, quo antea poſſederunt, eas tenere, ac etiam gubernare: ſpondentes atque promittentes omnia præmiſſa, & ſingula eorum, eis & quibuſlibet eorum, & ad ipſos pertinentibus hæredibuſque ipſorum, purè & ſincerè, ſine omni dolo & fraude aliquali, bona fide & inviolabili mediante firmiter obſervare, ita videlicet, ut ibi aliquis eorum quovis modo reſiliendo contra noſtram Majeſtatem rebellizantes niteretur atque vellet, tunc nos talem cum Prælatis & Baronibus noſtris, qui tunc ipſi de conſilio noſtro fuerint, ſimul & conjunctim, non autem diviſim, agnitis ſuis demeritis, prout qualitas exiget, juxta Regni noſtri antiquam conſuetudinem punire valeamus. Datum Budæ feria proxima poſt feſtum S. Franciſci Confeſſoris, Anno Domini milleſimo quadringenteſimo tertio.

CCCXLI.

Hommage prêté par JEAN *Duc de Bretagne à* CHARLES VI. *Roi de France, le 7. Janvier* 1403. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 272.

ANS de J. C. 1403.

FRANCE ET BRETAGNE.

IN nomine Domini Amen. Hujus præſentis publici inſtrumenti ſerie cunctis præſentibus & futuris pateat evidenter, quod anno ejuſdem Domini milleſimo quadringenteſimo tertio ſecundum morem & computationem Eccleſiæ Gallicanæ, indictione duodecima, die ſeptima menſis Januarii, hora quaſi tertia poſt meridiem, Pontificatus ſanctiſſimi in Chriſto Patris, & Domini noſtri Domini Benedicti divina providentia Papæ tredecimi, anno decimo, Sereniſſimo Principi Domino Domino Carolo Dei gratia Francorum Rege, ſtante in Camera ſua in hoſpitio ſuo, vocato vulgariter hoſpitium ſancti Pauli, aſſiſtentibus ſibi Prælatis, Baronibus, militibus, & aliis perſonis notabilibus in multitudine copioſa; magnificus & potens Dominus Dominus JOANNES Dux Britanniæ & Par Franciæ ibidem exiſtens pro faciendo, ut dicebatur, homagium dicto Domino Regi de Ducatu & Pareria ſupra dictis, ad ipſius Domini noſtri Regis præſentiam perſonaliter acceſſit: & ibidem flexis genibus primitus, & deinde ſibi dicto per ipſum Dominum Regem, quod ſurgeret ſupra pedes, junctis manibus ſuis, caputioque ſublato poſuit dictas manus ſuas ſic junctas inter manus dicti Domini Regis. Et ſic ſtans nobilis vir & potens Dominus Guillermus Comes Tancarvillæ, ipſius Domini Regis conſanguineus, Conſiliarius & Cambelanus, dixit altâ voce & intelligibili, ita quod ad aures circumſtantium potuit devenire, in vulgari & Gallico idiomate verba formalia quæ ſequuntur. Monſeigneur de Bretaigne, vous faictes hommage au Roy voſtre ſouverain Seigneur, & le noſtre, qui cy eſt, de toute la Duché de Bretaigne, & de la Pairie de France, en la forme & maniere, que vos predeceſſeurs Ducs

ANS de Bretaigne l'ont faict à ſes predeceſſeurs Roys de
de J. C. France.

1403. §. 2. Quibus verbis per ipſum Dominum Comitem Tancarvillæ ſic dictis & prolatis, præfatus Dominus Dux Britanniæ proprio ore reſpondit in vulgari: Sie ego ipſum facio. Et his dictis Dominus Rex oſculatus eſt ipſum Dominum Ducem, prout in talibus eſt fieri conſuetum: quibus ſic actis, in eodem inſtanti nobilis & potens Vir Dominus Arnaldus de Corbeia miles Cancellarius Franciæ dictus expoſuit alta & intelligibili voce verbis Gallicis ſubſequentia in effectu. Domine Dux Britanniæ, homagium, quod feciſti Domino Regi hic exiſtenti, intelligit ipſe Dominus Rex, quod dictum homagium ſit ligium. Quoniam omnia homagia, quæ ſibi faciunt, & præſtant Vaſalli ſui, & maximè Pares Franciæ, de quibus eſtis unus, ſunt ligia etiam: & Dominus Dux Burgundiæ fecit dicto Domino Regi & prædeceſſoribus ſuis homagium ligium pro Ducatu Burgundiæ: & ſimiliter pro Pareriis, quas habet, & tenet ipſe Dominus Dux ratione Ducatus & Comitatus prædictorum. Et ut ſciatis, quod ita eſt, & veſtri prædeceſſores Ducet Britanniæ homagia talia fecerunt prædeceſſoribus dicti Domini Regis, vos audietis legere certas litteras, quas dicti prædeceſſores veſtri olim fecerunt: & tradiderunt Regi Franciæ pro tempore exiſtenti, quæ de hoc faciunt expreſſam mentionem. Et ilicò tunc per me Joannem de Sanctis notarium infra ſcriptum de mandato ipſius Domini Regis, & dicti Domini Cancellarii fuerunt lectæ duæ litteræ ſanæ & integræ, tam in membranis, quam in ſcripturis & ſigillis, prout prima facie apparebat: quarum primæ tenor talis eſt.

§. 3. Arturus Dux Britanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegavenſis, & Cenomanenſis univerſis ad quos litteræ præſentes pervenerint, ſalutem. Noveritis, quod ego feci chariſſimo Domino meo Philippo Regi Franciæ illuſtri homagium ligium contra omnes, qui poſſunt vivere vel mori de feodo Britanniæ, & de Andegavenſi, & de Cenomanenſi, & Turonenſi, quando Deo Volente ipſe vel ego prædicta acquiſierimus; ſalvis omnibus teneamentis, de quibus ipſe Dominus Rex, & homines ſui tenentes erant eo die, quo ipſe diffiduciavit Joannem Regem Angliæ, & pro interceptionibus, quas ei fecerat de hâc ultima gueria, * de qua ipſe obſedit Boutavant: tali modo, quod quando ego recipiam homagia de Andegavenſi & de Cenomanenſi, & de Turonenſi, ego recipiam homagia illa, ſalvis conventionibus inter ipſum & me factis; ita quod ſi ego reſiliierim à conventionibus inter ipſum & me factis, * ipſi cum feodis ſuis ibunt ad Dominum Regem, & ipſum juvabunt contra me. Inſuper autem de dominio Pictavenſi feci eidem Domino meo Regi homagium ligium, ſi Deus dederit, quod ipſe vel ego eum quocunque modo acquiſierimus. Barones vero Pictavenſes, qui imperii Domini regis ſunt, & alii quos ipſe voluerit, facient ei hommagium ligium de terris ſuis contra omnes, qui poſſunt vivere vel mori: & de præcepto ipſius facient mihi hommagium ligium, ſalva fide ejus. Si autem illuſtris Rex Caſtellæ in terra aliquod jus clamaverit, per judicium Curiæ Domini noſtri Regis Franciæ diffinietur, ſi ipſe Dominus noſter Rex Franciæ prædictum Regem Caſtellæ, & me de utriuſque noſtrum aſſenſu, non poterit pacificare. De Normania ſic erit, quod Dominus noſter Rex Franciæ hoc quod acquiſivit, & de eo, quod Dominus ipſi dabit acquirere, ad opus ſuum retinebit, quantum ſibi placuerit de terra Normaniæ. Actum apud * Garnocum, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſecundo, menſe Julio.

§. 4. Tenor verò ſecundarum litterarum ſequitur in his verbis. Ego Joannes Comes Britanniæ notum facio univerſis, tam præſentibus quam futuris, quod ego chariſſimo Domino meo Ludovico Regi Franciæ illuſtri, tanquam Domino meo ligio promiſi & juravi, quod nullo unquam tempore guerram ei faciam, nec heredibus ejus, nec per me nec per alium, nec alicui inimicorum ejus adhærebo, qui guerram cum ipſo habeat, vel cum heredibus ejus, vel in treuga ſit erga ipſum vel heredes ipſius. De his autem omnibus à me toto tempore vitæ meæ firmiter obſervandis feci ſecurum Dominum Regem per homines meos videlicet Andream de Vitriaco, Radulphum de Fougeriis, Herveum de Avaugorio, Draconem de Melloco, Gaufridum de Poencejo, & Dominum Caſtribrientii, qui de mandato meo eidem Domino Regi promiſerunt & juraverunt, & ſnas patentes litteras ipſi dederunt: quòd, ſi ego ab obſervatione conventionum prædictarum deficerem, ipſi cum totis feodis & terris, quæ de me tenent, ad ipſum vel heredes ejus venirent, & cum ipſis contra me ſe tenerent, donec ad voluntatem ipſorum eſſet emandatum; & ad hoc per totam vitam meam tenebuntur, & poſt deceſſum meum ab hac peregrinatione, erunt liberi & immunes. Si autem aliquis dictorum plegiorum decederet, ego heredem ejus, vel alium competentem in eadem forma teneor ſubſtituere loco ejus. Juravi inſuper, & promiſi eidem Domino Regi tanquam Domino meo ligio, quod omni tempore vitæ meæ ipſi, tanquam Domino meo ligio & heredibus ejus fideliter ſerviam, & quod ab eorum fideli ſervitio ullo unquam tempore non recedam: quod ut firmum ſit & ſtabile in futurum, præſentes litteras, ſigilli mei munimine confirmavi. Actum anno Domini milleſimo ducenteſimo trigeſimo nono, menſe Martio.

ANS de J. C. 1403.

§. 5. Qua lectura utriuſque dictarum litterarum ſic ad audientiam omnium facta, tranſlationes ipſarum factæ de verbo ad verbum in vulgari ſermone etiam lectæ fuerunt. Poſt quarum litterarum & earum tranſlationum lecturam ſic factam, Bernardus de Carohan dicti Domini Ducis Conſilarius præfato Domino Duci tunc aſſiſtens, dixit, quod ipſe Dominus Dux, & gentes ſecum exiſtentes benè intellexerant contenta in litteris ſupra lectis: de ipſiſque petuit copiam pro parte Domini Ducis ſupra dicti; dixitque poſtmodum, quod ipſe Dominus Dux dictum homagium fecerat ſalvis libertatibus, prærogativis & honoribus ducatus Britanniæ. Et etiam præfatus Dominus Cancellarius Franciæ tunc dixit, quod Rex receperat & reciepiebat homagium prædictum, ſalvo jure ſuo & alieno. De quibus omnibus & ſingulis dictus dominus Cancellarius Franciæ nomine dicti Domini noſtri Regis, & pro ipſo, ut decebat, petierat, & petuit fieri ad opus ipſius Domini noſtri Regis unum publicum Inſtrumentum, ſeu publica Inſtrumenta.

§. 6. Acta fuerunt hæc anno, indictione, die menſe & Pontificatu ſupra dictis: præſentibus inclyto & potenti Domino Carolo Domino Dalbreto Conſtabulario Franciæ, dicto Domino Cancellario, Reverendis Patribus Joanne Noviomenſi, Joanne Carnotenſi Epiſcopis, nec non magnificis & potentibus Dominis Jacobo de Bourbonio, Domino de Preaux, dicto Domino Comite de Tancarvilla, Joanne de Montagu vice Domino Laudunenſi hoſpitu dicti Domini noſtri Regis ſuperiori magiſtro, Joanne de Hangeſto, Domino de Hacquevilla magiſtro balliſtariorum, Reginaldo de Tria Admirallo Franciæ, nobilibus quoque Dominis Hutino Domino de Tivonea, Guillermo Martelli Domino de Baſquevilla, Collardo de Eſtouteville Domino de Torcy, Strabone de Heuſa, Collardo de Callevilla, Oliverio de Mauny Domino de Leſnen & Miniac, Carolo Domino de Savoyſi, Joanne Chanteprune dicti Domini noſtri Regis Conſiliario, pluribuſque aliis militibus & ſcutiferis, & aliis perſonis in multitudine magna pro parte dicti Domini noſtri Regis, & cum ipſo ibidem exiſtentibus. Et cum ipſo Domino Duce Britanniæ reverendis in Chriſto patribus Ancello Rhedonenſi Cancellario dicti Domini Ducis, Bernardo Nanetenſi, Guillelmo Briocenſi Epiſcopis, ac Joanne de Pontbriand

ANS de J. C. 1403.

briand Abbate monaſterii de Rhedon ordinis ſancti Benedicti, nobilibuſque & potentibus viris dominis, Joanne Domino de Rieux, Mareſcballo Franciæ, Joanne de Laval Domino du Gavre Carolo de Dinan, Domino Caſtribiandi, Guillelmo Domino de Mantelbano, Joanne Raguenel Vicecomite de la Belliere, Joanne Viarti, Guidone de Laval, Herveo de Caſtrogirono, Petro Eder, & Joanne le Barbu militibus, Guillelmo de Rieux, Petro de Rieux, Triſtano de Landa, Joanne Meſchinot, Joanne de la Muſſe, & Petro de Chaſtellay ſcutiferis, pluribuſque aliis teſtibus ad præmiſſa vocatis.

CCCXLII.

ANS de J. C. 1403.

Acte par lequel la FRANCE, *qui s'étoit ſouſtraite de l'obéiſſance du Pape* (a) BENOIT XIII. *rentre ſous cette obéiſſance. Fait à Taraſcon, le 8. Janvier*, 1403. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 274.

L'Egliſe et la France. (a) Ce Benoit eſt mis au rang des Antipapes. Il avoit juré avant que d'être Pape avec les autres Cardinaux de la même Faction, que celui qui ſeroit élû, ſeroit obligé de ceder, s'il étoit jugé neceſſaire, pour finir le Schiſme: mais il ſe moqua de ce ſerment, ce qui fit, qu'il fût réſolu dans une Aſſemblée de Prélats, qu'on ſouſtrairoit le Royaume de l'obéiſſance de Benoît, juſqu'à ce qu'il eût accepté la voye de ceſſion, & que cependant l'Egliſe Gallicane, conformément à ſes anciennes libertez ſeroit gouvernée par ſes Ordinaires, & ſuivant les Canons.

LA declaration faicte par le Roy noſtre Sire le vingt huictieſme jour de May mil quatre cens trois, ſuyve & demeurant en ſa vertu, & le ſerment ſur ce par luy faict preſents &c. Le Roy eſtant à noſtre Dame le plus ſolemnellement que faire ſe pourra, ſera publier ſon entention & declaration deſſus dicts preſens Noſſeigneurs les Ducs.

§. 2. Item Monſieur le Duc d'Orleans ſe faict fort d'avoir des Bulles de noſtre Sainct Pere de l'acceptation de la voye de ceſſion és trois cas, contenus en l'inſtrument, que mon dict Sieur d'Orleans a ſur ce.

§. 3. Item mon dict Seigneur d'Orleans ſe faict fort comme deſſus d'avoir Bulles de noſtre dict Sainct Pere; par leſquelles il revocquera toutes proteſtations, ſe aucunes en a faictes contre la voye de ceſſion, & revoquera & annullera tous proces, ſe aucuns en a faicts ou faict faire, pour occaſion de la dicte ſubſtraction, & qu'il n'en ſera, ne ſera faire aucuns dorenavant.

§. 4. Item que des autres articles contenus au Traicté des Cardinaux, en tant qu'il regarde le Roy & ſon Royaume, mon dict Seigneur ſe faict fort d'avoir Bulles, comme deſſus, afin que le Roy & ceux de ſon Royaume s'en puiſſent aider.

§. 5. Item que nulle diſcuſſion ne ſera jamais faite de la ſubſtraction, au Concile general ne autre part; & toutes injures, qui ont eſté faictes ou dictes à cauſe d'icelle, ou empeſchements données d'une part & d'autre, ſeront adnullés & pardonnés, & mon dict Seigneur ſe faict fort d'avoir bulles comme deſſus.

§. 6. Item le Roy noſtre dict Seigneur ſuppliera à noſtre dict Sainct Pere, qu'il veuille moderer les charges, qui ſont ſur l'Egliſe de FRANCE, & nos dicts Sieurs les Ducs par le commandement au Roy feront la diligence de ſe pourſuir par devers noſtre dit Sainct Pere.

§. 7. Item le Roy ne l'Egliſe de France n'entend point qu'aucune choſe ſoit innovée es collations & promotions faictes par les ordinaires durant la ſubſtraction, toutes fois ſe aucunes des dictes collations & promotions eſtoient alleguées eſtre nulles ou non valables ou adnullées pour Symonie ou autre cauſe raiſonnable, ſelon droict non touchant la ſubſtraction, le Pape en ſera ou pourra faire ce qu'il appartient de droict, juſtice & raiſon, & auſſi il pourra conferer s'il luy plaiſt les dictes promotions ou collations, ou aucunes d'icelles au proffict & faveur de ceux qui les ont eues par les dictes ordinaires, toutes voyes aucun empeſchement ſera mis pour quelconque reſervation ou vacation en Cour des Benefices, qui ont vaqué durant la ſubſtraction.

§. 8. Item le Pape celebrera un concile general de ſon obeiſſance, dedans un an ſelon la forme de droict, le pluſtoſt que faire ſe pourra, auquel ſera traicté & appoincté de la pourſuite de l'union deſſus dict, & des reformations & libertés de l'Egliſe, & des ſubſides & charges quelſconques, qui ſont de par de Cour de Rome ſur l'Egliſe de France; & le Pape mettra à execution ce qui ſera appoincté & ordonné au dict Concile. ANS de J. C. 1403.

§. 9. Item pour adviſer aucuns expedients ſur la dicte moderation, & ſur la pourſuite de l'Union, Reformation, & bon regime de l'Egliſe, ſeront de par le Roy & l'Egliſe de France en cette aſſemblée commiſes aucunes bonnes perſonnes de grand ſcieux & bonne conſcience; affin que la maniere, qui pourra eſtre traictée au dict Concile ſoit aucunement par eux adviſé. Charles, Jean, Loys & autres ſignatures qui ne ſe peuvent lire.

§. 10. KAROLUS Dei gratia Francorum Rex. Summus omnium bonorum diſpoſitor & creator, qui ſua miſeratione nos ad Regni faſtigium ſublimare dignatus eſt, cujuſque imperio cuncta creata ſubjecta ſunt, ſicuti (prout) ſibi placitum eſt de iis quæ inter mortales agitantur ordinat, ita quæ per ſapientiam hujus mundi concluduntur, interdum mutari diſponit, hominum quoque mentes ad hæc optat, (aptat) ut prudentia virtutum inſequentes, prout rerum ac temporum varietas exigit, ſic ſe temporibus accommodent.

§. 11. Sanè ſatis & meritò meminimus, noſtræque mentis acies continua lugubrique meditatione revolvit, quæ & quanta, quam dura quamque neſanda peſtis hujus virulenti ſchiſmatis proh dolor, nunc & ab inveteratis diebus in Eccleſia Sancta Dei diſcrimina parturiit, quibus etiam per illud periculorum labirinthis ortodoxorum animæ ſubjectæ ſunt, pro cujus extirpatione ferventi deſiderio caritateque ſuccenſi, quibuſcumque viis & modis poſſibilibus, nullis parcendo laboribus aut expenſis, pluribus congregationibus frequentatiſque conſultationibus Prælatorum, Magnatum, Cleri & Procerum Regni, Delphinatuſque noſtrorum ſuper hoc habitis, nec non ambaxiatis ſolemnibus quam plurimis apud Reges multos & Principes Chriſtianitatis ob hoc factis, totis niſibus curavimus laborare.

§. 12. Et tandem uſque ad hoc deventum eſt, quod dictis Prælatis & Clero dicti Regni & Delphinatus noſtrorum in hac noſtra Civitate Pariſienſi quinquennio fere jam exacto congregatis concluſum eſt, ſummo Pontifici Papæ Benedicto XIII. obedientiam ſibi jam exhibitam debere ſubſtrahi, quia viam ceſſionis non acceperat ſibi oblatam, ſub illa ſpe, quod per hoc unio ipſius Eccleſiæ velocius ſequeretur.

§. 13. Qua quidem concluſione ad effectum deducta, & ſi ad eam inducendam multæ cauſæ & rationes apparerent, tamen fructus optatus ac exinde ſperatus minimè ſecutus eſt, intruſuſque, cujus pertinacia propter hoc per ſubſtractionem ſuorum ſequacium flecti credebatur, nedum in aliquo depreſſus eſt, ſed in ſua duritia pertinacius, ut aſſeritur, perſeverat, dictique ſui ſequaces non modo ſe à ſua obedientia minimè ſubſtraxerunt, verum in ſua obſtinatione magis ac magis cotidiè roborantur.

§. 14. Quamobrem his in interiori noſtra meditatione penſatis fructum illum à dicta ſubſtractione ſperatum ſubſequi non videntes; attendentes etiam, quod prout ad noſtras aures per inſtrumenta publica & cariſſimorum amicorum noſtrorum Preneſtini & Saluciarum Cardinalium aliorumque fide dignorum relatus jam devenit, præfatus ſummus Pontifex viam ceſſionis ab eo requiſitam acceptavit, ad finem quod per hoc vera unio in Chriſti Eccleſia ſubſequatur; quam quidem viam ceſſionis intruſus ſuper hoc pluries cum inſtantia maxima requiſitus acceptare pertinaciter re-

ANS de J. C. 1403.

cuſavit, quodque Sacrum Collegium Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium, quos inter cæteros intrinſecus rei hujus penetratio mentalis accuratius prægurgere videtur, præcedentibus maturis conſultiſque deliberationibus, prout tantorum virorum diſcretionum intereſt & opus eſt tanto facto, inter ipſum ſummum Pontificem & eos agitatis & concluſis; à ſubſtractione per eos dudum facta omnimodè deſiſtentes præfato ſummo Pontifici ſuam plenam obedientiam reſtituere decreverunt, firmiſſimè confidentes, ut aſſerunt, quod per hoc ad dictam unionem citius poterit deveniri.

§. 15. Quapropter præmiſſis præmotus & merito noſter animus, quem ſemper ad ea quæ dictæ unioni proficere viderentur promtiſſimum habuimus & habemus; veſtigia progenitorum noſtrorum imitantes, qui nunquam in factis univerſalis Eccleſiæ defuiſſe leguntur, ſed ſemper in iis adhæſiſſe veritati, notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quod nos in Domino, cujus cauſa agitur ſpem ponentes, quod per reſtitutionem obedientiæ per nos dicto ſummo Pontifici faciendam amœnæ pacis Eccleſiæ Sanctæ Dei ſolatio, nobis cæteriſque Principibus hujus obedientiæ invicem fidei caritate unitis poterunt facilius & citius procurari; & conſilio & aſſenſu cariſſimorum patruorum noſtrorum Ducum Bituriæ & Burgundiæ, Germanique noſtri Ducis Aurelianenſis, & Avunculi noſtri Ducis Borbonii, de conſilio prætera Prælatorum, univerſitatum Pariſienſium, Aurelianenſium, Tholoſani, Andegavenſium & Montiſpeſſulani, Procerum ac nobilium plurimorum Regni noſtri, ſuper hoc ex intentione à nobis evocatorum, in ipſius Dei nomine, quem ſolum habemus præ oculis, ipſam ſubſtractionem in dictis Regno & Delphinatu noſtris de cætero ceſſare & nullius roboris in futurum eſſe decernentes, veram obedientiam præfato ſummo Pontifici Benedicto XIII. pro nobis toto Regno & Delphinatu prædictis, ſubditiſque noſtris quibuſcumque & cujuſcumque ſtatus & conditionis exiſtant, de noſtra certa ſcientia, maturaque deliberatione habita cum prædictis reſtituimus, eidemque ſummo Pontifici tanquam Papæ & vero Vicario Domini noſtri Jeſu Chriſti, deinceps per ipſos ſubditos noſtros obediri volumus, declaramus, ſancimus, præcipimus & mandamus; ſicuti anteactis temporibus Pontificibus Sanctæ Romanæ Eccleſiæ per eoſdem extitit obeditum.

§. 16. Diſtrictius inhibentes cunctis ſubditis noſtris jam dictis, quatenus Sanctionem & declarationem noſtras nullatenus infringere, nec eis auſu temerario contraire præſumant. Quod ſi quid aliqui ipſorum, contra præmiſſa facere præſumpſerint, indignationem noſtram cum gravi animadverſione ſe ſenſerint incurſuros. Mandamus inſuper & expreſſius injungimus univerſis juſtitiariis noſtris & eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatenus reſtitutionem hujuſmodi & omnia ſupra ſcripta in cunctis locis famoſis & notabilibus juriſdictionum ſuarum, ut ad omnium notitiam deducantur, faciant ſolemniter ac etiam celeriter publicari; & quos contra facere reperierint, graviter ſic puniant; quod cæteris cedat in exemplum. Quod ut perpetuæ ſoliditatis robur obtineat noſtrum præſentibus fecimus apponi ſigillum. Datum Pariſ. die penultima Maii anno Domini 1403. & Regni noſtri 22. ſic Signatum per Regem, Dominis Ducibus Bituriæ, Burgundiæ, Aurelianenſ. & Borbonii, nobiſque & quam pluribus aliis de magno conſilio præſentibus. P. Ferron. Lecta & publicata in Curia 19. Junii, anno 1404. Baye.

CCCXLIII.

ANS de J. C. 1404.

Traité entre CHARLES VI. *Roi de France, &* GABRIEL MARIE *Frére du Duc de Milan & Seigneur de Piſe. Fait en* 1404. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 277.

France et Pise.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex; & Dominus Januæ, notum facimus univerſis præſentibus pariterque futuris, quod viſis & attentis contentis in litteris ſeu publico Inſtrumento, cujus ſeu quarum tenor ſequitur in his.

§. 2. Strenuus miles Dominus Joannes Dominus Caſtrimorandi Sindicus, Ambaſſiator & Procurator Illuſtris & magnifici Domini Domini Joannis le Meingre dicti Boucicault Mareſcalli Franciæ Locum-tenentis Sereniſſimi Domini Francorum Regis, habens ad infra ſcripta plenam poteſtatem & bailliam vigore publici Inſtrumenti ſcripti manu Juliani Paniſarii Notarii & Communis Januæ Cancellarii die decima tertia præſentis menſis ex una parte; & magnificus Dominus GABRIEL MARIA de Vicecomitibus Piſarum Dominus ſuo nomine & ſucceſſorum ſuorum ex altera; pervenerunt & perveniſſe ſibi ad invicem confeſſi fuerunt ad infra ſcripta pacta, tranſactiones, conventiones, & compoſitiones, ſolemnibus ſtipulationibus hinc inde intervenientibus; renunciantes ſibi invicem exceptioni dictorum pactorum & conventionum, non factæ rei, ſicut ſupra & infra * non eſſe non ſe habentis, doli mali, metus, in factum actioni, conditioni ſine cauſa, & omni alii juri. Videlicet, quod dictus magnificus Dominus Gabriel Maria Piſarum Dominus promiſit & convenit dicto ſpectabili Domino Johanni Domino Caſtrimorandi dicto nomine ſtipulanti, & ad cautelam nobis Juliano Paniſario Notario & communis Joannæ Cancellario, & Framochio quondam Framochii Notario & commonis Piſarum Cancellario, tanquam perſonis publicis officio publico ſtipulantibus & recipientibus, nomine & vice dicti Sereniſſimi Domini noſtri Francorum Regis & ſucceſſorum ſuorum in Regno; ſe eſſe & perpetuò futurum, bonum & fidelem Vaſſallum ejuſdem Sereniſſimi Domini noſtri Francorum Regis & ſucceſſorum ſuorum pro & de Civitate Viſarum, & diſtrictu, caſtris, juribus & juriſdictionibus, hominibus & fidelitatibus hominum, terris, locis & pertinentiis ſuis, & quibuſcumque aliis terris & locis per ipſum ſeu ſucceſſores ſuos de cætero recuperandis & acquirendis, & ipſa omnia cum mero & mixto Imperio & omnimoda poteſtate & juriſdictione tenere in feudum nobile & gentile, paternum & antiquum ab ipſo Sereniſſimo Domino noſtro Rege & dictis ſucceſſoribus ſuis, ſub modis, pactis, formis & conditionibus infra ſcriptis.

§. 3. Videlicet quod ſalvis ſemper & exceptis his, quæ de caſtro & turri Liburni dicentur inferius, teneatur dictus Dominus Gabriel Maria inveſtituram recipere de prædictis à dicto Domino Regio Locumtenente vel a dicto Domino Johanne Domino Caſtrimorandi dicto procuratorio nomine, & eidem præſtare debitum fidelitatis juramentum.

§. 4. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria teneatur guerram & pacem habere & facere cum omni dominio, communitate, perſona & natione (exceptis tamen fratribus ipſius Domioi Gabrielis Mariæ, videlicet Dominis Duce Mediolani & Comite Papiæ, quos & dictus Locum-tenens Regius, vel dictus Dominus Joannes procurator dicto nomine propter parentelam, quam habent cum Illuſtriſſimo Domino Duce Aurelianenſi, & dictus Dominus Maria, quia fratres ejus ſunt, libenter excipiunt) quandocumque, ad mandatum vel ſimplicem acquiſitionem ejuſ-

ANS de J. C. 1404.

ejuſdem ſereniſſimi Regis & cujuſlibet Locum tenentis ejus, tam de perſona ipſius Domini Gabrielis Mariæ, quam de dictis civitate, caſtris & territorio Piſarum, quàm etiam de hominibus ſupra dictis; & alia etiam facere teneatur & debeat, quæ bonus & fidelis vaſallus, gentilis & nobilis de vero ſuo Domino facere tenetur & debet. Sanè tamen intellecto, quod ſi Sereniſſimus Dominus noſter Rex aliquos ex dictis hominibus in aliqua guerra ipſius Domini noſtri, vel ejus Locumteneus exercere voluerit, tunc dabit eiſdem hominibus rationabile ſtipendium vel expenſas congruas faciet.

§. 5. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria & ejus deſcendentes & ſucceſſores in dicto feudo dabunt quolibet anno eidem ſereniſſimo Domino noſtro Regi vel ejus Locumtenenti equum unum vel falconem unum peregrinum, in ſignum recognitionis veri Domini & feudi prædicti.

§. 6. Item quod in locis & fortalitiis Piſarum & ejus territorii erigi & tenere facere poſſit, teneatur & debeat dictus Dominus Gabriel Maria diebus & horis ſolitis vexilla inſignis Regii, in illis ſcilicet, in quibus vexilla aliqua, & ſpecialiter Dominii dictæ civitatis, erigi & teneri conſueverunt.

§. 7. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria ponet ſtatim in manibus & virtute dicti Johannis Domini Caſtrimorandi dicto nomine, vel ordinandi & conſtituendi ab eo, caſtrum & turrim Liburni cuſtodiendas per dictum Sereniſſimum Dominum noſtrum Francorum Regem, vel deputandos ab eo, aut ejus Locumtenente nomine Regio in perpetuum, expenſis ipſius Domini Gabrielis Mariæ & ſucceſſorum ſuorum, pro ſecuritate Regis & obſervantia omnium prædictorum, & pro utilitate dicti Domini Gabrielis Mariæ; acto etiam inter partes, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex, aut alius pro eo non poſſit ponere ad cuſtodiam dicti caſtri ſive fortalitiæ Liburni aliquem Januenſem vel ſubditos communis Januæ, ſed ſint tales deputandi ad dictam cuſtodiam Francigenæ, confidentes dicti Domini Gabrielis Mariæ, vel alii extranei, de quibus placuerit ipſi Domino noſtro Regi, vel ejus Locumtenenti.

§. 8. Item eſt pactum, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex non habeat neque exerceat juriſdictionem aliquam in terra Liburni & pertinentiis ejus, ſalvis ſupra ſcriptis & ſalvo in cuſtodiendo & cuſtodiri faciendo proprio nomine ipſius ſereniſſimi Domini noſtri Regis, & ad bonum & utilitatem dicti Domini Gabrielis Mariæ dictum caſtrum & turrim Liburni.

§. 9. Item eſt pactum quod dictus Sereniſſimus Dominus Rex noſter dictum caſtrum & turrim Liburni vendere, pignorare, aut alienare non poſſit contra & præter voluntatem dicti Domini Gabrielis Mariæ.

§. 10. Item eſt pactum, quod dictus Sereniſſimus Dominus Rex prædictus vel ejus Locumtenens mandet deputandis per eum ad cuſtodiam dicti caſtri & turris Liburni, quod recipiant & receptent in dictas caſtrum & fortalitiam dictum Dominum Gabrielem Mariam, & magnificam ejus matrem quoties voluerint caſtrum & fortalitiam prædictam intrare.

§. 11. Item eſt pactum, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex vel ejus Locumtenens mandet dictus deputandis ad cuſtodiam dicti caſtri & turris, quod non permittant aliquam gentem, cujuſcumque conditionis exiſtat, intrare aut ingredi portum aut terram prædictam Liburni contra conſuetudinem dictæ terræ, ſine voluntate dicti Domini Gabrielis Mariæ, aut ejus vicarii in terra prædicta, ſalvo ſi talis gens miſſa eſſet vel mitteretur in dictam terram per dictum Sereniſſimum Dominum Regem vel ejus Locumtenentem pro bono & ſalute dictarum terræ & fortalitiæ Liburni.

§. 12. Item eſt pactum, quod ſi (quod abſit) dicta terra Liburni capta vel obſeſſa eſſet ab inimicis Gabrielis Mariæ, vel ipſa terra quocumque modo rebellaret, ad cuſtodiam dicti caſtri deputandi tenentur dare tranſitum per dictum caſtrum omnibus armigeris & gentibus, quos dictus Dominus Gabriel Maria in dictam terram per dictum caſtrum tranſmittere voluerit, pro deſenſione, ſalute & recuperatione dictæ terræ Liburni, ſi opus fuerit.

§. 13. Item eſt pactum & promiſit dictus Dominus Sindicus & Ambaſſiator dicto nomine, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex & ſucceſſores ſui in Regno defendent, manutenebunt & conſervabunt dictum Dominum Gabrielem Mariam & ejus ſucceſſores contra quoſcumque ipſum offendere volentes, & ſimiliter contra quoſcumque ipſum præſentialiter offendentes, & ejus inimicos, ſicut facere tenetur & debet quilibet Dominus erga verum & fidelem ſubditum & vaſallum ſuum.

§. 14. Item eſt pactum, quod ſi defectu vel culpâ dictorum deputandorum ad cuſtodiam dicti caſtri vel aliter, dictum caſtrum perderetur vel perveniret in manus aut fortiam alicujus, dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex per ſuam benignam gratiam habebit & tenebit ipſum talem, in cujus virtutem ipſum caſtrum, ut ſupra, perveniſſet, pro inimico, & faciet guerram contra ipſum, donec caſtrum ipſum recuperatum, & in manus ejus vel ipſius Locumtenentis repoſitum fuerit.

§. 15. Item promiſit dictus Dominus Joannes Dominus Caſtrimorandi Procurator dicti Joannis le Meingre, proprio ipſius nomine, habens de hoc plenam bailliam vigore inſtrumenti prædicti, quod ipſe Dominus Joannes le Meingre ita faciet & curabit, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex habebit accepta, ratificabit ſolemniter & approbabit omnia & ſingula ſupra dicta & infra ſcripta infra menſes ſex proximè futuros & venturos.

§. 16. Dictus ſpectabilis Dominus Joannes Dominus Caſtrimorandi dicto nomine & vice Sereniſſimi Domini noſtri Regis & ſuorum ſucceſſorum in Regno, acceptans omnia & ſingula ſupra dicta cum pactis, modis, formis & conditionibus ſupra dictis, inveſtivit ipſum Dominum Gabrielem Mariam præſentem & recipientem, per annulum aureum, quem ipſe Dominus Sindicus & Procurator dicto nomine digito ipſius Domini Gabrielis Mariæ impoſuit, in feudum nobile, & quale ſupra, de dictis civitate, terris, caſtris & territorio Piſarum, juribus & juriſdictionibus ſupra dictis, & quibuſcumque aliis per ipſum Dominum Gabrielem Mariam in futurum acquirendis & recuperandis; ſalvis tamen his, quæ de caſtro & Turri Liburni ſuperius dicta ſunt; & promiſit dictus Dominus Sindicus & Procurator dicto Domino Gabrieli Mariæ præſenti, ſtipulanti & recipienti plenè attendere & obſervare omnia & ſingula ſupra dicta, & facere, quæ tenetur occaſione Inveſtituræ prædictæ.

§. 17. Quibus quidem legitimè factis ſupra dictus Dominus Gabriel Maria dictam Inveſtituram in modum prædictum flexis in præſentia dicti Domini Procuratoris & Sindici genibus, recipiens reverenter & acceptans, juravit ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis ſcripturis, & præſtitit eidem Domino Sindico & Procuratori nomine Regio, ut ſupra recipienti fidelitatis debitæ Sacramentum, jurando & promittendo eidem Domino Sindico & Procuratori ſe futurum fidelem Vaſallum prædicti Sereniſſimi Domini noſtri Regis de ſupra dictis infeudatis & inveſtitis, & attendere complere & obſervare omnia & ſingula, quæ vigore & occaſione præſentis infeudationis tenetur, & quæ in capitulis veteris & novæ formæ fidelitatis juris Canonici & civilis continentur; ſalvis ſemper omnibus in præſenti inſtrumento contentis; quæ omnia & ſingula ſupradicta dictæ partes dictis nominibus ſibi invicem promiſerunt attendere,

ANS de J. C. 1404.

ANS de J. C. 1404.

dere, complere & obſervare, & contra non facere vel venire de jure vel facto aliqua ratione vel cauſa ſub hypotheca & obligatione bonorum ipſorum præſentium & futurorum, ratis ſemper manentibus ſupra dictis.

§. 18. Actum Piſis in Palatio Reſidentiæ dicti Domini Gabrielis Mariæ in Camera magna inferiori, anno dominicæ nativitatis, milleſimo quadringenteſimo quarto indictione undecimâ, ſecundum curſum Piſarum, die decima quinta Aprilis horâ veſperarum, præſentibus Comite Guidone de Mutiliana, Domino Geronæ, * Marchione Eſtenſi, Domino Joanne Domino de Capella Milite, Paulo de Sabellis, Joanne de Colomna, Domino Reynerio de Zazis de Piſis Milite, Petro Malherba, Guillelmo Alexi, Petro de Montiono Secretario Regio, & Benedicto de Andoria Notario Cive Januæ, vocatis & rogatis. Julianus Panizarius Imperiali auctoritate Notarius, Regius Secretarius & communis Januæ Cancellarius prædictis omnibus unà cum dicto Framochio Notario interfui, & rogatus de eis præſens publicum inſtrumentum compoſui, cum additione ſupra ſcripta in ultima linea appoſita; quæ additio debet ſequi illud verbum, matrem; errore ſcriptoris omiſſa, quod tamen inſtrumentum per alium extrahi feci, aliis occupatus.

§. 19. Nos litteras ſive Inſtrumentum præinſertum omniaque & ſingula in eis contenta, in quantum opus eſt ac nos, heredes & ſucceſſores noſtros Reges Franciæ concernunt & tangunt, concernereque & tangere poſſunt aut poterunt in futurum, atque pro nobis & heredibus ac ſucceſſoribus noſtris, noſtroque & eorum nomine promiſſa ſunt & conventa, ratas & gratas habentes, eaſdem laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus per præſentes ex certa ſcientia auctoritateque Regia & gratia ſpeciali volentes & concordantes expreſſè eas & ea valere, inviolabiliterque teneri & obſervari, perpetui & inviolabilis roboris firmitatem & ſtabilitatem nunc & perpetuis temporibus, abſque variatione & infractione aliquibus obtenturas, & abſque eo, quod caſtrum & turrim Liburni vendere, diſtrahere, donare extraque Regias manus ponere, ſeu transferre, aut aliàs contra tenorem & formam Inſtrumenti ſuprafcripti, nec non & præſentium diſponere in toto ſeu in parte, nos aut ſucceſſores noſtri jam dicti valeamus, debeamus, aut nobis aut eis liceat præſentibus aut poſteris temporibus, quibuſpiam titulo, occaſione, ſeu cauſa tacitis vel expreſſis; quod ſi factum foret, aut fieri (quod abſit) contingeret in futurum, nullius eſſe valoris, imò haberi tenerique volumus & ordinamus totaliter pro infectis, etiamſi de ipſis in præſentibus oporteret expreſſam & diſtinctam facere mentionem.

§. 20. Et ut hæc omnia & ſingula ſuperius contenta & declarata firma ſint & ſtabilia & roboris perpetui obtineant firmitatem, præſentes litteras noſtri ſigilli fecimus appenſione muniri. Datum Pariſiis menſe Auguſti, anno milleſimo quadrageſimo quarto, & Regni noſtri vigeſimo quarto. Sur le reply eſt eſcrit, per Regem, Domino Duce Bituriæ, Domino Joanne de Monteacuto Magiſtro Magno Hoſpitii & pluribus aliis præſentibus; & au deſſoubs ainſy ſigné Ferron. A coſté eſt eſcrit, Collatio facta eſt, & au deſſoubs, ſigillata de mandato Regis expreſſo. Sçellé d'un ſceau pendant à un cordon de ſoye verte & rouge.

CCCXLIV.

ANS de J. C. 1406.

Bulle par laquelle le Pape BENOIT XIII. *convient de la Ceſſion du Papat, pour la paix de l'Egliſe. Donnée à Taraſcon près d'Avignon le* 8. *Janvier* 1406. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 281.

LE PAPE ET LA FRANCE.

BENEDICTUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei Univerſis Chriſti fidelibus ad quos præſentes litteræ pervenerint, ſalutem & Apoſtolicam Benedictionem, ſcrutator mentium & omnium cognitor ſecretorum Dominus Jeſus Chriſtus, cujus vices in terris gerimus, licet immeriti clarè novit, quod à principio aſſumptionis noſtræ ad Apoſtolatus Officium ad ſedationem peſtiferi ſchiſmatis (proh dolor!) in Dei Eccleſia nuoc vigentis, quod diu ante ortum habuerat, nec tamen potuerat obviante inimico generis humani extirpari, & procurandum Sanctæ Dei Eccleſiæ ſalutiferam unionem, totis affectibus & omnimoda ſinceritate diligenti ſolicitudine cupivimus & incepimus laborare firmiter in noſtro proponentes animo id, quod expediens eſſet unioni Eccleſiæ adimplere pro viribus ſecundum eos modum & ordinem, quos divina juſtitia, ſincera caritas, animarum ſalus, & ipſius Eccleſiæ utilitas exegiſſent, de quibus etiam ſatis innoteſcere potuit diligenter & ſolicitè intuentibus, reſponſiones quaſdam quas circa materiam procurandæ unionis hujuſmodi alias motam, & viam nobis ceſſionis apertam, recolimus nos feciſſe; verum quia hiis non obſtantibus, ut ex relatis fide dignorum & præſertim dilecti filii noſtri oobilis viri Ludovici Aurelianenſis Ducis percepimus nonnulli tam Eccleſiaſtici, quam ſeculares conati fuerunt hactenus & etiam conantur nobis impingere, quod eminentiam hujus ſtatus, quem nobis, teſte Deo, non procuravimus ſic inordinata affectione cootendimus retinere, quod minquam ſuimus intentionis nec ſumus, pro unione Eccleſiæ, papali cedere dignitati, nos præfato filio noſtro Duci Aurelianenſi, qui ſuper hiis & nonnullis aliis negotiis Eccleſiam & ipſius unionem tangentibus ad noſtram acceſſit præſentiam, ſinceritatem noſtræ intentionis, quam ſemper habnimus & habemus, & effectum quem geſſimus, gerimus, & gerere intendimus ad ſalutem animarum omnium & Eccleſiæ unionem & pacem per ordioem & confidenter expreſſimus oraculo vivæ vocis.

2. Qua expreſſione ſic facta ipſe nobis cum inſtantia ſupplicavit, quatenus expoſita ſibi de hujuſmodi intentione & affectu noſtris ſub Bulla noſtra plumbea & tradi faceremus in ſcriptis, per quam ipſe cariſſimo in Chriſto filio noſtro Carolo Regi Francorum Illuſtri fratri ſuo, ſinceritatem noſtræ intentionis hojuſmodi & affectum melius poſſet & convenientius iotimare, & obduramur ora eorum, qui conficta oblo. quendi materia, veritati contraria divulgantes nos de ſiniſtra iotentione in proſecutione unionis Eccleſiaſticæ diffamabant.

3. Nos igitur ne ex ſilentio & obmiſſione noſtris Sanctæ Dei Eccleſiæ & nobis aliquod poſſit impoſterum præjudicium generari, pro ipſius Eccleſiæ & noſtri juris conſervatione ante omnia præmittentes, quod per declarationem hujuſmodi noſtræ intentionis ſeu bujus noſtræ Bullæ traditionem non intendimus, ſicut nec debemus, quomodocunque reſtringere Eccleſiæ libertatem, nec clavium poteſtatem, & noſtræ in aliquo derogare, nec nos judicio hominis cujuſcumque ſubmittere, ſeu cuiquam alii neceſſitati aſtringere, oec ad aliud obligare quàm ad id, ad quod ſumus ex divinæ legis juſtitia, diſpoſitione jurium, & injunctæ nobis ſervitutis officio obligati, nec

ANS de J. C. 1406.

nec in aliqno penitus conſentire, quod rectæ & Catholicæ fidei non conveniat vel ſit contra bonos mores, ſeu in divinæ Majeſtatis offenſam, cum noſtram intentionem ſit declarare, & declarationem ipſam dicto filio noſtro Duci, ut petivit, voluerimus tradere, ſolum ad ſervandum mentem prædicti filii noſtri Regis & aliorum, ad quos notitia hujus noſtræ declarationis pervenerit, quibus forſan notum non erat noſtræ intentionis propoſitum in hâc parte, & ad imponendum ſilentium nos diffamantibus, ut præfertur, & quieti ſtatus Eccleſiæ, prout melius poſſumus conſulendum; quod in præfatis noſtris reſponſionibus aliàs factis erat implicitum explicantes: declaravimus tenore præſentium noſtræ intentionis ſemper fuiſſe & eſſe, ubi ceſſio de Papali dignitate & officio per nos fienda eſſet, & erit expediens Eccleſiæ Sanctæ Dei, & per eam & ex ea celeris & indubitata unio in Dei Eccleſia utiliter & ſalubriter ſequeretur, & Papali dignitati & ſtatui, ac noſtro indubio, * quod in eis habemus, pro Dei reverentia & animarum ſalute cedere effectu ſpontaneo, & perſonam inſuper & vitam exponere corporalem, licet ejuſdem intentionis noſtræ fuerit & ſit, juris & juſtitiæ vias, ubi per eas utiliter & ſalubriter unio Eccleſiæ fieri poſſet & poſſit, non excludere, tanquam conſonas divinis & canonicis inſtitutis animabus ſalubres & honeſtati Sanctæ matris Eccleſiæ concedentes, quaſcumque proteſtationes, ſi quas hujuſmodi ceſſioni * cum ſit, ut præmittitur expediret, per nos fiendæ contrarias vel adverſas ſubſequatur, ſub quacumque ſerie, forma, ſeu expreſſione verborum forſam, ut aliqui ſuſpicantur, hactenus fecimus ad tollendam ſuſpicionem hujuſmodi, caſſantes & adnullantes, ac habentes penitus pro infectis.

4. Obſecramus igitur præfatum Regem & alios quoſcumque Reges & Principes eunctoſque fideles, ad quos declaratio hujuſmodi noſtræ intentionis pervenerit, per viſcera miſericordiæ Jeſu Chriſti, cujus cauſa agitur & deprecamur ac hortamur in Domino, ut pro Dei ſervitio & Apoſtolorum Petri & Pauli & ſedis Apoſtolicæ reverentia & animarum ſalute præfatam noſtram declarationem affectione filiali ſuſcipientes, & tantæ cladi matris Eccleſiæ, quæ eos regeneravit in Chriſto, benigno compatientes affectu, ad extirpationem præſentis ſciſmatis, & ſalubrem proſecutionem Eccleſiaſticæ unionis, nobis velit ſuum benignum & favorabile impartiri auxilium, ut tenentur, ut per illud nobis & Eccleſiæ militanti favorabiliter præſtitum, & alia pia opera, quæ Domino inſpirante fecerint, poſt tranſitoriæ vitæ curſum permanſurum, conſequantur præmium & gaudium Eccleſiæ triumphantis.

5. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ præmiſſionis, explicationis, declarationis, caſſationis, adnullationis, intenuonis, obſecrationis, deprecationis & hortationis infringere, vel ei ſuſu temerario contraire, ſi quis autem hoc attemptare præſumſerit, indignationem omnipotentis Dei & Beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Taraſcon. Avinion. Dioceſ. ſexto Jd. Januarii, Pontificatus noſtri anno decimo.

CCCXLV.

ANS de J. C. 1406.

Bulle de BENOIT XIII. *pour la Convocation d'un Concile. Donnée à Taraſcon, le* 8. *Janvier* 1406. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 282.

Le Pape et le Concile.

BENEDICTUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, univerſis Chriſti fidelibus, ad quos præſentes litteræ pervenerint ſalutem & Apoſtolicam benedictionem, nuper ſiquidem eum dilectus filius noſter nobilis vir Ludovicus Dux Aurelianenſis, Cariſſimi in Chriſto filii noſtri Karoli Regis Francorum Illuſtris germanus ſuper nonnullis negotiis Eccleſiam & ejus unionem tangentibus ad noſtram præſentiam acceſſiſſet, inter cætera pro parte dicti Regis nobis expoſuit, quod pro directione & proſecutione unionis Eccleſiæ Sanctæ Dei eidem Regi videbatur expediens celebratio Concilii generalis, nobis propterea ex parte ipſius Regis, & ſua cum inſtantia ſupplicando, quatenus dignaremur generale Concilium, ſecundum formam ſacrorum canonum celebrare. Nos autem qui à pluribus antea temporibus hoc captata oportunitate gerebamus in votis, ſupplicationem hujuſmodi gratam habentes pariter & acceptam, dictique Regis modum & zelum in Domino commendantes eidem ſupplicationi omni promptitudine duximus annuendum, & quia ad celebrationem hujus Concilii favorem præfati & aliorum fidelium Regum & Principum nobis & Eccleſiæ Dei cenſuimus & cenſemus fore multipliciter oportunum, ſuper nonnullis citconſtantiis concernentibus ipſum Concilium ipſius Regis honori in his & aliis cupientes juxta poſſe deferre, prædicto Duci aperimus latius mentem noſtram, paterno eum deprecantes & exhortantes affectu, quatenus apertum ſibi noſtræ mentis propoſitum Serenitati Regis ipſius ſeriolius vellet per ordinem explicare, ut ſic de omnibus neceſſariis & oportunis tanto negotio habita proviſione Deo grata, Eccleſiæ utili, & ipſius & aliorum Regum fidelium honeſtati congrua & honori, ad ulteriorem tanti negotii executionem ſalubrius & commodius, divina nobis ſuffragante clementia, procedere valeamus. Datum Taraſcon, Avinion. Dioceſ. ſexto Jd. Januarii, Pontificatus noſtri anno decimo.

ANS de J. C. 1406.

CCCXLVI.

ANS de J. C. 1406. Le Pape et la France.

Arrêt du Parlement de Paris, au nom de CHARLES VI. *Roi de France, contre l'abus des* ANNATES, *& contre les autres uſurpations de* BENOIT XIII. *Donné à Paris, le* 11. *Septembre* 1406. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 283.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes literas inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quod cum nuper pro parte quam plurimorum numero grandi Regni noſtri Prælatorum Pariſiis tunc exiſtentium, nec non filiæ noſtræ dilectæ Univerſitatis ſtudii Pariſienſis, nobis querulosè fuiſſet expoſitum, quod Eccleſiæ noſtrorum prædicti Regni & Delphinatus Viennenſis pro magnitudine gravium exactionum & onerum eiſdem Eccleſiis per BENEDICTUM Papam XIII. quam ſuos anteceſſores, contra communis diſpoſitionem juris impoſitarum, oppreſſæ atque in tantum gravatæ hactenus fuerant & erant, quod cædem in magnam pauperiem ac ruinam corruebant, & in deſolationem undequaque vergebant, niſi per nos de remedio ſublevarentur; finantiæ etiam ſuper iiſdem Eccleſiis exactæ de eodem Regno noſtro in magnum & irreparabile Reipublicæ Regni ejuſdem noſtri præjudicium exportabantur.

§. 2. A nobis quibus Eccleſiam, præſertim ſupradictorum Regni & Delphinatus noſtrorum ab omni oppreſſione præſervari incumbebat, & unde ſpecialiter aſtricti & obligati Deo, Creatori noſtro rationem eramus reddituri, humiliter ſupplicando, quantocius providere dignaremur: ut Miniſtri & aliæ Eccleſiaſticæ perſonæ divinis inſiſtentes & famulantes, vivere Eccleſias ſibi conceſſas regere, earum ædificia in bono & decenti ſtatu tenere, alioſque actus ſuam profeſſionem & fundatorum ſuorum diſpoſitionem concernentes exercere valerent. Et ob hoc nonnulli

ANS de J. C. 1406.

& plures de noſtro magno Conſilio, ad videndum & deliberandum ſuper his & aliis Eccleſiam prædictam tangentibus, quid rationabiliter fieri poſſet & deberet dudum commiſſi & deputati, aliqua nobis ſuper dictis exactionibus referenda vidiſſent, & adviſaſſent ſeu deliberaſſent.

§. 3. Quia tamen Prælatis & filiæ noſtræ præfatis videbatur dictam deliberationem largius declarandam fore, iidem Prælati & filia noſtra aliquas declarationes & additiones cum deliberatione & adviſamento ſupra dictorum noſtrorum Conſiliariorum feciſſent; eaſque noſtræ Parlamenti Curiæ cum nominibus dictorum noſtrorum Conſiliariorum, qui dictæ deliberationi præſentes affuerunt in quadam ſchedula ſub noſtro contraſigillo miſiſſemus, & per literas noſtras patentes eidem Curiæ noſtræ mandaſſemus, & eidem poteſtatem & auctoritatem impartiendo expreſſè injunxiſſemus, quatenus ad eandem Curiam Advocatis & accerſitis de noſtro prædicto magno Conſilio & Requeſtis noſtri hoſpitii tot & talibus, prout eidem Curiæ noſtræ bonum videretur; ipſa noſtra Curia Eccleſiæ prædictorum Regni & Delphinatus noſtrorum ſuper contentis in dicta ſcedula provideret, ſecundum quod nobis eſſe faciendum conſuleret; prout hæc & alia latius & luculentius ex ipſarum noſtrarum ſerie ac tenore literarum liquebant: conſtitutis propter hoc in eadem noſtra Curia Procuratore noſtro generali, nec non chariſſimi Patrui noſtri Ducis Biturienſis, & ipſa filia noſtra univerſitate Pariſienſi, pro parte ejuſdem filiæ noſtræ, ſub his verbis Apoſtolicis: ſubtrahatis vos ab omni fratre ambulante inordinatè.

§. 4. Propoſitum fuit, quod Sacroſancta mater noſtra Eccleſia, entium ad inſtar naturalium & politiarum, macrocoſmi videlicet & microcoſmi (qui ſunt major & minor mundus) in pondere, numero & menſura à ſummo creatore (Philoſophis atteſtantibus) dirigi debeat atque regi in ordine; quorum elementis quatuor primam diſtribuerat materiam idem Creator omnium, in ſuam grandem naturæ portionem eorum cuilibet totaliter conferendo, quantum alteri; & iſdem ex ſe invicem viciſſitudinem ſui alimenti & ſuſtentamenti referendo; adeò ut quod unum ipſorum ſub æquinoctiali (aut) polo per alterius converſionem deperdidiſſet, de alio recipere & ſibi reſtaurare ipſius naturæ munere & inſtinctu & increatæ ſapientiæ providentia dignoſceretur, ſic Regalis, ſic Ariſtocratiæ & Democratiæ, politiarum noſtrarum * rectorem nutrimentum ſeu ipſorum majorem partem omnium ſubjectorum ſeu inferiorum abſorbere ullus unquam ſufficeret. Quemadmodum in microcoſmo, ſi ad exceſſum alterum membrorum alimoniam cæteris egentibus ſumeret, unde corpus ipſum in languorem & exinanitionem vergere contingeret, medio ſubſtractivo ſeu reſtrictivo hujuſmodi ſuperabundanti membro eſſet occurrendum.

§. 5. Sed Benedictus ſupra dictus neque modum, neque pondus, neque menſuram in Eccleſia & Eccleſiæ ſubjectis obſervare conſueverat, quin magis ipſis jugis & ſervitutibus importabilibus, à nonnullis defunctorum ſucceſſoribus ſpolia auferendo, ab aliis Prælaturarum & Beneficiorum Eccleſiaſticorum vacantias extorquendo, à quibuſdam exigendo arreragia tanquam debita præteritorum & incognitorum temporum, à Beneficiatis ſuorum, quæ de novo obtinebant, beneficiorum, primam expetendo, & percipiendo annatam; ab his qui tempore ſubſtractionis obedientiæ dudum ſibi per nos & Clerum Regni ac Delphinatus noſtrorum prædictorum factæ, ad Prælaturas ſeu dignitates, aut alia Eccleſiaſtica beneficia promoti fuerant, fructus (quos dictæ ſubſtractionis tempore malè perceptos fuiſſe dicebat) recipere entendo; & procurationes capiendo Prælatis Archidiaconis, & aliis ordinariis pro viſitatione debitas; aliſque exactionibus ac extorſionibus indebitis adegerat, affecerat & contorſerat, adigebat, afficiebat & contorquebat.

ANS de J. C. 1406.

§. 6. Contra jura non tam Chriſticolarum, quam ethnicorum quorumcunque, apud quos & ab omni tempore Clerum, ab omni munere & ſervitute fuiſſe liberum compertum erat. Eos enim non ancillæ filios, ſed liberæ * qua libertate Chriſtus eos liberaverat, teſte Apoſtolo, ipſoſque ſub his adhortante verbis: ſtate & nolite iterum jugo ſervitutis contineri. Nam ut eadem noſtra filia dicebat: in Politia ſæculari quis Principem tàm à nobili quàm ignobili annatas primas omnium hæreditariorum in aliquem quoquo titulo tranſlatorum excipere & extorquere fatagentem, non tyrannum aut fuæ Politiæ everſorem cenſeret, & talem Rectorem ſuſtinere valeret. Quanto minus erat idem Benedictus (qui Miniſter & non Dominus Eccleſiæ ab Evangelica veritate aſſerebatur) primarum annatarum fructus ſibi tyrannicè approprians beneficiorum tolerandus.

§. 7. Illud parvipendens Samuelis in Regum libro populum alloquentis & dicentis; loquimini de me coram Domino & coram Chriſto ejus, utrum bovem alicujus tulerim vel aſinum, ſi quempiam calumniatus ſum, ſi oppreſſi aliquem, ſi de manu cujuſquam munus accepi, & reſtituam vobis; & dixerunt: non es calumniatus, nec oppreſſiſti nos, neque tuliſti de manu alicujus quippiam, exemplo tamen cujus inſtrui & terminis rationabilibus contentari, non exactioni & concuſſioni pecuniarum tyrannicis inhiare debebat, Evangelio exhortante. Neminem concutere neque calumniam facere, & contentum eſſe debere ſtipendiis, ipſius Apoſtoli exemplo, in Apoſtolorum actibus dicentis; argentum & aurum nullius concupivi, ſicut ipſi ſcitis, quoniam ad ea, quæ mihi opus erant, & his qui mecum ſunt miniſtraverunt manus iſtæ. Ego, inquit Apoſtolus, ſcio, quoniam poſt deceſſum meum intrabunt lupi rapaces in vos non parcentes gregi. Quam rapacitatem Spiritu Prophetico clarè proponebat pronuntiaſſe filia noſtra, Prophetam Ezechielem ſuis ſub his verbis: facti ſunt greges mei in rapinam, & oves meæ in devorationem, eo quod non erat Paſtor; neque enim quæſierunt Paſtores gregem meum, ſed paſcebant Paſtores ſemetipſos, & greges meos non paſcebant. Propterea, inquit Dominus, ceſſare eos faciam, ut ultra non paſcant gregem meum, & liberabo gregem meum ab ore eorum, & non erit eis ultra in eſcam.

§. 8. Ex quo clarum eſt Prophetia Domino Benedicto ſupra dicto, qui tanta confuſione & inordinatione cupiditatis debacchabatur, ſubſtractionem, nedum financiarum ſupra dictarum ſibi fieri debere, ſed plenariam; quamvis alios & dudum ſibi factam, & jure & facto durare ac tenere cenſeret, & in eadem ſe permanere profitebatur eadem filia noſtra, ex eo præſertim, quod reſtitutionem obedientiæ per nos eidem Benedicto factam nullam eſſe, ſub conditione non impleta, & ſub cauſa, cujus nullus ſequebatur effectus factam, prout per ſcedulas quaſdam, in ipſa reſtitutione contentas apparere dicebat. Eccleſia etiam Regni ac Delphinatus noſtrorum prædictorum auctoritate dictam reſtitutionem minimè factam & per conſequens ipſam ſubſtractionem durare, ſeu ipſam aut ſaltem dictarum pecuniarum & financiarum eidem Benedicto fieri debere; cum idem Benedictus ad deſtruendam Eccleſiaſticam poteſtatem * non hominis Apoſtolo teſte; contra Sanctæ Synodi autoritatem diffinientis: nullum Epiſcopum expetere debere aurum & argentum à Parentibus vel Clericis vel monachis, qui ſub eo ſunt; Gregorii, Bernardi & aliorum Sanctorum Doctorum, imo Evangelii auctoritatem; dictas financias in Eccleſiæ prædictæ ſubverſionem & exitium extorqueret.

§. 9. Eamdem autem ſubſtractionem per eandem noſtram curiam & Prælatorum & dictæ filiæ noſtræ Conſilio faciendam eſſe dicebat eadem filia noſtra exem-

ANS de J. C. 1406.

exemplo Regis Joas, qui conſilio Jojadæ Sacerdotis pecuniis ad templi reparationem deſtinatis, quibus ſacerdotes ſui temporis abutebantur manum appoſuerat, & earum partem ad neceſſitatem divinis famulantium, partem ad mercedem Latomorum, & partem in Architectorum ſalarium partiebatur. Unde dictum in ipſius laudem prodierat, quod Rex Joas rectum fecerat coram Domino cunctis diebus, quibus eum docuerat Jojada ſacerdos, per quem eadem filia ſummos Doctores intelligi dicebat.

§. 10. Et quod ejuſdem filiæ oppreſſioni providere nobis aut eidem Curiæ noſtræ incumberet, & auctoritate & naturali ratione & proprii juris jurandi debito & anteceſſorum noſtrorum exemplo apparere, eadem filia noſtra oſtendebat * Ambroſii in libro de Patriarchis neceſſitatem defenſionis Eccleſiarum Regi pertinere aſſerentis. Recto præterea rationis dictamine, quo gentes etiam quæ legem non habent eidem Benedicto dictarum finantiarum exactionem eſſe ſubſtrahendam diffinient; ad quod propris vinculum juramenti noſtræ coronationis (in qua unicuique de Prælatis & Eccleſiis ſibi commiſſis canonicum privilegium & juſtitiam ſervare, & defenſionem pro poſſe contra oppreſſores adhibere promiſeramus) nos adigebat ac ſpecialiter aſtringebat.

§. 11. In exemplum erant Rex Joas prædictus, prædeceſſoreſque noſtri remporibus Bonifacii, Clementis, Gregorii, & aliorum quondam ſummorum Pontificum, per hujuſmodi, dum injuſtas exactiones piè fundatorum beneficiorum fraudabantur intentiones, & à ſua ſalute & gloria defunctorum animæ morabantur captivæ. Quod ſi eorum hoſtes & veritatis ſuppreſſores hanc perſecutionem & inobedientiam eſſe prætenderent; (cum Deo magis, quam hominibus eſſet obediendum) hæc hominum vaniloquia (Papa Pelagio aſſerente) nos nequaquam retardare deberent: Errant, inquit, hujuſmodi erroris fabulatores; non perſequitur, qui malum jam factum punit, aut prohibet, ne fiat, ſed diligit.

§. 12. Ex quibus conformiter ad ſui thematis verba eadem filia noſtra requirendo concludebat, quatenus ſubſtractio fieret eidem Benedicto Obedientiæ aut ſaltem dictarum financiarum & pecuniarum exactionis. Quodque pecuniæ in manibus collectorum aut ſubcollectorum exiſtentes in noſtra manu arreſtentur, & his quibus eidem Benedicto aliquid occaſione prædictorum debere imponatur, ne ſolverent, inhiberetur.

§. 13. Procuratoribus generali noſtro, ac dicti noſtri Patrui ſub excuſatione proteſtantibus, ſe non affectionis inordinatæ libidine aliquid dicere velle, & ſe ſi notæ aut reprehenſionis dignum aliquid dicerent debitæ correctioni ſubmittentes, ac ulterius proponentes: quod Eccleſiæ fuerant & erant per Principes temporales fundatæ ac dotatæ, quarum dos ſeu patrimonium autoritate capi nequibat aut debebat. Licet enim Conſtantinus Eccleſiæ Romanæ ſedis præeminentiam, quam ſibi dari Conſtantinopolitana, Alexandrinaque & aliæ nonnullæ Eccleſiæ contendebant tribuiſſet: ratioque ſuaderet & vellet, ut Prælati, qui fidem publicarent, divinis inſiſterent, Eccleſiaſtica frequentarent officia, & ſacramenta miniſtrarent, neceſſaria referrent ſui ſtatus & vitæ; non tamen intelligebat, quod ipſi exactiones imponerent, nulla præſertim urgente neceſſitate. Nam Archiepiſcopus (quo nomine Romanæ urbis Epiſcopum ſcriptura nominat) ſuper ſuis ſuffraganeis ſeu eorum ſubjectis exactiones imponere jura vetabant.

§. 14. Quod ſi Eccleſia Romana cæterarum caput & principalis exiſtens, ut ſicut ſeculi varietates & viciſſitudines, & temporum, mentium, & animorum malitia, in aut à ſuo (quod majus & auctius Regno noſtro poſſidebat) patrimonia ſorte aliqua diſturbabatur, quo minus ipſo liberè uteretur; cæteras movere debebat Eccleſias, excitare, adhortari & requirere de ſubſidio charitativo, quod eidem Eccleſiæ Romanæ annui poſſet & deberet; cum tamen conſilio, moderamine & juſta cauſa, abſque præjudicio, culpa non præcedente, durante neceſſitate, ac de conſenſu & benignitate Principum, Patronorum, & aliorum Prælatorum, & non cum gravamine aſſiduo & indiſtincto cæterarum Eccleſiarum; quas utique & præſertim horum noſtrorum Regni & Delphinatus ſupra dictus Benedictus paſſim & Phariſæorum more, qui decimas 10 differenter de plantulis, herbis, baccis, & omnis generis fructibus exigebant, cum gravi compulſione ſubſidiis & exactionibus inſolitis, & contra libertates Eccleſiæ, exagitabat & premebat.

ANS de J. C. 1406.

§. 15. Quibus, cum ſecularis juſtitia Eccleſiaſticæ ſubſidio & juvamini ſemper fuiſſet (alterum enim alterius ſemper egebat auxilio) neceſſitas occurſandum impellebat, ſuadebat æquitas, exigebat ratio, ac totius clamor populi incutiebat, intereſſeque præterea noſtrum hujus ruinæ impendens, nos ſtimulabat, ne venerabilium hujus noſtri Regni Eccleſiarum, tanto charitatis ardore extructarum; & quarum fundatores & auctores dicebamur, tam miſera, tam flebilis & tam neglecta ſubreperet deſtructio; Exemplisque inſtrueremur egregiis; Theodoſii, Honorii, Conſtantini, Caroli Magni, aliorumque anteceſſorum, qui corruptelis contra Eccleſiam ipſam, quandocunque attentatis ſolerter obviaverant ac ſuccurrerant liberalirer. Subſidium autem quod Eccleſiæ eidem conferre poteramus & debeamus erat, eidem Benedicto in hujuſmodi abuſionibus non obedire, obedientiamque ſubtrahere. In quo nullatenus juxta Beati Thomæ de Aquino & aliorum Eccleſiæ Doctorum authenticorum Doctrinam peccabamus.

§. 16. Ex quibus aliis pluribus aſtructis rationibus concludebant ac requirebant: quatenus eadem Curia noſtra juxta noſtras mandatorias literas, inhibendo dicti Benedicti Officiariis; ne quas ratione præmiſſorum exigerent in dictis Regno ac Delphinatu noſtris pecunias ac exactas, & penes eoſdem Officiarios exiſtentes arreſtari, uſque ad Prælatorum congregationem faciendam provideret.

§. 17. Pro parte Benedicti & ſuæ Cameræ officiariorum, ab adverſo extitit requirendo propoſitum, quod cum materia prætagitata grandis & alia jura ſedis Romanæ, cujus erat ipſe Benedictus caput, ſuamque Cameram, & antiqua deveria ſua ac Cardinales concerneret & tangeret; idemque Benedictus & Cardinales nullo in eadem noſtrâ Curiâ Procuratore fulcirentur, quo cauſa præſens deduci, foveri poſſet aut defenſari; & Prælati noſtri Regni ad proximum omnium Sanctorum feſtum congregandi dicerentur, in cujus temporis interſtitio nullum vertebatur periculum; eadem noſtra Curia ſuperſedere vellet, prout tenebatur.

§. 18. Præfata filia noſtra in contrarium proponente ac dicente, quod radix pro parte ipſius Benedicti propoſitorum invalida cenſeri debebat, eo quod eadem filia noſtra proceſſum ſubire ordinarium non intendebat, ſed ſibi ab ipſa noſtra Curia proviſionem fieri, quam abſque mora referre debebat. Nam quantuſcunque eſſet Papa ſeu Prælatus, non erat ſuus, ſed omnis ejus poteſtas ſive dignitas & alius cujuſlibet magis Eccleſiæ quam perſonæ. De jure igitur Benedicti ſive Eccleſiæ Romanæ faciendum erat, quod ad profectum pertinere videbatur Eccleſiæ, & non ipſius præjudicium, reſte Apoſtolo, Eccleſiæ ſuppoſita ſub his compellante verbis: Templum Dei eſtis vos, & Spiritus Sanctus habitat in vobis, ſi quis illud violaverit, diſperdet illum Dominus, ſubdit: Non glorietur quis in hominibus, omnia enim veſtra ſunt ſive Cephas, ſive Paulus, ſive Apollo. Pecuniæ autem ſive finantiæ, quas idem Benedictus exigebat non ad Eccleſiæ profectum, ſed ipſius & animarum tendebant interitum, cujus interitus & præſentis horrendi ſchiſmatis erant medium & ſomes. Quare à nobis &

ANS de J. C. 1406. eadem noſtra Curia (quibus judicium miniſtrare erat neceſſe hujuſmodi mortiferæ peſtilentiæ, nnn tam rejiciendæ, quam penitus & abſque ulla mora tollendæ erant; cum & unumquemque Jure gentium, gladium de manu interfectoris conteſtum eruere, & vim vi repellendo interficere liceret.

§. 19. Ex his prout ſupra requirendo, dictis noſtro & patrui noſtri Procuratoribus ſuam requeſtam fieri requirentibus, attento per notorias exactiones ſæpe dictas, Reſpublica ex defectu Prædicationum & ſubjectorum viſitationum & correctionum & alias, ut ſupra, multipliciter contra ſacrorum canonum inſtitutiones gravabatur; quodque querelas ſuas non proceſſum inituri, ſed remedio proviſionis innitentes intentabant, nec erat qui contrarium opponeret, ad hoc & ut ſupra concludentibus.

§. 20. Officiariis ipſius Benedicti in contrarium contendentibus, & ut negotium abſque præcipitatione protelaretur, quantum pro abſentibus ſupplicari fas erat, prout ſupra inſtantibus nec quicquam innovaretur concludentibus. Tandem auditis hinc inde ad plenum partibus antedictis in omnibus, quæ dicere ac proponere circa præmiſſa voluerunt & in arreſto appunctuatis ad audiendum jus.

§. 21. Congregatis igitur ejuſdem noſtræ Curiæ noſtri Parlamenti Cameris, convocatiſque & aſtantibus in notabili numero de Gentibus noſtri magni Conſilii, ac viſis ſupra dictis literis & ſcedula; conſideratis ioſuper & attentis diligenter, & cum magna & longa deliberatione omnibus circa hæc attendendis & conſiderandis, & quæ eandem noſtram Curiam in hac parte poterant & debebant movere; per præfatæ Curiæ noſtræ arreſtum, prædictis obtemperando literis per eandem filiam noſtram impetratis dictum fuit.

§. 22. Quod dictus Benedictus & officiarii ſui ceſſabunt in noſtris Regno & Delphinatu ab exactionibus annatarum primarum fructuum & emolumentorum prælaturarum, dignitatum, & aliorum beneficiorum quorumcunque vacantium, ſeu quæ vacuerunt aut vacabunt, tàm pro primis annatis, quàm etiam fructuum & emolumentorum, qui tempore ſubſtractionis alias eidem Benedicto factæ & vocationis Prælaturarum, dignitatum, & aliorum beneficiorum obvenerunt, ſeu obveniunt qualitercunque, nec non procurationum pro viſitationibus debitarum & arrerагiorum quorumcunque ratione præmiſſorum vel aliarum exactionum indebitarum. Ipſaſque procurationes poterunt Prælati, Archidiaconi & alii ordinarii, quando ipſos ſuos ſubjectos viſitare contigerit * & levare. Ceſſabunt etiam Cardinales & Camerarius Collegii à perceptione illius partis, quam in vacationibus Prælaturarum pro primis annatis vel alias ante præſens arreſtum percipiebant, & arrerагiorum quorumcunque occaſione præmiſſa debitorum.

§. 23. Et ſi aliquid ex his, quæ levara ſeu exacta fuerunt occaſione prædictorum apud collectores ſeu ſubcollectores aut alios quoſcumque exiſtit ſeu remanet, ſub manu noſtra arreſtabitur, & id arreſtavit & arreſtat ipſa Curia noſtra.

§. 24. Et per idem arreſtum eadem Curia noſtra ordinavit & ordinat, quod excommunicationis ſententia præmiſſorum occaſione illigati relaxabuntur; & hæc quouſque alias per eandem Curiam noſtram extiterit ſuper præmiſſis ordinatum.

§. 25. In cujus rei teſtimonium præſentibus litteris noſtrum juſſimus apponi ſigillum. Datum Pariſiis, in Parlamento noſtro, die undecima Septembris, milleſimo quadringenteſimo ſexto & Regni noſtri vigeſimo ſexto. Per arreſtum Curiæ, Baye.

CCCXLVII.

Union au Domaine de France, des Places Limitrophes du Royaume, en indemniſant ceux qui les poſſédent, faite par CHARLES VI. *Roi de France, à Paris au mois d'Avril*, 1407. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 288.

ANS de J. C. 1407. LA FRANCE.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, ſçavoir faiſons à tous preſens & advenir; Que comme pour le bien, tuition, & defenſe de noſtre peuple, & l'utilité de la choſe publique de noſtre Royaume, nous ayons droict, & nous ſoit loiſible par puiſſance ſouveraine & eſpeciale prerogative Royalle, de prendre & appliquer à noſtre domaine, les Terres, Chaſteaux, Ports de mer, & autres lieux, eſtans en frontiere de nos ennemis, que nous veons eſtre neceſſaires à la generale garde, tuition, & defenſe de nos ſubjects, & à la ſeureté univerſelle de noſtre dit Royaume; en faiſant condigne recompenſation à ceux, deſquels nous prendrons les dicts lieux du loyal prix & juſte valeur d'iceux lieux, & des autres intereſts & loyaux couſtemens; & de ce droict ayent jouy & uſé nos devanciers Roys de France, quand neceſſité & expediente utilité de la dite choſe publique de noſtre dit Royaume l'a requis, & y eſt ſurvenuë.

2. Et il ſoit ainſi, que noſtre amé & feal Chevalier, Chambellan & Conſeiller Jean Harpedenne, ait nagueres acquis par certains moyens la ville, terres & Caſtellenie de Taillebourg, tenuë en ſoy des Religieux, Abbé, & Convent de Sainct Jean d'Angely, avec toutes leurs appartenances, & appendances quelconques; leſquelles ſont aſſiſes en pays de frontiere de nos dits ennemis prés de Bordeaux, & ailleurs ſur Ports de mer, par leſquels l'on pourroit legerement deſcendre à grand nombre de navires & de gens, pour grever nous, noſtre Royaume, noſtre pays de Xainctonge, & nos dits ſubjets, ſi garde & proviſion n'eſtoient miſes ſur les dits Ports, & audict pays. Et leſquelles Terres, Chaſtellenie, & Port de mer, avec ſes appartenances & appendances, nous ſont moult neceſſaires à eſtre en noſtre main, & appliquées à noſtre domaine, pour la tuition & defenſe de nos dits ſubjets, & pour tout le bien public de noſtre dit Royaume. Et leſquelles Terres, Chaſtellenie & Port de mer, ſe elles ſe alienoient, ou eſtoient miſes hors de noſtre main, és mains de nos dits ennemis, par quelconque maniere que ce fuſt, par mauvaiſe garde, ou autrement, comme par pluſieurs fois depuis quarante ans eſt advenu, pourroit grandement dommager nous, noſtre dit Royaume, & nos dits ſubjets au dict pays de Xainctonge, noſtre ville de la Rochelle, & d'ailleurs environ, ſi remede ny eſtoit mis.

3. Et pour ce voulnos aucunement pourveoir à la ſeureté du dit pays, lequel a eſté durement traité par nos dits ennemis juſques à cy, & auſſi de tous nos autres ſubjets, pour aucunes grandes cauſes & conſiderations, euës en noſtre Conſeil, & autres, qui à ce nous ont meu & meuvent: Voulans en ce uſer de noſtre droict & prerogative Royale, par puiſſance & Seigneurie ſouveraine, avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons par ces preſentes, que icelles ville, Terres & Chaſtellenie de Taillebourg, & Port de mer; enſemble la dite ville de Cluſeau, & toutes leurs appartenances & appendances quelſconques, que l'on dit eſtre de nouvel acquiſes par le dit Harpedenne en quelque maniere, & pour quelconque cauſe, que ce ſoit, ſoient Royaument miſes & appliquées à noſtre dit domaine: & des maintenant par ces preſentes les y mettons & appliquons de noſtre dite puiſſance & auctorité Royale, pour en jouir deſormais comme de noſtre

ANS de J. C. 1407.

ſtre propre choſe & domaine, au profit & feureté de nous, de nos dits ſubjets, & dudit pays, en recompenſant & voulant recompenſer toutes voyes en argent comptant pour une fois iceluy Harpedenne, du prix des couſtemens, frais & miſſions raiſonnables par luy faits, tant en l'acqueſt des dictes terres & Chaſtellenie, comme autrement deuëment; laquelle choſe nous entendons faire briefvement.

4. Si doonons en mandement à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans noſtre Parlement, & qui les tiendront pour le temps advenir, les gens de nos Comptes, & Treſoriers à Paris, & à chacun d'eux, ſi comme à luy appartiendra, que incontinent ces lettres veoes, ils mettent Royaument en noſtre dite main, les dites terres & Chaſtellenie de Taillebourg & du Cluſeau, & les appliquent à noſtre domaine, comme dict eſt, & icelles facent gouverner en juſtice, & en Recepte, & autrement doreſnavant de par nous, comme noſtre propre domaine. Et pour ce que ce ſoit ferme choſe & ſtable à tousjours, nous avons fait mettre à ces preſentes noſtre ſeel, ſauf en autres choſes noſtre droict, & l'autruy en toutes. Donné à Paris au mois d'Avril, l'an de grace mille quatre cens & ſept, & de noſtre Regne le vingſeptieſme. Signé ſur le replis, Par le Roy en ſon Conſeil. Ou le Roy de Sicile, Monſeigneur le Duc de Berry, Vous, l'Archeveſque de Sens, l'Eveſque de Noyon, le grand Maiſtre d'Hoſtel, le Maiſtre des Arbaleſtriers, & autres eſtoient. Signé, Derian. Et ſcellé d'un grand ſeau de cire verte, pendant en cordon de ſoye rouge & verte.

CCCXLVIII.

ANS de J. C. 1409. BRABANT ET GORLITZ.

Traité de Mariage entre ANTOINE *Duc de Brabant, &* ELIZABETH *fille de Jean Duc de Gorlitz. Fait à Prague le 27. Avril*, 1409. Aubert le Mire, Donationum Belgicarum Lib. II. Cap. CXVIII. pag. 568.

WENCESLAUS Dei gratia Rom. Rex ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, notum facimus, quòd ad petitionem CAROLI Dei gratia Francorum Regis, & aliorum illuſtrium Domus Franciæ Principum, avunculorum, & patruorum ejuſdem domini Caroli, nec non ob ſingularem favorem, quem ad perſonam illuſtris ANTONII Ducis Brabantiæ, conſanguinei noſtri, habere dignoſcimur, matrimonii ſive parentelæ contractum inter ipſum ANTONIUM & illuſtrem ELIZABETH, natam quondam illuſtris domini *Joannis* Ducis Gorlicenſis Principis, fratris noſtri cariſſimi, neptem noſtram cariſſimam, hoc modo & ordine duximus ordinandum, ſic videlicet:

Quod nos eamdem neptem noſtram *Eliſabeth* prædicto *Antonio* Duci Brabantiæ tradere debemus & volumus legitimam in uxorem. Cui etiam Eliſabeth nepti noſtræ, in favorem hujus matrimonii, roboramus, approbamus, ratificamus & confirmamus omnia jura, ſucceſſiones & devolutiones, quæ ſibi de jure, conſuetudine & ordine, poſt noſtram, nec non ſereniſſimi domini *Sigiſmundi* Regis Ungariæ, fratris, & etiam illuſtris JUNOCT Brandeburgenſis & Moraviæ Marchionis, patrui, noſtrorum cariſſimorum, mortem, poſſunt competere quovis modo.

In caſu videlicet, quo nos Regem Ungariæ, & Judocum Marchionem, liberis & heredibus ex noſtris corporibus procreatis, poſt nos non derelictis, ab hac luce (quod avertat Deus) migrare contigerit. Quo caſu nos WENCESLAUS Rom. & Bohemiæ Rex, ipſam Eliſabeth reddimus habilem, & habilitamus ad ſuccedendum. Debebit quoque ipſa ſuccedere & ſuccedet ad omnes dignitates, Principatus, dominia & terras noſtras, nec non eorumdem Regis Ungariæ & Marchionis, pacificè & quietè, jure & ordine, ut ſuprà, impedimentis non obſtantibus quibuſcumque. ANS de J. C. 1409.

Item quo caſu nos, Regem Ungariæ, & Marchionem Judocum heredes & liberos ex noſtris corporibus procreatos habere contigerit, tunc Ducatus Gorlicenſis, Marchionatus Luſatiæ, necnon alia dominia, ſive terræ, quos, quæ & quas JOANNES quondam Dux Gorlicenſis, præfatæ Eliſabeth genitor, habuit, dum vixit in humanis, tenuit & poſſedit, ad ipſam Eliſabeth, liberos & heredes ſuos devolventur, & pertinebunt pleno jure, impedimentis non obſtantibus quibuſcumque.

Item præfatæ *Eliſabeth* nepti noſtræ ſavimus & indulſimus, regiaque auctoritate Bohemiæ indulgemus, ut ipſa, & ejus nomine *Antonius* prædictus, Ducatum Luxemburgenſem, cum Comitatu de *Chiny*, & Advocatia *Alſatiæ*, cum ſuis pertinentiis (quæ omnia præfatus Judocus à nobis Bohemiæ Rege ſupradicto, vi pignoris, tenet & poſſidet) ab eodem Judoco redimere, & exſolvere poſſit & valeat.

Quæ etiam *Eliſabeth* ſe de cætero, quamdiu ſibi vita comes fuerit, ejuſdem Ducatus Luxemburgenſia Ducilſam poterit effectualiter nominare. Et ſi eadem Eliſabeth liberos & heredes, ut ſperatur, habere contigerit, tunc hujuſmodi ſui liberi & heredes ad ipſum Ducatum Luxemburgenſem, Comitatum *Chiny* & Advocatum Alſatiæ ſuccedere debebunt, & ſuccedent, & vaſalli regni, & Coronæ Bohemiæ hereditariè nuncupari, ipſorumque Ducatus, Comitatus & Advocatiæ erunt veri heredes & Domini.

Item ſi prædicta Eliſabeth liberis & heredibus ex jam dicto matrimonio non derelictis, dies ſuos clauderet extremos, vel etiam ipſa Eliſabeth, liberis ex hujuſmodi matrimonio exiſtentibus, deceſſerit, & poſteà iidem liberi & heredes etiam decederent, tunc idem Antonius, heredes & ſucceſſores ſui, Ducatum Luxemburgenſem, cum Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alſatiæ, cum territoriis, civitatibus, villis, opidis, caſtris, ſortalitiis, & eorum univerſis pertinentiis (caſtro *Feis* dumtaxat excepto) pro hujuſmodi ſumma pecuniæ, pro qua ipſa Eliſabeth ſeu Antonius, ſuo nomine, ipſos & ipſam à præfato Judoco, virtute indulti, (ut præmittitur) redemerit & exſolverit, abſque aliqua fructuum, reddituum & proventuum de eiſdem Ducatu Luxemburgenſi & Comitatu Chiny, & etiam Advocatia Alſatiæ, perceptorum defalcatione, quos in ſortem ipſius ſummæ principalis computari nolumus quoquo modo, verùm ipſos eidem *Antonio* donavimus & donamus, de gratia ſpeciali, titulo veri & juſti pignoris, habere, tenere, & pacificè poſſidere, cum omnibus ſuis pertinentiis quibuſcumque debeant & debebunt, tenebunt & poſſidebunt, ita amplè & integrè, ſicut Dux *Wenceſlaus* defunctus tenuit umquam, illos & illam, ipſo vivente.

Tamdiu & quouſque eidem Antonio, vel ſuis heredibus & ſucceſſoribus præfata pecuniæ ſomma per nos, heredes, & ſucceſſores noſtros, unà cum centum & viginti millibus Florenorum Rhenenſis monetæ, quos præfatæ *Eliſabeth*, in ſubſidium felicis conſummationis dictæ ſuæ parentelæ & matrimonii, in & ſuper ipſo Ducatu Lucemburgenſi, Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alſatiæ, cum pertinentiis ſuis, nos Wenceſlaus de munificentia noſtra ſpeciali dedimus, & gratioſè deputavimus, parata in pecunia, data, perſoluta & numerata fuerit integraliter & ad plenum.

Item dictus Antonius dabit & firmabit, dat & firmat prædictæ Eliſabeth in ſuo dotalitio Comitatum *Chiny*, civitatem *Juodii*, cum caſtro ibidem, Præpoſituram *Dorbuy* & *Baſtonach*, cum ipſarum pertinentiis univerſis, ad præfatum Ducatum ſpectantibus, per ipſam, quamdiu ſibi vita ex alto conceſſa fuerit, ſine impedimento quolibet, quietè & pacificè poſſidenda.

ANS de J. C. 1409.

denda. Sic tamen, quòd hujuſmodi bona, poſt ipſius Eliſabeth obitum, ad dictum Antonium, heredes & ſucceſſores ſuos vice verſa devolvantur, per ipſos, vice pignoris, prout expreſſatur ſuperiùs, poſſidenda.

Item nos poteſtatem & omnimodam facultatem redimendi & exſolvendi Ducatum Lucemburgenſem, cum Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alſatiæ, prædictos, cum ſuis pertinentiis univerſis à dicto Antonio, heredibus & ſucceſſoribus ſuis, ſive cauſſam ab eis habentibus, nobis, & ſucceſſoribus noſtris quibuſcumque Bohemiæ Regibus, & Coronæ Bohemiæ, plenariè pro ſummis & expenſis, ac modo & forma, ut præmittitur, reſervamus.

Item declaravimus & declaramus ipſum ANTONIUM prædictum, ritè, benè & juſtè ad dominium Ducatus Brabantiæ legitima ſucceſſione deveniſſe, & ipſo Ducatu cum ſuis pertinentiis licitè & bono titulo gaudere debere.

Et inſuper in quantum opus eſt, aut fuerit, omne jus, quod nobis tamquam Romanorum, aut etiam Bohemiæ Regi, ratione Ducatus Lucemburgenſis, aut alàs in Ducatu Brabantiæ, per modum devolutionis, ſeu alio quocumque modo competit aut competere poteſt, & unà cum hoc, omne jus, quod nobis in caſtris & fortalitiis inter Moſam & Rhenum ſitis, ad Ducatum Lucemburgenſem ſpectantibus, quæ idem Antonius ad præſens tenet & poſſidet, competere dicitur, eidem Antonio, heredibus & ſucceſſoribus ſuis dedimus & damus, & in eos plenariè tranſtulimus & transferimus.

Et idem Antonius ipſum Ducatum Brabantiæ cum ſuis pertinentiis, à nobis Romanorum Rege, infra unius anni ſpatium (dum tamen ſibi infra dictum annum locum & diem competentem aſſignaverimus) in feodum ſuſcipere debebit propria in perſona, & nobis ratione hujuſmodi homagii, univerſa & ſingula præſtare & facere, ad quæ ille Princeps & vaſallus ſacri Romani Imperii, tanquam ſuo naturali Domino, obligatus & aſtrictus eſt, quomodolibet, conſuetudine vel de jure.

Item nos Wenceſlaus Rex Romanorum & Bohemiæ præfatus, unire & conſœderare debebimus, unimus & conſœderamus cum dictis JOANNE & ANTONIO Ducibus Burgundiæ & Brabantiæ per præſentes, ſic videlicet, quòd ipſi nobis, heredibus & ſucceſſoribus noſtris Bohemiæ Regibus, in noſtris ac ſacri Romani Imperii, necnon Coronæ Bohemiæ negotiis atque cauſis, & ſignantur adverſus *Rupertum* de Bavaria, adverſarium noſtrum, cum duobus millibus lanceatis, propriis ſuorum ſumptibus & expenſis..... Datum Pragæ anno M. CCCC. IX. die 27. Aprilis, regnorum noſtrorum anno Bohemiæ quadrageſimo ſexto, Romanorum verò trigeſimo tertio.

CCCXLIX.

ANS de J. C. 1410.

ORLEANOIS ET BOURGUIGNONS.

Traité de Paix fait entre les ORLEANOIS *& les* BOURGUIGNONS, *au Château de Wiceſtre prés de Paris, le* 2. *Novembre* 1410. Continuation de l'Hiſtoire & Chronique de Flandre par Denis Sauvage. pag. 197.

LE ſecond jour de Novembre, eſtans aſſemblés au chaſteau de Viceſtre, dont ce traité de paix prit ſon nom, veindrent à concluſion, par la forme ſuyvante. C'eſt aſſavoir quant aux principaux poincts, que les Princes du ſang Royal, tant d'un coſté que d'autre (excepté le Comte de Mortaigne) retourneroyent en leurs terres & Signeuries, remenans leurs gens de guerre, avec le moins de dommage qu'ils pourroyent faire au plat-païs, & ſans paſſer ſur les terres les uns des autres. Que nuls deſdicts Princes & Signeurs ne retourneroyent devers le Roy: ſinon qu'il les mandaſt par lettres patentes, ſeellees de ſon grand ſeau, & confirmees par ſon Conſeil, pour cauſe néceſſaire: &, s'il avenoit qu'il mandaſt le Duc de Berry, ſemblablement il manderoit le Duc de BOURGONGNE: & ainſi, au contraire, mandant le Duc de Bourgongne, il manderoit le Duc de Berry. Que nuls deſdicts Princes & Signeurs ne procéderoyent plus doreſnavant les uns contre les autres par voye de faict, ne de parolles outrageuſes, ſur telles peines, que le Roy ordonneroit par conſeil. Que le Roy eliroit quelques perſonnes ſuffiſantes & idoines, non ſuſpectes, ne penſionnaires d'aucune des deux parties, ains ayans ſeulement ſerment au Roy, pour eſtre de ſon Conſeil, apres que les Signeurs d'un coſté & d'autre les auroyent approuvees. Que les Ducs de Berry & de Bourgongne auroyent par-enſemble le gouvernement de Monſieur le Dauphin: & de commun conſentement commettroyent qui auroit telle charge, au lieu d'eux, en leur abſence. Finalement, que Meſſire Pierre des Eſſars, Prevoſt de Paris, ſeroit privé de tous offices Royaux, y pourvoyant le Roy de telsautres officiers, que bon luy ſembleroit.

ANS de J. C. 1410.

CCCL.

ANS de J. C. 1411.

ORLEANOIS ET BOURGUIGNONS.

*Défi des Enfans de la Famille d'*ORLEANS *à* JEAN *Duc de Bourgogne fait le* 18. *de Juillet*, 1411. Continuation de l'Hiſtoire & Chronique de Flandre par Denis le Sauvage. pag. 200.

CHARLES Duc D'ORLEANS & de Valois, Comte de Blois & de Beaumont, & Signeur de Coucy, Philippe, Comte de Vertus, & JEAN, Comte d'Angouleſme, freres, A toy, Jehan: qui te dis Duc de Bourgongne. Pour le treshorrible meurtre, par toy faict en grand trahiſon, d'aguet a penſé, par meurtriers affaictés, en la perſonne de noſtre treſredouté Signeur & pere, Monſeigneur Louis, Duc d'Orleans, ſeul frére germain de Monſigneur le Roy, noſtre ſouverain Signeur & le tien, nonobſtant pluſieurs ſermens, aliances, & compaignies d'armes, que tu avois à luy, & pour les grans trahiſons, délouyautés, deshonneurs, & mauvaiſtiés, que tu as perpetrées contre noſtredict ſouverain Signeur, Monſigneur le Roy, & contre nous, en pluſieurs manieres, re ſaiſons ſavoir que des ceſte heure en-avant, nous te nuirons de toute noſtre puiſſance, & par toutes les manieres, que nous pourrons: & contre toy, & de ta deloyauté & trahiſon, appelons Dieu & raiſon à noſtre aide, & tous les preudhommes de ce monde. En teſmoing de vérité nous avons fait ſeeller ces preſentes lettres du ſeel de moy Charles deſſuſnomé. Données à Jargueau, le dix-huictiéme jour de Juillet, l'an mille quatre cens & onze.

ANS de J. C. 1411.

CCCLI.

ORLEANOIS ET BOURGUIGNONS.

Réponſe de (a) JEAN *Duc de Bourgogne au Défi des Enfans de la Famille d'*ORLEANS. *Fait à Douay le* 13. *Août.* 1411. Continuation de l'Hiſtoire & Chronique de Flandre par Denis le Sauvage, pag. 200.

(a) Peu de tems après ce défi, la paix fut faite de nouveau entre ces deux familles, à condition que les Princes demanderoient pardon au Roi, qui leur octroyeroit l'abolition; qu'ils renonceroient aux Alliances étrangéres, que toutes les Places priſes durant la guerre ſeroient rendues de part & d'autre, les perſonnes remiſes dans leurs biens nonobſtant les Arrêts de confiſcation, les Officiers rétablis dans leurs Offices; & défenſes faites de plus uſer de ces noms factieux d'Armagnac & de Bourguignon.

JEHAN Duc de Bourgongne, Comte d'Artois, de Flandres, & de Bourgongne Palatin, Signeur de Salins & de Malines, A toy, Charles, qui te dis Duc d'ORLEANS, à toy Philippe, qui te dis Comte de Vertus, & à toy Jehan, qui te dis Comte d'Angouleſme, & qui nagueres nous avez eſcrit voz lettres de deffiances, faiſons ſavoir, & voulons que chaſcun ſache, que, pour abatre les treshorribles traiſons, par treſgrandes mauvaiſtiés, & aguets apenſés, conſpirees, machinees, & faictes felonnement a l'encontre de Monſigneur le Roy, noſtre treſredouté & ſouverain Signeur, & le voſtre, & contre ſa treſnoble géneration, par feu Louis voſtre pere, en pluſieurs & diverſes manières, & pour garder voſtre pere, faux & deloyal trahiſtre, de parvenir à la finale execution deteſtable, à laquelle il prétendoit a l'encontre de noſtre treſredouté Signeur & le ſien, & auſſi contre ſadicte generation, ſi fauſſement & notoirement, que nul preudhomme ne le devoit laiſſer vivre, & meſmement nous (qui ſommes couſin germain de mondict Signeur, Doyen des Pers, & deux fois Per, & plus aſtreict à luy, & à ſadicte géneration, qu'autres quelconques de ſadicte géneration, ou de leurs parens & ſugets) ne devions un ſi faux, deloyal, cruel, & felon trahiſtre laiſſer ſur terre plus longuement, que ce ne fuſt à noſtre treſgrande charge, avons, pour nous aquiter loyaument, & faire noſtre devoir envers noſtre treſgrand & ſouverain Signeur, & ſadicte géneration, fait mourir (ainſi qu'il devoit) ledict faux & déloyal trahiſtre: & ainſi avons fait plaiſir à Dieu, ſervice loyal à noſtredict treſredouté & ſouveram Signeur, & exécuté raiſon. Et, pource que toy & teſdicts freres enſuyvez la trace fauſſe, déloyale, & ſclonne de voſtredict feu pere, cuidans venir aux dannables & deloyaux faicts auſquels il prétendoit, avons treſgrande lieſſe au cueur, deſdictes deffiances. Mais du ſurplus, contenu en icelles, toy & teſdicts fréres avez menty, & mentez fauſſement, mauvaiſement, & deloyaument, comme trahiſtres, que vous eſtes, & dont à l'aide de Noſtre-Signeur (qui ſait & congnoiſt la treſentiére & perfaicte loyauté, amour, & vraye intentinn, que touſiours avons eue, & aurons tant que vivrons, à noſtredict Signeur, à ſa dicte géneration, au bien de ſon peuple, & à tout ſon Royaume) vous ferons venir à fin & punition telle, que tels faux, mauvais, & deloyaux trahiſtres, rebelles, deſobeiſſans, & felons, comme toy & teſdicts freres eſtes, doyvent venir par raiſon. En teſmoin de ce, nous avons fait ſeeler ces lettres de noſtre ſeel. Doonees en noſtre vile de Douay, le treiziéme jour d'Aouſt, l'an de grâce mille quatre cens & onze.

CCCLII.

ANS de J. C. 1411.

CASTILLE ET PORTUGAL.

Traité de paix & d'Alliance entre JEAN II. *Roi de Caſtille &* JEAN *Roi de Portugal, fait l'an* 1411. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 290.

SEcundum quod ait & aſſerit ſancta Scriptura, & Philoſophi, & ſapientes, & antiqui docuerunt, & experientia, quæ eſt Magiſtra demonſtrativa omnium rerum, oſtendit; Pax & concordia eſt virtus principalis & mater omnium virtutum. Nam ut ait S. Auguſtinus, iſta ſerenat & placat voluntates & corda hominum, nutrit amorem in cordibus eorum, aufert & removet fraudes, refrenat bella & prælia, humiliat & reprimit ſuperbos, diligit humiles & juſtos, & concordat inimicos & adverſarios diſcordes, iſta neſcit extolli, neſcit vana gloriari, honorat juſtitiam, caſtigat & corrigit malos; qui ſemel eam recipit & tenuit, obſervare & tenere benè debet, & qui eam perdidit perquirere debet (a) & pro poſſe eam recuperare, nam qui ſine ipſa inventus fuerit neglectus erit à Deo Patre & filio, & alienus à Spiritu Sancto. Finaliter iſta eſt perfectio omnium gratiarum & finis omnium malorum & diſcordiarum, & omnium bonorum fundamentum; & tantum eſt bonum pacis, prout ipſemet inquit *in libro de Civitate Dei*, quod in omnibus terrenis & moritalibus non eſt aliquid quod gratioſius ſolet audiri, nec eſt aliquid, quod majori deſiderio ſolet concupiſci; & finaliter quid melius ea nequit inveniri. Iſtam prædicavit & docuit Salvator noſter Dominus Jeſus Chriſtus in mundo & dimiſit Diſcipulis ſuis. Quamobrem omnes ſignanter (b) & ſpecialiter Reges, Principes & magni Domini eandem amare, perquirere, tenere, gubernare & cuſtodire debent, quia eis pertinet regere, gubernare & manu tenere ſua Regna & Dominia, terras & ſubditos in pace, juſtitia & tranquillitate. Et ut Caſſiodorus; magna memoria eſt Principi manutenere in pace, tranquillitate & juſtitia terram ſuam.

(a) ou, & ni faciat pro poſſe, neglectus erit à Deo patre & filio &c.

(b) ou eam generaliter & ſpecialiter.

2. Et ideo nos Dompnus (c) JOHANNES gratia Dei Rex Caſtellæ, Leonis, Tolleti, Galliciæ, Hiſpalis, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ & Dominus Biſcayæ & Molinæ, conſiderantes: quod inter Regem Dominum Johannem avum noſtrum claræ memoriæ, cujos animæ propitietur altiſſimus, & dicta Regna noſtra Caſtellæ & Leonis, Tolleti, Galliciæ, Iſpalis, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ & Dominia Biſcayæ & Molinæ, terras & dominia, patrias, gentes & ſubditos eorum ex una parte; & inter Regem Dompnum Johannem de Portugal & Algarbe qui nunc eſt & dicta Regna Portugalliæ & Algarbæ, terras & dominia, patrias, gentes & ſubditos eorum, parte ex altera; fuerunt diſſenſiones, magnæ ſtragæ & prædationes, violentæ captiones, civitatum, villarum & locorum incendia, damna, injuriæ, oſſenſæ, perditiones, expenſæ, intereſſe, pœnæ & alia mala per longa tempora & diverſimodè. Et nunc nos volentes removere, evitare, deviare, ſegregare, quod non fiant de cætero ſimilia mala, ut malis mala non accumulentur nec addantur inter Chriſticolas; optantes & deſiderantes dictam pacem & concordiam, inſuper conſiderantes ſervitium Dei & bonum noſtrorum Regnorum commune, & magnam affinitatem, quæ gratia Dei eſt inter nos & Dominam & matrem noſtram Dompnam Katharinam & noſtras ſorores Infantes Dompnam Mariam & Dompnam Catharinam & noſtrum avunculum Infantem Dompnum Ferrandum & ejus uxorem & filios; & dictum Regem Dompnum Johannem Portugalliæ & Reginam Dompnam Philippam ejus uxorem avunculam noſtram & Infantem (d) Aduardum & alios Infantes ſuos filios Conſanguineos noſtros.

(c) G. G. Leibnitz met dans le titre de ce Traité Henri, au lieu de Jean 1 mais ce doit être une faute d'impreſſion, car outre que dans le Traité il y a le nom de *Jean*, il eſt ſûr qu'en ce tems-là *Jean II.* étoit Roi de Caſtille, qui commença à régner en 1406. à l'age de 22 mois, & mourut, le 20. Août 1454

(d) ou Eduardum.

3. Qua propter nos de auctoritate, conſilio & concordia dictæ Dominæ Reginæ Dompnæ Catharinæ Genitricis noſtræ, & dicti Infantis Dompni Fernandi avunculi noſtri, noſtrorum Tutorum, Gubernatorum, & Rectorum dictorum Regnorum & Dominiorum noſtrorum; & pariter de conſenſu & concordia Gentium de Conſilio noſtro, & Prælatorum, Ducum, Comitum & Villarum dictorum noſtrorum Regnorum; ſuper id quod dictum eſt, concordamus, firmamus, ponimus, damus & concedimus, tam pro nobis quam pro hæredibus noſtris omnibus, & ſucceſſoribus, & pro omnibus Regnis noſtris

ANS de J. C. 1411. noſtris Caſtellæ & Leonis, Tolleti, Galleciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, de Jaen, Algarbæ, Algeziræ & Dominis Biſcayæ & Molinæ, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & ſubditis eorum & quolibet eorum; & pro Rege Franciæ Fratre noſtro & noſtro Coalligato, ſi in eadem voluerit intercludi; & pro dicto Infante Dompno Fernando noſtro Avunculo Tutore & Gubernatore Regnorum noſtrorum; in quantum tangit ſucceſſionem & proſecutionem Regnorum & Dominiorum Coronæ Arragoniæ ſuper quibus contendit, qui promittit habere bonam pacem, puram, veridicam & ſtabilem, firmam, perpetuam & validam, in perpetuum, tam per mare quam per terram cum dicto Rege Dompno Johanne de Portugal & Algarbæ, qui nunc eſt, & cum omnibus hæredibus & ſucceſſoribus ſuis qui pro tempore erunt, cum dictis Regnis ſuis de Portugal & Algarbæ, Dominiis, terris, patriis, locis, genribus & ſubditis eorum & cujuſlibet eorum, ſuper dictis magnis controverſiis, cædibus, roberiis, violentiis, captionibus, incendiis, damnis, injuriis, offenſis, perditionibus, expenſis, intereſſe, pœnis & omnibus quibuſcumque malis elapſis quomodocumque, qualitercumque dicantur eſſe facta uſque ad diem datæ iſtius noſtræ cartæ.

4. Et etiam facimus remiſſionem, reſutationem & renuntiationem ſpecialem & expreſſam de omni jure & actione, quam nos habemus vel poſſumus habere, & de omni illo quod nobis & noſtris hæredibus & ſucceſſoribus, & dictis noſtris Regnis Caſtellæ & Leonis, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & ſubditis eorum pertinet vel pertinere poſſet quomodocumque, qualitercumque, ſuper certis magnis controverſiis, cædibus, roberiis, violentiis, captionibus, incendiis, damnis, injuriis, offenſis, perditionibus, expenſis, intereſſe, pœnis & aliis malis contra dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal & de Algarbe, & hæredes & ſucceſſores ſuos & contra dicta Regna Portugaliæ & Algarbæ, Dominia, terras, patrias, loca, gentes & ſubditos eorum & cujuſlibet eorum. Et volumus & concedimus & promittimus nunquam petere dictas magnas controverſias, cædes, depræ dationes, violentias, captiones, incendia, damna, injurias, offenſas, perditiones, expenſas, intereſſe, pœnas & mala neque partem eorum, neque aliquid eorum, per nos neque per alium in judicio nec extra judicium, de facto nec de jure, nec per alium quemvis modum; nec dabimus nec conſentiemus dari adjutorium nec conſilium palam nec clam contra id quod ſupra dictum eſt; nec contra partem eorum quomodocumque ſit. Et iſta dicta remiſſio, reſutatio, renuntiatio & quittatio volumus quod habeant locum & extendantur non ſolum ad id, quod nos tangit & hæredes & ſucceſſores noſtros ad Regna noſtra, terras, dominia, patrias illorum, ſed etiam gentes & ſubditos noſtros & omnes perſonas ſingulares & quamlibet illorum qui fuerint damna paſſi, propter quæ dicta guerra incœpit inter dictum Regem Dominum Johannem avum noſtrum & Dompnum Johannem de Portugal; licet dicta damna fuerint facta in guerra vel Treugis.

5. Quod totum volumus eſſe remiſſum, & illum remittimus vel quittamus, & volumus & mandamus quod non poſſit peti in judicio nec extra judicium neque aliter quovis modo; dempto in damno paſſis qui receperunt damna & mala in iſtis ultimis Treugis decennaonorum, quæ adhuc durant, quæ quidem fuerunt factæ inter dictum Dominum Regem Dompnum Henricum Patrem noſtrum, cujus animæ propitietur altiſſimus, & dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, quæ quidem inceperunt à die Sancti Michaelis, quæ fuit 29. menſis Septembris anno à nativitate Domini noſtri Jeſu Chriſti milleſimo cccc. tertio, & debent finire primâ die Martii venturi anno milleſimo cccc. decimo tertio. Nam ex tunc nolumus quod habeat locum dicta remiſſio, refutatio, renuntiatio, quittatio, ſed remaneat ſalvum jus ſuum dictis damna paſſis pro petendo emendam, ſatisfactionem, & alia quæ de jure eis pertinent, ſecundum formam & tenorem Tractatuum dictarum ultimarum Treugarum. Et ut dicti damna paſſi brevius & celerius conſequantur juſtitiæ complementum, & appareat quod pet nos vel per illos, quos ad hoc commiſerimus non fiant dilationes & excuſationes, & quod ſint expedita dicta negotia breviter ſine ſtrepitu & figura judicii, ſolum cognitâ veritate, ſecundum formam dictorum Tractatuum Treugarum prædictarum; volumus quod unus Procurator dicti Regis Domini Johannis de Portugal ſit præſens, & videat omnes actus & alia quæ ſuper hoc fient, ſi voluerit, ut de iis quæ viderit poſſit perhibere Teſtimonium veritatis. Et præcipimus Notariis coram quibus dicti actus & cauſæ pertranſiverint, ut præbeant eiſdem copiam & tranſumptum de dictis actibus, vel de eo quod ipſi voluerint, ſub pœna privationis officiorum quæ tenuerint, & nunquam amplius eiſdem gaudeant nec poſſint uti. ANS de J. C. 1411.

6. Propterea volumus & concedimus ei promittimus pro nobis hæredibus & ſucceſſoribus noſtris omnibus, & pro omnibus Regnis noſtris, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & ſubditis eorum, & cujuſlibet eorum, quod occaſione dictarum controverſiarum, cædium, roberiarum, violentiarum, captionum, combuſtionum, damnorum, injuriarum, offenſarum, perditionum, expenſarum, intereſſe & pœnarum * de nunquam offendendo dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, & Algarbæ, nec ſucceſſores ſuos, nec dicta Regna ſua Portugaliæ & Algarbæ, nec Dominia, terras, patrias, loca, gentes & ſubditos eorum, & cujuſlibet eorum, per mare nec pet terram, pet nos nec per alios noſtros ſubditos cujuſcumque legis, ſtatus & conditionis exiſtant, in dictis Regnis ſuis nec extra nec in aliqua parte mundi quovis modo.

7. Et etiam volumus & concedimus & promittimus pro nobis & pro omnibus hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, qui pro tempore fuerint & pro dictis Regnis noſtris, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus, & ſubditis eorum & cujuſlibet eorum, quod obſervabimus, tenebimus, complebimus, & faciemus tenere, complere & obſervare, bene, fideliter, legaliter & veraciter ſupradictam pacem, remiſſionem, refutationem, renunciationem, quittationem, concordiam & omnia alia ſupra & infra ſcripta & quælibet eorum nunc & in perpetuum, & habebimus rata, firma, grata & valida, omnia & quælibet eorum, quæ in iſta noſtra charta continentur, & non ibimus nec veniemus nec faciemus contra iſtam pacem & ſupradicta, nec quælibet eorum, per nos nec per alium, quovis modo, de facto vel de jure, directè vel indirectè, publicè vel occultè, nuoc & de cætero in perpetuum, nec ratione ſchiſmatis, quod nunc eſt, neque pro aliqua diſcordia quæ ſit vel fuerit in Eccleſia Dei, nec ratione ſupradictæ Reginæ Dompnæ Beatricis, neque alterius perſonæ vel perſonarum quarumcumque vel cujuſcumque legis, ſtatus, conditionis ſint, ſub pœna trecentum mille ſcutorum Franciæ boni auri & juſti ponderis, qua pœna ſoluta vel non ſoluta, promittimus, volumus & concedimus, quod pax, finis, remiſſio, refutatio, quittatio & concordia cum omnibus ſupradictis & quolibet eorum remaneant, ſtent, ſint, durent, firma, ſolida & valida in ſuo robore perpetuo.

8. Cæterum volumus & concedimus & promittimus, quod cum placuerit Deo, quod ſimus in ætate completa quatuor decim annorum & duobus menſibus elapſis primis ſequentibus, quod deinde & die qua fuerimus requiſiti pro parte prædicti Regis Domini Johannis de Portugal vel hæredum & ſucceſſorum ſuorum, qui pro tempore fuerint uſque triginta dies,

ANS de J. C. 1411.

dies, quod nos pro nobis & nomine noſtro & pro omnibus hæredibus & ſucceſſoribus noſtris & prædictis noſtris Regnis, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus, ſubditis eorum & cujuſlibet eorum, approbabimus, tenebimus, obſervabimus, & complebimus & faciemus tenere, obſervare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter, & habebimus firmam ratam & gratam in perpetuum dictam pacem, finem, remiſſionem, quittationem, renunciationem & concordiam, & omnia ſupra dicta & quælibet eorum per modum & formam quæ ſunt facta per nos cum authoritate dictorum noſtrorum Tutorum, & per dictos noſtros Tutores nomine noſtro. Et etiam promittemus per noſtram fidem Regiam & jurabimus Deum & per Crucem & ſuper Sancta Evangelia Dei corporaliter cum noſtris manibus tacta, pro nobis & pro omnibus hæredibus noſtris & ſucceſſoribus, & prædictis Regnis noſtris, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & ſubditis eorum & cujuſlibet eorum; de faciendo tenere, obſervare, & complere; & tenebimus, obſervabimus & complebimus & faciemus tenere, obſervare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter ſine aliqua fraude vel arte, dictam pacem, finem, remiſſionem, quittationem, reſtitutionem, renunciationem & concordiam, & omnia alia & quælibet eorum in iſta noſtra carta contenta, perpetuò per modum & formam quæ in dicta carta, & capitulis ejus plenius continentur.

9. Et etiam jurabimus quod non petemus, nec impetrabimus per nos nec per alium reſtitutionem integram in integrum, neque abſolutionem dicti juramenti contra ſupra dicta, & quælibet eorum aliquo modo, ratione minoris ætatis vel damna, vel deceptionis alicujus, quam recepiſſemus, ut minor ætate, vel ut Rex, vel ut fiſcus, vel aliter quomodocumque, quod noſtra ex parte dici vel allegari poſſit. Et etiam renunciabimus ſpecialiter & expreſſè omni actioni & juri Canonico & civili ſcripto vel non ſcripto & officio, beneficio & privilegio juris communis ſpecialiter vel generaliter & foro, (a) faſaneæ mori & uſui, ſpecialiter beneficio & privilegio minoris ætatis, & etiam beneficio, privilegio, beneficiis & privilegiis juris ſpecialis communis vel generalis, quæ pertineant regibus velut regibus, vel fiſco, vel aliter quovis modo, quæ nobis pertineant vel pertinere poſſint, & de quibus nos & noſtri hæredes & ſucceſſores poſſimus & poſſemus nos juvare vel proficere quovis modo.

(a) C'eſt-à-dire, ſeqm.

10. Quod vel quæ beneficium vel beneficia, privilegium vel privilegia, forum, fazaneam vel fazaneas, uſus, mores, volumus hic haberi pro expreſſis & ſpecificatis & ſpecialiter nominatis; & nos habebimus ea & quælibet eorum pro certis & ſpecificatis, ac ſi hic de verbo ad verbum eſſent ſcripta, poſita & ſpecificata; & nos ſic eis renuntiamus & etiam renuntiabimus omni via, modo, ſpeciali, communi vel generali, qui nobis pertineat vel pertinere poſſit quomodocumque, de conquerendo vel denunciando, vel petendo, vel ponendo ſeu contradicendo, in judicio vel extra judicium, nec venire per alium quemcumque modum contra dictam pacem, finem, remiſſionem, quittationem, reſtitutionem, renunciationem & concordiam factam & factas ſuper dictis cauſis; neque contra ſupra dicta vel quælibet eorum; atque etiam renunciabimus legi & juri, in quibus cavetur quod generalis renunciatio non valeat; & faciemus omnes obligationes & obligationem, renunciationem & renunciationes, quæ pro bona & firma obſervantia iſtius contractus debent fieri, & quæ per nos in iſta carta ſuot dicta, facta & ſpecificata, ſic, & tam completè, prout in eadem continetur. Et etiam quod ſopplebimus quemcumque defectum vel defectus juris vel facti vel ſolemnitatis ſeu fori, fazaneæ, moris, uſus, quæ in ipſo contractu deſint vel defuerint, vel ſint omiſſa vel poſita, quæ talia vel tale ſunt, de quibus deberet eſſe facta expreſſa & ſpecialis mentio; quod vel quæ nos omnia & quælibet eorum habebimus hic pro expreſſis & expreſſè nominatis vel nominato. Et volumus & concedimus, quod non obſtantibus dictis defectibus vel defectu, dicta pax, finis, remiſſio, quittatio, reſtitutio, renunciatio & concordia & omnia alia ſupra dicta & quodlibet eorum ſint firma, ſolida & valida perpetuè, ſic & tam completè, ac ſi in iſto contractu nulli defectus eſſent, nec aliqua ſolemnitas vel ſolemnitates quæcumque deſint vel eſſent obmiſſæ. Et finaliter faciemus, tenebimus, obſervabimus & complebimus ſub dicto juramento omnia & quodlibet eorum in iſta noſtra carta contenta, nec veniemus nec faciemus contra ea vel partem eorum nunc vel de cætero, nec in aliquo mundi tempore in aliqua forma vel modo quocumque quod poſſit fieri.

ANS de J. C. 1411.

11. Præterea volumus & concedimus, quod omnia bona, quæ Portugalenſes, qui erant vicini & commorantes in Portugalia tempore quo dicta guerra incepit inter dictum Regem Dominum Johannem noſtrum avum & dictum Regem Dominum Johannem de Portugal poſſidebant de ſuis patrimoniis in iſtis dictis noſtris Regnis & Dominiis, quæ eiſdem fuerint capta & ablata à dicta guerra citra quod ſint eis reſtituta, liberè eis reſtituantur, & qui nunc ea detinent eis relinquent; & quod nos faciemus reſtituere realiter & cum effectu damna paſſis, vel eis ſolvemus æſtimationem veram dictorum bonorum quod nos maluerimus; & quod a die quod fuerimus requiſiti per illum cui dicta bona pertinent, vel per procuratorem ſuum ejus nomine, uſque ad tres menſes proximos venturos, tenebuntur declarare & declarabimus electionem quam maluerimus facere vel reddere dicta bona in ſtatu in quo hodie ſunt ſupradictis, vel ſolvere æſtimationem illorum; & dicta electione facta per nos, quod volumus ſolvere dictam æſtimationem, tunc nos ſolvemus ſibi quantum valent hodie dicta bona, vel quantum valebant, nunc ſunt quinque anni elapſi, quod maluerit pars quæ æſtimationem debuerit habere.

12. Et ut melius fieri poſſit, volumus & promittimus, quod a die datæ iſtius cartæ uſque ad novem menſes proximè venturos nos dabimus unum bonum hominem & unum Notarium pro parte noſtra, & Rex Portugaliæ in eodemmet termino det reliquum bonum hominem, alterum Notarium pro parte ſua; qui uſque ad unum menſem proximè venturum venient coram nobis, & in præſentia noſtra præſtent juramentum ſuper Crucem & Sancta Dei Evangelia corporaliter cum ſuis manibus tacta, quod bene, fideliter, legaliter & veraciter videbunt dicta bona, eundo perſonaliter ad loca ubi dicta bona fuerint & ea æſtimabunt quantum hodie valent vel quantum valebunt, modo ſunt quinque anni, quod pars maluerit, prout dictum eſt, ſecundum Deum & ſuas conſcientias ſub dicto juramento, informati prius à bonis hominibus Patriæ in qua fuerint dicta bona; & eodem modo dicti Notarii jurabunt quod ſcribent bene, fideliter, legaliter, & veraciter præſentibus dictis æſtimationibus, æſtimationes in quibus fuerint appreciata dicta bona; quam æſtimationem faciant a die qua fuerint requiſiti per partem vel procuratorem ſuum uſque ad octo menſes proximè venturos ad tardius, vel antè ſi commodè facere potuerint, ſub dicto juramento quod præſtiterunt. Et facta dicta æſtimatione à die ſi fuerimus requiſiti per partem quæ debuerit habere prædictam æſtimationem, vel per Procuratorem ſuum uſque ad ſex menſes proximè venturos faciemus & mandabimus facere legaliter de facto cum effectu ſolutionem de omni eo, quod ſic fuerit æſtimatum illis quorum erant, vel pertinent aut ſunt dicta bona, ſine defectu aliquo.

13. Tamen hæc non extendantur ad bona quæ Monaſteria, Eccleſiæ vel ordines de Portugal habent

ANS de J. C. 1411.

in iſtis noſtris dictis Regnis & Dominiis, quæ ſtant occupata, ratione ſchiſmatis quod eſt in Eccleſia Dei, ſed remanebunt ſicut hodiè ſtant, quouſque Deus provideat de uno indubitato Papa, cui ambæ partes obediamus, qui determinet quod ſuper eo debet fieri. Et etiam volumus & concedimus & promittimus, quod Caſtellani nunc commorantes in Portugal qui illac tranſierunt, tempore quo dicta guerra incepit inter dictum Regem Dominum Johannem Civam noſtrum & dictum Dominum Johannem de Portugal, qui noo fuerunt Vaſalli dicti Regis Domni Johannis avi noſtri nec ſteterunt ſub ſua obedientia, nec recognoverunt eum in Dominum; quod faciemus emendam eis pro bonis ſui patrimonii, quæ hic in dictis Regnis Caſtellæ & Leonis terris (a) propris & dominiis eorum habebant & poſſidebant tempore quo illuc tranſiverunt; niſi fuerint dona Regum; ſecundum quod dicta bona hodiè valent vel valebant hodiè ſunt quinque anni à die datæ iſtius noſtræ cartæ; quod maluerit qui debuerit recipere dictam emendam.

(a) ou patrius.

14. Et ut verius ſciatur valor dictorum bonorum, volumus quod ſint electi duo pro noſtra parte, videlicet unus bonus homo & unus Notarius ad dictam æſtimationem faciendam, & alter bonus homo cum reliquo Notario pro parte dicti Regis Portugaliæ, qui jurabunt ſuper Crucem & Sancta Dei Evangelia cum ſuis manibus corporaliter tangendo, quod benè fideliter, legaliter & veraciter facient æſtimationem dictorum bonorum, ſecundum quod nunc valent vel valebant nunc ſunt quinque anni elapſi, quod maluerit eligere pars quæ dictam emendam debuerit recipere, prius tamen declarando ſuam electionem quam dicta æſtimatio fiat; & quod dicti Notarii jurabunt etiam quod bene, fideliter & legaliter & veraciter ſcribent dictas æſtimationes in præſentia dictorum æſtimatorum, & omnia alia quæ fuerint acta per dictos æſtimatores. Quam æſtimationem facient dicti æſtimatores eundo perſonaliter ad loca ubi ſunt dicta bona, & recipient informationes ab hominibus patriæ in quo ſteterunt dicta bona quæ & quot erant & quomodo ſtabant reperta, tempore quo ſupradicti elegerint quod fit facta dicta æſtimatio prout dictum eſt, cum omnibus qualitatibus quæ neceſſariæ fuerint dictæ æſtimationi. Et volumus quod ſint nominati dicti boni homines æſtimatores & Notarii à die datæ hujus cartæ uſque ad novem menſes proximè futuros, & jungantur inſimul a die, qua fuerint nominati uſque ad triginta dies proximè futuros ubicumque nos fuerimus. Et ipſi ſic adjuncti præſtent dictum juramentum coram dictis Notariis in noſtra præſentia, & quod dicti Notarii ponant dictum juramentum in principio dictæ æſtimationis; & à dictis triginta diebus uſque ad unum annum proximè ſututum facient & perficient dictas æſtimationes, & jurent quod ſi ante dictum tempus bono modo potuerint facere & perficere dictas æſtimationes quod ſic facient. Et nos realiter & de facto cum effectu ſolvemus & faciemus ſolvi quantitates, in quibus dicta bona fuerint æſtimata uni bono homini dicti Regis Portugaliæ quem ipſe nominaverit, & ad hoc ſuum Procuratorium ſufficiens tenuerit in noſtra Civitate de Badajos, à die qua nos approbabimus & jurabimus dictam pacem, poſtquam fuerimus conſtituti in decimo quarto anno completè uſque ad ſex menſes proximè futuros.

15. Et ut dictæ quantitates in quibus dicta bona fuerint æſtimata poſſint computari cum tempore, & ſolutio poſſit fieri uſque ad dictum terminum, ad quem dictus Rex Portugaliæ mittet dictum ſuum hominem cum dicto Procuratorio ad dictam Civitatem de Badajos à die, qua ſic per nos fuerit approbata & jurata dicta pax uſque ad tres menſes proximè futuros, & remaneant alii tres menſes, in quibus poſſint computari & recipi dictæ quantitates; & ſi in dicto termino dictorum trium menſium dictus homo non acceſſerit, & venerit poſt cum dicto Procuratorio ad recipiendum dictas quantitates, quod nos teneamur à die qua ibi acceſſerit uſque ad tres menſes proximè venturos eidem facere dictam ſolutionem prout dictum eſt, taliter quod ipſe liberè & abſque impedimento aliquo ſit ſolutus integrè ad ſui libitum, de omnibus quantitatibus in quibus dicta bona fuerint æſtimata; & ipſo ſic reintegrato & ſoluto eum mandabimus poni ſalvum & ſecurum in Villa de Yelves quæ eſt dicti Regis Portugalliæ; taliter quod ipſe non patiatur furtum neque damnum aliquod in perſona nec in bonis & quantitatibus, quæ ſic receperit à nobis nec à ſubditis noſtris extraneis quæ in dictis Regnis & Dominiis ſint, tamen ſi Portugalenſes aut Algarbenſes aliqui intraverint in noſtra Regna & Dominia dicto tempore, quo dicta ſolutio debet fieri à quindecim diebus ante, cauſa furandi vel diſiobandi dictas quantitates, quod nos non teneamur ſuito & ſoberia quæ iſti tales fecerint. Et tamen nos promittemus per fidem ſine aliqua fraude facere noſtram diligentiam de obſervando & facere obſervari, quod tale furtum vel latrocinium, malum & damnum non poſſit fieri per tales, ſic & taliter quod dictus homo poſitus ſit liberè, ſalvè in dicta Villa de Yelves cum dictis quantitatibus. Et ibi dictus homo ſic nominatus & miſſus à dicto Rege Portugaliæ ſolvat dictis Caſtelanis dictas quantitates in quibus fuerint æſtimata dicta bona. Et ſi nos non fecerimus dictas ſolutiones in ipſis duobus capitulis contentas, prout in eis continetur & declaratur, quod ſolvamus pro pœna dicto Regi Portugaliæ duo centum mille Scuta Franciæ boni auri & juſti ponderis. Qua pœna ſoluta vel non ſoluta, quod nos teneamur & ſumus obligati ad faciendum dictas ſolutiones bonorum vel ſolutionum, prout in iſtis duobus capitulis continetur & declaratur.

16. Et inſuper * quod iſta dicta pax, finis, remiſſio, renuntiatio, quietatio ſuper & infra ſcripta ſit nulla & nullius valoris, & habeatur pro nulla & non facta, neque approbata, nec ratificata, quæcumque dictæ approbationes & ratificationes ſint factæ, & quod non poterimus dicere quod ſupra dicti, qui ſic debebant habere dicta bona vel æſtimationes, prout dictum eſt, non debent habere dicta bona vel æſtimationes, quia fuerunt contra nos vel contra noſtra dicta Regna vel contra terras de qua ſunt naturales, neque pet aliam excuſationem nec prorogationem aliquam; tamen ſi nos poſuerimus dictas quantitates, in quibus dicta bona fuerint æſtimata in dicta noſtra Civitate de Badajos, vel ſolverimus dicto homini qui poteſtatem habuerit à dicto Rege Portugaliæ in dictis terminis prout dictum eſt; & ipſum poſuerimus ſalvum & ſecurum in dicta Villa de Yelves prout dictum eſt; quod nos ſumus liberi & quicti de dictis quantitatibus & ſummis, quibus dictis Caſtellanis tenebamur ſolvere, ac ſi de ciſdemmet ſolviſſemus eaſdem; & quod non incurremus pœnas aliquas in iſto capitulo contentas; nec ſit dicta pax adnullata, nec reprobata, ſed remaneat firma valida perpetuis temporibus.

17. Et ad evitandum aliquas fraudes quæ poſſent fieri in dicta moneta, in qua dicta bona fuerint æſtimata, volumus quod dicta bona apprecientur in moneta aurea ſcutorum de Francia, vel in moneta nunc currenti in Regnis noſtris. Et facta dicta æſtimatione protinus dicti æſtimatores habeant ſuam informationem quantum valet, & qualiter dicta moneta aurea in noſtra Civitate Burgenſi de iſta dicta moneta nunc currenti in Regnis noſtris; & facient ſcribi ſic ſtatim, cum ſcribentur dictæ informationes dictorum bonorum; & ſic & taliter quod ſcribatur dicta æſtimatio dictorum bonorum in moneta aurea & etiam in moneta currenti, & ſi de tunc & a die quo fuerunt factæ dictæ æſtimationes uſque ad diem qua debent

ANS de J. C. 1411.

fieri

ANS de J.C. 1411.

fieri dictæ ſolutiones, fecerimus vel præceperimus facere monetam aliquam qualitercumque ſit, quod moneta quæ nunc eſt tempore dictarum æſtimationum eſt currens valuerit minus, quam nunc valet tempore dictarum æſtimationum; vel deſuerit quovis modo de ſuo valore, quod teneamur & ſimus obligati ſolvere, & ſolvemus dictas quantitates dictorum bonorum & in moneta aurea in qua fuerunt æſtimata dicta bona vel in moneta alia aurea vel argentea æquivalenti ad reſpectum valoris dictæ monetæ auri in quo fuerint æſtimata illa bona. Et ſi tempore quo fecerimus dictas ſolutiones non fecerimus nec præceperimus facere monetam aliquam taliter, quod non ſit defectus in valore dictæ monetæ currentis prout dictum eſt, & voluerimus ſolvere dictas æſtimationes dictorum bonorum in dicta moneta currenti tempore, quo fuerunt factæ dictæ æſtimationes, quod ſolvamus in dicta moneta currenti ſecundum æſtimationem ſupra dictam factam per dictos æſtimatores de eo, quod valebat tunc dicta moneta aurea in dicta Civitate Burgenſi de iſta moneta currenti, & valore dictorum bonorum per eos ſcripto quantum valebat in dicta moneta currenti; & promittemus per fidem quod a die qua fecerimus dictas ſolutiones in dicta moneta currenti uſque ad quinque annos proximè futuros, non faciemus nec præcipiemus facere monetam aliquam per quam dicta moneta currens, in qua fuerint factæ dictæ ſolutiones valeat minus, vel ſit defectus in ſuo valore quovis modo, nec reprobabimus nec deprimemus dictam monetam currentem, neque faciemus eam minus valere per aliquem modum, quod poſſit fieri.

18. Et ad majorem ſecuritatem dictæ pacis volumus & concedimus, quod de cætero vicini commorantes in dictis Regnis Portugaliæ & Algarbæ, Dominiis, terris, patriis eorum & cujuſlibet eorum poſſint intrare & ſtare, exire, ambulare in iſtis noſtris Regnis & Dominiis cum mercantiis ſuis ſalvè & ſecurè; & quod non ſiet eis impedimentum nec contrarietates neque aliquod malum nec præjudicium; ſolvendo tamen jura & tributa quæ tenentur ſolvere noſtri ſubditi cum tales mercantias faciunt tranſportari & levari, & ſi non ſolverint dicta jura & tributa, quod incurrent eaſdemmet pœnas, quas incurrerent, ſi eſſent noſtri ſubditi tranſportando vel levando aliqua quæ tempore pacis antiquæ fuerint vetita, quæ quidem ſunt iſta quæ ſequuntur, ſcilicet aurum, argentum, moneta, monetata, arma, caballi juvenes & equi, jumenta, (a) ſaraceni, & ſi aliquis vel aliqui levaverint vel tranſportaverint ſupra dicta ſic vetita vel aliquod eorum, quod poſſint ſibi auferri in locis illis ubi conſuetum eſt auferri tempore pacis; & inſuper quod patiantur eaſdem pœnas quas paterentur & deberent pati naturales, vel naturalis dictorum Regnorum noſtrorum, ſi ſupra dicta tranſportarent vel levarent; & quod ntantur vel convertentur benè & completè in omnibus & per omnia prout melius & completius utebantur & conſueverant uti temporibus retroactis cum pax erat.

(a) ou Sarraceneſſum.

19. Et quia iſta vocabula: aurum & argentum, important multa dubia qualiter debeant intelligi; & eſt dictum nobis quod judices ſive prætores talium rerum vetitarum utuntur ad ſui voluntatem; declaramus per hunc modum, quod non intelligatur aſportari vel levari aurum nec argentum cum quis tranſportaverit gyneteria ſive vela mulierum, quamvis ſit in eis filum aureum vel argenteum; nec intelligatur tranſportari aurum nec argentum cum aliqui portant librum deauratum vel argentatum, nec etiam in tranſportando fræna deaurata vel argentata nec marſupia, nec pannos, quamvis ſint brodati de aliquo opere auri vel argenti vel ſimilibus; & etiam volumus, quod quæcumque perſonæ tam Caſtellanorum quam Portugalenſium & aliorum extraneorum quorumcumque qui pertranſiverint de iſtis noſtris Regnis in Portugaliam & portaverint aurum vel argentum pro ſuis ſumtibus, pro eundo, ſtando & redeundo ſecundum diſtantiam loci quo vadunt, & ſtatum, quem ducunt, quod eis non capiatur, ſed permittatur ire liberè cum eo, & credatur ſuo juramento præſtito, in præſentia majoris prætoris talium cuſtodum vel eorum locum tenentium, dicendo quo vadunt.

ANS de J.C. 1411.

20. Et quia querelosè nobis fuit expoſitum, quod locumtenens majoris Prætoris ſeu Magiſtri Portuum, vetitarum rerum & eorum cuſtodes committunt multa gravamina indebitè, & quod non eſt judex eorum quo poſſint querelæ determinari, quia in ordinatione rerum tranſportatarum ſeu vetitarum reſervavimus cognitionem nobiſmet; & quia homines citiùs permitterent pauca perdere propter expenſas magnas, quæ ſuper talibus ſunt, veniendo querelosè coram nobis quam petere; & ideò volumus & mandamus, quod de gravaminibus, quæ ſupradicti commiſerint, dictus Prætor major rerum tranſportatarum cognoſcat, ſi præſens fuerit; & ſi non fuerit, cognoſcat in quocumque Epiſcopatu vel prætoria, in loco vel locis ubi eſt caput Epiſcopatus, vel prætoriæ; unus bonus homo quem nominemus, qui poteſtatem habebit à dicto Prætore majore rerum tranſportatarum cognoſcendi de gravaminibus illatis per dictos Prætores minores vel eorum cuſtodes; ut homines damna paſſi habeant coram quo querelas inſtituant & inveniant, qui eis miniſtret complementum juſtitiæ; & nos teneamur nominare dictum bonum hominem, & facere cum dicto Prætore majore, quod ei conferat dictam poteſtatem à die hujus cartæ uſque ad ſex menſes proximè futuros.

21. Et ſi dictus Prætor noluerit dare dictam poteſtatem, tunc ei debemus præcipere ſub pœna diſobedientiæ & privationis officii; & ad evitandum repreſalias & pignora, quæ ob defectum juſtitiæ ab una parte ad alteram poſſent fieri, volumus quod in omnibus placitationibus civilibus & criminalibus, quas habuerint dicti Portugalenſes, in omnibus caſibus & cauſis, quæ evenerint de cætero, ſuper quibus debeant eſſe rei vel actores in iſtis noſtris Regnis & Dominiis, vel accuſati ſeu accuſatores, & debeat procedi per officium judicis vel aliter quomodocumque ſint ſic auditi, judicati & privilegiati; & gaudeant & habeant eaſdem & libertates & privilegia, & ſint judicati per eoſdemmet judices & leges, ſorum, uſus, mores, ac ſi omnes eſſent Caſtellani noſtri naturales & morarentur in dictis noſtris Regnis & Dominiis.

22. Et ſi elegerint dimittere omnes alios judices & venerint coram noſtris auditoribus principaliter, vel dimiſſis judicibus appellationis vel ſupplicationis, elegerint nos in judicem appellationis vel ſupplicationis, quod nos teneamur eis mandare fieri juſtitiæ complementum, prout dictum eſt; & per eundemmet ordinem noſtri naturales, vicini & commorantes in dictis noſtris Regnis & Dominiis habeant petere, & petant complementum juſtitiæ in dictis Regnis Portugaliæ & Algarbæ, terris, patriis & Dominiis eorum, & cujuſlibet eorum, & ſi principaliter vel per viam appellationis ſeu ſupplicationis coram nobis venerit caſus, vel fuerit querelatum de defectu juſtitiæ dictorum judicum, vel alicujus eorum; quod nos teneamur facere & mandare fieri juſtitiæ complementum in caſibus ſupra dictis, & in quolibet eorum breviter, ſine aliquibus dilationibus malitioſis & ſine ſtrepitu & figura judicii, ſolom cognita veritate facti. Et ſi fuerimus negligentes & non fecerimus & mandavimus facere juſtitiam damnificatis in caſibus ſupra dictis vel in aliquo eorum; quod dictus Rex Portugaliæ nos poſſit requirere per ſuas cartas vel Procuratorem, quod nos faciamus vel mandemus facere juſtitiam dictis damnificatis realiter cum effectu, quæ requiſirio volumus nobis fieri coram Notario noſtræ Cameræ & non per aliquem alium.

ANS de J. C. 1411.

23. Et ſi nos fecerimus juſtitiæ complementum prout dictum eſt, vel de eo quod fecerimus, pars querelosa vel qui poteſtatem habuerit à dicto rege Portugaliæ illud petierit ſignatum; volumus & mandamus dicto noſtro notario Cameræ, coram quo nobis fuerit facta dicta tequiſitio, & aliis Notariis coram quibus tranſierunt omnes alii actus, quod dent totum ſignatum, taliter quod faciat fidem ſub pœna privationis officiorum, prout ſupra dictum eſt, à die qua fuerint requiſiti uſque ad tres dies proximè futuros, ſi ſcriptura fuerit talis, quæ in dictis tribus diebus poſſit ſcribi, aliter habeat tantum ſpatium, quod dictus Notarius ſeu ſcriba illud poſſit ſcribere, & quod ipſe faciat ſine excuſatione aliqua malitioſa, & à die quâ potuerit perfici, ſcribi uſque ad tres dies proximè venturos, teneatur dare talem ſcripturam, prout dictum eſt, ut dictus Rex Portugaliæ videat & ſciat, quod dictis naturalibus & vicinis commorantibus dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbæ eſt facta juſtitia vel defectus. Et ſi ipſe intellexerit, quod juſtitia eſt in aliquo defectuoſa, quod ipſe nos requirat & poſſit requirere, iterum exprimendo per capitula & articulos gravamina, quæ dixerit eſſe facta, & nos teneamur reſpondere cuilibet capitulo & gravamini, uſque ad triginta dies proximè futuros.

24. Et ſi in dicto termino vel die, nos Regina & infans noſtri Tutores & Gubernatores, vel illi de noſtro Conſilio, non reſponderimus in modo ſupra dicto; quod in tali caſu juſtitia ſit habita tanquam denegata, & ipſe poſſit & mandet facere repreſalias in bonis mobilibus & ſe moventibus ſolum, & non in hominibus, nec mulieribus, civitatibus, villis, nec caſtris, nec quibuſcumque locis pro ſumma & quantitate ad quam aſcenderit dicta cauſa, ſupra quam juſtitia eſt vel fuerit denegata.

25. Et ſi dicti noſtri Notarii, coram quibus tranſierint dicti proceſſus & actus & aliæ cauſæ, vel dictus noſter Notarius Cameræ, per quem tranſierint dictæ requiſitiones de facto noluerit dare ſignatum illud; Nos ex tunc damus licentiam cuicumque Notario dicti Regis Portugaliæ, qui ad regna noſtra venerit cum dicto ſuo Procuratore dicti regis Portugaliæ, quod det ſignatas dictas requiſitiones, quæ contra nos fuerint factæ, & elapſo dicto tertio die, quo fuerimus requiſiti, quod mandabimus dare dictam requiſitionem ſignatam dicto Notario; & ſi non fecerimus illud, quod dictus Notarius Portugaliæ dederit ſignatum, in iſto caſu ſit firmum & validum, ac ſi dediſſet illud ſignatum dictus noſter Notarius Cameræ, coram quo tranſierint dictæ requiſitiones; & pariter, ſi alii Notarii, per quos tranſierint alii actus coram judicibus ſupra dictis, noluerint dare ſignatum parti principali, nec Procuratori dicti Regis Portugaliæ in dicto termino, quod dictus Notarius dicti Regis Portugaliæ poſſit dare ſignatum, ut nobis pateat juſtitiæ defectus, quem idem paſſus fuerit, & nos provideamus vel mandemus provideri, prout dictum eſt.

26. Et etiam volumus, quod ſi dictus Rex Portugaliæ principaliter cognoverit de cauſis, litigiis & placitationibus, quas naturales & noſtri ſubditi tenuerint in ſuis regnis, dominiis, vel per viam appellationis vel ſupplicationis vel aliter quovis modo, & per ſuam propriam perſonam, vel per gentes ſui Conſilii dederit ſententiam; quod talis ſententia per nos non poſſit adnullari nec dici injuſta vel iniqua; & quod nos ob defectum talis juſtitiæ, quod per dictos noſtros naturales vicinos & commoratores dictorum noſtrorum regnorum fuerit quærelosè nobis expoſitum, & dictum eſſe factum per dictum Regem Portugaliæ vel per Gentes ſui Conſilii; non faciamus nec præcipiamus facere, ut poſſint fieri repreſaliæ aliquæ.

27. Et ſi principaliter vel per viam appellationis ſeu ſupplicationis coram ipſo venerit caſus, vel ſibi fuerit querelatum de defectu juſtitiæ dictorum judicum, vel alicujus eorum, vel ſibi fuerit requiſitum, quod faciat vel mandet facere juſtitiæ complementum, & non fecerit, quamvis talis requiſitio coram nobis appareat, nec ideo non mandabimus facere repreſalias aliquas; ſed tenebimur requirere & præcipere requiri iterum in ſcripto exprimendo gravamina per capitula & articulos, taliter, quod per ea appareat, per quæ dixerimus juſtitiam eſſe denegatam. Et ſi ipſe reſponderit cuilibet articulo & capitulo, & allegaverit cauſas, per quas appareat, juſtitiam non eſſe denegatam, & dictam reſponſionem dederit per ſe vel per gentes ſui Conſilii, quod finis dicto negotio ibi detur, nos non faciemus, nec præcipiemus facere repreſalias ob defectum juſtitiæ, quam dixerimus ſic eſſe illatam.

ANS de J. C. 1411.

28. Et ſi à die, qua dictus Rex Portugaliæ fuerit requiſitus ſecunda vice, quod faciat juſtitiæ complementum, uſque ad triginta dies proximè venturos, non reſpondeat per ſe vel per gentes ſui Conſilii per formam & modum ſupra ſcriptum, in tali caſu juſtitia habeatur pro denegata; & nos poſſimus & faciamus & mandemus facere repreſalias per hunc modum, quod per noſmet vel per dictos noſtros Tutores, vel per gentes noſtri Conſilii cognoſcamus de dicto juſtitiæ defectu, & pronuntiemus ſententiam in dicta cauſa, in qua dicta juſtitia fuerit dicta eſſe denegata. Et de ſumma in dicta ſententia contenta, ordinabimus bonos homines non ſuſpectos, qui faciant repreſalias in bonis vicinorum & commorantium regnorum & dominiorum Portugaliæ & Algarbæ, quæ non ſint Civitates, villæ, caſtra vel loca, nec bona radicalia aliqua, nec corpora virorum nec mulierum; ſed fiant in aliis bonis mobilibus vel ſe moventibus; & quod dicta bona, quæ ſic fuerint capta per dictas repreſalias teneantur manifeſtè, & non vendantur uſque nonaginta dies proximos futuros; in quo tempore illi, quibus fuerint ablata dicta bona poſſint requirere tam dictum Regem Portugaliæ, quam alios, quod factum tangit, ut mittant ſolutionem ſummæ, in dicta ſententia contentæ, cum expenſis in dictis repreſaliis expoſitis. Et ſi in dictis nonaginta diebus non venerint dictam ſolutionem facere, prout dictum eſt, quod bona, quæ ſic fuerint capta, poſſint vendi ſecundum forum & ſtatuta regnorum noſtrorum & de illo, quod valuerint damna paſſi ſint reintegrati ſecundum tenorem ſententiarum cum expenſis. Et ſi dicta bona plus valuerint contento in dictis ſententiis cum dictis expenſis, prout dictum eſt, bona fide ſine aliqua deceptione fit reſtitutum illis, in quorum bonis fuerint factæ dictæ repreſaliæ.

29. Etiamſi aliquis vel aliqui dictorum regnorum, dominiorum noſtrorum furati fuerint vel ceperint, ſeu intraverint civitatem, villam, caſtrum, vel locum dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbæ, domitiorum, Terrarum, Patriarum eorum; nonobſtante, quod eis ſit datum per aliquos commorantes vel naturales dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbiæ, contra voluntatem dicti regis Portugaliæ vel hæredum & ſucceſſorum ſuorum, qui tempore dictæ captionis fuerint, teneamur & ſimus obligati procedere, & procedemus contra malefactorem vel malefactores, qui tale commiſerint, & contra illos, qui ſecum erunt vel ſteterunt, ad illas pœnas criminales & civiles, quas ſecundum jus, forum, leges, & ordinationes regnorum noſtrorum merentur illi vel ille, qui talia committunt; & de bonis, quæ tales malefactores habuerint, fit ſatisfactum dicto regi Portugaliæ, vel ſuis hæredibus & ſucceſſoribus, qui pro tempore fuerint, prout dictum eſt; & inſuper dictus rex Portugaliæ, vel hæredes & ſucceſſores, qui pro tempore fuerint, poſſint vel mandent circumdare talem civitatem, villam, caſtrum, vel locum, & poſſint capere vel mandare capi, per vim vel aliter quovis modo, & apprehendere dictos malefactores, & facere de iis juſtitiam, ſecundum dictam pœnam; & quod nos nec noſtri hæredes nec ſucceſſores, qui eodem tempore fuerimus, non dabimus nec conſentiemus dari favorem neque

ANS de J. C. 1411.

que adjutorium ſliquod, tall malefactori vel malefactoribus, pro ſe defendendo; ſi autem ad noſtra regna venerint, tenebimus bona fide ſine fraude laborare pro poſſe quod apprehendantur; vel ſi apprehenſi fuerint illos conferemus & remittemus dicto regi Portugaliæ vel hæredibus & ſucceſſonbus, qui pro tempore fuerint, ut illic puniantur ubi deliquerint.

30. Et etiam ſi aliquis vel aliqui dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbæ, dominiorum, terrarum, patriarum & locorum eorum, venerint ad regna noſtra & dominia, Terras, Patrias, loca eorum, cum aliqua vel aliqoibus rebus quibuſcumque, & furtivè contra voluntatem dominorum ſuorum; vel aliquis duxerit mulierem uxoratam, vel ipſa receſſerit contra voluntatem mariti ſui, & venerit ad dicta regna noſtra & dominia; ſi nos vel hæredes & ſucceſſores noſtri, qui pro tempore fuerint, vel juſtitiarii noſtri, vel aliquis eorum, fuerimus requiſiti, faciemus mitti captum de loco in locum, uſque ad primum locum Portugaliæ, cum dictis rebus, quæ inveniri poſſint; ut fiat de eis quolibet eorum jus in loco vel locis ubi fuerint, vel commiſerint delictum, vel delicta.

31. Et etiam nos de noſtra abſoluta, plena & regali poteſtate ſupplemus quemcumque defectum vel defectus facti vel juris, ſolemnitatis vel ſolemnitatum, fori, ſtili, conſuetudinis, uſus, qui in iſto tractatu ſint vel deſint, vel ſint omiſſi; quamvis tales ſint, de quibus debet fieri ſpecialis & expreſſa mentio; quem vel quos omnes, & quemlibet eorum habemus hic pro expreſſis & ſpecificatis, & expreſsè nominato vel nominatis. Et volumus & concedimus, quod non obſtante dicto defectu vel defectibus, dicta pax, finis, remiſſio, refutatio, renunciatio, quietatio & concordia & omnia alia ſupradicta, & quælibet eorum ſupra & infra ſcripta, ſint firma, valida, rata in perpetuum, ſic & tàm completè ac ſi in iſto contractu non eſſet aliquis defectus nec ſolemnitas ſeu ſolemnitates quæcumque, deficerent vel eſſent omiſſæ, ſed hic de verbo ad verbum eſſent contentæ.

32. Et ad majorem firmitatem & obſervantiam iſtius dictæ pacis & contentorum in ea, perſonæ conſilia ſive loca infra ſcripta, à die datæ hujus cartæ, uſque ad ſex menſes proximè futuros, jurabunt ſuper crucem & ſancta Dei Evangelia, obſervare & complere iſtam pacem; quod juramentum præſtabit unuſquiſque in iſta forma quæ ſequitur: Ego talis juro Deo & per dictam Crucem, & ſancta Dei Evangelia cum manibus meis corporaliter tacta, quod benè, fideliter, legaliter & veraciter, ſine aliqua arte vel fraude, tenebo, obſervabo, & complebo; & faciam obſervare, tenere & complere, toto meo legali poſſe, iſtam pacem & omnia & quodlibet eorum in iſta carta contenta, de extero & in perpetuum, cum fuerit dicta pax per dictum dominum regem approbata, jurata & obſervata, prout in iſta carta ſua continetur. Quæ perſonæ Conſilia ſunt quæ ſequuntur:

33. Dompnus Alphonſus Magiſter Sancti Jacobi: Dominus Johannes Magiſter de Alcantara, iſti duo jurabunt cum fuerint in ætate conſtituti, Dompnus Henricus filius Domni Petri Prior Sancti Johannis; Prælati: Archiepiſcopus Toletanus, Archiepiſcopus Iſpalenſis, Epiſcopus Paleutinus, Epiſcopus Burgenſis, Epiſcopus Zamorenſis, Epiſcopus Seguntinus, Epiſcopus Abutenſis, Epiſcopus Segobienſis, Epiſcopus Mendonenſis, Epiſcopus Legionenſis, Epiſcopus Salamantinus, Epiſcopus Placentinus, Epiſcopus Cartaginenſis, Epiſcopus Lucenſis, Epiſcopus Jaenſis, Epiſcopus Civitatis Roderici, Epiſcopus de Tuis (Tuda) Epiſcopus de Crens (al. Sina) Epiſcopus Ovetenſis, Epiſcopus Cordubenſis, Epiſcopus Calicenſis, Epiſcopus Conchenſis, Epiſcopus Ocenenſis, (al. Oreſenſis) Epiſcopus Calaguritanus, Epiſcopus Murcienſis, Epiſcopus de Coria.

34. Comites & Domini: Comes Dompnus Federicus, Comes Dompnus Henricus, Manuel Comes de Niebla, Conſtabularius, Alfonſus Henricus Admiraldus, Joannes de Velaſco, Didacus Lupi d'Eſtuniga, Domnus Petrus de Marchens, Petrus Manriquez Adelatatus Legionenſis, Petrus Aphan de Ribera, Didacus Fernandi Mareſcallus, Joannes Alvari de Oſtorro, (al. Oſorio) Didacus de Sant Doval, Adelatatus Caſtellæ, Dompnus Avarus, Petrus de Guſman, Prætor Major Yſpalis, Garſias Fernandi Manrique, Didacus Sancii de Beneiven, (al Benavides) Carolus de Arellano, Fernandus Petri de Ayala, Dompnus Petrus de Guevara, Joannes Furatus de Mendoça, Didacus Fernandi de Quinnones, Adelantatus de Galecia, Martinus Fernandi Portocarero, Petrus de Eſtuniga Juſtitiarius major, Gometius Suares Filius Magiſtri, Petrus Magni de Avellaneda, Petrus Garſiæ de Ferrara Mareſcallus, Didacus Petri Sarmiento, Didacus de Eſtuniga, Martinus Fernandi Prætor Domicellorum, Numus Ferrer de Andrada, Joannes Alphonſi de Muxica, Doctores: Doctor Petrus Johannis, Doctor Petrus Sancii, Doctor Joannes Alphonſi, Doctor Joannes Roderici.

ANS de J. C. 1411.

35. Civitates & Villæ, Tolletum, Sanctus Jacobus, Sibilia, Burgenſis, Legionenſis, Palentinenſis, Avila, Segobienſis, Seguntina, Ovetenſis, Conchenſis, Cartaginenſis, Murcienſis, Cordubeoſis, Jaenſis, Calaguritana, Calicenſis, Badajocenſis, Placentina, Coria, * Ovectenſis, Lucenſis, Mendonienſis, Orenſis, Tuy, Vallifoleti, Taurum, Cancera, Trugillo, Camora, Betancos, Vivero, Sanctus Andreas, Sanctus Sebaſtianus, Bermeobilbao.

36. Et ut verius ſupra dicta teneantur, obſerventur & compleantur & quodlibet eorum, obligamus nos & omnes noſtros hæredes & ſucceſſores & omnia noſtra bona præſentia & futura, tam regalia quam fiſcalia, patrimonia & alia quæcumque, & quomodocumqua vulgariter nominentur, quæ nos habeamus vel nobis pertineant, vel ut regi vel fiſco vel aliter quovis modo. Et renunciamus ſpecialiter & expreſsè omni actioni & Juri Canonico & Civili, ſcripto & non ſcripto, officio & beneficio, & privilegio juris ſpecialis, communis, generalis, fori, ſtili, moris, uſus; & ſpecialiter beneficio & privilegio, beneficiis & privilegiis Juris ſpecialis, quæ pertinent regibus velut regibus vel fiſco vel aliter quovis modo, quod nobis pertinent vel poſſint pertinere, & de quibus nos & hæredes & ſucceſſores noſtri nos poſſumus vel poſſemus juvare & proficere quovis modo, quod nobis pertineant; quæ beneficia vel beneficium, privilegium vel privilegia, forum, ſtilum, uſum, morem, habemus hic pro expreſſis & ſpecificatis, & ſpecialiter nominatis: Et nos habemus ea certa & ſpecificata ac ſi hic de verbo ad verbum eſſent ſpecificata, poſita & ſcripta. Et iis nos hic renuntiavimus & renuntiamus omni viæ ſpeciali, communi, vel generali, quæ nobis pertineat vel pertinere poſſit qualitercumque conquerendi, denunciandi vel petendi, componendi, vel contradicendi in judicio vel extra judicium; nec veniendi alio quovis modo, contra dictam pacem, finem, remiſſionem, refutationem, renuntiationem, quietationem & concordiam factam ſuper ſupradictis, nec contra ſupradicta & quodlibet eorum. Et renunciamus etiam legi & juri, quod dicit, quod generalis renunciatio non valeat.

37. Et ad majorem firmitatem iſtius pacis, finis, remiſſionis, refutationis, renunciationis, quietationis & concordiæ & omnium ſupradictorum, & cujuſlibet eorum, & ut ipſa ſint magis firma & melius obſervata; concedimus, promittimus per fidem noſtram regiam, pro nobis & pro omnibus hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, & pro dictis noſtris regnis & dominiis, terris, Patriis, locis, gentibus & ſubditis eorum, & cujuſlibet eorum; de tenendo, obſervando, complendo; & tenebimus, obſervabimus & complebimus; & faciemus tenere, ſervare, complere, benè, fideliter, legaliter & veraciter, ſine aliquâ arte vel fraude,

ANS de J. C. 1411.

fraude, dictam pacem, finem, remiſſionem, reſtitutionem, renunciationem, quietationem & concordiam, & omnia alia ſupra dicta & quodlibet eorum in perpetuum, prout in iſta carta & capitulis ejus plenius continetur. Et etiam quod nos non potemus nec impetrabimus per nos nec per alium, reſtitutionem in integrum, contra ſupra dicta & quodlibet eorum, dicendo quod ſumus damnificati vel læſi, vel recepimus damnum vel fraudem aliquod vel aliquam, ut rex vel ut fiſcus, vel aliter quovis modo, quod noſtra ex parte poſſit dici vel allegari; nec veniemus, nec faciemus venire contra omne ſupradictum vel partem ejus nunc & de cætero; nec in aliquo tempore per aliquam formam vel quomodocumque poſſit fieri, nec ratione ſchiſmatis, quod nunc eſt, nec alicujus cujuſvis diſcordiæ, quæ ſit vel fuerit in Eccleſia Dei, nec cujuſquam Perſonæ cujuſcumque legis ſtatus & conditionis exiſtat.

38. Et nos ſupra dicti Regina Dompna Catharina & Infans Dompnus Fernandus Tutores dicti domini Regis, Rectores & Gubernatores Regnorum ſuorum, principaliter aſſiſtendo omnibus ſupradictis & cuilibet eorum; damus & concedimus, ut tutores ſpecialiter dicti Domini regis, noſtram licentiam, & interponimus noſtram authoritatem ad hoc, quod iſte contractus & omnia in eo contenta & quolibet eorum ſint firma, valida & rata nunc & in perpetuum. Et ad majorem abundantiam & firmitatem dicti contractus & in eodem contentorum, quia dictus Dominus Rex eſt minoris ætatis nos ſupra dicti Tutores, habendo pro ſervitio Dei & dicti Domini Regis & utilitate boni communis regnorum ſuorum, dictam pacem firmam, & cum conſilio & concordia gentium Conſilii dicti Domini Regis & Prælatorum, Ducum, Comitum, Magiſtrorum, divitum hominum, Militum & Procuratorum, civitatum, villarum & locorum dictorum regnorum ſuorum, ſic & in quantum de jure vel de facto ſit neceſſarium & opportunum pro bono dicti contractus; Nos, ut tutores dicti Domini Regis, firmamus & facimus, ponimus, damus & concedimus, pro & nomine dicti regis & pro omnibus hæredibus ſucceſſoribus ſuis & omnibus regnis ſuis, dominiis, gentibus ſuis, & ſubditis eorum dictam pacem bonam fidelem, puram, veridicam, ſtabilem, firmam, perpetuam in perpetuum dicto Regi Domino Joanni Portugaliæ & Algarbæ, & ſucceſſoribus & regnis, Dominiis & Gentibus ſuis & ſubditis eorum; in eadem forma & modo, prout in iſta carta continetur; & melius & efficacius quod per nos fieri poſſit. Et etiam pro dicto rege & ſuo nomine ut Tutores ſui facimus dictam pacem, finem, remiſſionem, quietationem & concordiam ſpecialem & expreſſam cum dicto rege Portugaliæ & omnibus ſuis hæredibus & ſucceſſoribus & regnis, dominiis & gentibus ſuis & ſubditis eorum ſuper omnibus dictis guerris, cootroverſiis & malis præteritis; & etiam facimus dictam remiſſionem, reſtitutionem & renunciationem ſpecialem & expreſſam totius juris & actionis, quæ dictus Dominus Rex & hæredes & ſucceſſores ſui & ſua regna, dominia, gentes & ſubditi eorum habent vel prætendunt habere ratione dictarum guerrarum & diſſenſionum & malorum prætentorum, contra dictum regem Portugaliæ & hæredes & ſucceſſores ſuos, regna & dominia, gentes & ſubditos eorum.

39. Et etiam pro & nomine dicti domini regis ut ſui tutores facimus omnes obligationem & obligationes, renunciationem & renunciationes, quæ pro bono, firmitate & obſervantia iſtius contractus per dictum dominum regem in iſta ſua carta ſunt dictæ, factæ, declaratæ, ſic & in eâdem forma & modo, prout in dicta carta continetur. Et promittimus de non petendo nec aſſentire peti dictas magnas diſſenſiones & mala præterita, prout in iſta littera continetur. Dictam pacem, finem, remiſſionem, refutationem, quietationem, renunciationem & concordiam & omnia alia & quodlibet eorum, nos dicti tutores nomine dicti Domini noſtri Regis & pro ipſo & omnibus hæredibus & ſucceſſoribus ſuis & regnis, dominiis, & gentibus ſuis & ſubditis eorum, facimus, damus, & concedimus cum dicto Rege Portugaliæ & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus & ſuis gentibus regnis, dominiis & ſubditis eorum; in eadem forma & modo, prout in iſta dicta carta continetur; & melius & efficacius, quod per nos & nomine dicti domini regis fieri poſſit; ſic & tam completè, ac ſi omnia verba, quæ ſunt dicta, concepta, pronunciata & poſita in perſona dicta domini regis, in iſta carta eſſent dicta, poſita, concepta & pronunciata, per nos in noſtris propriis perſonis, ut tutores ponimus & concipimus & pronuntiamus quælibet verba in ſuo loco, ſicut ſunt ſituata & ſcripta in iſta dicta carta.

ANS de J. C. 1411.

40. Et ſtatim de præſenti promittimus & juramus per Deum & ſignum crucis & ſancta Dei Evangelia cum noſtris manibus corporaliter tacta, uſque quo dictus Dominus Rex ſit ætatis quatuordecim annorum completorum, quod nos benè, fideliter, legaliter & veraciter, ſine aliqua arte vel fraude, toto noſtro legali poſſe, ut tutores dicti domini regis, etiam Dompna Catharina Regina & Infans Fernandus, tenebimus, obſervabimus, complebimus, & faciemus tenere, obſervare, complere iſtam dictam pacem, finem, remiſſionem, quietationem, refutationem, renunciationem & concordiam & omnia alia & quodlibet eorum; ſic & in tali forma, prout in iſta dicta carta plenius continetur; quantum in nobis fuent & nobis pertinebit, ut tutoribus domini noſtri regis; & in quantum dictum dominum regem & ſuos hæredes & ſucceſſores, regna dominia & ſubditos ſuos tangit & pertinet, obſervare, complere; & etiam in quantum nos tangit & pertinet, ut Reginam Dompnam Catharinam, & ut Infantem Dompnum Fernandum, ſic & taliter, prout in iſta dicta carta & capitulis ejus plenius continetur; Et non veniemus, nec faciemus contra ſupra ſcripta vel quodlibet eorum, nec petemus, nec impetrabimus per nos, nec per alium reſtitutionem in integrum, nec abſolutionem dicti juramenti contra dictam pacem & contenta in eadem, & quodlibet eorum in noſtro tempore vel dicti domini regii, nec ratione ſuæ minoris ætatis, nec ratione damni vel deceptionis alicujus quæ pro parte dicti domini regis vel noſtri dici vel allegari poſſit, renuntiando expreſè omni juri, actioni, exceptioni, officio, beneficio vel privilegio Juris ſpecialis, communis vel generalis, per quod vel quæ contra ſupradictam pacem vel partem ejus poſſemus venire quovis modo; habendo dicta jura, officium vel officia, beneficium vel beneficia, privilegium vel privilegia hic omnia & quolibet eorum, pro ſcriptis & ſpecificatis & ſpecialiter nominatis; & nos dicimus de eis & de quolibet eorum certos & certificatos, & pariter renuntiamus legi & juri, in quo cavetur, quod generalis renuntiatio non valet.

41. Ac etiam promittimus & juramus per Deum & ſuper ſignum crucis & Sancta Dei Evangelia, cum noſtris manibus corporaliter tacta, ut tutores dicti Domini Regis, & ut regina Dompna Catharina ejus Genetrix, & ut Infans Dompnus Fernandus ejus Avunculus; tractare facere, procurare & conſulere toto noſtro legali poſſe benè, fideliter, legaliter & veraciter, cum Deo placuerit quod dictus Dominus Rex ſit in ætate quatuordecim annorum completorum; quod approbabit, complebit, ratificabit, tenebit & obſervabit, & faciet tenere, obſervare & complere veraciter ſupra dictam pacem, finem, remiſſionem, quietationem, refutationem, renunciationem & concordiam; & omnia alia in iſta carta contenta & quodlibet eorum; & non venier nec faciet contra hoc vel partem ejus aliqua ratione vel modo, quo poſſit; & renunciabit omni actioni juri vel officio, beneficio vel privilegio juris ſpecialis, communis vel generalis, per quod

ANS de J. C. 1411.

quod vel quæ contra ſupradictum vel partem ejus poſſit venire quovis modo & faciet omnes obligationes, renunciationem & renunciationes; ſic & in eadem forma prout in iſta carta continetur; & quod ſupplebit de ſua poteſtate regali & abſoluta quemcumque defectum vel defectus juris vel ſolemnitatis ſeu ſolemnitatum juris, vel cujuſvis alterius quod in iſto tractatu eſſet vel deeſſet aut eſſet omiſſum quovis modo.

42. Et finaliter jurabit expreſsè per Deum & ſupra crucem & ſancta Dei Evangelia cum ſuis manibus corporaliter tacta: quod bene, fideliter, legaliter & veraciter faciet, tenebit, obſervabit & complebit, & facere, tenere, obſervare & complere ſupra dictam pacem, finem, remiſſionem, quitationem, refutationem & concordiam & omnia alia & quodlibet eorum ſic & in forma & modo prout in iſta carta & capitulis ejus plenius continetur. Et non petet nec impetrabit per ſe nec per alium reſtitutionem in integrum, nec abſolutionem dicti juramenti contra dictam pacem & contenta in eadem & quodlibet eorum quovis modo poſſit. Et ad majorem corroborationem iſtius contractus. Nos ſupra dicti tutores, ut tutores dicti domini regis & rectores & Gubernatores dictorum regnorum ſuorum, corroboravimus ſive appoſuimus hic noſtra manualia ſigna; & præcepimus ſigillari cum ſigillo plumbi dicti domini regis, ac etiam præcepimus præſentibus Notariis publicis & ſcribis quod conferant ſignatum pro tuitione ambarum partium; Et præſentibus quod ſint teſtes qui ſunt, ſcilicet Dompnus Alphonſus Herici, Admiraldus Caſtellæ; Et Petrus Afan de Ribera Adelantatus major Fronteriæ; & Didacus Fernandi Mareſcallus & Joannes Alvari de Oſorio Cuſtos major regis, & Dominus Frater Johannes Henrici Epiſcopus Lucenſis. Datum &c. Anno Domini noſtri Jeſu Chriſti milleſimo cccc. undecimo, Et erant hæc nomina infra ſcripta ibi poſita in Idiomate Yſpanico *Yo la Reyna*, *Yo el Infante*.

CCCLIII.

ANS de J. C. 1411. L'EMPIRE ET BRABANT.

Traité & Alliance entre WENCESLAS *Roi des Romains & de Bohême, &* ANTOINE *Duc de Brabant, par lequel ledit Roi céde audit Duc le droit qu'il pourroit avoir ſur le Duché de Brabant. Fait à Prague, le 3. Août*, 1411. Placards & Ordonnances de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. IV. pag. 554.

WENCESLAUS Dei gratiâ Rom. Rex ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex. Notum facimus, tenore præſentium univerſis, quod ſicut alias ad ſupplicem ..... inſtantiam Sereniſſimi Principis Caroli Francorum Regis, & aliorum illuſtrium inclytæ Domus Franciæ principum, patronorum, & avunculorum, ejuſdem Domini Caroli conſanguineorum noſtrorum dilectorum, nec non ob ſingularem favorem, quem ad perſonam Illuſtris ANTONII Ducis Brabantiæ conſanguinei noſtri chariſſimi, parentelæ, ſeu matrimonii contractum inter ipſum Ducem Brabantiæ & inclytam Eliſabetham; illuſtris quondam Joannis Ducis, Gorlicenſis Principis Germani noſtri chariſſimi filiam, neptemque noſtram prædilectam, optatum duximus in effectum, ipſamque neptem noſtram prædicto Antonio Duci Brabantiæ legitimam tradendam in uxorem, ita nos in favorem hujuſmodi ſacri matrimonii, & pro confirmatione, ac in ſignum amicitiæ ſpecialis ..... ſano principum, procerum ac fidelium noſtrorum accedente conſilio, & de certâ ſcientiâ, cum eodem Antonio Duce Brabantiæ, nec non Illuſtri Joanne Duce Burgundiæ, Germaniæ ipſius conſanguineo Illuſtri, novas ligas, uniones, & confœderationes inivimus & virtute præſentium ſubintramus, taliter videlicet: Quod ipſi Antonius Brabantiæ & Joannes Burgundiæ Duces conſanguinei noſtri prædicti nobis hæredibus & ſucceſſoribus noſtris Bohemiæ Regibus, in noſtris & ſacri Romani Imperii, & corona Bohemiæ negotiis, atque cauſis, adverſus quoſcunque, cujuſcunque etiam gradus, dignitatis, ſeu præeminentiæ exſtiterint, cum duobus millibus laureatorum, propriis eorum ſumptibus, & expenſis præſtare debebunt, & tenentur conſilium, auxilium & juvamen, & ſignanter juxta modum & formam quemadmodum Domus inclytæ Franciæ, Reges, & Principes nobiſcum, & domo noſtra Bohemiæ, & regibus & principibus ipſius ab antiquis colligati & confœderati exiſtunt, & fuerunt, toties, & quoties per nos, & ſucceſſores noſtros Reges Bohemiæ ſuper fuerint requiſiti. Proviſo tamen quòd nos, hæredes & ſucceſſores noſtri Reges Bohemiæ, ipſis paribus legibus, unionibus, & confœderationibus obſtringamur. Inſuper verò, & prædictus Antonius conſanguineus noſter, ob præfati matrimonii, ac parentelæ ſacrum contractum, alicujus magnificentiæ noſtræ beneficio gaudeat, meritò in fororum autoritate Regia Romana & Bohemica declaravimus, & virtute præſentium declaramus, eundem Antonium Ducem Brabantiæ conſanguineum noſtrum ad Dominum Ducatus Brabantiæ ritè, benè, & juſtè legitimâ ſucceſſione perveniſſe, & ipſo Ducatu, cum omnibus ſuis pertinentiis, licitè, & bono titulo gaudere, & gaudere debere, ac ſi etiam, & in quantum opus eſt, omne jus quod nobis tanquam Romano Regi, & Bohemiæ Regi ratione Ducatus Luxemburgenſis, aut aliàs in & ſuper Ducatu Brabantiæ, per modum devolutionis, ſeu alio quòcunque modo competit, aut competere poſſet. Et ſimiliter omne jus, quod nobis in caſtris, & fortalitiis inter Moſam, & Rhenum ſita, ad Ducatum Luxemburgenſem ſpectantia, quæ idem Antonius ad præſens tenet, & poſſidet, competere dicitur, eidem Antonio, ejus hæredibus, ac ſucceſſoribus, dedimus, & donavimus, ac in ipſos transferimus, plenariè, & in totum, præſentium ſub regiæ noſtræ Majeſtatis ſigillo & teſtimonio literarum. Datum Pragæ an. Domini milleſimo quadringenteſimo undecimo 3°. Auguſti, Regnorum noſtrorum Anno Bohemiæ quadrageſimo nono, Romani trigeſimo ſexto, ſubſignatum. Ad mandatum Domini Regis, & erat ſubſcriptum *Joannes de Bamberch.*

CCCLIV.

ANS de J. C. 1412. ORLEANS ET BOURGOGNE.

*Traité de Paix fait à Bourges entre la Famille d'*ORLEANS *& celle de* BOURGOGNE *le 15. Juillet*, 1412. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 211.

LEs traittés deſſuſdicts ſuſſent conclus en la forme ſuyvante. C'eſt aſſavoir que le traitté de Chartres, faict par le Roy & ſon Conſeil entre le Duc de BOURGOGNE & les trois frères d'ORLEANS, auroit lieu, en accompliſſant le mariage du Comte de Vertus avec une des filles de Bourgongne. Que le Duc de Berry remettroit en l'obeiſſance du Roy telles viles & chaſteaux, qu'il luy plairoit, le priant de luy vouloir pardonner, s'il ne luy avoit aſſez toſt rendu la vile de Bourges. Que tous ces Signeurs Orleanois renonceroyent à toutes convenances & alliances, qu'ils auroyent faictes les uns avec les autres, & avec tous eſtrangers, contre le Duc de Bourgongne: & pareillement renonceroit iceluy Duc de Bourgongne à toutes alliances & confederations quelconques, par luy faictes contre leſdicts Signeurs. Que le Roy leur reſtitueroit toutes leurs terres, viles, chaſteaux,

ſteaux, & fortreſſes: excepté que ce, qui auroit eſté démoli, demeureroit ainſi, ſans autre réparation. Finalement que les Officiers & ſerviteurs deſdicts Signeurs ſeroyent remis en leurs biens, Offices, & Bénefices.

CCCLV.

ANS de J.C. 1413. ORLEANS ET BOURGOGNE.

*Traité de Paix fait à Pontoiſe entre la Famille d'*ORLEANS *& celle de* BOURGOGNE, *l'an* 1413. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 218.

NOuvelle paix fut accordee, ſelon les articles ſuyvans. C'eſt aſſavoir qu'entre les Princes du ſang Royal ſeroit bonne amour & union: prometroyent & jureroyent d'eſtre bons & vrais parens & amis: de ce ſeroyent lettres & ſermens les uns aux autres: &, en plus-grande confirmation de ce, le jureroyent & promettroyent ſemblablement les principaux ſerviteurs d'iceux Princes. Que les Princes & Signeurs de la ligue d'ORLEANS ſeroyent ceſſer la voye de faict & de guerre. & ne feroyent aucun mandement de gens-d'armes: ains les caſſeroyent du tout, ſi quelques uns eſtoyent aſſemblés. Que de tout leur loyal pouvoir, & au pluſtoſt que faire ſe pourroit, feroyent departir ceux, qui eſtoyent de la compaignie de Clugnet de Brabant, de Louis Bourbon, & d'autres leurs adherans: &, ſi telles gens de compaignie ne vouloyent ce faire, les deſſuſdicts Princes & Signeurs s'employeroyent au ſervice du Roy, pour les y contraindre, ou exterminer, & tous autres ennemis du Roy, qui voudroyent grever ſon Royaume. Qu'ils promettroyent, quant aux choſes avenues à Paris, qu'ils n'en potteroyent aucun mal-talent ne dommage, à la vile de Paris, ny à aucuns particuliers d'icelle: & ne pourchaceroyent leur en eſtre faicte quelque inſtance que ce fuſt, ſous ombre de juſtice, ou autrement: ainçois, eſtant aucune feurté avi'ée pour le bien de la vile, & pour le particulier d'icelle, en ſouffriroyent l'effect, & meſmement y aideroyent à leur pouvoir. Qu'ils jureroyent & promettroyent par leurs ſerments, en paroles de Princes, & ſur leur honneur, d'entretenir, & faire entretenir, & accomplir loyaument, toutes les choſes deſſuſdictes, ſans nulle fraude, ou calonnie: & de ce bailleroyent au Roy lettres expreſſes, ſeellees de leurs ſeaux. Item auſſi, en ce faiſant, les Ambaſſadeurs des deſſuſnommés Princes de la ligue requeroyent au Roy, qu'il luy pleuſt annuller & révoquer tous ſes mandemens de gens-d'armes & de traict, faiſant ceſſer toute voye de faict & de guerre, excepté contre les gens de compaignie, qui ne voudroyent obeir. Qu'il luy pluſt faire ceſſer, & reduire à neant, tous les mandemens, naguéres donnés pour mettre en ſa main aucuns chaſteaux & fortreſſes des deſſuſdicts Princes & Signeurs, ou de leurs aliés: &, ſi aucuns eſtoyent ja ſaiſis & mis en ſa main, luy pleuſt les remettre en leur premier eſtat, ſous leurs Capitaines & Signeurs. Que la commiſſion, par luy donnee depuis certain temps pour le faict des priſonniers, & autres, appelés, ou à appeler, à baniſſement, fuſt révoquee: & que par la Juſtice accouſtumee, & ordinaire du Roy, fuſſent contraincts & convenus, ſans ce que nuls commiſſaires particuliers s'en entremiſſent aucunement. Que, ces choſes ainſi faictes & accomplies, le Roy, la Royne, & Monſieur le Dauphin, fuſſent par un certain jour en quelque lieu, hors la vile de Paris: & que là ſe trouvaſſent les Princes & Signeurs de chaſcune partie, pour confirmer bonne union entre eux, & aviſer aux affaires & choſes néceſſaires du Roy & du Royaume. Et, ſi l'on faiſoit doute qu'iceux Princes & Signeurs de la ligue vouluſſent induire le Roy, la Royne, & Monſieur le Dauphin à quelque haine, ou vengeance, contre la vile de Paris, ou contre aucuns des habitans d'icelle, ou vouluſſent prendre le gouvernement, ou attraire le Roy, ou Monſieur le Dauphin, avec eux, tant que l'on fiſt difficulté d'accorder cette congregation & aſſemblee, les deſſuſdicts Princes & Signeurs eſtoyent preſts de bailler bonne ſeurté, & telle qu'on la pourroit aviſer.

CCCLVI.

ANS de J.C. 1414. FRANCE ET BOURGOGNE.

Traité de Paix fait à Arras entre CHARLES VI. *Roi de France & le* DAUPHIN *ſon fils d'une part, &* JEAN *Duc de Bourgogne d'autre, en* 1414. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 231.

C'Eſt aſſavoir, que le Roy de France & le DAUPHIN, ſon fils, pardonneroyent au Duc de Bourgogne toutes les choſes, eſquelles il pourroit avoir faillt, & fait contre leur volonté & plaiſir, depuis la paix de Pontoiſe: & le recevroyent en leur amour & bonne-grâce. Que le Duc de Bourgongne feroit delivrer au Roy, ou à ſes Commis, le chaſteau du Crotoy. Qu'il ſeroit tenu d'élongner, & mettre hors de ſa maiſon, ſans plus les ſouſtenir en nuls de ſes païs, quelques uns de ſa famille, eſtans en l'indignation du Roy & du Dauphin, & qui luy ſeroyent déclairés & baillés par eſcript en temps & lieu. Que toutes terres des vaſſaux, ſugets, bienveuillans, & aliés du Duc de Bourgongne, priſes & miſes en la main du Roy & du Dauphin, pour raiſon de cette guerre, leur ſeroyent rendues & reſtituees, comme pareillement ſeroit faict de ſa part envers ceux du Roy: & que tous banniſſemens, faicts pour la meſme raiſon, ſeroyent mis au neant. Que les traiteurs de cette paix, commis & deputés par le Duc de Bourgongne, promettroyent en ſon nom, que doreſnavant ne procéderoit, ny ne feroit proceder, en matiére d'alliance, avec les Anglois: ſi ce n'eſtoit par le congé du Roy, & du Dauphin. Que le Roy, eſtant à Paris, aſſembleroit quelques gens de ſon Conſeil avec aucuns de celuy du Duc de Bourgongne, pour faire telles lettres que l'on pourroit, ſauf l'honneur du Roy, à la decharge d'iceluy Duc de Bourgongne. Que le Due de Bourgongne promettroit de jamais ne faire, ne procurer, ouvertement ou couvertement, aucun mal, détourbier, ou empeſchement, aux vaſſaux, ſerviteurs, bien-veuillans, Officiers, & ſugets du Roy, qui en cette querelle l'auroyent ſervy, & nommément aux Bourgeois de Paris. Que le traité de Chartres & les autres, faicts depuis, ſeroyent fermement gardés: & que, s'aucune choſes y avoit à parfaire & reparer, ſeroit incontinent parfaict & reparé de chaſcune part. Que les deſſuſdicts députés du Due de Bourgongne jureroyent au nom d'iceluy, & pour toute le pais de Flandres, qu'il tiendroit & garderoit fermement & perpetuellement cette bonne paix: &, en cas qu'il commenceaſt quelque choſe au contraire, ne luy donneroyent conſeil, ny aide, en aucune maniére que ce fuſt. Qu'iceux députés promettroyent de ſe mettre en tout devoir de faire ſemblablement jurer ceux d'Arras, & ceux qui pour lors eſtoyent en la compaignie du Duc de Bourgongne, & es garniſons de ſes viles & chaſteaux d'Arras, de Bourgongne, & de Flandres, à tenir les choſes deſſuſdictes, quand ils en ſeroyent requis de par le Roy.

ANS de J.C. 1414. L'Empereur et la France.

CCCLVII.

Traité de Paix & d'Alliance entre SIGISMOND *Empereur, &* CHARLES VI. *Roi de France, fait à Trente, le 25. Juin* 1414. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 207.

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex; notum facimus universis præsentibus, atque futuris. Quod nos ad memoriam reducentes uniones, colligationes & fœdera per Serenissimos Principes Dominum CAROLUM QUARTUM divæ memoriæ Romanorum Imperatorem semper Augustum, & Bohemiæ Regem, Genitorem nostrum charissimum pro se, hæredibus ac successoribus Bohemiæ Regibus, cum deinde per Dominum Wenceslaum tunc Romanorum & Bohemiæ Regem, fratrem nostrum charissimum, pro se ac pro nobis, & Illustri Joanne quondam Duce Juliacensi fratre nostro charissimo, nostrisque hæredibus & successoribus Bohemiæ Regibus, cum Serenissimo Principe Domino Carolo quondam Francorum Rege inclytissimo, cujus animam possideat Paradisus, pro se & filiis suis Carolo primogenito, tunc Delphino Viennensi, & Ludovico Comite Valesii, nec non Ludovico Andegavensi, Joanne Bituricensi, & quondam Philippo tunc Burgundiæ Ducibus Germanis suis, hæredibusque & successoribus eorum factas, initas & juratas; easdemque uniones, alligationes, & fœdera cum Serenissimo Principe Domino Carolo nunc Francorum Rege inclytissimo, renovasse & confirmasse; menti pariter non immeritò reducentes, quantis favore, zelo, & amore, nexibus etiam sanguinis & fœderis ad hoc ipsum impellentibus, ipse consanguineus noster Dominus Carolus quondam Francorum Rex inclytissimorum progenitorum suorum vestigiis inhærendo, nos & nostram Domum Bohemiæ fuerit continuò favorabiliter prosecutus, & præfatus Dominus Carolus nunc Francorum Rex de die in diem prosequi non desistit; compellimur, tàm divinæ legis institutione quàm sanguinis proximitate; & præmiorum vicissitudine vicem rependere.

2. Quas ob res cum eodem Serenissimo Principe Domino Carolo Francorum Rege consanguineo nostro carissimo, suisque hæredibus, & in eodem Francorum Regno successoribus, in Dei Salvatoris nomine, totius quoque Trinitatis, pro consolatione ac stabilitate Regnorum, ac grata salute, nostris, suisque ditionibus fidelium & subjectorum; uniones, fœdera, colligationes & promissiones hactenus cum eo, & aliis ut supra factæ, salva & excepta exclusione infra scripta, perpetua roboris firmitate vigere volentes; ipsos & ipsa, sicut inter præfatum Dominum Carolum Quartum, & postmodum Dominum Wenceslaum pro se, ac nobis, & charissimo fratre nostro Joanne Olim Duce Juliacensi, ac hæredibus & successoribus nostris, ac antedictum Dominum Carolum Francorum Regem & pro se & suis hæredibus factæ seu facta fuerunt, & in litteris desuper confectis liquidius sunt expressæ & expressa, cum jam dicto Domino Carolo nunc Francorum Rege, Ludovico primogenito Duce Aquitaniæ & Delphino Viennensi, Joanne Turoniæ Comite & de Ponthiuro, ejusdem Domini Caroli Francorum Regis filios; Serenissimo Principe Ludovico Hierusalem & Siciliæ Rege, Andegavensi Duce, Joanne Duce Bituricensi, Carolo Duce Aurelianensi, Philippo & Joanne ejus fratribus, Joanne Duce Borbonii, Joanne Comite Alençonii, & Eduardo Duce Barrensi consanguineis nostris charissimis, ipsorumque hæredibus & successoribus; pro nobis ac Serenissimo Principe Domino Wenceslao Bohemiæ Rege fratre nostro charissimo, nostrisque hæredibus; & tam in Romanorum, quàm Hungariæ, Dalmaciæ, Croatiæ & Bohemiæ prædictis Regnis, & eorum quolibet successoribus, de novo facimus, renovamus, ratificamus, & approbamus, ac etiam confirmamus. ANS de J.C. 1414.

3. Et ad horum majorem firmitatem promittimus bonâ fide, & sub virtute juramenti per nos ad Sancta Dei Evangelia præstiti, pro nobis & hæredibus ac successoribus nostris prædictis: quod à modo in antea & in perpetuum erimus boni, legales, atque perfecti amici ipsius Domini Caroli Francorum Regis, filiorum, nepotum, & aliorum prænominatorum consanguineorum suorum, & nostrorum; & quod honorem, uberem statum, commodum & profectum eorum semper procurabimus, viis, modis, & ingeniis quibuscumque realiter & cum effectu; ac universum damnum, quod ipsis vel eorum hæredibus & successoribus in personis, honore vel rebus, seu Regno Franciæ antedicto, ac etiam juribus suis per quempiam irrogari posset, quomodocumque & qualitercumque, dum ad nostri notitiam devenerit, fideliter vitabimus. Ipsos quoque hæredes & successores suos prædictos adversus quoscumque, qui contra statum, jura ac conditiones eorum moliti sunt hactenus, aut quomodolibet molirentur, tàm in adipiscendis, quam in recuperandis, & retinendis adjuvabimus, & restaurari curabimus, ac fortificabimus totâ nostra potentia, consilio, auxilio & favore, ac alio quoquo modo, & realiter effectivéque nos opponemus omnibus & singulis Regibus, Communitatibus, & aliis quibuscumque tàm Ecclesiasticis, quàm secularibus, cujuscumque status, dignitatis aut eminentiæ existant, qui ipsorum dispendium, jacturam, ac verecundiam modo aliquo procurassent, sive deinceps procurarent; ac honorem, profectum & statum eorum custodiemus, manutenebimus, exaltari & recuperari procurabimus legaliter toto posse nostro.

4. Et ne post hujusmodi unionis & amoris gratam concordiam aliquæ dubietates inter nos, seu nostros utrobique, quacunque ratione, seu occasione consurgant, & ut futuris scandalis via seu materia præcludatur, promittimus, ut supra, quod ipsos Dominum Carolum Francorum Regem inclytissimum, ac cæteros prænominatos, hæredesque & successores suos præfatos in Regno Francorum prædicto, ac quibuscumque ejusdem Regni Principatibus, Ecclesiasticis & Secularibus, Comitatibus, terris, castris, ditionibus, civitatibus, Dominiis, prærogativis, honoribus, præeminentiis, ac quibuscumque juribus & pertinentiis ad eundem Francorum Regem, & ejusdem Regni Coronam, aut hæreditario, seu quocumque alio jure spectantibus non impediemus, molestabimus, impedirique aut invadi consentiemus publicè, vel occultè; imò verius ad recuperandum, restituendum, manutenendum & possidendum, atque observandum prædicta, consilio, auxilio, favore & modis omnibus contra omnes & quoscumque ac etiam contra Joannem nominatum Ducem Burgundiæ, ejusque Coadjutores & adhærentes præsentes & futuros, quem & quos in præsentibus unione, confœderatione & colligatione, ac etiam in præmissis renovatione & confirmatione; non obstante, quod dictus Philippus Olim Dux Burgundiæ, & sui hæredes in eisdem comprehensi fuissent & expressè nominati, exclusum & exclusos esse, & pro excluso & exclusis penitus haberi volumus, ope, consilio, & auxilio, postquam ad notitiam nostram pervenerit, juvabimus sine fraude. Quodque si per inadvertentiam vel aliter, in dictarum promissionum, obligationum, & confœderationum præjudicium, & contra ipsarum tenores factum sive promissum quovis mo-

ANS de J. C. 1414.

do extiterit, noſtrorum ſubditorum quorumcunque ſeu officiariorum ex parte, fiatque ſeu atentetur, quandocumque in poſterum; illud & illa quam primùm de ipſis erimus informati reparare, ac reparari, reintegrari, recuperari & reſtauran facere debere, & cum effectu, ſub virtute prædicti juramenti per nos præſtiti, promittimus, dictas, quoque confœderationes uniones, & colligationes modo & forma præmiſſis inviolabiliter obſervare.

5. Et ut hæc omnia robore & valitudine perpetuis valideutur & confirmentur, has præſentes litteras noſtras fecimus Majeſtatis noſtræ ſigilli noſtri appenſione muniri noſtro & Imperii Sacri Coronarum Hungariæ &c. Bohemiæ &c. in reliquis, ac alieno in omnibus juribus ſemper ſalvis. Datum Tridenti anno Domini milleſimo quadringenteſimo decimo quarto, vigeſima quinta die menſis Junii, Regnorum noſtrorum anno Hungariæ vigeſimo octavo, Romanorum verò quarto.

CCCLVIII.

ANS de J. C. 1414.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Confirmation de la Paix d'Arras entre CHARLES VI. *Roi de France & le* DAUPHIN *ſon fils d'une part, &* JEAN *Duc de Bourgogne d'autre, publiée à Paris le 24. Février* 1415. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 234.

OR fut rellement procedé d'une part & d'autre, qu'au vingt & quatriéme jour de Février la Paix fut confirmée, & publiée dedans Paris, au ſon de la trompette, ſelon les articles ia déclarés, en eſtans lettres patentes dépeſchées: par leſquelles le Roy donnoit abolition générale à tous ceux, qui avoyent ſervi, aidé, & donné Conſeil, au Duc de Bourgongne, depuis la Paix de Pontoiſe: excepté ceux, qui auroyent eſté nommément bannis depuis, par proces faict avec ſolennités accouſtumées, & exceptant encores cinq cens perſonnes, non Nobles, de ſon Royaume: deſquelles cinq cens perſonnes (qui ne ſeroyent des ſugets, vaſſaux, ou ſerviteurs de ſon Couſin de Bourgongne) les noms ſeroyent baillés par eſcript, dedans la feſte de la Nativité Sainct Jehan Baptiſte, au Duc de Brabant, & à la Comteſſe de Hainaut. Item ordonneroit que ceux, qui auroyent eſté éloingnés des hoſtels de la Royne & du Dauphin, & de la Vile de Paris, depuis icelle Paix de Pontoiſe, en demeureroyent encor éloingnés juſques à deux ans, prochainement venans: & que ſemblablement ceux, qui ſe ſeroyent abſentés de Paris & de quelques autres Viles, n'en pourroyent approcher plus pres que quatre lieues, juſques au terme de deux ans: pendant leſquels neantmoins ils pourroyent aler, venir, & converſer par tout le reſte du Royaume, ſans qu'on leur peuſt faire aucun empeſchement, ny en corps ny en biens. Item ordonnoit que toutes les Offices, par luy données depuis la deſſuſdicte Paix de Pontoiſe, demoureroyent en ſa pleine diſpoſition & voulonté, ſans que ceux, qui en auroyent eſté deſapointés depuis iceluy temps, y peuſſent pretendre, ou reclamer, aucun droit, pour cauſe de ladicte abolition. Item ordonnoit que ceux, qui devroyent jouir d'icelle abolition, fuſſent pareillement remis en leurs terres, fiefs, poſſeſſions, & héritages, commandant à ſes Procureurs & Commiſſaires d'en lever leurs mains. Item deffendoit au Duc de Bourgongne: que des-lors-en-avant il ne fiſt, ne procuraſt eſtre faict par autruy, ouvertement, ou couvertement, aucun mal, ou détourbier, au vaſſaux & ſugets de ſon Royaume, pour quelque cauſe que ce fuſt, ne meſmement à ceux de ſes propres Païs & Signeuries, qui ne l'auroyent pas oſé ſervir, par crainte de meprendre contre leur ſouverain Signeur: & là ou il voudroit faire le contraire envers iceux ſiens propres ſugets, luy deffendoit & interdiſoit toute autorité, juriſdiction, & congnoiſſance: comme il vouloit & ordonnoit que tel article euſt lieu reſpectivement, quant aux Princes & Signeurs du parti d'Orleans, pour l'egard de ceux, qui auroyent ſervi iceluy Duc de Bourgongne, ou qui ne les auroyent pas ſervis eux-meſmes, encores qu'ils fuſſent leurs Maiſtres & Signeurs. Item commandoit à iceluy Duc de Bourgongne, qu'il rendiſt, ou fiſt rendre, réellement & de faict, à toutes perſonnes de ſon Royaume, tant ſugets directs, qu'indirects, les terres, Signeuries, & poſſeſſions, qu'il auroit miſes, ou fait mettre, en ſa main, pour cauſe dudict ſervice contre luy faict, ou nom faict pour luy: ainſi qu'il commandoit aux Princes & aux Signeurs du parti d'Orleans, de faire le ſemblable reſpectivement. Item ordonnoit que tous les Traités de Paix, faicts à Charres & ailleurs, ſeroyent tenus & accomplis, & toutes aliances, faictes, ou à faire, avec les Anglois, tant d'un parti que d'autre, de tous poinct rompues, y renoncant chaſcun d'eux. Item que le Duc de Brabant, les Ambaſſadeurs du Duc de Bourgongne, & les Députés de Flandres, comme Procureurs d'iceluy Duc de Bourgongne, & en leurs propres & privés noms, & iceux Députés, au nom des trois Eſtats de leur Païs, & iceluy Duc de Bourgongne en perſonne, & les Comtes de Charolois & de Nevers, & les gens des trois Eſtats de Bourgongne & d'Artois, jureroyent, & promettroyent (c'eſt aſſavoir les preſens entre les mains du Roy, & les abſens entre celles de ſes Commis) par leur foy & ſerment, que bien & loyaument ils tiendroyent & garderoyent, & feroyent tenir ce tenir & garder, de tout leur pouvoir, cette Paix, & tous les articles en dépendans, ſans faire, ou ſouffrir eſtre faict, en aucune maniére, rien, qui fuſt au contraire, ſur peine de ſe forfaire: &, s'il avenoit qu'aucun vouluſt faire autrement, ne luy donneroyent nulle aide ou faveur, ains l'en empeſcheroyent de toute leur puiſſance, baillans ce pendant leurs lettres autentiques, & ſéellées de leurs ſeaux, pour teſmoignage de tels ſermens & promeſſes. Ce que ſeroyent en tout cas pareil, & reſpectivement comme deſſus, le Cardinal de Bar, le Roy de Sicile, les Ducs de Berry, de Tours, d'Orleans, de Bretaigne, de Bourbon, d'Alençon, & de Bar, & les Comtes de Vertus, d'Eu, de Richemont, de Vendoſme, de Marle, d'Armignac, de Sainct-Pol, de Pontiévre, & de Tancarvile, & tous autres Princes du Sang Royal, & les gens des trois Eſtats de leurs Païs. Item que, ſi quelques excés, ou attentats, eſtoyent faicts contre cette Paix, que pourtant elle ne ſeroit aucunement rompue: mais pourroit la partie bleſſée demander juſtice: qui luy ſeroit incontinent faicte par raiſon. Puis finalement eſtoit mandé au Conneſtable, au Chancelier, aux gens du Parlement, aux Mareſchaux, au Maiſtre des Arbaleſtiers, à l'Admiral, au Prevoſt de Paris, à tous Séneſchaux, Baillifs, Prevoſts, Capitaines, Majeurs, Eſchevins, & à tels autres hommes de Juſtice, qu'ils gardaſſent, & fiſſent garder, chaſcun endroyt ſoy, les choſes deſſuſdictes, ſans ſouffrir que rien fuſt faict au contraire, ains puniſſent ceux, qui autrement voudroyent faire, comme perturbateurs de Paix, & criminels de léſe majeſté.

ANS de J. C. 1414.

CCCLIX.

ANS de J.C. 1415. FRANCE ET BAVIERE.

CCCLIX.

Contract de Mariage entre JEAN DE FRANCE, *& Madame* JAQUELINE DE BAVIERE. *Fait à la Haye, le 6. Août* 1415. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 6.

WY Johan des Conincx Soon van Vranckrijk, by der genaden Godts Hertoge van Toureinen, ende Grave van Ponthien, ende Jacob van Beyeren des hooghgeboren Vorſtes Hertoge Willems van Beyeren, Grave van Henegouwe, van Hollandt, ende van Zeelandt, ons lieſs gewaerdich Heere, Allen den genen die deſe letteren ſullen ſien of horen leſen, ontbieden wy onſe groete, alſoo als voortijts by inſet ende rade onſer liever Magen ende Vrienden, ende ſonderlinge ons lieſs Heeren des Conincx ende onſer Vrouwe de Coninginne van Vranckrijck, Vader en Moeder ons Hertoge van Toureinen voorſz, ende ons lieſs Heeren Hertoghs Willems van Beyeren, en onſer liever Vrouwen Margriete van Bourgoingen ſijnre liever Geſellinne, Vader ende Moeder ons Jacobs van Beyeren voornoemt, ſekere dadingen ende overdracht van Huwelicxe voorwaerden tuſſchen ons beyde gemaeckt ende overdragen zijn, in welcken onder andere poincten geſeyt is ende geordineert dat wy oock nu conſenteren.

Waert dat wy Jacob van Beyeren voornoemt, onſen lieven Heere ende Vader voorſz overleefde, ſoo ſouden die Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt mit allen hoiren toebehoren aen oos ende aen onſe Nakomelingen comen erffelicken, alſoo verre als onſe lieve Heer ende Vader voorſz op den dach ſijnre verſcheydinge geenen Soon en liet wettelickken gewonnen, geboren of ongeboren, om welcke ſaken ende reden voorſz dat regiment, bewint en beſittinge der Landen ende Heerlickheden voorſz oft alſoo geviele als voorſz ſtaet, ons Hertoge van Toreinen, als Man ende Vooght ons Jacobs voorſz toebehoren ſoude ende onſe Kinderen erfſelick alſoo verre als wyſe by malkanderen kregen. Ende want onſe lieve Vader voorſz om rechte gunſte ende natuerlicke liefde die hy van ſchulden heeft tot ſijnen Lande ende Luyden voorſz, immers begerende ende willende, dat ſijna ſijnre doot geregeert ende gehouden worden in ſulcken eeren, rechten ende goede gewoonten als ons Voorvaders die gehouden ende geregeert hebben, hy nu ter tijdt doet, ende voortaen bet meent te doen ſijn leven langh, daer hy ons dicken ende menichwerven in goede leringe, wyſinge ende warninge toegedaen ende ingegeven heeft om dat eerlicken te volbrengen, daer wy eenen goeden langen tijt ons beraden op genomen hebben, ende bekennen wel, dat ſijns raets, wijſinge, leeringe ende begeerten in den ſaeken voorſz ons ende onſe Erfgenamen, oft ſoo geviele, ende oock den Landen, Heerlickheyden ende Luyden voorſz eerlick, profitelick ende redelick weſen ſullen, des wy ooſen lieven Vader ſeer dancken.

Soo doen wy cont allen Luyden, dat wy Johan Hertoge van Toureynen, ende Jacob van Beyeren voornoemt, ſamentlijck ende elck voor ons byſonder om ons lieſs Vaders Hertoge Willems van Beyeren leeringe ende redelicke begeerte te volgen ende te volbrengen, onſen eenigen wille ende danck daer toe gedaen, hebben gheconſenteert ende overdragen, ende willen dat alle ſaecken en dingen geſchien die hier na geſchreven ende geordonneert zijn.

Inden eerſten, alſoo dat redelicken is ende mogelicken is, ſoo ſel onſe lieve Vader Hertoge Willem voornoemt geweldigh Heer weſen ende blyven der Landen ende Luyden van Henegouwe, van Hollandt,

CCCLIX.

ANS de J.C. 1415. FRANCE ET BAVIERE.

Traduction de ce Traité.

NOus Jean *Fils du Roi de France, par la grace de Dieu Duc de Touraine & Comte de Ponthieu, &* Jaqueline de Bavière *Fille de Guillaume Duc de Baviére, Comte de Hainaut, de Hollande, & de Zélande, nôtre cher & digne Pére, A tous ceux qui ces préſentes lettres verront ou orront; Salut. Comme par l'avis & perſuaſion de nos chers Parens & Amis, & particuliérement de nôtre cher Seigneur le Roi, & de nôtre Dame la Reine de France, Pére & Mére de nous Duc de Touraine ſuſdit, & de nôtre cher Seigneur le Duc Guillaume de Baviére, & de nôtre chére Dame Marguerite de Bourgogne ſa chére Eponſe, Pére & Mére de nous Jaqueline de Baviére ſuſdite, certaines conventions matrimoniales ont été faites entre nous deux, par leſquelles il eſt dit & ordonné, entre autres choſes, ſuivant nôtre préſent conſentement.*

Que s'il arrivoit que nous Jaqueline ſuſdite, ſurvécuſſions nôtre Seigneur & Pére ſuſdit, nous & nos deſcendans ſuccederions aux Pais de Hainaut, de Hollande, de Zélande & de Freſe avec leurs appartenances, pourvû qu'au jour du decès de nôtre dit Seigneur & Pére; il ne laiſſat point de fils légitime, pour laquelle raiſon la direction & poſſeſſion des ſuſdits Pais & Seigneuries, le cas échéant comme dit eſt, appartiendroit à nous Duc de Touraine, comme Mari & Tuteur de nous Jaqueline ſuſdite & heréditairement aux Enfans procréez de nous. Et comme nôtre cher Pére ſuſdit à cauſe de l'affection naturelle qu'il a d'obligation, pour ſes Pais & ſujets, il déſire & veut qu'aprés ſa mort, ils ſoient gouvernez & maintenus en tel honneur, droits & louables coutumes que ſes Ancêtres les ont tenus & gouvernez, & comme il l'a fait lui même & pretend le faire ci aprés juſques à ſa more, nous ayant mêmes donné ſouventefois les enſeignements & inſtructions pour l'imiter avec honneur, nous reconnoiſſons, que ces avis, inſtructions & enſeignemens à l'égard des ſuſdites choſes, ſeront honorables & profitables, pour nous & nos héritiers ſi nous en avons, & mêmes aux Pais, Seigneuries & ſujets ſuſdits, dont nous remercions nôtre cher Pére.

Savoir faiſons donc à tous que nous Jean Duc de Touraine, & Jaqueline de Baviére ſuſdits, conjointement & chacun pour nous en particulier, & pour ſatisfaire aux juſtes déſirs de nôtre cher Pére le Duc Guillaume de Baviére avons par reconnoiſſance, conſenti & propoſé, & voulons que toutes choſes ſe faſſent ſelon qu'elles ſont préſentes & ordonnées ci-aprés.

En premier lieu, ainſi qu'il eſt raiſonnable & poſſible, nôtre cher Pére le Duc Guillaume ſuſdit ſera & demeurera Souverain des Pais & ſujets de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de Friſe avec

ANS de J. C. 1415. landt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt mit allen heuren toebehoren, ende ſynen vryen wille daer mede doen mogen ſijn leven lanck, gelijckerwijs hy tot hier toe gedaen heeft, ſonder ons des te bewinden in eenigerwijs.

Ende oft geviel dat deſe Landen voorſz mit hoiren toebehooren an ons komen, wanneer dat ſy, ſoo ſullen wy dat leen daer of ontfangen ende verſoucken van den genen ende in ſulken manieren als onſe Vader voornoemt dede of ſchuldigh was te doen, doen hem de voorſz Heerlickheyden ende beſittinge daer of inquamen, ende alſoo ſijn Voorvaders voor ſijn tijdt gedaen hebben, ende van gene andere Heeren in geene andere manieren.

Item, ſoo ſullen wy deſe drie Landen voorſz altoos te ſamen houden ſonder die te delen of van malkanderen te ſcheyden, alſoo als die voortijdts belooft ende beſegelt is geweeſt van ons lieſs Vaders Voorvaderen, ende oock van hem ende van ſommige goede Steden. Ende of wy Kinderen by malkanderen kregen ſo ſullen die voorſz drie Landen toebehoren, na erfrecht, onſen outſten Soon, of onſe outſte Dochter of wy genen Soon en hadden.

Item, om deſe voorſz Landen te bet te regieren, ſoo ſullen wy hem houden ende doen houden alle hoir Rechten ende Hantveſten, Vryheden ende oock hare goede gewoonten ende redelick herkomen, ſonder daer jegens te ſpreecken, of die te ontdoen in eeniger maten, ende ſullen geordineert worden, gehouden ende bekleet mit officien ende dienſten, in ſulcker maten ſoo ſy voortijts geweeſt hebben ende noch zijn, ſonder eenige nieuwe gewoonten daer in te brengen, ende ſullen in onſen Rade dienſt-luyden ſetten van de beſten ende nutſten die wy vinden ſullen mogen, ende geboren ſullen weſen van den voorſz Landen en geene Vreemden.

Item, deſe voorſz puncten ende elck byſonder, ende oock dat wy jegenwoordelick beloven, ſullen wy noch loven ende teeſtelick ende openbaerlick ſweren ende confirmeren, ſoo wanneen wy inden voorſz Landen ontfangen ſullen worden inde goede Steden ende Dorpen daer 't gewoneliek is, of daer wy ſchuldigh zijn te doen, alſoo onſe lieve Vader voornoemt ende ſyne Voorvaders voor hem gedaen hebben, ende daer of onſe beſegelde Brieven overgeven over-al daer men 't van ons begeren ſal ende behoorlick es.

Item, ſoo hebben wy gelooft ende geloven wettelick ende in goeden trouwen volkomelick te houden ende te doen houden alle giften ende bewyſinge, erfſelick ende lijffelick, die onſe lieve Moeder Vrouwe Margriete van Bourgonge voornoemt gemaeckt zijn, of gemaeckt ſullen weſen alſmen ons ontfanckt, van onſen lieven Vader voorſz of van ſynen Voorvaderen, alſoo wel in heuren Huwelick of daer nae, ofte andere Perſonen van dier ſaecke, inden drie Landen voorſz of eenigh van drien, ſoo wanneermen ons eenige Brieven daer of toont, ende ſoo wes die Brieven daer of inhouden dat ſullen wy doen vervollen ſonder verminderen, of eenigh wederſtandigheyt, ende confirmeren ende veſtigen die ſelve Brieven rechtevoorts volkomelick ende geheelick. Ende of wy hier namaels als wy in den voorſz Landen ontfangen worden of voor of na, van onſe lieve Moeder ende van yemant van horen wegen aengeſocht worden om andere confirmatie ofte veſtigheyt te hebben, die heur weerdich ende profitelick waren, ende daer of onſe beſegelde Brieven te geven ende te accorderen, boven datter gedaen is, dat ſullen wy heur doen ſonder eenigh wederſeggen, inder beſter forme ende maniere diemen daer in verſieren mach.

Ende deſgelijcx hebben wy gelooft al ons lieſs Vaders ſchult te betalen, ende te houden, ende gantſchelijck te doen vervallen ſonder eenich ofbreeck.

Alle giften, verkope, ende bewyſinge, die onſe Vader voornoemt gedaen heeft, ende noch doen ſel, ſijnen

toutes leurs dépendances & en fera à ſa volonté ſa vie durant, comme il en a fait juſques à préſent, ſans nous en mêler en aucune manière. ANS de J. C. 1415.

Et s'il arrivoit que ces Païs & leurs dépendances nous advinſſent en quelque temps que ce ſoit, nous en recevrons les hommages de ceux, & en la même manière que nôtre Pére ſuſdit, faiſoit ou étoit obligé de faire, lors que les ſuſdites Seigneuries & poſſeſſions lui écheurent, & comme ſes Ancêtres avans lui ont fait, & de nuls autres Seigneurs en quelque manière que ce ſoit.

Item, nous maintiendrons ces trois Païs ſuſdits conjoints & ſans les diviſer ou ſéparer les uns des autres, comme il a été promis & ſcellé ci-devans par nos chers Ancêtres, & auſſi par quelques bonnes Villes. Et ſi nous avons des Enfans enſemble, les ſuſdits Païs appartiendront par droit de ſucceſſion à nôtre Fils aîné, ou à nôtre Fille aînée ſi nous n'avons point d'Enfant mâle.

Item, pour d'autant mieux gouverner les ſuſdits Païs, nous maintiendrons & ferons maintenir leurs Droits, Privilèges, Libertez, & louables coûtumes ſans y contredire, & ſans les enfraindre en aucune manière, & ſeront conſervez & revêtus des offices & ſervices de la manière qu'ils ont toûjours été & ſont encore, ſans y introduire aucune nouvelle coûtume, & mettrons en nôtre Conſeil les gens, les meilleurs & les plus utiles qui ſe pourront trouver, & qui ſeront nez au ſuſdit Païs & non des étrangers.

Item, les points ſuſdits & chacun d'iceux que nous promettons preſentement de confirmer en particulier, nous les jurerons & confirmerons en public quand nous ſerons reçûs dans les ſuſdits Païs & dans les Villes & Bourgs, comme il eſt accoûtumé, ou aux lieux où nous ſommes obligez de le faire, ainſi que nôtre cher Pére ſuſdit & ſes Ancêtres l'ont fait pour eux, & dont nous donnerons nos lettres ſcellées par tout où nous en ſerons requis & comme il ſera de raiſon.

Item, nous avons promis & promettons loyalement & en bonne foi d'entretenir parfaitement & faire entretenir toutes donations entre vifs ou à cauſe de mort faite par nôtre chére Mére, Dame Marguerite de Bourgogne ſuſdite ou auront été faites par nôtre cher Pére ſuſdit ou par ſes Ancêtres, au tems de nôtre reception tant pendant leur Mariage que depuis, ou bien par d'autres perſonnes à cét égard, & ce dans ces trois Païs ou quelqu'un des trois, lors qu'on nous en montrera les lettres, & ſatisferons au contenu deſdites lettres ſans diminution, ou oppoſition, leſquelles lettres nous confirmons parfaitement & entiérement. Et au cas qu'à l'avenir lors que nous ſerons reçus dans leſdits Païs, ou en aprés, nous ſoyons requis de nôtre chere Mére ou de quelque autre de ſa part d'en donner d'autre confirmation ou ratification qui lui ſoit utile & d'en accorder nos lettres ſcellées, outre ce qui ſera déja fait, nous le ferons ſans aucune contradiction en la meilleure forme & maniere que faire ſe pourra.

Et ſemblablement avons promis d'aquiter les dettes de nôtre cher Pére & de les amortir tout à fait ſans y manquer.

Item, toutes les donations, ventes, & aſſignations que nôtre Pére a faites & pourra faire encore à ſes ſerviteurs,

ANS de J. C. 1415.

ſijnen Dienaren ende Huysgeſinne, ende andere luyden die hy gratie ende heusheyt heeft willen doen, diemen mit goede beſegelde Brieven betoonen mach tot wat tijden dat het waer of weſen mochte.

Ende in det ſelver maten ſoo willen wy houden ſulcke giften, rechten ende bewyſinge als gedaen hebben geweeſt by ons lieſs Ouders Voorvadereo in horen tijdt, voor goet ende van waerden gehouden heeft, ende die ſelve Brieven vao giſte ende van vercope ende bewyſinghe, als voorſz ſtaet, confirmeren wy rechtevoort ende houdenſe van waerden, ende oft te doen ware, ſoo ſullen wyſe noch confirmeren, als daer toe behoort, tot alre tijt als wijs verſocht worden van den genen die het aengaet, ofte van hoirer eenich.

Ende want wy Johan van Vranckrijck, Hertoge van Toureynen, ende Jacob van Beyeren voornoemt, nu ter tijt tot onſen jaren, ende io ſtate der goeder bekenniſſe gekomen zijn, als die geene die macht hebben ons ſelven mit rechte te bevoorwaerden ende te verbinden, ſoo hebben wy gelooft en geloven t'ſamelick, ende elck byſonder, alle deſe vooeſz poincten ende elck van hen volcomelick te houden ende te bewaren, ende geheelick te volbrengen van puncte te puncte, ſonder eenich of-breeck of wederſeggen daer in te doen, of laten geſchieden, by ons noch hier namaels. Ende hier voor hebben wy ende elck van ons, alſoo verre als ons ende onſe Erven na ons roert, of roeren mach, geſet onſe getrouwe ſekerheden, eede, ende geloven, in de handen ons lieſs Vaders voorſz, alſo wel voor hem als voor ſijnen Landen ende Luyden, en voor anders allen den genen diet roeren mocht, of mach, nu ter tijdt of hier namaels, ende hebben daer in verbonden, ende verbinden volcomelicken by wittachtiger gelooſteniſſe ons ende elck een van ons, ons Erfgenamen ende Navolgers, ende alle onſe ende hoire Goeden, overal waer ſy gelegen zijn, verſakende ende wederroepende gemeenlicken ende byſonder alle dingen, die ons hier jegens ſouden mogen helpen, mit rechte of mitter daet, alle argliſt uytgeſeyt inde voorſz ſtucken. Ende hebben des t'oirconde onſen ſegelen hier an doen hangen. *Gegeven inden Hage den ſeſten dagh in Auguſto int Jaer ons Heeren duyſent vier honders en vijſtien.*

viteurs, & domeſtiques, & autres perſonnes qu'il auroit voulu favoriſer, & leſquelles pourront être juſtifiées par leseres ſcellées, datées du jour qu'elles auront été faites. ANS de J. C. 1415.

Et de la même maniére nous voulons entretenir les donations, droits & aſſignations qui ont été faites par nos chers Ancêtres en leurs tems, & les tiendrons pour bonnes, & même confirmeront les lettres de donations, de ventes & d'Aſſignations, & celles qui pourront encore être a faire comme il apartient, en quelque tems que nous en ſoyons requis.

Et comme nous Jean de France Duc de Touraine, & Jaqueline de Bavière ſuſdits, ſommes préſentement parvenus en âge en état de connoiſſance, de même que ceux qui ont pouvoir de nous conſeiller & de nous obliger, nous avons promis & promettons conjointement & chacun en particulier, de garder & obſerver parfaitement tous les ſuſdits points & chacun d'iceux en particulier, & de les accomplir de point en point ſans manquement ni contradiction aucune, n'y faire manquer ni contredire cy aprés. C'eſt pourquoy, entant que cela touche ou peut toucher nous & nos heritages, nous avons fait entre les mains de nôtre cher pére tant pour lui que pour ſes pais & ſujets & pour toutes les autres choſes qui peuvent ou pouvoient le regarder dés apreſent ou cy aprés nos aſſurance, ſerment & promeſſe, & y avons obligé & obligeons entiérement par promeſſe légitime, pour nous, un chacun de nous, nos heritiers deſcendans ou chacun d'iceux, nos biens & les leurs, en quelque endroit qu'ils ſoient ſituez, renonçans à toutes choſes à ce contraires de droit ou de fait, & ſans aucune diſſimulation à cet égard. En témoin dequoy nous avons fait mettre nos ſceaux à ces preſentes. Donné à la Haye le 6. jour d'Août l'an de nôtre Seigneur 1415.

CCCLX.

ANS de J. C. 1415. BRABANT.

Union & Confédération entre les trois Etats de BRABANT, *& le Païs d'*OUTRE-MEUSE *le 4. Novembre* 1415. Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. V. pag. 555. & en Abrégé dans Aubert le Mire. Diplomatum Belgicorum. Tom. II. Chap. 99. pag. 420.

IN den name des Vaders, des Soons, ende des H. Gheeſt. Amen. Allen den genen die deſe jegenwoordighe letteren ſullen ſien oft hooren leſen, by den ghedooghe ons Heeren, Jan van Gemblours, Jan van Affligem, Otte van Vyliers, Roeloff van Vlierderbeke, Peeter van S. Bernaerts op den Schelde, Alard van S. Machiels t'Antwerpen, Geert van Percke, Jan van Helyſſem, Jan van Everbode. Jan van Tongerloo, Jan van Grimbergen, ende Gijsbrecht van Jette Abden.

II. Peeter van Luccemborch Greve van T'overſant, ende Jan Bryenne Heer tot Edygen, Ingbrecht Greve van Naſſauw, Heere van Lecke ende van Breda, Jacob Heere van Arconde, van Gaesbeke van Putte ende van Strijen, erſmaerſchalck van Henegouwe, Willem Grave van Zeyne Heer van S. Aeghtenroede, Engbrecht van Edinghen, Heer van Ramere vande Folien

CCCLX.

ANS de J. C. 1415. BRABANT.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Pere, du fils, & du St. Eſprit, Amen. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront, par l'aprobation de nos Seigneurs, Jean de Gemblourt, Jean d'Affligen, Otton de Villers, Roland de Vlierbeke, Pierre de St. Bernard ſur l'Eſcault, Arnould de St. Michel à Anvers, Gerard du Parck, Jean de Helyſſen, Jean d'Everbode, Jean de Tongerlo, Jean de Grimbergne, & Gisbert de Jette, Abbez.

(a) *II. Pierre de Luxembourg, Comte de Converſan, & Jean Brienne Seigneur d'Enguien; Engelbert Comte de Naſſau, Seigneur de la Leck & de Breda, Jacob Seigneur d'Arconde, de Gaesbeke, de Putte, & de Strijen, Maréchal héréditaire de Hainaut, Guillaume Comte de Zeyne Seigneur de Sainte Agathe, Engelberts d'Enguien, Seigneur de Ramere,*

(a) L'exemplaire d'Aubert le Mire lui donne le nom de Jean.

ANS de J. C. 1415. Folien ende van Kubeke, Thomas Heere van Dieſt ende van Sichene Borchgrave van Antweipen, Jan Heere van Weſemale ende van Phaloys erffmaerſchalck van BRABANT, Jan van Perfunt Rient-meeſter van Chantrain, Hendrick van Bouterſem, Heere van Bergen op ten Zoom, Henrick van Berghen Heere van Grunbergen ende van Melijn ſijn Sone Jan van Schoonvorſt Heere van Flamengerijen ende van Waley, Jan Heere van Rotſelaer, ende van Voſſelaer erff Hoff-meeſtere van Brabant, Jan van Kuyck Heere van Hoochſtraeten Jan van Hoirne Heere van Perweys, Jacop Heere van Ghete Jacob Heere van Sombreffe Ancel Heere van Traſengnies, Engbrecht van Marcke Heere van Lonmernael ende van Voghelenſanck, Raes vanden Rivieren Heere van Nederlyntere, Willem van Meerhem Heere van Bocxtel, Jan Soen te Dieſt, Jan Soen te Weſemale, Henrick vanden Becke Heere van Heſevrijck, Jan van Berlaer Heere van Helmont ende van Keerbergen, Symon Heere van Fauguelles, Henrick Heere van Heverle ende van Goyke, Erffkemerlinck van Brabant, Arent van Crayenhem Heere van Grobbendonck, Daniel Heere van Bouchout van Huenbeke van Loenhout ende Borck-grave van Brueſſel, Jan van Grimberghen Heere van Aſſche, Alaert Heere van Riviere, Jan Heere van Marbais, Jan Heere van Wythain, Henrick van Wytham ſijn Broedere, Jan van Dieſt, Henrick van Dieſt, Heere vanden Rivieren, Euſtaes Heere van Viertain Jan Heere van Meeghem, Robbrecht van Spooty Heere van Wavre, Lijbrecht van Aeldert Heere van Brudelinghen, Wouter van Kersbeke Heere van Gotſenhoven, Henrick van Rotſelaer Jan van Aa Heere van Hoochſtain, Jan van Wytham Heere van Bouterſchem, Gerit van Berghen, Heere van Meyrhem, Jan van Halen Heere van Lillo, Gielis van Bouchout Wouter van Winghe, Raes van Lintere, Rogier van Pyeterſchem Heere van Leefdale, Jan Heere van Pyeterſchem, Dierick van Meerhem Zoen te Bocxtel, Jan Heere van Huldeberge, Robrecht van Aſſche, Jan van Ranſt Heer van Mortſele ende vande Canticrode, Henrick van Ranſt Heere van Keſſel, Jan Heere van Glymes, Jan Heere van Dongelberghe Raes van Graven Heere van Malebeke, Willem van Ranſt Heere van Vriemde ende van Millegheem, Henrick van Wailham, Philips Heere van Geldrop, Dierick van Haeſtricht Heere van Venloen, Willem van Gent Heere van Neerwyck, Jan van Lier, Heere van Noorderwijck, Jan van Kerſbeke, Jan Heere van Lijſmael, Gerit van Lintre Willem van Montenaken Heere te Grafe, Jan Bernage Heere te percke, Jan Wauden Boſſch Borch-grave van vueren Jan Heere te Wanghe, Boudewijn van Graven, Arnt van Gheldenaken, Simeon van Coudenborch Heere tot Oplijntere, Jan van Dyedegem, Hendrick van Colem, Arnt vanden Houte, Claes de Zwaeff, Jan de Zwaeff, Walraven vander Delft, Heere van Borchvliet ende vander hoogher-Heyden, Arnt Heere van Ymmerſele ende vanden armeyden, Hendrick Dijckbier, Heere van Merle, Jan Heere van Schoonhoven, Jan van Schoonhoven, Willem vanden Berghe, Heere van Orbais, Borchgrave van Gheldenaecken, Henrick Heere van Gronsfelt ende van Rhinghberch, Adam van Berghe, Heere van Lemborch, Andries van Merode, Heere van Franckenberch, Borch-Grave van Limborch, Jan Hoen van Ruerendale, Claes Hoen, Heere ten Broecke, Reynier vanden Berghe, Heere te Geul, Jan van Hulsberch, Reynier Heere van Nieuwenborch, Jan Huyn van Haſtenrode, Goeſem Beghijn, Daniel Hoen, Reynard vander Nieuwerborch, Godevaert Dobbelſteen een van Dodenrade, Goeſem van Cortemberch, Reynier van Hulsberch, Dierick van Beughe, Geert van Cortenbach, Aernt van Sevel, Goeſen van Hevel, Geert van Eyckhout, Willem van Rodersbeck diemen heet Scoesberch Adam van Gulick-hoven, Vranck van Hulsberch, Wermer van Barbome, Gemut van Colden-

re, de Folie, & de Tubiſe, Thomas Seigneur de Dieſt & de Zichene Burgrave d'Anvers, Jean Seigneur de Weſemale & de Phalaiſe, Maréchal heréditaire de BRABANT, *Jean de Perfunt Receveur de Chantrain, Henry de Bouterſen Seigneur de Bergue ſur la Somme, Henri de Bergue Seigneur de Grimbergue & de Melin, ſon fils, Jean de Schoonvorſt Seigneur de Flamengerie, & de Waley, Jean Seigneur de Rotſelare & de Voſſelar, Maitre d'Hôtel héréditaire de Brabant, Jean de Knyck Seigneur de Hochſtrate, Jean de Horne Seigneur de Perweys, Jacob Seigneur de Gete, Jacob Seigneur de Sombreff, Anſelme Seigneur de Traſegnies, Engelbert de la Marck Seigneur de Lonmernael, & de Vogelenſang, Raſe de la Riviere Seigneur de Nederlyntere, Guillaume de Meerhem Seigneur de Bocxtel, Jean fils de Dieſt, Jean de Weſemale, Henri de Becke Seigneur de Heſewyck, Jean de Berlaer Seigneur d'Helmond & de Keerbergen, Simon Seigneur de Fauguelles, Henri Seigneur de Heverle & de Goyke, Camerier heredſtaire de Brabant, Arnould de Crayenhem Seigneur de Grobbendonck, Daniel Seigneur de Bouchout, de Huenbeck, de Loenhout, & Burgrave de Bruxelles, Jean de Grimberghen Seigneur d'Aſche, Alart Seigneur de Riviere, Jean Seigneur de Marbais, Jean Seigneur de Wytham, Henri de Wytham ſon frere, Jean de Dieſt Henri de Dieſt Seigneurs de la Riviere, Euſtache Seigneur de Viertain, Jean Seigneur de Meeghem, Robert de Sponti, Seigneur de Wavre, Libere d'Aildert Seigneur de Brudelingue, Walter de Kersbeke Seigneur de Gotſenhove, Henri de Rotſelaer, Jean d'Aa, Seigneur de Hoochſtain, Jean de Wytham Seigneur de Bouterſchem, Gerit de Bergſen, Seigneur de Meyrhem, Jean de Halen Seigneur de Lille, Gilles de Bouchout, Walter de Wingue, Raze de Lintere, Roger de Pieterſchem Seigneur de Leefdale, Jean Seigneur de Pyeterſchem, Theodore de Meerhem fils de Boxtel, Jean Seigneur de Huldebergue, Robert d'Aſſe, Jean de Ranſt, Seigneur de Mortſele, & de Cantiſerode, Henri de Ranſt Seigneur de Keſſel, Jean Seigneur de Glymes, Jean Seigneur de Dongelberg, Raſe de Grave, Seigneur de Malebec, Guillaume de Ranſt Seigneur de Vriemde & Millegnen, Henri de Vaillant, Philippe Seigneur de Geldrop, Theodore de Haeſtric Seigneur de Venloen, Guillaume de Gent Seigneur de Neerwyck, Jean de Lier Seigneur de Noorderwyck, Jean de Kersbeke, Jean Seigneur de Lyſmael, Gerard de Limtre, Guillaume de Montenake Seigneur de Graſe, Jean Bernage Seigneur de Parck, Jean du Bois, Burggrave de Vuren, Jean Seigneur de Wanghe, Baudouin le Comte, Arnould de Gheldenaken, Simeon de Coudenborch, Seigneur d'Oplintere, Jean de Dycdegem, Henri de Colem, Arnould vanden Houte, Nicolas de Zwaeff, Jean de Zwaef, Walrave de Delft, Seigneur de Borchvliet, & de Hogerheide, Arnould Seigneur d'Ymerſele, & d'Armeyde, Henri Dyckbier, Seigneur de Merle, Jean Seigneur de Schoonhove, Jean de Schoonhove, Guillaume vanden Berghe, Seigneur d'Orbais, Burgrave de Gheldenaken, Henri Seigneur de Grunſelt & de Rhinberg, Adam de Berghe, Seigneur de Lembergh, André de Merode Seigneur de Frankenberg Burgrave de Limbourg, Jean Hoen de Rurendale, Nicolas Hoen, Seigneur de Bronke, Reniers vanden Berghe Seigneur de Geul, Jean de Hulsbergue, Reinier Seigneur de Nieuwenberg, Jean Huyn de Haſtenrode, Goeſem Beguin, Daniel Hoen, Renaud vander Nieuwerborg, Godefroi Dobbelſtein de Dodenrade, Gonſin de Cortenberch, Reignier de Hulsbergh, Theodore de Beughe, Gerard de Cortenbach, Arnould de Sevel, Gonſin de Hevel, Gerard de Eyckhout, Guillaume de Rodersbeck dit Scoesberch, Adam de Gulickhoven, Franc de Hulsberch, Wermer de Barbome, Gemut de Coldenberch, Vranck*

ANS de J. C. 1415.

de

ANS de J.C. 1415.

denberch, Vranck van Bulſtert, Leonard van Rodersbeck, Coenrard van Benhenrode, Aernt van Hoenien, Kerſtiaen van Rhimbberge, Geert van Veeterſchem, Aernt van Elderen, Ponthe van Welckenhuyſen, Henrick van Welckenhuyſen, Heere van Cleenemt Weerner van Gronſelt Boudewijn van Monjardin Gheert van Bongard, Stacs van Boughaeren, Willem Heere van Ackenteel Peeter van Cortenbach.

III. Comoing-meeſteren Schepenen geſworene ende de Raedt der Stadt Lovene Schepenen ende Raet der Stadt van Bruſſele Borghemeeſteren Schepenen ende Raedt der Stadt van Antwerpen van s'Hertogenboſſch van Tricht van Tienen van Leeuwe van Nyvele van Dieſt van Herentals van Liere, van Aerſchot, van Breda, van Sichene van Berghen op ten Zoom, van Steenberghen, ende van Gheldenaecken, voor ons, ende voor alle d'andere ſmalle Steden ende vrijheden des lants van Brabant Borghemeeſteren Schepenen ende Raet der Stede van Lymborch, van Valckenborch van Daelhem, van Rode van Waſſenberghe van Gungelt van Mille, van Vucht, van Kerpen, van Lomeſchem, ende van Spremont, ſaluyt in onſen Heere.

IV. Condt ſy allen dat wy aenſiende ende merckende de groote trouwe ende vrintſchap die wy altijdt ghehadt hebben elck met anderen ende in toecommende tijden hebben ende onderlinge houden willen, ende om te ſchouwene allen ranceur twiſt ende diſcort die hier naemaels opcomen ende gevallen mochten inden lande ſonderlinghe aenſiende de eere oorboer ende prouffijt ons ghenadich Heeren Hertoghen Jans outſten Soone ſaligher ghedenckeniſſen ons lieffs Heeren Hertoghen Antheunis diens Siele Godt ghenadich ſy ende des ghemeynds lants van Brabant om eeuwelijck ongeſcheyden ende onghefundert te gader te blijven, in vrintſchappen trouwen ende eendrachticheden hebben, gheaccordeert ende over een ghedraghen voor ons onſe hoyr onſe naecommelinghen alſulcken poincten ende articulen als hier naer volghen te houdene vaſt ende gheſtaede ende ons daer toe verbonden elck met anderen t'oeuwelijcke dseghen.

V. Inden eerſten ſoo hebben wy ghelooft ende gheloven d'een den anderen in goeden trouwen ende in ſekerheyden ten heyligen gheſwooren dat wy voortaen eeuwelijck durende d'een by den anderen blijven ſullen eendrachtelijck, ongheſcheyden, ende onghefundert ende waert dat ons, oft den lande oft eenighen van ons eenighen laſt oft commere toequame om deſen oft om eenighe andere ſaecken wille onſen ghenaedighen Heere oft ſijnen lande aengaende die ſullen wy elck den anderen hulpen wederſtaen met onſen lijve ende goede, ende met alle onſe macht, ende ſullen elck metten anderen by een blijven ſonder eenighe ontſcout daer teghen te ſuecken in eenigher manieren, ende wat ſaecken dat wy, oft iemanden van ons oft eenich ſinguliер perſoon inden Lande van Brabant, oſte van Over-mase gheſeten hier tegen ginge, dade oft ſeyde, oft oock hier tegen rebel ware in eeniger manieren, dat wy dan, ghelijck voorſeyt is den genen, oft de gene die dat dade, oft daden bedwinghen ſouden, ende helpen bedwinghen, en alſulck hebben met haren lijve ende goede, dat hy oft ſy hier by blijven ſouden moeten ſonder afflaten, alſoo verre als wy Prelaten ende gheeſtelijcke perſoonen voorſ. ons daer inne verbinden moghen met rechte, ende niet anders, ende gheloven voorts d'een den anderen te houden, ende helpen houden, elckx anders privilegien, charteren, uſagien, coſtuymen ende herbringen ſonder argheliſt. In oirconden ende gheruyghenisſe hier aff hebben wy alle t'ſamentlijck onſe Seghelen hier aen doen hanghen. Ghegheven in't tjaer duyſent IV. honderd ende XV. op den vierden dach Novembri.

ANS de J.C. 1415.

de Buiſter, Leonard de Roderbeck, Conrard de Benhenrode, Arnould de Hoenien, Chreſtien de Ringberghe, Gerard de Veterſchem, Arnould de Elderen, Ponthe de Welckenhuyſe, Henri de Welckenhuyſe, Seigneur de Cleenemt, Werner de Gronſels & Baudouin de Monjardin, Gerard de Bongard, Euſtache de Boughaeren, Guillaume Seigneur d'Ackenteel, Pierre de Cortenbach.

III. Les Bourguemaîtres, Echevins Jurez, & Conſeil de Ville de Louvain, Echevins, & Conſeil de Ville de Bruxelles, Bourguemaitres, Echevins & Conſeil de Ville d'Anvers, de Boſſeduc, de Maſtricht, de Thuinen, de Leuwe, de Nivele, de Dieſt, de Herſtal, de Liere, d'Arſchot, de Breda, de Sichen, de Bergue-op-ſom, de Steenbergue, de Gheldenaeck, pour nous & toutes les petites Villes & Franchiſes du Pais de Brabant; Bourguemaîtres, Echevins & Conſeil de Ville de Lemborg, Faucomont, de Dalhem, de Rode, de Waſſenberghe, de Gungelt, de Mille, de Vuchte, de Kerpen, de Lomeſchem, & de Spremont, ſalut en nôtre Seigneur.

IV. Sçavoir faiſons que remarquant, & conſidérant la grande confiance & amitié que nous avons toûjours eue les uns pour les autres & que nous deſirons entretenir à l'avenir, & pour éviter toute rancune & different qui pourroient ſurvenir dans le pais; conſiderant particuliérement l'honneur, l'avantage & le profit de Monſeigneur le Duc Jean, fils aîné de deffunt le cher Duc Anthoine d'heureuſe mémoire, à qui Dieu faſſe miſericorde, & particuliérement le Païs de Brabant, pour être & demeurer éternellement & inſeparablement attachez l'un à l'autre, par une bonne amitié, fidélité & concorde ſommes convenus & accordez pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs d'obſerver inviolablement & fermement tous les points & articles qui s'enſuivent, à quoy nous nous ſommes obligez les uns & les autres pour toûjours.

V. En premier lieu avons promis & promettons en bonne foy de demeurer unis & inſeparables les uns avec les autres à toûjours; & s'il arrivoit que nous ou quelcun de nous reçût quelque dommage à cauſe de ce, ou pour quelque autre choſe qui regardât nôtre dit Seigneur ou ſon pais, nous nous aiderons l'un l'autre de nos biens & vie à les maintenir de tout nôtre pouvoir, & demeurerons attachez l'un à l'autre ſans nous ſéparer ſous quelque prétexte ou en quelque maniére que ce ſoit, & quelque choſe que nous ou quelcun de nous ou quelque perſonne particuliére du Païs de Brabant, ou d'Outre-Meuse *faſſe ou deſe, & s'il arrivoit qu'il y eût de la rebellion en quelque maniére que ce ſoit à cet égard, que nous, comme il eſt dit, nous y oppoſerons de nos biens & vie contre celuy ou ceux qui auront perpetré leſdits faits, promettant de nous en tenir à ce que deſſus, tant que nous Prelats & perſonnes Eccléſiaſtiques ſuſdites, pourrons nous y obliger de droit & non autrement; & promettons les uns & les autres de maintenir en outre & ſauve maintenir, chacun ſes privilèges, chartres, uſage, & coutumes ſans diſſimulation. En témoin dequoy avons fait oppoſer chacun nos ſeaux à ces preſentes. Donné l'an mil quatre cent & quinze le 4. de Novembre.*

ANS de J. C. 1416.

CCCLXI.

L'Empire et Savoye. *Erection du Comté de* SAVOYE *en Duché faite par l'Empereur* SIGISMOND, *à Chamberi, le 19. Février*, 1416. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 309.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, fœliciter, Amen. SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper auguſtus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Serviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ, Bulgariæque Rex, ac Marchio Brandenburgenſis, nec non Bohemiæ & Lucenburgenſis hæres, ad perpetuam rei memoriam: Illuſtri Principi Amedeo Duci SABAUDIÆ, conſanguineo noſtro cariſſimo, & fideli dilecto, gratiam Regiam; & omne bonum. Sceptrigera Regiæ dignitatis ſublimitas, ſicut inferioribus poteſtatibus officii & autoritatis elatione præfertur, ut commiſſos ſibi fideles optatæ gubernet conſolationis præſidio, quo thronus Regibus tanto ſolidetur felicius, ac uberiori proſperitate proficiat, quantò indeficientis ſuæ virtutis donaria largiori benignitatis munere copioſius fuderit in ſubjectos; ſic accreſcente ſplendore Regalis ſolii, Nobilitates aliæ velut è ſole radii prodeuntes, fidelium ſtatus & conditiones illuſtrant; quæ primæ lucis integritas minorati luminis detrimenta non patitur, imò ampliori utique ſcintillantis jubaris expectato decore perfunditur, dum in circuitu ſedis Auguſtæ illuſtrium & magnificorum Virorum numerus ad Imperii ſacri decorem fœliciter adangetur.

2. Sanè dum antiquitatem proſapiæ tuæ, nobilitatem, præclara ac fideliſſima progenitorum tuorum multiplicium virtutem, probitatumque merita, mentis conſtantiam, ac indefeſſi laboris ſollicitudinem, quibus Sereniſſimos & Invictiſſimos Principes divæ memoriæ Romanorum Imperatores & Reges, noſtros prædeceſſores, ſignanter autem Sereniſſimos Principes quondam Henricum ſeptimum proavum, & Carolum quartum Romanorum Imperatores, Regem Boemiæ Dominum & genitorem noſtros cariſſimos, ac ſacrum Romanum Imperium, extraordinaria diligentia ſemper honorare ſtuduerunt; quemadmodum ex diverſis privilegiis, eiſdem tuis parentibus, & præſertim per præfatos proavum & Genitorem noſtros, progenitoribus ſuis ſupra dictis ditis collegimus, ac evidenter cognovimus, in examen proinde rationis deducimus, dum & innatam illam & approbatam fidelitatis tuæ promtitudinem, eminentem legalitatis induſtriam, aliarum quoque multarum inſignia virtutum, ſuper quibus in conſpectu Majeſtatis noſtræ Regiæ, tùm multorum fide digno teſtimonio commenderis, tum etiam ipſa rerum omnium magiſtra experientiâ approbatus exiſtis, attentâ mente revolvimus, dumque grata plurimum & accepta ſerviciorum tuorum obſequia, quibus Nobis & Imperio, prædicto tam promptè quam effectualiter benevoleque placuiſti, ſollicitis ſtudiis quotidie places, & in antea quidem tanto ſerventius & utilius placere poteris ac debebis, quanto te excellentiora, ampliorаque dignitatum & honorum beneficia & antidota cognoveris à noſtro culmine & ſacro imperio ſuſcepiſſe, pia conſideratione penſamus; ad ea utique Majeſtas noſtra benignis inclinatur affectibus, quæ tuum ſotiuſque domus tuæ ſtatus exaltationem & honorem concernunt pariter & profectum.

3. Notum itaque meritorum tuorum intuitu, Te Amedeum Principem & conſanguineum noſtrum dilectum, non per errorem aut improvidè, ſed animo deliberato, propriique noſtri motus inſtinctu, ſano etiam Principum, Comitum, Baronum, Nobilium, procerum, & fidelium noſtrorum accedente conſilio, de certa noſtra ſcientia, ac de Romanæ Regiæ poteſtatis plenitudine; Hodie in nomine Domini Salvatoris noſtri, à quo omnis honor, Principatus & Nobilitas provenire noſcuntur, in verum Principem & Ducem illuſtravimus, ereximus, creavimus & ſublimavimus, illuſtramus, erigimus, creamus, ſublimamus; & tenore præſentium in & ſub diademate & apparatu noſtro Regio & Imperiali, prout in talibus moris eſt, ſolemniter & præſentialiter decoramus. Decernentes expreſsè, & Edicto Romano Regio & Imperiali ſtatuentes, quod tu, hæredes legitimi naturales, & ſucceſſores tui Duces Sabaudiæ, perpetuò omni præeminentia, dignitate, nobilitate, jure, poteſtate, libertate, honoribus & conſuetudinibus continuò gaudere debeatis & perfrui, quibus cæteri Imperii ſacri Principes, & ſignanter Illuſtres Duces facti ſunt hactenus, & quomodolibet potiuntur; Comitatumque tuum Sabaudiæ, & civitates, caſtra, munitiones, oppida, villas, diſtrictus, montes, colles, & plana, cum omnibus ſylvis, rubetis, pratis, paſcuis, aquis, aquarum decurſibus, lacubus, piſcinis, piſcationis, theloneis, judiciis, bannis, ſive inhibitionibus, venationibus, cenſibus, redditibus, acceſſationibus & pœnis inde ſequentibus, de conſuetudine vel de jure, Baronibus, Baronis, feudis, feudatariis, vaſſallis, vaſſallariis, militibus, clientibus, judicibus, civibus, nobilibus & plebeiis, ruſticis, agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, eo modo dumtaxat, ſicut & quemadmodum per dominos prædeceſſores noſtros territorium hujuſmodi in & ſub metis & limitibus antiquis in Comitatum Sabaudiæ creatum fuit & erectum, & ſicut prædicta, & eorum quodlibet latitudo prædicti Comitatus comprehendit; ſalvis tamen Eccleſiaſtica libertate; & omnium aliorum jure, in verum & perpetuum Principatum & ducatum Sabaudiæ erigimus & inſignimus, & de prædictæ Romanæ Regiæ poteſtatis plenitudine, decoramus tibi Illuſtri Principi Amedeo Duci Sabaudiæ prædicto, Ducatum ſive Principatum Sabaudiæ ſupra dictum, cum omnibus nobilibus, hominibus, juribus, privilegiis, immunitatibus præeminentiis, honoribus, pertinentiis, mero & mixto Imperio, gladii poteſtate, ac juriſdictione omnimoda, quemadmodum Ducatus ſeu Principatus inſignes ab illuſtribus ſacroſanctæ Romani Imperii Ducibus vel Principibus poſſidentur ſive tenentur, ſive poſſideri conſueverunt hactenus, & in quantum à ſacro Romano Imperio in feudum dependent de benignitate Regni conferentes.

4. Decernimus etiam, & hac Edictali conſtitutione ſancivimus, quod tu, hæredes & ſucceſſores tui perpetuò, Duces Sabaudiæ appellari & nominari in antea debeatis, & tanquam cæteri Imperii ſacri Duces & Principes teneri & honorari, & ubique ab omnibus reputari, omnique jure, privilegio, honore, gratia & dignitate, abſque impedimento perfrui, quibus alii ſacroſancti Romani Imperii Duces & Principes, in dandis ſeu recipiendis juribus, & conferendis ſeu ſuſcipiendis feudis, & omnibus aliis illuſtrem ſtatum & conditionem Ducum ſeu Principum concernentibus, fruiti ſunt hactenus ſeu quomodolibet potiuntur. Decernimus etiam & volumus, ac Regali edicto duximus perpetuò ſtatuendum, quod tu, hæredes & ſucceſſores tui Duces Sabaudiæ, Ducatum ſeu principatum Sabaudiæ prædictum, cum omnibus ſuis pertinentiis, ſicut expreſſatur ſuperius, à nobis necnon à noſtris ſucceſſoribus Imperatoribus ſeu Regibus Romanis, & ab ipſo Romano Imperio; totiens quotiens oportunum fuerit debitæ ſolemnitatis honore, & cum vexillis ut moris eſt, & ſolita reverentia ſuſcipere debeatis; nobiſque ac eiſdem ſucceſſoribus noſtris, in caſibus præmiſſis, ſicut alii Imperiales Duces & Principes, præſtare & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & ſubjectionis debita corporalia juramenta, & nullo modo vel tempore Eccleſiis vel Prælatis, & cæteris perſonis Eccleſiaſticis in dicto Ducatu, olim Comita-

ANS de J. C. 1416. Comitatu Sabaudiæ appellato, quoquo modo adversari; nec de bonis & juribus Eccleſiaſticis, quæ ob reverentiam Dei & ſanctorum ejus ſalvâ ſemper & illæſâ perſiſtere volumus, te ingerere, neque alium ſeu alios quoſcumque permittere, ſed ipſos charitativè tractare, ac illæſos undique pro poſſe cuſtodire; & quod in dicto Ducatu Sabaudiæ pacem & juſtitiam omnibus & ſingulis æquè pauperibus & divitibus, procurare facere, & adminiſtrare velis & debeas efficaciter juxta poſſe.

5. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc noſtræ Illuſtrationis, erectionis, ſublimationis, creationis, decorationis, collationis ſeu Decreti paginam infringere, ſeu ei quovis auſu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem ſecùs attentare præſumpſerit, præter indignationem noſtram graviſſimam, pœnam mille marcharum auri puriſſimi totiens quotiens contractum fuerit, ſe noverit irremiſſibiliter incurſurum, quarum medietatem Regalis noſtri ærarii ſive fiſci, reſiduam verò partem ſupra dicti Ducis, hæredum & ſucceſſorum ſuorum uſibus decrevimus applicari, præſentium ſub noſtræ Majeſtatis ſigilli appenſione teſtimonio literarum. Datum Camberiaci Gratianopolitanæ Dioceſis, Anno à Nativitate Domini M. CCCC. XVI. XIX. menſis Februarii. Regnorum noſtrorum anno Hungariæ XXIX. Romanæ electionis VI. Coronationis vero II.

CCCLXII.

ANS de J. C. 1416. L'EMPIRE ET SAVOYE.

Inveſtiture du Duché de SAVOYE *& autres Etats donnée à* AME' VIII. *premier Duc de Savoye, par l'Empereur* SIGISMOND, *à Chamberi, le* 20. *Février.* 1416. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 312.

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, ac Hungariæ, Dalmaciæ, Croaciæ &c. Rex. Notum facimus tenore præſentium univerſis, ad futuram rei memoriam. Etſi Regalis dignitatis Clementia, univerſorum fidelium, quos latitudo ſacri Romani Imperii complectitur fœlicibus profectibus, gratis, commodis, & ſperatis augmentis favorabiliter dignatur intendere; ad illorum tamen profectus & commoda diligentiori ſtudio clementius inclinari conſuevit, quorum merita, fides & conſtantia, ac internæ fidelitatis integritas, continuatis ſtudiis cæteros antecedunt. Sanè per Illuſtrem AMEDEUM Ducem SABAUDIÆ Principem, Ducem Chablaiſii & Auguſtæ, in Italia Marchionem, Comitem Gebennenſ. & Pedemontium, Dominum Niciæ Civitatis & terræ, alterius terræ ſuæ Provinciæ, civitatis & Comitatus Aſtenſis, terræ & vallis domus Oſſellæ, Principem & conſanguineum noſtrum cariſſimum, petitio noſtræ Majeſtati exhibita continebat, ut ipſum Amedeum Ducem de prædictis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitatibus, Dominiis, terris, Civitatibus nec non caſtris, caſtellis, oppidis, villis, locis, & aliis quibuſcumque, ac etiam privilegiis franchefiarum, libertatum, immunitatum, bonorum, largitionum, poſſeſſionum, honorum, diſtrictuum, jurium & juriſdictionum, per Divæ recordationis Romanorum Imperatores, & Reges prædeceſſores noſtros, ac alias ipſi Amedeo & ejus progenitoribus & prædeceſſoribus conceſſis ſeu conceſſorum, donatorum & indultorum, conceſſarum, donatarum & etiam indultarum inveſtire; illaque ſibi & ſuis hæredibus approbare, ratificare, autorizare & confirmare auctoritate Romana Regia dignaremur.

2. Nos igitur attentis intemeratæ fidei conſtantiam, ſinceræ devotionis affectum, & eximiæ fidelitatis gratiſſima obſequia, quibus præfatus Amedeus Dux & ſui progenitores præfatos Prædeceſſores noſtros, nos & Imperium ſacrum ſerventius honorarunt, & ipſe Amedeus honorare poterit & debebit in futurum. Idcirco animo deliberato, non per errorem aut improvidè; ſed maturo Principum, Comitum, Baronum ac Procerum noſtrorum accedente conſilio eundem Amedeum Ducem, juramento primitùs fidelitatis & homagii debiti præſtatione in talibus Romanorum Imperatoribus & Regibus fieri conſuetis, aliàs noſtræ Majeſtati per nobiles Gaſpardum de Montemajori militem Mareſcallum Sabaudiæ, & Joannem de Belleforti legum Doctorem, inter præfati Amedei nuntios & Procuratores ſolemnes nobis facta, præfato Duce aſſerente de ſua voluntate & pleno mandato proceſſiſſe pro ratiſque & gratis eis per ipſum Ducem proinde habitis & approbatis, ac ſi ipſe Amedeus Dux præfati juramenti fidelitatis & homagii præſtationem met feciſſet & duxiſſet faciendam; de præſcriptis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitatibus, dominiis, terris, & Civitatibus, nec non caſtris, caſtellis, opidis, villis, locis, & aliis quibuſcumque, ac etiam univerſis privilegiis franchefiarum, libertatum, immunitatum, honorum, gratiarum, largitionum, poſſeſſionum, bonorum, diſtrictuum, jurium & juriſdictionum, per antedictos Prædeceſſores noſtros Romanorum Imperatores & Reges, & aliàs prædicto Amedeo, & progenitoribus ſuis conceſſis ſeu conceſſorum, donatorum & indultorum, conceſſarum, donatarum & indultarum; quos, quæ & quas ipſe Amedeus & ſui progenitores à dictis noſtris Prædeceſſoribus, & aliàs in feudum ſeu feuda, Imperiale ſeu Imperialia, aut de feudo ſeu feudis, Imperiali ſeu Imperialibus, juſtè & rationaliter obtinuerunt, ipſeque Amedeus obtinet, autoritate Romanâ Regiâ inveſtimus, & præſentibus gratioſè.

3. Nec non hujuſmodi Privilegia ſuper præfatis franchefiis, libertatibus, immunitatibus, bonis, gratiis, largitionibus, poſſeſſionibus, honoribus, diſtrictibus, juribus, & juriſdictionibus, data & conceſſa in omnibus ſuis tenoribus, ſententiis, punctis & clauſulis de verbo ad verbum prout ſcripta ſunt, ac ſi tenores ipſorum præſentibus forent inſerti, etiam ſi de ipſis jure vel conſuetudinis ſpecialis mentio fieri deberet, approbamus, ratificamus, autorizamus, aut prout dignè poſſumus autoritate noſtra prædicta tenore præſentium confirmamus: Supplentes nihilominus de Regalis plenitudine poteſtatis omnem defectum, ſi quis in præmiſſis ex obſcuritate verborum vel ſententiarum dubietate videretur amiſſus. In præmiſſis tamen noſtris, noſtris & Imperii ſacri & aliorum quorumcunque juribus & libertatibus ſemper ſalvis.

4. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc noſtræ Majeſtatis paginam infringere, aut ei auſu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem contrarium attentare præſumpſerit, indignationem noſtram, & pœnam centum marcarum auri puri, quarum medietatem Imperiali ærario, reſiduam verò partem injuriam paſſorum uſibus ſtatuimus applicari, totiens quotiens contrà factum fuerit, ſe noverit irremiſſibiliter incurſurum. Præſentium ſub noſtræ Majeſtatis ſigilli appenſione teſtimonio literarum. Datum in Chamberiaco Gratianopolitan. dioceſis, Anno domini milleſimo quadringenteſimo ſexto decimo, vigeſima die Februarii, Regnorum noſtrorum anno Hungariæ &c. vigeſimo nono, Romanorum verò ſexto.

ANS de J. C. 1416. HOLLANDE, ZE'LANDE ET BAVIE'RE.

CCCLXIII.

Acte de Promeſſe des Nobles & Villes de HOLLANDE *&* ZE'LANDE, *pour recevoir aprés la mort du Duc* GUILLAUME DE BAVIE'RE, *Madame* JAQUELINE *ſa Fille pour Souveraine des Pais, en date du 2. Fevrier* 1416. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 8.

WY Philips Heere van Waſſenaer, Burgh-Grave tot Leyden, Henrick van Waſſenaer, Dirck vander Leck, Herbaerden van Yſſelſteyn, Jan van Heemſtede, Heere tot Benthuyſen, Henrick van Naeldwijck, Maerſchalck van Noordt-Hollandt, Jan B. van Bloys, Heere van Treſlonge, Melis van Mynden, Arent van Duvenvoirde, Jan vanden Woude, Heere tot Warmont, Willem vander Bouckhorſt, Gerrit van Heemskerck, Heere van Ooſthuyſen, Baertout van Aſſendelff, Gerrit van Zijl, Jan van Hodenpijl, Philips vander Spange, ende Gillis van Cralingen, Ridders.

Willem Egger, Heere tho Purmereynde, Henrick van Doornick, Adriaen van Raephorſt, Jan van Nyenrode, Gerrit van Poelgeeſt, Philips die Bloot, Mourijn vander Does, Gerrit van Bennebroek, Dirck van Sandhorſt, ende Adriaen van Mateneſſe, Knapen.

Ende wy Schouten, Burgermeeſters, Schepenen ende Raden der Steden Haerlem, Delff, Leyden, Amſterdam, Goude, Rotterdam, Oudewater, Hoorn, Schiedam, Medenblicq, Enckhuyſen, ende Monnickendam, doen condt ende kennelijk allen Luyden, want reden ende natuerlijck recht eyſſchen, dat een yegelijck goet eerbaer Man, die Godt ende de gerechtigheyt voor oogen heeft, van rechten oorſchult ſchuldigh is ſijnen gerechten geboren Landtsheer goet, getrouwe, ghevolgerich ende onderdanich te weſen, die te helpen, ſtercken, dienen ende lijffelijck by te blyven tot allen Steden ende ſtonden, tegens alle die gene, die hem aen ſyne Heerlijckheden ende Erffeniſſe krancken of tegens vallen ſouden willen, in wat mate dattet ware: Ende wy dat in onſe beſcheydenheyt wel weten ende bekennen, dat die Doorluchtige Vorſtinne onſe genadige Vrouwe JACOB VAN BEYEREN, Dauphijndre van Vienne, Hertoginne van Barry, Gravinne van Ponteau, eenige Dochter ende rechte Erfgenaem ende Leenvolchſter is des hoochgeboren Vorſten, ons liefs genadichs Heeren Hertoge WILLEM3 VAN BEYEREN, Grave van Henegou, van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieſlandt, die onſe rechte geboren Landtsheere is. Soo hebben wy wael bedacht ende volkomelijck beraden alle ſamelijck, ende een ygelijck byſonder ons daerom verbonden en verlooft, verbinden ende verloven met onſen vryen moetwille, waert dat die hoochgeboren Vorſt onſe genadige Heere voornoemt aflyvich worde by der gehengeniſſe Godts voor onſer genadiger Vrouwe ſijne Dochter voorſz ſonder witachtige Soone achter hem te laten, geboren oſte ongeboren, dat wy als dan de ſelve onſe genadige Vrouwe Jacoba van Beyeren voornoemt, alſe Erf-dochter ende Leenvolchſter ons genadichs Heeren voorſz ontfangen ende Hulden ſullen, tot onſer rechter gheboorene Landts-vrouwe, ende hoir ende hoiren techtigen wittachtigen Vooght inder tijdt daer af Eedt ende loftenisſe doen met betamelijcker onderdanicheyt, als daer toe behooren ſal, ende in den voorſz Lande van HOLLANDT en van ZEELANDT gewoonlijck is, ende niemandt anders, ſonder oyt daer in te trecken oſte tegens te comen mit woordeo oſte mit wercken in eeniger manieren. Waer oock

CCCLXIII.

ANS de J. C. 1416. HOLLANDE, ZE'LANDE ET BAVIE'RE.

Traduction de ce Traité.

NOus Philippe Seigneur de Waſſenaer, Burgrave de Leide, Henri de Waſſenaer, Thieri de la Leck, Herbert d'Iſſelſtein, Jean de Heemſtede, Seigneur de Benthuyſen, Henri de Naelwijck, Maréchal de Nort-Hollande, Jean B. de Blois, Seigneur de Treſlonge, Melis de Mynden, Arent de Duvenvoorde, Jean vanden Wonde, Seigneur de Warmont, Guillaume vander Bouckhorſt, Gerard de Heemskerck, Seigneur d'Ooſthuyſen, Baertout d'Aſſendelff, Gerard van Zijl, Jean de Hodenpijl, Philippe vander Spange, & Gillis de Cralingen, Chevaliers.

Guillaume Egger, Seigneur de Purmerent, Henri de Doornick, Adrian de Raephorſt, Jean de Nyenrode, Gerard de Poelgeeſt, Philippe die Bloot, Mourijn vander Does, Gerard de Bennebroeck, Thiery de Sandhorſt, & Adrian van Mateneſſe, Ecuyers.

Et nous Baillifs, Bourguemaîtres, Eſchevins & Conſeils des Villes de Harlem, Delft, Leide, Amſterdam, Goude, Rotterdam, Oudewater, Hoorn, Schiedam, Medenblicq, Enckhuyſen, & Monickendam, ſavoir faiſons à tous, que la raiſon & la nature veulent qu'un chacun qui a Dieu & la juſtice devant les yeux, ſoit fidelle & conſtant ſujet envers ſon Seigneur légitime, & le ſecourre, le fortifie, lui ſerve & l'aſſiſte de ſa préſence en tous lieux & à toute heure, contre tous ceux qui voudroient lui nuire en ſes Seigneuries, & qui voudroient l'attaquer en quelque maniére que ce ſoit; & que nous ſavons & reconnoiſſons ſelon nôtre diſcernement, que l'Illuſtre Princeſſe nôtre gracieuſe Dame JAQUELINE DE BAVIÉRE, *Dauphine de Vienne, Ducheſſe de Berry, Comteſſe de Ponteau, eſt ſeule & légitime héritiere de tres hans Prince, nôtre gracieux Seigneur le Duc* GUILLAUME DE BAVIÈRE, *Comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande & Seigneur de Friſe, qui eſt nôtre légitime Souverain. De ſorte que nous nous ſommes tous enſemble penſé & entiérement délibéré, & engagé & promis un chacun de nous en particulier, & nous engageons & promettons de nôtre franche volonté, que s'il arrive que nôtre trés-haut Prince & gracieux Seigneur ſuſdit vienne à mourir ou Seigneur avant nôtre gracieuſe Dame ſa Fille ſuſdite ſans laiſſer aprés lui de Fils légitime, né ou à naître, que nous recevrons & reconnoitrons alors nôtre gracieuſe Dame Jaqueline de Baviére ſuſdite, & lui ferons foi & hommage comme héritiere dudit nôtre gracieux Seigneur, & nôtre Gouvernante & Souveraine, & lui ferons & a l'Epoux qu'elle aura alors ſerment de ſoumiſſion convenable, & comme il appartiendra, & ainſi qu'il eſt uſité eſdits Pais de* HOLLANDE *&* ZELANDE *& n'ont autre, ſans jamais aller alencontre ni de parole, ni de fait en quelque maniére que ce ſoit. Que s'il y avoit quelqu'un qui voulût donner trouble ou empêchement à nôtre dite Dame ſuſdite, en quelque maniére que ce ſût, ce qui, s'il plaît à Dieu, n'arrivera pas, nous tous enſemble avec nôtre gracieuſe Dame & ſon Epoux l'aſſiſterons de tout nôtre pouvoir, & les deffendrons de nos vies & biens, & ne les abandonnerons jamais, mais lui ferons & à ſon légitime Epoux en toutes choſes,*

ANS de J. C. 1416.

oock yemant in wat ſtate dat hy waer, die onſer genadiger Vrouwe voornoemt, ende hoiren witachtigen Vooght hinder, letſel ofte eenich wederſtandicheyt daer in doen woude in eeniger maten, ofte onmate, dat of Godt wil niet geſchien en ſal, ſoo ſullen wy ons dat ſamentlijck mit onſer genadiger Vrouwen ende mit hoiren rechten Vooght aennemen ende helpen dat mit onſen Lyve en mit onſen Goeden, ende mit alle onſer macht keeren ende trouwelijck wederſtaen, ende haer nimmermeer aſgaen, maer willen ende ſullen haer ende haren wittachtigen Vooght altijdt ende in alle hare ſaecken volcomelijck doen, alle dat goede Mannen ende getrouwe Onderſaten hoiren rechten gebooren ende gehulden Heere ende Vrouw ſchuldich ſijn te doen, alle argliſt ende nieuwe vonden uytgeſcheyden, die deſer geloſte ende verbande tegen dragen ſouden mogen. Alle deſe voorſz punctен, geloften ende voorwaerden hebben wy in tegenwoordicheyt ons genadichs Heeren Hertoge Willems van Beyeren voornoemt gekeckert ende onbedwongen beſworen lijffelijck ten heyligen mit opgerechte Vingeren ende geſtaefden Eede by onſer tronwe, Eede ende ſeeckerheyde vaſt, geſtade ende volkomelijck te houden inder maniere voorſz, ende des in getuyge onſe Zegelen hier aen ghedaen mit goeden voorwaerden, waert datter een ofte twee of meer Zegelen aen deſen Brief gebraecken, des en ſoude hy te min machte met hebben, maer alle voo waerden, ende puncte hier in beſchrieven, ſouden in alle ende in deel alſoo gantſchelijck ende volcomelijck in heure macht ende vigeur ſtaen ende blyven, alsof die Brief vol en al bezegelt waer. Gedaen en gegeven op onſer Vrouwen dach *aſſumptionis*, in 't Jaer ons Heeren 1416.

ſes, ce que de bons & fidelles ſujets ſont obligez envers leur Seigneur & Dame légitime, ſans aucune diſſimulation ou exception contraires aux préſentes promeſſes & obligations. Tous leſquels points, promeſſes & conditions avons, en la préſence de notre gracieux Seigneur le Duc Guillaume de Bavere, juré ſaintement & la main levée ſur nôtre foy, & ſerment garder & obſerver fermement en la maniére ſuſdite & ce ſans contrainte. Et c'eſt pourquoy nous avons fait appoſer nos Sceaux a ces préſentes; & quand il arriveroit qu'il y auroit un ou deux ou plus de Sceaux qui manquaſſent aux dites préſentes, elles n'en auront pas pour cela moins de vertu, mais toutes les ſuſdites conditions & points demeureront en tout, & en partie dans leur entiere & parfaite force & vigueur, tout auſſi que ſi leſdites Lettres étoient ſcellées de tous les Sceaux. Fait & donné le jour de l'aſſomption nôtre Dame, l'an de nôtre Seigneur 1416.

ANS de J. C. 1416.

CCCLXIV.

ANS de J. C. 1417.

BAVIÈRE ET SAVOYE.

Contract de Mariage entre LOUIS *Duc de Bavière, &* MAHAUD DE SAVOYE, *fait le 1 c. de Novembre* 1417. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 128.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc præſens publicum inſtrumentum cunctis pateat evidenter. Cùm anno à Nativitate ejuſdem milleſimo quatercenteſimo decimo ſeptimo, indictione decima, menſis Novembris die trigeſima, horâ ſextâ, vel quaſi in caſtro Pinerolii Thaurinenſis Dioceſis, in præſentia *Illuſtris, & Excelſi Domini Domini* LUDOVICI DE SABAUDIA *Principis Achayæ*, &c. Et Illuſtris *Domicellæ* MATHILDIS *Natæ quondam bonæ memoriæ Illuſtris Domini Amedei Principis Achayæ, ejuſdem Domini Ludovici Principis Fratris*, in camera cubiculari ejuſdem Domini Principis Ludovici in noſtri Notariorum publicorum, teſtiumque ſubſcriptorum ad hæc vocatorum ſpecialiter, & rogatorum præſentia Perſonaliter conſtituti Magnificus Dominus Berhnardus Comes de Thierſtain, Venerabilis Magiſter Joannes de Franchfordia Sacræ Theologiæ Profeſſor, Spectabilis Dominus Egenolfus de Rot Sanchieſenſis miles egregius, nec non honorabiles, & circumſpecti viri Joannes Vnocherini Protonotarius, & Henricus Riederet de Miltemberg, Canonicus Eccleſiæ Beatæ Mariæ Virginis in nova Civitate Spirenſis Dioceſis Conſiliarii, & Procuratores Illuſtris Principis, & Excelſi Domini Domini Ludovici, Comitis Palatini Rheni, Sacri Romani Imperii Electoris, & Archidapiferi, ac Bavariæ Ducis ad infra ſcripta, eriam per dictum Dominum Comitem Palatinum firmandum, & concludendum, nec non, & ſe obligandum procuratorio nomine ipſius Domini Ludovici Comitis Palatini, &c. ſpecialiter deſtinati, habentes etiam ad hæc omnia plenum, & ſufficiens mandatum prout de hoc ibidem per inſtrumentum publicum per Johannem Erbſtad de Vuonnelo Maguntinenſis Dioceſis, publicum Imperiali authoritate Notarium ſub anno, loco, menſe, & die contentis in eodem die, & ſuper hoc confectum, productum, & exhibitum liquidè conſtabat, & plenam fecerunt fidem, iidem Procuratores jàm ſuperiùs nominati obtulerunt ſe, & quemlibet eorum ipſi Domino Ludovico Principi Achayæ, & præfatæ inclytæ Domicellæ Mathildi Nepti ſuæ firmare omnia acta, tractata ſponſalia, promiſſa, atque facta, per præfatum Illuſtrem Dominum Comitem Palatinum Rheni, &c. Et nihilominus volentes etiam eandem obligationem ſuam cum effectu executioni demandare, omnibus melioribus modo, via, jure, cauſa, & forma quibus melius, & efficacius potuerunt, & debuerunt ſponſalia pridem per prædictum Illuſtrem Dominum Comitem Palatinum Rheni, &c. nec non, & ipſam Illuſtrem, & Inclytam Domicellam Mathildem prædictam, ac ejus procuratores procuratorio ipſius nomine in abſentia ipſorum Illuſtris Principis, & Domini Domini Ludovici Principis Achayæ, inclytæque Domicellæ Mathildis ejus Neptis, aliaque promiſſa, atque facta per dictum Comitem Palatinum Rheni, &c. nunc in præſentiâ qua ſupra laudarunt, firmarunt, & approbarunt, & inſuper prædicti Procuratores procuratorio quo ſuprà nomine tanquàm organum vivæ vocis præfati Domini Comitis Palatini, & ejus nomine prædictam inclytam Domicellam Mathildem in dicto nomine deſponſarunt, & ipſam acceptarunt in legitimam ejus uxorem per verba de præſenti, adjicientes etiam verba hæc, Illuſtris, & Excelſus Dominus noſter, Dominus Ludovicus Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Electo, & Archidapifer, Bavariæque Dux, vos Inclytam, & Generoſam Domicellam Mathildem de Sabaudia ſuam Sponſam dilectiſſimam

ANS de J. C. 1417.

ANS de J. C. 1417. tiſſimam benevolæ cordis affectione ſalutat, & mandat vobis quod ipſe per nos live mediantibus nobis, & nobis nuociantibus, recipit vos in ſuam, & conſentit in vos tanquam in Uxorem ſuam legitimam, atque præfatæ inclytæ Domicellæ Mathildis de Sabaudia ibidem in continenti ſine aliquo intervallo, in præſentia qua ſupra, & infra reſpondit in hæc verba. Et Ego Mathildis de Sabaudia vobis Procuratoribus veluti organo vivæ vocis dicti Domini Comitis Palatini &c. prædictam ſolutionem facientibus, & verba prædicta proferentibus ut ſupra mediantibus vobis, & nunciantibus michi prædicta eundem Illuſtriſſimum Principem, & Excelſum Dominum Dominum Ludovicum Comitem Palatinum Rheni in Virum meum accipio, & ipſum in Virum meum conſentio, & ſic per prædicta, & ſupra ſcripta verba ipſa Domicella Mathildis, & Procuratores prædicti quo ſupra nomine dictum matrimonium præſentialiter contraxerunt, inſuper etiam prædicti Procuratores nomine quo ſupra bona fide, & ſub obligatione omnium bonorum præfati Domini Comitis Palatini Rheni eidem Domicellæ Mathildi ſtipulanti, & recipienti promiſerunt, quòd quàm primùm ipſa Domicella Mathildis Deo dante venerit ad Heilderbergam juxtà puncta promiſſa & ordinata in inſtrumento contractus, de & ſuper hoc confecto concepta, quæ ex tunc præfatus Illuſtris Dominus Comes Palatinus Rheni, ipſam Domicellam Mathildem in propria ejus perſona, ſive perſonaliter deſponſabit, & dicta ſponſalia, & matrimonium confirmabit per annuli traditionem, adhibitis etiam circa hæc aliis ſolemnitatibus debitis, & conſuetis, ad majorémque roboris firmitatem præfata Illuſtris Domicella, & prædicti Procuratores in animam ſuam, & Principis ſui ſcilicet præfati Illuſtris Domini Comitis Palatini, jurarunt ad Sancta Dei Evangelia, tactis ſcripturis, quod contra prædicta in aliquo non fiet, ſed adimplebuntur quæ ſupra dicta, & facta ſunt, ſuper quibus omnibus, & ſingulis ambæ partes prædictæ requiſierunt nos Notarios publicos, ſub debito noſtri Notariatus officio, ſibi fieri duo, & plura ejuſdem tenoris publica inſtrumenta. Acta fuerunt hæc anno, indictione, menſe, die, hora, & loeis quibus ſupra, præſentibus R. in Chriſto Patribus Domino Aymone ex Comitibus de Romanaco Dei gratia Epiſcopo Thaurinenſi, Domino Mtchaele de Caraysanis Abbate Beatæ Mariæ Virginis de Pinerolio, Domino Alleramo de Carreto Abbate S. Baligni, ſpectabilibuſque Dominis Ludovico Baſtardo de Sabaudia, Domino Raconiſii, & Pancalerii Nato Illuſtris Domini Achayæ Principis, Manfredo March.one Saluttarum, Ybleto de Montebello, Amedeo Condomino Lucernæ, & Montis Bruni omnibus iis Militibus, Ludovico Coſtes Domino Bennarum, & Polungariæ, Burtuone Cacherano Condomino Bricheracii, Ozaſchi, & Villæ Novæ, & pluribus aliis teſtibus ad hæc vocatis, & rogatis, ſigné Malet.

CCCLXV.

ANS de J. C. 1417. FRANCE ET BOURGOGNE. *Inſtruction donnée par* CHARLES VI. *à* AUBERT DE CANY *Seigneur de Varennes, ſon Ambaſſadeur pres de* JEAN *Duc de Bourgogne, l'an* 1417. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag 250.

INſtruction baillée à Meſſire AUBERT DE CANNY, Sigoeur de Varennes, de-par le Roy & ſon Conſeil, pour ce qu'il doyt faire envers le (a) Duc de Bourgongne. Premierement, il parlera au Duc de Bourgongne, en luy diſant que le Roy & Monſigneur le Dauphin ſont moult ébahis des manières de qu'il a renues, & encores tient, contre le Roy & ſa Signeurie: veu qu'il eſt ſon parent, tant prochain que chaſcun ſait, & à luy obligé par tant de manières: comme luy meſme a touſiours dit & confeſſé en toutes ſes lettres & eſcripts. Item luy remonſtrera comment ſes gens, & les ſugets de ſes païs, & autres, qui ſont & s'avouent à luy, font guerre ouverte à luy, & à ſes ſugets, en prenant par aſſaut, & par ſiége, les viles, chaſteaux, & fortreſſes du Roy: & font toutes les cruautés & inhumanités, par feu & par ſang, & autrement, que faire pourroyent les Anglois, anciens ennemis de France, & encores pis. Item comment ſes gens & Officiers prennent ſerment des habitans des bonnes-vîles du Roy, qu'ils ſeront obeïſſans au Duc de Bourgongne: &, avec ce, leur font deffenſe de par luy, que deſormavant ils ne payent plus rien au Roy, quant aux aides & redevances, qu'ils ont accouſtumé de payer. Laquelle choſe eſt voye merveilleuſe, contre l'honneur, autorité, & Signeurie du Roy. Item, que les choſes ſuſdictes, ainſi faictes par le Duc de Bourgongne, ſur le poioct de la venue & deſcente des Anglois, font imaginer & croire pluſieurs gens, qu'elles ſont faictes au profit & avantage d'iceux Anglois, comme pour oſter la puiſſance du Roy à non réſiſter à leurs efforts & mauvaiſes entrepriſes: & que le Duc de Bourgongne ſoit leur allié, & aſſermenté. Item, & pour ces cauſes, requerra ledict Signeur de Canny, de-par le Roy, au Duc de Bourgongne, qu'il ſe veuille deporter de telles choſes deſſuſdictes, & eſpecialement d'aſſaillir les bonnes-viles du Roy & de ſes ſugets, de mettre ſiége devant, & de prendre ſerment de luy obeïr par les ſugets du Roy, demourans en ſes bonnes-viles. Avec ce luy requerra, qu'il face departir, iſſir, & retourner chaſcun en ſon lieu, tous les Gens-d'armes, qu'il a aſſemblés. Car, veues les manieres qu'il a tenues, & tient, juſques ici, le Roy croit fermement qu'il tient, & fait aſſembler iceux Gens-d'armes, pour donner ſecours, faveur, & aide, aux Anglois, & pour grever le Roy & ſa Signeurie. Item, pour induire le Duc de Bourgongne à ce, Meſſire Aubert luy remonſtrera le grand deshonneur, diffame, & reproche, qui ſera à luy & à ſa generation, s'il perſevére à tenir les manières, qu'il a commencées, en luy priant treshumblement & doucement de bien penſer & aviſer ſur ce, & de ne faire telle villenie à ſon feu pére: qui fut tant vaillant & loyal, & qui à ſa mort luy commanda de touſiours obeïr au Roy, & à ſes commandemens. Item, ſemblablement remonſtrera les choſes deſſuſdictes à tous les Signeurs, Barons, Chevaliers, Eſcuyers, & autres de la compaignie du Duc de Bourgongne, auſquels il pourra parler, en les priant & requerant, de-par le Roy, que maintenant ils ne veuillent deshonnorer & diffamer, par mauvais conſeil, eux & leurs predeceſſeurs, qui touſiours ont eſté tant bons & loyaux envers le Roy & ſa Signeurie, ne faire aucune choſe, dont eux & leurs ſucceſſeurs puiſſent eſtre réputés, au temps à-venir, d'avoir eſté deſobeïſſans au Roy, & avoir donné faveur à ſes ennemis. Item, & à la fin, en exécutant à la perſonne du Duc de Bourgongne, & à tous ceux de ſa compaignie, ce que le Roy a commandé audict Meſſire Aubert, il fera, le plus doucement & gracieuſement qu'il pourra, les commandemens & deffenſes, contenues & déclarées es lettres patentes, à luy ſur ce baillées de-par le Roy: & de ce demandera reſponſe. Item, ſi le Duc de Bourgongne, ou autre de ſa compaignie, diſoit que ceux, qui gouvernent à l'entour du Roy, luy ont fait, & font de jour en jour, pluſieurs grans durtés, & choſes qu'il ne peut, ne doyt, endurer, ne ſouffrir, reſpondra Meſſire Aubert, que, ſi aucuns de ceux, qui ſont pres du Roy, ont fait aucune choſe au Duc de Bourgongne, qui

(a) Ce Duc fut ſi irrité de ces Articles, qu'il eût fait trancher la tête au Sr. de Cany, quoi qu'il fût ſon parent, ſi l'on ne lui eût remontré que ledit Sr. de Cany avoit été contraint d'accepter cette commiſſion.

ANS de J. C. 1417. qui luy doyve deplaire, ce n'eſt pas cauſe raiſonnable, ne ſuffiſante, pour ainſi deſtruire le Royaume, comme il l'a fait deſtruire, & encores fait par chaſcun jour, ne pour devoir favoriſer, & donner conſeil, confort, & aide, aux Anglois, ennemis du Roy, à la charge de l'honneur d'iceluy Duc de Bourgongne, & de ſa génération à touſiours mais: & qu'il peut bien proceder par maniére plus-honneſte. Item, & outre ce, dira Meſſire Aubert, quant à ce poinct, que le Roy, à la requeſte de feu Monſieur de Hainaut, a autresfois voulu, & ottroyé, pour le bien de la paix, au Duc de Bourgongne, & à tous autres qui l'avoyent ſervi, choſes telles, quelles leur devoyent bien plaire (car elles eſtoyent au bien & profit de luy & de tous eux) mais qu'il ne les voulut pas accepter: ains n'en fit compte: dont le Roy n'eſt pas bien-content, & à bon droit. Toutesfois, encores n'a il pas la main ſi cloſe, qu'il ne ſoit bien-enclin à faire de grandes courtoiſies, & grâces audict Duc de Bourgongne, & à tous autres qui auront eſté à ſon ſervice, ſi meſtier eſt, & qu'ils facent devoir envers luy, comme ils y ſont tenus. Item à ceſte fin ſeront baillées, ſi meſtier eſt, à Meſſire Aubert, les reſponſes par eſcript, que le Roy a faictes autresfois aux complaintes & doleances, que faiſoit ledict Duc de Bourgongne ſur les choſes, qu'il diſoit eſtre faictes & perpetrées contre luy, & à ſon préjudice: à fin de monſtrer telles reſponſes aux Barons, Damoiſeaux, Chevaliers, & autres Nobles, eſtans au ſervice & compaignie d'iceluy Duc de Bourgongne. Apres la lecture de telle inſtruction & la guerre appaiſée contre le Signeur de Canny, le Duc de Bourgongne, ayant fait reſpondre, par ſon Conſeil, à tous les articles deſſuſdicts, bailla cette reſponſe à ce meſme Signeur de Canny: qui luy promit de la rendre entre les propres mains du Roy, & non d'autre. Sa reſponſe fut.

Réponſe du Duc de Bourgogne.

QUant au premier article, que vrayement il eſtoit parent, vaſſal, & obligé du Roy, devant tous, & contre tous, & qu'à cette cauſe il l'avoit touſiours aimé & ſervi, en taſchant que bon regime fuſt mis en ſon Royaume, tant au regard de ſa perſonne & de celle de la Royne & de leurs enfans, que ſur la réparation de ſes places & maiſons, entretenement de bonne Juſtice, & loyale adminiſtration de ſes finances: comme il apparoiſſoit notoirement par certaines ordonnances Royaux, qui à ſa pourſuite avoyent eſté publiées & jurées en la preſence du Roy, tenant ſon lict de Juſtice. Mais que ceux, qui eſtoyent pres la perſonne du Roy, avoyent depuis eſté cauſe de tout rompre, & diſſiper non ſeulement la ſubſtance du Roy, ains encores celle de tous les ſugets de ſon Royaume, & principalement celle de luy, Duc de Bourgongne, & de tous ſes bons amis & bien-veuillans, & les deſtruiſant de corps & de biens, ainſi qu'il les pouvoyent prendre & apprehender: & qu'ils avoyent procuré, tant en Court ſpirituelle, comme ailleurs, ſon deshonneur, & condamnation de ſa bonne memoire & renommée, à la charge, meſme de ſa génération & poſtérité. Quant au ſecond article, que, quand il avoit veu que ceux, qui eſtoyent autour du Roy, avoyent perſéveré, & touſiours perſéveroyent en leurs rigueurs, n'ayans voulu entendre à aucun bon regime & bien de paix, & que luy, ſes amis, & bien-veuillans, eſtoyent continuellement envahis & aſſaillis par voye de feu & de ſang, avoit eſté contraint de ſignifier par ſes lettres patentes, en pluſieurs particuliéres viles de ce Royaume, les dures rigueurs deſſuſdictes, & pareillement les moyens qu'il tiendroit pour y remedier: tellement que, grâces à Dieu, ayant fait mandement de Gens-d'armes & de traict, avoit aſſemblé, pour le ſervice du Roy & de ſon Royaume, ſix mille Chevaliers & Eſcuyers, & juſques au nombre de trente mille combatans. Quoy faiſant, & tenant ſon chemin, avoit trouvé, en pluſieurs notables viles & cités, quelques bons Bourgeois, & autres: qui, congnoiſſans ſa bonne intention & voulonté, luy avoyent fait ouverture de leurs viles & cités: avec ce que ſes gens avoyent repris, au nom du Roy, pluſieurs places, ſur quelques pillars, robeurs, & malfaicteurs, & icelles laiſſées en la garde d'aucuns nobles & vaillans hommes, ſugets du Roy, & tels, que pour choſe du monde ne luy voudroyent faire deloyauté: & que le tout avoit eſté faict au gré des bonnes-viles & cités, & de tout le païs d'environ. Pour le tiers, que, s'il prenoit le ſerment des habitans, c'eſtoit afin qu'ils perſéveraſſent en bonne loyauté vers le Roy & le bien de ſon Royaume, à la confuſion & reproche des empeſcheurs de paix & deſtruiſeurs du Royaume, eſtans pres la perſonne du Roy: ſauve la réverence duquel diſoit n'eſtre pas ainſi que deffenſe euſt eſté faicte de ne luy payer ſes aides & autres redevances: mais bien pouvoit eſtre qu'on avoit deffendu de ne les bailler plus aux faux traiſtres empeſcheurs de paix, & commandé qu'elles fuſſent conſervées & gardées à empleyer au bien du Roy & du Royaume, en temps & en lieu. Ce qui eſtoit bien faict: pource que tout l'argent, qui eſtoit tombé entre mains d'iceux trahiſtres, montant à treſgrande ſomme, avoit eſté mauvaiſement & deloyaument emblé au Roy, & departi entre eux, à l'avantage des ennemis de France, & au treſgrand dommage du Roy & de ſon Royaume. Toutesfois ſon intention eſtoit de procurer, quand il ſeroit devers le Roy, que tels aides n'euſſent plus de cours, & que les bons ſugets du Royaume fuſſent tenus en leurs anciénes libertés & franchiſes, en pourvoyant aux affaires du Royaume par toutes bonnes voyes & maniéres. touchant le quatriéme article, que telle imagination ne pouvoit tomber en cueur de loyal homme: à raiſon qu'on avoit autrefois veu la deſcente des Anglois, ſans ce qu'on leur fiſt aucune réſiſtance: combien que les trahiſtres, qui pour lors, & encores, gouvernoyent le Rny, fuſſent tous avertis & acertenés de leur venue: dont le Roy avoit eu relle perte de terre & de Chevalerie, que chaſcun ſavoit: & devoit on fermement tenir, & croire, que, ſi les Anglois avoyent alors eu avantage ſur le Royaume par le faux & mauvais regime des trahiſtres, ils vouloyent en ce perſéverer: veu meſmement que par les damnables maniéres d'iceux trahiſtres, ils avoyent pris Harfleu: qui eſtoit une des plus-fortes deffenſes de Normandie. Ce que devoyent bien noter, & graver en leurs cueurs, les nobles Chevaliers & Eſcuyers de la compaignie de luy, Duc de Bourgongne: auſquels ſes détourbeurs de paix vouloyent impoſer telle trahiſon & deloyauté, que d'empeſcher de reſiſter à la mauvaiſe voulonté des Anglois. Finalement, que, ſauve la reverence du Roy, tons ceux, qui diſoyent qu'il eſtoit alié & aſſermenté aux Anglois, mentoyent mauvaiſement & fauſſement. Sur le cinqiéme, que l'on voyoit clairement, par la requeſte y compriſe, la fauſſe & damnable voulonté des trahiſtres: pour-autant que tout le monde appercevoit bien qu'ils n'avoyent nulle puiſſance, pour réſiſter aux Anglois: & neantmoins, lors qu'il eſtoit temps de faire aſſemblée de Gens-d'armes pour le Roy & pour ſon Royaume, & meſmement de tels bons & loyaux Chevaliers, qu'eſtoyent ceux de ſa compaignie, ces trahiſtres vouloyent qu'on leur donnaſt congé, & que l'on renvoyaſt chaſcun en ſa maiſon: dont apparoiſſoit clairement, & évidemment, qu'ils le faiſoyent en faveur des Anglois, & pour grever le Roy & ſa Signeurie: & pourtant ne ſeroit departir nul de ſes gens: ains pourſuyvroit touſiours ſon entrepriſe, comme il avoit promis par la teneur de ſes lettres. Au regard du ſixiéme, que ſon feu pére avoit vrayement touſiours eſté bon & loyal

ANS de J. C. 1417. envers le Roy, & qu'à cette cauſe, voyant l'iniquité des mauvais regner en la Court de France au temps de ſon trepas, luy avoit commandé de luy aument ſervir le Roy, & la couronne de France, ſans épargner ſon corps, ne ſa chevance. A l'accompliſſement duquel commandement il avoit continuellement taſché, & taſchoit encores, par toutes bonnes maniéres, tendant à la vraye réformation de ce Royaume, & à la conſervation d'iceluy, ſans avoir rien fait ſoudainement & legérement en ce, ains meurement & conſidérément, avec ſaine réſolution de Conſeil, tellement que, s'il s'en departoit adonc, il en ſeroit blaſmé & repris, à la grand' charge de luy & de ceux, qui de luy ſortiroyent: & pourtant ne s'en departiroit aucunement. Pour le ſixiéme, que tout ce, qu'il avoit fait, & feroit, avoit eſté, & ſeroit faict, au plaiſir de Dieu, par le conſeil de ſes Barons, Chevaliers, & Eſcuyers, & autres gens notables: & pource vouloit, & ottroyoit plainement, que le Signeur de Canny leur fiſt la remonſtrance, dont il eſtoit chargé. Car, plus on leur parleroit de telles affaires, & plus congnoiſtroyent ils les iniquités de ceux qui détourboyent la paix, & vouloyent empeſcher ſa bonne intention. Quant au ſeptiéme, qu'il ne luy faiſoit point faire les deffenſes y contenues: & qu'il ſavoit bien que ces choſes ne venoyent point de la certaine vouloñté du Roy (qui l'amoit, luy vouloit tout bien, le deſiroit, & demandoit ſouvent ſa venue) ains ſeulement de l'ordonnance des faux trahiſtres: & auſſi (veu que les ennemis de ce Royaume y eſtoyent naguéres deſcendus) il n'eſtoit pas tems d'obeïr à telles deffenſes: mais pluſtoſt devoyent tous loyaux hommes s'empleyer à la garde & protection d'iceluy Royaume: &, quand encores les ennemis n'y ſeroyent ia deſcendus, ſi ne voudroit il pas ſouffrir que les faux trahiſtres demouraſſent en leur tel gouvernement. Touchant le huictiéme article, que véritablement Meſſire Henry de Marle, l'Eveſque de Paris, Meſſire Tanneguy du Chaſtel, Meſſire Burel de Dammartin, Maiſtre Eſtiéne de Mauregard, Maiſtre Philippe de Corbie, & pluſieurs autres, avoyent commis tant d'exces & crimes contre l'entretenement de la paix de France, qu'il s'eſtoit mis en armes, non pas pour deſtruire le Royaume, ou pour favoriſer les Anglois, mais pour chacer & debouter telles perſonnes hors de leur gouvernement, & d'aupres du Roy: & ne ceſſeroit, pendant qu'il auroit vie au corps, juſques à tant qu'il fuſt parvenu à l'effect de ſa bonne intention. Pour le neufiéme, qu'en conſideration du bien de paix, & de l'union de ce Royaume (qu'il avoit touſiours deſirée, & deſiroit encores de tout ſon cueur) s'eſtoit tranſporté devers Monſigneur le Dauphin, dernier trépaſſé, & vers feu Monſieur de Hainaut: auſquels il avoit baillé, par eſcrit, une déclaration de la voulonté finale, qu'il avoit ſur icelle paix, pour la tenir à tous ceux, qui la voudroyent avec luy, excepté avec le Roy Louïs de Sicile, n'aguéres mort, pour aucuns intereſts, qu'il pretendoit contre luy: & que Monſieur le Dauphin & le Comte de Hainaut, eſtans bien-contens de cette declaration, s'eſtoyent tranſportés à Compiégne, pour concluſion de paix: mais, combien qu'en telles choſes on doyve proceder le plus-diligemment qu'on peut, afin de faire ceſſer tout inconvénient de guerre, neantmoins les trahiſtres d'entour le Roy, avoyent temporiſé, par alées & venues, & autres voyes frauduleuſes, l'eſpace de trois mois, ou environ, ſans y prendre aucune réſolution: ains, au contraire, eſtant le Comte de Hainaut finalement alé vers eux à Paris pour mieux parachever le traité pourparlé, l'avoyent voulu prendre & arreſter priſonnier: tellement qu'il avoit eſté contreint ſe retirer couvertement, & fort-haſtivement de Paris à Compiégne: auquel lieu, aſſez toſt apres ſa venue, le Dauphin trépaſſa, luy eſtant la mort avancée par damnable maniére. Bien vray eſtoit, que, s'eſtant le Comte retiré de Compiégne en ſon païs de Hainaut, luy fut adrecée quelque minute d'articles de paix: dont il fut treſmal content, diſant que les trahiſtres apres le deces du Dauphin, y avoyent changé & mué ce que paravant y avoit eſté ottroyé & conclu. Toutesfois que le Comte de Hainaut la luy avoit envoyée: mais, ayant eſté veue avec meur & ſain Conſeil, avoit trouvé qu'elle eſtoit treſmal gracieuſe, au regard du bien du Roy, du Royaume, & de luy Duc de Bourgongne: & pource n'en avoit fait compte: ainçois en avoit eſté meu d'envoyer, par pluſieurs viles de France, ſes lettres patentes, contenans la bonne intention & voulonté qu'il avoit de réformer le gouvernement du Royaume. Sur leſquelles lettres, préſentées au Comte de Hainaut durant la maladie dont il mourut, avoit reſpondu que le Duc de Bourgongne faiſoit bien, luy offrant ſon ſervice, de corps & de gens, ſi Dieu luy donnoit grâce de relever de ſa maladie. Enfin, & pour concluſion de toute ſa reſponſe, ſignifioit à chaſcun, qu'il perſeveroit en ſon bon propos, & ne s'en deporteroit juſques à tant qu'il auroit parlementé avec le Roy, & remonſtré les iniquités, tyrannies, inhumanités, & cruautés de ſes gouverneurs, la deſolation du Royaume, & les moyens d'y remédier: tellement que le Roy & les preud'hommes de ſon Royaume en devroyent eſtre contens. Si eſt ce, neantmoins, qu'il offroit encores paix à tous ceux, qui la voudroyent avoir avec luy, ſelon la teneur de ſes lettres.

CCCLXVI.

Articles convenus & accordez dans l'Aſſemblée de (a) *l'*ANSE TEUTONIQUE, *tenuë à Lubec, en* 1418. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 313.

ANS de J. C. 1418.

ANSA TEUTONICA.

SI quiſpiam civium aut incolarum, vel etiam plures ex ſubditis in ulla civitate HANSÆ ſeditionem, tumultum, ſuſpecta conciliabula, aut conſpirationem apertam, vel occultam contra Magiſtratum ſuum moveat, aut excitet quæ in ejus Magiſtratus contemptum, aut imminutionem ejus poteſtatis, dignitatiſque detractionem, vel convellationem vergat; atque id liquido probari queat, vel ipſi rei, fiant profugæ propterea: Illi homines in nulla Hanſæ civitati recipi, tolerari debent, ſed potius judicari in ſummo rigoris jure. Quod itidem in iis obſervari debet, ſi qui ſint, quibus talis ſeditionis conſpiratio aut conciliabulum tale cognitum fuerit, nec ejus indicium Magiſtratui ſuo fecerint. Quod ſi verò aliqua civitas extra Hanſæ confœderationem conſtituta, contra Hanſæ Civitatum voluntatem ejuſmodi facinoroſos homines patrocinio aliquo exciperet, & defenderet: Tunc haud ulla Civitatum Hanſeaticarum cum tali civitate quidquam commercii, aut amicitiæ in ulla re etiam minutiſſima habeto, quum ita in odium, & contemptum Hanſæ talem quempiam aut plures facinoroſos ſecum perpetiatur.

2. Quod ſi Senatus, & Magiſtratus totus, aut pars aliqua ejus in aliqua Hanſæ Civitate, aut civibus, aut incolis, curiæ ſede, & poteſtate privetur, quocunque modo, aut vi id tandem fiat; ea civitas propterea ex Hanſa excluſa eſt; & reliquæ Civitates Hanſæ omnes, & ſingulæ cum nullo civium & incolarum ejus Civitatis, in quavis ea nefaria perpetrata eſt, quid commercii, aut negotii, vel amicitiæ habeant, vel exerceant, imò nec ſua civitate aut juriſdictione eorum quempiam tolerent aut perferant, tam diu & donec Magiſtratus totus, aut pars ea Senatus, quæ vi & injuria affecta eſt, rurſus in poteſtatis dignitatem atque locum priſcum & debitum reſtitutus ſit eo modo, ut prius Senatui, aut parti læſæ in omni libertatis & honeſtatis

(a) C'eſt le nom que l'on donne aux Villes Anſéatiques d'Allemagne.

ANS de J. C. 1418.

neſtatis jure, nec minus ipſi Hanſæ pro vi adhibita & inobedientia ad placitum ſatisfactum ſit.

3. Nemo omnium ſive civis, aut hoſpes, cui coram Magiſtratu quid efficiendum eſt, ſecum ultra ſex perſonas ad Senatum adducito: quoties verò ſenarium hunc numerum transgreditur in adductione tali, ille pro quavis perſona binas puri argenti marcas mulctæ loco ſolvito.

4. Nemo mercatorum aut negotiatorum in commerciis privilegio uti frui debet, niſi ſit civis in aliqua civitate Hanſæ: Tum quoque nemo ad jus civitatis in duabus civitatibus Hanſæ admittetur, aut civis utrobique fiat: multò minus quis ad ſenioratum Mercatorum adhibeatur, qui non ſit civis in aliqua Hanſæ civitate.

5. Si quis in aliqua civitate civium Hanſæ pecuniam habeat in commercio, & in eum finem profugus fiat, ut ſolvere nolit, aut debitores ſuos ſibi lucro faciat; is in nulla civitate Hanſæ tolerari debet: quod ſi verò non ex proæreſi id perpetratum, ſed ignorantia quem excuſet; Salvus conductus tunc mortuus erit, nec valebit quidpiam.

6. Nemo ex civitate aliqua, aliunde ex loco aliquo regionis pannum incolorum, aut nondum colore quoquam tinctum emat, ut in aliam afferat, aut portet ad eam, colore aliquo tingendum; ſed ubi pannus eſt emptus, ibi quoque colore imbui debet, ſub pœna panni, & materiæ amiſſæ.

7. Nemo obulos, nummos, aut numiſma aliquod in ſeparationem ſibi eligat, vel communi uſui elibrando ſubtrahat, quod vulgò auſwippen, ſive auskippen dicunt, ut inde defraudationem aliis faciat, proprio lucro intentus; nec corruptionem ullam in minutiſſimis monetis committat, ſub pœnâ excluſionis ex civitatibus Hanſæ; quum honeſtas actiones ſolummodo omnes cives Hanſæ in commerciis deceant. Si qui contra faciant legibus publicis criminaliter quoque ſubjicientur cum acerbitate, quam quiſque meretur depeculator fraudulentus.

8. Monetarius nemo, & excuſor numiſmatis auream aut argenteam monetam alicujus Principis, aut civitatis eliquatam faciat ita, ut inde novam impreſſionem monetæ conficiat, aut in aliam numiſmatis ſpeciem transformet, ac civitatis alicujus ſignum imprimat; ſub pœna amiſſionis omnium bonorum, aut quod leges civiles, quid alicui impoſituræ ſunt gravius.

9. Nemo excuſorum numiſmatis aut monetæ ſibi cudat aliquam monetam, licet ejuſdem ponderis ſit cum publica moneta, ſive ſit aureum, ſive argenteum quid: neque confringet, aut colliqueſcet monetam ullam alterius civitatis ſub pœnâ centum marcarum Lubecenſium, aut alia pro lubitu in gravioribus pœnâ.

10. Nullus aurifabrorum, aut obulos, aut quicquid eſt minutioris numiſmatis, nummoſve colliqueſcat, aut confringat, * diſſolvate in furnario ſuo talium quidquam ſub pœnâ perjurii & perfidiæ, criminaliter vindicandæ.

11. Mercatorum nautarumve nullus emat frumenta, aut luputum in agro, & priuſquam ad maturitatem perveniat, vel adhuc in ſegetis accreſcentiâ eſt; ſic nec emat aſellos, halecia, aut piſces ejuſmodi ante capturam, ſive antequam talia ſuis tonnis & vaſculis incluſa ſint. Quicunque huic contraria egerit, venditor ſuæ Civitati in multam decem marcas ſolvat, ac emptor bona amiſit ſua.

12. Mercatorum nemo, vel nautarum, navem frumentis oneret aut impleat ita, ut ea per Nortſundium, aut Baltici Sundium excurrat, nec per Albim, aut Viſurgim tranſeat, & ejuſmodi in locis frumenti vectura utatur, niſi ſit civis Hanſæ, ſub pœna amiſſionis omnium bonorum.

13. Nemo Lucorum ulli Clericorum ſua cedat credita, ut creditoris nomine, aut ex jure ceſſo à debitore exigat; ſed quiſque creditor ſua ſibi debita expoſcito juxta Juris Civilis, aut ſtatutorum rationem, nec quiſpiam judicum apud Civitatis Hanſæ cuipiam ſuam deneget opem, ne in animadverſionem Hanſæ incidat: ſic & cuivis creditori auxilium præſtabitur à Civitatibus Hanſæ.

ANS de J. C. 1418.

14. Quoties navis frumentis onerata & impleta fuerit, tenentur ad hoc naucleri miniſtri (ut ſunt celeutes, Pauſarii, proretæ mediaſtini, temiges, meſonautæ &c) ut frumenta benè cuſtodiant, ſæpius choragio, batillo aut in furibulo ea moveant invertendo, ne aduſtionem aliquam, aut cortiſionem patiantur: pro quo labore incumbit mercatori, ut ſingulare naulon, aut præmii quid illis ſolvat.

15. Nemo arma, tela, aut inſtrumenta bellica, vel nitri pulverem, vel aliam nocivam materiam, nec victualia, aut ad vitæ ſuſtentationem facientia piratis, prædonibus, homicidis, & talibus malitioſis vendito. ſub pœnâ vitæ.

16. Quod ſi in mari quis naufragium patiatur, tunc quiſque nautarum, & mediaſtinorum, omneſque qui in navi ad ſerviendum obligati ſunt opitulationi præſenti confeſtim adſunto naufragis, ac bona pro poſſibilitate ſalvantote: ac pro præſtitis ſervitiis honeſtum cuique ſolvatur præmium.

17. Nauclerus nullus vel navis Magiſter navem ſuam nimium oneret ultra juſtum pondus ſub mulcta reſtitutionis in damno dato: Quod ſi etiam ex imprudenti protervia cauſſet damnum mercimoniis, nec benè cuſtodita reddat, nauta jacturam nauli ſui, & ſtipendii navalis, faciet & amittet.

18. Nec quiſquam omnium, ſint cujuſcumque velint conditionis, à piratis bona quæpiam, aut ſpolia emat, ſub pœnâ amiſſionis vitæ: Ita ſub eadem pœnâ nemo bona ex naufragio liberata, aut ſalvata, ſibi aſcribat, aut ſuppilando occultet.

19. Quod ſi accidat, ut navis alicujus miniſtri piratis ea rurſus eripiant bona, quæ tales ſures publici mercatoribus antea vi neſaria, aut alio modo eripuerant, tunc fructuoſi, & probi illi nautæ, aut eorum miniſtri dimidiam partem talium ablatorum ſumant; & ſervent; altera verò pars mercatoribus manebit, qui iis exuti & ſpoliati fuerunt, quod ſi verò milites, ſive opibates & claſſarii, qui ſtipendium in navibus præſidiarii Civitatum merentur, bona ejuſmodi piratis nequam ſurripiant iterum, illi omninò mercatori cuncta uſque ad minimum reſtituant.

20. Nemo nautarum ex ulla regione aut provincia poſt D. Martini enavigationem ullam ſuſcipito; vel etiam ante quadrageſimalis temporis diem Divi Petri ex ullo loco, ubi hybernavit, enavigato; exceptis iis navibus, quæ cereviſiâ aut halece ſunt oneratæ: Etiam poſt feſtum Divi Nicolai portus ſuos quærant, ſi potuerint; nec minus poſt feſtum purificationis Mariæ ex portu, ubi hybernarunt, naves ſolvere, & egredi illis licitum erit, ſi ferenitas, & clementia cœli admittat.

21. Quod ſi contingat, ut miniſtri navium tempore neceſſitatis non fideliter pro conſervatione bonorum, quæ impoſita ſunt navibus, nauclero ſuo, aut mercatori opem operamque præſtent, ſed negligentes, aut obſtinati in protervia extent eouſque, donec nautis ſuis bona evaſeriot, aut fluctibus ſubmerſa fuerint; tunc nebulones captivi, & in carcerem abduci debent; in quacumque civitate illi deprehendi poterunt, atque tunc per integros quatuordecim dies non aliter; quam aqua & ſolo pane ſaturentur, ſaltem ad neceſſitatem vitæ ſuſtentando, ut in honeſtate fidelitas eò rectius conſervetur.

ANS de J. C. 1418. BRABANT ET BAVIERE.

CCCLXVII.

Réconciliation entre JEAN *Duc de Brabant &* JAQUELINE *ſa Femme d'une part ; &* JEAN *Duc de Baviére leur Oncle d'autre part, faite le* 13. *Février* 1418. Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 9.

JOHAN by der gratien Godts Hertoge van Lotrijck, van Brabant ende van Limborgh, Marckgraef des Heyligen Rijcx, Grave van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt. JACOBA by der ſelver gratie Hertoginne, Marckgravinne, Gravinne en Vrouwe der Landen voorſz. Ende JOHAN by der gratien Godts Palensgraef by den Rhijn, Hertoge in Beyeren, Sone van Henegouwen, van Hollandt ende van Zeelandt. Doen condt allen Luyden, dat wy aenſien ende aenmercken die groote ſware ſchade ende achterdeel, die overmits den Veeden, tweedracht ende geſchillen, die opgeſtaen ende gereſen zijn, ende een lange wijl geduert hebben tuſſchen ons Hertoge ende Hertoginne van Brabant, onſen Landen, Luyden, Onderzaten ende Hulperen ende Mede-plegeren over een zyde. Ende ons Hertoge in Beyeren, onſen Landen, Luyden ende Hulperen en Mepe-plegeren aen die andere zyde, ende om te ſchouwen die grote Bloetſtortingen en anderen onraet, die daer af noch meer vallen mocht: Aenſiende oock heymelickheyden ende die Naheyde van Bloede weſende tuſſchen ons. Om welcke wy begeeren de voorſz Veeden, tweedracht ende geſchillen nedergeleyt ende gheſoent mogen werden; hebben om die welvaert, nutſchap ende oirbaer van ons ende onſe Landen ende Luyden, rypen rade daer op gedaen alvoren te beyden zyden, gedadinght, over-een gedragen ende gheſloten ſeeckere puncten, by middel van ſeeckere Perſoonen, Raedts-luyden ons lieſs Heeren Ooms ende Broeders des Hertoge van Bourgondien, des laſt hebbende van ſijnre wegen, ende den Raedts-luyden van ons beyden, die partyen daer by ende over weſende, mit onſen wille ende conſent, mit de welcke die voorſz Veede ende tweedracht vereffent ende verſoent ſal mogen werden. Ende hebben gebeden ende doen bidden, mits der abſentie van onſen voorſz Oom, Heer ende Broeder van Bourgondien, onſen lieven ende geminden Neve, den Grave van Charloyſe, Soener te beyden zyden te willen weſen, ende die ſoo veel ghedaen heeft, om die Soene daer tuſſchen te maken, dat hy wilde de voorſz poincten by mantere van ſententie, uytſprake of by ſyn Committeerden doen uytſpreken, en een gantſch vaſte Soen maken en wyſen, tuſſchen ons ende onſe voorſz Landen, Luyden, Steden Onderzaten, Hulper en Hulperen, ende alle anderen die deſe Veede eenighſints roeren mogen: Des wy hem volkomen macht gegeven hebben, gelovende in goeder trouwe wel te houden en volkomen, wes by onſen Neve van Charloyſe of ſyn Committeerden daer of geſeyt, uytgeſproken ende gewijſt wert, uyt welcke macht de ſelve onſen Neve van Charloyſe heeft geſeyt tot onſen parthyen voorſz, ende daer toe ghecommitteert mit ſijn opene letteren, daer of ons byden Hertogen bleecken is, ende ſijn des wel content. Dats te weten, den Eerwaerdigen Vader in Gode, Heere Lodewijck van Luxenberge, Biſſchop van Thurenburgh, Heer Pieter van Luxenberge, Grave van Converſant ende van Btienen, Heere tot Edingen onſen Neve, Jan van Schoonvorſt, Burghgrave tot Monnoyen, Heere van Cranendonck ende van Diepenbeecke, Gillis van Arningen, Heere tot Enſins, Mr. Jan van Keythulle, Raedts-luyden ons voorſz Ooms en Broeder van Bourgondien, aen den welcken wy begeren ende gebeden hebben, dat ſy in den name van onſen voorſz Neve van Charloyſe, als tot

ANS de J. C. 1418. BRABANT ET BAVIERE.

CCCLXVII.

Traduction de ce Traité.

JEAN par la grace de Dieu Duc de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, Marcgrave du St. Empire, Comte de Hanaut, de Hollande, de Zélande, & de Friſe. JAQUELINE *par la même grace, Ducheſſe Marcgravine Comteſſe & Dame des pais ſuſdits. Et* JEAN *par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, fils de Hanaut, de Hollande, & de Zélande. A tous, ſavoir faiſons, que remarquans & conſidérans les grands dommages & deſavantages qui naiſſent de la diſcorde & diſſention qui ont duré un long tems entre nous Duc & Ducheſſe de Brabant, nos pass, gens, ſujets & nos adhérans d'un côté, & nous Duc de Baviere, nos païs, gens & adherans d'autre, & pour éviter la grande effuſion de ſang & la diſſention qui pouroit encore s'en enſuivre: conſiderant auſſi la proximité de ſang qui eſt entre nous; a cauſe dequoy deſirans d'aſſoupir leſdites diſſentions & diſcordes, avons pour le profit & utilité de nous, de nos pais, & ſujets, delibéré meurement la deſſus de part & d'autre, & conclu & arrêté certains points par le moyen de certaines perſonnes, Conſeillers de nos cher Oncle & frere le Duc de Bourgogne, qui ayant charge de luy, avec les Conſeillers de nôtre part, faſſent de nôtre volonté & conſentement les ſuſdits accord & accomodement. Et avons prié & fait prier, à cauſe de l'abſence de nôtre ſuſdit Oncle, Seigneur & frere de Bourgogne, nôtre cher & amé neveu le Comte de Charolois d'être le reconciliateur des deux parties, lequel à tans fait pour effectuer ladite reconciliation qu'il a declaré qu'il vouloit par luy ou ſes Commiſſaires terminer les ſuſdits différens par une ſentence, & faire une ferme reconciliation entre nous & les ſuſdits pais, ſujets, villes, aſſiſans & autres que leſdits differens peuvent toucher. C'eſt pourquoy nous lui avons donné tout pouvoir, promettant en bonne foy d'entretenir entiérement ce qui par nôtre Neveu de Charolois ou ſes Commiſſaires ſera dit & prononcé à cet égard, en vertu duquel pouvoir nôtre dit Neveu de Charolois à commis par ſes Lettres Patentes, dont il nous eſt apparu à nous Ducs, & ſommes bien contens, ſçavoir le Reverend pere en Dieu le Sieur Louis de Luxemberg, Evêque de Thurenburg; le Sieur Pierre de Luxenberg, Comte de Converſant & de Briene, Seigneur d'Edinghen nos Neveus; Jean de Schoonvorſt, Burgrave de Monnoyen, Seigneur de Cranendenck & de Diepenbeecke, Gilles d'Arningen, Seigneur d'Enſins; Mr. Jean de Keythulle Conſeillers de nos ſuſdits Oncles & Neveu de Bourgogne, leſquels avons requis & prié, qu'au nom de nôtre dit Neveu de Charolois & comme ayant plein pouvoir de luy ils ayent à prononcer ſur ladite reconciliation. Et nous Louis de Luxenberg par la grace de Dieu Evêque de Thurenberg, Pierre de Luxenberg Comte de Converſans & de Briene, Seigneur d'Edingnen, Jean de Schoonvorſt Burgrave de Monnoyen Seigneur de Cranendonck & de Diepenbeeke; Gilles d'Arningen, Seigneur d'Enſins, & Jean de Keythulle Conſeiller de nôtre gracieux Seigneur Duc de Bourgogne, avons*

en

ANS de J. C. 1418.

tot hun keerende volmacht hebben uyt te ſpreecken ende wyſen de voorſz Soene. Ende wy Lodewijck van Luxenberge by Gudts genade Biſſchop van Thurenburgh, Pieter van Luxenberge, Grave van Converſant ende van Brienen, Heere tot Edingen, Jan van Schoonvorſt, Burghgrave tot Monnoyen, Heere van Cranendonck ende van Diepenbeecke, Gillis van Arningen, Heere tot Enſins, ende Jan van Keythulle, Raedts-luyden ons ghenadigen Heere des Hertoge van Bourgondien voorſz, als hier toe gecommitteert van wegen ons genadigen Heere des Grave van Charloyſe, hebben wy by virtuten vander macht ende laſt, die ons daer op heeft gegeven de ſelve onſe Heere van Charloyſe uytgeſproken ende ghewijſt, uytſpreecken ende wyſen by deſe letteren, over ende io name van hen in eeren Godts ende onſer lieve Vrouwen 't gene ende inder manieren dat hier na van punct te puncte verklaert ende geſchreven ſtaet.

I. In den eerſten; dat mynen voorſz Heere ende Vrouwe van Brabant, en mijo Heere van Beyeren in al heur Landen, Steden, Luyden, Onderſaten, Hulper ende Hulperen, ende alle die gene die in deſen Veeden eenighſints roeren mach, van alle Veeden, twiſt en geſchil, tweedracht ende ongunſt, die ſy tot deſen dage toe gehadt mogen hebben, dat van deſen voorſz Veede roeren mach, voortaen gantſchelijck, geheel ende altemael bekeot ende verſoent ſullen weſen, ende ſullen ſtaen doode tegens doode, brandt tegens brandt, roof tegen roof.

II. Item, ſoo ſal mijn Heer van Beyeren hebben en houden die Stede van Dordrecht metter Balliuſchap ende Dijckgraefſchap van Zuydt-Hollandt, ende mit allen heuren Rechteo, Vryheden en toebehoren te Water ende te Lande, ende dat mijn Heere van Brabant ende mijo Vrouw, noch oiemant van haren wegen io den Landen geen vryheden, re. hten noch ſeggen hebben noch houden en ſullen behoudelijck allen heuren Onderzaren en een yegelijck ſyner hoger Heerlijckheyt ende Ambachts-heerlijckheyt, Mannen, Thienden, Renten ende Goeden daer in te hebben ende houden, als ſy die gehadt hebben, deſe voorſz Stadt en Lande mijn Heere vao Beyeren te hebben ende te leen, gelijck hem ſijn andere Landen ende Slootten voor gegeven ſijn ende die te houden erffelijck in alle manieren, als hy ſijn andere Landen ende Sloten, die hy in Hollandt heeft, houdende is.

III. Item, ſoo ſal mijn Heere van Beyeren hebben die Stadt van Gornichem mitten Lande van Arckel mit allen hoiren Rechteo ende Vryheden; gelijck ſy die van oudts gehadt ende gebruyckt hebben te Water ende te Lande: Lederdam mitten Lande vander Leede mit haren Thol-recht ende Vryheden in Hollandt, ende 't Landt van Schoonrewoert, alſoo die leggen ende ſtreckende zijn tuſſchen die Merwede, der Linge ende der Lecke, mitten Mannen ende Giften van Kercken, die vander Hooſtſtadt van Arckel van oudts verleent zijn, ghelijckerwijs en in aller maten, als Hertoge Willem zal. ged. ruymde mitter doodt, mit alle die Renthen ende Delinge daer inne gelegen, ende voort alſulck recht als mijn Heere en Vrouwe van Brabant hebben aen den Lande van Hageſteyn mit ſynen toebehoren, ende die ſal hy hebben ende behouden erffelijck van mijn Heere en Vrouwe van Brabant te leen, gelijck voorſz ſtaet. Behoudelijck dies, dat mijn Heere ende Vrouwe van Brabant vande Landen, die den Heere van Arckel plagen toe te behoren, niet gehouden ſullen zijn van eenige ſchade, als van roven of van brandt of diergelijck ſonder archliſt.

IV. Item, ſoo ſal hy hebben die Stede van Rotterdam mit allen heuren Rechten ende Vryheden, die ſy hebben van de Graeffelijckheyt van Hollandt, en mit allen hoiren toebehoren te Water en te Lande, alſt Hertoge Willem hadde, gelijck hem ſijn andere Slooten ende Landen voorgegeven zijo, ende die te houdeo als voorſz is.

en vertu du pouvoir & charge & de la commiſſion à nous donnée de la part de nôtre gracieux Seigneur le Comte de Charolois, dit & prononcé, diſons & prononçons par ces préſentes Lettres au nom & en l'honneur de Dieu & de nôtre Dame ce qui de point en point eſt declaré & écrit cy-deſſous.

I. En premier lieu, que Meſſeigneur & Dame de Brabans, & Monſeigneur de Bavière, ſeront à l'égard de leurs païs villes, gens, ſujets, aſſiſtant & aſſiſtans, & tous ceux qui peuvent avoir part en cette diſſention reconciliez dans les differens, diſcorde & inimitié qu'ils peuvent avoir eu juſques à preſent, leſquelles à l'avenir ſeront entiérement aſſoupies, & les parties s'aſſûreront l'une l'autre en toute rencontre.

II. Item Monſeigneur de Bavière aura & tiendra la Ville de Dordrecht avec le Baillage & le Dyckgraviat de Zud-Hollande avec tous leurs droits, libertez, & appartenances tant par eau que par terre, & que Monſeigneur de Brabant ni Madame ni perſonne en leur nom n'auront dans ces païs nulle franchiſe, droit ni rien à dire ni à tenir, ſauves a leurs ſujets & a un châcun leurs Seigneuries, Juriſdictions, Fiefs, dixmes, rentes & biens qu'ils retiendront comme ils les ont en la ſuſdite ville & païs ſeront tenues par mon dit Seigneur de Baviere comme il tient en Hollande ſes autres païs & châteaux heredituirement en toute maniere.

III. Item aura Monſeigneur de Bavière la Ville de Gornichem avec le Païs d'Arekel & ſes droits & franchiſes, comme il les a eus & s'en eſt ſervi d'ancienneté par eau & par terre; Lederdam avec le Païs de Leede, avec ſes droits de denane & franchiſes en Hollande, & le Païs de Schoonrewort, comme il eſt ſitué & s'étend entre Merwede, Linge & la Leeke, avec les fiefs & donation des Egliſes qui reſſortiſſent d'ancienneté à la ville capitale d'Arckel comme le Duc Guillaume les a laiſſé à ſa mort avec les rentes & diviſion qui y ſont, & en outre tout & tel droit que Meſſeigneur & Dame de Brabant ont au Païs de Hageſtem avec ſes appartenances, & il les poſſedera & tiendra héréditairement à foy & hommage de Meſſeigneur & Dame de Brabant comme il eſt dit cy deſſus. Excepté que pour les terres qui ſoulioient appartenir au Seigneur d'Arckel, Meſſeigneur & Dame de Brabant, ne ſeront tenus d'aucun domage, comme de ravage, d'embraſement, & ſemblable ſans diſſimulation.

IV. Item il aura la Ville de Rotterdam avec tous ſes droits & franchiſes qu'ils ont de la Comté de Hollande, & avec toutes ſes apartenances par eau & par terre, comme le Duc Guillaume l'avoit, & comme ſes autres châteaux & païs lui ont été donnez, & à les tenir comme dit eſt.

ANS de J. C. 1418.

V. Item, want die niemant van Schielandt begeert heeft, dat ſy behouden hare ſchouwen vander Sluyſen die tot Rotterdam leggen, ende van den Dijck ende Wateringen in de Lande van Schielandt ghelegen, gelijck ſy dat by tyden Hertoge Willems ende ſyne Voorvaderen geſchouwet hebben, dat ſal ſtaen aen den Treſaurier ende aen den Raedt, die beyde Heere t'ſamen ſetten ſullen, ende wes die ordonneren ſullen tot 's Landts oirbaer, daer af ſal mijn Heere van Beyeren ſyne Brieven geven den Heemraden dat te gebruycken, gelijck die Treſaurier ende Raedt dat ſullen ordonneren.

VI. Item, ſoo ſullen alle gevangen aen hyden zyden los, ledigh ende quijt zijn, behoudelijck dat ſy een oude Overveede, doen ſullen, ende alle onbetaelt gelt quijt, dat voor den anderen dagh Januarij laeſtleden, doe deſe dadinge geſloten wort, nier en was betaelt, ende dat men alle die Brieven, die gevangen ende geſchat zijn van haren Overveden op allen ſyden gegeven hebben, leggen ſal ende brengen onder handen des Treſauriers, die beyde mijn voorſz Heeren van Brabant ende van Beyeren of hare beyde Raden ſetten ſullen. Ende die ſelve Treſaurier ende Raden by hen weſende, ſullen tuſſchen dit ende Sonnendagh tot half vaſten, als men inder Kercke ſinget, *letare Jeruſalem*, den Gevangen voorſz, Brieven van een oude Overveede, die de Gevangen doen ſullen, ende den voorſz Treſaurier midts Raedts handen, daer mede ſy geſtaen ſullen, ende ontlaſt en quijt zijn van Overveeden, die ſy voor gedaen hebben, ſonder arghliſt.

VII. Item, als van de Heeren van Egmont ende Heer Willem ſijn Broeder, ſullen mijn Heere en Vrouwe blyven aen mijn Heere van Bourgondien ende ſynen Rade, ende ſullen weder in mijn voorſz Heere ende Vrouwe Landt komen, weſen en blyven ſullen, by alſoo dat ſy binnen eenre maent, binnen den voorſz Lande nier en komen, ten ware dat mijn voorſz Heere en Vrouwe van Hollandt ende van Beyeren de Brieven van de Steden van Hollandt eer weder kregen, die de Heere ende Vrouwe den ſelven Steden ghegeven hebben, als van de voorſz Heer van Egmont ende ſynen Broeder in den voorſz Lande nier te komen, ſonder arghliſt.

VIII. Item, ſoo ſal Heer Gerrit van Heemskerck blyven aen de Viſdomer van Beyeren, ende Heer Floris van Borſelen van ſulcke ſchade, als hem mach geſchiet weſen aen ſynen dienſt van Amſterlandt, ſyne Duynen tot Heemskerck ende ſijn Huys ende Slotten aldaer, dat hem t'eenemael nedergeworpen is, daer of ſy haer ſeggen uytten ſullen hinnen acht dagen, na dat ſeggen gheſeyt ſal zijn tuſſchen den Heeren, ende wes ſy daer af ſeggen ſullen, dat ſalmen volkomentlijck houden.

IX. Item ſoo ſullen alle de Ballingen, die voor af na Hertoge Willems doodt uyt den Lande gebannen zijn geweeſt, ende by mijn Heere van Beyeren ſijn, weder vry en ongecalangiert in de voorſz Landen en hare Goeden ende Ambachten komen, weſen en blyven naer inhouden haerer brieven, die ſy daer af beſcheyden hebben, die ballingen ſijn om doodſlagen wille by hen gedaen, dat die niet weder overkomen ſullen ter tijt toe dat ſy metten partyen verleden zijn, de voorſz puncten altijt behouden ende in heur macht blyven.

X. Item ghevielt, dat mijn Vrouwe van Brabant ſtorve ſonder levende geboorte achter te laten, ſoo ſal mijn Heer van Brabant, de Landen, Slootten en Steden van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, dat terſtont hen ruymen ende overleveren, ende daer af ſullen mijn Heere en Vrouwe van Brabant voorſz mijn Heere van Beyeren haer ſegelde brief geven, ende oock die Ridderſchap tot achte of negen toe, in elcken van die Landen van Henegouwen, van Hollandt ende Zeelandt, ende daer toe die Steden der ſelver Landen; welcke Brieven, mijn voorſz

V. Item comme perſonne de Schielandt ne déſire de retenir l'inſpection des Eſcluſes qui ſont ſituées a Rotterdam & des dignet & eaux qui ſont dans le Pais de Schielande comme ils l'ont eu du tems du Duc Guillaume & de ſes ancêtres, cela dépendra du tréſorier & du Conſeil que les deux Seigneurs conjointement y mettront, & ce qu'ils ordonneront pour l'avantage du pais, Monſeigneur de Baviére en donnera ſes lettres au Conſeil prevû, pour en uſer comme le tréſorier & le Conſeil en ordonneront.

VI. Item tous les priſonniers de part & d'autre ſeront relâchez a la reſerve qu'il faudra qu'ils payent une vielle contribution & ſeront dechargés des dettes qui ne ſeront pas encore acquittées devant le 2. jour de Janvier dernier, jour de la date des preſentes, & qu'on apportera, & mettra toutes les lettres que les priſonniers ont donné de tout côté de leurs contributions és mains des treſoriers que Meſſeigneur de Brabant & de Baviere ou leur conſeil établiront. Et leſdits treſoriers & Conſeil étant aſſemblés, entre cy & le dimanche de mi-carême au tems que l'on chante dans l'Egliſe le lætare Jeruſalem leſdits priſonniers remettront leurs lettres de contribution entre les mains du ſuſdit treſorier & Conſeil, en quoy faiſant ils en ſeront quittez & dechargez ſans tromperie.

VII. Et quant à l'affaire des Seigneurs d'Egmont & du Seigneur Guillaume ſon frere, Meſſeigneur & Dame t'en tiendront à Monſeigneur de Bourgogne & ſon Conſeil; & ils reviendront au ſuſdit pais de Meſſeigneur & Dame, y ſeront & demeureront, pourvû que ce ne ſoit d'un mois qu'ils viennent dans leſdits pais; a moins que meſdits Seigneur & Dame de Hollande & de Baviere ne reçoivent plûtôt des Villes de Hollande les lettres que leſdits Seigneur & Dame ont donné auxdites villes, de ne point faire venir leſdits Seigneurs d'Egmont & ſon frere aux ſuſdits pais, ſans tromperie.

VIII. Item ce qui concerne le Sieur Gerard de Heemskerck demeurera à l'Intendant de Baviere, & au Sieur Florent de Borſele à l'égard du domage qui lui a été fait en ſes terres, du Pais d'Amſter, Dunes de Heemskerck & des maiſons & châteaux qu'il y a & qui ont été entierement abatuës dont il donneront leur ſentence dans huit jours, aprés que les raiſons auront été portées par devant les Seigneurs. Et ce qu'ils feront à ces égard ſera entierement obſervé.

IX. Item ceux qui ont été bannis avant, ou aprés la mort du Duc Guillaume, & qui ſont auprés du Seigneur de Baviere, reviendront libres & ſans rançon dans leſdits pais & dans leurs biens & terres, & y ſeront & demeureront ſelon le contenu de leurs lettres . . . . . Ceux qui ſont bannis pour meurtres par eux commis ne reviendront pas qu'an prealable ils n'ayent ſatisfait la partie, & demeureront leſdits points en leur force & vertu.

X. Item s'il arrivoit que Madame de Brabant mourût ſans laiſſer d'enfant d'elle, Monſeigneur de Brabant delaiſſera auſſi-tôt les pais, châteaux & Villes de Hainaut, de Hollande, de Zeelande & de Friſe, dequoy Meſſeigneur & Dame de Brabant donneront leurs lettres ſellées à Monſeigneur de Baviere, & auſſi la Chevalerie juſques à huit ou neuf dans chacun des Pais de Hainaut, de Hollande, & Zélande, & avec cela les villes deſdits pais; leſquelles lettres met ſuſdite Seigneur & Dame de Brabant livreront à mon ſuſdit Seigneur de Baviere ou à ſon meſſager ayant char-

ge

ANS de J. C. 1418.

voorſz Heere en Vrouwe van Brabant, ſullen mijn voorſz Heere van Beyeren of ſynen ſeeckeren Bode des machts hebbende leveren, in der voorſz Stadt van Rotterdam, op den voorſz Sonnendagh, *Lætare Jeruſalem*, naer inhouden der Notulen, die ſy ſeggen daer af gemaeckt te hebben.

XI. Item ſoo ſal Jan van Broeckhuyſen ſynre ſaecken blyven aen mijn Heere van Brabant en van Beyeren, in ſulcker maten. Ten eerſten, beyde de Heeren by een komende, dat dan haerer elck twee van hoiren Rade daer toe ſeggen ſullen, ende beyde de Heeren, ende vier Raets-luyden voorſz, ſullen hen toeſeggen ende geloven, dat ſy vier voorſz dat binnen de twee maenden daer naeſt-volgende, dat klaerlijck t'ſamentlijck wtſeggen ſullen, eude dat ſullen mijn Heere van Brabant ende van Beyeren Jan voorſz houden, ende waert ſaecke dat de vier niet eens en mochten, ſoo ſullen ſy dat brengen aen Heer Willem van Gent, die ſy tot eenen Overman daer toe genomen hebben.

XII. Item ſoo ſullen die van Utrecht ende Amersfoort, die Heere van Cuylenburgh, ende Heer Gerrit van Eemskerck ende alle die hulperen ende hulper-hulperen aen beyde ſyden, ende daer toe die gene, die in deſer Veede roeren mogen, mede verſoent weſen, ende elck op den ſynen ſonder arghliſt; uytgeſcheyden ſulcke Renten ende Have, die in mijn Heeren en Vrouwen Reeckeninge te Boeck zijn, of binnen een half jaer komen ſullen.

XIII. Item ſoo ſal mijn Heere van Beyeren het Regiment van de Landen, als Henegouwe, Hollandt en Zeelandt gemeen hebben mit mijn Heere van Brabant vijf jären lanck duerende. Ende ſy ſullen den Raedt t'ſamentlijck ſetten, ende namentlijck een Treſorier. Ende of beyde die Heeren niet eens en konden werden een Treſorier te maecken, ſoo ſullen ſy beyde de Heeren Raden, die ſy elck even veel ſetten ſullen, t'ſamentlijck, of die meeſtendeel eenen Treſorier kieſen, ſonder der Heeren wederſeggen op hoiren Eedt binnen acht dagen, als beyde die Heeren by een ſullen zijn gekomen. Behoudelijck dat mijn Heere van Beyeren geen ſeggen hebben noch behouden ſal in den Raet, die mijn Heere van Brabant nu heeft of maken mach in ſynen Lande van Brabant, of die hem ſijn Vader en Moeder aenge-erft hebben, ten ware dat mijn Heere van Brabant mijn Heere van Beyeren daer toe bade.

XIV. Item de Schouten in de Steden: Item de Bailjouwen ende andere Ampt-luyden in den Lande, ſullen ſy t'ſamentlijck ſetten onder de brieven van Commiſſie mijns Heeren van Brabant.

XV. Item de Gerechte in de Steden ſullen ſy gemeen ſetten, dats te weten, waren daer elf, ſoo ſullen elck van de Heeren voorſz de vijf ſetten, ende konden ſy van den elfden niet eens geſijn, ſoo ſullen die thien den elfden kieſen by hoiren Eede, ende deſgelijcks in negen, in ſeven, waer ſy oneffen ſijn in gerale.

XVI. Item ſoo ſullen die van den Gerechte ſweeren mijn Heere ende Vrouwe van Brabant, goet ende getrouwe te zijn hoiren Heerlijckheden ende Erve te bewaren, ende eenen yegelijck recht ende vonniſſe te doen.

XVII. Item ſoo ſal mijn voorſz Heeren van Brabant en van Beyeren in allen Caſtelen, Borgen en Slootten die Caſteleynen ghemeen ſetten, die welcke ſweeren ſullen die Slootten wel ende getrouwelick te bewaren, ende die niemant over te geven, dan mijn Here van Brabant ende mijn Vrouwe, alſoo lange als ſy t'ſamen in Huwelijck zijn; dats te weten, alſoo lange als mijn Vrouwe leven ſal; ende na mijn Vrouwen doodt, mijn Heere van Beyeren, ſtorve mijn Vrouwe ſonder geboorte na haer te laten.

XVIII. Item ſoo ſullen die Caſteleynen, Bailjouwen, Schouten ende andere Dienaers in de Steden ende Landen, ende die Gerechten inde Steden t'ſament-

ge de lui, & ce dans la ſuſdite Ville de Rotterdam au dimanche cy deſſus, Lætare Jeruſalem, ſuivant les notules qui en ont été faites.

ANS de J. C. 1418.

XI. Item les affaires de Jean de Broeckhuyſen demeureront (à la deciſion) *de Meſſeigneurs de Brabant & de Baviere, en la maniere ſuivante. Premierement les deux Seigneurs étant aſſemblez, ils en nommeront chacun deux de leur Conſeil, & les deux Seigneurs avec les quatre Conſeillers ſuſdits, promettront qu'iceux quatre ſuſdits termineront les affaires clairement & conjointement dans deux mois prochainement venant, ce que Meſſeigneurs de Brabant & de Baviere & Jean ſuſdit agréeront. Et s'il arrivoit que les quatre ne puſſent pas s'accorder, ils porteront la choſe au Sieur Guillaume de Gent qu'ils ont pris pour ſurarbitre.*

XII. Item ceux d'Utrecht, & d'Amerſfort, le Sieur de Culenburgh, & le Sieur Gerard d'Eemskerck & tous les adherans de pars & d'autre, enſemble ceux qui peuvent avoir part dans cette mimitié, ſeront reconciliez, & chacun rentrera ſur le ſien, exceptez telles rentes & biens qui ſont dans le livre des comptes de Meſſeigneur & Dame, ou qui y viendront dans le tems d'un demi an.

XIII. Item Monſieur de Baviere aura en commun avec Monſeigneur de Brabant le gouvernement des pais, comme Hainaut, Hollande & Zélande l'eſpace de cinq années, & ils établiront enſemblement un Conſeil & nommemens un Treſorier. Et ſi les deux ne pouvoient s'accorder pour faire un Treſorier, les Seigneurs Conſeillers que chacun établiront par égalité choiſiront enſemblement, ou la plus grande partie d'iceux, un Treſorier dans huit jours, ſur leur ſerment quand les deux Seigneurs ſeront aſſemblés, & ce ſans contradiction des Seigneurs. A la charge que Monſeigneur de Baviere n'aura point de voix ni rien a dire au Conſeil que Monſeigneur de Brabant a, ou pourra avoir, dans ſon Pais de Brabant, ou en ce dont ſes pere & mere l'ont mis en poſſeſſion, à moins que Monſieur de Brabant n'en requit Monſeigneur de Baviere.

XIV. Item les Prévôts dans les Villes, & les Baillifs dans les autres places, ſeront créés conjointement ſous les lettres de Commiſſion de Meſſeigneurs de Brabant.

XV. Item la juſtice dans les villes ſera miſe en commun, ſçavoir, s'il y en avois onze, chacun des Seigneurs en mettra cinq, & s'ils ne pouvoient s'accorder pour l'onzéme, les dix le choiſiront ſous leur ſerment, & ainſi de neuf, de ſept, & où ils ſeroient non pair.

XVI. Item ceux de la juſtice jureront d'être bons & fidelles à Meſſeigneur & Dame de Brabant, & de conſerver leurs poſſeſſions & Seigneuriet, & chacun de faire droit.

XVII. Item Meſſeigneurs de Brabant & de Baviere mettront conjointement les Commandans dans les Châteaux, Bourgs, & forts, qui jureront de les garder fidellement, & de ne les remettre és mains de perſonne qu'en celles de Monſeigneur de Brabant & de Madame, tant qu'ils reſteront mariez, c'eſt à dire, tant que Madame vivra, & aprés la mort de Madame à Monſeigneur de Baviere, ſi Madame mouroit ſans enfans.

XVIII. Item leſdites Garniſons, Baillifs, Prévôts, & autres ſerviteurs dans les villes & pais, & les juſtices des villes jureront conjointement d'obeir à

ANS de J. C. 1418.

mentlijck ſweeren; mijn Heere van Beyeren gehoorſaem te weſen met mijn Heere van Brabant, deſe vijf Jaren lanck geduerende, behoudelijck mijn Heere van Brabant ſyne Heerlijcheyt als voorſz.

XIX. Item ſoo ſal mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, ofte hare *Ambachters*, die mijn Heere van Brabant ende van Beyeren t'ſamentlijck ſetten ſullen, voor hen heffen ende beuren alle nutſchap ende profijt, Renten, Forfaicten, Beden, Vervallingen ende opkomingen, die vallen ende verſchynen ſullen in den voorſz Lande, hoe die ghenoemt mogen zijn, ſonder mijn Heere van Beyeren des te ghenieten in eeniger wijs. Behouden dien, als mijn Heere van Beyeren ghebeden ware van mijn Heere van Brabant in Hollandt te komen, of dattet den Lande en Luyden kennelijcke nootſaecken ware, dat hy daer quame, ſoo ſal hy in der herberge met tſeſtigh Paerden mogen komen, ten ware dat hem die Treſorier met meer Paerden bade te komen, ende als mijn Heere van Brabant of mijn Vrouwe daer niet en waer, ſoo ſal men elcks daeges voor elcke drie Paerden ende Luyden een Kroon geven, endeal ſonder arghliſt. Ende ſullen de Treſoriers ende alle Officiers jaerlijcks of als 't gewoonlijck is, rekenen voor mijn Heeren van Brabant ende van Beyeren, ende haer beyder Raedt.

XX. Item ſoo ſal mijn Heere van Beyeren vertyen van alle dat hy hebben of eyſſchen mach op die Landen van Henegouwen, Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, mit hoiren toebehoren, 't zy by gunſte van de Paus ende den Koningh van Romen of anderſints, behouden dien dat hy alrede heeft in den Lande, ende oock boven geſchreven ſtaet, ende daer toe aenbeſterven mach. Ende ſal overgeven ter goeder trouwen mijn Heere en Vrouwe van Brabant alle die Brieven die hy hebben mach verworven vande Paus ende Koning voorſz op die voorſz Landen, of eenigh van hen, om te ſien, te leſen, ende dan terſtont te caſſeren ende te niet te doen. Ende daer toe ſullen geloven niet te verwerven, te laten noch doen verwerven alſulck Brieven of diergelijck, by tyde mijnre Vrouwe of hare Kinderen; ende waert dat ſy by yemant anders verworven worde ende geſonden, ſoo en ſel hy die niet ontfaen, noch hen mit dien behelpen in geenre wijs: Welcke Brieven van vertichteniſſe, en oock die hy heeft van de Paus ende Koningh voorſz, mijn voorſz Heere van Beyeren ſal overleveren of doen overleveren mynen voorſz Heere ende Vrouwe van Brabant of haren ſekeren Bode, des machts hebbende te Delft inder Stadt opten voorſz dagh *Lætare Jeruſalem*, naer inhouden der Notulen, die ſy ſeggen daer af gemaeckt te hebben.

XXI. Item ſoo ſullen die Poorteren van Dordrecht geſont zijn op alle hoire onroerende Goeden die voor oogen zijn, ende op alle hare Renten ende Schulden, ſoo waer die gelegen zijn, die ſy hadden, ende men hen ſchuldigh was eer deſe Veede opſtont, ende des ſal een yegelijck ſijn Renten en Schouden oock hebben.

XXII. Item ſoo ſullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant confirmeren der Stede van Dordrecht, en der gemeene Bailjouſchap van Zuydt-Hollandt alle hare Rechten, Hantveſten, Privilegien, Herkomen ende Keuren, die ſy van Hertoge Willem zal. ged. ende van ſyne Ouderen verkregen hebben, en bezegelt, die vaſte, ſtade ende onverbroocken te houden, tot eeuwigen dage voor hen en voor haer Nakomelingen.

XXIII. Item ſoo ſullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant quijtſchelden der Stede van Dordrecht en alle hoire Poorteren van alle breucken, miſdaden ende aentichten, die ſy tegen hen gebreuckt ofte miſdaen moghen hebben, of dat ſy hen t'eynden mochten weſen, ende oock quijtſcheldinge van alle ſchulden eyſſchen, die ſy of yemant van harent wegen der Stadt van Dordrecht eyſſchen mochten, tot deſen dage

Monſeigneur de Baviere & à Monſeigneur de Brabant durant ces cinq annies, ſauves à Monſeigneur de Brabant ſes Seigneuries, comme dit eſt.

ANS de J. C. 1418.

XIX. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant, ou leur Officiers, Ambachters, *que Meſſeigneurs de Brabant & de Baviere établiront enſemblement, leveront & recevront pour eux & a leur profit, toutes rentes, amendes, impoſitions, taillet, revenus qui arriveront & écherront dans les ſuſdits pais, quelque nom qu'ils ayent, ſans que Monſeigneur de Baviere en jouiſſe en aucune maniere. Excepté que ſi Monſeigneur de Baviere étoit requis par Monſeigneur de Brabant de venir en Hollande, ou que cela fût d'une neceſſité notoire au pais & aux habitans, s'il y venoit, il pourra venir dans l'auberge avec ſoixante chevaux, a moins que le Treſorier ne le prîât de venir avec un plus grand nombre; & ſi Monſeigneur de Brabant ou Madame n'y étoient pas, on donnera chaque jour un écu pour chaque trois chevaux & gens & le tout ſans tromperie. Et tous les ans, ou comme il eſt accoutumé, les Treſoriers & tous Officiers rendront compte pardevant Meſſeigneurs de Brabant & de Baviere, & leurs Conſeils.*

XX. Item Monſeigneur de Baviere renoncera à tout ce qu'il peut avoir ou demander ſur les Pais de Hainaut, Hollande, Zeelande, & Friſe, avec leurs appartenances, ſoit par faveur du Pape, & du Roy des Romains ou autrement; excepté ce qu'il a déja au pais & qui eſt cy deſſus écrit, & qu'il pourra heriter; & delivrera a Meſſeigneur & Dame de Brabant toutes les lettres qu'il peut avoir obtenu du Pape & du ſuſdit Roy à l'égard des pais ſuſdits, ou quelqu'un d'iceux, pour les voir, les lire & les caſſer & annuller auſſi-tôt, & promettra de ne plus obtenir ou faire obtenir de telles lettres ou ſemblables, du tems de Madame ou de ſes enfans, & s'il arrivoit que d'autres en obtinſſent & qu'on lui en envoyât, il ne les recevra & ne s'en ſervira en aucune maniere. Leſquelles lettres d'obtention & auſſi celles qu'il a du Pape & Roy ſuſdit, il les remettra ou fera remettre entre les mains de Meſſeigneur & Dame de Brabant ou leur meſſager ayant charge en la Ville de Delfe audit jour Lætare Jeruſalem, *ſuivant le contenu des Notules, qu'ils diſent en être faites.*

XXI. Item les Bourgeois de Dort ſeront remis dans la jouiſſance de leurs biens immeubles, qui ſe peuvent renſeigner, & dans leurs rentes & dettes, en quelque lieu qu'ils ſoient ſituez, leſquels ils avoient & qu'on leur devoit, avant cette inimitié, & ainſi chacun aura ſes rentes & ſes dettes.

XXII. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant confirmeront les Droits, Chartres, Privileges de la Ville de Dort & qu'elle avoit obtenue du feu Duc Guillaume, & de ſes pere & mere, & les tiendront pour fermes, & ſtables & inviolables à toûjours pour eux & pour leurs deſcendans.

XXIII. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant tiendront quitte la Ville de Dort & ſes bourgeois de toutes violations, delits & troubles, qu'ils peuvent avoir fait contre eux, & donneront auſſi quittance de toutes les dettes qu'eux ou quelqu'un de leur part pourroient demander à ladite Ville de Dort juſques à ce jour, ſans tromperie. Et s'il ſe trouve que la ſuſdite ville doit quelque choſe à Meſſeigneur & Dame,

elle

ANS de J.C. 1418.

ge toe, of dat van haer roeren of komen mochte ſonder argliſt: By alſoo is de voorſz Stadt mijn Heere of Vrouwe eyt ſchuldigh, dat ſy dat betalen ſullen mijn Heere van Beyeren, na dat hen mijn Heere ende Vrouwe voorſz die ſchulden opgedragen ende overgegeven hebben, ende die van Dordrecht mit Quitantie-brieven daer af quijtſchelden.

XXIV. Item Jan Heynenſz ende Ruyſch ſalmen rechten, dat hen boven Veede gekomen is.

XXV. Item die van Rotterdam ende ander, die meynen dat ſy binnen die Veede beſchadight zijn, ſullen by beyde de Heeren ende hoiren Rade gericht worden, aengchoort tael ende antwoort binnen de eerſte maent, na dat beyde de Heeren verſoent ſullen zijn. Ende deſgelijcks ſalmen rechten dat boven veyligheden ende geleyde geſchiet is, aen beyden zyden, die bezegelt zijn, ſonder argliſt.

XXVI. Item ſoo ſal mijn Heere van Beyeren hebben hondert duyſent Engelſe Nobels, goet van goude ende van gewichte, als gemenelijck gange zijn, of die waerde daer of van mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, die hy ende ſyne Erven geloven ſullen te betalen in eenigh van drien Slootten: Te weten Rotterdam, den Briel of Gornichem, die mijn Heere van Beyeren, mijn Heere of Vrouwe van Brabant twee Weecken te vooren ſal laten weten in der maniere hier na gheſchreven. Eerſt 10 duyſent Nobelen tot onſer Vrouwen lichtemiſſe-dagh laeſtleden, ende ander 10 duyſent Nobelen tot Paeſſchen naeſtkomende, en voort 40 duyſent Nobelen tot Paeſſchen dat ſal weſen tot Paeſſchen over een Jaer: Ende dat laetſte payement, te weten veertigh duyſent Nobelen tot Paeſſchen, dat weſen ſal Paeſſchen over twee Jaren. Ende Iaer of aldus te betalen ſullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, mijn Heere van Beyeren hoire bezegelde Brieven geven, de welcke oock bezegelt ſullen weſen van de Ridderſchap van Hollant, ende van Zeelant, die ſy gekrygen konnen, ende die gene Steden der Landen voorſz, die de voorſz ſomme in der maten voorſz als Borgen gheloven ſullen te betalen: Behouden dien, gevielt dat deſen tijdt duerende van Paeſſchen ende twee Jaer, mijn Vrouwe van Brabant aflyvigh worde ſonder geboorte, ende die Landen van Henegouwen, van Hollandt ende van Zeelandt, aen mijn Heere van Beyeren quamen, ſoo ſal mijn Heere van Brabant die Ridderſchap ende die Steden voorſz van den eerſten dagh, die noch te betalen waer, ingehouden, quijt ende ongelaſt weſen. Welcke Brieven van Obligatie van de ſomme voorſz, die mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, mijn Heere van Beyeren of ſynen ſeeckeren Boode des macht hebbende, ſullen overleveren, of doen overleveren inder Stadt van Rotterdam op den voorſz Sonnendagh, *Lætare Jeruſalem*, na inhouden der Notulen, die ſy ſeggen daer af gemaeckt te hebben.

XXVII. Item waer yemant in Hollant, die tegen deſe puncten gehouden te zijn rebellen ware, die ſal mijn Heere van Brabant helpen bedwingen, ende des ſal mijn Heere van Beyeren wederom doen.

XXVIII. Item ſoo ſullen de voorſz mijn Heere en Vrouwe van Brabant, ende mijn voorſz Heere van Beyeren, ende elck ſonderlinge geloven by haer Vorſtelijcke trouwe en eere, ende op dat H. Evangelium lijffelijck ten heyligen ſweeren, dat ſy ende elck van hen ſullen de voorſz ſoene, ende alle puncten boven verklaert, ende elck ſonderlinge, alſoo verre als hen aengaet of roeren ſoude mogen, getrouwelijck houden ende volkomen, ſonder daer tegens te gaen of komen, heymelijck of openbaerlijck in eeniger manieren, alle geveerde en argliſt in allen ende yegelijcken voorſz puncten uytghe ſcheyden.

In oircondtſchappen van welcke ſaecken, ſoo hebben wy Lodewijck van Lutſenberge, Biſſchop van Terenberge, Pieter van Lutſenberge, Grave van Converſant, van Brienen, ende Heere tot Edingen, Jan van

elle le payera à Monſeigneur de Baviere ſuivant le tranſport que Meſſeigneur & Dame lui en ont fait, & en tiendront quitte ladite Ville de Dort.

ANS de J.C. 1418.

XXIV. Item on ſera droit à Jean Heynenſz & Ruyſch ſur ce qui leur eſt arrivé depuis l'immunité.

XXV. Item ceux de Rotterdam qui croyent avoir été leſez pendant les troubles, il leur ſera fait droit par les Seigneurs & par leurs Conſeils, ſur ce entendues les demandes & reponces dans le mois après la reconciliation des Seigneurs. Et ſera fait droit auſſi ſur ce qui eſt arrivé ſans Convois & ſureté, des deux côtez, qui ſont ſcellés, ſans tromperie.

XXVI. Item Monſeigneur de Baviere aura cent mille Nobles Anglois, bons, de bon or & de poids & ayans cours, ſelon la valeur d'iceux, de Meſſeigneur & Dame de Brabant ſuſdits qu'ils promettront de lui payer & à ſes heritiers en quelqu'un des trois châteaux, ſçavoir Rotterdam, la Brille ou Gornichem, ce que Monſeigneur de Baviere ſera ſçavoir a Meſſeigneur & Dame de Brabant, deux ſemaines auparavant en la maniere cy après écrite. Premierement 10 mille Nobles a la Notredame de la Chandeleur paſſé, & dix mille autres Nobles à Paſques prochain, & enſuite 40 mille Nobles à Paſques qui ſera un an après; & le dernier payement de 40 milles Nobles de Paſques prochain en deux ans. Deſquels payements, a faire ainſi que deſſus, Meſſeigneur & Dame de Brabant ſuſdits donneront leurs lettres ſcellées à Monſeigneur de Baviere, qui ſeront auſſi ſcellées par les Nobles de Hollande & de Zelande qu'ils pourront avoir, leſquelles ſommes, les villes des pais ſuſdit promettent comme cautions de payer en la maniere que deſſus. Excepté que s'il arrivoit dans leſdits termes de payemens de Pâques & de deux années que Madame de Brabant vint a mourir ſans enfans, & que les Pais de Hainaut, de Hollande & de Zelande avinſſent audit Seigneur de Baviere, Monſeigneur de Brabant, les nobles & les villes ſeront dechargez du payement qui reſteroit encore a faire. Leſquelles lettres d'obligation de la ſuſdite ſomme meſdits Seigneur & Dame de Brabant donneront a mondit Seigneur de Baviere ou a ſon meſſager ayant charge, en la Ville de Rotterdam le ſuſdit Dimanche, Lætare Jeruſalem, ſuivant le contenu des Notules qu'ils diſent en avoir été faites.

XXVII. Item s'il ſe trouvoit quelqu'un en Hollande qui voulut ſe rebeller contre les points cy deſſus, Monſeigneur de Brabant les contraindra, & Monſeigneur de Baviere fera auſſi le ſemblable.

XXVIII. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant, & Monſeigneur de Baviere, & chacun d'eux en particulier jureront ſur leur foy & honneur de Prince, & ſur les Saints Evangiles, d'obſerver fidellement & parfaitement la ſuſdite reconciliation & tous les points cy deſſus declarez, & chacun d'iceux en particulier, autant qu'en eux eſt on peut les concerner, ſans y contrevenir ſecretement ou publiquement en aucune maniere, ſans aucune exception ni tromperie.

En témoin deſquelles choſes, nous Louis de Luxembourg Evêque de Terenberge; Pierre de Luxembourg, Comte de Converſant, de Brienen, & Seigneur d'Anguien; Jean de Schoonvorſt, Burgrave de Monnoye, & Sei-

ANS de J. C. 1418.

van Schoonvorſt, Burghgrave tot Monnoyen, ende Heere van Cranendonck ende van Diepenbergh, Gillis van Arningen, Heere tot Anſins, Jan van Keythulle voorſz deſe letteren bezegelt mit onſe Zegelen uytgehangen: Geloven wy Biſſchop ende Grave voorſz, deſe ſelve Sententie doen confirmeren by mijn voorſz Heere van Charloyſe. Ende wy Hertogh ende Hertoginne van Brabant en Hertoge van Beyeren voornoemt, aenvaerden ende overdanckelijck houden 't voorſz ſeggen, wijſdom ende uytſpraecke, hebben gheloofd en geloven by onſer Kerckelijcker trouwen, van Vorſtelijcker eere, ende op dat H. Evangelium, lijffelijck ten heyligen, geloven geſwooren en ſweren, ende elck ſonderlinge volgende den inhoude der Sententie ende wijſdom voorſz, dat wy ende elck van ons, alſoo verre alſt hen aengaet of aenroeren mach, ſullen wel ende getrouwelijck houden ende doen houden en volkomen, ende allen puncten in der manieren voorſz, ſonder die ofte eenigh van hen te breecken, noch daer tegens te gaen, te komen of te doen, ofte ghedoen doen, dat men daer tegens kome, gae, heymelijck ofte openbaer in eenger manieren, ſonder argliſt. Ontbieden en bevelen onſen getrouwen Ridderſchap, goede Steden, Ampt-luyden, Onderzaten ende alle anderen, die dat aengaen mogen, dat ſy ende elck byſonder houden de voorſz Soene volkomelijck en onverbroocken ſonder eenige wegen daer tegens te doen of te gaen. Ende ſoo wie contrarie dede, wy ende elck van ons ſouden daer af doen doen, alſulcke correctie ſonder verdrach van Lyve ende van Goede, dat alle ander exempel daer aen ſouden nemen. Ende des tot getuygen hebben wy onſe Zegelen mit den Zegelen van andere voorn. aen deſen Brieff doen hangen. Dit was gedaen tot Woudrichem op den XIII. dagh in Februario in 't Jaer ons Heeren 1418, na den loop vanden Hove van Hollandt.

& Seigneur de Cranendonck & de Diepenberg; Gillis d'Arningen Seigneur d'Anſins; Jean de Keythulle ſuſdits avons ſcellé ces preſentes de nos ſceaux; Promettans nous Evêque & Comte ſuſdit, de faire confirmer cette preſente ſentence par Monſeigneur de Charolois. Et nous Duc & Ducheſſe de Brabant & Duc de Baviere ſuſnommez, acceptons avec reconnoiſſance, cette dite ſentence, & avons promis & promettons par nôtre foy religieuſe, & honneur de Prince, & ſur le Saint Evangile promis & juré, promettons ſainctement & jurons en ſuivant le contenu de ladite ſentence, que nous & chacun de nous, entend qu'elle nous concerne ou peut concerner, de l'obſerver fidellemene & faire obſerver parfaitement & tous les points d'icelle en la maniere ſuſdite, ſans en enfraindre aucuns d'iceux ni y contrevenir, ni y faire contrevenir, ou conſentir d'y être contrevenu, ſoit ſecretement ou manifeſtement en quelque maniere que ce ſoit, ſans diſſimulation. Donnons en mandement a nos fidelez Chevaliers, bonnes villes, Officiers, ſujets & tous autres qu'il appartiendra, qu'ils ayent a obſervir la ſuſdite reconciliation parfaitement & inviolablement, ſans y contrevenir en quelque moyen que ce ſoit. Et ſi quelqu'un y contrevient, nous & chacun de nous en ferons faire telles corrections que les corps & biens n'y ſeront épargnez, en exemple aux autres, en témoin dequoy nous avons appoſé nos ſeaux à ces preſentes lettres, qui furent faites & paſſées à Woudrichem le 13. jour de Fevrier l'an de nôtre Seigneur 1418. ſelon le ſtile de la Cour de Hollande.

ANS de J. C. 1418.

CCCLXVIII.

ANS de J. C. 1418.

GUISE ET LORRAINE.

Articles accordez pour le mariage de RENE' D'ANJOU *Comte de Guiſe avec* ISABELLE DE LORRAINE, *fille de Charles I. Duc de Lorraine, faits à Fou le 20. Mars,* 1418. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 316.

S'Enſuivent les poincts & articles accordez par trés reverend Pere en Dieu tres haults & puiſſants Princes, & tres redoubtez Seigneurs Monſeigneur le Cardinal, Duc de Bar, Marquis du Pont, Seigneur de Caſſel, & Monſeigneur le Duc de Lorraine & Marchis, ſur le faict du mariage traicté par mes dicts Seigneurs de Meſſire RENE' D'ANJOU, Comte de Guiſe & Damoiſelle ISABEL DE LORRAINE, par la forme & maniere, qui aprés s'enſuit.

2. Premierement que Monſeigneur de Guiſe venu és partyes de par deça, mon dict Seigneur de Bar l'enheritera de toute la Duché de Bar & Marquiſé du Pont, pour en jouir par mon dict Seigneur de Guiſe ſes hoirs & ſucceſſeurs procreez de ſon corps en loyal mariage, c'eſt à ſçavoir aprés le treſpas de mon dict Seigneur de Bar, & tout par la forme & maniere, que mon dict Seigneur de Bar faict à preſent.

3. Item Monſeigneur de Bar veult, que tantoſt, que Monſeigneur de Guiſe ſera de par deçà, tous les nobles, feaux vaſſaux, hommes, ſubjects & communautez des bonnes villes de touts ſes dicts pays facent leal ferment à mon dit Seigneur de Guiſe, de le tenir & obeïr aprés le treſpas de mon dict Seigneur de Bar pour & comme leur Seigneur droicturier.

4. Et pareillement mon dict Seigneur de Lorraine ſera faire leal ferment à tous les nobles, feaux vaſſaux, hommes, ſubjects, & communautez des bonnes villes, de tons ſes dicts pays, de tenir & obeir aprés ſon treſpas à ma dicte Damoiſelle & à ſon mary & eſpoux, à cauſe d'elle comme droicturier Seigneur & Dame, au cas, que mon dict Seigneur de Lorraine n'auroit hoir maſle de ſon corps, né & procreé en loyal mariage.

ANS de J. C. 1418.

5. Item encore en plus avant eſt accordé, que mon dict Seigneur de Bar, tantoſt & incontinent, que mon dict Seigneur de Guiſe ſera arrivé par deçà, luy baillera, & delivrera reaument & de faict pour luy & ſes hoirs; procréez de ſon corps, à tousjours mais en heritage, toutes les terres, baronnyes, & Seigneuries, avec toutes leurs appartenances & dependances, cy aprés nommées, c'eſt à ſçavoir la ville du Pontamouſſon ou de Sainct Miel, celle que mieux plaira à mon dict Seigneur de Bar. Item la ville, chaſtelenie & Prevoſté de Longwy; Item toute telle part & portion, que mon dict Seigneur de Bar tient & poſſede en la ville, chaſtel, chaſtellenye & Prevoſté de Marville; Item le chaſtel, ville, Prevoſté & Chaſtellenye de Sancy; Item la ville, chaſtel, chaſtelenye & Prevoſté de Sathenay; Item la ville Prevoſté & chaſtelenie de Longuion, Item la ville, chaſtel, chaſtelenye & Prevoſté de Fon; Item le chaſtel & chaſtelenye de Pierrefort; le chaſtel & chaſtelenye de Condé ſur Moſelle; Item le chaſtel & chaſtelenye de l'Avantgarde avec toutes les appartenances & dependances des dictes Seigneuryes, Baronnyes & chaſtellenyes deſſus dictes & chacune d'icelles, & auſſy les foy & hommage de touts & chacuns les vaſſaux & fiefves d'icelle.

6. Item que dans le jour de Pentecoſte ou pluſtoſt ſe faire ſe peut bonnement, mon dict Seigneur de Guiſe ſera en la Duché de Bar au playſir de noſtre Seigneur, & luy venu dedans un jour, qui ſera accordé

ANS de J. C. 1418.

cordé par nos dictz Seigneurs; mon dict Seigneur de Bar meinera mon dict Seigneur de Guiſe en la Ville de Nancy, le baillera & delivrera à mon dict Seigneur de Lorraine, en ſon gouvernement tant ſa perſonne, que les Villes & Forteresſes denommées en l'article precedent receües devant toutes autres, & premierement du dict Seigneur de Lorraine par mon dict Seigneur de Bar les feuretez dont cy deſſoubs ſera faicte mention.

7. Item & apres, que ledit Monſeigneur de Guiſe ſera baillé & delivré en la maniere, que dict eſt, au gouvernement de mon dict Seigneur de Lorraine par mon dict Seigneur de Bar, enſemble les Villes & Forteresſes deſſus declarées, & incontinent ce jour même ſe feront les fiançailles, & le jour enſuivant les eſpouſailles de mon dict Seigneur de Guiſe, & de ma dicte Damoiſelle.

8. Item ſera tenu mon dict Seigneur de Lorraine, bailler, donner & jurer toutes les bonnes & ſuffiſantes, & les plus grandes & meilleures feuretez à luy poſſibles, que mon dict Seigneur de Bar voudra & pourra adviſer par luy, conſeil les nobles de ſon pays & aultres, que pour ce luy plaira appeller pour faire & accomplir reaument & de faict toutes les choſes, qui cy aprés s'enſuivent.

9. Premierement s'il advenoit, (que Dieu ne veille) que mon dit Seigneur de Guiſe allaſt de vie à treſpaſſement, ſans laiſſer hoirs de ſon corps en loyal mariage, mon dict Seigneur de Lorraine ſera tenu de rendre & reſtituer toutes les Baronnyes, Chaſtelenyes, Terres & Seigneuries deſſus dictes, enſemble toutes leurs appartenances & dependances franchement & quittement & liberalement, ſans empeſchement, reſus ou contradiction quelconque à mon dict Seigneur de Bar, ſi ainſy eſtoit, qu'il ſurveſquiſt mon dict Seigneur de Guiſe; ſauf, reſervé, & excepté la Ville, Chaſtel & Chaſtelenye, Prevoſté & Seigneurye de Fou, les rentes & revenus d'icelle, avec toutes appartenances & dependances, qui demourront à ma dicte Damoiſelle de Lorraine veſve delaiſſée du dict Monſeigneur de Guiſe, pour cauſe & raiſon de ſon douaire, & leſquelles elle pourra tenir, jouir, uſer, & exploicter, comme douairiere ſa vie durant tant ſeulement.

10. Et s'il advenoit, que mon dict Seigneur de Bar fuſt allé de vie à treſpaſſement avant mon dict Seigneur de Guiſe, & aprés ce mon dict Seigneur de Guiſe allaſt de vie à treſpas, ſans laiſſer hoirs procréez de ſon corps en leal mariage comme deſſus, en ce cas mon dict Seigneur de Lorraine ſera tenu rendre & reſtituer reaument & de faict, franchement, quittement & liberallement, ſans empeſchement, reſus ou contradiction quelconque, toutes les Terres, Baronnyes, & Chaſtellenies & Seigneuries deſſus dictes avec toutes appartenances & dependances d'icelles à l'hoir ou heritier, hoirs ou heritiers & ſucceſſeurs de mon dict Seigneur de Guiſe, & autrement par tout, ou il appartiendroit par raiſon, au cas toutes fois, que mon dict Seigneur de Lorraine ne les auroit rendues ou delivrées audit Seigneur de Guiſe, ſelon la forme & maniere cy deſſus eſcripre, faiſant mention de ce, reſervé à la dicte Damoiſelle pour ſon douaire la Ville & Chaſtel & Chaſtelenye de Fou, comme dict eſt.

11. Item & s'il advenoit, que ma dicte Damoiſelle (que Dieu ne veille) allaſt de vie à treſpaſſement ſans hoir procreé de ſon corps, avant mon dict Seigneur de Guiſe, mon dict Seigneur de Lorraine ſera tenu rendre & reſtituer incontinent, franchement, quittement & liberalement, ſans empeſchement, reſus ou contradiction quelconque toutes les Baronnies, Chaſtellenyes, Terres & Seigneuryes deſſus dictes avec toutes les appartenances & appendances d'icelles à mon dict Seigneur de Bar; on cas; qu'au temps du decez de ma dicte Damoiſelle de Lorraine mon dict Seigneur de Guiſe n'auroit quatorze ans accomplis. Et au cas que mon dict Seigneur de Guiſe auroit quatorze ans accomplis au temps du decez de ma dicte Damoiſelle, mon dict Seigneur de Lorraine ſera tenu de les rendre & reſtituer franchement & quittement à mon dict Seigneur de Guiſe, comme deſſus eſt dict.

ANS de J. C. 1418.

12. Item ma dicte Damoiſelle aura & emportera pour ſon douaire la ſomme de cinq mil livres tournois par chacun an de rente, qui luy ſeront aſſiz, ordonnez & conſtituez par la maniere, qui s'enſuit; c'eſt à ſçavoir, premierement elle aura la Ville, Chaſtel & Chaſtelenye de Fou, & les appartenances & dependances d'icelles, & le ſurplus luy ſera aſſigné, baillé, & delivré ailleurs, en terres, rentes & revenues bonnes & convenables ſans aucune Ville fermée & forte maiſon, au plus prés de la dicte Ville & Prevoſté de Fou, que bonnement faire ſe pourra. Et au cas que mon dict Seigneur de Lorraine auroit hoir maſle de ſon corps procreé en loyal mariage, qui debvroit ſucceder à la Duché de Lorraine, ma dicte Damoiſelle n'aura ne emportera pour ſon douaire, que la ſomme de quatre mil livres tournois, chacun an de rente, compris en la dicte Ville Chaſtel & Chaſtelenye de Fou, comme dict eſt.

13. Item auſſy ou cas deſſuſdict, que mon dict Seigneur de Lorraine aura hoir maſle de ſon corps procreé en loyal mariage, il donnera & ſera tenu bailler & delivrer reaument & de faict à mon dict Seigneur de Guiſe pour ayder au faict du dict mariage la ſomme de quarante mil livres tournois pour une fois, ou cas toutes fois, que la Royne de Sicile ſera de ceſte ſomme contente, & ſe payera la ſomme deſſus dicte aux fermes, & par la forme & maniere, qu'accordé ſera entre mon dict Seigneur de Lorraine & les gens de la Royne de Sicile, qu'elle envoyera par deça en la compagnie de mon dict Seigneur de Guiſe, & fera mon dit Seigneur de Bar ſon loyal debvoir, que les gens de la dicte Royne donront & accorderont à mon dict Seigneur de Lorraine termes de payer la dicte ſomme les plus convenables, que faire ſe pourra bonnement.

14. Item & s'il advennit, que ma dicte Damoiſelle allaſt de vie à treſpaſſement, ſans hoirs de ſon corps, moo dict Seigneur de Guiſe, ou ſes hoirs ſucceſſeurs, ou ayants cauſe feront tenuz rendre & reſtituer reaument & de faict ſans aucun contredict, reſus ou difficulté, à mon dict Seigneur de Lorraine, ou à ſes hoirs ſucceſſeurs, ou ayans cauſe de la dicte ſomme de quarante mil francs ſe receuz les avoit.

16. Item à la façon des lettres, qu'il conviendra faire & paſſer ſur les poincts & articles cy deſſus contenus, ſera le langage eſclarcy, comme la matiere le requerra, ſans y muer la ſubſtance en aucune maniere, & au proffict des deux partyes.

16. Item pour le bien, honneur, defenſe, accroiſſement des Seigneurs de Bar & de Lorraine feront adviſez par leurs advis, & des gens de leurs conſeil, qu'il leur plaira commettre les plus fortes, ſeures & meilleures alliances & confederations, que faire ſe pourront entr'eux, en exceptant ſeulement ceux, qu'il plaira aux dictz Seigneurs & dont ils ſeront d'accord enſemble & ſe feront & paſſeront les dictes alliances à la façon des lettres des articles cy deſſus contenuz. Donné à Fou, ſouhz les ſeaux plaquicz de nos dictz Seigneurs de Bar & de Lorraine, le vingtieſme jour de May, l'an mil quatre cens dixhuict. Preſens Monſeigneur le Comte de Vaudemont; le Doyen de Toul, Meſſire Jean d'Orme, Meſſire Jean de Lenencourt, Meſſire Wary de Harouves Chevalliers; Jean de Hauſſonville, Carlot d'Ulty Winchelin de la Tour, Bailly de Sainct Michiel, Jean de Harancourt, Ferry de Perraye, Jean de Sainct Loup; Bailly de Baſſigny, & pluſieurs aultres.

ANS de J. C. 1418. Sicile et Savoye.

CCCLXIX.

Traité de Paix entre LOUIS *Roi de Jeruſalem & de Sicile, &* AME' VIII. *Duc de Savoye. Fait à Chamberi, le 5. d'Octobre* 1418. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 257.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Nativitatis ejuſdem Domini milleſimo quadringenteſimo decimo octavo, die verò quinta menſis Octobris, paulo poſt veſperas, quæ fuit & intitulatur Jovis, duodecimæ Indictionis. Noverint univerſi & ſinguli præſentes pariterque futuri, hoc verum & publicum inſtrumentum viſuri, lecturi & etiam audituri; quòd cùm quæſtio, lis, debatum, diſcordia & controverſia verterentur & eſſent ac diu fuerint, vertique majora ſperarentur & pararentur, inter Sereniſſimam & Illuſtriſſimam Principiſſam Dominam Yolandam Reginam Jeruſalem & Siciliæ, Duciſſam Andegaviæ, Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, Cenomaniæ & Pedemontis Comitiſſam, Tutricem & Adminiſtratricem Sereniſſimi & Illuſtriſſimi Domini Regis ejus Primogeniti infrà nominati, & aliorum ejus liberorum; Sereniſſimumque & Illuſtriſſimum Principem Dominum Ludovicum Regnorum Regem, Ducatus Ducem, & Comitatuum Comitem prædictorum, ipſius Dominæ Reginæ filium, ex parte una: & *Illuſtrem Principem Dominum* Amedeum *Ducem Sabaudiæ, Chablaſii & Auguſtæ, in Italia Marchionem, Principem Pedemontium, & Gebennarum Comitem*, parte ex altera: de & ſuper eo quòd dictus Dominus Illuſtris Dux Sabaudiæ petit, petiit & perebat à dicto Illuſtriſſimo Domino Ludovico & dicta Domina Regina, velut Bajula & Adminiſtratrice ipſius Sereniſſimi Domini Ludovici Regis, ejus primogeniti filii, & Tutrice aliorum liberorum ſuorum, & Illuſtriſſimi recolendæ memoriæ Domini Regis ſecundi eorundem Regnorum Regis, Ducatuum Ducis, & Comitatuum Comitis, quondam filii & hæredis Illuſtriſſimi & Sereniſſimi Principis Domini Ludovici primi Regis Regnorum prædictorum, & etiam Ducatuum Ducis, & Comitatuum Comitis prædictorum, ſicut ab ipſo Domino Ludovico ſecundo Rege prædicto, quondam dictæ Dominæ Reginæ viro, velut filio & herede dicti Domini Ludovici primi Regis dictorum Regnorum & avi paterni ipſius moderni Domini Ludovici tertii dictæ Dominæ Reginæ filii, petiit & petebat tempore vitæ ſuæ, centum ſexaginta quatuor millia Francorum auri boni & juſti ponderis, de & pro reſta ſtipendiorum Illuſtris Principis recolendæ memoriæ Domini Amedei Sabaudiæ Comitis, quondam Avi paterni Illuſtris Domini Amedei Sabaudiæ Ducis moderni, dicto Illuſtri memoriæ recolendæ Domino Amedeo, avo quondam paterno dicti Illuſtris Domini Ducis moderni Sabaudiæ Actoris; cujus ipſe Illuſtris Dominus Dux Sabaudiæ, eſt univerſalis & inſolidum hæres, debito tempore quo ipſe Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ fuit cum ſua Comitiva cum dicto Illuſtriſſimo Domino Ludovico primo Rege, quondam avo paterno dicti Illuſtriſſimi Domini Ludovici moderni Regis prædictorum Regnorum, in partibus Siciliæ & Apuliæ, in armis pro conqueſta ipſius Regni Siciliæ, prout de dicto debito conſtat per litteras autenticas dicti Illuſtriſſimi Regis Ludovici primi, ejus ſigillo ſigillatas & manu ſua propria ſignatas, quas dictus Illuſtris Dominus Sabaudiæ Dux alàs exhibuit, cum damnis, intereſſe, gravaminibus & expenſis, tam per dictum Illuſtrem Dominum Comitem Sabaudiæ, quondam avum paternum dicti Illuſtris Domini Amedei Ducis Sabaudiæ petiroris, quàm per ipſum Dominum Ducem & Illuſtrem Principem Dominum Amedeum bonæ memoriæ Sabaudiæ Comitem, Patrem dicti Domini Ducis Sabaudiæ moderni, occaſione & prætextu dicti debiti non ſoluti, ſuſtentis, factis & ſupportatis, quæ & quas ponebat & ponit ipſe Illuſtris Dominus Dux Sabaudiæ, ad magnam pecuniæ ſummam, quam cum dicto debito principali petit & petebat ſibi ſolvi per dictam Illuſtriſſimam Dominam Reginam, & dictum Illuſtriſſimum Dominum Ludovicum ejus primogenitum, quibus ſuprà nominibus. Et dicta Illuſtriſſima Domina Regina quo ſuprà nomine, & dictus Illuſtriſſimus Dominus Ludovicus ejus primogenitus ſuo proprio nomine, excipiendo proponebant & dicebant, excipiendoque dicunt & proponunt, prædictum Illuſtrem Dominum Amedeum bonæ memoriæ Sabaudiæ Comitem, quondam Patrem ipſius Domini Ducis moderni, tam per ſe quàm per alium tenuiſſe civitatem Niciæ, Villam-francam, Portum ejuſdem, caſtra Yſiæ, Turbiæ & Sanctæ Agnetis, cum Mari eiſdem contiguo, Villas, caſtra & loca Soſpitelli, Luceranii, Savogii, Sancti Martini, Vallis Lantniſæ, Sanctum Stephanum, Thenearium & ejus Vallem, Barceloniam & ejus Vallem, caſtra & Villam Pugeti, Thenearium & ejus Bayliaca ſeu vigueriam, locum Aloſii, caſtrum & Villam Vinadii, caſtrum & Villam Jauſeni, Valles montium Eſturanæ cum Vallibus, caſtris & locis omnibus in dictis Vallibus ſituatis, & generaliter omnia alia loca & terras, quæ & quas dictus Dominus Sabaudiæ Dux tenet & poſſidet de præſenti, in dictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Vintimillii, omnibus & ſingulis eorum juribus, territoriis & pertinentiis; qui quidem Comitatus Vintimillii eſt ab antiquo & eſſe ſolet, in & de ſub Comitatu Provinciæ & pertinentiis ipſius Comitatus, multis & longis temporibus fructus, exitus & proventus ex inde recepiſſe: quam civitatem Niciæ cum ſuis pertinentiis, terras, Villas & loca, de quibus ſuprà fit mentio, & dictum Comitatum Vintimillii aſſerunt dictæ Illuſtriſſima Domina Regina & dictus Illuſtriſſimus Dominus Rex ejus filius, quibus ſuprà nominibus, ad eos pertinuiſſe & pertinere; adeo quòd ſi quid debitum fuerit & deberetur prædicto quondam Sabaudiæ Comiti, tempore avi deceſſus de & pro ſtipendiis & ſuarum Gentium ſeu Comitivæ ſuæ, fuit de ipſis fructibus, exitis, proventibus & emolumentis dictæ terræ Provinciæ, quam dictus Illuſtris Dominus Dux Sabaudiæ modernus tenet & poſſidet, tam eidem quàm dicto ejus quondam Patri plenè & integrè ſatisfactum; quare petebat dictam terram ſibi reſtitui & expediri, cum Litteris dicti debiti ſuprà petiti. Supradicto Illuſtri Domino Duce Sabaudiæ replicante & dicente, eum tenere, & dictum quondam ejus Patrem tenuiſſe dictam civitatem ſeu territorium Niciæ, cum ſuis pertinentiis, villas, caſtra, terras, opida ſupradictas & ſupradicta, & ea quæ tenet & poſſidet in & de Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Vintimillii, longo tempore juſtis titulis atque cauſis, ſine quavis controverſia, & ad eum pertinere, ſua & ſuas eſſe juſtis titulis & bona fide, fructuſque, exitus & proventus inde perceptis tam per ipſum Dominum Ducem Sabaudiæ, quàm per Illuſtrem Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ Patrem ſuum quondam, fuiſſe & fore ſuos, & ad eos pertinuiſſe & pertinere, tanquam ad veros Dominos dictarum Terrarum & Locorum memoratorum; & ita dictum debitum ut ſuprà petitum centum ſexaginta quatuor millium Francorum adhuc ſibi deberi, & per eum dictam ſummam Francorum ut ſibi debitam, velut hæredi dicti ejus avi paterni, cum damnis, intereſſe, gravaminibus & expenſis occaſione dicti debiti non ſoluti factis petere poſſe & debere, & dictos Liberos & hæredes dicti Illuſtriſſimi Domini Ludovici primi Regis Jeruſalem & Siciliæ, in dictis Litteris

ANS de J. C. 1418.

ANS de J. C. 1418.

ris obligatoriis & debiti nominati adhuc obligatos ſore, & ſolvere debere dicto Illuſtri Domino Duci Sabaudiæ dictam ſummam Francorum petitam, non obſtantibus contra ipſum ut ſuprà ex adverſo propoſitis & excipiendo allegatis. Hinc ſiquidem fuit & eſt, quòd tractatu amicabili nonnullorum benevolorum & amicorum communium dictarum partium præcedente, & maximè Reverendiſſimi in Chriſto Patris Domini F. Archiepiſcopi Narbonenſis Domini noſtri Papæ Camerarii, & ſpectabilis militis Domini Petri d'Atigue Seneſcalli Provinciæ, Vicecomitis Rellaniæ, Baronis Grimaldi, & Vallis Fraynati Domini, ut Pax & concordia jam longævis & diuturnis temporibus per partes memoratas præoptata, ac finis ſuper præmiſſis quæſtione, materia, diſcordia & dependentibus, emergentibus & connexis ex eiſdem debite imponantur, ad tollendum & penitus evellendum & removendum omne ſcandalum, omnemque litem, diſcordiam atque guerram, quæ ſortè prætextu & occaſione præmiſſorum inter prænominatas partes oriri poſſent: perſonaliter conſtituti & exiſtentes in præſentia Teſtium ad hoc vocatorum & rogatorum, & noſtrorum Notariorum, ſubſcriptorum videlicet, Egregii, potentes & venerabiles viri Dominus Guillermus de Medulione miles Seneſcallus Bellicadri & Nemauſi, & dicti Illuſtris Regis Jeruſalem & Siciliæ Mareſcallus; Petrus Franconis in Decretis Licentiatus, Cantor & Canonicus Monaſterii Montismajoris, Ambaxiatores, procuratores & amici ſpeciales prælibatorum Dominæ Reginæ & Domini Regis Jeruſalem & Siciliæ, ab una parte, omnimodam circa hæc omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta peragenda, habentes pleniſſimam & largam poteſtatem ab eiſdem Domina Regina & Rege, ut de hujuſmodi poteſtate claram, promptam & pleniſſimam fecerunt fidem Litteris patentibus & autenticis ipſorum Dominorum Reginæ & Regis, eorum ſigillis cera rubea ſigillatis impendenti ſolito more. Et Egregii & potentes viri Domini Joannes Servagii Legum Doctor, & Miles, Dominus de Varays, Præſidens Cameræ Computorum; Lambertus Oddineti Legum Doctor, Miles, & Præſidens Conſilii præfati Domini Ducis Chamberiaci reſidentis; & Dominus Petrus Amblardi Miles, Magiſter Hoſpitii præfati Domini Ducis Sabaudiæ, Procuratores, Ambaxiatores & ſpeciales nuncii prælibati Domini Ducis Sabaudiæ, parte ex altera, debitam & omnimodam habentes poteſtatem, ad omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta peragenda, prælibato Illuſtri Domino Duce Sabaudiæ, ut debitam & plenam fecerunt fidem Litteris patentibus ipſius Domini Ducis Sabaudiæ ex pergameno deſcriptis, ejus ſigillo cera rubea more ſolito ſigillatis. Et ad veram Pacem & finalem concordiam tranſigendo & conveniendo, pervenerunt in hunc qui ſequitur modum, & ſub capitulis & conditionibus infra ſcriptis: videlicet, prænominati Domini Guillermus de Medulione, Petrus Franconis, & Joannes Putatoris Ambaxiatores, Nuncii & Procuratores, nominibuſque Procuratoriis prædictorum Dominæ Reginæ & Domini Regis Jeruſalem & Siciliæ, ut ſuprà, eorum certa ſcientia, & libera & ſpontanea voluntate, vigore præinſertæ eis attributæ poteſtatis, tranſigendo, pacificando, accordando & convenendo quittant, cedunt & deſamparant, remittunt & deliberant, ac de novo, ſi opus ſit, tranſportant, procurabuntque cum effectu & ſine ullo deffectu, quòd memorati Domina Regina & Dominus Rex Jeruſalem & Siciliæ, ac alii dictæ Dominæ Reginæ Liberi eedent, quittabunt & remittent ac tranſportabunt prælibato D. Duci Sabaudiæ licèt abſenti, nobiſque Notariis publicis ſubſcriptis præſentibus, & more publicarum & autenticarum perſonarum ſolemniter ſtipulantibus & recipientibus, vice, nomine & ad opus ipſius Domini Ducis Sabaudiæ, ejuſque hæredum & ſucceſſorum, ac omnium & ſingulorum quorum intereſt, interierit & intereſſe poterit quomodolibet in futurum; omne jus omnemque rationem & actionem, ac omne id & quicquid præfati Domina Regina & Dominus Rex, & alii dictæ Dominæ Reginæ liberi, & eorum quibus habeot & habuerunt, ſibique competuot & competere poſſent & potuerunt, quibuſvis modis, titulis & cauſis in dictis Civitate Niciæ, aliiſque omnibus & ſingulis villis, locis, caſtris, oppidis, terris & dominiis ſupra nominatis, & aliis quæ & quas præfatus Dominus Dux Sabaudiæ præſentialiter tenet & poſſidet tam per ſe quàm ejus Vaſſallos, fideles & ſubditos, & tam mediatè quàm immediatè in Comitatibus Provinciæ & Forcalqueri & Vintimilli, quæ ab antiquo ut notorium eſt, de Comitatu Provinciæ extitit & exiſtit, cum omnibus & ſingulis feudis, retrofeudis, homagiis, hominibus, redditibus, juriſdictionibus, meris, mixtis imperiis, & omoimodis juriſdictionibus, ruribis, regalibus, montibus, fluminibus & maritimis, portubus, paſcuis, nemoribus, aquarum decurſibus, angariis, perangariis, pedagiis, gabellis, ſocagiis, cavalcatis, albergiis, & aliis juribus, pertinentiis & redditibus quibuſcumque dictæ Patriæ & locorum prædictorum, unà cum etiam omnibus & ſingulis commodis perceptis & habitis, ut in dicta Patria & ſingulis locis ejuſdem, per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ & ejus Prædeceſſores, ejuſque Officiarios, vaſſallos & ſubditos, à toto tempore præterito uſque ad diem præſentem, & cum omnibus & ſingulis financiis, pecuniis, jocalibus, vayſſellis, auro & argento, & aliis valoribus quibuſcumque, habitis & receptis per præfatum Dominum Amedeum Sabaudiæ Comitem avi paterni dicti Domini Ducis Sabaudiæ. ſeu ejus Theſaurarios, gentes & nuncios, quovis modo, quandocumque & quomodocumque in dicto viagio Regni Siciliæ & Patriæ Apuliæ, ſive ante deceſſum dicti Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, ſive poſt; & de quibus omnibus dictum Dominum Ducem Sabaudiæ & ſuos hæredes & ſucceſſores, quittant & liberant per præſentes, cum pacto expreſſo, Aquiliana ſtipulatione Vallato, de quicquam ulterius pro præmiſſis ſeu aliquo præmiſſorum non petendo: ita & taliter, quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ & ſui perpetuò hæredes & ſucceſſores, ſint & remaneant veri Domini Niciæ & aliarum terrarum, caſtrorum, villarum, locorum, & omnium & ſingulorum præmiſſorum, ipſiſque & eorum juribus ab inde in antea uti, gaudere & frui poſſint & debeant integrè, tanquam veri Domini, quemadmodum Comites Provinciæ ſeu Reges Siciliæ utebantur & veri Domini erant tempore quo dictæ terræ & loca ſub eorum Dominus tenebantur. Dicti verò Domini Joannes Servagii, Lambertus Oddineti, & Petrus Amblardus, procuratores & procuratoriis nominibus ſuprà dictis Domini Ducis Sabaudiæ, vigore etiam præinſertæ eis attributæ poteſtatis, eorum & cujuſlibet ipſorum certis ſcientiis & ſpontaneis voluntatibus ut dicebant, quittant, cedunt, remittunt, procurabuntque cum effectu & ſine aliquo deſectu, quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ, pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque cedet, remittet, quittabit & deſamparabit memoratis Dominæ Reginæ, Domino Regi Jeruſalem & Siciliæ, & aliis dictæ Dominæ Reginæ liberis, & eorum hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque dictam ſummam centum ſexaginta quatuor millium francorum auri, per præfatum Dominum Ducem Sabaudiæ ſuprà petitorum, ſeu ſummam in dictis litteris obligatoriis contentam, unà cum omnibus & ſingulis aliis ſummarum quantitatibus & ſummis pecuniarum auri & argenti, & aliis demandis ſeu petitionibus quibuſcumque, ſeu eorum intereſſe & aliis expenſis, quas occaſione dictorum ſtipendiorum, ac ſummis ſeu viagii ſuprà deſignatis petere poterat, poteſt & perere in futurum à dicta Domina Regina & Domino Rege, & aliis liberis ejuſdem Dominæ

ANS de J. C. 1418.

ANS de J.C. 1418.

minæ Reginæ, eorumque hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, ad cauſam ab eis habentibus, etiam una cum omnibus & ſingulis expenſis inde quomodolibet factis & ſuſtentis per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ & ejus Prædeceſſores, aut ſuos, occaſione dicti debiti ſeu partis ejuſdem. Et hoc pro-mediantibus quindecim millibus florenis auri Papæ currentibus boni & juſti ponderis, facta tamen priùs ipſi Domino Duci Sabaudiæ ſatisfactione & contentatione de dictis quindecim millibus florenis, & ratificatione, ut infrà. Qui quidem quindecim millia florenorum auri & ponderis prædictorum, promittunt & conveniunt prænominati Domini Guillermus de Medulione, Petrus Franconis, & Joannes Putatoris, Procuratores & procuratoriis nominibus prædictorum Dominæ Reginæ & Regis, quibus ſuprà, & quilibet eorum juramentis ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis & per eorum quemlibet præſtitis, & ſub obligatione omnium & ſingulorum bonorum dictorum Dominorum Reginæ & Regis Siciliæ, mobilium & immobilium, præſentium & futurorum quoruncumque, dare & realiter expedire in civirate Avinionenſi, ſine exceptione Juris & facti quacumque, præfato Domino Duci Sabaudiæ, ſeu ejus certo Nuncio vel mandato: videlicet, medietatem dictorum quindecim millium florenorum hinc ad feſtum Purificationis Beatæ Mariæ Virginis, & reliquam medietatem dictorum quindecim millium florenorum in proximo ſequenti feſto Putificationis ejuſdem Beatæ Mariæ anno revoluto, unà cum omnibus & ſingulis damnis, gravaminibus, intereſſe & expenſis, quæ & quas dictus Dominus Dux Sabaudiæ, ſeu ejus Nuncius ſuſtinuerit per ſe vel alium quoquomodo, occaſione dictorum quindecim millium florenorum ſeu partis eorundem, termino & loco prædictis & non ſolutorum: ita tamen, quòd pro parte dictorum Dominorum Reginæ & Regis, Mercatores idonei & habiles ad ſolvendum & conveniendum reſpondebunt, & ſe obligabunt erga Franciſcum Rich mercatorem & civem Avinionis, de ſolvendo eidem vice & nomine Domini Ducis Sabaudiæ recepturo dicta quindecim millia florenorum terminis ſuprà dictis. Et ſi dictus Franciſcus hujuſmodi reſponſionem & obligationem acceptet, & affirmet præfato Domino Duci de dicta reſponſione & obligatione contentum, taliter quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ à præfato Franciſco aſſecuratus maneat de dictis quindecim millibus florenis; eo caſu dicta Domina Regina & Dominus Rex ejus filius, & alii Liberi ipſius Dominæ Reginæ, à ſolutione & obligatione prædictis liberi ſint atque quitti. Item tranſigendo & conveniendo ut ſuprà, pro bono Pacis & concordiæ perpetuò & illæſè valituræ, fuit actum, dictum & ordinatum per Ambaxiatores & Procuratores utriuſque partis prænominatos: ut quicumque homines & ſubditi præfati Domini Ducis Sabaudiæ, & eorum perpetuò ſucceſſores tam Provinciales quàm Pedemontani & Sabaudienſes, ab inde in anteà perpetuò poſſint & valeant & eis licitum ſit emere, habere & recipere ubicumque locorum, Terras Patriæ Provinciæ ſubjectas dictæ Dominæ Reginæ & Regi ejus primo nato, & aliis ejus Liberis, & tam Maſſiliæ quàm alibi ſal, frumentum, blada, vina, olea, piſces & quævis alia victualia, mercantias, & bona, pretiis ſimilibus quibus ſubditi Regis ement & habebunt, aut pro minoribus ſi poſſint, aut aliàs prout cum venditoribus poterunt meliùs convenire, & exinde ad quævis loca præfato Domino Duci ſubdita portare & ducere, ſive vehi, portari & duci facere, per mare vel per terram, tutè, liberè, pacificè & quietè; ſolvendo tamen Vectigalia, Tributa & Pedagia antiqua, & ſolvi conſueta tempore bonæ memoriæ Dominæ Reginæ Johannæ, & quæ de præſenti per ſubditos & vaſſallos dictorum Dominorum Reginæ & Regis Jeruſalem & Siciliæ, ſolvuntur, & quæ forſan ſolventur in futurum: & quòd hujuſmodi victualia ipſa ſolvendo non denegentur vaſſallis & ſubditis dicti Domini Ducis Sabaudiæ; niſi forſan per dictum Dominam Reginam & Regem ejus filium, ſeu eorum Seneſcallum, aut alium eorum Officiarium ad hoc poteſtatem habentem, aut ſucceſſores & hæredes eorum, fuerit juſtis cauſis ad hoc ipſos moventibus, Decretum generale per totam Patriam Provinciæ factum, de Victualibus non extrahendis ab eadem: quòd ſi fieri contingerit, ut poſtmodum licentia aliquibus vel alicui particulariter vel generaliter concederetur, & dicta licentia concedatur & conceſſa ſit ipſo facto dictis hominibus & ſubditis dicti Domini Ducis Sabaudiæ, & ejus Officialium; ita quòd victualia ipſa habere & extrahi facere poſſint, quemadmodum illis quibus dicta licentia particulariter vel generaliter fuit data: & ſimili modo, fiat pro parte dicti Domini Ducis Sabaudiæ & ejus Officialium, hominibus ſubditis & vaſſallis præfatorum Dominorum Reginæ & Regis Jeruſalem & Siciliæ, quibuſcumque in Patriis & Dominiis ejuſdem Domini Ducis Sabaudiæ. Item quòd omnes & ſinguli homines & ſubditi dictarum partium, quicumque ſint & ubicumque, homines & ſubditi dictorum Dominorum Reginæ & Regis Jeruſalem & Siciliæ, ac homines præfati Domini Ducis Sabaudiæ, ab inde in perpetuum, non obſtantibus guerris, diſcordiis & marchis præteritis quibuſcumque, poſſint & valeant ire, redire, morari, tranſire & negotiari, in & per omnia & ſingula loca cujuſlibet dictarum partium, per mare ſive per terram, ad eorum commodam & liberam voluntatem, cum omnibus eorum & cujuſlibet ipſorum mercantiis, beſtiis, vinis, ſummis, quantitatibus auri, argenti, monetati & non monetati, ac aliis rebus & bonis quibuſcumque, tutè, liberè, pacificè & quietè; ſolvendo Tributa, Pedagia & vectigalia antiqua, & conſueta ut præfertur, & latius in præcedenti capitulo declaratur; excepto hilliono in maſſa, quod ſine licentia extrahi de dicta Patria Provinciæ non valeat. Item quòd ad requiſitionem pro parte præfati Domini Ducis Sabaudiæ, fiendam dictæ Dominæ Reginæ & Domino Regi Jeruſalem & Siciliæ prædicto, vel eorum Officialibus, expediantur dicto Domino Duci Sabaudiæ in Archivo Aquenſi, ſeu ejus nunciis, copia, vidimus, aut exemplar de dictis Pedagiis, Vectigalibus & tributis, de quibus ſuprà fit mentio, ut ſubditi præfati Domini Ducis in ipſorum ſolutione deficere non poſſint, unà cum copia ſignata more conſtituto in dicto archivo jurium, redituum, & informationem facientium ad opus præfati Domini Ducis Sabaudiæ, pro dictis terris, locis & rebus quæ tenet & poſſidet in dictis Comitatibus Provinciæ, Forcalquerii & Vintimilii, liberè & abſque contradictione quacumque. Item quòd præfati Domini Ambaxiatores & Procuratores Regis procurabunt, quòd dicta Domina Regina, ut Adminiſtratrix dicti Domini Regis & Tutrix aliorum liberorum, & idem Dominus Rex nomine ſuo proprio, hæredum & ſucceſſorum ſuorum quorumcumque, præmiſſa omnia & ſingula hinc ad feſtum omnium Sanctorum ratificabunt, confirmabunt & approbabunt; & nihilominus præfati Domina Regina & Dominus Rex, procurabunt cum effectu facere ratificari, per dictos liberos dictæ Dominæ Reginæ, fratreſque dicti Domini Regis, adveniente tempore pubertatis eorumdem, & cujuſlibet eorundem & cætera in præmiſſis opportuna ad utilitatem & honorem dicti Domini Ducis Sabaudiæ, & ſuorum hæredum & ſucceſſorum; & pari forma, idem Dominus Dux Sabaudiæ, ad honorem & utilitatem dictorum Dominæ Reginæ & Domini Regis liberorum, fratrumque dicti Domini Regis, & ſuorum hæredum & ſucceſſorum quoruncumque, prædicta omnia ratificabunt. Item quòd præfati Domini Ambaxiatores & Procuratores Regii, procurabunt cum effectu erga prælibatos Dominos Reginam & Regem,

ANS de J.C. 1418.

ANS de J. C. 1418.

gem, quòd fiet & miniſtrabitur brevis & expedita juſtitia, ſuper reſtitutione & ſatisfactione fiendis præfato Domino Duci Sabaudiæ & ejus officiatiis & nunciis, de mille & ſeptingentis florenis Regiis, in quibus Petrus Leydeti & ejus mater fuerunt condemnati, ſoluturi dicto Domino Duci Sabaudiæ, & de tricentis florenis allatis Honorato Gralhen de Nicia in civitate Graſſenſi. Item quòd ratificationes utriuſque partis, videlicet dictorum Dominorum Reginæ & Regis, ac præfati Domini Ducis, mandabuntur & expedientur in manibus dicti Domini Reverendiſſimi in Chriſto Patris & Domini Domini Camerarii, hinc ad dictum feſtum omnium Sanctorum, per quem litteræ dicti debiti Domini Ludovici Regis primi, ratificatione per ipſos Dominam Reginam & Dominum Regem, & reſponſione pecuniarum fiendis, ſecutis cum ratificatione omnium præmiſſorum, hinc ad dictum feſtum omnium Sanctorum, per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ expedientur partibus ipſis, prout ad quemcumque ſpectabit. Item fuit actum inter prædictas partes, quòd litteræ poteſtatis dictorum Dominorum Ambaxiatorum Regiorum, remaneant penes Ambaxiatores dicti Domini Ducis Sabaudiæ: & viceverſa, dictæ litteræ poteſtatis dictorum Dominorum Ambaxiatorum dicti Domini Ducis Sabaudiæ, remaneant penes dictos Dominos Ambaxiatores Regis. Item quod mediantibus præmiſſis, & per hanc tranſactionem, concordiam & conventionem, ſit Pax facta & valida, finis & concordia inter dictas partes, eorumque impoſterum hæredes & ſucceſſores, de & ſuper prædictis controverſiis, litibus, quæſtionibus & querelis, imperpetuum duraturis; omnibuſque & ſingulis, quæ una pars alteri, & altera alteri uſque in diem præſentem petere poſſet, quavis occaſione vel cauſa, præmiſſorum occaſione, ſeu aliquo ex ipſis. Quam quidem Pacem, tranſactionem, concordiam & conventionem, ac omnia & ſingula ſuprà & inſrà ſcripta, promiſerunt dicti Domini Procuratores quibus ſuprà nominibus, in animam, & ſub obligatione bonorum dictorum Dominorum Magiſtrorum ſuorum, rata habere atque grata, ac facere confirmari, & nunquam contra facere vel venire, ſub omni & qualibet juris & facti renunciatione ad hoc neceſſaria, pariter & cautela. De quibus omnibus univerſis & ſingulis ſuprà dictis, dicti Domini Procuratores requiſiverunt fieri duo publica inſtrumenta, videlicet ad opus cujuſlibet unum ejuſdem ſubſtantiæ & tenoris, per nos Notarios publicos ſubſcriptos, quæ poſſint & valeant ſi neceſſe fuerit, dictari, corrigi, refici & emendari, conſilio & dictamine cujuſlibet partis, ſubſtantiâ non mutatâ. Acta fuerunt hæc in Villa Chamberiaci, domo habitationis dicti Domini Joannis Servagii, in platea introitus dictæ Domus. Præſentibus ibidem nobili viro Carolo de Medulione Domino de Ripparus in Dalphinatu, Petro de Bombellis Cenomaniæ, Ferolcio Thomaſſin de Forcalquerio, venerabilibus viris Dominis Anthonio Canoni Licentiato in Legibus, Petro Magnini Magiſtro Computorum dicti Domini Judicis, Petro Curti, Petro Vayronis de Chamberiaco, Joanne Paleſtorti de eodem loco, & Mateo Buſquete de Nicia, teſtibus ad hæc vocatis & rogatis.

CCCLXX.

ANS de J. C. 1419.

DAUPHIN ET BOURGOGNE.

Traité de Paix fait à Ponceau près Poilly le Fort, entre CHARLES *Dauphin, &* JEAN *Duc de Bourgogne, ſigné par leurs principaux Adhérans, le* 11. *Juillet* 1419. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 319. *&* Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 276.

CHARLES Fils du Roy de France, Dauphin de Viennois, Duc de Berry & de Touraine, & Comte de Poictou; & JEAN Duc de Bourgongne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgongne Palatin, Seigneur de Salins & de Malines, à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront, ſalut. Comme à l'occaſion des grandes diviſions, qui depuis certain temps en ça ont regné en ce Royaume aucunes ſuſpicions ſeroient engendrées és cœurs de nous & de pluſieurs nos Officiers, Serviteurs & Vaſſaulx, les uns envers les autres, parquny & pour pluſieurs imaginations, que à celle cauſe avons conceues, avons eſté empeſché de concordement vacquer & entendre aux grands frais & beſongnes, touchans Monſeigneur le Roy & ſon dict Royaume, & de enſemble reſiſter à la dampnable entrepriſe de ſes anciens ennemis & les noſtres Anglois, qui ſous ombre & par le moyen des devant dictes diviſions ſe ſont enhardis d'eux ainſi, avant bouter en ce dit Royaume, & de faict y ont conqueſté, & de preſent occupent & uſurpent une bien grande partie de la Seigneurie, & pourroient encores faire plus les choſes en telle & ſemblable diſpoſition: ſçavoir faiſons, que nous conſiderans & attendans les tant grands & innumerables maux & inconveniens, qui par le faict des dictes diviſions ſe appaiſées n'eſtoient, ſe pourroient encores plus enſuir, à la tres grand foule ou par adventure perdition totale de cette dite Seigneurie, qui nous redonderoit, & à chacun de Nous, à qui la choſe puet plus toucher aprés mon dict Seigneur, que à nul autre à tres grand charge & deshonneur, deſirans de toute affection ainſy, que tant tenus y ſommes y remedier & pourvoir, & pour ce à cette fin aprés pluſieurs traictements ſur ce eux ou pourparlées entre aucuns des noſtres d'une part & d'autre, nous ſoyons depuis nagueres & au jourdhuy derechef aſſemblés & convenus enſemble; avons d'un commun accord & conſentement pour honneur & reverence de Dieu, principalement auſſi pour le bien de paix, auquel un chacun bon Catholique doit eſtre enclin, & pour relever le pauvre peuple des grands, & ſi dures oppreſſions, que à la cauſe avant dicte a eu à ſouffrir; promis & juré & enconvenancé és mains de Reverend Pere en Dieu Alain Eveſque de Leon, Legat envoyé devers nous par noſtre Saint Pere le Pape, pour le faict de la dicte union & paix de ce dit Royaume ſur la vrayc Croix, & Saincts Evangiles de Dieu pour ce manuellement touchées de nos mains, par la foy & ſerment de nos corps, pour ce preſtée l'un à autre, ſur noſtre part de Paradis; en parole de Prince & autrement le plus avant que faire ce peult; les choſes qui cy apres s'enſuivent.

2. Et premierement nous Jean Duc de Bourgogne, que toutes les choſes paſſées, miſes en oubli, tant comme nous vivrons en ce monde nous aprés la perſonne de Monſeigneur le Roy honnorerons & ſervirons de tout noſtre cœur & penſée, & devant que nul autre cherirons & aimerons la perſonne de mon dict Seigneur le Dauphin, & comme à ſon eſtat appartient, luy obeirons & ne ferons, ne ne ſouffrirons eſtre faict à noſtre pouvoir, nuls choſe qui ſoit à ſon prejudice, & de tout noſtre pouvoir luy ayderons à garder & maintenir ſon eſtat & prerogatives en toutes

ANS de J. C. 1419. manieres, & luy ſeront touſjours vray & loyal parent, ſon bien & honneur procurerons, ſon mal & dommage eſcheverons par toutes voyes à nous poſſibles, & d'icelluy l'advertirons; & s'il advenoit, que aucuns de quelque eſtat qu'ils fuſſent luy vouluſſent faire ou porter guerre ou autre dommage, nous en ce cas le ſecourerons, ayderons & ſerviroos de route noſtre puiſſance envers tous, & en ce nous employroos, comme pour noſtre faict.

3. Et pareillement nous Charles Dauphin devant nommé, que tant qu'il plaira à Dieu nous donner vie au corps & à quelque Eſtat, Seigneurie ou puiſſance, que puiſſions parvenir le temps avenir, & de bonne & loyale affection cherirons noſtre tres cher & tres amé Couſin le Duc de Bourgongne deſſus nommé, & en tous ſes faictz & beſongnes, le traicterons comme noſtre prochain & loyal parent ſon bien, honneur & advancement voudrons & pourchaſſerons, ſon mal & dommage eſcheverons, en ſes Eſtats & prerogatives le garderons & maintiendrons en toutes ſes affaires; ſe aucun de quelque Eſtat qu'il ſoit le vouloit en aucune maniere grever, le ſouſtendrons, porterons, & ſi toſt comme il nous en requerra, le ayderons & deffendrons à toute puiſſance, envers tous ceux, qui peuvent vivre & mourir; & meſmement ſe aucun de noſtre ſang & lignage ou autres quelſconques vouloient pour raiſon des choſes advenues le temps paſſé en ce Royaume ou autrement demander ou quereller aucune choſe à noſtre Couſin de Bourgongne ou à ſes pays & ſubjets, nous de toute noſtre puiſſance luy ayderons & le deffendrons, & ſouſtendrons cootre toua les deſſus dictz & autres quelzconques, qui grever ou dommager le voudroieot.

4. Item que nous Charles Dauphin & Jean Duc de Bourgogne entendrons & vacquerons deſormais par bonne unité & alliance chacun ſelon ſon Eſtat, à tous les grands frais de ce Royaume ſans vouloir rien entreprendre ne avoir aucune envie l'un ſur l'autre, & s'aucun rapport nous eſtoit faict, par aucun de nos Officiers ou autres, qui fuſt à la charge de l'un ou de l'autre, & pour engendrer aucune nouvelle diviſion, nous en advertirons de bonne foy l'un l'autre, ne ny adjouterons aucune foy, & comme bons & loyaux parens fy prochains de mon dict Seigneur le Roy & de la Couronne & France, nous employrons principalement d'une meſme voulonté ſans fiction aucune à la repulſion de ſes dictz ennemis, & des noſtres à la reparation de cette dicte Seigneurie, & au relevement des ſubjectz d'icelle, ne ne prendrons avecques leſdicts ennemis aucun traitté ou alliance, ſe ce n'eſt par le bon plaiſir l'un de l'autre, & pour l'evident bien de ce dit Royaume; & auſſy ne prendrons aucuos traictez ou alliances avecques Rois, Princes, Communautez ou autres perſonnes quelconques ſoient de noſtre ſang & lignage ou autres qui ſoient ou puiſſent eſtre prejudicables à l'un à l'autre, & que plus eſt en tous traictez & alliances, que ſerons doreſnavant y comprendrons l'un l'autre de bonne foy, & s'aucuns traictez ou alliances avoient eſté faictz paravant ces preſentes avec les dictz anciens enneuis, ou avec autres prejudicables à l'un ou l'autre de nous des maintenant y renoocrons & les voulons eſtre dictes nulles & de nul effect.

5. Et de toutes ces choſes avons promis & promettons, comme deſſus, tenir fermes & entieres ſans jamais aller, ou venir en aucune maniere au contraire. Et s'aucun de nous de ſa voulenté ou autrement rompoit ou enfregnoit, que Dieu ne veille le dit Traitté, & cette preſente alliance, voulons & nous plaiſt, & à chacun de nous, que les gens, vaſſaux, ſubjectz & ſerviteurs preſens & à venir de celuy, qui enfraindra la dicte paix ne ſoient tenus aprés la dicte infraction de le ſervir; mais ſerviront l'autre des parties. Et en ce cas ſeront abſous & quites de feauté & autres, & de toutes promeſſes & obligations de ſervice; leſquels oudict cas dés maintenant pour lors nous en tenons quictes, abſous & delivrez, ſans ce que pour le temps de avenir, il leur puiſſe eſtre imputé à charge ou reproche ne aucune choſe leur en puiſſe eſtre demandée. ANS de J. C. 1419.

6. Et pour greigneur ſeurete & confirmation, & avec ce que ne doyons avoir aucune imagination ſur les Officiers & Serviteurs l'un de l'autre, avons voulu & ordonné, que nos plus principaux Officiers & Serviteurs jurent, & de faict en noſtre preſence és mains du dit Eveſque de Leon oot juré tenir de leur part, & entant, que à eux pourra toucher les choſes devant dictes & ſpecialement, que de tout leur pouvoir ilz nous entretendront en bonne vraye unité & amour, l'un envers l'autre, ne ne feront ou procureront choſe, que ſe doye empeſcher; mais ſe aucuns empeſchemens y appercevoient, nous en advertiront, & de ce & de toutes les choſes devant dictes ſeront leur loyal debvoir, & en bailleront leur ſeel; & meſmement ont ce juré & promis ſur les Sainctes Evangiles de Dieu de la part de nous Dauphin nos amez & feaux: Meſſire Jacques de Bourbon, Sire du Thury; Meſſire Robert le Maçon, noſtre Chancelier: le Viconte de Narbonne, le Sire de Barbaſan, le Sire d'Arpaſon, le Sire du Boſchage, le Sire de Beauval, le Sire de Montenay, le Sire de Garnaches; Meſſire Taneguy du Chaſtel; Meſſire Jean Louvet, Preſident de Provence: Guillaume Davaugour, Huguet de Noyers, Jean du Meſnil, Pierre Frottier, Quictart de Boſredont & Colart de la Baigue. Et de la part de nous Duc de Bourgongne; nos amez & feaux, le Comte de Sainct Paul; Meſſire Jean de Luxembourg; Meſſire Archambault de Foix, Seigneur de Navailles, le Seigneur d'Authoing; Meſſire Thibault Seigneur de Neufchaſtel; Meſſire Jean de Neufchaſtel, Seigneur de Montagu; Meſſire Jean de la Tremoille, Guillaume de Vienne; Meſſire Pierre de Boffremont, Grand Prieur de France; Meſſire Gautier de Ruppes; Meſſire Charles de Lens; Meſſire Jean Seigneur de Cottebrune, Mareſchal de Bourgongne; Meſſire Jeao Seigneur de Tholomon; Meſſire Renier Pot; Meſſire Pierre Seigneur de Giac; Meſſire Antoine de Tholomon; Meſſire Guillaume de Champdivers, Philipes Mainier dit Joſſequin, & Meſſire Nicolas Raoulin.

7. Et outre pour plus grande ſeureté des choſes deſſus dictes voulons & conſentons, que les Seigneurs du ſang & lignage de mon dict Seigneur jurent & promettent pareillement de tenir & garder cette preſente amitié & bienveillance union & concorde, ainſy par entre nous faicte & ſenblement les gens d'Egliſe, Nobles & gens de bonnes Villes de nos Pays & Seigneuries, & de mon dit Seigneur le Roy; & avec ce nous ſoubmettons & chacun de nous pour l'obſervation & accompliſſement des choſes deſſus dictes, à la cohertion & contrainte de noſtre Mere Saincte Egliſe, de noſtre Sainct Pere le Pape, & de ſes commis & deputez par leſquelz nous voulons & conſentons eſtre contrainctz & chacun de nous en droict ſoy à obſerver & accomplir les choſes deſſus dictes, & chacunes d'icelles par voye d'Excommunimens, Anathematizations, Aggravations, Reaggravations, Interdits en nos pays & terres & autrement, par la cenſure de l'Egliſe, le plus avant que faire ſe pourra.

8. En teſmoin deſquelles choſes, Nous & chacun de Nous avons eſcript nos noms de nos propres mains à ces preſentes & à icelles faict mettre & appoſer nos ſeaux. Donné au lieu de noſtre convention & aſſemblée, ſur le Ponceau, qui eſt à une lieue de Melun, ou droict chemin de Paris aſſis prés de Poilly le Fort, le Mardy xi. jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens dix neuf. Signé Charles. Par Monſeigneur le Dauphin, J. Champion. Item, Jean. Par Monſeigneur le Duc J. Seguinat. Item lecta & publicata in curia Parlamenti & Regiſtrata die xx. Julii M. CCCC. xix. Clemens.

ANS de J. C. 1419. FRANCE ET BOURGOGNE.

CCCLXXI.

Paix ordonnée & publiée en France par les ordres du Roi CHARLES VI. *en ſuite de la convention entre le* DAUPHIN DE FRANCE, *&* JEAN *Duc de Bourgogne. Donné à Troyes, le 19. Juillet* 1419. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 321.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous preſens & à venir ſçavoir faiſons, que comme pour l'extirpation & appaiſement des diſcordes, guerres & diviſions, qui par long temps ont eſté en noſtre Royaume à la tres grand charge de noſtre peuple & dimunition de noſtre Seigneurie, ſous ombre deſquelles diſcordes & diviſions nos anciens ennemis & adverſaires d'Angleterre ont prins hardement de entrer & eux bouter de faict en noſtre Royaume, contendans de tout leur pouvoir d'uſurper noſtre Seigneurie, que Dieu ne veille, nous avons tousjours en principal regard de mettre paix & union en noſtre Royaume & entre nos ſubjectz, ſurquoy avons eſté par pluſieurs & diverſes Ambaſſades de noſtre Sainct Pere le Pape requis exhortez, & dernierement par l'Eveſque de Lyon, envoyé par noſtre dit Saint Pere devers Nous, & auſſi pour cette cauſe ayant nouvellement eſté convenu enſemble en leurs perſonnes entre Corbeil & Melun, & depuis Corbeil noſtre tres chet & tres amé fils le Dauphin & noſtre tres cher & tres amé Couſin le Duc de Bourgongne accompagnez de pluſieurs notables Barons, Chevaliers, Eſcuyers, & autres preudhommes pont les cauſes & conſiderations deſſus touchées, par l'advis & deliberation de noſtre tres chere & tres amée Compagne le Royne, noſtre dit tres chet & tres amé filz le DAUPHIN, de noſtre tres cher & tres amé Couſin le Duc de Bourgongne, & autres de noſtre ſang & de noſtre Conſeil, & de leurs exprés conſentement avons voulu & ordonné: voulons & ordonnons par ces preſentes, que doreſnavant bonne paix & union ferme & ſtable ſoit en noſtre Royaume tenue, gardée entre tous ceux de noſtre ſang & lignage, & autres nos ſubjectz de quelque eſtat ou condition, qu'ils ſoient, laquelle paix & union ſoit accordée, & conſentie & jurée par noſtre dite Compagne, & noſtre dit filz le Dauphin par noſtre dit Couſin le Duc de Bourgongne, par noſtre tres cher & tres amé filz le Duc de Bretagne, & les autres Seigneurs de noſtre ſang, & par les gens d'Egliſe, Nobles & gens des bonnes villes de noſtre Royaume, enſemble tous les articles d'icelle paix cy deſſus declarez; & que pour icelle paix & union entretenir à tousjours ſoient adviſées & baillées toutes les meilleures ſeuretés & confirmations, que faire ſe pourra.

2. Et pour icelle paix & union mieux garder & entretenir, & oſter toutes cauſes & renouvellement de diſcuſſion, guerre & diviſion par l'advis, deliberation & du conſentement, que deſſus nous avons premierement faict & faiſons par ces preſentes abolition generale à tous de quelque eſtat ou condition, qu'ilz ſoient, de tous les faictz & cas advenus en ce Royaume le temps paſſé, & juſques aujourdhuy pour occaſion des diviſions & debatz, qui oot eſté en ce dit Royaume, & avons remis & remettons, pardonnons & quittons toutes injures & offences tant d'un coſté que d'autre, ſans ce que jamais en ſoit ou puiſſent eſtre faict aucune pourſuite, ne action de droict ou de faict directement ou indirement, publiquement ou occultement ores, ne pour le temps advenir, & fit ce impoſons ſilence perpetuel à noſtre Procureur, & à tous autres; & par ainſi nous plaiſt voulons & ordonnons, que doreſnavant l'un ne puiſſe reprocher à l'autre aucunes des choſes paſſées, & que toutes paroles, injures & reproches ceſſent tant d'un coſté, que d'autre. ANS de J. C.

3. Item & ſemblablement aboliſſons & mettons au neant toutes confiſcations, Appeaux, proclamations, adjournemens, ſentences, arreſtz & banniſſements tous procés & toutes executions faictz en Courlaye toutes ſuſpenſions & privations de benefices, incarcerations, condamnations & de proſcriptions de gens Clercz faictz ſous ombre de juſtice en Cour d'Egliſe, des diſcords, diviſions & debatz deſſus dicts, qui ont eu cours en ce dit Royaume: & par ce voulons & ordonnons, que chacun retourne plainement & paiſiblement en ſes benefices, heritages & biens immeubles, & ſeront rendus à chacun d'un coſté & d'autre ſes villes chaſteaux & fortereſſes, ſans que pour reparation ſouldes, gages & autres charges elles puiſſent eſtre retenues ou empeſchées. 1419.

4. Item voulons & ordonnons que toutes garniſons de gens d'armes & de traict ſe vuident tantoſt & ſans delay, ſans faire aucun dommage, & ceſſent de toute guerre, ſauf contre nos anciens ennemis les Anglois, contre leſquelz il nous plaiſt, qu'ilz s'employent à la conſervation de noſtre Seigneurie, & recouvrement de la partie d'icelle; & que pour icelles garniſons faire vuider ſoient preſentement commis quatre Chevaliers, deux de par nous, & deux de par noſtre filz, leſquelz auront de nous & de noſtre filz pouvoir ſuffiſant de ce faire.

5. Item voulons & ordonnons, que les ſieges mis devant la ville de Partenay en Poictou, & devant la fortereſſe du Seigneur de Rochebaron; & generalement tous ſieges mis devant bonnes villes & fortereſſes quelconques en ce Royaume tant d'un coſté que d'autre, ceſſent & ſoient levez preſtement & ſans delay; & que les gens d'armes & de traict eſtant en iceux ſieges s'emploient contre nos dictz anciens ennemis, & ce depuis la darte de ces preſentes par les gens eſtans auſdictz ſieges & autres eſtoit aucune choſe inouée, ou redditioo prinſe faicte d'aucunes places ou d'aucunes perſonnes, ou biens, voulons & ordonnons, que tout ſoit rendu, reſtitué, reparé & mis ou premier eſtat & deub, toutes voyes, en tant que touche le ſiege eſtant devant la ville de Partenay en Poictou; voulons & nous plaiſt, & ou conſentement de noſtre dit filz le Dauphin, ordonnons, que noſtre dit Couſin de Bourgogne ſoit pourveu, à la garde de la dicte ville & chaſtel de Partenay de perſonnes ſuffiſans & idoines, qui ſoient agreables à noſtre dit filz tellement, que par le moyen de la dite ville & chaſtel de Partenay ne puiſſe eſtre faite aucune guerre au dit pays de Poictou, & aux ſubjets de noſtre dit filz le Dauphin. Et moyennant ce le dit ſiege ſera levé, & ſe departira & vuidera de faict la garniſon de Partenay, & lequel commis ſera le ſerment à noſtre dict filz, de luy rendre les dictes villes & chaſtel apres le decedz dudit Sieur de Partenay, ſelon la forme & teneur de contract & de la vendition faicte entre eux des dictes terres, villes & chaſtel.

6. Item quant aux Comtés d'Eſtampes & de Gyen, que noſtre dit Couſin requiert luy eſtre delivrées, & luy en eſtre baillée la poſſeſſion, comme à luy appartenant ainſi ja pieça feu noſtre tres cher & tres amé Oncle ſoo Pere en eſtoit veſtu & ſaiſi de la propriété, & nous en avoit faict ſoy & hommage, & depuis noſtre dit Couſin aprés le deceds de noſtre dit Oncle, nous en a faict les dictz ſoy & hommage; aprés leſquelles ſoy & hommage ainſi faictz feu noſtre tres cher & tres amé Oncle le Duc de Berry ſoit allé de vie à treſpaſſement, au quelles dictes terres appartenoient par uſufruict; & aprés ſon treſpas dit & maintient noſtre dit Couſin de Bourgongne icelles à luy appartenir en plain droict, nous voulons & nous plaiſt la poſſeſſion des dictes terres villes & fortereſſes & appartenances luy eſtre rendues & reſtituées reaument & de faict plainement & paiſiblement.

ANS de J. C. 1419.

7. Item voulons & ordonnons, que toutes les offices de noſtre Royaume demeureront en noſtre diſpoſition, comme raiſon eſt, & quand noſtre dit filz ſera venu par devers nous, nous pourvoirrons en iceux offices, & en ordonnerons, comme il nous plaira par l'advis de noſtre dit fils, de noſtre dict Couſin, & de noſtre Conſeil, toutes leſquelles choſes deſſus declarées, nous, noſtre dicte Compagne & noſtre filz le Dauphin, & auſſi noſtre dit Couſin de Bourgongne & pluſieurs autres, tant de noſtre ſang & lignage, que de noſtre Couſin jureront aux ſainctes Evangiles de Dieu, ſur la vraye croix en leurs foys & loyauté avoir agreable, & entant que chacun d'eux touche, les tenir garder & entretenir & ayder à tenir, garder, & entretenir, ſans enfraindre; & ayder à punir & faire punir les tranſgreſſeurs d'icelle, ou qui allencontre en faict & en paroles aioſi, que Commetteurs de crime de leze Majeſté, pour ce eſt il, que nous ces choſes conſiderées deſirans, comme raiſon eſt, noſtre Royaume, & tous nos ſubjetz eſtre gouvernez & nourris en paix & en tranquillité, & les relever des griefs, charges & oppreſſions, qu'ilz ont euz à ſouffrir ou temps paſſé à l'occaſion des dictes guerres, diſcordz & diviſions, & à celle fin, que par plus grande amour & union de nos parens, vaſſaux & ſubjects pniſſions reſiſter à l'invaſion & entrepriſe de nos dictz anciens ennemis & adverſaires par l'advis & deliberation de nos dits Compagne, filz & Couſin, & des gens de noſtre grand Conſeil tous les dictz poincts & articles deſſus declarez iceux ſelon leur forme & teneur de noſtre pleine puiſſance & auctoriré Royale, voulons & ordonnons dés maintenant eſtre & demourer fermes & ſtables, & eſtre tenus & gardez perpetuellement & inviolablement, & par ce eſtre & demourer bonne paix ferme & ſtable en noſtre dit Royaume generalement en tout & par tout, ſans que aucun quel qu'il ſoit puiſſe ou doye jamais dire ne venir allencontre en aucune maniere. Et en outre par la deliberation & auctorité que deſſus avons enmmandé, & commandons à tous ceux de noſtre Royaume tant ceux de noſtre ſang & lignage, comme autres de quelque eſtat, qu'ilz ſoient ſur leur lignage, feauté, loyauté qu'ilz ont en nous, & qu'ilz nous doibvent, & ſur quauques ils ſe peuvent meſfaire envers nous, & entant qu'ils doubtent encourir noſtre indignation à tousjours mais, qu'ilz & chacun d'eux, ſi comme à luy appartiendra, les tiennent, gardent & accompliſſent de poinct en poinct ſans infraction aucune; & voulons & ordonnons pour plus grande ſeureté des choſes dictes, que les gens d'Egliſe, nobles & gens des villes de noſtre Royaume jurent & promettent chacun en ſon endroict, de tenir & garder la dicte paix ſans infraction aucune de ſoy employer à toute puiſſance contre celuy ou ceux, qui enfraindront la dicte paix, non obſtant qu'ilz fuſſent leurs hommes ſerviteurs, ſubjetz ou fermentez.

8. Deſquels hommages, promeſſes & ſermens les avons des maintenant pour lors audict cas declarez, abſoubz & quites, quitons & abſolons par ces preſentes, & voulons & nous plaiſt, que chacun de nos dictz ſubjectz ainſi reunis, entant que à luy appartient ſe diſpoſe preſentement à reſiſter aus dictz anciens ennemis, au reboutement d'iceux; & avec ce voulons & nous plaiſt, que noſtre dict ſainct Pere le Pape puiſſe s'il luy plaiſt fulminer ſentence d'excommunication contre les infracteurs ou violateurs de la dicte paix, auxquelles ſentences ſoubmettons tous des maintenans pour lors nos ſubjectz au dit cas. Sy donnons en mandement par ces meſmes preſentes à tous ceux de noſtre dit ſang & lignage, à nos Conneſtables, Chancelier, & au gens de noſtre Parlement, & de noſtre Chambre des Comptes à Paris, au Prevoſt de Paris, & à tous nos Seneſchaux, Baillifs, Prevoſtz & autres nos juſticiers & officiers quel ſconques preſens & advenir, ou à leurs Lieutenants, & à chacun d'eux, ſi comme à luy appartiendra, que le contenu en ces preſentes ils publient & facent publier par tour, ou meſtier ſera, & à toutes & chacunes les choſes, pnincts & articles cy deſſus contenus & exprimez, ils entretiegnent & accompliſſent & facent enteriner, entretenir & accomplir de poinct en poinct en tant, qu'il leur tnuche, ou pourroit toucher, & ne facent, ou ne ſouffrent aucune choſe eſtre faicte, attentée ou inouée, comment ne par quelque perſonne, que ce ſoit au contraire. Et voulons que au vidimus de ces preſentes faict ſous féel Royal ou autentique foy ſoit adjoutée, comme à ce preſent original. Et afin que ce ſoit ferme choſe & ſtable à tousjours, nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Pontoiſe le XIX. jour de Juillet, l'an de grace, mil quatre cens & dix neuf, & de noſtre regne le XXXIX. Signé, Par le Roy, J. de Rivel. Viſa, lecta & publicata in Curia viceſima die Julii, anno Domini M. CCCC. XIX. Clemens.

ANS de J. C. 1419.

CCCLXXII.

(a) *Lettre de* CHARLES *Duc de Berri Dauphin de France pour ſe juſtifier de la mort de* JEAN, *Duc de Bourgogne, tué à la conférence de Montereau-faut-Yonne, en datte du 11. de Septembre,* 1419. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 284.

DAUPHIN ET BOURGOGNE.

(a) Comme la mort du Duc de Bourgogne, attribuée au Dauphin, donna lieu aux Traitez ſuivans, on a jugé à propos d'inſerer ici la lettre de ce Prince.

(b) Cette Lettre fut adreſſée aux Villes de Paris, de Rheims, de Châlons, & à quelques autres.

(b) CHERS & bien-aimés, nous tenons qu'avez eu connoiſſance comment naguéres nous conveinſmes avec le Duc de Bourgongne au lieu de Pouilly. Apres ce que nous luy euſmes acenrdé tontes les choſes, qu'il nous requit, en faveur de paix, & pour échever la perdition de la Signeurie de Monſigneur & de nous, & qu'entre les autres choſes il nous eut promis, par la ſoy & ſerment de ſon corps, dedans un mois faire guerre aux Anglois, anciens ennemis de mondict Signeur & de nous, & qu'en ce faiſant il eut eſté accordé, par-entre nous deux, d'enſemble convenir de-rechef, à beſongner & pourveoir aux beſongnes de ce Royaume, & contre les ennemis deſſuſdicts, à cette cauſe nous veinſmes en cette vile de Montereau, & en icelle attendiſmes, par dixhuict jours, la venue dudict Duc de Bourgongne: auquel feiſmes bailler le chaſtel de cette vile de Montereau, en nous délogeant d'iceluy. Or eſt il qu'en convenant avec luy, en la maniére qu'il demanda, nous luy remonſtraſmes amiablemenr comment, nonobſtant ladicte paix & ſeſdictes promeſſes, il ne faiſoit, ny n'avoit fait, aucune guerre auſdicts Anglois, &, avec ce, n'avoit fait iſſir les garniſons qu'il tenoit: comme il avoit eſté traité, & promis par ledict Duc de Bourgongne. Deſquelles choſes le requerans, nous reſpondit pluſieurs foles paroles, & chercha ſon eſpee, à nous envahir, & vilener en noſtre perſonne: laquelle (comme apres nous avons ſeu) il contendoit à prendre & mettre en ſa ſugettion. De laquelle choſe, par divine pitié, & par la bonne aide de noz loyaux ſerviteurs, nous fuſmes préſervés: tellement que par ſa folie mourut en la place. Ce que nous vous ſignifions, comme à ceux, qui auront grande joye (ainſi que nous en ſommes certains) qu'en telle maniére nous ayons eſté preſervés de tel peril: & vous prions, & neantmoins commandons, ſur toute la bonne loyauté, que touſiours avez eue à mondict Signeur & à nous, que, pour quelque choſe qui avienne, vous ne laiſſiez à faire bonne téſiſtance auſdicts ennemis de Monſigneur & de nous, & vous prepariez à leur faire toute guerre: & ſoyez certains que nous vous ſecourrons, aiderons, & conſorterons, avec toute noſtre puiſſance: laquelle, par la grâce de Dieu, eſt bonne & grande. Et voulons que toutes choſes, avenues, ſoyent pardonnées, & que pnur icelles, à nul

ne

ANS de J. C. 1419. ne ſoit fait dommage, ou déplaiſance : mais l'abolition, faicte par mondict Signeur, nous garderons de poinct en poinct, & ladicte paix : & ce vous promettons en bonne foy, & en paroles de fils de Roy : & ſur ce envoyons noz lettres patentes au Prevoſt des Marchans, Eſchevins, & Bourgeois de Paris, pour icelles ſignifier à vous, & aux autres, & à publier ou il appartiendra : & donnerons telles ſeurtés, que l'on voudra, aux ſerviteurs d'iceluy Duc de Bourgongne, & à tous autres, qui ont tenu ſon parti, pour l'entretenement de la paix, comme elle fut concordee & publiee, ſans icelle enfreindre en aucune maniére, deſirant de tenir tous les ſugets de mondict Signeur, & les noſtres, en bonne paix, pour réſiſter auſdicts ennemis : & eſt noſtre intention, de nous y employer en noſtre propre perſonne : & voulons que les choſes deſſuſdictes faciez publier es viles & places d'autour de voz marches, & que ſemblablement icelles choſes vous aſſeuriez de-par nous. Chers & bien-aimés, noſtre Signeur vous ayt en ſa ſaincte garde. Eſcrit à Montereau, ou faut Yonne, l'onziéme jour de Septembre. Ainſi ſigné CHARLES, & au-deſſous, Champion.

CCCLXXIII.

ANS de J. C. 1420. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité entre* CHARLES VI. *Roi de France, &* HENRI V. *Roi d'Angleterre, contenant le mariage dudit* HENRI *avec* CATHERINE DE FRANCE, *fille dudit Charles, & la tranſlation du Royaume de France aux Anglois, à l'excluſion de* CHARLES *Duc de Berri Dauphin de France. Fait à Troyes en Champagne, le 21. Mai,* 1420. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 325. *&* Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 292.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à perpetuelle memoire. Combien que pour reintegrer la paix, & oſter les diſſenſions des Royaumes de France & d'Angleterre, pluſieurs notables & divers Traitiez, qui ou temps paſſé ont eſté faits entre nos nobles Progeniteurs, de bonne memoire, & ceux de tres haut Prince, & noſtre tres chier fils HENRY Roy d'Angleterre, *Heritier de France*; Et auſſi entre nous & noſtre dit fils, n'ayent apporté le fruict de paix pour ce deſiré : Sçavoir faiſons à tous preſens & advenir, que neantmoins nous conſiderans & peſans en noſtre cueur, quants grands & irreparables maux, quantes énormitez, & quelle doleureuſe playe univerſal & incurable la diviſion des deux Royaumes deſſus dits a juſques icy mis & apporté, non pas tant ſeulement aus dits Royaumes, mais à toute Egliſe militant : Nous avons nagueres repris tratié de paix avec noſtre dit fils Henry, ouquel à la parfin, aprés pluſieurs relations & parlemens des gens de noſtre Conſeil, iceluy octroyant & donnant effect à nos deſirs, qui promet paix aux hommes de bonne volenté, entre nous & noſtre dit fils à l'œuvre de la dite deſirée paix eſt conclud & accordé en la maniere, qui s'enſuit.

1. Premierement, que pour ce que par l'alliance du Mariage fait pour le bien de la dite paix entre noſtre dit fils le Roy Henry, & noſtre tres chiere & tres amée fille CATHERINE, il eſt devenu noſtre fils & de noſtre tres chiere & tres amée compagne la Reyne, iceluy noſtre fils nous aimera & honorera, & noſtre dite compagne comme pere & mere, & ainſi comme il appartient honorer tels & ſi grands Prince & Princeſſe, & devant toutes perſonnes temporelle du monde.

2. Item, que noſtre dit fils le Roy Henry ne nous turbera, inquietera ou empeſchera, que nous ne tenions & poſſedions tant que nous viverons, ainſi que nous tenons & poſſedons de preſent, la Couronne & dignité Royale de France, & les revenus, & fruicts provenus d'iceux, à la ſouſtenance de noſtre Eſtat & des Charges du Royanme : & que noſtre dite Compagne auſſi ne tienne tant qu'elle vivra eſtat & dignité de Reyne, ſelon la couſtume du dit Royaume, avec partie des dites rentes & revenus à elle convenable. ANS de J. C. 1420.

3. Item, eſt accordé que noſtre dite fille Catherine aura & percevra ou Royaume d'Angleterre Douaire, ainſi que les Reynes d'Angleterre ont ou temps paſſé accouſtumé d'avoir & parcevoir, c'eſt à ſçavoir pour chacun an la ſomme de quarante mille eſcus, deſquels les deux valent tousjours un noble d'Angleterre.

4. Item, eſt accordé que noſtre dit fils le Roy Henry, par toutes voyes, moyens & manieres qu'il pourra, ſans tranſgreſſion ou offenſe du ſerement par luy fait, de obſerver les loix, couſtumes, uſages & droicts de ſon dit Royaume d'Angleterre, labourera & pourverra, que noſtre dite fille Catherine ſa compagne, le pluſtoſt que faire ſe porra, ſoit en tout evenement pleinement aſſeurée de parcevoir & avoir en ſon dit Royaume d'Angleterre, du temps de ſon treſpas, le douaire devant dit de quarante mille eſcus annuels, deſquels les deux valent tousjours un noble d'Angleterre.

5. Item, eſt accordé, que s'il advient, que noſtre dite fille ſurvive à noſtre dit fils le Roy Henry, elle parcevra & aura ou Royaume de France, tantoſt aprés les treſpas de noſtre dit fils, douaire de la ſomme de vingt mil francs par an, deſſus les terres, lieux, & Seigneuries, que tint & eut en douaire noſtre tres chiere Dame, de bonne memoire, Blanche jadis femme de Philippe, de bonne memoire jadis Roy de France, noſtre tres chier & redoubté Seigneur, & grand ayeul.

6. Item, eſt accordé que tantoſt aprés noſtre treſpas, & deslors en avant, la Couronne & Royaume de France, avec tous leurs droicts & appartenances, demourront & ſeront perpetuellement de noſtre dit fils le Roy Henry, & de ſes hoirs.

7. Item, pour ce que nous ſommes tenus & empeſchez le plus de temps, par telle maniere, que nous ne pouvons de noſtre perſonne entendre ou vacquer à la diſpoſition des beſongnes de noſtre Royaume; la faculté & exercice de gouverner & ordonner la choſe publique de dict Royaume ſerout & demourront, noſtre vie durant, à noſtre dit fils le Roy Henry, avec le Conſeil des Nobles & Sages du dit Royaume, par ainſi que dés maintenant, & deslors en avant, il puiſſe icelle regir & gouverner par luy meſme, & par autres qu'il voudra deputer, avec le conſeil des Nobles & Sages deſſus dits : Leſquels faculté & exercice de gouverner ainſi, eſtans par devers noſtre dit fils le Roy Henry, il labourera affectueuſement, diligemment & loyaument à ce qu'il puiſt & doye eſtre à l'honneur de Dieu, de Nous, & de noſtre dite Compagne, & auſſi au bien public du dit Royaume, & à defendre, tranquiller, appaiſer & gouverner iceluy Royaume ſelon l'exigence de juſtice & equité, avec le conſeil & aide des grands Seigneurs, Barons & Nobles du dit Royaume.

8. Item, que noſtre dit fils fera ſon pouvoir, que la Cour du Parlement de France ſera en tous & chacuns lieux ſubjets à nous maintenant, ou ou temps à venir, obſervée & gardée és auctorité & ſouveraineté d'elle, & à elle deubs, en tous & chacuns lieux à nous ſubjets, maintenant, ou ou temps à venir.

9. Item, que noſtre dit fils de ſon pouvoir defendra & conſervera tous & chacuns Pers, Nobles, Citez, villes, Communautez, & ſingulieres perſonnes à nous maintenant ou temps avenir ſubjettes en leurs droicts,

ANS de J. C. 1420.

droicts, couſtumes privileges, prééminences, libertez, & franchiſes à eux appartenirans ou deubz, en tous les lieux ſubjets à nous maintenant, ou ou temps advenir.

10. Item, que noſtre dit fils diligemment & loyaument labourera, & fera de ſon pouvoir, que Juſtice ſera adminiſtrée ou dit Royaume ſelon les loix, couſtumes & droicts do Royaume de France, ſans acception des perſonnes, & conſervera & tendra les ſubjects de noſtre dit Royaume en paix & tranquillité, & de ſon pouvoir les gardera & defendra de violences & oppreſſions quelconques.

11. Item, eſt accordé, que noſtre dit fils le Roy Henry pourverra, & ſera pourvoir, que aux offices tant de la juſtice de Parlement, que des Bailliages, Seneſchauſſées, Prevoſtez, & autres appartenances au gouvernement de Seigneurie, & auſſi à tous autres offices du dit Royaume, ſeront priſes perſonnes habiles, profitables, & idoines, pour le bon, juſte, paiſible & tranquille regime dudit Royaume, & des adminiſtrations, qui leur ſeront à commettre, & qu'ils ſoient tels, qu'ils doyent eſtre deputez & pris, ſelon les loix & droicts du Royaume, & pour le profit de nous & de noſtre Royaume.

12. Item, que noſtre dit fils labourera de ſon pouvoir, & le pluſtoſt que faire ſe pourra profitablement, de mettre en noſtre obeiſſance toutes & chacunes citez, villes, chaſteaux, lieux, pays, & perſonnes dedans noſtre Royaume, deſobeiſſans à nous, & rebelles, tenans la partie, ou eſtans de la partie vulgairement appellée du *Dauphin* ou d'*Armaignac*.

13. Item, Afin que noſtre dit fils puiſſe faire, exercer, & accomplir les choſes deſſus dites plus profitablement, ſeurement & franchement, il eſt accordé, que les grands Seigneurs, Barons, & Nobles, & les Eſtats du dit Royaume, tant ſpirituels que temporels, & auſſi les citez & notables communitez les citoyens & Bourgeois des villes du dit Royaume à nous obeiſſans pour ce temps ſeront les ſeremens, qui s'enſuivent. Premierement à noſtre dit filz le Roy Henry, ayant la faculté & exercice de diſpoſer & gouverner la dite choſe publique & à ſes commandemens & mandemens en toutes choſes, concernans l'exercice du gouvernement du dit Royaume, & par toutes choſes obeiront & entendront humblement à loy & obeiſſamment.

14. Item, que les choſes qui ſont ou ſeront appointiées & accordés entre nous, noſtre Compagne la Reyne, & noſtre dit fils le Roy Henry, avec le conſeil de ceux que nous & noſtre dite Compagne, & noſtre dit fils auront à ce commis, les dits grands Seigneurs, Barons, nobles & Eſtats de noſtre dit Royaume, tant ſpirituels que temporels, & auſſi les citez, notables Communitez les citoyens & Bourgeois des villes dudit Royaume, entant que à ceux & chacun d'eux pourra touchier en tout & par tout, bien & loyaument garderont, & ſeront de leur pouvoir garder par tous autres quelconques.

15. Item, que continuellement dés noſtre treſpas, & aprés iceluy, ils ſeront feaux hommes liges à noſtre dit fils, & de ſes hoirs; & iceluy noſtre fils pour leur Seigneur lige & ſouverain, & vray Roy de France ſans aucune oppoſition, contradiction ou difficulté recevront & comme à tel obeiront; & qu'aprés ces choſes jamais n'obeiront à autre que à nous comme à Roy ou Regent le Royaume de France, ſi non à noſtre dit filz le Roy Henry, & à ſes hoirs.

16. Item, qu'ils ne ſeront en conſeil, ayde ou conſentement, que noſtre dit fils le Roy Henry perde vie ou membre, ou ſoit pris de mauvaiſe priſe, ou qu'il ſouffre dommage ou diminution en perſonne, eſtat, honneur, ou biens, mais ſe ils ſçavent, que aucune telle choſe ſoit contre luy machinée, ou par force, ils l'empeſcheront de leur pouvoir, & luy feront à ſçavoir le pluſtoſt qu'ils pourront par eux meſmes, Meſſages ou Lettres.

17. Item, eſt accordé que toutes & chacunes conqueſtes, qui ſe feront par noſtre dit fils le Roy Henry, hors la Duchié de Normandie, au Royaume de France ſur les deſobeiſſans deſſus dits, ſeront & ſe feront à noſtre profit: & que noſtre dit fils de ſon pouvoir, fera que toutes & chacunes terres & Seigneuries eſtans és lieux, qui ſont ainſi à conquerir, appartenans aux perſonnes à nous preſentement obeiſſans, qui jureront garder cette preſente concorde, ſeront reſtituez auſdites perſonnes, à qui elles appartiennent.

18. Item, eſt accordé que toutes & chacunes perſonnes Eccleſiaſtiques, Beneficiers ou Duchié de Normandie, ou autres lieux quelconques au Royaume France, ſubjets à noſtre dit fils, à nous obeiſſans, & favoriſans la partie du noſtre tres chier & tres amé fils le Duc de Bourgongne, qui jureront garder cette preſente concorde, jouyront paiſiblement de leurs Benefices Eccleſiaſtiques, eſtans au dit Duchié de Normandie, ou lieux devant dits.

19. Item, que ſemblablement toutes & chacunes perſonnes Eccleſiaſtiques obeiſſans à noſtre dit fils le Roy Henry, & Beneficiers au Royaume de France és lieux à nous ſubjets, qui jureront garder cette preſente concorde, joyront paiſiblement de leurs benefices Eccleſiaſtiques eſtans és lieux devant dits.

20. Item, que toutes & chacunes Egliſes, univerſitez, & Eſtudes generaux, & auſſi Colleges d'eſtudians, & autres Colleges Eccleſiaſtiques eſtans es lieux à nous ſubjects preſentement, ou pour le temps advenir en la Duchié de Normandie, ou autres lieux du Royaume de France ſubjets à noſtre dit fils le Roy Henry, joyront de leurs droicts, poſſeſſions, rentes, prerogatives, libertés, prééminences, & franchiſes à ceux au Royaume de France appartenans, comment que ce ſoit ou deuës, ſauves les droicts de la Couronne de France, & de tous autres.

21. Item, & quand il aviendra, que noſtre dit fils le Roy Henry viendra à la Couronne de France, la Duchié de Normandie, & auſſi les autres & chacuns lieux par luy conquis ou Royaume de France ſeront ſoubz la Juriſdiction, obeiſſance & Monarchie de la dite Couronne de France.

22. Item, eſt accordé que noſtre dit fils le Roy Henry de ſon pouvoir ſe parforcera, & fera que aux perſonnes à nous obeiſſans & favoriſans la partie devant dite, qu'on appelle *de Bourgongne*, auſquelles appartenoient Seigneuries, terres, revenus, ou poſſeſſions en la dite Duchié de Normandie, ou autres lieux ou Royaume de France par iceloy noſtre fils le Roy Henry conquiſes, ia pieçà par luy données, ſera faite ſans la diminution de la Couronne de France, bonne recompenſation n'eſt faite aux deſſus dits, noſtre dit fils le Roy Henry la fera és dites terres & biens, quand il ſera venu à la Couronne de France: mais ſe les terres, Seigneuries, rentes, & poſſeſſions qui appartenoient auſdites perſonnes eſdits Duchié, & és lieux n'avoient eſté données par noſtre dit fils, les dites perſonnes ſeront reſtituées à icelles ſans delay.

23. Item, que durant noſtre vie en tous les lieux à nous preſentement, ou pour le temps advenir ſubjets, les lettres communes de juſtice, de dons d'Offices, de Benefices, & d'autres donations, pardons, ou remiſſions, & privileges devront eſtre eſcrites, & proceder ſoubs noſtre nom & ſeel: toutes voyes pour ce que aucuns cas ſinguliers pourroient advenir, qui par humain engin ne peuvent pas tous eſtre preveus, eſquels pourra eſtre neceſſaire & convenable, que noſtre dit fils le Roy Henry faſſe eſcrire les Lettres en tel cas, ſi aucunes en adviennent, il ſera loiſible, à noſtre dit fils, pour le bien & ſeureté de nous & du gouvernement à luy, comme dit eſt, appartenant. Et pour eviter les perils & dommages, qui autrement pourroient vrayſemblablement avenir, eſcrira les

ANS de J. C. 1420.

ra les lettres à nos ſubjects par leſquelles il commandera, deffendra, & mandera, de par nous & de par luy comme Regent, ſelon la nature & qualité de la beſongne.

24. Item, que de tout noſtre vie noſtre dit fils le Roy Henry ne ſe nommera ou eſcrira aucunement, ou ſera nommer ou eſcrire Roy de France: mais de tous points ſe abſtiendra tant comme nous viverons.

25. Item, eſt accordé, que nous durant noſtre vie nommerons, appellerons, & eſcrirons noſtre dit fils le Roy Henry, en langue Françoiſe par cette maniere, *Noſtre tres cher Fils Henry Roy d'Angleterre, heritier de France:* Et en langue Latine par cette maniere, *Noſter præcariſſimus Filius Henricus Rex Angliæ, hæres Franciæ.*

26. Item, que noſtre dit fils ne impoſera ou ſera impoſer aucunes impoſitions ou exactions à nos ſubjets ſans cauſe raiſonable & neceſſaire, ne autrement, que pour le bien public du dit Royaume de France, & ſelon l'ordonnance & exigence des loix & couſtumes raiſonnables & approuvées du dit Royaume.

27. Item, & afin que concorde, paix & tranquillité entre les dits Royaumes de France & d'Angleterre, ſoient pour le temps avenir perpetuellement obſervées, & que l'on obvie aux obſtacles & commencemens, par leſquels entre les dits Royaumes debats, diſſenſions ou diſcordes pourroient ſourdre ou temps advenir, que Dieu ne veuille, il eſt accordé, que noſtre dit fils labourera par effect de ſon pouvoir, que de l'advis & conſentement des trois Eſtats des deux Royaumes, oſtez les obſtacles en cette partie, ſoit ordonné & pourveu, que du temps, que noſtre dit fils ſera venu à la Couronne de France ou aucuns de ſes hoirs, les deux Couronnes de France & d'Angleterre à tousjoursmais perpetuellement demourront enſemble, & ſeront en une meſme perſonne; c'eſt aſſavoir en la perſonne de noſtre dit fils le Roy Henry, tant qu'il vivra, & de là en avant és perſonnes de ſes hoirs, qui ſucceſſivement ſeront les uns aprés les autres; & que les deux Royaumes ſeront gouvernez depuis ce temps, que noſtre dit fils, ou aucun de ſes hoirs pervendra ou pervendront auſdits Royaumes, non diviſement ſoubs divers Roys pour un meſme temps, mais ſoubs une meſme perſonne, qui ſera pour le temps Roy & Seigneur Souverain de l'un & de l'autre Royaume; ſes droicts, libertez ou couſtumes, uſages & loix, non ſoubsmettant en quelque maniere l'un des dits Royaumes à l'autre; ne les droicts, loix, couſtumes, ou uſage de l'un d'iceux Royaumes aux droicts, loix, couſtumes & uſages de l'autre.

28. Item, que dès maintenant, & à tout temps perpetuellement ſe tairont, appaiſeront, & de tout poinct ſeſſeront toutes diſſenſions, haynes, rancunes & inimitiez, & guerre d'entre leſdites Royaumes de France & d'Angleterre; & les peuples d'iceux Royaumes adherans à la dite concorde, & entre les Royaumes deſſus dits, ſera & aura vigueur des maintenant eternellement, & à tousjourmais perpetuellement paix, tranquillité, concorde, affection mutuelle, & amitiez fermes & ſtables: & ſe aideront leſdits deux Royaumes de leurs aydes, conſeils & aſſiſtences mutuelles contre toutes perſonnes qui à eux, à l'un d'eux s'efforceroient de faire donner violence, injure, grief, ou dommage, & converſeront & marchanderont enſemble les uns avec les autres franchement & ſeurement, en payant les couſtumes, devoirs deubs & accouſtumez.

29. Item, que tous les confederez & alliez de nous & dudict Royaume de France, & auſſi les confederez de noſtre dit fils le Roy Henry, & du Royaume d'Angleterre, qui dedans huict mois, aprés le temps, que cette preſente concorde de paix leur ſera notifiée, ils auront declaré ſe vouloir fermement adherer à la dite concorde, & eſtre compris ſoubs le traitté & concorde d'icelle paix, ſoient compris ſoubz les amitiez ou confederations, ſeureté & concorde d'icelle paix, ſauf toutes voyes à l'une & à l'autre des dites Couronnes, à nous & à nos ſubjets, & auſſi à noſtre dit fils le Roy Henry, & à ſes ſubjets, ſes actions, droicts, & remedes quelconques convenables en cette partie, & competens en quelque maniere, que ce ſoit, envers les dit alliez ou confederés.

ANS de J. C. 1420.

30. Item, eſt accordé, que noſtre dit fils le Roy Henry, avec le conſeil de noſtre tres chier fils Philippe Duc de Bourgongne, & des autres Nobles du Royaume, qu'il conviendra & appartiendra pour ce eſtre appellez; pourverra pour le gouvernement de noſtre perſonne, ſeurement & louablement, & honeſtement ſelon l'exigence de noſtre eſtat & dignité Royal, par telle maniere; que ce ſera l'honneur de Dieu & de nous, & auſſi du Royaume de France, & des ſubjets d'icelluy; & que toutes perſonnes tant nobles comme autres, qui ſeront autour de nous pour noſtre perſonne & domeſtique ſervice non pas ſeulement en offices, mais en autres miniſteres, ſeront tels, qu'ils auront eſté nez au Royaume de France, ou des lieux de langage François, bonnes perſonnes, ſages, loyales & idoines au dit ſervice.

31. Item, que nous demeurerons & reſiderons perſonnallement en lieu notable de noſtre obeiſſance, & non ailleurs.

32. Item, conſiderez les horribles & énormes crimes, & delictz perpetrez audit Royaume de France, par Charles ſoit diſant Dauphin de Vienne, il eſt accordé, que nous ne noſtre dit fils le Roy Henry, ne auſſi noſtre tres cher fils Philippe Duc de Bourgongne ne traicteront aucunement de paix ou de concorde avec ledict Charles, ne ſeront ou feront traiter, ſi non du Conſeil & aſſentement de tous & chacun de nous trois, & des trois Eſtats des deux Royaumes deſſus dits.

33. Item, eſt accordé que nous ſur les choſes deſſus dictes, & chacunes d'icelles, outre nos lettres patentes ſellées de noſtre grand ſeel donnerons & ferons donner & faire à noſtre dit fils le Roy Henry lettres patentes, approbatoires & confirmatoires, de noſtre dite Compegne, & de noſtre dit fils Philippe Duc de Bourgongne, & des autres de noſtre ſang Royal, des grands Seigneurs, Barons, Citez & Villes à nous obeyſſans, deſquels en cette partie noſtre dit fils le Roy Henry voudra avoir Lettres de nous.

34. Item, que ſemblablement noſtre dit fils le Roy Henry pour ſa partie, outre ſes lettres patentes ſur ces memes choſes, ſeellées de ſon grand ſeel, nous fera donner & faire lettres patentes approbatoires & confirmations de ſes tres chers freres, & des autres de ſon ſang Royal, des grands Seigneurs, Barons, & des Citez & Villes à luy obeiſſans; deſquels en cette partie nous voudrons avoir lettres de noſtre dit fils le Roy Henry.

35. Toutes leſquelles & chacunes choſes deſſus eſcrites, nous Charles Roy de France deſſus dit, pour nous & nos hoirs, enrant que pourra toucher nous & nos dits hoirs, ſans dol, fraude, ou malengin, avons promis & promettons, juré & jurons en paroles de Roy, aux Saincts Evangiles de Dieu, par nous corporellement touchez, faire, accomplir, & obſerver; & qu'icelles ferons par nos ſubjets faire, accomplir, & obſerver: & auſſi que nous ne nos heritiers ne venrons jamais au contraire des choſes deſſus dites, ou d'aucunes d'icelles, en quelque maniere ou jugement, ou hors jugement, directement ou par oblique, ou par quelconque couleur exquiſe. Et afin que ces choſes ſoient fermes & ſtables perpetuellement & à tousjours, nous avons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes lettres. Donné à Troyes le vingt-unieſme jour du mois de May l'an de grace mille quatre cens & vingt; & de noſtre Regne le quarantieſme. Ainſy

ANS de J. C. 1420.

signé, par le Roy noſtre Sire en ſon Conſeil, Jean de (a) Rinel.

(a) ou Jean Rivel.

Forme du ſerment du Traité ſuſdit, lequel fut juré par les Princes, Seigneurs, Prelats, Barons, & autres Vaſſaux & Sujets, daté de la Ville de Troyes, le 21. de Mai 1420. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 330.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France; A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que incontinant aprés la paix final faicte, concluë, jurée & fermée ſolemnellement en cette noſtre Ville de Troyes, entre nous, & noſtre tres cher fils HENRY Roy d'Angletere heritier de France noſtre tres cher & tres amé fils le Duc de Bourgongne, pluſieurs Prelats, Barons, Chevaliers, Eſcuyers, & autres notables perſonnes de pluſieurs eſtats par noſtre ordonnance, volenté & commandement ont juré aux Saincts Evangiles de Dieu certains poincts & articles en la maniere, que s'enſuit.

1. Premierement, vous jurez & promettez, que à tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre comme à Gouverneur & Regent du Royaume de France, & de la choſe publique d'icelle, & à ſes mandemens ou commandemens vous entendrez & obeïrez humblement, loyaument & diligemment, en toutes choſes, touchans & concernans le gouvernement & Regime du dit Royaume de France, & de la choſe publique ſujette à tres hault & tres excellent Prince & noſtre Souverain Seigneur Charles Roy de France.

2. Item, que incontinent après le deceds de noſtre dit Souverain Seigneur Charles Roy de France, que continuellement vous ſerez loyaux hommes liges vrays ſujets du dit tres haut & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre & de ſes hoirs perpetuellement, & icelluy comme voſtre Souverain Seigneur & vray Roy de France ſans oppoſition, contradiction ou difficulté aurez & recevrez, & à luy comme vray Roy de France obeirez, & que jamais à nul autre, comme à Roy ou Regent de France n'obeirez, ſi non à noſtre dit Souverain Seigneur Charles Roy de France, & au dict tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre, & à ſes hoirs.

3. Item que vous ne ſerez en aide, conſeil ou conſentement, que le dict tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre perde la vie, ou membre, ou ſoit pris de mauvaiſe priſe, ou qu'il ſouffre dommage, ou diminution en ſes perſonne, eſtat & honneur ou choſes quelſconques. Mais ſe vous ſavez ou connoiſſez aucune telle choſe eſtre contre luy penſée ou machinée, vous l'empeſcherez entant, comme vous pourrez, & par vous meſmes, par meſſage ou lettres luy ſerez à ſavoir le pluſtoſt, que faire le pourrez. Et generalement vous jurez que ſans dol, fraude ou malengin vous garderez & obſerverez & ſerez garder & obſerver toutes les choſes, poincts & articles, contenus és lettres & appoinctemens de la paix finale, faite, accordée & jurée entre noſtre dict Souverain Seigneur Charles Roy de France, & le dict tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre, ſans jamais en jugement ne dehors, directement ou indirectement, publiquement ou ſecretement par quelconque couleur ou voye que ce ſoit, ou puiſſe eſtre, venir, faire ou conſentir eſtre faict au contraire des choſes, articles, ou poincts deſſus dicts ou d'aucun d'iceux; mais en toutes manieres & voyes poſſibles tant de faict; comme de droict reſiſterez à tous ceux, qui vendront, ou attenteront, ou s'efforceront de faire venir ou attenter à l'encontre des choſes, articles & points deſſus dictz ou d'aucuns d'iceux. Leſquelles poincts & articles nous voulons & commandons eſtre pareillement jurez, par tous nos Vaſſaux & ſujetz de quelque eſtat, dignité ou condition qu'ilz ſoient, ſans contradiction, refus, delay, excuſation quelconques. En teſmoin de ce nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Troyes, le vingt unieſme jour de May, l'an de grace mil quatre cens & vingt, ainſy ſigné, par le Roy en ſon Conſeil J. de Rivel.

ANS de J. C. 1420.

Confirmation du Traité précédent, faite par Henri V. Roi d'Angleterre. à Troyes en Champagne le 21. *Mai* 1420. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 332.

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, hæres Franciæ, & Dominus Hiberniæ. Ad perpetuam rei memoriam; licet celebres tractatus atque varii pro Franciæ & Angliæ Regnorum reintegranda pace, evellendiſque diſſidiis inter claræ memoriæ Progenitores noſtros, ac inclytæ recordationis Progenitores Sereniſſimi Principis KAROLI Patris noſtri Franciæ, & nos hactenus habiti expectatum inde pacis fructum non attulerint. Nos nihilominus in noſtræ conſcientiæ libramine ponderantes ſincerter, quam grandia, quam irreparabilia mala, quamque enormem læſionem, & univerſalem ac immedicabilem plagam, dictorum Regnorum deploranda diviſio intulerit hactenus, non eis ſolum, ſed & toti, proh dolor! Eccleſiæ militanti, nuper cum dicto præcariſſimo Patre noſtro pacis Tractatum reſumpſimus. In quo tandem poſt plurima noſtrorum collationes mutuas & colloquia, illo noſtris effectum deſideriis largiente, qui pacem pollicetur hominibus bonæ voluntatis, inter eundem Sereniſſimum Principem Karolum præcariſſimum Patrem noſtrum, & nos in ipſo deſideratiſſimæ pacis negotio concluſum eſt & concordatum, in eum, qui ſequitur, modum.

1. In primis, quia per fœdus conjugii pro bono dictæ pacis initi, inter nos & cariſſimam conſortem noſtram Katharinam filiam dicti Sereniſſimi Principis Karoli præcariſſimi Patris noſtri, & præcariſſimæ Matris noſtræ Y ſabellis Conthoralis ſuæ ipſi nobis effecti ſunt Pater & Mater; ideirco eoſdem ut Patrem & Matrem noſtros habebimus & venerabimur, & ut decet venerari tales & tantos Principem & Principiſſam, imò præ cunctis aliis perſonis temporalibus mundi.

2. Item quod non turbabimus, aut impediemus præfatum præcariſſimum Patrem noſtrum, quo minus teneat & poſſideat, quoad vixerit, quatenus tenet & poſſidet de præſenti coronam & dignitatem regalem Franciæ, & redditus, fructus & proventus eorumdem ad ſuſtentationem ſui ſtatus & onerum Regni, & præfata præcariſſima Mater noſtra etiam teneat, quam diu vixerit ſtatum & dignitatem Reginæ ſecundum morem Regni prædicti, cum parte præfatorum redditiuum & proventuum ſibi congrua & convenienti.

3. Item concordatum eſt, quod prædicta cariſſima conſors noſtra Katherina percipiet & habebit dotem in Regno Angliæ, quemadmodum Reginæ Angliæ hactenus percipere & habere conſueverunt, videlicet ad ſummum quadraginta millium ſcutorum annuatim, quorum duo ſemper valeant unum nobile Anglicanum.

4. Item concordatum eſt, quod nos Henricus Rex ſupra dictus viis, modis & mediis, quibus poterimus abſque tranſgreſſione vel offenſa juramenti per nos præſtiti, de obſervando leges, conſuetudines, uſus & jura dicti Regni noſtri Angliæ laborabimus & providebimus, quod præfata cariſſima conſors noſtra Katherina citius, quo fieri poterit, efficiatur in omnem eventum plenè ſecura, de percipienda & habenda

ANS de J.C. 1420.

da in dicto Regno Angliæ à tempore obitus noſtri, dote prædicta, quadraginta millium ſcutorum annuatim, quorum duo ſemper valeant unum nobile Angliacum.

5. Item concordatum eſt, quod ſi contingat dictam cariſſimam Conſortem nobis ſupervivere, percipiet ipſa, & habebit in Regno Franciæ immediatè à tempore obitus noſtri dotem ad ſummam viginti millium Francorum annuatim, de & ſuper illis terris, locis & dominiis, quæ tenuit & habuit in dotem inclitæ recordationis Blanchia quondam conthoralis recolendæ memoriæ Philippi Franciæ proavi dicti præcariſſimi Patris noſtri.

6. Item concordatum eſt, quod immediatè poſt obitum dicti præcariſſimi Patris noſtri Franciæ & ex tunc deinceps corona & Regnum Franciæ, cum eorum juribus & pertinentiis univerſis manebunt & erunt noſtri Regis Henrici ſupra dicti & hæredum noſtrorum in perpetuum.

7. Item quod pro eo, quod dictus præcariſſimus Pater noſter tenetur, ut plurimùm, quod dolenter referimus, & præpeditur adverſa valetudine, per eum modum, quod non commodè poterit in perſona ſua intendere ſeu vacare diſponendis Regni negotiis, quod idcircò ad totam vitam dicti præcariſſimi Patris noſtri, facultas & exercitium regendi, & gubernandi Rempublicam prædicti Franciæ, cum Conſilio nobilium & prudentium ejuſdem Regni prædicto Patri noſtro obedientium, qui commodum & honorem ipſius Regni dilexerint, penes nos Regem Henricum ſupra dictum erunt & manebunt. ita quod ex nunc deinceps ipſum per nos, ac etiam per alios, quos cum Conſilio præfatorum nobilium ad hoc duxerimus deputandos regere poſſimus & gubernare. Quibus quidem facultate & exercitio regendi ſic penes nos Regem Henricum exiſtentibus, efficaciter, diligenter & fideliter laborabimus & intendemus ad id, quod eſſe poſſit & debeat ad honorem Dei & dictorum præcariſſimorum Patris noſtri & Matris, nec non ad bonum publicum dicti Regni; & ad ipſum Regnum cum Conſilio Procerum, Magnatum & nobilium ejuſdem Regni defendendum, tranquillandum & pacificandum, ac regendum ſecundum exigentiam juſtitiæ & æquitatis.

8. Item quod nos pro poſſe noſtro faciemus, quod Curia Parlamenti Franciæ cuſtodietur & obſervetur in auctoritate & ſuperioritate ſuis, & ſibi debitis in omnibus & ſingulis locis dicto Patri noſtro, nunc aut in futurum ſubjectis.

9. Item quod nos pro poſſe noſtro tuebimur & & conſervabimus omnes & ſingulos Pares, Nobiles, Civitates, Villas, Communitates & ſingulares perſonas dicto Patri noſtro nunc aut in futurum ſubjectas, in eorum juribus, conſuetudinibus, privilegiis, præeminentiis, libertatibus & franchiſiis eiſdem competentibus ſive debitis in locis quibuſcumque dicto Patri noſtro nunc aut in futurum ſubjectis.

10. Item quod nos Henricus Rex ſupra dictus diligenter & fideliter pro poſſe noſtro laborabimus, & faciemus, quod juſtitiæ complementum adminiſtrabitur, & fiet in dicto Regno Franciæ, ſecundum leges, conſuetudines & jura ejuſdem Regni, abſque perſonarum acceptione: ac conſervabimus & tenebimus ſubjectos Regni prædicti in tranquillitate & pace pro poſſe tuebimur & deffendemus eoſdem adverſus violentias & oppreſſiones quaſcumque.

11. Item concordatum eſt, quod nos Henricus Rex ſupradictus, pro poſſe noſtro providebimus & faciemus, quod ad officia tam juſtitiæ Parlamenti, quam etiam Præpoſituras, Bailliviatus, Seneſcalias, & alia ſpectantia ad gubernationem Dominii, nec non alia quæcumque officia in dicto Regno Franciæ, aſſumentur perſonæ habiles, utiles & idoneæ pro bono, juſto, pacifico & tranquillo regimine dicti Regni, & adminiſtrationum eis committendarum, ac quod ſint tales, quales ſecundum leges & jura ejuſdem Regni, & pro utilitate ac commodo dicti Patris noſtri, & ipſius Regni ad ea deputari deberent & aſſumi. ANS de J.C. 1420.

12. Item quod nos Henricus Rex ſupra dictus laborabimus pro poſſe noſtro, & quam citius id commodè fieri poterit, ad ponendum in obedientiam dicti Patris noſtri omnia & ſingula, civitates, villas, caſtra, loca, patrias & perſonas infra Regnum Franciæ dicto Patri noſtro inobedientia & rebellia, tenentia partem illam ſeu exiſtentia de parte illa, vulgariter nuncupata *Delphini*, ſeu *Armenaci*.

13. Item, ut præmiſſa commodius, ſecurius & liberiùs facere, exercere, & implere valeamus, concordatum eſt, quod Proceres, Magnates, & Nobiles ac Status Regni prædicti, tam ſpirituales, quam temporales, nec non civitates, & notabiles communitates ac cives, & Burgenſes villarum ejuſdem Regni, dicto Patri noſtro pro tempore obedientes præſtabunt juramenta, quæ ſequuntur.

14. Imprimis, quod nobis Regi Henrico prædicto facultatem & exercitium diſponendi & regendi dictam Rempublicam gerenti, ac juſſionibus & mandatis noſtris humiliter & obedienter in omnibus exercitium Regiminis dicti Regni concernentibus, & per omnia parebunt & intendent.

15. Item quod ea, quæ inter præfatos præcariſſimos Patrem & Matrem noſtros, & nos Regem Henricum ſupra dictum cum conſilio eorum, quos iiſdem noſtri Pater & Mater & nos ad hoc duxerimus adhibendos appunctuata ſunt aut fuerunt, & concordata, ipſi Proceres & Magnates, Nobiles ac Status Regni prædicti, tam ſpirituales quàm temporales, nec non civitates ac notabiles communitates, ac cives & Burgenſes villarum ejuſdem Regni, quatenus eos & ſingulos eorum concernere poterit in omnibus & per omnia, benè & fideliter obſervabunt, & pro poſſe ſuo ſic facient ab aliis quibuſcumque obſervari.

16. Item quod continuè ab obitu & poſt obitum dicti præcariſſimi Principis Karoli patris noſtri erunt, ipſi fideles homines ligei noſtri Regis Henrici ſupra dicti ac hæredum noſtrorum, ac nos pro Domino ſuo ligeo & ſupremo ac vero Rege Franciæ abſque oppoſitione, contradictione ſeu difficultate recipient & admittent, & pro tali obedient, & quod præterquam dicto præcariſſimo Patri noſtro nulli unquam poſt hæc tanquam Regi, aut Regenti Regni Franciæ obedient, niſi nobis Regi Henrico ſupra dicto & hæredibus noſtris.

17. Item quod non erunt in conſilio, auxilio vel aſſenſu, quod nos Rex Henricus ſupra dictus perdamus vitam, aut membrum, ſeu capiamur malâ captione, aut quod patiamur damnum ſeu diminutionem in perſona, ſtatu, honore ſeu rebus; verum ſi quid tale contra nos moliri ſeu machinari noverint, illud pro poſſe ſuo impedient, ac nobis quam celerius poterunt, per ſe ipſos ſeu nuntios vel literas intimabunt.

18. Item concordatum eſt, quod omnes & ſingulæ conqueſtæ extra Ducatum Normaniæ in Regno Franciæ per nos Regem Henricum ſupra dictum ſuper prædictos inobedientes fiendæ, erunt & fient ad utilitatem Patris noſtri prædicti, & quod nos pro poſſe noſtro faciemus, quod omnia & ſingula terræ & Dominia conſtituta in locis ſic conquirendis, ſpectantia ad perſonas, nunc dicto Patri noſtro obedientes, quæ jurabunt ſervare præſentem concordiam, reſtituentur ad dictas perſonas, ad quas ſpectant.

19. Item concordatum eſt, quod omnes & ſingulæ perſonæ Eccleſiaſticæ beneficiatæ in Ducatu Normaniæ, aut aliis quibuſcumque locis in Regno Franciæ nobis ſubjectis, dicto Patri noſtro obedientes & facientes parti præcariſſimi Fratris noſtri Ducis Burgundiæ, quæ jurabunt ſervare præſentem concordiam, gaudebunt pacificè beneficiis ſuis Eccleſiaſticis in Ducatu ſeu locis proximè dictis conſtitutis.

ANS de J. C. 1420.

20. Item, quod ſimili modo omnes & ſingulæ perſonæ Eccleſiaſticæ nobis obedientes & beneficiatæ in Regno Franciæ, in locis dicto Patri noſtro ſubjectis, quæ jurabunt ſervare præſentem concordiam, gaudebunt pacificè beneficiis ſuis Eccleſiaſticis in locis proximè dictis conſtitutis.

21. Item, quod omnia & ſingula, Eccleſiæ, univerſitates & ſtudia generalia, nec non Collegia Studentium, & alia Collegia Eccleſiaſtica conſtituta in locis dicto patri noſtro nunc aut in futurum ſubjectis in Ducatu Normaniæ aut aliis locis Regni Franciæ nobis ſubjectis, gaudebunt eorum juribus & poſſeſſionibus, redditibus, prærogativis, libertatibus, præeminentiis & franchiſiis eiſdem in Regno Franciæ qualitercunque competentibus ſeu debitis, ſalvo jure Coronæ Franciæ, & alterius cujuſcumque.

22. Item, quod quandocunque contigerit, ſaveute Domino, nos Henricum Regem prædictum ad Coronam Regni Franciæ pervenire, Ducatus Normaniæ, nec non omnia & ſingula loca per nos in Regno Franciæ conquiſita erunt ſub ditione, obedientia & Monarchia Coronæ Franciæ ſupradictæ.

23. Item concordatum eſt, quod pro poſſe noſtro nitemur, & faciemus, quod perſonis obedientibus dicto præcariſſimo Patri noſtro & faventibus parti prædictæ, quæ dicitur Burgundiæ, ad quas ſpectabant Dominia, terræ, redditus ſeu poſſeſſiones in dictis Ducatu Normaniæ, aut aliis locis in Regno Franciæ per nos conquiſitis, hactenus per nos donata, fiet abſque diminutione Coronæ Franciæ recompenſa per dictum præcariſſimum Patrem noſtrum, in locis & terris nomine ejuſdem Patris noſtri acquiſitis, acquirendis & evincendis ſuper rebelles & inobedientes dicto Patri noſtro, & ſi non fiat ſupra dictis perſonis ejuſmodi recompenſa in vita dicti Patris noſtri, nos eam faciemus in hujuſmodi locis & bonis, cum contigerit, nos faventę Deo ad Coronam Franciæ pervenire. Si verò terræ, dominia, redditus ſeu poſſeſſiones, quæ in eiſdem Ducatu ſeu locis ad perſonas hujuſmodi ſpectabant, per nos donata non fuerint, dictæ perſonæ ad ea reſtituentur indilatè.

24. Item quod ad totam vitam dicti præcariſſimi Patris noſtri in omnibus locis ſibi nunc vel in futurum ſujectis, litteræ communes juſtitiæ nec non conceſſionis officiorum, beneficiorum & aliarum donationum, remiſſionum & privilegiorum ſcribi debebunt & procedere ſub nomine & ſigillo dicti præcariſſimi Patris noſtri. Quia tamen caſus aliqui ſingulares evenire poterunt, qui humano ingenio non omnes poterunt prævideri, in quibus perquam neceſſarium eſſe poterit & opportunum, quod nos Rex Henricus ſupra dictus literas noſtras ſcribi faciamus: in hujuſmodi caſibus, ſi qui occurrerint, licebit nobis pro bono & ſecuritate dicti præcariſſimi Patris noſtri, & regiminis nobis, ut perſertur, competentis, ac pro vitandis periculis & diſpendiis, quæ aliàs ſorent de veriſimili ſecutura, etiam in locis dicto Patri noſtro ſubjectis, ſcribere noſtras literas, quibus præcipiemus, prohibebimus, ſeu mandabimus juxta naturam & qualitatem negotii ex parte dicti præcariſſimi Patris noſtri, & noſtri, tanquam Regentis.

25. Item quod ad totam vitam dicti præcariſſimi Patris noſtri, Nos Henricus Rex ſupra dictus nullatenus nominabimus aut ſcribemus, ſeu nominari aut ſcribi faciemus nos Regem Franciæ, ſed ab eodem nomine penitus nos abſtinebimus, quamdiu dictus præcariſſimus pater noſter egerit in humanis.

26. Item concordatum eſt, quod dictus præcariſſimus Pater noſter ad totam vitam ſuam nominabit, appellabit & ſcribet nos in lingua Gallicana hoc modo: *Noſtre tres cher fils Henry Roy d'Angleterre, heritier de France.* In lingua verò latina hoc modo: *Noſter præcariſſimus filius Henricus Rex Angliæ, hæres Franciæ.*

27. Item quod nos nullas impoſitiones aut exactiones imponemus ſeu imponi faciemus ſubditis dicti præcariſſimi patris noſtri, abſque cauſa rationabili & neceſſaria, nec aliquas quam pro bono publico ipſius Regni Franciæ, & ſecundum dictamen & exigentiam legum & conſuetudinum rationabilium & approbatarum ejuſdem Regni.

ANS de J. C. 1420.

28. Item ut concordia pax & tranquillitas inter prædicta Franciæ & Angliæ regna perpetuò futuris temporibus obſervenţur, & obvietur occaſionibus & principiis, ex quibus inter eadem Regna, quod abſit, debata, diſſenſiones ſeu diſcordiæ futuris poſſent temporibus exoriri: Concordatum eſt, quod nos Henricus Rex ſupra dictus laborabimus pro poſſe noſtro ad effectum, quod de adviſamento & conſenſu trium Statuum, utriuſque duorum Regnotum, amotis obſtaculis in hac parte ordinetur & provideatur, quod ab eo tempore, quo pervenerimus nos, aut aliquis hæredum noſtrorum ad Coronam regni Franciæ ſupra dicti; Ambæ coronæ, ſcilicet Franciæ & Angliæ perpetuò futuris temporibus ſimul commanebunt, & erunt in una & eadem perſona, videlicet noſtra, ex tunc ad vitam noſtram; ex tunc deinceps in perſonis heredum noſtrorum qui ſucceſſivè erunt, unus poſt alium. Et quod gubernabuntur ambo regna ab eodem tempore, quo nos, aut aliquis hæredum noſtrorum ad eadem pervenerimus, ſeu pervenerit non diviſim ſub diverſis Regibus, pro eodem contextu temporis, ſed ſub una & eadem perſona, quæ pro tempore erit, ut præfertur, utriuſque Regni Rex & Dominus ſupremus. Conſervando nihilominus in aliis omnibus & ſingulis utrique dictorum Regnorum ſua jura, libertates ſeu conſuetudines, uſus & leges, non ſubjiciendo quoque modo unum dictorum Regnorum alteri eorundem, nec ſupponendo aut ſubmittendo jura, leges, conſuetudines aut uſus unius eorundem Regnorum, juribus, legibus, conſuetudinibus aut uſibus alterius eorundem.

29. Item quod à modo perpetuis futuris temporibus ſilebunt, queſcent & omninò ceſſabunt omnia & ſingula diſſenſiones, odia, rancores, inimicitiæ & guerræ inter Regna Franciæ & Angliæ ſupra dicta, & populos eorundem Regnorum, dictæ pacis concordiæ adhærentes, eruntque ex nunc perpetuò & vigebunt inter eadem Regna & eorum ſubditos ſupra dictos, pax, tranquillitas, concordia & affectus mutui & amicitiæ ſtabiles & firmæ, juvabuntque ſe regna prædicta conſilhis, auxilhis & aſſiſtantiis ſuis mutuis adverſus quoſcunque, qui eis aut alteri eorumdem regnorum, vim, injurias, damna, moleſtias, gravamina, ſeu diſpendia inferre moliri, ſeu facere conabuntur aut arrogare; mutuòque converſabuntur & mercabuntur liberè & ſecurè, ſolvendo conſtumas & deveria debita & conſueta.

30. Item quod omnes & ſinguli conſœderati & alligati dicti præcariſſimi patris noſtri & Regni Franciæ ſupra dicti, ac etiam conſœderati noſtri & Regni Angliæ antedicti, qui infra octo menſes à tempore hujus concordiæ pacis eis notificatæ ſuis literis declaraverint, ſe eidem concordiæ firmiter adhærere & applaudere; & velle ſub ipſius pacis tractatu & concordia comprehendi, ſint & comprehendandur ſub ejuſdem pacis fœderibus, ſecuritate atque concordia: ſalvis tamen nihilominus utrique prædictarum Coronarum, nec non prædicto præcariſſimo patri noſtro & ſubditis ſuis, ac etiam nobis & ſubditis noſtris, actionibus, juribus & remediis quibuſcumque in ea parte congruis adverſus alligatos hujuſmodi ſeu conſœderatos qualitercumque competentibus.

31. Item concordatum eſt, quod nos Henricus Rex ſupra dictus cum conſilio cariſſimi fratris noſtri Philippi Ducis Burgundiæ & aliorum ex nobilibus Regni, quos ad id congruet & decebit evocari, providemus pro regimine perſonæ dicti præcariſſimi patris noſtri Franciæ, tutè, laudabiliter & honeſtè ſecundum exigentiam ſtatus ſui Regalis & dignitatis

per

ANS de J. C. 1420.

per eum modum, quod erit ad bonorem Dei & ipſius præcariſſimi Patris noſtri ac Regni Franciæ & ſubjectorum ejuſdem. Et quod omnes & ſingulæ perſonæ, quæ erunt circa dictum ſereniſſimum Principem præcariſſimum patrem noſtrum ad domeſticum & perſonale obſequium eidem impendendum, non ſolum in officiis, verum etiam in aliis miniſteriis tam nobiles quam alii erunt tales, qui nati fuerint in Regno Franciæ, ſeu de locis idiomatis Gallicani bonæ proinde fideles & idoneæ ad obſequium ſupra dictum.

32. Item quod dictus præcariſſimus pater perſonaliter commorabitur & reſidebit in loco notabili ſuæ obedientiæ & non alibi.

33. Item conſideratis exhorrendis & enormibus criminibus & ſacinoribus per Carolum pro Delphino Viennenſi ſe gerentem in dicto Regno Franciæ perpetratis, concordatum eſt, quod nec dictus præcariſſimus Pater noſter, nec nos Henricus Rex ſupradictus, nec cariſſimus frater noſter Dux Burgundiæ aliquem cum dicto Carolo pacis aut concordiæ tractatum inibit ſeu faciet, inibimus ſeu faciemus, niſi de conſilio & aſſenſu omnium & cujuſlibet noſtrorum & trium ſtatuum utriuſque Regnorum prædictorum.

34. Item concordatum eſt, quod dictus præcariſſimus pater noſter ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis ultra literas ſuas patentes, magno ſuo ſigillo ſigillatas, dari & fieri facier nobis Henrico Regi ſupra dicto literas patentes approbatorias & affirmatorias, dictæ præcariſſimæ conthoralis ſuæ Matris noſtræ, & dicti cariſſimi fratris noſtri Philippi Ducis Burgundiæ & aliarum de ſanguine ſuo regali, ac procerum & Magnatum, ac Civitatum & villarum dicti Regni prædicto præcariſſimo Patre noſtro nunc vel in futurum obedientium, quas literas in eâ parte nos à dicto præcariſſimo Patre noſtro exigere voluerimus.

35. Item quod nos Henricus Rex ſupra dictus ſimili modo pro parte noſtra ultra literas patentes, ſuper eiſdem magno ſigillo noſtro ſigillatas, dari & fieri faciemus dicto præcariſſimo Patri noſtro literas patentes approbatorias & affirmatorias præcariſſimorum noſtrorum & aliorum de ſanguine noſtro Regali, procerumque & Magnatum ac Civitatum & villarum nobis obedientium. Quorum literas in ea parte dictus præcariſſimus Pater à nobis exigere voluerit.

36. Quæ omnia & ſingula ſupra ſcripta nos Henricus Rex ſupra dictus pro nobis & hæredibus noſtris, quatenus nos concernere poterit nos & dictos hæredes noſtros abſque dolo, fraude aut malo ingenio facturos, impleturos & ſervaturos promiſimus & promittimus in verbo Regio, ac juravimus & juramus ad ſancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta, & quod ea ſic faciemus à noſtris ſubditis impleri & obſervari, ac quod nec nos, nec hæredes noſtri ullo unquam tempore venemus in contrarium præmiſſorum, aut alicujus eorumdem, quoquo modo in judicio vel extra judicium, directè ſeu per aliquem alium, aut quovis exquiſito colore. In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præſentes litteras noſtras magni ſigilli noſtri munimine fecimus roborari. Datum in Eccleſia Cathedrali beati Petri Trecenſis, viceſimo primo die Maji, anno Dominicæ incarnationis milleſimo quadringenteſimo viceſimo, Regni verò noſtri octavo. Signatum per ipſum Regem. Sturgeon. J. Hete.

CCCLXXIV.

ANS de J. C. 1423.

ANGLETERRE, FRANCE, BOURGOGNE, ET BRETAGNE.

Traité de ligue entre JEAN *Duc de Betfort Regent du Royaume de France,* PHILIPPES LE BON *Duc de Bourgongne, &* JEAN *Duc de Bretagne, le 7. Avril* 1423. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 337.

JEAN Regent le Royaume de France, Duc de Betfort, & PHILIPPES Duc de Bourgongne, & JEAN Duc de Bretagne &c. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront ſalut. Sçavoir faiſons, que pour conſideration des grandz amitiez & prochaineté de lignage, qui ja ſont entre nous & moyennant les mariages concludz accordez & fermez entre Nous Jean Regent Duc de Betfort, & de noſtre tres chere & tres amée Sœur & Couſine Marguerite de Bourgongne d'autre part; & pour le bien general de Monſieur le Roy, & de ſes Royaumes de France & d'Angleterre, de nous & de nos Seigneuries, terres, pays, & ſubjectz, nous & un chacun de nous jurons & promettons eſtre & demourer, tant comme nous vivrons, en bonne vraye amour, fraternité & union les uns avec les autres, & nous aimerons, comme freres & bons amis, garderons & deffendrons l'honneur l'un de l'autre, tant en couvert, comme en apert, ſans diſſimulation quelconque. Advertirons l'un l'autre de tout ce, que nous ſçaurons & entendrons eſtre au proffict & dommage, honneur & deshonneur l'un de l'autre & de nos Seigneuries, terres, pays, ſubjectz, & ſi aucun ou aucuns nous faiſoient rapport mauvais l'un de l'autre, ny adjonterons aucune foy, mais retiendrons ſeurement par devers nous chacun endroict ſoy ceux, qui telz rapportz auront faictz & par bonne amour & vraye charité le ſerons incontinent ſçavoir à celuy, duquel on nous avoit faict tel rapport, pour en faire ainſi, qu'il appartiendra par raiſon.

2. Item ſe nous ou aucun de nous avons à faire & beſongner pour noſtre honneur, nos pays, terres & Seigneuries garder & deffendre allencontre d'aucuns autres, qui grever ou dommager nous vouliſſent, & chacun de nous, ſerons tenus d'ayder & ſervir celuy d'entre nous, qui a beſongner en aura, ſi requis en ſommes, de cinq cens hommes d'armes & gens de traict à l'advenant, lequel mieux plaira à celuy, qui en aura à beſongner; & ſera tenu celuy, qui ſera requis, ſouldoyer ſes gens à ſes deſpens. Et ſe plus grand puiſſance aucun de nous veut avoir, celuy qui en ſera requis, ſera tenu d'en aider aux deſpens du requerant le plus avant, que bonnement pourront ſes pays raiſonnablement fournir.

3. Item que de toute noſtre puiſſance, par toutes les meilleures voyes & maniere, que ſçaurons adviſer pour le relevement du pauvre peuple de ce Royaume, qui tant a ſouffert, & ſouffre de miſeres & pauvreté; Nous nous employrons à bouter la guerre hors iceluy Royaume, & le mettre en paix & tranquillité, afin que Dieu y ſoit ſervy & honoré, & que marchandiſe & labourage y puiſſe avoir cours.

4. Toutes leſquelles choſes nous & chacun de nous promettons en paroles de Princes, faire tenir & accomplir, tant comme nous vivrons, par la maniere deſſus dite ſans jamais faire ne venir aucun contraire en quelque maniere, que ce ſoit, ſous l'obligation de tous nos biens preſens & à venir. En teſmoing de ce nous avons fait mettre nos ſeaux à ces preſentes, & les avons ſignées de nos propres mains, & ſouſcriptz nos propres noms. Donné à Amiens, le dix-ſeptieſme jour d'Avril, l'an de grace mil quatre cens vingt trois. Ainſi ſigné: Jean Duc de Betford, Philippes de Bourgongne, Jean de Bretagne.

ANS de J.C. 1424.

CCCLXXV.

FRANCE ET MILAN. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VII. *Roi de France, &* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, fait le* 17. *Février*, 1424. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 338.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis Amen. Quanta & quàm magna dilectio & indelebilis amicitia fuerit inter ſereniſſimum Principem & Chriſtianiſſimum & excellentiſſimum Dominum Dominum CAROLUM nunc Regem Francorum ſuoſque progenitores; & illuſtriſſimum Principem & excellentiſſimum Dominum Dominum PHILIPPUM MARIAM Anglum Ducem Mediolani, Papiæ, Angleriæque Comitem & Januæ Dominum, progenitoreſque ſuos, retroactis temporibus enutrita, & quam nedum cultus amoris, ſed & ſanguinis vinculum firmavit & radicavit, non expedit memorare; tanta enim & ſic altiſona diu fuit illa præfatorum Dominorum benevolentia & conjunctio ſanguinis & amoris, ut facilius ab hominum mentibus comprehendi poſſit, quàm ullâ oratione aut literis explicari; Et quia tanti Principes & Domini cupiunt, nec immeritò antiquam amoris & generis unitatem puro & ſincero mentis affectu conſiſtere imò verius augeri, Altiſſimo concedente.

2. Pateat univerſis & ſingulis hanc paginam inſpecturis, quod anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo vigeſimo quarto, Indictione ſecundâ ſecundum ſtilum & conſuetudinem Mediolani; die Jovis decima ſeptima menſis Februarii, Reverendus in Chriſto Pater & Dominus Artaudus Abbas Monaſterii ſancti Antonii Viennenſis Diœceſis Procurator & procuratorio nomine prælibati Domini Regis, ſecum Advocato venerabili Magiſtro Petro Salvage juxta tenorem Regii mandati infra ſcripti, de cujus mandato conſtat litteris patentibus ejuſdem Domini Regis ſigillo Regio pendenti munitis, ibidem lectis, oſtentis & viſis infra ſcripti tenoris, pro præfato Domino Rege & nomine ſuo, & nomine & vice filiorum & heredum ſuorum, ac pro omnibus civitatibus, terris, caſtris, & locis, quas & quæ idem Dominus Rex & ejus filius Dalphinus tenent & poſſident, & eos tenere & poſſidere in futurum continget, nec non pro omnibus ſubditis & fidelibus, quos idem Dominus Rex habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & colligatis ejus inferius declaratis ex parte una; & ſpectabilis Cunradinus de Capitaneis & Vicemercato, natus quondam nobilis & egregii Domini Thomæ Civis Mediolani Portæ Cumanæ parochia ſancti Thomæ in Therramara Conſiliarius, ac Secretarius præfati Domini Ducis, ut conſtat, publico Inſtrumento illius mandati hodiè paulo ante per me Notarium infra ſcriptum confecto tenoris infra ſcripti, pro ſeipſo Domino Duce & nomine ſuo ac nomine & vice filiorum & heredum ſuorum, ſeu illius quem legitimaverit & habilitaverit, aut legitimabit & habilitabit ad ejus ſucceſſionem & hæreditatem, de cujus quidem legitimatione & habilitatione facta vel fienda per præfatum Dominum Ducem conſtabit publico & authentico documento ſigillo ſuo magno Ducali ſigillato, ac pro omnibus civitatibus, terris, caſtris & locis, quos & quæ tenet & poſſidet, & eum tenere & poſſidere in futurum continget, nec non pro omnibus ſubditis & fidelibus, quos idem Dominus Dux habet & in futuro habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & colligatis ejus inferius declaratis, ex parte altera.

3. Ad laudem & gloriam omnipotentis Dei, & totius Curiæ Cœleſtis, ad honorem, conſervationem, & bonum præfatorum Dominorum Regis & Ducis, ac eorum & utriuſque eorum Dominii & ſtatus, harum ſeriè ſecerunt, inierunt, celebrarunt, & concluſerunt, & faciunt, ineunt, celebrant & concludunt bonam, veram, firmam, realem, ſolidam & perfectam ligam, confœderationem, unionem & compoſitionem, & quicquid melius dici, eſſe & cenſeri poteſt, invicem & inter ſe duraturam & incorruptè bonâ fide & ſine fraude per & inter eoſdem Dominos Regem & Ducem his modis & nominibus, quibus ſupra colligatos ſervandam hinc ad annos centum proximè futuros, ſub modis, formis, tenoribus, pactiſque inferius annotatis. Videlicet. ANS de J.C. 1424.

4. Quod prædicta liga, confœderatio, unio & compoſitio facta ſit & intelligatur modis & nominibus, quibus ſupra, habendo & tractando hinc inde amicos quoſcumque pro amicis & inimicos quoſcumque pro inimicis; qui quidem amici pro amicis, & inimici pro inimicis habendi intelligantur, de & pro iis omnibus qui vivere & moti poſſunt, excepto Domino noſtro Papa.

5. Item quod ſi quis præfatorum Dominorum quidquam ſenſerit eveniens aut evenire volens in ſiniſtram & ad incommodum alterius quomodocunque & undecumque, id ſtatim ille ſic alteri revelabit & obviabit pro poſſe ne id fiat, totoque poſſe ſuo proteget & conſervabit honorem, ſtatum & commodum alterius; Et è converſo inſuper ſi grande aliquid perceperit ſalutiferum ſtatui & dominationi alterius, ille ſic percipiens aperier & nuntiabit alteri, cujus intererit, quàm celerius, & quàm efficacioribus atque honeſtioribus modis potent; & ſic è contra.

6. Item, quod ſi alter præfatorum Dominorum indigeat & requirat alterum proviſione gentium in ſubſidium illius indigentis & requirentis, ut ſupra, teneatur ille alter Dominus requiſitus ſibi requirenti mittere & præſtare quæcumque poſſibilia ſubſidia & favores, tàm in gentibus armigeris, quàm in quibuſcumque aliis ſubſidiis neceſſariis.

7. Item, quod uterque Dominorum præfatorum conducere poſſit ad ſua ſervitia & ſtipendia gentes armorum tàm equeſtres quàm pedeſtres de territorio & per territotium alterius & ſuorum hinc inde colligatorum, dando gentibus illis tahter conducendis patientiam & liberum tranſitum, ac victualia neceſſaria ſumptibus tamen conducentis aut conducere volentis, ut ſupra: hoc tamen intellecto, quod neutra prædictarum partium poſſit aut debeat quovis modo tentare ad ſua ſervitia, nec aliquatenus firmare, aut conducere gentes aliquas armigeras equeſtres ſeu pedeſtres, quas altera pars ad ſua ſervitia aut ſtipendia haberet vel caſſaret ſine licentia & beneplacito partis illius, ad cujus ſervitia vel ſtipendia eſſent, vel quæ illas caſſaret.

8. Item, quod ſimiliter alteri ex præfatis Dominis non permittatur adducere ad eorum ſervitia de territotio, nec propè territorium alterius Domini, & ejus colligatorum aliquas gentes armorum equeſtres ſeu pedeſtres.

9. Item, quod ſi contingeret, alteram partium prædictarum caſſare è ſuis ſervitiis & ſtipendiis aliquos armigeros equeſtres ſeu pedeſtres, teneatur ipſa pars adjurare dictos armigeros ſic caſſatos ſeu caſſandos, de non veniendo quovis modo, directè vel per indirectum ad offenſas & damna alterius partis infra unum annum à dic caſſationis proximè ſecuturum: Et ſi tales gentes caſſatæ ſeu caſſandæ, ut præfertur, vel aliquæ earum contra facerent & venirent ad offenſas dictæ alterius partis, quod pars prænominata, quæ illos caſſaverit teneatur facere & agere toto ſuo poſſe contra ipſas ſic contra facientes & venientes ad offenſas, ut ſupra.

10. Item, quod altera prædictarum partium non poſſit ad aliquam, quamvis pacem ſeu concordiam, aut quovis concordiæ genus devenire cum aliquo quovis Principe Domino aut quavis perſona, cujuſvis ſtatus, præeminentiæ & dignitatis exiſtat, in quam vel

in

ANS de J. C. 1424

in qua non includatur pars altera, modis & forma rationabilibus & convenientibus.

11. Item quod uterque præfatorum Dominorum teneatur præſentem ligam, confœderationem, unionem, & compoſitionem, & omnia & ſingula in præſenti inſtrumento contenta, ratificare infra menſes ſex proximè futuros, per publica documenta ſigillis magnis utriuſque præfatorum Dominorum munienda congrueque referenda.

12. Adhærentes verò & colligati prælibati Domini Regis, de quibus ſupra fit mentio ſunt ii: videlicet, Rex Hiſpaniæ, Rex Scotiæ, Rex Ludovicus, Dux Aurelianenſis, Comes Angoliſmenſis, Dux Borbonii & ejus geniti, Dux Alençonii, Dominus Reinerius Dux Barri, Dominus Carolus frater Regis Ludovici, Comes Armiriaci, Richardus de Britannia, Comes d'Eſtampes, Dominus d'Ellebreto.

13. Adhærentes autem & colligati prælibati Domini Ducis ſunt ii: videlicet Sereniſſima Domina Regina Joanna ſecunda, Sereniſſimus Dominus Rex Ludovicus, Illuſtriſſimus Dominus Dux Aurelianenſis, Comes Angoliſmi, Dux Sabaudiæ, Marchio Montisferrati, Dominium Venetorum, Marchio Eſtenſis, Dominus Mantuæ.

14. Quam quidem ligam, confœderationem, unionem & compoſitionem & prædicta omnia & ſingula præfati Procuratores dictis nominibus promiſerunt, & promittunt ſibi dictis nominibus viciſſim per ſolemnem ſtipulationem, & mihi Notario infra ſcripto perſonæ publicæ ſtipulanti & recipienti nomine, quorum intereſt, & intereſſe poteſt & poterit in futurum ſub eorum Dominorum Regis & Ducis, & utriuſque eorum bonorum obligatione, ac etiam juraverunt & jurant ad ſancta Dei Evangelia in animas præfatorum Dominorum conſtituentium, habita congrua relatione, firmiter attendere & obſervare, & nullo tempore contra facere vel venire, per ſe nec ſubmiſſas perſonas directè nec per indirectum, nec ullo quæſito colore.

15. Tenor mandati præfati Domini Regis talis eſt: Charles par la grace de Dieu Roy de France à tous ceux qui ces preſentes lettres verront ſalut. Comme nous ayons entention & voulenté de continuer les ligues, confederations & amitiez, que les Ducs de Milan ont à nous & à nos predeceſſeurs Roys de France, & icelles entrerenir avec noſtre tres cher & amé Couſin le Duc de Milan, qui à preſent eſt, ſçavoir faiſons: que nous confians à plein des loyauté, preudhommie & prudence de noſtre amé & feal Conſeiller & Abbé de Sainct Antoine de Viennois, iceluy appellé avec luy, ſe bon luy ſemble noſtre amé & feal Conſeiller Meſſire Pierre Sauvage, avons commis & deputé, & par ces preſentes de noſtre certaine ſcience commettons & deputons, pour aller & eux tranſporter de par nous devers noſtre dict Couſin, de traicter & accorder avec luy ligues & confederations pour le bien de noſtre Seigneurie & d'iceluy noſtre Couſin, & de ſa Seigneurie, pareillement de traictier & chapitrer ſur les dictes ligues & alliances de noſtre dict Couſin, ou ſes commis & deputez, ayans à ce ſuffiſant pouvoir, & de nous obliger à ce ainſi, que bon ſemblera à noſtre dict Conſeiller l'Abbé de ſainct Antoine, au bien, honneur & proffict de nous & de noſtre dicte Seigneurie, & à la continuatino & entretenement de l'amour de nous & de noſtre dict Couſin, & generalement de faire tout ce qu'il verra eſtre profitable & neceſſaire, pour conclure & fermer les dictes ligues & confederations, leſquelles faictes par iceluy Abbé, nous promettons avoir fermes & agreables, & ſur ce donner nos lettres telles & ſi bonnes, qu'il appartiendra. En teſmoing de ce nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Dooné en noſtre hoſtel de Meheun ſur Ciraille, le ſeizieſme Septembre, l'an de grace mil quatre cens vingt trois, & le premier de noſtre regne. Par le Roy en ſon grand conſeil: Unde.

16. Tenor verò mandati præfati Domini Ducis talis eſt: Anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo vigeſimo quarto, Indictione ſecundâ, die Jovis decimâ ſeptimâ menſis Februarii, Illuſtriſſimus Princeps & excellentiſſimus Dominus, Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, natus quondam Illuſtriſſimi Principis & excellentiſſimi Domini, Domini Joannis Galeas Vicecomitis, olim primi Ducis Mediolani &c. nunc iſto momento moras agens in caſtro Habeaniſgraſi Ducatus Mediolani, ſponte ac deliberatè, & ex certa animi ſcientia, omnique modo, jure, vi & forma, quibus & prout melius ac validius potuit ac poteſt, tenore præſentis mandati fecit, conſtituit & creavit, facit, conſtituit & creat ſuum certum verum & indubitatum miſſum, nuntium & procuratorem, & quicquid melius dici & eſſe poteſt, ſpectabilem Conradinum de Capitaneis de Vicemercato Conſiliarium & Secretarium ejuſdem Domini Ducis, natum quondam nobilis & egregii Domini Thomæ Civem Mediolani Portæ Cumanæ parochiæ ſancti Thomæ in Terramara, præſentem & ad hoc mandatum ſponte ſuſcipientem ſpecialiter & expreſsè ad faciendum, contrahendum, ineundum, celebrandum & concludendum pro ſe Domino Duce & nomine ſuo, ac nomine & vice filiorum & hæredum ſuorum, ſeu illius, quem legitimaverit & habilitaverit, aut legitimabit & habilitabit ad ejus ſucceſſionem & hæreditatem, de cujus quidem legitimatione & habilitatione facta vel fienda per præfatum Dominum Ducem conſtabit publico & authentico documento ſigillo ſuo magno Ducali ſigillato; ac pro omnibus Civitatibus, terris, locis & caſtris, quas & quæ tenet & poſſidet, & eum tenere & poſſidere in futurum continget, nec non pro omnibus ſubditis & fidelibus, quos idem Dominus Dux habet, & in futurum habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & alligatis ejus declarandis ac nominandis per præfatum Conradinum procuratorio nomine ipſius Domini Ducis in Inſtrumento ligæ fiendæ, ut infra; & qui Conradinus de mente & intentione ejuſdem Domini Ducis plenius informatus, cum ſereniſſimo Principe Chriſtianiſſimo & excellentiſſimo Domino, Domino Carolo Rege Francorum, & ejus Procuratore ad hoc ſpeciale & ſufficiens mandatum habente, & maximè cum Reverendo Patre & Domino, Domino Artaudo, Abbate Monaſterii ſancti Antonii Viennenſis Dioceſis Procuratore & procuratorio nomine præfati Domini Regis pro ſe Domino Rege, & nomine ſuo, & nomine & vice filiorum & hæredum ſuorum, & pro omnibus civitatibus, terris, locis & caſtris, quas & quæ præfatus Dominus Rex, & ejus filius Dalphinos tenent & poſſident, & eos tenere & poſſidere in futurum continget; nec non pro omnibus ſubditis & fidelibus, quos idem Dominus Rex habet & in futurum habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & colligatis ipſius Domini Regis nominandis & declarandis pro parte ejuſdem Domini Regis in dicto Inſtrumento ligæ fiendæ, ut ſupra & infra: bonam, veram, firmam, realem, ſolidam & perfectam ligam, confœderationem, unionem & compoſitionem, & quicquid melius dici, cenſeri, fieri & eſſe poteſt, invicem & per & inter præfatos Dominos Regem & Ducem ſic modis & nominibus, quibus ſuprà, colligandos duraturam, & incorruptè ac bonâ fide & ſine fraude per eos Dominos Regem & Ducem ſervandam, hinc ad annos centum proximè futuros cum & ſub modis, formis, tenoribus, capitulis & pactis, cum quibus præfatus Conradinus dicto procuratorio nomine Ducali voluerit, & de quibus ac prout ſibi videbitur & placebit, & generaliter ad omnia & ſingula, quæ eidem Conradino dicto procuratorio nomine Ducali opportuna, neceſſaria, utilia & expedientia videbuntur, in prædictis omnibus, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum, etiamſi eſſent talia, quæ mandatum plus ſpeciale deposceret, vel

ANS de J. C. 1424

ANS de J. C. 1424.

vel quæ etiam minùs generalia dici poſſent, & vellent in ſpeciale mandatum veriſimiliter venire, & quæ, etiamſi in eis lateat ambiguitas, idem Dominus Dux facere poſſet, ſi perſonaliter intereſſet, & ad faciendum fieri de prædictis quodlibet publicum documentum, cum promiſſionibus, obligationibus, pactis, capitulis, juramentis, conditionibus, ſolemnitatibus, & clauſulis debitis, & de quibus eidem Conradino dicto procuratorio nomine Ducali videbitur & placebit.

17. Dans & concedens idem Dominus Dux conſtituens dicto Conradino conſtituto in prædictis omnibus, nec non in dependentiis & connexis plenius quam generale & ſpeciale mandatum, eum plena, & libera, generali & ſpeciali adminiſtratione, & totaliter vices ſuas; promittens quoque idem dominus Dux ſub ſui & bonorum ſuorum obligatione mihi nominato Notario infra ſcripto perſonæ publicæ ſtipulanti & recipienti nomine præfati domini Regis, & omnium, quorum intereſt, & intereſſe poterit quomodolibet in futurum, ac etiam juravit; & qui dominus Dux ibidem juravit & jurat ad ſancta Dei Evangelia, manibus tactis ſcripturis, quod perpetuò, ratum, gratum & firmum habebit & tenebit præſens mandatum; rataque, grata & firma ſemper habebit, quæcumque præfatus Conradinus fecerit, geſſerit & concluſerit in prædictis & circa prædicta & quodlibet prædictorum. Et quod non faciet nec veniet contra prædicta per ipſum Conradinum dicto procuratorio nomine Ducali facienda, gerenda & concludenda, nec aliquod eorum directè nec per indirectum, nec ullo quæſito colore, & perinde etiam prædicta omnia ſervabit, ac ſi per omnia præfatus dominus Dux perſonaliter & irrevocabiliter peregiſſet. Et qui etiam dominus Dux ad cautelam, & ad majorem hujus mandati & gerendorum per ipſum Conradinum virtutem, hujuſmodi mandati firmitatem & validitatem ex nunc ratificavit & approbavit, & ratificat & approbat, quæcumque per præfatum Conradinum dicto procuratorio nomine Ducali, ut præfertur, facta, geſta & concluſa fuerint, & & de prædictis ſæpe dictus dominus Dux juſſit per me Notarium infra ſcriptum confici debere publicum Inſtrumentum, hoc etiam mandati Inſtrumento, & Inſtrumento ligæ fiendæ, ut ſuprà, cum in membrana, ſeu in membranis per me Notarium Donatum infra ſcriptum conſcripta fuerunt: ſigillo Ducali pro majori robore muniendis.

18. Actum in prædicto caſtro Habeatiſgraſi præſentibus ſapientibus & formoſis Artium & Medecinæ Doctoribus, magiſtris, Joſeph de Caſtronovali filio quondam Domini Magiſtri Florii Phyſici Portæ novæ parochiæ ſancti fidelis; & Joanne Franciſco de Balbis, filio quondam Domini Luchini portæ Vercelinæ parochiæ ſancti Petri intus vineam Phyſico ambobus Mediciis præfati domini Ducis; Spectabili Zacharia Rizio, filio Stephani portæ Vercelinæ, parochiæ Monaſterii novi, Secretario ejuſdem domini Ducis; Egregiis Georgio dicto Caramuzia, domini de Sancto Georgio filio; & Sylveſtro de Mangano filio quondam domini Joannis, ambobus Caudariis præfati domini Ducis, & cum eo ſtantibus. Et Zanino de Becario, filio quondam domini Franciſchini portæ Vercelinæ parochiæ Monaſterii novi, Magiſtro Ducalis Curiæ; Omnibus habitatoribus Civitatis Mediolani, teſtibus notis, idoneis, rogatis & ad prædicta vocatis; Nec non Antoniolo de Mordegerano filio quondam domini Petri, & Ludovico de Fayde filio quondam domini Johannioli, ambobus habitatoribus terræ Habeatiſgraſi ducatus Mediolani, præſentibus, ſimiliter ad prædicta vocatis.

(L.S.)

ANS de J.C. 1425.

CCCLXXVI.

Traité & Confédération entre JEAN *Duc de Brabant &* JAQUELINE *Ducheſſe de Bavière. Fait à Douay, le 1. Juin* 1425. Dynter. Chronique du Duché de Brabant. Liv. 6. Feuill. 208.

BRABANT ET BAVIERE.

POur faire ceſſer la guerre, qui eſt preſentement au Pays de Haynault, eſt adviſé ce que s'enſuit, premierement que Dame JACQUELINE de Baviere, Dame heritiere dudit Pays eſtant preſentement en la Ville de Mons, s'en pourra ſeurement venir en pays de Monſieur de Bourgoigne & illecque ſoubz ſa main demoura, & ſe tiendra juſque à ce que en la Court de Rome, ſoit ſentence donné ſur le proces eſtant en icelle court entre Monſieur de Brabant, & maditte Dame ou que par la mort de l'un d'eulx ledit proces ſoit terminé, & pour ſoutenir ce pendant ſon eſtat ſera prinſe une ſomme d'argent convenable ſur le Pays de Haynault, Hollande & Zelande tout ſans prejudice dudit proces & de la cauſe pendente à ladite Court de Rome. Item que Monſieur le Duc de Brabant, ſera reſtitué à la poſſeſſion dudit Pays de Haynault, & en aura l'obeiſſance ainſi que au Seigneur de pays appartient, laquelle poſſeſſion & obeiſſance ſe prendront par mondit Sieur de Brabant ou autres que luy plaira à ce commettre, ſans ce que par luy eulx ſoit faicte aucune punition criminelle ou civille, & icelles poſſeſſion & obeiſſance ainſi priſes, mondit Sieur de Brabant commettera un Seigneur notable, aggreable à Monſeigneur de Bourgogne au gouvernement dudit Pays de Haynault, qui aura puiſſance de par mondit Sieur de Brabant de mettre Capitaines es villes & forteresſes du Sieur & aultres dudit Pays de Haynault ſi beſoing eſt, lequel Gouverneur promettra de bien & lealement garder ledit Pays de Haynault, & les privileges franchiſes & libertés d'iceluy & durera ledit gouvernement juſque à ce que ledit proces ſera decidé ou que par la mort de mondit Sieur de Brabant, ou de madite Dame icelluy proces ſera terminé, pendant lequel remps madite Dame doit demeurer es pays de mondit Sieur de Bourgoigne, & deſſoubz ſa main comme deſſus eſt dict & s'il advient que ledit Gouverneur allaſt de vie à treſpas, ou ne fit bien ſon debvoir ou qui il ſe vouliſt decharger dudit gouvernement, mondit Sieur de Brabant comettra un autre en ſon lieu agreable à mondit Sieur de Bourgoigne. Item que abolition generale ſera faicte audit Pays de Haynault, de touttes peines crimineles & corporelles & de touttes confiſcations des biens, mais pour faire punitions civiles, ſur ce qui ont eſté coupables des nouvelletez maulx & inconveniens advenuz audit Pays de Haynault, ſeront Comis de par mondit Sieur de Brabant quattre notables perſonnes, dont mondit Sieur de Bourgogne nomera les deux, leſquels quattre Comis avec le Gouverneur ſe informeront diligenment deſdits coupables & ſeront leſdites punitions civiles, ſelon ce qu'il leur ſemblera expedient & raiſonable & ſy ils treuvent que aulcuns deſdits en ſoient à banniz hors le pays faire le pourront. Et en cas auſy que aucuns deſdits delinquants ſe abſenteroient dudit Pays de Haynault, ou ne voudroient comparoir pardevant le Gouverneur & Comis deſſuſdits, pour eſtre à droict mondit Sieur de Brabant, pourra faire punir & mettre leurs biens en ſa main, pour en jouir juſque à ce qu'ils viendront eſtre à droict pardevant iceulx Gouverneur & Comis, & eſt à ſçavoir que les deux deſdits Comis en l'abſence ou pour l'occupateur des aultres deux pourront beſoigner es choſes deſſuſdites avec ledit Gouverneur, pourveu touttefois, qu'il y eut de ces deux un que mondit Sieur de Bourgogne, aura nomé & un des aultres; faict paſſé & accordé en la Ville de

ANS de J. C. 1426. de Douay, le premier jour de Juing l'an 1425. par meſdits Sieurs les Ducs de Bourgogne & de Brabant, preſents pluſieurs de Meſſieurs de leur conſeil, J. de Gand. J. de Marchant.

CCCLXXVII.

SAVOYE, VENISE ET FLORENCE. *Traité d'Alliance entre* AME' VIII. *Duc de Savoye, & les Républiques de* VENISE *&* FLORENCE, *contre le Duc de* MILAN, *fait à Veniſe le* 11. *Juillet*, 1426. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 263. & G.G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 343.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus Sancti, Amen. Anno à nativitate ejuſdem Domini noſtri Jeſu Chriſti milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſexto, Indictione quartâ, die undecima menſis Julii, ad laudem & reverentiam omnipotentis Dei, & glorioſæ Virginis Mariæ matris ejus, ac Beatorum Marci Evangeliſtæ, & Patriarchæ, ac Joannis Baptiſtæ, & totius cœleſtis Curiæ triumphantis; & ad honorem, exaltationem, bonum, liberum & pacificum ſtatum, regimen, & pacem perpetuam infra ſcriptorum colligatorum & colligandorum, ac cujuſlibet eorum; nec non Civitatum, terrarum & locorum ſuorum, eorumque Civium diſtrictualium, ſubditorum, & fidelium: Spectabiles, & egregii Viri Domini Manfredus ex Marchionibus Saluciarum, miles dominuſque Mulazani; Henricus de Colomberio, Dominus de Vuſſens; ac Petrus Marchiandi Legum Doctor, Scindici & Procuratores Illuſtris & excelſi D. Domini AMEDEI Ducis Sabaudiæ, Chablaſii, & Auguſtæ Principis, Marchionis in Italia, Comitis Pedemontium, & Gebennenſis, Valeotinenſiſque, & Dienſis; ut de eorum Sindicatu & mandato plenè conſtat publico Inſtrumento, ſcripto, publicato & corroborato per prudentem Virum Petrum Catterii Mauriaenſis dioceſis, publicum Imperiali auctoritate Notarium & præfibati D. Ducis Sabaudiæ Secretarium, Curiarumque ſuarum juratum anno milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſexto, indictione quartâ, die vigeſima ſecunda menſis Martii à nobis Notariis infra ſcriptis viſo & lecto: & ſpectabiles & egregii viri Domini Robertus Mauroceno, quondam Marci, Leonardus Moccenigo Procurator Eccleſiæ ſancti Marci, Fantinus Michael quondam Maphei, Fantinus Dandulo Juris utriuſque Doctor quondam Leonardi Militis, Thomas Michael quondam Domini Laurentii, & Nicolaus Contareno Juris utriuſque Doctor; honorabiles cives Civitatis VENETIARUM, Scindici & Procuratores Illuſtris & Excelſi D. D. Franciſci Foſcari Dei gratia incliti Venetiarum Ducis, Dominii, ac Communis Venetiarum; ut de eorum Scindicatu & mandato plenè conſtat publico Inſtrumento, ſcripto, completo, roborato & publicato per providum Virum David de Tebaldino Imperiali auctoritate, & Ducatus Venetiarum Notarium, in præſentibus milleſimo, * indictione, & die à Nobis Notariis infra ſcriptis viſo & lecto: & ſpectabilis, & egregius Vir Dominus Marcellus Stroce de Strocis Legum Doctor, honorabilis civis FLORENTINUS, Scindicus & Procurator Magnificæ Communitatis Florentiæ, ut patet publico Inſtrumento ſcripto, publicato, & corroborato per prudentem Virum Antonium quondam Jacobi de Salvetis, Civem & Notarium Florentinum, in milleſimo quadringenteſimo vigeſimo quinto indictione quarta, ſecundum curſum & conſuetudinem Florentinorum, die vero decima nona menſis Decembris, à nobis Notariis infra ſcriptis viſo & lecto.

2. Inierunt fecerunt, celebraverunt & contraxerunt ac firmaverunt; iniunt, faciunt, celebrant, contrahunt atque firmant inter ſe bonam unionem, & firmam confœderationem & ligam, ad conſervandum, manutenendum & defendendum Status ſuos, contrà & adverſus Illuſtrem D. Philippum Mariam Ducem MEDIOLANI &c. & ſucceſſores ſuos, colligatos, adhærentes, recommendatos, fautores complices, ſubditos & ſequaces, & ad diffidandum & guerrizandum dictum Dominum Ducem Mediolani, hæredes & ſucceſſores ſuos, colligatos adhærentes, recommendatos, fautores ſuos ac ſuos ſubditos & ſequaces, nec non eorum terras & loca, durante tempore præſentis unionis & ligæ, & cum modis, formis & capitulis infra ſcriptis. Videlicet primò, quod præſens liga, unio & confœderatio incipere & durare debeat inter partes prædictas, à celebratione præſentis contractus, uſque ad decem annos proximè ſequuturos, cum omnibus modis, formis, pactis & conditionibus, qui & quæ in præſenti inſtrumento & contractu iſtius unionis & ligæ, inſerti & inſerta ſunt; & ſi dictus Illuſtris Dominus Dux Mediolani, finitis & tranſactis dictis decem annis adhuc ſuperviveret, præfati Illuſtris & excelſus D. Dux, Dominium & Commune Venetiarum promittunt ex nunc procurare toto poſſe, quod dicta Magnifica Communitas Florentiæ, unà cum ipſo D. Duce, Dominio & Communi Venetiarum erunt contenti, quod prædictus terminus præſentis ligæ, unionis & confœderationis duret & durare debeat, adhuc toto tempore vitæ prædicti D. Ducis Mediolani, & per unum annum poſt ipſius mortem. Quod ſi ipſa Magnifica Communitas facere & contentari noluerit, ex nunc ſe obligant prædicti D. Dux, Dominium & Commune Venetiarum, quod prædicta liga, unio & confœderatio, duret & durare debeat ioter prædictum illuſtrem & excelſum Principem dominum Ducem Sabaudiæ, hæredeſque & ſucceſſores ſuos, ex uoâ parte, & ipſum illuſtrem & excelſum dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum ex altera, adhuc per dictum tempus & terminum vitæ dicti Illuſtris Domini Ducis Mediolani, & per unum annum poſt ipſius mortem.

3. Et viceverſa dictus illuſtris & excelſus D. Dux Sabaudiæ, per ſe hæredeſque & ſucceſſores ſuos promittit & ſe obligat, quod præſens liga unio & confœderatio duret & durare debeat, inter ipſum, hæredes & ſucceſſores ſuos, ex unâ parte; & præfatum Illuſtrem & excelſum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnificam Communitatem Florentiæ, ſi contentari voluerit ex altera; ultra dictum terminum annorum decem, adhuc per totum tempus & terminum vitæ dicti Illuſtris Domini Ducis Mediolani, & per unum annum poſt ejus mortem: & ſi ipſa Magnifica Communitas Florentiæ contentari noluerit, duret inter ipſum Dominum Ducem Dominium & Commune Venetiarum, ex alia, adhuc per totum tempus & terminum ſupra ſcriptum vitæ Domini Ducis Mediolani & per unum annum poſt ipſius mortem; modis, formis, pactis & conventionibus omnibus præſentis unionis & ligæ ſeu confœderationis.

4. Item quod præfatus illuſtris & excelſus D. Dux Sabaudiæ, tempore guerræ habere & tenere teneatur illam quantitatem equitum & peditum quæ ei erit poſſibilis, & ſuper hoc ſtetur bonâ fide ſua, & cum ipſis gentibus guerram facere Illuſtri domino Duci Mediolani, colligatis & adhærentibus ſuis, & aliis contra quos præſens liga ſe extendit: & ſimiliter Illuſtris & excelſus Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnifica Communitas Florentiæ, teneatur habere & tenere dicto tempore guerræ, quantitatem equitum & peditum, quæ eis erit poſſibilis, & ſuper eis ſtetur bonâ fide ipſorum, & cum ipſis guerram facere prædicto Domino Duci Mediolani, colligatis & adhærentibus ſuis, & aliis contra quos præſens liga ſe extendit; non tamen præjudi-

ANS de J. C. 1426.

cando propter hoc ligæ inter ipſum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnificam Communitatem Florentiæ exiſtenti: tempore verò pacis prædictus dominus Dux Sabaudiæ habeat & teneat, ſeu tenere faciat ejus Vaſallos & ſubditos ita in ordine & puncto, ut quoties requiſitus fuerit per alterum partium prædictarum, cum illis infra unum menſem à die requiſitionis factæ inchoandum ſubvenire poſſit & debeat colligatis oppreſſis, & cum ipſis facere honorem & debitum ligæ, contra illuſtrem Dominum Ducem Mediolani colligatos, adhærentes & alios ſuos, ut ſuprà.

5. Et prædicti dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, dicto tempore pacis habere & tenere debeant Equites bonarum gentium tres mille, & pedites mille, & Magnifica Communitas Florentiæ donec perſeveraverit in liga præſenti, ſimiliter tempore pacis tenere & habere debeat ſuis expenſis Equites tres mille, & pedites mille: & teneantur dictæ partes ſibi invicem, & viciſſim cum gentibus quas habere & tenere debent, tam tempore pacis quam guerræ, vel earum parte ſubvenire, ſicut expediens fuerit in opportunitatibus occurrentibus, contra dictum Dominum Ducem Mediolani, colligatos, adhærentes, recommendatos, ſubditos & alios ſuos ut ſuprà, toties quoties fuerit opportunum, & una pars ab altera, vel è contrà fuerit requiſita; & hoc, durante tempore præſentis unionis & ligæ.

6. Item quod præfatus Illuſtris Dominus Dux Sabaudiæ omninò tenetur & debeat, à die qua publicabitur præſens liga, in antea cuſtodiri & claudi facere paſſus & tranſitus ſuos, & eorum qui ex parte ſua in præſenti liga & unione comprehenduntur, quod per ipſos paſſus aut per terras & loca ſua, & de terris & locis ſuis non poſſint tranſitum facere gentes aliquæ in ſubſidium Domini Ducis Mediolani prædicti; ſeu ad terras & loca ſua ſuorumque colligatorum, adhærentium, recommendatorum, complicum, ſubditorum & ſequacium, vel eorum cujuſlibet, victualia aliqua, mercationes, ſeu aliæ res & bona cujuſcunque generis conduci vel apportari non poſſint ullo modo; neque de terris & locis præfati Domini Ducis Mediolani, vel ſuorum, ut ſuprà, aliquid conduci vel portari non poſſit per aliquem, ad terras, paſſus, loca præfati Domini Ducis Sabaudiæ, tam nunc quàm alio quocumque tempore occuret guerra inter partes prædictas, & Dominum Ducem Mediolani, & ſuos per totum tempus præſentis unionis & ligæ: ſimiliter etiam facere ut præmittitur, debeant prædicti Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, & magnifica Communitas Florentiæ, quocumque tempore per ipſas partes contingeret guerram facere, vel ad eam proſilire adverſus dictum Dominum Ducem Mediolani, & ſuos ut ſuprà.

7. Quinimò etiam teneatur & debeat dictus Dominus Dux Sabaudiæ, contra ipſum Dominum Ducem Mediolani & ſuos ſuperius nominatos, unà cum ſupra ſcriptis Domino Duce, Dominio & Communi Venetiarum, & Magnifica Communitate Florentiæ, uſque per totum menſem Auguſti proximo rumpere & proſequi cum gentibus prædictis, quas tempore guerræ habere & tenere debet, ipſumque facere & fieri facere contra dictum Dominum Ducem Mediolani & ſuos prædictos, cum gentibus ſuis prædictis. Item quod præſens liga & unio ſeu conſœderatio, banniatur & publicetur per dictum illuſtrem & excelſum dominum Ducem Sabaudiæ, in ſuis principalibus Civitatibus die primo menſis Septembris proximè futuri, & ad ipſum terminum bannin & publicari debeat in ſuis principalibus Civitatibus per dictum Illuſtrem & Excelſum dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum & Magnificam Communitatem Florentiæ.

8. Item quod dictæ partes & illi, pro quibus agitur, ac quilibet eorum, teneantur & debeant viciſſim, videlicet una alteri, & altera alteri, præbere & aperire liberè paſſus, tranſitus, & itinera per Civitates, Terras, Portus, aquas, caſtra, & loca, habitabiles & habitabilia, pro tranſitu gentium ipſarum partium, & prædictorum pro quibus agitur, ut ſupra cujuſlibet eorum, eiſdemque dare facere Victualia & alia opportuna pro ipſis gentibus pro pretio competenti: Et ſi contingat Campum in aliquo poni, quod tunc & eo caſu, partes & colligati de victualibus dicto Campo providere teneantur, juxta eorum poſſibilitatem.

ANS de J. C. 1426.

9. Item quod ſi durante tempore præſentis unionis & ligæ, præfatus Dominus Dux Mediolani, aut ejus colligati, recommendati, complices, fautores, ſubditi vel ſequaces, moverent guerram per mare civitati Niciæ de Provincia, vel in Comitatu vel diſtrictu civitatis ejuſdem; tunc & eo caſu præfatus Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum & Magnifica Communitas Florentiæ, donec perſeveraverint in dicta liga, teneantur & debeant providere cum Galea de Monaco, vel aliis Galeis Florentinorum, quæ ſunt in mari ſeu portibus * deinde aut per alium modum de ſuccurſu dictæ civitati: Et ſi providebitur de Armata per mare contra Januam pars ipſius Armatæ teneatur in portu Villæ-Franchæ, Monaci, & alibi, ubi melius videbitur, ita ut ipſa civitas Januæ facilius reducatur ad ſuam priſtinam libertatem; & in omnem eventum, quo dicta civitas Januæ ſubtrahatur ab obedientia Domini Ducis Mediolani, remaneat Januenſibus, & in ſua priſtina libertate.

10. Item quia apud Deum & mundum eſt opus laudabile, quærere & velle pacem, quæ ſupra omnia optanda eſt, poſſit dominus Dux, dominium & Commune Venetiarum tractare & practicare ac procurare pacem & treugam cum præfato Domino Duce Mediolani, ſed non poſſit pax aliqua vel treuga concludi niſi de voluntate & conſenſu omnium trium partium prædictarum, videlicet, domini Ducis Sabaudiæ, domini Ducis Dominii & Communis Venetiarum, & Communitatis Florentiæ, ſeu duarum partium ex ipſis tribus; ita quod quidquid per duas ex ipſis tribus partibus & Potentiis deliberabitur & concludetur de pace vel treuga, ſit validum atque firmum, & per aliam tertiam partem attendi debeat & inviolabiliter obſervari.

11. Et quia per formam unius capituli contenti in liga exiſtente inter præfatum dominum Ducem, dominum & Commune Venetiarum, & Communitatem Florentiæ, ſtat in ſolo arbitrio & poteſtate præfati domini Ducis, dominii & Communis Venetiarum, procurare, tractare & firmare pacem & treugam, cum domino Duce Mediolani; ex nunc dictus dominus Dux, dominium & Commune Venetiarum, liberant & abſolvunt dictam Communitatem Florentiæ ab omni promiſſione & obligatione contenta in dicto capitulo, quantum pertinet ad factum pacis & treugæ fiendæ cum domino Duce Mediolani: Verum ſi caſus occurreret, quod poſt concluſionem hujus ligæ, aliquid ex his quæ per partes prædictas ad præſens tenentur & poſſidentur, perderetur, & per partem adverſam occuparetur; non poſſit aliquo modo perveniri ad pacem, niſi omnia loca dictis partibus ablata reſtituatur.

12. Item ſi caſus occurreret, quo facta pace vel treuga cum Illuſtri domino Duce Mediolani, poſtea per ipſum Dominum Ducem Mediolani vel colligatos, adhærentes & recommendatos ſuos, vel per aliquem vel aliquos ex illis, contra quos præſens liga & unio ſe extendit, rumperetur, moveretur, aut fieret guerra directè vel per indirectum, contra aliquem prædictarum partium colligatorum, vel earum recommendatis, colligatis & adhærentibus, ſeu alicui ipſorum vel eorum, ac cujuſlibet ipſorum terris & locis, vel dictus Dux gentes ſuas armorum caſſaret, aut tranſitum aliquibus gentibus armorum, vel ſocietatis daret, quo offenderent, invaderent, guerramque facerent

ANS de J. C. 1426.

cerent ſeu facere vellent prædictis partibus colligatis, aut alteri earundem: in hiis caſibus aut eorum quolibet procedatur ad guerram contra ipſum dominum Ducem Mediolani, terras & loca ſua, ſubditos & fideles ſuos, & contra illos, qui dictam guerram moverent & facerent cum gentibus ipſarum partium, quas caſu guerræ tenere tenentur vigore præſentis ligæ & unionis.

13. Item quod prædictæ partes teneantur & debeaot nominare ſuos colligatos, adhærentes, recommendatos, complices & ſequaces, & omnes alios, qui pro ipſis debent beneficio hujus ligæ uti, infra tres menſes à die præſentis ligæ publicationis numerandos. Item quod præſens liga, unio & confœderano non intelligatur rupta, nec violata ſeu diſſoluta, uſque ad tempus quo durare debet, etiam ſi aliqua partium prædictarum, vel aliquis ſuorum ſuprà nominatorum in ipſa liga in aliquo deficeret; ſed omnes defectus quantò citius fieri poterit, per partem deficientem emendentur, ſub pœnâ in præſenti Inſtrumento contenta. Item quod omnia intelligantur, obſerventur & adimpleantur bonâ fide, recto & puro animo, & ad ſanum & purum intellectum, quâlibet cavillatione, & malâ interpretatione ceſſante.

14. Quam quidem ligam, unionem & confœderationem, ac omnia & ſingula ſupra ſcripta, & infra ſcripta, promiſerunt dicti Scindici & Procuratores, ac contrahentes ſupra ſcripti, & quilibet ipſorum, Scindicatus, & Procuratoriis nominibus quibus ſupra, ſibi ad invicem & viciſſim unus alteri, & alter alteri, & unus omnibus, ac omnes uni, ſtipulationibus debitis hinc inde intervenientibus, firmam & ratam, ac firma & rata habere, tenere, attendere, obſervare facere & adimplere in totum, & non contrà facere, dicere, apponere vel venire, per ſe vel alium ſeu alios, modo aliquo vel ingenio, directè vel indirectè, tacitè vel expreſsè, de jure vel de facto, vel aliquo exquiſito colore, in Judicio vel extra in pœna & ſub pœnâ ducentorum millium Ducatorum auri ſtipulatione præmiſſa. Quæ pœna toties committatur, quotics in prædictis vel aliquo prædictorum fuerit quomodolibet contrà factum, vel contraventum, aut non obſervatum vel obmiſſum: & pœna ſoluta, vel non exacta, vel non una vice vel pluribus, nihilominus prædicta omnia & ſingula, firma perdurent, & ſub eadem pœnæ ſtipulatione debeant à partibus inviolabiliter obſervari.

15. Pro quibus omnibus & ſingulis firmiter obſervandis & adimplendis, obligaverunt dicti Scindici & Procuratores ſibi invicem & viciſſim unus alteri, & alter alteri, & unus omnibus, & omnes uni, nominibus antedictis, & debitis ſtipulationibus hinc inde intervenientibus, pignori omnia eorum & cujuſlibet eorum, quorum ſunt Scindici & Procuratores, bona mobilia & immobilia, præſentia & futura. Renuntiantes ſibi invicem partes prædictæ nominibus quibus ſupra, in prædictis omnibus & ſingulis, exceptioni dictæ unionis, ligæ & confœderationis, non factæ, non ſic factarum promiſſionum, obligationum, & conventionum ſupra ſcriptarum, & prædictorum omnium non ſic geſtorum, & non ſic celebrati contractus, & omnium exceptionum & condictionum, ſine cauſa, vel ex injuſta cauſa, privilegio fori, doli malt, & in factum, novarum Conſtitutionum Divi Adriani de fidejuſſoribus, & omni alio Legum, Jurium, & Conſtitutionum auxilio, & Legi dicenti generalem renuntiationem non valere, nec non omni privilegio, litteris & abſolutionibus impetratis vel impetrandis, quibus contra prædicta, vel aliquod prædictorum poſſent tueri aut dicere, facere vel venire.

16. Et ad majorem expreſſionem & firmitatem omnium præmiſſorum, prædicti Scindici, & procuratores, & quilibet ipſorum, in animabus & ſuper animabus eorum, quorum ſunt Procuratores & Scindici, tactis Dei ſcripturis ad ſancta Dei Evangelia, ſic ut præmiſſum eſt, in omnibus & ſingulis ſuperius annotatis attendere & obſervare, & attendi & obſervari facere, corporaliter juraverunt. Mandantes, rogantes & volentes, quod de præmiſſis omnibus confici debeant unum & plura publica Inſtrumenta, per nos Franciſcum della Siega, præfati Domini Ducis & Domini Venetiarum Secretarium, & Andream Maleti de Combaviana Taurinenſis Dioceſis, publicos Imperiali autoritate Notarios infra ſcriptos, & quemlibet noſtrûm in eodem tenore ſimilia. Actum Venetiis, in Ducali Palatio Reſidentiæ præfati Illuſtris Domini Ducis, in Sala * Præſentibus egregiis & nobilibus Viris Dominis Victore Barbaro, quondam Maſei, Ludovico Donato Domini Bartholomei, Civibus Venetiarum, cum Domino Presbytero Joanne Bartholomei Locarini de Lnca & Franciſco Denucanoſer, Joachino Thomiſano, præfati Domini Ducis, & Dominii Venetiarum Secretariis, & aliis teſtibus ad præmiſſa vocatis, habitis & rogatis, Signé Mallet, & la Siega.

ANS de J. C. 1426.

CCCLXXVIII.

Déclaration de guerre faite à PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, par* AME' VIII. *Duc de Savoye le* 22. *Août.* 1427. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 348. *&* S. Guichenon. Hiſtoire des Ducs de Savoye. Preuves. pag. 267.

ANS de J. C. 1427. Savoye et Milan.

AMEDEUS Dux Sabaudiæ, Chablayſii & Auguſtæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennenſis Valentinenſiſque & Dyenſis &c. Illuſtri domino PHILIPPO MARIÆ Anglo Duci Mediolani &c. Exigentibus certis juſtis cauſis, reſultantibus ex non modicis defectibus veſtris, fide dignorum teſtimonio compertis, non ſine cordis noſtri diſplicentia vehementi, juſtè coarctamur contra vos & Veſtros velut à noſtrâ amicitiâ, veſtrûm culpâ ſeparatos, cum amicis noſtris de cætero proſilire, ut dum licet valeamus, Altiſſimo concedente conſpiratis injuriis obviare. Scriptum Thononi, die viceſimâ primâ Auguſti, M. CCCC. XXVII.

ANS de J. C. 1427. Savoye et Milan.

CCCLXXIX.

Réponſe de PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, à la déclaration de guerre d'*AME' VIII. *Duc de Savoye, à Milan, le* 4. *Septembre*, 1427. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 349. *&* S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 267.

PHILIPPUS MARIA Anglus, Dux Mediolani &c. Papiæ Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus. Illuſtri Domino AMEDEO Duci Sabaudiæ &c. Tædet admodum, Illuſtris Domine, quod nulla præcedente cauſa legitima, debeatis contra nos & noſtros proſilire velut ſcribitis, juraque vigentis utrimque conſanguinitatis & ligæ perturbare. Quicquid literæ veſtræ contineant, nullæ id exigunt juſtæ cauſæ, nulli noſtri defectus, nullæ denique injuriæ conſpiratæ, quibus obviare velle ſcribitis. De teſtibus autem, quos fide dignos appellatis, cum eorum nomina taceatis, nos non loquimur; ſed hoc non ſilemus, quod facillimum nobis fuiſſet & eſſet, quoſcumque teſtes hujuſmodi reprobare.

2. Cum igitur Domini Progenitores veſtri ſemper fidelitatis decore claruerint, nunquamve ab honeſtate, nunquam à debito ſua inclyta progenies deviarit, voſque per retroacta tempora tulerins fidelis & honeſti

ANS de J. C. 1427. domini ſemper famam; querimur, miramur, & dolemus, quod tàm immaturè & impetuosè vos geſſeritis cum eo, qui vobis erat conſanguinitate fœdereque aſtrictus, nobiſcum ſcilicet, ut cum hoſtibus noſtris ligam prius ingeritis, & literas diffidentiæ promiſeritis, quod nobis eas volueritis intimare, cauſas quas juſtas appellatis, illas culpas, quos defectus dicitis, illas injurias, quas ſubjungitis conſpiratas.

3. Quæ omnia ſi recta itum eſſet via, debituſque fuiſſet ordo ſervatus, nobis per priùs intimare debueratis. Nam cum veritas per ſe ipſam ſemper eluceat, facillimè vobis cognitam noſtram innocentiam & ſinceritatem feciſſemus, dixiſſemuſque defectus aliquos non poſſe nec debere nobis aſcribi; & vos denique feciſſemus ita claros, quod procul dubio remanſiſſet de nobis veſtra Dominatio benè contenta. Non erat ita profiliendum pro conſanguinitate & liga utrinque vigenti. Nos enim ſemper juris determinationi ſtetiſſemus, & offerimus adhuc ſtare.

4. Verumtamen ſi libet profilire, ſicut ſcribitis, adverſuſque conſanguineum & confœderatum veſtrum agere, procedatis. Nos enim vos & veſtros lætо & gratioſo animo expectamus, inſultus veſtros poſſe renùs repuliſiri. Confidentes etiam in divina clementia, quæ juſtas fovet ſemper cauſas, quæ adjutrix nobis erat & propitia in agendis. Gratius tamen eſſet, invicem benè vivere juxta ſolitum, & conſanguinitatem ac ligam noſtram, illæſam & inviolatam conſervare; cum ſatis atque ſatis incongruum videatur & abſurdum, eos qui ſanguine & fœdere ſunt connexi, manus debere conſerere, & lædere ſe viciſſim. Datum Mediolani, die quarta Septembris, M. CCCC. XXVII.

CCCLXXX.

ANS de J. C. 1427. SAVOYE ET MILAN. *Traité de Paix entre* AME' VIII. *Duc de Savoye, &* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, fait à Turin, le 2. Décembre*, 1427. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 268.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus ſancti, Amen. Anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſeptimo, Indictione ſexta, die ſecunda menſis Decembris. Ad laudem, honorem & reverentiam Dei Omnipotentis, & Glorioſæ Virginis ejus Matris, ac Beatorum Mauritii Martiris, & Ambroſii Confeſſoris. *Illuſtriſſimi Principes & Excellentiſſimi Domini Domini* AMEDEUS *Dux Sabaudiæ, Chablaſii & Auguſtæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, & Gebennenſis, Valentinenſiſque & Dyenſis, ex unâ parte*, & Dominus PHILIPPUS MARIA Anglus, Dux Mediolani, Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, ex altera. Ex mandato Sereniſſimi eorum communis Domini Sigiſmondi Romanorum Regis & ſemper Auguſti, ac moti vinculo ſanguinis & charitatis, nec non mutua & antiqua ſua & ſuorum amicitia, & ad ſoliditatem Pacis perpetuæ inter prædictos Dominos eorumque Civitates, terras & loca, ſuoſque Cives diſtrictuales, ſubditos & fideles, per ſuos veros & ſolemnes Procuratores infraſcriptos, videlicet præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ, per magnificos & ſpectabiles viros Dominum Umbertum Baſtardum de Sabaudiâ, Gaſpardum Dominum Montiſmajoris, Manfredum ex Marchionibus Saluciarum Dominum Greſiæ, Milites, Mareſcallos Sabaudiæ, & Petrum Marchiandi Legum Doctorem, Conſiliarios prædicti Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ, quorum mandato & poteſtate conſtat dicti Domini Ducis Sabaudiæ patentibus literis, ſuo ſigillo impendenti ſigillatis, & per ejus Secretarium Guillelmum Bolomerii confectis & ſignatis, datis Aquis die XX. quinta Octobris, anni prædicti: & Illuſtriſſimus Philippus Maria Dux Mediolani, per Reverendum in Chriſto Patrem & Dominum Dominum Dei gratia Archiepiſcopum ſanctæ Mediolanenſis Eccleſiæ, ac Venerabilem virum Dominum Fratrem Philippum de Provanis Præceptorem Domus ſancti Anthonii Mediolani, & ſpectabiles inſigneſque Juris utriuſque Doctorem Dominum Franchinum de Caſtilliono Conſiliarium, & Ludovicum Crotum Secretarium dicti Domini Ducis Mediolani, ut de eorum poteſtate & mandato conſtat publico inſtrumento Mediolani confecto, ſub anno prædicto & die Lunæ, tertio menſis Novembris præteriti, & in caſtro Portæ Jovis, in quo reſidere habet præfatus Dominus Dux Mediolani ſcripto & ſignato per Donatum de Citero de Herba, filio quondam Domini Marchiſii civitatis Mediolani, Notarium publicum & Scribam prædicti Domini Ducis Mediolani, inierunt & contraxerunt, & ineunt, & contrahunt per hæc ſcripta bonam, veram & ſtabilem ligam, confœderationem & unionem, perpetuis temporibus duraturam, in modum qui ſequitur. Videlicet, dictus Dominus Dux Sabaudiæ, pro ſe ſuiſque filiis & hæredibus naturalibus & legitimis, Ducibus Sabaudiæ & Principibus Pedemontium, nec non pro quibuſcumque aliis ſuis hæredibus, juriſdictionem, territorium & Dominium ultrà Montes, atque pro univerſo territotio ſuo & Dominio, quod habet, tenet, & in futurum habebit & tenebit, ſuiſque ſubditis & vaſſallis, proque ſuis adhærentibus, colligatis & recommendatis veris, nominandis infrà tempus unius menſis à die præſentis celebrati contractus, qui adhærenres, colligati & recommendati veri ſint eſſeque debeant tempore nominationis de ipſis faciendæ. Item convenerunt & conveniunt & promittunt prædicti Procuratores, procuratoriis nominibus quibus ſuprà, alter alteri & viciſſim, Quòd dicti Domini Duces Sabaudiæ & Mediolani, non dabunt tranſitum, reductum vel receptum, ſtantiam neque victualia aut aditum, quemvis favorem, auxilium vel ſuffragium aliquibus inimicis alterius; imò prohibebunt poſſe tenus alter alterius honorem, utilitatem & commodum in quibuſcumque caſibus quæret & procurabit, alter alteri notificabit conſeſtim quæcumque ſenſerit, perceperit vel cognoverit, quandocumque tangentem in detrimentum & nocumentum aliqualiter perſonæ, honoris, utilitatis & ſtatus alterius, eaque toto poſſe prohibebit, & rebelles qui in futurum eſſent pro rebellibus reputabit, poſt notificationem de illis rebellibus per illum cujus ſunt rebelles alteri parti factam: atque prædictus Dominus Dux Sabaudiæ, illos qui machinati fuerint in mortem Illuſtriſſimi Joannis Mariæ Ducis Mediolani, quondam fratris præfati Domini Ducis Mediolani, pro ſuis rebellibus reputabit; rebelles verò alii eſſe intelligantur illi, qui machinari fuerint in perſonam & ſtatum illius cujus rebelles eſſe dicuntur; in numero quorum rebellium Januenſes non comprehendantur, quando contingeret, quod abſit, ipſam civitatem Januæ aliud Dominium quàm Dominium Domini Ducis Mediolani quoad præſens tenet, mutaſſe. Item convenerunt prædicti Procoratores nomine quo ſuprà, quòd ſi in futurum eveniret, quod Deus avertat, alterum prædictorum Dominorum per ejus inimicos in aliqua Civitate, villa, caſtro vel oppido perſonaliter obſeſſum eſſe, tunc & eo caſu quòd alter dictorum Dominorum non obſeſſus, teneatur & debeat ipſi tali obſeſſo pro omnibus viribus ſuis dare, præbere omnem favorem, auxilium & opem ſibi poſſibilem, adverſus inimicos dicti obſeſſi, & ad ipſius obſeſſi liberationem. Item Procuratores prædicti procuratoriis nominibus quibus ſuprà, promiſerunt & convenerunt, quòd ſi nunc & ullo unquam tempore alicui prædictarum partium guerra aliqua moveretur, eo caſu & tunc altera pars in quacumque nova guerra in & pro

ANS de J. C. 1427.

pro defenſione ſtatus partis cui talis guerra moveretur, & adverſus moventem ſeu moventes guerram hujuſmodi, teneatur dare favorem, auxilium & ſuffragium alteri parti adverſus quem talis guerra moveretur, de mille & quingentis Equitibus gentium armigerorum, & hoc per ſpatium trium menſium ſumptibus ſuis propriis, nec non ad requiſitionem partis offenſæ infra quadraginta dies poſt ipſam requiſitionem factam; quòd verò ſpatium trium menſium incipere debeat, quotieſcumque præfatus Dominus Dux Sabaudiæ dictum ſubſidium præbere haberet ipſo Domino Duci Mediolani & gentibus armigeris Ultramontanis, dum & quando ipſæ gentes armigeræ applicuerint in & ſuper territorio ipſius Domini Ducis Mediolani; & vice verſâ, quotieſcumque prædictum ſubſidium per præfatum Dominum Ducem Mediolani ipſo Domino Duci Sabaudiæ ultra Montanas partes præberetur, tunc & eo caſu ſpatium dictorum trium menſium incipere debeat, dum & quando gentes armigeræ ipſius Domini Ducis Mediolani Lanceum Burgum applicuerint: quòd ſi contingeret ipſum ſubſidium in partibus Citramontanis præbere, tunc ſpatium dictorum trium menſium incipere debeat, dum & quando prædicti gentes armigeri dicti Domini Ducis Mediolani, territorium ipſius Domini Ducis Sabaudiæ applicuerint: ſi verò pars ſubſidium requirens, ultra ſpatium dictorum trium menſium prædictum ſubſidium, auxilium & favorem habere requiſiverit uſque ad conſummationem totalem dictæ guerræ; tunc altera pars requiſita teneatur parti requirenti dictum ſubſidium, auxilium & favorem præſtare, ſumptibus tamen partis requirentis & non partis requiſitæ, uſque ad conſummationem totalem dictæ guerræ: & ſi forſan imò & eodem tempore guerra ambabus partibus moveretur & fieret; tunc & eo caſu adveniente, debeat & teneatur pars quæ minorem guerram habuerit, dare favorem & auxilium parti majorem guerram habenti, de illi gentium armigerorum quantitate, quæ conveniens fuerit & videbitur reſpectu guerræ utrique parti incumbentis oneris gravioris, quod incumberet habenti majorem guerram; quæ tamen quantitas declarari debeat, & tanta ſit quanta declarabitur per tres ex Conſiliariis præfati Domini Ducis Sabaudiæ, ut in Conſilio ſun ordinariæ reſidentiæ, per prædictum Dominum Ducem Mediolani ſtatim orta differentia colligendis, totidem ex illis Domini Ducis Mediolani inter præfatum Dominum Ducem Sabaudiæ eligendis ſtatim ut ſuprà; qui omnes etiam eſſe debeant Cognitores & Deciſores differentiæ præteritæ, quæ occaſione miſſionis gentium prædictarum, quomodolibet oriretur inter partes, quorum vel majoris partis eorum declarationi, deciſioni ac meræ voluntati, extra etiam judicium, ſine aliquo ordine vel ſolemnitate juris vel facti, omni exceptioni & remedio nullitatis, appellationis, reſtitutionis, ſupplicationis, & alio quocumque ceſſante, debeant ſtare partes, & remanere contentæ de illa ſubſidii quantitate quam declaraverint dari debere, illaquè deciſione quam facient in prædicta differentia: in qua declaratione & deciſione, ſi forſan diſcordarent, debeat ultra prædictos, eſſe declarator, deciſor & cognitor prædictorum omnium alius communiter eligendus, qui utriuſque partis ſit confidens; & quidquid ipſe cum aliis prædictis, vel majori aut dimidia parte eorum, declaraverint & deciderint, debeat executioni mandare, quocumque remedio ceſſante ut ſuprà.

Item convenerunt, quòd alter prædictnrum Dominorum, alteri in quibuſcumque capiendis impreſiis, debeat ſuis periculis & expenſis favores quoſcumque poſſibiles, & quæcumque poſſibilia præſidia dare & præſtare, bona fide, realiter & ex corde, qui favores quæve præſidia dari, mitti, manuteneri, declarari & limitari debeant modis & formis in proximo præcedenti capitulo annotatis; & dummodò faciens talem impreſiam, ipſam faciat de voluntate alterius; & alioquin altera pars non teneatur aliquod ſubſidium præſtare, niſi quantum de ſua voluntate proceſſerit, teneatur tamen nullum præſtare ſubſidium, opem vel favorem, facto aut verbo, illi contra quem ipſa impreſia capta eſſet, atque etiam nihil omnino facere, directè vel indirectè, per ſe vel alium, aut quovis quæſito colore, ex quo poſſet talis impreſia impediri vel turbari aut etiam cum dictis talem impreſiam facientibus, in ipſa impreſia deteriot fieri quovismodo.

ANS de J. C. 1427.

Item convenerunt & promiſerunt prædicti Procuratores nomine quo ſuprà, quòd omnia quæ partes acquirent in caſu guerræ fiendæ tantùm ſecundùm formam capituli immediatè præcedentis, de bonis Inimicorum ſuorum, debeant ambabus partibus eſſe communia, & communiter dividi inter partes; ita tamen, quòd ſi aliquid acquireretur magis congruum uni parti quàm alteri, debeat dimitti parti cui magis congruerit, pro ſufficienti contracambio dando ejus loco alteri parti, etiam in loco eidem parti magis congruenti, per partem cui dimitteretur & magis conveniret res hujuſmodi, ſecundùm deciſionem & declarationem prædictorum, ut ſupra nominatorum, quorum declarationi & deciſioni fiendæ juxta formam de qua ſuperiùs fit mentio, ipſæ partes ſuper facto hujuſmodi contracambii ſtare debeant, omni remedio ceſſante ut ſuprà.

Item convenerunt dicti Procuratores nomine illorum quorum Procuratores exiſtunt, quòd prædictæ partes de guerra quæ mota fuerit communi conſenſu, nullam facere poſſint pacem, treugam, concordiam, ſufficientiam, abſtinentiam ab offenſis, ligam, intelligentiam & conſederationem, cum aliquo Principe, Domino, Dominio, Communitate & alia quavis Mundi perſona, cujuſvis ſtatus, gradus & conditionis exiſtat, niſi interveniat utriuſque partis conſenſus & voluntas & de communi partium voluntate procedat, de qua conſtet per autenticam ſcripturam.

Item & procuratoriis nominibus prædictorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, convenerunt ipſi Procuratores ad invicem, quòd omnia & ſingula ſuprà ſcripta, intelligantur intelligique tantummodo volunt & intendunt, quantùm ad alios Dominos & alia Dominia, quàm contra Dominium Venetiarum, & Communitatem Florentiæ, cum ſuis ſequacibus & colligatis in præſenti guerra, & alios Dominos & Dominia, adhærentes, colligatos & recommendatos, reſervatos ut ſuprà, reſpectu quorum Dominorum, Venetorum & Communitatis Florentiæ atque colligatorum & ſequacium, ipſi Procuratores procuratoriis nominibus, uno animo & conſenſu convenerunt & promiſerunt, ut infrà; Videlicet, quòd ſi contingat inter præfatum Dominum Ducem Mediolani, pro una parte, & Dominium Venetorum & Communitatem Florentiæ, pro alia parte, fieri pacem, ac novam aut confirmatoriam vel reformatoriam illius quæ Venetiis die xxx. menſis Decembris proximè præteriti celebrata fuit, eadem pace nova, confirmatoria vel reformatoria non obſtante, poſtea inter ipſum Dominum Ducem Mediolani & Dominium Venetorum & Communitatem Florentiæ vel alterius eorum, de novo guerram fieri, & hoc, non interveniente ipſius Domini Ducis conſenſu; aut contingeret inter prædictos guerram continuare, quæ eveniret ex eo, quia non interveniente ipſius Domini Ducis Mediolani defectu, qui ſtare & acquieſcere dictæ Pacti Venetiis agitatæ vult & imendit, prædicta Pax Venetiis facta non confirmetur, vel executioni non mandetur; tunc & eo caſu teneatur idem Dominus Dux Sabaudiæ permittere Mercatores, mercantias, victualia, & alios ſubditos dicti Domini Ducis Mediolani tranſire, diſcurrere per territorium ipſius Domini Ducis Sabaudiæ, eo modo & forma quibus ante guerram tranſibant & diſcurrebant; nec non eo caſu deſiſtat deſiſtereque debeat dictus Dominus

ANS de J. C. 1427. Dux Sabaudiæ, ab omni offenſa quoviſmodo, directè vel indirectè, publicè vel occultè, per ipſum vel alium inferenda dicto Domino Duci & ejus ſubditis.

Præterea convenerunt ipſi Procuratores ut ſuprà, quòd in omnibus ſupraſcriptis & infraſcriptis reſervetur, reſervarumque eſſe intelligatur omne, totum & integrum jus Superioritatis Sereniſſimi Domini Romanorum Regis ſemper Auguſti, adversùs quem præſens liga, confœderatio & unio minimè ſe extendat, extendereque poſſit vel debeat. Acta fuerunt hæc in civitate Taurini, in Epiſcopali ejuſdem Civitatis domo: Præſentibus egregiis & nobilibus viris Domino Joanne Marchandi Legum Doctore, Joanne & Reguino ex Comitibus Valliſpergiæ, Domino Jacobo Spinula Cantore Eccleſiæ majoris Papiæ, Simone de Morigiis, Aotonio de Revoyra, Joanne Mareſcalli, Guidone Columbi, Amedeo de Plozaſco, Angelino Provanæ, Bartholomeo de Senis, & Joanne de Oxiis, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

CCCLXXXI.

ANS de J. C. 1427. Savoye et Milan.

Donation de la Seigneurie de VERCEIL, *faite à* AME' VIII. *Duc de Savoye, par* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, le 2. Décembre*, 1427. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 271.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus ſancti, totiuſque Curiæ ſupernalis, Amen. Noverint univerſi præſentes pariter & futuri, quod anno à Nativitate Domini noſtri Jeſu Chriſti ſumpto milleſimo quadringenteſimo viceſimo ſeptimo, Indictione ſexta, die ſecunda menſis Decembris, conſtituti in præſentia noſtrûm Notariorum & teſtium ſubſcriptorum, Reverendiſſimus in Chriſto Pater & Dominus Dominus Bartolomæus Dei gratia Archiepiſcopus ſanctæ Mediolanenſis Eccleſiæ, venerabilis & Religioſus vir Frater Philippus de Provanis Præceptor Domus ſancti Anthonii Mediolanenſis, ſpectabilis & egregius vir Dominus Franquinus de Caſtilliono Juris utriuſque Doctor Conſiliarius, & ſpectabilis Ludovicus Crotus Secretarius Illuſtriſſimi Principis Domini PHILIPPI MARIA Angli, Ducis Mediolani & Papiæ, Angleriæque Comitis, ac Januæ Domini, Nati quondam Illuſtriſſimi Principis Domini Joannis Galeas Vicecomitis olim primi Ducis Mediolani; Procuratores & procuratoriis nominibus ejuſdem Domini Ducis Mediolani, habentes ſpeciale mandatum, etiam ad donandum cuilibet Domino Principi & perſonæ, cujuſvis ſtatus, gradus, dignitatis & conditionis exiſtat, quamcumque Civitatem, Terram, fortalitium, villam, quodcumque caſtrum, omnemque locum, Portum & Pontem dicti Illuſtriſſimi Domini Ducis Mediolani, & quæ per eum ſeu ejus nomine teneantur & poſſideantur quomodocunque, etiam ſi ſub homagio vel in feudum teneantur, cum omnium eorum & cujuſlibet eorum rationibus, actionibus, juriſdictionibus, regiminibus, honorantiis, emolumentis, intratis, honoribus & præeminentiis univerſis, cum ceſſione jurium & actionum ipſi Domino Duci Mediolani pertinentium; habentes etiam ſpeciale mandatum ad prædicta cum libera, ut in inſtrumento dicti Procuratorii, recepto per Donatum de Caſtro de Herba, filium quondam Domini Marchiſii civitatis Mediolanenſis Portænovæ, Parrochiæ ſancti Fidelis, Imperiali autoritate Notarium publicum, ſub anno prædicto à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo viceſimo ſeptimo, Indictione ſexta, die Lunæ tertio, menſis Novembris, ſigillo etiam ipſius Domini Ducis Mediolani ſigillato. Conſtituti, inquam, præfati Procuratores, in cellulis eorum mentis revolventes, cogitantes verum amorem, quem habet & de gerit ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani erga *Illuſtriſſimum Dominum* AMEDEUM *Primum Ducem Sabaudiæ, conſanguineum cariſſimum* ipſius Illuſtriſſimi Domini Ducis Mediolanenſis, & bona & acceptabilia ſervitia eidem Illuſtriſſimo Domino Duci Mediolanenſi, per præfatum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Sabaudiæ facta & impenſa; & quod tempore quo fuit juvenis ipſe Dominus Dux Mediolan. poſt mortem Illuſtriſſimorum Dominorum Ducis Mediolan. Patris, & Ducis Mediolan. fratris ipſius Ducis moderni, quo tempore ipſe Dominus Dux Mediolan. modernus à vicinis ſuis multùm guerris opprimebatur, dictus Dominus Dux Sabaudiæ non ſolùm ab oppreſſionibus & guerris eidem Domino Duci Mediolan. inferendis deſtitit, quinimò & eundem Dominum Ducem Mediolan. ſuis conſiliis, victualibus è patria ſua ad patriam Mediolanen. ac etiam aliis mercantiis vehi & transferri permiſit, ac etiam omnibus aliis favoribus quibus potuit, fovit gratioſis, & omnem favorem quem potuit idem Dominus Sabaudiæ, ipſi Domino Duci Mediolan. præbuit inceſſanter, ac poſteà continuè à prædictis non deſtitit: prædictis cauſantibus, ne ipſe Dominus Dux Mediolanen. tantorum beneficiorum videatur immemor, ut ipſe Dominus Dux Sabaudiæ de prædictis remunerationem conſequatur, contemplatione, & ob remunerationem ipſorum meritorum, quæ merita pro notoriis habent & tenent: Nolentes ullo unquam tempore, de ipſis meritis aliquam probationem exigi nec fieri, ipſorum meritorum cauſa ſimili ſubſequentium exiſtente; & etiam ex liberalitate ipſius Domini Ducis Mediolanen. ſuper ſubſequentibus ore tenùs expreſſum mandatum ab ipſo Domino Duce Mediolanen. habentes, eidem Domino Duci Sabaudiæ licet abſenti, ſtrenuiſque Militibus Dominis Humberto Baſtardo de Sabaudia, Gaſpardo de Montemajori, & Manfredo ex Marchionibus Salutiarum, Mareſcallis Sabaudiæ, & ſpectabili & egregio Domino Petro Marchandi legum Doctori, Ambaſciatoribus & Procuratoribus dicti Domini Ducis Sabaudiæ, ut de procuratione eorum conſtat literis autenticis ipſius Domini Ducis Sabaudiæ, ſigillis ſuis ſigillatis, & manu Vullielmi Bolomerii ejus Secretarii ſignatis, ſub anno Domini milleſimo quatercenteſimo viceſimo ſeptimo, & die viceſima quinta menſis Octobris, datis Aquis: Præſentibus & ſtipulantibus, [illegible] etiam nobis Notariis præſentibus & ſtipulantibus more publicarum perſonarum, vice, nomine & ad opus ipſius Domini Ducis Sabaudiæ & ſuorum ſucceſſorum, nec non quorum intereſt vel intereſſe poterit in futurum. Dant, donant, transferunt, cedunt, conceduut & tradunt, donatione pura, mera & irrevocabili, quæ dicitur inter vivos, nulla inſinuatione indigente, nec aliqua ingratitudinis cauſa, vel alia facto vel jure revocanda; eidem Domino Duci Sabaudiæ, & ſuprà proximè nominatis, recipientibus & ſtipulantibus ut ſuprà, nomine ipſius Domini Ducis Sabaudiæ, pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus, & quibus dare vel alienare voluerit, ſalvo jure, laudo & conſenſu cujuſcumque, à quo vel quibus prædicta moveri reperirentur: videlicet, CIVITATEM VERCELLENSEM cum toro ejus territorio & diſtrictu, caſtris, villis, oppidis, redditibus, cenſibus, juriſdictionibus, emolumentis, piſcariis, furnis, molendinis, baptiſteriis, aquis, aquarum decurſibus, portibus, pontanagiis, pedagiis, gabellis, tributis, angariis & parangariis, bulletis, ſubſidiis, venationibus, leydis, & aliis ſuis juribus & pertinentiis quibuſcumque, & quocumque nomine cenſeantur, etiam ſi hîc omnia expreſſa non fuerint, & cum omnibus quæ dictus Dominus Dux Mediolanenſ. in dicta civitate Vercellenſi & territorio ejuſdem, quæcumque ſolitus eſt ibidem habere, percipere, & recuperare ipſe Dominus Dux Mediolanenſ.

ANS de J. C. 1427.

ANS de J. C. 1427.

nensſ. per ſe vel ejus Officiarios quoſcunque; & hæc omnia videlicet à flumine Sicidæ citrà à parte reliqui territorii dicti Domini Ducis Sabaudiæ: cum iſta declaratione, videlicet, quòd ſi eſſent aliquæ terræ, loca, portus, vel alia ex ſupradictis diſtrictus & territorii Vercellarum, ultra dictam aquam Sicidæ à parte reliqui territorii dicti Domini Ducis Mediolani, quæ loca ultra Sicidam exiſtentia, aliquas pertinentias vel fines haberent citra Sicidam à parte territorii dicti Domini Ducis; quòd illi tales fines ſeu pertinentiæ debeant remanere ipſis locis ultra Sicidam: & viceverſa, ſi ſint vel exiſtant aliquæ terræ vel loca, portus vel alia ſuperiùs deſcripta, diſtrictus ipſius loci Vercellenſ. citra Sicidam, quæ habeant ultra Sicidam à parte territorii dicti Domini Ducis Mediolanenſ. aliquas pertinentias vel fines; quòd illi tales fines & pertinentiæ debeant remanere, ſpectareque & pertinere ad loca dicti loci citra Sicidam exiſtentia, & de Dominio dicti Domini Ducis Sabaudiæ, ac ſi eſſent citra Sicidam: reſervatis etiam in omnibus & per omnia, ſingularibus perſonis utrorumque Dominiorum, eorum bonis & poſſeſſionibus, tam ultra quàm citra Sicidam exiſtentibus: ita quòd de eiſdem gaudere poſſint & debeant, ſine contradictione quacunque, ea lege & conventione, quòd ſi aliqua diſſenſio vel diſcordia, occaſione prædictorum finium & diviſionis territoriorum oriretur, Deciſores eſſe debeant Conſiliarii utriuſque partis, cum uno partium Confidente, ſecundùm modum & formam capituli, in ſimili ad differentias ſedandas poſiti contractu ligæ hodie inter ipſos Dominos celebratæ, & per nos infraſcriptos Notarios rogatæ. Dantes & concedentes ipſi Domini Procuratores & nuncii dicti Domini Ducis Mediolani ſuperiùs nominati, ipſi Domino Duci Sabaudiæ, vel ejus Mareſcallis, alterive ipſorum, ac aliis quibuſcumque ab ipſo Domino Duce vel ejus ſucceſſoribus, ad hoc mandatum habenti vel habentibus; plenam, puram, liberam & omnimodam poteſtatem, poſſeſſionem corporalem & realem, ac apprehenſionem dictarum Civitatis, locorum, caſtrorum & territorii, ejuſdemque pertinentiarum, & aliorum ſuperiùs deſcriptorum, etiam vi armata ſi opus fuerit, abſque aliqua pœna vel delicto incurrendo, apprehendendi, detinendi, conſervandi, & retinendi ſua propria authoritate, abſque dicti Domini Ducis Mediolanenſ. alicujuſve ſuperioritatis, vel alterius cujuſcumque Magiſtratus vel Judicis, ſeu alterius perſonæ licentia vel mandato: Conſtituentes ſe nomine dicti Domini Ducis Mediolanenſ. & ipſum Dominum Ducem Mediolani prædictam Civitatem eum ejus territorio, caſtris, villis, oppidis, pertinentiiſque quibuſcumque, & aliis ſupra deſcriptis, nomine dicti Domini Ducis Sabaudiæ, & ſuorum ſucceſſorum, poſſidere & tenere, quouſque ipſe Dominus Dux Sabaudiæ & ſui, ſeu alii pro eo poſſeſſionem prædictorum acceperint corporalem, Mandantes ipſi Domini Procuratores & Ambaſciatores, omnibus & ſingulis fidelibus, feudatariis, emphiteotis, ſubditis, & aliis quibuſcumque dictæ Civitatis, territorii & locorum prædictorum, Officiariſque, cuſtodibus caſtrorum, portarum citadellæ, caſtellanis, vicariis, cavalleriis, pedagiatoribus, gabellatoribus, receptoribus, bulletariis, & aliis quibuſcumque Officiariis dicti Domini Ducis Mediolani, majoribus & minoribus, quatenùs prædicto Domino Duci Sabaudiæ, ejuſve Mareſcallis, ſeu alteri ipſorum, vel alteri pro parte ipſius Domini Ducis Sabaudiæ ibi miſſo, & poteſtatem habenti, pareant, obediant & intendant, ac ipſam Civitatem, Citadellam ejuſdem, Caſtraque & portas, ac etiam alia caſtra, loca, villas & oppida ipſius territorii & diſtrictus Vercellenſis ut ſupra donata, expediant & tradant liberè & abſque quavis contradictione, & hoc ſub pœna rebellionis, indignationis ipſius Domini Ducis Mediolani, cæteriquè Officiani, Gabellatores, Pedagiatores, & alii ſuperius nominati, nec non etiam & quicumque Notarii aliqua inſtrumenta habentes de redditibus, ſervitutibus, cenſibus, fervitiis, aliiſve ad Dominum ipſius Civitatis & Dominii ejuſdem pertinentibus, ſub eadem pœna: etiam mandantes, ut illa omnia ſupra nominata, pro parte dicti Domini Ducis Sabaudiæ ibi accedentibus, illa tradant liberè & expediant, nullo eiſdem impedimento apponendo; ea tamen lege & conventione, per ſolemnem ſtipulationem inter prædictos Procuratores invicem, & nobis Notariis ut ſupra ſtipulantibus factam, quod omnes & ſingulæ Intratæ ordinariæ & extraordinariæ tam Datiorum quam Gabellarum, taxarum & alterius cujuſcumque maneriæ, ipſarumque Intratarum debitores quicunque, ratione temporis præteriti tantum, à die fiendæ traditionis dictæ Civitatis ut infra, retro ſint & eſſe debeant ipſius Domini Ducis Mediolani, ac ſibi remanere debeant: ita quod ipſas intratas & ipſos debitores pro dicto tempore præterito exigi facere poſſit, tam in Judicio quàm extra pro ſuo libito voluntatis, talique exactione ipſe Dominus Dux Sabaudiæ ſuique Officiales, qui in prædicta Civitate reperirentur, omne brachium, omnemque ſibi poſſibilem favorem præbere teneantur: promittentes prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudiæ; ipſis Domini Ducis Mediolani Procuratoribus, nobiſque Notariis ut ſupra recipientibus & ſtipulantibus, omnes & ſingulos Cives prædictæ Civitatis Vercellarum, ejuſque diſtrictuales, tam nobiles quàm plebeos & ruſticos, & maximè omnes nobiles de Titionibus vel Cives Vercellarum, qui per ante dictam donationem ſubditi ipſius Domini Ducis Sabaudiæ eſſe veniant, clementer, gratioſè atque benignè tractare; & quòd ita per eundem Dominum Ducem Sabaudiæ, & per ſuos tractabuntur, neque eis imputabuntur aliqua præterita quomodocumque per eos commiſſa, tanquam Cives Vercellarum, nec eorum ratione contra ipſos vel aliquem ipſorum procedetur. Quæ omnia & ſingula ſupraſcripta fecerunt & contraxerunt, faciunt & contrahunt prædicti omnes Procuratores utriuſque partis, cum infra ſcriptis modis, conditionibus & formis, in ſingulis partibus præcedentibus intelligendis, ſolemnique ſtipulatione invicem, & nobis infra ſcriptis Notariis ut ſupra recipientibus, ſolemniter vallatis, & non aliter. Videlicet, quod Citadella, Caſtrum & omnia fortalitia, cuſtodiæque portarum prædictæ Civitatis, liberè, vacuè & expeditè tradi & aſſignari debeant, hinc ad diem octavam præſentis menſis incluſivè, per totam diem Magnificis Militibus Dominis Gaſpardo Domino Montiſmajoris, & Manfredo ex Marchionibus Saluciarum, ipſius Domini Ducis Sabaudiæ Mareſcallis, nomine ejuſdem Domini Ducis Sabaudiæ recepturis, aut alteri eorum utriuſque nomine recipienti ea lege & conventione, quod expectari debeat & attendi, utrum ratificatio contractus Matrimonii, per ſupra ſcriptos Procuratores inter ipſum Dominum Ducem Mediolani, & *Illuſtrem Domicellam Dominam Mariam Filiam majorem Domini Ducis Sabaudiæ*, hodierna die contracti & rogati per noſmet Notarios infra ſcriptos, & ſimiliter ratificatio contractus dotalis ut ſupra confecti & rogati, fiet & legitimè ſequetur per eundem Dominum Ducem Sabaudiæ & filiam ſuam prædictam, ſecundum quod in eiſdem ſupradictis Contractibus de ratificando promiſſum eſt & conventum, vel non fiet: qua ratificatione Patris & Filiæ legitimè ſequente, & eidem Domino Duci vel ab eo mandatum habenti in autentica forma tradita & aſſignata erunt; ſtatim locum habeant prædicta omnia & alia infra ſcripta, purè, verè, omni exceptione remota, de ipſaque Civitate Vercellarum, ejuſque juribus & pertinentiis, declaratis & limitatis ut ſupra, idem Dominus Dux Sabaudiæ & prædicti Domini Mareſcalli, aut quicumque alii ejus nomine, diſponere poſſint pro libito voluntatis ipſius Domini Ducis

ANS de J. C. 1427.

ANS de J. C. 1427. Ducis Sabaudiæ : idemque ſit & eſſe intelligatur, ſi contingeret, quod abſit, propter ſupervenientem obitum præfatæ Domicellæ Dominæ Mariæ, prædictam ratificationem fieri non poſſe : ſi vero contingeret prædictam ratificationem non ſequi nec fieri ex voluntate ipſius Domini Ducis Sabaudiæ, ejuſque Filiæ prædictæ, aut alterius ipſorum qui renuerent vel renueret eam facere ratificationem ; tunc & eo caſu prædictam Civitatem cum ſuis Juribus & pertinentiis ut ſupra, antedicti Domini Mareſcalli & uterque eorum, ipſius Domini Sabaudiæ Ducis nomine, eidem Domino Duci Mediolani, ſeu ab eo mandatum habentibus, vel habenti, retro tradere & reſtituere liberè & expediè teneantur & debeant, & eo caſu omnia contenta in præſenti Contractu caſſa, irrita & nulla eſſe intelligantur, & ſint prorſus & omninò perinde ac ſi nihil eorum contractum eſſet, geſtum vel factum : ea tamen lege & conventione, ſolemni ſtipulatione vallata ut ſuprà ; quòd in omnem caſum prædictorum & aliorum omnium, nihilominus liga hodierna die per prædictos Procuratores inter antedictos Dominos Duces contracta, & per nos infrà ſcriptos Notarios publicè rogata, rata & firma maneat in omnibus & per omnia, ut jacet ad contextum ; quæ tamen liga eſſe debeat nulla & invalida, caſu quo conſtaret per ipſum Dominum Ducem Mediolani, eſſe impeditam & negatam diſpenſationem per ſummum Pontificem ſuper dicto matrimonio contrahendo fiendam : idem eſſe debeat, ſi ipſe Dominus Dux Mediolani contractum ligæ ipſius, & contractus alios, videlicet matrimonii, conſtitutionis dotis, donationis Civitatis Vercellarum, & conventionum factarum de non alienando Civitatem Aſtenſem ; ſimul & de operando quòd Creſcentinum recognoſci debeat ab eodem Domino Duce Sabaudiæ, per omnes tractatus hodie celebratos inter dictos Procuratores, & per nos infra ſcriptos Notarios rogatos, non ratificaverit infra terminos in dictis Contractibus appoſitos, aut ſaltem per quindecim dies poſt terminos ipſos in publica forma : remanentibus tamen formis in ipſis contractibus appoſitis, quoad omnia alia in eiſdem contractibus contenta. Acto etiam, convento & in pactum expreſſum deducto, quòd locus, caſtrum, villa & territorium recepti, cum eorum pertinentiis, etiam ſi de territorio Vercellenſi eſſe reperirentur, & ultra Sicidam ſit, & pleno jure remaneat & remanere debeat Illuſtriſſimo Domino Sabaudiæ Duci, ejuſque hæredibus & ſucceſſoribus, ac cauſam ab eo habituris : promittentes prædicti Procuratores & Ambaſſiatores dicti Domini Ducis Mediolani, per juramenta ſua ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præſtita, ut ſuprà, & ſub obligatione omnium bonorum dicti Domini Ducis Mediolani, ut ſuprà, prædicta omnia ſuprà & infrà ſcripta ratificari facere dicto Illuſtriſſimo Domino Duci Mediolani, hinc ad proximum feſtum Nativitatis Domini ; & de dicta ratificatione inſtrumentum publicum & ſolemne, ſigillatum etiam ſigillo ipſius Domini Ducis Mediolani, cum clauſulis, promiſſionibus, renunciationibus, juramentis & aliis opportunis, apportari facere intrà dictum tempus, & illud tradere in manibus Illuſtris Domini Principis Pedemontium, vel ejus cui tradi mandaverit : ſimiliterque prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudiæ promiſerunt ſolemni ſtipulatione, prædictum Dominum Ducem Sabaudiæ, eo modo & infrà idem tempus ratificaturum, & ratificationem Domino Duci Mediolani, aut ejus Ambaſſiatoribus miſſurum, ut ſupra dictum eſt de ratificatione fienda ex parte Domini Ducis Mediolani. Acta fuerunt hæc in Civitate Taurini, videlicet in domo Epiſcopali ejuſdem Civitatis : Præſentibus Egregiis & Nobilibus Viris Domino Joanne Marchandi legum Doctore, Jeannino & Aiguino ex Comitibus Valliſpergiæ, Domino Jacobo Spinola Cantore Eccleſiæ Majoris Papiæ, Simone de Moringiis, Vauterio de Ravoyria, Joanne Mareſcalli, Guidone Columbi, Amedeo de Plozaſco, Angelino Provana, Bartolomeo de Senis, & Joanne de Oxiis, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

ANS de J. C. 1427.

CCCLXXXII.

Contract de Mariage entre PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, &* MARIE DE SAVOYE. *Fait le 2. Décembre* 1427. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 344.

SAVOYE ET MILAN.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo quatercenteſimo vigeſimo ſeptimo, Indictione ſexta, die ſecunda menſis Decembris. Per hoc publicum inſtrumentum cunctis fiat manifeſtum : Quòd *Illuſtriſſimi Principes & Excellentiſſimi Domini, Dominus Amedeus Dux Sabaudiæ, Chablaiſii, & Auguſtæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, & Gebennenſis, Valentinenſiſque, & Dyenſis, & Dominus* PHILIPPUS-MARIA Anglus Dux Mediolani, &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus ; ſecundùm quòd infrà ſcripti ipſorum Dominorum Procuratores nobis infrà ſcriptis Notariis, & in præſentia teſtium infrà ſcriptorum, proteſtati ſunt ex multis variiſque Majorum exemplis, & rerum ipſarum experientiis apertè cognoſcentes, Statui Magnorum Principum nihil eſſe ſalubrius, nihilque ad tranquillam jucundamque ſubditorum ſuorum vitam accommodatius, quàm bene & pacificè cum ſuis finitimis vivere, cum eorumque propinquioribus Dominis aliqua ſanguinis affinitatiſve neceſſitudine perſtringi ; memoriaque repetentes quantum honoris, quantum utilitatis & boni, ſplendidiſſimum illud memoratumque digniſſimum matrimoniale Sacramentum Illuſtriſſimi quondam altæ memoriæ Prædeceſſorum ſuorum Domini Galeas Vicecomitis Avi paterni ipſius Domini Ducis Mediolani, & Dominæ Blanchæ de Sabaudia Sororis Avi paterni ipſius Domini Ducis Sabaudiæ, produxerit non modo ipſis Dominis, verum etiam ſubditis utriuſque qui ab indè uſque in hæc ferè tempora tutè & liberè invicem ſunt verſati ; & deinde recenſentes conſanguinitatem illam jam propemodum ſeneſcere ad ultimumque conſanguinitatis gradum attingere ; atque à Deo eſſe datum, ut in hoc fluctuoſo variarum turbationum tempore ſe ſe habilitas renovandæ ipſius conſanguinitatis exhibeat in perſona ipſius Domini Ducis Mediolani, & *Illuſtris Domicella Domina* MARIÆ *Filia majoris Domini Ducis Sabaudiæ* prædicti : ſcientes nihilominus conſanguinitatis gradum inter eos vigentem prohibere Matrimonium iſtud abſque Diſpenſatione legitimè contrahi, cùm ipſi Domini duo Duces ſe invicem, in tertio conſanguinitatis gradu conſtitutos eſſe cognoſcant, Domicellamque ipſam quartum gradum ingreſſam ; ſed in benignitate & clementia Apoſtolicæ Sedis confidentes, ex certa ſcientia, deliberatoque animo propoſuerunt firmiterque determinarunt, quòd accedente Sedis Apoſtolicæ conſenſu Matrimonium prædictum omninò fœliciter contrahatur, ut exinde non ſolum renovatæ, ſed imò potiùs continuatæ & augmentatæ conſanguinitatis & affinitatis fœdere conjuncti ipſi Domini primùm, deſcendentesque ſui pariter, & ſubditi omnes cum tota eorum Patria pacificè, quietè & ſalubriter ſimul vivere poſſint, & veræ tranquillitatis amœnitate perfrui mereantur. Quamobrem Magnifici, & Generoſi Milites Dominus Humbertus Baſtardus de Sabaudia, Dominus Gaſpardus Dominus Montiſmajoris, Dominus Manfredus ex Marchionibus Salutiarum Milites, & præfati Domini Ducis Sabaudiæ Mareſcalli ; Spectabiliſque Dominus

Petrus

ANS de J. C. 1427. Petrum Marchiandi Legum Doctor famoſus, omnes ipſius Domini Ducis Sabaudiæ Conſiliarii, & Procuratores ad infrà ſcripta legitimè conſtituti, ſicut conſtat publicis litteris ſignatis per Guillermum Bolomerii, ejuſdem Domini Ducis Sabaudiæ Secretarium die vigeſima quinta Octobris, anno Domini milleſimo quarercenteſimo vigeſimo ſeptimo, ipſius D. Ducis Sabaudiæ Procuratorio nomine. Pro quo nihilominus ſub juramento, & obligatione omnium bonorum ſuorum promiſerunt, quòd ipſe D. Dux præſentem contractum ratificabit, & ultrà ratificationem ſuam faciet & operabitur, quòd Domina Maria Domicella prædicta ejus Filia ipſum ſimiliter ratificabit. Et ulteriùs dicti Procuratores nomine etiam præfatæ Domicellæ D. Mariæ, pro qua licet mandatum non habeant juxta morem Patriæ ut aſſeruerunt, ſimiliter tamen ſub juramento, & obligatione omnium bonorum ſuorum de rato promiſerunt ex una parte: & R. in Chriſto Pater, & D. D. B. Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Archiepiſcop. Sanctæ Mediolan. Eccleſiæ, Maximus Digniſſimuſque in Eccleſia Dei Prælatus; & Venerabilis, atque Magnæ Religionis Vir D. Fratet Philippus de Provanis Præceptor Domus Sancti Anthonii Mediolan. nec non Spectabiles D. Franchinus de Caſtelliono Juris utriuſque Doctor famoſus, Conſiliarius, & Alluyſius Crottus vir utique notabilis, Secretarius Ducalis, & omnes Oratores, & Procuratores præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Mediolani ad infrà ſcripta ſpecialiter conſtituti, ſicuti de eorum Mandato conſtat publico inſtrumento tradito & rogato per Donatum de Ciſtro de Herba, anni præſentis, & die tertia menſis Novembris ex altera parte: præfatorum duorum Illuſtriſſ. D. D. ſuorum laudabile propoſitum exequi volentes, ad laudem & gloriam Altiſſimi omnium rerum Conditoris, omniumque bonorum, præſertim Matrimonialis Sacramenti præcipui Authoris, qui non ſine magno myſterio Sexta illa die qua Fabricam univerſam compleverat, Sanctiſſimum iſtud Matrimonii Sacramentum inſtituit parirer & benedixit; ad laudem etiam & gloriam Sanctæ Glorioſiſſimæ Dei Genetricis Mariæ, quam Deus Matrimonialis Sacramenti vinculo non ſine Magno Conſilio aſtrictam eſſe voluit, cujus ſuaviſſimum, Sanctiſſimúmque Mariæ nomen utrumque prædictorum Conjugum ſimul ſtringens, futuram ipſorum invicem animorum firmiſſimam unionem, & abundantiam futuræ in ipſis graviter ac fortiſſimè bonæ prolificationis importat; & denique ad laudem & gloriam totius Cœleſtis Curiæ triumphantis; nec non ad perpetuum ſtabilimentum, conſervationem & augmentum Status ipſorum D. D. & ſubditorum ſuorum pacem perpetuam pariter & tranquillitatem ex certa ſcientia ſponte & deliberatè nominibus quibus ſuprà per ſolemnem ſtipulationem in Verbo Principis, & ſub fide Juramenti, manu corporaliter tactis Scripturis inierunt, firmaverunt & contraxerunt, atque ineunt, firmant & contrahunt verum, legitimum & indubitatum Matrimon. inter præfatum Illuſtriſſ. D. Philippum-Mariam Anglum Ducem Mediolani, & præfatam Illuſtriſſ. Domicellam Dominam Mariam de Sabaud. natu majorem Filiam præfati Illuſtriſſ. D. Sabaud. Ducis; accipientes prædicti Oratores & Procuratores ipſius Domini Ducis Mediolani ejus nomine eandem Domicellam Dominam Mariam in veram, legitimam & indubitatam Conjugem & Uxorem ipſius Domini Philippi-Mariæ Ducis Mediolani; & verſa vice prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudiæ ipſius Domini Ducis, & præfatæ Domicellæ Dominæ Mariæ nomine, accipientes eundem Dominum Philippum-Mariam Anglum Ducem Mediolani in verum, legitimum & indubitatum ipſius Dominæ Mariæ Conjugem, & Maritum. Quæ omnia prædicti omnes utriuſque partis Procuratores firmaverunt & contraxerunt ſub iſta conditione in principio, medio & fine præſentis Contractus intellecta, & non aliter; videlicet, ſi Sanctiſſimus D. noſter Papa pro ſui clementia, annuente D. ſuper impedimento prædicto urgentis inter eos conſanguinitatis diſpenſaverit, taliter quòd Matrimon. legitimum eſſe poſſit inter prædictos. Quibus ſic actis prædicti Procuratores Illuſtriſſ. Principis D. Ducis Sabaud. Procuratorio nomine ejuſdem conſtituunt in dotem, & nomine dotis præfatæ Illuſtris Domicellæ Dominæ Mariæ, prædicto Illuſtriſſ. D. Duci Mediolani, & nobis Notariis infrà ſcriptis ad opus ipſius D. Ducis Mediolani ſtipulantibus & recipientibus, centum millia Ducatorum ſeu florenorum auri, ut de ipſius dotis conſtitutione, ac etiam ejuſdem reſtitutione plenius conſtabit inſtrumento per nos infrà ſcriptos Notarios hodie & ſtatim recipiendo. Promittentes ſibi invicem dicti Procuratores nominibus ſuprà ſcriptis per ſolemnem ſtipulationem in Verbo Principis, & ſub fide juramenti ut ſuprà, & obligatione omnium bonorum ſuorum principalium, hunc Matrimonii Contractum partes ſubſcriptas perpetuò ratum & firmum habituras, neque ullo tempore unquam directe vel indirecte, publicè vel occultè executionem vel implementum ipſius impedituras; quin imò pro poſſe prædictos D. operaturos, per ſuaſque litteras & Nuncios ſupplicaturos, atque diligenter, ſollicitè realiterque & fideliter omnem facturos inſtantiam poſſibilem apud Sanctiſſimum Dominum noſtrum Papam, pro obtinenda antedictæ prohibitionis diſpenſatione. Et ita ipſi Procuratores utriuſque partis ſuprà dictis nominibus per hoc præſens publicum inſtrumentum ad pedes Sanctiſſimi Domini noſtri Papæ inſtantiſſimè, humiliter & devotiſſimè ſupplicant, quatenus pro tanto ita Singulorum, Magnorumque Principum, & ſubditorum ſuorum bono in hujuſmodi Matrimonio ſuam diſpenſationem interponere dignetur pro ſui clementia feliciter & votive. De quibus omnibus & ſingulis ſuprà ſcriptis antedicti omnes Procuratores nominibus quibus ſupra mandaverunt, & rogaverunt per nos infrà ſcriptos Notarios publicum inſtrumentum fieri, nobis licentiam præbentes, & ita invicem convenientes, quòd de ipſis unum & plura exempla pro libito voluntatis ipſarum partium, & utriuſque earum conficere, ipſiſque partibus, vel alteri earum tradere valeamus. Acta fuerunt hæc in Civitate Thaurini, videlicet in Domo Epiſcopali ejuſdem Civitatis, præſentibus Egregiis & Nobilibus Viris Domino Joanne Marchiandi Legum Doctore, Joanne, & Regumo ex Comitibus Valliſpetgiæ, Domino Jacobo Spinola Cantore Eccleſiæ Majoris Papiæ, Viterio de Rovoria, Guidone Columbi, Amedeo de Prozaſco, Angelino Provanæ, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

ANS de J. C. 1427.

ANS de J. C. 1428. Bourgogne et Hainaut.

CCCLXXXIII.

Reconciliation entre PHILIPPE *Duc de Bourgogne, & Comte de Flandres, & Dame* JAQUELINE *de Baviere, Comteſſe de Hainault, faite à Delft le 3. de Juillet*, 1428. Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 14.

PHILIPS Hertoge van Bourgoignen, Grave van Vlanderen ende Artois, van Burgoignen Palatijo, Heere van Salins ende van Mechelen, Ruwaert ende Oir der Landen van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt: Ende JACOBA by der genaden Godts Hertoginne in Beyeren, Gravinne van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt, van Pontilu, ende Vrouwe van Vrieſlandt; doen condt alle luyden, dat wy aenſiende den grooten ſwaren laſt, ſchade ende afterdeel toekomende om de Veede, tweedracht ende geſchille wille, die opgeſtaen en gereſen zijn, ende langen tijdt geduirt hebben tuſſchen ons Hertoge, onſen Landen, Luyden, Onderſaten, Hulperen ende Mede-plegeren aen die eene zyde. Ende ons Hertoginne, onſen Landen, Luyden, ende Onderzaten, Hulpen ende Mede-plegeren aen de andere zyde. Ende te ſchouwen de groote bloetſtortingen ende andere hoemoet, die ſoo langer ſoo meer daer af ſpruyten ende toekomen mochte, merckende oock die Heymelijekheden ende die naerheyt van Bloede weſende tuſſchen ons. Waerom wy begeren mit aller gunſt, dat die voorſz Veede, tweedracht ende geſchille nedergeleyt ende geſoent mogen weſen: Hebben om die welvaert, nutſchap ende oirbaer van ons ende onſe Landen ende Luyden voornoemt, rype raden alvooren daer op gehadt, aen beyden zyden, gedadinght, overdragen ende gheſloten ter eeren Godts, ſyner gebenedyder Moeder, ende allle Sancten ende Sanctinnen van Hemelrijck, dadingen, dragen over, en ſluyten een goeden vaſten ſtadige ſoene, na den poincten, ende in der manieren hier nae volgende.

I. In den eerſten ſullen wy Hertoginne renunchieren ende afſtaen voor Notariſſen ende Oirkonden, der Appellatie leſt gedaen in den Hove van Romen, by onſen Procureur van den Sententie ende wijſdom, gegeven in den voorſz Hove; by den Eerwaerdigen in Gode, den Cardinael van Bouloigne, ende uytſpraecke des Vrydaeghs negen dagen in Januario leſtelijck, ter oirbaer van wylen Hertoge Jan van Brabant zal. ged., in die ſaecke, die daer langen tijt gehangen heeft op't recht van't Huwelijck vande voorſz Hertoge van Brabant ende ons, ende ſullen obedieren ende gehoorſaem zijn der voorſcheve Sententie, ende die van waerden houden.

II. Voort ſoo ſullen wy machtigen ende onſe Procureurs ſtellen, dat niet wederroepelijck, ende vorder ſulcke Perſoonen, als by onſen voorſz Neve genoemt weſen ſullen, omme ſulcke Renunchiatie te doen in handen van ons H. Vaders des Paus, ende andee waer dat behooren ende van noden weſen ſal.

III. Item dit aldus ghedaen weſende, wy Hertoge ſullen onſer liever Nichte Vrouwe Jacoba Hertogenne in Beyeren voorſz, kennen ende houden te weſen Gravinne der ſelver Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt. Des ſoo ſullen wy Hertoginne voorſz ooſen voorſz Neve den Hertoge van Bourgoigne kennen voor onſen rechten Oir ende Erfgenaem, ende ook Ruwaert Gouverneur onſer voorſz Landen; ende ſullen hen *van nieuws gunnen* en overgeven't Ruwaertſchap ende Regiment van den ſelven onſen Lande, ende in ſijnre handen ſetten alle de Sloten der voorſz Landen, ende ſullen dan te ſaemen trecken over alle in den goeden Steden ende andere Plaetſen der Landen voorſz, daer dat behooren ſal

CCCLXXXIII.

ANS de J. C. 1428. Bourgogne et Hainaut.

Traduction de ce Traité.

PHILIPPE *Duc de Bourgogne, Comte de Flandres & d'Artois, de Bourgogne Palatin, Seigneur de Salins & de Malines, Grand Bailli heréditaire de Hollande, Zelande & Friſe*; & JAQUELINE *par la grace de Dieu Ducheſſe de Baviere, Comteſſe de Hainaut, de Hollande, Zelande, de Pontilu, & Dame de Friſe, ſçavoir faiſons à tous que conſiderant les grandes charges, les dommages & deſavantages qui ſont nez de l'inimitié, diſcorde & diſſention qui ont été & ont duré un long tems entre nous Duc, nos pais, peuples, ſujets, adherens & aſſiſtans d'une part; & nous Ducheſſe, nos pais, peuples, ſujets, adherens & aſſiſtans d'autre; & pour éviter la grande effuſion de ſang, & autres deſaſtres qui pourroient de plus en plus en arriver, & conſiderant auſſi la proximité de ſang qui eſt entre nous; c'eſt pourquoy nous deſirons de tout nôtre cœur que les ſuſdites inimitié, diſcorde & differens ſoient mis bas & aſſoupis. Et avons pour la proſperité, neceſſité & proffis de nous, de nos pais & ſujets ſuſdits, aprés meure deliberation là deſſus, de part & d'autre conclu, convenu, & arrêté à l'honneur de Dieu, de ſa bienheureuſe mere, & de tous les ſaints & ſaintes du Royaume des cieux; concluons, convenons, & arrêtons une ferme & durable reconciliation, ſuivant les points & la maniere ſuivantes.*

I. Premierement nous Ducheſſe renoncerons & nous deſiſterons pardevant Notaire & témoins de l'apellation dernierement faite à la Cour de Rome par nôtre Procureur, d'une ſentence venduë en la ſuſdite Cour, par le Reverend Cardinal de Boulogne, & prononcée le vendredi neuviéme de Janvier dernier, au proffit du feu Duc Jean de Brabant d'heureuſe memoire, en l'affaire qui a été long tems agitée pour raiſon du mariage de nôtre ſuſdit Duc de Brabant & nous; & que nous obeirons a ladite ſentence, & la tiendrons pour valable.

II. Et nous établirons pour nos Procureurs irrevocables telles perſonnes qui ſeront nommées par nôtre ſuſdit neveu, pour faire ladite renonciation és mains de nôtre Saint Pere le Pape, & ailleurs où il appartiendra & ſera de beſoin.

III. Ce qui étant ainſi fait nous Duc reconnoîtrons & tiendrons nôtre chere Couſine Dame Jaqueline Ducheſſe de Baviere ſuſdite, pour Comteſſe des mêmes Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Friſe. En quoy faiſant nous Ducheſſe ſuſdite reconnoîtrons nôtre Couſin le Duc de Bourgogne pour nôtre legitime heritier, & lui accorderons de nouveau & lui cederons, le Ruwaerſchap *& Gouvernement deſdits nos païs, & remettrons entre ſes mains tous les châteaux des ſuſdits pais; & irons aprés conſentement dans toutes les bonnes villes & places deſdits pais où il appartiendra pour y être reçus les foy & hommage, ſçavoir nous Ducheſſe ſuſdite comme heritiere & legitime Dame deſdits pais, & nous Duc comme hoir, & Gouverneur*

ANS de J. C. 1428.

ſal omme aldaer gehult ende ontfangen te weſen. Te weten, wy Hertoginne voorſz als Erfgenaem ende rechte Landts-Vrouwe, ende wy Hertoge als Oir ende Ruwaert der ſelver Landeo. Ende wy Hertoginne, die Edelen ende goede Steden der Landen voornoemt, ſullen onſen Neve den Hertoge van Bourgondien voorſz bekennen ende houden den rechten Oir ende Erfgenaem te weſen der ſelver Laoden, ende ſulleo de voorſz Edelen ende goede Steden lijffelicken ſweeren ten heyligen, hem daer toe te ontfangen, als hoiren rechten Heer ende geenen anderen, indien dat wy Hertoginne voor hem afſyvigh worden, ende geen wettige Oir kome, weſende van onſen Bloede, achter en liete, niet jegenſtaende die giſte, overdrachten of voorwaerden, die wy Hertoginne voortijdts mogen gedaen hebben, oſte hier naermaels doen mogen, roerende de voorſz Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, mit wat Perſoonen of in wat manieren dat'et zy oi weſen moge. Welcke Giſte, Overdrachten, Voorwaerden wy Hertoginne voornoemt van geene waerden houden en willen ende alſoo veele alſt noot is, wederroepen die nu als dan, ende dan als nu, ende ſullen van deſen wy Hertoginne voornoemt, ende die Edelen en goede Steden Brieven geven, onſe voor-genoemden Neve io der beſter forme.

IV. Item wy Hertoge ſullen dat Regiment hebben der voorſz Landen van Henegouwe, van Hollant, van Zeelandt ende van Vrieſlandt in den name van onſer voorſz Nichte, ende van harentwegen, ende dat ſal in onſen handen blyven: Soo dat wy Hertoginne gehylickt weſen ſullen, by raede, goetduncken ende wille onſer geminder Vrouwe en Moeder, en ons voorrſz Neve des Hertogen van Bourgondien, ende den drien Staten der ſerver onſer Landen t'ſamen; des ſullen wy Hertoginne voortaen heffen, hebben ende opbeuren hy de handen ende Amptluyden ons voorſz Neve, daer dat aenkleven mach, alle die Renten, opkomingen, breuken ende vervallen der Landen voorſe, die dagelijckſe behoorlijcke koſt ende redelijcke jaerlijckſe Wedden alvooren afgeſlagen.

V. Ende gebeurdet, dat wy Hertoginne voorſz ten huelijck quame met wien dattet ware, ſonder den raedt, goetduncken ende wille onſer voorſz Vrouwe ende Moeder, ons voorſz Neve, of der drie Staten der Landen voornoemt, of van eenen van hen, dat Godt verhoede. Soo willeo wy ende conſenteren dat onſe Onderzaten der voorſz Landen in geenre manieren ghehoorſaem en zijn ons noch onſen wettachtigen Man, die wy alſoo genomen hebben ſouden, maer dat ſy alleenlijck ſonder wederſeggen of eenige wederroepinge obedieren onſen voorſz Neve van Bourgoodien, als Ruwaert ende Oir der voorſz Landen, ende niemant anders.

VI. Item, dat wy Hertoge ordonneren ende ſtellen ſulleo negen Perſoonen, omme te verſtaen de ſaecken roerende den Lande van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt; te weteo drie, die onſe voorſz Nichte ons noemen ſal: Andere drie, die wy kieſen ſullen, ende drie andere van andere Landen, ſulcke als ons goetduncken ſal, goede eerlijcke Mannen, ghenegen tot Peyſe ende tot Vreede. Welcke negen Perſoonen ſullen van ons Hertoge voornoemt wel ende deughdelijck verſien, in die voorſz ſaecken maer inhoudt der Brieven van bevelinge, die ſy van ons hebben ſullen ende Eede daer af te doen in onſen handen, of in handen ons Canceliers of andere, die wy daer toe machtigen ſullen, ende gebeurtet, dat eenige groote ende laſtige ſaecken voor handen quamen, daer men meer raets toe behoeſde, ſoo ſullen die negen dat aenbrengen ons Hertoge voornoemt, omme daer of te ordonneren als dat behooren ſal, ende ſal die Zegel, diemen daer af gebruycken ſal in den voorſz Lande, geleyt weſen in een Koffer, dat gheſloten wert met drie Sleutelen, daer den een of hebben ſal een van drien voor-

ANS de J. C. 1428.

neur (Ruwart) d'iceux. Et nous Ducheſſe, nobles & bonnes villes deſdits païs reconnoîtrons nôtre ſuſdit Conſin le Duc de Bourgogne & le tiendrons pour legitime heur & heritier deſdits païs; & leſdits nobles & bonnes villes jurerons ſaintement de l'y recevoir & pour d'autre comme heritier & Seigneur legitime ſi nous Ducheſſe venons à mourir avant lui ſans laiſſer d'heritier legitime de nôtre ſang, nonobſtant les donations, transports & ſtipulations que nous Ducheſſe avons pû faire cy devant & pourrons faire cy après, concernant les ſuſdits Païs de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Friſe, en faveur de quelque perſonne & en quelque maniere que ce puiſſe être leſquels dons, tranſports, ſtipulations nous Ducheſſe ſuſdite voulons être de nulle valeur, & entant que beſoin eſt les revoquons dès à preſent comme pour lors; & nous Ducheſſe ſuſdite & les nobles & bonnes villes en donnerons a nôtre neveu nos lettres en la meilleure forme.

IV. Item nous Duc aurons le Gouvernement des ſuſdits Puis de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Friſe au nom de nôtre ſuſdite Conſine & de ſa part, & demeurera en nos mains. En ſorte que nous Ducheſſe ſerons ſacrée, par l'avis conſentement & volonté de nôtre chere Dame & Mere & de nôtre cher Conſin le Duc de Bourgogne & des trois Etats de nos ſuſdits païs conjointement, c'eſt pourquoy nous Ducheſſe leverons par les mains des Officiers de nôtredit neveu, toutes les rentes, revenus, amendes, & émoluments des ſuſdits païs, deduction faite des frais & gages journaliers & annuels convenables & raiſonnables.

V. Et s'il arrivoit que nous Ducheſſe vinſſions à nous marier, à qui que ce ſut, ſans le Conſeil, bon plaiſir & volonté de nôtre ſuſdite Dame & mere & de nôtre ſuſdit Conſin, ou des trois Etats deſdits païs, ou de l'un d'iceux, ce qu'un Dieu ne plaiſe; nous voulons & conſentons que nos ſujets deſdits païs n'obeiſſent en aucune maniere, ni a nous ni a l'époux legitime que nous aurions ainſi pris, mais qu'ils n'obeiſſent ſans aucune contradiction & irrevocabilité, qu'a nôtre ſuſdit Conſin de Bourgogne ſeul, comme Ruwart & heritier deſdits païs, & à nul autre.

VI. Item que nous Duc ordonnerons & établirons neuf perſonnes pour entendre aux affaires concernant le Païs de Hollande, de Zelande & de Friſe; ſçavoir trois qui ſeront nommez par nôtre Conſine; trois autres que nous choiſirons, & trois autres par les autres païs, & tels que nous trouverons bon, bonnes & bonnêtes gens, enclins à la paix & à la concorde. Leſquelles neuf perſonnes ſeront deuement pourvûes par nous Duc, dans les affaires ſuſdites pour agir ſelon le contenu des lettres de mandement qu'elles auront de nous, dont elles feront ſermens en nos mains, ou en celles de nôtre Chancelier ou autre à qui nous donnerons ſur ce pouvoir; & s'il arrivoit qu'il échût à régler quelques grandes affaires & de conſequence, & qui eut beſoin de plus de conſeil; les neuf les apporterons par devant nous Duc pour en ordonner ce que de raiſon; & ſera le ſceau dont on ſe ſervira en ceſdits païs mis dans un coffre fermant à trois clefs, dont un des trois ſuſdits en aura l'une; une autre, un des trois des ſuſdits puis; & la troiſiéme un des trois des autres païs, leſquels auront un gage raiſonnable, ſelon qu'il en ſera convenu, cha-

ANS de J. C. 1428.

voornoemt, een anderen een van drien uyt den voorſz Lande, en den derden een van drien van andere Landen: De welcke redelijcke wedden hebben ſullen, ſulck als men overdragen ſal, elck na ſynen ſtaet. Ende van den Lande van Henegouwe, wy Hertoge ſullen aldaer ſulcke Amptluyden ſetten, beyde in den Gerechte ende anders, als ons goet ende oirbaerlijck duncken ſal. Ende die Reeckeninghe van alle die Amptluyden ende Dienſtluyden van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt mitten toebehoren ſal men doen voor den negen voorſz, ende daer ſullen by mogen weſen, die wy Hertoginne daer toe ſchicken ſullen, omme die te wederſpreken ende te wederleggen, daer dat behoef mochte weſen, ende ons Hertoginne recht daer in te eyſſchen ende te nemen, ſonder die vorder macht daer in te hebben. Ende die Amptluyden ende Dienſtluyden van Henegouwe ſullen hare Reeckeninghe doen voor den geenen daer dat gewoonlijck is, ende deſgelijcks ſullen wy Hertoginne daer by ſchicken mogen in der ſelver voegen.

VII. Item, dat van alle den Beeden, die voortaen gewillecoert ende gegeven worden in den voorſz Lande van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, den tijdt duerende des voorſz Regiments de twee deelen bekeert te weſen ſullen ter ontlaſtinge ende loſſinge der geenre goeden, die uytgeweeſt hebben van der eenre ſyde ende van der andere, ende der dienſten die belaſt ſtaen, ende der ſchulden en andere laſten toekomende omme der Landen wille voorſz; ende van de andere derden-deel wy Hertoge ſullen hebben die eene helft, en wy Hertoginne die andere helft. Ende na dat de voorſz ſchulden ende laſten alſoo betaelt ende ontlaſt worden, ſoo ſullen alle de Beden die vander tijt voortgegeven ſullen weſen, gelijck ghedeelt weſen tuſſchen ons Hertoge en Hertoginne voornoemt, ſoo dat elck van ons de helft daer af hebben ſal.

VIII. Item, want tuſſchen ons Hertoge en Hertoginne voornoemt tweedracht ende geſchil ſtaet, om die Landen, Slootten ende Heerlijckheden, die wylen Hertoge Jan van Beyeren onſen Oom zal. ged. in ſynen levenden Lyve toebehooren plach in den voorſz Lande van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, de welcke elck onſer meindt, datſe hem toebehooren. Soo is overdragen, dat elck onſer kieſen ſal ende nemen vier Perſoonen uyt onſen Raede, reckelijcke Mannen ende van goeder conſcientie, die minnen onſer Zielen en Lichaem, voor de welcke ſullen ghetoont weſen tot ſulcken dage ende ſtede, als dat overdragen wort die reden, elck van ons beyden hen mede ſal willen behelpen, tot ſijnte meeninge mede te komen, het ſy in ſchrifte of ander, ende wes inder waerheyt daer of bevonden wert, dat ſullen ſy vonniſſen ende ordonneren met recht ende ſonder gunſte, ofte eenighe veynſingen. Ende of ſy des nier eens en konden werden, ſoo ſal die Grave van Viemenburgh by ſynen Eede dat helpen vonniſſen ende ordonneren mit onſen voorſz Raede wel ende deughdelijck binnen drie Jaren naeſtkomende, en of die voorſz Grave aſſyvigh worde eer die ſaeck ge-ent waer, of dat hys hem niet laſten en woude, ſoo ſullen wy Hertoge ende Hertoginne kieſen eenen anderen Vooght, of eenen redelijcken Heer, die niet te wederſeggen en zy, omme daer of te helpen ordonneren mitten anderen achten, ende daer of ſal hy oock Eede doen. Deſgelijcks geboerdet, datter eenigh van hen achten aſſyvigh of uytlandig worde, of anderen ſo belet, dat hy daer toe nier verſtaen en mochte binnen den tijdt daer op geraemt, ſoo ſullen wy Hertoge en Hertoginne, aen wes ſyde dat die alſoo aſſyvigh geworden waere, of daer ander gebreck of belet in viele, ander in heur ſtede ſetten, een of meer als dat behooren ſal. Ende om hier in wel ende deughdelijck voort mede te gaen, ſoo ſullen wy Hertoge en Hertoginne voorſz geloven by onſer trouwe ende Vorſtelijcker Eere, ende elck onſer,

can ſelen ſoa état. Et pour le Païs de Hainaut, nous Duc y créerons tels Officiers, tant pour la juſtice qu'autrement, que nous trouverons bon & profitable. Et les comptes de tous ces Officiers de Hollande, de Zelande, & de Friſe & dependance ſeront rendus pardevant les nœaf ſuſdits, & y pourra aſſiſter telle perſonne que nous Ducheſſe y envoirons, pour y contredire & propoſer ce que beſoin ſera; & y demander & recevoir le drou de nous Ducheſſe, ſans étendre leur pouvoir à rien de plus. Et les Officiers de Hainaut rendront leurs comptes pardevant ceux qu'il eſt accoutumé; & ſemblablement nous Ducheſſe y envoyerons comme deſſus.

ANS de J. C. 1428.

VII. Item que de toutes les tailles (ou impoſitions) qui ſeront dorenavant accordées dans les ſuſdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Friſe, durant le tems du ſuſdit Gouvernement, les deux tiers ſeront employez à la decharge & degagement des biens de ceux qui ont été abſens de part & d'autre & des ſervices & des dettes & autres charges avenir a cauſe des pais ſaſdits; & de l'autre tiers nous Duc & Ducheſſe en aurons chacun la moitié; & après que leſdites charges & dettes auront ainſi été payées, toutes les tailles, (ou impoſitions) qui ſeront données depuis, ſeront partagées entre nous Duc & Ducheſſe ſaſdits, enſorte que chaqu'un en aura la moitié.

VIII. Item comme il y a differend entre nous Duc & Ducheſſe ſuſdits, à cauſe des pais, châteaux & Seigneuries que le fea Duc Jean de Baviere poſſedoit de ſon vivant dans leſdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande, leſquels chacun de nous pretend lui appartenir, nous ſommes convenus que chacun de nous choiſira quatre perſonnes de nôtre Conſeil, hommes équitables & de bonne conſcience, & qui aiment aos ames & corps, pardevant qui ſerons propoſées, à tel jour & lieu, les raiſoas dens chacun de nous pretend ſe ſervir pour parvenir à ſes fins, ſoit par écrit ou autrement, & ce qu'ils trouveront en verité être juſte, ils le prononceront & ordonneront par droit, ſans aucune faveur ni diſſimulation. Et ſi ceax ne pouvoient s'accorder le Comte de Viemenbourg leur ſera ajoint pour, ſuit ſon ſerment, les aider à terminer & ordonner de l'affaire avec nôtre ſaſdit Conſeil, & ce deuement dans l'eſpace de trois ans prochainement venans; & ſi ledit Comte venoit a mourir avant que l'affaire fût terminée, ou qu'il ne s'ea voulût charger, aous Duc & Ducheſſe choiſirent un autre Arbitre, ou aa Seigneur équitable, auquel il n'y ait rien à redire, pour être adjoint aax autres, afin d'ordonner avec eux ſur l'affaire, & il ſera auſſi ſerment. Semblablement s'il arrivoit que quelcun des neaf vint à mourir, ou à s'abſenter du pais, ou fut autrement empêché, qu'il ne pût point entendre à ce que deſſus dans le tems preſcrips, aous Duc & Ducheſſe du côté duquel il en viendroit à mourir ou à deffaillir un par empêchement, ou autrement, en mettroas an ou pluſieurs en leur place, comme il appartiendra. Et afin de proceder en cecy bien & convenablement, aous Duc & Ducheſſe ſuſdit promettrons ſur nôtre foy & honneur de Prince, & chacun de nous, que aous ne dirons & n'avancerons rien dans cette affaire qui de nôtre ſça ſoit deraiſonable ou injuſte, mais que pendant tout ce tems & juſques au moment que l'affaire ſera concluë, leſdites villes, châteaux, & Seigneuries ſuſdites, enſemble,

ANS de J. C. 1428.

onſer, dat wy in deſe ſaeck ons wetens niet en ſullen doen, ſeggen of voortſetten die onredelijcke of onreckelijcke zijn, maer deſe tijdt hangende, ende tot anderen ſtont, dat anders daer af geordonneert ende geſloten ſal weſen, ſoo ſullen die Steden, Slootten ende Heerlijckheyden voornoemt, midtſgaders die Renten en Vervallen daer of blyven in handen ons Hertoge voornoemt, mit alſulcken ſtaet, als ſy nu zijn, ſoo dat wy Hertoginne voor der tijdt dat die ſaecke ge-ent wert, geen letſel of hinder daer in ſullen mogen doen onſen voorſz Neve, nochte den ſynen.

IX. Item, dat een yegelijck aen beyde ſyden, die omme der Oorloge wille uyt den Lande gheweeſt heeft, weder daer in komen ſal op ſijn Huyſe, Landen, Renten ende onroerende Goeden, die te aenvaerden ende te gebruycken binnen ſes Weecken naeſtkomende in ſulcke ſchijn als ſy die dan vinden ſullen, ende van dien tijdt voortaen ruſtelijck daer af te gebruycken, maer hier in en is niet begrepen die Stadt en Slot van Sevenbergen, die welcke mitte Lande, Heerlijckheden ende toebehoren ſoo blyven ſal ons Hertoge voornoemt, overmits dat wy die ghewonnen hebben mitten Swaerde.

X. Item, dat alle de vervallen, opcomingen ende profyten der geenre Huyſen, Landt ende Renten ende Goede, die omme deſe Veede wille uytgheweeſt hebben, verſchenen voor den dagh van huyden datum deſes Briefs, ende verſchynen mogen binnen de voorſz ſes weecken, den leſten dagh daer in begrepen, ſullen geheelijck ende al toebehooren ende blyven ons Hertoge voorſz, ende den genen diet by gifte van ons of van anderen ghehouden hebben, noch anders daer niet of ſullen mogen eyſſchen of vervolgen in eeniger wijs.

XI. Item, van de ſchulden die de Steden ende Gemeenten ſchuldigh moghen weſen den geenen die uytgeweeſt mögen hebben, in wat maten dattet ſijn mach, het ſy van honen Receſſen der Reeckeningen, die ſy den Steden gedaen hebben of anders, die ſullen toebehore ende blyven ons Hertoge, of den genen, wien wy of anderen die gegeven hebben: Soo dat die gene, die alſoo uytgeweeſt zijn, noch andere voor hen eyt daer of ſullen moghen eyſſchen. Ende als van ſchulden, die men den geenen, die uytweeſt hebben, ſchuldigh weſen mach, ende op die Gerechte der Stede geleent of uytgeleyt mogen weſen, die ſullen deſgelijcks blyven ons Hertoge ende den genen wien wy of andere dien gegeven hebben, ſoo dat die voorſz die uytgeweeſt hebben noch andere voor hen eyt daer af eyſſchen of vervolgen mogen in eenigerwijs, maer als men eenigen van den genen, die uytgheweeſt hebben, eyts ſchuldigh waer van Regiments wegen der Ampten ende Dienſten, die ſy hier voortijdts gehadt hebben van der Graeffelijckheyt inde voorſchreve Landen van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, ſoo ſullen ſy mogen eyſſchen ende vervolgen by rechte die byſondere ſchulden, die eenige byſondere Perſoonen hen ſchuldigh mogen weſen van Koopmanſchap of van geleenden gelde, dat van de Dienſten met en roert, alſoo verre als wy Hertoge of andere, die niet gequijt en hebben noch ontſaen in onſen oirbaer, of die yemant gegeven: Ende deſgelijcks ſullen wederomme mogen doen die geene, die van ons Hertoge ſyde geweeſt zijn, alle argeliſt uytgeſcyt.

XII. Item, dat alle Profyten, Renten, Breucken, ende Vervallen der voorſz Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, beyde van Domeynen en oock van Beeden ende Giften die gewillecoert zijn in de ſelve Landen, ende deſgelijcks die verbeurten ende verwyſinge ende gemeenlijck alle opkomingen, die verwillecoert zijn ter Heerlijckheyt der voorſz Landen van allen voorleden tyden tot deſen dage van huyden toe, datum deſes Briefs, hoewel dat eenige dagen van betaelinge noch

ble les rentes & revenus d'icelles, demeureront és mains de nous Duc ſuſdit, en tel état que le tout eſt preſentement, de ſorte que nous Ducheſſe avant que l'affaire ſoit terminée ne donnerons à nôtre Couſin ni aux ſiens aucun trouble ou empêchement.

ANS de J. C. 1428.

IX. Item qu'un chacun de part & d'autre, qui s'eſt abſenté du païs, a cauſe de la guerre, retournera dans ſes maiſons, terres, rentes & biens immeubles pour en jouir dans ſix ſemaines prochainement venant en l'état qu'il les trouvera, & les poſſedera en juſte paiſiblement; mais en ce n'eſt compris la ville & Château de Sevenbergue, laquelle avec les terres & Seigneuries en dependantes demeurera à nous ſuſdit Duc, vû que nous l'avons conquis par l'épée.

X. Et quand aux rentes, revenus & profits deſdittes maiſons, terres, rentes & biens de ceux qui ſe ſont abſentez à cauſe de ceste inimitié, échenés avant la datte des preſentes & à écheoir avant leſdittes ſix ſemaines, le dernier jour inclus, demeureront entierement & aparttendront à nous Duc ſuſdit, & à ceux qui l'ont par donation de nous, ou d'autres, & n'en pourent rien repeter & demander en aucune maniere.

XI. Et quant aux dettes que les villes & Communautez pourront devoir à ceux qui ſe ſont abſentez en quelque maniere que ce puiſſe être, ſont par leurs receptes de comptes qu'ils ont rendus aux villes ou autrement, elles demeureront & aparttendront à nous Duc, ou à ceux à qui nous les avons données. En ſorte que ceux qui ont été abſent ni autres n'en pourront rien redemander. Et quant aux dettes que l'on peut devoir à ceux qui ſe ſont abſentez, & qui peuvent avoir été prêtées aux juſtices des villes, aparttendront pareillement à nous Duc, & à ceux à qui nous pouvons les avoir données, ou qui peuvent leur avoir été données par d'autres. En ſorte que ceux qui ont été abſens ni autres pour eux n'en pourront rien pretendre en nulle maniere; mais ſi l'on devoit quelque choſe à quelqu'un de ceux qui ont été abſens, pour adminiſtration des charges ou offices qu'ils ons eus cy devant de la Comté des ſuſdits Païs de Hollande, Zelande & Friſe, ils pourront pourſuivre & demander en juſtice ſes dettes particulieres que quelques perſonnes leur pourons devoir pour marchandiſes ou argent prêté, qui ne concernent point les offices; pourvû que nous Duc ou autres ne les ayons point acquittées ou reçûës à nôtre profit, ou que nous ne les ayons point données à d'autres, & ſemblablement pourront faire de même ceux qui ont été du parti de nous Duc, ſans nulle diſſimulation.

XII. Item que tous profits, rentes, amendes, & revenus des ſuſdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Friſe, tant des Domainet que des donations qui ont été accordez dans leſdits pais; & ſemblablement les confiſcations, & ajudications & generalement tous les revenus qui ont été accordez à la ſouveraineté deſdits pais depuis cy devant juſques à la datte des preſentes lettres, quoi qu'il y ait encore quelques jours de payement à écheoir; & enſemble la connoiſſance & utilité de toutes les choſes arrivées dans les ſuſdits

ANS de J. C. 1428. noch te verſchynen zijn, ende oock mede de kenniſſe ende nutſchap van allen ſaecken gevallen in den Lande voorſz, voor den voorſz dagh van huyden, al iſt dat die wijſdom daer af niet gedaen en zijn, midtſgaders de heften van allen Rentmeeſters ende andere Amptluyden in den ſelven Lande, tot op den ſelven dagh van huyden ſullen blyven ende geheelijck toebehooren ons Hertoge, ſoo dat wy Hertoginne niet daer af en ſullen eyſchen in eenigerwijs.

XIII. Item, dat in de Steden ende Plaetſen daer ons Hertoge en Hertoginne gebeuren ſal te ſamen te trecken, om gehult te weſen in manieren voorſz ſullen naekomen de gene die daer uytgebannen of gevluchtigh zijn, ende geen andere, maer hier in en ſijn niet begrepen die Edelen, ende Dienre en Huysgeſinne van ons Hertoginne voorſz, ende ſullen die gene, die alſoo uytgeweeſt hebben, gheloven ende ſweeren tot haeren inkomen, goet ende getrouwe re weſen ons Hertoge voornoemt, ende te onderhouden de Soene in alle heure poincten, ſonder daer jegens te doen, of gaen in eenigher wijs.

XIV. Item, ſullen ſtaen Doode jegens Doode, Brandt jegens Brandt, Roof jegens Roof, als dat gewoonlijck is.

XV. Item, dat alle Gevangen van de eene zyde ende van den ander, ende alle onbetaelt gelt van den Gevangen, daer die dage van betalinge niet of geleden en zijn huyden datum des Briefs, dat deſe Soene tuſſchen ons overkomen ende ghelloten is, quijt zijn ende blyven, behoudelijck dat de voorſz Gevangen haeren redelijcken koſt betalen ſullen.

XVI. Item, ſullen deſgelijcks quijt weſen alles over Veede gedaen aen die eene zyde, ende aen die andere zyde, ende die Brieven die die Gevangen daer af gegeven hebben, wie datret zy, begrepen in der Soene, ſullen ghelevert worden binnen ſes Weecken naeſtkomende, te weten die geenen, die gegeven hebben gheweeſt by ons Hertoge Onderſaeten, Hulperen ende Mede-plegeren, ende die gene, die hen met ons geſteecken hebben in deſer Oorloge ende Veede, Heeren Willem van Egmont ende Boudewyn van Swieren. Ende die Brieven, gegeven by onſer Hertoginne Onderſaten ende Hulperen ende Mede-plegeren, ende die geene, die hen met haer geſteecken hebben in deſen Oorloge, in handen van den Burgh-graef van Montfoort ende Heere Jan van Vyanen, omme die weder te geven den voorſz Gevangen. Maer hier en is niet in begrepen, die over Veede, die Heer Gemr van Stryen, hier voornjdrs Heer van Sevenberge gedaen heeft ons Hertoge, die welcke blyven ſal in heur macht.

XVII. Item, ſoo ſullen quijt ende vergeven weſen aen die eene zyde, ende aen die andere zyde alle Breucken ende Miſdaden, hoe ende in wat manieren, die geſchiet ende toegekomen mogen weſen, van alle voorleden tyden tot huyden deſen dagh toe, omme deſer Veede wille, ſonder immermeer voortaen daer nae te taelen, uytgeſeyt die geene, die men inder waerheyt ſal mogen bevinden, dat overmits geloftenisſe wille van gevanckeniſſe binnen deſer Veede meynedigh gheworden ſijn aen eenigher zyden, de welcke in Lyve ende in Goede uyt deſer Soene blyven ſullen, ende nergens veyligh weſen in onſen Lande, of die ons te bevinden ſtaen, of ſtaen ſullen, ter tijdt toe dat ſy die genen geberert hebben, dien ſy meyneedigh gheworden zijn. Maer hier in en zijn niet begrepen die van Amſterdamme, noch andere, die wy Hertoge om ſeeckere redenen, ons daer toe porrende, uytterlijck verboden hebben, dar ſy niet volquamen, wes ſy in de gevangeniſſe beloofr hebben, ende oft yemandt waer in eenigher ſaecken gedaen hadde, die van d'Oorloge niet en rocren, die ſouden daer voor ruymen, ende uyt den Lande blyven ter tijdt toe dat ſy dat den Heere ende de Parthyen gheletert hebben, nae den rechte ende gewoonte der Landen daer die ſaecke geſchiet waer.

XVIII. En-

ANS de C. J. 1428.

dits païs devant co jourdhuy; encore qu'il n'y en ait point de ſentence, enſemble la creation de tous les Receveurs & autres Officiers de ces païs juſques au jour preſent, le tout appartiendra & demeurera a nous Duc, en ſorte que nous Ducheſſe n'y demanderons rien.

XIII. Item que dant les villes & places où il arrivera que nous Duc & Ducheſſe vrons enſemble pour y être ſacrez, en la maniere ſuſdite, ceux qui ont été bannis ou fugitifs viendrons apres, & nuls autres; mais en cela ne ſont compris les nobles, ſerviteurs & domeſtiques de nous Ducheſſe ſuſdite; & ceux qui auront ainſi été abſens promettront & jureront a leur entrée d'être bons & fideles a nous Duc juſdit, & d'obſerver la reconciliation en tous ſes points, ſans rien faire au contraire en quelque maniere que ce ſoit.

XIV. Item il ne ſera rien redemandé de part ni d'autre pour les morts, embraſements & pillages qui ont été faits des deux côtez.

XV. Item que tous les priſonniers d'une & d'autre part, & tout l'argent dû par les priſonniers juſques au jour de la datte de cette, & dont le payement n'eſt pas encore échû, ſeront tenus quittes, excepté que les ſuſdits priſonniers payeront leur raiſonnable depenſe.

XVI. Item chacun de part & d'autre demeurera quitte de tous actes d'hoſtilitez, & toutes les lettres que les priſonniers en ont données, quels qu'ils ſoient, compriſes en cette reconciliation, ſeront miſes, ſçavoir celles qui ont été données par les ſujets & adherents de nous Duc, & par ceux qui ont eu part avec nous dans cette guerre & inimitié, au Seigneur Guillaume d'Egmont & Baudouin de Swieten, & les lettres données par les ſujets & adherents de nous Ducheſſe & par ceux qui ont eu part avec nous dans cette guerre, és mains du Burgh-grave de Montfort & du Sieur Jean de Vyanen, pour les rendre auxdits priſonniers. Mais en cecy n'eſt compris les violences que le Sieur Gemr van Stryen, cy devant Seigneur de Sevenbergue, a faites à nous Duc, leſquelles demeureront en leur force.

XVII. Item ſeront pardonnés de part & d'autre tous les delits & infractions quelles qu'elles ſoient, & en quelque maniere qu'elles ayent été faites, & ſoient arrivées dès cy devant juſques à ce jourdhuy, ſans qu'il en ſoit plus parlé à l'avenir, excepté celles qui ſe trouveront ſelon la verité, ceux qui de quelque côté que ce ſoit ſe ſont trouvez parjures après avoir promis de ſe rendre priſonniers. Leſquels pour les vie & Biens ſeront exclus de cette reconciliation, & ne trouveront jamais de ſureté dans nos païs; juſques au moment qu'ils auront reparé ce à l'égard dequoy ils auront été trouvez parjures. Mais en ce ne ſont compris ceux d'Amſterdam ni les autres que nous Duc pour certaines raiſons à ce nous mouvantes avons interdits, parce qu'ils n'ont pas accompli ce qu'ils avoient promis en priſon. Et ſi quelqu'un ſe trouvois avoir fait quelque choſe qui ne concernât point la guerre, ils ſeront pour ce obligez de ſortir du païs & de n'y point rentrer, juſques a ce qu'ils ayent donné ſatisfaction au Seigneur & aux parties intereſſées ſelon le droit & la coutume du païs ou l'affaire aura été faite.

XVIII. Et

ANS de J. C. 1428.

XVIII. Ende hoewel dat dre doodtſlagh, die geſchiede op Henrick van Jorenburgh op ſynen leven-den Lyve, Schout van Alckmaer, op den Heyligen Goeden Vrydagh laetſtleden waſt twee Jaer, ende onlanghs op Jan van Egmont, Schout van Delſt, ſommige ſeggen mochten toegekomen ende gheſchiet te weſen omme deſer Veede wille: Niet te min want die voorſeyde Doodtſlagen van quader exempel zijo, by veyoſinge niet te lyden en ſtaen ſonder beteringe, en omme ſeeckere redenen ons daer toe porrende, wy zijn te ſamen overkomen, dat Jacob Jove, Gerrit Hardinc, Gerbrant Jan Sanders, Isbrant Smith, Pieter Diedinck, Gerrit Jan Geens, Pelgrom Jans, Freeſtgen Grotten, Gerrit Schoenmaecker, Pieter Valck, Isbrant die Verwer, Dirck Hoeck. De welcke beſchuldight zijn van den Dootſlagh des voorz Jorenburghs. Ende Willem Floriſz, Gerrit Isbrantſz, Jacob Floriſz, Claes de Bruyo, Alewijn Jacobſz, Arent Rotenvijl, Arent Frederickſz, Henrick Willemſz vander Hove, Jan Gijsbertſz Timmerman, Willem Muys. Die welcke beſchuldight zijn der doodt des voorſz Schout van Delſt, uytten Lande blyven ſullen tot Paeſſen toe naeſtkomende, op dat ſy binnen deſen tijdt die voorſz Doodtſlagh mit redelickheyt mogen doen ſoenen mettes Doodes Magen, ende of des Doodes Magen daer toe mit reden niet vallen en wouden, ſoo ſouden ſy daer toe bedwongen weſen by ons Hertoge voorſz, binnen Paeſſchen voorſeyt, ende of die voorſz Beſchuldighder eer geſoent konde weſen met hare Partyen, ſoo ſullen ſy terſtont, als ſy daer mede geſoent zijn, in den Landen mogen komen ſonder begrip, ende haogende den tijdt dat ſy aldus uyt moeten, ſoo ſullen ſy haer Goeden mogen gebruycken in der maniere voorſz.

XIX. Item, als van de Doodtſlagh, die gheſchiede in Brabant op Philips Willems Houts, Poorter tot Zierixzee, ſoo is genaemt ende overdragen, dat het blyven ſal een en na deo rechten des Lants van Zeelandt.

XX. Item, dat alle die geene, diemen io der waetheyt bevinden mach ſchult te hebben ter doot wylen ons Ooms Hertoge Jan van Beyeren zal. ged. ſullen buyten deſeo Soene blyven, maer waer yemant die hier af ter antwoort komen wilde, dien ſalmen op doen den wegh van recht en van reden.

XXI. Item, dat wy Hertoge voornoemt behulpigh weſen ſullen onſer Nichte voorſz mit alle onſer macht, dat haere Duwarye van Porteau ende anders, dat hair die volge, na uytwyſinge der Brieven die ſy daer af heeft.

XXII. Item, alſoo ſommige Landen gelegen ende te leen gehouden zijn van de Graeffelijckheyt, ingebroocken hebben gheweeſt, ende weder bedijckt zijn door ons Hertoginne Onderſaten, die by ons gebleven zijn, ende gegoet waren, en hoir Landt en Erve met Dijck-recht afgewonnen is, overmits dat ſy van anxt haers Lijfs te voorſchijn noch ter antwoorde niet en hebben mogen noch derren komen, noch haer Landt ſelver bedijcken, ſoo is gheraemt ende overdragen, dat een yegelijck ſijn Landt en Erve ſal weder mogen aenvaerden binnen een Jaer naeſtkomende, betalende alſulcke ſomme gelts, ende in ſulcker wyſe, als by de negen Perſoonen voornoemt geſeyt ſal weſen.

XXIII. Item, dat alle Leenen gehouden van de Graeffelijckheyt in de Landen voorſz, verſocht weſen ſullen een ons Hertoginne voorſeyt, tot allen tyden als dat gevallen ſal; maer die gene, wien de voorſz Leenen by ons verlijt werden, ſullen gelooven en ſweeren goet ende getrouwe te weſen ons Hertoge en gehoorſaem in alle ſaecken roerende den voorſz Regiment.

XXIV. Item, ſal begrepen weſen in deſer Soene die Hertoge van Geldre, to ſulcker wijs, dat hy ende ſijo Landen ende Onderſaten quijt ende onghelaſt blyven

XVIII. Et quoy que le meurtre commis en la perſonne de Henri de Jorenburg, en ſon vivant Bailli d'Alckmaer le vendredi ſaint il y a deux ans, & celuy commis depuis peu en la perſonne de Jean d'Egmont, Bailli de Delſt ſont dits par quelques uns avoir été faits & ſurvenus a l'occaſion de cette guerre, neanmoins parce que ces meurtres ſont de mauvais exemple, & qu'il ne convient pas de les diſſimuler dans cette occaſion, mais d'y remedier, & pour certaines raiſons à ce nous mouvans, ſommes enſemblement convenus que Jacob Jove, Gerard Hardinc, Gerbrant Jan Sanders, Isbrant Smith, Pierre Dicking, Gerard Jean Geens, Pelgrom Jans, Freeſtgen Grotten, Gerard Schoenmaeker, Pierre Walck, Isbrant de Verwer, Thiery Hoeck, leſquels ſont accuſez du meurtre fait en la perſonne du ſuſdit Jorenburgh, & Guillaume Floriſz, Gerard Isbrantſz, Jacob Floriſz, Nicolas de Bruyn, Alewyn Jacobs, Arent Rotenvyl, Arent Frederiaſz, Henri Guillaume vander Hove, Jean Gysbertſz Timmerman, Guillaume Muyt, leſquels ſont accuſez du meurtre commis en la perſonne dudit Bailli de Delſt, demeureront hors du pais juſques a Paſques prochain, afin que pendant ce tems ils s'accommodent avec les parens des deffunts; & ſi leſdits parens n'y veulent point entendre, ils y ſeront contraints par nom Duc ſuſdit dans Paſques prochain; & ſi leſdits accuſez ſe peuvent reconcilier avec les parties avant ledit tems, ils pourront aprés la reconciliation rentrer dans le pais; & pendant ledit tems qu'ils ſeront ainſi obligez de s'abſenter, ils pourront jouir de leurs biens en la maniere ſuſdite.

XIX. Item quant au meurtre commis en Brabant en la perſonne de Philippes Guillaume Houts, Bourgeois de Zierickzée, il a été convenu que l'affaire ſera remiſe a la Juſtice de Zelande.

XX. Item tous ceux que l'on trouvera veritablement être complices de la mort de feu nôtre Oncle Jean de Bavière d'heureuſe memoire, ſeront exclus de cette Reconciliation; mais s'il y a quelqu'un qui ait quelque choſe à alleguer, la voye de droit & de la raiſon leur ſera ouverte.

XXI. Item que nous Duc ſuſdit aſſiſterons nôtre ſuſdite couſine de tout nôtre pouvoir, afin qu'elle joniſſe de ſon Douaire de Porteau, aprés qu'elle aura exhibé les lettres qu'elle en a.

XXII. Item comme quelques terres qui ſont ſituées dans la Comté, & qui en relevent, ont été ſubmergées, & ont été regagnées par les digues que les ſujets de nous Ducheſſe qui ſont demeurez dans nôtre parti y ont faites, & dont ils ont été par nous mis en poſſeſſion, comme ayant acquis leſdits heritages & terres par le droit dit Dijckrecht, vû que les proprietaires deſdits biens n'ont oſé venir au riſque de leurs vies au pais pour les recuperer en faiſant leſdites digues, il eſt convenu qu'un chacun pourra rentrer dans ſes biens & heritages, dans un an prochain, en payant ce que par les neuf perſonnes ſuſdittes ſera ordonné.

XXIII. Item que tous les Fiefs qui relevent de la Comté dans les pais ſuſdits ſeront redemandez à nous Ducheſſe ſuſdite dans tout le tems que le cas y écherra; mais ceux à qui leſdits Fiefs ſeront par nous remis, promettront & jureront en bonne foy d'être obeiſſants à nous Duc dans toutes les choſes concernantes nôtre gouvernement.

XXIV. Item ſera compris dans cette Reconciliation le Duc de Gueldres, en telle maniere, que luy, ſes pais & ſujets ne ſeront pas recherchez de ce qu'il a tenu le

ANS de J. C. 1428.

ven ſullen van dat ſy hen mit ons Hertoge gheſteecken hebben in deſer Oorloge, ſoo dat daeromme noch hy noch ſijn voorſz Landen ende Onderſaten niet beſchadight ſullen weſen in Lyve noch in Goede, van ons Hertoginne, van onſen Ridderen, Knechten, van onſer Steden vander Goude en Oudewater, der Stede van Schoonhoven, noch van onſen Onderſaten ende anderen, den geenen die by ons gebleven zijn in der Veede, ende hier of ſullen wy Hertoginne den voorſz Hertoge van Gelre onſen Brieve doen geven in der beſter forme, ende deſgelijcks van onſer Ridderſchap, Steden ende Onderſaten voornoemt; of des noot ſy, ende de Hertoge van Gelre ende de ſyne ſullen ons Hertoginne en den onſen deſgelix wederom doen.

XXV. Item, ſo ſal begrepen weſen in der voorſz Soen die Biſſchop van Utrecht, die welcke verbonden ſtaet mit oos Hertoge voorſz, indien dat hy daer in begrepen wil zijn.

XXVI. Item, is overdragen, dat niemant vander eenre ſyde, noch vander ander, van wat ſtaet of conditie dat hy ſy, en vermane noch en verwijt voortaen den andere eenige ſaecken, die voortijts voorleden is, omme deſer Veede wille van Houck noch van Cabeljau: Want waert geſchiede, die ſoude daer af gecorrigeert weſen in ſulcker wijs, dat elck ander exempel daer aen nemen ſoude.

XXVII. Item, gevielt dat eenich vander eenre ſyde of van de ander ginge of dede tegens deſer Soene, of eenich van de puncten daer in ghenoemt, in wat maniere dattet gheſchiede, die ſelve Soene noch geen puncten daer in begrepen, en ſoude daerom gebroocken weſen, maer men ſouden daer af corrigeren naer gelegentheyt der ſaecken, den geenen die men waerlijck bevonde, dat die ghebroocken hadde mit raede, mit dade of mit conſent.

Welcke puncten voorſz ende elck byſonder, wy Hertoge ende Hertoginne voorſz hebben by onſer Kerckelijcker trouwe ende Vorſtelijcke Eere ghelooft, ende geloven op dat Heylige Evangelium, lijffelijck ten heylgen gheſwooren, ende ſweeren wel ende ghetrouwelijck te houden ende te doen houden ende volkomen inder maniere voorſz, elck onſer, alſoo verre alſt aenroeren mach, ſonder verbreecken, noch daer jegens te kennen of te gaen, noch te gedogen te kennen of gaen heymelick noch openbaer in eeniger wijs, alle arch ende liſt uytgeſcheyden.

Ontbieden daeromme ende bevelen allen onſen getrouwen Ridderſchap, goede Steden, Amptluyden ende Onderſaten, ende allen anderen dien dat aengaen mach, dat ſy deſe voorſz Soene ende alle de puncten vooren verklaert, ende elck byſonder, volkomelijck houden ende doen houden, ſonder daer tegens te weſen, te doen of te gaen in eeniger vougen: Want waer yemant die des contrarie dede, wy ende elck onſer ſoudem daer af alſo doen rechten ende corrigeren aen Liſf en Goede ſonder verdrach, dat alle ander daer exempel aen nemen ſoude. Ende op dat deſe voorſz Soene wel ende geſtadelijck gehouden ſy, wy Hertoge ende Hertoginne voornoemt ordonneren, dat die Prælaten ende andere Kerckelijcke Luyden, die Edelen, goede Steden ende andere Onderſaten der voorſz Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, ende deſgelijcks onſe Raedtsluyden, ende die andere notabile Officieren ende Dienaren van onſer Herbergen geloven ende ſweeren die te houden van puncte te puncte onverbroken.

Ende des ten orconde ſoo hebben wy onſe Zegelen doen hangen aen deſen jegenwoordigen Brief, ende die geteyckent mit onſen handen.

Gegeven tot Delft des Saturdages drie dagen in Julio, in 't Jaer ons Heeren 1428.

le parti de nom Duc dans cette guerre, en ſorte que lui, ſes pais & ſujets n'en recevront aucun dommage en corps ni en biens de nom Ducheſſe, de nôtre nobleſſe, ſerviteurs, ni de nos Villes de Goude & Oudewater, & Schoonhoven, ni de nos ſujets & autres qui ons tenu nôtre parti dans cette guerre; & de ce nous Ducheſſe ferons donner nos lettres audit Duc de Gueldres dans la meilleure forme; & ſemblablement celles de nôtre nobleſſe, villes & ſujets ſuſdits; ſi beſoin eſt; & le Duc de Gueldres & les ſiens en feront de même à l'égard de nous Ducheſſe.

ANS de J. C. 1428.

XXV. Item ſera l'Evêque d'Utreck qui eſt Allié de nous Duc ſuſdit compris dans la ſuſdite Reconciliation, s'il le veut.

XXVI. Item eſt convenu qu'aucun de part ni d'autre, de quelque état & condition que ce ſoit, ne fera aucun reproche l'un a l'autre pour les choſes qui ſe ſont paſſées a cauſe de ces troubles de Houck & de Cabeliau, & s'il s'en fait, en ſera fait châtiment pour exemple aux autres.

XXVII. Item, s'il arrivoit que quelcun de part ou d'autre contrevint à la preſente Reconciliation, en quelque maniere que ce ſoit, la dite Reconciliation ni aucuns points d'icelle, n'en recevront point pour cela d'atteinte; mais on châtiera ſelon l'exigence des cas, ceux qui les auront enfreints, ſoit de conſeil, de fait ou de conſentement.

Leſquels points ſuſdits & chacun en particulier, nous Duc & Ducheſſe ſuſdit avons ſur nôtre ſainte foy & honneur de Prince, promis & promettons ſur les Saints Evangiles, & avons juré & jurons fauttement d'obſerver & faire obſerver fidelement & parfaitement en la maniere ſuſdite, ſans les enfraindre ni y contrevenir; ni conſentir ſecretement ou publiquement y être contrevenu en nulle maniere, renonçans à tous dol & diſſimulation.

Si donnons en mandement à nôtre fidelle nobleſſe, bonnes villes, Officiers, & ſujets & tous autres qu'il appartiendra, qu'ils ayent a obſerver & faire obſerver entierement tous les points cy deſſus, & chacun en particulier, ſans y contrevenir en quelque maniere que ce ſoit. Et s'il y avoit quelqu'un qui y contrevint, nous & chacun de nom le ferons juger & châtier par corps & biens ſans les épargner; & pour ſervir d'exemple aux autres. Et afin que ladite Reconciliation ſoit ferme & ſtable, nous Duc & Ducheſſe ſuſdits ordonnons, que les Prelats & autres gens d'Egliſe, les Nobles, bonnes villes & autres ſujets des ſuſdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zélande & de Friſe, & ſemblablement nos Conſeillers & autres notables Officiers & ſerviteurs de nos Palais, promettent & jurent de les entretenir inviolablement de point en point.

En temoin dequoy nous avons fait mettre nos ſeaux à ces preſentes lettres, que nous avons ſigné de nos mains.

Donné à Delft le 3. de Juillet l'an de nôtre Seigneur 1428.

ANS de J. C. 1428. France et Angleterre.

CCCLXXXIV.

Traité entre CHARLES VII. *Roi de France, &* JAQUES I *Roi d'Ecosse, pour le Mariage de* MARGUERITE *Fille de Jaques, avec* LOUIS *Dauſin de France. Fait à Chinon le* 30. *Octobre* 1428. *Lequel Mariage fut conſommé à Tours le* 25. *Juin* 1436. *le Dauſin n'ayant pas* 14. *ans, en vertu de la Diſpenſe donnée par l'Archevêque de Tours comme Dioceſain.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 23.

CAROLUS Dei gratiâ Francorum Rex, Univerſis præſentes literas inſpecturis, ſalutem in eo qui dat ſalutem Regibus cujuſque bonitate & virtute creſcunt unita ac per charitatem conjuncta quæque in melius proſperantur. Regum potentatus ac regalium domorum dignitates & viribus creſcunt & eluceſcunt honoribus, cum præclariſſimæ domus per alterutrum appropinquationem & mixturam ſanguinis dignificantur, ſicque utique robur creſcit & clareſcit honorum, inſignioramque radicatio, & amor charitativus vivaciùs intenditur. Cum igitur inter Illuſtriſſimum Principem Fratrem, conſanguineum & confœderatum noſtrum Chariſſimum JACOBUM Dei gratiâ Scotorum Regem, & nos per dilectiſſimos Conſiliarios noſtros Reginaldum Archiepiſcopum, & Ducem Rhemenſem Parem Franciæ, Joannem Stewart Comitem Ebroïcenſem, & Dominum de Devile conſanguineum noſtrum, & Magiſtrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocenſem Secretarium, Ambaxiatores noſtros ad prædictum fratrem noſtrum, hac de cauſa deſtinatos & ſufficienti poteſtate fultos, nomine noſtro & noſtra parte fuerit concordatum & concluſum matrimonium inter chariſſimum primogenitum noſtrum LUDOVICUM Delphinum Vienenſem, in minoribus annis, & ſub paterna noſtra poteſtate conſtitutum, & dilectam filiam & conſanguineam noſtram MARGARETAM primogenitam dicti fratris noſtri Regis Scotiæ, in minoribus annis, & ſub paterna poteſtate etiam conſtitutam, prout ex literis patentibus dicti fratris noſtri ſuper dicto tractatu ipſis Ambaxiatoribus noſtris ſuâ de parte traditis conſtare poteſt, quarum tenor ſequitur, & eſt talis.

Jacobus Dei gratiâ Rex Scotorum, univerſis præſentes literas inſpecturis, in omnium datore bonorum & Sacramentorum fonte Deo dilectionem & ſalutem. Cum Regum inclita celſitudo & felicia incrementa Regnorum per fœdera & conjunctiones ligarum tanquam muro inexpugnabili contra inimicorum incurſus, & ut unum corpus ad invicem conjungantur; hæcque vincula per matrimonium catenata, cujus effectus diſperſos colligit, & de diverſis ac extraneis perſonis quaſi de uno eodemque utero exeuntibus conſtituit unius carnem, unamque & eandem utriuſque voluntatem, ornantur & ſplendidiſſimè decorantur, ſiquidem cum pro parte Chriſtianiſſimi Principis fratris, confœderati, ac conſanguinei noſtri Chariſſimi Caroli Dei gratiâ Regis Francorum Illuſtris, nobis ſuos ſolemnes Ambaxiatores, videlicet Reverendum in Chriſto Patrem Reginaldum permiſſione divinâ Archiepiſcopum & Ducem Rhemenſem, Parem Franciæ, Joannem Stewart Comitem Ebroïcenſem, Dominum de Devile militem, conſanguineum noſtrum, & Magiſtrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocenſem deſtinantis, & per præfatorum Ambaxiatorum medium propoſitum fuerit, quod præfatus Chriſtianiſſimus Princeps frater noſter, & etiam inclitum ejus unigenitum Ludovicum, Delphinum Vienenſem, adhuc in minori ætate & ſub poteſtate paterna conſtitutum deſiderabat, & obtulit filiæ noſtræ primogenitæ Margaretæ dare in conjugem & maritum. Quique Ambaxiatores prædicti ad hoc poteſtatem & commiſſionem præfati Chriſtianiſſimi Principis fratris noſtri ſufficientes & plenas habentes, & eaſdem producentes coram nobis, dictam filiam noſtram Margaretam præfato Ludovico dari in conjugem & uxorem, cum eâ quâ decuit honeſtate obtulerunt. Attendentes etenim & digna meditatione penſantes, tantam tamque magnificam præfati inclitæ prolis Ludovici oblationem nobis factam fore & eſſe ſicut decet, cum gratiarum actione ſincerè & cordialiter acceptandum. Nos pro nobis & dicta filia noſtra Margareta, adhuc ſub noſtra poteſtate conſtituta, purè, ſimpliciter & abſolutè cum prædictis Ambaſſiatoribus ad hoc poteſtatem habentibus, & mandatum ſpeciale à præfato Chriſtianiſſimo Principe fratre noſtro, & pro ſe & ejus dicto filio Ludovico, in minori etiam ætate conſtituto, de noſtri generalis Conſilii aviſamento & deliberatione deſpondemus, dictamque noſtram filiam Margaretam daturos in conjugem & uxorem Ludovico memorato & tanquam pro ejus perpetua conjuge quantum poſſumus, contraximus pro eadem cum præfatis Ambaxiatoribus, conventientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes; dictuſque Archiepiſcopus præfatorum Ambaxiatorum principalior atque primus, & ex parte præfati Chriſtianiſſimi Principis Patris noſtri & aſſentientibus & conſentientibus ſuis collegis in dicta Ambaxiata contentis, autoritate, poteſtate & mandato prædictis convenit, tractavit & nobiſcum concordavit, compoſuit & concluſit, ac dictum Ludovicum autoritate præmiſſa, ut præfertur, præfatæ noſtræ filiæ Margaretæ purè & ſimpliciter ac etiam abſolutè ſpopondit, obligavit, ſubmiſit in futurum ac perpetuum conjugem ac maritum, quantum potuit contrahendo pro eodem omni fraude & contradictione ſeclusis, liberaliter, ſponte, ſub pœnis, juramentis, ſponſionibus, obligationibus, & confirmationibus ab utraque parte ſubeundis, & compromiſſis hinc & inde prout in articulis capitularibus præſentibus literis inſertis plenius continetur.

Primò dicti Principes & quilibet eorum, quantum cum tangit, habent gratum & acceptum dictum matrimonium, placetque eis ipſum tractare, concordare & promittere, ac contrahi & conſummari facere per dictum Dominum Ludovicum, & Dominam Margaretam, cum ad ætatem legitimam pervenerint, ſuper hoc prædictis filio & filia ſuis in minoribus annis conſtitutis, quilibet pro parte ſua ſpondentes, ac etiam paciſcentes.

Item, quatenus dicti Principes pendente tempore ante conſummationem matrimonii tenebunt & acceptabunt, videlicet dictus Rex Franciæ dictam Dominam Margaretam pro filia, & dictus Rex Scotiæ dictum Dominum Ludovicum pro filio, juvando, ſovendo, & confortando eos in ſuis honoribus, dignitatibus, juribus præſentibus & futuris, ac bonum, utilitatem & honorem eorum promovendo, malumque & incommodum & damnum eorum evitando toto poſſe ſicut decet, pro filio & filia, ac ſi matrimonium conſummatum eſſet.

Item dicta Domina Margareta, cùm ratione dicti Domini Ludovici tempore futuro ad Dignitatem Regiam Coronæ Franciæ, devenerit, dotabitur ſecundum quod Reginæ Franciæ per leges & conſuetudines dicti Regni ſolent eſſe, & fuerunt dotatæ.

Item, ſi contingat dictum Dominum Ludovicum decedere antequam ad Coronam Regiam perveneriit, matrimonio conſummato dicta Domina dotabitur, ut ſolent dotari ſponſæ primogeniti Regis Franciæ: at ſi magis placet dos nominata, dotabitur de duodecim mille libris in redditu juxta æſtimationem librarum Franciæ, & conſtituetur dos in foraliciis & Do-

ANS de J. C. 1428.

miniis honori & ſtatui tantæ Dominæ condecentibus.

Item, ſi quis prædictorum Principum infiegerit præſentem tractatum & concordiam matrimonii, infractor obligabitur & tenebitur ſolvere alteri ſummam centum millium coronarum auri talis ponderis & valoris, quam marca Franciæ ſexaginta & quatuor de dictis coronis non excedat.

Item & quoad hoc dictæ partes coërcitioni Sanctæ Sedis Apoſtolicæ ſubmittentes uſque ad pœnas generalis interdicti incluſivè, non obſtante quocumque generali aut ſpeciali privilegio eiſdem Principibus aut alicui eorum conceſſo ſuper non interdicendis perſonis aut Dominiis eorumdem.

Item his non obſtantibus tam de augmentatione pœnarum à parte contraveniente levandarum, quàm ampliatione dotis & reddituum pro vitâ dictæ Dominæ Margaretæ aſſignandorum quædam alia Regis Scotiæ Ambaſſiatori petenda & exigenda committuntur. Ad quæ quidem omnia, & ſingula nos, & dilectiſſima conſors noſtra Regina pro nobis, & præfatâ filiâ noſtrâ Margareta ac præfatus Archiepiſcopus conſentientibus, & præſentibus duobus ſuis collegis prædictis pro præfato Chriſtianiſſimo Principe fratre noſtro, &c. Regum hæredibus, & ſucceſſoribus Regni, Principibus, & Prælatis, Baronibus, Communitatibus, & ſubditis ac obedientibus utrorumque præſentibus, & futuris perpetuò, & inviolabiliter obſervanda tactis Sacro-Sanctis Dei Evangeliis juramenta præſtitimus corporalia, & etiam noſtrum quilibet juramentum præſtitit corporale. Præterea cùm ex frequenti cohabitatione conjugum fervor dilectionis, & ipſorum mutua dilectio intenſius creſcant, & validius radicentur, nec deceat conjuges alterius ſolatio diu ſeu eorum præſentia deſtitui, aut privari præfatorum Ambaſſiatorum petitionibus annuentes per præfati conſilii noſtri adviſamentum promittimus, & tenore præſentium ſpondemus, quod præfatam filiam noſtram Margaretam eidem fratri noſtro Regi, ac noſtro filio dilectiſſimo Ludovico memorato, in proximo navigio uſque ad Regnum noſtrum tranſmittendo, pro eadem quandocumque poſt Feſtum Purificationis Beatæ Mariæ, proximo futurum infra annum cum ſex millibus hominum ipſam concomitantibus ſeu concomitaturis tranſmittemus prout, & ſecundum quod de ejus tranſmiſſione, & dictorum ſex millium hominum ordinatione per noſtram Ambaſſiatam ſupradictam dum venerit cum præfato Chriſtianiſſimo Principe fratre noſtro, &c. tractabitur, ordinabitur, & finaliter concludetur. Datum ſub teſtimonio magni ſigilli noſtri, apud Perch, decimo nono Julii anno Domini milleſimo quadringenteſimo viceſimo octavo, & Regni noſtri viceſimo tertiò. Sic ſignatum in noſtro Conſilio Generali, Tailleſer.

Nos attendentes, & digna meditatione penſantes tantam tamque magnificam amicitiæ fortificationem, & appropinquationem ſanguinis ad utriuſque Regni robur, & honeſtatem, ac fœderum vigorem dudum initorum nunc per matrimonii prædicti copulam roborandorum, fore, & eſſe ſicut decet cum gratitudine ſinceræ affectuoſius & cordialiter acceptandam, prædicti matrimonii tractatum ſicut præfertur promiſſum, concluſum, & juratum, gratum habuimus, & acceptum modo, & forma quibus in articulis literis præinſertis deſignatis continetur. Verum quia in dicto tractatu præfatus frater noſter ſibi aliqua teſervavit à nobis poſtulanda, & per nos addenda, & declaranda, atque ad petendas, & requirendas à nobis dictas additiones, & declarationes ac ratificationem, & approbationem dicti tractatus nos perſonaliter fieri & jurari, idem frater noſter ad noſtram præſentiam ſuos deſtinavit Ambaſſiatores ſolemnes, videlicet Henricum Epiſcopum Abredinenſem, Patricium Dogilbs Militem, Vicecomitem Auguſtæ, & Magiſtrum Edwardum de la Wadre, Archidiaconum Laodoniæ, ſuper dictis additionibus, declarationibus, approbatione, & juramento nos inſtantiſſimè requirentes. Nos auditis ipſis Ambaſſiatoribus in noſtro magno Conſilio, & omnibus per eos propoſitis, & deinde expreſſiùs petitis, diligenter conſideratis, & attentis, & maximè quod auxilium, & ſuccurſum dicti fratris noſtri copioſum, & potentem adverſus utriuſque Regni hoſtes nobis venturum, & ſerviturum obtulerunt, & promiſerunt, habitâ maturâ dicti magni Conſilii ſuper his deliberatione ad articulos capitulares per dictos Ambaſſiatores noſtros tractatos, concordatos, & compromiſſos prout præinſertis literis continetur, addi pro parte noſtra voluimus, & ordinavimus quæ ſequuntur.

ANS de J. C. 1428.

Primò volumus, & addimus ad prædicta quod ſi contingat filiam noſtram Margaretam ratione dicti filii noſtri primogeniti ad coronam reginalem Franciæ non devenire matrimonio conſummato, de quindecim mille libris annui redditus dotetur, quæ quidem libræ talis valoris, & monetæ ſint, quod marca argenti ad ſexrum dimidia dictarum librarum æſtimetur.

Secundò, quod pœna contra partem infringentem apposita, & alteri parti ſolvenda, quæ ad centum mille coronas æſtimabatur, uſque ad trecenta millia coronarum augmentetur.

Tertiò, quod ſi contingat dictum filium noſtrum Ludovicum decedere matrimonio non conſummato cum dicta filia noſtra Margareta, ſecundo-genitus noſter, ſi Deus nobis aliquem dederit, contrahet cum eadem Margareta, & in caſu ſimili mortis ſecundi cum tertio, & ſic deinceps uſque ad conſummationem matrimonii alicujus inter dictas proles; hoc tamen ſub tali conditione, & pacto non conſummati matrimonii. Similiter, in caſu mortis dictæ Margaretæ; dictus Ludovicus filius noſter contrahet cum ſecunda, & in caſo mortis ſecundæ cum tertia, hoc tamen pacto intelligendum eſt quod de dictis filiabus viventibus poterimus eligere quamcumque voluerimus pro filia noſtris prædictis, quodque in perſonis ſit idoneitas, & talis convenientia in annis, quòd una pars alteram ultra ſeptennium non excedat, atque hoc capitulum locum habebit in filiis, & filiabus ante mortem primogenitorum, & primogenitarum utrorumque alteri matrimonio non obligatis.

Quarto, quod ſi contingat dictum filium noſtrum Ludovicum decedere matrimonio non conſummato, & non vivente aut ſuperſtite nobis altero filio, cum quo poſſit per matrimonium dicta filia noſtra Margareta copulari; adductaque ad nos, & dictum filium noſtrum fuerit in Regno noſtro, nos in recompenſationem laborum, & onerum dictæ filiæ noſtræ Margaretæ eidem dabimus, & perſolvi faciemus quadraginta millia coronarum auri. Quibus additionibus, & declarationibus per nos cum dictis Ambaſſiatoribus concordatis, & ad cetera capitula per dictos noſtros Ambaſſiatores tractata, & concluſa adjunctis, Nos pro nobis, & dicto filio noſtro ſub paterna noſtra poteſtate conſtituto, purè, ſimpliciter, & abſolutè cum præfatis Ambaſſiatoribus ad hoc poteſtatem habentibus, & mandatum ſpeciale à præfato fratre noſtro per ſe, & dicta filia ſua Margareta in minori etiam ætate conſtituta, de noſtri magni Conſilii adviſamento & deliberatione, deſpondimus dictum filium noſtrum Ludovicum dare in conjugem, & maritum Margaretæ memoratæ, & tanquam pro ejus perpetuo marito quantum poſſumus, contraximus, proeodem cum præfatis Ambaſſiatoribus convenientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes acta per dictos Ambaſſiatores noſtros rata, & grata habentes, laudantes, & confirmantes, ac ſuper additis, & declaratis per nos paciſcentes, & compromittentes de novo prout ſuprà declaratum eſt, omni fraude, & contradictione ſeclusis, liberè atque ſponte,

ANS de J.C. 1428.

te, ſub pœnis, juramentis ſponſionibus ab utraque parte ſubeundis, & compromiſſis hinc & inde, ut ſuperius extitit declaratum. Ad quæ quidem omnia & ſingula nos, & chariſſima conſors noſtra Regina ac chariſſima Mater noſtra Regina Siciliæ, pro nobis, & dicto filio noſtro Ludovico Regibus, hæredibus, & ſucceſſoribus Regno, Principibus, Prælatis, Baronibus, Communitatibus, & ſubditis ac obedientibus noſtris præſentibus & futuris perpetuò, & inviolabiliter obſervanda tactis Sacro-Sanctis Dei Evangeliis juramenta præſtitimus corporalia, præſentibus chariſſimo nepote noſtro Duce Alenconii, Comitibus Vindocinenſibus, & conſanguineis noſtris, dilectis Rbemenſi & Turonenſi Archiepiſcopis, Epiſcopis Sagienſi, Lodevenſi, Bitterrenſi, Aurelianenſi, Agathenſi, Nemauſenſi, & Tarbienſi, Abbatibus Talemond, & Alen. Dominis de la Trimoüille, d'Orval, de Gravilla, Magiſtro Baliſtariorum, & de Trevis, Vicecomite de Rupecavardi pluribuſque viris Eccleſiaſticis, Baronibus, & Nobilibus, atque civibus notabilibus io multitudine copioſa in noſtro magno Conſilio, qui etiam ſuper præmiſſis omnibus inviolabiliter obſervandis ſua corporalia præſtiterunt juramenta. In quorum omnium teſtimonium præmiſſorum noſtrum præſentibus literis duximus apponi ſigillum. Datum in Caſtro noſtro (a) Caynonis, die penultima menſis Octobris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo viceſimo octavo, Regni vero noſtri ſeptimo. Per Regem in ſuo magno Conſilio. Malliere.

(a) Chinon.

(b) Quoique cette Commiſſion ne ſoit que de l'année 1436. de même que la ſuivante, on a jugé à propos de la mettre ici, parce que c'eſt une ſuite du précédent Traité.

(b) *Commiſſion de Charles VII. Roi de France, au Chancelier & autres, pour comparoir devant l'Evêque Dioceſain, & ſur le défaut d'âge de Monſeigneur le Dauſin, obtenir diſpenſe, requerir, & pourſuivre le Mariage dudit Dauſin avec Marguerite d'Ecoſſe, bien qu'il ſoit mineur de quatorze ans. Donnée à Bourges le 3. Juin* 1436.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes literas inſpecturis, ſalutem. Cum inter nos pro nobis, & chariſſimo filio noſtro primogenito Ludovico Delphino Viennenſi, ex una parte; & Illuſtriſſimum Principem fratrem, & confœderatum noſtrum Chariſſimum Jacobum, eadem gratia Scotiæ Regem, pro ſe & dilectiſſima noſtra Margareta ejus filia primogenita, parte ex altera: Matrimonium inter dictum filium noſtrum primogenitum, & dictam Margaretam, Altiſſimo concedente contrahendum tractatum, & plenè concordatum extiterit, noſque certis de cauſis ad hoc animum noſtrum moventibus ipſum matrimonium ex nunc quantum convenientius fieri poterit, & debebit ſolemniſari, perfici, & compleri deſideremus, quod tamen obſtante eo quod prædictus filius noſter, licet proximus pubertati dicatur, nondum 14. ſuæ ætatis annum complevit, niſi canonica ordinarii diſpenſatione, aut alio proceſſu interveniente, commuoi juris diſpoſitioni non plenè conſonare forſitan videretur. Notum facimus quod nos ad plenum confidentes de perſonis dilectorum, & fidelium noſtrorum Reginaldi Archiepiſcopi & Ducis Remenſis, Paris Franciæ, Cancellarii; Magiſtri Adæ, Primi Præſidentis in Parlamento noſtro; Magiſtri Petri de Briveria, Canonici Turonenſis; & Magiſtrorum Henrici Manloüe, & Petri Alain Notariorum & Secretariorum noſtrorum, & de eorum diſcretione, & provida circumſpectione, fidelitate, probitate, ac bona diligentia, eos & ipſorum quemlibet in ſolidum melioribus modo, via, jure, & forma quibus melius, & efficacius poſſumus, & debemus noſtros facimus, conſtituimus, & ordinamus per præſentes Procuratores, & nuntios ſpeciales, ac etiam generales ſpecialiter, & expreſſè ad comparendum, & ſe repræſentandum pro nobis, & noſtro nomine coram dilecto, & fideli Conſiliario noſtro Archiepiſcopo Turonenſi, præfati filii noſtri primogeniti Dioceſano, ſeu ejus in ſpiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, ſeu deputandis in hac parte ac cum dicto filio noſtro primogenito de & ſuper defectu ætatis ſuæ, & quatenus opus, vel expediens fuerit, diſpenſari cum clauſulis opportunis petendum, requirendum, & obtinendum, nec non ad promittendum, & jurandum ac alia dicendum, & faciendum nomine noſtro, & pro nobis qua juxta tractatus prædicti tenorem, & formam promittenda, & juranda, dicendaque fuerint, & facienda, dantes, & concedentes prætatis procuratoribus noſtris, & eorum cuilibet in ſolidum plenum ac ſpeciale mandatum in præmiſſis, & quolibet præmiſſorum, & aliuni ſeu alios, Procuratorem ſeu Procuratores loco ſui ſubſtituendi qui ſimilem habeant poteſtatem, & quem vel quos ſubſtituerint revocandi. Promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ex nunc ratum, gratum, & firmum habere, & habituros, omne id torum, & quicquid per dictos Procuratores noſtros, & eorum quemlibet in præmiſſis, & ea tangentia actum factumve fuerit, ſive geſtum. In quorum teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus literis duximus apponendum. Datum Bituris, die tertiâ Junii, anno Domini 1436. Regni verò noſtri 14. *Sur le repli eſt écrit*, Per Regem in ſuo Conſilio. *Et plus bas eſt ſigné*, Malliere. *Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.*

Commiſſion de Charles VII. Roi de France; à ſon Fils Louis Dauſin de France, pour comparoir devant l'Archevêque de Tours; & contracter Mariage avec Marguerite Fille ainée de Jaques Roi d'Ecoſſe. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes literas inſpecturis, ſalutem. Cum matrimonium inter chariſſimum filium noſtrum primogenitum Ludovicum, Delphinum Viennenſem, nunc decimo-quarto ætatis ſuæ anno, proximum, & dilectiſſimam noſtram Margaretam, Illuſtriſſimi Principis Jacobi eadem gratia Scotorum Regis, fratris conſanguinei, & confœderati noſtri chariſſimi, filiam primogenitam contraheodum per nos ex una parte: & dictum fratrem noſtrum parte ex altera tractatum & concordatum extiterit, reſtet quod ipſum matrimonium ſolemniſandum, & perficiendum. Nos dicto filio noſtro primogenito, licet abſenti dedimus, & conceſſimus, damus, & conſentimus tenore præſentium auctoritatem licentiamque, & aſſenſum pro præmiſſis comparendi, & ſe repræſentandi coram dilecto, & fideli Conſiliario noſtro Archiepiſcopo Turonenſi, ejuſdem filii noſtri Dioceſano, ſeu ejus in ſpiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, ſeu deputandis in hac parte, ipſumque filium noſtrum habilem, & capacem ad matrimonium hujuſmodi contrahendum, & ſolemniſandum pronuntiari, & declarari ac cum eo de & ſuper ætatis defectu, quatenus opus fuerit, & aliis præmiſſis diſpenſari, proceſſuſque debitos, & juridicos, ſuper hæc fieri & expediri, proſequendi, petendi, requirendi, & obtinendi, nec non tractatum prædictum ratificandi, omologandi ac ſe obligandi promittendique, & jurandi ac alia dicendi, & faciendi quæ juxta tractatus prædicti tenorem, & formam dicenda fuerint, & facienda; & ſi ſibi viſum fuerit expedire, in & pro præmiſſis eorumque emergen. inden. deppen. & conoexis Procuratorem ſeu Procoratores conſtituendi cum poteſtate, & clauſulis opportunis. In cujus rei Teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus literis duxi-

ANS de J. C. 1428. mus apponendum. Datum Bituris, die tertiâ Junii, anno Domini 1436. Regni vero noſtri 14. *Et ſur le repli eſt écrit*, Per Regem in ſuo Conſilio. *Et au deſſous ſigné*, Malliere. *Scellé d'un ſceau pendant en parchemin.*

Diſpenſe d'âge octroyée par l'Archevêque de Tours, comme Dioceſain, ſur le mariage de Louis Dauphin, fils du Roy Charles VII. & de Marguerite d'Ecoſſe, à cauſe que lui n'avoit encore atteint l'âge de quatorze ans, & qu'elle n'en avoit que douze. Concedée à Tours le 13. Juin 1436.

PHILIPPUS, Dei gratia Archiepiſcopus Turonenſis. Quia poſt certa ſponſalia inter Chriſtiniſſimum Franciæ Regem, nomine ſereniſſimi Principis Domini Ludovici ſui primogeniti, Delphinique Viennenſis ex altera, & illuſtriſſimum Principem Dominum Regem Scotiæ, nomine ſereniſſimæ Dominæ Margaretæ ſuæ primogenitæ ex alia, inter ipſos Ludovicum & Margaretam per Procuratores jam diù contracta & hactenus inviolabiliter obſervata, deſiderant tam ipſi Reges quam ſponſi antedicti ſponſalia prædicta ad effectum matrimonii quam ociùs perducere, cujus gratia ſereniſſima Domina antedicta ex ſincero & maritali affectu ad ipſum Dominum Ludovicum jam pervenit ex ſui genitoris ordinatione ad hoc regnum, ſperantes in Domino tam Reges præfati, quam ſponſi & conſilia & regna eorundem quam quanto prius ipſa ſponſalia ad matrimonium deducantur, tanto actore matrimonii favente, qui eſt ſolus Deus, bona matrimonii, puta fides, proles & Sacramentum tanto citiùs ad ſuorum regnorum commodum, imo ad totius fidei & cunctæ rei Chriſtianæ profectum exinde ſubſequentur. Cum vellent ac proponerent ad hujuſmodi matrimonii in facie Eccleſiæ, prout tantas decet perſonas ſolemniſationem in noſtra urbe Metropolitana, procedere, occurrit juris quæſtio coram nobis, qui ſumus ſpiritualis ordinarius ſereniſſimi Domini Ludovici prædicti, & per Dei gratiam conſequenter, futurus ſimiliter ordinarius ſereniſſimæ ſponſæ ejuſdem, puta circa pubertatem utriuſque ſponſi & ſponſæ prædictorum, nonnullis dicere volentibus, adhuc non poſſe matrimonium, ætate prohibente, ſubſiſtere inter eos, quamvis dictus Dominus Ludovicus fere principium quarti decimi, & ipſa ſponſa quaſi duodecimi finem anni attingeret. Aliis autem contrarium juncta quorumdam majorum ſummas tenentibus, nos actu ordinarius ipſius ſereniſſimi ſponſi & in ſpe ipſius Dominæ, ut præfertur, atque pro parte ſponſæ ejuſdem, ad difficultatis jam dictæ terminationem, necnon ad omnem canonicam proviſionem ad effectum matrimonii ſæpedicti tam de jure communi, quam etiam ſpeciali, puta, per diſpenſationem & aliter nominatus, acceptatus, & electus etiam in canonicis & aliis debitis ſubmiſſionibus, quæ quomodolibet poſſent requiri ad præmiſſa & pro parte Regum, & ſponſi ac ſponſæ prædictorum per eorum procuratores literatoriè conſtitutos, & de quorum nobis ſufficienter conſtitit poteſtate atque conſtat; cum vehementi inſtantia requiſitus unanimiter & rogatus procedere ad executionem omnium præmiſſorum videlicet pro parte Chriſtiniſſimi Franciæ Regis, ac ejus primogeniti Domini Delphini Viennenſis ſæpedicti, per Dominos Adam de Cameraco primum Præſidentem Curiæ Parlamenti, & Balduinum de Campania, Dominum de Tuſſe, Baillivum etiam Turoniæ, milites & Conſiliarios Regios, nec non pro parte illuſtriſſimi Regis Scotiæ, & ejus primogenitæ prædictorum per Reverendum in Chriſto Patrem Dominum Joannem Epiſcopum Brechmenſem, & Magiſtrum Joannem Scelbart, Præpoſitum Eccleſiæ Collegiatæ de Metphen, Conſiliarios ipſius illuſtriſſimi Scotiæ Regis, & per quemlibet eorumdem, attendenteſque de jure omnia, quæ adhuc diſputationi ſunt relicta & arbitrio debent judicantium ſubſiſtere, qui juxta rerum vel perſonarum, temporum ac locorum ſeu cauſarum neceſſitatem & exigentiam tunc poſſunt, quorum voluerint opinionem ſeu ſummam immutare; hinc eſt quod nos illorum nunc ſummam qui dicunt, non ſolum ex carnis copula ſive inter ſponſos ad invicem, ſive cum aliis infrà annos pubertatis numeralis ſubſecuta poſſe pubertatem eamdem ipſo facto prævenire, ſed etiam hoc poſſe contingere ex ſola diſpoſitione & habitu corporum atque animorum ſponſi, ſimul atque ſponſæ, certificati ſufficienter de ætate ipſius ſereniſſimi ſponſi ſupradictâ, necnon de habitu & virili diſpoſitione ejuſdem, tam ex multiplici noſtra converſatione cum eodem, quam etiam ex accurato aſpectu noviſſimè ex cauſa & occaſione præmiſſorum ad corpulentiam & membra ſuæ ſerenitatis. Et inſuper informati judiciali-ter de ætate & virili potentia etiam ipſius ſponſæ, de qua ſupra, ac de ipſius viri potentis conſiderata per nos ſolicitè ſponſi & ſponſæ prædictorum habitudine corporum atque animorum nutritione, & ætate cujuſlibet ipſorum inſuper, & bona diſciplina quæ multum juxta prudentem ſententiam feſtinat ad maturitatem virtutis ſeminalis: conſiderato denique decurſu ætatis humanæ, quæ quanto plus laxatur, tanto citiùs omnem ſummum ætatis gradum attingit, & aſſequitur ſuam perfectionem; conſiderato amplius mutuo amore ſponſi & ſponſæ ad ſe invicem, & deſiderio converſationis conjugalis, quod plurimùm accendit vim conjugalem: Conſiderato noviſſimè tanto bono, quod ſicut dictum eſt ex ipſo matrimonio poteſt veriſimiliter adeſſe tranquillitati rei Chriſtianæ, & corroborationi antiquarum amicitiarum atque confœderationum inter Regna Franciæ & Scotiæ, quas non minoris eſt virtutis conſervare, quam de novo inire. Super hoc judicialiter de prædictorum omnium conſenſu ſententiantes Chriſti nomine primitùs invocato, decernimus ſponſum & ſponſam ſæpe dictos eſſe diſpoſitos, atque aptos ad ipſum matrimonium per verba de præſenti efficacitet in facie Eccleſiæ celebrandum, & ad ipſum quoad vixerint inviolabiliter obſervandum. Diſpenſantes nihilominus, quantum opus eſt, tanquam juris miniſter cum ipſis, & quolibet eorum, ſuper defectu ætatis antedictæ, ſupplentes eamdem quantum opus eſt ex cauſis prædictis, & plurimis aliis ad hoc noſtrum animum moventibus. Datum Turonis, ſub ſigillo majori noſtro, die 13. menſis Junii, anno Domini 1436. *Et ſur le repli eſt écrit*, De mandato Domini. *Et plus bas eſt ſigné*, Lucaſo, *avec paraphe. Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.*

ANS de J. C. 1428.

CCCLXXXV.

Teſtament de BONNE DE SAVOYE *Princeſſe d'Achaie. Fait le 19. Octobre,* 1429. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 131.

ANS de J. C. 1429. Achaïs.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Amen. Anno Nativitatis ejuſdem Domini Milleſimo quatercenteſimo vigeſimo nono, indictione ſeptima, die decima nona Menſis Octobris. Actum in caſtro Stupinuſii videlicet in camera cubiculari infra ſcriptæ Illuſtris Dominæ BONNÆ DE SABAUDIA Priocipiſſæ Achayæ Teſtatricis, præſentibus venerabilibus Religioſis Dominis Fratre Donato de Pinerolio Confeſſore, Fratre Jacobino de Alexandria, Fratre Antonio de Moreta, Domino Joanne Bartholomæo Gerſii de Pinerolio Cappelanis, Spectabilibus, Egregiis & Nobilibus viris Domino Ludovico Baſtardo Achayæ, Domino Guilletmo de Conſſencio Legum Docto-

ANS de J.C 1429. Doctore, Magiſtro Antonio Bealecii Phiſico, Bartholomæo Provanæ Magiſtro Hoſpicii Conſiliariis, Gabriele Provanæ Filio dicti Bartholomæi, Jacobo Filio Georgii de Buenis Domino Cerſenaſchi, & Stephano de Cabureto de Montecalerio Scutiferis infra ſcriptæ Illuſtris Dominæ Principiſſæ Teſtatricis, teſtibus ad infra ſcripta vocatis, & rogatis ore proprio ipſius Dominæ Teſtatricis, in hunc qui ſequitur modum, ſuum teſtamentum, ſine ſcriptis nuncupativum facere procuravit. In Primis quidem ejus animam quandocumque eam ab hoc ſæculo migrare contigerit, Altiſſimo Creatori, Beatæque Mariæ Virgini ejus Matri & toti Curiæ Cœleſti commendavit. Item ordinavit ſepulturam ſui corporis fieri in Capella Illuſtrium Dominorum Principum Achayæ, ſita in Eccleſia S. Franciſci de Pinetolio, cum ſolemnitatibus decentibus. Item ordinavit quòd in dicta Capella pro anima ſua celebretur per Fratres dicti Conventus, qualibet die una Miſſa ſolemnis *de Requie in cantu*, exceptis diebus quibus in dicto Conventu prædicabitur, quibus diebus celebretur una Miſſa baſsè, & hoc uſque ad tempus duodecim millium annorum, à die ejus deceſſus inchoandorum, & pro præmiſſis Miſſis celebrandis, legavit dicto Conventui omnia, & ſingula paramenta Capellæ ipſius Dominæ Teſtatricis, tam Calices, Reliquiaria, Cruces, Candelabra argentea, & aurea, & alterius cujuſque metalli, libros, & veſtimenta ſacerdotalia. Item legavit occaſione prædictâ dicto Conventui, ſexaginta florenos annuales ſolvendos per infra ſcriptum ſuum hæredem, durantibus duodecim millibus annis ſuprà ſcriptis. Item legavit Monaſt. Monialium S. Jacobi de Pinerolio ordinis ſanctæ Claræ pro anima ſua, centum florenos ſolvendos ſemel tantum, per ejus hæredem infra ſcriptum. Item legavit Conventui S. Franciſci de Montecalerio pro anima ſua, quinquaginta florenos ſolvendos ſemel tantum per hæredem ſuum infra ſcriptum. Item legavit Conventui S. Franciſci de Thaurino, quinquaginta florenos ſolvendos ſemel tantum per dictum ejus hæredem infra ſcriptum. Item legavit Monaſterio S. Claræ de Thaurino pro ejus anima, viginti quinque florenos ſolvendos per dictum ejus hæredem ſemel tantùm. Item legavit Conventui S. Franciſci de Querio pro ejus anima, viginti quinque florenos ſolvendos per dictum ejus hæredem ſemel tantùm. Item legavit Monaſterio S. Claræ de Querio, viginti quinque florenos ſolvendos ſemel tantum per dictum ejus hæredem. Item legavit Conventui S. Franciſci de Foſſano, viginti quinque florenos ſolvendos ſemel tantum per dictum ejus hæredem. Item legavit Monaſterio Monialium ſanctæ Claræ de Carignano pro ejus anima, quinquaginta florenos ſolvendos per dictum ejus hæredem ſemel tantum. Item legavit Conventui S. Franciſci de Monteregali pro ejus anima viginti quinque florenos ſolvendos ſemel tantum per dictum ejus hæredem. Item legavit onerando conſcientiam infrà ſcripti ſui hæredis, quingentos ſeu quinquies centum florenos pro maritandis quinque pauperibus virginibus, ſolvendos per dictum ſuum hæredem infra annum, poſt ipſius Dominæ Teſtatricis deceſſum. Et quia quæ ſpeciali ſunt digna nota, ideò infraſcriptum ejus hæredem rogat, ut ſpecialiter habeat recommiſſum in bonis ſuæ hæreditatis, & alias ſuis quibuſcumque peragendis, attentis benemeritis ipſius, & laboribus per eum ſupportatis, ob reverentiam ipſius Dominæ Teſtatricis ſpectabilem Dominum Ludovicum Baſtardum Achayæ ejus dilectiſſimum. Item legavit *Illuſtri Domine Domine Joanne de Sabaudia Marchioniſſe Montisferrati, ejuſdem Domine Teſtatricis Sorori*, ducentos florenos parvi ponderis ſolvendos ſemel tantum per ejus hæredem infrà ſcriptum. Item jure reſtitutionis relinquit *Illuſtriſſime Domine Domine Bone de Biturio ejus matri*, trecentos florenos parvi ponderis ſolvendos ſemel tantum per ejus hæredem infrà ſcriptum de, & pro quibus ipſam juſſit, & voluit eſſe tacitam, & contentam; ſic quòd ulterius nil petere poſſit, aut habere in bonis, & hæreditate ipſius Dominæ Teſtatricis. In omnibus autem bonis ſuis mobilibus, & immobilibus, juribus, & actionibus, ac nominibus debitorum, ſuum hæredem univerſalem inſtituit *Illuſtriſſimum Dominum noſtrum, Dominum Amedeum Sabaudie Ducem ejus Fratrem* dilectiſſimum, & ipſo deficiente eidem Illuſtriſſimo Domino noſtri Ducis hæredem univerſalem; De quibus omnibus ipſa Domina Teſtatrix præcepit fieri unum, vel plura publica inſtrumenta unius, & ejuſdem tenoris ad opus quorum intererit per me Notarium infra ſcriptum, præſentibus teſtibus ſuprà ſcriptis. Signé Maglocus.

ANS de J.C 1429.

CCCLXXXVI.

Traité de Mariage entre SIGISMOND *d'Autriche fils de Frederic Duc d'Autriche, &* RADEGONDE *fille aimée de Charles VII. Roi de France Fait à Inſpruck, le 22. Juillet* 1430. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 349.

ANS de J.C 1430. Autriche et France.

FRedericus Dei gratia Dux Auſtriæ, Stiriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ ac portus Naonis, Comes in Habſpurg, Tirolis, Ferretis & in Kiburg, Marchio Burgoyæ ac Landgravius Alſatiæ &c. recognoſcimus pro nobis & hæredibus noſtris per præſentes: quod nos * & diligenter conſideramus, quod digniſſimum regnum Franciæ & laudabilis Domus Auſtriæ à longis temporibus in verâ & bonâ unitate ſingularique amore & naturali amicitia inſimul conjuncta fuere, huc uſque fœliciter permanſerint, & ut in tali dilectione & amicitia permaneant, & per amplius in melius augmententur; nos erga Sereniſſimum Principem Dominum noſtrum Dominum Carolum Regem Franciæ quæſivimus, & gratiam ejus magnâ cum diligentia rogavimus, ut Illuſtriſſimam Dominam, Dominam RADEGUNDEM ejuſdem Serenitatis filiam primogenitam dilectiſſimo filio noſtro primogenito SIGISMUNDO Duci Auſtriæ cauſa Matrimonii daret atque concederet conthoralem & conſortem. Qui quidem Dominus noſter Sereniſſimus Rex aſpectis & intellectis noſtris diligentibus ſupplicationibus, cum noſtra ſincera & bona voluntate, quam erga ſacram coronam Franciæ ſemper habuimus geſſimuſque huc uſque & gerimus, conſanguinitate * pertulli & confœderatione, in quibus prædeceſſores ejuſdem Serenitatis Reges Franciæ, nec non noſtri meritis plurimùm attollendi celebris laudabiliſque memoriæ * unà cum ejuſdem Majeſtate hunc in conſenſum noſtrorum unanima voluntate pervenimus, & ſpecialiter propter noſtram majorem pacem invicem & ſecuritatem, ambarumque noſtrarum domorum & ſubditorum Franciæ & Auſtriæ tranquillitatem & honorem. videlicet quod præfatam Illuſtriſſimam Dominam Dominam Radegondem præfatæ Serenitatis Domini noſtri filiam primogenitam Sigiſmundo dilecto filio noſtro etiam primogenito in veram & perpetuam conthoralem & uxorem ſpopondit dare & conceſſit, prout hæc omnia in literis ejuſdem Serenitatis ſuper his conſectis plenius & latius enodantur & continentur.

2. Quapropter promiſimus & affirmavimus, promittimuſque & affirmamus & juramus, per honorem, dignitatem & fidem noſtram, quod præfatus Domicellus Sigiſmondus filius noſter primogenitus dilectiſſimus, prænominatam illuſtriſſimam Dominam Radegundem in Uxorem & ſponſam, ipſamque ſecundum formam & legem ſacroſanctæ Rom Eccleſiæ, dummodo & quando ad annos diſcretionis pervenerint, pro uxore ſua legitima accipiet, ac ei carnaliter copulabitur, ut moris eſt; & ad hæc debemus & te-

ANS de J. C. 1430. nebimus ipſum informare & inducere, omni dolo & fraude penitus ſemoris.

3. Amplius concordavimus & per præſentes conſentimus, quod ſi prædictus noſter cariſſimus filius viam univerſæ carnis ingrederetur, quod Deus per ſuam piiſſimam miſericordiam avertat, & præſquam carnaliter copularetur prædictæ Illuſtriſſimæ Dominæ Radegundi, & Dei clementia aliam nos ducere contingeret Uxorem; * quod eadem Domina Radegundis prædictæ Majeſtatis filia primogenita detur eidem filio noſtro legitimo ſimili modo & forma, quibus ſupra dictum eſt de dilectiſſimo filio noſtro Sigiſmundo, in uxorem & ſponſam perpetuam.

4. Item, & ſi nullum futuris temporibus haberemus filium legitimum inſuper concordavimus, quod eadem Domina R. uni de filiis inclytæ memoriæ fratris noſtri illuſtris Principis Erneſti Ducis Auſtriæ, & præſertim primogenito Filio Duci Friderico nepoti noſtro perdilectiſſimo detur in uxorem; ſi autem forte vita idem nepos obiret, quod abſit, vel aliam mulierem duceret uxorem, prædicta Dom. Radeg. dilecto noſtro Nepoti Alberto ſecundogenito dabitur & concederetur: & niſi idem ſupervixerit, aut aliam duxerit, alteri noſtro nepoti Erneſto Fratri prædictorum, & tertio genito dabitur in Uxorem eidem, & ſimili modo de uno ad alium deſcendet, ſicut dictum eſt de dilectiſſimo filio noſtro Sigiſmundo: dum tamen alter nepotum noſtrorum, cui nuptura eſſet, ſuccederet nobis, ſicut faceret Sigiſmundus filius noſter, ſi viveret. Quæ ſæpetatus Dominus noſter Rex univerſa cum filiabus ſuis legitimis conſimiliter & pariformiter facere proviſit & affirmavit, ſeque ad hæc literis ſuis patentibus aſtrinxit, ut ipſa noſtra amicitia & mutua Confœderatio conſanguinitas debita & affinitas ex ambabus partibus certius, firmius & inviolabilius ſervetur, & inconcuſſè permaneat, omni dolo & fraude procul motis. In cujus rei teſtimonium perpetuamque firmitatem ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum. Datum Inſprugg. 22. de menſis Julii, Annn Domini 1430. Scellé d'un ſeau pendant à un cordon de ſoye rouge & blanche.

CCCLXXXVII.

ANS de J. C. 1430. France et Autriche.

Alliance entre CHARLES VII. *Roi de France &* FREDERIC *Duc d'Autriche, qui promet de déclarer la guerre par un Heraut, à Henri Roi d'Angleterre & à Philippe Duc de Bourgogne, Ennemis de Charles ſon Beaupére, fait à Sens, le 15. de Septembre,* 1430. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 351.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. * Omnino eſſe putamus, quo Principes magis eluceant vel clarioribus ſoleant ad cœlum laudibus ferri, quam cum veritatem videntur & fidem colere; quoniam in rebus humanis nihil ipſa fide meritis præſtantius excogitari poteſt, nam ejus virtute gratiaque amicitiæ, dilectiones & fœdera digna cum honeſtate inconcuſſa obſervantur: proinde cùm nuper ob cauſam & in favorem dilectionis & amicitiæ capitula quædam, puncta, & articulos, in materia mutuæ confœderationis & bonæ colligantiæ inter nos noſtroſque hæredes & ſucceſſores Regni Franciæ parte ex una; & illuſtriſſimum & præpotentem Principem FRIDERICUM Ducem Auſtriæ Conſanguineum noſtrum cariſſimum, atque dilectiſſimum alia etiam ex parte: ad utilitatem, honorem & commodum utriuſque noſtri Regni & Principatuum, dominiorumque & ſubditorum noſtrorum pacem perpetuam, tranquillitatem & tutelam ampliorem concordaverimus, concluſerimus ac obſervari ab omnibus noſtris ſubditis communi noſtro & utriuſque noſtrûm conſenſu, edicto ac conſtitutione mandaverimus; & ſuper his, determinatis tamen & certis in conditionibus & modificationibus in dictis capitulis & articulis noſtra utrinque unanimi, concordi & eadem voluntate ſatis declaratis, conſenſum præbuerimus, & illa & ſingula, quæ in eiſdem capitulis & punctis contenta, deliberata & concluſa, decenti cum ſolemnitate obligationeque & pertinentiis facere, perficere & complere promiſerimus; veluti præfatus noſter conſanguineus & confœderatus ad ipſa & cuncta eorum opere & ad effectum realiter producere & complere liberaliter compromiſit, & ſua ſpontanea & bona voluntate ſpopondit & aſtrinxit; prout hæc omnia ſeriosius ſunt inſerta in literis noſtris, & ejuſdem conſanguinei noſtri ſuper his confectis, & plenius enodantur, quarum literarum tenor ſubſequitur de verbo ad verbum, & eſt talis.

ANS de J. C. 1430.

2. Carolus Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, recognoſcimuſque præſentium tenore pro nobis hæredibuſque noſtris & ſucceſſoribus in futurum Regibus Franciæ univerſis, quod nos ſolerti mente conſiderantes bonam voluntatem, ſinceræque devotionis affectum, quem huc uſque erga Matrem noſtram inconcuſſe geſſit, aſſiduèque gerit illuſtris ac potens Princeps, Dux Auſtriæ, Fridericus Conſanguineus noſter cariſſimus, & qui nobis in noſtris gerendis bellis contra hoſtes noſtros in auxilium eſſe, ſubſidiumque præſtare, ſingulari ſemper cum affectione deſideravit, animo & perſonam ſuam propriam, bona quæcunque & potentiam ejus iteratis vicibus liberali animo & bono ex corde præſtatæ noſtræ Majeſtati in ſubventionem & præſidium eſſe obtulit: proinde ad ejuſdem honeſtæ & perfectæ voluntatis & egregiæ intentionis ampliorem confirmationem, & ut cæteris eam voluntatem decenti modo innoteſceret ad Regni noſtri & dominiorum aliorum ſubditorumque & ſuorum potentatium, unà cum ſubditis ejuſdem protectionem & tutelam, tutiorem, majorem & perfectorem potentiam, nec non tranquillitatem & omnis incolæ eorumdem pacem perpetuam; convenit, concordavit, appunctuavit, compromiſit & concluſit cum dilectis & fidelibus noſtris Ambaſſiatoribus Magiſtro Simone Caroli Conſiliario & Hoſpitii noſtri Requeſtarum Magiſtro, & Joanne Framberglo Scutifero ac cuſtode ſcutiferiæ dilectiſſimæ conſortis noſtræ Reginæ Franciæ, ad ejuſdem nobilitatis præſentiam noſtrâ ex parte dicta de cauſa tranſmiſſis, & cum ſufficienti poteſtate à nobis delegatis, & ad infra ſcripta ſubſequentia ſpecialiter commiſſis & deputatis; articulos, puncta & capitula inferius declaratos & declarata: & ipſi præfati Ambaſſiatores noſtra etiam ex parte, & nomine, virtute ipſorum Commiſſionis & poteſtatis à nobis ut præfertur eiſdem conceſſæ, eadem concordarunt, compromiſerunt & conſenſerunt modo & formâ immediatè ſubſequentibus.

3. Et primò quod nos ſub honore & dignitate noſtris promittimus & juramus, quod nos erimus de cætero, & deinceps etiam hæredes noſtri & ſucceſſores Regni Franciæ, in præſidium & defenſionem magnifico Principi conſanguineo noſtro cariſſimo Friderico Duci Auſtriæ & ejus hæredibus & poſteritati; procurabimuſque toto ex poſſe, & cuſtodiemus honorem, utilitatem & commodum eorumdem, ut decens fuerit; & conſilium & auxilium in omnibus licitis & honeſtis per æterna tempora præſtabimus, quando & quotiens fuerimus requiſiti, ſicuti amicinæ virtus & ſanguinis præclari proximitas amicos & confœderatos jure aſtringunt & obligant; modo & forma, quibus dictus conſanguineus noſter ſua libera voluntate & gratia nobis obtulit, & ſuis literis ſe ad ea perficienda obligavit: illis duntaxat exceptis, cum quibus Sereniſſima Domus Franciæ & nos confœderati ſumus & noſtris ſubditis, omni dolo & fraude penitus ſemotis. Inſuper ſperantes, divinâ favente clementiâ

digna

ANS de J. C. 1430.

digna cum honestate futuris temporibus magnificientiam consanguinei nostri prædicti Ducis Frederici Austriæ de laboribus suis justissimis recompensare; nobis per eundem & per suas patentes literas obligationem factam & præsentatam, de faciendo guerram ex patria sua Alsatia, in favorem nostri; quamvis ejus nomine, & querela, perfidis Burgundis, qui Majestati nostræ & inobedientes & rebelles existunt, & damna quam plurima intulerunt, & hoc infra festum beati Michaelis proximè futuri facere spopondit, acceptamus * certo animo ejusdem affectionem suscepimus.

4. Etiam voluit & promisit dictus noster consanguineus & confœderatus, nobis mittere literas suas diffidentiæ Henrico (pro Rege Angliæ se gerenti) antiquo nostro hosti, & Philippo de Burgundis nobis inobedienti & rebelli pertinentes, & eas dare seu transmittere per suum Heraldum, nobis vel à nobis deputatis infra festum natalis Domini proximè futurum, ut prædictis Henrico & Philippo transmittentur cum solemnitate, modo & formâ in talibus fieri consuetis. De quarum literarum traditione ac præsentatione, & de tempore, quo præsentabuntur, eundem nostrum consanguineum & confœderatum faciemus certificari, ut ipse super ea sit advisatus absque etiam dolo & fraude quecunque. Et quæ ulterius nobis jam dictus consanguineus noster & confœderatus armata cum potentia ejusdem parare, & eam paratam fore & esse intra octavum diem mensis Aprilis in proximum venturi, in patria ejusdem Alsatia, propriis sumtibus, & expensis compromisit, & propria voluntate liberaliter præsentavit, & ex post ad nostri beneplacitum dictum regnum nostrum intrare, ac in ipso Regno nostro per menses cum dicta sua Armata & sociis suis propriis sumtibus & expensis nostros inimicos, hostes & rebelles meliori modo, quo poterit, invadere, damnificare & molestare, eisdemque inimicis nostris hostibus & rebellibus juxta velle nostrum nnà cum gentibus nostris guerram facere, prout in literis ipsius super hoc confectis latius inseritur.

5. Hoc itaque grato animo suscipimus & acceptamus, promittimusque infra dictum terminum de nostris gerendis negotiis, singulariter & maximè bellorum, ad plenam nobilitatem ejusdem consanguinei & confœderati nostri certificare; nos insuper intuitu meritorum laudabilium ejusdem consanguinei & confœderati nostri erga nostram Serenitatem aliusque variis rationibus ad hoc animum nostrum moventibus consentimus, & dicto nostro consanguineo & confœderato Friderico Duci Austriæ concedimus; quod si quæ Civitates, villæ, oppida, castra, vel alia loca defensibilia, existentes & pertinentes, sive existentia & pertinentia ex proprio hæreditagio & domanio, hostibus & inimicis nostris per ipsum nostrum consanguineum & confœderatum & ejusdem exercitum, sua potentia aut compositione vel alia via licita ab ipsis hostibus & inimicis nostris recuperentur & conquirantur, ac nostræ bonæ & veræ obedientiæ reducantur; idem noster consanguineus & confœderatus talia tenere & possidere valeat ex nostro consensu & voluntate, ipsaque regere & gubernare ac gaudere plenariè omnibus fructibus, proficuis, emolumentis & obventionibus hujusmodi Civitatum, villarum, oppidorum, castrorum, aliorumque locorum defensibilium, ac suarum pertinentiarum, quousque per nos & dictum nostrum consanguineum, vel à nobis vel ab eò super hoc utriusque commisso, aliis fuerit ordinatum & appunctuatum.

6. Amplius etiam consentimus & concordamus, ut de captivis & prisonnatis, qui per gentes exercitus Consanguinei nostri & confœderati, quamdiu tamen erit in nostri subsidium & auxilium, & vires suas & potentiam in nostri favorem & pro nostra querela exposuerit, detenti & captivi fuerint, sive in conflictibus, aut aliis insultibus seu bellicis actibus, aut etiam in captione seu redditione villarum, civitatum seu castrorum; idem Consanguineus noster & confœderatus possit liberè disponere ad sui beneplacitum & voluntatem ordinare, & hoc semper absque dolo, fraude & fallacia quibuscumque.

ANS de J. C. 1430.

7. Ulterius consentimus & promittimus, quod si de cætero, aliquis præsumeret dicto consanguineo nostro & confœderato aut suis & domiciliis ejus guerram facere seu damnum inferre, hoc nos tenebimus & debemus prævenire & impedire, ut melius poterimus, & in illis & contra illos, quandocumque fuerimus requisiti, consilii, subsidii & auxilii esse, & juvamen præstare, sine aliqua fallacia aut dolo.

8. Placet etiam nobis, consentimus & concedimus in majorem favorem jam dicti consanguinei nostri & confœderati & amorem perfectiorem, intuituque hujus præsentis tractatus & colligantiæ, ut de cætero cum prædictis nunciis nostris aut aliis quibuscunque, cum quibus ex nostra communi amicitia & confœderatione contingeret, nos esse futuris temporibus in guerram, treugas, abstinentias guerræ aut tractatum aliquem pacis & concordiæ non faciamus aut fieri consentiamus; verum etiam cum aliis Principibus, potestatibus & communitatibus quibuscunque confœderationes seu amicitias (non) tractemus, quin illa antea significare & notificare habeamus dicto consanguineo nostro & confœderato seu significare faciamus: nisi tamen in illis treugis, guerræ abstinentiis pacis & concordiæ tractatibus, amicitiis, confœderationibus & colligantiis comprehensus etiam per expressum existat & nominatim comprehendatur, si fuerit suæ voluntatis aut beneplaciti, quod ipse indilatè nobis intimare eademque vice versâ adimplere, complere, & facere tenebitur. Nos insuper ut (ob) tantam veræ amicitiæ & obsequiorum, quæ grato & liberali animo nobis impendere dispositi præfatus noster consanguineus & confœderatus Fridericus Austriæ Dux affirmamus, quòd deinceps personam suam nnà cum illustri & magnifico Principe Sigismondo Duce etiam Austriæ consanguineo nostro carissimo ejus filio primogenito eorumque hæredes singulari cum affectione habebimus, ut decet, recommissos & specialiter recommendatos, ipsosque voluntate perfecta amicabilibus auxiliis, specialibus gratiis & favoribus inter cæteros prosequemur, & de bonis à Deo nobis collatis feudis, Dominiis & possessionibus tempore futuro liberaliter eisdem impartiemur, ut per amplius nobis obligati & astricti tanto serventius & libentius nobis servitia & obsequia impendant & facere teneantur. Quæ omnia & singula præinserta cum eorundem circonstantiis, modo & forma declaratis, & quæ acta, concordata & conclusa fuerunt per dictum nostrum consanguineum & confœderatum, aut ejus ex parte cum Ambassiatoribus nostris prædictis, & prout superius de verbo ad verbum sunt exposita, ratificamus, approbamus & confirmamus, ac ipsa complere & perficere in verbo Regio pronuntiamus & juramus.

9. In quorum omnium fidem & testimonium sigillum nostrum in absentia magni ordinatum, præsentibus literis fecimus apponi. Datum Sen. die 15. mensis Septembris anno Domini 1430. Regni verò nostrò octavo. Et postmodum insequuntur literæ nostri antedicti consanguinei Ducis Friderici Austriæ in substantia & verborum sententia conformes ut præmittitur, & consimiles nostris præscriptis literis. Fridericus Dei gratia Dux Austriæ, Styriæ, Carinthiæ & Tirolis, Carniolæque Comes &c.

ANS de J. C. 1431.

CCCLXXXVIII.

SAVOYE ET MILAN.

Traité entre AME' VIII. *Duc de Savoye*, & PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan, fait le* 18. *de Decembre* 1431. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 282.

IN nomine Domini, Amen. Anno Nativitatis ejusdem millesimo quatercentesimo trigesimo primo, Indictione decima, die decima octava mensis Decembris. Per hoc publicum Instrumentum cunctis sint manifestum, quòd cùm Illustris Joannes Jacobus Marchio Montisferrati, præter & contra voluntatem Serenissimi Principis Domini nostri Domini Sigismundi Dei gratia Romanorum Regis semper Augusti, inhibitionesque & mandata eidem, per literas & solemnes Ambassiatas autoritate Regia sæpissime factas, inhærendo voluntati Dominii Venetorum Manifestorum rebellium Sacri Romani Imperii, cum ipsis conspirationem & ligam fecerit in guerra quam incepit adversus ipsius Sacri Romani Imperii terras, feuda & vassallos, signanter contra Illustrissimum Principem & Excellentissimum Dominum Dominum PHILIPPUM-MARIAM Anglum Ducem Mediolani, Papiæ Angleriæque Comitem ac Januæ Dominum, Serenissimi Domini nostri Romanorum Regis filium & fidelem; tentando tam vi armorum quàm diversarum seditionum tractatibus, opem præstans & auxilium dicto Venetorum Dominio, statum ipsius Illustrissimi Domini Ducis Mediolani subvertere, terrasque & oppida quæ ab Imperiali Majestate in feudum possidet, usurpare, fuerit-que necessarium & expediens ipsi Domino Duci Mediolani, tum pro defensione sui Status, tum etiam propter requisitiones & mandata Serenissimi Domini nostri Domini Romanorum Regis, non solùm ipsi Domino Marchioni resistere, sed etiam sibi tanquam colligato ipsius Dominii Venetorum Sacri Romani Imperii rebellium & inimicorum guerram inferre, ut ita esse & fuisse veritatem dixit & protestatus fuit præfatus Dominus Dux Mediolani, per medium personæ Egregii utriusque Juris Doctoris Domini Nicolai de Arcemboldis de Parma Nuntii & Procuratoris sui, in præsentia nostrorum Notariorum infrascriptorum, cumque *Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus* AMEDEUS *Dux Sabaudiæ, Chablasii & Augustæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennarum, Valentinensisque & Dyensis*, similiter Imperialis feudatarius & fidelis, tam per ipsum Serenissimum Dominum nostrum Regem Romanorum, quàm dictum Dominum Ducem Mediolani velut fidelem Imperialem, multipliciter & instantissimè requisitus fuerit & debitè interpellatus, imò etiam per ipsum Dominum nostrum Romanorum Regum sub gravissimis pœnarum arctationibus, & sub vinculo fidelitatis comminatus, ut ad defensionem fidelium Imperii, & maximè ipsius Domini Ducis Mediolani, Civitatumque, Villarum, Castrorum & aliorum territoriorum quæ sub Imperiali feudo possidebat, nec non propulsationem & offensam sibi guerram inferentium, cum toto suo exercitu perseveret; ipseque Illustrissimus Dux Sabaudiæ, attendens affinitatem qua tam ipse Dominus Dux Mediolani quàm dictus Dominus Marchio Montisferrati, erga eum conjuncti sunt, mitiùs agere volentes, præfatum Dominum Marchionem per literas & solemnes Ambassiatas fraternè requisivit, ut præfati Domini nostri Romanorum Regis jussibus obtemperaret, & ab ulterioribus offensis vassallorum & feudorum Imperialium se vellet abstinere, quòd tamen minimè facere curavit; imò quod deterius est, multos Capitaneos & alios strenuos, per magnarum rerum & financiarum pollicitationes, adversus ipsum Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudiæ incitavit, propter quod ipse Dominus Dux Sabaudiæ videns, rerum notorietate edocente, ipsum Dominum Marchionem in contemptu Imperialis Majestatis mansuescere nolle, sed totis conatibus priora prioribus irrefragabiliter tam contra dictum Dominum Ducem Mediolani, quàm etiam ipsum Dominum Ducem Sabaudiæ palàm & clandestinè conspirare; non valens etiam ipse Dominus Dux Sabaudiæ, debito suæ fidelitatis exigente, ulteriùs differre prædictis Imperialibus, mandatis continuè super emergentibus, pro posse obtemperare, nec etiam dicto Illustrissimo Domino Duci Mediolani ejus Genero à proximiori subventione derogare, imò nec præterm ittere sui ipsius propriæ Dominii Ducis Sabaudiæ saluti providere; & conspicatis versutiis ipsius Domini Marchionis obviare, ut ita esse & fuisse veritatem, in præsentia nostrorum infrà scriptorum Notariorum dixerunt & protestati fuerunt Illustris Dominus Manfredus Marchio Saluciarum, Marescallus Sabaudiæ, & spectabilis Miles & Doctor Dominus Petrus Marchiandi Præsidens Consilii præfati Domini Ducis Sabaudiæ citrà Montes residentes, Oratores, Nuntii & Procuratores prælibati Illustrissimi Domini & Excellentissimi Domini Ducis, sponte & ex certa animi scientia deliberaverunt præfati Domini Duces, contra & adversus ipsum Dominum Marchionem, unionem, ligam & confœderationem facere: pro quibus quidem firmiùs stabiliendis & roborandis, prædicti Domini Oratores, Nuntii & Procuratores præfati Domini Ducis Sabaudiæ, & dictus Dominus Nicolaus similiter Nuntius & Procurator prælibati Domini Ducis Mediolani, habentes ad prædicta & infrascripta plenam & liberam potestatem specialeque mandatum, ut per ipsorum Dominorum Ducum patentes literas in pergameno scriptas, munitasque sigillis eorum, non cancellatas, nec in aliqua ipsarum parte suspectas. Constituti in præsentia nostrorum Notariorum infrascriptorum, scientes & spontanei, mutuis & validis stipulationibus hinc inde interpositis, fecerunt, inierunt & contraxerunt, faciunt & contrahuot declarationes & limitationes pactaque & conventiones quæ sequuntur. Et Primò, convenerunt prælibati Illustrissimi Domini Duces Sabaudiæ & Mediolani, per medium suprædictorum Procuratorum suorum, quòd ipsi Domini Duces in præsenti guerra adversùs dictum Dominum Marchionem Montisferrati, jam per dictum Dominum Ducem Mediolani mota, & per prælibatum Dominum Ducem Sabaudiæ movenda, tenebunt qualibet ipsorum usque quò ipsi guerra de commuoi consensu ipsorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, per pacem sopita fuerit adversùs dictum Dominum Marchionem ejusque subditos, terras & dominia; videlicet, quingentos equites & totidem pedites ad guerram legaliter procedendum, aut plus aut minùs secundùm casuum occurrentiam, prout ipsi Domini Duces de communi consensu fuerunt concordes: ita tamen, quòd prædicti equites quingenti & pedites totidem, per præfatum Dominum Ducem Mediolani ut præmittitur, tenendi sint ad nutum & voluntatem Dominorum Marescallorum Sabaudiæ, aut alterius nomine ejusdem Domini Ducis Sabaudiæ, ad ipsam guerram faciendam deputati; sic quòd dicti Domioi Duces de communi consensu fuerint concordes, Marescalli, seu alius deputatus ut præmittitur, prædictos equites quingentos & pedites totidem, possit & valeat constituere adversùs terras, subditos & dominia dicti Domini Marchionis & suorum, & quæ eidem placuerint & videbuntur juxta ipsius liberi arbitrii voluntatem. Item convenerunt, quòd omnes subditi, terræ, loca & territoria præfatorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, sint pariter & esse

ANS de J. C. 1431.

esse debeant in guerra adversùs dictum Dominum Marchionem Montisferrati, ejus territoria & subditos, prout & quemadmodum dicti Domini Duces erunt; & quod invicem ipsa territoria & subditi recepture victualia pretiis competentibus, dare opem, & auxilium mutuò præstare gentibus armigeris, equitibus & peditibus ac subditis utriusque ipsorum debeant & teneantur. Item pariter convenerunt & in pactum expressum deduxerunt, quòd ex nunc in antea non liceat cuiquam ipsorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, per se aut alias interpositas personas, pacem neque treugam cum dicto Domino Marchione, terris aut subditis sois facere, nec aliquo modo ipsam pacem contendere, sine expressis scitu pariter & consensu utriusque ipsorum Dominorum Ducum; liceat tamen per utrumque ipsorum Dominorum aut suos, ipsam pacem tractare aut tractari facere, absque tamen aliqua conclusione fienda, nisi de communi consensu utriusque Dominorum Ducum prædictorum. Item pacto expresso convenerunt & concordaverunt, quod omnes dignitates, Civitates, Villæ, castra, fortalitia, loca & quælibet territoria prædicta Domini Marchionis Montisferrati & suorum subditorum, homagiaque, feuda & retrofeuda ad eos quomodolibet spectantia, ubicumque consistant & valeant quomodolibet nuncupari, existentia tamen citra Tanagrum, & jam acquisita per præfatum Dominum Ducem Mediolani & ejus gentes, colligatos & adhærentes, cum suis omnibus & singulis pertinentiis, fortalitiis, juribus, & jurisdictionibus, tradi debeant per dictum Ducem Mediolani, præcisè & sine exceptione quacumque præfato Domino Duci Sabaudiæ, quando ad hoc fuerit requisitus ad faciendum de illis ad omnimodam dispositionem ejusdem Domini Sabaudiæ Ducis & suorum; salvis tamen manentibus infrà scriptis, quibus non intelligit aliquo modo per præsens capitulum derogari. Item quòd ejus Civitates, dignitates, Villæ, castra, fortalitia, territoria & loca quæcumque, homagiaque, feuda, retrofeuda & fidelitates, quæ per ipsum Dominum Marchionem ejusque subditos tenentur aut tenebantur tempore guerræ contra ipsum motæ per præfatum Dominom Ducem Mediolani, inde vel & super territorio, districtu, dominio & pertinentiis Civitatis & Communis Januæ, Civitatis & Comitatus Papiæ, Terra Casalis Sancti Evasii, terræ & loca Sancti Salvatoris, Castelleti & Lusenluc; cum suis omnibus & singulis pertinentiis ipsis pertinentibus, tam ultra Tanagrum quàm citrà, sint & remaneant in solidum sine ulla exceptione prælibato Domino Duci Mediolani, ita ut ad ejus libitum & sui disponere possent, & ille aut illi quem aut quos legitimaverit, ad eam suam successionem habilitaverit, de qua legitimatione & habilitatione constet per publicum documentum sigillo suo magno sigillatum. Item propterea convenerunt, quòd omnes Civitates, castra, Villæ, territoria & loca quæcumque, homagiaque feuda, retrofeuda & fidelitates etiam quæ spectarent Ecclesiæ Astensi, quæ per ipsum Dominum Marchionem ejusque subditos tenentur aut tenebantur, tempore guerræ contra ipsum motæ per præfatum Ducem Mediolani, ubicumque sint tam citra quàm ultra Tanagrum, in, de & super territorio & districtu Civitatis seu Patriæ Astensis, cum omnibus suis pertinentiis spectantibus; quæ tamen tenta aut possessa fuerunt per Præsidentes aut Episcopos, aut eos qui dominati sunt dictæ Civitati, Patriæ, Dominio aut Gubernio Astensi ab annis septuaginta citrà inclusivè, sint & remaneant in solidum, & expediri debeant sine ulla exceptione, prælibato Domino Duci Mediolani. Item convenerunt ot suprà, quòd pariter omnes Civitates, dignitates, castra, Villæ, & loca quæcumque dicti Domini Marchionis Monisserrati & suorum subditorum, homagiaque, feuda & retrofeuda ad eos quomodolibet spectantia, & seu quæ tempore dicti ingressus guerræ per ipsos tenebantur quoquomodo ultra Tanagrum existentia, quæ tamen per dictum Dominum Ducem Mediolani & ejus gentes & subditos acquisita fuère, sint & pertineant præfato Domino Duci Mediolani & suis; exceptostantum locis Rochæ Silierii, & ipsa Villa Silierii, quæ loca Rochæ Silierii & ipsa Villa Silierii, cum suis juribus & pertinentiis sint & pertineant in solidum & pleno jure, tradique & expediri debeant per præfatum Dominum Ducem Mediolani, præcisè & sine exceptione quacumque, dicto Domino Duci Sabaudiæ, quàm primùm parte ipsius Domini Ducis ad hoc fuerit requisitus ad faciendum de illis ad omnimodam dispositionem ipsius Domioi Ducis Sabaudiæ & suorum. Item prænominatæ partes, salvis manentibus omnibus & singulis suprascriptis, convenerunt, quòd omnes Civitates, castra, Villæ, territoria, & loca quæcumque Domini Marchionis Montisferrati & suorum subditorum, homagiaque feuda & retrofeuda ad eos spectantia ubicumque consistant, tam citra quàm ultra Tanagrum existentia, & quæ nondum per dictum Dominum Ducem Mediolani & ejus gentes acquisita fuerunt, dum & quando per aliquem præfatorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, ipsorúmque subditos, gentes, armigeros, pedites, colligatos & adhærentes in futurum quomodolibet acquiri contigerit, cum suis omnibus & singulis pertinentiis, fortalitiis, jurisdictionibus ipsis spectantibus, sive spectent insolidum, & pleno jure tradi & expediri debeant præcisè & sine exceptione quacumque, ipsi Domino Duci Sabaudiæ ad omnimodam dispositionem ipsius & suorum faciendum, exceptis Civitate Albæ cum suis finibus & limitibus, territorio & Jurisdictione, quæ ad præsens dictæ Civitati spectant, & per eam possidentur, Joanne Cerrati de Alba pro loco Guerdunti, Anthonio Bursuyni pro loco & castro Roddi, & Nobilibus de Falletis pro locis suis de Moira, Berolio & Serralonga, quæ sic exceptata dumtaxat spectent & remaneant, ac dum acquisita forent expediri debeant præfato Domino Duci Mediolani & suis. Item ulteriùs fuit actum inter prædictas partes, quòd præfatus Illustr. Dom. Dux Mediolani, omnia præmissa loca ultra Tanagrum existentia, nondum tamen acquisita, & quæ præfato Domino Duci Sabaudiæ spectare debent, acquirere debeat & teneatur suis propriis sumptibus præfato Domino Duci Sabaudiæ & suis, cum omni celeritate possibili, & ante conclusionem pacis fiendæ inter præfatos Dominos Duces ex una, & dictum Dominum Marchionem partibus ex altera, nisi aliter prædictis Dominis Ducibus fiendum de communi concordia videretur; ita & taliter, quòd si à quandocumque aliquæ Villæ, castra, fortalitia vel loca per præfatum Dominum Ducem Mediolani, memorato Domino Duci Sabaudiæ acquirenda ut præmittitur, per vim aut eorum spontanea voluntate se submittere velint Jurisdictioni, subjectioni & Dominio præfati Domini Sabaudiæ Ducis; licitum sit eidem Domino Sabaudiæ Duci & ejus Marescallis & deputandis ab eisdem ipsas terras, castra, villas, fortalitia, & loca recipere, Jurisdictionique & Dominus ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, submittere absque contradictione quacumque. Item, quia præfatus Dominus Dux Mediolani asserit se dedisse loca Mirabelli, Albianæ, & Baldeschi, Magnifico Comiti Francisco Vicecomiti, filio & genero suo, & loca Conzani, Camagniæ, Cucharæ & Orzani, Spectabilibus Francisco de Barbanaria, Alvisio Cmtto, & michi Joanni Francisco Gallinæ fidelissimus suis; fuit conventum inter dictas partes, quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ in prædictis locis nihil petere, querelare possit aut valeat, sed ipsa loca Mirabelli, Albianæ & Baldeschi prædicto Comiti Francisco, & suprædicta loca Conzani, Camagniæ, Cucharæ & Orzani ipsia Francisco de Barbanaria, Alvisio Crotto & michi

ANS de J. C. 1431. Joanni Franciſco Gallinæ remanere debeant, & ad eos pleno jure ſpectare, quacumque exceptione ceſſante, cum omnibus ſuis juribus & pertinentiis. Item, quia ſummus Pontifex per Apoſtolicas literas conceſſit prædicto ſpectabili Franciſco de Barbanaria locum & caſtrum Planæ cum juribus, juriſdictionibus & pertinentiis ſuis, tanquam rein Eccleſiaſticam; ideo convenerunt dictæ partes, quòd dictum caſtrum & dictus locus prædictus Planæ cum juribus & pertinentiis ſuis, ſive acquiſita ſive non ſint, liberè remaneant dicto Franciſco. Item convenerunt dictæ partes, quòd Nobiles de Coconato pro locis Coconati & Trineti ac omnibus aliis ſuis locis, tam per Marchionem Montisferrati uſurpatis, quàm aliis quibuſvis remaneant & ſint præfati Domini Ducis Mediolani; & quia nonnulli ex ipſis Nobilibus pro certis ſuis locis fidelitatem & homagium fecerunt Domino Duci Sabaudiæ, cum reſervatione tamen adhærentiæ & recommendiſiæ quibus antea prælibato Domino Duci Mediolani tenebantur & obligati erant; convenerunt dictæ partes, quòd ipſi Nobiles pro dictis locis, fidelitate & homagio remaneant prædicto Domino Duci Sabaudiæ, reſervatis ſemper ipſi Domino Duci Mediolani eorum adhærentia & recommendiſia, ac obligationis eorum cauſa, factis quibus non intelligatur & dictis fidelitate & homagio aliqualiter derogari, quin imò earum vis & robur augeri. Actum in terra Abiatæ diſtrictus Mediolani, in Hoſpitio Sancti Anthonii ſito prope Caſtrum, præſentibus Nobili Ludovico de Salutiis Domino de Mulaſſano & aliis. Signé Joannes Franciſcus Gallina.

CCCLXXXIX.

ANS de J. C. 1432. Savoye et Cypre. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Fils Aîné d'Amé VIII. Duc de Savoye, &* ANNE *Fille de Janus Roi de Jeruſalem, de Cypre & d'Armenie. Fait à Nicoſie, le* 1. *Janvier* 1432. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 364.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno à Nativitate Domini M.CCCC.XXXII. & die prima menſis Januarii; nonæ Indictionis, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Eugenii Divina providentia Papæ IV. anno I. Princeps Sereniſſimus & Dominus Dominus Janus Dei gratia Jeruſalem, Cypri & Armeniæ Rex ex una; & Nobilis ac Egregius vir Simoninus de Puteo Scutifer & Procurator & ſpecialis Nuncius ad infra ſcripta peragenda, ſtipulanda & annuenda, & Procuratorio nomine, viceque *Illuſtriſſimi Principis & Domini Domini noſtri Amedei Ducis Sabaudiæ, Chablaſii & Auguſtæ Principis, Marchionis in Italia, Comitis Padementium & Gebennarum, Valentinenſiſque & Dyenſis*, conſtantibus ſuper his ejuſdem Illuſtriſſimi Domini Ducis Literis patentibus Procuratoriæ poteſtatis, ipſi Nobili Simonino attributæ, dicti Illuſtriſſimi Domini Ducis ſigillo impendenti & cera rubea roboratis, partibus ex altera, in Teſtium meique publici Notarii ſubſcriptorum præſentia. Perſonaliter conſtituti, ſcienter eorumque ſpontaneis voluntatibus, nulloque lapſi errore ut aſſeruerunt, aut dolo ſeducti, præmiſſa intrinſecè animadvertentes, ipſeque potiſſimè Sereniſſimus Dominus Dux affectans inter eum & dictum Illuſtriſſimum Dominum Ducem jam inveteratæ proſapiæ conſanguinitatem, Divinâ operante Clementiâ renovare, & mutuam affinitatem ac amicitiam firmo cingulo globorare & augere, paciſcendo viciſſim ſolemnique ſtipulatione vallando, iniendo, conveniendo, concordando, promittendo & jurando ſignanter idem Sereniſſimus Princeps ſub verbo Regali, amboque nihilominus Juramentis ſuis tactis Scripturis Sacro-Sanctis, prout & quemadmodum in caſu ſimili aliàs inter eoſdem Principes, ſeu illorum Procuratores actum fuerat agitatumque ac tractatum, & ut infra denotatur: Convenit, inquam, idem Sereniſſimus Dominus Rex, & promiſit ſe procuraturum & cum effectu daturum Illuſtrem Dominam ANNAM ejuſdem Primogenitam, in Uxorem & Sponſam legitimam per verba de præſenti, *Illuſtri Domino* LUDOVSCO *de Sabaudia Comiti Gebennarum, ipſius Illuſtriſſimi Domini Ducis Primogenito*, quamprimum pro illius parte fuerit requiſita, omnibus dolo, fraude, exceptione aut excuſatione remotis; quodque per ipſam Illuſtrem Dominam Annam nihil actum extitiſſe, aut in futurum non fieri, quominus Matrimonium hujuſmodi (Deo tamen Eccleſiaque Sacro-Sancta permittentibus) debitum ſortiatur effectum, eodem Nobili Simonino Procuratore prædicto, conventionem & promiſſionem hujuſmodi acceptante: ac imò & nomine prædicti Illuſtriſſimi Domini Ducis ſui Principalis, meque publico infra ſcripto Notario ut publica perſona, ad quorum opus poteſt & poterit in futurum intereſſe, ſtipulantibus; ipſeque Nobilis Simoninus viceverſa Procuratorio nomine antefato promiſit ſolemniter & convenit eidem Sereniſſimo Domino Regi, mihique dicto Notario, nomine dictæ Dominæ Annæ ſtipulantibus, ipſum Illuſtriſſimum Dominum Ducem ſe Procuraturum & infallanter peraeturum, quòd præfatus Illuſtris Dominus Comes Ludovicus ejus Primogenitus, in Uxorem legitimam & Sponſam, eandem Illuſtrem Dominam Annam recipiet, quamprimum pro parte ipſius fuerit requiſitus, Deo ac Sancta Matre Eccleſia annuentibus, etiam bona fide, omni dolo, fraude, & exceptione ceſſantibus; eundemque Dominum Ludovicum Comitem nil feciſſe aut facere in futurum, quominùs præſens Matrimonium adimpleatur; convenit ac etiam dictus Sereniſſimus Dominus Rex, & promiſit præfato Nobili Simonino Procuratori & Procuratorio nomine jam dicto acceptanti, ac mihi Notario infraſcripto, in hujuſmodi futuri Matrimonii contemplationem ac favorem dare ac realiter aſſignare dictæ Dominæ Annæ ejus Primogenitæ Ducatos auri Venetiarum centum millia, terminis & ſub obligationibus, manetiebus & formis in dictis Procuratorii ipſius Simonini patentibus Literis ſpecificatis. Et mutuò idem Nobilis Simoninus Procuratorio nomine quo ſupra, in vim ſuper hiis attributæ poteſtatis, promiſit & ſolemniter convenit dicto Sereniſſimo Domino Regi, mihique ipſi Notario ut præmittitur, ad opus ejuſdem Dominæ Annæ, & quorum in futurum poterit intereſſe ſtipulantibus, procurare & peragere procul dubio, quod prænarratus Illuſtriſſimus Dominus Dux dabit & realiter conſignabit ſuper ejus bonis & redditibus ipſius Illuſtris Dominæ Annæ in dotalicium & dotalicii cauſa Ducatos annuales decem millia, per eandem Dominam Annam in vita ejus percipiendos, ſi Matrimonium hujuſmodi diſſolvi contingeret, & per obitum dicti Domini Comitis ſui Viri, ac etiam in omnem eventum reſtitutionis dotis eidem Dominæ Annæ aſſignandæ; videlicet ſi dictum Dominum Comitem ejus futurum Sponſum, poſtquam conſummatum eſſet Matrimonium prædemori contingat, eadem Domina Anna ſuperſtite in humanis, aut è converſo eandem Dominam Annam ſine liberis in ipſo Matrimonio procreandis, dotem prædictam reſtitui debere in Civitate Avinionenſi, forma & terminis atque modis in eiſdem patentibus expreſſis, præmiſſaque omnia & alia ſingula in dictis patentibus Procuratorii ipſius Simonini literis contenta, de ſcripta & notata, illam genereque & ſpecie laudando, homologando & approbando, ut in illis conceduntur, & fieri ac annui petuntur partes eidem & unaquæque tangitur. Idem videlicet Sereniſſimus Dominus Rex

ſuo

ANS de J.C. 1432.

suo & dictæ ejus Primogenitæ nominibus, præfatusque Nobilis Simoninus procuratorio nomine quo suprà, vicissim unus alii & alter alteri; Promittentes & solemni stipulatione paciscendo solemniter convenerunt sub juramentis præscriptis, conditionibusque pœnarum, adjectionibus & obligationibus, submissionibus & renuntiationibus adhibitis, necessariis pariter & cautelis ad unguem inviolabiliter observare & adimplere, quemadmodum in ipsis patentibus Procuratorius literis ejusdem Simonini declarantur, annuuntur & fieri petuntur; Illa hîc volentes haberi pro sufficienter expressis, super eis ritè & scienter ut asseruerunt consulti, ac si proprio eorundem ore de verbo ad verbum formaliter evolassent, & dixissent sigillatim quæ in præsenti Instrumento specificarentur, contraque eadem aut ex illis aliqua per se aut alios directè vel per obliquum non facere, dicere vel venire. De quibus omnibus & singulis suprascriptis dictæ Partes utrimque petierunt sibi fieri duo consimilia publica Instrumenta per me Notarium infrascriptum, quæ dictari possint, corrigi & emendari ad dictamen Sapientis, facti substantiam non mutando. Acta fuerunt hæc Nicosiæ Regni Cypri, in Camera retractus Palatii, quod principaliter Idem præmissus Dominus Rex inhabitat, Anno, die mense, Indictione & Pontificatu prædictis, in præsentia Inclyti & Illustrium Dominorum Joannis de Lusignano ejusdem Serenissimi Domini Regis Primogeniti Principis Antiochiæ, Petri de Lusignano Comitis Tripolen. Reverendorum in Christo Patrum Dominorum A. Dei gratia Paphensis. N. Famagusthensis & B. Dertonensis Episcoporum, ac Spectabilium & Egregiorum Militum Dominorum Jacobi de Caffano Marescalli dicti Regni Cypri, Baldini de Nores Marescalli Regni Jerusalem, Hugonis Soldani Cambellani Cypri, Petri Peleſtrini Vicecomitis Nicosiæ, Henrici de Gibleto Magistri hospitii, &c. ad præmissa Testium vocatorum specialiter & rogatorum.

ANS de J.C. 1432.

Testium subscriptorum & mei Notarii subscripti præsentia, ac Procerum, Peritorum & aliorum Notabilium multitudine copiosa coram Reverendissimo in Christo Patre Domino Joanne de Bertrandis miseratione Divina Archiepiscopo Tarentasiensi, ad Divina celebrandum officia in Pontificalibus existente; Videlicet memoratus Magnificus Dominus Petrus Dominus Bellevallis Procurator ipsius Serenissimi Domini Regis Ludovici ad hujusmodi Matrimonium per verba de præsenti contrahendum, Ipsamque Inclytam Domicellam desponsandum de novo specialiter constitutus, ut edocebat per alias ipsius Domini Regis patentes Literas ejus propria manu signatas, sinoque sigillo cera rubea impendenti sigillatas, quarum etiam tenor de verbo ad verbum inferiùs est infertus, tunc assistentibus secum Spectabilibus & Egregiis Regiis Consiliariis, qui in dicto Matrimonii contractu cum eo affuerunt, ac etiam pluribus aliis Notabilibus Militibus & Scuriferis, tam per ipsum Dominum Regem, quàm etiam Serenissimam Principissam Dominam Violandam Jerusalem & Siciliæ Reginam ipsius Domini Regis Genitricem, ad hujusmodi solemnia Matrimonii auspicia decoranda destinatis ex una parte: Et suprædicta Inclyta Domicella Margarita de & cum authoritate, jussu & licentia præfati Illustrissimi Domini Ducis ejus Patris, cum multorum Principum, Prælatorum, Baronum, & aliorum Procerum præfulgenti Comitiva, astantis jubentisque & authorizantis ex altera parte, & ibidem visis ac solerti indagine prospectis per ipsum Dominum Archiepiscopum prædictis tam Dispensationis quàm novæ Regiæ Procurationis Literis, & aliis necessariis ambabus partibus mutuis consensibus Matrimonium fieri applaudentibus, ipse idem Regius Procurator nomine præfati Serenissimi Domini Regis Ludovici per formalium verborum de præsenti ad hæc necessariorum expressionem, Annulique sacra Benedictione insusi in digito appositionem, præfatam Inclytam Domicellam Margaritam Uxorem legitimam ipsius Domini Regis recipit; & vice mutua ipsa Inclyta Margarita de authoritate & consensu præfati Illustrissimi Domini Ducis dictum Dominum Regem Ludovicum in ejus verum & legitimum Virum in personam memorati ejus Procuratoris recipit, subsequentibus etiam Missarum solemniis Benedictionisque muneie. Pro quorum inoubia firmitate & perpetua observantia, ipse Regius Procurator promisit sub suorum omnium bonorum expressa obligatione, præmissa omnia laudari & ratificari facere per dictum Dominum Serenissimum Regem infra tres menses proximos, &c. Acta in Platea magnarum Logearum castri Thononi, die ultima mensis Augusti, M. CCCC. XXXII. Indict. 10. Præsentibus Illustr. Ludovico Comite Gebenn. & Philippo de Sabaudia Fratribus: Reverend. Patribus Dominis Francisco de Crista Abbate Filliaci; Joanne de Arciis Præposito Montis-Jovis; nec non Magnificis, Spectabilibus & Egregiis Dominis Joanne de Balma Comite Montis-Revelli, Urbano Domino Cameræ, Antonio de Levis Domino Vallis-viridis; Joanne de Grimaldis Barone Bolii; Joanne de Bellofortí Cancellario; Humberto Bastardo de Sabaudia; Manfredo ex Marchionibus Saluciarum Marescallo Sabaudiæ, Richardo de Terniaco Domino Montis Canuti; Joanne de Montelupello Domino Choutagniæ, Henrico Domino Mentonis; Antonio Domino Groleæ; Ludovico Bastardo Achayæ; Guillelmo de Luyriaco Domino Cuilliæ; Amedeo de Chalant Domino Vareti; Henrico de Colomberio Domino de Voufflans; Nycodo de Mentone Domino Chouysiaci; Joanne de Compeysio Domino Grusiaci; Rodulpho de Alyngiis Domino Coudreæ; Aymone Domino Castriveteris; Jacobo Orioli Judice Bressiæ; Roberto de Montevagnardo Magistro Hospitii, Petro de Mentone Baillivo Gebennesii; Guygone Gorbasit & Guigone de Rovorea, &c.

CCCXC.

ANS de J.C. 1432. SICILE ET SAVOYE.

Contract de Mariage entre LOUIS *Roi de Sicile & de Jeruſalem, &* MARGUERITE DE SAVOYE, *fait au Château de Thonnon, le* 31. *Août*, 1432. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 346.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum, Quod cum pridem Matrimonium per verba de futuro contractum fuerit in facie Sanctæ Matris Ecclesiæ, solemnizandum inter Serenissimum Principem Dominum LUDOVICUM Tertium Dei gratia Jerusalem & Siciliæ Regem, Ducem Andegaviæ, Comitatuumque Provinciæ, Forcalqueri, Cenomaniæ Comitem, Magnifico Domino Petro Domino Bellevallis primo Cambellano, in Provincia Regio Gubernatore, ac Procuratore ad hæc specialiter constituto pro eo agente ex una; Et *Inclytam Domicellam* MARGARETAM DE SABAUDIA *Filiam naturalem & legitimam Illustrissimi Principis Domini noſtri Domini Amedei Ducis Sabaudiæ, Chablaſii & Augustæ Principis, Marchionis in Italia, Comitis Pedemontium & Gebennarum, Valentinenſisque & Dyenſis*, ipso Illustrissimo Domino nostro Duce Patre per ea contrahente partibus ex altera. Constante publico Instrumento dato Thononi die vigesima secunda mensis Julii anni millesimi quatercentesimi trigesimi primi nonæ Indictionis. Hinc est quòd ipsa Inclyta Domicella Margarita ad annos pubertatis perventa, desiderantes prædictæ partes hujusmodi Matrimonii contractum ut convenit solemnizare, constituti propterea in

ANS de J. C. 1434.

CCCXCI.

France et Castille. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VII. *Roi de France &* JEAN II. *Roi de Castille par lequel on confirme les anciens Traitez entre Charles V. Ayeul de Charles VII. & Jean I. & Henri II. Rois de Castille, &c. & dans lequel est inseré le Traité de Vailladolid du 7. Décembre 1407. entre Charles VI. & Catherine Mere de Jean II. & Ferdinand son Oncle, Tuteurs dudit Jean. Fait à Madrid, le 29. Janvier,* 1434. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 354.

JOANNES, Dei gratis, Caſtellæ & Legionis Rex. Univerſis & ſingulis has noſtras litteras inſpecturis, tam præſentibus quam futuris, ſalutem & gratiam in domino. Cum abundantia tranquillitatis & pacis æterni Regis providentia diſponente, inter Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem, chariſſimum fratrem & conſanguineum noſtrum, CAROLUM nunc Franciæ Regem, ac procuratores & Ambaxiatores & nuntios ſuos, ac ſui nomine; ad hoc ſpecialem poteſtatem habentes, pro ipſo cariſſimo Rege fratre noſtro, ac primogenito ſuo, nato vel naſcituro, vel primo Regnorum ſuorum hærede, terris & ſubditis ac ditionibus, Dominus & adhærentibus ſuis ex parte una; & Nos & nonnullos Procuratores noſtros, noſtri vice & nomine ad hoc ſpecialiter & plenâ cum poteſtate deputatos pro nobis & primogenito noſtro, nato vel naſcituro, vel primo Regnorum noſtrorum hærede, terris, regnis & ſubditis, dominiis, ditionibus & adhærentibus noſtris ex parte altera; ordinatæ, conceptæ, & confirmatæ fuerint, certæ, ligæ, amicitiæ, confœderationes, compoſitiones, conventiones & pacta ad exterminium malorum, & utriuſque Reipublicæ pacificum incrementum; eaque & eorum ſingula, ſibi præpoſitis, tactiſque ſacroſanctis Evangeliis, & venerabili ſigno crucis, noſtri nomine, & in animam noſtram ſemper & omni tempore cuſtodire, manutenere & inviolabiliter obſervare, pro nobis & primogenito noſtro nato vel naſcituro, & pro Regnorum noſtrorum hærede, Regnis, terris & ſubditis, dominiis, ditionibus, & adhærentibus, noſtris, promiſerunt & firmiter juraverunt; & nos nunquam contra facere vel venire, per nos vel alium ſeu alios, aliqua ratione vel cauſa, publicè vel occultè, ſub hypotheca & obligatione Regnorum & omnium bonorum noſtrorum, & certa ſub pœnâ; prout hæc & alia per ſuas hinc inde patentes literas, ſuis nominibus roboratas, ſc ſigillis ſuis communitas, & per Fernandum Didaci de Toleto decretorum doctorem, & auctoritate Apoſtolica Notarium publicum, Auditorem, Referendarium, Cælatorem & Secretarium noſtrum confectas, & manu ſua propria ſignatas, pleniſſimè conſtat: Tenor vero literarum per dictos noſtros Procuratores, vice & nomine noſtri, initarum, conceſſarum & firmatarum ſequitur, & eſt talis.

2. In Dei nomine, Amen. Alvarus de Luna Conneſtabellarius Caſtellæ, Comeſque ſancti Stephani, Joannes miſeratione divina Archiepiſcopus Hiſpalenſis, & Rodericus Pimentel, Comes de Benavento, Conſiliarii Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini, Domini noſtri Joannis, Dei gratia Caſtellæ & Legionis Regis ejuſque Procuratores ad infra ſcripta poteſtatem & mandatum ſpeciale habentes, ſicut per literas ejuſdem Domini noſtri Regis præſentibus inſertas conſtat evidenter.

3. Notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quod cum æterna providentia clementia, multis evolutis annorum curriculis, inter inclitiſſimæ recordationis defunctos Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Caſtellæ & Legionis, proavum præfati Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis moderni; & inclitiſſimæ recordationis Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Regem, Dominum Carolum quintum, quondam Regem Francorum, avum Sereniſſimi Principis & Domini, Domini Caroli Regis Francorum moderni; certæ confœderationes, pactiones, ligæ, conventiones & amicitiæ fuerint initæ, conceptæ, ordinatæ & firmatæ: & poſtmodum per clariſſimæ memoriæ defunctum Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Joannem avum, ac etiam per conſimilis memoriæ Sereniſſimum Dominum Henricum ſecundum, Genitorem dicti Domini noſtri Joannis ſecundi Regis Caſtellæ & Legionis moderni, pro ſe & ipſo Domino noſtro Joanne, primogenito ſuo, Caſtellæ & Legionis Rege moderno, ex unâ parte; & per clariſſimæ memoriæ defunctum, Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum, Dominum Carolum ſextum, tunc Regem Francorum filium præfati Domini Caroli quinti, genitoremque præfati Sereniſſimi Principis, Domini Regis Francorum moderni, pro ſe & primogenito ſuo vel primo Regni ſui hærede, ex alia parte; approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, prout per eorum patentes literas poteſt apparere, quarum quidem literarum tenores hic haberi volumus pro expreſſis & inſertis.

4. Et conſequenter ipſe Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis modernus, nec non recolendæ memoriæ defuncta Domina Catherina Genitrix ſua, ac ejuſdem memoriæ defunctus Dominus Ferdinandus, Infans Caſtellæ, patruus ſuus, ejuſdem Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis moderni, ſuorumque Regnorum tunc tutelam, curam & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac Regnis, terris & ſubditis ſuis, exiſtentibus in ejuſdem Sereniſſimi noſtri Caſtellæ & Legionis Regis, Majeſtatis præſentia, nec non dictorum matris Patriſque ſui bonæ memoriæ, defuncto Domino Gerardo tunc Epiſcopo ſancti Flori, Domino Roberto de Bracquamonte milite, Conſiliariis, & Magiſtro Huonis Secretario, Ambaxiatoribus & Procuratoribus dicti defuncti Domini Caroli ſexti tunc Francorum Regis, per ipſum ad dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis modernum deſtinatis; ipſiſque virtute poteſtatis eis propter hæc ſpecialiter attributæ & conceſſæ, per literas dicti defuncti Domini Caroli ſexti, tunc Regis Francorum, ac prænominatis ſuis Procuratoribus & Ambaxiatoribus, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito aut hærede ac Regno, terris & ſubditis ſuis; confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas & amicitias confirmaverint, innovaverint, inierint & fecerint, modo & forma contentis in literis præfati Domini Joannis Regis Caſtellæ & Legionis, quarum tenor talis eſt.

5. Joannes Dei gratia Rex Caſtellæ & Legionis, univerſis & ſingulis Chriſti fidelibus præſentium ſeriem inſpecturis & audituris ſalutem & gratiam in Domino, cum abundantia tranquillitatis & pacis &c. Notum facimus & cunctis fieri volumus manifeſtum, quod cum æterna providente clementia, multis jam evolutis annorum curriculis, inter præclaræ memoriæ defunctos Reges, Carolum quondam Franciæ & Henricum quondam Caſtellæ & Legionis Regem proavum noſtrum, quorum geſta magnifica per univerſa mundi climata ſolemniter divulgantur; certæ confœderationes, pactiones, ligæ, conventiones, amicitiæ, initæ, conceptæ & ordinatæ fuerint & firmatæ, & poſtmodum per Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem Carolum Regem Franciæ modernum præclariſſimum fratrem noſtrum pro ipſo & primogenito ſuo, vel primo Regni ſui hærede ex una parte; & tam per inclitæ recordationis Sereniſſimum Principem

Joan-

ANS J. C. 1434. Joannem avum, quam Henricum Genitorem noſtros Reges Caſtellæ, pro ipſo Genitore noſtro & nobis ex parte alters; ſpprobatæ, renovatæ, confirmatæ & roboratæ, ſicut per eorum litteras patentes & autenticas ſuis magnis ſigillis debitè communitas, poteſt luculentius apparere: quarum ſiquidem literarum originalia in Archivis utriuſque partis non immeritò, debitè conſervantur, ipſorumque tenores hic haberi volumus pro expreſſis & inſertis.

6. Nos revolventes in animo, quam laudabile, quam ſalubre, quamque dulce ſemper extitit, in unitatis amore, vinculum charitatis obſervare, quæ ſua virtutis efficacia Eccleſiæ membra fortiter ligat, & ad invicem, & cum Chriſto, qui non permittit eos, quos perfectè ſemel junxerit, ab invicem ſeparari, neque conſilium & auxilium ſibi mutuo denegari: cum ponus eorum omnia facit eſſe communia, & inſuper operatur in ipſis identitatem voluntatum; noſtræque conſiderationis sciem dingentes ad utilitates innumeras & inenarrabilia beneficia, quæ vero lapſis temporibus, Regibus & Regnicolis utriuſque Regnorum, ex amicitiis hujuſmodi perveneruot bona; cupientes & deſiderabiliter affectantes memoratam fraternæ charitatis unionem; quæ tam diu permanſit illibata, non diminutionem oſtris temporibus recipere, ſed creſcere ſemper & proficere potius in augmentum; omnemque cujuſlibet occaſionem amputare materiamque, quæ tam ex verborum, quam ſententiarum dictarum literarum antiquarum obſcuritate, ambiguitate, aut forſan inæqualitate, vel alio quovis modo cauſam afferre poſſet diſſentionis, alterationis ſeu cootentuonis in futurum.

7. Conſtitutis in noſtræ Majeſtatis præſentia, nec non præclariſſimæ Genetricis noſtræ Catharinæ Reginæ, & Illuſtris patrui noſtri Ferdinandi Infantis Caſtellæ, gerentium ad præſens noſtri Regnorumque noſtrorum Regimen, curam & tutelam, Ambaxiatoribus, procuratoribus & Nuotiis prædicti chariſſimi Germani noſtri Regis Franciæ ad vos propter hoc ſpecialiter deſtinatos, videlicet reverendo Patre Gerardo Dei gratia Epiſcopo ſancti Flori; nec non Domino Roberto de Bracquemont Domino de Tinvilla milite, & magiſtris Joanne Huonis Archidiacono Amalonenſi; ipſiſque virtute poteſtatis eis attributæ, per literas præfati Germani noſtri Regis Franciæ, ſuo majori ſigillo roboratas, quarum tenor inſertus inferetur; nomine præfati Germani noſtri & pro eo, proque filio ſuo primogenito, nato vel naſcituro, aut primo Regni ſui hæiede, ac pro Regno, terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis & aliis & ſingulis, quorum intereſt vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum; recipientibus, acceptantibus & ſolemniter ſtipulantibus, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas & amicitias: Tam ex noſtra certa ſcientia, quam de prædictorum Genitricis & Patrui Tutorum noſtrorum, nec non aliorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Peritorum Regni & Conſilii noſtri propter hoc ſpecialiter & perſonaliter vocatorum, conſilio, voluntate parter & aſſenſu; tractamus, inimus, facimus & firmamus ſub formis & modis infra ſcriptis.

8. Primò quod nos Joannes Caſtellæ & Legionis Rex prædictus, filiuſque noſter primogenitus naſcituras, ſive primus Regnorum noſtrorum hæres, Regna, terræ, Patriæ, Dominia & ſubditi noſtri, ſumus ex nunc & erimus de cætero, una cum dicto Carolo Franciæ Rege fratre noſtro chariſſimo, filioque primogenito, nato aut naſcituro, ſeu primo Regni ſui hærede, Regno, terris, patriis, Dominiis & ſubditis ſuis; boni, veri, fideles, confœderati & adhærentes amici, tanquam noſtro vero fratri naturali & germano tali modo videlicet, quod nos & filius noſter primogenitus naſcituras, ſeu primus Regnorum noſtrorum hæres damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, Regni, terrarum, patriarum, dominiorum & ſubditorum ſuorum; non procurabimus ullo modo, nec cuiquam perſonæ viventi, cujuſcunque ſtatus, conditionis, præeminentiæ aut dignitatis exiſtat, etiamſi perſona fuerit Regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Francorum, filio primogenito nato aut naſcituro, ſeu primo Regni ſui hæredi, Regno, terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſuis guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere, perpetrare voluerit vel voluerint, aut ioferre; conſilium, auxilium præſtabimus ſeu favorem. ANS J. C. de 1434.

9. Quæ quidem ligæ ſeu confœderationes, pacta, amicitiæ, conventiones, tractatus ſopra & infra ſcriptæ, durabunt quoad vitam fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati aut naſcituri & primi Regni ſui hæredis, noſtrique Regis Caſtellæ & Legioois præfati filii primogeniti naſcituri, ſive primi Regnorum noſtrorum hæredis prædictorum, & quamdiu ipſi & nos vitam duxerint ſeu duxerimus in humanis.

10. Item prædictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum aut naſciturum, ſive primum Regni ſui hæredem, tam per mare, quam per terram, contra quaſcumque perſonas, quæ poſſunt vivere ſive mori, cujuſcunque ſtatus, conditionis, præeminentiæ aut dignitatis exiſtant, etiamſi perſona fuerit Regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Franciæ, filio primogenito nato aut naſcituro, ſive primo Regni ſui hæredi, Regno, terris, Patriis, Dominiis & ſubditis ſuis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere, perpetrare voluerint aut naſcituri, ſed bonâ fide juvabimus & juvare tenebimur, abſque fraude; noſque guerram dicti fratris noſtri chariſſimi Regis, filii primogeniti nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, in nos & in perſonam noſtram tanquam propriam noſtram recipimus, & ut caput guerræ recipere tenebimus; ac in Regnis & Dominiis noſtris, tanquam noſtram propriam, cum per literas patentes, ſigillo dicti Regis Franciæ fratris noſtri chariſſimi, aut filii ſui primogeniti nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis ſigillatis certificati fuerimus; quod guerra fuerit aperta, & in Regno Franciæ præconizata, inter eundem Regem Franciæ, aut filium ſuum primogenitum natum ſive naſciturum, ſive primi Regni ſui hæredem, ex uns parte; & Regem Angliæ, ſeu quemcumque alium, ex parte altera, infra decem dies, à die prædictæ certificationis nobis factæ, facere præconizari jubere tenebimur.

11. Sic tamen, quod ſi dictus frater noſter chariſſimus Rex Franciæ, filiuſque primogenitus, natus aut naſciturus, ſeu primus Regni ſui hæres, ſive alter eorundem, nos aut primogenitum oſtrum ostum ſeu naſciturum ſeu primum Regnorum hæredem requiſierit, ſeu per eos, aut eorum alterum, fuerimus de juvamine ſubditorum noſtrorum armatorum ſeu galearum, aut altorum navigiorum ad opus dictæ guerræ ſubvenire requiſiti; nos, primogenitus noſter, naſciturus, ſeu primus Regnorum hæres, hoc facere, galeaſque & alia navigia, & gentes armorum, tam per terram, quam per mare, ad ſervitium & juvamen dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti, nati aut naſcituri, & primi Regni ſui hæredis prædictorum, ejus tameo vel eorum ſumtibus & expenſis, fideliter & efficaciter, omni fraude ceſſante, mittere tenebimur. Jurabuntque Capitanei armatorum hujuſmodi, tam per terram quam per mare ſint, Admiraldi vel alii quicunque, & facient juramentum ſolemne coram perſona vel perſonis, per dictum fratrem noſtrum ad hoc deputata vel deputatis, quod amborum partium honorem, utilitatem & commodum diligenter obſervabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

ANS de J. C. 1434.

12. Item poterunt Vaſalli & ſubditi noſtri liberè & abſque offenſa qualibet per eos incurrenda ad ſervitium & juvamen dicti fratris noſtri chariſſimi, filii primogeniti nati aut naſciturí, ſeu primi Regni ſui hæredis, tam per terram, quam per mare, ad opus dictæ guerræ noſtræ, tamen Regnorum noſtrorum neceſſitate ceſſante, quoties eis placuerit, ſe transferre.

13. Item guerrâ nomine fratris noſtris chariſſimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti, nati aut naſcituri, ſive primi Regni ſui hæredis, ſeu nomine noſtro, ſive primogeniti noſtri, naſciturí, aut primi Regnorum noſtrorum hæredis contra quemcunque, incepta ſive incipienda; nos, primogenitus noſter naſcituruſ aut Regnorum noſtrorum primus hæres ex parte adverſa, pactum, tractatum, accordum, treugam ſeu pacem facere, tractare, accordare abſque conſenſu & voluntate expreſſis prædicti fratris chariſſimi, ſeu primogeniti, nati aut naſciturí, ſeu primi Regni ſui hæredis, firmare non poterimus, ſeu poterit quomodolibet, aut inire.

14. Poterit tamen prædictus Germanus noſter, filius primogenitus natus aut naſciturus ſive primus Regni ſui hæres, cauſis exigentibus, treugas particulares ad annum vel ad aliud breve tempus, citra præſentium offenſam tractare & inire, ſi & quando ſibi videbitur expedire; proviſo, quod dictas treugas particulares nobis, aut primogenito, naſcituro vel hæredi noſtro ſignificare teneatur, & quod in eiſdem nos, primogenitus naſciturus vel hæres, cum Patriis & ſubditis noſtris comprehendamur, ſi nobis placuerit comprehendi; quodque prædictæ treugæ particulares unius anni vel temporis brevioris, nequeant ad longius tempus ſine expreſſo conſenſu noſtro, primogeniti naſciturí, aut primi Regnorum noſtrorum hæredis, prorogari vel extendi: ceſſantibus in præmiſſis, & cæteris ſequentibus univerſis, omni fraude atque dolo.

15. Item caſtra, civitates, villæ, fortalitiæ ſive loca, quæ & quas nos, primogenitus aut hæres, ſive gentes noſtræ, tam in Regno & terra Angliæ & Ducatu Aquitaniæ, quam in aliis Regnis, terris & dominiis, contra quæ & quas dictus frater noſter, primogenitus natus aut naſciturus, ſive primus Regni ſui hæres guerram inceptam habuerit vel inceperit, acquiſiverimus, occupaverimus, acquiſiverit ſeu occuparit, per mare vel per terram, dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito, nato ſive naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, ſeu ſuo certo nuntio aut mandato, nos & gentes noſtræ prædictæ, & filius noſter primogenitus, naſciturus, ſive primus hæres Regnorum noſtrorum liberè dare & reſtituere tenebimur, ac etiam tenebuntur. Bona tamen mobilia capta vel occupata efficiantur capientis, & eidem concedentur ſecundum morem & conſuetudinem Regnorum Franciæ & Caſtellæ prædictorum.

16. Item volumus, quod ſi Rex Angliæ, aut ſuus primogenitus, quicunque Regni ſui hæres, aut Ducatus Aquitaniæ, aut aliquis alius de ſanguine Regali Angliæ fuerit captus, per nos, primogenitum, naſciturum, aut primum Regnorum noſtrorum hæredem, ſive per gentes noſtras, tam per mare, quam per terram, vel quicunque alius Rex, Dux, ſive Comes contra quem principaliter dictus frater noſter, Rex Franciæ, ejuſque primogenitus, natus aut naſciturus, primus Regni ſui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit; ad arbitrium voluntatem & ordinationem dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti, nati aut naſcituri, ſive primi Regni ſui hæredis, noſtrique vel primogeniti noſtri naſciturí, aut primi Regnorum noſtrorum hæredis, teneatur captus & captivus: infimulque poterimus, una cum dicto fratre noſtro chariſſimo, ſuper expeditione dicti capti ſive captivi ordinare, prout ambarum partium placuerit voluntati. Quicunque vero alius ex prædictis captus ſive captivus exſtiterit, conſentimus & volumus, quod ſit & efficiatur capientis, & eiſdem concedatur. ANS de J. C. 1434.

17. Super quibus & eorum quolibet, tam ſuper guerra, quam perſonis ſupra dictis, & omnibus aliis ad hoc neceſſariis factum guerræ utilitatem & commodum dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, primogeniti, nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, Regni, terrarum & ſubditorum ſuorum concernentibus; nos aut primogenitus noſter naſciturus, ſive primus noſtrorum Regnorum hæres relationi ſimplici & aſſertioni, per dictum fratrem noſtrum Regem Franciæ, aut primogenitum narum ſive naſciturum, ſive litteris ſuper hoc, aut certo ſuo nuntio, ad hoc ſpecialem poteſtatem habenti, nobis aut primogenito noſtro naſcituro, ſeu primo Regnorum noſtrorum hæredi, factus abſque alia probatione ſeu informatione quacunque, per dictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Francorum, aut primogenitum natum ſeu naſciturum, ſive primum Regni ſui hæredem, faciendum fidem indubiam tenebimur & tenebitur adhibere: intimationeque, prout prædicitur, nobis facta, nos & primogenitus naſciturus, aut primus Regnorum noſtrorum hæres, prædictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Franciæ, primogenitum ſuum, natum aut naſciturum, ſeu primum Regni ſui hæredem, tam de facto tenebimur & tenebitur utiliter adjuvare.

18. Sanè à ligis, confœderationibus, pactis, conventionibus & tractatibus prædictis, excipimus & excipi volumus perſonam Sanctiſſimi in Chriſto Patris Romani Pontificis, nec non ſimiliter Regem Arragonum, & filium ſuum promigenitum, qui nuoe ſunt; dum tamen idem Rex Arragonum & filius ſuus primogenitus, eorumve alter, contra dictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Franciæ, primogenitum, natum, aut naſciturum, ſeu primum Regni ſui hæredem, Regnum, terras, dominia & ſubditos ſuos, ſive nos primogenitum naſciturum, aut primum Regnorum noſtrorum hæredem, Regna, terras, dominia & ſubditos noſtros, nullam guerram, damnum, vituperium aut dedecus ſive detrimentum faciat, inferat aut procuret, ſive fieri, inferri, aut procurari faciant per alium quovis modo. Quod ſi, quod abſit, idem Rex Arragonum, aut ſuus primogenitus contrarium facerent, ceſſabit prædicta exceptio, & nos, primogenitus noſter naſciturus, aut primus Regnorum noſtrorum hæres, cum dicto fratri noſtro chariſſimo Rege Franciæ, ejus primogenito, nato vel naſcituro, ſeu primi Regni ſui hærede, erimus, prout ſumus, unanimiter confœderati contra Regem Arragonum, & ſuum primogenitum prælibatos.

19. Quæ omnia prædicta & ſingula, nos prædictus Rex Joannes, ſeria & proviſa deliberatione conſilii ſuper hæc habita pro nobis, primogenito naſcituro, & primo Regnorum noſtrorum hærede, terris, dominiis & ſubditis noſtris promittimus & juramus in animam noſtram, promiſeruntque, & jurarunt prænominati Genitrix & Patruus noſtro tutelæque noſtræ nomine ſuper imaginem & memoriam Domini noſtri Jeſu Chriſti Crucifixi, Evangeliaque ſua Sancta, per nos & ipſos corporaliter tactam & tacta: promittimuſque verbo Regio, bona fide, fidemque & homagium eidem præfato chariſſimo fratri noſtro Carolo Francorum Regi, primogenito, nato aut naſcituro, ſeu primo Regni ſui hæredi, præſtando, tenere, facere, & de puncto ad punctum, fraude & malo ingenio ceſſantibus quibuſcunque, adimplere & inviolabiliter obſervare; & hoc ſub hypotheca & obligatione omnium bonorum noſtrorum, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum præſentium & futurorum, nec non & ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere tali caſu; inſuper ſub pœna centum millium mar-

ANS de J. C. 1434. marcharum auri. In quibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Caſtellæ & Legionis, interveniente dictorum tutorum noſtrorum autoritate & conſenſu, Regna & omnia bona noſtra, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum, dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito, nato ſive naſcituro, ſeu primo Regni ſui hæredi (a) applicandi, tanquam pro judicato, condemnato, confeſſato; & in ipſas pœnas, ſi contra prædicta nos aut primogenitus, naſciturus, ſive primus Regnorum noſtrorum hæres fecerimus aut fecerit, conſitemur nos & primogenitum naſciturum, primumque Regnorum noſtrorum hæredem incurriſſe, & tam de jure, quam de facto adjudicamus totaliter ineidiſſe, & nos ipſos de auctoritate & conſenſu prædictorum, primogenitum naſciturum, Regnorumque noſtrorum hæredes & ſucceſſores, Regna, dominia, terras & bona noſtra, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum, præſentia & futura pro præmiſſis firmiter adimplendis, ſupponimus & ſuppoſuimus cohibitioni & compulſioni Cameræ ſedis Apoſtolicæ.

(a) ſorte obligamus.

10. Volumuſque & conſentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum, litteras Apoſtolicas ſuper ipſo ſortiores dicto ſapientum, ſubſtantia non mutata, nos & dictus primogenitus naſciturus, primuſque Regnorum noſtrorum hæres, dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato aut naſcituro, primoque hæredi Regni ſui facere & concedere teneamur, ac etiam tenentur, quoties per dictum Regem Franciæ, fratrem noſtrum chariſſimum, ſeu primogenitum, narum aut naſciturum, ſive primum hæredem Regni ſui, nos aut primogenitus noſter naſciturus, ſive primus Regnorum noſtrorum hæres, fuerimus ac fuerint requiſiti.

11. Cætera verò alia omnia & ſingula inter utriuſque noſtrorum prædeceſſores ipſumque fratrem noſtrum chariſſimum Francorum Regem, & noſtros progenitores hactenus hinc inde, per quæcunque inſtrumenta, litteras & tractatus publicos vel privatos, conjunctim vel diviſim, qualitercunque inita, firmata, ratificata ſeu declarata, etiamſi juramentis & promiſſionibus ſint vallata, quæ iis in tractatibus non ſint inſerta, volumus deinceps eſſe nulla, irrita, & caſſata; & caſſamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus. In quorum omnium fidem & teſtimonium præſentes litteras, ſigilli noſtri mummine, nec non ad amplioris certitudinis firmitatem, præfatorum Genitricis & Patrui nominum ſubſcriptione, ſigillique, una cum ſigno Notarii publici fecimus & juſſimus communiri. Datum in Valleoleti die ſeptima Decembris, Anno Domini 1408.

12. Nos verò ſupra nominati Alvarus Conneſtabularius, Joannes Archiepiſcopus, Rodericus Alfonſi Pimentel, Comes de Benavento, Procuratores præfati Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Principis & Domini noſtri, Domini Joannis Regis Caſtellæ & Legionis moderni; ſperantes, prædictas ligas, confœderationes, amicitias, compoſitiones, conventiones, tractatus & promiſſiones inter dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis moderni, pro ſe & pro ſuo primogenito, vel hærede, Regnis, terris, & ſubditis ſuis ex una; & dictum defunctum Dominum Carolum Sextum tunc Regem Francorum, Genitoremque ejuſdem Domini Regis Francorum, pro ſe & pro ſuo primogenito, vel hærede ac Regno, terris & ſubditis ſuis ex altera, partibus, ſicut præmittitur, initas, conceptas & firmatas, fore ac futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriuſque prædictorum Regum ac Regnorum Reipublicæ proſperum incrementum, præſentibus una & pariter convenientibus: videlicet ex unâ parte nobis, pro dicto noſtro Rege Caſtellæ & Legionis, & ex alia Reverendiſſimo in Chriſto Patre Domino Dionyſio Archiepiſcopo Toloſano, nec non nobili & ſpectabili Domino Joanne de Bonnay Milite Seneſcallo Toloſæ, Theodorico le Comte Militibus & Conſiliariis ac Henrico de Frenoy Secretario, Ambaxiatoribus & Nuntiis ac Procuratoribus dicti Domini Franciæ Regis moderni, pro & ad hoc ſpecialiter conſtitutis & ordinatis per litteras ipſius Domini Regis Francorum moderni, & pro eo proque ſuo primogenito, nato aut naſcituro, aut primi Regni ſui hærede, ac pro Regno, terris, dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, aliiſque omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut intereſſe poterit, quomodolibet in futurum; recipientibus, acceptantibus & ſolemniter ſtipulantibus, virtute poteſtatis nobis, ut ſupradictum eſt, attributæ, & conceſſæ, per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis; vice & nomine ejus, & pro eo, proque filio ſuo primogenito nato ſive naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac pro Regno, terris, dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, cæteriſque omnibus & ſingulis, quorum intereſt vel intereſſe poterit, quomodolibet in futurum: confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas & amicitias, & omnia alia & ſingula in prædictis, & circa prædicta per Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis modernum, per ejuſque ſupradictos tutores, ejus nomine & vice, una cum dicto Domino defuncto Carolo Sexto tunc Rege Francorum, Genitore dicti Regis Franciæ moderni, & ad ſupra nominatis Ambaxiatoribus & Procuratoribus ſuis, ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, geſta, habita, conventa, prout in ſuperius inſertis litteris ſuis continentia & expreſſata ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac etiam validamus; interimque de novo tractamus, inimus, facimus & firmamus ſub pœnis, forma, modis, obligationibus & qualitatibus ſupra ſcriptis, pro dicto Domino noſtro Rege Caſtellæ & Legionis moderno, proque primogenito ſuo, nato vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, Regnis, terris, dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, & omnibus aliis, quorum intereſt vel intereſſe poterit in futurum, unà cum dictis Conſiliariis, Ambaxiatoribus & Procuratoribus dicti Domini Regis Franciæ, ejus vice & nomine agentibus, ac pro eo & filio ſuo primogenito, nato aut naſcituro, ac Regnorum ſuorum hærede, proque Regnis, terris, dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus, quorum intereſt aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum, & conformes pactiones, conventiones, obligationes & ſubmiſſiones, conſentientibus & facientibus, nobis ſtipulantibus & recipientibus, pro & vice dicti Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ejuſque primogeniti nati aut naſcituri, aut primi Regnorum ſuorum hæredis, ac pro Regnis, terris, dominiis, ſubditis, adhærentibus & aliis ſupra tactis, prout continentur in eorum litteris conſimilibus & conformibus iſtis, quas nobis tradiderunt.

ANS de J. C. 1434.

13. Verum tamen non intendimus in præmiſſis comprehendi clauſulam contentam in ſuperius inſertis literis, facientem mentionem de exceptione inclytæ memoriæ defuncti Domini Martini tunc Regis Arragonum, & ſui primogeniti, qui tunc erant; ſed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi: cum etiam ſit ſupervacua, quia ipſe Martinus & ejus filius ab hoc ſeculo dudum, ſicut Domino placuit, migraverunt.

14. Promittimus inſuper & juramus in animam dicti Domini Regis Caſtellæ & Legionis, ſuper imaginem & repræſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti ac ſua Sancta Evangelia, per nos corporaliter tactam & tacta, bonâ fide, ceſſantibuſque fraude & malo ingenio quibuſcunque; omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos, quibus ſupra, vice & nomine firmata, geſta & facta ſunt tenere & tenenda, & de puncto ad punctum adimpleri & ad-

ANS de J. C. 1434.

& adimplenda, & inviolabiliter obſervari & obſervanda; per dictum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis, pro ſe & pro ſuo primogenito, nato vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, & Regno, terris, dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis; ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras ſupra & infra ſcripta, acceptanda & confirmanda, eaſque litteras dandas & tradendas dicto Domino Regi Franciæ, quamprimum per ejuſdem Regis Franciæ litteras aut nuntios requiretur; ſimiles ſeu conformes ac ejuſdem virtutis & efficaciæ dicti Domini Regis Franciæ recipiendo; & hæc ſub hypotheca & obligatione omnium bonorum, hæredum, ſuorumque ſucceſſorumque, præſentium & futurorum, nec non ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere tali caſu, ac etiam ſub pœna centum millium marcharum auri: in quibus obligationibus & pœnis nos eundem Dominum noſtrum Caſtellæ & Legionis Regem, ſua Regna pariter, & ſua ſuorumque heredum & ſucceſſorum bona quæcunque eidem Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito, nato ſive naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & erga eum, tanquam pro confeſſato, judicato & condemnato teneri, & ipſis pœnas, ſi contra prædicta idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, ſeu primogenitus ſuus, natus aut naſciturus, ſeu primus Regnorum ſuorum hæres fecerit, aut fecerint, confitemur ipſum Dominum noſtrum Caſtellæ & Legionis Regem, primogenitumque ſuum, natum aut naſciturum, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem incurriſſe, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter incidiſſe; & ipſum primogenitumque ſuum, natum vel naſciturum, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque Regnum, dominia, terras & bona, ac hæredum, & ſucceſſorum ſuorum, præſenna & futura, pro præmiſſis firmiter adimplendis, ſuppoſuimus & ſupponimus coertioni & compulſioni Cameræ ſedis Apoſtolicæ. Volnmuſque & conſentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis ſortiores & meliores, dicto ſapientum, ſubſtantia non mutata, idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, aut primogenitus ſuus natus aut naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, dicto Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato aut naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi facere & concedere teneatur, ac etiam teneantur; quoties per ipſum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenirum natum ſeu naſciturum, aut primum Regni ſui hæredem, idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, aut primogenitus ſuus, natus aut naſcirurur, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, fuerit aut fuerint requiſiti.

25. In quorum omnium robut & teſtimonium præſentibus litteris nomina noſtra propriis manibus ſubſcripſimus, & ſigilla noſtra fecimus apponi, unà cum ſigno & ſubſcriptione Notarii publici infra ſcripti. Datum & actum in oppido de Majorito Toletanæ Dioceſis, vigeſima nona die Januarii, anno à nativitate Domini ſecundum morem Eccleſiæ Hiſpaniæ milleſimo quadrigenteſimo trigeſimo quinto, Yo el Condeſtable, Joannes Archiepiſcopus Iſpalenſis., Electus Eccleſiæ Toletanæ. El Conde, & ego Ferdinandus Didaci de Toleto Decretorum Doctor Publicus Apoſtolica auctoritate Notarius, ac dicti Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis Auditor Referendarius atque Secretarius, præmiſſis omnibus & ſingulis dum ſic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unà cum infra ſcriptis teſtibus, ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis, videlicet egregiis & ſpectabilibus viris, Petro Nugno Comite de Guelva, Roderico Didaci de Mendoça Majordomo & Petro Alvari de Oſorio Cuſtode Majori noſtri corporis, Petro Manuel avunculo, præfati Sereniſſimi Domini noſtri Regis Conſiliariis, ac nobilibus, Bartholomæo de Monteſquin Milite Joanne de Bretaigne Armigero; Magiſtro Seguino de Courchardis, Magiſtro in artibus & Baccalaureo in Medicina, Petro Normani Presbytero Toloſanæ, Rhemenſis, Cenomanenſis & Senonenſis Dioceſis, præſens interfui, eaque ſic fieri vidi & audivi, & de mandato dictorum Dominorum Comitis Stabularii, Archiepiſcopi Iſpalenſis ac Comitis de Benavento, præfati Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis Procuratorum hoc præſens publicum inſtrumenrum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium ſcribi feci, & in publicam formam redigi, ſignoque meo, una cum nominibus, & ſigillorum appenſione ipſorum dicti Domini noſtrum Regis Procurator ſolito ſignari, rogatus pariter & requiſitus in fidem & teſtimonium omnium ſingulorum præmiſſorum. Ferdinandus Doctor & Referendarius, Notarius Apoſtolicus.

ANS de J. C. 1434.

CCCXCII.

Traité de Ligue & de Confédération entre PHILIPPE *Duc de Bourgogne, &* AME' VIII. *Duc de Savoye contre le Duc de Bourbon. Fait à Chamberi, le* 12. *Février* 1434. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 288.

ANS de J. C. 1434. BOURGOGNE ET SAVOYE.

PHELIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgongne, de Lothier, de Brabant & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgongne, Palatin de Haynault, de Hollande, de Zellande & de Namur, Marquis du Sainct Empire, Seigneur de Friſe, de Salins & de Malines: & AMÉ *Duc de Savoye, de Chablays & d'Ouſte, Prince, Marquis d'Italie, Comte de Piemont, de Geneve, de Valentinois & Dyois, Baron de Vuaud & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verſeil.* A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme au jourd'huy entre nous ayent eſté accordés & paſſés certains points & articles coutenus en une cedulle ſigné de nos propres mains, de laquelle cedulle la teneur de mot à mot s'enſuyt. Phelippe Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne, Palatin de Haynault, de Hollande, de Zellande & de Namur, Seigneur de Friſe, de Salins & de Malines; & *Amé Duc de Savoye, de Chablays & d'Ouſte, Prince, Marquis d'Italie, Comte de Piemont, de Geneve, de Valentinois & Dyois, Baron de Vuaud & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verſeil:* A tous ceux qui ces lettres verront, ſavoit faiſons; que pour touſjours entretenir, continuer & augmenter la bonne amour, affinité & alliance qui ſont, & tant longuement ont eſté entre les Maiſons, & Seigneurs de Bourgogne & de Savoye, & plus convenablement povoir demander, pourſuir & obtenir les droits que chacun de nous a ſur les Terres, Villes, Chaſteaux, Souverainetés, & Reſſorts des Baronnies de Beaujolois & de Villars; ſcirués tant delà que deçà la Souſne, à l'encontre du Duc de Bourbon, & de tous autres qui les occuperoient. Nous d'un commun accord, pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs Ducs de Bourgogne, & de Savoye, avons faict & faiſons par ces preſentes, bonne, ferme & ſtable alliance, ligue & convention en la maniere qui s'enſuyt, ſans aucunement deroger és autres alliances qui jà ſont entre nous. Premierement, que pour obvier és maux & innumerables inconveniens qui entreviennent de guerre, & à mettre Dieu & Juſtice de nos parties, ferons d'un commun accord, quant & ainſy qu'en ſemble mieux nous apparra de faire, ſommer & requerir ledit Duc de Bourbon, & tous autres qui leſdites terres,

ANS de J. C. 1434.

res, fiefs, rereſiefs, ſouverainetés, & reſſorts occuperoient, de faire leur debvoir envers un chacun de nous. C'eſt aſſavoir, à nous Duc de Bourgogne, des fiefs, hommages, ſouveraineté, & reſſors des Chaſteaux, Villes, Chaſtellenies, & mandement de Thiſy, Belleville, & autres qui ſe treuveront mouvoir de nous en fiefs, rereſiefs, ſouverainetes, ou reſſort; & à nous Duc de Savoye, des Chaſteaux, Villes, Chaſtellenies, & mandemens de Chalemont, Lant, Villeneuve, Toyſſey, Montmerle, Beaurecgard, Trevoux, Chaſtellard, Amberieu, en la terre de Dombes, & autres qui ſe treuveront mouvoir de nous en fief, rereſief, ſouveraineté & reſſort; & en outre à nous deux, des autres querelles que chacun de nous pourroit avoir contre ledit Duc de Bourbon, qui ſeront declarées en la ſommation qu'eſt cy apres mentionnée, & ou temps d'icelle ſeront trouvées juſtes & leites de pour ſuir conjointement par nous deux; & s'il advient qu'ilz veüillent faire envers chacun de nous leur debvoir, les recevrons ſelon Dieu & Juſtice, mutuellement chacun pour la partie qui luy debvra appartenir, ſans anticiper ne obmettre l'un le faict & honneur de l'autre. Item que s'il advenoit, que Dieu ne veüille, qu'ilz ne vouluſſent, ou refuſaſſent de faire leur debvoir envers un chacun de nous pour ſa partie mutuellement, & enſemble comme dit eſt; en celuy cas faites premierement, & nous rapportées leſdites ſommations, contradictions & refus; nous d'un commun accord procederons, & ſerons tenus de proceder contre le non faiſant deüment envers un chacun de nous, ce dont conjointement aura eſté ſommé, & requis par voyé de guerre, à toute puiſſance, ou autrement és Pays places, & ainſi que entre nous, ou nos à ce commis ſera communement convenu & accordé, ayant regard à ſecourir l'un l'autre loyalement, & de bonne foy. Item que tout ce qui s'en conqueſtera par nous, & chacun de nous delà la Riviere de Souſne de toute la terre de Beaujeullois, demeure & ſoit deſlivré à nous Duc de Bourgogne, pour en ſere à noſtre diſpoſition & volenté; & ſemblablement, tout ce qui ſe conqueſtera deçà ladite Riviere de Souſne, demeure & ſoit deſlivré à nous Duc de Savoye, pour en faire noſtre volenté & plaiſir, ſans demander l'un à l'autre pour les choſes qui luy ſeront acquiſes, comme dit eſt, aucune reſtitution de deſpens. Item s'il advenoit que faiſant cheſcun ſon effort & debvoir, l'un de nous avoit pluſtoſt prins & recouvert ſes droits & portion, que l'autre; en celuy cas ſera tenu de ayder & ſouvenir à l'autre, à avoir & conqueſter ſes droits, & portion, de mil combatans durant quatre moys aux deſpens de celuy qui en ſera requis. Item que aucun de nous ne puiſſe des querelles que deſſus, & de la depence qui par nous s'en ſeroit, non excediſſant par chacun de nous la ſomme de cinquante mille ducats, faire paix ne trieſve generale ne particuliere, ſans le ſçeu & exptés conſentement de l'autre; ne auſſy recevoir ne accepter aucun traitty particulier, ains les rebouter, & ſignifier l'un à l'autre loyaument, & de bonne foi: & ſe traitté general ſe mouvoit, cheſcun de nous le pourra recevoir, & demener par devant celuy auquel ſera ouvert; c'eſt aſſavoir, nous Duc de Bourgogne en nos Pays de Bourgogne, & lieux convenables, & nous Duc de Savoye auſſy en lieux convenables de nos Pays decza les Monts, ſignifiant encontinant à l'autre, lequel ſoit tenus d'y envoyer, & tenir ſes gens pour y entendre ſans fraude ne mal engin. Leſquelles conventions & alliances avons juré, convenu & promis l'un à l'autre, pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs: en parolles de Princes, & ſur l'obligation de tous nos biens, avoir fermes & agreables, & les entretenir en tous leurs points & articles, ſans faire ne venir au contraire. En teſmoin deſquelles, avons ſigné ces preſentes de nos mains propres, à Chambery, le douziéme jour de Febvrier, mil quatre cents trente quatre. Ainſi ſigné, Phelippe & Amé. Et il fut ainſi, que pour plus grand ſeurté, fermeté & entretenement des chouſes contenües en ladite Cedulle, ayt eſté adviſé, conclud & promis entre nous d'ung coſté & d'autre, que de & ſur les chouſes exprimées en la Cedulle devantdite, ſe ſeroient de par nous lettres patentes ſcellées de nos ſeaux; ſçavoir faiſons que nous, & chacun de nous, ayant ladite Cedulle, & tout le contenu en icelle agreable par la maniere qu'il eſt cy deſſus eſcript; & le voulans de noſtre part entretenir, & faire entretenir par nos hoirs, & ſucceſſeurs & ayans cauſe, promettons en parolle de Prince, & chacun de nous en ſon endroit, & pour tant que touchier luy puet ſur les foy & ſerment de nos corps, & l'obligation de tous nos biens preſens & advenir; pour nous & chacun de nous, noſdits hoirs, ſucceſſeurs & ayans cauſe, & de chacun de nous, avoir tenir, obſerver & accomplir, & faire tenir, obſerver & accomplir inviolablement, toutes & ſingulieres les chouſes contenüés, declarées & ſpecifiées en ladite Cedulle, ainſi incorporée & tranſcripte cy deſſus, ſans preſentement ne au temps advenir aller ne fere; ou ſouffrir aller à l'encontre en aucune maniere, pour quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, & tout ſans fraude, barat, deception ou mal engin, & ſceux du tout ceſſans. En teſmoing & approbation de verité, des chouſes deſſuſdites, Nous & chacun de nous, avons fait mettre nos ſeaulx à ces preſentes lettres tacites, & accordées doubles, dont chacun de nous aura un Original par devers luy. Donné à Chambery, le douziéme jour de Fevrier, l'an de Grace mille quatre cents trente-quatre. Signé par Monſeigneur le Duc, Dommeſſent, par Monſeigneur le Duc de Savoye, Bolomier, & ſcellées de ſeaux en cire verte en laz de ſoye rouge & verte, au ſeau du Duc de Bourgogne; & en cordons de ſoye verte en celuy du Duc de Savoye.

ANS de J. C. 1434.

CCCXCIII.

ANS de J. C. 1434. BOURGOGNE ET UTRECHT.

Traité fait entre PHILIPPE *Duc de Bourgogne, Comte de Hollande &c. &* RODOLPHE DE DIEPHOUT *Evêque d'Utrecht, en date du dernier Février* 1434. Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 191.

ROODOLPH VAN DIEPHOUT, by der genaden Godts Biſſchop tot Utrecht. Doen kondt allen luyden, dat onſe lieve geminde Heere, die Hertoge van Bourgoignen, Grave van Hollandt, Ons doen thoonen, ende te kennen gegeven heeft dat ſijn Onderſaten van Hollandt, Zeelandt en-

CCCXCIII.

ANS de J. C. 1434. BOURGOGNE ET UTRECHT.

Traduction de ce Traité.

(a) RODOLPHE DE DIEPHOUT *par la grace de Dieu Evêque d'Utrecht, à tous ſçavoir faiſons, que nôtre cher amé Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, nous ayant fait remontrer & connoître, que ſes ſujets de Hollande, Zelande & Frize ſont journellement grevez par nôtre Juriſdic-*

(a) Ce Traité fut renouvellé le 6. Septembre 1461.

ANS de J. C. 1434

worden, met Onser Geestelijcker Jurisdictien; ende sonderlinge van den Provisoren ende Deeckenen in den voornoemden Lande wesende, 't welck wy immer niet gehengen en willen. Wy en willen daer in voorsien, soo dat Ons liefs Heeren Onderseten, Onser ende Onser Dienaren immer niet beklagen en sullen, ende dat overmidts die groote gunste en liefde die Wy dragen tot Onsen lieven genadigen Heere, den Hertoge voorschreve, ende tot synen Landen, Luyden ende Onderseten van Hollandt, Zeelandt ende Vriesslandt; maer hebben minnelijck overgedragen ende gesloten by goeden rypen Raede, ende by goetduncken van Onser beydet Raeden, sulcke puncten als hier nae gheschreven staen, om Onse Geestelijcke Jurisdictie Onser Kercken van Utrecht, voortaen daer na te regeren op synen Onderseten van Hollant, Zeelant ende Vriesslandt.

In den eersten soo sal men die Dekenie, ende Provisorie, al inder voorschreven Lande regeren, alleen midt eenen notabelen ende redelijcken Man, in elcken Provisorie ende Dekenie, die hem des Geestelijcks Rechts verstaet, ende der nutte toe zijn.

Item, soo en sal geen Man der vryheyt van der Clerckschap genieten, die geen Cruyn noch Clerckhabijt en draget, als behoorlijck is, noch die niet en leest als een Clerck schuldigh is te doen. Ende waert dat eenigh Pape, ofte Clerck, overdaet bedreve binnen der Graefschkheyt van Hollandt, Zeelandt ende Vriesslandt, 't ware in vredebraecke, in vechtelijck, in dronckenschap, of in eenigen ondaedelijcke saecken, die geen redelijcken Clerck toe en behoorden, die sal Onse lieve Heere den Hertoge van Bourgoengen, Grave van Hollandt, vangen by synen Baluwen ofte Rechteren, en dien leveren Ons Deecken of Provisoor, daer die saecke geschiet ware, indien dat sy Clerck waren, ende die misdadige Pape ofte Clerck, en sullen Wy, noch die Provisoor of Deecken niet uytlaten, eer sy Onsen lieven Heere, den Hertoghe van Bourgoengen, Grave van Hollandt, van der breucken die sy binnen synen Landen misdaen hadden, ghebetert hebben.

Item, soo en sal men die Onderseten van Hollandt, Zeelandt en Vriesslandt niet dagen t'Utrecht te rechte te komen om eenigen saecken wille, alsoo verre als die geene die men dage wilde, te recht staen wille voor den Geestelijcken ofte Wereltlijcken Rechter daer hy Onderzaet is, ende die saecke alsoo is, dat die Geestelijcke Rechter daer van kennen mach, ende oock dat die Rechters haer rechten thet vreden vorderen sullen mogen.

Item, soo en sal men niemandt moeyen, met moveren of midt bannen, ten zy dat sy eerst ghedaeghd zijn, ende dat men bewysen mach proffelijck, dat die die daeginge totter geenre kennisse gekomen zy, die men moveren of bannen souden, en die Deecken of Provisoor en sullen om geen misdaden wille, die eenigh Persoon gedaen hadde, by Sententien van Jurisdictien, fulmineeren sonder kennisse der saecke.

Item, of yemandt om eenger misdaden wille, die hy misdaen hadde, inder Kercken, of op het Kerckhof, die der vryheyt van der Kercken niet en souden mogen beschutten, volkomelijck nae beschreven rechten, die Misdadige sal Onse lieve geminde Heere die Hertoghe van Bourgoengen, Grave van Hollandt, mogen doen oemen van den Kerck-Hove, sonder daeromme dat te violeren, of interdict te wesen. Oock mede sal de vryheyt van der Kercken niet te bate komen, die met ongesetter lage yemandt doot sloegh, dat kennelijck op hem beproeft waer, noch oock den genen die van Onsen lieven Heere, den Hertoge voorsz, of van den Gerechte in den Lande gebannen zijn, om ondaedelijcke seyten, als misdaen te hebben teghen den Prince van den Lande, of tegen synen Lande dat men hieten mach *Crimen læsæ Majestatis*, of anders dierghelijcke,

tion Ecclesiastique & particulierement par les Provi- ANS
seurs & Doyens qui sont dans les susdits pais, ce que de J. C.
pourtant ne voulons souffrir, & y voulons pourvoir, 1434
afin que les sujets de nôtre cher Seigneur, ne s'en plaignent plus à nous ni à nos serviteurs; & en considération de la grande affection & amitié que nous portons à nôtre cher & gratieux Seigneur le Duc susdit & à ses pais gens & sujets de Hollande, Zelande & Frise, sommes convenus & avons conclu amiablement par bonne & meure deliberation & par l'avis de nos deux Conseils les points cy dessous specifiez, pour regler la dessus à l'avenir nôtre Jurisdiction Ecclesiastique de l'Eglise d'Utrecht à l'égard des sujets de Hollande, Zelande, & Westfrise.

Premierement on gouvernera le Doyenné & le Provisorat dans les susdits pais seulement par un homme notable & raisonnable qui sera mis dans chaque Provisorat & Doyenné qui entende le droit Canon, dont il est de besoin.

Item, nul homme ne jouïra de l'immunité de la Clericature qu'il ne porte la couronne & l'habit, comme il est convenable, non plus que celuy qui ne va pas comme un Ecclesiastique doit faire; & s'il arrivoit que quelque prêtre ou Clerc fit quelque insolence dans le Comté de Hollande, Zelande & Frise, soit en troublant la paix, se battant ou s'enivrant, ou en faisant d'autres choses qui ne fussent ni faire, & qui ne convinssent pas à un Ecclesiastique raisonnable, nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande le fera prendre par ses Baillifs ou juges, & le remettra entre les mains de nôtre Doyen ou Provisseur, ou le fera autrement preparer, ... & nous ne laisserons aller, non plus que lesdits Provisseurs & Doyens les jeunes Prêtres ou Clercs qu'un preallable, ils n'ayent donné satisfaction à nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande pour la peine encourue dans ses pais.

Item on n'ajournera point les sujets de Hollande, Zelande, & Frise à comparoir en justice à Utrecht pour quelque cause que ce soit, tant que ceux, qu'on voudroit ajourner, voudront être mis en cause pardevant le juge Ecclesiastique, ou fera leur du lieu où il est sujet, & la chose étant telle que le juge Ecclesiastique en puisse connoître, il y procedera sans y pouvoir être troublé.

Item l'on ne pourra molester personne, soit par exil ou bannissement, à moins d'avoir été auparavant ajourné, & que l'on ne puisse prouver que l'ajournement est venu à la connoissance de ceux qu'on voudroit exiler ou bannir, & le Doyen ou Provisseur, pour quelque crime que ce soit, qu'une personne auroit fait, ne pourra fulminer de sentence de jurisdiction, sans connoissance de cause.

Item si quelqu'un pour quelque crime qu'il auroit commis & dont le privilege de l'Eglise ne pourroit pas le mettre à couvert, selon le droit écrit, venoit à se refugier dans l'Eglise ou dans le cemetiere, nôtre cher amé Seigneur le Duc de Bourgogne Comte de Hollande, pourra le faire prendre des mains de la Cour Ecclesiastique sans la violer, & sans pouvoir être interdit. Comme la liberté des Eglises ne serviroit de rien à ceux qui de guet à pens auroient commis quelque assassinat, & qui pourroit être prouvé tel; non plus qu'à ceux par nôtre cher Seigneur le Duc susdit, ou par la justice du pais, pour sons ou crimes perpetrez contre le Prince du pais ou contre lesdit pais, que l'on nomme crimen lesæ Majestatis, ou autres semblables, mais nôtre cher Seigneur le Duc susdit les fera prendre dans l'Eglise ou d'entre les mains de la Cour Ecclesiastique, sans que

ni

ANS de J. C. 1434

lijcke, maer Ooſe lieve Heere, die Hertoge voorſz. ſal die moghen doen nemen van den Kerck of Kerck-hove, ſonder die Kercke of Kerck-hove, daer mede beſlageo te weſen, of interdict te komen.

Item, ſoo en ſullen die Deeckenen of Proviſoren niemandt mocyen, overmidts dat ſy op Heylighe daghen ghewrocht hadden, eenigh werck dat hem noodruſtigh waer, daer ſy den Vierdagh mede gebroocken hadden, dat is te verſtaen van noodts wegen, op den Dijck ende Waterſchap, of in der Oeſt den Coorn zijn oorbaer te doen, of ander gemeyn noot oorbaer, hoe dat gebeuren ſal.

Item, van den genen die in Overſpel ſitten, of in fornicatien, ende dergelijcke andere dingen, daer of ſal men houden die manier ende gewoonte, als zy tot hier toe gehouden zijn, behoudelijck dat men den Wyven die Gemannet zijn, niet beſchaemen, of daerom mocyen en ſal, ten zy dat ſy in openbaer Overſpel ſitten, of dat ſy daer in ſonden beſchuldight zijn.

Item, ſoo en ſullen die Dekenen of Proviſoren, die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt en Vrieſlant, niet vorder belaſten, in gelde te nemen, van Citatien, van Sententien, ende van andere ſaecken in den rechten dienende, maer ſy ſullen hem daer in ghelijcken, ende conformeren den Hove van Utrecht, ende want men in Zeelandt dat voorſz. recht pleget veele, ſoo en ſullen die Deekenen en Proviſoren, aldaer van den Onderſaten van daegh-Brieven te ſchryven en te zegelen, niet meer nemen dan een Ingelſche ſulcx payements als men nu munt in Vlaenderen, en gelijck in Hollandt; ende alſoo voort van Maen-brieven, van Ban-brieven, ende andere Brieven, nae beloop als daer toe behoort. Ende waer yemandt die ſtorve, ende in den Ban ware van ſchulden, of van andere ſaecken, dat men kennelijck ende openbaer proeven mocht, dat hy wel bereren ſoude mogen, ende dat hy dat gelaten hadde in verſmadenisſe der Heyliger Kercker midt wille, midt dien ſal die Deecken of Proviſoor om gaen redelijcke ende beſcheydelijck nae ouder ghewoonten; maer armen luyden die ſtorven, ende in den Ban weſende voor ſchulden, ende anders dies niet beteren en mochten, daer of ſullen die Dekenen of Proviſoren nemen van haren Erfgenamen dubbelt contumatie gelt, dats te verſtaen, twee-werf alſoo veele als ſy levendigh gegeven ſouden hebben, gelijck van oudts ghewoonelijck plagh te weſen, van correctien, van contumacien, eer men hem geabſolveert ſoude hebben, ende dat uſeren gelijck als in elcken Landen, Proviſorien ende Dekenien plach te zijn, nae ouder gewoonten.

Item, want vele Luyden in Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt hylicken ende malkanderen trouwen, eer dat ſy haer geboden hebben in der Heyliger Kercken, ſoo en ſullen die Deecken of Proviſoor niet meer nemen van der abſolutien, van eenen Man ende Wijf, die alſoo malkander trouwen ſullen, by haren Vrienden ende Magen, of midt haren moedt wille, dat die tot haren mundigen jaren gekomen zijo, ten hooghſten een Engelſche Nobel, ende daer beneden ende voort beſcheydelijck nae den ſtate der Perſonen die trouwen ſullen inder manieren voorſchreven; maer met deſer Ordonnantien en ſullen niet beſwaert weſen die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, die ſeeckere Ordonnantie ende Coſtume hebben, dat ſy Mijn hier of te geven plegen, die ſullen haer oude ge woonten en heerkomen gebruycken.

Item, ſoo en ſullen die Deecken of Proviſoor, geen abſolutie geven, die Vrouwen of Maeghden ontvoeren, buyten haren of haren naeſten Maegen of Vrienden wille, ten zy datter haren naeſten of Vrienden te wille zy; noch oock geen Papen en ſullen die trouwen, ten ware dat ſy des beyde midt haren wille begeerden, ſonder allen bedwangh weſende, ende hier op ſullen Wy gebodt doen, allen Proviſoren, Deeckenen ende Papen, ende waer eenigh Proviſoor, Deecken ofte Pape, die hier boven dede, die Proviſoor, Deec-

ni l'une ni l'autre puiſſent être excommuniez ni interdits. ANS de J. C. 1434

Item les Doyens ou Proviſeurs n'inquiéteront perſonne, pour avoir travaillé un jour de fête, en quelque ouvrage qui lui aura été neceſſaire, par où ledit jour auroit été violé, bien entendu ſic'eſt pour cauſe de neceſſité, comme d'avoir travaillé aux digues, ou à la moiſſon, ou autre beſoin proffitable.

Item pour ceux qui ſeront atteints d'adultere, paillardiſe ou choſes ſemblables, on obſervera la maniere & coutume qui a été obſervée juſques à preſent en pareille matiere, excepté qu'on ne diffamera pas les femmes mariées, & même qu'on ne les inquietera point, à moins d'être convaincues d'adultere public, ou d'en être accuſées.

Item les Doyens & Proviſeurs ne furchargeront pas les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe, en prenant d'eux de l'argent, de citations, ſentences, & autres choſes ſervant en juſtice; mais ils ſe conformerons à la Cour d'Utrecht; & comme ce droit eſt fort ordinaire en Zelande, les Doyens & Proviſeurs, n'y prendront pas davantage pour les exploits écrits & ſcellez qu'un Anglois, monnoye qu'on bas preſentement en Flandres, & de même en Hollande, & ainſi de ce qu'on apelle Maen-brieven, lettres d'exil & autres ſelon le cours que de raiſon. Et s'il y avoit quelqu'un qui mourût étant banni pour dettes, ou pour autre choſe, & que l'on pût prouver qu'il pouvoit y ſatisfaire, & qu'il ne l'eût pas fait au mépris de l'Egliſe, & à deſſein, les Doyens & Proviſeurs en uſeront avec diſcretion & raiſon, comme de coutume ancienne; quand aux pauvres qui mourent étant bannis pour dettes, & auxquelles ils ne pouvoient ſatisfaire, les Doyens & Proviſeurs en prendront de leurs heritiers double contumatie gelt, *c'eſt à dire deux fois autant qu'ils auroient donné étant vivans, comme d'ancienneté on étoit accoutumé de faire, pour correction & contumace, avant qu'on eût pû être abſous, & comme en uſent dans chaque pais les Proviſeurs & Doyens, ſelon l'ancienne coutume.*

Item comme pluſieurs en Hollande, Zelande, & Friſe ſe marient enſemble avant que d'avoir leurs bans dans la Sainte Egliſe, les Doyens & Proviſeurs ne prendront plus, pour les abſolutions d'un homme & d'une femme qui ſe ſeront ainſi marier par leurs amis & parens, & de leur franche volonté, qu'un noble Anglois au plus des Majeurs & en outre differemment ſelon l'état des perſonnes qui ſe marieront de la maniere ſuſdite, mais a cette ordonnance ne ſeront point aſſujetis les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe qui ont certaines Ordonnances & Coutumes, & ils ſuivront en cela leurs anciennes Coutumes & Privileges.

Item les Doyens & Proviſeurs ne donneront point d'abſolution aux femmes ni aux filles enlevées ſans leur conſentemens, & ſans celui de leurs parens & amis, à moins que leurs dits parens & amis n'y conſentent, qu'auſſi nul Prêtre ne les marira, à moins qu'ils n'y ſoient conſentans l'un & l'autre ſans contrainte, & ſur ce nous donnerons nos mandements à tous Proviſeurs, Doyens ou Prêtres; & s'il y avoit quelque Proviſeur, Doyen ou Prêtre qui fit au contraire, nous ou nos Succeſſeurs, ou nos Fiſcaux les corrigerons & punirons pu-

ANS de J. C. 1434. Deecken ofte Pape, ſullen Wy of Onſe Naekomelingen, of Onſe Officiael, daer of alſoo openbaerlijck corrigeren ende puneren, dat ſy anderen een exempel weſen ſullen, tot alre tijdt als Wy, of Onſen Officiael des vermaent ſullen weſen.

Item, ſoo en ſullen Wy noch Onſen Dienaers, van den Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, niet meer nemen van inſtitutien, proclamatien, abſentien, officiatien, permutatien, dan gewoonlijck plagh te weſen, over twintigh of vijf-en-twintigh jaren.

Item, ſoo waer men Onſen Suffragaen ergent behoeven ſal, in Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, om Kercken, Kerck-hoven, ende Outaren te wyen, ende anders, ſoo ſal Onſe Suffragaen aldaer komen, opter geenre koſte die hem behoeven ſal, ende hy ſal hem voor ſynen dienſt ende arbeyt genoegen met eenen redelijcken hoesheyt die hem gegeven ſal werden, by den geenen die des behouwen nae gelegentheyt der ſaecken

Item, ſoo ſullen die Deeckenen of Proviſoren, die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt niet moeyen, om dat yemandt ſijn Kinderen by ongevalle of verſuymenſſe van water, of van vuyr, of anders verlooren hadde. Ende want noch veele andere ſaecken zijn Onſer Geeſtelijcker Juriſdictien aengaende, daer die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt mede beſwaert zijn, ofte beſwaert mochten worden, die men nu niet wel en weet te noemen; ſoo zijn Wy overdragen met Onſen lieven geminden Heere den Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, waer dat in den voorſz puncten, ofte in eenige andere puncten Onſer Geeſtelijcker Juriſdictien aengaende, eenige queſtie ofte geſchille geviele, ſoo ſal Onſe lieve Heere, die Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, daer toe nemen ende ſetten twee van ſynen Raede, ende Wy twee van den Onſen, omme Onſe voorſz Juriſdictie te moderieren; ende die vier niet eens en konden werden, ſoo ſullen ſy kieſen Ons lieſs Heeren des Hertoghen Cancelier van Bourgoenien, nu ter tijdt weſende, tot een Overman, ende waert dat hy alſy ugh geworden waer, ſoo ſullen dan die vier kieſen eenen gelijcken Overman, ende wes ſy dan met den voorſchreven Overman ordonneren ende moderen ſullen in der voorſz Juriſdictie, dat ſullen Onſen lieven Heere die Hertoge voorſz, ende Wy van waerden houden, ende met deſe overdracht en ſullen niet vermindert weſen die oude zoene ghemaeckt tuſſchen der Graeffelijckheyt van Hollant, ende Ons Biſdom van Utrecht, maer ſullen alle in haren volkomen macht blyven, gelijck ſy voortijdts bedinget ende bedrieit zijn, ende want Wy deſen voorſz overdrachte in allen puncten, gelijck voorſz ſtaet, gelooft hebben Onſen lieven Heere den Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, ende ſyne Naekomelingen, ende oock ſyne Lande van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, vaſte, ſtade, ende onverbreeckelijck te houden, ende doen houden, behoudelijck in allen anderen ſaecken hier boven niet begrepen, Ons Eede die Wy den Stoel van Romen, en der Heyliger Kercken gedaen hebben: Soo hebben Wy des tot eenen oorkonde Onſen Zegel hier aen doen hangen, gegeven op den leſten dagh van Februario, in't Jaer Ons Heeren duyſent vier hondert vier-endertich, nae 's cours van Utrecht.

bliquement, pour ſervir d'exemple aux autres, & ce toutes les fois que nous, ou nos Fiſcaux en ſerons avertis. ANS de J. C. 1434.

Item nous ni nos Officiers ne prendrons des ſujets de Hollande, Zelande, & Friſe pour inſtitutions, proclamations, abſences, permutations que ce qui etoit accoutumé, il y a vingt, ou vingt cinq ans.

Item ſi l'on a beſoin de nôtre ſuffragant en quelque lieu de Hollande, Zelande & Friſe pour conſacrer quelque Egliſe, cimetiere, & autel & autres, nôtre ſuffragant s'y rendra au depens de qui il appartiendra; & il ſera ſatisfait pour ſon ſervice & travail par une diſcretion raiſonnable qui luy ſera donnée par ceux qui l'auront requis, ſuivant les circonſtances des affaires.

Item les Doyens ou Proviſeurs n'inquiéteront point les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe, pour avoir feran leurs enfans par acesdent ou negligence d'eau, de feu ou autrement. Et comme il y a encore pluſieurs autres choſes concernans nôtre Juriſdiction Eccleſiaſtique par où les ſujets de Hollande, Zelande, & Friſe ſont ou pourroient être leſez, & leſquelles on ne peut pas bien nommer a preſent; nous ſommes convenus avec notre cher amé Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, que s'il arrivoit quelque differents à l'égard des ſujets ou quelques autres concernant nôtre Juriſdiction Eccleſiaſtique, nôtre cher Seigneur le Duc de bourgogne Comte de Hollande mettra deux de ſes conſeillers, & nous deux des nôtres pour moderer nôtre ſuſdite juriſdiction, & ſi les quatre ne pouvoient tomber d'accord, ils choiſiront le Chancelier de nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne qui eſt preſentemens en charge, pour ſur-arbitre, & s'il arrivoit qu'il mourût, les autres quatre choiſiront un ſemblable ſur-arbitre, & ce qu'eux & le ſujdit ſur-arbitre ordonneront & moderons dans la ſujdite juriſdiction nôtre cher Seigneur le Duc ſujdit & nous le tiendrons pour vallable, & ce traité ne donnera point d'atteinte à l'ancienne Reconciliation faite entre la Comté de Hollande & nous Evêque d'Utrecht; mais toutes choſes demeureront en leur force & vertu comme elles ont été conçues & redigées auparavant. Lequel preſent traité dans tous les points qui y ſont contenus, nous avons promis a nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, & a ſes Succeſſeurs, & auſſi a ſes Pais de Hollande, Zelande, & Friſe de le tenir & faire tenir, ferme, ſtable & inviolable, ſauf dans les autres choſes non exprimées cy deſſus, le ſerment par nous prêté au Siege de Rome & a la Sainte Egliſe, en témoin dequoy nous avons fait ſceller ces preſentes, données le dernier jour de Fevrier l'an de nôtre Seigneur 1434. ſelon le ſtile d'Utrecht.

ANS de J.C. 1434. Savoye et Milan.

CCCXCIV.

Traité de Ligue & de Confédération entre AMEDEE VIII. *Duc de Savoye &* PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan, fait à Milan le* 14. *Octobre*, 1434. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 291.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis perenniter triumphantis, laudem & gloriam Beatorum Victoriosiſſimi Martyrii Mauritii Thebeorum Ducis, & Ambroſii Confeſſoris, hujus publici Inſtrumenti tenore, cunctis modernis & poſteris patens eſſe volunt *Illuſtriſſimi Principes & Excellentiſſimi Domini*, AMEDEUS *Dux Sabaudiæ, Chablaſii & Auguſtæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennarum, Valentinenſiſque & Dyenſis ſocer*; & PHILIPPUS-MARIA Anglus, Dux Mediolani &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, ejus gener. Quòd cùm dudum de anno Domini milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſeptimo, die ſecunda menſis Decembris, in civitate Taurinenſi, per ipſorum Dominorum Ducum Ambaſciatores ſolemnes, cum authoritate, conſenſu & exhortatione, quinimò, etiam ex mandato perſæpe reïterato Sereniſſimi Principis eorum communis Domini Domini Sigiſmundi Divina favente clementia tunc Regis & nunc Romanorum Imperatoris, ſimpliciter & generaliter ſine ulla limitatione volentis, conſentientis atque mandantis, Ligam ſtrictiſſimam & fraternam unionem inter ipſos Dominos Duces fieri debere, etiam ad obſervationem Pacis inter ipſos Dominos & eorum colligatos tunc Venetiis de proximo inita, & à qua ipſi Domini Duces Sabaudiæ & Mediolani debito & honore ſuis exigentibus nuſquam invicem deſcendere voluerunt, licet pax illa inter ipſum Dominum Ducem Mediolani, Illuſtriſſimum Dominium Venetorum & Magnificam Communitatem Florentiæ non fuerit obſervata; poſt quam pacem ſubſequuta ſunt talia, ex quibus non remanet idem Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ obligatus ad faciendum contra Illuſtriſſimum Dominum Ducem Mediolani, vigore ligæ ante ipſam pacem cum dicto Dominio Venetorum initæ & contractæ, ſolemnes confœderationes & uniones, perpetuis temporibus inter præfatos Dominos Duces Sabaudiæ & Mediolani duraturæ, modis & formis ſeniſiùs deſcriptis quibuſdam publicis Inſtrumentis per me Joannem Franciſcum Gallinam, & Beraudum Maſuerii, quondam notarios publicos, ipſorum Dominorum Ducum Secretarios, receptis, & confectis quæ pro inſertis habentur: Cumque noviſſimè inter ipſos Dominos Duces, ad vitanda quæcumque futura diſſidia reincidenda aut aliàs quomodolibet oriunda, conſolidandumque & majoribus vinculis roborandum amorem & neceſſitudinis unitatem inter eos indiſſolubiliter exiſtentem, per nonnullos eorum intimos ſervitores, utriuſque ipſorum ſtatus & honoris zelatores, tractatum fuerit de ipſis confœderationibus & ligis repetendis, & majoribus adminiculis roborandis. Hinc eſt quòd ptopter infraſcripta peragenda, conſtituti in teſtium & noſtrorum Notariorum publicorum infraſcriptorum præſentia, ſpectabiles Domini Petrus Marchandi Miles & Legum Doctor Præſidens Conſilii Taurini reſidentis, & Guillelmus Bolomerii Secretarius Conſiliarii & Ambaſciatores ipſius Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ, & ab eo ad infraſcripta omnia plenum & expreſſum mandatum habentes, cum poteſtate libera ut dicebant per ipſius Domini Ducis patentes literas, ejus ſigillo impendenti ſigillatas, datas Thononi die duodecima Septembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo trigeſimo quarto; & per Franciſcum Fabri ejus Secretarium ſignatas ex una. Et Magnificus Dominus Gaſpar Vicecomes, Miles conſanguineus & Conſiliarius Illuſtriſſimi Principis Domini Ducis Mediolani, & ab eo ſimiliter ad infraſcripta omnia plenum & expreſſum mandatum habens, cum poteſtate libera ut dicebat per ipſius Domini Ducis literas patentes, ejus ſigillo cera alba in illorum finem citra medium affixa ſigillatas, datas Abiati die XII. Octobris anni præſentis, per Aluiſium Crotum ejus Secretarium ſignatas, partibus ex altera. Quæ ſiquidem partes nominibus prædictis, ſcienter nulloque errore aut metus cauſa lapſæ, ac perpetuam ſecuritatem ſtatuum utriuſque, unionemque earum ac ipſarum hæredum & ſucceſſorum, patriarum & ſubditorum, aliuſque laudabilibus moti cauſis, mutuis & ſolemnibus ſtipulationibus utrobique intervenientibus, reformaverunt & contraxerunt, repetuntque & contrahunt hujus publici inſtrumenti ſerie bonas, veras, ſtabiles & indiſſolubiles ligas, confœderationes & uniones, ad & pro octuaginta annis proximis continuis & integris hodie inchoandis duraturis, ſub capitulis reſcriptionibuſque modis & formis inſraſcriptis; videlicet dictus Dominus Dux Sabaudiæ pro ſe & ſuis filiis, hæredibus naturalibus & legitimis, Ducibus Sabaudiæ & Principibus Pedemontium quandocumque fuerint, nec non pro quibuſcumque aliis filiis ejus ut præmittitur naturalibus & legitimis, & ab eis naturaliter & legitimè deſcendentibus, juriſdictionem, territorium, aut Dominium in tota Italia & alibi habentibus, atque pro univerſo territorio & Dominio ſuo quod habet & tenet, in futurumque habebit & renebit; ſuiſque ſubditis & vaſſallis, & ulteriùs pro ſuis adhærentibus, colligatis & recommendatis veris quos habet de præſenti, nominandis & verificandis infrà terminum duorum menſium à die celebrati præſentis contractus inchoandorum. Dictus verò Dominus Dux Mediolani pro ſe & ſuis filiis hæredibus Ducibus Mediolani & Comitibus Papiæ, quandocumque fuerint, & pro quibuſcumque aliis filiis ſuis ut præmittitur naturalibus & legitimis, juriſdictionem, territorium aut Dominium in tota Italia & alibi habentibus, atque pro univerſo territorio & Dominio ſuo, quod ad præſens habet & tenet, in futurumque habebit & tenebit, ſuiſque ſubditis & vaſſallis, & ulteriùs pro ſuis adhærentibus, colligatis & recommendatis veris quos habet de præſenti, nominandis infrà tempus dictorum duorum menſium, à die celebrati contractus hujuſmodi inchoandorum; qui ſic colligati, adhærentes & recommendati veri, utrobique nominandi, infra quatuor menſium ſpatium à die celebrati contractus hujuſmodi inchoandorum, teneantur & debeant nominationem de ipſis factam ratificare, in quantum beneficio hujuſmodi ligæ voluerint congaudere; ubi autem non ratificaverint reſpectu nominantis, & per eum habeantur prout ante hujuſmodi initam ligam habebantur.

ANS de J.C. 1434.

In primis convenerunt & polliciti ſunt ipſæ partes quibus ſuprà nominibus, bona fide, omni ſublata machinatione, ſe deinceps perpetuò mutuò diligere, honorare & fovere alter alterius perſonam, ſtatum, honorem & commodum in quibuſcumque quærere & procurare; jacturam verò & aliud quodcumque detrimentum toto poſſe vitare, illaque alter alteri cùm primùm noverit, ſine moræ diſpendio veraciter prout ſenſerit, perceperit aut aliàs cognoverit, notificare eis, fide & mentis ſinceritate, quibus inter bonos & manſuetos ſocerum & generum, amicos, parentes, confœderatos & tantis unitatis vinculis conjunctos fieri debet; & inſuper quòd ipſi Domini Duces & ipſorum prædicti filii ſucceſſores, nullo unquam tempore dabunt, patientur, tolerabunt, aut aliàs qualitercumque præbebunt per ſe aut eorum ſubditos tranſitum, ingreſſum, reductum, receptum, ſtanciam, victualia, armigeros aut alia quæcumque ſuffragia, auxilia vel favores aliquibus inimicis alterius; nec etiam aliquos armigeros caſſabunt, aut aliàs caſſatis tranſitum

ANS de J. C. 1434. dabunt, ex quibus damnum, invaſio, jactura aut aliud quodcumque detrimentum veriſimiliter fieri vel inferi poſſit alteri ſtatui, territoriis, & ſubditis; quinimò rebelles ſi qui ei aut ipſorum alteri ſupervenirent qualitercumque in futurum, pro rebellibus communibus reputabunt confeſtim poſt notificationem de ipſis rebellibus alteri factam per illum cujus fuerint rebelles; & ex nunc pro rebellibus reputat præfatus Dominus Dux Sabaudiæ illos, qui notoriè machinati fuerint in mortem inclytæ memoriæ Domini Joannis-Mariæ Ducis Mediolani, ejus conſanguinei, fratris dicti Domini Ducis Mediolani moderni; Rebelles verò alii eſſe intelligantur illi, qui machinati fuerint in perſonam vel ſtatum illius cujus rebelles eſſe dicentur; io quorum tamen Rebellium numero Januenſes non comprehendantur, quando contigerit quod abſit, civitatem Januenſem aliud Dominorum, quàm Dominum dicti Domini Ducis Mediolani mutare, ſed Domino Duce Mediolani Januam tenente; idem de ipſis Januenſibus, quod de aliis intelligatur.

Item quòd ſi in futurum evenerit, quod Deus avertat, alterum prædictorum Dominorum per ejus inimicos in aliqua Civitate, Villa, Caſtro vel Oppido perſonaliter obſeſſum eſſe; tunc & eo caſu alter dictorum Dominorum non obſeſſus, teneatur & debeat cum toto ſuo exſortio ipſi tali obſeſſo omnibus viribus ſuis dare & præbere omnem favorem, auxilium & operam ſibi poſſibiles, adversùs inimicos dicti obſeſſi, & ad ipſius obſeſſi liberationem & juvamen.

Item quòd ſi tunc & ullo unquam tempore alicui dictarum partium guerra aliqua moveretur, tunc & eo caſu altera pars in quacumque nova guerra, io & pro defenſione ſtatus partis cui talis guerra moveretur, & adverſus moventem ſeu moventes guerram hujuſmodi, dare teneantur favorem & auxilium alteri parti adversùs quam talis guerra moveretur; ſibique ſubvenire ad primam requiſitionem ipſius partis offenſæ, & infra quadraginta dies ipſam requiſitionem immediatè ſequentes, de mille equitibus & totidem peditibus bonarum gentium armigerarum, & hoc, per ſpatium trium menſium continuorum propriis ſumptibus impendentis; quod quidem ſpatium trium menſium incipere debeat, quotieſcumque præfatus D. Dux Sabaudiæ, dictum præſidium haberet præbere ipſi Domino Duci Mediolani de gentibus armigeris Ultramontanis, dum & quando dictæ gentes armigeræ applicuerint in loco Secuſiæ. Si verò de gentibus armigeris Citramontanis tale ſubſidium præberetur, tunc ſpatium dictorum trium menſium incipere debeat, dum & quando prædictæ gentes armigeræ applicuerint in & ſuper territorio dicti Domini Ducis Mediolani: & verſa vice, quotieſcumque prædictum ſubſidium per præfatum Dominum Ducem Mediolani ipſi Domino Duci Sabaudiæ ad partes Ultramontanas præberetur; tunc & eo caſu ſpatium dictorum trium menſium incipere debeat, dum & quando prædictæ partes armigeræ ipſius Domini Ducis Mediolani Laneburgum applicuerint; quòd ſi contingeret ipſum ſubſidium in partibus Citramontanis præbere, tunc ſpatium dictorum trium menſium incipere debeat, dum & quando prædictæ gentes armigeræ prædicti Domini Ducis Mediolani, territorium ipſius Domini Ducis Sabaudiæ applicuerint. Si verò pars ſubſidium requirens, ultra ſpatium dictorum trium menſium prædictum, auxilium habere requiſiverit uſque ad conſummationem totalem dictæ guerræ, tunc altera pars requiſita teneatur parti requirenti dictum ſubſidium & auxilium præſtare, ſumptibus tamen partis requirentis, & non partis requiſitæ, uſque ad conſummationem totalem dictæ guerræ. Et ſi forſan uno & eodem tempore guerra ambabus partibus moveretur, tunc ipſo caſu advenientre debeat & teneatur pars quæ minorem guerram habuerit, dare auxilium parti majorem guerram habenti, de illa gentium armigerarum quantitate quæ conveniens fuerit, quæ tamen quantitas declarari debeat & tanta ſit, quanta declarabitur per tres ex Conſiliariis dicti Domini Ducis Sabaudiæ in Conſilio ſuo ordinariè reſidentibus, per præfatum Dominum Ducem Mediolani ſtatim orta differentia eligendis; totidemque ex illis Domini Ducis Mediolani per præfatum Dominum Ducem Sabaudiæ ſimiliter eligendis, qui omnes etiam eſſe debeant cognitores & deciſores differentiæ prædictæ, quæ occaſione miſſionis gentium prædictarum quomodolibet otiretur inter ipſas partes, quorum vel majoris partis eorum declarationi, deciſioni ac meræ voluntati etiam extra judicium ſine aliquo ordine vel ſolemnitate juris & facti, omni exceptione & remedio nullitatis, appellationis, reſtitutionis, ſupplicationis & alio quocumque ceſſante, debeant ſtare partes & remanere contentæ de illa ſubſidii quantitate, quam declaraverint dare debere; illique deciſioni ſi forſan diſcordarent, debeat ultra prædictos eſſe declaratos cognitor & deciſor prædictorum omnium alius communiter eligendus, qui utriuſque partis ſit confidens, & quicquid ipſe cum aliis prædictis vel majori aut dimidia parte eorum declaraverit & deciderit, debeat executioni mandari, quocumque remedio ut ſuprà ceſſante; ita tamen, ut ex hoc non retardetur; quia in caſu neceſſitatis & periculi ſubſidium præſtò & bona fide exhibeatur, juxtà poſſibilitatem partis à qua poſtulabitur.

ANS de J. C. 1434.

Item convenerunt ut ſuprà, quòd alter prædictorum Dominorum alteri in quibuſcumque capiendis impreſiis, debeat ſuis periculis & expenſis favores quoſcumque poſſibiles & quæcumque præſidia poſſibilia dare bona fide realiter, qui favores quæve ſubſidia dari, mitti, manuteneri, declarari & limitari debeant modis & formis in proximo præcedenti Capitulo annotatis; & dummodo faciens talem impreſiam, ipſam faciat de voluntate alterius; alioquin altera pars non teneatur aliquod ſubſidium præſtare, niſi quantum de ſua voluntate proceſſerit; præterquam ſi cum Dominis Ducibus Borbonii aut Venetorum guerra oriretur, quo caſu ſervetur ſpeciale Capitulum quod de ipſis infrà loquitur. Item ulteriùs convenerunt & promittunt ipſæ partes, quòd non liceat tamen nullum omninò præbere ſubſidium vel favorem facto aut verbo, illi contra quem ipſa impreſia capta eſſet, atque etiam aliquid omninò facere directè vel indirectè, per ſe vel alium, aut quovis quæſito colore, ex quo poſſet talis impreſia impediri vel turbari.

Item ut ſuprà convenerunt ipſæ partes, & pacto expreſſo promiſerunt, omnia quæ partes ipſæ acquirerent in caſu guerræ fiendæ, tamen ſecundùm formam dictorum Capitulorum immediatè præcedentium, de bonis inimicorum ſuorum, debeant ambabus partibus eſſe communia, & communiter dividi inter ipſas partes; ita tamen, quòd ſi aliquid acquireretur magis congruum uni parti quàm alteri, debeat dimitti parti cui tale quòd magis congruet, pro ſufficienti contracambio, dando ejus loco alteri parti etiam in loco eidem parti magis congruenti, per partem cui dimitteretur, & magis conveniret res hujuſmodi; & ita etiam quòd illa pars cui minùs conveniret, poſſit ab alia parte cui magis conveniret, petere ſibi dari æquivalens cambium talis rei acquiſitæ in loco ſibi magis congruenti, ſecundum deciſionem & declarationem prædictorum ut ſuprà nominatorum; quorum declarationi & deciſioni fiendæ juxta formam ſuprà expreſſam, ipſæ partes ſuper facto hujuſmodi contracambii ſtare debeant, omni remedio ut ſuprà ceſſante; hoc tamen ſalvo, & pacto expreſſo ſpecialiter reſervato, quòd ſi quando & quotieſcumque quis ipſorum Dominorum Ducum inceperit eſſe, & ſine alio ipſorum Dominorum Ducum, aliquam impreſiam ſeu guerram contrà quamcumque perſonam, Dominationem, Dominium, Commune, Collegium vel Univerſitatem, quo caſu altera pars non teneatur ſibi aliquod ſubſidium præſtare; & eo caſu ſi ille qui

ſic

ANS de J. C. 1434. sic de se sine alio inceperit, vel diffidendo vel invadendo, per se vel per alium, ceperit vel occupaverit aliquid de terris, castris, villis, bonis seu rebus, subditis, adhærentibus, colligatis vel recommendatis illius contra quem ita inceperit, seu suorum subditorum, vassallorum, adhærentium, colligatosque vel recommendatos; tunc & eo casu illud totum sic captum seu occupatum, sit & esse debeat integrè, licet illius ita id sic capientis seu occupantis, licet per alterum subsidium gratuitum fuerit impensum. Ille autem dictorum Dominorum Ducum, qui non inceperit, non possit nec sibi liceat ut præmittitur, gratuitum subsidium præbuerit absque alterius qui ita inceperit licentia expressa, aliquid capere vel occupare de terris, castris, villis, bonis seu subditis, adhærentibus, colligatis vel recommendatis, illius contra quem ita fuerit inceptum; imò si quid ceperit, vel occupaverit, illud sit & esse debeat totaliter illius qui ita inceperit & suorum, & sibi tradi & expediri debeat liberè per ipsum qui ceperit vel occupaverit, & suos, sine ulla oppositione aut alia difficultate quacumque.

Item convenerunt dictæ partes prout suprà, quòd ipsæ parte de guerra quæ mota fuerit communi consensu, nullam facere possint pacem, concordiam, treugam, ligam, intelligentiam aut confœderationem cum aliquo Principe, Domino, Dominio, Communitate & alia quavis Mundi persona cujusvis status, gradus & conditionis existat, etsi interveniat utriusque partis consensus & voluntas expressa, & de cùmmuni partium voluntate procedatur, de qua constet per autenticum scripturam.

Item quòd omnia & singula suprascripta intelligantur, intelligique valunt dictæ partes quantùm ad alios Dominos & alia Dominia, quàm contra Dominium & Communitatem Florentinæ, suosque adhærentes & recommendatos, & alios Dominos & Dominia, pro adhærentibus, colligatis & recommendatis, ut in principio hujusmodi Ligæ ad nominandum reservatis; inter quos per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ nominari non possint dari, haberi, vel aliter teneri pro adhærentibus, colligatis, sequacibus vel recommendatis supra scriptum Illustrissimum Dominium Venetorum, illorumque Vassalli & subditi; nec etiam intelligantur ipsum Dominium Venetorum ratione alicujus colligationis prædictorum Dominiorum Florentinorum quovismodo exceptum: & viceversa, per dictum Dominum Ducem Mediolani non possint nominari, vel alias teneri pro adhærentibus, colligatis & recommendatis; seu etiam Vassallis & subditis, Illustr. Dominus Jo. Jacobus Marchio Montisferrati, ejusque liberi, homines & subditi; nec eisem possint ipse Dominus Dux Mediolani, & sive illorum Civitates, castra, villas, loca, territoria & subditos, in aliquam protectionem quoddam Dominium vel tutelam recipere directè vel indirectè, quovis titulo vel colore, exceptis dumtaxat illis quæ per Dominum Ducem Mediolani pro præsenti veraciter possidentur.

Item conveniunt & promittunt pacto expresso ipsæ partes quibus suprà nominibus, & earum quælibet prout eam tangit, sic præscriptis Capitulis non derogando, quòd Illustrissimus Dominus Dux Mediolani nullo unquam tempore, quovis casu pacis aut guerræ, aliquo modo qui dici vel excogitari possit, per territoria & dominia sua, tam præsentia quàm futura ubilibet consistentia, non dabit nec per quemcumque dari patietur transitum, reductum, conductum aut aliud receptaculum, seu etiam victualia aliquibus gentibus armigeris, equestribus vel pedestribus, qualitercumque euntibus contra Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudiæ ejusque liberos & exercitus, seu ad munitionem vel defensionem aliquorum Dominorum vel locorum, adversus quos ipse Dominus Dux Sabaudiæ aut illi guerram haberet, aut aliàs facerent ubilibet; sed potiùs bona fide toto posse obviabit, resistet tanquam bonus & verus Filius, ad hæc tam vinculo sanguinis quàm confœderationis hujusmodi: & viceversa, præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ, nullo unquam quovis casu pacis aut guerræ, aliquo modo qui dici possit, per territoria & Dominia sua, tam præsentia quàm futura ubilibet consistentia, non dabit nec dari patietur transitum, reductum, conductum vel receptaculum, seu etiam victualia aliquibus gentibus armigeris, equestribus & peditibus qualitercumque euntibus, vel qui ne seu venire possent quavis ex causa contrà Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani ejusque liberos & exercitus; sed ad defensionem aliquorum Dominiorum vel locorum, adversus quos ipse Dominus Dux Mediolani aut sui guerram haberent, aut aliàs facerent ubilibet; sed potiùs bona fide & toto posse obviabit tanquàm bonus & verus Pater, ad hæc tam vinculo sanguinis quàm confœderationis hujusmodi, præ cæteris adversus quos ipsæ confœderationes se ostendunt obligatæ. ANS de J. C. 1434.

Item ulterius conveniunt & promittunt ipsæ partes, & earum quælibet prout eam tangit, quòd in omni casu quo præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani guerram ageret contrà Venetos, Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ ejus Pater indistinctè, purè & sine quavis contradictione eidem præstabit subsidium equitum mille & totidem peditum, suis ipsius Domini Ducis Sabaudiæ propriis sumptibus & expensis, & hoc, per tres menses continuos inchoandos juxta formam tertii Capituli hujus Ligæ incipientis.

Item quòd si nunc & ullo unquam tempore, & hoc, infra quadragines dies postquam primùm fuerit requisitus, licet guerra ipsa absque consensu, scitu & voluntate ipsius Domini Ducis Sabaudiæ aliquo modo subsequeretur, procederet & quocumque casu processerit, & sive Veneti inchoaverint, seu dubium esse videretur quæ pars incepisset, & jam sive ipse Dominus Dux Mediolani ad recuperationem ablatorum, seu aliam offensam contra ipsos Venetos procedere velit; & ita quòd huic Capitulo derogari non possit neque intelligatur in aliquo derogatum, propter Capitulum quod exigit consensum partis, nec ex aliquibus aliis Capitulis in præsenti contractu contentis; & viceversa, in omni casu quo memoratus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ quandocumque guerram ageret contra Dominum Ducem Borbonii, ejusque fratrem Comitem de Montpensier, Illustrissimus Dominus Dux Mediolani ejus filius indistinctè, purè & sine quavis contradictione eidem præstabit subsidium equitum mille & totidem peditum ipsius Domini Ducis Mediolani propriis sumptibus & expensis, & hoc per tres menses continuos inchoandos juxta formam tertii Capituli hujus ligæ, & hoc infra quadraginta dies postquam primum fuerit requisitus, licet guerra ipsa absque consensu, scitu & voluntate ipsius Domini Ducis Mediolani aliquomodo subsequeretur, procederet, & quocumque casu processerint, & sive dicti Domini fratres de Borbonio inchoaverint, sive dubium esse videretur quæ pars incepisset, etiam sive ipse Dominus Dux Sabaudiæ ad recuperationem jurium suorum seu ad aliam offensam contra ipsos fratres de Borbonio procedere vellet; & ita quòd huic Capitulo derogari non possit aut derogatum in aliquo non intelligatur, propter Capitulum quod exigit consensum partis, nec ex aliquibus aliis Capitulis in præsenti contractu contentis. Acta & data fuerunt præmissa in Civitate Mediolani, videlicet in Domo habitationis dicti Domini Gasparis Vicecomitis Portæ Vercellinæ, Parrochiæ Sancti Prothasii, die Jovis decimo quarto mensis Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quarto, decima tertia Indictione.

ANS de J. C. 1435.

CCCXCV.

MILAN, SAVOIE ET MONFERRAT.

Promesse & Déclaration de PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan, pour l'observation du Traité fait avec* AMÉ VIII. *Duc de Savoye, & le Marquis de* MONFERRAT, *fait à Milan, le 17. Février* 1435. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 353.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen, anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Jovis decimo septimo Februarii, in Castro portæ Jovis Mediolani, videlicet in Camera cubicularia infrascripti Illustrissimi Principis & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani, ibique Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus PHILIPPUS-MARIA Anglus Dux Mediolani, &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, Filius quondam nunquam delendæ memoriæ Illustrissimi Domini Domini Joannis Galeaz primi Ducis Mediolani, &c. certificatus spectabiles & solemnes Oratores suos, quòs ipse Dominus Dux sentiens novissimis temporibus exortam esse bellorum & guerrarum materiam inter Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudiæ Patrem suum charissimum, seu Illustrem Dominum Principem Pedemontium ejus Primogenitum ac ipsius Domini Ducis Mediolani Fratrem ex una parte; & Illustres Dominum Marchionem MONTISFERRATI, & Joannem ejus Primogenitum parte ex altera, occasione certorum pactorum, alias inter ipsas partes initorum, ad pacem & compositionem instituendam & firmandam miserat (annuente æterno omnium rerum Conditore) omnes differentias, difficultates & debata tunc subortas & vigentia inter prædictos Illustres Dominos composuisse, & per eorum sententiam emologatam per prædictos Dominos terminasse, & partes ipsas pro securitate & firmamento conventorum invicem convenisse; quod aut Illustris Dominus Marchio remittat in manibus & potestate prædicti Illustris Domini Principis, Castra & fortalitia Monuselvi, & Pontisturiæ, aut curet & operam effectualem adhibeat, quod ipse Dominus Dux promittat observantiam omnium prædictorum pro prædictis Domino Marchione & Filio, & contra eos vi & armis agere, si in prædictis conventis & compositis deficerent, aut in aliquo contra facerent; Inclinatus, & motus reiteratis precibus & instantiis prædicti Domini Marchionis, qui ipsum Dominum Ducem Mediolani attentissimè suis Litteris & Nuntiis exoravit, ut pro corroboranda compositione & pace inter ipsos Principes sanctissimè celebrata, firmandaque benevolentiam & charitatem inter ipsas partes, dictam promissionem faciat pro ipso Domino Marchione, Tenore præsentium sponte & ex certa scientia, animoque deliberato, nulloque errore ductus promisit & efficaciter promittit, & in fide sui corporis, ac Veri & Justissimi Principis pollicetur sub sui & omnium bonorum suorum obligatione, pignoris & hypothecæ, Illustri Fratri, & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium generali Locumtenenti, & Primogenito prædicti Illustris Domini Ducis Sabaudiæ Patris sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario, & Notario suo personæ publicè stipulanti & recipienti nomine & vice prælatorum Dominorum Ducis, & Principis, ac omnium & singulorum aliorum quorum interest & interesse, ac interesse poterit in futurum, quod præfati Illustres Domini Marchio & Joannes ejus Primogenitus, omnia & singula conventa, & per suos Oratores judicata & composita implebunt, servabunt ac exequentur bona fide, integrè, inviolabiliter & sine exceptione, nec in aliquo deficient aut contrafacient, & in quantum in prædictis & aliquo prædictorum deficerent, contrafacerent vel non implerent, contra ipsos Dominum Marchionem & Filium vi & armis insurgere & agere, atque ipsos ad omnimodam observantiam conventorum compellere, & cum prædicto Domino Principe esse, & ipsos Dominos Marchionem & Filium si contra fecerint debellare; & similiter promisit, ac promittit insurgere & agere contra omnes & singulos Vassallos & subditos dicti Domini Marchionis in omnibus & per omnia, prout & secundum quod ex forma protunciamenti Oratorum suorum, & eorum quæ dicti Oratores judicaverunt, aut fidem dederunt, vel eorum interpositione, dictæ partes invicem convenerunt. Renuntians exceptioni hujusmodi promissionis non factæ, & omnium præmissarum, ut præmittitur non celerum, & cuicumque probanti, & defensioni in contrarium. Et inde prædictus Dominus Dux Mediolani jussit per me Urbanum Secretarium & Notarium supra scriptum, & infrà scriptum de prædictis fieri debere publicum Instrumentum, idque solito ejus sigillo muniri. Præsentibus Spectabilibus & Egregiis Arasmino de Trivultio filio quondam Domini Antonii, Alvitio Ciotto filio quondam Domini Lucæ Consiliantis, Joanne-Antonio de Rembaldis de Brissia filio quondam Domini Bartholomei, & Georgio de Casefana filii Jacobi, Camerariis præfati Domini Ducis, inde testibus notis, vocatis, & specialiter ad præmissa rogatis.

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Veneris, decimo octavo Martii, in Castro Portæ Jovis Mediolani Parochiæ Sancti Protasii intus, videlicet in Camera cubicularia infrascripti Illustrissimi Domini Domini Ducis, ibique Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus-Maria Anglus Dux Mediolani, &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, Filius quondam Gloriosæ & nunquam delendæ bonæ memoriæ Illustrissimi & Excellentissimi Domini Domini Joannis Galeas primi Ducis Mediolani, &c. Teneciter memoriæ retinens per publicum & authenticum Instrumentum traditum & rogatum per me Urbanum de Jacoppo Secretarium & Notarium infra scriptum, de anno præsenti millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Jovis decimo septimo Februarii, solemniter & efficaciter promisisse in fide sui corporis, & Veri ac Justissimi Principis, & sub sui & omnium bonorum suorum obligatione pignori & hypothecæ Illustri Fratri, & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium Generali Locumtenenti & Primogenito Illustrissimi Domini Ducis Sabaudiæ Patris sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario & Notario suo personæ publicè stipulanti & recipienti nomine & vice prædictorum Dominorum Ducis & Principis, ac omnium & singulorum aliorum quorum interest & interesse poterit in futurum, quod Illustris Dominus Marchio Montisferrati, & Joannes ejus Primogenitus, omnia & singula inter prædictos Dominos Ducem Sabaudiæ, & Principem Pedemontium, seu ipsum Principem & eosdem Dominum Marchionem, & Joannem ejus Primogenitum conventa, & per Oratores prædicti Domini Ducis Mediolani judicata & composita implebunt, servabunt & exequentur bona fide, integrè, inviolabiliter & sine exceptione, nec in aliquo deficient aut contrafacient; & in quantum in prædictis & aliquo prædictorum deficerent, contrafacerent vel non implerent, contra ipsos Dominum Marchionem, & Filium vi & armis insurgere & agere, atque ipsos ad omnimodam observantiam conventorum

ANS de J. C. 1434. compellere, & cum prædicto Domino Principe esse; & ipsos Dominum Marchionem, & Filium si contrafecerint debellare, & in omnibus & per omnia prout in prædicto promissionis & obligationis instrumento ad quod relatio habeatur, & cujus tenorem & continentiam ipse Dominus Dux Mediolani habere voluit & vult, hîc pro specificatis & sufficienter expressis habetur mentio. Nunc sponte, & ex certa scientia, animoque deliberato, nulloque ductus errore declaravit & declarat, ac solemniter protestatur intentionis suæ fuisse & esse, quod non solum ipse Dominus Dux Mediolani, verum etiam omnes & singuli hæredes & successores sui, solemniter & efficaciter obligati sint ad observandum, & effectualiter adimplendum omnes & singulas promissiones & obligationes factas per ipsum prædicto Illustri Domino Principi Pedemontium, & mihi Urbano Secretario & Notario suo suprascripto, de quibus superiùs, & in dicto ipsarum promissionum & obligationum Instrumento habetur mentio, & non solum contra & adversus prædictos Dominum Marchionem & Joannem ejus Primogenitum, verum etiam contra quoscumque alios, filios, hæredes, successores, vassallos, & subditos ejusdem Domini Marchionis, si & quotiescumque in aliquo contra fecerint aut non servaverint & adimpleverint promissa, conventa & adjudicata, prout superius dictum est; & quod prædictæ promissiones & obligationes ita se extendant ad hæredes & successores ipsius Domini Ducis Mediolani, & pariformiter eos ligent & obligent, non solum contra & adversus prædictum Dominum Marchionem, & Joannem ejus Primogenitum, sed etiam contra omnes alios ejus filios, hæredes, successores, vassallos & subditos prout supra, quemadmodum & prout si de hoc specialiter actum esset, & de prædictis in supra scripto promissionum & obligationum Instrumento facta fuisset solemnis & specialis inclusio; promittens efficaciter, & in fide sui corporis, ac Veri & Illustrissimi Principis, sub sui, & omnium bonorum suorum obligatione, pignori & hipothecæ prædicto Illustri Fratri & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium, Generali Locumtenenti & primogenito prædicti Illustris Domini Ducis Sabaudiæ Patris sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario & Notario suo personæ publicè stipulanti, & recipienti nomine & vice prædictorum Dominorum Ducis & Principis, ac omnium & singulorum aliorum, quorum interest & intererit ac interesse poterit in futurum, effectualiter observare & exequi ac inviolabiliter adimplere prædictam declarationem & protestationem, & omnia & singula supradicta; & contra ea, vel aliquod eorum ullo tempore quovismodo non facere nec venire; renuntiansque exceptioni non factæ hujusmodi declarationis & protestationis, & omnium præmissorum, ut præmittitur non actorum, & cuicunque probationi, & defensioni in contrarium. Et inde prædictus Dominus Dux Mediolani jussit per me Urbanum Secretarium & Notarium supra scriptum & infrascriptum de prædictis fieri debere publicum Instrumentum, idque solito ejus sigillo muniri, præsentibus Spectabilibus & Egregiis Viris Arasmino de Trivultio filio quondam Domini Antonii, Alvisio Crotto filio quondam Domini Luce Consiliariis, Antonello de Serratico filio quondam Domini Gabrielis Castellano Castri Portæ Jovis Mediolani, & Magistro Alvisio de Terzago filio quondam Domini Luce Physico prædicti Domini Ducis, inde testibus notis, vocatis & specialiter ad præmissa rogatis.

CCCXCVI.

ANS de J. C. 1435. FRANCE ET BOURGOGNE.

Traité de Paix entre CHARLES VII. *Roi de France, &* PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne, par lequel Charles VII. desavoue le meurtre de Jean Duc de Bourgogne, Pére de Philippe, promet d'en faire punir les Auteurs, lui donne une somme considérable, & lui céde Mâcon, S. Jeugon, Bar-sur-Seine, &c. Fait à Arras dans l'Abbaye de S. Vaast, le 21. Septembre* 1435. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 1. & Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. III. Liv. V. Tit. I. Chap. III. pag. 600.

(a) PHILIPPE, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, d'Autriche, de Brabant & de Limbourg, Comte de Flandre, d'Artois & de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines. Savoir faisons à tous presens & à venir, que comme pour parvenir à Paix generale en ce Roiaume, aient été tenuës plusieurs conventions & assemblées, & mêmement en nôtre Ville & Cité d'Auxerre, en la Ville de Corbeil, & derniérement ait été accordé de tenir en nôtre Ville d'Arras, certaine journée & convention, sur le fait de ladite Paix generale: à laquelle mon tres-redouté Seigneur le Roi CHARLES ait envoiez, & y sont venus, nos tres-chers, & tres-amez Freres & Cousins, le Duc de Bourbon & d'Auvergne; le Comte de Richemont, Connétable de France; le Comte de Vendôme, Grand-Maître d'Hôtel; & tres-reverend Pere en Dieu l'Archevêque & Duc de Reims, Grand Chancelier de France; Christofe de Harcourt; Gilbert Seigneur de la Fayette, Maréchal de France; Maître Adam de Cambrai, Premier Président en Parlement; Maître Jean Tudart, Doien de Paris, Conseiller, & Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi; Guillaume Chartier, Etienne Moreau, Conseillers; Jean Chastignier, & Robert Marlier, Secretaires de Mondit seigneur le Roi; tous ses Ambassadeurs. Et de la part de mon tres-cher Seigneur & Cousin, le Roi d'Angleterre, & y sont venus tres-reverends Peres en Dieu le Cardinal de Vincestre; l'Archevêque d'Iork; nos amez Cousins les Comtes de Hontindon, & de Suffolk; nos reverends en Dieu les Evêques de Norwich, de Saint-David, & de Lisieux, & plusieurs autres gens d'Eglise, & Ambassadeurs de mon tres-cher Frere & Cousin le Roi d'Angleterre. Et aussi y sommes venus & comparus en nôtre personne, accompagnez de plusieurs de nôtre sang, & aotres nos feaux & sujets en grand nombre. A laquelle journée & convention de par Nôtre Saint Pere, ait été envoié tres-reverend Pere en Dieu, nôtre tres-cher & special ami, le Cardinal de Sainte-Croix, à tout bon & suffisant pouvoir de Nôtre Saint Pere: & de par le Saint Concile de Bâle, semblablement aient été envoiez, & soient venus tres-reverend Pere en Dieu nôtre tres cher & tres-aimé Cousin le Cardinal de Chipre; tres-reverends Peres en Dieu, les Evêques de Veronne, d'Albigue; Nicolas Prevost, & Calconie Huche, Archidiacre de Metz en Lorraine, Ambassadeurs d'icelui Concile, & aians pouvoir suffisant sur ce, dudit Concile. Pardevant lesquels Cardinaux, Legats, & Ambassadeurs de Nôtre Saint Pere & du Saint Concile, sont venus & comparus lesdits Ambassadeurs de France, d'une part; & ceux d'Angleterre, d'autre; & nous aussi en nôtre personne toutes les fois qu'il a été besoin: & par iceux Ambassadeurs aient été faites plu-

(a) Ce Traité fut confirmé par Loüis, Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, & cela en l'année 1456. On verra cette piéce ci-dessous, sur l'année 1456.

ANS de J. C. 1435.

pluſieurs ouvertures, & oblations d'un côté & d'autre. Et combien, que finalement de la part de Monſeigneur le Roi, par leſdits Ambaſſadeurs, aient été faites aux gens & Ambaſſadeurs d'Angleterre, grandes & notables offres, afin de parvenir à ladite Paix generale; leſquelles comme il ſemble auſdits Cardinaux, autres Legats & Ambaſſadeurs de Nôtredit Saint Pere & du Concile, être juſtes & raiſonnables, & ne les pouvoient ou devoient raiſonnablement refuſer leſdits Ambaſſadeurs d'Angleterre: & que leſdits Cardinaux de Sainte Croix, de Chipre, & autres Ambaſſadeurs dudit Saint Concile, euſſent prié & requis à iceux Ambaſſadeurs d'Angleterre, de les accepter, en leur diſant, & remontrant qu'autrement & au cas qu'ils ne voudroient entendre à l'effet de ladite Paix generale, ils avoient charge & commandement de Nôtre Saint Pere le Pape, & du Concile, de nous exhorter, requerir, & ſommer d'entendre avec Monditſeigneur le Roi à Paix particuliere, & réünion avec lui en tant que toucher nous pouvoit. Toutefois leſdits Ambaſſadeurs d'Angleterre n'ont voulu accepter leſdites offres à eux faites, mais ſe ſont départis de nôtre Ville d'Arras, ſans aucune concluſion, & ſans vouloir prendre ni accepter jour certain, ni competent de retourner. Pourquoi aprés leur partement par leſdits Cardinaux, Legats, & Ambaſſadeurs de nôtredit Saint Pere, & du Concile avons été exhortez, requis & ſommez de vouloir entendre par effet à ladite Paix particuliere, & réünion avec Monditſeigneur le Roi; moiennant que par le cas de la mort de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu pardonne, & pour nôtre intereſt en cette partie, nous feroient par Monditſeigneur le Roi, & par ſes Ambaſſadeurs deſſus nommez, à ce ſuffiſamment fondez pour lui, & en ſon nom, fait offres raiſonnables, à fin de ſatisfaction, recompenſation, & autrement qu'en devrions être contens; leſquelles offres faites par leſdits Ambaſſadeurs de Monditſeigneur le Roi, aient été baillées par écrit en un rolle de papier audits Cardinaux, & Ambaſſadeurs de Nôtredit Saint Pere, & du Concile, & par eux à nous preſentées, duquel rolle la teneur s'enſuit.

Ce ſont les offres, que nous Charles de Bourbon, & d'Auvergne; Artus, Comte de Richemont, Connétable de France; Louis de Bourbon, Comte de Vendôme, Regnaut de Chartres, Archevêque, & Duc de Reims, Grand Chancelier de France; Gilbert Seigneur de la Fayette, Maréchal de France; Adam de Cambrai, Premier Preſident en Parlement; Jean Tudart, Doïen de Paris, Conſeiller, & Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi; Guillaume Chartier, & Etienne Moreau, Conſeillers; Jean Chaſtignier & Robert Marlier, Secretaires, & tous Ambaſſadeurs de Charles, Roi de France nôtre Souverain Seigneur, étans preſentement en la Ville d'Arras; faiſons pour & au nom dudit Roi à Monſeigneur le Duc de Bourgogne & de Brabant, pour ſon intereſt, & querelle qu'il a & peut avoir à l'encontre du Roi, tant à la cauſe de la (a) mort de feu Monſeigneur le Duc Jean de Bourgogne, ſon Pere, comme autrement, afin de parvenir à Traité de Paix, & concorde.

(a) Charles VII. n'étant encore que Dauphin le fit tuer en 1419. à une Conférence où il l'attira ſur le Pont de Moutereau-Faut-Yonne. Ce fut Tanegui du Chaſtel, ancien Domeſtique du Duc d'Orleans qui fit le coup. Jean de Bourgogne avoit fait aſſaſſiner ce Duc à Paris en 1407. *Mezeray, Hiſt. de France, Tom. II. in fol. Liv. IV. Hiſt. de Charles VII. ſur les années 1407. & 1419.*

Premierement. (b) Que le Roi dira, ou par ſes gens notables ſuffiſamment fondez, fera dire à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, que la mort de feu Monſeigneur le Duc Jean ſon Pere (que Dieu abſolve) fut iniquement, & mauvaiſement faite par ceux, qui perpetrerent ledit cas & par mauvais conſeil, & lui en a toûjours déplû, & à preſent déplaît de tout ſon cœur; & que s'il eût ſçû ledit cas, & eut tel âge & entendement qu'il a de preſent, il y eût obvié de tout ſon pouvoir; mais il étoit bien jeune, & avoit pour lors petite connoiſſance, & ne fut point ſi aviſé que d'y pourvoir. Et priera à mondit Seigneur de Bourgogne, que toute haine & rancune, qu'il peut avoir à l'encontre de lui à cauſe de ce, il ôte de ſon cœur, & qu'entr'eux y ait bonne paix & amour, & ſe fera de ce expreſſe mention és lettres, qui ſeront faites de l'acord & traité d'eux.

(b) On ne doit pas être ſurpris de voir que ce Traité fût ſi avantageux au Duc de Bourgogne. Charles VII avoit donné la carte blanche à ſes Députez, pour arrêter la paix avec lui à quelque condition que ce fût, pourvû qu'ils le retiraſſent de l'alliance avec l'Angleterre; en quoi ils eurent le bonheur de réüſſir. *Mezeray, Hiſt. de France, Tom. II. in fol. Liv. IV. Hiſt. de Charles VII. ſur l'année 1435.*

II. Que tous ceux qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou furent conſentans, le Roi les abandonnera, & fera toutes les diligences à lui poſſibles de les faire prendre & aprehender quelque part qu'ils pouroient eſtre trouvez, pour être punis en corps & en biens; & ſi aprehendez ne peuvent être, ils les bannira à toûjours, & ſans rapel hors du Roiaume & du Dauphiné, avec confiſcation de tous leurs biens, & ſeront hors de tous traitez.

III. Ne ſouffrira le Roi aucuns d'eux être reçûs, ou favoriſez en aucun lieu de ſon obeïſſance & puiſſance, & fera crier & publier par tous les lieux des Roïaumes, & Dauphipé, accoûtumez à faire cris & proclamations, qu'aucuns ne les reçoive ou favoriſe, ſur peine de confiſcation de corps & de biens.

IV. Et que mondit Seigneur de Bourgogne, le plûtôt qu'il poura bonnement aprés ledit acord paſſé, nommera ceux dont il eſt, ou ſera lors informé, qui perpetrerent ledit mauvais cas ou en furent conſentaos, afin qu'incontinent & diligemment ſoit procedé contr'eux de la part du Roi, comme dit eſt. Et en outre pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne n'a encore pû avoir connoiſſance vraie de ceux, qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou en furent conſentans, toutes les fois que ci-aprés en ſera informé dûement d'aucuns autres, il les poura nommer & ſignifier par ſes Lettres Patentes, ou autrement ſuffiſamment au Roi, lequel en ce cas ſera tenu de faire proceder tantôt & diligemment à l'encontre d'eux par la maniere deſſuſdite.

V. Que pour l'ame de feu Monſeigneur le Duc Jean de Bourgogne, de ſeu Meſſire Archambault de Foix, Comte de Noailles, qui fut mort avec lui, & de tous les autres trépaſſez, à cauſe des diviſions & guerres de ce Roiaume, ſeront faites les fondations & édifices, qui s'enſuivent. C'eſt à ſavoir, en l'Egliſe de Monſtreau, en laquelle fut premierement enterré le corps de mondit ſeu Seigneur le Duc Jean, ſera fondée une Chapelle & Chapellenie d'une Meſſe baſſe de *Requiem* chacun jour perpetuellement, laquelle ſera rentée & doüée convenablement de rentes amorties, juſqu'à ſoixante livres pariſis par chacun an, & auſſi garnie de calices & d'ornemens d'Egliſe bien & ſuffiſamment, & tout aux dépens du Roi; & laquelle Chapelle ſera à la collation de mondit Seigneur de Bourgoghe, & de ſes ſucceſſeurs Ducs de Bourgogne à toûjours.

VI. Qu'en ladite Ville de Monſtreau, ou au plus prés d'icelle, que faire ce poura bonnement, ſera fait, conſtruit & inſtitué par ledit Roi, & à ſes frais & dépens, une Egliſe, Couvent & Monaſtere de Chartreux; c'eſt à ſavoir, pour un Prieur & douze Religieux, avec les cloitres, ſalles & refectoirs, grange, & autres edifices, qui lui ſeront neceſſaires & convenables; & leſquels Chartreux; c'eſt à ſavoir, le Prieur & douze Religieux, ſeront fondez par le Roi, & de bonnes rentes annuelles & perpetuelles, & bien amorties ſuffiſamment & convenablement, tant pour le vivre deſdits Religieux, & entretenement du divin ſervice, comme pour les ſoûtenemens des edifices dudit Monaſtere, & autrement juſqu'à la ſom-

ANS de J. C. 1435. ſomme de huit cens livres pariſis par an de revenuë, à l'Ordonnance, & par l'avis de tres-Reverend Pere en Dieu Monſeigneur le Cardinal de Sainte Croix, ou de celui ou ceux qu'il voudra à ce commettre.

VII. Que ſur le Pont de Monſtreau au lieu où fut fait ledit mauvais cas, ſera faite, edifiée & bien entaillée, & entretenuë à toûjours aux dépens du Roi, une belle Croix de belle façon, & ainſi qu'il ſera diviſé par ledit Monſeigneur de Sainte Croix, ou ſes Commis.

VIII. Qu'en l'Egliſe des Chartreux lés Dijon, en laquelle giſt & repoſe à preſent le corps dodit feu Monſeigneur le Duc Jean, ſera fondée par le Roi, & ſes deſcendans, une haute Meſſe de *Requiem*, qui ſe dira chacun jour perpetuellement au grand Autel de ladite Egliſe, à telle heure qui ſera diviſée. Et laquelle fondation ſera donnée & aſſignée de bonnes rentes amorties, juſqu'à la ſomme de cent livres pariſis de revenuë par an, & auſſi garnie de calices & ornemens, comme deſſus.

IX. Que leſdites fondations & edifices, ſeront commencez à faire le plutôt que bonnement faire ſe poura. En ſpecial commencera-t'on à dire & celebrer leſdites Meſſes, incontinent aprés ledit accord paſſé. Et au regard des edifices qui ſe doivent en ladite Ville de Monſtreau, ou plus prés d'icelle faire, on y commencera à ouvrer dedans trois mois aprés que ladite Ville ſera reduite en l'obéïſſance du Roi, & continuera-t'on diligemment ſans interruption, que iceux edifices ſeront tous parfaits & achevez dedans cinq ans aprés enſuivans: & quant aux deſſuſdites fondations on y beſognera ſans delai le plûtôt que faire ſe poura. Et pour ces cauſes tantôt aprés ledit accord paſſé, ſera faite & aſſignée la haute Meſſe aux Chartreux de Dijon, dont deſſus eſt faite mention, avec ce qui en dépend; c'eſt à ſavoir, de livres, calices, & autres choſes à ce neceſſaires, & auſſi y ſera dite & celebrée aux dépens du Roi, la baſſe Meſſe quotidienne, qui doit etre fondée en l'Egliſe de Monſtreau, ſi-tôt qu'elle ſera reduite en l'obeïſſance du Roi; & au ſurplus touchant les edifices & fondations, qui ſe doivent faire en la Ville de Monſtreau, & auprés d'icelle, de la part du Roi ſera miſe dedans leſdits trois jours aprés qu'icelle Ville ſera reduite en l'obeïſſance du Roi és mains d'icelui, ou ceux que y voudra commettre Monſeigneur le Cardinal de Sainte Croix, certaine ſomme d'argent ſuffiſant pour commencer à faire leſdites ouvrages & edifices, & acheter les calices, livres, & ornemens, & autres choſes à ce neceſſaires & convenables. Et d'autre part ſeront lors auſſi aviſées, aſſiſes & délivrées les rentes deſſus declarées, montans pour ledit lieu de Monſtreau huit cens livres pariſis par an, bien tevenans, ſeurement, amorties & aſſiſes au plus prés que bonnement faire ſe poura dudit lieu de Monſtreau, ſans y comprendre les cent livres pariſis de rente qui doivent être aſſiſes pour la fondation de ladite haute Meſſe des Chartreux de Dijon.

X. Que pour & en recompenſation des joïaox, & autres biens meubles qu'avoit ſcu mondit Seigneur le Duc Jean ao temps de ſon decés, qui furent pris & perdus, & pour en avoir & acheter d'autres, & en lieu d'iceux le Roi paiera & fera realement paier, & de fait à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, la ſomme de cinquante mille écus d'or vieux de poids de ſoixante-quatte an mate de Troyes, huit onces pour le marc, & à vingt-quatre Karats d'aloi, ou autre monnoie d'or courante de la valeur aux termes qui s'enſuivent; c'eſt à ſavoir quinze mille au terme de Pâques prochain venant en un an, qui commencera l'an 1437. & 15000. aux Pâques enſuivans, qui ſera l'an 1438. & les vingt mille qui reſteront aux Pâques enſuivans, qui ſera l'an 1439. Et avec ce ſera ſauvé & reſervé à mondit Seigneur de Bourgogne ſon action, & pourſuite au regard du beau collier de ſeu mondit Seigneur ſon pere, contre ceux qui l'ont eu, & l'ont, pour l'avoir & recouvrer, & pareillement de autres joiaux à ſon profit, en outte & par deſſus leſdits cinquante mille écus. ANS de J. C. 1435.

XI. Et que de la part du Roi à mondit Seigneur de Bourgogne pour partie de ſon intereſt, ſeront delaiſſées, & avec ce baillées & tranſportées de nouveau pour lui, ſes hoirs procréez de ſon corps, & les hoirs de ſes hoirs & deſcendans toûjours de droite ligne, ſoit mâles ou femelles, les Terres & Seigneuries qui s'enſuivent; c'eſt à ſavoir, la Cité & Comté de Mâcon, & S. Jangon & les mettes d'iceux, & avec ce enſemble toutes les Villes, Villages, Terres, cenſes, rentes & revenus quelconques, qui ſont & appartiennent, & doivent competer & apartenir en domaine au Roi, & à la Couronne de France, & par toua les Villages roiaux de Mâcon & de S. Jangon, & mettes d'iceux, avec toutes les apartenances d'icelle Comté de Mâcon, & autres Seigneuries que tient & doit tenir le Roi en domaine ancien, en & par tout leſdits Villages de Mâcon & de S. Jangon, tant en Fief, Arriereſief, Confiſcations, Patronages d'Egliſes, Collations de Benefices, comme en autres droits & profits quelconques, ſans y rien retenir de la part du Roi de ce qui touche & peut toucher le Domaine, la Seigneurie, la Juriſdiction ordinaire des Comtez & lieux deſſuſdits, & eſt ſauvé & reſervé au Roi ſemblablement les fiefs & hommages des choſes deſſuſdites, & le reſſort & ſouveraineté des Egliſes, & ſujets d'icelles de fondations roiaux, étans auſdits Bailliages & és mettes enclavées en iceux, & le droit de Regale, là où il a lieu, & autres droits roiaux apartenans d'ancienneté à la Couronne de France & Bailliages deſſuſdits; pour à ladite Comté de Mâcon, enſemble des Villes, Villages, Terres & Domaines deſſuſdites, jouir & uſer par mondit Seigneur de Bourgogne, & ſeſdits hoirs & ſucceſſeurs à toûjours, & les tenir en ſoi & hommage du Roi, & de la Couronne de France, & en Paine ſous le reſſort du Roi & de ſa Cour de Parlement ſans moien, pareillement & en telles franchiſes, droits & prerogatives comme les autres Pairs de France. Avec ce de la part du Roi ſeront tranſportées & baillées à mondit Seigneur de Bourgogne, & celui de ſeſdits hoirs & ſucceſſeurs legitimes procréés de ſon corps, auſquels il delaiſſera aprés ſon decés & trepas, ladite Comté de Mâcon, tous les profits & émolumens quelconques, qui écheront eſdits Villages roiaux de Mâcon & Saint-Jangon, à cauſe des droits roiaux & de ſouveraineté apartenans au Roi, & en iceux Bailliages ſeront par le moien de la garde & ſouveraineté des Egliſes qui ſont de fondation roiale, & des ſujets d'icelle, droits de Roialle, ou autrement, tant en confiſcations pour quelque cas que ce ſoit, amendes, droits, exploits de juſtices, & les profits & émolumens de la Monnoye, comme autres profits quelconques, pour en jouir par mondit Seigneur de Bourgogne & ſondit hoir durant leurs vies, & du ſuivant d'eux tant ſeulement, en & par la maniere qui s'enſuit; C'eſt à ſavoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de ſondit hoir aprés lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui ſera Bailly de Mâcon pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge roial & commis de par lui, de connoître de tous cas roiaux, & autres choſes procedans des Bailliages des païs & lieux, & enclaveures deſſuſdites, auſſi avant, & tout en la maniere & forme que l'ont fait, & accoûtumé de faire les Baillifs roiaux de Mâcon, & de Saint-Jangon, qui nnt été le tems paſſé; lequel Bailliage de Saint-Jangon eſt & ſera aboli par ce moien. Et ſemblablement ſeront commis de par le Roi, à la nomination de par mondit Seigneur de Bourgogne, & de ſondit hoir, tous autres Officiers neceſſaires pour ladite Jutiſdiction, & droits roiaux, tant Capitaines, Châtelains, Prevoſts, Seigneurs, comme Receveurs, & autres qui exerceront leurs Offices au nom du Roi,

ANS de J. C. 1435.

au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir aprés lui, comme dit est dessus.

XII. Semblablement de la part du Roi, seront transportez & baillez à mondit Seigneur, & à son hoir dessusdit aprés lui, tous les profits des Aydes; C'est à savoir, des Greniers à Sel, quatriemes de Vins vendus à détail, impositions de toutes denrées, Tailles, Fouages, Aydes, & subventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui sont ou seront imposées és Elections de Mâcon, Chalon, Autun, & Langres, ci-avant qu'icelles Elections s'étendent, en & par le païs & Duché de Bourgogne, & la Comté de Charolois, & ladite Comté de Mâcon, tout le païs de Mâconnois, & és Villes & Terres quelconques enclavées en icelle Duché, Comté & Païs, pour jouïr de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son hoir aprés lui, de toutes lesdites Aydes, Tailles, & autres subventions, en avoir le profit durant le cours de leurs vies, & du survivant d'eux. Auquel mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à sondit hoir, appartiendra la nomination de tous les Officiers à ce necessaires, soit Eleus, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & auroient la commission & institution, comme dessus est dit.

XIII. Et aussi sera par le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, transporté & baillé à toûjours, pour lui, ses hoirs legitimes procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs, soit mâles ou femelles descendans de droite ligne en heritage perpetuel, la Cité & Comté d'Auxerre, avec toutes les appartenances & dependances quelconques, tant Justice, Domaine, Fiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autrement, à les tenir du Roi, de la Couronne de France, & de sa Cour de Parlement sans moien, & en telles franchises & droits de prerogatives comme les autres Pairs de France.

XIV. Et avec ce seroot transportées & baillées par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & à celui de ses hoirs, à qui il delaissera aprés son decés ladite Comté d'Auxerre, tous les profits & émolumens quelconques qui écherront en ladite Comté & Cité d'Auxerre, & en toutes les villes & terres enclavées en icelles, qui ne sont point en ladite Comté, soit Eglises ou autres, à cause des droits Roiaux, en quelque maniere que ce soit, tant en regales, confiscations, amendes, & exploits de justice, le profit & émolument de la Monnoye, comme autrement durant leurs vies, & du survivant d'eux tant seulement, en & par la maniere dessus declarée; C'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir aprés lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui sera Bailly d'Auxerre pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge roial & commis de par lui, à connoître tous cas roiaux, & autres choses, & mettes de la Comté d'Auxerre, & és enclavemens d'icelle, aussi avant, & tout en la même forme & maniere que l'ont fait & accoûtumé faire par ci-devant les Baillifs de Sens audit lieu d'Auxerre: & lequel Bailly de Sens ne s'entiemetra aucunement durant les vies de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son hoir; mais on en laissera convenir ledit Bailly d'Auxerre, qui sera commis de par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir. Et semblablement seront commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir, tous autres Officiers necessaires pour l'exercice de ladite jurisdiction & droits roiaux en ladite Comté d'Auxerre, tons Châtelains, Capitaines, Prevosts, & autres, comme Sergens & Receveurs qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir aprés lui.

XV. D'autre part, de la part du Roi seront transportez & baillez à mondit Seigneur de Bourgogne, & à sondit hoir aprés lui, tous les profits des Aydes; C'est à savoir, de Grenier à Sel, Quatriesmes de vins vendus en détail, Impositions de toutes denrées, Tailles, Foüages, & autres Aydes & subveotions quelconques qui ont ou auront cours, & qui sont & seront en ladite Cité, Comté, & Election d'Auxerre, ci-avant que icelle Election s'étend en la dessusdite Comté, & au païs d'Auxerrois, & és Villes enclavées en iceux, pour en jouïr par mondit Seigneur de Bourgogne, & sondit hoir aprés lui, & en avoir les profits le cours de leur vie durant, & du survivant d'eux tant seulement. Auſquels mondit Seigneur de Bourgogne, & à sondit hoir, lui apartiendra la nomination de tous les Officiers à ce necessaires, soit Eleus, Clercs, Sergeos, & autres, & au Roi la commission & institution comme dessus est dit.

XVI. Et aussi seront par le Roi baillées & transportées à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pour lui & ses hoirs legitimes procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs, soit mâles & femelles descendans en directe ligne à toujours, & en heritage à perpetuité, les Chatel, Ville & Châtelenie de Bar sur Seine, ensemble toutes les apartenances, & dependances d'icelle Chatelenie, tant eo Domaine, Justice, Jurisdiction, Fief, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices; comme autres profits & émolumens quelconques, à les tenir en foi & en hommage du Roi & en Pairie de France, sous le ressort de la souveraineté du Roi, & de la Cour de Parlement sans moien. Et avec ce apartiendra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de la partie du Roi lui seront baillez & transportez par lui, & ceux de ses hoirs à qui il delaissera aprés son decés ladite Seigneurie de Bar, tous les profits des Aydes, tant du Grenier au Sel, si Grenier y a accoûtumé avoir, & quatriémes des vios vendus à détail, impositions de toutes denrées. Tailles, Foüages, & autres Aydes & subventions quelconques qui ont & auront cours, ou sont & seront imposées en la Ville & Châtelenie de Bar sur Seine, & és villes & villages sujets & ressortissans à icelle Châtelenie, pour jouir de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de sondit hoir aprés lui, d'icelles Tailles & subventions, & avoir les profits de la main des Grenetiers & Receveurs roiaux qui seront à ce commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, durant les vies de lui, & de sondit hoir aprés lui, & les survivans d'eux.

XVII. Et aussi de la partie du Roi, sera transportée & baillée à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses hoirs, la Comté de Bourgogne pour toûjours, en heritage perpetuel; la garde de l'Eglise & Abbaye de Luxeuil, ensemble tous les droits, profits, & émolumens quelconques apartenant à la dessusdite Garde, laquelle comme Comté, à cause de sa Comté de Champagne, dit & maintient à lui apartenir, combien que les Comtes de Bourgogne predecesseurs à mondit Seigneur, aient par ci-devant pretendu en querelle au contraire, disant & maintenant icelle Abbaye, qui est hors du Roiaume, & mettes de la Comté de Bourgogne, devoit estre de leur Garde. Et pour ce pour le bien, utilité, & profit du païs, & pour obvier à tous débats & noises, sera delaissé par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & lui en demeurera ladite Garde toute entierement.

XVIII. Aussi seront par le Roi transportées à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses hoirs mâles legitimes, procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs mâles tant seulement, procréés de leur corps, & descendans d'eux en ligne directe, à toûjours & heritage perpetuel, les Châteaux, Villes, Châtelenies, & Prevôtez foraines de Peronne, Mondidier, & Roye, avec toutes les apartenances & dependances quelconques, tant en Domaines, Justices, & Jurisdictions, Fiefs & Arrierefiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autres droits, profits, & émolumens quelconques, à les tenir du Roi & de la Couronne de France, en foi & en hommage,

& en

ANS de J. C. 1435. & en Pairie de France, ſous le reſſort & ſouveraineté de ſa Cour de Parlement ſans moien. Et avec ce baillera & tranſportera le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à celui de ſes hoirs deſſuſdits mâles, auquel il delaiſſera aprés ſon decés leſdites Villes & Châtellenies de Peronne, Montdidier & Roye, tous les profits & emolumens quelconques, qui écheront en icelles Villes, Châtellenies & Prevôtez Foraines, à cauſe des droits roiaux, en quelque maniere que ce ſoit, tant en regales, confiſcations, amendes, exploits de Juſtice, comme autrement, pour en jouïr par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne & ſondit hoir aprés leurs vies, & du ſurvivant d'eux, tant ſeulement & par la maniere deſſus declarée; c'eſt à ſavoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne & de ſon hoir mâle aprés lui, le Roi commettra & ordonnera ce lui qui ſera Gouverneur & Bailliſ deſdites Villes, & Châtellenies, pour mondit Seigneur le Duc de Bourgogne Juge roial, & commis de par lui à connoître de tous cas, & autres choſes procedans deſdites Villes, Châtellenies & Prevôtez Foraines, & és Villes ſujetes & reſſortiſſans à icelles, auſſi avant & par la maniere que l'ont fait, & accoûtumé de faire par ci-devant les Bailliſs roiaux de Vermandois & d'Amiens. Et en outre ſeront commis, ſi métier eſt, par le Roi à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de ſondit hoir mâle, tous autres Officiers neceſſaires pour l'exercice de ladite Juriſdiction & droits roiaux, comme Châtelains, Capitaines, Prevôts, Sergens, Receveurs, & autres qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, & au profit de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de ſondit hoir mâle aprés lui, comme dit eſt deſſus. Et ſemblablement par le Roi ſeront tranſportez & baillez à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & ſondit hoir mâle aprés lui, tous les profits des Aydes; c'eſt à ſavoir, du Grenier à Sel, quatriémes de vins vendus en détail, impoſitions de toutes Denrées, Tailles, Foüages, & autres Aydes & ſubventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui ſont ou ſeront impoſez eſdites Villes, Châtellenies & Prevôtez foraines de Peronne, Montdidier, & Roye, & és Villages & Terres ſujetes, & reſſortiſſans à icelles Villes, Châtellenies & Prevôtez foraines, pour en jouïr par mondit Seigneur de Bourgogne & ſondit hoir mâle, durant le cours de leurs vies, & du ſurvivant d'eux. Auquel mondit Seigneur de Bourgogne, & ſondit hoir mâle aprés lui, apartiendra la nomination de tous les Officiers à ce neceſſaires, ſoit Eleus, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & au Roi leur commiſſion & inſtitution comme deſſus.

XIX. En outre de la part du Roi ſera delaiſſé à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ou à celui de ſes heritiers, auquel aprés ſon decés il laiſſera la Comté d'Artois, la compenſation des Aydes en ladite Comté d'Artois, reſſorts & enclavemens d'icelle, montans à preſent icelles compenſations à quatorze mille francs par an ou environ, ſans ce que mondit Seigneur le Duc ou ſondit hoir aprés lui durant leurs vies, ſoient aſtreints d'en avoir autre don, ni octroi du Roi, ni de ſes ſucceſſeurs. Et nommeront mondit Seigneur, & ſondit hoir aprés lui, tels Officiers que bon leur ſemblera, pour le fait de ladite compoſition, tant Eleus, Receveurs, Sergens que autres; leſquels ainſi nommez le Roi ſera tenu d'inſtituer & commettre leſdits Officiers, & leur en faire bailler les Lettres.

XX. Que le Roi baillera & tranſportera à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pour lui, ſes hoirs & aians cauſe à toûjours, toutes les Citez, Villes, Forteresſes, Terres, & Seigneuries apartenans à la Couronne de France deſſus la Riviere de Somme de l'un côté & de l'autre, comme S. Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, & autres, enſemble toute la Comté de Ponthieu, deçà & delà la deſſuſdite Riviere de Somme, Dourlens, S. Riquier, Crevecœur, Arleux, Mortaigne, avec les apartenances & dependances quelconques, & toutes autres Terres qui peuvent apartenir à ladite Couronne de France, depuis ladite Riviere de Somme inclutivement; comprenant auſſi au regard des Villes entrans du côté d'Artois, de Flandres, & de Hainaut, tant du Roiaume, comme de l'Empire, en y comprenant auſſi au regard des Villes ſeans ſur ladite Riviere de Somme du côté de France, les banlieuës & échaumaiges d'icelles Villes, pour en jouïr par moodit Seigneur le Duc de Bourgogne, leſdits hoirs & aians cauſe à toûjours, deſdites Citez, Villes & Forteresſes, Terres & Seigneuries, en tous profits & revenus, tant en Domaine comme des Aydes ordonnées par la guerre, & auſſi Tailles & émolumens quelconques, & ſans y retenir de la part du Roi, fors les foi & hommages de ſouveraineté. Et lequel tranſport & bail ſe fera, comme dit eſt, par le Roi au rachapt de la ſomme de quatre cens mille écus d'or vieux de ſoixante-quatre au marc de Troyes, huit onces pour le marc, & d'aloi à vingt-quatre karas, & un quart de karat de remede, & autre monnoie d'or courant; à la valeur duquel rachapt de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ſeront baillées Lettres bonnes & ſuffiſantes, par leſquelles il promettra pour lui & les ſiens, que toutes & quantes fois qu'il plaira au Roi, & aux ſiens faire ledit rachapt, mondit Seigneur de Bourgogne & les ſiens, ſeront tenus en recevant ladite ſomme d'or, de rendre & laiſſer au Roi, & aux ſiens, toutes leſdites Citez, Villes, Forteresſes, & Seigneuries compriſes en ce preſent Traité tant ſeulement. Et ſera content en outre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne de recevoir le paiement de quatre-cens mille écus d'or à deux fois; c'eſt à ſavoir, à chacune fois la moitié, pourvû qu'il ne ſera tenu rendre leſdites Villes, Citez, Forteresſes, Terres, & Seigneuries ni aucunes d'icelles, juſqu'à-ce que ledit paiement ſoit accompli, & qu'il ait reçû le dernier des quatre-cens mille écus d'or. Et cependant ſeront à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne les frais ſiens de toutes leſdites Citez, Villes, Forteresſes & Seigneuries, tant des Domaines comme des Aydes, & autrement, ſans en rien deduire ni rabatre du principal. Et eſt à entendre que audit tranſport & bail que fera le Roi (comme dit eſt) ne ſeront point compris les Citez de Tournay, Tournefia & S. Amand; mais demeureront és mains du Roi reſervé Mortaigne qui eſt compriſe, & demeure és mains & gouvernement de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ainſi que deſſus eſt dit. Et combien que ladite Cité de Tournay ne doive point être baillée à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ce nonobſtant eſt reſervé à mond. Seigneur de Bourgogne, l'argent à lui accordé par ceux de Tournay, par certain traité & accord qu'il a avec eux, durant juſqu'à certain tems & années avenir, & lequel argent leſdits de Tournay paieront pleinement à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne.

XXI. Et pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pretend avoir droit en la Comté de Boulogne ſur la Mer, laquelle il tient & poſſede, & pour bien de paix, icelle Comté de Boulogne ſera & demeurera à mondit Seigneur de Bourgogne, & en jouïra & poſſedera en tous profits, & emolumens quelconques, pour lui, ſes enfans & hoirs mâles procréez de ſon corps ſeulement, & en aprés demeurera icelle Comté à ceux, qui droit y ont ou auront, & ſera tenu le Roi d'apaiſer & contenter leſdites parties pretendans avoir droit en icelle Comté, tellement qu'en cependant ils ne demandent, ni quierent rien, ni faſſent aucune pourſuite à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne & ſeſdits enfans.

XXII. Que les Châtel, Ville, Comté & Seigneurie de Gien ſur Loire, qu'on dit avoir été données & tranſportées avec la Comté d'Eſtampes, & la Seigneorie de Dourdan, par feu Monſeigneur le Duc de Berry, & feu Monſeigneur le Duc Jean, pere de

ANS de J. C. 1435. mondit Seigneur de Bourgogne, ſeront de la part du Roi miſes & baillées reaument, & de fait és mains de nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne. Et tantôt aprés ledit accord paſſé pour tenir & gouverner l'eſpace d'un an enſuivant, & juſqu'à-ce que durant ledit an Jean de Bourgogne, Comte d'Eſtampes, ou mondit Seigneur pour lui, auront montré ou fait montrer au Roi ou à ſon Conſeil, les Lettres dudit don fait à mondit Seigneur de Bourgogne par ſeu mondit Seigneur de Berry; leſquelles vûës, ſi elles ſont trouvées ſuffiſantes & valables, ſommierement & de plein, & ſans quelconque procés, nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, ſerons tenus de les bailler & délivrer aud. Comte d'Eſtampes, ou à mondit Seigneur de Bourgogne pour lui, leſdites Ville & Châtel de Gien ſur Loire, comme à lui apartenans par le moien & tranſport que lui a fait mondit Seigneur de Bourgogne, ſans ce que de la part du Roi l'on puiſſe ni doive alleguer au contraire aucune preſcription, ou laps depuis le decés de ſeu mondit Seigneur de Berry, & auſſi nonobſtant quelconques conditions ou opoſitions d'autres, qui voudront prendre droit en ladite Comté de Gien, auſquels ſi aucuns y en a, ſera reſervé leur droit pour le pourſuivre par droit de Juſtice, quand bon leur ſemblera, contre ledit Comte d'Eſtampes.

XXIII. Que par le Roi ſera reſtitué & paié à mondit Seigneur le Comte d'Eſtampes, & mondit Seigneur le Comte de Nevers ſon frere, la ſomme de trente-deux mille deux cens écus d'or, que feu le Roi Charles dernierement trépaſſé, fait comme on dit, prendre en l'Egliſe de Rouën, ou icelle ſomme étoit en dépoſt, comme deniers de Mariage apartenans à feuë Madame Bonne d'Artois mere deſdits Seigneurs, au cas qu'on en ſera directement apparoir que telle ſomme ſoit [illegible]ait eſté alloüée au compte, & au profit dudit Roi Charles, à paier icelle ſomme de trente-deux mille deux cens écus à tels termes comme raiſonnables, qui ſeront aviſez aprés le paiement fait & accompli à mondit Seigneur de cinquante mille écus, dont deſſus eſt faite mention. Et au regard des dettes que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, dit & maintient à lui être tenuës, & dûës par ſeu ledit Roi Charles, tant à cauſe des dons, penſions, comme autrement montant à moult grande ſomme de deniers, ſon droit tel qu'il a, & doit avoir pour la recouvrance d'icelles dettes lui demeurera ſauf & entier.

XXIV. Que mondit Seigneur de Bourgogne, ne ſera tenu faire foi, ni hommage ni ſervice au Roi, des Terres & Seigneuries qu'il tient à preſent au Roiaume de France, ni de celles qui lui pouroient écheoir ci-aprés par ſucceſſions audit Roiaume; mais ſera & demeurera exempt de ſa perſonne en tous cas de ſubventions, hommages, teſſorts, ſouverainetez, & autres du Roiaume durant la vie de lui; mais aprés le decés du Roi mondit Seigneur de Bourgogne, ſera à ſon fils & ſucceſſeurs en la Couronne de France, les hommages, fidelitez & ſervices qui à ce ſont apartenans. Et auſſi ſi mondit Seigneur de Bourgogne alloit de vie à trépas devant le Roi, ſes heritiers & ayans cauſe, feront au Roi leſdits hommages, & fidelitez & ſervices, ainſi qu'il apartiendra. Et pour ce que ci-apres mondit Seigneur de Bourgogne, tanſés Lettres qui ſe feront de la paix, comme és autres Lettres & Ecritures, & auſſi de bouche reconnoîtra & nommera, & poura nommer & reconnoître le Roi ſon ſouverain, offrant & preſentant leſdits Ambaſſadeurs du Roi, que leſdites nominations & reconnoiſſances, tant par écrit comme de bouche, ne portent aucun prejudice à ladite exemption perſonnelle de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne ſa vie durant, & que ladite exemption demeure en ſa vertu, ſelon le contenu en l'article precedent; & auſſi qu'icelle nomination & reconnoiſſance ne s'étende que aux Terres & Seigneuries qu'icelui Monſeigneur de Bourgogne tient, & tiendra en ce Roiaume.

XXV. Et au regard des ſeaux & ſujets de mondit Seigneur de Bourgogne des Seigneuries qu'il tient & doit avoir par ce preſent Traité, & qui lui pouroit en écheoir par ſucceſſion au Roiaume de France durant les vies du Roi, & de lui, ils ne ſeront point contraints d'eux armer au commandement du Roi, ni de ſes Officiers, ſupoſé ores qu'ils tiennent avec ce du Roi aucunes Seigneuries & Terres; mais eſt content le Roi, que toutes les fois qu'il plaira à mondit Seigneur de Bourgogne, mander ſes ſeaux & ſujets pour ſes guerres, ſoit au Roiaume ou dehors, ils ſeront contraints d'y aller ſans pouvoir, ni vouloir venir au mandement du Roi, ſi lors il les mandoit. Et pareillement ſera fait au regard des ſerviteurs de mondit Seigneur de Bourgogne, qui ſont ſes familieres & ſerviteurs de ſon Hôtel, ſupoſé qu'ils ne ſoient point ſes ſujets. Et toutefois s'il avenoit, que les Anglois ou autres leurs Alliez, faſſent guerre ci-aprés à mondit Seigneur de Bourgogne, ou à ſes païs & ſujets à l'occaſion de ce preſent Traité, ou autrement, le Roi ſera tenu de ſecourir & aider mondit Seigneur de Bourgogne, & ſes païs & ſujets auſquels on feroit guerre, ſoit par mer ou par terre à toute puiſſance, ou autrement, ſelon que le cas requerra, & tout ainſi comme pour ſon propre fait. Et de la part du Roi & de ſes ſucceſſeurs Rois de France, ne ſera faite, ni promiſe, ni ſouffert faite par les Princes & Seigneurs deſſu ſdits, aucune paix, traité ou accord avec ſon adverſaire; & ceux de la part d'Angleterre, ſans le ſignifier & faire à ſavoir à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à ſon heritier principal aprés lui, & ſans leur exprés conſentement, & les y apeller & comprendre, ſi compris y veulent être, pourvû que pareillement ſoit fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne, & de ſon heritier principal au regard, & en tant que lui touche la guerre d'Angleterre.

XXVI. Et que mondit Seigneur de Bourgogne, & tous ſes feaux & ſujets, & autres qui par ci-devant ont porté en armes l'Enſeigne de mondit Seigneur; c'eſt à ſavoir, la Croix S. Andrieu, ne ſeront point contraints de prendre autre Enſeigne en quelconque mandement ou armée, qu'ils ſoient en ce Roiaume ou dehors, ſoit en la preſence du Roi, ou de ſes Connétables, & ſoient à ſes gages ou ſouldoier, ou autrement. Que le Roi ſera teſtituer & dedommager de leurs pertes raiſonnables, & auſſi de leurs rançons ceux qui furent pris le jour de la mort dudit feu Monſeigneur le Duc Jean, à qui Dieu pardonne, & qui y perdirent leurs biens, & furent grandement rançonnez.

XXVII. Qu'au ſurplus abolition generale ſoit faite de tous cas avenus, & de toutes choſes dites, paſſées & faites à l'occaſion des diviſions de ce Roiaume excepté ceux qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou qui furent conſentans de la mort dudit ſeu Monſeigneur le Duc Jean de Bourgogne, leſquels ſeront & demeureront hors de tout Traité, & qu'au ſurplus chacun de côté & d'autre retourne au ſien; c'eſt à ſavoir, les gens d'Egliſe à leurs Egliſes & Benefices, & les ſeculiers à leurs terres, rentes, heritages poſſeſſions & biens immeubles en l'état qu'ils ſont, teſervé les Terres & Seigneuries étans en la Comté de Bourgogne; leſquelles mondit Seigneur de Bourgogne, ou feu Monſeigneur ſon pere ont euës & retenuës; & ont données à autrui, comme confiſcations & confiſquées à eux à cauſe deſdites guerres & diviſions, leſquelles ſeront & demeureront, nonobſtant ladite abolition & accord à ceux qui les tiennent & poſſedent; mais par tout ailleurs chacun reviendra à ſes terres & heritages, comme dit eſt, ſans ce que pour demolition & empiremens, gardes des places, ou reparations quelconques, on puiſt rien demander l'un à l'autre, & ſera chacun tout quitte de rentes, décharges échevës du tems qu'il n'aura joüi de ſes terres & heritages; mais au regard des meubles pris, ou eux d'un côté & d'autre,

ANS de J. C 1435. tre, jamais n'en pourra eſtre aucune choſe, pourſuite, querelle ni queſtion faite d'un côté ni d'autre. Et qu'en ce preſent Traité ſoient aſtraintes & abolies toutes injures, malveillances & rancunes, tant de paroles & de fait, comme autrement avenues ci-devant à l'occaſion des diviſions, partialitez & guerres, tant d'une part comme d'autre, ſans ce que aucun en puiſſe aucune choſe demander, ni faire queſtion ni pourſuite par prochaineté, ni autrement, ni le reprocher, ni donner le blâme pour avoir tenu aucun parti; & que ceux qui feront ou diront le contraire, ſoient punis comme tranſgreſſeurs de fait ſelon la qualité du fait.

XXVIII. Et en ce preſent Traité ſeront compris de la part de mondit Seigneur de Bourgogne, toutes les gens d'Egliſe, Nobles, bonnes Villes, & autres de quelque état qu'ils ſoient, qui ont tenu ſon parti & de feu Monſeigneur ſon pere, & jouïront du benefice de ce preſent Traité, tant au regard de l'abolition comme de recouvrer, & avoir tous leurs heritages & biens immeubles à eux empêchez, tant au Roïaume qu'au Dauphiné à l'occaſion deſdites diviſions, pourvû qu'ils acceptent ce preſent Traité, & qu'ils en veüillent jouir. Et renoncera le Roi à l'alliance qu'il a faite avec l'Empereur contre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à toutes autres alliances par lui faites avec quelconques autres Princes, ou Seigneurs quels qu'ils ſoient à l'encontre de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pourvû que mondit Seigneur de Bourgogne le faſſe pareillement: & ſera tenu en outre, & le promettra à mondit Seigneur de Bourgogne de le ſoutenir & aider à l'encontre de tous ceux qui le voudroient guerroier, ou faire dommage par voie de guerre ou autrement: & pareillement le ſera & promettra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ſauvé toutefois à l'exemption de ſa perſonne à ſa vie, comme deſſus eſt declaré.

XXIX. Et conſentira le Roi & baillera ſes Lettres, que s'il arrivoit ci-aprés que de ſa part fut enfraint ce preſent Traité, ſes vaſſaux, ſeaux & ſujets preſens & avenir, ne ſoient plus tenus de l'obeïr & ſervir; mais ſoient tenus deſlors de ſervir mondit Seigneur de Bourgogne, & ſes ſucceſſeurs à l'encontre de lui; & qu'audit cas tous leſdits ſeaux, vaſſaux, ſujets & ſerviteurs, ſoient abſous & quittes de tous ſermens de fidelité, & autres, & de toutes promeſſes & obligations de ſervices, en quoi ils pouroient eſtre tenus par avant envers le Roi Charles, ſans ce que pour le tems aprés à venir il leur pût être imputé à charge, & qu'on leur puſt rien demander, & que dès maintenant pour lors le Roi Charles leur commande de ainſi faire, & les quitte & décharge de toutes obligations, & ſermens au cas deſſuſdit: & que pareillement ſoit fait & conſenti au côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, au regard de ſes vaſſaux, ſeaux, ſujets & ſerviteurs.

XXX. Et ſeront de la part du Roi Charles faites les promeſſes, obligations, & ſoubmiſſions touchant l'entretenement de ce preſent Traité, és mains de Monſeigneur le Cardinal de Sainte Croix, Legat de nôtre Saint Pere le Pape, & de Monſeigneur le Cardinal de Chipre, & autres Ambaſſadeurs du Saint Concile de Bâle, le plus ample que l'on pourra aviſer. Et ſur les peines d'excommuniemens, aggravation, reaggravation, interdit en ſes Terres & Seigneuries, & autrement le plus avant que la cenſure de l'Egliſe pourra étendre en cete partie, ſelon la puiſſance & pouvoir qu'ont meſdits Seigneurs les Cardinaux de nôtre Saint Pere le Pape & du S. Concile, pourvû que pareillement ſoit fait du côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne. Avec ce ſera le Roi avec ſon ſcellé bailler à mondit Seigneur de Bourgogne les ſcellez des Princes & Seigneurs de ſon Sang de ſon obeïſſance, comme Monſeigneur le Duc d'Anjou, Charles ſon frere, Monſeigneur le Duc de Bourbon, Monſeigneur le Comte de Richemont, Monſeigneur le Comte de Vendoſme, le Comte de Foix, le Comte d'Auvergne, le Comte de Perdiac, & autres qu'on aviſera; eſquels ſcellez deſdits Princes & Seigneurs ſera incorporé le ſcellé du Roi. Et promettront d'entretenir & maintenir de leur part le contenu dudit ſcellé, & s'il étoit enfraint de la part du Roi d'en ce cas être aidans, & confortans mondit Seigneur de Bourgogne & les ſiens à l'encontre du Roi, & pareillement ſera fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne. Et que pareillement le Roi ſera bailler ſemblables ſcellez de gens d'Egliſe, & autres Nobles & bonnes Villes de ce Roïaume de ſon obeïſſance & appartenances; c'eſt à ſavoir, ceux deſdites gens d'Egliſe & bonnes Villes que mondit Seigneur voudra nommer, avec ſeureté de peines corporelles & pecunielles, & autres ſeuretez que Meſſeigneurs les Cardinaux, & autres Prelats ci-envoïez de par nôtredit Saint Pere le Pape & le Concile, y aviſeront apartenir.

ANS de J. C 1435.

XXXI. Et s'il avenoit ci-aprés qu'il y eût aucune faute ou obmiſſion, ou aucune infraction ou attentats faits ſur le contenu deſdits articles d'une part & d'autre, ce nonobſtant à cete preſente paix, traité & accord, ſeront & demeurent vertuables, & en leur pleine force, vertu & vigueur, & ne ſera pourtant icelle paix reputée, caſſée ni annullée, mais les attentats ſeront reparez & amendez, & auſſi les défautes & omiſſions accomplies & executez, deüement ſelon ce que deſſus eſt écrit, & à ce contraints ce qu'il apartiendra par la forme & maniere que dit eſt. Comme aions derechef été tres-inſtamment exhortez, requis & ſommez par leſdits Cardinaux, Ambaſſadeurs, & Meſſagers du Saint Concile, ne vouloir entendre, & de nous incliner & condeſcendre moiennant les ſommes deſſuſdites, qui leur ſemblent être raiſonnables & ſuffiſantes, & ne les pouvoient ni devoient par raiſon refuſer, ainſi qu'il nous ont dit, à paix & réünion avec mondit Seigneur le Roi Charles, en nous diſant & remontrant en outre, que ainſi le devions faire ſelon Dieu & raiſon, & tout honneur, nonobſtant les ſermens, alliances & promeſſes pieça faites entre feu mon tres-cher & tres-aimé Seigneur le Roi d'Angleterre dernier trépaſſé, & nous, pour pluſieurs cauſes & raiſons à nous remontrées & alleguées par leſdits Cardinaux, & autres Ambaſſadeurs deſſuſdits de par nôtre Saint Pere & du Concile: Nous pour reverence de Dieu principalement pour la pitié & grande compaſſion que nous avons du pauvre peuple de codit Roïaume, qui tant a ſouffert en tous états, & aux prieres, requeſtes & ſommations à nous faites par leſdits Cardinaux & Ambaſſadeurs de nôtredit Saint Pere le Pape & le S. Concile de Bâle, que nous tenons & reputons pour commandement, & comme Prince Catholique & obeïſſant Fils de l'Egliſe, en ſur ce grands avis & deliberation de Conſeil avec pluſieurs grands Seigneurs de nôtre Sang & lignage, & autres nos ſeaux, vaſſaux, ſujets, & autres gens de Conſeil en grand nombre, avons pour nous & nos ſucceſſeurs, ſeaux, vaſſaux, ſujets, & autres gens de Conſeil adherens en cete partie, fait & faits, bonne & loïale, ferme, ſure, & tres-entiere paix & réünion avec mondit Seigneur le Roi, & ſes ſucceſſeurs, moiennant les offres, & autres choſes deſſus écrites, qui de la part mondit Seigneur le Roi & ſes ſucceſſeurs, nous doivent être faites & accomplies; & leſquelles offres de nôtre part, & en tant qu'il nous touche, tenons agreables & les acceptons, & dés maintenant conſentons & faiſons les renonciations, promeſſes, ſoumiſſions, & autres promeſſes & choſes deſſus declarées, qui ſont à faire de nôtre part, & reconnoiſſons mondit Seigneur le Roi Charles de France nôtre ſouverain Seigneur au regard des Terres & Seigneuries, que avons en ce Roïaume; promettons pour nous, & nos hoirs par la foi & ſerment de nôtre corps, en parole de Prince ſur notre honneur, & l'obligation de tous nos biens preſens & avenir quelconques, ladite paix & réünion

ANS de J. C. 1435.

réünion en toutes & ſingulieres choſes ci-deſſus tranſcrites, tenir de nôtre part, & en tant que toucher nous peut inviolablement & à toûjours, de point en point tout par la forme & maniere deſſus écrite, ſans faire ou venir, ou ſouffrir faire au contraire couvertement, ou en appert ou autrement, en quelque maniere ou façon que ce ſoit. Et pour les choſes deſſuſdites & à chacune d'icelles, tenir, entretenir & accomplir, nous ſoumettons à la coertino, concluſion & contrainte de nôtredit Saint Pere le Pape, dudit S. Concile & des deſſuſdits Cardinaux; leſquels & autres Ambaſſadeurs du Concile, & à toutes Cours, tant Egliſe comme Seculiers, veillans & octroians icelles, & chacune d'icelles, être contraint & compellé par la cenſure de l'Egliſe, tant & avant qu'il ſemblera expedient auſdits Cardinaux, & Ambaſſadeurs de nôtredit Saint Pere le Pape & du S. Concile; au cas que faute y auroit de nôtre part és choſes deſſuſdites ou aucuns d'icelles, renonçons à toutes allegations & exemptions, tant de droit comme de fait, que pourions dire ou alleguer au contraire, & par ſpecial au droit, diſant que generale renonciation ne vaut ſi l'eſpeciale, & tout ſans fraude, barat, ou mal-engin. Et afin qoe ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujnurs, onus avons fait mettre nôtre Sçel à ces preſentes. Donné en nôtre Ville d'Arras le 21. jour du mois de Septembre l'an 1435. Anſi ſignées par Monſeigneur le Duc de Bourgogne en ſon Conſeil.

Proteſtation & Declaration faite par Philippe, Duc de Bourgogne, en preſence des Ambaſſadeurs du Roi Charles VII. qu'il n'entendoit avoir compris dans le Traité de Paix, fait à Arras, René Duc d'Anjou & de Bar, ſon priſonnier, à Arras le 21. Septembre 1435.

IN nomine Domioi, Amen. Tenore præſentis publici inſtrumenti cunctis pateat evidenter & ſit notum, quod anno à Nativitate Domini ejuſdem milleſimo quadringenteſimo triceſimo quioto indictione 13. die verò Mercurii viceſima prima menſis Septembris, Pontificatus Sanctiſſimi io Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Eugenii, divioâ providentiâ Papæ quarti, anno quinto, ſacroque Baſilienſi Concilio vigente, Illuſtriſſimis ac Illuſtribus Principibus ac Dominis Dominis Philipo Burgundiæ, Brabantiæ, &c. Duce ex una, necnon Carolo, Duce Borbonni; Arturo Richemondiæ, Conneſtabulario Franciæ; L. Vendomiæ, Comitibus; & Reverendo Domino Patre Reginaldo Remenſi Archiepiſcopo, Cancellario Franciæ, Nunciis & Ambaſſiatoribus Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Principis Domini Caroli Francorum Regis in Choro Eccleſiæ Monaſterii Sancti Vedaſti Atiebatenſis Ordinis Sancti Benedicti, pro miſſa de Sancto Spiritu audienda, deinde tractatu pacis inter præfatum Dominum Carolum Regem, & eundem Dominum Ducem Burgundiæ inito publicando & juramentis ab hoc per partes hinc inde præſtandis, videlicet juxta oratorium præfati Domini Ducis Burgundiæ ad dextrum latus Chori ipſius Eccleſiæ poſitum & apoſtatum conſtitutis, & Congregatis Partibus ex altera, in noſtrum Notariorum publicorum & Dominorum teſtium ad hoc vocatorum & rogatorum præſentia, ipſe Illuſtriſſimus Princeps Dominus Dux Burgundiæ coram præfatis Domiois Duce Borbonni, Richemondiæ, & Vendomiæ Comitibus, ac Domino Archiepiſcopo Remenſi Cancellario Franciæ, Ambaſſiatoribus præfatis ibidem, ut præfertur conſtitutis per organum nobilis ac ſtrenui militis Domini N. Raulini Cancellarii præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Burgundiæ, dixit & expreſſè proteſtatus fuit, quod non intendit, nec ſuæ intentionis fuit, nec eſt, Illuſtrem Principem Dominum Renatum Ducem Andegavenſem & Barrenſem ſuum nunc priſionarium nullatenus in dicto tractatu pacis ut præfertur inter præfatum Dominum Regem Carolum & eundem Dominum Ducem Burgundiæ inito, ac de proximo firmando & publicando debere comprehendi; nec per eundem Dominum Ducem Burgundiæ de manibus ejuſdem Domioi Ducis fore liberatum, ſed ipſum Dominum Ducem Andegavenſem & Barrenſem io ſtatu quo erat ante dictum tractatum debere remanere, qua quidem proteſtatione ſicut præfertur per Illuſtriſſimum Principem Ducem Burgundiæ per organum cujus ſuprà facta, præfati Domini Dux Borbonii & Comites Richemondiæ & Vendomiæ, ac Dominus Archiepiſcopus Remenſis Cancellarius Franciæ, Ambaſſiatores, & alii eorum Collegæ, in hac parte initi, præſentes nominibus Ambaſſiat. quibus ſupra, per organum eorumdem Dominorum Duci Borbonit & Archiepiſcopi reſponderunt & quilibet eorum reſpondit, quod eo modo quo præfatus Illuſtriſſimus Princeps Dominus Dux Burgundiæ factum concerneos dictum Domioum Ducem Andegavenſem & Barrenſem intelligebat, etiam ipſi Domini Ambaſſiatores præfati Dooini Caroli Franciæ Regis eo modo intelligebant, & eorum quilibet intelligebat, videlicet eundem Dominum Ducem Andegavenſem & Barrenſem non debere in hujuſmodi tractatu pacis comprehendi ſeu includi, nec de manibus poteſtateque ejuſdem Domini Ducis Burgundiæ liberatum fore, de quibus omnibus & ſingulis præmiſſis prælibatus Illuſtriſſimus Princeps Dominus Burgundiæ, Brabantiæ, &c. Dux nomine ſuo privato petiit à Nobis Notariis publicis ſibi & omnibus, quorum intereſt, fieri & tradi unum & plura inſtrumentum & inſtrumenta publicum & publica. Acta ſuerunt hæc Atrebati in prædicto Mooaſterio Sancti Vedaſti ſub anno, indictione, die, menſe, Pontificatu, & loco quibus ſupra, Præſentibus ibidem venerabilibus ac circumſcriptis Viris Dominis & Magiſtris Johanne Caprioli, Archidiacono de Unequetin in Eccleſia Rothomagenſi, Quintino Menardi Præpoſito Sancti Audomari de Sancto Audomaro Morinenſis Diœceſis, Nobili Viro Johanne de Brimeu Domino de Humbercourt, & Philippo Maugart Licentiato in Legibus Atrebateoſis Diœceſis, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, ſic ſignatum. Et me Petro Brimeti, Bacalario in Decretis, Canonico Atrebatenſi, publico Apoſtolica & Imperiali auctoritatibus, Sacro-Sanctique Concilii Genetalis Baſilienſis Notario & ſcriba jurato, qui præmiſſis omnibus & ſingulis, dum ſic ut præmittitur per præfatum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Burgundiæ fierent & agerentur una cum prænominatis Dominis teſtibus, & Notario ioſra ſcripto præſens interfui; eaque ſic fieri vidi & audivi, ideoque huic præſenti publico inſtrumento, manu aliena fideliter ſcripto hic me propria manu ſubſcribentem una cum ſigno & ſubſcriptione Notarii ſubſcripti ſignum meum appoſui conſuetum requiſitus & rogatus in fidem & teſtimonium præmiſſorum. Et me Thoma Gauquerii Accolito Cameracenſis Diœceſis, Bacalario in Decretis, Litterarum Apoſtolicarum abreviatore publico, Apoſtolica & Imperiali auctoritatibus Notario, qui præmiſſis omnibus & ſingulis, dum ſicut præmittitur per præfatum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Burgundiæ, alioſque Dominos Ambaſſiatores Sereniſſimi Domini Caroli Francorum Regis dicerentur & fierent, una cum prænominatis Dominis Teſtibus & Notario ſupraſcripto præſens interfui eaque ſic fieri vidi & audivi, ideo huic publico inſtrumento inde confecto, manu alienâ fideliter ſcripto, me ſubſcribentem una cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii ſignum meum appoſui conſuetum in fidem & teſtimonium præmiſſorum requiſitus & rogatus. *Plus bas.* Collatio facta eſt de præſenti copia cum litteris originalibus ſuperius tranſcriptis per me, de Glamandre.

ANS de J. C. 1435.

Cun-

ANS de J. C. 1435.

Confirmation du Traité d'Arras donnée par le Concile de Bâle, du 5. Novembre 1435.

IN nomine Domini, Amen. Tenore præſentis publici inſtrumenti cunctis pateat evidenter, & ſit notum, quod anno à nativitate ejuſdem 1435. indictione XIII. die vero Sabbati quinta menſis Novembris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris ac Domini noſtri Domini Eugenii divina Providentia Papæ IV. anno quinto, Reverendiſſimis in Chriſto Patribus ac Dominis Dominis Juliano Tituli Sanctæ Sabinæ, Sanctæ Sedis Apoſtolicæ in Germania Legato, Ludovico Tituli Sanctæ Cæciliæ Arelatenſi Preſbyteris, Proſpero Sancti Georgii ad velum aureum Diacono de Columna, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus vulgariter nuncupatis, Joanne Archiepiſcopo Tarentino, Petro Epiſcopo Paduano, Joanne Antiocheno, Ludovico Aquileienſi Patriarchis, Amedeo Lugdunenſi, Henrico Bituricenſi Franciæ, Reverendis Patribus Dominis Bernardo Aquenſi Angliæ, Alvaro Coochenſi, Alphonſo Burgenſi Caſtellæ & Legionis, Nicolao Vexionenſi Daciæ, &c. Petro Dignenſi Siciliæ, &c. venerabili viro Domino Nicolao præpoſito Cracovienſi Poloniæ Regum ſereniſſimorum, Dominis Joanne Nivernenſi Burgundiæ, Matthæo Albinganenſi Epiſcopis Mediolani Ducum Illuſtriſſimorum, Joanne Ciſtercienſi, Alexandro Virziliacenſi, ordinis Sancti Benedicti Cabillonenſis & Æduenſis Diœceſeon, monaſteriorum Abbatibus, Joanne Pulcripatris, Dionyſio Sambrenays in Sacra pagina Doctonbus Almæ Univerſitatis Studii Pariſienſis, in Sacro Baſileenſi Concilio Nuntiis & Ambaſſiatoribus, aliſque Reverendiſſimis & Reverendis Patribus & Dominis Dominis Archiepiſcopis, Epiſcopis, Abbatibus, Doctoribus, & Magiſtris in magna multitudine & numero copioſo Sacrum Baſileenſe Concilium repræſentantibus & celebrantibus, in generali congregatione de mane in Majori Eccleſia Baſileenſi more ſoliro Congregatis præfatis Reverendiſſimis Patribus Dominis, Cardinali Legato, Archiepiſcopo Tarentino, & Epiſcopo Paduano, pro & nomine Sanctiſſimi Domini noſtri Papæ præſidentibus in eadem, in Dominorum, teſtium, & noſtrorum Notariorum publicorum infraſcriptorum præſentia, lectis primitùs deliberationibus ſacrârum deputationum pro dicta generali congregatione hac die de mane celebranda, ad audiendum Reverendiſſimi Patris Domini Hugonis Epiſcopi Prænestini Cardinalis de Cypro, Legati cum poteſtate de latere, ac reverendorum Patrum & venerabilium virorum Dominorum Nicolai Vexionenſis, Matthæi Albenganenſis, Epiſcoporum, Nicolai præpoſiti Cracovienſis, & Guilielmi Hugonis Archidiaconi Metenſis, Sacri Concilii Ambaſſiatorum, miſſorum ad conventionem Atrebatenſem, pro pace Chriſtianiſſimi Regni Franciæ tractanda, & de eadem conventione redeuntium, de geſtis per eos circa hujuſmodi pacem relationem faciendam. Concluſoque per Reverendiſſimum Dominum Cardinalem Legatum, alterum dictorum præſidentium, nomine & auctoritate, Sacri Concilii ſuper hujuſmodi generali congregatione celebranda, præfati Domini legatus & Ambaſſiatores acceſſerunt ad dictam generalem congregationem pro hujuſmodi ſua relatione faciendâ. Et ſedentibus ipſis Dominis Legato & Ambaſſiatoribus in altiori bancha, io qua Reverendiſſimi Patres Domini Cardinales & præſidentes Sanctiſſimi Domini noſtri Papæ in generalibus congregationibus ſedere conſueverunt, requiſitiſque & exhortatis Dominis & Patribus de Sacro Concilio per eundem Reverendiſſimum Dominum Cardinalem de Cypro Legatum, ut ipſi haberent eundem Dominum Cardinalem & alios Dominos Ambaſſiatores iu hujuſmodi ſua relatione facienda patienter & benignè audire. Deinde facta prius per dictum Dominum Epiſcopum Vexionenſem ſolemni collatione ſub themate, *Gaudium & lætitia inveniantur in ea, gratiarum actio & vox laudis*, &c. præfatus venerabilis & circumſpectus vir Dominus Archidiaconus Metenſis dixit eorum inſtructiones fuiſſe tripartitas. Primo inſtruebantur Epiſcopi partes contendentes exhortari tam in genere quam in ſpecie ad pacem & concordiam per omnia media poſſibilia. Secundo eis committebatur pacis & concordiæ præfatæ ſpecialis profecutio facto & opere. Tertio eis dabatur facultas ſingula bene geſta interpretandi, toborandi, ac pœnis & cenſuris validandi, dicebatque quod ex harum inſtructionum directione, quarum fieri potuit, eis commiſſa fideliter peregerunt: ipſaque geſta per eos ſecundum ordinem inſtructionum ſuarum, ſpecificè & articulatim recitavit: Primo juxta primam partem earum declaravit, qualiter poſt adventum partium in Civitate Atrebatenſi coram Illuſtriſſimo Domino Burgundiæ propoſuit ſolemniter Dominus Nicolaus de Polonia, perſuadendo ſibi pacem & concordiam. Deinde ad idem coram Ambaſſiatoribus Chriſtianiſſimi Domini Regis Franciæ Dominus Epiſcopus Albenganenſis: poſtremo Dominus Vexionenſis coram Ambaſſiatoribus Sereniſſimi Domini Regis Angliæ, ipſos ad pacem mediis & viis poſſibilibus inducendo. Recitavit ulterius dictus Dominus Archidiaconus quomodo tractatum ipſius pacis & concordiæ ſpecialiter fuerunt profecuti. Juxta ſecundam partem ſuarum inſtructionum, aperiendo & declarando articulatim & ſucceſſivè omnes oblationes factas hinc inde inter Gallicos & Anglicos, quarum ultimæ finales, & in quibus partes ipſæ immutabiliter perſiſtebant, fuerunt hæ: pro parte Ambaſſiatorum Chriſtianiſſimi Regis Franciæ oblatum eſt Anglicis omne Dominium quod tenent & occupant in Ducatu Aquitaniæ, nec non totus Ducatus Normanniæ, modo & forma contentis in quadam litera ſigillis omnium dictorum Ambaſſiatorum ſigillata, & Illuſtriſſimo Domino Duci Burgundiæ tradita. Pro parte Anglicorum fuit oblatum Regi Chriſtianiſſimo Franciæ totum id quod tenet & poſſidet in Francia tam citra Ligerim quam ultra: hoc adjecto, quod terræ, dominia & oppida unius obedientiæ, incluſæ ſeu incluſa in Dominiis alterius obedientiæ, commutabuntur ad alias terras & alia oppida, ſita ſeu inclavata inter dominia alterius obedientiæ, ſecundum commodioſiorem uſum alterutrius partium. Item hoc mediante, offerebant matrimonium ſui Regis ſine alio onere dotis, etiam liberationem Domini Ducis Aurelianenſis mediante finantia competenti. Narravit poſtmodum, quod finaliter Legati & Oratores Sacri Concilii & ſedis Apoſtolicæ, dixerunt Dominis Ambaſſiatoribus Angliæ, attento quod Pater moderni Regis Franciæ Chriſtianiſſimi, avus, proavus, & alii ſui prædeceſſores, à tanto tempore, & per tantum tempus, cujus principii memoria non exiſtit, fuerunt in poſſeſſione quieta & pacifica Coronæ Franciæ, & tales habiti, ac etiam per Sacra Concilia generalia, ſummos pontifices, imperatores, & alios omnes principes orbis ſic nominati verbo & literis. Certe propterea eis videbatur, quod ipſius Regis oblationes erant rationabiles pro pace & concordia, & nullo modo per Anglicos refutandæ, ſed omnino acceptandæ. Et caſu quo eas non acceptarent, volebant adire præfatum Dominum Ducem Burgundiæ, ipſum exhortando, ut Regno Franciæ, quantum in eo erat, daret pacem & tranquillitatem, pacem cum Rege faciendo, prout etiam in mandatis haberent. Deinde dixit idem Dominus Archidiaconus, quod quia ipſi Domini Ambaſſiatores Angliæ receſſerant abſque concluſione vel acceptatione oblationum Gallicorum, quæ (ut ſupra) eiſdem Dominis Legatis rationabiles quamplurimum videbantur, adiverunt realiter præfatum Dominum Ducem Burgundiæ, ipſumque tam auctoritate Sacri Concilii, quam Sanctiſſimi

ANS de J. C. 1435.

tissimi Dómini nostri Papæ exhortati sunt, & requisierunt omnibus melioribus modis & viis quibus potuerunt, ad hujusmodi pacem & concordiam cum Christianissimo Domino Rege Franciæ, de qua dnmo ipse Dominus Dux & sui progenitores traxerunt originem, inicndam & faciendam. Tandem datis & oblatis per Dominos Ambassiatores Domini Francorum Regis certis oblationibus, quæ justæ & rationabiles videbantur, dicto Domino Duci Burgundiæ pro suo interesse, ipse Dominus Dux volens parere exhortationibus, requisitionibus, imo veriùs mandatis Sacri Concilii & Sanctissimi Domini nostri Papæ, declarato prius per præfatos Dominos Legatos & Ambassiatores, auctoritate qua supra, quod licitè & sine nota seu jactura honoris ipsius Domini Ducis præfatus Illustrissimus Dominus Dux, non obstantibus prætensis conventionibus, per eundem Dominum Ducem, alias divæ memoriæ progenitori moderni Regis Angliæ, & Regi Angliæ moderno initis & factis, potcrat & debebat pacem & concordiam cum Rege Franciæ facere & inire. Respondit se velle parere & obedire. De qua quidem declaratione & aliis præmissis prælibati Domini Legati & Ambassiatores, auctoritate qua supra, literas opportunas eorum sigillis sigillatas præfato Illustrissimo Domino Duci illas postulanti dederunt & obtulerunt. Qua quidem relatione sic (ut præfertur) facta, præfati Domini Legatus & Ambassiatores per organum ipsius Domini Archidiaconi petierunt & requisierunt à Sacro Concilio, quatenus dignaretur omnia acta & gesta per eos circa hujusmodi tractatum pacis habere rata & grata, ac illa approbare defectusque, si in hujusmodi tractatu interveniissent, supplere. Hoc idem venerabilis Viri Magistri Aimarus de Rousillione, Hugo Barardi, & Banholomæus de Fraxino, promotores Sacri Concilii, nomine promotorio ejusdem petierunt & requisierunt, & quilibet eorum petiit & requisivit. Super quo per Sacrum Concilium & Dominos & Patres ipsius Sacri Concilii, nemine discrepante, responsum extitit per verbum, Placet. Quibus sic actis, reverendissimus Pater Dominus Cardinalis Legatus & præsidens nomine & auctoritate Sacri Concilii, de hujusmodi Sanctissima pace inter præfatos Dominos Regem Franciæ & Ducem Burgundiæ reformata, dedit laudes Sanctissimæ Trinitati, regratiando Sanctissimo Domino nostro summo pontifici, præfatis Dominis Legatis & Ambassiatoribus, de laboribus per eos in hujusmodi sancto negotio assumptis, exhortatusque est Dominos de Sacro Concilio, ut hujusmodi paci generali velint operam dare usque ad consummationem ejusdem. Adjiciens contra detrahentes Sacro Concilio, quod si Concilium durasset per viginti annos, & non fuisset aliud agitatum, nisi de illa benedicta pace Franciæ, adhuc non deberent Sacrum Concilium diffamare, imo illud laudare & benedicere. De & super quibus omnibus singulis præmissis præfati Domini promotores, nomine promotorio, quo supra, petierunt, & quilibet eorum petiit à nobis Notariis Publicis & dicti Sacri Concilii scribis infrascriptis, sibi & omnibus quorum interest fieri atque tradi unum, vel plura, publicum & publica, instrumentum & instrumenta. Acta fuerunt hæc Basileæ in dicta generali congregatione, sub anno, indictione, die, mense & pontificatu quibus supra, præsentibus ibidem venerabilibus & circumspectis Viris Dominis & Magistris Joannis Pulcripatris, Dionysio Sambrenays, Radulpho de Porta, in sacra pagina Doctoribus, & Guidone de Vercellis Magistro in artibus Parisiensi, una cum pluribus aliis testibus ad præmissa adstantibus.

CCCXCVII.

ANS de J. C. 1436.

Contract de Mariage entre Madame YOLAND DE FRANCE, *Fille de Charles VII. Roi de France, avec le Prince* AMÉ DE SAVOYE, *qui fut depuis Duc, dit* Amé IX. *A Tours, le* 16. *Août* 1436. Frederie Leonard. Tom. I. pag. 451. *&* S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye Preuves. pag. 416.

FRANCE ET SAVOYE.

(a) On a suivi l'Edition de Leonard parce qu'elle est moins fautive, quoi que l'on s'y soit donné la liberté d'y changer le langage & l'orthographe, ce qui n'est pas nécessaire dans ces vieilles piéces.

(a) AU nom de Dieu le Pere, du Fils, & du Benoist Saint Esprit, Amen. Par ce public instrument à tous presens & à venir apparoisse évidemment, que aujourdui personnellement, & spécialement étant commis & constituez pour faire & accomplir les choses ci aprés écrites és presences des Seigneurs temoins, & nous Notaires & Secretaires dessous écrits; c'est à savoir, Tres-Chrestien, tres-excellent & triomphant Roi de France, Charles VII. de ce nom, d'une part; & Reverends Peres en Dieu les Evêques de Geneve & (b) de Valais; & aussi spectables, Nobles, & Puissans Seigneurs, Messeigneurs Jean de Seyssel, Seigneur de Barat, Maréchal de Savoie; Amé de Challand, Seigneur de Varoy; Jean du Saix, Seigneur de Bannens; Jâques Criol, Chevalier, Docteur en Loix & en Decret; & Guillaume Rigaud, Maître-d'hôtel; Conseillers, Ambassadeurs, & Procureurs de tres-excellent & puissant Prince, Monseigneur (c) AMÉ, Duc de Savoie, de Chablais, & d'Aouste, Prince Marquis en Italie; Comte de Piémont, de Genevois, de Valentinois, & de Dios, ainsi que plus pleinement apert par les Lettres patentes données à Ripaille, le quatrieme jour du mois de Juillet dernierement passé, faites & signées par la main de François Fevre Secrettaire, & scellées en cire vermeille au scel pendant de Monditseigneur le Duc de Savoie, en deû & grand honneur ont dit & exposé audit tres-excellent Roi, que Monditseigneur le Duc de Savoie attendu la grande proximité de lignage, & autres amitiez & bienveillances, par lesquelles lui & Messeigneurs ses predecesseurs de tres-bonne memoire ont été & sont liez & conjoints avec ledit tres-excellent Roi, & ses tres-nobles & dignes predecesseurs; aussi que ses Terres & Seigneuries de Savoie, & autres sont prochaines & contigües sans moien du Roïaume de France, & Pais du Dausiné. Lesquelles proximité de lignage, amitié & bienveillance, ledit Seigneur Duc est toûjours desirant d'entretenir, affermir & continuer, & encore plus approcher à ce que ses Seigneuries, Pais, & sujets, soient & demeurent en bonne Paix, concorde, & union avec le Roi, ses Roïaume, Pais, & sujets, ainsi qu'ils ont toûjours accoûtumé; iceux Seigneurs Ambassadeurs & Procureurs mondit Sieur de Savoie avoit envoié pardevers ledit tres-excellent Roi, expressément & spécialement pour le requerir, pratiquer; & entendre, s'il étoit de son bon plaisir de faire & contraire mariage entre tres-noble Madame YOLAND DE FRANCE sa fille; & moult Noble Amé Monsieur de Savoie, aîné-fils de haut & puissant Monsieur Louis de Savoie, Prince de Piémont, fils-aîné, & Lieutenant General dudit trés-excellent & puissant Prince mondit Seigneur de Savoie, ainsi que paravant avoit été parlé entre aucuns Seigneurs, parens & amis de mesdits Seigneurs de Savoie & Prince, avec aucuns autres Parens & Serviteurs dudit tres-excellent Roi. De laquelle chose ledit tres-excellent Roi, pour la singuliere amour & dilection qu'il a, & sesdits predecesseurs de mouls long-tems ont eû à mondit Sieur de Savoie & son Hôtel, lesquelles pareillement desire continuer, & toûjours entretenir, & par plus grande proxi-

(b) Communément de l'Evêque de Sion.

(c) Amé ou Amedée VIII. qui s'étant démis de ses Etats se fit élire Pape par le Concile de Bâle en 1439. Remarquez qu'en 1436. Amé n'étoit plus Duc de Savoie, mais simple religieux Hermite; & que par conséquent il ne lui appartenoit point d'envoïer des Ambassadeurs pour traiter le mariage du Prince Amé, son petit Fils dont le Pere étoit alors en pleine & paisible possession des Etats de Savoye.

ANS de J. C. 1436.

proximité de ſang & lignage encore plus affermir, pour les cauſes deſſuſdites, & pluſieurs autres juſtes & raiſonnables, par l'avis & deliberation d'aucuns des Seigneurs de ſon ſang, & autres de ſon Conſeil, a voulu, veut & conſent ledit mariage etre fait, promis, traité, & convenancé par & ſous les convenances, promeſſes, & pactions faites, paſſées, accordées, & conſenties entre lui en ſa perſonne, d'une part, pour lui & ladite Madame Yoland ſa fille, & leſdits Ambaſſadeurs & Procureurs, aians à ce pouvoir & procuration ſpeciale pour leſdits Seigneurs Duc de Savoie, aieul; & Prince, Pere d'icelui Monſieur Amé, pour eux, & pour lui, d'autre part, en la maniere qui s'enſuit.

Premierement, que ledit tres-excellent Roi, pour ſoi, ſes hoirs, & ſucceſſeurs, a promis & promet, qu'il ſera & pourchaſſera à tout ſon loial pouvoir, que être parvenus leſdits Amé Monſieur, & Madame Yoland ſa fille, en âge legitime, que ladite Dame prendra par paroles de preſent ledit Amé Monſieur pour ſon mari & loial époux, ſi Dieu & Sainte Egliſe s'y accordent. Et pareillement les deſſus nommez Seigneurs, Ambaſſadeurs & Procureurs au nom deſſus ont promis & promettent, que meſdits Seigneurs les Duc & Prince ſon fils, Pere dudit Monſieur Amé, feront & pourchaſſeront à tout leur loial pouvoir, que ledit Amé Monſieur prendra à femme madite Dame Yoland étant en âge legitime, ſi Dieu & Sainte Egliſe s'y accordent; obtenue auſſi ſur ce premierement, ſi meſtier eſt, diſpenſation de nôtre Saint Pere le Pape, laquelle mondit Sieur de Savoie pourchaſſera d'avoir à ſes dépens; & pour ce que plutôt & convenablement elle ſe puiſſe avoir, le Roi affectueuſement en écrira à nôtredit Saint Pere le Pape, & à tous autres, à qui il ſemblera être expedient & neceſſaire.

Et pour contemplation dudit mariage, le Roi deſſuſdit donne & conſtitue audit Amé Monſieur en mariage de madite Dame Yoland ſa fille, pour, en nom & à cauſe de dot, pour le droit, partage, & portion qu'elle pouroit avoir és biens paternels & maternels, c'eſt à ſavoir, la ſomme de cent mille écus de bon or & de poids, aians cours à preſent audit Roiaume de France, à raiſon de ſoixante-dix au marc pour une fois, à paier audit Amé Monſieur, & aux ſiens, qu'il apartiendra par raiſon, où à ſes deputez, és termes & lieux qui s'enſuivent.

C'eſt à ſavoir, en la Ville de Montluel au Pais de mondit Sieur le Duc de Savoie, à la ſolennifation dudit mariage, laquelle au plaiſir de Dieu ſe fera, leſd. Seigneur & Dame, comme dit eſt, parvenus en âge legitime, trente mille écus d'or & de poids, à la valeur, & raiſon que deſſus; les autres ſoixante mille écus ſeront paiez par le Roi & les ſiens audit Amé Monſieur, & aux ſiens, eſquels il apartiendra par raiſon audit lieu de Montluel, & à tel jour que ladite ſolennifation ſera faite dedans quatre ans aprés & continuellement enſuivans l'an revolu de ladite ſolennifation, c'eſt à ſavoir chacune des trois années vint-mille écus, & la quarte année aprés enſuivant pour plein paiement de ladite ſomme dotale, les autres dix mille écus d'or, à la valeur & raiſon que deſſus.

Et pour ce qu'apreſent ladite Dame Yoland convenablement ne ſe peut enjoüaillet ni vêtir, comme il apartiendroit ſi elle étoit d'âge, ledit tres-excellent Roi & les ſiens, à ladite ſolennifation, ſont & ſeront tenus de l'enjoüailler, vêtir, & garnir honorablement, ainſi qu'a une telle Dame apartiendra.

Et pareillement leſdits Seigneurs, Ambaſſadeurs & Procureurs au nom que deſſus, pour cauſe & contemplation dudit mariage, au cas que ledit Amé Monſieur iroit de vie à trépaſſement avant madite Dame Yoland ſa femme, le mariage d'eux contrait par paroles de preſent, & ſolennifé en âge legitime & conſommé; en celui cas, & non autrement donnent & conſtituiſſent à madite Dame Yoland pour cauſe de ſon doüaire, pour tenir ſon état & à ſa vie tant ſeulement, la ſomme de dix mille écus d'or ſemblables & de relle valeur que deſſus, de revenu par chacun an, par telle condition & maniere, que madite Dame Yoland ne prendra ni recevra à cauſe dudit doüaire, le cas avenant, tant que meſdits Seigneurs les Duc & Prince vivront, ou l'un d'eux, fors tant ſeulement huit mille écus de revenu par an, à la valeur que deſſus. Et eux allez de vie à trépaſſement, au cas qu'elle ſurvivroit, prendra & recevra entierement leſdits dix mille écus; leſquels au cas que deſſus lui ſeront aſſis & aſſignez en Terres, Villes, Places, & Seigneuries honorables pour ſa demeurance, & autrement aſſiſes deçà les monts, au plus prés l'un de l'autre, que bonnement faire ſe poura, qui ſeront deſignées avant la ſolennifation dudit mariage; tellement que icelle Madame Yoland ait & puiſſe avoir chacun an deſdites Terres & Seigneuries pour le moins ladite ſomme de huit mille ou dix mille écus és cas deſſudits, pourvû que madite Dame Yoland les Châteaux, & autres édifices, qui pour ce lui ſeront baillez, ſera touſter de couverture, & les maintenir & reparer en égal & bon état, que à elle ſeront delivrez, & en tel cas a été accoûtumé de faire; ſauf toûjours à mondit Sieur le Duc, & ſon heritier principal ſur leſdites choſes, la ſouveraineté & reſſort.

Item. A été convenu & accordé entre leſdites parties, au cas que ledit Amé Monſieur iroit de vie à trépaſſement, ladite Madame Yoland ſurvivant, ou que autrement reſtitution de dot auroit lieu, mondit Sieur le Duc, ou ſon heritier & ſucceſſeur principal, ſera tenu de rendre & reſtituer à madite Dame Yoland, ou à ſes heritiers, leſdits cent mille écus donnez pour elle en mariage, ſi paiez avoient été; ou autrement ce que paié en ſeroit, à ſemblables termes qu'ils auront été paiez; & auſſi tous les joiaux & biens meubles apartenans à ladite Dame Yoland. Et pareillement, ſi elle alloit de vie à trépaſſement ſans enfans dudit mariage, & que reſtitution dudit dot autrement auroit lieu, ſera reſtituée ladite ſomme dotale, & biens meubles deſſuſdits à ſes heritiers, ou à ceux qui auront cauſe d'elle, eſdits termes, & par la forme & maniere que deſſus, commençant toutefois le premier paiement l'an revolu du jour dudit trépaſſement, ou de tel jour que le cas de reſtitution par autre maniere, que par mort, auroit lieu.

Item. A été convenu & accordé entre leſdites parties, s'il avenoit, ce que Dieu ne veüille, ledit Amé Monſieur aller de vie à trépaſſement, ſans avoir enfans mâles deſcendans de ſon propre corps, & de Madame Yoland ſa femme, & qu'ils n'euſſent qu'une fille ou pluſieurs, ledit Monſieur le Duc de Savoie, ou ſon heritier principal, ſera tenu de dûement maintenir l'état deſd. filles juſqu'à ce qu'elles ſeront mariées; & auſſi elles parvenues en âge legitime, de les marier honorablement ſelon leur état, & de leur donner, & conſtituer en mariage, c'eſt à ſavoir, à la premiere & aînée fille cent mille écus d'or pour une fois, à raiſon de ſoixante-dix pour marc, comme dit eſt; & à chacune des autres, ſi plus en y a, ſoixante mille écus pour une fois, ſemblables que deſſus, outre le droit qu'elles auroient en dot, & autres biens de leur Mere; ſauf toûjours la liberalité dudit Monſieur le Duc, ou de celui, qui lors ſera ſon principal heritier, ſi plus leur vouloit donner: leſquelles ſommes ſeront paiées par les termes, & ſelon la forme que aux contrats de mariages ſeront accordées; & en outre les veſtira & enjoüaillera ſelon ſon état & deſdites filles; & pourtant leſdites filles, & chacune d'icelles ſeront contenuës & excluſes de tous les biens paternels, & qui ſont & ſeront au tems à venir à meſdits Seigneurs les Duc & Prince, & à leurs heritiers & ſucceſſeurs quelconques, tant comme il aura mâle legitime vivant du nom de Savoie. Et s'il avenoit, que Dieu ne veüil-

ANS de J. C. 1436.

veuille, que tous les mâles legitimes, qui ſont & ſeront du nom de Savoie allaſſent de vie à trepaſſement ſans enfans mâles, un ou pluſieurs, tellement qu'il ne demeurât que filles legitimes du nom de Savoie; en celui cas, leſdits filles, les filles des filles deſcendans deſdits Madame Yoland & Amé Monditſieur, ſuccederont en leurs degrez, comme ſera de raiſon.

Item. A été convenu & accordé entre leſdites parties, que ledit tres-excellent Roi incontinant être accordé ledit mariage bailleta madite Dame Yoland pour la mener & conduire à l'hôtel de Monditſieur le Duc de Savoie, & la fera accompagner ſuffiſamment, comme il ſera de ſon bon plaiſir, juſques au lieu de Villefranche, à ſes dépens, & leſdirs Sieurs Ambaſſadeurs l'accompagneront aux dépens de Monditſieur de Savoie.

Item. Et s'il avenoit, ce que Dieu ne veuille, que ledit Amé Monſieur allât de vie à trepaſſement avant ledit mariage contrait par paroles de preſent, ou conſommé, & Monditſeigneur le Prince ſon pere eût autres enfans mâles d'âge convenable au regard de ladite Dame, que l'aîné deſdits enfans aura ladite Dame Yoland pour femme, & ſera ledit aîné fils principal heritier de Savoie, comme ſeroit Amé Monſieur, s'il vivoit. Et s'il avenoit, que madite Dame Yoland allât de vie à trepaſſement devant le mariage contrait par paroles de preſent, ou conſommé, & le Roi eût autre fille d'âge convenable au regard dudit Monſieur Amé, laquelle ne fût mariée ni promiſe ailleurs pour mariage, qu'il la donnera pour femme audit Amé Monſieur, & ſelon la forme & teneur des chapitres & convenances contenuës & écrites en ce preſent contrat, tant par l'une des parties comme l'autre.

Item. A été convenu & accordé entre leſdites parties, au cas que ledit Amé Monſieur iroit de vie à trepaſſement, avant que ledit mariage fût parfait & ſolennisé, & le Roi voulût, que madite-Dame Yoland ſa fille retournât à ſon hôtel; & par avanture Monditſieur le Prince n'avoit autre fils mâle d'âge convenable pour prendre à femme ladite Dame Yoland; en celui cas Meſdirsſeigneurs les Duc & Prince, & leurs heritiers ſeront tenus icelle Dame Yoland avec ſes biens liberalement & quitte de toutes proviſions, tant de mariage qu'autrement, rendre & baillet au Roi, ou à ſes deputez, & la faire conduire honorablement à leurs dépens juſqu'audit lieu de Villefranche, auquel elle leur ſera baillée.

Item. A été convenu & accordé entre leſdites parties, que ledit Monſeigneur le Duc de Savoie baillera audit Amé Monſieur en titre les Comtez de Maurienne deçà, & de Vercellois, delà les monts, dedans la prochaine feſte de Noël.

Item. A été convenu & accordé entre icelles parties, qu'au cas que Monditſieur le Prince allât de vie à trepaſſement avant Monditſieur le Duc ſon pere, que ledit Amé Monſieur, ou le premier mâle deſcendant de lui & de ſes enfans mâles de loial mariage, ſera heritier principal de Monditſieur le Duc de Savoie, & repreſentera comme heritier principal la perſonne de Monditſieur le Prince, ainſi & pareillement que ſeroit Monditſieur le Prince, s'il vivoit; jaçoit que Meſdirsſeigneurs les Duc & Prince aient & euſſent autres enfans, leſquels en icelui cas ſeront apanagez & portionnez chacun ſelon ſon état & devoir.

Item. Semblablement a été convenu & accordé entre leſdites parties, qu'au cas que ledit Amé Monſieur iroit de vie à treſpaſſement, ſurvivant Meſdirsſeigneurs les Ducs & Prince, ou l'un d'eux, & auroit enfans mâles, un ou pluſieurs de ſon propre corps, & de loial mariage, de madite Dame Yoland; en ce cas ſon premier fils, & les autres deſcendans mâles de lui, chacun en ſon ordre, auront tel & ſemblable droit, & ſeront heritiers des Meſdirsſeigneurs les Duc & Prince, par la forme & maniere que fût & ſeroit ledit Amé Monſieur, s'il étoit en vie; pourvû que le premier mâle ſoit toûjours principal heritier de Savoie.

ANS de J. C. 1436.

Item. Ont convenu & accordé leſdits Seigneurs Ambaſſadeurs & Procureurs, que Meſdits Seigneurs les Duc & Prince ratifieront & promettront toutes les choſes deſſuſdites, avant que madite Dame Yoland ſoit miſe hors du Roiaume de France; leſquelles pactions & convenances entre leſdites parties, ainſi faites & accordées en la preſence des Seigneurs témoins, & de nous Secretaires & Notaires deſſous écrits, recevans & ſtipulans comme deſſus, ledit tres-excellent Roi en parole de Roi a promis & juré pour ſoi, ſes hoirs, & ſucceſſeurs quelconques, par ſon loial ſerment ſur les Saints Evangiles de Dieu manuellement touchez, & en outre par la foi & ſerment de ſon corps, & ſur l'obligation de tous ſes biens meubles & immeubles, preſens & à venir quelque part qu'ils ſoient, avoir, tenir, obſerver, & faire obſerver par ſeſdits hoirs & ſucceſſeurs, fermes, ſtables, & agreables perpetuellement, & de non jamais par lui, ou autre interpoſée perſonne, faire, venir, ni ſouffrir être fait aucunement au contraire, directement ou par indirect, publiquement ou autrement, par quelque couleur ou occaſion que ce ſoit; & pareillement leſdits Seigneurs Ambaſſadeurs au nom que deſſus ont promis & juré, que Meſdits Seigneurs les Duc & Prince tiendront, obſerveront, & feront pleinement tenir & obſerver toutes les choſes deſſuſdites; & en outre les ratifieront & aprouveront iceux Meſſeigneurs les Duc & Prince, & feront, conſenturont, & promettront, de nouvel, ſi meſtier eſt, ainſi que par leſdits Seigneurs Ambaſſadeurs a été dit & convenu. Et au cas que leſdites parties, ou aucune d'icelles, ou les ſiens, ſeroient aucuns frais, miſſions, & dépens, ou ſouſtenuiſſent intereſts & dommages par les convenances, pactions, & promiſſions deſſuſdites non atendues, obſervées, & accomplies ainſi que deſſus, ont voulu & veulent par exprés, que la partie non attendant & non faiſant les choſes promiſes par elle comme deſſus, ſoit tenuë de rendre à l'autre, & reſtituer entierement leſdits dommages, intereſts, miſſions, & dépens, ſans contradiction ou dificulté quelconque.

Et à ce que toutes les choſes deſſuſdites plus valablement ſe puiſſent acomplir & obſerver, leſdites parties & chacune d'icelles, c'eſt à ſçavoir, ledit tres-excellent Roi, pour lui & les ſiens deſſuſdits; & leſdits Seigneurs Ambaſſadeurs & Procureurs au nom que deſſus, ont ſoumis, obligé, & hipotequé, & dés maintenant, ſpecialement & expreſſément ſoumettent, obligent, & hipotequent toutes les citez, villes, terres, châteaux, Domaines, Seigneuries, & generalement tous les autres biens, meubles & immeubles, preſens & à venir dudit tres-excellent Roi, & de Mondit Seigneur de Savoie; tellement que leſdites parties & chacune d'icelles, tant qu'il lui touche & peut apartenir, & les ſiens deſſuſdits, en puiſſent être contraints, comme il apartiendra, juſqu'à totale ſatisfaction & dûë obſervation de toutes les choſes deſſuſdites, nonobſtant quelconque droit & conſtitution, par leſquels l'on pouroit venir au contraire; renonçant leſdites parties & chacune d'icelles au nom que deſſus, ſur leurs ſermens, promiſſions, ſoumiſſions, & obligations avantdites, en la preſence des Seigneurs témoins, & de nous Notaires & Secretaires deſſous-écrits, ſtipulans & recevans comme deſſus, à toutes actions, deceptions, barat, griefs, erreurs, exceptions, reſcrits, privileges, apellations, ſuplications, diſpenſations de ſermens, cavillations, & à tout droit, canon & civil, ſubterfuges, coûtumes de païs, & generalement à tous autres droits, par leſquels pouroient objicter, dire, ou venir au contraire des choſes deſſuſdites, ou d'aucune d'icelles, & mêmement au droit diſant, la generale renonciation non valoir, ſi la ſpeciale ne precede.

Deſquelles choſes deſſuſdites, ledit tres-excellent Roi,

ANS de J. C. 1436. Roi, & leſdits Seigneurs Ambaſſadeurs au nom que deſſus, ont voulu, commandé & requis par nous Notaires & Secretaires deſſus écrits, être faits, au profit de chacune deſdites parties, un ou pluſieurs inſtrumens d'une même ſubſtance & teneur.

Fait & donné à Tours en Touraine en l'hôtel, où étoit logé ledit tres-excellent Roi, le ſeizieme jour d'Août, l'an de grace mille quatre-cens-trente-ſix, indiction quatorzieme. Preſens hauts & puiſſans Princes & Seigneurs, Meſſieurs, Charles d'Anjou, Comte de Mortaing; Louis de Bourbon, Comte de Vendôme & de Chartres, Grand-maître d'Hôtel de France; & tres-Reverends Peres en Dieu, Meſſeigneurs, (a) Renaud Archevêque de Reims, Chancelier de France; Denis, Archevêque de Touloufe; Robert, Evêque de Maguelonne; Thibant, Evêque de Maillezais; le Comte de Tancarville; Chriſtofe d'Aricourt, Seigneur d'Aurex; Jean, Bâtard d'Orleans; le Comte de Perigord; Jean, Seigneur de Granville, Maître des Arbaleſtriers de France; Raoul, Seigneur de Gaucourt, Gouverneur du Dauſiné; les Seigneurs de Bueil, & de Chaumont; Meſſire Robert le Maçon, Seigneur de Treves; Theode, Comte de Valperguc, Senéchal de Lion; Meſſire Hugues de Noyers, Maître d'Hôtel; Maître Geoffroy Vaſſal, Archidiacre d'Albe; & Maître Jean Putard, Conſeillers du Roi têmoins à ce preſens & apellez. Et moi Jean Courtinelles, Notaire & Secretaire du Roi pour têmoin des choſes deſſus écrites, ai du commandement du Roi nôtredit Seigneur, mis mon ſeing manuel à ces preſentes, ſigné *Courtinelles*; & moi Antoine Bolomier de Poneiens du Dioceſe de Lion, Notaire public, & Secretaire de meſdits tres-redoutez Seigneurs les Duc & Prince en toutes les choſes deſſuſdites, avec leſdits Seigneurs têmoins, ai été preſent, & d'icelles avec ledit Maitre Jean requis en ai reçû ce preſent inſtrument, lequel ai fait écrire par Pierre Martin des Croſes, Notaire public, & ſouſcrit de ma propre main, & ſigné de mon grand ſeing accoûtumé, en têmoin de verité de toutes les choſes deſſus écrites.

(a) Renaud de Chartres, qui fut créé Cardinal par Eugene IV. en 1439.

CCCXCVIII.

ANS de J. C. 1437. EGMOND. *Traité & Accord entre l'*ABBE' *& le* SEIGNEUR TEMPOREL *de la Ville d'*EGMOND *conclu par Philippe le bon Duc de Bourgogne, ſelon la commiſſion, qu'il en avoit reçue du Pape Eugéne IV. fait le 24. Septembre*, 1437. Aubert le Mire, Donationum Belgicarum, Tom. I. Cap. CXXXVI. pag. 292.

EUOENIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei... Sanè pro parte dilectorum filiorum ABBATIS & Conventus monaſterii S. Adalberti, loci ad Romanum Eccleſiam nullo medio pertinentis, ordinis S. Benedicti, ac nobilis viri JOANNIS DE EGMUNDA, militis Trajectenſis dioceſis, nobis nuper exhibita petitio continebat, quòd olim ipſi frequenti libramine recenſentes, quòd inter Abbatem & Conventum prædictos, ac ſuos inibi prædeceſſores ex una, nec non militem præfatum & ejus progenitores ex altera partibus, ſuper DOMINIO TEMPORALI ac territorio dicti loci, nec non quibuſdam aliis terris, bonis, libertatibus, ſuperioritatibus, ſubjectionibus, ſervitutibus, junibus atque rebus, & illorum occaſione, multis annorum curriculis, graviſſimæ diſſenſiones & diſcordiæ viguerunt; & propterea partes ipſæ, dictumque monaſterium (quòd à dilecti filii nobilis viri Philippi Ducis Burgundiæ progenitoribus, Hollandiæ Comitibus, ſolemniter dotatum fuerat) damna plurima pertulerant, & niſi deſuper celeris acceptaretur via proviſionis, ipſum monaſterium magnæ deſolationis periculo ſubjaceret.

ANS de J. C. 1437.

Ac cupientes Abbas & Conventus, nec non miles, prædicti, diſſenſionibus & diſcordiis ejuſmodi finem quantotiùs imponi, ſuper præmiſſis omnibus in eumdem Ducem, ſub certa forma compromittere curarunt, ei per ſe vel alium deſuper, ubicumque locorum, de alto & baſſo, nec non in toto & parte ſtando vel ſedendo, etiam juris ordine prætermiſſo, ſententiandi, arbitrandi, & laudandi concedentes poteſtatem...

Poſtmodum verò prædictus Dux, ipſo compromiſſo in ſe ſpoote ſuſcepto, arbitralem ſuper his, in earumdem tunc præſentia partium, ſententiam promulgavit: quam Abbas Conventus & miles, prædicti, ſuis binc inde ſigillis appenſis, efficaciter approbarunt, ut in utilitatem dicti monaſterii cedere dignoſcitur evidentem.

Quare pro parte Abbatis & Conventus ac militis eorumdem nobis ſuit humiliter ſupplicatum, ut ejuſmodi ſententiæ, pro illius ſubſiſtentia firmiore, robur Apoſtolicæ confirmationis adjicere, & aliàs ſuper his oportunè providere de benignitate Apoſtolica dignaremur. Nos igitur.....

Datum Ferrariæ anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo triceſimo ſeptimo, XV. Kalendas Aprilis, pontificatus noſtri anno octavo.

Philippi Boni Burg. Ducis ſententia.

Philippus Dei gratia Dux Burgundiæ.... notum facimus univerſis, quòd multis annis diſcordia & inimicitiæ fuerunt inter R. in Chriſto Patrem Abbatem, & Conventum Egmondenſem ex una parte, & Dominum Egmondenſem, & ſuos vicinos Egmondenſes ex altera parte. Tandem ad hoc deductum eſt, quòd dictæ partes venerunt Hagam Comitis, in Cameram Concilii, in præſentia fidelis noſtri Domini de Santes, & aliorum Conſiliariorum Hollandiæ, & integraliter ſubmiſerunt ſe nobis & Conſiliariis noſtris, ſeu in abſentia noſtra, fideli noſtro Domino de Santes, cum prædictis noſtris Conſiliariis.....

De qua compromiſſione confectæ ſunt litteræ ſigillatæ ex utraque parte: & per dictum Dominum de Santes, & alios noſtros Conſiliarios, omnes cauſſæ benè fuerunt perſpectæ & viſitatæ, & partes ad longum auditæ: & eorum arbitratio eſt talis.

In primis quòd Dominus Egmondenſis bonaſua & Dominium ſuum de Egmonda in feudum accipiet à monaſterio Egmondenſi in omni forma ſua, ſicut à Comitatu noſtro Hollandienſi obtinuit, ſecundùm tenorem ſuarum litterarum, cum Advocatia ejuſdem monaſterii, ſcilicet quòd ipſe defenſor & protector erit, ſecundùm ſuam poſſibilitatem, in omnibus, in quibus requiſitus fuerit, & non aliter. Et ideirco pro augmentatione ſui feudi tenebit & habebit à jam dicto monaſterio in feudum miniſteria curruum in *Rynegom*, & omnia alia miniſteria, quæ villani de Rynegom monaſterio ſæpè dicto exhibere conſueverunt.... & in recompenſam Dominus Egmondenſis reſignabit monaſterio decimas in Hilligom.... In Eccleſia parochiali Abbas & Conventus de oullis rebus habebunt ſe intromittere, excepta collatione...

Et quia volumus hoc noſtrum arbitrium in omnibus articulis obſervari, ideo in hujus rei teſtimonium ſigillum noſtrum appendimus, & nos Wilhelmus de Mathenes Dei gratia Abbas, Prior & omnes Conventuales monaſterii Egmondenſis ex una parte, & nos Joannes Dominus de Egmonda, pro me & vicinis noſtris de Egmonda ex altera parte, volentes illud arbitrium in omnibus ſuis articulis, pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, in perpetuum obſervari, ideo in hujus rei teſtimonium, ſigilla noſtra appendimus, die 24. Septembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo triceſimo ſeptimo.

ANS de J. C. 1437. Per Dominum & Ducem noſtrum, in præſentia Guidonis Domini de Anthinie, Cancellarii Epiſcopi Ultrajectenſis, Magiſtri Joannis Bont, Cancellarii Brabantiæ, Magiſtri Philippi de Morviller, Domini de Santes, Præſidis Hollandiæ, Domini de Trieu-ceux, Magiſtri Wilhelmi Bont, Magiſtri Petri de Renes, Doctorum, Magiſtri Henrici Utenhout, Magiſtri Bartholomæi Alatruye, & aliorum plurimorum de Conſilio.

CCCXCIX.

ANS de J. C. 1438. FRANCE ET BOURGOGNE *Contract de Mariage entre* CHARLES *Comte de Charolois, fils de Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, avec Madame* CATERINE DE FRANCE, *fille de Charles VII. Roi de France & de Marie d'Anjou, fait à Blois le* 30. *Septembre, & ratifié à Tours le treizieme Octobre* 1438. Freder. Leonard. Tom. I. pag. 31.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France. Savoir faiſons à tous preſens & à venir, nôtre tres-cher & tres-amé frere & Couſin Phelipe Duc de Bourgogne, & nôtre tres-chere & tres-amée ſœur & Couſine la Ducheſſe de Bourgogne, ſa compagne, nous avoir fait remontrer que jaçoit ce que icelui nôtre frere & couſin; ſoit iſſu & deſcendu en droite ligne de oôtre Hôtel & Maiſon Roiale de France, & par ce ſoit tres-grandement conjoint & allié à Nous, & à nôtre Roïaume; neanmoins pour le tres-grand deſir, & affection qu'ils ont de toûjours continuer, entretenir, & accroître les grandes amitiez, & conjonctions deſſuſdites, & de icelles plus affermir & rapprocher par nouvelles affinitez & lien de Mariage, ils nous ont fait requerir par nôtre tres-cher & tres-amé Couſin le Duc de Bourbon, & en ſa compagnie Jâques Seigneur de Crevecœur, Chevalier, Chambellan; Maître Etienne Armenier, Preſident des Parlemens des Païs de Bourgogne; & Maître Phelipe de Nanterre, Maître des Requêtes de l'Hôtel, Conſeillers & Ambaſſadeurs de oôtredit frere & couſin, pour ce expreſſement de par lui envoiez pardevers nous, qu'il nous plût donner & accorder par Mariage nôtre tres-chere & tres-amée fille CATHERINE, à nôtre tres-cher & amé Couſin Charles, Comte de Charolois, ſeul fils & heritier de noſdits frere & ſœur de Bourgogne. Nous, conſiderant la ſinguliere amour, & entiere affection, que noſdits frere & ſœur ont à nous, pour toûjours eſtre & demeurer joints, unis, & alliez avec nous, auſſi les tres-hautes, nobles & puiſſantes Terres, & Seigneuries que nôtredit frere & couſin tient, tant en nôtre Roïaume, que dehors és païs & marches voiſines de nôtredit Roïaume; parquoi peut à nous, & au bien de nôtre Roïaume, faire mains, & pluſieurs grans, hauts, & notables plaiſirs & ſervices, voulant lui complaire de tres-bon cœur en toutes choſes à nôtre pouvoir, avons tres-agreablement voulu, & conſenti ledit Mariage eſtre fait, & pour traiter & appointer les convenances à ce neceſſaires, avons commis & deputé nos tres-chers, & tres-amez frere & Couſin Charles d'Anjou, Comte du Maine & de Mortaing, frere de nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine; Charles, Comte d'Eu, Loys Comte de Vendoſme, & aucuns Prelats, & autres de nôtre Grand Conſeil, pour eſtre aſſemblez, & beſongner ſur ce avec nôtredit Couſin de Bourbon, & leſdits Ambaſſadeurs de noſdits frere & ſœur; leſquels nous ont exhibé & preſenté le pouvoir à eux ſur ce donné par noſdits frere & ſœur, duquel la teneur s'enſuit.

PHELIPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Limbourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, Zelande, & de Namur, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Friſe, de Salins, & de Malines: Et Yſabelle fille du Roi de Portugal, par la meſme grace Ducheſſe, Comteſſe, Marquiſe, & Dame des Païs deſſuſdits. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Savoir faiſons que pour la tres-grande, & ſinguliere affection que toûjours avons euë à la Maiſon de France, de laquelle Nous Duc de Bourgogne ſommes iſſu, & jaçoit ce que y ſoient tant unis & alliez que guere plus ne pouvons: toutes fois pour toûjours de plus en plus entretenir ladite alliance, amour & affection, que avons à Monſeigneur le Roi & à ſa Maiſon, & pour l'augmenter & accroître, nous faiſans forts en cete partie de nôtre tres-cher & tres-amé fils & ſeul heritier Charles, Comte de Charolois, Seigneur de Châtelbelin, & pour la grande & entiere confiance que avons en nos amez & feaux Conſeillers Meſſire Jâques, Seigneur de Crevecœur, Chevalier, Chambellan de nous Duc & de nôtredit fils; Maître Etienne Armenier, Preſident des Parlemens de nos Païs de Bourgogne; & Maître Phelippe de Nanterre, Maître des Requeſtes de nôtre Hôtel, iceux avons fait & faiſons par ces preſentes & chacun d'eux pour le tout, & meſmement je ladire Ducheſſe de l'autorité de moo tres-redouté Seigneur Monſieur le Duc deſſus nommé à moi donnée & octroiée en cete partie, & laquelle autorité j'ay agreablement reçûë, nos Ambaſſadeurs, Procureurs, & certains Meſſages eſpeciaux, pour de par nous au nom & nous faiſans forts de oôtredit fils le Comte de Charolois, comme dit eſt, demander & requerir à mondit Seigneur le Roi, & à Madame la Reine, Dame Caterine, fille de Monditſeigneur, pour être femme & éponſe d'icelui nôtre fils le Comte de Charolois, auſquels nos Ambaſſadeurs & Procureurs deſſus nommez, & à chacun d'eux, nous meſmement ladite Yſabelle, de l'autorité que deſſus, avons donné & donnons par ceſtes pouvoir, autorité, & mandement eſpecial d'icelle Dame Caterine, demander & requerir à femme & épouſe pour noſtredit fils le Comte de Charolois, d'icelui mariage traiter, pourparler, & conclure, de requerir, & demander le dot & mariage de ladite Dame, & icelui accepter tel, & ainſi que bon & expedient leur ſemblera; & auſſi offrir & conſentir de par Nous doüaire, ſoit coûtumier, ou convenance tel & ainſi qu'il leur ſemblera bon, avec toutes autres promeſſes, & convenances pertinentes au fait dudit mariage, & ſur ce paſſer, bailler, & accorder devant Notaires, Auditeurs roïaux, ou autres perſonnes publiques, pour & au nom de nous, les Lettres des Traité, promeſſes & convenances, ainſi que au cas appartiendra, & que bon & expedient leur ſemblera; & ſi métier eſt d'icelle Dame Caterine fiancer pour & au nom de noſtredit fils, par paroles de preſent, ou de futur, ſelon les eſtabliſſemens & Ordonnances de Sainte Egliſe: & generalement de faire par nos Ambaſſadeurs & Procureurs devant nommez, chacun d'eux tout ce que en fait de Traité & convenance de mariage entre Princes, compéte & appartient, & que en ce cas leur ſemblera eſtre neceſſaire, & expedient de faire. Prometant mêmement nous ladite Yſabelle, de l'autorité de Monditſeigneur, & chacun de nous, & nous faiſans fors de oôtredit fils le Comte de Charolois, comme dit eſt, loiaument, en boone foi, en parole de Prince & Princeſſe, & ſur l'obligation de tous nos biens, avoir & tenir ferme, eſtable, & agreable à toûjours, tout ce que par noſdits Ambaſſadeurs ſera fait, beſogné, traité, accordé, & conclu touchant le mariage deſſuſdit, & le faire agréer, conſentir, & accorder par noſtredit fils, ſans jamais aller, faire, ne ſouffrir aller au contraire ores ne au temps à venir en aucune maniere. En témoin de ce nous avons fait mettre nos ſceaux à ces preſentes. Donné en nôtre Ville de Bruxelles le 8. jour de Septembre l'an de grace 1438.

ANS de J. C. 1438.

Tous

ANS de J. C. 1438. Tous leſquels deſſus nommez, commis & deputez de par nous, & noſdits frere & ſœur, ſe ſont depuis par pluſieurs fois aſſemblez, & ont ſur le fait dudit mariage traité & pourparlé certains points & articles, leſquels ont eſté rapportez pardevers nous en nôtre Grand Conſeil, & iceux veûs & viſitez à grande & meure deliberation, avons accordé, voulons & accordons, & conſentons par ces preſentes ledit mariage eſtre fait & accompli par la forme & maniere, & ſelon les articles qui s'enſuivent.

Premierement, que tant pour nous, que Nous faiſans fort de nôtredite compagne la Reine, avons promis, juré, & enconvenancé, promettons, jurons, & enconvenançons par ces preſentes, de bonne foi & en parole de Roi, faire & procurer avec tout effet, que ladite Caterine nôtre fille venuë en âge de puberté, prendra à mari & époux nôtredit Couſin de Charolois, lui ſemblablement eſtre venu en âge de puberté. Et pareillement les Ambaſſadeurs deſſuſdits, tant pour nôtredit frere & Couſin le Duc de Bourgongne, que pour nôtredite ſœur & Couſine la Ducheſſe ſa compagne, & eux faiſans forts pour nôtredit Couſin de Charolois, l'ont juré & promis par vertu du pouvoir à eux donné: Pour lequel mariage faire & accomplir, & avant la ſolemniſation d'icelui ſeront obtenuës les diſpenſations à ce neceſſaires.

Item, pour le bon œuvre, & accroiſſement dudit mariage, avons prouis, & promettons comme deſſus, bailler, paier, & délivrer à noſdits frere & Couſin de Bourgogne ou de Charolois, realement & de fait, la ſomme de ſix-vint mille écus d'or, de la taille, poids, & aloy, que preſentement faiſons forger en nos Monnoyes, & ce pour le dot & mariage de ladite Caterine nôtre fille; & avec ce veſtirons & enjoyallerons, & ſerons tenus de veſtir & enjoyaller ladite Caterine nôtre fille, deuement & convenablement, de robes, joyaux, & eſtoremens, tels que à fille de Roi appartient, & comme accoûtumé eſt de faire en tel cas.

Item ſerons tenus, avons promis, & promettons de paier, faire, & enteriner les payemens de ladite ſomme de ſix-vint mille écus d'or; c'eſt à ſavoir, la moitié de ladite ſomme, qui eſt de ſoixante mille, au temps de la ſolemniſation dudit mariage; & l'autre moitié ſe payera dedans un an aprés la ſolemniſation dudit mariage, ou plûtoſt, ſi e'eſt nôtre plaiſance.

Item, pour ſeureté d'avoir les paiemens de ladite ſomme de ſix-vint mille écus, tels & en la maniere que dit eſt: & en défaut d'iceux paiemens, dés maintenant pour lors, & en faveur dudit mariage, avons traité, voulu, conſenti, & accordé, voulons, conſentons, & accordons par ces preſentes, que les Comtez Terres, & Seigneuries de Ponthieu, Montreüil, Crevecœur, Arlieux, & Mortagne, & leurs appartenances & dépendances, leſquelles nôtredit frere & Couſin de Bourgogne tient de preſent, avec pluſieurs autres Terres, par le Traité de la Paix faite derniérement à Arras, au rachapt de certaine ſomme d'or declarée és articles de ladite Paix, ſoient derechef pardeſſus, & d'abondant baillées, affectées, & chargées de & pour ladite ſomme de ſix-vint mille écus d'or, leſdits premiers tranſports & obligations dudit Traité d'Arras demeurant ſaufs & entiers, & ſans y rien innover ou prejudicier: pour laquelle ſomme de ſix-vint mille écus d'or deûs pour ledit dot de ladite Caterine nôtre fille, en outre & pardeſſus ladite charge du Traité d'Arras, voulons, conſentons, octroyons, & accordons par ces preſentes, que noſdits frere & Couſin de Bourgogne & de Charolois, ladite Caterine nôtre fille, & les hoirs qui yſtront dudit mariage, jouïſſent deſdites Terres & Seigneuries, appartenances & dépendances, & icelles tiennent & doivent tenir, poſſeder & exploiter en tous droits, & appartenances de Domaine, de Juſtice, & en Pairie, juſques au plein & entier paiement de ladite ſomme de ſix-vint mille écus, & tout ſans prejudice des droits & obligations, pour leſquels nôtredit frere & couſin de Bourgogne, tient de preſent icelles Terres, appartenances & dépendances, & ſans pour les fruits & jouïſſance deſſuſdits, rabatre ou deduire aucune choſe de ladite ſomme de ſix-vint mille écus par nous deûs, promis, & accordez pour ledit dot de ladite Caterine nôtre fille. ANS de J. C. 1438.

Item, ſeront tenus noſdits Frere & Couſin de Bourgogne, & de Charolois ſon fils, & chacun d'eux, de convertir & emploier la moitié de ladite ſomme de ſix-vint mille écus, c'eſt à ſavoir ſoixante-mille quand receuë l'auront, en achat de Seigneuries, Terres, & revenus, qui ſeront le propre heritage de ladite Caterine nôtre fille, & de ſes hoirs, par l'avis & conſeil de nous, ou de nos commis, & de ceux deſdits beaufrere & couſin de Bourgogne, & de Charolois. Et au regard des autres ſoixante-mille écus, noſdits frere & Couſin de Bourgogne, & de Charolois ſon fils, en pouront faire leur bon plaiſir & volonté.

Item, ſerons tenus, & avons promis & accordé, promettons & accordons par ces preſentes, de faire conduire & mener ladite Caterine noſtre fille honorablement, & comme à nôtre eſtat & au ſien appartient, & icelle rendre à nos frais & dépens en l'un des Pais & marches de Bourgogne, ou de Picardie; c'eſt à ſavoir en la Ville de Dijon, pour les marches de Bourgogne; & en la Ville d'Arras, pour les marches de Picardie, lequel d'iceux lieux plaira choiſir de élire à noſdits Frere & Couſin de Bourgogne, & de Charolois ſon fils, & ce quatre mois aprés que l'élection & choix de l'un deſdits lieux nous ſera ſignifiée, & que ſur ce en aurons eſté requis.

Item, eſt expreſſement traité & convenancé, & par leſdits Ambaſſadeurs deſdits beaufrere & couſin de Bourgogne, & de ladite Ducheſſe ſa compagne, & par vertu du pouvoir à eux donné, promis & accordé que noſdits frere & couſin de Bourgogne, & nôtredite ſœur & couſine ſa compagne, & ledit nôtre couſin de Charolois leur fils, ſi cas de doüaire advient qu'il ait lieu, doüairont, & feront tenus de doüer, & faire doüaire à ladite Catarine nôtre fille de ſix mille francs ou livres tournois de rente, à compter vint ſous tournois pour franc ou livre tournois, durant la vie de nôtredit frere & couſin de Bourgogne, & douze-mille francs ou livres tournois, telles que dit eſt aprés ſon trépas, ou de tel & ſemblable doüaire, dont par nôtredit frere & couſin fut doüée feuë nôtre tres chere & tres-amée ſœur Michelle de France, premiere femme & épouſe de nôtredit frere & couſin; & aurons nous & ladite Caterine nôtre fille, le choix quel doüaire voudrona élire; c'eſt à ſavoir où leſdits ſix-mille ou douze-mille és cas deſſuſdits, ou tel doüaire qui fut conſtitué à ladite feuë Michelle de France nôtre ſœur, & ſera ledit doüaire aſſis en nôtredit Roiaume; c'eſt à ſavoir és Païs de Bourgogne, & de Picardie, bien & convenablement ſelon la coûtume das Pais, en parties & Terres notables & prochaines l'une de l'autre, & avec forteresſes & places honorables, tant pour la demeure de ladite Caterine nôtre fille, que pour la garde & ſeureté d'elle, de ſes biens, & dudit doüaire, leſquelles places, forteresſes, & autres choſes à elle baillées pour ledit doüaire, ladite Caterioe nôtre fille ſera tenuë de maintenir en bon & convenable eſtat, comme doüairiere doit & eſt tenuë de faire.

Item, s'il avenoit, que Dieu ne veüille, que nôtredit couſin de Charolois alât de vie à trépaſſement avant la ſolemniſation dudit mariage, noſdits frere & couſin de Bourgogne, & nôtre ſœur & couſine la Ducheſſe ſa compagne, ſeront tenus de nous reſtituer la perſonne de ladite Caterine nôtre fille, franche, & ſans aucun lien de mariage, avec tous ſes meubles,

ANS de J. C.

ournemens, & eſtoremens de ſa perſonne, toutesfois que par nous requis en ſeront.

1438. Item, pour pourvoir aux promeſſes, pourparlez, & requiſes de nôtre part ſur la reſtitution de la perſonne de nôtredite fille, ſi nôtredit couſin de Charolois trépaſſoit aprés ledit mariage ſolemniſé, & auſſi que les enfans mâles qui viendront dudit mariage de nôtredite fille, & de nôtredit couſin de Charolois, & leur poſterité, viennent par repreſentation & autrement, aux ſucceſſions de noſdits frere & ſœur de Bourgogne, & de nôtredit couſin de Charolois, nonobſtant toutes Coûtumes au contraire. Sera par nous ou nos commis d'une part, & noſdits frere & couſin de Bourgogne & ſa compagne, ou leurs commis d'autre, aviſé de pourvoir ſur les ſucceſſions & cas avant dits, & d'y mettre & donner telle & ſi convenable proviſion qu'il appartiendra, & que l'on verra eſtre à faire au profit de nôtredit couſin de Charolois, & des hoirs mâles, qui yſtront dudit mariage de lui & de ladite Caterine nôtre fille, & ſur le tout y conclure & appointer ainſi que raiſonnablement faire ſe devra.

Toutes & ſingulieres leſquelles choſes deſſuſdites & écrites, & chacune d'icelles, nous, tant en nôtre nom que nous faiſant fort de nôtredite compagne la Reine, avons promis, accordé, & juré, promettons, accordons, & jurons en bonne foi & en parole de Roi, d'icelles faire procurer, enteriner, & accomplir entierement, & par effet garder, tenir, & obſerver à toûjours, ſans les corrompre ou enfreindre par nous ou par autre en maniere quelconque, en tout, ne en partie, pour quelconque couleur, cauſe, ou occaſion que ce ſoit. Et pour les choſes deſſuſdites, & chacune d'icelles garder, enteriner, & accomplir fermement & perpetuellement, comme dit eſt, avons obligé & obligeons par ces preſentes nous, nos ſucceſſeurs, & biens quelconques, & voulons y eſtre contraints par toutes voyes raiſonnables: & avec ce avons donné, & par ces mêmes preſentes donnons à nôtredite compagne la Reine, autorité, pouvoir, & commandement eſpecial, de paſſer & accorder, promettre, & convenancer toutes & ſingulieres les choſes avant dites, & en faire & bailler de tres bonnes & valables à ſeûreté perpetuelle, avec toutes clauſes à ce appartenans & neceſſaires. Et pareillement noſdits frere & ſœur de Bourgogne pour leur part, en tant que les peut & pourra toucher, conſentiront, approuveront, & ratifieront les choſes deſſuſdites, & les jureront, promettront & accorderont, & en donneront leurs lettres patentes, ſcellées de leurs ſceaux en forme deuë, leſquelles ils nous ſeront avoir dedans Pâques prochainement venant. Et afin que ce ſoit choſe ferme & eſtable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Blois le dernier jour du mois de Septembre l'an de grace 1438. & de nôtre Regne le ſeiziéme. Sur le repli, par le Roi en ſon Grand Conſeil, Malliere.

En 1454. le même Prince Charles épouſa en ſecondes nopces, Iſabelle de Bourbon, ou n'a point trouvé le Contrat, mais ſeulement la Diſpenſe du Pape qu'on trouvera ci-aprés.

C D.

ANS de J. C.

Traité de Harcourt fait entre les FRANCOIS *& les* ANGLOIS *par les Députez de Charles d'Anjou, Comte du Maine, pour le Duc Jean d'Alençon, & pour lui, d'une part; & les Députez du Comte de Dorſet, Gouverneur pour le Roi d'Angleterre és Pais d'Anjou & du Maine, de l'autre. Conclu le 20. de Decembre 1438. & ratifié le deuxieme de Janvier enſuivant.* Frederic Leonard. Tom. II pag. 457. 1438. FRANCE ET ANGLETERRE.

EMond, Comte de Dorſet, de Mortaing, & de Harcourt, Capitaine General, & Gouverneur pour Monſeigneur le Roi des Pais d'Anjou & du Maine, à vous hauts & puiſſans Seigneurs, Jean, vous diſant Duc d'Alençon; & Charles d'Anjou, vous diſant Comte du Maine; nos amez & feaux Conſeillers, Meſſire Richard Guethin, Chevalier; Thomas Gower, Ecuier, Commiſſaires de par nous en cette partie, nous ont raporté, que entre iceux Commiſſaires, & autres nos Commis en nôtre nom, d'une part; & Etienne du Pleſſis, dit Courcol, & Guiot du Coing, Ecuiers, & autres à ce Commis, pour vous, & autres Seigneurs de vôtre parti, d'autre part; a été fait & accordé certaines ordonnances & apointemens touchant le bien deſdits Pais d'Anjou & du Maine; & que pour icelles tenir & garder, ils ont accordé vous bailler, & envoier nos ſcellez & promeſſes, moiennant quoi vous devez bailler pareillement vos ſcellez & promeſſes à nous adreſſans. Pourquoi nous vous envoions ces preſentes de nôtre part, contenant leſdits apointemens & ordonnances, deſquelles la teneur s'enſuit.

Ordonnances & Apointemens faits & conclus pour le bien, utilité, & repopulement & entretenement du pauvre peuple des Pais d'Anjou & du Maine, entre Meſſire Richard Guethin, Chevalier, & Thomas Gower, Ecuier, Commiſſaires, & aians le pouvoir en cette partie de par haut & puiſſant Prince Monſieur le Comte de Dorſet, Gouverneur deſdits Pais, d'une part; & Etienne du Pleſſis, dit Courcol, & Guiot du Coing, Ecuiers, Commiſſaires & aians pouvoir en icelle partie, de par tres-haut & puiſſant Prince, Monſieur Charles d'Anjou, d'autre part; en la forme & maniere qui s'enſuit.

PRemierement, afin de repeupler & remparer pluſieurs paroiſſes deſdits pais à preſent inhabitées, & dont les habitans d'icelles par l'hoſtilité de la guerre, par famine, & autres neceſſitez, ſe ſont departis & allez, tant en un parti, qu'en l'autre; a été ordonné, conclu, & apointé, que tous ceux qui ainſi ſe ſeroient departis & retirez deſdites paroiſſes, en quelque lieu qu'ils ſoient allez, pouront retourner & revenir, ſeurement demeurer és paroiſſes dont ils ſont natifs, ou dont ils ſeroient departis depuis trois ou quatre ans en çà, ſoit en un parti, ou en l'autre, où ils ſeront reçûs ſans aprehenſion, & ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir autre ſeureté; par ainſi, que dedans trois jours aprés leur retour ainſi fait, ils ſeront tenus venir devers les Officiers du parti, où ils ſeront retournez, c'eſt à ſavoir au Mans, & à Sablé, renouveller leur ſerment; & en auront lettres, dont ils ne paieront ſinon deux ſols ſix deniers pour la peine & ſalaire

ANS de J. C. 1438. laine du Clerc & Greffier ſeulement. Et eſt ce entendu au regard des gens du pais, qui ne ſe feront entremis de fait de guerre, ni de trahiſon contre ceux du parti, dont ils ſeront defuis: & ſi à cauſe dudit departement aucun debat mouvoit, deux des plus prochains voiſins dignes de foi en ſeront crûs par ſerment.

Leſquels ainſi retournez ſeront quittes, francs, & exemts de paier aucuns apatis, tailles, & autres ſubſides quelconques à l'un parti, ni à l'autre, juſqu'au premier jour de Joillet prochain venant ſeulement. Toutefois, ſi aucuns demeurans de preſent en paroiſſes habitées, retournoient, ou alloient demeurer eſdites paroiſſes non habitées, ils, ou les Collecteurs pour eux, ſeront tenus porter leur taux pareil, comme ils faiſoient au quartier precedent eo la paroiſſe, dont ils ſeront partis, & à iceux paier pouront leſdits habitans ainſi departis être contraints par les deſſuſdits Collecteurs à l'ordonnance de juſtice. Et ſi aucuns deſdits defuis étoient & ſont tenus en aucuns reſtes du tems paſſé de tailles ou apatis, ils en ſeront francs & quittes à toujours.

Item. Que tous & chacuns les Châteaux, quels qu'ils ſoient, qui ſeront en un parti & en l'autre; & pareillement les fruits & heritages de ceux, qui droitement en ſont heritiers de ligne, ou qui les ont aquis d'iceux heritiers, chacun en ſon parti, c'eſt à ſavoir és paroiſſes apatiſſées, ne ſeront plus au tems à venir de nulle priſe, ou proie, mais ſeront en ſcureté eſdites paroiſſes, poſé ores qu'ils ſoient ou apartiennent à gens de guerre, Officiers, gens d'Egliſe, ou autres demeurans en Ville, ou Forteresſe, d'un parti ou d'autre. Et ſi autrement eſt fait ou atenté au contraire, les Sieurs du parti delinquant en ſeront tenus faire, ou faire faire promte & dûë reparation & reſtitution, eux, ou leurs Commis ſur ce requis & avertis.

Item. A été pareillement ordonné, conclu, & apointé, qu'une paroiſſe, tant de l'un parti, que de l'autre deſdits pais, ne ſera apatiſſée, ni contrainte à paier aucun apatis, ſinon à une ſeule Ville ou Forteresſe, à laquelle elle devra être par ordonnance; & ſi autrement eſt fait, ſera reparé promtement, ainſi qu'il eſt dit en l'article precedent.

Item. Et au regard des ſergens des petites Seigneuries, & autres gens du pais entremeteurs de petites recettes, a été ordonné & apointé, que tous tels ſergens, & autres tels Officiers, dont leurs recettes n'excederont ſoixante livres tournois, auront lettres & pouvoir par quartier, de ce faire pour un angelot d'or, & pour cinq ſols tournois pour le greffe. Et ceux, dont la recette n'excedera trente livres tournois, pour dix ſols tournois, & ledit greffe. Et n'eſt point ce entendu pour les Officiers, ni au regard des Seigneuries, dont paravant le jourdui l'on a accoûtumé à lever lettres, leſquelles paieront ainſi qu'ils ont accoûtumé au tems paſſé.

Item. Et au regard du rabaiſſement des apatis, a été ordonné & apointé, que les paroiſſes, tant d'un parti, que d'autre, demeureront au taux, en la maniere que par leſdits Commiſſaires d'apreſent à été ordonné, ſans être cruës ni hauſſées, juſqu'audit premier jour de Juillet prochain venant; & ſi aprés ledit jour paſſé, aucun hauſſement, ou rabaiſſement, eſt fait de la partie de mondit Sieur de Dorſet ſur les paroiſſes apatiſſées, & Villes de ſa charge; ceux de la part de mondit Sieur Charles, & autres de ſon parti, ne pouront exceder, ni lever plus grand hauſſement d'apatis ſur les autres paroiſſes dudit Comté, ſinon à Pâques pareille ſomme, que mondit Sieur de Dorſet levera ſur ſondit apatis, & auſſi faire pareil rabaiſſement qu'il ſeroit.

Item. A été ordonné & apointé, que chacun Collecteur de paroiſſe ne pourra ſoi entremettre de fait de priſonniers de guerre, ni de fait d'autre paroiſſe, que de la ſienne, ni auſſi d'autre choſe, ni être reçû à ſoi obliger pour autre cauſe que pour ſadite paroiſſe, ſi non qu'il ait prealablement expreſſe commiſſion ou procuration ſpeciale de ſa paroiſſe, pour ce faire: & ſi aucun prend autrement ſeureté, obligation, ou promeſſe de lui, elle ſera nulle, & de nulle valeur. ANS de J. C. 1438.

Item. A été ſemblablement ordonné & apointé, que ſi aucune paroiſſe apatiſſée defaut de faire ſon paiement dedans le tems à lui prefix & ordonné, elle ne poura être courüe que une fois ſeulement par chacun quartier; & ſi plus en eſt fait, il n'en ſera paié qu'une courſe, pour laquelle, ſi elle eſt faite par gens de guerre non aians ſauſconduit, ſera payé demi ſalut pour chacune lieuë; & ſi icelle courſe eſt faite par pages, il n'en ſera paié pour chacune paroiſſe pour toute courſe, que vint ſols tournois.

Item. A été ordonné, conclu, & apointé, que toutes gens d'Egliſe demeurans ſur leurs benefices, & leurs chapelains ſervans leſdits benefices, qui ſont entremetteurs de Conſeil de Sieurie, ni de fait de la guerre, non entrans en autre parti qu'au leur, ſinon ſous congé ou ſeureté; & auſſi femmes, de quelque état qu'elles ſoient, tant de Villes fortes, que dehors, ſinon celles qui ont été & ſont mariées à Sieurs portans bannieres; & ſemblablement leurs enfans mâles, nobles ou non nobles, de l'âge de deux ans, ou au deſſous, ne ſeront de nulle quelconque priſe; mais pouront aller & venir ſans aucune autre ſeureté, ſeurement & ſauvement, chacun en ſon parti: & ſi autrement étoit atenté au contraire, il ſera repa.é comme deſſus.

Item. Et auſſi a été ordonné & apointé, que s'il y a aucuns trangreſſeurs ou infracteurs deſdites ordonnances & apointemens; & afin d'iceux prendre & aprehender, & en faire punition ſelon l'exigence du cas, ſeront faits & donnez ſauſconduits d'un parti & d'autre, pour tel nombre de gens qui ſera aviſé, & que beſoin ſera, ſans rien paier. Et mêmement, pour mettre ſieges devant leſdits tranſgreſſeurs, qui ne voudront obeïr auſdites ordonnances, & aux frais & miſes qu'il conviendra, pour ce faire ſera contribué par l'un parti & par l'autre par moitié, ſi le cas y échet: & ſi ſur leſdits tranſgreſſeurs eſt fait ou trouvé aucune forfaiture & amende, ce qui ſera ainſi pris ſera premierement emploié eſdits frais, de quelque part que ce ſoit.

Item. A été ordonné & apointé, qu'icelles ordonnances & apointemens afin qu'elles ſoient notoirement tenuës & gardées, ſeront criées & publiées ſolennellement és Villes & Forteresſes prochaines des Frontieres. Et pour icelles garder & conſerver, ont été & ſont Commis de la partie de mondit Sieur le Comte de Dorſet, leſdits Meſſire Richard Guethin, Thomas Gower, & Thomas le Clere, Ecuiers: & de la partie de mondit Sieur Charles, Meſſire Olivier de Sechat, Chevalier; ledit Etienne du Pleſſis, dit Courcol; & Jean Beauvoilio, Ecuiers; leſquels & chacun d'eux de ſa part auront autorité & puiſſance de connoître & diſcuter des debats, qui pouront mouvoir à ladite cauſe, qui ſe determineront eſdits lieux du Mans & Sablé, par l'avis & deliberation des gens de conſeil étans illec pour chacune partie: Et pour ce faire & conduire, leſdits ſieurs d'un parti & d'autre ſeront tenus bailler & delivrer ſauſconduit en forme valable auſdits Commiſſaires de tems, ſans dificulté, ni rien paier.

Et pour ce que dit eſt, tenir, entretenir, & fermement accomplir, ſeront baillez de la partie de mondit Sieur le Comte de Dorſet ſon ſcellé & promeſſe pour tous ceux tenans ſon parti; & de la part de mondit Sieur Charles, les ſcellez de lui, & de Monſieur d'Alençon, eux faiſans forts pour tous ceux tenans leur parti; leſquels ſcellez ſeront baillez dedans le huitieme jour de Janvier prochain venant, & s'adreſſe-

ANS de J.C. 1438.

ront, c'eſt à ſavoir, ceux de mondit Sieur de Dorſet à mondit Sieur d'Alençon, & Charles d'Anjou; & ceux deſdits Sieurs d'Alençon & Charles d'Anjou, à mondit Sieur de Dorſet: & ſeront icelles ordonnances & apointemens en force & vertu juſqu'à deux ans prochains venans enſuivans le jourdui.

Et nous Richard Guethin, Chevalier; & Thomes Gower, Ecuier, deſſus nommez de nôtre part; & nous Etienne du Pleſſis, & Guion du Coing, Ecuiers, auſſi deſſus nommez de nôtre part; par vertu du pouvoir à nous commis & donné en icelle partie, ainſi que deſſus eſt dit, promettons chacun endroit ſoi, faire bailler & delivrer leſdits ſcellez en forme dûë & valable, pour entretenir les choſes deſſuſdites de point en point, ſelon leur forme & teneur. En témoin de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nos ſeings manuels, le vintieme jour de Decembre, l'an 1438.

Leſquelles ordonnances & apointemens deſſuſdits nous avons pour agreables, promettant par nous ſur nôtre foi & honneur le contenu en iceux articles, & chacun d'iceux avoir ferme & ſtable, & iceux tenir, & faire tenir & entretenir pour la partie de mondit Seigneur le Roi de point en point ſans enfreindre, ſelon leur forme & teneur: & ſi aucune choſe eſt faite ou attentée au contraire, par ceux tenans, ou eux diſans tenir le parti de mondit Seigneur le Roi, nous promettons à vous, ou au porteur de cettes, & nous obligeons ſur nôtre honneur, rétablir & reparer dûëment le tort fait, dedans un mois aprés qu'il aura été ſait, ſavoir à nous, ou à nos commis; & le faire remettre au premier état & dû. Donné au lieu de Harcourt, ſous nôtre ſcel, le ſecond jour de Janvier, l'an deſſuſdit 1438.

Donné ce preſent tranſcrit au Mans ſous le ſcel de nous Emond, Comte de Dorſet deſſus nommé, le dix-huitieme jour de Fevrier, l'an mille quatre-cens-trente-huit.

C D I.

ANS de J.C. 1439. SAVOYE.

Teſtament (a) d'AME' VIII. *du nom, premier Duc de Savoye, fait au Monaſtére de Ripaille, le 6. de Décembre* 1439.

S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 353.

(a) Il mourut à Genéve le 7. Janvier 1451. âgé de 69. ans.

IN nomine Beatiſſimæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Per hoc publicum inſtrumentum univerſis & ſingulis, præſentibus & futuris fiat notum atque manifeſtum. Quòd ſumpto à præclariſſima Domini noſtri Jeſu Chriſti humana nativitate milleſimo quadringenteſimo trigeſimo nono, Indictione tertia cum eodem anno ſumpta, & die ſexta menſis Decembris, in præſentia Reverendorum Patrum ac Venerabilium Virorum teſtium, & noſtrorum Notariorum publicorum, Secretariorumque ſubſcriptorum; perſonaliter conſtitutus Illuſtriſſimus Princeps & Dominus noſter Excelſus Dominus AMEDEUS Dux Sabaudiæ, Chablayſii, & Auguſtæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennenſium Valentinenſiſque & Dyenſis, ac Dominus Civitatum Niciæ, & Vercellarum, circunſpectiſſimè conſiderans ut dicebat, quàm ſit honeſtum, utile pariter & ſalutare, perſonis legitimis condere Teſtamentum, quo ſalus animabus, concordia hæredibus, mercenariis retributio, creditoribus & gravatis ſatisfactio, ac dilectis munificentia propinantur, quòd quàm ipſi teſtamentariæ conditioni conſultiùs indulgetur, dum uſu rationis, & corpore ac ſanitate vigentibus, utriuſque hominis ſubſtantia congrua temperie ſtabilitur. Volens propterea caſus inopinatos & incertos, quibus interdum teſtandi facultas adimitur, prævenire, mente & corpore per Dei gratiam ſanus, prout ipſius Domini noſtri ſtatus & geſtus inde faciebant & faciunt curétus cernentibus evidens argumentum; ad laudem & honorem Dei Omnipotentis, Beatiſſimæque Mariæ Virginis, ac omnium Sanctorum, animarumque ſuffragium, hæredum ſuorum pacem & concordiam, ac ſuæ conſtantiæ jucunditatem, & quietem ſuorum Principatuum, & Dominiorum, dignitatum, rerum & bonorum diſpoſitionem per præſens ejus nuncupativum Teſtamentum facit, ſub forma, modo & ordine ſequentibus.

ANS de J.C. 1439.

In Primis, prænominatus Dominus noſter Dux Teſtator, animam ſuam nunc & in perpetuum, & præſertim dum Altiſſimo diſponente egredietur à ſuo corpore, humiliter & devotè recommittit Omnipotenti Deo, qui eam creavit & redemit, Beatiſſimæ Mariæ Virgini, Beato Michaeli Archangelo, cæteriſque Spiritibus Angelis, ac omnibus Sanctis; Corpus verò ſuum, excepto corde dumtaxat, vult & jubet ipſe Dominus noſter Dux Teſtator, honorabiliter deferri & conduci ad Monaſterium Altæcombæ Ciſtercienſis Ordinis, & ibidem in Capella infrà Eccleſiam ipſius Monaſterii, per Inclitæ recordationis Dominos Progenitores ejuſdem D. Teſtatoris ab antiquo fundata, videlicet, in ſepulchro prædictorum Progenitorum ſuorum, in quo celebritate, ac cæteris elecmoſynarum & orationum ſuffragiis decenter inhumari eligens idem Dominus noſter Teſtator inibi dicti ſui corporis ſepulturam, ubicumque ipſum Dominum Teſtatorem contingat ab humanis decedere. Cor autem ſuum vult & jubet idem Dominus Teſtator poſt ejus deceſſum de corpore ſuo ſumi, & ſumptum incapſari, & deinde deferri in Eccleſiam Monaſterii Ripalliæ Ordinis Sancti Auguſtini, per eundem Dominum Teſtatorem pridem fundati & dotati, & ibidem ante Magnum Altare Beatæ Mariæ Virginis Eccleſiæ, per ipſum Dominum Deo authore conſtrui & ædificari inchoatæ, tempore obitus ipſius Domini Teſtatoris, ipſa Eccleſia vel ſaltem Chorus ſeu Presbyterium ejuſdem ſint conſtructa; ſin autem, ante magnum Altare Sancti Mauricii Eccleſiæ præſentis prædicti Monaſterii, cum Miſſarum & ſuffragiorum ſolemnitate tradi Eccleſiaſticæ ſepulturæ inibi eligens dictus Dominus Teſtator prædicti ſui cordis ſepulturam.

Item vult & jubet præfatus Dominus Teſtator ſepulturam & exequias ſuas, pes hæredem ſuum univerſalem infrà ſcriptum honorificè celebrari, & fieri in prædicta Eccleſia Monaſterii Altæcombæ, ubi dictum corpus ejus erit ut præmittitur inhumatum, infrà unum annum à die ipſius inhumationis numerandum, omni occaſione ceſſante, per modum infrà ſcriptum.

Cæterùm animadvertens idem Dominus noſter Dux Teſtator, circa laudabilia ſervitia per Magnificum, Strenuumque Militem Dominum Humbertum Baſtardum de Sabaudia, eidem Domino Teſtatori à ſuis puerilibus annis, & conſequenter Illuſtribus ipſius Domini Teſtatoris liberis obſequioſè impenſa, etiam actus ſtrenuos, & notabilia peregrinationis vota, quibus in partibus Turoniæ, aliiſque tranſmarinis & ſemotis mundi regionibus perſonam ſuam exercuit, & vehementibus diſcriminibus exponere non erubuit: volens præterea ipſe Dominus Teſtator eidem Domino Humberto ejus fratri Baſtardo, quantum ſibi præſentialiter adeſt facultas pro meritis reſpondere, & ipſum juxta ſuorum meritorum exigentiam majoribus honoribus & præminentiis extollere, vult, jubet & in vim legati ordinat, Caſtra, Villam, Caſtellaniam, Mandamentum, & Reſſortum Rotondi Montis in Patria Vaudi ſituata, cum ſuis ſolitis pertinentiis univerſis extolli & erigi in Comitatum dignitatemque Comitalem, & erecta cum ipſorum hominibus, homagiis, feudis, retrofeudis,

& no-

ANS de J. C. 1439.

& nobilibus & ignobilibus, mero & mixto Imperio, Jurisdictione omnimoda alta, media & bassa, redditibus, cæterisque pertinenciis & appendenciis universis, in augmentum feudi nobilis & ligii, ad quod ipsi Domino Testatori aliunde est adstrictus, eidem Domino Humberto pro se suisque liberis masculis, naturalibus & legitimis, ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio procreatis, & ab eis naturaliter & legitimè per lineam masculinam descendentibus tradi, & expediri per ejus hæredem universalem infrà scriptum, quàm citò ad hæreditatem suam admittetur; nisi tamen ipse Dominus Testator hoc antea fecerit, adimpleverit nihil in illis ulteriùs retinendo præterquam jus feudi, fidelitatis, homagii directi, feudi Dominii, superioritatisque & ressorti, cum illorum præeminenciis, & juribus universis indifferenter, prout idem Dominus Testator illas percipere & exercere consuevit super cæteris Baronibus & Banneretis Baroniæ Vaudi, ac etiam omnibus donis & subsidiis per alias bonas Villas dictæ Baroniæ generaliter imponendis & concedendis, quæ dona & subsidia ipse Dominus noster Dux Testator pro se & suis hæredibus, qui erunt Duces Sabaudiæ, retinet & reservat habenda & percipienda, quandocumque locus evenerit in futurum tam super ipso loco & pertinenciis Rotundi montis, quàm loco, & pertinenciis Stavayaci, sibi etiam per ipsum Dominum Testatorem jam pridem in augmentum concessi, indifferenter prout illa habebat & percipere consueverat, antequam ipsa eidem Domino Humberto, ut præmittitur, tradita legataque fuissent & concessa, nec non juribus Patronatus Ecclesiæ Parrochialis, ac cæterorum beneficiorum Ecclesiasticorum, infrà locum & territorium dicti loci Rotondi montis situatorum, eidem Domino Testatori pertinentibus; ita etiam quòd ipse Dominus Humbertus ratam habeat traditionem factam Domino Francisco de Bussy de certis rebus in dicto mandamento situatis.

Præterea circa nonnullorum antiquorum intimorum Servitorum ipsius Domini Testatoris ut asserit merita animadvertens, signanter spectabilis consanguinei Mareschallique sui Sabaudiæ Domini Joannis de Seyssello, Domini Bariatti & Rupetulæ, nec non dilecti fidelis Secretarii Conciliariique ac Prioris Magistri Requestarum Ducalis hospicii, Guillermi Bolomerii, ab ipsorum juventutis primordiis in ipsius Domini Testatoris serviciis & hospitio alitorum, vult, & disponit idem Dominus Testator, quòd licet illos aliorsùm occupare habeat, nihilominus eorum quibuscumque officiis, præeminentiis, prærogativis & commoditatibus, tam in hospitio hæredis universalis ipsius Domini Testatoris, quàm extrà ex nunc in antea, sinè detractione & turbatione quscumque in omnibus continuè præserventur.

Item considerans prædictus Dominus noster Dux Testator gratissima & familiarissima, tam Deo quàm sibi impartita huc usque servitia, per spectabiles & Egregios Commilitones suos Ordinis sui militaris Ripalliæ, Dominos Claudium de Saxo, Lambertum Oddineti Legum Doctorem, qui tam in loginquis Ambassiatis quàm præsidentiarum Concilii, & Cameræ Computorum Chamberiaci Officiis, eidem Domino Testatori decentissimè & fructuolè servierunt, nec non Dominos Franciscum de Bussy, Amedeum Championis, & Ludovicum de Chevelluto Milites, Vult, disponit & jubet hæredi suo universali infrà scripto ibidem præsenti, quatenùs ipsos Dominos Commilitones suos, & eorum liberos in suis negociis favorabiliter & specialiter habeat recommissos.

Item quia in quodam priori Testamento ejusdem Domini Testatoris, per me Nicodum Festi Notarium publicum, ac ipsius Domini Testatoris Consiliarium & Secretariom subscriptum, recepto sub anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo, Indictione decima, & die nonâ mensis Decembris, pluribus suis Servitoribus pro remuneratione suorum servitiorum certa legata fecerat, quæ pro maxima parte realiter solvit, aliis verò nonnullis legatariis, quibus nondum extiterat realis facta solutio, de assignationibus per ipsius Domini nostri Ducis Testatoris patentes litteras fecit, prout ipse asserit pro tutiori eorum satisfactione in ejus vita fienda de eisdem Legatis, & suorum servitorum præteritorum remunerationibus, tunc obmisit facere mentionem.

ANS de J. C. 1439.

Item vult & jubet idem Dominus Testator per hæredem suum universalem infrà scriptum dari, & solvi omnibus servitoribus ipsius Domini Testatoris præsentibus & futuris, mercedem condignam secundum gradus & qualitates personarum, & Officiorum, seu serviciorum suorum, ac quantitatem temporis ipsorum serviciorum, arbitrio Exequutorum hujus sui Testamenti.

Postmodum præfatus Dominus Testator ad institutiones hæredum suorum descendens, processit seu procedit hoc ordine.

In Primis, Illustrissimam Dominam Mariam de Sabaudia, ejusdem Domini Testatoris Filiam naturalem & legitimam, charissimam, Duchissam Mediolani, sibi hæredem instituit idem Dominus Testator in centum millibus Ducatis boni auri & boni ponderis, olim sibi pro ea Illustrissimo Principi Domino Philippo Mariæ Anglo Duci Mediolani conjugi dictæ Dominæ Mariæ, in dotem ipsius Dominæ Mariæ per præfatum Dominum Testatorem constitutis, in contractu matrimonii seu sponsaliorum ipsorum Domini Ducis & Duchissæ Mediolani, & per ipsum Dominum Ducem habere confessatis, ut asserit idem Dominus Testator in publico Instrumento, seu publicis Instrumentis inde confectis contineri; & ultrà dotem prædictam in quinque millibus Ducatis seu florenis Italicis auri & ponderis prædictorum, quos ipse Dominus Testator unà cum dicta dote, & ultrà eam præfatæ Dominæ Mariæ jure institutionis relinquit; volens & jubens ipse Dominus Testator ipsam Dominam Mariam, pro dictis dote & quinque millibus Ducatis seu florenis sibi, ut præfertur, jure hæreditario relictis, esse contentam de omni jure, legitima, & portione sibi competentibus in omnibus & singulis rebus, & bonis Paternis, Maternis, Fraternis, & sororinis ipsius Dominæ Mariæ; & ita quòd nihil aliud præterquam prædicta sibi relicta possit in futurum, vel sui ab hærede universali dicti Domini Testatoris, vel suis, occasione successionum, Paternæ, Matetnæ, Fraternæ, & sororinæ, seu legitimæ, aut aliter petere vel exigere; salvis tamen eidem Dominæ Mariæ, & suis, substitutionibus insià scriptis in suis casibus; quos quidem quinque mille Ducatos vult, jubet & ordinat dictus Dominus Testator solvi realiter, & cum effectu eidem Dominæ Mariæ, vel suis per hæredem universalem ipsius Domini Testatoris, infrà tres annos à die obitus ejusdem Domini Testatoris numerandos, si tamen illos duxerit exigeodos. Verùm quia hujusmodi Dos sua centum millium Ducatorum fuit sibi per dictum ejus Virum in territoriis semotis assignata, si sortè contingeret ipsam Dominam Mariam Duchissam dicto ejus Viro supervivere, & dictam ejus dotem, seu assignationem ejusdem dotis effectualiter assequi non posse, si non velit ad secunda vota convolare, vultque hæres suus universalis sibi quòad vixerit statum suum secundum illius decenter ministrare, aut si ipsa maluerit sibi ad hoc assignationem condignam facere; ubi autem convolaverit, teneatur idem hæres universalis ipsam Dominam Mariam iterùm dotare usque ad summam centum millium ducatorum; hoc tamen mediante, quòd ipsa Domina Maria Duchissa eidem hæredi universali teneatur facere validam cessionem, & remissionem jurium & actionum sibi competentium

ANS de J. C. 1439. ſuper dicta aſſignatione, ſibi per dictum ejus Virum facta, tam erga ſucceſſores dicti ejus Viri quàm alios quoſcumque.

Item Sereniſſimam Dominam Margaritam ipſius Domini Teſtatoris filiam naturalem & legitimam, cariſſimam, Reginam Siciliæ & Jeruſalem, ſibi hæredem inſtituit præfatus Dominus Teſtator in centum & viginti millibus Ducatis ſeu florenis Italicis, nuper eidem Dominæ Margaritæ, ſeu pro ea Sereniſſimo Principi Domino Ludovico Regi Siciliæ & Jeruſalem Conjugi ipſius Dominæ Margaritæ; in contractu ſponſaliorum ipſorum Dominorum Regis & Reginæ, per eundem Dominum Teſtatorem in dotem ejuſdem Dominæ Margaritæ conſtitutis, proùt in Inſtrumentis publicis, ſeu litteris indè confectis dicitur contineri, unà cum etiam mille Ducatis ſeu florenis Italicis, quos ultrà dictam dotem jure inſtitutionis eidem Dominæ Reginæ relinquit. Pro quibus centum, & viginti millibus Ducatis dotalibus, & mille Ducatis, per dictum Dominum Teſtatorem eidem Dominæ Margaritæ Reginæ conſtitutis, jureque inſtitutionis relictis, Vult & jubet idem Dominus Teſtator ipſam Dominam Margaritam Reginam eſſe contentam de omni jure, legitima & portione ſibi competentibus, & competituris in omnibus & ſingulis bonis, rebus Paternis, Maternis, Fraternis & ſororinis ipſius Dominæ Margaritæ Reginæ; ita quòd nihil aliud præterquam & ultrà prædictos centum & viginti mille Ducatos ſeu florenos Italicos dotales, & mille Ducatos jure inſtitutionis ſibi relictos, poſſit ipſa Domina Margarita Regina vel ſui in futurum ab hærede univerſali ipſius Domini Teſtatoris, vel ſuis, occaſione ſucceſſionis Paternæ, Maternæ, Fraternæ, & Sororinæ ſeu legitimæ, aliud petere vel exigere; ſalvis tamen eidem Dominæ Reginæ Margaritæ & ſuis, ſubſtitutionibus infrà ſcriptis in caſibus ſuis.

Et ſi forſan præfatas Dominas Mariam Duchiſſam Mediolani, & Margaritam Reginam Siciliæ & Jeruſalem, vel earum alteram ab humanis decedere contigerit ſine liberis naturalibus & legitimis, ex ſuis propris corporibus procreatis, quandocumque eiſdem, & earum cuilibet ſic decedentibus ſeu decedendis, ſubſtituit idem Dominus Teſtator pleno jure hæredem ſuum univerſalem infrà ſcriptum, & ejus liberos naturales & legitimos maſculos, primogenitos, gradatim & ſucceſſivè ſuccedentes, in Ducali dignitate Sabaudiæ.

Item Illuſtriſſimum Dominum Philippum de Sabaudia ipſius Domini Teſtatoris Filium naturalem & legitimum, hæredem ſibi inſtituit idem Dominus Teſtator, videlicet in dignitate & toto Dominio Comitatus Gebennenſis, ſcilicet in omnibus & ſingulis juribus ipſius Comitatus eidem Domino Teſtatori pertinentibus, exceptis, reſervatis & omnino retentis per ipſum Dominum Teſtatorem, ad opus hæredis ſui univerſalis infrà ſcripti, & ſuorum ſucceſſorum in prædicta Ducali dignitate Caſtris, Villis, Territoriis, & Mandamentis Rumilliaci in Albaneſio, Balleyſonis, Trochiarum, Gaillardi, & Terniaci, cum Pedagiis Pontis Arvæ, Gebennarum & Variaci, ac aliis prædictorum retentorum pertinentiis univerſis, nec non homagiis, fidelitatibus, feudis, mero & mixto Imperio, omnimoda Juriſdictione, ſuperioritatibus, & reſſortis Dominorum & Dominiorum, Caſtrorum, Locorum, & Mandamentorum Aulænovæ, & Altævillæ.

Item ultra dictum Comitatum Gebennenſem, ſalvis præmiſſis retentis, præfato Illuſtri Domino Philippo Filio ſuo jure inſtitutionis relinquit idem D. Teſtator totam Baroniam & Terram Foucigniaci, incluſo caſtro, loco, territorio, & mandamento Belliſortis, quæ vult & diſponit idem D. Teſtator eſſe perpetuò incorporata, & incorporat dictæ Baroniæ Foucigniaci, proùt erat antiquitùs; ſalva tamen ſemper infeudatione ipſorum caſtri, & mandamenti Belliſortis Spectabili D. Joanni de Belloſorti, Militi, Cancellario Sabaudiæ, per ipſum D. Teſtatorem pridem facta, cui per hoc in aliquo non intendit derogare, excluſis, retentis & reſervatis per præfatum D. Teſtatorem, ad opus prædicti hæredis ſui univerſalis, & ſucceſſorum ſuorum in prædicta Ducali dignitate, caſtro, villa, territorio, & mandamento Hermenciæ, quæ vult & diſponit idem D. Teſtator eſſe perpetuò decorporata, & decorporat à dicta Baronia Foucigniaci, & incorporat Dominio Ducali. ANS de J. C. 1439.

Item ultra præmiſſa, in recompenſationem uberiorem, ut præmittitur, detractorum de prædictis Comitatu Gebennenſi, & Baronia Foucigniaci, idem Dominus Teſtator prædicto jure hæreditariæ inſtitutionis relinquit dicto D. Illuſtri Philippo filio ſuo caſtra, villas, territoria, & mandamenta de Fabricis, Greyſiaci in Gebeneſio, Seſſens, veteris & novi Arlodi, turriſque Comitalis de Chaſte, & de Monthous, ac etiam de Ugina, volens, jubens & diſponens idem Dominus Teſtator, quòd in caſu quòd ipſe D. Teſtator in vita ſua non liberabit & expedierit prædicta caſtrum, villam & mandamentum de Ugina ab hypotheca cui ſubmiſſa ſunt, & obligantur de præſenti erga Dominum de Chivrone hæres univerſalis infrà ſcriptus ipſius Domini Teſtatoris teneatur, & efficaciter ſit adſtrictus hujuſmodi caſtrum, villam & mandamentum de Ugina à prædicta hypotheca penitùs liberare, & expedire ſtatim poſt obitum ipſius D. Teſtatoris, niſi forte pactiones cum ipſo D. Chivroois per ipſum D Teſtatorem ultimo initæ conſequenter locum habere poſſint, ſic quòd præfatus illuſtris D. Philippus ipſas caſtrum, villam & mandamentum de Ugina, tunc vel ſubſequenter vigore dictarum pactionum liberas, & debrigatas habere valeat & poſſidere, aut prædicto Illuſtri Domino Philippo tradere, & aſſignare convenienti arbitrio exequutorum ſuorum præſentis Teſtamenti, & aliorum Concilianorum dicti Domini Teſtatoris tunc temporis viventium, tantam quantitatem pecuniæ & victualium redditualem, quantum valent hujuſmodi caſtrum, villa, & mandamentum de Ugina annuatim in revenuta ordinaria tenenda, pacificè poſſidenda per ipſum Illuſtrem Dominum Philippum & ſuos, interim & quouſque prædictus hæres univerſalis dicti Domini Teſtatoris vel ſui, præmiſſa caſtrum, villam & mandamentum de Ugina à prædicta hipotheca liberaverint, & expedierint dicto Illuſtri Domino Philippo vel ſuis prædictis.

Item ulteriùs in uberiorem præmiſſorum ut ſupra detractorum recompenſationem, relinquit jure inſtitutionis idem Dominus Teſtator dicto Domino Philippo caſtrum, villam & mandamentum de Gordanis in Vallebona ſituata, ita & taliter quòd præfatus hæres univerſalis ipſius Domini Teſtatoris teneatur, & debeat prædicta Caſtrum Villam, & mandamentum penitus liberare, & debrigare erga Magnificum Dominum Comitem Montifrevelli, & quoſcumque alios in eiſdem portiones in illis habere prætendentes.

Relinquit autem præfatus Dominus noſter Dux Teſtator prædicto Illuſtri Domino Philippo filio ſuo & hæredi particulari, prædictos Comitatum, Baroniam, caſtra, villas, loca, territoria & mandamenta, nec non omnes & ſingulas ſucceſſiones caſtrorum, dominiorum & aliarum rerum, & bonorum quorumcumque ſituatorum in prædictis Comitatu Gebeneſii, & Baronia Faucigniaci, in caſibus ſuis obventuras, unà cum omnibus & ſingulis hominibus, homagiis, feudis nobilibus & ignobilibus, mero, mixto Imperio, omnimoda Juriſdictione, ſuperioritatibus, reſſortis, directis, & utilibus Dominiis, rescheris, rehabendiſque facultatibus, talliis, cenſibus, ſervitiis, & tributis perſonalibus & realibus, Decimis, prædiis, venationibus, piſcariis, aquarum decurſibus, pedagiis,

ANS de J. C. 1439. pedagiis, pontanagiis, foris, nundinis, leydis, juribus patronatus Eccleſiaſticorum Beneficiorum, cæteriſque Dominiis, præeminentiis, prærogativis exitibus, emolumentis, juribus, & pertinenciis univerſis Comitatus, Baroniæ, Caſtrorum, Villarum, Locorum, & mandamentorum prædicto Illuſtri Domino Philippo, per ipſum Dominum Teſtatorem ut præmittitur, jure inſtitutionis relictorum, & ipſis relictis pertinentibus quibus bonæ memoriæ Domini Comites Gebennenſes, utebantur & uſi ſunt; ſalvis ſemper Domino Duci Sabaudiæ pro tempore exiſtente, omnibus & ſingulis ſuper & infrà per dictum Dominum Teſtatorem reſervatis, ſub tamen modis, reſervationibus, obligationibus & conditionibus infrà ſcriptis, quos & quas præfatus Dominus Teſtator diſponit, jubet, ſtatuit & ordinat perpetuè & inviolabiliter obſervandos.

In Primis, vult, jubet, diſponit & ordinat idem Dominus Teſtator, quòd prædictus Illuſtris Dominus Philippus de Sabaudia Filius & hæres particularis ipſius Domini Teſtatoris, & ejus liberi & liberorum liberi maſculi, naturales & legitimi ſucceſſores in præmiſſis eidem illuſtri Domino Philippo jure inſtitutionis relictis, teneant & poſſideant, tenereque & poſſidere debeant prædictos, Comitatum Gebennenſi, Baroniam Faucigniaci, cæteraque caſtra, villas, loca, territoria & mandamenta eidem Illuſtri Domino Philippo jure inſtitutionis ut præmittitur relictos & relictas, nec non omnes & ſingulas dignitates, terras, atque Dominia per Illuſtrem Dominum Philippum & ſuos prædictos quomodolibet acquirendos & acquirenda, infrà limites ſeu ſpatium duodecim leucarum à finibus Patriæ præſentis dicti Domini Teſtatoris, cum Dominiis, & terris contiguis de puro & ſrancho allodio, non adſtricta ad fidelitatem & directum Dominium alteri Dominio quàm Imperio, ab hærede univerſali dicti Domini Teſtatoris infra ſcripto, & ſuis liberis & ſucceſſoribus, videlicet, illi qui gradatim ſuccedent & præſidebunt in Ducali dignitate Sabaudiæ, in feudum ligium & nobile, ac de ejus immediato directo Dominio, ſuperioritate & reſſorto, ſiveque pro eis vaſſalli perpetui ipſorum hæredis univerſalis, & prædictorum liberorum, & ſucceſſorum ſuorum in prædicta Ducali dignitate, ac eidem hæredi univerſali, & ſuis hujuſmodi ſucceſſoribus ad homagium ligium nobile & fidelitatem ligiam præ cunctis Dominis & perſonis mundi, perpetuè & indiſſolubiliter maneant, ſintque obligati & adſtricti; nec non ad petendum & obtinendum ab eodem hærede univerſali, & ſucceſſoribus ſuis prædictis in Ducatu Sabaudiæ, tanquàm a Dominis & ſuperioribus ſuis immediatis, quoties mutationis Dominii, vel Vaſſalli caſus occurret, inveſtituram legitimam de prædictis Comitatu, Baronia, caſtris, villis, locis & mandamentis, ac cæteris præfato Illuſtri Domino Philippo, per dictum Dominum Teſtatorem jure inſtitutionis ut præmittitur relictis, nec non de aliis ut præfertur franchè ac liberè, alteri uſque Imperii infrà dictos limites acquirendis, faciendumque & præſtandum tunc & quotieſcumque fuerint requiſiti, dictis hæredi univerſali & ſuis præmiſſis ſucceſſoribus in prædicta Ducali dignitate, homagium, ligium, & fidelitatem ligiam præ cunctis aliis quibuſcumque Dominis & perſonis, cum recognitione & ſpecificatione ſingularum omnium rerum & feudalium præmiſſarum, ac aliarum acquirendarum ut dictum eſt, ac præſtatione juramenti fidelitatis ſecundum Capitula novæ & antiquæ formæ fidelitatis, aliſque ſervatis ſolemnitatibus, obedientiis & modis debitis, & in talibus conſuetis & oportunis. Et ut impoſterum ſuper hujuſmodi acquirendis inter præfatos Dominos Ludovicum & Philippum ipſius Domini teſtatoris liberos, omnis tollatur de medio ambiguitatis ſubtilitas; voluit & diſpoſuit idem Dominus Teſtator, quòd quandocumque præfatus Dominus Philippus aliquas terras, villas, Caſtra, bona, aut Dominia infrà prædictos limites acquiſierit de francho allodio, aut aliàs non adſtricta ad feudum & directum Dominium alterius quàm Imperii, teneantur & debeant idem Dominus Philippus, & ſui prædicti ſucceſſores, quandocumque fuerint requiſiti parte dicti hæredis univerſalis, & ſuorum ſucceſſorum in prædicta Ducali dignitate, titulo donationis conferre eiſdem hujuſmodi Caſtra, Villas, Terras, & alia Dominia per eos acquiſita, & in poſſeſſionem naturalem vel civilem transferre, ſic quod efficaciter in eos conferatur Dominium.

ANS de J. C. 1439.

Quibus peractis, iidem hæredes univerſales, ac eorum ſucceſſores in dicta Ducali dignitate, ante diviſionem ad alios actus, teneantur eidem Domino Philippo ac ſuis quibus ſupra, eadem bona ſic eis ut præmittitur collata in feudum tradere, ſub eodem homagio & fidelitate quibus eiſdem adſtringuntur pro dictis Comitatu, Baronia, & aliis caſtris, villis & locis eidem Domino Philippo per dictum Dominum Teſtatorem ut ſupra relictis; & de illis eos inveſtire, ac illorum poſſeſſionem vacuam pacificè tradere & relinquere. Si verò contingat dictum Dominum Philippum Comitem, aut ejus liberos, impoſterum acquirere terras, ſeu Dominia quæcumque ultra limites prædictos duodecim leucarum à finibus præſentis Patriæ præfati Domini Teſtatoris diſtantes; illas & illa teneant & poſſideant perpetuè, eum libertatibus, præeminentiis & conditionibus earundem, nec pro illis ipſe Dominus Comes vel ſui ad feudum, vel homagium erga prædictum hæredem univerſalem, & ejus ſucceſſores Duces Sabaudiæ quoviſmodo teneantur, nec ſint adſtricti.

Item vult, diſponit & jubet prædictus Dominus Teſtator, quod in perpetuum omnes & ſinguli Barones, Bannereti, Vaſſalli, homines nobiles, & ignobiles, Communitates, & quicumque ſubditi prædictorum Comitatus Gebenneſii, & Baroniæ Faucigniaci, aliorumque caſtrorum, villarum, locorum, & mandamentorum, præfato illuſtri Domino Philippo jure inſtitutionis hæreditariæ, ut præmiſſum eſt, relictorum primitùs, & ante ipſum Dominum Philippum, & ejus liberos, ac ſucceſſores prædictos, nec non quoſcumque alios Dominos & perſonas, ſint indiſſolubiliter, immediatè & perpetuò obligati & adſtricti ad fidelitatem ligiam, & univerſa fidelitatis obſequia prædicto hæredi univerſali, ac ſuis prædictis in Ducali dignitate ſucceſſoribus pro tempore exiſtentibus, ipſam fidelitatem in recognoſcendo, & homagiando præfato Illuſtri Domino Philippo, & ſuis liberis, hæredibus, & ſucceſſoribus prædictis in Inſtrumentis hujuſmodi recognitionis, & homagiorum, ſpecialiter & expreſsè declarare, & ſine quacumque exceptione reſervare.

Item vult, diſponit & jubet præfatus Dominus Teſtator, quòd dictus Illuſtris Dominus Philippus, & ſui liberi, ac ſucceſſores prædicti, nec non Barones, Bannereti, Vaſſalli, & quicumque alii ſubditi eorundem ad cauſam dictorum Comitatus, Baroniæ, Caſtrorum, Villarum, & Mandamentorum prædictorum, nec non & quorumcumque Dominiorum, Villarum, terrarum & bonorum per eundem Dominum Philippum, & ſuos ſucceſſores acquirendo infrà dictos limites de ſrancho allodio vel aliàs, non adſtrictorum feudo & directo Domino alterius quàm Imperii, perpetuè reſervantur, reſſortirique teneantur prædicto hæredi univerſali, ſuiſque liberis, & ſucceſſoribus qui pro tempore erunt Duces Sabaudiæ, & ad ipſos Dominos Duces Sabaudiæ pro tempore exiſtentes; per viam recurſus, & ſecundarum appellationum ut infrà declarabitur, in quibuſcumque tam civilibus quàm criminalibus, poſſit & debeat per quoſcumque revocari, ac in ipſis recurſu, & appellationibus habeant

ANS de J.C. 1439. & teneantur ipſi DD. Comites, Barones, Bannereti, & cæteri Officiarii, ac ſubditi eiſdem parere ac efficaciter obedire, quibus etiam non liceat nec poſſint hujuſmodi recurſus & ſecundarum appellationum medium obtinere, vel ipſo tacito aut obmiſſo, ad alium quemcumque recurrere, provocare, ſupplicare aut querelare quovis modo. Et ulteriùs voluit & diſpoſuit, ne permixtione Juriſdictionum turbentur Officia Juſtitiæ, ut tam ipſe Dominus Comes quàm Barones & Bannereti ejus ſubditi, habentes Juriſdictionem & Imperium, ſuos habeant Judices ordinarios, qui de cauſis ordinariis tàm civilibus quàm criminalibus, primam habeant cognitionem & deciſionem Juriſdictionis immediatè ipſius Domini Philippi; ac etiam cognitionem cauſarum, appellationum à ſuis Baronibus & Bannerets emittendarum; à quibus appelletur & appellari poſſit quoties occurret gravaminis illatio, ad ipſum Dominum Comitem ſeu ejuſdem Conſilium, coram quo cognoſci & decidi debeant omnes appellationum & gravaminum cauſæ. In quo quidem Conſilio unà cum cæteris ejuſdem Domini Comitis, quos deputare voluerit Conſiliariis, ſit unus Præſidens, de cujus quidem ordinationibus, ſententiis, & gravaminibus appelletur & recurratur, appellarique & recurri poſſit & debeat ad præfatum hæredem univerſalem & ejus ſucceſſores, qui pro tempore præruot Ducali Sabaudiæ dignitati; coram cujus Conſilio cum eodem reſidente cognoſcatur, ventiletur & decidatur talis appellationis recurſus, ſeu gravaminis cauſa.

Item voluit & diſpoſuit idem Dominus Teſtator, quòd in prædictis Comitatu Gebennenſi, & Baronia Foucigniaci, ac aliis caſtris, villis, & mandamentis, per ipſum Dominum Teſtatorem præfato Domino Philippo jure inſtitutionis ut ſuprà relictis, præfatus hæres univerſalis, ac ejus ſucceſſores in Ducali Sabaudiæ dignitate perſiſtentes, habeant & percipiant in perpetuum cavalcatas, & ſuccurſus indifferenter, quotieſcumque opus fuerit, tam à Nobilibus quàm Popularibus, prout & quemadmodum illa percipient & habebunt à ſubditis immediatis ejuſdem hæredis univerſalis.

Item quòd in quibuſcumque ſubſidiis tam imponendis, quàm concedendis, & tsm ab hominibus & ſubditis ejuſdem Domini Comitis immediatis, quàm ab hominibus & ſubditis Eccleſiaſticorum & Nobilium, eidem Domino Comiti in præmiſſis ſibi jure inſtitutionis relictis ſubſiſtentium, ſervetur forma quæ ſequitur; Videlicet, quòd ipſe Dominus Comes & ſuprædicti, habeant & percipiant omnia illa ſubſidia, quæ habent & communitet percipiunt, percipere quoque conſueverunt Barones, & Bannereti Patriæ Ciſmontanæ ditionis ipſius Domini Teſtatoris; alia verò ſubſidia quæ eidem Domino Teſtatori ſolvuntur, & ſolvi conſueverunt per ipſos Barones & Bannerets ac eorum ſubditos, ſimiliter ſolvant & ſolvere teneantur prædicto hæredi univerſali, tam ipſe Dominus Comes, ejus ſubditi immediati, quàm etiam Barones & Bannereti in prædictis jure inſtitutionis relictis ſubſiſtentes, & intendentes quòd idem Dominus Teſtator in conceſſione hujuſmodi ſubſidiorum per Barones & Bannerets concedendorum, prædictus Dominus Comes & ſui ſe reddant, erga primogenitos capitales & hæredes principales taliter obſequioſos, quòd ipſi primogeniti erga ipſos Comites tam ſe exhibeant liberales, quòd meritò ipſi Comites debeant contentari, & quòd ſucceſſuris temporibus in aliis conſimilibus concedendis materiam non habeant refiliendi.

Item vult, diſponit & jubet idem Dominus Teſtator, quòd dictus Dominus Philippus, & ſui prædicti ſucceſſores non poſſint, nec ſibi liceat monetas aliquas cudere ſeu cudi facere, nec titulum ſeu jus eas cudendi habere, neque ſuper ipſis monetis quicquam ſtatuere vel ordinare; ſed prorsùs monetis prædicti hæredis univerſalis dicti Domini Teſtatoris, ſuorumque ſucceſſorum prædictorum Ducum Sabaudiæ in præfatis Comitatu Gebennenſi, Baronia Faucigniaci, & aliis villis, locis, territoriis & mandamentis, ſibi ut præfertur jure inſtitutionis relictis, ac etiam franchè & liberè inſrà dictos limites acquirendis, plenè uti, Statutiſque & Ordinationibus Ducalibus circa ipſas monetas factis & fiendis omnino parere, obedire, & eas inviolabiliter obſervare teneatur. Hoc tamen ſalvo, quòd ſi impoſterùm præfatos Illuſtrem Dominum Philippum aut ejus ſucceſſores contingat acquirere aliquas Dignitates ſeu Dominia extra Patriam dicti Domini Teſtatoris, videlicet aliàs à ſibi relictis, in quibus eſſet, & competeret titulus & poſſeſſio cudendi monetas, tum ibidem monetas conſuetas cudere, ſeu cudi facere, & ipſis uti liberè valeant in ipſis terris & locis acquiſitis, jus monetas cudendi habentibus.

ANS de J.C. 1439.

Item dat & legat idem Dominus Teſtator præfato Illuſtri Domino Philippo ſecundo-genito ſuo & hæredi particulari, ultrà omnia ſibi ſuprà relicta, quartam partem omnium & ſingulorum bonorum mobilium, videlicet jocalium, ornamentorum, utencilium, veyſſellæ, & garnimentorum auri, argenti, gemmarum, & aliorum metallorum, arneſiorum, tapiſſeriorum, & pannorum laneorum, & lineorum ipſius Domini Teſtatoris ubicumque exiſtentium; niſi tamen in ejus vita aliter intet eos duxerit diſtribuendum; exceptis & reſervatis in integrum ad opus hæredis ſui univerſalis, & ſucceſſorum ſuorum Ducum Sabaudiæ, magna Cruce Capellæ, Corona & Collari cum Fermallio majori, & Annulo ſancti Mauritii auro & gemmis fulcito, ejuſdem Domini Teſtatoris; & reſervatis etiam ad opus eorumdem Dominorum Ludovici & Philippi, & ſuorum prædictorum, omnibus & ſingulis artilleriis, & munitionibus Caſtrorum, ad cuſtodiam & defenſionem earum facientibus, & ibidem exiſtentibus, quas vult, jubet idem Dominus Teſtator in ipſis Caſtris dicti Domini Teſtatoris ubi ſont de præſenti, omnino remanere, & ipſis Caſtris ac eorum Dominiis pacificè pertinere.

Item vult, diſponit & jubet idem Dominus Teſtator, quòd præfatus Illuſtris Dominus Philippus filius ſuus & hæres particularis, & ſui liberi hæredes & ſucceſſores prædicti, pro præmiſſis eidem Illuſtri Domino Philippo jore inſtitutionis & legati relictis, debeant & maneant contenti de omni jure, legitima & portione, eidem Illuſtri Domino Philippo quomodolibet & ex quacumque cauſa competentibus & competituris, in bonis & rebus paternis, maternis, fraternis & ſororinis ipſius Illuſtris Domini Philippi; & ita quòd occaſione ſeu cauſa ſucceſſionis paternæ, fraternæ & ſororinæ, legitimæque, idem Illuſtris Dominus Philippus vel ſui, nihil aliud ultrà ſibi relicta & legata petere poſſint vel exigere; ſalvis tamen eidem Domino Philippo & ſuis, prædictis ſubſtitutionibus inſrà ſcriptis in caſibus earumdem, nec non duodecim millibus franchis auri boni ponderis, ad tationem ſexaginta quatuor pro marchs, & hoc pro juribus & actionibus eidem Domino Philippo quomodolibet pertinentibus in dote Inclytæ recordiæ Dominæ Mariæ de Burgundia Duchiſſæ Sabaudiæ, ejus quondam Genitricis; & ita quòd ipſe Dominus Philippus ac ſui prædicti, pro dictis duodecim millibus franchis, ſint & remaneant contenti de omni jure, parte & portione ſibi ſpectante in dicta dote materna; nec ipſe Dominus Philippus & ſui prædicti, in & de prædicta dote Materna aliud quicquam petere poſſint, præter prædicta duodecim milia franchorum, ut ſuprà declarata, ſemper ſalvâ ſibi & ſuis prædictis, legali eſcheutà in ipſis bonis dotalibus Maternis cauſâ eveniente.

Item

ANS de J. C. 1439. Item vult & disposit idem Dominus Testator, quòd quandocumque contingeret dictum Dominum Philippum Comitem ab humanis decedere sine liberis suis masculis, naturalibus & legitimis superstitibus, Primogenitum ejusdem, & eo deficiente sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, alium primogenitum, & subsequenter de gradu in gradum primogenitum primogeniti in Comitali dignitate substituit; alios verò ejusdem liberorum liberos masculos, naturales & legitimos, eidem Domino Philippo etiam substituit, ita quòd inter eos ordinare possit & disponere de bonis ejusdem ultra dictum Comitatum, prout eidem videbitur expedire, salvis semper respectu dicti hæredis universalis suprà reservatis.

Item vult & disponit ac ordinat idem Dominus Testator, quòd si forsan, quòd absit, præfatum Illustrem Dominum Philippum filium suum & hæredem particularem sine liberis naturalibus & legitimis masculis, aut postmodum liberos naturales & legitimos masculos ipsius Domini Philippi primi, secundi, vel ulteriorum graduum decedere contigerit ab humanis, quandocumque, & in quacumque ætate, sine liberis naturalibus & legitimis masculis, de suis propriis corporibus procreatis, eidem Illustri Domino Philippo, ejusque liberis prædictis sic decedenti, seu decedentibus ut præfertur, substituit prædictus Dominus Testator in omnibus & singulis bonis & rebus præmissis, hæredem universalem ipsius Domini Testatoris infrà scriptum, & ejus liberos masculos, naturales & legitimos, videlicet illos qui gradatim & successivè erunt Duces Sabaudiæ pleno jure.

Item voluit & disposuit idem Dominus Testator, quòd si contingeret dictum Dominum Philippum Comitem hæredem suum particularem, ejusque liberos masculos, naturales & legitimos, in quos devenisset ipsa Comitalis dignitas, juxtà præmissam dispositionem, decedere sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, superstitibus aliquibus filiabus; quòd ille in quem juxta hujusmodi testamentariam Ordinationem esset devoluta prædicta Comitalis dignitas, teneatur & debeat easdem filias debitè juxta earum statum alimentare usque ad nubilem ætatem, ac in ipsa ætate eas maritare, dotesque congruas dare & assignare, cum earum munimentis statui ipsarum congruentibus.

In omnibus autem & singulis aliis dignitatibus Ducalibus, Principatibus, Marchionatibus, Comitatibus, Baroniis, Dominiis, Civitatibus, Villis, Castris, Oppidis, Locis, mandamentis, territoriis, debitorum nominibus & creditis, reachetis successionibusque, juribus, actionibus, rebusque & bonis mobilibus & immobilibus, ac aliis quibuscumque præsentibus & futuris ipsius Domini Testatoris superiùs non legatis, vel aliàs relictis seu dispositis; Idem Dominus Testator hæredem universalem sibi instituit ore proprio nominando; Videlicet, Illustrem Dominum Ludovicum de Sabaudia primogenitum suum naturalem & legitimum carissimum, & ejus liberos naturales & legitimos masculos, post ipsum Illustrem Dominum Ludovicum, etiam hæredes sibi substituit; ita & taliter, quòd primogenitus filius naturalis & legitimus masculus dicti Illustris Domini Ludovici, deindè primogenitus primogeniti, & sic deinceps primogeniti primogenitorum descendentium naturaliter & legitimè in masculino sexu à prædicto Illustri Domino Ludovico gradatim & successivè, sint semper Duces Sabaudiæ Principesque & Domini immediati omnium & singulorum aliorum, à prædicto Illustri Domino Ludovico descendentium: & ipsi omnes & singuli descendentes à præfato Illustri Domino Ludovico, sint perpetuè homines ligii, vassalli & subditi immediati præ cunctis Dominis & personis, illius qui pro tempore erit Dux Sabandiæ: ita quòd totam terram eorum à Domino & Dominio Ducali Sabaudiæ dependentem, unà cum omnibus & singulis dominiis, terris & rebus immobilibus, per eos & eorum quemlibet de puro & francho allodio, aut quæ aliàs non moveantur de alterius feudo & directo dominio quàm Imperiali acquirendis, teneant perpetuè, tenereque & recognoscere debeant & teneantur à Domino Duce Sabaudiæ qui fuerit pro tempore, in feudum nobile ac sub fidelitate & homagio ligiis, præ cunctis Dominis & personis, unà cum jure feudi, directi dominii, superioritatisque, & ressorti de subjectionibus, obedientiis, conditionibus, & ordinationibus appellationum, monetarum, & aliis quæ superiùs in Capitulo institutionis hæreditariæ, prælato Illustri Domino Philippo filio & hæredi particulari dicti Domini Testatoris, per eundem Dominum Testatorem vult, disponit atque jubet perpetuis temporibus irrefragabiliter observari per omnes & singulos descendentes à prædicto Illustri Domino Ludovico, qui non erunt Duces Sabaudiæ, erga illos qui ipsi Ducali dignitati præsidebunt.

ANS de J. C. 1439.

Per quem quidem hæredem universalem, & suos prædictos successores in prædicta Ducali dignitate, vult, præcipit & ordinat præfatus Dominus Testator, debita & legata sua solvi, clamores seu injustitias damna passis emendari, omnesque & singulas præmissas testamentarias dispositiones prorsus adimpleri, & inviolabiliter observari.

Item vult & disponit præfatus Dominus Testator, casu quo prædictum Illustrem Dominum Ludovicum filium suum, & hæredem universalem decedere contigerit ab humanis, relictis sibi duobus vel pluribus liberis masculis naturalibus & legitimis, primogenitus eorum ut suprà dictum est, & deinde gradatim & successivè de stirpe in stirpem masculinæ generalogiæ primogeniti primogenitorum, à prædicto Illustri Domino Ludovico descendentium, eidem Domino Ludovico hæredi universali pleno jure succedant in prædicta Ducali dignitate. Sed si forsan primogenitus filius masculus naturalis & legitimus dicti Illustris Domini Ludovici decesserit ab humanis, sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, seu defecerit tota proles masculina, naturalis & legitima ipsius primogeniti; tunc in eo casu vult & jubet præfatus Dominus Testator admitti, & substituit pleno jure ad prædictam Ducalem dignitatem, filium masculum naturalem & legitimum ipsius Illustris Domini Ludovici, & ipsius secundogeniti filium masculum naturalem & legitimum primogenitum, & deinde ejusdem primogeniti liberos masculos, naturales & legitimos primogenitos gradatim & successivè. Deficiente verò secundogenito sive similibus liberis uno vel pluribus, vult admitti idem Dominus Testator tertiogenitum, & deinceps gradatim alios, ex dicto Illustri Domino Ludovico naturaliter & legitimè descendentes in sexu masculino.

Item vult & disponit idem Dominus Testator, quòd non obstante dicta substitutione simpliciter facta dicto Domino Ludovico ejus hæredi universali, de dictis ejus liberis masculis naturalibus & legitimis, salva semper Ducali dignitate Sabaudiæ primogenito ac primogenitis primogenitorum; ipse Dominus Ludovicus hæres universalis, ejusque successores prædicti in dicta Ducali dignitate, in casu existente plurium liberorum masculorum eorumdem legitimorum & naturalium, possint salva semper ipsa dignitate Ducali, primogenito de cæteris dignitatibus, dominiis & bonis ejusdem Domini Testatoris inter ipsos liberos disponere, quarum dispositioni habeant ipsi liberi stare & parere.

In casu verò quo dictum Illustrem Dominum Ludovicum hæredem universalem ipsius Domini Testatoris decedere (quod absit) contigerit ab humanis sine liberis masculis naturalibus & legitimis, vel liberos

ANS de J. C. 1439.

beros maſculos naturales & legitimos ejuſdem Illuſtris Domini Ludovici, ſeu deficere totam lineam maſculinam naturalem & legitimam, ab ipſo Illuſtri Domino Ludovico hærede univerſali dicti D. Teſtatoris deſcendentem; idem D. Teſtater in eo caſu vult & diſponit pleno jure admitti, & ſubſtituit ad ſucceſſionem hæreditariam prædictam univerſalem, præfatum Illuſtrem Dominum Philippum de Sabaudia ſecundogeoitum ipſius Domini Teſtatoris, & ipſius Illuſtris Domini Philippi liberos, ac liberorum liberos maſculos naturales & legirimos, ita quòd ſemper primogenitus ipſius, & primogeniti primogenitorum gradatim deſcendentium ab ipſo Illuſtri Domino Philippo, ad prædictam Ducalem dignitatem præferantur gradatim & ſucceſſivè, juxta modum & ordinem ſuprà dictos.

Item voluit & diſpoſuit idem Dominus Teſtator, quòd ſi contingeret dictum ejus hæredem univerſalem, ejuſque liberos maſculos naturales & legitimos in quos deveniſſet ipſius Ducalis Sabaudiæ dignitas, juxtà præmiſſam ejus diſpoſitionem, decedere ſine liberis maſculis naturalibus & legitimis, ſuperſtitibus aliquibus filiabus, & ille in quem juxta hujuſmodi teſtamentariam diſpoſitionem eſſet devoluta prædicta Ducalis dignitas, teneatur & debeat eaſdem filias debitè & juxtà earum ſtatum alimentare uſque ad ætatem nubilem, ac in ea eas maritare, doteſque congruas dare cum earum munimentis ſtatui ipſarum conſgruentibus.

Et caſu quo (quod abſit) præfatum Dominum Teſtatorem, vel dictos Illuſtres Dominos Ludovicum & Philippum filios ipſius Domini Teſtatoris, omnes ab humanis decedere contigerit ſine liberis naturalibus & legitimis maſculis, & liberos maſculos liberorum maſculorum eorumdem, ac deficere totam liberorum naturalium & legitimorum maſculorum ipſorum Dominorum Teſtatoris Ludovici & Philippi propagationem, in caſu hujuſmodi prædictus Teſtator vult admitti, & ultimo ex eis deſcendenti ſubſtituit hæredes pleno jure prænominatam Illuſtriſſimam Dominam Mariam Duchiſſam Mediolani, primogenitam filiam cariſſimam ipſius Domini Teſtatoris, & ejus liberos naturales & legitimos maſculos, ita quòd primogenitus ipſorum maſculorum filiorum habeat titulum, dignitatem & dominium Ducatus Sabaudiæ, & tam ipſe quàm ejus liberi omnes ab eo deſcendentes naturales & legitimi maſculi, teneantur perpetuò aſſumere, retinere & deferre cognomen, arma & inſignia ipſius Domini Teſtatoris; qui quidem liberi in præmiſſis rebus & bonis hæreditariis ſuccedere debeant, ſecundum gradus & ordinem per ipſum Dominum Teſtatorem inter ejus liberos ſuprà dictos, ſuperius diſpoſitos & ordinatos. Et ſi forſan dictus Primogenitus præfatæ Dominæ Mariæ eſſet tantæ dignitatis, quòd non poſſet ſeu vellet arma ſua propria relinquere, & cognomen armaque & inſignia dicti Domini Teſtatoris aſſumere, retinere perpetuò & deferre; in ipſo caſu vult & jubet idem Dominus Teſtator admitti, atque ſubſtituit ſub eiſdem modis & conditionibus ſecundum genitum filium naturalem & legitimum maſculum prædictæ Dominæ Mariæ; & illo præmiſſa adimplere renitente, tertiogenitum, & ſic ſucceſſivè de gradu in gradum juxta ordinem genituræ eorumdem.

Item in caſu quo contingeret prædictas Dominam Mariam Duchiſſam Mediolani, & ejus filios naturales & legitimos maſculinos ſubſtitutos ut præfertur, ante vel poſt eventum prædictæ eorum ſubſtitutionis non acceptare dictam ſubſtitutionem, aut eâ acceptatâ decedere ab humanis, ſine liberis naturalibus & legitimis maſculis; in ipſo caſu præfatus Dominus Teſtator ſubſtituit pleno jure, & vult admitti in præmiſſis Sereniſſimam Dominam Margaritam, Siciliæ & Jeruſalem Reginam, ipſius Domini Teſtatoris filiam naturalem & legitimam cariſſimam, & ejuſdem Dominæ Margaritæ Reginæ filios naturales & legitimos maſculos, ſub eiſdem conditionibus, modis, & ordine, quibus ſuprà ſubſtituit præfatam Dominam Mariam Duchiſſam Mediolani, & ejus liberos ſuprà dictos.

ANS de J. C. 1439.

Item in caſu quo prædictas Illuſtriſſimam & Sereniſſimam Dominas Mariam Duchiſſam Mediolani, & Margaritam Reginam Siciliæ & Jeruſalem, ipſius Domini Teſtatoris filias, ac eorum liberos omnes maſculos naturales & legitimos ſubſtitutos ut præfertur, contigerit defungi ab humanis ſine liberis maſculis naturalibus & legitimis, quandocùmque & in quacumque ætate; in ipſo caſu præfatus Dominus Teſtator vult admitti, & ſubſtituit pleno jure in præmiſſis, filiam primogenitam naturalem & legitimam præfari Illuſtris Domini Ludovici, filii & hæredis univerſalis ipſius Domini Teſtatoris ſi tunc ſuperſit, & ipſius filiæ filium naturalem & legitimum maſculinum primogenitum; & deficiente ipſo primogenito ſine liberis maſculinis naturalibus & legitimis, uno vel plutibus, vult admitti, & ſubſtituit pleno jure ſecundogenitum; & deficiente ſimili modo ſecundogenito, tertinmgenitum; & deinceps gradatim alios ſuccedentes: deficientibus autem dictis Primogenito præfati Illuſtris Domini Ludovici, ac ejus liberis maſculis prædictis, ſine liberis maſculis naturalibus & legitimis uno vel pluribus; vult admitti, & ſubſtituit in ipſo caſu ipſe Dominus Teſtator pleno jure in præmiſſis ſecundogeoitam filiam naturalem & legitimam ejuſdem Illuſtris Domini Ludovici ſi tunc ſuperſit; & ipſius ſecundægenitæ Filium primogenitum naturalem & legitimum maſculum; & deficiente primogenito, ſecundogenitum; & deinde gradatim alios ſuccedentes: deficientibus verò ipſis ſecundogenita, & liberis ſuis prædictis ſine ſimilibus liberis, vel non extantibus; tunc vult admitti idem Dominus Teſtator ad præmiſſa tertiogenitam filiam naturalem & legitimam dicti Illuſtris Domini Ludovici, ac ejus filium naturalem & legitimum primogenitum, & deficiente ipſo primngenito ſine liberis ſimilibus, ſecundogenitum; & poſt ſecundogenitum, tertiogenitum; & ſubſequenter gradatim ſuccedentes, prout ſuprà: & ſi forſan primò vel ſecundò aut tertiò vel ulteriùs genito dicti Illuſtris Domini Ludovici, aut eorum liberi prædicti omnes & ſinguli defecerint ab humanis ſine liberis maſculis prædictis, vel non ſuperſint; tunc in ipſo caſu vult admitti, & ſubſtituit idem Dominus Teſtator in præmiſſis pleno jure filiam primogenitam naturalem & legitimam præfari Illuſtris Domini Philippi, filii & hæredis particularis ipſius Domini Teſtatoris, & ipſius primogenitæ filium naturalem & legitimum maſculum primogenitum; & deficiente primogenito ſine ſimilibus liberis uno vel pluribus, ſecundogenitum, & poſt ſecundogenitum tertiogeoitum & deinde gradatim ex ipſa primogenita ſuccedentes: & ſi ipſa primogenita & ejus liberi omnes defecerint ſine ſimilibus liberis; vult tunc admitti ſecundogenitam; & poſt ſecundogenitam, tertiogenitam, & alias ſuccedentes ex dicto Domino Philippo, & eorum liberos maſculos naturales & legitimos gradatim & ſucceſſivè, juxta & ſecundum ordinem ac modum ſuprà dictos. Volens & jubens idem Dominus Teſtator, quòd ſemper primogeniti dictarum filiarum & primogeniti primogenitorum, ad quos ſucceſſio hæreditaria prædicta deveniret proùt ſuprà, ſint Duces Sabaudiæ, & cognomen armaque & inſignia ipſius Domini Teſtatoris ex hinc aſſumere, & perpetuè pro ſe & ſuis ſucceſſoribus retinere teneantur, proùt ſuprà diſpoſitum eſt de filiis præfatarum Dominarum Duchiſſæ Mediolani, & Reginæ Siciliæ & Jeruſalem.

In caſu quo prædictos ipſius Domini noſtri Ducis filios & filias, ac eorum & earum liberos inſtitutos & ſubſtitutos ut præfertur, decedere contigerit ab humanis

ANS de J. C. 1439. nis ſine liberis naturalibus & legitimis maſculis, & deficere totum progeniem maſculinam & ſemininam ipſius Domini Teſtatoris (quod Deus avertat) in ipſo caſu vult admitti, & ſubſtituit pleno jure dictus Dominus Teſtator in præmiſſis, Illuſtrem Dominam Janam de Sabaudia Marchioniſſam Montiſferrati, ipſius Domini Teſtatoris ſororem cariſſimam, & ejus liberos naturales & legitimos maſculos, eiſdem modo & ordine & ſub conditionibus, quibus ſuprà idem Dominus Teſtator ſubſtituit prænominatas Dominas Mariam Duchiſſam Mediolani, & Margaritam de Sabaudia Reginam Siciliæ & Jeruſalem, filias ſuas ac eorum liberos.

Et ut prænominati omnes hæredes præfati Domini Teſtatoris, minus detrahere valeant ſeu præjudicare utilitati dictarum ſubſtitutionum ſibi ut ſuprà factarum, idem Dominus Teſtator prohibuit & prohibet ipſis omnibus & ſingulis hæredibus ſuis, omnem Falcidiam, & quartæ Trabellianicæ detractionem, volens & omnino diſponens matres omnium & ſingulorum hæredum ſuorum ſubſtitutorum utriuſque ſexus, in omni caſu & eventu ſubſtitotionis prædictarum, ab omni ſucceſſione eorundem eſſe penitus repulſas & excluſas.

Exequutores verò hujuſmodi ſui nuncupativi Teſtamenti facit & conſtituit idem Dominus Teſtator, Reverendos in Chriſto Patres Dominos Archiepiſcopum Tharentaſien. & Epiſcopos Gebenn. & Lauſanen. pro tempore exiſtentes, quibus aut duobus ex ipſis qui commodiùs hujuſmodi executioni vacare poterunt, dat & contribuit idem Dominus Teſtator omnimodam poteſtatem ac plenum mandatum, omnes & ſingulas Teſtamentarias diſpoſitiones ſuprà ſcriptas, de & ſuper bonis ejuſdem Domini Teſtatoris liberè exequendi & adimplendi, cum deliberatione Conſiliariorum Ducalium exiſtentium pro tempore.

Hanc autem ultimam ſuam voluntatem ſuumque nuncupativum Teſtamentum eſſe voluit & vult idem Dominus Teſtator, ut expreſſè quam & quod vult valere jure Teſtamenti nuncupativi, & ſi non valet vel valebit jure Teſtamenti nuncupativi, voluit valere jure codicillorum, aut alterius cujuſcumque ultimæ voluntatis, omnique vult jure & modo, quo & quibus meliùs valere potent & debebit, ſecundum utriuſque Juris diſpoſitionem: Revocans, ceſſans & penitus annullans idem Dominus Teſtator tenore ultimi ſui præſentis Teſtamenti, omnia alia & ſingula Teſtamenta, omneſque & ſingulos codicillos, per ipſum Dominum Teſtatorem ſub quacumque verborum forma hactenus condita & conditos; volens & jubens ipſos & ipſa, ac eorum prothocolla & regiſtra prorſus deſtrui & aboliri, ſic quòd de ipſis nihil remaneat.

Quibus omnibus Teſtamentariis diſpoſitionibus ſic peractis & publicatis, præfati Illuſtres Domini Ludovicus & Philippus de Sabaudia, filii & hæredes dicti Domini Teſtatoris, ibidem præſentes & audientes ad conſolationem & mandatum ipſius Domini Teſtatoris eorum Clariſſimi Genitoris, ſcienter & ſponte, per ſe & ſuos ſucceſſores prædictos, univerſa & ſingula in hujuſmodi Teſtamento contenta, videlicet quilibet eorum prout, & in quantum ad eum ſpectat, & ſpectare poteſt & poterit in futurum, rata, grata & firma ſemper habere & tenere, & inviolabiliter obſervare, ſuper Sanctis Dei Evangeliis, per nos & Notarios infrà ſcriptos eis porrectis, & ad opus omnium & ſingulorum quorum intererit, ſtipulantes juramentum corporale præſtiterunt.

De quibus omnibus & ſingulis diſpoſitionibus & ordinationibus Teſtamentariis ſuprà ſcriptis, ac ipſa hujus Teſtamenti nuncupativi conditione & factione, prænominatus Illuſtriſſimus Princeps Dominus noſter Dux Sabaudiæ Teſtator voluit & juſſit, per Notarios publicos ejus Secretarios ſubſcriptos, fieri & expediri tot publica inſtrumenta quot fuerint neceſſaria, & habere voluerint & petierint præfati Domini hæredes inſtituti, & ſubſtituti, ac legatarii, & alii quorum intererit. ANS de J. C. 1439.

Actum, conditum & publicatum fuit hujuſmodi Dominicum Teſtameotum nuncupativum, in his ſcriptis redactum in domo Decanali prædicti Monaſterii Ripalliæ, videlicet in Camera propria prædicti Domini Teſtatoris: Præſentibus, Reverendo in Chriſto Patre Domino Ogerio Epiſcopo Maurianenſi, nec non Venerabilibus & Egregiis Dominis Petro Mutonis Priore dicti Monaſterii Ripalliæ, Ludovico Pariſeti Decano Anneſſiaci, Fratre Claudio Revelli Priore Heremitarum B. Auguſtini Thononii; Claudio de Saxo, Amedeo Charenſonis, Lamberto Oddineti, ac Ludovico de Chevelluto, Militibus Ordinis Militaris S. Mauricii Ripalliæ, teſtibus per ipſum Dominum Teſtatorem ore ſuo proprio ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

CDII.

Sentence Arbitrale, touchant le différend, pour la ſucceſſion du Duché de Lorraine entre ISABELLE DE LORRAINE *Reine de Sicile, Fille de Charles I. Duc de Lorraine, & ſon Couſin Germain* ANTOINE DE LORRAINE *Comte de Vaudemont; par laquelle il eſt ordonné, que le dit Comte de Vaudemont renoncera à tout droit de proprieté & Seigneurie au Duché de Lorraine; & ce droit lui eſt reſervé, ſi ladite Iſabelle, & ſes hoirs mâles & femelles vont de vie à trépas ſans hoirs iſſus de leur corps. Fait à Reims, le 24. Mars* 1440. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 371. ANS de J. C. 1440. Lorraine.

CHARLE, par la grace de Dieu Roy de France; A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront Salut. Comme naguetes nous eſtants en noſtre Ville de Bar ſur Aube pour & afin de pourveoir aux grandes charges maux - - - - - & autres innumerables griefz & inconvenientz, que tant longuement ont ſouffert, dont eſt - - - - - - - & Comte de Champagne, nos Vaſſaux, feaux ſubjectz & peuple, & autres gens de tous eſtatz & iceux relever - - - - - - miſeres & excez deſſus dicts au bien de juſtice, de toute la choſe publique enſemble de nos dictz - - - - - - - - peuple, à ce que juſtice doreſnavant puiſſe & doive eſtre deuement adminiſtrée ſans haine, faveur ou autre illicite regard - - - - - - - marchandiſe avoir cours, & un chacun vivre, terres labourer, & demeurer en ſon hoſtel & meſnage, ſeurement & en bonne paix concorde & union ſans aucune charge ou aultre oppreſſion; euſſions deuement eſté advertiz & informez, que la plus part des maux, griefz & excez deſſus dictz procedoient & commis eſtoient & perpetrez en noſtre baillage de Chaumont & pays de Baſſigny, & en pluſieurs aultres lieux, pays, & contrées de noſtre Royaume eſtants és extremités, metes & confins des pays de Bar & Lorraine ſoubs ombre & couleur, & à l'occaſion de la guerre, differents, debats & queſtions eſtants, & qui ja longuement ont eſté continuels, entre noſtre tres cher & tres amé Couſin & Frere le Roy de Sicile & ſes ſubjects deſdicts pays & Bar & de Lorraine d'une part; & noſtre tres cher & amé Couſin le Comte de Vaudemont d'aultre part; en faiſant & commettant par les deſſus dictz leur gens, vaſſaux & ſubjectz ſervants, bienveillants & alliez pluſieurs delictz, excez, & exploictz de guerre à l'importable de nos dicts ſubjects & peuple, & meſmement

ANS de J. C. 1440.

ment des dictes partyes, & de leurs pays & ſubjectz.

2. Et affin de faire ceſſer ces griefs & tant prejudiciables maux deſſus dictz, & appaiſer par bons moyens & convenables manieres les dictz debatz & querelles, euſſions en noſtre dicte Ville de Bar ſur Aube mandé venir devers nous noſtre dict Couſin le Comte de Vaudemont, & ſemblablement de la partye de noſtre dict frere euſſions faict venir & comparoir par devant nous noſtre tres cher & tres amé Frere & Couſin Charle d'Anjou Comte du Maine & de Mortaing, frere de noſtre dict frere le Roy de Sicile, & nos Amez & feaux Jacque de Haraulcourt & Vuary de Fleville Chevaliers; Philippe de Lenoncourt, & Jean de Proiſy ſouffiſamment fondez de pouvoir ſur ce de noſtre trés cher & amé nepveu le Marquis de Pont, fils de noſtre dict frere, ayant en l'abſence de luy adminiſtration & gouvernement des dicts pays de Bar & de Lorraine, avec plein pouvoir & aurhonté de noſtre dict frere, ainſy que par les lettres ſur ce faictes nous eſt ſuffiſamment apparu: ſe fuſſent les dictes partyes aprés pluſieurs remonſtrances par nous à eux faictes, & par les gens de noſtre conſeil condeſcenduz, & euſſent voulu conſenti & accordé chacune partie, en tant qu'il luy pouvoit touchier, d'eux ſoubmettre de tous debats, actions & querelles à noſtre ordonnance, jugement & à droict, tout ce que par nous, & noſtre dict conſeil de leurs dictz debats & querelles ſeroit dict, prononcé, jugé & * a droict; & de ce faire & accomplir, promirent faire & bailler telles ſeuretez, que par nous ſeroit adviſé, & ordonné, ſuppliant les dictes partyes, que de leurs differents, debats & querelles voulſiſſions, pour le bien d'eux prendre la charge de la dicte ſoubmiſſion.

3. Et en oultre conſiderant les dictes partyes l'affinité desja faicte, & traictée en mariage en noſtre tres chiere & tres amée Niepce Yolande fille aiſnée de noſtre dict frere, & noſtre tres cher & amé Couſin & Nepveu Ferry de Lorraine, aiſné fils du dict Comte, & auſſi la proximité de lignage, en quoy noſtre dict Couſin Comte deſſus dict atteinct à noſtre tres chere & tres amée Sœur la Royne de Sicile, & même, que la voye de jugement & à droict eſt aucunement dangereuſe, & la fin ſouventes ſois aprés la ſentence donnée perilleuſe, de peu de paix & dilection, & à la fois s'enſuit inconvenients & morts; prierent & ſupplierent icelles partyes, que pour mettre bon accord & paix finale ſur les dictz debars & querelles par amiables & convenables traictez icelles pacifier, & du tout faire ceſſer.

4. Pourquoy nous, eu eſgard aux choſes deſſus dictes, au bien des dictes partyes, & pour pluſieurs aultres cauſes & conſiderations à ce nous mouvants, inclinants favorablement, à leurs humbles prieres & requeſte; ſcavoir faiſons, que ce jourdhuy vingt & quatriesme de Mars mil quatre cents quarante, aprés pluſieurs pourparlées & ouvertures faictes par nous, & ¶ les Seigneurs de noſtre ſang, & les gens de noſtre grand conſeil, avec les dictes partyes & chacunes d'icelles; ſur les dictz differents, debatz & querelles, & meſme ſur le tiltre, droict, & action que noſtre dict Couſin le Comte ſe pretend avoir en la Duchié de Lorraine, & ſemblablement ſur l'hommage, que noſtre dict frere demande luy eſtre faict par noſtre dict Couſin le Comte de Vaudemont, & ſelon la nature d'iceluy fief; ſur leſquels debats & queſtions, en debattant icelles, & en noſtre preſence les Seigneurs de noſtre ſang, & les gens de noſtre grand conſeil & les partyes ayant eſté par pluſieurs fois ouyes, dict & remonſtré par raiſons de faict & de droict, lettres & aultres enſeignements & articles, touchant la demande, que l'un chacune des dictes partyes demandoit & entendoit de faire; & finalement tout veu & conſideré, ce qui faiſoit à voir & conſiderer en la matiere & de faict & de droict, de l'advis & Conſeil des dictz Seigneurs de noſtre ſang eſtants devers nous, & des gens de noſtre grand conſeil; de la volonté, accord & conſentement des dictes partyes & de chacune d'icelles par amiable accord traicté & appoinctement; avons appoincté ſur les dictz debatz, queſtions & querelles; appoinctons & ordonnons par la teneur de ces preſentes; & voulons & mandons à tous inviolablement eſtre gardé & obſervé par les dictes parties, & tout ſelon la forme & maniere des articles cy aprés declarez, afin de paix finale, bon amour & dilection entre les dictes partyes ores, & pour le temps advenir, leurs hoirs, ſucceſſeurs, & ayans cauſe, & ainſy, qu'il eſt dict & contenu és articles enſuivants faictz, accordez & conſentiz par icelles parties en noſtre preſence.

ANS de J. C. 1440.

5. Premierement pour faire ceſſer, & de tout appaiſer les dictz debatz, queſtions & querelles, & ſpecialement à cauſe du droict, tiltre & querelle que Meſſire Antoine Comte de Vandemont dict & pretend avoir en la Duché de Lorraine, & à ce que doreſnavant luy, ſes hoirs & ayants cauſe puiſſent & doivent vivre en paix, en bonne amour & dilection, avec le Roy & Royne de Sicile, dont il eſt prouchain parent; leurs heritiers & ayans cauſe; & que toutes cauſes de querelles, de faict & de droict ceſſent & doibvent ceſſer; & meſmement, que Monſeigneur Ferry de Lorraine aiſné fils du dict Comte a eſpouſé Yolande fille aiſnée du dict Roy & Royne, luy ſeront baillez, pour le bien de luy en faveur de paix & des dictz enfans, terres & Seigneuries vſlants chacun an deux mil deux cents livres tournois monnoye royale; & ſeront les dictes terres & Seigneuries baillées en dedans deux ans prochainement venants.

6. Item, & pour faire l'achapt des dictes terres & Seigneuries juſques à la dite ſomme deux mil deux cents livres tournois, en terres, Seigneuries & Juſtices commettra & ordonnera le Roy noſtre Souverain Seigneur dès maintenant deux notables perſonnes, qu'en toute diligence ſeront poſſible devoir, & dedans le temps deſſus dict, & pluſtoſt, ſi faire ſe peut, tout le mieux, & plus favorablement au bien du dict Comte, & de ſes hoirs, & ayants cauſe, que faire ſe pourra.

7. Item, & en greigneur faveur dudict bien de paix, & de ce preſent traitté, & à ce, que les partyes ſoyent plus enclines & aſtrainctes d'iceluy garder & entretenir ioviolablement, & à tousjours ſans enfraindre, le Roy noſtre Souverain Seigneur donnera audict Monſeigneur le Comte l'émolument & proffict de ſon Grenier de Joinville, & toute telle part & portion, qu'il y a ſans aucune choſe en retenir, ne y reclamer la vie durant de Monſieur le Comte. Et ainſy à Monſeigneur Ferry ſon fils après ſon treſpas ſemblablement ſa vie durant, & ſera pourveu des Officiers Grenetiers & Controlleurs du dict grenier, à la nomination du dict Comte, & après ſon trespas à la nomination de ſon dict fils, & le Roy les confirmera; toutesfois le grenetier du dict grenier de Joinville, qui ores eſt ou qui ſera, ſera tenu de rendre compte en la Chambre des Comptes du faict & deſpenſe du dict grenier.

8. Item, & moyennant ce que dict eſt, & pour ſi grand bien de paix, le dict Monſeigneur le Comte promettra de renoncer pour luy & ſes hoirs à tout le droict, action & querelle, qu'il dict & pretend avoir, de faict & de droict & de couſtume en la proprieté, de la dicte Seigneurie des Duché & Marchiſié de Lorraine & ſes appartenances.

9. Item, & ſemblablement renoncera & quittera mon dict Seigneur le Comte à toutes autres actions ou querelles, qu'il peut, ou dire pourroit avoir depuis la guerre encommencée entre le Roy de Sicile & luy, en quelque maniere que ce ſoit, & envers quelſconques perſonnes, quels qu'ils ſoient à cauſe ou couleur de la dicte guerre; ſoient ſubjectz ou ſervantz du Roy

de

ANS de Sicile, amis & alliez, & en la dicte guerre, ou durant icelle, & en faveur du Roy de Sicile, ou autrement ont eſté favoriſants, ſervants ou aydants; ſans ce que jamais à cauſe de ce que dict eſt, ledict Comte de Vaudemont, * * & deſquels il ſe dict avoir ſeels & promeſſes, & a intention de les pourſuivre par juſtice par devant le Roy ou aultre part, ou bon luy ſemblera.

10. Item, & pareillement ſera faict de la part du Roy de Sicile ſes ſubjects ſervants & aydans envers Monſeigneur de Vaudemont, ſes ſubjectz, ſervants & aydants durant le temps de la dicte guerre.

11. Item, toutes aultres lettres, droictz & querelles, qui ne touchent point ne deſpendent de faict des dictes guerres, ſont reſervées pour les pourſuir par voye de Juſtice, & non aultrement, & par devant les Juges, & és lieux ordinaires & accouſtumez és Seigneuries de chacune partie.

12. Item, baillera mon dict Seigueur le Comte ſes lettres à Ferry Monſeigneur ſon fils aiſné, en la maniere qui s'enſuit: Nous Antoine de Lorraine &c. Comte de Vaudemont, Seigneur de Ruminy, de Boue, de Fainville, & Seneſchal de Champagne, faiſons ſçavoir & connoiſtre à touts, que pour certaines cauſes à ce nous mouvants, nous avons donné, & donnons par ces preſentes congé, licence, pouvoir, & authorité à noſtre tres chier & tres aimé fils Ferry de Lorraine, de relever, & de reprendre de Monſeigneur le Roy de Sicile, Duc de Bar &c. ou en ſon abſence de noſtre tres chier Seigneur, Couſin & filleul le Marquis de Pont, les fiefz de la Comté de Vaudemont, & terre de Monſtier ſur Saulx, & les appartenences, en la forme & maniere, que nôtre feu tres redoubté Seigneur & Pere, & nous l'avons faict; & de ce baille ſes lettres, ſi meſtier eſt, en la forme de celles de noſtre dict Seigneur & Pere pour d'icelle Comté & terres jouir & poſſeder, par noſtre dit fils Ferry aprés noſtre treſpas. Donné &c. Et ſe ſera cette repriſe dedans la Sainct Jean prochainement venant.

13. Item, le Roy de Sicile quittera & ſera tenir quitte de touts ceux, qu'il appartiendra mon dict Seigneur le Comte de Vaudemont, de tout ce qu'il doibt, ou pourra debvoir d'icy à deux ans prochains à venir à cauſe de la Halle de Verzeliſe.

14. Item, ſera & demeurera le Roy de Sicile quitte par ce preſent traitté envers le Comte de Vaudemont de la reſte de dixhuict mil florins, montant à ſeize cents cinquante florins, & des arrerages de la rente aſſignée pour le Mariage de Madame Yoland, & ſera tenu ledict Comte de faire rendre les lettres obligatoires des dictz dix huit mil florins, que Meſſire Thiebault Seigneur de Neufchaſtel a en garde.

15. Item, ſeront quittes touts priſonniers, que tient le dict Comte tant à cauſe de la guerre du Roy de Sicile, comme de Meſſire Jean de Haſſoinville, Vuauterin de Theuliers & autres hommes, ſubjects, alliez & ſervants d'iceux, tant gentilshommes comme compagnons de guerre avec toutes rançons, compoſitions & appatis non payez, affin d'oſter & faire ceſſer ores & pour le temps avenir toutes cauſes, matieres & querelles de diviſion, & pareillement ſera faict de la part du Roy de Sicile.

16. Item, & à cauſe de la délivrance & quittance des dicts priſonniers mon dict Seigneur le Comte aura & emportera la ſomme de cinq mil florins & avec icelny ſeront rendues les lettres, qu'a de luy * Vuauterinviſſe montant à mil florins, & ſera la dicte ſomme de cinq mil florins payée audict Monſeigneur le Comte dans un mois apres Paſques commençants prochainement venant.

17. Item l'Abbé de Goiſe quittera les priſonniers qu'il tient du dict Comte, moyennant qu'ils jureront & promettront, qu'à cauſe de leur priſe jamais mal ne dommage n'en vendra. Et en ce faiſant le dict Abbé ſera compris en ce preſent traicté de paix. ANS de J. C.

18. Item pour mieux aſſurer ce dict traicté final nommement & expreſſement y ſeront compris Meſſire Jean de Haſſonville Vautenn de Theuliers leurs aydans & ſervants Jean de Ligneville ceux de la Cité de Verdun, l'Eveſque, Chapitre & ceux de la Cité de Tboul. 1440.

19. Item, & en mettant à execution le preſent traitté de paix final toutes choſes advenues à l'occaſion de la guerre ſoubs l'ombre & couleur d'icelle, ſeront remiſes, perdonnées, oubliées & abolyes d'une part & d'aultre; & tout ainſy, que ſi elles ne fuſſent point advenues, pourront paiſiblement & ſeurement tonts ceux, qui ont ſervi en la guerre, en quelque maniere, que ce ſoit aller, venir, ſejourner & demeurer, jouir, uſer & poſſeder de leurs terres, poſſeſſions & Seigneuryes, tout ainſy, qu'ils faiſoient avant le commencement de la guerre.

20. Item, & pareillement les ſubjects & habitans des pays de Bar & Lorraine, & auſſy de la Comté de Vaudemont, & des Seigneuryes & terres de mon dict Seigneur le Comte converſeront & communiqueront doreſnavant enſemble en bon amour & dilection, comme voyſins & amis doivent faire l'un avec l'aultre faiſant leurs beſongnes & labours, tout ainſy, & le plus amiablement, qu'ils faiſoient avant la dicte guerre, & retournera & jouira un chacun de ſes terres & poſſeſſions.

21. Item, pour mieux faire & reſerver à un chacun le droict & action, qui de droict legitimement luy peut advenir; eſt à entendre, que non obſtant la dicte recognciation à la Duché de Lorraine qui ainſy ſoit faicte par le dict Comte, que s'il advenoit, que Dieu ne veille, que la Royne de Sicile & ſes hoirs maſles & femelles allaſſent de vie à treſpaſſement ſans hoirs iſſants & deſcendans de leurs corps, en ce cas mon dict Seigneur le Comte, comme legitime & habile à ſucceder par voye de Juſtice, & aultrement deuement vendra à tel droict, qu'il y debvra & pourra avoir.

22. Item, auſſi ſe ainſy eſtoit, que pour les empeſchemens, qui pourroient advenir, ou aultres cauſes raiſonables - - - - - - - - valeur de deux mil deux cents livres tournois de la condition deſſus dicte ne peut eſtre aſſiſe - - - - - - - tenu, & preſent traitté enfraint ains ſe continuera & tendra touſjours en ſa vertu & - - - - - - le Roy en ce cas ſera tenu de faire payer la dicte rente de deux mil deux cents livres tournois ou ce - - - - - toutes fois il eſt à entendre, que la dicte rente n'excedera point plus hault, que cinq cens livres tournois, ou ce qui en reſtera, ſera tenu le dict Comte de faire la renonciation deſſus dicte, juſques à ce que la dite aſſiette de deux mil deux cens livres tournois luy ſoit du tout parfaite & accomplye.

23. Item, de - - - - - - & par effect realement accomplir ce preſent traicté de paix final les poincts & articles deſſuſdicts chacun d'iceux leurs circonſtances & dependances inviolablement à touſjonrs ſans enfraindre, promettront & jureront les dictes parties, c'eſt à ſçavoir Monſeigneur Charles d'Anjou frere dn dict Roy de Sicile, Monſeigneur le Marquis du Pont, ou ſes Commis & Deputez ayants ſur ce ſuffiſant pouvoir pour la partye du dict Roy de Sicile, ſes Vaſſaux & ſubjectz & habitans de ſes dictz pays de Bar & de Lorraine, ſes ſervants, aydants, bienveillants, amis & alliez & compris en ce dict traicté, à Monſeigneur le Comte de Vaudemont & Monſeigneur Ferry ſon aiſné fils en leurs perſonnes ſur leur foy & bonneur en la main du Roy noſtre dit Seigneur, & eux ſoubmettans à eſtre deshonorez; & ſur la peine de cent mil eſcus d'or à payer, par l'ordonnance de noſtre dit Seigneur par les tranſgreſſeurs de ce dit traitté.

ANS de J. C. 1440.

24. Et s'aucuns debats ou diſcordz ſurvenoient pour le temps advenir entre les dictes partyes, à l'occaſion des choſes deſſus dictes ou d'aucunes d'icelles, ce dict traitté ne ſera pour ce enfrainct, ains demeurera en ſa vertu, & ſe tireront devers le Roy noſtre dict Seigneur en luy ſoubſmettant ſur la peine deſſus dicte en ſon ordonnance & jugement, ceſſant toutes fois toutes voyes de faict & de guerre.

25. Item, & pour plus grande ſeureté des choſes deſſus dictes faire & accomplir inviolablement ſans enfraindre, garder & obſerver, bailleront leur ſeellez ſoubs leurs ſeaux de leurs armes authentiques; & ainſy que par le Roy noſtre dit Seigneur ſera adviſé & ordonné, & iceux feront approuver par le Roy & Roy-

ne de Sicile & Monſeigneur le Duc de Calabre leur fils aiſné, au plutoſt, que bonnement faire ſe pourra. En teſmoing de ce nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Reims, le vingt & ſeptieſme jour de Mars l'an de grace, mil quatre cens quarante, avant Paſques, & de noſtre Regne le dix neufvieſme. Et ſur le reply eſt eſcript: par le Roy en ſon grand Conſeil, ouquel Monſeigneur Charle d'Anjou, le Comte de Richemont Conneſtable, l'Eveſque de Maguelonne, le Comte de Tancarville l'Amiral, le Sieur de la Varanne, & aultres pluſieurs eſtoient, Signé, Chaligan; & ſeellé du ſeel du dict Roy Charle, pendant en queue de parchemin.

ANS de J. C. 1440.

CDIII.

ANS de J.C. 1441.

HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET LUBEC, HAMBOURG, &c.

Trêve entre les Pais de HOLLANDE, ZELANDE *&* FRISE, *& les ſix Villes des Vandales, ſavoir* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOCK, STRAELSOND, WISMAR *&* LUNEBOURG; *conclue à Copenhague, l'an* 1441. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, &c. Tom. I. pag. 90.

IN nomine Domini Amen. Kenlijck ſy, alſoo lange tijt Oorloge, Tweedracht, en geſchille geweeſt heeft tuſſchen den Landen, lieden, ende Onderſaten van HOLLAND, ZEELANT en VRIESLANT een ſijde, en des ſes Wendiſchen Steden als LUBIKE, HAMBORO, ROSTIKE, STRAELSONDE, WISSEMER ende LUNENBORG, hare Landen, Luyden, en Onderſaten aen die andere ſijde. Om welcke oorlogen, tweedracht, en geſchille neder te leggen en tot een goede eynde te brengen, die Doorluchtighe ende vermoghende Vorſt Coninck Chriſtoffel van Denemarcken &c. geſchreven heeft aen den Hoochgebooren vermogende Vorſt den Hertoge van Bourgoignen ende van Brabant, Grave ende Heere van den voorſz landen van Hollant, Zeelant en Vrieſlandt; en de ſes Steden voornoemt, dat ſy haer Raden en ſendeboden ſenden wouden tot ſyne Genade tot Coppenhaven in Denemarcken, op hoope dat by ſyne Genade by middel die voorſz geſchille geeynt ſouden worden: die welcke Hoochgebooren en vermogenden Vorſt en des ſes Wendiſchen Steden dit gaerne tot ſyne beden gedaen hebben, en ſyn daerom gekomen tot Coppenhaven als van wegen die voorſz Hertoge ende ſyn Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, voorſz Heeren Sampſon van Lalaingh Heere van Opprebaix, Heer Arent van Gent Heere van Gieſſenburch Riddern, Meiſter Lodewijck van der Eijcke, Jan Jan Heymenſſoons uyt ſynen Rade, Meiſter Jan Roſe ſyn Secretarius, Gerrit van Noortich ende Wynant Dircxſen van Haerlem, Claes Duyſt van Delſt, Willem van Alckmaer, Dirck van Wormer, Jan Claeſen, Jan Pouwelſen van Amſterdam, Matthias Simons van Hooreo, Jacob Pieter Nanningſen van Ziericzee, Willem Paeſſe ende Jan Pieters Coppenſen van den Briele. Ende van wegen des voornoemden ſes Wendiſchen Steden, Heer Jan Tolman, Willem van Kalven Burgemeeſteren, Jan Lunenborgh Raetman, ende Meeſter Jan Proto Notarius van Lubecke, Hendrick Truorinck Burgemeeſter, Erick van Eytzen Raetman, ende Meeſter Jan Penſionaris van Hamborgh, Henrick Boek, Gerrit Wenman Burgemeeſter, Iſack Lubike Raetman, ende Erich Sperlinck Secretaris van Roſticke, Albert Jonge, Henrick Steenwech Raetmannen tot Straelſonde, Henrick Peel Burgemeeſter, Pieter van Borchel

CDIII.

ANS de J. C. 1441.

HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET LUBEC, HAMBOURG, &c.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Seigneur, Amen. Soit notoire comme il y a eu une longue guerre, diſſentions & differend entre les pais, peuples & ſujets de HOLLANDE, ZELANDE *&* FRISE *d'une part, & les ſix Villes des Vandales, ſçavoir* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOCE, STRAELSOND, WISMAR *&* LUNEBOURG, *leurs pais, peuples & ſujets d'autre. Pour leſquelles guerre, diſſentions & differend terminer & amener à une bonne fin le ſereniſſime & puiſſant Prince Chriſtofle Roi de Danemarck &c. a écris a puiſſant Prince le Duc de Bourgogne & de Brabant, Comte & Seigneur des ſuſdits pais de Hollande, Zélande & Friſe, & aux ſix Villes ſuſdites, afin qu'ils enveyaſſent leurs Conſeillers à ſa Majeſté a Copenhague en Danemark, ſans eſperance de terminer par elle leſdits differens: ce que le ſuſdit puiſſant Prince & les ſix Villes ſuſdites ont fait volontiers, & de la part dudit Duc & de ſes pais de Hollande, Zélande & Friſe, ſont venus à Copenhague les Sieurs Samſon de Lalaing, Seigneur d'Oprebaix; le Sieur Arent de Gent, Seigneur de Giſſembourg Chevaliers; Maitre Louis van der Eijcke; Jean Jean Heymenſſens de ſon Conſeil; Maitre Jean Roſe, ſon Secretaire; Gerard de Noortich, & Winant Dirckſen de Harlem; Nicolas Duyſt de Delfe; Guillaume d'Alcmar; Thiers de Wermer; Jean Claeſen; Jean Pouwelſen d'Amſterdam; Mathias Simon de Heorn, Jacob Pierre Hanning ſon de Ziericzée; Guillaume Paeſſe & Jean Pierre Coppenſen de la Brille. Et de la part deſdites ſix Villes des Vandales, le Sieur Jean Telman; Guillaume de Kalven Bourguemaitres; Jean Lunebourg Conſeiller, & Maitre Jean Proto Notaire de Lubec; Henry Truorinq Bourguemaitre, Erick d'Eyzen Conſeiller, & Maitre Jean Penſionaire de Hambourg; Henri Boeck; Gerard Wenman Bourguemaitres; Iſaack Lubeck Conſeiller, & Erig Sperling Secretaire de Roſtock, Albert Jonge, Henri Steenwech Conſeillers de Straelſond; Henri Peel Bourguemaitre; Pierre de Borchel Conſeiller de Wiſmar, & Harck Schoemaker Conſeiller de Luneboure, avec pouvoir des deux côtez de connoître deſdites affaires; & comme le ſereniſſime & puiſſant Roi a dans ce tems d'autres grandes & importantes affaires dans ſon Royaume de Suede & ailleurs, de ſorte qu'il ne pouvoit pas lui même entendre aux dites affaires, ni y être pre-*

ANS de J.C. 1441.

chel Raetman tot Wiſmar, ende Harck Schoenmaker Raetman tot Luneborgh, met volkomen macht aen beyden ſijden die voorſz ſaken te handelen, ende overmits dat die Doorluchtige vermogende Coninck op deſen tijt andere groote treffelijcke ſaecken te doen hadde in ſyn Rijcke van Sweeden ende anders waer, ſoo dat hy io deſer ſaecken ſelver niet verſtaen en konde noch teghenwoordich weſen mochte. Soo heeft hy dan daer toe gheordineert van ſynre Genade wegen van ſynen Hoogen Raet, die eerwoerdige ende Eerbare Heereo Jan Aertsbiſſchop van Londen, Jan Jacobs Biſſchop van Rodenſchilt io Denemarcken, Benedictus Prior tot Antweſdekon, Heere Martijn Jonſſen, Heere Steenwaſſer, Riddern, Avelinge ende Albert Buldebaer, Knapeo, voor dewelcke de voorſz partyen haere klachten ende onderwijs vande toekomſt van den voornoemdem oorloghe ende tweedracht ghedaen hebben, ende na veel dachvaerden daer op gehouden, ſoo is by tuſſchenſpreken Rode ende onderwijſe van de voorſz Eerwaerdighe ende Eerbare Heeren des Koninex Raden, ende by conſent vao de Gedeputeerde ende ſendeboden van beyde partyen getracteert ende geſlooten om des beſten wille, dat geene't welck hier na geſchreven volght:

I. In den eerſten, dat een goet vaſt ende ſeeckere Beſtande blijven ſal tuſſchen den partyen voorſz 10. jaeren langh geduyrende ende achter een volghende, ingaende te Lande op Sondach naeſtkomende over 14. dagen, dat namentlijck is den 10. dach in September, ende te Water op Sinte Dyoniſius dach, oock naeſtkomende, dat namelijck is de negende dach io Octobri, binnen welcken Beſtande alle die Ingheſetenen ende Iowoonderen niemant uytgeſondert of uytgeſeyt van de voorſz Landeo van Hollant, Zeelandt ende Vrieſlandt Coopmans ghewijſe ſullen moghen vaeren te water ende te lande, met haer Schepen, Goederen ende Coopmanſchappen in de Wendiſchen Steden en io alle plaetſen weſende onder haer bewint, ende haer Coopmanſchappen aldaer handtierende io ſulcker manieren ende alſoo vry als ſy plegen te doeo in voortijden ende van outs, ende alle nieuwigheyt die die vande voorſz Steden op hem mogen ghedaen of geſet hebben, ſullen af ende te niet weſen ende blyven. Ende dagelijcx wederom alle die Ingeſetenen van de voorſz ſes Steden ſullen moghen vry en weligh voren ende keeren met hare Scheepen, Goederen ende Coopmanſchappen te Water ende te Lande over alle de voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlondt, ende haer Coopmanſchap aldaer te hanttieren in ſulker maniere ende alſoo vry als ſy in voortijden ende van outs plegen te doen, ende alle de nieuwicheden, die die van Hollandt, Zeelant ende Vrieſlant voorſz op hem moghen gedaen of geſet hebben, ſullende mede af, te niet, doot, ende van geenre waerden ſyn ende blijven.

II. Op dat deſe ſaecke tot eene goede eynde ghebracht mach werden, ſoo hebben die Gedeputeerden ende Raetſendeboden, elcx van ſijne ſijden vijſ Steden ghenoemt; dats te weten van de ſijden van Hollandt, Zeelant ende Vrieſlant: Utrecht, Amersfoort, Antwerpen, Mechelen ende Nymwegen, ende van de ſijde der voorſz ſes Wendtchen Steden Maegdeborgh, Brunſwich, Goting, Hanover ende Campen: van welcke Stedeo elcker ſijde twee of drie verwerven ſal die haer Gedeputeerden nootſakelijck ſenden, ende hebben ſullen overtochlijck binnen der Stede van Compen op den Pinxterdagh naeſtkomende over twee jaren, die welcke vier Steden alſoo vergadert tot Campen, macht hebben ſullen elcx van de ſijne die beklachten eyſſchen ende ſchade van beyde zijden te ontfangen, ende deſe ſaecke, ende al dat daer aenkleeft te ſluyten met recht oft io't gevoegh ols hem beſt, outſte, ende oirbaerlijckſt duncken ſal of moghen, binnen derthien weecken na dat ſy bionen de voorſz Steden van Campeo gekomen zijn, ende waert dat ſy onder

preſent, il a deputé de ſa part, d'entre ceux de ſon grand Conſeil, l'honorable & noble Seigneur Jean Archevêque de Londres. Jean Jacob Evêque de Rodenſchilt en Danemarck, Benoit Prieur de Antweſdekon; le Sieur Martin Janſſen, le Sieur Steenwaſſer Chevaliers; Aveling & Albert Buldebaer, Chevaliers, pardevant leſquels les ſuſdittes parties ont propoſé leurs plaintes & inſtructions de ce qui a donné lieu a la ſuſditte guerre & diſſention; & aprés avoir tenu pluſieurs conferences à ce ſujet, il a été par l'inſtruction & enſuite des pourparlers, advis & inſtructions des ſuſdits honorables Sieurs du Conſeil du Roy & du conſentement des Deputez des deux parties contracté & conclu pour le mieux d'icelles, comme s'enſuit.

ANS de J. C. 1441.

I. Premierement qu'une bonne ferme & ſure Trêve demeurera entre les ſuſdittes parties dix ans durans & enſuivant l'un l'autre, à commencer, par terre, de Dimanche prochain en quinze jours qui ſera le 10. de Septembre & par eau au jour de St. Denis, auſſi prochain qui ſera le 9. d'Octobre, pendant laquelle Trêve tous les ſujets & habitans, nuls excepiez, des ſuſdits Païs de Hollande, Zélande & Friſe, comme marchands, pouront aller par eau & par terre avec leurs navires, biens en marchandiſes dans les Villes des Vandales, & dans tous les lieux étans de leur reſſort, & trafiquer de leurs marchandiſes en telle maniere & auſſi librement comme ils étoient accoutumez de faire cy devant d'ancienneté, & toutes les choſes qui peuvent leur avoir été dittes ou faites ſeront & demeureront miſes au neant. Et ſemblablement les habitans deſdittes ſix Villes pouront aller & revenir librement & ſurement avec leurs vaiſſeaux, biens & marchandiſes, par eau & par terre par tous les Païs de Hollande, Zelande, & Friſe, & y trafiquer avec leurs marchandiſes de la même maniere & avec la même liberté qu'ils étoient accoutumez de faire cy devant, & toutes les choſes que ceux de Hollande, Zelande & Friſe ſuſdits peuvent leur avoir dites ou faites, ſeront reciproquement aſſoupies & miſe au neant, & demeureront de nulle valeur.

II. Afin que ces affaires puiſſent être amenées à une bonne fin ont leſdits Deputez & Conſeillers, chacun de ſon côté nommé cinq Villes, ſçavoir de la part de Hollande, Zelande & Friſe, Utrecht, Amersfoort, Anvers, Malines & Nimegue, & du côté des ſuſdittes ſix Villes des Vandales, Magdebourg, Brunſwick, Goting, Hanover, & Campen; deſquelles Villes, deux ou trois de chaque côté obtiendront d'envoyer neceſſairement leurs Deputez dans la Ville de Campen de la Pentecôte prochaine en deux ans, leſquelles quatre Villes ainſi aſſemblées à Campen, auront le pouvoir de recevoir les demandes, plaintes, & pretentions des deux parties, & de terminer ces affaires & tout ce qui en dépend, de la maniere qu'ils le trouveront le plus utils & convenable, & ce dans treize ſemaines aprés qu'elles ſe ſeront aſſemblées dans ladite Ville de Campen; & s'il arrivoit qu'entre elles quatre, elles ne puſſent dans le ſuſdit tems s'accorder, elles choiſiront unanimément dans leſdittes treize ſemaines une ville, (telle qu'il leur plaira) pour être ſurarbitre, lequel ſurarbitre ainſi choiſi,

ANS de J. C. 1441.

der hem vieren binnen den ſelven tijdt des niet over een en konde komen oſte geworden, ſo ſullen ſy binnen de ſelve derthien weecken eendrachtelijck een Stede (die hem naeſt duncken ſal) kieſen om een Overman ende een ſcheyts-Heere daer af te weſen, dewelcke Overman alſoo gekoren, ſchuldich ende ghehouden weſen ſal ſijn uytſpraecke van deſer ſaecke te doen binnen twee jaeren, nae dat hy gekoren ſal geweeſt hebben tot Campen in der maniere als boven geſchreven ſtaet.

III. Als die van Lunenborgh die gheen macht-Brieven ten voorſz dage gebrocht en hebben, ſeggende ende meynende dat ſy geen vyanden en waren met die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſtandt voorſz, ende met hem niet en wiſten anders dan minne ende vriendtſchappen, ende die van Hollandt ſeggende contrarie, dat ſyſe altijdt voor haer vyanden gehouden hebben met den anderen vijſt Steden, ende in allen dachvaerden ende beſtande te ſamen begrepen geweeſt hebben tot allen tijden, daer af is overdragen, ende hebben belooft die ſende-Boden van de andere vijf Steden, dat die van Lunenborgh voorſz in deſen dadinge begrepen ſullen weſen, ende dat ſy die vaſt ende van waerden houden ſullen, als die andere vijf Steden in tegenwoordigheyt des Konings Raden voorſchreven.

IV. Waert ſaecke dat eenige der onderſaten der voorſz ſes Steden, deo onderſaten van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorſz of eenigh van hem beklagen woude in eenige van de ſes Steden voorſz van eenige ſaken hoedanigh ſy waren, die in den voorſz vrede ende oorlogh geſchiet waren, daer af en ſoude geen bekommeringe oſte recht-vorderinge geſchiedeo, maer ſouden aldaer van dier ſaecken vry ende quijt weſen, ende deſgelijcx ſullen geſchieden van den onderſaten van de voorſz ſes Steden over alle die Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt. Ende waert dat eenige onderſaten van den voorſz partyen den anderen na de voorſz Sinte Dionyſius dage, name of ſchade dede, alſulcke goederen ſal men aen beyde zijden oprechtelijcken weder geven, gelijck als men vrienden goedt ſchuldigh is te doen.

V. Oft ſaecke waer, dat Godt verhoede, dat in de uytſpraecke van de vier beſcheyden Steden ende Heeren, of van der Overmans, die alſoo gekooren ſouden weſen tot Campen, eenige verſuymenſſe of gebreck gheviel, nochtans en ſoude dit voorſz teghenwoordige Beſtandt niet ghebroocken werden, maer ſoude ſtaen ende vaſt blijven de voorſz thien jaren geduyrende, elck op ſynen goeden Recht blijvende, ende alle dinck ſonder argeliſt, ende alle die voorſz puncten ende Articulen die Ambaſſadores ende ſende-Boden van beyde zijden uyt kracht harer macht-Brieven voorſz, ende in regenwoordigheyt van den Eerwaerdigen Eerbare Heeren van den Rade des Doorluchtigen Konings voorſz gelooſt, vaſt, ſtade, ende van waerden te doen houden, ende die te doen veſtigen ende confirmeren, dats te weten die Ambaſſadeurs, Raden, ende ſende-Boden des voorſz Hertoghe van Bourgoignien, by den ſelven haren genadigen Heere ende by ſyne Brieven, ende oock by vier of vijf van de beſte Steden ſyner Landen voorſz van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlanr, ende den ſende-Boden vande ſes Steden voornoemt, met Brieven hezegelt van de vijf van de ſelſde Steden, als Lubecke, Hamborgh, Roſtock, Straelſont ende Wiſmar, welcke Brieven men ſal ſchuldigh weſen te leveren aen beyde zijden in handen van den Oldermans van der Duytſcher Hanſe tot Brugghe, om die te beſchicken ende te verantwoorden elck daer ſy behooren, tuſſchen dit ende alre Gods Heylighen dagh naeſt-komende. Ende des tot verſeeckertheyt ende ghetuygbe hebben doen van wegen des Hooghgebooren Vorſt des Hertoghe van Bourgoenien, &c. ende ſyne voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, Heer Sampſon van Lalaing Heere van Oppre-

ſera tenu & obligé, de rendre ſa ſentence dans deux ans aprés qu'il aura été choiſi a Campen en la maniere cy deſſus.

ANS de J. C. 1441.

III. Si ceux de Lunebourg au jour ſuſdit n'apartoient pas de plein-pouvoirs, diſant qu'ils ne croyent pas être en inimitié avec ceux de Hollande, Zelande & Friſe ſuſdits, & qu'ils croyoient être en bonne correſpondence avec eux, & que ceux de Hollande diſſent le contraire, & qu'ils les ont toûjours tenus pour leurs ennemis avec les cinq autres Villes, & qu'ils ont toûjours été compris enſemble dans toutes les Treves & Negociations, il eſt convenu & ont promis les Deputez des cinq autres Villes que ceux de Lunebourg ſeront compris dans le preſent Traité, & qu'ils le tiendront pour ferme & ſtable & valide comme les autres cinq Villes en preſence des ſuſdits Conſeillers du Roy.

IV. S'il arrivoit que quelqu'un des habitans des ſuſdittes ſix Villes formaſſent quelque plainte contre les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe ſuſdits ou quelqu'un d'eux dans l'une deſdites ſix Villes pour quelque choſe que ce fut arrivé pendant cette guerre, il n'en ſera point fait de recherche ni de demande en juſtice, mais ils en demeureront dechargez; & ſemblablement il en ſera fait de même à l'égard des ſujets deſdittes ſix Villes dans les Pais de Hollande, Zelande & Friſe. Et s'il arrivoit que quelque ſujet des ſuſdittes parties prit quelque choſe ou fit quelque dommage à l'autre aprés le ſuſdit jour de Saint Denis, tels biens ſeront rendus de bonne foy de part & d'autre, comme de bons amis ſont obligez de le faire.

V. Et s'il arrivoit, (ce qu'à Dieu ne plaiſe) qu'à la ſentence des quatre Villes & Seigneurs, ou du Sur-Arbitre qui ſera ainſi choiſi à Campen, il y eût quelque negligence ou deffaut, ce preſent Traité ne ſera pourtant pas rompu pour cela; mais demeurera ferme pendant les ſuſdittes dix années, chacun demeurant dans ſon droit & le tout ſans diſſimulation; tous leſquels points & articles leſdits Ambaſſadeurs Deputez de part & d'autre en vertu de leurs plein-pouvoirs & en preſence des honorables Seigneurs du Conſeil du Sereniſſime Roy ſuſdit ont promis tenir pour fermes, ſtables, & de valeur, & de les faire confirmer & ratifier, ſçavoir les Ambaſſadeurs, Conſeillers & Deputez du ſuſdit Duc de Bourgogne par ſcelay leur Souverain & par ſes lettres, & auſſi par quatre ou cinq des meilleures Villes de ſes Pais de Hollande, Zelande, & Friſe, & les Deputez des ſix Villes ſuſdittes par lettres ſeellées des cinq deſdittes Villes comme Lubeck, Hambourg, Roſtock, Straelſont & Wiſmar, leſquelles lettres on ſera obligé de delivrer de part & d'autre entre les mains des Conſeillers de la Hanſe Allemande à Bruge, pour les envoyer & repondre où & comme il apartiendra entre-cy & la Touſſaint prochaine. En foy & témoin dequoy ont le Sieur Sampſon de Lalain Seigneur de Opprebais, le Sieur Arent van Gent, le Sieur van Giſſenberg Chevalbert. Louis vander Eycke, Jean Jean Heinenſoons, Maître Jean Roſe, Gerard de Noortich pour eux tous de la part de Puiſſant Prince le Duc de Bourgogne & ſes Pais de Hollande, Zelande, & Friſe; & le Sieur Jean Telman Bourguemaitre de Lubeck, Erick van Eyſſen Conſeiller de Hambourg; Henry Bueck Bourguemaitre; Albert Fonge Conſeiller de Straelſonde, & Henry Peel

ANS de J.C. 1441.

Opprebays, Heer Arent van Gent, Heere van Gieſſenberg, Ridderen. Lodewijcke vander Eycke, Jan Jan Heynenſoons Soon, Meeſter Jan Rooſe, Gerrit van Noortich over hem aller: ende van wegen ende over al die ſes Steden voorſz, Heere Jan Tolman Borghemeeſter tot Lubeck, Erich van Eytſen Raedtman tot Hamborgh: Henrick Bueck Borgemeeſter, Albert Jonge Raedtman tot Straelſonde, ende Henrick Peel Borgemeeſter tot Wiſmar, hare Zegelen doen hangen aen deſen voorſz Brief, daer twee zijn alleens luydende. Actum tot Coppenhaven voorſchreven, *in profeſto Bartholomæi*, Anno duyſent veerthien hondert een ende veertich.

Peel Bourguemaistre de Wiſmar de la part & pour les ſix Villes ſuſdittes, fait appoſer leurs ſçeaux a ces preſentes, faites doubles. Fait a Copenhague ſuſdit la veille du jour de St. Barthelemi l'an 1441.

ANS de J.C. 1441.

CDIV.

ANS de J.C. 1441.

HOLLANDE, ZELANDE, &c. ET LUBEC, HAMBOURG, &c.

Traité de Paix entre la HOLLANDE, *la* ZELANDE, *& la* FRISE, *d'une part, & les Villes Hanſéatiques, de* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOC, STRAELSOND, *&c. d'autre, fait à Copenhague, l'an* 1441. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 91.

IN Nomine Domini Amen. Wittelijck ſy alſoo langhe tijdt, Oorloghe, tweedracht, Vrede ende gheſchille gheweeſt heeft tuſſchen den Landtluyden ende Onderſaten van HOLLANDT, ZEELANDT, ende VRIESLANDT, aen die eene zyde, ende die ſes Wendiſchen Steden, als LUBECK, HAMBORGH, ROSTICKE, STRAELSONDE, Wiſſemer, ende Lunenborgh, ende haer onderſaten aen die andere zijde; om welcke oorloghe, tweedracht ende geſchille neder te legghen, ende tot eenen goeden eynde te brengen, die Doorluchtighe ende vermoghende Vorſt by Godes ghenade van Denemarcken, der Gotten ende der Sweden Koninck, &c. geſchreven heeft aen den Hooge-gebooren vermogende Vorſt ende Heere den Hertoghe van Bourgoigne ende Brabandt, Grave ende Heere der voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, &c. dat hy van ſijnen Raden ende Luyden van ſyner voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt ſenden woude tot Coppenhaven in Denemarcken, op hoope dat by ſijner ghenade middelen, die voorſz tweedracht ende gheſchille gheeyndt ſoude worden, die welcke vermogende Vorſt die Hertoge van Bourgoignien dat gaerne om ſyn liefden wille gedaen heeft, ende heeft daerom geſendt tot Coppenhaven den Eerbaren ende gheboertighen Heere Sampſon van Lalaing, Heere van Opprebays, Heere Arent van Gent, Heere van Gieſſenbergh Ridderen, Meeſter Loduwick van der Eycke, Jan Jan Heynen Soon ſijnen Raedt; en Meeſter Jan Roſe ſijn Secretarius, met ſommige Gedeputeerden ſynre voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlant, met brieven ende volkomene macht van ſynre ende van ſynre voorſz Landen weghe die ſaecken te handelen; ende als ſy aldaer gekomen ſyn, ſoo hebben ſy gevonden den voorſz Doorluchtighen Coninck op ſyn reyſe in ſyn Rijcke van Sweden ende anders waer, daer hy nootlijcke ende treffelijcke ſaecken te doen heeft, ſoo dat hy ſelver in perſoone tot deſer ſaken niet en heeft moghen verſtaen, ende heeft daerom van ſynre genaden wegen geordineert ende ghemachtight van ſynen Rade de Eerwaerdighen in Gode ende Eerbaren Heeren ende ſtrenge Mannen Jan Eertsbiſſchop van Londen, Jan Biſſchop van Rodenſchilt in Denemarcken, Benedictus Prior tot Aotwerdeskon, Heern Martyn Janſſen, Heern Steenwaſſer Ridderen Abſinge Alber-Buſdeback, dewelcke onder anderen ſaecken den Deputeerden des voorſz Hertoge van

CDIV.

ANS de J.C. 1441.

HOLLANDE, ZELANDE, &c. ET LUBEC, HAMBOURG, &c.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Seigneur, Amen. Soit notoire qu'y ayant eu une longue guerre, diſcorde & diſſention entre les ſujets & Peuples de HOLLANDE, ZELANDE *&* FRISE *d'une part, & les ſix Villes des Vandales, ſçavoir* LOBECK, HAMBOURG, ROSTOCK, STRAELSONDE, *Wiſmar & Lunebourg & leurs ſujets d'autre; & que pour icelles guerre, diſcorde & diſſention terminer & amener à une bonne fin, le Sereniſſime & Puiſſant Prince par la grace de Dieu Roy de Danemarck, des Gots & de Swede &c. a écrit a Haut & Puiſſant Prince & Seigneur le Duc de Bourgogne & de Brabant, Comte & Seigneur deſdits Pais de Hollande, Zelande & Friſe &c. qu'il luy plût envoyer des gens de ſon Conſeil & de ſeſdits Pais de Hollande, Zelande & Friſe à Copenhague en Danemarck ſous l'eſperance que par le moyen de ſa Maj. leſdite differents & diſſensions fuſſent terminées, ce que ledit Puiſſant Prince & Duc de Bourgogne à bien voulu faire; & a à ceſto fin depêché a Copenhague l'honorable Seigneur Samſon de Laling, Seigneur d'Oprebais, le Sieur Arent de Gent, Seigneur de Gieſſenberg Chevaliers; Maitre Louis vander Eycke; Jean Jean Heynenſoon ſon Conſeiller, & Maitre Jean Roſe ſon Secretaire avec quelques Deputez de ſeſdits Pais de Hollande, Zelande & Friſe, avec des lettres & plein-pouvoirs d'eux ſon nom & en celuy de ſeſdits pais traiter deſdittes affaires; & étant la arrivez, ils ont trouvé ledit Sereniſſime Roy en chemin pour ſon Royaume de Suede & ailleurs où il a des affaires neceſſaires & importantes, enſorte qu'il n'a pû entendre en perſonne auxdittes affaires, & de la part de S. M. ordonné & authoriſé de ſon Conſeil le Reverend en Dieu & honorable Seigneur Jean Archevêque de Londres; Jean Evêque de Rodenſchilt en Danemarck; Benoit Prieur d'Antwerdeskon, le Sieur Martin Janſſen, le Sieur Steenwaſſer Chevalier Abſinge & Alber-Buſdeback, leſquels entre autres choſes ont donné a entendre aux Deputez dudit Duc de Bourgogne & de ſes Pais de Hollande, Zelande & Friſe les grands & irreparables dommages qui leur ont été faits par les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe, & qu'ont ſouffert ſon Royaume & ſes ſujets par les incendies qu'ils ont fait en Danemarck, de ſorte que pour s'en deffendre, vû que tous les jours il luy étoit raporté que les Hollandois venoient avec toutes leurs forces contre les Royaumes de ſadite*

ANS de J. C. 1441.

van Bourgoignien ende ſyne voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, te kennen gheghe-ven hebben van den grooten ſwaeren ende onverwin-lijcken ſchaden die hem van den Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, gheſchiet ſoude we-ſen, hem mede ſyn Rijcke ende Onderſaten met ver-dedinge ſwaerlijcker gheſchat hebben, ende dat ſy in Denemarcken ghebrant hebben, ſoo dat hy daerom ende om die te wederſtaen, gemerckt dat hem alle da-gen tijding quam dat die Hollanders quamen met alle hare macht teghens ſijnre genaden ende Rijcken voor-ſchreve, ende heeft moeten verſetten een gants Her-tochdom ende andere vreemde Luyden hout in ſijn ſoudie, dat hem ghekoſt heeft over hondert duyſent Rijnſche gulden, behalven groote ſwaere Hanivеſten ende verbanden die hy heeft moeten geven aen vreem-de Heeren, ſteden ende luydeo, om byſtandicheyt van hen te hebben, dat hy noode ghedaen heeft, als die voorſz Eerwaerdige Eerbare Heeren dat klaerlijc-ken gheſeyt in't langhe ende verklaert hebben, begee-rende van des voorſz Conincks weghen, datmen hem die voorſz ſchaede ende oock die ſchade van ſijnre Onderſaten uytrechten wouden, op dat die oude Vruntſchap tuſſchen den Rijcken voorſchreve, ende den voorſchreve Landen van Hollandt, Zeelant ende Vrieſlant, onderhouden weſen mochte, waer op die Gedeputeerde des voorſz Hertoge ende ſijner Landen voorſchreve verantwoort hebben, dat van den ſchade in den Rijcke geſchiet of dat die voorſz Koninck ſcha-de daerom geleden heeft, hem metter herten is leedt, ende dat niet gheweeſt en is by haren wille, conſent, ende beveel: want in allen haren Ordonnantien van Oorloghe altijt uytgeſcheyden ende beveel ghedaen hebben, dat niemant den drie Rijcken beſchadigen ſoude, ende daerom en waren ſy in gheener wijs ſchul-dich Reſtitutie of wederkeringe van den ſchade voor-ſchreve te doen op den gheene die dat ghedaen hadden, alſmen dat met recht vervolghen woude, met veel meer woorden daer toe dienende, ſegghende ende too-nende voort die groote ſwaere ſchade die hem gedaen ſijn, van de Onderſaten van de drie Rijcken voorſz, ende namelijck, by den Onderſaten van Sweden ende van Norweghen, ende oock die groote ende goede dienſten die ſy tot allen tijden den drie Rijcken ghe-daen hebben, ende noch bereyt waren te doen als't hem van ooode waer, teghens hare Vyanden, welcke dienſte hem ghebracht heeft in grooten onverwinne-lijcke ſchade, ende waren daerom in die vrede geko-men als ſy al wel weten mochten, ende daerom ende veele andere redenen daer toe dienende: ſeggende dat-men hem ſchuldigh was gunſtich te weſen ende alle ſaecken met goedertierentheyt aen te ſien ende te mercken, begeerende daerom datmen haer aenghe-moeyt woude laten van den ſchade geſchiet vande Ge-deputeerde voorſz ende daer toe, dat hen die Door-luchtige Coninck voorſz confirmeeren ende veſtighen woude haer oude Handt-Veſten ende Privilegien, die ſy van outs plegen te hebben in de Rijcken voor-noemt, welcke Privilegien die de voorſz Coninck meynt dat ſy verbroocken hebben, mette voorſz Brantſchattinge ende anders, na welcke woorden en-de weder-woorden ende veel dach-vaerden daer af ge-houden, de voorſz Gedeputeerden aen beyden ſijden op dattet goede Vruntſchap ende Maechtchap weſen ende blijven mach, tuſſchen den voornoemden Door-luchtigen Coninck zijn Rijcken, Landen, Luyden ende Onderſaten, ende den voornoemden Hoochbe-boren Vorſt den Hertoghe van Bourgoignen &c. ſijne Landen, Luyden, ende Onderſaten, ende op dat die Coopmanſchap loop hebben mach, verſproocken, gedadingt ende geſlooten hebben, die Punctен ende Articulen hier na volgende.

I. In den eerſten, dat die oude Vruntſchap die al-tijt geweeſt heeft tuſſchen den drie Rijcken van De-nemarcken van Noorwegen ende van Sweeden, ende die

*ſadite Majeſté, il a été obligé de bouleverſer un Du-*ANS *ché entier & de prendre des étrangers à ſa ſolde, qui lui de J. C.*
ont couté plus de cent mille livres, outre de grands pri- 1441.
vileges & obligations qu'il a été obligé de paſſer a des Seigneurs Etrangers, Villes & Peuples pour en obte-nir du ſecours; par où il s'eſt mis en neceſſité, comme les ſuſdits honorables Seigneurs l'ont demontré claire-ment & au long, deſirant au nom dudit Roy qu'on l'oüis a indemniſer dudit dommage à lui fait & a ſes ſujets, afin de rétablir l'ancienne amitié entre luy & les ſuſdits Pais de Hollande, Zelande & Friſe, à quoy les Deputez du ſuſdit Duc & de ſes pais ſuſdits ont répondu qu'ils ſont tres marris du dommage que le Roy & ſon Royaume ont ſouffert, & que cela n'eſt point arrivé de leur volonté, conſentement & ordre, puiſque dans toutes leurs Ordonnances Militaires ils ont toûjours ordonné que perſonne des trois Royaumes ne reçût aucun dommage, & qu'ainſi ils n'étoient nulle-ment tenus de faire aucune reſtitution du dommage ſuſdit, ſi on vouloit les pourſuivre par la voye de droit, avec pluſieurs autres paroles ſervantes a ce: diſant & remontrant le grand dommage qui leur a été fait par les ſujets des trois Royaumes ſuſdits, & nommément par les Sujets de Suede & de Norwegue, & auſſi les grands & bons ſervices qu'ils ont rendus de tout tems aux trois Royaumes, & qu'ils ſont encore prêts de rendre ſi beſoin eſt, contre leurs ennemis, leſquels ſer-vices leur ont cauſé de trés grands & irreparables dommages; & étoient pour cela venus a la paix comme ils le ſçavoient bien tous, & pour pluſieurs autres raiſons ſervant a ce: diſant qu'on étoit obligé de leur être favorable, & de conſiderer toutes choſes benigne-ments, demandant qu'on ne les obligeât pas a l'indem-nité des dommages alleguez par les Deputez, & que le Sereniſſime Roy eût a leur confirmer leurs Chartres & Privileges qu'ils ont accoutumé d'ancienneté d'avoir dans les Royaumes ſuſdits, leſquels Privileges, le ſuſ-dits Roy croit qu'ils ont enfraint par leſdits incendies & autrement; aprés leſquelles paroles & reponſes & pluſieurs conferences tenues a ce ſujet, les ſuſdits De-putez de part & d'autre, afin qu'une bonne amitié demeurât entre le ſuſdit Sereniſſime Roy, ſes Royau-mes, Pais, Peuples & Sujets & le ſuſdit grand Prin-ce & Duc de Bourgogne, ſes Pais, Peuples & Su-jets, & afin que le negoce pût avoir ſon cours, ont convenu & arrêté les points qui s'enſuivent.

I. Premierement que l'ancienne amitié qui a toû-jours été entre les trois Royaumes de Danemarck, Nor-wegue, Suede & les ſuſdits Pais de Hollande, Zelan-

de

ANS de J. C. 1441.

die voorſz Landen van Hollant, Zeelandt ende Vrieſlandt voortaen vaſt onderhouden, weſen ende blijven ſal, ſoodet de een den anderen eenich ſchade te doen in eeniger wijs, ende ſullen terſtont daerom die Gedeputeerden des voorſz Coninex, ſchrijven en gebieden van ſijne Genaden wegen, ende doen openbaren over al die drie Rijcken voorſz, die Vereenighde ende overdracht van Vruntſchap voorſchreve, ende dat daerom niemant wie hy ſy, hem ſelver Rechten en ſal van eenighe ſchade die hem ghedaen moghen geweeſt hebben tot deſen dage op Lijf ende Goet, ende op al dat ſy verbeuren mogen; welcke Gebodt die voorſz Coning noch doen ende verkonden ſal met ſijne Brieven als hy weder in Dennemarcken ghekoomen ſal weſen, ende derghelijex alſulcke ghebooden ſullen die Ambaſſadeurs des Hoochgheboren ende vermoghende Vorſt die Hertog van Bourgoignien doen over alle die Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, alſoo geringe als ſy immermeer ſullen konnen of mogen. Ende waert ſaecke dat eenigh ſchade tuſſchen beyden gheſchiede eer dat voorſz gebodt gedaen waer, of daer na, dat God verhoede, daer af ſoude een ygelick goet onvertogen recht doen op den geenre Lijf ende Goedt die 't ghedaen hebben ſonder verdrach, indien men 't vervolcht ende goede waerachtige bewijſinghe ende certificatie van waerden daer af brenght alſoo dat behoort.

II. Als van de ſchade die die van Hollant, Zeelant ende Vrieſlant den Onderſaten des Rijckes van Denemarcken mogen gedaen hebben ſint dattet Beſtant van deſelve Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt ende den ſes Wendiſchen Steden uyt ginck, daer af ſalmen een goet overtogen Recht doen den klagers aen beyden ſijden, alſoo wel over die Onderſaten des Rijcks van Denemarcken als over die van Hollandt &c. doen elex in den ſijo, aen der geener Lijf ende goet die 't ghedaen hebben, indien dat ſy dat vervolgen ende tot haren ſchaeden brenghen goede bewijſinghe ende certificatie van waerden als behoort, dats te weten van den Rijcke van Denemarcken, voor den Heere van Hollandt; ende die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, voor den Coninck van Denemarcken ende ſijnen Rade.

III: 'tIs overdraghen dat die voorſz Coninck ſal moghen ordineeren een, twee, of drie die macht hebben ſullen te vervolghen in Hollant voor den Rade aldaer, alle die ſaecken van ſijn Onderſaten van Dennemarcken die hen gedaen ſijn by dien van Hollandt, Zeelant, ende Vrieſlant, ſint den tijt dattet voorſz Beſtant tuſſchen den ſes Wendiſchen Steden uytginck, dewelcke voorſz Perſone of perſonen alſoo gemachticht ſullen vry ende vaſt geleyde hebben, en men ſal hen goet en overtogen recht doen ende hantieren hem deuchdelijck, als of ſy uytten voorſz Landen vao Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant waren, alle dinck ſonder Arghelijſt, ende deſgelijex ſalmen doen onder den voorſchreve Coninck den geenen diemen by ſijne Genade machtighen ſal, om den ſchade van de Hollanderen ende Zeelanderen re vervolghen.

IV. Ende als vao den ſchade oude ende nieuwe tot deſen dagen toe, die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt voornoemt, mogheo ghedaen hebben den Onderſaten van Sweden ende van Noorwegen, ende die Onderſaten der ſelver Landen van Sweden ende van Noorweghen, den Onderſaten van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorz gedaen moghen hebben, of die van Denemarcken ende die van Hollandt Zeelandt ende Vrieſlandt die een den anderen gedaen hebbeo van outs, die ſullen den een teghens den anderen blyven ſtaen, in ſulcken State ende poſture als ſy nu ſtaen, ter tijdt toe dat die voorſeyde Koninck weder in ſijn Rijck gekoomen ſal weſen, die dan terſtont ſchrijven ſal aen den voornoemden Hoochgheboren Hertoge van Bourgoigne &c. ſijn Neve, aen deſe ſaken te hangen aen haer beyder Raden, die ſy daer toe

de & Friſe, ſera dorenavant entretenuë ſans ſe faire de tort l'un à l'autre en aucune maniere, & leſdits Deputez du ſuſdit Roy écriront, declareront & auſſi-tôt au nom de S. M. par tous les trois Royaumes le ſuſdit traitté de paix, & que perſonne, qui que ce ſoit, n'ait à ſe faire juſtice d'aucun dommage qui lui pourroit avoir été fait, ſoit en corps ou biens juſques à ce jourd'huy laquelle ordonnance le ſuſdit Roy declarera derechef par ſes lettres lorſqu'il ſera de retour en Danemarck; & ſemblable publication feront les Ambaſſadeurs de Haut & Puiſſant Prince le Duc de Bourgogne par tous les Pais de Hollande, Zélande, & Friſe, le plûtôt que faire ſe pourra. Et s'il arrivoit que l'une des parties ſouffrit quelque dommage avant ladite publication ou ſi après, ce qu'à Dieu ne plaiſe, il en ſera fait juſtice prompte & bonne ſur les corps & biens de celuy qui aura fait ledit dommage, pourvû qu'il en ſoit apporté une preuve certaine comme il apartient.

II. Quant au dommage que ceux de Hollande, Zélande & Friſe peuvent avoir fait aux ſujets du Royaume de Danemarck depuis la publication de la Trêve entre leſdits Pais de Hollande, Zélande, & Friſe, & les ſix Villes des Vandales, il en ſera fait bonne & prompte juſtice au plaignant de part & d'autre, tant à l'égard des ſujets dudit Royaume de Danemarck que de ceux de Hollande &c. chacun en droit ſoy, & ce ſur les corps & biens de ceux qui l'auront fait pourvû que le plaignant aporte de bonnes & ſuffiſantes preuves du fait, ſçavoir ceux du Royaume de Danemarck pardevant le Souverain de Hollande, & ceux de Hollande, Zélande & Friſe pardevant le Roy de Danemarck & ſon Conſeil.

III. Il eſt convenu que le ſuſdit Roy pourra en ordonner un, deux, ou trois, qui auront pouvoir de pourſuivre pardevant le Conſeil de Hollande toutes les choſes qui ont été faites à ſes ſujets de Danemarck, par ceux de Hollande Zélande & Friſe, depuis la publication de la ſuſdite Trêve, d'entre les ſix Villes des Vandales, laquelle perſonne, ou leſquelles perſonnes ainſi autoriſez auront un ſauf conduit, & on leur fera bonne & prompte juſtice, les traittant convenablement comme s'ils étoient ſujets deſdits Pais de Hollande, Zélande & Friſe, le tout ſans diſſimulation; & ſemblablement il en ſera uſé de même ſous ledit Roy à ceux qui ſeront autoriſez par S. M. pour pourſuivre le dommage des Hollandois & Zélandois.

IV. Et à l'égard du dommage ancien & nouveau que ceux de Hollande, Zelande & Friſe ſuſdits peuvent avoir fait juſques à ce jour, aux Sujets de Suede & de Norwegue; & les ſujets des ſuſdits Pais de Suede & de Norwegue aux Sujets de Hollande, Zelande & Friſe, ou que ceux de Danemarck, & ceux de Hollande, Zelande & Friſe peuvent s'être fait l'un à l'autre anciennement, les choſes demeureront en l'état qu'elles ſont preſentement, juſques à ce que le ſuſdit Roy ſoit de retour en ſon Royaume, qui alors écrira auſſi-tôt à ſon Couſin le ſuſdit Duc de Bourgogne de remettre les affaires pardevant leurs Conſeils qu'ils commettront & autoriſeront à cet effet, & que pour cet effet il ſera choiſi un certain jour & ville où par leur conſentement leſdits Conſeils s'aſſembleront, pour traitter dudit dommage de part & d'autre ſelon l'équi-

ANS de J. C. 1441.

Committeeren ſullen ende machtigen, ende daerom eenen redelijcken dach ende Stede te raemen by haer beyder conſent daer deſelve Raden vergaderen ſullen, om van de voorſz ſchaede te handelen aen beyde ſijden na der Redelicheyt. Maer waert ſaecke dat van nu voortaen van beyden ſijden eenighe ſchade ghedaen werde, dat Godt verhoede, daer af ſal men oock aen beyde ſijden een oovertoghen Recht doen, in der manieren als men doen ſal dien van Dennemarcken, ghelijck in 't voorſz Articul begrepen ſtaet.

V. Als van der verſettinghe van ſchade ende beteringhe die de voorſz Koninck begeert ghedaen te hebben van die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, daer af is overdraghen dat die van Hollant, Zeelandt, ende Vrieſlandt Koninck Chriſtoffel voornoemt ter eeren, ende om al dat ſy tegens ſijn Genade gedaen mogen hebben, en op dat hy hem alle ſaken vergave ende voortaen in goede gratie hebben mach, ende confirmeeren ende veſtigen alle haer oude Handtveſten ende Privilegien die ſy plegen te hebben over alle ſijn Rijcken, ende daer af goede Brieven hem gheven, betalen ende ſchencken ſullen tot heuſcheyt vijſ duyſent Rhijnſche gulden, te betalen drie duyſent tot Sinte-Jans-Miſſe te midſmer naeſtkomende, dat weſen ſal in den Jare ons Heeren duyſent vier hondert twee en veertigh, ende die ander twee duyſent tot Sinte-Jans-Miſſe daer naeſtvolghende, dat weſen ſal in 't jaer 1443. ende hier mede ſoo ſullen alle ſaecken vergeven weſen, ende voort die oude goede vrundtſchap onderhouden tuſſchen den voornoemden Koninck ende ſijn drie Rijcken, ende die voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, ende hy ſal haer oude Handsveſten ende Privilegien met Brieven confirmeren ende veſtigen.

VI. Ende van deſen voorſz Tractaet ende overdraghen hebben die voorſz Ambaſſadeurs aen beyde zijden gelooft by haren Koninghe ende Hertogh te doen confirmeeren, ende daer af die een den anderen bezegelde Brieven te ſenden als dat behoort; ende des tot ghetuyghe ende tot vaſtigheyt, ſoo hebben die Eerwaerdige in Gode ende Eerbare Heeren Jan Aertshiſſchop van Londen, Jan Biſſchop van Rodenſchult in Denemarcken, Benedictus Prior tot Antwerdeskon, Heer Martijn Janſſen, ende Heer Steenvaſſer, Ridderen, voor alle den voorſz Rade van des Konings wegen, ende Heer Sampſon van Lalaing, Heere van Opprebays, Heeren Arent van Gent, Heere van Gieſſenborg, Jan Jan Heymens-ſoons Soon, Meeſter Jan Rooſe, ende Gerrit van Noortich, voort alle die Ambaſſadeurs van den voorghenoemden Hertoghe van Bourgoigne ende ſijnre Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant voorſchreven, haer Zeghelen aen deſen Brief die twee zijn al-eens luydende, doen hanghen. Gedaen tot Coppen-Haven in Denemarcken, op Sinte Bartholomæus avont, in 't jaer ons Heeren duyſent vier hondert een ende veertigh.

té. Mais s'il arrivoit que d'icy en avant, fut fait quelque dommage de part en d'autre, ce qu'à Dieu ne plaiſe, on en ſera auſſi juſtice reciproquement en la maniere qu'il ſera fait à ceux de Danemarck, comme il eſt contenu dans le ſuſdit article.

ANS de J. C. 1441.

V. Quant à l'indemnité & reparation que le ſuſdit Roy a demandé être faite par ceux de Hollande, Zélande & Friſe, il eſt convenu que ceux de Hollande, Zélande & Friſe, ſeront preſent audit Roy Chriſtieſte, afin que S. M. leur pardonne tout ce qui a été fait contre lui, qu'ils rentrent en grace & qu'il leur confirme les Chartres & Privileges qu'ils ont toûjours eu dans ſes Royaumes, dont il donnera ſes lettres en bonne & deuë forme, de la ſomme de cinq mille livres Imperialet, à payer, ſçavoir trois mille à la Saint Jean mi-été, qui ſera l'an 1442. & les deux autres mille à la St. Jean de l'année ſuivante 1443. par le moyen dequoy toutes choſes ſeront aſſoupies & pardonnées, & l'ancienne amitié entretenuë entre les ſuſdits Roy, ſes trois Royaumes, & leſdits Païs de Hollande, Zélande & Friſe, & il confirmera leurs anciens Chartres & Privileges par ſes lettres.

VI. Lequel Traité & accord leſdits Ambaſſadeurs ont promis de part & d'autre faire ratifier par leur Roy & Duc & d'en envoyer les uns & les autres leurs lettres ſcellées comme il apartient, en témoin & fermeté dequoy les Reverends en Dieu & honorables Seigneurs l'Archevêque de Londres & l'Evêque de Rodenſchilt en Danemarck, Benoit Prieur d'Antwerdeskon, le Sieur Martin Janſſen, & le Sieur Steenwaſſer Chevaliers, tous du Conſeil & de la part du Roy, & le Sieur Sampſon de Lalaing, Seigneur d'Opprebais; le Sieur Arent de Gent, Seigneur de Giſſenbourg; Jean Jean Heymers-ſoons fils, Maître Jean Roſe, & Gerard de Noortich Ambaſſadeurs deſ ſuſdit Duc de Bourgogne & de ſes Païs de Hollande, Zélande & Friſe ſuſdit ont apposé leurs ſceaux à ces preſentes faites double. Fait à Copenhague en Danemarck la veille de St. Barthelemi, l'an 1441.

CDV.

ANS de J. C. 1441.

Holstein, et Hollande, Zelande, &c.

Traité de Trêve & de Réconciliation entre le Duc de HOLSTEIN, *d'une part, & les Païs* HOLLANDE, ZELANDE *&* FRISE, *d'autre, fait à Copenhague, l'an* 1441. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, &c. Tom. I. pag. 93.

In nomine Domini, Amen. Kenlijck zy, alſoo die Ambaſſadeurs der Hoogh-gebooren Vorſt des Hertoghe van Bourgoignien ende van Brabant, &c. ende ſijnre Landen van HOLLANDT, ZEELANDT, ende VRIESLANDT, die ten dage geweeſt hebben tot

CDV.

ANS de J. C. 1441.

Holstein, et Hollande, Zelande, &c.

Traduction de ce Traité.

Au nom du Seigneur, Amen. Soit notoire; que les Ambaſſadeurs de très Haut Prince le Duc de Bourgogne & de Brabant &c. & ſes Païs de HOLLANDE, ZÉLANDE *&* FRISE, *qui ſe ſont aſſemblez à Copenhague contre les ſix Villes des Vandales,*

ANS de J. C. 1441.

tot Cuppen-Haven, tegens den ſes Wendiſchen Steden, als Lubeke, Hamborgh, Rnſticke, Straelſondt, Wiſſemer, ende Lunenburgh, in haren woorden geſeyt ende geroert hebben, dat die Hertoghe van Sleeſwich, Grave van HOLSTEIN, met den voorſz ſes Wendiſchen Steden haer vyant was, ende dat ſy hem mede in den Beſtandt hebben wouden, of het ſoude hen niet mede gaen voor haren zijde, ende die Ambaſſadeurs ende ſende-Boden van den voorſz Steden antwoorden die contrarie, ende dat hy met hen in die vrede ende oorloge niet geweeſt noch bezegelt en hadde, ende en waren ſijnre niet machtigh, maer waert ſake datmen hen verſeeckeren ende betaelden die ſomme van ſeſthien hondert Lubicke Marcke die hy den voornoemden Lande van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt eyſchet van wien die hem voortijts genomen ſouden weſen, ſy ſouden ſo veel doen dat de voornoemde Hertoge te vreden ſoude weſen, ende die voorſz Landen ongemoeyt laten van allen ſpraken. Soo iſt, dat by tuſſchen-ſpreecken ende middel van de Eerwaerdige ende Eerbare Heeren van den Rade, de voorſz Doorluchtigen Koninck Chriſtoffel van Denemarcken gedadingt en gefloten dat die voorſz ſes Wendiſche Steden, tuſſchen dit en Sint Dionyſius dagh naeſtkomende, haer beſt doen ſullen, bearbeyden en onderwijſen den voornoemden Hertoghe van Schleſwich, dat die voorſz ſomme ghemindert ſal werden, ende mach dat niet weſen, ſoo ſullen die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorſz. den Hertoge betalen binnen den twaelf nachten van Kers-avondt, die voorſz ſomme van ſeſthien hondert Mercken, ende die leveren in den handen van den Oldermans van der Duytſchen Hanze tot Brugghe, ende die voornoemde Hertoch ſal dao brieven doen leveren den geenen die 't geldt brirgen ſal, daer hy mede quijt ſcheit den voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, van alle dat hy hen eyſchen of manen mach tot deſen dagen toe, ende tuſchen dit ende Kermiſſe voornoemt, dat hy ſyn geldt ontfangen ſal, ſal hy Beſtandt of Vrede geven die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant voorſz. ende daer en t'eynde ſullen ſy goede vrienden zijn, ende blijven wel verſoent van allen ſaeckeo, alle dinck ſonder argh ende liſt: ende deſe Tractaet hebben de Ambaſſadeurs des voornoemden Hertoge van Bourgnignien ghelooft, doen veſtighen ende confirmeren by den ſelven Hertoge haren genadigen Heere met ſijn Brieven: ende des tot ghetuyghenisſe ſoo hebben wy Heere Sampſon van Lalaing Heere van Opprebays, Heer Arent van Gent Heere van Gieſſenborgh Ridderen, en Meeſter Jao Roſe van wegen des Hertoge van Bourgoignie, en ſijnre voorſz Landen vao Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, ende Heer Jan Tolman Burgemeeſter tot Lubike, Erick van Eytzen, Raetman tot Hamborgh, ende Henrick Buyck Burgemeeſter tot Rnſticke, van de voorſz ſes Steden wegen haren Zegelen aen deſen Brieve, die twee zijn al-eens luydende, doen hangen. Gedaen op Sinte Bartholomæus avondt, in 't jaer ons Heeren duyſent vier hondert een en veertigh.

dales, comme Lubeck, Hambourg, Roſtock, Straelſonde, Weſmar & Lunebourg, ont dit que le Duc de Sleſwick Comte de HOLSTEIN *avec les ſuſdittes ſix Villes étoient leurs ennemis, & qu'ils ſouhaittoient qu'ils fuſſent compris dans la Tréve, ou autrement que cela n'iroit pas bien pour eux; & que les Ambaſſadeurs & Deputez deſdittes ſix Villes ont repondu le contraire qu'ils n'avoient point été dans cette guerre & qu'ils n'avoient pas non plus ſigné la paix & qu'ils ne pouvoient pas l'obliger a rien. Mais que ſi on lui vouloit aſſeurer & payer la ſomme de ſeize cent marcks de Lubeck qu'il demandoit aux dits Pais de Hollande, Zélande & Friſe, laquelle ſomme luy a été cy devant priſe par eux, ils feroient enſorte que le ſuſdit Duc ſeroit content, & que leſdits pais ſeroient quittes de toutes pretentions, il eſt convenu, aprés avoir conferé de cette affaire avec les honorables Seigneurs du Conſeil du Sereniſſime Roy Chriſtophle de Danemarck & conclu par leur moyen, que les ſix Villes des Vandales ſuſdittes, entre-cy & la Saint Denis prochain feront de leur mieux auprés du Duc de Sleſwick, afin que la ſuſdite ſomme ſoit diminuée, & cela ne ſe pouvant pas, ceux de Hollande, Zélande & Friſe payeront audit Duc dans le tems de la Chandeleur la ſuſdite ſomme de ſeize cens marcks, & les remettront entre les mains des Conſuls de la Hanſe Teutone a Brugе; & alors ledit Duc fera donner ſes lettres a celui qui aportera l'argent, par leſquelles il tiendra quitte leſdits Pais de Hollande, Zélande & Friſe de tout ce qu'il peut leur demander juſques à ce jour. Et entre-cy & la Chandeleur prochain qu'il recevra ſon argent, il accordera Tréve & Paix à ceux de Hollande, Zélande & Friſe ſuſdits, & par ce moyen demeureront bons amis & reconciliez de toutes choſes, le tout ſans diſſimulation. Et leſdits Ambaſſadeurs ont promis de faire ratifier ce preſent Traité par ledit Duc leur Seigneur par ſes lettres, en temoin dequoy nous Sampſon de Lalaing Seigneur d'Oprebays, Arent de Gent Seigneur de Gieſſembourg Chevaliers, & Maitre Jean Roſe de la part du Duc de Bourgogne & de ſes ſuſdits Pais de Hollande, Zélande & Friſe, & Jean Tolman Bourguemaitre de Lubeck, Erick d'Eytzen Conſeiller de Hambourg, & Henry Buyck Bourguemaitre de Roſtock de la part des ſuſdittes ſix Villes avons appoſé nos Sceaux a ces preſentes, faites doubles, la veille de St. Barthelemi l'an 1441.*

ANS de J. C. 1441.

CDVI.

ANS de J. C. 1441. HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET PRUSSE, &c.

Traité de Paix entre les Païs de HOLLANDE, ZE'LANDE *&* FRISE, *d'une part, & les Païs de* PRUSSE *&* LYFLAND, *d'autre, fait à Copenhague, le 6. Septembre* 1441. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, &c. Tom. I. pag. 93.

IN nomine Domini, Amen. Wittelijck zy alle den gheenen die deſen tegenwoordigen Schrift, Scheydinge,

CDVI.

ANS de J. C. 1441. HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET PRUSSE, &c.

Traduction de ce Traité.

IN nomine Domini, Amen. *A tous ceux qui ces preſentes Lettres d'amitié & d'accord verront ou*

ANS de J. C. 1441.

dinge, Vrundtſchap ende verlijckinghe ſullen ſien oft hooren leſen, dat die Eerbare ende ſtrenge Heeren Sampſon van Lalaing Heere van Opprebays, Arent van Gent Heere van Gieſſenborg, Ridderen; Meeſter Lodewijck van der Eycke, Jan Jan Heymenſoons Soon, Meeſter Jan Roſe, Gerrit van Noortzich met meer andere perſoonen uyt Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſtandt, alſoo ghemachtight van weghen des Hooghgebooren Vorſte des Hertoghe van Bourgoignien ende ſijnre Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorſz ende dat daer aenkleeft, aen die een zijde, ende die Eerbare Heeren Nicolaes Poſter van Danſwijck, Wilrijck van Wreda Vooght tot Darſoo, Otto van Selentſehou Ridder in den Koelmoetſchen Lande geſeten. Meynert Cuelnaer, Henrick Buyck, ende Nicolaes Wreth van Danſwicke, ende Dirck van Bodeken, ende Jan Swijn van Lijſlande, als volmachtigh van die van Pruyſſen ende Lijſlandt, ende dat daer aenkleeft, aen die andere zijde, na veele Daghvaerden ende handelinghen van beyde zyden ghehadt, vrundtlijcken verlijcket, verſcheyden ende vereffent zijn in der manieren als hier na gheſchreven volghet:

I. In den eerſten, dat alle die ghevangenen ende die om der twee code twintigh Schepen op ter Trade ghenomen, in Pruyſſen ende Lijſlandt toe behoorende, bekommert ende onbekommert ſullen vry ende quijt weſen, ende waert ſaecke dat eenigh man van beyde zyden gheſchattet waer gheweeſt, ofte eenigh geldt ghegeven hadden, dat ſal hem weder ghegeven worden.

II. Ende om die neminge die die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant ghedaen hebben, op ter Trade, van twee ende twintich ſchepen, ende goederen daer in weſende, dat in Pruyſſen of in Lijſlandt, of haren inwoonenden toebehoort, ſullen die ſelve van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, die van Pruyſſen ende Lijſlandt voornoemt, ende haren volmachteige Procuratores daer af bevele ende macht hebbende, wel vernoeghen ende betalen die ſomme van negen duyſent Pondtgroot Vlaemſche tot Brugghe, tot vier jaren, ende vier termijnen, dat is te weten, twee duyſent vijf hondert Pondtgroot tot Kers-avondt naeſt komende anno veerthien hondert twee en veertigh, ende twee duyſent vijf hondert Pont tot Kers-avont anno veerthien hondert drie en veertich ende 2000. Pontgroot anno vier en veertich, ende vijf en veertich ſonder langer vertreck.

III. 't Is gedadingt dat die Ambaſſadores des Hertoghe van Bourgoignien voorſz, bearbeyden ende verwerven ſullen aen die ſelve Hertogh haren Heere, dat dat ſelve gelt vry ende ongehindert voor alle man uyt alle ſijne Landen gevoert ſal worden alle dinck ſonder arch ende liſte.

IV. Waert ſake dat eenich Onderſate des Landts van Pruyſſen hem meer toe reeckende, ende ook van Lijſlant van den ſchade van de twe en twintigh ſchepen ende Goederen vootſz, dan in Lijſlandt ende in Pruyſen toebehoorende, dat men met recht bewijſen mach; ſoo ſal die Heere der ſelver Lande daer toe ſo veel doen dattet weder gekeert ſal werden den geenen die 't gevoert hebben.

V. Als van den anderen Schepen ende Goederen die voor, na, ende boven die twee en twintigh Schepen voornoemt die van Pruyſen ende Lijſlant haren Onderſaten by die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt ghenomen ſijn, ende allen ſchaden geſchille ende twee-dracht aen beyde ſijden, ſal ſtaen tot haer beyder Heeren als totten Hertoghe van Bourgoignien ende totten Hof-meeſter van Pruyſen om dage ende Stede te ramen alſo beyden Heeren dat wert weſen bequame, daer beyde Partyen voorſz volmachtigh komen ſullen om op den dagh voorſz deſe ſake totten eynde, doch ſal ſoo dat die een Heere den anderen den ſelven dagh een half jaer te minſten voor beſchrijven op dat elck den ſijn ten merckelijcken dage ſoden moghen.

VI. So

ANS de J. C. 1441.

orront, ſoit notoire que l'honorable Seigneur Sumſon de Laling Seigneur d'Opprebais; Arent de Gent, Seigneur de Gieſſembourg Chevaliers; Maiſtre Louis vander Eycke; Jean Jean Heymerſoon, fils; Maiſtre Jean Roſe; Gerard de Noortzch, avec pluſieurs autres perſonnes de HOLLANDE, ZÉLANDE *&* FRISE, *authoriſez du grand Prince, le Duc de Bourgogne & de ſes Pais de Hollande, Zelande & Friſe juſdits & dependances, d'une part; & les honorables Seigneurs Nicolas Poſter de Danſwick; Wilryck de Wreda Gouverneur de Darſoo; Otton de Selemſchou Chevalier demeurant au Pais de Koelmoet; Meynert Cuelnaer, Henry Buyck & Nicolas Wreth de Danſick, & Thiers de Bodeken, & Jean Swyn de* LYFLANDT, *& dependances d'autre part; aprés pluſieurs conferences tenuës enſemble, il a été convenu & accordé amiablement comme s'enſuit.*

I. En premier lieu que tous les priſonniers qui étoient ſur les vingt deux vaiſſeaux pris ſur le Trade *en* PRUSSE *& Lyfflande & apartenants auxdits pais ſeront relâchez & remis en liberté ſans rien payer: & s'il eſt ainſi que quelqu'un d'un ou d'autre côté, a été taxé & obligé de payer quelque choſe, il luy ſera rendu.*

II. Et pour la priſe que ceux de Hollande, Zélande & Friſe ont faite ſur le Trade *deſdits vingt & deux vaiſſeaux, apartenants auxdits Pais de Pruſſe & de Lyffland, ou a leurs habitants; ceux de Hollande, Zélande & Friſe payeront auxdits de Pruſſe & de Lyffland juſdits ou a leurs Procureurs, ayant charge, la ſomme de neuf mille livres de gros, monoye flamande, a Bruge dans le terme de quatre ans & en quatre termes, ſçavoir deux mil cinq cens livres de gros au jour de la Chandeleur prochain, l'an quatorze cent quarante deux; & deux mille cinq cens au même jour de l'année 1443. & deux mil livres de gros l'an 1444. & 1445. ſans autre delay.*

III. Eſt convenu que les Ambaſſadeurs du Duc de Bourgogne ſuſdit, travailleront à obtenir dudit Duc leur Souverain, que ledit argent ſoit envoyé de ſon païs ſans empêchement, le tout ſans fineſſe ni diſſimulation.

IV. Et s'il arrive qu'à quelque ſujet des Païs de Pruſſe & auſſi de Lyfland il revienne davantage pour le dommage des vingt deux vaiſſeaux & biens ſuſdits qui apartiennent auxdits Pais de Lyfland & Pruſſe, ſi cela peut-être prouvé, le Seigneur deſdits païs ſera ſi bien enforte que celui ſoit reſtitué à qui il apartient.

V. Quant aux autres vaiſſeaux & biens au delà des vingt deux vaiſſeaux cy deſſus, que ceux de Hollande, Zélande & Friſe ont pris à ceux de Pruſſe & de Lyfland, & tous les differents que les parties ont de part & d'autre, cela ſera remis aux deux Seigneurs, ſçavoir le Duc de Bourgogne & aux Gouverneurs de Pruſſe pour nommer un jour & un lieu qu'ils trouveront convenir, & les parties s'y trouveront par leurs deputez pour terminer l'affaire, & l'un des Seigneurs ſera obligé d'avertir l'autre au moins un demi an auparavant, afin que chacun puiſſe envoyer le ſien au jour marqué.

VI. Les

ANS de J. C. 1441.

VI. So en ſullen die Schepen genomen by den Onderſaten van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt toe behoorende den Onderſaten van Pruyſen ende Lijflandt, niet weder gebracht worden, de ſake ſy eerſt by den Voerbaren van den Hertoge van Bourgongnie ende den Hof-meeſter van Pruyſen of haren volmachtigh ſende-Boden daer toe geordineert, by beyden partyen ge-eynt, geſloten, ende beſijden ge-eynt; als daer toe behooren ſal.

VII. Om den ſchade wille die geſchiet is by die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, om neminge der anderen Schepen ende Goederen voornoemt, ende naer der twee en twintigh Schepen ende Goederen voornoemt, die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt ende hare hulperen in die voorſz ſaecke, die voornoemde Landen voorſz van Pruyſen ende van Lijflandt met haren Lijf ende Goederen verſoecken vry ende ongehindert van allen ſaken wegen; ende die voorſz Ambaſſadeurs der voorſz Hertogen hebben gelooft ſo veele te doen ende te bearbeyden aen den ſelven haren Heere, dat die voorſz ſake ghe-eynt ſal worden binnen de voorſz vier Jaren, immer dat dat gebreck aen ſijnen ſijde niet weſen en ſal, ende deſgelijcx die Ambaſſadeurs van Pruyſen ende Lijflandt, ſullen dat bearbeyden aen haer Heer den Hof-meeſter.

VIII. So ſullen alle de nieuwicheden die by dien van Pruyſſen en Lijflandt in deſe twiſten mogen op die voorſz van Hollant, Zeelandt ende Vrieſlant op geſet ſijn te niet weſen, dergelijcken ſal gebeuren by die van Pruyſen ende Lijflandt in Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, of daer eenige geordineert of geſchiet ſijn, ende hier mede ſullen alle ſaken als verklaert is ge-eynt weſen, behouden elcke Landen ende Steden haer echter ende alle deſe voorſz Puncten ende Articulen hebben die Ambaſſadores ende ſende-Boden aen beyde ſijden uyt krachte van haren macht-Brieven ghelooft, vaſt, Stede ende van waerden te doen houden ende te doen Veſtingen, ende confirmeren; dat is te weten die Ambaſſadores ende ſende-Boden des Hertoghe van Bourgoignie voorſz, by den ſelven haren Genadigen Heere, ende by ſijne Brieven ende oock by vier of vijf van den beſten Steden ſijnre Landen voorſz van Hollant, Zeelandt ende Vrieſlandt, ende de ſende-Boden van Pruyſen ende Lijflandt by haren Heere die Hof-meeſter, ende by den voorſz Steden van Thoren, van Elbingh, van Danſwijcke ende van Lijflandt; welcke Brieven men ſal ſchuldigh ſijn te leveren aen beyden ſijden in de handen van de Oldermans van der Duytſcher Landen tot Brugghe, om die te ſchicken ende verhantreycken elcx daer ſy behooren, tuſſchen dit ende onſen Lieven Vrouwen dach purificatie naeſtkomende, ende des tot verſekerheydt ende getuyge van den wegen des Hooch-geboren ende Heere des Hertogen van Borgognien ende ſijne voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, hebben wy Heer Sampſon van-Lalaing Heere van Oppreboys, Heeren Arent van Gent Ridderen, Jan Jan Heymenſſoons Soon, Mr. Jan Roſe ende Gerrit van Noortigh voornoemt voor hen allen, ende van weghen Pruyſen ende Lijflandt Heere Claes Poſter, Wiltich van Wreda, Otto van Selenſchou, Meinert Cnobier, ende Dirck van Bodeken voornoemt, voor hen allen haer Seghelen aen deſen Brieve die twee ſijn alleens luydende doen hanghen. Ghegheven tot Coppen-Haven in 't jaer ons Heeren 1441. des middeweekes voor Nativitatem Marie dat namelijcken was den ſeſten dach van September.

ANS de J. C. 1441.

VI. Les vaiſſeaux pris par les ſujets de Hollande, Zélande & Friſe appartenants aux ſujets de Pruſſe & de Lyfland ne ſeront pas ramenez, à moins que le Duc de Bourgogne & le Gouverneur de Pruſſe, ou leurs Deputez, n'en autoriſez par les deux parties n'en ayent ordonné, comme il a paſſé.

VII. Pour le dommage qui a été fait par ceux de Hollande, Zélande & Friſe par la priſe des autres vaiſſeaux & biens cy mentionnez, & au dela des vingt deux ſuſdits, ceux de Hollande, Zélande & Friſe & leurs adherans dans ladite affaire prient ceux de Pruſſe & de Lyflande de n'être point inquietez ni en leurs corps ni en leurs biens pour cette affaire; & leſdits Ambaſſadeurs du ſuſdit Duc ont promis de faire en ſorte auprés de luy, que l'affaire ſoit terminée dans les ſuſdits quatre ans; & ſemblablement leſdits Ambaſſadeurs de Pruſſe & Lyfland en feront de même auprés du Seigneur leur Gouverneur.

VIII. Toutes les choſes qui par ceux de Pruſſe & de Lyfland, contre ceux de Hollande, Zélande & Friſe & de ceux cy contre les autres, auront été faites au ſujet de cette affaire, ſeront miſes au neant en cas qu'il y en ait eu; moyenant quoy toutes choſes ſeront apaiſées & terminées, excepté les points & articles cy deſſus, que leſdits Ambaſſadeurs de part & d'autre, en vertu de leurs plein-pouvoirs ont promis d'entretenir fermes & ſtables, & les faire ratifier; c'eſt à ſçavoir les Ambaſſadeurs & Deputez du Duc de Bourgogne par celuy leur Souverain & par ſes lettres, & auſſi par cinq ou ſix des meilleures Villes des ſuſdits Pais de Hollande, Zélande & Friſe; & les Deputez de Pruſſe & de Lyfland par leur Seigneur Gouverneur, & par les ſuſdites Villes de Thoren, Elbingh, Dantſick & de Lyfland; leſquelles lettres on ſera obligé de delivrer de part & d'autre entre les mains des Conſuls des Pais Allemands a Bruge, pour les envoyer & faire tenir à qui il appartient, entre-cy & la purification de nôtre Dame prochain; en témoin & ſureté dequoy ont, de la part du Duc de Bourgogne ſuſdit & de ſes Pais de Hollande, Zélande & Friſe, le Sieur Sampſon de Lalaing Seigneur d'Opprebais, le Seigneur Arent de Gent Chevaliers; Jean Jean Heymenſoons fils, Mr. Jean Roſe & Gerard de Noortig ſuſnommez pour eux tous; & de la part de Pruſſe & de Lyflandt le Sieur Nicolas Peſter, Wiltich de Wreda; Otton de Selenſchou; Meinart Cnober & Thiers de Bodeken ſuſnommez, pour eux tous, oppoſé leurs ſeaux à ces preſentes lettres faites doubles; donné à Copenhague l'an de nôtre Seigneur 1441. mi-ſemaine de la nativité de Notredame qui étoit le ſixiéme jour de Septembre.

ANS de J. C. 1443.

CDVII.

SAXE ET SAVOYE. *Contract de Mariage entre* FREDERIC *Duc de Saxe, &* CHARLOTE DE SAVOYE. *Fait à Lauſanne, le* 11. *Mars* 1443 S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 368.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti fœliciter, Amen. Jacobus de Sirch miſeratione Divina Sanctæ Treverenſis Eccleſiæ Archiepiſcopus, Sacri Romani Imperii Princeps Elector, ac per Galliam, & Regnum Arelatenſe Archicancellarius, univerſis modernis, & poſteris ſerie Præſentium fiat manifeſtum: quòd cùm per interpoſitionem noſtram diutiùs tractatum fuerit de Matrimonio inter Illuſtrem Principem Fridericum de Saxonia Primogenitum Illuſtris Principis Conſanguinei noſtri cariſſimi Domini FRIDERICI Dei gratia Sacri Romani Imperii Archimareſcalli, & Principis Electoris, Ducis Saxoniæ, Marchionis Minenſis, Thuringiæ, & Burggravii in Aldemburgh ex una; & *Illuſtrem Carolam de Sabaudia, Secundogenitam Illuſtris Principis Conſanguinei noſtri cariſſimi Domini Ludovici Dei gratia Ducis Sabaudiæ, Chablaſii & Auguſtæ, Sacri Romani Imperii Principis, & Vicarii perpetui, Marchionis in Italia, Comitis Pedemontium, Valentinenſis, Dyenſis & Bauguaci, Baronis Vuaudi, Niciæque, & Vircellarum Domini*, partibus ex altera; pro quo quidem contractu proſperè intendo ad hanc Civitatem Lauſanenſem noſtros greſſus direxerimus, in qua in noſtri præſentia perſonaliter conſtituti Ambaſſiatores & Procuratores utriuſque partis, ad hæc ſpecialia & pleniſſimè mandata habentes per ipſorum Dominorum Ducum patentes Litteras in pergameno ſcriptas, eorumque propriis ſigillis ſigillatas, omni prorſùs ſuſpicione carentes, quorum tenores de verbo ad verbum inſeriùs ſunt inſerti: videlicet Spectabilis Miles Guillermus Bolomerii Conſiliarius, & Magiſter Requeſtarum Sabaudiæ; Ambaſſiator & Proeurator, procuratorioque nomine præfati Conſanguinei noſtri Ducis Sabaudiæ: & Spectabilis Miles Abilo Vicezchimi Magiſter Curiæ, & Conſiliarius, nec non Ambaſſiator & Procurator dicti Conſanguinei noſtri Ducis Saxoniæ; qui ſiquidem Ambaſſiatores, Nuntii & Procuratores ipſorum duorum Ducum, vota memeratorum Dominorum ſuorum imitari volentes circa renoneiationem fœderum affinitatis inter eos, qui ambo ab Inclita domo Saxoniæ educti ſunt ab antiquo, ſcientes, prudentes & ſpontanei, nulloque errore lapſi, mutuis & ſolemnibus ſtipulationibus hinc inde intervenientibus, pacta, conventiones & tractatus quæ ſequuntur, de & ſuper Matrimonio celebrando inter præfatos Illuſtres Fridericum Saxoniæ Primogenitum, & Carolam Sabaudiæ Secundogenitam fecerunt, inierunt & contraxerunt, faciunt, ineunt & contrahunt puris animis ſinceriſque mentibus, & ab bonum verumque intellectum cujuſlibet rectè ſenticnte. In Primis, quòd ipſe Illuſtris Conſanguineus noſter Dominus Fridericus Dux Saxoniæ Pater, & legitimus Adminiſtrator dicti Illuſtris Friderici ejus Primogeniti, pro quo ad hæc ſe fortem facit, procurabit cum effectu, & faciet ſine defectu quòd dictus Illuſtris Fridericus ejus Primogenitus recipiet in Uxorem, & Sponſam ſuam legitimam dictam Illuſtrem Carolam de Sabaudia, quamprimum ipſa Illuſtris Carola duodecimum ſuæ ætatis annum adimpleverit; & inde ipſam favore conjugali in omnibus pertractabit, & hoc ſub pœna quinquaginta millium florenorum Renenſium, per ipſos Patrem & Filium ſi in præmiſſis aliquatenus deficerent committenda, & dicto Illuſtri Conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ applicanda & ſolvenda omni exceptione ſemota; & viceverſa ſub eadem pœna ipſe Conſanguineus noſter Dux Sabaudiæ procurabit eum effectu, & faciet, & ſine defectu, quòd dicta Illuſtris Carola ejus Filia, poſtquam dictum duodecimum ſuæ ætatis annum compleverit, recipiet in Virum ſuum & legitimum Sponſum dictum Illuſtrem Fridericum de Saxonia: pro quo quidem Matrimonio faciliùs authore Domino celebrando, terebitur & debebit ipſe Dominus Dux Sabaudiæ, ipſam Carolam poſtquam XV. annum ſuæ ætatis adimpleverit, die penultima menſis Maii immediatè ſecuturi cum honorifico & ſufficienri decore, ornatu & ſuppellectili, ſtatui utriuſque ipſorum Dominorum contrahentium convenienti transducere ad Civitatem Argentinenſem; in quo ipſe Conſanguineus noſter Dux Saxoniæ tenebitur ſimiliter illam per ſuos ad hoc deputandos & ordinandos honorificè recipere ac munire aliis dicto ſtatui utriuſque ipſorum Dominorum convenientibus. Secundò, in favorem hujuſmodi futuri Conjugii tenebitur & debebit ipſe Conſanguineus noſter Dux Saxoniæ, ipſum Ducem Fridericum ejus Primogenitum, & liberos ſuos maſculos ex hujuſmodi Matrimonio deſcendentes hæredes principales & capitales relinquere in Ducatu Saxoniæ, Electioneque, & Archimareſcallatu Sacri Romani Imperii ultra alias partes & portiones eiſdem competentes & competituras, in dictis Marchionatu Miſonienſi Lantgraviatu Thuringiæ, Burggraviatu, Aldemburg, & in omnibus & ſinguliis aliis Principatibus & Dominiis ipſius Conſanguinei noſtri Saxoniæ Ducis. Tertiò, quia pro oneribus matrimonialibus faciliùs ſupportandis, dotes ex parte mulierum provenire ſolitæ ſunt, ipſe Conſanguineus noſter Dux Sabaudiæ ſeu ejus Procurator pro eo ex nunc conſtituit, & aſſignat dicto Illuſtri Friderico de Saxonia futuro Sponſo, in & pro dote dictæ Illuſtris Carolæ, ac pro omni jure, parte, portione, dreytura, quarta legitima, ſucceſſione, & alia qnalibet reclamatione, ſibi qualitercumque competentibus & competituris in bonis ſuis Paternis, Maternis, Fraternis, & Sororinis; ſalva tamen ſemper remanente eidem Inclitæ Carolæ legitima ſucceſſione ſeu eſcheyta, aliis non extantibus liberis in futurum eminente; videlicet centum mille florenos Renenſes boni auri legitimi ponderis & valoris, ſolvendos per ipſum Conſanguineum noſtrum Ducem Sabaudiæ & ſuos dicto Illuſtri Friderico futuro Sponſo, aut legitimè agentibus pro eo in locis & terminis qui ſequuntur; ſcilicet viginti millia florenorum Renenſium in dicta Civitate Argentinenſi, quando ut præmittitur ipſa Illuſtris Carola in eadem Civitate transducetur & recipietur, & conſequenter ſimili die de anno in annum, videlicet penultima die menſis Maii cujuſlibet anni in Civitate Baſilienſi decem mille florenos Renenſes uſque ad integram ſolutionem ipſorum centum millium florenorum Renenſium; ita tamen quòd medio tempore ipſe Illuſtris Conſanguineus noſter Dux Sabaudiæ, procurare & obtinere, nec non ad manus memorati Conſanguinei noſtri Ducis Saxoniæ ante terminos ſolutionum tranſmittere debeat litteras validæ ſecuritatis, quæ non obſtantibus quibuſcumque diſſidiis ortis & oriundis, ipſe Illuſtris futurus Sponſus & ſui nullatenus impedientur in ipſa Civitate Baſilienſi & ejus diſtrictu, in exactione & diſperſatione ipſarum ſolutionum. Verſa autem vice dictus Conſanguineus noſter Dux Saxoniæ, ſeu dictus ejus Ambaſſiator & Procurator pro eodem, conſtituit & aſſignat dictæ Illuſtri Carolæ in dotalicinm & pro ejus dotalicio decem millia florenorum Renenſinm annui redditus & valoris; & hoc tam in pecunia, bladis, vinis, redditibus & nemoribus, exitibus, quàm aliis annuis proventibus quibuſcumque uſque ad valorem ipſorum decem millium florenorum Renenſium; quod dotalicium ipſe Conſanguineus noſter Dux Saxoniæ, & ſui tenebuntur & debebunt eidem Illuſtri

ANS de J. C. 1443.

ANS de J. C. 1443. ſtri Carolæ ſufficienter aſſignare infra duos menſes poſt ejus receptionem in dicta Civitate Argentinenſi immediatè ſequentes, de & ſuper tribus aut pluribus notabilibus Oppidis, Caſtris & Villis ſuæ ditionis in locis contiguis beneque reſpondentibus, & ſecuris, & ad manſionem ipſius Illuſtris Carolæ ſufficientibus, quorum tamen ædificia Oppidorum, Caſtrorum, & Villarum, in & pro hujuſmodi dotalicio tradendarum, etiam emolumenta ex Juriſdictione illorum provenientia in deſalcationem ſeu diminutionem ipſorum decem millium florenorum annualium ſeu annui valoris, debeant intelligi vel computari. Quod quidem dotalicium ipſa Illuſtris Carola habebit, tenebit & poſſidebit, ſi & quandocumque contingeret dictum ejus futurum Sponſum poſt ſolemnizationem hujuſmodi Matrimonii cum liberis vel ſine liberis prædecederet; & hoc quamdiu ipſa Carola fuerit in humanis præciſè, pacificè, & quietè, & ſine turbatione quacumque; quin imò eam, & ab ea deputandos in pacifica poſſeſſione, & fruitione dicti dotalicii manutenebunt, & tuebuntur fideliter, quamdiu ipſa Illuſtris Carola vitam ut præfertur duxerit in humanis; ita quòd ipſa defuncta prædicta loca aſſignationis hujuſmodi dotalicii ad hæredes legitimos dicti ejus viri pleno jure revertantur, & ita quòd ipſa Illuſtris Carola teneatur & debeat ipſa loca hujuſmodi dotalicii poſtquam fuerint ſibi expedita manutenere in bono ſtatu, & illis frui & gaudere dicto dotalicio durante boni viri arbitrio. Quartò, inter ipſos contrahentes expreſſè actum eſt & conventum, quòd ſi fortè quandocumque in futurum contingeret ipſos futuros conjuges, aut alterum ipſorum decedere ante ſolemnizationem hujuſmodi Matrimonii, quòd ipſe Illuſtris Fridericus futurus Sponſus, aut ſui hæredes teneantur & debeant dictæ Illuſtri Carolæ, ſi tunc ſupervixerit dicto Conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ ejus Patri, aut ſuis hæredibus Sabaudiæ Ducibus reddere & reſtituere omne id, & quidquid reperietur de ipſa dote ſuiſſe veraciter perſolutum, & hoc purè, præciſè & ſine contradictione quacumque in dicta Civitate Argentinenſi, per conſimiles terminos quibus reperietur fuiſſe perſolutum; & ſi fortè ipſa Illuſtris Carola conſummato priùs dicto Matrimonio, decederet ſine liberis antè dictum Illuſtrem Fridericum ejus futurum Sponſum, quòd eo caſu ipſe Illuſtris Fridericus teneatur & debeat reſtituere præfato Illuſtri Principi Conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ, ſeu ejus hæredibus Sabaudiæ Ducibus medietatem ipſius Summæ dotalis, ſeu id quod de ipſa medietate reperietur tunc fuiſſe perſolutum in Civitatibus Argentinenſi, & Baſilienſi per terminos quibus fuerit perſolutum; aliam verò medietatem ipſius Summæ dotalis poſſit & valeat ipſe Illuſtris Sponſus futurus exigere ſi jàm exacta non fuerit, & exactam retinere ad ejus vitam naturalem dumtaxat, de illiuſque uſu fructu frui & gaudere arbitrio boni viri, ita quòd illicò ipſo ſublato de medio teneantur & debeant ipſius Illuſtris Friderici hæredes & fidejuſſores ipſius dotis medietatem ſic retentæ reſtituere integraliter & ſemel dicto Conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ, ſeu ejus hæredibus Sabaudiæ Ducibus, in dicta Civitate Argentinenſi infrà duos menſes poſtquam ſuper hoc fuerint requiſiti; ſi verò ipſa Illuſtris Carola decederet quandocumque ante ejus futurum Sponſum ſuperſtitibus liberis ex hujuſmodi Matrimonio procreatis; tunc ad ipſos liberos perveniat & ſpectet quidquid de ipſa dote reperietur perſolutum; in omnem enim caſum in quem contigerit ipſum Illuſtrem Fridericum decedere ante ipſam Illuſtrem Carolam, ſuperſtantibus liberis uno vel pluribus ex hujuſmodi Matrimonio procreandis; eo caſu ipſa Illuſtris Carola gaudeat & gaudere debeat quamdiu fuerit in humanis, ultrà dictum dotalicium de dicta ejus dote; & ſi fortè ad ſecunda vota convolaverit, & ex illo conjugio alios liberos habuerit; tunc medietas dictæ ejus dotis ad liberos primi Viri, & alia medietas liberis alterius Conjugii poſt mortem ſuam perveniat & ſpectet. Quintò, de & ſuper præmiſſis, & pro illis omnibus & ſingulis hinc inde melius obſervandis, utraque ipſarum Partium tenebitur ad proximum Feſtum Omnium Sanctorum idoneè cavere per Fratres Principes, & ſuos Comites & Barones ſecundùm formam minutarum hinc inde ſub dictorum Conſanguineorum noſtrorum Saxoniæ, & Sabaudiæ Ducum ſigillis expeditorum, & ſuper hoc altera pars alteri literas hujuſmodi cautionis mutuè expedire tenebitur die feſti Beati Andreæ immediatè ſequuti in eadem Civitate Argentinenſi; ita tamen quòd ſi infra ipſum terminum aliqua ipſarum partium deficeret in iſtis cautionibus præſtandis, quòd illas poſt ipſum terminum, & ſine moræ diſpendio præſtare teneatur, & nihilominus contractum hujuſmodi in omnibus ſuis punctis & capitulis adimplere & obſervare inconcuſſè; tam ipſi Domini Duces quam dicti eorum liberi futuri Conjuges. Sextò, ulteriùs inter ipſas Partes actum & conventum extitit, quòd ipſi futuri Conjuges præmiſſa omnia & ſingula in bona & valida forma ratificare & emologare teneantur, quam primum ad ætatem adultam pervenerint, & ſuper hoc requiſiti extiterint. Quæ omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta promiſerunt dictæ partes, & earum quælibet prout eam concernere poteſt, & ſub expreſſa obligatione & bipotheca omnium & ſingu'orum bonorum ſuorum mobilium & immobilium, præſentium & futurorum, rata, grata & firma perpetuò habere, illaque una ipſarum partium alteri, & è contrà in omnibus & per omnia tenere, adimplere & inviolabiliter obſervare, & nunquam per ſe vel alium contrà facere, dicere vel venire, nec alicui contra facere volenti in aliquo conſentire clàm vel palàm, tacitèque vel expreſſè: renunciantes hoc ideo ipſæ partes in hoc facto, ſub vi ſuorum dictorum jam præſtitorum juramentorum, omni actioni & exceptioni doli, mali & in factum, omnique læſioni, fraudi & errori, ac juribus quibus deceptis in ſuis contractibus ſubvenitur, omni appellatione ſupplicationis, & bonorum ceſſionis remedio, ac in integrum reſtitutionis beneficio, omnique abſolutioni & diſpenſationi juramenti, omnibuſque privilegiis, præeminentiis, beneficiis & indultis Patriæ, & Locorum conſuetudinibus, omnibuſque juribus Canonicis, Civilibus, Municipalibus, & aliis quibus ad veniendum contra præmiſſa, Juri dicenti generalem renunciationem non valere niſi præceſſerit ſpecialis. De quibus omnibus ipſæ partes contrahentes voluerunt & requiſierunt, per nos memoratum Archiepiſcopum Trerenenſem fieri facere tria conſimilia, videlicet ad opus cujuſlibet ipſarum partium unum, & tertium pro nobis tanquam Mediatore ipſius contractus, publica documenta per Tabellionem publicum ſubſcriptum recipienda, ſtipulanda & ſignanda, ac ſigillo noſtro, etiam ſigillis cujuſlibet ipſarum partium, in robur & teſtimonium præmiſſorum munienda. Quæ ſic acta, geſta & concluſa fuerunt in dicta Civitate Lauſanenſi, in Albergaria Angeli noſtri Logiamenti, die undecima Martii, anno ſalutiferæ Chriſti Nativitatis M. CCCC. XLIII. ſextæ Indictionis: præſentibus & adſtantibus R. R. in Chriſto Patribus Dominis Joanne de Grolea, & Lanceloto de Luſigniano Apoſtolicis Protonotariis, nec non Venerabilibus Decretorum ac Legum Doctoribus Antonio Piocheti Sacriſta Gebenn. & Guillermo Hugonis Archidiacono Meten. pro Teſtibus ad ea vocatis ſpecialiter, & rogatis. Signé Bolomier.

ANS de J. C. 1443.

(442)

CDVIII.

ANS de J. C. 1444. FRANCE ET SAXE.

CDVIII.

Traité d'Alliance entre CHARLES VII. *Roi de France, d'une part, &* FREDERIC DE SAXE *Electeur, &* GUILLAUME *Duc de Saxe, d'autre, fait à Nanci, le 23. Février,* 1444. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 375.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, univerſis & ſingulis præſentium ſeriem inſpecturis ſalutem. Ut verus & perfectus amor, & ingentis benevolentiæ nexus, qui ſemper inter Chriſtianiſſimos Francorum Reges, progenitores noſtros, & Illuſtres Principes Romani Imperii Electores, laudabiliter viguerunt, ad nos non quidem minori dilectionis ſervore, ſed quantum fieri poterit majori, ut decet, propagetur & extendatur; cum Illuſtribus Principibus FRIDERICO Romani Imperii Archimareſcallo & Electore, nec non WILLIERMO Germani Ducibus Saxoniæ, Landgraviis Turingiæ, Marchionibus Myſniæ ac Burgraviis Aldeburgenſibus, (Magdeburgenſibus) conſanguineis noſtris cariſſimis, novum fœdus ut fixâ conficiatur amicitiâ, initimus in vim, formam, & effectum qui ſequitur.

2. In primis, quod nos ſtatum, honorem, decus, & commodum prædictorum Ducum Friderici & Williermi ad vitam ipſorum, toto poſſe procurare, tractare, & in hâc parte ad conſervationem eorundem pro viribus concurrere, ac damnum, jacturam, moleſtiam, & ſtatus diminutionem evitare tenebimur, quantum cum honore facere poterimus. Item quod ad defenſionem & offenſionem, ſi Domini præfati Duces vexarentur, & nos requiſiti fuerimus, concurrere; amicos quoque ipſorum pro amicis, & inimicos pro inimicis habere tenebimur: ita tamen quod nos nullum, qui dictorum Ducum ſubditus aut Vaſallus fuerit, pro amico dicere, nominare, vel reputare poterimus; nec amicitiæ velamine, ubi contra talem ſuum ſubditum ſive Vaſallum ipſorum Ducum guerram movere placuerit, aliquid in contrarium dicemus, proponemus, vel allegabimus; ſed ſi opus fuerit, & per ipſos Duces nos requiri contigerit, auxilium, ſuccurſum, aut favorem pro viribus elargiri tenebimur: quantum, hæc, ut præferuntur, per nos cum requiſiti fuerimus cum honore fieri poterunt. Item ubi per antedictos Duces contra communem noſtrum & ipſius ſubditum ſive Vaſallum, guerram moveri contigerit, nos contra talem Vaſallum & communem ſubditum favorem dare non tenebimur, ſed licitè valebimus in hoc caſu à ſuccurſu & auxilio abſtinere. Item, ſubditos ſeu Vaſallos dictorum Ducum, qui nobis minimè ſubjiciuntur, pro amicis reputabimus, ita quod contra tales nobis guerram facere non licebit, aut moleſtiam inferre.

3. Item, Dominia, ditiones, terras, caſtra, oppida, villagia, civitates, & loca dictorum Ducum præſentia & futura, cum armatorum copia, ſeu armorum gentibus non ingrediemur, neque gentes noſtræ armatæ ingredientur, niſi ad ſuccurſum vocati per ipſos Duces, aut eorum licentia concederetur. Item non obſtante hujuſmodi confœderatione liberum erit omnium rerum & victualium, præterquam armorum, commercium, etiam inter hoſtes & diffidatos, nec per hujuſmodi commercium inter hoſtes noſtros, & dictos Duces hæc confœderatio in aliquo violata cenſebitur: ita quod ſubditi & vaſalli noſtri, aut dictorum Ducum, per terras & aquam mercari, & merces hinc inde ferre, emere, vendere, & permutare, inter hoſtes & loca hoſtium, ut præfertur, poterint pro libito voluntatis. Item, præfati Duces ſuccurſum à nobis petentes, illum habere debebunt, & à nobis conſequi, ſuis quidem ſumptibus & expenſis, ad rationem pro quolibet armorum homine, & archeriis conſuetis, juxta ritum Franciæ, & morem hactenus in guerris obſervatum: videlicet pro quolibet armorum homine, ad rationem quindecim Francorum, & pro quolibet archerio & rationem ſeptem Francorum cum dimidio per menſem, & quilibet - - - - - uni archerio æquiparetur. ANS de J. C. 1444.

4. Item, nos expreſſè perſonas Summi Pontificis, & Illuſtriſſimorum Hiſpaniæ, Siciliæ & Scotiæ Regum præſentium & futurorum, ac Illuſtrem Principem filium noſtrum cariſſimum Sigiſmundum Auſtriæ Ducem, eorumque & cujuſlibet ipſorum Dominia excipimus, ita quod nulli præſcriptorum, ac terris, locis caſtris, & dominiis ſuis per dictos Duces guerra moveri debebit aut moleſtia inferri, ſed ut amici utriuſque partis eſſe cenſebuntur, horum prædictorum exceptorum numero dilectum Conſiliarium & Cambellanum noſtrum, Joannem Dominum de Feneſtrangis Militem, ejus terras & dominia ſubjungentes, ita quod dictis Ducibus eidem Cambellano noſtro, ſuiſque dominiis guerram inferre minimè liceat, ſed ut amicus & confœderatus hinc inde cenſeatur. Item, quoniam optima eſt & quaſi ſpes pacis indubitata inter nos & Illuſtriſſimum Angliæ Regem, communi noſtro & dictorum Ducum conſenſu idem Rex Angliæ pro excepto habebitur; ita quod nec nobis ipſorum Ducum auxilium & favorem, neque ipſis Ducibus noſtrum auxilium & favorem contra Angliæ Regem implorare licebit; nobis quoque non licebit eidem Angliæ Regi contra ipſos Duces, nec ipſis Ducibus contra nos præfato Angliæ Regi ſuccurſum aut favorem quovis modo elargiri.

5. Præmiſſa omnia & ſingula nos bona fide, & in verbo Regio loco præſtiti juramenti, præſentium tenore præfatis Ducibus pollicemur firmiter obſervare, quantum cum honore poſſumus, dolo & fraude prorſus excluſis. In cujus rei Teſtimonium præſentes literas exiode fieri, & ſigillo noſtro juſſimus communiri. Datum Nancei in Lotharingia, die vigeſimâ tertiâ menſis Februarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quadrageſimo quarto, Regni noſtri vigeſimo tertio. Per Regem in ſuo Conſilio. Chaligant.

ANS de J. C. 1444 Louvain, Bruxelles, &c. et Malines.

CDIX.

Accord entre ceux de LOUVAIN, BRUXELLES *&* ANVERS, *d'une part, & la Ville de* MALINES, *d'autre, fait le 1. Mars* 1444. Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. IX. pag. 563.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis Magiſtri civium ſcabini & Conſules oppidi Bruxellenſis ſalutem cum notitia veritatis noverint Univerſi: noſ ſub anno Domini, milleſimo quadringenteſimo quadrageſimo quinto, menſis Septemb. die decima tertia, vidiſſe, inſpexiſſe ac diligenter examinaſſe quaſdam litteras metuendi Principis & Domini noſtri, Domini Philippi, Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgiæ Ducis, Flandriæ, Artheſiæ, Burgundiæ, Palatini, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ & Namurcenſis Comitis Sacrique Imperii Marchionis, ac Domini Friſiæ de Salinis, & de Mechlinia, ſigillo ſuo in cera rubea, ot prima facie apparebat patentes ſigillatas, non cancellatas, non abraſas, non abolitas, nec in aliqua earum parte vitiatas, immo ſanas, veras & integras tenorem qui ſequitur de verbo ad verbum in ſe continentes.

PNILIPS hy der gratien Godts, Hertoghe van Bourgongnien, van Lothrijck van Brabant ende van Limborch, Grave van Vlaenderen, van Arthois, van Bourgoignien, Palatin van Henegouwe, van Hollant, van Zeelant ende van Namen, Marckgrave des Hyelichs Rijcks, Heere van Vrieſlant, van Salins ende van Mechelen. Allen den ghenen die deſen Brieff ſullen ſien oft hooren leſen nu zijnde ende naermaels weſende, Saluyr. Alſoo als eene wijle tijts ſekere geſchillen ghehanghen hebben tuſſchen onſe goede Steden, van LOVEN, van BRUSSEL ende van ANTWERPEN aen d'een zijde, ende onſer goeder Stadt van MECHELEN aen d'andere, om der overleverijen wille van onſer voorſchreven drije Steden poorteren gheſeren binnen den Lande van den diviſien, welcke Poirteren onſe voorſchreven Stadt van Mechelen meynt dat die dienaren van de plaetſen daer die zijn geſeten ſchuldich ſouden ſijo van allen gheloeſten die ſy doen binnen onſer voorſchreven Stadt van Mechelen over te leveren, ende die binnen Mechelen tot heuren gheloeſten te doen koemen onſe vnorſchreven drije Steden van Loven, Bruſſel ende Antwerpen, houdende de contrarie, ende meynende dat heure Poorteren binnen den voorghenoempden Lande van den diviſien gheſeten niet ſchuldich en ſouden ſijn ghelevert te werden, maer dat ſy re rechte ſouden behooren in den ghemeene, van de ſelve drije Steden daer ſy Poorters ſijn, ende die vrijheyt hebben ende nergens els, van welcker ſaecken voorſz. vaſt veele handelinghen heeft gheweeſt, tuſſchen onſe voorſz. goede Steden, die welcke oock om minnelijck daer aff te overkoemen eenighe dachvaerden onderlinghe ghehouden hebben ghehadt, ende ten uyterſten hebben wy eenighe van onſe Raedtſlieden beyde uyt onſen hove, ende uyt onſer Raedr-camere van Brabandt daeröm gheſonden ghehadt by onſe voorſchreven vier goede Steden ghedeputeerde in notablen ghetale, daerom vergadert ſijnde, hy middel van welcke onſe Raedtſlieden die ſelve onſe goede Steden om ruſt vrede eendrachticheyt, ende goede naerbuerſchap onder ende tuſſchen hen te vueden, ende t'onderhouden, ende te verhueden, alle laſten ende inconvenienten, die anders daer aff hadden moghen comen zijn van de voorſchreven gheſchillen ende des daer aencleeft minnelijck overkomen voor nu ende den toecommenden tijde, in der manieren hier naer beſchreven.

CDIX.

ANS de J. C. 1444 Louvain, Bruxelles, &c. et Malines.

Traduction de ce Traité.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront les Magiſtrats, Eſchevins & Conſuls de la Ville de Bruxelles, ſalut avec connoiſſance de la verité: qu'en l'année de nôtre Seigneur 1445. *le* 13. *de Septembre, nous avons vu & examiné diligemment certaines lettres de redoutable Prince le Duc de Bourgogne, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg; Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin, du Hainaut, de Hollande, Zélande & de Namur; Marquis du Saint Empire, Seigneur de Friſe, de Salins & de Malines nôtre Souverain, ſcellées de ſon ſceau en cire rouge; leſdites lettres ainſi ſcellées nous ayant apparu bien ſaines & entieres en toutes ſes parties, n'y ayant aucune rayeure, raure, ni ſûre, dont la teneur s'enſuit de mot à mot.*

PHILIPPES *par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg; Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin du Hainaut, de Hollande, de Zélande & de Namur, Marquis du St. Empire, Seigneur de Friſe, de Salins, & de Malines. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront ou orront, preſens & avenir ſalut, comme pendant quelque tems il y auroit eu certains differens entre nos bonnes Villes de* LOUVAIN, BRUXELLES *&* ANVERS *d'une part, & nôtre bonne Ville de* MALINES *d'autre; ſur ce que ladite Ville de Malines pretend que les Bourgeois deſdites Villes de Louvain, Bruxelles & d'Anvers reſidens dans le Pais de partage, doivent être traduits par les Officiers des lieux de leur reſidence pardevant la juſtice dudit Malines à cauſe des obligations qu'ils y ont paſſées, leſdites Villes de Louvain, Bruxelles & Anvers ſoutenant le contraire, & que leurs dits Bourgeois reſidens dans le ſuſdit Pais de partage ne ſont pas obligez de ſouffrir qu'ils y ſoient traduits, mais ſeulement de repondre pardevant la juſtice commune des ſuſdites trois Villes dont ils ſont Bourgeois, & qu'ils ont ce privilege, & non autrement. ſur laquelle affaire y ayant déja eu pluſieurs conferences entre nos ſuſdites bonnes Villes, pour laquelle terminer à l'amiable; ils ont tenu auſſi diverſes aſſemblées particulieres; & enfin nous avons envoyé pour ces effets quelques Conſeillers de nos deux Cours & de nôtre Chambre des Comptes de Brabant, auprés des Deputez de nos quatre bonnes Villes ſuſdites en nombre raiſonnable, par le moyen deſquels nos Conſeillers, & pour entretenir & conſerver neſdites bonnes Villes en une bonne union & voiſinance, & empêcher tout trouble & inconvenient qui auroient pû autrement s'en enſuivre, leſdits differens & tout ce qui en depend ont été pour le preſent & pour l'avenir terminez en la maniere ſuivante.*

ANS de J. C. 1444.

I. In den eerſten dat van nu voortaen onſe bovengenoempde Steden van Loven, Bruſſelen ende Antwerpen Poorteren geſeten binnen den voorſchreven Lande van de diviſien die in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen doen ſelen eenighe gheloſten renonchierende alle haere vrijheyt, daer mede hy hen daer teghen ſouden moghen behelpen, by egheenre van onſe voorſchreven drij Steden daer ſy die vrijheyt van der Poorteryen hadden, van den ſelve gheloſten beſchudt noch verantwoort, en ſelen worden, maer ſelen by de Officieren daer onder ſy in den voorſchreven Lande van diviſien ſelen zijn gheſeten, ten verſuecke van onſer voorſchreven Stadt van Mechelen in der ſelver werden ghelevert tot heuren geloſten, by alſoo dat der gheenre van onſe voorſchreven dry Steden daer ſy poorteren waren by certificatien van onſer voorghenoempde Stadt van Mechelen oft by der overheyſ-bneven die ſy daerom aen die voorſchreven Officieren ſal doen, ſchrijven, blijcke dat die voorſchreven Poorteren die voorſchreven gheloſten ghedaen hebben, renunchierende alle heure Vryheyt inder manieren voorſchreven ende anders ſelen ſy mogen ghenieten der Vryheyt daer ſy toebehooren, niet teghenſtaende den gheloſten die zy in onſer voorſchreven Stadt van Mechelen ghedaen mochten hebben, ende altoos ten eoſte van den onghelijcke.

II. Item, dat in ooſer dry goeder Steden Poorteren, gheſeten in den voorſchreven Lande van diviſien, die voor deſen tijdt in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen eenige gheloſten gedaen hebben gehadt, eer zy in eenighe van onſe voorſchreven dry Steden Poorteren waren, ſelen ten verſuecke der ſelver onſer Stadt Mechelen overghelevert moeten werden tot heuren gheloſten, ſonder hen daer teghen mette voorſz. Poorterye te mogen behelpen.

III. Item, dat de Poorteren onſer voorghenoempde drye Steden geſeten in den voorghenoempden Landen van den diviſien, die in eenighe van de ſelve drye Steden Poorteren zijnde voor deſen tijdt in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen eenighe gheloſten hebben ghedaen, ende by der ſelver Stadt verſocht ſelen werden om overghelevert te werden tot heure gheloſten, ſelen totte ſelve gheloſten moghen overkommen, oft ſy willen, ende wouden ſy hen daer tegen weeren verſuecken aen der Stadt daer ſy Poorter waren, daer aff beſchudt oft verantwoordt te zijn, ſoo ſal die ſelve Stadt hen ſegghen dat alſoo verre als ſy in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen eenighe gheloſten hebben ghedaen, dat ſy die voldoen, ende willen ſy dan loochenen oft ontkennen eenighe geloſten in de ſelve onſe Stadt ghedaen te hebben, oft te houden dat ſy daer aff hadden voldaen, ſoo ſal de ſelve Stadt hare ghedeputeerde met heure Poorteren ſeynden by die Wethouderen onſen voorſchreven Stadt van Mechelen, ende met hen ſamentlijck die kenniſſe daer aff nemen, ende werden dan hare Poorteren in onghelijcke bevonden, ſoo ſelen die ſelve Poorteren betalen die coſten van den ghenen die van onſen voorſz. Stede wegben daerom uytgheſonden ſelen weſen, ende oock van partije, ende daer teghen en ſelen ſy niet beſchudt noch verantwoordt worden, uyt oorſaecke dat die ghene die den overheyſch verſochten in 't onghelijcke worden bevonden, ſoo ſelen ſy deſghelijcx die coſten betalen in der manieren voorſchreven.

IV. Item, dat als van Gielieſe van voor de Poorter tot Loven ende merten de maeyer Poorter tot Antwerpen die welcke over gheheyſcht zijn ende die de ſelve onſe Stede daer aff hebben willen verantworden, daer aff ſal gheſchien ghelijck in den naeſten punte hier voren is verelaert.

V. Item, ſoo wien eenighe gheloſten naer der diviſien recht gheſchiet zijn, daer aff die daeghen van betaelinghen oft voorwaerden te voldoen voor deſen tijdt al gheleden zijn, dat die trecht van den diviſien, ende de overheyſch daer aff ſal moeten brengen ende vet-

ANS de J. C. 1444.

I. En premier lieu que d'icy en avant, les Bourgeois de noſdittes Villes de Louvain, Bruxelles & Anvers reſidens dans le Pais de partage, qui paſſeront quelque obligation dans la ſuſdite Ville de Malines en renonçant a leur privilege, dont ils auroient pû ſe ſervir, ne ſeront ſoutenus ni excuſés par aucune deſdittes trois Villes dont ils avoient le privilege de Bourgeois; mais ſeront par les Officiers du Pais de diviſion où ils ſeront leur reſidence, traduits pardevant la juſtice de Malines à ſa requiſition en conſequence de leurs obligations, à moins que ceux de nos ſuſdisses trois Villes dont ils ſeroit Bourgeois ne prouvent par un certificat de nôtre ſuſdite Ville de Malines ou par les lettres qu'ils feront écrire aux Officiers ſuſdits que les ſuſdits Bourgeois qui ont paſſé leſdittes obligations, renonçantes a leur liberté en la maniere ſuſdite, & autrement, pourront jouir de la liberté des lieux où ils demeurent nonobſtant les obligations qu'ils pourroient avoir fait dans nôtre Ville de Malines; & toujours aux depens de celui qui aura tort.

II. Item que les Bourgeois de noſdittes trois Villes, reſidens dans le ſuſdis Pais de partage, qui auront cy devant paſſé quelque obligation dans nôtre ſuſdite Ville de Malines, avans qu'ils fuſſent Bourgeois de l'une de nos dites trois Villes, ſeront renvoyez, à la requiſition de nôtre dite Ville de Malines pardevant icelle, ſuivans leur obligation, ſans qu'ils ſe puiſſent ſervir de leur ſuſdite Bourgeoiſie.

III. Item que les Bourgeois de nos ſuſdittes trois Villes, reſidens dans ledit Pais de partage, qui étant Bourgeois d'une deſdittes trois Villes ont paſſé devant ce tems là quelque obligation dans nôtre ſuſdite Ville de Malines, & qui ſeront requis par icelle ville d'être renvoyez pardevant elle, ſuivant leur obligation, ils y ſeront renvoyez, s'ils le veulent, & s'ils s'en vouloient deffendre, & demander d'être maintenus & excuſez par la ville où ils ſeroient Bourgeois, ladite ville leur dira qu'au cas qu'ils ayent paſſé quelque obligation en nôtre dite Ville de Malines, qu'ils y ſatisfaſſent, & s'ils veulent nier d'avoir fait quelque obligation dans nôtre dite ville, en ſoutenant qu'ils y ont ſatisfait, ladite ville envoyera ſes Deputez avec leurs Bourgeois devers les Bourguemaitres, leſquels prendront enſemble connoiſſance de l'affaire, & ſi les Bourgeois ſe trouvent avoir tort, ils payeront les depens de ceux qui auront été Deputez pour cette affaire, & auſſi de la partie, & ils ne ſeront pas maintenus ni excuſez, quoy que ceux qui auroient demandé plus qu'ils ne devoient, fuſſent trouvez avoir tort, ils payeront les depens en la maniere ſuſdite.

IV. Item quand à ce qui regarde Gilles van Voorde Bourgeois de Louvain, & Martin de Mayer Bourgeois d'Anvers, qui ont été redemandez, & leſquels noſdittes Villes ont voulu excuſer, il en ſera fait de même que dans les points cy deſſus declarez.

V. Item ſi l'on a fait quelque obligation à quelqu'un ſelon le droit de partage, & que le jour de payement au condition de ſatisfaire eſt échen avant ce tems, que le droit de partage & demande en ſera fait dans deux ans prochain a celui qui aura fait ladite obligation en a ſes heri-

ANS de J. C. 1444

ſuecken hinnen twee jaeren naeſtcommende, over den ghenen die de ſelve gheloſten ghedaen heeft, oft over ſijne erffghenaeme daer aff ſijnre ghebraecke, ende d'executie van den rechte van den diviſie begeerden binnen eenen jaere naer dat den overheyſch daer aff ghedaen ſal zijn, ende die hinnen den ſelven jaere ten eynde nyt vervolghen, alſoo verre alſt in hem is, ende oft hy alſoo des niet en dade, laetende dien tijdt verſtrijcken dat hy dan metten rechte van den diviſien van den ſelve gheloſten hem niemermeer en ſoude moghen behelpen.

VI. Item, dat inſghelijckx van nu voortaen alle die ghene dien eenighe gheloſten naer de diviſien recht gheſchiet ſijn oft ghedaen ſelen werden, daer aff die daeghe van betaelinghe oft voorwaerden te voldoen comen ende verſchynen ſelen, van den ſelve gheloſten t'recht van den diviſien ende den overheyſch daer aff over de ghene die de ſelve gheloſten ghedaen hebben, oft over hare erffghenamen ſelen moeten begeren ende verſuecken hinnen twee jaeren naer dat alle die termijnen van betaelinghen daer aff oft van den voorwaerden te voldoen verſchenen ſelen zijn, ende binnen eenen jaere naer den ſelven heyſch, d'executie daer aff begheren ende vervolghen in der manieren voorſchreven.

VII. Item, dat in den ſelven tijde niet begrepen en ſullen zijn de over-jaerde kinderen dien de gheloſten toebehooren mochten, hy verſterffenijſſen oft anderſſints, maer dat die daer aff onbegrepen ſelen zijn, tot dat ſy xviij. jaren oudt zijn, ende als dan ſelen ſy daer naer oock moeten binnen den voorſchreven tijde t'recht verſuecken ende achtervolghen in der manieren voorſchreven, op dat haeren Momboir, oft vrienden van heuren 't wegen t'recht niet verſocht en hadden.

VIII. Item, dat in den ſelven tijde oock niet begrepen en ſelen zijn lieden die buyten 's Landts zijn oft anderſſints met ghevanckenijſſen oft ſonderlingen openbare nootſaecken bevaen ende belaſt, alſoo dat ſy qualijck t'ſelve recht niet verſuecken oft vervolghen en mochten, die welke binnen den voorſchreven tijde van twee jaren naer dat ſy wederomme, oft tot hen ſelven comen ſelen zijn, t'voorſchreven recht ſelen moeten verſuecken, ende binnen den derden jare vervolghen in der manieren voorſchreven.

IX. Item, oft eenighe perſoonen die alſoo eenighe gheloſten ghedaen hebben, oft doen ſelen naer den voorſchreven termijne van den ſelven gheloofften oft daer voor ruymden vluchtich worden oft vertrocke, in andere plactſen, dat de ghene dien de gheloſten ghedaen zijn t'recht van de diviſien, verſuecken ende den overheyſch dan aff doen ſelen moghen, ende t'recht volghen op diere vluchtiger perſoonen goeden, alſoo dat naer den ſelven rechte behoort, ende oft ſy met dien goeden tot haren volle betalinghe niet en quame, ſoo ſelen ſy dat ghebreck altijt moghen verhalen op die vluchtende oft vertreckende perſoon naer den voorſchreven rechte van de diviſien, ſoo wanneer hy wederomme ſal weſen binnen den Lande van de diviſien na der manieren voorſchreven, overmits welcke voorſchreven punten onſe voorghenoempde vier goede Steden van Loven, Bruſſel, Antwerpen ende Mechelen, van heuren voorſchreven gheſchille, geutelijck met malcanderen zijn verleken, ende hebben dien gheloofft elck den anderen te onderhouden nu ende voortaen tot eeuwighen daghen in der manieren voorſchreven. Behoudelijck ons onſe heerlijckheydt ende onſe voorſchreven goede Steden van Loven, Bruſſel, Antwerpen ende Mechelen, heuren rechte van heuren Poorterijen ende diviſien ende anders ſonder in eenighe andere puncten in toecommenden tijde in prejuditie van iemanden van hen ghealllegeert te worden ende al ſonder argheliſt, by alſoo dat ons ghelieſde onſe conſent daer toe te gheven ende t' voorſchreven opdracht ende vriendelijck appointement te rati-

heritiers à ſon deffaut, & que l'execution du droit de parsage fut demandé par eux dans le tems d'un an aprés que la demande en aura été faite, & qu'il eut à faire ſes pourſuittes dans l'an ainſi qu'on luy eſt, s'il ne le fait pas & qu'il laiſſe paſſer ledit tems, il ne pourra plus ſe ſervir de ſadite obligation en vertu du droit de partage.

ANS de J. C. 1444

VI. Item ſemblablement que d'icy en avant tous ceux à qui on aura fait, ou à qui on pourroit faire quelque obligation aprés le droit de partage, dont le jour de payement ou la condition de ſatisfaire écherront, le droit de partage de ladite obligation ſera demandé à celui qui aura fait ladite obligation ou à ſes heritiers dans deux ans aprés que tous ces termes de payement ou condition de ſatisfaire ſeront échus; & l'execution en ſera demandée dans l'an de la demande.

VII. Item que dans ledit tems ne ſeront compris les enfans au deſſous de dix huit ans à qui les obligations apartiendront par ſucceſſion ou autrement, mais qu'ils n'y ſeront compris juſques à ce qu'ils ayent atteints l'âge de dix huit ans, & alors ils ſeront obligez de demander & pourſuivre leur droit en la maniere ſuſdite, ſi leurs tuteurs ne l'avoient pas encore fait.

VIII. Item en ce tems ne ſeront auſſi compris les perſonnes qui n'auront pas été en état par empriſonnement ou empêchement neceſſaire, parce qu'ils ne pouvoient pas pourſuivre leur droit, mais ils ſeront obligez d'en faire la demande dans le ſuſdit tems de deux ans aprés leur retour ou qu'ils auront pû agir, & pourſuivre l'execution dans la troiſiéme année en la maniere ſuſdite.

IX. Item ſi quelques perſonnes qui auront ainſi paſſé quelque obligation, on en paſſerons, s'enfuyoient ou s'abſentoient aprés le terme deſdittes obligations échû & ſe retiroient dans d'autres lieux, que ceux à qui leſdites obligations ſeront faites pourront demander le droit de partage & le pourſuivre ſur les biens deſdits abſens, comme ſelon ledit droit apartient, & ſi leſdits biens ne ſont pas capables de les ſatisfaire juſqu'a entier payement, ils pourront toûjours demander le ſurplus auxdittes perſonnes qui ſe ſeront enfuyes ou retirées ſelon ledit droit de partage, lors qu'elle ſeront de retour audit pais de partage en la maniere ſuſmentionnée, au moyen deſquels points les differens de nos ſuſdittes quatre bonnes Villes de Louvain, Bruxelles, Anvers & Malines ont été terminez, & ont promis l'une l'autre de les obſerver dés à preſent & à jamais, ſauf a nôtre égard, nôtre droit de Souveraineté, & à l'égard de nos bonnes Villes de Louvain, Bruxelles, Anvers & Malines celui de leur Bourgeoiſie, de partage, & autres, ſans que cecy leur ſoit préjudiciable en tout autre point, & le tout ſans diſſimulation; & comme nos ſuſdittes bonnes Villes nous ont prié tres humblement d'y donner nôtre aprobation, conſentement & ratification, ſçavoir faiſons qu'ouï en cela le raport de noſdits Conſeillers que nous avons deputez a noſdittes bonnes Villes & aprés une meure deliberation la deſſus, & pour le profit, utilité & avantage de nous & noſdittes bonnes Villes, & auſſi pour entretenir une bonne correſpondance & union entre elles, nous avons le ſuſdit accord & amiable apointement, & tous les points cy deſſus bien

ANS de J. C. 1444

ratificeren ende approberen, daerom onſe vootſz. goede Steden ons ootmoedelijck hebben ghebeden. Soo doen wy te weten dat wy ghehoort in deſen die relatie van onſe voorſchreven Raetſlieden die wy daerom by onſen voorghenoempden goede Steden gheſonden hebben ghehadt, ende goeden rijpen Raedt eerſt daer op ghehadt hebben om ghemeyn oirboor nutſchap ende proffijt van ons ende onſe voorſz. goede Steden, ende om die in goeden Vrede minnen ende eendrachticheden met malcanderen te houden t'voorſchreven over-dracht ende minnelijck appoinctement, ende alle die puncten boven gheſchreven belieft gheratificeert ende gheapprobeert ende van ſunderlinghe gratie, believen ratificeren ende approberen met deſen Brieve, willende ende oft noodt is, ſtatuerende ende verleenende onſe voorghenoempde goede Steden ende elcken van hen die voorſchreven punten ende elcken van hen ghelijck ende in alle der mannieren die hier boven ſtaen beſchreven om die nu ende voortaen tot eeuwighen daghen vaſt Stede ende onverbrekelijck gehouden te werden, behoudelijck ons altijt onſe heerlijckheyt ende onſe voorſchreven Steden ende elcken van hen heuren rechten van heure Poorteryen diviſien, ende anders ſonder in eenighe puncten in toekoemenden tijde in prejuditie van imanden van hen gheallegheert te werden in eenigher mannieren, ontbieden daerom ende bevelen onſen Droſſate van Brabandt onſen Meyer van Loven onſen Amman van Bruſſel onſen Schoutteten van Antwerpen ende Marckgrave van Rijen onſen Schoutteten van Mechelen, ende allen anderen onſe Ambachteren, Richteren ende dinaeren ende heure Stedehouderen nu ſijnde ende naermaels weſende ende elcken van hen beſondere, alſoo hem toebehoort dat ſy t'voorſchreven opdracht in alle poincten boven gheſchreven nu ende voortaen volcomentlijck onderhouden, ende van de voorſchreven partijen, ende elcken van hen in alſoo verre alſt hem aencleeft doen onderhouden, die weder ſpannighe van onſen twerghe daer toe bedwinghen met alle behoorelijcke wegen daer toe dienende, ende des toorconden hebben wy voor ons onſe erve ende naercommelinghen Hertoghen ende Hertoginnen van Brabant Heeren ende Vrouwen van Mechelen, onſen ſeghel aen deſen brieff doen hanghen, ghegheven in onſer Stadt van Bruſſel op den eerſten dach van Meert in't jaer ons Heeren M. CCCC. end vier en veertich nae coſtume ons Hooffs.

In quarum ſiquidem viſionis, inſpectionis ac diligens examinationis prædictarum litterarum Teſtimonium, nos Magiſtri civium ſcabini & Conſules oppidi Bruxellenſis prædicti ſigillum ad cauſas ejuſdem oppidi præſentibus Dominis apponendum curavimus, datum anno Domini & die menſis ſuperius pronotati.

Ghecollationneert teghens het groot pampir privillegie boeck, is daer mede by my Secretaris der Stadt van Antwerpen bevonden t'accorderen. P. V. Valken.

voulu ratifier & aprouver de nôtre ſinguliere grace, & les ratifions & aprouvons par nos preſentes, voulant, ſi beſoin eſt, ſtatuant, & accordant a nos ſuſdittes bonnes Villes, & a chacune d'icelles, de tenir leſdits points & chacun d'iceux, & en la maniere qu'ils ſont cy deſſus exprimés, pour fermes & ſtables a toûjours; nous reſervant toûjours nôtre droit de Souverineté, & celui de Bourgeoiſie, partage & autres de noſdittes bonnes Villes, ſans que cela leur puiſſe porter prejudice en a perſonne dans aucun point, ſi donnons en mandement à nôtre Droſſart de Brabant, a nôtre Maire de Louvain, nôtre Magiſtrat de Bruxelles, nôtre Baillé d'Anvers le Marquis de Ryen, nôtre Baillé de Malines, & tous autres Officiers & Chevaliers & leurs Lieutenants, preſens & futurs, & a chacun d'eux en particulier, d'obſerver ledit accord en tous ſes points, & de les faire obſerver par les ſuſdittes parties en general, & par chacune d'icelles en particulier, & d'y contraindre les contrevenants, par toutes les voyes raiſonnables; en témoin dequoy, nous avons, pour nous, nos heritiers & Succeſſeurs, Ducs & Ducheſſes de Brabant, Seigneurs & Dames de Malines, fait apposer nos ſçeaux à ces preſentes letres, donné en nôtre Ville de Bruxelles le premier de May l'an de nôtre Seigneur 1444. ſelon le ſtile de nôtre Cour, & plus bas étoit en Latin.

ANS de J. C. 1444

En témoin de l'inſpection & examen des lettres ſuſdittes, nous Bourguemaîtres, Eſchevins & Conſuls de la Ville de Bruxelles ſuſdite, avons fait apposer nos ſçeaux à ces preſentes préſens leſdits Seigneurs, le jour, mois & an que deſſus, & encore plus bas étoit encore écrit.

Collationé ſur le grand Livre des Priviléges en grand Papier, par moy Secretaire de la Ville d'Anvers, & trouvé conforme, ſigné. P. V. Valken.

CDX.

ANS de J. C. 1444. SAVOYE ET BAVIERE.

Contract de Mariage, entre LOUIS *Duc de Baviere, &* MARGUERITE *de Savoye, fait le 22. Octobre,* 1444. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 347.

IN nomine Domini, Amen. Ex hujus veri & publici inſtrumenti ſerie, modernis & poſteris notum ſit. Quod hac ſolerti prævia deliberatione conſilii ſpeculantes Præclari Principes, & Orthodoxæ Fidei Cultores, videlicet *Illuſtriſſimus Princeps Dominus* LUDOVICUS *Dux Sabaudiæ, Chabloſii, & Auguſtæ, Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariuſque perpetuus,* MARCHIO *in Italia, Comes Pedemontanus, Gebennenſis, Bangiaci, Valentinenſis & Dienſis, Baro Vaudi, Foucigniaci, & Bougeſii, Niciæque, & Vercellarum Dominus*; nec non Ludovicus Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Princeps, Elector & Archidapifer, ac Bavariæ Dux, qui licet conſanguinitatis gradu juncti ſint, animadvertentes tamen Zelum Fraternum inter Ineluctiſſimos Principes ipſorum Progenitores diutiùs continuatum affectantes, itaque ſuorum inhærendo veſtigiis Progenitorum, hujuſmodi diutiùs continuata affinitatis fœdera, quæ fluentis temporis progreſſus jugiter elongat, propa-

ANS de J. C. 1444. propagare pariter & augere. Idcirco his & aliis juſtis & laudabilibus moti conſiderationibus, propter infra ſcripta ſpecialiter peragenda in Civitate Maguntina præſentibus Dominis Teſtibus, ac nobis Secretario, Notariiſque & Tabellionibus publicis ſubſcriptis, Perſonaliter conſtituti Illuſtriſſimus Princeps Dominus Ottho Comes Palatinus Rheni, & Bavariæ Dux, præfati Domini Ducis Ludovici Comitis Palatini Rheni Patruus ex una; nec non Reverendiſſimus in Chriſto Pater Dominus Joannes de Grolea Apoſtolicæ Sedis Pronotarius, & Vicecamerarius, Adminiſtratorque perpetuus præpoſituræ Montis-jovis, Procuratores, & Procuratoriis nominibus eorundem Illuſtriſſimorum Dominorum Principum Bavariæ, & Sabaudiæ Ducum, conſtantibus ipſorum Dominorum Ducis Otthonis, & Vicecamerarii Procuratorum Literis patentibus, quarum tenotes de verbo ad verbum inferius inſeruntur partibus ex altera. Ipſis namque Partibus ſeu veriùs ipſarum Procuratoribus præcipuè per ſolertem interpoſitionem, ac ſinceram perſuaſionem Reverendiſſimorum in Chriſto Patrum, ac Illuſtriſſimorum Dominorum Jacobi Trevirenſis per Galliam & Regnum Arelatenſe, ac Theodorici Colonienſis Eccleſiarum Archiepiſcoporum ac Weſtphaliæ, & Angariæ Ducis per Italiam, Sacri Romani Imperii Principum, Electorum, & Archicancellariorum tractantibus & invicem conferentibus de Matrimonio inter *Sereniſſimam Dominam Margaretam de Sabaudia, Jeruſalem & Siciliæ Reginam, Sororem præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ*, & memoratum Illuſtriſſimum Dominum Ludovicum Ducem Bavariæ Deo, ac ipſius Sancta Matre Eccleſia annuentibus ſœliciter contrahendo, unanimiter & ſponte, mutuis & ſolemnibus ſtipulationibus hinc inde interventibus, ad laudem Supremi Patris, & Almæ Virginis Glorioſæ ejus Matris, quæ ſolo verbo ſœcunda extitit, fecerunt, inierunt & contraxerunt Matrimonialia fœdera, pacta, conventiones, & tractatus quæ ſequuntur. In Primis quidem Illuſtriſſimus Princeps Dominus Ludovicus Sacri Romani Imperii Princeps, Elector, & Dux Bavariæ accipiet in Uxorem ſuam legitimam Sereniſſimam Dominam Margaretam de Sabaudia, Jeruſalem & Siciliæ Reginam, & recipiet Ipſa eum in ejus Virum, & Sponſum legitimum, ſeque in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ deſponſabunt ut infra ſcribitur: Videlicet, quod Illuſtriſſimus Princeps Dominus Ludovicus Dux Sabaudiæ præfatus pro dote ejuſdem Margaretæ eidem Illuſtriſſimo Principi Domino Duci Bavariæ conſtituet Summam centum & viginti quinque millium florenorum Renenſium, & hoc pro dote omnique jure, parte, portione, quarta legitima, & alia qualibet reclamatione ſibi qualitercumque competentibus, & competituris in bonis ſuis Paternis, Maternis, Fraternis & Sororinis, ſalva tamen ſemper & remanente eidem Dominæ Margaretæ legitima ſucceſſione, prout de Jure communi aliis non extantibus liberis in futurum adveniente. Quæquidem ſumma dotalis eidem Dominæ Sponſæ ſolvetur modo ſequenti; Scilicet in adventu præfatæ Dominæ Margaretæ in Baſilea quinquaginta millia florenorum ſimilium, Reſiduum verò ad tres annos à tempore tranſductionis ejuſdem Dominæ immediatè ſequentis in fine cujuſlibet anni viginti quinque millia florenorum prædictorum, ſine prohibitione & impedimento quibuſcumque, ſalvis tamen in ſupra & infra ſcriptis quibuſdam proteſtationibus per præfatos Dominos Ottonem, & Vicecamerarium die dati præſentis publici inſtrumenti factis, & per eoſdem alternativè dictis procuratoriis nominibus hinc inde receptis & acceptatis prout in inſtrumento proteſtationis hujuſmodi per nos Secretarium, & Notarios publicos hodie ſuper inde confecto latiùs continetur. Item ipſa Domina per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ eidem Domino Sponſo tranſmittetur in civitate Baſilienſi prædicta infra Feſtum Beatiſſimæ Trinitatis proximè futurum, cum honorifico decore, ornatu & ſupellectili utriuſque duorum ſtatui convenientibus; in qua civitate, & tempore jam dictis, ipſe Dominus Sponſus ſuis ſumptibus ipſam Dominam per ſe vel ſuos tenebitur honorificè recipere, munireque totaliter, & aliis dicto ſtatui utriuſque ipſorum Dominorum convenientibus, & ad Heydelbergam deducere nbi continuò in adventu Dominæ Sponſæ ſe ſe in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ deſponſabunt, & nuptiæ celebrabuntur. Item ipſe Dominus Sponſus pro dotalitio ejuſdem Dominæ Margaretæ eidem dabit ad rationem mille florenorum pro decem millibus annui redditus, qui eidem Dominæ infra duos menſes poſt ejus receptionem in prædicta Civitate Baſilienſi ſufficienter aſſignabuntur per ipſum Dominum Sponſum de & ſuper tribus aut pluribus Caſtris, Oppidis, & Theloneis ſuæ ditionis bene reſpondentibus & ſecuris, & ad manſionem ipſius Dominæ ſufficientibus, ædificiis tamen etiam emolumentis Juriſdictionis eorundem in defalcationem ipſius augmenti minimè computandis. Quodquidem dotalicium habebit & percipiet ipſa Domina Margareta, quandocumque ipſum Dominum Sponſum poſt ſolemniſationem hujuſmodi Matrimonii cum liberis vel ſine liberis prædecedere contingeret, ad ratam dotis tunc ſolutæ, & non aliter, & hoc quandiu ipſa Domina fuerit in humanis præcisè, & ſine turbatione quacumque; ita quod ipsâ defunctâ prædicta Loca aſſignationis hujuſmodi dotalicii ad hæredes legitimos dicti Domini Sponſi revertantur. Item conſummato hujuſmodi Matrimonio, ſi fortè contingat ipſam Dominam ſine liberis decedere ante dictum Dominum Sponſum; tunc ipſe Dominus Sponſus poſſit & debeat uti & gaudere ad ejus vitam dumtaxat, illa portione ipſius dotis quæ eo tempore fuerit ſoluta, & per ipſum tunc recepta; ita quòd ipſo illicò ſublato de medio, teneantur & debeant hæredes & ſucceſſores ac fideiuſſores ipſius Domini Sponſi dictam ſummam reſtituere integraliter, ſimul & ſemel dicto Domino Duci Sabaudiæ, ſeu ejus hæredibus Sabaudiæ Ducibus, in prædicta civitate Baſilienſi intra duos menſes poſtquam primum ſuper hoc fuerint requiſiti. Si verò ipſa Domina decederet ante dictum Dominum Sponſum, ſupervenientibus liberis ex hujuſmodi Matrimonio procreandis; tunc ad ipſos Liberos perveniat quidquid de ipſa dote reperietur ſolutum, & quod reſtabit ſolvendum; ſi autem dictum Dominum Sponſum ante ipſam Dominam Margaretam decedere contingat ſuper extantibus liberis; eo caſu ipſa Domina gaudere debeat de dicta ejus dote ultra prædictum dotalicium quandiu fuerit in humanis. Item poſt deceſſum ipſius Domini Sponſi, liberi maſculi ex hujuſmodi Matrimonio Deo auſpice procreandi, liberorumque liberi maſculi primogeniti per rectam lineam deſcendentes, erunt hæredes principales, Comites Palatini Rheni, & Principes Electores Imperii, ultra alias portiones eiſdem de Jure & conſuetudine competentes in omnibus aliis bonis & Dominiis ipſius Domini Sponſi. Item remanebit pnrè & liberè eidem D. Sponſæ jus ſive actio ſui primi dotalicii, ſibi dudum conſtituti per quondam bonæ memoriæ Regem Ludovicum primum ſuum Maritum, quoad ſummam quinque millium Ducatorum proſequi poterit nomine & pro parte dictæ D. Sponſæ ejus Conſortis, contra & adverſus hæredes & ſucceſſores præfati quondam D. Ludovici primi ſui Mariti, modo & forma melioribus quibus poterit; hoc ſalvo, quòd nullam profecutionem ſeu actionem habeat, aut habere poſſit ratione hujuſmodi dotalicii, dictus Dominus Sponſus, ad ulteriorem ſeu majorem ſummam quinque millium Ducatorum proximè expreſſam; nec hæredes aut ſucceſſores dicti quondam Regis Ludovici poſſint per ipſum Dominum Comitem occaſione hujuſmodi dotalicii, ultrà præmiſſa per quemque ipſorum compelli, conſtringi vel quoviſmodo coerceri, non obſtantibus Litteris dicti pri-

ANS de J. C. 1444.

mi dotalicii, quæ in Baſilea in tranſductione dictæ Dominæ eidem Domino Sponſo aut ſuis parte dicti Domini Sabaudiæ Ducis realiter expediantur. Item ſi forſitan eundem Dominum Sponſum quemcumque decedere contingeret ante dictam Dominam Margaretam, & ipſa Domina domum Paternam redire vellet, maximè non ſupervenientibus liberis ex hujuſmodi Matrimonio procreandis; quod eo caſu hæredes ipſius Domini Sponſi eorum ſumptibus illam cum ſuis jocalibus & aliis bonis mobilibus, honorificè remittere & conduci facere teneantur uſque ad prædictam Civitatem Baſilienſem incluſivè; & nihilominus quòd ipſa Domina prædictis ejus dote & dotalicio gaudere poſſit & debeat quamdiu ut præfertur fuerit in humanis, ac ſi in Patria dicti Domini Sponſi reſideret. Item præfatus Dominus Dux Sabaudiæ ſi voluerit mittet unum ex ſuis cum Domina quando reddetur aut poſt, ad videndum ſicut ſuprà ſufficienter aſſignationem prædicti Dotalicii. Item pro præmiſſis uberiùs obſervandis, quælibet pars idoneè cavebit per Principes, Comites, & Barones ſuos ſecundum formam Minutarum hinc inde fiendarum; ita quòd Litteræ hujuſmodi cautionis in valida forma factæ, & ſigillatæ mutuè expediantur die & terminis quibus ipſa Sereniſſima Domina Margareta in prædicta civitate Baſilienſi tranſducetur. Item præmiſſa ratificabuntur cauſa honoris & ſecuritatis per ſanctiſſimum Dominum noſtrum Fœlicem Papam quintum, Dominos conjuges, ac Ducem Sabaudiæ quemlibet ſeorſum in valida forma. Quæ omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta promiſerunt dictæ Partes, ſeu utrius earum legitimi Procuratores nominibus quibus ſuprà, quælibet prout eam concernere poteſt pro ſe & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus univerſis, juramentis ſuis, tactis Evangeliis Sacro-ſanctis, & ſub ſuorum omnium mobilium & immobilium, præſentium & futurorum expreſſa obligatione bonorum rata, grata & firma perpetuò habere; Renunciantes hoc ideo dicti Domini Procuratores eiſdem nominibus in hoc facto, ſub vi ſuorum jam præſtitorum juramentorum, omni actioni & exceptioni doli, mali & in factum, omnique læſioni, circumventioni, fraudi, gravamini & erroti, ac juribus quibus deceptis in ſuis contractibus ſubvenitur, omnique appellationis, ſupplicationis, provocationis, & bonorum ceſſionis remedio, ac in integrum reſtitutionis beneficio, omnique abſolutioni, relaxationi, & diſpenſationi juramenti, omnibuſque privilegiis, præeminentiis, beneficiis, & indultis Patriæ, & Locorum conſuetudinibus ac omnibus Juribus Canonicis, Civilibus, Municipalibus, & aliis quibus ad veniendum contra præmiſſa, ſeu ipſorum aliqua ſe juvare poſſent quomodolibet vel tueri, ſignanter Juri dicenti generalem renunciationem non valere, niſi ſpeciali præcedente. De & ſuper quibus omnibus & ſingulis præmiſſis, ipſi Domini Procuratores quibus ſuprà nominibus contrahentes, voluerunt & præceperunt per nos Secretarium, Notarioſque, & Tabelliones publicos ſuſcriptos, ad opus cujuſlibet ipſarum partium unum vel plura tenoris ejuſdem publicum ſeu publica fieri atque confici inſtrumentum & inſtrumenta, tot quot erunt neceſſaria ad dictamen cujuſlibet Sapientis, quæ ſic acta, geſta, expedita & concluſa fuerunt in dicta Civitate Maguntinenſi, in Domo Illuſtriſſimi Principis Domini Ottonis Comitis Palatini, Rheni, & Bavariæ Ducis præfati, vulgariter in Girdemberg nuncupata, ſub Anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo quadrageſimo quarto, Indictione ſeptima, die verò Jovis vigeſima ſecunda menſis Octobris.

CDXL.

ANS de J. C. 1444.

DAUPHIN ET SUISSES.

Traité fait entre LOUIS *Dauphin de Vienne, depuis Roi de France, XI du nom, & quelques Cantons* SUISSES; *ſavoir, Baſle, Berne, Lucerne, Soleure, Ury, Schuitz, Undervald, Sug & Glares. A Enſisheim le* 28. *d'Octobre* 1444. Frederic Leonard. Tom. IV. pag. 1.

LE Dauphin, pour la gloire de Dieu, & pour l'avancement de l'honneur de la Couronne de France, à la requeſte & priere des Legats & Envoyez du Saint Concile, declare vouloir eſtablir bonne & ſincere intelligence & amitié perpetuelle avec les Communautez ou Cantons ſuſnommez, & avec tous leurs Sujets ou Alliez de quelque qualité qu'ils puiſſent eſtre, Comtes ou Ducs; ſçavoir avec Monſieur LOUIS Duc de Savoye; Jean Comte de Fryburg & de Neuchaſtel; Jean Comte d'Arberg, & de Valengin; comme auſſi avec les Villes de Bienne, & la Neuville; en outre tous leurs Bourgeois, Sujets ou Habitans, enſorte qu'elle ſoit inviolablement obſervée, & que preſentement & à l'avenir il y aura paix & amitié, non autrement que ſi M. le Dauphin, ſes gens & adherans, n'euſſent jamais rompu, & fait la guerre auſdites Communautez & leurs Alliez, qui leur promettent paix, repos & aſſeurance pour eux, leurs Alliez, Bourgeois, Sujets, Habitans & appartenans, tant Eccleſiaſtiques que Laïques, pour leurs Chaſteaux, Terres, poſſeſſions, & biens mobiles & immobiles, enſorte qu'ils ne pouront eſtre attaquez, bleſſez, ou pris, ni aucunement endommagez par lui, ſes Sujets, ſes Troupes, Alliez, ou adherans.

Et pouront les ſuſdites Communautez avec leurs Alliez, Bourgeois, Sujets, Nobles, & autres leurs Habitans, avec tous leurs biens & appartenances, paſſer & demeurer dans tous les Païs & Royaume du Roy Tres-Chrétien, & du benin Seigneur le Dauphin, ſans aucun empeſchement.

Monſeigneur le Dauphin procurera que les Nobles qui ſe ſont declarez contre la Ville de Baſle & les autres Cantons, dont les noms ſeront marquez, ſeront à l'avenir bons amis deſdits Cantons: & contre ceux qui ne voudront pas s'accommoder & ſe rendre, ledit benin Seigneur aſſiſtera les Cantons pour les y forcer par guerre.

Ledit Seigneur Dauphin ſera enſorte, que des Villes, Chaſteaux & Places, & de ceux qui y demeurent, qui preſentement ſont dans ſon pouvoir, & pouront y venir deçà & delà le Rhin, il ne ſoit fait tort ni dommage auſdits Cantons, leurs Alliez & Sujets, à ceux qui voudront y aller, & de là s'en retourner, ni à leurs biens ni corps, mais qu'ils y pouront paſſer & repaſſer ſeurement, y demeurer, trafiquer, & faire toutes autres choſes ſans empêchement.

Et ne poura ledit benin Seigneur Dauphin en vertu de cet accommodement de paix, entrer ou paſſer, ni demeurer ou ſejourner avec ſon armée dans les Villes, Seigneuries, Terres, & appartenances des Cantons. Pour les Envoyez du Roy Tres-Chreſtien Charles, & du Seigneur Dauphin, leurs Pelerins & Marchands, il leur ſera permis d'y entrer, & d'y demeurer. Et ſemblablement la même liberté & franchiſe ſera accordée aux Envoyez, Pelerins & Marchands deſdits Cantons dans le Royaume & Terres de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, & du Seigneur Dauphin, le tout ſans fraude & empeſchement aucun.

Que ſi du coſté du Prince, par hazard ou autrement, il arrive aucune contravention à ce qui eſt dit & ac-

ANS de J.C. 1444.

& accordé cy-deſſus, il promet de faire enſorte que la reparation ſoit faite pour remettre les choſes en l'eſtat où elles auront eſté.

Pareillement les Cantons & Communautez ſuſdites, promettent audit benin Seigneur le Dauphin, bonne intelligence, amitié, & toute bonne volonté; comme auſſi toute ſeureté, enſorte que ſi par aucun de ceux qui leur appartiennent, il eſt fait quelque choſe qui puiſſe eſtre contraire au contenu du preſent Traité, ils ſeront de meſme obligez à la reparation.

Et ſur ce que le tres-haut Prince le Dauphin s'eſt offert de moyenner la paix & un accommodement entre le tres-haut Prince d'Auſtriche, les Nobles, & la Communauté de Zurich d'une part, & les Cantons cy-deſſus dits d'autre, l'on eſt content qu'il le faſſe, & cela de l'aveu & conſentement des deux parties, & autant qu'il lui ſera poſſible; à condition neanmoins que tout ce qui eſt dit & accordé cy-deſſus aura lieu & force, quand meſme il ne pouroit venir à bout de ſon deſſein, & que l'on ne pût tomber d'accord, le tout loyalement & ſans fraude.

Le Seigneur Dauphin donnera ordre que tous ſes Capitaines qui preſentement ſont avec lui, feront ſerment ſur l'Evangile, d'obſerver inviolablement ce Traité en tous ſes points, & de n'y contrevenir ni en particulier ni en general, par eux-meſmes ou par d'autres, en quelque forme ou maniere que ce puiſſe eſtre. La meſme choſe ſera faite par les Capitaines à venir, ſans qu'ils puiſſent faire aucune difficulté, le tout ſans dol & fraude.

Finalement que par le moyen des choſes cy-deſſus dites, il y a & aura paix, union, & ſincere intelligence, entre ledit Seigneur Dauphin, ſes gens, & autres cy-deſſus mentionnez, & les Communes ou Cantons cy-deſſus nommez; ainſi toutes les mes-intelligences, difficultez, plaintes, & autres inconveniens paſſez ſeront oubliez & abolis, ſans qu'il en ſoit plus parlé, ſi bien que quand meſme on contreviendroit en aucune façon aux articles de ce Traité, il ne laiſſera pas que de demeurer dans ſa vigueur & force, & la partie contrevenante ſera obligée à la reparation, ſe déportant de toutes les Coûtumes & Uſages qui pourroient apporter alteration quelconque à ce Traité.

Et ainſi nous Louis Dauphin de Vienne, ſçavoir faiſons qu'aprés y avoir penſé meurement, & par l'avis de noſtre Conſeil, nous avons conſenti & accepté ce Traité en tous ſes points & articles, fait & accordé par le furnommé Gabriel de noſtre part, confirmant & ratifiant le tout ſans y rien changer, ajoûter ni diminuer; & que nous promettons de bonne foi & en fils de Roy, d'obſerver & effectuer tout le contenu en icelui, ſans y contrevenir par paroles, par effet ni autrement. En foi de ce nous l'avons ſigné, & y avons fait appoſer noſtre grand Scel. Fait à Enſisheim le 28. d'Octobre de 1444. Signé, Louis. Par Monſeigneur le Dauphin dans ſon Conſeil, où ont aſſiſté Meſſieurs de Bueil, de Chaſtillon, de Stiſac, de Malicorne, de Bons, de Roguets, & autres. Signé, Pontieſe.

CDXII.

ANS de J.C. 1445. FRANCE ET SAVOYE.

Traité entre LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, &* LOUIS *Duc de Savoye, touchant les Comtez de Valentinois & de Dioïs, & l'hommage de Foucigny, à Bayonne le 3. de Mars* 1445. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 356. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 36.

LUDOVICUS Regis Francorum Primogenitus Delphinus Viennenſis. Notum facimus univerſis præſentibus pariter & futuris, quod cum verteretur ſeu verti formidaretur controverſiæ materia inter nos ex una, & Illuſtrem conſanguineum noſtrum LUDOVICUM Sabaudiæ Ducem partibus ex altera; ex eo quod præfatus conſanguineus noſter dicebat & proponebat Comitatus Valentinenſem & Dienſem cum ipſorum pertinentiis univerſis ſibi pertinere debere, ex diſpoſitione Teſtamentaria dilecti conſanguinei noſtri Ludovici de Pictavia Valentinenſis & Dienſis quondam Comitis, ea ſecundo gradu inſtitutionis per eum factæ in ejus Teſtamento de perſona Ducis Sabaudiæ ipſius Ducis moderni conſanguinei noſtri genitoris, cujus inſtitutionis conditionem aſſerebat eveniſſe pluribus mediis per ipſum, ſeu ipſius nomine ſpecificatis & declaratis, & propterea quod loca, Caſtra, Villæ, & aliæ res quæ & quas tenemus ſeu alii ſub noſtra protectione de ipſis Comitatibus, debebant ſibi relaxari & expediri, petendo & requirendo cum maxima inſtantia, ita ſibi fieri, offerendo quod habita pacifica poſſeſſione prædictorum locorum, Caſtrorum, Villarum, & aliorum membrorum dictorum Comitatuum paratus erat, tam erga Metuendiſſimum Dominum meum quam nos, facere quidquid debebat & tenetur ad cauſam feudi, ob quod prædictis Comitatibus poteſt eſſe aſtrictus. Ex adverſo pro parte noſtra diceretur & proponeretur, quod imo dicti Comitatus Valentinenſis & Dienſis nobis pertinent & pertinere debent ex primo inſtitutionis gradu, in Teſtamento dicti quondam Ludovici de Pictavia conſanguinei noſtri Comitis Valentinen. & Dien. deſcripto, in quo Delphinus Vienn. quiſquis ſit fiat hæres univerſalis inſtitutus, negando præſcriptam conditionem adjectam in ſecundo ſubſtitutionis gradu eveniſſe. Et ulterius quòd præfatus conſanguineus noſter Dux Sabaudiæ pro Terra & Baronia Foucigniaci, ac aliis pluribus Caſtris, Villis, locis, feudis, retrofeudis, traditis in excambium, permutatis, & etiam aliis infeudatis, ſeu feudum per bonæ memoriæ Illuſtrem Principem Dominum Carolum primogenitum Sereniſſimi Domini Joannis Francorum Regis Delphinum Viennenſem, noſtrumque proavum, & cum aſſenſu & auctoritate ejuſdem præfati Sereniſſimi Regis Joannis noſtri abavi, Illuſtri quondam Domino Amedeo tunc Sabaudiæ Comite proavo præfati conſanguinei noſtri Ludovici Ducis Sabaudiæ nobis erat aſtrictus ad feudum, fidelitatem & homagium juxta modum & formam in litteris ſupradictis excambii factis contentos & deſcriptos; cujus feudi recognitionem & fidelitatis juramentum præſtari nobis petebamus. Atque pro parte ipſius conſanguinei noſtri replicabatur: quod noſtris minime obſtantibus propoſitis, conditio inſtitutionis factæ de prædicto Duce Sabaudiæ præfati noſtri conſanguinei genitoris in Teſtamento dicti Ludovici de Pictavia Valent. & Dienſis Comitis, extitit purificata per media jam ipſius ex parte propoſita, quæ latius, dum opus foret, declarabitur. Quamobrem eidem noſtro conſanguineo prædicto Duci Sabaudiæ pertinent & pertinere debent, ut aſſerebatur, ipſi Comitatus. Et

qua

ANS de J. C. 1445.

quia reſpectu dictorum feudorum Foucigniaci, & aliorum locorum & terrarum in excambium permutationem in feudum datorum ſeu datarum, paratus erat facere ea ad quæ rationabiliter teneretur, pariterque Comitatuum prædictorum Valentin. & Dienſ. habita omnium Villarum, Caſtrorum, & membrorum ipſius Comitatus pacifica poſſeſſione, pluraque alia hinc inde dicerentur & proponerentur: tandem conſiderantes nos & dictus conſanguineus noſter Dux Sabaudiæ modernus conſanguinitatem & affinitatem, quibus ad invicem conjungimur, mutuum & ſincerum amorem Domorum Franciæ atque Delphinatus & Sabaudiæ ab antiquitate jam longæva, cupientes via amicabili omnem ambiguitatis & contentionis materiam occaſione præmiſſorum inter nos tollere. Et ut pax & finis apponatur negotio & diſcordiarum tollatur omnis occaſio atque ſopiatur, nos & ipſe conſanguineus noſter Dux Sabaudiæ prænominatus, ſeu noſtri Commiſſarii Communes Procuratores ad hoc deputati, noſtriſque juſſu & præcepto expreſſi, & quorum factum habuimus & habemus ratum & gradatum, de autoritate, beneplacito, conſenſu & voluntate prædicti Domini mei Metuendiſſimi, fecimus, immunivimus, captavimus, appunctavimus & concordavimus, concordiamque, tranſactionem, accordium & appunctuamentum de præmiſſis fecimus in modum qui ſequitur. Et primò ipſe præfatus conſanguineus noſter Dux Sabaudiæ pro ſe & ſuis hæredibus ac ſucceſſoribus quibuſcumque, pro nunc in futurum cedit, quittat, transfert & tranſmittit nobis, & noſtris ſucceſſoribus Delphinis, pro nobis & præfatis ſucceſſoribus noſtris, omne & quidquid juris, actionis, rationis, petitionis, dreituræ, partis, proprietatis & poſſeſſionis habet, ſeu ſibi competere poteſt & debet occaſione dictæ inſtitutionis in ſecundo gradu, ſibi aut ſuo parti factæ, aut aliàs quoviſmodo in ipſis Comitatibus Valent. & Dien. ipſorumque pertinentiis & dependentiis quibuſcumque: volens ut de ipſis juribus, actionibus, rationibus, petitionibus, dreituris, proprietatibus & poſſeſſionibus & aliis quibuſcumque rebus, nobis & ſucceſſoribus noſtris per eum ceſſis, quittatis & remiſſis, agere & excipere, noſque & ſucceſſores noſtri eiſdem tueri poſſimus, quemadmodum ipſe ante hanc ceſſionem, quittationem & remiſſionem facere poterat & potuiſſet: conſtituens nos in eiſdem procuratorem in rem noſtram propriam & in locum ſuum in eiſdem juribus, actionibus, & rationibus per eum in ipſis Comitatibus prætentis, nobis & ſucceſſoribus noſtris ceſſis, quittatis & remiſſis, nos & dictos ſucceſſores noſtros ponendo, nihil juris, actionis, rationis vel alterius relevationis in eiſdem retinendo, ſed in nos & noſtros ſucceſſores totaliter transferendo, noſque de eiſdem præſentium litterarum traditione inveſtiendo: promittens inſuper caſtrorum & locorum de Baiz, Surbatii, Ponſini, Chalanconis, & omnium aliorum locorum, terrarum, ceterarumque rerum, quæ & quas ipſe tenet, ſeu ſub ejus manu tenentur & poſſidentur in dictis Comitatibus, ſeu occaſione dictæ inſtitutionis in ſecundo gradu factæ, aut abas poſſeſſionem naturalem, civilem, realem, actualem & corporalem nobis ſeu noſtris Nunciis ſufficientem poteſtatem aut mandatum à nobis habentibus, realiter & de facto tradere & expedire, ſeu tradi & expediri facere infra ultimum diem menſis Maii proximè futuri, ceſſantibus minimeque obſtantibus difficultatibus altercationibus & controverſiis quibuſcumque; eidem tamen conſanguineo noſtro reſervatis fructibus retroacto tempore per eum & ſuos prædeceſſores & officiarios, in & de dictis Comitatibus, Caſtris, Villis, locis & rebus, quæ ipſorum tenuerunt manibus perceptis abſque aliqua reſtitutionis de illa unquam fienda. Item dictum, actum & conventum fuit inter nos & dictum conſanguineum noſtrum, eidemque conſanguineo noſtro accordavimus & conceſſimus, quòd omnes & ſinguli proceſſus, inquiſitionales condemnationes & expleta facti & facta contra quaſcumque perſonas cujuſcumque conditionis fuerint, in Curiis Delphinatus & dictorum Comitatuum, quæ tenuerunt & ſoverunt partem præfati conſanguinei noſtri in dictis Comitatibus Valentin. & Dienſi & ſine couſtu caſſantur & annullantur, & pro caſſis, nullis & irritis habeantur, ita quod de cetero nulla moleſtia vel inquietatio eiſdem perſonis poſſit vel deberet fieri: mandantes ex nunc Gubernatori, Conſilio, & ceteris Officiariis Delphinalibus & dictorum Comitatuum, quod ita faciant abſque difficultate quacumque. Ulteriuſque inter nos & dictum conſanguineum noſtrum Ducem Sabaudiæ actum & conventum extitit, quod ipſe teneatur & debeat Nobis, ſeu Nuncio noſtro aut Procuratori mandatum ſufficiens & poteſtatem à nobis habentem recipiendi, recepiſſe confitendi, acquittationem dandi, & liberatam faciendi, dare ac ſolvere, & realiter & de facto expedire & tradere in Civitate Gebennenſi ſummam quinquaginta quatuor millium ſcutorum auri ponderis ſexaginta decem pro marca per terminos infra ſcriptos, videlicet in nundinis Paſchæ proximæ viginti quinque millia ſcutorum auri, & in nundinis menſis Auguſti proximè ſequentis viginti mille ſcuta auri, & in nundinis feſti Omnium Sanctorum proximè inde ſequentis, novem mille ſcuta auri; quæ ſummæ aſcendunt ad dictam ſummam quinquaginta quatuor millium ſcutorum auri ponderis ſupradicti. Item nos Delphinus memoratus de conſenſu & autoritate prædictorum, præmiſſis mediantibus, & ex cauſa præſentis concordiæ & tranſactionis, pro nobis & ſucceſſoribus noſtris ex nunc in futurum cedimus, quittamus, transferimus, & perpetuò remittimus præfato conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ, pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus univerſis feudum, fidelitatem, & homagium, ad quæ ipſe nobis tenetur & reneri poteſt & eſt aſtrictus pro dictis Terra & Baronia Foucigniaci ac aliis Caſtris, Villis, locis, feudis, retrofeudis, & rebus ceteris quibuſcumque in excambium & permutationem, & etiam alias in infeudationem prædictorum dicto Amedeo quondam Sabaudiæ Comiti, ipſius moderni Sabaudiæ Ducis proavo traditis per dictum Sereniſſimum Dominum Carolum Delphinum Viennenſem noſtrum proavum, ac quicquid juris, rationis, dreituræ, proprietatis, aut alterius reclamationis in eiſdem feudo, fidelitate, homagio, ac rebus quibuſcumque de ipſo feudo moventibus, aut movere valentibus habemus & habere poſſumus, nos deveſtientes pro nobis & noſtris ſucceſſoribus quibuſcumque de eiſdem feudo, fidelitate & homagio, ac omni jure directi Domini, & alio quocumque, quod habere poſſumus quoviſmodo in rebus, Caſtris, Villis, & locis de ipſo feudo moventibus, occaſionibus ſupra dictis; dictumque conſanguineum noſtrum Ducem Sabaudiæ de prædictis præſentium traditione inveſtiendo, nihilque juris, actionis, rationis, partis, proprietatis, aut alterius reclamatione in præmiſſis & quolibet eorum retinendo; ſed illa omnia in præfatum conſanguineum noſtrum Sabaudiæ Ducem totaliter transferendo, ipſum eriam in eiſdem juribus feudi, fidelitatis, homagii, & directi Dominii rerum prædictarom & aliis quibuſcumque Procuratorem in rem ſuam propriam conſtituendo, & in locum noſtrum ponendo & inducendo. Item actum extitit & conventum inter nos memoratum Delphinum, & Illuſtrem conſanguineum noſtrum Ducem Sabaudiæ prædictos, quod etiam occaſione remiſſionis & remiſſionis dictorum homagii, feudi, & fidelitatis Terræ & Baroniæ Foucigniaci ceterorumque in excambium datorum & aliorum infeudatorum dicto quondam Sabaudiæ Comiti, teneatur & debeat ipſe Dux nos quittare & liberare, noſque quittat & liberat, cum pacto de ulterius à nobis vel noſtris ſucceſſoribus aliquid non petendo de ſumma trium millium duca-

ANS de J. C. 1445.

ANS de J. C. 1445. ducatorum, in quibus eidem conſanguineo noſtro tenemur ex cauſa mutui nobis gratioſè facti, ut apparet per cedulam manu noſtra ſignatam. Idem actum fuit & conventum inter nos & dictum conſanguineum noſtrum, quod nos tenebimur & debebimus per Officiarios Cameræ noſtræ Computorum Gratianopol. perquiri facere omnia & ſingula inſtrumenta & informationes, dictam Terram & Baroniam Foucigniaci & alia Caſtra, Villas, Terras, loca, feuda, retrofeuda, & alias quaſcumque res in dictis permutationibus, excambiis & infeudationibus expreſſas & deſignatas, concernentia & concernentes, præſente aliquo perito ad hoc parte dicti conſanguinei noſtri Sabaudiæ Ducis deputando, & alias ac illa tradere tradique & expediri præfato conſanguineo noſtro ſeu ejus Nuncio ad hoc poteſtatem habenti, infra ſex menſes à data præſentium immediatè ſequentes. Et pariter fiet ex parte conſanguinei noſtri Ducis Sabaudiæ reſpectu inſtrumentorum & informationum concernentium dictos Comitatus Valentinoen. & Dienſ. in Crota ſua Chamberiacenſi aut alibi exiſtentium, quorum & quarum fiet nobis, aut Nuntio noſtro, liberatio & expeditio modo & forma ſuperius tactis. Quæ omnia ſupra & infra ſcripta volentes nos præfatus Delphinus noſtri ex parte adimplere, promittimus bona fide & in verbo Principis, in quantum nos tangit & tangere poteſt, ſtipulante etiam ſubſcripto noſtro Secretario Regioque Notario, nomine & ad opus ipſius conſanguinei noſtri Sabaudiæ Ducis, & ſuorum ac omnium & ſingulorum quorum intereſt, aut intereſſe poterit in futurum, nos perpetuo tenturos & obſervaturos, & nunquam contra ea directè vel indirectè venire, nec alicui contravenire volentes quovismodo conſentire, ſub obligatione & expreſſa hipotheca omnium & ſingulorum bonorum, &c. In quorum Teſtimonium præſentes litteras fieri juſſimus & noſtro ſigillo ſigillari. Datum Bayonæ tertia die menſis Aprilis, anno Domini 1445. Ainſi ſignées, per Dominum Delphinum in ſuo Conſilio, in quo erant Dominus de Caſtillione, de Bueil, d'Eſtiſſac, du Pleſſis, de Boiſcogues, de Targe, Magiſter Regnerius de Boulligny, & plures alii, Bochetel.

Ratification du ſuſdit Traité, par Charles VII. Roi de France, Pere de Loüis XI. à Chinon, au mois d'Avril 1445.

CHARLES par la grace de Dieu, Roi de France. Savoir faiſons à tous preſens & à venir, comme à l'occaſion des Comtez de Valentinois & de Diois, pluſieurs grands debats, queſtions & controverſes aient été pieça meûs entre nous, lors que tenions le Dauphiné en nos mains, d'une part. Et nôtre trescher & tres-amé Couſin le Duc de Savoie d'autre. Et depuis que avons ledit Dauphiné baillé à nôtredit trescher & tres-amé Fils le Daufin de Viennois, entre nôtredit Fils d'une part, & nôtredit Couſin d'autre; entre leſquels noſdits Fils & Couſin ait puis nagueres pacifié, tranſigé, & accordé ſur leſdits debats en certaine forme & maniere, plus à plein contenuës és lettres ſur ce faites; ſavoir faiſons, que vûës par nous leſdites lettres, & en ſus icelles grand avis & meure deliberation, leſdites letres & le contenu en icelles, de nôtre certaine ſcience avons loüé, ratifié, aprouvé, & confirmé, & par la teneur de ces preſentes, loüons, ratifions, aprouvons & confirmons, & accordons de point en point ſelon leur forme & teneur. Si donnons en mandement par ces preſentes à nos amez & feaux Conſeillers les Gens de nôtre Parlement, de nos Comptes, & Treſoriers de Paris, au Senéchal de Baucaire, Baillis de Vivarois & de Valentinois, & à tous nos autres Juſticiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, ſi comme à lui apartiendra, que leſdites letres deſſus tranſcrites, & le contenu en icelles, ils tiennent & faſſent tenir & garder ſans les enfrein-

dre, ni ſouffrir aller aucunement à l'encontre. Car ainſi nous plait-il, & voulons être fait par ces preſentes, auſquelles en témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſeel. Donné à Chinon au mois d'Avril, l'an de grace 1445. & de nôtre Regne le vint quatrieme. Par le Roi, Giroudeau. ANS de J. C. 1445.

CDXIII.

Conceſſion du Pape EUGENE IV. *accordée à la requête de l'Empereur* FREDERIC III. *pour faire exécuter en Allemagne, les Decrets du Concile de Bâle acceptez par le Roi Albert, juſques à ce qu'ils ſoient moderez. A Rome le 5. de Février* 1446. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 391. ANS de J. C. 1446. LE PAPE ET L'ALLEMAGNE.

EUGENIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad tranquillitatem & commoda omnium Chriſti fidelium, & præſertim Nationis Germanicæ, quam Apoſtolica ſedes ſingulari affectione proſequitur, diligenti ſtudio intendentes, ea libenter concedimus, per quæ ipſius nationis perſonarum quieti & commoditatibus conſulatur.

2. Sane ad inſtantiam cariſſimi in Chriſto filii noſtri FREDERICI Romani Regis, Illuſtris & venerabilis fratris noſtri Teodorici Archiepiſcopi Maguntiu. ac dilecti filii nobilis Viri Friderici Marchionis Brandenburgenſis per alias noſtras litteras nonnulla circa Concilium Conſtantienſe ejuſque decreta, nec non futuri convocationem Concilii mentem noſtram concernentia declaravimus, prout in ipſis literis plenius continetur. Super aliis autem decretis Baſileæ editis, & per claræ memoriæ quondam Albertum Roman. Regem acceptatis, ex quorum obſervantia natio Germanica præfata ex pluribus gravaminibus dicitur relevari; contenti ſumus, volumus ac decernimus, quod omnia & ſingula vigore decretorum hujuſmodi cum ſuis modificationibus acceptatorum, per eos, qui illa acceptarunt, vel acceptantibus in natione præfata adhæſerunt uſque in præſentem diem quomodolibet geſta vel acta ſunt, cum omnibus inde ſecutis rata, firma, & inviolabilia perſiſtant; nec in poſterum à quoquam quâvis auctoritate ceſſari, annullari aut irritari, quovis modo valeant, vel revocari: quodque omnes & ſinguli, qui uſi ſunt illis, ac in vim dictorum decretorum, à die acceptationis eorundem quicquam conſecuti ſunt, ſecuti ſint & quieti, nec propterea impeti, turbari aut moleſtari poſſint, quomodolibet in futurum.

3. Super obſervatione verò & modificatione decretorum eorundem, cum nonnulli Prælati nationis præfatæ ex eiſdem decretis gravatos ſe fore conqueſti ſint, cumque in illis Apoſtolicæ ſedi, quæ multum in ſuis juribus ex ipſis decretis gravata dignoſcitur, recompenſatio promiſſa ſit, decrevimus Legatum noſtrum cum ſufficienti poteſtate ad partes Germaniæ hujuſmodi tranſmittere, qui mediantibus Rege, Archiepiſcopo & Marchione præfatis ac aliis ejuſdem nationis Principibus & Prælatis, cum quibus fuerit opus ſuper obſervantia & modificatione decretorum hujuſmodi, nec non ſuper proviſione ſedi prædictæ faciendis, tractare poterit & finaliter concordare.

4. Permittentes interim & indulgentes, quod omnes & ſinguli, qui præfata decreta receperunt vel recipientibus, ut præmiſſum eſt, adhæſerunt in præfata natione, illis ſimiliter cum modificationibus, quibus recepta ſunt, liberè & licitè uti poſſint, quos etiam circa ſingula præmiſſa manuteneri & defenſari volumus, donec per Legatum hujuſmodi ut prædictum eſt, concordatum fuerit, vel per Concilium, quod ad prædictorum Regis, Prælatorum & Princi-

ANS de J. C. 1446.

pum exhortationem convocare proponimus, aliter fuerit ordinatum; non contraventuri, nec contravenientibus conſenſuri quovis modo. Speramus autem & à certo tenemus dictos Regem, Archiepiſcopum, Marchionem & alios Principes & Prælatos tanquam devotos ipſius ſedis non paſſuros medio tempore Romanam Eccleſiam remanere in ſuis juribus ſpoliatam.

5. Hanc autem conceſſionem ad eos, qui declarationi vel obedientiæ per ſuos Prælatos vel ſuperiores nobis factæ, aut infra ſex menſes faciendæ ſe opponerent, nullatenus extendi volumus, vel eis opitulari. Nos enim ex nunc irritum decernimus & inane, ſi ſecus ſuper hiis à quoquam quavis auctoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attemptari. Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ Conſtitutionis, permiſſionis, conceſſionis & voluntatis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præſumpſerit, indignationem Omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, milleſimo quadringenteſimo quadrageſimo ſexto, nonis Februarii, Pontificatus noſtri anno ſexto decimo.

CDXIV.

ANS de J. C. 1446.

Declaration du Pape EUGENE IV. *ſur divers Indults, Diſpenſes, & Conceſſions accordées à l'Empereur* FREDERIC III. *& aux* PRINCES *d'Allemagne, qui s'étoient ſoumis à lui. Faite à Rome, le 7. Février* 1446. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 392.

Le Pape et l'Allemagne.

EUGENIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad futuram rei memoriam. Inter cætera deſideria cordis noſtri filios quoſlibet ad noſtram & Apoſtolicæ ſedis obedientiam exoptantes adduci, illa, temporum qualitate penſata, aliquando concedimus, ordinamus & ſtatuimus, per quæ Chriſti Fidelium tranquillitati & commodis, remotis diſſenſionibus & ſcandalis, conſulatur, & exinde animarum ſalutem valeant adipiſci. Sanè cum propter diſſenſionem inter nos & eos, qui Baſileæ ſub nomine generalis Concilii remanſerant, dudum exortam, nonnulli Principes tam Eccleſiaſtici quam ſeculares nationis Germanicæ in quadam neutralitate, & animorum ſuſpenſione, à die decima ſeptima menſis Martii de anno milleſimo quadringenteſimo triceſimo octavo uſque in præſentem diem ſe tenuerint; ea mente, ut aſſerunt, ut poſtmodum unanimi conſenſu in noſtra & ſedis Apoſtolicæ obedientia & reverentia paribus greſſibus incedere poſſent: & cariſſimus in Chriſto filius noſter FRIDERICUS Rex Romanorum Illuſtris, ac venerabilis frater noſter Theodericus Archiepiſcopus Maguntinen. & dilectus filius nobilis vir Fridericus Marchio Brandeburgenſis Sacri Imperii Electores; ac venerabiles fratres noſtri Fridericus Magdeburgenſis, Fridericus Salzeburgenſis, & Gerardus Bremenſis Archiepiſcopi, ac quidam alii Prælati & Principes dictæ nationis nobis debitam obedientiam per ſuos Oratores præſtiterint, ac nos ſolum Jeſu Chriſti Vicarium recognoverint & profeſſi fuerint.

2. Nos, attentis, quod dictæ neutralitatis & ſuſpenſionis tempore plurima in ipſa natione acta, geſta, & facta fuerint, quæ confirmationem, indulgentiam & diſpoſitionem ſuper eis Apoſtolicæ auctoritatis requirunt; præfatorum Regis, Archiepiſcoporum, Marchionis, ceterorumque Prælatorum & Principum ſupplicationibus inclinati, omnes & ſingulos, tam Metropolitanarum, quàm Cathedralium, aliarumque Eccleſiarum, nec non dignitatum, etiam Abbatialium, ac poſt Pontificales majorum, & in Collegiatis Eccleſiis principalium, & aliorum beneficiorum ac officiorum Eccleſiaſticorum quorumcunque, etiamſi Eccleſiæ curatæ, Canonicatus & præbendæ fuerint; electiones, poſtulationes, confirmationes, collationes, proviſiones & diſpoſitiones, nec non proceſſus, ſententias, aliaque acta judiciaria autoritate ordinaria hujuſmodi ſuſpenſionis & neutralitatis tempore factas ſeu facta, quæ omnia & ſingula hic haberi volumus pro ſufficienter expreſſis, ac ea rata & grata habentes auctoritate Apoſtolica, ex certa ſcientia confirmamus.

ANS de J. C. 1446.

3. Volentes ac etiam ſtatuentes, ut nulli qui in poſſeſſione Eccleſiarum, Monaſteriorum, dignitatum, beneficiorum, & officiorum hujuſmodi, quacunque etiam eorum qui Baſileæ poſt tranſlationem & diſſolutionem Concilii ibidem remanſerunt, auctoritate, ea fuerunt affecuti, ſuper hujuſmodi Eccleſiis, dignitatibus, beneficiis & officiis, ac ſententiis & proceſſibus, (etiamſi in Romana Curia vel extra eam lis cujus ſtatum præſentibus habemus pro expreſſo, indeciſa pendeat, etiamſi ſuper eis, ad ea vel contra ea fuerit alteri jus quæſitum, ſeu jus aliqui ſe habere prætenderent) ex nunc in antea, in ipſa Curia vel extra eam; Apoſtolica vel alia quavis auctoritate impeti, aut quomodolibet ex quavis ratione vel cauſa moleſtari poſſint, ſed in ſuis poſſeſſionibus pacificè remaneant.

4. Lites quoque & cauſas quaſcunque ſuper hujuſmodi Eccleſiis, dignitatibus, beneficiis & officiis pendentes (illis duntaxat exceptis, quæ coram ordinariis judicibus, apud quos juxta formam dictæ ſuſpenſionis & protеſtationis exinde ſecutæ licuit litigare, indeciſæ pendent) ad nos advocantes, auctoritate & ſcientia prædictis extinguimus, & ſuper eis adverſariis eorum perpetuum ſilentium imponimus; poſſeſſores verò ipſos volumus in ſuis Eccleſiis, monaſteriis, dignitatibus, beneficiis & officiis pacificè remanere; quibus omnibus ipſas Eccleſias, monaſteria, dignitates, beneficia & officia, quocunque modo vacaverint auctoritate & ſcientia præfatis tenore præſentium conferimus, & providemus de eiſdem: ac illis, qui pallium dictorum, qui Baſileæ poſt noſtram tranſlationem ſub nomine generalis Concilii remanſerunt, auctoritate receperunt, ut illo uti poſſint, præſentibus concedimus & indulgemus; illis autem, qui non habent, ſine difficultate dabimus, & etiam liberè concedemus: illis tantum perſonis exceptis, quæ occaſione privationum propter noſtram aut Baſilienſem adhæſionem factarum beneficia detinent, in quibus habeat locum proviſio & diſpoſitio ſuper hiis, quæ contra proteſtationem facta forent; per præfatum Regem & Electores Imperii conjunctim vel diviſim promulgata.

5. Per hoc autem nulli contendentium ſuper titulo & juribus Eccleſiarum Friſingen: & * Oſilien: volumus aliquod præjudicium afferri, aut etiam generari, ſed liberum ſit unicuique eorum jus ſuum proſequi juſtitia mediante.

6. Præterea omnia & ſingula, quæ dictis ſuſpenſione & proteſtatione durantibus in præjudicium, gravamen vel læſionem juriſdictionis juris vel poſſeſſionis Metropolitanorum, Dioceſanorum, Principatuum, Dominiorum, Terrarum Regis & Electorum ac Archiepiſcoporum prædictorum, nec non aliorum Epiſcoporum, Prælatorum, Collegiorum, perſonarum ſeu rerum quarumcunque contra fœdus proteſtationis & ſuſpenſionis hujuſmodi quomodocunque vergentia; Apoſtolicâ vel alia quavis auctoritate conceſſa, ac in judicio vel extra obtenta; inſuper Eccleſiaſticas cenſuras, muletas & pœnas, nec non cujuſcunque irregularitatis & inhabilitatis maculas, tam à jure, quam ab homine propter præmiſſa quomodolibet promulgatas * quoque ſeu infligendas, quoad

ANS de J. C. 1446. quoad Regem, Archiepiſcopos & Marchionem præfatas, eorumque Dominia, Clericos, ſubditos & Vaſallos, & ad eos quoque qui infra ſex menſes à dato præſentium computandos ſe declaraverint pro nobis, aut eidem declarationi adhæſerint; caſſamus, irritamus & annullamus, nulliuſque eſſe decernimus roboris vel momenti; omnem irregularitatis & infamiæ maculam ſive notam per eos præmiſſorum occaſione contractam penitus aboleotes; at eos reabilitaotes & reſtituentes ad eorum Eccleſias, beneficia, officia, dignitates & honores quæcunque, ac in priſtinum ſtatum, & eum in quo erant ante præmiſſa reponentes; nec non illis, qui contra ipſos impetratis, conceſſis vel obtentis ſeu impetrandis, concedendis & obtinendis quomodolibet niterentur, etiamſi eis, aut eorum alicui jus quæſitum ſoret, ex certâ ſcientia de poteſtatis plenitudine perpetuum ſilentium imponentes.

7. Inſuper quaſcunque obligationes ſuper annatis ſeu communibus & minutis ſervitiis, cæteriſque juribus, nobis & Cameræ Apoſtolicæ ſeu Collegio venerabilium fratrum noſtrorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium cæteriſque officialibus debitis, ſeu quæ deberi dicerentur occaſione quarumlibet Metropolitanarum & Cathedralium Eccleſiarum, Monaſteriorum, dignitatum, officiorum & beneficiorum quorumque uſque in præſentem diem; remittimus, de noſtra liberalitate relaxamus, paritet & donamus, eoſque qui in hujuſmodi debitis obligati eſſent ab omni eorum ſolutione abſolvimus, & etiam liberamus.

8. Diſpenſationes præterea quaſcunque, niſi tales ſorent, quas hactenus ſedes Apoſtolica concedere non conſuevit, indulta quoque ſorum conſcientiæ reſpicientia, etiam in caſibus ſedi Apoſtolicæ reſervatis, nec non novas pro poſſeſſoribus ſine præjudicio juris quæſiti, ipſa ſuſpenſione durante, vel etiam antea à nobis, aut ab eis, qui Baſileæ ſub nomine Concilii remanſerunt, aut Legatorum ſuorum, vel alia quavis auctoritate obtentas, impetratas, conceſſas ſeu conceſſa, ac omnia inde ſecuta à die datæ conceſſionis earundem eâdem auctoritate confirmamus, perindeve ſi à nobis impetrata fuiſſent.

9. Super ſenteotiis autem in Romana Curia, vel in Baſilea ſub nomine generalis Concilii ante ipſam ſuſpenſionem vel eâ durante in cauſis, in quibus uterque litigantium extraordinario titulo nititur latis, quæ executioni nondum ſunt demandatæ; volumus, ſtatuimus & ordinamus, quod hujuſmodi ſententiæ coram Judice ordinario tractentur, & quicquid utraque pars vellet producere, pro jure ſuo coram eo debeat exhibere, qui quidem judex ſummariè ſimpliciter & de plano ſola facti vetitate inſpecta procedens negotium ipſum unica valeat terminare ſententiâ, à qua nulli partium appellare liceat aut provocare, aut reſtitutionem aliquam obtinere: per hoc autem nullatenus præjudicare intendimus, eis qui poſſeſſionem dignitatum, etiam Metropolitanarum, Cathedralium & Abbatialium ſeu beneficiorum quorumcunque ordinaria vel alia auctoritate ſub eadem natione obtinentes, durante neutralitate vel ſuſpenſione prædictorum vigore proceſſuum in Romana Curia, vel io Baſilea ſub nomine generalis Concilii obtentorum, aut aliàs violenter fuerunt ſpoliati; ſed tam ſpolia, quam jura eorum denuò coram judicibus ordinariis cognoſcantur, & fine debito terminentur.

10. Inſuper omnes & ſingulas præfatæ nationis aut alterius io ea beneficia vel officia obtinentes, perſonas Eccleſiaſticas & ſeculares, etiam ſi Regalis, Archiepiſcopalis, Epiſcopalis, vel alterius dignitatis ſuetint, qui poſt diſſolutionem ſive tranſlationem præſati Concilii per nos factam congregationi Baſilienſium ſub nomine generalis Concilii adhæſerunt, obediverunt, aut incorporati fuerunt, qui jam ad noſtram obedientiam ſunt reverſi vel infra ſex menſes poſt declarationem pro nobis factam redierint ſeu declarationi ipſi adhæſerint; ab omnibus & ſingulis juramentis, perjurii reatu, ac aliis cenſuris & pœnis, ſi quibus tenerentur aut incurriſſent, inflictis, & in tales promulgatis aut propterea infligendis; auctoritate præfatâ abſolvimus, & liberamus, ac omnem irregularitatem, inabilitatis & infamiæ maculam ſive notam exinde quandolibet forſan contractam, abolemus, & in priſtinum ſtatum reſtituimus & reponimus, perinde ac ſi talia minimè emanaſſent. ANS de J. C. 1446.

11. Præterea omnes & ſingulas perſonas nationis præfatæ ſive alterius beneficia in ea vel officia ſicut præmiſſum eſt obtinentes, quæ ſub declaratione hujuſmodi pro nobis facta vel facienda continebuntur, quæ poſt hujuſmodi Concilii tranſlationem Baſileæ remanſerunt, aut ipſi congregationi adhæſerunt, ſaverunt, officiis in eadem præfuerunt, aut in legatione eorum miſſi ſunt quandoque, aut eis crediderunt; ab omnibus excommunicationis, ſuſpenſionis, interdicti, aliiſque cenſuris & pœnis in eas per proceſſus noſtros, aut alias inflictis & promulgatis abſolvimus; cum hiis qui ibidem, ſeu à proviſis ab ipſis aut eorom autoritate ſacros ordines dicto rempore receperant, ut in ſuſceptis ordinibus miniſtrare valeant, diſpenſantes.

12. Volumus inſuper, quod ſinguli Metropolitani nationis ejuſdem, actu jam nobis obedientes, vel qui infra ſex menſes, ut præfertur nobis & Apoſtolicæ ſedi debitam obedientiam præbuerint; conſimiles bullas ſive literas Apoſtolicas habeant, ſuper quibus petentibus quibuſcunque quoties opus fuerit ſub eorum ſigillis tranſumpta concedere valeant; eiſque in judiciu vel extra plena fides, ſicut originalibus literis, per omnia præbeatur. Super Eccleſiis autem Trevirenſi & Colonienſi, de quibus in petitionibus Regis, Archiepiſcopi Maguntinenſis & Marchionis præfatorum ſpecialis eſt poſitus articulus, per alias noſtras literas deſuper editas ſpecialiter providimus, prout in eis latius continetur.

13. Ut autem præmiſſa eò firmius obſerventur, pro nobis & ſucceſſoribus noſtris Romanis Pontificibus, devenerabilium fratrum noſtrorum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium Conſilio & aſſenſu, pollicemur omnia & ſingula ſupradicta inviolabiliter obſervare, & contra ea, vel ipſorum aliquod in toto vel in parte, nullo unquam tempore, quicquam innovare * & quod nobis licere non patimur eiſdem ſucceſſoribus indicamus; Decernentes ex nunc irritum & inane, ſi ſecus ſuper hiis à quoquam, quavis etiam Apoſtolica auctoritate, ſcienter vel ignoranter contigerit attemptari; Quin imò, ſi adverſus præmiſſa literæ aliquæ aut mandata ad cujuſcumque inſtantiam, vel etiam ſi motu proprio ſeu ex certa ſcientia, etiam cum derogatoriis clauſulis, ſub quacunque verborum forma à nobis ſeu noſtra auctoritate ab alio quovis emanaſſent, ſeu in futurum emanarent; tales ex nunc pro infectis volumus haberi, quodque is contra quem emanaſſent, aut conceſſæ fuiſſent, aut emanarent, & in futurum concederentur, illis minimè obedire teneatur.

14. Non obſtantibus quibuſcunque Conſtitutionibus Apoſtolicis, & etiam cum decreto irritante, quocunque tenore exiſtant, in genere vel in ſpecie, per nos ſeu prædeceſſores noſtros conceſſis ſeu concedendis privilegiis vel indultis, de quibus ac totis tenoribus eorum ſpecialis & expreſſa etiam de verbo ad verbum mentio in noſtris literis ſoret facienda; nec non quarumcunque Eccleſiarum ſtatutis & conſuetudinibus, etiam juramento, confirmatione Apoſtolica, vel quacunque alia firmitate roboratis, cæteriſque in contrarium facientibus quibuſcumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtrorum confirmationis, voluntatis, ſtatuti, advocationis, extinctionis, impoſitionis, collationis, proviſionis, conceſſionis, caſſationis, irritationis, annullationis,

ANS de J. C. 1446

conſtitutionis, abolitionis, teabilitationis, repoſitionis, remiſſionis, relaxationis, donationis, abſolutionis, liberationis, ordinationis, intentionis, diſpenſationis, pollicitationis & indicationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præſumpſerit, indignationem Omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicæ, milleſimo quadringenteſimo, quadrageſimo ſexto, ſeptimo Idus Februarii, Pontificatus noſtri, Anno ſexto decimo.

CDXV.

ANS de J. C. 1446. FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité fait entre CHARLES VII. *Roi de France &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre, touchant leurs prétentions ſur pluſieurs Terres. Fait au Prieuré de Juſiers, entre Mante & Meulan, le 15. Decembre 1446. ratifié par le Roi d'Angleterre le 23. Decembre ſuivant, à Rouen.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 41.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, &c. Premierement, pour ce que l'apointement & accord fait en la Ville de Louviers le 27. jour du mois de Mai dernier paſſé, au regard de l'altercation & debat étant entre les deux Rois & Princes, à cauſe des Terres & Châtellenies de Pontorſon, & Sainte Jame, de Beuvron, & des Paroiſſes étant entre les Rivieres de Seluné & Creſnon, expira & finit au jour de S. Michel dernier paſſé, apointé & accordé eſt, pour éviter toutes voies de fait, entrepriſes & ſurpriſes, qui à ladite cauſe ſe pouroient entrevenir contre le ſaint propos & intention deſdits deux Rois & Princes, au prejudice deſdites Treves, & à la charge & opreſſion du peuple, que l'apointement fait, comme dit eſt, en la maniere à Louviers, eſt & ſera prorogé & continué en ſa forme & teneur, juſqu'au premier jour du mois d'Avril prochain venant.

Item, & en tant que touche les ſeigneurie, poſſeſſion, & jouiſſance des Coroté, Terre & Seigneurie de Beaumont le Rogier, pour ce que l'apointement qui en fut fait & pris à Rouën, le 19. jour du mois de Juillet dernier paſſé, finira & expirera à Noël prochainement venant, accordé & apointé eſt que la ſurſeance ſera, & eſt de fait prorogée & continuée en ſa forme & teneur, juſqu'audit premier jour d'Avril prochain venant; & outre ce eſt accordé que par le Receveur & Controlleur commis à ce, ſera promptement aſſis ſur les Habitans & Paroiſſes compriſes en ladite ſurſeance, la ſomme de deux cens livres tournois, laquelle ſera levée & cueillie en tems & terme competent, & demeurera és mains dudit Receveur, ſans aucune diſtribution en être faite, juſqu'à-ce que par leſd. deux Rois & Princes, ou leurs Commis ſoit ordonné.

Item, & pour ce qu'il ſemble tres-expedient, voire neceſſaire, pour l'honneur deſdits deux Rois & Princes, la conſervation & bonne entretenuë deſd. Treves, & pour le ſoulagement du peuple, proceder & entendre vigoureuſement & ſans deport, plus avant fait n'a été juſqu'à ores à la reparation de pluſieurs excés, attentats, crimes & delits, qui ont été, & pouroient être faits, commis & perpetrez en maintes manieres, contre & au prejudice d'icelles Treves, & pour y mettre & donner regle & ordre, apointé & accordé eſt, que pour vaquer & entendre diligemment eſdites matieres, & y donner & faire la proviſion, telle que au cas appartiendra, irons & nous tranſporterons és païs des Baſſes Marches, ſur les lieux & frontieres deſdites deux obeïſſances, dedans le quinzieme jour du mois de Fevrier prochain venant. C'eſt à ſavoir, nous pour la partie du Roi nôtredit Seigneur; & pour la partie dudit tres-haut & puiſſant Prince ſon oncle ledit Comte de Dunois. Et que avec nous deux, ou en nôtre abſence, & que bonnement en nos perſonnes vaquer n'y pourions, avec deux autres Seigneurs de bonne autorité, qui ſeroient commis & ordonnez à ce par leſdits deux Rois & Princes, de chacun à ſon égard, & auſquels ſera, & ſans difficulté poura être donnée & baillée bonne & vraie obeïſſance en toua cas, par les Seigneurs & Capitaines de chacun de ſon parti; ſeront quatre perſonnes, deux d'un côté, & deux d'autre, experts & connoiſſans en telles roatieres, pour ſervir & conſeiller en iceluy, & icelles. Leſquelles quatre perſonnes vaqueront & entendront diligemment, auſſi bien avec nous, ou deſdits Commis, comme en nos abſences, à faire leſdites proviſions & reparations ſelon les termes de Juſtice, de tout ce qu'il leur aperra par informations duement faites ou à faire, & és matieres eſquelles par avanture ſeroient par eux faites difficultez, en feront raport par devers leſdits Comte de Dunois, ou nous, ou leſdits deux autres Seigneurs commis, ou à commettre, afin d'y pourvoir ſelon l'exigence des cas.

Item, eſt apointé que pour ſignifier ladite journée priſe d'être eſdites baſſes Marches, aux Capitaines du Mont S. Michel & de Grandville, ledit Comte de Dunois y envoiera perſonne propre, & leur ſera défendu que pendant lad. journée ils n'attentent, & ſouffrent aucune choſe être attentée, ou innovée, dont plaintes puiſſent venir, & eſt accordé que tout ſurſeoira d'une partie & d'autre juſqu'à ladite journée, ſur les peines au cas apartenant.

Item, eſt ordonné, apointé & accordé que les peages, aquits, travers & paſſages pris & levez à Nogent le Roy & Paſſy, nouvellement mis ſus ou parti, & en l'obeïſſance dudit tres-haut & puiſſant Prince, oncle du Roi nôtredit Seigneur, & qui d'ancienneté n'ont accoutumé d'être levez, ceſſeront & n'auront plus aucun cours ni execution, juſqu'audit jour premier d'Avril prochain; & ſemblablement celui étant à Ivry, s'il eſt trouvé tourefois qu'il ne ſuſt aquit, ou peage ancien. Et pour ce que par ledit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, ont été mis ſus de nouvel autres peages & aquits, tant ſur la Riviere de Loire, comme à la Rochelle, illec, environ, & autre part, dont de nôtre côté ont été faites complaintes en cete preſente convention, ledit Comte de Dunois a promis de bonne foi parler bien briévement de la matiere, & le plûtoſt que bonnement il poura, audit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, & icelui en avertir, pour y faire & donner proviſion à la conſervation, & bonne entretenuë deſdites Treves.

Item, en tant que touche la Terre & Seigneurie de Hotor prés Dieppe, en laquelle de la part de Monſieur le Marquis Comte de Suffolk, eſt pretendu droit d'obeïſſance & jouiſſement; & au contraire de la part du Sire d'Eſtouteville apointé eſt, que tout ſurſeoira juſqu'à la journée priſe pour le Païs d'embas, qui eſt au quinzieme jour dudit mois de Fevrier prochain: & que cependant ne ſera d'une part ni d'autre aucune choſe attentée ou innovée au contraire.

Item, en tant que touche les debats des Terres litigieuſes d'environ Louviers & Evreux, & autres queſtions, controverſes & debats, mouvans & dépendans deſdites Treves, à quelle cauſe s'eſt enſuivie, priſe de bonne gens, courſes par forme de marque, & autres excés, comme l'on dit, apointé eſt, que par un ou deux Commiſſaires de chacun parti qui ſeront envoiez à Louviers & marches d'Evreux, en ſera diſcuté: & cependant d'une part & d'autre ceſſeront tous excés, entrepriſes & exploits de guerre, & défend-on dés maintenant pour lors à tous, tant d'une part que d'autre, toutes voies de fait; & à cete cauſe y ſeront envoiez pour la part du Roi notredit Seigneur, leſdits

ANS de J. C. 1446.

ANS de J. C. 1446.

dits Meſſire Guillaume Chambellan, & Maître Loys Galet : & de la part dudit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, leſdits Maîtres Jean Veſon & Jean Herbet, qui ſe trouveront illec dedans le jour de l'Epiphanie prochain venant.

Item, & en tant que touche aucunes Paroiſſes ſituées & aſſiſes és Comté de Beauvais, & Vidame de Gerberoy, diſcordables entre leſdits deux Rois & Princes, apointé & accordé eſt, que ledit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, aura durant ledit tems juſqu'au premier jour dudit mois d'Avril prochain, le jouïſſement & la poſſeſſion des Villages & Paroiſſes de S. Pol aux Nonnains, le Plois, Lebecquet, Sorcy, S Germain, la Poterie, le Mont ſur S. Pol, Pierrefites, Armentieres, le Hamel de Jumgmes, Verderel, Fournel, & Lehuzt & que le Roi notredit Seigneur aura durant ledit tems le jouïſſement & la poſſeſſion des Villages & Paroiſſes du Hamel, de la Chapelle en Bray, la Paroiſſe de Haute-Eſpine, la Neuſville ſur Ondeul, Rorengy, Marceilles, Thermes & Morvillier ; & que au regard de Senantes & Goulencourt, & auſſi de Landelle, ils ſeront & demeureront en ſurſeance juſqu'à la Convention qui ſe tiendra à Louviers, ou és Marches, dedans le jour de l'Epiphanie prochainement venant, auquel jour chacun de ſon parti aportera toutes ſes évidences, & informera des droits pretendus, & ce fait en ſera apointé ; pour leſquelles informations faire, eſt ordonné & commis pour la part du Roi nôtredit Seigneur, Guillaume Bellebache : & pour la part de ſondit oncle, Maître Jean de Feuquiers.

Item, en tant qu'il touche le ſpirituel des Egliſes, dont pluſieurs complaintes ont été faites pour les troubles & empêchemens, qui ont été mis, apointé & accordé eſt, qu'un chacun, tant d'un parti que d'autre aura la pleine jouïſſance & poſſeſſion du ſpirituel de ſon Benefice tant ſeulement : en quoi n'entendons aucunement toucher au droit de Regale, ni à la diſpoſition d'aucuns Benefices qui puiſſent cheoir à la collation des deux Rois & Princes.

Item, & en tant que touche le peage & aquit du Sel montant par la Riviere de Seine ; lequel peage & aquit pour la part du Roi nôtredit Seigneur, eſt maintenu devoir etre païé & reçû à Mante : & de la partie dudit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, eſt maintenu devoir être païé & reçû à Meulan, apointé eſt que plus ample information ſera faite de la matiere, que faite n'a été ; laquelle vûë ſera de ce apointé & ordonné, ainſi qu'il apartiendra par raiſon : & cependant les Marchands pour ledit aquit paſſeront par ledit lieu de Mante en baillant caution, ainſi que par ci-devant ils ont fait.

Item, & pour ce que de la partie d'aucuns Marchands de l'obeïſſance dudit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, ont été faites plaintes de la défenſe, qui a été faite & publiée en general, de non laiſſer extraire ne partir de l'obeïſſance du Roi nôtredit Seigneur, aucuns bleds ou grains, apointé & accordé eſt à la conſervation deſdites Treves, que leſdits Marchands, qui feront deſcendre par la Riviere de Seine bleds & autres grains pris & levez en leur parti & obeïſſance, les pouront faire mener & conduire où bon leur ſemblera, par ainſi toutefois que par certification de la Chambre des Comptes à Paris, ou d'autre à ce commis par ledit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, il apert ſuffiſamment des lieux, où leſdits bleds & grains auront été pris, & de la quantité d'iceux.

Item, en tant que touche les Terres & Seigneuries d'Anet, Breval & Monchaovet, que chacun deſdits Princes dit & maintient être de ſon obeïſſance, apointé eſt, qu'elles demeureront en ſurſeance en l'état qu'elles ſont, ſans rien y être innové, pris, ou exigé aucune choſe d'une part ni d'autre, juſqu'au premier jour d'Avril prochain venant.

ANS de J. C. 1446.

Item, au regard des quatre Paroiſſes de S. Martin, du Vieil-Verneüil, Saint Maurice, Hermantiere, & Cherantes de la Châtellenie de la Ferté-Ernauld, ou de la Comté de Perche, apointé eſt, que les parties de chacun côté comparoitront au jour des Rois. Et cependant le Vidame de Chartres par la Juſtice de Verneüil, poura contraindre les Habitans deſdites Paroiſſes à contribuer à l'argent deû à Monſieur de Stafford, pourvû que ſi leſdits Habitans ſont trouvez par raiſon non être contribuables à ladite ſomme, en ce cas mondit Sieur le Vidame ſera tenu de reſtituer auſdits Habitans ce qu'ils auront païé.

Toutes leſquelles choſes deſſus declarées, nous Thomas Hoc deſſus nommé pour la part du Roi nôtredit Seigneur, avons faites, appointées, accordées, & conſenties, faiſons, apointons, accordons & conſentons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur, & promettons icelle faire entretenir, accomplir, garder & entretenir de point en point, ſans faire ni ſouffrir faire, ou venir en aucune maniere alencontre, & les faire loüer, apouver & ratifier, & ceſdites preſentes confirmer par le Roi nôtredit Seigneur, & en bailler ou faire bailler ſes Lettres Patentes à la Chambre des Comtes à Paris où ailleurs, & à telle perſonne que par ledit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, ſera ſur ce ordonné dedans le quinzieme dudit mois de Janvier prochain venant : & pareillement doit être fait de la partie dudit tres-haut & puiſſant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, lequel en ſera tenu bailler ou faire bailler ſes Lettres Patentes en la Ville de Rouën, aux gens du Grand Conſeil du Roi nôtredit Seigneur, ou à celui, qui aura le Gouvernement pour lui deçà la mer dedans ledit terme. En témoin de ce nous avons ces preſentes ſignées de nôtre ſein manuel ; & ſemblablement les ont ſignées les deſſus nommez de nôtre compagnie, & y avons mis & apoſé nôtre ſcel. Donné au Prieuré de Juſiers le 15. jour de Decembre, l'an de grace 1446. Ainſi ſigné, Hoc. Chamberlan. L'enfant. Galay. Drogy, & Lombart.

CDXVI.

ANS de J. C. 1448. LE PAPE ET L'ALLEMAGNE.

Concordat & Modification des Décrets du Concile de Bâle, fait entre la NATION GERMANIQUE *& Jean Cardinal de S. Ange Legat* à Latere, *par lequel les Concordats precédens & les Conceſſions, principalement ceux des Conciles de Conſtance & de Bâle ſont confirmez. Fait le 17. Février*, 1448. *& ratifié par le Pape* NICOLAS V. *par ſa Bulle, du 1. Avril* 1448. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag 396.

IN nomine Domini Amen. Anno à nativitate ejuſdem milleſimo quadringenteſimo quadrageſimo octavo, die decima ſeptima menſis Februarii, inter ſanctiſſimum in Chriſto Patrem ac Dominum noſtrum, Dominum NICOLAUM divina providentia Papam Quintum, Apoſtolicamque ſedem, ac nationem Alamanicam : Sanctiſſimi Domini noſtri & ſedis eorundem nominibus per Reverendum in Chriſto Patrem ac Dominum, Dominum Johannem ſacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalem Legatum ad NATSONEM GERMANICAM de Latere miſſum, plena in ea parte auctoritate & poteſtate munitum ; & pro ipſa natione Alamanica per glorioſiſſimum Principem ac Dominum noſtrum, Dominum Fridericum Romanorum Regem ſemper Auguſtum &c. ; plurimorum ſacri Romani Imperii Electorum aliorumque ejuſdem nationis tam Eccleſiaſticorum, quam ſecularium Principum conſenſibus accedentibus ; concluſa, laudata, & acceptata ſunt concordata

ANS de J. C. 1448.

ſubſcripta : Sanctiſſimus Dominus noſter Nicolaus Papa Quintus ſuper proviſionibus Eccleſiarum beneficiorumque quorumcumque utetur reſervationibus Juris ſcripti ; & (a) Conſtitutionibus Execrabilis, & ad Regimen modificatis ut ſequitur :

(a) On les trouve dans les *Extravagantes Communes*, *Tit. de Prebendis.*

2. Ad regimen Eccleſiæ generalis quanquam immeriti ſuprema diſpoſitione vocati, gerimus in noſtris deſideriis, ut debemus ; quod per noſtræ diligentiæ ſtudium ad quarumlibet Eccleſiarum & monaſteriorum Regimina & alia beneficia Eccleſiaſtica juxta divinum beneplacitum & noſtræ intentionis affectum, viri aſſumantur idonei, qui præſint & proſint, committendis eis Eccleſiis, monaſteriis & beneficiis præfatis. Præmiſſorum itaque conſideratione inducti, & ſuadentibus nobis aliis rationalibus cauſis, nonnullorum prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum veſtigiis inhærentes, omnes Patriarchales, Archiepiſcopales, Epiſcopales Eccleſias, Monaſteria, Prioratus, Dignitates, perſonatus & officia ; nec non Canonicatus & præbendas & Eccleſias, cæteraque beneficia Eccleſiaſtica, cum cura vel ſine cura, ſecularia & regularia, quæcunque & qualiacunque fuerint, etiamſi ad illa perſonæ conſueverint ſeu debuerint per electionem, ſeu quemvis alium modum aſſumi ; nunc apud ſedem Apoſtolicam quocunque modo vacantia, & in poſterum vacatura ; nec non per depoſitionem vel privationem ſeu tranſlationem (b) per nos ſeu autoritate noſtra factas & in antea faciendas ubilibet ; nec non ad quæ aliqui in concordia ſeu diſcordia electi vel poſtulati fuerint, quorum electio caſſata ſeu poſtulatio repulſa, vel per eos facta renunciatio & admiſſa auctoritate noſtra extiterit ; ſeu quorum electorum vel poſtulatorum, & in antea eligendorum vel poſtulandorum (c) electionem caſſari ſeu poſtulationem repelli, aut renunciationem admitti per nos auctoritate noſtra contigerit, apud ſedem prædictam vel alibi ubicunque. Et etiam per obitum Cardinalium ejuſdem Eccleſiæ Romanæ, aut officiariorum dictæ ſedis, quandiu ipſa officia actualiter tenebunt, (d) videlicet Vice-Cancellarii, Camerarii, ſeptem Notariorum, (e) Auditorum literarum contradictarum & Apoſtolici Palatii cauſarum Auditorum correctorum, centum & unius ſcriptorum literarum Apoſtolicarum, & viginti quatuor pœnitentiariæ præfatæ ſedis, (f) viginti quinque Abbreviatorum, nec non verorum commenſalium noſtrorum & aliorum viginti quinque capellanorum ſedis ejuſdem in epitaphio deſcriptorum & quorumcunque Legatorum (g) ſeu collectorum ac in terris Romanæ Eccleſiæ Rectorum & theſaurariorum, deputatorum ſeu miſſorum hactenus, vel deputandorum aut mittendorum impoſterum (nunc) vacantia & in antea vacatura ; ubicunque dictos legatos vel collectores ſeu rectores aut theſaurarios antequam ad Romanam Curiam redierint ſeu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis. Nec non quotumlibet pro quibuſcunque negotiis ad Romanam Curiam venientium ſeu etiam recedentium ab eadem, ſi in locis à dicta Curia ultra duas dietas legales non diſtantibus jam forſan obierint, vel eos in antea ab hâc luce tranſire contigerit ; & etiam ſimili modo quorumcunque Curialium, peregrinationis, infirmitatis ſeu recreationis, vel aliâ quacunque cauſa ad quævis loca ſecedentium, ſi eos antequam ad dictam Curiam redierint, in locis ultra duas dietas, ab eadem Curia, ut præmittitur, non remotis, dummodo eorum proprium domicilium non exiſtat ibidem, jam forſan deceſſerint, vel impoſterum eos contigerit de medio ſubmoveri & (etiam) nunc per obitum hujuſmodi vacantia vel in poſterum vacatura : Rurſus monaſteria, Prioratus & Decanatus, dignitates, perſonatus, adminiſtrationes, officia, Canonicatus, præbendas & Eccleſias, cæteraque beneficia Eccleſiaſtica, ſecularia & regularia, cum cura vel ſine cura, quæcunque & qualiacunque fuerint ; etiamſi ad illa perſonæ conſueverint ſeu debuerint per electionem, ſeu quemvis alium modum aſſumi, quæ promoti per nos vel auctoritate noſtra (ad) Patriarchalium, Archiepiſcopalium, & Epiſcopalium Eccleſiarum, nec non Monaſteriorum regimina, obtinebant tempore promotionum de ipſis factarum, nunc quocunque modo vacantia, aut in poſterum vacatura ; nec non etiam quæ per aſſecutionem pacificam, quorumcunque prioratuum, dignitatum, perſonatuum, officiorum, canonicatuum, præbendarum, Eccleſiarum aut beneficiorum aliorum per nos, ſeu auctoritate noſtrarum literarum immediatè collatorum ſeu conferendorum impoſterum, præterquam ſi virtute gratiæ expectativæ aſſecutio fiat, nunc vacantia & in antea vacatura (plena ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis cum fratribus noſtris collatione præhabita, & matura deliberatione ſecuta) ordinationi, diſpoſitioni ac proviſioni noſtræ (b) de ipſorum fratrum conſilio auctoritate Apoſtolica reſervamus. Decernentes ex nunc irritum & inane, ſi ſecus ſuper præmiſſis & quolibet eorum per quoſcunque quavis auctoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attemptari.

(b) Ces mots ſont ajoutez *Tit. de Prebendis. Aut numeris conſecrationis ſuſpenſionem.*

(c) Dans le même *Tit. & renunciationem.*

(d) Cela ne ſe trouve point dans ce *Tit.*

(e) On *Auditoris.*

(f) On *Viginti quatuor.* On a omis ces nombres dans le *Tit. de Prebendis.*

(g) Dans le même *Tit.* on lit *Legatorum ſive Nuntiorum.*

3. Item in Eccleſiis Metropolitanis & Cathedralibus etiam Apoſtolicæ ſedi immediatè non ſubjectis, & in monaſteriis Apoſtolicæ Sedi immediatè ſubjectis, fiant electiones Canonicæ, quæ ad Sedem Apoſtolicam deferantur, quas etiam ad tempus conſtituerum in Conſtitutione Nicolai (Papæ III) quæ incipit : *Cupientes*, Papa expectet ; quo facto ſi non fuerint præſentatæ, vel ſi præſentatæ minus canonicæ fuerint, Papa provideat ; ſi verò Canonicæ fuerint, Papa eas confirmet ; niſi ex cauſa rationabili & evidenti, & de fratrum conſilio de digniori & utiliori perſonâ duxerit providendum. Proviſo, quod confirmati & proviſi per Papam, nihilominus Metropolitanis & aliis præſtent debita juramenta & alia, ad quæ de jure tenentur.

(b) Dans les Concordats de Martin V. le tems eſt limité à cinq ans.

4. In monaſteriis, quæ non ſunt immediatè ſubjecta ſedi Apoſtolicæ, nec non aliis beneficiis regularibus, ſuper quibus pro confirmatione ſeu proviſione non conſuevit haberi recurſus ad ſedem Apoſtolicam ; non teneantur venire electi, ſeu illi quibus providendum eſt ad Curiam ad habendum confirmationem ſeu proviſionem ; nec etiam dicta beneficia regularia cadant in gratiis expectativis. Ubi autem in Monaſteriis ad Curiam Romanam venire ſeu mittere conſueverunt, ibi Papa aliter non confirmet ſeu provideat, quam ſuperius de Cathedralibus Eccleſiis eſt expreſſum. De Monaſteriis Monialium Papa non diſponat, niſi ſint exempta & tunc per commiſſionem in partibus. De cæteris dignitatibus & beneficiis quibuſcunque ſecularibus & regularibus vacaturis, * ultra reſervationes jam dictas, majoribus dignitatibus poſt Pontificales in Cathedralibus, & principalibus in colligiatis Eccleſiis exceptis, de quibus jure ordinario provideatur per illos inferiores, ad quos alias pertinet. (i)

(i) Dans les Concordats de Martin V. on ajoute *nec computentur in turno ſeu vice eorum.*

5. Item ſanctiſſimus Dominus noſter per quamcunque aliam reſervationem, gratiam expectativam, aut quamvis aliam diſpoſitionem ſub quacunque verborum forma, per eum aut ejus auctoritate factam vel fiendam non impediet, quo minus de illis cum vacabunt de menſibus Februarii, Aprilis, Junii, Auguſti, Octobris, & Decembris liberè diſponatur per illos, ad quos collatio, proviſio, præſentario, electio, aut alia quævis diſpoſitio pertinebit. Reſervationibus aliis aut promiſſis ac diſpoſitionibus auctoritate ejuſdem Domini noſtræ Papæ factis vel faciendis, non obſtantibus quibuſcunque. Quoties verò aliquo vacante beneficio de menſibus Januarii, Martii, Maji, Julii, Septembris & Novembris ſpecialiter diſpoſitioni Apoſtolicæ ſedis reſervatis, non apparuerit infra tres menſes à die notæ vacationis in loco beneficii, quod alicui de illo Apoſtolica auctoritate fuerit proviſum, ex tunc & non antea ordinarius vel alius, ad quem illius diſpoſitio pertinebit de illo liberè diſponat.

6. Item

ANS de J. C. 1447.

6. Item ad finem ut hæc ordinatio collationis beneficiorum non reſervatorum per alternos menſes poſſit per nationem publicari, & omnes qui ipſa gaudere voluerint tempus congruum habeant eandem acceptandi, tunc quoad Apoſtolicam ſedem in Kalendis Junii proximè futuris ipſa currere incipiet, durabitque deinceps, niſi in futuro Concilio de Conſenſu Nationis aliter fuerit ordinatum.

7. Item circa proviſionem Apoſtolicæ ſedi ordinandam modus annatarum hoc modo currat: De Eccleſiis Cathedralibus omnibus & Monaſteriis virorum duntaxat vacantibus & vacaturis, ſolventur pro fructibus primi anni à die vacationis ſummæ pecuniarum in libris Cameræ Apoſtolicæ taxatæ, quæ communia ſervitia nuncupantur. Si quæ verò exceſſivè taxatæ ſunt, juſtè retaxentur; & providetur ſpecialiter in gravatis regionibus ſecundum qualitatem rerum, temporum & regionum, ne nimium prægraventur: ad quod ſanctiſſimus Dominus noſter patentibus dabit Commiſſarios in partibus, qui diligenter inquirant & retaxent. Taxæ autem prædictæ pro media parte infra annum à die habitæ poſſeſſionis pacificæ totius vel majoris partis ſolvantur, & pro media parte infra ſequentem annum. Et ſi infra annum bis vel pluries vacaverint, ſemel tantum ſolvetur; nec debitum hujuſmodi in ſucceſſionem in Eccleſia vel monaſterio tranſeat. De cæteris dignitatibus, perſonatibus, officiis & beneficiis ſecularibus quibuſcunque & regularibus, quæ auctoritate ſedis Apoſtolicæ conferentur, vel de quibus providebitur, (præterquam vigore gratiarum expectativarum, aut cauſa permutationis) ſolvantur annatæ ſeu medii fructus juxta taxam ſolitam à tempore poſſeſſionis infra annum, & debitum hujuſmodi in ſucceſſorem in beneficio non tranſeat. De beneficiis verò quæ valorem viginti quatuor florenorum (auri) de Camera non excedunt, nihil ſolvatur, curatque hæc obſervantia deinceps, niſi eam ſimiliter in futuro Concilio de Conſenſu (nationis) immutari contingat.

8. In aliis autem, quæ per felicis recordationis Dominum Eugenium Papam quartum pro natione præfata, uſque ad tempus futuri Concilii permiſſa, conceſſa, indulta atque decreta, & per memoratum ſanctiſſimum Dominum noſtrum Papam Nicolaum confirmata fuere, in quantum illa concordiæ præſenti non obviant iſta vice nihil extitit immutatum.

9. Voluit etiam memoratus Dominus Legatus, quod ſuper concordatis præſentibus, ſinguli Metropolitani prædictæ nationis petentibus quibuſcunque quantum opus eis videbitur, ſub ſuis ſigillis tranſumpta concedere valeant, quodque tranſumtis eiſdem in judicio vel extrà ſtetur & adhibeatur, tanquam huic originali cartæ, per omnia plena fides. Per hoc autem quod in concordatis hujuſmodi ſive quibuſvis aliis earum occaſione conficiendis litteris propter competentiorem (compendioſiorem) deſcriptionem Alamania ſpecialis (ſpecialiter) appellatur, natio ipſa cenſeri non debet à Germanica natione diſtincta, ſeu quomodolibet ſeparata. Ad fidem igitur & robur ac teſtimonium omnium præmiſſorum Nos Fridericus Romanorum Rex, & Nos Johannes Cardinalis Legatus ſupradicti cartam præſentem noſtris appenſis mandavimus communiri ſigillis.

CDXVII.

ANS de J. C. 1448.

(a) *Concordat entre* FREDERIC III. *Empereur, & les* PRINCES *d'Allemagne, d'une part, & le* SIE'GE APOSTOLIQUE, *d'autre; fait à Rome, le 19. Mars*, 1448. Heiſſ. Hiſtoire de l'Empire. Tom. III. pag. 309.

(a) Ce Concordat & d'autres qu'on verra dans la ſuite, ont été faits pour pourvoir aux griefs de la nation Germanique, rapportez dans le livre intitulé *Faſciculus rerum expetendarum & fugiendarum.*

(b) NIcolas Evêque, ſerviteur des ſerviteurs de Dieu, à la memoire perpetuelle de ce qui s'enſuit. Etans élevez par la diſpoſition divine ſur le SIEGE APOSTOLIQUE, nous employons volontiers nôtre prévoyance Apoſtolique à toutes les choſes que nous croyons dévoir ſervir pour l'union, la paix & la tranquillité de l'Egliſe univerſelle, & nous donnons le plus efficacement que nous pouvons tous nos ſoins pour la pourſuite & la conſommation heureuſe de toutes ces choſes. Et comme dernierement nôtre tres-chers fils en Jeſus-Chriſt FREDERIC illuſtre Roi des Romains & quelques autres de nos bien-aimez fils PRINCES Eccleſiaſtiques & ſeculiers de la celebre nation Germanique d'une part; & nôtre bien aimé fils Jean Cardinal Diacre du titre de ſaint Ange, Legat *a latere* en ces parties-là du Siege Apoſtolique, envoyé par nous eſdites parties, auroriſé à cet égard d'un ſuffiſant pouvoir de nous & du Siege Apoſtolique d'autre part; firent & conclurent diverſes Ordonnances & Statuts raiſonnables & utiles, approuvez de part & d'autre par leſdites parties, tant au nom de l'Egliſe Romaine qu'en celui de ladite Nation, pour l'union de ladite Egliſe, & pour affermir & conſerver à perpetuité la paix & tranquillité entre l'Egliſe, & ladite nation; & qu'ils nous ont fait humblement ſupplier qu'il nous plût y ajoûter la force de l'affermiſſement Apoſtolique & une plus grande autorité, & nôtre decret pour leur plus ferme & plus aſſurée ſubſiſtance.

(b) Nicolas V qui ſucceda à Eugéne IV. par une élection unanime & par la ceſſion d'Amé de Savoye, ſurnommé Felix V élû intermediairement, ladite ceſſion procurée par la France.

Nous donc qui avons fait examiner & diligemment diſcuter leſdits Statuts, Ordonnances, & Concordats par aucuns de nos venerables fréres Cardinaux de la ſainte Egliſe Romaine, perſonnages de grande maturité, autorité & litterature, & qui avons trouvé qu'ils ſeroient utiles & ſalutaires tant à l'Egliſe qu'à ladite nation, du Conſeil & conſentement des ſuſdits & autres nos venerables fréres Cardinaux de ladite Egliſe, d'autorité Apoſtolique & de certaine ſcience; nous les approuvons, ratifions, lotions, acceptons & autoriſons par ce preſent écrit, ſelon la maniere & la forme ſuivante.

Il nous plait donc pour la proviſion des Egliſes & Benefices Eccleſiaſtiques, quels qu'ils ſoient, de nous ſervir de la reſerve du droit écrit & des conſtitutions qui commencent par ces mots: *Execrabilis & ad regimen*, modifiées comme il s'enſuit.

Etant appellez, quoi qu'indignes, au gouvernement de l'Egliſe univerſelle, par l'Ordonnance ſouveraine, nous ſouhaitons, comme nous devons, que par le ſoin & l'étude particulier de nôtre exactitude, il ſoit choiſi pour le gouvernement des Egliſes, quelles qu'elles ſoient, Monaſteres, & autres Benefices Eccleſiaſtiques, des perſonnes qui ſoient ſelon le bon plaiſir de Dieu & le zéle de nôtre intention propres & capables d'avoir la conduite, & de faire le profit des Egliſes, Monaſteres, & autres Benefices qui leur ſeront commis.

Etant donc portez par la conſideration de ce que deſſus & par d'autres cauſes raiſonnables, marchans ſur les veſtiges & ſur les pas de quelques Pontifes Romains nos predeceſſeurs, nous d'autorité Apoſtolique & du Conſeil de nos fréres les Cardinaux, aprés avoir eû une pleine conference & une meure déliberation ſur toutes & chacune les choſes ſuſdites, reſervons à nôtre ordina-

ANS de J. C. 1448.

ordination, diſpoſition & proviſion, toutes les Egliſes Patriarchales, Archiepiſcopales, Epiſcopales, & même les Monaſteres, Prieurez, Dignitez, Perſonats & Offices, comme auſſi les Canonicats, Prébendes, Egliſes, & tous autres benefices Eccleſiaſtiques avec charge d'ames & ſans charge d'ames, ſéculiers & réguliers, de quelque qualité qu'ils ſoient, quand bien ils auroient accoutumé & devroient être obtenus par élection ou par quelqu'autre moyen, leſquels ſont à préſent vacans de quelque maniere que ce ſoit; en la Cour Apoſtolique, ou en Cour de Rome; ou y vaqueront dorénavant; même les vacans par dépoſition, privation ou tranſlation, privation par nous ou de nôtre autorité, faite cy-devant ou à faire en quelque lieu que ce ſoit; & pareillement les Benefices de ceux qui étant élûs ou poſtulez en concorde ou diſcorde, leur élection, été caſſée & leur poſtulation refuſée; ou qui ayant renoncé, la renonciation a été admiſe d'autorité Apoſtolique; ou deſquels à élire ou à poſtuler il arrivera que l'élection ſera caſſée, ou la poſtulation refuſée, ou la renonciation admiſe par nous, ou de nôtre autorité par devers le dit Siege Apoſtolique, ou ailleurs, & en quelque lieu que ce ſoit: de même les Benefices vacans par le décés de Cardinaux de la même Egliſe Romaine, & des Officiers dudit Siege, tant qu'ils tiendront leſdits Offices (c'eſt à ſavoir de Vice-Chancelier, de Camerier, des ſept Notaires, d'Auditeurs des Lettres contredites &, des Auditeurs des cauſes du Palais Apoſtolique, Correcteurs, cent & un Ecrivains de Lettres Apoſtoliques, & vingt-quatre de la Penitencerie dudit Siege, & vingt-cinq Abbreviateurs; comme auſſi de nos vrais commenſaux & d'autres vingt quatre Chapelains dudit Siege décrits dans le rôlle) & de tous les Legats, ou Collecteurs, ou des Recteurs dans les territoires de l'Egliſe Romaine, & des Treſoriers députez ou envoyez à préſent, ou à députer & envoyer dorenavant, qui vaquent maintenant, ou qui vaqueront cy-aprés en quelque lieu que leſdits Legats, Collecteurs, ou Recteurs & Treſoriers viendront à mourir avant qu'ils ſoient retournez en Cour de Rome, ou qu'ils y ſoient venus; même de tous ceux qui venans pour quelque affaire que ce ſoit, ou s'en retournans de ladite Cour, ſeroient peut-être déja decedez dans les lieux non diſtans de ladite Cour au delà des deux journées de chemin légales, ou qui ſeroient dés auparavant décédez; & même & par ſemblable moyen de tous ceux qui ſuivent la Cour de Rome, ſe retirans pour cauſe de pélerinage, d'infirmité, de récreation ou toute autre cauſe, en quelques lieux que ce ſoit, s'il étoit arrivé qu'ils fuſſent décédez, ou que cy-aprés il arrivât qu'ils décedaſſent dans les lieux qui ne ſeroient éloignez de ladite Cour que de deux journées, comme il a été dit cy-deſſus, avant que d'être retournez en ladite Cour (pourvû que ce lieu ne ſoit point le lieu de leur propre domicile;) même ceux qui vaquent dés à préſent par ſemblables decés, ou qui vaqueront dorenavant. Comme encore les Monaſteres, Prieurez, Dignitez, Perſonats, Doyennez, Adminiſtrations, Offices, Canonicats, Prebendes & Egliſes, & tous autres benefices Eccleſiaſtiques, ſéculiers & réguliers avec charge & ſans charge d'ames, quels qu'ils ſoient, bien qu'ils euſſent coutume ou dûſſent être obtenus par élection ou quelqu'autre moyen, leſquels les promûs par nous ou d'autorité Apoſtolique au gouvernement des Egliſes Patriarchales, Archiepiſcopales & Epiſcopales, & des Monaſteres obtenoient lors des promotions faites de leurs perſonnes, vaquans maintenant & en quelque façon ce ſoit, & qui vaqueront à l'avenir. Et même par l'obtention pacifique de quelques Prieurez que ce ſoit, Perſonats, Offices, Canonicats, Prébendes, Egliſes, ou autre Benefices par nous ou de l'autorité de nos Lettres, conferez immediatement ou qui ſeront conferez cy-aprés, excepté ſi l'impetration s'en fait par vertu de grace expectative, maintenant vaquans, ou qui auront vaqué cy devant; ordonnans dés à preſent que tout ce qui ſera fait & attenté à cet égard par qui que ce ſoit, de quelque autorité que ce ſoit, ſera nul & ſans force.

ANS de J. C. 1448.

Il nous plait encore que dans les Egliſes Metropolitaines & Cathedrales, même non ſujettes immediatement, & dans les Monaſteres ſujets, immediatement au Siege Apoſtolique, il ſoit fait des élections Canoniques, qui ſoient portées audit Siege, que nous attendrons juſqu'au tems de la conſtitution du Pape Nicolas III. d'heureuſe memoire, (a) qui commence par ce mot, *Capientes*. Et ledit tems paſſé, ſi elles n'ont été preſentées, ou ſi ayant été preſentées, elles ſont peu Canoniques, nous y pourvoirons; & ſi elles ſont Canoniques, nous les confirmerons; ſi ce n'eſt que pour cauſe évidente, ou du conſeil de noſdits freres, nous eſtimions devoir y pourvoir d'une perſonne plus digne & plus utile à l'Egliſe, à la charge que leſdits confirmez & par nous pourvûs prétent les ſerments dus & accoûtumez à leurs Metropolitains, & autres choſes auxquelles ils ſont tenus de droit.

(a) La conſtitution du Pape Nicolas III. eſt ſous le titre de *Electione*.

Et dans les Monaſteres, qui ne ſont immediatement ſujets audit Siege, & autres Benefices reguliers, à l'égard deſquels on n'a pas accoûtumé d'avoir recours audit Siege, pour la confirmation & proviſion, les élûs ou ceux qui doivent prendre des proviſions, ne ſeront point obligez de venir à ladite Cour, pour leur confirmation ou proviſion, & même les Benefices reguliers ne tomberont point ſous les expectatives; & où on aura accoûtumé de venir ou envoyer à ladite Cour, nous ne confirmerons ni pourvoirons autrement, que comme il a été dit cy-deſſus, pour les Egliſes Cathedrales. Et nous ne diſpoſerons en façon quelconque des Monaſteres des Monnales & Religieuſes, ſi ce n'eſt qu'ils ſoient exents, & alors nous le ferons par commiſſion ſur les lieux. Et de toutes les autres dignitez & benefices quelconques, ſeculiers & reguliers, qui viendront à vaquer hors les ſuſdites reſerves, excepté les premieres dignitez & les plus grandes aprés les Pontificales dans les Cathedrales, & les principales dans les Collégiales, deſquels il eſt pourvû de droit ordinaire par les inferieurs, auxquels ils appartiennent.

Il nous plait auſſi, que par quelque reſerve que ce puiſſe être, grace expectative, ou quelqu'autre diſpoſition que ce ſoit, faite par Nous ſous quelque forme de parole que ce puiſſe être, ou à faire de nôtre autorité, nous n'empêcherons point qu'il n'y ſoit pourvû, & n'en ſoit diſpoſé librement, quand ils vaqueront dans les mois de Février, Avril, Juin, Aouſt, Octobre & Decembre, par ceux auxquels en appartenoit la collation, proviſion, preſentation, élection, ou quelqu'autre diſpoſition, faite ou à faire de nôtre autorité.

Et quant vacance arrivant d'aucun Benefice dans les mois de Janvier, Mars, May, Juillet, Septembre & Novembre, qui ſont particulierement reſervez à la diſpoſition dudit Siege, il n'apparoîtra point, que dans les trois mois de la vacance, connuë dans le lieu du Benefice, qu'il y ait été pourvû d'aucunes perſonnes d'autorité Apoſtolique, de ce jour & non auparavant; l'Ordinaire ou autre à qui la diſpoſition en appartiendra, pourra en diſpoſer librement.

Et afin que cette diſpoſition des Collations des Benefices non reſervez, à faire alternativement & de mois en mois, puiſſe être renduë publique par ladite Nation; & que ceux qui voudront joüir d'icelle, ayent un tems convenable de l'accepter: alors pour le regard dudit Siege elle commencera à courir du troiſiéme des Calendes du mois de Juin prochain & venant, & durera dorenavant, s'il n'en eſt ordonné autrement au futur Concile du conſentement de ladite Nation.

Il nous plait pareillement, qu'à l'égard de l'ordre qui doit être apporté pour les proviſions à faire par ledit Siege, la meſure des annates coure de cette ſorte; Que de toutes les Egliſes Cathedrales, & Monaſteres

ANS de J. C. 1448.

steres d'hommes seulement, qui sont vacantes & viendront à vaquer, il soit payé de fruits de la premiere année, à compter du jour de la vacance les sommes d'argent taxées dans les livres de la Chambre Apostolique, qui sont appellez les services communs. Et si quelques-unes sont trop & excessivement taxées, qu'elles soient de nouveau taxées, & qu'il soit pourvu dans les païs trop chargez, selon la qualité des Eglises, des tems & des païs, à ce qu'ils ne soient trop chargez: pour raison dequoi nous donnerons des Commissaires sur les lieux, aux demandeurs pour s'en informer diligemment, & les taxer de nouveau.

Et soient payées lesdites taxes pour la moitié dans l'an de la prise de possession pacifique, du tout, ou de la plus grande partie des revenus, & pour l'autre partie dans l'autre année suivante. (a) Et si dans la même année ils vaquent deux ou plusieurs fois, que lesdites taxes ne soient payées qu'une fois, & que cette dette ne passe au successeur dans ladite Eglise ou Monastere. Et pour ce qui est de toutes les autres dignitez, Personats, Offices, & Benefices seculiers & reguliers quelconques qui seront conferez de l'autorité dudit Siege, ou auxquels il sera pourvû, (non toutefois par vertu de graces expectatives, ou pour cause de permutation) les annates, ou la moitié des fruits en seront payés selon la taxe accoutumée, dans l'an de la possession; & cette dette pareillement ne passera point au successeur du Benefice. Mais des Benefices qui n'excedent point vingt-quatre florins d'or de la Chambre, qu'il n'en soit rien payé. (b) Et que cet ordre soit ainsi gardé dorenavant, s'il n'y est changé dans le futur Concile, du consentement de ladite Nation, & pour toutes les autres choses, qui ont été permises, concedées, accordées, & ordonnées par Eugene IV. d'heureuse memoire nôtre Predecesseur, pour ladite Nation, jusques au tems du futur Concile, & qui ont été confirmées par Nous, entant qu'ils ne contrediſent point au present concordat, nous ne voulons point qu'il y soit rien changé pour cette fois.

(a) Remarquez un cas singulier, arrivé dans la vacance de l'Archevêché de Paris par M. de Marca, & la promotion de son Successeur.

(b) Il n'y a point eû de changement à cet égard par le Concile de Trente, & autres precedens; & ainsi lesdites concordats demeurent en leur force jusqu'à maintenant.

Et à cause que dans lesdits Concordats, ou dans d'autres lettres à expedier à l'occasion d'iceux, pour abreger, l'on employe specialement le nom d'Allemagne, l'on ne doit pas entendre que ce soit une Nation separée ou distinguée de la Nation Germanique.

Et en outre parce qu'il seroit difficile que ces presentes lettres fussent portées en tous les lieux, dans lesquels il faudroit peut-être en justifier, Nous ordonnons de la même autorité, qu'au transcrit d'icelles, confirmé par le seau des Metropolitains de la Nation, il y soit pleine foi ajoûtée, comme il seroit à ces presentes, si elles étoient representées; & que l'on s'y arrête, de même que si lesdites presentes étoient representées ou montrées.

Et en outre Nous declarons nul & de nul effet tout ce qui sera attenté à ces presentes, par qui que ce soit, de quelque autorité que ce soit, de dessein, ou par ignorance.

Qu'il ne soit donc permis à aucun homme d'enfraindre cette page de nôtre approbation, ratification, agréement, acceptation, commutation, reservation, constitution, & volonté; & où il arriveroit d'y contrevenir par aucune temeraire tentative, & que quelqu'un presumât d'y attenter, qu'il sache, qu'il encourra l'indignation de Dieu tres-puissant, & de ses Saints Apôtres Pierre & Paul.

Donné à Rome, à S. Pierre, l'an de l'Incarnation de Nôtre Seigneur 1448. le quatorziéme des Calendes d'Avril, l'an second de nôtre Pontificat. B. de Callio.

Pris & extrait du Regiſtre des Bulles du Pape Nicolas V. Livre 2. des Secrets, feüillet 203. & s'accorde aprés collation.

CDXVIII.

ANS de J. C. 1448.

Lettres de CHARLES VII. *Roi de France, par lesquelles il accorde à* PHILIPPE LE BON, *Duc de Bourgogne, la permission de prendre le titre de* par la grace de Dieu, *sans que pour cela il puisse prétendre plus de droit qu'il n'en avoit sur les Terres tenuës en souveraineté du Royaume, suivant la Declaration, que ce Duc en avoit donnée à Hesdin, le 26. Novembre* 1448. *à Tours le* (a) 28. *Janvier* 1448. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 44.

FRANCE ET BOURGOGNE.

(a) Il faut se souvenir que l'année ne commençoit qu'à Pâques.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons, Nous avoir veuës les Lettres Patentes de nôtre tres-cher, & tres-amé frere & cousin le Duc de Bourgogne, qui de sa part nous ont esté presentées & baillées, desquelles la teneur s'ensuit.

PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Limbourg, Comte de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme aprés la succession à nous écheuë des Duchez & Seigneuries de Lothier, Brabant, & Limbourg, par le trépas de feu nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc Philippe de Brabant, dernier trépassé, dont Dieu ait l'ame, nous aions en toutes nos Lettres Patentes, au commencement de nôtre titre, & aprés nôtre propre nom, fait mettre & écrire ces mots, *Par la grace de Dieu*, savoir faisons, que nous connoissons & confessons par ces presentes, que par ce nous n'avons entendu ne entendons vouloir avoir ou pretendre és Païs & Seigneuries que avons & tenons au Roiaume de France, aucun plus grand droit que y avions auparavant lesdits Duchez & Seigneuries à nous écheuës, & que nos predecesseurs y avoient & pouvoient avoir & pretendre; & connoissons ce nonobstant Monseigneur le Roi estre nôtre souverain Seigneur, à cause des Terres & Seigneuries, que avons & tenons en son Roiaume, sauf & reservé à nous nôtre exemption à nôtre vie, selon le contenu ou Traité de la Paix faite entre mondit Seigneur le Roi, & nous. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné en nôtre Châtel de Hesdin le vingt-sixieme jour de Novembre l'an de grace mille quatre-cens quarante-huit. Ainsi signé par Monseigneur le Duc, J. de Molesines.

Lesquelles Lettres dessus transcrites nous avons eû & avons pour agreables, & moiennant ce, & pour les causes contenües en icelles, avons esté & sommes contens, que lesdits mots, *Par la grace de Dieu*, soient & demeurent au titre de nôtredit frere & cousin, ainsi & par la maniere qu'il les y a fait mettre & écrire, sans ce que ci-aprés & au tems à venir, aucune question en soit faite à nôtredit frere & cousin, & aussi sans prejudice de nos droits & souveraineté. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Donné à Tours le vint-huitiéme jour de Janvier l'an de grace mille quatre-cens quarante huit, & de nôtre regne le vint-septieme. Et sur le repli estoit écrit, Par le Roi, G. Cht. & scellé du grand sceau de cire jaune pendant à une attache de parchemin representant le Roi Charles VII. séant en son siege de Justice, & au revers l'écu de France.

ANS de J. C. 1449. FRANCE ET BRETAGNE.

CDXIX.

Traité de Confédération entre CHARLES VII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *contre les Anglois; du 17. Juin* 1449. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 45.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut, &c.

Et premierement, que le Roi aidera & soumira secours à mondit Seigneur de BRETAONE en tout ce que possible lui sera, & si lesdits Anglois venoient descendre en Bretagne par mer ou par terre, fust pour mettre siege audit païs, ou faire autres maux, qui en guerre se peuvent commettre, le Roi y remediera à tout son pouvoir, comme il feroit en ses propres places & païs qui sont à lui nuëment.

Item, pareillement si lesdits Anglois descendoient à puissance pour metre sieges devant aucunes des places du Roi, ou de ses païs, Monditseigneur de Bretagne y servira le Roi à tout son pouvoir.

Item, & si le Roi se mettoit sur les champs pour entrer à puissance au Païs de Normandie, ou ailleurs en son Roiaume, Monditseigneur de Bretagne l'y servira en personne accompagné au mieux que faire se poura.

Item, le Roi n'abandonnera Monditseigneur de Bretagne pour quelconque chose que ce sera; mais l'aidera & secourra à tout son pouvoir, tant par mer que par terre, jusqu'à fin de guerre; & ne prendra treves ne sera paix avec lesdits Anglois, sans ce que lesdites ville, & chastel de Fougeres. & autres places, s'il avenoit que lesdits Anglois en prensissent ou emparassent aucunes audit Pais de Bretagne, soient rendues & délivrées à Monditseigneur de Bretagne, & sans l'y apeller & demander conseil, & que lui & ses païs, & sujets y soient compris à leur honneur, bien & sureté, comme les places & païs du Roi qui sont à lui nuëment; & au cas que lesdites ville & chastel de Fougeres ne seroient délivrées à Monditseigneur de Bretagne dedans la fin du mois de Juillet prochain venant, le Roi se declarera de tout en guerre ouverte, & sera tout pouvoir & diligence de les mettre en l'obeïssance de Monditseigneur de Bretagne.

Item, semblablement Monditseigneur de Bretagne servira le Roi à l'encontre desdits Anglois à tout son pouvoir, tant par mer que par terre jusqu'à fin de guerre, & ne prendra paix ni treve avec lesdits Anglois, sans le vouloir, congé, & consentement du Roi.

Item, s'il avenoit que dedans la fin du mois de Juillet lesdittes ville & chastel de Fougeres fussent renduës & délivrées à Monditseigneur de Bretagne, & que ladite treve fust continuée & entretenuë, ou que nouvelle paix ou treve fust prise par le Roi, & que lesdits Anglois sous icelle treve ou paix prensissent ou emparassent audit Païs de Bretagne aucun chastel, ville, ou forteresse, ou y fissent guerre, en ce cas le Roi se declarera en guerre, aidera & secourera Monditseigneur de Bretagne à tout son pouvoir; & pareillement Monditseigneur de Bretagne le Roi, comme dit est.

Item, & si par les Gens du Roi estoit prise sur lesdits Anglois ou autrement, aucune ville ou forteresse appartenant à Monditseigneur de Bretagne, le Roi la lui sera deliver promptement & sans delai, & sans aucune charge de mise sous ombre de soulday, salaire, emparement, ou autre couleur quelconque: & pareillement, si par les gens de Monditseigneur de Bretagne estoit prise sur lesd. Anglois ou autrement aucune ville ou forteresse appartenant au Roi, Monditseigneur de Bretagne la lui sera promptement sans sucune charge de mise délivrer aux occasions dessusdites, ou autres quelconques. ANS de J. C. 1449.

Toutes lesquelles choses ainsi par nous accordées & apointées, nous promettons en bonne foi au nom que dessus, tenir & faire avoir au Roi nôtredit Seigneur, agreables, fermes, & stables, & icelles loüer & aprouver, ratifier & confirmer, & sur ce bailler ses lettres en forme, deuë & valable, & telle qu'au cas appartient, dans le quinzieme jour dudit mois de Juillet.

En têmoin de ce nous avons signé ces presentes de nos seings manuels, & scellé de Sceaux des armes de nous Comte de Dunois, Admiral, & Seigneur de Prelligny. Donné à Rennes le dix-septieme jour de Juin l'an 1449.

Savoir faisons, que nous voulans en ce user de bonne foi, comme raison est, avons lesdites lettres, & tous les points & articles contenus en icelles, agreables, fermes, & stables, & les loüons, aprouvons, ratifions & confirmons par ces presentes, promettant en bonne foi & parole de Roi les tenir, entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur, sans aller ni venir à l'encontre.

En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné aux Roches Tienchelyon le vint sixieme jour de Juin, l'an de grace 1449. & de nôtre Regne le vingt-septieme. Et sur le repli est écrit: par le Roi en son Conseil, auquel Monsieur le Comte du Maine, vous le Sire de Bogy, Maistre Jean de Xaincons, & plusieurs autres estoient, avec seing, parafe & scellé.

CDXX.

Traité de Ligue & de Confédération entre ALFONSE *Roi d'Arragon & de Sicile, &* LOUIS *Duc de Savoye. Fait à Naples, le 27. Juin* 1449. S. Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoye Preuves. pag. 361. & G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 399. ANS de J. C. 1449. ARRAGON ET SAVOYE.

CONventiones & capitula super universali Intelligentia & Liga tractata & concordata inter Serenissimum Principem & Dominum Dominum ALFONSUM Aragoniæ & utriusque Siciliæ Regem ex una parte; & *Illustrissimum Dominum Dominum* LUDOVICUM *Sabaudiæ* Ducem ex parte altera, non solum pro communi Status ipsorum Dominorum Principum defensione, casu quo aliquis Italicus, hoc est aliqua Communitas, aliqua Potestas, aliquis Cappitaneus, aliquod Dominium, vel aliquis Dominus in Italia contra Statum ipsorum Dominorum Principum communirer vel divisim insurgeret; sed etiam pro conservatione & defensione Status & libertatis Mediolanensium, ad quorum occupationem Franciscus Sfortiæ Comes Cotignolæ & nonnulli alii Itali manu militari laborant, ac etiam pro totali exterminio & confusione ejusdem Comitis, depulsione quoque aliorum Italicorum, Mediolanensium Statum & libertatem opprimentium, inita & firmata per eandem Regiam Majestatem & Magnificum Virum Dominum Nicodum de Menthone Dominum Nerniaci Militem, Consiliarium & Cambellanum ejusdem Domini Ducis, Oratorem, Nuntium & Procuratorem, ut de ejus procuratione constat, dictoque procuratorio nomine firmatum sub pactis, conventionibus, reservationibus & conditionibus inferiùs declarandis. In Primis siquidem dictæ partes convenerunt inter se, ac una alteri adinvicem, & viceversa promiserunt quòd si aliquis, hoc est, aliqua Communitas, aliqua Potestas, aliquis Cappitaneus, aliquod Dominium vel aliquis Dominus in Italia commu-

ANS de J. C. 1449. communiter vel diviſim ex quavis conſideratione vel cauſa inſurgeret, ſed etiam Statum ipſius Regiæ Majeſtatis vel ejuſdem Domini Ducis in Italia & Nicia, teneantur eadem Regia Majeſtas, & idem Dominus Dux mutua invicem ſibi præſtare auxilia & juvamina juxta poſſe, nullo Domino, nulla Communitate, nulla Poteſtate, nullo Cappitaneo, nulloque Dominio in Italia Eccleſiaſtico vel Temporali, etiam ſi de eis facienda eſſet mentio ſpecialis: exceptis præterea cum ad depellendum, expugnandum & exterminandum hoſtiles impetus ejuſdem Comitis & alinrum, etiam qui vel principaliter vel eidem Comiti adhærendo Mediolanenſium Statum & libertatem opprimunt, oporteat eandem Regiam Majeſtatem & eundem Dominum Ducem circa viginti ducentum armigerorum numero tam equitum quàm peditum caſtrametari; convenerunt Partes hujuſmodi inter ſe, ac una alteri ſibi adinvicem & viceverſa, promiſerunt quòd eorum exercitus teneatur & debeat caſtrametari ac incipere offendere eundem Comitem Franciſcum & alios quoſcumque, libertatem & Statum Mediolanenſium offendentes, hinc ad quintam decimam diem menſis Auguſti proximè inſtantis, & inde ſucceſſivè uſque ad exterminium ipſius Comitis & alinrum libertatem, ut prædicitur, Mediolanenſium, & Statum manu militari opprimentium; & quòd hujus exercitus coninvicem vel diviſim prout eiſdem Dominis Principibus vel eorum Miniſtris viſum fuerit, teneatur & debeat cum effectu ac cum omni diligentia & cura defendere Statum & libertatem Mediolanenſium cum recuperatione Terrarum & Caſtrorum prædictorum, contra eundem Cnmitem Franciſcum, & contra quaſcumque Cnmmunitates, Poteſtates & quoſvis Cappitaneos & Dominos in Italia, nunc vel in futurum Mediolanenſium Statum & libertatem opprimentes, cnntinuando hujuſmodi nffenſionem & defenſionem uſque ad totale exterminium & depulſionem ejuſmodi Comitis & aliorum opprimentium ut prædicitur libertatem Mednlanenſium, & eorum Statum. Etiam dictæ Partes convenerunt inter ſe ac una alteri adinvicem, & viceverſa promiſerunt quòd de gagiis ſeu ſtipendiis tntius exercitus utriuſque partis, de quinque partibus tres partes ſolvat ipſi Regia Majeſtas, & reliquas duas partes eidem Dominus Dux. Ulterius dictæ Partes convenerunt inter ſe ac una alteri adinvicem, & viceverſa promiſerunt quod ſalvis ſemper remanentibus & illæſis quibuſvis appunctuamentis, capitulis, conditionibus, reſervationibus & pactis inter eardem Regiam Majeſtatem eundemque Dominum Ducem, ipſoſque Mednlanenſes hinc inde initis, conventis & firmis, omnia & ſingula quæ à dictæ initæ Ligæ hujuſmodi ac confirmatinnis & ratificationis per dictum Dominum Ducem fiendæ inter eos acquirentur, ſic inter præfatos Dominos Principes dividantur, vt de quinque partibus tres partes habeat ipſa Regia Majeſtas, & duas partes idem Dominus Dux, & inter eas cenſeantur & intelligantur eſſe diviſa & acquiſita à tempore ipſorum acquiſitionis per alteram partium prædictarum. Nihilominus partes hujuſmodi inter ſe convenerunt, ac una ad invicem & viceverſa promiſerunt, quod ſi ante vel poſt ipſius Civitatis Mediolani plenam liberationem & ipſius Comitis Franciſci & aliorum quorumvis, Statum Mediolanenſium & libertatem opprimentium, totale exterminium & depulſionem quamcumque ipſi Mediolanenſes in alterum ipſorum Dominorum Ptincipum liberam & ſine oppreſſione aliqua & dolo electione in Dominium duxerunt facienda, quilibet ipſorum Dominorum Principum, hoc eſt, ipſa Regia Majeſtas & idem Dominus Dux Electionem hujuſmodi à tempore hujus notitiæ in antea ratam & acceptam habere promittunt & conveniunt; pactis tamen conventionibus, reſervationibus, conditionibus & Capitulis inter ipſam Regiam Majeſtatem eundemque Dominum Ducem ſeu eorum alterum, ipſoſque Mediolanenſes hinc inde initis, conventis & firmatis, ſalvis ſemper remanentibus & illæſis. Cæterum dictæ Partes voluerunt & convenerunt inter ſe ac promiſerunt una alteri ad invicem & viceverſa, hujuſmodi confederationem & Ligam nmniaque ſupra & infra ſcripta, & eorum ſingula eſſe efficaciter duratura, non ſolum uſque ad totale exterminium & depulſionem ipſius Comitis & ejus Status, & aliorum quoruncumque vexantium & opprimentium Mediolanenſium Statum & libertatem eorum, nec non uſque ad pacificam liberationem ipſorum Mediolanenſium, integramque recuperationem eorum Comitatuum, Caſtrorum & Terrarum; ſed etiam vita ipſorum Dominorum Principum durante, & hæredum eorum. Sed ut ſolutionis onus gagiorum ſeu ſtipendiorum armigerorum hujuſmodi inter eoſdem Dominns Principes juxta partes inter eos conventas ſuperius æqua laude diſtribuatur & ſuccedat, & ab altero emendetur, quicquid alter ultra partem ſibi contingentem habuerit: convenerunt inter ſe dictæ Partes ac promiſerunt una alteri ad invicem & viceverſa, quod dictæ perſonæ exigendæ una per eundem Dominum Ducem de tribus in tribus menſibus accipient monſtras & reviſtas armigerorum & peditum hujuſmodi, vel ſic eis viſis ſi aiter ipſorum ampliori numero caſtrametetur, quod ſibi incumbat jure conventionis præſentis ab altera parte emendetur infra unum menſem à die monſtrarum & reviſionum hujuſmodi in antea computandarum, ſalvo juſto impedimento. Convenerunt præterea dictæ Partes & promiſerunt una alteri ad invicem & viceverſa, nullam inire conſcederationem ſeu ligam ac aliquod genus fœderis ſeu alicujus intelligentiæ, cum aliquo Domino, Poteſtate vel Cnmmunitate, quæ directè vel indirectè, tacitè vel expreſſè eſſe poſſent, venire ſeu redimere in aliqnam intruncationem, læſionem ſeu præjudicium aut impedimentum conventionis, ligæ & intelligentiæ præſentis, aut alicujus ſuperius vel inferius ſcriptorum. Item eſt Cnventum & in pactum deductum inter Partes prædictas, quod idem Dominus Dux Sabaudiæ hinc ad quintam decimam Auguſti proximè futuri & anni præſentis inclusivè, ratificet perſonaliter & confirmet, ratamque & gratam habeat in fide Principis & virtute juramenti per eum ad ſancta quatuor Dei Evangelia præſtandi; & ſub obligatione nmnium bonorum ſuorum firmam præſentium Capitulorum, per dictum Magnificum Dominum Nicodum de Menthone Dominum Nerniaci ejus Oratorem & Procuratorem factam, & nmnia & ſingula quæ ſuperius continentur præmiſſa, itaque omnia & ſingula ſuperius & inferius deſcripta dictæ Partes in fide Principum & virtute juramenti per eos præſtandi convenerunt & promiſerunt, hoc eſt una Pars alteri ad invicem & viceverſa, Prothonotario infra ſcripto tanquam publicæ perſonæ & autenticæ, nomine & ad opus omnium illorum quorum intereſt, intererit aut intereſſe poterit in futurum ſtipulanti & recipienti, attendere, complere & obſervare, & in aliquo non contra facere vel venire modo aliquo, ratione vel cauſa, ſub pœna centum millium Ducatorum auri, danda, ſolvenda & acquirenda Parti tenenti & obſervanti quæ ſuperius & inferius continentur, per partem contra facientem vel non ſervantem quæ deſuper invicem conventa ſunt & promiſſa pro pœna & nnmine pœnæ, damno & intereſſe ejuſdem; quæ pœna totiens committatur & cum effectu à contra faciente & non obſervante & bonis ſuis & vaſſallorum ſuorum exigi poſſit & valeat, quotiens fuerit contrafactum, vel cum effectu non fuerit obſervatum, rato ſemper manente pacto quo pœna ſemel & pluries commiſſa, exacta vel non exacta aut gratioſè remiſſa vel non nihilnminus præmiſſa & infraſcripta omnia & eorum ſingula ſuam obtinent roboris firmitatem. Pro cujus quidem pœnæ exequutione, caſu quo committatur, dictæ Partes ex pacto convenerunt

ANS de J. C. 1449. inter ſe voluerunt & ſtatuerunt, quod à parte contra faciente vel non ſervante quæ ſuperius vel inferius ſunt deſcripta, bonique ſuis & vaſſalorum ſuorum, Pars altera cui ex contraventione pœna ejuſmodi fuerit acquiſita, etiam manu militari exigere poſſit & commoditatibus inferre. Data & acta in noſtro dicti Regni Caſtellonovo Civitatis Neapolis, die XXVSS. Junii M. CCCC. XLIX. Signé Alfonce & Nicodus de Menthone.

CDXXI.

ANS de J. C. 1450. FRANCE ET BRETAGNE. *Lettres de Confirmation de* CHARLES VII. *Roi de France, données au Duc de* BRETAGNE, *touchant la proviſion des Offices de Normandie, du 30. Juin* 1450. Freder. Leonard. Tom. I. pag. 47.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme puis n'a gueres nôtre tres-cher & tres-amé Neveu le Duc de BRETAGNE, en demontrant le grand & parfait vouloir qu'il avoit au bien de nous, & au recouvrement de nôtre Païs & Duché de Normandie, que nos anciens ennemis les Anglois avoient longuement uſurpé & détenu, ſe fuſt mis en armes & entré à grande puiſſance en nôtre Païs de la Baſſe Normandie, & en icelui par force, & autrement pris & reduit en nôtredite obeïſſance pluſieurs Citez, Villes, & autres places; par quoi nous connoiſſans par effet le bon vouloir de nôtredit Neveu, lui euſſions donné pouvoir bien ample, & par icelui lui euſſions entr'autres choſes donné pouvoir de reduire & remettre en nôtre obeïſſance, toutes les Villes, Citez, Chaſteaux, & places de ladite Baſſe Normandie, & autres occupées par noſdits ennemis, & de pourvoir aux offices roiaux, qui ſeroient eſdites Villes, places & lieux, qui ſeroient par lui & par ſon moien ainſi reduites en nôtredite obeïſſance; lequel nôtre Neveu en execution des choſes deſſuſdites, & uſant du pouvoir par nous à lui ſur ce donné, ait pourvû pluſieurs offices deſdites Villes, places & lieux par lui reduits, & ſur ce baillé ſes lettres de proviſion, ainſi que faire le pouvoit, ſelon la teneur de ſondit pouvoir, & depuis nous leſdites proviſions ratifiées par nos lettres patentes, toutes fois que par nôtredit Neveu nous en eſt duement apparu; & combien que par noſdites lettres de ratification aions voulu & octroié, que ceux auſquels nôtredit Neveu a pourveu deſdits offices, & qui ont ſur ce eû lettres de nous à ſa proviſion, aient & tiennent leſdits offices en ôtant & deboutant d'iceux tous autres, à qui en pourions avoir fait don autrement qu'à la proviſion de nôtredit Neveu. Toutefois pour ce que icelui nôtre Neveu par inadvertance ou autrement, a ſouventefois octroié ſes lettres de proviſion à diverſes perſonnes à un même état & offices, leſquelles nous avons pareillement ratifiées, & auſſi qu'aucuns, qui paravant la reduction dudit Païs de la Baſſe Normandie, & des lieux & places où ſont établis leſdits offices, ſe diſoient avoir don deſdits offices, & en avoir pris poſſeſſion en nos places du Mont S. Michel & de Grandville, durant le tems qu'il n'y avoit audit Païs autres places ni lieux à nous obeïſſans, & à ces cauſes pretendoient avoir droit en iceux offices, ont par ce moien mis & mettent trouble & empêchement à pluſieurs de ceux, qui ainſi y ont été par nous pourvûs depuis ladite conquête deſdites places à la proviſion de nôtredit Neveu, & les ont mis & mettent chacun jour en grandes involutions de procez, & par ainſi ſeroient en voie de n'y être jamais ſurs, ſi par nous n'eſt ſur ce faite aucune declaration comme nous a fait remontrer nôtredit Neveu, requerant humblement icelle.

Savoir faiſons, que nous ces choſes conſiderées, & mêmement, que par le pouvoir que nous avons ſur ce donné à nôtredit Neveu, nous avons voulu que ceux à qui il pourvoiroit deſdits offices après la reduction des Villes, qui ſeroient reduites en nôtre obeïſſance par ſon moien, & qui auroient ſur ce lettres de nous à ſa proviſion, ſeroient & demeureroient en iceux offices, nonobſtant quelconques autres dons que en euſſent autres paravant ladite reduction, & par nos autres lettres ſubſequens l'aions derechef octroié, voulu, & aprouvé, voulons obvier à procez, & nourir paix entre nos ſujets; & ſur les choſes deſſuſdites euë grande & meure deliberation avec les gens de nôtre Conſeil, avons pour les cauſes deſſuſdites, & autres conſiderations à ce nous mouvans, voulu, ordonné, & declaré, voulons, ordonnons & declarons par ces preſentes, que nôtre volonté & intention a été & eſt encore, que tous ceux qui ont par nôtredit Neveu de Bretagne été pourveus aux offices roiaux des Villes & lieux qui ont par lui, & par ſon moien été reduits en nôtredit Païs de Normandie après la reduction deſdites places & lieux, & qui ſur leſdites proviſions ont obtenu de nous lettres de ratification, ſoient & demeurent eſdits offices, nonobſtant quelconques autres dons, qu'autres en pouroient avoir de nous paravant & depuis leſdites reductions, & autrement qu'à la proviſion de nôtredit Neveu, en quelque couleur de poſſeſſion qu'ils s'en dient avoir priſe eſdits lieux du Mont S. Michel, Grandville, ni autre part qu'és lieux principaux ou ſont leſdits offices, & dont ils ſont principalement denommez, oppoſitions ou apellations quelconques, & leſquels dons ainſi pretendus paravant leſdites reductions, nous avons caſſez, revoquez, & annullez, caſſons, revoquons & annullons, en mettant au neant tous procez pour ce encommencez quelque part qu'ils ſoient intentez par ceſdites preſentes. Par leſquelles nous mandons à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans, & qui tiendront nôtre Parlement à Paris, & nôtre Eſchiquier en Normandie, les Maîtres des Requeſtes de nôtre Hôtel, les Gens de nos Comptes, les Generaux de la Juſtice des Aides, aux Bailliſs de Caën & de Coûtantin, aux Vicomtez deſdits Bailliages, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, ſi comme à lui apartiendra, que nôtre preſente ordonnance, volonté & declaration, ils faſſent garder & entretenir, entretiennent & gardent de point en point ſelon ſa forme & teneur, & icelle enregiſtrer & publier chacun en ſon pouvoir & juriſdiction, en mettant leſdites parties hors de cout & de procés, ſans plus en tenir aucune cour ni connoiſſance, & ſi aucune choſe avoit été ou étoit faite au contraire, ſi l'ôtent & faſſent ôter & mettre ſans délai au premier état & dû, car ainſi nous plaiſt-il etre fait. Et pour ce que de ces preſentes on pourra avoir affaire en pluſieurs & divers lieux, nous voulons qu'au Vidimus d'icelles fait ſous le ſcel roial, ſoit ajoûté foi comme à l'original. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné en l'Abbaie d'Ardenne devant nôtre Ville de Caën, le dernier jour de Juin, l'an de grace 1450. & de nôtre Regne le vint-huitiéme. Et ſur le repli eſt écrit: par le Roi en ſon Conſeil, ſigné de la Loere, avec paraſe. De plus eſt écrit auſſi ſur le repli, *Lecta, publicata Pariſiis in Parlamento* 15. *die Februarii, anno Domini* 1450. Signé, Cheveteau, avec paraſe.

ANS de J. C. 1450.

ANS de J. C. 1451. France et Savoye.

CDXXII.

Contract de Mariage de LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, avec* CHARLOTE DE SAVOYE, *fait à Genève le* 14. *de Février* 1451. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 371. *&* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 49.

IN nomine Domini, Amen. Ad conſpectum ſupremi orbis machinæ Conditoris pronus jacens Protoplaſtus, inter opera rerum quæ ſummus Opifex ille jam patrarat, nihil quidem ſalubrius, nihilque ſuæ compagini convenientius profeſſus eſt, quàm terreſtre illud adjutorium muliebre, quod carnem de carne, & os de oſſibus, infuſo potius divino quam humano præſagio eſt agnitus. Memorabile igitur & propagandum tale foret matrimoniale Sacramentum, quod præcipuus Autor Cunctipotens Deus ipſe ſexto die quo fabricam Univerſi expleverat, digito ſuo primum inſtituit, & ineffabili veneratione ſuſcepit, dum filium ſuum unigenitum ex nupta naſci decrevit; ex hoc enim Deifico miſterio nedum ſpirituali nexitudine duo in unum cenſentur. Sed humanæ ſpeciei fragilitas, quæ in ſuis individuis ſervando conteritur, legitimæ prolis eductione in ſuo ſimili conſervatur. Nec tantum hoc cœleſti munere roboratum conjugium bona in terra confert hominibus bonæ voluntatis, ſed etiam ſceptrigeras regnantium poteſtates diverſimodè interdum laceſſitas, divina opitulante gratia compeſcens pacem propitiat, unionem ſolidat, ſubditis unanimitatem confert, rerum commercia concedit, commeantibus arridet, & quos gradatim à prioria originis identitate temporum ſucceſſus ſermone ſpirituali, quadam cognatione reunit. Quæ omnia ſedula meditatione revolventes *Sereniſſimi Illuſtriſſimique Principes & Domini Domini* LUDOVICUS *Regis Francorum Chriſtianiſſimi Primogenitus, Dalphinus Viennenſ. Comesque Valentinenſ. & Dienſis, &* LUDOVICUS *Dux Sabaudiæ, Chablaſii, Auguſtæ, Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariuſque perpetuus, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, Gebenn. & Bungiaci, Baro Vaudi; Foucigniaci, Niciæque & Vercellarum Dominus*), & maximè conſiderantes ſingularem amoris devotionem, & iotimæ dilectionis æſtum, quo ipſa Illuſtriſſima Domus Sabaud. erga ipſam Sereniſſimam glorioſiſſimam Franciæ Domum ſemper claruit, non poſtponentes etiam ſanguinis & affinitatis fœdera, altiſque conjunctiones & amicitias hactenus utrinque contractas; deſiderantes quoque ipſi Inclitiſſimi Principes Domini Domini Delph. & Dux in ea benevolentia & affinitatis nexu nedum perſeverare; verum etiam illa ſemper in dies propagare, jam ſæpenumero à biennio citra Oratores ſuos ſolemnes hinc inde deſtinaverunt, quorum opera & tractatu ſermones habiti fuerint, multaque partita in medium deducta datoque & aperta, pro matrimonio & ſponſalitiis inter prælibatum Sereniſſimum Dominum Delphinum, & inclytam Dominam Carolam filiam præfati inclitiſſimi Domini Ducis Sabaudiæ, auctore Chriſto contrahentis. Hinc ideo fuit & eſt, quod propter infra ſcripta ſpecialiter peragenda in Dominorum Teſtium noſtrorumque Tabellionum publicorum, & Secretariorum ſubſcriptorum præſentia perſonaliter conſtituti præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ ſuo & dictæ Dominæ Carolæ ejus filiæ nomimbus, Magnifici & Spectabiles Viri Joannes Baſtardus Armaignaci, Chambellanus & Mareſcallus; & Antonius Bolomerii, Generalis Financiarum, Conſiliarii, Ambaſſiatoreſque, Nuntii & Procuratores ſpeciales antelati Domini Delphini, de ſuis mandato & poteſtate edocentes, litteris patentibus ipſius Domini Delphini, ſigillo ejus Cancellariæ ad duplicem caudam cera rubea impendenti ſigillatis inſertis de verbo ad verbum inſertis. Qui ſiquidem Domini Dux & Ambaſſiatores nominibus prædictis, & infrà vicifſim & mutuis conſenſibus, ſponteque & deliberatè, ut aſſerunt, inierunt, contraxerunt, conveneruntque & concludunt fœdera pactaque matrimonialia ſequentia. In primis convenit, promiſit, promittitque & convenit ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Pater ipſius Dominæ Carolæ, memoratis Dominis Ambaſſiatoribus, ac nobis Notariis & Secretarii prædictis ut decet ſtipulantibus & recipientibus, dare dicto Sereniſſimo Domino Domino Delphino in ejus uxorem & ſponſam legitimam præfatam Dominam Carolam, illamque cum effectu ſineque defectu conducere, aut conduci facere infra octavas proximi Feſti Paſchæ, uſque ad locum ſeu oppidum Coſtæ Sancti Andreæ, aut Civitatem Gratianopolis, aut alterum ipſorum locorum, & in eo, quem ipſe Dominus Delphinus voluerit eligere pro illa ibidem ipſi Domino Delphino reddenda, ſupra dicta cauſa expediendaque & deſponſanda. Verſa autem vice, memorati Domini Ambaſſiatores quo ſupra nomine convenerunt & promiſerunt præfato Illuſtriſſimo Domino Duci, & nobis dictis Notariis & Secretariis ut ſuprà ſtipulantibus, quod ipſe Sereneſſimus Dominus Delphinus in loco & termino prædictis, Deo permittente, ſe memoratam Dominam Carolam in ejus uxorem & ſponſam legitimam per verba de præſenti accipiet, & in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ prout decet deſponſabit; aſſerentes ipſi Domini contrahentes nominibus prædictis, nullum eſſe impedimentum, quominus hujuſmodi matrimonium venire retardandum, aut aliàs impediendum. Item, quia ex conſimilibus matrimoniis quamplurimi onera veniunt ſupportanda, ipſe Dominus Dux Pater pro illis uberius ſuſtinendis, etiam quia ſic ſibi placet, ex ejus certa ſcientia ac voluntate ſpontanea, pro dote nominequé & ex cauſa dotis ipſius Dominæ Carolæ ejus filiæ, tenore hujuſmodi publici inſtrumenti, Dominis Ambaſſiatoribus nomine quo ſupra, ac nobis Notariis & Secretariis prædictis ut decet ſtipulantibus & recipientibus, dedit & concedit, datque & concedit dicto Domino Delphino pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus univerſis, ad quos dos hujuſmodi de jure ſpectaret, ſummam ducentorum millium ſcutorum auri ad rationem ſeptuaginta pro marca, & hoc pro omni jure, portione, parte, & alia qualibet reclamatione ſibi qualitercumque competentibus & competituris in bonis paternis, maternis, fraternis & ſororinis, de quibus ducentùm millium ſcutis tenebitur & debebit ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux aut ſui prædicti, ſolvere & realiter in numeratis expedire dicto Sereniſſimo Domino Delphino aut ab eo deputandis quinquaginta millia ſcuta terminis ſequentibus; videlicet die celebrationis ſponſalium prædictorum, & receptionis prædictæ Dominæ Carolæ quindecim millia ſcutorum. Item & alia quindecim mill a ſcuta poſt ſex menſes celebrationem & receptionem prædictas immediatè ſequentes; reliqua vero viginti millia ſcuts ex dictis quinquaginta millibus reſtantia infra alios ſex menſes tunc & immediatè ſecuturos, ſcilicet in Coſta Sancti Andræ, vel Civitate Gratianopolis, ſeu uno ipſorum locorum, & in eo quem ipſe Dominus Delphinus duxerit eligendum. Item pro majori ſecuritate aliorum centum & quinquaginta millium ſcutorum ex conſtitutione dotis prædictæ reſtantium, item pro ipſorum faciliori ſolutione, ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux ex nunc pro ſe & ſuis prædictis, illos impoſuit & aſſignavit, imponitque & aſſignat per præſentes ipſi Domino Delphino dictis Dominis Ambaſſiatoribus nominibus quibus agunt, ac nobis Tabellionibus & Secretariis jam dictis ut ſupra ſtipulantibus & recipientibus, ſuper quibuſcumque emolumentis & valoribus Gabellæ ſalis Civitatis Niciæ, duciſque & ſtratis

ANS de J. C. 1451. tratis Civitatis Vercellarum, & pertinentiis earundem univerſis; ita tamen quod illarum exactores ſint & eſſe debeant ſolvendo, ſecurique & de facili conveniendo, teneanturque ſolvere in Civitate Gebennenſi ipſi Domino Delphino aut ab eo deputandis anno quolibet quindecim millia ſcutorum duobus terminis; videlicet medietatem ipſorum XV. millia ſcutorum in Feſto Omnium Sanctorum, incipiendo de anno proximè futuro durrente milleſimo quatercenteſimo quinquageſimo ſecundo; & aliam medietatem in Feſto Paſchæ ipſum Feſtum Omnium Sanctorum immediatè ſecuto, & ſic annualiter uſque ad complementum dictorum centum & quinquaginta millium ſcutorum; & de his ſic ſolvendis ipſi exactores ſe ſufficienter obligare & aſtringere debeant erga præfatum Sereniſſimum Dominum Delphinum, ex nuncque prout ex tunc, & è contra intelligantur ſic obligati & aſtricti quibuſcumque aliis aſſignationibus ſuper dictis gabella, daciis, & intratis quomodolibet factis, aut impoſterum fiendis non obſtantibus; quoniam illis ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux ſcienter & ſponte derogavit derogatque, & derogatum eſſe vult hujus inſtrumenti per tenorem, conditione tamen per pactum validum & expreſſum adjecta, quòd ſi emolumenta dictarum Gabellæ & intratarum ſummam prædictam quindecim millium ſcutorum annualium non valerent, eo caſu teneatur ipſe illuſtriſſimus Dominus Dux id quod deficeret alibi de ſoo ſupplere & integrè ſatisfacere; ubi autem plus valerent emolumenta ipſa, illud plus eidem Domino Duci, & ſuis remanebit. Vice autem reciproqua prænominati Domini Ambaſſiatores vigore poteſtatis prædictæ memorati ſereniſſimi Dom. Delphini nomine, eidem Dominæ Carolæ futuræ ſponſæ ipſo illuſtriſſimo Domino Duce ejus Patre, & nobis Tabellionibus & Secretariis prædictis ut convenit ſtipulantibus, pro dotalitio ipſius Dominæ Carolæ, ſimiliter & nunc donarunt & conſtituerunt, dantque & ſolemniter conſtituunt ſummam decem millium ſimilium ſcutorum annualium, de quibus caſu adveniente ipſa Domina Carola quoad vixerit pacificè gaudebit, conſummato priùs tamen dicto matrimonio, aut dum ad ætatem duodecim annorum legitimam conſummandi ipſum matrimonium pervenerit, & non aliàs, neque ante; quam quidem dicti Domini Ambaſſiatores nomine quo ſuprà, ex nunc generaliter imponunt pariter & aſſignant ſuper quibuſcumque Villis, Caſtris, Terris, aliorumque redditibus & pertinentiis univerſis tam patriæ ſuæ Delphinatus, quàm ipſorum Comitatuum Valentinenſis & Dienſis. Et ulterius pro uberiori ſecuritate ipſius Dominæ Carolæ, pacto expreſſo actum extitit, quod ipſe Dominus Delphinus communitates ipſarum patriarum particulariter nominandas, & ad hoc ſufficientes, validè obligari faciet erga ipſam Dominam Carolam, quod ipſo caſu adveniente eidem Dominæ Carolæ obedient, ſibique quoad vixerit dictum dotalitium, videlicet quamlibet ipſorum ratam reſpondendam, & ſibi contingentem, quam in promiſſionibus hujuſmodi facient declarari, infallibiliter perſolvent ſub pœna centum millium ſcutorum dictorum, pro ſemel eidem Dominæ Carolæ actu contrario, & in defectu ſolutionis hujuſmodi pro ſuo intereſſe applicanda; quas ſiquidem obligationes & promiſſiones ipſe Dominus Delphinus fieri facere tenebitur, ſcilicet de medietate dicti dotalitii infra dictas octavas proximi feſti Paſchæ, & de alia medietate infra ſex menſes poſt & immediatè ſequentes. Item ſimiliter actum eſt, quod ipſe Dominus Delphinus teneatur, & debeat ſufficienter fidejubere pariter & aſſecurare, de reſtituendo eidem Dominæ Carolæ, ſeu illi vel illis cui pertinebit, caſu reſtitutionis adveniente (quod Deus advertat) id quod de ipſa ſumma dotali ducentùm millium ſcutorum fuerit perſolutum, & per ſimiles terminos quibus reperiretur eſſe ſolutum, inchoando tamen infra unum annum poſtquam primum reſtitutio ipſa haberet locum. Item pro ampliori declaratione ipſarum cautionum & aſſecurationum ſic præſtandarum ſimiliter actum extitit, quod ipſe Dominus Delphinus tantummodo in quolibet termino ſupra declaratorum terminorum, fidejubere & aſſecurare debeat de quantitate ſeu ſumma quæ ſibi ut ſupra ſolvetur, & non de pluri; hoc tamen intellecto, ſi ſortè ipſe Dominus Delphinus deficeret aut protelare vellet, hujuſmodi ſic dandas ſecuritates, tam reſpectu ipſius dotalitii, quàm etiam aliarum quantitatum de ipſa ſumma dotali ut ſuprà præſtandarum & reſpiendarum, eo caſu memoratus Dux Sabaudiæ non teneatur quicquam ulterius ſolvere de prædicta ſumma dotali, quouſque ipſe Dominus Delphinus debitè aſſecuraverit, ut dictum eſt, prædictum dotalitium ſen doarium, & prædictas dotales ſummas ut prædicitur recipiendas. Item etiam actum extitit, quod præfatus ſereniſſimus Dominus Delphinus, quam primum dicta Domina Carola ad ætatem annorum duodecim perveneriit, curabit & curare teneatur cum effectu & abſque defectu, quod ipſa præmiſſis mediantibus, renuntiabit omnibus bonis paternis, maternis, fraternis, & ſororinis, & prædicta dote vocabit ſe contentam, & hoc ſub obligatione omnium & ſingulorum ipſius Domini Delphini bonorum præſentium & futurorum. Item quoad jocalia, veſtimenta & alia ornamenta ipſius Dominæ Carolæ, quælibet dictarum partium pro ſua dignitate & debito facere teneatur & debeat ſecundum utriuſque partium honoris & ſtatus decentiam, & prout in ſimilibus caſibus & inter tales Principes eſt fieri aſſuetum. Quæ omnia & ſingula ſupra & infra ſcripta promiſerunt & promittunt dictæ partes nominibus quibus ſupra, & quælibet ipſarum partium prout eam concernere poteſt, pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus univerſis, juramentis ſuis factis Evangeliis ſacroſanctis, ſubque ſuorum, imo verius pro quibus agunt omnium & ſingulorum præſentium & futurorum expreſſa obligatione bonorum grata, rata, valida & firma habere perpetuo & tenere, illaque una partium alteri & è contra attendere aſſecurare ſolvereque, & in omnibus & per omnia inviolabiliter obſervare terminis ſtaturis, & numquam per ſe vel alium contra facere, dicere, vel venire, nec alicui contra facere, dicere, vel venire volenti in aliquo conſentire clam vel palam, tacitè vel expreſsè, quovis quæſito colore; quinimo ipſi Domini Ambaſſiatores ipſa omnia & ſingula ſupra & infra ſcripta emologari, approbari & ratificari facere per prælibatum ſereniſſimum D. Delphinum, infra diem octavam proximi menſis martii per autentica ſcripta, in bonaque & valida forma ipſi D. Duci pervenmoratos Dominos Ambaſſiatores interea temporis mittenda & expedienda; renunciantes propterea præfati Domini contrahentes nominibus prænniſſis, & illorum quilibet in hoc facto ſub vi ſuorum jam præſtitorum juramentorum, omni actione & exceptione doli mali, vis, metus & in factum, omnique læſione, circumventione, fraude, gravamine, & errore, ac juribus quibus deceptis ſuis in contractibus ſubvenitur, omnique appellationis, ſupplicationis, provocationis, ac bonorum ceſſionis remedio, in integrum reſtitutionis beneficio, & omni appellationi, relaxationi & diſpenſationi jurameoti, etiam omnibus privilegiis, præeminentiis, beneficiis & indultis impetratis & impetrandis, patriæque & locorum conſuetudinibus, necnon omnibus juribus canonicis, civilibus, ac municipalibus, & aliis quibus ad veniendum contra præmiſſa ſeu ipſorum aliqua ſe juvare poſſent quomodolibet vel tueri, ſignanter juri dicenn generalem renunciationem non valere, niſi ſpeciali præcedente. De quibus præmiſſis omnibus & ſingulis ipſi Domini contrahentes quibus ſupra nominibus, voluerunt & præceperunt per nos Tabelliones & Secretarios prædictos, ad opus cujuſlibet ipſarum partium, fieri unum & plura, ſi opus ſit, tenoris ejuſdem publica inſtrumenta, peritorum dictamine ſi fuerint neceſſe dictanda, & corrigenda, facti tamen ſubſtantia

ANS de J. C. 1451.

ANS de J. C. 1451.

tia in aliquo non mutata, ſigillis ipſorum Dominorum figillanda & roboranda; quæ ſic acta, geſta & concluſa fuerunt in civitate Gebennenſi, videlicet in Domo Conventus Fratrum Minorum, in Camera dicti D. Ducis in qua præſentialiter ſuam facit reſidentiam, anno à Nativitate Domini currente 1451. Indictione 14. menſis Februarii; præſentibus illuſtribus Dominis antedicti D. Ducis primo ſecundogenitis Amedeo Principe Pedemontium, & Ludovico Comite Gebennenſi, necnon Reverendis, Magnificiſque & Spectabilibus Viris D. D. G. de Saluciis Epiſcopo Lauſanenſi, Jacobo de Turre Cancellario, Joanne Domino Bariati Sabaudiæ Mareſcallo, Jacobo de Balma Domino Albergamenti, Petro de Grolea D'ſancti Andreæ, Jacobo de Vallepergia, Jacobo de Challand, Hectore Joſſelin Conſiliariis, & Franciſco Fabri Secretario præfati Domini Ducis ad præmiſſa adſtantibus, & pro teſtibus rogatis. Signé, P. Bolomerii, & P. de Anneſſiaco Notarii & Secretarii Domini Ducis. Quorum quidem Dominorum Ambaſſiatorum ſupra nominatorum poteſtatis præmentionata tenor ſequitur & eſt talis.

Louïs aîné-fils du Roi de France, Daufin de Viennois, Comte de Valentinois & de Diois: A tous ceux qui ces preſentes Letres verront & orront, Salut. Comme par pluſieurs & diverſes fois & journées, certaines Ambaſſades aient été faites tant d'une part que d'autre, entre nous & nôtre tres-cher & tres-amé Coufin le Duc de Savoie, en eſperance, & intention de parvenir au traité & accompliſſement du mariage de Nous & de Damoiſelle Charlote de Savoie, fille de nôtredit couſin. Surquoi combien que pluſieurs ouvertures de traité & offre aient été faites de chacune des parties, n'a encor été priſe aucune finale reſolution; & il ſoit ainſi que nous conſiderant les grandes, & anciennes conſanguinitez, & proximité de lignage, & les affinitez, longues lignies & amitié qui de long-tems ont été & ſont entre Monſeigneur, Nous & nos predeceſſeurs, & nôtredit couſin & les ſiens, deſirant l'entretenement & augmentation d'iceux. Savoir faiſons, que nous conſiderant les choſes deſſuſdites, & pour pluſieurs autres cauſes qui raiſonnablement à ce nous ont meûs & meuvent, de nôtre certaine ſcience, & propos déliberé, & meſmement eû ſur ce grande & meure déliberation avec les Gens de nôtre Conſeil, confians à plein des ſens, diſcretion, prudence, loiauté, & prud'hommie de nos amez & feaux Conſeillers, Jean Bâtard d'Armagnac, Seigneur de Gourdon nôtre Chambellan, & Maréchal de nôtredit Dauphiné, & Maiſtre Antoine Bolomier, General de toutes nos Finances, iceux avons aujourdhui conſtitué, commis & ordonné, établis & deputez & par ces preſentes conſtituons, commettons, ordonnons, établiſſons, & députons nos Procureurs, Ambaſſadeurs & Meſſagers ſpeciaux, auſquels nous avons donné, & donnons par ces preſentes, pleine & entiere puiſſance, autorité, commiſſion, & mandement ſpecial de eux tranſporter par devers nôtredit couſin, & autres qu'il apartiendra & beſoin ſera, & illec traiter, apointer, accorder, accepter, & du tout conclure ledit mariage, & ſi beſoin eſt épouſer ladite Damoiſelle, pour & en nom de nous accepter, conſentir, & avoir agreable les ſommes de deniers à nous autrefois preſentées, offertes & promiſes en faiſant ledit mariage; de icelle ſomme moderer & diminuer, ſi beſoin eſt, & de muer, changer, & prolonger les termes & paiemens d'icelle, & en quitter; remettre & delaiſſer telle partie ou portion qu'ils verront eſtre expedient, de promettre, accorder, & aſſurer tel doüaire qu'ils verront bien être, de jurer pour & en nom de nous, & nous obliger d'entretenir, conſommer, & accomplir ledit mariage ſans aucune interruption, & nous en ſoumettre à toutes aſtrictions ſpirituelles & temporelles, de pouvoir nous obliger nous, & nos terres & ſeigneuries quelconques preſentes, & à venir, tant pour le doüaire que pour les ſommes qui ſe recevront à cauſe dudit mariage, le cas de reſtitution avenant (que Dieu ne veuille) & de ſe faire de donner, & paſſer telles obligations, letres, actes & inſtrumens qu'ils verront étre à faire & neceſſaires, & generalement de faire en tout & par tout touchant ledit mariage, & dépendances d'icelui, tout ainſi que ferions, & faire pourions, ſi preſens & en perſonne y étions, jaçoit que les choſes requierent mandement plus ſpecial, promettant en bonne foi, en parole de Fils de Roi, & ſur l'obligation de tous, & un chacun nos biens, païs, terres, & ſeigneuries quelconques preſens & à venir, avoir agreable, & tenir ferme, & ſtable à toûjours, mais perpetuellement, ſans jamais aller à l'encontre pour quelconque cauſe que ce ſoit, ou puiſſe étre, tout ce que par noſdits Conſeillers, Ambaſſadeurs, & Procureurs, ſera fait, procuré, & accordé en ladite maniere, & les circonſtances & dépendances d'icelles, les relever, garder & défendre de tous intereſts, charges & dommages qu'il pouroit avoir d'icelle cauſe. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Alexan prés nôtre Ville de Romans, le 28. jour de Janvier, l'an de grace 1451. par Monſeigneur le Dauphin en ſon Conſeil. Signé, Thoreau.

ANS de J. C. 1451.

CDXXIII.

Donation faite par RENE' *Roi de Sicile, à* FREDERIC *Duc de Lorraine, du Peage de Gontard & de quelques autres droits en Provence. Fait à Anjou, le 1. Janvier*, 1452. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 381.

ANS de J. C. 1452. SICILE ET LORRAINE.

RENATUS Dei gratia Rex Jeruſalem & Siciliæ, Andegaviæ & Barri Dux, Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comes; univerſis & ſingulis præſentes literas inſpecturis tam præſentibus quam futuris; etſi ad beneficia placida noſtrorum fidelium ſervitorum liberalitatis promptitudo nos attrahit, in liberis tamen & aliis noſtris committendis, conferendis compendiis, nos ratio naturalis perſtrictius aſtringit. Sanè attendentes, conjunctionem grataque & accepta ſervitia Illuſtris & excelſi filii noſtri FRIDERICI de Lotharingia præſtita & impenſa, quæve præſtat indefeſsè, eidem Friderico genero noſtro pedagium dictum de Gontard cum juribus, emolumentis & pertinentiis ſuis quibuſcumque ſitum in Patria noſtra Provinciæ in Vicaria Aquenſi, quod ad nos & Curiam noſtram pertinet & ſpectat, tenore præſentium de certa noſtra ſcientia, & noſtri proprii motus inſtinctu ac liberalitate mera donamus & concedimus, donatione pura, mera, ſimplici & irrevocabili habita inter vivos; inveſtientes eundem filium & generum noſtrum Fridericum de Lotharingia de dicto pedagio, & juribus ac commoditatibus & pertinentiis ſuis per traditionem præſentium, ut eſt moris: Quam Inveſtituram, vim, robur & efficatiam veræ realis & actualis poſſeſſionis dicti pedagii ac jurium & pertinentiarum ejuſdem volumus obtinere per præſentes. Quocircà Seneſcallo noſtro Provinciæ, necnon Gentibus Conſilii noſtri damus ipſatum tenore præſentium in mandatis, quatenus viſis præſentibus litteris de dicta donatione pedagii præfatum filium & generum noſtrum Fridericum, ſeu ejus legitimum Procuratorem in poſſeſſionem realem, corporalem & actualem, ſeu quaſi, dicti pedagii ac jurium & pertinentiarum ejuſdem ponant, immittant, & inducant, ſeu poni & induci & immitti faciant, & de juribus, commoditatibus, redditibus, & emolumentis ejuſdem ſolitis, debitis & conſuetis faciant integraliter reſponderi; contradictores ad id debitè & rigidè compellendo. In cujus rei teſtimonium præſentes literas exinde fieri fecimus noſtræ propriæ manus ſubſcriptione, ſigilloque Majeſtatis

ANS de J. C. 1452. ſtatis noſtræ impendenti communitas. Datum in caſtro noſtro Andegavenſi, per manus noſtri Regis Renati, die 1. menſis Januarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo ſecundo, per Regem, Domino Seneſcallo Andegaviæ, Dominis Love de Prignono, & de Claro Monte præſentibus Joannes.

CDXXIV.

ANS de J. C. 1452. CALABRE ET SICILE. *Don du Duché de Lorraine à* JEAN *Duc de Calabre par ſon Pére* RENE' *Roi de Jeruſalem & de Sicile. A Angers, le 26. Mars* 1452. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 382.

RENé par la grace de Dieu Roy de Hieruſalem & de Sicile, Duc d'Anjou, de Calabre & de Bar, & de Lorraine, Comte de Provence, de Forcalquier, & de Piedmont. A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront & orront, Salut. Comme ja pieça feue de louable memoire noſtre tres amée Sœur & compagne Iſabel, que Dieu abſolve, Ducheſſe & Dame heritiere, en ſon vivant, des Duché, Marchiſié, Pays & Seigneurie de Lorraine, à cauſe de feu, de noble memoire ¶ noſtre tres chier Seigneur Charle jadis Duc de Lorraine & Marchis ſon Pere ſ, dont Dieu aye l'ame, & nous, ayions eſté eoſemble & par long temps conjoinctz par mariage, durant lequel pour pluſieurs conſiderations à ce nous mouvants, & de nos pures volontez nous entreſoyons faict donation mutuelle au ſurvivant de nous, & entre aultres choſes nous euſt noſtre dicte Compagne par cette donation faict don des dictes Duchié, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneuryes de Lorraine; & puis naguere par la volonté, & ordonnance de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt ayt icelle noſtre dicte Compagne finy ſes jours, & ſoit allée de vie à treſpaſſement, & delaiſſé entre aultres noſtre tres chier & tresamé premier, & ſoo fils d'elle & de nous, JEAN Duc de Calabre.

2. Et - - - - au moyen de la dicte donation les dictz Duchié, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneurye de Lorraine avec toutes les appartenances nous doivent competer & appartenir, & nous ſoit loyſible d'en faire & diſpoſer - - - - - & volonté; ſçavoir faiſons, que nous conſiderants les bonnes mœurs & grandes vertuz, que par experience, & en maintes manieres ſçavons & connoiſſons eſtre en la perſonne de noſtre dict fils le Duc de Calabre, enſemble les grands ſervices & bonnes & vrayes obeyſſances, qu'il nous à touſjours au temps paſſé faictes & rendues, & faict chaque jour de bien en mieux comme enfant trés naturel, deſirants par ce & par amour & affection paternelle, que nous avons aux accroiſſements en bien de ſes vertus, honneur & eſtat; & affin, que puiſſions mieux connoiſtre & veoir le bon gouvernemeot, que au playſir de noſtre Seigneur entendons & eſperons, qu'il ayt aprés noſtre decez, & en & ſur nos Royaumes, Duchiés, Comtez, Pays & Seigneuryes, & nos ſubjectz d'iceux.

3. Pour ces cauſes & autres à ce nous mouvants & par eſpecial, pour ce que de droict de ſucceſſion maternelle, icelle Duchié, Priocerie, Marchiſié, Pays & Seigneurie de Lorraine deuvroient naturellement competer & appartenir à noſtre dict fils aprés le treſpaſſement de noſtre dicte compagne ſa Mere ſelon la couſtume obſervée de toute ancienneté audict Pays de Lorraine, ſe ne fuſt la dicte donation mutuelle faicte entre nous & elle comme dict eſt, à iceluy noſtre fils Jean de Calabre preſent, avons donné, cedé, tranſporté & delaiſſé realement, & de faict par ces preſentes, donnons, cedons, tranſportons & delaiſſons pour luy & ſes hoirs à touſjourſmais, hereditairement, les deſſus dictes Duché, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneurie de Lorraine avec toutes & chacunes leurs appartenances & dependances, tant en ſouveraineté & de haults hommaiges, domaines, gardes temporelles & d'Egliſe, & en touts aultres droictz, Seigneuryes & revenues quelconques. Et nous en ſommes du tout deſnuez & deſaiſis, & en avons enveſtu, ſaiſi, & mis en poſſeſſion noſtre dict fils, & ſes dictz hoirs à touſjours, enſemble de tout le droict, raiſon & action, que nous y avions, & pouvions avoir, tant par le moyen de la dicte donation, comme aultrement, en maniere, que ce ſoit, ſans rien y retenir ne reſerver pour nous, nos Succeſſeurs ou ayants cauſe ſoit d'aucun droict commun ou eſpecial; pour jouir & faire doreſnavant par noſtre dict fils, ſes hoirs & ayants cauſe du dict Duchié, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneuries de Lorraine, & de toutes ſes appartenances en chief, & en nombre & de touts les droictz, haulteurs & ſouverainitez & nobles prerogatives, proffictz & emolumens d'iceux, a leurs plaiſirs & volontez, comme de leur propre heritage à touſjourſmais; & avons voulu & conſenty, voulons & conſentons par ces dictes preſentes, que doreſnavant noſtre dict fils, ſes hoirs & ayants cauſe puiſſent prendre & apprehender la ſaiſine & poſſeſſion des dictz Duché, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneuries toutes fois, que boo leur plaira, & que bon leur ſemblera, commettre & ordonner gens ou gouvernement d'iceux donner & conferer les benefices & offices, deſquels la preſentation & collation luy appartiennent & competent à cauſe dudict Duchié, recevoir les fois & hommaiges des vaſſaux & ſubjectz d'iceux pays, convoquer & aſſembler les eſtats des dictz Pays & Seigneuries, retraire, rachepter & recouvrer touts les meubles, Terres, & Seigneuries, qui ſont en gage, appartenants à la dicte Duchié & Marchiſié de Lorraine, tant d'heritages comme de cenſives & gagieres, par quelque maniere que ſe ſoit, & faire toutes aultres choſes, que vray Duc & Marchis de Lorraine, heretier & proprietaire, peut & doibt faire: voulant & conſentant, que ceſte preſente donation vaille, tienne, & ſorte ſon plein & entier effect irrevocablement & ſolemnellement faicte entre les vifs, ſans ce que jamais la puiſſions revoquer, caſſer, annoulier, ny mettre empeſchement, par raiſon d'ingratitude, ordonnance de Teſtament, ue aultrement, & en maniere, que ce ſoit.

4. Et avons promis & promettoos pour nous & nos hoirs à noſtre dict fils & ſes hoirs de bonne foy, & en parole de Roy, que contre la dicte donation, renontiation & ceſſion deſſus dicte ne viendrons par nous ne par aultre; mais la tiendrons & ferons tenir à touſjours ferme & eſtable ſans contrevenir en maniere que ce ſoit ou puiſſe eſtre: en outre mandons par ces meſmes preſentes à touts les Prelatz & gens d'Egliſe, ſeaux hommes, vaſſaux, feaux bourgeois, communitez & ſubjectz des dictz Duchié, Princerie, Marchiſié, Seigneurie, & Pays de Lorraine & de leurs appartenances, & à chacuo d'eux comme à luy appartiendra, preſents & advenir, que doreſnavant veillent avoir, tenir, & recevoir noſtre dict fils Jean Duc de Calabre, vray Duc & Marchis naturel & heretier du dict Duchié & Marchiſié de Lorraine, & à luy & à ſes dicts hoirs ayants cauſe, faire la foy & hommage, & le ſerment de fidelité & obeyſſance, qui y appartient, ainſy & par la maniere, que eſtoient tenuz de faire à nous du vivant de noſtre dicte compagne & amée, deſquels hommages, ſermeots, fidelitez ou obeiſſances, qu'eſtoient tenus de nous faire, comme dict eſt, à cauſe de noſtre dict Duché de Lorraine & appartenances, tenons iceux Prelatz & gens d'Egliſe, habitans, hommes, vaſſaux, feaux bourgeois, communitez & ſubjectz du dict Duché & de ſes appartenances quittes & deſchargez par la teneur de ces preſentes lettres.

ANS de J. C. 1452.

5. Et

ANS de J. C. 1452.

5. Et afin que ce ſoit choſe ferme & eſtable à touſjourſmais, nous avons ſigné ces dictes preſentes de noſtre main, & à icelles faict mettre & appoſer noſtre grand ſeel. Donné en noſtre Chaſtel d'Angers, le vingt & ſixieſme jours de Mars, l'an de grace mil quatre cens cinquante deux, Signé ſoubs le reply, René. Et ſur le reply, par le Roy en ſon grand Conſeil, auquel le Comte de Vendoſme Ferry Monſeigneur de Lorraine, Bernard Monſeigneur de Baude, & le Sire de Beauveau Seneſchal d'Anjou, les Sires de Precigné, de Loué & du Couldray, les Juges & Threſorier d'Anjon, Maiſtre Jean Geoffroy & - - - - avec pluſieurs aultres eſtoient. Signé Tourneville, & ſeellé du ſeel du dict Roy René, en cire verde, pendant d'un cordon de ſoye rouge, verde & bleue.

CDXXV.

ANS de J. C. 1452. FRANCE ET SUISSES.

Premiére Alliance des Cantons SUISSES *avec* CHARLES VII. *Roi de France. Du* 8. *de Novembre* 1452. Frederic Leonard. Tom. IV.

AU nom de la tres-Sainte & indiviſe Trinité, Pere, Fils, & Saint Eſprit, Amen. Comme par la chute du premier homme les choſes ont tellement changé de face, que ſouvent ce qui ſe faiſoit pour la poſterité s'obſcurciſſoit & s'oubliоit aiſément par la ſuite des tems, pour n'étre pas bien imprimé dans la memoire, il eſt neceſſaire de rediger par écrit ce qui ſe paſſe pour en conſerver un eternel ſouvenir. C'eſt pourquoi nous ſouſſignez, Bourguemeſtres, Advoiers, Capitaines des Pais, Conſeillers, Communautez, Bourgeois & Habitans des Cantons & Villes ſuivantes, ſavoir Zurich, Berne, Soleure, Ury, Schuits, Undervald haut & bas, Zug, & Glaris, declarons & faiſons ſavoir à tous ceux qu'il apartiendra par ces preſentes lettres, que pour éviter beaucoup de choſes, attaques & guerres, qui nous ont été faites par pluſieurs nations, à nôtre grande perte, dont Dieu nous veüille conſerver à l'avenir; & pour mettre nôtre pais en paix & ſeureté: nous avons prié & ſuplié tres-humblement S. M. T. C. CHARLES par la grace de Dieu Roi de France nôtre tres-haut & tres-puiſſant Seigneur, de vouloir faire avec nous une alliance, & nous accorder ſa bonne amitié, pour avoir toute ſureté pour nous & nôtre Pais, & o'étre incommodez en aucune choſe par Sad. M. & ſes ſujets, ſoit par eux, ou d'autres à leur ſollicitation, tant pour nous, que pour nos marchands, meſſagers, voiageurs, & autres trafiquans, qui ſons cette protection pouront vaquer à leurs affaires chacun en particulier par tout, & principalement en France, ſans qu'obſtacle ni empéchement leur ſoit fait. Le Roi Prince tres-juſte, & defenſeur de la Chretienté, a accordé à nos inſtantes prieres cette grace en termes poſitifs; ce qui nous a fait engager pareillement avec nos ſucceſſeurs à Sadite Majeſté, comme s'enſuit.

Savoir, que nous, qui ſommes des Cantons de l'ancienne Alliance de la Haute Allemagne, ſavoir Zurich, Berne, Lucerne, Soleure, Ury, Schuits, Undervald haut & bas, Zug, & Glaris, avons promis & promettons, tant pour nous, que pour nos ſucceſſeurs, en vertu de cette Alliance qu'aucun tort ne ſera fait à Sad. M. ni à ſes ſujets, par nous, ni ceux de nos Cantons, ni même à nôtre ſollicitation. Promettons de plus de ne laiſſer paſſer par nôtre pais deſdits Cantons qui que ce ſoit, qui puiſſe porter prejudice à S. M. & à ſon Royaume, ni leur donner aucune aſſiſtance. Tous habitans, ſujets, meſſagers, voiageurs, nobles & roturiers, de quelque condition, qu'ils ſoient, paſſeront auſſi & menageront librement par leſd. Cantons, ſans qu'aucun tort leur ſoit fait, à condition cependant que les ſuſdits ne feront rien contre l'Alliance faite entre le Roi T. C. & nous. Cependant, nous qui ſommes des Cantons de l'ancienne Alliance de la Haute Allemagne, promettons & proteſtons de ſuivre, conſerver, & faire valoir l'Alliance faite entre le Roi Charles VII. & nous, en toute ſa teneur, tant pour nous, que pour nos ſucceſſeurs, ſans aucun prejudice. En foi de quoi nous avons tous ſigné & mis nôtre ſceau. Fait le huitiéme Novembre 1452. ANS de J. C. 1452.

Les Ambaſſadeurs des Cantons aiant preſenté cette lettre au Roi Charles VII. Sa Majeſté les retint juſqu'à la ſemaine de Pâques, & leur donna la téponſe qui ſuit en les renvoiant.

CDXXVI.

ANS de J. C. 1453. FRANCE ET SUISSE.

Lettres de CHARLES VII. *Roi de France, pour la premiére Alliance des* SUISSES, *avec les François, données la* 4. *Férie aprés la Fête de Pâques* 1453. Frederic Leonard. Tom. IV. (a) G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 405. Preuves & Illuſtrations ſur les Mémoires de Philippe de Comines. pag. 154.

(a) G. G. Leibnitz, qui met ce Traité, n'a pas celui qui précéde immédiatement.

CHARLES par la grace de Dieu, Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes Letres verront, Salut: Comme ainſi ſoit que l'etat de la condition humaine ſoit muable ſelon les divers mouvemens des affaires du monde, & n'y ait, ici bas qu'une choſe qui nous repreſente l'image de la vie bien-heureuſe & celeſte, à ſçavoir la dilection laquelle ne s'alrere point par les evenemens fortuits, ni bien ſouvent ne ſe diviſe par les meſmes evenemens qui ſont aſſiſtez de la raiſon, qui ne peut s'éloigner, ni eſtre corrompuë par le long cours des années; certainement nous eſtimons eſtre fort raiſonnable & bien ſeant à noſtre humanité, clemence & benignité, pour conſerver la bienveillance, paix & tranquillité d'un chacun, de nous munir de cette dilection, ce que nous voulons de bon cœur, voires encores le deſirons: Partant, comme ainſi ſoit que les Bourgmaiſtres, Advoyers, Ammans, Conſeils, Citoyens, Communautez, & Patriotes des Citez, Villes, & Terres ci-aprés nommées, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne: ſçavoir de Zurich, Berne, Soleure, Lucerne, Ury, Swits, Underwald deſſus & deſſous le bois, Zoug, & Glaris, bruſlant de cette dilection, & deſirant fort de s'allier au Sceptre des Lis, & converſer en noſtre Roiaume: nous aiant nagueres requis de les recevoir dans les bras de noſtre amitié & bien-veillance, & qu'il nous pleuſt entrer en bonne intelligence avec eux: nous à ces cauſes deſirant univerſellement la conſervation d'un chacun, & principalement de ceux qui s'efforcent de vivre en bonne paix & tranquillité, aprés avoir meurement conſideré la ſincere volonté & entiere affection qu'ont envers nous les Bourgmaiſtres, & autres ſouſnommez touchant le Traité d'Amitié, qu'ils deſirent contracter avec nous & nos ſujets, afin d'oſter les perturbateurs de la Paix, & qui haïſſent le repos des hommes: avons traité & conſenti, traitons & conſentons avec les ſuſdits Bourgmaiſtres, Advoyers, Ammans, Conſeils, Citoyens, Communautez, Patriotes des Citez, Villes, Terres, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne; ſavoir de Zurich, Berne, Soleure, Lucerne, Ury, Swits, Underwald, deſſus & deſſous le bois, Zoug & Glaris, l'amitié, intelligence & conventions ſuivantes.

En premier lieu, nous avons promis & promettons

ANS de J. C. 1453. tons par ces preſentes pour nous & nos ſucceſſeurs un accord & convention durable a touſiours de n'eſtre jamais contraires par nous, ni les ſujets de noſtre Roiaume, ni aller à l'encontre deſdits Bourgmaiſtres, Advoyers, Ammans, Conſeils, Citoyens, Communantez, & Patriotes des ſuſdites Citez, Villes, Terres, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne, ni contre leurs ſucceſſeurs, ni donner aide, ſecours, ni faveur à aucune perſonne qui veüille entreprendre contre-eux, ni recevoir ou conſentir eſtre receu par noſtre Roiaume, ou autre lieu de noſtre domination aucun qui veüille attenter à l'encontre deux.

Item, que les ſuſdits habitans deſdites Citez, Villes, Terres, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne, Ambaſſadeurs, Gentilshommes, Marchands, paſſagers, & autres quelconques du pais, de quelque condition, degré, eſtat, ou dignité qu'ils ſoient, puiſſent paſſer & retourner avec tous leurs biens & equipage, armez & non armez, à pied, & à cheval, par noſtre Roiſume, & Terres de noſtre domination, ſans recevoir aucun trouble ni facherie reelle ou verbale, pourveu qu'à l'occaſion de cette permiſſion, il ne ſoit apporté aucun dommage, prejudice, griefs, ou incommodité à nous, ou à nos ſujets, aux Princes de noſtre Sang, à nos confederez, ni à nos Alliances: leſquelles choſes, afin qu'elles ſoient plus fermes & ſtables à l'advenir, nous avons en foi & parolle de Roi confirmé, & corroboré, confirmons & corroborons de noſtre Seau ces preſentes. Donné la quatrieſme ferie d'apres la Feſte de Pâques, l'an de noſtre Seigneur, mille quatre cens cinquante-trois, & de noſtre regne le, &c.

CDXXVII.

ANS de J. C. 1454. Bourgogne et Bourbon. *Diſpenſe donnée par le Pape Nicolas V. pour le Mariage entre* CHARLES *Comte de Charolois, &* ISABELLE DE BOURBON. *A Rome le* 28 *Juin* 1454. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 55.

NIcolaus Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei. Venerabilibus fratribus Tornacenſi, & Atrebatenſi Epiſcopis, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Romani Pontificis præcellens auctoritas rigorem juris manſuetudine temperans, interdum nonnulla concedit, quæ fieri dicti juris ſeveritas prohibet; preſertim dum rationabiles cauſæ perſuadent, ac perſonarum, & locorum qualitate penſatâ id conſpicit in Domino ſalubriter expedire; oblatæ ſiquidem nobis nuper pro parte dilecti filii nobilis viri CAROLI, Comitis de Caroleis, & dilectæ in Chriſto filiæ nobilis mulieris YSABELLÆ dilecti filii nobilis viri Caroli Ducis Borbonii natæ petitionis ſerics continebat, quod pridem ſui conſanguinei, & amici, ut mutua quæ inter ipſos benevolentia longo tempore viguit, firmius perſeveraret, & conſervaretur; ac etiam Comitatus de Caroleis, cujus ipſe Carolus Comes exiſtit, tutiùs gubernari, ac per ipſum Comitem, & ſucceſſores ſuos in ſtatu pacifico, & tranquillo manuteneri poſſit, concorditer diſpoſuerunt, & tractarunt, ut præfati Carolus & Yſabella inſimul matrimonium contraherent, & propterea, ac ex certis aliis rationabilibus cauſis ipſi Carolus, & Yſabella deſiderant invicem matrimonialiter copulari. Sed quia ſecundo conſanguinitatis gradu invicem ſunt conjuncti, eorum deſiderium hujuſmodi in hac parte adimplere nequeunt, diſpenſatione Apoſtolicâ ſuper hoc non obtentâ. Quare pro parte Caroli Comitis, & Yſabellæ prædictorum nobis fuit humiliter ſupplicatum, ut præmiſſis attentis eiſdem Carolo Comiti, & Yſabellæ providere in hac parte de opportunæ diſpenſationis gratiâ, de benignitate Apoſtolicâ dignaremur. Nos igitur, qui pacem & concordiam inter cunctos Chriſti fideles, & præſertim generis nobilitate pollentes, vigere ſemper, & augeri ſupremis affectibus deſideramus, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati, fraternitati veſtræ de qua in his & aliis ſpecialem in Domino fiduciam obtinemus, per Apoſtolica ſcripta committimus, & mandamus quatenus vos, vel alter veſtrum, ſi eſt ita, dictaque Yſabella propter hoc rapts non fuerit, cum eiſdem Carolo, & Yſabella, ut impedimento quod ex conſanguinitate hujuſmodi provenit, non obſtante, matrimonium inter ſe liberè contrahere, & in eo poſtquam contractum fuerit, licitè remanere poſſint, & valeant, auctoritate noſtra diſpenſetis, ſeu alter veſtrum diſpenſet, prolem ſuſcipiendam exindè legitimam nuntiando. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo quarto, quarto Kalendas Julii, Pontificatus noſtri anno octavo. Signé Pe. de Noxeto. Sur le repli, gratis. De mandato Domini noſtri Papæ, A. de Veneriis. Scelé d'une Bulle de plomb pendante à double ficelle.

ANS de J. C. 1454.

CDXXVIII.

Bulle du Pape NICOLAS V. *qui donne à* ALFONSE *Roi de Portugal, l'Empire de Guinée, & défend à tous autres d'y aller ſans la permiſſion des Portugais. A Rome le* 8. *Janvier* 1454. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 406.

Le Pape et le Portugal.

ROmanus Pontifex Regni cœleſtis elsvigeri ſucceſſor, & Vicarius Jeſu Chriſti; cuncta mundi climata omniumque nationum in illis degentium qualitates paternâ conſideratione diſcutiens, ac ſalutem quærens & appetens ſingulorum, illa perpenſâ deliberatione ſalubriter ordinat & diſponit, quæ grata divinæ Majeſtati fore conſpicit, & per quæ oves ſibi divinitùs creditas ad unicum ovile Dominicum reducat & acquirat eis felicitatis æternæ præmium, ac veniam impetret animabus, quæ eò certius, auctore Domino, provenire credimus, ſi condignis favoribus & ſpecialibus gratiis eos Catholicos proſequamur Reges & principes, quos veluti Chriſtianæ fidei athletas & intrepidos pugiles, non modo Saracenorum cæterorumque infidelium Chriſtiani nominis inimicorum feritatem reprimere, ſed etiam ipſos eorumque Regna ac loca, etiam in longiſſimis, nobiſque incognitis partibus conſiſtentia, pro defenſione & augmento fidei debellare, ſuoque temporali Dominio ſubdere, nullis parcendo laboribus & expenſis, facti evidentis cognoſcimus, ut Reges & principes ipſi, ſublatis quibuſvis diſpendiis ad tam ſaluberrimum tamque laudabile proſequendum opus per amplius animentur.

2. Ad noſtrum ſiquidem nuper, non ſine ingenti gaudio, & noſtræ mentis lætitia pervenit auditum, quod dilectus filius nobilis vir Henricus Infans Portugaliæ, Chariſſimi in Chriſto filii noſtri ALFONSI Portugaliæ & Algarbii Regnorum Regis Illuſtris, Patris inhærens veſtigus claræ memoriæ Joannis dictorum Regnorum Regis ejus genitoris ac zelo ſalutis animarum, & fidei ardore plurimum ſuccenſus, tanquam Catholicus & verus omnium Creatoris Chriſti miles, ipſiuſque fidei acerrimus ac fortiſſimus defenſor, & intrepidus pugil, ejuſdem Creatoris glorioſiſſimum nomen per univerſum terrarum orbem etiam in remotiſſimis & incognitis locis divulgari, extolli & venerari, nec non illius ac vivificæ, qua redempti ſumus crucis inimicos perfidos Saracenos videlicet, ac quoſcumque alios infideles ad ipſius fidei gremium redu-

ANS de J. C. 1454

reduci, ab ejus ineunte ætate totis aſpirans viribus, poſt Ceptenſem Civitatem in Africa conſiſtentem per dictum Joannem Regem, ejus ſubactam Dominio, & poſt multa per ipſum Infantem nomine dicti Regis contra hoſtes & infideles prædictos, quam etiam in propriâ perſona, non abſque maximis laboribus & expenſis, ac rerum & perſonarum periculis & jactura, plurimorumque naturalium ſuorum cæde geſta bella, ex tot tantiſque laboribus, periculis & damnis non fractus neque territus, ſed ad hujuſmodi laudabilis & pii propoſiti ſui perſecutionem in dies magis atque magis exardeſcens, in Oceano mari quaſdam ſolitarias inſulas fidelibus propalavit, ac fundari & conſtrui inibi fecit Eccleſias, & alia pia loca, in quibus divina celebrantur officia, ex dicti quoque Infantis laudabili opera & induſtria quamplures diverſarum in dicto mari exiſtentium inſularum, incolæ ſeu habitatores, ad veri Dei cognitionem venientes, ſacrum baptiſmum ſuſceperunt ad ipſius Dei laudem & gloriam, ac plusimarum animarum ſalutem, orthodoxæ quoque fidei propagationem, & divini cultus augmentum.

3. Præterea cum olim ad ipſius Infantis perveniſſet notitiam, quod nunquam, vel ſaltem à memoria hominum non conſueviſſet per hujuſmodi Oceanum mare verſus Orientales plagas navigari, illudque nobis occiduis adeò foret incognitum, ut nullam de partium illarum gentibus certam notitiam haberemus, credens ſe maximè in hoc Deo præſtare obſequium, ſi ejus operâ & induſtriâ mare ipſum uſque ad Indos, qui Chriſti nomen colere dicuntur, navigabile fieret, ſicque cum eis participare, & illos in Chriſtianorum auxilium adverſus Saracenos, & alios hujuſmodi fidei hoſtes commovere poſſet, ac nonnullos gentiles ſeu paganos nefandiſſimi Machometi ſectâ minimè infectos populos inibi medio exiſtentes continuò debellare, eiſque incognitum Sacratiſſimum Chriſti nomen prædicare, ac facere prædicari, Regiâ tamen ſemper auctoritate munitus, à viginti quinque annis citra, exercitum ex dictorum Regnorum gentibus, maximis cum labotibus periculis & expenſis in velociſſimis navibus, caravellis nuncupatis ad perquirendum mare, & Provincias maritimas verſus meridionales partes & polum antarcticum annis ſingulis ferè mittere non ceſſavit, ſicque factum eſt, ut cum naves hujuſmodi quamplures portus, inſulas & maria perluſtraſſent, ad Ghineam Provinciam tandem pervenirent, occupatiſque nonnullis inſulis, portubus ac mari, eidem Provinciæ adjacentibus, ulterius navigantes ad oſtium cujuſdam magni fluminis Nili communiter reputati pervenirent, & contra illarum partium populos, nomine ipſorum Alfonſi Regis & Infantis per aliquos annos guerra habita extitit, & in illa quamplures inibi vicinæ inſulæ debellatæ, ac pacificè poſſeſſæ fuerunt, prout adhuc cum adjacenti mari poſſidentur. Exindè quoque multi Ghinei & alii Nigri vi capti, quidam etiam non prohibitarum rerum permutatione ſeu alio legitimo contractu emptionis ad dicta ſunt Regna tranſmiſſi. Quorum inibi in copioſo numero ad Catholicam fidem converſi extiterunt, ſperaturque divinâ favente clementia, quod ſi hujuſmodi cum eis continuetur progreſſus, vel populi ipſi ad fidem convertentur, vel ſaltem multorum ex eis animæ Chriſto lucrifient.

4. Cùm autem, ſicut accepimus, licet Rex & Infans prædicti, qui cum tot tantiſque periculis, laboribus & expenſis, nec non perditione tot naturalium regnorum hujuſmodi, quorum inibi quamplures perierunt, ipſorum naturalium dumtaxat freti auxilio, provincias illas perluſtrari fecerunt, ac portus, inſulas & maria hujuſmodi, acquiſiverunt & poſſederunt, ut præfertur, ut illorum veri Domini; timentes ne aliqui cupiditate ducti, ad partes illas navigarent, & operis hujuſmodi perfectionem, fructum & laudem ſibi uſurpare, vel ſaltem impedire cupientes, propterea ſeu lucri commodo aut malitiâ ferrum, arma, lignamina, aliaſque res & bona ad infideles deferri prohibita portarent vel tranſmitterent, & ipſos infideles navigandi modum edocerent, propter quæ eis hoſtes fortiores ac duriores fierent, & hujuſmodi proſecutio vel impediretur, vel forſan penitùs ceſſaret, non abſque offenſa magna Dei, & ingenti totius Chriſtianitatis opprobrio; ad obviandum præmiſſis, ac pro ſuorum juris & poſſeſſionis conſervatione, ſub certis tunc expreſſis graviſſimis pœnis prohibuerint, & generaliter ſtatuerint, quod nullus, niſi cum ſuis nautis ac navibus, & certi tributi ſolutione, obtentaque prius deſuper expreſſâ ab eodem Rege vel Infante licentiâ, ad dictas provincias navigare, aut in earum portubus contractare, ſeu in mari piſcari præſumeret; tamen ſucceſſu temporis evenire poſſet, quod ahorum regnorum ſeu nationum perſonæ invidiâ, malitiâ, aut cupiditate ducti contra prohibitionem prædictam abſque licentia & tributi ſolutione hujuſmodi ad dictas provincias accedere, in ſic acquiſitis provinciis, portubus & inſulis, ac mari navigare, contractare, & piſcari præſumerent, & exinde inter Alfonſum Regem ac Infantem, qui nullatenus ſe in iis ſic deludi paterentur, & præſumentes prædictos, quamplura odia, rancores, diſſenſiones, guerræ & ſcandala in maximam Dei offenſam, & animarum periculum verisimiliter ſubſequi poſſent & ſubſequerentur: Nos præmiſſa omnia & ſingula debita meditatione penſantes, & attendentes, quod cum olim præfato Alfonſo Regi quoſcumque Saracenos ac paganos, alioſque Chriſti inimicos ubicumque conſtitutos, ac regna, Ducatus, Principatus, Dominia, poſſeſſiones, & mobilia & immobilia bona quæcumque per eos detenta ac poſſeſſa invadendi, conquirendi, expugnandi, debellandi & ſubjugandi, illorumque perſonas in perpetuam ſervitutem redigendi; ac Regna, Ducatus, Comitatus, Principatus, Dominia, poſſeſſiones & bona ſibi & ſucceſſoribus ſuis applicandi, appropriandi, ac in ſuos ſucceſſorumque uſus & utilitatem convertendi, aliis noſtris literis plenam & liberam inter cætera conceſſimus facultatem; dictæ facultatis obtentu idem Alfonſus Rex, ſeu ejus auctoritate prædictus Infans juſtè & legitimè inſulas, terras, portus & maria hujuſmodi acquiſivit ac poſſedit, & poſſidet, illaque ad eundem Alfonſum Regem & ipſius ſucceſſores de jure ſpectant & pertinent, neque quivis alius ex Chriſti fidelibus, abſque ipſorum Alfonſi Regis & ſucceſſorum ſuorum licentia ſpecialia de illis ſe hactenus intromittere licitè potuit, nec poteſt quoquo modo; ut ipſe Alfonſus Rex ejuſque ſucceſſores & Infans eò ſinceriùs huic tam piiſſimo ac præclaro, & omni ævo memoratu digniſſimo operi, (in quo cum animarum ſalus, fidei augmentum, & illius hoſtium depreſſio procurentur, Dei ipſiuſque fidei ac Reipublicæ univerſalis Eccleſiæ rem agi conſpicimus,) inſiſtere valeant & inſiſtant, quos ſublatis quibuſvis diſpendiis, amplioribus, ſeu per nos & ſedem Apoſtolicam favoribus & gratiis munitos fore conſpexerint; de præmiſſis omnibus & ſingulis pleniſſimè informati, motu proprio, non ad ipſorum Alfonſi Regis & Infantis vel alterius pro eis nobis ſur hoc oblatæ petitionis inſtantiam, maturaque prius deſuper deliberatione præhabita, auctoritate Apoſtolicâ, & ex certa ſcientia de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine; literas facultatis præfatas, (quarum tenores de verbo ad verbum præſentibus haberi volumus pro inſertis, cum omnibus vel ſingulis in eis contentis clauſulis) ad Ceptenſem & prædicta, & quæcumque alia, etiam ante datam dictarum facultatum literarum acquiſita, & ea, quæ in poſterum nomine dictorum Alfonſi Regis ſuorumque ſucceſſorum & Infantis in ipſis ac illis circumvicinis, & ulterioribus ac remotioribus patribus de infidelium ſeu paganorum manibus acquiri poterunt, provincias, inſulas, portus & maria quæcumque, extendi, & illa ſub ejuſdem facultatis literis comprehendi, ipſarumque facultatis & præſentium li-

ANS de J. C. 1454.

terarum vigore, jam acquiſita, & quæ in futurum acquiri contigerint, poſtquam acquiſita fuerint, ad præfatum Regem & ſucceſſores ſuos ac infantem, ipſamque conqueſtam, quam à capitibus de Baiador & de Nam uſque per totam Ghineam, videlicet verſus illam meridionalem plagam extendi, harum ſerie declaramus, etiam ad ipſos Alfonſum Regem, ſucceſſores ſuos ac Infantem, & non ad aliquos alios ſpectaſſe & pertinuiſſe, ac in perpetuum ſpectare & pertinere de jure; nec non Alfonſum Regem, & ſucceſſores ſuos ac Infantem prædictos in illis & circa ea, quæcumque prohibitionis, ſtatuta & mandata, etiam pœnalia, & cum cujuſvis tributi impoſitione facere, & de ipſis, ut de rebus propriis & aliis ipſorum Dominiis diſponere & ordinare potuiſſe, ac nunc & in futurum poſſe liberè & licitè tenore præſentium Decernimus & declaramus. Ac pro potioris juris & cautelæ ſuffragio, jam acquiſita, & quæ in poſterum acquiri contigerit, provincias, inſulas, portus, loca, & maria quæcumque, quotcumque & qualiacunque fuerint ipſamque conqueſtam à capitibus de Baradoch & de Nam prædictis Alfonſo Regi & ſucceſſoribus ſuis Regibus dictorum regnorum ac Infanti præfatis perpetuò, donamus, concedimus & appropriamus per præſentes.

5. Præterea cum ad perficiendum opus hujuſmodi multipliciter ſit opportunum, quod Alfonſus Rex & ſucceſſores ac Infans prædicti, nec non perſonæ, quibus hoc duxerint, ſeu aliquis ipſorum duxerit committendum, illius dicto Joannis Regi, per felicis recordationis Martinum V. & alterius indultorum, etiam inclytæ memoriæ Eduardo eorundem Regnorum Regi, ejuſdem Alfonſi Regis genitori, per piæ memoriæ Eugenium IV. Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros conceſſorum verſus dictas partes cum quibuſdam Saracenis & infidelibus, de quibuſcumque rebus & bonis ac victualibus emptiones & venditiones, prout congruit, facere; nec non quoſcumque contractus inire, tranſigere, paciſci, mercari, ac negotiari, & merces quaſcumque ad ipſorum Saracenorum & infidelium loca, dummodò ferramenta, lignamina, funes, naves, ſeu armaturarum genera non ſint, deferre, & ea dictis Saracenis & infidelibus vendere; omnia quoque alia & ſingula in præmiſſis, & circa ea opportuna vel neceſſaria facere, gerere vel exercere, ipſique Alfonſus Rex, ſucceſſores, & Infans in jam acquiſitis, & per eum acquirendis provinciis, inſulis, ac locis quaſcumque Eccleſias, monaſteria, & alia pia loca fundare, ac fundari & conſtrui nec non quaſcumque voluntarias perſonas Eccleſiaſticas, ſeculares, quorumvis etiam mendicantium ordinum regulares (de ſuperiorum tamen ſuorum licentia) ad illa tranſmittere, ipſæque perſonæ inibi etiam, quæ advenerint, commorari, ac quorumcumque in dictis partibus exiſtentium, vel accedentium confeſſiones audire, illiſque auditis, in omnibus, præterquam ſedi prædictæ reſervatis caſibus, debitam abſolutionem impendere, ac pœnitentiam ſalutarem injungere, nec non Eccleſiaſtica Sacramenta miniſtrare valeant, liberè ac licitè decernimus; ipſique Alfonſo & ſucceſſoribus ſuis Regibus Portugalliæ, qui erunt in poſterum & Infanti præfato, concedimus & indulgemus, ac univerſos & ſingulos Chriſti fideles, Eccleſiaſticos, ſeculares, & ordinum quorumcunque regulares, ubilibet per orbem conſtitutos, cujuſcumque ſtatus, gradus, ordinis, conditionis vel præeminentiæ fuerint, etiamſi Archiepiſcopali, Epiſcopali, imperiali, regali, reginali, ducali, ſeu alia quacumque majori, Eccleſiaſticâ vel mundanâ dignitate præfulgeant, obſecramus in Domino, & per aſperſionem ſanguinis Domini noſtri Jeſu Chriſti, cujus, ut præmittitur, res agitur, exhortamur, eiſque in remiſſionem ſuorum peccaminum injungimus, nec non hoc perpetuo prohibitionis edicto diſtrictius inhibemus, ne ad acquiſita, ſeu poſſeſſa nomine Alfonſi Regis, aut in conquiſta hujuſmodi conſiſtentia provincias, ANS de J. C. 1454.

inſulas, portus, maria & loca quæcumque, ſeu aliàs ipſis Saracenis infidelibus vel paganis arma, ferrum, lignamina, aliaque à jure Saracenis deferri prohibita quoquomodo; vel etiam abſque ſpeciali ipſius Alfonſi Regis, & ſucceſſorum ſuorum & infantis licentia, merces, & alia à jure permiſſa deferre, aut per maria hujuſmodi navigare, ſeu deferri, vel navigari facere, aut in illis piſcari, ſeu de provinciis, Inſulis, portubus, maribus & locis, ſeu aliquibus eorum, aut de conquiſta hujuſmodi ſe intromittere, vel aliquid, per quod Alfonſus Rex & ſucceſſores ſui, & infans prædicti, quominus acquiſita & poſſeſſa pacificè poſſideant, ac conquiſtam hujuſmodi proſequantur, & faciant per ſe vel alium ſeu alios, directè vel indirectè, opere vel conſilio facere aut impedire quoquo modo præſumant.

6. Qui verò contrarium fecerit, ultra pœnas contra deferentes arma & alia prohibita Saracenis quibuſcumque à jure promulgatas, quas illos incurrere volumus ipſo facto, ſi perſonæ fuerint ſingulares, excommunicationis ſententiam incurrant; ſi communitas, vel univerſitas, civitas, caſtri, villæ, ſeu loci; ipſa civitas, caſtrum, villa ſeu locus interdicto ſubjaceat eo ipſo, nec contra facientes ipſi vel aliqui eorum ab excommunicationis ſententia abſolvantur, nec interdicti hujuſmodi relaxationem Apoſtolicâ, ſeu alia quavis auctoritate obtinere poſſint, niſi ipſi Alfonſo, & ſucceſſoribus ſuis ac Infanti prius pro præmiſſis congruè ſatisfecerint, aut deſuper amicabiliter concordaverint cum eiſdem: Mandantes per Apoſtolica ſcripta venerabilibus fratribus noſtris Archiepiſcopo Ulixbonenſi, Silvenſi, ac Ceptenſi Epiſcopis, quatenus ipſi, vel duo, aut unus eorum per ſe, vel alium ſeu alios, quotiens pro parte Alfonſi Regis & illius ſucceſſorum ac Infantis prædictorum, vel alicujus eorum deſuper fuerint requiſiti, vel aliquis ipſorum fuerit requiſitus, illos, quos excommunicationis & interdicti ſententias hujuſmodi incurriſſe conſtituit, tamdiu Dominicis aliiſque feſtivis diebus in Eccleſiis, dum inibi major populi multitudo convenerit ad divina, excommunicatos & interdictos, aliiſque pœnis prædictis innodatos fuiſſe & eſſe auctoritate Apoſtolica declarent & denuntient, nec non ab aliis nuntiari & ab omnibus arctius evitari faciant, donec pro præmiſſis ſatisfecerint ſeu concordaverint, ut præfertur. Contradictores, &c. Dat. Romæ apud S. Petrum, anno incarnationis Dominicæ M. CCCC. LIV. VI. Jd. Januarii. Pontificatus noſtri anno VIII.

CDXXIX.

Contract de Mariage de JEAN *Marquis de Montferrat, avec* MARGUERITE DE SAVOYE, *fille de Loüis Duc de Savoye, fait à Chamberi. Le* 2. *Juillet*, 1454. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 375.

ANS de J. C. 1454. SAVOYE ST MONTSERRAT.

EX hujus veri publici Inſtrumenti ſerie modernis & poſteris lucidè notum ſit, Quod in Teſtium, Notariorum & Secretariorum infra ſcriptorum præſentia, Perſonaliter conſtituti *Illuſtriſſimus Princeps & Excelſus Dominus noſter Dominus Ludovicus Dux Sabaudiæ, Chablaſii & Auguſtæ, Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariuſque perpetuus, Marchio in Italia, Princeps Pedemontium, Gebenn. & Baugiaci Comes, Baro Vuaudi & Foucigniaci, Nicææque, Verſellarum & Friburgi Dominus*, ex una: & Illuſtris Dominus JOANNES Marchio Montisferrati ex alia: Nec non *Illuſtris Domina* MARGARETA DE SABAUDIA, Filia prælibati Illuſtr. Domini noſtri Sabaudiæ Ducis ex altera partibus. Sequutum

ANS de J. C. 1454. tum eſt inde, Quod dictus Dominus Marchio cognitit, accipit & retinet per verba & conſenſum de præſenti in ſuam & legitimam Sponſam & Uxorem antelatam Dominam Margaretam de Sabaudia; & ipſa D. Margareta de conſenſu præfati Domini noſtri Ducis ibidem præſentis conſentit, accipitque & retinet per conſimilia & eadem verba de præſenti prædictum Dominum Marchionem in ejus Virum & Sponſum legitimum plenariéque cum omni interventu ſolemnitatis opportunæ invicem Matrimonium contrahentes. Quibus ſic actis præfatus Illuſtriſſimus Dominus noſter Dux, pro omni jure, parte, portione & portagio, legitima, aliaque qualibet reclamatione ſibi qualitercumque competentibus & competituris in bonis Paternis, Maternis, Fraternis & Sororinis ipſius Dominæ Margaritæ ac ipſius hæredum & ſucceſſorum, donat atque conſtituit in dotem & pro dote, donat & cedit præfatæ Dominæ Margaretæ pro ſe & ſuis liberis & ab eiſdem deſcendentibus; Videlicet centum mille ſcuta auri nova de Sabaudia ad rationem ſexaginta ſex ſcutorum pro marcha, quæ ſolvere promittit ipſe Illuſtr. D. noſter Dux per Juramentum ſuum ad ſancta Dei Evangelia corporaliter præſtitum, & ſub obligatione omnium bonorum ſuorum mobilium, immobilium, præſentium & futurorum in quavis rerum ſpecie & ubilibet conſiſteotium, antedicto D. Marchioni vel ſuis per terminos & ſolutiones infra ſcriptas. Videlicet in prima ſolutione fienda tantum ad quantum aſcendere poterit pars quæ ultrà Montes in ditione præfati Illuſtriſ. D. noſtri Ducis Sabaud. prætextu ſubſidii ad cauſam hujuſmodi Matrimonii imponendi percipietur & habebitur, ſalvo & per expreſſum reſervato, quòd ſi dictus Illuſtriſſimus Dominus noſter Dux ex urgenti cauſa vel alio (quod Deus avertat) inconveniente forſitan contingente, dictam partem ſubſidii ſeu aliquam partem ejuſdem caperet & perciperet, quòd eo caſu alibi tantundem dicto Domino Marchioni aſſignare efficaciter ſit aſtrictus & ſolvere atque ſupplere, Anno vero ſequente ſex mille ſcuta, & ſic ſucceſſivè, & de anno in annum; anno revoluto quolibet ſex mille ſcuta ſingulis terminis ad ſingula bene relatis, uſque ad complementum ſolutionis dictæ dotalis Summæ; Retento in inſuper per præfatum Illuſtriſſimum Dominum noſtrum, ad opus ſui & ſuorum de voluntate & conſenſu præfatorum Dominorum Marchionis & Margaritæ Sponſorum promiſſorum, quòd caſu quo ipſa Domina Margarita decederet ab humanis ſine liberis naturalibus & legitimis, quòd eo caſu prædicta dos ad præfatum Dominum noſtrum Ducem & ſuos hæredes & ſucceſſores revertatur, pertineatque & ſpectet pleno jure. Cujuſquidem Matrimonii contemplatione ipſe Dominus Marchio pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, dat & conſtituit cauſa dotalicii ſeu dotarii antefatæ Dominæ Margaritæ, videlicet quatuor mille ſcuta auri conſimilis valoris & ad rationem prætactam annualia; Quodquidem dotalicium habebit & percipiet ipſa Domina Margarita ſine turbatione quacumque, ſi & quandocumque ipſum Dominum Marchionem Sponſum cum liberis & ſine liberis præcedere contigerit, & hoc, quandiu ipſa Domina Margarita fuerit in humanis & non ultrà; & ulterius ad rationem pro quolibet centenario quinque ſcuta annui reddituus, de eo quod de ſupradicta dote ſolutum reperiretur; quæ aſſignatio ad ſui opus & ſuorum Succeſſorum eſſe debeat, quandiu ipſa Dos apud ipſos ſucceſſores remanebit. Et pro ſecuritate dicti dotalicii ſeu Dotarii, caſu prædicto eveniente, ad opus dictæ Dominæ Margaritæ fienda, ipſe Dominus Marchio ex nunc prout ex tunc & vice verſa affectat, obligat & aſſignat eidem Dominæ Margaritæ caſtra Locegii & territoria Tridini, Moram Burgi ſancti Martini & Montis Barucii pro manſione & habitatione ſua, unà etiam cum juribus, pertinentiis, fructibus, exitibus, cenſibus, obventionibus, emolumentis & aliis quibuſlibet valoribus eorundem; & ita quòd ipſo caſu eveniente, Dominus Marchio qui pro tunc fuerit, conſtituere debeat atque poſſit in dictis Locis aſſignatis Caſtellanos & alios Officiarios; qui Caſtellani & Officiarii reſpondere teneantur dictæ Dominæ Margaritæ ejuſve cauſam habituris, aut Procuratoribus & Nuntiis ſpecialibus ad hoc deputandis, de præmentionatis ſibi ut præmittitur aſſignatis, computareque de eiſdem, & plenariam rationem reddere ſequente condigna ſatisfactione; eoſdemque fructus, exitus valores habeat & percipiat, illiſque gaudeat eadem Domina Margarita caſu adveniente prædicto (quod abſit) quamdiu vitam duxerit in humanis; Et ſe & ſuos & ejus bona obligat ipſe Dominus Marchio & aſtringit, Acto per actum ſolemne & expreſſum inter dictas partes, quòd caſu quo præ aſſignata ſufficientia non eſſent, & prædictæ annuæ Summæ dotalitii non correſponderent, eo caſu Dominus Marchio & tunc ſucceſſores ejus ſuper aliis ſuis Dominis, Juriſdictionibus, & Territoriis, etiam redditibus, exitibus & valoribus ſufficientibus ejuſdem Marchionatus; videlicet in Locis propinquioribus dictorum Locorum aſſignatorum ſupplere effectu tenentur & debeant, atque reficere condecenter, & prædicta quatuor Loca ut cætera & infra ſcripta manutenere, attendereque pleno cum effectu uſque ad dictum valorem; ſic quod omnimodè juxta præmiſſorum formam eadem Domina Margarita aſſequi valeat & obtinere dictam annuam dotalicii Summam quatuor mille ſcutorum. Item caſu dotis reſtituendæ eveniente, ipſe Dominus Marchio vel ſui hæredes dotalem Summam ſuperiùs conſtitutam, ſi tamen ſoluta fuerit, ſeu partem quæ inde expedita extabit, reſtituere teneantur & debeant per conſimiles ſolutiones & terminos quibus reperiretur perſoluta dicto Domino noſtro Duci Sabaudiæ ſeu ejus hæredibus; & propter ea ipſe Dominus Marchio pro ſe & ſuis omnia & ſingula bona ſua quæcumque in quavis ſpecie conſiſtentia obligat, & tenore præſentium aſtringit. Item eſt ulterius actum hoc per pactum validum & expreſſum, quòd Primogenitus ex præfatis Domins Marchione & Margarita ſponſatis præmiſſis de hujuſmodi Matrimonio procreandus ſuccedere debeat in dicto Marchionatu, ſecundum bonos uſus & conſuetudines in talibus obſervatos. De quibus omnibus ſupernominati contrahentes per nos dictos Notarios Secretarioſque inferiùs nominatos, fieri juſſerunt pariter & requiſiverunt ad opus cujuſlibet partium unum & plura ſi opus fuerit tenoris ejuſdem publica Inſtrumenta, corrigenda, etiam reficienda ſi opus ſit ipſis in judicio, vel ne productis Peritorum conſilio & dictamine, facti tamen ſubſtantia in aliquo non mutata. Acta & data fuerunt præmiſſa univerſa & ſingula in Caſtro Chamberiaci, videlicet in Camera in qua præfatus Illuſtriſſimus Dominus noſter Dux Sabaudiæ pernoctare ſolet; die ſecunda Julii, anno ſalutiferæ Nativitatis Chriſti currente milleſimo quatercenteſimo quinquageſimo quarto, Indictione ſecunda, cum eodem anno ſumpta, ubi Teſtes ad præmiſſa omnia & ſingula fuerunt præſentes vocatique ſpecialiter & rogati; Videlicet, Illuſtris Dominus Amedeus de Sabaudia Primo natus Pedemontium Princeps, nec non Ludovicus de Sabaudia Comes Gebennenſis Secundo-genitus præfati Illuſtriſſimi Domini noſtri Sabaudiæ Ducis; & Petrus de Borbonio, Ludovicus de Cabillone, ac Reverendus in Chriſto Pater Dominus Bernardus de Carreto ex Marchionibus Savonæ, Abbas ſancti Quintini Dioceſis Savonenſis Decretorum Doctor, Spectabileſque Jacobus de Balma Albergamenti, Petrus de Balma Ruppis Domini, Joannes de Montelupello Dominus Chantagnæ, Guillelmus de Viriaco Præſidens Computorum Milites, ac Nobiles & Egregii Scutiferi Joannes de ſancto Georgio, Guidetus de ſancto Georgio ex Comitibus Blandratæ, Georgius & Ludovicus ex Comitibus Vulperguæ.

ANS de J. C. 1454.

ANS de J. C. 1454. MILAN ET SAVOYE.

CDXXX.

Contract de Mariage de PHILIPPE-MARIE *Fils de François Sforce Duc de Milan, & de* MARIE DE SAVOYE, *fait à Milan le* 13. *Septembre*, 1454. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 379.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus ſancti, Amen. Anno à Nativitate Ejuſdem milleſimo quatercenteſimo quinquageſimo quarto, Indictione tertia, die Veneris tredecima menſis Septembris. Cum ſuperioribus diebus ex nonnullis differentiis quæ inſurrexerunt inter *Illuſtriſſimos Principes & Excellentiſſimos Dominos Dominum Ludovicum Sabaudiæ &c. Ducem*, & Dominum Franciſcum Sfortiam Vice-Comitem Ducem Mediolani &c. deventum ſit ad confirmationem pacis olim inter eos firmatæ, & certas pactiones per utriuſque Principis Procuratores ſolemnibus promiſſionibus & juramentis firmatas; Magnifici & Generoſi Milites D. Jacobus ex Comitibus Valpergiæ, & Maximi Sabaudiæ Ducalis Cancellarius & Ludovicus de Sabaudia Nothus quondam bonæ memoriæ Ill. D. Ludovici Achayæ Principis, ac Conſanguineus præfati D. Sabaudiæ Ducis, D. Raconixii & Mareſcallus Sabaudiæ Conſilarii & Procuratores prælibati Domini Sabaudiæ Ducis, ad infraſcripta omnia & ſingula plenum Mandatum habentes: Nec non Magnifici & Præſtantes Viri Domini Franciſcus de la Mirandula Comes Concordiæ, Bartholomæus Moronus Juris utriuſque Doctor Ducalis Conſiliarius, Georgius de Mayno Miles Ducalis Aulicus, Cichus de Calabria Ducalis Secretarius, Conciliarii & Procuratores præfati Domini Ducis Mediolani, ad infra ſcripta omnia & ſingula plenum mandatum habentes. Animadvertentes quòd præcipuum amoris & benevolentiæ vinculum & ſolidum Pacis ac conſervandæ Concordiæ firmamentum eſt affinitatis conjunctio, per quam inter Poſteros ad ſanguinis conjunctionem devenitur; Conſiderantes inter Progenitores præfari Illuſtriſſimi Domini Sabaudiæ Ducis, & Prædeceſſores in Ducatu præfati Domini Ducis Mediolani, centum fermè annis continuis per multiplicata Matrimonia vinculum ſanguinis & amoris perſeveraſſe, Illuſtriſſimam Dominam Blancham Filiam quondam Illuſtriſſimi Domini PHILIPPI MARIÆ Ducis Mediolani, & Conſortem prælibati Domini Franciſci Sfortiæ moderni Ducis Mediolani, nomen & originem traxiſſe ab Illuſtri Domo Dominorum Ducum ac Comitum Sabaudiæ Progenitorum prænominati moderni Domini Sabaudiæ Ducis; Intendentes in præſentiarum quoque concordiam impunè factam novo & firmiori vinculo ſolidare, & veteres affinitates, conjunctioneſque per novum Matrimonium renovare, ad inſcriptas pactiones & conventiones ſolemni ſtipulatione vallatas, procuratoriis nominibus quibuſdam concorditer pervenerint ut infrà, videlicet: In Primis, quòd fiat celebretur & contrahatur verum, juſtum ac legitimum Matrimonium ſuperveniente tempore debito inter ſcriptos Illuſtres Dominum Philippum-Mariam, & Dominam Mariam; & pro eo perficiendo & Deo dante celebrando ac inhærendo, cùm legitima ætas ſupervenerit, prælibatus Illuſtriſſimus Dominus Dominus Ludovicus Dux Sabaudiæ &c. teneatur & aſtrictus ſit facere & curare, ac faciet & curabit cum effectu quòd ipſa Illuſtris Domina Maria ipſius Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ Filia legitima, & ex eo ac Illuſtriſſima Domina Anna de Cypro Sabaudiæ Duciſſa & præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ Conjuge legitima nata, cùm perve-

ANS de J. C. 1454.

nerit ad ætatem aptam ad Sponſalia contrahenda, ſolemniter ac legitimè contrahet ſponſalia per verba de futuro apta, & in talibus requiſita, cum præfato Illuſtri Domino Philippo-Maria ſecundogenito prælibati Illuſtriſſimi Domini Domini Ducis Mediolani; & ex eo Illuſtriſſima Domina Blancha-Maria Duciſſa Mediolani, Filia videlicet quondam nunquam delendæ memoriæ Illuſtriſſimi Principis Domini Domini Philippi-Mariæ Vicecomitis Ducis Mediolani, & deinde ſucceſſivè ſuperveniente ætate ad Matrimonium habili eadem Illuſtriſſima Domina Maria Matrimonium ſolemne verum & legitimum contrahet & celebrabit cum præfato Illuſtri Domino Philippo-Maria, per verba de præſenti ad verum ac juſtum Matrimonium apta & conſueta; Et verſa vice præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani teneatur & aſtrictus ſit facere & curare, ac faciet & curabit cum effectu, quòd memoratus Illuſtris Dominus Philippus-Maria cum pervenerit ad ætatem aptam ad Sponſalia contrahenda, ſolemniter ac legitimè contrahet Sponſalia per verba de futuro apta & in talibus requiſita, cum præfata Illuſtriſſima Domina Maria, & deinde ſucceſſivè ſuperveniente ætate ad Matrimonium habili; Idem Illuſtris Dominus Philippus-Maria ſolemne, verum & legitimum Matrimonium contrahet & celebrabit cum præfata Illuſtriſſima Domina Maria, per verba de præſenti ad verum ac juſtum Matrimonium apta & conſueta; præſatique Illuſtriſſimi Domini Domini Duces congrua relatione habita temporibus antedictis, debitos conſenſus dictis eorum Filus ad prædicta perficienda & executioni mandanda, per ſe vel legitimos & ſolemnes Procuratores præſtabunt. Item quòd tempore quo contrahetur Matrimonium, ut prælibatus Dominus Dux Sabaudiæ teneatur & aſtrictus ſit conſtituere, & cum effectu conſtituet dotem ipſi Dominæ Mariæ Filiæ ſuæ de Scutis centum millibus auri ponderis & cunei Sabaudienſis, ſolvendis præfato Domino Duci Mediolani, temporibus tunc per ipſas partes limitandis; eo pacto, quòd adveniente caſu (quem Deus avertat) diſſolutionis Matrimonii per mortem Dominæ Mariæ ſine liberis decedentis; dicta Dos reſtituatur Domino Duci Sabaudiæ; ſi verò dictum Matrimonium diſſolveretur per mortem Domini Philippi-Mariæ, eo caſu dos ipſa reſtitui debeat dictæ Dominæ Mariæ. Item quòd præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani tempore conſummandi Matrimonii ut ſuprà, teneatur create & decorare dictum Illuſtrem Dominum Philippum-Mariam de Titulis Comitatus, Civitatis & diſtrictus Papiæ, his modo & forma quibus præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux de præſenti poſſidet, ac eidem in Titulum etiam aſſignare Civitatem & diſtrictum Tortonæ cum Juribus & pertinentiis, ita tamen quòd dictus Dominus Dux Mediolani earumdem Civitatum Dominium & ſuperioritatem toto tempore vitæ ſuæ habeat, poſt cujus deceſſum tranſeant in ſæpè dictum Illuſtriſſimum Dominum Philippum-Mariam qui eadem omnia recognoſcere teneatur in feudum ab Illuſtri Domino Comite Galeacio Vicecomite primogenito dicti Domini Ducis cum creatus fuerit Dux Mediolan. Item quia aſſeritur moris eſſe in partibus Gallicanis ac etiam inter aliquos Principes Italicos quando accipiunt uxores Ultramontanas ut eis conſtituatur Dotalicium, convenerunt prædicti Magnifici Domini Oratores quòd caſu adveniente præfatus Dominus Dux Mediolani dictæ Dominæ Mariæ futuræ Nurui ſuæ conſtituere dotiarium ad arbitrium Illuſtriſſimarum Dominarum Dominarum Duciſſarum Sabaudiæ & Mediolani ſuperiùs nominatarum. Item quòd præfatus Illuſtriſſim. Dominus Dominus Dux Sabaudiæ teneatur infra menſes viginti unum proximè venturos conſignare prælibatam Dominam Mariam Filiam ſuam perſonaliter in manibus dicti Domini Ducis Mediolani ſeu Nuntiorum ſuorum in Civitate Vercellarum, maximè ut ſecundum

ANS de J.C. 1454. cundum mores hujus & conſuetudines Italicos ſeu Lombardos mihi inſtruatur & regatur, &c. Actum in Mediolano in Domibus reſidentiæ prælibati Illuſtriſſimi Domini Domini Ducis Mediolani, &c. Signé de Gaſconibus & de Perego.

CDXXXI.

ANS de J.C. 1454. BOURGOGNE ET GAND. *Traité de Reconciliation entre* PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne, & la Ville de* GAND, *l'an* 1454. Pierre d'Oudergheeſt, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CXCVI. Feuill. 334.

SCavoir que de la en avant les deux Doyens ne ſe meſleront du renouvellement de la loy directement ny indirectement, ains que ladite loy, ſe refera d'an en an conformement a l'ordonnance du ROY PHILIPPE LE BEL par gens notables, & ſuffiſants bourgeois de ladicte ville, prendre en ce regard aux tiſſerans, meſtiers, ni aux trois membres d'icelle ville, le tout nonobſtant couſtumes & uſages au contraire. Que leſdits de GAND, uſeront de leur bourgeoiſie, ſelon les privileges qu'ils en ont par eſcript & non autrement. Que la cognoiſſance des officiers en tous cas, tant criminels qui civils, concernants leurs offices, appartiendra a mondit Seigneur ſeul, & pour le tout. Qu'ils ne pourront bannir perſonne, ny faire aucuns edicts, ordonnances, ou ſtatuts, ſans le conſentement du Duc ou de ſon bailly de Gand: & ſy ledict bailly ny vouloit eſtre preſent, ledict Duc a la plaincte deſdits de Gand y pourvoyra. Que les vrays bourgeois de Gand, qui auront commis quelque delict au plat païs, hors des bonnes villes, pourront choyſir d'eſtre a droit au lieu ou le cas ſera advenu, ou pardevant eſchevins dudict Gand. Que leſdicts de Gand n'uſeront plus deſcripre en teſte ny en marge, mais ſe regleront en ce, ſelon que font les autres membres de Flandre. Qu'ils apporteront leurs bannieres, & les preſenteront a mondict Seigneur, ou au Comte de Charrolois ſon fils, pour en faire a leur volonté. Qu'ils n'uſeront plus de blancs chapperons, ny d'autres gens de telle condition ſoubs quelque nom qu'ils puiſſent eſtre appellez. Qu'ils n'uſeront plus d'evocquer pardevant eulx les cauſes pendantes pardevant les loix des villes & chaſtelenyes d'Audenarde, Courtray, Aloſt, Waſt, quatre meſtiers, Biervliet, & Tenremonde, ny d'autre. Que leſdictes villes & chaſtelenies demoureront en tous cas franes, & exempts du povoir, & authorité de ceux de Gand, pour demy an, a compter du jour que leſdicts de Gand auront faict ce qu'ils ſeront tenus de faire a mondit Seigneur pour l'amende honnorable, pendant lequel temps, ſera en ceſte matiere appoincté, & ordonné par voye amiable, ou de juſtice ainſy qu'il appertiendra. Que pour amende honnorable deux mille hommes pour le moins, viendront au devant de mondict Seigneur; ou de Monſieur de Charrolois, e demy lieue hors de ladicte ville a tel jour qu'il plaira a mondict Seigneur, & en la maniere quy enſuyt. Scavoir les hoofmans, & conſeillers en leurs chemiſes & petits draps, & tous les autres, deſchaincts & teſtes nues, leſquels par enſemble ſe mectront a genouilx devant mondict Seigneur & feront dire par un d'eux en langaige François, que ſauſement, mauvaiſement & comme rebelles, & entreprendants grandement contre mondict Seigneur & en ſon authorité, ils ſe ſont mis en armes, ont crée hoofmans, & couru ſus a mondict Seigneur & ſes gens ſaiſants & commectants pluſieurs invaſions, & voyes de faict, dont ils ſe repentent, & en requierent en toute humilité pardon & merchy: ce faict, que tous enſemble & d'une meſme vois prieront merchy, & luy demanderont grace, & miſericorde. Que les deux portes de Gand, l'une nommée la Precillepoorte, & l'autre de Overpoorte par leſquelles leſdicts de Gand yſſirent ſur un jeudy, pour aſſieger Audenarde, ſeront cloſes perpetuellement chaſcun jour de Jeudy, en toutes les ſepmaines de l'an, deſorte que pour ce jour perſonne, ny pourra entrer ny ſortir. Que un autre porte nommée d'Hoſpital poorte par laquelle leſdicts de Gand ſortifirent pour aller audict Ruppelmonde, & courir ſus a l'armée de mondict Seigneur ſeroit a touſiours fermée, murée, & condampnée, ſans jamais la povoir ouvrir, ſy ce n'eſt du bon plaiſir de mondict Seigneur ou de ſes ſucceſſeurs, Contes ou Conteſſes de Flandre. Que pour amende prouffitable ils payeroyent a mondict Seigneur trois cents mille Ridders d'or, & pour la réparation plus ample, & redification de pluſieurs Egliſes deſtruictes en Flandre, & meſmes audict Ruppelmonde, enſemble pour faire epitaphes, fundations, & meſſes audict Rupelmonde, & ailleurs cincquante mille Ridders d'or. Ce fut ainſy faict & accordé en l'an mil quatre cents cincquante quatre.

ANS de J.C. 1454.

CDXXXII.

ANS de J.C. 1456. JERUSALEM ET SAVOYE. *Traité entre* RENE' *Roi de Jeruſalem, & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte de Provence, & de Forcalquier; &* MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Wirtemberg. Fait au Château d'Anjou, le* 27. *Mars,* 1456. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 350.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc præſens publicum Inſtrumentum cunctis pateat evidenter; & ſit notum, Quòd anno à Nativitate ejuſdem Domini M.CCCC.LVI. menſis vero Martii die XXVII. in vigilia Feſti Reſurrectionis Dominicæ, Indictione IV. Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris ac Domini noſtri Domini Caliſti divinâ providentiâ Papæ III. Anno I. coram Sereniſſimo Principe Domino RENATO Dei gratia Jeruſalem & Siciliæ Rege, Andegaviæ & Barri Duce, Provinciæ & Forcalcherii Comite; in noſtrum Notariorum publicorum, Teſtium ſubſcriptorum, ad hæc vocatorum & rogatorum præſentia, prælenies & perſonaliter conſtituti Venerabiles Viri, Magiſter Joannes Bertonnelli de Campidenario Præceptor generalis de Yſeuhem Ordinis ſancti Anthonii Baſilienſis Dioceſis, & Franciſcus Maleti, Procuratores, Oratores & Nuntii literatorie deſtinati, *Illuſtris Domina* MARGARETA DE SABAUDIA, *Sereniſſimi quondam Principis recolendæ memoriæ Domini Ludovici III. tunc Jeruſalem & Siciliæ Regis*, nunc verò præexcellentis Domini Domini Ulrici Comitatus de Wirtemberg Comitis legitima Conthoralis ab eadem Domina Margareta, etiam cum conſenſu & authoritate præfati Domini Comitis conſtituti, deputati & commiſſi, cum ſpeciali poteſtate tranſigendi, pacificandi & concordandi cum præfato Sereniſſimo Rege Renato, de & ſuper dote, ac etiam dotalitio, ſeu donatione propter nuptias, ac arreragiis ejuſdem dotalitii; nec non ſuper corona, jocalibus, & ornamentis Regiis, enceniis, donis & aliis tunc expreſſis, quas & quæ præfata Domina, cauſa & occaſione Matrimonii inter præfatum Dominum Ludovicum III. & ipſam Dominam Margaretam contracti prætendebat per dictum Regem Renatum ſupradicti Domini Ludovici Fratrem & hæredem ſibi deberi, prout de hiis ad plenum conſtitit & conſtat, atque conſtare poteſt, & poterit per literas Dominæ Margaretæ Comitiſſæ, & Comitis prædictorum ſuis ſigillis ſigillatas, ac ſignir & ſubſcriptionibus Sifridi Sehinggerl & Laurentii Rutel Notariorum publicorum, ut prima facie apparebat ſignatas & ſub-

ANS de J.C. 1456. & ſubſcriptas, datas in oppido Stangarter Conſtantienſis Dioceſis, ſub anno à Nativitate Domini M. CCCC. LVI. die prima menſis Martii. Qui quidem Procuratores vigore & authoritate poteſtatis, & Procuratorii eiſdem in hac parte conceſſis, de & ſuper dote prædicta ſpecialiter, de & ſuper ſumma quindecim millium Ducatorum, per quondam Dominum Ducem Sabaudiæ ipſius Domini Genitorem, pro parte dictæ dotis ut aſſerebat, præfato quondam Regi Ludovico ſolutorum; ac de & ſuper ſumma novem millium ſimilium Ducatorum annualium pro dotalicio ipſius Dominæ, ut etiam aſſerebatur, ex parte & nomine dicti quondam Regis Ludovici conſtitutorum, ac ſuper arreragiis hujuſmodi novem millium Ducatorum à tempore obitus dicti quondam Regis Ludovici, nec non de & ſuper Corona, Jocalibus & ornamentis Regalibus, ipſi Dominæ promiſſis, ac ſuper donis & enceniis ſibi factis veruendo de Sabaudia ad Villam Taraſconis, nec non ad præfatum Ludovicum, & generaliter de & ſuper omnibus & ſingulis quibuſcumque, aliiſque occaſione Matrimonii, & contemplatione ipſius factorum & appoſitorum præfata Domina petere poſſet, cum præfato Sereniſſimo Rege Renato tranſigerunt, compoſuerunt, appunctuaverunt, paciſcaverunt & concordaverunt, tenoreque præſentis publici inſtrumenti tranſigunt, componunt, appuntuant, paciſcunt, & concordant in hunc modum; videlicet, quòd dicti Procuratores pro & nomine ſupradictæ Dominæ Margaretæ, de & ſuper dote, dotalitio, ſeu donatione propter nuptias, & arreragiis prædictis, nec non de dicta ſumma quindecim millium Ducatorum, ac de Corona, Jocalibus, ornamentis Regiis, donis & enceniis prædictis, & quibuſcumque aliis quæ occaſione prædictorum præfata Domina Margarera petere valeret, dictum Illuſtriſſimum Regem Renatum, ſuoſque hæredes, & cauſam habentes nunc & in futurum, & quoſcumque alios quorum intereſt vel intererit communiter & diviſim quittaverunt, liberaverunt & abſolverunt, quittos, liberos & abſolutos tenuerunt & fecerunt, ac præſentis publici inſtrumenti tenore quittant, liberant & abſolvunt, ſolemneque pactum dicti Procuratores præſtiterunt, & juraverunt, & fide media nomine præfatæ Dominæ Margaretæ de ulterius occaſione præmiſſorum nihil petendo præter ſummam trium millium ſcutorum auri annualium, vita ipſius Dominæ Margaretæ durante, ſolvi & dumtaxat prout infra dicetur. Et præter hoc videlicet pro dote & pro dictis quindecim millibus Ducatorum, nec non pro dotalitio ſeu donatione propter nuptias, & arreragiis ejuſdem dotalitii à tempore obitus dicti Regis Ludovici, ſi quæ debeantur, ac etiam pro Corona, Jocalibus, ornamentis Regiis, donis & enceniis prædictis, & generaliter pro omnibus aliis quæ occaſione dicti Matrimonii præfata Domina Margareta petere poſſet; ita ut de præmiſſis omnibus & ſingulis Sereniſſimus Rex Renatus, & ejus cauſam habentes & habituri, ſint & remaneant perpetuò quitti, liberi & abſoluti: quam quidem ſummam trium millium ſcutorum auri nunc & in Regno Franciæ curſum habentium, præfatus Sereniſſimus Rex Renatus ſolvere promiſit eidem Dominæ Margaretæ, quamdiu ipſa vixerit duntaxat in Civitate Avinionenſi in Sancti Joannis Baptiſtæ pro una, & Domini noſtri Jeſu Chriſti Nativitatum Feſtivitatibus pro alia medietate. Quam tranſactionem, compoſitionem & concordiam dicti Procuratores juraverunt & jurant, pro & nomine dictæ Dominæ Margaretæ, per fides ſuas corporales in manibus noſtrum Notariorum ſubſcriptorum, & legitimè ſtipulantium præſtitas & datas, firmiter tenere & obſervare, & nunquam in contrarium venire: & ad hoc obligaverunt & obligant præfatam Dominam, ſuaque bona quæcumque, & quoad hoc Juriſdictioni Curiæ Parlamenti Regii, & cæterarum Curiarum Eccleſiaſticarum & Sæcularium Regni Franciæ, & aliarum quaruncumque, dictam Dominam Margaretam, & ſua bona quæcumque ſubmiſerunt & ſubmittunt. Et inſuper, quia dicti Procuratores per effectum cognoverunt præfatum Dominum Regem Renatum magnis & multis oneribus & gravaminibus eſſe oppreſſum; volentes eidem Domino Regi pro viribus complacere, terminos ſolutionum dictorum trium millium ſcutorum pro prima ſolutione in dicti Sancti Joannis Baptiſtæ Nativitatis Feſtivitate proximè futura facienda, uſque ad Feſtum Omnium Sanctorum; & pro ſecunda ſolutione in Nativitatis Domini noſtri Jeſu Chriſti Feſto proximè futuro uſque ad Feſtum Paſchæ prorogaverunt; quam quidem prorogationem dicti Procuratores promiſerunt bona fide, per dictum Dominum Comitem & Dominam Margaretam ratificari facere. Acta fuerunt hæc in Caſtro Andegavenſi, ſub anno, menſe, die, Indictione, & Pontificatu quibus ſupra; præſentibus Nobili & Potenti Milite Domino Bertrando de Bellavalle Domino de Preſſigueio; Honorabilibus Viris Magiſtris Joanne Breſſay, & Guilelmo Præpoſiti Licentiatis Andegavi commorantibus, vocatis & rogatis. Signé Robertus Aſſe. ANS de J.C. 1456.

CDXXXIII.

Traité de Conféderation & d'Alliance, entre CHARLES VII. *Roi de France, &* CHRISTIERNE I. *Roi de Danemarc. A Cologne le 27 Mai* 1456. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 56. ANS de J.C. 1456. FRANCE ET DANEMARC.

PRimo, quod inter Chriſtianiſſimum Franciæ, & Sereniſſimum Daciæ Reges, quoad vixerint contrahatur fraternus amor & favor.

2. Item quod præfati Domini Reges præmiſſis amicitiis, non obſtantibus novas poterunt contrahere amicitias cum quibuſvis aliis Regibus, Principibus, Civitatibus, & Communitatibus, dum tamen præfati Domini, Sereniſſimus Daciæ, & Chriſtianiſſimus Franciæ, Reges mutuò ſibi non adverſentur.

3. Item quod prædicti Domini Reges cum quibuſvis aliis Regibus, Principibus, Civitatibus, aut Communitatibus etiam unius, aut alterius Regis adverſariis, ſubſiſtentibus evidentibus utilitatibus, & neceſſitatibus, nova poterunt contrahere fœdera & in illis perſiſtere, ſalvo tamen quod uterque ipſorum contra alterum vi, armis aut potentia nil prorſus agat, vel attentet quodque alter Regum fœdera ſicut præmittitur iniens alteri Regi, id primitùs per litteras ſuas patentes ſignificet.

4. Item & præmiſſis non obſtantibus, ſi contingat Sereniſſimum Regem Daciæ cum adverſariis Chriſtianiſſimi Regis fœdus ſive amicitiam contrahere aut inire & præfatus Chriſtianiſſimus Rex Francorum, infra tempus fraterni fœderis, & amicitiarum hujuſmodi præfatum Dominum Regem Daciæ pro ſuccurſu armorum de quadraginta aut quinquaginta navibus, ſex vel ſeptem aut plurium hominum armatorum millibus, aut minus contra Regem Angliæ vel ſuos ſubditos requireret, quod ex tunc idem Dominus Rex Daciæ, dicto Domino Chriſtianiſſimo Regi Francorum de ſuccurſu hujuſmodi ſubvenire, & ſuccurrere debeat; ejuſdem tamen Chriſtianiſſimi Regis, tam pro navibus quam pro armatorum hujuſmodi ſtipendiis, impenſis. Quodque idem Chriſtianiſſimus Rex pro hujuſmodi ſuccurſu, conſequendo ad dictum Sereniſſimum Regem Daciæ ſuis impenſis aliquem deſtinare debeat cum plena facultate ſuper modo tempore & ſolutione dicti ſuccurſus tractandi, & concludendi. Et quicquid de ſuper tunc rationabiliter tractatum & concluſum fuerit illius concluſioni ſtabitur. Eritque liberum Chriſtianiſſimo Regi pro dicto

ANS de J. C. 1456. dicto ſuccurſu modo præmiſſo tractari facere aut pro ipſo ſuccurſu tantum ſolvere quantum conſuetudo Regni Daciæ meritò requirit.

5. Item in caſum & eventum requiſitionis, & ſuccurſus hujuſmodi ex tunc idem Sereniſſimus Rex Daciæ de damnis, intereſſe, expenſis, & periculis per ipſum propterea ineundis debeat per præfatum Chriſtianiſſimum Francorum Regem illius expenſis debitè relevari. Quodque ſi etiam potentia, aſſiſtentia, vi aut ſuffragio dicti Sereniſſimi Domini Regis Daciæ, aut ſuorum homines, aut loca in Regno Angliæ debellarentur, caperentur, ſubjugarentur, aut obtinerentur, ex tunc dictus Sereniſſimus Dominus Rex Daciæ debet in illis æqualem cum Chriſtianiſſimo Francorum Rege habere portionem, aut unus faciat alteri ſuper illis juxta & ſecundum eorumdem Dominorum Regum & Conſiliariorum utriuſque Regis prædictorum cognitionem & ordinationem.

6. Item quod incolæ Regnorum & Dominiorum utriuſque Regis prædictorum pro ipſorum commoditatibus liberum habeant ad ambo Regna hujuſmodi ingreſſum & egreſſum etiam ſtando, & remanendo pro mercantiis, & bonis aliiſque ipſorum peragendis commerciis juxta & ſecundum mores, conſuetudines, & plebiſcita in eiſdem Regnis hactenus obſervari ſolita.

7. Item quoad quintum articulum apertum per Dominum mediatorem, videlicet, quod Anglici nullas mercantias, nec libertates in Regnis præd. exerceant, placet utriuſque oratoribus quod iſte articulus maneat ſub arbitrio utriuſque Regum.

8. Item ſi contra Fœdus per aliquem, vel aliquos ſubditorum Regnorum hujuſmodi attentaretur, placet cum modificatione infra ſcripta videlicet. Si verò aliquis incolarum Regnorum prædictorum aut ditionum eiſdem Dominis Regibus ſubjectorum delinqueret aut forefaceret, ex tunc ille in loco delicti hujuſmodi ut juris eſt, aut juxta conſuetudines longævas ejuſdem loci hactenus obſervatas judicetur, ſic tamen ut hujuſmodi delictum præjudicium non afferat niſi delinquenti, amore & favore fraternis hujuſmodi nihilominus in ſuis robore & firmitate duraturis.

9. Item placet utriuſque oratoribus quod preſentes amicitiæ, & favores fraterni ſic initi & contracti inter ambos Reges publicentur in Civitatibus famoſis & Oppidis utriuſque Regni, & maximè in finibus dictorum Regnorum, ut fama ipſarum amicitiarum ad vicinas, & exteras regiones convolare poſſit.

10. Item Rex Franciæ in ſignum fœderis, & amicitiæ prædictorum vices ſuas amicabiliter interponet, & operam dabit, quod Rex Scotiæ plenariè, prout dicto Chriſtianiſſimo Regi Francorum ex litteris, & documentis deſuper confectis juſtum atque conſonum videbitur rationi, ſatisfaciet Regi Daciæ &c. Et in caſu, quod dictus Rex Scotiæ dictamini Regis Franciæ hujuſmodi minimè parere vellet, ex tunc præfatus Francorum Rex occaſione fraterni amoris hujuſmodi exhibebit ſe talem in facto hujuſmodi pro parte Domini Regis Daciæ, qualem vellet ſibi per præfatum Regem Daciæ, viceverſa in caſu ſimili, ſeu quomodolibet alteri exhiberi juxta continentiam earumdem liberare dicto Sereniſſimo Regi Daciæ, & Norvegiæ per Regem Scotiæ, & ejus anteceſſores ſuper venditione certorum Dominiorum, videlicet Terræ Sodorenſis &c. traditarum.

11. Item Chriſtianiſſimus Rex Franciæ, procurabit fraternum amorem, & favorem Sereniſſimo Regi Daciæ, adverſus Regem Sueciæ ſimiliter, & contra Civitates, & Communitates Hanzæ, ſi quæ fuerint ſibi adverſæ, & prædictis Civitatibus ſic eidem Regi Daciæ adverſantibus favores, & amicitias ſic contractas per ſuas litteras notificabit, ſi opus ſit, & per dictum Sereniſſimum Regem Daciæ requiſitus fuerit; & ſi aliquos de dictis Civitatibus adverſantibus poſt notificationem hujuſmodi ad partes Regni Franciæ declinare contigerit, ita favorabiliter, & fraternè Rex Franciæ, ſe exhibebit, quemadmodum in ſimili caſu per Regem Daciæ, ſibi fieri optaret etiam perſonas, & bona ipſorum ſi opus fuerit arreſtando. Tertio nihilominus articulo ſupra ſcripto in ſuo robore permanente. ANS de J. C. 1456.

12. Item cedulæ deſuper per utroſque oratores, ſub ſigillis ac ſignis ſuis, & litteræ patentes per Dominum mediatorem ſub ſigillo, & manu propriis ejuſdem Domini Ducis per quas quidem litteras fœdera, favores, & amicitiæ hujuſmodi inter utroſque Reges eiſdem Dominis Regibus conjunctim aut diviſim dirigendis conficientur, inientur & contrahentur, prout dicti oratores ex nunc invicem faciunt, ineunt, & contrahunt, articulos prædictos in iplis litteris Domini Ducis cum mandatis ſive Procuratoriis eorumdem Dominorum Regum ad longum inſerendo, ſubmittuntque oratores præfati ratificationem & approbationem articulorum hujuſmodi tam conjunctim quam diviſim dictamini, & voluntati amborum Dominorum noſtrorum Chriſtianiſſimi Franciæ, & Sereniſſimi Daciæ Regum prædictorum, unuſque alteri ſuis ſcriptis aut documentis legitimis litteras ratificationis hujuſmodi præfato Illuſtri Domino Duci ac Comiti in Spanheim, tanquam bono hujus negotii mediatori, infrà hinc, & Feſtum Sancti Martini hiemalis Epiſcopi proximè, futuri tranſmittet in uberiori forma. Actum in Civitate Colonienſi, ſub ſigillis, & ſignis dictorum Oratorum ſeu Ambaſſiatorum, die jovis vigeſima ſeptima menſis Maii, anno Domini, milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo ſexto.

CDXXXIV.

ANS de J. C. 1456. LA FRANCE, LE DUC DE BOURGOGNE ET LE DAUPHIN.

Traité fait par le Duc de Bourgogne avec CHARLES VII. *Roi de France, pour Monſieur le* DAUPHIN, *depuis Roi Louis XI. qui s'étoit retiré ſur ſes Terres. Fait au mois de Juillet* 1456. Extrait de la Cronique de Saint Denis, en la vie de Charles VII. & raporté par Frederic Leonard. Tom. I. pag. 463.

APrés que Monſeigneur le DAUPIN eût été par certain tems avec Monſeigneur le Duc de Bourgogne, ſans le congé du Roi, & que ledit Daufin lui eût envoié certaines requeſtes, deſquelles il n'obtint rien du Roi; icelui Duc de Bourgogne envoia ſes Ambaſſadeurs devers le Roi portans ſes lettres touchant le fait dudit Monſeigneur le Daufin, leſquelles étoient reduites en quatre points, leſquelles furent depuis baillées par écrit pour greigneur memoire, en la maniere qui s'enſuit.

Le premier eſt de la remontrance, que Monſeigneur de Bourgogne fait au Roi, qu'il ne doit point être mal content de la reception, qui a été faite de Monſeigneur le Daufin en ſes Pais & Seigneuries; car il a été meû à faire icelle reception pour l'honneur du Roi, duquel il eſt aîné-fils, & qu'il éroit venu pardevers lui de lointain Pais, & que ſans charge de ſon honneur envers toutes Nations Chretiennes, il ne l'eût pû refuſer en ſes Terres & Pais, & ne lui faire honneur & ſervice tel qu'il lui apartient.

Le ſecond, comme ledit Duc de Bourgogne, quand il a été arrivé à Bruxelles devers Monſeigneur le Daufin, en parlant enſemble, il ſe trouva fort épouvanté, & lui dit, comme il avoit envoié devers le Roi, & lui avoit fait faire pluſieurs offres & requeſtes, & que le Roi avoit bien accepté les offres; mais au regard des requeſtes, il ne lui en avoit rien accordé ni apointé.

ANS de J. C. 1456.

Le tiers point & article eſt, comme Monſeigneur le Daufin lui avoit dit la volonté, qu'il avoit de ſoi emploier contre le Turc, & quand il plairoit au Roi lui donner charge de ce faire, & bailler gens pour l'accompagner, ainſi qu'à ainé-fils de France il apartient, ledit Duc s'offre de ſoi mettre ſous lui, & de l'accompagner & ſervir audit voiage.

Le quart, qu'il plaiſe au Roi recevoir mondit Seigneur le Daufin en ſa bonne grace, & le reduire & attraire à lui, & à ce s'offre ledit Duc, ſi c'eſt le bon plaiſir du Roi. Et entant que touche le Païs de Dauſiné, ſe tenir à tant ſans plus avant proceder. Sur leſquels quatre points a été repondu auſdits Ambaſſadeurs, en la maniere qui s'enſuit.

Premierement, quant à la reception de mondit Seigneur le Daufin, le Roi a bien connoiſſance, qu'à lui eſt bien deû être fait honneur & bon recuëil par ledit Duc de Bourgogne, & autres Princes de ce Roiaume, quand ils ſauroient & connoîtroient, que mondit Seigneur le Daufin ſe maintiendroit envers le Roi ſon Pere comme bon & obeïſſant fils eſt tenu de faire; & autrement ne ſe doit faire, car l'honneur, qui lui eſt deû, depend du Roi.

Quant à ce que ledit Duc de Bourgogne a trouvé mondit Seigneur le Daufin fort épouvanté, deſirant de tout ſon cœur être & demeurer en la bonne grace du Roi, & qu'il lui octroie ſes humbles requêtes, que le Roi ne lui a voulu accorder: le Roi eſt fort emerveillé & ébahi dudit épouvantement, & ne ſait connoître ni apercevoir la cauſe pourquoi; car il a été toûjours enclin à le recevoir en ſa bonne grace: même l'année paſſée, que mondit Seigneur le Daufin a envoié devers le Roi par pluſieurs fois, & encore dernierement Gabriel de Vernes, & le Prieur des Celeſtins d'Avignon, il leur a dit de bouche, en la préſence du Cardinal d'Avignon, envoié & tranſmis par le Pape, & de pluſieurs autres Seigneurs du ſang roial, & notables hommes en grand nombre, dit qu'il étoit content & vouloit, que mondit Seigneur le Daufin vint pardevers lui, & de le recevoir & traiter comment un bon Seigneur doit recevoir & traiter ſon bon & obeïſſant fils; lui pardonner, & oublier toutes les choſes paſſées quelconques fuſſent. Et pour ce que les deſſuſdits Gabriel de Vernes, & le Prieur des Celeſtins d'Avignon, envoiez par le Pape, comme deſſus a été dit, diſoient, que mondit Seigneur le Daufin avoit de grandes craintes; le Roi leur répondit, ou leur a fait repondre, que quand il lui ſeroit ſavoir ce dont icelles craintes lui viennent, il lui en ſera telle & ſi bonne réponſe, qu'il ſeroit bien content, & n'auroit cauſe de rien douter.

Ainſi n'a pas tenu au Roi, ni ne tient, que mondit Seigneur ne ſoit en ſa bonne grace, & hors de ſes doutes & craintes.

Mais au regard des requêtes, qui lui fit faire, c'eſt à ſavoir de non venir devers lui, & de ce qui touche le fait de ſes ſerviteurs, leſquelles ont toûjours été de la part de mondit Seigneur, miſes & couchées comme conditionnelles, en faiſant les offres par lui avancées: jamais le Roi ne pouroit être meû ni conſeillé de les lui accorder; car ce ſeroit directement aller contre le deſir & volonté de tous ceux du Roiaume, mémement contre le Conſeil de mondit Seigneur de Bourgogne, & des autres Seigneurs du Sang & des nobles hommes de ce Roiaume, qui tous lui ont donné Conſeil, & l'ont requis de reduire mondit Seigneur le Daufin à ſon devoir, & avec ce, le pourvoir de Serviteurs & Conſeillers prudens, & notables hommes, qui aient égard à ſon honneur & bien, & le porter à s'emploier au ſervice & bien du Roi & de ſon Roiaume, ainſi qu'il eſt tenu & obligé de le faire par raiſon. Et quand le Roi lui auroit accordé leſdites requêtes, Meſſieurs de ſon ſang, & generalement tous ceux de ſon Roiaume, auroient eû grande cauſe de penſer, que la longue abſence de mondit Seigneur le Daufin ſeroit arivée par le Roi, & de ſon vouloir; ce qui n'eſt pas; car quand mondit Seigneur partit de lui, il n'eût congé de demeurer que quatre mois; & il a demeuré prés de dix ans, au grand regret & deplaiſir du Roi, qui eût été moult joieux, que durant le tems de ſon abſence, il ſe fût trouvé és victorieuſes beſognes, qui ſe ſont faites pour la recouvrance du Roiaume; car la gloire du Pere eſt quand le fils fait œuvres loüables. *

ANS de J. C. 1456.

* Prov. 10. & 15.

Et quant à ſes ſervitenrs, le Roi eût bien deſiré & deſireroit encore, que mondit Seigneur ſe ſervît de gens de bien, & de notables perſonnes, qui toûjours le conſeillaſſent & induiſiſſent à toutes choſes, qui fuſſent pour ſon bien & honneur; au lieu qu'en laiſſant autour de lui gens qui autrement le fiſſent, ce ne ſeroit pas pour bien redreſſer cette matiere, ainſi que le Roi le deſire; & que pour le bien & l'honneur de mondit Seigneur il lui eſt expedient & neceſſaire.

Sur le troiſieme point touchant la volonté, que mondit Seigneur dit avoir de s'emploier au voiage de Turquie: quand le Roi a veû les lettres, que mondit Seigneur lui a écrites de Saint-Claude, faiſans mention dudit voiage, a été moult émerveillé, qui a meû mondit Seigneur ſi ſoudainement, à prendre cette nouvelle imagination, de laquelle il n'avoit auparavant rien fait ſavoir au Roi: & ſemble bien, que ce ſoit une nouvelle couleur, pour toûjours s'éloigner de ſe reduire, & de venir & aprocher devers le Roi ſon Pere, pour le ſervir, & lui obéir ainſi qu'il doit; car quand il auroit eû un veritable deſir de faire ledit voiage, il devroit prealablement avoir mis peine de ſe ſoumettre au Roi, & de lui obeïr, ainſi que ſelon Dieu & raiſon, il doit deſirer le faire: aprés quoi il lui eût pû dire & remontrer l'affection, qu'il avoit audit voiage, pour ſavoir ſur ce le bon plaiſir du Roi, ſans l'autorité & conſentement duquel il ne peut ni ne doit faire telles entrepriſes, mémement en ſi grandes matieres: attendu que les Anglois, anciens ennemis de ce Roiaume de France, chacun jour s'éforcent, & mettent leur eſprit plus que jamais à invader les Païs, Seigneuries, & ſujets du Roi; & que depuis aucun tems, par grands & ſubtils moiens, ils ont pourchaſſé d'y avoir entrée, & ont fait de grandes entrepriſes, deſquelles, ſi elles eûſſent ſorti à effet, ſe fuſſent enſuivis auſſi grands maux & perilleux inconveniens en ce Roiaume de France, qu'il y eût y a long-tems. Conſideré auſſi, que leſdits Anglois ont fait une réponſe au Legat, que nôtre Saint-Pere le Pape avoit envoié pardevers eux, qu'ils ne veulent aucunement entendre à la paix, mais ſont en continuelle volonté de guerroier contre le Roi, & ſon Roiaume. Il apert bien, que mondit Seigneur n'a pas grandement penſé à l'état & ſeureté de cedit Roiaume; car ce ſeroit mettre icelui Roiaume en trop évident peril, que d'en vuider la Chevalerie & Nobleſſe, & demeurer en guerre avec ſes anciens ennemis, qui continuellement mettent leur entente à y avoir entrée par divers & ſubtils moiens, comme dit eſt: à quoi le Roi a bien pourvû juſques ici, & a intention de toûjours pourvoir à l'aide de Dieu. Et quand le Roi par Paix, longues Treves, ou autrement, auroit vû & verroit ſeureté en ſondit Roiaume, ainſi qu'il a fait dire & remontrer à nôtre Saint-Pere, il n'y a Roi, ni Prince Chretien, qui plus avant ſe voulût emploier au ſecours de la Chretienté, qu'il eût fait, & encore ſeroit.

Sur le quatrieme point, portant qu'il plaiſe au Roi retenir mondit Seigneur en ſa bonne grace, & auſſi touchant le Païs de Dauſiné, ſe tenir à tant, ſans plus avant proceder: le Roi a été toûjours preſt, & encore eſt, de recevoir benignement mondit Seigneur, quand de ſa part il ſe mettra en ſon devoir; ainſi que le Roi a toûjours dit, & fait dire aux gens de mondit Seigneur le Daufin, quand il ſont venus pardevers lui.

Et

ANS de J. C. 1456. Et au regard du Pais de Dauſiné, quand le Roi avû la maniere, comme Monditſeigneur a été conſeillé de ſe departir & abſenter ainſi ſoudainement dudit Pais, nonobſtant les douces & gracieuſes réponſes, qu'il lui avoit fait, le Roi pour obvier aux inconveniens, qui à l'exhortement de ceux qui ainſi ont conſeillé mondit Seigneur, eûſſent pû venir; leſquels puiſqu'ils ont ainſi avanturé ſa perſonne par voies dangereuſes, ainſi que leſdits Ambaſſadeurs l'ont dit & expoſé; il étoit à donter, que par le moien dudit Pais, & des places & forterelles d'icelui, ils eûſſent pû faire ou entreprendre des choſes au deplaiſir du Roi, & grand prejudice de mondit Seigneur & du Pais: le Roi donc à ce ſujet a été conſeillé de ſe tranſporter audit Pais, pour y donner proviſion, & le mettre en ſeureté, de maniere qu'aucun inconvenient n'y puiſſe avenir; en quoi toutefois il a tellement procedé, que tous ceux dudit Pais, quand ils ont aperçû le bon vouloir du Roi en cette matiere, en ont été tres-joieux. Et a été le Roi content, qu'ils envoiaſſent devers mondit Seigneur, pour lui remontrer la douceur, que le Roi a tenuë en eſſaiant à le reduire. Et a bien le Roi eſperance, que oüies les remontrances de ceux dudit Pais, & par le bon Conſeil & exhortement dudit Seigneur de Bourgogne, mondit Seigneur ſe reduira, & fera ſon devoir envers lui, ainſi qu'il le doit; quoi faiſant, le Roi oubliera toutes les deplaiſances du tems paſſé, le recevra en ſa bonne grace, & le recueillera bénignement, comme bon Seigneur & Pere doit faire ſon bon & obeiſſant fils.

CDXXXV.

ANS de J. C. 1456. FRANCE ET BOURGOGNE. *Lettres de Confirmation par* LOUIS *Dauphin de Viennois, depuis Roi* LOUIS XI. *Fils aîné de Charles VII. Roi de France, du Traité de Paix qui avoit été conclû à Arras le* 21. *Septembre* 1435. *entre le Roi ſon Pere, & Philippe le Bon Duc de Bourgogne Donné à Bruxelles, où le Dauſin s'étoit retiré du vivant du Roi ſon Pere, le* 28 *Janvier* 1456. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 20.

LOUIS aîné-fils du Roi de France, Dauſin de Viennois; ſavoir faiſons à tous preſens & avenir nous avoir vû & fait voir & viſiter par les gens de noſtre Conſeil à grande & mûre deliberation les Lettres Patentes de Monſeigneur ſur le fait de la Paix & réunion faite de noſtre tres-cher & tres-amé Oncle & Couſin Philippe Duc de Bourgogne & de Brabant, avec mondit Seigneur, deſquelles la teneur s'enſuit.

Charles par la grace de Dieu Roi de France, le tres-glorieux Roi des Rois Dieu nôtre créateur, par lequel nous vivons & regnons, & duquel ſeulement nous tenons nôtre Roïaume, nous enſeigne & donne exemple par ſoi-meme à avoir comme vrai paſteur, le ſalut & le repos de nôtre peuple, & le preſerver des tres-grans & innûmerables maux & dommages de guerre, laquelle choſe nous avons toûjours deſirée de tout nôtre cœur, & procurée à tres-ſoigneuſe diligence, connoiſſant que par le bien de Paix eſt élevée & exercée juſtice, par laquelle les Rois regnent, & les tems paſſez nôtre Roïaume a été exhauſſé & conſervé. Et comme nous toûjours portant à tres-amere déplaiſance les diviſions & guerres de nôtre Roïaume, leſquelles paravant nôtre avenement à la Roiale Majeſté, étoient encommencées, & juſques à ores ont duré à la tres-grande aflictiion, opreſſion & deſtruction de nôtredit people, avons, dés qu'il a plû à Dieu nous donner âge & tems de diſcretion, vaqué, entendu, & travaillé, & fait par pluſieurs de nos parens, gens & Officiers, vaquer, entendre & travailler à trouver l'apaiſement deſdites diviſions & guerres, & mettre Paix & union en nôtre Roïaume, & reconcilier & réunir avec nous nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin Phelippe Duc de Bourgogne. Sur quoi aïent été tenuës pluſieurs conventions & journées en divers lieux de nôtredit Roïaume, avec les Anglois nos anciens ennemis, & nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne, & entre autres en la Ville de Nevers, en laquelle eût été priſe, acordée & acceptée autre journée & convennon en la Ville d'Arras. Auſquels lieu & journée d'Arras aïons envoié pour nous nos tres-chers & tres-amez Couſins le Duc de Bourbon, le Comte de Richemont, notre Connétable, le Comte de Vendôme Grand-Maître de nôtre Hôtel, & nos amez & féaux l'Archevêque de Reims Chancelier, Chriſtofle de Harcourt nôtre Couſin, & le Sire de la Fayette Maréchal de France, Maître Adam de Cambrai Premier Preſident en nôtre Parlement, Maître Jean Tudert Maître des Requetes de nôtre Hôtel, Maître Guillaume Chartier Docteur en Droit Canon & Civil, Etienne Bernard dit Moreau, nos Conſeillers, & Maître Jean Chaſtenier & Robert Mailliere nos Secretaires, & tous nos Ambaſſadeurs; & à iceux lieu & convention d'Arras aïent été de par nôtre Saint-Pere le Pape, nôtre tres-cher & ſpecial ami le Cardinal de Sainte-Croix, & de par le Saint Concile de Baſle, nôtre tres-cher Couſin le Cardinal de Chipre, & autres pluſieurs Prelats & Gens d'Egliſe, notables; par le moien deſquels Cardinaux & Gens d'Egliſe aïent été pourparlées & avancées pluſieurs voïes & ouvertures des Paix generale & particuliere, tant avec leſdits Anglois, comme avec nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne. Et finalement par le moien d'iceux Cardinaux & autres Gens d'Egliſe, ait été concluë & fermée par noſdits Couſins & Ambaſſadeurs, pour & ou nom de nous & icelui nôtre Frere & Couſin, bonne Paix, concorde, & réünion de lui avec nous, & fait, conſenti, promis & accordé les choſes declairées & contenuës és articles qui de mot à mot s'enſuivent.

Ce ſont les offres, &c.

Leſquelles choſes contenuës és articles deſſus écrits, noſdits Couſins & Ambaſſadeurs aient promis faire conſentir, approuver, ratifier, & confermer par Nous & en bailler nos Lettres confirmatoires & Parentes en forme deuë à nôtredit Frere & Couſin de Bourgoigne, & ſur ce aient baillié leurs Lettres à icelui nôtre Frere & Couſin, lequel a fait & juré bonne, loiale, ſeure, ferme, & entiere paix & réünion avec nous, & a conſenti & fait lettres, renonciations, promeſſes, ſubmiſſions, & autres choſes deſſus declarées, qu'il doit & eſt tenu faire de ſa part, & nous a reconnu ſon Souverain Seigneur.

Savoir faiſons à tous preſens & avenir, que nous oüi à plein noſdits Couſin & Ambaſſadeurs ſur les choſes deſſuſdites, & icelles bien conſiderées, & tout ce que par eux y a eſté fait & paſſé pour nous & en noſtre nom, à l'honneur & pour reverence principalement de Nôtre Sauveur Jeſus-Chriſt, tous d'eſtre de honneurs mondains & biens temporels arriere mis, & pour eſthener l'effuſion du ſang humain, & pour pitié & compaſſion de nôtre peuple, & afin qu'ils puiſſent vivre ſous nous en Paix & tranquilité; pour l'honneur auſſi & contemplation de nôtre Saint-Pere, dudit Concile, & deſdits Cardinaux, & pour certaines autres cauſes & conſiderations à ce nous mouvans, ledit Traicté de Paix accordée réünion de noſtredit Frere & Couſin Phelippe Duc de Bourgoigne avec nous, conſentons, ratifions, aprouvons & confermons, &, ſe métier eſt, faiſons de nouvel tout ainſi & par la forme & maniere qu'il eſt contenu és articles deſſus tranſcrits, & qu'il a eſté promis & paſſé par noſdits Couſins & Ambaſſadeurs. Promettans de bonne foi & en parole de Roi, & ſous l'obli-

ANS de J. C. 1456. gation de tous nos biens preſens & avenir pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs, tenir, garder entretenir & accomplir à nôtre loial pouvoir, ſans fraude, deception ou malengin ladite Paix & réünion, & toutes les choſes deſſus tranſcrites, & chacune d'icelles de nôtre part, & en tant qu'il nous touche & peut toucher à toûjours, tout par la forme & maniere deſſus écrite inviolablement & ſans enfreindre, ſans faire ne venir, ne ſouffrir faire ou venir au contraire, couvertement ou en appert, en quelque maniere que ce ſoit. Nous ſoumetant quant à ce à la cenſure, cohertion, compulſion, & contrainte de noſtredit Saint-Pere, dudit ſaint Concile, & deſdits Cardinaux, & de toutes autres Cours tant d'Egliſe que Seculieres; Voulant & octroiant par icelles eſtre contraints & compellez tant & ſi avant comme faire ſe peut en tel cas ſe faute y avoit de noſtre part: & renonçons à toutes allegations & exceptions tant de droit que de fait que pourrions dire ou alleguer au contraire: En eſpecial au droit diſant que generale renonciation ne vaut ſe eſpecial ne precede, & tout ſans fraude, deception & malengin.

Et afin que ce ſoit choſe ferme & eſtable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre Scel à ces preſentes. Donné à Tours le dixiéme jour de Decembre l'an de grace mil quatre cens trente-cinq, & de nôtre Regne le quatorziéme. Par le Roi en ſon Grand Conſeil, Freſnoy.

Nous ayant agreable comme bien raiſon eſt, ce que par mondit Seigneur fait a été en cette partie, ledit Traité de paix accordée, & réünion de nôtre dit oncle & couſin avec mondit Seigneur, & tout le contenu és Lettres ci-deſſus tranſcrites, avons loué, gréé, ratifié & aprouvé, loüons, gréons, ratifions, aprouvons & confermons, tout ainſi & par la maniere qu'il eſt contenu eſd. Letres deſſus incorporées. Prometant par les foi & ſerment de nôtre corps, & en parole de fils de Roi, & ſous l'obligation de tous nos biens preſens & avenir pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs, tenir, garder, entretenir, & acomplir, & faire tenir, garder, entretenir & acomplir de point en point, ſans fraude, deception, ou malengin lad. paix & réünion, & toutes les choſes contenuës eſd. Letres deſſus tranſcrites, & chacune d'icelles à toûjours, tant par la forme & maniere eſdites Letres contenuës inviolablement & ſans enfreindre, ſans faire ne venir, ne ſouffrir faire ou venir au contraire, couvertement ou en apert, en quelque maniere que ce ſoit: Nous ſoumetant quant à ce, à la cenſure, cohertion, compulſion & contrainte de nôtredit Saint-Pere, dudit ſaint Concile, & deſdits Cardinaux, & de toutes autres Cours, tant d'Egliſe que Seculiers, veuillant & octroiant par icelles, & mêmement par nôtre dit Saint-Pere, être contraints & compellez tant & ſi avant comme faire ſe peut ſe faute y avoit de nôtre part, & renonçons à toutes allegations & exceptions, tant de droit que de fait, que pourrions dire ou alleguer au contraire, en ſpecial au droit diſant que generale renonciation ne vaut, ſe l'eſpecial ne precede, & tout ſans fraude, barat, deception ou malengin. Et afin que ce ſoit choſe ferme & eſtable à toûjours; nous avons fait mettre à ces preſentes nôtre Scel de ſecret en l'abſence du grand. Donné à Bruxelles le vingt-huitiéme jour du mois de Janvier l'an de grace mille quatre-cens cinquante & ſix. *Au deſſous eſt écrit de la main du Dauſin.* Beaulx oncle Phelipe Duc de Bourgoigne, Nous vous prometons par la foi & ſerment de nôtre corps, d'entretenir & garder de point en point le Traité & apointement de la paix fait entre Monſeigneur & vous, tout ainſi qu'il eſt cideſſus écrit, ſans aucunement faire ne venir à l'encontre, & quand il plaira à Dieu que parvenions à la Couronne de France, vous promerons encore baillier nos Letres Patentes de relle ſubſtance que ces preſentes. Ecrit de ma main. Signé, Loys. Scellé du Sceau ſecret du Dauſin de cire verte pendant en lacs de ſoye rouge & verte.

Et ſur le repli eſt écrit. Par Monſeigneur le Dauſin, Jehan de Montaulban; Jehan Baſtard d'Armagnac, Maréchal du Dauſin; George de la Tremouille S. de Craon, Loys Sieur de Cruſſol; Jehan de Montapedon, Sieur de Beauvoir, & autres preſens. Signé, Bourre. ANS de J. C. 1456.

CDXXXVI.

Déclaration du Pape CALIXTE III. *que le Royaume de* NAPLES *eſt dévolu au S. Siége après la mort d'Alfonſe d'Arragon Roi de Naples, offrant néanmoins de rendre juſtice, à quiconque prétendroit avoir droit ſur ce Royaume. Fait à Rome, le 12 Juillet,* 1458. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 417. ANS de J. C. 1458. L'Egliſe et Naples.

(a) G. G. Leibnitz remarque, que Calixte ne fait point mention de Ferdinand Fils naturel, de Jean frére, & de René Roi de Sicile, qui prétendoient au Royaume de Naples.

(a) CALLISTUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad futuram rei memoriam. Regis æterni, per cujus inſcrutabilem providentiam Reges regnant, vices (quamvis immenſi) gerentes in terris, ſi de ſingulorum Chriſtianorum regnorum Regimínibus, ut in ſpiritualibus ſalubriter regantur cogitare debeamus; de illorum etiam regnorum, quæ ad Romanam Eccleſiam immediatè pertinent, & quæ per prædeceſſores noſtros in ſacri Petri ſede ſedentes in feudum interdum conceſſa fuerunt, cum conceſſio hujuſmodi ceſſat, ſalubri nedum in eiſdem ſpiritualibus, verum etiam in temporalibus gubernaculo cogitare nos convenit; ut Petri hæreditas nullo modo diſtrahatur, ſed ad manus ejuſdem Eccleſiæ omnium regnorum matris & Dominæ reducatur, & perſonis, de quibus præſidentis in ſpecula circumſpectioni viſum fuerit, prudentia ac matura deliberatione prævia regenda committatur, & ſubditi Regis pacifici quieta gubernatione lætentur.

2. Sanè cum regnum Siciliæ citra Pharum, quod de patrimonio B. Petri exiſtit, & quod olim per nonnullos Romanos Pontifices prædeceſſores noſtros diverſis Regibus & aliis Dominiis temporalibus ſucceſſivè in feudum ſub certis modis & formis, quos præſentibus haberi volumus pro expreſſis, conceſſum extitit, quodque nuper claræ memoriæ Alfonſus Rex Aragonum à Romana Eccleſia in feudum obtinebat, per obitum ejuſdem Alfonſi Regis, qui ſicut Domino placuit, debitum naturæ perſolvit, infeudatione hujuſmodi per ipſius obitum ceſſante, ſit ad eandem Eccleſiam legitimè devolutum, atque in ipſum regnum, quod ad nos pertinet, nemo ſe intromittere quoquomodo debeat, ſive poſſit.

3. Nos cupientes ſingulos ipſius Regni regnicolas tanquam nobis, & nulli alteri immediatè ſubditos per noſtræ proviſionis miniſterium ſub noſtro felici regimine in pacis & quietis amœnitate gubernari, univerſis & ſingulis ipſius Regni Patriarchis, Archiepiſcopis, Epiſcopis, & aliis Eccleſiaſticis Prælatis; nec non Ducibus, Marchionibus, Principibus, communitatibus, univerſitatibus, Baronibus, militibus, civibus, regnicolis & habitatoribus quibuſcumque tam Eccleſiaſticis, ſecularibus & ordinum quorumcumque regularibus, quam laicis cujuſcumque dignitatis, ſtatus, gradus, ordinis, nobilitatis conditionis & præeminentiæ exiſtant, ſub interminatione divini judicii, necnon anathematis, maledictionis æternæ, excommunicationis in ſingulos, & interdicti in communitates, univerſitates, capitula, conventus, & collegia pœnis, quas ex tunc prout ex nunc, in ſingulos contrafacientes proferimus ipſo facto; de venerabilium fratrum noſtrorum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium conſilio pariter & aſſenſu, ac poteſtatis plenitudine diſtrictiùs inhibemus, ne ipſi aut eorum aliquis per ſe vel alium ſeu alios directè vel indirectè quovis quæſito ingenio vel colore, alicui præterquam

ANS de J. C. 1458. terquam nobis aliquod fidelitatis juramentum ratione civitatum, terrarum, caſtrorum, oppidorum, villarum, locorum, aut feudorum, quæ in dicto Regno obtinent præſtare præſumant ſeu præſumat.

4. Quod ſi fortè ipſi aut eorum aliquis hujuſmodi juramentum hactenus præſtiterint ſeu præſtiterit, nos omnes & ſingulos, qui juramentum ipſum præſtiterint, ut præfertur, ab hujuſmodi juramentis & temeritate jurandi auctoritate Apoſtolica tenore præſentium abſolvimus, ipſaque juramenta eis & eorum cuilibet relaxamus, ipſoſque & quemlibet eorundem ad hujuſmodi juramentorum obſervationem minimè teneri, dictumque regnum per obitum hujuſmodi ad nos & Romanam Eccleſiam prædictam devolutum fuiſſe & eſſe, ac ad nos dictam Eccleſiam immediatè & nullum alium pertinere & de illo per alium quam per nos ordinari ſeu diſponi nullo modo potuiſſe ſive poſſe, auctoritate & tenore prædictis decernimus & declaramus.

5. Si verò aliquis in ipſo Regno vel ad illud jus habere prætenderit, aut ſuper eo ſua intereſſe quomodolibet putaverit, nos ad juſtitiam cuilibet deſuper miniſtrandam, cum in ea ſingulis debitores ſimus, offerimus nos paratos. Eſt denique officium Paſtorale noſtrum ſic utiliter providere, ne regnum ipſum tyrannide devaſtetur, aut vepribus laceretur, ſive in prædam detur, ut oves gregis Dominici regni noſtri illæſæ & integræ conſerventur in pace & quiete vivendo; juſtitia enim & pax oſculatæ ſunt.

6. Præterea ne quis de præmiſſis ignorantiam prætendere poſſit, ſeu quomodolibet allegare, præſentes litteras in valvis baſilicæ B. Petri Apoſtolorum Principis de urbe, ad quam de diverſis mundi partibus quamplurimi continuè confluunt, affigi publicè mandamus, ita ut minimè ſit ambigendum, quin ad Patriarcharum, Archiepiſcoporum, Epiſcoporum, Prælatorum, Ducum, Marchioum, Principum, Comitum, Baronum, Communitatum, univerſitatum, militum, procerum, civium, regnicolarum, & habitatorum, aliorumque notitiam quantocius deveniant &c. Dat. Romæ apud S Petrum anno M. CCCC. LVIII. IV. Jd. Julii, Pontificatus noſtri anno IV.

CDXXXVII.

ANS de J. C. 1458. SAVOYE ET CHIPRE.

Contract de Mariage entre LOUIS DE SAVOYE *Comte de Genéve, &* CHARLOTE DE CHIPRE *Princeſſe d'Antioche. Fait à Turin, le* 10. *Octobre*, 1458. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves pag. 386.

EN nom de Noſtre Seigneur, de ſa Glorieuſe Mere, & de toute la Court Celeſtiel, s'enſuivent les Chapitres faiz touchant le Traittié de Mariage entre *Tres-haulte & Puiſſante Dame* CHARLOTTE *Fille du Roy de Chypres, Princeſſe d'Antioche; & Tres-hault & Puiſſant Prince Monſeigneur* LOYS DE SAVOYE *Comte de Geneve, Fils de Tres-haut & Tres-excellent Prince Monſeigneur le Duc de Savoye, de Chablais, & d'Aouſte, &c.*

Premierement, pour l'accompliſſement du Mariage deſſuſdit, Magnifiques & Puiſſans Seigneurs Meſſeigneurs Janus de Montoliſ Mareſchal de Chypres, & Oddet Boſſat Gouverneur de madite Dame la Princeſſe, Chivalliers, Ambaſſadeurs & Procureurs eſpeciaulx à ce deputés par leſdits Roy & Princeſſe, comme il s'appert deuëment par Lettres sutentiques, dés maintenant par paroles de preſent, promettent au nom que deſſus pour leurs ſerement ſur les Saiots Evangiles, & ſur l'obligation de tous leurs biens, que ladite Princeſſe prend & prendra pour ſon loyal & vray Eſpoux & Mary ſelon le commandement de Saiote Mere Egliſe, & enſuivant & moyennant les diſpenſations à ce opportunes, mondit Seigneur de Geneve de maintenant par parolles de preſent, de l'autorité & exprés conſentement de mondit Seigneur le Duc ſon Pere, & ledit Seigneur de Geneve prendra & prend pour ſa vraye & loyale Epouſe ladite Princeſſe d'Antioche. ANS de J. C. 1458.

Item que leſdits Ambaſſadeurs & Procureurs comme deſſus, pour contemplation dudit Mariage de maiotenant, & par vertu de la puiſſance ſur ce à eux donnée, donnent à mondit Seigneur de Geneve pour luy, ſes hoirs & ſucceſſeurs deſcendant de madite Dame la Princeſſe, les tiltres & preeminences de ladite Principauté d'Antioche, & promettent de faire ratifier à la Majeſté du Roy de Chypre, aprés ce qu'ils ſeront arrivés en Chypres.

Item que eſtant arrivé mondit Seigneur de Geneve en Chypres, ſeront tenus leſdits Contrahants d'accomplir & conſomer ledit Mariage; & cependant promettent non svoir fait fere, ne procurer eſtre faicte choſe pour laquele ledit Mariage ſe puiſſe diſſolvir ne empeſcher.

Item meſdits Seigneurs Ambaſſadeurs; & Procureurs au nom que deſſus, dés maintenant conſtituiſſent & donnent pour & en nom de Mariage & de dote à mondit Seigneur de Geneve les Chaſteaux, Villes, Vaſſaulx & autres biens cy-aprés declarés & ſpecifiés; leſqueulx promettent comme deſſus fere valoir de revenuë annuele tant en vivres comme autre prinſes & rentes, ſelon la couſtume de la Secrere Royal, la ſomme de ſix mille Ducats; & en outre luy conſtituiſſent en nom de dote tout ce que le Roy a donné & peut avoir donné à madite Dame la Princeſſe depuis la mort de la Royne ſa Mere, leſquels Places & Chaſteaulx tiendra & ſera tenu de tenir mondit Seigneur de Geneve, ſelon l'uſaige du Pays, & d'en fere fidelité & homage au Roy.

Item promettent leſdits Ambaxeurs & Procureurs pour & au nom que deſſus, que ſitoſt que mondit Seigneur de Geneve ſera arrivé en Chipres, & eſtant conſomé ledit Mariage; les Comtes, Barons, Chevaliers, Eſcuyers, & autres hommes liges du Royaume, viendront devers luy & luy promettront de le tenir & recevoir en leur Roy, cas advenant que le Roy moruſt ſans Enfans maſles de loyal Mariage; & ce à cauſe de Madite Dame la Princeſſe ſa Femme en pact & convention que defaillant au Roy, comme dit eſt ſans Enfans maſles de loyal Mariage, & auſſi madite Dame la Princeſſe ſans Enfans (que Dieu ne vueille) ledit Royaume ſoit & doyet appartenir & appartienne pleinement & entierement à mondit Seigneur de Geneve, reſervé toutes fois tous autres droits & deciſions qu'il pourroit appartenir aux autres Meſſieurs Enfans de Savoye nés de Madame la Ducheſſe de Savoye Fille dudit Roy de Chipres.

Item promettent de ſere bien & aultrement enioyeler, en cas qu'elle ne le fuſt, madite Dame la Princeſſe ſelon qu'il appartient à ſon eſtat & à Fille de Roy; & en outre que tout ce que luy a eſté donné par feu Monſeigneur ſon Mary en quelque maniere que ce ſoit & pareillement par la Reyne ſa Mere; doye demourer pour elle & les ſiens, & aprés elle cas advenant demourer à mondit Seigneur de Geneve pleinement & entierement.

Item ſemblablement pour contemplation dudit Mariage, promet mondit Seigneur de Geneve, de l'authorité que deſſus, de s'en aller perſonnellement audit Royaulme, accompagné & fourny ainſi qu'il appartient à ſon Eſtat.

Item luy eſtant arrivé de par delà & conſomé ledit Mariage, promet comme deſſus de maintenir les affiances, couſtumes & uſaiges dudit Royaume, & de non venir au contraire d'icelles, sins tenir & obſerver toutes confederations, alliances & promeſſes que ledit Roy & ſes Predeceſſeurs ont eu cy-devant,

ANS de J. C. 1458.

vant, & meſmement avecques les Venitiens & Genois.

Item promet mondit Seigneur de Geneve de l'autorité & conſentement que deſſus, les Gens qu'il menera avecque luy, c'eſt aſſavoir ceulx dequoy il ſera requis par ledit Roy, promettront d'eſtre bons & loyaulx au Roy, durant le temps qu'ils ſeront audit Royaume.

Item pource qu'il a pluſieurs charges & affaires audit Royaume, & meſmement des bonnes & grandes gagieres qui ne ſe peuvent bonnement rachpter & mettre à point ſans argent; promet mondit Seigneur de Geneve comme deſſus, de ſoumir en Chypres les ſommes, poor les employer à rachepter & recouvrer certaines rentes & revenües au prouffit du Royaume qu'il ſont engagée comme dit eſt, en conditioo que a'il advenoit que le Roy euſt Enfans ou Enfant maſles de loyal Mariage, que en celuy cas leſdites ſommes employées à rachapter leſdites choſes, doyie eſtre entierement renduë & reſtitué par le Roy en eſdits Enfans à mondit Seigneur de Geneve, ou que leſdites choſes rachaptées devoient demourer à mondit Seigneur de Geneve.

Item en cas que madite Dame la Princeſſe deffaudroit ſans Enfans (que Dieu ne vueille) devant le Roy ſon Pere, les joyaulx & veyſelles que le Roy ſon Pere luy auroit donné deſpuis la mort de la Reyne ſa Mere, doyent retourner audit Roy.

Et toutes les choſes deſſus eſcriptes promettent leſdites parties avoir fermes & eſtables, & meſmement leſdits Ambaſſadeurs & Procureurs icelle fere ratifier an Roy apres ce que mondit Seigneur de Geneve ſera arrivé en Chipres, avec toutes autres ſubmiſſions, renonciations & autres clauſules à ce neceſſaires & opportunes. Donné à Turin, l'an de noſtre Seign. M. CCCC. LVIII. Indiction ſixieſme, & le dixiéme jour d'Octobre; Preſens Tres-reverends Pere en Dieu, & Magnifiques & Puiſſants Seigneurs Meſſeigneurs l'Archeveſque de Tharſes, Loys des Marquis de Romagnan Eveſque de Turin, Aymé Provana Eveſque de Nice; Henry Abbé de Filly; Loys Marquis de Saluces; Antoine des Marquis de Romagnan Chancellier de Savoye; Loys de Savoye Seigneur de Raconis Mareſchal de Savoye; Aymé Comte de la Chambre; Mercurin de Reciez Preſident de Piemont; Yblet Seigneur de Fruzaſque; Guiothin de Norés, Antoine de la Balme dit l'Aſne, Chambiera; Michel Canal; Eſtienne Scaille, & Michel Provane Docteurs és Loix; Jaques Meynier General de Savoye; & Pierre Buhan Seigneur de Miringa, Teſmoins appellés.

CDXXXVIII.

ANS de J. C. 1462.

FRANCE ET ARAGON.

Traité de Paix & d'Alliance, entre LOUIS XI. *Roi de France &* JEAN *Roi d'Arragon. Fait à Sauveterre Le 3 Mai* 1462. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 58.

JOANNES Dei gratia, Rex Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valenciæ, Majoricarum, Sardiniæ, & Corſicæ, Comes Barchionæ, Dux Athenarum, & Neopatriæ, ac etiam Comes Roſſilionis & Ceritaniæ, univerſis præſentem litteram inſpecturis, Salutem. Cùm inter aliquos conſiliariorum noſtrorum per noa ad hæc ſpecialiter deputatos ex unâ, & alios etiam deputatos per ſereniſſimum ac Chriſtianiſſimum Principem, & cariſſimum conſanguineum noſtrum LUDOVICUM eâdem gratia Regem Francorum ex alterâ partibus, certæ ligæ, confœderationes, intelligentiæ, & amicitiæ tractatæ fuerint, & concordatæ pro nobis, & nomine noſtro, & etiam pro ipſo cariſſimo conſanguineo noſtro Francorum Rege, & pro regnis, terris, Dominiis, & ſubditis noſtris, & utriuſque noſtrûm ſub modo, & formâ in articulis ſequentibus contentis. Sequuntur articuli facti, & concordati inter deputatos Chriſtianiſſimi, & potentiſſimi Principis Domini Ludovici Dei gratia Francorum Regis moderni, & etiam deputatos ſereniſſimi Principis, & Domini Domini Joannis eadem gratia Regis Aragonum, Navarræ, Siciliæ &c. ſuper amicitiis, ligis, intelligentiis, & confœderationibus inter ipſos Principes pro eis, & pro regnis, terris, Dominiis, & ſubditis ſuis. ANS de J. C. 1462.

Primò videlicet quod prædictus Chriſtianiſſimus Ludovicus Francorum Rex modernus, & prælibatus Dominus Joannes modernus etiam Aragonum, Navarræ, & Siciliæ Rex, erunt deinceps perpetuò boni, veri, & fideles amici, unus erga alium ad invicem pro conſervatione, deffenſione, & tuitione, ſuæ vitæ, ſuarumque perſonarum, bonorum, ſtatuum, regnorum, terrarum, Dominiorum, & ſubditorum.

Item, quod ſi aliqui cujuſcunque ſtatus aut conditionis ſint aut fuerint, futuris vellent temporibus alicui ipſorum Regum, vel eorum regnis, terris, Dominiis, & ſubditis guerram facere aut movere, vimque aut violentiam inferre, aut aliquid de ſuo indebitè, & contra eorum voluntatem detinere vel occupare, alter prædictorum Regum tenebitur ipſum ſuſtinere, deffendere, ſibi favorem exhibere contra inimicos ſuos, & omnes alios per facti violentiam aut aliàs indebitè ſuum occupantes, omnibus viis, & modis ſibi poſſibilibus quando fuerit requiſitus, quemadmodum bonus, verus, & fidelis amicus, frater, & confœderatus facere debeat alteri, ſine fictione quacunque.

Item, quod ſi unua prædictorum Regum pro ſuo volebat auxilio aliquas gentes armorum, ſagittarios vel baliſtarios, equites, vel alios, armatos pedeſtres alter tenebitur ſibi præbere uſque ad numerum quingentarum lancearum cum gentibus de tractu illis convenientibus ſecundum formam regni Franciæ quoad Regem Franciæ, & ſecundum formam regnorum Aragonum, Navarræ, & Cathaloniæ Principatus, quoad Regem Aragonum; & etiam tenebitur unus quiſque ex dictis Regibus alteri de tali numero peditum armatorum quibus opus fuerit, & ille ipſorum Regum qui hoc requiret ab alio habere voluerit, ille tamen prædictorum Regum, qui prædictos armatos tam equites quam pedites ſequiſierit, in exitu regni illius Regis à quo miſſi fuerint, & antequam alterius regnum, & Dominia ingrediantur, eis ſtipendia ſolvere tenebitur ſecundum modum, & formam conſuetam in Regno, & Dominio, unde prædictæ gentes armorum miſſæ fuerint, ſingula ſingulis referendo, & pro tanto tempore quo Rex requirens eaſdem gentes armorum detinere voluerit, & uſque ad exitum regni & Dominiorum ſuorum, & hoc ſine fraude, dolo, vel malo ingenio quocunque.

Per iſtas tamen confœderationes, nec per aliqua quæ in eis contineantur prædicti Reges nec aliquis eorum quidquam agere intendunt quod autoritati, & reverentiæ ſanctiſſimi Domini noſtri Papæ, tanquam Vicario Chriſti, aut Sanctæ Sedi Apoſtolicæ poſſet, in aliquo derogare.

Prædictus etiam Chriſtianiſſimus Francorum Rex, per ea quæ ſuperius tractata ſunt non intendit in aliquo derogare aut præjudicium inferre antiquis confœderationibus, tractatibus, & amicitiis inter Francorum, Caſtellæ, & Legionis Reges, & regna eorum factis, contractis & initis, & ſemper ad plenum obſervatis, nec etiam confœderationibus, & amicitiis inter prædictum ſereniſſimum Francorum Regem, & ſereniſſimum Regem Scotiæ, & eorum regna hactenus factia & initis, conſanguinitatique amicitiæ, & benevolentiæ ſereniſſimi Regis Siciliæ Renati, Dominique Ducis Calabriæ ejus primogeniti, & cujuſlibet eorum. Et ſimiliter dictus ſereniſſimus Rex Aragonum per hanc confœderationem non intendit derogare amicitiis, conſanguinitati, affinitati, & benevolentiæ, quæ

ſunt

ANS de J. C. 1462.

sunt inter eum & illustrissimos Alfonsum Portugaliæ, & Ferdinandum Siciliæ Reges nepotes suos, & illustrem Franciscum Sforciam, Ducem Mediolani, & quemlibet eorum.

Nos de prædictis articulis, & de omnibus, & singulis in eis, & quolibet eorum contentis, ad plenum instructi, & informati, & pro quorum conclusione nos, & prædictus carissimus Rex Francorum consanguineus noster simul hodierna de convenimus, assidua cogitatione præscientes quod regnis, & regibus pro eorum stabilitate principatus nil accommodatius concordia valeat inveniri, nostri amoris, & dilectionis radicem ad finem debitum deducere cupientes prædictos articulos, omniaque & singula in eis contenta firmamus, laudamus, & approbamus: & promittimus sub nostra fide, & verbo regio ea facere, tenere, adimplere, & inviolabiliter observare secundum modum & formam in eis, & quolibet eorum contentum.

In quorum omnium fidem, & testimonium has præsentes litteras manu nostra propria signavimus, sigillumque nostrum in pendenti jussimus apponendum. Datum circa locum de Salvaterra in quodam campo sito in Regno Franciæ in territorio de Mallerne de sola, die tertia mensis Maii, anno à Nativitate Domini millelimo quadriugentesimo sexagesimo secundo.

Dominus Rex mandavit mihi Antonio Nogueras ejus Prothonotario, præsentibus illustri Joanne de Aragonia administratore perpetuo Archiepiscopatus Cesar-augustæ, Reverendo Ofia Deping Archiepiscopo Montisregalis, magnificis & nobilibus Petro Durrea Camarlengo, Fratre Bernardo Vigonis de Rupebertino Commendatori Montisfloni ordinis sancti Joannis Hierosolimitani, Petro de Peralta Majordomo majori, Ferrario de la Nuça, Justitia regni Aragoniæ, & Roderico de Robolledo Camerlengo, militibus consiliariis suis. Et sur le repli, Beffta.

Collatio facta est cum originali existente in Thesauro cartarum Domini nostri Regis per me custodem, & Thesaurarium dictarum cartarum, die septima Maii, anni Domini millesimi quingentesimi decimi sexti. Signatum, Bude.

CDXXXIX.

ANS de J. C. 1462. CHYPRE ET SAVOYE.

Transaction passée entre CHARLOTE *Reine de Chypre, &* LOUIS *Duc de Savoye, sur certains différens survenus entr'eux. Fait le* 18. *Juin*, 1462. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 391.

AU nom de Dieu Tout puissant soit ce commencé, medié & conclu. Pour ce qu'il a esté estably, aussi comme il est expedient pour esquiver differences, reduire par escritures & instrumens publics les appointemens, pacts, conventions & conclusions, qu'auront esté faits, & se feront; afin mesmement que par laps de temps, ou defaut de memoire qui est labile, la verité ne laisse d'avoir son lieu: Par la teneur de ce present public Instrument, reçeu & stipulé par moy Claude Peclet de Seysel, Clerc de la Diocese de Geneve, Imperial Notaire public, & Secretaire de *Tres-haut & Puissant Prince, & mon Tres-redouté Seigneur Monsieur le Duc de Savoye*, requis à ce faire par les parties cy dessous nommées, à ce eleu specialement par icelles; Fais notoire & manifeste à tous qui ce verront, que estans aucunes differences, ou qui doutoient & esperoient d'estre entre *Tres-haute & Très-excellente & Tres-puissante Princesse Dame* CHARLOTTE *Reyne de Hierusalem, de Chypre & d'Armenie, Fille de feu Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-puissant Prince le Roy Jean, Roy desdits Royaumes d'une part; Et Tres-haut, & Puissants, Prince, & Princesse, Messire* LOUYS *Duc de Savoye, de Chablais & d'Aouste, Prince & Vicaire perpetuel du S. Empire, & Dame Anne des Royales de Chypre, Ducheſſe de Savoye Fille de feu Tres-haut, Tres-puissant & Tres-excellent Prince le Roy Jannus, Roy desdits Royaumes, Pere dudit Roy Jean d'autre partie:* Demandans de la part de mesdits Seigneurs Duc, & Ducheſſe par ainsi qui peut toucher l'un ou l'autre, Venerables Docteurs Messire Estienne Scaglie, & Antoine de Judicibus Conseilers, Ambassadeurs, & à ce Procureurs speciaux de mesdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe, à ce par eux deputés & ordonnés, comment s'appert par Lettres deüement faites, données à Tonon le dixiéme jour de ce present mois de Juin, signées de la main de mondit Seigneur le Duc, & sellées de son seel, aussi d'iceluy de madite Dame la Ducheſſe, & cy dessous mentioné estre faites par la Reyne susnommée à mesdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe deüe satisfaction, ou au moins recompensation. Premierement de quatre vints & cinq mille Ducats qui leur sont deus, & esquels est teuüe ladite Reyne, pour le reste de la somme de cent mille ducats donnée, constituée & promise en Mariage à mesdits Seigneur & Dame par feu ledit Roy Pere de madite Dame Ducheſſe, comme de ce s'appert par le contract & instrument de Mariage; reçeu par noble Antoine Bolomier Notaire Imperial, & Secretaire de mondit Seigneur le Duc: Et aussi demandoient lesdits Ambassadeurs, & Procureurs estre faite par ladite Reyne deüe recompensation ausdits Messeigneurs Duc & Ducheſſe; des grands frais & depens qu'ils avoient de-ja faits pour la recuperation dudit Royaume de Chypre, & de ceux qu'ils feront, par ainsi qu'il a esté appointé, & devoir mander à Gennes, & la faire aligner à l'Office de S. George, ou ailleurs sur la Gabelle de Nice de mondit Seigneur, six mille escus de Savoye pour chascun de six ou huict ans, & moins comme sera accordé, & veu par les Ambassadeurs qui là iront; laquelle despence tant faite comment devoir à faire comme dessus est dit, monte beaucoup plus que ladite reste de Mariage. Esquelles demandes & requestes, disoit ladite Reyne par la bouche de ceux de son Conseil cy dessous nommés, & du commandement d'icelle, fait à eux en la presence de moy Notaire, & des Tesmoins cy dessous nommés, comment les interprettes appellés communement truchemans, aussi cy-dessous nommés, ont referé de commun accord, ce que des choses cy dessous proposées & demandées, faites mesmement à cause de la reste du Mariage qui se demande, autrefois n'avoit esté faite finale conclusion, & pareillement sur beaucoup d'autres choses, mesmement au contract de Mariage de ladite Reyne, & du Roy Louys son Mary la dessus nommé, aussi à la Coronation d'iceluy Roy Louys; esquelles pasches & conclusions disoient au nom que dessus qu'il ne devoit estre rien fait au contraire, & plusieurs autres proposites & repliques ont esté faites & dites d'une part & d'autre, qui seroient longues à reciter. Or est ainsi que l'an de Grace courant mille quatre cens soixante deux, l'Indiction dixiéme, & le dixhuictiéme jour du mois de Juin, en la presence de moy dit Notaire & Secretaire tant comme personne publique, & des Tesmoins cy dessous nommés. Personnellement de la Grace de S. M. constituée & establie ladite Reyne Charlotte, Reyne comme est dit de Hierusalem, de Chypre & Armenie, & avec elle son Conseil representant sa Haute Cour, esquels estoit Messire Phœbus de Lusignan Seigneur de Saiette, Messire Jean de Nores, Messire Hugues l'Anglois & Messire Pollin Clax Chevaliers tous entendans langue Grecque & Françoise d'une part; & lesdits Messieurs Scaglie, & Antoine de Judicibus Docteurs, Ambassadeurs, Procureurs, & Messagers speciaux de Mesdits Seigneur, & Dame, pour & au nom d'iceux Duc & Ducheſſe, & chascun d'eux ainsi que le peut toucher d'autre part;

ANS de J. C. 1462.

ANS de J. C. 1462. part; leſquelles parties de leur bon & franc vouloir, la Reine pour ſoy, & les ſiens hoirs, & ſucceſſeurs, quoy qu'ils ſoient de la deliberation & approbation des deſſus nommés de ſon Conſeil, & comme en ſa Haute Cour, & les deſſus nommés Ambaſſadeurs & Procureurs, pour & au nom de Meſdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe & chacun d'eux ainſi que le peut toucher, & leurs hoirs & ſucceſſeurs quels qu'ils ſoient; Ont fait appointement, pacts, contracts & tranſaction, durables & valables perpetuellement, & irrevocables & par la teneur de ce preſent Inſtrument appointent, accordent & tranſigent comme s'enſuit ſtipulant & recevant moy dit Notaire comme perſonne publique, les choſes deſſus & deſſous faites & eſcrites, pour & au nom deſdits Reyne, Duc & Ducheſſe, & leurs hoirs & ſucceſſeurs. Premierement, que deffaillant de ce Monde ladite Reine (que Dieu ne veüille) ſans Enfans dudit Roy Louis preſent, ledit Roy demeure Seigneur & Roy du Pays & Royaume de Chypre, & les ſiens, par ainſi qu'il fut accordé comme conſeſſe la Reine, par feu le Seigneur d'Aix, & autres Ambaſſadeurs de Meſdits Seigneur & Dame, à la Coronation du Roy, & paravant traitté au contract de Mariage, comme confeſſent leſdites Parties en approuvant iceluy accord, & ſans y deroger aucunemene de tout ce qui eſt contenu audit contract. Le ſecond, que deffaillant le Roy Louis ſans enfans, & demeurant la Reine, & ne prenant autre Mary, Meſdits Seigneur & Dame ne luy demandent rien à ſa vie. Le tiers, que prenant la Reine autre Mary, Meſdits Seigneur & Dame, & les ſiens doivent avoir tant en payement de la reſte du Mariage de Madite Dame, qu'eſt quatre-vints & cinq mille Ducats, comment pour les frais & deſpens qu'ont ſupporté Meſdits Seigneur & Dame, à cauſe de ce Royaume, & pour ceux qui ſe feront, comme au departir de la Reine a eſté accordé; C'eſt de mander à Gennes de part Mondit Seigneur à devoir obliger la Perme de ſa Gabelle du Sel pour ſix mille eſcus de Savoye pour an, & pour ſix ans au plus juſques à huit, & moins, comme ſera accordé par les Ambaſſadeurs qui là iront, qui montent tant & plus que celle reſte du Mariage, par ainſi que confeſſe ladite Reine; C'eſt aſſavoir dix mille bons Ducats devoir à payer promptement à Meſdits Seigneur & Dame, & leurs hoirs, par ladite Reine, & les ſiens un chaſcun an, commençant alors contrait ledit ſecond Mariage, & devoir à prendre & lever ſus la meilleure & plus ſeure entrée qui ſoit au Royaume ſans aucune diminucion deſdites Sommes. Item, & le Quart, que deffaillant (que Dieu ne veüille) leſdits Roy & Royne ſans Enfans, le Royaume demeure à Madite Dame la Ducheſſe & les ſiens entierement, leſquelles conventions & tranſactions ainſi faites, concluſes & arreſtées, premier bien entenduës par la Majeſté de ladite Reine, & ſon Conſeil, & à elle données à entendre de point en point, de Chapitre en Chapitre, auſſi de Clauſe en Clauſe par le deſſus nommé ſon Conſeiller Meſſire Polin Clax Chevalier pour Interprete dit Truchement, pour & au nom de ladite Reine, & par icelle Reine alors entenduës, approuvées & confirmées, comme de ſa propre bouche en parole Grecque, elle dit & afferme par ainſi qu'à moy deſſus nommé Notaire en la preſence deſdits Temoins ce faiſant, referirent ledit Meſſire Polin, & Venerable Frere Merle de Piozaſque Chevalier de l'Ordre ſaint Jean de Jeruſalem preſens & eleus pour Interpretes du conſentement des Parties de la part de Meſdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe, entendans tous deux langue Grecque & Chypriene, & faiſant cette relatioo à moy dit Notaire de commun accord, auſſi bien entendues par leſdits Ambaſſadeurs & Procureurs de Meſdits Seigneur & Dame, icelles deux parties & chacune d'elles ont promis & promettent, la Reine en parole de Reine, mettant la main ſur ſa Teſte, & promettant & jurant par les ſaintes Evangiles eſtans devant elle, en la main de moy dit Notaire & Secretaire, & ce pour ſoy & les ſiens, & ſur l'obligation de tous ſes biens; & leſdits Ambaſſadeurs & Procureurs pour & au nom que deſſus, en promettant la foy de Prince & Princeſſe, au nom de Meſdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe, & obligeant les perſonnes & biens deſdits Meſſeigneur & Dame, d'avoir, tenir, obſerver, faire tenir & obſerver perpetuellement les choſes deſſus appointées, concluſes, arreſtées, tranſigées & accordées, & non jamais venir au contraire par ſoy ny par autre, ou voir ſouffrir qu'autre y vienne, & non jamais demander ou faire demander ſoy reſtituer, tant comme gravés à l'encontre de contract, & du conrenu d'iceluy, & meſmement ladite Reine tant comme moindre d'eage de vingt-cinq ans, & Majeure de dix huit, comme affermoit ladite Reine & ceux de ſon Conſeil par la bouche deſdits Interpretes, ou par autre qoelconque cauſe: Renonçant leſdites Parties, & nne chacune comme il luy appartient, & ſous la vigueur deſdits fermens, meſmement la Reine de la deliberation de ſon Conſeil eſtant avec elle, & comme ſa Haure Court, & de la relation que deſſus eſt dit, moy dit Notaire & Secretaire ſtipulant & recevant comme deſſus, à tous Droits Canons & Civils, & toutes Couſtumes, Ordonnances, Conſtitutions Royales, & du Pays & Royaume de Chypre, auſſi de Savoye, par leſquels & quelles l'on pourroit venir aucunement au contraire des choſes deſſus appointées, accordées & tranſigées, en tout on en partie; & mémement la Reine de la deliberation de ſon Conſeil & Haute Court, comme deſſus, au benefice de la minorité d'eage, & de pouvoir demander ſe faire reſtituer pour cette ou autre cauſe au premier Eſtat, & ſoy faire abſoudre du ſerment qu'elle a fait: Veüillant & expreſſement conſentant les Parties contrahiſſantes, que ſous cette generale renonciation ſoit compriſe toute autre ſpeciale neceſſaire à la validité de ce contract, & qu'elles ſoient & ſe tiennent comme pour ſuffiſamment exprimées; Requerant & commandant à moy dit Notaire & Secretaire, faire de ce deux ou pluſieurs Inſtrumens publica, leſquels ſe puiſſene dicter & corriger produits en Jugement, & non produits, au dictier de Sage, ſans toutefois muer ſubſtance. Donné, fait & conclud par leſdites Parties comme deſſus, & par moy accepté, recevoir & faire cét Inſtrument à S. Mauris l'Agaunois en la Duché de Chablais, en la Dioceſe de Sions, en la Maiſon de l'Abbaye dudit Lieu, en la Chambre où eſtoit alors ladite Reine, avec les deſſus nommés ſes Conſeillers, Chambellans, & auſſi Procureurs ordonnés & acceptés pour Interpretes; Preſens auſſi, demandés & requis, Temoins Reverend Pere en Dieu Meſſire Bartolomier Abbé du Noble Monaſtere de S. Mauris, Venerables Meſſire Pierre George Eofermier, Meſſire Jean de Chatonay Chantre, Meſſire Anſelme Augier Sacriſtain, & Meſſire Pierre de S. Michel Chanoine d'icelle Abbaye, Nobles Puiſſant Guillaume Seigneur de Coudrée Cooſeiller & Chambellan, Claude de Veigier, & Michel Martin Eſcuyers de Monſieur le Duc, & Claude Vignod du Mandement de Seyſel. Signé Peclet.

ANS de J. C. 1462.

CDXL.

Abregé d'un Traité de Confédération de quelques PRINCES, SEIGNEURS, *&* VILLES, *contre les Juges de* WESTPHALIE, *fait au commencement de Décembre*, 1462. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 422.

ALLEMAGNE ET WESTPHALIE.

IN hâc conſœderatione nonnulli, PRINCIPES, Fridericus Comes Palatinus Rheni, Albertus Archidux Auſtriæ, Rupertus Epiſcopus Argentorateoſis,

ANS de J. C. 1462. tenſis, Carolus Marchio Badenſis aliique Comites, Senatus quarundam Civitatum, ut Argentinæ, Baſileæ, Hagenoæ, Colmariæ, Seleſtadii, Sebuſii, Mülhauſen, Keyſersberg, Obet-Eheim, Roſsheim & Turingheim, Offenburg, Gengenbach & Zelle. Item Friburgi, Breyſach, Nuenburg, & Endingen; de infinitis & extremis injuriis ac violentis ſententiis atque executionibus malitioſis à WESTPHALICIS Judiciis, quæ Imp. Carolus Magnus, conſtituerat, conqueſti, ad impediendas in poſterum ejuſmodi violentias, inter ſe conveniunt, ac paciſcuntur, 1. ne quis in poſterum vel ſe vel ſubditorum quemquam coram iſtis Judiciis Weſtphalicis iſtat, ſed coram foro alio competente litem dijudicari curet, qui ſecus fecerit, corpore luat. 2. ut omnes tabellarii publici ab illis Tribunalibus Weſtph. literas vel citationem afferentes præhendantur, literiſque acceptis ſi tolerabiles ſint dimittantur, vel pro re natâ pœnâ corporis afflictivâ afficiantur. 3. ut ſibi invicem auxilius ſubveniant, ita tamen ut piè omnia agantur.

CDXLI.

ANS de J. C. 1463. L'EMPIRE ET LA HONGRIE. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC III. *Empereur, &* MATTHIAS *Roi de Hongrie, par lequel il eſt dit, que ſi le dit Matthias meurt ſans Enfans, le dit Frederic, ou un de ſes fils lui ſuccedera. Fait en* 1463. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 422.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, ac Auſtriæ, Stiriæ, Channthiæ & Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ Slavoniæ, & portus Naonis, Comes in Hapſpurg, Tirolis, Ferretæ, & in Kyburg, Marggravius Burgoviæ &c. recognoſcimus, cum alias occaſione differentiarum & controverſiarum inter nos ex una, & dictum Regnum Hungariæ, Prælatoſque, Barones, nobiles, proceres, incolas, & inhabitatores ejuſdem Regni Hungariæ parte ex altera ſubortarum & vertentium, ad nonnullos articulos, & capitula pacis & concordiæ, in præſentia venerabilis Hieronymi Archiepiſcopi Cretenſis tunc Apoſtolicæ ſedis legati miſſi deventum fuerit, quod nos ad exhortationem ſanctiſſimi Domini noſtri Papæ Pii, in præſentia & medio venerabilium Dominici Epiſcopi Torcellani, Apoſtolicæ ſedis ſimiliter Legati miſſi cum poteſtate Legati de latere, & Rudolphi de (a) Rudeſtraim præpoliti Friſingenſis & Wormatienſis Eccleſiarum Decani, ejuſdem ſanctiſſimi Domini noſtræ Papæ referendarii, Apoſtolicæ ſedis Oratoris, & nuntii in præſenti cauſa ſanctitatis ſuæ Commiſſarii; cum venerabilibus & magnificis Stephano Colocenſis & Bathuenſis Eccleſiarum Archiepiſcopo, locique ejuſdem Colocenſis Comite perpetuo, Joanne Epiſcopo Waradienſi Principibus, Nicolao de Wylakez Waywoda Tranſylvano, & Machoviен. & Regni Sclavoniæ Bano compatre noſtro Comite, Ladſlao de Palotz judice Curiæ Regiæ, & Emerico de Zapolia ſummo Theſaurario regio, & Capitaneo partium ſuperiorum Regni Hungariæ, devotis fidelibus noſtris dilectis; nomine ſereniſſimi Principis Domini MATTHIÆ præfati Regni Hungariæ Regis, filii noſtri chariſſimi, prælatorumque, Baronum, procerum & nobilium ejuſdem Regni ad finalem, & ultimatam concluſionem eorundem articulorum ſponte, liberè, bonâ & ſincerâ voluntate, in hunc, qui ſequitur, modum devenimus.

(a) Forte *Rudeſtaim.*

2. Imprimis ad finem optatæ pacis & concordiæ deliberatum & concluſum eſt, quod nos Fridericus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ idem Rex, Dux Auſtriæ &c. præfatus, & hæredes noſtri à nobis per rectam lineam deſcendentes infraſcripta caſtra & oppida, quæ in metis, & limitibus regni Hungariæ conſtituta poſſidemus, & in noſtris manibus per nos, & alios noſtri nomine tenemus, videlicet * Vorcſtenſtein & Kobelsdorf eum ſuis pertinentiis omni Imperio & Juriſdictione poſſideamus, teneamus, ac illis liberè utamur, & gaudeamus pacificè & quietè, abſque ſereniſſimi Principis Matthiæ dicti regni Hungariæ Regis filii noſtri chariſſimi, ac hæredum & ſucceſſorum ſuorum prælatorumque, Baronum, procerum, & nobilium ejuſdem Regni quorumcunque, per ſe aut alios, eorum inquietatione, turbatione, exactione, gravamine & moleſtia quibuſcumque de jure, & de facto, ac ceſſione juris eorum præſentium, qui intereſſe ad loca prænominati ſe habere prætendunt in favorem quorumcunque, quovis quæſito colore facta aut fienda; ſalvis tamen decimis & cauſis Eccleſiaſticis, quæ in foro ſuo ventilari, & agitari poterunt, prout juris eſt & rationis: In foro verò ſeculari in perſonalibus actionibus & realibus contra & adverſus noſtros ſubditos, & caſtrorum præfatorum quomodolibet motis aut movendis coram judicibus per nos, Imperatorem præfatum, in locis hujuſmodi pro tempore deputaris, actor juſtitiam poſtulet & requirat, quæ ad requirentis inſtantiam expeditè adminiſtrari debet, proviſo, quod eo ordine ad requiſitionem prædictorum ſubditorum noſtrorum, & dictorum caſtrorum per regem pro tempore, & ipſum regnum Hungariæ, eorumque officiales procedatur, & procedi curetur.

ANS de J. C. 1463.

3. Et ſi paſſagium generale contra Turcos pro defenſione fidei, & ipſius regni fieri contigerit, in ea, requiſitione prævia à nobis, iidem ſubditi maneant incluſi, ſic tamen, quod in eum caſum hujuſmodi exactionis per nos ſupra dictum Romanorum Imperatorem debita fiat diſpoſitio, & adverſus contra enientes, qui quomodolibet etiam pro ſuo intereſſe aliquid attentarent contra ea, quæ prætenta ſunt, aut nos & hæredes noſtros, tanquam contra violatores pacis, & Rex ipſe pro tempore, & regnum nobis potenter aſſiſtentiam faciant.

4. Adjectum etiam eſt & concluſum, quod poſt obitum noſtrum Rex pro tempore & Regnum Hungariæ facultatem habeant dicta caſtra Vorckhenſtain & Kobeldorf, & eorum redditus, caſu quo idem caſtrum Kobeldorf per nos demolitum non fuerit, attento quod modicæ extimationis & ruinoſum exiſtit, redimendi ab hæredibus noſtris pro ſumma quadraginta millium florenorum Ungaricalium & ducatorum boni auri & juſti ponderis.

5. Item quia nos ſupra nominatus Fridericus Romanorum Imperator &c. bonis & honeſtis reſpectibus hucuſque titulo & nomine Regis Hungariæ uſi ſumus, deliberatum eſt & concluſum, quod nos hujuſmodi titulo Regis à Prælatis, Baronibus, Proceribus, nobilibus, & aliis regnicolis regni Hungariæ in antea liberè & quietè in eorum literis & ubilibet honorati & decorati, quoad vixerimus, remaneamus, & Rex dicti Regni Hungariæ, & aliorum regnorum eidem Regno cohærentium nominari & vocari, & eo titulo uti & frui poſſimus & valeamus: impedimento, contradictione & turbatione Regis pro tempore, Dominorum & inhabitatorum ipſius Regni prorſus amotis.

6. Item ut Reſpublica & felix ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Chriſtianæque religionis ſtatus augeri & promoveri eò falubrius & utilius poſſit, nos Fridericus Romanorum Imperator præfatus prædictum ſereniſſimum Matthiam Regem Hungariæ pro filio noſtro adoptivo habebimus, & paternè amplectemur, & in præſentiarum in filium recepimus & adoptamus, eique & regno amicitiam, favores & promotiones paternas in antea faciemus, eundemque Regem Matthiam filium noſtrum nominabimus: & in recognitionem tantæ clementiæ, quæ multis reſpectibus, nobis & eidem

ANS de J. C 1463. eidem Regi Matthiæ ad honorem & commoda ceder, ut dignâ vicissitudine gratitudinis debitæ se erga nos exhibeat, concluſum est, quod idem Rex Matthias adoptivus filius noſter nos Imperatorem Romanorum prætactum ex adverſo, quod vixerimus, pro patre honorare, reputare, nominare, ſcribere & tenere debeat, prætactique Stephanus Colocenſis Archiepiſcopus, Joannes Waradienſis Epiſcopus, Nicolaus de Wylaktz Waywoda, Ladiſlaus de Palotz, & Emericus de Zapolia, nomine Prælatorum, Baronum, Procerum, nobilium, incolarum & inhabitatorum dicti regni Hungariæ atque ſuo annuerunt, quod idem Rex Matthias nos Fridericum Imperatorem prædictum patrem ſuum & Regem nominet, honoret, reputet & nobis patri ſuo & Regi Hungariæ ſcribat.

7. Inſuper cum præfati Stephanus Colocenſis Archiepiſcopus, Joannes Epiſcopus Waradienſis, Nicolaus de Wylacktz Waywoda, Ladiſlaus de Palotz & Emericus de Zapolia prædictum Regem Matthiam, nec non Prælatos, Barones, Proceres, nobiles, incolas, & inhabitatores regni Hungariæ prædicti, ac ipſum regnum vigore mandati ipſis traditi ſuis literis obligaverint, & aſtrinxerint, ad ſervandum inconcuſsè perpetuo nobiſcum, & hæredibus, terriſque & Dominiis noſtris pacem inviolabilem (ligis & conſcriptionibus in contrarium facientibus non obſtantibus quibuſcumque, imò ſublatis eiſdem) nobiſque & filio noſtro chariſſimo Maximiliano conſilia, auxilia, & confublidia cunctis in adverſis contra quoſcumque, toties quoties opportunum fuerit (ſanctiſſimo Domino noſtro Papa, ſede Apoſtolica, & ſancta Romana Eccleſia dumraxat exceptis) efficaciter pro poſſe danda, facienda & proſequenda, ad noſtram & præfati filii noſtri requiſitionem, præfatorum regni Hungariæ & Regis pro tempore expenſis, dum tamen in expeditione generali contra Turcos in hoc non fuerint præpediti, ac mora irrationabili ac contradictione quibuſvis in his omninò ceſſantibus, libertatibus dicti regni in aliis ſemper ſalvis: ob hoc nos præfatus Fridericus Romanorum Imperator, nos ac hæredes noſtros, terras & Dominia noſtra, ac incolas & inhabitatores eorumdem vice reciproca obligamus & aſtringimus per præſentes, ad ſervandum ſimiliter inconcuſsè perpetuo cum præfato filio noſtro Rege Matthia, hæredibus ac ſucceſſoribus ſuis, ac ipſo regno Hungariæ, Prælatiſque, Baronibus, Proceribus, nobilibus incolis, & inhabitatoribus ejuſdem regni Hungariæ, pacem inviolabilem, ligis & inſcriptionibus in contrarium facientibus non obſtantibus quibuſcumque, imo ſublatis eiſdem.

8. Prætercà grata viciſſitudine favoribus & promotionibus dictum filium noſtrum Matthiam Regem Hungariæ, ejuſque ſtatum, ſignanter contra Turcam, & infideles Chriſti hoſtes, apud ſanctiſſimum Dominum noſtrum ſummum Pontificem, ſedem Apoſtolicam, Principes ſacri Romani Imperii, & alios, ubi opportunum fuerit, ſincerè promovebimus. Et ſi, præmiſſis tamen ſignanter ad cauſam caſtrorum, ut ſupra ordinatis ſemper ſalvis, nos ſupradicti Fridericus Imperator, & Matthias filius noſter, aut ſubditi noſtri, utcunque inter ſe, aut nos alter ad alterum querelas aut petitiones quaſcumque habere prætenderimus, illas & de jure & non aliter proſequi debebimus, quorum occaſione juſtitia ad conquerentium requiſitionem expeditè erit adminiſtranda.

9. Item ad finem, quod ſincera affectio noſtri Friderici Romanorum Imperatoris præfati, quam ad dictum Matthiam Regem filium noſtrum, & prætactum Regnum Hungariæ gerimus ab omnibus amplius cognoſci valeat, nos venerabilibus & magnificis Stephano Colocenſi Archiepiſcopo, & Joanni Waradienſi Epiſcopo, Nicolao de Wylachtz Waywodæ, Ladiſlao de Palotz, & Emerico de Zapolia præfatis ſacram coronam ipſius Regni Hungariæ, nobis Imperatori Friderico prætacto per quondam ſereniſſimum Elizabeth Reginam una cum ſereniſſimo olim bonæ memoriæ Rege Ladiſlao ad fideles manus aſſignatam & huc uſque fideliter tentam & cuſtoditam, ne ad alienas manus illam devenire contingeret, oppidumque Sopronienſe nomine dicti Matthiæ Regis filii noſtri, & ipſius Regni Hungariæ gratioſè aſſignavimus, & omnem obligationem ſuper eodem remiſimus. ANS de J. C 1463.

10. Item ad majorem ſolidationem paterni amoris, ac in retributionem clementiſſimæ affectionis noſtræ ad præfatum Matthiam Regem filium noſtrum, & ipſum Regnum Hungariæ, quodque nos eo promptius, & ad ipſius Regni commoda, & boni ſtatus incrementa accuratius promovenda alliciamur, deliberatum & concluſum eſt, quod vacante Regno Hungariæ, filiis ſeu nepotibus legitimis ex præfati Regis Matthiæ lumbis procreatis non extantibus, nos ſupra dictus Fridericus Romanorum Imperator, aut filius noſter, quem ad hoc deputandum duxerimus, & poſt noſtrum deceſſum filius noſter, quem reliquerimus, aut ſi plures à nobis fuerint relicti, alter ex iſtis, quem Regnum ipſum prælegerit in Regem, ipſi Regno Hungariæ præficiamur, aut præficiatur cum plena ejuſdem Regni adminiſtratione.

11. Item, ſi ut præfertur, præfatum Regnum Hungariæ vacaverit, provideri debet per Prælatos, Barones, Proceres, nobiles, incolas, & inhabitatores ejuſdem Regni, quod nos Fridericus Romanorum Imperator prænominatus, aut filius noſter, ut præmittitur, conſilio & potenti auxilio ejuſdem Regni Hungariæ, ut moris eſt, coronemur, ſeu coronetur, & in adminiſtratione plena regni in pace recognoſcamur, ſeu recognoſcatur, & efficaciter pro Rege teneamur, ſeu teneatur.

12. Item concordatum & concluſum eſt, quod omnes injuriæ, differentiæ, diſſenſiones, impetitiones quæcumque, & actiones inter nos partes præfatas, etiam occaſione ſelicis recordationis Regis Ladiſlai, ac alias quomodolibet ſubortæ, eriam nobis hinc inde ex quacumque cauſa competentes quoad nos, & hæredes & ſucceſſores noſtros, utrinque penitùs remiſſæ & extinctæ eſſe debent, omniſque indignatio, & diſplicentia, quas nos præfatus Fridericus Romanorum Imperator, & dictus Matthias filius noſter Reges contra quoſcumque Prælatos, Barones, Proceres, nobiles, incolas & inhabitatores dicti Regni, & alios Eccleſiaſticos & ſeculares occaſione adhæſionis nobis utrinque hinc inde factæ concepimus, in futurum minimè ulciſcantur, neque via facti neque juris, ſed ſimiliter remiſſæ & extinctæ eſſe debent; pollicentes & promittentes in verbo Imperiali, nos omnia & ſingula in prætactis articulis & capitulis contenta & conſcripta, * & per nos fieri debere, facturos, proſecuturos & completuros, ac à præfato Commiſſario ſanctiſſimi Domini noſtri Papæ, ad id poteſtatem habente, & nihilominus ex poſt etiam à ſua ſanctitate & ſede Apoſtolica, confirmationes oportunas ex certa ſcientia petituros & obtenturos, quibus ſtabimus & parebimus realiter & cum effectu, dolo & fraude in his omnibus ceſſantibus quibuſcunque. In cujus rei teſtimonium Imperialis noſtræ Majeſtatis ſigillum præſentibus fecimus appendi. Dat. in Nova Civitate feria tertia ante feſtum B. Mariæ Magdalenæ, anno Domini M. CCCC. LXIII. Imperii noſtri XII. Regnorum noſtrorum Romani XXIV. Hungariæ vero V.

ANS de J. C. 1463.

CDXLII.

Honoris et Venise.

Traité d'Alliance entre MATTHIAS *Roi de Hongrie, & le* DOGE, *& la Seigneurie de* VENISE, *fait le* 12. *de Septembre* 1463. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 426.

IN nomine Dei æterni, Amen. Poſtquam perfidus Turchus perpetuus Chriſtiani nominis hoſtis victoriarum curſu vehementius elatus in dies factus eſt inſolentior, modo hos modo illos potius quadam ejus ſævitia, quam rei militaris peritia domuit, & ditioni ſuæ Græciam, Bulgariam, Serviam, Conſtantinopolim urbem olim opulentiſſimam, Peloponeſum, Trapeſundam, Moldaviam, & alia maritima loca, poſtremoque Boſniam, Provincias omnes Chriſtianum nomen profitentes, nullo propemodum repugnante ſubegit, ac etiam Chriſtianæ Religionis Cultores, de quorum excidio jam dudum molitus eſt, ſternere non deſinit; eſt ſperandum in divina Clementia ſummi Creatoris noſtri, qui pro redemptione noſtra tormentum Crucis ſubire dignatus eſt, quod ab hujuſmodi perſecutionibus Turcorum hoſtium nunc fidelem populum ſuum Chriſtianum liberabit, jamque ipſe Pater omnipotens aſſiduis deprecationibus fidelium ſuorum, divinum auxilium implorantium, placatus, & quorum everſæ ſunt domus, diſſipatæ fortunæ, liberi in ſervitutem tracti, parentes crudeliter interempti, miſericordia motus, victoriis illis tot Chriſtianorum cruore pollutis, finem impoſuit. Et ut victoriarum curſus adverſum Turcos citius dirigatur, Illuſtriſſimum Domini m Ducale Venetiarum, in Turcorum nomen ſemper infeſtum, ad hoc bellum adverſus Turcos ſuſcipiendum una cum Sereniſſimo Domino Rege Hungariæ in hanc hodiernam diem excitavit, ſimulque ſocietate & fœdere junxit, ut effrænata Turcorum audacia, quæ ulterius ferenda non eſt, cum Mahometana fide tam ex mari, quam ex terra penitùs deleatur, & ipſi faviſſimi Turci ſceleratiſſimi facinoris meritas pœnas luant.

2. Itaque divino numine adducti Sereniſſimus & Excellentiſſimus Dominus, Dominus MATTHIAS Dei gratia Rex Hungariæ &c. ex una, ex altera parte Illuſtriſſimus Dominus, Dominus Chriſtophorus Mauro Dei gratia Dux, & inclytum Dominium VENETIARUM unionem, intelligentiam, & ligam contra infidum Turcum optimo animo, & ſinceriſſima mente unanimiter, & ſimul conveniunt cum his modis infra ſcriptis, pactis, capitulis, conventionibus, promiſſionibus, & obligationibus pro conſervatione Sanctiſſimæ Chriſtianæ Religionis & amplificatione nominis Chriſti ſummi Creatoris noſtri. [Prima hujus fœderis pactio hæc fuit, venetos tandiu aperto bello Turcam infectaturos, quandiu Matthias Rex cum eo bellum gereret: illos præterea inſtructuros claſſem quadraginta triremium, atque in loca maritima incurſuros; per Dalmatiam etiam perque Peloponeſum pedeſtres equeſtreſque acies ad diſtrahendum in pluribus locis hoſtem educturos. Obſtrinxit ſe viciſſim Hungarus per loca Turcico imperio contermina irrupturum cum exercitu validiſſimo adverſus infideles: conſtitutumque eſt, ut nihil Veneti in limite Hungarico, nihil Hungarus io Veneto novarent, nec pars altera, altera con aſſentiente cum Turca pacem conficeret. Reſervatum præterea jus univerſis Regibus, Principibus, ac Ducibus accedendi huic fœderi, quod idoneis denique formulis communitum ac promulgatum eſt, adjecta loci & temporis nota his verbis:] Actum in Sirimio in Waradinopeta, in aula Sereniſſimi & Excellentiſſimi Domini Regis prædicti, anno Domini M. CCCC. LXIII. Indictione XI. die XII. Septembris, præſentibus Reverendiſſimis & dignitſſimis Dominis, Stephano Archiepiſcopo Colocenſi, & Joanne Epiſcopo Waradienſi; ac magnificis & potentibus Dominis Michaele dignitſſimo Comite Palatino Regni Hungariæ, Nicolao Weywoda Bano Sclavoniæ, Comite Stephano de Frangipanibus Bano Croatiæ, Pamario Comite Zigoriæ Bano Sclavoniæ, ac Magnifico Domino Emerico Zapol Regio Theſaurario dignitſſimo, & aliis Dominis præſentibus & aſtantibus ad hæc vocatis & ſpecialiter rogatis.

ANS de J. C. 1463.

CDXLIII.

Ratification du Traité d'Alliance fait par CHARLES VII. *Roi de France, avec les* SUISSES; *ladite Ratification faite par* LOUIS XI. *Fait à Abbeville le* 27. *Novembre* 1463. Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. ſervans de Preuve aux Mémoires de Philippe de Comines. pag 157. *&* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 427. *&* Frederic Leonard. Tom. IV.

ANS de J. C. 1463. France et Suiſſe.

LOUYS par la grace de Dieu Roy de Fraoce, A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit que vivant d'heureuſe memoire, noſtre Pere & Seigneur, (à l'ame duquel Dieu face mercy,) ayent eſté entre luy d'une part, & nos tres-chers & bien aimez les Conſeils, Citoyens, Communautez, & Patriotes des Citez, Villes, Terres, & Cantons de la vieille Ligue de la haute Alemagne cy-deſſous nommez ſçavoir de Zurich, Berne, Soleurre, Lucerne, Ury, Swits, Unde-wald deſſous le bois, Zoug & Glaris, d'autre; faites, traitées & arreſtées certaines Ligues, Pache *, Conventions, Amitiez & Intelligences, ce requerans leſdits Conſeils, Citoyens, & Communautez: Sur quoy iceluy nôtre Seigneur & Pere auroit lors fait ſes Lettres, contenans ce qui s'enſuit. CHARLES *par la grace de Dieu Roy de France, A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit que l'eſtat de la condition humaine ſoit muable*, &c. maintenant les ſuſdits Conſeils, Citoyens, & Communautez des Villes, Terres, & Cantons de la vieille Ligue de la haute Allemagne nous ont envoyé leurs Ambaſſadeurs, nous exhortans par tres-inſtantes ſupplications de confirmer, ratifier, & continuer les ſuſdites Ligues, Amitiez, Paches, Conventions, & Intelligences, à quoy leurs vertus ce requerans, & conſideré le zele de ſincere dilection & reverence, qu'ils ont eu juſques icy envers nous & noſtre ſuſdit Seigneur & pere, nous avons eſté meritoirement inclinez: nous donques qui deſirons de toute noſtre affection amplifier la Paix & l'amour entre les peuples Chreſtiens: ſçavoir faſons, que pour les cauſes ſuſdites, & autres à ce nous mouvans, loüons, approuvons & ratifions; & aprés la ratification avons jnüé & approuvé, & eu agreable, comme nous avons par ces preſentes leſdites Intelligences, Amitiez, Paches, Conventions, & toutes autres choſes ſuſdites, voulons & conſentons les tenir & obſerver fermement à jamais par nous, nos ſujets, amis & Confederez, tout ainſi qu'elles eſtoient tenuës & obſervées par noſtre ſuſdit Seigneur & Pere, comme il eſt contenu & exprimé és Lettres cy-deſſus eſcrites: en teſmoin de quoy nous avons fait mettre noſtre Seel à ces preſentes. Données à Abbeville le vingt-ſeptieſme Novembre mille quatre cens ſoixante trois, & de noſtre Regne le troiſieſme.

* Pacis.

ANS de J. C. 1465.

CDXLIV.

Savoye et Luxembourg.

Contract de Mariage de JANUS DE SAVOYE *Comte de Genéve, avec* HE'LEINE DE LUXEMBOURG, *fait au Château de Beaurevoir Dioceſe de Cambrai le 2. Mars* 1465. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 365.

EN la preſence de nous Notaires & Tabellions publiques & des teſmoins cy-deſſous nommés à ce requis & ſpecialement appellés, comparant Monſieur Loys d'Avanchiet Seigneur dudit Lieu, Conſeiller & Chambellan de *Monſeigneur* JANUS DE SAVOYE *Comte de Geneve*, en vertu de la charge, Ordonnance & puiſſance verbale, que ſur ſon honneur & en parolle de verité, il a affermé à luy avoir eſté bailliée par ledit Monſeigneur Janus Comte de Geneve, à ſouffiſance quant à tout ce faire, recognoiſtre & paſſer que cy-apres s'enſuit; à dit, recogneu & confeſſé, que pour parvenir au Mariage, que au plaiſir de Dieu ſe fera ſelon l'Ordonnance de Noſtre Mere Saincte Egliſe, entre ledit Monſeigneur le Comte de Geneve d'une part, & haulte & tres-Noble Demoyſelle HELAINE DE LUXEMBOURG Fille de Monſeigneur le Comte de S. Pol & de feüe Dame Jehenne de Bar en ſon vivant ſa Femme, d'autre part, ils avoient enſemble par cy-apres, grand & meurs advis & deliberations ſur ce eus, tant par chacun d'eulx & leurs Seigneurs, Amys & Conſeilliers à part, comme encore eulx enſemble traictié, accordé & conclu, traictent accordent & concluent les deviſes & conditions dudit futur Mariage eſtre telles que cy-apres ſeront declarées: premiers ledit Monſeigneur le Comte de S. Pol Conneſtable donnera, payera & deſlivrera à ſadite Fille pour ſondit Mariage la ſomme de ſoixante mille francs à payer aux termes qui s'enſuivent; c'eſt aſſavoir en dedans la S. Remy prochainement venant la ſomme de trente cinq mil francs, dont les quinze mille ſe payeront au jour des Eſpouſailles, & le reſidu montans vingt cinq mille de la S. Remy deſſuſdit en un an: aſſavoir eſt à la S. Remy an ſoixante ſept. Item veſtira & habillera ladite Demoyſelle ſa Fille ainſi que à ſon eſtat appartient, luy doura auſſy deux Chambres de Tapiſſerie telle qu'il luy plaira, & de la Veſſelle d'argent pour l'eſtat d'elle comme à ſa Fille, ainſi qu'il luy venra à plaiſir, & moyenant ce madite Demoyſelle Helaine a renoncé & renoncera au proffit de mondit Seigneur ſon Pere ou de ſon Commis, tel qu'il luy plaira, quand ou en quel temps que bon luy ſemblera de nommer & eſlire, à toute la ſucceſſion, heritage, droit de Quint & Requint, mobiliaire & immobiliaire, qui luy eſt & peut eſtre eſcheue par le treſpas de Madame ſadite Mere; & qui ſemblablement luy pourroient eſcheyr cy apres par le treſpas de mondit Seigneur ſon Pere, & auſſy tous autres Dons de meubles & immeubles, que luy ont & peuvent avoir eſté faits par cy devant, tant par iceux Seigneur & Dame ſes Pere & Mere, comme par autres, pour de tout ce diſpoſer au bon plaiſir & volenté de mondit Seigneur ſon Pere, pour icelle diſpoſition ſortir effect dés le vivant du deſſuſdit Monſeigneur ſon Pere, ou apres ſondit trepas; & pour tout ce ſolemnellement recognoit paſſer par tout là où il appartiendra mondit Seigneur le Comte de Geneve, & madite Demoyſelle apres le Mariage conſommé ſeront tenus delivrer Procuration eſpeciale au Los du Conſeil de mondit Seigneur de Saint Pol, portant ratification de la diſpoſition telle que madite Demoyſelle ara faite ou volra faire, & puiſſance pour l'entretenement de ſaire rappors, deſmiſſions, deſſaiſines, promeſſes de garantir, & autres tels devoirs de Juſtice que meſtier ſera ſelon l'uſage & Stil des lieux ou les heritages biens meubles & immeubles, eſquels madite Demoyſelle euſt peu avoir ou pourroit avoir droit par les moyens deſſuſdits, ſont & peuvent eſtre ſituées & aſſis. Toutesfois ſi bon ſemble à madite Demoyſelle ou à ſes hoirs, apres le trepas de mondit Seigneur ſon Pere, venir à la ſucceſſion d'iceluy Monſeigneur ſon Pere, nonobſtant ladite renonciation, faire le porra ou porront en rapportant en commun la Somme de vingt mil francs pour une fois ſeulement, à laquelle renonciation conſentira Monſeigneur le Comte de Geneve devant & apres le parfait dudit Mariage. Item ou cas que le plaiſir de mondit Seigneur de Geneve ſera de venir eſpouſer par deça, dont ledit Monſeigneur le Conneſtable ſeroit moult joyeux; en ce cas iceluy Monſieur le Conneſtable ſeroit la miſe des neupçes telle qui luy plairoit à ſes deſpens. Et ſe mondit Seigneur de Geneve ne vouloit venir eſpouſer par deça, mondit Seigneur le Conneſtable ſera mener ſadite Fille à ſes couſts & deſpens juſques à Dijon en Bourgogne. Et d'autre part ledit Seigneur d'Avanchier comme Ambaſſadeur & Procureur du deſſuſdit Monſieur le Comte de Geneve, & tant en vertu des lettres de ſes Procuration & inſtructions, comme de la charge qu'il affermoit luy avoir eſté de bouche donnée par mondit Seigneur ſon Maiſtre, promit & eut convenu, que ledit Monſieur de Geneve donnera & aſſignera à ladite Demoyſelle Helayne pour ſon doaire, ou cas qu'elle le ſourviveroit, ſoit qu'il euſt eü ou delaiſſé hoir ou non, toute ladite Baronnie, Terre & Seigneurie de Foucigny, avec toutes ſes appendances & appartenances, pour par elle en tous proffits, eſſuits, revenus, emolumens, juriſdictions, amandes, adventices & autres choſes quelconques, comment que les l'en puiſſe nommer, tant ordinaires comme extraordinaires, enſemble toutes les Places, Villes, Forteresſes, & Maiſons d'icelle en joye ſa vie durant tant ſeulement, à la charge de retenir iceulx Lieux en la maniere que les Dames & Demoyſelles Vefves ſont tenuës en France de retenir leurs Maiſons & Forteresſes de doaire, & non plus avant, ou autrement la Somme de cinq mil florins du Pays de Geneve chacun an icelle dite vie de ladite Demoyſelle durant, ſur toutes les Terres, biens, & Seignouries de mondit Seigneur le Comte de Geneve preſens & advenir, pour doaire prefix, avec l'une des Maiſons de mondit Seigneur le Comte de Geneve, telle que à l'eſtat d'elle appartient, lequel des deux deſſuſdits que mieux plaira à ladite Demoyſelle prendre & eſtre apres le decés & trepas de mondit Seigneur le Comte de Geneve ſe elle le ſurvit; & ce en l'aſſignation de ce preſent doaire ſont aucunes ſolemnités à garder, ou que il conviegne le conſentement d'aucun ou aucuns obtenir, ledit Monſeigneur de Geneve gardera leſdites ſolemnités à ſes deſpens, & obtenra le conſentement ou les conſentemens de ceux qu'il appartenra; & ſeront toutes les Lettres dudit Doaire doubles, dont les unes ſeront delivrées audit Monſieur le Comte de Saint Pol ou à ſon Commis, & les autres à ladite Demoyſelle Helaine ou ſon Commis; & avec ce ara ladite Demoyſelle ou cas deſſuſdits ſe bon luy ſemble, & apprehender les veut, tous les biens meubles onque ilz ſoient qui demourront au jour du treſpas dudit Monſeigneur de Geneve, en payant par elle les debtes; & ou cas qu'elle renoncera auſdirs meubles, elle ara & emportera avec ſon Doaire ſes joyaux & habits de ſon corps, avec une chambre eſtoffée ainſi qu'à ſon Eſtat appartendra, ſans à cauſe de ce payer aucunes debtes; & s'il advenoit qu'auparavant le treſpas d'icelluy Seigneur de Geneve ladite Demoyſelle alaſt de vie à treſpas ſans enfant lors vivant, ledit Monſeigneur de Geneve & ſes ayant cauſe ſeroient tenus rendre, & renderont pour le rapport dudit mariage qu'icelle Demoyſelle avoit apporté, la ſomme de dix

ANS de J. C. 1465.

ANS de J. C. 1465. dix mil francs à mondit Seigneur de Saint Pol, ſes hoirs ou ayant cauſe. Item promet ledit Monſieur d'Avanchier ou nom que deſſus, que ſe ladite Demoyſelle aloit de vie à trépas ſans délaiſſer hoir maſle de ſon corps, & que elle delaiſſaſt pluſieurs Filles d'icelluy Seigneur; en ce cas chaſeune d'icelles Filles ara & emportera en Mariage autant & parcille Somme & valeur, comme ladite Demoyſelle ara & emportera en ceſtuy ſon Mariage avec mondit Seigneur de Geneve; & ou cas que d'icelluy Mariage ne demouroit qu'une Fille à marier ſans filz comme dit eſt, icelle Fille ara & emportera à ſondit Mariage cent mil florins du Pays de Geneve, ſa n'eſtoit qu'il en euſt autres ou autres precedemment mariés, ouquel cas elle ara comme deſſus eſt dit. Tous leſquels points, traittiés, accords, & articles & chacun d'eulx les deſſuſdits Monſeigneur Loys Comte de S. Pol Conneſtable de France pour luy, ſes hoirs & ayans cauſe, & Loys Seigneur d'Avanchier ou nom d'Ambaſſadeur & Procuratoire dudit Monſeigneur Janus Comte de Geneve pour luy ſes hoirs ou ayans cauſe, ont en la main de noua Notaires deſſous nommés & de chaſcun de nous ſolemnellement ſtipulant pour toua ceux auſquels il porroit ou porra toucher, Juré, creancié & promis; c'eſt aſſavoir, ledit Monſeigneur de S. Pol en parolle de Prince, & ſubz ſon honneur, & ledit Procureur en l'ame & ſubz l'honneur de ſondit Seigneur, conſtituant tenir, ſumir, garder & obſerver de point en point entant qu'il regarde eulx & chacun d'eulx de ſon coſté, ſans jamais par eulx ou autres directement ou indirectement, ne ſous quelque ombre, couleur ou engin venir ne faire, ou ſouffrir venir contre, du tout ou en partie, en quelque maniere que ce ſoit, & expreſſement quant à toutes & chaſcunes deſdites choſes obligeant & hupotequant ledit Monſeigneur de S. Pol tous ſes biens meubles, immeubles & heritaiges, & ceux de ſes hoirs preſens & advenir, ou qu'ils ſoient ou puiſſent eſtre ſitués ou aſſis; & ledit Seign. d'Avanchier pareillement tous les biens meubles, immeubles & heritaiges dudit Seigneur de Geneve, de ſes hoirs & ayans cauſe preſens & advenir par tout, en les ſubmettant chacun de ſon coſté à toutes Juridictions, cohercions & contraintes de tous & ſinguliers Seigneurs & Juges Eccleſiaſtiques en Temporels, conſentant que celuy, ſes hoirs ou ayans cauſe, qui ſe complaindront de l'autre ſes hoirs ou ayans cauſe, pour la nonobſervation du contenu en cet Inſtrument, ſi elle advenoit que ia naviengne puiſſent pourſievir, la partie deffaillant devant quelque Joge pour par expletation de leurſdits biens & heritaiges contraindre ledit deffaillant, ſeſdit hoirs & ayans cauſe, tant au plain accompliſſement dea choſes deſſuſdites, comme à la refuſion & reſtitution de tous deſpens, dommages & intereſts qu'il aroit ſoubſtenu & ſoubſtenir, porroit la partie porſievant. Pour lequel contenu en ceſt Inſtrument demourer ferme & eſtable, ont leſdits comparans és noms que deſſus, & par ferment renunchié, & renunchent à toutes exceptions de faire force, crainte ou erreur de deception, ou ſeduction que la choſe n'ayt pas ainſi eſté paſſée, ne faire qu'elle ait aucunement eſté dite que eſcripte ou au contraire, & à tout ayde de Droit eſcript & couſtumier, Privileges de Pays, Cités, Villes ou Forteresſes, & generalement à toutes & ſinguleres choſes qui d'une part ou d'autre porroient eſtre faites, dites ou alleguées pour venir contre la teneur de ce preſent Inſtrument, & eſpecialement au Droit diſant generale renonciation non valoir ſe l'eſpecial ne precede. En outre pour plus grande ſeureté, a promis & juré ledit Loys Seigneur d'Avanchier tant oudit nom procuratoire, comme en ſon propre & privé nom, & à peine de tous deſpens, dommages & intereſts qui autrement s'en enſievroient, faire tontes les choſes deſſuſdites avec les traittiés, accords, articles, promeſſes, ſermens, hypotheccques, obligations, conſentemens, ſubmiſſions, renonciations & generalement tout le contenu en cet Inſtrument, devant les Eſpouſailles des deſſus nommés Seigneur & Demoyſelle, par ledit Monſeigneur le Comte de Geneve, ratifier, loüer & approuver tant devant Notaires publiques & Teſmoins, par Inſtrument publique où ſera incorporé ce preſent Inſtrument de mot à mot comme ſoubs ſon ſcellé, & que ledit Inſtrument & Lettres ſeront devant leſdites Eſpouſailles delivrées en double, les unes audit Monſeigneur de S. Pol ou ſon Commis, & les autres à ladite Demoyſelle ou ſon Commis, meſmement la procuration dont cy-deſſus eſt faite mention. De & ſur toutes leſquelles choſes deſſuſdites & chacune d'icelles, les deſſuſdits Seigneurs comparans ont demandé à nous Notaires publiques & chacun de nous eſtre à eulx & à tons ceulx qu'il appartiendra fait Inſtrument publique un ou pluſieurs. Ces choſes furent faites au Chaſtel de Beaurevoir dudit Dioceſe de Cambray, le ſecond de Mars M. CCCC. LXV. Preſens Laurent de la Val Comte Palatin du S. Empire, Capitaine de Gordana & d'Arinthoz, & Meſſire Daniot de Poix Chevalier Seigneur de la Verriere. Signé Bouchet & Pingret.

ANS de J. C. 1465.

CDXLV.

Propoſitions préſentées au Roi de CHYPRE, *pour le recouvrement de ſon Royaume, par Robert de S. Severin, Comte de Cayazze & Capitaine de Gendarmes, en l'an* 1465. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 395.

ANS de J. C. 1465. CHYPRE.

PRemierement promet ledit Meſſire Robert de conduire, & mener en CHYPRE la quantité de ſept cent Chevalx, & mil Soldoyers bien en point & en ordre; & avecq ceux ſere bonne guerre aux occupans d'icelny Royaume & Ennemys dudit Roy de Chypre, & ainſi comme il appartient à bon droit & loyal Capitaine à faire en tel cas.

Item promet que par toutes les Kalendes de Septembre prochain de cét an preſent M. CCCC. LXV. ſera en ordre ou Royaume de Naples, de pouvoir monter là où les Navires ſeront appareillés.

Par ainſi que ledit Roy de Chypre promettra de preſter audit Meſſire Robert la ſomme de Ducats LX. mil, c'eſt aſſavoir XXX. mil par tout ceſt preſent mois de May, & les autres XXX. mil par tout Juin prochain enſuivant.

Item qu'il s'entende que ladite ſomme de LX. mil Ducats ſoit ſervie & gaignie par ledit Meſſire Robert par tout le mois de May de l'an M. CCCC. LXVI. ou cas que depuis leſdites Kalendes de Septembre aura ſervy & employé leſdits mil Soldoyers, & Chevalx CCCCCCC. fin & par tout ledit moix de May; c'eſt aſſavoir au ſervice dudit Roy, & recouvrement de ſon Royaume; & ſe cas ſera que avant ledit termé de May de l'an LXVI. fut iceluy Royaume recouvré & delivré des Ennemys, que ledit Roy de Chypre ſoit obligé de faire remettre le deſſus eſcript Meſſire Robert & toute ſa compaignie audit Royaume de Naples; c'eſt aſſavoir en la part là où il deliberera de deſcendre, & avecq les Naſiles, edifices de boix, ſangles & cordes à entretenir les Chevalx en Mer, bottes à porter eauë, & vin, & autres choſes neceſſaires; & combien que par tout ledit May ne ſut iceluy Royaume recouvré entierement, neantmoins que iceluy paſſé, ſoit ledit Roy obligé de les remettre audit Royaome de Naples, & avecq les choſes deſſus eſcriptes; car pour riens cauſant le mauvais air d'iceluy Royaume de Chypre, n'y voldroit ledit Meſſire Robert demeurer avecq la Compaignie.

Item que ſoit ledit Roy de Chypre obligé, qu'il

ANS de J. C. 1465. aura auſdites Kalendes de Septembre fait appreſter les Naſuiles neceſſaires à pourter leſdites Gens & Chevalx, comme ſont quatre Naſues groſſes, & quatre Galeaſſes fournies des choſes expedientes, comme ſont edifices de boix, ſangles, cordes, & botte à porter eauë & vin, ainſi que deſſus eſt eſcript & deviſé.

Item promettra ledit Roy de Chypre, qu'en icelle empriſe ſera ledit Meſſire Robert ſon Capitaine General.

Item que nulle perſonne quelle que ſoit pour quelconque excés ou malefices ayt à pugnir ou congnir les Soldoyers dudit Meſſire Robert, fors que luy meiſmes.

Item que le Soldan ne s'empeſtrera de cette empriſe, car impoſſible ſeroit avecq ſi peu de Gens reſiſter à tant grant puiſſance.

Item que le Roy fournira deux Bombardes chaſcune de CCC. livres, fournies de tout ce que ſera meſtier, & traire tant de cops que ſera neceſſaire; & que pareillement l'on ayt Serpentines & les choſes à ce appartenant, enſemble les hommes à les ſçavoir tirer, conduire & gouverner.

Item que l'on ſe pourvoye de plomb, de trait, de pulvere, & fil pour les Arbaleſtes, & Colevriniers que ſe conduiront de par delà.

Item que ainſi que l'Illuſtriſſime Duc de Milan promettra de faire obſerver toutes les choſes deſſus eſcriptes par iceluy Meſſire Robert, que ledit Roy de Chypre de ſa part doit promettre d'ainſi le faire.

CDXLVI.

ANS de J. C. 1465. FRANCE, LIEGE ET BOUILLON.

Ratification par LOUIS XI. *Roi de France, du Traité d'Alliance & de Ligue, fait avec ceux du Païs de* LIEGE, BOUILLON *&c. pour faire la guerre aux Ducs de Bourgogne & de Bourbon, & Comte de Charolois. A Paris au mois de Juillet* 1465. Freder. Leonard. Tom. I. pag. 60.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France: Savoir faiſons à tous preſens & à venir, comme nagueres nous avons envoié nos amez & feaux Conſeillers & Chambellans, le Sire de Chaſtillon nôtre couſin, Aimard de Poiſieu, dit Cadorat, nôtre Bailli de Mante, Maître Jean du Vergier auſſi nôtre Conſeiller, & Preſident en nôtre Cour de Parlement de Toulouſe, & Jâques de la Royere, nôtre Secretaire pardevers nos tres-chers & grands amis les Regent, Maîtres Jurez, Conſeil & Univerſité de la Cité du LIEGE, pour leur dire & communiquer aucunes choſes de par nous, leſquels nos Conſeillers & Ambaſſadeurs, par vertu du pouvoir par nous à eux donné, ont fait pour & au nom de nous avec leſdits du Liege les Traitez, promeſſes & apointemens deſquels la teneur s'enſuit. Loüis de Laval, Seigneur de Chaſtillon, Aimard de Poiſieu, dit Cadorat, Bailli de Mante, Maître d'Hôtel, Conſeillers & Chambellans de tres-haut, tres-excellent & puiſſant Prince, Loüis par la grace de Dieu, Roi de France tres-Chrêtien, Jean du Vergier auſſi Conſeiller dudit Seigneur, & Preſident en ſa Cour de Parlement à Toulouſe, & Jâques de la Royere Secretaire dudit Seigneur, & ſes Ambaſſadeurs de par lui envoiez en cette bonne cité & Païs du Liege, & pour nous Marc par la grace de Dieu, Marquis de Bauden, Gouverneur & Regent des Païs du Liege, Duché de BOUILLON & Comté de Loz; & nous les Maîtres Jurez, Conſeil & Univerſité, generalement de ladite cité, franchiſe & banlieuë dudit Liege. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront & oiront, Salut. Savoir faiſons, que pour obvier à la mauvaiſe & damnable intention, & ſurpriſe apparente des Ducs de Bourgogne & de Bourbon, du Comte de Charolois, & de leurs adherans & complices, leſquels nagueres ſe ſont élevez, & mis ſus en armes à l'encontre du Roi leur ſouverain Seigneur & le nôtre, de nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, & auſſi pour pourvoir le plûtôt que faire ſe poura à ce que par eux, ou leur moien, aucun dommage ou inconvenient n'avienne au Roi nôtredit Seigneur, ni à ſon Roiaume, ni ſemblablement auſdits Païs de Liege, de Bouillon, de Loz, ni ſujets d'iceux: Nous Ambaſſadeurs Regent, Maîtres, Gouverneurs, Jurez, Conſeil & Univerſité deſſuſdits, deſirant d'une part & d'autre, garder & entretenir inviolablement la bonne & ancienne amitié qui a été continuellement, & ſans enfraindre gardée & entretenuë, entre les Tres-Chrêtiens Rois de bonne memoire, & la Couronne de France, & le Roi nôtredit Seigneur, & nous leſdits du Liege, de Bouillon & de Loz, & ſujets d'iceux païs, avons tous enſemble pour donner bon ordre & proviſion, à ce que dit eſt traité, appointé, conclu & accordé, les choſes qui s'enſuivent.

ANS de J. C. 1465.

Et premierement, nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, au nom du Roi nôtre ſouverain Seigneur, aiant quant à ce de lui pleine puiſſance, ainſi qu'il appert par ſes lettres patentes ci-aprés incorporées; Et nous les Regent, Maîtres, Gouverneurs, Jurez, Conſeil, & Univerſité deſſuſdits, pour & au nom d'icelles cité & païs deſſuſdits, avons de nouveau, traité, appointé, accordé, fermé & conclu, traitons, appointons, fermons, concluons & accordons, enſemble au nom que deſſus, toute bonne amitié d'une part & d'autre, au moien & par vertu de laquelle amitié, nous deſſuſdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, avons promis & promettons de nôtre part, ſervir de nôtre puiſſance, porter & favoriſer le Roi nôtredit Seigneur, à l'encontre deſdits Ducs de Bourgogne, de Bourbon, Comte de Charolois, leurs adherans & complices, & autres ſes adverſaires, rebelles & deſobéiſſans, ſans mal-engin. Et ſemblablement, nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, de la part du Roi nôtre ſouverain Seigneur, avons promis & promettons à vous Seigneurs Regent, Maîtres, Jurez, Conſeil & Univerſité de ladite cité & païs deſſuſdits, au nom que deſſus, que le Roi nôtre ſouverain Seigneur vous aidera, portera, ſoûtiendra, & favoriſera de toute ſa puiſſance en tous vos affaires, à l'encontre des deſſuſdits, & de tous vos autres ennemis & adverſaires, ſans mal-engin. Item, & pour ce qu'il eſt beſoin dés maintenant, & promptement ſoi mettre ſus en armes à l'encontre des deſſuſdits, & leur faire guerre ouverte, a été traité, appointé, accordé, & conclu comme deſſus, traitons, appointons, & accordons par ces preſentes, que pour mieux faire, mener & conduire la preſente guerre, le Roi nôtredit Seigneur, paiera & ſoûdoiera incontinent deux-cens lances, à trois hommes & à trois chevaux pour lance, & aura chacune lance par mois quinze livres tournois, durant ladite guerre à l'encontre deſdits de Bourgogne, de Bourbon, de Charolois, & leurs complices & adherans, & pour la conduite d'iceux gens d'armes, nous leſdits du Liege, commettrons & élirons tel Capitaine idoine, & ſuffiſant que bon nous ſemblera, lequel ara de par le Roi, nôtre Seigneur, la charge & conduite deſdites lances durant ladite guerre, comme dit eſt; & pourа ledit Seigneur, ſi ſon bon plaiſir eſt, commettre homme de par lui, pour prendre & recevoir les montres dudit Capitaine & deſdites lances, & les fermens des gens de guerre de ladite charge, de bien & loialement ſervir le Roi, nôtre Seigneur. Et nous leſdits du Liege, de Bouillon & de Loz, ſous la charge dudit Capitaine, qui à ce ſera nommé, commis & élû. Item, au moien & par vertu de ladite amitié, a été traité & accordé que le Roi ſouverain Seigneur de nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, fera toute diligence à lui poſſible envers nôtre Tres Saint Pere le Pape, & les Cardinaux, que ledit Seigneur Regent & Gouverneur, ſoit confirmé;

& ne

ANS de J. C. 1465.

& ne prêtera icelui Roi nôtredit Seigneur, obéïſſance à nôtredit Tres Saint Pere, juſques à ce que de tout ſon pouvoir il ſe ſera emploié de faire faire ladite confirmation; & par ce, ſera loiſible à nous leſdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, ſi bon nous ſemble, nous joindre & adherer, aux Loix, Coûtumes, & Ordonnances, reſervations & défenſes touchant l'état & gouvernement de l'Egliſe de France, qui de preſent ſont au Roiaume, ou qui ſe feront avant que le Roi nôtredit Seigneur, faſſe ladite obéïſſance, on en ſcelle faiſant à nôtredit Tres Saint Pere, & avecque ce tiendra & ſera tenir le Roi nôtre Seigneur, nous dudit Liege, en tous nos privileges, libertez, franchiſes, paix faites, regiment, uſages & coûtumes anciennes, & en tout ce que loi nous ſauve & garde, & peut ſauver & garder ſans mal-engin. Item, a été conclu & apointé comme deſſus, que nous leſdits du Liege, ne nous pourons ne devrons accorder avec leſdits Monſeigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, ni de Bourbon, ſinon par le gré, volonté, & conſentement du Roi nôtredit Seigneur; & par ce le Roi nôtredit Seigneur, ne ſe devra accorder avec leſdits Duc de Bourgogne, Comte de Charolois, ni de Bourbon, que nous leſdits du Liege ne ſoions unis & accordez de nos cauſes & differences avec les deſſuſdits. Et eſt en ce entendu, que nous leſdits du Liege ne nous pourrons ne devrons entremettre des terres & Seigneuries mouvans du Roi, nôtre Seigneur, ou étans dedans ſon Roiaume. Item, qu'au moien & par vertu de ladite amitié, Nous leſdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, ne ſerons tenus ſervir le Roi nôtre Seigneur, ne iſſir hors de la cité de Liege, outre trente lieuës de ladite cité, ſi bon ne nous ſemble. Item, a été appointé & accordé comme deſſus, que le Roi nôtredit Seigneur, ſera fournir & pourvoir à ſes dépens, par homme à ce habile & ſuffiſant, tel qu'il lui plaira, de ſalpetre, & autres poudres neceſſaires pour l'artillerie ou fait de ladite guerre, & avec ce envoiera à ſes dépens à nous du Liege, deux bons Maîtres pour tirer de l'artillerie, ladite guerre durant. Item, a été traité, conclu, & appointé comme deſſus, que le Roi ſouverain Seigneur de nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, ſera renu de ſa part entrer ou faire entrer gens d'armes à puiſſance, dedans le Pais de Henault, pour faire guerre ouverte audit païs, & auſdits Monſeigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, leurs terres & Seigneuries, & de leurs adherans & complices. Et en pareil cas, nous leſdits du Liege, ſerons tenus de nôtre part incontinent que le bon plaiſir du Roi nôtredit Seigneur ſera, nous mander & faire ſçavoir le jour de ladite entrée, entrer en armes & à puiſſance dedans la Duché de Brabant, pour faire guerre ouverte auſdits Monſeigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, & leurs complices & adherans, & leur faire & porter, & à tous les pais, qui les porteront & ſoûtiendront, tout le dommage & nuiſance que pourrons, toutes choſes enrenduës ſans mal-engin. Leſquelles amitiez, promeſſes, & appointemens, & toutes autres choſes deſſus écrites & declarées, Nous Ambaſſadeurs deſſus nommez, pour & au nom du Roi nôtre ſouverain Seigneur, par vertu du pouvoir par lui à nous donné, avons promis & promettons en bonne foi & loiaument, dol & fraude ceſſant, tenir, garder, & inviolablement obſerver, ſans jamais faire ni venir au contraire, & avecque ce avons promis, & par ces mêmes preſentes, promettons de faire ratifier, agréer & approuver, & conformer leſdites Ordonnances, accord & appointement par le Roi nôtredit ſouverain Seigneur, & iceux corroborer & ſceller de ſon ſcel roial, en forme dûë, dedans le jour Monſieur ſaint Jâques prochain venant. Et nous les Regent, Maîtres Gouverneurs, Jurez, Conſeil, & Univerſitez deſſuſdits, pour & au nom deſdites cité & païs, de nôtre part avons promis & promettons en bonne foi, tout dol & fraude ceſſant comme deſſus, tenir fermes & ſtables, garder & accomplir inviolablement les choſes deſſuſdites, ſans jamais faire, aller, ni venir au contraire, en nulle maniere quelconque, ſans mal-engin. S'enſuit la teneur de la puiſſance de nous Ambaſſadeurs deſſus nommez.

ANS de J. C. 1465.

Louis par la grace de Dieu Roi de France, à nos amez & feaux Conſeillers, & Chambellans, le Sire de Chaſtillon nôtre couſin; Aimard de Poiſieu, dit Cadorat, nôtre Bailli de Mante; Maître Jean du Vergier, auſſi nôtre Conſeiller & Preſident en nôtre Cour de Parlement à Toulouſe; & Jâques de la Royere nôtre Secretaire, Salut & dilection. Comme à cauſe de la bonne & ancienne amitié qui a été continuellement, & ſans enfreindre, gardée & entretenuë entre nos predeceſſeurs Rois de France, que Dieu abſolve, & nous & nos tres-chers & grands amis les Maire, Jurez, Conſeil & Univerſité de la cité du Liege; & pour la grande confiance que nous avons auſdits du Liege, nous aions deliberé d'envoier pardevers eux une Ambaſſade notable, pour leur communiquer de nos affaires, & des choſes nouvellement furvenuës en nôtre Roiaume, & auſſi pour leur dire aucunes choſes touchant l'avertiſſement qui nous a été fait, des durs & étranges termes, que le frere du Duc de Bourbon, ſoi diſant leur Evêque, leur a tenus, pour ce eſt-il que nous confians à plein de vos grans ſens, prudence, loiauté, ſuffiſance, prudommie, & bonnes diligences, vous avons commis & ordonnez, commettons & ordonnons par ces preſentes nos Ambaſſadeurs, pour aller pardevers leſdits du Liege, & vous avons donné & donnons par ceſdites preſentes, pouvoir de leur dire & remontrer bien amplement de par nous les choſes deſſuſdites, & autres concernans & dependans du fait deſdites matieres, & ſur ce traiter, appointer, faire & conclure tels appointemens & promeſſes avec leſdits du Liege, que verrez être utiles & profitables pour nous, nôtre Roiaume, & le bien deſdites matieres, & tout ainſi que ſerions, & faire pourrions en nôtre propre perſonne; & ſur ce leur faire & bailler vos lettres en forme dûë, leſquelles en tout ce que par vous ſera fait & beſogné, pour & au nom de nous avec leſdits du Liege, nous promettons de bonne-foi & en parole de Roi, avoir agreable & tenir ferme & ſtable, & en bailler nos lettres de ratification telles qu'il appartiendra, toutesfois que requis en ſerons. Donné à Tours le vint-uniéme jour d'Avril, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & cinq, & de nôtre regne le quatrieme. Ainſi ſigné, par le Roi, Sire de Montereul, & autres preſens, J. Bourre. En témoin de ce, nous Ambaſſadeurs deſſuſdits au nom que deſſus, & nous Regent devant dit, avons ſcellé ces preſentes de nos propres ſcels. Et nous Maire, Jurez, Conſeil & Univerſité deſſuſdits eſdits noms, les avons auſſi ſcellées du grand ſcel de ladite cité du Liege, vulgairement appellé le ſcel de Saint Jâques. Fait & donné en ladite cité du Liege, le dix-ſeptieme jour du mois de Juin, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & cinq. Leſquels traitez, promeſſes, & appointemens, eu ſur ce l'avis & deliberation des gens de nôtre Grand Conſeil, avons de nôtre grace ſpeciale, pleine puiſſance, & autorité roiale, conſentis & accordez, conſentons & accordons, & de nôtre plus ample grace, les avons confermez, omologuez, ratifiez, autoriſez & approuvez, & par ceſdites preſentes, confermons, omologons, ratifions, autoriſons, & approuvons ſelon la forme & teneur; & ainſi qu'il eſt contenu es lettres de noſdits Ambaſſadeurs, & celles deſdits Regent, & autres dudit lieu de Liege deſſus tranſcrites. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes, ſauf en autres choſes nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Juillet, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & cinq, & de nôtre regne le quatrieme.

ANS de J. C.

CDXLVII.

1465. FRANCE BOURGOGNE ET LIGUE DU BIEN PUBLIC.

Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, d'une part,* CHARLES *Comte de Charolois, & les Princes Liguez, ſous le nom du* Bien Public, *d'autre. Fait à Conflans près Paris, le 5. Octobre* 1465. Divers Traitez, Contracts, &c. Servans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 20. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 64.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre tres-cher & tres-amé Frere, & Couſin CHARLES, Comte de Charolois, du vouloir & commandement de nôtre tres-cher & tres-amé Oncle le Duc de Bourgogne ſon Pere, (pour venir & s'aſſembler avec nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Normandie, naguere Duc de Berry, & autres Seigneurs de nôtre Sang, aiant vouloir & intencion de beſogner & entendre en aucunes matieres concernant le bien public, & univerſel de nôtre Roiaume, l'état & appaiſement deſdits Seigneurs envers nous) ait depuis cinq ans en ça mis ſus grande & puiſſante armée, ſans laquelle il ne pouvoit ſurement venir, & ſoi trouver à lsdite aſſemblée. Pour ce meſmement qu'aucuns raports lui avoient été faits en lui donnant aucunes charges, donnant à entendre, que nous le tenions nôtre ennemi, & auſſi que le Comte de Nevers, le Sire de Croy, & autres qu'il tenoit & reputoit pour ſes ennemis, par l'aide, port & faveur de nos gens de Guerre, Villes & Forteresſes s'étoient mis en armes en la Frontiere des Païs de nôtredit Oncle, & ſur les paſſages de nôtredit Frere & Couſin, & occaſion de ces matieres, tant avant l'aſſemblée d'icelui nôtre Frere & Couſin, avec nôtredit Frere de Normandie, & autres Seigneurs de nôtre Sang, que depuis pluſieurs diſcors, diviſions, & voies de fait, ſoient enſuivies juſqu'à grande effuſion de ſang, entre nous & nôtredit Frere, & autres Seigneurs de nôtre Sang; pour leſquelles apaiſer, afin d'achever, & mettre à fin les grands maux & ineonveniens ineſtimables commencez, & qui étoient aparens à venir à cauſe deſdites diviſions, à ce que nous & leſdirs Seigneurs de nôtre Sang, puiſſions être & demeurer en amour, union & concorde, que Dieu nôtre Createur, auteur & largiteur de paix pût être ſervi, & reveré, & nôtredit Roiaume & tous états, regi & gouverné en paix, tranquillité, police, & bonne juſtice, nous aions fait faire & tenir pluſieurs aſſemblées d'aucuns nos parens, Conſeillers, & ſerviteurs, avec aucuns deſdits Seigneurs de nôtre Sang, & autres leurs commis & députez, entre leſquels d'une part & d'autre, aprés pluſieurs belles & notables ouvertures faites, tant pour le bien public de nôtredit Roiaume, police, & gouvernement d'icelui, que pour l'apaiſement, & réunion de nôtredit Frere de Normandie, & autres Seigneurs de nôtre Sang envers nous, les commis & députez de nôtredit Frere, & Couſin le Comte de Charolois, aient fait pluſieurs remontrances, plaintes & doleances, & entre autres, que tant pour leſdits raports faits à nôtredit Frere & Couſin, que pour autres cauſes touchant l'état de ſa perſonne, dont relation nous a été faite, & auſſi pour ce qu'il étoit averti qu'aucuns de nos gens & ſerviteurs, au nom de nous, avoient procuré & fait certaines alliances, qui lui pouvoient être prejudiciables; icelui nôtre Frere & Couſin a été contraint de mettre ſus ladite armée, pour la conduite de laquelle il a fait & ſoutenu pluſieurs grands frais, miſes & depenſes montans à plus de quatre-cens mille écus; & avec ce, pour ce que par le moien deſdites alliances & ſollicitations d'aucuns nos ſerviteurs les Ligeois, s'étoient nagueres mis en armes en intention d'envahir le Païs de nôtredit Oncle, & faire & porter dommage; icelui nôtre Oncle pour reſiſter à l'entrepriſe deſdits Liegeois, avoit mis ſus autre grande armée, à grands frais & dépens; & d'autre part, pour ce que nous avons naguere racheté de nôtredit Oncle, les terres étans ſur la Riviere de Somme, leſquelles par le Traité d'Arras lui appartenoient, nonobſtant que nôtredit Frere & Couſin, à bonne & juſte cauſe, s'attendoit que ne les dûſſions racheter du vivant de nôtredit Oncle, que icelui nôtre Oncle n'a joüi des profits deſdites terres ſa vie durant, auſſi qu'il avoit ſa fiance, & que leſdites terres n'ont pas été rachetées ſelon la forme dudit Traité d'Arras, icelui nôtredit Frere & Couſin, a été & eſt grandement intereſſé & dommagé, diſant que des charges, miſes, & dépens, dommages & intereſts deſſuſdits, & autres, qui nous ont été declarez, nous étions raiſonnablement tenus de faire à nôtredit Frere & Couſin, recompenſe convenable; ſur leſquelles choſes, dont rapport nous a été fait, & ſommes certiorez bien à plein, nous avons eû bonne & meure deliberation par pluſieurs fois, avec aucuns des Seigneurs de nôtre Sang, les gens de nôtre Grand Conſeil, & autres notables hommes de nôtre Roiaume. Savoir faiſons, que nous, de nôtre certaine ſcience & bonne volonté, deſirant réünir & rejoindre à nous nôtredit Frere & Couſin, à ce que par les bons & grands ſervices, aides & ſecours qu'il peut, & a vouloir de faire à nous & à la Couronne, nôtredit Roiaume puiſſe être gardé & defendu à l'encontre de nos anciens ennemis, & autres nos adverſaires, paix, union & tranquillité, étre nourrie & entretenuë entre nous, nôtredit Frere & Couſin, & autres Seigneurs de nôtre Sang, & que toutes voies de fait puiſſent ceſſer, & Juſtice étre obeie, gardée, & adminiſtrée en nôtredit Roiaume: Et auſſi pour conſideration & remuneration des grands ſervices, miſes & dépenſes, que nôtredit Oncle nous a faites, & a ſoûtenuës pour nous du vivant de ſeu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, pardevers lequel, & en ſes Païs, pour éviter les dangers eſquels nous étions vrai-ſemblablement de nôtre perſonne, nous retirâmes, & tant pour l'entretenement de l'état de nous, de nôtre tres chere & tres-amée compagne la Reine, que pour pluſieurs notables Ambaſſades envoiées devers nôtre dit feu Seigneur & Pere, devers nôtre Saint Pere le Pape, & ailleurs, pour nos grands affaires, touchant nôtre état à venir à la Couronne, & d'autres grands frais & dépens faits par nôtredit Oncle & nôtredit Frere & Couſin pour nous accompagner en nôtre Sacre à Rheims, & nôtre entrée à Paris, à grand nombre de gens-d'armes, par doure que avions de trouver contradiction en nôtredit Roiaume: de tous leſquels frais, miſes & dépenſes, nous avons ſouventefois promis & accordé à nôtredit Oncle, & à nôtredit Frere & Couſin, de les recompenſer. Et auſſi pour recompenſer icelui nôtre Frere & Couſin, de la penſion de trente-ſix mille francs, que nous lui avions donnée & accordée, & laquelle, certain temps avant leſdites diviſions, lui a été empêchée & rompuë: Par l'avis & deliberation de nôtredit Frere de Normandie, & de nos tres-chers & tres-amez Couſins les Ducs de Bretagne, de Calabre, de Bourbon, & de Nemours, les Comtes du Maine, du Perche, d'Eu, d'Armagnac, des gens de nôtre Grand Conſeil, de nôtre Parlement, & autres notables hommes de nôtre Roiaume, avons baillé & tranſporté, baillons & tranſportons par ces preſentes à nôtredit Frere & Couſin le Comte de Charolois, pour conſideration & recompenſation des choſes deſſuſdites; & auſſi pource que nôtredit Frere & Couſin s'eſt liberalement & pleinement accordé, entant qu'à lui étoit, & grandement emploié envers nôtredit Frere & autres Seigneurs du Sang, à l'appaiſement deſdites diviſions, & pour le bien de paix, pour lui & ſes hoirs mâles ou femelles, deſcendans de lui en directe ligne,

ANS de J. C. 1465.

ligne, & les hoirs de ſeſdits hoirs auſſi deſcendans d'eux en directe ligne, à toûjours, les Villes, Citez, Terres, Forteresſes, & Seigneuries appartenans à nous de & ſur la Riviere de Somme, d'un côté & d'autre, comme Amiens, Saint-Quentin, Corbie, Ahbeville, enſemble tout le Comté de Pontieu deçà & delà ladite Riviere de Somme, Dourlens, Saint Riquier, Crevecœur, Alleux, Monſtreüil, le Crotoy, Mortagne, avec leurs appartenances & appandances quelconques, & toutes autres, qui nous peuvent appartenir à cauſe de nôtredite Couronne, depuis ladite Riviere de Somme incluſivement, en tirant du côté d'Artois, de Flandres, & de Hainault, tant de nôtredit Roiaume, que de l'Empire, leſquelles nôtredit Oncle de Bourgogne, tenoit & poſſedoit naguere au moien dudit Traité d'Arras, & avant le rachat & desengagement que nous en avons fait. En y comprenant auſſi, au regard des Villes ſeantes ſur ladite Riviere de Somme, du côté de nôtredit Roiaume, les Banlieuës & Echevinages d'icelles Villes, & tout ainſi & en la forme & maniere, que nôtredit Oncle les tenoit & poſſedoit, pour joüir par nôtredit Frere & Couſin, & ſeſdits hoirs, & les hoirs de ſeſdits hoirs, mâles ou femelles, deſcendans d'eux en directe ligne, deſdites Citez, Forteresſes, Villes, Terres & Seigneuries, en tous profits & revenus, tant de Domaine, comme des Aides, ordonnez pour la guerre, & auſſi tailles & autres émolumens quelconques, ainſi que faiſoit nôtredit Oncle, & ſans y retenir aucune choſe, ſors les foi & hommage, reſſort & ſouveraineté: & lequel tranſport nous avons fait & faiſons, au rachat de deux-cens mille écus d'or, bons & de poids, à preſent ayans cours; lequel rachat nous & nos ſucceſſeurs, ne pourront faire de nôtredit Frere & Couſin, ni durant ſa vie; mais ſeulement nous & noſdits ſucceſſeurs le pourront faire deſdits hoirs de nôtredit Frere & Couſin, deſcendans de lui en directe ligne, & des hoirs de ſeſdits hoirs, auſſi deſcendans d'eux en directe ligne, qui tiendront icelles terres parmi, leur baillant & paiant à une fois ladite ſomme de deux cens mille écus, à preſent courans; pour la ſeureté duquel rachat, nôtredit Frere & Couſin nous baillera ſes lettres patentes en bonne forme. Et voulons & entendons, que nôtredit Frere & Couſin, & ſeſdits hoirs deſcendans de lui, & qui tiendront leſdites terres, pourront commettre & ordonner pleinement à leur volonté, tous Officiers qui ſeront neceſſaires à mettre & inſtituer au regard du Domaine deſdites Citez, Villes, Forteresſes, Terres & Seigneuries deſſuſdites, & que les autres Officiers, qui ſeront neceſſaires pour les droits roiaux, Aides, & Tailles, ſoient inſtituez de par nous & noſdits ſucceſſeurs, à la nomination de nôtre Frere & Couſin, & de ſeſdits hoirs, pour icelles Aides & Tailles, impoſer & lever ainſi qu'il ſe faiſoit du tems que nôtredit Oncle de Bourgogne les tenoit & poſſedoit; & en outre comme par ledit Traité d'Arras, entre-autres choſes ait été accordé, que la Comté de Bologne ſeroit & demeureroit à nôtredit Oncle le Duc de Bourgogne, & à ſes enfans mâles, procréez de ſon propre corps, & que nôtredit ſeu Seigneur & Pere ſeroit tenu de recompenſer ceux qui pretendroient y avoir droit. Nous pour les cauſes & conſiderations deſſuſdites, & ſans deroger audit Traité d'Arras, avons accordé & declaré, accordons & declarons à nôtredit Frere & Couſin, que lui & ſes enfans mâles ou femelles, procréez en mariage de ſon propre corps, tant ſeulement durant leur vie, tiennent & puiſſent tenir ladite Comté de Bologne, par la forme & maniere, que par ledit Traité d'Arras, nôtredit Frere & Couſin, la peut tenir, & en faire les fruits leurs, comme de leur heritage; & à ce nous ſerons conſentir ceux qui pretendent droit audit Comté, & ſerons tenus de faire les recompenſations qui appartiendront, & en tenir nôtredit Frere & Couſin, & ſeſdits enfans: Et auſſi avons promis & accordé, promettons & accordons à nôtredit Frere & Couſin, que nous lui ferons bailler & depêcher pleinement, purement & franchement, & enrant qu'à nous eſt, lui baillons & delivrons dés maintenant les Châteaux, Villes, Chaſtellenies, & Prevôtez de Peronne, Montdidier, & Roye, avec toutes leurs appartenances & appendances quelconques, déchargées de toutes gageries & rachats, en tels & ſemblables droits qu'elles furent baillées & tranſportées à nôtredit Oncle ſon Pere, par ledit Traité d'Arras, pour les tenir & en joüir ainſi, & par la maniere contenuë & declarée audit Traité, & ſerons & procurerons par effet, que nôtre tres-cher & tres-amé Couſin ledit Comte de Nevers tranſporte & remette à nôtredit Frere & Couſin, tout tel droit qu'il a & pretend avoir eſdits Châteaux, Villes, Prevôtez & Châtellenies, & que de ce qu'il en tient, il vuide & depêche la poſſeſſion és mains de nôtredit Frere & Couſin, ou de ſon Commis; & avec ce, avons baillé & tranſporté à nôtredit Frere & Couſin, pour lui, ſes hoirs & ſucceſſeurs quelconques, & en heritage perpetuel le Comté de Guynes, & ſes appartenances & appendances quelconques, pour en joüir par nôtredit Frere & Couſin, & ſeſdits hoirs & ſucceſſeurs, en tous droits, profits & émolumens, tant de Domaine, que des Aides, Tailles, & autres obventions quelconques, ſans rien y reſerver ni retenir pour nous, ſors les foi & hommage, reſſort & ſouveraineté; & du droit que le Sire de Croy, ou autres, pouroient avoir & pretendre en ladite Comté, nous ſerons tenus le recompenſer; & d'icelui Comté faire & tenir nôtredit Frere & Couſin, & ſeſdits hoirs, quites & paiſibles envers ledit de Croy, & tous autres, toutes leſquelles choſes nous avons promis & promettons en bonne foi, & par parole de Roi, par nôtre ſerment, & ſous l'obligation de tous nos biens preſens & à venir, pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs, tenir, garder, entretenir, enteriner & accomplir de point en point en la forme & maniere deſſuſdite, inviolablement & ſans enfreindre, oi jamais venir au contraire, par nous ou par autre, ne ſouffrir qu'autre y vienne directement ou indirectement, couvertement, ou en appert, le tout ſans fraude, dol, ou malengin, & nous ſommes ſoûmis & ſoûmettons pour l'accompliſſement, enterinement & entretenement des choſes deſſuſdites, & chacune d'elles, à la cohertion & contrainte de Nôtre Saint Pere le Pape, & à toutes Cours tant d'Egliſe comme Seculieres, pour leſquelles & chacune d'elles, nous voulons & conſentons nous & noſdits ſucceſſeurs, être contraints à obſerver toutes & chacunes les choſes deſſuſdites, en renonçant à tous droits, privileges, ordonnances, édits roiaux, exceptions, & choſes quelconques, par leſquelles on pourroit en tout ou en partie, venir au contraire des choſes deſſuſdites, tout ainſi que ſi tous leſdits droits, ordonnances, édits, exceptions, ou autres renonciations étoient expreſſement declarées, & ſpecifiées en ceſdites preſentes. Et en outre, mandons & expreſſement enjoignons, à nôtre amé & feal Chancelier, & à nos amez & feaux Conſeillers, les gens de nôtre Grand Conſeil, les gens qui tiendront nos Parlemens avenir, gens de nos Comptes, les Generaux de nos Finances, Baillifs, Senéchaux, & autres nos Juſticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux comme à eux appartiendra, que ces nos preſentes, & le contenu en icelles, ils gardent entierement, & accompliſſent de point en point, & ne faſſent ou ſouffrent faire, aucune choſe au contraire; & quand aucune choſe ſera faite à l'encontre, ils la reparent & remettent incontinent & ſans delai, au premier état & deu; & mêmement eſdits de Parlement, des Comptes, & des Finances, que ceſdites preſentes ils verifient & approuvent, & les faſſent publier & enregiſtrer par tout où il appartiendra, nonobſtant quelconques ordonnances faites de non aliener, ne mettre hors de nos mains les Domaines de nôtredite Couronne, & toutes reſtrictions, promeſſes, & ſermens, que nous, ou aucuns

ANS de J. C. 1465. cuns de nosdits Officiers auroient pû faire en general, ou en particulier, sous quelconque forme de paroles, par lesquelles on pourroit & voudroit empêcher l'effet, accomplissement & enterinement de tout le contenu en cesdites presentes ; lesquelles ordonnances, restrictions, promesses, obligations & sermens, nous, pour le bien de paix, ne voulons, quant au cas present, deroger ou prejudicier aux transports, & autres choses dessusdites ; & desdites promesses, sermens, ou autres astrinctions que nosdits Officiers pourront avoir envers nous, au contraire des choses dessusdites, nous les tiendrons & tenons par cesdites presentes, & en accomplissant le contenu en icelles, pour quittes & suffisamment déchargez. Et pource que d'icelles on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, foi soit ajoûtée comme à l'Original. En témoin de ce, nous avons fait mettre & apposer nôtre grand scel à ces presentes. Donné à Paris le cinquieme jour d'Octobre, l'an de grace, mille quatre cens soixante & cinq, & de nôtre regne le cinquieme. Ainsi signé, Par le Roi, le Comte de Saint Paul, Connetable, le Sire de Montauban, Amiral de France, le Sire d'Elandes, Maitre Jean Dauvet, Premier President de Toulouse, & autres presens. J. Bonore : Et sur le repli desdites Lettres étoit écrit, *Lecta & publicata Parisiis in Parlamento duodecima die Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo quinto.* Ainsi signé, *Cheneteau.* : Et avec ce est écrit plus bas sur ledit repli, *Registrata, presente Procuratore Regis, & non contradicente. Actum in Parlamento die decima-septima Octobris, anno millesimo quadringentesimo sexagesimo quinto*, Chenteau. *Similiter lecta, publicata & Registrata in Camera Computorum Domini nostri Regis Parisiis, decima nona die dicti mensis Octobris, anno quo supra.* Badoüiller.

CDXLVIII.

ANS de J. C. 1465. FRANCE BOURGOGNE ET PRINCES LIGUEZ.

Traité de Paix fait à Saint-Maur des Fossez, prés Paris, entre LOUIS XI. *Roi de France d'une part, & les Ducs de* NORMANDIE, *de* BRETAGNE, *de* CALABRE, *de* LORRAINE, *de* BOURBONNOIS, D'AUVERGNE *& de* NEMOURS, *les Comtes de* CHAROLOIS, D'ARMAGNAC, *de* S. PAUL, *& autres Princes de France, soulevez sous le nom de Bien public, d'autre, du 29. Octobre*, 1465. Divers Traitez, Contracts, &c. Servans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 35. *&* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 68.

CHarles Fils & Frere de Roi de France, Duc de NORMANOIE, François Duc de BRETAGNE, Jean Duc de CALABRE & de LORRAINE, Charles de Bourgogne, Comte de CHAROLOIS, Jean Duc de BOURBONNOIS & D'AUVERONE, Jâques Duc de NEMOURS, Comte de la Marche, Jean Comte D'ARMAGNAC, Loüis de Luxembourg, Comte de SAINT PAUL, Charles Comte d'Albret, & Jean Comte de Dunois. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour appaiser les differends & divisions meuës entre Monsieur le Roi d'une part, Nous & plusieurs notables hommes de ce Roiaume, joints & adherans avec nous d'autre part, certains traitez & appointemens, ayent été avisez & accordez entre mondit Sieur le Roi & nous, ainsi que plus à plein est contenu en certains articles, dont la teneur s'ensuit & est telle: Comme Monsieur le Duc de Normandie, & naguere Duc de Berri, & plusieurs autres des Seigneurs du Sang, joints & adherans avec lui, aient fait remontrer au Roi qu'ils s'étoient unis & assemblez ensemble pour venir pardevers lui, & pour lui faire aucunes remontrances & requêtes touchant le fait & ordre de la Justice, & bien public du Roiaume : ce qu'ils n'ont pû faire ni accomplir pour aucuns rapports à eux faits, portans menaces ; & à cette cause, & pour la seureté de leurs personnes, s'étoient mis-sus en armes & en assemblée de gens, sur quoi se sont ensuivies aucunes divisions & voies de fait: pour obvier ausquelles, & aux dommages & inconveniens qui en pourroient arriver, & aussi pour nourrir bonne paix, amour & union, entre le Roi & lesdits Seigneurs, afin qu'on puisse mieux vaquer aux choses necessaires, pour le bien & utilité de la chose publique du Roiaume, ont été traitées & appointées entre-eux les choses qui s'ensuivent. ANS de J. C. 1465.

Premierement, Que toutes manieres de guerre & voies de fait, d'entre le Roi & lesdits Seigneurs, leurs hommes, vassaux, & sujets, leurs adherans, alliez, amis & bienveillans, de quelque état ou condition qu'ils soient, en quelque Païs, terre & Seigneurie que ce soit, au Roiaume ou dehors, à cause desdites divisions ou differends, cesseront doresnavant de part & d'autre, & demeureront en bonne paix, amour & tranquillité, & seront le Roi & lesdits Sieurs retirer leurs gens de guerre sur leurs lieux, sans faire sejour, au plutôt que faire se pourra.

Item, Que de quelconques choses qui se soient ensuivies à cause desdites divisions, d'un côté & d'autre, ne pourra jamais aucune chose être imputée, reprochée, ou demandée, ni molestation faite par procez, ni autrement, en quelque maniere que ce soit, à aucun desdits Seigneurs, ni des adherans, serviteurs, sujets, alliez, amis & bienveillans, d'une part & d'autre, ainçois demeureront en bonne seureté quelque part qu'ils soient, ou demeurent au Roiaume, ou dehors, sans que de la part du Roi ni desdits Seigneurs, leur puisse, ni à aucun d'eux, aucune chose être imputée, reprochée, ou demandée.

Item, Que lesdits Seigneurs ne feront ou mouveront par eux, ni par autres, à l'occasion desdites choses passées ni autrement, guerre ou dommage au Roi, & ne procureront, que guerre ou dommage lui soit fait par autres Seigneurs, ou Communautez, & n'y bailleront aide & secours en quelque maniere que ce soit, pour cause desdites choses passées, ni autres quelconques, ainçois serviront & obeïront le Roi, ainsi que tenus y sont.

Item, Aussi que le Roi, ni par lui ni par autre, à l'occasion desdites choses passées, ni autrement, ne fera ou mouvera guerre, ou dommage ausdits Seigneurs, ni à leurs adherans, sujets, serviteurs, ou alliez, ni procurera, que guerre ou dommage leur soit faite, par autres Seigneurs ou Communautez, & ne baillera aide ni secours, en aucune maniere pour cause desdites choses passées, ni autres quelconques, ainçois les aidera & secourera comme ses bons parens & sujets, sans toutefois pour ce empêcher la voie & poursuite de Justice, ni l'autorité du Roi és cas, & ainsi qu'il apartient selon raison, en autres cas qui n'apartiennent, & ne concernent lesdits differens & divisions.

Item, Que les hommes & vassaux, sujets, serviteurs & adherans, tant du Roi comme desdits Seigneurs qui ont tenu parti, tant d'un côté que d'autre, retourneront & retourment franchement, & quitement en leurs maisons, places, heritages, rentes, revenus, & biens immeubles, quelque part qu'ils soient, soit au Roiaume ou dehors, & sans qu'à cete cause rien leur en puisse être retenu, querellé, on demandé le tems avenir, & seront & demeureront, sont & demeurent par cedit Traité en leurs jouïssances, possessions & saisines, ainsi qu'ils étoient auparavant lesdites divisions,

ANS de J. C. 1465.

visions, nonobſtant quelconques dons, ceſſions, tranſports, occupations, ou empêchemens qui leur aient été faits par le Roi ou leſdits Seigneurs, ou par autres à leurs cauſes & moiens, ſous couleur de juſtice ou autrement, depuis leſdites diviſions, & à l'occaſion d'icelles, leſquels empêchemens ſont & ſeront nuls, & de nul effet, comme choſes non avenuës, & eſt permis à tous les deſſuſdits d'entrer en leurſdits biens comme devant de leur autorité, & ſans (a) aucun miniſtere, & ſi meſtier étoit en ſeront baillées Lettres à ceux qui les requerront, telles que beſoin ſera.

(a) Ou ſans aucun Miniſtere ou Miniſtère de juſtice.

Item, Que les biens meubles étans en nature de choſes qui ont été pris & empêchez ſous couleur de juſtice, ou autrement par voie & exploit de guerre, ſeront délivrez, depêchez & reſtituez à ceux auſquels ils apartenoient paravant leſdites diviſions. Et pareillement ſeront rendus & reſtituez tous les biens qui auront été pris, ou empêchez durant les treves.

Item, Que les Villes & Communautez, qui ont obeï & adheré à un ou à l'autre parti, ne ſeront pour ce mal traitées, & ne leur ſera fait ou donné aucun trouble, détourbier, ou empêchement en leurs droits, privileges, octrois, franchiſes & libertez, ainçois y demeureront ainſi qu'ils étoient auparavant leſdites diviſions.

Item, Et tant par le Roi que par leſdits Seigneurs, ſeront renduës & délivrées les Villes & Places priſes & occupées de l'un parti ſur l'autre, à cauſe d'icelles diviſions.

Item, Le Roi ne contraindra leſdits Seigneurs à venir devers lui, & ne ſeront tenus d'y venir en leurs perſonnes, ſans toutefois que par ce iceux Seigneurs ſoient exemprs des ſervices qu'ils doivent au Roi à cauſe de leurs fidelitez, quand beſoin ſera pour la défenſe & bien évident du Roiaume.

Item, Et quand le plaiſir du Roi ſera de venir és maiſons & places deſdits Seigneurs, eſquelles ils ſeront en leurs perſonnes, il leur ſera ſavoir trois jours devant ſa venuë. Auſſi leſdirs Seigneurs ne viendront devers le Roi, ſans premierement envoier devers lui, pour ſavoir ſon bon plaiſir & conſentement.

Item, Si on vouloit impoſer ou imputer auſdits Seigneurs, ou à leurs adherans & ſerviteurs, aucuns cas ou malefices, le Roi ne procedera ni fera proceder à l'encontre d'eux par voie de fait, priſe, arreſt, ou detention de leurs perſonnes ou autrement, que ce ne ſoit par bonne & meure deliberation de conſeil, & à bonne & ſuffiſante cauſe, information precedente, & en termes de bonne juſtice, & en gardant les droits, dignitez, & prerogatives deſdits Seigneurs, & de leurs perſonnes. Et pareillement leſdits Seigneurs, & leurs Officiers, ne procederont à l'encontre des ſerviteurs & adherans du Roi pour aucun cas & malefice que l'on leur voudroit impoſer par voie de fait, priſe, arreſt, ou detention de leur perſonne, ne autrement, que ce ne ſoit par bonne & meure deliberation, & ainſi que deſſus a eſté dit de la part du Roi.

Item, Pour pourvoir aux plaintes & doleances, que de la part deſdits Seigneurs, & de pluſieurs ſujets du Roi de divers états, lui ont été faites d'aucuns deſordres, & fautes que l'on dit être au fait de l'Egliſe, de la Juſtice, & de pluſieurs griefs, exactions, & vexations induës, à la grande charge, foule & dommage du peuple, & du bien public du Roiaume, a été traité & appointé, que le Roi commettra trente-ſix notables hommes de ſon Roiaume, & leſquels il a commis, c'eſt à ſavoir, douze Prelats & notables gens d'Egliſe, douze notables Chevaliers & Ecuiers, & douze notables gens de Conſeil & de Juſtice, auſquels le Roi donnera & a donné plein pouvoir & commiſſion d'eux aſſembler en la Ville de..... & d'eux enquerir & informer des fautes & deſordres deſſuſdits, & autres choſes touchant le bien public & univerſel du Roiaume, & d'oüir & recevoir toutes les remontrances & avertiſſemens, qui touchant ce que dit eſt leur ſeront faites & baillées; & ſur toutes les choſes deſſuſdites, leurs circonſtances & dependances, aviſer, deliberer, & conclure les proviſions, reparations, & remedes convenables au bien du Roi, deſdits Seigneurs, de ſes ſujets, & de la choſe publique du Roiaume, à la conſervation & bon ordre de Juſtice, des droits, libertez, & franchiſes de l'Egliſe, des Nobles, & autres vaſſaux & ſujets, ſoulagement & décharge du peuple & du Roiaume, & à ce que doreſnavant Dieu nôtre Createur & ſainte Egliſe, puiſſent être reverez, & le divin ſervice fait, Juſtice adminiſtrée, marchandiſe avoir ſon cours, & tout le peuple du Roiaume demeurer en repos, liberté, & bonne tranquillité.

ANS de J. C. 1465.

Item, Leſquels avis, deliberations & concluſions, ainſi & par la maniere qu'ils auront été faits, accordez, & conclus par leſdites trente ſix perſonnes, ou la pluſpart d'entre eux, tant par forme d'Ordonnance, Edits perpetuels, Declarations ou autrement, le Roi veut & ordonne dés à preſent comme pour lors, & deſlors comme à preſent (b) valoir, ſortir leur plein & entier effet, & être entretenus & gardez ſelon leur forme & teneur, comme ſi lui-même en perſonne les avoit faits. Et d'abondant, dedans quinze jours aprés qu'ils auront été apportez au Roi, il les autoriſera & approuvera, ainſi & par la forme & maniere que par leſdits trente-ſix aura été aviſé & conclu, & en baillera ſes Lettres Patentes, leſquelles Lettres ſeront publiées & enregiſtrées en la Cour de Parlement, en la Chambre des Comptes, & Bailliages & Senechauſſées Roiaux, & les gardera & fera garder en tous leurs points; & mandera à ſadite Cour de Parlement, aux Baillifs, Senéchaux, & autres Officiers dudit Roiaume, de les garder entretenir, ſans enfreindre ni jamais venir au contraire. Et dés maintenant veut & ordonne, que les Baillifs, Senéchaux, & Juſticiers, jurent & promettent ainſi le faire; & ne ſeront baillées Lettres par le Roi en ſa Chancellerie, ni ailleurs, à l'encontre deſdits avis faits & accordez, comme dit eſt; auſquelles Lettres, ſi elles étoient baillées par le Roi en ſadite Chancellerie, ou ailleurs, ne ſera en ce cas obeï par leſdits Conſeillers de Parlement, Baillifs, Senéchaux, & autres Juſticiers. Et pareillement leſdits Seigneurs ſeront tenus de garder & entretenir leſdits avis, deliberations, & concluſions, & de les faire garder en tous leurs points par leurs Officiers, qui les promettront & jureront comme dit eſt.

(b) Ou vouloir ſortir.

Item, Durera le pouvoir & commiſſion deſdits trente-ſix, deux mois, à conter du tems qu'ils commenceront à beſogner, & auront puiſſance de proroger quarante jours pour une fois; & s'il avenoit qu'aucuns deſdits trente-ſix allaſſent de vie à trépas, fuſſent malades, ou tellement occupez, qu'ils n'y puſſent vaquer ou entendre, en ce cas, les autres y ſubrogeront d'autres, tels qu'ils verront en leurs conſciences, & commenceront à beſogner le quinzieme jour de Decembre prochainement venant.

Item, Le Roi & leſdits Seigneurs tiendront, garderont, & accompliront entierement, & en tous leurs points, les traitez, accords, & autres appointemens faits & accordez entre-eux, tant touchant l'appanage de Monſieur de Normandie, que autres choſes faites & accordées auſdits Seigneurs, & à chacun d'eux, & autres leurs adherans, ſans jamais faire ou procurer directement ou indirectement, aucune choſe au contraire, tout ainſi que ſi tous leſdits traitez, accords & appointemens, étoient nommément & expreſſément inſerez & incorporez en ces preſens articles.

Item, Et pource qu'à cauſe deſdits differends, le Roi a fait prendre & mettre en ſes mains les terres & Seigneuries de Parthenay, Vouvent, Mairevent, Secondigny, le Coudray, Salvart, & Chaſteillallon, leſquels au moien deſſuſdit, & auſſi par le moien de certain don & tranſport, que feu le Roi Charles en fit au Roi, qui à preſent eſt, le Roi en a fait don & tranſport à Monſieur le Comte du Maine ſon Oncle, lequel

ANS de J. C. 1465. en a pris & apprehendé la poſſeſſion, en deſapointant Monſieur le Comte de Dunois deſdites Places, Terres, & Seigneuries qu'il tenoit & poſſedoit au moien du don & tranſport, qui lui en avoient été faits par ledit feu Roi Charles, & depuis confirmé par le Roi qui eſt à preſent, dont les Lettres avoient & ont été verifiées tant en la Cour de Parlement qu'en la Chambre des Comptes, a été appointé & accordé pour le bien de la Paix, en quoi Monſieur de Dunois s'eſt grandement emploié, que mondit Sieur du Maine, lequel dés à preſent, delaiſſe & renonce entre les mains du Roi, tout le droit qu'il pouvoit & pretendoit avoir eſdites Terres de Parthenay, &c. & qu'il en bailloit ſes Lettres de renonciation à mondit Sieur de Dunois; enſemble les Lettres des dons à lui faits, & que le Roi confermeroit & bailleroit ſes Lettres de confirmation de creance, du don fait à mondit Sieur de Dunois par le feu Roi ſon Pere, en declarant qu'il veut & ordonne, que ledit don ſortiſſe ſon plein & entier effet. Et d'abondant, afin que ledit Sieur de Dunois ne fût empêché ou moleſté, ſous ombre dudit don fait au Roi par le feu Roi ſon Pere, que le Roi fait don & tranſport à mondit Sieur de Dunois du droit qui lui pouvoit appartenir, au moien dudit don à lui fait par le feu Roi & autrement, delaiſſé & tranſporté à mondit Sieur du Maine; & qu'à mondit Sieur de Dunois ſoit baillée & delivrée reaument & de fait, la poſſeſſion & paiſible joüiſſance deſdites Terres & Seigneuries, laquelle le Roi tant par lui que par mondit Sieur du Maine, ſera tenu de bailler promptement, & ſans delai à mondit Sieur de Dunois, & ſeront baillées & renduës à mondit Sieur de Dunois les Lettres du don fait par ledit feu Roi au Roi qui eſt à preſent.

Item, & au regard de mondit Sieur du Maine, pour & auſſi qu'il s'eſt grandement emploié à la pacification, & pour la recompenſe du droit, que le Roi lui avoit donné & tranſporté, le Roi ſera tenu de le recompenſer, & lui donner & bailler pour icelle recompenſe la terre & Seigneurie de Taillebourg, laquelle le Roi fera delivrer à mondit Sieur du Maine, & ſera recompenſer ceux à qui elle appartient.

Item, en faveur de ce preſent Traité, pour bien de Paix, & à la tres-humble requeſte deſdits Seigneurs, le Roi a reſtitué, reintegré, & rétabli, Antoine de Chabanes, Comte de Dammartin, en ſes honneurs, Châteaux, Places, Terres & Seigneuries, rentes, & revenus, droits, & autres biens immeubles, ainſi & par la maniere qu'icelui Comte de Dammartin, & Damoiſelle Marguerite de Nanteüil ſa femme, les tenoient, & en joüiſſoient au tems du feu Roi Charles dernierement trépaſſé; & auſſi en ſes biens meubles, étant en nature, quelque part qu'ils ſoient, nonobſtant l'Arreſt prononcé par la Cour de Parlement, à l'encontre dudit Comte de Dammartin, & tous dons, ceſſions & venditions, publications & verifications d'iceux, que le Roi, au moien dudit Arreſt, auroit fait, ou fait faire deſdites Terres, Seigneuries & biens, ou d'aucunes d'icelles; & leſquelles Places, Terres, & Seigneuries, & biens deſſuſdits, ſeront pleinement & quitement delivrez, & depeſchez audit Comte de Dammartin, & les detenteurs d'iceux à ce contraiots, ſans avoir égard audit Arreſt, dons, ceſſions, venditions, publications & verifications d'iceux, ni que lui ou ſes hoirs, ils portent ou puiſſent porter préjudice ou dommage, & ſur ce lui ſeront baillées lettres telles que beſoin ſera.

Item, le Roi de bonne foi, en parole de Roi, & par ſon ſerment, & auſſi leſdits Sieurs de bonne foi, & par leurs ſermens, promettront, & jureront de tenir, garder, accomplir, & obſerver, toutes les choſes deſſus dites, en tous leurs points, & articles, de les faire garder, accomplir, entretenir & obſerver, par leurs Officiers & ſujets, ſans jamais par eux ou par autres, directement ou indirectement, couvertement ou en appert, venir au contraire, ne ſouffrir que autrea y viennent en aucune maniere, ou ſous quelque couleur ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être. Et ſi le Roi, ou leſdits Seigneurs, vouloient faire aucune choſe au contraire, ne leur ſera obeï par leurſdits Officiers ou ſujets; & auſſi ſi aucuns des Seigneurs du Sang, le Conoétable, Maréchaux, & Admiral, Comtes, Barons, & autres notables hommes, la Cour de Parlement, les Prelats, & bonnes Villes qui ſeront nommez de la part du Roi, & auſſi les Comtes, Barons, & notables hommes qui ſeront nommez de la part deſdits Seigneurs, promettront & jureront de tenir, garder, entretenir, & accomplir en tant qu'à eux eſt & ſera, toutes les choſes deſſus dites, ſans jamais venir au contraire, par eux ni par autre, ni ſouffrir qu'autre y vienne; & que ſi le Roi ou leſdits Seigneurs vouloient faire aucune choſe au contraire des choſes deſſuſdites, en tout ou en partie, ils o'y aideront, ſerviront, ni aſſiſteront, ni feront, ni donneront aucun aide, ſervice, faveur, ou aſſiſtance, en façon & maniere que ce ſoit; mais feront, procureront, & promettront de tout leur pouvoir, que toutes choſes faites au contraire ſoient reparées & miſes au premier état & dû, ſelon le vrai entendement des choſes ſuſdites. ANS de J. C. 1465.

Item, & avec ce, le Roi, leſdits Seigneurs, & tous les deſſuſdits, jureront & promettront, que deſdites promeſſes, traitez & ſermens, ils ne pourſuivront, procureront, ni obtiendront diſpenſation, relevement, ou reſciſion ſous couleur d'autres promeſſes, ſermens, traitez, ou proteſtations precedentes, ni d'autre couleur, ou occaſion quelconque; & s'ils obtenoient leſdites diſpenſations, relevement, ou reſciſion, ou qu'elles leur fuſſent octroiées & accordées, ils ne s'en aideront, & ſeront de nul effet & valeur.

Item, s'il avenoit qu'aucun deſdits Seigneurs, fit ou voulſit faire & entreprendre à l'encontre du Roi, contre & au préjudice deſdits traitez & appointemens, en ce cas, ſes autres ſeront tenus de ſervir & aider le Roi, à l'encontre de celui, ou ceux, qui auroient fait, ou voulu faire au contraire, comme dit eſt, ſans leur faire ou bailler audit cas, aide ou faveur quelconque.

Item, auſſi ſi le Roi faiſoit ou vouloit faire, aucune entrepriſe à l'encontre deſdits Seigneurs, ou aucun d'eux, contre & au préjudice deſdits traitez & appointemens, iceux Seigneurs pourront aider & ſecourir les uns les autres, ſans que de ce leur puiſſe aucune choſe etre imputée ou demandée. Et ſeront faites lettres, tant du Roi que deſdis Seigneurs, entant que beſoin ſera, eſquelles ſeront incorporez ces preſens articles, & ſeront publiez & enregiſtrez en la Cour de Parlement, & au *vidimus* d'icelles, ſera foi ajoûtée comme au vrai original.

Savoir faiſons que nous, de nôtre certaine ſcieoce, pure & franche volonté, par bonne & meure delibération de Conſeil, avons loüé, conſenti, & approuvé, louons, conſentons, & approuvons par ces preſentes, les traitez, accords, & appointemens, dont mention eſt faite és articles deſſus tranſcrits, & tout le contenu en iceux. Et avons promis & promettons de bonne foi, & par nos ſermens, de les teoir, garder, & accomplir de nôtre part inviolablemene, tout ainſi en la forme & maniere que leſdits articles le contiennent. En témoin dequoi nous avons fait mettre nos Sceaux à ces preſentes. Donné à Saiot-Maur des Foſſez le vint-neuvieme jour d'Octobre mil quatre cens ſoixante cinq. *Sic ſignatum ſuper plicam*, par le commandement de Meſſieurs les Ducs & Comtes deſſus nommez J. Gros. *Et in dorſo erat ſcriptum, lecta, publicata, & regiſtrata Pariſiis in Parlamento quindecima die Novembris anno* 1465. *Sic ſignatum*, Cheneteau. *Collatio facta eſt. Extractum a Regiſtris Ordi-*

ANS de J.C. 1465. *Ordinationum Regiarum in Curia Parlamenti registratarum.* Pichon.

CDXLIX.

FRANCE, BOURGOGNE ET PRINCES LIGUZ. *Proteſtation de* LOUIS XI. *Roi de France, en ſa Cour de Parlement de Paris, contre les Traitez de Conflans & de S. Maur, prés Paris, faite en Octobre* 1465. Divers Traitez, Contracts, &c. Servans de Preuves aux Memoires de Philippe de Comines. pag. 46. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 74.

QUe les ſuſdits Traitez de Conflans & de Saint-Maur, faits en l'an 1465. avec les Princes mécontens, s'étoient faits contre ſa volonté, par force & par contrainte, & qu'ils ne pourroient lui préjudicier.

Que ledit Roi LOUIS XI. ne pouvoit donner en appanage à ſon frere Charles le Duché de Normandie, puiſqu'il avoit été uni à la Couronne par les Rois ſes Predeceſſeurs.

CDL.

ANS de J.C. 1465. FRANCE ET BRETAGNE. *Alliance faite entre* LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Caën le* 23. *Décembre* 1465. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 75.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme de tout tems & ancienneté, entre nos Predeceſſeurs Rois de France, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu, & Couſin le Duc de BRETAGNE, & ſes predeceſſeurs Ducs dudit Duché, ait toûjours eu grande & roiale amitié, confederation & bienveillance, & que noſdits predeceſſeurs & nous, aions toûjours été bons & loiaux parens, amis & bienveillans de nôtredit Couſin & de ſes predeceſſeurs; & auſſi icelui nôtre Couſin, & ſeſdits predeceſſeurs, bons, vrais, & loiaux ſerviteurs, & parens de noſdits predeceſſeurs, & de la Couronne, qui a été & peut être cauſe de l'entretenement deſdits Païs & ſujets d'iceux, en bonne Paix, érat, vertu, magnificence, & tranquillité.

Savoir faiſons, que nous qui deſirons enſuivre les hauts & louables faits de noſdits predeceſſeurs, & entretenir nôtredit Neveu, en bonne Paix, amour & union: avons fait & faiſons, avec nôtredit Neveu & Couſin, le Duc de Bretagne, amitié & confederation, en la maniere qui s'enſuit.

C'eſt à ſavoir, que toutes queſtions & differences, qui peuvent avoir été par ci-devant entre nous & nôtredit Neveu, rejettées & reputées d'une part & d'autre, comme non avenuës, & non faites, nous ſommes & ſerons doreſnavant à perpetuité, bon, vrai, & loial Seigneur, ami & bienveillant, de nôtredit Neveu & Couſin, l'aimerons & ſoûtiendrons, conforterons & aiderons, de tout nôtre pouvoir, à garder, ſauver, & défendre ſon honneur, état, Païs, Terres & Seigneuries, & ſujets, ainſi que voudrions faire les nôtres propres, ſans differend aucun, contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, & qui la perſonne de nôtredit Neveu & Couſin, ou ſeſdits Païs, Terres, & Seigneuries, voudroient grever, guerroier, ou uſurper, en quelque maniere que ce fût, & avec ce, en toutes les querelles & entrepriſes de nôtredit Neveu & Couſin, nous lui promettons nous declarer ami de ſon ami, & ennemi de ſon ennemi, de nous mettre & emploier en faveur de lui, & en ſon aide, en nôtre perſonne, ſi beſoin eſt, & tous nos ſujets, Païs & Seigneuries, & tout ainſi que nôtredit Neveu & Couſin le voudra demander & requerir. ANS de J.C. 1465.

Et en outre, tout ce que pourrons ſavoir être, ou avoir été fait, ou pourchaſſé au préjudice de nôtredit Neveu & Couſin, ou de ſeſdits Païs, Terres, Seigneuries & ſujets, nous lui ſignifierons, l'en avertirons, &, de tout nôtre pouvoir, l'en garderons & défendrons.

Et avec ce, avons compris & comprenons en ces preſentes, nôtre tres-cher & amé Couſin le Comte de Dunois, & nos Couſins les Sires de Loheac, & Comte de Dammartin, le Sire de Leſcun, Maître Jean de Rouville, Vicechancelier de Bretagne, & autres Serviteurs de nôtredit Neveu & Couſin, & iceux avons reçûs & recevons, prenons & mettons en nôtre bonne grace, & en nôtre protection & ſauvegarde, ſans ce que ores, & pour le tems avenir aucune choſe leur puiſſe être demandée ou reprochée, ni à leurs parens & amis, pour cauſe des choſes faites & avenuës, pendant & durant le tems deſdites differences & queſtions; mais en ſont & demeurent dechargez, & abſous perpetuellement, & à toujours, & par ceſdites preſentes, promettons par la foi & ſerment de nôtre corps, & ſur nôtre honneur, & en parole de Roi, & ſur peine d'encourir les cenſures Eccleſiaſtiques, eſquelles nous nous ſoûmettons, tenir & accomplir, toutes & chacune les choſes devant dites, de point en point, ſelon leur forme & teneur, ſans jamais aller, ni faire choſe au contraire, en quelque maniere que ce ſoit, en renonçant par ladite foi & ſerment de nôtre corps, & ſur nôtre honneur, à toutes exceptions, deceptions, fraudes, baras, & allegations de fait de droit & de coûtume, à tous relcevemens, diſpenſes, & abſolutions de ſermens, obligations, alliances, appointemens, promeſſes écrites & non écrites, & generalement à toutes les choſes quelconques, parquoi on pourroit aller contre la teneur de ceſdites preſentes. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Caën ce 23. jour de Decembre, l'an de grace 1465. & de nôtre Regne le cinquieme. Et ſur le repli eſt écrit, par le Roi en ſon Conſeil, auquel vous l'Evêque d'Evreux, l'Admiral, les Sires du Lau, de Cruſſol, de la Soge, Maître Adam Fumée, & autres, étoient; ainſi ſigné, Roland, avec paraphe, & ſcellé d'un ſcel de cire jaune, ſur une bande de parchemin.

CDLI.

*Don du Comté d'*EU *par* LOUIS XI. *Roi de France, à* MARIE DE SAVOYE, *Comteſſe de S. Paul. Fait à Montargis le* 14. *Août* 1466. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 383. ANS de J.C. 1466. FRANCE ET SAVOYE.

LOUYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme au Traitté du Mariage n'agueres fait de noſtre tres-cher & amé Couſin Louys de Luxembourg Comte de S. Paul, de Liney, de Converſan, & de Brienne, & de noſtre *tres-chere & tres-amé Sœur & Couſine* MARIE DE SAVOYE, nous ayons entre autres choſes promis & accordé pour l'accompliſement & en faveur dudit Mariage, qu'au cas que noſtre Couſin le Comte d'Eu qui eſt à preſent, va de vie à trepas ſans hoirs maſles de ſon corps, bailler, delaiſſer & delivrer à noſdits Couſins de S. Paul, Sœur & Couſine, & aux hoirs procrées d'eux deux, ladite Comté d'Eu avecque toutes ſes appartenances, & de ce dez maintenant paſſer Lettres en la meilleure forme que faire ſe pourroit, & qui ſeront verifiées &

ANS de J. C. 1466. expediées par tout comme l'on aviſeroit pour la ſeureté de la choſe; pourveu que apres le treſpas d'eux deux, & le ſurvivant d'eux s'ils ne laiſſent hoir maſle, ladite Comté de Eu retournera à la Couronne, ainſi qu'il eſt contenu plus à plain au Traitté dudit Mariage; ſçavoir faiſons, que nous voulans tenir & accomplir bien & deüement les choſes par nous promiſes & accordées, eüe conſideration aux ſervices que noſtre dit Couſin de Sanct Paul nous a faits, fait chacun jour, & eſperons que plus faſſe; & auſſi affin que les Enfans qui iſtront dudit Mariage, ſoient pourveus de Seigneuries dont ils puiſſent honorablement eux & leur Eſtat entretenir; & à ce qu'ilz ayent mieux dequoy ſervir nous & la Couronne de France le temps advenir: pour ces cauſes, & pluſieurs autres conſiderations qui à ce nous ont meu & meuvent, eü ſur ce l'advis & deliberation de pluſieurs de noſtre Sang & Gens de noſtre Grand Conſeil, avons aujourdhuy de noſtre certaine ſcience, Grace ſpeciale, pleine puiſſance & authorité Royale, baillé, delaiſſé & tranſporté à noſtredit Couſin le Comte de S. Paul, & à ooſtre ditte Sœur & Couſine Marie de Savoye, & aux hoirs procrées d'eux deux la Parrie & Comté de Eu, avec toutes les appartenances, pour les apprehender, tenir, avoir & en joüir ſi toſt que noſtredit Conſin le Comte d'Eu, qui à preſeot eſt poſſeſſeur d'icelle, ira de vie à trepas ſans hoirs maſles procrées de ſon corps en loyal Mariage; & dés maintenant pour lors à noſdits Couſin & Couſine donnons, cedons, delaiſſons & tranſportons par ces meſmes Lettres pour nous nos hours, & ſucceſſeurs Roys de France leſdits Parrie & Comté de Eu, pour en jouyr, & uſer eux & le ſurvivant d'eux, & leurs hoirs maſles procrées dudit Mariage perpetuellement, hereditablement & à touſiours, tout ainſi & par la forme & maniere qu'eu a joüy & joüit noſtredit Conſin le Comte de Eu, & d'icelle Parrie & Comté de Eu, Villes, Chaſteaux & autres appartenances & dependances quelconques, prendre la poſſeſſion & detention actuelle & reelle, ſi-toſt que ledit Comte d'Eu ira de vie à trépas ſans hoirs maſles procrées de ſon corps en loyal Mariage; ſans ce qui leur ſoit beſoin avoir & obtenir autres Lettres de nous ou nos Succeſſeurs, à ladite cauſe que ceſdites preſentes; reſervé à nous ſeulement & à ooſdits Succeſſeurs Roys de France, les foy & hommage, reſſort & Souveraineté, quand le cas y eſchetra; & auſſi s'il advenoit que noſdits Couſin de S. Paul, Sœur & Couſine de Savoye allaſſent de vie à trépas ſans hoirs maſles demeurés d'eux deux; que ladite Parrie & Comté d'Eu, ſes appartenances & dependences retourneront entierement en iceluy cas & ſeront entierement appliqués au Domaine de la Couronne de France, ainſi que eſtoient ou ſeroient auparavant ledit don & tranſport, ainſi par nous fais, & ne fuſt iceluy. En teſmoin de ce, nous avons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Montargy, le quatorziéme jour d'Aouſt, l'an de grace M. CCCC. LXVI. & de noſtre Regne le ſixiéme, les Sires de Craon, de la Foreſt, de Cruſſol & autres preſens. Signé le Roux.

CDLII.

ANS de J. C. 1467. ANGLETERRE ET BOURGOGNE.

Traité de Mariage de CHARLES *Duc de Bourgogne, avec* MARGUERITE, *Fille d'Edoüard IV. Roi d'Angleterre, à Bruxelles, le 16. Fevrier* 1467. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 76.

EDwardus, Dei gratia Rex Angliæ, & Franciæ, & Dominus Hiberniæ; omnibus ad quos præſeotes Litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis quod cum nuper Reverendus Pater Ricerus, Epiſcopus Sariſburienſis conſanguineus noſter; Magiſter Willelmus Hatteclif, Secretarius noſter; & Thomas Vaghan, Theſaurarius Cameræ noſtræ, Oratores, Procuratores, & Nuncii noſtri ad ea per Litteras noſtras patentes à nobis ſpecialiter commiſſi & deputati, de & ſuper matrimonio, Deo favente, contrahendo & celebrando inter Illuſtriſſimum & potentiſſimum Principem conſanguineum noſtrum Cariſſimum CAROLUM, Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Lemburgiæ, & Luxemburgi, Comitem Flandriæ, Arthefii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zellandiæ, & Namurci, Friſiæ, Salinarum, & Machilinii Dominum ex una parte, & cariſſimam germanam noſtram Dominam MARGARETAM parte ex altera, cum Illuſtriſſima Principe Iſabella, filia Regis Portugaliæ, Duciſſa Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, &c. præfati Ducis conſanguinei noſtri matre etiam ab eo ad id ſpecialiter per litteras ipſius patentes commiſſa & deputata tractaverint, contraxerint, & concluſerint, modo, formâ, ac prout in dictorum noſtrorum oratorum & procuratorum litteris inde confectis pleniſſimè continetur, & declaratur, quarum litterarum tenor ſequitur ſub his verbis.

ANS de J. C. 1467.

Nos Ricerus Dei gratia Sariſburienſis Epiſcopus; Willelmus Hatteclif, Secretarius; & Thomas Vaghan Scutifer, Theſaurarius Cameræ, Procuratores, & Ambaſſiatores, Commiſſarii, & Nuncii Sereniſſimi ac Excellentiſſimi Principis Domini noſtri ſupremi Edwardi, Dei gratia Regis Angliæ, & Franciæ, ac Domini Hiberniæ, ſufficiente poteſtate ſuffulti per litteras ejus patentes in fine præſentium incorporandas, notum facimus univerſis præſentes litteras inſpecturis, quod nos pro & nomine præfati Domini noſtri ſupremi, ac in vi poteſtatis, & commiſſionis per ipſum nobis, ut præmittitur, attributæ, de & ſuper matrimonio inter Illuſtriſſimum & Potentiſſimum Principem Dominum Carolum Dei grana Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ & Luxemburgi, Comitem Flandriæ, Arthefii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, & Namurci, Sacri Imperii Marchionem, Friſiæ, Machliniæ & Salinarum Dominum ex una, & Illuſtriſſimam Dominam Margaretam prælibati Domini noſtri ſupremi ſororem ex alia partibus, favente Deo, contrahendo, & conſummando tractavimus, concordavimus, & cootraximus cum Illuſtriſſima & Potentiſſima Principe Domina Iſabella, filia Regis Portugaliæ, Duciſſa Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, &c. prænominati Domini Ducis matre, ac ab ea poteſtate ſeu commiſſione ſufficienti munira, modo, & forma contentis, & ſpecificatis in articulis & capitulis inferius deſcriptis, & qui ſeu quæ de verbo ad verbum immediatè ſubſcribuntor. Sequuntur ea quæ articulatim concepta ſunt, & aviſata inter Illuſtriſſimam Potentiſſimamque Principem Dominam Duciſſam Burgundiæ, pro & nomine Illuſtriſſimi Potentiſſimique Principis Domini Ducis Burgundiæ ſui filii ex una, & Reverendum in Chriſto Patrem, generoſumque Dominum Dominum Ricetum, Epiſcopum de Sariſburi; Willelmum Hatteclif, Secretarium; Thomam Vaghan Scutiferum, Theſaurarium Cameræ Sereniſſimi Principis Edwardi Regis Angliæ, ac ipſius Ambaſſiatores, & Oratores inpræſentiarum exiſtentes in Oppido Bruxellenſi virtute Poteſtatis, & commiſſionis ab eo Rege emanatæ, cujus tenor inferius & juxta finem præſentium erit inſertus ex alia partibus, ſuper matrimonio, Deo dante, conſummando inter prædictum Dominum Burgundiæ Ducem ex una, & Illuſtriſſimam generoſamque Principem Dominam Margaretam germanam ipſius Angliæ Regis ex altera partibus.

Primò, quod præfata Domina Duciſſa nomine prælibati Domini Burgundiæ Ducis, promittit, quod ipſe Dominus Dux filius ſuus ducet in uxorem prænominatam Dominam Margaretam, ſi ſuper impedimentis

ANS de J. C. 1467.

mentis graduum conſanguinitatis inter eoſdem Sedes Apoſtolica ſufficienter diſpenſaverit, & in eventum hujuſmodi diſpenſationis prædicti Ambaſſiatores auctoritate, & ex mandato, quibus ſupra promittunt nomine jam dicti Domini Regis ipſum Dominum Regem Angliæ procurare de facto, quod præfata Domina Margareta in prædictum matrimonium, ac omnia in præſentibus articulis contenta, ſuum dabit conſenſum, & quod ſua ex parte tenebit, & adimplebit ea omnia, & ſingula, in hujuſmodi articulis contenta, & etiam non contravenire quovis quæſito colore vel ingenio, per litteras ſuas patentes promittet.

Item, quod ad perfectionem iſtius matrimonii procedendum Dominus Dux prædictus ſuis expenſis obtinebit à Sanctiſſimo Domino noſtro Papa diſpenſationem ſufficientem in hac parte propter proximitatem ſanguinis inter ipſum, & præfatam Dominam Margaretam exiſtentem neceſſariam.

Item, quod Rex pro ſe & ſuis heredibus, ſucceſſoribuſque in Anglia Regibus promittet, dictique Ambaſſiatores nomine dicti Domini Regis promittunt ſolvere pro dote, & matrimonio ipſius Dominæ Margaretæ, ſuæ ſororis, ſummam ducentorum millium ſcutorum auri Franciæ, bonorum & legalium de viginti tribus caratis cum medio, quorum ſexaginta, & duodecim faciunt marcam auri ponderis Trecenſis, aut aliam monetam legalem, & curſum habentem ad valorem quinquaginta groſſorum monetæ Flandriæ pro quolibet ſcuto, infra terminos inferius declaratos.

Item, quod prædicta ducenta millia ſcutorum auri ſolventur infra terminos, & in modum qui ſequitur, videlicet quinquaginta millia ſcutorum auri dicti ponderis, aut talis valoris, ſicut ſupradictum eſt, die ſolemnizationis matrimonii, quinquaginta millia ſcutorum anno revoluto, quinquaginta millia ſcutorum anno ſubſequenti, & reſiduum ad conſimilem ſummam aſcendens anno immediatè poſt ſequenti, ita quod centum millia ſcutorum auri ſolventur infra unum annum, & alia centum millia infra duos annos, videlicet quolibet anno quinquaginta millia.

Item, quod ſolutiones iſtæ fient ex parte Regis in Oppido Brugenſi, & non alibi, ſuis ſumptibus & expenſis.

Item, antequam procedatur ad ſolemnizationem matrimonii prædicti Rex ipſe pro ſecuritate ſolutionis prædictorum quinquaginta millium ſcutorum auri, quæ ſolvi debebunt in die ſolemnizationis matrimonii, ut profertur, hanc ſummam in manibus mercatorum Brugis reſidentium per quindecim dies ante ipſum ſolemnizationem realiter faciet conſignari.

Item, quod præfati Ambaſſiatores auctoritate qua ſupra promiſerunt, & promittunt nomine dicti Domini Regis, ſolvere ſummas prædictas modo, & forma, ac terminis ſuperius declaratis, & pro ſolutione hujuſmodi obligaverunt, & obligant dictum Dominum Regem, ſuoſque heredes, & ſucceſſores, ac omnia Dominia, & bona ipſorum dicti Regis, heredum, & ſucceſſorum ſuorum præſentia & futura.

Et ulterius promittunt dicti Ambaſſiatores quod dictus Dominus Rex litteras dabit obligatorias, per quas ipſe in verbo regio, ac bona fide, promittit ſolvere ſummas prædictas præfato Domino Duci, ſeu deputatis ab eo, terminis, ac modo prædeclaratis, & ad hoc obligabit ſe ac heredes & ſucceſſores ſuos, atque bona & Dominia quæcumque præſentia & futura ipſius, & heredum ac ſucceſſorum prædictorum.

Nec non etiam promittunt iidem Ambaſſiatores, quod prænominatus Dominus Rex faciet & procurabit cum effectu, quod mercatores Stapulæ Caleſii tanquam Corpus & Collegium, & etiam tanquam particulares perſonæ, qui nunc ſunt, & qui pro tempore erunt, ita quod obligatio Corporis ſeu Collegii non deroget obligationi particulari, nec contra, aut alii mercatores Anglici in Oppido Brugenſi, ac alibi in Dominiis præfati Domini Ducis reſidentes, ſufficientes, & idonei bona ſufficientia in iiſdem Dominiis habentes, vel mercatores Italici etiam ad hoc ſufficientes ſe conſtituent promiſſores ac principales debitores, nomine dicti Domini Regis, pro dictis centum, & quinquaginta millibus ſcutis auri valoris ſupradicti ad ſolvendum reſtantibus de dicta dotali ſumma ducentorum millium ſcutorum auri, modo, ac terminis præſcriptis dicto Domino Duci, ſeu deputatis ſuis ſine difficultate ſeu mora quacumque dandis, & ſolvendis, videlicet dicti de ſtapula modo ante dicto pro tota ſumma prædicta; aut dicti mercatores Anglici Brugis, vel alibi, in Dominiis ejuſdem Domini Ducis reſidentes etiam pro tota ſumma, vel dicti mercatores Italici ſimiliter pro tota ſumma, ſeu dicti de ſtapula pro parte, mercatores Anglici pro parte, aut Italici etiam pro parte, ita quod tota ſumma prædicta per unum genus obligationum prædictarum, vel per alia genera ſimiliter aſſecuretur, & ſuper his tradi, expediri & deliberari facere ipſe Dominus Rex litteras obligatorias in debita & ſufficienti forma, in dicto Oppido Brugenſi in manus Thomæ Portunarii, mercatoris ſocii & gubernatoris ſocietatis Petri de Medicis in Brugis, per unum menſem antequam præfata Domina Margareta ad Dominia ejuſdem Domini Ducis adducatur, quæ litteræ tempore & loco prædictis deliberatæ videbuntur, & viſitabuntur per deputatos dicti Domini Ducis, & caſu quo repertæ fuerint ſufficientes quantum ad perſonas obligatas, & quantum ad formam obligationum dicti Thomæ Portunarii, dicto Domino Duci ſeu deputatis ſuis litteras hujuſmodi deliberabit & expediet, & ſi ſortè litteræ prædictæ competirentur minus ſufficientes reſpectu perſonarum obligatarum, aut etiam formæ dictarum obligationum, dictus Dominus Rex tenebitur antequam eadem Domina, ut prædictum eſt, adducatur, alias litteras ſufficientes in loco, & manibus prædictis deliberari & expediri facere, aut in ipſarum litterarum & obligationum defectu, idem Dominus Rex deliberabit & expediet infra tempus prædictum in manibus dicti Thomæ Portunarii, pro ſecuritate totius ſummæ prædictæ aut partis, pro qua ſufficientes obligationes mercatorum prædictorum traditæ & deliberatæ non fuerint, pignora mobilia valore ſufficienti ad extimationem expertorum ad hoc notitiam habentium.

Item, Quod prædicta Domina Margareta venier & ſuccedet in omnibus ſucceſſionibus collateralibus, in quibus ipſa ex jure, vel ex conſuetudine, tam in regno quam alibi poſſet, & deberet, ſuccedere qualitercunque.

Item, Quod Rex tenebitur prædictam Dominam ſuam germanam honorificè veſtire, jocalia & alia ornamenta, & alia ſupellectilia ſibi dare quæ ad perſonam ſuam, & decorem Cameræ ſuæ ſecundum ſtatum ipſius ſpectabunt & pertinebunt.

Item, Quod Rex faciet ſuis expenſis adducere prædictam germanam ſuam in Oppido Brugenſi, & poſtquam erit ibi adducta, erit expenſis Domini Ducis.

Item, Quod contemplatione iſtius matrimonii prædicta Domina Duciſſa nomine dicti Domini Ducis promittit, quod idem Dominus Dux pro dotalitio ipſius Dominæ, & pro omni jure quod in bonis ejuſdem Domini Ducis prætendere & habere poſſet, aſſignabit ipſi Dominæ pro dotalitio ſuo per eam caſu quo ipſa eundem Dominum Ducem ſupervixerit, capiendam ſummam ſexdecim millium ſcutorum auri annui redirus pro quinquaginta groſſis monetæ Flandriæ quolibet ſcuto computato, qua quidem ſumma prædictorum ſexdecim millium ſcutorum annui reddi-

ANS de J. C. 1467.

ANS de J. C. ditus ipſa Domina gaudebit, & utetur in modum dotalitii, quamdiu vixerit in humanis, & non aliàs.

1467. Item, quod prædicta aſſignatio ſexdecim millium ſcutorum fieri debebit in & ſuper reditibus & proventibus oppidorum, territorii Mechlinienſis, Tendremontenſis & Audenardæ, & ſi prædicta aſſignatio non poſſet ibidem integra fieri, id quod reſtabit, aſſignabitur in partibus vicinis, & propinquis oppidis, & territorio prædictis, quæ quidem aſſignatio aſſecurabitur in modum qui ſequitur, videlicet per conſenſum, & judicium hominum feudalium curiæ & locorum à quibus deſcendunt, & dependent prædicta Dominia.

Item, eſt actum & in pactum deductum quod dicta aſſignatio debebit integra fieri de prædicta ſumma ſexdecim millium ſcutorum annui reditus ad opus ipſius Dominæ, & quod percipiet eundem, ſi ſupervixerit Dominum Ducem prædictum, in caſu quo dicta ſumma ducentorum millium ſcutorum fuerit dicto Domino Duci integrè perſoluta, & ſi aliqua partium adhuc debeatur in die obitus ipſius Domini Ducis, dictis omnibus terminis expletis dicta aſſignatio annui reditus ſupradicti diminuetur ſecundum quotam & portionem quæ non fuerit ſoluta, & quæ reſtabit de prædicta ſumma ducentorum millium ad utilitatem & exonerationem heredum ſuorum prædictorum, ſed dicta ſumma dotis etiam poſt mortem dicti Domini Ducis tota perſoluta heredes ejuſdem tunc tenebuntur totam illam aſſignationem prædicti annui reditus integrè facere.

Item, præmiſſorum conſideratione prædicta ducenta millia ſcutorum auri erunt & manebunt ipſo Domino Duci abſque eo quod Rex ipſe, prædicta Domina, nec eorum heredes debeant ea repetere, ſi ſoluta fuerint, & etiam jus aliquod prætendere, quovis quæſito colore vel ingenio, in Dominiis aut bonis quibuſcumque ipſius Domini Ducis, vel ſuorum heredum præſentibus & futuris, ſalvis tantummodo ipſi Dominæ ſi ſuperſtiterit, dotalitio ſuo prædicto, veſtibus & aliis ornamentis, & jocalibus ſibi pertinentibus, aut etiam ſervientibus ad decorem ſuæ cameræ, aliiſque donis & gratuitatibus per eundem Dominum Ducem conſtanti dicto Matrimonio de quibuſcunque ejuſdem Domini Ducis Dominiis aut bonis præfatæ Dominæ Margaretæ ad ejus vitam fiendis.

Item, eſt actum & conventum, quod ſi præfata Domina Margareta dicto Matrimonio conſummato decedat ante complementum ſolutionis ſummæ prædictæ ducentorum millium ſcutorum auri, ſuperſtitibus ex eodem Matrimonio liberis maſculis vel ſemellis, eo caſu præfatus Dominus Dux, vel dicti liberi, ſummam ad ſolvendum de dictis ducentis millibus ſcutorum auri reſtantem, ſive termini ſolutionem prædictarum præterierint, ſive non, petere & exigere poterunt abſque difficultate quacumque. Si vero tempore mortis ejuſdem Dominæ Margaretæ nulli ex prædicto Matrimonio liberi ſuperſtites fuerint, eo caſu prænominatus Dominus Dux, ſuique heredes ſummas pro terminis tunc elapſis debitas dumtaxat petere & exigere poterunt; pro reſiduo autem terminis nunc futuris ſolvendo præfatus Dominus Rex ſuique heredes quieti, & immunes erunt & remanebunt.

Item, erunt ſigillatæ & expeditæ litteræ patentes ex parte Regis, in quibus præſens tractatus Matrimonialis inſeretur, quæ expedientur deputatis dicti Domini Ducis infra vigeſimam quartam diem menſis Martii proximè futuram in dicto oppido Brugenſi, & in domo de Pouttunariis, promittentes per eaſdem facere tenere, & adimplere ex ſua parte, & prout ſibi contingit, omnia quæ & prout ſupra continentur, & non contravenire quoviſmodo, non obſtante jure ſcripto & non ſcripto, uſagiis & conſuetudinibus præſenti contractui contrariis, renunciantes eiſdem, necnon juribus, allegationibus, exceptionibus, defenſionibus, privilegiis, cautelis, reciſionibus, diſpenſationibus, juramentis, & omnibus aliis quibuſcumque, quæ per ipſum Regem aut ſucceſſores ſuos poſſent dici, allegari, & in contrarium proponi, præcipuè juri dicenti generalem renunciationem non valere, niſi præceſſerit ſpecialis. ANS de J. C. 1467.

Item, ſigillabuntur, & erunt ſimiliter expeditæ litteræ tales & conſimiles ex parte Domini Ducis, quæ etiam expedientur deputatis dicti Domini Regis infra terminum prædictum, ac in loco prædeclarato. Quæ omnia in præfatis articulis contenta, ſpecificata & declarata, nos Ambaſſiatores, Procuratores, Commiſſarii & Nuncii prenominati pro & nomine prelibati ſupremi Domini noſtri ac vigore proteſtatis ſupradictæ, & inferius inſertæ cum & ſub obligationibus, promiſſionibus in eiſdem articulis deſignatis tenere, attendere, obſervare, & effectusliter adimplere bona fide, & ipſis nec alicui ipſorum nec vel in futurum quovis quæſito colore per jamdictum Dominum noſtrum ſupremum & heredes ſuos & ſucceſſores, ſeu alium quemcumque, non contravenire, quinimo, quod idem Dominus noſter Rex litteras approbatorias, & etiam obligatorias in forma terminoque ac loco in dictis articulis contentis præfato Domino Duci ſeu deputatis ab eo tradet & expediet, promiſimus & convenimus ac per præſentes promittimus bonâ fide quibuſcumque juribus, conſuetudinibus, Privilegiis, Statutis, aliiſque exceptionibus quibuſcumque, quæ contra contenta in articulis ſupradictis aliquodve ipſorum quomodolibet objici poſſent vel opponi per expreſſum renunciando, præſertim juri dicenti generalem renunciationem non valere niſi præceſſerit ſpecialis. In quorum omnium teſtimonium has præſentes litteras ſigillis noſtris ſigillari, ac per me Willelmum Hattecliff, Secretarium Regium prænominatum ſubſcribi & ſignari fecimus. Datum Bruxellæ in Ducatu Brabantiæ die decima ſexta menſis Februarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo ſeptimo. Sequitur tenor poteſtatis ſeu commiſſionis per præfatum Dominum noſtrum ſupremum nobis in hac parte conceſſæ.

Edwardus, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ. Omnibus ad quos præſentes litteræ pervenerint, ſalutem. Sciatis quod nos de fidelitatibus, circumſpectionibus & induſtriis dilectorum, & fidelium noſtrorum, venerabilis Patris conſanguinei noſtri Riceri, Epiſcopi Sarisburienſis; Willelmi Hattecliff, Secretarii noſtri; Thomæ Vaghan, Theſaurarii Cameræ noſtræ; & Joannis Ruſſell, Doctoris in Decretis, plenariè confidentes, ipſos noſtros veros, & indubitatos Ambaſſiatores, Commiſſarios, Procuratores, & Nuncios ad infraſcripta fecimus, conſtituimus, & ordinavimus prout tenore præſentium facimus, conſtituimus, & ordinamus, dantes & concedentes eiſdem Ambaſſiatoribus, Commiſſariis, Procuratoribus, & Nunciis noſtris, tribus aut duobus eorum quorum cum præfato Reverendo Patre dictum Secretarium noſtrum, aut præfatum Thomam unum eſſe volumus, plenam poteſtatem, auctoritatemque ac mandatum pro nobis, & nomine noſtro cum illuſtriſſimo Principe cariſſimo conſanguineo noſtro Carolo Duce Burgundiæ, Brabantiæ, Lemburgi, & Lucemburgi, Comitem Flandriæ, Artheſii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, & Namurci, Sacri Imperii Marchione, Friſiæ, Salinarum, & Machliniæ Domino, ſeu ejus Ambaſſiatoribus, Commiſſariis, Procuratoribus, aut Nunciis, ſufficientem poteſtatem, auctoritatem, & mandatum in ea parte ab eodem conſanguineo noſtro Duce habentibus de & ſuper Matrimonio inter præfatum conſanguineum noſtrum Carolum Ducem, & nobilem Dominam Margaretam ſororem noſtram cariſſimam contrahendo & celebrando, doteque & donatione propter nuptias, ac etiam tempore, & loco, & ceteris circumſtantiis idem Matrimonium concernentibus quibuſcunque tractandi, communicandi, conveniendi, & concordandi,

ac

ANS de J. C. 1467. ac tractatum ſuper eodem Matrimonio concludendi, ac pro firmitate, roboratione, & obſervatione pactorum, & conventionum quarumcumque in ea parte per eos pro nobis & nomine noſtro faciendarum, juramentum in animam noſtram præſtandi, ceteraſque cautiones, obligationes, & ſecuritates quaſcumque dandi, præſtandi, acceptandi & recipiendi, atque omnia, & ſingula in præmiſſis ſeu circa ea neceſſaria ſeu quomodolibet opportuna faciendi, exercendi & expediendi, etiamſi talia ſint quæ de ſua natura mandatum exigunt magis ſpeciale, promittentes bona fide, & in verbo regio nos ratum, gratum & firmum pro perpetuo habituros totum & quicquid per ſupradictos Ambaſſiatores, Commiſſarios, Procuratores & Nuncios noſtros in forma prædicta actum, geſtum, ſeu procuratum fuerit in præmiſſis abſque contraventione quacumque. In cujus rei teſtimonium has litteras noſtras fieri fecimus patentes. Datum apud Weſtmunſter quinto die Januarii, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo ſeptimo, regni verò noſtri ſeptimo, per ipſum Regem, & de data prædicta auctoritate Parliamenti, Ive.

Notum facimus quod nos litteris prædictis diligenter viſis & inſpectis, maturaque conſilii deliberatione, ſuper eis habitâ ex noſtra certa ſcientia litteras ipſas ac omnia in ipſis contenta lauda imus, ratificavimus, confirmavimus, & approbavimus, tenoreque præſentium laudamus, ratificamus, confirmamus, & approbamus in omnibus ſuis paſſibus & articulis, modo, & forma in eiſdem contentis, promittentes bona fide ac in verbo regio ea omnia grata, rata, firma & ſtabilia perpetuò habere, tenere, adimplere, & inviolabiliter obſervare cum effectu, & nunquam per nos, dictoſve heredes & ſucceſſores noſtros ſeu alios quoſcumque in judicio vel extra, directè vel indirectè contravenire quovis quæſito colore, ac cum & ſub illis obligationibus & renunciationibus, quæ in præinſertis articulis continentur & declarantur, quas obligationes & renunciationes nos talem vigoris & efficaciæ firmitatem erga nos, heredes & ſucceſſores noſtros ac bona noſtra obtinere volumus, quemadmodum ſi iterum eſſent à nobis ſpecialiter & expreſsè repetita. In quorum omnium robur & teſtimonium has noſtras litteras ſigilli noſtri appenſione juſſimus communiri. Datum apud Weſtmunſter quarto decimo die Martii, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo, regni verò noſtri anno octavo. Sic ſignatum, per ipſum Regem, Ive.

CDLIII.

ANS de J. C. 1467. SAVOYE ET BOURGOGNE.

Traité d'Alliance entre AME' IX. *dit le* Bienheureux, *Duc de Savoye &* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, fait à Bruges, le 4. Avril*, 1467. S. Guichenon Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye Preuves. pag. 406.

PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgoigne, Palatin de Haynau, de Hollande, de Zeelande & de Namur; Marquis du S Empire, Seigneur de Friſe, de Salins & de Malines. Sçavoir faiſons, à tous que enſuivant ce que o'agaires a eſté fait & conclud par nos Ambaſſadeurs & ceulx de noſtre treschier & tres-amé Cousin AMÉ Duc de Savoye aſſemblez en noſtre Ville de Chalon ſur Saone pour le fait des aliances & confederations d'entre nous & noſtredit Cousin. Nous affermons pour veriré & confeſſons que nous avons fait & faiſons par ces preſentes pour nous, noz hoirs & ſucceſſeurs Dues & Comtes de Bourgoigne nos Pays, Terres, Seignories & ſubgects bonnes & vrayes confederations, amiſtiez, unions, aliances & intelligences avecques noſtredit Cousin de Savoye, pour luy ſes maiſons, hnirs & ſucceſſeurs Duc de Savoye, ſeis Pays, Terres, Seignories & ſubgects fermes & durables à touſiours, mais perpetuelement. Et luy pareillement avecques nous en la forme & maniere qui s'enſuit. C'eſt aſſavoir que nous promes & promectons en parole de Prince nous entretenir enſemble & nos maiſons, hoirs & ſucceſſeurs, Pays, Terres Seignories & ſubjects deſſuſdits en boone & vraye amour & dilection & deffendre, ſecourir & ayder noſtredit Cousin ſes maiſons, hoirs & ſucceſſeurs, Pays Terres, Seignories & ſubgects toutes les fois que beſoing ſera & requis en ſerons envers & contre tous ceulx qui tors, griefs ou domaiges leur vouldroient faire & en ce employer nos perſonnes ſe meſtier eſt; nos chevances & toutes nos puiſſances ſans y rien eſpargnier & tout le plus avant que faire le pourrons ſaulve & reſervé de noſtre part le Comte Palatio du Rin, & de la part de noſtredit Cousin ſes anciens aliés & confederés de Berne tant ſeulement, & ſera & demoura vaillable perpetuelement ceſte preſente confederation & aliance, nonobſtant certaines autres aliances par aucuns nos Ambaſſadeurs faites avecques les Ambaſſadeurs de noſtredit Cousin le Duc de Savoye du xx. jour de Mars dernier paſſé. Leſquelles autres aliances en tant qui touche les reſervations & contenuës leſquelles ſont plus amples que celles devant declarées. Nous du conſentement d'icelluy noſtredit Cousin avons limités, declairées, & reſtraintes, limitons & declarons & reſtreignons par ces preſentes en telle maniere que en icelles nos aliances ne ſeront aucuns reſerves, fors que ledit Comte Palatin de la part de nous & de noſtre tres-chier & tres-amez fils le Comte de Charoloys & de nns hoirs & ſucceſſeurs. Et de la part de noſtredit Cousin & de ſes hoirs & ſucceſſeurs Dues de Savoye ſes anciens alliés de Berne. En teſmoin de ce, nous avons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné en noſtre Ville de Bruges le IV. jour d'Avril l'an de grace M. CCCC. LXVII. apres Paſques. Par Monſeigneur le Duc. I. de Moleſmes.

Ratification de cette Alliance par le Comte de Charolois, fils de Philippe Duc de Bourgogne. A Bruges le 4. Avril, 1467.

CHARLES Conte de Charrolois Seigneur de Chaſteau-bellin & de Bethune, Lieutenant general de mon tres-redoubté Seigneur & Pere. Comme par les Ambaſſadeurs de mondit Seigneur & Pere, & ceulx de noſtre tres-cher & tres-amé Cousin Amé Due de Savoye pour ce aſſemblez en la Ville de Chalon ſur Saone, certaines aliances & confederations aient eſté faites, paſſées & accordées entre mondit Seigneur & Pere & noſtredit Cousin, leſquelles mondit Seigneur & Pere a euës pour agreables. Et afin de les entretenir de ſa part a baillées & expediées ſes Lettres patentes de la date du jourd'huy. Sçavoir faiſons que nous ayans agreables les deſſuſdites aliances, & vuillans de noſtre part icelles ſortir effet ſelon que par mondit Seigneur & Pere ont eſté promiſes & ſeellées comme dit eſt, avons promis & promettons de bonne foy & en parole de Prince pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs entretenir, garder, obſerver & accomplir de noſtre part les deſſuſdites aliances, telles & en la forme & maniere, & ſoubz les reſervations, conditions & limitations contenuës, ſpecifiées & declairées eſdites Lettres patentes de mondit Seigneur & Pere deſſus tranſcriptes. En teſmoin de ce nous avons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Bruges le IV. jour d'Avril, l'an de grace M. CCCC. LXVII. apres Paſques. Par Monſeigneur le Comte. I. de Moleſmes.

ANS de J. C. 1467. SAVOYE ET CALABRE.

CDLIV.

Traité d'Alliance entre JEAN *Duc de Calabre, &* AMÉ IX. *Duc de Savoye, fait devant Gironne le 29. Mai* 1467. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 407.

PREMIEREMENT ont appoinctés & accordé que conſiderant l'afinité, amiſtié & vicinité de Pays qu'a eſté de long temps, & eſt à preſent entre leſdits Seigneurs Ducs & leurs Maiſons pour touſiour mieulx entretenir bonne & vraye amour enſemble, font & accordent ſeure & ferme alliance, & confederation perpetuelle pour eulx leurs hoirs & ſucceſſeurs. C'eſt aſſavoir és Marches & Pays d'Italie, & touchant icelles tant ſeulement. Item que pour la preſente alliance & intelligence leſdits Seigneurs ſeront tenuz & oubligez de ſervir en armes, & ſecourir l'un l'autre de tout leur povoir, Terres, Seigneuries, Parens, adherens & alliez contre tous leurs Ennemis & autres quelxconques que grever les vouldroient, & auſſi ayder à ſecourir l'un l'autre comme deſſus en toutes leurs entrepriſes qu'ilz ont ou auront eſdites Marches & Pays d'Italie. Item a eſté accordé entre les ſuſdits ou nom que deſſus que par quelcumque promeſſe faite entre eulx és parolles deſſuſdites, ne ſoit point compriz le Roy, ſa perſonne, ne ſon Eſtat par quelque voye directe ou indirecte, ains en tout & par tout, ſoit excepté & reſervé, car leſdits Seigneurs n'entendent faire entreulx ne accorder choſe que luy doye deſplaire. Et pource ledit mon tres-redoubté Seigneur Monſeigneur le Duc de Calabre en preſence de ſon Conſeil, & de moy Loys Durant ſon Secretaire a promis en foy de Prince auſdits Ambaxadeurs entrevenans ou nom que deſſus toutes les choſes ſuſdites & chaſcune d'icelles tenir, accomplir & obſerver & contre non venir. Et en teſmoin de ce ledit Seigneur a ſigné les preſens Chapitres de ſa propre main & les a fait ſeeler de ſon leel ſecret. Donné en ſon Camp devant Geronne le XXIX. de May M. CCCC. LXVII. Signé Jehan & plus bas par ledit Monſeigneur le Duc de Calabre &c. le Sire de Sault, le grand Preſident de Provence, l'Eſcuyer Carrion, Gaſpart Coſſe Conſeillers dudit Seigneur & autres preſents. Signé Durant.

CDLV.

ANS de J. C. 1467. NORMANDIE ET SAVOYE.

Traité de Confédération entre CHARLES DE FRANCE *Duc de Normandie, &* YOLAND DE FRANCE *ſa Sœur Ducheſſe de Savoye, fait à Gaure, le* 15. *Juin* 1467. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 408.

CHARLES Filz & Frere de Roy de France, Duc de Normandie. A tous ceulx qui ces preſentes Lettres verront Salut, Sçavoir faiſons que pour la tresgrande & ſinguliere amour & confiance que avons à ooſtre Tres-chere & Tres-amée Sœur la Ducheſſe de Savoye, outre la proximité de lignage, dont elle nous attient & pour touſiours plus nous perpetuer, obliger d'amour inſeparable avecques noſtredite Sœur. Avons aujourd'huy prins & fait alliance avecques elle, tant en ſon nom, comme ayant le Gouvernement du Duché de Savoye par les trois Eſtats dudit Duché pour Nous & pour nos Aliés à la maniere qui s'enſuit. C'eſt aſſavoir que nous tant en noſtre nom que pour nos alliés ayderons, ſouſtendrons, favoriſerons & ſecourrons noſtredite Sœur en toutes ſes affaires à venir & contre tous ceulx qui vouldroient entreprendre aucune choſe contre noſtredite Sœur, ſa perſonne, ſes Terres & Seignouries preſens & à venir, tendrons & reputerons ſes Ennemys pour nos Ennemys & ſes bienveillans pour nos Amis ſans nul excepter ou reſerver, ſors ſeulement noſtre Tres-chier & Tres-amé Couſin le Duc de Bretaigne & noſtre Tres-chier & Tres-amé Frere le Comte de Charolois. Auſſi noſtredite Sœur ſera tenuë pareillement nous ſervir, ayder & ſecourir de ſon pouvoir envers & contre tous, ſans nul excepter, ſors ſeulement les deſſuſdits Duc de Bretaigne & Comte de Charolois & par expres nous ayder, noſtredite Sœur au recouvrement de noſtre Duché de Normandie, lequel entendons à recouvrer de bref à l'ayde de Dieu & de nos amys & alliés, & tout ſelon le contenu du Scellé de noſtredite Suer, lequel elle nous a envoyé pour cette matiere en la forme de ce preſent Scellé, pourveu que noſtredite Sœur ſera tenuë fere ratiffier ſondit Scellé par noſtre Tres-chier & Tres-amé Frere le Duc de Savoye ſon Mary & par les trois Eſtats dudit Duché & ladite ratification elle nous envoyera, & afin que ces choſes ſoient fermes & eſtables; Nous avons Juré & promis en bonne foy & en parolle de Prince les obſerver & garder. En teſmoin de ce Nous avons Signé ces preſentes de noſtre main & fait ſceller de noſtre ſcel. Donné A Gaure le XV. jour de Juin, l'an de grace M. CCCC. LXVII.

ANS de J. C. 1467.

CDLVI.

Traité d'Alliance & de Ligue entre CHARLES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé & Seigneur de Breſſe. Fait à Bruxelles, le* 20. *Juillet*, 1467. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 437. BOURGOGNE ET SAVOYE.

CHARLES par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Lembourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin, de Haynaut, de Hollande, de Zellande, & de Namur, Marquis du Sainct Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines. A tous qui ces preſentes lettres verront, ſalut; Sçavoir faiſons que pour la ſinguliere, parfaite & entiere amour que nous avons & portons à la Tres-noble Maiſon de Savoye comme oos Predeceſſeurs Ducs de Bourgogne ont touſiours fait, ſpecialement pour l'affection cordiale que avons à la perſonne de noſtre tres-chier & tres-Amé Couſin PHELIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugié & Seigneur de Breſſe*; Nous enſuivant les bonnes & loüables amitiés & confederations n'agueres & derrannement faites entre feu noſtre tres-chier Seigneur & Pere, dont Dieu ayt l'ame & nous d'une part, & noſtre tres-chier & tres-amé Couſin le Duc de Savoye, qui eſt à preſent d'autre; Avons fait & faiſons alliance, confederation, & intelligence perpetuelle avec noſtredit Couſin Phelippe de Savoye & ly pareillement avec nous en la maniere qui s'enſuit: C'eſt aſſavoir que de ce jour en avant nous ly ſommes, & ſerons vray & loyal amy ſa perſonne, ſon honneur, ſes Pays Seigneuries & ſubgets contre ceux qui grever ou dommagier le voudroient, tout ce que laurons ou pourrons favoir par qui ne comment que ce ſoit nuyſable ou prejudiciable à la perſonne de noſtredit Couſin, & à ſeſdits Pays, Seigneuries & Subgets ly ſignifierons, l'en advertirons & en toutes autres manieres & façons à nous poſſibles y obvierons & l'empeſcherons en tout ce qu'il aura, & pourra avoir à faire doreſnavant, ſoit pour conqueſte de ſon heritage ou autre juſte querelle le conſeillerons, & ferons conſeillier ſe requis en ſommes au

mieux

ANS de J. C. 1467. mieux & le plus loyaumment que faire le pourrons & pour l'addreſſe & ſouſtenance de ce que ly conſeillerons ly ferons toute ayde, confort & aſſiſtance à nous poſſible, de laquelle alliance noſtredit Couſin le Comte de Baugyé nous a baillé ſes lettres patentes ſcellées de ſon ſeel de la datte du jour dhuy en telle & pareille forme que leſdites preſentes, leſquelles en teſmoin de verité nous avons ſignées de noſtre main & à icelles fait mettre & appendre noſtre Seel. Donné en noſtre Ville de Brucelles le vingtieſme jour de Juillet l'an de grace mil quatre cents ſoixante-ſept. Signé Charles, & plus bas I. Gros.

CDLVII.

ANS de J. C. 1468. MILAN ET SAVOYE. *Contract de Mariage entre* GALEAS-MARIE *Vicomte, Duc de Milan, &* BONNE DE SAVOYE, *fait le 9. Mai*, 1468. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 377.

IN nomine Domini, Amen. Noverint ſcrie præſentis publiei Inſtrumenti univerſi, quòd anno ejuſdem Domini M. CCCC. LXVIII. Iodictione prima, menſis verò Maji nona, Pontificatus ſancti in Chriſto Patris & Domini noſtri D. Pauli divinâ providentiâ Papæ II. anno IV. Sereniſſimus ac Chriſtianiſſimus D. noſter D. Lodovicus Francorum Rex, nec non Illuſtriſſimus Dominus D. Franciſcus Comes de Longavilla, Procuratores & procuratoriis nominibus *Illuſtriſſimæ Domicellæ* BONÆ DE SABAUD. ex una; nec non Magnificus, & Strenuus Miles D. Triſtanus Sforcia Vicecomes Frater, Conſiliarius, ac Procurator Illuſt. Principis D. GALEAZ-MARIÆ Sforciæ Vicecomitis Ducis Mediolani parte ex altera, in Caſtello Ambaſiæ Turonenſis Dioeceſis exiſtentes, deſtinati prout nobis Philippo le Bernier, & Petro Borruem Apoſtolica & Imperiali autoritatibus Notariis ſubſcriptis, conſtitit hinc inde inferius inſertis Procuratorum mandatis una. Videlicet dictorum Chriſtianiſſimi D. noſtri Regis, & D. Comitis de Longavilla ſub ſigillo Regio ad contractus ineundos in Villa Ambaſiæ conſtituto appenſo. & dnobus dicti D. Triſtani ſub ſigillo prædicti D. Ducis Mediol. in cera alba eiſdem mandatis ac eorum cuilibet applicatis, confectis de Matrimonio contrahendo inter prædictos Illuſtriſſim. Domicellam Bonam de Sabaud. & Illuſt. D. Galeas-Mariam Sforciam Ducem Mediolani pertractantes de & ſuper Matrimonio hujuſmodi, contemplatione favoreque ejuſdem convenerunt inter ſe, fecerunt, tractarunt & iniverunt nominibus procuratoriis jam dictis, coram nobis Notariis prædictis, pacta, tractatus & conventiones ſequentes. Et Primò promiſerunt dicti Chriſtianiſſ. D. Rex, ac D. Comes de Longavilla procuratores, & nomine procuratorio Illuſtriſſ. Domicellæ de Sabaud. prædicto Magnifico D Triſtano Sforciæ Vicecomiti, Fratri, & Oratori, Nuncio, Mandatario, & ſpeciali Procuratori prædicti Illuſtr. D. Galeas-Mariæ Sforciæ Vicecomitis Ducis Mediolani ad infrà ſpecialiter deputato, quòd ipſa Illuſtr. Domic. Bona Matrimonium contrahet cum prædicto Illuſtriſſ. D. Duce Mediolani, & cum prædicto D. Triſtano tanquam Procuratore, & nomine procuratorio ipſius Illuſtr. D. Ducis Mediolani. Item declaravit prædictus Chriſtianiſſimus D. noſter Rex nomine procuratorio quo ſuprà, illius Illuſtr. Domicellæ dotem eſſe de centum millibus ſcutorum auri novorum in Regno Franciæ currentium, ſuper bonis, rebus & rationibus competentibus ad eam, & competituris jure ſucceſſionis defunctorum Illuſtriſſimi D. Ducis, ac Illuſtriſſimæ D. Ducisſæ de Sabaudia ſuorum Patris & Matris dum viverent. Item quòd prædicta Regia Majeſtas dum fuerit per prædictum Illuſtriſſim. D. Ducem Mediolani, & ſuns requiſita, dabit eidem D. Duci & ſuis pro effectuali ſolutione ipſius dotis conſequenda, omnimodum favorem, auxilium, ſuccurſum & juvamen quod in verbo Regis ipſa Regia Majeſtas impartiri pollicita eſt, quotiens expediens fuerit. Item promiſit dictus D. Triſtan. Sforcia procuratorio nomine quo ſuprà, voluit, & conſenſit, quòd adveniente caſu mortis prædicti Illuſtr. D. Ducis Mediol. (quod abſit) dicta Illuſt. Domicella Bona erit reintegrata de totali Summa prædictorum centum millium ſcutorum auri pro dicta dote perſolutorum, & ſibi reſtituentur in illis terminis & modis, quibus reperietur fuiſſe ſoluta. Item quòd prædictus D. Triſtanus Sforcia, nomine procuratorio quo ſupra, adveniente caſu ſuprà ſcripto (quòd abſit) promiſit aſſignare prædictæ Illuſtr. Domic. Bonæ pro ſuo dotalicio & augmento dotis, dum vixerit, ſeu fervet viduitatem, ſive non, Summam quindecim millium Ducatorum auri de Camera, de Intrata annuali quæ ſibi ſolvetur annis ſingulis ſine aliqua detractione aut diminutione & ex nunc idem D. Triſtan. nomine quo ſuprà, illam Summam quindecim millium ducatorum dictæ Illuſt. Domic. Bonæ aſſignat, & pro aſſignatis vult haberi ſingulis annis ſuper Intrata, ſive Recepta Civitatis Papiæ in caſu ſuprà ſcripto, vultque eidem D. Triſtanus nomine quo ſuprà procuratorio, quòd Referend. & Theſaurar. prædictæ Civitatis pro tempore jurent in manu dictæ Illuſt. Domic. quòd reſpondebunt ſibi de dicta Intrata quindecim millium Ducatorum auri de Camera; & præterea vult & conſentit ipſe D. Triſtan. Procurator, quòd quando Intratæ prædictæ Papiæ in caſu prædicto reperirentur quovismodo aſſignatæ, quòd ex nunc prout ex tunc in caſu antedicto dotalitium ſive doarium antedictum cenſeatur eſſe aſſignatum ſuper Intratis Civitatis Mediol. modo & forma aſſignatis ſuper prædictam Civitatem Papiæ; quas Intratas Papiæ & Mediol. caſibus antedictis ad hæc hypothecavit, & hypothecat. Item quòd prætarus D. Triſtanus nomine procuratorio, jam dicto caſu prædicto (quod abſit) adveniente, ex nunc aſſignavit dictæ Illuſt. Domic. Bonæ ſuperſtiti remanenti, terram & fortalitium de Abiate Graſſo, pro ſua & ſuorum reſidentia, fultum & munitum ornamentis & utenſilibus, ipſi convenientibus & neceſſariis; quodque cum prædicta Illuſt. Bona in partibus tranſlata fuetit, dicta Illuſt. Domic. videbit omnia Loca, prædia, Dominia & & ſtantias dicto D. Duci & ſuo Dominio ſubditas & ſpectantes, quæ eligere poterit alium Locum ſi maluerit ex Locis prædictis, qui ſibi placidior, & animo ſuo acceptabilior fuerit, & illum quem elegerit, ſibi aſſignare promiſit idem D. Triſt. procuratorio nomine ſuprà dicto. Item promiſit præfatus D. Triſt. nomine jam dicto, quòd caſu prædictæ mortis præfati Illuſtr. D. Ducis adveniente, Primogenitus ex hujuſmodi Matrimonio procreandus ſuccedet D. & Ducatui Mediolani, alii verò Filii & Filiæ ex dicto Matrim. procreandi & procreandæ, ſuccedent, ſeu aliàs collocabuntur & dotabuntur ſecundum morem & conſuetudinem Ducatus & Patriæ Mediolani. Item conſenſit & promiſit ſuprà dictus D. Triſt. nomine procuratorio ſæpè dicto, quòd adveniente caſu ſæpè dicto mortis Illuſt. D. Ducis, & dicta Illuſt. Domic. ſupervivente, omnia jocalia uſque ad Summam L. millium Ducatorum, quæ per dictum D. Ducem ſibi donata fuerint, aut per aliam Perſonam, & Communitatem contemplatione ejuſdem D. Ducis, nec non veſtimenta, & bona parafernalia, ac omnia ejus causâ parata, quæ tempore mortis ipſius Illuſtriſſ. D. Ducis ejus Mariti tunc habebit, eidem Illuſt. Domicellæ Bonæ plenariè & integraliter remaneant, de quibus diſponere poterit ſine contradictione quacumque ad ſuæ voluntatis arbitrium; ita tamen quòd ſi prædicta Illuſt. Domic. Bona decedat ſine Filiis, ſuprà dicta omnia & ſingula quæ tempora mortis fuerint in

ANS de J. C. 1468.

rerum natura, ſpectabunt & pervenient ad hæredes dicti defuncti D. Ducis; reſervato, quòd dicta Illuſt. D. Bona pro ſalute animæ ſuæ, vel quoad pias cauſas diſponere poterit uſque ad Summam decem millium ducatorum. Item promiſerunt dicti Chriſtianiſſimus D. Rex, D. Comes de Longavilla, & D. Triſt. Procuratores Procuratoriis nominibus prædictis nobis Notariis ſubſcriptis, ſeu alteri noſtrûm ſtipulanti, facere ratificari præmiſſa omnia & ſingula. Videlicet idem Chriſtianiſſimus D. Rex, & D. Comes per prædictam Illuſtr. Bonam; & viceverſa antedictus D. Triſt. per dictum Dominum Ducem Mediolani præſentibus ibidem Reverendiſſimis in Chriſto Patribus ac D. Domino Carolo Archiepiſcopo Lugdunenſi Galliarum Primate, Geraldo Archiepiſcopo Turonenſi, & Venerabili ac circunſpecto Viro Magiſtro Petro Doriole ejuſdem Chriſtianiſſimi Domini Regis Familiari, cum pluribus, atque ibidem adſtantibus. Die vero Martis decima dicti menſis Maii inde ſequentis, anno, indictione, & Pontificatu prædictis, ante oſtium Capellæ dicti Caſtri Ambaſiæ prædictis, Illuſtriſſima Domicella Bona de Sabaudia ex una, & D. Triſtano Sforcia Procuratore, & Procuratorio nomine quo ſupra parte ex alia, Perſonaliter conſtitutis cauſa contrahendi in facie Eccleſiæ, & ſolemnizandi Matrimonium jam dictum in præſentia Chriſtianiſſimi D. noſtri Regis, nec non Sereniſſimæ D. D. Carolæ Francorum Reginæ, ac Illuſtriſſimarum Principum D. D. Agnetis de Burgundia Illuſtriſſimi Principis D. Ducis Borbonenſis Matris, Joannæ Duciſſæ Borbonenſis & Reverendiſſimorum ac Reverendorum D. D. Caroli Lugdunenſis, & Geraldi Turonenſis Archiepiſcoporum prædictorum, Joannis Abricenſis Epiſcopi, ac Nobilium Virorum Arnaudi du Chaſtelet, & Yvonis du Fou Scutiferorum dicti Chriſtianiſſimi D. noſtri Regis Familiarium, aliorum quoque plurium Dominorum, & Dominarum in multitudine copioſa aſtantium, antedictus Chriſtianiſſimus D. noſter Rex interrogavit prædictum Dominum Triſtanum ſe gerentem Procuratorem dicti D. Ducis, an Procuratorii ſui mandatum eſſet revocatum à prædicto D. Duce Mediolani ejus Domino; qui quidem D. Triſtanus reſpondendo aſſeruit, quod non erat revocatum; & continuò Reverendiſſimus in Chriſto Pater & D. D. Joannes tit. S. Suſannæ Cardinalis Andegavenſis vulgo nuncupatus, præſtitis juramentis ſolitis hinc inde nominibus prædictis: videlicet quod dicti Illuſtriſſimus D. Dux Mediolani, & Illuſtriſſima Domicella Bona ſibi invicem alter alteri fidelitatem & legalitatem tenebunt, & ſe ſe invicem cuſtodient in proſperitate & infirmitate, neque ſe ſe permutabunt pro alteris æque bonorum, meliorum, aut deteriorum, dicto D. Cardinali ſtipulante prout ſtipulatus eſt à dictis Illuſtriſſima Domicella Bona & Magnifico D. Triſtano nomine quo ſupra, per verba de præſente ad Matrimonium contrahendum cum reſponſione affirmativa ſubſecuta, Annulum benedictum in altero digitorum ejuſdem Illuſtriſſimæ Domicellæ poſuit hiſque actis ut præfertur dictam Cappellam Caſtri introierunt ad Miſſam audiendam. De quibus præmiſſis omnibus & ſingulis, Chriſtianiſſimus D. noſter Rex, & D. Triſtanus Sforcia Procuratores, & Procuratoriis nominibus quibus ſupra, petierunt & requiſierunt à nobis Notariis ſubſcriptis ſibi fieri ſeu confici unum, ſeu plura publica inſtrumenta.

CDLVIII.

ANS de J. C. 1468.

Ratification du Duc de BRETAGNE, *de la Paix d'Ancenis, faite avec* LOUIS XI. *Roi de France. A Nantes le 17. Septembre* 1468. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 82.

France et Bretagne.

FRançois, par la grace de Dieu Duc de BRETAGNE, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour appaiſer les differends d'entre Monſeigneur le Roi, Monſeigneur Charles ſon Frere, & nous & autres, mondit Seigneur le Roi, pour les cauſes & conſiderations contenuës en ces lettres, eût donné autorité, faculté, & puiſſance ſpeciale, à nôtre tres-cher & tres-amé Couſin, le Duc de Calabre & de Lorraine, de traiter, pacifier, & appointer leſdits differends pour la part de mondit Seigneur le Roi, & nous ſemblablement, pour les cauſes & raiſons, declarées en nos lettres ſur ce faites, euſſions commis & deputé, nos chers amez, & feaux Conſeillers & Chambellans, Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne, Antoine de Beauvau, Seigneur de Gilly & de Pinpean, & Michel de Partenay, Chevalier, Seigneur de Perrigny, & iceux faits, & conſtituez nos Procureurs, Deputez, & Ambaſſadeurs, & leur euſſions pareillement donné pouvoir exprés, & ſpecial, de traiter, pacifier, & appointer pour nôtre part, ſur iceux differends, par vertu & en uſant deſquels pouvoirs, nôtredit Couſin de Calabre, pour & au nom de nous, aient au lieu d'Ancenis, fait certain Traité & Accord, ſur leſdits differends, ainſi que plus à plein eſt contenu, & declaré és articles, de ce faiſans mentions, leſquels enſemble leſdits pouvoirs ſont incorporez és lettres qu'ils en ont baillé les uns & autres, & leſquels chacun a promis de ſa part faire ratifier, ainſi que plus à plein eſt contenu eſdits articles, & deſquelles lettres baillées par noſdits commis, la teneur s'enſuit.

Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne, Antoine de Beauvau, Seigneur de Pinpean, & Michel de Partenay, Chevalier, Seigneur de Perrigny, tous Conſeillers & Chambellans du Duc de Bretagne, nôtre ſouverain Seigneur; à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour l'appaiſement des differends, qui à preſent ont cours entre le Roi d'une part, Monſeigneur Charles ſon Frere, & mondit Seigneur Duc, d'autre, aient été faites pluſieurs ouvertures pour le bien de Paix, tant par haut & puiſſant Prince, Monſeigneur le Duc de Calabre & de Lorraine, pour la part dudit Seigneur Roi, comme aiant puiſſance de lui, comme par nous aiant auſſi pouvoir dudit Seigneur Duc, deſquels pouvoirs la teneur enſuit.

François, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Eſtampes, & de Vertus: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Savoir faiſons, que nous confiant à plein des ſens, loiauté, prûdommie, & bonne diligence, de nos bien amez & feaux, Guillaume Chauvin, nôtre Chancelier, Antoine de Beauvau, Sieur de Gilly, & Meſſire Michel de Partenay, Seigneur de Perrigny, nos Conſeillers & Chambellans, iceux & chacun d'eux, avons inſtituez & établis, & par ces preſentes inſtituons, & établiſſons nos Procureurs, Ambaſſadeurs, & Deputez, quant à fin d'eux tranſporter, & aller au lieu, où beau Couſin de Calabre, & autres gens de mondit Seigneur le Roi, en ſa Compagnie, ayans pouvoir ſuffiſant de lui, ſe trouveront, auſquels nos Chancelier & Conſeillers deſſus nommez, & eux deux d'eux, avons donné & donnons pou-

ANS de J.C 1468. pouvoir par ces presentes, plein pouvoir de prendre, accepter, conclure, fermer, & accorder avec nôtredit Cousin de Calabre, & autres gens de mondit Seigneur le Roi, tout ce qu'ils verront être à faire, selon les ouvertures, pourparlemens, & traitez, qui seront faits, & ouverts d'une part & d'autre, pour parvenir à pacifier & accorder les differends, qui ont été, & à present sont entre mondit Seigneur le Roi, d'une part, & mondit Seigneur son Frere, nous & nos alliez d'autre; promettant en bonne foi, sur nôtre honneur, & en parole de Prince, avoir & tenir agreable, ferme, & stable, tout ce que par nosdits Chancelier, Sires de Gilly & de Perrigny, & les deux d'eux, aura été dit, traité, convenu, promis, passé & accordé, sans jamais aller à l'encontre, en quelque maniere, ni pour quelque cause, ni occasion que ce soit. Donné à Nantes le septieme jour de Septembre, l'an mille quatre-cens soixante-huit; ainsi, signé, François. Par le Duc de son commandement, Milet.

Louïs, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme puis naguere aucunes ouvertures aient été faites, de traiter, pacifier, & accorder les differends d'entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Cousin, le Duc de Bretagne, ausquels traité & pacification, pour l'honneur & reverence de Dieu, nôtre Createur, & pour éviter l'effusion du sang humain, & la desolation du pauvre peuple, qui vraisemblablement, au moien desdits differends, s'en pourroient ensuivre, avons toûjours été contens d'entendre, & mettre Dieu, & raison de nôtre part; parquoi soit besoin, commettre aucuns grands & notables personnages, de grande autorité, & à nous seurs & feables, & par qui plus convenablement lesdites matieres se puissent traiter envers chacune partie, à qui il peut toucher; savoir faisons, que nous dûement, & à plein acertainez, des grands sens, vaillance, loiauté, bonne conduite, & experience, de nôtre tres-cher & tres-amé Cousin, le Duc de Calabre & de Lorraine, qui est prochain parent de nous & d'eux, grand Seigneur, & qui a bien interest, que lesdites matieres soient conduites, & menées à bonne conclusion, pour le bien de la Couronne, confiant entierement de lui, comme de nôtre propre personne, à icelui nôtredit Cousin: pour ces causes, à ce nous mouvans, avons donné & donnons plein pouvoir, autorité, commission, & mandement special par ces presentes, de oüir toutes ouvertures, qui lui seront faites sur lesdites matieres, de pourparler, traiter, & accorder, avecque nôtredit Frere Charles, & nôtredit Neveu & Cousin de Bretagne, ou leurs Commis & Deputez, aiant pouvoir suffisant, sur l'accord & pacification finale desdits differends, de promettre, jurer, consentir, accorder, octroier, appointer, & conclure pour ce au nom de nous, tant sur le partage & appanage de nôtredit Frere, la seureté de lui, ses serviteurs, & de son état, que aussi sur toutes autres choses, dont pourroit être difference entre nous, & nôtredit Neveu de Bretagne, & generalement sur toutes les dépendances desdites matieres, tout ce qu'il verra être expedient & convenable, & sur ce, bailler ses lettres telles, & en telle forme qu'il avisera, promettant par ces presentes, en parole de Roi, & par la foi & serment de nôtre corps, sur nôtre honneur, & sur l'obligation de tous nos biens, avoir agreable, & tenir, garder, & observer perpetuellement, ferme & stable, sans enfreindre, ni jamais venir au contraire, tout ce que par nôtredit Cousin sera fait, conclu, & appointé, comme si nous mêmes l'avions fait, accordé, promis, & juré en nôtre propre personne, & lesdites choses jurer, & promettre par serment solemnel, & sur ce bailler nos lettres patentes de ratification, confirmatoires des siennes, en la meilleure & plus autentique forme, que faire se pourra, dés si-tôt que requis en serons. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre grand scel. Donné à Senlis le 22. jour d'Aoust l'an de grace 1468. & de nôtre Regne le huitieme; ainsi, signé, Loüis: par le Roi en son Conseil. B. Meurin. ANS de J. C. 1468.

Et sur icelles ouvertures, mondit Seigneur de Calabre & nous, soions condescendus & accordez, tant d'une part que d'autre, en la maniere contenuë és articles, ci-aprés touchez & inserez.

Ce sont les points & articles pourparlez entre Monseigneur le Duc de Calabre, & Messeigneurs les Ambassadeurs du Duc, touchant l'appaisement des differends qui courent à present entre le Roi, d'une part, & Monseigneur son Frere, & le Duc de l'autre.

Et premierement, que touchant le partage & appanage de mondit Seigneur Charles, Messeigneurs le Duc & Connétable, connoîtront quel partage & appanage, & en quelle part de ce Royaume, & de quel revenu, lui doit être baillé, & au cas que eux d'eux, ne se pourroient accorder, choisiront, & nommeront un tiers, lequel ensemble avec eux, en connoîtra, & ce que les deux des trois en diront, sera tenu par lesdites parties.

Item, & le Roi de sa part, sera tenu & obligé de donner à mondit Seigneur, icelui partage, que par mes susdits Seigneurs aura été avisé, & aussi mondit Seigneur son Frere, sera tenu icelui accepter, & prendre, & renoncer à tous autres partages & appanages, qu'il pourroit pretendre à lui appartenir.

Item, & auront tems les dessusdits Seigneurs le Duc & Connétable, de connoître & aviser sur ledit partage l'espace d'un an, commençant à ce premier jour d'Octobre prochainement venant.

Item, & afin que mondit Seigneur Charles durant ledit tems d'un an, ait façon de soi entretenir és Païs & Seigneuries du Duc, où il poura être ledit tems durant, sans qu'aucune chose se puisse entreprendre contre sa personne, ni ses serviteurs par la part du Roi, le Roi sera tenu lui faire delivrer par maniere de provision, la somme de soixante mille francs, en la façon qui s'ensuit. C'est à savoir, par quartier, & du premier quartier lui sera fait paiement en la Ville d'Angers pour tout le mois d'Octobre prochain venant, & puis ensuite durant ledit tems d'un an, de quartier en quartier.

Item, & au cas que les susdits Seigneurs Duc & Connétable, ne pouront connoître dudit partage durant ledit an, pouront, si à eux semblera, alonger par autre an, durant lequel auront la puissance de connoître dudit apanage. Et aussi durant ledit an, qui ainsi seroit alongé, le Roi fournira par quartiers à mondit Seigneur son Frere de ladite somme, d'autre soixante-mille francs pour son entretenement, & pour rate de tems que durera ladite prorogation.

Item, & pour ce que à present le Duc n'est prés de mondit Seigneur Charles, & le Duc ne peut promettre pour lui, aura le Duc tems de quinze jours à conduire, & faire accorder les dessusdits points & articles à mondit Seigneur, & promettra le Duc sur foi & parole de Prince, de faire son loial devoir, & y faire consentir mondit Seigneur.

Item, & au cas que mondit Seigneur Charles ne s'y voulsit consentir & accorder comme dessus, le Duc demeurera bon serviteur, parent, & ami du Roi, & le servira, secourera, & aidera envers tous & contre tous, qui sa personne, & son Roiaume voudroient grever, & le semblable fera le Roi au Duc, & entretenant toutes les choses conteuës en ces presens articles, & les apointemens faits à Paris & à Caën, entre le Roi & lui, sans que le Duc se mesle de ci en avant en façon quelconque dudit partage, & apanage de mondit Seigneur Charles, contre le vouloir du Roi.

ANS de J. C. 1468. Item, au cas que mondit Seigneur Charles dedans le terme desdits quinze jours, ne s'y voudroit accorder, le Duc sera tenu de faire incontinent vuider des Places de Caën & d'Avranches, tous ses Servireurs & sujets qui seront esdites Places, afin que le Roi sans resistance les puisse recouvrer, & n'y donnera suport, faveur, ni aide, à personne quelconque, qui voulsit détourber ou empêcher au Roi le recouvrement desdites Places.

Item, & pardonnera le Roi à tous manans & habitans desdites Villes de Caën & Avranches, tous crimes & délits de leze Majesté, ou autres, esquels ils pouroient avoir mépris contre le Roi, & leur en donnera bons & suffisans remedes & seuretez, en façon que seurement & sans aucun reproche, pouront demeurer en leurs maisons saufs & sains de leurs personnes, biens & honneurs quelconques.

Item, au cas que mondit Seigneur sera content dudit appointement & articles, & les ratifiera dedans le terme de quinze jours prochains venans, les dessusdites Places de Caën & Avranches, seront mises par le Duc és mains de mondit Seigneur de Calabre; & aussi par le Roi seront mises Saint-Lo, Coutance, Bayeux, & Gauray, pour icelles tenir & garder au nom & pour part du Roi, pour seureté que à mondit Seigneur seront paiez lesdits soixante-mille francs, durant le tems que sondit partage ou apanage sera connu & decidé par les dessusdits Seigneurs le Duc & Connétable, & le tiers ainsi que dessus: & puis cela fait les baillera franchement & quitres és mains du Roi.

Item, & dés-à-present sera cessation de guerres & œuvres de fait entre le Roi & le Duc, tant par Mer que par Terre, & se levera l'Armée du Roi du Païs du Duc, & s'en ira en autre Païs.

Item, & demeurera le Duc en possession & tenuë de toutes Places, Villes & Seigneuries qu'il tient à present, & en outre lui seront renduës & restituées tous Châteaux, Villes, & Seigneuriers qui lui auront été prinses durant ces differends de maintenant.

Item, & touchant les Châteaux & Places d'Ancenis & Champtocé, ils demeureront en la main de mondit Seigneur de Calabre, jusques à ce que Caën & Avranches soient mises en sa main, comme dessus est dit, & ce fait les rendra promptement au Duc, & quittes, & sera tenu le Duc tandis que mondit Seigneur de Calabre les tiendra neutres, prendre, ni faire œuvre de fait par soi, ni par autre sur lesdites Places.

Item, & demeureront en leur fermeté tous apointemens & obligez, passez & accordez entre le Roi & le Duc, tant à Paris qu'à Caën, & seront de nouveau confirmez & ratifiez.

Item, pour seureté desdites parties, & de l'observation du contenu, tant en ces presens articles & apointemens, que ceux de Paris & Caën en donneront, le Roi au Duc, & le Duc au Roi, leurs scellez & promesses, ensemble promesses & scellez des Seigneurs de leur sang, gens d'Eglise, Nobles, & Universitez, Capitaines, & gens de guerre de leur Païs, lesquels scellez seront mis en la main de mondit Seigneur de Calabre. Et est à savoir ceux du Duc de Bretagne dedans la Toussaint prochainement venant, & ceux du Roi dedans la Chandeleur aprés ensuivant, & lors mondit Seigneur de Calabre delivrera au Roi ceux du Duc & de son Païs, & ceux du Roi au Duc, & les choses dessusdites seront confermer au Saint-Siege Apostolique, en soi soumettant lesdites parties, pour l'observation des choses dessusdites, aux censures Ecclesiastiques.

Item, seront tenus le Roi, mondit Seigneur, & le Duc, chacun de sa part, de pardonner, & recevoir en grace, tous leurs serviteurs & sujets, qui auront tenu le parti l'un de l'autre, & leur rendre tous leurs biens & honneurs, sans aucun reproche, pour en joüir comme auparavant ces differends. ANS de J. C. 1468.

Savoir faisons, que lesdits articles dessus touchez & inserez, & tout le contenu en iceux, nous avons promis, & accordez par la part de nôtredit Souverain Seigneur le Duc, & par vertu du pouvoir sur ce à nous donné, & promettons qu'il les ratifiera, & entretiendra de point en point, & de ce baillera ses lettres en forme dûë, toutesfois que métier sera. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nos mains, & scellées de nos sceaux. Donné au Bourg d'Ancenis, le dixiéme jour de Septembre, l'an mille quatre-cens soixante & huit; ainsi signé, G. Chauvin. A. de Beauvau, Michel de Partenay, & scellé des Sceaux de leurs armes.

Savoir faisons, que nous veu à grande & meure deliberation de Conseil, les articles inserez és lettres de nosdits commis, faisant mention desdits Traité, Accord, & appoinrement, iceux articles, & tout le contenu, avons loüez, ratifiez, & approuvez, loüons, approuvons, & ratifions, & avons agreable, & promettons en bonne foi, & parole de Prince, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque, & obligation de tous nos biens, entretenir lesdits Accord, Traité, & appoinrement, ainsi qu'il gît, & est plus à plein contenu en iceux articles, de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, en quelque forme ou maniere que ce soit; & quant à ce, nous soûmettons aux censures Ecclesiastiques. En têmoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre grand scel. Donné à Nantes le dix-septieme jour de Septembre l'an 1468. Signé, François. Et sur le repli: par le Duc, de son commandement, & en son Conseil, Richard. Et scellé d'un grand Sceau de cire rouge, sur queuë de parchemin.

CDLIX.

Ratification faite par LOUIS XI. *Roi de France, du Traité de Paix d'Ancenis avec le Duc de* BRETAGNE. *A* 1468. *Compiégne le* 18. *Septembre* 1468. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 87. ANS de J. C. FRANCE ET BRETAGNE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour apaiser les differends d'entre nous, nôtre Frere Charles, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Cousin le Duc de BRETAGNE, & autres, nous pour l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, pour obvier à l'effusion du sang humain, & à la desolation du pauvre peuple, qui vraisemblablement à l'occasion desdits differends se pouvoit ensuivre, & toûjours mettre Dieu & raison de nôtre part, nous eussions donné autorité, faculté & puissance especiale à nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Calabre & de Lorraine, de traiter, pacifier, & apointer pour nôtre part lesdits differends: & semblablement nôtredit Neveu de Bretagne, ait Commis & Deputé de sa part Guillaume Chauvin son Chancelier; Antoine de Beauvau, Sieur de Gilly, & Michel de Partenay, Sieur de Perrigny, ses Conseillers & Chambellans, & iceux eût fait & constitué ses Procureurs, Deputez & Ambassadeurs, & leur eût pareillement donné pouvoir exprés & especial pour sa part, de traiter, pacifier & apointer sur lesdits differends, par vertu & en usant desquels pouvoirs, nôtredit Cousin de Calabre pour & au nom de nous; & lesdits Chauvin, de Beauvau, & de Partenay, pour & au nom de nôtredit Neveu de Bretagne, aient fait certain Traité & Accord sur lesdits differends, ainsi que plus à plein est contenu & declaré és articles de ce faisans mention, lesquels ensemble lesdits

ANS de J. C. 1468.

leſdits pouvoirs, ſont incorporez és Lettres qu'ils en ont baillé les uns aux autres, & leſquels chacun a promis de ſa part faire ratifier, ainſi qu'il eſt plus à plein contenu eſdits articles, deſquelles Lettres baillées par nôtredit Couſin de Calabre, la teneur s'enſuit.

Jean fils du Roi de Jeruſalem, d'Aragon & de Sicile, &c. Duc de Calabre & de Lorraine, Marquis, &c. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme pour l'apaiſement des differends, qui à preſent ont cours entre Monſeigneur le Roi d'une part, Monſeigneur Charles ſon Frere, & nôtre tres-cher & tres-amé Couſin le Duc de Bretagne d'autre, aient été faites pluſieurs ouvertures pour le bien de paix, tant par nous pour la part de mondit Seigneur le Roi, comme aiant puiſſance de lui: comme auſſi par Goillaume Chauvin, Seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne; Antoine de Beauvau, Sieur de Pinpean, & Meſſire Michel de Partenay, Seigneur de Perigny, tous Conſeillers & Chambellans de nôtredit Couſin, pour la part d'icelui nôtre Couſin, aians pareillement pouvoir de par lui, deſquels pouvoirs la teneur s'enſuit.

Loüis par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme puis naguere aucunes ouvertures aient été faites de traiter, pacifier & accorder les differends, &c. Donné à Senlis le 22. jour d'Aouſt l'an de grace 1468. & de nôtre Regne le huitieme. Ainſi ſigné, Loüis. Par le Roi en ſon Conſeil, B. Meurin.

François par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Savoir faiſons que nous confiant à plein des ſens, loiauté, &c. Donné à Nantes le 7. jour de Septembre l'an 1468. Ainſi ſigné, François. Par le Duc de ſon commandement, Milet.

Et ſur icelles ouvertures nous & les deſſuſdits Chancelier, de Beauvau, & de Partenay, nous ſoions condeſcendus & accordez, tant d'une part que d'autre, en la maniere contenuë és articles cy-aprés couchez & inſerez.

Ce ſont les points & articles pourparlez entre Monſeigneur le Duc de Calabre, & Meſſieurs les Ambaſſadeurs du Duc, touchant l'apaiſement des differends qui courent à preſent entre le Roi d'une part, & Monſeigneur ſon Frere, & le Duc de l'autre.

Et premierement que touchant le partage & apanage de mondit Seigneur Charles, Meſſeigneurs le Duc & Connétable, &c.

Savoir faiſons, que nous veû & à grande & meure deliberation de Conſeil, les articles inſerez és Lettres de nôtredit Couſin de Calabre, faiſans mention deſdits Traitez, Accord, & apointement, iceux articles, & tout le contenu, avons loüez, ratifiez & aprouvez, loüons, ratifions, aprouvons, & avons agreable, & promettons en bonne foi & parole de Roi, ſur nôtre honneur, & ſur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, entretenir leſdits Accord, Traité & apointement, ainſi qu'il giſt, & eſt plus à plein contenu en iceux articles, de point en point, ſelon leur forme & reneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, en quelque forme & maniere que ce ſoit, & quant à ce nous ſoumettons aux Cenſures Eccleſiaſtiques, nonobſtant nos privileges, par leſquels le Saint-Siege Apoſtolique ne nous peut ou doit compeller par leſdites Cenſures Eccleſiaſtiques, deſquels ne nous voulons sider, en tant que touche l'eotretenement deſdits traité & apointement, pour cette fois ſeulement, & ſns conſequence, ni qu'il nous faſſe ou porte aucun prejudice, & à noſdits privileges, ni à tous nos autres droits roiaux, & privileges quelconques. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Compiegne le 18. jour de Septembre l'an de grace 1468. & de nôtre Regne le huitieme. Signé, Loüis. Et ſur le repli, par le Roi, Monſeigneur le Cardinal d'Angers, Monſeigneur le Duc de Bourbon, l'Atcheveſque de Lion, Tannegui du Chaſtel, Vicomte de Beliere, Maiſtre Pierre Doriole, & autres preſens. Signé, B. Meurin, & ſcellé d'un grand Sceau de cire blanche ſur queuë de parchemin, ledit Sceau rompu à moitié.

ANS de J. C. 1468.

CDLX.

Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, &* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne. Fait à Peronne le 14. Octobre 1468. & ratifié par le Roi à Amboiſe le 24. Mai enſuivant.* Divers Traitez, Contracts, &c. Servans aux Memoires de Philippe de Comines. pag. 60. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 89.

ANS de J. C. 1468. FRANCE ET BOURGOGNE.

(a) LOOTS par la grace de Dieu, Roi de France. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme depuis certain tems en-çà, pluſieurs debats, queſtions & differends, ſe ſoient mûs entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin, le Duc de Bourgogne, tant au moien de ce que nôtredit Frere & Couſin diſoit, que pluſieurs troubles & empêchemens lui avoient été faits, & donnez par nous & nos Officiers, à l'encontre des tranſports que nous lui avons fait par le Traité de Conflans, depuis icelui Traité, & autrement; & mémement que le Traité de Paix fait à Arras, entre feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, & feu nôtre Oncle Philippe de Bourgogne, que Dieu pardonne, n'avoit pas été par nous entretenu, & accompli en aucuns points; tellement qu'à l'occaſion des choſes deſſuſdites, & autres moiens, & rapports tenus & faits, les courages de nous, & de nôtredit Frere & Couſin, ont été émûs en défiance, & ont cauſé tumeut de guerre, & d'hoſtilité parmi le Roiaume, entre nous & nôtredit Frere; en telle maniere, que nos ſujets n'ont oſé converſer és Païs de nôtredit Frere, ni les ſiens és nôtres; & à ce moien, & autrement, ont été faites grandes aſſemblées de gens de guerre, tant de nôtre part que de la ſienne, & ſi avant y a été procedé, & les choſes ſi prêtes & preparées, qu'elles étoient diſpoſées à toute guerre, ſi ce n'eût été la grace de Dieu; & que pour obvier aux grands maux, dommages, & inconveniens, qui s'en fuſſent enſuivis de part & d'autre, pluſieurs nobles & notables hommes de nôtre Roiaume, de tous états, ſe ſont travaillez & entremis envers nous, & nôtredit Frere & Couſin, de trouver aucuns bons moiens pour faire ceſſer toutes voies de fait, & d'appointer & appaiſer leſdites queſtions & differends; & par ce moien conclure, nourrir & entretenir, & garder bonne, feure, parfaite, finale, & perpetuelle Paix entre nous, nos Païs, & ſujets, & nôtredit Frere & Couſin, ſes Païs & ſujets; à laquelle fin, & pour à ce que dit eſt, parvenir, nous aions envoié, au mois de Septembre dernier paſſé, Ambaſſadeurs de la Ville de Ham en Vermandois, auquel lieu nôtredit Frere ait pareillement envoié de ſes gens & Ambaſſadeurs, leſquels de ſa part ont mis avant les doleances, qu'il avoit touchant leſdits Traitez d'Arras & de Conflans, & les tranſports, & autres remontrances, deſquelles nôtredit Frere & Couſin ſe douloit, complaignoit, & requeroit y avoir proviſion; ſur quoi pluſieurs communications ont été renuës, & bonne & grande ouverture faites, par leſdits Ambaſſadeurs d'uo côté & d'autre, & ladite journée continuée, & remiſe en cette Ville de Peronne, en laquelle nous & nôtredit Frere, nous ſommes trouvez, auquel lieu derechef par ceux de nôtre Conſeil, leſdites doleances, remon-

(a) Ceux qui ont écrit la Vie de Loüis XI. remarquent, que Jean Cardinal de la Balue avoit un grand pouvoir ptés de lui: que ce Cardinal le trahit au Traité de Peronne. Car ce Traité lui fut fort honteux, & au deſavantage de l'Etat. Auſſi le fit-il étant priſonnier. Le Roi étant hors de ptiſon, commença à reconnoître la trahiſon du Cardinal qui avoit été corrompu par le Duc de Bourgogne, tellement qu'il ne vit plus ſi volontiers le Cardinal.

ANS de J. C. 1468. montrances, & requêtes de nôtredit Frere & Couſin, avec aucuns de ſon Conſeil, ont été debatuës bien à plein. Et finalement, avons ſur icelles donné & accordé les proviſions, & réponſes telles, en la forme & maniere, que particulierement eſt contenu ſur chacune doleance, remontrance, & requête de nôtredit Frere & Couſin, écrites à la fin de ces preſentes. Savoir faiſons, que nous deſirant de tout nôtre cœur, obvier aux grands eſclandres, dommages, & inconveniens, qui euſſent peu, & pourroient avenir au moien deſdites differences, & diſſidences d'entre nous & nôtredit frere, voulant pourvoir à ce que nos ſujets puiſſent vivre en bonne paix, repos, & tranquillité ſous nous, conſiderant auſſi la proximité de lignage & d'affinité, en quoi nous attient nôtredit Frere & Couſin; & pour la grande & ſinguliere affection, que nous avons & deſirons avoir à lui, & le bon & parfait deſir, vouloir & affection, que nous ſavons & connoiſſons, que ſemblablement il a de nous complaire, & faire ſervice, ainſi que de ſa propre bouche il nous a dit, avons aujourdui, avec nôtredit Frere & Couſin, fait, conclu, accordé, promis, & juré ſur la vraie Croix, és mains de nôtre tres-cher & feal ami, le Cardinal d'Angers, & en la preſence de pluſieurs de nôtre Sang, & lignage, & d'autres nobles & notables hommes, tant de nôtre part, que de nôtredit Frere & Couſin, & par la teneur de ces preſentes, promettons & jurons bonne paix, amour, union, & concorde perdurablement, & demeurer à toûjours eſdites paix, amour, union, & concorde, ſans jamais par quelque voie, moien, querelle, ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être, faire, donner, procurer par nous, ni par autre, guerre, mal, deplaiſir, grief, prejudice, ni dommage, à nôtredit Frere & Couſin, ſes Païs & ſujets; & en outre, avons promis & juré ſolennellement, & ſur ladite croix promettons & jurons, par ceſdites preſentes, d'entretenir, garder, & obſerver à toûjours ledit Traité d'Arras, le contenu en icelui, ledit traité de Conflans, & tout ce qu'il contient, en tant que toucher peut à nôtredit Frere & Couſin, & tous les dons & tranſports, que lors & depuis lui avons faits; leſquels traitez d'Arras, & de Conflans, entant qu'icelui de Conflans peut toucher à notredit Frere & Couſin, & auſſi leſdits dons & tranſports, nous tenons, & voulons être tenus pour ici repetez, connoiſſant, & affirmant ſavoir, & avoir d'iceux traitez & dons, & de tout le contenu és lettres qui en ſont faites, vraie, & bonne ſouvenance; promettons auſſi, & jurons entretenir, & garder toutes les proviſions, & réponſes faites, & données ſur leſdites doleances, remontrances, & requêtes de nôtredit Frere & Couſin, declarées en la fin de ces preſentes, comme dit eſt; & icelles, & chacune d'icelles, faire mettre à duë execution, le tout ſelon leur forme & teneur; & nonobſtant cette preſente paix & reunion, & le contenu eſdits traitez d'Arras, & de Conflans, nous à la requête de nôtredit Frere & Couſin, avons de nôtre certaine ſcience, conſenti & accordé, conſentons, & accordons par la teneur de ces preſentes, pour nous, nos hoirs & Succeſſeurs, que nôtredit Frere & Couſin, puiſſe tant & ſi longuement qu'il lui plaira, garder & entretenir, & faire garder & entretenir par tous ſes vaſſaux & ſujets, toutes les alliances, & auſſi les traitez de Treve, & de l'entre-cours de la marchandiſe, qu'il a faits & paſſez avec le Roi Edoüard, nôtre ennemi & adverſaire, * & le Roiaume d'Angleterre, pour la defenſe & ſeureté de ſa perſonne, de ſon Etat, de ſes Succeſſeurs, de ſes Païs & ſujets, & auſſi icelles alliances, & traitez que nôtredit ennemi, & le Roiaume d'Angleterre ont faites avec nôtredit Frere & Couſin, ſans que nôtredit Frere & Couſin, leſdits Succeſſeurs ou leſdits ſujets, en puiſſent être repris, blâmez, ni reprochez; mais neanmoins nôtredit frere ne donnera aide auſdits Anglois, aide en leurs querelles, pour envahir ou endommager nous & nos ſujets en nôtre Roiaume, ni auſſi nos Païs ou Roiaume; & ne baillera faveur de paſſer par ſes Païs, pour guerroier, grever, ou nuire à nous, nos Païs & ſujets, en aucune maniere; & par ceſdites paix, avons declaré & declarons toutes entrepriſes, voies de fait, & autres choſes perpetrées, & avenuës de tout le tems paſſé, à cauſe des differends qui ont été entre nous & nôtredit Frere & Couſin, tant par les citez & Villes de nôtredit Roiaume, comme par nos ſerviteurs & ſujets, & ceux de nôtredit Frere & Couſin, de ſes alliez, & de leurſdits ſerviteurs & ſujets, ou qui ont ſervi, ou tenu le parti d'icelui nôtre Frere & Couſin, ou de ſeſdits alliez, qui ſeront & voudront être compris en cette paix, pour non faites, & pour non avenuës, & ſans qu'à l'occaſion d'icelles, aucune choſe en puiſſe être demandée, querellée, ou imputée ores, ni pour le tems à venir, en quelque maniere que ce ſoit; mais entant que métier ſeroit, leſdites choſes avons abolies, & aboliſſons par ces preſentes, conſentant, & accordant en outre par ce preſent traité, que toutes & chacune les Seigneuries, places, terres, heritages, & poſſeſſions quelconques, priſes, occupées, ſaiſies, ou empêchées d'une part & d'autre, & autres choſes perpetrées, & advenuës du temps paſſé à l'occaſion deſdites differences, ſont & ſeront renduës & reſtituées pleinement, franchement, & quittement, à ceux à qui elles appartiennent, leſquels y pourroient entrer, les prendre, & apprehender de leur propre autorité, ſans aucune œuvre ou miſtere de Juſtice, ni autre conſentement avoir ou requerir de nous, ni de nôtredit Frere & Couſin; & avec ce, ferons bailler & expedier nos lettres de main levée & d'abolition, particulierement pour les ſujets de nôtredit Frere, & pour ceux qui l'ont ſervi, ou tenu ſon parti, & de ſeſdits alliez, qui les voudront avoir; & ſpecialement à la requête de notredit Frere & Couſin, voulons & conſentons, qu'à nôtre tres-cher & amé Frere & Couſin, Philippe de Savoie, ſeront renduës & delivrées, les places & châteaux, villes & terres, qui de par nous & nos gens ont été priſes, & empêchées és Comtez de Baugé, Païs de Breſſe, & autres terres & Seigneuries appartenantes à nôtredit Frere & Couſin, Philippes de Savoie, ou à ſes ſerviteurs & ſujets, & iceux ſes ſerviteurs & ſujets, pris & empêchez, ou mis à rançon par la guerre, delivrez francs & quittes d'icelle rançon; & ſeront nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin, le Duc de Savoie, lequel Duc & Maiſon de Savoie, nous tenons auſſi pour nôtre allié, & nôtre tres-chere & tres-amée ſœur la Ducheſſe de Savoie, & nos treschers & amez Freres & Couſins, l'Evêque de Geneve, ledit Philippe, le Seigneur de Romont, & tous les autres alliez de nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne, leurs ſujets, ceux qui les ont ſervis, ou tenu leur parti, compris en cette preſente paix & traité, ſi compris y veulent être; auquel cas, ſi compris y veulent être, & dont leſdits alliez ſeront tenus de faire declaration dans le terme d'un an, ils & chacun d'eux, joüiront de l'effet de ce preſent traité, & du contenu en ces preſentes. Si toutesfois nos alliez, ou ceux de nôtredit Frere & Couſin, ou aucun d'eux, ne vouluſſent en ladite paix être compris, nous neanmoins & nôtredit Frere & Couſin, & chacun de nous, demeurons entiers en toutes nos alliances, leſquelles nous avons reſervées, & reſervons par ces preſentes, ſans par ce preſent traité à icelles, entant qu'à nous ou à lui toucher peut, prejudicier aucunement; laquelle paix & leſdits traitez d'Arras, & de Conflans, entant qu'icelui de Conflans à nous, & nôtredit Frere & Couſin, toucher peut, les dons & tranſports par nous à lui faits, enſemble nos proviſions & réponſes, par nous données & octroiées ſur les doleances, remontrances, & requêtes de nôtredit Frere & Couſin, & tout le contenu en cettes, nous avons promis & juré, promettons & jurons de bonne foi, ſur nôtre honneur & en parole de Roi, & ſous l'obligation de tous nos biens,

ANS de J. C. 1468.

ANS de J.C. 1468.

biens, preſens, & à venir, pour nous, nos hoirs, & Succeſſeurs, entretenir, garder, & accomplir à nôtre loial pouvoir, ſans jamais ores, ni pour le tems à venir, faire ni venir, ni ſouffrir faire ni venir au contraire, directement ou indirectement, en maniere quelconque; & avec ce, au cas que par nous, ou par autre de nôtre ſçû, ou conſentement, directement, ou indirectement, ladite paix, ſeroit enfreinte, ou contrevenu au contenu en ces preſentes, & eſdits traitez d'Arras & de Conflans, entant qu'à nôtredit Frere & Couſin icelui traité de Conflans peut toucher, ou eſdits tranſports, dons, & proviſions par nous fait à nôtredit Frere & Couſin ou que fuſſions refuſans ou en demeure, de faire mettre nôtredit Frere & Couſin, en poſſeſſion paiſible, & joüiſſance des choſes contenuës, & declarées eſdits traitez, & és lettres deſdits tranſports & dons, ou de tout, entant qu'à nous peut toucher, & ce qui eſt accompliſſable de nôtre part, executer, ou faire executer duëment, ſelon la forme & teneur de ces preſentes, & des lettres que ſur leſdites proviſions à nous aujourdui octroiées, ou que par nous fût fait, ou donné aucun détourbier, ou empêchement à l'encontre, & au contraire deſdits traitez, tranſports, dons, proviſions, & autres choſes, ou l'une d'icelles, en ces preſentes declarées, nous avons conſenti, traité, & accordé, conſentons, traitons, & accordons à nôtredit Frere & Couſin, pour lui, ſes hoirs, & ayans cauſe, que ils, leurs vaſſaux & ſujets, ſoient & demeurent quittes, & abſous perpetuellement, & à toûjours, des foi & hommage, ſervices, & fermens de fidelité, de toute obeïſſance, ſujetion, reſſort, & ſouveraineté, qui par lui, ſes hoirs, & ayans cauſe, & ſeſdits vaſſaux & ſujets, nous ſont & ſeront dûs à cauſe des Duché, Comtez, Païs, Terres, & Seigneuries, qu'il tient ou tiendra ci-aprés de nous, à cauſe de nôtredite Couronne, & de nôtre Roiaume, & ſous la deſſuſdite peine; à ſavoir, que nôtredit Frere & Couſin, ſes hoirs, & Succeſſeurs, ſes feaux & ſujets qu'il a, & aura en nôtredit Roiaume, ſeront quittes & abſous perpetuellement deſdites foi & hommage, ſervices, & fermens de fidelité, d'obeïſſance, reſſort, & ſouveraineté; nous avons promis & juré, promettrons & jurons, que les proviſions par nous accordées à nôtredit Frere & Couſin, ci-aprés declarées, qui ſont en promte & prête execution, deſquels de date d'aujourdui, avons fait expedier nos lettres, nous ſerons icelles nos lettres verifier & enteriner par ceux, & où il appartiendra, & ſans aucun delai, & tout le contenu en icelles, duëment executer; & par ceux de nos Officiers, qu'il appartiendra mettre nôtredit Frere & Couſin en paiſible poſſeſſion & joüiſſance des choſes contenuës & declarées eſdites réponſes, & lettres de proviſion, accordées ſur les doleances, & remontrances de nôtredit Frere & Couſin. Et au regard des autres proviſions, qui ne ſe peuvent mettre preſtement à execution, fors que par delivrance des lettres, leſquelles auſſi nous avons fait expedier de la date du jourdui, nous avons promis & promettons, ſous la même peine, de faire enteriner leſdites lettres, entant que métier eſt, & de faire & procurer être fait de nôtre part, & entant qu'à nous toucher peut, que en dedans trois ans enſuivant la date de cettes, (lequel tems, nous & nôtredit Frere & Couſin, pourrons concordialement, & de l'aſſentement de nous, & lui prolonger) les procez & differens deſquels eſt faite mention eſdites réponſes, proviſions, & lettres, ſeront appointez, decidez, & determinez à fin dûë par les Commiſſaires, arbitres, & ſuperarbitres, ou autres qu'il appartiendra, ſelon la forme & teneur d'icelles réponſes, proviſions & lettres. Et ſera appointé, jugé & determiné, d'entreteretenir, accomplir, garder, & obſerver ſi avant, que nous touchera, & toucher pourra, & ce que appointé, jugé, & decidé ſera, executer dans ſix mois, & pour tous delais, aprés le jour & enſuivant le jour de la prononciation deſdits jugemens, deciſion, ou appointemens: & auſſi executer ou faire executer, accomplir, entretenir, garder & obſerver tout ce que nous ſommes tenus, devons, & avons promis de faire, contenu & declaré eſdits traitez, tranſports, dons, & proviſions, & en ces preſentes; ſans de nôtre côté, entant que à nous touche, ou peut toucher, y faire, donner, ou ſouffrir faire, ou donner aucun détourbier, ou empêchement. Et ſi par nos Officiers, ou autres, pour & au nom de nous, aucun détourbier, retardement, ou empêchement, fut donné à nôtre dit Frere & Couſin, és choſes deſſuſdites, ou aucunes d'icelles, nous, & ſous la même peine, promettons, & jurons, que dedans un an aprés, que de la part de nôtredit Frere & Couſin, en ſerons requis & ſommez, le ferons reintegrer & ſommer, & le tout remettre en état dû, & tel qu'il appartiendra, ſelon la forme & teneur deſdits traitez, tranſports, dons, & lettres deſdites proviſions. Et outre plus, avons conſenti & accordé, conſentons & accordons, que les Princes de nôtre Sang, tels que voudra nommer, & avoir nôtredit Frere & Couſin, jureront & promettront ſur leur foi & honneur, d'entretenir & garder ladite paix, & tout le contenu en cettes, ſans rien faire, ni ſouffrir faire au contraire; & qu'ils & chacun d'eux aſſiſteront, & ſerviront nôtredit Frere & Couſin à l'encontre de nous en leurs perſonnes, de toute leur puiſſance, & de leurs Païs & Sujets, au cas que par nous, ou par autre de nôtre ſçû & conſentement, ladite paix ſoit enfreinte, ou contrevenu au contenu en cettes; & dés maintenant leur commandons, & expreſſement enjoignons d'ainſi le faire, & en bailler leurs lettres & ſcellez, en forme dûë à nôtredit Frere & Couſin, ſans delai, contredit, ou difficulté, & declarons qu'au cas de ladite infraction, & du contrevenement à ces preſentes, leſdits Princes ſeront & demeureront quittes, abſous, & exempts envers nous, & noſdits Succeſſeurs, de tous fermens, devoirs & ſervices, qui par eux ou leurſdits ſujets nous ſont dûs; & dés maintenant pour lors audit cas, les en quittons, abſolvons, & exemtons, & leur commandons, & ordonnons par la teneur de cettes, qu'ils ſans méprendre, envers nous & noſdits Succeſſeurs, ſervent audit cas nôtredit Frere & Couſin contre nous, comme dit eſt, & dequels conſentement, ordonnance, abſolution, ou quittance, nous promettons bailler nos lettres à nôtredit Frere, pour chacun deſdits Princes qu'il nommera, requerra, ou voudra avoir pour ſa ſeureté, & pour l'obſervation, entretenement, & accompliſſement des choſes deſſuſdites, & de chacune d'icelles, nous avons renoncé & renonçons, par ces preſentes, à tous Privileges donnez à Nous, aux Rois, & à nôtre Roiaume de France, & dont pourrions uſer, pour non être contraints par les cenſures de l'Egliſe, ou autrement, & auſſi à toutes diſpenſations, que pourrions obtenir de Nôtre Saint Pere, des Saints Conciles generaux, ou d'autres conſtitutions, édits roiaux, ou ordonnances quelconques, faits & à faire, contraites, ou prejudiciables à ces preſentes, ou aucunes d'icelles, & à toutes exceptions, que nous ou nos Succeſſeurs pourions alleguer, tant de fait comme de droit, & autrement; & mémement à l'exception du droit, qui dit que la generale renonciation ne vaut, ſi la ſpeciale ne precede, & tout, ſans fraude, barat, ou mal-engin; & avec ce, nous avons ſoûmis & ſoûmettons, nous, nos hoirs & Succeſſeurs, & les leurs, à la juriſdiction, & cohertion Eccleſiaſtique; à ſavoir, de Nôtre Saint Pere, du Saint Siege Apoſtolique, des Saints Conciles generaux à venir, pour par Nôtre Saint-Pere, ledit Saint-Siege, & Conciles generaux, & par chacun d'eux, être contraints par toutes cenſures d'Egliſe, à ſavoir, d'excommuniement, agravation, reagravation, interdit en nôtredit Roiaume, & autres nos terres & Seigneuries, & plus avant en la forme, & ainſi que la cenſure d'Egliſe ſe pourra étendre, lequel nôtre Saint Pere & ſes Succeſſeurs,

ANS de J.C. 1468.

ANS de J. C. 1468. ceſſeurs, nous avons élû, éliſons, & acceptons nôtre Juge, pour connoitre & decider tous differends, qui pourroient étre à cauſe de ce preſent traité *S'enſuivent les doleances, remontrances, & requêtes de nôtredit Frere & Couſin, avec les proviſions & réponſes, par nous a lui accordées ſur chacune d'icelles.*

Ce ſont les remontrances & doleances, faites par les Ambaſſadeurs de Monſieur le Duc de Bourgogne, les réponſes faites de la part du Roi, à la Journée tenuë à Ham en Vermandois, le viot-unieme jour du mois de Septembre, l'an mille quatre-cens ſoixante-huit, & entretenuë juſques au Jeudi viot-neuvieme jour dudit mois enſuivant; & depuis continuée & remiſe en la Ville de Peronne, en ce preſent mois d'Octobre audit an, ſoixante-huit.

Et premierement, touchant les fiefs & hommages des Comtez de Pontieu, & autres terres deçà & delà la Riviere de Somme, & des trois Prevôtez de Vimeu, Beauvoiſis, & Foulloy, tranſportées par le Roi, leſquels fiefs & hommage, ont été demontrez appartenir à mondit Sieur, à cauſe dudit tranſport, par pluſieurs raiſons; & pour ce, ſupplient que le plaiſir du Roi ſoit en ce nom, ne bailler empêchement aucun à mondit Sieur, ains le laiſſer paiſiblement jouir dudit droit, & qu'il puiſſe contraindre les refuſans, ainſi qu'il eſt accoûtumé, & en tel cas faire ſe doit. Sur ce a été répondu de par le Roi, qu'il declarera leſdits fiefs & hommages appartenir à mondit Sieur, comme les autres choſes contenuës audit tranſport, & en toutes les terres ſpecifiées audit article, & que les vaſſaux qui n'ont encore fait le ſerment de fidelité & hommage, le faſſent en la maniere accoûtumée, pour ſervir mondit Sieur, ainſi que la nature & condition dudit fief le requiert, reſervé contre le Roi; & de ladite declaration, le Roi baillera ſes lettres patentes, par leſquelles il déchargera, & ſous la reſervation deſſuſdite, les vaſſaux des hommages & fermens d'iceux, & qu'ils doivent à cauſe deſdites terres; & avec ce, mandera à tous Officiers qu'il appartiendra, qu'ils faſſent ceſſer tous troubles, & empechemens au contraire, & auſdits vaſſaux tenans leſdits Païs, qu'ils entrent dans la foi & hommage de mondit Sieur, & lui faſſent ledit ſerment de fidelité, en la maniere & reſervation deſſus declarée.

Item, Touchant les tailles, & aides deſdites Prevôtez, eſquelles aucuns Officiers du Roi ont mis certains empêchemens, & avec ce Guillaume Lamoureux a été inſtitué par le Roi élû eſdites Prevôtez, en deſappointant quant à ce l'élû d'Amiens, contre la forme deſdits tranſports; & pour ce, a convenu remôntrer, que mondit Sieur ne ſoit troublé, ni empêché touchant leſdites aides, & autres droits à lui competans eſdites Prevôtez. Et en outre, qu'il plaiſe au Roi faire ceſſer les troubles & empêchemens, faits à l'occaſion des lances & tailles des gens-d'armes, & francs-archers en icelles Prevôtez, & ledit élû remis en ſon Office, pour icelui exercer eſdites Prevôtez. Sur ce, de par le Roi a été répondu, que mondit Sieur joüira deſdites Prevôtez, & en levera tous les profits, & joüira des droits roiaux, tout ainſi & par la même forme & maniere qu'il doit joüir des Prevôtez Roiales, étans ſur ladite Riviere du côté d'Amiens. Et auſſi ceſſeront les tailles miſes ſus pour les lances, francs-archers, & autres gens-d'armes, ſans que deſdites aides, tailles de gens-d'armes, ni autres profits venans des droits roiaux, y ſoit rien pris ou demandé de la part du Roi, & ſera à la nomination de mondit Sieur, & à l'inſtitution du Roi, rétabli l'élû d'Amiens. Et doreſnavant les mandemens pour impoſer leſdites aides ſeront baillez ſans delai ou difficulté, & en baillera le Roi ſes lettres en forme dûë. Et pource que la matiere du grenier de Grand-Villiers depend deſdits tranſports, à ce propos ont été remontrées les forces, violences, troubles, & empechemens faits audit grenier, & és Officiers de mondit Sieur le Duc illec, par les Officiers du Roi, tant au pourchas de ceux de Beauvais, comme autrement, dont a été requis reparation; & que telle proviſion y ſoit faite, que doreſnavant leſdits troubles & empêchemens ceſſent. Sur quoi a été répondu, que le Roi fera ceſſer leſdits troubles & empêchemens mis audit grenier, tant au pourchas de ceux de Beauvais, comme autrement; & ſur ce, baillera ſes lettres patentes de proviſion telles qu'il appartiendra, ſelon la forme dudit tranſport. ANS de J. C. 1468.

Item, Touchant les terres & Seigneuries de Mortagne tranſportées à mondit Sieur, eſquelles & à ſes Officiers inſtituez par le Roi à ſa nomination, ſont faits journellement pluſieurs troubles & empêchemens, contre le contenu des lettres dudit tranſport; ſur quoi ont leſdits Ambaſſadeurs fait les remontrances à ce appartenantes, & requis qu'il ſoit mandé au Bailli de Tournay & de Tournéſis, & à ſon Lieutenant, & autres Officiers du Roi, ſe deporter deſdits troubles & empêchemens, & en laiſſer joüir mondit Sieur paiſiblement, & ſes Officiers, ſelon la forme du traité d'Arras, & leſdits tranſports de ce fait, & ſuſſi ſelon le contenu des lettres, & ſpecialement ſur ce par le Roi octroiées. Sur ce a fait répondre le Roi, qu'il eſt content que mondit Sieur joüiſſe deſdites terres & Seigneuries de Mortaigne, & qu'il nomme tous Officiers pour les cas roiaux, & qu'à ſa nomination ſoient par le Roi inſtituez; & mandera au Bailli & autres Officiers de Tournay & de Tournéſis, eux deporter deſdits troubles & empêchemens, le tout ſelon le contenu deſdits traitez d'Arras, & des lettres de tranſport, & non autrement.

Item, A été remontré au regard de la Prevôté de Saint-Quentin, des terres & lieux étans de-là la Riviere de Somme, que l'on dit & nomme l'*exemtion de la Prevôté*, que Maître Georges Duret, en pourſuivant l'entérinement des lettres ſur ce octroiées par le Roi à Monditſieur Duc, bailla l'original d'icelles de bonne foi à Maître Jean de Reilhac, leſquelles depuis n'ont été renduës, pour ce eſt demandé reſtitution d'icelles. Monditſieur le Duc de Bourgogne, s'eſt deporté audit article de l'effet deſdites lettres, & du droit qu'il avoit en ladite exemtion, au profit du Roi; & ce au moien de certains dons faits par le Roi à mondit Sieur, & dont ils ont été & ſont d'accord; mais pource que aſſez-toſt aprés leſdits tranſports, le Roi & mondit Sieur étant à Villerlebel, fut ſupplié le ſel de Salins avoir cours en Mâconnois; laquelle choſe le Roi avoit octroiée, ſi le dommage de ce n'excedoit quatre-mille francs. Sur ce point a été remontré, qu'en enſuivant ledit don, & ſant regard, que de toute ancienneté, icelui ſel de Salins a eu cours en Mâconnois, & que illec la gabelle du ſel doit appartenir à mondit Sieur, par le traité d'Arras, & pluſieurs autres cauſes ſu long declarées; il plaiſe au Roi permettre le cours de ſel de Salins audit Mâconnois, ainſi que dit eſt, & defendre le cours de ſel de Salins, pour lequel la gabelle ſera été reçûë au Pont Ssint-Eſprit, ou ailleurs, au profit du Roi; & rendre les dommages & intereſts de mondit Sieur, montant à plus de cent mille francs, à comter de ce que eût valu à mondit Sieur la Gabelle, depuis que ledit traité d'Arras fut fait juſques à preſent. Le Roi a accordé les greniers à ſel à mondit Sieur de Bourgogne és Comté de Mâcon, & Païs de Mâconnois, & és lieux & Villes roiaux enclavez en iceux, pour lui, ſes hoirs, & Succeſſeurs, Comtes & Comteſſes de Mâcon, comme il appert par ſes lettres patentes ſur ce expediés. Le ſecond point concerne les matieres dependantes du traité d'Arras, & premierement au regard de l'impoſition foraine, laquelle ſe devoit lever és extremitez du Roiaume, & par ledit traité doit appartenir à mondit Sieur en ſes Païs. Sur quoi leſdits Ambaſſadeurs ont fait deux doleances & remontrances. La premiere, que mondit Sieur eſt troublé en la perception dudit droit. La ſeconde, de ce qu'on la veut lever és lieux non accoûtumez, & que

ANS de J. C. 1468.

que l'on contraint les Marchands à bailler caution en forme non accoûtumée; & mémement, qui eſt choſe bien nouvelle & bien étrange, les Officiers du Roi s'efforcent de lever le droit de ladire impoſition des danrées & marchandiſes, que l'on deſcend és Païs de Bourgogne, Bar-ſur-Seine Auxerrois, Artois, & eſdires terres tranſportées, comme ſi fuſſent terres de l'Empire, où eſquelles les aides n'euſſent cours, & ſpecialement audit Auxerrois, des biens appartenans à ladite Comté, & en icelles mêmes des lieux voiſins. Pource ont requis, que ladite nouvelleté ſoit ôtée, & que mondit Sieur joüiſſe de ſondit droit ſelon la forme dudit traité, & que leſdits Marchands ne ſoient contraiots à bailler ladire caution autrement, que d'ancienneté ils ont fait; à ſavoir, de décharger les danrées en aucuns lieux du Roiaume, auſquels les aides aient cours. Sur cet article a été dit par le Roi, qu'il eſt & ſera content, que la caution qui ſe baille par les Marchands, à cauſe de l'impoſition ſoraine, ſoit en la forme & maniere de toute ancienneté obſervée, à ſavoir de décharger les danrées en aucun lieu du Roiaume, auquel les aides aient cours de par le Roi, ſuppoſé que mondit Sieur par l'octroi du Roi, prenne à ſon profit icelles aides, ſans les faire cautionner de vendre & diſtribuer leſdites danrées, és Païs du Roiaume auſquels leſdites aides ont cours, comme le Païs d'Artois, & auſſi autres Païs appartenans, & tranſportez par le traité d'Arras, & autrement à mondit Sieur, & eſquels Païs leſdires aides ont cours, le tout ſans fraude. Toutefois, ſi cy-aprés appert, que d'ancienneté telle n'étoit la maniere de cautionner, le tout ſera redoit à la forme & façon de faire, qui ſe trouvera par les ordonnances roiaux anciennes, & autrement, avoit été gardé & obſervé. Et à cette fin, & pareillement quant à la Duché de Bourgogne, en laquelle mondit Sieur pretend ſemblable nouvelleté avoit été faite, ſeront Deputez deux Commiſſaires, l'uo par le Roi, & l'autre de la part de mondit Sieur de Bourgogne; leſquels deux Commiſſaires verront leſdits ordonnances roiaux, & enquerront quant à l'uſance, & autrement, la verité; & le tout veu, en ordonneront, & appointeront ſelon qu'ils tronveront être à faire de raiſon, ſans renvoi ou appellation; & abregeront, decideront, & definiront leſdits Comms, leſdits differends en dedans un an prochain pour tous delais; & avec ce, ſera le Roi ôter tous troubles, nouvelletez, & empêchemens, & conſent que mondit Sieur joüiſſe du droit de ladite impoſition ſoraine, és Païs du Roiaume à lui tranſportez, ſelon que par le traité d'Arras faire ſe doit; & ſeroot toutes appellations miſes par les ſujets de mondit Sieur, de ſes Villes d'Arras, Saint-Omer, Heidio, Teroüenne, Auxerre, & autres, à cauſe de ce que l'on leur a voulu faire bailler ladire caution, autrement qu'en ladite maniere accoûtumée d'ancieoneté, miſes au neant, ſans amende & ſans dépens; & auſſi tous procés mûs & encommencez, quant au principal à l'occaſion deſſuſdite, & ce qui en depend, tant en la Cour de Parlement, devant les gens des Comptes, comme par devant les generaux, qu'ailleurs, renus en état & ſurſesnce juſques à ce que leſdits Commiſſaires auront leſdits differends appointez, le tout ſans prejudice du droit du Roi, & de mondit Sieur de Bourgogne. Et au regard du droit des hauts paſſages, qui eſt d'autre nature, les Commiſſaires ci-aprés aviſez auront pouvoir d'y appointer, & d'en faire joüir mondit Sieur, ainſi qne par ledit traité d'Arras appartiendra, en & par toures les terres Roiales, appartenantes à mondit Sieur par ledit traité d'Arras, & auſſi és rerres delà & deçà la Riviere de Somme, appartenantes à mondit Sieur, par le don & tranſport à lui fait par le Roi.

Item, Touchant les enclaves au Duché de Bourgogne, & auſſi touchant aucunes Villes & Villages des Comtez de Mâconnois, Auxerrois, & de Bar-ſur-Seine, deſquels mondit Sieur ne joüit pas entierement, ni par la maniere qu'il doit ſelon la forme dudit traité, & les appointemens depuis ſur ce rendus, de leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que mondit Sieur ſoit mis en ſa paiſible poſſeſſion deſdires Villes, Villages, & autres droits tranſportez par ledit traité d'Arras, pour en avoir & lever les profits, & que reſtitution lui ſoit faite deſdits profits échûs, & perçûs par les Officiers Roiaux, depuis ledit tranſport fait, & les empêchemens y mis. Et à cette fio leſdits Ambaſſadeurs de mondit Sieur ont requis, que l'on ordonne, & commette quatre notables Commiſſaires, deux de la part du Roi, & deux de la part de mondit Sieur, auſquels ſera commis & ordonné, qu'ils ſe tranſporteot és lieux, dont ils ſeront requis de la part de mondit Sieur, pour eux informer ſommairement des droits pretendus par mondit Sieur, ſi déja information n'en eſt pas faite; & ſi information eſt faite à ſuffiſance, qu'elle ſoit preſtement veuë, & ſur icelle faite declaration des droits de mondit Sieur, pour l'en faire joüir incontinent & reellement, feloo que par la forme dudit traité d'Arras appartiendra, ſans y garder aucuna forme de procés, ou de figure de jugement, ni en faire relation, ni renvoi au Roi, ni à aucuns autres Officiers quels qu'ils ſoient, & nonobſtant appellations. Sur cet article a été de par le Roi répondu, qu'il ſera content, d'ordonner de ſa part quatre Commiſſaires, pour beſogner eſdites matieres, & les decider avec quatre autres Commiſſaires, qui ſeront nommez de la part de mondit Sieur; & ſi leſdits huit Commiſſaires n'y venlent ou pouvoient vaquer, les ſix, à ſavoir, trois du côté ou Roi, & trois du côté de mondit Sieur, y pourront vaquer; & ſi les ſix n'y veulent, ou peuvent vaquer, les quatre; à ſavoir, deux de chacun côté, y pourront & devront vaquer, & beſogner ſelon la forme declarée audit article.

Item, au regard des troubles & empêchemens, mis és greniers appartenans à mondit Sieur par ledit traité d'Arras, & contraiores faites à pluſieurs ſes ſujets, és Païs de Bourgogne, Mâconnois, Chalolois, Bar-ſur Seine & Auxerrois, de prendre ſel ailleurs qu'eſdits greniers, contre la forme dudit traité d'Arras, & à ſon grand intereſt & dommage. Pourquoi ont leſdits Ambaſſadeurs requis, que ſemblablemeot il y ſoit pourvû, & tellement que leſdits troubles & empêchemens doivent ceſſer. Sur quoi a été répondu, que, comme deſſus touché, le Roi veut que mondit Sieur joüiſſe de tout ce qui lui doit appartenir, à cauſe dudit traité d'Arras; & que tous troubles & empêchemens faits és greniers de mondit Sieur, & contrainte de ſes ſujets à prendre ſel ailleurs, contraires audit traité, ſoient ôtez; & pour mettre la choſe à dûë execution, leſdits Commiſſaires ſe tranſporteront ſur les lieux, & ſommairement enquerront de la verité, & y tiendront telle & ſemblable forme & maniere, qu'en l'article precedent, & puis en ſeront joüir mondit Sieur, ſi faire ſe doit, & ſans renvoi ou appellation, comme dit eſt.

Item, Et pareillement iceux Ambaſſadeurs ont fait remontrances & requêtes, touchant aucunes terres, lieux, & Villages étans des Bailliages, & reſſorts de Mâconnois, & de Saint-Gengon, & aucunes autres de la Comté d'Auxerrois, & les autres de Bar-ſur-Seine, appartenans à mondit Sieur par le traité d'Arras, lequel eſt empêché en la joüiſſance d'iceux. Sur cet article auſſi a été répondu, que dés maintenant, le Roi declare qu'il veut que mondit Sieur joüiſſe des Villages & reſſorts deſdits Bailliages de Mâcon, da Saiot-Gengon, & auſſi des reſſorts & Villages d'Auxerre, & de Bar-ſur-Seine, ſelon le contenu dudit traité d'Arras, oonobſtant tous empêchemens y mis au contraire; & à cette fin, leſdits huit Commiſſaires; les ſix, ou les quatre, en la maniere deſſus declarée, anront commiſſion par lettres du Roi & de mondit Sieur, pour entendre, vaquer, & beſogner en cette matiere, & la decider ainſi que de raiſoo, & par le

ANS de J. C. 1468. Traité d'Arras appartiendra, & par la forme & maniere qu'il eſt declaré au huitieme article precedent, & en la réponſe faite ſur icelui.

Item, que mondit Sieur eſt troublé, & empêché en la joüiſſance de pluſieurs fiefs & hommages à lui appartenans, à cauſe dudit Traité ſdites Comtez, & Bailliages de Mâcon, de Saint-Gengon, & Auxerre, & en leurs reſſorts; & ſpecialement du Païs de Beaujollois, qui doit reſſortir au Bailliage de Mâcon, dont leſdits Ambaſſadeurs ont fait doleances & remontrances, afin qu'il y fût pourvû, & qu'il en pût paiſiblement joüir. Sur quoi a été dit par le Roi, que comme deſſus eſt declaré en cas ſemblable, le Roi ne veut empêcher mondit Sieur en la joüiſſance des choſes contenuës en cet article, s'ils lui competent par ledit Traité d'Arras; ains veut que ſoit donné forme pour l'en faire joüir, ſi faire ſe doit. Et pourtant le Roi eſt content, que pareillement leſdits Commiſſaires aillent ſur les lieux, & ſommairement, & ſans figure de procés s'informent, pour aprés y apointer, & le tout determiner & executer, dont auront pouvoir & autorité, nonobſtant comme deſſus, en enſuivant le contenu dudit huitieme article, & la réponſe faite ſur icelui; & au regard des autres points & articles, contenus & declarez audit Traité d'Arras, iceux Ambaſſadeurs ont requis au nom de mondit Sieur, que ceux qui ſeront trouvez non accomplis, ou eſquels l'on a dom é empêchement, & que mondit Sieur n'en aura la connoiſſance, que leſdits Commiſſaires ordonnez en la maniere deſſuſdite aient pouvoir d'enquerir ſommairement & ſans procés, & ſans autre renvoi, délai, ou difficulté, l'en faire joüir nonobſtant toutes contradictions & appellations, comme deſſus eſt dit. Sur cet article a été répondu de par le Roi, qu'il eſt content, que mondit Sieur joüiſſe des choſes contenuës & declarées audit Traité d'Arras, & pour appaiſer tous les differends qui pourroient être, tant à cauſe dudit Traité, que des dependances d'icelui, y mettre une fin le plûtôt que faire ſe pourra, ſeront ordonnez leſdits huit notables Commiſſaires; à ſavoir, quatre de la part du Roi, & autant de la part de mondit Sieur; auſquels, ou aux ſix, ou aux quatre d'eux, ſera donné plein pouvoir & autorité, touchant les differends, & matieres declarées audit Traité, pour, vûës les informations & procés déja faits, & les informations qu'il ſemblera être à faire, les titres & enſeignemens, qui ſe bailleront d'un côté & d'autre; & auſſi par inſpection des lieux ſommairement, & ſans forme de procés en appointer, juger, & determiner, & leur jugement mettre à execution dûë, & faire joüir mondit Sieur de ce qu'ils trouveront à lui appartenir, à cauſe dudit Traité, & des dependances d'icelui, nonobſtant contradictions, ou appellations quelconques, & ſans en faire aucun renvoi. Et ſi métier eſt, commettrons aucuns qui enquerront la verité, & promettra le Roi dés maintenant, non muer leſdites forme & procedure, & en donner ſes lettres patentes en forme dûë; & pourvû que ſi leſdits huit Commiſſaires n'y veulent, ou peuvent vaquer, les ſix, à ſavoir, trois du côté du Roi, & trois de la part de mondit Sieur, y pourront vaquer; & ſi leſdits ſix n'y peuvent vaquer, les autres, à ſavoir, deux de chacun côté, y vaqueront & beſogneront, comme dit eſt. Le tiers point principal concerne les choſes competans à mondit Sieur le Duc, à cauſe des Seigneuries qu'il tient, tant au Roiaume, que hors icelui. Et premierement, touchant les limites du Roiaume, de la Comté de Bourgogne, & des Terres du reſſort de Saint-Laurens, qu'iceux Ambaſſadeurs ont fait remontrances des procés ſur ce faits, pour le fait deſdits limites, requerant que Commiſſaires notables, & agreables à mondit Sieur ſoient ordonnez de la part du Roi, & mondit Sieur de ſa part en ordonnera en tel & ſemblable nombre que ſera le Roi, pour juger & determiner leſdits differends, ſans en faire renvoi, nonobſtant contradiction ou appellation quelconque. Sur quoi a été dit, que le Roi eſt content que huit Commiſſaires ſoient ordonnez, aians plein pouvoir d'appaiſer les differends deſdites limites du Roiaume, & de la Comté de Bourgogne, & deſdites Terres du reſſort de Saint-Laurens; à ſavoir, quatre de la part du Roi, & quatre de la part de mondit Sieur, és mains deſquels ſeront mis les procés faits pour les juger par diffinitives; & s'ils ne ſont parfaits & inſtruits, les parferont & inſtruiront, comme il appartiendra, pour les juger & decider, ſi par autre moien ils ne peuvent être appointez. ANS de J. C. 1468.

Item, & entant que touche les limites des Païs & Terres appartenantes à mondit Sieur, joignantes aux Comtez de Flandres & d'Artois, & autres Païs du Roiaume; pour le fait deſquels limites, aucuns procés ont été mûs, au moien d'aucunes appellations relevées par aucun particuliers en la Cour de Parlement, requirerent leſdits Ambaſſadeurs, qu'il plaiſe au Roi tenir, & mettre en ſurſeance tous leſdits procés, à cauſe du fait deſdits limites, pendans, meus, & à mouvoir, ſans y etre procedé, ni aucun exploit fait par ladite Cour, ni autres Officiers du Roi, juſques à long-tems, comme de douze ans, afin que ſans procés & ſommairement, aucune voie ſoit aviſée, ſous le bon plaiſir du Roi & de mondit Sieur, par laquelle, ce qui ſera en difficulté touchant leſdits limites, puiſſe etre appointé à moindres frais, que fait n'a été au procés deldits limites du Comté de Bourgogne. Sur cet article, le Roi eſt content de bailler ſurſeance de huit ans, ſans par le moien de ladite ſurſeance prejudicier, ni deroger au droit de reſſort qui peut, ou doit competer au Roi, ni ladite ſurſeance tirer à quelque poſſeſſion, ou conſequence en aucune maniere, contre le droit du Roi, & de mondit Sieur; & que quand la matiere cherra en procedure, quelle ſoit appointée par Commiſſaires commis, comme deſſus eſt touché, des autres Commiſſaires.

Item, ont iceux Ambaſſadeurs de mondit Sieur fait doleances des appellations, que l'on reçoit des appointemens & jugemens faits par les quatre principales Loix de Flandres, contre les Loix & Privileges dudit Païs, en troublant ſur ce mondit Sieur en la joüiſſance toute notoire; mêmement au fait de la marchandiſe, ſur laquelle icelui Païs de Flandres eſt principalement fondé, & pourtant ont requis ſur ce leur être pourveû. Touchant cet article, le Roi a ordonné, & declaré par ſes lettres patentes, leſdites quatre principales Loix de Flandres être franches & exemptes de la Cour de Parlement, & de ſes Officiers quelconques; & que par droit de reſſort ne pourront & ne devront doreſnavant être attraites, ni évoquées en ladite Cour, ni ailleurs au Roiaume, & dudit reſſort, fait don & tranſport à mondit Sieur le Duc, & à ſes ſucceſſeurs Comtes & Comteſſes de Flandres, ſelon le contenu deſdites lettres, & ainſi qu'elles le declarent plus à plein.

Item, ont remontré, que ſelon le droit du Païs de Flandres, la Cour de Parlement ne doit avoir aucunes appellations, des autres Loix & Juges de Flandres, *omiſſo medio*, car le reſſort doit premier appartenir à mondit Sieur, & ne doit point mondit Sieur être travaillé de requerir le renvoi à ladite Cour, comme l'on fait pour les reſſorts des autres Païs du Roiaume; car l'on ne doit bailler aux ſujets de Flandres relévement en cas d'appel, ſi l'appellation ne procede immediate du jugement du Comte, ou de la Chambre de ſon Conſeil en Flandres; & pour ce a été requis, qu'il plaiſe au Roi ſur ce donner ſes lettres patentes de proviſion en forme dûë. Sur cet article, a été répondu de par le Roi, qu'il eſt convenu, que du contenu audit article ſoit fait ſelon les droits & coutumes deſdits Païs, & ainſi qu'a été de long-tems obſer-

ANS de J. C. 1468.

obſervé, & que tous troubles & empêchemens faits au contraire ſoient ôtez.

Item, a été faite remontrance par leſdits Ambaſſadeurs, des troubles & empêchemens faits és appellations emiſes és cauſes de reſſort, és Terres & Châtellenies de Liſle, Doüai, & Orchies, en la Chambre du Conſeil en Flandres, contre toutes bonnes raiſons & moult évidentes, & dont mondit Sieur a été en paiſible joüiſſance de tres long-tems, ſans aucune difficulté, excepté depuis peu de tems en çà, qu'aucune contradiction y a été miſe; requerant ſur ce, que leſdits troubles & empêchemens ſi notoires duſſent ceſſer, attendu que leſdites Châtellenies, de leur premiere & ancienne condition, ont été de la Comté de Flandres, & depuis que le Roi les a tenuës, en faiſant & traitant le mariage de feu le grand Duc Philippe, Biſaïeul de mondit Sieur, elles furent reunies & rejointes audit Comté de Flandres, pour les tenir par ledit Comte en un ſeul fief avec ledit Comté. Le Roi a accordé & accorde, que doreſnavant aucunes appellations, ne ſoient reçûës en la Cour de Parlement, procedans des Lois & Juſtices, des Châtellenies de Liſle, Doüay, & Orchies; mais ſe releveront leſdites appellations prealablement en la Chambre du Conſeil de Flandres, ou devant le Gouverneur de Liſle, ou celui d'eux, devant qui leſdites appellations de leur droit ordinaire, & ſans moien, doivent, & ont accoûtumé d'ancienneté reſſortir, & être premierement relevées. Et pareillement a été accordé par le Roi, que les appellations, qui ſont interjettées dudit Gouverneur de Liſle, & de ſes Sentences & jugemens, ſoient relevées en premier lieu, en ladite Chambre de Flandres, de laquelle Chambre, ou des ſentences, jugemens, ou appointemens d'icelle, s'il en eſt appellé, les appellations ſeront relevées, & diſcutées en la Cour de Parlement.

Item, pource que le Roi, ni ſa Cour de Parlement, n'a aucun intereſt, ſi Monſieur, ou ſon Grand Conſeil, des cauſes de ſes ſujets au Roiaume, connoît en l'Empire: *& è contra*, conſideré, que l'appellation, & le reſſort par ce ne ſont empêchez, pour pluſieurs raiſons, & bonnes conſiderations, par leſdits Ambaſſadeurs, remontrées, ont prié & requis, qu'en ce, ne ſoit fait par le Roi ou ſes Officiers, aucun trouble, ou empêchement; & que les reſſorts, ſouveraineté, & autres droits, tant du Roi, que de mondit Sieur, y ſoient gardez. Sur quoi le Roi a fait répondre, qu'il eſt & ſera content, que mondit Sieur, ou ſon Grand Conſeil, connoiſſe des cauſes des Païs & ſujets, étans au Roiaume en l'Empire, ſauf la declinatoire des parties, & de celles de l'Empire, ou Roiaume, le tout ſans prejudice de ſouveraineté, & reſſort du Roi, quant à ce qui eſt du Roiaume, & des droits & ſouveraineté competans à mondit Sieur, en ce qui eſt de l'Empire, & durera ledit conſentement, tant que vivront le Roi, & mondit Sieur de Bourgogne.

Item, touchant les quatre-mille livres de rente annuelle, appartenans à mondit Sieur, à cauſe de ſes predeceſſeurs Comtes de Hainault & d'Oſtrevant, ſur la recette de Vermandois, appartenant au Roi, & dont les arrerages ſont dûs de pluſieurs années. Sur quoi les Ambaſſadeurs ont fait pluſieurs grandes remontrances, & ont requis joüiſſance de ladite rente, & paiement des arrerages, comme raiſon eſt. Sur cet article, le Roi a fait répondre, qu'il eſt content, que ſes lettres, faiſans mention deſdites quatre-mille livres de rente, ſoient vûës par leſdits Commiſſaires commis, leſquels auront pouvoir d'y appointer & determiner, & en faire la raiſon à mondit Sieur, & icelle mettre à dûë execution, ſans renvoi ou appellation.

Item, iceux Ambaſſadeurs ont fait doleances, & remontrances des contraintes faites és ſujets & ſerviteurs de mondit Sieur, natifs, aucuns en ſa Comté de Bourgogne, és Terres ſituées hors du Roiaume, les autres du Duché de Bourgogne, & autres Païs de mondit Sieur, à faire nouvel, & non accoûtumé ſerment de ſervir le Roi envers & contre tous, & ſpecialement contre mondit Sieur, ſans avoir égard à ce que leſdits ſujets ſont Vaſſaux de mondit Sieur; & même les aucuns natifs du Comté de Bourgogne; & pource qu'ils en ont été delaians, jaçoit qu'ils aient ja fait le ſerment de fidelité, en la forme accoûtumée; & qu'ils ont été preſts de ſervir, ſelon la nature & qualité de leurs fiefs. Toutefois mondit Sieur de Chaſtillon, & autres Officiers du Roi, ont procedé contre eux, par pluſieurs indûës & déraiſonnables voies, tant de main-miſes en leurs Terres & Seigneuries, & perception des fruits, profits & émolumens d'icelles, aſſauts faits en aucunes deſdites Terres, comme en Terres d'ennemis, que confiſcation de corps & de biens, & ont appliqué leſdits fruits à leur ſingulier profit. Et qui plus eſt, ledit Sieur de Chaſtillon a ainſi procedé à l'encontre de mondit Sieur le Duc, à cauſe de la Seigneurie de Fouvans, laquelle lui appartient. Au contenu en cet article, & és articles ſuivans 21. 22. 23. & 24. le Roi eſt content, que toutes & telles voies declarées eſdits articles ceſſent doreſnavant à l'encontre des ſujets & ſerviteurs de mondit Sieur, & que la main-miſe és Terres deſdits ſujets, & ſerviteurs de mondit Sieur, à l'occaſion ſpecifiée audit article, ſoit entierement levée, & qu'ils en joüiſſent, ainſi qu'ils faiſoient auparavant. Et quant aux fruits d'icelles, reçûs par ledit Sire de Chaſtillon, ou autre, les arreſts & priſes faites, tant par terre que par mer, des fruits de mondit Sieur, exprimées eſdits articles, les pertes & dommages enſuivis, que reſtitution en ſoit faite. Et pour y ordonner forme, le Roi y commettra perſonne notable, auquel les commis de mondit Sieur feront apparoir des choſes deſſuſdites; lequel commis de par le Roi aura pouvoir de pourvoir & appointer touchant leſdites reparations, & reſtitutions; & ſes appointemens & ordonnances on executera ſans appel, ou renvoi; & avec ce, le Roi mandera delivrer tous priſonniers franchement, & donnera ſeureté pour tous ſujets des Païs de mondit Sieur, de pouvoir ſeurement aller, converſer, & peſcher ſans empêchement; au *vidimus* de laquelle ſeureté ſoi ſera ajoûtée, & pareillement reſtitution ſera faite, & ſeureté baillée, aux gens, ſerviteurs, & ſujets du Roi, endommagez & empriſonnez par les gens de mondit Sieur de Bourgogne. Et en outre, le Roi a accordé, que les Vaſſaux & ſujets de mondit Sieur, demeurans, & reſidans en ſes Païs, & auſſi ſes ſerviteurs domeſtiques, qui ont Terres, fiefs, & Seigneuries au Roiaume, à cauſe deſquelles ils doivent ſervice, quand le Roi fait mandement general de ſon Roiaume, pour la defenſe d'icelui, ne ſeront contraints à faire ledit ſervice en leurs propres perſonnes; mais ſeront quittes & déchargez d'icelui ſervice parmi, baillant, & delivrant par chacun d'eux, autre perſonne, une ou pluſieurs, habiles, & en point pour ſervir, ainſi, & comme la nature & condition des fiefs le requierent; ſemblablement ſera fait au regard des ſujets, Vaſſaux, & ſerviteurs du Roi.

Item, en outre, ledit Sieur de Chaſtillon, & autres Officiers du Roi, ont mis dehors Langres les gens d'Egliſe, aians illec Benefices, pource qu'ils étoient natifs des Païs de mondit Sieur le Duc, & publiquement defendu que eux, & autres natifs des Païs de mondit Sieur ne puſſent demeurer és lieux de leurs Benefices, ni ailleurs en ſon Roiaume. Sur ce, le Roi eſt content, que les gens d'Egliſe natifs des Païs de mondit Sieur puiſſent retourner és lieux de leurs benefices, & d'iceux paiſiblement joüir; & que les fruits perçûs à cauſe de leur abſence, faite à l'occaſion declarée, ſoient entierement reſtituez par ceux qui les ont reçus. Et de ce, aura pouvoir ledit

ANS de J. C. Commiſſaire ordonné par le Roi, d'y appointer comme deſſus.

1468. Item, mondit Sieur de Chaſtillon, & autres Officiers du Roi, ont pris les biens de ceux de Valenciennes, és foires de Reims, & d'autres pluſieurs notables Marchands & ſujets de mondit Sieur, en paſſant par la Champagne, & fait pluſieurs arreſts de perſonnes, ſur les gens de l'hôtel de mondit Sieur, & autres ſes ſerviteurs, Officiers, & ſujets, à ſçavoir, Monſieur Deſternant, Guillaume de Villiers, Maître Jean Jacquelin, le receveur d'Auxois, Jean Gormont, & autres, auſquels n'a été faite reſtitution de leur perte, intereſts, & dommages; avec ce, par aucuns Officiers du Roi, fut arreté ſans cauſe Maître Jean de Jauli, Envoié par mondit Sieur le Duc devers Monſieur de Calabre, & le Roi d'Aragon, à cauſe de leur differend, & dont fut fait grande injure à mondit Sieur le Duc. Sur ce a été répondu, ainſi qu'au vintiéme article precedent.

Item, leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que telles voies & contraintes, nouvelles & non raiſonnables, quant aux ſujets de mondit Sieur le Duc, doreſnavant dûſſent ceſſer; que ladite main-miſe és Terres des ſujets de mondit Sieur ſoit entierement levée; & en telle maniere, qu'ils puiſſent joüir & uſer paiſiblement, ainſi qu'ils faiſoient auparavant, de leurſdites Terres & Seigneuries; & que les fruits & émolumens d'icelles reçûs ſoient entierement reſtituez; & auſſi les pertes, intereſts & dommages, à l'occaſion deſſuſdite, & leſdits gens d'Egliſe demeurer à Langres, & ailleurs, ſur leurs Benefices, & joüir des fruits d'iceux, comme raiſon eſt. Sur ce a été répondu, comme ſur l'article precedent, ſemblablement ſoit faite reſtitution entierement des biens pris auſdits ſujets de mondit Sieur, tant de Hollande, Zelande, Brabant, & Flandres, depuis peu de tems en-çà, dont leſdits deputez de mondit Sieur le Duc ont fait de grandes doleances, & remontrances, afin que leſdits biens fuſſent reſtituez, & les corps priſonniers mis à delivrance; & avec ce, fût reſtitution faite de leurs pertes, intereſts, & dommages, & mander par lettres patentes, de ceſſer doreſnavant de ces voies de fait & hoſtilité. Et pour leſquels leſdits ſujets de mondit Sieur ont eu grands dommages, pour l'empêchement qu'ils en ont eu, en la peſcherie du harang, tant au Païs de Hollande, Zelande, Brabant, que Flandres, & Boulogne, & pour avoir preté proviſion pour le fait de ladite peſcherie qui ſe paſſe, qu'il plaiſe au Roi, octroier ſes lettres de ſeureté, pour tous les ſujets des Païs de mondit Sieur, afin qu'ils puiſſent ſeurement peſcher, & être ſur la mer; & que au *vidimus* deſdites lettres de ſeureté foi ſoit ajoûtée; car il eſt à douter, que les proviſions qui ſeroient à prendre de Monſieur l'Amiral, ou de ſon Lieutenant, ne ſoient trop longues; & que par ce moien, la harangaiſon ſe paſſera, & ſe perdra entierement pour cette année. Sur ce a été répondu, comme ſur l'article precedent. Auſſi ont iceux Ambaſſadeurs de mondit Sieur demontré le don à lui fait par le Roi, des aides de Châtel-Chinon, & dont appert par ſes lettres verifiées, & lequel don étoit de ſix ans entiers, mais mondit Sieur n'en a joüi qu'un an, ou deux ans. Pourquoi a été requis, que le plaiſir du Roi fût, mander à Meſſeigneurs les Generaux, de faire joüir mondit Sieur deſdites aides, le tems de ſix ans. Sur cet article, le Roi eſt content, que mondit Sieur de Bourgogne joüiſſe des aides pour le terme de ſix ans, deduit le tems qu'il en a joüi, tout ſelon la forme, & teneur au ſurplus des lettres du don declaré audit article, & ainſi le commandera aux gens de ſes Finances. Avec ce, par pluſieurs bonnes cauſes, & remontrances, ont iceux Ambaſſadeurs de mondit Sieur requis, qu'il plaiſe au Roi évoquer les cauſes pendantes en ſa Cour de Parlement, entre Jean Boutilhac, & Meſſire Chriſtien, & Jean de Digoine Freres, laquelle fut faite pour le tems des diviſions, & par ordonnance de mondit Sieur le Duc, Maître Jaques de la Galée, & Meſſieurs de Lalaio, & de Montigny, Guerard, le Febvre, & ceux de Bruges, & le Procureur du Roi, joint eſdites cauſes, évoquer devant lui; & aprés, eu enſuivant l'abolition faite à Conflans, & le contenu des lettres, autrefois par le Roi ſur ce octroiées, faire entretenir leſdites lettres d'abolition, & pour pluſieurs bonnes cauſes, par leſdits deputez au long demontrées. Sur cet article, le Roi eſt content, d'évoquer les cauſes declarés audit article, devant lui, ou ſon Grand Conſeil, ou devant les Commis à la reformation de la juſtice univerſelle de ſon Roiaume, & dont Monſieur le Chancelier de France eſt l'un. Et au regard de la cauſe de Jean Boutilhac, & le Procureur du Roi joint, à l'encontre de Monſieur Chriſtien de Digoine, à cauſe de la priſe dudit Boutilhac, en enſuivant le Traité de Conflans, & l'abolition ſur ce faite, renvoier leſdits de Digoine, & impoſer ſilence audit Boutilhac, & Procureur. Et au regard des cauſes deſdits de Lalain, pource que leſdites cauſes dependent des manieres des limites deſſuſdits, eſquels a été baillé ſurſeance, donner main-levée de leurs biens arretez & empechez à cette occaſion; & que u'iceux biens, qui ſont és mains des Commis, ou de ceux qui les doivent, & qui écherront ci-aprés, ils joüiſſent paiſiblement, juſques à ce que par leſdits Commiſſaires commis ladite queſtion des limites ſoit appointée, & decidée ſelon la forme deſſuſdite, pourveû qu'eux, & tous leurs biens, demeureront obligez & executables, pour finir & accomplir ce qu'il appartiendra de leur part, le jugement deſdits Commiſſaires, donné & rendu en cette partie. Et quant aux appellations interjettées par Guerard, le Febvre, ou autres, des jugemens, & ſentences de ladite Loi de Bruges, elles ſeront miſes au neant, & les parties renvoiées devant ladite Loi, ainſi & que ſe ſoloit le contenu des lettres Octroiées par le Roi, touchant l'exemtion des quatre principales Loix de Flandres, faire ſe doit.

ANS de J. C. 1468.

Item, qu'il plaiſe au Roi, de bailler ſes lettres patentes, par leſquelles toute pourſuite ſoit interdite à toûjours, au Sieur de Torci, & ſes hoirs, & aians cauſe, touchant certain arreſt par lui obtenu, contre feu le Sieur (a) de Saveuſe, contre la teneur du Traité d'Arras; & lequel arreſt a été, depuis qu'il fut donné, mis en ſurſeance, juſques au trépas du feu Roi, & par le Roi, qui eſt à preſent, juſques à quinze ans, à commencer en l'an ſoixante. Le Roi répond, que ladite ſurſeance de quinze ans s'entretiendra, & qu'aprés leſdits quinze ans expirez, encore ſera tenue l'execution dudit Arreſt en ſurſeance, ſans aucunement être executé, juſques à vint ans enſuivans; & neanmoins dés maintenant, & auſſi leſdits vint-ans paſſez, le Roi & mondit Sieur, demeureront quant à ce, & du droit qui à chacun d'eux peut competer, en leur entier.

(a) Jean de Saveuſe.

Item, ont été faites remontrances & doleances au long, par leſdits Ambaſſadeurs de mondit Sieur le Duc, touchant la denegation des mandemens en cas d'appel, & autres proviſions de juſtice, és Officiers & ſujets de mondit Sieur; & mêmement quand ſes Officiers ont appellé, & requis proviſion pour la conſervation de ſa Juſtice & Seigneurie, & de ſes droits, requerant ſur ce doreſnavant convenable proviſion leur être faite. Sur cet article, le Roi commandera à tous ſes Officiers, mêmement à ceux qui tiennent ſes Chancelleries, que bonne & briéve juſtice, ſoit faite aux ſujets de mondit Sieur, & que toutes lettres & mandemens de juſtice, en cas d'appel, ou autrement, leur ſoient octroiées ſans difficulté, & tellement qu'un chacun connoiſſe, que le Roi veut les ſujets de mondit Sieur être bien, & en bonne juſtice traitez.

Item,

ANS de J. C. 1468.

Item, ont leſdits Ambaſſadeurs requis, qu'il plaiſe au Roi, faire mondit Sieur joüir des Terres, Seigneuries, & droits par lui tranſportez, & de lui bailler nouvelles lettres de ratification deſdits tranſports; & que par icelles lettres, les troubles & empêchemens faits au contraire ſoient declarez nuls, & de nulle valeur, ou au moins rappellez, & mis au neant, & tellement que mondit Sieur puiſſe demeurer paiſible joüiſſant, du contenu aux lettres d'icelui tranſport. Le Roi ſera content de confirmer tous les tranſports, par lui faits à mondit Sieur, ſelon leur forme & teneur, & tout le Traité de Conflans, entant que mondit Sieur peut toucher, & de ce en bailler ſes lettres patentes, en forme dûë, & contenant les clauſes à ce appartenantes; & que leſdites lettres ſeront verifiées, & enregiſtrées par tout où il appartiendra.

Item, ont requis qu'il plaiſe au Roi, avoir égard aux grands dommages, & intereſts, ſoûtenus par mondit Sieur, & ſes ſujets, au moien des troubles & empêchemens faits de la part du Roi, és cas, & en la maniere ci-deſſus declarez, que l'on pourroit loialement eſtimer à plus de deux cens mille écus d'or. Sur ce point a été dit, que des intereſts, & dommages des ſujets de mondit Sieur, le Roi ſera faire reſtitution, comme deſſus a été répondû & declaré. Et pareillement aux ſujets du Roi, ſera faite mondit Sieur le Duc reſtitution, ainſi que ci-devant eſt exprimé.

Item, plaiſe au Roi, deffendre au Bailli de Sens, de non recevoir doreſnavant, les appellations, ni bailler relievement en cas d'appel, aux ſujets du Duché de Bourgogne, attendu que ladite Duché, eſt la premiere pairrie de France, à cauſe de laquelle mondit Sieur, & ſeſdits ſujets, ne doivent par appel ſortir ailleurs qu'en Parlement, ſi bon ne leur ſemble. Le Roi a accordé ledit article.

Item, de non empêcher doreſnavant, les Bailli, Juges, & Officiers de mondit Sieur, de prendre connoiſſance des ſujets d'icelui Duché, ſous ombre que leſdits ſujets ſe ſont Bourgeois de Ville neuve-le Roi; & qu'il ſoit deffendu audit Bailli de Sens, & à tous autres, de bailler gardes, & debits aux ſujets de mondit Sieur en fondit Duché, ſous couleur de ladite Bourgeoiſe: le Roi a auſſi accordé le contenu audit article.

Item, qu'il plaiſe au Roi octroier ſes lettres patentes, & declarer par icelles, que toutes executions qui ſe feront par vertu du ſcellé dudit Duché, portent main-garnie, ſelon, & enſuivant le privilege dudit ſcellé, & nonobſtant appellations à faire, & ſans préjudice d'icelles. Le Roi ſemblablement a accordé le contenu audit article.

Item, & ſemblablement, que toutes complaintes, en cas de nouvelleté, qui ſeront données par mondit Sieur, en fondit Duché, & autres ſes Païs, tenus du Roiaume, ou par les Juges eſdits païs, qui peuvent & ont accoûtumé bailler leſdites complaintes, ſoient executées, & fournies réellement; & de fait, & par les executeurs d'icelles, nonobſtant quelconques appellations, & ſans prejudice d'icelles: auſſi le Roi a accordé le contenu en icelui article.

Item, jaçoit que les Villages de Digrandes, Maillay, Saint-Guilleu, (a) Duvay, & autres joignans d'iceux, ſoient nuëment du Duché de Bourgogne, appartenans à mondit Sieur, & reſſortiſſans au Bailliage (b) d'Autun. Toutesfoia les Officiers du Roi ſe ſont entremis de les faire reſſortir à Lion, tant en juſtice comme en aides, au prejudice de mondit Sieur; & auſſi contre le Traité d'Arras, par lequel tous les profits, & droits toiaux, és Bailliages de Mâcon, & de Saint-Gengon tant ſeulement, & pour ce, feu Monſieur le Duc en fit complainte à feu le Roi Charles, & depuis au Roi qui eſt à preſent; & fut aviſé, que Meſſire Guichard Baſtier, Juge mage dudit Lion, s'informeroit de la verité, & l'information vûë, y ſeroit appointé; laquelle information a été faite par ledit Meſſire Guichard. Et pourtant requierent leſdits Ambaſſadeurs, que ladite information ſoit vûë, & viſitée par leſdits Commiſſaires, qui ſeront ordonnez pour les autres matieres deſſus declarées, pour aprés appointer & rétablir mondit Sieur ſur le fait deſdits Villages, dont il a été deſappointé à tort, & ſans raiſonnable cauſe, au cas toutesfois que ladite information ſoit ſuffiſante pour ce faire; autrement y ſoit procedé par leſdits Commiſſaires, en la maniere deſſuſdite. Sur cet article a été répondu, que ladite information ſera miſe és mains deſdits huit Commiſſaires, pour en faire ſelon le contenu audit article, & ainſi que de raiſon appartiendra.

ANS de J. C. 1468.

Item, & pource qu'il y a aucuns articles, qui ne ſe peuvent preſentement executer, mais convient qu'ils ſoient vuidez, decidez, & determinez par Commiſſaires aians ample pouvoir par le Roi, & mondit Sieur par main commune, & que pour ce faire, convient auſſi avoir tems convenable. Et pourra être, que jaçoit que leſdits Commiſſaires aient ample pouvoir du Roi, & de mondit Sieur, pour determiner les affaires & matieres à eux commiſes; neanmoins pour les difficultez qui pourroient ſurvenir entre-eux, tant en la connoiſſance, comme à faire la declaration du droit des parties, & en l'execution réelle qui ſe devroit faire, leſdites matieres demeureroient en delai. S'il plaît au Roi, il baillera, & fera expedier ſes lettres, & mondit Sieur les ſiennes, par leſquelles ſera accordé d'une part & d'autre, que audit cas iceux Commiſſaires, s'ils ſont en diſcorde & different, pourront élire, & choiſir un ſur-arbitre, perſonne ſuffiſante qu'ils aviſeront, non être ſuſpecte, ou favorable à l'une des parties, ni à l'autre; auquel ſuper-arbitre, ils communiqueront, & declareront leurs difficultez & differends; & aprés qu'il aura été du tout inſtruit, il declarera ſon opinion ſelon ſa conſcience, & ſans quelconque faveur; & ſelon icelle, ſera jugé & appointé ſelon l'avis de ceux deſdits Commiſſaires, qui ſeront de l'avis deſdits ſuperarbitres, nonobſtant la contradiction des autres, ſauf toûjours la plus grande & ſaine partie, en nombre de perſonnes, & d'opinions deſdits Commiſſaires, par l'avis de laquelle plus ſaine partie, en nombre de perſonnes, la choſe ſe decidera, determinera, & demeurera valable, tout ainſi que ſi par tous leſdits Commiſſaires, & d'un commun accord, elle auroit été faite. Et encore ſi iceux Commiſſaires ne peuvent ſe corder entre-eux d'élire ledit ſuper-arbitre, en ce cas, ceux du Roi ſeront tenus de nommer deux perſonnes notables, & ceux de mondit Sieur ſeront tenus d'en nommer deux autres; & leſquels ainſi nommez, ne ſeront natifs, ou ſujets du Roi, ni de mondit Sieur, ni auſſi ſuſpects aux parties; deſquels quatre, ainſi élus & choiſis, ſera l'un élû par ſort & git de fortune, ſans fraude, barat, ni mal-engin; & celui à qui ſurviendra & écherra ledit ſort, ſera & demeurera, ſuper-arbitre, pour faire en cette partie, en la maniere que dit eſt; & ſi les Commiſſaires qui ſeront ordonnez pour le Roi, ne ſont d'accord à conſentir, de choiſir & élire le ſuper-arbitre, en la maniere devant declarée; en ce cas, les Commiſſaires de mondit Sieur, le pourront faire ſans ceux du Roi; & au contraire, ſi leſdits Commiſſaires de mondit Sieur, n'en ſont d'accord, ceux du Roi le pourront ſemblablement faire, ſans ceux de mondit Sieur. Et laquelle élection, & ce que par vertu d'icelle ſera fait és mains deſſuſditea, ſera auſſi valable, & portera tel effet, comme ſi par tous leſdits Commiſſaires d'un côté & d'autre, & de commun accord, la choſe étoit faite. Et pourront leſdits Commiſſaires d'un côté beſogner en cette matiere, ou deffaut, & refus des autres Commiſſaires de l'autre côté, & de proceder avec ledit ſuper-arbitre, tout ainſi comme ſi tous leſdits Commiſſaires étoient enſemble; & tout

(a) ou *Ducray.*

(b) ou *d'Oſtun.*

ANS de J. C. 1468. tout ce qui ſera fait, appointé, & executé eſdites matieres en la maniere deſſuſdite ſera & demeurera bon, & valable perpetuellement & à toûjours; & leſquels Commiſſaires, & chacun d'eux jureront, & feront ſerment ſolennel, de beſogner, vaquer, & entendre és choſes deſſuſdites, par la maniere que dit eſt, & de garder loialement le droit de chacune partie, & d'y proceder ſans delai, ou interruption, & ſans alleguer aucune excuſe, excepté de mort ou de maladie; au lieu de laquelle excuſe audit cas, ſera mis un autre Commis par celui qu'il appartiendra, lequel Commis procedera avec les autres, ſelon la forme & maniere deſſuſdite. Le Roi a accordé le contenu audit article, toutes les proviſions, & réponſes ſur chacun article, ainſi que ci-devant ſont écrites, ſpecifiées, & declarées, ont été accordées & acceptées, par le Roi & Monſeigneur le Duc de Bourgogne, eux deux étant en la Ville de Peronne, le quatorzieme jour d'Octobre l'an 1468. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Chancelier, & gens de nôtre Grand Conſeil, les gens de nôtre Parlement, gens de nos Comtes, Treſoriers de France, Generaux de la Juſtice, Baillifs, Senéchaux, & à tous autres nos Juſticiers, & Officiers quelcooques, preſens & à venir, leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit ſoi, & ſi comme à lui appartiendra, que le contenu en ees preſentes, & auſſi és articles, & appointemens ci-deſſus ſpecifiez & declarez, ils entretiennent, gardent, obſervent, & accompliſſent, & par ceux qu'il appartiendra, faſſent entretenir, garder, obſerver, & accomplir de point en point inviolablement, & ſans faire ni ſouffrir faire, aucune choſe au contraire; & memement auſdits gens de nôtre Grand Conſeil, & auſdits gens de nôtre Parlement, gens de nos Comtes, Treſoriers, & Generaux de la Juſtice, que ceſdites preſentes, & tout le contenu en icelles, & eſdits appointemens, ils publient & enregiſtrent, & les faſſent publier & enregiſtrer par tout où il appartiendra, nonobſtant quelconques ordonnances par nous faites, ou à faire, de non aliener, ou mettre hors de nos mains le domaine de nôtre Couronne, les peines & aſtrictions indictes, & ſermens faits par les gens de nôtredit Parlement, leſdites gens des Comtes, & autres nos Officiers quelconques, & leſquels ils ont pû faire en general & en particulier, ſous quelconques formes de paroles qu'elles ſoient faites ou écrites, par leſquelles l'on voudroit, ou pourroit empêcher l'effet, accompliſſement, & entretenement de ceſdites preſentes, & deſdits appointemens; & leſquelles ordonnances, reſtrictions, promeſſes, obligations & ſermens, Nous, pour le bien de paix, ne voulons deroger, ni prejudicier aux choſes deſſuſdites, & deſdites promeſſes, ſermens, & autres obligations que noſdits Officiers pourroient avoir envers nous, au contraire de ce que dit eſt, nous les tiendrons, & tenons par ceſdites preſentes, & en accompliſſant le contenu en icelles, pour quittes & ſuffiſamment déchargez; & pource que de ceſdites preſentes l'on pourra avoir affaire en pluſieurs lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait ſous ſcel roial, & collationné, & ſigné par l'un des Greffiers de nôtredit Parlement, ou de ladite Chambre des Comptes, foi ſoit ajoûtée comme à l'original. En témoin de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné audit lieu de Peronne, le quatorzieme jour d'Octobre, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante-huit, & de nôtre regne le huitieme. *Sic ſignatum*, Par le Roi en ſon Conſeil, J. de la Locre. *Lecta, publicata & regiſtrata, preſente & conſentiente Procuratore generali Regis, Pariſiis in Parlamento, ſecunda die Martii, anno milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo octavo* (a) Brimat. *Extractum è Regiſtris Ordinationum regiarum in Curia Parlamenti regiſtratarum*, Du Tillet, *Collatio facta eſt.*

(a) Ou *Brunat.*

CDLXI.

ANS de J.C. 1469. FRANCE ET SAVOYE.

Promeſſe de LOUIS XI. *Roi de France à* YOLAND DE FRANCE *Ducheſſe de Savoye ſa Sœur, de ne point faire de dégat ſur ſes Terres, &c. donnée à Amboiſe, le* 11. *Mars*, 1469. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 408.

LOUYS par la grace de Dieu Roy de France à tous ceulx qui ces preſentes Lettres verront Salut. Sçavoir faiſons que Nous conſiderans les anciennes alliances, confederations & amitiés que de long-tems ont eſté entre Nous, nos Predeceſſeurs Roys de France & la Maiſon de Savoye; & la fraternité, Sang & lignage d'entre nous & noſtre tres-chiere & tres-amée Sœur la Ducheſſe de Savoye, & les grans proximités & affinités qui ont eſté & ſont de preſent entre leſdites Maiſons, tant par Mariages des Enfans d'Icelles que autrement. Voulans & deſirans de tout noſtre pouvoir continuer leſdites anciennes alliances, Confederations & amitiés & entretenir & garder l'union & ſinguliere amour fraternelle d'entre nous & noſtredite Sœur. Avons aujourd'huy date de ees preſentes de noſtre propre mouvement & voulenté promis & Juré, promettons & Jurons par la foy & ſerement de noſtre Corps ſur noſtre honneur & en parolle de Roy que de par Nous noſtre Voulenté, Conſeil ou conſentement, publiquement ne occultement noſtredite Sœur la Ducheſſe de Savoye, ladite Duchié ne les Terres & Seigneuries d'Icelle quelque part qu'elles ſoient ne ſeront Invadées, dampnifiées ou donagées en aucune maniere. Mais les preſerverons & garderons de toute noſtre poſſibilité & puiſſanee comme les noſtres propres, & la deffendrons, ayderons & ſecourrons de tout ee que pourrons envers tous & contre tous ceux qui vouldroient invader, guerroyer ou dampnifier elle ou ladite Duchié & les Terres & Seigneuries d'icelles; Leſquelles choſes ainſi par nous en forme de ſcellé promiſes & jurées avons fermes & agreables, & Promettons & Jurons comme deſſus de les entretenir & garder de point en point, ſans jamais venir au contraire & en teſmoin de ee, Nous avons Signé ces preſentes de noſtre main & icelles fait Sceller de noſtre grant Scel. Donné à Amboiſe le 11. jour de Mars l'an de grace mille quatre eents ſoixante-neuf, & de noſtre Regne le neufvieſme. Signé Louys, & ſur le reply. Par le Roy, le Marquis du Pont, le Comte de Dunois, le Bailluf de Sens & autres.

CDLXII.

ANS de J.C. 1469. L'EGLISE ET VENISE.

Traité d'Alliance entre le Pape PAUL II. *& la République de* VENISE. *Fait à Rome, le* 28. *Mai*, 1469. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 427.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus ſancti, & glorioſæ Virginis Mariæ, & beatorum Apoſtolorum Petri & Pauli, ac B. Marci Evangeliſtæ, totinſque Cœleſtis curiæ triumphantis, anno à nativitate Domini M. CCCC. LXIX. Die verò XXVIII. menſis Maji indictione 11. Pontificatus ſanctiſſimi Domini noſtri, Domini PAOLI divina providentia ſacroſanctæ Romanæ, ac univerſalis Eccleſiæ ſummi Pontificis anno V. &c. Primò ipſe Reverendiſſimus Dominus S. Marci, nomine ſanctiſſimi Domini noſtri pro ſe & ſucceſſoribus ſuis canonicè intrantibus, & pro ſanctiſſima Romana Eccleſia ſuiſque adhærentibus confœdera-

ANS de J. C. 1469.

fœderatis, complicibus & obligaris; etiam præfatus magnificus Dominus Orator nomine Sereniſſimi Domini Ducis, & Illuſtriſſimi Domini VENETORUM faciunt, firmant, ineunt, & contrahunt bonam, meram, & veram invicem confœderationem, intelligentiam & ligam duraturam uſque ad annos XXV. & ultra ad illud totum tempus, quod ipſis partibus placitum fuerit, ad mutuam conſervationem, & defenſionem ſtatuum, & contra omnes de cætero, non provocatos, ac laceſſitos offendere volentes Sanctiſſimum Dominum noſtrum, & Illuſtriſſimum Dominum Venetorum, vel eorum alterum, ſeu eorum ſtatus: & hoc fieri intelligatur pro conſervatione & tranquillitate pacis Italiæ.

2. Item convenerunt & concordarunt, quod ipſe Sanctiſſimus Dominus noſter renere & habere debeat equites quatuor mille, & pedites tres mille paratos, & ipſum Illuſtriſſimum Dominium ſimiliter tenere & habere debet equites quatuor mille, & pedites tres mille, ut ſupra prædictum eſt, propriis ſumptibus uniuſcujuſque partis, declarando, quando dictas gentes illuſtre Dominium prædictum mittere debeat facta ſigillatione capitulorum in Romandiolam ad omnem requiſitionem ſanctiſſimi Domini noſtri, ireque debeant ad ea loca, ad quæ ſua Sanctitas, & Illuſtriſſimum Dominium prædictum judicaverint mittendas eſſe, habita omni conſultatione, & deliberatione ad defenſionem ſtatus & terrarum ſanctiſſimi Domini noſtri, & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ: quo caſu Sanctitas prædicta ipſis gentibus ſic miſſis, vel earum parti, providere facere debeat de allogiamentis, ſtationibus & victualibus, quæ vendi debeant gentibus prædictis eo pretio & avantagio, quo venderentur gentibus Sanctiſſimi Domini noſtri.

3. Item convenerunt, & concordes remanſerunt dictæ partes, quod Illuſtriſſimum Dominium prædictum, cum omni tempore ſuper mare teneat potentem claſſem, obligatum ſit, & ſe obtulit occurrente bello, quod Deus avertat, quocumque modo ſucceſſerint negotia, quoad maritimas vires attinet, ſufficienter, & tempeſtativè providere ad omnia commoda ſtatuum, & rerum ſanctiſſimi Domini noſtri prædicti, & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ ſupradictæ, abſque aliqua impenſa ſanctitatis ſuæ.

4. Item convenerunt & concordarunt partes prædictæ, quod occurrente caſu, quo Illuſtriſſimum Dominium prædictum ab aliquo Dominio vel potentatu non laceſſito ſive provocato offenderetur, Sanctiſſimus Dominus noſter prædictus obligetur præſtare, & mittere in ſuccurſum præfati illuſtriſſimi Domini, equites duo mille, & pedites mille, illoſque tenere propriis impenſis toto tempore belli; quemadmodum præfatum Illuſtriſſimum Dominium præſtare, & mittere ſe obligat in Romandiolam, & aliò, ubi neceſſarium judicatum fuerit per communem conſultationem ambarum partium, & renere uſque ad bellum finitum prædictos equites quatuor mille, & pedites tria millia ſuis propriis impenſis [Additæ ſunt aliæ pactiones, ut fœdus cum nullo Principe, vel populo Italico iniri poſſet, niſi pars altera pari conſpiratione conſentiret: darctur autem ſingulis facultas ut huic fœderi accederent: lapſo ab hujus promulgatione menſe: ſocios pars quæque ſuos deſignaret: ſi bello pars altera implicaretur, altera pacem conficere, altera diſſentiente, nequeat.]

CDLXIII.

ANS de J. C. 1470. FRANCE ET SUISSE.

Traité & Confédération entre LOUIS XI. *Roi de France & les Cantons* SUISSES. *Fait à Tours le* (a) 20. *Septembre* 1470. Divers Traitez, Contracts & Teſtamens ſervans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 158. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 430. Frederic Leonard. Tom. IV.

(a) G. G. Leibnitz, qui a ce Traité en Latin dit, qu'il fut fait le 23. Septembre. Il a auſſi ſur la fin les qualitez des Magiſtrats des Suiſſes au nom deſquels ce Traité s'eſt fait, ce qu'on ne trouve pas ici; mais cela eſt peu important.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France, Et nous les Bourgmaiſtres, Advoyers, Ammans, Conſeils, Citoiens, Communautez, & Habitans des Citez, Seigneuries, Provinces, & Cantons de la Grande Ligue de la Haute Allemagne ci-aprés nommez, ſavoir de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Swits, & Underwald d'autre part: Savoir faiſons par ces preſentes à tous preſens & advenir, Que nous de part & d'autre pour la conſervation de noſtre ſincere & ancienne amitié, laquelle s'eſt juſques ici notoirement maintenuë entre nos Seigneurs Predeceſſeurs & Majeurs, & nous, & pour continuer une bonne intelligence & union, nous nous ſommes accordez en la forme & maniere qui s'enſuit.

Savoir faiſons, que Nous Roi de France ſuſdit, en nul temps à jamais ne donnerons par nous ou les noſtres, conjointement ou diviſement, directement ou indirectement au Duc de Bourgogne aucun ſecours, aide, aſſiſtance, ni faveur, contre nos ſuſdits treschers Amis de la Ligue, au moien dequoi, on les leurs en general ou ſpecial, puiſſent recevoir quelque détriment en leurs corps ou biens, ou en quelqu'autre façon qui puiſſe arriver: Nous ſemblablement ſuſdits Confederez de la Ligue, promettons de ne jamais donner directement ou indirectement aucun ſecours, faveur, ou aſſiſtance au ſuſdit Seigneur Duc de Bourgogne contre le ſuſnommé Sereniſſime Seigneut, le Tres-Chretien Roi de France, au moien dequoi puiſſe arriver à lui ou aux ſiens en general ou ſpecial aucun detriment de corps & de biens, ou de quelconque autre choſe, le tout ſans dol, fraude, ou machination: Sauf toutefois les Intelligences faites dés long-temps entre les ſuſdits Roi, & nous la Ligue, en ce qu'en tous leurs points & articles elles demeurent ſauves, & en leut perpetuelle force & vigueur: Pour aſſeurance dequoi, nous avons à ces preſentes fait mettre nôtre ſcel. Donné chez le Roi en la Ville de Tours le vintiéme Septembre 1470. & de noſtre Regne le dixiéme.

ANS de J. C. CDLXIV.

1470. FRANCE 27 BOURGOGNE.

Déclaration de LOUIS XI. *Roi de France contre* CHARLES, *dernier Duc de Bourgogne, ſur l'avis des Princes de ſon Sang, & autres notables aſſemblez à Tours, par laquelle il eſt declaré, que leſdits notables auroient été d'avis, que à cauſe des conſpirations dudit Duc de Bourgogne, contre ledit Loüis XI. il étoit quitte, & déchargé des promeſſes qu'il lui auroit faites par le traité de Peronne, & autrement; & que ſes terres & Seigneuries lui doivent être confiſquées. Et par même moien, les Princes furent declarez quittes, & déchargez des ſcellez & promeſſes, que du ſû dudit Roi Loüis ils lui auroient faites. A Amboiſe, le 3. Decembre.* 1470. Traitez, Contracts, &c. ſervant de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines, pag. 100. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 108.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Pource que de la part de nôtre Procureur general, & des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, gens d'Egliſe, nobles, Marchands, & autres perſonnes de divers états de nôtre Roiaume, nous a été remontré, que depuis aucun tems en çà, nôtre Couſin le Duc de Bourgogne, mauvaiſement, & comme deſobeïſſant, & entreprenant grandement à l'encontre de nous, & de nôtre Souveraineté, a mis ſus pluſieurs gens en armes, & a tout grand nombre de gros navires, garnis d'habillemens de guerre, fait partir de ſes Païs, & venir és havres en nos Païs, & Duché de Normandie, où ils ſe ſont efforcez faire diverſes invaſions, & voies de fait contre nous, nos ſujets, & bienveillans, en proferant les plus rudes, injurieuſes, & outrageuſes paroles qu'ils pouvoient de nôtre perſonne, ſans eux en vouloir deporter, pour quelque requête, ou remontrance qui leur fut faite; mais eu continuant leurs mauvaiſes, & damnables entrepriſes, deſcendirent à terre à bannieres élevées, & déployées, & par grande hoſtilité, armez & embâtonnez, vinrent courir ſus à nos gens, & ſujets, bouterent le feu és navires & maiſons, tuerent, & meurtrirent les aucuns, & les autres prirent, & firent priſonniers, en intention de vouloir appliquer, & uſurper à eux la Seigneurie, & tout le Païs, ſi nos loiaux & feaux, à l'aide de Nôtre-Seigneur, n'y euſſent reſiſté. Et avec ce, nous a été remontré comment ledit Duc de Bourgogne, en démontrant vouloir de demeurer nôtre perpetuel ennemi, & de la Couronne, (a) a pris la Jartiere, & Ordre de nôtre ancien ennemi Edoüard de la Marche Anglois, & porte ſon enſeigne, qui eſt la croix rouge, & avec lui fait, & contracté diverſes alliances indûës, & à lui non permiſes, & contraint nos ſujets & vaſſaux, à lui faire ſerment, & promeſſe de le ſervir envers & contre tous, ſans vouloir que en ce, aucunement nôtre perſonne fut exceptée. Et qui plus eſt, avoir écrit ledit Duc de Bourgogne à ceux de Calais certaines lettres, par leſquelles il declare évidemment le mauvais, damnable, & deteſtable vouloir qu'il a dés pieça eu, & a de preſent à nous, & à la Couronne de France, & la grande & ſinguliere amour, & affection qu'il a euë auſdits Anglois, afin que toûjours ils proſperaſſent: Nous a été auſſi par les deſſuſdits expoſé, que ſans cauſe raiſonnable, ledit Duc de Bourgogne, en contrevenant à la ſeureté par lui baillée à tous venans à la Foire d'Anvers, a fait prendre reellement, & par œuvre de fait, les biens, deniers, danrées, & Marchandiſes que l'on a pû trouver, que nos ſujets avoient menez, & achetez à ladite foire d'Anvers, & ailleurs en ſes Païs. Et depuis encore ſans connoiſſance de cauſe, & ſans demander, ni faire demander juſtice à nous, ni à nos Juges, ainſi qu'il eſt tenu de faire, comme nôtre vaſſal juſticiable & ſujet, a donné, & contre toute forme de juſtice, lettres de marques à un nommé (b) Jâques de Saveuſe, Chevalier, ſur nos-dits ſujets, a mandé vendre, & adenerer leurs Marchandiſes, pour reſtituer ledit de Saveuſe de certains biens qu'il diſoit être demeurez en la Ville de Blois, de la ſucceſſion de feu Jean de Saveuſe, laquelle il maintient lui devoir appartenir; jaçoit ce que à cauſe de icelle ſucceſſion, ſoit procés pendant indecis aux requêtes de nôtre Palais à Paris; & deſdits biens l'on ne peut pretendre quelque querelle ſur les biens de nos-dits ſujets, à qui la matiere ne touche en rien, avec pluſieurs autres entrepriſes ſur les droits, & autoritez de la Couronne de France, & nôtre ſeigneurie. Et en ce, & autrement traitant, & pourchaſſant par maintes, mauvaiſes, & iniques voies, pluſieurs maux, ſeditions, guerres, rebellions, & deſobeïſſances contre nôtredit Roiaume, & la choſe publique d'icelui, & dont ſi proviſion n'y étoit donnée, s'enſuivroient inconveniens irreparables, & la ſubverſion de la juſtice, & de toute la paix, & tranquillité d'icelui Roiaume. Et avec ce, ledit Duc de Bourgogne n'a fait, tenu, ni accompli pluſieurs choſes, que par traitez il étoit tenu de faire, & qu'il avoit ſolennellement promiſes & jurées. Parquoi raiſonnablement, nous, & tous les Princes & Seigneurs de nôtre Sang, ſont quittes, & deliez du tout de l'effet & contenu eſdits traitez. Requerant, & pour donner exemple à tous autres, que par nous fut ſur ce pourveu de remede convenable, & tel que au cas appartient; & combien qu'aprés leſdites remontrances, aions longuement differé & patiemment toleré leſdits outrages, toutesfois parce que de plus en plus les plaintes ſe continuoient, au moien que de la part dudit Duc de Bourgogne, les deteſtables maux ſe multiplioient, & accroiſſoient de jour en jour, avons, pour en ces matieres proceder, par grande & meure deliberation de Conſeil, fait aſſembler en nôtre Ville (c) de Tours aucuns des Princes, & Seigneurs de nôtre Sang, Prelats, Comtes, Barons, & autres Nobles, & gens notables & de conſeil, C'eſt à ſçavoir, nôtre tres-cher & tres-amé Oncle, le Roi de Sicile, nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin, le Duc de Bourbon, nôtre tres-cher & tres-amé Fils & Couſin, le Marquis du Pont, nôtre tres-cher & amé Couſin, le Comte d'Eu, nôtre tres-cher & amé Couſin, l'Archevêque & Comte de Lion, nos tres-chers & amez Couſins, les Comtes de Guiſe, & du Perche, Baron de Beaujeu, & Comte Dauphin d'Auvergne, nôtre tres-cher & amé Couſin, le Comte de Saint-Paul, Connétable de France, le Chancelier, nôtre tres-cher & amé Couſin le Comte de Dunois, & nos amez & feaux Couſins & Conſeillers, l'Evêque & Duc de Langres, Pair de France, les Evêques d'Avranches, de Soiſſons, & de Valence, le Comte de Vaudemont, le Comte de Dammartin, Grand-maître d'Hôtel, le Sire de Rohan, les Sires de Loheac, & de Gamaches, Maréchaux de France, le Comte de Rouſſillon, Admiral de France, les Sires de Chaſtillon, de Craon, de la Foreſt, de Briquebec, de Maulevrier, Grand Senéchal de Normandie, de Curſol, du Lude, Maître Jean le Boulanger, Preſident, Jean de Lorraine, Gaſton du Lion, Senéchal de Toulouſe, Gui Pot, Chevalier Baillli de Vermandois, Jean de Sallezart, Chevalier, Sire de Saint-Juſt, Guillaume Couſinot, Chevalier, Seigneur de Montreüil, Saladin d'Anglure, Seigneur de Nogent, ... N.... de Beaumont, Sieur de Breſuire, Jean du Fou, Grand Echançon, Olivier de Bron, Seigneur de Maraudaie, Triſtan l'Ermite, Chevalier, Prevoſt des Maréchaux, May de Houlfort, Bailli de Caën, Maître Jean de Ladrieſche, Preſident de nos

(a) Voyez les Mémoires de Comines. pag. 34. 106. 136.

(b) Voyez les mêmes Mémoires. pag. 42.

(c) Voyez les mêmes Mémoires. pag. 134.

ANS de J. C. 1470.

nos Comptes, & Treſorier de France, Pierre Doriole, & Jean Hebert generaux de Frances, Jean de Popincourt, Preſideot deſdits Comptes, Pierre Poignant, Jâques de Baternai, Regnault des Dormans, Adam Fumée, Simon Davy, & Jean Gerard, Maître des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Guillaume Compains, Pierre Salat, Pierre Gruel, Preſident du Dauphiné, Aubert de Vailly, Raporteur de nôtre Chancellerie, Jean Choüart Lieutenant-Civil, Bernard Laureti, nôtre Avocat en nôtre Cour de Parlement à Touloufe, Loüis Aſtales, Jean du Molin, Charles Aſtars, Chevalier, & Guillaume de Ceriſay, Greffier de nôtre Cour de Parlement à Paris: Es preſences deſquels bien au long, particulierement, & à la verité leſdites deſobeïſſances, maux, entrepriſes, griefs, forces, & malveillances ont été recitées, & à toutes fins longuement, & grandement debatues & arguées, ainſi que ſelon droit & raiſon appartient, & tellement, & ſi évidemment que d'iceux nul n'en pouvoit avoir, ou pretendre ignorance. Et ce fait, & les matieres entenduës, & ce que à icelles ſervir pouvoit, comme traitez, lettres, ſcellez, & appointemens vûs, & lûs publiquement, demandée opinion à un chacun, de ce que ſelon Dieu, raiſon & juſtice, touchant les choſes deſſuſdites, nous devions, & étions tenus de faire. Et conſideré que deſdits faits en la graigneur partie, la verité eſt ſçûë & connuë par notoneté de fait, & parce qu'il en eſt fame publique, & commune renommée, & que pluſieurs des opinans ont à l'œil veu, & connû partie deſdites entrepriſes, invaſions, voies de fait, deſobeïſſances, infidelitez & outrages, & ſemble à tous concordablement, & ſans diſcrepance, ou diverſité aucune; & ainſi l'a dit chacun par ſon opinion, & en ſa conſcience, que par diſpoſition de tout droit, & auſſi par honneur, & ſelon raiſon, que nous étions, & ſommes quittes & déchargez de toutes promeſſes, & autres choſes dont au moien des traitez de Peronne, & autrement, ledit Duc de Bourgogne pourroit dire, pretendre, ou maintenir, nous avoir été tenu obligé, & qu'il avoit envers nous tres-grandement mépris & offenſé, en faiſant les hoſtilitez, deſobeïſſances, invaſions, voies de fait, entrepriſes indûës, & autres griefs, & torts par lui perpetrez; & que à l'occaſion d'iceux toutes ſes terres & Seigneuries ſont & doivent à nous être forfaites & aquiſes, & que pour taot Nous, qui ſommes le chef & Souverain, & Protecteur de la Couronne de France, & des droits roiaux, veu les fermens que nous avons faits comme (a) Roi à nôtredit Sacre, ne pouvons, ni devons honnêtement diſſimuler, ni differer d'en faire punition; mais à icelle proceder vigoureuſement, & à puiſſance & autorité roiale, comme contre rebelles, deſobeïſſans, & malveillans à nous, & à la Couronne de France appartient; offrant d'eux-mêmes, & ſans requête aucune, noſdits Oncle Roi de Sicile, Duc de Bourbon Frere, & autres nos Couſins, Barons & Seigneurs, chacun particulierement, & en ſon endroit, veu l'enormité des outrages deſſuſdits, nous y ſervir, aider, & ſecourir de leurs perſonnes, & de toûtes leurs puiſſances; laquelle opinion & deliberation concordable par devers nous rapportée, Nous conſiderant que en conſiſtoire public, & és preſences l'un de l'autre, elle avoit été faite & declarée, pour de plus en plus, & de mieux en mieux, être conſeillé en cette partie, & nous y conduire par tres-meur & parfait avis & conſeil, requiſmes à tous ceux qui de cette deliberation étoient, que derechef vouſſiſſent penſer à la matiere, & aprés que encotes y auroient meurement penſé, retournet chacun à part lui, & de ſon liberal arbitre, & devant Tabellions publics, en dire ce que en honneur & conſcience, & ſans faveur quelconque, leur ſembleroit, & que nous vouſſiſſent ſoiaument conſeiller de ce que nous aurions à faire, & depuis par divers intervales, és preſences deſdits Tabellions, ont dit, opiné, deliberé, & nous ont conſeillé comme deſſus, & ſans varier, & changer en aucune maniere, comme par leſdits Tabellions nous a été relaté & rapporté: Oüi lequel rapport, pource qu'étions ſouvenans, que de nôtre congé par noſdits Oncle, Frere, Neveu, & Couſins, & autres, certains ſcellez avoient été baillez audit Duc de Bourgogne, mêmement par noſdits Oncle, Frere, & Neveu, nous pour de toutes parts honneur garder, & nous mettre en devoir, & en la preſence de nôtredit Oncle le Roi de Sicile, à qui le cas touchoit, ordonnâmes, que conſeil, & deliberation fuſſent tenus, ſi nôtredit Oncle, nôtredit Frere de Guienne, nôtredit Neveu de Bretagne, & autres nos Freres & Couſins, étoient quittes des ſcellez, qu'ils par nôtre ſçû avoient baillez audit Duc de Bourgogne; & afin d'y deliberer ſeurement & ſainctment, nous fiſmes plus acerter, & meurement debatre ladite matiere que n'avions nôtre fait propre, lire, & expoſer le contenu dudit ſcellé, par le double d'icelui, & iceux tous, & par opinion unique, & d'un commun accord & deliberation, dirent, opinerent, delibererent, & prirent ſur leurs conſciences, preſent nôtredit le Roi de Sicile, & leſdits Tabellions, que icelui nôtre Oncle, nôtre Frere de Guienne, nôtre Neveu de Bretagne, & autres, étoient par honneur, & ſelon raiſon, quittes, francs, deliez, delivrez, & dechargez de leurſdits ſcellez, & en leur entier & liberal arbitre, comme ils étoient devant iceux baillez. Deſquelles deliberations, avis, & conſaulx ont été ces preſentes lettres octroiées, auſquelles nous avons fait mettre, & appoſer nôtre ſcel. Donné à Amboiſe le tiers jour de Decembre, l'an de grace mille quatre-cens ſoixante-dix, & de nôtre regne le dixieme. Et eſt écrit ſous le repli: *Ego Thomas de Mardeaux, Clericus Redonenſis Diœceſis oriundus, in legibus licentiatus, auctoritate Apoſtolica Notarius juratus & Tabellio publicus, Principum, Prælatorum, Comitum, Nobilium, & Conſiliariorum deliberationibus, & opinionibus prænarratis, una cum Venerabilibus Notariis publicis, ſcriptis præſens fui, illaſque fieri vidi & audivi, inſtrumentaque publica, ſecundum quæ hac coram nobis Notariis geſta ſunt, confeci. Ideirco huic Litterarum Regiarum margini ſignum meum conſuetum, in teſtimonium veritatis, una cum ſignis & ſubſcriptionibus dictorum Notariorum ſubſcriptorum appoſui, requiſitus & rogatus.* Ainſi ſigné; *de Mardeaux. Ego Petrus de Rennes, Clericus Andegavenſis Diœceſis oriundus, in Legibus Baccalaureus, publicus auctoritate Apoſtolica Notarius & Tabellio juratus, Principum Prælatorum, Comitum, Nobilium & Conſiliariorum deliberationibus, & opinionibus prænarratis, una cum venerabilibus Notariis publicis ſupra, & infra ſcriptis præſens fui, illaſque fieri vidi & audivi, inſtrumentaque publica, ſecundum quæ hac ſingula coram nobis Notariis geſta ſunt, confeci. Ideoque huic Litterarum Regiarum margini ſignum meum conſuetum, & in teſtimonium veritatis, unà cum ſignis & ſubſcriptionibus dictorum Notariorum appoſui, requiſitus & rogatus.* Ainſi ſigné *de Rennes. Ego Guillermus Saintier Clericus Turonenſis, in Decretis Baccalaureus, auctoritate Apoſtolica Notarius juratus & Tabellio publicus, Principum, Prælatorum, Comitum, Nobilium, & Conſiliariorum deliberationibus, & opinionibus prænominatis, una cum Venerabilibus Notariis publicis ſupra ſcriptis præſens fui, illaſque fieri vidi & audivi, inſtrumentaque publica, ſecundum quæ hæc ſingula coram nobis Notariis geſta ſunt, confeci, ideo huic Litterarum Regiarum margini, ſignum meum conſuetum in teſtimonium veritatis, una cum ſignis, & ſubſcriptionibus dictorum Notariorum appoſui requiſitus & rogatus.* Ainſi ſigné, *Saintier.* Et ſignées ſur le repli, Par le Roi en ſon Conſeil, *Roland.* Sur le dos; *Copie de la Declaration faite à Amboiſe par le Roi le tiers jour de Decembre 1470.*

(a) Voyez le Tom. I. du Cérémoniel François. pag. 76. 172.

ANS de J. C. 1470.

CDLXV.

ITALIE. *Traité d'Alliance & de Paix générale entre les principaux Princes d'*ITALIE, *faite par l'entremiſe du Pape Paul II. le 22. Décembre* 1470. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 429.

IN Dei nomine Amen. Anno à nativitate Domini noſtri Jeſu Chriſti M. CCCC. LXX. Indictione III. die Sabbathi XXII. Decembris hora XXII. Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini Pauli divina providentia Papæ II. anno VII. cum idem Sanctiſſimus Dominus noſter Papa ab ipſo ſui Pontificatus initio in Sacri ſui pectoris ſcrinio perſæpe revolveret, quod poſt captam ab immaniſſimis Turcis Conſtantinopolim, & Orientale occupatum imperium tunc duodecim, nunc verò ſeptendecim anni fermè ſunt, quod ab Ægeo mari uſque ad Danubium & Alpes (a) Julias quotidie Chriſtianorum ſanguis effunditur, ac quod Thraciam, Macedoniam, Epirum, Myſiam, Illiricum &c. inimici nominis Chriſti vaſtarunt, diripuere, & occupavere, pii, boni, atque providi Paſtoris more tantæ Chriſtianorum infelicitati providere cupiens, propoſuit inter ITALIÆ potentatus, & principes pacem primum firmare, & ſucceſſivè generalem unionem, confœderationem, & ligam tempore felicis recordationis Domini Nicolai Papæ V. die videlicet XXX. Auguſti, anno Domini M. CCCC. LIV. Venetiis initam, & XXVI. Januarii ſubſequentis anni Neapoli firmatam, de cujus robore & firmitate propter multa, quæ poſtea acciderunt, non improbabiliter dubitabatur, confirmare & renovare, ut pacata & unita Italia, & charitatis atque unionis vinculo conglutinata ferocitati Turcorum quam celerrimè occurreret.

(a) S. Hieron.

2. Et licet ad hoc tam Sanctum piumque opus peragendum perpluribus annis elaboraſſet, atque legatos de latere, ac nuntios ad prædictos potentatus perſæpe mandaſſet, ita ut pacem primum in omnem Italiam opera, induſtria, & vigiliis dediſſet, firmaſſet atque conſtituiſſet; non minori ſtudio atque diligentia ad colligendos & unanimes conſtituendos prædictos Italiæ Potentatus elaboravit, ut omnium Chriſtianorum ad Sanctam expeditionem contra eundem Turcum ineundam cor eſſet unum, & anima una: tandem Sereniſſimus Dominus, Dominus Ferdinandus Siciliæ &c. Rex, ac Illuſtriſſimus Dominus Dominus Galeas Dux Mediolani &c. & Illuſtris & Excellens Communitas Florentinorum, dum ligam Neapoli die VIII. Julii proximè decurſi particularem inter ſe inirent atque contraherent, ob admonitionem Sanctiſſimi Domini noſtri, & fidei defenſionis univerſalis rationem, inter cætera voluere, & ſolemni ſtipulatione promiſerunt, quod quandocumque prædictus Sanctiſſimus Dominus noſter una cum Illuſtriſſimo Venetorum Dominio, vel aliquis eorum ſupradictam ligam generalem confirmare ſeu renovare dignaretur atque vellet, ut facilius ad fidei defenſionem deveniretur, omnium animis pacatis tenerentur partes prædictæ, & earum quælibet cum præfata Sanctitate & Dominio, ut præfertur, in confirmationem ſeu renovationem hujuſmodi concurrere, firmis ſemper inter dictas partes manentibus omnibus, & ſingulis capitulis in prædictæ ligæ contractu. [Pluribus interjectis de eo fœdere adverſus Turcam inſtaurato ſubdit.]

3. Reverendiſſimus in Chriſto Pater & Dominus, Dominus Marcus tit. S. Marci Preſbyter S. R. E. Cardinalis Epiſcopus Vicentinus ibidem ſimul cum infra ſcriptis aliis Reverendiſſimis Dominis S. R. E. Cardinalibus conſiſtorialiter in conſpectu præfati Sanctiſſimi Domini noſtri Papæ congregatis exiſtens, de mandato ejuſdem Sanctiſſimi Domini noſtri Papæ; de ejus, nobis omnibus & aliis illic aſtantibus, audientibus, & intelligentibus, vivæ vocis oraculo facto; confœderationem & ligam eandem generalem, ſicut præmittitur per dictos Dominos Oratores confirmatam & renovatam pro effectu & complemento verborum, quæ ſupra poſita ſunt, videlicet, * ut præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter prædictam ligam generalem pariter benedixit & confirmavit, benedicit, confirmat, & renovat; hoc tamen declarato pro ipſo Sanctiſſimo Domino noſtro Papa, ejuſque ſucceſſoribus Romanis Pontificibus canonicè intrantibus, & eorum ſtatu, cum omnibus & ſingulis reſervationibus & declarationibus ſupra in dicto loco hinc inde factis, ac promiſſionibus, obligationibus & aliis in ea & præſenti confirmationis, & revocationis contractu contentis & appoſitis ſimiliter confirmavit & renovavit, &c.

ANS de J. C. 1470.

CDLXVI.

Contract de Mariage de PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé, Seigneur de Breſſe, & de* MARGUERITE DE BOURBON, *fait à Tours, le 6. Janvier* 1471. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 446.

ANS de J. C. 1471. SAVOYE ET BOURBON.

SAichent tous preſens & advenir. Que en la Court du Roy noſtre Sire, à Tours pardevant oous perſonnellement eſtablys tres-hault, & puiſſant Prince Monſeigneur le Duc de Bourbon, & d'Auvergne d'une part. Et Meſſire Boniface de Chalant Seigneur de Retourtour, Theodore Roëre Seigneur de Gourennez, & Pierre Bolomier Maiſtre des Requeſtes de Savoye Conſeilliers de haut, & puiſſant Seigneur Philippes de Savoye Comte de Baugé, & Seigneur de Breſſe, & ſes Procureurs ſouffiſamment fondés de procuration contenant pouvoir eſpecial de faire paſſer, conſentir, & accorder les choſes cy-apres deliberées, de laquelle procuration, la teneur eſt cy deſſous inſerée d'aultre part, ſoubmettans à ſçavoir eſt mondit Seigneur de Bourbon en ſon nom, ſoy, & ſes hoirs, & ayans cauſe avec tous, & chaſcuns de ſes biens, meubles, & immeubles preſens & advenir qu'il a au Royaume de France, & leſdits Procureurs par vertu de leurdite procuration mondit Seigneur de Breſſe ſes hoirs, & ayans cauſe avec tous, & chacuns ſes biens, & choſes, meubles, & immeubles, ou qu'ils ſoient preſens, & advenir, à la juriſdiction, cohercion, pouvoir, & reſſort de ladité Court, leſquelles parties és noms que deſſus ont cogneu, & confeſſé, cognoiſſent, & confeſſent en droit en ladite Court avoir en traittant, parlant, & accordant le mariage dont cy apres ſera faicte mention fait, paſſé, conſenty, & accordé toutes, & chaſcunes les choſes cy apres dechirées en la forme, & maniere que s'enſuit. C'eſt aſſavoir que à l'honneur, & loüenge de Dieu, & par le bon plaiſir, vouloir, & conſentement du Roy, & pour touſiours perpetuellement conſerver, & entretenir les Princes Meſſeigneurs de Bourbon, de Savoye, & de Breſſe en bonne union, amour, alience, conſanguinité, & confederation, enſemble en l'obeyſſance, & ſervice dudit Seigneur, & au bien, honneur & exaltation de la Couronne de France dont ils ſont iſſus, & aliés ont eſté, & ſont accordés, conſentus, & octroyés ſur le Traictié du Mariage de *hault & puiſſant Seigneur* PHILIPPES DE SAVOYE, *Comte de Baugé, & Seigneur de Breſſe*, & de tres-noble Damoyſelle MARGUERITE DE BOURBON Sœur naturelle, & legitime de tres-haut & puiſſant Prince Mon-

ANS de J. C. 1471. Monſeigneur le Duc de Bourbonnois, & d'Auvergne, en la preſence du Conſeil, Traictié, & conſentement de haut, & puiſſant Seigneur tres-reverend Pere en Dieu Monſeigneur Charles de Bourbon Archeveſque, & Conte de Lyon les articles, pacts, & conventions qui s'enſuivent. Premierement, que mondit Seigneur le Duc eſtant en preſence promets de faire, & procurer par effect que madite Damoiſelle ſa Sœur prendra, & eſpouſera ledit Monſeigneur de Breſſe à ſon vray Eſpoux, & Mary dedans temps deheu ſolempnellement, & en face de Sainte Mere Egliſe ſe Dieu, & noſtredite Sainte Mere ſoy accordent. Item perſonnellement eſtablys Meſſire Boniface de Chalant Seigneur de Retourtour, Theodore Roëre Seigneur de Gourennes, & Pierre Bolomier Maiſtre des Requeſtes de Ssvoye, Conſeillers de mondit Seigneur de Breſſe, Procureurs, & syaos pouvoir ſouffiſamment fondés pour mondit Seigneur de Breſſe, duquel pouvoir la teneur eſt cy deſſoubs inſerée, ont promis, & promettent au nom des Procureurs deſſuſdirs, que mondit Seigneur de Breſſe prendra, & epouſera à Femme, & vraye Eſpouſe madite Damoyſelle Marguerite de Bourbon en face de Saincte Mere Egliſe, & dedans temps deu ſera ſolempniſé ledit Mariage, & afferment, & jurent leſdites Parties qu'ils an aucun d'eulx n'ont fait ne feront d'un coſté ne d'autre choſe pourquoy ledit Mariage ne puiſſe, ou doye eſtre accomplir, & ſortir ſon plain effect. Item & en faveur, & contemplation dudit Mariage, & afin que plus convenablement il ſortiſſe ſon plain effect, mondit Seigneur de Bourbon doone, conſtitue, & aſſigne en dot à madite Damoyſelle Marguerite de Bourbon ſa Sœur, & pour, & ao nom, & au profit d'elle, des ſiens, & de ceulx qui d'elle auront cauſe, & pour tous droicts, querelles, actions, partaige, appenaigue, ſucceſſions, & autres droicts quelconques en bien de Pere, Mere, Freres, & Sœurs, & autres lignaigiers, & ſucceſſions directes, & collateralles preſentes, pſſées, & advenir quelconques la ſomme pour une fois de ſoixante mil eſcus d'or neufs, à preſent ayant cours au Royaume de France, deſquels les vingts-ſept ſols ſix deniers tournois vallent l'eſcu, & les promet à payer pour la cauſe deſſuſdite à madite Damoyſelle, & audit mondit Seigneur de Breſſe pour elle aux termes, ſolucions, & payemens qui s'enſuivent; c'eſt aſſavoir le jour de la ſolempnization en Saincte Egliſe dudit Mariage la ſomme de douze mil livres tournoiſes de l'or, ou monnoye preſentement ayans cours audit Royaume de France, & apres le jour de la ſolempnizatioo dudit Mariage l'an revolu la ſomme de cinq mil livres tournoiſes de l'or, ou monnoye deſſuſdirs, & en apres l'aultre an revolo autres cinq mil livres tournoiſes, & ainſi conſequemment les années finies, & revoluës, & apres un an deſdirs payemens de an en an ſemblable ſomme de cinq mil livres tournoiſes juſques à fin de payement de ladite ſomme totalle de ſoixante mil eſcus en la valeur de deſſuſdits montans en ſomme toute à raiſon de quatre-vingts deux mil cinq cens livres tournoiſes. Item, & pour ladite ſomme de ſoixante mil eſcus d'or deſſuſdits promiſe payer par mondit Seigneur de Boorbon pour raiſon, & à cauſe, & aux termes, & payemens, & ainſi que deſſus mondit Seigneur de Bourbon oblige, ſtrainct, & hypotecque toutes ſes Terres, Places, & Seigneuries, & autres biens à luy appartenans audit Royaume de France, leſqbeulx mondit Seigneur de Bourbon veult, & conſent eſtre affectés, obligés & hypotecqués pour ladite ſomme, & par expres les cens, rentes, eſmolumens, & revenus d'ung chaſcun an dés Chaſtelleuiez de Montluçom, Herſçon, Murat, Chantelle, & Bourbon, leſquels cens, rentes, emolumens, & revenus d'ung chaſcun an, & les fonds d'icelles rentes, & revenus ſans pour ce toucher, ne comprendre les Chaſteaux, Maiſons fortes, Juriſdictions, & Juſtices deſdites places, mondit Seigneur de Bourbon veult, octroye, & conſent eſtre aſtrainct, & affectez obligées, & hypotecquées pour la ſeheureté des payemens deſſuſdits. Et à faute d'iceux payemens, icelles eſtre pour la contraincte, authorité, cuhercion du Roy, ou de ſa Court de Parlement ap.es le terme d'ung chaſcun deſdits payemens eſcheu, prinſes, ſaiſies, arreſtées, & exploictées au payement, & acquittement dudit dot & les Recepveurs deſdits cens, rentes, & revenus au deffault d'eulx leurs plsiges eſtre contraincts à faire payement deſdirs deniers ſi beſoin eſtoit, tout ainſi que ſi arreſt de la Court de Parlement en avoit eſté donné au prouffit de mondit Seigneur de Breſſe, de madite Damoyſelle, & des leurs. Item, & en cas que reſtitution dudit dot aura lieu, mondit Seigneur de Breſſe, ou les ſiens ſeront tenus, & ainſi le promettent, & accordent ſeſdirs Procureurs à rendre, & reſtituer à madite Damoyſelle, ou aux ſiens deſcendans d'elle, ou deſcendans des deſcendans, & à faulte d'eulx à mondit Seigneur le Duc de Bourbon, ou à ceux qui auront cauſe de luy, ou cas que madite Damoiſelle, ou les ſiens n'en auront autrement diſpoſé, leſdits dot, ou ce qui en aura eſté payé à tels, & ſemblables termes, ſolocions, & payemens qu'ils ſont promis à payer, & ainſi que deſſus ſont eſcripts, c'eſt aſſavoir apres le decés, & treſpas de mondit Seigneur de Breſſe que reſtitution dudit dot auroit lieu l'an revulu, & paſſé douze mil livres, & ainſi de an en an conſequemment juſques à fin de plainiere, & entiere reſtitutioo dudit dot, & de ce que de celuy en auroit eſté receu. Item, & eſt convenu, accordé, & paſſé entre leſdites parties que au cas que mondit Seigneur de Breſſe irs de vie à treſpas avecques Enfans, ou ſans Enfans, madite Damoyſelle ſurvivant ſudit mondit Seigneur de Breſſe pour luy, & les ſiens, donne purement, & abſolument dés maintenant en augment, & accroiſſement dudit dot à madite Damoyſelle pour elle, & les ſiens, & ceux qui d'elle auront cauſe la ſomme de dix mil eſcus d'or deſſuſdit pour icelle ſomme de dix mil eſcus eſtre prinſe, exigée, levée ſur les biens preſens, & advenir de mondit Seigneur de Breſſe, ou les ſiens, ſes hoirs, & ſucceſſeurs quelcunques, leſquels biens, & ſeſdits hoirs, & ſucceſſeurs ſont, & demeureront obligés, affectés, & hypotecqués à madite Damoyſelle, & aux ſiens, & qui d'elle ſuront cauſe juſques à ſatisfaction, & plain payement de ladite ſomme audit ces advenu. Item auſſi au cas que madite Damoyſelle ira de vie à treſpas ſans Enfans ſurvivant mondit Seigneur de Breſſe, mondit Seigneur de Bourbon, veult, onctroye, & conſent que mondit Seigneur de Breſſe ayt en gain, prouffit, & advantage ſur ledit dot de madite Damoyſelle ſemblable ſomme de dix mil eſcns, laquelle luy demeurera ſans ce qu'il, ou les ſiens ſoient tenus de faire reſtitution de ladite ſomme deſdits dix mil eſcus. Item, & pour la ſeheureté de la reſtitution de dot, & de l'accroiſſement d'icelluy dot és cas deſſuſdits leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe obligent, hypotecquent tous les biens, meubles, immeubles preſens, & advenir de mondit Seigneur de Breſſe, & de ſes Succeſſeurs, & par expres les Terres, Places, & Seigneuries, Chaſteaux, & Chaſtellenies, rentes, prouffits, & revenus de Sainct Trivier de Courtoux, de Jaſſeron, de Sayſiria, de Treffort, & le Pontdevaulx avec leurs appartenances, deppendences, & appendences quelconques, leſquels leſdits Procureurs ou nom que deſſus ont promis fornir, & faire valoir leſdites ſommes de ladite reſtitution, dot, & augmentation d'icelle és payemens deſſuſdirs: & pource qu'elles ne valent pas par chaſcun an leſdites ſummes deües pour leſdits payemens, madite Damoyſelle, ou les ſiens pourront prendre des fruicts, & rentes des plus prouchaines Terres, & Seigneuries deſdites places appartenans à mondit Seigneur

ANS de J. C. 1471. gneur de Breſſe, le ſurplus juſques à pleine, & entiere reſtitution dudit dot, ou de ce que en auroit eſte payé en augment d'iceluy, icelles, & chaſcune d'elles affectent, obligent, & expreſſement hypotecquent pour ladite ſomme totale de ſoixante mil eſcus, ou de ce que en auroit eſté receu; & pour leſdits dix mil eſcus pour l'augment, & accroiſſement dudit dot voulans, & conſentans que madite Damoyſelle, ou les ſiens ſi bon luy ſemble, les puiſſent apprehender, entrer, & icelles tenir, & poſſeder de ſon auctorité, & ſans autre mandement, faire prendre les fruicts, prouffits, revenus, & eſmolumens d'icelles juſques à pleniere reſtitution, & ſatisfaction dudit dot, & augmentation d'iceluy, ou de ce que auroit eſté receu comme dit eſt, dudit dot, en comptant leſdits fruicts en ſort deſduiz les deſpences raiſonnables, & non comptés les demourances, & places d'icelluy; & neantmoins madite Damoyſelle, ou les ſiens ſe pourront aydet de tous droicts, & privileges de dot, & d'expreſſe hypotecque, & d'autres privileges, & raiſons de droict, ou de couſtume faiſons pour elle en eux, & toutes chaſcunes les Places, Terres, Seigneuries, & tentes deſſuſdits, ſoubſmettans quant aux choſes en ce preſent contract contenues, & eſcriptes à la Juriſdiction, cohercion, & contrainte du Roy, & de ſadite Court de Parlement, comme ſi arreſt en eſtoit enſuivy au prouffit de madite Damoyſelle, & des ſiens, non entendans leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe pour les ſoubſmiſſions deſſuſdites faire & accorder aucune choſe qui porte prejudice en autres que en celles qui ſont en ce preſent contract deſclairés à la Seigneurie de Savoye, & de Breſſe en la Souveraineté pretenduë en icelle. Item, & au cas deſſuſdits que mondit Seigneur de Breſſe ira de vie à treſpas avec Enfans, ou ſans Enfans avant madite Damoyſelle, & icelle ſurvivant, audit cas leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe pour, & au nom d'iceluy donnent, conſtituent, & aſſignent dés maintenant à madite Damoyſelle pour en joyr, & uſer, les tenir, & poſſeder, & faire les fruicts ſiens ſa vie durant ſeulement en douhaite, & pour nom, & tiltre de douayre pour maintenir, & entretenir ſon Eſtat, & luy ayder à ſoupporter ſes charges la ſomme de quatre mil livres de rente à l'aſſiette, & couſtume du Pays de Breſſe, en ce cas que ladite aſſiette de Breſſe n'eſt, ou ne ſeroit d'autre eſmolument, valeur, ou revenus que l'aſſiette du Pays de Beaujolois, ou de Fourez, leſdits quatre mil livres de rente pour ledit douayre ſeront baillés, & deſlivrés à madite Damoyſelle de Bourbon à tel valeur, prouffit, & eſmolument que valent, & ont accouſtumé de valoir quatre mil livres de rente à l'aſſiette deſdits Pays de Fourez, ou de Beaujolois, ou de la meilleur aſſiette d'un chaſcun deſdits Pays..... de ladite Damoyſelle, leſquels quatre mil livres deſſuſdits ſeront baillés & aſſignés, & dés maintenant comme deſlors au cas advenu leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe ou nom que deſſus baillent, conſtituent, & aſſignent ou nom, & tiltre de douhaire ſus les Villes, Chaſteaux, & Chaſtellenies de Montluel, Meribel, Montdidier, Peroges, & Pontdains, avec toute Juſtice, & Juriſdiction haute, moyenne, & baſſe, rentes, revenus, prouffits, eſmolumens, & autres droicts, & appartenances quelconques deſdites Places, Villes, Chaſteaux, & Chaſtellenies deſſuſdites, & leurs appartenances, & dependances, & en cas qu'elles ne ſuffiroient, toutes choſes payées pour ladite ſomme de quattre mil livres de rente à l'aſſiette, & valeur que deſſus pour ledit doüaire, audit cas madite Damoiſelle aura, & prendra le reſidu, & ce qui reſtera deſdites quatre mil livres de rente ſur les autres plus prouchaines Terres, Places, & Seigneuries deſdites Villes, Chaſteaux & Chaſtellenies deſſuſdites declariées qui ſont, & appartiegnent, & pour le temps advenir ſeront, & appartiendront à mondit Seigneur de Breſſe, & aux ſiens; en ce non compris, & pour rien comptés les attouchans, & circonvoyſins, demaines, boys, chaſſes, paſquiers, garennes, maiſons, demourance, & habitations que madite Damoyſelle aura, & prendra eſdits Chaſteaux, Places & Chaſtellenies, & maiſons d'icelle, leſquelles elle tiendra, poſſedera, & joüira, & ſera les fruicts ſiens comme Douhairiere deſſuſdite, & en la poſſeſſion d'elle, & chaſcune d'icelles, pourra madita Damoyſelle par elle, ou ſes Procureurs, familliers, & ſerviteurs por le commandement d'elle entret, & ladite poſſeſſion, & joüyſſance apprehender audit cas advenu, ſans attendre ne requerir autre congié, licence, ou permiſſion d'autruy, & ſera tenu madite Damoyſelle maintenir leſdites places comme Douhairiere doit faire. Item, & pout l'entretenement, conſervation, & accroiſſance de la Maiſon & Seigneurie de mondit Seigneur de Breſſe & des ſiens, & que en ſon entier & grans prouffits, revenus & prinſes, ladite Maiſon puiſſe perpetuellement eſtre conſervée, & en mieulx augmentée, leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe ou nom de luy, & comme ſes Procureurs veullent, conſentent & accordent que le premier né maſle de ce preſent Mariage emporte, & par ces preſentes decy, & deſia comme deſlors luy donnent à avoir à prendre apres le dexces & treſpas de mondit Seigneur de Breſſe, la Conté & Seigneurie de Baugié, & les Villes, Chaſtel, & toute la Chaſtellenie & Mandement de Bourg; enſemble toutes les Terres, Places & Seigneuries, Villes, Chaſteaux, Chaſtellenies & rentes, revenus, droicts, querelles, actions & reclamations quelconques, qui ſont & appartiegnent, & pour le temps advenir ſeront & appartiendront à mondit Seigneur de Breſſe, à cauſe deſdits Conté de Baugé, Ville & Chaſtellenie de Bourg, & leurs appartenances & dependances quelconques, avec toute Seigneurie, Juſtice haute, moyenne & baſſe, fiefz & rerefiez, droicts & autres devoirs quelconques; & neantmoins la moitié de toutes ſes autres Terres, Villes, Chaſteaux, droicts, devoirs, Chaſtellenies, rentes, prouffits, eſmolumens & revenus ſoient demunis, ou autrement qui ſont & appartiegnent ou pour le moins advenir ſeront & appartieudront à mondit Seigneur de Breſſe en precipuité, oultre & par deſſus tous autres Enffans maſles ou femelles de mondit Seigneur de Breſſe, avec le nom & les Armes pures, & le Cry de mondit Seigneur de Breſſe, ſi ledit premier né maſle eſt ſouffiſant & habille à ſucceder, & à pourter armes, ſeculier & non homme d'Egliſe; & ſi ledit premier né maſle ne ſeroit tel que dit eſt, audit cas, l'autre qui à ce ſera habille, aura & prendra ledit advantage, & au deffaut de luy qu'il ne ſeroit tel à l'autre ou autres maſles enſuyvans ſelon l'ordre d'Aiſneſſe, en preferant touſiours l'Aiſné habille au Puiſné. Et que leſdits Enfans dudit Mariage & les deſcendans d'eulx, repreſentent la perſonne dudit Aiſné apres luy, & ſuccedent eſdites Terres & Seigneuries, ſelon l'ordre d'Aiſneſſe & de primogeniture; retenu toutesfois, & reſervé par leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe, quant à ladite moitié tant ſeulement deſdites Terres, Pays, biens & Seigneuries données audit Aiſné Fils, & ainſy que deſſus eſt eſcript la voulenté, bon vouloir & plaiſir de mondit Seigneur de Breſſe, dont il ſera tenu ſoy declarer en aggreant & ratifiant le contenu de ce preſent Contract; le ſurplus quant auſdits Conté de Baugié, Ville, Chaſtel, Chaſtellenie, Mandement de Bourg, & les appartenances purement & abſolument, & ſans aucune reſervation octroyé, conſentu & accordé. Item, & ſera tenu mondit Seigneur de Bourbon veſtir & habiller des habillemens & veſtemens nuptiaux madite Damoyſelle Marguerite de Bourbon ſa Sœur, bien & honnorablement ainſy qu'il affiert & appartient à Damoyſelle de telle maiſon. Item auſſy mon-

ANS de J. C. 1471.

ANS de J. C 1471. mondit Seigneur de Breſſe enjoyaulera madite Damoyſelle de nobles &riches Joyaux tels qu'il affiert & appartient à Femme de tel Seigneur que mondit Seigneur de Breſſe, & de telle maiſon qu'eſt madite Damoyſelle, leſquels avec ſes robbes & autres joyaux, veſtemens, utenſilles, vaiſſelle d'or & d'argent s'aucune elle en a ou aura, ſeront & demeureront à madite Damoyſelle comme propres & ſiens, pour en faire & diſpoſer à ſon prouffit & vnulenté, ſans eſtre aucunement ypothecques pour les debtes & charges de mondit Seigneur de Breſſe ſi aucuns en y avoit. Item, & madite Damoyſelle par le moyen de la conſtitution dudit dot à elle conſtitué toutesfois & quantesfois que de par mondit Seigneur de Bourbon, les ſiens, ou leurs Procureurs pour eulx ſera requiſe; renoncera une fois ou pluſieurs avant la ſolempnization de ce preſent Mariage, & apres ladite renonciation d'abondant ratifiera pour elle & les ſiens au proffit de mondit Seigneur de Bourbon & des ſiens ſucceſſeurs Ducs de Bourbon ou ayans cauſe à tous droicts de ſucceſſion, preſens, paſſés & advenir, partaige, apenaige, ou portion, action, querelles ou reclamations és bieus de ſes tres-redonbtés Seigneurs & Dame, Pere & Mere, Freres & Sœurs, parens, lignagiers & ſucceſſeurs, directes ou collaterales, preſentes, paſſées & advenir, tant qu'il y aura maſles ou deſcendans de maſles ſoient maſles ou femelles de feu de bonne memoire Monſeigneur le Duc Charles Pere de mondit Seigneur le Duc; reſervé en autre cas à madite Damoyſelle loyale eſcheyte, auſquelles renonciations & ratifications à faire une fois ou pluſieurs, & par intervalles comme dit eſt; mondit Seigneur de Breſſe ſera tenu de aggréer, conſentir & autoriſer madite Damoyſelle entant qu'il eſt, eſt, & ſera beſoin à plus grand effect, fermeté & valeur. Item, & ſera tenu mondit Seigneur de Breſſe à la corroboration, valeur, effect & fermeté de toutes & chaſcunes les choſes deſſus eſcriptes, paſſées, conſenties & accordées par ceſdits Procureurs, ce preſent Contract, & le contenu en iceluy ratifier & aggréer entant que meſtier eſt ou ſeroit, icelluy paſſer, octroyer, conſentir & accorder d'abondant & de nouveau ſans innovation, immutation d'icelles ſoubs ypothecque & obligations de tous ſes biens preſens & advenir quelconques, contraintes & cohercions deſſuſdites, avec les clauſes à ce neceſſaires, convenables & opportunes. Item, & promettent, & jurent leſdites parties, & chaſcune d'icelle endroit ſoy, toutes & chaſcunes les choſes deſſuſdites cy-dedans contenues avoir agreables, tenir, garder & obſerver de point en point, & non contrevenir de droict ou de faict en jugement ou dehors, avec rendre & reſtituer l'une à l'autre tous dommages, intereſts & deſpens qui ſeroient ou auroient eſté ſoubſtenus par deffaut des choſes deſſuſdites non gardées ou non obſervées entierement, avec ſoubmiſſion de toutes Cours du Roy noſtre Sire, de ſadite Court de Parlement, & autres temporelles, tant ordinaires qu'extraordinaires, ſans prejudicier en autres choſes de la Seigneurie de Savoye comme deſſus en cas ſemblable eſt declaré; renonçants à tous droicts eſcripts & non eſcripts, & meſmement à toutes couſtumes, uſages, ſtyles de Pays, Edicts, Statuts, Ordonnances, derogatoires, droicts, actions & autres choſes quelconques, par leſquelles l'en pourroit venir de droict ou de faict en Jugemeot ou deſhors aucunement contredire ou empeſcher les choſes deſſuſdites, ou aucunes d'icelles qu'elles ne ſortiſſent leur plain & entier effect, & meſmement au droict diſant generale renontiation non valoir ſi l'eſpecial ne precede, & avec toutes autres clauſes opportunes & neceſſaires; pour la plus grand valeur & corroboration des choſes deſſuſdites, & chaſcune d'icelles ou dictié & Conſeil de gens Clercs expers, & cognoiſſans en tel cas, ſans toutefois changer ou innover aucune choſe de la ſubſtance & vray effect des choſes deſſuſdites: Les choſes deſſus declerées, & chaſcune d'icelles paſſées & accordées audit Tours, & jugées à tenir par le jugement de ladite Court, mondit Seigneur de Bourbon & Procureur deſſuſdirs à ce preſens & conſentaos, leſquels & chaſcun d'eulx meſmement leſdits Procureurs en l'ame de mondit Seigneur de Breſſe ont promis & juré par la foy & ſerement de leurs corps ſur ce corporellement baillés en nos mains de non jamais fere ne venir encontre en aucune maniere; Et ont eſté ſeellées leſdites preſentes à leurs requeſtes du Seel Royal eſtably en la Ville de Tours, donné le ſixiéme jour de Janvier mil quatre cens ſeptante-un. Preſens nobles & puiſſans Seigneurs Meſſieurs Tannegui du Chaſtel Gouverneur de Roſſillon, & Vicomte de la Belliere, Anthoine de Chaſteau-neuf, Seigneur de Lau, le Marquis de Canilliac, Anthoine Doillac Chevaliers, Jean de Trenchelion Seigneur de Marteau, Anthoine de la Fin Seigneur de Beauveoir, Jean de Foulet Seigneur dudit lieu, Jean de Ferrieres, Bailliſ du Beaujolois, André de Latiere Seigneur dudit lieu, Maiſtre Jean Peletier Preſident de Bourbonnois, Jean de la Goute general des Finances, &c. Signé Lappelin, & Tard.

ANS de J. C 1471.

CDLXVII.

Donation du Comté de Lauraguais & de la Seigneurie de Ville longue à PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé, Seigneur de Breſſe par* LOUIS XI. *Roi de France. Faite à Amboiſe, au mois de Février* 1471. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 437.

ANS de J. C 1471. FRANCE ET SAVOYE.

LOVIS par la grace de Dieu Roy de France. Sçavoir faiſons à tous preſents & avenir. Que pour conſideration de la proximité de lignaige & affinité eſquels nous attient noſtre *tres-chier & tres-amé Frere & Couſin* PHELIPPES DE SAVOYE, *Comte de Baugé & Seigneur de Breſſe*, & des grans, notables & recommendables ſervices qu'il nous a faits par cy-devant & de plus grans qu'il nous a promis & eſperons & confions qu'il nous fera cy-apres tant à l'entour de noſtre Perſonne que au fait de nos guerres & autres nos plus grans & principaulx affaires en pluſieurs manieres; En faveur & pour raiſon deſquelles choſes ayons n'agaires promis à noſtredit Frere & Couſin la Conté de Valentinois & de Dyois, ou luy bailler autres Terres & Seigneuries en recompenſe de la Conté d'Aſt que liberalement luy avions donnée ſe en povions bonnement recouvrer, à icelluy noſtre Frere & Couſin pour les cauſes & conſiderations deſſuſdites & autres à ce nous movans. Avons donné, cedé, quitté, tranſporté & delaiſſé, donnons, cedons, quittons, tranſportons & delaiſſons par ces preſentes de noſtre certaine ſcience, grace eſpeciale, plaine Puiſſance & authorité Royale pour luy, ſes hoirs & Succeſſeurs nos Pays, Jugerie, Terre & Seigneurie de Lauraguez, leurs appartenances & appendances ſituées en noſtre Seneſchauſſée de Thoulouſe, ainſi qu'elles ſe comportent & extendent de toures Pays, tant en Villes, Places, Chaſteaux & Forteresſes, Juſtice & Juriſdiction haute, moyenne & baſſe, mere, & mixte Impere, hommes, hommaiges, Lots, Ventes, quincts, Rerequints, deniers, foires, marchés, fours à ban, foreſts, bois, garennes, rivieres, peſcheries, eſtangs, molins, viviers, colombiers, vignes, prés, paſturaiges, terres labourables & non labourables; cens, rentes, en deniers & en grains, Corvées & toutes autres rentes & revenus, prouffits & emolumens quelconques; enſemble la Jugerie de Villelongue ſituée en ladite Seneſchauſſée de Thoulouſe avec tout le

ANS de J. C. 1471.

le revenu & proffit d'icelle, & des Judicatures des Bayllies, Notaireries, Janleries, les Albergues de ladite Judicature & les gros exploicts de la Court du Seneſchal audit lieu de Villelongue, & generalement tous autres droits appartenans à icelles Jugeries, Terres & Seigneuries ſans aucune choſe y retenir ni reſerver pour nous & les noſtres, fors ſeulement les foy & hommaige, reſſort & Souveraineté pour leſdits Pays, Jugeries, Terres & Seigneuries & leurſdittes appartenances & appendances, le Domaine & revenu deſquelles monte & peut valoir eommunes années la ſomme de ſix mille livres toumois ou environ que l'on dit valoir & monter auſſi communs ans ladite Conté d'Aſt, avoir, tenir, poſſeder, exploicter & en jouyr par noſtredit Frere & Couſin le Conte de Baugyé, ſeſdits hoirs & Succeſſeurs doreſenavant perpetuellement & à touſiours & autrement en faire eomme de leur propre choſe & heritage, en payant les charges & faiſant les devoirs deuz & accouſtumés où & ainſi qu'il appartiendra. Si donnons en mandement à nos amés & feaulx Conſeillers les Gens de noſtre Court de Parlement eſtablye en noſtre Pays de Languedoc, de nos Comptes, & Treſoriers à Paris, au Seneſchal de Thoulouſe, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers ou à leurs Lieutenants preſens & avenir & à chacun d'eulx, ſi comme à luy appartiendra; Que noſtredit Frere & Couſin & ſeſdits hoirs & Succeſſeurs ils facent, ſouffrent & laiſſent jouyr & uſer pleinement & plaiſiblement de nos preſens grace, don, ceſſion, quictance & tranſport, en baillant à iceluy noſtre Frere & Couſin ou à ſes Procureurs ou Commis à ce reaument & de fait, la poſſeſſion & ſayſine deſdits Pays, Jugeries, Terres & Seigneuries de Lauraguez & de Villelongue & des Villes, Places, Chaſteaux, Fortereſſes ſituées & eſtans en iceulx & de leurſdites appartenances & appendances. Et par rapportant ceſdites preſentes ſignées de noſtre main ou *Vidimus* d'icelles & recognoiſſance ſur ce ſuffiſant de noſtredit Frere & Couſin tant ſeulement, Nous voulons noſtre Treſorier & Receveur ordinaire de ladite Seneſchauſſée de Tholouſe preſent & à venir & tous autres qu'il appartiendra, en eſtre & demonrer quittes & deſchargés par noſdites Gens des Comptes, auſquels nous mandons ainſi le faire ſans difficulté, oonobſtant que leſdits Pays, Jugeries, Terres & Seigneuries de Lauraguez & de Villelongue ſoient de noſtre ancien Dommaine, que oo vueille dire que d'icelluy ne povons ne devons donner ou aliener aucune choſe, & quelques Ordonnances faites par nos Predeceſſeurs Roys de France & nous ſur le fait & alienation d'icelluy noſtre Dommaine & autres Ordonnances, Mandements ou Deffences à ce eontraires. Et affin que ce ſoit choſe ferme & eſtable à touſiours, Nous avons fait mettre noſtre Seel à ceſdites preſentes, ſauf en autres choſes noſtre droit & l'autruy en toutes. Donné à Amboyſe ou mois de Fevrier l'an de grace mille quatre cents ſoixante-unze, & de noſtre Regne le unzieſme. Signé Loys. Par le Roy le Viconte de la Bellie Gouverneur de Rouſſillon, les Sires de la Foreſt, du Lude, de Monglat, Maiſtre Jean Herbert & autres preſens. Sigoé Fameng.

ÇDLXVIII.

ANS de J.C. 1471. FRANCE ET BOURGOGNE.

Pouvoir donné par CHARLES, *Duc de Bourgogne, à Claude de Dinteville, pour avec les Commiſſaires de* LOUIS XI. *Roi de France aviſer à l'exécution de la Trêve ci-devant faite entre eux, à Abbeville le* 28. *Juin* 1471. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 113.

CHARLES, par la grace de Dieu Due de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Friſe, de Salios, & de Malines: A tnus ceux qui ces preſentes Letres verront, Salut. Comme eo traitant, & accordant la Tréve, ſeu r état, & abſtinence de guerre nouvellement priſe entre Monſieur le Roi & nous, commençant le di xieme jour de ce preſent mois, & finiſſant le premier jour de Mai, que l'on dira mille quatre-cens ſoixante-douze prochain venant, icelui jour inclus, la preſente Tréve encore durant demeurani en ſa force & vertu, ait été entr'autres choſes, & ſous les obligations & aſtrictions de ladite Tréve, traité, conſenti & accordé, que Monditſieur le Roi remettra dés maintenant en nos mains toutes les Villes, Placcs, & Terres, qui par lui, ou ſes gens ont été priſes, & occupées en nos Duché, Comté, & Païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & de Liege, en l'état qu'elles étoient au tems d'icelle Treve nouvellement priſe; & à cette fin envoiera incontinent Monditſieur le Roi ſur les lieux gens & commis de par lui, aians ſes letres patentes de pleine puiſſance & commiſſioo, pour faire bailler & delivrer à nous, ou à nos gens, commis & Députez, leſdites Villes & Places étans és mains de lui, ou de ſeſdits gens, en ooſdits Duché, Païs & Comté de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & Liege. Et pour ce que nous maintenons aucunes deſd. Villes, Places & Terres, avoir été priſes & occupées par leſdits gens de Monſieur le Roi depuis & pendant ladite Treve, qui finira ledit quatrieme jour de Juillet prochain, & que par ce elles nous doivent être reſtituées ſans charge de les rendre, ni remettre en la main de Monditſieur le Roi; ait été auſſi apoinié qoe de la part de Monditſieur le Roi ſera ordonné un commis, & de nôtre part un autre; leſquels deux commis s'ioformeront par lettres, témoins, & autrement dûement du tems & des jours que leſdites Villes, Places, & Terres ont été priſes, renduës, & occupées, & auſſi ſans prejudice d'icelle Treve, du tems que ladite Treve derniere encore durant a été publiée, ou ſeuë és marches d'icelles Villes & Places; laquelle informaoon, & tout ce que par leſd. deux commis aura été fait & trouvé, ſera raporté à la prochaine journée & convention, qui ſe tiendra des gens commis de Monditſieur le Roi, & des nôtres, Lundi aprés la mi-Aoûſt prochainement venant, & des Villes & Places, qui par lad. information, ſeront trouvées avoir été priſes & renduës durant ladite Treve, nous ne ſerons tenus de faire aucune reſtituoon en fin de cette nouvelle Treve, & pour ſavoir en particulier leſquelles d'icelles Villes & Places ont été priſes durant lad. Treve, ladite information & les lettres d'icelle Treve ſeront vûës par les commis & Deputez à ladite aſſemblée d'une part & d'autre, & de ce qu'ils trouveront par ladite information, ſera faite declaration à ladite aſſemblée, & acte ſigné de Secretaires de Monditſieur le Roi & de nous, toutes les Villes & Places qui par les gens de Monditſieur le Roi ont été priſes ſur nous, ou nos gens devant lad. Treve nouvellement priſe, & qui oous ſeront reſtituées

ANS de J. C. 1471.

ſtituées de la part de Monditſieur le Roi, ou qui par nos gens, ou autres à nôtre profit, auroient été priſes ſur les gens d'icelui Monſieur le Roi durant icelle Treve, nous ſerons tenus les tendre & reſtituer à Monditſieur le Roi, ou à ſes gens, commis & Deputez à la fin de lad. Treve preſentement accordée, qui finira ledit premier jour de Mai prochain; Savoir faiſons, que nous confiant à plein és ſens, prudence, loiauté, & bonne diligence de nôtre amé & feal Chevalier Conſeiller & Chambellan Meſſire Claude de Dinteville, Seigneur des Chenetz, icelui avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons par ces preſentes, pour de par nous & en nôtre nom aller & ſoi tranſporter en noſdits Païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, & Auxerrois, & en iceux prendre & recevoir de par nous, & en nôtre nom deſdits gens & commis, & de Monditſieur le Roi la delivrance, & reſtitution deſdites Villes & Places, par lui, ou ſeſdits gens, priſes & occupées en iceux nos Païs, Duchez & Comtez, & eſdites Villes & Places mettre & ordooner les Capitaines, qui depuis la priſe & reddition d'icelles en ont obtenu Lettres & Commiſſions de nous, & en celles eſquelles depuis ladite Treve accordée n'auront encores ordonné aucuns Capitaines, rels gens qu'il verra & connoîtra à ce propices & idoines, pour la garde & ſeureté d'icelles, en prenant & recevant d'eux le ferment, à ce pertinent, & ce par maniere de proviſion, & juſqu'à ce que nous y aions autrement pourvû & ordonné, & avec ce pourvoir & faire pourvoir à ladite garde d'icelles Villes & Places, ſelon qu'il trouvera être expedient & neceſſaire, & audit Seigneur des Chenetz avons donné & donnons pouvoir & autorité, de requerir & ſommer ledit Commis pour l'accompliſſement des choſes deſſuſdites, leurs circonſtances & dépendances, & auſſi incontinent que la derniere deſdites Villes & Places lui ſera au nom de nous rendue & reſtituée, par la forme & maniere contenuë eſdits articles, & lettres de Monditſieur le Roi, rendre & delivrer auſdits gens & commis de Monditſieur le Roi, le ſcellé qu'il nous a fait bailler & deliver touchant ladite delivrance, en retenant devers lui le procés verbal d'iceux gens & commis d'icelui Monſieur le Roi, le double de leur commiſſion, & le vidimus dudit ſcellé, pour faire aparoir qu'icelles Villes & Places nous auront été renduës & delivrées du vouloir, & conſentement d'icelui Monſieur le Roi. Et en outre avons auſſi commis, ordonné, & deputé, commettons, ordonnons, & deputons par ceſdites preſentes, le deſſuſdit Seigneur des Chenetz en lui donnant pouvoir & aurorité de par nous, pour avec le Commis tel que ladite derniere Treve encore durant a été publiée ou ſeuë és marches d'icelles Villes & Places, & au ſurplus en cette matiere faire proceder, & beſogner de par nous & en nôtre nom avec ledit Commis d'icelui Monſieur le Roi, tout ainſi, & par la forme & maniere que deſſus eſt declaré. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné en nôtre Ville d'Abbeville le 28. jour de Juin, l'an de grace 1471. Sur le repli étoit écrit: Par Monſeigneur le Duc. Signé, N. Gros. Et apendoit un grand ſceau de cire rouge pendant en double bande de parchemin.

CDLXIX.

ANS de J. C. 1471. SAVOYE ET MILAN.

Traité d'Alliance & de Confédération entre AME' IX. *Duc de Savoye, &* GALEAS-MARIE, *Duc de Milan. Fait à Mirebel, le* 13. *Juillet*, 1471. S. Guichenon Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 409.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate Ejuſdem M. CCCC. LXXI. Indictione quarta, die verò Sabbati tertio decimo menſis Julii, ſecundum curſum Inclytæ Civitatis Mediolani. Cupientes Illuſtriſſimus D. GALEAZ-MARIA Sforcia Vicecomes, Dux Mediolani & Papiæ, Angleriæque Comes, ac Genuæ & Cremonæ D. pro ſe, Illuſtriſſima quoque Domina Duciſſa Mediolani, præcordialiſſima Conſorte ſua, & Illuſtr. D. Joanne Galeas-Maria ipſorum Jugalium Primogenito, & futuro (Deo permittente) in Ducatu & D. ſucceſſore; Et *Illuſtriſſimi Excellentiſſimique D. Amedeus & Yolant Dux & Duciſſa Sabaud. pro ſe ipſis, & Illuſtriſſimo ipſorum Jugalium Primogenito Principe Pedemontium*, nec non Illuſtriſſimo & Rever. D. Joanne Ludovico de Sabaudia Epiſcopo Gebennenſi præfati Domini Ducis Sabaudiæ Fratre. Quemadmodum affinitate, jure Sanguinis & benevolentia junguntur, ita & novo fœdere, Liga & intelligentia, pace & unione conjungi & obligari, ut omnes intelligant eorum benevolentiam eò firmiorem & ſolidiorem futuram, cùm arctiori vinculo & nexu uniuntur, ad novum fœdus, Ligam, pacem, unionem, & intelligentiam ut infrà devenerunt & deveniunt, eamque ligam, unionem, pacem & intelligentiam faciunt, firmant & contrahunt pro ſe ac Filiis, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, ac pro ipſarum partium & cujuſlibet earum colligatis & confœderatis, adhærentibus & recommendatis infra ſcriptis congruè referendo, ubi convenit, hæc omnia ſupra ſcripta & infra ſcripta fecit & facit præfatus Dominus Dux Mediolani eum voluntate, interventu, & in præſentia Magnifici Domini Caroli Regii Oratoris Majeſtatis ſuæ conſenſum præfato Domino Duci Mediolani, præſtantis ad ea ipſa omnia & ſingula ac ipſis omnibus & ſingulis conſentientis, prout ipſe Dominus Carolus in præſentia ſubſcriptarum & infra ſcriptarum partium contrahentium, & noſtrûm Notariorum infraſcriptorum, ſtipulantium & recipientium nomine & vice omnium quorum intereſt, intererit vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, dixit & proteſtatus eſt, dicit & proteſtatur.

Primò namque præfatus Illuſtriſſ. D. Galeas-Maria Sforcia Dux Mediolani &c. pro ſe & ſuis prædictis parte una, ac Reverendus in Chriſto Pater D. Urbanus Bonivardi Epiſcopus Vercellenſis præfatæ D. Duciſſæ Compater, nec non præfatus Magnificus D. Carolus des Aſtards Seren. & Chriſtianiſſ. Principis & D. Regis Francorum Orator, Spectabiliſque Matheus Conſallonerius Capitaneus ſanctæ Agathæ, omnes Oratores, Procuratores, Nuncii & Mandatarii ſpeciales præfatæ Illuſtriſſimæ Dominæ Duciſſæ Sabaudiæ ſuo proprio nomine & conjunctorio nomine Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ præfati Conſortis ſui & tanquam Tutrice, & Gubernatrice & Adminiſtratrice, de conſenſu, voluntate & deliberatione trium Statuum, ut conſtat Literis parentibus ejuſdem Dominæ Duciſſæ Sabaudiæ, datis Gratianopoli die quinto menſis Julii, anno M. CCCC. LXXI. Signatis Yolant, Richardon & prælibatæ Dominæ Duciſſæ Sigillo figillatis parte altera, ſibi viciſſim, & invicem nominibus quibus ſuprà; Videlicet una pars alteri, & altera alteri promiſerunt & promittum de cætero durante præſenti Liga, pace, unione & intelligentia, in

ANS de J. C. 1471. in concordia & pace benevolè vivere; & quòd unus alium non offendet, aut earum partium aut alicujus earum Recommendatos vel Subditos lædere in te, nec in perſona per rectum, vel indirectum, aut alio quovis quæſito colore; Remitteotes ſibi invicem nominibus quibus ſuprà, omnes injurias, inimicitias & damna hinc inde illata, ut promittentes promiſerunt & promittunt dictæ partes, & quælibet earum quibus ſuprà nominibus, deioceps habere amicos pro amicis & inimicos pro inimicis ipſarum partium contrahentium & cujuſlibet earum congruè & debitè referendo. Quam quidem intelligentiam, ligam, pacem & unionem durare voluerunt & volunt partes ipſæ per annos duodecim proximè futuros hodie incohandos, & ultrà ad beneplacitum ambarum partium contrahentium; Quodquidem Beneplacitum durare ſemper intelligatur, niſi per aliam partium de illius revocatione in ſcriptis facta fuerit notitia per tres Menſes alteri parti.

Item quòd præmiſſa & infra ſcripta omnia intelligantur & intelligi volunt partes ipſæ cum reſervationibus infraſcriptis; Videlicet Primò namque præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani reſervavit & reſervat Sereniſſimum & Chriſtianiſſim. Dominum Regem Francorum, & quaſcumque ligas, & intelligentias quas habet cum Majeſtate Sua ad Statuum defenſionem. Item reſervavit omnes ligas & intelligentias quas habet cum Sereniſſimo Domino Rege Ferdinando, & Excelſa Republica Florentinorum, ac cum Illuſtriſſimo D. Borcio Duce Ferrariæ & Mutinæ, Magnificis Dominis de Liga Confœderatorum Alamaniæ, & Illuſtri Marchione Mootisferrati; Cæteris omnibus colligatis & confœderatis in hoc inſtrumento non nominatis, excluſis penitùs à beneficio præſentis Ligæ & contentis in ea. Ac etiam reſervavit & reſervat alios omnes & ſingulos ipſius Domini Ducis Mediol. complices, adhærentes & recommendatos, quos nominare promiſit & promittit infra Menſes duos proximè futuros, à die quo præfati Domini Dux & Duciſſa Sabaudiæ præſentem ligam, pacem, intelligentiam & unionem ratificaverint & publicaverint; quam ratificationem & publicationem facere teneantur infra tempus & terminum in ſequenti Capitulo proximo declaratum. Et prædicti Oratores nominibus quibus ſuprà reſervaverunt & reſervant Majeſtatem prælibati Chriſtianiſſimi Regis Francorum, Illuſtriſſimum Principem & Excellentiſſimum Dominum Carolum Ducem Aquitaniæ, cum eorum colligatis, confœderatis & ſubditis, nec non Magnificos Dominos Confœderatos Bernenſes, cum eorum Confœderatis Alamaniæ, cæteris omnibus colligatis, confœderatis non nominatis in præſenti Inſtrumento, excluſis penitùs à beneficio præſentis Ligæ & contentis in ea; ac etiam reſervaverunt omnes præfatorum Dominorum Ducis & Duciſſæ Sabaudiæ adhærentes & recommendatos, quos nominare teneantur infra terminum dictum duorum Menſium, ut præmittitur.

Item præfati Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſuprà ſolemniter convenerunt & promiſerunt, conveniunt & promittunt præfato D. Duci Mediolani præſenti & recipienti pro ſe ac ſuis prædictis, quòd ſi dicti D D. Dux & Duciſſa Sabaudiæ ac Illuſtriſſimus Carolus ipſorum Jugalium Primogenitus Princeps Pedemontium, & quilibet eorum infra terminum dictorum Menſium à die ſtipulstionis præſentis contractus numerandorum, præſentem pacem, ligam, intelligentiam & unionem, & omnia & ſingula in præſenti contractu contenta ad abundantiorem cautelam ſolemniter publicabunt ac confirmabunt; ac ipſam ligam & omnia in ea contenta ratificari facient per tres Status Citramontanos infra dictum terminum duorum Menſium, per publicum Inſtrumentum, & ea ipſa omnia & ſingula in præſenti Ligæ contractu attendent & obſervabunt realiter & cum effectu, ſub pœnis in præſenti Inſtrumento contentis & appoſitis. ANS de J. C. 1471.

Item ſalvis præmiſſis, præfati Oratores & Mandatarii quibus ſuprà nominibus promiſerunt & promittunt præfato D. Duci Mediolani præſenti & ſtipulanti ut ſuprà; quòd dicti D D. Dux & Duciſſa Sabaud. & eorum Primogenitus Princeps Pedemontium, durante præſenti Liga & unione excludent & denegabunt omnes paſſus, portus, receptacula & victualia ac iter cuicumque D. & Potentatui, Galeis triremibus, navibus ac gentibus armigeris, equeſtribus, pedeſtribus volentibus & tentantibus tranſire per Loca & Territoria ipſorum Dominorum Ducis & Duciſſæ, contra prædictum Dominum Ducem Mediolani aut ejus Statum, vel colligatos, confœderatos, complices, adhærentes vel recommendatos ſuos; & quòd toto poſſe ſuo impedient, reſiſtent & obvisbunt, ne aliqui tranſeant contra præfatum Ducem Mediolani aut ejus Statum vel ſuos prædictos, ſine licentia & voluntate ipſius D. Ducis Mediolani; Et ſi fortè ob nimiam potentiam præfati Dux & Duciſſa Sabaudiæ non eſſent ſufficientes ad reſiſtendum & prohibendum hujuſmodi tranſitum; tunc immediatè notificare teneantur & debeant præfato Illuſtriſſ. Duci Mediolani, & eo in tempore quo præfatus Dominus Dux gentes ſuas mittere poſſet ad ipſum tranſitum obviandum, ab eo recipere auxilium ac gentes armorum, illaſque recepture in eorum Dominio, illiſque ſubveniri facere de victualibus & aliis neceſſariis, expenſis tamen honeſtis ipſius Domini Ducis Mediolani. Et viceverſa præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani promiſit & promittit excludere & denegare omnes portus, paſſus, receptacula & victualia, ac iter cuicumque Domino & Potentatui, Galeis triremibus, Navibus ac gentibus armigeris, Equeſtribus & pedeſtribus volentibus & tentantibus tranſire per Loca & Territorium ipſius Illuſtriſſimi Ducis Mediolani, contra præfatos Dominos Duces Sabaudiæ & ſuos ut ſuprà.

Item præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani promiſit & promittit præfatis Oratoribus & Mandatariis nominibus quibus ſuprà recipientibus & ſtipulantibus; quòd defendet præfatos Dominos Ducem & Duciſſam Sabaudiæ ac eorum Statum cum Equitibus duobus millibus & Peditibus quatuor millibus, ſemper & quandocumque opus fuerit, contra quoſcumque venientes aut violentiam inferentes eiſdem aut Statui ſuo; & hoc, toto tempore præſentis ligæ, videlicet dictorum duodecim annorum, & quotiens requiretur, & expenſis ipſius Domini Ducis Mediolani.

Item convenerunt Partes prædictæ proprio & quibus ſupra nominibus, quòd ſubditi utriuſque partis, excluſis tamen Rebellibus, poſſint liberè & pacificè ac ſecurè & abſque ullo impedimento mercari, ſtare, pratiquare in Terris, Locis & Territorio utriuſque partis cum mercantiis boniſque ſuis & rebus, & tracteotur & tractari debeant bene, & tanquam ſubjecti proprii, ac juxta & ſecundum quod continetur in Capitulis pacis factæ Mediolani M. CCCC. LXVII. XIV. Novembris inter præfatos Dominos Duces Mediolani, & Sabaudiæ, ſeu eorum Prædeceſſores vel Agentes pro eis, ad quam congrua habeatur relatio.

Item præfati Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſuprà promiſerunt & promittunt, quòd præfati Illuſtriſſimi Domini Dux & Duciſſa, ac Princeps Pedemontium quibuſcumque gentibus Equeſtribus & Peditibus Chriſtianiſſimi Domini Regis Francorum, venientibus in auxilium, ſubſidium, favorem & juvamen ac beneficium præfati Domini Ducis Mediolani & ſuorum ut ſuperiùs, ſtatim dabunt paſſum, tranſitum & receptum liberum & expeditum veniendo & redeundo per Terras, Loca & Territoria præfatorum Dominorum de Sabaudia, ac Feudatariorum ſuorum.

ANS de J. C. 1471.

ſuorum, ſimiliter quibuſcumque gentibus Equeſtribus & Pedinibus ut ſuprà præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Mediolani, euntibus ad ſervicia & beneficium præfati Chriſtianiſſimi Domini Regis Francorum, quotieſcumque & quandocumque opus fuerit, & requiſitum extiterit præfatis Dominis Duci & Duciſſæ. Et item dabunt victualia oportuna prædictis gentibus eundo & redeundo, ut ſuprà. Actum in Loco Mirabelli Parci Papiæ &c.

CDLXX.

ANS de J. C. 1471. SAVOYE GENEVI. BRESSE ET ROMONT.

Traité de Paix fait entre YOLAND DE FRANCE, *Ducheſſe, Régente de Savoye, à cauſe des infirmitez de ſon Epoux, l'Evêque de* GENE'VE *& les Comtes de* BRESSE *& de* ROMONT, *fait à Montmellian; le* 8. *d'Août*, 1471. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 412.

POur pacifier les queſtions & differences qui ſont de preſent en ce Pays de Savoye, ont eſté par les Ambaxadeurs de Berne & de Fribourg faites certaines promeſſes, & appointements en la maniere qui s'enſuit. Premierement que les Ville & Chaſteau de Chamberry ſeront dés maintenant miſes, & baillées és mains deſdits Ambaxadeurs qui les tiendront ou nom de Monſieur le Duc de Savoye, & de Madame, juſques à ce que Monſieur le Gouverneur de Roſſillon ſera venu par deça, & qu'il ſera dit, tant par luy que par les Ambaxadeurs à qui leſdites Ville, & Chaſteau ſeront baillées. Item que les Villes & Places de Vaud que tient de nouveau Monſieur de ROMONT, deſquelles eſt contention, ſeront remiſes & baillées dés maintenant és mains de meſdits Sieur & Dame, & des Officiers qui les tenoient au nom d'eux pour les regir & gouverner, comme paravant, ſans prejudice du droit dudit Sieur de Romont pour lequel s'il veut quereler meſdits Sieur & Dame ſeront tenus de luy faire bonne & brieve raiſon. Item a eſté dit par leſdits Ambaxadeurs que les Ville, & Chaſteau de Montmellian ſeront miſes, & baillées és mains de Monſieur le Mareſchal de Savoye, Meſſire Claude de Seyſſel, & de Monſieur Nicolas de Diesbach Chevalier & Ambaxadeur de Berne, qui pareillement les tiendront, & garderont ou nom de meſdits Sieur & Dame, juſques à ce que ledit Gouverneur de Rouſſillon ſera venu par deça, & qu'il ſera dit, & appointé par luy & par les deſſuſdits Ambaxadeurs à qui leſdits Ville & Chaſteaux ſeront baillées: Et ne ſeront leſdits Mareſchal & Monſieur Nicolas que chacun luy huitieme dedans leſdites Ville & Chaſteau, & toutes & quantes fois madite Dame voudra entrer, ſejourner & demeurer eſdites Villes & Chaſteaux de Chambery & de Montmellian, qu'elle le puiſſe faire, pourveu qne elle ne y amene qoe ſon Eſtat, ainſi que elle a accouſtumé, & que elle promette en parolle de Princeſſe de non y mettre autres gens. Item a eſté dit & appointé que les Villes & Chaſteaox deſſuſdits ainſi baillées & delivrées, comme dit eſt, Monſieur de Romont, & les gens d'armes eſtans de preſent à Chambery ſe departiront, & s'en iront chacuo en leurs maiſons, & le lendemain dudit departement les gens de l'armée de madite Dame ſe departiront pareillement, & s'en iront chacun en leurs maiſons. Item ont dit, & promis leſdits Ambaxadeurs que spres ce que les gens d'armes d'un coſté, & d'autre, ſeront departis comme dit eſt. Il feront venir Monſieur le Duc en ladite Ville de Chambery & le remettront en ſon Eſtat comme paravaot il eſtoit, & adonc pourra madite Dame ſeurement, & ſaulvement aller, & demourer en la compagnie de mondit Sieur ainſi que Dieu & raiſon le veulent. Item a eſté dit, & appointé que les ſerviteurs & familles d'uo coſté & d'autre; c'eſt à dire de madite Dame, & de meſdits Sieurs Philippes, & de Romont, & pareillement ceux de Monſieur l'Eveſqoe de GENEVE, ne ſeront offendus, n'y moleſtés en corps ne en biens, en aucune maniere par nulle deſdites parties. Mais par forme de Juſtice tant ſeulement ſera procedé contre ceux qui auront offendu. Item a eſté dit que au cas que ils ſeroieot aucuns de quelque eſtat, & condition qu'ils ſoient, qui ne voudroient tenir entierement ce preſent appointement, & pareillement ce que ſera dit & appointé par les deſſuſdits Gouverneur & Ambaxadeurs, iceux Ambaxadeurs promettent ou nom des Villes & Communités de Berne & Fribourg pour leſquelles ils ſe font forts, comme ayans de eux plaine puiſſance ainſi qu'ils dient & afferment, qu'ils ſerviront madite Dame envers tous & contre tous ceux qui voudroient faire au contraire, & prennent en leur charge de faire entretenir & garder leſdits appointemens ſelon leur forme & teneur, & faire auſſi & enſuivre en tout & par tout ce qui a eſté par leſdites Villes juré, & promis és lettres, confederations & alliances par eux jurées, & promiſes à la Maiſon de Savoye, & pareillement madite Dame promet de entretenir & faire entretenir leſdits appointemens de ſoo couſté, & s'il y a aucuns des Sujets de mondit Sieur, & de elle qui ſoient ſocunement refuſans ou contrediſans, madite Dame s'efforcera à ſon pouvoir de les y compellir & contraindre, & au cas que elle ne ſera puiſſante de le faire, requiert par ces preſentes les deſſuſdits Ambaxadeors ou nom de leurs Maiſtres qu'ils luy aydent, & la facent forte, leſquels ou cas deſſuſdits ſe offrent, & permetteot ainſi le faire, & eſtre generalement pour la partie obtemperante, & à l'encontre de la contredyante. Faict, paſſé & ſigné des mains de ladite Dame, deſdits Sieurs Philippes & de Romont, & deſdits Ambaxadeurs & ſellé de leurs ſeaux le VIII. jour d'Aouſt M. CCCC. LXXI. au Chaſteau de la Perrouſe en la grand Salle d'iceluy Meſſieurs les Comtes de Comminges & de Villars; les Seneſchaux de Poitoo; de Guyenne; de Beaucaire & d'Armagnac; le Mareſchal de Dauſiné, & Meſſire Charles des Aſtars Chevalier, & Maiſtre Jean de Vento Conſeiller du Roy. Signé Bovis & de l'Eſtelley.

ANS de J. C. 1471.

CDLXXI.

Lettres de JEAN *Roi d'Aragon & de Sicile, par leſquelles il déclare de conſentir & vouloir bien être compris avec ſon fils Ferdinand Roi de Sicile, dans la Trêve faite par* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne, leur Allié, avec Louis XI. Roi de France, à Saragoſſe le* 10. *Août* 1471. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 115.

FRANCE ARAGON ET BOURGOGNE.

IN Dei nomine. Pateat univerſis quod nos JOANNES, Dei gratia Rex Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valentiæ, Majoricarum, Sardiniæ & Corſicæ, Comes Barchinonæ, Dux Athenarum & Neopatriæ, & Comes Roſſillonis & Ceritaniæ, intelexerimus nuper Illuſtriſſimum & potentiſſimum CAROLUM Ducem Burgondiæ, &c. conſanguineum & confœderatum noſtrum tanquam fratrem cariſſimum, poſt ingentiſſimos bellorum turbines, voluiſſe tandem paoliſper à præliis deſiſtere, & animum ad quietis ſtudia convertiſſe, ſtatuiſſeque inducias cum Chriſtianiſſimo Rege Francorum duraturas ad menſem Majum anni ſequentis, & pro ſua in nos amicitia ac veteri neceſſitudine inter Sereniſſimas domos ooſtras, locum nobis relinqui, ſtque in earum celebratione nominari curaviſſe, ſi illas ingredi vellemus,

ANS de J. C. 1471. Nos, & Illuſtriſſimus Ferdinandus Rex Siciliæ, Princeps Caſtellæ & Aragonum, noſter cariſſimus primogenitus, dommodo intra menſem Septembrem hujus anni eas inducias & induciarum conditiones ratas habere, & illis velle comprehendi ſignificaremus. Cùm verò nobis eadem ſit mens mutuaque benevolentia erga præfatum Illuſtriſſimum Burgundiæ Ducem, nec minùs ſtudiis & voluntate, quàm ſanguinis, fœderis, & ordinis vinculis eidem conjungamur, ſtatuimus ipſis induciis intereſſe, & earum conditiones, pace ſequeſtra quantum in nobis erit illæſas inviolatasque ſervare. Declaramus igitur & teſtamur tenore præſentium, nos inducias & bellorum ſuperſeſſiones, de quibus ante diximus, ab Illuſtriſſimo Duce Burgundiæ conſanguineo & confœderato noſtro tanquam fratre cariſſimo initas cum eodem Chriſtianiſſimo Ludovico Rege Franciæ in menſem majum duraturas, cum illis conditionibus & pactionibus, de quibus inter ipſos cautum eſt, laudare, approbare, aſſerere, & ratas habere, veluti harum teſtimonio laudamus, approbamus, aſſerimus, & ratificamus, tam pro nobis, quam pro Illuſtriſſimo & cariſſimo primogenito noſtro Rege Siciliæ, Caſtellæ, Aragonumque Principe, atque ita verbo & fide regia promittimus & pollicemur, & juramus in poteſtate dilecti Secretarii noſtri Antonii Geraldini Notarii publici ſubſcripti, hæc à nobis pro omnibus quorum intereſt ſtipulantis & recipientis, nos contra eas, earumque cautiones nec recto nec indirecto tramite facturos, aut venturos, neque ullo modo permiſſuros, quod quiſquam aliqua ratione, causâ, vel occaſione aut colore ullo, qui dici ſeu excogitari poſſit conquiſito, contra faciat, veniatve, aut pacto aliquo adveſſetur, ſub obligatione omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum, dummodo illa omnia per Regem Francorum ſicut per nos inviolata ſerventur. Mandantes harum ſerie ex ſententia & præmeditata univerſis & ſingulis magiſtratibus, officialibus, & ſubditis noſtris cujuſcunque ordinis, & quavis Juriſdictione, poteſtate, & præeminentia fungentibus, ubique ditionis noſtræ conſtitutis & conſtituendis, dictorumque officialium locatenentibus præſentibus & futuris, ſub iræ noſtræ & indignationis periculo, & ſub debito fidelitatis, quo nobis aſtringuntur, quòd noſtram hujuſmodi induciarum laudationem, approbationem, aſſertionem & ratificationem, teneant penitus & obſervent, tenerique & obſervari per quoſcunque omnino curent & perficiant, & caveant ulla ratione ſecus agi. In quorum teſtimonium præſentes fieri juſſimus noſtro communi regioque ſigillo pendenti munitas, & idiographo noſtro ſignatas. Datæ Cæſaraugustæ 11. Auguſti, anno à Nativitate milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo primo, regnique noſtri Navarræ anno quadrageſimo ſexto, aliorum verò regnorum quartodecimo. Signum Joannis, Dei gratia Regis Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valentiæ, Majoricarum, Sardiniæ & Corſicæ, Comitis Barchinonæ, Ducis Athenarum & Neopatriæ, ac etiam Comitis Roſſilionis & Ceritaniæ, qui hæc omnia laudamus, approbamus, aſſerimus, & rata habemus. Teſtes ſunt qui prædictis interfuerunt, venerabilis in Chriſto Pater F. Epiſcopus Majoricenſis, & Guilielmus de Peralta Regens Theſaurariæ, Conſiliarii ejuſdem Sereniſſimi Domini Regis. Signum Antonii Geraldini Amerini, Secretarii Sereniſſimi Domini Regis, ejuſdem auctoritate per omnem ejus ditionem Notarii publici, qui præmiſſis omnibus, una cum prænominatis teſtibus interfui, eaque de ejuſdem Domini Regis mandato ſcripſi, & in publicum inſtrumentum redegi.

CDLXXII. ANS de J.C.

Traité de Paix entre YOLAND DE FRANCE *Ducheſſe Regente de Savoye, l'Evêque de* GENEVE, *& les Comtes de* BRESSE *& de* ROMONT *ſes Beau Freres. Fait à Chamberi, le 5. Septembre* 1471. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 414. 1471. Savoye, Geneve, Bresse & Romont.

POur ce que pour pacifier, & mettre à bon accord & appointement les diviſions & differences qui nouvellement ſont advenuës en ce Pays de Savoye; meſmement entre Madame la Ducheſſe, & Monſeigneur l'Eveſque de GENEVE d'une part, & Meſſieurs les Comtes de BRESSE & de ROMONT d'autre. Les Bienveillants amys, & alliés, ſubjects & ſerviteurs de chacune partie, furent par Nobles hommes Pierre de Wabren Advoyer, Nicolas de Dycsbach ancien Advoyer de Berne Rn. de Wupens Chevalier & Advoyer & Jean de Praromant ancien Advoyer de Fribourg Ambaxadeurs deſdites Communités au lieu de Montmeillan faits certains appointemens du vouloir & conſentement de madite Dame le huictiéme jour d'Aouſt prochainement paſſé mil quatre cents ſeptente-un, par leſquelles eſtoit remis ce qui eſtoit à conclurre & appointer, deſdites differences, à la venuë de Monſeigneur Meſſire Tanneguy du Chaſtel Conſeiller & Chambellan du Roy noſtre Sire, Vicomte de la Belliere & Gouverneur de Rouſſillon, & à ce que luy & les Ambaxadeurs deſſuſdits en diroient & appointeroient apres ce que Monſeigneur de Comminges Mareſchal de France & Gouverneur du Daufiné, mondit Sieur le Gouverneur de Rouſſillon, Monſieur Dulude Baillif de Contantin, & François Royer Baillif de Lyon, Conſeillers & Chambellans du Roy, Ambaxadeurs envoyés de par luy; ſe ſont appliqués en cette Ville de Chambery pour les pacifications deſſuſdires, eux, & les Ambaxadeurs deſſuſdits, voulans proceder à ce dont ils avoient la charge, deſirans de tout leur cœur, mettre bonne paix, amour & union entre les parsies deſſuſdites. Apres ce que tant pour la partie de madite Dame, que par leſdits Ambaxadeurs, ont eſté faites certaines ouvertures & advertiſſements, meſdits Sieurs les Ambaxadeurs & anciens des Gens du Conſeil de Madite Dame, & ceux de mondit Sieur de Breſſe enſemule du commun conſentement deſdites parties ont procedé à faire certaines concluſions & appointements, tant ſur leſdites differences, auſſi ſus la Creation nouvelle du Conſeil, & des Conſeillers, & l'ordre de la Juſtice, que ſus la Lieutenance & Gouvernement dudit Pays & de la Seigneurie, deſquels meſdits Sieurs les Ambaxadeurs avoient fait mention en certains aviſements par eux baillés en la maniere que s'enſuit. Et premierement ont dit & appointé meſdits Sieurs les Ambaxadeurs, que bonne paix, amour & union fraternelle ſeroit doreſnavant entre leſdites parties, en remettant toutes melancolies, rancunes, & deſplaiſances qui leur peuvent eſtre ſurvenues à cauſe des diviſions deſſuſdites. Item que toutes guerres, aſſemblées de Gens d'Armes & voyes de faict en forme d'hoſtilité, ou autrement ſeront deffenduës d'un coſté & d'autre, leurs adherents, familiers & ſerviteurs. Item & que par ce moyen Meſſieurs & Dame ſeront remis enſemble ainſi qu'il a eſté dit & appointé par les Articles faits à Montmelian. Item que en procedant en ce dequoy eſtoit faite mention audit appointement de Montmelian, les Villes, Chaſteaux & Places de Chambery, & de Montmelian, ſeront dés maintenant remiſes & baillées és mains de meſdits Sieur & Dame, & ſera mis

ANS de J. C. 1471. mis de par eux pour Capitaine audit Montmelian, Meſſire François, Seigneur & Comte de Grueres, Mareſchal de Savoye & les places prinſes en Vaud ſeront pareillement rendues & remiſes és mains de meſdits Sieur & Dame, ou de leurs Officiers ainſi qu'il a eſté appoioté par leſdirs articles de Montmelian. Item a eſté dit & appointé que pour donner ordre ou fait du Conſeil eſtroit des Officiers & de la Juſtice, meſdits Sieurs les Ambaxadeurs nommeront & éliront de preſent huit notables gens Chevaliers ou Eſcuyers de bonne & approuvée renommée, compris les deux Mareſchaux, pour eſtre & reſider avec meſdits Seigneur & Dame outre & par deſſus les autres Conſeillers ordinaires comme le Chancellier, le Maiſtre des Requeſtes, & autres, par leſquels les affaires de la Seigneurie de la Maiſon ſeront conſeillés & conduits, & ſans leſquels, ou au moins la preſence & conſentement des trois Eſleus deſſuſdits & de cinq des autres ordinaires rien ne ſe conclurra ne paſſera. En deffendant à tous Secretaires ſus peine de faux, qu'ils n'eſcrivent ou facent actes, proviſions ou Ordonnances ou dit Conſeil és marieres deſſuſdits ſi ledit nombre n'y eſt complet; & afin que deüement il en puiſſe apparoir, mettront aux Ordonnances & proviſions deſſuſdites les noms des preſents, & aſſiſtans oudit Conſeil, auquel toutesfois pourront entrer, aſſiſter & eſtre tous Meſſieurs les Freres toutefois que bon leur ſemblera, comme eſt bien raiſon. Item quand il y aura aucunes matieres de grant poids qui toucheront en general les affaires du Pays, du Domaine & de la Seigneurie, apres ce que elles ſeront deliberées par le Conſeil deſſuſdit, ſeront deputés aucuns qui en feront le rapport à madite Dame, afin que elle entende les matieres; & ſe apres ledit rapport, elle fait aucun doubte ou remonſtrance ſe rapportera derechef oudit Conſeil pour y deliberer & aviſer. Item & toutes les fois que aucuns de meſdits Seigneurs les Freres, ſoit Mooſieur de Breſſe ou autres, quelque autorité qu'ils ayent, auront aucunes matieres, à mettre en deliberation pour les decider & determiner ondit Conſeil, ſoit pour eux ou pour leurs ſerviteurs, ſe abſentiront & departiront dudit Conſeil, juſques à ce que la matiere qui les concerne ſera vuidée. Item a eſté dit & appointé que outre les Officiers deſſuſdits ſeront nommés par leſdits Conſeillers, & Conſeil, autres notables perſonnages juſques au nombre qui ſera advité, qui auront la totale connoiſſance du fair des Finances, tant pour en l'Eſtat chacune année ſous l'authoriré que deſſus, comme pour donner & faire depeſcher tous mandemens, deſcharges, & aſſignations aux Officiers comptables & autres, pour en ouyr les comptes & en receüillir les reſtes, afin de les mettre au Threſor de mondit Sieur le Duc, pour ſoubvenir aux neceſſités & affaires extraordinaires de la Maiſon, dont la diſtribution ſera faire par madite Dame & ledit Conſeil, & non autrement. Item & quand il adviendra aucunes matieres audit Conſeil qui requerront plus grand nombre de Conſeillers que leſdits Eſleus, & nommés, ſoit par ſuſpicions allegués ou autrement, d'un commun conſentement iceux Eleus y pourront appeller tels autres Chevaliers, Eſcuyers ou Clercs qu'ils verront eſtre à faire ſelon l'exigence du cas. Item que on Conſeil deſſuſdit les Conſeillers n'y pourront ou devront laiſſer ou faire entrer aucune perſonne autre que meſdits Seigneurs les Freres; s'il n'eſt que par eux tous, & d'un commun conſentement y ſoient appellés. Item ſeront ordonnés & appointés gages ou penſions raiſonnables aux Officiers & ſerviteurs de ladite Maiſon, & par eſpecial à ceux qui ſeront commis & deputés oudit Conſeil; & pareillement à tous les Officiers de la Juſtice, & des Finances; afin que par ce deffaut ils n'ayent matiere ou occaſion d'eſtre corrompus, prendre argent ou autres dons, & faire aucune exaction illicite autre que de raiſon; & s'il advient que aucuns deſdits Officiers ſoient treuvés faire le contraire par information legitime, ſeront par la Juſtice pugnis corporellement ou civilement par privation d'Offices ou autrement. Item a eſté dit & appointé que de toutes autres querelles ou queſtions qui peuvent dependre deſdites diviſions, ou que autrement pourroient ſourdre ou temps advenir entre les ſujets & ſerviteurs de l'une, ou de l'autre partie, & generalement de toutes les Seigneuries de mondit Seigneur le Duc & de eux, ne ſera aucunement procedé par voye de fait, mais ceux qui auront matiere de quereller ou demander aucune choſe aux autres en pourront faire leurs demandes à la Juſtice de mondit Seigneur le Duc, pour en avoir la raiſon telle qu'il appartient, en deffendant à un chacun de quelque eſtat ou condition qu'il ſoit, faire le contraire pour cauſe qui puiſſe advenir, & ce ſus peine de pugnition corporelle & confiſcarion de biens, ou autre arbitraire. Item quant il y aura aucuns cas qui requerront pugnition corporelle, ou amande pecuniaire, & les criminels, & deffaillants ou autres pour eux pourchaſſeront grace, abolition & remiſſion deſdites peines, ne leur ſera donné aucune grace ou remiſſion, ſinon par la deliberation & advis de tout le Conſeil bien aſſemblé, ou des huit deſſus dechirés. Item a eſté dit & appointé d'un commun conſentement deſdites parties que touchant la pacification finale deſdites diviſioos, & par eſpecial le fait de la Lieutenance ou Gouvernement du Pays, ſus quoy les Ambaxadeurs deſſuſdits n'ont peu bonnement appointer, leſdites parties deſſuſdites traiteront & remettront ladite matiere au Roy, pour en eſtre dit & appointé par luy & les Ambaxadeurs de Berne, & de Fribourg, leſquelles parties promettront tenir de point en point tout ce que par eux ſera dit & appointé; meſdits Seigneurs & Dame, & pareillement mondit Seigneur de Breſſe prealablement ouys, & y envoyera Monſieur de Guyenne de ſes Gens, pour y eſtre preſents, ſi c'eſt ſon plaiſir, & pareillement Meſſieurs les Freres de mondit Seigneur le Duc, enſemble les Ambaxadeurs du Duc de Milan, & du Marquis de Montferrat, ou ceux des deſſuſdits, qui aller ou envoyer y voudront, ſans ce toutes voyes que pour ce qu'il en ſera dit, le Roy puiſſe prendre en autre cas aucune connoiſſance en cecy, ſinon en forme d'arbitrage, & pour cette fois tant ſeulement par maniere de ſouveraineté ou autrement. Item que durant le tems que le Roy & leſdits de Berne & de Fribourg mettront à dire ce que dire voudront, madite Dame ſera & demeurera en toute telle authorité, comme elle eſtoit paravant les premieres diviſions, & pareillement mondit Seigneur de Breſſe & tous Meſſieurs ſes Freres. Item ſe le bon plaiſir du Roy eſt de prendre de ſa part la charge de la matiere deſſuſdite comme dit eſt, madite Dame & mondit Seigneur de Breſſe ſeront tenus d'aller devers luy dedans la feſte de Touſſaints prochainement venant, ou y envoyer gens de par eux, qui auront de eux toute plaine puiſſance pour beſogner en ladite matiere, & au cas que ils ou les aucuns d'iceux n'y ſillent ou envoyent dedans le terme deſſuſdit, ils conſentent dés maintenant que le Roy & les Ambaxadeurs deſſuſdits puiſſent proceder à l'appointement & declaration du fait, tout ainſi comme ſe ils y eſtoient ou y euſſent envoyé. Toutesfois ſe pendant ledit terme, leſdites parties ſe pouvoient appointer; faire le pourroient, par ainſi toutes voyes que leſdits Ambaxadeurs du Roy aſſeureront madite Dame, & auſſi mondit Seigneur de Breſſe par ce preſent appointement, & promettront que le Roy ne leur ſera, n'y pourra faire guerre, & ne prendre aucune allisnce à l'encontre d'eux, ne dudit Pays, ou autrement avec quelque perſonne que ce ſoit, ſans y comprendre premierement mondit Seigneur le Duc & eux, & pareillement leſdits de Berne & de Fribourg. Item a eſté dit & accordé que ſe le temps advenir il ſourdoit aucun doute, queſtion ou debat

ANS de J.C. 1471. pour l'entendement & interpreration des articles deſdits, leſdirs Ambaxadeurs ont à eux reſervé la deciſion & derermination d'iceux; leſquelles choſes deſſuſdites maditè Dame & Monſeigneur de Breſſe les acceptent pour eux, leurs adherens, bien-veillans, amys & allíés, promettans en parolle de Princeſſe & de Prince les entretenir, & garder de point en point, & en ſigne de vray conſentement, madite Dame, auſſi mondit Seigneur de Breſſe ont ces preſentes ſignées de leurs mains, & ſellées de leurs ſeaux, comme ont pareillement ſait Meſſieurs les Ambaxadeurs. Fait, conclud, promis & paſſé au Chaſteau de Chambery en la Chambre de mondit Seigneur le Duc, le Jeudy v. jour de ce preſent moys de Septembre M. CCCC. LXXI. preſens Meſſieurs les Comtes de Geneve, de Villars & de la Chambre, Meſſieurs les Abbés d'Abondance, & du Lac de Joux, Meſſieurs les Mareſchaux de Savoye, de Grueres & de Seyſſel, Anthoine Seigneur du Lau, Jean de Coligny Seigneur d'Andeloſt, Meſſire Humbert de Montluel Seigneur de Chautagne, Bernard Seigneur de Menthon, Jean de la Baume Seigneur de Bon-Repos, Sibuet Oriol Preſident de Savoye, Meſſire Bertrand de Dorée Preſident de Genevois, Meſſire Jean de Ventes Conſeiller du Roy, Meſſire Nicod de Menton Seigneur de Montrotier, Jean du Saix Seigneur de la Baſtie, Claude Seigneur de Meſſimieu, Antoine d'Avanchey Gouverneur de Vaud, les Seigneurs de Vaſſallieu & de Corſant, Louys de Genoſt Seigneur de Chilés, Pierre Bouvart Seigneur de la Barre, Antoine Bolomier, Antoine Morel, Pierre Bolomier Maiſtre des Requeſtes.

CDLXXIII.

ANS de J.C. 1471. FRANCE ET BOURGOGNE. *Traité entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* CHARLES *Duc de Bourgogne, par lequel ils confirment les Traitez d'Arras, de Conflans, & de Peronne, &c. Fait au Château de Crotoy, le 3. Octobre* 1471. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 116.

CHARLES, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du S. Empire, Seigneur de Friſe, de Salins, & de Malines: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour du tout pacifier les guerres, queſtions, & differences, étans entre Monſieur le Roi & nous, aient été faites certaines ouvertures pour parvenir au bien ineſtimable de Paix finale, auſquelles ouvertures pour l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, éviter l'effuſion de ſang humain, & les maux, inconveniens, & dommages irreparables, qui pouroient avenir à cauſe de la guerre, à nous & à toute la choſe publique de nos Pais & Seigneuries, auſſi pour conſideration de la proximité de lignage, en quoi nous attenons mondit Sieur le Roi, & la ſinguliere amour que nous avons euë & deſirons avoir à lui, & à la Couronne de France, nous ſoions liberalement condeſcendus. Savoir faiſons, que nous pour les cauſes deſſuſdites, mémement pour le grand deſir que nous avons d'entretenir noſdits Païs, Seigneuries, & ſujets, en bonne Paix & tranquillité, & que mondit Sieur le Roi & nous, puiſſions dorenavant vivre en bonne amour, union, & concorde, & pour autres grandes & raiſonnables cauſes & conſiderations à ce nous mouvans, avons de noſtre certaine ſcience & propre mouvement, & ſur ce bien conſeillez & avertis, fait, paſſé, traité, fermé, accordé & conclu, faiſons, paſſons, traitons, fermons, accordons, & concluons Paix finale avec mondit Sieur le Roi, en la forme & maniere qui s'enſuit. ANS de J.C.

Premierement, bonne, ſeure, loiale, ferme, finale & durable Paix à toûjours eſt faite, paſſée, fermée, accordée & concluë entre mondit Seigneur le Roi & nous, pour mondit Seigneur le Roi, ſes Roiaumes, Païs, Seigneuries & ſujets d'une part; & pour nous, nos Païs, Terres, Seigneuries & ſujets, d'autre part. Et ceſſeront dorenavant & à toujours, entre mondit Seigneur le Roi & nous, ſeſdits Roiaume, Païs, Seigneuries, & ſujets, & les nôtres, toutes guerres, hoſtilitez & œuvres de fait par mer, eau douce, & par Terre, ſans ce que à l'occaſion deſdites guerres paſſées aucune choſe puiſſe être imputée ou reprochée de nous ou des nôtres, à mondit Sieur le Roi, à ſeſdits ſujets, ni autres, qui ont tenu ſon parti, ains ſeront tous les exploits de guerre faits d'une part & d'autre durant le temps deſdites queſtions & differences, tenuës & reputées pour non faites & non avenuës. 1471.

Item. Et à ce que mieux & plus convenablement ladite Paix finale ſoit inviolablement gardée & entretenuë, & que jamais guerre ou diviſion ne puiſſe venir entre nous, mais que dorenavant nous puiſſions vivre en bonne, parfaite & vraie amour, union, & concorde, mondit Sieur le Roi de ſa part, & nous de la nôtre, avons ratifié, confermé & approuvé, ratifions, confermons, & approuvons les Traitez de Paix faits à Arras entre feu le Roi Charles Pere de mondit Sieur le Roi, & feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, auſſi le Traité de Conflans, en tant que à mondit Sieur le Roi & à nous toucher peut: & ſemblablement le Traité de Peronne, tout ainſi que ſi iceux Traitez, & tout leur contenu, étoient expreſſement & au long inſerez & incorporez en ce preſent Traité, connoiſſant & affermant deſdits Traitez, & de tout le contenu en iceux, avoir bonne & vraie ſouvenance. Et leſquels Traitez d'Arras & de Conflans, en tant que touche à mondit Sieur le Roi & à nous, & de Peronne, nous de nôtre certaine ſcience en tant que beſoin eſt, & ſans innovation ou derogation d'iceux, avons fait, Traité, conſenti & accordé, & de nouveau faiſons, contractons, conſentons & accordons avec mondit Sieur le Roi, ſous les promeſſes, ſermens, aſtrictions, peines, cenſures, & ſoumiſſions telles & ſemblables que contiennent leſdits Traitez. Et feront & demeureront dorenavant leſdits Traitez d'Arras & Peronne, & celui de Conflans, en tant que toucher peut mondit Sieur le Roi & nous, en leur pleine & entiere force, vigueur, vertu & valeur, en tous leurs points, articles, & choſes dedans contenues ſelon leur forme & teneur. Et ſeront tous leſdits points & articles dudit Traité de Peronne, qui encore reſtent à executer & accomplir, fournis, executez, & accomplis par la forme, & maniere, & dedans ſemblable terms & termes contenus & declarez audit Traité de Peronne.

Item. Et par cedit preſent Traité de Paix a été dit & accordé, que mondit Sieur le Roi rendra & fera rendre réellement & de fait, à nous ou à nos gens Commis & Deputez, les Cités & Villes d'Amiens & Saint-Quentin, enſemble les Prevôtez de Vimeu, Foulloy, en Beauvoiſis, & leurs appartenances & dépendances quelconques, & generalement tout ce qui auroit été ſur nous pris, occupé & ſouſtrait depuis un an en çà, en quelque maniere & par qui que ce ſoit, de toutes les Terres à nous tranſportées par leſdits Traitez de Conflans & Peronne; pour en jouir par nous avec les autres Villes, Places, Terres, & Seigneuries par mondit Seigneur le Roi à nous tranſportées par leſdits Traitez de Conflans & Peronne, par la forme, maniere, nature, état & condition contenus & declarez eſdits Traitez de Conflans & Peronne, & ſelon le tranſport, qui par iceux Traitez nous en a été fait

ANS de J. C. 1471. fait par mondit Sieur le Roi. Et pareillement nous rendra & fera rendre reellement les Villes, Places, Prevôtez, Terres, & Seigneuries de Roye & Mondidier, & leurſdites appartenances & dépendances, & auſſi ce qui auroit été pris de la Prevôté de Peronne, pour en joüir & le tout tenir & poſſeder en tels & ſemblables droits, prerogatives, rentes, revenus, profits, & émolumens, & en la propre maniere & état, que faiſions paravant icelles diviſions. Et ſi aucunes deſdites Villes, Places, Terres, ou Seigneuries nous avoient été ſouſtraites depuis un an en çà, mondit Sieur le Roi les nous fera ſemblablement reſtituer & rendre pour en joüir comme paravant. Et au regard des Places, Villes, Châteaux, & Forteresſes des Duché, Comté, & Païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & de Liege, que mondit Sieur nous a fait rendre & reſtituer, nous en joüirons, enſemble de leurs appartenances & dépendances quelconques, & de tout ce que eſdits Duché, Comté & Païs auroit été empêché, tout ainſi que faiſions paravant leſdites queſtions & diviſions, & ſans difference aucune.

Item. Et au regard de tous les biens meubles, quels qu'ils ſoient, pris & occupez par ceux de l'un des partis ſur l'autre, ou donnez par mondit Sieur le Roi ou nous, auſſi pris & occupez, & des profits, revenus, & émolumens des Terres, Seigneuries, rentes, & heritages, qui auroient été pris, perçûs, levez, & reçûs par ceux de l'un parti ſur l'autre, n'en ſera jamais fait queſtion ou demande en jugement ni debors, ni auſſi des dettes, qui ont été levées ou reçûës, ou qui ont été données, cedées, remiſes, ou quitées par mondit Sieur le Roi, ou nous; & n'en pouront ceux à qui leſdits biens, meubles, dettes, profits, & émolumens deſdites Terres, Seigneuries, rentes & heritages competoient & ſpartenoient, faire aucune queſtion ou demande par juſtice, ou autrement, ni quelque choſe à reprocher, quereller, ou demander.

Item. Par cedit preſent Traité de Paix a été & eſt accordé & conclu, que tous les ſujets & ſerviteurs d'une part & d'autre, ſeront pleinement & entierement reſtituez en toutes leurs Terres, Seigneuries, heritages, rentes heritables & viageres, & generalement en tous les heritages, poſſeſſions, & biens immeubles quelconques, en l'état qu'ils ſont de preſent; auſſi en leurs biens meubles étans en nature de choſe ſur les lieux de leurſdites Seigneuries & heritages, & aux arrerages qui ne ſeront point levez de Terres, Seigneuries, rentes heritables & viageres, & revenus quelconques, & s'en pouront enſaiſiner, & eux mettre en poſſeſſion & ſaiſine de leur plein chef, & ſans aucune ſolemnité ou miſere de juſtice, & en joüir pleinement & paiſiblement, enſemble deſdits biens meubles étans en nature, ſi aucuns en ſont par eux trouvez ſur les lieux de leurſdites Terres, Seigneuries, & heritages, & deſdits heritages non levez, comme dit eſt, ſans aucun contredit, debat, ou empêchement quelconques, tout ainſi qu'ils faiſoient, ou euſſent pû faire auparavant leſdites diviſions dernieres paſſées.

Item. A été & eſt accordé, que toutes choſes faites, commiſes, perpetrées, ou aucunes durant leſdites guerres, queſtions, & differences dernieres paſſées par ceux de l'un parti ſur l'autre, en quelque maniere, ni pour quelconque cauſe qu'elles aient été faites, ſont remiſes, quitées, pardonnées & abolies d'un côté & d'autre, tout ainſi que ſi jamais n'avoient été faites, commiſes, ou perpetrées, & ſans qu'aucune action ou pourſuite en puiſſe être faite ou intentée de l'un à l'autre en jugement ou dehors ni qu'aucun en puiſſe être arreſté, detenu, ou empêché en corps, ni en biens, d'office de juſtice, ni autrement, en quelque forme ou maniere, ni pour quelconque cauſe ou occaſion que ce ſoit.

Item, & que pour ce que à l'encommencement deſdites dernieres queſtions & differences, furent faites défenſes de par mondit Seigneur le Roi, à tous ſes ſujets, de non communiquer marchandement, ni autrement en nos Païs, Terres, & Seigneuries, & pareillement le fiſmes à tous nos ſujets, a été accordé & conclu, que toutes leſdites défenſes d'une part & d'autre, ſont abolies, annullées, & miſes du tout au neant; & pouront tous les ſujets & ſerviteurs d'une part & d'autre, aller, marchander, & communiquer les uns avec les autres pour toutes leurs marchandiſes enſemble ou ſeparement, & tous leurs autres affaires quelconques, aller en toutes les Villes, Païs, Places, Terres, & Seigneuries de mondit Sieur le Roi, & de nous, par tout ailleurs où bon leur ſemblera, par mer, eaües douces, & par Terre, tout ainſi qu'ils faiſoient paravant leſdites défenſes, queſtions, guerres, & differences. ANS de J. C. 1471.

Item, pour ce qu'il eſt à douter, que pendant leſdites queſtions & differences aucuns arreſts, ſentences, jugemens, deffauts, congez, & autres exploits de juſtice, aient été faits ou donnez par la Cour de Parlement, ou autres Juſticiers & Officiers de mondit Sieur le Roi, à l'encontre d'aucuns nos ſerviteurs & ſujets, qui du commencement deſdites guerres ſe ſont declarez tenir nôtre parti contre lui, & pareillement par nos Juſticiers & Officiers, à l'encontre d'aucuns des ſujets ou ſerviteurs de mondit Sieur le Roi, qui du commencement d'icelles guerres ſe ſont declarez tenir ſon parti, a été & eſt Traité & Accordé, que tous leſd. arreſts, ſentences, jugemens, deffauts, congez, condamnations, & autres exploits de juſtice, qui pendant & durant leſdites queſtions & differences ont été ou ſeront donnez & prononcez par la Juſtice de mondit Sieur le Roi contre noſdits ſujets ou ſerviteurs, & pareillement par nôtre juſtice contre leſd. ſujets ou ſerviteurs de mondit Sieur le Roi, ſoit par deffaut, coutumace, non comparence, ou autrement, en quelque maniere que ce ſoit, juſqu'au tems de la publication de cette preſente Paix finale, ſeront & demeureront de nul effet & valeur, tout ainſi que s'il n'en avoit été aucune choſe dite, ſententiée, jugée, & prononcée, & ſeront receües les parties contre leſquelles leſdits arreſts, ſentences, jugemens, condamnations, défauts, congez, ou autres exploits de juſtice auroient été ainſi donnez & prononcez, à elles deffendre ou agir en jugement & dehors, tout ainſi qu'elles pouvoient faire auparavant leſdites dernieres queſtions & differences; & dés à preſent ſont remiſes au propre point & état qu'elles étoient paravant l'encommencement d'icelles.

Item, & ſeront compris en cedit preſent Traité de Paix les Alliez d'une part & d'autre, qui y voudront être compris, auquel cas ſi compris y veulent être, ils ſeront tenus d'en faire declaration par leurs lettres patentes dedans un an prochainement venant; & ſeront tenus mondit Sieur le Roi & nous, ſignifier l'un à l'autre ceux qui auront fait ladite declaration & nomination, dedans deux mois aprés ledit an paſſé, & en ce faiſant ils joüiront de l'effet de ce preſent Traité de Paix: & au cas que aucune declaration ou nomination n'en ſeroit faite, ſi ſera ou demeurera neanmoins ce preſent Traité de Paix en ſa force & vertu, ſelon ſa forme & teneur, & mondit Sieur le Roi & nous entiers en nos alliances. Toutes leſquelles choſes deſſuſdites & chacune d'icelles nous avons jurées & promiſes, jurons, & promettons par la foi & ſerment de nôtre corps, en parole de Prince, ſur nôtre honneur, & ſur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, meubles & immeubles, preſens & futurs, & ſur les meſmes peines, aſtrictions, cenſures, & obligations contenuës & declarées és lettres deſdits Traitez d'Arras, Conflans, & Peronne, & en chacune d'icelles, garder, tenir, obſerver, & entretenir, & faire garder, tenir, & obſerver inviolablement, ſans

ANS de J. C. 1471. ſans enfreindre en quelque forme ou maniere, ni pour quelconque cauſe ou occaſion que ce ſoit, ou pût être. Et d'abondant, quant à ce nous ſoumettons aux cenſures Eccleſiaſtiques, leſquelles nous voulons & conſentons en cas de contravention, que Dieu ne veuille, être contre nous promulguées par nôtre Saint Pere le Pape, ou par tels Legats, Archevêques, Evêques, ou autres Juges Eccleſiaſtiques quelconques; c'eſt à ſavoir, d'excommuniement, agravation, reagravation, interdit, anatematization, & par toutes autres plus fortes cenſures & fulminations, que Monditſieur le Roi voudra requerir & dés à preſent nous en tenons & reputons pour admoneſtez les premiere, ſeconde, tierce & quatre fois d'abondance. Et quant à ce renonçons par exprés à tous Privileges papaux, par leſquels l'on ne pouroit proceder contre nous par ſentence d'excommuniement, & à tous Privileges, & autres choſes quelconques, qui pouroient retarder ou empêcher le plein & entier effet, ou execution de ceſdites preſentes; & voulons, conſentons, & nous plaît, que audit cas de contravention l'on puiſſe proceder à l'encontre de nous par leſdites cenſures, tout ainſi que l'on pouroit faire contre une privée & particuliere perſonne, non aiant privilege quelconque. Si donnons en mandement à nos tres-chers & feaux Chancelier & gens de nôtre Grand Conſeil, aux Gens qui tiendront nos Parlemens de Bourgogne, à nos Preſident & Gens de nôtre Grand Conſeil, & de nos Comptes à Dijon, & à nos Baillifs, & autres Juſticiers & Officiers de nos Duché & Comtez de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, & Auxerrois, à nos Preſident & Gens de nôtre Conſeil, & de nos Comptes en Brabant, reſidens en nôtre Ville de Bruxelles, à nos Gouverneur & Gens de nôtre Conſeil en nos Païs & Duché de Luxembourg & Comté de Chiny, à nos Preſident & Gens de nôtre Chambre de Conſeil en Flandres, reſidens en nôtre Ville de Gand, à nôtre Grand Bailli de Hainaut, & Gens de nôtre Conſeil à Mons, à nos Senéchaux de Boullenois & de Pontieu, à nôtre Bailli d'Amiens, à nôtre Gouverneur d'Artois, & à tous nos Baillis d'Artois, à nôtre Gouverneur de Peronne, Mondidier, & Roye, à nos Lieutenant & Gens de nôtre Conſeil ordonnez en nos Païs de Hollande, Zelande & Friſe, reſidens à la Haye, à nos Lieutenant de Liege, & Gouverneur de nôtre Comté de Namur, & à tous nos autres Baillifs, Juſticiers & Officiers, que ce peut & poura toucher, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit ſoi, que ceſdites preſentes ils enregiſtrent, & publient ou faſſent enregiſtrer & publier par tout ou métier ſera, és lieux & places en tel cas accoutumez, & icelles en tous leurs points & articles gardent, entretiennent, & obſervent, & faſſent garder, entretenir, & obſerver à toûjours, ſelon leur forme & teneur, ſans faire ou aller, ni ſouffrir faire ou aller au contraire, en quelque maniere que ce ſoit; & pour ce que de ceſdites preſentes l'on poura avoir à faire en pluſieurs & divers lieux, voulons en outre & nous plaît, que aux vidimus d'icelles, faits ſous les ſceaux de Monditſieur le Roi ou de nous, ou ſignées par l'un des Notaires & Secretaires d'icelui Monſieur le Roi, ou par l'un de nos Secretaires, pleine foi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes, & icelles avons ſignées de nôtre main. Donné à nôtre Chaſtel du Crotoy le 3. jour d'Octobre, l'an de grace 1471. Sur le repli eſt écrit, par Monſeigneur le Duc. Signé, Gros. Et ſcellé d'un grand ſceau de cire rouge pendant à double bande de parchemin.

CDLXXIV.

ANS de J. C. 1471. L'Empereur et l'Empire.

Articles de ce qui a été promis par les Etats de L'EMPIRE *à* FERDINAND III. *Empereur, à la Diéte de Ratisbonne, en l'an* 1471. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag 430.

BArbaris Muhametanis in Auſtriam uſque excurrentibus Imp. Frid. III. Comitia indixerat Ratisbonam, ubi Status Imperii maxima etiam comparuerunt frequentia, quibuſcum varia de futura expeditione contra Turcas acta & decreta ſunt, & hic tandem factus inter Imp. & Proceres ac Principes Receſſus: 1. Unanimi Principum ac Statuum conſenſu concluſum eſt, ut Friderico III. 50000. milites, equites ac pedites armis ac tormentis inſtructi, in ſubſidium contra barbaros mitterentur. 2. Hi omnes ſub Cæſareo Duce ſupremo ad arces limitaneas Hungariæ ocius contenderent. 3. Conſiliarii Imperiales eligerentur: quorum conſiliis dirigerentur. 4. Omnes viæ publicæ ſecuritatem haberent ad vina, eſculenta, ac commeatus advehendos: item varii generis merces: 5. Quas & ex Foro Julio procuraret Cæſar, mediocri ac parabili pretio. 6. Si urgerentur à barbaris hæc auxilia Imperii, Cæſar iis ſubvenire teneretur. 7. Copias auxiliares ſuas unuſquiſque Principum ac Statuum in tres annos alere teneretur. 8. Imperator ipſe, quas contra barbaros paratas habeat vires, ſignificaret. 9. Omne interim bellum in Germaniâ ceſſaret. 10. Si opus ſit, etiam Regum Chriſt auxilis peterentur. 11. Hæ copiæ auxiliares optima fide defenderentur, nec hoſti temerè conterendæ offerrentur. 12. Principes Conſiliarii pro exercitus commodo ſeſe obſtringerent jurejurando. 13. Papa Romanus intra illud triennium plenam indulgentiam omnibus pœnitentibus præberet, eamque ex abſolutione redemptam pecuniam adverſus barbaros expendere non recuſaret; nec minus in omnibus regionibus Crucem prædicari juberet. (Qui autem Cruce inſigniri cuperent, ſuis ſumptibus armati militare promitterent.) 14. Ad Regem Franciæ & Ducem Burgundiæ, Imperii nomine, inſignis mitteretur Legatio, ut aut ipſi veniant, aut auxilia mittant; Item Regis Daniæ Legatus Ratisbonæ præſens, de iiſdem auxiliis ſolicitaretur, ut & Rex Hungariæ, qui ſi Cæſarem urgeri ab hoſtibus contingeret, ſuo exercitu eum liberare promitteret. 15. Navales quoque copiæ ex Italia paratæ eſſent. 16. Moneta commerciis apta diſtribuetur. 17. Populus ibique ad jejunia & ſupplicationes ſub pœnâ compelleretur. 18. De pecuniâ publicâ huic conditioni deſtinatâ, certò caveretur; viri boni, collectores & œconomi ordinarentur. 19. Denique ab hâc de collectâ publicâ nec Judæi, nec ordines Mendicantium liberi eſſent. Tandem 20. Statuum Legationes ſuas exceptiones adjungunt.

CDLXXV.

ANS de J. C. 1473. France et Bourgogne.

Ratification faite par LOUIS XI. *Roi de France, de la prolongation de la Trêve qui avoit été conclue en ſon nom par ſes Commiſſaires, avec ceux de* CHARLES *Duc de Bourgogne, donnée à Senlis, le premier Mars* 1473. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 121.

LOuis, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme par nos autres lettres patentes, & pour les cauſes contenuës en icelles, nous aions commis

ANS de J. C. 1473. mis & Deputez nos amez & feaux Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunix, Chancelier de France; Triſtan, Evéque d'Aire; nos chers & amez Couſins Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand-Maiſtre d'Hôtel de France; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon nôtre premier Chambellan, Chevalier de nôtre Ordre; nos amez & feaux Conſeillers Maiſtres Guillaume Compaing, Archidiacre en l'Egliſe d'Orleans, Guillaume de Paris, & Nicole Bataille tous nos Conſeillers, pour beſongner avec les Ambaſſadeurs, Commis & Deputez de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc de Bourgogne, ſur la pacification des differences & queſtions, qui à preſent ſont entre nous, en laquelle pacification, concluſion n'a encore pû être priſe aux journées qui ont été tenuës durant la Treve, qui à preſent à cours entre nous & nôtredit Frere & Couſin, & qui encore dure juſqu'au premier jour d'Avril prochain venant; par quoi & pour pouvoir parvenir à ladite paix ait été aviſé être expedient, & neceſſaire de faire abſtinence de guerre, prolonger & continuer ladite Treve dudit premier jour d'Avril juſqu'au quinzieme jour de Mai prochain venant. Laquelle abſtinence de guerre & continuation de ladite Treve, ait été faite, accordée & concluë par noſdits Commis & Deputez deſſus nommez, avec les Commis & Deputez de nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne, ainſi qu'il apert plus à plein par les lettres ſur ce faites & baillées par noſdits Commis, deſquelles la teneur s'enſuit. Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunix, Chancelier de France; Triſtan, Evéque d'Aire; Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand-Maiſtre d'Hôrel de France; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon, premier Chambellan du Roi nôtre Seigneur; Guillaume Compaing, Archidiacre en l'Egliſe d'Orleans; Guillaume de Paris, & Nicole Bataille, tous Conſeillers du Roi nôtre Seigneur de par lui commis & Deputez, & aians pleine & entiere puiſſance de faire traiter, paſſer, conclure, & accorder les choſes qui s'enſuivent, ainſi qu'il apert plus à plein par les lettres patentes dudit Seigneur, leſquelles ſont ci-dedans incorporées.

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme par le moien de Monſeigneur le Duc de Bretagne certaines Treves aient été par ci-devant traitées, faites, & concluës entre le Roi noſtredit Seigneur, & Monſeigneur le Duc de Bourgogne, leurs Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, durant juſqu'au premier jour d'Avril prochain venant icelui inclus, pour pendant icelles ouvrir, traiter & pratiquer moiens pour pacifier, accorder, & mettre à bonne paix & union les queſtions, diviſions, & differences étans à preſent entre le Roi noſtredit Seigneur & Monditſeigneur de Bourgogne, durant laquelle Treve aucunes journées aient été tenuës, tant en la Ville de Senlis, que dernierement en celle de Compiegne, entre nous, & autres Commis & Deputez de par le Roi nôtredit Seigneur. Et Reverend Pere en Dieu Meſſire Ferry de Cluni, Evêque de Tournay; Meſſire Philipes de Croy, Chevalier, Comte de Cymay; & Maiſtre Artus de Bourbon, Protonotaire du Saint Siege Apoſtolique, & autres Commis & Deputez de Monditſeigneur de Bourgogne. Auſſi aient auſdites journées été preſens Reverend Pere en Dieu Meſſire Vincent, Evéque de Leon; Jean de Coëtgmen, Seigneur dudit lieu, Grand-Maiſtre d'Hôtel de Bretagne; Euſtache de Leſpinay, Ecuier, Seigneur de Trient, Chambellan; & Maiſtre Nicolas de Hermeno, Procureur General, Commis & Deputez de Monditſeigneur le Duc de Bretagne comme Mediateurs, pour aider à la concluſion deſdites matieres; auſquelles journées l'on n'ait encore pû faire ni prendre concluſion ſur la pacification deſdites queſtions & differences, par quoi veu que ladite Treve qui à preſent à cours, ne dure que juſqu'audit premier jour d'Avril prochainement venant, dedans lequel tems ne ſeroit bonnement poſſible de bien beſogner, & prendre concluſion ſur le fait de ladite paix & pacification deſdites differences, ſoit beſoin de prolonger encore par aucun tems ladite Treve, pour pendant icelle pouvoir plus amplement traiter & pratiquer les moiens de ladite paix, & apaiſement deſdites differences. Savoir faiſons, que nous par vertu du pouvoir à nous donné par le Roi nôtredit Seigneur, avons pour & au nom de lui avec leſdits Meſſire Ferry de Cluni, Evêque de Tournay; Meſſire Philippes de Croy, Comte de Cymay; & Maiſtre Artus de Bourbon, Protonotaire, Ambaſſadeurs, Commis & Deputez de Monditſeigneur de Bourgogne aians puiſſance de lui, fait, accepté, pris, conclu & accordé, & par ces preſentes faiſons, acceptons, prenons, concluons & accordons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur, abſtinence de guerre & continuation de ladite Treve depuis ledit premier jour d'Avril prochain venant, juſqu'au quinzieme jour de Mai aprés enſuivant ledit jour inclus, tout ainſi & par la forme & maniere, & ſelon les clauſes & conditions contenuës, miſes & apointées en ladite Treve qui à preſent à cours, & dure juſqu'audit premier jour d'Avril prochain venant; & ſont dés à preſent en icelle abſtinence de guerre & continuation de Treve, qui preſentement a été par nous prolongée juſqu'audit quinzieme jour de Mai, compris tous les Alliez d'une part & d'autre, qui ſont compris en ladite Treve qui preſentement a cours: & ſeront tenus les conſervateurs nommez d'une part & d'autre en ladite Treve qui encore à cours, faire proceder, exploiter, & beſogner ſur les entrepriſes qui ſe ſont faites, & ſeroient au prejudice d'icelle Treve, tant du tems paſſé que durant le tems de cette preſente prolongation, tout ainſi & par la forme & maniere qu'ils pouroient, & peuvent faire par les lettres de ladite preſente Treve durant, juſqu'au premier jour d'Avril prochainement venant. Laquelle abſtinence de guerre, prolongation, & continuation de Treves, & autres choſes deſſus declarées, nous avons promis & promettons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur faire garder, accomplir, & entretenir inviolablement pour la part d'icelui Seigneur, & icelle prolongation de Treve faire publier par tout où il appartiendra dedans la fin du mois de Mars prochainement venant, & auſſi de bailler dedans le huitieme jour d'Avril auſſi prochainement venant, lettres patentes du Roi nôtredit Seigneur, bonnes & valables de ratification & confirmation de ladite abſtinence de guerre, prolongation de Treve, & autres choſes deſſuſdites, en baillant auſſi lettres patentes de Monditſeigneur de Bourgogne de ratification & confirmation des choſes deſſuſdites, en forme deuë & valable. S'enſuit la teneur des lettres du pouvoir à nous donné par le Roi nôtredit Seigneur.

ANS de J. C. 1473.

Louis par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme par le moien de nôtre tres-cher, & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de Bretagne, certaine Treve ait par ci-devant été priſe entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere, & Couſin le Duc de Bourgogne, laquelle dure encore juſqu'au premier jour d'Avril prochainement venant, pour pendant icelle pouvoir traiter, & pratiquer la pacification des queſtions & differences étans entre nous, durant laquelle Treve aient été tenuës certaines journées, tant en nôtre Ville de Senlis, que dernierement en nôtre Ville de Compiegne, & à icelles journées aions envoié nos Commis & Deputez, c'eſt à ſavoir, nos amez & feaux Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunix, Chancellier de France; Triſtant, Evéque d'Aire; nos chers & amez Couſins Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand Maiſtre d'Hotel de France; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon

ANS de J. C. 1473.

Craon, nôtre premier Chambellan; & nos amez & feaux Maiſtre Guillaume Compaing, Archidiacre en l'Egliſe d'Orleans, Guillaume de Paris & Nicole Bataille, tous nos Conſeillers. Et auſſi y ait nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne envoié Maiſtre Ferri de Cluny, Evêque de Tournay; Philippes de Croy, Chevalier, Comte de Cymay ſon Chambellan; & Maiſtre Artus de Bourbon, Protonotaire du Saint Siege Apoſtolique, ſes Conſeillers par lui Commis & Deputez. Et ſemblablement nôtredit Neveu & Couſin de Bretagne y ait envoié de par lui l'Evêque de Leon; Jean, Seigneur de Coëgmen ſon Grand Maiſtre d'Hotel; Euſtache de Leſpinay, Seigneur de Trient; & Maiſtre Nicolas de Hermepo, Procureur General de Bretagne, ſes Conſeillers, Commis & Deputez, pour aider comme Mediateur au fait de ladite pacification, ſur quoi auſdites journées n'a pû, & ne pouroit encore bonnement être priſe concluſion dedans ledit premier jour d'Avril prochainement venant, auquel faut & expire ladite Treve qui à preſent à cours; & à cette cauſe ait été expedient de faire abſtinence de guerre, continuer & prolonger ladite Treve juſqu'à quelques tems, pour pendant icelui pouvoir plus amplement traiter & pratiquer les moiens de venir à bonne paix & union ſur leſdites queſtions & differences; laquelle abſtinence de guerre, continuation & prolongation de Treve, ne ſe pouroit faire ſans y commettre gens notables, & de grande autorité, ſurs & feables à nous, pour icelle accepter, prendre, & conclure avec les Commis & Deputez de nôtred. Frere, & Couſin de Bourgogne. Savoir faiſons, que nous pour honneur & reverence de Dieu nôtre Createur pour eſquiver l'effuſion de ſang humain, & autres maux, inconveniens & dommages qui à cauſe de la guerre peuvent avenir, deſirant de tout nôtre cœur la pacification deſdites differences, dûement acertenez, & confians entierement des ſens, prudence, loiauté, prudhommie, experience, bonne conduite, & diligence des deſſuſdits Pierre Doriole, nôtre Chancelier; Triſtan, Evêque d'Aire; Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon; Maiſtres Guillaume Compaing, Guillaume de Paris, & Nicole Bataille, iceux avons Commis & Deputez, commettons & deputons, & par ces preſentes leur avons donné plein pouvoir, autorité, mandement, & commiſſion ſpeciale d'accorder, accepter, prendre, & conclure avec leſdits Maiſtre Ferri de Cluny; Philippes de Croy, Comte de Cymay; & Maiſtre Artus de Bourbon, Commis & Deputez de nôtredit Frere, & Couſin, abſtinence de guerre, & prolongation de ladite Treve, ou autre Treve, traiter & faire de nouvel entre nous, & nôtred. Frere & Couſin de Bourgogne, ainſi pour tel tems, & par la forme & maniere qu'ils verront être à faire, & de bailler leurs lettres patentes des choſes, qui entre eux ſeront accordées & concluës, & generalement de faire tout ce que faire pourions ſi y étions preſent en nôtre perſonne. Leſquelles lettres, & tout ce qui par noſdits commis ſera fait, accordé, & conclu, nous promettons de bonne foi en parole de Roi, & ſur nôtre bonneur, tenir, garder, & accomplir de point en point, ſans jamais faire ni ſouffrir au contraire, directement ou indirectement en maniere que ce ſoit, & en bailler nos lettres patentes de confirmation, ratification & aprobation en forme bonne, deuë, & valable, en dedans le tems qui ſera par noſdits Commis, & Deputez conſenti & accordé. En têmoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Senlis le vint-ſixieme jour de Fevrier, l'an de grace mille quatre-cens ſoixante-treize, & de nôtre regne le treizieme. Ainſi ſigné, par le Roi, Pechot. En témoin de ce nous Commis & Deputez de par le Roi nôtredit Seigneur deſſus nommez, avons ſignées preſentes de nos mains, & fait ſceller des ſceaux de nous Chancelier, Evêque d'Aire, Comte de Dammartin, & Seigneur de Craon deſſus nommez. Donné à Senlis le dernier jour de Fevrier, l'an mille quatre-cens ſoixante-treize. Ainſi ſigné P. Doriole, T. Evêque d'Aire, A. de Chabannes, Craon, G. Compaing, G. de Paris, N. Bataille. Savoir faiſons, que nous pour honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, pour eſquiver l'effuſion de ſang humain, & autres maux & dommages, qui par la guerre peuvent avenir, deſirant de tout nôtre cœur la pacification deſdites differences, ladite abſtinence de guerre, continuation & prolongation de Treve accordée, faite, acceptée, priſe, & concluë par noſdits Commis juſqu'audit quinzieme jour de Mai prochainement venant, ledit jour inclus, & leſdites lettres deſſus tranſcrites par eux ſur ce baillées avec tout l'effet & contenu d'icelles, avons eû, & avons agreables, & icelles avons loüé, ratifié, confirmé, & aprouvé, & par la teneur de ces preſentes, loüons, ratifions, confirmons, & aprouvons, promettant en bonne foi ſur nôtre honneur, & en parole de Roi, garder, tenir, faire, accomplir, & obſerver de point en point le contenu eſdites lettres, ſelon leur forme & teneur, ſans faire, ni venir encontre. Et pour ce que de ces preſentes l'on poura avoir à faire en pluſieurs & divers lieux, nous voulons, que au vidimus d'icelles fait ſous le ſcel roial, ſoi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. En témoin de ce nous avons ſigné ceſdites preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Senlis, le premier jour de Mars, l'an de grace 1473. & de nôtre regne le treizieme. Signé, Louis. Et ſur le repli: Par le Roi, Pechot.

ANS de J. C. 1473.

CDLXXVI.

Contract de (a) *Mariage entre* CHARLES DE SAVOYE, *depuis Duc de ce Pays I. du nom, &* LOUYSE DE SAVOYE *ſa Couſine, fait à Annecy, le* 10. *Avril*, 1473. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 432.

SAVOYE.

(a) Ce Mariage ne s'accomplit pas dans la ſuite; mais Charles épouſa Blanche de Montferrat, fille de Guillaume Marquis de Montferrat.

IN nomine ſanctæ & inôividuæ Trinitatis, Amen. Anno Domini milleſimo quatercenteſimo ſeptuageſimo tertio, Indictione ſexta cum eodem anno ſumpta, die verò decima menſis Aprilis, hujus præſentis inſtrumenti tenore cunctis fiat manifeſtum. Quod cùm pro conſervatione amoris, fœderis & amicitiæ, ac manutentione Status Inclytæ Domus Sabaudiæ proque utilitate & quiete Reipublicæ & ſubditorum totius Patriæ tractatum fuerit de ſponſalis & Matrimonio contrahendis inter *Illuſtrem Dominum* CAROLUM DE SABAUDIA *ſecundo-genitum fœlicis recordis Illuſtriſſimi Principis Domini noſtri metuendiſſimi Amedei Ducis Sabaudiæ nuper defuncti ex Illuſtriſſima Principiſſa Domina noſtra metuendiſſima Domina Yolant primogenita & ſorore Sereniſſimorum Chriſtianiſſimorumque Francia Regum Duciſſa Sabaudiæ ejus quondam conjuge ſuſceptum* ex una parte, & *Illuſtrem Domicellam* LOYSAM DE SABAUDIA *primogenitam Illuſtris Principis Domini noſtri Domini Janni de Sabaudia Comitis Gebennarum, Baronis Fouciniaci & Bellifortis ac Ugina Fabricarum & de Gerdanis Domini, ex Illuſtri Domina Helena de Lucemburge Comitiſſa Gebennarum ejus conjuge*, habitam ex alia parte. Hinc eſt quod in noſtrum Humberti Grueti & Petri de Thuriaco Notariorum publicorum Ducalium que Sabaudiæ & præfati Domini noſtri Comitis Secretariorum ac ſubnominatorum Teſtium præſentia conſtituti perſonaliter & exiſtentes propter infraſcripta peragenda præfatus Illuſtris Dominus noſter Dominus Janus Comes Gebennarum agens in hac parte ſuo & dictæ Illuſtris Filiæ ſuæ nominibus

ANS de J. C. 1473.

minibus hinc; nec non ſpectabilis & potens vir Antonius de Orliato Dominus Sancti Innocentii, Gubernatorque Nicie & terræ Provinciæ ſibi adjacentis, ac Reverendus Dominus Anton. Lamberti Decretorum Doctor Decanuſque Sabaudiæ ac Cantor Eccleſiæ Gebenn. Ambaſſiatores & Procuratores ad hæc deputati per ſupranominatam Illuſtriſſ. Principiſſam Dominam noſtram Duciſſam Sabaudiæ agentem equidem in hac parte ſuo & Illuſtris Domini Caroli ejus Filii nominibus indè de ſuo procuratorio hujuſmodi edocentes literis patentibus ab ipſa Illuſtriſſima Domina noſtra emanatis, datis Vercellis die tertia menſis hujus Aprilis. Qui quidem Illuſtris Dominus noſter Comes ac Ambaſſiatores & Procuratores procuratorio nomine ejuſdem Illuſtriſſimæ Dominæ noſtræ inſequendo voluntatem illius ac formam Ambaſſiatæ eis commiſſæ vigore & prætextu faculratis attributæ gratis & eorum ſpontaneis voluntatibus contraxerunt & contrahunt ad invicem ſponſalia pro & nomine dictorum Illuſtrium Caroli & Loyſiæ abſentium ſingula ſingulis debitè referendo. Promittentes ipſi Domini Ambaſſiatores & Procuratores per juramenta ſua ſuper Sanctis Dei Evangeliis corporaliter præſtira in animam ejuſdem Illuſtriſſimæ Dominæ noſtræ Duciſſæ, ac ſub obligatione expreſſa & hypotheca omnium & ſingulorum bonorum mobilium & immobilium ipſius Dominæ dotalicii ſeu douarii, Paraſernalium, & adventitiorum omniumque jurium & actionum ſuarum præſentium & futurorum quoruncumque procurare cum effectu & ſine defectu; quòd præfatus Illuſtris Dominus noſter Carolus de Sabaudia quàm primum ad annos devenerit pubertatis, accipiet in ejus Uxorem & Sponſam legitimam præfatam Illuſtrem Domicellam Loyſiam de Sabaudia, ipſamque in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ deſponſabit & cum ea contrahet Matrimonium, & præfatus Illuſtris Dominus noſter Comes Gebennarum pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque promittit per juramentum ſuum ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præſtirum & ſub expreſſa obligatione & hipotheca omnium & ſingulorum bonorum ſuorum mobiliom & immobilium præſentium & futurorum quoruncumque ſimiliter procurare cum effectu & ſine defectu; Quòd præfata Illuſtris Domicella Loyſia ejus Filia accipiet in ejus Virum & Sponſum legitimum, ac in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ deſponſabit præfatum Illuſtrem Dominum Carolum, quam primum ad annos pervenerit pubertatis & cum ipſo Matrimonium contrahet. Quibus ſic actis, ipſe Illuſtris Dominus noſter Dominus Janus de Sabaudia Comes præfatus conſideratione & contemplatione hujuſmodi ſponſalium & Matrimonii contrahendi pro ſe, & ſuis prædictis dat, donat & conſtituit præfato Illuſtri Domino noſtro Carolo, licet abſenti, nobis tamen Notariis publicis ſuprà nominatis ſtipulantibus & recipientibus vice, nomine & ad opus ejuſdem Domini noſtri Caroli, ſuorumque hæredum & ſucceſſorum quoruncumque ac omnium & ſingulorum quorum intereſt & intereſſe poterit quomodolibet in futurum in dotem, pro dore nomineque & ex cauſa dotis præfatæ Illuſtris Loyſiæ ejus Filiæ videlicet quinquaginta millia florenorum auri parvi ponderis valente quolibet floreno duodecim denarios groſſæ monetæ in Patria Sabaudiæ curſalis, & ulterius præfata Illuſtris Domina noſtra Domina Helena de Lucemburgo Comitiſſa Gebennarum ibidem præſens & ad infraſcripta peragenda in noſtrum Notariorum prædictorum & teſtium ſubnominatorum præſentia perſonaliter conſtituta gratis & ejus ſpontanea voluntate pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus qnibuſcumque, de authoritate tamen, licentia & conſenſo præfati Illuſtris Domini noſtri Comitis ejus Viri ibidem præſentis & authoritatem præbentis, contemplatione equidem prænarratorum ſponſalitiorum & Matrimonii futuri, Dat, donat & conſtituit præfato Illuſtri Domino Carolo, licet abſenti ut ſuprà, nobis tamen dictis Notariis ut præmittitur ſtipulantibus in dotem & nomine dotis ſeu pro melioramento ipſius dotis præfatæ Illuſtris Domicellæ Loyſiæ ejus Filiæ, videlicet decem millia florenorum auri parvi ponderis & valoris prædictorum, ſolvendos per ejus hæredes poſt ipſius Dominæ conſtituentis deceſſum bona ſua quæcumque præſentia & futura, mobilia, immobilia, juraque & actiones propter ea obligando & hipothecando. Et viceverſa præfati Domini Ambaſſiatores & Procuratores procuratorio nomine præfatæ Illuſtriſſimæ Dominæ Duciſſæ Sabaudiæ agentis ſuo & dicti ejus Filii Illuſtris nominibus dictorum Matrimonii & ſponſalitiorum contemplatione gratis & ſpontanee pro ipſa Illuſtr. Domina noſtra Duciſſa, ſuiſque hæredibus & ſucceſſoribus univerſis, Dant, donant & conſtituunt eidem Illuſtri Domicellæ Loyſiæ, licet abſenti, præfato Illuſtri Domino noſtro Comite ejus genitore & nobis Notariis prædictis ſtipulantibus & recipientibus ad opus ejuſdem & ſuorum hæredum & ſucceſſorum quoruncumque ac omnium aliorum quorum intereſt & intererit, aut intereſſe poterit in futurum, in & pro dotalitio ſeu doüario ejuſdem Illuſtris Domicellæ, videlicet quinque millia florenorum annualium auri & valoris prædictorum percipiendorum & levandorum per ipſam Illuſtrem Domicellam ſingulis annis ejus vita naturali durante dumtaxat & hoc in caſu quo contingeret ipſum Illuſtrem Dominum Carolum celebrato & conſummato priùs dicto Matrimonio ab humanis decedere ante prænominatam Illuſtrem Domicellam Loyſiam, ſive ſuperſint ab eiſdem liberi communes, ſive non, ſive exinde tranſeat ad ſecunda vota, ſive non. Quos quinque mille florenos annuales dotalicii, prænominati Domini Ambaſſiatores & Procuratores procuratorio nomine prædicto promittunt juramentis ſuis præſtitis in animam præfatæ Illuſtriſſimæ Dominæ noſtræ Duciſſæ, ac ſub obligatione & hipotheca conſimilibus prædictis aſſignare, imponere & aſſettare ſeu aſſignare, imponi & aſſettari facere ſufficienter eidem Illuſtri Domicellæ in & ſuper bonis & ſufficientibus redditibus, & demanio tantùm aut plus annuali in revenuta valentibus, & hoc infra tempus ſolemnizationis dicti Matrimonii præmentionataſque dotium quantitates eidem Illuſtri Domicellæ Loyſiæ aut ſuis, in omni caſu reſtitutionis dotis reſtituere, videlicet per terminos & ſolutiones conſimiles, quibus ut ſuprà ſolvi fuerunt ordinatæ, videlicet ſoluto Matrimonio quindecim millia florenorum, & ſingulis annis ſequentibus quatuor millia florenorum, uſque ad complementum dictarum quantitatum dotalium. Promittentes inſuper præfati Domini Ambaſſiatores & Procuratores procuratorio nomine prædicto tradere & expedire infrà tempus ſolemnizationis & celebrationis dicti Matrimonii, eidem Illuſtri Domino Carolo, licet abſenti, nobis dictis Notariis, pro eodem ut ſuprà, ſtipulantibus & recipientibus Demanium ſeu Chevanciam ſufficientes, illamque & illa facere valere in revenuta annuali & perpetua ſummam duodecim millium florenorum annualium, præmiſſaque omnia & ſingula ratificari facere per eandem Illuſtriſſimam Dominam noſtram Duciſſam quàm primum ſuper hoc fuerint requiſiti. Qua ratificatione facta ipſi Domini Ambaſſiatores & Procuratores ſint liberati ab omni obligatione ſuprà & infrà ſcripta. Promittentes ipſæ partes prænominatæ jam dictis nominibus & ipſarum quælibet quantum eam concernit juramentis & obligationibus ſuis prædictis præmiſſa omnia & ſingula obſervare, tenere, attendere & complere inviolabiliter & nonquam contrafacere, dicere vel venire ſeu contra venire volenti in aliquo conſentire clàm, palàm, tacitè vel expreſsè quovis exquiſito colore. De quibus præmiſſis præfatus Illuſtris Dominus noſter Comes juſſit; dicti vero Ambaſſiatores & Procuratores requiſierunt per nos Notarios prænominatos ſibi fieri duo ejuſdem

ANS de J. C. 1473. ſubſtantiæ publica Inſtrumenta ad opus cujuſlibet partis unum & tot quot fuerint neceſſaria. Acta fuerunt hæc io Caſtro Anneſſiaci in Camera exiſtente ſuprà Gallerias ſuper puiheum ejuſdem Caſtri, præſentibus Magnifico Bernardo Domino Menthonis, ſpectabilibúſque Dominis Bertrando de Derea Præſidente Gebennarum, & Nicodo de Menthone Domino Montiſtroterii Milite, nec oon Nobilibus & Potentibus Viris Claudio de Menthone Domino Ruppisfortis, Guillermo de Forax Magiſtro hoſpitii, Claudio de Avanchiaco, Guillermo de Gorrevod, & Thoma Lamberti Clavario & ex Receptoribus computorum Gebenn. teſtibus ad hæc vocatis, adſtantibus & rogatis. Signé Gruet & de Thuriaco.

CDLXXVII.

ANS de J. C. 1473. FRANCE ET ORLEANS. *Contract de Mariage de* LOUIS *Duc d'Orleans, depuis Roi de France XII. du nom, avec Madame* JEANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Loüis XI. A Jargeau le 28. Octobre* 1473. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 467.

IN nomine Domini, Amen. Noverint univerſi præſentes pariter & futuri, quòd cùm matrimonium, ſive ſponſalia contrahi ſperareotur & affectarentur, inter Illuſtriſſimam JOANNAM DE FRANCIA, filiam legitimam & naturalem Sereniſſimi & inclitiſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini noſtri, Domini LUDOVICI Regis Franciæ, & Illuſtriſſimum Principem Dominum Ludovicum, Ducem Aurelianenſem: ſupra quo quidem matrimonio, ſive ſponſalibus contrahendis, nonnullæ conventiones matrimoniales inter eumdem Dominum noſtrum Regem, & Illuſtriſſimam Dominam Mariam de Cleves, Matrem, Tutricem, ſive Curatricem, ac legitimam Adminiſtratricem ipſius Domini Ludovici, Ducis Aurelianenſis, conventæ, initæ & concordatæ fuerint, prout ibidem dictum fuit & aſſertum; tandem conſtituti perſonaliter die & anno inſ. à ſcriptis, in noſtrorum Notariorum publicorum & teſtium ſubſcriptorum præſentia, præfatus Chriſtianiſſimus Dominus noſter, Dominus Lodovicus Rex Franciæ; & prædicta Illuſtriſſima Domina Maria de Cleves, Mater ipſius Domini Ludovici, Ducis Aurelianenſis: quæ quidem Domina Maria ibidem humiliter ſe inclinans coram præfato Domino noſtro Rege, verbo & ore proprio, propoſuit eidem ſupplicando, quatenus ſuâ benigniſſimâ gratiâ dignaretur dare & copulare io conjugem ſive ſponſam præſatam Dominam Joannam, ejus filiam, prædicto Domino Ludovico, Duci Aurelianenſi, filio Illuſtriſſimi Principis Domini Caroli, quondam Ducis Aurelianenſis, & ejuſdem Domioæ Mariæ legitimo & naturali. Qui quidem Dominus noſter Rex voluntati & ſupplicationi prædictæ Dominæ Mariæ acquieſcendo, ſe contentum fore & velle dare in conjugem ſive ſponſam præſatam Dominam Joannam ejus filiam dixit & reſpondit, cum pactis & conditionibus in conventionibus matrimonialibus contentis & expreſſatis, ac inter eoſdem Dominum noſtrum Regem, & prædictam Dominam Mariam concordatis, prout & quemadmodum præfatus Dominus noſter Rex, & prædicta Domina Maria latiùs in quibuſdam articulis, in papiro ſcriptis, ibidem realiter exhibitis, dixerunt contineri. Quorum quidem articulorum, tenor eſt talis.

Madame la Ducheſſe d'Orleans, tant pour elle, que pour & au nom de Monſieur le Duc d'Orleans, ſon fils, ſoi faiſant fort pour lui, a conclu, juré, promis, & accordé le Mariage de Madame Jeanne de France, fille du Roi, avec Monſieur Loüis, Duc d'Orleans: & a promis audit nom de faire ſolenniſer & accomplir ledit Mariage en face de Sainte Egliſe, ANS de J. C. 1473. routes & quaotes fois que par permiſſion de l'Egliſe de faire ſe poura, & que par l'une des parties l'autre requiſe en ſera.

Item. Et en faveur de ce Mariage, le Roi a promis & accordé de donner à madite Dame ſa fille, par maniere de dot, la ſomme de cent mille écus d'or, du coin dudit Seigneur, à preſent aians cours: laquelle ſomme il ſera paier bien & loiaument à trois termes, à chacun la tierce partie; dont le premier terme & paiement ſe fera à l'annuel & au jour de la ſolenniſation des noces; & les autres deux tierces parties, és deux années prochaines aprés, aioſi en chacune année la tierce partie.

Item. Et de laquelle ſomme de cent mille écus, ou de ce qui en aura été paié, mondit Sieur le Duc d'Orleans poura diſpoſer de la tierce partie à ſon plaiſir, ſans qu'icelle tierce partie vienne en reſtitution aprés la diſſolution dudit mariage.

Item. Et les deux parts d'iceux cent mille écus, ou de ce qui en aura été paié, comme dit eſt, ſeront emploiez & convertis en acquiſition de Terres, qui ſera le propre heritage paternel de madite Dame. Et en cas, que madite Dame iroit la premiere de vie à trepaſſement, mondit Sieur d'Orleans joüira durant le Cours de ſa vie deſdits acqueſts, qui auroient été faits, ou des deux parts de ce qui auroit été paié de ladite ſomme de cent mille écus; & aprés ſon trepas, leſdits acqueſts, ſi faits étoient, ou leſdites deux parts de ce qui auroit été paié, retourneront aux enfans, & autres heritiers de madite Dame Jeanne.

Item. Et donnera le Roi à madite Dame Jeanne, ſa fille, robes, habillemens, & joiaux de noces, ainſi qu'il apartient à fille de Roi. Et en cas, qu'aprés le Mariage conſommé & accompli, mondit Sieur d'Orleans iroit le premier de vie à trepas, madite Dame Jeanne, fille du Roi, aura & prendra durant le cours de ſa vie, par forme de doüaire, la ſomme de ſix mille livres tournois de rente, qui lui ſeront aſſiſes en bons lieux & ſurs, avec logia ſeur, honneſte, & convenable ſelon ſon état. Lequel doüaire ſe poura prendre, c'eſt à ſavoir trois mille livres tournois ſur les rentes de l'apanage; & les autres trois mille livres, ſur les autres Terres & Seigneuries de mondit Sieur d'Orleans, qui ne ſont point d'apanage.

Item. Et entend madite Dame d'Orleans, que par cedit Traité ſoit expreſſément dit, que en rien ne ſera prejudicié au dot, doüaire, & autres droits qu'elle a par le Traité de ſon Mariage, & autrement ſur les Terres de feu Monſieur d'Orleans, & qui lui appartenoient au tems de ſes épouſailles; ainçois d'iceux droirs elle joüira paiſiblement, ſelon les contrats ſur ce faits, & nonobſtant ce preſent Traité.

Quibus quidem conventionum matrimonialium articulis, ſicut præmiſſum eſt, exhibitis, & per Magiſtrum Antonium Diſome, Notarium publicum inſi à ſcriptum, publicè ibidem perlectis, præfatæ partes, volentes & affectantes, & quælibet earum pro parte ſua volens & affectans, quantum eamdem tangit, & tangere poteſt, omnia & ſingula conventa, contenta, & concordata io eiſdem de puncto ad punctum tenere & ſervare, eorum gratis, meris, & ſpontaneis voluntatibus, non inducti nec circumventi aliquo dolo malo, fraude, ſeu mala machinatione alicujus ſeu aliquorum, tenere & etiam ſervare ac complere, præfatus Dominus noſter Rex pro ſe, & dicta Domina Joanna ejus filia; & dicta Domina Maria pro ſe, & dicto Domino Ludovico, ejus filio; ac per eumdem ejus filium facere ratificare promiſerunt & convenerunt: ac pro majori firmitate præmiſſorum habenda, præfatus Dominus noſter Rex, & dicta Domina Maria eorum manibus dextris corporaliter in manu dextra mei Raimundi Joannis de Avenxis, Preſbiteri & notarii infra ſcripti, præmiſſa omnia & ſingula in præinſertis conventionum matrimo-

ANS de J. C. 1473. trimonialium articulis contenta, tenere, ſervare, & nullomodo contravenire, directè vel indirectè ullis temporibus in futurum, jurarunt, renunciantes ſuper præmiſſis prædictæ partes, & quælibet earum pro ſe, nobis Notariis publicis infra ſcriptis, ut communibus & publicis perſonis, ſtipulantibus ſolemniter, & recipientibus, ſcienter & conſultè, ſpecialiter & expreſſè, exceptioni dictorum articulorum conventionalium matrimonialium, ſic non actorum, conventorum, & concordatorum, & tenere & ſervare per eaſdem partes, & quamlibet earum, non promiſſorum, & doli mali, fori fraudis, condictioni indebiti, ſive in factum actioni, libelli oblationi copiæ, præſentis inſtrumenti, & omni futuræ provocationi & appellationi interponendæ: & prædicta Domina Maria expreſſè omni Privilegio & Auxilio Juris Canonici, & etiam civilis, in favorem mulierum introducto expreſſè, ac ſi de verbo ad verbum de eiſdem juribus ſuiſſet certificata, & eidem ibidem fuiſſent declarata, renunciavit. Et omni leſioni & deceptioni, & in integrum, ſeu in partem, reſtitutioni, & omni juri, per quod in integrum, ſeu in partem reſtitutio conceditur; & omni juris auxilio & beneficio quibuſcumque, quibus contra præmiſſe vel præmiſſorum aliqua poſſint facere vel venire aliqua ratione, vel cauſa, ullo modo, ullis temporibus in futurum: renunciantes expreſſè, tam præfatus Dominus noſter Rex, quàm dicta Domina Maria, legibus & juribus dicentibus generalem renunciationem non valere, niſi expreſſè reounciatum fuerit illi juri, cui renunciari intenditur, vel cui erat renunciandum. Pro quibus quidem omnibus & ſingulis præmiſſis, atrendendis, complendis, & inviolabiliter obſervandis, præfatus Dominus noſter Rex, pro ſe & ſuis ſucceſſoribus univerſis, & dicta Domina Maria, pro ſe & ſuis etiam ſucceſſoribus univerſis, ſe & omnia bona ſua, & dictorum ſuorum ſucceſſorum, mobilia & immobilia, præſentia & futura obligaverunt & bipotecarunt, & quilibet eorum obligavit & hipotecavit, ac obligata & hipotecata haberi voluerunt, ſtipulationibus quibus ſuper repetitis, & ad tenendum & complendum omnia & ſingula præmiſſa, ac de puncto ad punctum obſervandum, prout & quemadmodum in prædictis conventionibus matrimonialibus, in præſenti publico inſtrumento inſertis, continentur. Prædictus Dominus noſter Rex, & prædicta Domina Maria, ſe & prædicta ſua bona, & cujuſlibet ipſorum, rigoribus & compulſionibus Curiæ Cameræ Apoſtolicæ auditorum & viceauditorum ejuſdem Romanæ vel Avenionenſis ſubmiſerunt, & per eamdem Curiam voluerunt & conſenſerunt poſſe & deberi cogi atque compelli; & quilibet eorum volunt & conſenſerunt: & hoc per ſententiam, monitionem, excommunicationem, aggravationem, reaggravationem, uſque ad invocationem brachii ſecularis incluſivè, & prout rigor & ſtilus dictæ Curiæ Cameræ Apoſtolicæ poſtulant & requirunt, tanquam pro re liquidi, clara, manifeſta & in judicio confeſſata, & quæ jam in rem tranſivit judicatam. Et pro majori omnium & ſingulorum præmiſſorum firmitate habendâ, præfatus Dominus noſter Rex, pro ſe; & dicta Domina Maria, pro ſe etiam; & quilibet eorum, ad confitendum omnia & ſingula fuiſſe & eſſe per eoſdem Dominum noſtrum Regem, & dictam Dominam Mariam, & inter eos conventa, concordata, ratificata, promiſſa, & obligata; ſuumque debuiſſe & debere ſortiri effectum, prout per eos concordata, ratificata, promiſſa, approbata & obligata fuere in dicta Curia Cameræ Apoſtolicæ auditorum & viceauditorum ejuſdem Romanæ, vel Avenionenſis, necnon juramenta per eoſdem Dominum noſtrum Regem, & dictam Dominam præſtita fuiſſe, & eſſe licita & honeſta, & in caſu licito & honeſto præſtita ſervanda fore, & debere ſervari citra revocationem aliorum procuratorum ſuorum, omnibus melioribus modo, via, forma, & jure, quibus potuerunt, ſecerunt, crearunt, ordinaverunt & conſtituerunt; & quilibet eorum fecit, conſtituit, creavit & ordinavit ſuos veros, certos, & indubitatos procuratores ſpeciales & generales, videlicet procuratores fiſcales, & Notarios ordinarios dictæ Curiæ Cameræ Apoſtolicæ auditorum aut viceauditorum ejuſdem Curiæ Romanæ, vel Avenionenſis, & eorum quemlibet in ſolidum; dantes & concedentes præfatus Dominus noſter Rex pro ſe; & dicta Domina Maria, etiam pro ſe, dictis ſuis procuratoribus, & eorum cuilibet in ſolidum, plenam & liberam poteſtatem, & ſpeciale mandatum ac generale, præmiſſa omnia & ſingula in præſenti inſtrumento contenta, inter eoſdem Dominum noſtrum Regem, & dictam Dominam Mariam, fuiſſe juſtè & canonicè promiſſa, conventa, concordata, bipotecata, & approbata coram præfatis Dominis auditoribus, vel viceauditoribus, vice & nomine ipſorum Dominorum conſtituentium, & cujuſlibet ipſorum, confitendi, & præceptum, ſive injunctionem de tenendo, obſervando, & complendo omnia & ſingula, ſicut præmiſſum eſt, per eos & inter eos conventa, concordata, promiſſa, & obligata; ac etiam de ſolvendo in terminis, in prædictis conventionibus & matrimonialibus contentis & expreſſatis; necnon quaſcumque fulminationes ſententiarum per dictos Dominos auditores, ſeu viceauditores, in perſonas dictorum ſuorum procuratorum promulgandas & ferendas, pro eiſdem Dominis conſtituentibus, & nomine ipſorum, & cujuſlibet eorum in ſolidum, gratis acceptandi & ſuſcipiendi, ac tenere & conſervare promittendi; cæteraque alia univerſa & lingula faciendi, dicendi, gerendi, procurandi, & exercendi, quæ in præmiſſis & circa ea erunt neceſſaria & opportuna, & quæ ipſi Domini conſtituentes facerent & facere poſſent, ſi in præmiſſis, & quolibet eorum, præſentes perſonaliter intereſſent: promittentes inſuper præfati Dominus noſter Rex, fide regiâ; & dicta Domina Maria, & quilibet eorum, pro parte ſua, conſtituentes, nobis Notariis publicis infra ſcriptis, ut communibus & publicis perſonis ſtipulantibus ſolemniter & recipientibus, vice & nomine, ac ad opus omnium & ſingulorum, quorum intereſt aut intereſſe poterit, quomodolibet in futurum, ſe ratum, gratum & firmum perpetuò habere totum & quidquid per dictos ſuos procuratores ſuperiùs conſtitutos, ſeu eorum alterum, actum, dictum, geſtum, confeſſatum, acceptum, ſuſceptum, ſeu aliàs quomodolibet fuerit procuratum in præmiſſis, & quolibet præmiſſorum id ratum habere, judicioque ſiſti, & judicarum ſolvi cum ſuis clauſulis univerſis, dictoſque procuratores ſuos ab omni onere ſatiſdandi penitus relevare; & hoc ſub expreſſa bipoteca, & obligatione omnium bonorum ſuorum, & cujuſlibet ipſorum, mobilium & immobilium, præſentium & futurorum, & ſub quacumque juris & facti renunciatione ad hoc neceſſaria, qualibet pariter & cautela. Et ſimili juramento ſuper iis præſtito, præfatus Dominus noſter Rex, & dicta Domina Marie, & quilibet eorum, dictos ſuos procuratores ſuperiùs conſtitutos minimè revocare jurarunt. De quibus omnibus & ſingulis præmiſſis præfatus Dominus noſter Rex pro ſe, & dicta Domina Joanna ejus filia; & dicta Domina Maria pro ſe, & dicto Domino Ludovico, ejus filio; petierunt & requiſierunt, ſibi fieri & confici per nos Notarios publicos infra ſcriptos publica inſtrumenta duplicata, etiam de conſilio ſapientum ordinanda, tot quot erunt eiſdem & cuilibet ipſorum neceſſaria & opportuna. Acta fuerunt hæc in loco de Jargeau Diœceſis Aurelianenſis, die vigeſima octeva menſis Octobris, anno ab incarnatione Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo tertio, indictione ſextâ, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini Sixti divi-

ANS de J. C. 1473.

nâ providentiâ Papæ quarti, anno tertio. Præſentibus ibidem, &c.

La ratification, par Louis Duc d'Orleans, du Contrat de Mariage relatif aux articles contenus en l'acte ci-deſſus, eſt du lendemain vint-neuvieme Octobre 1473.

CDLXXVIII.

ANS de J. C. 1473. FRANCE et BOURBON.

*Contract de Mariage d'*ANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Louis XI. avec* PIERRE DE BOURBON *Sieur de Baugé, depuis ſecond du nom Duc de Bourbon. Fait à Jargeau, le 3. de Novembre* 1473. Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. ſervans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 232.

PIERRE DE BOURBON Seigneur de Beaujeu, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme puis nagueres nous ayons tres-humblement fait ſupplier & requerir à mon tres-redouté & Souverain Seigneur Monſeigneur le Roy, que ſon plaiſir fuſt nous faire l'honneur de nous bailler par Mariage ma tres-redoutée Dame Msdame ANNE DE FRANCE ſa fille aiſnée: ſur quoy iceluy mon tres-redouté & Souverain Seigneur reduiſant à memoire l'ancienne conſanguinité & affinité que noſtre tres-redouté Seigneur & Frere (a) Monſeigneur le Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, nous & nos predeceſſeurs de la Maiſon de Bourbon, qui eſt extraite & deſcenduë de la Maiſon de France, ont touſiours eu, & qu'avons à mondit Seigneur le Roy & à ſes predeceſſeurs, & les ſervices à eux faits par noſdits predeceſſeurs: ayans auſſi regard à ce que ſeu mon tres-redouté & Souverain Seigneur Monſeigneur le Roy, que Dieu abſolve, durant ſa vie bailla par Mariage ma tres-redoutée Dame & Sœur Madame (b) Jeanne de France ſa fille, à noſtredit Seigneur & Frere Monſeigneur le Duc de Bourbon, perſeverant en ſemblable vouloir & affection pour conſideration de la ſinguliere amour que de ſa grace il a à nous & à ladite Maiſon de Bourbon, voulant icelle approcher de luy & traiter en plus grande faveur, eu ſur ce advis & deliberation avec pluſieurs des Seigneurs de ſon Sang & lignage, & gens de ſon grand Conſeil, pour les cauſes & conſiderations deſſuſdites, & pluſieurs autres à ce le mouvans, ait aujourd'huy voulu, conſenty, octroyé & accordé ledit mariage, & icelle promiſe à nous bailler à femme & eſpouſe. Sçavoir faiſons, que nous recognoiſſans leſdites choſes, & le grand honneur que mondit Seigneur le Roy nous fait en ce faiſant, deſirans de tout noſtre pouvoir la perfection & accompliſſement dudit Mariage, & en toutes choſes accomplir ſon vouloir & plaiſir, avons audit jourd'huy de noſtre part voulu, conſenty, & accordé, voulons, conſentons & accordons par ces preſentes ledit Mariage, & icelle Madame Anne de France avons promis & promettons de prendre à femme & eſpouſe, & en faire & ſolenniſer les nopces & eſpouſailles en face de Saincte Egliſe, toutesfois que ſera le bon plaiſir de mondit Seigneur le Roy, & avons agreable le dot que mondit Seigneur le Roy luy a conſtitué & ordonné de cent mil eſcus d'or pour une fois, à iceux payer à trois termes, à chacun terme la tierce partie, dont le premier terme ſera dedans l'an de la ſolennité des nopces, & les autres deux termes ſe payeront és deux années prochaines enſuivans en chacune année le tiers deſdits cent mille eſcus, de laquelle ſomme de cent mille eſcus nous demeurera, & aux noſtres la tierce partie qui n'eſcherra point en reſtitution, & les autres deux tiers ſeront le propre heritage paternel de madite Dame Anne, & le pourront elle ou ſes enfans & heritiers recouvrer ſur tous nos biens au *prorata* de ce qui en aura eſté payé, au cas que leſdits deux tiers n'auroient eſté employez en acquiſition de terres ou heritages, & s'ils y avoient eſté employez, il ſera au choix de madite Dame Anne, & des ſiens, de prendre leſdites terres qui en auroient eſté acquiſes, ou ladite reſtitution deſdits deux tiers d'iceux cent mille eſcus, comme dit eſt; & auſſi aura & prendra, au cas que nous irons le premier de vie à treſpas, la ſomme de ſix mille livres de rente pour ſon doüaire, durant le cours de ſa vie, ſelon la couſtume des pays où l'aſſiete ſera faite, leſquelles luy ſeront aſſiſes de prochain en prochain és meilleures & plus claires Terres, Seigneuries, revenus, & biens immeubles que nous avons, & qui nous peuvent à preſent competer & appartenir, & auſſi ſur celles qui par le temps à devenir nous appartiendront, competeront, & pourront obvenir par ſucceſſion, appanage, acqueſt, ou autrement: en quelque maniere que ce ſoit, & ſeront icelles ſix mille livres de rente logées & hebergées des Places, Chaſteaux, Villes, Forteresſes, & Maiſons qui appartiendront eſdites Terres, & Seigneuries de ladite aſſiete, leſquelles Places, Villes, Chaſteaux, Forteresſes, & Maiſons de ladite aſſiete demeureront és mains de madite Dame Anne durant le cours de ſa vie. Et par ce preſent Traité, en tant qui nous peut toucher, & pourra pour le temps advenir: avons voulu & conſenty, voulons & conſentons expreſſement, que toutes les Duchez, Comtez, Terres, & Seigneuries qui ſont à preſent en la Maiſon de Bourbon, qui tant par l'ancien appanage de France, que par les Traitez des Mariages de madite Dame & Sœur Madame Jeanne de France, avec noſtredit Seigneur & Frere, & de feuë noſtre tres-redoutée Dame & ayeule Madame Marie, fille de feu noſtre tres-redouté Seigneur & Oncle Monſeigneur le Duc Jean de Berry, avec feu noſtre tres-redouté Seigneur & ayeul paternel Monſeigneur le Duc Jean de Bourbon, & par autres Traitez quelconques ont eſté miſes comme tenuës en appanage, & qui par leſdits Traitez doivent retourner à la Couronne, retournent à mondit Seigneur le Roy, & à ſes Succeſſeurs Roys de France, (c) au cas que nous irons de vie à treſpas ſans hoirs maſles deſcendans de noſtre corps en droite lignée en loyal Mariage, & auſſi mondit Seigneur le Roy a voulu & conſenty que au cas que noſtredit Seigneur & Frere iroit de vie à treſpas, ſans hoirs maſles deſcendans de ſa chair en droite lignée, en loyal mariage, que nous & noſdits hoirs maſles deſcendans de noſtre chair & loyal Mariage, ſuccedions & puiſſions ſucceder en toutes & chacunes leſdites Duchez, Comtez, Terres & Seigneuries deſſuſdites, ſans toutesfois en rien prejudicier ne deroger au doüaire de Madame & Sœur Jeanne de France, Ducheſſe de Bourbon, ne en la feureté des choſes Traitées de ſondit Mariage, tant pour elle, que pour les hoirs qui d'elle deſcendront, ſi aucuns en avoit, & auſſi voulons, conſentons, & accordons expreſſement, que les hoirs qui deſcendront de madite Dame Anne de France, & de nous ayent tous tels ſemblables, & pareils advantages en tous nos biens, & meubles, & immeubles, Terres & Seigneuries quelconques de noſtre ſucceſſion, que par le Traité, & Contract dudit Mariage de noſtredit Seigneur & Frere, & de madite Dame & Sœur Madame Jeanne de France ſa femme, a eſté accordé pour les hoirs deſcendans de leurdit Mariage, & que cettuy noſtre preſent conſentement ſoit de telle valeur, comme s'il eſtoit icy expreſſement recité & declaré, toutes leſquelles choſes deſſus ſpecifiées & declarées: nous avons conſenty, accordé, promis, & juré, conſentons, accordons, promettons, & jurons par la foy & ſerment de noſtre corps, pour nous, nos hoirs, ſucceſſeurs, & ayans cauſe, tenir, garder, & accomplir, ſans jamais faire ne venir au contraire ſoubs l'hypotheque & obligation de tous

(a) Jean Duc de Bourbon.

(b) Jeanne de France fille du Roi Charles VII. & de la Reine Marie d'Anjou ſon eſpouſe.

(c) Clauſe bien notable dont l'effet écheut depuis leſdits Contractans n'ayans laiſſé qu'une fille nommée Suzanne, Mariée à Charles II. Duc de Bourbon, & Connétable de France.

ANS de J. C. 1473. tous noſdits biens, meubles, & immeubles, preſens, & à venir quelconques, leſquels nous avons obligez & hypothequez, obligeons, & hypothequons expreſſément pour l'entretenement, & accompliſſement de toutes les choſes deſſuſdites, & chacunes d'icelles; & avons renoncé & renonçons à toutes & chacunes les choſes qui nous pourroient aider à faire ou venir contre la teneur de ceſdites preſentes: leſquelles nous avons voulu & voulons ſortir leur plein & entier effet. En teſmoin de ce, nous avons fait ſceller ces preſentes de noſtre ſeel, leſquelles nous avons ſignées de noſtre main. Donnée à Jargeau le 3. jour de Novembre, l'an de grace 1473. Et ſur le reply, Par Monſeigneur de Beaujeu en ſon Conſeil, Signé G. Courtin, & ſcellé.

CDLXXIX.

ANS de J. C. 1474. FRANCE ET SUISSE. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XI. *Roi de France, & les Cantons des* SUISSES, *du* 10. *Janvier* 1474. Frederic Leonard. Tom. IV.

NOus Bourgmaiſtres, Advoyers, Ammans, Conſeils, & Communautez des Villes & Provinces de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Switz, Underwald, Zoug & Glaris, de la Grande Ligue de la Haute Allemagne; enſemble les Advoyers & Conſeils des Communautez de Fribourg & Soleurre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſavoir faiſons que pour ce qu'à ce jourd'hui il y a eû, & y a encores une ſeable charité & dilection, voire perdurables intelligences entre Tres-Chretien & Sereniſſime Seigneur & Maiſtre, à nous tres-gracieux par deſſus tous autres, nous avons peſé & conclu en nous memes d'affermir & acroître ces mêmes intelligences & amitiez mutuelles, eſperant que de ce fondement l'Eſtat & commodité des deux Parties en aquerra une grande & durable ſolidité, à l'ocaſion dequoi nous avons traité & acordé avec ledit Seigneur Roi cette intelligence & union de ſincere & inviolable foi, en la maniere qui s'enſuit.

En premier lieu, qu'icelui Seigneur Roi en toutes & chacunes nos guerres, & ſpecialement contre le Duc de Bourgogne, & tous autres, il nous doit fidelement donner aide, ſecours, & défenſe à ſes dépens.

Outre plus tant qu'il vivra, il nous ſera tenir & paier tous les ans en ſa Ville de Lion, en témoignage de ſa charité envers nous, la ſomme de vint-mille francs, ſavoir cinq-mille à chaque quartier d'année, pour eſtre diſtribuez également entre nous Parties ſuſdites. Et ſi ledit Seigneur Roi en ſes guerres & armées avoit beſoin de noſtre ſecours, & d'icelui nous requeroit, dés lors nous ſerons tenus lui fournir à ſes dépens tel nombre de ſoldats armez qu'il nous ſemblera honneſte, & que le pourrons faire; c'eſt à ſavoir, au cas que ne fuſſions point occupez en nos propres guerres: & ſera la paie de chaque ſoldat de quatre florins & demi de Rhin par mois, comprenant douze mois en l'an.

Quand ledit Seigneur Roi voudra nous demander tel ſecours, il ſera tenir dans l'une des Villes de Zurich, Berne, ou Lucerne, la paie d'un mois pour chaque ſoldat de la levée qui lui ſera acordée, & pour les autres deux mois ſuivans en la Cité de Geneve, ou autre lieu qui nous ſera commode, à noſtre choix & volonté.

Du jour que les noſtres ſeront ſortis de leurs maiſons commencera la paie deſdits trois mois, ils joüiront de toutes les franchiſes, immunitez, & privileges, deſquels les ſujets du Roi joüiſſent. Et ſi en quelque temps que ce ſoit nous requerions ledit Seigneur Roi de nous preſtrer ſecours en nos guerres contre le Duc de Bourgogne, & que pour autres ſiennes guerres il ne pût nous ſecourir, dés lors ſin de pouvoir ſoûtenir noſdites guerres ledit Seigneur Roi nous ſera délivrer en ſa Ville de Lion tant & ſi longuement que nous les continuërons à main armée, la ſomme de vint-mille florins de Rhin par quartier, ſans préjudice de la ſomme ci-deſſus mentionnée. ANS de J. C. 1474.

Et quand nous voudrons faire Paix ou Tréves avec le Duc de Bourgogne, ou autre ennemi du Roi, ou de nous, ce qui nous ſera loiſible de faire, nous devons & ſommes tenus de reſerver ſpecifiquement icelui Roi: & lui ſemblablement comme nous doit en toutes ſes guerres avec le Duc de Bourgogne & autres, pourvoir que faiſant Paix ou Tréves (ce qui lui ſera auſſi loiſible) nous ſoions ſpecifiquement & ſingulierement reſervez comme lui.

En toutes ces choſes nous reſervons de noſtre part nôtre Saint Pere le Pape, le Saint Empire Romain, & tous ceux avec leſquels nous avons juſques aujourd'hui contracté alliance, union, intelligences, ou obligation par lettres ſcellées. Le même ſera de ſa part du Roi, hormis le Duc de Bourgogne, à l'endroit duquel l'un & l'autre nous nous comporterons ainſi que dit a eſté.

Et ſi ſelon que les choſes ſe trouvent diſpoſées, il arrive que nous ſoions maintenant enveloppez de guerres avec le Duc de Bourgogne, dés lors & à l'inſtant icelui Roi doit mouvoir puiſſamment & ſerieuſement la guerre contre ledit Duc, & faire les choſes accoûtumées en guerre qui ſoient à lui & à nous commodes & profitables, le tout ſans dol & fraude aucune.

Et pour autant que cette amiable union doit eſtre de bonne foi gardée, ferme, & inviolable, & à icelle ſatisfait durant la vie d'icelui Roi (laquelle Dieu par ſa bonté lui doint longue & heureuſe) à cette cauſe nous avons à icelui Roi fait delivrer ces preſentes ſcellées des ſeaux, deſquels nous uſons dans nos Villes & Païs, aians receu de Sa Majeſté les ſemblables ſcelées & confirmées de ſon ſeau.

Et de noſtre part, nous ſuſdites Communautez de Fribourg & Soleurre confeſſons & advoüons tout ce que deſſus, & le recevons & avons pour agreable. En témoignage dequoi nous avons fait attacher nos ſeaux à ces preſentes. Donné le dixieſme jour du mois de Janvier l'an 1474.

Déclaration plus ample du contenu aux précédens articles, & Alliances faites par le Canton de Berne, à Berne le 2. Octobre 1474.

NOus Advoyer & Conſeil de la Ville de Berne, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Sçavoir faiſons, que comme ainſi ſoit que ci-devant ait eſté fait un Traité de ligue & confederation amiable entre Tres-Chreſtien & Sereniſſime Roi & Seigneur Louis Roi de France noſtre tres-redouté Seigneur, & les Magnifiques Seigneurs de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne, & certains articles aient eſté eſcrits & arreſtez ſur ledit Traité entre les Ambaſſadeurs Roiaux & ceux deſdits Seigneurs de la Ligue, contenans la forme de ladite confederation, leſquels ont eſté portez & monſtrez audit Seigneur Roi, toutesfois pource que leſdits articles à cauſe de leur generalité ſe trouvent ambigus, ce qui pourroit à l'advenir apporter de la diſcorde entre ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien & leſdits Seigneurs de la Ligue. Pour cette cauſe, pour la ſinguliere affection qu'icelui Roi porte auſdits Seigneurs de la Ligue, & pour couper chemin à toute queſtion à l'advenir, devant que du tout terminer ledit Traité & Alliances, Sa Majeſté a voulu pour plus ample declaration du contenu auſdits articles, eſtre eſclarci de la volonté & intention deſdits Sei-

ANS de J. C. 1474. Seigneurs de la Ligue, Pour ce eſt-il que nous Advoyers & Conſeils recognoiſſant ledit Traité de Ligue & confederation amiable, utile audit Seigneur Roi & auſdits Seigneurs de la Ligue, afin qu'il ne ſoit interrompu, mais conclu par une bonne fin, pour oſter toute occaſion de ſcrupule & doure, aprés avoir eſté bien & deuëment informez de l'intention & volonté deſdits Seigneurs de la Ligue, en declarant les choſes ſuſdites qui eſtoient revoquées en doute, nous aſſeurons, interpretons, & declarons, que ledit Seigneur Roi ne ſe doit aucunement mettre en peine pour le ſecours de la Ligue, ſinon au cas qu'il en ſoit par eux requis: & encore en ce cas ne leur doit donner ſecours contre leurs ennemis, ſinon entant qu'ils euſſent ſi grande puiſſance, que leſdits Seigneurs de la Ligue preſſez & en urgente neceſſité, euſſent beſoin neceſſairement d'eſtre ſecourus, & ne puſſent autrement reſiſter à leur ennemi: Et ſi à l'advenir leſdits Seigneurs de la Ligue demandoient ſecours au Roi contre le Duc de Bourgogne, & ledit Seigneur Roi occupé en ſes guerres propres ne pouvoit les ſecourir d'hommes, en ce cas il leur ſera tenir & delivrer dans la Ville de Lion vint-mille florins de Rhin par chacun quartier d'année, tant que la guerre effectuellement durera: Et de noſtre part nous promettons, ſoubs noſtre foi & honneur, que toutes & quantes fois que ledit Roi demandera ſecours auſdits Seigneurs de la Ligue, nous aurons le ſoin & ſerons effectuellement qu'ils le ſecoureront & aideront de ſix-mille hommes en ſes guerres, & expeditions, ſuivant la teneur de la derniere union & alliance faite entr'eux, toutefois en paiant: Et de ce nous nous rendons reſponſables vers ledit Seigneur Roi. Pour plus grande aſſeurance de laquelle declaration, nous avons fait mettre le ſeau de noſtre Ville à ces Preſentes données le ſecond jour du mois d'Octobre 1474.

CDLXXX.

ANS de J. C. 1474. L'ANGLETERRE ET LES VILLES HANSEATIQUES.

Traité de Paix entre (a) EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, & les* VILLES HANSEATIQUES. *Fait à Utrecht, le dernier de Février*, 1474. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IV. pag. 389.

EDUARDUS Dei Gratia Rex Angliæ & Franciæ, Dominus Hyberniæ, univerſis & ſingulis, præſentia viſuris, ſeu audituris ſalutem, & fidem eidem indubiam adhibere. Cum dudum menſe videlicet Februarii ultimo præterito dilecti & fideles noſtri Wilhelm. Hatteclijf Secretarius, Joannes Ruſſel Decretorum Doctor, Archidiaconus Berckshire in Eccleſia Sarisburienſi. Wilhelmus Roſſe Vitellarius Villæ noſtræ Cales, Oratores, Commiſſarii, Procuratores, Nuncii & Deputati noſtri in Civitate Trajectenſi comparuiſſent, tuncque & ibidem cum ſpectabilibus & circumſpectis viris Domino Johanne Oſthuſen, utriuſque Juris Doctore, & Johanne Berſenbruggen Secretario Lubecenſi, Henrico Murmeſter legum Doctore, Proconſule Hamburgenſi, ac Bernhardo Paweſe Conſule de Dantſigk, Communiratum, Civitatum & Oppidorum Hanſæ Teutonicæ Oratoribus, Nuncus, Procuratoribus una cum aliis ſibi adjunctis particularium Civitatum, Communitatum, Oppidorum & Burgotum Hanſæ Teutonicæ Oratoribus infra nominatis de modis, viis ac formis, quibus differentiæ, lites, guerræ, injuriæ & diſcordiæ inter homines partium prædictarum motæ & pendentes finaliter pacificati, aboleri omneſque & ſinguli homines utriuſque partis prædictæ ad priſtinam amicabilem & mutuam communicationem & converſationem, liberumque intercurſum mercandi, reſtitui & reduci poſſent abunde & cum matura deliberatione communicaſſent & tractaſſent. *Ipſi* tandem cum Oratoribus Hanſæ ſupradictæ appunctuarunt, convenerunt, concordarunt & concluſerunt vice & nomine noſtris in omnibus & per omnia, prout in eorum literis tenore ſubſequenti deſuper expeditis pleniſſime continetur. Univerſis & ſingulis præſentium ſeriem inſpecturis, nos Wilhelmus Hatteclijf Excellentiſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Eduardi Dei Gratia, Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hyberniæ Secretarius, Johannes Ruſſel decretorum Doctor, Archidiaconus Barckſoriæ in Eccleſia Sarisburienſi ac Wilhelmus Roſſe Vitellarius Villæ Cales, Oratores, Commiſſarii & Procuratores ejuſdem Domini Regis ex una; ac Johannes Oſthuſen, utriuſque Juris Doctor, & Johannes Berſenbrugge Secretarii Lubecenſ. Henricus Murmeſter legum Doctor, Proconſul Hamburgenſis, ac Bernhardus Paweſe Conſul de Danſigk, cum aliis adjunctis videlicet Spectabilibus & Circumſpectis Dominis Oratoribus Chriſtophoro Hinpſtebergh Proconſule Tremonienſi, Henrico Rentſinck Conſule Monaſterienſi, Magiſtro Johanne Marquareli & Johanne Bornen Proconſulibus, ac Magiſtro Srephano Gilberd, Secretario Daventrienſi, Magiſtro Tidemanno de Wen, & Henrico Kumetorf Proconſulibus & Magiſtro Jacobo Byndop Secretario Campenſi, Johanne Durkop Aldermanno & Magiſtro Gehardo Bruns Secretario Mercatorum Hanſæ in Bruggis, nec non Magiſtro Hermanno Wamate Secretario Mercatorum Hanſæ in London. Communium Civitatum & Oppidorum Hanſæ Teutonicæ Oratores, Procuratores & Nuncii ex altera partibus, per literas ſuperiorum noſtrorum quarum tenores de verbo ad verbum inſerius inſeruntur, ad infra ſcripta authoriſati & commiſſi notum facimus, quod poſt nonnullos tractatus per certos Angliæ & Hanſæ Oratores in hac Civitate Trajectenſi menſibus Julii & Septembris ultimo efluxis, de & ſuper quam plurimis differentiis, litibus, guerris, injuriis & diſcordiis inter homines partium prædictarum motis & pendentibus indiſcuſſis, habitos atque factos tandem comparentibus nobis inſtanti menſe Februarii in dicta Civitate Trajectenſi poſt maturam plenamque deliberationem ſuper omnibus hinc inde propoſitis habitam & obſervatam, irriſpirante pacis autore, pro pacificandis & abolendis differentiis, litibus, guerris, inimicitiis & diſcordiis hujuſmodi, atque pro reducendo & reſtituendo omnes & ſingulos homines utriuſque partis prædictæ, ad priſtinam amicabilem & mutuam communicationem & converſationem, liberumque intercurſum mercandiſandi, appunctuatum, conventum, concordatum, & concluſum eſt inter nos, vice, autoritate & nominibus ſuperiorum noſtrorum pro ſe ſuiſque ſucceſſoribus & ſubditis univerſis ac ſingulis præſentibus & futuris in modum ſubſequentibus & ſubſcriptis articulis comprehenſum.

1. In primis appunctuatum, conventum, concordatum & concluſum exiſtit, quod ab hac die in perpetuum, inter Sereniſſimum Regem Angliæ ſuoſque hæredes & ſucceſſores ipſius & eorum ligios atque ſubditos ex una, atque communitates, atque homines de Hanſa Teutonica præſentes & futuros ex altera partibus, ceſſabunt de cetero & penitus conquieſcent ac finaliter exterminabuntur omnes bellorum motus, hoſtilitates atque inimicitiæ, ubique per terram, mare, & in aquis dulcibus, ita quod homines utriuſque partis omnes & ſinguli poſſint, & debeant, libere, tute & ſecure ubique locorum, inſimul aut ſeparatim ad eorum beneplacitum, ire, redire, navigare, morari & converſari, abſque eo quod una pars ſuper alteram aliquod dammum, gravamen ſeu moleſtiam per captiones perſonarum, navium, mercium, bonorum, ſeu rerum quarumcunque faciat ſeu attemptet facere quovis modo.

2. Item appunctuatum, conventum, concordatum

ANS de J. C 1474. tum & concluſum exiſtit, quod futuris perpetuis temporibus ceſſabunt inter partes prædictas, earum ſubditos & ſucceſſores univerſos omnes lites, quæſtiones & actiones inter eaſdem partes & ſucceſſores eorum occaſione & cauſa injuriarum, litium, diſcordiarum, guerrarum, captionum perſonarum, navium, mercium ſeu rerum quarumcunque ſive in mari publico, ſive in portubus maris, aut quibuſcunque aliis locis, aut hoſtilitatum, inimicitiarum & turbationum quarumcunque antehac quocunque tempore hinc inde exortæ, intentatæ, ſeu intentandæ, etiam per viam Repræſaliarum, aut aliter coram quocunque judice aut quibuſcunque judicibus in Regno Angliæ aut alibi inſtitutæ ſeu inſtituendæ. Ita quod omnis Proceſſus in quocunque ſtatu fuerit jam pendens in Anglia aut alibi coram quocunque judice aut quibuſcunque judicibus in Curia aut Conſiliis quorumcunque Principum aut Dominorum inter Anglicos & perſonas ſive loca quæcunque Hanſæ ſupradictæ, & præſertim inter quoſdam Anglicos, & Oppidum Campenſe in magno Conſilio Domini Ducis Burgundiæ, &c. nec non arreſtationes & exinde ſubſequentes promiſſiones, obligationes & cautiones quacunque virtute quarumcunque literarum, repræſaliarum ſive arreſtationis factæ, ceſſent, ſint abolitæ & penitus conquieſcant, nec alicui cujuſcunque nationis exiſtat, permittetur, in Regno Angliæ aut alibi per viam repræſaliarum alaſve vias, contra ſubditos unius aut alterius partis procedere, ex eo forſan, quod ſibi naves aut bona tempore aliquo præterito ablata, aut alias injuriæ illatæ ſint, adeo quod bene licebit tam Anglicis, quam hominibus Hanſæ prædictæ naves & alia bona uſque in hunc diem taliter capta, in Regnum Angliæ & alia Dominia Sereniſſimi Domini Regis atque alibi ubicunque libuerit, ſecure & libere adducere & abhinc reducere, ac pro libitu ſuo vendere, diſtribuere & alienare, abſque eo quod primi Domini proprietarii aut poſſeſſores eorundem ipſa vendicare aut recuperare valeant. Quodque exercitores, Capitanei navium, eorum familiares, ſervitores & alii quicunque uni & alteri partium prædictarum tempore hujuſmodi guerrarum adhærentes, cum univerſis rebus ejuſdem diſſenſionis occaſione capris, nullo modo per unam vel alteram partem in quacunque eriam regione fuerint, ex cauſis prædictis arreſtentur, turbentur, moleſtentur, aut quomodolibet inquieteutur.

Item appunctuatum, concordatum, conventum & concluſum exiſtit, quod ad majorem ſecuritatem hominum Hanſæ prædictæ providebitur eis & eorum Succeſſoribus per literas Domini Regis Angliæ validas & efficaces & per actum Parliamenti, ne ipſi aut eorum aliquis graventur, onerentur, ſeu impediantur in futurum, in eorum perſonis, navibus, bonis, mercibus ſive rebus occaſione alicujus ſententiæ latæ aut judicii redditi repræſaliarum ſive conceſſarum & indultarum per dictum Dominum Regem & ſuum Conſilium in & adverſus nationem ſeu perſonas ejuſdem Hanſæ, quandocunque ante præſentem diem, ita quod ab ulteriori executione ſententiæ & judicii hujuſmodi ſuperſederi debet omnino; quodque ſimpliciter & omnino omnes & ſingulæ promiſſiones, obligationes & fidejuſſiones prætextu hujuſmodi ſententiæ aut literarum repræſaliarum à mercatoribus Hanſæ tunc in Anglia exiſtentium factæ, ſint ſublatæ, & eidem Mercatores per Regiam Celſitudinem ab iiſdem ſimpliciter abſoluti.

Item appunctuatum, conventum, concordatum & concluſum eſt inter Oratores prædictos, quod omnes & ſingulı Mercatores & alii ſubditi & ligii Domini Regis Angliæ pro tempore exiſtentes, cujuſcunque ſtatus fuerint, poterint & poſſint, totiens, quotiens eis libuerit & placuerit, ſalvo & ſecure terram Pruciæ, & alia loca Hanſæ intrare, ibidem morari & converſari, exire & redire, emere & vendere cum quibuſcunque perſonis, ita & in eo modo ac adeo libere ſicut unquam ante hæc tempora emere & vendere, intrare & exire potuerunt & conſueverint ſolutis Cuſtumis & denariis de Mercandiſis ſuis debitis & conſuetis, quodque omnes & ſinguli Mercatores & alii ſubditi & ligii Domini Regis Angliæ hujuſmodi in terra Pruciæ & aliis locis Hanſæ omnibus & ſingulis illis libertatibus & liberis conſuetudinibus uti plene debeant & gaudere, quibus unquam aliquo tempore rationabiliter uſi ſunt & gaviſi, nullæque priſæ & actiones novæ, ſeu præſtationes aliquæ ſuper eorum perſonas vel bona imponentur aliter vel alio modo quam ante decem, viginti triginta, quadraginta, imo & centum annos, & ultra, impoſitæ ſunt vel fuerunt: ſimili modo quod verſa vice omnes & ſinguli Mercatores & homines de Hanſa prædicta præſentes & futuri, cujuſcunque ſtatus fuerint, poterint & poſſint toties quoties eis libuerit & placuerit, terram Angliæ & poteſtatem & Dominia Sereniſſimi Domini Regis intrare, ibidem morari, converſari, exire ſalvo & ſecure emere & vendere, ſecundum formam & tenorem cartarum, privilegiorum eis ſeu eorum prædeceſſoribus indultorum, ſolutis tamen Cuſtumis & aliis denariis inde debitis ſecundum eorundem Privilegiorum vim, formam & effectum. Quodque iidem omnes & ſinguli Mercatores & homines de Hanſa prædicta præſentes & futuri quibuſcunque Privilegiis & libertatibus ipſis aut eorum anteceſſoribus, per Reges Angliæ indultis & conceſſis, uti plene debeant & gaudere, prout unquam ante hæc tempora eis rationabiliter uſi ſunt & graviſi, nullæque priſæ, præſtationes, exactiones novæ, aut aliqua ſubſidia ſuper eorum perſonas vel bona imponantur ultra vim atque formam privilegiorum eis uti permittitur conceſſorum, & ad omne dubium quod in præmiſſis ſeu circa ea poſſent oriri, removendorum, ne videlicet occaſione guerrarum & turbationum jam nuper conóngentium prætendi valeat, tam memorata Privilegia Hanſæ in Regno & Dominiis Regis Angliæ, quam libertates & liberas conſuetudines Anglicorum ſupradictas, in terra Pruciæ & aliis locis Hanſæ tanquam foris facta ſeu coofiſcata viribus vacuari ſeu minoris roboris eſſe aut momenti, concluſum eſt, quod providebitur tam dictis Mercatoribus & hominibus de Hanſa præſentibus & futuris per literas authenticas; & patentes Domini Regis, & per actum Parliamenti quam ſubditis & ligiis Coronæ Angliæ præſentibus & futuris per decreta & literas authenticas nomine & authoritate totius Hanſæ ſub Sigillo Civitatis Lubecenſis prout moris eſt validas & efficaces de & ſuper confirmatione & innovatione omnium & ſingulorum Privilegiorum, libertatum & liberarum Conſuetudinum prædictarum ad finem & effectum, ut ambæ partes ſuis hujuſmodi privilegiis libertatibus & liberis conſuetudinibus uti & gaudere de cætero poſſint, ſicut uſi & graviſi ſunt, ſeu uti & gaudere debuiſſent, ſi guerræ & turbationes hujuſmodi non contigiſſent, & cum de termino morari, qui perſæpe in præſentibus continetur, ante hac diſceptatio orta eſt, concordatum eſt, quod nihil aliud in ejus ſignificatione contineat, quam aliquamdiu in aliquo loco perſeverare, non ut Civis aut Incola.

5. Item appunctuatum, conventum, concordatum & concluſum eſt, quod in cauſis & querelis movendis infra Reg. Angliæ adverſus Mercatores & homines Hanſæ prædictæ, vel ab eis, ubi agitur de Contractu vel quaſi, aut delicto, vel quaſi, qui vel quod prætenditur, initus ſeu factus, initum ſeu factum, extra Corpus cujuſcunque, communi Regni Angliæ deputabuntur autoritate Regia duo vel plures judices juxta quod rei qualitas videbitur exigere, coram quibus & per quos hujuſmodi cauſæ ſive querelæ levato velo, ac ſine ſtrepitu & figura judicii citius & compendioſius quo fieri poterit audiri debeant & terminari, ſi videlicet hoc ipſum petatur & requiratur à Mercatoribus aut hominibus ſupradictis per quos

ANS de J. C. 1474. contigerit, actionem hujuſmodi moveri vel attentari. Et quod eo caſu nullus Mercatorum vel nauta de Hanſa judicium Admiralitatis ſubire teneatur, nec ad hoc arctetur quomodolibet in futurum & quod fiant prohibitiones Regiæ Admirallo & ejus Officiariis ac alii vel aliis quibuſcunque judici vel judicibus (prout opus erit) ne ſe de vel in hujuſmodi cauſis ſeu querelis intromittant vel interponant partes ſuas quoque modo. Conſimili proviſione obſervanda ſubditis Regis Angliæ in terris Hanſæ & diſtrictibus quibuſcunque.

6. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & concluſum eſt, quod confirmatis ſive innovatis certis Privilegiorum & conceſſionum omnibus & ſingulis memoratis Dominis, Rex expediet per Cancellariam ſuam literas, brevia & mandata Edicta-que & proclamationes publicas ad omnes & ſingulos portus atque loca Regni Angliæ, de quibus videbitur expedire ad finem, ut dicta privilegia ipſis Mercatoribus juxta omnem vim, formam & effectum eorundem conſerventur, utque abuſionibus, interruptionibus, & impedimentis olim per Officiarios Domini Regis, ut prætenditur contra & adverſus tenores privilegiorum hujuſmodi intervenientibus atque factis de cætero efficacius obvietur, & hoc toties, quoties dictus Dominus Rex aut ſuus Cancellarius ad hoc per Mercatores fuerit requiſitus.

7. Item pariformiter appunctatum, conventum, concordatum, & concluſum eſt, caſu quo civitas, villa vel Oppidum aliquod, vel Officialis, aut Cuſtumarius vel alius ſubditus quicunque Illuſtr. Domini Regis Mercatorem vel nantam de Hanſa in aliquo contra tenorem & contenta cartæ privilegiorum ſuorum gravare, onerare, arreſtare, vel moleſtare præſumpſerit, ex tunc Dominus Cancellarius Angliæ pro tempore oportuna brevia concedet & dabit congrua mandata ad illum vel illos ſic gravantem vel gravantes, ut à talibus oneribus, gravaminibus, & moleſtationibus ſub pœna ſtatim deſiſtant. Et quod ſub certa pœna Officiarii & Cuſtumarii in futurum talia non tentabunt, & quod ab eis deſiſtent, jam cæptis ſi quæ fuerint.

8 Item appunctuatum, conventum, concordatum & concluſum eſt, quod Sereniſſimus Rex Angliæ ad uberiorem ſatisfactionem & recompenſam omnium & ſingulorum damnorum, injuriarum & contumeliarum, de quibus per ſubditos Coronæ Angliæ Hominibus Hanſæ factis & perpetratis multipliciter querulatum eſt, præter & ultra alias recompenſas quaſcunque concordatas & adviſatas certas domos & manſiones his & eorum ſucceſſoribus in perpetuum poſſidendum, & habendum appropriabit, ſeu appropriari faciet, videlicet quandam Curiam London ſitam vocatam Staelhof aliàs Streyliard, cum eidem adhærentibus ædificiis & ejuſdem univerſis juribus uſque ad Guildehallam Teutonicorum incluſive ſe extendentem. Item in villa de Boſtou, Curiam de Staelhof, alias dicta Steyliard. Et quod in villa de Lenna una domus conſimilis pro uſu & utilitate dictorum Mercatorum Hanſæ juxta aquas ordinetur ac ſimiliter per eundem Dominum Regem eis & eorum ſucceſſoribus in perpetuum poſſidendum approprietur, proviſo quod onera perpetua prædictæ domui, videlicet Staelhof cum ſibi adhærentibus petitis in London ex antiquis fundationibus ſeu Chriſti fidelium ultimis voluntatibus ad exhibitionem perſonarum Eccleſiaſticarum, ſeu ad alios pios uſus annexa & incumbentia per dictos Mercatores & eorum Succeſſores agnoſcantur, ſupportentur, & perimpleantur in omnibus & per omnia, prout proprietarii earundem moderni ipſa onera agnoſcere, ſupportare & perimplere tenentur. Ac proviſo per literas Regias quod Mercatoribus Hanſæ prædictæ & eorum ſucceſſoribus licebit ſupradictas domus & manſiones regere & gubernare, antiqua earundem regna ſubmovere & nova jungere, ipſaſque domos & manſiones cum univerſis earum ædificiis in toto vel in parte ſimpliciter tollere, & alias pro ſua voluntate reædificare, cum pleniſſima poteſtate utendi & fruendi ad libitum ſuæ voluntatis abſque alicujus novæ præſtationis ultra præmiſſa vel alterius cujuſcunque oneris impoſitione, cumque renunciatione & ceſſione perpetua & irrevocabili eorum ad quos ipſæ manſiones & domus pertinebant. Omnibus & ſingulis ſtatutis & conſuetudinibus Regni Angliæ cæteriſque univerſis exceptionibus tam juris quam facti, & dolo & fraude quantum ad præmiſſa penitus ſemotis & ceſſantibus aliiſque non obſtantibus quibuſcunque. ANS de J. C. 1474.

9. Item appunctuatum, conventum, concordatum & concluſum eſt, quod in ſatisfactionem omnium & ſingulorum damnorum Mercatoribus & aliis hominibus Hanſæ, quibuſcunque ab Anglicis uſque in præſentem diem illatorum, ac pro omnibus & ſingulis odiis & diſplicentiis de animis hominum ipſius Hanſæ adverſus ſubditos Coronæ Angliæ extirpandis & abolendis, Idem Dominus Rex de ſua gratia & munificentia ſua Regia largietur Civitatibus Hanſæ ultra domos & manſiones ante dictas certam, notabilem ſummam pecuniæ Sterlingorum, quorum ſolutionem conſequi debent proxime futuris continuis annis, ex omnibus & ſingulis Cuſtumis ad Regem pertinentibus, de ipſorum mercibus liciris & non prohibitis, quas in idem Regnum adduci ſeu ab eodem Regno educi contigerit, eo & tali modo quod illas Cuſtumas Mercatores Hanſæ London reſidentes, in ſolutionem præfatæ ſummæ recipiant, quouſque ad integram ſolutionem ejus perveniant, proviſo quod nullum, qui non ſit de eorum Guildâ vel ſocietate, neque ipſius bona advocent vel colorent aliquo modo. Quam quidem ſummam licet olim ad quindecim millia librarum taxatam attento, quod per Oratores Angliæ ad Inſtantiam Oratorum Hanſæ jam concordatum exiſtit, quod Dominus Rex Angliæ ſui hæredes & ſucceſſores omnes & ſingulos mercatores & homines Hanſæ manutenebunt & ſervabunt indemnes erga quoſcunque ſubditos ſuos ab omni actione, quæſtione, & lite quæ occaſione injuriarum aut captionis perſonarum navium mercium ſeu rerum, quarumcunque, temporibus quibuſcunque præteritis eis aut eorum alicui adverſus ipſos de Hanſa competebat ſeu competere potuit, dicti Oratores Hanſæ moderarunt & taxarunt ad ſummam decem millium librarum Sterlingorum dumtaxat, quarum decem millium librarum retentionem & ſoluoonem ipſi Mercatores de eorum Cuſtumis conſequi & habere debent annis proximis futuris, ut præfertur obligatione Regia in meliori & efficaciori forma per literas ſuas patentes dictis Mercatoribus deſuper facienda, in quo caſu & præmiſſis bene & fideliter perimpletis dicti Oratores Hanſæ fatentur & recognoſcunt nomine totius Hanſæ ipſum Dominum Regem ſuoſque ſucceſſores ſubditos & ligios Coronæ Angliæ præſentes & futuros ab omnibus & ſingulis damnis, injuriis, ſpoliationibus, rapinis, incarcerationibus, arreſtationibus perſonarum, bonorum, & mercandiſarum alienationibus, diſtributionibus, partitionibuſque earundem in, & adverſus Mercatores & homines Hanſæ per Regem & Reges Angliæ ſuoſve ſubditos per viam facti, per viam judicii & ſententiæ ſeu executionis aut aliter quomodocunque commiſſis, ſeu attemptatis exoneratos, abſolutos, & quietos, ipſoſque & eorum quemlibet in eventum & caſum ſupradictum, de iiſdem acquietant & abſolvunt, firmiter per præſentes: Eſt inſuper pro majore certitudine præmiſſorum inter præfatos Oratores dictum, adviſatum & concordatum, quod in omnibus & ſingulis portubus & locis ſub obedientia Domini Regis Angliæ, ubi Mercatores Hanſæ Mercandiſas ſuas adduxerint, ſeu eduxerint, durante tempore quo in ſatisfactionem ſummæ prædictæ Cuſtumas ſuas retinere debent, ut præfertur, debeant fieri

ſcripta

ANS de J. C. 1474.

scripta intenta de tempore in tempus inter Officiarios Domini Regis sive sint Custumarii sive alii per Regem ad id deputandos, ex una parte, & Mercatorem seu Mercatores Hanseæ ex altera parte ad finem, ut Dominus Rex possit de anno in annum super summa antedicta & quantum de eadem solvendum, restiterit, certificari, ut est justum.

10. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod ante omnia Rex præfatus dictis Mercatoribus solutionem faciat quadraginta octo tunniota quatuor librarum Sterlingorum, quæ dictos Mercatores exclusis Colonienſibus pro rata sua contingunt, quas suæ Majestati novissime in Anglia carceribus mancipati mutuo amicabili concesserunt vel saltem eosdem assecuret, de modo & forma solutionis hujusmodi faciendæ si & in quantum constiterit pecuniam hujusmodi mutuatam & non solutam.

11. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod si quæ Civitatum, Communitatum aut personarum quarumcunque confœderationis Hanseæ Teutonicæ per aliarum Civitatum & communitatum earundem Hanseæ Oratores ex causis eos moventibus à cæteris Civitatibus & locis Hantam facientibus separata aut dimembrata existat, aut futuris ullis temporibus separetur aut dimembretur, aut quæ earundem sua sponte se ipsam separet & dimembret, Dominus Rex Angliæ ad Certificationem & requisitionem Oratorum earundem Civitatum & Communitatum Hanseæ hujusmodi statim sine ulteriori causæ cognitione toties quoties ipsam fieri contigerit, reputabit, Civitates, Communitates, aut personas sic sibi certificatas, tanquam alienigenas & forenses, nulloque privilegio munitas; quod Regnum suum Angliæ nec eisdem nova majora aut similia Hanseæ privilegia dabit, aut talibus in Regno Angliæ gaudere permittet, donec per literas Oratorum Hanseæ de Civitatum, Communitatum aut personarum hujusmodi reunione, & reconciliatione certioratus fuerit.

12. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Civitas London acceptare debebit, quoscunque tractatus, compacta, & obligationes, inter eandem Dominum Regem & Civitates & Oratores Hanseæ intervenientes atque factas, absque contradictione perpetuis temporibus observandas, nec non sube jusdem Civitatis authentico & ad hujusmodi sufficienti Sigillum, & literis patentibus omnes & singulas compositiones & contractus antiquos, & per eorum Consilium pro Mercatoribus Hanseæ quascunque latas sententias renovare & reassumere, supradictos Mercatores illis omnibus & aliis quibuscunque suis libertatibus & antiquis consuetudinibus quatenus per Dominum Regem modernum, autoritate Parliamenti sui, aut aliter quomodocunque innovatæ & confirmatæ fuerint, etiamsi aliquoties per contrarium actum, aut alias interruptæ fuerint, uti & gaudere, prout ab antiquo consueverunt, permittendo non obstantibus aliquibus privilegiis ipsis Londinenſibus concessis, quibus nec contra præfatos Mercatores gaudere debebunt.

13. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Mercatores Hanseæ possessionem & custodiam nanciscantur cujusdam portæ Londinensis sic dictæ vulgariter Bishop gate, juxta omnem vim, formam, & effectum compositionis inter eandem Civitatem & ipsos Mercatores quondam factæ.

14. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod cum Mercatores Hanseæ multipliciter se gravatos & læsos esse in Anglia dicant, in judicus cerrarum Curiarum contra tenorem certi sui privilegii incipientis: Quod in omnibus generibus placitorum salvo casu criminis pro quo infligenda sit pœna mortis, &c. Dominus Rex providebit, quod non aliter debeant convenin oeque trahi ad judicia, quam juxta vim, formam & effectum privilegii antedicti.

ANS de J. C. 1474.

15. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod ad finem ut occurratur pluribus fraudibus, quibus Mercatores Hanseæ occasione ponderationis & stateræ & damnificatos conqueruntur, contra certi sui privilegii tenorem sequentem, videlicet quod ante ponderationem stateræ in præsentia venditoris & emptoris vacua videatur, & ex tunc ponderator ponderet in æquali & eam stateram posuerit in æquali statum amoveat manus ita quod remaneat in æquali, &c. Dominus Rex mandabit his qui Officium ponderationis hujusmodi ex donatione sua nunc habent, sub pœna amissionis, & foris facturæ officii hujusmodi, quod officium ipsum indifferenter juste & fideliter exequantur, quod si post monitiones legitimas in ea parte culpabiles inventi fuerint, Dominus Rex pro quiete Mercatorum Hanseæ aut providebit eis de singulari ponderatore, aut de alio remedio convenienti, & rationabili, de quo debebunt merito esse contenti, proviso, quod lingua stateræ extendatur ultra longitudinem pedis. His quæ de Officio ponderatoris jam dicta sunt ad Officium mensuratoris pannorum lineorum extensis, per omnia & de eodem pariformiter intellectis.

16. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Dominus Rex de tempore in tempus providebit contra certum gravamen quo plurimum gravantur per Custumarios dicti Mercatores, ratione mercium suarum advenientium in Angliam, quas Anglici ipsos Mercatores mora protracta, occasione statuendæ Custumæ non permittunt pro sua libertate commutare.

17. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Dominus Rex providebit, ne scrutatores qui nullum defectum reperiunt circa merces Mercatorum Hanseæ faciant aliqua impedimenta quo minus ipsos Mercatores & Nautas sine aliquo onere cum suis bonis relinquant.

18. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod providebitur ne Mercatores Hanseæ à litoribus per terram venientes cum foederaturis (barbare pro Bont, Gallice fornure) aliisque pretiosis pellibus & mercibus, graventur, per Custumarios aut alios quoscunque ibidem ex parte Regis aut aliorum existentes, præsertim in Civitate Cantuariensi aut Roffen. aut in Villa de Gravelende, aut alibi in apertura vasorum, in quibus hujusmodi pelles reponi contigerit, casu quo Fœderaturæ (Bontwerck) & prædicta bona post præstitam Custumam sigillata, ac Warantum desuper datum fuerit, attento, quod apertura hujusmodi sine magno præjudicio & notabili damno fieri non possit.

19. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod providebitur quod Mercatores prædicti exonerabuntur à quadam exactione vulgariter dicta Princemoney sive Luskop, & à præstatione quatuor denariorum per quondam assertum Officiarium vocatum Leprikkez ultra Custumas solitas illas extorqueutes, si de jure non debeant eos habere.

20. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod Dominus Rex faciet provisionem, qua naves & bona, quibus onustantur naufragium in Anglia qualitercunque passa saltem coodigna pro illis salvandis mercede laboris constituta eis restituantur, quibus ante naufragium pertinuerunt, dummodo aliquid vivum animal ex navi hujusmodi periclitante sit homo, canis, gallus, catus, aut aliud animal ad terram salvum adveniat.

21. Item appunctuatum, conventum, conclusum & concordatum est, quod providebitur per totum Regnum Angliæ de his, qui casu fortuito ex aliqua navi in pelagus maris præcipitati aut alias intra vel extra navim, ex conflictu vel alia causa quacunque vul-

ANS de J. C. 1474

nerati, vel mortui fuerint, ne de iis aut aliis quibuscunque causis Mercatores tangentibus Admirallus cognitionem habeat, aut jurisdictionem exerceat, nec propterea navis merces & bona in eadem navi existentia in commissum cadant, neque mercatores aliquod damnum vel periculum patiantur, aut sustineant, sed quod eo casu & alius quibuscunque fiat causæ cognitio prout singulari statuto provisum existit in Parliamento Domini Regis Richardi secundi apud Westmonasterium Anno Regni sui quinto decimo edito, quod incipit, quod de omnibus contractibus placitis & querelis & de omnibus aliis rebus factis, sive emergentibus infra corpora communitatis, tam per terram, quam per aquam ac etiam Wractum Maris.

22. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod Dominus Rex adhibebit diligentiam pro oportuna provisione faciendæ circa pannos laneos Angliæ, ut defectus in eis reperti, tam in quantitate lanarum quam in pannorum longitudine & latitudine possint reformari.

23. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod providebitur per Dominum Regem, ut sufficiente cautione præstita de stando juri, per Mercatores Hanseæ ex causis quare bonorum suorum Arrestationes fieri contigerit ipsi Mercandisas suas libere consequantur, ac eisdem vendere proque suo libitu distribuere valeant.

24. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod providebitur eisdem Mercatoribus, quod vina Rhenensia minutatim & ad retallium futuris temporibus vendere valeant prout ab antiquo soliti sunt & consueti, & quod ad illam quotam quam major civitatis London, de sale ibidem adducto capere consuevit, dicti Mercatores & sui successores debent ab eadem in perpetuum exonerari.

25. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod prædicta appunctuata, conventa, concordata & concluſa, nullæ obligationes, quæ à Domino Rege Angliæ aut suis prædecessoribus, Mercatoribus aliisve particularibus personis erga civitates Hanseæ, ac earum personas, etiamsi jure depositi, & bona fide aut alias qualitercunque emanarunt, pro quibus non est satisfactio plenaria in articulis memoratis, concordata, & vice versa, quæ à civitatibus, Mercatoribus, aut aliis personis Hanseæ erga Dominum Regem Angliæ suosque prædecessores & subditos, similiter emanarunt, quarum occasione debita jure eatuncta, aut ad finem persecuta non sunt auferantur, verum potius in suis maneant robore atque firmitate.

26. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod omnia appunctuata, conventa, concordata, & concluſa duntaxat ad Dominum Regem Angliæ, suosque ligios & subditos ex una, ac civitates Hanseæ earumque Mercatores & homines partibus ex altera se extendant, adeo quod si forte alterutra partium erga alios Principes, Dominos, aliosve quoscunque, qui sub antedicti Regis Angliæ dutione aut civitatibus Hanseæ non existant aliquod sibi jus aut actionem competere, ex eo, quod tempore prædictarum guerrarum & dissensionum, aut earum occasione quid actum prætenderet, id ipsum per prædicta appunctuata, conventa, concordata & concluſa minime debet esse ablatum, imo ut partium unusquæque suum jus prosequi valeat, & finiri sit permissum.

27. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod per præmissa omnia & singula in præsentibus descripta & contenta, nullis literis, privilegiis, libertatibus, concessionibus indultis, concordiis, & tractantibus ante tempora datis præsentium per Illustr. Reges Angliæ & alios quoscunque Mercatoribus & hominibus Hanseæ datis & concessis, aut inter dictos Reges & alios, ac Mercatores & homines Hanseæ qualitercunque factis, & concordatis præjudicium aliquod generetur, sed quod illa omnia & singula cum præsentibus universis & hæc eadem cum illis in suis permaneant robore & virtute, sic quod Mercatores Hanseæ communiter & singuli præfatis literis, libertatibus & concessionibus, indultis, concordatis & tractatibus cum præsentibus appunctuatis, conventis, concordatis & conclusis quibuscunque suis Articulis & punctis, prout eis ad utilitatem eorum melius ac pertinentius interpretari, ac etiam ipsis liberius & utilius valere & convenientius expedire poterunt, in perpetuum libere & pacifice frui debeant, contraria vel antiqua alia interpretatione circa ea minime facienda, ac contradictione cujuscunque non obstante.

ANS de J. C. 1474

Quæ omnia & singula nos Oratores Angliæ supra nominati promittimus bona fide, & pollicemur per metuendissimum Dominum Regem nostrum suosque hæredes & successores Ligeosque & subditos Coronæ Angliæ universos & singulos præsentes & futuros quoad ipsos concernunt, aut concernere poterunt, tenenda inviolabiliter in perpetuum pariter, & observanda, ac per literas authenticas & patentes ejusdem Domini Regis ratificanda, approbanda, pariter confirmanda literis hujusmodi confirmatoriis in Oppido Burgensi sub visu Aldermanni mercatorum Hanseæ, ibidem in manus ejusdem Aldermanni, aut alterius ad hoc potestatem ex parte Hanseæ habentis literas similes confirmationis pro parte Hanseæ apportantis & tunc cum effectu Nuntio Regio ad hoc mittendo tradere parati. Primo die mensis Augusti proxime futuro deliberando, pariter consignando, in quorum omnium & singulorum testimonium atque fidem has literas penes Oratores Hanseæ supra nominatos pro parte Hanseæ remanentes. Nos Wilhelmus Hattecliff, Joannes Russel, & Wilhelmus Rosse Oratores in literis Procuratoriis infra insertis specialiter nominati, sigillis, nominibusque & signis nostris manualibus subscriptis roborari fecimus pariter & communiri, &c.

Nos igitur Eduardus Rex suprascriptus habentes certam, discretam, & indubitam notitiam de omnibus & singulis tractatibus communicatis, appunctuatis, conventis, concordatis, & concluſis inter præfatos Oratores, Nuncios, & Procuratores nostros, ex una parte, ac dictos spectabiles & circumspectos viros Hanseæ ex altera prout in Articulis memoratis serioſius est expressum, ea omnia & singula nomine nostro facta atque gesta de certa scientia nostra, nullo juris seu facti errore ducti, atque omnem quantum in nobis est defectum supplentes gratanter acceptamus, approbamus, ratificamus & confirmamus, volentes & decernentes eadem per nos hæredes & successores nostros quantum in nobis est, nec non per vasallos, ligios & subditos nostros & successorum nostrorum, quoscunque perpetuis futuris temporibus inviolabiliter observari debere nec eisdem aut eorum alicui contraveniri ullo modo. In cujus rei testimonium has literas nostras, fieri fecimus patentes. Teste me ipso apud Westmunster vigesimo die Julii, anno Regni nostri quarto decimo, &c.

Tenores vero literarum procuratoriarum de quibus supra sit mentio, sequuntur & sunt tales. Eduardus Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hyberniæ, omnibus ad quos præsentes literæ pervenerint, Salutem. Cum in quadam dicta mensibus Julii & Septembris ultimo elapsis in Civitate Trajectensi per certos pro parte nostra, & per alios pro parte Civitatum Hanseæ Teutonicæ Oratores non nulla media pacis & pristinæ amicitiæ inter Incolas & subditos utriusque partis renovandæ excogitata, communicata, tractata, & sub spe conclusionis appunctuata fuerunt, prout in actis ejusdem dictæ inter Oratores hinc inde conscriptis, & per eos subscriptis, de dato in Civitate Trajectensi decimo nono die Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo

ANS de J. C. 1474.

mo tertio, plenius continetur, sicque ipsa dicta primum ad quintum decimum diem mensis Decembris, deinde ad quintum decimum diem mensis Januarii proxime & tunc sequenti continuata, ad finem ut tunc de & super materiis & rebus remanentibus indiscussis finalis conclusio caperetur paxque firma & perpetua inter partes componeretur & stabiliretur. Hinc est quod nos volentes cepta hujusmodi debitum sortiri effectum de fidelitate, circumspectione & industria dilectorum & fidelium nostrorum Joannes Scote Militis Mareschalli Villæ nostræ Calesiæ; Magistrorum Wilhelmi Hattecliff Secretarii, Joannes Russel Archidiaconi Berck, Consiliariorum nostrorum, & Willielmi Rosse Vitellarii Villæ nostræ Calesiæ plenarie confidentes ipsos nostros veros & indubitatos Ambassiatores, Commissarios, Procuratores, Deputatos, & Nuncios generales & speciales, constituimus deputavimus & ordinavimus ac tenore præsentium constituimus deputamus & ordinamus, dantes & concedentes eisdem Ambassiatoribus, Commissariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis nostris tribus seu duobus eorum quorum præfatum Joannem Scotte, Wilhelmum Hattecliff, aut Joannem Russel unum esse volumus, plenam & liberam potestatem ac mandatum generale & speciale pro nobis, heredibus & successoribus Regnis, Terris, Dominiis, subjectis, amicis, alligatis, confœderatis, faventibus & adherentibus nostris quibuscunque, cum spectabilibus & Egregiis viris gubernatoribus Provinciarum & Civitatum Hanse Teutonicæ, seu eorum Ambassiatoribus, Commissariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis sufficientem in ea parte potestatem habentibus, ac etiam cum quibuscunque Universitatibus, Societatibus, Principibus, Dominis, Gubernatoribus & Rectoribus, Terrarum, Provinciarum, Civitatum, Oppidorum, Villarum & Dominorum quorumlibet Terræ Alimanniæ, aut cum ipsorum Ambassiatoribus, Commissariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis potestatem sufficientem habentibus conveniendi, appunctuandi, concordandi, & finaliter concludendi, de & super omnibus & singulis differentiis, litibus, quæstionibus & discordiis inter nos, nostrosque subditos, ex una parte, & præfatos honorabiles & discretos viros gubernatores Provinciarum & Civitatum Hanse prædictæ, ac etiam Universitatis Societates, Principes, Dominos, Gubernatores & Rectores Terrarum, Civitatum, Oppidorum, Villarum & Dominiorum quorumlibet dictæ Terræ Alimanniæ Terras, Civitates, Oppida, Villas, Castra, Provincias & Dominia, subditos, amicos, alligatos, confœderatos & adhærentes suosque quoscunque ex parte altera pendentibus indiscussis ipsasque differentias, lites, quæstiones & discordias discutiendi, dearminandi, & finaliter omnibus modis quibus ipsis videbitur, pacificandi, abolendi ac de & super perpetua & reali pace atque concordia tam per mare quam per Terram, flumina & aquas dulces nec non ligis, amicitiis & confœderationibus quibuscunque inter nos heredes & successores nostros ac Regna, Terras, Dominia nostra, subditos, amicos, alligatos, confœderatos, faventes & adherentes nostros, quoscunque ex parte una & præfatos Egregios & Spectabiles viros Gubernatores Provinciarum & Civitatum Hanse prædictæ ac etiam inter Universitates, Societates, Principes, Dominos, Gubernatores, & Rectores Terrarum, Civitatum, Oppidorum, Villarum & Dominiorum quorumlibet dictæ Terræ Alimanniæ, Terras, Civitates, Oppida, Villas, Castra, Provincias & Dominia sua subditos, amicos, alligatos, confœderatos, faventes & adhærentes suos quoscunque ex parte altera contrahendis, ineundis & firmandis, tractandi, appunctuandi, pariter & concludendi, nec non pacem & concordiam, ligas, amicitias & confœderationes hujusmodi vis & modis omnibus, quibus expedire videbitur, vallandi & roborandi communicationemque mutuam ac liberum intercursum mercandisandi, securumque statum pro hominibus utriusque partis præsentibus & futuris, tam in Regnis, Provinciis, Civitatibus, Dominiis & locis unius & alterius partis prædictæ, quam alias ubilibet tam in Terra quam in Mari, fluminibus & aquis dulcibus, una cum treugis, abstinentiis guerrarum aliaque dicta, si ipsis visum fuerit appunctuandi, concordandi, pariter & concludendi, sub modis, forma & conditionibus, de quibus inter dictos nostros Ambassiatores, Commissarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios ac præfatos, spectabiles & Egregios viros, ac etiam Universitates, Societates, Principes, Dominos, Gubernatores & Rectores prædictos, seu ipsorum Ambassiatores, Commissarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios prædictos poterit concordari, cæteraque omnia & singula faciendi, exercendi & expediendi, quæ in præmissis seu aliquo præmissorum seu circa ea conjunctim & divisim necessaria fuerint, seu quomodolibet oportuna ac quæ qualitas & natura hujusmodi Negotii exigunt & requirunt, & quæ nosmet ipsi faceremus aut facere possemus, si præsentes personaliter essemus, ac etiam si talia forent, quæ de se mandatum magis exigant speciale: promittentes bona fide & in verbo Regio nos ratum, gratum & firmum habituros, quicquid per prædictos Ambassiatores, Commissarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios nostros in forma prædicta actum, gestum, seu procuratum fuerit in præmissis seu aliquo præmissorum. In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes teste me ipso apud Westmunster vigesimo secundo die Decembris anno Regni nostri tertio decimo per ipsum Regem & de dato prædicta autoritate Parliamenti, &c.

ANS de J. C. 1474.

Universis & singulis præsentes literas inspecturis, lecturis, seu legi audituris, nos Proconsules & Consules totius Consulatus & Communitatis Imper. Civitatis Lubecensis, cæterarumque Civitatum, Burgorum, Communitatum, Oppidorum, Villarum & locorum totius Hanse Theutonicæ Oratores & Nuncii ad Communem earundem Civitatum, Burgorum, Communitatum, Oppidorum, Villarum & locorum dictæ Hanse, & ex eis ubicunque existentium mercatorum & personarum quietem & utilitatem procurandi in ipsa inclita Civitate Lubecensi specialiter constituti, Salutem in Domino & præsentibus fidem indubiam adhibere, cum pridem inter Excellentissimi & Potentissimi Principis ac Domini Domini Eduardi Angliæ & Franciæ Regis, & Domini Hyberniæ venerabiles & egregios viros Dominos Wilhelmum Hattecliff Secretarium, Johannem Russel Decretorum Doctorem, Archidiaconum Berck, in Ecclesia Sacra & Wilhelmum Rosse Vitellarium Villæ Calesiæ, Oratores, Commissarios & Procuratores ex una, ac circumspectos atque Providos viros Dominos Henricum Castorpum Proconsulem, Johannem Osthusen Doctorem utriusque Juris Secretarium, & Johannem Luneborch Consulem Consilii & Communitatis Civitatis Lubecensis cum aliis sibi adjunctis spectabilibus & circumspectis Dominis Oratoribus videlicet Bernhardo Balser Proconsule, Eylardo Lubberdes Consule, & Johanne Grane Secretario Bremensi, Henrico Mumester Legum Doctore Proconsule, Henningo Buringk Consule, & Laurentio Rotideken Secretario Hamburgensi: Christophoro Henxtenberch Proconsule, Henrico Bracke Consule Tremoniensi, Henrico Warendorp Proconsule, Henrico Rentsingk Consule, & Johanne Kakesbeecke Secretario Monasteriensi, Bernhardo Pawese, Rodo Velstede Consulibus & Magistro Joanne Lindawe Secretario de Dantsick, Johanne Marguardi, Johanne Borren Proconsulibus & Magistro, Stephano Jeilbert Secretario Daventriensi, Tidemanno de Veen Proconsule, Henrico Korerstorp Consule Campensi, Johanne Durekoep, Bertramo Berghof,

ANS de J. C. 1474. hof, & Magiſtro Gerhardo Bruns Secretario, ex parte Mercatorum in Bruggis, Hermanno Wantuate Secretario Mercatorum Londoneuſium, & Domino Chriſtiano de Gore Capellano & Secretario Mercatorum Burgenſium in Norvegia Communium Civitatum & Oppidorum Hanſæ Teutonicæ Oratores, Nuncios & Procuratores ex altera partibus. Poſt varios Tractatus in Civitate Trajectenſi menſibus Julii & Septembris anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo tertio, de & ſuper plurimis differentiis, litibus, guerris, injuriis & diſcordiis inter homines partium prædictarum motis & pendentibus habitos atque factos tandem inſpirante pacis autore pro pacificandis & abolendis differentiis, litibus, guerris, injuriis & diſcordiis hujuſmodi, atque pro reducendo & reſtaurando omnes & ſingulos homines utriuſque partis prædictæ ad priſtinam amicabilem & mutuam communicationem & converſationem, liberumque intercurſum mercandiſandi quædam concordata & concluſa, quædam verò per modum adviſamentorum appunctuata ſunt, inter prædictos Oratores & Commiſſarios hinc inde & eorum occaſionem inter eoſdem Oratores finaliter concluſum & concordatum exiſtit. Quod tam præfatus Sereniſſimus Rex Angliæ &c. quam Civitates Hanſæ prædictæ utriuſque ſuos Oratores & Ambaſſiatores cum ſufficienti Mandato & plena inſtructione, in ſupradicta Civitate Trajectenſi, decima quinta die Januarii, proxime ſequenti habeant, ad omnia & ſingula ſupra tacta concludenda ac pacem firmam ac perpetuam ſtabiliendam, &c. in modis patentibus & ſigillatis eorundem Oratorum & Commiſſariorum literis ipſis Oratoribus & Commiſſariis ſupra ſcriptis alterutrum exhibitis & datis in Civitate Trajectenſi anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo tertio, die vero decima nona Septembr. Dominica, quas hic pro inſectis haberi placet, comprehenſum. Hinc eſt quod in eventum & finem præfatos de natura circumſpectione & probitate ſpectabilium & circumſpectorum Dominorum Civitatum & Oppidorum. Videlicet Joannis Oſthuſen utriuſque juris Doctoris & Johannis Berſenbruggen Secretariorum Lubecenſium : Henrici Murmeiſter legum Doctoris Proconſulis, & Laurentii Rotideken Secretarii Hamburgenſis, ac Bernardi Paweſe Conſulis de Dantſigk pleniſſime confidentes, ipſos omnes & eorum quemlibet in ſolidum præſentium exhibitores & exhibitorem, ita tamen quod non ſit melior conditio primitus occupantis nec deterior ſubſequentis, ſed quod per unum eorum, inceptum fuerit, alius proſequi valeat, mediare & finire, omnibus melioribus modo, via, jure, cauſa, ſtylo & forma, quibus melius & efficacius potuimus & debuimus, poſſumuſque & debemus ad præmiſſa omnia & ſingula fecimus ac tenore præſentium facimus, conſtituimus & ordinamus noſtroſque præfatæ Hanſæ veros, certos, legitimos & indubitatos Procuratores, Nuncios, & Oratores generales & ſpeciales, ſic tamen quod generalitas ſpecialitati non deroget, nec è contra, danies, concedentes eis omnibus & eorum cuilibet in ſolidum plenam & omnimodam poteſtatem & auctoritatem mandatum & facultatem per ſe duntaxat aut una cum aliis honorabilibus quarumcunque Civitatum & Oppidorum dictæ Hanſæ veris Oratoribus, Procuratoribus, ſive Nunciis ad præmiſſa ſpecialiter deputatis vel deputandis in præfata Trajectenſi Civitate præmentionata decima quinta die menſis Januarii. Ac poſterius quandocumque ſe noſtro & totius Hanſæ prædictæ nomine conſtituendi & præſentias ſuas exhibendi, ac cum univerſis & ſingulis ſupradicti Potentiſſimi & Excellentiſſimi Principis Domini Angliæ & Franciæ Regis &c. venerabilibus & Egregiis Dominis Oratoribus Procuratoribus & Nuncus ſpecialibus in ea parte poteſtatem & mandatum habentibus eorum cauſa & occaſione, quæ ut prædicitur inter prænominatos Oratores & Commiſſarios, ſive per modum concordatorum & concluſorum, ſive per modum adviſamentorum appunctuata ſunt in eadem Civitate Trajectina convenienti & communicandi ac de & ſuper præfatis univerſis & ſingulis in modum adviſamentorum appunctuatis etiam concordandi & concludendi, prout hæc & alia quæcunque per utriuſque partis Oratores Commiſſarios atque Procuratores antedictos in omnibus ſuis punctis atque clauſulis appunctuata ſunt, concordata, concluſa & adviſata, ac etiam cum ipſis regiis Oratoribus, Procuratoribus ſive Nunciis conveniendi & concordandi de loco & tempore ac modo & forma convenientibus quibus, tam ipſa præmentionata concordata & concluſa quam adhuc concordanda & concludenda, poſtquam concordata fuerint & concluſa nec non perpetua pax & firma futuris temporibus inviolabiliter obſervanda, approbari, & ratificari per principales partium prædictarum Dominos conſtituentes ac quoſcunque alios quorum intereſt finaliter atque confirmari debeant de & ſupra præmiſſis omnibus & ſingulis patentibus & ſigillatis approbationis, ratificationis & confirmationis & aliis quibuſcunque literis pro firmiori præfatorum perpetua obſervantia partibus hinc inde, vel ſaltem earundem veris procuratoribus & Commiſſariis ſupra dictis, vel aliis ipſo facto & realiter exhibendis. Aliaque omnia & ſingula faciendi, dicendi, gerendi & exercendi, quæ in præmiſſis, & circa ea neceſſaria fuerint ſeu quomodolibet oportuna etiamſi mandatum exigant magis ſpeciale quam ſuperius eſt expreſſum. Unum quoque vel plures procuratorum vel procuratores loco eorum & cujuſlibet ipſorum cum ſimili poteſtate ſubſtituendi & ſubſtitutos aut ſubſtituendos, totiens quotiens eis vel eorum alteri expediens videbitur, revocandi & alium vel alios iterum ſubſtituendi, promittentes nihilominus bona fide nos & mercatores ac quoſcunque alios ſubditos noſtros perpetuo firmum, ratum & gratum habituros, quicquid per eos vel ſubſtitutos aut ſubſtituendos ab eis actum, factum, dictum, conventum & concluſum, geſtumve, fuerit, in præmiſſis vel quomodolibet procuratum, dolo & fraude ceſſantibus penitus & ſemotis, in quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præſentes literas ſigillo Civitatis Lubecenſis quo eiſdem appendente ad præſens utimur, communiri fecimus. Datæ in eadem Civitate Lubecenſi anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quarto, die prima menſis Januarii. Datæ in Civitate Trajectenſi ultimo die menſis Februarii. Anno Domini ſecundum curſum & computationem Eccleſiæ Romanæ milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quarto. Eccleſiæ verò Anglicanæ anno ſeptuageſimo tertio.

ANS de J. C. 1474.

CDLXXXI.

Teſtament de RENE' *Roi de Sicile & Comte de Provence, fait le* 22. *Juin* 1474. Noël Gailhard. Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 75. & Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. ſervans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 166.

ANS de J. C. 1474. SICILE.

CE ſont en bref les clauſes du Teſtament de tres-excellent, & tres-puiſſant Prince RENÉ par la grace de Dieu Roy de Jeruſalem, d'Arragon, des deux Siciles, de Valence, Majorque, Sardaigne & Corſe, d'Anjou & de Bar, Comte de Barcelone, Provence, Forcalquier, & Piedmont.

Premierement, recommande ſon Ame au jour de ſon trepas de ce monde à Dieu le Createur, à la glorieuſe Vierge Marie, & à toute la Cour celeſte.

Item, ledit Roy Teſtateur veut que en quelcon-

que

ANS de J. C. 1474.

que lieu qu'il treſpaſſera, ſelon la volonté de Dieu, ſon corps ſoit porté en l'Egliſe d'Angers, pour eſtre en icelle ſevely & inhumé ou lieu qu'il a ja eſleu & preparé pour ſa ſepulture, & ou quel eſt ja ſevely le corps de la feuë Reyne Iſabel de tres-noble memoire en ſon vivant ſon eſpouſe.

Item, ledit Roy Teſtateur veut & ordonne que a touſiours-mais chacun jour perpetuellement ſoit dite & celebrée une Meſſe baſſe pour ſon intention à l'Autel qu'il a fait edifier & eriger devant ſadite ſepulture en ladite Egliſe d'Angers.

Item, ledit Seigneur veut & ordonne que chacun an à touſiours-mais, ſoient dites & celebrées deux Meſſes ſolemnelles à notte audit Autel, l'une pour ſon intention, & à tel jour qu'il treſpaſſera de ce monde, l'autre à tel jour que treſpaſſa ladite feuë Reyne Iſabeau, pour le remede & intention de leurs Ames, & de leurs parens & amis treſpaſſez, & les Vigiles ſolemnelles des Treſpaſſez le jour devant à Veſpres.

Item, ledit Sieur veut & ordonne que chacun an à touſiours-mais le ſecond jour de Novembre, qui eſt le jour de la Commemoration des Morts ſoit faite ſolemnelle Commemoration & Oraiſon des Treſpaſſez devant leſdites ſepultures & auſſi devant les ſepultures de feu le Roy Louys ſecond ſon Pere, de tres-digne memoire, & de la feuë Reyne Yoland ſa Mere, & de la Reyne Marie ſon ayeule, & que devant chacunes deſdites ſepultures, ſoit chanté un Reſpons des Morts, enſemble les Verſet & Collecte accouſtumez: c'eſt à ſçavoir *Inclina*, & *Fidelium*, & pour les ſervices deſſuſdits, ledit Sieur laiſſe, ordonne, & baille à ladite Egliſe d'Angers la ſomme de cinquante livres tournois de rente annuelle & perpetuelle, pour laquelle avoir & acheter, ledit Sieur veut & ordonne eſtre baillé aux Doyen, & Chapitre de ladite Egliſe pour une fois la ſomme de mil cinq cens livres.

Item, ledit Sieur donne & laiſſe à ladite Egliſe la belle Croix d'or dont le pied aſt d'argent doré qui a accouſtumé de ſervir au grand Autel de ſa Chapelle aux bonnes Feſtes, en laquelle a une grande piece de la vraye Croix.

Item, donne & laiſſe à icelle Egliſe ſa belle tapiſſerie, en laquelle ſont contenuës toutes les figures & viſions de l'Apocalypſe.

Item, ledit Sieur veut & ordonne, que ſon cœur ſoit porté le lendemain de ſon obit en l'Egliſe des Freres Mineurs dudit lieu d'Angers, pour eſtre inhumé & ſepulturé en la Chapelle de Sainct Bernardin qu'il a fait eriger, edifier, parer, & fournir, contiguë à l'Egliſe deſdits Freres Mineurs.

Item, ledit Sieur veut & ordonne, que en ladite Chapelle de Sainct Bernardin, ſoit dite & celebrée chacun jour de l'an à touſiours-mais perpetuellement une baſſe Meſſe, & chacun an à tel jour qu'il treſpaſſera une Meſſe à notte, & le jour devant Vigiles des Treſpaſſez ſolemnelles pour le remede & le ſalut de ſon Ame, & de ſes predeceſſeurs parens & amis Treſpaſſez, & pour leſdits ſervices eſtre faits & continuez, delaiſſe & donne auſdits Freres Mineurs en aumoſne perpetuelle chacun an à touſiours-mais le nombre & quantité de trente ſeptiers de fourment, & pour le luminaire deſdites Meſſes auſſi chacun an à touſiours la ſomme de dix livres tournois, leſquelles quantité de trente ſeptiers de fourment, & ſomme de dix livres, ledit Sieur aſſiet & aſſigne ſur les rentes & revenus de la Meniſtre.

Item, veut & ordonne ledit Sieur, que le jour de l'inhumation de ſon corps, einquante pauvres ſoient veſtus de noir à ſes deſpens, leſquels porteront chacun une torche du poids de trois livres, & veut en outre que les Inminaires de cierges, torches & flambeaux, ſoient mis par dedans l'Egliſe tout à l'environ, comme eſt accouſtumé à faire pour les Roys, tant le jour de l'inhumation du corps, comme le jour du ſervice, & que la Chapelle ardante qui ſera deſſus le corps ſoit fournie de luminaire & de paremens, comme en tel cas pour les Roys eſt accouſtumé, & auſſi que par dedans l'Egliſe tout à l'environ, ſoit une lite de bougran, ornée & ſemée des Armes dudit Sieur, avec les paremens ſemblables à ceux qui furent mis en ladite Egliſe à la ſepulture ou inhumation de ladite feuë Reyne Iſabel, & que le grand pulpite de l'Egliſe ſoit auſſi couvert de ſemblable bougran noir.

ANS de J. C. 1474.

Item, ledit Seigneur Roy Teſtateur, veut & ordonne que tous Chapelains qui voudront comparoir & aſſiſter à ladite inhumation de ſon corps, & illec celebrer Meſſe ils ſoient receus, & que pour les Meſſes par eux celebrées, ils ſoient payez ſans delay en la maniere en tel cas accouſtumée.

Item, ledit Sieur veut & ordonne, que tous les Religieux des Monaſteres & Convents, & auſſi tous les Colleges de ladite Ville & Faux-bourgs d'Angers ſoient à condnire ſon corps juſques à ladite Egliſe d'Angers, & que chacun deſdits Colleges, Monaſteres, & Convents facent une commemoration ſur le corps, laquelle faite, ils retournent en leurs Egliſes, pour dire & celebrer le ſervice accouſtumé en tel cas pour les Treſpaſſez, & pour leſdits ſervices & proceſſion, ledit Sieur laiſſe & donne à chacun deſdits Colleges & Monaſteres la ſomme de dix livres tournois, & à chacun deſdits Convents Mandians la ſomme de cent ſols.

Item, ledit Sieur Teſtateur laiſſe & donne à l'Egliſe d'Angers pour la proceſſion & conduite de ſon cœur juſques à l'Egliſe deſdits Freres Mineurs, la ſomme de quinze livres tournois, & à chacun deſdits Colleges & Monaſteres la ſomme de ſoixante ſols tournois, & à chacun deſdits Convents Mandians la ſomme de quarante ſols tournois, veut auſſi & ordonne tous ſemblables ſervices, proceſſions, & luminaires eſtre faits à l'inhumation du cœur, comme à la ſepulture du corps, & que toutes leſdites choſes ſoient faites le lendemain de la ſepulture de ſondit corps.

Item, veut & ordonne ledit Sieur Roy Teſtateur, que les ſervices de proceſſion, ſtation, luminaire, chapeaux, adminiſtration de pain & vin par luy inſtituez, & ja accouſtumez de faire à l'Egliſe d'Angers, à cauſe de l'une des (*a*) hydries eſquelles Noſtre Seigneur fit miracle en converſion d'eauë en vin és nopces (*b*) d'Arehitriclin, & laquelle hydrie il a donné à ladite Egliſe, & fait icelle colloquer en lieu honorable prés du grand Autel d'icelle Egliſe, ſoient entretenus & continuez à touſiours, mais perpetuellement eo la forme par luy inſtituée & compoſée, & pour la fondation deſdites choſes, il laiſſe & donne à ladite Egliſe d'Angers trente livres de rente annuelle, & perpetuelle, pour laquelle avoir & acheter, ledit Sieur veut eſtre payé aux Doyen & Chapitre pour une fois la ſomme de mil livres tournois.

(*a*) Cruches.

(*b*) On peut voir par cette bévue, quelle étoit la ſcience de ce tems-là.

Item, ledit Sieur laiſſe & donne à ladite Egliſe la ſomme de cent livres tournois de rente annuelle & perpetuelle, pour dire & celebrer à jamais, perpetuellement une Meſſe baſſe à l'Autel de Monſieur Sainct Maurice dernierement conſtruit & édifié en la croiſée de ladite Egliſe à main dextre, & pour fournir de luminaire, veſtemens, & ſonnerie à l'heure qu'elle a accouſtumé eſtre ſonnée, & dite, & appellée la Meſſe de l'ordre du Croiſſant, pour laquelle rente eſtre achetée par les Doyen & Chapitre, ledit Sieur veut & ordonne leur eſtre payé pour une fois ſa ſomme de trois mil livres.

Item, veut & ordonne ledit Sieur, qu'en lieu de la charité ou aumoſne accouſtumée de donner aux pauvres és jours des funeraille & ſervices des Roys, Princes, & grands Seigneurs, afin qu'oppreſſion, bleſſure, ou mort de gens ne s'enſuive, comme au-

tres-

ANS de J.C 1474. tresfois on a veu advenir, aumoſnes ſoient diſtribuées à l'equipolent, & diviſées en quatre parties, c'eſt à ſçavoir à pauvres filles à marier, pauvres malades ou indigens demeurans aux champs, à pauvres ladres, & hoſpitaux mal garnis de licts, linceuls, & autres choſes neceſſaires; pourveu que les pecunes ne ſoient point baillées és Maiſtres deſdits hoſpitaux, mais ſeront achetées leſdites choſes plus neceſſaires par les mains de ſes Executeurs qui ſeront cy-aprés nommez: & pour leſdite chanté & aumoſne accomplir, il donne & laiſſe la ſomme de mil livres tournois, à payer pour une fois & pour eſtre diviſées en quatre parties eſgalles, pour fournir à ce que dit eſt; & laquelle ſomme il veut eſtre priſe ſur les plus clairs deniers venans à la Treſorerie & main du Treſorier d'Anjou.

Item, ledit Sieur donne & laiſſe à ſa tres-chere & tres-amée fille Marguerite Reyne d'Angleterre pour ſon droit d'inſtitution, la ſomme de mil eſcus d'or à payer pour une fois: en laquelle ſomme de mil eſcus il inſtituë & nomme ſadite fille heritiere: & ſe il advient que ladite Marguerite Reyne, laquelle eſt à preſent veſve par la mort du feu Roy Henry d'Angleterre jadis ſon eſpoux, ſe tranſporte és parties de France, ledit Sieur veut & ordonne que tant que ladite Dame Marguerite demoura en veſvage, elle ait & prenne chacun an deux mil livres tournois ſur les rentes & revenus de ſon Duché de Bar, en laiſſant en outre à ladite Dame ſa fille ſon habitation & demeure au Chaſteau de Koevres: & ou cas qu'elle voudroit lever les fruicts & emolumens dudit Chaſteau, ledit Sieur veut que leſdits fruicts par icelle levez, ſoient comptez en deduction de ladite ſomme de deux mil livres tournois; & commande ledit Sieur que icelle Dame ſa fille ſoit contente des choſes deſſuſdites, & quelle ne puiſſe autre choſe demander.

Item, donne & laiſſe ledit Sieur à ſa tres-chere & tres-amée fille Madame Yolandt à preſent Ducheſſe de Lorraine, pour ſon droit d'inſtitution, la ſomme de mil eſcus d'or; & en icelle ſomme de mil eſcus, avec le doüaire à elle conſtitué, il inſtituë & nomme ladite Dame heritiere commandant que de ce ſoit contente, & que autre choſe ne puiſſe demander.

Item, ledit Sieur Roy Teſtateur par ſon preſent Teſtament, de ſa certaine ſcience & propos deliberé, confirme, loüe, ratifie, & approuve les dons, & toutes & chacunes les donations par luy antresfois faites, & qu'il ſera un temps advenir avant ſon deceds à tres-excellente Dame Jeanne la Reyne ſon eſpouſe, pour toute ſa vie durant; & deſquels dons & donations il peut & pourra apparoir tant par les Lettres de ſon mariage que par autres pluſieurs Lettres depuis & conſtant ledit Mariage faites & paſſées, & tant és parties d'Anjou, de Barrois, que de Provence, ſelon les teneurs deſdites Lettres, ſoit que icelles donations ſoient entre les vifs & par tranſport fait à ladite Dame ou autrement, en quelques manieres qu'elles ayent eſté faites, deſquelles donations la declaration s'enſuit de mot à mot.

Premierement, au Duché d'Anjou le Comté de Beaufort, enſemble toutes ſes appartenances, le Chaſtel, Ville & Chaſtellenie de Mirebeau, avec toutes & chacunes ſes appartenances, l'impoſition foraine, les ſuyens de la Riviere de Mayne, les lieux de Chauze & de la Rive, les Lieux de Lannois & du Palais, l'Iſle-bonnet, les Prez de Loyan, & les Bois de Leſpau, enſemble toutes les appartenances en la Comté de Provence, les Terres, Chaſteau & Domaine de Sainct Remy; enſemble toutes les appartenances, droits, juriſdictions, tenemens, rentes, emolumens, dons, aydes faits & à faire par les ſujets du lieu, tant en vaſſaux, hommes, ſujets, comme en poſſeſſions de terres cultivées, non cultivées, prez, champs, paſtures, bois & eauës en offices, & autres choſes quelconques, la Ville, Terre & Domaine de Perthuis, avec la Capitainerie dudit lieu, la Seigneurie, haute & baſſe Juriſdiction, enſemble tous les dons & aydes qui ſeront faits par les ſujets dudit lieu, & toutes autres choſes appartenantes illec à la Seigneurie dudit Seigneur, les Chaſteaux des Vaux, de Caſtillon, de Moreres, & de Vaguieres ſituez audit Païs de Provence, & toute la Baronnie des Vaux, enſemble la Vicairie & Capitainerie deſdits Chaſteaux, avec les dons & ſubſides que ſeront les ſujets deſdites Terres. ANS de J. C. 1474.

Item, les Terres, Chaſteau & Ville d'Albaigne, avec tous les droits & appartenances: & auſſi le Chaſteau de Chaſtelet, enſemble tous les dons & aydes deſdits lieux.

Item, la grande Traite de ſel des Villes de Yeres & de Toulon, & generalement de tout les Païs de Provence, & tout le droit qui peut venir audit Seigneur à cauſe de ladite Traitte.

Item, le (a) payage de Taraſcon, enſemble ſes dependances & appartenances. (a) ou peage.

Item, les Villes, Terre & Domaine de Brignoles, enſemble toutes les appartenances & vaſſaux, hommes, ſubjets, poſſeſſions, Terres cultivées & non cultivées, vignes, prez, champs, bois, eauës, offices, & autres choſes quelconques.

Item, les quartons des ſalines de Vervette, de la Ville de Notre-Dame de la Mer, enſemble tous les droits, rentes, & emolumens appartenans auſdits quartons tans de droit que de couſtume.

Item, plus donne ledit Teſtateur dés à preſent, pour en joüyr aprés ſon decez, à ladite Dame ſon eſpouſe, ſi elle le ſurvit, la Ville & revenus de Sainct Canat avec toutes ſes appartenances, & les baſtides d'Aix & de Matz, ainſi qu'ils ſe comportent, enſemble tous les meubles eſtans eſdits lieux, pour en joüir ſa vie durant ſeulement.

Ou Duché de Bar les Villes, Chaſteaux, Terres & Seigneuries d'Eſtain & de Bouconville; enſemble tous les droits, aydes, emolumens & apppartenances deſdits lieux, & auſſi le Chaſteau & Domaine de Morlay, avec le Capitainerie, dons & aydes dudit lieu: veut auſſi ledit Sieur que toutes les donations deſſuſdites ſortiſſent leur plein & deu effet, nonobſtant rigueur de droit, uſages de Païs, couſtumes, conſtitutions, meſme la couſtume d'Anjou, par laquelle une femme mariée, aprés le decez de ſon mary, ne peut avoir enſemble doüaire & donation, & toutes autres couſtumes & uſages à ce contraires: & pource que ledit Sieur a touſiours aimé & aimera parfaitement ladite Dame juſques à la mort, tant en faveur de mariage, comme pour les grandes vertus & bonté d'elle, comme auſſi pour les agreables ſervices & bons termes qu'elle luy a touſiours tenu, il veut, ordonne & commande à ſes heritiers cy aprés eſcrits, qu'ils honorent & reverent ladite Dame, & la laiſſent aller, venir, reſider & demeurer par toutes & chacunes les Places, Seigneuries & Domaines que ledit Seigneur tient à preſent, & qu'il pourra tenir au jour de ſon decez.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que ladite Dame Reyne ſon eſpouſe ait tous les biens meubles qu'elle a à preſent avec elle, & qu'elle aura en ſes offices & maiſons au temps qu'il decedera de ce ſiecle.

Item, plus ledit Seigneur laiſſe à ladite Dame ſon eſpouſe, & donne les joyaux qui s'enſuivent, c'eſt à ſçavoir le grand balay, le diamant à la (b) ceſſe, le grand collier, un autre moyen balay, le petit collier à diamant, les taſſes & drageoüer d'or, les grandes taſſes d'argent, les baſſins d'or, la coupe & eſguiere d'or garnie de pierres, une croix de diamans. (b) ou leſſe.

Item, ledit Teſtateur donne & laiſſe aprés ſon deceds, & de ſadite eſpouſe, à Jean ſon fils naturel les Villes de Sainct Remy & Sainct Canat, avec toutes & chacunes leurs appartenances & dependances pour en

ANS de J. C. 1474.

en joüyr luy & les ſiens deſcendans de ſon corps en leal mariage à touſiours-mais : & s'il alloit de vie à treſpas, ou ſans enfans, ſans hoirs legitimes deſcendans d'eux, leſdites choſes retourneroient au Comté de Provence.

(a) Jean d'Anjou Baſtard d'où ſont venus les Sieurs de Souliers, S. Remy, & S. Canat.

Item, donne & laiſſe à ſondit (a) fils le Marquiſat du Pont ſitué & aſſis en ſon Duché de Bar, avec toutes & chacunes ſes appartenances quelconques, pour en joüyr luy, & les ſiens deſcendans de ſon corps en Mariage à touſiours, & s'il alloit que luy & les ſiens allaſſent de vie à treſpas ſans hoirs legitimes deſcendans d'eux, ledit Marquiſat retourneroit au Duc de Bar.

Item, ledit Seigneur veut & ordonne que en l'Egliſe de Sainct Anthoine de Pont à Mouſſon, en laquelle eſt inhumé & ſevely le corps de feu Monſeigneur Louys jadis Marquis du Pont ſon fils, ſoit faite une ſepulture honneſte, ſelon la condeſcence de ſon eſtat, & pour ce faire ſeront pris les deniers ſur les rentes du Marquiſat du Pont.

Item, veut & ordonne que en ladite Egliſe de Sainct Anthoine ſoit dite & celebrée une Meſſe chacun jour de l'an à touſiours perpetuellement, pour le remede & ſalut de l'ame dudit feu Sieur Marquis : & pour la fondation de ladite Meſſe ledit Seigneur Teſtateur laiſſe & donne à ladite Egliſe de Sainct Anthoine la ſomme de cinq cens florins de Rhin à payer pour une fois, laquelle ſomme ſera convertie à achepter rentes à la diſcretion des Commandeur, Religieux & Gouverneurs de ladite Egliſe, leſquelles en recevans ladite ſomme s'obligeront à celebrer ladite Meſſe à touſiours, comme dit eſt, & ſeront pris leſdits deniers ſur les rentes & revenus dudit Marquiſat du Pont.

Item, ledit Sieur laiſſe & donne à l'Egliſe de la benoiſte Magdelaine au lieu de Sainct Maximin la ſomme de ſix mil ſix cens florins de Provence, à payer par égale portion chacun an dedans dix ans, qui eſt en chacun deſdits ans cinq cens ſoixante florins, laquelle ſomme il veut & ordonne eſtre convertie à la continuation & accompliſſement de l'ouvrage de ladite Egliſe, par les mains des Syndics de ladite Ville, & du Prieur de l'Egliſe dudit lieu de Sainct Maximin, leſquels ſeront tenus enſemble & conjointement faire ſerment ſolemnel, que ladite ſomme ne ſera en autre choſe convertie que à l'ouvrage de ladite Egliſe, comme dit eſt, & veut & ordonne ledit Seigneur que leſdits deniers pour ce faire ſoient pris & levez ſur les gabelles de Roſne, nonobſtant toutes autres aſſignations faites & à faite ſur leſdites gabelles, eſquelles ledit Seigneur prefere, & veut eſtre preferé cette preſente donation ou legs, en faveur d'icelle glorieuſe Saincte, & de ſadite Egliſe.

Item, ledit Sieur donne & laiſſe à la grande Egliſe de Straſbourg la ſomme de cent florins de Rhin une fois payée, leſquels il veut eſtre pris & levez ſur les plus clairs deniers de ſon Pays de Barrois, & eſtre portez à ladite Egliſe, & offerts à une Chapelle eſtant en ladite Egliſe, fondée de Saincte Croix, en laquelle a grande quantité de vœux.

(b) ou *Leſſe.*

Item, ledit Seigneur donne & laiſſe à l'Egliſe de Noſtre-Dame de (b) Lience un marc d'or, lequel il veut eſtre pris & levé ſur les deniers plus clairs des rentes & revenus de ſondit Païs de Barrois.

Item, il veut & ordonne que les heritiers cy-aprés eſcrits, entretiennent à leur pouvoir ſon Ordre de Sainct Maurice, ſelon la maniere & forme contenuë és ſtatuts & ordonnances dudit Ordre.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, qu'en cas que la Saincte & religieuſe fraternité de Paix ne ſeroit entierement erigée & publiée au temps de ſon deceds, ſes heritiers doivent ſolliciter & procurer la publication d'icelle tant en Cour de Rome que autre part, tellement qu'elle puiſſe ſortir effet ſelon l'intention dudit Seigneur, qui en a eſté premier commenceur & promoteur, & ſelon la teneur des Bulles, par le Sainct Siege Apoſtolique ſur ce octroyées & paſſées, & en ce eux employer.

ANS de J. C. 1474.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que en cas que le vœu du voyage par luy promis au Sainct Sepulchre ne ſoit accomply avant ſon deceds, ſes heritiers & executeurs ſoient tenus incontinent aprés ſondit deceds, envoyer homme propre & exprés audit Sainct Sepulchre, pour ledit vœu bien & deuëment accomplir : & pour ce faire ledit Sieur laiſſe & donne la ſomme de trois mille Ducats, pour eſtre convertie tant au voyage de celuy qui ira, comme pour les oblations & bienfaits qui ſe feront audit lieu, pourveu que les deſpens de celuy qui ſera le voyage ſeront taxez à l'arbitre & jugement deſdits executeurs, pris ſur leſdits trois mil Ducats & le teſtidu de toute ladite ſomme de trois mille Ducats ledit Voyager ſera tenu de porter & offrir loyaument au nom dudit Seigneur, & de ce rapporter auſdits heritiers & executeurs ſuffiſante certification.

Item, veut & ordonne ledit Roy Teſtateur, commande & enjoint à ſes heritiers, qu'ils ayent pour recommandez tous & chacuns ſes ſerviteurs, en maintenant & conſervant ceux qui ſont pourveus en leurs eſtats, penſions, offices & autres proviſions, ſans aucunement les leur lever & oſter pour quelconque cauſe que ce ſoit. Et ceux qui ne ſont pourveus, leur donner penſion ou proviſion pour leur entretenement, juſques à ce qu'ils ſoient pourveus d'offices condeſcents à leur eſtat, ou autrement, auſquels offices ledit Seigneur veut iceux ſes ſerviteurs eſtre recommandez & preferez à tous autres, & ainſi le commande à ſeſdits heritiers.

Item, veut ordonne & commande ledit Sieur Roy, que toutes & chacunes ſes vrayes debtes ſoient entierement payées par les mains de ſes executeurs, & ſes forfaits amendez à toutes perſonnes & crediteurs, qui de ce ſeront apparoir ſuffiſamment, & veut en outre ledit Seigneur, que au ſerment de chacun crediteur, ſoit creu, & adjouſté foy juſques à la ſomme de vingt livres, pourveu que leſdits executeurs auront regard à la qualité des demandans, & aux cauſes des debtes, & que pour ce faire ſoient pris des plus clairs deniers des rentes & revenus ordinaires de ſes Pays, eſquels leſdites debtes ſeront deuës à la diſcretion, advis, & ordonnance de ſes executeurs cy-aprés nommez.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que les Teſtamens & dernieres volontez de feuës tres-excellens Princes le Roy Louys ſecond, ſon Pere, & du Roy Louys tiers ſon frere, & auſſi de tres-noble Dame Jeanne Reyne tierce ſoient accomplis, en tant que ſe pourra faire des biens du Roy de Sicile, quand il ſera és mains dudit Seigneur, ou de ſes heritiers, & ſucceſſeurs.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que les Teſtamens & dernieres volontez de feu tres-reverend Pere en Dieu Monſieur le Cardinal de Bar, & de Madame Marguerite de Baviere, en ſon vivant Ducheſſe de Lorraine, ſoient accomplis c'eſt à ſçavoir dudit Cardinal ſur les biens du Duché de Bar, & de ladite Ducheſſe ſur les biens du Duché de Lorraine.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que toutes & chacunes les fondations faites par leſdits Seigneurs Roys ſes predeceſſeurs, & principalement par ſes ayeul, & ayeule de tres-digne memoire, deſquelles ſont faites aſſignations ſur la recepte ordinaire de ſon Pays d'Anjou, & autres de ſes Pays, ſoient entierement accomplies ſelon la volonté deſdits Seigneurs, ou que ſes heritiers qui tiendront les Terres & Seigneuries, ſur leſquelles ont eſté faites telles aſſignations, payent une ſomme d'argent pour une fois à la raiſon de ce que peuvent monter icelles

ANS de J. C. 1474.

icelles fondations par, l'ordonnance & advis deſdits executeurs.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que toutes les fondations par luy faites & ordonnées en quelque lieu que ce ſoit, ſoient parfaites & entretenuës de poinct en poinct ſans aucune mutation par leſdits heritiers.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur que au cas que tous & chacuns les ouvrages, edifices, peintures & autres choſes par luy commencées, ou commandées à commencer en aucune Egliſe, comme à Sainct Pierre de Saumur, à la Chapelle de Sainct Bernardin d'Angers, à ſa ſepolture erigée à Sainct Maurice d'Angers & autre part, n'eſtoient accomplies & parfaites au temps de ſon deceds, ſes heritiers, qui tiendront les Terres & Seigneuries deſdits lieux ſoient tenus de les accomplir & parfaire en la maniere qu'elles ſont commencées, & ſelon ſon intention.

Item, ledit Sieur Roy Teſtateur, en tous ſes Royaumes, Duchez, Comtez, Vicomtez, Baronnies, Dignitez & Seigneuries, actions, raiſons, &c. Il inſtituë & nomme de ſa propre bouche ſes heritiers par parties, & reſpectivement ceux qui s'enſuivent; c'eſt à ſçavoir tres-noble & poiſſant Seigneur Monſeigneur (a) Charles d'Anjou, Duc de Calabre, Comte du Maine ſon Nepveu, portant le nom & les Armes d'Anjou, comme ſon premier principal & univerſel heritier en toutes les choſes deſſuſdites, & tant de ſucceſſions, comme d'acqueſts faits par ſes predeceſſeurs & luy, excepté de ceux dont il auroit diſpoſé & diſpoſeroit juſques à ſon deceds, excepté ce qui s'enſuit: c'eſt à ſçavoir le Doché de Bar, auquel & en toutes ſes apparterances & dependances, ſans y comprendre le Marquiſat du Pont, lequel il à donné à Jean ſon fils naturel, il nomme & inſtituë ſon heritier particulier Monſeigneur (b) René à preſent Duc de Lorraine ſon Nepven, fils de Madame Yoland, Ducheſſe de Lorraine ſa fille, voulant, ordonnant, & commandant par ce preſent Teſtament, que ledit Monſeigneur René ſoit tenu & obligé accomplir toutes & chacunes les choſes par luy leguées, ordonnées, laiſſées, & diſpoſées és Duchez de Bar, & de Lorraine: enſemble toutes les fondations, dotations, augmentations des Egliſes, Chapelaioies, & autres lieux pieux & Eccleſiaſtiques, & auſſi entretenir, & faire payer les penſions & proviſions par luy faites à ſes gens & ſerviteurs, & autres perſonnes quelconques audit Païs de Bar & de Lorraine & garder auſſi & maintenir ceux qui ſeront conſtituez en Offices, ou qui auront Terre, Seigneurie, ou autre proviſion auſdits Pays, & porter toutes les charges qui ſe font à porter par raiſon & droict auſdits Pays, & ſelon la teneur de ce preſent Teſtament toutes autres choſes contenuës & deſignées en ce preſent Teſtament ſera tenu accomplir ledit Monſeigneur Charles, premier & principal heritier, & generalement faire obſerver, garder, entretenir & accomplir tout ce que bon heritier & ſucceſſeur doit eſtre tenu & obligé. Et entend ledit Seigneur cettes preſentes inſtitution & nomination de heritier avoir lieu réellement & par effet, en cas qu'il n'aura enfans legitimes procreez de ſon corps en loyal (c) mariage: car en tel cas il veut les enfans legitimes eſtre preferez à tous autres, comme de raiſon eſt; & pour toutes les choſes ſurſdites bien loyaument & diligemment accomplir, ledit Seigneur Roy Teſtateur a eſleu, deputé, nommé & ordonné les executeurs de ſon preſent Teſtament ceux qui s'enſoivent.

(a) Charles d'Anjou dernier Comte du Maine, Neveu & principal heritier dudit René.

(b) René Duc de Lorraine fils de ſa fille heritier du Duché de Bar.

(c) De ſon mariage avec Jeanne de Laval qu'il avoit épouſée l'an 1444. & qui lui a ſurvêcu 18 ans étant decedée l'an 1498. Subſtitution au préjudice de laquelle on a voulu pretendre que Charles inſtituë heritier, n'a peu diſpoſer au profit de Louis XI. & de ſes ſucceſſeurs à la Couronne, comme il a fait par ſon Teſtament de l'an 1481. mais cette pretention eſt ridicule, étant ici parlé ſeulement des enfans de René, & non de ceux de ſondit Neveu. Executeurs de ce Teſtament.

ANS de J. C. 1474.

Premierement, tres-noble & tres-excellente Dame la Reyne Jeanne ſon eſpouſe qu'il a de preſent, Monſeigneur Charles Comte du Mayne ſon premier & principal heritier, Monſeigneur René Duc de Lorraine ſon ſecond heritier, Meſſire Guillaume de Harcourt Comte de Tancarville, Meſſieurs Guy de Laval Chevalier Seigneur de Loüé Seneſchal d'Anjou, Maiſtre Jean de la Vignole Doyen d'Angers, Preſident des Grands-jours & des Comptes d'Anjou, Maiſtre Jean Perrot Docteur en Theologie ſon Confeſſeur, Maiſtre Pierre le Roy dit Benjamin, Vis-Chancelier dudit Seigneur & Eſleu d'Angers, Meſſire Jean (d) Vinel Docteur en Loix & Juge d'Anjou, & Maiſtre Guillaume (e) Tourneville Archipreſtre d'Angers, & Maiſtre des Comptes: & ou cas que ledit Seigneur treſpaſſeroit en ſon Païs de Provence, il conſtituë & ordonne, avec les ſuſdits ſes Executeurs, le tres-reverend Pere en Dieu Monſeigneur l'Archeveſque d'Aix & noble Seigneur Monſeigneur le grand Seneſchal de Provence, qui ſont à preſent, ou qui pour lors ſeront, donnant & octroyant ledit Seigneur Teſtateur à ſeſdits executeurs, & chacun d'iceux licence, pleniere puiſſance & faculté d'executer pleinement & franchement toutes & chacunes les choſes deſſuſdites, ainſi diſpoſées & ordonnées comme dit eſt: & s'il advient que aucun, ou aucuns deſdits executeurs meurent avant l'executioo & accompliſſement de ce preſent Teſtament, & de toutes les choſes devant dites, les ſurvivans, un ou pluſieurs auront, & aura puiſſance pleniere d'executer tout le reſidu dudit ſien Teſtament; & ſera licite auſdits executeurs, & à chacuo d'eux agir en jugement, & dehors pour ladite execution, & conſtituer Procureurs ou Acteurs pour toutes les choſes deſſuſdites executer & accomplir.

(d) ou Barrid.

(e) ou Barrande.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que ou cas que tous les executeurs deſſuſdits nommez, decederoient avant l'accompliſſement & totale execution de ce preſent Teſtament, que leſdits heritiers ſoient tenus toutes & chacunes les choſes ainſi diſpoſées, leguées, & ordonnées, loyaument & diligemment executer & accomplir & pour toutes les choſes deſſuſdites parfaire, accomplir & executer, ledit Seigneur oblige & hypotheque par la teneur de ce preſent Teſtament, tous & chacuns ſes biens meubles & immeubles, en quelque lieu qu'ils ſoient, meſme tous les fruits, reotes, revenus & emolumens quelconques, ordinaires & extraordinaires de tous les Païs, Terres & Seigneuries qu'il tient à preſent, & qu'il tiendra au jour de ſon deceds: & ſpecialement ledit Seigneur veut & ordonne que dés à preſent toutes les rentes, revenus & emolumens de ſes Prevoſtez & Receptes de Dun-le-Chaſtel, la Chauſſée avec l'eſtang dudit lieu, ſituez en ſon Duché de Bar, tant ordinaires comme extraordinaires, tous les emolumens du grenier à ſel de Freins en ſon Païs de Provence, & mille francs au Païs d'Anjou, pris de ſes deniers premiers & plus clairs du treſpas, demeurent chacun an tant qu'il vivra & aprés ſon deceds, ſoient dés à preſent mis és mains de ſes executeurs, pour eſtre appliquées au payement de ſes deotes, & à l'accompliſſement de ſondit preſent Teſtament: tellement que les derniers qui ſeront receus chacun an des rentes & revenus deſſuſdits, ne pourront jamais eſtre appliquez à autre choſe ne venir au profit deſdits heritiers, juſques à ce que ſondit Teſtament ſoit entierement parfait & accomply.

ANS de J. C. 1475. BOURGOGNE ET MILAN.

CDLXXXII.

Traité de Ligue entre CHARLES *dernier Duc de Bourgogne &* GALEAS SFORCE *Duc de Milan par l'entremiſe d'Yolande de France Ducheſſe de Savoye. Fait à Mencalier, le* 30. *Janvier*, 1475. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 425.

IN nomine Domini, Amen. Anno Nativitatis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, indictione VIIII. die lunæ XXX. menſis Januarii. Cùm maximè dignos Principes deceat in omnibus quæ occurrunt ſibi ante oculos ponere majorum ſuorum geſta, eorumque veſtigia imitari, & eam ipſam quoque naturam & conditionem ſapiant. Illuſtriſſimi Principes & Excellentiſſimi Domini KAROLUS Dux Burgundiæ & GALEAZ SFORCIA Vicecomes Dux Mediolani, memoriæ ſiquidem retinentes quòd ſtrictiſſimo amicitiæ, benevolentiæ & neceſſitudinis vinculo conjunctæ ſemper fuerint Illuſtriſſimæ Burgundiæ & Vicecomitum familiæ, & præcipuè non immemores quòd fraternè & iotrinſecè & invicem vixerint dùm in humanis agerent Illuſtriſſimi Principes Domini Philippus Dux Burgundiæ & Philippus Maria Anglus ac Franciſcus Sfortia Duces Mediolani Patres & Avus ipſorum Ducum Karoli & Galeas-Mariæ, Operæpretium etiam cenſuerunt iidem Duces Burgundiæ & Mediolani, ſi quod per Majores ſuos inchoatum, tam ſincero animo & voluntate fuerat, illud non minore benevolentia & animorum conjunctione proſequantur & augeant. Idcircò decreverunt uterque pro quiete, ſinceritate, defenſione & ſtabilimento ſtatuum eorum ſe invicem confœderare & colligare, & ita tenore præſentis Inſtrumenti ex certa ſcientia animo maturè deliberato & omni meliore modo & forma quibus validiùs & efficariùs fieri poteſt devenerunt & deveniunt ad infra ſcriptam ligam & Intelligentiam medio Magnificorum Dominorum Guillelmi de Rupeforti Juris utriuſque Doctoris ipſius Illuſtriſſimi Domini Karoli Ducis Burgundiæ Oratoris, & Orphei de Ricano, Joannis Angeli de Florentia Juris utriuſque Doctoris Conſiliariorum & Anthonii de Applano Aulici præfati Illuſtriſſimi Domini Galeas-Mariæ Ducis Mediolani Oratorum, qui omnes à Dominis ſuis Principalibus opportuna & ſufficientia ad hæc mandata habent per nos infraſcriptos Cancellarios & Notarios viſa & lecta, & ad hoc etiam prædicti omnes Oratores & Mandatarii devenerunt & deveniunt accedente ad hæc opera & interpoſitione *Illuſtriſſimæ Domina Yolant de Francia Duciſſa Sabaudiæ*, quæ quidem Illuſtriſſima Domina Ducilla mediatrix ut ſuprà, ad majorem declarationem & ex abundanti intendit continuare & perſeverare in ligis & intelligentiis quas habet pro ſe & pro Illuſtriſſimo Domino Philiberto Duce Sabaudiæ Filio ſuo, nec non pro aliis Filiis ſuis & Statu ſuo, cùm præfatis Illuſtriſſimis Dominis Duce Borgundiæ & Duce Mediolani, ac intendit quòd per præſens Inſtrumentum, nec per aliqua in eo contenta non fiat prædictus ligis & Intelligentiis de quibus ſuprà directè nec per indirectum præjudicium aliquod, & ita prædicti omnes Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſuprà prædictam declarationem, perſeverationem, & continuationem cum omnibus in eis contentis acceptarunt & acceptant. Io Primis itaque præfati Magnifici Domini Guillelmus Orator Mandatarius ac nomine prælibati Illuſtriſſimi Domini Karoli Ducis Burgundiæ ex una, & Orpheus de Ricans, Joannes Angelus de Florentia & Antonius de Applano Oratores & mandatarii, ac aliis meliori modo & forma ut ſuprà nomine prælibati Illuſtriſſimi Domini Galeas-Mariæ Ducis Mediolani ex altera partibus, fecerunt, firmarunt, inierunt & contraxerunt, ac faciunt, firmant, ineunt & contrahunt bonam, puram, & meram Intelligentiam, ligam, unionem & confœderationem & quicquid melius dici & eſſe poſſit perpetuò duraturam & irrevocabilem pro ſeſe eorumque Illuſtriſſimorum Ducum Burgundiæ & Mediolani, Liberis, hæredibus & ſucceſſoribus, eorumque ſtatibus & Dominiis; & promiſerunt & promittunt prædicti omnes Oratores & Mandatarii ſibi invicem & viciſſim nominibus quibus ſuprà, quòd dicti Illuſtriſſimi Domini Priocipales ſui nullas auxiliares Copias, nullom ſubſidium pecuniarum, nullum denique conſilium vel favorem præſtabuot directè, nec per indirectum palam aut clam, aut alio quovis quæſito colore hoſtibus præſentibus & futuris alterius ipſorum Ptincipalium, ſeu quibuſvis Principalibus aut Communitatibus & perſonis turbantibus, moleſtantibus, inquietantibus, vel turbare, moleſtare atque inquietare volentibus præfatos Illuſtriſſimos Dominos Priocipales aut alterum eorum, Statuſque & Dominia eorum, ſeu alterius eorum ſingula ſingulis congruè & debitè referendo, quos Status & quæ Dominia prædicti Domioi Priocipales tenent & poſſident de præſenti. Quin imò, prædicti omnes Oratores & Mandatarii promiſerunt & promittunt ſibi invicem quòd Domini Principales defendent, & adjuvabunt invicem, & viciſſim ſe ſe, liberos, hæredes, & ſucceſſores ſuos, Statuſque eorum & Dominia quæ habent, & poſſident de præſenti ut ſuprà de armigeris quatuor centum tantum, cum equis ſex pro quolibet armigero ſumptibus partis mittentis durante guerra aperta taotùm prout infra bene paratis & in ordine ſecundum conſuetudinem & morem prædictorum Dominorum Principalium ſive de ducatis ſexaginta millibus auri tantum ſingulo anno durante guerra aperta, & infra prout melius elegerit pars quæ obligata fuerit mittere, quæ pars poſſit mittere ſive armigeros prædictos ſive dictos ſexaginta mille Ducatos prout maluerit, & hoc totiens quotiens parti requirenti expediet, ut infra declarabitur, contra omnes & ſingulos noo procuratos aut laceſſitos cujuſcumque gradus, conditionis & dignitatis eſſe dicantur, neminem excipiendo, etiam ſi tales forent, qui nominatim venirent excipiendi & de quibus habenda eſſet mentio ſpecialis & expreſſa. Item quia in capitulo præcedenti continetur quòd pars poſſit mittere in auxilium partis offenſæ, ſive dictos quatuor centum armigeros, ſive dictos ſexaginta mille Ducatos auri prout maluerit, voluerunt & convenerunt, ac volunt & conveniunt prædicti omnes Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſupra quòd caſu quo Illuſtriſſimo Domino Duci Burgundiæ contigerit hujuſmodi auxilium mittere Illuſtriſſimo Domino Duci Burgundiæ & ejus exercitia elegerit mittere prædictos quatuor centum armigeros, tunc & eo caſu ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Burgundiæ teneatur & obligatus ſit dare liberum & ſecurum tranſitum dictis quatuor centum armigeris quo conducere ſe poſſint à partibus Status dicti Domini Ducis Mediolani ad partes Status ipſius Domini Ducis Burgundiæ & illos inſuper obligatus ſit tractare & tractari facere citra ſolutionem benè & commodè quemadmodum & prout tractantur reliquæ gentes armigeræ Italicæ quæ ſunt io ſerviciis prælibati Illuſtriſſimi Domini noſtri Ducis Burgundiæ. Caſu vero quo præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani elegerit dare dictos ducatos ſexaginta mille auri, tunc ejus Excellentia teneatur & obligata ſit exburſare ſive exburſari facere hujuſmodi ducatos ſexaginta mille auri in civitate Mediolani cuicunque legitimo Nuncio & Mandatario præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Burgundiæ, ſive in loco Bragiæ per literas Cambii prout maluerit ipſe Dominus noſter Dux Burgundiæ. E contra vero ſi contigerit Domi-

ANS de J. C. 1475.

ANS de J. C. 1475.

no Duci Burgundiæ mittere prædictum auxilium Domino noſtro Duci Mediolani & ejus exercitui elegerit mittere quatuor centum armigeros, eo caſu Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani teneatur & obligatus ſit in dando ſive dari faciendo liberum tranſitum prædictis armigeris citra tamen ſolutionem ut ſupra & in tractando illos prout & quemadmodum tenetur præfatus Dominus noſter Dux Burgundiæ virtute præſentis Capituli ſingula ſingulis congruè referendo. Si vero Dominus noſter Dux Burgundiæ elegerit dare dictos Ducatos ſexaginta mille auri, tunc ejus Excellentia tenetur & obligata ſit exburſare hujuſmodi ducatos ſexaginta mille auri in terris dicti Domini noſtri Ducis Burgundiæ cuicumque legitimo Nuncio & Mandatario prælibati Domini noſtri Ducis Mediolani ſive in civitate Mediolani prout maluerit dictus Dominus Dux Mediolani per literas Cambii. Item quia in prædictis capitulis dictum eſt de defendendo ſe invicem & viciſſim dictos Principales totiens quotiens parti requirenti expediret, ad tollendum omnem difficultatem quæ in futurum ſuboriri poſſet: Declararunt & declarant ac convenerunt & conveniunt dicti omnes Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſupra, quod defenſio & ſubſidium quod invicem dicti Domini Principales ſui ſibi invicem præſtare tenentur, de armigeris quatuor centum, ſive de ducatis ſexaginta mille auri, tunc & eo caſu teneantur ſibi invicem præſtare & defendere dicti eorum Principales durante guerra aperta tantum non autem in trega vel ullo alio tempore. Item quia forte accidere poſſet, quod illa pars quæ mitteret dictos armigeros de quibus ſupra, in ſubſidium alterius partis, non eſſet ſufficiens ad dandum ſive dari faciendum tranſitum liberum & expeditum ipſis armigeris, Declararunt & declarant, obligaverunt & obligant dicti omnes Oratores & Mandatarii, quod tunc & eo caſu ambo dicti Domini Principales invicem facient pro poſſe, quod dicti armigeri qui mitterentur ab altero eorum alteri liberè tranſibunt & expeditè. Item prædicti omnes Oratores & Mandatarii promiſerunt ſibi invicem quod Domini Principales ſui in quacumque trega, pace, appunctamento, liga, intelligentia & confœderatione cujuſcunque naturæ & materiei ſit quæ fieri contigerit in futurum cum quacumque potentia, ſtatu, perſona, Collegio, Univerſitate ac Principe cujuſcumque conditionis exiſtat, etiam ſi tales eſſent de quibus quacumque ratione vel cauſa fienda eſſet ſpecialis & expreſſa mentio, ſe invicem & viciſſim includent & nominabunt pro Colligatis & confederatis. Item convenerunt dictis nominibus ut ſupra, quod præſens liga & confœderatio ſolemniter publicetur die ex poſt declaranda per præfatam Illuſtriſſimam Dominam noſtram Ducisſam Sabaudiæ, cum ſolemnitatibus conſuetis, prout Dominationi ſuæ videbitur. Actum in arce Montiſcalerii Dioceſis Taurinenſis, videlicet in Camera ſuperiore cubiculari Illuſtriſſimæ Dominæ Yolant Ducisſæ Sabaudiæ, coram ejus Excellentia, Præſentibus Reverendo Domino Urbano Bonivardi Epiſcopo Vercell. Magnificis Dominis Petro de Sancto Michaële magno Cancellario, & Antonio ex Comitibus Plozaſchi Præſidente Sabaudiæ teſtibus nominatis, vocatis, & rogatis. Signé Cichus.

ANS de J. C.

CDLXXXIII.

1475.

Traité en forme de compromis entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres, fait au Camp près d'Amiens, le 29. Août* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 125.

ANGLETERRE ET FRANCE.

EDUARDUS IV. Dei gratia Rex Franciæ, & Angliæ, & Dominus Hiberniæ, univerſis, ad quorum notitiam præſentes literæ noſtræ pervenerint, Salutem. Cum inter Potentiſſimos Anglorum, Francorumque Principes, calumniis retroactis temporibus bella, cædes, innumeraque diſcrimina ad damna ſubditorum eorum immenſa, enormeque univerſæ Religionis Chriſtianæ diſpendium hactenus acta fuere, quæ & maturius & ſanctius nequeunt terminari, quam ut eorum lites debite cedantur, atque ſua cuique jura rite examinata, juſte tribuantur: hinc eſt igitur quod nos Chriſticolarum ſanguinis effuſionem vitare, omninopere anhelantes, jurisque noſtra potius aliorum laudo & arbitrio, quam cruentæ enſis formidine obtinere cupientes, cum Illuſtriſſimo Principe LUDOVICO Franciæ conſanguineo noſtro cariſſimo perfecimus, convenimus, concluſimus, & appunctuavimus, & per præſentes perficimus, convenimus, concludimus, & appunctuamus, ea omnia & ſingula quæ & prout in articulis & capitulis ſequentibus continentur.

In primis conſentimus, volumus, convenimus, & appunctuamus, quod omnes lites, quæſtiones, quærelæ, & demandæ pendentes impræſentiarum indiſcuſſæ inter nos & conſanguineum noſtrum Franciæ ante dictum, in Reverendiſſimum Patrem Th. Archiepiſcopum Cantuarienſem, Cardinalem, avunculum noſtrum, & cariſſimum fratrem noſtrum Georgium, Ducem Clarentiæ, per nos & ex parte noſtra, & Reverendiſſimum Patrem Carolum Archiepiſcopum Lugdunenſem, & Joannem Comitem de Dunenſio per dictum conſanguineum noſtrum & ex parte ſua arbitros ſeu amicabiles compoſitores in hac parte nominatos & electos, ſupponantur & compromittantur. Sic quod ſi contingat, aliquem vel plures dictorum arbitrorum decedere, aut adverſa laborare valetudine, quominus dictarum litium examinationi commodè vacare valeat, aut valeant alius ſeu alii in ejus eorumve locum per nos, ſi de noſtris, aut per dictum conſanguineum noſtrum, ſi de ſuis, ſubrogentur, & deputentur.

Dantes & concedentes eiſdem arbitris poteſtatem & libertatem ipſas lites & quæſtiones à data præſentium uſque ad tres annos proximè futuros incluſivè componendi, decidendi, & terminandi, promittentes & obligantes nos ſtare laudo, arbitrio, & determinationi dictorum arbitrorum ſuper promiſſis, ſub pœnæ trium millium ſcutorum ab eo qui dicto eorum laudo non ſteterit, obtemperanti in fine dictorum trium annorum ſolvendorum. Et quod iidem arbitri aut loco eorum, ut præmittitur deputati & ſubrogati, primo coram nobis in Anglia pro ipſarum deciſione litium citra feſtum Paſchæ proximè futurum, & de poſt coram dicto conſanguineo noſtro in Francia, citra feſtum Sancti Michaelis Archangeli ex tunc proximè futurum, conveniant, atque noſtra, ipſiuſque jura debite examinent ut felici tramite terminent.

Item volumus, promittimus, convenimus, & concludimus, quod poſtquam receperimus de præfato conſanguineo noſtro Franciæ ſeptuaginta quinque millia ſcutorum aureorum, unoquoque eorum ſcutorum triginta tres magnos albos valente, aut prædictam ſummam in alia legali & bona moneta tanti valoris, quod ex tunc omni convenienti maturitate, & cura

ANS de J. C. 1475.

cum effectu, exercitum & armatam noſtram, quam huc oune nobiſcum habemus, abſque fraude io Anglia retrahemus, à guerra contra dictum conſanguineum noſtrum, & ejus ſubditos, omnino ceſſantes, nullam civitatem, villam, aut caſtrum regni Franciæ in dicto noſtro regreſſu modo hoſtili capiendo, & ad opus noſtrum retinendo, dedimuſque proinde io obſides Dominum de Howard, & Joannem Cheny unum armigerorum pro corpore noſtro, qui apud dictum conſanguineum noſtrum manebunt, & quouſque nos cum majori dictæ noſtræ armatæ parte fuerimus in regno noſtro Angliæ, ſicque poſtquam nos cum dicta majori parte noſtræ armatæ in Anglià fuerimus, ex tunc ipſi obſides exinde acquitentur & deliberentur, adeo ut partes ſuas proprias aut alibi libere aggredi poſſint & valeant. Io quorum omnium & ſingulorum promiſſorum fidem & teſtimonium his præſentibus litteris noſtris patentibus manu propria ſubſcriptis magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum in Campo noſtro prope civitatem Ambianenſem, viceſima nona die menſis Auguſti, anno Domini 1475. & regni decima quinta. Sic ſignatum, Edoüard, per ipſum Regem, Morton.

CDLXXXIV.

ANS de J. C. 1475.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Compromis entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres pour terminer leurs differents, à Amiens le 29. Août* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 129.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Cum inter potentiſſimos Francorum Anglorumque Principes calamitoſa retroactis temporibus bella per innumeraque diſcrimina ac damna eorum ſubditorum immenſa, enormeque univerſæ Religionis Chriſtianæ diſpendium hactenus acta fuere, quæ & maturius, & ſanctius nequeunt terminari, quàm eorum lites debitè cedantur atque ſua cuique jura rite examinata juſtè tribuantur. Hinc eſt igitur, quod nos Chriſticolarum ſanguinis effuſionem vitare ſummopere anhelantes, juraque noſtra potiùs aliorum blando urbitrio, quam cruentæ enſis formidine obtinere cupientes, cum Illuſtriſſimo Principe Rege Angliæ, conſanguineo noſtro cariſſimo, perfecimus, convenimus, concluſimus, & appunctuavimus, & per præſentes perficimus, convenimus, concludimus & appunctuamus ea omnia & ſingula, quæ & prout in articulo, & capitulis ſequentibus continentur.

In primis conſentimus, volumus, convenimus, & appunctuamus, quod omnes lites, quæſtiones, querelæ, & demandæ pendentes inpræſentiarum indiſcuſſæ inter nos, & conſanguineum noſtrum Regem Angliæ antedictum in Reverendum Patrem Carolum, Archiepiſcopum Lugdunenſem, & Galliarum Primatem, conſanguineum noſtrum cariſſimum, & conſanguineum noſtrum Jesnnem Comitem de Dunefio per nos & ex parte noſtra, & Reverendiſſimum Patrem Thomam, Archiepiſcopum Cantuarienſem, Cardinalem, & Illuſtrem Principem Georgium, Ducem Clarentiæ, per dictum Regem Angliæ conſanguineum noſtrum, & ex parte ſua arbitros ſeu amicabiles compoſitores in hac parte nominatos & electos ſupponantur & compromittantur. Quod ſi contingat aliquem vel aliquos arbitrorum amicorum decedere aut adverſa laborare valetudine, quominus dictarum litium examinationi commodè vacare valeat, aut valeant, alius ſeu alii in ejus eorumve locum per nos ſi de noſtris; aut per dictum conſanguineum noſtrum, ſi de ſuis ſint, deputentur & ſubrogentur.

Dantes & coocedentes eiſdem arbitris poteſtatem & autoritatem ipſas lites & quæſtiones à data præſentium uſque ad tres annos próxime futuros incluſivè compo- ANS de J. C. 1475.
nendi, decidendi, & terminandi, promittentes & obligantes nos ſtare laudo, arbitrio, & determinationi dictorum arbitrorum ſuper præmiſſis, ſub pœna trium millium ſcutorum auri ab eo qui dicto laudo non ſteterit, obtemperanti in fine trium annorum ſolvendorum. Et quod iidem arbitri aut loco eorum, ut præmittitur, deputati & ſubrogati primo dicto noſtro conſanguineo noſtro in Anglia pro ipſorum deciſione litium citra feſtum Paſchæ proximè futurum, & de poſt coram nobis in Francia citra feſtum Sancti Michaelis Archangeli ex tunc proximè ſoturum conveniant, atque noſtra ſuaque debitè examinent & felici tramite terminent.

Item, Conventum, concordatum & concluſum eſt, quod poſtquam præfatus conſanguineus noſter Rex Angliæ receperit à nobis ſeptuaginta quinque millia ſcutorum auri, quod ex tunc omni convenienti maturitate, & cum effectu exercitum & armatam ſuam, quam hic nunc ſecum habet, abſque fraude in Angliam retrahet, à guerra contra nos & ſubditos noſtros omnino ceſſando, nullamque civitatem, villam, aut caſtrum regni noſtri Franciæ in dicto regreſſu ſub modo hoſtili capiendo, & ad opus ſuum retinendo, datis proinde nobis per eum obſidibus Domino de Hawart, & Joanne Schene, uno armigerorum pro corpore dicti Regis Angliæ, qui apud nos manebunt, donec & quouſque tempore conſanguineus noſter Rex Angliæ cum majori dictæ ſuæ armatæ parte fuerit in regno ſuo Angliæ, & quod poſtquam ipſe cum dicta ſua majori armatæ parte in Anglia fuerit, ex tunc ipſi obſides exinde acquietentur, & per nos deliberentur, adeo ot partes eorum proprias vel alibi liberè aggredi poſſint & valeant.

In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, his præſentibus litteris noſtris patentibus manu propria ſubſcriptis magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum in civitate noſtra Ambianenſi die viceſima nona menſis Auguſti, anno Domini milleſimo quatnorcenteſimo ſeptuageſimo quinto, & regni noſtri decimo quinto.

CDLXXXV.

ANS de J. C. 1475.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Treve pour ſept ans, concluë à Amiens entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, le 29. Août* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 126.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem, &c. Notum facimus, qnod cum Illuſtriſſimo Priocipe Eduardo Rege Angliæ, conſanguineo noſtro cariſſimo, inivimus, contraximus, perfecimus, convenimus, concluſimus, & appunctuavimus, & per præſentes inimus, contrahimus, perficimns, convenimus, concludimus, & appunctuamus bonas, ſinceras, veras, firmas, perfectas treugas, guerrarum abſtinemias, ligas, intelligentias, & confœderationes inter nos, regnum noſtrum Franciæ, provincias & Dominia noſtra, hæredes, ſucceſſores, vaſſallos, ſubditos præſentes & futuros, alligatos & confœderatos noſtros quoſcunque qui in ipſis etiam treugis velint comprehendi per ſeptem annos à data præſentium proxime futuros, duraturos modo & forma in articulis ſeu capitulis ſequentibus contentis, quorum tenor ſequitur & eſt talis.

In primis, quod bonæ, ſinceræ, firmæ & perfectæ ſint & inviolabiliter habeantur treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ, intelligentiæ, & confœderationes inter dictos potentiſſimos Franciæ & Angliæ Principes, provincias & Dominia omnia quæcunque,

ANS de J. C. 1475. hæredes, ſucceſſores, vaſſallos & ſubditos præſentes & futuros, alligatos & confœderatos utriuſque eorum, qui in ipſius treugis ut præmittitur comprehendi voluerint, nec non inter Illuſtriſſima Franciæ & Angliæ regna per terram, mare, portus maris, & aquas dulces, & quod dictæ treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ & confœderationes incipiant quoad Principes antedictos & eorum Patrias, Dominia, ſubditos & vaſſallos ab hac die, & quoad dictorum Principum aut alterius eorum alligatos & confœderatos, à tempore quo ſe declaraverint in dictis treugis comprehendi velle, & ipſa declaratio antedictis Principibus notificata fuerit; ſic tamen, quod ipſi alligati qui in ipſis treugis velint comprehendi, taliter ſe declarent Principi cum quo confœderantur, & tempore Princeps cui ſic declaratur alteri Principi ſuis litteris id referat infra tres menſes poſt datam præſentium proximè ſequentes, & quod ab hac eadem die durent uſque ad finem ſeptem annorum proximè ſequentium incluſivè, ſic quod finiant in viceſimo nono die menſis Auguſti poſt ſolis occaſum ejuſdem diei, qui erit in anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo ſecundo.

Item, Quod durante dicto ſeptennio & treugis prædictis, bella, guerræ & hoſtilitates quæcunque inter præfatos Franciæ & Angliæ Principes, utriuſque eorum hæredes, ſucceſſores, vaſſallos, ſubditos, & confœderatos quoſcunque, qui in dictis ipſis treugis, ut præmittitur, velint comprehendi, necnon inter dicta inclitiſſima Franciæ & Angliæ regna, Patrias, & Dominia ſua quæcunque ubique locorum per terram, mare, & aquas dulces omnino ceſſabunt.

Item, Quod omnes & ſinguli utriuſque dictorum Principum, aut eorum alligatorum in his treugis comprehenſorum vaſſalli & ſubditi, ſive ſint Archiepiſcopi, Epiſcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujuſvis ſtatus, conditionisve exiſtant, durantibus treugis antedictis ubivis locorum ſe ſe mutuis officiis proſequantur, & honeſta affectione pertractent, poſſintque, libere, tute & ſecure abſque alterius ejuſve ſubditorum offenſa, ſine impedimento ubique perluſtrare terram, per mare navigare hinc indeque ad portus, Dominia & diſtrictus quoſcunque utriuſque ipſorum Principum citra & ultra mare, dum tamen ultra numerum armatorum centum ſimul non accedant; in eiſque quandin volent morari, mercari, merces, mercimonia, arma, & jocalia quæcunque emere, vendere, & ut eis placet ab illinc ad partes proprias, vel alibi liberè quoties duxerint abeundum, abire cum ſuis aut conductis aut commodatis navigiis, plauſtris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, ſeu aliis bonis & rebus ſuis quibuſcunque, abſque ullo impedimento, offenſa, arreſtatione ratione marchæ, contramarchæ, repreſſaliarum, aut alia reſtrictione quacunque, tam in terra quam in mari & aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent aut eis ea facere liceret, ita quod nullo alio ſalvo conductu generali aut ſpeciali indigeant.

Item, Quod munera ſive onera ab aliquo dictorum Principum in cujuſvis eorum Patriarum ſive Dominiorum partibus à duodecim annis citra impoſita mercatoribus & ſubditis alterius Principis nociva penitus extincta ſint & rejecta, & quod talia aut conſimilia durantibus his treugis amodo non imponantur, ſalvis tamen ſemper quoad alia omnibus regionum, urbium & locorum aliis legibus, ſtatutis & conſuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmiſſa cenſetur derogatum.

Item, Quod ſi infra dictos ſeptem annos durantibus ipſis treugis aliquid contra vires & effectus earundem treugarum, & abſtinentiarum guerrarum, per terram, mare, aut aquas dulces, per aliquos ipſorum Principum, hæredes, ſucceſſores, ſubditos, vaſſallos aut alligatos utriuſque eorum in his treugis comprehendi ſe velle, ut prædicitur, fuerit attentatum, actum, ſive geſtum, quod omnia geſta ſic attentata per conſervatores ipſarum treugarum ab ipſis Principibus, ſeu ſaltem à Principe eorum ſic damnificantium nominatos, infra menſem poſt requiſitionem ſuper inde confectam una cum expenſis ſic damnificati aut damnificatorum reſtaurentur, reficiantur, & reparentur, ſic quod propter nulla, durante harum treugarum termino, in contrarium atteotata hujuſmodi treugæ rumpantur, nec terminentur, ſed in ſuis viribus uſque ad finem dictorum ſeptem annorum permaneant, & pro ipſis attentatis ſolummodo puniantur ipſi attentantes & damnificantes, & non alii. ANS de J. C. 1475.

Item, Pro matura & inviolabili harum treugarum, abſtinentiarum, guerrarum, ligarum, & confœderationum obſervantia, & conſervatione, electi & nominati ſunt ex parte Chriſtianiſſimi Franciæ Regis conſervatores cariſſimus frater & conſanguineus ſuus Comes de Bellojoco, & Joannes Baſtardus de Borbonio, Admirallus Franciæ; & ex parte dicti Illuſtriſſimi Principis Angliæ Regis, cariſſimi fratres ſui Dux Clarenciæ, & Dux Gloceſtriæ, Cancellarius Angliæ, cuſtos privati ſigilli, & cuſtos quinque portuum in Anglia, præfectus ſive locum tenens dicti Regis tales pro tempore exiſtentes. Qui quidem conſervatores dictorum Principum ac utriuſque eorum, & duo aut unus eorum ex parte ſaltem Principis ſubditorum damnificantium, ſi qui ſint ſic nominati, nominatuſve autoritatem & poteſtatem habeant, & habeat ipſos damnificantes puniendi, attentata & damna contra vires harum treugarum illata una cum expenſis damnificatorum reficiendi & reparandi. Et ſi contingat ipſos conſervatores per ipſos Principes, ut præmittitur, nominatos ſuper reformationem aliquorum attentatorum ſore diſcordes, & inter eos ſuper inde concordare non valentes, quod ex tunc cauſa illa referatur conſilio Principis ſubditorum ſic damnificatorum, aut ſi opus ſit, utriuſque Principis, dum tamen cauſa illa ſummarie, & de plano coram eis examinetur & ſelici marte terminetur.

Item, Quod in præſentibus treugis, abſtinentiis guerrarum, ligis & confœderationibus, comprehenduntur alligati & confœderati hinc inde poſtea nominati, ſi in eis comprehendi velint, videlicet pro parte Chriſtianiſſimi Franciæ Regis Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Caſtillæ & Leonis, Rex Scotiæ, Rex Daciæ, Rex Hieruſalem & Siciliæ, Rex Hungariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, & Mantuæ, & Lotharingiæ, Epiſcopus Metenſis, Dominium & communitas Florentiæ, Dominium & communitas villæ Bernenſis, & eorum alligati & confederati, item illi de Liga Altæ Allemaniæ, & illi de Patria Leodienſi, qui ſe declaraverint pro dicto Franciæ Rege, & in ejus obedientiam ſe retraxerint.

Et ex parte dicti Illuſtriſſimi Regis Angliæ Sereniſſimus & Illuſtriſſimus Princeps ſemper Auguſtus Rex Romanorum, Rex Caſtillæ & Leonum, Rex Scotiæ, Rex Portugalliæ, Rex Hieruſalem & Siciliæ citra farum, Rex Aragoniæ, Rex Siciliæ ultra farum, Rex Daciæ, Rex Hungariæ, potentiſſimique Duces Burgundiæ & Britanniæ, necnon communitas & ſocietas de Henſa Theutonica; qui quidem alligati utriuſque dictorum Principum teneantur declarare Principi, cum quo confœderantur, ſe in his treugis velle comprehendi, ſi in eis comprehendi velint, & idem Princeps alteri teneatur referre Principi, ut præmittitur, infra tres menſes proximos poſt datam præſentium ſequentes.

Quas quidem treugas Principes antedicti & eorum uterque promiſerunt, & promiſit, in verbo Principis & bona fide juxta vires manutenere, & inviolabiliter obſervare, obſervarique facere.

In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, his præſentibus litteris noſtris

manu

ANS de J. C. 1475.

manu propria ſubſcriptis, magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum in civitate noſtra Ambianenſi, die 29. menſis Auguſti, anno Domini 1475. & regni noſtri decimo quinto.

CDLXXXVI.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Promeſſe de LOUIS XI. *Roi de France à* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, de faire épouſer au Daufin ſon fils la Princeſſe Eliſabet, fille ainée d'Edouard, ou la Princeſſe Marie ſon autre fille, au cas qu'Eliſabet vienne à mourir avant le Mariage accompli, à Amiens le 29. Aout* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 130.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes literas inſpecturis, Salutem. Cum res inter ſecundas nihil pretioſius, nihil dignius, aut pace laudabilius exiſtimetur, qua cives vigent, Principes honorantur & ſublimantur, jacturis & calamitatibus preſſi eriguntur, innumeraque bona à pace proficiſcuntur, Notum facimus, quod imminentia inſtantis temporis totius Chriſtianitatis perfidorum rabie Turcorum pericula & diſcrimina maturè contemplantes, cum Sereniſſimo Principe EDUARDO Angliæ Rege, conſanguineo noſtro cariſſimo, amicitiam, ligam, intelligentias, atque confœderationes inivimus, contraximus, perfecimus, convenimus, & concluſimus modo & formâ in articulis, qui ſequuntur, contentis, quorum tenor ſequitur, & eſt talis.

In primis quod inter Sereniſſimum Regem Franciæ, & Sereniſſimum Principem Regem Angliæ, conſanguineum ſuum cariſſimum, vera, ſincera & perfecta ſit amicitia à data præſentium, vita utriuſque eorum manente duratura ſit, quod quandiu vixerint, guerræ, bella, & hoſtilitates inter eos omninò ceſſabunt; imo & benevolentia, & amore ſe & ſua mutuo pertractabunt.

Item, quod præfatus Illuſtriſſimus Rex Angliæ in & adversùs ſubditos Regis Franciæ, qui eum armis invadent, & in regno Franciæ, Patriis & Dominis ſuis rebellionem facient, eum ſuccurret & adjuvabit: & pariformiter Chriſtianiſſimus Rex Franciæ in & adversùs ſubditos dicti conſanguinei ſui Regis Angliæ, qui eum armis invadent, & in Patriis & Dominiis ſuis rebellionem facient, eum ſuccurret & adjuvabit.

Item, Quod neuter dictorum Franciæ & Angliæ Principum auxilium & juvamen eorum alterius ſubditis, ad guerram apertam in ſuis Patriis, & ſubditis Dominis adverſus eum faciendam nullatenus impendet & præſtabit, nec tales ſubditos ac invadentes in alterius Principis præjudicium in ejus Patriis & Dominiis receptabit, & ſuſtinebit.

Item, Si contingat aliquem dictorum Principum dolo, calliditate, & inobedientia ſubditi, ſubditorumve alicujus eorum à Patriis & Dominiis ſuis, quod Deus avertat, expelli, alteriuſque eorundem Principum partes propter ejus ſuccurſum petere & interpellari, quod ex tunc ipſe Princeps requiſitus, & interpellatus, ipſum regem ſic expulſum omni cum humanitate recipiet, & eum atque ſuos, juxta vires, ſuis facultatibus ſuſtinebit, ſeque & ſua, ut in ſtatum proprium, & priſtinum reponatur & reſtituatur guerram, apertam faciendo cum omni diligentia, & affectione exponet.

Item, Quod neuter dictorum Principum aliquas ligas ſeu intelligentias amodò cum aliquo alterius eorum confœderato, & alligato contrahet & faciet, niſi prius ipſo Principe cum quo ſic confœderatur, ſuperinde conſulto, & hoc conſentiente,

Item, Quod infra annum à data præſentium per antedictos Principes nova ſtatuatur dieta, in qua eorum de legati & deputati talem pecuniæ & monetæ utriuſque Regni Franciæ & Angliæ æſtimationem, & valorem apponant, & ſtatuant, quo ipſa regna, dictorumque Principum ſubditi exinde magis abundare, & ad cummune eorum bonum utilius proſperari valeant. ANS de J. C. 1475.

Item, Caſu quod aliquid in hac amicitia inpræſentiarum contentum infringi amodò contingat, quòd ea propter præfata amicitia inter prædictos Principes ut præmittitur, contracta, minimè violetur ſive rumpatur, ſed talia contra dictam amicitiam ſic attentata maturiori modo, quo fieri poterit, reparentur, & in ſtatum debitum reducantur, ipſa amicitia in ſuo robore, & effectu ſemper permanente.

Item, Ad inviolabilem dictæ amicitiæ obſervantiam inter Principes antedictos, promiſſum, conventum, concordatum, & concluſum eſt, quod Matrimonium contrahetur inter Illuſtriſſimum Principem Carolum, dicti Chriſtianiſſimi Regis Franciæ filium, & Sereniſſimam Dominam Eliſabeth, invictiſſimi Regis Angliæ filiam, cum ad annos nubiles pervenerint; & quod idem Chriſtianiſſimus Rex Franciæ ipſam Dominam Eliſabeth à regno Angliæ pro ſolemniſatione Matrimonii ejuſdem in partes Franciæ ſumptibus, & expenſis ejuſdem Regis Franciæ honorificè conducet, conducive faciet, ipſamque ad ſexaginta millia librarum reditus annui in aſſiſia ſecundum conſuetudinem Franciæ annuatim dotabit, & quod illa dos aſſignetur & detur eidem Dominæ quamprimum ipſa ad annos nubiles pervenerit: Et ſi contingat ipſam Dominam Eliſabeth ante contractum, ut præmittitur, Matrimonium antedictum, quod Deus avertat, decedere, quod tunc inter ipſum Principem Carolum, & Sereniſſimam Dominam Mariam, aliam ſupradicti Regis Angliæ filiam, Matrimonium contrabetur, ipſaque à regno Angliæ in partes Franciæ honorificè conducetur, & modo præmiſſo dotabitur, & quod Matrimonium antedictum, ut prædicitur, abſque fallo celebrabitur, præfati potentiſſimi Franciæ & Angliæ Principes in verbo Principis, & fide præſtita promiſerunt, & uterque eorum promiſit omnibus viribus ſuis ſuas apponere manus adjutrices, & cum effectu ſuos ad hoc continuè impendere labores.

In quorum omnium, & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium his præſentibus literis noſtris patentibus manu propriâ ſubſcriptis, magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum in civitate noſtra Ambianenſi die 29. menſis Auguſti, anno Domini 1475. & regni noſtri decimo-quarto.

Obligatio annui cenſus.

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, quod conceſſimus, promiſimus, & obligavimus nos, & per præſentes concedimus, promittimus & obligamus nos ſolvere, & realiter & cum effectu deliberare in civitate Londinenſi in Anglia, Illuſtriſſimo Principi Eduardo, eadem gratia Angliæ Regi, conſanguineo noſtro cariſſimo, ſingulis annis vita utriuſque noſtrum durante, quinquaginta millia ſcutorum auri uno quoque eorum ſcutorum triginta tres magnos albos valente, ſub modo & forma quæ ſequitur, videlicet ſolvemus & deliberabimus, ſolvive & deliberari faciemus eidem conſanguineo noſtro Regi Angliæ in civitate Londinenſi viginti quinque millia ſcutorum auri ejuſdem æſtimationis & valoris prædicti in feſto Paſchæ proximè futuro, & viginti quinque millia ſcutorum auri ejuſdem æſtimationis, & valoris in feſto S. Michaelis Archangeli ex tunc proximè ſequenti, & ſic de anno in annum ſolvemus, & deliberabimus, ſolvive & deliberari faciemus dicto conſanguineo noſtro, loco, & terminis præfatis vita utriuſ-

ANS de J. C. 1475. utriuſque noſtrum durante, quinquaginte millia ſcutorum auri valoris antedicti ad dictos duos Paſchæ, & Sancti Michaëlis ſingulorum annorum terminos, per æquales, ut præmittitur, portiones, ad quam quidem ſolutionem fideliter, & firmiter ſingulis annis, ut præfertur, vita utriuſque noſtrum durante, continuo faciendam promittimus, adſtringimus, & obligamus nos bona fide, & in verbo Regio, tactis ſuperinde Sacroſanctis Evangeliis, heredes, executores, & ſucceſſores noſtros, Regnum, Patrias, Dominia, & bona noſtra præſentia, & futura, ſingulos ſubditos noſtros, atque eorum bona ubicunque fuerint reperta; & ad omnium, & ſingulorum præmiſſorum ſecuriorem obſervantiam, obligamus nos ſub pœnis Apoſtolicæ Cameræ, & per obligationem de Niſi. Ac inſuper per præſentes promittimus, & obligamus nos, quod procurabimus, & faciemus ſocietatem, & ſocios Banci de medicis pro antedictis quinquaginta millibus ſcutorum eidem conſanguineo noſtro Regi Angliæ, modo & forma prædictis annuatim ſolvendi debitè, & legitimè obligari, eorumque cautionem inſcriptam ritè ſuperinde confectam eidem conſanguineo noſtro præſtari & deliberari, aut præfctiptum Apoſtolicum ſigillo plumbeo munitum ſumptu & ære noſtro impetrare & obtinere, ipſique Sereniſſimo Regi Angliæ citra feſtum Purificationis Beatæ Mariæ Virginis proximè futurum in Anglia deliberare, deliberarive realiter facere, quo omnia, & ſingula præmiſſa Sedis Apoſtolicæ autoritate confirmentur, appoſitis pœnis interdicti in Regnum, Patrias, Dominia noſtra antedicta, atque excommunicationis in perſonam noſtram, ſi omnia & ſingula præmiſſa, ut præfertur, non ſervaverimus, & perimpleverimus.

In quorum omnium, & ſingulorum præmiſſorum fidem, & teſtimonium his præſentibus litteris noſtris patentibus manu propria ſubſcriptis magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum in Civitate noſtra Ambianenſi, die 29. menſis Auguſti, anno Domini 1475. & Regni noſtri decimo quinto.

Obligatio de Niſi.

IN Dei nomine, Amen. Per hoc præſens publicum ſive authenticum inſtrumentum cunctis liqueat evidenter, quod anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, indictione octava, menſis Auguſti die triceſimo, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini Sixti divina providentia Papæ quarti anno quinto, in Civitate Ambianenſi in alta Camera Domus Epiſcopi Ambianenſis, Sereniſſimus & Chriſtianiſſimus Princeps Ludovicus, Dei gratia Francorum Rex, perſonaliter conſtitutus ex ſua benignitate, & ſpontanea voluntate, ſuppoſuit & ſubmiſit ſe quoad infra ſcripta Curiæ Ambianenſi, & nobis Officiali Reverendi in Chriſto Patris & Domini, Domini Joannis divina gratia Ambianenſis Epiſcopi, noſtræque juriſdictioni, ipſamque noſtram juriſdictionem eo eum ſic quo ad infra ſcripta ritè, legitimè, & debitè prorogavit, coramque nobis Officiali antedicto judice ſic eo ea parte competente, & pro tribunali ſedente, præſente etiam Notario Apoſtolico hic ſubſcripto dictus Illuſtriſſimus Princeps Ludovicus recognovit, & confeſſus fuit, ſe jnſtè tenere, & obligari rite Illuſtriſſimo Principi Eduardo eadem gratia Regi Angliæ, ad ſolvendum ei Regi Angliæ quinquaginta millia ſcutorum in Civitate Londinenſi in Anglia ſingulis annis, in terminis Paſchæ & S. Michaëlis per æquales portiones, quandiu ipſi duo Principes antedicti Franciæ, & Angliæ vixerint, promiſitque ſolvere, ut præmittitur, annuatim dicta quinquaginta millia ſcutorum eidem Regi Angliæ, loco & temporibus antedictis, ſub omnibus pœnis Eccleſiaſticis, & Cameræ Apoſtolicæ, renunciando in ea parte omni privilegio, cautelæ, aut juris Beneficio ſibi competenti aut competituro. ANS de J. C.

Inſuper requiſivit nos dictum Officialem tunc, & ibidem in cum ſententiam excommunicationis ſulminare ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, niſi annuatim, ſicut prædiximus, ipſi Regi Angliæ, quandiu vixerint, loco & temporibus prædictis perſolvat. 1475.

Nos igitur Officialis antedictus Deum præ oculis habens, & pro tribunali ſedens, viſis prædictis confeſſatis præfatum Sereniſſimum Principem monuimus, & injunximus, & præſentium tenore monemus, & injungimus quod annuatim à ſingulis annis ſolvat, ſolvive faciat eidem Regi Angliæ, aut ejus deputato, deputativſve, quandiu, ot prædicitur, vixerint, quinquaginta millia ſcutorum, loco & temporibus antedictis, & hoc ſub pœna excommunicationis, quamquidem ſententiam excommunicationis nos Officiales antedictus in eundem Sereniſſimum Principem Ludovicum Francorum Regem ex nunc prout ex tunc &c. fulminavimus, & profecimus in his ſcriptis, nili ſingulis annis terminis Paſchæ & S. Michaëlis quinquaginta millia ſcutorum dicto Regi Angliæ, loco & temporibus prædictis, ut præmittitur, ſolverit, ſolvive fecerit, ipſum ſic excommunicatum publicè nunciari volumus, ſicque fieri faciemus & mandabimus. In quorum omnium, & ſingulorum præmiſſorum fidem, & Teſtimonium, nos Officialis antedictus præſenti publico inſtrumento ſigillum Curiæ Ambianenſis unà cum ſigneto noſtro ac ſigno, & ſubſcriptione Notarii publici ſubſcripti duximus apponendum. Acta fueruot hæc anno, indictione, menſe, die, loco, & Pontificatu, quibus ſuprà.

Et ego Joannes Fabri Clericus Ambianenſis publicus autoritate Apoſtolica & Imperiali, Tabellioque curiæ ſpiritualis, & ordinariæ Ambianenſis juratus Notarius, & ſcriba, qui præmiſſis omnibus & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, agerentur, dicerentur, & fierent, præſens interfui, eaque ſic fieri & dici vidi & ſcivi, id circo huic publico inſtrumento aliena manu fideliter ſcripto de mandato ipſius Domini Officialis unà cum ſigneto ſuo, & ſigilli curiæ prædictæ appenſione ſignum meum Apoſtolicum ſolitum, & conſuetum appoſui, me hic propria manu ſubſcribendo, in Teſtimonium veritatis requiſitus.

CDLXXXVII.

Traité, ou Trêves Marchandes faites pour neuf ans, entre LOUIS XI. *Roi de France, &* CHARLES, *dernier Duc de Bourgogne. A Soleurre, le 13. Septembre* 1475. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom. I. pag. 30. Les Mémoires d'Olivier de la Marche, publiez par Denis Sauvage. pag. 397. Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. Servans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 126. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 134. ANS de J. C. 1475. France et Bourgogne.

CHARLES par la grace de Dieu, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, &c. Comte de Flandres, &c. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme par ci-devant pluſieurs journées aient été tenuës en divers lieux entre les gens à ce Commis, & Deputez de par le Roi & nous, pour trouver moien à reduire, & mettre en bonne Paix & union, les queſtions, diviſions, & differends entre nous, & ſur icelle trouver, recevoir, & accepter une Paix finale; laquelle choſe juſques

ANS de J. C. 1475.

ques ici n'a peû prendre concluſion, conſiderant qu'à l'honneur, & loüange des Princes Chrêtiens, rien n'eſt plus convenable que deſirer & aimer la Paix, de laquelle le bien, & le fruit des choſes terriennes eſt ſi grand que plus ne pourroit: nous deſirant envers Dieu nôtre Createur nous montrer par effet vertueux, & obeïſſant en toutes nos operations, afin que l'Egliſe en vacant au ſervice divin, puiſſe prendre vigueur, & demeurer en ſeure, & vraie franchiſe & liberté, les nobles & courages des hommes, abonder en repos & tranquillité, ſans ſervitude d'armes; & que l'entretenement de nos Païs & Seigneuries, tant au fait de la marchandiſe, ou autrement, puiſſe être permanent à l'état d'un chacun, demeurer en ſon entier, & conſequemment le pouvre & menu peuple, enſemble tous nos ſujets, puiſſent labourer, & vaquer chacun endroit ſoi, à leur induſtrie & artifice, ſans quelconque violence ou oppreſſion; & le tems avenir, moiennant la grace de Dieu, entr'eux vraie & perpetuelle Paix, & juſtice neceſſaire à toute la terre Chrêtienne, gardée, entretenuë, & conſervée; & en icelle vivre, & mourir inviolablement, aions par avis & deliberation de pluſieurs Sieurs de nôtre Grand Conſeil, fait, conclu, & accordé entre le Roi & nous, pour nous, nos hoirs, & ſucceſ-

(a) Autrement *Serres*, mais c'eſt apparemment une faute.

ſeurs, & pour tous les Ports, Terres, & (a) Seigneuries d'une part & d'autre, Tréves generales en la forme & maniere, qui s'enſuit.

Premierement, bonne, ſeûre, & loiale Tréve, ſeûr état, & abſtinences de guerres, ſont priſes, & acceptées, fermées, concluës, & accordées, par Terre, par Mer, & par eaux douces, entre le Roi, & mondit Sieur Duc de Bourgogne, leurs hoirs, & ſucceſſeurs, Païs, Terres, Sieuries, ſujets, & ſerviteurs, icelle Tréve, ſeûr état, & abſtinence de guerre, commençant ce jourdui treiziéme jour de Septembre, durant le tems, & terme de neuf années, & finiſſant à ſemblable le treiziéme Septembre, leſdits neuf ans revolus, que l'on dira l'an 1484. Pendant leſquelles Tréves, ſeur état, & abſtinence de guerre, ceſſeront d'une part & d'autre, toutes guerres, hoſtilitez, & voies de fait, & ne ſeront faits par l'un, ni par l'autre parti, de quelque état qu'ils ſoient, aucuns exploits de guerre, priſes, ou entrepriſes de Villes, Citez, Châteaux, Forteresſes, ou places tenuës, ou étans és mains ou obeïſſance, de l'un ou de l'autre, quelque-part qu'elles ſoient ſituées, & aſſiſes, par aſſauts, ſieges, amblées, échellemens, compoſitions, pour occaſion, ne ſous couleur de marque, contre-marque, repreſſaille, ſous couleur de dettes, obligations, titres, ni autrement, en quelque forme ou maniere que ce ſoit, ou puiſſe être ſuppoſé, ores que les Seigneurs, ou les habitans deſdites Villes, Citez, Châteaux, Places, ou Forteresſes, ou ceux qui en auront la garde, les vouluſſent rendre, bailler, & delivrer de leur volonté, ou autrement, à ceux du parti & obeïſſance contraire; auquel cas, s'il avenoit, celui pour lequel, ou à l'aveu duquel auroit été priſe la Ville, ou Villes, Places, Châteaux, ou Forteresſes, les ſeront tenus faire rendre, & reſtituer pleinement à celui, ſur qui ladite priſe auroit été faite, ſans en declarer la reſtitution par quelque cauſe, occaſion, ou maniere que ce ſoit avenu, ou en dedans huit jours aprés la ſommation ſur ce faite deſdites parties, & l'autre; & en ce cas, que defaut y auroit de ladite reſtitution, celui ſur le parti duquel ladite priſe auroit été faite, pourra recouvrer ladite Ville, ou Villes, Citez, Châteaux, Places, & Forteresſes, par ſieges, aſſauts, échellemens, amblées, compoſitions, par voie, & hoſtilité de guerre, ou autrement, ainſi qu'il pourra, ſans que l'autre y donne reſiſtance, ou empêchement; ni qu'à l'occaſion deſdites Tréves, ſeur état, & abſtinence de guerre, puiſſent être dites, ni entendnës, rompuës, ni enfreintes, mais demeureront ledit

ANS de J. C. 1475.

tems durant en leur pleine & entiere force & vertu; & ſi ſera tenu, qui n'aura fait ladite reſtitution, rendre, & paier tous coûts & dommages, qui auront été, ou ſeront faits ou ſoûtenus en general & particulier, par celui, ou ceux ſur qui ladite priſe auroit été faite.

Item, & par les gens de guerre, ou autres du parti & alliance de mondit Sieur de Bourgogne, qui voudront être compris, ne ſeront faites aucunes priſes de perſonnes, courſes, roberies, pillories, logis appartenir, rançonnemens, priſes, ou détrouſſes de perſonnes, de bêtes, ou d'autres biens quelconques, ſur les Terres, Villes, Places, Seigneuries, & autres lieux étans du parti, & alliance du Roi, qui voudront être compris ſur les Terres, Villes, Places, Sieuries & autres lieux étant du parti, & obeïſſance de mondit Sieur de Bourgogne; ains ſeront & demeureront tous les ſujets, & ſerviteurs d'un côté & d'autre, de quelque état, qualité, condition, ou nation qu'ils ſoient, chacun en ſon parti & obeïſſance, ſeurement, ſauvement, & paiſiblement de leurs perſonnes, & de tous leurs biens, y pourront labourer, marchander, faire, & pourvoir à toutes leurs autres beſognes, marchandiſes, negociations, & affaires, ſans détourbier, ou empêchement quelconque.

Item, pendant & durant leſdites Tréves, ſeur état, & abſtinence de guerre, les ſujets, Officiers, & ſerviteurs d'une part & d'autre, ſoit Prelats, gens d'Egliſe, Princes, Barons, Nobles, Marchands, Bourgeois, laboureurs, ou autres, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils ſoient, pourront aller, venir, ſejourner, quelque marchandement, & autrement, ou habilement que bon leur ſemblera, pour quelconques leurs negoces & affaires, les uns és Païs, Sieuries, & obeïſſance des autres, ſans ſauf-conduits; & tout ainſi que l'on pourroit communiquer, aller, & marchander en tems de Paix, & ſans aucuns détourbiers, ou empêchemens, ſi ce n'eſt par voie de juſtice, & pour leurs dettes, ou pour leurs delits, abus, & excés qu'ils y auroient d'ici en avant perpetrez, & commis, ſauf auſſi que gens de guerre en armes, & puiſſance ne pouront entrer de l'un parti en l'autre, en plus haut nombre de quatre-vint à cent chevaux, & au deſſous, & ne ſeront dits, ni proferez à ceux qui iront, & commenceront d'une part & d'autre, aucune injures & opprobres, à cauſe du parti; & ſi aucuns font le contraire, ſeront punis comme infracteurs de Tréves.

Item, tous Prelats, gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, Marchands, & autres ſujets, Officiers, & ſerviteurs d'un parti ou d'autre, de quelque état & condition qu'ils ſoient, pendant cette abſtinence de guerre, auront, & retourneront en la jouiſſance, & poſſeſſion de leurs Benefices, Places, Terres, & Seigneuries, & autres biens immeubles en l'état qu'ils les trouveront, & y ſeront reçûs ſans empêchement, contredit, ou difficulté, & ſans en obtenir autres lettres de mainlevée, ni être contrains en faire nouvelle feauté, ni hommage, en faiſant ſerment en leurs Procureurs en la main du Bailliſ, ou Lieutenant, ſous qui ſeroient leſdits Benefices, Terres, Seigneuries, & biens, immeubles, de non traiter, ou pourchaſſer d'iceux quelconques choſes prejudiciables au parti où ils ſeront, & les Seigneurs d'un parti auſquels appartiennent les Places, étans és Frontieres de l'autre parti, en recevant la delivrance d'icelle, promettront, jureront, & bailleront leurs ſcellez de non en faire guerre, au parti où elles ſont, & que cette Tréve expirée, les delaiſſeront en la pleine obeïſſance dudit parti où elles ſont, toutesfois pour aucunes cauſes & conſiderations. Le Roi eſt content que la Place de Rambures ſoit entierement baillée, & delivrée au Seigneur d'icelle, ſans y mettre aucun Capitaine ou garde, pourveu qu'il ſera ferment, & auſſi baillera ſon ſcellé en la main de celui qui lui ſera ladite reſtitution, que durant cette preſente Tréve, ni

ANS de J. C. 1475. aprés icelle finie, il ne fera, ni pourchaſſera choſe prejudiciable au Roi, ni à ſes Païs, & Seigneuries, ni auſſi à mondit Sieur de Bourgogne, ſes Païs, & Seigneuries, & ne mettra garniſon en icelle Place, qui porte, ou faſſe, dommage à l'une ou à l'autre des parties.

Et quant aux Places & Forteresſes de Beaulieu & Vervin, mondit Sieur de Bourgogne conſent, qu'en lui faiſant la delivrance réelle des Villes, & Bailliages de Saint-Quentin, & des Places, dont Traité eſt fait entre le Roi & lui, les Forteresſes deſdits lieux ſoient abbatuës, & que le revenu en demeure entierement aux Seigneurs d'icelles.

Et auſſi eſt Traité, & accordé pour plus ample delivrance, que les Terres & Seigneuries de la Fere, & Chaſtelier Vandeul, & Saint-Lambert dependantes de la Comté de Marle, demeurent au Roi en obeïſſance, pour y prendre tailles, aides, & tous autres droits, comme és autres Terres de ſon obeïſſance, la Seigneurie, & revenu d'icelle demeurant au Comte de Marle.

Et pareillement les Châteaux, Villes, Terres, & Châtellenies, & Seigneuries de Marle, Gerſy, Moncornet, Saint-Goubain, & Ardi, demeurent à mondit Sieur de Bourgogne en obeïſſance, pour y prendre tailles, aides, & tous autres droits deſſuſdits, la Seigneune & revenu demeurant au Comte de Marle, ſelon le contenu de l'article precedent.

Et auſſi eſdites preſentes Tréves, & abſtinence de guerre, en tant qu'il touche leſdits articles de Communication, hantiſe, retour, & jouïſſance de biens, ne ſeroit compris M. Baudouïn, ſoi diſant bâtard de Bourgogne, le (a) Seigneur de Renti, Meſſire Jean de Chaſſa, & Meſſire (b) Philippe de Comines, ains ſeront, & demeureront de tout forclos & exceptez.

(a) Ou le Sire de Ren.

(b) Il avoit quitté le ſervice du Duc de Bourgogne, pour entrer dans celui de Louïs XI. ſans qu'on en ait jamais bien ſû la raiſon.

Item, & ſe aucune choſe étoit faite, ou attentée au contraire de cette preſente Tréve, ſeur état, & abſtinence de guerre, ou d'aucuns points, & articles qui y ſont contenus, cela ne tournera, ni portera préjudice, fors qu'à l'infracteur, ou infracteurs ſeulement, ladite Tréve toûjours demeurant en ſa force & vertu, ledit tems durant, leſquels infracteur, ou infracteurs, en ſeront punis ſi grievement que le cas le requerra, & ſeront les infractions d'aucunes reparées & remiſes au premier état & dû par les conſervateurs ci-aprés nommez, promptement, ſi la choſe y eſt diſpoſée; & au plus tard commenceront à y beſogner dedans ſix jours aprés que leſdites infractions ſeront venuës à leur connoiſſance, & ne departiront leſdits conſervateurs d'une part & d'autre d'enſemble, juſques à ce qu'ils auront appointé, & fait faire leſdites reparations, ainſi qu'il appartiendra, & que les cas le requerront.

Item, & pour la part du Roi, ſeront conſervateurs pour la (c) Tréve de Eu, de Saint-Valleri, & des autres Places à l'environ, Monſieur le Maréchal de Gamaches; pour Amiens, Beauvoiſin, & marches à l'environ, Monſieur de Torci; pour Compiegne, Noion, & marches à l'environ, le Bailli de Vermandois; pour le Comté de Guiſe en Tierache, & Rethelois, le Seigneur de Villiers; pour la Châtellenie de la Fere & Laon, le Prevoſt de la Cité de Laon; pour toute la Champagne, Monſieur le Gouverneur illec y pourra commettre; pour le Païs du Roi environ les marches de Bourgogne, Monſieur de Beaujeu y pourra commettre; pour le Bailli de Lionnois, le Bailli de Lion; pour toute la côte de la Mer de France, Monſieur l'Admiral y pourra commettre.

(c) Je lis dans les Mémoires d'Olivier de la Marche, pour la Comté de * & S. Valeri, & l'on avertit à la marge, qu'il y avoit ainſi dans l'exemplaire dont on ſe ſervoit, mais qu'on croyoit, que par ce premier Comté, il faloit entendre le Comté d'Eu.

Item, pour la part de mondit Seigneur de Bourgogne, ſeront conſervateurs pour le Païs de Ponthieu & de Vimieu, Meſſire Philippe de Crevecœur, Seigneur (d) des Cordes; pour Corbie, & la Prevôté de Feüillloi & Beauquesne, le Seigneur de Contes; & pour la Prevôté de Peronne, le Seigneur de Cleri, & en ſon abſence, le Seigneur de la Hargerie: & pareillement pour les Prevôtez, & Villes de Montdidier, & Roie, & Païs à l'environ. Pour Artois, Cambreſis & Beauvais, Jean de Longueval, Seigneur de Vaux; pour la Comté de Marle, Monſeigneur de Hambercour; pour le Païs de Hainaut, Monſieur Dameries, grand Bailli de Hainaut; pour le Païs de Liege & de Namur, mondit Sieur de Hambercour, Lieutenant de mondit Sieur le Duc eſdits Païs; pour le Païs de Luxembourg, le Gouverneur dudit Païs de Luxembourg, & le Marquis de Rothelin; pour le Païs de Bourgogne, Duché & Comté, Villes, & Places à l'environ étans en obeïſſance de Monſeigneur, Monſieur le Maréchal de Bourgogne, qui y commandera en chacun lieu, particulierement où il ſera beſoin; pour le Païs de Mâconnois, & pour à l'environ, Monſieur de Cleſſy, Gouverneur dudit Mâconnois; pour le Païs & Comté d'Auxerre, & Places à l'environ, Meſſire Triſtan de Thoulonjon, Gouverneur dudit Auxerre; pour la Ville & Chaſtellenie de Bar-ſur-ſeine, & places à l'environ, (e) le Seigneur d'Eſchavelez; pour la Mer de Flandre, Meſſire Joſſe de Lalain, Admiral; pour la Mer de Hollande, Zelande, Artois, & Boulonnois, Monſieur le Comte de Boulian, Admiral eſdits lieux.

(d) Ou *Deſquerdes*.

(e) Ou le Seigneur.

Item, & s'il avenoit, que pendant & durant le tems de ladite Tréve, aucuns des conſervateurs nommez d'une part & d'autre, allaſſent de vie à trépas, en ce cas le Roi de ſa part, & mondit Sieur de Bourgogne de la ſienne, ſeroient tenus de nommer, commettre, & établir autres conſervateurs, qui auront tel & ſemblable pouvoir comme les precedens, & le ſignifier aux conſervateurs prochains, afin qu'aucun n'en puiſſe pretendre ignorance.

Item, leſquels conſervateurs particuliers, qui ainſi ſeront commis pour la part du Roi, & pour la part de mondit Sieur de Bourgogne, ou leurs ſujets, & & comme s'ils avoient legitime excuſation de non y vaquer en perſonne, qui eſt à ſavoir les deux de chacune marche pour les deux côtez, ſeront tenus de eux aſſembler chacune ſemaine le jour du Mardi une fois és limites du Roi, & autre fois és limites de mondit Sieur de Bourgogne, és lieux propres & convenables qu'ils aviſeront, pour communiquer illec de toutes les plaintes, & doleances, qui ſeront ſurvenuës d'un côté, & d'autre touchant leſdites tréves, en appointer, & faire reparation ainſi qu'il appartient. Et s'il avenoit, que pour aucune grande matiere, il y eût difficulté entr'eux, dont ils ne puſſent appointer, ils ſeront tenus de le ſignifier, & faire ſavoir incontinent; c'eſt à ſavoir les conſervateurs de la part du Roi, pour les marches de pardeça (f) à . . . . . (f) Cette Lacune n'eſt point dans les Mémoires d'Olivier de la Marche; mais il paroit qu'il doit y en avoir une.

. . . . . N. . . . . & les conſervateurs de la part de mondit Seigneur de Bourgogne, és marches de pardeçà à Monſeigneur le Chancelier, & à ceux du Conſeil de Monſeigneur de Bourgogne, & és marches de Bourgogne, à mondit Seigneur le Maréchal, & aux gens du Conſeil étans à Dijon, la nullité deſdites plaintes, & ce qu'ils auront trouvé, leſquels ſeront tenus de incontinent, & le plus brief que faire ſe pourra aprés ladite ſignification, vuider & decider leſdites plaintes & doleances, & en faire jugement & decision, tel que en leurs conſciences ils aviſeront être à faire.

Item, & au cas qu'à cauſe deſdites difficultez, leſdits conſervateurs renvoiaſſent leſdites plaintes, ainſi que dit eſt, & s'il y a perſonne empechée, leſdits conſervateurs leur pourvoiront d'élargiſſement, & s'il avenoit qu'aucuns deſdits conſervateurs ſe vouluſſent excuſer d'entendre eſdites reparations, maintenant; & pretendant leſdites infractions non être avenuës en leurs limites, ils ſeront en ce cas tenus le ſignifier

ANS de J. C. 1475.

gnifier au conſervateur, és limites duquel ils maintiendront leſdites infractions être avenuës, lequel conſervateur au cas qu'il ne voudra entreprendre la charge d'entendre ſeul à ladite reparation, ſera tenu de ſoi aſſembler avec l'autre conſervateur, qui lui aura fait, ou fait faire ladite ſignification; pour enſemble avec le conſervateur, ou conſervateurs de l'autre côté, beſogner eſdites reparations par la maniere deſſuſdite.

Item, & ſeront les jugemens que ſeront leſdits conſervateurs d'une part & d'autre, executez reellement & de fait, à ce ſeront contraints les ſujets d'une part & d'autre, nonobſtant oppoſitions, ou appellations quelconques, & ſans que les condamnez puiſſent avoir, ni obtenir aucuns remedes au contraire, en quelque maniere que ce ſoit.

Item, en cette preſente Treve, ſont compris les alliez d'one part & d'autre, ci aprés nommez, ſi compris y veulent être; c'eſt à ſavoir, pour la part du Roi, tres-haut & tres-puiſſant Prince, le Roi de Caſtille & de Leon, le Roi d'Ecoſſe, le Roi de Dannemark, le Roi de Jeruſalem & de Sicile, le Roi de Hongrie, le Duc de Savoye, le Duc de Lorraine, l'Eveque de Metz, la Seigneurie & Communauté de Florence, la Seigneurie & Communauté de Berne, & leurs alliez, qui furent compris en la Tréve precedente, faite en l'an mille quatre-cens ſeptante-deux, & non autres. Ceux de la Ligue de la haute Allemagne, & ceux du Liege, qui ſe ſont declarez pour le Roi, & retirez en ſon obeïſſance, leſquelz alliez ſeront tenus de faire leur declaration, s'ils voudront être compris en ladite Tréve, & icelle ſignifier à mondit Seigneur de Bourgogne, en dedans le premier jour de Janvier prochain venant. Et pour la part de mondit Seigneur de Bourgogne, y ſeront compris, ſi compris y veulent être, tres-haut, & tres-puiſſant Prince le Roi d'Angleterre, le Roi d'Ecoſſe, le Roi de Portugal, le Roi de Jeruſalem, & de Sicile, le Roi d'Aragon, le Roi de Caſtille, & Sicile ſon Fils, le Roi de Dannemarc, le Roi d'Hongrie, le Roi de Pologne, le Duc de Bretagne, Madame de Savoie, le Duc ſon Fils, le Duc de Milan, & de Gennes, le Comte de Romont, & Maiſon de Savoie, le Duc & Seigneurie de Veniſe, le Comte Palatin, le Duc de Cleves, & le Comte de Juilliers, les Archevêque de Cologne, Evêque de Liege, & Archevêque de Treves, leſquels ſeront tenus de faire declaration s'ils veulent être compris en ladite Tréve, & le ſignifier au Roi dedans ledit premier jour de Janvier prochainement venant. Ce toutefois entendu, que ſi leſdits alliez compris de la part du Roi, ou aucuns d'eux à leur propre querelle, ou en faveur & aide d'autrui, mouvoient, ou faiſoient guerre à mondit Seigneur de Bourgogne, il ſe pourra contre eux défendre, & à cette fin les attendre, faire & exercer la guerre, ou autrement remedier, & obvier de toute ſa puiſſance, les contraindre, & reduire par armes & hoſtilitez, ou autrement, ſans que le Roi leur en puiſſe donner, ou faire donner ſecours, aide, faveur, ni aſſiſtance à l'encontre de mondit Seigneur le Duc, ni que ladite Tréve ſoit pour ce enfreinte.

Item, pour ôter toute matiere, & occaſion de guerre & debat pendant ladite Tréve, le Roi ſe declarera pour mondit Seigneur de Bourgogne à l'encontre de l'Empereur des Romains, & ceux de la Cité de Cologne, & tous ceux qui leur ſeront ci-aprés aide, & ſervice à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne, & promettra ledit Roi de non leur faire aide, ſecours, ni aſſiſtance quelconque à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne, ſes Païs, Seigneuries, & ſujets en maniere que ce ſoit, ou puiſſe être.

Item, pour conſideration de ce preſent Traité, fut des pieça mêmement au mois de Mai en l'an 74. pourparlé & conclu entre les gens du Roi, & mondit Sieur de Bourgogne, que le Roi conſent & accorde, que toutes les Places, Villes, & Terres, qui depuis les pourparlemens de cedit preſent Traité, ont été priſes & occupées ſur mondit Sieur de Bourgogne, ſoit ſujets ou ſerviteurs, en quelque Païs que ce ſoit, par les gens du Roi, ou autres, qui de ſa part ont, & voudront être compris en cette preſente Tréve, ſoient renduës, & reſtituées à mondit Sieur de Bourgogne, & à ſeſdits ſujets & ſerviteurs, & ainſi le ſera faire par effet, le Roi de toutes celles qui ſont en ſon obeïſſance, & les autres, qui ſont de ſa part en cette Tréve, ſeront tenus de le faire comme à celles qui ſont en leur obeïſſance, avant qu'ils puiſſent joüir de l'effet d'icelles, ni être reputez y compris.

ANS de J. C. 1475.

Item, pour meilleur entretenement de cette dite Tréve, eſt accordé que les Places de Harci & Gerondelles ſeroot abbatuës, ſi déja ne le ſont, & les Terres demeureront de telles Seigneuries qu'elles ſont.

Item, pour conſideration de laquelle Tréve, & mieux preparer & diſpoſer toutes choſes au bien de Paix perpetuelle, le Roi ſera tenu de bailler, & delivrer, & par écrit, baillera, & delivrera à mondit Seigneur de Bourgogne la Ville de S. Quentin, & Bailliage dudit S. Quentin, pour le tenir en tel droit qu'il faiſoit avant le commencement des preſentes guerres & diviſions; & dedans quatre jours aprés la delivrance de toutes les lettres accordées, le Roi en baillera, ou fera bailler l'entiere & pleine delivrance, & obeïſſance à mondit Sieur de Bourgogne, ou à ſon Commis à ce, & en telle puiſſance, & en tel nombre de gens qu'il plaira à mondit Sieur de Bourgogne, en tirant ſeulement par le Roi de ladite Ville de Saint-Quentin (a) ſon Artillerie, telle qu'il y a fait mettre & amener depuis qu'icelle Ville s'étoit miſe en ſon obeïſſance, ſans toucher à l'Artillerie appartenante au corps de ladite Ville, ni à autre y étant avant que ladite Ville fut miſe hors de l'obeïſſance de mondit Sieur de Bourgogne, ou appartenante à autre qu'au Roi, ou ſes Capiraines: & à cette fin, pourra mondit Sieur de Bourgogne, ou aucuns de ſes gens pourront commettre pour voir charger, & amener ladite Artillerie appartenante au Roi, & pour faire recueïllir, & garder celle qui appartient à ladite Ville, ou à autre qu'au Roi, ou à ſeſdits Capiraines, & en recevant ladite ouverture, obeïſſance, & delivrance de ladite Ville de Saint-Quentin, par mondit Sieur de Bourgogne, icelui Sieur baillera, ou delivrera és mains des gens & Commis du Roi, à faire icelle delivrance, ſes lettres pour les manans, & habitans dudit Saint-Quentin, de les garder, & entretenir en leurs droits, biens, & privileges, & de ce non les travailler, ou moleſter pour les choſes paſſées, & auſſi main levée de leurs biens immeubles, & de leurs meubles étans en nature de dettes, non reçûës ou acquittées, étans és Païs de mondit Sieur de Bourgogne, & de les Traiter ainſi que bien bon Seigneur doit faire ſes ſujets.

(a) Dans les Mémoire d'Olivier de la Marche, on ajoute pour rendre le ſens complet, entre S. Quentin & ſon Artillerie ces mots en ſorte qu'il en pourra retirer: mais on avoüe que ces mots n'étoient pas dans la copie d'où l'on a tiré ce Traité.

Item, quant à toutes Villes, Places, & autres choſes quelconques, dont ci-deſſus n'eſt faite expreſſe mentioo, ni declaration, & ſur leſquelles n'eſt autrement diſpoſé & ordonné, elles demeureront en tel état, parti, & obeïſſance, durant & pendant ladite Tréve, qu'elles ſont de preſent.

Et icelle Treve, abſtinence de guerre, & autres articles ci-deſſus declarez, le Roi, & mondit Seigneur de Bourgogne, pour eux, leurs hoirs, & ſucceſſeurs, promettront en bonne foi, & parole de Roi & de Prince, par leurs ſermens donnez ſur les Saints Evangiles fut leur honneur, & ſous l'obligation de tous leurs biens, & Seigneuries, avoir & tenir fermes & ſtables, & icelles garder, entretenir, & accomplir inviolablement, durant le tems, & par les manieres ci-deſſus ſpecifiées, & declarées, ſans aller faire

ANS de J. C. 1475. faire aucune choſe, ou ſouffrir qu'autre faſſe aucune choſe au contraire, directement, ou indirectement, ſous quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être; & en ſeront faites & dépêchées lettres d'une part & d'autre, en telle forme qu'il appartiendra.

Et ſera ladite Treve publiée dedans le .... jour de ..... d'une part & d'autre, ſauf toutefois que s'il avenoit (que Dieu ne veüille) que de la part du Roi, ladite Ville & Balliage de Saint-Quentin ne fut baillée, & delivrée à Monditſeigneur de Bourgogne dedans le tems deſſus declaré, & les choſes contenuës és articles de ce faiſans mention, & dont lettres ſeront faites, & depêchées ne fuſſent accomplies, Monditſeigneur de Bourgogne, nonobſtant ladite publication ne ſera tenu, s'il ne lui plaiſt, de tenir, garder, ni obſerver ladite Treve de neuf ans, & les articles contenus en icelle, plus avant qu'au premier jour de Mai prochainement venant, que l'on dira l'an 1476. juſques auquel premier jour de Mai, ladite Treve neanmoins demeurera en ſa force & vertu. Savoir faiſons, que pour conſideration des choſes deſſuſdites, ſingulierement en l'honneur de nôtre Createur, auteur & Seigneur de paix, lequel ſeul peut donner victoire aux Princes Chrêtiens telle qu'il lui plait, & pour envers lui nous humilier, afin de fuir plus grande effuſion de ſang humain, & que par les inconveniens precedans de la guerre, ne ſoions abdiquez ni ôtez de la Maiſon de Dieu le Pere, & exheredez de la ſucceſſion du Fils, & perpetuellement alienez, & privez de la grace du benoit Saint-Eſprit, deſirant la ſeureté, repos, & décharge de l'oppreſſion qu'avons ſoûtenu, & ſoûtenons de jour en jour à cauſe de la guerre, en eſperance de parvenir à paix finale, comme dit eſt, nous leſdites Treves, ſeur état, & abſtinence de guerre, avons faites, acceptées, promiſes, concluës & accordées: Et par la teneur de ces preſentes, par l'avis, & deliberation que deſſus, faiſons, acceptons, prenons, fermons, concluons, promettons, & accordons pour nous, noſdits hoirs, & Succeſſeurs, & avons promis & juré, promettons & jurons en parole de Prince, par la foi & ſerment de nôtre corps, ſur la foi & la loi que nous tenons de Dieu nôtre Createur, & que nous avons reçû au Saint-Sacrement de Baptême, & auſſi par le Saint-Canon de la Meſſe, ſur les Saints-Evangiles de Nôtre-Seigneur, ſur le fût de la vraie, & precieuſe Croix de Nôtre-Sauveur Jeſus-Chriſt; leſquels Canon, Evangiles, & vraie Croix, avons manuelement touchez pour cette cauſe, de tenir icelles Treves, & toutes les choſes contenuës eſdits articles, & chacunes d'icelles particulierement, & ſpecialement les choſes que nous devons faire de nôtre part, ainſi qu'elles ſont contenuës eſdits articles, ſans rien en laiſſer, ni jamais faire, ni venir au contraire, ni querir quelque couleur, ou exeuſation pour y venir, ni pour en rien prejudicier, ni faire quelque évitation d'aucune des choſes ſuſdites. Et ſi aucune choſe étoit faite, attentée, ou mouvée au contraire par nos Chefs de guerre, ou autres nos ſujets, & ſerviteurs, de le faire reparer; & des tranſgreſſeurs, ou infracteurs, faire telle punition que le cas le requerra, en maniere que ce ſera exemple à tous autres; & à toutes les choſes deſſuſdites, nous ſommes ſoûmis & obligez, ſoûmettons, & obligeons par l'hipoteque, obligation de tous & chacun nos biens, preſens & à venir quelconques, ſur nôtre honneur, ſur peine d'être perpetuellement deshonorez, reprochez, & vilipendez en tous lieux. Et avec ce, avons promis & juré, promettons & jurons par tous les ſermens deſſuſdits, de jamais mouvoir, ni pourchaſſer de nôtre Saint-Pere le Pape, de Concile, Legat, Penitencier, Archevêque, Evêque, ni autre Prelat, ni autres perſonnes quelconques, diſpenſations & abſolutions, ni relâvement de toutes les choſes deſſuſdites, ni d'aucunes d'icelles; & quelque diſpenſation qui en ſeroit obtenuë, & donnée par nous, ou par d'autres, ſous quelque cauſe, couleur, & exeuſation que ce ſoit, nous y renonçons dés à preſent, pour lors, & voulons qu'elle ſoit nulle, & de nulle valeur & effet, & qu'elle ne nous ſoit, ou puiſſe être valable ni profitable, & que jamais nous ne nous en puiſſions aider en quelque maniere que ce ſoit, ou puiſſe être. Et pource que de ces preſentes l'on pourra avoir beſoin en divers lieux, nous voulons, qu'au *vidimus* d'icelles, faits, & ſignez par l'un des Notaires & Secretaires du Roi, ou de l'un de nos Secretaires, ou ſous ſceaux roiaux, nôtres, ou autres autentiques, foi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & icelles fait ſceller de nôtre ſcel. Donné au Chaſtel de Soleuvre le treizieme jour de Septembre, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & quinze. Ainſi ſigné, Charles, & du Secretaire par Monſieur le Duc, Le Gros.

ANS de J. C. 1475.

CDLXXXVIII.

Copie des Lettres de LOUIS XI. *Roi de France, par leſquelles il explique un article du Traité de Trêve faite pour neuf ans entre lui & le Duc de* BOURGOGNE, *lequel article concerne la Sardaigne, le Rouſſillon, & Comté de Ferrette, à Soiſſons le* 13. *Septembre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 142.

ANS de J. C. 1475. FRANCE ET BOURGOGNE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme en traitant, concluant, & accordant entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc de BOURGOGNE, Treve & abſtinence de guerre, aient entre autres articles été conçûs, traitez, & accordez les points & articles, dont la teneur s'enſuit.

Eſt dit & accordé, que pour la preſente Treve le Roi ne laiſſera point à garder, défendre, & mettre en ſa main les Comtez & Seigneuries de Rouſſillon & Sardaigne, ainſi qu'il les a tenuës depuis douze ou treize ans: & leſd. Villes & Païs reduire, & remettre en ſon obeïſſance pleine, & entiere par puiſſance d'armes, ou autrement, ainſi que bon lui ſemblera, ne par ce ne ſera point rompue ladite Treve, toutefois Monditſeigneur de Bourgogne nonobſtant les choſes avant dites, demeurera avec le Roi d'Aragon pour tout le ramenant de ſes Seigneuries entier en toutes ſes alliances, & ſemblablement demeurera entier en toutes ſes autres alliances, & avec ſes alliez deſſus nommez. Et pour ſignifier, ce que dit eſt, au Roi d'Aragon, Monditſeigneur de Bourgogne pourra envoier devers lui meſſage tel qu'il lui plaira, lequel le Roi ſera conduire ſeurement, & ſauvement par ſon Roiaume, juſques il ſera mis en ſeureté és Païs dudit Roi d'Aragon ſans empêchement quelconque, ſur peine d'infraction de ladite Treve. Et ne pourra le Roi proceder à aucune empriſe ſur leſdits Païs de Rouſſillon & Sardaigne, & Villes d'iceux, juſqu'à-ce que Monditſeigneur de Bourgogne aura la jouïſſance & poſſeſſion réelle dudit Saint-Quentin, & des Places de Ham & Bohain. Et auſſi Monditſeigneur de Bourgogne pour la preſente Treve ne laiſſera point à garder & défendre, & mettre en ſa main ſes Comtez & Païs de Ferrette & Daneſois, & autres Villes & Places à l'environ, qu'il a tenuës depuis ſix ans en çà, & reduire & remettre par puiſſance d'armes, ou autrement, ainſi que bon lui ſemblera en ſon obeïſſance pleine & entiere les Villes & Places qui en tout, ou en partie, s'en ſont nouvellement ſouſtraites, ou s'en ſouſtrairont ci-aprés, ne par ce ne ſera point rompuë ladite Treve. Et au cas que ceux de la Communauté de Berna,

ANS de J. C. 1475.

ne, & leurs alliez, feront auſdits de Ferrette & Dameſois, leurs aidans, alliez, & adherans aucune aide, aſſiſtance, ou faveur, ſoit en y envoiant, ou y ſouffrant, & permettant aller & demeurer aucuns de leurs gens, & ſujets, leur baillant & adminiſtrant artillerie, ou vivres, retraite & communication en leurs Villes & Païs, ou en autre façon & maniere quelconque, Monditſeigneur de Bourgogne poura contre leſdits de Berne & leurs alliez, proceder par armes, hoſtilitez, ou autrement comme il lui plaira, & ne leur donnera, ou ſera donner le Roi aucun aide, ou ſecours, ne par ce ſera ladite Treve enfreiote.

Item, Et poura Monditſeigneur de Bourgogne mener, conduire, paſſer, repaſſer, ou par ſes Capitaines faire mener, conduire paſſer, & repaſſer ſes gens de guerre en armes de ſes Païs de Bourgogne, és marches de ſes païs de par deçà, & de ſeſdits païs de par deçà, és marches de ſeſdits Païs de Bourgogne, par les lieux & chemins à eux plus propices & convenables, pour aprés s'en aider ainſi que bon lui ſemblera, & toutes les fois qu'il lui plaira, en paiaot raiſonnablement ſans y ſejourner, faire guerre, pillerie, ni autre grief, ou opreſſion au peuple, & ſans ce que pour ledit paſſage ladite Treve puiſſe être dite ni tenue etre enfrainte, & oe pouront entrer en villes cloſes que par compagnies, qui ne ſeront plus fortes, que ceux deſdites Villes. Savoir faiſons, que jaçoit que pour certaines cauſes ait été dit, conſenti, & accordé de non inſerer iceux articles deſſus tranſcrits és principales lettres de ladite Treve, & d'en faire lettres à part, nous avons neaomoins promis & promettons par ces preſentes en parole de Roi, lur nôtre honneur, & par nôtre ſe ment pour ce corporellement fait en la forme & maniere contenuës eſdites lettres principales de ladite Treve, & ſur les mêmes ſoumiſſions, obligations, peines & aſtrictions declarées en icelles lettres, de tenir, garder, & accomplir de oôtre part tout le contenu eſdits articles ci-deſſus tranſcrits, tout ainſi que s'ils étoient incorporez, & écrits eſdites principales letties. Et que ſi leſdites obligations, peines, & aſtrictions étoient au long & particulierement declarées en ces preſentes, ſans ce que pour quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, on pût dire ni alleguer les articles deſſus incorporez non être des membres & articles de ladite Treve. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Soiſſons le 13. jour de Septembre, l'an de grace 1475. & de nôtre regne le quinzieme. Ainſi ſigné, Louïs. Et ſur le remploi deſdites lettres: Par le Roi, l'Admiral, les Sieurs du Bouchage, & de Saint-Pierre, Maiſtres François Hale, Guillaume de Cerſay, & autres preſens, & du Secretaire, Turillot.

CDLXXXIX.

ANS de J.C. 1475. FRANCE ET CASTILLE.

Confirmation & Renouvellement des Traitez entre la FRANCE, *& le Roiaume de* CASTILLE, *à Paris le 23. Septembre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 143.

DOminus Alvarus de Taide, miles, conſanguineus Illuſtriſſimi ac inclitiſſimi Domini noſtri Alphonſi, Dei gratia Regis CASTELLÆ, Legionis & Portugalliæ, ejuſque Conſiliarius, & Joannes Delnas, miles, in jure civili Licentiatus, dicti excellentiſſimi Regis Conſiliarius ejuſque fiſci Advocatus, ambo pariter ſui Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, & Commiſſarii ad infra ſcripta ſpecialiter deputati, ſalutem in omnium ſalvatore. Quum primum propoſitum rectè regnantium, finaliſque intentio juſtè principantium eſſe debeat bonum commune ſubditorum privatis præferre commodis, quando revera tunc cautius procurari ſperatur, cum Chriſtianiſſimi Reges & Principes in vera unitate & obedientia ſacro-ſanctæ Romanæ Eccleſiæ perſiſtentes in unam mentis conſonantiam conveniunt & invicem indiſſolubilis amoris fœdere colligantur; hoc equidem Sereniſſimus & Dominus noſter excellentiſſimus ſupradictus in profundæ ſuæ mentis revolvens examine, conjectanſque quod antiquæ ligæ, confœderationes, & amicitiæ priſcis jam temporibus inter excellentiſſimos & Chriſtianiſſimos FRANCORUM Reges, & præclariſſimos Reges Caſtellæ & Legionis, dictaque regna, initæ, conventæ, tractatæ, finitæ, & confirmatæ, & hactenus inviolabiliter obſervatæ fuere, optanſque quod prædictæ ligæ, uniones, & antiquæ amicitiæ & confederationes confirmentur, corroborentur, & in dies incommutabiliter obſerventur, nobis præfatis Domino Alvaro de Taide, & Joanni Delnas, ſuis oratoribus & procuratoribus, autoritatem, poteſtatem, facultatem, & mandatum dedit, ceſſit, & conceſſit ſpeciale nomine ſuo, dictorumque regnorum Caſtellæ & Legionis, confirmandi, corroborandi & convalidandi, & de novo faciendi & tractandi antedictas ligas, confœderationes & antiquas amicitias inter Illuſtriſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ſuum conſanguineum, fratrem & amicum fideliſſimum, & ipſum Dominum Alphonſum Regem ſupra dictum, dictaque ſua regna, prout in literis mandati & procuratorii ſuo nomine & manu roboratis luoque ſigillo communitis, quæ infra ſcribentur luculenter apparebit, quarum antiquarum ligarum, confederationum, & amicitiarum tenor de verbo ad verbum ſequitur, & talis eſt.

Henricus, Dei gratia Rex Caſtellæ & Legionis, univerſis & ſingulis harum ſeriem inſpecturis, præſentibus & futuris ſalutem & gratiam regiam ac proſperorum ſucceſſuum incrementum. Sceptrigera regum ſublimitas & à ſupernis ſedibus collapſa dominandi imperandique aotoritas & potentia, tunc ſui ſolii & magnitudinis triumphat gloriâ, & excellentiâ, tunc honorum & obſequiorum ubertate referta ſtatus ſui alacritate potitur & gaudet, quando divinam illam pacis hereditatem pro tutelâ fidelis populi à Chriſto relictam accurato indagine, ſollicitoque ſtudio inveſtigare conatur, & ardenti deſiderio proſequitur & deffendit, quod nimirum eo ſit præclarius, eo conducitur felicius ac commodius, tantoque Reſpublicæ regnorum, principatuum, & Dominorum quorumvis, pacis & tranquillitatis per amplius ineſtimabili perfruuntur beneficio & munificentia, dum terrarum Principes & Domini pro eliminandis poſtergandiſque diſſenſionum & ſeditionum ſcandalis, in pacis autore animos ſuos ſibi conciliant & potentiarum ſuarum vires glutino amore confederant & connectunt. Ea igitur conſideratione monefacti Sereniſſimus ac Chriſtianiſſimus Princeps frater & conſangineus noſter cariſſimus Carolus, nunc Francorum Rex, & nos ad uſum, perſeverantiam, & continuationem traducere cupientes, ac commodo prætactæ hereditatis ſuaviſſimum fructum, ut ex pace io virtute Dei facta, ejus & abundantia turribus permunita regalis præſidii nos & nobis cooſœderati, adhærentes, & ſubditi tranquillius & felicius de virtute in virtutem procedentes ambolare poſſemus in domo Domini, cum conſenſu temporibus nuper retroactis certos noſtros Ambaſſiatores, Nuncios, & rerum noſtrarum geſtores ſufficienti ad hoc mandato ſuffultos hinc inde ordinavimus, conſtituimus, & deputavimus, qui divina cooperante clementiâ inter eundem Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Regem Francorum fratrem & conſanguineum noſtrum cariſſimum pro ipſo ac primogenito ſuo nato, vel naſcituro, aut primo regnorum ſuorum hærede, terris & ſubditis ac ditionibus, Dominiis & adhærentibus ſuis ex una, & nos pro nobis ac primogenito noſtro nato vel naſcituro, aut primo regnorum

ANS de J.C. 1475. noſtrorum hærede, terris, regnis, ſubditis, Dominiis, ditionibus, adhærentibus noſtris partibus ex altera, conceperunt, inierunt, & confirmarunt certas ligas, amicitias, conſœderationes, compoſitiones, conventiones, & pacta pro exterminio malorum, & pacifico utriuſque regni ſtatu & incremento. Eaſque & ea ac eorum ſingula ſemper, & omni tempore cuſtodire, manutenere, & inviolabiliter obſervare pro nobis, ac primogenito noſtro nato vel naſcituro, & pro regnorum noſtrorum primo hærede, ac regnis, terris, ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris, antepoſitis ſibi tactiſque ſacroſanctis Evangeliis, ac venerabili ſigno ſanctæ Crucis noſtro nomine, & in animam noſtram præfati Ambaſſiatores, Nuncii, & Procuratores noſtri ex parte deputsti ſub certis pœnis & obligationibus juraverunt promiſeruntque nos ac primogenitum noſtrum, aut primum dictorum regnorum noſtrorum hæredem, ac pro regnis, terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus noſtris, etiam per noſtras patentes litteras præmiſſa omnia & ſingula ad requiſitionem & voluntatem præfati Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis Caroli, Regis Francorum, fratris & conſanguinei noſtri cariſſimi acceptaturos, approbaturos, & confirmaturos, ac alia facturos, quæ in litteris patentibus nominibus propriis & ſigillis dictorum noſtrorum Ambaſſiatorum, Procuratorum, ac Nunciorum communitis, ac per dictum nobis & fidelem ſpectabilem virum Fernandum Didacum de Toleto decretorum doctorem, publicum Apoſtolica autoritate notarium, conſiliarium, auditorem, referendarium, relatorem & Secretarium noſtrum, confectis & ſignatis plenius continentur, hujuſmodi qui ſequitur verborum ſub tenore.

(a) Ou Lopez.

In nomine Domini. Amen. Erricus (a) Lopez de Mendoça, Marchio de Santillana, & Comes del Real, & Joannes Pacheco, Marchio de Villena, ac Majordomus Sereniſſimi ac potentiſſimi Principis & Domini Henrici, Dei gratia Regis Caſtellæ & Legionis, conſiliariique & procuratores ſui ad infra ſcripta ſpecialiter deputati, univerſis præſentibus pariter & futuris præſentes litteras viſuris & auditurs ſalutem in eo qui perfecta caritas eſt: ſacris erudimur doctrinis ut fraternitatis fœdus, & vinculum caritatis tanquam plenitudinem legum, perfectioniſque ſtabilem columnam, quæ nunquam excidit, juxta commiſſum nobis onus ſolliciti ipſi proſequamur, & eos qui ſub autore pacis imperant ad unitatem ſpiritus, & fraternam dilectionem per quam regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, & ſpes æterni regni conſervantur, accuratiſſimè incitemus. Sane cum Æterni Regis providente clementia, multis evolutis annorum circulis, inter inclitiſſimarum recordationum defunctos Francorum ex una, ac Caſtellæ & Legionis quondam Reges, ex altera partibus, & noviſſimè anno Domini milleſimo quadringenteſimo triceſimo quarto, inter Illuſtriſſimum & Chriſtianiſſimum Principem & Dominum, Dominum Carolum Dei gratia Regem Francorum, & glorioſæ memoriæ defunctum Dominum Joannem tunc Regem Caſtellæ & Legionis, genitorem dicti Sereniſſimi Domini noſtri Domini Henrici Regis moderni, pro ipſis & ſuis hinc inde primogenitis natis, vel naſcituris, ſive regnorum ſuorum primis hæredibus, ac pro ſuis regnis, terris, ſubditis, Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intererat, vel intereſſe poterat, certæ conſœderationes, pactiones, ligæ, fraternitates, & amicitiæ fuerint initæ, conceptæ, & ordinatæ, & firmatæ, prout continetur in litteris præfati quondam Sereniſſimi Regis Joannis, quarum tenor ſequitur, & eſt talis.

Joannes, Dei gratia Caſtellæ & Legionis Rex, univerſis & ſingulis has noſtras inſpecturis, tam præſentibus quam futuris, ſalutem & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis & pacis. Cum Æterni Regis providentia diſponere, inter Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem, cariſſimum fratrem & conſanguineum noſtrum Carolum, nunc Francorum Regem, ac Procuratores & Ambaſſiatores, & Nuncios, ac ſui nomine ad hoc ſpecialem poteſtatem habentes pro ipſo præcariſſimo Rege fratre noſtro, ac primogenito ſuo nato, vel naſcituro, vel primo regnorum ſuorum hærede, terris ac ſubditis, & ditionibus, Dominiis & adhærentibus ſuis ex parte una; & nos, & nonnullos procuratores noſtros, noſtri vice ac nomine ad hoc ſpecialiter & plena cum poteſtate deputatos pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſciruro, vel primo regnorum noſtrorum hærede, terris, regnis, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris ex parte altera, ordinatæ, conceptæ, initæ, & confirmatæ fuerint certæ ligæ, amicitiæ, & conſœderationes, compoſitiones, conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriuſque Reipublicæ pacificum incrementum, eaque & eorum ſingula, ſibi præpoſitis, tactiſque ſacroſanctis Evangeliis, & venerabili ſigno Crucis noſtri nomine, & in anima noſtra, ſemper & omni tempore cuſtodire, manu tenere, & inviolabiliter obſervare pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, & pro regnorum noſtrorum hærede, regnis, terris, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris promiſerunt, & firmiter juraverunt, & nos nunquam contrafacere, vel venire per nos, vel alium, ſeu alios aliqua ratione, vel cauſa, publicè vel occultè, ſub hipotheca & obligatione regnorum & omnium bonorum noſtrorum, & certâ ſub pœnâ prout hæc & alia per ſuas hinc inde patentes litteras ſuis nominibus roboratas, ac ſigillis ſuis communitas, & per Ferdinandum Didacum de Toleto decretorum Doctorem, autoritate Apoſtolica Notarium publicum, auditorem, referendarium, relatorem, ac Secretarium noſtrum confectas, & manu ſua propria ſignatas pleniſſimè conſtat; tenor vero harum per dictos noſtros procuratores vice & nomine noſtri initarum, conceſſarum & firmatarum ſequitur, & eſt talis.

ANS de J.C. 1475.

In Dei nomine, Amen. Alvarus de Luna, Coneſtabularius Caſtellæ, Comeſque Sancti Stephani, Joannes miſeratione Divina Archiepiſcopus Hiſpalenſis, & Rodericus Pimentel, Comes de Benavente, conſiliarii Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini Domini noſtri Joannis, Dei gratia Caſtellæ & Legionis Regis, ejuſque procuratores ad infraſcripta poteſtatem & mandatum ſpeciale habentes, ſicut per litteras ejuſdem Domini noſtri Regis præſentibus inſertas conſtat evidenter. Notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quod cum æterna providente clementia, multis evolutis annorum circulis, inter inclitæ recordationis defunctos Sereniſſimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Caſtellæ & Legionis, proavum præfati Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis moderni, & inclitiſſimæ recordationis Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum quintum, quondam Regem Francorum, avum Sereniſſimi Principis, & Domini Domini Caroli, Regis Francorum moderni, certæ conſœderationes, pactiones, ligæ, conventiones, & amicitiæ fuerunt initæ, conceptæ, ordinatæ, & firmatæ, & poſtmodum per clariſſimæ memoriæ defunctos Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem & Dominum Joannem avum, ac etiam per tam ſimilis memoriæ Sereniſſimum Dominum Henricum Secundum, genitorem Domini noſtri Joannis Secundi, Regis Caſtellæ & Legionis moderni, pro ſe ipſoque Domino noſtro Joanne primogenito ſuo Caſtellæ & Legionis Rege moderno ex una parte, & præclariſſimæ memoriæ defunctum Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum ſextum, tunc Regem Francorum, filium præfati Domini Caroli Quinti, genitoremque prædicti Sereniſſimi Principis Domini Regis Francorum moderni, pro ſe & primogenito ſuo vel primo

regni

ANS de J. C. 1475.

regni ſui herede, ex alia parte, approbatæ, confirmatæ, renovatæ & roboratæ, prout per eorum patentes litteras poteſt apparere, quarum quidem litterarum tenores hic haberi volumus pro expreſſis inſertis, & conſequenter ipſe Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis modernus, necnon recolendæ memoriæ defuncta Domina Catharina Regina genitrix ſua, & ejuſdem memoriæ defunctus Dominus Fernandus, Ioſans Caſtellæ, patruus ſuus, ejuſdem Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis moderni, ſuorum regnorum tunc tutelam, curam, & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, & pro ejus primogenito aut herede, & regnis, terris & ſubditis ſuis exiſtentibus, in ejuſdem Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regiæ Majeſtatis præſentia, necnon dictorum matris, patruique ſui bonæ memoriæ defunctorum, Domino Gerardo, tunc Epiſcopo Sancti Flori, & Domino Robino de Bracamonte, milite, conſiliario & magiſtro, ac Secretario, Ambaſſiatoribus & Procuratoribus dicti defuncti Domini Caroli Sexti, tunc Francorum Regis, per ipſum ad dictum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis modernum deſtinatis, ipſiuſque virtute poteſtatis eis propter hoc ſpecialiter attributæ & conceſſæ per litteras dicti defuncti Domini Caroli Sexti, tunc Regis Francorum, recipientibus, acceptantibus & ſolemniter ſtipulantibus, unà cum ipſo defuncto Carolo Sexto, tunc Rege Francorum, ac prænominatis ſuis Procuratoribus & Ambaſſiatoribus ejus nomine & vice, & pro eo, proque primogenito, aut hærede, ac regno, terris, ſubditis ſuis, confœderationes, pactiones, ligas, & amicitias confirmarunt, innovaverunt, & fecerunt, modo & forma contentis in litteris præfatis Domini Joannis Regis Caſtellæ & Legionis, quarum tenor talis eſt.

Joannes, Dei gratia Rex Caſtellæ & Legionis, univerſis & ſingulis Chriſti fidelibus præſentem feriem inſpecturis & audituris ſalutem, & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis & pacis, notum facimus, & cunctis fieri volumus manifeſtum, quod æterna providente clementia, multis jam evolutis annorum circulis, inter præclaræ memoriæ defunctos Reges Carolum quondam Franciæ, & Henricum quondam Caſtellæ & Legionis, proavum noſtrum, quorum geſta magnifica per univerſa mundi climata ſolemniter divulgantur, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, contentiones, amicitiæ, initæ, conceptæ, & ordinatæ fuerint & firmatæ, & poſtmodum per Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem Carolum, Regem Franciæ modernum, præcariſſimum fratrem noſtrum, pro ipſo & primogenito ſuo, vel primo regni ſui hærede ex una parte, & tam per inclitæ recordationis Sereniſſimum Joannem avum, quàm Henricum genitorem noſtros, Reges Caſtellæ, pro ipſo genitore noſtro, & nobis ex parte altera approbatæ, confirmatæ, roboratæ, quarum ſicut per eorum litteras patentes, & autenticas ſuis magnis ſigillis communitas, poteſt luculentiùs apparere, quarum quidem litterarum originalia in archivo utriuſque partis non immerito diligenter conſervantur, ipſarumque tenores hic haberi volumus pro expreſſis & inſertis.

Nos revolventes in animo, quàm laudabile, quàm ſalubre, quàmque dulce ſemper extitit, io unitatis amore vinculum caritatis obſervare, quæ ſuæ virtutis efficacia membra fortiter ligat ad invicem, & cum Chriſto, nec permittit eos quos perfectè ſemel junxit, ab invicem ſeparari, neque conſilium, & auxilium ſibi mutuo denegare, cùm potius eorum omnis facit eſſe communia, & inſuper operatur in ipſis identitatem voluntatum, noſtræque conſiderationis actus dirigentes ad utilitates innumeras, & inenarrabilia beneficia, quæ retro lapſis temporibus, regibus, & regnicolis utriuſque regnorum, & amicitiis hujuſmodi pervenerunt, cupientes, & deſiderabiliter affectantes memoratam ſervare caritatis unionem, quæ tandiu permanſit illibata, non diminutionem his temporibus recipere, ſed creſcere ſemper, & proficere potius in augmentum, omnemque cujuſlibet occaſionis amputare materiam, quæ tam ex verborum quam ſummarum dictarum litterarum antiquarum obſcuritate, ambiguitate, aut forſan inæqualitate, vel alio quovis modo, cauſam afferre poſſet diſſenſionis, altercationis, ſeu contentionis in futurum, conſtitutis in noſtræ Majeſtatis præſentiâ, necnon præcariſſimæ genitricis noſtræ Catharinæ Reginæ, & Illuſtris patrui noſtri Fernandi, Infantis Caſtellæ, gerentium ad præſens noſtri, regnorumque noſtrorum regimen, curam & tutelam, Ambaſſiatoribus, Procuratoribus, & Nuntiis prædicti cariſſimi germani noſtri Regis Franciæ, ad nos propter hoc ſpecialiter deſtinatis, videlicet Reverendo Patre Gerardo, Dei gratia Epiſcopo Sancti Flori, necnon Domino Robino de Bracamont, Domino de Tramilla, milite, & Magiſtro Joanne Hugonis Archidiacono ipſiſque virtute poteſtatis eis attributæ per litteras præfati germani noſtri Regis Franciæ, ſuo majori ſigillo roboratas, quarum tenor inferius inſeretur, nomine præfati germani noſtri, & pro filio quoque ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo regni ſui hærede, ac pro regno, terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus, & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit, quomodolibet in futurum recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, & amicitias, tam ex noſtra certa ſcientia, quam de prædictorum genitricis, & patrui tutorum noſtrorum, nec non aliorum Prælatorum, Baronum, magnatum, & peritorum regni, & conſilii noſtri propter hoc perſonaliter, & ſpecialiter vocatorum, conſilio, voluntate, pariter & aſſenſu, tractamus, inimus, facimus, & firmamus ſub forma, & modo infra ſcriptis.

Primo videlicet, quod nos Joannes Rex Caſtellæ & Legionis prædictus, filiuſque noſter primogenitus naſcituras, ſive primus regnorum noſtrorum hæres, regna noſtra, Patriæ, Dominia, & ſubditi noſtri ſumus ex nunc, & erimus deinceps unà cum dicto Francorum Rege, fratre noſtro cariſſimo, filioque primogenito nato, aut naſcituro, ſeu primo regni ſui hærede, terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſui boni veri fideles confœderati, & adhærentes amici tanquam vero noſtro fratri naturali & germano, tali modo videlicet, quod nos, & filius noſter primogenitus naſcituras, ſeu primus regnorum hæres, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus dicti fratris noſtri cariſſimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut naſcituri, ſeu primi regni ſui hæredis, regni, terrarum, Patriarum, Dominiorum, & ſubditorum ſuorum, non procurabimus ullo modo, nec alicui perſonæ viventi cujuſcumque ſtatus, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis exiſtat, etiam ſi perſona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri noſtro cariſſimo Regi Francorum, filio primogenito nato, aut naſcituro, ſeu primo regni ſui hæredi, regno, terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſuis guerram, damnum, vituperium, detrimentum, dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre, conſilium, auxilium præſtabimus, ſeu favorem. Quæ quidem ligæ, confœderationes, pacta, amicitiæ, conventiones, tractatus ſupra, & infra ſcriptæ, & ſcripti durabunt quoad vitam fratris noſtri cariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut naſcituri, & primi regni ſui hæredis, noſtrique Regis Caſtellæ, & Legionis præfati, filii primogeniti naſcituri, ſive primi regnorum noſtrorum hæredis prædictorum, & quandiu ipſi, & nos vitam duxerint, ſeu duxerimus in humanis.

Item, prædictum fratrem noſtrum cariſſimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum, aut naſce-

ANS de J. C. 1475. naſciturum, ſive primum Regni ſui hæredem, tam per Mare, quam per Terram contra quaſcunque perſonas, quæ poſſent vivere & mori, cujuſcunque ſtatus, conditionis, præeminentiæ aut dignitatis exiſtant, etiam ſi perſona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri noſtro Cariſſimo Regi Franciæ, filio primogenito nato, aut naſcituro, ſive primo Regni ſui hæredi, Regno, Terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſuis guerram, damnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre, bona fide juvabimus, & juvare tenebimur abſque fraude; noſque guerram dicti fratris noſtri Cariſſimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis in nos, & in perſonam noſtram tanquam propriam noſtram recipiemus, & ut caput guerræ recipere tenebimur, & in Regnis & Dominiis noſtris, tanquam noſtram propriam, cùm per litteras patentes ſigilloque dicti Regis Franciæ, fratris noſtri Cariſſimi, aut filii ſui primogeniti nati, aut naſcituri, ſive primi Regni ſui hæredis certificati fuerimus quod guerra fuerit aperta, & in Regno Franciæ præconizata inter eundem Regem Franciæ, aut ſuum primogenitum natum, ſeu naſciturum, ſeu primum Regni ſui hæredem ex una parte, & Regem Angliæ, ſeu quemcunque alium ex parte alia, infra decem dies à die prædictæ certificationis nobis factæ, facere præconizari jubere tenebimur, ſic tamen quod ſi dictus frater noſter Cariſſimus Rex Franciæ, filius ejus primogenitus natus, aut naſciturus, ſeu primus Regni ſui hæres, ſive alter eorundem nos aut primogenitum noſtrum naſcitutum, ſeu primum Regnorum noſtrorum hæredem requiſierint, ſive per eos aut eorum alterum fuerimus de juvamine ſubditorum noſtrorum, armatorum ſeu galearum, aut aliorum navigiorum ad opus dictæ guerræ ſubvenire requiſiti, nos, primogenitus noſter naſciturus, ſeu primus Regnorum noſtrorum hæres hoc facere, galeaſque & alia navigia, & gentes armorum, tam per Terram quam per mare ad ſervitium & juvamen dicti fratris noſtri Cariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut naſcituri, & primi Regni ſui hæredis prædictorum, ejus tamen vel eorum ſumptibus & expenſis fideliter & efficaciter, omni fraude ceſſante, mittere tenebimur, jurabunteque Capitanei armatorum hujuſmodi tam per Terram, quam per Mare, ſive Admiraldi, vel alii quicunque, & facient ſolemne juramentum coram perſona, vel perſonis per Dominum fratrem noſtrum ad hoc deputatis, vel deputandis, quòd ambarum partium honorem, utilitatem & commodum diligenter obſervabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

Item, poterunt vaſſalli & ſubditi noſtri liberè & abſque offenſa qualibet per eos incurrenda, ad ſervitium & juvamen dicti fratris noſtri Cariſſimi filii primogeniti nati, aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, tam per Terram, quam per Mare, ad opus dictæ guerræ, noſtrâ tamen, aut Regnorum, & Dominiorum neceſſitate ceſſante, quoties eis placuerit ſe transferre.

Item, guerrâ nomine fratris noſtri Cariſſimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti, nati aut naſcituri, ſive primi ſui Regni hæredis, ſive nomine noſtri, ſive primogeniti noſtri naſcituri, aut primi Regnorum noſtrorum hæredis, contra quemcumque incœptâ, ſive incipiendâ, nos, primogenitus noſter naſciturus, aut Regnorum noſtrorum primus hæres, cum parte adverſâ, pactum, tractatum, accordum, treugam ſeu pacem facere, tractare, accordare, abſque conſenſu & volunrate expreſſis prædicti fratris noſtri cariſſimi, ſeu primogeniti nati, aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, firmare non poterimus, aut quomodolibet inire. Poterit tamen prædictus germanus noſter, primogenitus natus, aut naſciturus, ſive primus Regni ſui hæres, cauſis exigentibus, treugas particulares ad annum, vel ad aliud brevius tempus citra tractare & inire, ſi & quando ſibi videbitur expediens, proviſo quod dictas treugas particulares nobis, aut primogenito naſcituro, vel hæredi noſtro ſignificare teneatur, & quod in eiſdem nos, primogenitus naſcituras, vel hæres cum Patriis & ſubditis noſtris comprehendamur, ſi nobis placuerit comprehendi; quodque prædictæ treugæ particulares unius anni, vel temporis brevioris, nequeant ulterius ad longius tempus ſine expreſſo conſenſu noſtro, primogeniti naſcituri, aut primi Regnorum hæredis, prorogari vel extendi. ceſſantibus in præmiſſis, & cæteris ſequentibus univerſis omni fraude ac dolo. ANS de J. C. 1475.

Item, Caſtra, Civitates, Villæ, Fortalitia, ſive loca, quæ, vel quas primogenitus, aut hæres, ſive gentes noſtræ tam in Regno, & Terra Angliæ, & Ducatu Aquitaniæ, quam in aliis Regnis, Terris, & Dominiis, contra quæ, & quas dictus frater noſter, primogenitus natus, aut naſcituras, ſive primus Regni ſui hæres, guerram incœptam habuerit, vel incœperit, acquiſiverimus, occupaverimus, acquiſierit, ſive occupaverit per Mare, vel per Terram, dicto fratri noſtro Cariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato, ſive naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, ſeu certo nuncio aut mandato nos & gentes noſtræ prædictæ, & filius noſter primogenitus naſciturus, ſive primus hæres Regnorum noſtrorum, liberè dare, reſtituere tenebimur, ac etiam tenebuntur, bona tamen mobilia capta vel occupata efficientur capientis, & eidem concedentur ſecundum morem & conſuetudinem Regnorum Franciæ & Caſtellæ prædictorum.

Item, volumus quod ſi Rex Angliæ, aut ſuus primogenitus, ſeu quicunque Regni ſui heres, & Ducatus Aquitaniæ, aut aliquis alius de ſanguine Angliæ fuerit, captus per nos, primogenitum naſciturum, aut primum Regnorum noſtrorum heredem, ſive per gentes noſtras, tam per Mare, quam per Terram, vel quicumque alius Rex, Dux, ſive Comes, contra quem principaliter dictus frater noſter Rex Franciæ, ejuſque primogenitus natus, aut naſciturus, ſive primus ſui Regni heres, guerram incœptam habuerit vel incœperit, ad arbitrium, voluntatem, & ordinationem dicti fratris noſtri Cariſſimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti, aut naſciturí, ſeu primi Regni ſui heredis, noſtrique, vel primogeniti noſtri naſcituri, aut primi Regnorum noſtrorum heredis, teneatur captus & captivus, inſimulque poterimus unà cum dicto fratre noſtro Cariſſimo ſuper expeditione dicti capti ſive captivi ordinare, prout ambarum partium placuerit voluntati; quicumque vero alius à prædictis captus ſive captivus extiterit, conſentimus, & volumus, quod ſit-efficaciter capientis, & eidem concedatur. Super quibus, & eorum quolibet, tam ſuper guerra, quam perſonis ſupradictis, & omnibus aliis ad hoc neceſſariis factum, guerræ utilitatem & commodum dicti fratris noſtri Cariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut naſcituri, ſive primi Regni ſui heredis, Regni, Terrarum, & ſubditorum ſuorum concernentibus, nos autem, primogenitus noſter naſciturus, ſive primus Regnorum heres relationi ſimplici, & aſſertioni per dictum fratrem noſtrum Regem Franciæ, aut primogenitum natum, ſive naſciturum, ſeu primum Regni ſui heredem, ſive litteris ſuis ſuper hoc, aut ſuo certo nuncio ad hoc ſpecialem poteſtatem habenti, nobis, aut primogenito noſtro naſcituro, ſeu primo Regnorum noſtrorum heredi factis, abſque alia probatione ſeu informatione quacunque, prædictum fratrem noſtrum Cariſſimum Regem Francorum, aut primogenitum natum, ſeu naſciturum, ſeu primi Regni ſui heredem, faciendi fidem indubiam tenebimur, & tenebuntur adhibere, intimationeque, prout prædicitur, nobis factæ,

nos

ANS de J. C. 1475.

nos & primogenitus naſcituruſ, aut primus Regnotum noſtrorum heres, prædictum Dominum Cariſſimum fratrem noſtrum Regem Franciæ, primogenitum ſuum natum, vel naſciturum, ſeu primum Regni ſui heredem, tam de facto tenebimur, & tenebuntur uriliter adjuvare. Sane à ligis, confœderationibus, pactis, conventionibns & tractatibus prædictorum excipimus, & excipi volumus perſonam Sanctiſſimi in Chriſto Patris Romani Pontificis, necnon ſimiliter Regem Aragonum, & filium ſuum primogenitum, qui nunc ſunt; dum tamen idem Rex Aragonum, & filius ſuus primogenitus, qui nunc ſunt, eorumve alter contra dictum fratrem noſtrum Cariſſimum Regem Franciæ, primogenitum natum, aut naſciturum, ſeu primum Regni ſui heredem, Regnum, Terras, Dominia, & ſubditos ſuos, ſive nos, primogenitum naſciturum, aut primum Regnorum noſtrorum heredem, Regna, Terras, Dominia, & ſubditos noſtros, guerram, damnum, vituperium, aut dedecus, ſive detrimentum non faciant, inferant, aut procurent, faciat, inferat, aut procuret, ſive fieri, inferri, aut procurari faciant per alium quovis modo; quod ſi, quod abſit, idem Rex Aragonum, aut ſuus primogenitus, contrarium facerent, ceſſabit dicta exceptio, & nos, primogenitus naſcimrus noſter, aut primus Regnorum noſtrorum heres, cum dicto Cariſſimo fratre noſtro Rege Franciæ, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regni ſui herede, erimus prout ſumus unanimiter confœderati contra Regem Aragonum, & ſuum primogenitum prædictos.

Quæ omnia prædicta, & ſingula nos prædictus Rex Joannes, ſana & proviſa deliberatione Conſilii ſuper hoc habita, pro nobis, primogenito naſcituro, & primo Regnorum noſtrorum herede, Regnis, Terris, Dominiis, & ſubditis noſtris promittimus, & juramus in animam noſtram, promiſeruntque & juraverunt prænominati genitrix & patruus noſtro tutelæque noſtræ nomine ſuper imaginem & memoriam Domini noſtri Jeſu Chriſti Crucifixi, Evangeliaque ſua Sancta per nos & ipſos corporaliter tactam, & tacta, promittimuſque verbo Regio, bona fide, fidemque & homagium eidem præfato Cariſſimo noſtro Carolo Francorum Regi, primogenito nato, aut naſcituro, ſeu primo Regni ſui heredi, præſtando tenere, facere de puncto ad punctum, ſraude & malo ingenio ceſſantibus quibuſcunque adimplere, & inviolabiliter obſervare, & hoc ſub hipotheca & obligatione omnium bonorum noſtrorum, heredum, & ſucceſſorum noſtrorum præſentium, & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex incurrere poteſt tali caſu, inſuper ſub pœna centum millium marcharum auri, in qnibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Caſtellæ & Legionis, interveniente dictorum tutorum noſtrorum autoritate & conſenſu, Regna, & omnia bona noſtra, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum dicto fratri noſtro Cariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regni ſui hæredi, applicandi tanquam pro judicato, condemnato, & confeſſato, & in ipſas pœnas, ſi contra prædicta nos, aut primogenitus noſter naſciturus, ſeu primus Regnorum noſtrorum hæres fecerimus, aut fecerit, confitemur, nos & primogenitum naſcituram, primumque Regnorum noſtrorum hæredem, incurriſſe, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter inciditſe; & nos ipſi de autoritate & conſenſn prædictis primogenitus naſciturus, Regnorumque noſtrorum hæredes & ſucceſſores, Regna, Dominia, Terras, & bona noſtra, hæredum, & ſucceſſorum noſtrorum præſentia & futura pro præmiſſis firmiter adimplendis ſupponimus, & ſuppoſuimus cohertioni & compulſioni Cameræ Sedis Apoſtolicæ, volnmuſque & conſentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & ſingulorum, litteras Apoſtolicas ſuper ipſis ſortiores & meliores dicto ſapientum ſubſtantiâ non mutatâ, nos dictus primogenitus naſciturus, primuſque Regnotum noſtrorum hæres, dicto Cariſſimo fratri noſtro Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, primoque hæredi Regni ſui, facere & concedere tenemur, ac etiam tenentur, quoties per dictum Regem Franciæ ſiatrem noſtrum Cariſſimum, ſeu primogenitum, natum aut naſcitnrum, ſive primus Regnorum noſtrorum hæres ſuerimus, aut ſuerint requiſiti. Cætera vero omnia alia, & ſingula inter utriuſque noſtrum prædeceſſores, ipſumque fratrem noſtrum Cariſſimnm Francorum Regem, & noſtros progenitores, hactenus hinc inde per quemcunque, inſtrumenta, litteras, & tractatus publicos & privatos conjunctim, vel diviſim qualitercumque inita, firmata, ratificata, ſeu declarata, etiam ſi juramentis & promiſſionibus ſint vallata, quæ his in tractatibus non ſunt inſerta, volumus deinceps eſſe nulla, irrita, & caſſata, & caſſamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus.

ANS de J. C. 1475.

In quorum omnium fidem, & teſtimonium præſentes litteras ſigilli noſtri munimine, necnon, ad ampliorem certitudinis firmitatem præfatorum genitricis & patrui nominum ſuſcriptione, ſigillisque unà cum ſigno Notarii publici fecimus, & juſſimus communiri. Datum in Valleoleti, die ſeptima Decembris, anno Domini milleſimn quadringenteſimo octavo.

Nos vero ſupra nominati Alvarus Coneſtabularius, Joannes Archiepiſcopus, Rodericus Comes de Benavento, Procuratores præfati Sereniſſimi Principis & Domini noſtri, Domini Joannis Regis Caſtellæ & Legionis moderni, ſperantes prædictas ligas, confœderattones, amicitias, compoſitiones, conventiones, tractatus, & promiſſiones inter dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis modernum, pro ſe, & pro ſuo primogenito, vel hærede, Regnis, Terris, & ſubditis ſuis ex una, & dictum defunctum Dominum Carolum Sextum, tunc Regem Francorum, genitoremque ejuſdem Domini Regis Francorum moderni, pro ſe, & pro ſuo primogenito, vel hærede, ac Regno, Terris, & ſubditis ſuis ex altera partibus, ſicut præmittitur, initas, conceptas, & firmatas ſore, & futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriuſque prædictorum Regum, ac Regnorum, Reipublicæ proſperum incrementum, præſentibus unà & pariter convenientibus, videlicet ex una parte nobis pro dicto Domino noſtro Rege Caſtellæ & Legionis; & ex alia Reverendiſſimo in Chriſto Patre Domino Dionyſio, Archiepiſcopo Tholoſano, necnon nobili & ſpectabili Domino Joanne de Bonay, milite, Seneſcallo Tholoſæ, Conſiliariis; ac Herveo de Freſnoy Secretario, Ambaſſiatoribus & Nunciis, ac procuratoribus dicti Domini Francorum Regis modemi pro & ad hoc ſpecialiter conſtituris & ordinatis, & per litteras ipſius Domini Regis Francorum moderni. Quarum tenor inſerius inſeretur, vice & nomine dicti Domini noſtri Regis Francorum moderni, & pro eo, proque ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, aliiſque omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe poterit qunmodolibet in futurum, recipientes, acceptantes, & ſolemniter ſtipulantes virtute poteſtatis nobis, ut prædictum eſt, attributæ & conceſſæ per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, vice & nomine ejus, & pro eo hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, cæteriſque omnibus & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, & amicitias, & omnia alia & ſingula in prædictis & circa prædicta per dictum Domi-

ANS de J. C. 1475. Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis moderni, per ejuſque ſupradictos tutores ejus nomine & vice, unà cum dicto Domioo defuncto Carolo Sexto, tunc Rege Francorum, genitore dicti Domini noſtri Regis Francorum moderni, & cum ſupra oominatis Ambaſſiatoribus & Procuratoribus ſuis ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, geſta, habita & conventa, prout in ſuperius inſertis litteris ſuis contenta & expreſſe ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptemus, ac etiam validamus, iterumque de novo tractamus, inimus, ſcimus, & firmamus, ſub pœnis, forma, modis, & obligationibus & qualitatibus ſupra ſcriptis pro dicto Domino noſtro Rege Ceſtellæ & Legionis moderno, proque primogenito ſuo nato, vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, & omnibus aliis quorum intereſt vel intereſſe poterit io futurum, unà cum dictis Conſiliariis, Ambaſſiatoribus & Procuratoribus dicti Domini Regis Francorum ejus vice & nomine egentibus, ac pro eo, & filio ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut Regnorum ſuorum hærede, proque Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus quorum intereſt, aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum, ſimiles & conformes pactiones, conventiones, obligationes, & ſubmiſſiones conſentientibus & facientibus, nobis ſtipulantibus & recipientibus pro & vice dicti Domini noſtri Regis Ceſtellæ & Legionis, ejuſque primogeniti nati, aut naſcituri, aut primi Regnorum ſuorum hæredis, pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus, & aliis ſuprà citatis, prout continetur io eorum litteris conſimilibus & conformibus iſtis, quas nobis tradiderunt. Verumtamen non intendimus in præmiſſis comprehendi clauſulam contentam in ſuperius inſertis litteris, facientem mentionem de exemptione inclitæ memoriæ defuncti Domini Martini, tunc Regis Aragonum, & ſui primogeniti, qui tunc erant; ſed hanc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi, cum etiam ſit ſupervacua, quia ipſe Martinus, & ejus filius, ab hoc ſeculo dudum, ſicut Domino placuit, migraverunt. Promittimus inſuper & juramus in animam dicti Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ſuper imaginem & repræſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti, ac ſua Sancta Evangelie per nos corporaliter tactam & tacta bonâ fide, ceſſantibus fraude & malo ingenio quibuſcumque, omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos quibus ſupra nomine & vice firmata, geſta, & facta ſunt, teneri & tenenda, ac de puncto ad punctum adimpleri & adimplenda, ac inviolabiliter obſervari & obſervanda per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac Regno, Terris, Dominiis ſubditis, & adhærentibus ſuis, ac etiam per eum, & per ejus poteſtatem, litteras ſuprà & infrà ſcriptas acceptandum, approbandum, & confirmandum, eaſque litteras dandum, & tradendum Domino Regi Francorum, quamprimùm per ejus Domini Regis Francorum litteras, aut nuncios requiretur, ſimiles, ſeu conformes, ec ejuſdem virtutis, & efficaciæ litteras dicti Regis Francorum recipiendum, & hoc ſub hipotheca, & obligatione omnium bonorum, hæredumque, & ſucceſſorum ſuorum præſentium, & futurorum, necnon ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere tali caſu, ac etiam ſub pœna centum millium marcarum auri; in quibus obligationibus, & pœnis nos, eumdem Dominum noſtrum Caſtellæ & Legionis Regem, ſua Regna, pariter & ſua, ſuorumque hæredum, & ſucceſſorum bona quæcumque eiſdem Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, ſive naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & erga eum tanquam pro confeſſato, judicato, & condemnato teneri, & ipſas pœnas, ſi contra prædicta idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, aut primogenitus ſuus natus, aut naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres fecerit, aut fecerint, confitemur ipſum Dominum noſtrum Ceſtellæ & Legionis Regem, primogenitumque ſuum natum, & naſcituram, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem incurriſſe, & tam de jure, quàm de facto adjudicamus totaliter incidiſſe, & ipſum, primogenitum ſuum natum, vel naſcituram, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque Regnum, Dominia, Terras, & bona, ac hæredum, & ſucceſſorum ſuorum præſentia & futura, pro præmiſſis firmiter adimplendis ſuppoſuimus, & ſupponimus cohertioni, & compulſioni Cameræ Sedis Apoſtolicæ, volumuſque, & conſentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & ſingulorum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis ſortiores & meliores, dicto ſapientum, ſubſtantiâ non mutatâ, idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, ſeu primogenitus ſuus natus, aut naſciturus, ſive primus Regnorum hæres, dicto Domino noſtro Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, aut naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, facere, & concedere teneatur, quoties per ipſum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, aut naſciturum, aut primum Regni ſui hæredem, idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, eut primogenitus ſuus natus, aut naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres fuerit, aut fuerint requiſiti. In quorum omnium robur, & teſtimonium præſentibus litteris nomina noſtra propria manibus ſubſcripſimus, & ſigilla noſtra fecimus apponi unà cum ſigno & ſubſcriptione Notarii publici infrà ſcripti. Datum, & actum in Oppido de Majorito Toletano, die viceſima nona Januarii, anno à Nativitate Domini ſecundum morem Eccleſiæ Hiſpaniæ milleſimo quadringenteſimo triceſimo quinto. *Yo el Conde-ſtable*, Joannes Archiepiſcopus Hiſpalenſis, Electus Eccleſiæ Toletanæ; *el Conde*, & ego Fernandus Didacus de Toleto, Decretorum Doctor, publicus Apoſtolica autoritate Notarius, ac dicti Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis Auditor Referendarius, ac Secretarius, præmiſſis omnibus, & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, egerentur, & fierent unà cum infrà ſcriptis teſtibus ad hoc vocatis ſpecialiter & rogatis, videlicet egregiis, & ſpectabilibus viris, Petro Nunio Comite de Buelna, Roderico Diaz de Mendoça, Majordomo, Petro Alvare de Oſorio, Cuſtode Majori, Petro Manuel, præfati Sereniſſimi Domini Regis Conſiliariis, ac nobilibus, Bartholomeo de Monteſchieu, Milite, Joanne de la Bricorgne, Armigero, Magiſtro Seguino de Courthardo, Magiſtro in Artibus, & Bacalario in Medicina, Petro Normani Preſbytero Tholoſano, & aliis, præſens interfui, eaque ſic fieri vidi, & audivi, & de mandato doctorum Dominorum Coneſtabularii, Archiepiſcopi Hiſpalenſis, & Comitis de Benavento, præfati Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis, Procuratorum, hoc præſens publicum inſtrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium ſcribi feci, & in publicam formam redegi, ſignoque meo unà cum nominibus, & ſigillorum appenſione ipſorum dicti Domini noſtri Regis Procuratorum ſolitis ſignavi, rogatus pariter & requiſitus in fidem, & teſtimonium omnium, & ſingulorum præmiſſorum, Fernandus Doctor Referendarius, Notarius Apoſtolicus.

ANS de J. C. 1475.

Notum facimus, quòd nos Joannes, Rex Caſtellæ & Legionis prælatus, cupientes decenter, aſperante Deo, conſolidare tam ſinceram inter utrumque Regem, utramque Domum, & utraque Regna, dilectiones, & gentes, conjunctionem, quæ ſua vetuſtate pariter & integritate meruit conſervari, ac præſtanti

ANS de J. C. 1475.

ſtanti ſedulitate foveri, confœderationes, ligas, amicitias, compoſitiones, pacta, conventiones, promiſſiones, obligationes, ac quæcunque alia in ſuperius inſertis litteris contenta per prædictos noſtros Procuratores acta, geſta, habita, concordata & paſſata, quæ omnia, & ſingula perſpicaciter intuentes, nos ipſi firmiter intelleximus, & compichendimus de noſtra certa ſcientia, & ex noſtri Magni Conſilii Prælatorum, Baronum, Magnatum, Peritorumque, & proborum Regnorum noſtrorum ingenti copia reſerti, maturâ & diu digeſtâ deliberatione pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, ſive Regnorum noſtrorum hærede, Regnis, Terris, ſubditis, ditionibus, Dominiis, adhærentibus noſtris, ac omnibus aliis quorum intereſt, & intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperius inſerta ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, iterumque, ac de novo, quantùm opus eſt, facimus, & promittimus per præſentes; quæ quidem omnia & ſingula cum ſuis dependentiis, tangentibus, & connexis, ad hoc præſentibus nominatis Ambaſſiatoribus & Procuratoribus præfati fratris noſtri Regis Francorum, pro ipſo fratre noſtro, proque ſuo primogenito naro, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, aut pro Regno, ſubditis, Terris, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intereſt, vel intereſſe poterit, recipientibus, & acceptantibus, præpoſitis nobis, tactiſque per nos corporaliter Sacroſanctis Evangeliis, præmiſſoque venerabili ſigno Crucis Domini ſuper, in omni tempore cuſtodire, & cuſtodiri, manutenere, & manuteneti, ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare, & obſervari facere; nec unquam per nos vel alium, ſeu alios publice, vel occolte, vel alio quoviſmodo, aliqua ratione, cauſa, vel occaſione contrafacere, aut venire polliciti ſumus, & polliçemur, promiſimuſque, & promittimus, juravimus etiam, & juramus, ac ſolemoiter expromiſimus, & fecimus, expromittimus, & facimus Sacramentum in verbo Regio, & per animam, fidem, & homagium, præfato Fratri noſtro Regi Francorum moderno dictove primogenito, vel hæredi ſuo præſtando, & ſub poenâ perjurii, quam Rex poteſt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter ſub aliis omnibus, & ſingulis pœnis, obligationibus, & ſubmiſſionibus latiùs contentis in ſuperius inſertis litteris; pro quibus omnibus, & eorum ſingulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis, obligamus, hypothecamus, & ſopponimus Regna, & bona noſtra, ac hæredum noſtrorum quorumcumque. In quorum omnium teſtimonium præſentes noſtras litteras per Secretarium ac Notarium noſtrum infrà ſcriptum fieri, & publicari mandavimus, ac nominis, ſigilliique Regii majoris noſtri plombei munimine roborari, Conſiliariis noſtris, videlicet nobili, fideli noſtro Alvaro de Luna Conneſtsbulario, Caſtellæ, ac Sancti Stephani Comite, Reverendiſque in Chriſto patribus, Joanne Archiepiſcopo Hiſpalenſis Eccleſiæ, Toletanæ Electo confirmato, ac Petro Epiſcopo avunculo, & nobili Roderico Alfonſi Pimentel, Comite de Benavento, ac Garcia Fernandi Maria, Comite de Caſtaneda, Petro Maurici Prælide Majori Regni noſtri Legionis, Petro Nuojo Comite de Buelna, Petro Alvare de Oſorio, cuſtode Majori noſtri corporis, Petro Mauuel Avunculo, Roderico Diaz de Mendoça, Mſjordomo, Fernando Lupi de Saldagna, Majori noſtro Rarionale, Doctore, Petro Joannis, & pluribus aliis præſentibus ad hoc ſpecialiter vocatis & rogatis. Datum in Oppido de Majorito, anno Domini milleſimo quadringenteſimo triceſimo quinto, more Hiſpanico, & Regnorum noſtrorum viceſimo nono, die verò ultima Januarii.

Nos igitur Ericus & Joannes, Marchiones præfati, Conſiliarii, & Procuratores prædicti, ſufficienti ad hoc facultate, & autoritate ſuffulti, convenientes vice & nomine memorati Sereniſſimi Principis & Domini noſtri, Domini Henrici Caſtellæ & Legionis Regis, pro ipſo, ac primogenito ſuo naſcituro, ſeu primo Regnorum ſuorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Domioiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque omnibus & ſingulis, quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, unà cum Reverendiſſimo in Chriſto Patre, ac ſpectabilibus & nobilibus viris Dominis, Joanne miſeratioue divina Archiepiſcopo Turonenſi, Gerardo de Burſico Magiſtro Requeſtarum ordinario Hoſpitii, Guillelmo de Stagno, Milite, Domino locorum de Vervinis, de Valle, & Lugarda, Senefcallo Rutbenenſi, & Combellano, Errico de Arceo, Scutifero, Burſario Hiſpaniæ, Conſiliariis Illuſtriſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini Domini Caroli Dei gratia Francorum Regis, & Nicolao de Brolio Notario, & Secretario ejuſdem Principis, Ambaſſiatoribus, Oratoribus, & Nuntiis ſuis apud præfatum & Sereniſſimum Principem Regem Caſtellæ & Legionis, ad hoc ſpecialiter, & expreſſè deſtinatis, & plenam poteſtatem habentibus, prout per litteras utriuſque Regis inferius inſerendis luculenter apparebit, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus pro eodem Chriſtianiſſimo Rege Domino Carolo, ac pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, necnon pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis aliis omnibus, & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, fraternitates, & amicitias, ac omnia, & ſingula in præmiſſis litteris contenta, & expreſſata virtute poteſtatis nobis attributæ & conceſſæ, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus, iterumque, & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus ſub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, ſubmiſſionibus, & clauſis, ac omnibus aliis ſuperius præmiſſis. Promittimus inſuper bona fide, ceſſantibus fraude, & malo ingenio quibuſcunque, polliceamur, & juramus ſuper imaginem, & repreſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti, ac Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, & io animam dicti, Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ſub obligatione omnium bonorum, hæredumque, & ſucceſſorum ſuorum, præſentium, & futurorum, nec non & ſub pœna perjurii, quam Rex incurrere poteſt tali caſu, & centum millium marcarum auri, omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos, quibus ſuprà vice & nomine firmata, inita & tractata ſunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri & adimplenda, atque inviolabiliter obſervari & obſervanda per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & primogenito ſuo naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras acceptanda, approbanda & confirmanda, eaſque litteras dandas & tradendas dicto Domino Francorum Regi, quamprimùm per Suæ Serenitatis litteras, aut nuntios requiretur, ſimiles, ſeu conformes, ac ejuſdem tenoris, virtutis & efficaciæ litteras ejuſdem Suæ Serenitatis recipiendo, atque omnia adimplenda & obſervanda, nos eundem Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, Regna pariter & ſua, ſuorumque hæredum, & ſucceſſorum bona quæcumque; eidem Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confeſſato, & condemnato teneri, & in ipſas pœnas ipſum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis, primogenitumque ſuum naſcituram, vel primum Regnorum ſuorum

ANS de J. C. 1475. hæredem, ſi contra prædicta fecerint, aut fecerit, confitemur incidiſſe, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incurriſſe, & ipſum, primogenitumque ſuum naſciturum, aut primum regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque regna, Dominia, terras, & bona, ac hæredum, & ſucceſſorum ſuorum præſentia, & futura pro præmiſſis firmiter adimplenda ſuppoſuimus, & ſupponimus cohertioni & compulſioni Cameræ Apoſtolicæ. Volumus etiam & conſentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis fortiores & meliores dicto ſapientium, ſubſtantiâ non mutatâ, idem Dominus noſter Rex, ſeu primogenitus ſuus naſciturus, ſive primus regnorum ſuorum hæres dicto Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, aut primo regni ſui hæredi facere & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipſum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel naſciturum, aut primum regni ſui hæredem, idem Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis, aut primogenitus ſuus naſciturus, ſive primus regnorum ſuorum hæres, fuerit requiſitus, vel fuerint requiſiti. Tenor autem facultatis per dictum Chriſtianiſſimum Principem Regem Francorum Ambaſſiatoribus ſuis ſupradictis conceſſæ ſequitur, & eſt talis.

Carolus, Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Solidius regibus & regnis eſſe comperimus ſtabilimentum, dum veris ſtudiis diutiſſimè comprobatas amicitias conſovere, & amplitudine cumulata factas adaugere ſtudet accurata utriuſque ſollicitudo; nam unica eorum potentia mutuâ viciſſitudine ſolidata ſortius reſiſtit, & conſtantius perdurat. Conſiderantes igitur longas amicitias, & intemeratos conſœderationum & ligarum nexus inter noſtros, & Sereniſſimi Principis cariſſimi fratris, ac conſanguinei noſtri Henrici, Dei gratia Caſtellæ & Legionis Regis moderni, prædeceſſores, & inter nos & ipſum, ultra ſanguinis affinitatem qua invicem attingimur, & etiam inter utramque domum, & utrumque regnum, priſcis temporibus hactenus inviolabiliter obſervata, felicem utriuſque domibus, & regnis valetudinem præbuiſſe, ac in adverſis, ut in proſperis, æquâ utilitate perſeveraſſe, ſincerâ voluntate movemur, ut quod à prædeceſſoribus noſtris tam celebriter initum, & actum extitit, à nobis valida firmitudine corroboretur. Notum igitur facimus, quòd nos confidentes de ſapientia, fidelitate, peritiâ, probitate, & ſolertia dilectorum & fidelium noſtrorum conſiliariorum Archiepiſcopi Turonenſis, Girardi de Burſico, Magiſtri Requeſtarum ordinarium hoſpitii noſtri, Guillioti de ſtagno, militis, ac Cambellani noſtri, & Seneſcalli Ruthenſis, Ynigi de Arceo, etiam Conſiliarii noſtri, necnon Magiſtri Nicolai de Brolio, Notarii & Secretarii noſtri, quos deſtinamus ad præfatum fratrem conſanguineum, & confederatum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, ex noſtra certa ſcientia, & matura noſtri conſilii deliberatione, conſtituimus, & ordinamus per præſentes Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Tractatores, Nunciosque ſpeciales & generales, dantes eiſdem, & eorum tribus, quorum dictus Archiepiſcopus ſit ſemper alter, plenam, generalem & liberam poteſtatem, facultatem, autoritatem, & mandatum ſpeciale, amicitias, conſœderationes, & ligas inter noſtros, & præfati fratris noſtri Regis Caſtellæ & Legionis prædeceſſores, initas & conſervatas, vice & nomine noſtri pro nobis, hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris, ac regno, ditionibus, ſubditis, amicis & benevolis noſtris, nobis adhærentibus & adhæſuris, unà cum ipſo fratre noſtro pro ſe, & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus, regnis, Dominiis, & ſubditis, ſeu cum deputatis, aut deputandis ab eo, cum ſufficienti ab ipſo poteſtate confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, & perficiendi, in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas ſub antiquarum conſœderationum, vel ſub alterius tenoris forma, prout ipſis Ambaſſiatoribus, & Procuratoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, ſi quæ in dictarum conſœderationum litteris aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam noſtram, & in verbo regio pro nobis, promittendi prædicta omnia, & ſingula per eos tractata, concordata, & confirmata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari, ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes à prædicto noſtro fratre Rege Caſtellæ & Legionis, & à ſuis quorum interierit, requirendi, petendi, exigendi, ac recipiendi, & inſuper omnia alia, & ſingula exercendi, & gerendi, diſponendi, faciendi, & experiendi, quæ in præmiſſis, & circa ea fuerint neceſſaria, utilia, ſeu etiam opportuna, & quæ faceremus, & diſponeremus, ſeu facere, & diſponere poſſemus, ſi præſentes, & perſonaliter intereſſemus, etiam ſi talia eſſent, quæ mandatum ſpecialius exigerent. Promittimus etiam bona fide, & verbo regio, ac ſub obligatione bonorum noſtrorum quorumcunque, pro nobis, hæredibuſque, ſucceſſoribus, ac regno, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris, nobis adhærentibus & adhæſuris, nos ratum, gratum, firmum, & ſtabile habere, & perpetuò habituros, quicquid per dictos Ambaſſiatores, & Procuratores noſtros, vel per tres eorum, quorum dictus Archiepiſcopus ſemper alter ſit, confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promiſſum, actum, dictum, geſtum, concluſum, diſpoſitum, factumve fuerit in præmiſſis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratis, & diverſis, eaque omnia, & ſingula irrefragabiliter obſervaturos, tenturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam noſtras litteras ſuper his, quotieſcunque erimus requiſiti, ſæpedicto fratri noſtro daturos, ab eodem fratre noſtro conformes recipiendo. In quorum omnium fidem & teſtimonium præmiſſorum, ſigillum noſtrum litteris præſentibus duximus apponendum. Datum apud Magdunum ſupra Ebram, viceſima die menſis Januarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo quarto, & regni noſtri triceſimo tertio. Per Regem in ſuo Conſilio, de la Here. Tenor verò facultatis Procuratoribus noſtris conceſſæ, eſt talis.

ANS de J. C. 1475. Henricus, Dei gratia Rex Caſtellæ & Legionis, &c. Univerſis & ſingulis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem, & gratiam in Domino. Cum mira illuſtratione reperiamus, longævam amicitiæ copulationem grandes afferre quietudines hominibus, quorum animi illam appetunt habere conciliationem, quam à Principio pacti ſunt præſertim eorum Regum, & Principum, qui mutuo affectu & conſanguinitate laudabilem optant obtinere fœderationem; & quia juſtum judicamus, & animo noſtro admodum deſiderabile eſt, quæ inter progenitores noſtros recolendæ memoriæ, & Sereniſſimum Principem Regem Franciæ, fratrem noſtrum modernum, ſuoſque progenitores ſtabilita comperimus ad perpetuam validamque amicitiam concrementia in robur firmitatis contrahere, necnon progenitorum noſtrorum veſtigia proſequendo, adverſa pariter & proſpera utrorumque regnorum, & ſubditorum noſtrorum in proprium reputare commodum, & intereſſe. Notum igitur facimus, quòd nos confidentes, de ſufficientia, prudentia, magna fidelitate ac probitate dilectorum noſtrorum, ſtrenuorumque militum, Errici Lupi de Mendoça, Marchionis de Sanctillana, Comitis del Real, & Joannis Pacheco, Marchionis de Villena, majordomi noſtri, ex noſtra certa ſcientia, & maturâ noſtri conſilii deliberatione conſtituimus, facimus, & ordinamus

per

ANS de J. C. 1475. per præſentes Procuratores, Tractatores, Oratores noſtros generales & ſpeciales, dantes eiſdem plenam, generalem poteſtatem, facultatem, autoritatem & mandatum ſpeciale, amicitias, confœderationes, & ligas inter noſtros, & præfati noſtri Regia Franciæ prædeceſſores, initas & conſervatas vice & nomine noſtri, & pro nobis, hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris, ac regno, ditionibus, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris, nobis adhærentibus & adhæſuris, unà cum ipſo fratre noſtro pro ſe, & ſuis hæredibus, ſucceſſoribus, regnia, Dominiis, & ſubditia, ſeu cum deputandis, aut deputatis ab eo, cum ſufficienti ab ipſo poteſtate confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, petficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas ſub antiquarum confœderationum, vel ſub alterius tenoria forma, prout ipſis Marchiotribus noſtris Procuratoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, ſi quæ in dictarum confœderationum litteris, aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur; jurandique in animam noſtram, & verbo regio pro nobis promittendi prædicta omnia, & ſingula per eos tractata, accordata, & confirmata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari, ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes à prædicto fratre noſtro Rege Franciæ, & à ſuis, quorum intereſt, requirendi, petendi, exigendi, ac recipiendi, & omnia inſuper, & ſingula exercendi, gerendi, & diſponendi, faciendi, & excipiendi, quæ in præmiſſis, & circa ea fuerint neceſſaria, utilia, ſeu etiam opportuna, & quæ faceremus, & diſponeremus, ſeu facere, & diſponere poſſemus, ſi præſentes, & perſonaliter intereſſemus, etiam ſi talia eſſent, quæ mandatum ſpecialius exigerent. Promittimus etiam bonâ fide & verbo regio, ac ſub obligatione omnium bonorum noſtrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibuſque, ſucceſſoribus, ac regno, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris, nobis adhærentibus, & adhæſuria, nos factum, gratum, firmum, & ſtabile habere, & perpetuò habituros quidquid per dictos Ambaſſiatores & Procuratores noſtros ſit confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promiſſum, actum, dictum, geſtum, concluſum, diſpoſitum, factumve fuerit in præmiſſis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratia & diverſis, eaque omnia, & ſingula irrefragabiliter obſervaturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam noſtras ſuper hia, quotieſcumque erimus requiſiti, ſæpedicto fratri noſtro daturos, ab eodem fratre noſtro conformes recipiendo. In quorum omnium fidem, & teſtimonium præmiſſorum ſigillum noſtrum litteris præſentibus duximus apponendum. Datum in civitate Cordubenſi, decima die menſis Julii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo quinto, & regni noſtri anno primo. *To el Rey*, per Regem in ſuo conſilio relator. In quorum omnium robur, & teſtimonium præſentibus litteris nomina noſtra propriia manibus ſubſcripſimus, & ſigillorum noſtrorum fecimus appoſitione roborari, unà cum ſigno, & ſubſcriptione venerabilis Notarii publici infrà ſcripti. Datum, & actum Cordubæ in Eccleſia majori, die decima menſis Julii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo quinto. *El Marques de Villena*, & ego Fernandus Didacus de Toleto decretorum Doctor, Secretarius, ac publicus autoritate Apoſtolica Notarius, & prædicti Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis conſiliarius, audiror referendarius, ac Secretarius, & Regalium Privilegiorum major Notarius, præmiſſis omnibus, dum ſicut præmittitur, agerentur & fierent unà cum infra ſcriptis teſtibus ad hoc vocatis, & ſpecialiter rogatis, videlicet egregiis, & ſpectabilibus viris & Dominis, Domino Frederico Admiraldo majore, & Fernando Alvare de Toleto, Comite de Alva, & Didaco Fernandez de Corgula, & Pagio de Ribera, Mareſcallia, & Didaco Arias majori Rationario, & Andrea de Catena in decretis licentiato auditore, & referendario, omnibus de conſilio dicti Domini noſtri Regia, & Magiſtro Nicolao de Argongis, Licentiato, & Franſciſco Tonares Bacalario in Legibus Canonicis Eccleſiæ Turonenſia, necnon nobilibus viris, Stephano Bernardi, Domino Eſcuerleyo, Adeneto Malſabre, Domino de Corneil, hoc præſens publicum Inſtrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium ſcribi feci, & in publicam formam redigi, ſignoque meo unà cum nominibus ipſorum nobilium, & ſpectabilium virorum Marchionum, Procuratorum prædicti Sereniſſimi Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ac ſigillorum appoſitionum eorum dictorum Dominorum Procuratorum, ſignavi rogatus pariter & requiſitus in fidem, & teſtimoninm omnium, & ſingulorum præmiſſorum, Fernandus Doctor Referendarius, & Apoſtolicus Notarius. ANS de J. C. 1475.

Nos igitur Henricus Caſtellæ & Legionis Rex ſupradictus, volentes promiſſioni pro nobis & noſtro nomine per præfatos Conſiliarios, & Procuratores, ac Oratores noſtros factæ pro conſolidatione tam ſinceri, tamque præclari fidelis contracti inter utrumque Regem, utramque domum, ac utraque regna, ditiones, & gentes, quod ſua vetuſtate pariter & integritate conſervari meruit, ac conſtanti ſedulitate foveri, convenienter ſatisfacere, ac præmiſſia omnibus robur, & munimen adhibere noſtræ regalis autoritatis, ad noſtræ notitiam deduximus confœderationes, ligas, amicitias, compoſitiones, pacta, conventiones, promiſſiones, obligationes, & quæcunque alia in ſuperius inſertis litteris contenta, per dictos hinc inde Procuratores acta, geſta, habita, concordata & paſſata; quæ omnia, & ſingula perſpicaciter intuentes nos ipſi firmiter iotelleximus, & comprehendimus de noſtra certa ſcientia, & ex noſtri Magni Conſilii, Prælatorum, Baronum, peritorumque, & proborum regnorum noſtrorum ingeoti copia referti, maturâ & diu digeſta deliberatione, pro nobis, ac primogenito noſtro naſcituro, ſive regnorum noſtrorum hærede, regnia, terris, ſubditis, ditionibus, Dominiia, & adhærentibus noſtria, ac omnibus aliis quorum intereſt, & intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperius inſerta ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus; iterum, ac de novo, quatenus opus eſt, facimus, & promittimus per præſentes. Quæ quidem omnia, & ſingula cum ſuis dependentiis, emergentiis, & connexis ad hoc præſentibus in ſupra ſcriptis litteris, etiam nominatis Reverendo Patre, ac nobilibus viris, Joanne, Archiepiſcopo Turonenſi, Giraldo le Bourſier, Guillelmo de Stagno, milite, Errico de Arceo, & Nicolao de Brolio, Conſiliariis, Ambaſſiatoribus, & Procuratoribus præfati noſtri Regis Francorum pro ipſo fratre noſtro, proque ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo regni ſui hærede, ac pro regno, ſubditis, terris, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intereſt, vel intereſſe poterit, ſtipulantibus, recipientibus, & acceptantibus, antepoſitis nobis, tactiſque per nos corporaliter ſacroſanctis Dei Evangeliia, præmiſſoque venerabili ſigno ſanctæ Crucis, ſemper, & omni tempore cuſtodire, & cuſtodiri, manutenere, & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare, & obſervari facere, nec unquam per nos, vel alium, ſeu alios publicè, vel occultè, vel alio qnovis modo, aliqua ratione, cauſa, vel occaſione contrafacere, aut venire polliciti ſumus, & pollicemur; promiſimuſque, & promittimus, juravimus etiam, & juramus, ac ſolemniter expromiſimua, & fecimus; expromittimuſque, & facimus Sacramentum, in verbo regio, & per animam noſtram, fidem, & homagium, præfato fratri noſtro Regi

ANS de J. C. 1475.

Francorum moderno, dictove primogenito, vel hæredi ſuo præſtando, & ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter ſub omnibus aliis, & ſingulis pœnis, obligationibus, & ſubmiſſionibus latiùs contentis in ſuperius inſertis litteris, pro quibus omnibus eorum, & ſingulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus, & ſupponimus regna & bona noſtra, ac hæredum noſtrorum quorumcunque. In quorum omnium teſtimonium præſentes noſtras litteras per Secretarium ac Notarium noſtrum, ſupràque & infrà ſcriptum, fieri, publicari mandavimus, ac nominis, ſigilliique noſtri regii majoris plumbei munimine roborari. Datum, & actum in civitate noſtra Cordubenſi in Eccleſia majori, die decima menſis Julii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo-quinto, & regni noſtri anno primo. *Yo el Rey*, per Regem in ſuo Magno Conſilio Relator. Ego Fernandus Diaz Doctor Conſiliarius, Auditor Referendarius, Secretarius, & publicus autoritate Apoſtolica Notarius, præmiſſis omnibus, dum ſic, ut præmittitur, per præfatum Sereniſſimum & Dominum noſtrum Regem agerentur & fierent in ſuo Magno Conſilio, præſentibus, ſtipulantibus, & recipientibus nomine præfati Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Domini Regis Francorum, ſupradictis Reverendiſſimo in Chriſto Patre & Domino Archiepiſcopo Turonenſi, ac ſpectabilibus & nobilibus viris Dominis Ambaſſiatoribus & Nuncius Majeſtatis ejuſdem ad hoc poteſtatem habentibus, hoc præſens publicum Inſtrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, manu propriâ prædicti Sereniſſimi Domini, Domini noſtri Regis roboratum, ejuſque majori plumbeo ſigillo munitum, per alium ſcribi feci, & in publicam formam redegi, ſignoque meo ſignavi, requiſitus, & mandatus in fidem, & teſtimonium omnium, & ſingulorum præmiſſorum. Conſtat autem mihi de raſuris, ſicut & de interlineis tanquam de non factis vitio, ſed ſcribentis errore, quas approbo. Sic ſignatum, Fernandus Apoſtolicus Notarius, ac Regius Referendarius & Secretarius. Tenor verò facultatis, & poteſtatis prædictorum Procuratorum & Ambaſſiatorum ipſius fratris & conſanguinei noſtri Alfonſi, Caſtellæ Legionis & Portugaliæ Regis, ſequitur, & eſt talis.

(a) C'eſt Alfonſe V Roi de Portugal, qui prenoit le titre de Roi de Caſtilla & de Leon, en vertu du droit de ſa femme *Doña Juana*, qu'ils appellent en Eſpagne la *Beltraneja*, parce que ſelon l'opinion commune de ce tems-là, elle étoit fille de Don Beltran de la Cueva, omis de Le-

(a) Alfonſus, Dei gratiâ Rex Caſtellæ, Legionis, & Portugalliæ &c. univerſis præſentibus pariter & futuris has noſtras litteras inſpecturis, ſalutem & gratiam. Notum facimus, quòd nos confidentes de legalitate, fidelitate, & magna prudentia dilecti conſanguinei noſtri Domini Alvari de Ataide, conſiliarii noſtri fidelitimi, nec non egregii viri Licentiati Joannis Delmis, Fiſcalis Procuratoris, eos ex noſtra certa ſcientia, maturaque conſilii noſtri deliberatione conſtituimus, facimus & ordinamus, per præſentes, Procuratores, Tractatores, & Oratores noſtros generales & ſpeciales, dantes eiſdem plenam, generalem & liberam poteſtatem, facultatem, autoritatem, & mandatum ſpeciale, amicitias, conſœderationes & ligas inter noſtros, ac Sereniſſimi conſanguinei & fratris noſtri cariſſimi Regis Franciæ, prædeceſſores initas & confirmatas vice & nomine noſtro, & pro nobis, hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris, ac regnis Caſtellæ & Legionis, & ditionibus, ſubditis & vaſſalis noſtris, & nobis adhærentibus & adhæſuris, unà cum præfato Sereniſſimo Rege Franciæ, fratre noſtro cariſſimo, pro ſe, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus, regnis, Dominis, vel cum ejus Ambaſſiatoribus, Procuratoribus, & Oratoribus ejus nomine confirmandi, tractandi, faciendi, & percipiendi in perpetuum, vel ad certum tempus, ſub antiquarum conſœderationum, vel alterius tenoris formâ, prout ipſis videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, addendi, diminuendi, ſi quæ in dictis confœderationibus, aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam noſtram, & in verbo regio pro nobis promittendi prædicta omnia, & ſingula, per eos tractata, concordata, & confirmata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari, ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes à prædicto Rege, vel ejus Ambaſſiatoribus, & Oratoribus præfati cariſſimi Regis Franciæ fratris noſtri requirendi, petendi, exigendi ac recipiendi, & ſuper omnis alia, & ſingula, exercendi, gerendi, & diſponendi, ac expediendi quæ in præmiſſis, & circa ea fuerint neceſſaria, utilia, ſeu etiam opportuna, & quæ faceremus, & diſponeremus, ſeu facere & diſponere poſſemus, ſi actum in propria perſona gereremus, etiam ſi talia ſint, quæ mandatum ſpecialius exigerent. Promittimus etiam bonâ fide, & in verbo regio, & ſub obligatione bonorum noſtrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus, ac regno, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris adhærentibus & adhæſuris, ratum, gratum, firmum & ſtabile habere, & perpetuò habituros quidquid per præfatos Procuratores noſtros, confirmatum declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promiſſum, actum, & concluſum, factumve fuerit in præmiſſis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratis & diverſis, caque omnia & ſingula irrefragabiliter obſervaturos, expleturos, & confirmaturos, etiam noſtras patentes litteras ſuper his, quoties erimus requiſiti, præfato cariſſimo fratri noſtro daturos, à præfatis Ambaſſiatoribus conformes recipiendo. In quorum omnium fidem & teſtimonium præmiſſorum ſigillum noſtrum in abſentia magni ordinarium litteris præſentibus manu propria firmatis duximus apponendum; datum in civitate Placentina tertia die Junii, anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, ſic ſignatum. *Yo el Rey*, de mandato Domini noſtri Regis in ſuo Conſilio, Eduardus Galno Secretarius.

Nos itaque Oratores, Ambaſſiatores, Procuratores prædicti ad hoc prædicto ſufficienti mandato ſuffulti & communiti, vice & nomine præfati Principis Domini noſtri Alfonſi, ac vice & nomine Illuſtriſſimæ & Auguſtæ Reginæ dictorum regnorum Caſtellæ, Legionis, & Portugaliæ, excellentiſſimæ Dominæ Joannæ ejus prædilectæ & amantiſſimæ ſponſæ, quam pollicemur, ſpondemus, promittimus, & juramus grata, rata firma, illibata habituram & confirmaturam omnia per nos, & ejus vice & nomine geſta, acta, tractata & firmata pro ipſis Rege, & Regina, & pro ſuo filio primogenito naſcituro, ſive pro primo dictorum regnorum ſuorum Caſtellæ & Legionis hærede, ac pro dictorum regnorum, terris, Dominiis, proque ſuis ſubditis, & vaſſallis, & ſibi adhærentibus & adhæſuris, aliiſque omnibus quorum intereſt, vel intereſſe poterit, quomodolibet in futurum præfato Clariſtianiſſimo ac excellentiſſimo Francorum Regi Ludovico, ac pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo regni ſui hæredi, necnon pro regno, terris, Dominis, ſubditis, & adhærentibus ſuis & adhæſuris, aliiſque omnibus, & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in ſururum, conſœderationes, Tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, fraternitates, amicitias, & firmitates, ac omnia, & ſingula in præinſertis litteris contenta & expreſſata, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus; iterumque & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus ſub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, ſubmiſſionibus, & clauſulis, ac omnibus aliis ſuprà ſcriptis, & juramus per nos corporaliter tactis ſacroſanctis Evangeliis & ſanctis ſcripturis coram

ANS de J. C. 1475.

deſma. & non point d'Henri IV. Roi de Caſtille, tenu univerſellement pour impuiſſant. *Voi Comines, chap. 7. du liv. 5. de ſes Memoires, & Mariana, chap. 4. & 7. du liv. 23. de ſon Hiſtoire d'Eſpagne.*

ANS de J. C. 1475. coram ſacra Majeſtate prædicti excellentiſſimi Ludovici Francorum Regis, & io cooſpectu ſuæ celſitudinis inpræſentiarum conſtitutæ pro ipſo rege, & pro ſuo filio primogenito, aut naſcituro, ſeu pro primo dicti ſui regni hærede, promittimuſque, & juramus nos facturos, & curaturos, prout realiter faciemus & curabimus, quod præfatus Rex Alfonſus, ejuſque prædilecta & amantiſſima ſponſa Regina Domina Joanna, ratificabunt, approbabunt, laudabunt, confirmabunt & jurabunt prædictas ligas, & confœderationes, & omnia & ſingula præinſerta per nos ſuos Oratores & Ambaſſiatores acta & tractata, firmata & jurata. Promittimus inſuper bonâ fide, ceſſantibus fraude & malo ingenio quibuſcunque, pollicemur, & juramentum præſtamus in animam dicti Domini Regis Caſtellæ & Legionis, & ſub hypotheca obligationis omnium bonorum, hæredumque, ac ſucceſſorum ſuorum præſentium, & futurorum, necnon & ſub pœna perjurij, quam Rex incurrere poteſt tali caſu, & centum millium marcarum auri, omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos, quibus ſuprà vice & nomine firmata, inita, facta, & tractata ſunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri, & adimplenda, atque inviolabiliter obſervari & obſervanda per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, ac dictam Dominam Joannam, ejus ſponſam, pro ſe, & primogenito ſuo naſcituro, aut primo regnorum ſuorum hærede, ac dictorum regnorum Caſtellæ & Legionis terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis & adhæſuris, ac etiam per eos, & eorum patentes litteras ſuis magnis ſigillis, & omni majori ſolemnitate communitas acceptanda, approbanda, & confirmanda, eaſque litteras dandas & tradendas ſæpe dicto Chriſtianiſſimo Regi, aut ejus Ambaſſiatoribus, ſeu nuntiis, à cujus ſerenitate ſimiles, ſeu conformes, & ejuſdem tenoris, virtutis, & efficaciæ litteras jam recepimus, atque omnia adimplenda & obſervanda nos eoſdem Dominum noſtrum Regem, & Dominam Reginam Caſtellæ & Legionis, regna pariter & ſua, ſuorumque hæredum, ſucceſſorum bona quæcunque Chriſtianiſſimo Francorum Regi, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, aut primo regni ſui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confeſſato & condemnato teneri, & in ipſas pœnas ipſos Dominum Regem, & Reginam Caſtellæ & Legionis, primogenitumque ſuum naſciturum, vel primum regnorum ſuorum hæredem, ſi contra prædicta fecerit, aut fecerint, confitemur incidiſſe, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incurriſſe & ipſum, primogenitumque ſuum naſciturum, aut primum regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque regna, Dominia, terras, & bona, ac hæredum, & ſucceſſorum ſuorum præſentia & futura pro præmiſſis firmiter adimplendis ſuppoſuimus & ſupponimus cohertioni & compulſioni Cameræ Apoſtolicæ, volumuſque & conſentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & ſingulorum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis fortiores & meliores dicto ſapientium ſubſtantiâ non mutatâ, idem Dominus noſter Rex, ſeu primogenitus ſuus naſciturus, ſive primus regnorum ſuorum hæres dicto Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito orto, vel naſcituro, aut primo regni ſui hæredi, facere & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipſum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel naſciturum, aut primum regni ſui hæredem, idem Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis, aut primogenitus ſuus naſciturus, ſive primus dictorum regnorum ſuorum hæres fuerit requiſitus, vel fuerint requiſiti.

Verumtamen nos præfati Ambaſſiatores nomine prædicti Domini noſtri Regis Caſtellæ, ejuſque prædilectæ ſponſæ Reginæ Dominæ Joannæ annullamus, caſſamus, & irritamus illam clauſulam, & exceptionem, quâ in præinſertis antiquis ligis erat exceptatus Rex Aragonum, & filius ſuus primogenitus natus, aut naſciturus, & primus ſui regni hæres, & eam habemus pro caſſa, non appoſita, irrita, & inani. ANS de J. C. 1475.

Io quorum omnium teſtimonium has præſentes litteras manibus & nominibus noſtris ſignavimus, & firmavimus, & noſtris ſigillis communivimus, & roborari fecimus, ſignis & ſubſcriptionibus notariorum publicorum & Apoſtolicorum inſrà ſcriptorum. Datum & actum Pariſiis in domo clauſtrali ſcientifici viri Magiſtri Franciſci Hallé, Archidiaconi Pariſienſis, ſub anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, indictione octava, menſis vero Septembris die viceſima tertia, Pontificatus ſanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, anno quarto.

Et ego Franciſcus Ferrebouc, Presbyter Pariſienſis, in Jure Canonico Licentiatus, publicus Apoſtolicâ & Imperiali, autoritatibus, curiarumque conſervationis Privilegiorum almæ matri Univerſitati Parienſi à ſancta Sede Apoſtolicâ indultorum, & ſpecialis Parienſis Notarius juratus, ipſiuſque ſpecialis ſcriba, poſtquam ipſi Domini Ambaſſiatores præſentes litteras in forma ſubſcripta nobis exhibuerunt, & manu propriâ ſignaverunt, & eorum ſigillis ſigillaverunt, & contenta in eiſdem eſſe vera, & ita per eos fuiſſe & eſſe facta & concordata affirmaverunt, ad ipſorum Dominorum Ambaſſiatorum inſtantiam & requeſtam, & pro approbatione & verificatione promiſſionum, confœderationum, obligationum, & aliorum contentorum in eiſdem, ſignum meum publicum & fieri ſolitum cum ſigno & ſubſcriptione conſcripti Notarii, me hîc manu propriâ ſubſcribendo appoſui requiſitus. Signatum, Ferrebouc.

Et ego Joannes Merati, Parienſis Univerſitatis in decretis Baccalarius, Apoſtolica & Imperiali autoritatibus, curiarumque ſpecialis & conſervationis Privilegiorum Apoſtolicorum almæ Univerſitati Pariſienſis conceſſorum, Notarius juratus. Poſtquam præfati Domini Ambaſſiatores præſentes litteras in forma ſubſcripta exhibuerunt, & eas in Notarii conſcripti, & teſtium infra ſcriptorum præſentiâ manu propriâ ſignaverunt, & eorum ſigillis ſigillaverunt, & contenta in eiſdem eſſe vera, & ita per eos fuiſſe & eſſe facta & concordata affirmaverunt, ad ipſorum Dominorum Ambaſſiatorum inſtantiam & requeſtam, & pro approbatione & verificatione promiſſionum, conſœderationum, obligationum, & aliorum contentorum in eiſdem, ſignum meum publicum & fieri ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii hîc me manu propria ſubſcribendo appoſui requiſitus. Signatum, J. Merati.

Et ad præmiſſa peragenda fuerunt præſentes, nobilis & generoſus vir Dominus Carolus de Gaucourt, miles, ejuſdem loci Dominus, & præfatus Dominus Archidiaconus Parienſis, ac Baltaſtus de Souza, Capitaneus villæ Credulii; Magiſter Robertus Luillier, magnus Vicarius Eccleſiæ Parenſis; Paulus Fumée ſcutifer, Carolus de Goular, & Carolus de Furnellis, necnon etiam Joannes de Montemor, Didacus Prato, Joannes Ludovici, Joannes Alveri, Didacus Roderici, & Stephanus Fernandi, teſtes ad hæc vocati & rogati. Signatum F. Ferrebouc, & J. Merati.

ANS de J. C. 1475.

CDXC.

FRANCE ET BRETAGNE.

Traité de Paix fait entre LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *à Nôtre Dame de la Victoire prés Senlis, le 9. Octobre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 165.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France : à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme depuis le trepas de feu notre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, pluſieurs guerres, diviſions & differences, aient été mûës & ſuſcitées entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de BRETAGNE, dont innumerables maux & inconveniens s'en ſont enſuivis. Nous deſirant de tout nôtre cœur appaiſer & éteindre leſdites diviſions & differences, pour relever le pauvre peuple de miſere, le garder d'oppreſſion, & éviter la cruelle effuſion de ſang humain, conſiderant que à l'honneur & loüange des Princes Chrétiens, rien n'eſt plus convenable que de deſirer & aimer Paix, de laquelle le bien & le fruit és choſes terriennes & mortelles eſt ſi grand que plus ne pourroit, en aiant regard ſingulier à la bonne & louſable amour, qui le tems paſſé a été entre nos predeceſſeurs Rois de France, & les predeceſſeurs de nôtredit Neveu Duc de Bretagne. Aprés pluſieurs ouvertures & pourparlés ſur ce eûs entre nous, & nôtredit Neveu & Couſin, ou les Gens de ſon Conſeil à ce Commis, par l'avis & deliberation de pluſieurs Gens de nôtre Sang, de nôtre Grand-Conſeil, & autres, avons Traité & accordé avec nôtredit Neveu & Couſin, en la forme & maniere contenuë & declarée és articles, dont la teneur s'enſuit.

Et premierement ont fait, pris, & contracté, font, prennent, & contractent enſemble Paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, bonne & vraie union, & reçoit le Roi ledit Duc comme ſon bon parent & Neveu, en ſa bonne grace & amour, & promet de lui ſecourir & aider, & deffendre envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans nul excepter, & n'entreprendra, ne ſouffrira entreprendre, faire ne pourchaſſer à ſa perſonne, ni à ſes Païs & Seigneuries, mal, ennui, dommage, ne inconvenient, par quelque moien, ne pour quelque choſe que ce puiſſe être, & quitte, éreint, & met hors de ſon courage tous déplaiſirs, inimitiez, guerres, malveillances, haines, diſcords, & toutes choſes avenuës au tems paſſé, & les met au neant, tout ainſi que ſi onquemais n'euſſent été ou fuſſent avenuës, ſans ce que jamais lui, ſes hoirs, ne ſucceſſeurs, en puiſſent faire ne mouvoir aucune queſtion ou demande, en maniere quelconque, de quelque qualité que ſoient ou puiſſent eſtre leſdites choſes. Voulant & octroiant, veut & octroie le Roi, que cette preſente quittance generale vaille, & ſoit de tel & ſi grand effet, comme ſi les déplaiſirs, guerres, malveillances, & choſes devant touchées, leurs qualitez, & tout ce que s'en eſt enſuivi, étoient expreſſement ſpecifiez & declarez en ces preſentes. Et pareillement le Duc aidera & ſervira le Roi en la deffenſe de lui & de ſon Roiaume, envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans nul excepter, & n'entreprendra, ne ſouffrira entreprendre, faire, ne pourchaſſer en ſa perſonne, ſon Roiaume, ne à ſes Païs & Seigneuries, mal, ennui, dommage, ne inconvenient, par quelque moien, ne pour quelque choſe que ce puiſſe eſtre.

Item. Et pour ce que à l'occaſion des diviſions, queſtions, & differences, qui par ci-devant ont été entre le Roi & le Duc, icelui Duc a été meû & contraint de faire & contracter par écrit, par ſerment, promeſſes, ou en autre façon quelconque, aucunes fraternitez, alliances, & confederations, ledit Duc les abolit, & s'en départ du tout, ſans jamais en uſer, ores, ne pour le tems avenir, allencontre du Roi & de ſon Roiaume.

Item. Et demeurera le Duc en ſon Duché tenu envers le Roi, & lui obeïra en la maniere comme il faiſoit au tems du feu Roi Charles VII. de bonne memoire ſon Pere.

Item. Et le Roi de ſa part gardera & maintiendra le Duc en toutes les franchiſes & libertez de ſa perſonne, ainſi que lui & ſes predeceſſeurs ont été és tems paſſez : & laiſſera ledit Duc pour ſon Païs & Duché de Bretagne, joüir & uſer paiſiblement & franchement des droits, nobleſſes, préeminences, franchiſes, libertez, & prerogatives d'icelui Duché, & qui appartiennent, & deſquelles lui & ſes predeceſſeurs ont joüi & uſé, ſans lui faire ou donner, ne ſouffrir eſtre fait ou donné aucun trouble, empêchement, queſtion ou moleſtation quelconques, reſervez les droits dus & accoutumez au Roi, ainſi qu'en uſoit le Roi Charles VII. de bonne memoire.

Item. Et ſi aucun ou aucuns s'efforçoient ou s'avançoient de faire aucune entrepriſe à l'encontre de la perſonne dudit Duc, ſes Païs & Seigneuries, le Roi ſera tenu ſecourir & aider ledit Duc, & le garder & deffendre envers tous ceux qui le voudroient grever, ſans aucun excepter, & en ce emploier ſes gens de guerre, tant de ſon Ordonnance, que de ſon Arriere-ban, & toute ſa puiſſance, tant par Mer que par Terre ; & incontinent qu'il aura connoiſſance de ladite entrepriſe, en ſera avertir ledit Duc, & de ſoi-meme y reſiſtera de tout ſon pouvoir, en y donnant toutes les proviſions à lui poſſibles, tout ainſi qu'il feroit pour ſa propre perſonne, & pour ſon Roiaume, nonobſtant toutes autres alliances faites par le Roi avec autres Princes, & auſquelles ſera dérogé par ces preſentes, en tant que touche & peut toucher les faits & intereſts du Duc, ſes Païs, Seigneuries, & ſujets ; icelles alliances neanmoins demeurant en leur force & vertu en autres choſes. Et le Duc auſſi de ſon côté, ſi le cas avenoit d'aucune entrepriſe ſur le Roi, ſon Roiaume, Païs & Seigneuries, ledit Duc ſera tenu aider & ſervir le Roi, & le garder & deffendre envers tous ceux qui peuvent vivre & mourir, & qui le voudroient grever, ſans aucun excepter, & y emploier ſes gens de guerre, ſoit d'Ordonnance, Ban & Arriere-ban, & toute ſa puiſſance, tant par Mer que per Terre ; & incontinent qu'il en aura connoiſſance en ſera avertir le Roi, nonobſtant toutes autres alliances faites, & de ſoi-même y reſiſtera de tout ſon pouvoir, en y faiſant donner toutes les proviſions à lui poſſibles, tout ainſi qu'il feroit pour ſa propre perſonne, & pour ſes Païs & Seigneuries.

Item. Et en tant que touche les ſujets du Duc, & auſſi ſes ſervireurs, de quelque Païs, état ou condition qu'ils ſoient, le Roi dés à preſent rejette, quitte, & entierement delaiſſe tous déplaiſirs, inimitiez, & malveillances, & generalement toutes les choſes, qui pour occaſion des méfiances, diviſions, & differences touchées ci-deſſus, ont été & ſont avenuës, les met du tout à neant, & les tient & repute le Roi pour non faites & non avenuës, ſans ce que ores pour le tems à venir leur en ſoit & puiſſe être fait aucun ennui, dommage ou déplaiſir, & les a reçus & reçoit le Roi à tous leurs biens, Terres, Seigneuries, & poſſeſſions immeubles, nonobſtant toutes ſaiſines, main-miſes, & tous dons & tranſports que le Roi en pourroit avoir fait : & pour quelque choſe paſſée, le Roi ne leur fera, ne ſouffrira eſtre fait, ennui, déplaiſir, ou dommage, en corps ne en biens, en aucune maniere. Toutefois au regard de Pierre de Riviere, & de Pierre d'Urſé, le Roi leur octroie lettres d'abolition, ſelon les modifications, & forme & maniere declarées és lettres particulieres

ſur

ANS de J. C. 1475.

ſur ce faites. Et pareillement au regard des gens ſerviteurs du Roi, & autres, de quelque Païs, état & condition qu'ils ſoient, ils retourneront, & les reſtituë ledit Duc à tous leurs biens, Terres, & poſſeſſions immeubles étant audit Duché, nonobſtant quelconques ſaiſines, main-miſes, dons, tranſports, alienations, & autres empêchemens quelconques, que le Duc en pourroit avoir faits, ou autres de par lui; & pour quelque choſe paſſée le Duc ne leur ſera, ne ſouffrira eſtre fait ennui, déplaiſir, ou dommage, en corps ne en biens, en aucune maniere.

Item. Que le Roi fera reſtituer & remettre ledit Duc, en la poſſeſſion & ſaiſine réelle de toutes les Terres & Seigneuries, qui à l'occaſion des queſtions & differences deſſuſdites auroient été priſes & ſaiſies en ſa main, revoquant, caſſant, annullant, & mettant du tout au neant leſdites ſaiſines, main-miſes, enſemble tous dons, contrats, alienations, & tranſports que par le Roi, ou autres aians pouvoir, commiſſion, ou droit de lui, auroient été faits à quelconques perſonnes, & par quelque titre que ce ſoit, ſans faire ne ſouffrir aucun trouble ou empêchement lui eſtre mis ou donné en la poſſeſſion & joüiſſance deſdites Terres & Seigneuries.

Item. Et s'il avenoit que aucuns ſiniſtres rapports fuſſent faits au Roi de la perſonne dudit Duc, par écrit ou autrement, contre l'effet & ſubſtance de cette preſente Paix & Union, le Roi en ſera avertir le Duc le plûtôſt que poſſible lui ſera, afin que ledit Duc puiſſe ioformer le Roi de la verité. Et auſſi ſi aucuns rapports étoient faits audit Duc de la perſonne du Roi, en quelque maniere que ce ſoit, ledit Duc ſera tenu d'en avertir le Roi en toute diligence, & le plûtoſt qu'il pourra.

Item. Que le Roi & ledit Duc, ont promis & juré, & accordé en parole de Prince, & ſur leur honneur, & par les foi & ſerment de leur corps, & ſur la vraie Croix de S. Lou, les reliques de Monſeigneur S. Hervé, & de S. Jude, & ſur l'obligation de tous leurs biens meubles & immeubles, preſens & à venir, de tenir, obſerver, & garder inviolablement, & ſans enfreindre, toutes les choſes deſſuſdites, & chacunes d'icelles, ſans jamais aller ne venir à l'encontre en aucune maniere, pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, & de ce bailleront leurs lettres en forme auteutique, & des ſermens qu'ils ſeront ſur leſdites reliques, ſeront baillez lettres d'une part & d'autre.

Savoir faiſons, que pour conſideration des choſes deſſuſdites, & ſingulierement en l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, ladite Paix, amour, Union, & Alliance, d'entre nous, & nôtredit Neveu & Couſin, enſemble toutes & chacune les choſes deſſuſdites, contennës & declarées eſdits articles ci-deſſus inferez, & chacun d'iceux, avons jurées, promiſes, & accordées, & par ces preſentes jurons, promettons, & accordons, promettant en parole de Roi, ſur nôtre honneur, & par la foi & ſerment de nôtre corps, ſur les Saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez, & ſur l'obligation de tous & chacuns nos biens, les tenir, entretenir, garder, obſerver, faire, & accomplir de point en point ſelon leur forme & teneur, ſans jamais faire, aller, ne venir, ne faire aller ne venir à l'encontre, par nous ne par autres, en quelque maniere que ce ſoit. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Nôtre-Dame de la Victoire prés Senlis, le neuvieme jour d'Octobre l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Eſt écrit ſur le repli: par le Roi, l'Evêque d'Evreux, les Sires de Torcy, de Gié, d'Achon, d'Argenton, M. Raoul Pichon, & pluſieurs autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, par duplicata, & eſt ledit acte ſcellé d'un grand ſcel de cire jaune, ſur une bande de parchemin.

ANS de J. C. 1475.

Pour le Traité de Paix de Senlis, entre Louis XI. Roi de France, & le Duc de Bretagne, à la Victoire les Senlis, le 16. Octobre 1475.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour le bien, ſeûreté, tuition, & deffenſe de nous, nôtre Roiaume, Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets, preſerver & garder le pauvre peuple d'oppreſſion, moleſtations & travaux, & le relever de miſere, conſiderant les grands maux, inconvenens, & dangers qui euſſent pû avenir à cauſe des guerres, diviſions, & differences, ſi elles euſſent été continuées en nôtre Roiaume, ainſi que par ci-devant elles y ont eû cours, & été encommencées, & pour obvier à la cruelle effuſion de ſang humain, aions fait, pris, & contracté avec nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de BRETAGNE, Paix perpetuelle, amitié, alliaoce & confederation, bonne & vraie union, & l'aions reçu, comme nôtre bon parent & Neveu, en nôtre bonne grace & amour, & promis le ſecourir, aider, & ſupporter envers & contre tous, ainſi que plus à plein eſt contenu & declaré és articles accordez entre nous & nôtredit Neveu, ou les Gens de ſon Conſeil à ce commis de par lui, inferez és lettres de ladite Paix & Union ſur ce faites & paſſées: & ſemblablement nôtredit Neveu, de ſa part, nous ait promis aider, & ſervir envers & contre tous.

Savoir faiſons, que nous deſirant de tout nôtre cœur entretenir, garder, & accomplir inviolablement ladite Paix, amour & union, & appaiſer & éteindre leſdites diviſions & differences, promettons en parole de Roi, ſur nôtre honneur, & par la foi & ſerment par nous fait ſur la vraie Croix, & les reliques de Monſieur S. Hervé & S. Jude, & ſur les Saints Evangiles de Dieu, & le Saint Canon de la Meſſe, pour ce par nous manuellement touchez, tenir, & entretenir ladite Paix, amitié, union, alliance, & confederation d'entre nous & nôtredit Neveu, inviolablement, ſans jamais aller, faire, ne venir à l'encontre, & quant à ce tenir & garder, nous ſoumettons & obligeons par ces preſentes aux cenſures du Saint-Siege Apoſtolique.

Et en outre pour plus grande ſeûreté de la perſonne de nôtredit Neveu, nous promettons que dedans la feſte de Noël prochainement venant, nous baillerons, & ferons bailler les ſcellez des Seigneurs de nôtre ſang, & autres Seigneurs de nôtre Roiaume, qui alors ſeront nommez & declarez: & dedans Pâques prochainement venant, baillerons, & ferons bailler les lettres confirmatoires de la Paix, par les Gens d'Egliſe, les Nobles, & autres Etats de nôtredit Roiaume, à condition que dedans leſdits termes nôtredit Neveu & couſin ſera ſemblablement tenu bailler & fournir de ſa part ſemblables lettres.

En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à la Victoire lés-Senlis, le ſeizieme jour d'Octobre, l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Ainſi ſigné, Loüis. Et ſur le repli eſt écrit: par le Roi, l'Archevêque de Lion, les Sires de Curton, de Gié, du Lude, d'Achon, de Grandmont, de l'Iſle, & autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, & ſcellé d'un ſceau de cire jaune à demi rompu.

ANS de J.C. 1475.

Promeſſe de Loüis XI. Roi de France, au Duc de Bretagne, de le maintenir en ſes libertez. Donnée à Nôtre Dame de la Victoire pres Senlis, le 16. Octobre 1475.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Savoir faiſons, que par le Traité & apointement de la Paix finale, union & amitié, preſentement pris, faits, conclus, & accordez entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de BRETAGNE, nous avons voulu & octroié, accordé & promis, & par ces preſentes voulons, accordons, octroions, & promettons en parole de Roi, à nôtredit Neveu, tenir & garder ſa perſonne en toute franchiſe & liberté, ſans le contraindre à aller, ne partir ſa perſonne hors ſon Pais & Duché de Bretagne, ſi ce n'eſt de ſon bon vouloir & plaiſir; & ainſi l'avons juré & jurons par nos foi & ferment tenir, ſans jamais faire ou aller, ne ſouffrir eſtre fait à l'encontre en aucune maniere. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & icelles fait ſceller de nôtre ſcel. Donné à la Victoire le ſeizieme jour d'Octobre, l'an de grace 1475. Signé, Loüis. Et ſur le repli: par le Roi, l'Archevêque de Lion, les Sires de Curton, de Gié, du Lude, d'Achon, de Grandmont, de l'Iſle, & autres preſens. Signé, Petit, & ſcellé ſur double queuë de velin en cire jaune.

(a) Quoique cette Main-levée ſoit plus nouvelle d'un mois que le Traité ſuivant on la met pourtant ici, parce que c'eſt une dépendance du Traité de Senlis.

(a) *Main-levée aux ſujets de Loüis XI. Roi de France, & du Duc de Bretagne, par la Paix faite entre eux. Donnée au Pleſſis-les-Tours, le 25. Novembre 1475.*

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous nos Juſticiers, & Officiers, ou à leurs Lieutenans, Salut. Comme par le Traité, apointement, & accord depuis naguere faits entre nous & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de BRETAGNE, ait expreſſement été dit, que tous les ſujets & ſerviteurs, tant d'une part que d'autre, de quelque Pais, érat, ou condition qu'ils ſoient, retourneront dans tous leurs biens, Terres, Seigneuries, & poſſeſſions immeubles, qui à cauſe des guerres & diviſions, qui par ci-devant ont eû cours entre nous, & nôtredit Neveu & Couſin, avoient été empeschez, nonobſtant toutes ſaiſines, main-miſes, & tous dons & tranſports qui en peuvent avoir été faits; & que cette reſtitution n'ait encore été faite d'une part ne d'autre; pour ce eſt-il que nous voulant entretenir, faire, & accomplir tout ce que a été promis de nôtre part, vous mandons & commandons par ces preſentes; & à chacun de vous endroit ſoi, ſi comme à lui appartiendra, que nôtre main, & tout autre empeschement mis & apposé en & ſur quelconques Terres, Seigneuries, heritages, ou poſſeſſions immeubles appartenans aux ſujets & ſerviteurs de nôtredit Neveu & Couſin, à cauſe des guerres & diviſions, qui ont eû par ci-devant cours entre nous & nôtredit Neveu, en quelque lieu qu'ils ſoient ſituez & aſſis, en nôtre Roiaume & obeïſſance, vous leviez & ôtiez à pur & à plein, ainſi que nous l'avons levée & ôtée, levons & ôtons par ces preſentes, & d'icelles Terres & Seigneuries, heritages, & poſſeſſions immeubles, les faſſiez, ſouffriez, & laiſſiez joüir & uſer pleinement & paiſiblement, en contraignant, ou faiſant contraindre à ce faire & ſouffrir les Commiſſaires commis au regime & gouvernement d'icelles Terres & poſſeſſions, & tous autres qui pour ce ſeront à contraindre, reellement & de fait, par toutes voies & manieres dues & raiſonnables. Car ainſi nous plaiſt-il, & voulons eſtre fait nonobſtant quelconques ſaiſines, main-miſe, dons, & tranſports qui en puiſſent par nous avoir été faits. Et pour ce que de ces preſentes l'on pourra avoir à beſoin en pluſieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait ſous ſcel Roial, foi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. Donné au Pleſſis du Parc lés-Tours, le 25. jour de Novembre l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Et plus bas eſt écrit: par le Roi, les Archevêques de Lion, & de Vienne, les Sires de Beaujeu, d'Angoulême, de Dunois, de Narbonne, de la Belliere, d'Achon, de Grandmont, de Concreſſault, de Mauny, M. Jean Pellien, & autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, & ſcellé d'un grand ſceau de cire jaune en ſimple queuë, & paroit avoir été ſcellé d'un autre ſceau.

ANS de J.C. 1475.

CDXCI.

Traité d'Alliance des SUISSES, *avec* LOUIS XI. *Roi de France, qui leur promet* 20000. *livres de penſion, réglant la ſolde des Suiſſes qui ſerviront la France, du* 26. *Octobre* 1475. Frederic Leonard. Tom. IV.

France et Suiſſes.

NOs Burgimagiſter, Sculteti, Ammani, Conſules & Communitates Oppidorum, & Provinciarum Zurich, Berne, Lutzerne, Uri, Swytz, Ondrewelder, Zug, & Glaris Magnæ Ligæ Alamaniæ ſuperioris, & Sculteti, & Conſulatus Communitatum, Friburgi & Soladri: univerſis præſentes inſpecturis pareſacimus, quia inter Chriſtianiſſimum, Sereniſſimumque Dominum Ludovicum Regem Franciæ, herum nobis præ cæteris longè gratioſiorem, & nos in hunc uſque diem fida charitas & dilectio, unio, & perennes intelligentiæ extiterunt, & exiſtunt, animo ponderavimus, & concluſimus eaſdem intelligentias, amicitiaſque mutuas roborare, extenſiùs producere, eâ ſpe ut ex hoc, ceu fundamento noſtrarum omnium partium ſtatus, & commoditas firmitatem nanciſcatur non mediocrem. Horum itaque occaſione cum præfato Domino Rege hanc ſinceræ & intemeratæ fidei intelligentiam unionemque amplexi ſumus eo modo qui ſequitur.

In primis quod Rex ipſe nos in omnibus, & ſingulis noſtris guerris, ſpecialiter contra Ducem Burgundiæ, omneſque cæteros ſuis in expenſis fidele auxilium, juvamen, & defenſionem impartiri debet. Præterea quoad vixerit, ſingulis annis pro caritatis ſuæ comprobatione, nobis in Civitate ſua Lugdunorum expedire, & ſolvi diſponere viginti millia Francorum qualibet quatuor anni partium quinque millia æqualiter inter nos præfatas partes diſtribuendorum: & ſi Rex ipſe ſuis in agilibus, & guerris auxilio noſtro egeret, noſque ſuper eo requireret, ex tunc debemus illud numero virorum armatorum, prout nobis honeſtum & poſſibile fuerit, ſibi impendere, ſi & in quantum nos propriis guerris non fuerimus occupati, ſuis tamen in expenſis. Rex autem cuilibet armatorum, pro menſis ſpatio, annum duodecim menſibus computando, tribuere debet quatuor florenos Rheni, & medium. Et cum hujuſmodi auxilia requirere duxerit, debebit Rex ipſe ſalarium cuilibet ex eis pro ſpatio unius menſis competens ad unum ex Oppidis Zurich, Berne, vel Lutzerne tranſmittere, & pro duobus alteris menſibus ſalaria in Civitate Gebennenſi, vel alio in loco nobis apto & grato, enumerari faciet, & quamprimùm noſtrates domos ſuas egreſſi fuerint incipiet curſus temporis trimeſtris, ipſique reſervatæ ſunt omnes & ſingulæ immunitates privilegiaque quibus cæteri Soldati Regii gaudent, & potiuntur. Et ſi nos ullis temporibus, noſtris in guerris contra & adverſùs Ducem Burgundiæ Regem ipſum

ANS de J. C. 1475.

ipſum nobis ut auxilium impenderet, requireremus, & ipſe aliàs propter guerras ſuas nobis ſuccurrere non poſſet; ex tunc quo magis nos ipſi tales guerras continuare poſſimus, Rex ipſe nobis quandiu eaſdem manu efficaci pmſequemur, qualibet quatuor anni partium in Civitate ſua Lugdunorum numerari faciet viginti millia florenorum Rheni, & nihilominus ſummam Francorum ſupra nominatam. Et cùm nos cum Duce Burgundiæ, vel alio Regis vel noſtro inimico, pacem vel treuguas facere voluerimus, quod etiam poſſumus, debemus & tenemur nos Regem ipſum, ſpecificè & ſingulariter reſervare, & ſicut nos providere, vice verſâ Rex ipſe in omnibus guerris ſuis cum Duce Burgundiæ & cæteris, ſi & in quantum pacem, vel treuguas facere voluerit, quod etiam poteſt, debet & tenetur nos ſicut ſe ſpecificè & ſingulariter providere, & reſervare. Et in iis omnibus pro parte noſtra excipimus Sanctiſſimum Dominum noſtrum Pontificem, Sacro-Sanctum Romanum Imperium, & omnes & ſingulos, cum quibus nos fœdera, uniones, intelligentias, aut obligationes litteris & ſigillis munitas, in hunc uſque diem contraximus; pariformiter ex parte Regis itidem remoto Duce Burgundiæ, verſùs quem Rex ipſe, & nos id efficiemus quod ſupra cautum eſt. Et ſi juxta diſpoſitionem rerum ipſarum cum Duce Burgundiæ impræſentiarum guerris involuti fuerimus, ex tunc incontinenti debet Rex ipſe erga eundem Ducem guerras, & pecunias eum manu efficaci movere, & ex parte ſua ſolerter operari, quæ pro conſuetudine guerrarum ſolita & ſibi & nobis proficua, commodoſaque exiſtunt, omni dolo & fraude excluſis. Et quia hæc amica unio per dies quibus Rex vitam colet, quos Deus ipſe clementiâ ſua in longum deducat, bona fide, firma illibataque ſervari, & eidem ſatisfieri debebit, ea propter Regi ipſo has litteras, ſigillis Oppidorum & Provinciarum quibus utuntur, munitas, aſſignari fecimus: nam pares à Majeſtate ſuâ ſigillo ejuſdem roboratas accepimus. Nos vero præfatæ communitates Oppidorum Friburgi & Solodarenſis, ea omnia & ſingula fatemur, grataque, & accepta fecimus, & habemus, in quorum evidentiam ſigilla noſtra præſentibus etiam appendi fecimus. Datas 26. menſis Octobris anno à Nativitate Domini 1475.

CDXCII.

ANS de J. C. 1475. L'EMPIRE ET LA FRANCE.

Confédération entre FREDERIC III. *Empereur*, & LOUIS XI. *Roi de France, confirmant tous les Traitez faits entre l'Empire & la France, depuis le tems de S Charles Empereur, du dernier Décembre*, 1475. *ratifiée à Paris le dix-ſeptiéme Avril ſuivant.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 171.

FRIDERICUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, & Auſtriæ, Stiriæ, Karinthiæ, & Carniolæ Dux, Comeſque Tirolis; & nos LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex, recognoſcimus & notum facimus univerſis, pro nobis, ſucceſſoribus, & heredibus noſtris, quòd nos animadvertentes ſane veterem benevolentiam, amorem, & amicitiæ vinculum, quibus prædeceſſores noſtri Domini Romanorum Imperatores, ac Reges, ſacrumque Romanum Imperium, & Sereniſſimi Reges, inclitumque Regnum Francorum, à temporibus divæ memoriæ Sancti Caroli, Romanorum Imperatoris, ſe mutuo colebant, & invicem conſœderabantur; nos tam ſalubri eorum ſœdere moti, ſtudenteſque prædeceſſorum noſtrorum veſtigia imitari, ad laudem omnipotentis Dei, & ad exaltationem Chriſtiani nominis, pacemque & tranquillitatem Terrarum, & Dominiorum nobis ſubjectorum, & ut hujuſmodi fœdus amicitiæ, ac amoris & benevolentiæ vinculum inter nos continuetur, & in dies magis ac magis augeatur & ſtabiliatur, utriuſque noſtrum imperium, Regna, ac ſtatus in ſuis dignitatibus & honoribus conſerventur, & incrementum accipiant, & ſubditi noſtri felici otio, ac pace gaudeant, & tranquillitate fruantur, pro renovatione priſtini fœderis, benevolentiæ, ac amoris, nos invicem univimus, conſœderavimus, & colligavimus, unimus, conſœderamus & colligamus per præſentes, ita & taliter, quòd ex nunc in futurum, perpetuò & mutuò, ac invicem uniti, conſœderati & colligati erimus, & cum perſonis, imperio, Regnis, principatibus, Dominiis, & ſubditis noſtris omnibus, quos nunc tenemus, & concedente Deo in futurum acquiremus, & poſſidebimus, indiſſolubilem, perpetuam, firmam, chriſtianam, ſinceram, & mutuam pacem, & amicitiam conſtanter & inviolabiliter ſervabimus, & tenebimus, nec clam, nec apertè, nobis invicem adverſabimur, neque ullus noſtrûm alteri, neque Imperio, Regnis, Principatibus, Terris, Dominiis, neque ſubditis ſuis bellum, aut damna inferet, neque à ſubditis ſuis inferri patietur, ſed nos mutuo Conſilio & Auxilio fideliter & ſincerè adjuvabimus, & invicem aſſiſtemus, in omnibus incrementum Imperii, Regnorum, ſtatuum, dignitatum & honorum noſtrorum concernentibus & promoventibus; nulluſque noſtrûm ad alterius Imperium, Regna, Principatus, Terras, Dominia, ſubditos, dignitates, aut honores, quos modò tenemus, &, largiente Domino, in futurum poſſidebimus, ſeu ad quos, & quæ alteri noſtrûm, ac ejus Imperio, ac Regnis jus competit, in alterius præjudicium aſpirabit, anhelabit, recipiet, acceptabit, manutenebit, neque ejus adverſarios, & rebelles tuebitur, neque favorizabit, nec quicquam clam, vel apertè faciet quod alteri noſtrûm, ac ejus Imperio, Regnis, & ſubditis adverſari, aut damnoſum eſſe poſſit; ſed unuſquiſque noſtrûm alterius bonum & commodum procurabit, & damna pro poſſe ſuo avertet. Si quis verò cujuſcunque conditionis, ſtatus, aut honoris exiſtat, ſolo Domino noſtro Sanctiſſimo, ac Sede Apoſtolica demptis, nobis, aut alteri noſtrûm, Imperio, Regnis, aut ſubditis noſtris, aut alterius noſtrûm bellum inferre voluerit, aut honorem, dignitatem, imperium, Regna, Terras, Dominia, aut ſubditos noſtros, aut alterius noſtrûm in toto, aut ex parte ſibi uſurpare, & vindicare contenderet; aut ſi unus noſtrûm pro recuperatione eorum, quæ ſibi, aut ejus Imperio, ac Regno ablata ſunt, aut alia neceſſitate exigente alicui bellum indixerit; aut ſi, quod Deus avertat, ab aliquo noſtrûm ſubditi ſui defecerint, aut rebellaverint, in quibus caſibus quibuſcumque unus noſtrûm alterum ſuper hoc requiſierit, nos mutuò, fideliter & conſtanter adjuvabimus, & auxiliabimur, prout ſuper hujuſmodi juvamine & auxiliis conveniemus, & per nos ſuper hoc fuit concordatum. Præterea, ſi unus noſtrum cum aliquo, aut pluribus concordiam, pacem, treugas, belli ſufferentias, aut ſœdus inibit, faciet, aut acceptabit, illud cum alterius ſcitu & voluntate facere, & cum ſibi expediet, & ipſe hoc deſideraverit, unà ſecum in his includere & comprehendere debet, nec quoquo modo ab his excludere, niſi voluntas ejus ad hoc acceſſerit. Nolumus etiam per quaſcumque ligas, intelligentias, conſœderationes, & inſcriptiones per nos ante hanc noſtram ligam, intelligentiam, conſœderationem, & inſcriptionem cum quibuſque, nemine dempto, factas, aut quas in futurum faciemus, huic ligæ, conſœderationi, & unioni noſtræ, in aliquo præjudiciari, aut quitatibus tam pro pace utriuſque Sacri Romani Imperii, quàm Regni Francorum hactenus obſervatis in omnibus, & per omnia in ſuo robore duraturis, quibus

ANS de J. C. 1475. per hanc noſtram ligam, confœderationem, & unionem, nolumus in aliquo derogari, dolo & fraude ſemotis quibuſcumque. In cujus rei teſtimonium nos Imperator prædictas has litteras ſub utriuſque Majeſtatum noſtrarum ſigillorum appenſione fecimus muniri, in Andernaco die ultima menſis Decembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, regnorum Romani triceſimo-quinto, Imperii viceſimo-tertio, Hungariæ verò decimo-ſexto. Et nos Ludovicus Rex Francorum prædictus eaſdem litteras Pariſiis ſigillari fecimus die 17. menſis Aprilis, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, & regni noſtri decimo-quinto.

CDXCIII.

ANS de J. C. 1475. L'EMPIRE ET LA FRANCE. *Traité d'Andernach, ſur l'Alliance faite entre l'Empereur* FREDERIC III. *& les* ELECTEURS *d'une part; &* LOUIS XI *Roi de France d'autre, contre* CHARLES *Duc de Bourgogne, du dernier Decembre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 173.

FREDERICUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, ac Auſtriæ, Stitiæ, Karinthiæ, Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ, Sclavoniæ, ac Portuſnaonis Comes in Habſpurg, Tirolis, Ferretis, & in Friburg, Marchio Burgoviæ, & Lantgravius Alſaciæ. Notum facimus per præſentes, quòd nos animadvertentes veterem benevolentiam, & amicitiæ vinculum, quibus Domini Romanorum Imperatores, ac Reges, Sacrumque Imperium, & Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Reges, inclitumque regnum Francorum longè retroactis temporibus ſe mutuo ſincerè ſunt proſecuti; Nos ad laudem omnipotentis Dei, ac exaltationem Chriſtiani nominis, necnon pro pace, & tranquillitate terrarum, & Dominiorum nobis ſubjectorum, cum Sereniſſimo ac Chriſtianiſſimo LUDOVICO Francorum Rege, univimus, confœderavimus & colligavimus, unimus, confœderamus & colligamus per præſentes, juxta tenorem quorumdam articulorum per noſtros Oratores, ac de mandato noſtro conceptorum, quorum tenor ſequitur in hæc verba.

Ex quo Dux Burgundiæ ſe longis retrò temporibus in reſiſtentiis & guerris contra Coronam Franciæ cum caſtrametationibus, obſidientiis, & aliis notabilibus detrimentis, & damnis exercuit, & nunc ſimiliter contra Sacrum Romanum Imperium nititur, & inſurgit, Dominia Eccleſiæ Colonienſis ingreſſus, & caſtrametatus; ob quam cauſam Sereniſſimus noſter Imperator ad reſiſtendum dicto Duci, unà cum Sacri Imperii Electoribus, & Principibus, ac aliis Imperii ſubditis, ſe diſpoſuit, & jam in exercitio eſt. Verùm, ut tam pertinacibus conatibus dicti Ducis, qui pro nunc per eum in Sacro Romano Imperio fiunt, & hocuſque in Corona Franciæ facti ſunt, fructifera reſiſtentia fieri valeat, per quam terræ, quæ hucuſque multipliciter devaſtatæ ſunt, & dictum Imperium deinceps in pace & quiete conſervari, atque à jacturis, & damnis tueri poſſint, Sereniſſimus Dominus Romanorum Imperator pro ſe, & ſuis ſucceſſoribus in Romano Imperio, & Chriſtianiſſimus Rex Franciæ pro ſe, & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus in Corona Franciæ, ſe invicem ad laudem omnipotentis Dei, in roborationem Chriſtianæ fidei, & ad conſervationem, & tutionem terrarum amicabiliter concordarunt, confœderarunt & unierunt contra jam dictum Ducem Burgundiæ, in modum qui ſequitur.

Primò, ut Dominus noſter Imperator unà cum Sacri Imperii Electoribus, Principibus, & aliis Imperii ſubditis, notabilem exercitum ducat contra Ducem Burgundiæ, uſque ad triginta millia armatorum quod id debet; & ut Dominus Rex Franciæ triginta millia armatorum equeſtrium & pedeſtrium mittat, cum armis, bombardis, & machinis bellicis ad bellum benè expeditis, ſuis expenſis, & ſoldario milite, qui Dominica poſt feſtum Circumciſionis Domini proximè venturæ in campis erunt in terra Lucemburgenſi prope Arlunum. ANS de J. C. 1475.

Item, ſi Sereniſſimus Dominus Imperator dictorum triginta millia armatorum ad expeditionem ſuam non indigeret, tunc Chriſtianiſſimus Rex hujuſmodi triginta millia mittet ad alia loca dicti Ducis Burgundiæ, ad invadendum & damnificandum eadem propinquiora; tamen illis locis, ubi Dux inpræſentiarum caſtra tenet, vel in aliis locis dicti Ducis, ubi convenientius, poſſibile, & utilius erit, de conſenſu tamen ambarum partium.

Item, Si adjutorio altiſſimi in hujuſmodi expeditione aliqua caſtra, civitates, oppida, terræ, Dominia ipſius Ducis caperentur, aut ſuâ ſponte ſe redderent, quæ ad Imperium pertinerent, ideo quod de Imperio, titulo pignoris tenerent, aut dependerent in feudum, ſeu in Imperio ſitæ, vel ſita eſſent, illæ, vel illa debent ad ſolum Imperium redire, & eidem remanere, ſive per exercitum Domini Imperatoris, vel etiam Domini Regis, ſive per utrumque fuerint devictæ, ſeu devicta, prout præmittitur.

Item, pariformiter quæcunque caſtra, civitates, terræ, & Dominia devincerentur ad Coronam Franciæ pertinentia, ideò quod ab eâ titulo pignoris tenerent, aut dependerent in feudum, aut alias in regno Franciæ ſitæ, vel ſita forent, illæ vel illa ſoli Coronæ Franciæ attinebunt, ſive per Dominum Imperatorem, aut Dominum Regem Franciæ, ſive per utrumque evincerentur; nec unus eorum alteri in promiſſis aliquo modo impedimentum, aut moleſtiam præſtabit.

Item. Si contingeret Ducem Burgundiæ à Nuizia recedere, & caſtra movere, ex quò ſemper tamen temeritatem, & invaſiones dicti Ducis formidari oportebit, expeditio contra eum nihilominus progreſſum habebit, per Dominum Imperatorem, ac etiam Regem, modo, ut præmittitur, in Dominis hæreditariis ipſius Ducis, aut etiam aliis terris, quas nunc poſſidet in his locis, ubi commodiùs fieri poterit, vel ipſi inter ſe convenerint, atque fieri expediet.

Item, Nulla partium præter alterius ſcitum & voluntatem campum dimittet, niſi id propter unam aut aliam notabilem neceſſitatem fieri oporteat, & ſi hujuſmodi caſus ſe obtulerit, eo tunc etiam id fieri debet de ſcitu alterius partis.

Item, Nulla partium inibit pacem, treugas, aut ſufferentias cum Duce Burgundiæ, niſi id fiat de ſcitu & bona voluntate alterius partis. Verùm, ſi contingeret hujuſmodi bellum & differentiam inpreſentiarum, vel inpoſterum de ſcitu & conſenſu ambarum partium ſedari, & Dux Burgundiæ per ſe, aut ſuos adhærentes aliqua attentaret contra Imperium, vel ipſius ſubditos, aut contra Coronam Franciæ, vel ipſius ſubditos, ſi tunc hujuſmodi invaſio facta fuerit in regnum Franciæ, ut præmittitur; ex tunc Dominus Imperator debebit cum Imperio intrare cum armis in Dominia, & terras Ducis Burgundiæ proximiores, quantò validiùs id fieri poterit abſque mora, & in eiſdem perſeverare, nec ex eiſdem exercitum reducere, quouſque Dux ab hujuſmodi invaſione ceſſaverit, niſi ex neceſſitate notabili recedere oporteret. Si autem invaſiones hujuſmodi contingerent contra Romanum Imperium, ac ſuos ſubditos, tunc Rex Franciæ debebit, quantò validiùs fieri potuerit abſque mora, cum armis intrare Dominia Ducis Burgundiæ, & ibidem perſeverare, ut præmittitur. Verùm, ſi contingeret invaſionem Ducis Burgundiæ fieri in his locis,

ANS de J. C. 1475. locis, ubi cum exercitibus Imperii, & etiam Coronæ Franciæ poſſet conveniri, & exercitus ad eum duci, hoc debebit per utraſque partes fieri fideliter, & abſque fara.

Nos verò Fridericus Romanorum Imperator prædictus, promittimus & pollicemur in verbo Principis, in iis ſcriptis omnia & ſingula in præinſertis articulis conſcripta firmiter & inviolabiliter obſervare, ac in eis contenta, quantum nos, & Romanorum Imperium concernit, effectualiter & fideliter adimplere, nec eis in aliquo velle contravenire io toto, vel in parte, dolo & fraude penitus amotis & ſecluſis. In cujus rei teſtimonium has litteras ſigilli noſtræ Majeſtatis fecimus appenſione muniri.

Nos verò Adolphus Maguntinenſis, & Joannes Treverenſis Archiepiſcopi, Ernestus Dux Saxoniæ, & Albe tus Marchio Brandeburgenſis, Sacri Romani Imperii Principes Electores, attendentes hanc unionem, conſœderationem, & colligationem, Sacro Romano Imperio, nobiſque, ac terris, & Dominiis noſtris plurimum fore utilem, & neceſſariam, idcircò ad eandem tam quod nos Principes Electores, & in quantum nos, terras, & Dominia noſtra tangere poteſt, noſtrum benevolum impartimur conſenſum pariter & aſſenſum, necnon unà cum glorioſiſſimo & invictiſſimo Domino noſtro Imperatore, tum præfato Sereniſſimo ac Chriſtianiſſimo Domino Ludovico, Francorum Rege, juxta tenorem præſcriptorum articulorum, univimus, conſœderavimus, & colligavimus per præſentes, promittimuſque & pollicemur pro nobis, noſtriſque ſucceſſoribus, & hæredibus, per præſentes, bona fide præfatam unionem, conſœderationem & colligationem, omnaque, & ſingula ſuprà ſcriptis articulis contenta, firmiter & inviolabiliter obſervare, atque præfato Domino noſtro Imperatori unà cum Sacri Imperii Principibus, & ſubditis fideliter & effectualiter aſſiſtemus, & eundem totis viribus jovabimus, ut omnia & ſingula in præinſertis articulis conſcripta, in quantum Romanum concernunt Imperium, terras, & Dominia noſtra, effectualiter & fideliter poſſit, & valeat perficere, & adimplere, dolo & fraude penitus ſecluſis. Et in teſtimonium promiſſorum ſigilla noſtra his litteris apud ſigillum Majeſtatis Imperialis ſunt appenſa. Datum in Andernaco ultima die menſis Decembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, regnorum noſtrorum Romani triceſimo quinto, Imperii viceſimo tertio; Hungariæ verò decimo ſexto.

Déclaration faite par l'Empereur Frederic III. touchant l'alliance du Roi Louïs XI. avec les Suiſſes, contre le Duc de Bourgogne, du dernier Décembre 1475.

Fredericus divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, ac Auſtriæ, Karinthiæ, & Carniolæ Dux, Comeſque Tirolis. Notum facimus per præſentes, quòd cum nos, ut Dux Auſtriæ, & Sereniſſimus Princeps Ludovicus Rex Francorum, frater noſter cariſſimus, invicem ac mutuò ſumus conſœderati, uniti, & colligati juxta continentiam litterarum deſuper confectarum, quod nos per illud fœdus nolumus eſſe derogatum fœderi, ac unioni, quæ idem frater noſter cariſſimus Rex Francorum cum Suiticenſibus habet adversùs Ducem Burgundiæ, & ſibi adhærentes; ſed ſuis debent gaudere robore, & firmitate, ita tamen quod ipſe Rex Francorum ipſis Suiticentibus adverſus Duces Dominii Auſtriæ, oullum auxilium, neque favorem præſtare poterit, ſemotâ fraude: in cujus rei teſtimonium has litteras ſigilli noſtri appenſione fecimus communiri. Datum in Andernaco, die ultima menſis Decembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, Imperii noſtri viceſimo-tertio, regnorum noſtrorum Romani triceſimo-quinto, Hungariæ verò ſexdecimo, ad mandatum Domini Imperatoris proprium.

ANS de J. C. 1475.

CDXCIV.

Traité fait entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, pendant la Trêve, touchant le commerce & la liberté des Marchands allans & venans d'un Roiaume à l'autre; au Pleſſis les Tours le* 8. *Janvier* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 176.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Louïs, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme naguere en prenant la Treve d'entre Nous, & nôtre tres-amé Couſin le Roi d'Angleterre, ait été par exprés dit & declaré par icelle Treve, entre autres choſes, que tous Marchands, & autres, tant d'une part que d'autre, pouroient durant le tems d'icelle Treve & amitié, aller & venir ſeurement, & ſauvement, de l'un Roiaume à l'autre, marchandement & autrement, ſans qu'il ſoit beſoin d'en avoir & obtenir ſur ce aucunes lettres de ſaufconduit; au moien de laquelle Treve, pluſieurs Marchands, & autres gens du Roiaume d'Angleterre ſont venus, tant par mer que par terre, pour faire fait de marchandiſe en cetui nôtre Roiaume, & mêmement au Port & Havre de Bordeaux, leſquels ont intention d'y frequenter, & venir doreſnavant plus ſouvent qu'ils n'oot fait par ci-devant. Et à cette cauſe le Roi d'Angleterre, nôtre Couſin, conſiderant le bien & utilité qui peut venir à cauſe deſdits Marchands, ait preſentement envoié pardevers nous Thomas de Montgommeri, Chevalier, ſon Conſeiller & Chambellan; & Thomas Galle d'Ortenne, du Païs d'Angleterre, ſes Ambaſſadeurs, leſquels nous ont fait pluſieurs remontrances touchant le fait & entretenuës de ladite marchandiſe, & ſur ce nous ont baillé pluſieurs articles par maniere de remontrance; deſquels articles, auſſi de la reponſe par nous ſur ce faite ſur chacun d'iceux, la teneur s'enſuit.

Ce ſont les articles & remontrances, que Meſſire Thomas de Montgommeri, Chevalier, Conſeiller & Chambellan du Roi d'Angleterre; & Thomas Galle d'Ortenne, ſes Ambaſſadeurs, ont baillé au Roi nôtre Sire, touchant les Marchands, qui frequentent marchandiſe en ce Roiaume, pour l'entretenement d'eux & de la Treve priſe entre leſdits deux Rois; auſquels articles & remontrances, a été faite reponſe en la maniere ci-aprés declarée.

Premierement, ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont remontré, qu'il convient avoir auſdits Marchands ſaufconduit de l'Admiral de France, lequel n'étoit valable en la Duché de Guyenne; pour lequel ſaufconduit, ils paient pour chacun tonneau que le navire pourroit porter, deux francs & demi Bourdelois.

Item. Pour le *vidimus* d'icelui ſaufconduit, deux francs Bourdelois.

Item. Et auſſi convient avoir auſdits Marchands un ſaufconduit de l'Admiral de Guienne, qu'ils dient ne leur eſtre valable ſur la mer, & pour lequel avoir ils paient pour chacun tonneau, deux francs & demi Bourdelois.

Item. Pour le *vidimus* d'icelui ſaufconduit, deux francs Bourdelois.

Le Roi, en faveur & contemplation du Roi d'Angleterre, ſon beau-frere & Couſin, ne veut point,

ANS de J. C. 1475. que aucuns ſujets du Roi d'Angleterre ſoient dorenavant contraints à prendre aucuns ſaufconduirs, ne pour & au lieu d'aucuns d'iceux paier aucun droit, & a deffendu le Roi, que d'ici en avant n'co ſoit levé aocune choſe.

Item. Et quand leſdits Marchands entrent dedans la Riviere de Gironde, devant Nôtre-Dame, à quinze lieuës de Bordeaux, il leur convient là leur arreſtet & tenir à l'ancre, & envoier leurs bâtons à Bordeaux, pour avoir leur congé & licence de venir avec leurs navires & biens devant ladite Ville de Bordeaux, pour leſquels congé & licence paient pour chacun tonneau quatre hardis bordelois.

Item. Et aprés ce que iceux Marchands avoient leurſdits congé & licence, il leur convieot veiller juſques à Blaye, diſtant à dix lieuës de Bordeaux, où ils ont accoûtumé d'attendre à l'ancre juſqu'à ce on ait envoié à eux chercher leurs navires, pour ſavoir s'ils ſont gens de guerre, ou marchands, laquelle cherche coûte à chacun navire, ſans autres frais & dons, quatre francs bordelois.

Item. Et que la pluſpart do tems leſdits Marchands ſont là tergez, & demeurent à l'ancre un mois, ou plus, avant qu'ils puiſſent eſtre cherchez, & qu'on leur ait permis de venir devant ladite Ville de Bordeaux.

Item. Et quand leſdits Marchands ſont cherchez, on les contraint de mettre à terre tous leurſdits harnois d'artillerie, & autres habillemens de guerre, en une maiſon audit lieu de Blaye, juſques à ce qu'ils retourneot dudit lieu de Bordeaux, & pour eux en retourner ſont contraints de paier quatre hardis pour chacun tonneau que leur navire porte.

Le plaiſir du Roi eſt, que combien que le contenu en ces quatre articles precedens prochains, ſoit choſe accoûtumée de tout tems & d'ancienneté, & qu'il ait été & ſoit introduit par lettre & juſte cauſe; neanmoins le Roi nôtre Seigneur, qui deſire complaire au Roi d'Angleterre, ſon beaufrere & Couſin, a accordé que d'ici en avant pendant ladite Treve, leſdits ſujets du Roi d'Angleterre ne ſeroût contraints à eux arreſter à l'entrée de Gironde à Nôtre-Dame, ne pareillement devant Blaye, mais pourront aller tout droit devant ladite Ville de Bordeaux, faire & exercer leur fait de marchandiſe, aioſi qu'ils aviſeront pout le mieux.

Item. Quand leurs navires viennent devant ladite Ville de Bordeaux, iceux Marchands ſont tenus que chacune perſonne, ſoit homme, ou enfant, ait billet du Maire de Bordeaox, avant qu'ils oſent deſcendre à terre, ſur peine d'etre priſonniers, & paie rançon; pour lequel billet chacun Maiſtre de navire a de coûtume de paier deux francs bordelois.

Item pour chacun Marchand chef, deux francs bordelois.

Item chacun Bourſier, deux francs bordelois.

Item pout chacun Marchand, autre quarante hardis bordelois.

Item chacun Marinier & chacun enfant, dix hardis bordelois.

Leſquels billets ne durent que un mois: & ſi le navire, & gens dedans, demeurent un jour ſeulement aprés le mois paſſé, il leur convient chercher d'autres billets pour un autre mois, ou autrement ils demeurent priſonniers, & paient autant comme pour le premier billet, & pour le retardement du jour aprés ils ſont contraints que chacun ait un autre billet, & qu'ils en paient autant que pour le mois entier.

Le plaiſir do Roi eſt, que combien que les choſes contenuës en ces articles prochains precedens ſoient anciens droits do Maire, & autres Officiers de Bordeaux, & que de tout tems ils ont accoûtumé de lever; neanmoins le Roi nôtre Sire, qui deſire & veut ſingulierement faire traiter les ſujets du Roi d'Angleterre ſon bon Frere & Couſin, en auſſi grande douceur & faveur, comme les ſiens propres, a exprés otdonné, & commandé à tous ſes Officiers, que dorenavant pendant ladite Treve n'en ſoit levé aucune choſe. ANS de J. C. 1475.

Item. Et pour ce que dés toûjours, quand leſdits Marchands ſont arrivez, & entrez dedans ladite Ville de Bordeaux, on a accoûtumé leur bailler logis par un Fourier ou Hebergeur à ce faire ordonné, lequel coûtoit à chacun Marchand pour être logé co ſiireté de lui & de ſes biens, deux francs bordelois: le Roi ne veut point qu'il y ait Fourier ni autre, qui leve tribut pour loger les ſujets du Roi d'Angleterre ſon bon Frere & Couſin, mais ainçois veut & ordonne le Roi nôtre Sire, que leſdits Marchands ſe logent és hoſtelleries, aux Hôtels deſdits Marchands, & autrement, aioſi que bon leur ſemblera, tout ainſi que les propres ſujets du Roi, & ſans difference aucune.

Item. Ont accoûtumé leſdits Marchands, que quand ils ſont venus devant ladite Ville de Bordeaux, ils ſont tenus de montrer leur ſaufconduit au Maire, lequel en prend la copie, dont ils étoient contraints de paiet pout chacun ſaufconduit deux francs Bordelois.

Par la Treve ils ne ſont tenus avoir aucun ſaufconduit, auſſi ils ne ſeroot contraints à en montrer aucun.

Item. Et auſſi que ſi les navires avoient été par l'eſpace de quinze jours, ou trois ſemaines devant ladite Ville de Bordeaux, & que leſdits Marchands n'avoient encore vendu les denrées qu'ils avoient amenées, ni auſſi acheté vios, ni auſſi autres marchandiſes pour recharger leurs navires, le Maire de ladite Ville leur commandoit ſoudainement partir de ladite Ville, ni plus y ſejourner, ſur peine d'y forfaire leurs navires, biens, & perſonnes, dont par pluſieurs fois iceux Marchands ſont contraints faire grande perte, & auſſi d'ſcheter les vins, & autres choſes à trop grand prix; parquoi & pour obvier leur convient ſouventefois compoſer avec le Maire de ladite Ville, pour avoir de lui nouvelle licence & congé, en quoi ils ſont grandement intereſſez & endommagez.

Le Roi veut & ordonne, que les navires des ſujet du Roi d'Angleterre ſoient devant ladite Ville tant qu'ils voudront, & faſſent leur fait de marchandiſe, tout ainſi que bon leur ſemblera.

Item. Que chacun navire au deſſous de cent tonneaux a accoûtumé de paier eu Prevoſt de Bourdeaux la ſomme de quatre francs bordelois.

Le Roi a ordonné, que dorenavant ledit Prevoſt ne prendra que cinq ſols tournois pour navire du port de cent tonneaux, & le reſte prorata.

Item. Et qu'il n'eſt permis à nul navire Anglois de venir contremont lad. Riviere de Gironde, juſqu'à ce que le main, ou pillot de ladite Riviere, qui coûte à chacuo navire à la raiſon de cent tonneaux de vin, cinquante hardis, nonobſtant que les Maiſtres deſdits navires ſoient ſuffiſans pour en faire eux-mêmes la conduite.

S'ils veulent des hommes, ils en prendront au meilleur marché qu'ils pouront, & ne feront point contraints d'en avoir s'il ne leur plaiſt.

Auſſi eſt ordonoé co ladite Ville de Bordeaux, que nul Anglois ne parte de ſon logis au matin, juſqu'a ce que la cloche de ladite ville ait ſonné, qui ne ſonne communement qu'à ſept heures du matin: & ſi aucun d'eux eſt trouvé faiſant le contraire, il ſera priſonnier, & paiera rançon, & pareillement ſont contraints de retourner à leurdit logis à cinq heures de veſpres: & ſi aucun eſt trouvé hors de ſon logis aprés le ſoo de ladite cloche, il ſera ſemblablement priſonnier, & paiera rançon, nonobſtant ſon ſaufconduit.

Le plaiſir du Roi a été, que les ſujets du Roi d'Angleterre, ſon boo Frere & Couſin, ſoient en pleine liberté à Bordeaux, tout ainſi que ſes propres ſujets.

Item.

ANS de J. C. 1475.

Item. Quand les navires ſont chargez de vivres, ou autres marchandiſes, que leſdits Marchands ont paié leurs coûtumes, & ſont preſts de voiler bas ladite Riviere, ils ſont ſujets de demeurer juſqu'a ce que chacun navire ait une branche de cipres, laquelle coûte à la raiſon du port du navire, pour chacun cent tonneaux que le navire poura porter prorata, douze francs bordelois.

Le Roi entend, que dorenavant on ne prendra que cinq ſols tournois pour chacun cent tonneaux, au lieu deſdits douze francs.

Item. Et ſi aucun navire part avant qu'il ait ladite branche, & qu'il ait paié pour icelle, il perdra le navire & biens, & tous les Marchands & Mariniers ſeront priſonniers.

Pour ce que de tout tems, & meſmement du tems que le Païs de Guienne étoit en obeiſſance du Roi d'Angleterre, cet article a eû toûjours lieu pour les inconveniens qui s'en pouroient enſuivre, il demeurera comme il a été de toute ancienneté; car il ne ſeroit pas licite ni honneſte que leſdits navires partiſſent ſans avoir ladite branche.

Item. Ceux de ladite Ville de Bordeaux ont ordonné & conſtitué un homme à meſurer & auner les draps, lequel prend ſi grand meſure, qu'il n'y a drap contenant vingt-quatre verges ou aunes, qui ne faſſe deception de deux verges ou environ, & midouzaine de draps devers le freſt d'Angleterre, contenant douze verges ou aunes bonne meſure, où ledit auneur ait meſuré, & en faſſe plus de dix verges, ſans ce que leſdits Marchands en paient moins à la coûtume, que aprés la qualité d'Angleterre.

Item. Le Roi a commandé, & ordonné faire lettres à ceux de Bordeaux, en quoi leur ſera cet article enclos, & leur ſera mandé, qu'ils faſſent auner bien & loiaument; & au cas que leſdits Marchands Anglois ne ſeront contens du premier aunage, ſeront en liberté de le faire auner une autre fois par le premier auneur, ou autre juré, & ſera paiée la coûtume ſelon la meſure qui ſera trouvée.

Item. Et ſi leſdits Marchands aportent aucune quantité de fer hors d'Eſpagne en aucun navire d'Eſpagne, ou en leurs navires, & ils le veüillent envoier au Roiaume d'Angleterre pour l'alaitage de leurdit navire, les coutumiers contraignent de paier coûtume pour ledit fer, combien qu'ils n'aient jamais mis ni deſcendu ledit fer à terre, ni exploité en vente.

Le Roi veut & ordonne, que ſi leſdits Marchands ne deſcendent ledit fier à terre, ils n'en paieront rien.

Item. Au tems de paix & ſous ſauſconduit, on ne veut ſouffrir auſdits Marchands de partir hors de ladite cité de Bordeaux à charier leurs marchandiſes, ni charier aucuns vins en aucun autre païs, contrée, ou place ſors en ladite cité de Bordeaux.

Le Roi veut, que les ſujets du Roi d'Angleterre, ſon bon Frere & Couſin, puiſſe aller & venir par tout, pourveu que de ce en ſoit au tems accoûtumé.

Item. Et en tant que touche la grande coûtume ordonnée au tems du Roi Charles que Dieu abſolve, qui eſt de douze deniers tournois pour livre, de toutes & chacunes les marchandiſes entrans & ſaillans au Païs de Guienne:

Le Roi a ordonné, veut, & declare, que les ſujets du Roi d'Angleterre ne paieront dorénavant que la moitié, qui eſt de ſix deniers tournois pour livre, & l'autre moitié leur a donné en contemplation & faveur du Roi d'Angleterre ſon bon Frere & Couſin.

Item. Auſſi en tant que touche la grande coûtume des vins, qui ſe tirent hors de Guienne, ſurquoi le Roi a accoûtumé prendre ſur chacun tonneau de vin, du Païs d'Amont, vint ſols tournois; & ſur chacun tonneau de vin de Gaſcogne, vint-cinq ſols tournois.

Le Roi a voulu, & ordonné, que dorenavant les ſujets du Roi d'Angleterre, ſon bon Frere & Couſin, ne paieront pour tonneau de vin qu'ils chargeront pour tirer & mener hors du Païs de Guienne, ſoit du haut ou bas de Gaſcogne, que douze ſols tournois pour tonneau; au regard de la petite coûtume qui eſt de quatre deniers pour tonneau, elle ſe levera, ainſi que de toute ancienneté elle a été levée.

Item. La coûtume de Royen, qui eſt de deux deniers obole pour tonneau, ſe levera, ainſi qu'on a fait pardevant.

Item. La coûtume de la Tour Cordoüan, qui eſt pour l'entretenement de la lanterne de ladite Tour, ſe levera neuf ſols tournois pour une fois, comme il a été toûjours fait par ci-devant.

Item. Et afin que les Marchands, & les Sujets du Roi, n'entreprennent rien ſur les franchiſes du Roi d'Angleterre, & que par ce moien ladite Treve ſe puiſſe mieux entretenir & garder, le Roi de ſa part fera publier par tous les havres de ſon Roiaume, que durant ladite Treve nul ne ſoit ſi hardi de faire aucunes priſes, ou détrouſſes és franchiſes du Roi d'Angleterre. Et auſſi le Roi d'Angleterre ſera tenu de ſa part de le faire ſemblablement publier és havres d'Angleterre, afin que le Roi ſoit entretenu auſſi en ſes franchiſes, & ce ſur peine de confiſcation de corps & de biens aux infracteurs.

Item. Et que ſi aucun navire d'Eſpagne, tenant le parti do fils du Roi d'Aragon, eſt pris au large de la mer hors les franchiſes du Roi d'Angleterre, par les François, icelui Roi d'Angleterre conſent que la priſe ſoit bonne, & qu'il n'en ſera, ou ſera faire pourſuite. Et pareillement, quand leſdits navires d'Eſpagne retourneront d'Angleterre, ou d'ailleurs, pourvû qu'ils ſoient hors deſdites franchiſes, ſeront ſemblablement de bonne priſe, & toutes les marchandiſes qu'ils porteront, ores qu'il y eût des marchandiſes des Anglois.

Item. Et a été par exprés & accordé par les Ambaſſadeurs du Roi d'Angleterre, que durant ladite Treve les Marchands & ſujets de ce Roiaume ne porteront, ne rapporteront dudit Roiaume d'Angleterre aucunes marchandiſes en Angleterre, ſinon és navires de France, ou d'Angleterre: & ſemblablement ceux d'Angleterre ne rapporteront dudit Roiaume d'Angleterre aucunes marchandiſes en Angleterre, ſinon és navires de France ou d'Angleterre, ſur les peines de confiſcation de corps & de biens; en quoi ne ſont en rien compris ni entendus les navires de Bretagne, de Flandres, ni d'autres, ſinon ceux qui ſont nuëment en obeiſſance deſdits deux Rois.

Leſquels articles, & le contenu en iceux, avec les réponſes ſur ce par nous faites, leſdits Ambaſſadeurs de nôtredit Couſin nous ont requis que les vouluſſions corroborer & confirmer par nos lettres patentes, & les faire publier, ſi métier eſt, en nôtredite Ville de Bordeaux, & ailleurs où métier eſt, en maniere qu'aucun n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance.

Savoir faiſons, que nous voulons leſdits articles, & réponſes ſur ce faites, eſtre entretenuës & gardées, ſans enfreindre pour le bien de la marchandiſe, avons pour ces cauſes, & autres à ce nous mouvans, & en faveur de nôtredit Couſin le Roi d'Angleterre, les articles deſſuſdits incorporez, & le contenu en iceux, avec les réponſes & ſubſecutives, ratifiez & approuvez, loüons, ratifions, & approuvons par ces preſentes, & que le contenu en iceux ſoit entretenu & gardé de point en point durant ledit tems de ladita Treve & amitié, que nous avons à nôtredit Couſio le Roi d'Anglererre, ſans fraude.

Si donnons & mandons à tous nos Admiraux, Vice-Admiraux, au Senéchal de Guienne, Maire de Bordeaux, Prevoſt de Lombriere, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers, & à leurs Lieutenans, & à cha-

ANS de J. C. 1475. à chacun d'eux, ſi comme à lui appartiendra, que le contenu en ceſdites preſentes, ils entretiennent & gardent, ou faſſent entretenir & garder, & obſerver de point en point ſelon leur forme & teneur, ſans aucunement les enfreindre, en les faiſant publier en leurs lieux, & juriſdictions, où ils verront eſtre à faire, en maniere qu'ils n'en puiſſent pretendre cauſe d'ignorance. Car ainſi nous plaiſt-il eſtre fait. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes.

Et pour ce que d'icelles on pouroit avoir à beſongner en pluſieurs & divers lieux, nous voulons que au *vidimus* fait ſous ſceaux roiaux, pleniere foi y ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. Donné au Pleſſis du Parc lés-Tous, le 8. jour de Janvier l'an de grace 1475. Ainſi ſigné par le Roi en ſon Conſeil, auquel M. l'Archevêque de Lion, l'Admiral, les Sieurs de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, & autres étoient. M. Picot.

Louis, par la grace de Dieu Roi de France: à tous nos Admiraux, Vice-Admiraux, Maires de Bordeaux, de Baionne, Prevoſt de Lombriere, & à tous nos autres Juſticiers, Officiers, & ſujets Commis, ou à leurs Lieutenans ou Commis, Salut & dilection. Comme par nos autres patentes, auſquelles ces preſentes ſont attachées, ſous le contrefcel de nôtre Chambre, ſoient inſerez & declarez certains articles touchant le fait des Marchands d'Angleterre, communement Marchandans en ce Roiaume, & autres choſes accordées entre nous, & Thomas de Montgommeri, Conſeiller & Chambellan de nôtre Frere & Couſin le Roi d'Angleterre, & Thomas Galle de Terme, Ambaſſadeurs de nôtredit Couſin. Et pour ce qu'en l'un deſdits articles a été par exprés dit & accordé, que pour mieux garder & entretenir la Treve naguere par nous priſe entre nous & notredit Couſin, & que cependant nos ſujets & les ſiens n'entreprennent aucune choſe au prejudice de ladite Treve, nous faſſions publier par tous les lieux & havres de nôtredit Roiaume, que durant icelle Treve nul de nos ſujets ne ſoit ſi hardi de faire aucunes priſes & détrouſſes és franchiſes de nôtredit Couſin: & auſſi que icelui nôtredit Couſin ſera tenu de ſa part de le faire ſemblablement publier és lieux & havres d'Angleterre où beſoin ſera, afin que les tranſgreſſeurs & infracteurs en ſoient punis par confiſcation de corps & de biens, ainſi que par ledit article a été dit & ordonné. Parquoi pour entretenir icelles franchiſes, ſoit beſoin d'une part, ou d'autre d'en avoir declaration. Et à cette cauſe nous ont fait bailler par écrit leſdits Ambaſſadeurs, pour la part d'icelui nôtredit Couſin, la declaration de leurſdites franchiſes, juriſdiction, & coûtume d'Angleterre, qui ſont dedans compriſes, ainſi qu'il s'enſuit.

Ce ſont les Rades de la côte d'Angleterre qui ſont dedans, & compriſes és franchiſes, juriſdictions, & coutume dudit Pais.

Et premierement Gka la Rade devant Baukourk, une Rade Appade dans l'eſprons, une Rade apellée les Seon Depuis, une Rade apellée Dune Deppys avec Sans & Mondueſſe, la Rade de Katielly or ubelles Wonoys, & le dedans, les Blaz Deppys de l'entrée de la Tamiſe, Margare Rade les Dames, la Rade Debbre, la Cambre davant, Wyoushallſey, la Rade de S. Olerme, & tout le dedans de celle d'Ouyeic, la Rade de Kork ſey, la Rade Portebande Terretay, la Rade des Limothes, Salmonth Hay, le Fort Monteſbay, les Rades de Celly, la Rade de Port Haya, la Rade de Bauday, la Rade de Il S. Couil, la Rade de Martey de Auulſort, la Rade de Calday, la Rade dedans de Monviches, la Rade de Calais, le nouveau Abbé prés de Calais.

Leſquels lieux & franchiſes, juriſdictions, & coûtumes deſſus écrites, leſdits Ambaſſadeurs de nôtredit Couſin nous ont ſuplié & requis qu'il nous plût les faire garder & publier; parquoi nous qui deſirons entretenir ce que par nous, & leſdits Ambaſſadeurs a été dit & accordé, vous mandons, & commandons, & par ces preſentes expreſſement enjoignons, & à chacun de vous premier ſur ce requis, & commettant, où métier ſera, que leſdites franchiſes, & juriſdictions, & coûtumes deſſus nommées & inſcrites, vous faſſiez crier & publier par toua les lieux & endroits de nôtre Roiaume, & meſmement en nôtredite Ville de Bordeaux, Bayonne, où ailleurs és Païs de Guienne, où métier ſera, en maniere que nul n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance, & icelles faſſiez entretenir & garder durant ladire Treve ſans en rien enfreindre, à toutes manieres de gens de nôtredit Roiaume & obeïſſance, ſur peine de confiſcation de corps & de biens aux tranſgreſſeurs, & infracteurs, comme dit eſt, de ce faire vous avons donné, & donnons pouvoir, autorité & puiſſance, commiſſion, & mandement ſpecial. Mandons & commandons à tous nos Juſticiers, Officiers, & Sujets, que à vous, vos Commis & Deputez, en ce faiſant obeïſſent, & entendent diligemment.

Donné au Pleſſis du Parc-lés-Tours, le huitieme jour de Janvier, l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Par le Roi en ſon Conſeil, auquel M. l'Archeveque de Lion, l'Admiral, les Sieurs de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, & autres étoient. M Picot.

Publié en la Ville de la Rochelle, par les carrefours d'icelle, le douzieme jour de Janvier l'an 1475.

CDXCV.

Don fait à LOUIS XI. *Roi de France, par* MARGUERITE *Reine d'Angleterre, des droits qui lui apartiennent és Duchez d'Anjou, de Lorraine, & de Bar, & au Comté de Provence, du 7. Mars* 1475. Divers Traitez, Contracts, &c. Servant de Preuve aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 109. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 184.

ANS de J. C. 1475. FRANCE ET ANGLETERRE.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Philippes Bouer, Licentié en Loix, Garde du ſcel établi aux Contrats de la Prevoſté de Bourges, & Procureur General du Roi nôtre Sire en Berry, Salut. Savoir faiſons, que en la preſence de Jaquet Compaing, & Guillaume de Briele, Clercs Jurez, & Notaires du Roi nôtre Sire, nſans de nôtre autorité & pouvoir, & de Guillaume Robin, & David Ouvre, Cleres Notaires Apoſtoliques, pour ce perſonnellement établie tres-haute & tres-puiſſante Dame MARGUERITE, fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince René, Roi de Sicile & de Jeruſalem, Duc d'Anjou, & de Bar, & Comte de Provence, & de feuë Iſabelle de Lorraine jadis ſa femme, en ſon vivant Ducheſſe de Lorraine, icelle Dame Marguerite veuve de feu Henri, en ſon vivant Roi d'Angleterre, étant de ſes droits, conſiderant les grands plaiſirs, curialitez, courtoiſies; enſemble les grands & ſomptueux dépens que le Roi nôtredit Sire, duquel elle eſt Couſine Germaine, a fait & ſoûtenu pour elle, tant pour le recouvrement du Roiaume d'Angleterre, pour ledit feu Roi Henri ſon mari, & le Prince de Galles ſon fils, en faveur & contemplation ſinguliere de ladite Reine Marguerite. Et auſſi la grande aide, ſecours, & confort, que le Roi nôtre Sire a donné auſdits défunts, & pareillement à ladire Dame Marguerire; & les grands dangers, inconveniens, & perils auſquels ladite Dame Marguerire s'eſt trouvée audit Roiaume d'Angleterre aprés la mort deſdits défunts, parce quelle étoit és mains, & en la puiſſance du Roi Edouard d'Angleterre, leur enne-

ANS de J. C. 1475. ennemi, & pour la racheter & mettre hors des dangers dudit Roi Edouard, qui la tenoit comme priſonniere. Et que le Roi en continuant le bon vouloir qu'il avoit envers elle, afin de la mettre en ſa franchiſe & liberté, & la mettre hors des dangers où elle étoit, à la grande priere, & requeſte de ladite Dame Marguerite, & de ſon conſentement, a paié & baillé content audit Roi Edouard la ſomme de cinquante-mille écus d'or, & par ce moien l'a fait venir & deſcendre en France, ainſi que deſiroit ladite Dame Marguerite: laquelle de ſa certaine ſcience, ſans aucune contrainte, ains de ſa franche liberté, connoiſſant les choſes deſſuſdites être vraies, non voulant être repriſe do vice d'ingatitude, mais voulant & deſirant de ſa part reconnoître envers le Roi nôtredit Seigneur, leſdits grands plaiſirs, & dépenſes, & auſſi être & demeurer quitte envers le Roi nôtredit Seigneur, de ladite ſomme de cinquante-mille écus, & de tout ce que le Roi lui eût pû demander à l'occaſion des choſes deſſuſdites, pour & en acquit, ſolution & paiement de ladite ſomme de cinquante-mille écus; enſemble deſdits frais, plaiſirs, courtoiſies, & autres choſes deſſuſdites, deſquels plaiſirs, curialitez, courtoiſies, frais, impenſes, & ſomme deſſuſdites, ladite Dame Marguerite s'eſt & tient pour contente, & en a quitté & quitte le Roi nôtredit Seigneur, & l'en a relevé, & déchargé de toute preuve, a ladite Dame Marguerite donné, cedé, quitté, tranſporté, & du tout en tout perpetuellement délaiſſé, purement & ſimplement par donation mere, ſimple, pure, & irrevocable, faite ſolennellement entrevifs, & ſans aucune condition, ou eſperance de jamais le revoquer ni venir au contraire, au Roi nôtredit Seigneur, ſes hoirs, ſucceſſeurs, & aians cauſe, combien qu'il ſoit abſent: nous Garde & Procureur deſſuſdits preſens avec leſdits Notaires, ſtipulant & acceptant pour le Roi nôtredit Seigneur, ſeſdirs hoirs, ſucceſſeurs, & aians cauſe, tout tel droit, nom, raiſon, action, proprieté, Seigneurie, vrai domaine, poſſeſſion & ſaiſine, que ladite Dame Marguerite a pu & doit avoir, & qui lui compete & apartient, peut & doit competer & apartenir à cauſe de la ſucceſſion de ſadite feuë Mere, en ſon vivant Ducheſſe de Lorraine, tant audit Duché de Lorraine, & en toutes & chacunes les apartenances & apendances d'icelui Duché, que autres Terres, & Seigneuries à elle avenuës & échevës à cauſe & par le trépas de ſadite feuë Mere. Et avec ce a icelle Dame Marguerite donné, cedé, quitté, tranſporté, & perpetuellement delaiſſé au Roi nôtredit Seigneur, ſes hoirs, ſucceſſeurs, & aians cauſe, tous & chacuns les droits, noms, raiſons, actions, vrai domaine, proprieté, & Seignenrie qui lui pouront & devront competer & apartenir és Duchez d'Anjou, & de Barrois, & en la Comté de Provence, tant aprés le decés & trépas dudit Roi de Sicile ſon Pere, que autrement, par quelque cauſe, titre, ou moien que ce ſoit ores, ou pour le tems à venir, ſans aucune choſe y retenir ni à elle reſerver, voulant & conſentant ladire Dame Marguerite que le Roi nôtredit Seigneur puiſſe, & lui ſoit loiſible dés à preſent prendre, aprehender, retenir, conſerver, & garder de ſa propre autorité leſdits droits, part, & portion, échus & avenus à ladite Dame Marguerite, à cauſe de la ſucceſſion de ſadire feuë Mere. Et en tant que touche ladite ſucceſſion dudit Roi de Sicile ſon Pere, ladite Dame Marguerite a voulu & conſenti, veut & conſent, que le Roi nôtredit Seigneur, incontinent aprés le decés dudit Roi de Sicile, Pere de ladite Dame Marguerite, puiſſe & lui loiſe de ſa propre autorité prendre, aprehender, retenir, conſerver, & garder la poſſeſſion & ſaiſine réelle, actuelle, & corporelle de tous & chacuns leſdits droits, part & portion, qui apartiendront, pouront & devront competer & apartenir à ladite Dame Marguerite, au moien de la ſucceſſion à venir dudit Roi de Sicile ſon Pere, que autrement eſdits Duchez d'Anjou, de Bar, & Comté de Provence. Promettant ladite Dame Marguerite par ſa foi pour ce baillée corporellement és mains deſdits Notaires, & convenant exprés que contre leſdites donations, bail, ceſſion, tranſport, & autres choſes deſſuſdites, ou aucunes d'icelles, elle ne viendra, ne venir fera par elle, ne par autre en aucune maniere, & ne donnera à aucun, ou aucuns cauſe, matiere, aide, faveur, ou occaſion de jamais contrevenir; ains a promis ladite Dame Marguerite garantir, défendre, & délivrer au Roi nôtredit Seigneur, ſes hoirs, ſucceſſeurs, & aians cauſe, leſdits droits, & autres choſes deſſuſdites, ainſi par elle cedées & tranſportées, que dit eſt, en tant que touche, & poura toucher le fait d'icelle Dame Marguerite ſeulement: & avec ce a promis ladite Dame Marguerite rendre, reſtaurer, & reſſartir au Roi nôtredit Seigneur, ſeſdirs hoirs, ou aians cauſe, tous couſts, intereſts, dommages, & dépens, que le Roi nôtredit Seigneur, ſeſdits hoirs, & aians cauſe, pouront avoir, encourir, & loiaument ſoutenir pour faute d'accompliſſement, & obſervance des choſes deſſuſdites: & quant aux choſes deſſuſdites, & chacune d'icelles faire, tenir, garder, & accomplir en la maniere que dit eſt, a obligé & oblige ladire Dame Marguerite au Roi nôtredit Seigneur, à ſes hoirs & ſucceſſeurs, elle, ſes hoirs, & tous & chacuns ſes biens, meubles, & immeubles, preſens & à venir, qu'elle a pour ce ſoumis & ſupoſez à la juriſdiction, force, correction, compulſion, & contrainte dudit ſcel roial de ladite Prevôté de Bourges, & des Cours de la Chambre Apoſtolique, & de l'Auditeur General, Viçauditeur, Lieutenant, & Commiſſaire d'icelle, & de toutes autres Cours Eccleſiaſtiques; renonçant en ce fait ladire Dame Marguerite à toutes actions & exceptions de dol, de mal, de fraude, de barat, d'erreur, leſion & circonvention és choſes deſſuſdites, à l'exception deſdites donation, bail, ceſſion, tranſport, & autres choſes deſſuſdites non avoir été faites, dites, paſſées, conſenties, & accordées en la maniere que dit eſt, & que plus ou moins ait été dit, que écrit, & écrit, que dit, à la relaxation de foi & ſerment, au benefice d'enterine, reſtitution à tout, aide de droit écrit, & non écrit, canon & civil, & par ſpecial au benefice du Senatuſconſulte Velleian, & à tout autre privilege, & benefice introduit, & à introduire en la faveur des femmes, & au droit diſant, que paction ou tranſport fait de future ſucceſſion ne vaut rien; & generalement à toutes, & ſingulieres autres actions, exceptions, opoſitions, apellations, allegations, raiſons, & défenſes, cautele, & cavillations de fait & de droit quelconques, qui contre les choſes deſſuſdites, ou aucune d'icelles, pouroient être alleguées, objicées, dites, ou propoſées, & au droit diſant generale renonciation non valoir, ſi la ſpeciale n'eſt avant miſe: & c'eſt à ſavoir, que incontinent & ſans delai les choſes deſſus dites, ainſi faites, conſenties, & accordées, ladite Dame Marguerite de ſa certaine ſcience pure & franche volonté, par la meilleure forme, voie, & maniere qu'elle a mieux pû & dû, tant de droit que de coûtume, a fait, conſtitué, créé, établi & ordonné, & par ces preſentes, fait, conſtituë, crée, établit, & ordonne ſes procureurs generaux, & certains meſſages ſpeciaux, en telle maniere que la ſpecialité ne déroge à la generalité, ne au contraire tous & chacuns les Procureurs & Notaires des Cours de la Chambre Apoſtolique, de l'Auditeur General, Viçauditeur, Lieurenant & Commiſſaire d'icelle, & de toutes autres Cours Eccleſiaſtiques quelles & ou qu'elles ſoient, en laquelle ou eſquelles il aviendra ce preſent contrat, ou inſtrument, être exhibé, produit, porté, montré, & chacun d'eux ſeul, & pour le tout, pire ou meilleure de l'autre: mais tout ce que par en telle maniere que la condition de l'un d'eux ne ſoit

ANS de J. C. 1475.

ANS de J.C 1475. l'un d'eux aura été encommencé, l'autre puiſſe pourſuivre & mener à fin, ſpecialement & expreſſement à comparoir pour ladite Dame Marguerite conſtituante, & en ſon nom en tout tems, à toûjours, & à toutes heures, ſeriez & noo ſeriez, toutes & quantes ſois qu'il plaira au Roi nôtredit Seigneur devant leſdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commiſſaire, & devant tous autres Juges, Officiaux, ordinaires, extraordinaires, deleguez, ſous-deleguez, & Commiſſaires des Cours deſſuſdites, & à connoître & confeſſer une ſois ou pluſieurs, ladite Dame Marguerite conſtituante auroit de ſon bon gré fait les donations, ceſſions, tranſports, promeſſes, obligations, & autres choſes ci-deſſus en ce preſent contrat, ou inſtrument contenuës, declarées, & écrites, à vouloir & conſentir ladite Dame Marguerite être par leſdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commiſſaire, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, ſous-deleguez, & chacun d'eux, être condamnée, & contrainte par cenſure Eccleſiaſtique, à garder & entretenir les donations, ceſſions, tranſports, promeſſes, obligations, & autres choſes deſſuſdites, ſelon la ſorme & teneur d'icelles, à aquieſcer & conſentir aux condamnatioos, & commandemens, qui pour ce par leſdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commiſſaire, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, ſous-deleguez, & chacun d'eux, ſeront faites & données, faits & donnez, & à ſouffrir, pour icelle Dame Marguerite conſtituante, & en ſon nom, tous commandemens, toutes condamnations, & monitions ſous cenſures Eccleſiaſtiques, qui pour les choſes ſuſdites ſeront par les deſſuſdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commiſſaires, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, ſous-deleguez, & chacun d'eux, faits, proferez & donnez, ou faites, proferées & donoées, & à ſoumettre, & reſoumettre ladite Dame Marguerite conſtituante, quant à obſerver, & eotretenir toutes & chacunes les choſes deſſuſdites ſans enfreindre, à la juriſdiction, & compulſion de chacune des Cours deſſuſdites, & generalement à dire, faire, procurer, & exercer pour icelle Dame Marguerite conſtituante, & en ſon nom, toutes & chacunes les autres choſes, qui ſeront en & pour les choſes deſſuſdites neceſſaires & oportunes à faire, & que ladite Dame Marguerite conſtituante feroit, & faire pouroit, ſi preſente y étoit en ſa perſonne, donnant, & octroiant ladite Dame Marguerite conſtituante à ſeſdits Procureurs, & à chacun d'eux ſeul, & pour le tout, plein pouvoir, autorité, & mandement ſpecial, en & pour toutes & chacunes les choſes deſſuſdites; promettant neanmoins ladite Dame Marguerite conſtituante par ſa ſoi & ſerment, pour ce corporellement baillez en la maio deſdits Notaires deſſus nommez, ſtipulaos & acceptans pour, & au profit de tous & chacuns ceux, qui en ce ont, & pouront avoir intereſt, en quelque maniere pour le tems à venir, ſous l'hipoteque, & obligation de tous & uns chacuos, ſes biens, meubles & immeubles, preſens & à venir, & ſous toute renonciation, & cautelle de droit & de fait à ce neceſſaires, elle dés maintenant avoir agreable, ferme, & ſtable tout ce que par ſeſdits Procureurs, & chacun d'eux ſeul, & pour le tout, ſera, ou aura été fait, dit, voulu, conſenti, ſoumis, confeſſé, aquieſcé, & autrement exercé, & procuré és choſes deſſuſdites, & en chacune d'icelles, leurs circonſtances & dépendances, & paier l'adjugé contre elle, ſi métier eſt, & les relever, & dés maintenant les releve de toutes charges de ſatiſfation, ſi comme nous Garde deſſuſdit avons vû & oüi avec les Notaires, & Têmoins deſſus, & ci-aprés nommez, toutes & chacunes les choſes deſſuſdites, par ladite Dame Marguerite être faites, dites, paſſées, vouluës, conſenties, & accordées. En temoin deſquelles choſes nous avons mis & apoſé à ces preſentes lettres le ſcel deſſuſdit avec les ſeings, & ſouſcriptions deſdits Notaires Apoſtoliques deſſus nommez, le 7. jour du mois de Mars, l'an de grace 1475. nobles & honnorables hommes, & ſages, Meſſire Jean de Hangeſt, Chevalier, Seigneur de Janly; Maitres Fraoçois Gaultier, Pierre du Breuil, Licentié en Loix, & Jean Lalement, Bourgeois & Marchand de Bourges, témoins à ce preſens requis, & apellez, fait & donné comme deſſus, Compaing, de Brielle. ANS de J.C. 1475.

Et ego Guillelmus Robin, Lemovicenſis Dioceſis publicus, autoritate Apoſtolica, venerabiliſque Metropolitanæ ac Bituricenſis Primatialis Curiæ Notarius & Juratus, quia ſupraſcriptis donationi, ceſſioni, demiſſioni, quittationi, promiſſioni, obligationique, renunciationi, ac procuratorum conſtitutioni, poteſtatis dationi, ratihabitioni, premiſſiſque aliis omnibus & ſingulis, dum ſic, ut prefatur, dicerentur, agerentur, & fierent, una cum Domino Cuſtode, Notariis publicis ſupra & infra ſubſcriptis, ac teſtibus ante nominatis, preſens interfui, eaque ſic fieri vidi, & audivi. Ideo preſentes litteras, ſeu preſent publicum inſtrumentum, manu aliena fideliter ſcriptum, una cum prefatis Notariis publicis, recepi, publicavi, & in hanc publicam formam redegi, hicque manu propria me ſubſcripſi, & ſignum meum ſolitum una cum prefati Cuſtodis ſigillo appenſione, atque ſigno & ſubſcriptione Notarii publici infra ſubſcripti apposui, in fidem & teſtimonium omnium, & ſingulorum premiſſorum requiſitus, & rogatus.

Ego vero David Ouvre, Clericus Bituris oriundus, Apoſtolica autoritate & Curiarum Metropolitanæ Domini Archidiaconi, ac venerabilium virorum Dominorum Decani & Capituli Sanctæ Primatialis & Metropolitanæ Eccleſiæ Bituricenſis, ad Romanam Eccleſiam nullo medio pertinentis, Notarius Juratus: quia donationi, ceſſioni, demiſſioni, & quittationi, promiſſioni, obligationi, & renunciationi, procuratorum conſtitutioni, poteſtatis dationi, ratihabitioni, ac ceteris premiſſis, omnibus & ſingulis, dum ſic, ut premittitur, agerentur, & dicerentur, ac fierent una cum Domino Cuſtode, Notariis publicis, & teſtibus prenominatis, preſens fui, eaque omnia & ſingula ſic fieri & dici vidi, & audivi. Idcirco preſentibus litteris, ſeu huic publico inſtrumento aliena manu, me aliis occupato negotiis, fideliter ſcriptis, ſive ſcripto, me ſubſcripſi, & ſignum meum publicum ſolitum una cum ſigillo ad contractus in Præpoſitura Bituricenſi ſtatuto appenſione, ſignis ac ſubſcriptione Notariorum publicorum predictorum apposui, requiſitus in fidem, & Teſtimonium corumdem premiſſorum, & rogatus.

Et au dos, *Littera acquiſitionis & tranſportûs Ducatus Lotharingiæ facti Regi Franciæ, per Dominam Margaritam, filiam Renati Regis Siciliæ.* Item, *Juris Ducatus Andegavia, Barri, ac Comitatus Provinciæ, tam poſt deceſſum ſui patris, quàm aliàs ſibi competentium, in anno* 1475. Signé & ſcellé.

CDXCVI.

Alliance faite entre l'Empereur FREDERIC III. *les* ELECTEURS DE L'EMPIRE, *&* LOUIS XI. *Roi de France, contre le Duc de* BOURGOGNE. *A Cologne le* 25. *Mars* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 183. ANS de J.C. 1475. L'EMPIRE LA FRANCE contre BOURGOGNE.

FEnericus, divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, Auſtriæ, Stiriæ,

ANS de J. C. 1475.

riæ, Karinthiæ & Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ, Eſclavoniæ, ac Portuſnaonis, Comes in Haſpurg, & Tirulis, Feretis, & in Friburg, Marchio Burgoviæ, & Lantgravius Alſaciæ, tenore præſentium recognoſcimus, quòd cùm in fœderibus inter Nos, & venerabiles Adolphum Archiepiſcopum Maguntinenſem per Germaniam, & Joannem Archiepiſcopum Trevirenſem per Galliam, & Regnum Arelatenſe, noſtros & Sacri Romani Imperii Archicancellarios, ac Illuſtres Erneſtum Ducem Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Mareſchallum, & Albertum Marchionem Brandeburgenſem, Sacri Romani Imperii Archicamerarium, Principes ELECTOREAS, & nepotes, & agnatos noſtros Cariſſimos ex una; & Sereniſſimum Principem LUDOVICUM Regem Francorum Fratrem, conſœderatum, & conſanguineum noſtrum Cariſſimum ex alterâ partibus, initis & conſectis caveatur, quòd quilibet noſtrûm tam Nos, quàm idem Rex Francorum, triginta millia armatorum equeſtrium & pedeſtrium contra Ducem BURGUNDIÆ tenere debemus, & quòd ipſe Francorum Rex eadem ſua triginta millia poſt feſtum Circumciſionis Domini proximè præteritum habere debuerat in terra Lucemburgenſi juxta continentiam litterarum deſuper confectarum, nos tolleramus, & tolerare volumus per præſentes, quòd præfatus Rex Francorum pro dictis triginta millibus, viginti millia armatorum equeſtrium & pedeſtrium cum bombardis, & aliis machinis bellicis, pront in dictis litteris fœderum expreſſum eſt, mittat directè contra Ducem Burgundiæ, infra huc, & feſtum Sancti Gregorii martyris proximè futurum, in terram Lucemburgenſem, ad invadendam eandem terram; & ſi per Imperialem noſtram Majeſtatem Rex ſuper hoc fuerit requiſitus, tunc infra idem tempus eadem viginti millia armatorum cum exercitu ac caſtris noſtris jungat, ſi fieri poteſt, abſque dolo & fraude; infra quod quidem tempus nos ſimiliter adiemus cum viginti millibus armatorum equeſtrium & pedeſtrium, noſtris, & præfatorum Electorum, ac aliorum Sacri Romani Imperii Principum, & ſubditorum ſalario expenſis, pariter ut ipſe Rex cum bombardis & machinis bellicis contra dictum Ducem Burgundiæ, illi præcedere volumus & debemus, cæteris omnibus in dictis litteris fœderum expreſſis & contentis, in ſuo robore duraturis, quibus per has noſtras litteras nolumus in aliquo derogari, harum Teſtimonio litterarum Majeſtatis noſtræ ſigilli appenſione munitarum. Nos verò ſupra nominati Maguntinenſis, Trevirenſis, & Brandemburgenſis, uti hoc tempore majori parte Collegii Principum Electorum, abſente præfato confratre noſtro Duce Erneſto, omnia ſupradicta, in quantum Romanum concernunt Imperium, Terras, & Dominia noſtra, approbamus, ratificamus, & ad ea præſtamus conſenſum fœderibus tum ſupra tactis, in omnibus aliis ſuis articulis ſalvis remanentibus, ſecluſâ penitus fraude. Et in teſtimonium præmiſſorum ſigilla noſtra his litteris juxta ſigillum Imperialis Majeſtatis ſunt appenſa. Datum Coloniæ viceſima-quinta die menſis Martii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, Regnorum noſtrorum Romani triceſimo-quinto, Imperii viceſimo-quarto, Hungariæ verò decimo ſeptimo, ad mandatum proprium Domini Imperatoris.

CDXCVII.

ANS de J. C. 1475. FRANCE ET BOURGOGNE.

Projet de (a) *Mariage entre* CHARLES *Dauphin, depuis Roi de France* VIII. *du nom, Fils du Roi* LOUIS XI *&* MARIE, *Héritiére des Pays-Bas. Sans date; mais mis dans cette année par* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 188.

(a) Ce mariage ne fut point accompli, Louis XI. croyant avoir les Pays-bas, ſans être obligé de donner ſon fils à Marie, ce qui a été la cauſe de tous les malheurs auſquels ces Pays ont été expoſés dans la ſuite.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France. A tous preſens & à venir, Salut. Comme puis naguere, pour toûjours de plus en plus nourrir & accroitre l'amour, union, & prochaineté, de nous & de nôtre tres cher & tres amé aîné fils, CHARLES Dauſin de Viennois, & de nôtre tres-chere, & tres-amée Couſine, MARIE fille de nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne. Savoir faiſons, que pour le ſingulier deſir & affection qu'avons à nôtredit Frere & Couſin, & à ſa Maiſon de Bourgogne, avons de nôtre certaine ſcience, & par grande & meure deliberation, de pluſieurs des Seigneurs de nôtre ſang & lignage, & autres de nôtre Grand Conſeil, fait, Traité, accordé, concln, promis & juré, & par la teneur de ces preſentes, tant en nôtre nom, comme pour & au nom de nôtredit fils, & nous établiſſant, & faiſant forts pour lui, faiſons, traitons, accordons, concluons, jurons, & promettons ledit Mariage d'icelui nôtre aîné fils, & de nôtredite Couſine de Bourgogne, lequel Mariage nôtredit Frere & Couſin, le Duc de Bourgogne, & auſſi nôtredite Couſine ſa fille, ont promis & juré de leur part, faire & accomplir. Et en faveur & contemplation d'icelui, nous avons donné & octroié par forme de douaire à nôtredite Couſine, au cas que aprés ledit Mariage conſommé & accompli, elle ſurvivroit nôtredit fils, la ſomme de (b) cent mille écus d'or de rente, & revenu par chacun an ſa vie durant, & au deſſous à icelle aſſeoir, aſſigner, parfournir, & continuer en nos Païs & Comté de Champagne, & autres Païs adjacens & contigus, juſques au parfourniſſement de ladite ſomme, & pour plus grande ſeureté dudit Traité de Mariage, nous avons donné, & donnons par ceſdites preſentes, plein pouvoir, autorité, commiſſion, & mandement ſpecial, à nôtre cher & feal Couſin, Conſeiller, & premier Chambellan, George de la Trimoüille, Seigneur de Craon, de Rochefort, & de Liſle-Bouchard, de conclure par paroles de preſent ledit Mariage, & de fiancer & épouſer en face de Sainte Egliſe, pour & au nom de nôtredit fils, icelle nôtredite Couſine de Bourgogne, ou en prendre & bailler telle obligation & ſeureté, qu'il verra être à faire. Promettant de bonne foi, en parole de Roi, ſur nôtre honneur, & ſur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, de tenir de nôtre part, & faire tenir, & accomplir par nôtredit fils, tout l'effet & contenu de ceſdites preſentes, & le lui faire ratifier & avoir agreable; & au ſurplus, accomplir & conſommer ledit mariage, ſi-tôt qu'il ſera venu en âge ſuffiſant pour ce faire; & quant à ce, nous ſoûmettons aux cenſures Eccleſiaſtiques, & de n'en pouvoir être abſous ſans le conſentement de nôtredit Frere, & d'icelle nôtre Couſine.

(b) Doüaire exceſſif.

Sur le dos eſt écrit: Minute premiere faite par M. le Greffier Maître Guillaume de Ceriſay, du Mariage de Monſeigneur le Dauphin & de Mademoiſelle Marie de Bourgogne.

ANS de J. C. 1476.

CDXCVIII.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Acte par lequel les Etats du Comté de BOURGOGNE *remettent ce Pays à* LOUIS XI. *Roi de France, pour le garder pour* MARIE *Heritiére de Bourgogne. Fait à Dole, le 18. Fevrier* 1476. Jean Molinet, Chroniques Manuſcrites. Tom. I. pag. 56.

LEs gens des trois Eſtats de la Comté de BOURGOIGNE, aſſemblez en la Ville de Dole, ſur ce que R. P. en Dieu Monſieur l'Eveſque, Nobles & Puiſſans Seigneurs George de la Trimouille Comte de Ligny & Seigneur de Craon, & Charles d'Amboiſe Comte de Brienne, Seigneur de Chaultmont & Lieutenant du Roy, tous Commis de par luy en cette partie, avoient requis & demandé, que ladicte Comté de Bourgoigne, fut miſe en la main & obeyſſance du Roy, duquel Pays il vouloit prendre la charge, pour le bien de luy, & de tres-haute, & tres-noble Princeſſe Mademoiſelle MARIE de Bourgoigne, ſa proche parente & filleule, le droict de laquelle il vouloit garder, & meſmement en faveur & contemplation do Mariage pourparlé, & indubitablement eſperé, de tres-haut, & Excellent Prince, Monſieur Charles Dauphin de Viennois, & de Mademoiſelle de Bourgoigne comme ils diſoient, aprez pluſieurs remontrances faictes auſdicts Sieurs par leſdicts Eſtats, tant du droict & heritage de madicte Damoiſelle, de la nature & condition de ladicte Comté, comme d'avoir tamps de delay ſuffiſant pour envoyer vers madicte Damoyſelle, afin de ſçavoir ſon bon plaiſir, à eſté dict & declaré, qu'ils ne pouvoient differer l'execution, dont ils avoient charge & ordonnance diſants qu'ila ſe donnoient merveille de la longue contradiction & reſiſtence faicte par ledict Pays touchant ce que deſſus, ven la treſgrande Armée & puiſſance de gens d'armes, que le Roy avoit preſentement audict Pays, à laquelle ledict Pays ne pouroit reſiſter, veu auſſy que pluſieurs ennemis de ladicte Comté journelement s'efforçoient d'y entreprendre, parquoy eſtoit beſoing d'y pourveoir à main forte, ce que le Roy a bonne & honneſte intention deſiroit faire, & non a autre fin, dont leſdicts Seigneurs d'Alby, de Craon, & de Chaumon ſe diſoient bien eſtre informez, & ainſy l'affermoient en leurs honneurs & conſciences offrants de la part do Roy appſiſer tous les ennemis du Pays, quels qu'ils ſoient, & que iceluy Pays ſoit entretenu en tous & ſinguliers, ſes privileges franchiſes, & libertez, ſans ce qu'il fut jamais travaillé d'aucuns effouages, gabelles, emprunts, ny autres preſtations quelconques, ou charges extraordinaires, & de tout ce que dict eſt, promectoient iceux Seigneurs delivrer lettres patentes du Roy en bonne & ample forme auſdicts Eſtats, pour leſdictes cauſes, & autres pluſieurs, meſmement afin de ſoulager ladicte Comté, conſerver le pauvre peuple, & eſchever effuſion de ſang humain, avec autres innumerables maux, inconvenients & eſclandres apparans iceux Eſtats ſoubs le tres-noble plaiſir du Roy, & de madicte Damoiſelle pour autant qu'en eux eſt, & que faire le peuvent, ſauf leurs honneurs & loyautez en tout & par tout ont conſenty & conſentent, que ledict Pays ſoit tenu, ſoubs la main & protection du Roy, & de madicte Damoiſelle moyennant toutefois, qu'ils facent par voye de Paix finale aſſeurer ledict Pays de tous les ennemis d'iceluy Pays, quels qu'ils ſoyent, & incontinent que autres deſdicts ennemis, qui y ſont entrez voident ſans le piller, ny endommager aucunement, & au regard des gens de guerre qui y ſont du Roy, ils ſe departiront des à preſent, & point n'y retourneront, pour tenir garniſon, ny autrement, ſinon qu'il fut neceſſité à la deffence dudict Pays, & par l'advis deſdicts Commis du Roy, & des notables deſdicts trois Eſtats, auquel cas leſdicts gens de guerre feront tenus de payer raiſonnablement leurs deſpens, ſans faire pillerie quelconque, oppreſſion ou violence. Au ſurplus eſt entendu, que les Offices, & Officiers dudict Pays demeureront tous en leurs Eſtats entierement aux anciens gages, droicts & prouſits, comme au vivant de tres-noble memoire Philippe Duc de Bourgogne que Dieu abſolve. Auſſy ſeront entretenues les penſions de tous les Penſionnaires, tant preſens comme abſens. En outre les ſelz de toutes les ſaulneries de Salins, auront leur plain cours, & tels qu'ils avoient au tamps de mondict Seigneur le Duc Philippe, lequel Pays demourera deſchargé à touſiours mais, tant pour le tamps paſſé, que pour le tamps avenir de tous affouages, gabelles, aydes, ſubſides, emprunts & autres preſtations, & charges extraordinaires quelſconques ſans ce que jamais les manans des Pays, habitans & ayans domicile audict Pays y ſoient aſtraints, & contraints, ſans ce auſſy, que aucune choſe de nouveau ſoit entreprinſe, ſur leurs Terres, Seigneuries, Juriſdictions ou chevances, ny qu'ils ſoient tirez hors dudict Pays, par quelconque cauſe que ce ſoit, en enſuivant les privileges, franchiſes, libertez, & anciennes couſtumes dudict Pays.

ANS de J. C. 1476.

Et ſi a l'occaſion des exploicts des guerres, ou diviſions paſſées aucunes Terres, Seigneuries ou heritages deſdicts manans, & habitans & ayans domicile audict Pays tant preſens, comme abſens avoient eſté empeſchées ou données, ceux dudict Pays qui les ſouloient tenir y retourneront de plein droict, & recommenceroient leurs poſſeſſions, & ce qu'ils trouveroient en nature des choſes, ſans difficulté quelconque, nonobſtant les donations, confiſcations ou commiſes, qui en pourroient eſtre faictes, par le Roy ou autres quels, qu'ils ſoient. Toutes leſquelles ont eſté conſenties par leſdicts Eſtats, ſoubs les moiens, & modifications, que deſſus, & tout ſans prejudice des droicts de toutes les parties, & ſupplient treshumblement leſdicts Eſtats, qu'il plaiſe au Roy conſerver madicte Damoiſelle en tous ſes droicts hauteurs, & preéminences. En teſmoing de ce, leſdicts Eſtats ont faict ſeeller ces preſentes du ſeel du Parlement de Dole armoyé aux armes de ladicte Comté, & faict ſigner par le Greffier dudict Parlement le 18. jour du mois de Fevrier, l'an 1476. ainſy ſigné, P. Warnier.

CDXCIX.

Alliance entre l'Empereur FREDERIC III. *&* LOUIS XI. *Roi de France, contre le Comte Palatin. A Paris le 17. d'Avril* 1476. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 204.

ANS de J.C. 1476.

L'EMPEREUR ET LA FRANCE.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, recognoſcimus, & notum facimus per præſentes, quòd per fidem quæ inter Sacrum Romanum Imperium & inclitum Regnum Franciæ ab antiquo conſtitit, mutuamque benevolentiam, quæ inter Sereniſſimum Principem FREDERICUM Romanorum Regem, fratrem & conſanguineum noſtrum cariſſimum, & Nos eſt, & perpetuò eſſe debet, contra Ducem Fredericum Bavariæ, Palatinum Rheni, ſe aſſerentem propter rebellationem & contumaciam, quam prædictus Dux Fridericus contra præfatum Fredericum Romanorum Regem, factioſaſque inſidias, quas contra nos, & inclitum regnum noſtrum Franciæ plurimum machinari & moliri conſuevit, nos cum dicto Romanorum Rege, fratre & conſanguineo noſtro

ANS de J.C. 1476.

noſtro cariſſimo, amicabiliter & ſincere conſoederavimus, univimus, ac fœdus amicitiæ fecimus juxta infrà ſcripta; quod quilibet noſtrûm alteri contra eumdem Ducem Fredericum, purè, ſincerè & fideliter juvare, auxiliari, & nobis invicem aſſiſtere debemus, & quàcumque dictus Fredericus Romanorum Rex dictum Ducem Fredericum pro hujuſmodi ſuis exceſſibus & rebellione compeſcere, & nos in hoc ad auxilia ferenda requirere voluerit, hoc prius intimare debebit, tunc pòſt lapſum trium menſium poſthabitâ ulteriori morâ illico unum notabilem ac deputatum Capitaneum cum viginti millibus armatorum, cum armis, bombardis, telis, & aliis machinis, & ingeniis bellicis ad bellum, & caſtrorum metationem opportunis, & requiſitis, noſtris propriis ſtipendiis & expenſis ad terras & Dominia dicti Ducis Frederici pro loco & tempore, in quibus melius videbitur expedire, & magis neceſſarium erit, prout nos tunc mutuò ſuper hoc accordabimus, & deliberabimus, mittemus & deſtinabimus; quæ quidem gentes armatorum unà cum gentibus hoc tempore per dictum fratrem noſtrum Romanorum Regem ad hoc deputatis & miſſis in uno, aut duobus locis, debent contra præfatum Ducem Fredericum exercitualiter ac hoſtiliter procedere, & terras, ac ſubditos ſuos expugnare, & de manibus ſuis auferre, & à Principio hujuſmodi belli uſque ad ejus finem invicem ac ſimul permanere, & bellum ipſum ſecundum omnem opportunitatem ac neceſſitatem ſimul ducere & continuare, nec unus noſtrûm ab altero recedere, niſi alterius, aut Capitaneorum ſuorum, qui ſpecialiter ad hoc deputati erunt, & mandatum habebunt, liber conſenſus & voluntas acceſſerit; nec dictus frater noſter Romanorum Rex, neque nos Francorum Rex, neque utriuſque noſtrûm Capitanei cum præfato Duce Frederico, neque cum adhærentibus & auxiliatoribus, ullam pacem, concordiam, belli ſufferentiam, treugas, aut tractatus acceptabimus, neque conſentiemus, niſi liber conſenſus, ac bona voluntas alterius noſtrûm, aut Capitaneorum ſuorum, qui ad hoc ſpecialiter deputati erunt, ad hoc acceſſerit, ac ipſe, & ejus auxiliatores, terræ, Dominia, ac ſubditi ſint ſpecialiter in hoc comprehenſi, ac proviſum eis ſufficienter pro ſua ſecuritate exiſtat; ſin autem cum eodem Duce Frederico aliquam pacem, aut concordiam inire volumus, tunc in ea excipere & cavere debemus, quod ea pace, aut concordia non obſtante, nihilominus aſtricti eſſe debemus, & teneamur præfato fratri noſtro cariſſimo Romanorum Regi, cum per Serenitatem ſuam ſuper hoc requiſiti fuerimus, contra eumdem Ducem Fredericum auxilium & aſſiſtentiam præſtare & præbere, quemadmodum in fœderibus inter Serenitatem ſuam, & Nos initis, eſt comprehenſum. Pari modo præfatus frater noſter cariſſimus Romanorum Rex in hoc ita obſervare debebit, ut ſi ejuſdem fratris noſtri cariſſimi Romanorum Regis, & noſtræ gentes præfatæ inſimul ac conjunctim, aut una partium in ſpeciali, cum adjutorio omnipotentis Dei, eidem Duci Frederico, & ſuis auxiliatoribus, civitates, oppida, caſtra, munitiones, vectigalia, ſeu teloniæ, aut villas auferrent, ſeu auferret, aut expugnarent, ſeu expugnaret, ad Sacrum Romanum Imperium, aut ad ipſum Palatinatum ſpectantia, aut quæ ipſi Palatinatui impignorata forent, illa ſolùm fratri noſtro Frederico Romanorum Regi, ac Sacro Romano Imperio ſequiri & cedere debeant; & Nos Francorum Rex, neque noſtri Capitanei, neque gentes, ullam in his portionem partiri, ſortiri, neque habere debeamus: ſi quæ verò caſtra, civitates, oppida, villæ, aut alia non ſpectantia ad Sacrum Romanum Imperium, neque ad ipſum Palatinatum, ipſi Duci Frederico ablata fuerint, in illis dictus frater noſter cariſſimus Romanorum Rex æqualem portionem nobiſcum ſortiri, & habere debebit juxta numerum gentium ſuarum, quæ hujuſmodi expugnationi & acquiſitioni interfuerint, pari modo cum machinis, ac ingeniis bellicis, & ipſis Capitaneis, qui acquiſiti fuerint, debet obſervari; & juxta numerum gentium, quem uterque noſtrûm in hujuſmodi lucris & acquiſitionibus habuerit, inter Serenitatem ſuam, & Nos æqualiter dividi debebit; numerata vero pecunia, ac bona militaria, ſeu caſtrenſia acquiſita debent in diviſionem venire, & inter utriuſque noſtrûm gentes, qui hujuſmodi lucro interfuerint, & ad hoc auxiliati ſint prout hujuſmodi diviſionis jus & conſuetudo exiſtit, æqualiter dividi, ſemotis dolo & fraude. In quorum teſtimonium præſentes litteras ſigilli noſtri appenſione fecimus communiri. Datum Pariſiis die decima-ſeptima menſis Aprilis.

ANS de J.C. 1476.

D.

Traité de Paix & de Ligue, entre LOUIS XI. *Roi de France, &* GALEAS, *Duc de Milan, du 9. Août* 1476. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 189.

FRANCE ET MILAN.

IN nomine Domini, Amen. Noverint univerſi præſens publicum inſtrumentum inſpecturi, Quòd anno ejuſdem milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo ſexto, indictione nona, menſis verò Auguſti die nona, Pontificatus ſanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti anno quinto, in noſtrûm Notariorum, & teſtium infra ſcriptorum, ad hæc ſpecialiter vocatorum & rogatorum, præſentiâ perſonaliter conſtitutus ſpectabilis, & circumſpectus vir Dominus Franciſcus de Petra ſancta, Secretarius, Procurator, & mandatarius Illuſtriſſimi ac excellentiſſimi Principis Domini, GALEAS Mariæ Sforziæ Vicecomitis, Ducis Mediolani ac Papiæ, Angleriæque Comitis, Januæ ac Cremonæ Domini, dixit & expoſuit, quòd cum aliàs Sereniſſimus ac Chriſtianiſſimus Princeps, & excellentiſſimus Dominus, Dominus LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex, cum Illuſtriſſimo & excellentiſſimo quondam Principe Domino Franciſco Sforzia Vicecomite, Duce Mediolani, quem Majeſtas ſua paternâ caritate dilectione, & ſingulari amore complectebatur, fœdus intelligentiæ & conſœderationis, & pacta inierit & firmaverit, & poſtea nedum confirmavit, & de novo contraxit ipſe Dominus noſter Rex; verùm quo majore gratia ipſum Dominum Franciſcum, Mediolani Ducem, amplecteretur, eumdem Dominum Franciſcum Ducem Mediolani, ac Illuſtriſſimam Dominam Blancam Mariam, Duciſſam Mediolani, ipſius Domini Ducis Franciſci conſortem, pro ipſis jugalibus, eorumque filiis legitimis maſculis, natis tunc, & naſcituris, inveſtivit in feudum nobile & gentile ac honorificum de civitatibus Januæ & Saonæ, cum earum, & cujuſlibet earum, civitatibus, Epiſcopatibus, ripariis, diſtrictionibus, locis, terris, villis, ac juribus ſeis tam maritimis, quàm terreſtribus. Cumque poſtea fuiſſet ab humanis prælibatis Illuſtriſſimis quondam Dominis, Franciſco Duce, & Blanca Maria Duciſſa, in ducatu & Dominio Mediolani, & feudo, ac Dominio Januæ & Saonæ, & in univerſo Dominio ipſorum Illuſtriſſimorum quondam Dominorum jugalium, ſucceſſerit Illuſtriſſimus Princeps ac excellentiſſimus Dominus Galeas Maria Sforzia Vicecomes, Dux Mediolani &c. eorum primogenitus, & legitimus hæres & ſucceſſor; & ipſe Illuſtriſſimus Dominus Galeas Maria Dux Mediolani, tum ut veſtigia imitetur, tum quòd prælibato Sereniſſimo Domino noſtro Regi, quodam ab ipſa natura innato amore, & reverentiâ, quibus Regiam ipſam Majeſtatem proſecutus eſt, proſequitur, & proſequi in futurum immutabili propoſito omni tempore intendit. Omnia fœdera, conventiones, pacta, & obligationes omnes, ac feudum prædictarum civitatum Januæ & Saonæ, prout

ANS de J. C. 1476. prout inita & firmata, initæ & firmatæ fuerunt inter prælibatum Sereniſſimum Dominum noſtrum Regem, & dictos quondam Dominos parentes ſuos confirmaverit & renovaverit in loco Ambaſiæ de anno milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo ſeptimo, die vigeſima quinta Martii, medio Reverendi Domini Stephani de Nardinis, Archiepiſcopi Mediolani; & deinde ea ipſa repetita fuerunt, renovata, & confirmata cum certis adjectionibus de anno milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-tertio, decima-ſexta die Januarii, in civitate Lugdunenſi, inter præfatam Regiam Majeſtatem, & prædictum Illuſtriſſimum Dominum Galeas Mariam, Ducem Mediolani, ſeu eorum Mandatarios, & Procuratores, prout latiùs in Inſtrumentis, patentibus litteris, & documentis publicis inter prædictas partes reciprocè & viciſſim celebratis & factis, ad quæ condigna relatio habeatur, continetur. Cumque poſtremò partibus prædictis, etſi fœdera, conventiones, & mutuæ obligationes, de quibus ſuprà fit mentio, nulla videantur indigere confirmatione, vel renovatione, cum utrinque ſervata & continuata ſint, continuenturque & ſerventur, viſum eſt dignis reſpectibus, & legitimis cauſis, & rationibus, medio & interventu ipſius ſpectabilis Franciſci de Petra ſancta, Mandatarii & Procuratoris præfati Illuſtriſſimi Ducis Mediolani, ad intra ſcriptas confirmationes, recognitiones, renovationes, & renunciationes, ut intrà, ſolemniter devenire.

Imprimis prædictus Franciſcus de Petra-ſancta, ſuprà ſcripti Domini Galeas Mariæ, Ducis Mediolani &c. & Illuſtriſſimæ Dominæ Bonæ Duciſſæ conſortis ſuæ Secretarius, Procurator, & mandatarius, ut de ipſius procuratione & mandato conſtat, inſtrumento rogato per Marcum Trottum, Ducalem Cancellarium nominatum, tenoris infrà inſerti ſolemni ſtipulatione intervenientem nomine prædictorum Ducis, & Duciſſæ Mediolani, & cujuſlibet eorum, vigore & virtute præſentia inſtrumenti, omnibus meliori modo, jure, viâ, causâ, & formâ, quibus meliùs, validiùs, & efficaciùs potuit & poteſt, cum interventu cujuſlibet ſolemnitatis, tam de jure, quàm de conſuetudine in ſimilibus debitæ & requiſitæ, ſeu apponi conſuetæ, autoritate & arbitrio dicti ſui mandati in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, ſtipulantium, & recipientium nomine & vice, & ad partem & utilitatem dicti Domini noſtri Regis, ſolemniter approbavit, ratificavit, & confirmavit, ac approbat, ratificat, & confirmat quæcunque fœdera, omnes intelligentias, & quaſcunque obligationes inter dictas partes, ut præmittitur, initas, celebratas, & factas, ac inita, celebrata & facta tam in dictis locis Ambaſiæ & Lugduni, quàm alibi; & ea ipſa omnia, & ſingula, ut contracta fuerunt, de novo contrahit, init, firmat, & facit cum omnibus & ſingulis capitulis, conditionibus, pactis, punctis, articulis, reſervationibus, modis, & formis in ipſis, & qualibet earum, ipſarumque, & cujuſlibet earum inſtrumentis patentibus, documentis publicis, vel eorum quolibet contentis, ſpecificatis, & quæ hic prædictus Procurator & Mandatarius Ducalis, nominibus, quibus ſuprà, pro expreſſis, ſpecificatis, & inſertis haberi voluit, vultque, & intendit.

Item, prædictus Franciſcus de Petra-ſancta, Mandatarius & Procurator dictorum Domini Ducis & Duciſſæ Mediolani, renovavit, & renovat, fecit & facit feudum & homagium dictæ Regiæ Majeſtati ratione dictarum civitatum Januæ & Saonæ, earumque, & cujuſlibet earum jurium, & pertinentiarum, juravitque & jurat in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, legitimè ſtipulantium & recipientium pro dicto Domino noſtro Rege, ad ſacra Dei Evangelia corporaliter tactis ſcripturis, & præfati Domini Dux & Duciſſa, ſuique filii legitimè deſcendentes ab eis, & ſibi in prædicto ducatu & univerſo Dominio Mediolani ſuccedentes, ſemper & omnî tempore erunt veri & fideliſſimi feudales & feudatarii præfatæ ſereniſſimæ Regiæ Majeſtatis, & ſucceſſorum ſuorum de prædictis civitatibus Januæ & Saonæ, earumque, & cujuſlibet earum juribus, & pertinentiis, & omnia & ſingula facient & obſervabunt, quæ aliàs promiſſa, conventa, & jurata fuere præfatæ ſereniſſimæ Regiæ Majeſtati, & ejus Procuratoribus & Ambaſſiatoribus, per Procuratores, Nuncios, & Ambaſſitores tam præfatorum defunctorum Dominorum Ducis & Duciſſæ Mediolani, quàm ſupradictorum Dominorum Ducis & Duciſſæ modernorum, quæ in litteris ſuper his confectis Ambaſiæ & Lugduni continentur. ANS de J. C. 1476.

Item, Cum Illuſtriſſimus Dominus Carolus Dux Burgundiæ his proximis diebus poſt conflictum ab Alamanis habitum vi & manu armata conduxit, ſeu conduci fecit Illuſtriſſimam Dominam Yolant, ſororem præfati ſereniſſimi Domini noſtri Regis, & Duciſſam Sabaudiæ ad partes Burgundiæ, & pariter Illuſtriſſimum Dominum Philibertum, præfatæ Dominæ Duciſſæ filium, Ducem Sabaudiæ, cæteroſque ipſius natos conducere, ſeu conduci facere nixus eſt, in maximam præfati Domini noſtri Regis, & Domûs Sabaudiæ injuriam, ac ſtatus prædicti Domini Ducis Sabaudiæ non parvum detrimentum, contra fœdera per ipſum Dominum Ducem Burgundiæ, & dictam Dominam Duciſſam Sabaudiæ inſimul, ut dicitur, contracta, quibus eam, natos, ac ſtatum defendere, & ab omni violentia & injuria tueri tenebatur, manifeſtè videtur eundem Dominum Ducem Burgundiæ, ligæ & intelligentiæ aliàs de anno milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, die 30. Januarii inter ipſum, & præfatum Illuſtriſſimum Dominum Mediolani contractæ defeciſſe, & ab ea, & contentis in ipſa, ſua culpâ & cauſa diſceſſiſſe: cum ejus virtute prælibatam Dominam Duciſſam Sabaudiæ, dictumque Dominum Philibertum generum & Ducem, & ſtatum, tanquam datos per dictum Dominum Ducem Mediolani pro ejus colligatis, & ab ipſo Domino Duce Burgundiæ acceptatos, non modò non offendere, & injuriari, ſed defendere teneretur. Prædictus Franciſcus de Petra ſancta, Procurator & Mandatarius, ut ſuprà, nomine præfati Domini Ducis Mediolani &c. ſolemniter, & ut ſuperius in manibus noſtrûm infrà ſcriptorum Notariorum, & recipientium nomine & vice, & ad partem prædictæ Regiæ Majeſtatis, & ſuorum, ut ſuprà, renunciavit & renunciat, prædictæ ligæ & intelligentiæ cum dicto Domino Duce Burgundiæ, ut præmittitur, celebratæ & factæ cum omnibus & ſingulis in ea contentis. Quæ liga & intelligentia tum facta & celebrata fuit, tum per prælibatum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Mediolani, ſeu agentes pro eo, animo & intentione, quod nullomodo præjudicaret, ſeu præjudicare poſſet ligæ & intelligentiæ, quam habebat, & habet cum præfato ſereniſſimo Domino noſtro Rege Francorum, nec aliquibus in ea contentis & ſpecificatis, prout dictus Franciſcus nominibus, quibus ſuprà, dixit, & proteſtatus eſt, dicitque & proteſtatur in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, ſtipulantium & recipientium ut ſuprà. Quæ omnia & ſingula prædictus Franciſcus Ducalis Procurator, Secretarius, & Mandatarius nominibus, quibus ſuprà, ſolemniter, ut præmittitur, promiſit & promittit, ac juravit & jurat in animam Dominorum ſuorum, manibus corporaliter tactis ſcripturis in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, ſtipulantium & recipientium, nomine & vice, & ad partem & utilitatem præfati ſereniſſimi Domini noſtri Regis, aliorumque omnium, & ſingulorum quorum intereſt, intererit, aut intereſſe poteris in futurum, ſemper, & omni tempore exequi & adimplere, ac obſervare bonâ fide, & ſine fraude, & ſine aliqua ſiniſtrâ interpreta-

ANS de J. C. 1476. pretatione, cavillatione, vel exceptione, & nullo unquam tempore in aliquo contrafacere, dicere, ſponere, vel allegare, directè, nec per indirectum, aliqua ratione, vel cauſa, quæ dici, aut excogitari poſſet, aut aliquo quovis quæſito colore, ſub obligatione ſui, & prædictorum ſuorum principalium, omniumque ſuorum bonorum præſentium & futurorum, mobilium & immobilium, renuntians prædictus Franciſcus Ducalis Secretarius, Procurator, & Mandatarius, quibus ſuprà nominibus ſolemniter, ut ſuprà, renunciavit & renuntiat exceptioni doli mali, metus, in factum, condictionique ſine causâ, vel ex injuſta cauſa, prædictorumque omnium & ſingulorum, non ſicut ſuprà actorum, promiſſorum, aut geſtorum, aut aliter quàm ut ſuprà factorum, omnique alii probationi jurium, & legum auxilio, ac defenſioni in contrarium, ac omnibus, & ſingulis aliis rationibus, & allegationibus, quæ contra præmiſſa dici poſſent, vel objici quomodolibet in futurum; promittens, prout promiſit & promittit præfatus Franciſcus, Secretarius, & Mandatarius, ut ſuprà, quod præfati Domini ſui Dux & Duciſſa, infra terminum dierum ſexaginta proximè ſecuturorum, omnia & ſingula in præſenti inſtrumento contracta, promiſſa, & comprehenſa per ſuas patentes litteras ſuis ſigillis roboratas, & ipſorum manibus ſignatas ratificabunt, confirmabunt, & ſpprobabunt, de, & ſuper quibus præmiſſis omnibus & ſingulis præfatus Franciſcus de Petra-ſancta, Secretarius, Procurator & Mandatarius, ut ſuprà, petiit à oobis Notariis infra ſcriptis unum, vel plura, publicum, ſeu publica inſtrumenta, ad utilitatem dicti Domini noſtri Regis fieri, confici, atque dari. Acta fuerunt hæc Turonibus, in domo hoſpitii, in qua pendet imago Sancti Joannis, in Parochia Sancti Petri de Vallo, ſub anno, menſe, die, indictione, & Pontificatu, quibus ſuprà; præſentibus ad hæc Reverendo Magiſtro Patre & Domino, Domino Urbano Bonviardi, Epiſcopo Vercellenſi, magnifico Domino Angelo Maneto, Oratore Florentino, & viro circumſpecto Pantaleone, in artibus, & Medecina magiſtro, nonà cum pluribus aliis ibidem aſſiſtentibus teſtibus ad præmiſſa vocatis, ſpecialiter & rogatis. Tenor verò mandati Procuratorii ejuſdem Franciſci de Petra-ſancta ſequitur, & eſt talis.

In nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo ſexto, indictione nonâ, die veneris quinto menſis Julii, cùm Illuſtriſſimus Princeps & excellentiſſimus Dominus noſter, Dominus Galeas Sforcia Vicecomes, Dux Mediolani, ac Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ & Cremonæ Dominus, quippe qui ſuapte oſturâ erga Sereniſſimum Chriſtianiſſimum Principem, & excellentiſſimum Dominum ſuum obſervandiſſimum Dominum Ludovicum Francorum &c. Regem, ſincero cordis affectu, & maximâ, ut decet, reverentiâ affectus fuerit ſemper, & de præſenti afficiatur, præter fœderis, ligæ, ac feudalis conceſſionis mutuas obligationes, ſtatuerit propoſito immutabili, & conſtanti animo cum eadem Regia Majeſtate perſeverare in eo amoris, charitatis, fœderis, & affinitatis vinculo, quo contiouis præteritis temporibus fuit; cùmque ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani litteris egregii viri Antonii Domini de Appiano, aulici ſui, certioratus ſit Illuſtriſſimum Dominum Philibertum Ducem Sabaudiæ, & generum ſuum, accedente conſenſu Dominorum Patruorum, aliorumque Dominii ſui Dominorum, & Baronum legitimis reſpectibus, & rationabilibus cauſis decreviſſe, pro conſervstione ſtatus ſui, honoriſque ac dignitatis ſuæ, & totius domûs Sabaudiæ ad nonnullas conventiones, pacta, & intelligentias devenire cum prædicto ſereniſſimo Domino Francorum Rege, & idem Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ prælibatum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Mediolani, ſocerum ſuum atque Patrem adhortari admodum videatur, ut velit cum eo concurrere ad prædicta cum Regia Majeſtate prædictâ contrahenda, vel ad fœderis & veteris ligæ renovationem & confirmationem ſciendam. Quo ipſe Illuſtriſſimus Dominus Philibertus Dux Sabaudiæ, & gener ſuus, ſtatus conſervstionem & aſſecurstionem facilius, & meliorem conſequi queat; volens & intendens ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani &c. prædictis motus de cauſis, & reſpectibus, addito etiam quòd prædictum Dominum Philibertum Sabaudiæ Ducem, & generum ſuum, ſtatumque, & ejus honorem tueri & defendere, omnemque ipſius injuriam propulſare tenetur, virtute ligæ aliàs de anno milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-primo, die decimo-tertio Julii, cum Illuſtriſſima & excellentiſſima Domina Yolant, Duciſſa Sabaudiæ, & ſorore prædictæ ſereniſſimæ Regiæ Majeſtatis, pro ſe ipſa, & dicto Domino Philiberto ejus filio, & Duce Sabaudiæ celebratæ, eidem Domino Philiberto Duci Sabaudiæ morem gerere ad ea ipſa peragenda perſonaliter nequens intereſſe, confiſus de prudentia, fidei integritate, & in omnibus ſolertiâ & experientiâ prædicti Antonii, aulici & oratoris, ſc egregii viri Franciſci de Petra-ſancta, Secretarii Excellentiæ ſuæ ex certâ ſcientiâ, & aliis omnibus, modo, jure, vis, cauſa, & forma, quibus magis, meliùs, validiùs, & efficaciùs potuit, & poteſt, intervenientibus omnibus ſolemnitatibus in ſimilibus tam de jure, quàm ex conſuetudine debitis & requiſitis ſolemniter conſtituit, creavit, fecit, & ordinavit, ac facit, conſtituit, creat, & ordinat prædictum Antonium, & Franciſcum, abſentes tanquam præſentes, ſuos veros & indubitatos Nuntios, Procuratores & Mandatarios, & utrumque eorum in ſolidum, ita ut occupantis conditio melior non exiſtat, ſed quòd unus inceperit, alter mediare & finire poſſit, & quidquid melius dici & eſſe poſſit, ad, nomine ipſius conſtituentis, ac nomine & vice Illuſtriſſimæ Dominæ Bonæ, Duciſſæ Mediolani conſortis ſuæ præcordialiſſimæ, filiorumque, hæredum, & ſucceſſorum, ac colligatorum, adhærentium, recommendatorum, ac ſubditorum ſuorum, ſeſe conveniendum & præſentandum tam unà cum prædicto Domino Philiberto Duce Sabaudiæ, vel ab eo legitime ad ſuprà ſcripta, & infrà ſcripta deputatis, ſeu deputandis, quàm ſine, & tam ſimul, quàm diviſim, coram prædicta Regia Majeſtate, ſeu quibuſcunque ab eâdem ad ſuprà ſcripta, & infrà ſcripta legitimè deputatis, vel deputandis, & ad ea ipſm autoritatem & poteſtstem habentibus; ibique etſi liga, conſœderatio, & mutuæ obligationes inter prædictam Regiam Majeſtatem, & ipſum Dominum conſtituentem nullâ indigere videantur confirmatione, cùm inter ipſos ea ſit mentis & cordis affectio, caritas, animorum unitas, & bona voluntas, quæ fuerit unquam, & inter quoſcunque affinitatis, ac fœderis vinculo ſtrictos conveniat, aut eſſe poſſit, ad confirmandum, approbandum, & ratificandum, ac, ubi expedit, imprimis renovandum, & ſeu de novo faciendum, ligam, intelligentiam, & fœdera quæcumque, ſc renovationem & recognitionem feudi civitatum Januæ & Saonæ, ejuſque, & cujuſlibet earum diſtrictuum; riperiarum, terrarum, villarum, oppidorum, locorum, & jurium tam terreſtrium, quàm maritimorum, aliàs de anno milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo ſeptimo, die vigeſimo quinto Martii, inter prædictam Regiam Majeſtatem, & ipſum Dominum conſtituentem, ſeu Reverendum Dominum Stephanum de Nardinis, Archiepiſcopum Mediolani, Procuratorem & Mandatarium tunc ſuum, initas & factas, inita & facta, ſeu renovatas & renovata, ut conſtat publicis documentis inde confectis in loco Ambaſiæ, ac demum repetitas & repetita, ſeu confirmatas & confirmata; denuòque initas & inita, contractas & contracta in civitate Lugdunenſi die decima ſexta menſis Januarii,

ANS de J. C. 1476.

ANS de J. C. 1476. nuarii, milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo tertio, inter eamdem Regiam Majeſtatem, & prædictum Dominum Ducem Mediolani, ſeu ipſorum tunc Mandatarios & Procuratores, ut publico inſtrumento inde confecto cum clauſulis, promiſſionibus, obligationibus, pactis, & conditionibus in ipſis documentis & inſtrumentis tam Ambaſiæ, quàm Lugduni, ut præmittitur, celebratis, plenius conſtat, ad quæ congrua & plena relatio habeatur.

Item, Quùm Illuſtriſſimus Dominus Carolus Dux Burgundiæ &c. his proximis diebus poſt conflictum ab Alamanis habitum, neſcitur quâ ratione, vel quo ſpiritu ductus, vi & manu armata conduxit, ſeu conduci fecit prælibatam illuſtriſſimam Dominam Yolant, ſororem prædicti Domini Regis, & Duciſſam Sabaudiæ, ad partes Burgundiæ, & pariter prædictum Dominum Philibertum ejus Dominæ Yolant filium, & Ducem Sabaudiæ, & prædicti Domini conſtituentis generum, cæteroſque natos ſuos conducere, ſeu conduci facere nixus eſt in maximam Domini Regis prædicti, & domùs Sabaudiæ injuriam, & ſtatui non parvum detrimentum, contra etiam fœdera per ipſum Dominum Ducem Burgundiæ, & dictam Dominam Duciſſam inſimul, ut dicitur, contracta, quibus eam, natos, & ſtatum defendere, & ab omni violentiâ & injuriâ tutari tenebatur; apertè videtur eumdem Dominum Ducem Burgundiæ, ligæ & intelligentiæ aliàs de anno milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, die trigeſimo Januarii, inter ipſum, & prædictum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Mediolani contractæ, defeciſſe, & ab eâ, & contentis in eâ, ſuâ culpâ & causâ diſceſſiſſe, cum ejus virtute prælibatam Dominam Duciſſam Sabaudiæ, dictumque Dominum Philibertum Ducem, & ſtatum, tanquam datos per dictum Dominum Ducem Mediolani pro ejus colligatis, & ab ipſo Domino Duce Burgundiæ, acceptatos, non modò offendere & injuriari, ſed defendere teneretur, ad, coram Majeſtate prædictâ Regiâ, vel ab ea, ut præmittitur, deputatis, vel deputandis, renuntiandum prædictæ ligæ, & omnibus in ea contentis, ut præmittitur, cum dicto Domino Duce Burgundiæ, anno & die ſuprà ſcriptis celebratæ; quæ tamen facta & celebrata tunc ſunt per ipſum Illuſtriſſimum noſtrum Dominum Ducem Mediolani, animo & intentione, quòd nullomodo præjudicaret, ſeu præjudicari poſſet ligæ & intelligentiæ, quam habebat & habet cum prædicto Sereniſſimo Domino Rege Francorum, nec aliquibus in ea contentis, vel ſpecificatis, prout ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani dixit & proteſtatus eſt, ac dicit & proteſtatur in manibus mei infrà ſcripti Notarii, ſtipulantis & recipientis, vice & nomine, & ad partem & utilitatem omnium & ſingulorum, quorum intereſt, intererit, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, & generaliter ad alia omnia & ſingula in prædictis, & circa prædicta, & quolibet prædictorum tantum, & non aliter, faciendum, gerendum, dicendum, & procurandum quæ prædictis Antonio & Franciſco, vel alteri eorum, Procuratoribus & Mandatariis de mente prælibati Domini pleniſſimè inſtructis, neceſſaria & utilia viſa fuerint, tribuens & concedens inſuper prædictus Illuſtriſſimus Dominus Mediolani pro ſe, & ſuis prædictis ex certa ſcientia, modo, & forma ſuperſcriptis, prædictis Antonio & Franciſco, ejus Excellentiæ Procuratoribus & Mandatariis, & cuilibet eorum in ſolidum, ut ſuprà in prædictis, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum dumraxat, & non aliter plenum, largum, & generale mandatum, cum plena, larga & generali adminiſtratione, omnia & ſingula dicendi, faciendi, gerendi, procurandi, firmandi, concludendi, jurandi, obligandi, promittendi, ſtipulandi, & recipiendi, ac cætera omnia faciendi, quæ neceſſaria & utilia erunt; & quæ ipſe Dominus conſtituens facere poſſet, & faceret, ſi perſonaliter intereſſet. Promittentes prætereà, promiſerunt & promittunt, ac juraverunt & jurant prædictus Dominus conſtituens, & dicta Illuſtriſſima Domina Bona, Duciſſa Mediolani, ejus Domini conſtituentis conſors, eorum propriis manibus tactis ſcripturis in manibus mei Notarii infrà ſcripti ſtipulantis & recipientis, nomine & vice, & ad partem & utilitatem omnium & ſingulorum, quorum intereſt, intererit, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, ſemper & omni tempore eſſe ratum, gratum & firmum, rata, grata & firma habituros quidquid per dictos Antonium & Franciſcum, Procuratores & Mandatarios ſuprà ſcriptos, vel alterum eorum, actum, geſtum, dictum, procuratum, juratum, & concordatum fuerit in prædictis, & circa prædicta tantum, & non aliter, nec alio modo, eaque omni tempore bona fide, & ſine fraude impleturos & obſervaturos, & in nullo contrafacturos, vel venturos directè, nec per indirectum aliqua ratione vel cauſa, quæ dici aut excogitari poſſit, vel alio quovis quæſito colore, in verbo legalis Principis, & ſub pœna juramenti prædicti, ac ſub obligatione ſui, ac omnium & ſingulorum bonorum ſuorum præſentium & futurorum, & eorum quæ non comprehenduntur in obligatione generali. Renunciantes renunciaverunt & renunciant prælibati illuſtriſſimi Domini Dux & Duciſſa Mediolani, & quilibet eorum exceptioni non facti & celebrati præſentis mandati, dicti juramenti præſtiti, dictarumque factarum obligationum, & promiſſionum, omniumque prædictorum, ut præmittitur, factorum, aut aliter quàm ut ſuprà geſtorum, exceptioni doli mali, ſine cauſa, vel ex injuſta cauſa, & omni alii probationi & defenſioni in contrarium. Et inde de prædictis præfati Domini Dux & Duciſſa Mediolani juſſerunt & jubent, per me Marcum Trottum Notarium & Cancellarium infrà ſcriptum, publicum confici debere inſtrumentum, menſibus tribus valiturum, unum & plura ejuſdem tenoris. Actum in ſala magna Caſtri Papiæ ſolitæ habitationis prælibati illuſtriſſimi Domini noſtri Ducis Mediolani, præſentibus illuſtribus, magnificis, & egregiis viris, Domino Sforcia Maria Vicecomite, Duce, Barone, Comite Valentiæ, Domino Ludovico Maria Sforcia Vicecomite Mortarii, & Brixilii Comite, fratribus; Domino Joanne Marchione Pallavicino de Scipione, Domino Auguſtino Rubeo, Doctore & milite, Domino Alexandro Spinula Doctore, Petro de Gallarate, Domino Luca Grimaldo, Doctore; Orpheo de Ricano, Domino Joanne Angelo de Florentia, Doctore, Conſiliariis; Domino Joanne Baptiſta de Quartariis, Salarum Comite, Camerario à Camera; Jacobo Aliſero Secretario, & Alexandro Collecta, Cancellario, Ducalibus teſtibus, teſtibus ad prædicta vocatis, & rogatis. Et ſic ſcribitur in fine: Galeas Maria Sforcia, Vicecomes, manu propria. Sequitur ſubſcriptio manus Notarii. Ego Marcus Trottus filius Dominici, publicus Imperiali ac Ducali autoritatibus Notarius, & prælibati illuſtriſſimi Domini noſtri Domini Ducis Mediolani Cancellarius, prædictis omnibus, & ſingulis, dum, ſicut ſuprà, agerentur, interfui, & de eis inſtrumentum tradidi, illudque in hanc formam manu alterius perſonæ ſcriptum, & manu propria prælibati illuſtriſſimi Domini Ducis ſubſcriptum cum meis imbreviaturis auſcultavi, & nihil variare inveni. Ideo in fidem & teſtimonium præmiſſorum me propriâ manu ſubſcripſi, ſignumque mei Tabellionatus appoſui conſuetum. Sequitur alia ſubſcriptio prædicti Domini Ducis Secretarii. Et Ego Cichus Simoneta, miles, præfati Illuſtriſſimi Domini, Domini Ducis Mediolani Secretarius, de ejuſdem mandato præſens inſtrumentum ſubſcripſi, ſignumque mei Secretariatus appoſui, ac ſolito ducali ſigillo muniri feci in fidem omnium præmiſſorum. Cichus. Sforcia.

ANS de J. C. 1476.

Et ego Petrus du Ban, Clericus Turonenſis diœceſis

ANS de J. C. 1476. teſis oriundus, publicus Apoſtolica & Imperiali autoritatibus, Curiæque Metropolitanæ Turonenſis Notarius juratus, quia præmiſſis omnibus & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, dicerentur, agerentur, & fierent, unà eum Notariis infrà ſcriptis & teſtibus prænominatis præſens interfui, eaque ſic exponi, dici, ac fieri vidi & audivi; idcireò huic præſenti publico inſtrumento manu aliena ſcripto ſignum meum appoſui conſuetum, in fidem, robur, & teſtimonium veritatis omnium & ſingulorum præmiſſorum, requiſitus & rogatus.

Et quia ego Guillelmus Saintier, Clericus Turonenſis, in decretis Baccalarius, publicus Apoſtolica & Imperiali autoritatibus, Curiæque Metropolitanæ Turonenſis Notarius juratus, præmiſſis omnibus & ſingulis, dum, ſicut ſuperius, referrentur, dicerentur, agerentur, & fierent, præſens unà cum prænominatis teſtibus ac Notariis infrà ſcriptis interfui, eaque ſic fieri vidi & audivi, ac in notam ſumpſi; ideò huic præſenti publico inſtrumento manu alterius fideli ſcripto, me circa alia legitimè præpedito, ſignum meum ſolitum & conſuetum hîc me ſubſcribendo appoſui requiſitus & rogatus, in fidem & teſtimonium veritatis præmiſſorum omnium & ſingulorum.

Et ego Jobus, quondam Antonii de Vechiis de Scandiano Regienſis Diœceſis, publicus Apoſtolica autoritate Notarius, Judex ordinarius, quia præmiſſis omnibus & ſingulis, dum ſic dicerentur, agerentur & fierent, unà eum ſuprædictis teſtibus & Notariis interfui, ac præſens fui, & ſic exponi, dici & fieri vidi & audivi: Ideò rogatus & requiſitus huic præſenti inſtrumento in fidem, robur, ac teſtimonium præmiſſorum & ſingulorum, ſignum meum appoſui conſuetum. Signatum, Jobus Vechius. P. du Ban. G. Saintier.

D I.

ANS de J. C. 1476. FRANCE ET BRETAGNE. *Ratification du Duc & des Etats de* BRETAGNE, *aſſemblez à Redon le* 23. *Août.* 1676. *du Traité de Paix fait à Senlis, entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* FRANCOIS *Duc de Bretagne.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 197.

SAchent tous preſens & à venir, que aujourdui tres-haut & tres-puiſſant Prince, FRANÇOIS, par la grace de Dieu Duc de BRETAGNE, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus, nôtre Souverain Seigneur, étant & ſeant en cette Ville de Redon, en la Grand' Salle de l'Abbaie d'icelui lieu, pour tenir les Etats de ſon Païs & Duché de Bretagne, preſens, & aſſiſtans Reverends Peres en Dieu, & tres-honorez Seigneurs Meſſeigneurs les Prelats & Barons, & auſſi Bannerets, Bacheliers, Chevaliers, Ecuiers, gens de Chapitres, & de bonnes Villes, à cette fin convoquez, & aſſemblez audit lieu de Redon, faiſans & repreſentans iceux Etats, a fait entre autres choſes dire, declarer, & remontrer, & de fait, par tres-honoré Seigneur Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois & du Ponthus, Chancelier de Bretagne, leur a été par commandement de notredit Souverain Seigneur, dit, declaré, & remontré, que dés le neuvieme jour d'Octobre dernier, le Roi pour lui, ſon Roiaume, Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets d'une part, & le Duc par ſes Commis & Deputez, pour lui, ſes Païs, Seigneuries, & ſujets d'autre part, ſur les differends qui paravant avoient été entr'eux, & plus grands pûſſent enſuivre, avoit fait, pris & accordé, & contracté enſemble paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, bonne & vraie union, ſelon la forme & articles d'icelle paix, bien à plein contenus & declarez par les lettres ſur ce faites & données, ſavoir, les lettres du Roi du date deſſuſdit, & les lettres du Duc datées du cinquieme jour de Novembre dernier, de laquelle paix ainſi traitée, accordée, & contractée, le Roi doit, & avoit promis bailler lettres par les gens d'Egliſe, les Nobles, & autres Etats de ſon Roiaume, & le Duc de ſa part, doit, & avoit promis bailler ſemblables lettres des gens d'Egliſe, Nobles, & autres Etats de ce Païs & Duché, confirmatoires de ladite paix & amitié, & des lettres d'icelle faites & octroiées. A quoi & à toutes autres choſes de ſa part, promiſes & octroiées par le traité d'icelle paix, le Duc veut & deſire de tout ſon cœur fournir, & à cette fin a fait convocation, & aſſemblée deſdits Etats, demandant avoir d'eux leſdites lettres confirmatoires, pour les rendre & bailler au Roi, en retirant & recevant de lui les ſemblables, ainſi que bailler le doit. ANS de J. C. 1476.

Surquoi aprés que les lettres, contenant la forme & articles de ladite paix, furent vûes & lûes en preſence deſdits Etats, iceux par intervalle de tems les virent & viſiterent pour y avoir bonne & meure deliberation, deſquelles lettres du Duc la teneur enſuit.

François, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme depuis le trépas de feu mon tres-redouté Seigneur, Monſeigneur le Roi Charles, que Dieu abſolve, pluſieurs guerres, diviſions, & differences aient été mûes & ſuſcitées entre Monſeigneur le Roi de preſent, & nous, dont innumerables maux & inconveniens s'en ſont enſuivis, Nous qui toûjours avons deſiré & deſirons de tout nôtre cœur, appaiſer & éteindre leſdites diviſions & differences, auſſi pour relever le pauvre peuple de miſere, le garder d'oppreſſion, & éviter la cruelle effuſion de ſang humain, conſiderant que à l'honneur & loüange des Princes Chretiens rien n'eſt plus convenable, que de deſirer & aimer paix, de laquelle le bien & le fruit és choſes tertiennes & mortelles eſt ſi grand que plus ne pourroit, en aiant regard ſinguler à la bonne & loiale amour que le tems paſſé Monditſeigneur le Roi, & ſes Predeceſſeurs Rois de France, ont euë & tenuë, à nous & à nos Predeceſſeurs Ducs de Bretagne, aprés pluſieurs ouvertures & pourparlez ſur ce eus entre Monditſeigneur le Roi & nous, & les gens de nôtre Conſeil à ce Commis, par l'avis & deliberation de pluſieurs Prelats, Barons, & autres gens de nôtre Grand Conſeil, avons traité & accordé avec Monditſeigneur le Roi, en la forme & maniere contenuë & declarée és articles, dont la teneur s'enſuit.

Et ce ſont les articles accordez entre le Roi & le Duc de Bretagne.

Et premierement, ont fait, pris, & contracté, font, prennent, & contractent, &c. *Voiez l'Alte du* 9. *Octobre* 1475. *pag.* 632.

Savoir faiſons, que pour conſideration des choſes deſſuſdites, & ſinguliérement en l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, & pour le bien, deſir, & grande affection que de tout tems avons eû & avons de vivre, & nous gouverner envers Monditſeigneur le Roi & ſon Roiaume, en toute bonne amour & union, ladite paix, amour, union, & alliance d'entre Monditſeigneur le Roi & nous, enſemble toutes & chacunes les choſes deſſuſdites, contenuës & declarées eſdits articles ci-deſſus inſerez, & chacun d'eux avons jurées, promiſes, & accordées, & par ces preſentes, jurons, promettons, & accordons, promettant en parole de Prince, ſur nôtre honneur, & par la foi & ſerment de nôtre corps, ſur les Saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez, & ſur l'obligation de tous & chacuns nos biens, les tenir, entretenir, garder & obſerver, faire, & accomplir de point en point, ſelon leur forme & teneur,

ANS de J. C. 1476.

teneur, ſans jamais faire, aller, ni venir, ni faire faire, aller, ni venir à l'encontre par nous, ni par autre, en quelque maniere que ce ſoit. En témoin de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné en nôtre Ville de Nantes, le cinquieme jour de Novembre, l'an mille quatre cens ſoixante & quinze, ainſi ſigné, François, écrit de ſa main. Par le Duc de ſon commandement, le Comte de Laval, vous l'Evêque de Saint Malo, les Sires de la Roche, de Rieux, de Quentin, de Guimené, Guingamp, & de Coetmen, l'Admiral, le Grand-Maitre d'Hôtel, le Seigneur de Parigni & autres preſens, G. Richard, & ſcellé.

Ceux Prelats, Barons, Bannerets, Bacheliers, Chevaliers, Ecuiers, gens de Chapitres, & bonnes Villes, congregez & aſſemblez, comme dit eſt, faiſant & repreſentant leſdits Etats, parlant & faiſant parler par Meſſire Etienne Millon, Abbé de Saint Jagu, ont confirmé, loüé, ratifié, conſenti & approuvé, & par la reneur de cettes, loüent, conſentent, confirment, & approuvent ladite paix en la forme traitée, contractée, & contenuë par leſdites lettres, & ſelon la forme & articles d'icelle, donnée & baillée tant du Roi comme du Duc, ont voulu, promis, & ſe ſont obligez icelle paix, union, amitié, alliance & confederation, tenir, garder, & entretenir inviolablement, ſans jamais faire, aller, ni venir à l'encontre, en requerant, & de fait ont requis les Notaires Apoſtoliques ci-aprés ſubſcrits, de faire, former, & ſigner inſtrument, ou inſtrumens, un ou pluſieurs, en forme autentique & valable, pour faire foi & temoignage des confirmations, approbations, & autres choſes ci-devant dites & contenuës; & d'abondant, ont tres-humblement ſupplié au Duc nôtredit Souverain Seigneur, que ſon bon plaiſir ſoit y faire appoſer & ajouter le ſceau de ſa Chancellerie, pour plus grande robeur & fermeté. Ce fut fait à Redon, leſdits Etats tenant en la Grand' Salle de l'Abbaie dudit lieu, le vint-troiſieme jour d'Aouſt, l'an mille quatre-cens ſoixante ſeize.

Et quia ego Michaël Andrée, Theſaurarius Dolenſis, necnon Canonicus Nannetenſis Eccleſiarum, in decretis Licentiatus, publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, prædictæ pacis, confœderationis, amicitiæ, & unionis confirmationi, laudationi, ratificationi, conſenſui, & approbationi, promiſſioni, & obligationi, ac cæteris omnibus & ſingulis, dum, ſicut ſuprà ſcribuntur, agerentur, dicerentur, & fierent in vulgari Patriæ lingua Gallicana, unà cum infra ſcripto Notario præſens & perſonaliter interfui, eaque, & eorum ſingula ſic fieri atque dici vidi & audivi, idcircò huic præſenti publico inſtrumento inde confecto alterius manu, me aliis legitimè impedito negotiis, de mei juſſu fideliter ſcripto, ſignum meum unà cum Notarii prælibati ſigni & ſigilli prædicti appenſione ſolitum & conſuetum appoſui, in præmiſſorum omnium, & ſingulorum veritatis teſtimonium atque fidem, requiſitus, & rogatus. Signé, M. Andrée.

Et ego Guillelmus de la Houlle, Canonicus Maclovienſis, in decretis Licentiatus, publicus Imperiali autoritate Notarius. Quia prædictæ pacis, confœderationis, amicitiæ, & unionis confirmationi, laudationi, ratificationi, conſenſui, & approbationi, promiſſioni & obligationi, ac cæteris præmiſſis omnibus & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, in vulgari Patriæ lingua Gallicana dicerentur, agerentur & herent, unà cum ſuprà dicto Notario præſens interfui, eaque & ſingula ſic fieri, & dici vidi & audivi; idcircò præſentibus litteris, ſeu publico inſtrumento exinde confecto, manu alterius, me aliis impedito negotiis, fideliter ſcripto, ſignum meum unà cum ſigno ipſius Notarii, & ſigilli prædicti appenſione ſolitum appoſui in fidem & teſtimonium veritatis præmiſſorum, requiſitus & rogatus. Signé, de la Houlle.

Et quia ego Guido Richardi, Clericus Nannetenſis dioeceſis, Apoſtolicâ autoritate Notarius, ſereniſſimique Principis Domini Ducis Britanniæ Secretarius, prædictæ pacis confirmationi, conſenſui & approbationi, promiſſionique, obligationi, ac cæteris præmiſſis omnibus, & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, in vulgari Patriæ lingua Gallicana dicerentur, agerentur & fierent, unà cum ſuprà ſcriptis Notariis præſens interfui, eaque & ſingula ſic fieri & dici vidi & audivi; idcircò præſentibus literis, ſeu publico inſtrumento exinde confecto, manu alterius, me aliis occupato negotiis, fideliter ſcriptis, ſignum meum unà cum ſigilli ipſorum Notariorum prædictorum appenſione ſolitum appoſui, in fidem, robur, & teſtimonium veritatis præmiſſorum, requiſitus & rogatus. Signé, G. R.

ANS de J. C. 1476.

DII.

Confirmation du Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *fait à Senlis le 9. Octobre* 1475. *avec les éclairciſſemens, modifications, & declarations contenuës en cet acte, fait au Pleſſis-lés-Tours le* 20. *Decembre* 1476. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 200.

ANS de J. C. 1476. FRANCE ET BRETAGNE.

ET premierement, pour ce que par le premier article d'icelui traité, eſt entr'autres choſes contenu, que le Roi promet ſecourir & aider le Duc, & le défendre envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir ſans nul excepter, eſt éclairci, appointé & accordé, que cette promeſſe doit être & ſera entenduë ſeulement, de ſecourir & aider le Duc en la defenſe de lui, & de ſon Païs & Duché de BRETAGNE, envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans nul exceprer, tout ainſi & en la forme & maniere, comme par autre ſubſequente clauſe d'icelui. Par le premier article, le Duc doit, & eſt tenu ſervir & aider le Roi en la défenſe de lui & da ſon Roiaume, contre tons ceux qui peuvent vivre & mourir ſans nul excepter pareillement, & tout le ſurplus d'icelui article demeure en robeur, ainſi qu'il eſt écrit.

Item, Et pour ce que à l'occaſion des diverſes queſtions & differences, qui par ci-devant ont été entre le Roi & le Duc, icelui Duc a été meû & content de faire & traiter par écrit, par ſermens, promeſſes, ou en autre façon quelconque, aucunes alliances, fraternitez, confederations, ou obligations quelconques à l'encontre du Roi, le Duc, par cette preſente paix, amour, & alliance, les abolit, & s'en depart du tout, ſans jamais en uſer ores, ni pour le tems à venir à l'encontre du Roi, ni de ſon Roiaume, demeurant éclairci, appointé & accordé, que par icelui article doit être entendu que le Duc a renoncé & renonce auſdites alliances, ſans jamais en uſer à l'encontre du Roi, ni de ſon Roiaume.

Item, Et ſur le quart article contenant en la fin d'icelui ce qui enſuit, *reſervez les droits dûs & accoûtumez au Roi, ainſi qu'en uſoit le Roi Charles ſeptieme de bonne memoire*, eſt éclairci & appointé, que par icelle reſervation écrite audit article, & ledit traité de paix, eſt reſervé & entendu, que le Duc & ſes ſujets de Bretagne doivent obeïr en reſſort à la Cour de Parlement à Paris, ainſi & és cas que les feus Ducs François, Pierre, & autres derniers trepaſſez, & le Duc de preſent le faiſoient au tems dudit feu Roi Charles ſeptieme, que Dieu abſolve.

Item, Et ſur le cinquieme article commençant. Item, *Si aucun ou aucuns s'efforcent ou s'avancent de faire aucune entrepriſe à l'encontre de la perſonne*, &c. eſt éclairci, appointé & accordé, que le Duc eſt te-

nu

ANS de J. C. 1476.

nu & obligé ſervir & aider le Roi en la defenſe de lui & de ſon Roiaume, à l'encontre de tous ceux qui à lui, ou à ſon Roiaume, feront ou feront faire guerre, ſoit par Mer ſeulement, ou par Terre ſeulement, ou par les deux enſemble, aprés que cette guerre ſera declarée & ouverte; & durant icelle guerre, ne pourra le Duc faire Paix, Treve, amitié, ni Alliance quelconque, avec ceux qui ainſi la feront, ſans l'exprés conſentement du Roi.

Et ſemblablement doit être & ſera entendu par ce preſent Traité, & le contenu audit article, que le Roi eſt tenu & obligé aider & ſecourir le Duc en la defenſe de lui & de ſon Duché, à l'encontre de tous ceux qui à lui & à ſon Duché, feroient ou feroient faire guerre, ſoit par Terre ſeulement, ou par Mer ſeulement, ou par Mer & par Terre enſemble, aprés que cette guerre ſera declarée & ouverte; & durant icelle ne ſera Paix, Treve, amitié, ni Alliance quelconque, avec ceux qui ladite guerre ſeront.

Item, eſt éclairci & appointé, que le Duc aidera, gardera, & entretiendra ledit Traité de Paix, enſemble le contenu en ces preſentes, envers le Roi, ſon Roiaume, & ſes heritiers & ſucceſſeurs Rois de France.

Et le Roi gardera & entretiendra celui Traité de Paix, enſemble le contenu en ces preſens articles, envers le Duc, ſon Duché de Bretagne, & ſes heritiers & ſucceſſeurs.

Item, & au moien de l'appointement, éclairciſſement & declaration des choſes deſſuſdites, eſt appointé & accordé, que le Roi jurera ſur le *Corpus Domini* ledit Traité de Paix, & ces preſens articles & éclairciſſemens; & outre jurera ſur la Croix de Saint Lo, les faits qui ſerviront & ſuffiront pour la ſeureté de la perſonne du Duc, & du Pais & Duché de Bretagne.

Et le Duc fera ſemblables ſermens ſur le *Corpus Domini*, & ſera ladite Croix de Saint Lo.....

Nota, *qu'il eſt marqué dans le regiſtre, que le reſte du feuillet, d'où on a tiré cette piece, eſt coupé environ la moitié.*

LE ROI.

JE Louis, par la grace de Dieu à preſent Roi de France, jure à François à preſent Duc de Bretagne, mon Couſin remué de germain, par la vraie Croix ci-preſente, que tant qu'il vive, je ne le prendrai, ni tuerai, ni conſentirai qu'on le prenne, ni qu'on le tuë, ne le ſouffrirai ni conſentirai de mon pouvoir prendre ni tuer à perſonne vivant ſans nul excepter; & ſi je ſai que perſonne le veüille faire, l'en avertirai, & l'en garderai à mon pouvoir, comme je ferois ma propre perſonne.

Item, jure audit François à preſent Duc de Bretagne, par ladite vraie Croix, que tant qu'il vive, par quelque occaſion que ce ſoit ou puiſſe être, je ne lui commencerai guerre, ni à ſa Duché de Bretagne, ni ſoûtiendrai creature vivante ſans nul excepter à la lui faire.

Item, jure comme deſſus, que ſi perſonne vivant, ſana nul excepter, lui fait guerre à ſondit Duché de Bretagne, pour quelconque occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être, que le ſecourerai & aiderai comme mon propre Roiaume, & me declarerai pour lui, & contre ceux qui la lui feroot ſans quelconque faute, leur ennemi en guerre ouverte, & ne ferai jamais appointement à ſes ennemis ni aux miens, contre leſquels il ſe ſera declaré, ſi ce n'eſt de ſon conſentement, mais ferai la guerre juſques au bout de mon pouvoir, ſans jamais l'abandonner, & du ſerment deſſuſdit renonce à toute diſpenſe.

Fait au Pleſſis du Parc-lés-Tours, le vintieme jour de Decembre l'an mille quatre-cens ſoixante ſeize. Ainſi ſigné, J. Meſme.

Donné & fait par copie, collation faite à l'original le dernier jour dudit mois de Decembre l'an ſuſdit 1476.

ANS de J. C. 1476.

LE DUC DE BRETAGNE.

JE François à preſent Duc de Bretagne &c. jure à Loüis Roi de France à preſent regnant, mon Couſin remué de germain, par la vraie Croix ci-preſente, que tant qu'il vive je ne le prendrai, ni tuerai, ni conſentirai qu'on le prenne, ni qu'on le tuë, ni le ſouffrirai de mon pouvoir prendre, ni tuer à perſonne vivant ſans nul excepter; & ſi je ſai que perſoone le veüille faire, l'en avertirai, & l'en garderai à mon pouvoir, comme je ferois ma propre perſonne.

Item. Jure audit Loüis Roi de France à preſent regnant, par ladite vraie Croix, que tant qu'il vive, pour quelque occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être, je ne lui encommencerai guerre, ni à ſon Roiaume, ni ſoutiendrai creature vivante, ſans nul excepter, à la lui faire.

Item. Jure comme deſſus, que ſi perſonne vivant, ſans nul excepter, lui fait guerre en ſondit Roiaume, pour quelque occaſion que ce ſoit, ou puiſſe etre, que je le ſerviral & aiderai comme mon propre Duché, & me declarerai pour lui, & contre ceux qui la lui feront, ſans quelconque feinte, leur ennemi en guerre ouverte, & ne ferai jamais apointement à ſes ennemis ni aux miens, contre leſquels il ſe ſera declaré, ſi ce n'eſt de ſon conſentement, mais ferai la guerre juſques au bout de tout moo pouvoir, ſans jamais l'abandonner.

Item. Et en recompenſe de ce que le Roi Loüis deſſuſdit, mon Couſin remué de germain, jure de ne me faire guerre, pour quelconque occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être, & ne reſerve point de me la faire pour les droits de ſa Couronne, je jure comme deſſus, de ne les lui ôter en rien, ni l'empêcher à en joüir, ni les lui ſouffrir empêcher, ni dénier, ni perdre en mondit Duché; mais jure comme deſſus, de lui garder leſdits droits & joüiſſances, ainſi qu'ils lui apartiennent; & comme le Roi Charles VII. Pere dudit Loüis Roi de France à preſent regnant en joüiſſoit devant le trépas du Duc François mon predeceſſeur, & comme il en a depuis joüi du rems du Duc Pierre ſon Frere, qui lui a ſuccedé, & pareillement comme il en a joüi & joüiſſoit de mon tems devant ſon trépas, & ce de tout mon pouvoir, & comme je voudrois garder les miens propres, ſans venir au contraire, & du ſerment deſſuſdit renonce à toute diſpenſe.

Fait au Pleſſis du Parc-lés-Tours le vintieme jour de Decembre mille quatre cens ſoixante-ſeize. Signé, J. Meſme.

Donné & fait par copie, collation faite à l'original le dernier jour de Decembre l'an ſuſdit 1476.

Extrait d'un autre éclairciſſement, dont le commencement eſt pareil à celui ci-devant, juſques à l'article qui commence, & ſemblablement doit être & ſera entendu, &c. *& qui finit par*, ne alliance quelconque avec ceux qui ladite guerre feront.

POur mieux éclaircir, & declarer le Traité de la Paix fait entre le Roi & le Duc de Bretagne, & dont le Roi bailla ſes lettres à la Victoire, le 9. jour d'Octobre l'an 1475. & auſſi le Duc ſes lettres de ratification à Nantes, le cinquieme jour de Novembre enſuivant, audit an 1475. & afin que ladite Paix, & la bonne amour d'entre le Roi & le Duc, ſe puiſſe mieux & plus ſeurement toûjours entretenir, ſans quelconque difference ou alteration, ont été faits,

ANS de J. C. 1476. conclus, & accordez entre les gens du Roi & du Duc, pour ajoûter à ladite Paix, & aux amitiez & alliances accordées par icelle, & par forme d'éclarciſſement & declaration, les articles qui s'enſuivent; icelle Paix en toutes choſes demeurant en ſa force & vertu avec leſdits éclarciſſement & declaration, & nonobſtant quelconques choſes depuis avenuës.

Premierement, qu'en enſuivant le Traité de ladite Paix, le Roi aura & entretiendra toûjours le Duc en ſa bonne grace, & ſinguliere amour, comme ſon bon, vrai, & loial parent & Neveu, le portera, ſoutiendra, ſervira, & aidera de tout ſon pouvoir envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans perſonne quelconque excepter, à la défenſe de ſa perſonne, de ſon Duché, & à la conſervation des droits de ſondit Duché. Et auſſi le Duc ſera & demeurera toûjours bon, vrai, & loial parent & Neveu du Roi, le ſervira & aidera de tout ſon pouvoir envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans perſonne quelconque excepter à la défenſe de ſa perſonne, & de ſon Roiaume, & à la défenſe & conſervation des droits du Roiaume, & de la Couronne de France.

Et pour ce que à preſent y a Treve & abſtinence de guerre entre le Roi & le Roi d'Angleterre, il a été dit en éclairciſſant ladite Paix, que toutes & quantes fois que le Roi & ledit Roi d'Angleterre retourneront & ſeront en guerre, le Duc, & ſes ſujets du Duché de Bretagne, ſeront & demeureront en guerre par Mer & par Terre contre leſdits Roi & Roiaume d'Angleterre, pareillement que le Roi, ſans que le Duc puiſſe faire Paix, Treve, ou abſtinence de guerre avec leſdits Anglois; & auſſi le Roi ne pours faire Paix, Treve, ni abſtinence de guerre avec leſdits Anglois, ſans expreſſement comprendre le Duc, ſon Duché, & ſes ſujets.

Item. Ne pouta le Duc faire Paix, Confederation, ni Alliance avec perſonne, Païs, Nation, ou Seigneurie quelconque, qui ſeront ennemis du Roi, ni avoir Treve, ou abſtinence de guerre avec eux, tant qu'il y aura guerre ouverte & declarée entre le Roi & eux: & pareillement le Roi ne pours faire Paix, Traité, Treve, ni abſtinence de guerre avec perſonne, Païs, Seigneurie, ou Nation quelconque, que le Duc, ſon Païs, & ſes ſujets, n'y ſoient expreſſément compris.

Item. Et auſſi ne poura le Duc donner ſecours, faveur, ni aide contre le Roi à perſonne, Prince, Païs, Seigneurie, ou Nation quelconque, en quelque, ni pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être; ni pareillement le Roi ne poura donner ſecours, faveur, ni aide contre le Duc à perſonne, Prince, Païs, ou Nation quelconque, en quelque querelle, ni pour cauſe ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être.

Item. Et ont le Roi de ſa part, & le Duc de la ſienne, & chacun d'eux, renoncé & renoncent expreſſément à toutes Alliances, Confederations, Traitez, ſermens, promeſſes, ou obligations quelconques, qu'ils ont, ou pouroient avoir faits par ci-devant à quelconques Princes, Païs, Seigneuries, ou Nations quelconques, entant qu'elles ſeroient contraires, dérogeans ou prejudiciables audit Traité fait à la Victoire, & à ces preſens articles.

Item. Et demeureront le Duc & ſes ſujets tenus & obeïſſans envers le Roi, & ſa Cour de Parlement, és cas, ainſi, & par la forme & maniere que les feus Ducs de Bretagne François, Pierre, & Artus derniers trépaſſez, & le Duc qui à preſent eſt, ont été & étoient du vivant du feu Roi Charles VII. dernier trépaſſé, que Dieu abſolve.

DIII.

ANS de J. C. 1477. FRANCE ET BRETAGNE.

Acte du Traité de Paix fait entre LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Arras le 27. Juillet* 1477. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 205.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces lettres verront, Salut. Comme pour donner fin & concluſion à pluſieurs differences, qui par aucun tems ont été entre Nous & nôtre tres-amé Neveu & Couſin le Duc de Bretagne, icelui nôtre Couſin ait dés pieça envoyé devers nous pluſieurs ſes Ambaſſadeurs, pour beſogner avec leſquels, & trouver moyen de pacifier leſdites differences, avons à diverſes fois Commis & Deputé pluſieurs grands & notables perſonnages de nôtre Grand Conſeil, & autres, & aient été leſdites matieres pluſieurs fois ouvertes & debatuës, tellement que le neuvieme jour d'Octobre 1475. par nos gens Commis & Deputez, & ceux de nôtredit Neveu & Couſin, aient fait, pris & contracté Paix perpetuelle, amitié, Alliance, Confederation, bonne & vraie union entre nous & icelui nôtre Neveu & Couſin, ſelon les articles de ce faiſant mention, octroïées lors nos lettres; ſur leſquels articles d'icelle Paix, ſe ſoient depuis trouvez pluſieurs doutes & difficultez, pour l'ambiguité & équivocation des paroles contenuës és articles d'icelle Paix, & autrement en diverſes manieres, pour leſquelles choſes clarifier, & en ôter tous doutes & ſcrupules pour le tems à venir, icelui nôtre Neveu & Couſin ait pluſieurs fois envoié devers nous, à ce que pour la ſtabilité & permanence d'icelle Paix, toutes choſes fuſſent clarifiées & miſes en tel ordre, que jamais aucun differend ne s'en puſt enſuivre.

Et ait icelui nôtre Neveu & Couſin preſentement envoié devers nous Guillaume Chauvin, Sieur du Bois & de Ponthus, ſon Chancelier; Jean, Seigneur de Coeſquen & de Bauruffier, ſon Grand-Maiſtre d'Hôtel; Guy du Boſchet, ſon Vicechancelier; & Nicolas de Kemeur, ſon Senéchal de Broerech, tous ſes Conſeillers & Ambaſſadeurs, par leſquels il nous ait fait faire pluſieurs tres-humbles requeſtes & remontrances touchant les matieres deſſuſdites, & l'obſervation & entretenement de ladite Paix & amitié. Et pour ſur ce plus amplement beſogner avec leſdits Ambaſſadeurs d'icelui nôtre Neveu & Couſin, avons Commis & Deputé nôtre amé & feal Chancelier, nôtre cher & feal Couſin Pierre de Rohan, Comte de Marle, Seigneur de Gié, Maréchal de France; nos amez & feaux Conſeillers, Guy Pot, Chevalier, Seigneur de la Pougne, Comte de Saint-Paul, nôtre Chambellan; Maître Jean de Monchenu, Protonotaire du Saint Siege Apoſtolique, & Commandeur de Revers; Jean Chambon, Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hôtel; & Guillaume de Ceriſay, Greffier de nôtre Cour de Parlement, & Maire d'Angers.

Et aprés ce que tout le contenu en ladite Paix, enſemble toutes les choſes dont au tems à venir pouvoit avenir aucun differend, ont été bien à plein ouvertes & debatuës par divers jours, ont été entre noſdits Commis & Deputez, & les Ambaſſadeurs de nôtredit Neveu & Couſin, le Duc de Bretagne, traitez, conclus, & accordez, ſous nôtre bon plaiſir, les articles dont la teneur s'enſuit.

Pour mieux éclaircir & declarer le Traité de la Paix faite entre le Roi & le Duc de Bretagne, & dont le Roi bailla ſes lettres à la Victoire le neuvieme jour d'Octobre l'an 1475. & auſſi le Duc ſes lettres de ratification à Nantes, le cinquieme jour de Novembre enſuivant audit an 1475. & afin que ladite Paix & la bon-

ANS de J. C. 1477.

bonne amour d'entre le Roi & le Duc ſe puiſſe mieux & plus ſeurement toûjours entretenir, ſans quelconque difference ou alteration, ont été faits, conclus, & accordez entre les gens du Roi & du Duc, pour ajoûter à ladite Paix, & aux amitiez & alliances accordées par icelle, par forme d'éclairciſſement & declaration, les articles qui s'enſuivent, icelle Paix demeurant en toutes choſes en ſa forme & vertu, avec leſdits éclairciſſement & declaration, & nonobſtant quelconques choſes depuis avenuës, leſquelles par ce preſent Traité ſont rejetées & miſes au neant, tout ainſi que ſi elles n'euſſent onques été.

Premierement, qu'en enſuivant le Traité de ladite Paix, le Roi aura & entretiendra toûjours le Duc en ſa bonne grace & ſinguliere amour, comme ſon bon, vrai, loial, & obeïſſant parent & Neveu, le portera, ſoûtiendra, ſecourera & aidera de tout ſon pouvoir, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans perſonnes quelconques excepter, à la défenſe de ſa perſonne, de ſon Duché, & à la défenſe & conſervation des droits de ſondit Duché: & auſſi le Duc ſera & demeurera toûjours bon, vrai, loial, & obeïſſant parent & Neveu du Roi, le ſervira, ſecourera & aidera de tout ſon pouvoir, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans perſonnes quelconques excepter, à la défenſe de ſa perſonne & de ſon Roiaume, & à la défenſe & conſervation des droits du Roiaume & de la Couronne de France.

Item. S'il y a quelques Princes, Seigneuries, & Païs, ou Nations quelconques, qui invadent le Roiaume de France, ou faſſent Guerre par Mer ou par Terre, au Roi, ſon Roiaume, & ſujets d'icelui, en ce cas le Duc, aprés ladite Guerre declarée & ouverte, ne poura durant icelle faire, prendre, ni avoir Paix, Confederation, Alliance, Treves, abſtinence de Guerre, ni entrecours de Marchandiſes avec eux, mais ſera & demeurera le Duc en Guerre à l'encontre d'eux, tant que icelle Guerre ſera entre le Roi & eux, ſans leur pouvoir faire ni donner ſecours, faveur, ni aide contre le Roi, ni le Roiaume, ſauf au Duc à bailler ſes ſauſconduits pour le fait de la Marchandiſe, ainſi que lui & ſes predeceſſeurs ont accoûtumé faire és tems paſſez. Et auſſi s'il y a quelques Princes, Seigneurs, Païs, ou Nations quelconques, qui invadent le Duché de Bretagne, ou faſſent Guerre par Mer ou par Terre au Duc, ou à ſon Duché, & ſujets d'icelui, en ce cas le Roi, aprés ladite Guerre declarée & ouverte, ne poura durant icelle faire, prendre, ni avoir Paix, Confederation, Alliance, Treves, abſtinence de Guerres, ni entrecours de Marchandiſes avec eux, mais ſera & demeurera le Roi en Guerre alencontre d'eux, tant que icelle Guerre ſera entre le Duc & eux, ſans leur pouvoir faire ni donner ſecours, faveur, ni aide contre le Duc ni le Duché de Bretagne.

Item. Et ont le Roi de ſa part, & le Duc de la ſienne, & chacun d'eux, renoncé & renoncent expreſſément à toutes Alliances, Confederations, Traitez, ſermens & promeſſes, ou obligations quelconques, qu'ils ont, ou pouroient avoir faits par ci-devant à quelconques Princes, Païs, Seigneuries, ou Nations quelconques, entant qu'elles ſeroient contraires, derogeans, ou prejudiciables audit Traité de Paix fait à la Victoire, & à ces preſens articles.

Item. Et demeureront le Duc & ſes ſujets tenus & obeïſſans envers le Roi & ſa Cour de Parlement, és cas, ainſi, & par la forme & maniere que les feus Ducs de Bretagne, François & Pierre, derniers trepaſſez, & le Duc qui à preſent eſt, ont été & étoient du vivant du feu Roi Charles VII. dernier trepaſſé, que Dieu abſolve.

Item. Le Roi de ſa part, & le Duc de la ſienne, jureront entretenir & garder, ſans jamais faire au contraire, ce preſent Traité & articles, & auſſi ledit Traité de la Paix, ſur telles reliques que l'un d'eux voudra adminiſtrer à l'autre, & de jamais n'en avoir de ni obtenir diſpenſe, ni d'en uſer ni s'en aider, reſervé toutefois que le Roi ni le Duc ne ſeront point tenus faire ledit ſerment ſur le precieux corps de Nôtre-Seigneur Jeſus-Chriſt, ni ſur la vraie Croix étant en l'Egliſe de M. S. Lo d'Angers.

ANS de J. C. 1477.

Savoir faiſons, que nous conſiderant qu'il n'eſt rien plus agreable à Dieu, ni plus ſalutaire entre les hommes, que le bien de Paix, par lequel l'Egliſe eſt entretenuë en ſa liberté, & augmentation & continuation du divin ſervice, les Nobles en leurs autoritez & prerogatives, les Ecoliers en leurs études, les Marchands & gens de métier en leurs Marchandiſes, & arts mécaniques, & les Laboureurs en leur labourage; & d'iceluy bien de Paix procedent autres biens infinis & innumerables; deſirant de tout nôtre cœur tenir & garder nôtre Roiaume en Paix & tranquillité, au bien & ſalut de tous nos ſujets, & obvier aux maux, dangers, perils, & inconveniens qui advienent ſouventefois à cauſe de la guerre, tant de l'effuſion de ſang humain, comme de la ruine & deſolation du pauvre peuple, & pour autres grandes, juſtes, & raiſonnables cauſes, qui à ce nous ont meu & meuvent, aprés que avons fait lire leſdits articles en nôtre preſence, eû ſur ce grand avis & meure deliberation avec pluſieurs Princes & Seigneurs du ſang & lignage de Nous, & gens de nôtre Grand Conſeil:

Avons iceux articles, & tout l'effet & contenu de ce que deſſus eſt écrit & incorporé, loüé, ratifié, aprouvé, & par la teneur de ces preſentes, loüons, ratifions, & aprouvons, & voulons être de tel effet, vertu & valeur, comme ſi nous mêmes en nôtre perſonne les avions Traitez, promis, conclus, & accordez, promettant en parole de Roi, ſur nôtre honneur, par la foi & ſerment de nôtre corps, ſur les Saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez en la preſence deſdits Ambaſſadeurs de nôtredit Neveu & Couſin, & ſur l'obligation de tous nos biens preſens & futurs, avoir & tenir fermes, ſtables, & agreables leſdits articles, & tout l'effet & contenu de ce que deſſus eſt écrit & inſeré, & les entretenir, obſerver & garder, & faire entretenir, obſerver & garder inviolablement de point en point, ſelon leur forme & teneur, ſans faire, ni ſouffrir faire aucune choſe au contraire, en quelque forme ou maniere que ce ſoit.

En têmoin de ce nous avons ſigné ceſdites preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Arras le 27. jour de Juillet, l'an de grace 1477. & de nôtre Regne le dix-ſeptieme. Ainſi ſigné, Loüis. Et ſur le repli eſt écrit: par le Roi en ſon Conſeil, auquel les Comtes d'Angouleſme, & Dauſin d'Auvergne, l'Evêque de Lombez, le Comte de Marle, Maréchal de France; le Sire de Torcy, Maiſtre des Ambaſſadeurs; le Comte de Brenne, Gouverneur de Champagne; le Sire de Guedes, Capitaine General de Picardie; le Sire de la Pougne, Comte de S. Pol; les Sires de Crevecœur, de Jenly, Clery, de Concreſſaut, de Maigne, de Boiſy, le Commandeur de Revers; Maiſtres Jean Bourre, Maiſtre des Comptes, & Treſorier de France, Jean Chambon, Maiſtre des Requeſtes, Guillaume Picard, General des Finances, & autres étoient. Ainſi ſigné, de Cerizay, avec paraſe, & ſcellé d'un ſcal de cire jaune.

ANS de J. C. 1477.

DIV.

AUTRICHE ET BOURGOGNE.

Articles du Traité de Mariage, entre MAXIMILIEN D'AUTRICHE, *&* MARIE DE BOURGOGNE, *passé à Gand le* 18. *Août* 1477. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 208.

IN tractatu matrimonii contrahendi inter Illuſtriſſimum ac Excelleotiſſimum Principem Dominum MAXIMILIANUM, Ducem Auſtriæ, &c. parte ex una, & Illuſtriſſimam & Excellentiſſimam Domicellam MARIAM, Duciſſam Burgundiæ, &c. parte ex altera, inter ipſos futuros conjuges tractata, conventa, in pactumque & ſtipulationem deducta ſunt, quæ ſequuntur.

Primò. Quod dictus Dominus Maximilianus accipiet dictam Domicellam Mariam in ſuam veram & legitimam uxorem, & ſimiliter ipſa Domicella Maria accipiet dictum Dominum Maximilianum in ſuum verum & legitimum maritum.

Item. Quòd dicto matrimonio in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ ſolemniſato & conſummato, quotieſcumque continget alterum dictorum conjugum ab hac luce decedere, liberis ſuperſtitibus ex dicto matrimonio procreatis, uno vel pluribus, ipſi liberi, unus vel plures, ſuccedent dicto præmorienti in omnibus & quibuſcumque ſuis Ducatibus, Comitatibus, Principatibus, Terris, Dominiis, juribus, prærogativis, & aliis bonis immobilibus, ſeu ſolo adhærentibus quibuſcumque eo, & præter id quod ſuperſtes dictorum conjugum in ipſis Ducatibus, Comitatibus, Principatibus, Terris, Dominiis, juribus, prærogativis, aliiſque bonis immobilibus, ſeu ſolo adhærentibus quibuſcumque, poſſit aliquod jus proprietatis, vel uſufructus, vel aliud quodcumque prætendere virtute cujuſcumque conſuetudinis, vel ſtatuti generalis, vel localis cujuſcumque, vel aliàs quomodocumque; ipſis enim conſuetudinibus, ſtatutis, aliiſque juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipſorum, renunciaverunt & renunciant.

Item. Et ſimiliter dicto prædecedenti ſuccedent dicti liberi ſuperſtites, unus vel plures in omnibus clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapiſſeriis, & aliis bonis mobilibus quibuſcumque, ſeu quocumque nomine cenſeantur, abſque eo, & præter id quod ſuperſtes ipſorum conjugum in dictis clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapiſſeriis, aliiſque bonis mobilibus à dicto prædecedente relictis, poſſit ſeu debeat prætendere aliquod jus virtute, ſeu prætextu cujuſcumque conſuetudinis, vel ſtatuti generalis, vel localis cujuſcumque, vel aliàs quomodocumque; ipſis enim conſuetudinibus, ſtatutis & juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipſorum, renunciaverunt & renunciant.

Et ſi contingat dictum prædecedentem nullos derelinquere liberos, & ſic ex dicto matrimonio nullam extare prolem, dicti Ducatus, Comitatus, Principatus, cæteraque Dominia, jura, prærogativæ, aliaque bona immobilia, ſeu ſolo adhærentia, dicti prædecedentis, clenodia quoque, jocalia, argenteriæ, tapiſſeriæ, cæteraque ipſius prædecedentis bona mobilia quæcumque & quocumque nomine cenſeantur, pertinebunt & obvenient bis, quibus de jure & conſuetudine obvenire & pertinere debent, abſque eo & præter id quod dictus ſuperſtes, in ipſis bonis mobilibus & immobilibus ab ipſo prædecedente relictis, poſſit aliquod jus proprietatis vel uſufructus habere, vel prætendere, virtute ſeu prætextu cujuſcumque conſuetudinis, vel ſtatuti generalis, ſeu ſpecialis, vel aliàs quomodocumque, ipſis enim conſuetudinibus, ſtatutis, & juribus, dicti conjuges, & quilibet ipſorum renunciaverunt & renunciant.

ANS de J. C. 1477.

Item. Et ne per confuſionem, vel immixtionem, quæ hinc inde fieri poterit de dictis clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapiſſeriis, aliiſque bonis mobilibus dictorum conjugum, contingat in poſterum ignorari, quæ fuerint bona mobilia cujuſlibet ipſorum, tractatum & conventum eſt inter ipſos futuros conjuges, quod quamprimum commodè fieri poterit, clenodia, jocalia, argenteriæ, tapiſſeriæ, cæteraque bona mobilia ipſorum conjugum deſcribentur, & inventoriſabuntur, appreciabunturque, & taxabuntur, ad utilitatem tàm ipſorum futurorum conjugum, quàm eorum ad quos in futurum pertinebit.

Item. Et in omnibus aliis punctis & articulis matrimonialibus ſuperius non expreſſis dicti futuri conjuges, & eorum ſocietas matrimonialis regulabunt tàm durante ipſâ ſocietate, quàm poſt diſſolutionem ejus, ſecundum diſpoſitionem juris communis ſcripti, non obſtantibus quibuſcumque conſuetudinibus, ſtatutis, vel aliis diſpoſitionibus ſcriptis, & non ſcriptis, generalibus, aut localibus quibuſcumque in contrarium facientibus, quibus dicti futuri conjuges, & quilibet ipſorum in quantum ad eum ſpectat & pertinet, ſpecialiter & expreſſè renunciaverunt & renunciant.

DV.

Trêves accordées entre LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche. A Lens en Artois le* 18. *Septembre* 1477. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 210.

ANS de J. C. 1477.

FRANCE ET AUTRICHE.

BOnne, feure, & loiale Treve & abſtinence de guerre eſt faite, Traitée, priſe, concluë, & accordée, entre les gens Commis & Deputez du Roi nôtre Souverain Seigneur, d'une part: & les Commis & Deputez de Monſieur & Dame les Duc & Ducheſſe, d'autre part, à commencer incontinent qoe les preſentes Treves d'accommodement priſes pour dix jours finiront, qui ſera le dix-neuvieme jour de ce preſent mois de Septembre, à Soleil Levant, durant juſques à ce qu'elles ſoient dédites par l'une partie ou par l'autre, & quatre jours aprés le jour du dédit; lequel dédit s'il ſe fait, ſe ſera de plein jour par Officiers d'Armes, & par écrit; c'eſt à ſavoir pour la part du Roi, en le faiſant ſignifier en la Ville de Lille, au Gouverneur de Lille, ou à ſon Lieutenant; & pour la part de mondit Sieur & Dame d'Autriche, en la Ville d'Arras, à M. du Lude, Lieutenant pour le Roi illec, ou au Gouverneur d'Arras, ou à ſon Lieutenant. Et s'il avenoit qu'on ne voulût donner entrée auſdits Officiers d'Armes, pour le ſignifier aux deſſuſdits eſdites Villes d'Arras & de Lille, en ce cas il ſuffira de le ſignifier, aux Gardes des portes, & leur laiſſant la ſignification par écrit. Pendant leſquelles Treves, & juſques à quatre jours entiers aprés le jour dudit dédit, ceſſeront toutes voies de fait, hoſtilitez, & exploits de guerre d'une part & d'autre, par Mer, eaux douces, & par Terre: & pourront tous les ſujets d'un côté & d'autre aller de l'un parti en l'autre durant ladite Treve, ſoit en pelerinage, pour le fait de leurs marchandiſes, & autrement, en leurs affaires & negociations, ſans détourbier ou empêchement, pourveu qu'ils ne feront ni pourchaſſeront choſe préjudiciable au parti où ils iront.

Item. Auſſi pendant leſdites Treves, tous laboureurs pouront dépoüiller leurs biens & labourer leurs Terres, ſans ce qu'on leur puiſſe bailler empêchement, ſous ombre que durant ces diviſions ils ſe

ſoient

ANS de J. C. 1477.

ſoient retraits ep l'un ou eo l'autre des partis, & ſi pourront mener leſdites dépoüilles en reſs lieux forts ou non forts que bon leur ſemblera, ſans avoir regard en quel Bailliage, Prevôté, ou Châtellenie, ſont les Terres qu'ils laboureront & dépoüilleront.

Item. Et pendant le temps de ladite Treve, l'on traitera toûjours du fait de la Paix, & des moiens pour pacifier tontes les queſtions & differends.

Item. Et durant le tems d'icelle Treve, les gens du parti du Roi pourront mener vins, ſel, vivres, marchandiſes, & toutes autres choſes quelconques priſes & chargées en l'obeïſſance du Roi, où bon leur ſemblera; & pour ce faire pouront paſſer ſeurement & ſauvement par les lieux, paſſages, & détroits du parti contraire, où beſoin leur ſera, ſans qu'on leur puiſſe faire ou donner aucun empêchement en allant ne retournant. Et auſſi ceux du parti de mondit Sieur & Dame Duc & Ducheſſe d'Autriche, pourront avitailler leurs places de vins & de vivres pris en leur parti, & y mener Marchandiſes, & autres choſes quelconques, & pour ce faire paſſer ſeurement & ſauvement par tout où beſoin leur ſera, dedans le tems d'icelle Treve, ſans qu'on leur puiſſe faire ou donner detourbier ou empêchement.

Item. Seront conſervateurs deſdites Treves pour la part du Roi, Meſſire Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand Maître d'Hôtel de France, au Queſnoy & marches d'environ; Meſſire Jâques de Saint-Paul, Sieur de Richebourg, à Lens & à la Baſſée; & Meſſire Jean de Daillon, Sieur du Lude, Gouverneur du Dauphiné, à Arras, Cambray, Cambreſis, à Bouchain & à l'Eſcluſe; M. Deſcordes à Boulogne, Montreüil & Heſdin; M. de Maigne à Bethune & Lillers; M. de Saint-André à Terouenne; & M. de Moy à Tournay & Tournéſis. Et pour la part de mondit Sieur & Dame d'Autriche, ſeront conſervateurs pour le Païs de Hainaut, le Sieur d'Ayme, & le Sieur de Boſſu; pour Doüay, Cambreſis & Artois, le Sieur de Fiennes, & le Sieur de Sallenoué; pour Lille, le Sieur Wabrin, & le Sieur Hammes; pour Saint-Omer & Aire, le Sieur de Beure, & le Sieur de Cohen; pour Courtray & Oudenarde, le Sieur de Legrat, & Meſſire Loüis d'Eſcornay; pour Flandres, Meſſire Jean de Luxembourg, & le Sieur de Dourlieu, leſquels ſeront Juges de toutes les infractions, tant de celles qui ſe ſont faites durant ladite derniere Treve de dix jours, que de celles qui ſe feront durant la Treve qui à preſent ſe traite, & icelles infractions ſerone reparer chacun en ſa marche & en ſon parti.

Ces preſentes Treves priſes & concluës par nobles & puiſſans Seigneurs Meſſire Pierre Doriole, Chevalier, Sieur de Loire en Aunis, Chancelier de France; Reverend Pere en Dieu Meſſire Pierre, Evêque d'Arras; Philebert Boutillat, Sieur d'Apremont, Treſorier de France; & Thomas Turquin, tous Chevaliers, Conſeillers & Chambellans du Roi nôtredit Seigneur, & ſes Commis en cette partie. Et nobles hommes Meſſire Jean, Sieur de Lanoy, Meſſire Gontart de Staremberg, Chevaliers, Chambellans; & Maiſtre Pierre Bougard, Doien de S. Douaſt de Bruges; Jean Dauffay, Maiſtre des Requeſtes; & Joſſe Chappes, tous Conſeillers de mondit Sieur & Dame les Duc & Ducheſſe d'Autriche, Commiſſaires & Ambaſſadeurs ordonnez de par eux, en ce que dit eſt.

Fait à Lens en Artois, le 18. jour de Septembre l'an 1477. Signé, P. Doriole. P. de Ranchicourt, Evêque d'Arras. Boutillat. Thomas Turquin. J. de Lanoy. G. de Staremberg. P. Bogart. J. Dauffay. J. Chappes.

DVI.

ANS de J. C. 1477. FRANCE VENISE, ET FLORENCE.

Traité de Paix & Alliance perpétuelle entre LOUIS XI. *Roi de France, & la Seigneurie de* VENISE, *du neuviéme Janvier* 1477. *auquel eſt auſſi compriſe la Seigneurie & Communauté de* FLORENCE. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 210.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes, &c.

Premierement. Que bonne Paix, vraie, & loiale amitié & bienveillance eſt dés à preſent Traitée, faite, concluë, appointée, & ſera dorenavant perpetuellement entretenue & gardée entre Nous, & nos ſucceſſeurs Rois de France, nôtre Roiaume, & tous nos Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets, étans & qui ſeront en nôtre obeïſſance: & les Duc & Seigneurie de VENISE, & toutes leurs Terres, Païs, Seigneuries & ſujets, en quelques lieux ou regions que leſdites Terres & Seigneuries ſoient, tant de nôtre part que de la leur.

Item. Que Nous, noſdits Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets d'une part; leſdits de Veniſe, & leurs Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets d'autre, ſeront & demeureront dorenavant perpetuellement les uns avec les autres, comme bons amis & bienveillans, en mettant au neant, & quittant toutes priſes, courſes, & autres choſes, qui par violence & forme d'hoſtilité auroient été faites, ſoit par Terre, par Mer, ou autrement, par les ſujets des uns ſur les autres, & les tenant & reputant comme non avenuës, ſans que jamais à cauſe d'icelles, ſoit ne puiſſe eſtre faite quelque queſtion, petition, ni demande d'une part ni d'autre, de tout le tems paſſé juſques aujourd'hui. En quoi toutefois nous n'entendons aucunement comprendre les choſes, qui à cauſe de Marchandiſe, de preſts & dépoſts, ou autrement, ſeroient dûës par contrats ou promeſſes faites de franc & liberal conſentement, & ſans violence precedente; deſquelles choſes l'on pourra faire queſtion par Juſtice, ſelon la nature & qualité des matieres.

Item. Que dorenavant tous noſdits ſujets, tant de nôtredit Roiaume, que de quelconque autre Païs, Terres, & Seigneuries qu'ils ſoient à eux obeïſſans, avec toutes les nefs, gallées, & autres navires armez & deſarmez, damrées, Marchandiſes, & biens quelconques, tant de nôtre part que de la leur, pourront aller, venir, marchander, & naviger ſeurement par Terre & par Mer, ſoit en Ponant, en Levant, ou ailleurs, en quelque Païs, Terre, Region, ou Nation que ce ſoit, ſans que par Nous, nos ſujets & obeïſſans, auſdits de Veniſe, ni à leurs ſujets, ni par leſdits de Veniſe, ou leurs ſujets & obeïſſans, aux nôtres, ſoit fait guerre, hoſtilité, empêchement, ou détourbier, ni porté aucun detriment, prejudice ou dommage.

Item. Leſdits Duc & Seigneurie de Veniſe ne donneront dorenavant quelque ſecours, faveur, ſupport, ni aide contre nous, à aucuns de nos ennemis, adverſaires, rebelles, & deſobeïſſans, quels qu'ils ſoient, ni à quelque Roi, Prince, Princeſſe, Seigneur, Seigneurie, Païs, ou Nation que ce ſoit, en quelconque querelle, ni pour quelque cauſe que ce ſoit ou puiſſe eſtre, ſans perſonne, Païs, ou Nation quelconque excepter, tant par Mer que par Terre, & tant à ceux qui nous feroient guerre, comme à ceux auſquels nous la ferions, à quelque cauſe ou occaſion que ce ſût; reſervé toutefois & demeurant ſans prejudice l'Alliance que à preſent leſdits de Veniſe ont avec le Duc de Milan, & la Seigneurie de FLORENCE, à la conſervation & défenſe

ANS de J.C. 1477.

ſenſe de lent Etat ſeulement. Et pareillement Nous de nôtre part, ne donnerons quelque ſecours, faveur, ſupport & aide contre leſdits de Veniſe, à aucuns de leurs ennemis, rebelles & deſobeïſſans, pour quelque occaſion que ce ſoit.

Item. Et en ce preſent Traité nous avons auſſi de nôtre part expreſſément reſervé & reſervons toutes les amitiez, confederations, & alliances, que nous avons avec la Seigneurie & Communauté de Florence, auſquelles nous ne voulons & n'entendons en quelque maniere prejudicier ni déroger; mais voulons & entendons icelles entrerenir & garder, nonobſtant ce preſent Traité, & ſans que par icelui y ſoit en quelque maniere, ni en quelque partie dérogé.

Aprés leſquelles choſes ainſi Traitées, concluës, appointées, & à nous bien au long dites & raportées, le Sieur Dominique Gradenigo, pour & au nom deſdits de Veniſe, nous a requis & fait requerir, qu'il nous plût les avoir agreables, & ſur ce octroier nos lettres en forme dûë, offrant par vertu du pouvoir à lui donné en bailler ſes lettres, & en outre dedans le quinziéme jour du mois de Mai prochainement venant, nous rendre ou envoier lettres patentes deſdits Duc & Seigneurie de Veniſe, en forme dûe & autentique, confirmatoires deſdites choſes, promettant & ſoi obligeant icelles tenir, garder, & accomplir. Savoir faiſons que pour conſideration du grand deſir & affection, que leſdits Duc & Seigneurie de Veniſe démontrent avoir à la pacification des differences qui ſont entre eux & nous, & d'avoir nôtre amour & bienveillance, reduiſant à memoire les anciennes amitiez qu'ils ont eû avec nos tres-chreſtiens progenteurs, deſirant de nôtre part les avoir pour nos bons, vrais, & ſpeciaux amis. Nous ſur ce bien & duëment acertenez & avertis, icelles Paix, amitié, & bienveillance entre Nous & nos ſucceſſeurs Rois de France, nos Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets; & leſdits Duc & Seigneurie de Venise, leurs Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets, & toutes les autres choſes Traitées, concluës, & apointées avec ledit Dominique Gradenigo, ainſi, & par la forme & maniere qu'elles ſont ci-deſſus exprimées & declarées, avons pour Nous, & nos ſucceſſeurs Rois de France, ratifié, confirmé, & approuvé, & par la teneur de ces preſentes ratifions, confirmons, & approuvons, promettant en bonne foi & parole de Roi, icelles tenir, garder, & obſerver de point en point, tout ainſi, & par la forme que ci-deſſus eſt contenu, ſans jamais faire ni venir à l'encontre, pourvu toutefois que leſdits Duc & Seigneurie de Veniſe, & leurs ſucceſſeurs, les garderont, obſerveront, & entretiendront entierement de leur part.

Et pource que de ceſdites preſentes l'on pourra avoir afaire en pluſieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait ſous ſcel roial, ſoi ſoit ajoutée comme à ce preſent original.

En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné au Pleſſis du Parc-les-Tours, le neuviéme jour de Janvier, l'an de grace mille quatre-cens ſoixante-dix-ſept, & de nôtre Regne le dix-ſeptieme. Signées ſur le repli: par le Roi en ſon Conſeil, auquel Monſeigneur le Cardinal de Foix, vous les Archevêques de Vienne & de Sens, les Evêques d'Alby, d'Agen, d'Agde, le Comte de Dunois, le Protonotaire de Cluny, les Sires de Breſſuyre, & de Saint-Pierre, Grand-Senechal de Normandie; d'Argenton, Senechal de Poitou; Maiſtres Adam Fumée, Maiſtre des Requeſtes ordinaire de l'Hôtel, Raoul Pichon, Jean Pellieu, Conſeillers en Parlement; Aubert le Viſte, Correcteur en la Chancellerie, & pluſieurs autres étoient. D'Iſoine, & ſcellé ſur double queuë du grand ſcel de cire jaune.

DVII.

ANS de J.C. 1478.

Traité d'Alliance & de Ligue entre LOUIS XI. *Roi de France, &* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Baugé & de Breſſe. A Bourg, le* 14. *Août* 1478. *& ſigné par le Roi le* 13. *Septembre audit an.* S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 439. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 214.

FRANCE ET SAVOYE.

COmme au mois de Mars dernier paſſé, Monſieur PHILIPPE, Comte de Baugé, Seigneur de Breſſe, du Revermont, de Dombes, & de la Valbonne, eût envoié Meſſires Hugues, Seigneur de Chandée, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe, Chevaliers, ſes Ambaſſadeurs & Deputez, aians de lui puiſſance pleniere, devers le Roi nôtre Souverain Seigneur, leſquels traiterent, promirent, & accorderent pour & au nom dudit Seigneur de Breſſe à nôtredit Seigneur pluſieurs choſes, qui n'ont pas été entierement accomplies, au moien de quoi le Roi ait differé de faire paiement audit Seigneur de Breſſe de certaines ſommes de deniers, & autres choſes concluës avec leſdits Ambaſſadeurs; & à cette occaſion ait ledit Seigneur de Breſſe derechef envoié devers le Roi nôtred. Seigneur leſdits de Chandée, & de Boringe, ſes Ambaſſadeurs & Deputez, aians de lui pouvoir & puiſſance pleniere, comme apert par la teneur d'icelui ci-aprés inſeré de mot à mot, leſquels ont fait au Roi pluſieurs remontrances de la grande & ſinguliere amour qu'avoit & a ledit Seigneur de Breſſe envers le Roi, & tout ſon Roiaume, & du grand vouloir, & ſingulier delir & affection qu'il avoit & a de le ſervir; ainſi eſt que finalement eût le Roi nôtredit Seigneur d'une part, & leſdits Ambaſſadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Breſſe, & par vertu de leurdit pouvoir d'autre, ont été traitées, conſenties & accordées les choſes, & articles qui s'enſuivent.

Premierement, ont promis & promettent au Roi nôtredit Seigneur leſdits Ambaſſadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Breſſe, & par vertu de leurdit pouvoir, que dorenavant ledit Seigneur de Breſſe lui ſera bon & loial parent, & ſerviteur, & le ſervira de tout ſon pouvoir, de ſa perſonne, de ſes Païs, Terres, Seigneuries & ſujets, en toutes manieres qu'il pourra, & qui lui ſeront poſſibles envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſoit Rois, Ducs, Princes, Princeſſes, Communautez, ou autres de quelque état, autorité, ou condition qu'ils ſoient, ou puiſſent etre, ſans nul reſerver, excepté ſeulement la Maiſon de Savoie, laquelle leſdits Ambaſſadeurs ont reſervée en cette partie, & nommément ont promis, & promettent leſdits Ambaſſadeurs au nom & comme deſſus, que ledit Seigneur de Breſſe ſervira le Roi envers & contre le Duc Maximilien d'Auſtriche, & la Ducheſſe ſa femme, & tous autres ennemis que le Roi peut & pourra avoir ci-aprés.

Item. Ont promis & promettent iceux Ambaſſadeurs au nom, & comme dit eſt, que ledit Seigneur de Breſſe, incontinent aprés leur retour devers lui, ſe declarera ſerviteur du Roi, prendra & tiendra ſon parti par effet, & promettra de non jamais tenir autre parti contraire ni prejudiciable au Roi, & que dorenavant il n'aura, tiendra, ni ſera tenir paroles aucunes avec ledit Duc Maximilien, ni aucuns autres des ennemis du Roi, ni n'aura, ni ſera avoir avec eux aucun entendement, apparemment, ſecretement, ni autrement en quelque maniere que ce ſoit, & ſur ce, & autres choſes ſera le ſerment tel, & ſelon la forme que le Roi lui envoie par écrit par leſdits Ambaſſadeurs, ſans y rien ajoûter, ni diminuer, & dont leſdits Ambaſſadeurs dans la S. André prochaine venant ont promis

ANS de J.C. 1478. mis d'envoier bonne, & deuë certification au Roi dudit ferment, ainſi être fait par ledit Seigneur de Breſſe; aprés laquelle certification receuë, le Roi fera en preſence d'icenx qui l'aporteront, & qui la lui bailleront, le ferment de faire entretenir, & accomplir les choſes deſſus & ci-aprés declarées.

Item. Que ſi ledit Seigneur de Breſſe eſt averti par aucune maniere d'aucunes choſes touchant les perſonnes du Roi, de la Reine, & de Monſieur le Daufin, ſoit de machinations, entrepriſes, ou autres choſes quelconques que l'on veuille faire machiner, ou entreprendre contre eux, ou aucun d'eux, & contre la choſe publique du Roiaume, aparemment, ſecretement, ou autrement, à toute diligence il en avertira, & fera avertir le Roi, afin d'y obvier & y pourvoir ainſi que la maniere requerra, & que même ledit Seigneur de Breſſe de toute ſa puiſſance y obviera & pourvoira en maniere que deshonneur, dommage, ni inconvenient n'en aviendra au Roi, ni aux deſſuſdits.

Item. Que dorenavant ledit Seigneur de Breſſe gardera & procurera de ſon pouvoir l'honneur, le bien, profit & utilité du Roi, de la Reine & de Monſieur le Daufin, & de toute la choſe publique du Roiaume, & évitera leur deshonneur, inconvenient & dommage, comme dit eſt.

Item. Que ledit Seigneur de Breſſe dorenavant ne recevra en ſon hôtel, Païs, & ſervice aucuns, ſoit nobles ou autres de quelque condition qu'ils ſoient, qu'ils ne ſoient bons pour le Roi, & tenans ſon parti; & ſi aucun y en a de preſent, incontinent aprés le retour deſdits Ambaſſadeurs, ledit Seigneur de Breſſe les mettra hors de ſondit hôtel & ſervice.

Item. Que ledit Seigneur de Breſſe ne fera dorenavant traitez, promeſſes, alliances, ou confederations avec Rois, Princes, Princeſſes, Communautez, ou autres de quelque autorité, & qualité qu'ils ſoient, ou puiſſent être, ſans nul reſerver, contre ni prejudiciables au Roi, à la Reine, à Monſieur le Daufin, & à la choſe publique du Roiaume, ſans le ſeu, vouloir, ou conſentement exprés du Roi, & ſi aucunes en a faites ci en arriere, qu'il y renoncera incontinent aprés le retour de ſeſdirs Ambaſſadeurs; & dés maintenant iceux Ambaſſadeurs pour & au nom dudit Seigneur de Breſſe, & par vertu dudit pouvoir à eux donné, y ont renoncé, & renoncent expreſſément.

Item. Que ſi ledit Seigneur de Breſſe a aucunes lettres devers lui touchant leſdites alliances, ou autres choſes prejudiciables au Roi, ou à la choſe publique de ſon Roiaume, incontinent les rendra, & renvoiera au Roi comme caſſées & annullées, & de nul effet & valeur dés ledit tems de la S. André, avec ladite certification dudit ferment.

Item. Que ledit Seigneur de Breſſe ratifiera, agréera, & aprouvera toutes & ſingulieres les choſes devant dites par ſes lettres patentes ſignées de ſon nom, & ſcellées de ſon ſcel, armorié de ſes armes, & icelles ſes lettres envoiera au Roi nôtredit Seigneur dedans ledit tems, & finalement aprés le retour de ſeſdits Ambaſſadeurs fera ledit Seigneur de Breſſe incontinent publier par tous ſes Païs les traitez, promeſſes, & autres choſes deſſus accordées, & écrites en maniere que nul ne puiſſe pretendre cauſe d'ignorance, & moiennant les choſes devant dites, & chacunes d'icelles, le Roi a promis & promet audit Seigneur de Breſſe en la perſonne de ſeſdits Ambaſſadeurs, de non faire Traitez, Alliances, ou Trevesavec Rois, Princes, Princeſſes, Communautez, ou autres de quelque état ou autorité qu'ils ſoient, que ledit Seigneur de Breſſe n'y ſoit compris nommément.

Item. Promet le Roi d'aider & défendre ledit Seigneur de Breſſe, ſes Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, de toutes forces, violences, guerres & voies de fait que l'on voudroit faire, & entreprendre contre lui, & en ce faire comme il voudroit faire pour la défenſe de ſa perſonne, & de la choſe publique de ſon Roiaume. ANS de J.C. 1478.

Item. Remet le Roi tous regrets qu'il a eû, & pû avoir en quelque maniere que ce ſoit de tout le tems paſſé juſqu'à aujourdui à l'encontre dudit Seigneur de Breſſe, ſes ſujets, & ſerviteurs, & ne lui procurera, ni fera procurer mal ni dommage en corps & en biens, ni en nuls de ſes ſerviteurs & ſujets, ains lui ſera bon maître, & poura ledit Seigneur de Breſſe & les ſiens aller & venir, entrer, & ſaillir par tout le Roiaume ſeurement, ſans à leurs perſonnes, ni à leurs biens attenter. Et afin que ledit Seigneur de Breſſe ait mieux de quoi ſoi entretenir pour ſervir le Roi, & auſſi pour les autres conſiderations avant dites, le Roi a promis & promet donner audit Seigneur de Breſſe douze mille francs de penſion, de laquelle penſion le Roi a fait bailler ſes lettres auſdits Ambaſſadeurs, expediées comme il apartient, & leur a baillé les cedules de l'aſſignation de ladite penſion pour l'année prochaine à venir bien & convenablement, & en maniere que leſdits Ambaſſadeurs en ont été bien contens; & entretiendra le Roi audit Seigneur de Breſſe ladite penſion dotenavant, & tellement que icelui Seigneur de Breſſe en ſera bien paié, & avec, le Roi a fait bailler auſdits Ambaſſadeurs pour & au nom dudit Seigneur de Breſſe les cedules de l'aſſignation ſur les deniers de l'année à venir de la ſomme de ſix-mille francs que le Roi a donné audit Seigneur de Breſſe pour lui aider, & ſoi mettre en point pour venir devers lui, & de laquelle aſſignation en cedules leſdits Ambaſſadeurs ſe ſont tenus & tiennent pour bien contens.

Item. Outre plus promet le Roi, & pour les mêmes conſiderations que deſſus, donne one Comté en France audit Seigneur de Breſſe, en valeur de quatre mille livres de rente, & de lui en faire & paſſer lettres de tranſport ſeures, & valables, & d'icelle Comté le faire paiſiblement jouïr dedans un an; & juſqu'à ce que ledit Seigneur de Breſſe ait icelle Comté, le Roi outre & par deſſus ladite penſion annuelle, & autres choſes avant dites, a promis & promet de faire paier, & de bailler & delivrer audit Seigneur de Breſſe chacun an la ſomme de quatre mille francs, & d'icelle lui bailler & faire avoir bonne & ſeure aſſignation, & telle qu'il en ſera paié, ſatisfait, & contenté; & dés maintenant le Roi a fait bailler les cedules de l'aſſignation ſur leſdits deniers de ladite année à venir de ladite ſomme de quatre mille francs, de laquelle ſomme & aſſignation iceux Ambaſſadeurs ont été & ſont contens.

Item. Le Roi a promis & promet audit Seigneur de Breſſe, és perſonnes de ſeſdits Ambaſſadeurs, que quand il aura la jouïſſance de la Comté de Bourgogne, il ſouffrira jouïr ſans aucun empêchement les ſujets & ſerviteurs dudit Seigneur de Breſſe de leurs terres, Seigneuries, & heritages, qu'ils ont en ladite Comté, & auſſi de leurs terres, Seigneuries, & heritages, qu'ils ont en la Duché de Bourgogne, Comté de Mâconnois, & ailleurs és Païs du Roi, leſquels ſujets ne ſe ſont armez contre le Roi depuis le trépas de feu le Duc Charles de Bourgogne, à qui Dieu pardonne, ſans leur bailler, ou faire bailler aucun empêchement au contraire, toutes leſquelles choſes en la forme, & maniere que dit eſt, ont été paſſées, conſenties, & accordées par le Roi nôtredit Seigneur, & par leſd. Ambaſſadeurs par vertu de leurdit pouvoir, dont la teneur s'enſuit de mot à mot.

PHILIPPE DE SAVOYE, Comte de Baugé, Seigneur de Breſſe, & du Revermont, de Dombes, & de la Valbonne: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour aucuns nos grands affaires aions deliberé d'envoier preſentement devers Monſeigneur le Roi nos tres-chers amez & feaux Conſeillers les Seigneurs de Chandée, Gouverneur de Breſſe,

ANS de J. C. 1478. Breſſe, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe; ſavoir faiſons, que nous confiant des ſens, loiauté, prudhomme, & bonne diligence des deſſuſdits, à iceux, & à chacun d'eux pour ces cauſes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine ſcience, & bonne volonté, avons donné, & par ces preſentes donnons plein pouvoir, autorité, & mandement ſpecial d'eux comparoir pour & en oôtre nom devant Monditſeigneur le Roi, accepter, prendre & reprendre, ſi beſoin eſt, apointement traité, former, & accomplir avec ledit Seigneur, ou ſes Commis & Deputez, de nos affaires, tout ainſi, & par la forme & maniere que ſi étions en propre perſonne, aprouver, loüer, & auſſi ratifier l'apointement dernierement avec ledit Seigneur pris par ledit Seigneur de Chandée, Jâques de Buſſi, Humbert, Seigneur de Lucinge, & Pierre Bolnmier, & en faire autres de nouveau, ſi bon leur ſemble. Promettant en bonne foi, en parole de Prince, & ſur les Saints Evangiles, avoir ferme & ſtable tout ce que par les deſſuſdits Seigneur de Chandée & Seigneur de Boringe, ou de l'un d'eux au nom que deſſus aura été fait, promis, juré, & conclu, ratifié, & accordé avec ledit Seigneur, ou ſes Commis & Deputez, ſans venir, ni ſouffrir être venu en maniere que ce ſoit au contraire. En témoignage de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre propre main, & fait ſigner de nôtre Secretaire, & ſceller de nôtre ſcel de nos armes. Donné à Bourg le quatorzieme jour d'Aouſt, l'an de grace mille quatre-cens ſoixante & dix-huit, pris à la Nativité. Ainſi ſigné, Philippe de Savoie. Et au deſſous : Par Monſeigneur le Comte, Chivillardi. En têmoio de ce, ces preſens articles ont été ſignez de la main du Roi, & deſdits Ambaſſadeurs, & ſcellez de leur ſcel ci mis en placart, le treizieme jour du mois de Septembre, l'an mille quatre-cens ſoixante dix-huit. Signé, Louis.

DVIII.

ANS de J. C. 1478. TARENTE ET SAVOYE. *Contract de Mariage de* FREDERIC D'ARRAGON *Prince de Tarente, &* D'ANNE DE SAVOYE. *Fait le 1. Septembre*, 1478. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 420.

IN Dei nomine, Amen. Pateat univerſis quòd inter Chriſtianiſſimum, & Excellentiſſimum Principem, & Dominum Ludovicum Dei gratia Francorum Regem ex una parte, & Sereniſſimum ſc Illuſtriſſimum Principem, & Dominum Ferdinandum Dei gratia Regem Siciliæ, Hieruſalem, & Hungariæ, ſeu Magiſtros Anthonium de Alexandro utriuſque Juris Doctorem, Thomaſium Tacqui, & Lancelotum Macedonum milites, Oratores, & Procuratores ipſius Sereniſſimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, prout de eorum mandato & procuratione conſtat per litteras patentes ipſius Sereniſſimi Domini Regis Siciliæ, ejos manu ſubſcriptas, & ſigillo pendenti ſigillatas, quarum tenor de verbo ad verbum inferiùs in fine præſentis inſtrumenti inſeretur, agentes, & intervenientes, Procuratores ipſos ad ſubſcripta omnia, & eorum ſingula procuratorio nomine, & pro parte ipſius Sereniſſimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ ex parte altera, infra ſcripta capitula Matrimonialia, conventiones, & pacta fuerunt inita, firmata, & jurata ac vallata ſolemnibus ſtipulationibus per otramque partem hinc indè interpoſitis, & ad ſingula capitula repetitis ſuper Matrimonio (concedente Domino) feliciter contrahendo, inter Illuſtriſſimum Dominum Dom. Frederícum ejuſdem Sereniſſimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ Filium ſecundogenitum & *Illuſtriſſimam Madamiſellam* ANNAM DE SABAUDIA, *dicti Chriſtianiſſimi Domini Ludovici Regis Francorum Neptem ex Sorore*, ANS de J. C. 1478. *ac Filiam Illuſtriſſimi quondam Domini Amedei Ducis Sabaudiæ, & Illuſtriſſimæ Domine Jolande Duciſſæ Sabaudiæ ejuſdem Chriſtianiſſimi Domini Regis Francorum Sororis.* Videlicet in primis præfatus Dominus Chriſtianiſſimus Ludovicus Francorum Rex promiſit ſupradictis Anthonio de Alexandro, Thomaſio Tacqui, & Lanceloto Macedono Oratoribus & Procuratoribus recipientibus, & ſtipulantibus procuratorio nomine, & pro parte jam Sereniſſimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, ſe ipſum Chriſtianiſſimum Dominum Ludovicum Francorum Regem curaturum, & facturum modis omnibus, & cum effectu quòd prænominata Illuſtriſſima Damiſella Anna de Sabaudia ſua Neptis, ſcilicet Filia Illuſtriſſimæ Dominæ Duciſſæ Sabaudiæ ipſius Chriſtianiſſimi Domini Regis Sororis ad omnem requiſitionem dicti Sereniſſimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, ſeu præfati Illuſtriſſimi Domini Dom. Frederici, eundem Illuſtriſſimum Dominum Dom. Fridericum in ſuum verum, & legitimum Virum, & Maritum accipiet, ac com ipſo Illuſtriſſimo Domino Dom. Frederico præſente, vel per medium ſui legitimi Procuratoris, ipſa Illuſtriſſima Damiſella Anna ſolemniter, & legitimè Matrimonium contrahet per verba apta, & congrua, mutuum conſenſum exprimentia de præſenti, & ſucceſſivè Matrimonium prædictum, ipſa Illuſtriſſima Damiſella Anna cum eodem Illuſtriſſimo Dom. Friderico per carnis copulam conſummabit ſecundum uſum, & conſuetudinem ſanctæ Romanæ Eccleſiæ in talibus obſervatum. Et è converſo præfati Anthonius de Alexandro, Thomaſius Tacqui, & Lancelotus Macedoous Procuratores videlicet dicti Sereniſſimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ procuratorio nomine, & pro parte ipſius Sereniſſimi Regis Siciliæ corum principalis, promiſerunt dicto Chriſtianiſſimo Domino Ludovico Regi Francorum recipienti, & ſtipulanti, ſe ipſos Anthonium, Thomaſium, & Lancelotum procuratorio nomine quo ſuprà, & præfatum Sereniſſimum Dominum Ferdinandum Regem Siciliæ eorum principalem curaturos, & facturos modis omnibus, & cum effectu quòd præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dom. Fredericus ejuſdem Sereniſſimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ Filius ſecundogenitus, ad omnem requiſitionem dicti Chriſtianiſſimi Domini Ludovici Regis Francorum eandem Illuſtriſſimam Damiſellam Annam de Sabaudia in ſuam veram, & legitimam Uxorem accipiet, ac cum ipſa Illuſtriſſima Damiſella Anna de Sabaudia idem Illuſtriſſimos Dom. Fridericus ſolemniter legitimum Matrimonium contrahet per verba apta & congrua mutuum conſenſum exprimentia de præſenti, & ſucceſſivè Matrimonium prædictum ipſe Illuſtriſſimus Dom. Fridericus cum eadem Illuſtriſſima Damiſella Anna per carnem conſummabit ſecundum uſum, & conſuetudinem Sacro-ſanctæ Romanæ Eccleſiæ in talibus obſervatum. Item præfatus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Rex Francorum dictis Anthonio, Thomaſio, Laoceloto recipientibus, & ſtipulantibus procuratorio nomine quo ſuprà promiſit dare, & aſſignare dicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico, io dote, & pro dote Damiſellæ Illuſtriſſimæ Annæ contemplatione dicti Matrimonii unum Statum conſiſtentem in Vaſſallis, terris, caſtris & locis in iis Regnis ipſius Chriſtianiſſimi Regis Francorum cum titulo Comitatus qui ſit valoris, & redditus anno quolibet duodecim mille Francorum monetæ hujus Regni Franciæ cum pacto ſolemni ſtipulatione vallato, quod cum primum inter ipſum Chriſtianiſſimum Dominum Ludovicum Francorum Regem ex una parte, & Sereniſſimos Dominos Reges Aragonum, & Caſtellæ firmari contingat concordiam, per quam Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ ſint apud ipſum Chriſtianiſſimum Domioom Regem Francorum remanſuri,

ANS de J. C. 1478.

manſuri, ipſe Chriſtianiſſimus Domious Ludovicus Rex Francorum teneatur, & ita promiſit dictis Procuratoribus ſtipulanribus quo ſupra nomine dare, & aſſignare dicto Illuſtriſſimo Domino Dom. Frederico præfatos Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ, cum omnibus juribus, rationibus & pertinentiis eorum tenendos quidem Comitatus ipſos, in dotem, & pro dote dictæ Illuſtriſſimæ Dominæ Annæ Uxoris ſuæ, & eo caſu præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dom. Fredericus teneatur, & debeat reſtituere ipſi Chriſtianiſſimo Francorum Regi prædictum Statum quem de præſenti recepit, intelligendo ſemper in quemcumque ſupradictorum caſuum quòd dictus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus teneatur, & debeat præſtare, & facere homagium ipſi Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi, & ſuis ſucceſſoribus pro dictis Statibus, ſecundùm uſum & conſuetudioem dicti Regni Franciæ, & ſecundùm quòd alii Nobiles tenentes in partibus Regni Franciæ conſueverunt, & tenentur facere, & ſimiliter gaudeat Privilegio aliorum Parium dicti Franciæ Regni juxta qualitatem ſtatus quem ipſe Illuſtriſſimus Dominus Fredericus recipiet, & prout præſtant, & faciunt alii tenentes Comitatus in Regnis ipſius Chriſtianiſſimi Domini Regis Francorum, & ſi placuerit præfato Illuſtriſſimo Dom. Frederico ante concordiam ſupra dicto modo cum dictis Sereniſſimis Dominis Regibus Aragonum, vel Caſtellæ firmatam, dictos Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ accipere, & præſtare, & facere pro illis homagium eidem Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi modo quo ſuprà dictum eſt, eo caſu dictus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Francorum Rex contentus extitit, & ita promiſit dictis Procuratoribus nomine quo ſuprà ſtipulantibus dare, & aſſignare eidem Illuſtr. Dom. Frederico dictos Comitatus Roſſilionis & Ceritaniæ, & recuperare Statum qui de præſenti eidem Illuſtr. Dom. Frederico aſſignabitur, intelligendo ſemper quòd idem Illuſtr. Dom. Fredericus in recuperatione dictorum Comitatuum Roſſilionis, & Ceritaniæ debeat præſtare, & facere pro illis homagium ipſi Chriſtianiſſimo D. Regi Francorum, & ſucceſſoribus ut ſuprà dictum eſt. Item præfatus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Francorum Rex promiſit jam dictus Procuratoribus recipientibus, & ſtipulantibus quo ſuprà nomine, quòd ſi contingat fieri aut firmari concordiam ioter ipſum Chriſtianiſſimum Dominum Regem, & Reges Aragonum, aut Caſtellæ, per quam coneordiam dicti Comitatus remaneant loco pignoris apud ipſum Chriſtianiſſimum Dominum Regem pro aliqua pecuniarum quantitate, qua ſoluta veniant üdem dictis Regibus Aragonum vel Caſtellæ reſtituendi; Tunc & eo caſu (ſi placuerit eidem Domioo Dom. Frederico quod ille quantitates pecuniarum in quibus erit declaratus creditor, ut idem Chriſtianiſſimus Rex Francorum convertantur in dotem, & pro dote Illuſtriſſimæ Damiſellæ Annæ) ipſe Chriſtianiſſimus Rex Francorum aſſignabit jam dicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ, tenendo in pignus, & loco pignoris uſque ad recuperationem, & ſatisfactionem dictarum pecuniarum. Quos quidem Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ dictus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus debeat tenere illis modo, & forma quibus (ſecundum formam dictæ concordiæ) per ipſum Chriſtianiſſimum Dominom Regem Francorum tenendi eſſent, & eo caſu dictus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus reſtituere debeat eidem Chriſtianiſſimo Domino Regi Francorum illum Statum quem de præſenti recipiet, & teneatur præſtare homagium Domino Regi Francorum, & fidelitatem pro Comitatibus ipſis, tenendis uſque ad ſolutionem debiti, ſolito vero debito, ſit liber à juramento, & pecuniæ exigendæ ab ipſis Aragonum, & Caſtellæ debeant conſervari ad ordinem D. Regis Francor. pro emendis terris, & ſtatu pro dote ipſius Damiſellæ Annæ, pro

ANS de J. C. 1478.

quo ſtatu emendo ipſe Illuſtriſſimus Dom. Fredericus faciet homagium dicto Domino Regi in plena forma ot ſuprà dictum eſt. Item præfatus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Rex Francorum promiſit dictis Antonio, Thomaſio, & Lanceloto Procuratoribus recipientibus, & ſtipulantibus dictam dotem (modo quo ſuprà conſiſtentem) tradere, & aſſignare prædicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico in infrà ſcripto, pacto & conditione videlicet, quòd ſi caſu contingat dictum Matrimonium diſſolvi per obitum dictæ Illuſtriſſimæ Damiſellæ Annæ ſuperſtite dicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico, tali caſu exiſtentibus Filiis ex dicto Matrimonio, ipſe Illuſtriſſimus Dom. Fredericus durante vita ſua remaneat Dominus dictæ dotis, ſeu dicti ſtatus, qui pro dote ipſa aſſignabitur, & poſt mortem ſuam deveniat ad Filios ſeu Filias dicti Matrimonii. Si verò ex dicto Matrimonio non remanſerint Filii, tunc ipſe Illuſtriſſimus Dom. Fredericus remaneat integraliter Dominus dictæ dotis, & dicti Status, & accipiendo deinde aliam Uxorem, & procreando Filios, dictus Status remaneat apud ipſum Illuſtriſſimum Dom. Fredericum, & ejus Filios ex ſecundo Matrimonio procreandos, & in caſu quo ipſe Dom. Fredericus moriatur, dictus ſtatus revertatur ad Coronam Regni Franciæ, & è converſo præfatus Antonius, Thomaſius, & Lancelotus Oratores, & Procuratores quo ſuprà nomine promiſerunt eidem Chriſtianiſſimo Domino Regi Francorum recipienti, & ſtipulanti conſtituere quòd præfatus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus conſtituit præfatæ Madamiſellæ Annæ Uxori ſuæ dotarium condecens habito reſpectu ad quantitatem dotis quam recipiet, quod dotarium conſtitui debeat ſecundùm uſum Baronum, Comitum, & Magnatum Regni Franciæ, & debeat dotarium ipſum aſſecurari ſuper bonis, & Statu ipſius Illuſtriſſimi Dom. Frederici emendis ex illis ducentum mille ducatis quos dictus Sereniſſimus Dominus Ferdinandus Rex Siciliæ donare intendit ipſi Illuſtriſſimo Dom. Frederico Filio ſuo, & ad majorem cautelam dictus Sereniſſimus Dominus Rex Siciliæ Pater ipſius Illuſtriſſimi Dom. Frederici obligat ſe ad dictum dotarium, & ſuos hæredes, & ſucceſſores. Item præfati Antonius, Thomaſius, & Lancelotus Oratores, & Procuratores quo ſuprà nomine jam dicto Chriſtianiſſimo Domino Regi Francorum recipienti, & ſtipulanti promiſerunt quòd ipſe Sereniſſimus Dominus Ferdinandus Rex Siciliæ donabit, & donationis titulo irrevocabiliter inter vivos dabit, & ſolvet dicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico Filio ſuo ducatos ducentum mille ſeu illorum valorem in iis terminis, videlicet in corinenti in adventu ipſius Illuſtriſſimi Domini Frederici ad ipſum Chriſtianiſſimum Regem ducatos triginta mille, & deinde in anreà anno quolibet ducatos triginta mille uſque ad integram ſatisfactionem dictorum ducatorum ducentum mille qui ducentum mille ducati converti debeant ad emptionem terrarum, & Status pro proprio Patrimonio ipſius Illuſtr. Dom. Frederici, quæ quantitates pecuniarum deponi debeant, & conſervari quolibet anno, & ſecuro in loco in hoc Regno Franciæ, ut converti poſſint in emptionem prædictam. Et quoniam dictus Chriſtianiſſimus Rex Francorum prætendit dictos ducentum mille ducatos debere eſſe aureos, dicti vero Oratores dicunt præfatum Sereniſſimum Dominum Regem Siciliæ intellexiſſe de ducatis currentibus in dicto Regno Siciliæ, ſcilicet ad rationem Carlinorum Liliarorum decem pro quolibet ducato, qui valent unum ſcutum auri monetæ Regni Franciæ; Conventum, & accordatum eſt inter partes prædictas, quòd de valore prædictorum ducatorum ducentum mille ſtari debeat voluntati, & declarationi ipſius Sereniſſimi Regis Siciliæ, & demùm pro majori firmitate, & ſecuritate dicti Matrimonii contrahendi quælibet partium prædictarum, una ſcilicet alteri, & altera alteri, videlicet præfatus

ANS de J. C. 1478. Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Rex Francorum dicto Sereniſſimo Domino Ferdinando Regi Siciliæ, & præfatis Antonio, Thomaſio, & Lanceloto Procuratoribus quo ſuprà nomine, & præfati Procuratores ipſi Chriſtianiſſimo Domino Ludovico Regi Francorum confeſſi fuerunt ad invicem, & in veritatis teſtimonio recognoverunt recepiſſe, & manualiter habuiſſe quælibet ipſarum partium ab altera pro arrhis dicti Matrimonii contrahendi ducatos auri centum mille tenendos ut prædicitur, per quamlibet ipſarum partium arrharum nomine, & pro arrhis dicti Matrimonii, & reſtituendos quadruplatos per illam ipſarum partium per quam ſtetterit quin dictum Matrimonium contrahatur, & ad effectum deducatur, & ità partes ipſæ ad invicem ſibi ipſis quo ſuprà nomine legitimè ſtipulantibus promiſerunt. Quæquidem ſuprà inſerta capitula, & ipſorum quodlibet ac omnia & ſingula contenta in eis prænominatæ partes, & quælibet ipſarum ſibi ipſi invicem una videlicet alteri, & altera alteri quibus ſupra nominibus recipienti, & ſtipulanti, & nobis infra ſcriptis Notariis tanquam perſonis publicis ab ipſis partibus, & earum qualibet pro omnibus quorum intereſt aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum, prædicta, & infra ſcripta omnia ſolemniter & legitimè ſtipulantibus ſponderunt, & promiſerunt, prout ad quamlibet ipſarum partium ſpectat, & pertinet omni futuro tempore attendere, obſervare, & adimplere, & in nullo contra facere, dicere, opponere vel venire directè vel indirectè, aut per interpoſitam perſonam ad pœnam & ſub pœna ducatorum quingentorum millia per partem contra facientem, aut modo quocumque prædicta, vel eorum aliquod non implentem alteri parti indiminutè, & integrè perſolvendam, quam pœnam partes prædictæ ſibi ipſis quo ſupra nomine & nos prædicti, & infra ſcripti Notarii tanquam publicæ perſonæ pro omnibus quorum iotereſt aut intereſſe poterit, in futurum ſuimus legitimè ſtipulati: Quæ pœna toties committatur, petatur & exigatur cum effectu, quoties fuerit contraventum, ipſaque exacta vel non exacta ſoluta vel non ſoluta, aut gratiosè remiſſa nihilominus prædicta capitula, & præſens inſtrumentum inde reaſſumptum, cum omnibus & ſingulis contentis in eis, in ſun ſemper robore & efficacia perſeverent. Ratn ſemper manente pacto, & cum integra refectione omnium, & ſingulorum damnorum, intereſſe, & impenſarum quæ per adverſam, partem prædicta obſervantem & in pactis ipſis perſiſtentem fierent propterea quoquomodo in judicio ſive extra, de quibus quidem damnis, expenſis & intereſſe, credi debeat, & ſtari (& ita partes ipſæ ad invicem promiſerunt) ſimplici verbo cum juramento, ipſius partis damnum paſſæ, nulla alia probatione quæſita, ita quod reclamari non poſſit, aut reduci ad arbitrium boni viri. Quam quidem pœnam una eum damnis, intereſſe, & expenſis, ita ut prædicitur taxandis, præfatæ partes ad invicem promiſerunt (in caſu contraventionis) ſolvere Pariſiis, Romæ, Neapoli, Avenione, Mediolani, Venetiis, & ubique locorum, & pro obſervandis prædictis omnibus, & eorum ſingulis, præfatæ partes, & earum quælibet ſibi ad invicem, & nobis Notariis (tanquam perſonis publicis pro omnibus quorum intereſt, aut intereſſe poterit in futurum ſtipulantibus) obligaverunt, & hypotbecaverunt bona omnia ipſarum partium, & cujuſlibet earum mobilia, & immobilia, ſtatus, & Dominia, Regna, Provincias, Civitates, Terras, Caſtra, & loca, jura & actiones, debita & nomina debitorum, & alia quæcumque cujuſvis vocabuli appellatione diſtincta, & etiam illa quæ ſioe ſpeciali pacto obligari non poſſunt, & in generali non veniunt hypothecâ: Quodque in caſu contraventionis prædictorum aut alicujus ex eis licitum ſit parti alteri obſervanti, & à prædictis non diſcedenti, auctoritate propria abſque alicujus Judicis, ſeu ſuperioris licentia capere, & apprehendere, tot, & tanta de bonis alterius partis contra facientis ſicut ſupra dicitur hypothecatis; quod ſit ei de omnibus ſupradictis, & de dicta pœna, damnis, & intereſſe, ac reſtitutione dictarum arrharum (ut ſupra dicitur) quadruplatarum integraliter, & plenariè ſatisfactum; Quæ bona ſic (ut prædicitur) capta liceat capienti abſque decreto judicis, aut ſuperioris licentia, & abſque alia ſolemnitate quacumque à jure requiſita, ſolum præſentis inſtrumenti vigore (prout ſibi melius placuerit) vendere, vel aliter alienare, aut in ſalutum ſibi retinere; Quoniam ſic inter partes ipſas actum extitit, & expreſſè conventum, lege, conſtitutione, ritu vel conſuetudine aliqua nonobſtante: Quæ quidem bona ſic (ut prædicitur) hypothecata, quælibet ipſarum partium ex nunc pro tunc conſtituit (in caſu contraventionis) ſe procuratorio nomine alterius partis poſſidere quod precarium liceat parti alteri (quandocumque ſibi placuerit) revocare, & bona ipſa corporaliter apprehendere modo prædicto. Et renunciaverunt partes ipſæ ſuper omnibus, & ſingulis prænarratis, & promiſſis exceptioni doli provententis ex propoſito vel re ipſa, ratione cujuſvis enormis, aut enormiſſimæ læſionis, exceptionis vel metus, ſimulationis, & rei ſic non geſtæ (ut prædictum eſt) pecuniæ non numeratæ vel non ſolutæ, exceptioni in factum, condictioni indebitæ vel ſine cauſa, legi dicenti pœnam in contractibus non poſſe apponi, nec appoſita exigi ultra certum modum, legi dicenti probationis modum non eſſe anguſtandum, vel bona hypothecata, & capta, non poſſe propria authoritate, & abſque decreto judicis alienari, privilegio fori ſcripto, & non ſcripto, beneficio reſtitutionis in integrum, & generaliter omnibus exceptionibus, juribus, privilegiis, beneficiis etiam in corpore juris clauſis, quibus adverſus prædicta, vel aliquod prædictorum, poſſent modo aliqno ſe tueri, Certioratæ partes ipſæ (ut diximus) de beneficiis ipſis, & affectibus earundem, & pro majori cautitudine & firmitate omnium prædictorum, præfatæ ambæ partes, videlicet dictus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Rex Francorum proprio nomine, & dicti Antonius, Thomaſius, & Lancelotus (procuratorio nomine quo ſuprà) in animam dicti Sereniſſimi Regis Siciliæ eorum Principalis ad Sancta Dei quatuor Evangelia eorum manibus corporaliter tacta juraverunt prædicta omnia & ſingula vera eſſe & eorum quodlibet obſervare. In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præſens publicum inſtrumentum juſſu ejuſdem Chriſtianiſſimi Francorum Regis dictorumque Ambaxiatorum itidem petentium confecimus in Hoſpitio Regis in Villagio de Landa Carnotenſis Dioceſis. Sub anno Domini M. CCCC. LXXVIII. Indict. SS. die verò S. menſis Septembris, Pontificatus in Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Sixti divinâ Providentiâ Papæ quarti anno VIII. Præſentibus ad hæc Reverendo in Chriſto Patre & Domino Guillelmo de Clugny Dei & Sanctæ Apoſtolicæ ſedis gratia Apoſtolico Protonotario, Nobilibuſque Viris Dominis Ludovico Domino de Joyeuſe, Harduino de Mailley Domino Caſtri de Mailley, Guilleno de Biche Domino de Clery Militibus teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis. Signé Ludovicus Poulain & Dionyſius Themy.

ANS de J. C. 1478.

DIX.

ANS de J. C. 1478.

FRANCE ET ANGLETERRE.

DIX.

Traité de Trêves entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, durant leur vie, & cent ans aprés la mort de l'un ou de l'autre. A Londres le* 13. *Février* 1478. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 217.

UNiverſis & ſingulis has litteras inſpecturis, &c.

Imprimis, quòd bonæ, ſinceræ, firmæ & perfectæ ſint, & inviolabiliter habeantur & fiant treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ, intelligentiæ, & fœdera inter potentiſſimos LUNOVICUM Franciæ, & EDUARDUM Angliæ Principes, Patrias, & Dominia ſua quæcumque, hæredes, ſucceſſo.es, vaſſallos, atque ſubditos ſuos præſentes & futuros quoſcumque, alligatos & confœderatos utriuſque eorum, qui in ipſis comprehendi voluerint, nec non inter Illuſtriſſima Franciæ & Angliæ Regna per Terram, Mare, portus Maris, & aquas dulces, & quod dictæ treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ, & fœdera ſuum habeant effectum immediatè poſt datam præſentium, & durante vitâ dictorum Franciæ & Angliæ Principum, juxta dictarum litterarum vim & vigorem, & per centum annos poſt mortem alterius ipſorum Principum primò decedentis proximè ſequentes, & uſque ad finem ipſorum centum annorum ſic proximè ſequentium.

Item. Quòd durante ipſorum Principum vitâ, & dictorum centum annorum termino, bella, guerra, hoſtilitates quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Principes, utriuſque eorum hæredes, ſucceſſores, vaſſallos, ſubditos & confœderatos quoſcumque, qui in ipſis Treugis, ut præmittitur, velint comprehendi, necnon inter inclitiſſima Franciæ & Angliæ Regna, Patrias, & Dominia ſua quæcumque, ubicumque locorum, per Terram, Mare, & aquas dulces, omninò ceſſabunt.

Item. Quòd omnes & ſinguli utriuſque dictorum Principum, eorumque hæredum, & ſucceſſorum, aut eorum, alteriuſve eorum obligatorum, in his treugis comprehenſorum, vaſſalli, & ſubditi, ſive ſint Principes, Archiepiſcopi, Epiſcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujuſvis ſtatus, conditionisve exiſtant, durantibus treugis antedictis ubivis locorum ſeſe mutuis officiis proſequantur, & honeſtâ affectione pertractent, poſſintque liberè, tutè, & ſecurè abſque alterius, aut ejus hæredum & ſucceſſorum, ſubditorumve offenſâ, ſive impedimento, aut ſalvo conductu, ſive licentiâ, ubique perluſtrare Terram, per Mare navigare, hinc inde ad portus, & Dominia, & diſtrictus quoſcumque utriuſque ipſorum Principum, ſuorumque hæredum & ſucceſſorum citra & ultra Mare; dum tamen ultra numerum armatorum centum ſimul non accedant, in eis quandiu volent morari, mercari, merces, arma & jocalia quæcumque emere & vendere; &, ut eis placet, ab illinc ad partes proprias, vel alibi liberè, quoties duxerint abeundum, ſi jura localia jam ſancita non obſtent abire cum ſuis, aut conductis, vel commodatis navigiis, plauſtris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, farciunculis, bonis, & rebus ſuis quibuſcumque, abque ullo impedimento, offenſâ, arreſtatione, ratione marcæ, contramarcæ, repreſſaliarum, aut aliâ diſtrictione quâcumque, tam in Terra, quàm in Mari, & aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere licet; ita quod ultra & præter has treugas nullo alio ſalvo-conductu generali aut ſpeciali indigeant.

Item. Quòd omnia munera, ſive onera ab aliquo dictorum Principum in cujuſvis eorum Patriarum, ſive Dominiorum partibus citra aut infra duodecim annos, dictis 29. die Auguſti, anno Domini 1475. præcedentes, impoſita mercatoribus, & ſubditis alterius Principis, ejuſve hæredum & ſucceſſorum nociva, durantibus his treugis, penitus extincta ſint & rejecta, & quod talia, aut conſimilia eiſdem treugis durantibus amodò non imponantur, ſalvis tamen ſemper quoad alia omnibus Regionum, urbium, & locorum aliis legibus, ſtatutis, & conſuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmiſſa cenſetur derogatum. ANS de J. C. 1478.

Item. Quòd omnes mercatores, etſi Veneti, Florentini, & Genuenſes ſint, poſſint per Mare, & aquas dulces, modo mercatorio & non hoſtili, cum ſuis propriis mercibus, aut alienis in navibus, carracis, aut galeis propriis, ſive alienis, in Regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque tutè, liberè & ſecurè venire, & de illinc quò velint abire, durantibus treugis antedictis, quandocumque & quotieſcumque voluerint, abſque licentia, diſturbio, moleſtia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Principes, ſeu eorum aliquem, aut hæredes, ſucceſſores, ſive eorum, aut alterius eorum ſubditos quoſcumque.

Item. Quòd ſi durantibus præfatis treugis aliquid contra vires & effectus earumdem treugarum, & abſtinentiarum guerrarum per Terram, Mare, aut aquas dulces, per aliquem ipſorum Principum, hæredes, ſucceſſores, ſubditos, vaſſallos, aut alligatos alicujus eorum Principum, eorumve hæredum & ſucceſſorum in his treugis comprehenſos, fuerit attentatum, actum, aut geſtum, quod omnia ipſa ſic attentata per conſervatores ipſarum treugarum ab ipſis principibus, eorumve hæredibus & ſucceſſoribus, ſeu ſaltem à principe eorum ſic damnificantium nominatos, ſive nominandos infra menſem, poſt requiſitionem ſuper indè eis factam unà cum expenſis ſic damnificati, aut damnificatorum, reſtaurentur, reficiantur, & reparentur; ſic quod propter nulla durante harum treugarum termino in contrarium attentata hæ treugæ rumpantur, nec terminentur, ſed in ſuis viribus, durante dictorum Principum vitâ, & uſque ad finem dictorum centum annorum poſt mortem primò decedentis eorum proximè, ut præmittitur, ſequentium, permaneant, & pro ipſis attentatis ſolummodò puniantur ipſi attentantes & damnificantes, & non alii.

Item. Si contigerit poſthac aliquem de ipſis, qui ſunt deputati inpræſentiarum à dictis Principibus, alterove eorum prædictarum treugarum antea, ut præmittitur, initarum conſervatoribus vitam finire, quod ex tunc ipſe Princeps, ejuſve hæres & ſucceſſor, ex cujus parte ipſe conſervator ſic mortuus fuerat nominatus, habeat infra tres menſes ipſius conſervatoris mortem proximè ſequentes alium in ejus locum pro ipſarum treugarum conſervatione deputare, & ipſam ſic deputationem alteri Principi, ejuſve hæredibus & ſucceſſoribns infra alios tres menſes proximos ex tunc ſequentes debitè notificare; & hoc quotieſcumque caſus ſic exegerit à data præſentium, durante vitâ dictorum Principum, & per centum annos poſt mortem alterius eorum primò decedentis proximè ſequentes, qui quidem conſervatores, aut duo, vel unus eorum, ex parte ſaltem Principis ſubditorum damnificantium, ſi qui ſint, ſic nominati, nominatuſve, autoritatem & poteſtatem habeant, habeatve, ipſos damnificantes puniendi, attentata & damna contra vires harum treugarum illata unà cum expenſis damnificatorum reficiendi & reparandi; & ſi contingat ipſos conſervatores per ipſos Principes, ut præmittitur, nominatos ſuper reformatione aliquorum dictorum attentatorum ſore diſcordes, & inter eos ſuperinde concordare non valentes, quod ex tunc cauſa illa referatur Conſilio Principis ſubditorum ſic damnificantium,

ANS de J. C. 1478.

tium, aut ſi opus ſit, Conſilio utriuſque Principis referatur, ita tamen quod cauſa illa ſummariè & de plano coram eis examinetur, & debito fine terminetur.

Item. Quod in præſentibus guerrarum abſtinentiis, ligis, & fœderibus comprehendantur alligati & confœderati dictorum Principum hinc inde poſtea nominati, ſi in eis comprehendi velint, videlicet pro parte Sereniſſimi Francorum Regis ſupradicti, ejuſque hæredum & ſucceſſorum, Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Caſtellæ & Legionis, Rex Scotiæ, Rex Hieruſalem & Siciliæ, Rex Hungariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, Januæ, & Lotharingiæ, Epiſcopus Metenſis, Dominium & Communitas Florentiæ, Dominium & Communitas Villæ Bernenſis, & eorum alligati & confœderati; item illi de Liga Altæ Alamaniæ, & illi de Patria Leodienſi, qui ſe declaraverunt pro prædicto Principe Franciæ, & in ejus obedientiam ſe retraxerunt.

Et ex parte Illuſtriſſimi Principis Regis Angliæ antedicti, ejuſque hæredum & ſucceſſorum, Illuſtriſſimus Dominus Princeps ſemper Auguſtus Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Caſtellæ & Legionum, Rex Scotiæ, Rex Portugalliæ, Rex Jeruſalem & Siciliæ citra Farum, Rex Aragoniæ, Rex Siciliæ ultra Farum, Rex Daciæ, & Rex Hungariæ, potentiſſimique Duces Burgundiæ, Britanniæ, & Venetiæ, necnon Communitas & Societas de Hanſa Teutonica.

Item. Quod præſtus Illuſtriſſimus Princeps Franciæ dictas treugas & guerrarum abſtinentias, ſic inter eum, ejuſque hæredes & ſucceſſores, & antedictum Regem Angliæ, atque ipſius hæredes & ſucceſſores, ut præmittitur, contractas, atque omnia & ſingula prædicta in his litteris contenta, ſuis literis patentibus magno ſuo ſigillo ſigillatis, manuque propriâ ſubſcriptis, innovabit, aut ratificabit & confirmabit, ipſaſque treugas & guerrarum abſtinentias, & dicta capitula ſic per eum innovata, aut ratificata & confirmata, per tres ſtatus Regni Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & plebem ejuſdem Regni infra duodecim menſes proximos poſt datam præſentium, ratificari, confirmari & autoriſari faciet; & peræquè dictus Sereniſſimus Rex Angliæ treugas & capitula antedicta ſuis literis patentibus magno ſuo ſigillo ſigillata, atque manu propria ſubſcripta innovabit, atque ratificabit & confirmabit, ipſaſque treugas, & ea capitula ſic per eum innovata, aut ratificata, & per tres ſtatus Regni ſui confirmata, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & plebem ejuſdem Regni infra alios duodecim menſes proximè ſequentes, ratificari, confirmari & autoriſari faciet; quodque uterque Principum prædictorum prædictas treugas, & omnia capitula antedicta per Sedem Apoſt. & per autoritatem ejuſdem confirmari, vallari & roborari pro viribus procurabit, & cum effectu faciet; ea tamen modificatione præſentibus adhibitâ, quòd treugæ, guerrarum abſtinentiæ, cæteraque alia in civitatibus Ambianenſi & Londinenſi inter prædictos Principes, & eorum deputatos, ut præmittitur, contra conventa, concluſa, his præſentibus minimè tollantur, innoventur, nec eis præjudicium aliquod in parte, vel in toto inferatur, ſed in ſuo robore ſecundum literarum ſuper inde confectarum tenorem maneant cum effectu.

Inſuper ego Carolus de Martigny, Epiſcopus Elnenſis, Sereniſſimi Francorum Regis deputatus, polliceor, promitto, & eumdem Francorum Regem, Dominum meum ſupremum, poteſtate, ut præmittitur, ab ipſo mihi commiſſâ, per præſentes obligo, quod idem Francorum Rex omnia & ſingula præmiſſa ratificabit, autoriſabit & confirmabit, eaque realiter & cum effectu pro parte ſua exequetur & faciet quæ præmiſſorum tenor exigit & requirit, ſuaſque literas patentes ſuperinde confectas magno ſuo ſigillo munitas, Illuſtriſſimo Principi Confratri & conſanguineo ſuo Cariſſimo Angliæ Regi ſupra dicto, debitè deliberabit, deliberarive faciet, ſalvis omnibus & ſingulis aliis pactionibus, conventionibus, confœderationibus, amicitiis, intelligentiis, promiſſionibus, & obligationibus quibuſcumque inter antedictos Franciæ & Angliæ Principes, nominibuſve eorum, aut pro eis ante hæc tempora quovis pacto initis, celebratis, aut conventis.

ANS de J. C. 1478.

In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, his præſentibus manu noſtra ſubſcriptis ſigillum meum appoſui. Datum in Civitate Londinenſi die decima-tertia menſis Februarii, anno Domini ſecundum curſum & computationem Eccleſiæ Anglicanæ, milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo octavo; ſic ſignatum, Carolus Epiſcopus Elnenſis.

Obligatio facta cum Notario quinquaginta millium ſcutorum annualium durante termino centum annorum.

IN Dei nomine, Amen. Per præſens publicum inſtrumentum cunctis appareat evidenter, quòd anno ab Incarnatione Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-octavo, indictione duodecima, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini. Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, anno octavo, menſis verò Februarii die penultimo, in quadam alta Camera Domûs Religioſorum Virorum Fratrum Prædicatorum Civitatis Londinenſis ſituata, Reverendus in Chriſto Pater & Dominus, Dominus Carolus de Martigny, Dei & Apoſtolicæ Sedis gratiâ Epiſcopus Elnenſis, Sereniſſimi Principis Francorum Orator, Legatus, Ambaſſiatur, Commiſſarius, Nuncius, Procurator, ad infrà ſcripta ſufficienter, ut aſſeruit, deputatus & ordinatus, tunc ibidem in præſentia mei Walterii Bedlou, publici autoritatibus Apoſtolica & Imperiali Notarii, ac venerabilium Virorum Guilermi Stolilis, Militis, & Thomæ Hamal, Aldermanorum Civitatis prædictæ, teſtium ad hoc vocatorum ſpecialiter & rogatorum, perſonaliter conſtitutus, habens & tenens in manibus ſuis quaſdam ipſius Sereniſſimi Principis Domini Ludovici Francorum Regis litteras, ejus ſigillo & ſubſcriptione, ut apparuit, ſigillatas & munitas, illas Reverendo in Chriſto Patri & Domino, Domino Joanni, Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Epiſcopo Elienſi, & præpotenti Domino, Domino Joanni Dudley, Militi, Domino de Dudley, Illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Eduardi Dei gratia Regis Angliæ Commiſſariis, deputatiſque & procuratoribus, die & loco prædictis perſonaliter præſentibus, tradidit inſpiciendas, quarum tenor ſequitur, & eſt talis.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, &c. Quibus quidem litteris, ſicut præmittitur, exhibitis, traditiſque, & ex mandato præfatorum Reverendi in Chriſto Patris Domini Joannis Epiſcopi, & Domini Joannis Dudley, Militis, Commiſſariorum, Deputatorumque & Procuratorum prædictorum, per me Walterum Bedlou, Notarium publicum prædictum perlectis, & diligenter auſcultatis, præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus, Epiſcopus, Orator, Legatus, Ambaſſiatur, Commiſſatius, Nunciuſque, & Procurator antedictus, nomine, ut aſſeruit, dicti Domini Ludovici Francorum Regis, Domini ſui ſupremi, cum præfatis Commiſſariis, Deputatiſque & Procuratoribus ſupradicti Illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Eduardi Regis Angliæ prædicti, commiſſionem, poteſtatem, & mandatum Procuratorium, cujus tenor inferiùs deſcribitur, tunc ibidem ſub ejuſdem Domini Regis ſigillo ſigillata habentibus, & publicè, tunc

ibidem

ANS de J. C. 1478.

ibidem oſtendentibus, & deſuper nonnullis articulis & capitulis io litteris prænominatis Domini Ludovici Francorum Regis deſcriptis & contentis, ad tempus tractavit & communicavit, ac poſt tractatum & communicationem hujuſmodi idem Reverendus Pater Dominus Carolus de Martigny, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nunciuſque, & Procurator antedictus omine quo ſupra, ex cæteris cauſis tunc eum, ut dixit, moventibus, non vi, metu, nec dolo, ad hoc, ut apparuit, inductus, vel aliqua ſiniſtra marchinatione circumventus, ſed ipſius mera, libera, & ſpoontanea voluntate, animoque deliberato, & ex ejus ſcientia, ut dixit, & liquebat, cum dictis Dominis Reverendo Patre Joanne Epiſcopo, & Joanne Dudley, Milite, Commiſſariis, Deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Eduardi Regis Angliæ, concludebat, & pro concluſione in tractatu & communicatione prædicta pro parte dicti Domini Ludovici Francorum Regis, ut aſſeruit, haberi voluit, ſpoponditque, & conſtanter promiſit, quòd idem Dominus Ludovicus Francorum Rex, ac ipſius hæredes, executoreſque & ſucceſſores dicto Domino Eduardo Regi Angliæ, ipſiuſque hæredibus & ſucceſſoribus, durante ipſorum Principum vitâ, atque per centum annos poſt mortem alterius eorum primò decedentia proximè ſequentes, in Civitate Londinenſi ſingulis annis ad feſta Paſchæ, & S. Michaelis Archangeli, quinquaginta millia ſcutorum auri, boni & juſti ponderis, unoquoque eorumdem ſcutorum valente ſecundum curſum & æſtimationem pecuniarum in Regno Franciæ impræſentiarum habitarum, per æquales portiones ſolvent, ſeu ſolvi facient; & ad ſic ſolvendum, ſeu ſolvi faciendum per idem temporis ſpatium tenebuntur io futurum, atque ad hujuſmodi ſummam quinquaginta millium ſcutorum in forma prædicta, terminis & loco prædictis, ut præfertur, ſolvendam, prælibatum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejuſque hæredes, ſucceſſores & executores vigore poteſtatis hujuſmodi ſibi, ut prædicitur, commiſſæ, ac mandati præfati, & in hac parte dati & conceſſi, dicto Regi Angliæ ſuiſque hæredibus & ſucceſſoribus, etiam in & ſub pœnia Cameræ Apoſtolicæ oneravit, adſtrinxit, & obligavit, necnon ad ſolutionem, ut præmittitur, eorumdem quinquaginta millium ſcutorum per quoſcunque judices tam Eccleſiaſticos, quàm ſeculares, per quaſcunque ſententias, cenſuras, & pœnas Eccleſiaſticas & temporales adſtringi, arctari, & compelli expreſſè voluit, conſenſit & promiſit, tunc ibidem ſubmittendo, & ſubmiſit dictus Reverendus Pater Dominus Carolus Epiſcopus, Legatus, Ambaſſiator, Orator, Commiſſarius, Nuncius, & Procurator antedictus nomine quo ſupra, dictum Illuſtriſſimum Principem Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipſiuſque hæredes, executores, & ſucceſſores, propter ſolutionem, & defectum ſolutionis præmiſſorum quinquaginta millium ſcutorum, modo & formâ, locoque & temporibus præmiſſis, juriſdictioni, poteſtati, coertioni, compulſioni, & mero examini Curiæ Cameræ Apoſtolicæ, ac ipſius & cujuſcumque Domini noſtri Papæ, ſive Sedis Apoſtolicæ, generalia Anditoris, Viceauditoris locum-tenentis, ſive Commiſſarii, aliorumque quorumcumque judicum, ſive officialium cujuſlibet alterius Curiæ Eccleſiaſticæ, vel ſecularis. Et pro firmiori ſubſiſtentia prædictorum idem Reverendus Pater Dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nunciuſque & Procurator præfatus, per pactum expreſſum ſolemni ſtipulatione Vallatum, Commiſſariis, Deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Regis Angliæ, nomine ſupranominati dicti Domini Ludovici Francorum Regis, promiſit, & ultra hoc quatenus potuit, eumdem Dominum Ludovicum oneravit, adſtrinxit & obligavit, quam citiùs fieri poterit, coram aliquo Notario publico, fideli & legali, ac teſtibus omni exceptione majoribus, per illum ad infrà ſcripta convocandum, pro ſe ipſo Domino Ludovico, ac ipſius hæredibus & ſucceſſoribus dictam ſummam quinquaginta millium ſcutorum, modo & forma, loco, & terminis ſuperiùs deſcriptis, & prout ſuprà deſcribuntur, fideliter ſolvere promiſſurum, & ad ſolutionem ejuſdem ſummæ, abſque fraude & dolo quibuſcumque, ſe ipſum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ſuoſque hæredes, ſucceſſores, & exccutores, ſub quibuſcunque pœnis, ſententiis, & cenſuria Eccleſiaſticia, in forma Cameræ Apoſtolicæ debita & conſueta, oneraturum, & obligaturum, eumdemque Dominum Ludovicum, ac ejus hæredes, ſucceſſores, & executores, jutiſdictioni, coertioni, & compulſationi judicum prænominatorum, & cujuſlibet eorumdem, ob ſolutionem & non ſolutionem ſummæ prædictæ, vel alicujus partis ejuſdem quolibet termino ſuperiùs ſtatuto, ſubmiſſurum, ejuſdem Cameræ Apoſtolicæ, ac eorumdem judicum, & ipſorum cujuſlibet, decreto & ſententiæ in omnibus paniturum & obtemperaturum, atque ipſum Dominum Ludovicum Francorum Regem pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcunque, per ſe, vel procuratorem, ſeu procuratores ſuos in ea parte ſufficienter conſtituendos, cuicumque exceptioni doli mali, vis, metus, fraudis io factum, actioni indebiti ob turpem cauſam, ſine cauſa, & ex injuſta cauſa, non ſic celebrari contractus, aliter ſuiſſe dictum ſive recitatum, quàm ſcriptum, vel factum, & converſo petitioni libelli, necnon privilegiis ſeriarum, vindemiarum, appellationum, querelarum, & ſupplicationum remedio, & recurſui ad arbitrium boni viri, quibuſcunque conſtitutionibus contrariis, privilegiis indultis, aut indulgendis, ſtatutis ſpiritualibus & generalibus, localibus & temporalibus, à jure, vel ab hominè editis, ac in genere, vel ſpecie conceſſis, vel concedendis, omnibus & ſingulis aliis exceptionibus, juribus & defenſioonibus, per quos, quas, & quæ hujuſmodi ſummæ quinquaginta millium ſcutorum, ut prædicitur, ſolutio ullomodo impediri, vel differri poterit, & ſpecialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere, niſi præceſſerit ſpecialia coram Notario, & teſtibus ſuprà ſcriptis, expreſſè & cum effectu renunciaturum. Quibus omnibus & ſingulis exceptionibus antedictis idem Reverendus Pater Dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambaſſiator Commiſſarius, Nunciuſve, & Procurator præfatus nomine dicti Regis Francorum, ſuorumque hæredum & ſucceſſorum, & pro eo, & eis, poteſtate ſibi in hac parte commiſſa, palam & expreſſe renunciavit, necnon coram eiſdem Notario, & teſtibus omnibus, via juris, modo, & forma melioribus, quibus de jure fieri potuit, dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, quoſcumque in Romana Curia, vel aliis Curiis Eccleſiaſticis, ſive ſeculatibus, officium procurationis impræſentiarum, aut io futurum quoquo modo exercentes, quos idem Rex Angliæ aliquo tempore nominaverit, conjunctim aut diviſim, ac eorum quemlibet per ſe & in ſolidum, ita quod non ſit melior conditio occupantis, nec deterior ſubſequentis; ſed quod unus illorum inceperit, alter ipſorum id libere proſequi & mediare valeat, & finire, ſuos veros & legitimos, certos & indubitatos procuratores, actores, factores, ſyndicos, negotiorum ſuorum geſtores, & Nuncios ſpeciales ordinaturum, facturum incontinenti, daturumque & conceſſurum eiſdem procuratoribus ſuis incontinenti, poſtquam, ſicut præmittitur, ordinati, facti, & conſtituti fuerint, conjunctim, & eorum cuilibet diviſim & in ſolidum, plenam, liberam, & generalem poteſtatem, & mandatum tam generale quàm ſpeciale, ita quod ſpecialitas non deroget generalitati, nec è contra, pro præfato Domino

ANS de J. C. 1478.

Ludo-

ANS de J. C. 1478. Ludovico Francorum Rege, & ejus nomine, coram præfato Domino Camerario, ſeu aliis judicibus ſupradictis, aut aliquo ſive altero eorundem in curia, ſeu curiis ſupradictis, ſemel vel plures, tempore dieque & hora feriatis & non feriatis, ante cujuſlibet hujuſmodi ſolutionis terminum faciendum, io ipſo termino, & poſt ipſum terminum, ad omnem voluntatem dicti Domini Eduardi Regis Angliæ, & hæredum ſuorum, & aliorum jus & intereſſe in ea parte habentium, ſeu habiturorum, comparendi, dictamque ſummam præfatorum quinquaginta millium ſcutorum per dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, præfato Domino Eduardo Regi, modo & forma, locoque & terminis præmiſſis, ſolvi promiſſam, atque ex cauſa legitima eidem Domino Eduardo, ejuſque hæredibus & ſucceſſoribus pro eorum Principum vita, & termino dictorum centum annorum, debitè confitendi & recognoſcendi, eumdemque Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejuſque hæredes, ſucceſſores & executores ad ſolutionem dictorum quinquaginta millium ſcutorum in civitate Londinenſi in Anglia, ad feſta Paſchæ, & Sancti Michaëlis Archangeli, quolibet anno faciendam, durante vitâ dictorum Principum, & termino ſive ſpatio centum annorum poſt mortem alterius eorum, ut præfertur, decedentis proximè ſequentium, utiliori & efficaciori modo, quoad commodum & emolumentum dicti Domini Eduardi Regis, ſuorumque hæredum & executorum fieri & adimpleri poterit, onerandi & obligandi, & quodcunque præceptum, ſive mandatum, monitionemque & ſententiam quamcunque, atque omnem & alium, & ulteriorem proceſſum, quod, quam, & quem præfati, Dominus Camerarius, & alii judices ſupradicti, ſeu eorum aliquis contra dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipſiuſque hæredes & ſucceſſores, ſeu eorum aliquem, dare, facere, ferreve, aut promulgare voluerint, ſeu voluerit eorum aliquis, ſeu alter, audiendi, petendi & recipiendi, hujuſmodique monitioni, præcepto, mandato, & ſententiæ obediendi, prælibatumque Dominum Ludovicum Regem, ejuſque bona mobilia & immobilia quæcunque ſoro, & juriſdictioni judicum & curiarum præfatarum, in, & pro dictorum quinquaginta millium ſcutorum modo & forma præmiſſa ſolutionis, & occaſione non ſolutionis eorumdem toties quoties ſupponendi & ſubmittendi; atque ut dictus Dominus Camerarius, & cæteri judices antedicti, & eorum quilibet, contra dictum Dominum Ludovicum, ipſiuſque hæredes, ſucceſſores, & executores, & unumquemque eorumdem, poſt lapſum uniuſcujuſque termini, ad ſolvendum dicta quinquaginta millia ſcutorum, ut præmittitur, ſtatuti, occaſione non ſolutionis eorumdem, & promiſſi prædicti non obſervationis procedant, ſeu procedat, ad interdicti excommunicationis aggravationem & reaggravationem, ſententiam, ſeu ſententias, ac eam, vel eas ferant & promulgent, ac ferat & promulget, eamque vel eas publicent, ſeu publicari faciant, aut publicet, ſeu publicari faciat, expreſsè conſentiendi, ac conſenſum & aſſenſum in ea parte præbendi, necnon renunciationem & renunciationes ſuperiùs deſcriptas pro dicto Domino Ludovico Rege, & ejus nomine faciendi, ac expreſsè & cum effectu in forma præmiſſa renunciandi, aliumque, ſive alios, Procuratorem ſive Procuratores eorum nomine, quoties eis & eorum cuilibet videbitur, loco ipſorum, & eorum cujuſlibet ſubſtituendi, ipſoſque ſubſtitutos, revocandi. Præterea obligavit & oneravit præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus Epiſcopus, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nunciſque & Procurator antedictus prædictum, Dominum Ludovicum Francorum Regem, ſe ipſum pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, fideliter etiam per juramentum ſuum ad ſancta Dei Evangelia per illum corporaliter tangenda coram Notario & teſtibus, quos pro conſtitutione procuratorum præfatorum, & aliis præmiſſis, duxerit evocandos, & evocaverit, promiſſorum poteſtatem eorumdem Procuratorum, poſtquam in forma prædicta, & ſubſcripta conſtituti fuerint, aut eorum aliquem, ſive poteſtatem eis, ſeu eorum alicui, in ea parte datam, ſive conceſſam nullo modo revocare, ſive diminuere, donec & quouſque dicto Domino Eduardo Regi, ſuiſque hæredibus & executoribus, modo & formâ præmiſſis, de ſumma quinquaginta millium ſcutorum quolibet anno, durante termino centum annorum poſt mortem alterius eorum primò decedentis, ut prædicitur, proximè ſequentium, unà cum eorum damnis & expenſis, ac intereſſe, ſi qui ſuſtinuerint, in hac parte plenariè ſatisfactum fuerit, & ſolutum, ac ratum, gratum, & firmum perpetuò habiturum totum, & quidquid dicti Procuratores, ſeu eorum aliquis, ſubſtitutiſve, aut ſubſtituendis ab eiſdem, ſive eorum aliquo, fecerint, ſeu fecerit in præmiſſis, vel aliquo præmiſſorum, cum clauſula de relevando coſdem Procuratores ab onere ſatiſdandi, ac judicio ſiſtendum, & judicatum ſolvendum, aliiſque promiſſionibus & clauſulis opportunis. ANS de J. C. 1478.

Inſuper prælibatus Reverendus Pater Dominus Carolus Epiſcopus, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nunciuſque & Procurator antedictus, nomine dicti Domini Ludovici Francorum Regis, prænominatis Dominis Commiſſariis, deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Eduardi Regis, conſtantet promiſit, & in quantum vigore Commiſſionis & poteſtatis ſibi commiſſæ potuit, eumdem Dominum Ludovicum Regem oneravit, adſtrinxit, & obligavit ſe ipſum Dominum Ludovicum Regem, hujuſmodi Notarium coram quo ipſum Dominum Ludoviçum Francorum Regem, Procuratores conſtituere, ac eis mandatum & poteſtatem hujuſmodi, ut præfertur, dare & concedere, aliaque præmiſſa peragere contiget, de & ſuper hujuſmodi conſtitutionibus, & poteſtatibus, aliiſque per eumdem Dominum Ludovicum Francorum Regem dicendis, & tunc ibidem peragendis, ut ipſe Notarius unum vel plura, publicum ſeu publica, inſtrumentum ſeu inſtrumenta conficiat, atque ſibi, parti dicti Domini Eduardi Regis Angliæ tradat, ſeu tradi faciat, teſteſque adſtantes veritatis teſtimonium in ea parte perhibeant rogaturum, & requiſiturum, & per ſe, vel alium, aut alios, eidem Regi Angliæ hujuſmodi inſtrumentum realiter deliberaturum. Tenor verò literarum poteſtatem & mandatum prænominatis Reverendo Patri Domino Joanni Elienſi Epiſcopo, & Domino Joanni Dudley, militi, per prælibatum Dominum Eduardum Angliæ Regem præmemoratum, ut præfertur, conceſſum, ſtque datum, in ſe continentium, & de quibus ſuprà fit mentio, ſequitur, & eſt talis.

Eduardus Dei gratiâ Rex Angliæ &c. ſuper quibus omnibus & ſingulis præmiſſis tam præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nuncius & Procurator præfati Domini Regis Francorum, quàm prædicti Reverendus Pater Dominus Joannes Elienſis Epiſcopus, & Dominus Joannes Dudley, miles, Commiſſarii, deputatique & Procuratores præfati Domini Regis Angliæ, Principum illuſtriſſimorum prædictorum, me Walterum Bedlou, Notarium publicum prædictum ſubſcriptum, eis unum vel plura, publicum ſeu publica, inſtrumentum vel inſtrumenta confici petierint, atque tradi.

Acta fuerunt hæc omnia & ſingula, prout ſuprà ſcribuntur & recitantur, ſub anno Domini, indictione, Pontificatu, menſe, die, & loco in capite præſentis inſtrumenti ſuperiùs deſcriptis, præſentibus tunc ibidem prænominatis Willelmo Stolilide, & Thoma Ham, teſtibus, ut præmittitur,

ad

ANS de J. C. 1478.

ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, ſic ſignatum.

Et nos Carolus Elnenſis Epiſcopus, Orator, Procurator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, & Nuncius illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Ludovici Francorum Regis, de quo ſuprà fit mentio, in fidem omnium & ſingulorum præmiſſorum, per nos nomine ejuſdem Regis, ut præmittitur, factorum, geſtorum, & dictorum, huic præſenti publico inſtrumento ſigillum noſtrum appoſuimus, & illud manu noſtra propria ſubſcripſimus, die viceſima octava menſis Martii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-nono. Carolus Elnenſis Epiſcopus.

Et ego Walterus Bedlou, Clericus Lincolnienſis diœceſis, publicus autoritatibus Apoſtolica, & Imperiali Notarius, quia ſupradicti reverendi in Chriſto Patris & Domini, Domini Caroli de Martigny Elnenſis Epiſcopi, Oratoris, Legati, Ambaſſiatoris, Nunciique & Procuratoris nominati præpotentis Principis & Domini, Domini Ludovici Francorum Regis, ipſius Regis literas ſuperiùs deſcriptas in manibus ſuis, ut præfertur, habentis, ac eas ſupranominatis Reverendo in Chriſto Patri & Domino Domino Joanni Epiſcopo Elienſi, & prænobili Domino, Domino Joanni Dudley, Domino de Dudley, prædicti illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Eduardi Regis Angliæ Commiſſariis, deputatiſque & Procuratoribus antedictis, ejuſdem Domini Regis literas ſuprà inſertas, ut præfertur, habentibus & oſtendentibus tradentis, tractatui, communicationi, concluſioni, promiſſioni, voluntatiſque & conſenſus expreſſi præſtationi, ac ſubmiſſioni, onerationi, obligationi, & renunciationi, prædictis, cæteriſque præmiſſis omnibus & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, per eumdem Reverendum Patrem Dominum Carolum Epiſcopum, Oratorem, Legatum, Ambaſſiatorem, Commiſſarium, Nunciumque & Procuratorem, ſub anno Domini, indictione, Pontificatu, menſe, die, & loco, in capite hujus inſtrumenti publici ſuperiùs deſignatis, agebantur, dicebantur, & fiebant, unà cum prænominatis Guillelmo Leſtolili & Thoma Ham, teſtibus prænominatis, præſens perſonaliter interfui, eaque ſic fieri & dici, vidi & audivi, ideò hoc præſens publicum inſtrumentum per alium, me aliunde occupato, ſuperiùs ſcriptum, exinde confeci, publicavique, & in hanc publicam formam redegi, ac ſigno & nomine meis ſolitis & conſuetis ſignavi, meque hic manu propriâ ſubſcripſi rogatus, & ut præfertur, requiſitus, in fidem & teſtimonium præmiſſorum; & conſtat mihi de interlineatione hujus dictionis, *contraxerint*, ſupra nomina, & horum verborum, *vita ejorum Principum durante*, ſupra octuageſimam, & hujus dictionis, *Archiepiſcopi*, ſupra quadrageſimam tertiam, lineas, à capite hujus inſtrumenti computando. Fact. &c.

D X.

ANS de J. C. 1478. FRANCE ET AUTRICHE.

Traité de Trêve pour un an entre LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche. Fait au Camp lez le Vieux Voendin, le* 11. *Juillet* 1478. Jean Molinet, Chroniques Manuſcrites. Tom. I. pag. 91.

MAXIMILIAN & Marie &c. A tous &c. come pour eſchever les grands maux & inconveniens, qui ſont avenus & encores peuvent avenir, a cauſe des guerres, diviſions, queſtions, & differens entre le Roy d'une part & nous d'autre, pluſieurs journées ayent eſté tenues entre aucuns Commis & Deputez de par le Roy, & d'autres Commis & Deputez de par nous, pour pacifier & accorder icelle guerre & diviſion, auſquelles journées leſdites queſtions, & differens n'ayent peu eſtre pacifiez, & encores ne ſe pourroient mettre à fin durant les troubles, & rigueurs, qui ſurviennent chaque jour à cauſe de la guerre. Pourquoi a ſemblé à pluſieurs gens notables d'un party & d'autre, neceſſaire de faire & prendre quelque Treve & abſtinence de guerre pendant laquelle les moyens ſe puiſſent mieux & plus honorablement traicter, & praticquer pour à l'ayde de Dieu parvenir au bien d'une paix finale à laquelle nous ayons touſiours eu, & encores avons le cœur, & affection, conſiderant que ledict bien de paix, eſt le plus grand, plus fructueux, & le plus acceptable à Dieu, qui puiſſe eſtre en ce monde & à cette cauſe pour l'honneur de Dieu nôtre Createur pour eſchever l'effuſion du ſang humain, & les autres maux & inconveniens, foules & oppreſſions, qui par la dureté de la guerre peuvent chaque jour ſouffrir le pauvre peuple, duquel tout Prince vertueux doibt avoir compaſſion.

Nous par l'advis & deliberation de pluſieurs Seigneurs de nôtre Sang & lignage, gens de nôtre grand conſeil avons faict, conclud, & accordé entre le Roy & Nous & tous les Pays, Terres, & Seigneuries, & ſubjects d'une part & d'autre Treves generales en la forme & maniere contenues es articles dont la teneur s'enſuit.

Premierement ſeure & loyale Treve, ſeur eſtat & abſtinence de guerre a eſté faicte prinſe, conceue & accordée entre le Roy d'une part, & les Duc & Ducheſſe d'Auſtriche d'autre part, tous les Pays, Terres Seigneuries & ſubjects tant d'une part come d'autre, par Terre, par Mer, & par eaues douces pour un an entier comencant le 11. jour de ce preſent mois de Juillet & finiſſant enſamble pour l'an revolu, que l'on dira l'an 1479. l'un & l'autre jour inclus, & juſques au ſoleil levant le jour enſuivant le dernier jour de ladicte Treve.

Item durant laquelle Treve ceſſeront d'une part & d'autre toutes hoſtilitez & voyes de faict, & ne ſeront faicts par ceux de l'un party ſur l'autre aucuns exploicts de guerre, Prinſes de Villes, citez, chaſteaux, Places ou Forteresſes à preſent eſtans es mains & obeiſſance de l'un ou de l'autre party, quelque part qu'elles ſoient ſeituées par aſſaults, par ſiege, d'emblée, par eſchellemens, compoſition ou autrement, en quelque maniere que ce ſoit pour occaſion ne ſoubs couleur de debtes, obligations, hypotecques, donations de mariage, alienation, vendition, ceſſion, tranſport, dnuaire, uſufruict, tiltre d'hoirie, ſucceſſion, ou autrement par quelque titre ou droict que aucuns des Princes, ou de leurs ſubjects ou autres quelconques ils voudroient ou pouroient demander ou pretendre ſemblable de marcq ou contremarcq, repreſaille, ne ſoubs couleur autre quelconque, ne en quelque maniere que ce ſoit, ſuppoſé ores, que les Seigneurs ou habitans deſdictes Villes, citez, chaſteaux, Places ou Forteresſes, ou ceux qui en auront la garde les vouluſſent rendre, bailler ou delivrer de leur volonté ou antiement à ceux du party & obeiſſance contraire, & s'il advenoit que par quelque voye & maniere, leſdites Villes, citez, Chaſteaux ou Forteresſes fuſſent prinſes par les Princes, ou aucuns de l'un party ſur l'autre duquel ſera faicte ladicte ſubſtraction, ou ſurprinſe ſera tenu de rendre & reſtituer, plainement, la Ville ou Chaſteaux, Places ou Forteresſes à celui ſur qui ladicte ſurprinſe auroit eſté faicte dedans 40. jours aprez la ſommation ſur ce faicte de l'une partie à l'autre, ou plutoſt ſi bonnement faire ſe peut, ſans dilayer ladicte reſtitution, pour quelque cauſe ou action que ce ſoit, ou puiſſe eſtre, & au cas qu'il y auroit faute de ladicte reſtitution dedans leſdicts 40. jours, le party duquel ladicte ſurprinſe auroit eſté faicte pourra recouvrer ladicte Ville ou Villes, citez, Chaſteaux, Places ou Forte-

ANS de J. C. 1478. Forteresses, par siege, assaults, eschelemens, emblée, composition, par voye d'hostilité, de guerre, ou autrement sans ce que le Prince ou aucuns subjects de l'autre party y donne resistence ou empeschement, & sans ce que à l'occasion de ce, & de la guerre & hostilité, qui se seroit par le recouvrement de ladicte place le seur estat & abstinence de guerre ne puissent estre dictes ni entendues, rompues ou enfraintes, mais demourera cependant en leur force & vigueur & avec ce le Prince, qui dedans lesdits 40. jours ou plutost si faire se peut n'aura faicte ladicte restitution sera tenu de rendre, & payer tous les cousts, fraiz, despens, dommages, & interests qui auroient esté ou seroient faicts, & soustenus en general & particulier à celuy ou ceux sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte, & ne pourra celuy qui aura faict ladicte surprinse, avoir grace ou pardon de son Prince sans le consentement de l'autre Prince sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte.

Item durant icelle Treve tous les subjects de l'un ou de l'autre party soient gens de guerre, Marchands ou autres, de quelque estat ou qualité qu'ils soient pourront communiquer, marchander, & faire toutes leurs negociations, & besoignes les uns avec les autres seurement, saulvement sans ce qu'aucun mal, empeschement ou destourbier leur soit ou puisse estre faict en corps ni en biens, par quelque maniere ou action que ce soit, si ce n'est par voye de justice, & pour debtes ou delicts, qu'ils auroient Commis depuis le temps de ces presentes Treves aucune chose puisse estre demandée par eux de l'un party à l'autre de povoir entrer dedans les Villes & Places Fortes sans demander congé, pourveu qu'ils ne feront n'y pourchasseront chose prejudiciable au party & obeïssance auquel seront les Villes, ou Places de ceux ou ils viendront.

Item & au regard des nobles, & autres gens de guerre ils ne pourront entrer dedans aucunes desdictes Villes & Places Fortes, & par tel temps que ledict congé leur sera donné, & semblablement n'y pourront entrer sans ledict congé, & par le temps qui leur sera donné, les Prelats Seigneurs ou autres qui auront en leur Compagnie plus de 12. chevaulx.

Item pendant ladicte Treve le Roy de sa part, & lesdicts Duc & Duchesse d'Austriche de la leur jouiront & demoureront saisis chacun des Villes, Places & Pays qu'ils tiennent à present reservé que le Roy dedans un mois prochain venant fera delivrer à mondict Sieur d'Austriche, ou es mains de qui il luy plaira tout ce qu'il tient en la Comté de Bourgogne, & es appartenances d'icelle, & semblablement en la Comté de Haynaut.

Item tous les Prelats d'Eglise aussi nobles, Marchands & autres de quelque estat qu'ils soient jouiront pendant ce temps de ladicte Treve, du revenu de leurs benefices, Terres, Seigneuries, Rentes heritables, ou viageres sur qui lesdictes Rentes soient deues par les Princes, ou par autres aux subjects de l'un party ou de l'autre, nonobstant quelque don ou declaration, qui ait esté faicte à l'occasion de ces dernieres guerres, & quelque rachapt qu'auroit esté faict desdictes Rentes, ou quelque bannissement faict par ceux de l'un party d'aucunes personnes de l'autre party, & au regard des Places Fortes elles demeureront es mains, & en l'obeïssance ou elles sont & seront gardées lesdictes Places aux despens du revenu d'icelles. Et pour ladicte garde sera prinse la tierce partie du revenu des Terres, & Seigneuries dependans desdictes Places Fortes.

Item & pourront ceux qui auront ledict revenu desdictes Places Terres & Seigneuries commettre un Receveur & Officier de Justice, pourveu qu'ils ayent tenu & tiennent le party & obeïssance du Prince soubs l'obeïssance & party doquel lesdictes Places & Seigneuries sont à present, par les mains desquels Receveurs, & sur les plus clers deniers de leurs receptes, & au termes qu'elles escherront sera baillé, payé & delivré la tierce partie desdicts revenus, à ceux es mains desquels seront lesdictes Places Fortes. ANS de J. C. 1478.

Item & s'il estoit question ou different touchant les Rentes & revenus, ou autre chose à quoy l'on doibt revenir par vertu de cette Treve, il sera au choix & option de demander de soy pourvoir sur ce devers les Conservateurs de ladite Treve, ou devers le Bailly ou Officiers ordinaires, en l'obeïssance povoir, & jurisdiction, esquelles seront scituées, & assises lesdictes Rentes & entr'autres choses, à quoy ledict demandeur voudra revenir par vertu de cette Treve.

Item nulles des Villes, Places, Villages ou Maisons estans es mains dont est debat ou querelle entre lesdicts Princes ne seront gastées, pillées, ou detenues durant ladicte Treve par boutement de feu en quelque maniere que ce soit.

Item durant cette dicte Treve ne seront par les gens de guerre, de l'une des parties sur l'autre. . . . . de leurs Alliez, qui y voudront estre cumprins faictes aucunes prinses, ou rançonnement de prisoniers, de bestes autres biens quelconques, destrousses, pilleries, logis appostis de quelque maniere que ce soit, ains seront & demoureront tous les subjects de l'un party, & de l'autre, & de leurs Alliez qui y voudront estre comprins en cette presente Treve, de quelque estat, qualité, nation ou condition qu'ils sont chacun en son party & obeïssance seurement, sauvement & paisiblement de leurs personnes, & de tous leurs biens, & pourront marchander, labourer & faire pourvoir à toutes leurs autres besoignes, Marchandises, negociations & affaires sans destourbier n'y empeschement quelconque & tout ainsi que en tamps de paix.

Item a été expressement dict, que si aucune chose estoit faicte ou attemptée au contraire de cette Treve, seur estat ou abstinence de guerre, ou aucuns des poincts, ou articles contenus en iceux, ce ne tournera, ni portera prejudice fors seulement à l'infracteur ou Infracteurs & ce nonobstant demourera tousiours ladicte Treve durant le tamps d'icelle en sa force & vertu, lesquels Infracteurs ou Infracteur en seront punis si grievement, que les cas le requerront, & seront les infractions reparées & remises en leur premier estat & deu par les Conservateurs desdictes Treves cy aprez nommez ou leurs substituts, lesquels commenceront à besoigner sur les reparations dedans six jours aprez qu'elles seront venues à leur cognoissance, & pour faire icelles lesdicts Conservateurs se rassembleront ou leurs substituts d'une part & d'autre, au lieu qu'il sera advisé, & ne partiront d'ensamble jusques à ce qu'ils auront appoincté & pourveu sur lesdictes reparations & y besoigneront le plus promptement que faire se pourra.

Item aux marches de pardeça y aura deux Conservateurs, à scavoir pour la part du Roy Monsieur de Baudricourt, & pour la part de Messeigneurs & Dame d'Austriche, Monsieur de Fiennes; & pareillement es marches de Bourgogne y aura deux Conservateurs à scavoir pour la part du Roy Monsieur de Chaumont Comte de Brienne Gouverneur pour le Roy en Bourgogne, & de Champaigne, & pour la part de mesdicts Seigneur & Dames d'Austriche Monsieur de la Bastie, & pour les marches de Luxembourg ledict Monsieur de Baudricourt y commettra Conservateur tel qu'il advisera, & pour la part de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche, Messire Claude de Noeufchastel Sieur du Fay, & semblablement pour toute la mer y aura deux Conservateurs, scavoir pour la part du Roy Monsieur l'Admiral de France, & pour la part de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche Messire Josse de Lalaing Sieur de Montigny, lesquels Conservateurs chacun en ses marches pourront substituer & commettre en leur lieu, là ou ils voiront, qu'il

sera

ANS de J. C. 1478.

ſera beſoing; auſquels Subſtituts & Commis leſdicts Conſervateurs ſi bon leur ſamble donneront puiſſance pareille à la leur.

Irem & leſquels Conſervateurs ou leurs ſubſtituts d'une part & d'autre ſeront tenus de s'aſſembler pour le moins de quinze en quinze jours, es limites du Roy, & une ſois es limites de meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche es lieux propices & convenables, qu'ils adviſeront pour y enmuniquer les dnleances, qni y ſeront ſurvenues d'une part & d'autre touchant ladicte Treve preſentement en appoincter de faire reparations telles, qu'il appartiendra, & ſeront les jugemens & ſentences deſdicts Conſervateurs d'une part & d'autre touchant les choſes dependantes de cette dicte preſente Treve executées téelement & de faict, & à ce contrainct les ſubjects de l'un & de l'autre party, nnnobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans ce que les condamnez puiſſent avoir n'y obtenir aucuns Remedes au contraire, pour quelque matiere que ce ſoit.

Item s'il advenoit, que pendant le tamps de ladicte Treve aucuns des Conſervateurs nommez d'un des party & d'autre allaſſent de vie à trepas, en ce cas le Roy de ſa part, & meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche ſeront tenus dedans un mois aprez nommer ou mectre & eſtablir en lieu de celuy, ou ceux qui ſeront trepaſſez autres Conſervateurs, qui auront telle ou ſemblable puiſſance, que ceux qui ſont nommez en cette preſente Treve, & cependant les ſubſtituts, qui auront eſté Commis pourront uſer de leur puiſſance, & ſubſtitutinn pour la conſervation d'icelle Treve.

Item & en cette Treve ſont comprins les Alliez d'une part & d'autre cy aprez nommez ſi comprins y veulent eſtre à ſcavoir pnur la part du Roy Tres-Haults & Puiſſants Princes l'Empereur & les Princes Electeurs du Saint Empire le Roy d'Angleterre, le Roy de Caſtille & de Leon, le Roy d'Eſcoce, le Roy de Dannemarck, le Roy de Jeruſalem & de Sicille, le Rny de Hongrie, la Ducheſſe de Savnye, le Duc Sigiſmond d'Auſtriche, le Duc de Lorraine, le Duc de Milan, les Duc & Seigneuries de Veniſe, la Seigneurie & Comunauté de Florence, la Seigneurie & Comunauté de Berne, l'Eveſque de Metz, les confederez & Alliez de la grande & ancienne Ligue d'Allemaigne, auſſi les Princes confederez de la nouvelle Ligue d'Allemaigne, ceux du Pays de Liege, qui ſe ſont declarez pour le Roy, & qui ſe ſnnt declarez ou veulent declarer pour ſon party. Et pour la part de meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche y ſeront comprins ſi comprins y veulent eſtre à ſcavoir l'Empereur Pere de mondict Sieur d'Auſtriche, le Roy d'Angleterre, le Roy de Caſtille & de Leon, le Roy de Hongrie, le Roy de Portugal, le Roy d'Arragon, le Roy Fernande de Naples, le Roy d'Eſcoce, le Rny de Poloigne, le Roy de Danemarcq, les Electeurs du Saint Empire, le Duc Sigiſmond d'Auſtriche, le Duc de Bretaigne, le Due de Baviere, le Duc Louis en Baviere Comte de Veldens, la Ducheſſe de Savoye, & la Maiſon de Savoye, le Due de Cleves, l'Eveſque de Liege, l'Eveſque de Metz, le Duc de Julliers, le Comte Palatin du Rhin, les Duc & Seigneurie de Veniſe, le Due de Milan, le Comte de Rnmont, le Marquis de Baden, l'Eveſque de Cambray, l'Eveſque d'Utrecht, l'Eveſque de Munſter, & les Ligues d'Allemaigne anciennes & nouvelles, leſquels Alliez d'une part & d'autre ſeront tenus de faire leurs declarations dedans quatre mois prochains venants s'ils veulent eſtre comprins ou non en cette dicte Treve.

Item & pour venir au bien d'une paix finale ſeront eſleus par le Roy d'une part ſix nntables homes, & par meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche autres ſix, leſqurls cnme Mediateurs & Arbitres auront puiſſance de juger, decider & determiner dedans ſix mois prochainement venans de toutes les queſtions querelles & differens eſtants entre le Roy & meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche, en comenceant à celles des querelles, que meſdicts Sieur & Dame voudront premerement mettre en avant, & en enſuivant à celles du Roy, & au cas que leſdicts Arbitres ne pouroient accorder, ſera eſleu & choiſi du conſentement du Rny, & de meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche concordablement un ſuperarbitre, pour avec leſdicts Arbitres decider & detetminer des choſes dont iceux Arbitres ſeront demourez en diſcord tout ſelnn le contenu des lettres, qui ſur ce ſnnt faictes.

ANS de J. C. 1478.

Item le Roy de ſa part, & meſdicts Sieur & Dame de la leur requerront le Roy d'Angleterre, & ceux des Ligues d'Allemaigne s'il y a aucuns d'eux, qui par force, hoſtilité ou guerre ouverte par ſiege, par aſſauts, par emblée, par eſchellement ou autrement prenne aucune Ville, Place ou Forteresſe ſur l'autre party en enfraignant leſdictes Treves, qu'ils veullent donner aide & aſſiſtence à celuy ſur qui ladicte Place ou Forteresſe ſera ainſi ſurprinſe au cas qu'il ne ſnit reparé, & ſemblablement contre celuy, qui ſera refuſant de tenir la ſentence deſdicts Arbitres.

Item & au cas qne le Roy de ſa part nu meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche de la leur romperoient par guerre ouverte cette preſente Treve, pourveu que par ladict guerre ouverte rompra Treves, perdra le droict, & action qu'il pretend, es choſes contentieuſes entre le Roy & meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche. Scavoir faiſons que pour conſideration des choſes deſſuſdictes, & principalement de Dieu nnſtre Createur Autheur de Paix, meſmement ayant eſgard à la proximité du lignage, qui eſt entre le Roy & Nous, & ſingulierement en eſperant de parvenir au bien d'une Paix finale. Nous par l'advis & deliberation deſdicts Seigneurs de noſtre Sang & lignage, des gens de noſtre grand conſeil, leſdictes Treves, ſeur eſtat & abſtinence de guerre, avons faictes, acceptées, prinſes, fermées, promiſes, conclues & accnrdées, & par la teneur de ces preſentes faiſons, acceptons, prenons, concluons & accordons, & avons promis & juré, promettons & jurons en parolle de Prince, par la foy & ſerment de noſtre honneur, & ſoubs obligatinn de tous nos biens, ſur les Saints Evangiles, canon de la meſſe par nous manuelement tnuchez pour cetre cauſe de garder, nbſerver, entretenir, & accomplir, & faire tenir & obſerver de poinct en poinct ladicte Treve, & toutes les chnſes contenues, & articles mentionnez en icelles ſans rien en laiſſer ne jamais faire, ni venir au contraire, ne quetir quelques moyens pour y venir, ne pour en rien parvenir, ne faire ou faire faire quelques mntations des choſes deſſuſdictes, & ſi aucune choſe eſtoit faicte attentée ou innovée au contraire par nos Officiers & ſubjects, de la faire reparer, & des tranſgreſſeurs ou infracteurs en faire telle punition que le cas le requiert, & en maniere, que ce ſera exemple à tous antres, & en toutes les choſes deſſuſdictes nous oous ſommes ſubmis, ſubmettons & obligenns par l'hypotecque & obligation de tous nos biens preſens & avenir quelconques, & afin que ce ſoit ferme choſe, & ſtable nous avons ſignées ces preſentes de noſtre main, & icelles faict ſeeller de noſtre ſeel. Donné en noſtre Camp lez le Vieux Wendin le 11. jour de Juillet l'an de grace 1478. Ainſi ſigné Maximilianus, par Monſieur le Duc & Madame la Ducheſſe, & de Secretaire Walée. Ce ſnnt les ſix perſonages prins du coſté du Roy pour dire, decider & determiner des queſtions & differens eſtans entre le Roy & Monſeigneur le Duc, & Madame la Ducheſſe d'Auſtriche, & dedans demy an prochain venans en la Ville & cité de Cambray. A ſcavoir Maiſtre Louys d'Amboyſe Eveſque d'Alby Couſin du Roy, Meſſire Johan de Montchenu Eveſque de Viners, Commandeur Odet d'aidie, Comte de Comigne Sieur de l'Eſcu, Bouſle de Juge Comte

ANS de J. C. 1478. de Caſtre, Meſſire Johan Chambon Maitre des Requeſtes de l'hoſtel du Roy, & Raoul Pinchon Conſeiller en la Cour de Parlement à Paris.

DXI.

Bosnie et Rome. *Teſtament de* CATHERINE *Reine de Boſnie, en faveur du* SAINT SIE'GE. *Fait à Rome, le 20. Octobre* 1478. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 438.

IN nomine Sancti & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii & Spiritus Sancti, Amen. Anno incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXVIII. Indictione XS. die vero XX. menſis Octobris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris, & Domini noſtri, Domini Sixti divina providentia Papæ IV. In mei Notarii, & teſtium infra ſcriptorum & ſubſcriptorum ad omnia & ſingula infra ſcripta vocatorum ſpecialiter, & rogatorum præſentia Illuſtriſſima Domina CATHARSNA quondam Ducis Stephani filia Regina Boſniæ, nunc in alma urbe in regione Pineæ in Domo ſuæ ſolitæ habitationis prope Eccleſiam S. Marci de urbe conſtituta, ægra corpore, ſana tamen & compos mente, & infra, vulens quod, licet per immaniſſimum Chriſtianæ Religionis hoſtem Turcum retroactis temporibus de facto, & per tyrannidem prædicto Regno Boſniæ pulſa & ſpolista ſit, propterea tamen jus Regni præfati non amiſit, nec amittit, quod ſpectat ad eam, propter incapacitatem & inhabilitatem filiorum ſuorum legitimorum & naturalium, & Illuſtriſſimi Regis Thomæ memorati Regni Boſniæ ex profeſſione Mahometanæ ſectæ contractam; habenſque fiduciam in Domino, qui nullum violentum ſinit eſſe perpetuum, quod prædictum Regnum aliquando de manu tyrannica & hoſtili excidet; & revertetur ab ea, & Chriſtianæ ſubjicietur ditioni; volens propterea incolis Regni prædicti, & Regno conſulere, ne ad manus veniat aliquorum nullum habentium jus in Regno ſed ſuum juridicum & legitimum habeat Regem: præfata Regina ex prætiſis, & quibuſdam aliis rationabilibus cauſis animum ſuum moventibus, ac memor munificentiæ, gratiarum & beneficiorum à Sancta Romana Eccleſia, & Apoſtolica ſede, à felice & Sancta memoria Pauli Papæ II. & Sanctiſſimo Domino noſtro Sixto Papa IV. collatorum, quo eam gratiſſima hoſpitalitate ſunt ſemper proſecuti, ſubveniendo eidem ſecundum Regiam dignitatem condigno annuali ſtipendio & proviſione, ſeu ſufficiente pro ſuis neceſſitatibus: in prædicto Regno Boſniæ cum omnibus & ſingulis juribus, pertinentiis, dependentibus, connexis & annexis præfati Regni Civitatibus, Caſtris, Terris, Villis, juribus & juriſdictionibus, ac utili & directo ejuſdem Dominio Sacroſanctam Romanam Eccleſiam & ſedem Apoſtolicam ac prædictum Sanctiſſimum Dominum noſtrum Dominum Sixtum divina providentia Papam IV. & ſuos ſucceſſores canonicè electos, & intrantes univerſales hæredes ac ſucceſſores inſtituit.

2. Rogavitque & rogat per ſolemne fideicommiſſum dictam ſedem Apoſtolicam, ac prædictum Sanctiſſimum Dominum noſtrum, & prædictos ſucceſſores, ejuſdemque prædictæ ſedis fidei commiſit, & committit, & ita vulut & ordinavit, quod filio ſuo, & prædicti Regis Thomæ legitimo & naturali Sigiſmundo, ſi (quod Deus per infinitam ſuam permittat clementiam) ex Mahometanorum vomitu, in qun degit de præſenti, ad veram Chriſti fidem realiter, & cum effectu revertatur; prædictum Regnum & Regni jura, Dominia, & Juriſdictiones abſque detractatione legis Trebellianicæ plenè reſtituat, eumque Regem in prædicto Regno nominet, inſtituat, & inveſtiat, quantum in prædicta ſede Apoſtolica fuerit. Si verò dictus Sigiſmundus ejus filius ad Chriſtianam fidem non venerit, ut præfertur, tunc illo caſu dicta Illuſtriſſima Domina Regina voluit dictum fidei commiſſum eſſe nullum, irritum & inane, nulliuſque roboris vel momenti, ac ſi factum non fuiſſet; ſed in tali caſu iterum rogavit, & rogat dictam ſedem Apoſtolicam, & Sanctiſſimum Dominum noſtrum, & ſuos ſucceſſores præfatos, & ejus ac prædictorum fidei committit, quod ſi filia ejus Catherina, quæ ſimiliter de præſenti Mahumetanorum vomitum ſequitur, revertatur realiter, & cum effectu ad Sanctam Chriſtianam fidem, eidem filiæ ſuæ modo & forma præmiſſis Regnum prædictum integraliter reſtituant, quantum fuerit in eiſdem; ambobus autem & filio & filia prænominatis in perfida Machometana ſecta perſeverantibus dictum fideicommiſſum prædicta Regina voluit ſimiliter eſſe nullum, irritum & inane, modo, quo ſupra eſt præmiſſum. Et interim dictam ſedem Apoſtolicam poſſe plenè & liberè de prædicto Regno ejus juribus, & titulo diſponere ad ſuam voluntatem, & beneplacitum tanquam de re, patrimonio, hæreditate, ac bonis ſuis propriis, quibuſvis contradictionibus non obſtantibus.

ANS de J. C. 1478.

DXII.

Deux Traitez faits à Saint-Jean de Luz, le 9. Octobre 1478. *entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Roi & Reine de Caſtille; l'un principalement, pour la revocation de l'Alliance dudit Roi de Caſtille avec* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, & ſa Femme, & l'autre, pour le renouvellement & confirmation de quatre Anciens Traitez, qui y ſont inſerez: l'un de Valladolid, du ſeptième Décembre* 1408. *l'autre de Madrid, du 29. Janvier* 1435. *le troiſième de Cordoue, du 10. Juillet* 1455. *& le quatrième encore de Cordoue, du 19. Juin* 1479. *le tout ratifié par leſdits Ferdinand & Iſabelle, au Monaſtère de Gaudaluppe, le 10. Janvier* 1479. *ſous la formalité de la clauſe de la foi, hommage, & ſerment de les garder & obſerver. Regiſtré au Parlement le* 14. *Décembre* 1480. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 230.

ANS de J. C. 1479. Castille et Autriche.

FERDINANDUS & ELISABETHA, Dei gratiâ Rex & Regina Caſtellæ, & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hiſpalis, Cordubæ, Murciæ, Giennæ, Algarbæ, Algeſiræ, & Gibraltar, & Provinciæ de Guipuzcra, Principes Aragonum, Domini de Viſcaya & de Molina, Univerſis & ſingulis has noſtras litteras inſpecturis, tam præſentibus quàm futuris, Salutem & gratiam in Domino, cum abundantia tranquillitatis & pacis. Noſtræ Regiæ celſitudinis proprium eſſe exiſtimamus, qui Paſtoris munere fungimur, nocentiſſimos quoſque, qui bellorum licentiâ in genus humanum, velut in pecudes, ſæviunt, tanquam lupos ab ovili arcere; propterea non ab re factum eſſe exiſtimamus, ullum bonum moralibus à Deo datum fuiſſe, neque utilius, neque præſtantius amicitiis. Igitur ſi nova, quæ Principes inter ſe fœdera quotidie percutiunt, eò ſpectare videantur, ut mutuis præſidiis ſe, ſuoſque populos, non modo ab exterorum injuriis defendant faciliùs, atque tueantur, verum etiam ſubditorum, qui nonnunquam res novas exoptant,

ANS de J. C. 1479.

tant, audaciam cohibere poſſint, non nos amicitiis, ſi quando interruptæ ſunt, reſarcire magis, quàm novis & incognitis inhærere decet. Quare, ne populi noſtri, qui cum Gallis mutuam, atque diutius benevolentiam conſervant, & ſpe, & fructu veteris diuque ſpectatæ amicitiæ fraudarentur, nomini Chriſtiano non parum conducere exiſtimavimus, ut pacem, atque antiqua & optata fœdera eiſdem populis noſtris redderemus, & minaces utriuſque gladios ab ipſorum viſceribus in Chriſtianæ Reipublicæ hoſtes converteremus.

Cum igitur Dei optimi maximique providentiâ diſponente, inter Chriſtianiſſimum & Sereniſſimum Principem, fratrem atque conſanguineum noſtrum Cariſſimum, LUDOVICUM Francorum Regem modernum, & Oratores, Procuratores, & Nuncios ſuos, ipſius nomine ad hoc ſpecialem poteſtatem habentes, pro ipſo Chriſtianiſſimo Rege, fratre noſtro, atque primogenito ſuo nato, vel naſcituro, vel primo Regnorum ſuorum hærede, Terris, & ſubditis, ac ditionibus, Dominiis, & adhærentibus ſuis parte ex una, & Nos, & nonnullos Procuratores noſtros, noſtris vice ac nomine ad hæc ſpecialiter, & plena cum poteſtate deputatos, pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, vel primo Regnorum noſtrorum hærede, Terris, Regnis, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris parte ex altera, ordinatæ, conventæ, initæ & firmatæ fuerunt certæ ligæ, amicitiæ, confœderationes, compoſitiones, conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriuſque Reipublicæ pacificum ſtatum & incrementum, eaque, & eorum ſingula ſibi præpoſita, tactiſque Sacro-Sanctis Evangeliis, & venerabili ſigno Crucis, noſtri nomine, in anima noſtra, ſemper, & omni tempore cuſtodire, manutenere, & inviolabiliter obſervare, pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, & pro noſtrorum Regnorum hærede, Regnis, Terris, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris, promiſerunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, ſeu alios, aliqua ratione vel cauſa, publicè vel occultè, ſub hipoteca & obligatione Regnorum, & omnium bonorum noſtrorum ſub certa pœna, prout hæc, & alia per ſuas hinc inde patentes literas ſuis nominibus roboratas, ac ſigillis ſuis pendentibus communitas, & per Carolum Mercerii, Preſbyterum Laudonenſis Diœceſis, publicum Apoſtolicâ & Imperiali autoritatibus Notarium, & Reverendi Epiſcopi Lombarienſis Secretarium, & Joannem de Landa, Preſbyterum Diœceſis Baionenſis, publicum autoritate Apoſtolicâ Notarium confectas, & manu ipſorum propriâ ſignatas pleniſſimè conſtat. Tenor verò literarum per dictos noſtros Procuratores, vice & nomine noſtris initarum, conceſſarum, & firmatarum ſequitur, & eſt talis.

IN Dei nomine, Amen. Joannes Luppi de Medina, in decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almaçan, & Canonicus Sanctæ Eccleſiæ Toletanæ, & Joannes de Gamboa, Generalis Capitaneus in Provinciis de Guipuzera, Biſcaya, & Alava, ac Major Cavallericius, Oratores, Nuncii, & Procuratores generaliter & ſpecialiter à Sereniſſimis & Potentiſſimis Dominis noſtris Fernando Rege, & Eliſabetha Regina Caſtellæ & Legionis, &c. ad infra ſcripta conſtituti, creati, & deſtinati, & eorum Conſiliarii, omnibus & ſingulis, præſentibus & futuris hoc præſens publicum inſtrumentum viſuris & inſpecturis, Salutem in Domino; qui eſt largitor pacis, & amator caritatis. Cum in naturalium rerum proprietate contemplamur hanc vim innatam, reperimus, ut ſi eas ordinem naturalem prætermittere caſus accidentalis compellat, ad priſtinum tamen curſum redire ſemper ſuo deſiderio trahuntur. Hinc eſt, cùm glorioſæ memoriæ quondam Reges Caſtellæ & Legionis Catholici attenderent, quòd pacem nobis Chriſtus dedit, concordes, atque unanimes eſſe præcepit, dilectionis & caritatis fœdera incorrupta atque inviolata ſervari mandavit, pro ſe, filiiſque ſuis primogenitis natis, vel naſcituris, ſive primis in Regnis & Dominiis ſuis, hæredibus, proque Regnis, ac Dominiis, & ſubditis ſuis, confœderationes, amicitias, pacem, fœdera, unanimitates, ligas, & confraternitates dudum cum Chriſtianiſſimis Regibus Franciæ, & cum filiis ſuis primogenitis natis, vel naſcituris, ſive primis in Regno ſuo hæredibus, & Terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſuis contraxerunt, atque ſolemniter pepigerunt, & divinâ protegente clementiâ inviolabiliter eas multis annorum curriculis obſervaverunt, & obſervari fecerunt; nihilominus antiquus hoſtis attendens tam ſalutare lumen inter tantos Excellentiſſimos Reges effulgere, excogitavit novas fraudes, & ut falleret incautos, per ſuos Miniſtros & artifices corrumpendæ pacis, his noviſſimis temporibus diſſenſiones invenit, & zizaniam inter eoſdem Sereniſſimos Dominos noſtros Regem & Reginam, & Chriſtianiſſimum Dominum Ludovicum modernum Regem Franciæ, ſeminavit, quibus ſubverteret antiquam fidem, veritatem corrumperet, ſcinderet unitatem, caritatem, & dilectionem; quorum quidem Miniſtrorum ſermo, ut cancer ſerpit, quorum tactus, pectoribus, & cordibus eorumdem Catholicorum Regum mortale vulnus infudit, ſagacitatem tamen, & hanc fraudulentam rabiem iidem invictiſſimi Domini Rex & Regina Caſtellæ & Legionis, divinâ tuitione perſentientes, & animo advertentes, quòd vera ſalus, & quæque bona operatio in dilectione Dei & proximi conſiſtit, ac præ oculis cordium ſuorum habentes illud divinum documentum manu Dei conſcriptum, quo Dominus ad Reges Terræ ait, *poſquam fuerit Rex in ſolio Regni ſui, diſcat timere Deum, & cuſtodire mandata ejus, nec eleveturcor ſuum in ſuperbia ſuper fratres ſuos, ut longo tempore regnet, & filii ejus*; & ne antiqua pax, & inviolabilis amicitia progenitorum ſuorum hoc in tempore pereat, etiamſi caſus accidentalis eoſdem Chriſtianiſſimos Sereniſſimoſque Regem & Reginam, priorem ordinem, & antiqua fœdera prætermittere compulit; ad primum tamen curſum fraternitatum, ac pacis, & veritatis originem ipſi omnes redire, & Doctrinam Cœleſtis Magiſtri ſervare volentes, dignati ſunt iidem Excellentiſſimi Rex & Regina, ſupremi Domini noſtri, Oratores & Procuratores ſuos nos conſtituere, ut eorum nomine cum eodem Chriſtianiſſimo Domino Ludovico Franciæ Rege præfato, ſeu cum ſuis Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus ad hæc per eum ſpecialiter conſtitutis, antiqua fœdera, pacta, confœderationes, ligas, fraternitates, & amicitias laudaremus, ratificaremus, & approbaremus, &, ſi neceſſe foret, eas de novo contraheremus & iniremus; quarum quidem confœderationum antiquarum tenor ſequitur ſub his verbis.

HENRICUS, Dei gratiâ Caſtellæ & Legionis, &c. Rex, Univerſis & ſingulis præſentes literas inſpecturis, Salutem & gratiam in Domino. Magnæ ſapientiæ, magnæ dignitatis eſt, non levitatis aut inconſtantiæ, ſi quod per effuſam temporis caliginem à Regibus elicii falſa ſuggeſtio, vel ignorario rerum, illud aperta veritatis luce reſcinditur; ſic nempe neceſſitas rerum, moſque clariſſimorum Principum habet, ſic etiam afflatus divino ſpiritu Rex Artaxerxes in Sacris litteris abunde docuit plerumque homines quoſdam, qui omnium laude digni ſunt, mendaciorum cuniculis ſubrecti, dum aures principum ſimplices, & ex ſua natura alios æſtimantes, collida fraude decipiunt: nec putare debetis, inquit, ſi diverſa jubeamus ex animi noſtri venire levitate, ſed pro qualitate & neceſſitate temporum, ut reip.

ANS de J. C. 1479. poſcit utilitas, ferre ſententiam. Hoc quidem nobis omninò contigit, dum nuper turbine bellorum jactaremur, ex libertate & pravitate quorumdam hominum, qui conjunctiſſimum nobis, ac noſtris Regnis amiciſſimum fratrem ac conſanguineum, & fœderatum, alligatumque nobis Ludovicum Sereniſſimum atque Chriſtianiſſimum Franciæ Regem, ut caveremus admonebant; illum verò, ut ſibi à nobis metueret, exaſperabant. Unde factionibus ſimultatibuſque obortis loco priſtinæ benevolentiæ, cum uterque noſtrûm alienis technis traheretur, nos per nuncios noſtros, procuratoreſque ſpeciales, fœdus ac pacem cum Illuſtriſſimo Eduardo Rege Anglorum, conſanguineo noſtro, percuſſimus. Verum nunc ad nos in hac noſtra Cordubenſi Civitate conceſſit cum Oratoribus, Legatis, ac Procuratoribus ipſius Chriſtianiſſimi Principis Ludovici Francorum Regis, Reverendiſſimus in Chriſto Pater nobis plurimum dilectus, Joannes, Sancti Martini in montibus preſbiter Cardinalis, Albienſis Epiſcopus, qui multis rationibus diluit, & falſas eſſe oſtendit illas inimicitiarum ſuſpiciones, quibus ab ipſo fratre noſtro Ludovico Francorom, Rege juſte nos diffidere putavimus, ſimulque aperuit vim, vetuſtatem, Religionem, formamque fœderum initorum à noſtris majoribus, & nobis ipſis cum majoribus ejuſdem Sereniſſimi Ludovici, Regis Francorum, atque cum ipſo, quibus non ſolum Regnum Franciæ, ac Hiſpaniæ, ſed Regnorum ſocietas, ac fœdus erat indiſſolubile quiddam, & quod neuter noſtrûm poterat culpâ ſolâ vel facto, vel voluntate perfringere. Acceſſit ſpectata in hoc ſubditorum, Regnorumque noſtrorum commoditas, voluntaſque multis ex locis Oratorum nos obſecrantium, & per Procuratores, nunciosque ſuos nos orantium, atque obteſtantium, ut fœdus Hiſpanorum cum Francis conſectaremur, autoritatemque vetuſtatis amplecteremur, reciſâ factâ, repudiatâ novitate fœderis ita cum Anglicis, & Illuſtriſſimo Rege Edwardo præfato, quod, dum negotiis pluribus, belliſque diſtringeremur, antiquorum fœderum à nobis ignorata poteſtas, falſarumque ſuſpicionum inſinuatio, atque tempeſtatis quædam procella peperierunt. Itaque nos Henricus, Caſtellæ & Legionis &c. Rex, repetentes animo quanto amore Sereniſſimi majores noſtri Sereniſſimos Francorum Reges ſemper complexi ſunt, penſantes etiam ipſius Revcrendiſſimi Patris Cardinalis in iſtis rebus interventoris, erga nos benevolentiam, ſcientes præterea commoditatem Regnorum, voluntatemque ſubditorum noſtrorum propenſiorem, ad Francorum fœdera, quaſi ex flumine vi tempeſtatis ſolitas ripas ſupergreſſo ad alveum antiquum redire ſtudemus, ac volumus. Igitur omnibus fœderibus, pactis, conventis, ſocietatibus, alligationibus factis cum præfato Illuſtriſſimo Eduardo, Rege Anglorum, Regnis, ac ſubditis ſuis, atque adhærentibus renunciamus pro nobis, & hærede noſtro nato, vel naſcituro, Regnis, ac ſubditis noſtris, penitus & omninò, eaſque per præſentes caſſamus, annullamus, rejicimus à nobis, ac Regnis, & ſubditis noſtris; fœdera verò à Sereniſſimis majoribus noſtris cum Chriſtianiſſimis Francorum Regibus, atque à nobis cum præfato conſanguineo, alligato, ac fœderato noſtro Ludovico, Rege Francorum amplectimur, renovamus, ac in ſuo vigore, poteſtate, ac robore manere, perſeverareque, ac vigere volumus. Quorum fœderum tenor ſequitur, & eſt talis.

IN nomine Domini, Amen. Henricus Luppi de Mendoça, Marchio de Santillana, ac Comes del Real, & Joannes Pacheco, Marchio de Villena, & Majordomus Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis & Domini, Domini Henrici, Dei gratiâ Regis Caſtellæ & Legionis, Conſiliariique & Procuratores ſui ad infra ſcripta ſpecialiter deputati, univerſis præſentibus pariter & futuris præſentes litteras viſuris & audituris, ſalutem in eo, qui perfecta caritas eſt. Sacris erudimur Doctrinis, ut paternitatis fœdus, & vinculum caritatis tanquam plenitudinem legis, perfectioniſque ſtabilem columnam, quæ nunquam excidit, juxta commiſſum nobis onus ſollicitè ipſi proſequamur, & eos qui ſub autore pacis imperant, ad unitatem ſpiritus & fraternam dilectionem, per quam Regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, & ſpes æterni Regni conſervantur, accuratiſſimè incitemus: ſane eum ſuperni Regis providente Clementiâ multis evolutis annorum curriculis inter inclitiſſimarum recordationum defunctos Francorum ex una, & Caſtellæ & Legionis quondam Reges, ex altera partibus, & noviſſimè anno Domini 1435. inter Illuſtriſſimum & Chriſtianiſſimum Principem & Dominum, Dominum Carolum, Dei gratiâ Francorum Regem, & glorioſæ memoriæ defunctum Dominum Joannem, tunc Regem Caſtellæ & Legionis, genitorem dicti Sereniſſimi Domini noſtri, Domini Henrici, Regis moderni, pro ipſis, & ſuis hinc inde progenitis natis, vel naſcituris, ſive Regnorum ſuorum hæredibus primis, ac pro ſuis Regnis, Terris, ſubditis, ac Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intererat, vel intereſſe poterat, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, fraternitates, & amicitiæ fuerunt initæ, conceptæ, concordatæ, & firmatæ, prout continetur in litteris præfati Sereniſſimi quondam Regis Joannis; quarum tenor ſequitur, & eſt talis.

JOANNES, Dei gratiâ Caſtellæ & Legionis Rex, Univerſis & ſingulis has noſtras litteras inſpecturis, tam præſentibus quàm futuris, ſalutem & gratiam in Domino cum abundantiâ tranquillitatis & pacis. Cùm æterni Regis providentiâ diſponente, inter Sereniſſimum ac Chriſtianiſſimum Principem, Cariſſimum, fratrem & conſanguineum noſtrum Carolum, nunc Francorum Regem, ac Procuratores, Ambaſſiatores, & Nuncios ſuos, ac ſui nomine ad hæc ſpecialem poteſtatem habentes, pro ipſo prælariſſimo Rege fratre noſtro, ac primogenito ſuo nato, vel naſcituro, vel primo Regnorum ſuorum hærede, Terris, & ſubditis, ac ditionibus, Dominiis, & adhærentibus ſuis ex parte una, & Nos, & nonnullos Procuratores noſtros, noſtris vice ac nomine ad hæc ſpecialiter plenâ cum poteſtate deputatos pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, vel primo Regnorum noſtrorum hærede, Terris, Regnis, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris ex parte altera, initæ, conceptæ, ordinatæ, & confirmatæ fuerint certæ ligæ, amicitiæ, confœderationes, compoſitiones, & conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriuſque Reipublicæ pacificum incrementum, eaque & eorum ſingula ſibi præpoſitis tactiſque Sacro-Sanctis Evangeliis, & venerabili ſigno Crucis, noſtri nomine, & in anima noſtra, ſemper & omni tempore cuſtodire, manutenere, & inviolabiliter obſervare pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, aut primo Regnorum noſtrorum hærede, Regnis, Terris, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris, promiſerunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, vel alios, aliqua ratione, vel cauſa publica, vel occulta, ſub hipoteca & obligatione Regnorum, & omnium bonorum noſtrorum, & certa ſub pœna, prout hæc & alia per ſuas hinc inde patentes litteras ſuis nominibus roboratas, ac ſigillis ſuis communitas, & per Ferdinandum Diaz de Toledo, decretorum Doctorem, autoritate Apoſtolica Notarium publicum, auditorem, referendarium, relatorem & Secretarium noſtrum confectas, & manu ſua propria ſignatas pleniſſimè conſtat. Tenor verò litterarum per dictos noſtros Procu-

ANS de J. C. 1479.

ANS de J. C. 1479.

ratores, & nomine noſtri initarum, conceſſarum, & firmatarum, ſequitur, & eſt talis.

IN Dei nomine, Amen. Alvarus de Luna, Comes Stabulionis Caſtellæ, Comeſque Sancti Stephani, Joannes, miſeratione divinâ Archiepiſcupus Hiſpalenſis, & Rodericus Pimentel, & Comes de Benvento, Conſiliarii Sereoitſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini, Domini noſtri Joannis, Dei gratiâ Caſtellæ & Legionis Regis, atque Procuratores ad iofra ſcripta poteſtatem & mandatum ſpeciale habentes, ſicut per litteras ejuſdem Domini noſtri Regis præſentibus infertas conſtat evidenter; Notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quòd cum æternâ providente clementiâ, multis evolutis annorum curriculis, inter inclitiſſimæ recordationis defunctos Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Caſtellæ & Legionis, & inclitiſſimæ recordationis Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum quintum, Regem quondam Francorum, avum Sereniſſimi Principis & Domini, Domini Caroli Regis Francorum moderni, certæ confœderationes, pactiones, & ligæ, conventiones, & amicitiæ fuerint initæ, conceptæ, ordinatæ, & firmatæ, & poſtmodum per præclariſſimæ memoriæ defunctos, Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Joannem avom, ac etiam per conſimilis memoriæ Sereniſſimum Dominum Henricum ſecundum, genitorem dicti Domini noſtri Joannis ſecundi, Regis Caſtellæ & Legionis moderni, pro ſe & dicto Domino Joanne primogeoito, ſeu Caſtellæ & Legionis Rege moderno, ex una parte; & præclariſſimæ memoriæ defunctum Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum ſextum, tunc Regem Francorum, filium præfati Domini Caroli quinti, genitoremque prædicti Sereniſſimi Principis Domini Francorum modemi, pro ſe & primogenito ſuo, vel primo Regni ſui hærede ex alia parte, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, prout per eorum pateotes litteras poteſt apparere. Quarum quidem litterarum tenores hic haberi volumus pro expreſſis & inſertis; & conſequenter ipſe Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis modernus, nec non recolendæ memoriæ defuncta Domina Catharina Regina, genitrix ſua, & ejuſdem memoriæ defunctus Dominus Ferdinandus, Infans Caſtellæ, patruus ſuus, ejuſdem Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis moderni, ſuoromque Regnorum tunc tutelam, curam, & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac Regnis, Terris, & ſubditis ſuis exiſtentibus io ejuſdem Sereniſſimi Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis Majeſtatis præſentia, necnon dictorum matris, patruique, ſive bonæ memoriæ defuncto Domino Giraldo, tunc Epiſcopo Sancti Flori, Domino Robino de Bracmonte, Milite, Conſiliariis, & Magiſtro Joanne Huonis Secretario, Ambaſſiatoribus, & Procuratoribus dicti Domini defuncti Caroli ſexti, tunc Francorum Regis, per ipſum, ad dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis modernum deſtinatis, ipſiſque virtute poteſtatis eis propter hæc ſpecialiter attributæ, & conceſſæ per litteras dicti defuncti Domini Caroli ſexti, tunc Regis Francorum, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus, unà cum ipſo Domino defuncto Carolo ſexto, tunc Rege Francorum, ac prænominatis ſuis Procuratoribus, & Ambaſſiatoribus ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac Regno, terris, & ſubditis ſuis confœderatis, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, & amicitias confirmaverint, juraveriot, inſerint, & fecerint, modò & formâ contentis io litteris præfati Domini noſtri Joannis, Regis Caſtellæ & Legionis, quarum tenor talis eſt.

ANS de J. C. 1479.

JOANNES, Dei gratiâ Rex Caſtellæ & Legionis, univerſis & ſingulis Chriſti fidelibus præſentium ſeriem inſpecturis & audituris, ſalutem & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis, & pacis. Notum facimus, & cunctis fieri volumus manifeſtum, quòd cum æternâ providente clementiâ, multis jam evolutis annorum curriculis inter præclaræ memoriæ defunctos Reges, Carolum quondam Franciæ, & Henricum quoque Caſtellæ & Legionis, proavum noſtrum, quorum geſta mlrifica per univerſa mundi climata ſolemniter divulgantur, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, conventiones, & amicitiæ, initæ, conceptæ, & ordinatæ fuerint, & firmatæ; & poſtmodùm per Sereniſſimum ac Chriſtianiſſimum Principem Carolum, Regem Franciæ modernum præcariſſimum fratrem noſtrum, pro ipſo, & primogenito, vel primo Regni ſui hærede ex parte una; & tàm per inclitæ recordationis Sereniſſimum Joannem avum, quàm Henricum genirorem noſtros, Reges Caſtellæ, pro ipſo genitore noſtro, & nobis ex parte alrera, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, ſicut per eorum litteras patentes, & autenticas, ſuis magois ſigillis debitè communitas, poteſt luculentiùs apparere. Quarum ſiquidem litterarum originalia in archivis utriuſque partis non immeritò debitè conſervantur, ipſarumque tenores hîc haberi volumus pro expreſſis & inſertis.

Nos revolventes animo quàm laudabile, quàm ſalubre, quamque dulce ſemper extitit in unitatis amore vinculum caritatis obſervare, quæ ſuæ virtutis efficacia Eccleſiæ membra fortiter ligat ad invicem, & cum Chriſto, nec permittit eos, quos perfectè ſimul junxit, ab invicem ſeparari, neque Conſilium & auxilium ſibi moruò denegari, cum pœnis omnia facit eſſe communia, & inſuper operatur in ipſis indemnitatem volootatum; noſtræque conſiderationis aciem dirigentes ad utilitates innumeras; & innumerabilia beneficia, quæ elapſis temporibus, Regibus, & regnicolis utriuſque Regnorum ex amicitiis hujoſmodi pervenerunt, cupientes & deſiderabiliter affectantes memoratam ſuæ caritatis unionem, quæ tandem permanſit illibata, oon diminutionem noſtris temporibus recipere, ſed creſcere ſemper, & proficere potios in augmentum, omnemque cujoſtibet occaſionis amputamus materiam, quæ tàm ex verborum, quàm ſententiarum dictarum literarum antiquarum obſcuritate, ambiguitate, aut forſan inæqualitate, vel alio quoviſmodo cauſam afferre poſſet diſſenſionis, altercationis, ſeu contentionis io futurum, cooſtet in noſtræ Majeſtatis præſentia, necnon præclariſſimæ genitricis noſtræ Catharinæ Reginæ, & Illuſtris patrui ooſtri Ferdinandi, Infantis Caſtellæ, gerentium ad præſens noſtri, Regnorumque noſtrorum Regimen, curam, atque rutelam; Ambaſſiatoribus, Procuratoribus & Nunciis prædicti Cariſſimi germani noſtri, Regis Franciæ, ad nos propter hoc ſpecialiter deſtinatis, videlicet Reverendo Patre Domino Giraldo, Dei gratiâ Epiſcopo Sancti Flori, necnoo Domino Robino de Bracquemont, Domino de Tudevilla, Milite, & Magiſtro Joanne Huonis, Archidiacono Alvaravenſi, ipſiſque virtute poteſtatis eis retributæ per literas præfati germani, ſeu Regis Franciæ, ſuo majori ſigillo roboratas, quarum tenor inferiùs inſeretur, nomine præfati noſtri germani, & pro eo, proque filio ſuo unigenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus & ſingulis, quorum iotereſt, vel intereſſe poterit quòmodolibet in futurum, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipolantibus, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, & amicitias, tàm ex noſtra certa ſcientia, quàm de prædictorum genitricis & patrui, tutorum noſtrorum, nec-

non

ANS de J. C. 1479.

non aliorum Prælatorum, Baronum, magnatum, & peritorum regni & consilii nostri, propter hoc specialiter & personaliter vocatorum, consilio, & voluntate, pariter & assensu, tractamus, facimus, inimus, & firmamus sub forma, & modo infrà scriptis.

Primò videlicet, quòd nos Joannes Rex Castellæ & Legionis prædictus, filiusque noster primogenitus nasciturus, sive primus regnorum nostrorum hæres, regna nostra, Dominia, & subditi nostri, sumus ex nunc, & erimus de cætero unà cum dicto Carolo Francorum Rege, fratre nostro carissimo, filioque primogenito nato, vel nascituro, seu primo regni sui hærede, regno, terris, Patriis, Dominiis, & subditis suis, boni, veri, fideles, confœderati & adhærentes amici, tanquam vero fratri nostro naturali, & Germano, tali modo videlicet, quòd eos, & filius noster primogenitus nasciturus, seu primus regnorum nostrorum hæres, damnum, vituperium, aut dedecus dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, regni, terrarum, Patriarum, Dominiorum, & subditorum suorum non procurabimus ullo modo; nec cuiquam personæ viventi cujuscumque statûs, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existat, etsi persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Francorum, filio primogenito nato, aut nascituro, seu primo regni sui hæredi, regno, terris, Patriis, & Dominis, ac subditis suis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere & perpetrare voluerit, aut inferre, consilium, auxilium præstabimus, & favorem. Quæ quidem ligæ, confœderationes, pacta, amicitiæ, tractatus, suprà & infrà scripta durabunt quoad vitam fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regni sui hæredis, nostrique Regis Castellæ & Legionis præfati, filii primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regnorum nostrorum hæredis prædicti, & quandiu ipsi, & nos vitam duxerint, seu duxerimus in humanis.

Item prædictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum regni sui hæredem, tàm per mare, quàm per terram, contra quascumque personas, quæ possuot vivere, sive mori, cujuscumque statûs, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existant, etiamsi persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, filio primogenito nato, vel nascituro, sive primo regni hæredi, regno, terris, Patriis, Dominiis, & subditis suis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere & perpetrare voluerint, aut inferre, bonâ fide juvabimus, & jovare tenebimur absque fraude; nosque guerram dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, in nos, & nostram personam tanquam propriam nostram recipimus, & ut caput guerræ tenebimur, ac in regnis, & Dominiis nostris tanquam in nostram propriam, cum per literas patentes sigillo dicti Regis Franciæ fratris nostri carissimi, aut filii sui primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, certificati fuerimus quòd guerra fuerit aperta, & in regno Franciæ præconisata inter eumdem Regem Franciæ, aut suum primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum regni sui hæredem ex una parte, & Regem Angliæ, seu quemcumque alium ex parte alia, infra decem dies à die certificationis prædictæ nobis factæ, facere præconisari jubere tenebimur; sic tamen quòd si dictus frater noster carissimus Rex Franciæ, filiusque primogenitus natus, aut nasciturus, seu primus regni sui hæres, sive alter eorumdem, nos, aut primogenitum nostrum natum, aut nasciturum, seu primum nostrorum regnorum hæredem requisierint, super eos, aut eorum alterum fuerimus de juvamine subditorum oostrorum armatorum, seu galearum, aut aliorum navigiorum ad opus dictæ guerræ subventui requisiti, nos, primogenitus noster natus, aut nasciturus, seu primus nostrorum regnorum hæres, hoc facere, galeasque, aut alia navigia, & gentes armorum tàm per terram, quàm per mare, ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regoi sui hæredis, prædictorum tamen ejus, vel eorum sumptibus aut expensis, fideliter & efficaciter, omni fraude cessante, mittere tenebimur; jurabuntque Capitanei armatorum hujusmodi tàm per terram, quàm per mare, sint Admiraldi vel alii quicumque, facere solemne juramentum coram personâ, vel personis, per dictum fratrem nostrum ad hæc deputatâ, vel deputatis, quòd ambarum partium honorem, & utilitatem, & commodum diligenter conservabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

ANS de J. C. 1479.

Item. Poterunt vassalli, & subditi nostri liberè, & absque offensâ qualibet per eos incurrendâ ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi, filii primogeniti nati, & nascituri, seu primi regni sui hæredis, tàm per terram quàm per mare, ad opus dictæ guerræ, nostra rameo, & regnorum nostrorum, Dominiorumque necessitate cessante, quoties ei placuerit, sic transferre.

Item. Guerra nomine fratris nostri carissimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regnorum oostrorum hæredis, contra quemcunque incepta, sive incipienda, nos, primogenitus noster natus, aut nasciturus, aut regnorum nostrorum hæres primus cum parte adversa pactum, tractatum, accordatum, treugam, seu pacem facere, tractare, accordare absque consensu & voluntate expressa prædicti fratris nostri carissimi, seu primogeniti nati, aut nascituri; sive primi regni sui hæredis, firmare non poterimus, sive poterit quomodolibet, aut inire; poterit tamen prædictus Germanus noster, primogenitus natus, aut nasciturus, sive primus regni sui hæres, causis exigentibus, treugas particulares ad annum, vel ad aliud tempus brevius & tractare, & inire, si, & quando sibi videbitur expedire; proviso quòd dictas treugas particulares nobis, aut primogenito nascituro, vel hæredi nostro significare tenentur, & quòd in eisdem nos, primogenitus noster nasciturus, vel hæres, cum Patriis & subjectis nostris comprehendamur, si nobis placuerit comprehendi, & quòd prædictæ treugæ particulares unius anni, vel temporis brevioris, nequeant olteriùs & longiùs sine expresso consensu nostro, primogeniti nascituri, aut primi regnorum nostrorum hæredis, prorogari, vel extendi, cessantibus in præmissis & ceteris omni fraude atque dolo.

Item. Castra, civitates, villæ, fortalitia, sive loca, quæ & quas nos, primogenitus, aut hæres, sive gentes nostræ, tam in regno & terra Angliæ, & Ducatu Aquitaniæ, quàm in aliis terris, & Dominiis, contra quæ, & quas, dictus frater noster, primogenitus natus aut nasciturus, sive primus regni sui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit, acquisiverimus, acquisiverit, aut occupaverit per mare, aut per terram, dicto carissimo fratri nostro Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo regni sui hæredi, seu suo certo nuncio aut mandato, nos, & gentes nostræ prædictæ, & filius noster primogenitus nasciturus, sive primus hæres regnorum nostrorum, liberè dare, & restituere tenebimur, ac etiam tenebuntur; bona tamen mobilia capta, vel occupata efficientur capienti, & eidem concedentur secundum morem & consuetudinem regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Item. Volumus quòd, si Rex Angliæ, aut suus primogenitus, seu quicumque regni sui hæres, vel Ducatus Aquitaniæ, aut aliquis alius de sanguine regali Angliæ, fuerit captus per nos, primogenitum

nasci-

ANS de J. C. 1479.

naſcitorum, aut primum regnorum noſtrorum hæredem, ſive per gentes noſtras, tàm per mare quàm per terram, vel quicumque alius Rex, Dux, ſive Comes, contra quem principaliter dictus frater noſter Rex Franciæ, ejuſque primogenitus natus, vel naſcituras, ſive primus regni ſui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit, ad arbitrium, voluntatem, & ordinationem dicti fratris noſtri cariſſimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti nati, vel naſcituri, ſive primi regni ſui hæredis, noſtrique, vel primogeniti noſtri naſcituri, aut primi regnotum noſtrorum hæredis, teneatur captus, & captivus infimulque poterimus unà cum dicto fratre noſtro cariſſimo, ſuper expeditione dicti capti, vel captivi, prout ambarum partium placuerit voluntati: quicumque verò alius à prædictis captus, ſive captivus extiterit, conſentimus, & volumus quòd ſit efficaciter capienti, & eidem concedatur; ſuper quibus & eorum quolibet, tàm ſuper guerram, utilitatem & commodum dicti fratris noſtri cariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut naſcituri, ſive primi regni, ſui hæredis, regni, terrarum, & ſubditorum ſuorum concernentium, nos, aut primogenitus noſter naſcituras, ſive regnorum noſtrorum primus hæres, relationi ſimplici, & aſſertioni prædictum fratrem noſtrum Regem Franciæ, primogenitum natum, ſive naſciturum, ſeu primum regni ſui hæredem, ſive litteris ſuis ſuper hæc, aut ſuo certo nuncio ad hæc ſpecialem poteſtatem habenti, nobis aut primogenito noſtro naſcituro, ſeu primo regnorum noſtrorum hæredi, factis abſque alia probatione, ſeu informatione quacumque per dictum fratrem noſtrum cariſſimum Regem Franciæ, aut primogenitum natum, vel naſciturum, ſive primum regni ſui hæredem, faciendo fidem indubiam tenebimur, & tenebitur adhibere, intimatione, prout prædicitur, nobis factâ, nos, & primogenitus naſcituras, aut primus regnorum noſtrorum hæres, prædictum fratrem noſtrum cariſſimum Regem Franciæ, primogenitum ſuum natum, aut naſciturum, ſeu primum regni ſui hæredem, de facto tenebuntur, & tenebitur utiliter adjuvare: ſine à ligis, confœderationibus, pactis, conventionibus, & tractatibus prædictis, excipimus, & excipi volumus perſonam ſanctiſſimi in Chriſto Patris Romani Pontificis, necnon ſimiliter Regem Aragonum, & filium ſuum primogenitum, qui nunc ſunt; dum tamen idem Rex Aragonum, & filius ſuus primogenitus eorum, vel alter, contra dictum fratrem noſtrum cariſſimum Regem Franciæ, primogenitum ſuum natum, vel naſciturum, ſeu primum regni ſui hæredem, regnum, terras, Dominia, & ſubditos ſuos, ſive nos, primogenitum naſcitutum, aut primum regnorum noſtrorum hæredem, regna, terras, Dominia, & ſubditos noſtros, guerram, damnum, vituperium, & dedecus ſive detrimentum non faciant, inferant, aut procurent, faciat, inferat, aut procuret, ſive fieri, inferri aut procurari faciant per alium quoviſmodo. Quod ſi, quod abſit, idem Rex Aragonum, aut ſuus primogenitus, contrarium faciant, ceſſabit prædicta exceptio, & nos, primogenitus noſter naſciturus, aut primus regnorum noſtrorum hæres cum dicto fratre noſtro cariſſimo Rege Franciæ, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo regni ſui hærede, erimus, prout ſumus, unanimiter confœderati contra Regem Aragonum, & ſuum primogenitum prælibatum.

Quæ omnia prædicta, & ſingula nos prædictus Rex Joannes, ſanâ & proviſâ deliberatione conſilii ſuper hæc habitâ pro nobis, primogenito naſcituro, aut primo regnorum noſtrorum hærede, regnis, terris, Dominiis, & ſubditis noſtris promiſimus & juravimus in animam noſtram, promiſerunt, & juraverunt prænominati genitrix & Patruus, noſtri tutelæque noſtræ nomine, ſuper imaginem & memoriam Domini noſtri Jeſu Chriſti crucifixi, Evangeliaque ſua ſancta per nos, & ipſos, corporaliter tactas, & tacta, promittimuſque regio verbo, & bonâ fide, fidemque & homagium eidem præfato Sereniſſimo ſtatui noſtro cariſſimo Carolo, Francorum Regi, primogenito nato, aut naſcituro, ſeu primo regni ſui hæredi præſtando facere & tenere, & de puncto ad punctum ſtaude & malo ingenio ceſſantibus quibuſcumque adimplere, & inviolabiliter obſervare, & hoc ſub hipoteca & obligatione omnium bonorum noſtrorum, hæredum, & ſucceſſorum noſtrorum præſentium & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere tali caſu, inſuper ſub pœna centum millium marcarum auri; in quibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Caſtellæ & Legionis, intervenientе dictorum tutorum noſtrorum autoritate & conſenſu, regna, & omnia bona noſtra, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum, dicto fratri noſtro cariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo regni ſui hæredi, applicandi tanquam pro judicato, condemnato, & confeſſato, & in ipſas pœnas, & contra prædicta, nos, aut primogenitus noſter naſciturus, ſive primus regnorum noſtrorum hæres, fecerimus, aut fecerit, confiremur, nos & primogenitum noſtrum naſcitutum, primumque regnorum noſtrorum hæredem, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidiſſe; & nos, ipſis de auctoritate & conſenſu prædictis, primogenitum naſciturum, primumque regnorum noſtrotum hæredem & ſucceſſorem, & regna, Dominia, terras, & bona noſtra, & hæredum & ſucceſſotum noſtrorum, præſentia & futura pro præmiſſis firmiter adimplendis ſupponimus & ſuppoſuimus cohertioni & compulſioni Cameræ Sedis Apoſtolicæ, volumuſque & conſentimus quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulotum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis ſoriores & meliores dicto ſapientum, ſubſtantiâ non mutatâ, nos, & dictus primogenitus naſcituras, aut primus regnorum noſtrorum hæres, dicto fratri noſtro cariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato, aut naſcituro, primoque hæredi regni ſui, facere & concedere tenemur, ac etiam tenentur, quoties per dictum Regem Franciæ fratrem noſtrum cariſſimum, ſeu primogenitum natum, aut naſciturum, ſive primum hæredem regni ſui, nos, aut primogenitus noſter naſciturus, ſeu primus regnorum noſtrorum hæres, fuerimus, aut fuerint requiſiti.

Cætera verò alia omnia & ſingula inter utriuſque noſtrûm prædeceſſores, ipſumque fratrem noſtrum cariſſimum Francotum Regem, & noſtros progenitores hactenus hinc inde per quæcumque mſtrumenta, litteras, & tractatus publicos, vel privatos, conjunctim vel diviſim, qualitercumque mita, firmata, ratificata, ſeu declarara, etiamſi juramentis, ſeu commiſſionibus ſint vallata, quæ his in tractatibus non ſunt inſerta, volumus deinceps eſſe nulla, irrita, & caſſata, & caſſamus, iritamus, revocamus, & penitus annullamus.

In quorum omnium fidem & teſtimonium præſentes litteras ſigilli noſtri munimine, necnon ad amplioris certitudinis firmitatem, præfatorum genetricis & Patrui nominum ſubſcriptione, ſigilliſque, unà cum ſigno Notarii publici fecimus & juſſimus communiri. Datum in Valleoliti, die ſeptima menſis Decembris, anno Domini millemo quadringenteſimo-octavo.

NOs verò ſupranominati, Alvarus Coneſtabilis, Joannes, Archiepiſcopus, Rodericus, Comes de Benavento, præfati Chriſtianiſſimi & Sereniſſimi Principis & Domini noſtri, Domini Joannis, Regis Caſtellæ & Legionis moderni, conſiliarii & Procuratores, &c. ſperantes prædictas ligas, confœderatores amicitias, compoſitiones, conventiones, tractatus, & promiſſiones inter dictum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis modernum, Sereniſſimum Dominum, Dominum Carolum Francorum Regem moder-

ANS de J. C. 1479. modernum, pro ſe, & pro ſuo primogenito, vel hærede, Regnis, & Terris, & ſubditis ſuis, ex altera partibus, ſicut præmittitur, initas, conceptas, ac firmatas fore & futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriuſque prædictorum Regum ac Regnorum, rei publicæ proſperum incrementum, præſentibus unà & pariter convenientibus, videlicet ex una parte nobis pro dicto Domino noſtro Rege Caſtellæ & Legionis, & ex alia Reverendiſſimo in Chriſto Patre & Domino, Domino Dioniſio, Archiepiſcopo Tholoſano, necnon nobili & ſpectabili Domino Joanne de Bonay, Milite, Seneſcallo Tholoſæ, Conſiliariis, ac Herveo de Freſnoy, Secretario, Ambaſſiatoribus & Nunciis ac Procuratoribus dicti Domini Francorum Regis moderni, pro & ad hoc ſpecialiter conſtitutis & ordinatis per litteras ipſius Domini Regis Francorum moderni, vice & nomine dicti Domini Regis Francorum moderni, & pro eo, proque ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum, recipientes, acceptantes, & ſolemniter ſtipulantes virtute poteſtatis nobis, ut prædictum eſt, attributæ, & conceſſæ per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, vice & nomine ejus, & pro eo, proque ejus filio primogenito nato, ſeu naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, cæteriſque omnibus & ſingulis, quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas & amicitias, ac omnia & ſingula in prædictis, & circa prædicta per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis modernum, per ejuſque ſupradictos tutores ejus nomine & vice, unà cum dicto Domino defuncto Carolo ſexto, tunc Rege Francorum, genitore dicti Domini Regis Francorum moderni, cum ſupradictis Ambaſſiatoribus ſuis, ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, geſta, habita & conventa, prout in ſuperiùs inſertis litteris ſuis contenta & expreſſata ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, inimus, facimus & firmamus ſub pœnis, formâ, modis, obligationibus, & qualitatibus ſuprà ſcriptis, pro dicto Domino noſtro Rege Caſtellæ & Legionis moderno, proque primogenito ſuo naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, Terris, Regnis, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & omnibus aliis quorum intereſt, & intereſſe poterit in futurum, unà cum dictis Conſiliariis, Ambaſſiatoribus, Procuratoribus dicti Domini noſtri Regis Francorum, ejus vice & nomine agentibus, & pro eo, & filio ſuo primogenito nato, aut naſcituro, aut Regnorum ſuorum hærede, proque Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus quorum intereſt, aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum, ſimiles & conformes pactiones, conventiones, obligationes, & ſubmiſſiones conſentientibus, facientibus, nobis ſtipulantibus & recipientibus pro & vice dicti Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ejuſque primogenito nati, aut naſcituri, aut primi Regnorum ſuorum hæredis, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, adhærentibus, & aliis ſupradictis, prout continentur in eorum litteris conſimilibus & conformibus iſtis, quas nobis tradiderunt. Verumtamen non intendimus in præmiſſis comprehendi clauſulam contentam in ſuperiùs inſertis litteris, facientem mentionem inclitæ memoriæ defuncti Domini Martini, tunc Regis Aragonum, & ſui primogeniti, qui tunc erant, ſed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi, cum etiam ſit ſupervacua; quia ipſe Martinus, & ejus filius, ab hoc ſeculo dudum, ſicut Domino placuit, migraverunt. Promittimus inſuper, & juramus in animam dicti Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ſuper imaginem & repræſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti, ac ſua Sancta Evangelia per nos corporaliter tactam & tacta, bona fide, ceſſantibuſque fraude & malo ingenio quibuſcumque, omnia & ſingula præmiſſa, prout, & quemadmodum per nos, quibus ſupra vice & nomine, firmata, geſta & facta ſunt, teneri & tenenda, ac de puncto ad punctum adimpleri, & adimplenda, & inviolabiliter obſervari & obſervanda per dictum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac Regnis, Terris, & Dominus, ſubditis, & adhærentibus ſuis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras ſuprà & infrà ſcriptas, acceptandum, approbandum, & confirmandum, eaſque litteras dandum & tradendum dicto Domino noſtro Regi Francorum, quamprimùm per ejuſdem Domini Regis Francorum litteras aut Nuncios requiretur, ſimiles ſeu conformes, ac ejuſdem virtutis & efficaciæ litteras dicti Domini Francorum Regis, recipientes, & hæc ſub hipoteca & obligatione omnium bonorum, hæredumque, & ſucceſſorum ſuorum præſentium & futurorum, necnon ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere tali caſu, ac etiam ſub pœna centum millium marcarum auri, in quibus obligationibus, & pœnis, nos eumdem Dominum noſtrum Caſtellæ & Legionis Regem, ſua Regna, pariter & ſua ſuorumque hæredum & ſucceſſorum bona quæcunque eiſdem Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, ſeu naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & ergà eum tanquam pro confeſſato, judicato, & condemnato, teneri, & ipſas pœnas, ſi contra prædicta idem Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis, aut primogenitus ſuus natus, aut naſcturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, fecerit, aut fecerint, confitemur ipſum Dominum noſtrum Caſtellæ & Legionis Regem, primogenitumque ſuum natum, aut naſcturum, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem, incurriſſe, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidiſſe, & ipſum, primogenitumque ſuum natum, vel naſcturum, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque Regnum, Dominia, Terras, & bona, ac hæredum & ſucceſſorum ſuorum, præſentia & futura, pro præmiſſis firmiter adimplendis, ſuppoſuimus & ſupponimus cohertioni & compulſioni Cameræ Sedis Apoſtolicæ, volumuſque & conſentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum, litteras Apoſtolicas ſuper ipſis tortiores & meliores dicto ſapientum, ſubſtantiâ non mutatâ, idem Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis, ſeu primogenitus ſuus natus, aut naſcturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, dicto Domino Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato, aut naſcturo, ſive primo Regni ſui hæredi, facere, dare, & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipſum Dominum Francorum Regem, vel ejus primogenitum natum, ſeu naſciturum, aut primum Regni ſui hæredem, idem Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis, aut primogenitus ſuus natus, ſeu naſcturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, fuerit aut fuerint requiſiti.

ANS de J. C. 1479.

In quorum omnium robur, & teſtimonium præſentibus litteris nomina noſtra propriis manibus ſubſcripſimus, & ſigilla noſtra fecimus apponi unà cum noſtro ſigno & ſubſcriptione Notarii publici infrà ſcripti. Datum, & actum in Oppido de Majorito Toletanæ Diœceſis, viceſima nona die Januarii à Nativitate Domini, ſecundum morem Eccleſiæ Hiſpaniæ, milleſimo quadringenteſimo triceſimo quinto, *Ye el Conneſtable*, Joannes Hiſpalenſis, Electus Eccleſiæ Toletanæ, *el Conde*.

Et

ANS de J. C. 1479.

ET ego Ferdinandus Diaz de Toleto, Decretorum Doctor, publicus autoritate Apoſtolica Notarius, ac dicti Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis, auditor, referendarius, atque Secretarius, præmiſſis omnibus & ſingulis, dum ſic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unà cum infra ſcriptis teſtibus ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis, videlicet egregiis & ſpectabilibus viris, Patrono, Comire de Berlua, Roderico Didaci de Mendoça, Majordomo, Petro Alvari de Auſolio, Cuſtode Majori, Petro Manne, præfati Sereniſſimi Domini noſtri Regis Conſiliariis; ac nobilibus, Bartholomeo de Monteſquieri, Milite, Joanne de la Britogna, Armigero, Petro Norma, Preſbytero Tholoſanæ, Remenſis, Cenomanenſis, & Senonenſis Diœceſis, interfui, eaque ſic fieri vidi & audivi, & juſſu mandatoque dictorum Dominorum Coneſtabularii, Archiepiſcopi Hiſpalenſis, ac Comitis de Benavento, præfati Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis procuratorum, hoc præſens publicum inſtrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium ſcribi feci, & in hanc publicam formam redigi, ſignoque meo, unà cum nominibus, & ſigillorum appenſione ipſorum dicti Domini noſtri Regis procuratorum, ſolito ſignavi rogatus, pariter & requiſitus, in fidem & teſtimonium omnium & ſingulorum præmiſſorum; Fernandus Doctor referendarius, Notarius Apoſtolicus.

Notum facimus, quòd nos Joannes Rex Caſtellæ & Legionis præfatus, cupiens condecenter, aſpirante Deo, conſolidare tam ſinceram inter utrumque Regem, utrumque Dominum, & utraque Regna, ditiones & gentes, conventionem, quæ ſua vetuſtate parirer & integritate meruit conſervari, grandique ſedulitate foveri, confœderationes, ligas, amicitiat, compoſitiones, pacta, conventiones, promiſſiones, obligationes, ac quæcumque alia in ſuperiùs inſertis litteris contenta, per prædictos hinc inde Procuratores acta, geſta, habita, concordata & paſſata; quæ omnia & ſingula perſpicaciter intuentes, nos ipſi firmiter intelligimus & comprehendimus de noſtra certa ſcientia, & ex noſtri Magni Conſilii, Prælatorum, Baronum, Magnatum, peritorumque & proborum Regnorum noſtrorum ingenti copia referti, matura & diu digeſta deliberatione pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, ſive Regnorum noſtrorum hærede, Regnis & Terris, ſubditis, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus noſtris, ac omnibus aliis quorum intereſt, & intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperius inſerta ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, iterumque, ac de novo, quatenus opus eſt, facimus & promittimus per præſentes. Quæ quidem omnia & ſingula cum ſuis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hæc præſentibus in infrà ſcriptis litteris nominatis Ambaſſiatoribus præfatis, fratri noſtro Regi Francorum, pro ipſo fratre noſtro, proque ſuo primogeniro nato, vel naſcituro, aut primo hærede Regni ſui, ac pro Regno, ſubditis, Terris, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intereſt, aut intereſſe poterit. recipientes & acceptantes, præpoſitis nobis, tactiſque corporaliter per nos Sacroſanctis Dei Evangeliis, præmiſſoque venerabili ſigno Crucis Dominicæ, ſemper & omni tempore, cuſtodire & cuſtodiri, manutenere, & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare & obſervari facere, neque unquam per nos, vel alium, ſeu alios, publicè vel occultè, aut alio quoviſmodo, aliquaratione, cauſa, vel occaſione contra facere, aut venire polliciti ſumus, ac pollicemur, promittimuſque & promiſimus, juravimus etiam & juramus, & ſolemniter expromiſimus & fecimus, expromittimus & facimus ſacramentum in verbo Regio, & per animam noſtram, fidem, & hnmagium præfato fratri noſtro Regi Francorum moderno dicto, vel primogenito, vel hæredi ſuo præſtandum, & ſub pœnis perjurii, quas Rex poteſt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter ſub omnibus aliis, & ſingulis pœnis, obligationibus, & ſubmiſſionibus latiùs contentis in ſuperiùs inſertis litteris; pro quibus omnibus & eorum ſingulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hipotecamus, & ſupponimus Regna & bona noſtra, ac hæredum noſtrorum quorumcumque.

ANS de J. C. 1479.

In quorum omnium teſtimonium præſentes noſtras litteras, per Secretarium noſtrum infra ſcriptum fieri, & publicari mandavimus, ac noſtris, ſigilliique Regii majoris noſtri plumbei munimine roborari, conſiliariis noſtris, videlicet, nobili & fideli noſtro Alvaro de Luna Coneſtabulario Caſtellæ, ac Sancti Stephani Comire, Reverendiſque in Chriſto Patribus Joanne, Archiepiſcopo Hiſpalenſi, Eccleſiæ Toletanæ Electo confirmato, ac Petro Epiſcopo Exonienſi avunculo, & nobilibus Roderico Didaci de Mendoça, Majordomo, Fernando Luppi de Saldona, Majori noſtro Rationario, Doctore, Petro Joannis, & pluribus aliis præſentibus, ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis. Datum in Oppido de Majorito, anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo triceſimo-quinto, more Hiſpanico, & Regnorum noſtrorum viceſimo-nono, die verò ultima Januarii.

NOs itaque Erricus & Joannes, Marchiones præfati, Conſiliarii & Procuratores prædicti, ſufficienti ad hoc facultate & autoritate ſuffulti, convenientes vice & nomine memorati Sereniſſimi Principis Domini, Domini Henrici Caſtellæ & Legionis Regis, pro ipſo, ac primogenito ſuo naſcituro, ſeu primo Regnorum ſuorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque omnibus & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, una cum Reverendiſſimo in Chriſto Patre, ac ſpectabilibus & nobilibus viris Dominis, Joanne miſeratione divinâ Archiepiſcopo Turonenſi, Geraldo le Bourſier, Magiſtro Requeſtarum Ordinario Hoſpitii, Guillermo de Stagno, Milite, Domino locorum de Vervins, de Valle, & Lugarda, Seneſcallo Ruthenenſi & Cambellano, Errico de Arceo, Scutifero, Burſario Hiſpaniæ, Conſiliariis Illuſtriſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini, Domini Caroli, Dei gratiâ Francorum Regis; & Nicolao de Brolio, Notario & Secretario ejuſdem Principis, Ambaſſiatoribuſque, Oratoribus & Nunciis ſuis apud præfatum Sereniſſimum Prineipem Regem Caſtellæ & Legionis, ad hæc ſpecialiter & expreſſè deſtinatis, & plenam poteſtatem habentibus, prout per litteras utriuſque Regis inferiùs inſerendas luculenter apparebit, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus pro eodem Chriſtianiſſimo Rege Domino Carolo, & pro ſuo primogeniro nato, vel naſciruro, aut primo Regoi ſui hærede, necnon pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibos, aliiſque omnibus & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, fraternitates, amicitias, & omnia & ſingula in præmiſſis litteris contenta & expreſſata, virtute poteſtatis nobis attributæ & conceſſæ, landamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus, iterumque & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus ſub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, ſubmiſſionibus, clauſulis, ac omnibus aliis ſuprà ſcriptis. Promittimus inſuper bona fide, ceſſantibus fraude & malo ingenio quibuſcumque: pollicemur & juramus ſuper imaginem & repreſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti, ac Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, & in animam

ANS de J. C. 1479.

mam dicti noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, & ſub hipoteca & obligatione omnium bonorum hæredumque, ac ſucceſſorum, præſentium & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex incurrere poteſt tali caſu, & centum millium marcarum auri, omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos, quibus ſupra vice & nomine, firmata, inita, facta & tractata ſunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri & adimplenda, atque inviolabiliter obſervari & obſervanda per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & primogenito ſuo naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, & eas litteras dandas & tradendas dicto Domino noſtro Francorum Regi, quamprimùm per ſuæ Serenitatis litteras aut Nuncios requiretur, ſimiles aut conformes, ac ejuſdem tenoris virtutis & efficaciæ, litteras Serenitatis ſuæ recipiendo; ad quæ omnia adimplenda & obſervanda nos eumdem Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, Regis pariter & ſua, ſuorumque hæredum & ſucceſſorum bona quæcumque eidem Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confeſſato, & condemnato teneri, & in ipſas pœnas ipſum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis, primogenitumque ſuum naſciturum, aut primum Regnorum ſuorum hæredem, ſi contra prædicta fecerit, aut fecerint, confitemur incidiſſe, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidiſſe, & ipſum primogenitum ſuum naſciturum, aut primum Regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque Regna, Dominia, Terras, & bona, ac hæredum & ſucceſſorum ſuorum, præſentia & futura pro præmiſſis firmiter adimplendis ſuppoſuimus & ſupponimus cohertioni & compulſioni Cameræ Apoſtolicæ, volumuſque, & conſentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis ſortiores & meliores dicto ſapientum, ſubſtantiâ non mutata, idem Dominus noſter Rex, ſeu primogenitus ſuus naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, dicto Domino Francorum Regi tradat, & tradant, quoties per ipſum fuerit requiſitus, vel fuerint requiſiti.

Tenor autem facultatis, per dictum Chriſtianiſſimum Principem Regem Francorum Ambaſſiatoribus ſuis ſupradictis conceſſæ, ſequitur & eſt talis.

CAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex, Univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Solidius Regibus & Regnis eſſe comperimus ſtabilimentum, dum veris ſtudiis diutiſſimè comprobatas amicitias conſovere, & amplitudine cumulata factas adjungere ſtudet accurata utriuſque ſolicitudo; nam unica eorum potentia mutua viciſſitudine ſolidata fortiùs reſiſtit, & conſtantius perdurat. Conſiderantes igitur longas amicitias, & intemeratas, conſœderationum & ligarum nexus inter noſtros, & Sereniſſimi Principis Cariſſimi fratris & conſanguinei noſtri Henrici, Dei gratiâ Caſtellæ & Legionis Regis moderni, prædeceſſores, & inter nos, & ipſum ultra ſanguinis affinitatem, qua invicem attingimur, ac etiam inter utramque Domum, utrumque Regnum, priſcis temporibus hactenus inviolabiliter obſervare, fœlicem utriſque Domibus & Regnis valetudinem præbuiſſe, ſic in adverſis ut in proſperis, ut fœdus nomine noſtro tam celebriter initum & actum à nobis valida firmitudine corroboretur. Notum facimus, quòd nos confidentes de ſapientia, fidelitate, peritia, probitate & ſolertia dilectorum & fidelium noſtrorum Conſiliariorum, Archiepiſcopi Turonenſis, & Giraldi le Bourſier, Magiſtri Requeſtarum Ordinariarum Hoſpitii noſtri, Guilloti de Stagno, Militis, Cambellani noſtri, & Seneſcalli Ruthenenſis, de Ynigi Dareti, etiam Conſiliarii noſtri, necnon Magiſtri Nicolai de Brolio, Notarii & Secretarii noſtri, quos deſtinamus ad præfatum fratrem & conſanguineum, & conſœderatum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, eos ex noſtra certa ſcientia, & matura noſtri Conſilii deliberatione conſtituimus, facimus, & ordinamus, per præſentes, Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Tractatores, Nuncios generales & ſpeciales, dantes eiſdem, & eorum tribus, quorum dictus Archiepiſcopus ſit ſemper alter, plenam, generalem, & liberam poteſtatem, facultatem, autoritatem, & mandatum ſpeciale, amicitias, confederationes, & ligas inter noſtros, & fratris noſtri præfati Regis Caſtellæ & Legionis prædeceſſores, initas, & confirmatas vice & nomine noſtri, & pro nobis, hæredibuſque, & ſucceſſoribus noſtris, ac Regno, ditionibus, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris, nobis adhærentibus & adhæſuris, unà cum ipſo fratre noſtro, pro ſe, & ſuis hæredibus, ſucceſſoribus, Regnis, Dominiis, & ſubditis, ſeu eum deputatis, aut deputandis, ab eo cum ſufficienti ab ipſo poteſtate, confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, & perficiendi, in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, ſub antiquarum conſœderationum, vel ſub alterius tenoris forma, prout ipſis Procuratoribus & Ambaſſiatoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, ſi qua in dictarum conſœderationum litteris, aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam noſtram, & in verbo Regio, pro nobiſque promittendi prædicta omnia, & ſingula per eos tractata, concordata, & confirmata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes, à prædicto fratre noſtro Rege Caſtellæ & Legionis, & à ſuis quorum intererit, requirendi, petendi, exigendi, & recipiendi; & inſuper omnia alia, & ſingula exercendi, gerendi, diſponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmiſſis, & circa ea fuerint neceſſaria, utilia, ſeu etiam opportuna, & quæ faceremus, diſponeremus, ſeu facere & diſponere poſſemus, ſi præſentes & perſonaliter intereſſemus, etiamſi talia eſſent, quæ mandatum ſpecialius exigerent; promittentes etiam bona fide, & in verbo Regio, & ſub obligatione bonorum noſtrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibuſque, ſucceſſoribus, ac Regno, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris nobis adhærentibus & adhæſuris, nos ratum, gratum, firmum, & ſtabile habere, & perpetuò habituros quidquid per dictos Ambaſſiatores & Procuratores noſtros, vel per tres alios, quorum dictus Archiepiſcopus ſemper alter ſit, confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promiſſum, actum, dictum, geſtum, concluſum, diſpoſitum, factumve fuerit in præmiſſis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diverſis, eaque omnia & ſingula irrefragabiliter obſervaturos, tenturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam noſtras litteras ſuper hoc, quotieſcumque erimus requiſiti ſæpe dicto fratri noſtro daturos, ab eodem fratre noſtro conformes recipiendo.

ANS de J. C. 1479.

In quorum omnium fidem & Teſtimonium præmiſſorum, ſigillum noſtrum litteris præſentibus duximus apponendum. Datum Magduni ſupra Ebram, viceſima die menſis Januarii, anno Domini 1454. & Regni noſtri triceſimo tertio. Per Regem in ſuo Conſilio, de la Here.

Sequitur vero tenor facultatis Henrici Regis Caſtellæ, &c.

HEN-

ANS de J. C. 1479.

HENRICUS, Dei gratiâ Rex Caſtellæ & Legionis: Univerſis & ſingulis præſentes litteras inſpecturis, Salutem & gratiam in Domino. Cùm mira illuſtratione reperiamus, longævam amicitiæ copulationem grandes affere quietudines hominibus, quorum animi ſo naturam piæ conſuetudinis redacti, Sanctam appetunt habere conciliationem, quam à principio pacti ſunt, præſertim eorum Regum & Principum, qui mutuo affectu à conſanguinitate laudabilem optant obtinere fœderationem; & quia juſtum judicamus, & animo noſtro admodùm deſiderabile eſt, quæ inter progenitores noſtros recolendæ memoriæ, & Sereniſſimum Principem Regem Franciæ modernum, fratrem Cariſſimum & Conſanguineum noſtrum, ſuoſque progenitores, ſtabilita compe imus, ad perpetuam validamque amicitiam concernentia, in robur firmitatis contrahere, necnon ipſorum progenitorum noſtrorum veſtigia proſequendo, adverſa pariter & proſpera utrorumque Regnorum, & ſubditorum noſtrorum in proprium reputare commodum & intereſſe.

Norum facimus, quòd nos confidentes de ſufficientis, prudentia, magna fidelitate, ac probitate dilectorum noſtrorum, ſtrenuorumque militum Ferici Luppi de Mendoça, Marchionis de Santillana, Comitis del Real, & Joannis Pacheco, Marchionis de Villena, Majordomi noſtri, ex certa ſcientia, maturaque Conſilii noſtri deliberatione, conſtituimus, facimus, & ordinamus, per præſentes, Procuratores, tractatores, noſtros Oratores generales & ſpeciales, eoſque Ericum & Joannem cum poteſtate amicitias, confœderationem, & ligas inter noſtros, & præfati noſtri fratris Regis Franciæ prædeceſſores, initas & confer.atas, vice, & nomine noſtri, & pro nobis, hæredibuſque, & ſucceſſoribus noſtris, ac Regno, ditionibus, ſubditis, amicis, benevolis noſtris, nobis adhærentibus & adhæſuris, unà cum fratre noſtro præfato, pro ſe, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus, Regnis, Dominiis, & ſubditis, ſeu cum deputandis, aut deputatis ab eo cum ſufficienti ab ipſo poteſtate, confirmandi, tractandi, faciendi, ac perficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, ſub antiquarum conſœderationum, vel ſub alterius tenoris forma, prout ipſis Marchionibus, noſtris Procuratoribus, videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, ſi qus in dictarum conſœderationum litteris, aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut alias mutanda videantur, jurandique in animam noſtram, & in verbo Regio pro nobis promittendi prædicta omnia & ſingula per eos tractata, confirmata, & concordata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari, ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes à prædicto fratre noſtro Rege Franciæ, & à ſuis quorum interierit, requirendi, petendi, exigendi & recipiendi, & inſuper omnia alia, & ſingula exercendi, gerendi, diſponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmiſſis, & circa ea fuerunt neceſſaria, utilia, ſeu etiam opportuna, & quæ faceremus & diſponeremus, ſeu facere & diſponere poſſemus, ſi præſentes, & perſonaliter intereſſemus, etiamſi talia forent, quæ mandatum ſpecialius exigerent. Promittimus etiam bona fide, & in verbo Regio, & ſub obligatione bonorum noſtrorum quorumcunque, pro nobis, hæredibuſque, ſucceſſoribus, ac Regno, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris, nobis adhærentibus & adhæſuris, nos ratum, gratum, firmum & ſtabile habere, & perpetuò habiturum quicquid per dictos Ambaſſiatores & Procuratores noſtros ſit confirmatum, tractatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, jurarum, promiſſum, actum, dictum, geſtum, concluſum, diſpoſitum, factumve fuerit in præmiſſis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diverſis, eaque omnia, & ſingula irrefragabiliter obſervaturos, expleturos, & confirmaturos, & etiam noſtras litteras ſuper his, quotieſcumque erimus requiſiti, ſæpedicto fratri noſtro daturos, ab eodem fratre noſtro conformes recipiendo. ANS de J. C. 1479.

In quorum omnium fidem & teſtimonium præmiſſorum, ſigillum noſtrum præſentibus litteris duximus apponendum. Datum in Civitate Cordubenſi, decima die menſis Julii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo-quinto, & Regni noſtri anno primo. *Yo el Rey*, per Regem in ſuo Conſilio, Relator.

In quorum omnium fidem, robur, & teſtimonium præſentibus litteris nomina noſtra propriis manibus ſubſcripſimus, & ſigillorum noſtrorum fecimus appenſione roborari, unà cum ſigno & ſubſcriptione venerabilis Notarii publici infraſcripti. Datum, & actum Cordubæ in Eccleſia Majori, die decima menſis Julii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo-quinto.

EGO Fernandus Diaz de Toleto, Decretorum Doctor, Secretarius, & publicus autoritate Apoſtolica Notarius, & prædicti Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis Conſiliariis, auditor, referendarius, atque Secretarius, & regalium privilegiorum Major Notarius, præmiſſis omnibus & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum infrà ſcriptis teſtibus ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis, videlicet, magnificis & ſpectabilibus viris & Dominis, Domino Friderico Admiraldo Majore, Fernando Alvari de Toleto, Comite de Alva, Didaco Fernardi de Corduba, Payo de Ribera, Didaco Aroc, Majori Rationali, Andrea de Catena, in decretis licentiato, auditore, & referendario, omnibus de Conſilio præfati Domini noſtri Regis; ac Magiſtris Nicolao de Argouges, Licentiato, Franciſco Thouars, Baccalario in Legibus Canonicis Eccleſiæ Turonenſis, & nobilibus viris Stephano Bernardi, Domino de Sculero, Adeneto Manſabit, Domino de Corentill, præſens publicum inſtrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium ſcribi feci, & in publicam formam redigi, ſignoque meo unà cum nominibus ipſorum magnificorum, & ſpectabilium virorum Marchionum, Procuratorum prædicti Sereniſſimi Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ac ſigillorum appoſitione dictorum Dominorum Procuratorum ſignavi, rogatus pariter & requiſitus, in fidem & teſtimonium omnium & ſingulorum præmiſſorum. Sic ſignatum Ferdinandus, Doctor, & Apoſtolicus Notarius.

Contra iſtius ergo fœderis tanti temporis, tantæ Religionis autoritatem, ut præmiſimus, cum Illuſtriſſimo Eduardo Rege Anglorum, ſuoque Regno, percuſſum fœdus juſte reſcindimus, caſſamus, & aſpernamur, quod quidem cum ipſis Anglicis, ignorata primorum cum Francis fœderum forma, decepti fecimus, maliſque & conventitiis ſuggeſtionibus invitati, ac tenebris & bellorum tempeſtate coacti, decurrimus, non modo nullo Regnorum noſtrorum ſtudio, ſed vix ullo intercedente noſtrorum populorum conſenſu: imò verò nunc circumſtantes nos populorum noſtrorum Oratores & Procuratores veterem conſuetudinem benevolentiæ ipſorum cum Francis fixæ à nobis efflagitantes, de Anglicis dixerunt ſe non ſecus quàm de cæteris hoſtibus opinari; quòdque fœdera cum eiſdem Anglicis icta effugiunt auribus, reſpuunt animo, & aſpernantur, nec utilitatem ſuam præfati noſtri ſubditi aſſeruerunt tam in quacumque orbis Provincia, quàm in Francorum commerciis & negociatione verſari: ſſnes quoque & continentes ſe Hiſpaniam & Franciam noſtro tempore disjungi queſti ſunt, ſimulque oſtenderunt nobis integrum non fuiſſe, cùm ſuſceptis jam Religionibus

ANS de J. C. 1479.

in Ftaocorum fœdera impediremur Anglicis altera Religione alligari, pluriſque oportere à nobis fieri fœdus Francorum, quod abundantes Conſilio, florentes integra Regnorum ſuorum poteſtate, ſumma prudentia nixi noſtri majores firmarunt, & illibatum ſervarunt, quàm fœdus factum cum Anglicis, quod ſciſſis per inteſtinum bellum Regnis noſtris, quædam quaſi tempeſtas & violentia fortunæ ſurripuit. Qua propter, ut in exordio diximus, nos Henricus Caſtellæ & Legionis etiam Rex, Hiſpanorum atque Francorum mutuam benevolentiam gratiſſima recordatione penſantes & ſpectantes, etiamſi Religio vetuſtior impediret, quantopere tam mos noſtrorum majorum, & exempla nobis aperta, quæ imprimis ſpectare Regii muneris eſt, quàm ſubditorum noſtrorum ſalus, utilitas, & commoditas nos vehementer dehortarentur à perſeverando in fœdere icto cum Anglicis, ipſum per nos nuper factum cum præfato Illuſtriſſimo Rege Eduardo, Regno Angliæ, ſubditis, & adhærentibus, per præſentes rejicimus, & prorſus abjicimus à nobis, à Regnis, ſubditis, atque adhærentibus noſtris, ipſique omninò renunciamus; fœdus verò, amicitiam, pacem perpetuam, ſocietatem, alligationem noſtri, ac proximi hæredis, Regnorum noſtrorum, cum Chriſtianiſſimo Ludovico Francorum Rege, conſanguineo noſtro Cariſſimo, ejuſque proximo hærede, ſuis Regnis, Dominiis, ſubditis, ac adhærentibus, juxta inſerta præſentibus litteris pacta amplectimur, renovamus, & confirmamus, juramus, atque in verbo Regio promittimus firmiter & inviolabiliter ſervare. Ne verò aſtuta calliditate quiſquam in ſcirpo nodum quærens, impoſterum hæc pacta, ſolemneſque promiſſiones & juramenta noſtra conetur infringere, declaramus omnes motus ſuſpicionum & diſſenſionum à nobis cum præfato Cariſſimo fratre noſtro Ludovico, Chriſtianiſſimo Francorum Rege, aut ab ipſo nobiſcum ortos, omneſque pœnas pactis & fœderibus noſtris appoſitas, quantum ad præterita ſpectat, evanuiſſe & evaneſcere per præſentes, omnemque impoſterum ex præteritis ſimultatibus exceptionem, quæ fœderibus, aut pactis ſupra ſcriptis objici poſſet, conſentientibus ad hæc præfato Reverendiſſimo Patre Cardinali Albienſi, ac ipſius Chriſtianiſſimi Francorum Regis Legatis & Oratoribus, nullius eſſe volumus roboris & momenti. Verùm inter agendum per noſtros Conſiliarios ipſis oratoribus Ludovici Sereniſſimi Francorum Regis ſpertum eſt interceſſiſſe ipſius conſanguinei & fratris noſtri Cariſſimi Franciæ Regis, fœdera cum Illuſtriſſimo Joanne Aragonum aſſerto Rege, noſtro avunculo, repugnantia fœderibus ſuprà ſcriptis, aliaque inita fœdera cum aliquibus aliis Principibus obnitentia iſtis; quam rem dixerunt ſe neſcire, neque arbitrari, vixque credere ſuum Dominum ac Regem aliter ad prædicta fœdera cum Rege Aragonum, aut aliis, ut præfertur, decurriſſe, niſi intentione nihil agendi, quod fœderibus ictis, certæque nobiſcum benevolentiæ repugnaret. Itaque ut omnis ſcrupuli, dubitationis, aut altercationis auferatur occaſio, tam præfatus Reverendiſſimus Cardinalis, quàm Oratores prænominati, omnibus fœderibus cum Joanne Aragonum Rege ictis, aut aliis, hactenus Regis ſui nomine renunciaverunt, quatenus præſentibus fœderibus repugnant, prout in ipſorum litteris nobis datis liquet apertiùs. Nos etiam fœderibus, quæ præſentibus contrarianter, vel obeſſe poſſunt, per nos ſorte percuſſis ſimiliter renunciavimus, & renunciamus per præſentes.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præmiſſorum, præſentes litteras manu propria ſubſcripſimus, & ſigillum noſtrum majus plumbeum duximus apponendum. Datum & actum Cordubæ in caſtro Regio, decima nona menſis Junii, anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo nono. Sic ſignatum, *Yo el Rey*. Alfonſus Licentiatus &c. de Illuſtriſſimo Regis mandato, *Joan. de Oviedo*, Secretarius.

ANS de J. C. 1479.

IDeoque nos Joannes Lopez de Medina, Archidiaconus de Almaçan, & Joannes de Gamboa, Capitaneus generalis in Provinciis de Guipuzera, Biſcaia, & Alava, Ambaſſiatores, Procuratores, & Nuncii præfati ad ſupra & infrà ſcripta deſtinati, & ſuper his plena & ſufficienti poteſtate muniti, prout in litteris Regiæ Majeſtatis nominibus ſuis roboratis, ac ſigillo Regio plumbeo impendenti munitis, inferiùs inſerendis latiùs continetur; attendentes quòd in unitate concordia eſt, quæ ſervat imperia; & in diverſitate diſcordia, quæ maxima Regna ſubvertit; ſperantes, & confidentes in eo, qui fuit cum tribus pueris in camino ignis ardentis, cùm in Deum, atque inter ſe unanimes in concordia permanebant, flammis ambientibus medios ſpiritu oris animavit, ac liberavit; & per Apoſtolum Paulum mandatum nobis tradidit, dicens, [non ſint in vobis ſchiſmata, ſupportantes invicem in caritate, ſolliciti ſervare unitatem ſpiritus in vinculo pacis:] quod ſuâ ſolitâ miſericordiâ, & pietate ſuper bos Chriſtianiſſimos Regem & Reginam, & hanc unitatem, pacem, & concordiam in perpetuum inter eos duraturam manus ſuæ protectionis extendet. Autoritate & de mandato eorumdem Sereniſſimorum Dominorum noſtrorum, Dei gratiâ Regis Fernandi & Eliſabetæ Reginæ Caſtellæ & Legionis, ac eorum nomine, & pro eis, ſuoque primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regnorum ac Dominiorum ſuorum hærede, & pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus, aliiſque omnibus & ſingulis, quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, unà cum Reverendo in Chriſto Patre & Domino Joanne, Epiſcopo Lombarienſi, Abbate Sancti Dionyſii in Francia, Odeto Daydie, Milite, Regii ordinis, Comite Convennarum, ac Domino de Leſcuto, Cambellano Regis, Joanne de Chaſſagnes, Præſidente in Curia Parlamenti Burdegalæ, (a) Guillelmo de Supplenvilla, Ballivo de Monteargivo, ac Majore Civitatis Bajonæ, & Joachim Ricart, Notario & Secretario, omnibus Conſiliariis, Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus præfati Chriſtianiſſimi Ludovici Regis Francorum, ad hoc ſpecialiter deſtinatis, & plenam ac ſufficientem facultatem habentibus, prout per patentes litteras inferiùs copiendas abunde conſtabit, pro ipſo potentiſſimo Rege Francorum, ac pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, aliiſque quorum intereſt, vel intereſſe poterit in futurum, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus, confœderationes, amicitias, tractatus, compoſitiones, pactiones, renunciationes, capitula & articulos, ligas, & fraternitates, & antiqua fœdera, ac omnia & ſingula in præmiſſis & præinſertis litteris, & in aliis quibuſvis articulis & capitulationibus contenta, declarata, & expreſſata, per eoſdem glorioſæ memoriæ Reges, & per ſuos Oratores, Procuratores & Nuncios, virtute poteſtatis nobis traditæ & attributæ, laudamus, acceptamus, ratificamus, & approbamus; iterumque & de novo inter ſæpedictos Excellentiſſimos Dominos noſtros Fernandum Regem & Eliſabetam Reginam Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regnorum & Dominiorum ſuorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque quorum intereſt, vel intererit, cum eodem Chriſtianiſſimo Ludovico Rege Francorum, & cum ſuo primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regni ſui hærede, ac cum Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque quorum intereſt, vel interit, pacem, concordiam, amicitias, fraternitates,

(a) Comme on parle de ce Gentilhomme dans l'onziéme Chapitre du Livre 3. de ſes Mémoires.

ANS de J. C. 1479.

tes, ligas, confœderationes, atque fœdera, ut præmittitur, tractamus, inimus, facimus, contrahimus, & firmamus, ſub pœnis, modis, forma, obligationibus, reſtrictionibus, qualitatibus, ſubmiſſionibus, omnibus aliis renunciationibus, & ſingulis clauſulis ſupra & infra ſcriptis, ipſis Oratoribus, Procuratoribus & Nunciis prædicti Chriſtianiſſimi Regis Franciæ, vice & nomine ſuo agentibus, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, & pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & aliis quibuſcunque, quorum intereſt, vel intereſſe poterit in futurum, ſimiles & conformes pactiones, conventiones, obligationes, ſubmiſſiones, & renunciationes, & ſub paribus & ſimilibus pœnis, nobiſcum convenientibus, contrahentibus, & facientibus, & nobis nomine, quo ſuprà, acceptantibus, prout in eorum litteris conformibus & ſimilibus iſtis, quas nobis tradiderunt, latiùs continetur. Promittimus inſuper bona fide, & ceſſantibus omni fraude & malo ingenio, pollicemur, & juramus ſuper imaginem & repreſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti, & ſua Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, in animas dictorum Dominorum noſtrorum Regis & Reginæ Caſtellæ & Legionis, & ſub obligatione & hipoteca omnium bonorum, hæredumque & ſucceſſorum ſuorum, præſentium & futurorum, necnon & ſub pœnis perjurii, quod Rex poteſt incurrere tali caſu, & ſub pœna centum millium marcarum auri, omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos, quibus ſuprà vice & nomine ſummata, mita, facta, & tractata ſunt teneri, & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri, & adimplenda, ac inviolabiliter obſervari, & obſervanda per eoſdem Sereniſſimos Dominos noſtros Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & etiam per eos, & per eorum patentes litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, eaſque litteras dandas, & tradendas dicto Domino Regi Franciæ, quamprimùm per ſuæ Sereniratis litteras aut Nuncios requirentur, ſimiles, ſeu conformes, ac ejuſdem tenoris, virtutis & efficaciæ litteras ſuæ Sereniratis Regis Franciæ recipiendo, ad ea omnia adimplenda & obſervanda. Nos autem Dominos noſtros Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, Regna pariter & ſua quorumque hæredum & ſucceſſorum bona quæcumque, eidem Domino Regi Franciæ, ejuſdemque primogenito nato; vel naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, & confeſſato & condemnato teneri, & in ipſas pœnas coſdem Dominos noſtros, Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, primogenitumque ſuum, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem, ſi contra prædicta fecerint, confitemur incidiſſe, & tam de jure quàm de facto volumus ſuo nomine totaliter incurriſſe, & ipſos Dominos Regem & Reginam, primogenitumque ſuum natum, vel naſcituram, aut primum Regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, eorumque Regna, Dominia, Terras, ac hæredum, & ſucceſſorum ſuorum, & bona omnia illorum tam præſentia quàm futura, pro præmiſſis firmiter adimplendis ſuppoſuimus & ſupponimus coërtioni & compulſioni Cameræ Apoſtolicæ: volumuſque & conſentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum, litteras ſuper ipſis fortiores & meliores dicto ſapientum, ſubſtantiâ non mutatâ, idem Domini noſtri Rex & Regina, ſeu primogenitus ſuus natus, aut naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, dicto Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, aut naſcituro, ſive primo Regni ſui hæredi, facere & concedere teneantur, quoties per ipſum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel naſciturum, aut primum Regni ſui hæredem, vel per ejus ad hoc Deputatum, ſeu Deputatos, iidem Domni noſtri Rex & Regina Caſtellæ & Legionis, aut primogenitus ſuus natus, vel naſciturus, ſive Regnorum ſuorum primus hæres, ſuper hoc fuerit requiſitus, aut fuerint requiſiti, dummodò alias ſimiles & emendatas litteras eiſdem Domnis noſtris Regi & Reginæ Caſtellæ & Legionis, ſeu eorum primogenito, vel primo Regnorum ſuorum hæredi, per coſdem Chriſtianiſſimum Regem Franciæ, ſuumque primogenitum, ejuſque Regni primum hæredem, pari modo, & eodem tempore tradantur. Volumus etiam nomine eorumdem Sereniſſimorum Dominorum noſtrorum Regis & Reginæ Caſtellæ & Legionis, quòd eiſdem ligis, confœderationibus, amicitiis, & fœderibus, comprehendatur Excellentiſſimus Dominus Rex Aragonum, Pater eorumdem Dominorum Regis & Reginæ Caſtellæ & Legionis, ac ejus Regna, & Domnia, ſi ipſe comprehenſus eſſe voluerit. Et ſi forte ipſe Dominus Rex Aragonum voluerit comprehendi in iis fœderibus, ligis, & amicitiis, volumus illum, & ejus Regna, durante ipſius vitâ, excipere, & per præſentes excipimus in iſtis ligis, confœderationibus, & amicitiis, ſub formis, conditionibus, & modis, prout in Capitulationibus & Articulis per nos factis & Concordatis cum Oratoribus Chriſtianiſſimi Regis Franciæ, latiùs continetur; ac etiam volumus quòd in iſtis ligis, fœderibus, & amicitiis comprehendatur Illuſtriſſima Principiſſa Navarræ, eorumdem Regis & Reginæ Caſtellæ (*a*) ſoror, ita ut durante ejus vita debeat conſervari & defendi in ſuo ſtatu, Dominio, & honore ſimili modo, nomine eorumdem Dominorum noſtrorum Regis & Reginæ, volumus, quòd in his ligis, amicitiis, & confœderationibus comprehendatur Excellentiſſimus frater ſuus Fernandus, Rex Siciliæ, & Jeruſalem. Voluerunt etiam Oratores Chriſtianiſſimi Domini Regis Franciæ, quòd in iſtis confœderationibus, ligis, & amicitiis, comprehendatur Rex (*b*) Renatus.

(*a*) *Dona Leonor* Sœur de Ferdinand, dit le Catholique.

(*b*) René Roi de Sicile, & Comte de Provence, Oncle de Loüis XI. concurrent du Roi Ferdinand le Catholique.

Poſtremò quoniam ultra generales renunciationes ſuperius juxta formam antiquam confœderationum factas, Domini Oratores Chriſtianiſſimi Domini Regis Francorum, ejus vice ac nomine ſpecialiter & expreſſè revocarunt, caſſarunt, & annullarunt quaſcumque confœderationes, ligas, & fraternitates tritas & factas quocumque modo, & ſub quibuſvis firmitatibus, vinculis, promiſſionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis generaliter, vel ſpecialiter expreſſè factas, & initas ab eodem Chriſtianiſſimo Domino Francorum Rege, vel ejus nomine, cum Rege (*c*) Alphonſo dudum Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, ſeu cum Domina (*d*) Joanna, ejuſdem Regis nepte, quæ filia Dominæ Joannæ quondam Reginæ Caſtellæ, ejuſdem Regis Alphonſi ſororis, nuncupatur; ideo ſimili modo voluerunt iidem Oratores Chriſtianiſſimi Domini Franeorum Regis, quòd ultra renunciationes generales juxta formam antiquarum confœderationum factas, ſpecialiter & expreſſè revocentur, caſſentur, & annullentur per nos, & per Sereniſſimos Dominos Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, quæcumque confœderationes, ligæ, ac fraternitates initæ & factæ quocumque modo, & ſub quibuſvis firmitatibus, vinculis, promiſſionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel ſpecialiter expreſſis cum Domino Maximiliano, Duce Auſtriæ, ac ejus uxore, & eorum filio primogenito. Idemque nos autoritate & nomine, quibus ſuprà; ultra generales renunciationes ſuperiùs juxta formam antiquarum confœderationum factas, ſpecialiter & expreſsè revocamus, caſſamus, & annullamus quaſcumque confœderationes, ligas, ac fraternitates initas & factas quocumque modo, & ſub quibuſvis firmitatibus, vinculis, promiſſionibus exceptationibus, juramentis,

(*c*) Alfonſe V.

(*d*) *Dona Juana*, communément dite *la Beltraneja*.

ANS de J. C. 1479.

tis, & verborum formis, generaliter vel ſpecialiter expreſſis ab iiſdem Sereniſſimis Dominis noſtris Rege & Regina Caſtellæ & Legionis ſeu eorum nomine, eum eodem Domino Maximiliano, Duce Auſtriæ, & ejus uxore, & eorum filio primogenito.

Tenor verò facultatis per eoſdem Sereniſſimos Dominos noſtros Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, nobis Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus ſuis præfatis conceſſæ, ſequitur & eſt talis.

FERNANDUS & ELIZABETA, Dei gratiâ Rex & Regina Caſtellæ & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hiſpalis, Cordubæ, Marciæ, Giennæ, Algarbæ, Algezitæ, de Gilbraltar, & Provinciæ de Guipuzera, Principes Aragonum, Domini de Viſcaya, & de Molina; univerſis, & ſingulis præſentes litteras, ſive præſens publicum inſtrumentum inſpecturis, Salutem. Regibus, & Regnis ſtabilimentum comperimus eſſe ſalutare, dum comprobatas eorum amicitias accurata utriuſque ſollicitudo diutiſſimè ſtudet augere; nam unita eorum potentia mutua viciſſitudine ſolidata fortiùs reſiſtit, & conſtantius perdurat. Conſiderantes igitur diuturnas amicitias, & intemeratas, & confœderationum & ligarum nexus inter nos, & Chriſtianiſſimi Principis & conſanguinei noſtri Cariſſimi Ludovici, Dei gratiâ Francorum Regis moderni, prædeceſſores, ſincera voluntate movemur, ut quod à prædeceſſoribus noſtris tam celebriter initum & actum extitit, à nobis valida firmitate corroboretur.

Notum idcircò facimus, quòd nos confidentes de fidelitate, legalitate, doctrina & probitate veſtrùm, Joannis Lopez de Medina, in Decretis Licentiati, Archidiacone de Almaçan, & Joannis de Gamboa, Cavallericii Majoris noſtri, & Capitanei Generalis in Provincia Guipuzeræ, de noſtro Conſilio, quos ad Regnum ejuſdem Francorum Regis deſtinamus, ex noſtra certa ſcientia, & matura noſtri Conſilii deliberatione, eoſdem Archidiaconum, & Joannem de Gamboa, conſtituimus, facimus, & ordinamus, per præſentes, Procuratores, & Nuncios noſtros generales & ſpeciales, dantes & concedentes eiſdem plenam, generalem & liberam poteſtatem, facultatem, autoritatem, & mandatum ſpeciale, amicitias, confœderationes, & ligas inter noſtros, & præfati Francorum Regia prædeceſſores initas, & concordatas, vice & nomine noſtro, ac pro hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris, ac Regnorum ditionibus, ſubditis & amicis, adhærentibus & adhæſuris, unà cum eodem Francorum Rege, pro ſe, ſuiſque hæredibus, ſucceſſoribus, Regnis, Dominiis, & ſubditis, ſeu cum deputatis, aut deputandis ab eo, tractandi, faciendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, ſub antiquarum confœderationum forma confirmandi, faciendi, & perficiendi, prout ipſis, Joanni Lopez de Medina, & Joanni de Gamboa, Procuratoribus noſtris videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, addendi, & diminuendi, ſi quæ in dictarum confœderationum rationibus aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut aliàs mutanda videantur, ita ut in perpetuum remaneant firmiter obſervata & obſervanda, & ad jurandum in animas noſtras, & in verbo Regio, ac pro nobis promittendum prædicta omnia & ſingula per eos tractata, & concordata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari, ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes à prædicto Rege Francorum, ſeu deputatis, vel deputandis ab eodem, & poteſtatem ad id habentibus, requirendi, petendi, & exigendi ac recipiendi, necnon quaſcumque differentias, cauſas, & contentiones inter nos, & eumdem Francorum Regem, ſuper rebus quibuſcumque, & ſuper Comitatibus Ruſſilionis & Ceritaniæ determinandi, decidendi, & finiendi, & ſuper hoc litteras, & quaſcumque alias cautiones, vel obligationes pro nobis, quas ipſi Procuratores neceſſarias judicaverint, dandi, & concedendi, aliaſque ſimiles ex alia parte petendi, & exigendi; & inſuper omnia alia, & ſingula exercendi, gerendi, & diſponendi, quæ in præmiſſis, & circa ea fuerint neceſſaria, utilia, ſeu etiam quomodolibet opportuna, & quæ nos faceremus & diſponeremus, ſeu facere & diſponere poſſemus, ſi præſentes & perſonaliter intereſſemus, etiamſi talia eſſent, quæ mandatum noſtrum exigerent magis ſpeciale. Promittimus inſuper, & in verbo Regio, & ſub obligatione bonorum noſtrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibus, ſucceſſoribus, Regnis, ac ſubditis noſtris convenimus, nos gratum, rarum, firmum, & ſtabile habere, & habituros perpetuò quidquid per dictos nuncios & procuratores noſtros fuerit tractatum, confirmatum, declaratum, interpretatum, obligatum, additum, diminutum, juratum, promiſſum, actum, dictum, geſtum, concluſum, & diſpoſitum, una vice aut pluribus, eaque omnia & ſingula obſervaturos, tenturos, completuros, & confirmaturos per noſtras litteras; dum tamen ad id deputati, ſeu deputandi à prædicto Francorum Rege, ſimiles & conformes litteras ab eodem obtinere promittant, & ſe obligent.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præſentes litteras, ſive hoc præſens inſtrumentum fieri fecimus, noſtroque ſigillo muniri: & ad majorem corroborationem noſtra propria manu ſubſcripſimus. Datum in civitate Hiſpalenſi, die tertia menſis Decembris, anno à Nativitate Domini 1477. Sic ſignatum, *Yo el Rey, Yo la Reyna.* Et inferiùs erant ſubſcriptæ litteræ ſub hac forma, Alfonſus, Licentiatus, Cancellarius Regis & Reginæ. Item inferiùs erat ſcriptum de manu altera & diverſa, ſic: Per Dominos Regem & Reginam, Gaſpar Arimus, Secretarius.

Tenor verò facultatis per eumdem Chriſtianiſſimum Regem Franciæ, oratoribus, nunciis, & procuratoribus ſuis conceſſæ, ſequitur, & eſt talis.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex: Univerſis præſentes litteras viſuris, Salutem. Cum citra aliquod tempus, ad occationem aliquarum interceptionum, quas altiſſimus & potentiſſimus Princeps, ac cariſſimus conſanguineus noſter Rex Aragonum, facere nitebatur, & realiter fecit contra nos, & propter aliquas alias cauſas, quæſtiones, & differentias, quæ ſupervenerint inter nos, & altiſſimos & potentiſſimos Principes, caritlimos conſanguineum & conſanguineam noſtros, Fernandum prædicti Regis Aragonum filium, & Eliſabetam, Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, & Siciliæ, Principem & Principiſſam Aragonum, propter quas aliancias, quæ ab antiquo ſemper fuerunt inter nos, & gloriosæ memoriæ Chriſtianiſſimos progenitores noſtros, Franciæ Reges, & Reges Caſtellæ & Legionis, ac noſtra, & ſua regna, Dominia, Patrias, & ſubditos fuerint interruptæ, & inter nos, & eos, ac prædicta regna noſtra, & ſubditos, fuerit & adhuc ſit guerra & hoſtilitas, cum noſtra maxima diſplicentia, ſuper quibus per nonnullos amicos communes utriuſque partis extiterit facta demonſtratio perveniendi ad aliqua bona media pacis, & recipiendi, renovandi, incundi, & de novo faciendi, ſi opus foret, confœderationes & aliancias, quæ fuerunt inter nos, & præfatos noſtros conſanguineum & conſanguineam, ac prædicta regna noſtra, Patrias, & ſubditos, ad quod quemadmodum fuimus certificati, quòd prædicti noſtri conſanguinei & conſanguinea bonam habent voluntatem, & ſunt inclinati & diſpoſiti intendere, & pariter ſumus Nos pro parte noſtra; dum tamen per bona, honeſta, & rationabilia media id fieri poſſit, principaliter ad honorem Dei Creatoris noſtri, ad evitandam ſanguinis humani effuſionem, & conſide-

ANS de J. C. 1479.

ANS de J. C. 1479.

conſideratione maximi amoris, qui ſemper fuit inter regna Franciæ & Caſtellæ, & Patrias, Dominia, ac ſubditos Principum, qui hactenus in eis fuerunt; quem quidem amorem ſemper cordi habuimus, & habemus. Quapropter ad veniendum ad pratticam dictarum materiarum, & illas ad bonam concluſionem perducendum, opus ſit committere aliquas magnas, & notabiles perſonas nobis ſecuras & fideles, habentes ſuper hoc plenam poteſtatem à nobis.

Notum facimus, quòd nos confidentes ad plenum de magnis ſenſu, prudentia, experientia, legalitate, probitate, ſufficientia, bono conductu, & diligentia dilectorum & fidelium Conſiliariorum noſtrorum, Joannis Epiſcopi Lumbarienſis, Abbatis Sancti Dionyſii in Francia, Odeti Daydie, militis noſtri Ordinis, Comitis Convenarum, ac Domini de Leſcuto, conſanguinei & Cambellani noſtri, Magiſtri Bernardi Laureti, primi Præſidentis in Curia noſtra Parlamenti Tholoſæ, Magiſtri de Chaſſaignes, Præſidentis in noſtro Parlamento Burdegalæ, Joannis de Blancheſort, militis, noſtri Cambellani, & Majoris Burdegalæ, Guillermi de Souplenville, noſtri Ballivi de Monteargivo, & Majoris Baionæ, & Magiſtri Joachimi Ricart, Notarii & Secretarii noſtri, eos omnes, & ſex, quinque, & quatuor ipſorum, inter quos præfati Epiſcopus Lumbarienſis, & Comes Convenarum ſemper ſint præſentes, commiſimus, deputavimus, & ordinavimus, committimus, deputamus, & ordinamus ad negotiandum in dictis materiis, & ipſis donavimus & donamus tenore præſentium plenam poteſtatem, autoritatem, mandatum, & commiſſionem ſpecialem interloquendi, tractandi, practicandi, communicandi, appunctuandi, concludendi, affirmandi, & accordandi, pro & nomine noſtro, cum conſanguineo & conſanguineis noſtris Rege & Regina Caſtellæ, Legionis, & Siciliæ, prænominatis, aut eorum commiſſis, & deputatis in tali & tanto numero, quo eis placuerit, ſuper facto prædictæ pacis inter nos, & ipſos, & pariter inter Regem Aragonum, & ejus Regna & Dominia, ſi ad hoc velit intendere, & etiam faciendi prædictas aliancias, & illas, ſi opus eſt, renovandi, accordandi, & concludendi juxta formam antiquarum, quæ lapſis temporibus factæ fuerunt & paſſatæ inter Reges & Regna Franciæ, & Caſtellæ & Legionis, vel taliter eas amplificandi, ſeu reſtringendi, aut de novo faciendi, quemadmodum ipſis videbitur faciendum pro bono dictarum materiarum; & ſuper iis ſolemne juramentum faciendi pro & nomine noſtro, & in tali forma, quà viderint faciendum; etſi forſan dicta pax, & aliancia non poſſent fieri, accordari, & concludi in præſenti, prorogandi treugas, quæ per antea fuerunt factæ inter nos, & antedictos conſanguineum & conſanguineam noſtros Regem & Reginam Caſtellæ, & etiam prædictum Regem Aragonum, ſi in ipſis comprehendi voluerit; vel ſi opus eſt, dictas treugas de novo faciendi per tantum & tale temporis ſpatium, quo videbunt faciendum; & generaliter faciendi omnia alia, quæ noſmetipſi faceremus, vel facere poſſemus, ſi præſentes eſſemus in propria perſona, poſito quòd eſſent qui requirerent mandatum Regis ſpeciale, & etiam de hoc quod fecerint, concedendi ſuas litteras patentes in forma debita ſecura, & valitura, & recipiendi, ac recuperandi ſimiles à præfatis conſanguineo & conſanguinea noſtris, vel ab eorum commiſſis, & omnia quæ per antedictos noſtros commiſſos, & deputatos ſuperiùs nominatos, cum ſex, quioque, vel quatuor ex ipſis, inter quos præfati Epiſcopus Lombarienſis, & Comes Convenarum, ſemper ſint præſentes, tractabuntur, pratticabuntur, promittentur, jurabuntur, appunctuabuntur, concludentur, accordabuntur ſuper materiis prædictis, & eorum dependentibus, nos promittimus bona fide, & verbo regio, ſub obligatione omnium bonorum noſtrorum, habere grata, ſervare, & tenere firma, & ſtabilia, & nullo unquam tempore contra facere, vel venire, & concedere noſtras litteras confirmatorias, de poſtquam de hoc requiſiti fuerimus.

ANS de J. C. 1479.

In quorum teſtimonium ſecimus ſigillum noſtrum præſentibus apponi. Datum au Pleſſis-du-Parc, die octava Januarii, anno Domini 1477. & Regni noſtri decimo ſeptimo. Deinde in replica ſic ſcriptum erat: Per Regem, vobis Epiſcopo Albienſi, Dominis du Lude & d'Argenton, & aliis præſentibus: Sic ſignatum, J. Meſme.

In quorum omnium, & ſingulorum robur, & teſtimonium præſentibus literis, nos Oratores præfati propriis manibus ſubſcripſimus. Acta fuerunt hæc in loco Sancti Joannis de Luz, diœceſis Baionenſis, die nono menſis Octobris, in qua feſtum Beati Dionyſii in Francia celebratur, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo octavo, præſentibus ibidem nobilibus viris & Dominis Odeto de la Granlar, milite, Petro de Alvis, Capitaneo Domini Regis Caſtellæ, Lubato Daydie, Domino de Ongras, præpoſito Baionæ, Gundeſalvo Monliez de Artiaga, Bertrando de Selignac, Ballivo de la Bourc, Garcis de Arartan, Franciſco de Talanſa, præpoſito Aquenſi, Stephano de Villicis, Roderico de Salazar &c. & multis aliis pro teſtibus ſumptis ab ipſis Dominis oratoribus, nunciis, & Procuratoribus ipſorum Sereniſſimorum Dominorum Regis & Reginæ, pro præmiſſorum omnium & ſingulorum fide & teſtimonio rogatis, & ſpecisliter requiſitis. Jo. Archidiacono de Almaçan, Don Jnan de Gamboa, & me Joanne de Landa, Preſbytero Diœceſis Baionenſis, publico autoritate Apoſtolica Notario, qui præmiſſis omnibus & ſingulis in præſenti inſtrumento contentis, dum ſicut præmittitur, agerentur, & fierent, unà eum prædictis nobilibus & venerabilibus teſtibus, ac Notario infrà ſcripto, præſens fui, eaque ſic fieri vidi, & audivi, ideoque hoc præſens publicum inſtrumentum per alium mihi fidelem, me aliis occupato negotiis, ſcriptum, ſigno meo, quo in talibus uti ſoleo, ſignavi, in fidem & teſtimonium præmiſſorum rogatus & requiſitus. Et me Carolo Mereerii, Presbytero Laudunenſis Diœceſis, publico Apoſtolica, & Imperiali autoritatibus Notario, qui præmiſſis omnibus & ſingulis in præſenti inſtrumento contentis, dum ſic, ut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum prædictis nobilibus & veneralibus teſtibus, ac collega meo Notario ſuprà ſcripto præſens interfui, eaque ſic fieri vidi, & audivi, & facultatem à Chriſtianiſſimo Domino meo Rege Francorum, oratoribus ſuis conceſſam, de vulgari Gallico in Latinum de verbo ad verbum fideliter tranſtuli, de qua vera tranſlatione, fidem facio; ideoque hoc præſens publicum Inſtrumentum per me Notarium prædictum mea manu propria ſcriptum, ſigno meo, quo in talibus utor, ſignavi in fidem & teſtimonium præmiſſorum rogatus & requiſitus.

1479.

NOs igitur Fernandus Rex, & Eliſabeta Regina, præfati, volentes promiſſionibus, pactis, conventionibus, obligationibus, renunciationibus, exceptationibus, & aliis omnibus & ſingulis, pro nobis, & noſtro nomine per præfatos Conſiliarios, & Procuratores, ac Oratores noſtros facta pro conſolidatione tam ſinceri, tamque præclari fœderis contracti inter nos, & præfatum Chriſtianiſſimum Regem Franciæ, fratrem, conſanguineum & confœderatum noſtrum, regnaque noſtra, & ſua, ditiones, & gentes, quod ſua vetuſtate, pariter & integritate conſervari meruit, ac conſtanti ſedulitate foveri, convenienter ſatisfacere, ac præmiſſis omnibus robur & munimen adjicere noſtræ regalis autoritatis, ad univerſitatis veſtræ notitiam deducimus, quòd confœderationes, ligas, amicitias, compoſitiones, pacta, conventiones, promiſſiones, obligationes, renunciationes, generales & ſpeciales exceptationes, ac quæcum-

ANS de J. C. 1479.

que alis & ſingula in ſuperiùs inſertis litteris contenta, per prædictos hinc inde Oratores, & Procuratores acta, geſta, habita, concordata, & conventa; quæ omnia, & ſingula perſpicaciter intuentes nos ipſi firmiter intelleximus, & comprehendimus de noſtra certa ſcientia, & ex noſtri magni Conſilii, Prælatorum, Baronum, peritorumque, & procerum Regnorum noſtrorum ingenti copia referti, matura & diudigeſta deliberatione, pro nobis, ac primogenito noſtro nato, vel naſcituro, ſive primo Regnorum noſtrorum hærede, & ſucceſſore, Regnis, Terris, Subditis, Ditionibus, & omnibus aliis quorum intereſt, aut intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperius inſerta ſunt; exceptis tamen illis quæ in præinſertis antiquis fœderibus continentur in præjudicium Sereniſſimi Regis Aragonum, Patris noſtri colendiſſimi, cum illa potius quæ nuperrimè per dictos Oratores & Procuratores utriuſque noſtrûm, tam in præſentibus litteris quàm ſeorſum, & ad partêm in quibuſdam capitulis conventa & inita, & per nos de præſenti & infrà ſcripto firmata & jurata fuerunt, velimus per utrumque noſtrûm teneri & obſervari, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, ac de novo, quatenus opus eſt, facimus & inimus cum prædictis renunciationibus per præſentes. Quæ quidem omnia & ſingula cum ſuis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hoc præſente Reverendo in Chriſto Patre Joanne Epiſcopo Lumbarienſi, Abbate Sancti Dionyſii in Francia, Conſiliario, Oratore & Procuratore præfati fratris noſtri Regis Francorum, pro ipſo fratre noſtro, proque ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Subditis, Terris, Ditionibus, Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intereſt, aut intereſſe poterit, ſtipulante, recipiente, & acceptante, antepoſitis nobis tactiſque per nos corporaliter Sacroſanctis Dei Evangeliis, præmiſſoque venerabili ſigno Sanctæ Crucis, ſemper, & omni tempore cuſtodire & cuſtodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare, & obſervari facere, nec unquam per nos, vel alium, ſeu alios, publicè vel occultè, vel alio quovis modo, aliqua ratione, cauſa, vel occaſione contrafacere, aut venire, polliciti ſumus, & pollicemur, promiſimuſque & promittimus, juravimus & juramus, ac ſolemniter promiſimus, & fecimus, promittimus, & facimus Sacramentum in verbo Regio, & per animam noſtram, fidem & homagium præfato fratri noſtro Regi Francorum moderno, dictove primogenito, vel hæredi ſuo præſtando, & ſub pœnis perjurii, in quas Reges poſſunt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter ſub aliis omnibus & ſingulis pœnis, obligationibus, & ſubmiſſionibus latiùs contentis in ſuperius inſertis litteris; pro quibus omnibus & eorum ſingulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis, obligamus, hipotecamus, & ſupponimus Regna, & bona noſtra, ac hæredum noſtrorum quorumcumque.

In quorum omnium fidem, & teſtimonium præſentes noſtras litteras per Notarios, & Secretarium noſtrum infrà ſcriptum fieri & publicari mandavimus, ac nominis ſigillique noſtri Regii majoris plumbei munimine roborari. Datum apud Monaſterium de Guadaluppe, die decimo menſis Januarii, anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-nono, Regnorum noſtrorum, videlicet Caſtellæ & Legionis ſexto, Siciliæ verò duodecimo.

Tenor vero Capitulorum per prædictos Oratores utriuſque partis initorum, & firmatorum, de quibus ſuprà fit mentio, quæque hic ad calcem prædictarum confœderationum, fraternitatum, & amicitiarum inſeri juſſimus, ſequitur, & eſt talis.

ANS de J. C. 1479.

IN nomine Domini, & divino cooperante adjutorio, ea quæ nos Joannes Lopez de Medina, in decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almaçan, & Canonicus Sanctæ Eccleſiæ Toletanæ, & Joannes de Gambos, generalis Capitaneus in Provincia de Guipuzcoa, Oratores, nuncii, & Procuratores generaliter & ſpecialiter à Sereniſſimis & Potentiſſimis Dominis noſtris, Dominis Fernando Rege, & Eliſabeta Reginæ Caſtellæ & Legionis, & ad infra ſcripta conſtituti, creati, deſtinati, ac eorum Conſiliarii, ex parte una, & Reverendus in Chriſto Pater, Dominus Joannes Epiſcopus Lumbarienſis, Abbas Sancti Dioniſi in Francia, Odetus Daydie, miles Regii Ordinis, & Comes Convenarum, Dominus de Leſcuno, Cambellanus Regis, Joannes de Chaſſagnes, Præſidens in Curia Parlamenti Burdegalæ, Guillelmus de Supplenvilla, Ballivus de Monteargivo, Major civitatis Baionæ, & Joachim Ricart, Notarius & Secretarius, omnes Conſiliarii, Oratores, Procuratores & nuncii Chriſtianiſſimi Domini Ludovici Regis Franciæ, ex altera, virtute mandatorum & facultatum nobis ab Excellentiſſimis Dominis noſtris conceſſorum ſuper pace, concordia, ligis, fraternitatibus, & fœderibus antiquis inter eoſdem Sereniſſimos Regem & Reginam, eorumque Regna & Dominia reformandis, approbandis, & laudandis, ac de novo conficiendis, pepigendis, & jurandis, fecimus, concordavimus, & in hanc formam redegimus, quæ ſequitur.

Primò, ut omnis occaſio belli ſuſcitandi è medio tollatur, quod Chriſtianiſſimus Francorum Rex, ac Sereniſſimus Rex Aragonum, ac Rex & Regina Caſtellæ & Legionis, faciant & firment compromiſſa ſub una & eadem forma, quibus infrà annum, à die quo pax & fœdera infrà ſcripta per nos, eorum Oratores concluſa, & firmata, atque publicata fuerint, computandum, eligant quatuor perſonas, duas ex parte Chriſtianiſſimi Regis Francorum, & alias duas ex parte Sereniſſimorum Dominorum Regis Aragonum, & Regis ac Reginæ Caſtellæ & Legionis, ita quòd iſti electi infrà quatuor annos à tempore, quo fuerint compromiſſi ipſis perſonis nominandis præſentata computandos, debeant formam, & modum dare, arbitrari, ſudare, pronuntiare, & ſententiare; ad quod unuſquiſque ipſorum Regnum, & ipſa Regna, & eorum hæredes, ac ſucceſſores teneantur ſuper quæſtionibus & differentiis, quæ hactenus fuerunt inter ipſos, & hodie ſunt ſuper Comitatibus Ruſſilionis & Ceritaniæ, & etiam ſuper quibuſvis aliis quæſtionibus, controverſiis, & differentiis, quæ ſunt, & eſſe poſſunt inter ipſos, ac ſuper omnibus litigiis, controverſiis, differentiis, & dubiis, quæ ſunt vel eſſe poſſunt inter ipſos Reges Francorum ex parte una, & Reges Aragonum, & Caſtellæ, ex alia, ſuper dictis rebus, & aliis quibuſcumque, coram eiſdem perſonis, per quamlibet ipſarum partium proponendis & adducendis, cum ſuis connexis, acceſſoriis, & dependentiis; & quòd dicti electi præfatas quæſtiones, & controverſias decidere, declarare, ac determinare poſſint & valeant, tanquam arbitri, arbitratores, & amicabiles compoſitores; ita quod ſi quatuor arbitri, arbitratores, ſeu amicabiles compoſitores, concordare nequiverint, poſſint & teneantur eligere aliam perſonam, quæ ſimilem cum eis habeat poteſtatem ſecundum formam juris.

Item, Quòd in fœderibus & amicitiis inter præfatos Chriſtianiſſimos Regem & Reginam Franciæ & Caſtellæ fiendis, comprehendatur Excellentiſſimus Dominus Rex Aragonum, & ejus Regna & Dominia, tam durante ejus vitâ, quàm poſt felices & longævos dies ipſius, dum iidem Rex & Regina Caſtellæ in prædictis Regnis & Dominiis ſuccedent; quæ quidem Regna & Dominia ex nunc gaudeant dictis confœderationibus, & amicitiis, ſicut Regna & Domnia Caſtellæ & Legionis, dummodo idem Excellen-

ANS de J. C. 1479.

cellentiſſimus Rex Aragonum infra octo menſes à die publicationis hujus pacis, in loco confectionis iſtorum articulorum faciendæ, computandos, acceptet & ratas habeat dictas confœderationes, ligas, & amicitias in favorem ſuum factas, & in eis comprehenſus eſſe velit; de qua tamen acceptatione & ratihabitione, vel refutatione, ſi refutaverit, tenebuntur Sereniſſimi Domini Rex & Regina Caſtellæ, infrà duos menſes à tempore dictæ ratihabitionis & acceptationis, vel refutationis hujuſmodi, computandos, præfatum Chriſtianiſſimum Franciæ Regem certificare, & hanc acceptationem & ratihabitionem, vel refutationem ad ipſum in forma autentica tranſmittere; ac tamen, ſi ipſe Excellentiſſimus Rex Aragonum forte ratas habere dictas confœderationes, aut in eis comprehendi noluerit, nihilominus poſt ipſius felices annos, omnia Regna & Dominia Aragonum, in quibus Sereniſſimi prædicti Domini Rex & Regina Caſtellæ ſuccedent, ex nunc prout ex tunc ſint & maneant in dictis confœderationibus & amicitiis, quemadmodum ipſa Regna Caſtellæ & Legionis.

Item, Quòd ordinentur ex utraque parte Inſtrumenta confœderationum, amicitiarum & fraternitatum, & coram Notariis & teſtibus per Oratores utriuſque partis laudentur, approbentur, confirmentur, & de novo fiant cum clauſulis, vinculis, renunciationibus & juramentis, ſecundum formam obſervatam antiquitùs inter Oratores progenitorum eorumdem Dominorum Regum, & Regnorum.

Item, Quòd in eum caſum, in quo præfatus Rex Aragonum comprehendi in dictis fœderibus, aut ea rata habere noluerit, fuit concordatum inter Oratores utriuſque partis, quòd à dictis confœderationibus, ligis, & amicitiis excipiatur & ſit exceptus idem Excellentiſſimus Dominus Rex Aragonum, Sereniſſimorum Regis & Reginæ Caſtellæ Pater, ſub hac tamen forma, ac conditione, quòd ſi Chriſtianiſſimus Rex Franciæ, quod abſit, moveat bellum ſeu guerram contra eumdem Dominum Regem Aragonum, & ipſum aggrediatur, ſeu inſultet, quòd eo caſu iidem Sereniſſimi Domini Rex & Regina Caſtellæ juvare, favere, & auxiliari poſſint eidem Regi Aragonum, & contra ipſum Regem Franciæ, tanquam hujus fœderis violatorem, & bello cauſam dantem, guerram facere. Si verò, quod abſit, Rex Aragonum moveat guerram contra ipſum Regem Francorum, vel eum aggrediatur, ſeu inſultet, quòd præfati Sereniſſimi Domini Rex & Regina Caſtellæ teneantur ſupplicare eidem Domino Regi Aragonum, Patri ſuo, & apud ipſum inſtare, ut à tali guerra deſiſtat; & quòd, ſi idem Rex Aragonum à guerra deſiſtere noluerit, & ipſi Rex & Regina Caſtellæ velint illum juvare, cum gentibus & poteſtate Regnorum Caſtellæ & Legionis hoc facere non poſſint; & ſi contrarium fecerint, poſſit idem Francorum Rex contra eos, tanquam hujus fœderis violatores, & bello cauſam dantes, guerram facere.

Item, Voluerunt iidem Excellentiſſimi Rex & Regina Caſtellæ, quòd in eiſdem amicitiis & fœderibus comprehendatur Illuſtriſſima Principiſſa Navarræ, eorumdem Dominorum Regis & Reginæ Caſtellæ ſoror; ſicque durante ejus vita debeat conſervari, & defendi in ſtatu, Dominio, & honore.

Item, Simili modo voluit Chriſtianiſſimus Francorum Rex, quòd in eiſdem amicitiis & fœderibus comprehendatur præfata Illuſtriſſima Domina Principiſſa Navarræ, prout in præfato articulo continetur.

Item, Volnit Chriſtianiſſimus Rex Francorum, quòd in iis fœderibus & amicitiis comprehendatur Illuſtriſſimus avunculus ſuus Renatus, Rex Siciliæ & Jeruſalem.

Item, Voluerunt iidem Rex & Regina Caſtellæ, quòd in iis confœderationibus & amicſtiis comprehendatur Excellentiſſimus frater ſuus Fernandus, (a) Rex Siciliæ & Jeruſalem.

Item, Quòd ſpecialiter & expreſsè in confirmatione fienda per Oratores Sereniſſimorum Regis & Reginæ Caſtellæ, revocentur, caſſentur, & annullentur, & per ipſos potentiſſimos Regem & Reginam Caſtellæ, quæcumque confœderationes, ligæ, & fraternitates, initæ & factæ, & quocumque modo, & ſub quibuſvis firmitatibus, promiſſionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel ſpecialiter expreſſis, cum Domino Maximiliano, Duce Auſtriæ, ac ejus uxore, vel eorum filio primogenito.

Item, Quòd ſpecialiter & expreſsè in confirmatione fienda per Oratores Chriſtianiſſimi Francorum Regis, revocentur, caſſentur, & annullentur, & per ipſum potentiſſimum Regem Francorum, quæcumque confœderationes, ligæ & fraternitates, initæ & factæ, quocumque modo, & ſub quibuſvis firmitatibus, vinculis, promiſſionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter & ſpecialiter expreſſis, cum Rege Alfonſo dudùm Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, ſeu cum Domina Joanna, quam idem Alfonſus Rex (b) uxorem ſuam vocat.

Item, Approbantur & ratificantur per Oratores prædictos omnia capitula inter inclitæ memoriæ Reges Franciæ, & ſupradictum Chriſtianiſſimum Ludovicum Franciæ Regem modernum, ex una parte; & glorioſæ memoriæ Reges Caſtellæ & Legionis, progenitores prædictorum Dominorum Regis & Reginæ Caſtellæ & Legionis, vel eorum Procuratores & Ambaſſiatores, coocordata, tàm ſuper ſalvis conductibus dandis, & obſervandis per terram & per mare, quàm ſuper Riparia de Fontarabia, & etiam ſuper Privilegiis conceſſis Mercatoribus Regnorum & Dominiorum utriuſque partis, & ſuper aliis materiis, prout in Capitulationibus & Articulis per Oratores, & Procuratores utriuſque partis factis, & concordatis latiùs continetur.

Item, Quòd fiat reſtitutio ab utraque parte capeivorum, navium, mercium, & bonorum mobilium & immobilium, & etiam fiet ſatisfactio damnorum, quæ à tempore pacis & treugarum fuerunt capta, ablata, & illata, poſtquam regnare cœperunt iidem Rex & Regina Caſtellæ & Legionis; itaque provideatur cum effectu, ut partes juſtitiam nanciſcantur, & quòd bona immobilia, ſicut ſunt terræ, reditus, & proventus, ac etiam mobilia, quæ ſunt in rerum natura, ſi qua fuerint per alteram partium capta, vel occupata, incontinenter reſtituantur.

Item, Quòd poſtquam omnia ſupradicta fuerint per nos Oratores utriuſque partis facta, concordata, & in publicam formam redacta, & cuilibet parti Inſtrumenta ſibi competentia tradita, debeat pax publicari & præconiſari inter eoſdem Reges, & Regna ac Dominia eorum, tàm per mare, quàm per terram, in præſentia eorumdem Oratorum, deinde in curiis dictorum Dominorum Regum, & alibi, prout Serenitates illorum jubebunt; & quòd omnia per nos Oratores utriuſque partis inpræſentiarum acta, concordata, articulata, ſcripta, & in animas ipſorum conſtituentium jurata, & eorum nomine promiſſa, corroborentur, ratificentur, juramento firmentur, & obſerventur per eoſdem Sereniſſimos Dominos, Regem Francorum, ac Regem & Reginam Caſtellæ, & de omnibus Inſtrumenta conficiantur, & propriis ſuis nominibus ſubſcribantur, & ſigillis regalibus muniantur, & utrique parti Inſtrumentum ſibi competens tradatur, prout inter glorioſæ memoriæ antiquos progenitores ſuos extitit obſervatum.

In quorum ſupradictorum omnium, & ſingulorum fidem, approbationem, concordiam, & corroborationem, & pro eorum manutentione, nos Oratores utriuſque partis, nomine Dominorum noſtrorum

ANS de J. C. 1479.

(a) Le Roi Ferdinand avoit fait en 1471. une ligue défenſive pour 60. ans avec le Duc de Bourgogne, contre Louis XI.

(b) Dona Joanna étoit véritablement femme de ce Roi Alfonſe; qui l'épouſa pour devenir Roi de Caſtille: & Mariana le dit auſſi bien que les Hiſtoriens Portugais.

ANS de J. C. 1479.

rum conſtituentium, manibus propriis hanc capitulationem ſ. dominibus noſtris ſubſcripſimus, & ſigillis noſtris munivimus, & in animas noſtrorum Dominorum conſtituentium juravimus ad Sancta Dei Evangelia noſtris manibus tacta, quòd ipſi Domini noſtri Rex & Regina bona fide, omni dolo ac fraude ceſſante, omnia ſupradicta realiter cum effectu adimplebunt.

Acta fuerunt hæc in loco Sancti Joannis de Luz, Baionenſis Diœceſis, die nona menſis Octobris, in qua feſtum Sancti Dionyſii in Francia celebratur, anno Domini 1478.

Item, quia à nonnullis aſſeritur, quòd inter præfatum Chriſtianiſſimum Dominum Francorum Regem modernum, & glorioſæ memoriæ Dominum Henricum, quondam Caſtellæ & Legionis Regem, fuerunt factæ & initæ nonnullæ confœderationes, mediante Domino Joanne, quondam Cardinale Sancti Martini in montibus, Epiſcopo Albienſi, de quibus nos Oratores prædicti utriuſque partis impræſentiarum non habemus copiam in forma autentica; ideò concordavimus, quòd in confirmationibus fiendis per præfatos Dominos noſtros, Chriſtianiſſimum Franciæ Regem, & Sereniſſimos Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, tenores dictarum confœderationum inter præfatos Reges, mediante dicto Domino Cardinale, factarum & initarum, inſerantur & tranſcribantur, dum ipſis in forma autentica de illis conſtiterit. Datum, & actum ubi ſupra. Jo. Archidiaconus, Don Juan de Gamboa, Jo. Epiſcopus Lumbarienſis, Abbas Sancti Dionyſii, Odet Daydie, J. de Chaſſaignes, Guillaume de Soupplainville, Ricart.

Nos igitur volentes prædictis omnibus & ſingulis in præinſertis capitulis, ſicut per dictos Oratores, & Procuratores utriuſque partis conventa, inita, tranſacta, promiſſa, & firmata ſunt, robur & munimen adjicere noſtræ regalis autoritatis, ad univerſitatis veſtræ notitiam deducimus, quòd prædicta capitula, pacem, amicitiam, & confirmationem, renunciationes, & alia in ſe continentia, & omnia & ſingula in eis contenta, per prædictos hinc inde Oratores, ſeu Procuratores, inita & firmata cum prædictis renunciationibus, habitâ maturâ & digeſtâ deliberatione in noſtro Sacro Conſilio, de noſtra certa ſcientia, & conſulto, laudamus, ratificamus, ac de novo, quatenus opus eſt, inimus & firmamus cum prædictis renunciationibus per præſentes, ac etiam in noſtra bona fide Regia promittimus, ac Sacroſanctis Evangeliis, ſignoque venerabili Crucis coram poſitis, & noſtris manibus corporaliter tactis, juramus nos illa omnia, quatenus ad nos ſpectant, facturos, atque adimpleturos cum effectu, nec contraventuros ullo tempore, aut quempiam alium contravenire paſſuros, ſub pœna perjurii, in quam Reges incurrere poſſunt.

Pro quibus omnibus & ſingulis firmiter & inviolabiliter tenendis & obſervandis, atque adimplendis, obligamus, atque hipotecamus & ſupponimus Regna, & bona noſtra omnia, ac hæredum noſtrorum quorumcumque.

In quorum omnium & ſingulorum fidem, robur, & teſtimonium, præſentes noſtras litteras fieri & publicari per Secretarium noſtrum, & Notarios infrà ſcriptos, mandavimus, nominumque noſtrorum ac ſigilli noſtri Regii plumbei munimine roborari, unà cum ſigno, & ſubſcriptione Secretarii, & Notariorum infrà ſcriptorum. Datum, & actum in Eccleſiâ Monaſterii Beatæ Mariæ de Guadaluppe, die decima menſis Januarii, anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-nono, Regnorum noſtrorum, videlicet Caſtellæ & Legionis, anno ſexto, Siciliæ verò duodecimo. Sic ſignatum, *Yo el Rey, Yo la Reyna.* Alfonſus Xantes, Legionis Cancellarius Regius, ſigillavit.

Regiſtrata in Curia Parlamenti Pariſienſis, decima quarta die Decembris 1480.

ANS de J. C. 1479.

DXIII.

FRANCE ET BESANÇON.

Lettres de Ratification de l'Accord fait par le Sieur de Chaumont, Comte de Brienne, Gouverneur de Bourgogne, & Champagne, pour & au nom de LOUIS XI. *Roi de France, avec la Ville de* BEZANÇON, *ſuivant lequel le Roi entre en partage avec ladite Ville des droits de Juſtice & de la Gabelle, pour en jouir, ainſi qu'avoient fait les Ducs Philippes & Charles de Bourgogne. Donné à Nemours le* 8. *Juillet* 1479. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 227.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme puis nagueres nôtre cher & feal Couſin, Conſeiller & Chambellan, Charles d'Amboiſe, Comte de Brienne, & Seigneur de Chaumont, nôtre Lieutenent General, & Gouverneur par nous ordonné en nos Païs, Duché, & Comtez de Bourgogne & de Champagne, étant pour & au nom de nous en noſdits Païs de Bourgogne, les gens d'Egliſe, Nobles, Recteurs, Gouverneurs, Citoiens, manans & habitans de l'Univerſité & Communauté de la Cité de BEZANÇON, aient envoié certains leurs deputez pardevers lui, & lui aiant dit & remonſtré, que eux reduiſant à memoire la ſinguliere amour & reverence que toûjours leurs predeceſſeurs ont euë aux Rois, à la Couronne, & à ceux qui ſont iſſus de la Maiſon de France, conſiderant, qu'il n'eſt choſe ſi ſeure, ſi convenable, ni de ſi grande utilité pour eux, & pour le bien & ſeureté de ladite Cité, que d'être en nôtre garde & protection, & faire aſſociation avec nous de la juſtice, revenus, & autres droits de la Cité, & aient offert à nôtredit Couſin & Lieutenant, mettre entre nos mains, & en nôtre garde & protection, ladite Cité de Bezançon, ainſi qu'ils étoient du tems des feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne, & avec ce nous aſſocier pour nous, & les nôtres perpetuellement, en la juſtice, & en la perception des autres droits, aides, & revenus de ladite Cité, ainſi que les Ducs Philippes & Charles Comtes de Bourgogne, les prenoient, lui ſuppliant & requerant qu'il lui plût de les recevoir pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, laquelle choſe nôtredit Couſin Comte de Brienne, & Seigneur de Chaumont, ait fait, conſenti, & accordé pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, par vertu du pouvoir general à lui donné, & ſur ce ait nôtredit Couſin & Lieutenant, & leſdits de Bezançon, Traité, accordé, & appointé enſemble, en la forme & maniere contenue és articles, dont la teneur s'enſuit.

C'eſt l'accord fait en brief par les ſouſcrits de Bezançon, avec Monſieur le Gouverneur de Bourgogne, Lieutenant General du Roi, ſauf la grace qu'il plaira au Roi leur faire.

Et premierement a été Traité & accordé, que leſdits de Bezançon demeurront en la garde du Roi, par la forme & maniere qu'ils étoient aux feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne dernier trepaſſé, ainſi & ſelon qu'il eſt contenu plus à plein en ladite garde.

Item, a été accordé par leſdits ſouſcrits au Roi, & à ſes ſucceſſeurs Comtes de Bourgogne perpetuellement, l'aſſociation qu'ils ont faite au feu Duc Philippes, c'eſt à ſavoir, qu'il commettra audit Bezançon Capitaine, qui aura autorité & connoiſſance des

Forti-

AN 5 de J. C. 1479. Fortifications de la Ville, & autres choſes touchant le fait de la guerre.

Item, auſſi aura touchant le fait de la Juſtice un Commis à la juſtice, ſans lequel les Receveurs & Gouverneurs dudit Bezançon ne pourront moderer les amendes qui viendront à la juſtice, eſquelles le Roi prendra la moitié.

Item, auſſi aura le Roi la moitié de toutes les Gabelles dudit Bezançon, tant de celles qui y ſont de preſent, que autres qui pour le tems à venir y pourront être.

Item, le Roi auſſi pourra commettre un Receveur pour recevoir à ſon profit la moitié deſdits exploits de juſtice & gabelle d'icelle Ville, & ne pourront ceux dudit Bezançon bailler à ferme leſdites gabelles, ſans appeller leſdits Capitaines Commis à la Juſtice, Receveur, ou leur Lieutenant.

Item, & pareillement a été accordé, que ſi aucun debat ou controverſe ſe mouvoit à cauſe deſdites juſtice & gabelle, le Roi ſera tenu tenir la main avec les Gouverneurs dudit Bezançon, d'appaiſer leſdits debat & controverſe, & tout ainſi & par la forme & maniere qu'il eſt plus à plein contenu en ladite aſſociation.

Item, & ce en outre, à été promis & accordé par leſdits de Bezançon, que doreſnavant ils ne feront ni ſouffriront faire aucunes aſſemblées, ou monopoles, par Etats, ni autrement, qui ſoient au prejudice du Roi nôtredit Seigneur, & de ſeſdits Païs & ſujets, & l'en avertiront, & y obvieront à leur pouvoir; & avec ce, ne ſouffriront ni recepteront audit Bezançon aucuns des ennemis du Roi. Fait au lieu de Valeſſon le troiſieme jour de Juin, l'an mille quatre-cens ſoixante dix-neuf. Ainſi ſigné, H. de Neufchaſtel, Geoffroy, E. Mouchet, L. Deſpectois, P. Bonvalet, J. Chaudet & G. Mormelle.

Et depuis aient leſdits gens d'Egliſe, Nobles, Recteurs, & Gouverneurs, Citoiens, manans & habitans de l'Univerſité & Communauté d'icelle Cité de Bezançon, envoié pardevers nous leurs Procureurs, c'eſt à ſavoir, Henri de Neufchaſtel Prêtre, Chambrier & Chanoine de Bezançon, J. Geoffroy, Chevalier, Seigneur de Gouzans, Etienne Mouchet, Eſcuyer, Maître Leonard Deſpectois, licentié en Loix, Pierre Bonvalet, Maître Jean Chaudet, & Guillaume Mormelle, Citoiens de Bezançon, avec puiſſance ſur ce ſuffiſante, leſquels nous ont ſuplié & requis, qu'il nous plût avoir agreable ce que par nôtredit Couſin & Lieutenant a été fait & appointé, & mettre ladité Cité en nos mains, & la recevoir en nôtredite garde, laquelle choſe nous leur aions liberalement octroié; avec ce, aient leſdits Procureurs promis & juté ladite aſſociation ſelon le contenu deſdits articles, & pour ce aient leſdits Procureurs, au nom que deſſus, paſſé inſtrument autentique és mains de Notaires Apoſtoliques, & és preſences de nos amez & feaux Conſeillers, Pierre Doriolle, Chevalier, nôtre Chancelier, & Jean de Daillon, auſſi Chevalier, Seigneur du Lude, & Gouverneur de nôtre Païs du Dauſiné, ſtipulans & acceptans pour nous, & à ce faire par nous Commis, par lequel inſtrument leſdits Procureurs ont obligé tous les biens de ladite Cité, & Communauté de Bezançon, à tenir & garder perpetuellement, ſans enfreindre, tout l'effet & contenu deſdits articles; ont auſſi promis de faire ratifier & approuver à ceux de ladite Communauté tout l'effet & contenu audit inſtrument, & que ſur ce leſdits gens d'Egliſe, & Communauté de Bezançon, bailleront leurs lettres bonnes, valables, & en forme dûë. Et au ſurplus, nous aient leſdits Procureurs ſupplié & requis, qu'il nous plût leur bailler nos lettres confirmatoires des choſes deſſuſdites, ſelon le contenu deſdits articles, & ainſi que par nôtredit Couſin & Lieutenant leur a été accordé. Savoir faiſons, que pour conſideration de la reverence & bonne affection, en laquelle ceux de ladite Cité de Bezançon ſont venus devers nous, & nôtredit Couſin & Lieutenant, deſirant les avoir toûjours en nôtre ſinguliere amour & affection, en loüant, ratifiant, & approuvant tout ce que par nôtredit Couſin & Lieutenant le Comte de Brienne, Seigneur de Chaumont, a ſur ce été fait, Traité, & accordé, avons ladite Cité de Bezançon, Nobles, Bourgeois, manans & habitans en icelle, tant gens d'Egliſe, que autres avec leurs biens, quelque part qu'ils ſoient en nôtre obeïſſance, pris & reçûs, prenons & recevons par ces preſentes, en nos mains & en nôtre garde & protection, & au ſurplus, pris & accepté, prenons & acceptons pour nous & les nôtres, perpetuellement, l'aſſociation de la juſtice, & autres droits que leſdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne avoient & tenoient du tems qu'ils ont tenu noſdits Duché & Comté de Bourgogne, tous ſelon le contenu eſdits articles, promettant en bonne foi & en parole de Roi, garder, & faire entretenir audit Bezançon tout ce que par leſdits articles deſſuſdits tranſcrits eſt contenu, & les entretenir en leurs privileges, franchiſes, & libertez, ſelon la forme contenuë en la garde qu'ils avoient deſdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne. Et afin que nul n'en puiſſe prétendre cauſe d'ignorance, avons voulu & voulons, qu'ils puiſſent ces preſentes faire publier par tous les lieux de nôtre Roiaume, & de nos autres Païs, Terres, & Seigneuries, que bon leur ſemblera. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Nemours le 8. Jnillet l'an de grace mille quatre-cens ſoixante dix-neuf, & de nôtre regne le dix-huitiéme. Ainſi ſigné ſur le repli: Par le Roi, le Seigneur de Montaigu, du Bouchage, & autres preſens. J. le Mareſchal.

AN de J. C. 1479.

DXIV.

Commiſſion pour faire le Procès à Maître CHARLES DE MARTIGNY, *Evêque d'Elne, pour avoir outrepaſſé ſon pouvoir dans le Traité, fait à Londres le 13. Fevrier* 1478. *Ladite Commiſſion du 9. Juillet*, 1480. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 263.

AN de J. C. 1480. FRANCE ET ANGLETERRE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: Au premier Huiſſier de nôtre Parlement, ou autre nôtre Sergent qui ſur ce ſera requis, Salut. Nôtre Procureur General nous a fait expoſer, comme Maître CHARLES DE MARTIGNY, Evêque d'Elne, puis naguere avoit été par nôtre Ordonnance au Roiaume d'Angleterre en Ambaſſade, & ſous conleur de certain pouvoir, & commiſſion par Nous à lui baillée, pour beſogner en aucunes matieres, concernant le bien de nous & de nôtre Roiaume, a Traité, fait, paſſé, & accordé pluſieurs choſes, au grand prejudice & dommage de Nous & de nôtre Couronne, & de toute la choſe publique de nôtre Roiaume, en excedant les termes de ſondit pouvoir & commiſſion, & grandement delinquant & méprenant, & leſquelles ne ſe peuvent paſſer par diſſimulation, ſans le grand grief, prejudice, & dommage de Nous, & de la choſe publique de nôtredit Roiaume; en nous requerant ſur ce nôtre proviſion. Pourquoi Nous, ces choſes conſiderées, & aprés que ledit pouvoir, & certaines choſes faites & paſſées par ledit Evêque d'Elne, eſquelles il a excedé, ont été vûës en nôtre Conſeil, Nous, par grande & meure deliberation, avons ordonné ladite matiere eſtre diſcutée en nôtre Cour de Parlement, en laquelle elle pourra mieux eſtre terminée, que ailleurs. Si te mandons & commettons par ces preſentes, que ledit Charles de Martigny, Evêque d'Elne, tu adjournes à comparoir en perſonne en nôtredite Cour de Parlement, à cer-

ANS de J. C. 1480.

certain & competent jour ordinaire ou extraordinaire de nôtredit preſent Parlement, nonobſtant qu'il y ait, & que les parties ne ſoient pas des jours dont l'on plaidera lors, pour répondre à nôtredit Procureur General, à relle demande, requeſte, & concluſions qu'il voudra faire & donner à l'encontre de lui, touchant les cas deſſuſdits, leurs circonſtances & dépendances, iceux voir, corriger, & reparer, & proceder en outre comme de raiſon; en certifiant audit jour nos amez & feaux Conſeillers de nôtredite Cour de Parlement, de tout ce que fait auras ſur ce, auſquels nous mandons, &, pour ce que ladite matiere eſt grande, & touche les droits & prerogatives de nôtre Couronne, & de la choſe publique de nôtredit Roiaume, commandons, que de ladite matiere connoiſſent, decident & déterminent, ainſi qu'ils verront eſtre à faire par raiſon. Car ainſi nous plaît-il eſtre fait. Donné à la Mote d'Eſgry en Gâtinois, le neuviéme jour de Juillet l'an de grace 1480. & de nôtre Regne le dix-neuviéme. Ainſi ſigné, par le Roi en ſon Conſeil, J. du Ban.

DXV.

ANS de J. C. 1480.

FRANCE LORRAINE, PROVINCE, &c.

Seconde Ceſſion & Tranſport fait à LOUIS XI. *Roi de France, à ſes hoirs & ayans cauſe, par* MARGUERITE *Reine d'Angleterre, Veuve du Roi Henri VI. & ſeconde Fille de René Roi de Sicile, & d'Iſabelle Ducheſſe de Lorraine, des droits qui lui pouvoient lors apartenir, ou lui apartiendroient au futur, és Duchez de Bar & de Lorraine, au Marquiſat du Pont-à-Mouſſon, & és Comtez de Provence, de Forcalquier, & du Piémont, & ce en conſideration de ce qu'elle étoit Couſine germaine dudit Roi Louis, & des grands bienfaits & entretenemens qu'elle avoit reçûs de lui. A Angers le* 19. *Octobre* 1480. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 264.

SAchent tous preſens & à venir, que en nôtre Cour pour le Roi nôtre Sire à Angers en droit, pardevant nous perſonnellement établie tres-haute & tres-excellente Princeſſe Madame MARGUERITE, Reine d'Angleterre, Veuve de tres-haut, tres-excellent & puiſſant Prince, & de bonne memoire, feu Henri en ſon vivant Roi dudit Roiaume d'Angleterre; & fille de tres-excellens & puiſſans Prince & Princeſſe, de loüable memoire, René en ſon vivant Roi de Jeruſalem, d'Aragon, & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte de Provence, de Barcelone, de Forcalquier, & de Piémont, Marchis, & Marquis du Pont, & de Dame Iſabelle de Lorraine, Ducheſſe de Lorraine, & Dame deſdits lieux, jadis ſon éponſe. Soumettant ladite Dame Marguerite elle, ſes hoirs, avec tous & chacuns ſes biens meubles & immeubles, preſens & à venir, au pouvoir, détroit, reſſort & juriſdiction de nôtredite Cour, quant à ce qui s'enſuit, laquelle ſouvent reduiſant à memoire les choſes qui s'enſuivent; c'eſt à ſavoir, la proximité du lignage qui eſt entre le Roi nôtre Souverain Seigneur & elle. Et pour aucune remuneration des grands & innumerables honneurs, aides, & ſecours, qu'elle a eûs en pluſieurs manieres, tant dudit Sire, que de feu tres-excellent Prince, & de glorieuſe memoire, le Roi Charles VII. de ce Nom, Pere du Roi nôtredit Sire, par le moien & honneur duquel, & par ſa grande conduite, peines & labeurs qu'il y prit, elle fut haotement colloquée en Mariage avec ledit feu Roi Henri, paſible dudit Roiaume d'Angleterre; & ſi hautement élevée en honneur que mieux n'eût ſeû être, comme il eſt tout notoire; auſſi tres-bien connoiſſant les loüables ſuports, faveurs, & aides que depuis elle a euës & a du Roi nôtredit Sire, auquel elle eſt Couſine germaine, tant au fait de guerres & diviſions, qui depuis ſondit Mariage ſont ſurvenuës contre ledit Roi ſon époux & elle, pour obvier auſquelles elle a toûjours eû ſon certain, ſeul, & propre recours au Roi nôtredit Sire, qui l'a benignement ſecouruë en toutes ſes neceſſitez, baillé genſdarmes, navires, & conduites contre les adverſaires, & ennemis de ſondit feu époux & d'elle, par diverſes fois, qu'elle eſt venuë fuitive d'Angleterre en ce Roiaume, ce qu'elle ne pouvoit ailleurs trouver; & tellement que par les bons termes, aides, & confore du Roi nôtredit Sire, elle a longuement reſiſté par armes, & obtenu pluſieurs batailles & victoires contre leſdits adverſaires, ledit feu Roi Henri étant étroitement detenu priſonnier en leurs mains. Aprés ce d'abondant lui a le Roi nôtredit Seigneur pourchaſſé alliance de Mariage à ſes grands frais pour le feu Prince de Galles ſon fils, où le Roi nôtredit Sire fraia moult pour toûjours les fortifier d'amis: & encore en ſoi montrant plus ſervent en la vraie amitié qu'avoit & a toûjours eû ledit Sire envers ladite Dame établie ſa parente, voiant la piteuſe detreſſe en quoi elle fut detenoë de ſa perſonne aprés la mort de ſeſdits fils, & époux, pour ce que leſdits adverſaires la detenoient, & par long-tems l'ont detenuë, & encore de preſent, & toute la vie d'elle, l'euſſent pû detenir en grande captivité, pauvreté, miſere, & ſervitude à elle inſuportable, ſi ce n'eût été la grande bonté, liberalité, & parfait amour que le Roi nôtredit Sire lui a toûjours monté par vraie évidence, en procurant à grands frais & miſes la liberté & delivrance de la perſonne d'elle; à laquelle cauſe a convenu entre autres miſes, que le Roi nôtredit Sire en ait paié la ſomme de cinquante mille écus d'or, qui eſt un ſi ſingulier bien à elle fait, comme elle diſoit, qu'il n'eſt perſonne qu'il lui en ſeut faire ſuffiſante eſtimation, & toûjours en ſoi montrant envers elle piteux & debonnaire, aprés qu'il l'a retirée de ladite ſervitude, il l'a pourveuë, & pourvoit continuellement de ſes bien-faits, & lui a ſoutenu & ſoutient vie & état d'elle, & de ſes ſerviteurs, deſquels & autres gracieux & liberaux bienfaits & ſecours, dont elle ne ſauroit le tout raconter, & dont elle ſe tient tres contente, & tant s'en tient obligée vers ledit Seigneur, & les ſiens, que pour bien qui lui ſeût avenir, elle ne voudroit être notée du vice d'ingratitude: & pour ces cauſes & autres à cela mouvans, bien pourvûë & conſeillée de ſon cas, non induite, ni ſeduite par fraude ni autrement en quelque maniere que ce ſoit, aprés qu'elle a affirmé par ſon ſerment, & en parole de Reine, non avoir autre choſe dequoi elle pût, ou ſeût recompenſer le Roi nôtredit Sire en tout, ni en partie, & que ainſi lui plaiſt, & veut être fait, pour aucunement recompenſer le Roi nôtredit Sire, pour les cauſes deſſus declarées, a connu & conſeſſé, & par la teneur de ces preſentes, connoît & conſeſſe de ſon bon gré, ſans aucun forcement, toutes & chacunes les choſes deſſuſdites être vraies, & avoir donné, baillé, & octroié, quitté, cedé, delaiſſé & tranſporté, & par la teneur de ces mêmes preſentes, donne, baille, octroie, quitte, cede, delaiſſe, & tranſporte dés maintenant, & à preſent, à toûjours & perpetuellement par heritage, & à titre irrevocable, & en toutes les meilleures formes & manieres que faire elle peut, au Roi nôtredit Seigneur, pour lui, ſes hoirs & aians cauſe, tous & chacuns les droits, noms, raiſons, actions, petitions, demandes, droits d'avoüer, d'annoncer, & de demander, que ladite Dame établiſſant a & peut avoir, & qui loi pouroient, peuvent, ou doivent competer & apartenir, ſoit en tout ou en partie és Duchez de Bar, & de Lorraine, Mar-

ANS de J. C. 1480. Marquiſat du Pont, & autres Terres & Seigneuries, apartenances & dependances deſdites Seigneuries, & chacunes d'icelles; & auſſi és Comtez de Provence, Forcalquier, & Piémont, & generalement tous les droits par action & pretention qu'elle a, peut, & doit avoir en toutes leſdites Terres & Seigneuries, & chacunes d'icelles, tant à cauſe de la ſucceſſion, & échoite de ſeus ſeſdits Seigneur & Dame, Pere & Mere, ou autres ſes predeceſſeurs, comme autrement, en quelque maniere que ce ſoit, avec tous les droits, honneurs, profits, revenus, prerogatives, & émolumens, qui en dependent, & peuvent dependre, pour en jouïr perpetuellement par heritage par le Roi nôtredit Seigneur, ſes hoirs & ayans cauſe de lui, comme de ſes propres choſes à lui aquiſes par droit d'heritage, ſans rien en retenir, reſerver, ou excepter pour ladite Dame, ni poor les ſiens, en quelque maniere que ce ſoit, & s'en eſt devétuë & deſſaiſie, & par ces preſentes s'en deveſt & deſaiſit, & en a vétu & ſaſi le Roi nôtredit Seigneur par ces mêmes preſentes, & a voulu & conſenti, veut, & conſent ladite Dame établiſſant, que ledit Seigneur par lui, ou par ſes Procureurs, Facteurs, ou Entremeteurs, Commis, ou Deputez, dés maintenant, ou toutes fois qu'il lui plaira, de ſon ſutorité & puiſſance puiſſe entrer, & prendre poſſeſſion réelle, corporelle & actuelle, pour en jouir & uſer comme de ſes propres choſes à lui aquiſes par droit d'heritage, ſans que ladite Dame, ni autres, pour, ni au nom d'elle, y puiſſe ores, ni pour le tems à venir y pretendre, demander, querir, ni reclamer, & avoir aucun droit en petitoire ni poſſeſſoire, en quelque maniere que ce ſoit: & ſans que en ce faiſant ſoient faites & obſervées aucunes autres ſolemnitez, qui tant de droit comme de coûtume y pouroient ou devroient étre requiſes & faites, auſquelles & à chacunes d'icelles ladite Dame, de ſadite certaine ſcience & volonté, y a renoncé & renonce par ces preſentes au profit du Roi notredit Seigneur: & en outre a voulu & conſenti, veut, & conſeot icelle Dame établiſſant, que ſi autres clauſes, ou choſes particulierement étoient neceſſaires ou profitables être dites, declarées, ou ajoûtées, qu'elles y ſoient miſes, declarées, ſpecifiées, ou ajoûtées à la ſeureté, intention, bon plaiſir, profit, utilité du Roi nôtredit Seigneur, pour mieux valider ce preſent tranſport, ceſſion, & tout le contenu en ces preſentes. Auſquels donation, quittance, baillee, ceſſion, & tranſport, & tout ce que deſſus eſt dit & deviſé, tenir, garder, & entretenir fermement & loialement de point en point en tous articles, ſans jamais faire ni venir encontre par aplegement, & contraplegement, opoſition, apellation, reciſion, ni autrement en quelque maniere, ni par quelque cauſe que ce ſoit: & leſdites choſes ainſi données, baillées, quittées, cedées, & tranſportées, garantir, ſauver, delivrer, & défendre de tous quelconques empéchemens envers tous, & contre tous, à obligé & oblige ladite Dame, elle, ſes hoirs, avec tous & chacuns ſes biens, preſens & à venir. Et quant à ce a renoncé & renonce par ces preſentes à toutes graces, relievemens de Princes, diſpenſe de Pape, & d'autres Prelats, deception, d'outre-moitié de juſte prix, ou autre, & par ſpecial au benefice & aide du droit Velleien, elle ſur ce de nous acertenée, & generalement à tous droits faits & introduits en faveur des femmes, & à toutes & chacunes les choſes, qui tant de fait, de droit, que de coûtume, pouroient être dites, allegoées, ou objicées contre l'effet & la teneur de ces preſentes, en quelque maniere que ce ſoit: & au droit diſant generale renonciation non valoir, & de tout ce que deſſus eſt dit, tenir & accomplir, ſans jamais faire ni venir encontre en aucune maniere, en eſt tenuë ladite Dame par la ſoi & ferment de ſon corps ſor ce donnée en nôtre main, dont nous l'avons jugée & condamnée par le jugement, & condamnation de nôtredite Cour de ſon conſentement. Donné à Recollée prés & hors les murs de la Ville d'Angers, ſous les ſceaux établies aux contrats de nôtredite Cour, le 19. jour d'Octobre, l'an de grace 1480. Et étoient à ce préſens Reverend Pere en Dieu Monſieur Guillaume, Evéque de Poitiers; noble & puiſſant Seigneur Monſieur Guiot Pot, Comte de Saint Pol; venerables perſonnes Jean de la Vignolle, Doien d'Angers; Jean Vinel, Juge d'Anjou; Jean Binel, Procureur du Roi nôtredit Seigneur; Hervé Regnault, Preſident du Conſeil dudit Signeur; Emeri Loüet, Meſſire Guillaume de la Barre, Preſtre, Aumônier de ladite Dame; Robert Tyrine ſon Maître d'Hôtel, & d'autres pluſieurs. Leſquelles lettres nous avons autrefois faites, rendoës, & baillées par nous Notaires ci-ſouſcrits à Meſſeigneurs du Conſeil & des Comptes du Roi à Angers, pour le profit dudit Seigneur, & depuis par ordonnance & commandement de Maître Lienard Baronnat, Conſeiller dudit Seigneur, & Maître de ſes Comptes à Paris. Derechef ont été refaites, & regroſſées pour ledit Seigneur, pour icelles porter à Paris en la Chambre deſdits Comptes, pour ce que l'on a adiré & égaré l'autre groſſe & n'en peut-on finer: refaites & baillées audit Baronnat le 10. jour de Fevrier l'an 1492. Signé, Peletier, & G. de Laiſit.

ANS de J. C. 1480.

DXVI.

Taxes des PRINCES CHRETIENS, *pour ce qu'ils doivent fournir pour la guerre contre le* TURC, *& autres accords à ce ſujet faits par la médiation du Pape Sixte IV. l'an* 1481. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 443.

ANS de J. C. 1481. Princes Chrétiens, contre le Turc.

IN nomine Domini, Amen. Anno incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXXI. indictione XIV. Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini, Domini Sixti divinâ providentia Papæ IV. anno X. Pateat omnibus evidenter præſens publicum inſtrumentum inſpecturis, qualiter cum proxima ſuperiore æſtate, dum TURCI Chriſtianæ Religionis & Orthodoxæ fidei, ac profitentium eam atrociſſimi hoſtes inſulam Rhodi arcta obſidione tenerent, & in Apulia Hydruntinam Civitatem, cum miſerabili incolarum illius clade, & horrenda crudelitate occupaſſent, præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter, qui cum Sereniſſimo Ferdinando Rege Siciliæ Illuſtri, & nonnullis aliis Italiæ Potentatibus pro Inſulæ defenſione & Hydruntinæ Civitatis recuperatione poſſibilia remedia ex tempore adhibuit, & pro ſedandis, & ſubmovendis non ſine labore grandi per Sanctitatem ſuam potentatuum Italiæ diſſenſionibus, in qoibus plurimum Turci confidebant, inter eoſdem potentatus treugas, & ſufferentias ad certum tempus expreſſum indixit; proinde attendens rempublicam Chriſtianorum, Turcis jam Italiam cakantibus, quod antea inauditum fuerat, in longè majori periculo conſtitutam fore, quam unquam retroactis temporibus fuiſſet, & ejus defenſionem etiam Romanorum Imperatori, ac univerſis Catholicis Regibus, & potentatibus fideliom incumbere; ex parte Domini noſtri Jeſu Chriſti, cujus vices gerit in Terris eoſdem Imperatorem, Reges, Principes, & Potentatus Chriſtianorum ubilibet exiſtentes, tam intra quam extra Italiam per Legatos, Nuntios, & literas cum inſtantia requiſivit; ot per eorum Oratores inſtructos cum opportunis mandatis in alma urbe coram Sanctitate ſua certo, & determinato tempore convenirent ad conſultandum, deliberandum & concludendum cum eadem Sanctitate, & Reverendiſſimis in Chriſto Patribus Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus

ANS de J. C. 1481. nalibus ſuper hujuſmodi imminenti graviſſimo periculo, & Chriſtianæ Religionis defenſione: convenerint quoque ad hanc dietam Oratores habentes ad infra ſcripta plenum, & ſufficiens mandatum per illorum authenticas literas, & inſtrumenta per eos exhibita, & penes Sanctiſſimum Dominum noſtrum, & Cameram Apoſtolicam exiſtentia, & in diverſis, ac repetitis conventionibus, & tractatibus ſuper defenſione prædicta habitis inter eos, ut dixerunt, quam plurima ſalubria & utilia ac perneceſſaria ad defenſionem eandem remedia propoſita, diſcuſſa, & mature examinata fuerint, & præſertim ſalubre Conſilium prædicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis, conſulentis, quod præfato Sanctiſſimo Domino noſtro, utpote Capiti Chriſtianæ Religionis & fidei univerſæ Chriſtianorum, Imperator, Reges, Principes, & alii potentatus debeant ſeipſos, eorumque ampliſſimas vires ad profugandos fidei hoſtes, propugnatores adjungere, & unire; & ad hoc faciendum juxta ſuarum virium facultates ſe ſuæ Sanctitati obligare, & unam Sanctiſſimam unionem animorum, & virium earundem cum ſua Sanctitate inire.

2. Quod non immerito fuit à Sanctiſſimo Domino noſtro & Reverendiſſimis Dominis Cardinalibus & Oratoribus præfatis collsudatum, cum nihil conſultius, nihil ſalubrius, & ad expellendos à finibus Chriſtianorum Redemptoris noſtri immaniſſimos hoſtes efficacius, quam ut ii, qui militiæ Chriſtianæ ſtipendiis ſunt obſtricti, quique unum Deum colunt, unam fidem, unius profitentur baptiſma eidem omnipotenti Deo, ejuſque vicario tanquam capiti, adhæreant; confirmentur, uniantur omnes, ſicut vir unus eadem mente, unoque Conſilio in id ipſum conveniant, ut quorum unum eſt myſticum Chriſti corpus, unus ad benè operandum, & expugnandum communes hoſtes ſit animus; & ſicut una fides, una etiam ſit pietas actionum. Idcirco præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter, ad quem ut Jeſu Chriſti Vicarium hujuſmodi Orthodoxæ fidei, & Evangelicæ veritatis, illiuſque cultorum, quotum pater eſt, defenſio principaliter pertinet: quique dum adventus prædictorum Oratorum ultra quam rei magnitudo, & imminens periculum exigeret, differre videretur, cum prædicto Sereniſſimo Rege Ferdinando defenſioni hujuſmodi intendere ſub certis tunc expreſſis modo & forma convenit; & deinde triennales inducias inter univerſos Imperatorem, Reges, & alios diſſidentes per totum orbem conſtitutos noviter indixit, hos continuatos labores ad effectum deducere cupiens; ſuadente præſertim hoc ut præfertur, Chriſtianiſſimo Francorum Rege, qui inter alios Catholicos Reges & Principes ſpontaneus ad hoc opus adjutor, & cooperator accedit, & tantæ expeditionis molem amplecti, & cum ſuo potentiſſimo exercitu prædeceſſorum ſuorum Regum Francorum ſequendo veſtigia, hoſtes ejuſdem infeſtiſſimi atroces injurias ulciſci totâ mente affectat; cum præfatis Reverendiſſimis Dominis S. R. E. Cardinalibus in Conſiſtorio ſuo ſecreto congregatis vice, & nomine Romanæ Eccleſiæ, & Oratores præfati, agentes omnia & ſingula infra ſcripta vice & nomine eorum potentatuum, à quibus reſpectivè ad dictam dietam miſſi ſunt, volentes conſulta, diſcuſſa, examinata, tractata & concluſa inter eos ad optatum finem perducere, coram nobis Notariis & teſtibus infra ſcriptis devenerunt ad hujuſmodi ſanctam & unanimem, ac laudabilem convenientem concordiam, ac animorum & virium cujuſlibet eorundem Regum, Principum & Potentatuum cum præfato Sanctiſſimo Domino noſtro Romana Eccleſia & ſede Apoſtolica, illiuſque potentia & viribus unionem ſolemni ſtipulatione interveniente vallaram, per quam voluerunt, quod præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter, & caput Chriſtianæ unionis ad hujuſmodi fidei confeſſionem caput, ductor & director exiſteret, & una cum Collegio præfatorum Reverendiſſimorum S. R. E. Cardinalium pro ejuſdem fidei defenſione & hoſtium profligatione viginti quinque triremes inſtruere & armare annis ſingulis teneatur, Sereniſſimo Rege Ferdinando prædicto quadraginta triremes ſecundum conventionem inter eundem, & ipſum Regem alias unitam inſtruente & armante, ac aliis Porentatibus Italiæ ſummas & quantitates infra ſcriptas juxta taxas eis per Sanctiſſimum Dominum noſtrum alias proinde moderatas modo & forma in præſentibus capitulis expreſſa ſolventibus. Et cum per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum & alios incorporatos ſeu incorporandos fuerit deliberatum, quod Sereniſſimus Dominus Rex Hungariæ contra Turcum bellum gerat, eadem Sanctitas quinquaginta millia florenorum auri de Camera, & Rex Ferdinandus prædictus centum millia, & alii Potentatus taxam eis convenientem prædicto Regi Hungariæ dare & ſolvere teneantur, modo & forma per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum ac incorporatos prædictos ſtatuendis & ordinandis. ANS de J. C. 1481.

3. Item voluerunt, quod præfatus Chriſtianiſſimus Francorum Rex cum ſua potentia ex nunc præfato Sanctiſſimo Domino, Romanæ Eccleſiæ & ſedi Apoſtolicæ, illiuſque potentiæ, & viribus ad ejuſdem fidei defenſionem unita ſit, & in unione hujuſmodi ut una ex principalioribus ejuſdem Sanctiſſimæ unionis, eo laudante initæ, columnis interveniat, & pro ejuſdem fidei defenſione, ac illius perſecutoris exterminatione, eam qualitatem dumtaxat, ad quam Rex ipſe ſeipſum in pecunia, vel in claſſe taxabit anno quolibet, ſimiliter ſtatutis temporibus ad perneceſſarium opus defenſionis hujuſmodi perſolvere debeat; ſperantes, quod Rex ipſe, more ſuorum prædeceſſorum Chriſtianiſſimorum Francorum Regum qui pro fide præfata & Apoſtolica ſede ſe, & ſua ſe exponere ſæpenumero non formidarunt, ſeipſum tali ſolutionis onere prægravabit; quale recognoſcet rei magnitudinem exigere, & ſuæ Regiæ Celſitudini in tanta Catholicæ fidei neceſſitate convenire.

4. Item, ſimiliter voluerunt, quod ſinguli alii Potentatus prædicti, pro quibus Oratores præfati reſpectivè, ut præfertur, intervenerunt, ex nunc cum omni eorum potentia Sanctiſſimæ Dominæ noſtræ Romanæ Eccleſiæ, & ſedi Apoſtolicæ præfatis cenſeantur uniti, & in hujuſmodi Sanctiſſima, & apud Deum memoria, ac commendabili animorum & virium unione, ad fidei præfatæ defenſionem ordinata, recepti & incorporati, ut præfatæ unionis honorabilia & principalia membra, teneantur ad opus defenſionis & expugnationis perſecutorum fidei memoratæ ſolvere annis ſingulis ſummas & quantitates infra ſcriptas, juxta taxas per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum alias provide moderatas.

5. Item, voluerunt quod Sereniſſimus Imperator & omnes & ſinguli alii Catholici Reges, Principes & Potentatus Chriſtianorum, cujuſcumque ſtatus, gradus & conditionis exiſtant, & quacumque Eccleſiaſtica vel mundana dignitate præfulgeant, poſſint ſeipſos, & eorum vices, & potentiam in fidei favorem præfato Sanctiſſimo Domino noſtro unire & adjungere, prout pro eorum Zelo fidei & Religionis indubitanter eos facturos eſſe ſperatur: debeantque ſuper hoc per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum ſolicitari, & eis de quibus Sanctitati ſuæ videbitur, mediis induci ad intrandum, & ſe incorporandum hujuſmodi unioni, & contribuendum pro eorum virili ad fidei memoratæ defenſionem.

6. Item, quod omnes & ſinguli incorporati, & quos incorporari contingat in unione, & Sanctiſſima concordia præfata debeant quantitates, ad quas taxæ eorum aſcendunt, prompras & paratas tenere quolibet anno, & dum deſuper requiſiti per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum fuerint, illas in aliquo loco

ANS de J. C. 1481.

loco certo & tuto deponere ad opus ipſum perneceſſarium defenſionis fidei, & non in alios uſus exponendas juxta Declarationem præfatorum Sanctiſſimi Domini noſtri, & Collegii Reverendiſſimorum Dominorum Cardinalium, ac Potentatuum unioni hujuſmodi incorporatorum, & deinde incorporandorum in locis, & cauſis, quæ expoſitionem hujuſmodi, & ſubventionem celerius indigere, & majori periculo ſubjici videbuntur; nec in hujuſmodi taxis, & quantitatibus poſſint aut debeant computari illæ quantitates, quas unus Potentatuum prædictorum virtute particularium conſœderationum earundem perſolvere teneretur, & ſolveret etiam in defenſionem ejus, cui * ſolveret ab infidelibus memoratis.

7. Item, quod præfata Sanctiſſima unio & concordia ad hoſtium fidei exterminationem duret, & durare debent per triennium, à die ſtipulationis præſentis contractus computanda, & ultra; ad Sanctiſſimi Domini noſtri, & Regum, ac Potentatuum unioni hujuſmodi incorporatorum, & deinceps incorporandorum, vel majoris partis ipſorum beneplacitum.

8. Item voluerunt & convenerunt, quod omnes & ſinguli Reges, Principes & Potentatus, qui in hac unione, ut præfertur, incorporati ſunt, & uniti, ad majoris roboris firmitatem teneantur & debeant, omni excuſatione ſemota, ultramontani videlicet infra tres, citramontani verò infra unum menſes, in forma de jure valida omnia & ſingula in præſenti Sanctiſſimæ unionis, & concordiæ fidelium in Turcos inſtrumento contenta, ratificare: & idem Chriſtianiſſimus Rex Francorum infra trimeſtre taxam ſuam declarare, & per publica deſuper confecta inſtrumenta, aut literas authenticas cum inſertione tenoris præſentis inſtrumenti de ratificatione & taxatione hujuſmodi præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum, vel Reverendiſſimum Cardinalem Sabinenſem ſedis Apoſtolicæ Legatum, nomine & vice ſuæ Sanctitatis certificare, qui ut ejuſdem unionis caput hujuſmodi, ratificationes, & taxationes ad ſingulorum ejuſdem unionis membrorum & Potentatuum notitiam deducere non poſtponet.

9. Item voluerunt & convenerunt, quod omnia & ſingula præmiſſa bonâ fide efficaciter adimplere debeant ſub pœna mille marcarum argenti per illos, qui non adimplerent, eo ipſo incurrenda, medietate videlicet ad opus hujuſmodi defenſionis & expugnationis præfatæ, & reliqua aliis adimplentibus applicanda: quam pœnam Sanctiſſimus Dominus noſter & ſingulorum Potentatuum Oratores præfati dare, & ſolvere promiſerunt toties quoties fuerit contra factum; volentes quod pœna hujuſmodi commiſſa exacta, vel non exacta, nihilominus præmiſſa, omnia in ſua firmitate remaneant & obſervenrur. Pro quibus omnibus adimplendis & obſervandis, ac jam dicta pœna præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter ſe, & omnia bona Romanæ Eccleſiæ, Oratores verò præfati eorum Potentatus prædictos, & cujuſque illorum bona præſentia & futura ſolemniter invicem reſpectivè obligarunt, &c. (Quantitates autem quas ſolvere tenentur Potentatus prædicti taxati præfatæ Sanctiſſimæ unioni incorporati ſunt infra ſcriptæ, videlicet: Sereniſſimus Rex Ferdinandus quadraginta triremes, & * Sereniſſimo Regi, ut præfertur, centum millia ducatorum: Dux Mediolanenſis triginta millia ducatorum: Januenſes quinque triremes annis ſingulis dicto durante triennio: Florentini viginti millia ducatorum: Dux Ferrariæ quatuor triremes: Senenſes quatuor triremes: Lucenſes unam triremem; Marchio Mantuanus & Montiferrati unam triremem: Bononienſes duas triremes.)

ANS de J. C. 1481.

DXVII.

Traité & Conſédération entre les Rois de CASTILLE *&* PORTUGAL *au ſujet des Iſles Canaries, confirmé par le Pape Sixte IV. A Rome, le 21. de Juin* 1481. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 438.

Castellæ et Portugal.

VOluerunt præfati. Rex & Regina CASTELLÆ & Aragoniæ & Siciliæ, & illis placuit, ut iſta pax ſit firma & ſtabilis, & ſemper duratura: promiſerunt ex nunc & in futurum, quod nec per ſe nec per alium ſecretè ſeu publicè, nec per ſuos heredes, & ſucceſſores turbabunt, moleſtabunt, aut inquietabunt de facto vel de jure in judicio vel extra judicium Dominos Regem & Principem PORTUGALLIÆ nec Reges qui in dicto Regno Portugalliæ regnabunt, nec ſua Regna ſuper poſſeſſione, & quaſi poſſeſſione, in qua ſunt, in omnibus Commerciis, Terris & permutationibus ſive reſignatis Guineæ cum ſuis mineris ſive aurifodinis, & quibuſcumque aliis inſulis, littoribus, ſeu Caſtris, Maris, Terris detectis ſeu detegendis inventis inſulis de Madera, de Portu Sancto, & inſula deſerta, & omnibus inſulis dictis de los Açores, id eſt Accipitrum, & inſulis Florum, & etiam in inſulis de Caboverde, id eſt promontorio viridi, & inſulis, quæ deinceps invenientur, aut acquirentur ab inſulis de Canaria ultra. & circa in conſpectu Guineæ, ita quod quicquid eſt inventum eſt, & detectum, remaneant dictis Regi & Principi de Portugallia, & ſuis Regnis: exceptis dumtaxat inſulis Canaria, Lanzarota, Palma, Forte ventura, la Gomera, Hoſiero, Hagratioſa, Hagran, Canaria, Canariſe & omnibus aliis inſulis de Canaria acquiſitis aut acquirendis, quæ remanent Regnis Caſtellæ, & ita non turbabunt, nec moleſtabunt, nec inquietabunt quaſcumque perſonas, quod dicta mercimonia & contratas Guineæ, ac dictas Terras & littora, aut contratas inventas, & inveniendas nomine aut potentia, & manu dictorum Dominorum Regis & Principis Portugalliæ, (nonnulliſque in eam ſententiam adjectis de Phutenſis Regni juro additum eſt.)

2. Præterea Rex & Regina Caſtellæ & Legionis promiſerunt & conceſſerunt, modo ſupra dicto pro ſe & ſucceſſoribus, ut ſe non intromittant ad inquirendum, & intendendum aliquo modo in conqueſta Regni de Fez, ſicuti ſe non intromiſerunt Reges anteceſſores ſui præteriti Caſtellæ, imò libenter dicti Domini Rex & Principes Portugalliæ, & ſua Regna, & ſui ſucceſſores poterunt proſequi dictam conqueſtam &c. Datum Romæ apud S. Petrum anno M. CCCC. LXXXI. XI. Kal. Julii, Pontificatus noſtri anno X.

ANS de J. C. 1481.

DXVIII.

Anjou.

(a) *Teſtament de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence, par lequel il légue le Vicomté du Martigues à François de Luxembourg ſon Couſin; fait pluſieurs autres legs à ſes Serviteurs & Domeſtiques: inſtitue Loüis XI. Roi de France & après lui le Dauphin, & autres Succeſſeurs des Rois de France, à l'excluſion de ſa propre Sœur Mariée dans la Maiſon d'Armagnac. Fait à Marſeille le* 10. *Décembre* 1481. Noël Gailhard. Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 88.

(a) On trouve un Abregé de cette piéce & des deux ſuivantes, dans les Piéces ſervant aux Mémoires de Philippe de Comines, & dans le Recueil de Leonard.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo octuageſimo primo, & die decima menſis Decembris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Sixti divina providentia Papæ quarti anno undecimo. Univerſis & ſingulis hoc verum & publicum Inſtrumentum, viſuris, lecturis, ac etiam audituris, tàm præſentibus quàm futuris, evidenter pateat & ſit notum quòd cùm nihil morte certius ſit, nihilque incertius hora mortis, & in manu Dei mors & vita conſiſtant, ac fragilitatis humanæ conditio nullius ſtatus certitudinem habeat, nulliuſque divitiis aut potentia à mortis nexibus liberetur, ſed omnibus humaniter viventibus mors ipſa comes habeatur: diſcretione igitur provida conſulente melius eſt ſub ſpe mortis vivere in hoc mundo, & de bonis ſuis providere & ordinare quàm ſub ſpe vivendi ad mortem ſubitò pervenire, quia tunc humana conditio mortis cogitatione turbata, & paſſionum agitata doloribus nequit aliquando illa potiſſimè quæ animæ ſaluti congruunt, & rerum temporalium diſpoſitionem concernunt memoriæ commendare. Quapropter Sereniſſimus & Excellentiſſimus Princeps & Dominus noſter Dominus Karolus Andegaviæ Dei gratia, Hieruſalem & Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, ſanus mente & in memoria ejus bona perſiſtens, quamvis permittente Altiſſimo in lecto jaceret infirmitate gravatus, volens & admodùm cupiens dum ſibi licet de Regiis Comitatibus, Vice-Comitatibus, Baroniis, Dominiis, Terris, cæteriſque bonis & rebus juribuſque, ſortunis & facultatibus ſuis ab eo teſtando diſponere, ac etiam ordinare, quòd nulla inter Succeſſores ſuos impoſterùm oriri valeat materia quæſtionis, ſuum ideo Teſtamentum ultimum nuncupativum ſuamque ultimam voluntatem, diſpoſitionem & ordinationem finalem fecit, condidit & ordinavit, in modum qui ſequitur infraſcriptum.

In primis namque & ante omoia ipſe Sereniſſimus Dominus noſter Rex Teſtator, & vetus & fidelis Chriſticola, commendavit animam ſuam corde devoto & humili Altiſſimo omnium Creatori Domino noſtro Jeſu Chriſto, & gloriosæ beatæque Virgini Mariæ Matri ſuæ, totique Curiæ Cæleſtium Supernotum; & voluit & ordinavit corpus ſuum tumulari atque ſepeliri quandoque de hoc ſæculo à vita miſerabili Chriſtus dignabitur eum vocare, videlicet in Eccleſia Beati Salvatoris Civitatis Aquenſis, exequias verò & funeralia fienda & impendenda tàm dùm ejus corpus tradetur Eccleſiaſticæ ſepulturæ quàm etiam poſt quandocumque, omninò remiſit diſpoſitioni Excellentis Franciſci Domini de Luxemburgo ejus conſobrini Cariſſimi, & aliorum ſuorum executorum infraſcriptorum: & pro ſua ſepultura io eadem Eccleſia Sancti Salvatoris arbitrio & determinatione dictorum ſuorum gardiatorum & executorum conſtruenda & fabricanda legavit ſive reliquit dictus Teſtator duo millia ſcuta per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm exſolvenda.

ANS de J. C. 1481.

Item legavit ſive reliquit dictus Teſtator Dominus noſter Rex pro fabrica Capellæ Nunciationis, quam ſœlicis recordationis Domina Regina Joanna ejus conſors in ſuo ultimo per eam condito Teſtamento ordinavit fieri conſtrui & fabricari in Eccleſia Venerabilis Conventus Fratrum Prædicatorum dictæ Civitatis Aquenſis, ad honorem & laudem glorioſæ beatæque ſemper Virginis Mariæ, ac exſolvi & exburſari voluit & ordinavit per ſuum hæredem infraſcriptum ſummam duorum millium quingentorum ſcutorum ſemel tantùm.

Item voluit, diſpoſuit & ordinavit memoratus Dominus noſter Rex Teſtator fundari in dicta Capella fabricanda & conſtituenda in eo loco prope ſores ſive portas dictæ Eccleſiæ, quem ipſe Dominus noſter jam deſignari fecit, unam Miſſam perpetuam in eadem Capella pro redemptione peccatorum dictæ Sereniſſimæ Dominæ Reginæ ſingulis diebus perpetuis temporibus celebrandam; & pro eadem Miſſa legavit ſive reliquit jam dicto Conventui ipſorum Prædicatorum ſummam annualem tricentarum libratum Turon. de & ſuper pecuniis Gabellæ Salis Rhodani ipſi Conventui anno quolibet per in perpetuum exſolvendas.

Item exinde legavit ſive reliquit jam dictus Dominus Rex Teſtator Venerabili Conventui Fratrum Prædicatorum Eccleſiæ Beatæ Mariæ Magdalenæ Villæ Sancti Maximini, amore Dei, & ad honorem ejuſdem glorioſæ Sanctæ, omnes & quoſcumque Libros ſuos, exceptis dumtaxat Libris Medicinæ, quos legavit ſive reliquit Egregio Viro Magiſtro Petro Maurelli ejuſdem Sereniſſimi Domini noſtri Regis Phyſico & Conſiliario, tanquàm ſibi dilecto, & de ipſo optimè merito.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator dicto Venerabili Conventui eorumdem Fratrum Prædicatorum Villæ Sancti Maximini ſex millia librarum Turon. ipſi eidem Conventui per hæredem ſuum infraſcriptum, ad opus Fabricæ ipſius Eccleſiæ ſemel tantùm exſolvenda.

Item pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Teſtator Eccleſiæ Beatæ Mariæ Villæ de Caſtro-Ayraudo quondam ejus Domini vulgariter dictæ *la Berlandiere*, ſitæ in territorio Vioz, prope eandem Villam Caſtri Ayraudi, per in perpetuum, cum juribus & pertinentiis ſuis quibuſc. ſine quacumque reſervatione tacita vel expreſſa.

Item equidem diſpoſuit, voluit & ordinavit jam dictus Dominus noſter Rex Teſtator conſtitui, apponi, ordinari & manuteneri in eadem Eccleſia noſtræ Dominæ Caſtri-Ayraudi duos Vicarios, qui Vicarii ſint, Venores, & duos Elergonos, ultra numerum conſuetum, manutenendos, alimentandos, ac ſtipendiandos, ad Dei laudem, & pro ſervitio ipſius Eccleſiæ per in perpetuum, inde & ſuper melioribus denariis à redditibus totius receptæ Vicecomitatus Caſtri-Ayraudi, propterea prædictæ Eccleſiæ dandis & conſignandis, ita quidem quòd ipſis Vicariis & Elergonis ſit omni tempore benè & ſufficienter proviſum.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Eccleſiæ Sancti Julitani Cenoman. pro uno Anniverſario annuo, & ſolùm in eadem Eccleſia, pro ſalute animarum & remiſſione peccatorum jam ſœlicis recordationis Domini Karoli ſui honorandiſſimi genitoris, & ſuotum prædeceſſorum quàm etiam ipſios Teſtatoris annatim celebrando, tricenas libras Turon. ſingulis annis perpetuò recipiendas & recuperandas in & ſuper denariis, juribus & redditibus de la Fertè-Bernard.

Item pariter legavit ſive reliquit ipſe Sereniſſimus Domi-

ANS de J. C. 1481.

Dominus noſter Rex Venerabili & Religioſo Viro Fratri Brancaſſio Bernardi Sacrarum Scripturarum Magiſtro, ejuſdem Domini noſtri ordinario & continuo Confeſſori, amore Dei, & pro ſervitiis ſibi impenſis, ac propter labores quos in ejuſdem Domini noſtri ſervitio toleravit, ſummam quadringentorum ſcutorum auri ſibi exſolvendam per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Venerabili Viro Domino Joanni Cerizier ejus Capellano & Eleemoſinario, quæ fuit quibuſdam quondam defuncti al. ſibi donatam, pro quadam Miſſa dicenda & celebranda pro ſalute Illuſtriſſimæ Dominæ quondam ejuſdem Domini noſtri Regis genitricis, quam quidem donationem ipſius Domus & ſuprafatam idem Dominus noſter pro quanto opus eſt acceptavit, ratificavit, approbavit, & confirmavit.

Item nihilominùs legavit ſive reliquit cuilibet Eleemoſinariorum ſuorum, amore Dei, & pro ſervitiis ſibi impenſis, ac laboribus quos etiam in ſuo ſervitio tolerarunt, ducenta ſcuta exſolvenda ut ſuprà ſemel tantùm, quorum quidem Eleemoſinariorum nomina & cognomina ſunt hæc, videlicet Dominus Petrus Cureti, Dominus Petrus Berengarii, & Dominus Joannes Cirzier.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator cuilibet ex Cantoribus ſuæ Capellæ centum ſcuta per dictum & infraſcriptum hæredem exſolvenda ſemel tantùm, & hoc amore Dei, & pro ſervitiis ſibi impenſis.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Joanni Domino Baſtardo de Cenomania Fratri ſuo naturali ſummam duorum millium centorum ſibi exſolvendam per eumdem hæredem ſuum infraſcriptum ut ſuprà ſemel tantùm.

Item etiam legavit ſive reliquit Nobili Domicillæ Marguaritæ de Calabria filiæ naturali æternæ memoriæ Domini Nicolai Ducis Calabriæ & Lotharingiæ, ac ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque in perpetuum octingentas libras Turon. habendas, exigendas, recipiendas & recuperandas annatim in & ſuper denariis, juribus & redditibus Vicecomitatus Caſtri-Ayraudi.

Item pariter præterea jocalia ſupradictæ quondam Dominæ noſtræ Reginæ Joannæ, videlicet *les diamans*, & cæteros lapides pretioſos; reliquas verò bagas legavit ſive reliquit Ludovico Domino de Antonan & Michaeli de Grammont Valletis Cameræ prædicti Domini noſtri Regis Teſtatoris.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator Excellenti Franciſco Domino de Luxemburgo ejus conſobrino Cariſſimo, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, per in perpetuum proque pluribus gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Franciſcum Dominum de Luxemburgo ſibi omni tempore bellorum & pacis fidelitèr & curioſe præſtitis: item & in compenſationem multorum laborum quos ipſe Franciſcus de Luxemburgo non ſine magnis ſumptibus in ſuo ſervitio toleravit, pro quibus & confeſſus eſt idem Dominus noſter Rex Teſtator ipſi Franciſco Domino de Luxemburgo multum deberi, Vicecomitatum Martici totum cum omnibus juribus, Dominiis, proprietatibus, redditibus, proventibus, ac emolumentis ipſius Vicecomitatus.

Item & cum tenoribus, ſortaliciis, domibus, ædificiis, ac omnibus & ſingulis vaſſallis hominibus & fœminis in eodem Vicecomitatu, & locis ac terminis ejuſdem habitantibus & habitaturis, & cum montibus, planis, ſylvis, nemoribus, garriguis, pratis, paſcuis, deveſſiis, & vetatis; ac cum omnibus & ſingulis juribus & pertinentiis ſuis.

Item, pariter cum aquis, aquæductibus, molendinis, furnis, & aliis univerſis & ſingulis rebus & bonis ad dictum Vicecomiratum pertinentibus & ſpectantibus, ac pertinere ſeu ſpectare potentibus & debentibus modo quocumque, & quacumque ratione ſeu cauſa; etiam cum omni Juriſdictione alta & baſſa civili & criminali, meroque & mixto imperio, ac cum omnibus & ſingulis præeminentiis, prærogativis, ſervitutibus, cenſibus & ſervitiis, & demùm generaliter cum omnibus & ſingulis juribus realibus & perſonalibus, & aliis quibuſcumque, quæcumque & qualiacumque ſint, & quocumque nomine.

ANS de J. C. 1481.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator ipſi præfato Franciſco de Luxemburgo ultra præmiſſa omnem ejus Tapiſſariam.

Item *& tous le linge* quam & quod ipſe Dominus noſter Rex Teſtator habet & habere poteſt tàm in Loco Caſtri Ayraudi quàm etiam in Francia, ubicumque & penes quoſcumque ſine quacumque diminutione.

Item legavit ſive reliquit Generoſo Scutifero Guillelmo de Montmorenci Domino d'Eſconem ejus Conſiliario & Cambellano, tanquàm de eo optimè merito, pro gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Dominum d'Eſconem ſibi libenter & liberaliter præſtitis.

Et item legavit ſive reliquit, & in compenſam & aliqualem retributionem multorum laborum per eum in ejus ſervitio paſſorum & ſubſteatorum, videlicet ſex millia ſcuta ipſi eidem Domino d'Eſconem per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm danda & exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Ludovico de Miolans Domino de Serve etiam ejuſdem Domini noſtri Cambellano & Conſiliario, tanquàm de eo ſimiliter benè imò optimè merito, & pro gratis & acceptis ſervitiis ſibi utroque tempore bellorum & pacis laudabiliter impenſis & præſtitis, & in compenſam & aliqualem retributionem tantorum laborum quos ipſe Dominus de Serve in ejus ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit, videlicet ſummam trium milliorum ſcutorum auri eidem Domino de Serve per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm dandam & exſolvendam.

Item pariter Generoſo Scutifero Petro de Leſtrange Domino ejuſdem Loci, ejus Conſiliario & Cambellano, dictus Dominus noſter Rex Teſtator legavit ſive reliquit, tanquàm de eo optimè merito, quandam ejus navem vulgariter appellatam *Sainte Marthe*, cum ſuis furminentis, rebus, bonis, juribus & pertinentiis quibuſcumque.

Item etiam legavit dicto Domino de Leſtrange ultra præmiſſa omnem ejus tapiſſariam quam habet in Provincia ubicumque & in quibuſcumque locis exiſtat, ſine diminutione quacumque.

Item pariter legavit ſive reliquit Generoſo Domino Scutifero Ruffo de Leſtrange Fratri ipſius Domini de Leſtrange mille ſcuta tantùm ut ſupra exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Yvoni d'Allegre Domino de Rieux etiam ejus Conſiliario & Cambellano, tanquàm ſibi Cariſſimo, & de eo optimè merito, quandam ſuam Navem vulgariter appellatam *Saint Michel*, cum ſuis furminentis, bonis, rebus, juribus & pertinentiis quibuſcumque.

Item nihilo minùs legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator ipſi præfato Domino de Rieux ultra dictam Navem pro viagio per eum faciendo ad Sanctum Jacobum mille ſcuta ſibi ut ſuprà ſemel exſolvenda.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Domino Joanni de Benaud Domino de Villanova ejus Conſiliario & Cambellano,

ANS de J. C. 1481. tanquàm de eo optimè merito, pro ſervitiis ſibi impenſis & præſtitis, ac laboribus quos in ejus ſervitio laudabiliter toleravit, videlicet ſummam mille quingentorum ſcutorum auri eidem per hæredem ſuum infraſcriptum dandam, & realiter exſolvendam ſemel tantùm.

Item ſimilirer reliquit ſive legavit præfatus Dominus noſter Teſtator Generoſo Scutifero Imberto Gaſtu Domino de Lupo, etiam ejus Conſiliario & Cambellano, tanquàm ſibi Cariſſimo, & de eo optimè merito, quandam Navem cum qua ad Inſulam Siciliæ transfretat, vulgariter appellatam *la Madalena*, cum ſuis furmentis, bonis, rebus & juribus quibuſcumque.

Item & ultra præmiſſa ſibi legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Teſtator ſummam mille ſcutorum aori eidem per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm exſolvendam.

Item, equidem legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Gaſpari Cuſſa dicto vulgariter *Gaſpar Long*, tanquàm de eo optimè merito: item & pro ſervitiis ſibi hactenùs laudabiliter impenſis & præſtitis, ac in compenſationem laborum quos ipſe Gaſpar in ſuo ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit, videlicet ſummam trium milliorum ſcutorum ipſi dicto Gaſpari per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm exſolvendam.

Item, legavit ſive reliquit ipſe Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Militi Domino Joanni de Chaſſa ejus Conſiliario & Cambellano, tanquàm de eo benè merito, mille ſcuta ſemel tantùm ut ſuprà ſibi exſolvenda.

Item equidem legavit ſive reliquit jamdictus Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Militi Gabrieli de Monteſalione Domino ejuſdem loci, ejus Conſiliario & Cambellano, velut de eo benè merito, mille ſcuta auri ſibi ut ſuprà ſemel tantùm exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Hectori de Montebruno Scutifero Scutiferiæ ac Capitaneo Gardæ ejuſdem Domini noſtri Regis ad viram ſuam tantùm Caſtellaniam de Primillericu, cum bonis, rebus, juribus, & pertinentiis ſuis quibuſcumque.

Item, pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Guillermo de Berno Scutifero Scutiferiæ ejuſdem Domini noſtri, Caſtellano ſive Capitaneo Villæ Caſtellanæ, pro ſervitiis per eum ipſi Domino noſtro hactenùs fideliter præſtitis, & tanquàm de eo optimè merito, ſummam duorum millium ſcutorum ſibi ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter idem Dominus noſter Rex Teſtator legavit ſive reliquit ipſi eidem Guillermo de Berno quoad vixerit ultra præmiſſam ſummam duorum millium ſcutorum dictam Caſtellaniam ſive Capitaneriam jam dictæ Villæ Caſtellanæ, cum ſuis bonis, rebus, juribus, fructibus & redditibus quibuſcumque, & alio modo & forma quibus eandem Caſtellaniam ſive Capitaneriam hactenùs tenuit & poſſedit.

Item, legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Antonio de Gimel Cambellano & Conſiliario ipſius Domini noſtri, tanquàm de eo optimè merito, mille ſcuta auri ſemel tantùm ſibi ut ſuprà exſolvenda.

Item etiam legavit ſive reliquit Generoſo Scutifero Herno de Brancais Scutifero Scutiferiæ præfati Domini noſtri, tanquàm de eo optimè merito, ſimilem ſummam mille ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam, & hoc tàm contemplatione matrimonii per eum noviſſimè contracti medio favore & ad intercellionem ipſius Domini noſtri cum Nobili Domicella Perreta Simone ejus uxore, quàm etiam pro ſervitiis & beneplacitis per eum ſibi impenſis & præſtitis: item & pro laboribus quos in ſuo ſervitio de toleravit. ANS de J. C. 1481.

Item, legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Pregent de Crolhon ſui Hoſpitii Magiſtro, tanquàm de eo optimè merito, pro gratis ſervitiis per eum ſibi hactenus impenſis & præſtitis, pro quibus ſibi multum debetur, ſexcenta ipſi eidem Pregent ſemel tantùm inſuprà exſolvenda.

Item equidem legavit ſive reliquit ipſe Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Renato de Crolhon pariter Magiſtro Hoſpitii ipſius Domini noſtri Regis, tanquàm de eo optimè merito, ſimilem ſummam ſexcentorum ſcutorum inſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominos noſter Rex Teſtator Nobili Scutifero Ludovico de Hectrai Magiſtro Hoſpitii prædicti Domini noſtri Regis, tanqnàm de eo optimè meriro, parem ſummam ſexcentorum ſcutorum ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Guillermo Pierre pariter Magiſtro Hoſpitii dicti Domini noſtri Regis, tanquàm de ipſo Domino noſtro benè merito, parem ſummam ſexcentorum ſcutorum ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item legavit ſive reliqnit idem Dominus noſter Rex Teſtator Egregio & Nobili Viro Magiſtro Petro Domino de Graveſione Artium & Medicioæ Magiſtro ac Phyſico, & Conſiliario ejuſdem Domini noſtri Regis, pro pluribus gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Dominum de Graveſione ſibi ei hactenùs diligenter & laudabiliter præſtitis, & pro aliqua ſatisfactione eorumdem ſummam duorum millium ſcutorum in ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item legavit ſive reliquit Domino Egregio & Nobili Viro Magiſtro Petro Maureli Artium & Medicinæ Magiſtro, tanquàm de eo optimè merito, & hoc in ſolutum, pagam & ſarisfactionem, ac pro reſta gagiorum ſuorum ſibi debitorum, tàm pro tempore quo ſervivit æternæ memoriæ Domino Karolo Illuſtriſſimo & recolend. genitori ſuo, quàm etiam ſibi, ac equidem pro pluribus ſervitiis & beneplacitis ſibi hactenùs laudabiliter præſtitis.

Item & in compenſam laborum quos idem Magiſter Petrus in ſervitio prædicti Domini noſtri Regis, non ſine magnis expenſis & ſumptibus toleravit.

Item & propter eumdem Magiſtrum Petrum ac ejus amore & gratia ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque quandam Domini onſtri Regis Teſtatoris metariam vulgariter appellatam de Biou, ſitam io Baronia de la Ferté Bernard, cum ſuis juribus, pertinentiis, & dependentiis univerſis; aut ſi maluerit ſummam duorum millium ſcutorum ſibi eidem Magiſtro Petro Maureli ſemel tantùm exſolvendam, & in hoc eidem optionem nihilomioùs reſervavit.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit Generoſo Scutifero Simoni Tinreveau, tamquàm de dicto Domino noſtro Rege benemerito, ſummam ſexcentorum ſcutorum in ſuprà ſemel tantùm dandam atque exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit infraſcriptis, videlicet Generoſis Scutiferis Georgio & Antonio Valori, Maturino de Sancto Maſſe, Domino de Moſſa, Petro d'Aubigni, Simoni de Anglura, Petro Fretart, Ludovico Petri, Joanni Chaperon, & Claudio de Briſai, Scutiferis ſuis dilectiſſimis, tanquàm benemeritis & condignis, ſummam quatuor millium ſcutorum ſemel tantùm in ſuprà exſolvendam, & inter eos æquis portionibus divideodam.

Item

ANS de J. C. 1481.

Item pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Bonifacio de Caſtellana ejus Scutifero & domeſtico ſibi dilecto, tanquàm de eo optimè merito, & pro ſervitiis & beneplacitis ſibi hactenùs fideliter & laudabiliter præſtitis.

Item & in compenſam multorum laborum quos Bonifacius ipſe in ſuo ſervitio toleravit, ſummam ſexcentorum ſcutorum ut ſuprà eidem ſemel tantùm exſolvendam; & nihilominùs legavit ſive reliquit Georgio de Caſtellana, ipſiuſmet Bonifacii Fratri, etiam Scutifero dicti Domini noſtri Regis Teſtatoris, ſimilem ſummam ſexcentorum ſcutorum ut ſuprà exſolvendam.

Item legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Joanni de Glandeves Domino de Porreriis equidem Scutifero ejus dilecto, ut de eo optimè merito, parem ſummam ſexcentorum ſcutorum in ſupra ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Bernardo de Series etiam ejus Scutifero, tanquàm de ipſo optimè merito, ſummam mille ſcutorum eidem ſemel tantùm in ſuprà exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit ipſe Dominus noſter Rex Teſtator Claudio de Chaſtains, tanquàm ſibi dilecto, & de eo benemerito, ſummam ſexcentorum ſcutorum ſemel tantùm in ſuprà eidem exſolvendam.

Item exinde legavit ſive reliquit Dominus noſter Rex Teſtator Reverendo Patri Domino Joanni Coleteau Sanctæ Sedis Apoſtolicæ Protonotario Decano Caſtri Ayraudi ejus Secretario ſibi Cariſſimo, tanquàm de eo optimè merito, & pro ſervitiis & beneplacitis ipſi Domino noſtro hactenùs fideliter & laudabiliter præſtitis, necnon in compenſam & retributionem multorum laborum quos ipſe Dominus Protonotarius & Decanus in ſuo ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit, ſummam mille ſcutorum ſibi eidem Domino Protonotario & Decano per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Teſtator Nobili Viro Magiſtro Macegauvain Secretario ejus dilecto, ut de eo adinſtar jam dicti Domini Protonotarii & Decani benemerito, ex cauſis præmiſſis, videlicet ſummam quingentorum ſcutorum eidem Magiſtro Maſſe ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item equidem legavit ſive reliquit Nobili Viro Magiſtro Joanni Lange Secretario ſuo dilecto, tanquàm de eo etiam benè merito, ex cauſis præmiſſis, ſimilem ſummam quingentorum ſcutorum eidem ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Nobili Viro Magiſtro Joanni Deſarges Secretario ejus dilecto, tanquàm de ipſo optimè merito, ad inſtar prædictorum Secretariorum, ſimilem ſummam quingentorum ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà eidem exſolvendam.

Item, pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator ac exſolvi voluit & ordinavit Gaufrido Tallamer ejus Secretario tàm pro complemento ſolutionis duorum millium florenorum ſibi debitorum, ac exſolvi juſſorum & ordinatorum per fœlicis recordationis Dominum Regem Renatum ejus Patruum honorandiſſimum, quàm etiam proque pluribus gratis & acceptis ſervitiis per eumdem Tallamer præſtitis, ac etiam in compenſam & retributionem laborum quos Tallamer ipſe in ſuo ſervitio omni tempore toleravit, ſummam mille ſcutorum auri ſibi ut ſuprà dandam & exſolvendam, ita quidem quòd dictis mille ſcutis priùs exſolutis ipſe Tallamer nihil ultra petere poſſit pro dicta ſumma duorum millium florenorum, quin imò ipſis mille ſcutis mediantibus de ſumma ipſa tacitus remaneat & contentus.

ANS de J. C. 1481.

Item, pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Teſtator Boyſſeto de Antonio Valleto Cameræ ejuſdem, tanquàm de eo optimè merito, & pro gratis acceptis ſervitiis per ipſum ſibi laborioſe præſtitis quadringenta ſcuta auri ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda.

Item Michaëli de Grammont Valleto Cameræ ſibi dilecto, & de eo optimè merito, ſimilem ſummam quadringentorum ſcutorum, & jam ſemel tantùm exſolvendam; & ultra hæc legavit ſive reliquit dictis Boyſſeto & Michaëli omnes bagas ſupradictæ Illuſtriſſimæ Reginæ Joannæ, præter *les diamans*, & cæteros lapides pretioſos, quos ut ſuprà demonſtratum eſt legavit Domicillæ Marguaritæ de Calabria.

Item legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Teſtator, ac exſolvi voluit & ordinavit Thomæ Lami, tàm pro ſervitiis per eum ſibi præſtitis, quàm etiam pro quadringentis ſcutis per ipſum Thomam de Sua propria pecunia exburſatis in rebus extraordinariis, ſive *aux menus plaiſirs* præfati Domini noſtri ſummam octingentorum ſcutorum ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item etiam legavit ſive reliquit Joanni Boëri ejus Barberio & Valleto Cameræ centum ſcuta auri in ſuprà ſemel tantùm exſolvenda.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Teſtator Guiſe ejus Heraudo, tanquàm ſibi dilecto, & de eo benè merito, & pro ſervitiis eidem præſtitis & laboribus ſuſceptis, ſummam quingentorum ſcutorum auri ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Teſtator omnibus & ſingulis Officiariis Domus ſuæ abſentibus & præſentibus, quos voluit ut infrà nominari, tanquàm de eo deque tota eadem domo ſua benè meritis, & ſibi optimè dilectis, & pro ſervitiis & beneplacitis per ipſos & quemlibet ipſorum in eorum Officio præſtitis & impenſis: item & pro laboribus quos in ſuo ſervitio toleraverunt, ſummas ſequentes, & in modum qui ſequitur infraſcriptum, Paneterio primo Hugueto Briot, Somelerio ſcuta centum, Guillermo Guilteroni etiam Somelerio centum ſcuta, Robino de Sinier Somelerio ſcuta centum, Petro Epiſcopi Somelerio centum ſcuta, Perrineto Tocheti Bolangerio ſcuta centum, Eſchanſſonerio Guillermo Audardy Somelerio ſcuta centum, Charloto Charpanterii etiam Somelerio dictæ Eſchanſſoneriæ ſcuta centum, Andreæ Ciciliæ Somelerio ad idem ſcuta centum, Hectori Cornuam etiam Somelerio ſcuta centum, Girardo de Bellegarde *Ayde* Eſchanſſonneriæ ſcuta centum, Jacobo Cardinati Portitori Eſchanſſonneriæ ſcuta centum, Martino Guigoneau Scutifero Coquinæ centum ſcuta, Joanni Sauſoni etiam Scutifero Coquinæ ſcuta centum, Nicolao Jannoti Scutifero Coquinæ centum ſcuta, Petro Viam dicto Ponetoar Coquo ſcuta centum, Salgrenée ſcuta centum, Petro Popetau Portitori Coquinæ ſcuta centum, *Aides de Cuiſine*, Abello-Huſſoni, Joanni Bezanſoni, Jaſpino & Piono, Guillermo Borgeſit, Servitori aquæ Coquinæ, videlicet cuilibet ipſorum ſcuta centum, quæ omnia exſolvi debeant ſemel tantùm, Sauſſeriæ, Joanni Petit & Guillermo Toreau Sauſſeris, cuilibet ipſorum ſcuta centum, Fourrerio, Jacobello Fourrerio ſcuta centum, Ludovico Rouloni Fourrerio ſcuta centum, Champino etiam Fourrerio ſcuta centum, Domengenn de Trinquet dicto Moreo Fourrerio ſcuta centum, Colmeto Fourrerio ſcuta centum, Guillermo Fourrerio ſcuta centum, Ludovico Maleume etiam ſcuta centum ut ſuprà ſemel tantùm exſolvenda, Eſcuyerio Chaſtelherault le Pourſuivant dicto Perrineto ſcuta centum, Ludovico Rodoel dicto

ANS de J.C. 1481. Verjult Armurario ſcuta centum, Joanni le Chevaucheur centum ſcuta, Antonio Chauſſemille Chevaucheur ſcuta centum, Joanni de Campit Chevaucheur ſcuta centum, Artaudo Chevaucheur ſcuta centum, Guilberto Villart Chevaucheur ſcuta centum, Haguemaut Palefernerio ſcuta centum, Joanni de Leſpinai Palefernerio ſcuta centum, Thomaſſio Davril Vallero Stabuli ſcuta centum: item Mauro Vallero Stabuli etiam ſcuta centum, Yvoni Checourt Porterio ſcuta centum, Joanni Iade etiam Porterio ſcuta centum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda.

Item ſimiliter legavit Dyoniſiæ Levanderiæ domus dicti Domini noſtri Regis pro laboribus per eam ſuſceptis in ſervitio ejuſdem Domini noſtri Teſtatoris, & in illorum compenſam & retributionem ſcuta centum.

Item pariter non ſolùm ratificavit dictus Dominus noſter Rex Teſtator quandam donationem al. factam dictæ Dyoniſiæ de quadam metaria vulgariter appellata Beſſa ſita in territorio Villæ Caſtri Ayraudi, videlicet circa quartam partem unius leucæ prope eandem Villam, verùm etiam jam dictam metariam ipſi Dyoniſiæ & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, legavit ſive reliquit, cum juribus, pertinentiis & appendentiis univerſis.

Item pariter legavit ſive reliquit Joanni Demont marito dictæ Dyoniſiæ, Huſſerioque ipſius Domini noſtri Regis, pro ſervitiis ſibi præſtitis, & laboribus quos in ejus ſervitio toleravit, ſcuta centum ut ſuprà exſolvenda.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex Teſtator infraſcriptis ſuis Valletis Cuſtodiæ Rauxonnæ, ſive *valets de garderobe*, tanquàm ſibi dilectis, & de eo benemeritis, pecuniarum ſummas ſequentes ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendas, videlicet Collino Guinoti ſcuta centum, Adheurè ſcuta centum, & Petro Tiller alia ſcuta centum ſemel tantùm exſolvenda.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex ſuit Tubicenis ſive *Trompettes*, etiam de eo benemeritis, & ab ipſo dilectis, quos voluit nominari, ſummas ſequentes ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendas.

Primò Michaëli de la Haye ſcuta centum.
Item Henrico Bonihois ſcuta centum.
Item Joanni Deſiderii ſcuta centum.
Item Franciſco Blanqui ſcuta centum.
Item Antonio Galaudt ſcuta centum.
Item & Girardo Auvelli ſcuta centum.

Item equidem legavit ſive reliquit ipſe Dominus noſter Rex Teſtator honeſtæ mulieri Colletæ Chardone ejus nutricæ, tanquàm ſibi dilectæ, & de eo optimè meritæ, mille ſcuta auri ipſi eidem Colletæ ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit jam dictæ Colletæ & ſuit hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum ultra dictam ſummam mille ſcutorum quoddam vulgariter appellatum *le Pred de Vienne*, cum juribus, redditibus, pertinentiis, appendiciis & dependentiit ſuis quibuſcumque.

Item pariter legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Teſtator Gerardo Guinoti Valleto Cameræ ipſius Domini noſtri, tanquàm de eo benè merito, ac ſuit hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum, & pro ſerviriis per eum ſibi libenter ac liberaliter præſtitis *les Bordes*, cum ſuis juribut, redditibus, pertinentiis, appendiciis & dependentiit quibuſcumque.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Teſtator cuilibet ex Sagittariis ſive Archeriis ſuæ Cuſtodiæ ſive Gardæ abſentibus ſive præſentibus centum ſcuta ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit jam dictut Dominus noſter Rex Teſtator Joanni de Foſſe Scutifero familiariſque domeſtico fideli ſuo dilecto, tanquàm de ipſo benemerito, vita ſua durante tantùm Capitaniam Caſtri de Lair, cum juribus, redditibus, & emolumentis, pertinentiiſque, appendentiis & dependentiis ſuis univerſis. ANS de J.C. 1481.

Item pariter Joanni Chaperon & ejus uxori legavit ſive reliquit pro ſervitiis & beneplacitis ſibi libenter & liberaliter hactenùs præſtitis mille libras Turon. ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendas.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit ipſe Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator quandam ejus Caravellam dictam Chamore, Joanni Saloni tanquàm ſibi dilecto, cum ſuis furminentis, bouis, rebus, juribus, & pertinentiis univerſis.

Item voluit & ordinavit idem Dominus Rex Teſtator Nobilibus Ludovico & Guillermo Boquini filiis & hæredibus Bernardi Boquini quondam eorum patris mercatoris hujus Civitatis Maſſiliæ, dari, exſolvi & deliberari mille ſcuta ejuſdem hæredibus debita cauſa empturis, & pro pretio certarum mercantiarum per dictum quondam Bernardum Boquini venditarum, traditarum & expeditarum de tempore fœlicis recordationis Domini Regis Renati, & quas mercantias idem Rex ab ipſo Bernardo diebus ſuit ad opus ejus recipi fecit atque mandavit, & hoc per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm.

Item pariter voluit & ordinavit ipſe Dominus noſter Rex Teſtator exſolvi, tradi & deliberari Nobili Georgio de Beigneto mercatori dictæ Civitaris Maſſiliæ, per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm ut ſuprà, videlicet ſummam mille centum florenorum ſibi eidem Gregorio debitorum, pro certis expenſis per eumdem Gregorium factis in Nave vulgariter appellata *la Marthe*.

Item equidem exſolvi voluit & ordinavit memoratus Teſtator hæredibus Nobilis Juvenalis Vento quondam mercatoris jam dictæ Civitatis per hæredem ſuum infraſcriptum, ſemel tantùm ut ſuprà, ſummam quingentorum florenorum eiſdem hæredibus debitorum cauſa veri mutui d. ſupradicto Domino Regi Renato diebus ſuis facti.

Item denique voluit & ordinavit dictus Dominus noſter Rex Teſtator exſolvi realiter & cum effectu omnia & quæcumque ipſius Domini noſtri Teſtatoris debita, de quibus legitimè apparuerit ſine lite & contradictione quacumque.

Item tandem & pariter voluit & ordinavit ipſe jam dictus Dominut Rex Teſtator ſatisfieri ſuis omnibus & ſingulis ſervitoribus de eorum & cujuſlibet ipſorum gagiis qualitercumque debitis uſque in præſentem diem incluſivè.

Item voluit nihilominùs & ordinavit exſolvi realiter & cum effectu Guillelmo Chauveti ejus Taillanderio ſive Sartori id quod ſibi juſtè debetur tàm cauſa ſui laborit quàm aliter quomodocumque, & præterea eidem legavit ſive reliquit, tanquàm de eo optimè merito, mille libras Turon. ſibi ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendas.

Item tandem præfatus Dominus noſter Rex Teſtator quocumque jure Officiales, majores ſcilicet & minores, cujuſcumque ſint Officii, authoritatis ſeu dignitatis, & quocumque nomine, ſive vocabuli nuncupentur, ratificavit & confirmavit, ad eos & quemlibet ipſorum, in eorum & cujuſlibet ipſorum quoad vixerint Officiis manuteneri & confervari voluit & ordinavit per hæredem ſuum infraſcriptum, ſine quacumque mutatione.

Et quia hæredis inſtitutio eſt caput & fundamentum cujuſlibet Teſtamenti, ultimæ voluntatis & diſpoſitionis finalis, dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex Teſtator, ob id & ex certis aliis cauſis moventibus juſtè & rationabiliter mentem ejus, his melioribus modo, via & forma quibus de jure, more, ritu, ſtilo vel conſuetudine facere poteſt & debet in omnibus, univerſis & ſingulis Regnis, Comitatibus,

ANS de J. C. 1481.

bus ; Vicecomitatibus, Baroniis, Terris, Dominiis, rebus, bonis, actionibus, juribus, rationibus, fortunis & facultatibus ſive mobilibus & immobilibus, ac per ſe moventibus, ac nominibus debitorum ad eumdem Sereniſſimum Dominum noſtrum Regem Teſtatorem de jure, more, ritu, ſtilo, & conſuetudine : & item quavis ratione, occaſione ſive cauſa pertinentibus, competentibus & ſpectantibus, ſeu pertinere & ſpectare potentibus & debentibus, nunc vel in futuris, videlicet præſentibus ac futuris, quæcumque, qualiacumque & quanracumque ſint, & in quibuſcumque locis, Terris, prætiis ac regionibus, & penes quaſcumque perſonas exiſtant, & quocumque nomine ſeu vocabulo nuncupentur, fecit, inſtituit & ordinavit, ac ore ſuo proprio nominavit ſibi hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum Chriſtianiſſimum ac Excellentiſſimum Principem Dominum Dominum Ludovicum Dei gratia Francorum Regem ejus conſobrinum ac Dominum Cariſſimum atque Reverendiſſimum, & poſt eum Illuſtriſſimum & Clariſſimum Principem Dominum Karolum Dalphinum ejuſdem Excellentiſſimi Domini Francorum Regis primogenitum, & conſequenter omnes & quoſcumque ſucceſſores ſuos deſcendentes ex Corona Franciæ, per quem ſiquidem Chriſtianiſſimum ac Prælariſſimum Dominum Francorum Regem tanquàm hæredem ſuum univerſalem ac in ſolidum idem Sereniſſimus Dominus noſter Rex Teſtator exſolvi, exequi, compleri & adimpleri voluit ac ordinavit omnia ut ſuprà per eum legata, relicta, diſpoſita & ordinata, poſt ipſius Domini noſtri Regis fœlices dies : poſt hæc autem præfatus Sereniſſimus Dominus noſter Rex Teſtator, de ejus certa ſcientia ac proprio motu inſtructus, Patriam ſuam Provinciæ ac Terras illi adjacentes ipſi Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo jam dicto mente & animo commendavit, eumdemque Chriſtianiſſimum Regem Dominum ſtudioſè rogavit ac humiliter deprecatus eſt, rogatumque facit atque deprecatur per hoc ſuum ultimum Teſtamentum ut pro Deo & amore quem ipſe Dominus noſter Rex Teſtator habet ac viſceribus gerit erga ipſum dictum Clariſſimum Dominum Dalphinum Patriam ac Terras ipſas adjacentes non ſolùm intuitu precium ſuarum, quas iterùm ac iterùm preces precibus accumulando infundit, ſuſcipiat amabiliter, commendatiſſimè, ac brachiis ſuæ humanitatis ac manſuetudinis amplectatur, verùm etiam in ſuis Pactionibus, Conventionibus, Privilegiis, Libertatibus, Franchiſiis, Statutis, Capitulis, Exemptionibus ac Prærogativis : etiam & item in Uſibus, Ritibus, Moribus, Stilis, ac laudabilibus Conſuetudinibus, quas, quæ & quos acceptare, ratificare, approbare ac confirmare dignerur ac velit, quemadmodum idem Dominus noſter Rex Teſtator poſt fœlices dies æternæ recordationis Domini Regis Renati ejus immediati Prædeceſſoris, ac Patrui recolendi, in Conſilio Trium Statuum dictæ Patriæ Provinciæ ratificavit, acceptavit, approbavit, confirmavit, ac obſervare, tenere & adimplere, tenerique, obſervari, mandari, & cum effectu facere pollicitus eſt, ac jurejurando promiſit, ſuſcipiat, habeat, manuteneat ac defendat, eaſdemque Patriam ac Terras adjacentes etiam amplioribus privilegiis, gratiis ac beneficiis proſequatur.

Item pariter jam dictus Dominus noſter Rex Teſtator ſubſecutivè memoratum Chriſtianiſſimum Dominum Regem Francorum hæredem ſuum rogavit, & quàm humiliter deprecatus eſt, rogatque ac deprecatur hujuſmodi ſui Teſtamenti tenore, non vulgariter quidem, ſed ita ut non majori ſtudio magiſve ex animo rogare ac deprecari poſſit quatenùs Franciſcum Dominum de Luxemburgo conſobrinum ſuum dilectiſſimum commendatum, imò commendatiſſimum habeat ac ſuſcipiat, & io ejus ſervitio ac penes ſe retineat, ſibique nedùm Vicecomitatum Marticii, & eætera quæ ut ſuprà eidem Franciſco legavit ſive reliquit, acceptet, ratificet & approbet, ac in quantum de opus erit, iterùm ac de novo det, doner atque conceedat, & incommutabiliter teneat ac obſerver, quin imò pro ejus amore ipſum eumdem Franciſcum Dominum de Luxemburgo, cùm ſit ſibi & ſingulari amicitia & tanta conſanguinitate conjunctus & arctiùs copulatus eatum habeat, ac gratiis atque majoribus beneficiis proſequatur amabiliter.

ANS de J. C. 1481.

Item conſecutivè memoratus Dominus noſter Rex Teſtator dictum Excellentiſſimum Dominum Franeorum Regem hæredem ſuum magnopere rogavit & deprecatus eſt, rogat & humiliter deprecatur per hoc ſuum ultimum Teſtamentum, & Officiales ſuos majores & minores communiter omnes, & particulariter quemlibet illorum cujuſlibet ſui Offieii, authoritatis ſive dignitatis quoad vixerint in eorum & cujuſlibet eorumdem Offieiis ſine quacumque mutatione manuteneat, contineat & obſervet, & pro quanto opus erit confirmet, eoſque generaliter partieulariter quandocumque benè ac fideliter egerint caros habeat, protegatque, & amabiliter proſequatur.

Item exinde dictus Dominus noſter Rex Teſtator ipſi præfato Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi quatenùs ex Sagittariis ſive Archeriis ſuis vulgariter appellatum *le grand Picard* providendum & amabiliter proſequendum ſingulariter eommendavit : Gardiatores verò & hujus ſui ultimi Teſtamenti nuncupativi ſeu voluntatis extremæ ac diſpoſitionis finalis executores fecit, conſtituit ac ordinavit jam dictus Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator Excellentes ac ſtrenuos Ludovicum Dominum Baſtardum Cenomaniæ Fratiem naturalem, ſupradictum Franciſcum Dominum de Luxemburgo conſobrinum, Joannem Dominum Baſtardum de Harainora Seneſcallum Cenomaniæ Cambellanum, Reverendos Patres Patres Elziarum Garnerii Priorem Sancti Maximini & Brancaſſium Bernardi Sacrarum Scripturarum Magiſtros, Confeſſores & Conſiliarios ipſius Domini noſtri Regis, abſentes tanquàm præſentes, & quemlibet ipſorum in ſolidum ; ita quidem quòd primitùs occupantis conditio potior non exiſtat, ſed quod unus ipſorum inceperit alter proſequi valeat, mediator prætereat & finire ac ducere totaliter ad effectum, rogans eos ac eorum utrumque per fideicommiſſum, ac omnia & ſingula per eum ut ſuprà diſpoſita ac fieri ordinata faciant debita executione compleri ; quibus propterea ac eorum utrique dedit tribus ac conceſſit dictus Sereniſſimus noſter Rex Teſtator, de certa ſua ſcientia, conſultò ac deliberatò, plenam licentiam ac omnimodam poteſtarem & ſpeciale mandatum prædicta omnia faciendi, debere complere, ac demùm generaliter omnia alia ac ſingula faciendi ac exequendi quod quilibet verus ac legitimus executor Teſtamentorum facere poteſt tàm de conſuetudine quàm de jure, & gardiatores ac executores ipſi eogantur circa præmiſſa propriis ſumptibus militare : præfatus ergo Dominus noſter Rex Teſtator legavit ſive reliquit cuilibet ipſorum gardiatorum ac executorum pro eorum labore mille ſcuta auri per jam dictum Excellentiſſimum Dominum Franeorum Regem hæredem ſuum univerſalem ſemel tantùm exſolvenda : hoc autem eſt & eſſe voluit dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex Teſtator, de certa ejus ſcientia, ſuum ultimum Teſtamentum, & ſuam ultimam voluntatem ſive diſpoſitionem finalem omnium Regnorum, Comitatuum, Vicecomitatuum, Baronias, Terras, & Dominiorum, cæterorumque bonorum, rerum, jurium, fortunarum, & facultatum ſuarum, & ſuorum præſentium & futurorum ; quod & quam valere voluit jure Teſtamenti ultimi nuncupativi firmi & validi, ac voluntatis extremæ, & diſpoſitionis finalis ; & ſi non valeat jure Teſtamenti ultimi nuncupativi, voluit ſaltem quòd valeat jure Codicillorum, & donationis cauſa mortis, vel ut cuilibet voluntа-

ANS de J. C. 1481. luntatis extremæ, & alt. eo jure, ritu, ſtilo, more ſeu conſuetudine quo ſeu qua meliùs ac firmiùs valere poterit & tenere; caſſans, rumpens, irritans penitùs & annullans præfatus Dominus noſter Rex Teſtator, de certa ſua ſcientia, ut ſuprà, per hoc ſuum Teſtamentum ultimum nuncupativum, & ejus virtute omnia alia Teſtamenta, Codicillos & donationes cauſa mortis, & quaſcumque ultimas voluntates per eum ſi quæ ſive hinc retroactas & facta, & ipſis omnibus rejectis, & pariter annullatis, iſtud valere voluit & tenere, ac habere de cætero roboris perpetuam firmitatem; ſuppleens nihilominus de ſuæ Poteſtatis plenitudine omnem defectum ac ſolemnitatem tàm Juris quàm facti, ſi quis forſan intervenerit in præmiſſum & contra quodlibet præmiſſorum atque volens inſuper quòd omnes ſolemnitates & clauſulæ quæ in Teſtamentis Regum & Principum ex more, ritu, ſtylo & conſuetudine, vel etiam de jure conſueverunt apponi pariter & deſcribi hoc in eodem Teſtamento ſic intelligantur ac ſi particulariter & ſigillatim in eodem deſcripta, annotata & expreſſa forent: rogans inſuper & requirens dictus Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator Magiſtros Egregioſque & honorabiles Viros teſtes infraſcriptos per eum in primis notos, cognitos, & ſingulariter nominatos, ut de prædictis omnibus & ſingulis ut ſuprà per ipſum legatis, relictis, diſpoſitis, & fieri ordinatis, tanquàm teſtes ad hæc omnia convocari, dum locus & tempus aſſiſterint, ferant utique Teſtimonium veritatis: me quoque Gaufridum Tallamer civem Aquenſem, ejuſdem Domini noſtri Regis Teſtatoris Secretarium, & Notarium publicum, & Collegam meum infraſcriptum, rogatos & juſſos fecit, ac ſimiliter requiſivit idem Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator, & memorato Chriſtianiſſimo ac Excellentiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo Cariſſimo & Honorandiſſimo, ac omnibus aliis & ſingulis quotum intereſt & intererit vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, quàm primùm requiſiti facere & extrahere debeamus publicum & publica & tot quot ſcilicet habere voluerit Inſtrumentum & Inſtrumenta, quod & quæ ſemel & pluries ac toties quoties opus erit poſſit & poſſint dictari, corrigi, refici & emendari, addendo & detrahendo Conciliis dictamine cujuſlibet in Jure periti, facti tamen ſubſtantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia recitata Maſſiliæ in domo dicti Domini noſtri Regis, videlicet in Camera in qua Rex ipſe Dominus noſter ægrotus jacebat. Præſentibus ibidem Reverendiſſimis Patribus, Magnificiſque, Egregiis, Nobilibus & Honorabilibus Viris Fratribus Elziario Garneri Priori Sancti Maximini, Brancaſſio Bernardi, Ordinis Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magiſtris Confeſſoribus, Magiſtro Petro Robini Phyſico, Domino de Graveſione, Joanne Baptiſta de Morano, Domino de Carcairana, cive Arelat. Matelino de Saint Mas, Domino de Moſſa, Stephano Frenart, Hoctore de Monrebruno Capitaneo Gardæ, Bernardo de Sara, Conſiliariis Scutiferis, Joanne de Rieux Apoticario, & Joanne Saloois loci Inſulæ Martici, domeſticis & familiaribus prædicti Domini noſtri Regis: item & Fulcone de Senaſſio, Karolo Gaſſini, Conſulibus, Domino Bertrando Duranti, Jurium Doctore, Guillermo Paulo, Gregorio de Langueto, & Ludovico Boquini, tàm Burgenſibus quàm mercatoribus dictæ Civitatis Maſſiliæ, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, notis, cognitis, & per ipſum Dominum noſtrum Regem Teſtatorem ut ſuprà ſingulariter nominatis, & me Gaufrido Tallamer Regis Secretario, ac me Jacobo Gaufridi Regis Secretario, &c.

Extrait des Archifs du Roy en ſon Pays de Provence, & du Regiſtre où le Teſtament cy-deſſus tranſcrit eſt regiſtré, avec tous autres Teſtamens & Codicilles, & à iceluy collationné par Nous Conſeillers du Roy, Secretaires & Archivaires pour Sa Majeſté en Provence, ſouſſignez. ANS de J. C. 1481.

MALBEC & BOISSON.

Extrait des Regiſtres du Bureau des Finances de la Generalité de Provence par Nous Conſeiller, Secretaire du Roy, Greffier en iceluy, ſouſſigné.

TRAVERSERY.

DXIX.

Premier Codicile de CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marſeille le 11. Décembre* 1481. Noël Gailhard. Remonſtrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 100. ANS de J. C. 1481. ANJOU.

Codicillus Sereniſſimi ac Excellentiſſimi Principis & Domini noſtri Domini Karoli Andegaviæ, Dei gratia Hieruſalem, Siciliæ Regn. Regis, Comitatuumque Provinciæ & Forcalqueri Comitis.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo octuageſimo-primo, & die undecima menſis Decembris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Sixti divina providentia Papæ quarti anno undecimo. Univerſis ac ſingulis hoc verum & publicum Inſtrumentum viſuris, lecturis, ac etiam audituris, evidenter pateat ac ſit notum qualiter Sereniſſimus ac Excellentiſſimus Princeps ac Dominus noſter Dominus Karolus Andegaviæ Dei gratia Hyeruſalem, Siciliæ Rex, Comitatuumque Proviociæ & Forcalquerii Comes, non immemor, imò commemoratus, & in ejus mente recolens die herina, quæ fuit decima dicti menſis Decembris, ſuom condidiſſe Teſtamentum, extremam voluntatem & diſpoſitionem finalem ſumptum & ſumptas per me Gaufridum Tallamer ejuſdem Domini noſtri Regis Secretarium ac Notarium publicum & Collegam meum infraſcriptum, & in eodem Teſtamento; poſtquàm plurima legata per eum facta & ordinata ſibi hæredem univerſalem & in ſolidum inſtituiſſet, feciſſet, & ordinaſſet, ac ore ſuo proprio nuncupaſſet Chriſtianiſſimum ac Excellentiſſimum Principem & Dominum noſtrum Dominum Ludovicum eadem Dei gratia Francorum Regem conſobrinum & Dominum ſuum Cariſſimum & honorandiſſimum, quemadmodum in Teſtamento ipſo ſic & pleniùs continetur: hinc eſt quia præfato Excellentiſſimo Domino noſtro Regi & unicuique licitum eſt ac etiam permiſſum de jure uſque ad extremum vitæ eodicillari, ac etiam Codicillos & Teſtamenta unum & plura facere ac ordinare; quapropter dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex ſanus mente, & in ſua bona exiſtens memoria, firmaque, rationabili & diſerta loquela, gratiâ Jeſu Chriſti, licet jacens permaneat in lecto quadam prot. dolor. infirmitate gravatus, volens & admodum cupiens Codicillare, & Codicillare Codicillando aliqua ipſo Teſtamento ſuo addere quæ ſibi à voto ſuo aſſidua & deſiderabili meditatione concurrunt; ex his igitur & aliis juſtiſſimis cauſis moventibus ad hoc ſingulariter mentem ejus, memoratus Sereniſſimus Dominus noſter Rex, ſcienter, conſultè ac deliberatè Codicillando, ut ſibi faſeſt, prædicto ſuo Teſtamento addidit ea omnia particulariter quæ ſequuntur.

In primis namque ipſe memoratus Dominus noſter Rex ſic Codicillando legavit ſive reliquit Magiſtro Legum eximio Profeſſori Domino Joanni de Luperiis ipſius Domini noſtri Regis Conſiliario & Cambellano, tanquàm de eo optimè merito, & maximè pro multis ſervitiis & beneplacitis ſibi præſtitis, & in com-

ANS de J. C. 1481.

compenſam pariter retributionem & ſatisfactionem plurimorum laborum quos ipſe Dominus Joannes de Luperiis diligenter & curioſe in ejuſdem Domini noſtri ſervitio con ſine magnis ſumptibus toleravit.

Item & pro ſatisfactione gagiorum ſuorum ſibi adhuc debitorum de tempore quo ſecum fuit, de quibus hactenùs non ſibi extitit integraliter ſatisfactum, ſummam videlicet trium millium ſcutorum per ſupradictum Chriſtianiſſimum Dominum Francorum Regem, tanquàm hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum ſemel tantùm ipſi eidem de Luperiis dandam & exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex juſtè & non indignè motus generoſæ Domicillæ Helionoræ de la Rocha ſelezenæ ſtrenui quondàm Comitis Troyæ magni Seneſcalli Provinciæ, ſummam videlicet duorum millium ſcutorum ipſi eidem Helionoræ tanquàm bene meritæ, per jam dictum Excellentiſſimum Dominum Regem Francorum hæredem ſuum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam, & maximè pro ſervitiis per eandem Domicellam ſœlicis recordationis Reginæ Joannæ ejuſdem Domini noſtri conſorti factis, ac laborioſe & fidelitèr præſtitis: item & pro laboribus quos ipſa Domicella io ipſius Reginæ Joannæ ſervitio nihilominùs toleravit, ac demùm in mediante eadem ſumma duorum millium ſcutorum dicta Domicella poſſit decentiùs & honorificentiùs maritari.

Item pariter legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex cuilibet ex ſuis Sacerdotibus, atque ſimiliter Domino Joanni Theodon Presbytero Excellentis Domini Franciſci de Luxemburgo ipſius Domini noſtri Regis confobtini centum ſcuta ſem. l tantùm ut ſuprà exſolvenda, tàm amore & ob reverentiam Dei, quàm etiam pro laboribus per eoſdem Capellanos in ſuo ſervitio hactenùs paſſis & toleratis.

Item legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex Renato Clerico ſuæ Capellæ, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, ſcuta centum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda, tàm amore & ob reverentiam Dei, quàm etiam pro laboribus per eum in ſuo ſervitio paſſis & toleratis.

Item pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Joanni Domino Baſtardo ejus Fratri naturali, tanquàm ſibi Cariſſimo, ac ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum ultra ſummam duorum millium ſcutorum per ipſum Dominum noſtrum Regem io ſuo dicto ultimo Teſtamento ipſi Domino Baſtardo legatam ſive relictam quendam locum ſuum vulgariter appellatum Charon, cum quibuſcumque juribus, redditibus, fructibus, emolumentis & pertinentiis ſuis, & modo & forma quibus Dominus noſter Rex prædictum locum de Charon hactenùs habuit, tenuit & poſſedit, ſine reſervatione quacumque tacita vel expreſſa.

Item legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Excellenti Franciſco Domino de Luxemburgo conſobrino ſuo Cariſſimo ultra alia ſibi legata in jam dicto ejus Teſtamento ſuas duas Caravellas novas, cum univerſis & ſingulis furminentis, juribus, bonis, rebus & pertinentiis ſuis.

Item pariter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Antonio Cacaudi ejus Contrarotulo, tanquàm ſibi dilecto, atque de eo deque tota domo ejus optimè merito, & pro ſervitiis & beneplacitis per eumdem Cacaudi tàm æternæ memoriæ Illuſtriſſimo Domino Karolo ejuſdem Domini noſtri recolendiſſimo genitori, quàm etiam ſibi per longum tempus liberter ac laudabiliter præſtitis, ac pariter in compenſam & retributionem variorum laborum quos jam dictus Cacaudi io eorum & cujuſlibet ipſorum ſervitiis toleravit, videlicet ſummam quingentorum ſcutorum, ſemel tantùm eidem Contrarotulo exſolvendam.

ANS de J. C. 1481.

Item equidem legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex magnifico & generoſo Scutifero . . . . . de Gtimaldis Domino de Monacho, tanquàm ſibi fidiſſimo & dilectiſſimo: item & de eo optimè merito duas ſuas Triremes novas oondùm perfectas ſive completas, cum ſuis furminentis, juribus, bonis, rebus, & pertinentiis univerſis.

Item etiam legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Claudio de Caſtaing, tanquàm ſibi dilecto atque accepto, & de eo benè merito, ultra alia ſibi legata in dicto ſuo Teſtamento, locum de Biou torum cum juribus, redditibus, fructibus, emolumentis & pertinentiis ſuis, & alit. modo & forma quibus ipſe Dominus noſter Rex locum ipſum hactenùs habuit, tenuit & poſſedit, & hoc vita ſua durante dumtaxat.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Nobili Antonio Pineti Scutifero Scutiferiæ ipſius Domini noſtri, tanquàm ſibi benè dilecto, & de eo optimè merito, tàm pro gratis & acceptis ſervitiis ac beneplacitis eidem Domino noſtro per ipſum Antonium libenter ac fideliter præſtitis, quàm laboribus quos in ejus ſervitio laudabiliter toleravit.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit Egregiis ac Nobilibus Viris Petro Guiramandi Domino de Pana & Elziario Almarici Domino d'Eſclangono, ejus Hoſpitii Magiſtris.

Item omnibus ac ſingulis Scutiferis & Nobilibus domus ſuæ vulgò dictis *les Gentils-hommes de ſa Maiſon*, qui non ſunt nominati in prædicto ſuo Teſtamento, ſive etiam in præſenti Codicillo, pro gratis & acceptis ſervitiis per eos tàm conjunctim quàm diviſim fideliter & laudabiliter ſibi præſtitis, ac etiam laboribus ejus in ſervitio paſſis ac toleratis, videlicet cuilibet ipſorum ſummam tricentorum ſcutorum auri ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item nihilominùs legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex omnibus ac ſingulis ſuis & domus ſuæ Servitoribus non nominatis in dicto ſuo Teſtamento, aut præſenti Codicillo, & qui non ſunt Nobiles, nec pro talibus habentur, pro laboribus per eos in ſervitio ſuo paſſis ac toleratis, videlicet ipſorum cuilibet ſcuta ceotum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit cuilibet Domicillæ æternæ memoriæ Illuſtriſſimæ Reginæ Joannæ ejuſdem Domini noſtri Regis quondàm ſponſæ, quæ non fuerint nominatæ in jam dicto ſuo Teſtamento, videlicet mille libras Turon. ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendas.

Item pariter legavit ſive reliquit memoratus noſter Rex Nobili Joanni Chaperon Scutifero tanquàm ſibi dilecto, ac de eo optimè merito, ac ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, per in perpetuum, pro quampluribus gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Chaperon eidem hactenùs libenter & liberaliter præſtitis: item & pro laboribus in ejus ſervitio paſſis ac toleratis, Caſtrum dictum ſuum Coadevache, cum omoibus, juribus, redditibus, fructibus, emolumentis ac pertinentiis ſuis, & alio modo ac forma quibus ipſe Dominus noſter Rex prædictum Caſtrum ſuum tempore habuit, tenuit ac poſſedit.

Item exinde jam dictus Dominus noſter Rex motus devotione quam habet ad Beatam Mariam Magdalenam ejuſque Eccleſiam ac Conventum Prædicatorum Sancti Maximini; & certior factus qualiter fœlicis recordationis Sereniſſimus Rex Renatus ejus recolendiſſimus patruus ac immediatus prædeceſſor duas metretas olei quas in donatione ac infeudatione per eum factis de loco & territorio de Carcairana, ejuſque diſtrictu, Nobili Viro Joanni Baptiſtæ de Morano civi Arelat. ac Domino ejuſdem Loci, in ac ſuper dictis Loco, territorio ac diſtrictu, pro ſervi-

ANS de J. C. 1481.

tio ſive cenſu annuo tetinuit ac reſervavit prædicto Conventui, pro aliquibus lampadibus in dicta Eccleſia aſſiduè & inextinguibiliter concremandis, per jam dictum Dominum de Carcairana exſolvi voluit ac ordinavit, quemadmodum in ſuis ejuſdem Domini Regis Renati Literis ſuper hoc conceſſis dignoſcitur ſe'tioliùs contineri: & quòd jam dictus Dominus de Carcairana præfatas duas metretas olei ad jam dictam Eccleſiam Sancti Maximini, ut ſuprà demonſtratum eſt, pertinentes ac ſpectantes, per aliquos annos exſolvere ceſſavit atque diſtulit, impræſentiarumque ceſſat ac differt, maximè propter litem motam ſibi per univerſitatem ac homines Villæ Arelat. de ac prædictis loco, territorio atque diſtrictu de Carcairana; opponenſque quia prædictarum donationis ac inſeudat. ladimna formam Literarum jam dicti Domini Regis Renati, obſtantibus ac reſiſtentibus dictis univerſitate atque hominibus ejuſdem Villæ de Areia, nuſquàm potuit effectualem ac completam executionem perſequi; ac per conſequens ad ſolutionem prædicti ſervitii ſeu cenſus annui non teneri. Ex his & ex aliis igitur juſtis ac piis cauſis movenibus ad hoc ſingulariter mentem ejus, & præcipuè quia in contradictorio judicio ſententiam ſuper his in ejus favorem reportavit dictus de Morano contra Univerſitatem prædictam Arearum, quæ nuſquàm fuit revocata, ſcienter ac deliberatè prædictas donationem & inſeudationem, nec non ordinationem & voluntatem præfati Regis Renati circa ſolutionem prædictarum duarum metretatum olei ut ſuprà ante dictæ Eccleſiæ faciendam non ſolùm approbavit, acceptavit, ratificavit, & confirmavit: verùm etiam voluit & ordinavit eaſdem donationem atque inſeudationem integrè obſervari, mandarique executioni quemadmodum in præfatis ſuam ejuſdem inclytiſſimi Regis Renati expreſſiùs continetur, de cujus voluntate & devotione in hoc proprio auditu ad plenum informatum ſe dixit, rogatum faciens propterea ſupernominatum Chriſtianiſſimum Dominum Francorum Regem hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum affectu & valdè devotum ipſi Sanctæ & ejus Eccleſiæ, quatenùs prædictam donationem & inſeudationem, item & Literas memorati Regis Renati nihil de contentis in eiſdem obmittendo teneri, obſervari ac exequi mandet & faciat, cum effectu ſit, namque quòd dictus Dominus de Carcairana propter dictam oppoſitionem, & ob defectum & retardationem executionis eatumdem Literarum & ſententiæ prædictæ non ſe excuſet quominùs dictas duas metretas olei ut ſuprà ſingulis annis ad effectus prædictos integraliter, pro & devotè & inſallanter det & ſolvat.

Item voluit ac ordinavit jam dictus Dominus noſter Rex quòd ſupradictus Chriſtianiſſimus ac Excellentiſſimus Dominus Francorum Rex, tanquàm ejus hæres univerſalis & in ſolidum, teneatur & debeat dare & ſolvere Guillelmo Chauveti ejus Sartori ſive Taillanderio centum quinquaginta ſcuta auri ſibi eidem Guillelmo debita per Joannem Boëtii Barberium & Valletum Cameræ ipſius Domini noſtri Regis, ex cauſa certarum rerum & mercantiarum per eumdem Boëtii à dicto Guillelmo, ex commiſſione, & ad opus præfati Domini noſtri Regis habitarum & receptarum.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Magiſtro Michaëli de Vienna ejus Setiagio, tanquàm de eo optimè merito & ſibi dilecto, tàm pro gratis & acceptis ſervitiis per eumdem Magiſtrum Michaëlem ipſi Domino noſtro laudabiliter præſtitis, & pro multis laboribus & expenſis quas & quos ipſe Magiſter Michaël in ejus ſervitio curioſiùs toleravit, ſummam videlicet quadringentorum ſcutorum auri eidem ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter jam dictus Dominus noſter Rex in mente ejus ſæpiùs commemorando revolvens Magiſtrum Gauſridum Tallamer ipſius Domini noſtri Secretarium ordinarium, & continuam ſumpſiſſe notam ultimi Teſtamenti, extremæ voluntatis & diſpoſitionis finalis ſupradictæ felicis recordationis Sereniſſimi ac Domini Regis Renati, & ex nota ipſa plura Inſtrumenta ad requiſitionem & mandatum ipſius Domini noſtri in publicam formam extrahi ac redigi feciſſe, & inde illa dicto Domino noſtro & deputatis ab eo ſemel & plures ac toties quoties fuit requiſitus diligenter ac curioſe expediſſe & conſignaſſe, atque pariter ſumpſiſſe notam Teſtamenti æternæ memoriæ Reginæ Joannæ præfati Domini noſtri Regis conſortis, & ex illa nihilominùs quædam Inſtrumenta feceſſe extrahi & groſſari, ac tandem conſignari: item equidem ſumpſiſſe notas omnium homagiorum & juramentorum fidelitatis poſt deceſſum ipſius memorati Domini Regis Renati ipſi jam dicto Domino noſtro Regi uſque nunc factorum; & item pariter ſumpſiſſe omnes & quoſcumque actus quos ipſe Dominus noſter Rex cum hac Patria ſua Provinciæ & Terris illi adjacentibus in ſuo fœliciſſimo adventu geſſit, habuit atque fecit, & tempore guerræ quæ ſuperioribus diebus in dicta Patria viguit ſemper ac omni tempore in comitiva jam dicti Domini noſtri Regis adfuiſſe, omneſque actos & celebratos ipſius guerræ prætextu & occaſione ſumpſiſſe, & his in omnibus prout fuit expediens laudabiliter ſe geſſiſſe & ſtrenuè uſque nunc, Curiam & D. dicti Domini noſtri Regis inſudando ſervitiis ac negotiis ſibi commiſſis diligentiùs frequentaſſe, ac denique ſupradictum ipſius Domini noſtri Regis ultimum Teſtamentum, & ejus notam eriam ſumpſiſſe, ac de tantis laboribus ſic ſuſceptis non ſine magnis ſumptibus ac expenſis ipſum Tallamer nullam ſatisfactionem haſtenùs conſecutum fuiſſe in ſolidum vel in parte: ex his igitur & aliis juſtis conſiderationibus motus & perſuaſus ipſi eidem Tallamer, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, in compoſam & aliqualem ſatisfactionem & retributionem prædictorum laborum & ſervitiorum ut ſuprà factorum & præſtitorum, legavit ſive reliquit ultra mille ſcuta eidem Tallamet in prædicto ſuo ultimo Teſtamento legata ſive relicta, illa tria Tabularia quæ idem Tallamer tàm & gratis & largitione prædicti Regis Renati, quàm etiam ipſius Domini noſtri haſtenùs habuit & poſſedit, ac impræſentiarum habet & poſſidet, videlicet unum in Curia Magnificorum Dominorum Magiſtrorum Rationalium, alterum in Curia Cameræ Rationum Civitatis Aquenſis, tertium verò in Curia ordinaria ejuſdem Civitatis, præter alia ſua Officia per jam dictum Tallamer ejus vita durante liberè, pacificè & quietè habenda, tenenda & poſſidenda, ſimul cum juribus, ſcripturia, proventibus, redditibus & emolumentis quibuſcumque ad Tabularia ipſa pertinentibus ac ſpectantibus, ſive pertinere ac ſpectare potentibus & debentibus de more, ritu, ſtilo, conſuetudine, vel de jure, & hoc abſque onere vel ſolutione alicujus pretii, penſionis ſive firmæ annualis dictorum Tabulariorum, & cujuſlibet ipſorum, quamcumque firmam ſive annuam penſionem, vel firmas & penſiones quæ pro dictis tribus Tabulariis fieri & exſolvi ſolitæ ſunt, pro quanto dicto Tallamer tangitur, non ſolùm extinxit & amortiſavit, verùm etiam eumdem Tallamer quoad vixerit à penſionibus ſive firmis ipſis, & qualibet earumdem: item & ab ulteriori paga & ſolutione illarum privilegiavit, quitavit, ac omninò & penitùs liberavit ex nunc, mandans atque ordinans ipſi eidem Tallamer fieri & expediri ſi & dum voluerit Literas opportunas.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Magiſtro Jacobo Gaufridi ipſius Domini noſtri Regis Secretario, tanquàm ſibi dilecto, & de eo bene merito, qui ſemel jam dictum Tallamer in receptione jam dicti ſui Teſtamenti vocavit, & præſens fuit, Tabularium Curiæ Regiæ Civitatis

ANS de J. C. 1481.

Tho-

ANS de J. C. 1481. Tholoo. totum cum juribus, ſcripturis, proventibus, atque emolumentis quibuſcumque ad Tabularium ipſum ejuſdem Jacobi Gaufridi vita durante pertinentibus & ſpectantibus, ac pertinere & ſpectare debentibus, de more, ritu, ſtilo, conſuetudine, vel de jure, per jam dictum Gaufridi ex nunc juvante quoad vixerit, liberè, pacificè & quietè habendum, tenendum & poſſidendum ſine ſolutione alicujus annoæ penſionis ſive firmæ quæ hactenùs pro jam dicto Tabulario annuatim fieri atque exſolvi conſuevit, quam ſiquidem annuam penſionem ſive firmam jam dictus Dominus noſter Rex ad opus & in favorem jam dicti Magiſtri Jacobi Gaufridi ejus vita durante extioxit & amortiſavit, ac Jacobum ipſum tanquàm de eo benemeritum ut ſuprà de eadem annua penſione ſeu firma relaxavit, quitavit & liberavit penitùs & omninò, concedendo eidem ſi & quando habere voluerit & opus erit Literas opportunas.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Nobili & prudenti Viro Joanni de Riciis ejus Apoticario fidiſſimo, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro quampluribus ſervitiis ac beneplacitis per dictom Joannem tàm ſupradicto inclytiſſimo Regi Renato quàm eriam eidem Domino noſtro laudabiliter ac diligenter omni tempore præſtitis, atque pariter pro laboribus quos idem Joannes in ſervitio utriuſque prædictorum Principum toleravit, videlicet ſummam tricentorum ſcutorum ipſi Joanni ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Renato de Bellavalle Scutifero Scutiferiæ ipſius Domini noſtri tanquàm ſibi dilectiſſimo, & de eo optime merito, & pro ſervitiis ac beneplacitis ipſi Domino noſtro per eumdem Renatum factis & præſtitis, ac laboribus quos in ſuo ſervitio toleravit, ſummam videlicet duorum millium ſcutorum ſemèl tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item pariter legavit ſive reliquit Franciſco de la Sale Scutifero, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, ſummam mille ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item equidem legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex . . . . . Domino de Mauge Scutifero, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, ſummam duorum millium ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item equidem legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex Egregio & magnæ circumſpectionis Viro Magiſtro Petro Cahardi Jurium Doctori, Judici Cenomaniæ, tanquàm ſibi dilectiſſimo, atque de eo benè & optimè merito, & pro quampluribus ſervitiis & beneplacitis eidem per ipſum Judicem factis & præſtitis, ac in aliqualem ſatisfactionem & retributionem multorum laborum quos Judex ipſe in ſuo ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit, ſummam videlicet duorum millium ſcutorum ſemel tantùm exſolvendam.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Joanni de Barges Archerio, tanquàm dilecto, & de eo benè & optimè merito, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum, pro quampluribus gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Joannem eidem Domino hactenùs fœliciter & laudabiliter præſtitis: item & in compenſam & retributionem multorum laborum quos Joannes ipſe in ſuo ſervitio toleravit, videlicet quondam ipſius Domini noſtri Regis metariam Garenæ de la Ferté: item & etiam aliam metariam de la Place, totas cum pluribus univerſis & ſingulis juribus, redditibus, proventibus, emolumentis ac pertinentiis, & alio modo & forma quibus jam dictus Dominus noſter Rex prædictas metarias hactenùs tenuit, habuit & poſſedit.

Item memoratus Excellentiſſimus Dominus noſter Rex ad inſtar Regis Regum & Domini Dominantium, qui non vult mortem peccatoris, ſed ut convertatur & vivat, quique libenter parcit peccantibus, & nuſquàm ſe properat ad vindictam: his igitur & aliis variis conſiderationibus motus, omnibus univerſis & ſingulis tàm Nobilibus quàm etiam plebeis, & cæteris quibuſcumque Eccleſiaſticis & ſæculatibus, ſine quacumque reſervatione, exceptione, & retentione tacita vel expreſſa, qui adverſus eum & Suam Majeſtatem ſive Statum ſuum, tàm ante ſupradictam guerram quæ in dicta Patria Provinciæ ſuperioribus menſibus vigebat, quàm eriam in eadem guerra & poſt ipſam guerram mente, animo, cogitatione, opere, verbo, facto, conjuratione, conſpiratione, tractatu, machinatione, diffamatione, denigratione, palam vel occultè, rebellione, proditione, mora, inobedientia, offenſa, aut aliter hactenùs qualitercumque, quomodocumque deliquerint, etiam his omnibus ac ſingulis qui juxta formam Capitulorum ſiois dictæ guerræ non ſe præſentaverunt infra terminum propterèa præfixum, ſtatutum, & eiſque communiter omnibus & particulariter ſingulis quaſcumque pœnas civiles, criminales, pecuniarias, & corporales, quantumcumque atroces, imò atrociſſimas, culpaſque, injurias & offenſas hactenùs qualitercumque immiſſas & commiſſas penitùs remiſit & relaxavit, conceſſitque de illis atque fecit indulgentiam & remiſſionem ſpecialem & generalem, ipſoſque præfatos quibus inſuprà indulſit, & remiſſionem fecit generalem, reduxit, reintegravit ad Patriam, ac bona, famam & honores priſtinos; voluitque, diſpoſuit & ordinavit inſuper dictus Dominus noſter Rex omnia Caſtra, Dominia, Terras, bona, res, fortunas, & facultates eorum cujuſlibet ipſorum ad manus ſuas jam retrò annotata & annotaras eiſdem generaliter & particulariter relaxari atque reſtitui, quemadmodum idem Dominos noſter Rex libenter & liberaliter reſtituit & relaxavit, pariter & relaxat & reſtitui mandat per hoc publicum Inſtrumentum quoad in hoc habere voluit authoritatem, efficaciam & roborem patentum Literarum.

Item pariter Sereniſſimus memoratus Dominus noſter Rex quanquàm in prædicto ſuo jam facto ultimo Teſtamento rogaverit & fuerit humiliter deprecatus ſuprà nominatum Excellentiſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Francorum Regem hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum, ut Franciſcum Dominum de Luxemburgo conſobrinum ſuum Cariſſimum ſuſcipiat commendatum, tetineatque in ejus ſervitio, atque amabiliter proſequatur, tanquàm ſibi ingenti amicitia & conſanguinitate propinquum, atque legatum eidem conſobrino ſuo de Vicecomitatu Martici, item & cætera legata facta latiùs in prædicto ejus Teſtamento contenta & declarata acceptet, confitmer, ratificet & approbet, quemadmodum in Teſtamento ipſo ſeriosiùs continetur; nihilominùs tamen ad magis atque magis exprimendum & eriam declarandum ſuæ mentis conceptum, atque voluntatem extremam, memoratum Chriſtianiſſimum Invictiſſimum Regem Francorum hæredem ſuum iterùm atque iterùm mente, corde & animo rogavit, & cum quanta potuit humili reverentia deprecatus eſt, rogatque vehementer atque deprecatur per hos ſuos Codicillos ut præmiſſa omnia nihil obmittendo de contingentibus faciat, adimpleat, atque benigniùs exequatur.

ANS de J. C. 1481.

Et item prælibatus Dominus noſter Rex jam dictum Franciſcum Dominum de Luxemburgo ejus conſobrinum Cariſſimum Gentibus inclyti Conſilii Trium Statuum Provinciæ poſt ejus fœlices dies tevocandi & congregandi facit nihilominùs commendatiſſimum, coſque hortatur imò deprecatur & humaniùs requirit eumdem Franciſcum conſobrinum ſuum prout ſeipſum in omnibus ſuis agendis favore, amore & benevolentia omnique reverentiali amicitia libentiùs

ANS de J. C. 1481.

tiùs proſequantur, ſibique præſtent omni tempore Conſilium, adjutorium & favorem.

Item conſequenter dictus Dominus noſter Rex memoratum Chriſtianiſſimum & Excellentiſſimum Dominum Francorum Regem hæredem ſuum ſtudioſe & magnopere rogavit, humiliter requiſivit & deprecatus eſt ut Venerabilem Virum Dominum Petrum Aureti ejus Eleemoſinarium, tanquàm ſibi dilectiſſimum & acceptum, providendum & amabiliter proſequendum ſuſcipiat commendatum, & ſub protectione ſpecialique ſauvegardia protegat, & benignius amplectatur, & pariter ſuſcipiat commendatum, protegatque, & favorabiliter proſequatur Joannem Thorcau Magiſtrum Portuum ſibi fidiſſimum & dilectum.

Item equidem jam dictus Dominus noſter Rex pura affectione ſtudioque memorato Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo univerſali ſoli & in ſolidum commendavit & commendatos fecit omnes & quoſcumque ſuos Servitores, tanquàm ſibi fidiſſimos, & optimè meritos de eodem, eumdemque Excellentiſſimum Dominum Francorum Regem rogatum fecit rogatque & humiliter deprecatur ut ejus amore ipſos eoſdem Servitores cujuſcumque ſint ſtatus, gradus & conditionis, generaliter & particulariter habeat caros, & eis apud ſe locum & proviſionem det condecentem: item & ipſis eiſdem Servitoribus ſatisfieri faciat atque mandet de eorum & cujuſlibet ipſorum gagiis debitis, ſcilicet à jam retro uſque in hodiernum diem incluſivè; cætera verò omnia & ſingula in ſupradicto Teſtamento per dictum Excellentiſſimum Dominum noſtrum Regem legata, diſpoſita & ordinata, & ſignanter inſtitutionem hæredis factam de ſupradicto Chriſtianiſſimo Domino Francorum Rege, ac Illuſtriſſimo Principe Domino Delphino ipſius Chriſtianiſſimi Domini Francorum Regis primogenito, & ſuis ſucceſſoribus deſcendentibus à Corona Franciæ idem Dominus noſter Rex per præſentes ſuos Codicillos approbavit, acceptavit, ratificavit, & confirmavit: hos autem ſuos ultimos Codicillos idem præfatus Dominus noſter Rex voluit in perpetua firmitate manere, omnes alias ultimas voluntates ab ipſo olim factas revocans, & viribus deſtituens, prædeſignato tamen ſuo ultimo jam facto Teſtamento ut ſuprà ſumpto per Nos dictos Tallamer & Gaufridi, cum hujuſmodi Codicillis cunctis temporibus ubilibet valituris; volens tamen & ordinans omnia & ſuprà per eum diſpoſita, legata, relicta & ordinata per jam dictum Excellentiſſimum Dominum Francorum Regem tanquàm hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum exſolvi, fieri, adimpleri, & cum effectu obſervari, ac ſi in eodem dicto ſuo Teſtamento diſpoſita, legata, relicta, & ordinata, ac omnibus deſcripta forent: de quibus omnibus univerſis & ſingulis præmiſſis, & quorumcumque præmiſſorum, memoratus Dominus noſter Rex voluit & expreſſe mandavit jam dicto Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo univerſali, quàm aliis quibuſcumque quorum intereſt, intererit vel intereſſe poterit in futurum, fieri unum & plura publicum & publica, & tot quot habere voluerit Inſtrumentum & Inſtrumenta, quod & quæ poſſint corrigi, refici & meliorari, & illis addi atque ab eis detrahi ſemel & pluries, & aliter toties quoties opus erit, Conſilio & dictamine cujuſlibet in Jure periti, facti tamen ſubſtantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia, recitata & publicata Maſſiliæ in domo jam dicti Excellentiſſimi Domini noſtri Regis, videlicet in Camera in qua ipſe ægrotus jacebat & quieſcebat. Præſentibus ibidem Reverendis Patribus Elziario Garnerio Priore Sancti Maximini & Brancaſſio Bernardi Ordinis Fratrum Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magiſtris Confeſſoribus, Egregiisque, Nobilibus & honorabilibus Viris Magiſtris Petro Robino Domino de Gravelione, & Petro Moiran Artium & Medicinæ Magiſtris Phyſicis, Joanne Baptiſta de Morano cive Arelatenſi Domino de Carcairana, Antonio de Pineto, Franciſco Graſſeau, Stephano Audrici, Scutiferis, Joannello de Ricus Apoticario, & Thoma Lamy Valleto Cameræ prædicti Domini noſtri Regis Teſtatoria, teſtibus ad præmiſſa vocatis, ſpecialiter regatis, & me Jacobo Gaufridi Regio Secretario, &c.

ANS de J. C. 1481.

Extrait des Archifs du Roy en ſon Pays de Provence, & du Cayer & Regiſtre où le Codicille cy-deſſus tranſcrit eſt regiſtré, avec autres Codicilles & Teſtamens, & a ſcelay collationné par Nous Conſeillers du Roy, Secretaires & Archivaires pour Sa Majeſté audit Pays, ſouſſignez.

MALBEC & BOISSON.

Extrait des Regiſtres du Bureau des Finances de la Generalité de Provence par Nous Conſeiller, Secretaire du Roy, Greffier en iceluy, ſouſſigné.

TRAVERSERY.

DXX.

Second Codicile de CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marſeille le* 14. *Décembre* 1481. Noël Gailhard. Remonſtrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 108.

ANS de J. C. 1481. Anjou.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo octuageſimo-primo, & die undecima menſis Decembris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Sixti divina providentia Papæ quarti anno undecimo. Univerſis & ſingulis hoc verum & publicum Inſtrumentum viſuris, ac etiam audituris, tàm præſentibus quàm futuris, evidenter patcat & ſit notum qualiter Sereniſſimus & Excellentiſſimus Princeps & Dominus noſter Karolus Andegaviæ Dei gratia Hyeruſalem, Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, non immemor, imò commemoratus & recolens die hernia, quæ fuit decima dicti menſis Decembris, ſuum condidiſſe ultimum Teſtamentum, extremam voluntatem & diſpoſitionem finalem ſumptam & ſumptas per me Gaufridum Tallamer ejuſdem Domini noſtri Regis Secretarium, & Notarium publicum, & Collegam meum infraſcripium, & in eo Teſtamento poſtquàm plura legata per eum facta & ordinata, ſibi hæredem univerſalem & in ſolidum inſtituiſſe, feciſſe, & ordinaſſe, ac ore ſuo proprio nominaſſe Chriſtianiſſimum & Excellentiſſimum Principem Dominum Dominum Ludovicum eadem Dei gratia Francorum Regem conſobrinum & Dominum ſuum Cariſſimum & honorandum, quemadmodum in Teſtamento ipſo ſit & plenius continetur: & conſequenter exinde hac die præſenti undecima prædicti menſis Decembris, de mane inter octavam & novam horam, vel circa, certos feciſſe Codicillos, & Codicillandos, quædam ſibi occurrentia jam dicto Teſtamento addidiſſe, ſicut de Codicillis ipſis conſtat penes me dictum Tallamer, qui illos ſumpſi, ſicut & cum Collega eodem ſuprà & infraſcripto: hinc eſtquè quia ipſi præfato Excellentiſſimo Domino noſtro Regi & unicuique licitum eſt ac eriam permiſſum de jure uſque ad extremum vitæ iterùm atque iterùm codicillare, & Codicillos & Teſtamenta unum & pluta facere, ac etiam ordinare; quapropter dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex, ſanus mente, & in ſua bona memoria, firmaque, rationabili & diſcreta loquela, gratiâ Jeſu Chriſti, licet jaceret in lecto, quadam prot. doloris infirmitate gravatus, volens

ANS de J. C. 1481.

lens & admodùm cupiens iterùm Codicillare, & Codicillando aliqua ipſo ſuo Teſtamento addere quæ ſibi ac voto ſuo aſſidua & deſiderabili meditatione concurrunt: ex his igitur & aliis juſtiſſimis cauſis moventibus ſingulariter mentem ejus, memoratus Sereniſſimus Dominus noſter Rex ſcienter, conſultè ac deliberatè Codicillando, ut ſibi fas eſt, prædicto ſuo Teſtamento addidit ea omnis particulariter quæ ſequuntur.

In primis namque dictus Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Codicillando legavit ſiva reliquit ejus Regi Armorum vulgariter dicto Provence, tanquàm ſibi fideli dilectoque, ac de eo optimè merito, pro quibuſdam ſervitiis & beneplacitis ipſi eidem Domino noſtro Regi per eumdem ſuum Regem Armorum utroque tempore bellorum & pacis laborioſe fideliterque & laudabiliter præſtitis, item & in aliqualem retributionem multorum laborum quos idem Rex Armorum 10 ejuſdem Domini noſtri Regis ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit, ſummam annuam centum quinquaginta florenorum Provincialium, recipiendorum, levandorum & exigendorum per dictum Regem Armorum ſingulis annis quoad vixerit in & ſuper melioribus denariis ſive pecuniis Tabulæ Mariæ Civitatis Maſſiliæ.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Joanni le Mercier, & Joanni Yvoni, tanquàm ſibi dilectis, & de eo benemeritis, quandam ſuam Caravellam vulgariter appellatam *l'Eſpinaſſe*, cum ſuis furmentis, rebus, juribus & pertinentiis quibuſcumque.

Item nihilominùs præfatus Dominus noſter Rex quandam donationem factam per ſorlicis recordationis Sereniſſimum Regem Renatum ipſius Domini noſtri immediatum Prædeceſſorem, & Patrunm recolendiſſimum, prudenti Viro Magiſtro Antonello de Ricciis ejus Apoticario, de quadam domo ſita in Civitate Aquenſi, videlicet in Carreria Campanæ, quam domum ipſe Magiſter Anthonellus impræſentiarum tenet & poſſidet, ac omnia & ſingula quæ continentur in Literis ipſius donationis, conceſſam per jam dictum Regem Renatum, acceptavit, ratificavit, approbavit, & confirmavit modo & forma quibus eiſdem in Literis continetur.

Item equidem ipſe memoratus Dominus noſter Rex nedùm præfato Magiſtro Aotonello de Ricciis, verùm etiam Joanni de Ricciis ejus filio Apotecario ordinario & continuo jam dicti Domini noſtri Regis, & cuilibet ipſorum tàm conjunctim quàm diviſim, omnia eorum & cujuſlibet ipſorum Officia: item donationes, largitiones & Literas eis & cuilibet eorumdem tàm per ipſum Excellentiſſimum Dominum noſtrum Regem quàm ipſum Dominum Regem Renatum hactenùs qualitercumque factas & facta, conceſſas & conceſſa, quemadmodum in eiſdem Literis continetur, acceptavit, ratificavit, approbavit & confirmavit, ac tenere & valere voluit, ſecundum earumdem Literarum mentem, continentiam & tenorem.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Egregio Militi Domino Baſco de Aroya habitatori Civitatis Maſſiliæ, tanquàm ſibi dilecto, pro quampluribus ſervitiis & beneplacitis per dictum Dominum Baſcum eidem Domino noſtro benè & laudabiliter præſtitis, atque libentiùs factis: item & in retributionem laborum quos idem Miles in ejus ſervitio utroque tempore bellorum & pacis non ſine magnis ſumptibus toleravit, quoddam ipſius Domini noſtri Regis vendarum ſiluum trans portum jam dictæ Civitatis Maſſiliæ, videlicet illud idem quod ipſe Dominus Baſcus ex donatione ſive conceſſione dicti Domini noſtri Regis tenet ac poſſidet, cum domibus, manſionibus, pratis, vineis, ac aliis uoiverſis & ſingulis bonis, rebus, juribus, & ſuis pertinentiis, & hoc ad vitam jam dicti Domini Baſchi, & ejus uxoris, ac ſuperveniențiis cujuſlibet eorumdem: item & idem memoratus Dominus noſter Rex ex cauſis præmiſſis certiſque aliis moventibus ad hoc ſingulariter meutem ejus, legavit ſive reliquit ipſi Domino Baſco de Aroya Juriſdictionem altam & baſſam eidem Domino Baſco per dictum Dominum noſtrum Regem noviſſimis diebus donatam ac conceſſam in Loco ſive Beguta de Septemes, cum mero & mixto imperio, alta baſſaque ac omnimoda Juriſdictione, cumque territoriis, limitationibus, aliiſque bonis, rebus ac juribus latiùs deſignatis & declaratis in Literis ſive privilegio dictæ donationis, quas omniaque & ſingula in illis contenta in quantum opus eſt ratificavit, approbavit & confirmavit, atque iterùm ac de novo conceſſit perpetuis temporibus valituras.

ANS de J. C. 1481.

Item pariter memoratus Dominus noſter Rex legavit ſive reliquit Nobili Renato Carion, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro ſervitiis eidem Domino noſtro per ipſum Renatum benè ac laudabiliter præſtitis, ac laboribus quos ipſe in ſuo ſervitio toleravit, videlicet mille ſcuta ipſi eidem Renato ſemel tantùm ut ſuprà exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Egregio ac Nobili Viro Domino Joanni Guiran Jurium Doctori, ipſius Domini noſtri Hoſpitii Magiſtro Requeſtarum ac Conſiliario Regio, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Dominum Magiſtrum Requeſtarum benè, laudabiliter atque diligenter præſtitis: item & pro laboribus quos idem Dominus Magiſter Requeſtarum in ſuo ſervitio toleravit, videlicet mille ſcuta ſemel tantùm ut ſuprà eidem exſolvenda.

Item Egregio ac Nobili Scutifero Hectori de Montebruno Capitaneo Gardæ dicti Domini noſtri Regis, idem Dominus noſter Rex legavit, ſive reliquit ac dari & exſolvi voluit ac ordinavit per dictum Chriſtianiſſimum ac Excellentiſſimum Dominum Francorum Regem hæredem ſuum univerſalem viginti quinque marchas argenti per ipſum Dominum Capitaneum Gardæ expoſitas ac exburſatas in faciendo fieri jaquetonos Sagittariorum ſive Archeriorum dicti Domini noſtri Regis.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Nobili Nicolao Jehannoti Scutifero Coquinæ ipſius Domini noſtri Regis, tanquàm ſibi dilecto, & de eo benè ac optimè merito, atque ſuis hæredibus ac ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum, pro gratis & acceptis ſervitiis per eumdem Nicolaum ipſi Domino noſtro Regi hactenùs fideliter, laudabiliter ac diligenter factis ac præſtitis, item & pro laboribus quos ipſe idem Nicolaus utroque tempore bellorum & pacis in ejus ſervitio toleravit, non ſine magnis ſumptibus ac expenſis, ſuum Viridarium ſive Jardinum ſitum in territorio Civitatis Aquenſis, illud idem ſcilicet quod prædictus Nicolaus pro eodem Domino noſtro, ac ſub ejus nomine impræſentiarum gubernat ac regit totum ac munitum prout nunc, & cum domibus, manſionibus, pratis, vineis, terris, bonis, rebus, juribus, ac pertinentiis ſuis quibuſcumque: item ac cum bonis mobilibus etiam exiſtentibus in jam dicto Viridario ſive Jardino, aut ſuis dictis domibus ac manſionibus, vel altera ipſarum, ſine quacumque reſervatione.

Item pariter legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex Joanni Boërii Barberio ac Varleto Cameræ ipſius Domini noſtri, tanquàm ſibi dilecto, ac de eo optimè merito, atque ſuis hæredibus ac ſucceſſoribus quibuſcumqoe per in perpetuum, quondàm jam dicti Domini noſtri Regis molendinum vulgariter appellarum *de Sone*, ſitum ac poſitum in ripa, ductum totum, cum omnibus furmentis, artificiis, rebus, bonis, juribus, ac pertinentus ſuis,

ANS de J. C. 1481.

& hoc ultra legatum ſibi eidem Joanni factum in dicto ſuo ultimo Teſtamento.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Thomæ Lamy ejus varleto Cameræ, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, ac ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum, quandam ipſius Domini noſtri Regis domum ſitam in dicta Civitate Aquenſi, videlicet extra Regale Palatium ipſius Civitatis ſubtus coquinas ejuſdem Palatii, & hoc ultra legatum ſibi factum in jam dicto ſuo ultimo Teſtamento.

Item legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Karolo filio pupillo Stephani Gumerian quondàm Contrarotuli ipſius Domini noſtri Regis, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, per in perpetuum, in memoriam ipſius quondàm ejus genitoris, & pro gratis & acceptis ſervitiis per dictum Stephanum uſque ad mortem incluſivè ipſi memorato Domino noſtro Regi factis & præſtitis, & laboribus quos in ſuo ſervitio fideliter & laudabiliter toleravit, Locum ſive Caſtrum de Petrolis, totum cum omnibus bonis, rebus, juribus, & pertinentiis ſuis univerſis, ſine quacumque retentione.

Item pariter legavit ſive reliquit memoratus Dominus noſter Rex ſupradicto ejus Regi Armorum dicto & vulgò nominato Provence, tanquàm de eo optimè merito, ultra legatum ut ſuprà eidem factum, videlicet ſummam tricentorum ſcutorum ſemel tantùm per ſupradictum ſuum hæredem ut ſuprà exſolvendam.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit Stephano Audrici, tanquàm ſibi dilecto, & de eo benè merito, ſimilem ſummam tricentorum ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item legavit ſive reliquit Nobili Chriſtophoro du Cloiſtre, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro quamplurimis gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Chriſtophorum eidem Domino noſtro fideliter & laudabiliter factis & præſtitis, & in retributionem multorum laborum quos Chriſtophorus in ſuo ſervitio nihilominùs toleravit, ſummam annuam centum librarum Turonenſium redditus per dictum Chriſtophorum annis ſingulis recipiendam, levandam, exigendam, & recuperandam de & ſuper denariis, pecuniis & juribus loci de Nogent le Rotrou, ſalvo tamen & cum hac reſtrictione quòd ſupradictus Chriſtianiſſimus & Excellentiſſimus Dominus Rex Francorum ejus hæres univerſalis, & ſui exinde hæredes & ſucceſſores poſſint & valeant redimere & recuperare dictas centum libras annuales, ſolvendo priùs jam dicto Chriſtophoro ſemel tantùm mille ſcuta, quod idem Dominus noſter Rex ſic fieri voluit, declaravit & ordinavit.

Item etiam legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex cuilibet ex Mangonibus ſuis, ſive Gallicè *a chacun de ſes Pages*, ſummam tricentorum ſcuturum ut ſuprà ſemel tantùm exſolvendam.

Item conſequenter voluit & ordinavit jam dictus Dominus noſter Rex quòd Egregius Miles Frater Poncius de Mallavila Ordinis Sancti Joannis Hyeroſolimitani Præceptor des Vaux, & Baillus de Manuaſca, habeat pacificam & expeditam poſſeſſionem Villæ prædictæ Mannuaſcæ, illiuſque Baillivæ, juriumque & pertinentiarum ſuarum exinde eadem poſſeſſione pacifica gaudeat & fruatur ſine impedimento quocumque auferendo manum Curiæ in & ſuper dicta Baillivia appoſitam.

Item voluit & ordinavit dictus Dominus noſter Rex exſolvi Nobilibus Jacobo de Sancto Egidio & Petro Imberti Civitatis Maſſiliæ ſummam quingentorum viginti duorum florenorum & groſſorum duorum, quæ ſumma illis debetur pro gagiis, cuſtodia & conſervatione Caſtri de Brigançono, & reparationibus utilibus & neceſſariis factis in eodem Caſtro.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit jam dictus Dominus noſter Rex Joanni de Montemirallo Scutifero, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, ſummam tricentorum ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam. ANS de J. C. 1481.

Item legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Guillelmo Petri Scutifero ejuſdem Domini noſtri Regis Hoſpitii Magiſtro, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum, pro gratis & acceptis ſervitiis per eumdem Guillermum Petit ipſi Domino noſtro Regi diligenter & fideliter præſtitis: item & pro laboribus quos idem Magiſter Hoſpitii in ſuo ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit, quamdam ipſius Domini noſtri Regis metariam, videlicet illam de Autonne, cum omnibus & ſingulis juribus, redditibus & emolumentis, fructibus & pertinentiis ſuis, abſque aliquali retentione.

Item pariter legavit ſive reliquit Nobili Viro Magiſtro Sixto Athanulphi ejus Secretario, tanquàm ſibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro ſervitiis tàm ipſi eidem Domino noſtro Regi quàm etiam felicis recordationis Domino Regi Renato præſtitis, & pro laboribus quos in ſervitio utriuſque ipſorum toleravit, videlicet ſummam quingentorum ſcutorum ſemel tantùm exſolvendam.

Item conſequenter memoratus noſter Rex voluit & ordinavit quòd exſolvatur Generoſo Jacobo de Thierry Domino de Raincois Seneſcallio Tholoſæ id quod petit in & ſupra Baronia de Lunello.

Item exinde legavit ſive reliquit ipſe Dominus noſter Rex Perrineto Seridelleau, tanquàm ſibi dilecto, & de eo benemerito, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque per in perpetuum, & pro ſervitiis domui ſuæ factis, ac laboribus quos ipſe Perrinetus in eadem domo & in ejus ſervitio toleravit, quandam Plateam vacuam ſitam in Caſtro Ayraudo, loco vulgariter dicto *la petite Fourriere*, confrontantem cum Curte domus de Haracuria, & cum domo Virguæ & ab alia parte cum Carreria publica, & cum domo quadam Salomon, ſine quacumque reſervatione.

Item pariter legavit ſive reliquit præfatus Dominus noſter Rex Demenjour de Caſa Veteri Mareſcallo Logiciorum prædicti Excellentiſſimi Domini noſtri Regis, tanquàm ſibi dilecto, deque eo optimè merito, & pro gratis aceeptiſque ſervitiis & beneplacitis per ipſum Demenjour eidem Domino noſtro benè & laudabiliter præſtitis, ac laboribus quos idem Demenjour in ejus ſervitio toleravit, videlicet ſummam tricentorum ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà exſolvendam.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Claudio Damille ejus Calſaterio, tanquàm de eo bene merito, pro quamplurimis ſervitiis per Dominum Claudium præfato Domino noſtro Regi ſumptuoſè præſtitis, ac laboribus quos in ejus ſervitio toleravit, ſummam quadringentorum ſcutorum ſemel tantùm ut ſuprà ſibi exſolvendam: cætera verò omnia & ſingula in ſupradicto Teſtamento per jam dictum Excellentiſſimum Dominum noſtrum Regem legata, diſpoſita & ordinata, & ſignanter inſtitutionem hæredis factam de ſupradicto Chriſtianiſſimo Domino Francorum Rege, ac Illuſtriſſimo Principe Domino Dalphino ipſius Chriſtianiſſimi Domini Francorum Regis primogenito, & ſuis ſucceſſoribus deſcendentibus à Corona Franciæ.

Et item pariter alios Codicillos ab illo ante præcedentes factos idem memoratus Dominus noſter Rex per ipſos præſentes ſuos Codicillos approbavit, ratificavit & confirmavit: hos autem ſuos ultimos Codicillos idem præfatus Dominus noſter Rex voluit in perpetua firmitate manere, omnes alias oltimas voluntates ab ipſo olim factas revocans & viribus deſtituens; prædeſignato tamen ſuo ultimo jam facto Teſtamento, ac ſubſequutis & inde factis aliis Codicillis paulò

ante

ANS de J. C. 1481. ante præſentes ut ſuprà ſumptis per me dictum Gaufridum Tallamer & Collegam meum inſraſcriptum, cum bujuſmodi Codicillis cunctis temporibus ubilibet valituris: volens & ordinans omnia per eum ut ſuprà diſpoſits, legata, relicta & ordinata per jam dictum Chriſtianiſſimum Dominum Francorum Regem, tanquàm hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum, exſolvi fieri, adimpleri, & cum effectu obſervari, ac ſi in eodem dicto ſuo Teſtamento legata, ordinata & diſpoſita forent. De quibus omnibus univerſis ſingulis præmiſſis & quolibet præmiſſorum memoratus Dominus noſter Rex voluit & expreſſe mandsvit tàm dicto Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo univerſali quàm aliis quibuſcumque quorum intereſt, intererit vel intereſſe poterit in futurum fieri unum & plura publicum & publica & tot quot habere voluerit Inſtrumentum & Inſtrumenta, quod & quæ poſſint corrigi, refici ac meliorari, & in eis addi atque ab eis detrahi ſemel & pluries & aliter toties quoties erit opus, Conſilio & dictamine cujuſlibet in Jure periti, facti tamen ſubſtantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia, recitata & publicata Maſſiliæ, in domo jam dicti Excellentiſſimi Domini noſtri Regis, videlicet in Camera in qua Dominus noſter ipſe jacebat & quieſcebat. Præſentibus ibidem Reverendis Presbyteris Fratribus Eliziario Garneri Priore Sancti Maximini, & Brancaſſio Bernardi Ordinis Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magiſtris Confeſſoribus: Egregiis quoque Nobilibus & honorsbilibus Viris Magiſtro Petro Robini Domino de Graveſione Artium & Medicinæ Magiſtro Phyſico, Ludovico de Antono, & Michaele de Grammonte, varletis Cameræ; Joanne de Riciis Apotecario, Antonio de Pineto Sentifero, Joanne Boëri, & Thoma Lamy etiam varleto Cameræ præfati Domini noſtri Regis, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, & me Jacobo Gaufridi Regio Secretario, &c.

Extrait des Archifs du Roy en ſon Pays de Provence, & du Cayer & Regiſtre où eſt le Codicille cy-deſſus tranſcrit, regiſtré avec autres Codicilles & Teſtamens, & a icelay collationné par Nous Conſeillere du Roy Secretaires & Archivaires de Sa Majeſté audit Pays, ſouſſignez.

MALBEC & BOSSION.

DXXI.

ANS de J. C. 1481. Suisses. *Acord fait entre les huit Cantons des Ligues, qui ſont* ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHVITS, UNDERWALD, *deſſus & deſſous les* BOIS, ZUG, *&* GLARIS. *Fait le premier Samedi après la Fête de Saint Thomas Apôtre* 1481. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 440.

AU nom de Dieu la Saincte Trinité, Dieu le Pere, le Fils & le Sainct Eſprit, Amen. Nous les Bourguemeiſtres, les Avoyers, les Ammans, Conſeillers, Bourgenis, Payſans, & Communautez generalement des Villes & Pays cy aprés nommez, nommement de ZURSCH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHVITZ, UNDERVALDEN deſſus & deſſoubs les BOSS, ZUG, avec les offices forains, & GLARIS, appellez les huict Cantons de ligues; Confeſſons publicquement, & faiſons ſçavoir, à tous ceux, qui verront & oyront ces preſentes lettres, comme il ſoit, qu'en vertu de noz perpetuelles alliances, jurées, leſquelles par l'ayde & aſſiſtance de Dieu eternel ont juſques à preſent grandement ſervy su bien, repos, Paix & tranquillité de nos predeceſſeurs & de nous, nous ſoyons perpetuellement conjoincts par enſemble, & pour plus ferme & vigilanre ſolicitude les uns ſur les autres; auſſi, afin, que les dictes nos alliances demeurent tant plus ſtables, & en plus grande efficace & vertu pour conſerver & entretenir tous nos pays & ſubjects en bonne paiſible tranquilité & repos; nous pour ces cauſes d'un commun advis & conſeil par bonne & utile conſederation, avons unanimement & amiablement accordé, declaré & conclud les choſes cy aprés eſcriptes, leſquelles en tous leurs poincts & articles ſans aucune mutation par nos bonne foy, voulons & entendons pour nous & nos perpetuels Combourgeois & ſucceſſeurs eſtre inviolablement obſervez & entretenuz par cy aprés perpetuellement. ANS de J. C. 1481.

2. Premierement nous les dicts huict Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schvitz, Undervalden, Zug & Glaris par nous meſmes ny par nos ſubjects, Bourgeois, paiſans, ou par quelques autres ne debvons & ne pouvons marcher ou ſortir les uns les autres temerairement & de force privée ny autrement dommager ou moleſter en façon que ce ſoit aux corps, aux biens, aux Villes, Pays, ſubjects, Bourgeois, paiſans, ny à ceux qui nous ſont conjoincts & alliez par alliances perpetuelles, de non prendre & ſaiſir les biens des uns des autres uſer de force, faſcher ny tourmenter en façon que ce ſoit encores moins l'entreprendre en aucune maniere; & ſi aucuns d'entre nous les dirs huict Cantons (ce que Dieu toutes fois veuille obvier) generalement ou particulierement vouliſſent entreprendre les uns contre les autres des choſes cy devant eſcrites, pour y obvier & donner ordre, que nos perpetuelles alliances jurées ſoient inviolablement obſervées, protegées & deffendues, & que tant plus etroictement nous tous demeurerons les uns envers les autres en bonne fraternelle Amitié, Paix & Union, le Canton auquel ou à ſes ſubjets telles inſolences aviendroient; en ce cas nous les autres Cantons debvrons & voulons tous en general le proteger, maintenir & deffendre fidellement ſans que choſe quelconque nous y donne empeſchement de telles moleſtations & facheries, tous dolz exceptez. Et ſi aucunes perſonnes privées d'entre nous une ou pluſieurs vouluſt entreprendre & uſer de telles preſomtions & de temeritez, comme, dict eſt, envers aucuns des noſtres, ou de ceux cy devant declarez, iceux quels qu'ils ſoient ou de quel Canton entre nous qu'ils le commettront, en ſeront incontinent ſelon leurs demerites & exigence d'eux par leurs Seigneurs & Superieurs ſans aucun empeſchement ne contredict punis; reſervant toutes fois, & ſi aucuns des noſtres nous faiſoient quelque emotion ou acte puniſſable riere les juriſdictions des autres Cantons, un tel ſera apprehendé & puny pour ſes demerites, ſelon le droict & la Couſtume du lieu ou il les auroit Commiſes.

3. Nous avons auſſi adviſé & conclud, que nul d'entre nous & de noſtre Pays des ligues, aux Villes ny aux champs, ne ſera ne entreprendra ouvertement ou occulrement sucunes particulieres aſſemblées ou dangereuſes communes, au moyen deſquelles aucuns en pourroient eſtre faſchez ou moleſtez ſans le ſceu ou conſentement de ſes Sieurs ou Superieurs, à ſçavoir de Zurich, de Bourgemeiſtre & des Conſeillers de Berne, de l'Advoyer & ſes Conſeillers de Lucerne, & de ceux d'Ury, de Schvitz, d'Undervalden, de Zug & de Glaris, des Amands des Conſeillers & de leurs Communautez; & ſi aucun ſans le dict conſentement entreprenoit ce que deſſus, ou y donnaſt ſon conſentement & advis, tel & tels ſeront promptement & incontinent punis par leurs Seigneurs & Superieurs, ſelon ce qu'ils auront merité ſans aucun delay.

4. Nous avons pareillement entre nous expreſſement arreſté & conclud, que doreſnavant en noſtre Pays

ANS de J. C. 1481. Pays des ligues parmy nous ne debvrons, & ne pourrons, pour le debvoir de noſtre ſerment, les uns les autres luborner & promouvoir à ſe rebeller contre les Seigneurs & Superieurs, n'entreprendre les divertir du debvoir qu'ils leur ſeront tenus, & ſi quelques uns des ſubjects d'aucuns d'entre nous ſe vouloient demonſtrer, tels que deſſus, en ce cas ſeront tenus y mettre & donner ſi bon ordre & fidellement y pourvoir, qu'ils rendent à leurs Superieurs l'obeiſſance, & le debvoir qu'ils leur ſont tenus, en vertu & ſelon le contenu de nos alliances jurées.

5. Et pour ce que par les lettres dreſſées par nos Superieurs de bonne memoire, aprés la Bataille de Sembach, l'année aprés la nativité de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt 1393. ans, touchant l'ordre, que devons tenir aux guerres, ou nous irons avec nos bannieres deſploées, ont eſté dreſſez & concluds aucuns articles, nous avons pour plus ample declaration d'iceux & pour le bien de nous & de nos Succeſſeurs en cette preſente declaration & appoinctement conclud & arreſté advenant, que voudrions marcher contre nos Ennemis pour cy aprés avec nos bannieres ou enſeignes deſploées tous en general, ou autrement de nos Villes ou Pays particulierement, & tous ceux, qui lors mareheront avec nos bannieres ou enſeignes demeureront auprés d'icelles, comme gens de bien; ainſy, que tousjours ont faict nos predeceſſeurs, quelque neceſſité, que à nous ou à eux pourroit advenir, fuſt en combattant ou en aſſaillant comme plus amplement cela & d'autres poincts & articles ſeront ſpecifiez & declarez es dictes lettres dreſſées apres la dicte journée de Sempach.

6. Davantage avons conclud & arreſté, que en premier lieu des dictes Lettres de Sembach conſequemment elles faiſant mention des preſtres & d'autres choſes, pour nos predeceſſeurs dreſſez en l'an de noſtre Seigneur courant 1370. en tout leur contenu, poincts & articles comme auſſi le preſent amiable appointement dorefnavant demeureront & ſeront entretenus & obſervez en leur force & vigueur pour perpetuelle memoire, leſquelles auſſi toutes & quantes fois que jureront nos perpetuelles alliances ſeront entre nous & tous les Cantons ouvertement pardevant les Communes leues & publiées.

7. Nous avons auſſi conclud & arreſté entre nous toutes & quantes fois, que ſerons la guerre contre aucuns, le pillage ſoit en argent ou autres biens, qui en telles guerres, aſſauts & combats ſera avec l'ayde de Dieu par nous gaigné & recouvert, qui ſoit ſelon la valeur & le nombre des gens que un chacun Canton auroit fourny eſgalement diſtribué aux perſonnes, qui auront eſté en tel voyage; & ſi en telles guerres nous venions à gaigner quelques Pays, Villes ou Chaſteaux, cens, rentes, peages, & autres juriſdictions, ſera parmy nous & entre un chacun Canton eſgalement, comme du paſſé amiablement diſtribué. Et ſi les choſes, que deſſus, eſtoient rachetées de nous pour quelque ſomme d'argent, telle que elle pourroit eſtre, ſera tel argent auſſi egalement diviſé parmy nous leſdits Cantons amiablement tous dols exceptez.

8. Nous avons auſſi declarée & expreſſement conclud, que en ce preſent amiable & perpetuel appointement ſont & doivent eſtre comprins, tant nous les deſſuſdicts Cantons des ligues, que tous ceux, qui marchent à la guerre avec nous, nos ſubjets, Bourgeois, payſins, & tous ceux, qui ſont en perpetuelle alliance & confederation avec nous; exceptez les Villes, Chaſteaux, Pays, ſubjets, cenſes, rentes, peages, & Seigneuries, qui par nous les Villes & Pays des ſuſdicts Cantons, comme dict eſt auroient eſté gaignées, diviſées & diſtribuées; nous reſervons auſſi expreſſement, que tout ce que deſſus eſt dict & declaré ne doit en façon, que ce ſoit porter prejudice à nos perpetuelles confederations, ains par vertu de cette cy doivent demeurer en leur force & vigueur en tout leur contenu ſans aucune mutation ſerment & inviolablement, tous dolz exceptez. ANS de J. C. 1481.

9. Et pour ferme corroboration des choſes cy deſſus eſcrites, nous leſdits huict Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schviz, Undervalden, Zug & Glaris, pour nous & nos perpetuels Succeſſeurs avons faict mettre nos ſceaux à ces preſentes huict Lettres, & en avons retiré chaſcun de nous une ſemblable ferme & ſubſtance, qui furent faictes le premier Samedy aprés Sainct Thomas Apoſtre, l'an aprés la nativité de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt, 1481.

DXXII.

Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, d'une part, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, & ſes Enfans d'autre. A Arras, autrement, Franchiſe, le 23. Décembre* 1482. Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. III. Part. III. Liv. V. Tit. I. Chap. IV. pag. 616. *&* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 270. ANS de J. C. 1482. FRANCE ET AUTRICHE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France; ſavoir faiſons à tous preſens & à venir, que comme pour mettre fin aux querelles, queſtions, debats, & à la guerre meûe à cette occaſion d'entre nous & nôtre tres-cher & tres-amé Couſin le Duc MAXIMILIEN d'Autriche, nos tres-chers & tres-amez Couſin & Couſine le Duc Philippe, & Damoiſelle Marguerite d'Autriche, ſes Enfans, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, pluſieurs Communications, Parlemens, & aſſemblées aient par diverſes fois été tenuës de nos gens, Ambaſſadeurs & Commis d'iceux nos Couſins, & de leurſdits Païs, par leſquels, pour parvenir à bien de Sainte & fructueuſe Paix, ont été faites pluſieurs ouvertures, & finalement en la Ville de Franchiſe *alias* Arras, en la convention & aſſemblée illec tenuë, ont par noſdits Ambaſſadeurs & les leurs, été deliberez, accordez, & conclus pluſieurs poinrs & articles, ſur leſquels ait été faite, concluë, jurée, & publiée Paix finale, union, & intelligence à toûjours entre nous, nôtre tres-cher & tres-amé fils Charles, Dauſin de Viennois, nôtre Roiaume, Païs, Seigneuries, & Sujets, d'une part; noſdits Couſin & Couſine, leurs Païs, Seigneuries & Sujets, d'autre. Et mêmement pour plus grande ſeureté d'icelle, ait été conſenti, conclu, & accordé le Mariage de nôtredit fils le Dauſin, & de nôtredite Couſine d'Autriche, ſelon, & en la forme & maniere que contenu eſt és Lettres ſur ce faites & expediées par noſdits Ambaſſadeurs, & ceux de noſdits Couſins, & leurſdits Pais, deſquelles Lettres la teneur eſt telle.

Philippe de Crevecœut, Seigneur Deſquordes, & de Lannoi, Conſeiller & Chambellan du Roi nôtre Sire, ſon Lieutenant & Capitaine General au Païs de Picardie, Chevalier de ſon Ordre, Olivier de Quateman, auſſi Chevalier, Conſeiller & Chambellan du Roi nôtre Sire, & ſon Lieutenant en la Ville de Franchiſe *alias* Arras, Jean de la Vacquerie Conſeiller du Roi nôtredit Seigneur, & Premier Preſident en ſa Cour de Parlement à Paris, Jean Guerin, Maître d'Hôtel, tous Ambaſſadeurs Commis du Roi nôtre Souverain Seigneur; Jean de Lannoy Abbé de Saint Bertin, Chancelier de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Philippe Abbé de Saint Pierre lez Gand, Goſſuin Abbé d'Affleghem, Guillaume Abbé d'Aumont, de l'Ordre de Saint Benoît, Jean, Seigneur de Lannoi, de Rume, & de Sebourg, Jean de Berges, Sieur de Walhain, Baudouin de Lannoi, Seigneur

ANS de J. C. 1482.

gneur de Molembais, Chevaliers dudit Ordre, Conſeillers & Chambellans, Jean de la Bouverie, Sieur de Bierbeque & de Wierre, Chancelier de Brabant, Paul de Baeuſt, Sieur de Boirmizéele, Preſident de Flandre, Jâques de Goy, Sieur d'Aubi, Chevalier, Conſeiller & Chambellan, & haut Bailli de Gand, Jean Daufai, Conſeiller & Maître des Requetes ordinaire de l'Hôtel, Gerard Numan & Jean de Beere, Secretaires en ordonnances de nôtre tres-redouté Seigneur, Monſeigneur le Duc Maximilien d'Autriche, Jean Pumot, Chevalier, Bourgmeſtre, Jean Rolland, Echevin de la Ville de Louvain, Nicolas de Hetuelde, Roland Mol, Chevaliers, Gort Rolland, Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Bruxelles, Jean Collegheux, Bourgmeſtre, Jean de Hymerzeelle, Chevalier, Echevin de la Ville d'Anvers, George de la Moere, premier Echevin de la Ville d'Anvers, Guillaume Rins, premier Conſeiller, Jâques d'Eſteemberper, Conſeiller des Echevins des Parchons de la Ville de Gand, Jean de Vitte, Sieur de Ruddervoirde, Bourgmeſtre de la Ville de Bruges, Jean de Newenhouë, Chevalier Chambellan, Gilles Guiſelin, Conſeiller, & Jean Creue, Penſionnaire de la Ville d'Ypres, Jâques de Landas, Echevin, Jean François, Conſeiller de la Ville de Lille, Simon de Bercus, premier Echevin, Jean de la Vacquerie, Conſeiller de la Ville de Dnüay, Chriſtofe Gautier, premier Echevin de la Ville de Mons, Jean Fourneau, Clerc du Baillage de Hainaut, Servais Wandart, Conſeiller de ladite Ville de Mons, Thierri le Poivre, Echevin, Gobert Herin, Conſeiller de la Ville de Valenciennes, Robert de Manneville, Chevalier Bailli, Nicolas Daverout, Maieur, David Dandenſort, Echevin, Philippes de Saint Leger, Conſeiller, & Robert des Prez, Procureur de la Ville de Saint-Omer, tous Ambaſſadeurs, Commis & Deputez de mondit Seigneur le Duc, tant en ſon nom, que au nom de Monſieur le Duc Philippe, & de Madamoiſelle Marguerite d'Autriche, ſes Enfans, nos Princes & Seigneurs naturels, & des Etats de leur Païs, tant pour eux, que auſſi pour & au nom d'iceux Duc Philippe & Damoiſelle; à tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut: ſavoir faiſons, que en vertu des pouvoirs à nous donnez, & ci-aprés inſerez, nous avons fait, conclu, accepté, promis, & juré, faiſons, concluons, acceptons, promettons, & jurons Paix finale, union, intelligence, & alliance perpetuelle entre le Roi, Monſeigneur le Daufin, le Roiaume, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'une part; & mondit Seigneur le Duc, Monſeigneur le Duc Philippe, & Damoiſelle Marguerite ſes Enfans, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'autre; enſemble le Traité du Mariage, qui au plaſir de Dieu ſe fera, ſolemniſera, & parfera de mondit Seigneur le Daufin, & d'icelle Damoiſelle Marguerite, ainſi, par la forme & maniere qu'il eſt contenu & declaré és articles ſur ce par nous aviſez, conſentis, & accordez, deſquels la teneur s'enſuit.

Premierement, au nom, & à la loüange de Dieu nôtre Createur, de la glorieuſe Vierge Marie, & de toute la Cour celeſte, Paix finale, union, alliance, & intelligence à toûjours eſt faite, promiſe, & jurée entre le Roi, Monſeigneur le Daufin, le Roiaume, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'une part; & Monſieur le Duc Maximilien d'Autriche, Monſieur le Duc Philippe, & Mademoiſelle Marguerite d'Autriche, ſes Enfans, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'autre; par laquelle toutes rancunes, haines, & malveillances des uns envers les autres ſont miſes jus & ôtées, & toutes injures de fait & de paroles remiſes & pardonnées.

Item, pour plus grande ſeureté de ladite Paix, Traité & Alliance de Mariage eſt fait, promis, conſenti, & accordé entre mondit Seigneur le Daufin, ſeul fils du Roi, & heritier apparent de la Couronne, & madite Damoiſelle Marguerite d'Autriche, ſeule fille de mondit Seigneur le Duc, & de feuë Madame Marie de Bourgogne, fille unique de feu Monſieur le Duc Charles, que Dieu abſolve; & ſe parfera & ſolemnitera ledit mariage, ladite Damoiſelle venuë en âge requis de droit.

ANS de J. C. 1482.

Item, & incontinent ladite Paix publiée, & les ſcellez, promeſſes, obligations, Lettres & ſeuretez baillées aux Ambaſſadeurs dudit Duc, & des Etats deſdits Païs, en la Ville, de Lille ou de Doüay, madite Damoiſelle ſera en toute diligence, ſans mettre la choſe en delai, amenée en certe Ville de Franche ſe *alias* Arras, & miſe & delaiſſée és mains de Monſieur de Beaujeu, ou autre Prince du Sang, Commis de par le Roi; & la fera le Roi garder, nourrir, & entretenir comme ſa fille primogenite, épouſe de mondit Seigneur le Daufin.

Item, qu'en faiſant ladite delivrance, mondit Seigneur de Beaujeu, ou autre Prince Commis de par le Roi aiant pouvoir eſpecial à ce, en la preſence des Princes & Seigneurs, qui auront conduit & ameré icelle Damoiſelle, promettra par ſerment ſolennel ſur le fût de la vraie Croix, & Saints Evangiles de Dieu, pour le Roi, tant en ſon nom, que comme Pere, & ſoi faiſant fort de mondit Seigneur le Daufin, que madite Damoiſelle venuë en âge requis de droit, mondit Seigneur le Daufin la prendra à femme & épouſe legitime; & procedera au ſurplus au parfait & conſommation du Mariage de lui & d'elle, ſelon l'ordonnance de Sainte Egliſe.

Item, pareil ſerment & promeſſe fera mondit Seigneur de Beaujeu, ou autre Prince Commis aiant pouvoir ſufiſant à ce, de mondit Sieur le Daufin, autoriſé & diſpenſé par le Roi de ſon jeune âge, pour & au nom d'icelui Seigneur.

Item, en faveur dudit Mariage, iceux Seigneur Duc d'Autriche, & les Etats de ſeſdits Païs, ont conſenti & accordé tant en leurs noms, que pour & au nom dudit Duc Philippe, & pour ſon mineur âge, comparans en ſon lieu, que les Comtez d'Artois, de Bourgogne, & les Terres, & Seigneuries de Máconnois, Auxerrois, Salins, & Bar-ſur-Seine, & de Noiers, ſoient le partage, dot, & portement de Mariage de madite Damoiſelle avec mondit Sieur le Daufin, pour en joüir par eux, leurs hoirs mâles & femelles, qui iſſiront dudit mariage, heritablement & à toûjours: & en faute d'iceux, retourneront audit Duc Philippe, ou à ſes hoirs. Et pource que le Roi tient en ſa main, & occupe preſentement leſdits Comtez de Bourgogne, Mâconnois, Auxerrois, Salins, Bar-ſur-Seine, Noiers, & la plûpart de ladite Comté d'Artois, il conſent pour autant que la choſe lui peut toucher, qu'icelles Comtez & Seigneuries ſoient le dot, heritage, & patrimoine de ladite Damoiſelle, pour en joüir par mondit Seigneur le Daufin comme ſon futur mari, par elle, & leurs hoirs iſſus de ce Mariage; & en faute d'iceux, retourneront comme deſſus.

Sauf, que s'il avenoit, que leſdites Comtez, Terres, & Seigneuries, vinſſent & échûſſent en autre main que de mondit Seigneur le Daufin, ou des hoirs iſſus d'icelui Mariage; en ce cas le Roi, mondit Seigneur le Daufin, & leurs ſucceſſeurs Rois de France, pourront poſſeder & retenir leſdites Comtez d'Artois & de Bourgogne, & autres Terres & Seigneuries deſſus dites, juſques à ce qu'il ſoit appointé du droit prétendu par le Roi és Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, eſquelles trois Villes & Châtellenies, ſi ledit cas de retour n'avient, le Roi & ſes ſucceſſeurs ne pretendront aucun droit; mais en joüiront les Comtes & Comteſſes de Flandres comme ils ont fait par ci-devant. Et ſi ledit cas de retour avient, le Roi, & auſſi le Comte de Flandres qui lors ſeront, feront diligence chacun de ſa

ANS de J. C. 1482. part d'appointer dudit differend. Et dedans trois ans enſuivans la venuë dudit cas, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, que madite Damoiſelle venuë en ladite Ville de Franchiſe *alias* Arras, ſera du conſentement du Roi, par mondit Seigneur de Beaujeu, en la preſence des perſonnes des Etats d'Artois, & des autres Terres & Seigneuries de ſon dot, qui illec ſeront trouvez, leſquels, ſans en faire autre aſſemblée, repreſenteront les trois Etats d'Artois, tenuë, reçûë, & declarée Comteſſe d'Artois, de Bourgogne, & Dame des autres Seigneuries; & ſeront mondit Seigneur le Dauſin comme futur mari d'elle, & elle, tenus par le Roi pour diligens, touchant les devoirs qu'ils ſeront tenus de faire pour leſdites Terres qui ſont du Roiaume.

Item, de là en avant ledit Païs & Comté d'Artois, ſauf la Ville, Chaſtel, & Bailliage de Saint-Omer, dont ci-aprés ſera touché, ſera regi & gouverné en ſes droits, uſages, & privileges acoûtumez, tant au regard des corps des bonnes Villes, comme du plat Païs, ſous la main & nom de mondit Sieur le Dauſin futur mari, & bail de madite Damoiſelle, & le domaine & revenu d'icelui Païs & Comté reduit au plus grand profit que l'on poura; & les Officiers de Juſtice & de Recepte deſdits Païs & Comté, & les Loix des Villes créées & renouvellées de par lui, au nom que deſſus.

Item, ſera pareillement fait de la Comté de Bourgogne, & autres Terres & Seigneuries, qui ſont du dot de ladite Damoiſelle.

Item, ſur la requeſte, que leſdits Ducs & Etats ſont, que le plaiſir du Roi ſoit mettre la Ville de Franchiſe *alias* Arras, en ſon ancienne police & gouvernement ſous la main de mondit Seigneur le Dauſin, en y commettant Officiers de par lui, comme dit eſt. Le Roi s'attend à Monſieur le Dauſin futur mari de ladite Damoiſelle, d'entretenir & traiter ladite Ville en ſes gouvernemens, & privileges anciens & accoûtumez, comme les autres Villes d'Artois.

Item, au regard de la Ville, Château, & bailliage de Saint-Omer, qui eſt de ladite Comté d'Artois, elle eſt compriſe, & tout ledit bailliage, avec ledit Comté d'Artois, au dot & portement de Mariage, que madite Damoiſelle fait avec mondit Sieur le Dauſin, ſous les limitations qui s'enſuivent. Ladite Ville, Château, & bailliage, ſeront mis & delivrez en la poſſeſſion de Monſieur le Dauſin & d'elle, incontinent ledit Mariage parfait & conſommé, & non devant, pour en joüir par eux, leurs hoirs, & ſucceſſeurs, comme de ladite Comté d'Artois, & autres Païs & Seigneuries deſſus dites.

Item, dés à preſent leſdits Ducs & Etats, tant en leurs noms que pour & au nom dudit Duc Philippe, remettent la garde de ladite Ville, Château & bailliage, & les delaiſſent du tout à la garde & entretenement qu'en feront & ſeront tenus faire les Gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, Manans & Habitans de ladite Ville, pour la garder & delivrer à mondit Sieur le Dauſin, ledit Mariage conſommé, tous leſquels Manans & Habitans, & trois Etats de ladite Ville, ſeront dés à preſent tenus faire ſerment ſolennel és mains du Roi, ou de ſes Commis, de faire bonne & ſeure garde de ladite Ville durant ladite minorité de madite Damoiſelle, & non permettre ou ſouffrir à leur pouvoir, que ledit Duc d'Autriche, & ledit Duc Philippe ſon fils, ni autres de par eux, y aient aucun port, aurorité, ni aucunes gens, mais demeurera icelle Ville au gouvernement deſdits Etats, pour la bailler, rendre & delivrer en pleine obeïſſance à mondit Sieur le Dauſin, mari de madite Damoiſelle, incontinent elle venuë en age ledit Mariage conſommé, ceſſans tous contredits, excuſes, ou delais.

Item, pareil ſerment ſeront tenus faire leſdits Habitans & trois Etats à mondit Sieur le Duc d'Autriche, de non delivrer ladite Ville au Roi, ni à mondit Sieur le Dauſin, ni autres de par eux, durant ladite minorité, & juſqu'à ce que ledit Mariage ſoit conſommé. ANS de J. C. 1482.

Item, que en particulier les Prelats, Gens d'Egliſe, Nobles, Majeur, Echevins, Manans & Habitans de ladite Ville, qui ſont Chefs d'Hôtel, & autres qui viendront demeurer en icelle Ville durant ladite minorité, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, ſeront ſerment ſur la Croix, ou Saints Evangiles, d'entretenir ledit Traité, ſur peine d'être tenus & reputez parjures & deloiaux auſdits Princes & à la Ville; & auſſi comme infracteurs & violateurs de Paix, être punis à la volonté & ordonnance de juſtice, & ſera ledit ſerment enregiſtré en un livre & regiſtre à ce ſervant.

Item, afin que ladite Ville ait mieux dequoi pour ſoi garder & entretenir, le domaine d'icelle Ville, banlieuë, & bailliage, tel que au Comte d'Artois doit appartenir, demeurera durant la minorité de ladite Damoiſelle, au profit de ladite Ville pour l'entretenement d'icelle: & ſi ſeront leſdites Ville, & bailliage, durant ledit tems, quittes de leur portion de l'Aide ordinaire d'Artois; & s'il leur convient, faire plus grande miſe pour ladite garde, le Roi, & auſſi mondit Seigneur d'Autriche, leur ſecoureront & aideront.

Item, & au regard de l'inſtitution des Officiers, que le Comte d'Artois à acoûtumé d'inſtituer, comme Bailli, Sous-Bailli, Châtelain, Burgrave, Aumauſter, Procureur, Receveur, Sergens, & autres, mondit Seigneur le Duc, comme Pere de madite Damoiſelle, en aura durant ledit tems la nomination, & Monſieur le Dauſin, comme futur mari d'icelle, l'inſtitution, & ſeront iceux Officiers tenus en obtenir Lettres de Monſieur le Dauſin, & faire le ſerment és mains des Etats de ladite Ville, ainçois qu'ils puiſſent exercer leſdits offices; & leur ſeront leſdites Lettres expediées ſans frais: & ſi madite Damoiſelle alloit de vie à trépas, paravant ledit mariage conſommé, ladite Ville, Château, & Bailliage, ſeront par leſdits Manans & Habitans remis en l'obeïſſance deſdits Ducs d'Autriche, & Duc Philippe ſon fils, ou ſes ſucceſſeurs.

Item, que pendant & durant la minorité de ladite Damoiſelle, la Loi de ladite Ville ſe fera & renouvellera par ceux d'icelle Ville en la maniere acoûtumée; & ſi auront leſdits Majeur & Echevins pouvoir de creer les Officiers en deſſous eux, & comme ils ont fait par ci-devant; & ſe ſera la juſtice en ladite Ville & banlieuë par les Majeur & Echevins, qui ſeront entretenus en leurs anciens droits & prerogatives; & au bailliage, la juſtice s'y fera & exercera comme il s'eſt fait de tout tems, & ſous le reſſort où il appartiendra; & entant que touche la garde, les trois Etats de ladite Ville, pourront faire telles ordonnances & ſtatuts qu'ils aviſeront être requis pour leur ſeureté, ſoit pour tenir, ou ſoudoier mortes-paies pour la garde de ladite Ville & Château, où ils entendent en leurs conſciences qu'il leur ſoit beſoin; pourront commettre & élire un chef entre-eux pour la garde d'icelle, tel qu'ils aviſeront, de l'un d'eux, en tenant toûjours à eux la charge & gouvernement de ladite Ville, pour la delivrer, comme dit eſt.

Item, quant aux Forts & Châteaux prochains de ladite Ville, par leſquels ils pourront être tenus en aucune ſujetion, ils auront les ſcellez & promeſſes des Seigneurs d'iceux Forts & Forteresſes de non leur nuire, mais les aſſiſter à la garde & delivrance de ladite Ville, comme dit eſt.

Item, Et ſi aucune guerre ſortoit entre le Roi & ledit Duc d'Autriche, ou autres voiſins de ladite Ville, ils ne s'en meleront, ni ne recevront aucune garniſon d'un côté ni d'autre.

Item,

ANS de J. C. 1482. Item, que les Bourgeois, Manans, & Habitans de ladite Ville, banlieuë, & baillage, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, pourront aller, hanter, & frequenter marchandement, ou autrement, par tout le Roiaume de France, par les Païs de mondit Sieur d'Antriche, Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & en autres Roiaumes & Païs voiſins: & pareillement les ſujets deſdits Roiaumes des Païs de mondit Seigneur le Duc, & autres Païs voiſins, pourront ſeurement hanter & converſer en ladite Ville & banlieuë, marchandement, & autrement; ſans aucune repriſe, ni en ce faire ou donner aucun empêchement, pour marques, contremarques, ordonnances, ou deſenſes au contraire.

Item, ſi leſdits de Saint-Omer ne ſont contens de Lettres, ſcellez, & ſeuretez qui ſe bailleront pour la generalité de ce Traité, le Roi pour ſa part, & auſſi mondit Sieur le Duc d'Autriche pour la ſienne, leur bailleront Lettres en particulier, & feront bailler par les Etats de leur Païs, & telles Villes & Communautez qu'ils requerront; par leſquelles, chacun en ſon regard, promettra entretenir, & faire entretenir tous les points conſentis & accordez, touchant la garde de ladite Ville.

Item, qu'en faiſant par leſdits Manans & Habitans la delivrance & pleniere obeïſſance de ladite Ville de Saint-Omer à mondit Seigneur le Daufin, & à madite Damoiſelle, le Mariage conſommé, comme dit eſt, iceux Seigneurs & Damoiſelle feront ſerment d'entretenir & garder ladite Ville, Château, Banlieuë, & Baillage, comme membre de ladite Comté d'Artois, & auſſi icelle Comté d'Artois, en leurs droits, franchiſes & libertez, uſages, & privileges acoûtumez, comme les predeceſſeurs Comtes & Comteſſes d'Artois ont fait, ſans les déregler, ni mettre le gouvernement & la police de ladite Ville, ni des autres Villes d'Artois, en autre train que par ci-devant a été.

Item, confirme dés maintenant le Roi les proviſions obtenuës par ladite Ville, tant de feuë Madame la Ducheſſe d'Autriche, comme auſſi de mondit Sieur le Duc d'Autriche, & mari d'elle, pour la quitance & moderation des dettes & rentes dûës par ladite Ville, & auſſi pour le delai du paiement d'icelles rentes & dettes; leſquelles proviſions demeureront en leur force, & leur ſeront valables.

Item, les Ambaſſadeurs dudit Duc d'Autriche ont remontré, que ladite défunte Ducheſſe d'Autriche, le Duc Charles ſon Pere, & autres predeceſſeurs poſſeſſeurs deſdites Comtez & Seigneuries, ont emprunté pluſieurs deniers, & vendu rentes, & icelles aſſignées être païées ſur le domaine, rentes, & revenu dudit Comté, Terres, & Seigneuries; requerant, que pour l'aquit & décharge des ames deſdits défunts, le Roi & mondit Seigneur le Daufin, poſſeſſeur deſdites Terres & Seigneuries, faſſent paier leſdites charges & dettes à ceux, à qui elles ſont dûës. En obtemperant à ladite requête, le Roi & mondit Seigneur le Daufin, poſſeſſeur deſdites Terres, feront dorefnavant paier, & aquiter les cours des rentes dûës par les corps des Villes, & autres qui en ſont obligez pour leſdits défunts; leſquels en ſeront rembourſez, & leur ſera deduit ce qu'ils devront par le receveur des domaines deſdits Comtez.

Item, quant aux deniers prêtez en la Comté de Bourgogne, ceux qui ont fait leſdits prêts, bailleront leurs Lettres, enſeignemens, & aſſignations qu'ils ont, és mains de ceux qui ſeront commis à faire l'état du domaine dudit Comté, pour en faire rapport à mondit Seigneur le Daufin, & les appointer comme par raiſon.

Item, au regard des anciens Officiers, qui par ladite Ducheſſe, le Duc Charles, & le Duc Philippe ſon aieul, ont été aſſignez d'aucune ſomme annuelle par forme de proviſion pour leur vivre, à la prendre ſur le domaine deſdits Comtez & Seigneuries, ils y ANS de J. C. 1482. ſeront entretenus, & en ſeront paiez ſelon leurſdites aſſignations.

Item, ſur ce auſſi que leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que le plaſir du Roi ſoit faire entretenir par mondit Seigneur le Daufin les ſerviteurs de feuë madite Dame, & de mondit Sieur d'Autriche, en offices à eux donnez eſdits Comtez & Seigneuries, en faiſant ſerment és mains de mondit Seigneur le Daufin, a été répondu, que ci-aprés on pourra informer le Roi de l'idoneité deſdits Officiers; & en ſera fait pour le mieux.

Item, que moiennant le dot & partage fait à madite Damoiſelle des Comtez & Seigneuries deſſus declarées, le Roi au nom de Monſeigneur le Daufin, & pareillement mondit Seigneur le Daufin autoriſé, & diſpenſé de ſon âge, comme futur mari de madite Damoiſelle, promettrem lui faire ratifier, elle venuë en âge; renonçant à tout tel droit, part, & action, qu'icelle Damoiſelle, & ledit Sieur à cauſe d'elle, pourroient avoir, clamer, & demander en Duchez, Comtez, Terres, & Seigneuries, biens meubles & immeubles quelconques, demeurez du trépas de Madame la Ducheſſe Mere d'icelle Damoiſelle, ſi nouvelle ſucceſſion n'échet.

Item, que l'intention de mondit Sieur le Duc, & deſdits Etats, eſt que le dot & partage conſenti à madite Damoiſelle, & en faveur & contemplatinn du Mariage de mondit Seigneur le Daufin & d'elle, ait ſon effet; mais s'il avenoit par quelque cas de mort, ou autrement, que ledit Mariage ne parvint, leſdits dot & partage ſeront tenus pour non faits; & ſeront leſdites Comtez & Seigneuries delivrées, renduës, & reſtituées à mondit Sieur le Duc, au cas que ſeſdits enfans ſoient encore en bas âge; & leſdits enfans étans âgez, à mondit Sieur le Duc Philippe, comme heritier principal de madite Dame ſa Mere; ſauf à icelle Damoiſelle ſa ſœur ſon droit & partage annuel, tel que avoir le devra, par les droits & coûtumes deſdits Païs & Seigneuries; entendu auſſi qu'en ce cas, le Roi feroit entier au droit qu'il pretend eſdites Villes, & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, ſelon la reſervation deſſuſdite.

Item, que le Mariage parfait & conſommé, s'il avient que mondit Seigneur le Daufin, à qui Dieu par ſa grace donne bonne vie & longue, allât de vie à trépas, delaiſſant, nu non, enfans de madite Damoiſelle, icelle joüira deſdits Comtez d'Artois, de Bourgogne, & autres deſſus nommez, comme de ſon dot & heritages; & avec ce aura pour ſon doüaire cinquante mille livres tournois par an, qui lui ſeront aſſignées, premierement, commençant au Bois-de-Vincennes, Creil, Montargis, & autres les plus belles Places & demeures que l'on ſaura aviſer, en Champagne, Berri, & Touraine.

Item, au contraire, s'il avenoit qu'elle voiſe de vie à trépas, paravant mondit Seigneur le Daufin, les enfans iſſus d'eux ſuccederont eſdites Comtez & Seigneuries qui ſont du dot & partage d'elle: & s'il n'y a nuls enfans, leſdits Comtez & Seigneuries retourneront à ſes plus prochains hoirs, ſauf la limitation deſſuſdite de Lille, Doüay, & Orchies.

Item, que ſous ombre de cette alliance de Mariage, le Roi, ni mondit Seigneur le Daufin, durant la minorité dudit Duc Philippe, ne prétendront avoir le gouvernement deſdits Païs de Brabant, Flandres, & autres appartenans audit Duc, mais les laiſſeront en tel état qu'ils ſeront.

Item, ſi le jeune Duc Philippe alloit de vie à trépas en minorité d'âge, que Dieu ne veüille, parquoi ladite Damoiſelle ſuccedât aux Duchez, Comtez, & Seigneuries de ſondit Frere, en ce cas le Roi & mondit Seigneur le Daufin acordent, que le gouvernement deſdits Païs demeure en l'état qu'il ſera trouvé, tant qu'elle ſera venuë en âge, en faiſant par leſ-

ANS de J. C. 1482.

dits Païs à mondit Seigneur le Daufin, au nom d'eldit Seigneur.

Item, auſſi s'il avenoit, madite Damoiſelle étant en âge, & le Mariage conſommé, que mondit Sieur le Duc Philippe mourût ſans delaiſſer hoirs de ſa chair, ou par quelque autre cas, les Païs & Seigneuries d'iceluy mondit Sieur le Duc Philippe, vinſſent à madite Damoiſelle ſa ſœur, & les hoirs iſſus d'elle, & qu'ils fuſſent heritiers de la Couronne de France, le Roi & mondit Seigneur le Daufin promettront & bailleront leurs Lettres pour eux & leurs ſucceſſeurs, & feront bailler par les Etats de France à chacun deſdits Païs; & audit cas traiter leſdits Païs ſelon leur nature, & de les entretenir en leurs anciens droits, exemtions, uſages, coûtumes & privileges, & les Villes en leurs privileges, franchiſe, police, & gouvernement acoûtumez. Et quant aux Païs qui ſont hors du Roiaume, que les ſujets d'iceux ne ſeront Traitez par appellation, ni autrement en la Cour de Parlement à Paris, Grand Conſeil du Roi, ni ailleurs hors deſdits Païs.

Item, iceux Seigneurs, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, pour la conſervation de la Paix, amour & union perpetuelle, procedant de ladite Alliance & Mariage, aideront & aſſiſteront l'un l'autre, comme amis, envers & contre tous ceux qui voudront entreprendre ſur l'Etat, & perſonnes deſdits Princes, ou de l'un d'iceux; ou auſſi ſur ledit Roiaume, leurs Païs, Seigneuries & Sujets.

Item, reconnoiſſent leſdits Ducs étant au Roi la ſouveraineté en la Comté de Flandres, ſelon ce qui a été au tems paſſé, & promettent, que ledit Duc Philippe venu en âge y fera les foi, hommages & devoirs comme il appartient, & que l'on a acoûtumé de faire; & de ce bailleront Lettres mondit Sieur le Duc d'Autriche, & les trois Membres de Flandres.

Item, que le Roi de ſa certaine ſcience, puiſſance, & autorité, a confirmé & confirme tous privileges anciens & nouveaux, accordez & confirmez par icelle feuë Dame, avant ſon Mariage, & par ledit Seigneur Duc & elle conſtant leur Mariage, tant aux trois Membres de Flandres en general, qu'en particulier aux Villes & Communautez deſdits Païs de Flandres, Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Saint-Omer; enſemble tous les droits, loix, uſages, & coûtumes deſdites Villes & Communautez de Flandres, Villes & Châtellenies de Saint-Omer, Lille, Doüay, & Orchies.

Item, auſſi a le Roi confirmé aux Manans & Habitans de la Ville d'Anvers les privileges qu'ils ont des predeceſſeurs Rois de France, pour la Franchiſe de la Foire d'icelle Ville.

Item, entant qu'il touche le droit d'iſſuë du Roiaume, impoſition foraine, & autres droits que l'on pourroit demander pour les Vivres, Danrées & Marchandiſes, qui ſeront amenées & conduites au Païs & Comté de Flandres, Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, en ſera fait comme du tems du feu le Duc Philippe dernier, & auparavant.

Item, que les appellations des Sieges de la Gouvernance de Lille, Doüay, & Orchies, qui ſe releveront en la Chambre de Flandres, comme reſſort immediat de ladite Chambre, iront en ladite Cour de Parlement à Paris; & ce tant que leſdites Villes & Châtellenies ſeront poſſedées par les Comtes & Comteſſes de Flandres, & ſous la reſervation deſſus dite.

Item, que les appellations des Loix de Flandres, de la Riviere du Lis, qui par moien, ou ſans moien, ſe releveront en la Cour de Parlement, ſeront muées & converties en reformation, & ce executera le Juge, reparable par diffinitive, à caution, ſelon les ordonnances, qui pour le bien & cours de la Marchandiſe audit Païs de Flandres, en ont été faites au tems paſſé.

ANS de J. C. 1482.

Item, qu'en ce Traité de Paix eſt compriſe la perſonne de Madame Marguerite, Ducheſſe de Bourgogne, Veuve de feu Monſieur le Duc Charles, & lui ſera renduë la pleine joüiſſance des Terres de Chauſſins, & de la Perriere, au rachat de vint mille écus d'or, au Païs de Bourgogne; & ſur ce lui octroiera le Roi ſes Lettres patentes ſelon le contenu qu'elle en a deſdits Duc & Ducheſſe; & s'il avenoit, que Dieu ne veüille, que Monſieur le jeune Duc allât de vie à trépas, & qu'à ce moien les Païs eſquels madite Dame a ſon doüaire, & autres Terres à elle données ſa vie durant, vinſſent en la main du Roi, ou de Monſeigneur le Daufin, en ce cas promettront par leurs Lettres laiſſer joüir madite Dame de ſon doüaire, & autres Terres, ſa vie durant paiſiblement à elle, ſans faire ou ſoufrir faire aucun empêchement; & ſi elle a métier de l'aide ou nom du Roi & de mondit Seigneur le Daufin, iceux la conforteront en ſes affaires, & aideront comme leur parente & couſine; & auſſi entretiendront à madite Dame, audit cas, les Traitez & pactions qu'elle a eûes avec madite Dame d'Autriche, pour la reſtitution du dot & des deniers de ſon Mariage.

Item, par cette Paix eſt faite abolition generale, rapel de tous bans, défauts & contumaces, aux ſujets d'un parti & d'autre, de quelconques cas, délits, crimes, ou offences, que l'on leur pourroit impoſer; à ſavoir que le Roi, de ſa pleine puiſſance & autorité Roiale, fera & fait abolition generale à tous les ſerviteurs & ſujets, tant des Païs de Bourgogne, que par deçà, & autres qui ont tenu le parti de feu Monſieur le Duc Charles, de Madame la Ducheſſe Marie ſa fille, de Monſieur le Duc, & de Meſſieurs ſes Enfans, de tous quelconques cas commis & perpetrez depuis le commencement des guerres audit Duc Charles, ſoit en aiant tenu leur parti, les aiant ſervi, & avoir été en Ambaſſade pour eux en Angleterre, vers le Duc de Bretagne, ou ailleurs, ou eux avoir armé & ſervi en guerre contre le Roi, conſeillé, aidé, & favoriſé de fait, de parole, ou par écrit, la partie & querelle d'iceux Ducs & Ducheſſe, avoir été contre leurs ſermens ou promeſſes, ou en quelque autre maniere que ce ſoit, ou puiſſe être, avoir offenſé, delinqué envers le Roi, & leur remet, quitte, & pardonne le Roi, toute offenſe, & peine corporelle & civile, enſemble toutes peines & amendes adjugées au tems paſſé; impoſant ſur ce ſilence perpetuel à ſon Procureur, ſans qu'il ſoit beſoin à nuls deſdits ſujets & ſerviteurs en obtenir aucune abolition & pardon en particulier. Et neanmoins ceux qui en voudront avoir lettres; les auront ſans frais; & pareille abolition offre faire & fait mondit Sieur le Duc, pour ceux qui ont tenu le parti du Roi, auſſi pour les Manans & Habitans de la Ville, Banlieuë & Baillage de Saint-Omer: & particulierement eſt accordée par le Roi abolition generale, en telle façon que pour choſe faite, dite, ou reſcrite pour le tems paſſé, l'on ne les pourra jamais redarguer en juſtice, ni autrement.

Item, qu'auſſi les ſujets & ſerviteurs d'un parti & d'autre, tant Prelats, Chapitres, Couvents, Nobles, Corps de Villes & Communautez, & les particuliers de quelque état ou condition qu'ils ſoient, retourneront à leurs dignitez, benefices, fiefs, Terres, Seigneuries, & autres heritages, deniers d'heritages, rentes heritieres ou viageres dûës par les Princes, comme celle dûë à Monſieur de Hamez, ſur le domaine d'Amiens, que par Corps de Villes, ou particuliers, à en joüir & poſſeder depuis le jour de la Paix, en tel état qu'ils les trouveront; qui eſt à entendre, que ceux qui retourneront à leurſdits biens par cette paix, ſeront tenus en telle poſſeſſion & joüiſ-

ANS de J. C. 1482.

joüiſſance de leurs dignitez, benefices, & autres biens, qu'ils étoient paravant l'empêchement ſurvenu à cauſe de la guerre, ſans que l'on leur pût objecter interruption de poſſeſſion, ou preſcription pour le tems que la guerre a duré, depuis qu'elle commença du tems dudit feu Duc Charles; & ce nonobſtant quelconques dons, ou diſpoſitions à tems, ou à toûjours, faits au contraire par le Roi en ſon parti, ou par meſdits Sieurs les Ducs, ou leurs ſucceſſeurs, nonobſtant quelconques declarations de confiſcations, de ſentences ou arreſts obtenus par contumace, qui d'un parti & d'autre pour le bien de cette Paix, ſeront mis au neant & declarez nuls, nonobſtant auſſi quelconques venditions d'iceux heritages, ou rachats deſdites rentes, faits durant la guerre par ceux, ou à ceux qui ont eû don deſdits heritages & rentes.

Item, ſi aucuns heritages ou rentes ont été venduës par decret pour dettes hipoteques, dont les dettes ſuſſent en parti contraire, leſdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront retourner incontinent aprés ladite Paix, à leurs heritages ainſi vendus, en ſatisfaiſant en dedans l'an du deû, pour lequel ils ſeroient vendus tant ſeulement; & s'ils n'avoient ſatisfait en dedans ledit tems, le decret demeurera en ſa force, & retournera de plein droit ledit acheteur en ſa poſſeſſion: mais ſi le proprietaire voulont debatre ou ſoûtenir contre la dette, il y ſera reçû en nantiſſement des deniers, comme s'il eût été preſent; ſi toutefois par ladite adjudication de decrets aucunes rentes avoient été ſouprtes, icelles ſeront du jour de cette Paix remiſes en leur cours comme paravant ladite adjudication.

Item, auſſi ſi les dettes, pour le paiement deſquelles l'on avoit procedé à vendre les heritages de celui, ou ceux qui étoient en parti contraire, étoient pures perſonnelles, non hipoteques, deſquelles eût été fait don par recompenſe au parti, où leur debiteur étoit demeurant, icelui debiteur retournera à ſon heritage ainſi vendu, ſans reſtituer les deniers principaux, ni autres choſes à l'acheteur deſdits heritages, ou à ſon ayant cauſe.

Item, en toutes autres matieres Eccleſiaſtiques & profanes, où ſont données quelques défauts ou contumaces contre eux, étans au parti contraire, ils ſe pourront juger en dedans l'an, contre qui qu'ils ſoient obtenus.

Item, les ſujets d'un côté ou d'autre retourneront à leurs biens & immeubles, à ſavoir tant ceux dont ils joüiſſoient avant les diviſions commencées du tems du feu Duc Charles, que ceux qui depuis leur ſont ſuccedez & échus; ſupoſé ores que le trépas de celui, duquel viendroient leſdits biens, fût avenu, & que leſdits biens ſoient ſituez au parti contraire, auquel s'eſt tenu ſon plus prochain heritier, ſans que l'on pût objecter à l'heritier, que ſon predeceſſeur ſoit mort ennemi du Prince ſous lequel il avoit ſes biens, ou en ſervice de guerre contre lui, ou eudit heritier, qu'il ſoit inhabile à ſucceder, parce qu'il auroit tenu parti contraire du lieu où leſdits biens ſont échus.

Item, & quant aux fruits & levées des heritages & rentes, tout ce qui eſt donné & levé depuis le commencement des diviſions du Duc Charles, juſques au jour de la Paix, par mandement des Princes, leurs Lieutenans, ou Commis, demeurera levé & donné, & n'en poura jamais eſtre fait pourſuite contre les Commiſſaires qui s'en ſont entremis, ni ceux qui les ont reçûs, ou qui en ont profité, ni auſſi contre ceux qui les ont paiez & contentez. Et quant aux arrerages des rentes & cenſes dont les termes ſont échus, ou pour pied compé, qui encor ne ſont levez, afin d'ôter toutes matieres de procez, ils demeureront à ceux qui en ont le don des Princes.

Item, pareillement toutes dettes perſonnelles données par les Princes ou leurs Lieutenans, ſuppoſé, que rien ne ſoit levé, demeurent au profit de celui, ou ceux qui en auront le don; & quant à toutes autres choſes mobiliaires, quelque don qui en ait été fait, ſi elles n'ont été levées, ou qu'il n'en ſoit procez, ce qui ſe trouvera en être aprés la Paix publiée, appartiendra à celui, ou ceux auſquels leſdits biens étoient auparavant la guerre, & les pourront prendre & lever par tout où ils les trouveront, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun contredit ou empêchement pour quelconque cauſe que ce ſoit.

ANS de J. C. 1482.

Item, ſemblablement eſt accordé pour leſdits de Saint-Omer, que pour quelconque recompenſe reçûë, remiſſion, quittance obtenuë par le corps de la Ville, & auſſi par les particuliers Bourgeois, Manans, & Habitans d'icelle Ville, banlieuë, & bailliage, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, ils en demeureront déchargez, & n'en pourra contre eux être fait pourſuite.

Item, que ſous la generalité de ce Traité, mondit Sieur le Duc d'Autriche, & ſeſdits Enfans, ſont & demeurent quittes & déchargez de toutes dettes, qu'ils peuvent devoir à ceux qui ont tenu parti à eux contraire, & ne feront leſdits creanciers pour quelque cauſe que ſeſdits procedent, être jamais reçûs à en faire pourſuites contre mondit Sieur le Duc, meſdits Sieurs ſes Enfans, ou leurs biens, ſauf toutefois des rentes & penſions à venir, qui ſe paieront de ce jour en autre.

Item, que pour retourner à ce ſien, l'on ne ſera tenu de faire aucun ſerment au Prince ou Seigneur, ſous qui leſdits biens ſont, ſinſ les fieffez & vaſſaux, qui ſeront tenus de faire ſerment de fidelité pour leurs fiefs; lequel ſerment ſe pourra encore faire par procureur ayant pouvoir ſpecial.

Item, ſur ce que les Ambaſſadeurs de mondit Sieur le Duc, & des Etats de ſes Païs, ont requis, que Madame Veuve de Meſſire Pierre de Luxembourg, & Damoiſelles Marie & Françoiſe ſes filles, retournent à leurs biens, tant ceux dont ont joüi en leur vivant Meſſire Loüis de Luxembourg Comte de Saint-Paul, Madame Jeanne de Bar ſa femme, Meſſire Jean de Luxembourg, Comte de Merle leur fils aîné, & ledit Meſſire Pierre de Luxembourg; & ce nonobſtant quelconques arreſts, ſentences, declarations de confiſcation, & forcluſion de Tréves faites par ci-devant; & pareillement Monſieur de Crouy, Comte de Porcien, pour lequel ils ont requis qu'il retourne en ſes biens, Terres, & Seigneuries, dont feu Monſieur de Crouy ſon Pere, & Madame Marguerite de Lorraine ſa Mere, ont été joüiſſans; & nommément à la Comté de Porcien, les greniers à ſel du Château de Cambarſoi, Montcornet, & autres appendances dudit Comté, à la Seigneurie de Barſur-Aube, & autres Terres en Picardie, ladite Veuve, & Enfans dudit feu Meſſire Pierre de Luxembourg, & ledit Sieur de Crouy joüiront du benefice de la Paix, ſauf qu'ils ne retourneront preſentement à leurs biens, & pourront pourſuivre leur cas devers le Roi, quand bon leur ſemblera.

Item, quant à ce que leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que le Roi faſſe rendre & reſtituer à Monſieur le Comte de Romont, ſa Comté de Romont, ſon Païs de Vaux, & autres Terres & Seigneuries, qui lui appartiennent au Païs de Savoie à cauſe de ſon partage; leſdites Terres ne ſont point en la poſſeſſion du Roi, ni d'autres de ſa ſujettion; & quand ledit Seigneur de Romont voudra faire diligence à les recouvrer, le Roi en ce le favoriſera.

Item, touchant les Princes & Princeſſes d'Orange, le Comte de Joigni, Liepart de Châlon, Sieur de Lorme, Meſſire Guillaume de la Baume, Seigneur du Lain, Meſſire Claude de Thoulongeon, Sieur de la Baſtie, pour leſquels leſdits Ambaſſadeurs ont ſemblablement requis, qu'ils ſoient compris en

ANS de J. C. 1482.

cette Paix, a été répondu, qu'ils y sont compris, & retourneront à leurs biens où qu'ils soient, tant au Roiaume, qu'au Dauſiné & Comté de Bourgogne, ſous la generalité comme les autres.

Item, pareillement les Religieux, Abbé, & Couvent d'Achin, ſont compris en la generalité du retour au lieu, tant pour les biens de l'Abbé, comme du Couvent, & en auront les deſſus nommez, & autres, lettres particulieres, ſi avoir les veulent.

Item, ſemblablement les Religieux de l'Egliſe & Abbaie de Saint Waſt d'Arras, qui ſe ſont tenus en l'obeïſſance de mondit Sieur le Duc d'Autriche, pour leſquels leſdits Ambaſſadeurs ont fait requête, pourront retourner à leur-dite Abbaie, & vivre des biens d'icelle.

Item, ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs requierent, que les habitans de la Ville de Franchiſe *alias* Arras, qui ſont épars & retraits en divers lieux, tant en l'obeïſſance du Roi, qu'en l'obeïſſance de mondit Sieur le Duc, puiſſent franchement retourner à leurs maiſons & habitations, faire leurs marchandiſes, métiers, & ſtiles, comme ils ſaiſoient devant la guerre, ſans que de choſe faite ou avenuë en tems paſſé depuis le commencement deſdites diviſions, l'on leur puiſſe rien impoſer. L'on entend par ce Traité, que ceux de ladite Ville qui ſont retraits és Païs dudit Duc d'Autriche, retourneront à leurs biens ſous la generalité de tous les autres, & pourront aller, converſer, & demeurer en ladite Ville, & y faire leurs Marchandiſes & métiers, & és autres lieux du Roiaume; & quant aux autres habitans, qui ſont demeurez en l'obeïſſance du Roi, l'on y a déja pourvû.

Item, les heritiers de ceux, qui ont été executez & mis à mort pour cauſe de la guerre, & pour avoir tenu le parti, & adheré à autres qu'à celui où ils étoient demeurans, retourneront à leurs biens, qu'ils trouveront en nature, & ſuccederont & auſſi les Veuves deſdits executez, à leurs droits & doüaires, ſi n'étoit que telles executions aient été faites par procez & Juges ordinaires.

Item, pour avoir la joüiſſance du ſien, l'on ne ſera tenu venir, ou faire reſidence en l'un ou l'autre deſdits partis; mais joüiront ceux, qui ſont du parti du Roi, des biens qu'ils ont és Païs de mondit Sieur le Duc, & Meſſieurs ſes Enfans; & pareillement ceux qui ſont demeurans en Païs & obeïſſance de mondit Sieur le Duc, tant leſdits ſuſnommez qu'autres, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, des partis de Bourgogne, & des Païs de par deçà, joüiront des biens à eux appartenans, ou qui leur viendront, au parti ou obeïſſance du Roi, & de mondit Seigneur le Dauſin, ſans qu'ils ſoient contraints de venir, demeurer, & reſider ſur leſdits biens.

Item, ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont remontré, que pour reſoudre le Païs & Comté d'Artois, il plaiſe au Roi conſentir & accorder, que la Ville de Franchiſe *alias* Arras, Aire, Lens, Bapaume, Bethune, les Villages deſdits Lieux, & la Châtellenie de Lillers, & leurs enclavemens, ſoient tenus quittes & paiſibles de l'aide ordinaire d'Artois, ces premiers douze ans, & que nul autre aide, ni taille extraordinaire, ne ſoit levée ce tems pendant; & pareillement de tous les arrerages dudit aide ordinaire du tems paſſé, afin que les habitans deſdites Villes & bailliages, qui la pluſpart ſont inhabitées, & au plaiſir de Dieu, la Paix faite, ſe repeupleront, n'en puiſſent être pourſuivis, mais en ſoient quittes & déchargez: le Roi a quitté tous leſdites aides pour le tems paſſé aux Villages inhabitez, & ceux qui ont delaiſſé à paier à cauſe de la guerre: & auſſi afin qu'ils ſe puiſſent mieux reſoudre & labourer, il les tiendra quittes de leurs portions d'aides l'eſpace de ſix ans, à compter du jour d'icelle Paix. Et pource que defunte Madame d'Autriche, aprés qu'elle fut venuë à la Seigneurie, elle joüiſſoit de la Comté d'Artois, au moins de la Ville de Franchiſe *alias* Arras, a conſenti & octroié à ceux de la Ville de Doüai, pour les Bourgeois, Manans & Habitans, bonnes Maiſons, & Hôpitaux de ladite Ville, qu'ils fuſſent & demeurent quittes, exemts, & affranchis de paier tailles audit Païs d'Artois pour les heritages qu'ils ont illec, dont ils ont lettres par forme de chartes, en lacs de cire verte, le Roi, à la requête deſdits Ambaſſadeurs, tant pour lui, que pour mondit Seigneur le Dauſin, confirmera & octroiera du nouveau leſdits privileges.

Item, que ceux qui retourneront à leurs biens par la Paix, ne ſeront, ni auſſi leurs heritages, pourſuivibles de rentes foncieres & ſurcens pour le tems de la guerre, mais ſeront tenus les décharger ceux qui en auront joüi par recompenſe; & ſi ce ſont heritages, qui pour cauſe des guerres aient été ruinez, & ſans labour, ils demeureront déchargez deſdites rentes & ſurcens, pour le tems qu'ils n'ont été labourez, juſques au jour de Noël, inſtant & inclus; mais dudit jour en avant, ſoit que l'on les laboure ou non, les rentes & ſurcens ſe paieront.

Item, pour ce auſſi que pluſieurs ſoûtiendront, qu'ils ſeront tenus entrer en la joüiſſance de biens, fiefs, & heritages à eux avenus durant la guerre, faire & paier les reliefs, & autres devoirs, aux Seigneurs de qui leſdits fiefs & heritages ſeront tenus, conſenti & accordé eſt, que ceux qui doivent faire leſdits devoirs, auront terme & induce de trois mois du jour & date de la Paix, pour faire leſdits devoirs; en faiſant leſquels, ils joüiront de ce qui ſera échû le jour & date de cette dite Paix, ſans avoir égard à ce que leſdits reliefs & devoirs ne ſoient encore faits.

Item, que les nobles & fieffez deſdits Païs de mondit Sieur le Duc d'Autriche, & de mondit Sieur le Duc Philippe ſon fils, qui auront Seigneuries & fiefs au Roiaume, ne ſeront contraints à ſervir que ſous meſdits Sieurs, ou leurs Lieutenans, ou Commis, en cas qu'ils, ou l'un d'eux, ſoient au ſervice du Roi; & ſi meſdits Sieurs, ou l'un d'eux, n'étoient en perſonne audit ſervice, leſdits fieffez ne ſeront contraints de ſervir en perſonne, mais pourront faire ſervir par autrui, ſelon la valeur de leurs fiefs.

Item, les ſentences & appointemens rendus au Grand Conſeil de feu Meſſieurs les Ducs Philippe, Charles, & Ducheſſe, & Monſieur le Duc preſent, & auſſi en la Cour, qui s'eſt tenuë à Malines, d'entre les ſujets d'iceux Duc & Ducheſſe, ou pour heritages, contrats, clameurs, arreſts, ou ſucceſſions de biens lors à eux ſujets, ſortiront leur effet, pourvu que leſdits cens ne touchent directement le droit du Roi, ou qu'il n'en y eût queſtion en la Cour de Parlement à Paris, ou autre Cour ſouveraine; où le Procureur du Roi fût adjoint avec la partie.

Item, que les cauſes & procez par ci-devant introduits eſdits Grand Conſeil, & Cour de Malines, qui encores ne ſont déciſes, du Païs d'Artois, des reſſorts, & enclavemens d'icelui, & des Terres ſur la Riviere de Somme, qui lors tenoient le parti de feu le Duc Charles, tant celle de la premiere inſtance, qu'en cas d'appel; & ſemblablement les appellations de bouche, ou par écrit, & miſes de la Chambre de Flandres, relevées en ladite Cour de Malines audit Grand Conſeil, ſeront renvoiées en l'état qu'elles ſont en la Cour de Parlement à Paris; & y pourront ceux, qui voudront pourſuivre leur droit, faire aſſigner jour à leurs parties adverſes; & ſeront leſdits procez reçûs, à ſavoir ceux qui ſont conclus en droit, pour les juger & decider à fin dûë, & les autres, pour les parfaire & inſtruire, & y proceder par les parties, ſelon les retraits & derniers appointemens.

Item,

ANS de J. C. 1482.

Item, pareillement les amortiſſemens, compoſitions, nouveaux aquêts, & annobliſſemens faits par leſdits Ducs & Ducheſſe, demeureront en valeur, & ſortiront leurs effets, en prenant par les ſujets du Païs d'Artois nouvelles lettres d'annobliſſement, leſquelles leur ſeront baillées ſans frais, & ſans forme de finance; ou s'ils n'en obtiennent aucunes lettres, ſe pourront aider de ce preſent Traité.

Item, auſſi les abolitions, remiſes, & pardons faits, & baillez par Monſieur le Duc Charles, Mademoiſelle ſa fille, & par mondit Sieur le Duc d'Autriche, & elle depuis ſon Mariage, aux Villes & Communautez, & auſſi aux particuliers de leur Païs de Flandres, Lille, Douay, Artois, & de Bourgogne, ſeront entretenus, en prenant par les ſujets d'Artois lettres, comme en l'article precedent; & ne ſera nul reçû à faire le procez pour reparation de mort, ou d'autres injures contre les corps & particuliers deſdites Villes & Communautez, pour les cas contenus eſdites abolitions.

Item, que pour le tems à venir eſt conſenti par ces Traitez de Paix, que les Bourgeois, Manans, & Habitans és Villes & Païs de Frontieres deſdits Ducs d'Autriche & ſes Enfans, & autres étans ſujets à la Couronne, adjournez à comparoir en perſonne en ladite Cour de Parlement, ou pardevant autres Juges Roiaux, pour quelconque cas qu'on voudra dire avoir été par eux commis, ſeront reçûs à comparoir par procureurs, nonobſtant leſdits adjournemens perſonnels, durant le tems & eſpace de la minorité de madite Damoiſelle: & pareillement eſt accordé pour les habitans de ladite Ville, banlieuë, & bailliage de Saint Omer.

Item, que pour les dignitez, auſquelles les ſujets, & tenans le parti de mondit Sieur le Duc, ont été pourvûs par élection, graces expectatives, ou autres proviſions de Cour de Rome, benefices donnez par ledit Duc Charles, par feuë madite Dame avant ſon Mariage, & depuis, par mondit Sieur le Duc & elle, conſtant leur Mariage & leur patronage; & auſſi par les collateurs tenans leur parti, ou qui ont été exceptez par leſdites graces expectatives, ou autres proviſions de Cour de Rome; les poſſeſſeurs, & ceux qui ont ainſi été pourvûs, ne pourront être inquietez ou travaillez pour icelles dignitez ou benefices, ſous couleur de la Pragmatique, ou quelque autre cas, ordonnances, ou deſenſes, loix, ſtatuts faits au Roiaume, en petitoire ni en poſſeſſoire. Et ſi aucun competiteur ſe apparoiſſoit, les pourſuites s'en feront pardevant Juges communs, en Païs dudit Duc d'Autriche; & ne pourront leſdits ſujets être tirez au dehors ſous ombre des privileges des étudians és Univerſitez de Paris, Orleans, ou ailleurs.

Item, en icelle Paix ſont compris les Villes, bailliage de Tournai, Tournefis, Saint Amand, & Mortagne, & les ſujets & habitans d'icelles, & en joüiront entierement comme les autres Païs, Villes, & Sujets du Roi.

Item, & ſi le Roi, ou autre aiant cauſe de lui, tient aucune Place, Forts, ou non Forts en la Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny, elles ſeront rendues, & reſtituées audit Duc d'Autriche, & Philippe ſon fils, ou aux ſujets auſquels elles appartiennent, nonobſtant quelconques dons faits par le Roi, leſquels il revoque

Item, les Maiſons de Flandres à Paris & Conflans, ſeront renduës audit Duc d'Autriche, & à ſon fils, & la Maiſon d'Artois audit lieu de Paris demeurera à madite Damoiſelle: & ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont remonſtré, que feuë Madame la Ducheſſe, pour conſideration des loüaux ſervices, que lui avoit fait Monſieur le Prince d'Orange, & proximité de lignage de madite Dame, & de Mademoiſelle la Princeſſe, lui donna les Seigneuries de Chaſteaubelin, Orgelet, & autres contenuës és lettres de don, ſituées au Comté de Bourgogne, leſquelles ſont anciennement partie de la Maiſon de Châlons, dont mondit Sieur le Prince eſt chef; requerant iceux Ambaſſadeurs qu'il plût au Roi, au nom de mondit Seigneur le Daufin, conſentir & accorder, que ledit don demeure valable, conſideré que quand il a été fait, madite Dame étoit Dame & en poſſeſſion de ladite Comté, le Roi ne ſait que c'eſt, & l'en pourront leſdits Princes & Princeſſes faire informer.

ANS de J. C. 1482.

Item, la remontrance que leſdits Ambaſſadeurs d'Autriche & des Etats dudit Païs ont fait, que pour l'entrecours de Marchandiſes, communication des ſujets d'un parti & d'autre, & ſoulagement des Frontieres, auſſi afin qu'il ne leur faille tenir garniſon ſur les Frontieres, le plaiſir du Roi ſoit qu'aprés que madite Damoiſelle ſera amenée & delivrée entre ſes mains pour mondit Seigneur le Daufin, faire partir les gendarmes des Frontieres; le Roi ſera partir les Garniſons de toutes leſdites Places, comme Lens, l'Ecluſe, & autres ſemblables. Et quant à ceux qui ſeront ordonnez pour la garde des grandes Villes ſur les Frontieres, à ſavoir, Arras, Bethune, Aire, Teroüanne, Heſdin, Saint Paul, Guiſe, & Saint-Quentin, il les diminuëra, & mettra regle en telle façon, que mondit Sieur le Duc, & ceux des Etats & Païs qui ſont cette requête, auront cauſe d'être contens.

Item, ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que pour certains regards & conſiderations, qu'ils ont remontré au gens du Roi, que ſon plaiſir ſoit comprendre en cedit Traité de Paix, le Roi d'Angleterre, & le Duc de Bretagne; s'été répondu, que les Anglois ſont en Tréve avec le Roi, & que ce Traité ne leur touche de rien; & quant au Duc de Bretagne, le Roi n'y a point de guerre, & a Paix finale, & ferment entre le Roi & lui, que le Roi de ſa part veut entretenir.

Item, ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que le plaiſir du Roi ſoit declarer par cette Paix, qu'il ne ſera, ni ſouffrira bailler par quelque voie directe, ou indirecte, aucon aide, ſecours, ou aſſiſtance de gens ou d'argent, à Meſſire Guillaume d'Aremberg & Liegeois adherens à lui, faiſant guerre au Païs & Duché de Brabant, ni à ceux de Cleves, & de la Cité de Treves, faiſant guerre contre ceux de Gueldre & de Hollande; & mémement, que ſon bon plaiſir ſoit mettre hors de ſon ſervice & abandonner ledit Meſſire Guillaume; a été répondu, qu'en enſuivant l'article ci-deſſus, faiſant mention des amitiez & alliances, le Roi, la Paix faite, aſſiſtera & aidera à mondit Sieur, à ceux de Brabant, & autres des Païs dudit Duc, contre tous ceux qui leur voudront nuire.

Item, que pour ſeureté des Païs & Sujets d'une part & d'autre, qui ſont ſur la Côte de la Mer en bonne ſeureté, en façon que les Sujets d'une part & d'autre y pourront ſeurement labourer, & eux y tenir pour peſcher, ou quelque autre negociation faire, & auſſi pourront ſeurement, & ſauvement aller, venir, hanter, frequenter à tout leurs Navires, danrées, & Marchandiſes, par la Mer, & par Eau douce du Roiaume, és Païs, & Seigneuries de mondit Sieur le Duc, & de Meſſieurs ſes Enfans, audit Roiaume de France, & autres Païs & Roiſumes, ſejourner, demeurer és portes, ports, & havres, en aucon deſdits Païs, & eux en partir à tout leurſdits Navires, Vivres, & Marchandiſes à leur plaiſir & volonté, ſans que aux Sojets du Roi ſoit fait aucune offence, détourbier, ou empechement par les Officiers, & Sujets dudit Duc d'Autriche, ni aux Sujets d'icelui Duc, par les Officiers & Sujets dudit Roiſume; ainçois ſeront leſdits Officiers & Sujets toute amitié, aide, & aſſiſtance l'un à l'autre.

Item,

ANS de J. C. 1482.

Item, encore eſt conſenti, ſi aucunes priſes ou détrouſſes ſe faiſoient en la mer en aucuns ports ou havres d'icelui, depuis la publication de la paix, en ce cas, le tout ſera entierement rendu, & reſtitué à celui, ou ceux, ſur leſquels ladite priſe ſera faite, nonobſtant que les facteurs, ou preneurs, ne fuſſent avertis de ladite publication; & ſera chacun de ſa part incontinent ladite publication faire, avertir ceux de ſon parti, afin de faire ceſſer par ladite mer, comme par la terre, tous exploits de guerre.

Item, s'il avenoit aprés ladite paix publiée, que aucuns malfaicteurs ſe retiraſſent en un parti, ou l'autre, pour eux garentir, aiant commis quelques delits, ceux du parti où ils auront delinquê en feront l'information; & ce fait, en avertiront les prochains Juges du lieu, où l'on apprendra qu'ils ſeront refugiez, leſquels ſeront tenus prendre & apprehender leſdits delinquans ſi faire ſe peut, ou avertir les autres Juges, ſous leſquels entendroient être leſdits malfaicteurs, pour par eux les prendre, & punir ſelon l'exigence des cas, ou les rendre aux Juges du parti, ſous qui les delits auroient été commis.

Item, pareillement les infracteurs & violateurs de cette Paix, ſi aucuns s'en trouvent, de quelque parti, état, ou condition qu'ils ſoient, ſeront punis, ſans deport ou diſſimulation, des peines ordonnées de droit, à l'exemple de tous autres, en lieux où ils ſeront trouvez & apprehendez, ſans en faire aucun renvoi; & ſi aucuns pour eux cuider ſauver s'abſentent, on refugient d'un parti à l'autre, l'on ſera tenu au parti où ils ſeront refugiez les prendre & apprehender, & ſur les affirmations, qui ſeront renvoiées du parti dont ils ſeront abſentez, en faire la juſtice.

Item, & neanmoins, ſi à celle paix étoit ci-aprés contrevenant, que Dieu ne veüille, en aucuns de ſes points, un ou pluſieurs, par qui que ce ſoit, pourtant ne ſera-t'elle tenuë ni reputée être enfreinte, mais ſera incontinent les entre-faites reparée; & ſous couleur d'aucune enfreinte, ou de la juſtice & reparation non faite, l'on ne pourra proceder par vnie de fait, ou courvange, marque, ou contremarque, ni retourner à la guerre, que premierement les Ambaſſadeurs du Roi, & de mondit Sieur le Duc, Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & les Etats de leurs païs n'aient enſemble parlementé, attendu les debats & diſcords qui ſeront, pour les appaiſer amiablement, ſi faire ſe peut.

Item, que par ce preſent traité, le Roi, mondit Seigneur le Daufin d'une part, & mondit Sieur le Duc, & Monſieur le Duc Philippe ſon fils, d'autre, demeurent entiers en autres choſes non compriſes en icelui, pour les pouvoir demander & pourſuivre par juſtice, & non autrement.

Item, madite Damoiſelle amenée en la ville de Lille ou Douai, prealablement & avant qu'elle ſoit amenée en la ville d'Arras, *alias* Franchiſe & delivrée és mains du Roi, ſeront faites & baillées audits Ducs & Etats, pour l'entretenement & accompliſſement de ce que dit eſt, les ſcellez, promeſſes, & ſeuretez qui s'enſuivent: Que s'il avenoit, que Dieu ne veüille, que madite Damoiſelle venuë en âge, mondit Seigneur le Daufin ne voulut proceder au parfait ou conſommation dudit mariage, ou que ledit mariage rompît par le Roi, mondit Seigneur le Daufin, ou autre de leur part, durant la minorité de ladite Damoiſelle, ou aprés, en ce cas madite Damoiſelle ſera aux dépens du Roi, ou mondit Seigneur le Daufin, renduë, remiſe, & reſtituée à mondit Sieur le Duc ſon pere, ou à Monſieur le Duc Philippe ſon frere, franchement & livrément déchargée de tous liens de mariage, & de toutes autres obligations, en l'une des bonnes villes des païs de Brabant, Flandres, Hainaut, en lieu ſeur, étans lors de l'obeïſſance d'iceux Ducs; & audit cas, le Roi pour lui, mondit Seigneur le Daufin, & leurs ſucceſſeurs en la Couronne, ſe ſoûmettront, & promettront dés maintenant, pour lors, de eux départir de la détention & occupation des païs & comté d'Artois & de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, ſeigneuries de Salins, Bar-ſur-Seine, & de Noiers; & d'iceux audit cas, ſouffriront, & laiſſeront joüir Monſieur le Duc, au nom de mondit Sieur Duc Philippe ſon fils, étant en bas âge, & icelui mondit Sieur le Duc Philippe venu en âge, comme ſon vrai & ancien heritage, ſauf & reſervé ſeulement au Roi, & à ſes ſucceſſeurs, le reſſort, ſouveraineté, & droits qui en dépendent.

ANS de J. C. 1482.

Item, & pareillement, au cas ſuſdit de la rupture d'icelui mariage, le Roi, pour lui & ſeſdits ſucceſſeurs Rois de France, renoncera, & renonce au rachat des villes & châtellenies de Lille, Douai, & Orchies, & conſentira qu'elles demeurent à perpetuité aux Comtes & Comteſſes de Flandres, ſans que audit cas ſoit plus avant enquis, ni connu du droit prétendu par le Roi eſdites Comtez ſeigneuries deſſuſdites, ni pareillement eſdites trois villes & châtellenies par rachat, ni autrement.

Item, que le Roi pour lui, mondit Seigneur le Daufin, & ſeſdits ſucceſſeurs Rois de France, par ſes lettres patentes en lacs de ſoie de cire verte, conſentira, ratifiera, approuvera, & confirmera tous les points & articles ci-deſſus declarez, & en parole de Roi, les promettra entretenir, garder, & obſerver; & pour l'obſervation d'iceux, ſoûmettra ſa perſonne, celle de mondit Seigneur le Daufin, & ſon Roiaume, à toutes coërctions, & cenſures Eccleſiaſtiques, nonobſtant le privilege qu'il a de non pouvoir être, & pareillement ſon Roiaume, aſtraints & contraints par cenſures.

Item, mondit Sieur le Duc, pour lui, & Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & auſſi les Etats des païs, fera & feront de leur part pareille confirmation & ratification de ce preſent traité, ſur cenſures, & en toutes autres telles forme & maniere que le Roi, Monſeigneur le Daufin, leurs gens, & commis le requerront.

Item, que encore que le Roi, & mondit Seigneur le Daufin, autoriſé, & diſpenſé de ſon jeune âge, en la preſence des Ambaſſadeurs & commis de mondit Sieur le Duc, & icelui Monſieur le Duc, en la preſence des Ambaſſadeurs, & commis de par le Roi, jureront ſolennellement ſur le precieux corps de nôtre Seigneur, ſur le fût de la vraie Croix, Canon de la Meſſe, on ſaints Evangiles, entretenir ce preſent traité de paix & de mariage en ſes points & articles, & non jamais aller, ni ſouffrir être allé au contraire, par quelque voie & moien que ce ſoit.

Item, que pour plus grande ſeureté, ce preſent traité de paix ſera enterîné, regiſtré, & verifié en la preſence, & du conſentement du Procureur du Roi en la Cour de Parlement de Paris, Chambre de Comptes, & du Treſor.

Item, & ſe fera le Roi bailler & dépêcher lettres par les trois Etats de ſon Roiaume, leſquels promettront, &, par ordonnance & commandement du Roi, s'obligeront d'entretenir cedit traité, & tous les points & articles y contenus. Et s'il avenoit, que Dieu ne doint, que le Roi ou mondit Seigneur le Daufin, ou leurs ſucceſſeurs Rois de France, y contrevinſſent, en ce cas, ils ne les aideront, aſſiſteront, & favoriſeront, ançois au contraire, porteront toute aide, faveur, & aſſiſtance à mondit Sieur le Duc, à ſon fils, & à ſes païs pour l'entretenement dudit traité; & outre ce, fera le Roi bailler à mondit Sieur le Duc, & aux Etats de ſes païs, les lettres & ſcellez en particulier de Meſſieurs les Ducs d'Orleans, d'Angouleſme, de Bourbon, Cardinal de Lion, du Comte de Nevers, de Monſieur de Beaujeu & de Vendôme, comme Princes du Sang, ſubrogez au lieu des Pairs, l'Archevêque & Duc de Rheims, des Evêques & Ducs de Laon & de Langres, & des Evêques

ANS de J. C. 1482.

ques & Comtes de Noion, Châlons, Beauvais, Pairs de France, de l'Univerſité de Paris, & des villes, citez, & Communautez de Paris, Roüen, & Orleans, Tournai, Lion, Troies, Bourdeaux, la Rochelle, Angers, Poitiers, Toulouſe, Rheims, Amiens, Abbeville, Montreüil, Saint-Quentin, Peronne, Franchiſe, *alias* Arras, Heſdin, Teroüenne, Aire, Bethune, Boulogne, Salins, Dole, Poligny, Arbois, Prelats & Nobles deſdits Comtez d'Artois & de Bourgogne; tous leſquels promettront par leurs lettres & ſcellez, entretenir ledit traité en tous ſes points & articles y étans, & ſpecialement en ce qu'il touche, que par mondit Seigneur le Daufin ſera procedé au parfait du mariage de lui, & de madite Damoiſelle, icelle venuë en âge, & que jamais ne ſe conſentiront en autre mariage; & au cas que ledit mariage ne parvint, de rendre madite Damoiſelle franche, libre, & déchargée de tous liens de marige, & autres obligations, en la puiſſance dudit Duc d'Autriche, ſon pere, ſelon l'article deſſus touché, de ce faiſant mention; & pareillement les articles qui touchent la reſtitution des Comtez & ſeigneuries baillées en dot à ladite Damoiſelle, au cas que ledit mariage ne parvint, & que icelles échûſſent à retour ſur mondit Sieur le Duc Philippe, ou ſes hoirs; & encore que mondit Seigneur le Daufin, & madite Damoiſelle, ne pretendront ni querelleront jamais autre droit, ſi de nouvelle ſucceſſion n'échet en païs & ſeigneuries venans de madite Dame la Ducheſſe Marie; auſſi entant que touche ce point & article, que ſi par faute d'hoir iſſu de mondit Sieur le Duc Philippe, les païs de Brabant, de Flandres, Hainaut, Hollande, Zelande, & autres qui lui appartiennent, ſuccedaſſent ſur madite Damoiſelle, ou ſes hoirs iſſus d'elle, heritiers de la Couronne, que le Roi les traitera en leur ancienne nature, ſans de rien les déregler, comme il eſt contenu ci-deſſus; & encor que de la part du Roi, de mondit Seigneur le Daufin, ou autre de par eux, ne ſera faite aucune entrepriſe, ou pratique au contraire du traité, & ſeuretez accordées au trois Etats de la ville de Saint-Omer, durant le tems de la minorité de madite Damoiſelle, & qu'en ce, il les aideront & aſſiſteront par effet, & generalement d'aider & aſſiſter à l'entretenement de tous les autres points, & articles ci-deſſus ſpecifiez & contenus audit traité; & que s'il avenoit que de la part du Roi, & de moudit Seigneur le Daufin, y eût aucune enfreinte ou contravention, de, en ce cas, être aidans, & confortans moudit Sieur le Duc, Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & leurs païs; & à cette fin, le Roi dés maintenant leur accorde, & ordonne audit cas ainſi le faire, & les a déchargez & décharge de leur ſerment.

Item, ſeront baillées de la part dudit Duc d'Autriche, & des Etats deſdits païs, pareilles ſeuretez, des Prelats, Nobles, Villes, & Communautez, des Païs & Duchez de Brabant, Limbourg, Gueldre, Comtez de Flandres, de Hainaut, Hollande, Zelande, Namur, que le Roi voudra avoir.

Item, que leſdits habitans de Saint-Omer bailleront leurs lettres & ſcellez au Roi, & à mondit Seigneur le Daufin, futur mari de madite Damoiſelle, par leſquels ils promettront & s'obligeront par leur foi, & ſerment ſur leur honneur, de bien & loiaument garder leſdites villes & châteaux, durant ladite minorité de madite Damoiſelle, & de non ſouffrir & permettre, que du parti ou quartier de mondit Sieur le Duc, ou de Monſieur le Duc Philippe ſon fils, ſoit fait, procuré, ou pratiqué directement ou indirectement, aucune choſe au préjudice du traité; & que madite Damoiſelle venuë en âge, & le mariage de mondit ſeigneur le Daufin & d'elle conſommé, ils bailleront par effet, ceſſant tous contredits & excuſes, ou delais au contraire, leſdites villes & chaſtel, en la pleine & entiere obeiſſance de mondit Seigneur le Daufin, comme mari d'elle. ANS de J. C.

Item, & pareillement leſdits de Saint-Omer bailleront leurs lettres & ſcellez, à meſdits Sieurs les Ducs, & aux Etats de leurs païs, par leſquels ils promettront & s'obligeront par leur foi & ſerment, & ſur leur honneur, que durant ladite minorité, & juſques à ce que le mariage de mondit Seigneur le Daufin ſoit conſommé, ils ne délivreront leſdites villes & château au Roi, ni à mondit Seigneur le Daufin, ni à perſonne de par eux, mais les tiendront en bonne & ſeure garde; & outre ce, que s'il avenoit, que ledit mariage ne parvint, par la main de mondit Sieur le Duc, (que Dieu par ſa bonté veüille garder) ou par quelque autre cas procedant du fait du Roi, ou d'icelui Monſeigneur le Daufin, ou autre de leur part; ou auſſi par la mort de ladite Damoiſelle durant ſa minorité, de, & en chacun d'iceux cas, rendre leſdites villes & chaſtel, pour & au nom de mondit Sieur le Duc Philippe ſon fils, ou à mondit Sieur le Duc Philippe, s'il étoit en âge. Lequel traité de paix & mariage, en tous & finguliers les points & articles ci-deſſus contenus, nous avons promis & promettons loiaument, de bonne foi, ſous nôtre honneur: nous leſdits Ambaſſadeurs du Roi, au nom d'icelui, & nous les Ambaſſadeurs de mondit Sieur le Duc, de noſdits Sieurs ſes enfans, & des Etats de leurſdits païs, au nom d'iceux, fournir, & entretenir, & accomplir de point en point, & les faire ratifier, confirmer, greer, & approuver par iceux Princes, & leſdits Etats; & de ce, en faire bailler & delivrer leurs lettres patentes en forme dûë & ſuffiſante d'une part & d'autre. 1482.

DXXIII.

Concordat entre la Juſtice Spirituelle de CAMBRAI, *& la Temporelle de* HAINAULT, *fait à Mons, le 12. Janvier*, 1483. Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. I. Tit. I. Chap. II. pag. 3. ANS de J. C. 1483. CAMBRAI ET HAINAULT.

PHILIPPES par la grace de Dieu Archiduc d'Auſtrice, Duc de Bourgoingne, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldre, Comte de Flandres, d'Artbois, & de Bourgoingne, Palatin, & d'Haynault, de Hollande, de Zelande, de Namur, & de Zutphen, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines, à nos grand Bailly de HAYNAULT, & gens de noſtre Conſeil illec, & à tous nos aultres Baillifz, Juſticiers, & Officiers de noſtredit Pays d'Haynault, & à leurs Lieutenans Salut, de la part de nos treſchers & bien amez, Les gens des trois Eſtatz de noſtredit pays d'Haynault, Nous a eſté preſentement entre autres choſes expoſé & remonſtré que ſeu noſtre treſcher Seigneur & Ayeul le Duc Philippes de Bourgoingne, Comte de Haynault, que Dieu abſolve, pour le bien, & entretenement de ſes droicts, haulteur, & Seigneurie en iceluy noſtre Pays, & pour obvier aux nouvelletez que les gens & Officiers des Juriſdictions Spirituelles s'efforchoient de faire attenter & emprendre ſur luy, ſa haulteur, Seigneurie & ſubjects, audit pays accordé en l'an xlvij. & xlix. certaines proviſions par ſes lettres patentes, dont la teneur s'enſuit.

Philippes par la grace de Dieu Duc de Bourgoingne &c. A noſtre treſcher & leal Couſin Capitaine General & grand Bailly d'Haynault, & à nos amez & feaulx autres gens de noſtre Conſeil illec, & à tous noz aultres Baillifz, Juſticiers, & Officiers de noſtredit pays d'Haynault, ou leurs Lieutenans Salut & dilection. Comme à la requeſte & Inſtance des

ANS de J. C. 1483.

gens des trois Eſtatz de noſtredit pays d'Haynault pour l'entretenemeot & conſervation de noſtre droict, hauleur & Seigneurie en iceluy noſtredit pays, & pour obvier aux nouvelletez & emprinſes que les gens & Officiers des Juriſdictions ſpirituelles audit pays, comme eſtons advertis, s'efforçoient de faire attenter & entreprendre ſur nous & noz droictz & Seigneuries en iceluy noſtre pays d'Haynault, nous ayons depuis certain temps ença par l'advis de bons Bailliſz & gens de noſtre Conſeil octroyé, accordé, & baillé certaines noz lettres patentes & mandemens, deſquelles la teneur s'enſuit.

Philippes par la grace de Dieu Duc de Bourgoingne &c. A noſtre grand Bailly d'Haynault Salut & dilection: comme les gens des trois Eſtatz de noſtre Pays d'Haynault ayent humblement ſuppliè que pour l'entretenement de noſtre hauleur & Seigneurie, & du bien public des ſubjectz d'iceluy noſtre pays d'Haynault, nous ne veuliſſions ſouffrir, comme faict n'a eſté par noz predeceſſeurs Comtes & Seigneurs de noſtredit pays d'Haynault, que les Preſtres, Clercs, ny aotres au nom de la Juſtice ſpirituelle peuſſent faire citer, ne bailler quelque empeſchement à perſonne quelconque demeurant en noſtredit pays d'Haynault és Eveſchez & Dioceſes de CAMBRAY, Liege, & Arras en iceluy noſtre pays d'Haynault, pour quelconques cauſes, couleurs, & occaſions que ce ſoit, ſinon pour choſe touchant la ſoy & le Sacrement de mariage, au regard de la perfection, conſommation, ou divorce & ſeparation de mariage; Attendu que des obligations des diſmes & des teſtaments, auſſi des promeſſes de mariage reelles & perſonelles & de debtes noſtre Court de Mons a eu de tout temps la cognoiſſance, comme Court ſans rappel, en nous Remonſtrant, que pource que par aucun temps & en lieu l'on a delaiſſé d'ainſi en uſer dont grandes charges, foulles, & dommages en ſont advenuës à noz ſubjectz de noſtre pays d'Haynault, & ſeroient encor plus en temps advenir, ſi par nous n'eſtoit ſur ce pourveu de remede convenable; Sçavoir faiſons que eu ſur ce bon advis & meure deliberation de Conſeil avec vous & les gens de noſtre Conſeil en noſtredit pays d'Haynault, veuillans noſtre hauleur & Seigneurie entretenir & garder, & auſſi preſerver noſdits ſubjects des charges, frais & dommages qu'ilz pourroient avoir & ſouſtenir, à cauſe des grandes involutions des procés, en quoy ils pourroient cheoir pardevant les juges des Courts ſpirituelles à l'occaſion de pluſieurs cas, dont nous & noz Juſticiers pouvons & devons cognoiſtre, vous mandons expreſſement & commandons par ces preſentes que par toutes les villes & lieux de noſtre Comté d'Haynault, où l'on a accouſtumé faire cris & publications, vous faictes crier & publier de par nous, que nul de quelque eſtat qu'il ſoit au nom & par la Juſtice ſpirituelle éſdits Eveſchez & Dioceſe de Cambray, Liege & Arras, ne puiſſent quelque perſonne demeurant en noſtredit pays d'Haynault faire citer, ne bailler ou faire bailler quelque empeſchement pour quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, ſinon pour choſes touchantes la ſoy & le Sacrement de Mariage, au regard de la perfection & conſommation, ou divorce, & ſeparation de Mariage, ſur peine d'encourir envers nous par celuy, ou ceux, qui feront ou feroient faire le contraire, en telz peines, loix & amendes que par nous & les gens de noſtre Conſeil d'iceluy noſtre pays d'Haynault ſeront pour ce admis & ordonnez, toutesfois noſtre intention n'eſt pas d'empeſcher que les Preſtres & Clercs non marriez, conſtituez és ſainctes Ordres demeurans en iceluy noſtre pays d'Haynault ne ſoyent ou puiſſent eſtre citez ou pourſuivis éſdites Courts ſpirituelles en action perſonnelle tant civiles que criminelles; Et auſſi les Clercs non marriez & non conſtituez és ſainctes Ordres en matieres beneficielles ſur le pentoire & droict de benefices non eſtans de collation lays, ou en partronage lays. Et d'autre part leſdits Preſtres & Clercs non marriez & conſtituez és ſainctes Ordres pourront auſſi eſtre attraits & pourſuivis en noſtre Court à Mons & perdevant nos Officiers & juges en noſtredit pays d'Haynault éſdites actions perſonnelles, civiles & criminelles, és cas, dont d'icelle noſtre Court de Mons & autres noz Officiers peuvent & ont accouſtumé de cognoiſtre, & voullons qu'ainſi ſoit crié & publié de par nous, & en cas que pour l'accompliſſement & entretenement de ce que dict eſt, ſeroit expedient de ſur ce faire plus ample ordonnance ou declaration de peines, nous, en ce cas voulons & accordons que vous & iceux de noſtre Conſeil les faictes de par nous telles & ainſi qu'il appartiendra, & que trouverez eſtre neceſſaires, pour le bien & conſervation de noſtre hauleur & Seigneurie, & le Relevement de noz ſubjectz. Si vous mandons & expreſſement commandons que ces preſentes, & tout le contenu en icelles, vous entretenés, gardés, & obſervés, & faictes entretenir, garder & obſerver inviolablement ſelon leur teneur, ſans aller, ny ſouffrir aller au contraire en aucune maniere, car ainſi nous plaiſt il, & le voulons eſtre faict. Donné en noſtre Ville de Mons le 2. Jour du Mois de Febvrier l'an de grace mil quatre cent quarante ſept. Ainſi ſignée en deſſoubz, Par Monſieur le Duc, & ſigné Jean le Gros. Et depuis faire publier icelles lettres, en & par my noſtredit pays & Comté d'Haynault, à fin que l'effect & teneur d'icelles y fuſſent entretenus, gardez & obſervez. Et il ſoit ainſi que depuis ledit octroy & publication ainſi faictes de noſdites lettres patentes, Reverend Pere en Dieu noſtre treſcher & feal l'Eveſque de Cambray, de ce adverty ſe ſeroit traict par devers nous & les gens de noſtre Conſeil eſtans lez nous, griefvement ſoy dœuillant & complaindant pour & à l'occaſion deſdits octroy & publication ainſi de par nous faictes, de noz lettres deſſuſdites: Diſant & remonſtrant leſdites lettres & la publication d'icelles eſtre fort contraires & prejudiciables à luy & à ſon Egliſe & à ſa Juriſdiction ſpirituelle & contre les droictz, uſances & poſſeſſions anciennes de ſadite Juriſdiction ſpirituelle, & ſeroit encore plus, en cas que voudrions faire entretenir cy apres le contenu en icelles noſdites lettres, & icelle ſa Juriſdiction ſpirituelle en voye de peril, & aller du tout à neant en noſtredit pays d'Haynault, au grand grief & fonlle de luy & de ſon Egliſe (ſi comme il diſoit) requerant par grande inſtance noſdites lettres eſtre par nous revocquées & miſes à neant, ou autrement luy eſtre pourveu de remede convenable. Sçavoir faiſons, que nous deſirans garder noſtre droict, hauleur & Seigneurie ainſi enſemble le droict & Juriſdiction de l'Egliſe ainſi qu'il appartient, ſans ce que par les Officiers de la Juriſdiction ſpirituelle ſoit faict nouvelleté ou acquis nouveau droict ſur & contre nous, & noſtredit hauleur & Seigneurie, ne auſſi de noſtre part par noz gens & Officiers de noſtredit Pays d'Haynault, ou autres ſur le droict d'icelle Juriſdiction ſpirituelle, & voulans ſçavoir la verité de la choſe, & au vray en eſtre informez pour la conſervation du droict d'un chacun. Nous par deliberation & advis des gens de noſtre grand Conſeil eſtans lez nous, pour le bien de la choſe avons ordonné & commis aucuns noz Commiſſaires & Conſeillers notables pour par eux s'informer bien & au long, & au vray tant des faicts & choſes propoſées & miſes en avant par iceluy Eveſque de Cambray, comme des choſes & raiſons que de noſtre part par aucuns des gens de noſtre Conſeil & autres noz Officiers, & meſmement de la part des gens des trois Eſtatz de noſtredit Pays d'Haynault ont eſté dictes, remonſtrées, & alleguées au contraire, par ladite information faicte & parfaicte, eſtre rapporté par devers nous & noſtredit grand Conſeil & tout veu & la verité ſceuë y eſtre par nous pourveu & ordonné pour la conſervation de noſtredit droict & celuy

ANS de J. C. 1483.

ANS de J. C. 1483.

celuy dudit Eveſque comme de raiſon il appartiendra. Et pource qu'il eſt bien vray ſemblable, veu la qualité de la matiere, qui eſt grande & de grand poix & que de leger ny en brief temps ladite information ne ſe poudra faire, ne parfaire, ne par nous concluſion eſtre miſe telle qu'il appartient, mais eſt taillié la choſe de prendre grand traict de temps, parquoy ce pendant pourroient de nouvel ſoudre queſtions, differentz, & debatz entre noz gens & Officiers de noſtre Païs d'Haynault, & ceux dudit Eveſque de Cambray ſoubz ombre & à l'occaſion de noſtre ordonnance, & mandement deſſuſdits ou des dependances, avons ordonné & appoinctié, en oultre par maniere de proviſion & ſans prejudice de noſtre droict & de celuy dudit Eveſque ledit temps pendant & juſques à ce que ladite information faicte & parfaicte par noſdits Commiſſaires & à nous rapportée & veuë en noſtredit grand Conſeil concluſion y ſera miſe par nous telle qu'il appartiendra, & qu'autrement en aurons ordonné, noſdites lettres cy deſſus tranſcriptes & noſtre ordonnance y contenuë avec tout l'effect d'iceluy ſeront tenuës en ſurſeance & ſuſpenſe, reſervé que ſur les poincts cy apres declarez, dont diſcord, different & debat eſtoit & entre nous, noz gens, & Officiers de noſtredit Pays & Comté d'Haynault d'une part, & ceux dudit Reverend Pere en Dieu l'Eveſque de Cambray de ſa Juriſdiction ſpirituelle autre part, ſoit & ſera de la part d'iceluy Eveſque & par ſeſdits Officiers procedé & noz Officiers auſſi entant qu'il nous peut toucher, d'oreſmavant le temps de ladire information pendant, & juſques à ce que y ſera conclud, ou qu'autrement en avons otdonné ſans prejudice de noſtre droict & d'iceluy dudit Eveſque & de ladite Juriſdiction ſpirituelle en la forme & maniere que s'enſuit.

Premier: entant qu'il touche les ches eſt adviſé que quand par la vertu des Statutz & Ordonnances de l'Egliſe de Cambray ches devra eſtre mis non pour cauſe ou coulpe des Officiers de la Juſtice temporelle du lieu, mais pour faict de perſonne privée, comme pour mort ou batture enorme advenuë en la perſonne d'aucun Preſtre, ou autre homme d'Egliſe eſtant és ſainctes Ordres, & porteur des lettres de la Court dudit Cambray & des Commiſſaires d'icelles, ou pour avoir empeſché l'execution de ſes lettres ou commiſſion d'icelles, enfraint l'immunité de l'Egliſe, ou commis autre cas ſemblable & plus grand, ledit ches ne ſe mettera qu'en la paroiſſe où ledit delict ſeroit perpetré. ce n'eſtoit que ledit delict fut advenu en la paroiſſe de la Mere Egliſe, laquelle ceſſante, tous les autres ceſſeront, & ſera enrendu la paroiſſe par la maiſon plus prochaine du lieu du delict, mais ſi ledit ches ſe devoit mettre pour faulte commiſe par les Officiers de la Juſtice temporelle, lors ſeroit le ches par toutes les Egliſes de la ville où ladite faulte ſeroit faicte.

2. Item quand le ches ſera mis par la maniere dicte pour faict de perſonne privée, mondit Seigneur de Cambray ſera par ſon Doyen du lieu ou autre Officier endedans douze heures apres ledit ches mis relaxer iceluy ches juſques à huict jnurs enſuyvans inclus, pendant lequel temps les Officiers temporels du lieu où ledit delict ſera commis ſeront diligence de prendre le delinquant ſi faire le peuvent, pour le rendre & le mettre en la main de mondit Seigneur de Cambray, s'il eſt Clerc devant jouyr des privileges de Clerc, de par luy eſtre puny, ſi non le punir par leſdits Officiers temporels ſelon l'exigence du cas, & au cas qu'apprehender ne le pouvoient, le bannir dudit Pays d'Haynault, duquel ban ledit delinquant ne pourra eſtre delivré que preallablement mondit Seigneur de Cambray n'en ſoit content, & lors que les Officiers auront rendu à mondit Seigneur de Cambray ledit delinquant, s'il eſt Clerc comme dict eſt, ou l'auront puny quant à eux, la cognoiſſance en appartiendra ou faict ledit banniſſement, & de ce faict foy au Doyen du lieu, ledit ches ſerat oſté & du tout mis jus, ſans quelque frais.

ANS de J. C. 1483.

3. Item toutes fois que le ches ſera mis en quelque lieu pour les cauſes dictes ou ſemblables, ſi la Juſtice du lieu, ou autre perſonne à qui ce peut toucher, vouloit maintenir ledit ches avoir eſté mis à tort, & de ce eſtre à droict pardevant l'Official de mondict Seigneur de Cambray, ledit ches ſera le procés pendant, relaxé juſques en diffinitive.

4 Item au regard des Adulteres entant qu'il touche les femmes la Court ſpirituelle n'en ſera pourſuitte aucune contre elles, n'eſt qu'elles ſoyent ſeparées par l'Egliſe ou autrement de leurs marris & publiquement ſe meffaiſent: Et quant aux hommes pareillement, & auſſi ſi eux en leurs maiſons avec leurs femmes, ou ailleurs ils en tenoient notoirement & à part, dont ils fuſſent eſclandé, entendu toutesfois que les Officiers de la Juſtice temporelle demeureront entiers à prendre, exiger, & lever pour ledit cas telles loix & amendes qu'ils ont accouſtumez.

5. Item quand aux Sortileges la Court ſpirituelle cognoiſtra du tout qui ſe ſont par invocation du mauvais eſprit, ou en abuſant des Saincts Sacraments & des autres ſortileges, les Officiers de la Juſtice remporelle en cognoiſtront ainſi qu'ils ont accouſtumez.

6. Item entant qu'il touche les diſmes ladite Court ſpirituelle cognoiſtra de toutes diſmes groſſes & menües qui ſeront deuës & cogneuës quand queſtion ſera, ſi mal on les paye, ou moins qu'il n'appartient, mais ſi queſtion eſt que ſi les heritages doivent diſme ou non, ou de qu'elle part & portion elle eſt, ladite Court ſpirituelle n'en prendra point de cognoiſſance.

7. Item quand aux Sepultures que quelque fois on denie aux treſpaſſez à cauſe des teſtaments non faicts, ou pource que leſdits treſpaſſez n'ont point eſté confeſſez à l'heure de la mort, appoinctié eſt qu'à une perſonne qui trepaſſe en ſa paroiſſe on ne doit aucunement denier terre ſaincte, s'il n'appert premier qu'icelle perſonne fut en ſentence d'excommunication, ou qu'elle euſt commis crime, dont elle euſt par droict perdu ſepulture ſaincte, ou euſt eſté plus d'un an entier avant ſon treſpas ſans eſtre confeſſée & communiée, ſi n'eſt que de ladite communion ſoit abſtenu par le conſeil de ſon Curé Auſſi ne devra ſepulture ſaincte eſtre deniée à ceux d'Haynault qui hors de leur paroiſſe iront de vie à treſpas en iceluy pays, pourveu que ſemblablement n'apparut qu'ils ſoient en ſentence d'excommunication ou ayent commis cas pourquoy ſepulture ſaincte leur doit eſtre deniée, ou auſſi que par leur Curé ou Chappellain de leur paroiſſe il ſoit teſmoigné de bonne foy qu'ils ſoyent bons filz & enfans de la ſaincte Egliſe, & ayent eſté puis un an paravant confeſſez & communiez. Si n'eſt de ladite communion ils ſe ſoyent abſtenus par le conſeil de leur Curé, mais au regard des autres eſtrangers de dehors le pays, qui dedans iceluy Pays d'Haynault pourroient aller de vie à treſpas, ſans avoir Lettres de leur Curé ſur & avec eux, l'on poudroit bien differer de leur bailler & adminiſtrer terre ſaincte juſques à ce qu'il en aura prins & eu appaiſement de leur eſtat, vie, & converſation.

8. Item quant au faict de tous teſtaments, codicilles, & dernieres volontez des Preſtres, Curez & gens d'Egliſe beneficiers & Officiers portants habits d'Egliſe & Clercs de paroiſſes tonſurez, puiſſants & habils de ce faire faicts & paſſez pardevant notaires, ou teſmoins ou par autre forme, ſelon l'ordonnance de l'Egliſe la cognoiſſance ſera & appartiendra à la Juſtice ſpirituelle ſeulement, & auront iceux teſtaments, codicilles & derniere volonté, plaine execution audit Pays d'Haynault, ſans prejudice touſteſois de ceux qui ſeront exempts de la juriſdiction de mondit Seigneur de Cambray, qui demeureront pardevant leurs

ANS de J. C. 1483. juges, & d'autres teſtaments la cognoiſſance en demeurera à la Juſtice temporelle, comme il eſt accouſtumé.

9. Item quant au faict du Promoteur eſt adviſé que ledit Promoteur ne recouvrera nuls deſpens quand la partie par luy traictée en cauſe ſera quitte & abſoulte de ſes demandes, ſoit par purge, ou autrement.

10. Item quant aux cas civils eſt adviſé que de toutes debtes dont il n'apperra par lettres paſſées perdevant perſonnes de loy, ou ſoubz les ſeaulx ou ſeings manuels des debteurs que devront tous gens d'Egliſe tant Preſtres Clercs conſtituez és ſainctes Ordres, comme tous autres portans habits d'Egliſe, beneficiez ou non, la cognoiſſance en appartiendra à la Juſtice ſpirituelle, ſans toutesfois les exempts qui demeurent pardevant leurs juges, mais des debtes apparentes par lettres deſdits de la loy ou ſoubz les ſeaux & ſeings des debteurs, les juges temporelz en cognoiſtront ainſi qu'ilz ont accouſtumez, & les metteront en execution, comme on a faict par cy devant. Et pource auſſi que leſdits Preſtres & Clercs deboveront & pourront devoir à mondit Seigneur le Duc, à cauſe & pour raiſon de ſon domaine, des ſes aydes, ou autrement, il en ſera exploicté par les Officiers de mondit Seigneur, ainſi que par cy devant a eſté accouſtumé.

11. Si vous mandons & commandons & expreſſement inioindons à chacun de vous endroict ſoy, & ſi comme à luy appartiendra, que de noſtre appoinctement & proviſion deſſuſdit avec le contenu & effect de ces preſentes vous entretenés & faictes entretenir bien & deüement & chacun de vous en ſon endroict, le temps deſſuſdit durant, ſans y faire, ny ſouffrir eſtre faict nouvelleté quelconque au contraire, car ainſi nous plaiſt il eſtre faict, & l'avons octroyé & accordé par maniere de proviſion, octroyons, & accordons ſans prejudice de noſtre droict & celuy dudit Eveſque de Cambray, comme deſſus eſt dict par ces preſentes. Donné en noſtre Ville de Bruges le xxix. jour de Novembre l'an de grace mil quatre cens & quarante oeuf. Ainſi ſigné, par Monſeigneur le Duc, A. de la Porte. Et combien que les proviſions contenuës éſdits lettres de noſtredit feu Seigneur cy deſſus eſcrites ayent depuis le temps de la conceſſion d'icelles eſté gardées & obſervées, neantmoins il eſt advenu depuis n'agueres aucuns Officiers deſdites juriſdictions & meſmement de l'Eveſque de Cambray ſe ſont ingerés & advanchés de contrevenir à aucuns poincts & articles contenus éſdites lettres, au grand grief & prejudice de nous & de noſtredite haulteur & Seigneurie, & plus ſeroit de par nous y eſtre pourveu & remedié ainſi que diſent leſdits trois Eſtatz, expoſans humblement & le requerans, pour ce eſt il que nous les choſes deſſuſdites conſiderées, deſirans entretenir & faire ce que par grand & meur advis faict, ordonné & eſtably par noſtredit feu Seigneur & Ayeul touchant les choſes deſſuſdites ſelon & par la maniere qu'il eſt contenu en ſeſdites Lettres patentes deſſus eſcrites pour la conſervation de noſtre haulteur & Seigneurie au bien & coofoulagement de nos bons ſubjects de noſtredit Pays d'Haynault, vous mandons & commandons expreſſement que ceſdites preſentes & tout le contenu en icelles vous publiez & faictes incontinent publier & denoncer par tout en noſtredit Pays & Comté d'Haynault, où l'on a accouſtumé faire cris & publications, & que tout le contenu éſdits lettres de noſtre feu Seigneur & Ayeul y incorporez vous gardés & obſervés & entretenés, & faictes garder obſerver & entretenir bien & deüement de poinct en poinct par tous noſdits ſubjects, & autres qu'il appartiendra de quelque eſtat ou condition qu'ils ſoyent, en les contraignant à ce, ſi meſtier eſt, & chacun d'eux par toutes voyes & manieres de contraincte deuës & raiſonnables & puniſſans les tranſgreſſeurs de telles punitions & mulctes que vous noſdits Bailly & gens de noſtredit Conſeil voyrez au cas appartenir, car ainſi de nous plaiſt il, & de ce faire vous donnons pouvoir & authorité par ceſdites preſentes. Donné en noſtre Ville de Mons le xij. jour de Janvier l'an de grace mil quattre cens quatre vingt & trois, ainſi ſigné par Monſeigneur Archiduc, A. le Flameng.

ANS de J. C. 1483.

DXXIV.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, & les* VILLES ANSEATIQUES, *fait le* 4. *Avril* 1484. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 447.

ANS de J. C. 1484. FRANCE ET VILLES ANSEATIQUES.

NOs Pro-Conſules & Coofules totius Conſulatus & Communitatis Imperialis Civitatis Lubecenſis, cæterarumque Civitatum, Burgorum, omnium Oppidorum, Villarum & locorum totius Hanſæ Teutonicæ ad infra ſcripta faciendum ſpecialiter auctorizati, atque plenipotentes & nuncii, pro eorundem Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & locorum dictæ Hanſæ, & ex eis ubicumque exiſtentium Mercatorum & perſonarum, quicte procuranda; omnique utilitate in ipſa inclita Civitate Lubecenſi perſonaliter congregati notum facimus univerſis & ſingulis, quorum conſpectibus præſentes literas contigerit exhiberi, poſtquam ſuperioribus annis inter quondam Chriſtianiſſimum potentiſſimumque Principem & Dominum Ludovicum divina favente clementia tunc Francorum Regem Dominum metuendiſſimum, Regnumque, Domina & ſubditos ſuos ex una; & nos ſupradictos, totius Hanſæ homines prædeceſſoreſque noſtros parte ex altera, bellorum induciæ ſeu trugæ pactæ & initæ fuerint, ut tandem pax firma & perpetua ſequeretur, ipſeque Chriſtianiſſimus nobiſcum à cæteris Proconſulibus Aldermannis mercatoribus & incolis prædictarum Civitatum & Communitatum ipſius Hanſæ Teutonicæ pro ſe Clariſſimoque ejus filio tunc Delphino Viennenſi aliiſque ſucceſſoribus Francorum Regibus, Regno, Dominiis ſubditiſque ſuis præſentibus & futuris Pacem, amicitiam, benevolentiam & concordiam firmam, ſtabilem perpetuiſque temporibus duraturam certa ſua ſcientia fecerit, iniecit & concluſerit prout innata virtutis ſuæ clementia pro re noſtra publica hæc & alia nobis gratioſe concinnata ſuis patentibus Regiis literis deſuper datis lucidius continentur, illaſque ac omnia & ſingula in eiſdem contenta extrema die fuocto Rege ſupradicti idem Chariſſimus ejus filius, qui nec ſuæ prolis quidquam gratius acceptiuſque unquam præſtari nobis poterat, quam hunc uti piiſſimam ſobolem, quod Deus omnipotens tantæ Regiæ ſtirpis ſuæ ſucceſſorem elargitus eſt, etiam ſuis patentibus Regiis literis Princeps quidem & Dominus metuendiſſimus Dominus CAROLUS divina providentia Rex Francorum Chriſtianiſſimus ratas & gratas; rataque & grata habens eas, & ea plurimorum ſuî Conſilii deliberatione laudaverit, approbaverit, ratificavetit ac confirmaverit, quod id circa nos & ſucceſſores noſtros pari Pacis fœdere amicitiæ, benevolentiæ & concordiæ in perpetuum obligari volentes cum eodem Sereniſſimo Principe & Domino Carolo Chriſtianiſſimo Francorum Regibus Regno, Dominiis, ſubditis ſuis præſentibus & futuris oniverſis & ſingulis omninò conſimilem Pacem, amicitiam, benevolentiam & concordiam, firmam, ſtabilem, perpetuiſque temporibus duraturam pro nobis Aldermannis mercatoribus & incolis noſtrumque ac illorum omnium ſucceſſoribus prædictarum Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & locorum ipſius Hanſæ præfatæ ex certa noſtra ſcientia ſecimus, inivi-

ANS de J. C. 1484.

inivimus & concluſimus, facimuſque, inimus & concludimus per præſentes, ac deinde omnibus & ſingulis & ejuſdem Domini metuendiſſimi Regis moderni Regnis, Dominiorum ejus omnibus & ſingulis mercatoribus, navium Magiſtris, naucleris & quibuſlibet aliis cujuſcunque ſtatus, aut præeminentiæ aut conditionis exiſtant, per nos prædeceſſoreſque noſtros, omnia & ſingula ſub quacumque verborum forma conceſſa privilegia, quæcumque fuerunt, ac ſi de verbo ad verbum præſentibus forent inſerta laudamus, ratificamus & confirmamus, ac de novo in quantum opus eſt concedimus.

2. Volentes etiam & concedentes, ut ipſi omnium & ſingulorum bonorum, navigiorum, aliarumque rerum eiſdem hactenus per ſubditos noſtros, aut quoſcumque alios dictæ Hanſæ nominee occaſione diſſenſionum præteritarum vel alias quovis modo vi & ultra eorum velle, & noviſſimis durantibus ereugis ablatorum reſtitutionem coram ut tefatis Pro-Conſulibus, & Conſulibus totius Conſulatus & Communitatis Imperialis Civitatis Lubecenſis aut quibuſcumque alius caterarum Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & locorum ſupradictæ Hanzæ judicibus liberè & licitè poſſint eam conjunctim quam diviſim proſequi, quibus judicibus quæcunque in Dominiis & diſtrictibus noſtris exiſtentia aſportare, & ad Civitates & loca ſua devehi facere, & pecunias aliaſque res per noſtrates ſibi debitas exigere, & id faciendo totiens, quotiens eis opportunum fuerit eodem anno ire, redire, morari, & deinde ad propria reverti, tuè, quietè & liberè poſſint & valeant; abſque eo, quod ullum in corporibus, navigiis, naucleris, mercantus, bonis rebuſque ſuis prædictis damnum, impedimentum, aut alia quævis inquietatio aut moleſtia ullatenus inferre debeat. Inſuper Reverendiſſimos & Reverendos Patres noſtros, Dominos Archiepiſcopos, Epiſcopos & alios quoſcumque viros Eccleſiaſticos cujuſcumque & regimen animarum habentes, * ut cum aliquem Francigenarium in Dominiis & diſtrictibus noſtris mortem obire contigerit, quod talium morientium cadavera in terra benedicta, uti noſtrates veri & indubitati Catholici decedentes ſepeliri ſolent, ſepelientur, exportari curabimus.

3. Inſuper ſi nobis contingat in futurum, cum quovis Rege Sereniſſimo aut alio Principe, externiſve nationibus bellum gerere, aut diſſenſiones habere, ipſe tamen Rex ſupradictus, ſuique ſucceſſores Francorum Reges, Regnique, Dominiorum, ſuorum ſubditi cum eorum navibus, naucleris, bonis & mercantiis quibuſcumque, pores eorundem Regum, Principum & nationum Civitates, portus, loca & diſtrictus quibus eidem fore opportunum videbitur, pro ſuis mercantiis aliiſque negotiis exercendis, ire, morari, & deinde redire poterunt toties, quoties eiſdem placuerit liberè & quietè, quoad nos hominesque & ſubditos noſtros attinet, abſque eo, quod hujuſce Pacis, amicitiæ & benevolentiæ perpetuæ infractores cenſeri, nominarive, aut reputari debeant quovis modo. Quod etiam in eo caſu omnibus noſtratibus ſimili modo licebit. Et ſi aliqua obſcuritas aut ambiguitas ſuper articulis prædictis, aliiſque ſuperius contentis in futurum oriretur, ipſas clarioribus & licentioribus verbis & ſententiis in prædicti Domini Regis ſucceſſorumque ejus Francorum Regum, Regni, Dominiorum & ſubditorum eorundem favorem & utilitatem nos interpreraturos & declaraturos ſemper pollicemur.

4. Et demum, ut hujuſmodi perpetua pax, concordia, amicitia & benevolentia felicius & facilius obſervetur offerente ſe caſu de quibuſcumque litibus & controverſus, per quoſcumque ejuſdem Domini Regis ſucceſſorumque ejus Francorum Regum, Regni, & Dominorum prædictorum ſubditos, conera quoſlibet, noſtris in Dominiis & diſtrictibus mercatores, & incolas præfatæ Hanſæ Teutonicæ in futurum movendis & omundis, volumus, conſtituimus, decernimus & ordinamus, quod actor in loco rei primò cauſam perſequendo experiri debebit; quam ſi in hujuſmodi prima inſtantia conſequi non poterit, quod tunc coram Pro-Conſulibus & Conſulibus ſupradictæ Civitatis Lubeceoſis præſentibus & futuris partibus, hinc inde auditio per eoſdem ſummarie & de plano, abſque ſtrepitu & figura judicii celeris juſtitiæ complementum miniſtretur; promittentes bonâ fide, verboque veritatis, prædictam benevolentiam, concordiam, amicitiam, perpetuamque Pacem, & omnia & ſingula ſuperius enarrata, & per nos facta inviolabiliter perpetuò nos velle obſervare & obſervari facere omni dolo & fraude ſemotis.

ANS de J. C. 1484.

5. Quocirca totius ſupradictæ Hanſæ, & ejuſdem conſœderationis hominibus, univerſiſque & ſingulis noſtris Capitaneis & Gubernatoribus, eorundemque loca tenentibus Juſticiariis, Officiariis, Vaſallis ligiis ſubjectiſque dilectis & fidelibus, ac aliis cujuſcumque ſtatus aut conditionis exiſtentibus, præſentibus & futuris, & ipſorum cuilibet, harum ſerie ſupplicamus, præcipimus & mandamus, quatenus has noſtras præſentes literas, in omnibus Curiis, auditoriis, aliiſque locis ſuis ad hoc neceſſariis publicare, ſeu publicari facere prædictamque amicitiam, conſœderationem & perpetuam Pacem atque concordiam, ac omnia & ſingula ſuperius declarata, facta & enarrata inviolabiliter obſervent, & obſervari faciant, nihil penitus in contrarium agendo, nec attemptando. Quod ſi forte aliqua acta aut attemptata forent, ea reparare ſeu reparari, & ad priſtinum & debitum ſtatum reduci facere ſtudeant indilatè compellendos ad hoc appellatione ſemota viriliter & debitè compellendo; infracturos quoque, ſi qui ſunt, pœna debita & publica plectendo. Et ut omnia & ſingula præinſerta perpetuæ firmitatis robur obtineant, has noſtras literas, quarum vidiſſe ſeu tranſumpta uno vel pluribus, ſi opus fuerit, ſub anteſatæ Imperialis Civitatis Lubecenſis ſigillo ſecreto confectis indubiam fidem veluti huic originali volumus adhiberi, ejuſdem Civitatis Lubecenſis magni ſigilli munimine fecimus roborari. Datum anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo quarto, die verò quarta menſis Aprilis.

DXXV.

Traité de Conféderation entre CHARLES VIII. *Roi de France, & les* SUISSES, *du 4 Août* 1484. Frederic Leonard. Tom. IV.

ANS de J. C. 1484.

FRANCE ET SUISSE.

IN nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, feliciter: Amen. Nos Burgimagiſter, Sculteti, Ammani, Gubernatores, Conſules, Cives, Patriotæ, & Communitates de Turrego, Berna, Lucerna, & Uravia, Scwizia, & Salodoro Communitatibus & partibus Provinciarum magnæ, & veteris ligæ conſœderatorum Alemanniæ ſuperioris: univerſis & ſingulis præſentes litteras inſpecturis, ſeu audituris, notum fieri volumus cum ſalute. Quod cùm majores noſtri, & nos jam multis annis exactis cum cæleſtium Sacro-Sanctorum filiorum ſceptro, & Chriſtianiſſimis ac Sereniſſimis Regni Francorum Regibus certas amicabiles intelligentias, & tandem præſertim cum quondam Chriſtianiſſimo atque Glorioſiſſimo Domino Ludovico, Rege Francorum, ſummæ & præexcelſæ memoriæ Domino noſtro multum gratiſſimo protiùs defuncto, cujus animæ propitietur Altiſſimus, uniones laudabiles, & conſœderationes habuerimus, quæ auxiliante Deo optimo, & vicinitatis ſtudio, & benevolentia ex utraque parte hactenus

ANS de J. C. 1484. perſeveratæ ſunt & introductæ, ut maxime, & tempore bellorum & guerrarum non importunam utriuſque partis utilitatem Pacis & augmentationem accreverint, & pro illarum renovatione multo major utrique patri, ſuis ſubditis, & hominibus in dies, & Pacis utilitas & augmentatio ſuccedi poſſit & præſtari, animo reſolventes, bujuſmodi impartitam nobis Regiam benevolentiam noſtræque ſervitutis affectum erga præfatum Sanctæ Coroœ Regnum, & præſertim Chriſtianiſſimum & Sereniſſimum Dominum CAROLUM, jam Regem Francorum prænominati ſui genitoris ſucceſſorem, Dominum noſtrum gratioſiſſimum feliciter augmentari. Idcirco nos, ut propenſus noſter ad utriuſque partis commoditatis tranquillitatem animæ agnoſcatur bona præmeditatione noſtra, & deliberatione, Conſilio quoque unanimi primo ad laudem Dei omnipotentis pro augmentatione & communis Pacis, & Reipublicæ cum præfato Chriſtianiſſimo Rege, & Sacro-Sancta ejus Regia Majeſtate, vitâ ſuâ durante, præſentes intelligentias, & amicabiles uniones fecimus, inivimus, contraximus, & concluſimus, facimus, inimus, contrahimus atque concludimus in hunc qui ſequitur modum.

Primò, quod ambæ partes, videlicet ipſe Chriſtianiſſimus Rex Francorum, & nos conſœderati prænominatarum Civitstum & partium pro nobis noſtriſque ſubditis, & hominibus, ut antea durante hujuſmodi intelligentiæ, & unionis tempore, nullis temporibus aut nullis in rebus ſe invicem offendat guerris aut injuriis, nec tempore guerrarum vel extra inter nos nulla pars contra ullam eſſe debeat directè vel indirectè, publicè nec ocultè.

Item & ſecundò, quod ambæ partes inter nos ut ſupra nollo unquam tempore debent directè, nec per indirectum publicè nec ocultè per Regna, ditiones, territoria, ſeu diſtrictus eorum, paſſum, tranſitum, favorem, auxilium, ſuſtentationem aut ſuffragium alicui perſonæ ſive Dominiis aut Communitatibus, æmulis aut injuriis & conatibus injuriam, nocumentum, bellum aut guerram alteri ex ipſis partibus, eorum ſubditis aut collegatis inferre, ſed pro neceſſitate & tempore præſentis unionis in rebus bona fide ſe invicem diligant & foveant.

Item & tertiò, quod omnes & ſinguli ipſarum partium ſubditi, mercatores, cives, compatriotæ, Communitates, Oratores, Nuncii, Peregrini, ac inhabitatores gentes, nobiles & ignobiles, pedeſtres & equeſtres, cujuſcumque nominis, conditionis, dignitatis, aut ſtatus fuerint, cum mercimoniis, rebus & corporibus ſuis eundo, & redeundo tam per Terram, quàm per aquas, impunè, liberi & ſecuri uſque ad eorum ſecuritatem eſſe debeant & permanere in alterius partis Regno, ditionibus, territoriis & diſtrictibus.

Item & quartò, quod ipſe Chriſtianiſſimus Rex Francorum tempore hujuſmodi unionis, & amicabilis intelligentiæ nullos de gentibus aut hominibus noſtris, præter voluntatem, ſcitum, & licentiam noſtram ad ſtipendia bellorum aut guerrarum ſuæ Regiæ Majeſtatis recipere aut provocare debet, nec per alios provocari facere ſine dolo & fraude, ut ſupra, contra voluntatem noſtram.

Item & quintò, quod ſingulis temporibus, rebus & cauſis una quæque pars alteri parti & ſuis ſubditis, mercatoribus & inhabitatoribus in ſuis Regno, Dominiis, ditionibus & territoriis, amicè & ſine inhibitione, pro comperenti pecunia libere admittere debeat mercimonia, & alias quaſcumque res vendibiles ſollicitando, emendo, & vendendo prout hactenus inter partes conſuetum fuit; ſalvis tamen ex utraque parte teloniis conſuetis huc uſque introductis.

Item & ſextò, quod inter nos, ambæ partes, & quælibet partium præſenti in amicabili unione ac intelligentia excipere, & reſervare poſſint, ſicuti nos prænominati conſœderati noſtra parte per præſentes excipimus, primò Sacro-Sanctam Apoſtolicam ſedem, Sacro-Sanctum Romanum Imperium, omnes & ſingulas noſtras ligas, & libertates hactenus introductas, ſimiliter omnes & ſingulas perſonas, Dominos, Civitates, & Communitates, cum quibus nos ante concluſionem, & datum dici præſentiæ amicabilis intelligentiæ vinculo alicujus conſœderationis, unionis, aut intelligentiæ, quæ ſigillis aut litteris noſtris roborata ſunt, colligati ſumus, promittentes inſuper, ut ſupra bona fide firmiter pro nobis, & ſubditis noſtris, omnia & ſingula prænarrata tempore, quo ſupra, rata, grata, inviolata & firmare, obſervare, omni dolo, & fraude penitus ceſſantibus, in quorum omnium & ſingulorum fidem, robur, & evidens Teſtimonium nos prænominati Burgimagiſter, Sculteti, Ammani, Gubernatores, Conſules, Cives, Patriotæ, & Communitates de Turrego, Berna, Lucerna, Svizia, Undervalden, ſuper & ſub Silva de Friburgo & Solodoro præſentes litteras ſigillis noſtris appendentibus fecimus muniri, atque eas ſic roboratas & ſigillatas præfatæ Regiæ Majeſtati aſſignavimus, pareſque ejuſdem Regio ſigillo confirmatas accepimus. Datum die quarta menſis Auguſti anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo quarto.

ANS de J. C. 1484.

DXXVI.

Commiſſion donnée par Charles VIII. Roi de France, au Cardinal de Foix, & à l'Evêque d'Alby, d'aller en Foix, pour accommoder le différend ſur la pretention de JEAN DE FOIX, *Vicomte de Narbonne, à la Comté de Foix, Bigorre &c. contre* CATERINE *Reine de Navarre, ſa Niéce. A Montargis, le premier jour d'Octobre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 290.

ANS de J. C. 1484. FOIX ET NAVARRE.

A été derechef conclu le partement de Monſieur le Cardinal de Foix, pareillement de Monſieur d'Alby, pour aller en Guienne, pour l'appaiſement du diſérend de Madame la Princeſſe, & de Monſieur de Narbonne, & ſe doivent rendre leſdits Cardinal & Evêque d'Alby à Toulouſe, dans le vint troiſieme jour de ce preſent mois, pour traiter l'appointement d'entre leſdites parties, ſelon leur pouvoir & articles: deſquels pouvoir, articles, & ſeureté du Roi lateneurs enſuit.

Le Roi dés à preſent prend en ſa main le diférend étant entre ſa Tante Madame la Princeſſe de Viane, & ſa Fille ſa Couſine d'une part, & ſon Couſin Meſſire Jean de Foix, Vicomte de Narbonne, d'autre.

Et ſeront tenuës leſdites parties aquieſcer à l'appointement & ordonnance qui s'en donnera par leſdits Etats, & par iceux Ambaſſadeurs ſera referé au Roi ce qui aura été fait en cette matiere; & à celui, à qui par leſdits Etats aura été dit, appointé, ordonné & jugé, avoir l'évident droit, le Roi à icelles parties tiendra la main de tout ſon pouvoir, pour faire obeïr, tenir, & accomplir leſdits appointement & jugement à celui qui aura tort en cette partie, & baillera à ladite partie, ayant l'évident droit la main forte de Genſdarmes, d'Artillerie, & autres choſes neceſſaires, en maniere que leſdits ſentence & appointement ſortiront leur pleio & entier effet, tant de ce qui eſt dans le Roiaume, que dehors: & ainſi l'a voulu, ordonné, & promis faire le Roi, & en bailler ſes lettres de ſeureté, & pareillement Meſſieurs d'Orleans & de Bourbon.

Item, le Roi, pendant ladite année, baillera ſous ſa

ANS de J. C. 1484.

ſa main l'une deſdites cinq Places audit de Foix, pour la demeure de Madame ſa Femme; & fournira & baillera madite Dame la Princeſſe trois mille livres pour l'entretenement de ladite Dame Femme dudit de Foix, durant ladite année que ſe vuidera le diférend, & ſans préjudice du droit des parties, deſquelles trois mille livres le Roi en baillera mille.

Item, leſdites parties viendront auſdits Etats en leur ſimple état, & ſans aucuns habillemens de guerre, ni autres bâtons nuiſibles.

Item, le Roi contraindra réellement & de fait leſdites parties à tenir ce preſent appointement, & principalement celle, qui n'aura voulu obeïr.

Item, de ce qui eſt dans le Roiaume, le Roi veut & ordonne, que la connoiſſance du diférend ſe vuide pardevant lui, pour amiablement les appointer ſi faire ſe peut; & au cas qu'il ſe puiſſe faire, fera ou ſera faire auſdites parties, raiſon & juſtice dedans un an prochain venant, par la Cour de Parlement de Paris.

Item, & entant que touche les cinq Places de la Comté de Foix, dont eſt procedé l'arreſt donné au Grand Conſeil du Roi, en enſuivant icelui arreſt, leſdites Places préalablement ſeront miſes en la main du Roi, & delivrées és mains de tels perſonnages, qui ſeront aviſez par Monſieur le Cardinal de Foix, & Evêque d'Albi, pour les garder, par ledit Seigneur, juſques à ſentence definitive.

Et au regard de Bearn, ſeront aſſemblez les Etats, & en la preſence des gens notables, que le Roi de ſa part y commettra, ſeront les enfans de la maiſon pour ouïr ledit diferend, lequel & le droit de chacune deſdites parties ſera jugé par leſdits Etats; & ſeront leſdits Etats en liberté telle qu'il appartient à Juges, & en maniere qu'ils n'aient cauſe de douter de nulle des parties, & tenus en une Ville bien ſeure audit Païs de Bearn. Et pendant que leſdits Etats ſe tiendront pour decider de la matiere, il n'y aura point de Gendarmes, ni de Garniſon audit Païs de Bearn; mais demeurera le Païs en la forme qu'il a accoûtumé être en tems de Paix, & ſeront les parties tenuës en bonne ſeureté par leſdits Etats, & bailleront auſſi leſdites parties bonne ſeureté l'une à l'autre, ainſi qu'il ſera aviſé.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme par pluſieurs fois ſoit venu à nôtre connoiſſance, qu'au moien du diférend étant entre nôtre tres-chere & tres-amée Tante, la Princeſſe de Viane, & ſa Fille nôtre Couſine, d'une part, & nôtre tres-cher & amé Couſin Jean de Foix, Chevalier, Vicomte de Narbonne, d'autre, pluſieurs grands maux, larcins, pilleries, & autres infinis inconveniens ſoient avenus en nôtre Roiaume, Païs, Seigneuries, & ſujets; & pour y obvier aions par ci-devant fait prendre, ſaiſir, & mettre en nôtre main les Places, dont ledit diférend eſt encommencé entre leſdites parties, & depuis interdit & defendu à icelles parties toutes voies de fait, & ordonné qu'ils retraiſſent leurs gens, & les envoiaſſent en leurs maiſons, afin de faire ceſſer la pillerie, que par les genſdits tenans les champs, de leur autorité privée, & ſans nôtre ſçû & ordonnance, & qui avoüent le fait, & continuent chacun jour de plus en plus, au moien dequoi nôtre pauvre peuple eſt ſi fort oppreſſé & foulé, que plus ne peut: neanmoins noſdites Tante, Couſine ſa Fille, & Couſin de Foix, & leurſdits gens n'ont point ceſſé ni differé de faire la guerre les uns contre les autres; mais la font & continuent chacun jour plus aſpre que jamais, & ſont leſdits maux, larcins, & voies de fait, pilleries, aſſemblées de gens ſans autorité de nous, & autres excez en voie de pulluler, & multiplier en nôtredit Roiaume, dont la totale deſtruction de nôtredit pauvre peuple ſe pourroit du tout enſuivre, ſi par nous n'étoit ſur ce promtement pourvû. Pourquoi avons par l'avis & deliberation de pluſieurs Seigneurs de nôtre Sang & lignage, & gens de nôtre étroit Conſeil, conclu, aviſé, & deliberé envoier devers leſdites parties, aucuns grands notables perſonnages, de grande autorité, ſages, prudens, & diſcrets, aiant puiſſance de nous de traiter, & faire condeſcendre leſdites parties à quelque bon appointement, & pluſieurs autres choſes requiſes & ſervant en cette matiere. Savoir faiſons, que nous deſirant voir icelles pilleries & voies de fait ceſſer, & leſdites parties vivre en bonne Paix, amour & union; enſemble pour la tres-grande, parfaite, & entiere confiance que nous avons, des perſonnes de nôtre tres-cher & tres-amé Couſin le Cardinal de Foix, & de nôtre amé & feal Couſin l'Evêque d'Alby, & de leur ſens, diſcretion, experience, conduite, loiauté, prudhommie, & bonne diligence, à icenx pour ces cauſes & autres à ce nous mouvans, & par l'avis & deliberation que deſſus, avons donné & donnons, par ces preſentes, plein pouvoir & autorité de eux tranſporter pardevers les perſonnes de noſdites Tante & Couſine, & ledit Meſſire Jean de Foix nôtre Couſin, pour par eux, & appellez avec eux, s'ils voient que bon ſoit, tel nombre de gens, tant de nôtre Cour de Parlement de Toulouſe, que autres qu'ils aviſeront, traiter, appointer, tranſiger, & accorder l'appointement final de tout ce dont eſt queſtion entre leſdites parties, ou tel autre appointement qu'ils pourront, & qu'ils aviſeront pour le mieux, d'abolir, quitter, remettre, & pardonner tous cas, crimes, & malefices quelconques, qui à cauſe dudit diférend, & depuis icelui encommencé, ſe ſont ou pourroit être enſuivis; de rendre & faire rendre, & reſtituer les Places, Maiſons, Chevances, & biens-meubles, à ceux à qui l'on les auroit ôtez, pris, & ravis, tant d'un parti que d'autre, depuis ladite guerre commencée, & à cauſe d'icelle. Et au cas qu'ils ne pourront faire condeſcendre leſdites parties à faire leſdits appointemens tant final que autre, les feront condeſcendre à entretenir l'appointement par écrit contenu en certains articles ſignez de nôtre main, que nous avons baillez à noſdits Couſins les Cardinal de Foix & Evêque d'Alby. Toutefois quand ils ſeront pardelà, s'ils trouvoient que leſdites parties fiſſent quelques difficultez ſur aucuns points contenus eſdits articles, ou ſur tous iceux articles enſemble, nous entendons qu'ils en faſſent & appointent, tout ainſi qu'ils verront en leur conſcience être à faire pour le mieux; & à iceux nos Couſins, nous avons donné & donnons derechef plein pouvoir & autorité par ceſdites preſentes, en cas de refus, de faire entierement obeïr leſdites parties à ce qu'ils auront aviſé & appointé; enſemble de faire vuider & departir les gens de guerre, & les envoier en leurs maiſons avec telle conduite que bon ſera, ſoit par main Armée, aſſemblée de nos gens de Guerre, de nos Ordonnances, Arrierebon, gens de plat Païs, de Charroi, Artillerie, Vivres, & toutes autres choſes en tels cas requiſes, & qui par eux ſeront aviſées, tellement que la force & autorité nous en demeure; & generalement faire en cette matiere entiérement ce qu'ils verront être à faire pour la pacification & appaiſement d'icelle, en maniere que en l'une des façons ci-deſſus contenuës ledit diférend ſoit appaiſé, la pillerie otée, & leſdits genſdarmes envoiez, & tout ainſi que ſerions, & faire pourrions, ſi preſens en propre perſonne y étions; promettant en bonne foi & parole de Roi, avoir agreable, ferme & ſtable, tout ce que par noſdits Couſins & Deputez aura été fait en cette partie, ſans jamais aller ou venir, ni faire aller ou venir aucunement au contraire, & de confirmer, ratifiar, & approuver toutes fois que métier ſera ou requis ſeront. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & icelles fait ſceller de nôtre ſcel. Donné à Montargis, le deuxieme jour d'Octobre,

ANS de J. C. 1484.

ANS de J. C. 1484. tobre, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint-quatre, & de nôtre regne le deuxieme. Ainſi ſigné, Charles. Et J. Meſme.

DXXVII.

FRANCE ET BRETAGNE. *Articles de* FRANCOIS *Duc de Bretagne, apportez à* CHARLES VIII. *Roi de France par Monſieur de Vienne, par leſquels il offre au Roi de renouveller les Traitez faits avec lui, s'il le juge néceſſaire pour ſon ſervice. L'an* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 293.

LA réponſe, que le Duc de Bretagne fait au Roi, dit, que pour ce que quelque mauvais rapport qui lui ait été fait du Roi, il n'a point vû d'effet au contraire des appointemens faits & jurez entre-eux; il deſire roûjours avoir la bonne grace du Roi, & être ſon tres-humble ſerviteur.

Et ſi le Roi a eû imagination, ou doutoit que de la part du Duc y eût eû aucune faute, le Duc pour plus grande confirmation deſdits appointemens, & montrer ſon bon vouloir envers le Roi, eſt content que de nouveau leſdits appointemens ſoient d'un coté & d'autre renouvellez & jurez tout ainſi qu'ils ont été faits premierement.

Et quand il plaira au Roi envoier devers le Duc aucun qui ſoit ſeable au Roi, ou que le Duc lui envoie quelqu'un de ſes gens, pour l'informer plus à plein de l'intention du Roi, le Duc le ſera volontiers, & l'aura tres-agreable.

Et ſi ce fait il plaît au Roi faire aucune demonſtration de fiance & de bienveillance au Duc, & ſon plaiſir ſoit l'emploier en quelque choſe, le Roi le trouvera toûjours diſpoſé de lui faire tout plaiſir & ſervice.

DXXVIII.

ANS de J. C. 1484. FRANCE ET BRETAGNE. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France & les Seigneurs & Etats de* BRETAGNE *pour la confirmation de leurs privileges. A Montargis le* 22. *Octobre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 293.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France. Comme à nôtre facre, en enſuivant les loüables coûtumes & anciennes obſervations de nos Predeceſſeurs Rois de France, nous avons promis & juré ſolennellement, d'entretenir l'autorité & prééminence de la Couronne, & les droits d'icelle & de notre Roiaume, garder, & défendre auſſi de non aliener, ou diminuer aucuns d'iceux, mais de les augmenter & accroître par tous bons moiens licites & convenables, & qu'il ſoit ainſi qu'en aprés le decés de nôtre tres-amé Couſin le Duc de BRETAGNE, icelle Duché nous doit appartenir, & appartient à bon & juſte titre, duquel, quand métier en ſeroit, pouvons faire dûëment apparoir, à celle fin que ſi le cas avenoit, que Dieu ne veüille, nous puiſſions plus paiſiblement & au ſoulagement des habitans d'icelle, uſer de nôtre droit, & en prendre la poſſeſſion, ſans que à cette cauſe aucun trouble ou frais de guerre en puiſſent avenir audit Païs, Duché, & habitans d'icelle, que pour rien ne voudrions permettre ni tolérer, ains telles voies éviter, & y obvier à nôtre pouvoir. Pour ce eſt-il que ces choſes conſiderées, nous confiant à plein des bons ſens, conduite, loiauté & bon vouloir, que nos tres-chers & amez Couſins le Prince d'Orange, Jean Seigneur de Rieux, & nos bien-amez & feaux Jean du Perrier, Seigneur de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sieur de Bront, & Jean le Boutcillier, Chevalier, Seigneur de Maupertuis, ont à nous & à la choſe publique de nôtre Roiaume, & que nous confions que par leur bon moien, aide, emploi & ſervice, les choſes deſſuſdites peuvent être plus ſeurement traitées. A cette cauſe, eûe ſur ce meure deliberation, nous leur avons pour le bien de ladite Duché, Seigneurie, Nobles, & habitans dudit Païs, & conſervation de nos droits, accordé les articles qu'ils nous ont requis, dont la teneur s'enſuit ci-aprés. ANS de J. C. 1484.

Premierement, que la Juſtice dudit Duché ſera entretenuë & exercée tout ainſi qu'elle a été du tems des Ducs precedens, & le cas deſſuſdit échû, ſeront les Officiers natifs dudit Païs & Duché commis par nous, de laquelle nous garderons, & entretiendrons les coûtumes, prééminences, & privileges tout ainſi, & par la forme qu'elles ont été paiſiblement par ci-devant gardées, tenuës, & obſervées.

Item, que les Seigneurs, Nobles, & ſujets dudit Païs & Duché demeureront, & ſeront entretenus en leurs libertez, droits, & privileges, tout ainſi qu'ils ont été du tems des precedens Ducs, ſans que aucune choſe leur ſoit innovée ou demandée plus avant.

Item, ne ſeront par nous levez ni exigez aucunes tailles, fouages, impoſts, ni autres ſubſides, ſans l'avis & deliberation des Etats dudit Païs, & comme il a été accoûtumé de faire du tems des ſeus Ducs precedens, & du Duc de preſent.

Item, ne ſeront leſdits Seigneurs & Nobles du Païs & Duché deſſuſdits, tenus d'aller en guerre, ſi non és cas & lieux dits & limitez par nous du conſentement deſdits Seigneurs.

Item, pour la garde de la côte de la Mer de Bretagne, nous ordonnerons & mettrons deux cens ou douze-vints hommes d'armes dudit Païs, deſquels nous donnerons la charge auſdits Seigneurs.

Item, pour le gouvernement principal dudit Païs & Duché, nous ordonnerons & établirons un notable perſonnage, par l'avis & conſentement des Etats dudit Païs.

Item, que à la garde des principales Places & Forteresſes dudit Païs, nous mettrons & deputerons les Seigneurs & Nobles d'icelui, tout ainſi que par leſdits Sieurs & Etats dudit Païs ſera aviſé, leſquels nous ſeront ſerment de bien & loiaument les nous garder.

Item, au cas que la Ducheſſe ſurvive aprés le trépas du Duc, nous lui entretiendrons, delivrerons, & ſerons joüir paiſiblement de tel doüaire & état, qu'il ſera aviſé par les Seigneurs & Etats dudit Duché de Bretagne; auſſi promettons d'entretenir l'état des Ducheſſes femmes des Ducs precedens, ainſi qu'il a été accoutumé, & qu'il ſera aviſé par leſdits Seigneurs & Etats dudit Païs.

Item, que aux filles du Duc nous conſtituerons & donnerons bon & grand mariage, comme il appartient à filles de telle maiſon, ou plus grand qu'il n'eſt de coûtume, & ainſi que par leſdits Seigneurs ſera aviſé.

Item, ſi le cas preſupoſé avenoit, nous promettrons & jurerons à nôtre entrée à Rennes, d'entretenir & garder les points & choſes deſſuſdites, & autres, que les Ducs ont accoûtumé de jurer; & au cas que bonnement ne pourions nous tranſporter audit lieu, nous à ce faire envoierons & ordonnerons aucun Prince de nôtre Sang, ou autre grand perſonnage, pour faire ledit ſerment, & accomplir les choſes en tel cas requiſes, lequel aprés nous ratifierons & confirmerons és mains de ceux qui par leſdits Sieurs & Etats ſeront envoiez devers nous, tout ainſi, & par la forme & maniere, que par eux ſera aviſé. Et au cas que nous, ou nos Succeſſeurs aurions plus d'un fils, nous avons voulu & declaré, voulons & declarons, que l'un d'eux

ANS de J. C. 1484.

d'eux ſuccede à ladite Duché de Bretagne, ainſi que par leſdits Seigneurs & Etats ſera aviſé.

Item, s'il y a aucunes autres choſes que les deſſuſdites, qui ſoient neceſſaires & utiles pour le bien deſdits Païs & Duché, nous avons promis & promettons les accorder & paſſer, ainſi qu'il ſera aviſé par les deſſuſdits preſens, & autres Seigneurs dudit Païs & Duché abſens & Etats d'iceux, quand beſoin & métier en ſera. Toutes leſquelles choſes & chacune d'icelles, nous, par la foi & ſerment de nôtre corps, & en parole de Roi, avons promis & promettons entretenir, garder & accomplir, ſans pour quelconque cauſe venir au contraire du contenu en ces preſentes, leſquelles nous avons ſignées de nôtre maio, & fait ſceller de nôtre ſcel ſecret. Donné à Montargis le 22. jour d'Octobre, l'an de grace 1484. & de nôtre regne le deuxieme. Signé, Charles. Et ſcellé, & en queuë, Lebert.

DXXIX.

ANS de J. C. 1484. FRANCE ET BRETAGNE.

Promeſſe de divers Seigneurs de BRETAGNE, *faite à* CHARLES VIII. *Roi de France, de le reconnoître pour ſouverain aprés le decés du Duc François, à condition d'être maintenus en tous leurs Droits, Libertez, & Franchiſes. A Nantes le 28. Octobre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 295.

JEAN, Sire de Rieux, Jean du Perrier Sire de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sire de Bront, & Jean le Bouteillier, Sire de Maupertuis. Comme nous ſoions deuëment informez, que nôtre Souverain Seigneur le Roi doit ſucceder à la Duché de BRETAGNE en defaut d'hoirs mâles, aprés le trépas du Duc qui eſt de preſent, & ce par bon & juſte titre & évident droit, & que ladite Duché, Seigneurs, Nobles, & autres habitans d'icelle, pouroient être, le cas avenu, en grands & merveilleux affaires & neceſſitez, ſi de bonne heure & par bon avis, & moiens n'étoit à ce pourvû. Et nous, ces choſes conſiderées, deſirant de tout nôtre pouvoir le bien, autorité & prééminence de ladite Duché, auſſi les droits, libertez, & franchiſes des Seigneurs, Villes & habitans d'icelle, & generalement de tout le Païs & Duché de Bretagne, être gardées, entretenuës, & inviolablement obſervées; & auſſi bien aſſurez, que ſous la main, gouvernement, protection & Seigneurie naturelle de nôtredit Souverain Seigneur le Roi, auquel Seigneur ladite Duché doit apartenir, comme il a été dit, ſeront iceux Duché, Seigneurs, Nobles & Habitans mieux entretenus & guidez: pour cette cauſe nous ſommes tirez vers ledit Seigneur, & lui avons remontré l'état & affaires dudit Duché, comme il eſt plus à plein contenu és articles ſur ce par nous baillez audit Seigneur, lui ſupliant tres-humblement, que pour les cauſes deſſuſdites & autres, ſon plaiſir fût nous accorder le contenu d'iceux: ce que de ſa grace, par grande & meure deliberation ledit Seigneur nous a liberalement concedé, comme il peut aparoir par les Lettres qu'il a commandé nous être ſur ce depêchées. Et comme il ſoit tres-raiſonnable, & pour le bien des . . . . . expedient & neceſſaire, que nous declarions audit Seigneur le deſir, & affection, que nous avons de le ſervir & obeïr en toutes choſes à nous poſſibles, meſmement à parvenir à ladite Duché & poſſeſſion d'icelle au cas deſſuſdit; nous Jean, Seigneur de Rieux, Maréchal de Bretagne, Jean du Perrier, Sire de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sire de Bront, Jean le Boutillier, Sire de Maupertuis . . . . . avons juré & promis, jurons & promettons par la foi & ſerment de nôtre corps, la leauté, obeïſſance, & ſervice que nous devons au Roi nôtre Souverain Seigneur, que le cas ſupoſé avenu nous mettrons nos corps & nos biens, & emploirons tous nos de alliez, amis & ſujets, & toute nôtre puiſſance au ſervice de nôtredit Souverain Seigneur, & meſmement à l'enſaiſiner & faire jouir comme vrai Duc & Seigneur de la Duché & Païs de Bretagne, aprés le trepas du Duc, qui eſt de preſent en defaut de hoir mâle deſcendant de lui; & auſſi que nôtredit Souverain Seigneur nous tiendrons & reputerons pour nôtre naturel Seigneur & Duc de Bretagne, & comme à tel obeirons de tout nôtre pouvoir comme bons & loiaux ſujets ſont tenus deuëment faire vers leur naturel & Souverain Seigneur, ſans jamais dire ni faire le contraire. Et s'il avenoit, que aucun Prince, Seigneur, ou autre voulût d'icelle Duché prendre le titre ou nom, ou par quelque moien ou couleur s'efforçaſt de s'en enſaiſiner, nous en ce cas avons juré & promis, jurons & promettons ſur nôtre honneur, & obligeons nos corps & tous nos biens comme deſſus, que nous lui reſiſterons de tout nôtre pouvoir, & par tous moiens à nous poſſibles, ſans jamais entendre ni conſentir à lui, ou lui donner aveu, ni obeïr pour quelque raiſon ou cauſe que ce ſoit. Promettons auſſi & jurons comme deſſus, que par quelque apointement que nous faſſions avec le Duc, nous n'enfraindrons aucunes choſes des deſſuſdites, & pour quelconque raiſon ne nous departirons de la promeſſe, que nous avons faite & jurée au Roi. Toutes leſquelles choſes & chacune d'icelles nous avons juré & promis, jurons & promettons comme deſſus, entretenir, garder pour nous, & pour . . . . . ſans jamais venir au contraire. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes Lettres de nos mains, & fait ſceller du ſceau de nos armes. Donné à Nantes le 28. jour d'Octobre 1484.

ANS de J. C. 1484.

DXXX.

Lettres d'amitié, Confédération, & Alliance, entre PIERRE, *Seigneur de Beaujeu, & ſa Femme* ANNE DE FRANCE, *& ceux des trois Membres de* FLANDRES. *A Montargis le 25. Octobre* 1484 Frederic Leonard. Tom. I. pag. 296.

ANS de J. C. 1484. BEAUJEU ET FLANDRES.

PIERRE de Bourbon, Comte de Clermont & de la Marche, Seigneur de Beaujeu, & nous ANNE DE FRANCE, Comteſſe de Clermont & de la Marche, Dame de Beaujeu. Comme nos tres-chers & tres-ſpeciaux amis, ceux des trois Membres de la Comté de FLANDRES, puis nagueres aient fait declarer la ſinguliere affection qu'ils ont de ſervir & obeïr nôtre tres-redouté & Souverain Seigneur le Roi, & nôtre tres-redoutée & Souveraine Dame la Reine, comme leurs bons & loiaux ſujets, pour le bien de nôtredit Seigneur & Dame, du Roiaume, & de nôtre tres-honoré Seigneur & tres-amé neveu, le Duc Philippe Comte de Flandres, & de ce ils veüillent bailler leurs Lettres d'obligation & ſcellé, ce que ledit Seigneur a eû tres-agreable. Comme du tout avons été à plein informez, & toſt aprés les deſſuſnommez nous aient fait ſavoir qu'ils deſirent avoir & entrer en bonne amitié, intelligence, & alliance avec nous, & qu'il ſoit ainſi qu'entre les autres Seigneurs & Puiſſances du Roiaume, leſdits trois Membres de Flandres puiſſent autant eux emploier au ſervice de nôtredit Seigneur le Roi, au bien auſſi & entretenement de ſa Couronne, que autres grands perſonnages dudit Roiaume. Pour ces cauſes, & afin que nous avec eux, & eux avec nous, puiſſions mieux nous emploier au ſervice du Roi, bien & utilité de la choſe publique du Roiaume, dont ſommes deſirans & deliberez ſur toutes autres choſes de ce monde, auſſi faire plaiſir, & nous emploier pour oôtredit tres-

ANS de J. C. 1484.

tres-honoré Seigneur & tres-amé neveu le Duc Philippe, Comte de Flandres, en toutes choſes poſſibles & raiſonnables, nous avons pris & prenons avec eux vraie & bonne amitié, intelligence & confederation, ferme & ſtable alliance, & eux avec nous, pour enſemble ſervir, & obeïr nôtredit Seigneur le Roi & le Roiaume, & nous employer au bien & honneur de nôtredit tres-honoré & tres-amé neveu. Jurons auſſi par la foi & ſerment de nos corps, & promettons en parole de Prince & de Princeſſe, que de tout nôtre pouvoir nous entretiendrons nôtredit neveu le Duc Philippe Comte de Flandres, auſſi nos tres chers & tres-ſpeciaux amis leſdits des Membres & le Païs de Flandres, en la bonne grace, union, & recommandation du Roi, & les aiderons, favoriſerons & aſſiſterons envers & contre tous ceux, qui s'efforceront faire ou porter dommage à nôtredit tres-honoré neveu, lui étant en bonne obeïſſance, amitié, & intelligence avec le Roi, ou à ſon Païs & Comté de Flandres, & auſdits des Membres, ou qui par quelque voie ou moien que ce ſoit, voudroient entreprendre ſur la garde & gouvernement de lui & dudit Païs, contre la volonté & intention d'iceux deſdits Membres. Promettons auſſi & jurons comme deſſus, que toutes fois que requis en ſerons, nous declarerons amis & alliez des deſſuſdits des Membres & Païs de Flandres, tous Princes, Païs & Communautez, dont par leſdits de Flandres ſeront requis, & d'aider l'un de nous à l'autre, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, excepté toutefois la perſonne dudit Seigneur, ſi aucuns y en avoit qui vouluſſent grever, & porter prejudice ou dommage à nos perſonnes, biens, honneurs & état, & neanmoins de pourchaſſer l'accroiſſement du bien, honneur & utilité les uns des autres, comme bons amis & alliez doivent & ſont tenus de faire, par tous moiens poſſibles & convenables. Et s'il vient à nôtre notice aucune choſe, qui ſoit ou pût être au prejudice deſdits des trois Membres, nos amis & alliez, icelle nous leur notifierons à toute diligence. Réſervons auſſi expreſſément, que ſi en cette amitié, confederation, & alliance, aucuns des Princes nos alliez & confederez veulent entrer & être compris, que du bon gré & conſentement deſdits des trois Membres nos alliez, ils y ſoient reçûs dedans le terme d'un an, à commencer du date d'aujourdhui, en eux obligeant & baillant leur ſcellé comme nous, & leſquels en ce cas nous y recevons. Leſquelles choſes & chacune d'icelles, nous jurons & promettons par la foi & ſerment de nôtre corps, en parole de Prince & de Princeſſe, tenir, obſerver, & inviolablement accomplir & garder tout l'effet & contenu de ces preſentes, ſans pour quelque occaſion ou cauſe y contrevenir; leſquelles pour plus grande fermeté nous avons ſignées de nos mains, & fait ſceller du ſceau de nos armes. Donné à Montargis ce vint-cinquieme jour d'Octobre, l'an mille quatre-cens quatre vints-quatre. Signé de la main propre, Pierre. Anne de France. Leſdites Lettres ſcellées de deux petits ſceaux de cire rouge, pendans à bandes de parchemin, remplis des écuſſons des armoiries de France & de Bourbon.

DXXXI.

ANS de J. C. 1484. FRANCE AUTRICHE ET FLANDRE.

Lettre de CHARLES VIII. *Roi de France, à* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, par laquelle il lui déclare, que ſur l'avis qu'il a eû qu'il tâchoit de s'emparer du Païs & des Villes appartenans à* PHILIPPE *Comte de Flandres, pour avoir la gardenoble de ce Prince, il s'eſt uni d'amitié & confédération avec lui, contre tous ceux qui voudroient entreprendre ſur ſa perſonne, & ſes Païs, & en même tems le ſomme de remettre les choſes en l'état qu'elles étoient avant la ſurpriſe faite de la Ville de Tenremonde. A Montargis le 27. Décembre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 298.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France, &c. A nôtre tres-cher & tres-amé Pere & Couſin MAXIMILIEN Duc d'Autriche, ſalut & dilection. Nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc PHILIPPE, Comte de Flandres, par l'avis & déliberatioo de ceux de ſon Sang & de ſon Conſeil, nous a fait remontrer, comme en faiſant & concluant le mariage de nous & de nôtre tres-chere & tres amée compagne la Reine vôtre fille, ait auſſi été traité, fait, conclu & accordé par perpetuelle, amour & union, entre feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, nous nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, & ſujets d'une part, vous nôtredit Frere & Couſio, vôtre fils, & les Etats des Païs & Seigneuries à lui appartenans d'autre part, par lequel traité ait été expreſſement dit, que vous, nous, & nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe Comte de Flandres, ſerions tenus de nous aider, ſecourir, & aſſiſter l'un à l'autre envers & contre tous ceux qui quelque choſe voudroint entreprendre ſur l'état & perſonne de nous, & de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, Comte de Flandres, auſſi ſur nôtre Roiaume, ou ſur les Païs, Terres, & Seigneuries & ſujets de l'un ou de l'autre de nous, & depuis, à l'occaſion de certain différend qui eſt ſurvenu entre vous & ceux dudit Païs de Flandres touchant la Mainbourgie de la perſonne, & biens de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, & de ſondit Païs & Comté de Flandres, qui ſont de nôtre Roiaume, ſujets de nous & de la Couronne de France, comme de leur Souverain Seigneur, icelui vôtre Frere & Couſin leſdits de ſon Sang & du Conſeil & Membres de ſondit Païs de Flandres, par l'avis deſquels, ſous le nom de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, ſe ſont & dépêchent, & ont accoûtumé ſe faire & dépêcher toutes les affaires dudit Païs de Flandres, vous ont offert & fait offrir la voie de juſtice, c'eſt à ſavoir, que ſur tout ce que voudriez pretendre, demander, & quereller audit Païs & Comté de Flandres, ſoit droit de Mainbourgie de la perſonne & biens de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, ou autre droit quelconque que voudriez pretendre, ils offroient en répondre, & eſter à droit pardevant nous, & les Pairs de France, ou en nôtre Cour de Parlement, auſquels la connoiſſance & reſſort en apartient, & doit apartenir, attendu que leſdits Païs & Comté de Flandres ſont du Roiaume de France, une des principales & anciennes parties d'icelui, ſujets en Souveraineté à Nous & à nôtre Couronne. Conſideré auſſi que feuë nôtre Mere & Couſine Marie Mere de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, & de laquelle il eſt principal heritier, eſt allée de vie à trépas en la Ville de Bruges, qui eſt de la Souveraineté & reſſort de nôtredite Cour de Parlement & de nôtre Roiaume. Leſquelles

ANS de J. C. 1484.

quelles offres vous ont été faites & réïterées de bouche & par écrit, en aſſemblées publiques en la Ville de Bruxelles, par nos Ambaſſadeurs envoïez devers vous, & nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, & depuis à l'aſſemblée de Tenremonde où étoient aucuns Chevaliers de la Toiſon d'or, & aucuns vos Commis & Ambaſſadeurs; laquelle voie de juſtice vous n'avez voulu accepter, mais avez commencé & attenté voie de fait, en ſouſtraïant & vous efforçant de ſouſtraire la Ville de Tenremonde, & autres de l'obeïſſance de nôtredit Frere & Couſin, pluſieurs Villes & Places Fortes de ſondit Païs & Comté de Flandres. Nous ait auſſi été remontré, comment ceux du Païs de Flandres ont été la cauſe principale deſdits Traitez de Paix & de mariage, & ſont ceux qui de leur part les veulent & deſirent entretenir; & avec ce il eſt bruit aſſez commun que aucuns de vos gens ſement & font courir voix & parole que ſi vous aviez une fois ſubjugué ledit Païs de Flandres, vôtre intention eſt de recouvrer par force & puiſſance d'armes, à l'aide des Anglois nos anciens ennemis, les Païs & Seigneuries, qui par ledit Traité de Paix appartiennent à nous & à nôtredite compagne la Reine. Pour leſquelles conſiderations, & pour obvier aux inconveniens qui en pourroient avenir, & pourveoir à la ſeureté tant dudit Païs de Flandres, que des autres parties de nôtre Roiaume, nous avons derechef puis naguere pris & reçû en union, amitié, & conféderation avec nous, nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, pour lui, ceux de ſon Sang & de ſon Conſeil, enſemble leſdits trois Membres, & generalement tout ſon Païs & Comté de Flandres nos ſujets, & avons promis leur aider, aſſiſter, & donner faveur & ſecours de gens, & autrement contre tous ceux qui par voie de fait voudront entreprendre ſur l'état & garde de la perſonne de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, & ſur le gouvernement de ſondit Païs de Flandres; leſquelles pour tant qu'il nous peut toucher comme Seigneur Souverain, nous avons par nos autres Lettres eu agreables, approuvé, & autoriſé entant que beſoin en ſeroit. Nous ont encore avec ce remontré, que la querelle par vous pretenduë d'avoir la garde & Mainbourgie de la perſonne & biens de nôtredit Frere & Couſin, touche directement nôtredite compagne, qui eſt ſeule ſœur & heritiere apparente de nôtredit Frere & Couſin, en tous les Païs, Seigneuries, & autres biens eſquels voulez pretendre & quereller droit. Et combien que comme Seigneur Souverain dudit Païs & Comté de Flandres, cuſſions tant à vous que auſdits de Flandres par nos Lettres à vous preſentées par Lionnois nôtre Officier d'armes, defendu la voie de fait, neanmoins depuis aucuns briefs jours en çà, aucuns de vos gens, par vôtre charge, ſont venus en ladite Ville de Tenremonde, étant de l'ancien heritage & domaine de nôtredit Frere & Couſin, & par emblée ont trouvé moien de gagner la porte & entrée de ladite Ville; & incontinent vous en perſonne, à grande Compagnie de gens de pied & de cheval, y êtes entré à puiſſance d'armes, & y avez fait & ſouffert faire tous exploits de guerre & hoſtilité, tuer & meurtrir pluſieurs des pauvres habitans, butiner & piller leurs biens & maiſons, combien qu'ils ne doutaſſent être en guerre ni inimitié contre vous, & que jamais n'euſſent été par vous ſommez & requis. Et diſent en outre leſdits de Flandres etre bien informez, que tendez à leur nuire & porter dommage le plus que pourrez par voie de fait & exploit de guerre, ſans vouloir reparer ce que par vous & vos gens y a été fait, en nous requerant humblement, veû qu'ils ſont de nôtre Roiaume & nos ſujets, que nous, enſuivant les Traitez deſſuſdits, leur veüillions donner faveur, ſecours & aide. Pourquoi nous aïans regard aux choſes deſſuſdites, leſquelles conſiderées, & mêmement l'offre de la juſtice où ils ſe ſont mis, ne pouvons, ſauf nôtre honneur, abandonner nôtredit Frere & Couſin, ni ceux dudit Païs de Flandres, par l'avis & deliberation des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conſeil, vous avertiſſons des choſes deſſuſdites. & vous ſignifions & declarons par ces preſentes, que nous avons pris & reçû, prenons & recevons nôtredit Frere & Couſin pour lui, leſdits de ſon Sang & Conſeil étans lez lui, & les gens des trois Membres, & le general de ſon Païs & Comté de Flandres, en nôtre union, amitié & conſederation, envers & contre tous ceux, qui entreprendront par voie de fait ſur l'Etat & garde de la perſonne de nôtredit Frere & Couſin, & le gouvernement de ſondit Païs de Flandres. Si vous prions & requerons, & neanmoins ſommons par ces preſentes, que vous deſiſtiez deſdites voies de fait, & n'attentiez, ni faſſiez ou ſouffriez atteoter choſes quelconques, qui ſont contre ni au prejudice de nôtredit Frere & Couſin & de ſondit Païs, ni contre l'Etat & garde de ſa perſonne, ni dudit Gouvernement de Flandres, qui s'eſt fait ou ſera pour le tems à venir ſous ſon nom, & par l'avis deſdits de ſon Sang & Conſeil, & des deſſuſdits des Membres de Flandres, & que ce qui par vous ou les vôtres aura été fait, attenté, ou innové, tant en la ſurpriſe de ladite Ville de Tenremonde, que en toutes autres voies & exploits de guerre, & tout ce que par vous ou les vôtres, ou ſous vôtre aveu, s'en ſeroit enſuivi, le reparez & remettiez en toutes choſes au premier état. Et ſi par voie de juſtice vous pretendez aucun droit de Mainbourgie ou autres, ſur la perſonne & biens de nôtredit Frere & Couſin, nous vous offrons de vous adminiſtrer, ou faire adminiſtrer ſi bonne & briéve juſtice, que par raiſon vous devrez être content: & ſi autrement le faites, & continuez en ladite voie de fait, ou differez de faire reparer ce qui a été attenté à la ſurpriſe dudit Tenremonde & autrement, nous vous ſignifions & declarons dés maintenant & pour lors, que en nous acquitant ainſi que tenus y ſommes par les moiens deſſuldits, nous donnerons aide, ſecours, & faveur, de tout nôtre pouvoir à nôtredit Frere & Couſin, & ceux de ſon Sang & Conſeil, & deſdits Membres & Païs de Flandres, contre vous, & tous ceux qui en cette matiere vous aideront & aſſiſteront. Sur quoi nous vous requerons nous faire réponſe par Guienne ce preſent porteur, lequel envoions expreſſément pardevers vous pour cette cauſe. Donné en nôtre Châtel de Montargis le vint ſeptieme jour de Decembre 1484. Signé, Charles. Et plus bas, Damont, avec paraphe.

DXXXII.

Lettres de CHARLES VIII. *Roi de France, par leſquelles il veut, que* JAQUES DE SAVOYE, *Sieur de Romont*, MARIE DE LUXEMBOURG *ſa femme, &* FRANÇOISE DE LUXEMBOURG, *Sœur de Marie, ſoient compris au Traité d'Arras. A Melun le* 28. *Janvier* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 301.

ANS de J. C. 1484. FRANCE, SAVOYE ET LUXEMBOURG.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Savoir faiſons, que comme puis naguere, en traitant par nous de pluſieurs grandes matieres & affaires de nôtre Roiaume où étoient pluſieurs des Seigneurs de nôtre ſang & lignage, & gens de nôtre Conſeil, nôtre tres-cher & tres-amé Oncle & Couſin JAQUES DE SAVOYE, Comte de Romont & de Saint Paul, & nôtre tres-chere & tres-amée Tante & Couſine MARIE DE LUXEMBOURG ſa compagne, tant pour eux que pour & au nom de FRANÇOISE DE LUXEMBOURG

ANS de J. C. 1484. nôtre Couſine, leſdites Marie & Françoiſe filles & heritieres de feu nôtre Couſin Pierre de Luxembourg, & de Marguerite de Savoie nôtre Tante, en leur vivant Comtes de Saint Paul, de Ligny, & de Brienne, nous aient fait dire & remontrer, que à cauſe de droite & legitime ſucceſſion leur competent & appartiennent les Comtez dudit Saint Paul, Brienne, & pluſieurs autres Comtez, Terres & Seigneuries, que leurs predeceſſeurs dont ils ont le droit & action ont par ci-devant tenuës & poſſedées, & que jaçoit que en faiſant le Traité de la Paix dernierement faite entre feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, pour nos Roiaume, Pais, Seigneuries & ſujets d'une part, & nôtre tres-cher & tres amé Frere le Duc Philippe ſon fils, les gens & états de leurs Pais & Terres, euſſent par leurs Ambaſſadeurs & Deputez deſdits Ducs & Etats de leurſdits Pais requis & prié nôtredit feu Seigneur & Pere, que ladite Marguerite de Savoie nôtre Tante, & leſdites Marie & Françoiſe de Luxembourg, ſes filles, fuſſent compriſes audit Traité, & que en ce faiſant elles retournaſſent à leurs biens; & que neanmoins par les Deputez de nôtredit feu Seigneur & Pere, au moien des ports & faveurs qu'avoient envers lui & leſdits Deputez les detenteurs des biens des deſſudits, & à ce que iceux detenteurs euſſent encore la joüiſſance deſdits biens, fut differé, & répondu que noſdites Tante & Couſine Veuve & Fille dudit feu Pierre de Luxembourg nôtre Couſin, joüiroient du benefice de la Paix, reſervé que pour lors ne retourneroient à leurs biens, mais en pourroient faire pourſuite devers nôtredit feu Seigneur & Pere, & nous, quand bon leur ſembleroit: pour laquelle pourſuite faire, & obtenir delivrance deſdits biens, noſdits Pere & Frere d'Autriche, & les gens de leurs Païs & Seigneuries nous ont depuis tres-inſtamment ſuplié & requis par grands & notables Ambaſſadeurs, qu'ils ont envoié pardevers nous pour cette matiere, nous ſuplians & requerant que en aiant égard à la proximité, ſanguinité, & lignage, dont icelui nôtredit Oncle de Romont, & ceux de la Maiſon de Luxembourg, à laquelle étoit allié par Mariage avec ladite Marie de Luxembourg nôtre Tante, & auſſi aux dons & tranſports, tant de confiſcation qu'autrement, qui par feu nôtredit Seigneur & Pere avoient été faits deſdits biens, & feu nôtre Couſin le Duc Charles de Bourgogne, tant à la concluſion de la Treve de neuf ans faite avec lui, qu'à la priſe dudit feu Loüis de Luxembourg, que auſſi aprés l'arreſt, declaration de confiſcation & ſentence prononcée contre ledit feu Loüis de Luxembourg, deſquels dons & tranſports ainſi faits par nôtredit feu Seigneur & Pere deſdits biens à feu nôtre Couſin de Bourgogne pour lui & les ſiens, dont il joüit juſqu'à ſon trépas, qui les laiſſa à feu nôtre Couſine Marie de Bourgogne, ſa ſeule Fille & heritiere, dont noſdits Oncle & Tante de Romont ont le droit & action, au moien d'autres dons & tranſports, que d'iceux biens, elle conſiderant les alienations & tranſports faits à feu nôtredit Couſin le Duc ſon Pere, tous & chacuns iceux biens en quelque maniere qu'ils lui puſſent competer & apartenir, ou qu'aucun droit ou titre lui fût aquis en iceux tant & au moien deſdits dons, que à cauſe deſdits droits, que feu nôtredit Couſin le Duc Charles de Bourgogne ſon Pere y pretendoit, donna, ceda, quitta, & tranſporta à feu nôtredit Couſin Pierre de Luxembourg, & ladite Marguerite de Savoie ſa Femme, Pere & Mere de nôtredite Tante de Romont, heritiers dudit feu Loüis, pour en joüir entre leurs hoirs, ſucceſſeurs & aians cauſe, comme ils firent de ce aparoir par les lettres d'icelle nôtredite Couſine; au moien deſquels dons, tranſports, & autres droits aquis & aprtenans à noſdits Oncle & Tante de Romont, & à ladite Françoiſe pour ce qui lui peut toucher, leur competent & apartiennent leſdites Comtez de Saint Paul, de Brienne, & toutes & chacunes, les autres Comtez, Villes, Terres, Places Maiſons, & Seigneuries quelconques, qui ſurent & apartinrent aux deſſuſdits feus Loüis de Luxembourg, Jeanne de Bar ſa Femme, & Jean & Pierre de Luxembourg leurs Enfans, leſquelles Terres nôtredit Oncle de Romont nous a humblement fait ſuplier & requerir lui faire rendre, reſtituer & delivrer à nôtredite Tante ſa Femme, & d'icelles leur ôter tout trouble & empêchement, & main miſe, qui ſous couleur deſdits dons & confiſcations, ou autrement, y pouroient par noſdits feu Seigneur & Pere, ou par nous y avoir été mis ou apoſez, en les declarant être compris audit Traité de Paix en corps & en biens pour en joüir, tout ainſi qu'ont fait & ſont les ſujets d'un parti & d'autre qui y ont été compris, & ſans avoir égard à ladite reſervation, & comme ſi elle n'y eût été miſe, & ſur ce en aiant agreables leſdits dons & tranſports faits de tous & chacuns leſdits biens, tant par feu nôtredit Seigneur & Pere, que par ladite Marie de Bourgogne nôtre Mere & Couſine, leur impartir nôtre grace & liberalité. Pourquoi nous, ces choſes conſiderées, inclinant favorablement à leurs prieres & requeſtes, deſirant noſdits Oncle & Tante de Romont, & ladite Françoiſe, traiter en toute grace & douceur, tant pour la proximité & conſanguinité de lignage dont ils nous attienent, que en faveur & contemplation de noſdits Frere & Couſin, & des gens de ſes Païs, que auſſi en conſideration des grands & recommandables ſervices, que nôtredit Oncle de Romont nous a déja faits en pluſieurs nos principaux affaires & de nôtre Roiaume, ſait & continuë chacun jour, & que eſperons qu'il faſſe au tems à venir. Pour ces cauſes & autres juſtes & raiſonnables à ce nous mouvans, avons par l'avis & deliberation deſdits Princes & Seigneurs de nôtre ſang, & gens de nôtre Conſeil étans entour nous, voulu, conſenti, declaré & accordé, & par ces preſentes, de nôtre grace ſpeciale, pleine puiſſance & autorité Roiale voulons, conſentons, declarons, & accordons, que noſdites Taute & Couſine Marie & Françoiſe de Luxembourg, & nôtredit Oncle de Romont, comme mari & époux de ladite Marie nôtre Tante, joüiſſent du benefice de la Paix en tous les points & articles contenus en icelle, tout ainſi & par la forme & maniere qu'en ont joüi & joüiſſoient les autres ſujets d'un parti & d'autre, & qu'il a été requis de la part de noſdites feuë Tante Marguerite de Savoie, & Couſines de Luxembourg ſes Filles, en faiſant ledit Traité de Paix, nonobſtant ladite reſervation, qui pour lors en fut faite, & laquelle ne leur voulons nuire ni prejudicier en quelque maniere que ce ſoit, & comme ſi elle n'y eut onques été miſe ni apoſée. Et de plus ample grace, nôtre main miſe, & tout autre empechement, qui par ci-devant pourroit avoir été mis & apoſé eſdites Comtez de Saint Pol, Brienne, & en quelconques autres Comtez, Terres, Villes, Places, Maiſons, & Seigneuries, leurs apartenances & dépendances quelconques, quelque part qu'elles ſoient ſituées, & aſſiſes en nôtre Roiaume & obeiſſance, qui par ci-devant ont été & apartenu, tant aux deſſuſdits feus Loüis de Luxembourg, que à Jean & Pierre ſes Enfans, & deſquels noſdits Oncle & Tante de Romont & ladite Françoiſe ont le droit, ſoit à cauſe deſdits dons tant de confiſcation faits par nôtredit feu Seigneur & Pere, & notredit feu Couſin de Bourgogne, ou autre quelconque, & à quelque perſonne que ce ſoit, ou autrement, avons levez & ôtez, & par ces preſentes levons & ôtons pour & au profit de noſdits Oncle & Tante de Romont, & de ladite Françoiſe de Luxembourg leur Sœur, pour doreſnavant en joüir, eux, leurs hoirs, ſucceſſeurs & aians cauſe à toûjours comme de leur propre choſe & vrai heritage, nonobſtant leſdites confiſcations, dons & declarations qui s'en pour-

ANS de J. C. 1484.

ANS de J. C. 1484. pourroient être enſuivis, alienations & verifications qui d'icelles Villes, Comtez, Places, Maiſons, Terres & Seigneuries, pourroient avoir été faites par nôtredit feu Seigneur & Pere, oous ou autres quelconques, & à quelconque autre perſonne que ce ſoit, & leſquelles en faveur de noſdits Oncle & Tante de Romoot, & pour les cauſes deſſuſdites nous svoos de preſent caſſées, revoquées, & annullées, & par ceſdites preſentes, caſſons, revoquons, & annullons, & icelles Comtez, Villes, Places, Maiſons, Terres, & Seigneuries, reſtituons & delivrons à leur profit & utilité, & de leurſdits ſucceſſeurs & aians cauſe. Si donnons en mandement, par ces mêmes preſentes, au premier des Maitres des Requêtes de nôtre Hôtel, Conſeiller en nôtre Cour de Parlemene, aux Prevoſt de Paris, Bailli d'Amiens, Vermandois, Chaumont, Troies, Sens & Vitri, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, qui ſur ce ſera requis, que du contenu en ceſdites preſentes, & deſdites Comtez, Terres, Villes, & Seigneuries ci-deſſus declsrées, & de chacune d'icelles leurs appartenances & dependances, ils faſſent, ſouffrent & laiſſent joüir & uſer noſdits Oncle & Tante de Romont, leurſdits hoirs & aians cauſe, ſans leur faire ni ſouffrir être fait, mis ou donné aucun détourbier ou empêchement au contraire, & à ce faire & ſouffrir contraignent reellement & de fait tous ceux qui detiennent & occupent leſdites Comtez, Terres, Villes, Places & Seigneuries, à s'en departir, & en laiſſer joüir noſdits Oocle & Tante de Romont, & ce par priſe, vendue, & exploitation de leurs biens, & main forte, ſi métier eſt, & autrement, ainſi qu'ils verront être à faire, nonobſtant comme deſſus & quelconques oppoſitions & appellations faites & à faire, relevées & à relever, & ſans prejudice d'icelles, & lettres impetrées ou à impetrer à ce contraires. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Melun le vint-huitieme jour de Janvier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints & quatre, & de nôtre Regne le ſecond. *Sic Signatum.* Par le Roi, Monſieur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Vendome, & de la Roche en Ardenne, les Evêques de Perigueux & de Lombez, les Sieurs de Granville, de Liſle, le Bailli de Meaux, & autres preſens. Damont.

DXXXIII.

ANS de J. C. 1484. FRANCE ET FLANDRE. *Lettres de* CHARLES VIII. *Roi de France, par leſquelles il reçoit, comme Souverain Seigneur, les* FLAMANS *en ſon amitié, & promet les aider & aſſiſter envers & contre tous. A Paris le 5. Février* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 304.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme depuis nôtre avenement à la Couronne, aucuns deſirant le bien, Paix & tranquillité de nous, & de nôtre Roiaume, auſſi la Paix, repos & entretenement en ſeureté de nos tres-chers & bien-amez les Manans & Habitans do Païs & Comté de Flandres, & des Trois Membres d'icelui, nous aiant dit & expoſé la ſinguliere amour & affection, & loiale obeïſſance, que leſdits du Païs & Comté de Flandres ont & deſirent avoir envers Nous & la Couronne de France, comme à leur Souverain Seigneur, & l'eſperance qu'ils ont en oous de les porter, aider, ſoûtenir, & défendre en toutes leurs affaires, comme Souverain Seigneur doit ſes bons & loiaux ſujets, & pour mieux nous aſſeurer de l'amour, loiauté, & obeïſſance qu'ils deſirent nous garder, auſſi pour donoer à connoître à ceux dudit Pais de Flandres le bon vouloir, ſingulier amour & dilection que avons à eux, ait par les deſſuſdits été faite ouverture de ſur ce bailler lettres & ſcellez d'une part & d'autre, en communiquant deſquelles matieres ceux dudit Pais de Flandres & des Membres d'icelui, ont dit, declaré & offert, que s'il nous plait ſur ce leur bailler nos lettres, & icelles leur baillant ils nous bailleroient leurs letures patentes, & ſcellez autentiques & en forme duë, par leſquelles ils promettent & jorent d'être bons, ſeurs, vrais & loiaux ſujets, à Nous & à la Couronne de France, comme à leur Souverain Seigneur, & d'entretenir avec les Sujets, Manans & Habitans de nos Roiaumes, Païs & Seigneuries, bonne, ſeure, ferme, & perpetuelle amitié, hantiſe, & communicstion, marchandement & autrement, & de oe donner ou porter à nos ennemis, quelconques ils ſoient, aucune ſsveur, adherence, ni quelque ſecours ou aſſiſtance de gens, ni autre aide en quelque maniere que ce ſoit, ni iceux recepter, ou les ſouffrir prendre ni avoir leur refuge ou deſcente étant en habillemens ou Navires de Guerre, en aucuos lieux, Villes, Places, Havres, ou Ports dudit Pais de Flandres, contre nous, nos Roiaume, Païs, & Seigneuries ou Sujets, Et encore plus promettent & jurent par leurſdites lettres, de donner à nous & à nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine, ſide, ſecours, ſsveur, adhereoce & ſerviee de gens, & autrement de tout leur pouvoir contre tous ceux, qui contre nôtre perſonne, de nôtredite compagne la Reine, ou l'Etat de oôtre Roiaume, Païs, & Seigneuries, voudroient quelque choſe entreprendre, ſans que pource toutefois ceux dudit Païs de Flandres faſſent ou ſoient tenus faire aucune rupture de l'entrecours de la Marchandiſe des Païs voiſins. Savoir faiſons, que nous aiant conſideration à ce que ledit Pais de Flandres eſt un des plus puiſſans Païs de nôtte Roiaume, aucienne & naturelle Pairie de France, reduiſaut à memoire le bon amour & affection qu'ils nous ont par effet montrée dés le vivant de nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, en traitant le Mariage de nous & de nôtre compagne la Reine, & la Paix qui dernierement a été faite; aiant avec ce regard à la loiale & bonne affection qu'ils ont à nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc Philippe Comte de Flandres, leur naturel Seigneor, deſirant entre tous autres avoir ledit Païs de Flandres, & tous les Etats, Manans, & Habitans d'icelui en cordiale amour, & ſpeciale recommandation, & en toutes choſes leur donner port, ſsveur, ſoûtenement & ſide, avons eû & avons leſdites ouvertures tres-agreables, & avons accepté & acceptons l'offre deſdites lettres & ſcellez, que leſdits de Flandres nous ont offert en la maniere deſſuſdite. Et au ſurplus, voulant de nôtre part leur bailler ſur ce nos lettres, ainſi qu'il a été dit & accordé, Nous, par grande & meure deliberation de pluſieurs Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conſeil, pour les conſiderations deſſuſdites; & autres à ce nous mouvans, avons accordé, octroié, promis, & joré, accordons, octroions, promettons, & jurons par ces preſentes, par la foi & ſerment de nôtre corps, & en parole de Roi, de donner à ceux dudit Païs de Flandres & des Membres d'icelui, aide, confort, ſecours, & aſſiſtance de gens & autrement, contre tous ceux qui quelque choſe voudroient entreprendre ſur la perſonne de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe Comte de Flandres, Frere germain de nôtredite compagne la Reine, ou ſur la garde de ſa perſonne, & gouvernement dudit Pais de Flandres, ou qui eu autres manieres s'efforeeroient faire & porter dommage au general dudit Païs, auſdits des Trois Membres, ou aucuns d'eux, ou voudroient entreprendre ſur leurs privileges, franchiſes, ou uſages à eux confirmez par ledit Traité de Paix, & que depuis, iceux, ou les aucuns

ANS de J. C. 1484. d'eux ont obtenu de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, leſquels, entant que beſoin eſt, avons dereehef confirmé & confirmons. En témoin deſquelles choſes nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & appoſer nôtre grand ſcel. Donné à Paris le cinquieme jour de Fevrier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vinis-quatre, & de nôtre Regne le deuxieme. Signé, Charles. Et ſur le repli étoit écrit. Par le Roi, Monſieur le Duc de Lorraine, le Comte de Clermont & de la Marche, Sieur de Beaujeu, le Comte de Vendôme, l'Evêque de Perigueux, le Comte de la Roche, grand bâtard de Bourgogne, les Sieurs de la Trimoüille, Deſquerdes, de Graville, du Bouchage, de Piennes, & de Lille, Meſſire Jean Bourre, Chevalier, Treſorier de France, le Bailli de Meaux, & autres preſens. Et plus bas, Signé, Parent, avec paraphe.

DXXXIV.

ANS de J. C. 1484. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France*, & PHILIPPE D'AUTRICHE, *Duc de Bourgogne, Comte de Flandres &c. A Gand le 26 Février* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 305.

FRANCE, AUTRICHE ET BOURGOGNE.

PHILIPPE D'AUTRICHE, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Friſe & de Malines: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme depuis que mon tres-redouté & Souverain Seigneur Monſieur le Roi eſt venu & ſucceédé à la Couronne, nous ainns par diverſes aſſemblées, journées, & communications, qui ſe ſont tenuës de ſes gens, Ambaſſadeurs & Commis, & des nôtres, ſçu & entendu à plein le grand deſir & affection, que icelui Sieur a de faire entretenir, garder & obſerver en tous ſes points, la Paix derniere faite entre le feu Roi, que Dieu abſolve, icelui Seigneur, ſon Roiaume, Païs, Seigneuries & Sujets d'une part, nous, nos Païs, Seigneuries & Sujets d'autre; & le Traité de Mariage fait pour plus grande ſeureté de ladite Paix, de lui & de ma tres-redoutée Dame & Sœur Madame la Reine; & encore pour plus grande roboration & fermeté de l'alliance, amitié, & intelligence, qui doit etre entre icelui Sieur, comme Seigneur Souverain de nôtre Païs & Comté de Flandres, nous, ceux de nôtre Sang étant lez nous, les gens de nôtre Conſeil, & des Trois Membres de nôtredit Païs & Comté de Flandres, par l'avis & deliberation deſquels ſe conduiſent & depêchent ſous nôtre nom, tous les affaires de nôtredit Païs qui nous touchent & regardent, ait par aucuns deſirans le bien, Paix & tranquillité de nous & de nôtredit Païs, été aviſé de faire continuer & renouveller par lettres & ſcellez d'une part & d'autre, leſdites alliances, amitiez & confederations, & pour à ce parvenir, ait été declaré par leſdits de nôtre Sang, du Conſeil & des Membres, que ſi le plaiſir de Monſieur le Roi étoit bailler ſes lettres ſcellées, par leſquelles ſa grace luit nous recevoir, & leſdits de nôtre Sang, du Conſeil & des Membres, & ſon alliance, amitié, & confederation, & nous promettre de nous donner, & auſdits de nôtre Sang, du Conſeil & des Membres, & au general de nôtre Païs & Comté de Flandres, Manans & Habitans d'icelui, aide, confort, & aſſiſtance de gens, & autrement, contre tous ceux qui aucune choſe voudroient entreprendre ſur nôtre Etat, ſur la garde de nôtre perſonne, ou ſur le gouvernement & conduite des affaires de nôtredit Païs de Flandres, ainſi & par la maniere qu'il a été gouverné depuis an & jour en çà, & eſt de preſent, & de non recepter, & ſoûtenir ceux qui voudront entreprendre ſur leſdites garde de nôtre perſonne & gouvernement, ni auſſi ſoutenir, ni ſouffrir ſoûtenir en ſon Roiaume, ou donner faveur à ceux de nôtredit Païs & Comté de Flandres, qui déja ſe ſeroient déjoints & ſeparez, ou qui ci-aprés ſe voudroient déjoindre & ſeparer de nôtre obeïſſance, & eux autrement conduire & regler que le reſidu & general de nôtredit Païs, mais de nous aider & leſdits de nôtre Sang, & des Membres, par toutes voies qu'il appartiendra, à les reduire & remettre en nôtre obeïſſance, Nous de nôtre part, lui baillerons nos lettres & ſcellez, leſquelles ferons ſceller & depêcher par tels de nôtre Sang, du Conſeil & des Membres, que ſon bon plaiſir ſeroit, par leſquelles entrerons avec lui, & madite Dame & Sœur la Reine, en bonne, ſeure & perpetuelle amitié, alliance, & confederation, ce que mondit Sieur le Roi a de ſa benigne grace pris & accepté. Savoir faiſons, que voulant & deſirant de tout nôtre cœur nous entretenir en la ſinguliere amour, affection, & obeïſſance que devons à icelui Sieur, comme à mon Seigneur Souverain de mondit Païs & Comté de Flandres, & à madite Dame & Sœur comme à ma Sœur germaine; & conſiderant que pour la ſeureté de nôtre Etat & de nôtre perſonne, & auſſi pour le bien public de nôtredit Païs & Comté de Flandres, ne pouvons faire ni contract de plus grands profits, ni plus honorables alliances, qu'avec icelui; avons par meure & grande deliberatinn, & par l'avis deſdits de nôtre Sang, du Conſeil & des Membres, promis & juré, promettons & jurons, d'etre bon, ſeur & loial ſujet, à cauſe de nôtredit Païs & Comté de Flandres, à mondit Sieur le Roi, & à la Couronne de France, comme à mon Seigneur Souverain, & d'entretenir & faire entretenir avec les Sujets, Manans, & Habitans du Roiaume, Païs & Seigneuries d'icelui Sieur, & de madite Dame & Sœur la Reine, bonne, ſeure, ferme, & perpetuelle amitié, hantiſe & communication, marchandement & autrement, & de non donner ou porter aux ennemis du Roi & de la Couronne, quels qu'ils ſoient, aucune adherence, ſecours, ou aſſiſtance de gens, ni autre aide, ni iceux recepter, ou les ſouffrir prendre leur refuge ou décente, étant en habillement ou Navires de Guerres, en aucuns lieux, Villes, Places, Havres, ou Ports de nôtredit Païs de Flandres, contre mondit Sieur le Roi, ſon Roiaume, Païs, Seigneuries & Sujets; & encore plus, promettons & jurons de donner à mondit Sieur le Roi, & à madite Dame & Sœur la Reine, aide, ſecours & faveur, adherence, & ſervice de gens, & autrement, ſelon nôtre loial pouvoir, contre tous ceux qui contre leurs perſonnes, l'Etat, & gouvernement du Roiaume, Païs & Seigneuries à eux appartenans, voudront quelque choſe entreprendre contre leur plaiſir & volonté, ſauf toutefois que par leſdits aide & ſecours ne ſoit fait & ſouffert par nous être fait aucune rupture de commun entrecours de la Marchandiſe entretenuë en nôtredit Païs de Flandres, tant de l'Eſtable de nôtre Ville de Bruges, de la demeure & frequentation de tous Marchands & Nations y reſidans, & qui ont accoûtumé y frequenter, des privileges de ladite Eſtable, & d'icelle nôtre Ville, comme auſſi des privileges de toutes les Nations & Marchands hantans & frequentans ledit Païs, qui par eidevant ont été donnez & octroiez au general de nôtredit Païs, & en particulier à aucuns des Membres d'icelui, ou deſdits Marchands & Nations, dont ils ont uſé d'ancienneté, ni qu'en quelque autre maniere la hantiſe & frequentation, & communication Marchande de nôtredit Païs de Flandres, aux Roiaumes & Païs étrangers, ſoit empêchée; & outre conſideré, que mondit Sieur le Roi par lettres de formation qu'il

ANS de J. C. 1484.

ANS de J. C. 1484.

qu'il a écrites à nôtre requête, à mon tres-redouté Seigneur & Pere, aux gens des Etats de nos Pais de Brabant, Hainaut, Zelande, Namur, Villes de Malines, Valenciennes, & Doüai, s'eſt declaré pour nous, & que ſommes dnement certiorez, qu'il eſt deliberé nous faire & donner promt ſecours & aide de gens, & autrement pour reſiſter à la guerre & voie de fait, que déja mondit Sieur Duc & Pere, par l'envie & inſtigation des malveillans de nous & de nôtredit Pais de Flandres, veut armer & commencer ſur & à l'encontre de nous & de nôtredit Pais, nous par l'avis que deſſus avons promis, juté & declaré, promettons, jurons, & declarons, que ne ferons ou prendrons aucun Traité, accord, ou appointement, de & ſur les diférends étans entre mondit Sieur & Pere, & ceux de nôtredit Pais de Flandres, ſans le ſçû de mondit Sieur le Roi, lequel avons déja fait avertir des devoirs, offres & ouvertures eſquels leſdits de nôtre Sang, du Conſeil & des Membres, au nom de nous, & pour le bien de Paix, & éviter les grands & innumerables maux & inconveniens, qui viennent de la guerre, ſe ſont mis envers mondit Sieur & Pere; & à cette fin avons ſupplié & requis, & encore ſupplions & requerons à mondit Sieur le Roi, que ſon plaiſir ſoit ordonner & commettre aucuns de par lui qui ſoient preſens aux journées, aſſembléea, & communications qui ſe tiendront de gens & commis d'un parti & d'autre pour ledit bien de Paix. Et derechef quand par la grace de Dieu nôtre Createur, Paix, Traité ou appointement, aura été conclu, s'il avenoit ou avient, que mondit Seigneur & Pere, ou ſes adherans, veüillent faire aucune guerre ou autres exploits & voies de fait à l'encontre de mondit Sieur le Roi, ou du Roiaume, ſes Païs & Seigneuries, ſoit pour le recouvrement d'aucunes des Terres données & delaſſées par le Traité de Paix à madite Dame & Sœur, ou en quelque autre maniere entreprendre ſur l'état du Roi & du Roiaume, contre & au préjudice dudit Traité de Paix, nous, par l'avis que deſſus, avons dés mainrenant pour lors, & dés lors pour maintenanr, & enſuivanr & conformement ledit Trairé de Paix, promis, juré & declaré, promettons, jurons & declarons, de non donner aucune aide, faveur, ſecours, & aſſiſtance en ce à mondit Sieur & Pere, ou à ſes adherans; mais au contraire, donnerons & ferons donner ſecours, faveur, & aſſiſtance de gens, ou autremenr, à mondit Sieur le Roi, à l'encontre de tous ceux qui lui voudront mouvoir guerre, & qui ſeroient aidans, aſſiſtans, ou adherans aux entrepriſes, voies, & exploits de fait deſſuſdits; & au ſurplus avons prié & requis à mondit Sieur le Roi, que ſi aucuns des Etats de nos autres Pais & Seigneuries veulent entrer ſous & avec nous en cette preſente alliance, ce qu'ils peuvent faire & declarer en dedans un an de la date de cettes, que ſon plaiſir ſoit les y recevoir. Et pour plus grande ſeureté & fermeté de ces preſentes alliances, amitié & confederation, leſquelles nous conſentons être notifiées à tous Princes, Seigneurs, Communaurez, & autres, que le plaiſir de mondit Sieur le Roi ſera, nous avons prié & requis à nos tres-chers & tres-amez Couſins, Meſſire Adolfe de Cleves & de la Mark, Sieur de Raveſtein, nôtre plus proche parent de la côte & ligne dont ſont venus & décendus, les Pais & Seigneuries à nous appartenans; Meſſire Jâques de Savoie, Comte de Romont & de Saint Paul, nôtre Lieutenant General; nos amez & feaux Meſſire Wulfart de Borſele, Sieur de la Vere, Comte de Grandpré; Meſſire Loüis de Bruges, Sieur de Lauentmiſe, auſſi nos Couſins, & tous Chevaliers & Confreres de nôtre Ordre de la Toiſon d'Or, & Meſſire Adrian Vilain, Chevalier Sieur de Roſſeghen, nôtre premier Chambellan; avec auſſi nos amez & feaux les Echevins des deux Bancs, & Doiens de nôtre Ville de Gand; les Bourgmeſtres & Echevins de nôtre Ville de Bruges; les Advoüé & Echevins de nôtre Ville d'Ypres, tant pour eux & de les Communautez deſdites Villes, que pour le general de nôtredit Païs & Comté de Flandres, que leur plaiſir ſoit avec nous, & tant en nôtre nom que pour ledit Païs, conſentir, accorder, jurer, & ſceller ces preſentes alliances, amitié & confederatioo. Et nous les deſſus nommez Adolfe de Cleves, Jâques de Savoie, Wulfart de Borſele, Loüis de Bruges, Adrian Vilain, & nous les Bourgmeſtres & Echevins de la Ville de Gand, & de la Ville de Bruges, Advoüé, & Echevins de la Ville d'Ypres deſſuſdita, conſiderant le grand bien qui peut avenir deſdites alliances, amitié & confederation, mémement pour la ſeureté, garde, & entretenement de la perſonne de mondit Sieur nôtre Prince & Seigneur naturel, & du bien public de ſondit Païs & Comté de Flandres; avons leſdites alliances, ainſi par la maniere que ci-deſſus ſont declarées en tant que en nous eſt, conſenti, promis, juré & accepté, & par ces preſentes, conſentons, promettons, jurons & acceptons. En témoin deſquelles choſes deſſuſdites, nous avons à ces preſentes ſignées, pour & au nom de nous, & pour nôtre jeune âge, des mains de noſdits Couſins, & premier Chamuellan, fait mettre nôtre grand ſceau, & ordonné auſdits Commis & premier Chambellan, les pareillemenr ſceller de leurs ſceaux, & auſdits de nôtre Ville de Gand, du ſcel d'icelle Ville, pour & au nom d'eux, & de nos Villes de Bruges & d'Ypres; ce que nous les deſſus nommez, en obtemperant à l'ordonnance & commandement de nôtredit tres-redouté Seigneur & Prince avons fait. Donné en nôtre Ville de Gand le vint-ſix jour de Février, l'an de grace mille quatre-cens quatre-viot-quatre. Ainſi ſigné, Adolfe, Jâques de Savoie, Wulfart, Loüis, & Vilain. Et ſur le tepli eſt écrit, par Monſieur le Duc en ſon Conſeil, auquel Meſſieurs de Raveſtein, de Romont, les Sires de la Vere, de la Guiſhuſe, l'Abbé de Saint Pierre de Gand, le Sieur de Roſſeghen, le Preſidenr de Flandres, Meſſire Jean Dauffai, Philippe Wieland, les Deputez des trois Membres de Flandres, & pluſieurs autres preſens étoient. Ainſi ſigné, Heime: & eſt l'original ſcellé de ſept ſceaux pendans en parchemin; le premier en cire rouge, ſur lequel eſt empreinte la figure d'un Cavalier tenant l'épée à la main; les autres cinq de plus petite figure, en cire rouge, & le ſeptiéme de cire verte.

ANS de J. C. 1484.

DXXXV.

Contract de Mariage entre CHARLES I. *Duc de Savoye, &* BLANCHE DE MONTFERRAT. *Fait à Caſal, le 1. Avril,* 1485 S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 434.

ANS de J. C. 1485.

SAVOYE ET MONTFERRAT.

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus ſancti Amen. Anno Nativitatis Domini noſtri Jeſu Chriſti M. CCCC. LXXXV. indictione III. die 1. menſis Aprilis, horâ circiter ſecundâ noctis. Conſtituti præclari Principes Orthodoxæ fidei cultores: videlicet *Illuſtriſſimus Princeps, & Excellentiſſimus Dominus, Dominus* CAROLUS *Dux Sabaudiæ, Chablaſii, & Auguſtæ, S. R. I. Princeps, Vicariuſque perpetuus, Marchio in Italia, Princeps Pedemontium, Comes de Villariis, Baro Vaudi ac Nitiæ, Vercellarum, & Friburgi, &c.* Dominus hinc, & Illuſtriſſimus Princeps, & Excellentiſſimus Dominus, Dominus BONIFACIUS MARCHIO MONTISFERRATI S. R. I. Princeps, Vicariuſque perpetuus, inde. Licet haſtenus eorum Illuſtriſſimi progenitores foerint ſynceræ Pacis; benevo-

ANS de J. C. 1485.

nevolentiæ zelo atque continuatis affinitatibus devincti; Tamen hujuſmodi affinitatis fœdera renovare, & augere cupientes, & ſummo opere affectantes, habitoque inter præfatos Illuſtriſſimos Principes longo tractatu de Matrimonio inter prælibatum Illuſtriſſimum, & Excellentiſſimum Dominum, Dominum Ducem Sabaudiæ, & Illuſtriſſimam Domicellam Dominam Blancham Filiam legitimam, & naturalem Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi quondam Domini Guilelmi Marchionis Montiſferrati Fratris ejuſdem Illuſtriſſimi Domini Bonifacii Marchionis moderni (Domino noſtro Jeſu Chriſto, & ipſius ſancta Matre Eccleſia annuentibus) Ecce quòd in Dominorum teſtium, noſtrûmque Notariorum, & Secretariorum infra ſcriptorum præſentia perſonaliter conſtitutis Præfatis Illuſtri, & Excellentiſſimo Domino Bonifacio Marchione ad hoc Matrimonium conſentiente, nec non ipſa Illuſtriſſima Domina Blancha ex una parte, & Magnifico Domino Antonio de Foreſta Domino Riani Gubernatore Niciæ prætati Illuſtriſſimi Domini Caroli Ducis Sabaudiæ Conſiliario, & Cambellano atque Procuratore, & Oratore ad hoc ſpecialiter deputato ex altera parte. Cùm nihil a nd ſuperſit niſi ad ipſius actus Matrimonii contrahendi expreſſum, & mutuum conſenſum ambarum pa ium devenire. Quòd vocata, & inter ogata prælata Illuſtriſſima Domina Blancha per ſpecia lem I. V. Doctorem Dominum Georgium Natam Marchiona lem Conſiliarium, & ſimiliter dictus Dominus Antonius de Foreſta dicto Procuratorio nomine utrum vellent illud Matrimonium contrahere, & in eum conſentire per verba de præſenti ſecundum leges Romanas, & decreta Apoſtolica; qui cum amb o reſpondiſſent ſe illud velle annuente Deo, mutuo etiam interveniente oſculo, in vehementius ſignum firmati Matrimonii devenerunt dictæ partes ad conventiones, pacta, & capitula ſtipulationibus hinc inde intervenientibus. Quæ quidem pacta fuerunt per prius in hac Civitate Caſalis practicata, & concluſa. Quorum quidem conventionum, & capitulorum licet ſub vulgari ſermone Italien celebrata, & ſcripta fuerint, ad Latinum tamen ſermonem redacta tenor ſequitur. In primis convenerunt quòd caſu quo prælibatus Illuſtriſſimus Dominus Marchio ab hac vita migraret relictis poſt ſe Filiis maſculis legitimis, & naturalibus uno vel pluribus, Illuſtriſſima Domina Blancha Neptis ſua in dotem, & nomine dotis habeat ut præfatus Illuſtriſſimus Dominus Marchio ex nunc eidem conſtituit, Ducatos octuaginta millia ſolvendos in terminis infra ſcriptis. Videlicet omni anno quinque mille Ducatos uſque ad complementum ſolutionis. Cujus primus terminus incipere debeat poſt mortem prælibati Illuſtriſſimi Domini Marchionis, & non antea, obligando pro cautione ſolutionis dictæ dotis terras, & loca ultra Padum exiſtentia. Item quòd caſu quo præfatus Illuſtriſſimus Dominus Marchio Montiſferrati diem ſuum claudat extremum nullis poſt ſe relictis Filiis Maſculis naturalibus, & legitimis ex nunc conſtituit pro dote, & dotis nomine Illuſtriſſimæ Dominæ Blanchæ, omnes terras, loca, Juriſdictiones, homagia, ſuperioritates, & Jura quæ habet ultrà Padum, faciendo eo caſu quòd vaſſalli, & Caſtellani præſentes, & qui in futurum erunt parirer, & homines dictarum terrarum promittent, & jurabunt obſervare ſine ſtrepitu, & aliqua contradictione ſuprà ſcriptam promiſſionem, & remiſſionem facient dictorum caſtrorum, & locorum liberè, & ſine exceptione. Item convenerunt quod reliquum dicti Marchionatus, videlicet civitates, Caſtra, terras, loca, Juriſdictiones, jura, & Dominia mediata, & immediate exiſtentia citra Padum ubicumque, tam in Monteferrato, quàm in partibus ultra Tanagrum, & in quibuſcumque aliis partibus in dicti Illuſtriſſimi Marchionis mera, & libera voluntate, & diſpoſitione remaneant, quæ tanquam reſervata eſſe voluit. Item convenerunt quòd præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux pro ſe, & ſuis hæredibus ex nunc conſtituit ipſi Illuſtriſſimæ Dominæ Blanchæ pro augmento dictæ dotis ſummam ducatorum viginti mille, & quòd ipſa dos unà cum augmento prædicto, & quinque mille florenis Sabaudiæ eidem Illuſtriſſimæ Dominæ Blanchæ conſtitutis dummodo vitam vidualem honeſtè duxerit reſtituantur præfatæ Illuſtriſſimæ Dominæ Blanchæ, ſuiſque hæredibus liberè, integrè, & abſque aliqua exceptione Juris vel facti, & pro majori cautione, & aſſecuratione dictæ dotis, Augmenti, & doarii dictus Dominus Antonius nomine prædicto obligat terras, & loca infraſcripta ejuſdem Illuſtriſſimi Domini Ducis cum ipſorum redditibus, & emolumentis, taleis, cenſibus, & præſtationibus quibuſcumque, videlicet Terram, & locum Montiſcalerii, Terram, & locum Vigoni, ac Villæ-franchæ, Carignani, Lancei, & omnes alias terras quæ ſunt correſpondentes ad ſolutionem dictæ dotis, Augmenti, & Doarii. Promittens ipſe Dominus Antonius nomine quo ſuprà, quòd Caſtellani, & factores ſeu agentes pro prætato Illuſtriſſimo Domino Duce præſentes, & futuri, ac homines dictarum Terrarum jurabunt (omni exceptione, & contradictione remota) prædictos omnes, & ſingulos redditus, cenſus, & emolumenta, & omnes alias præſtationes ſolvent prælibatæ Illuſtriſſimæ Dominæ Blanchæ, ſuiſque hæredibus, & ſucceſſoribus uſque ad complementum, & ſatisfactionem dictæ dotis, Augmenti, & doarii. Item promiſerunt, & convenerunt quòd caſu quo ſupradicta Illuſtriſſima Domina Blancha (quod Deus avertat) in Matrimonio ſine Filiis ex ſe procreatis deceſſerit, prætatus Illuſtriſſimus Dominus Dux, ſuique Illuſtriſſimi hæredes, & ſucceſſores ſupradictam dotem reſtituant integre pro ea videlicet quantitate quæ ſoluta fuerit, ſimiliter quoque reſtituent omnia quæcumque loca, terras, Juriſdictiones, homagia, & Jura exiſtentia ultra Padum, de quibus ſuperiùs, & quæ ad manus prælibati Illuſtriſſimi Domini Ducis occaſione ſuprà ſcriptæ dotis præmiſſo in caſu, quo propter deceſſum prædicti Illuſtriſſimi Domini Marchionis ſine Filiis maſculis, legitimis, & naturalibus, ut ſuprà dictum eſt perveniſſent. Item convenerunt, & ſolemniter pepigerunt quòd caſu quo Illuſtriſſimus ſtatus, ſive Dominus Dux Mediolani ceſſaret ſolvere annualem proviſionem quindecim millium Ducatorum prælibato Illuſtriſſimo Domino Marchioni promiſſorum, eo quidem caſu, & ex tunc præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ eidem Illuſtriſſimo Domino Marchioni pro toto tempore vitæ ſuæ ſingulis annis, & cum effectu tradet, & ſolvet Ducatos quatuor mille in tribus terminis ſolvendos, videlicet de quatuor menſibus in quatuor menſes, & caſu quo præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ prædictam pecuniarum ſummam non ſolverit modis quibus ſuprà, aut totum, aut in parte, ipſe Illuſtriſſimus Dominus Marchio, ſuique legitimi hæredes liberè poſſint, & valeant diminuere, vel defalcare de dote præfatæ Illuſtriſſimæ Dominæ Blanchæ. Quæ omnia, & ſingula dictæ partes ſibi-viciſſim, & ad invicem mutua ſtipulatione, & ſolemni juramento tactis ſcripturis corporaliter promiſerunt, & promittunt una pars alteri attendere, & obſervare bona fide ſine fraude ſub obligatione omnium, & ſingulorum bonorum ſuorum præſentium, & futurorum. Acta fuerunt hæc in Caſtro Civitatis Caſalis, videlicet in Camera audientiarum, præſentibus Magnificis Dominis Hentichino ex Comitibus Valliſpergiæ Milite Ducali Conſiliario, & Magiſtro Hoſpitii, Fratre Pereivallo de ſancto Georgio ex Comitibus Blandratæ Milite Hieroſolymitano Marchionalis Conſilii Præſide, Henrichino Domino Rovigliaſchi &c. Signé Vulpus, & Queyreſii.

ANS de J. C. 1485.

DXXXVI.

ANS de J. C. 1485.

DXXXVI.

AUTRICHE ET FLANDRES.

Traité de Reconciliation entre MAXIMILIEN *Archiduc d'Autriche, & les trois Membres du Pays de* FLANDRES, *fait le* 28. *Juin*, 1485. Jean Molinet, Chroniques Manuſcrites. Tom. I. pag. 164.

LEs trois Membres & Eſtats du Pays & Comté de FLANDRES recognoiſſent Monſieur d'Auſtriche Pere & Mambour de Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & en cette qualité luy laiſſeront le gouvernement de la perſonne de ſondict fils & dudict Pays, le tiendront tel, & luy feront en la Ville de Gand tel ſerment en tel lieu & ainſi qu'il appartient, aprez ce qu'il aura faict le ſerment pertinent.

Moyennant ce Monſieur d'Auſtriche confirmera tous privileges, droicts, couſtumes, & uſages dudict Pays, auſſi bien les generaux, que les particuliers.

Mondict Sieur d'Auſtriche confirmera tous octroys, remiſſions, reliefs, graces & autres cas de Juſtice expediez par ceux, qui ont le Gouvernement dudict Pays, ou par aucuns particuliers Officiers de loy depuis le trepas de feue de bonne memoire Madame ſa compagne, & auſſi bien depuis, que tous cas ont eſté expediez ſoubz le nom de Monſieur ſon fils, que paravant.

Ceux de Flandres ameneront Monſieur le Duc Philippe au devant de Monſieur ſon Pere, juſques au dehors de la porte par laquelle il entrera dans Gand & illec le preſenteront es mains de Monſieur ſondict Pere lequel illec promectra de ne mener ſondict fils hors de Flandres, juſques à ce que par les Eſtats des Pays ſera ſur ce conclud autrement, & amenera mondict Sieur en la Ville de Gand tel nombre de gens, qu'il a mené en la Ville de Bruges, pour la garde de ſa perſonne.

Que doreſnavant le Pays de Flandres demourera entier de tel reſſort & de telle maniere, qu'il eſtoit devant la guerre.

Que tous Officiers ayans accouſtumé de compter à Lille reſſortiront & retourneront illec, come d'ancien tamps ils ont faict.

Tous bannis & autres, qui ſe ſont abſentez de Flandres à cauſe qu'ils ont tenu le party de mondict Sieur d'Auſtriche, ou luy ont eſté favorables pourront retourner audict Pays ſans à cauſe de leur dict banniſſement, ou abſence povoir eſtre aucunement reprins.

Si aucuns differens, ou trouble ſourdoit, pour ſcavoir ſi aucuns ſont bannis ou abſentez pour la cauſe dicte, ou par meffaicts ou delicts, l'interpretation de ce en eſt reſervée à mondict Sieur d'Auſtriche, & ſon conſeil ordonné en Flandres.

Touchant Meſſire Jehan de Blois, Meſſire Louys de Edinghem Sieur de Keſtergate, Meſſire Philippe du Cheſne Sieur de Gerinbus, Meſſire Auguſtin de Bouchene, Wouter de Weſembeck, Meſſire Jehan Lobe, Gerardus & autres bannis de Brabant, mondict Sieur ſera content de mettre à neant le ban prononcé contr'eux par contumace, & ce qui s'en eſt enſuyvy, moyennant qu'ils devront eſtre à droict des cas dont mondict Sieur ou ſon Procureur en Brabant pour luy, les impoſeront ſans leur faire mention d'aucuns cas touchant à la guerre ny au Pays de Flandres.

Touchant la ſomme de deniers requiſe par mondict Sieur d'Auſtriche pour les dommages & peſans frais, & choſes par luy ſouſtenus par la guerre, ceux de Flandres conſiderans leſdicts dommages, frais & intereſts, & ayans auſſi regret à la deſolation dudict Pays accorderont & conſentiront à mondict Sieur d'Auſtriche une raiſonnable ſomme de deniers à lever ſur tout ledict Pays ſelon les tranſports en trois ans dont le premier payement & tiers, eſcherra au jour de Noel prochain, l'autre tiers dudict jour en un an, & le 3. au Noel enſuivant. ANS de J. C. 1485.

Au regard de Madame la Douagiere ſa mercy requerant certaine raiſonable ſomme luy ſera accordée pour ſes deſpens, dommages & intereſts, & à tels termes que devant.

Moyennant ces choſes Monſieur d'Auſtriche eſt content donner abſolution generale, & excepter les Sieurs de l'Ordre, certaines perſonnes baillées par eſcrit, & autres qui ſe ſont rendus ſuytifs depuis le 7. de ce mois, & qui ſont chargez & rendus ſuytifs en doubte d'eſtre priſoniers, leſquels ſeront tenus d'eſtre à droict de tel juge come à eux appartient, ſelon les droicts & privileges du Pays, & en ce que l'on trouve par droict les biens de chacun d'eux devoir eſtre confiſquez on y emploiera iceux biens a refaire les maiſons & places, qui en Flandres ſont demolies par la guerre, & ce par l'ordonnance de mondict Sieur d'Auſtriche.

Chacun retournera à ſes biens tels qu'il les trouvera auſſi bien en Flandres que dehors.

Et moyennant ces choſes mondict Sieur d'Auſtriche ſera content de faire bonne, ferme, & ſeure paix pour luy & pour tous autres Pays eſtans en ſon obeyſſance, come Pere & Mambour de mondict Sieur ſon fils d'une part, & les habitans dudict Pays de Flandres pour eux & tous autres ayants leur party d'autre part, & de ce bailler ſes Lettres ſeellées en forme pertinente. Ainſi faict & conclud par les trois Membres du Pays de Flandres le 28. de Juing.

DXXXVII.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *fait à Bourges, & ratifié par le Duc à Nantes, le 9. Août; & par le Roi, à Bourges le 2. Novembre* 1485. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 309. ANS de J. C. 1485. FRANCE ET BRETAGNE.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme ſeux de tres-excellente memoire, nos progeniteurs les Rois de France, que Dieu abſolve, aient toûjours porté & par effet démontré tres-grande & tres-bonne affection & bienveillance aux Ducs & Païs de BRETAGNE, & nous voulant les imiter & enſuivre, ſoions entierement deliberez aimer ſingulierement nôtre tres-cher & tres-amé Couſin le Duc de Bretagne, qui eſt à preſent, &, entre tous autres Princes, le traiter honorablement & favorablement en ſes affaires.

Parquoi aprés pluſieurs bons avertiſſemens à nous faits, aions été contens de faire, concevoir, accorder, & conclure par les commis & Deputez à ce d'une part & d'autre, les points & articles, dont la teneur s'enſuit.

Premierement, que entre le Roi & le Duc ſera priſe, faite, contractée, accordée, & conclüe paix perpetuelle, amitié, allianee, confederation, bonne & vraie union, par laquelle le Duc promet vivre en bonne paix, amour, & union avec le Roi, & en telle obeiſſance que lui & les Ducs ſes Predeceſſeurs ont vécu avec les Rois de France. Auſſi promettra le Duc, aider, ſervir, & ſecourir le Roi à la défenſe de lui & de ſon Roiaume, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans nul en excepter, qui contre le Roi & ſondit Roiaume, ſous quelque couleur & occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être, s'éleveront & mettront ſus en armes, ſoient des ſujets du Roi ou autres.

ANS de J. C. 1485. Et n'entreprendra le Duc, ni ſouffrira entreprendre, faire ni pourchaſſer à la perſonne du Roi, ni à ſon Roiaume, mal, dommage, ou inconvenient, par quelque moien ni occaſion que ce ſoit ou puiſſe être.

Et pareillement le Roi de ſa part promettra vivre en bonne paix, amour, & union avec le Duc, & le traiter ainſi que les Rois ſes progeniteurs ont traité le Duc & ſes Predeceſſeurs: memement promettra aider & ſecourir le Duc, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans nul en excepter, qui contre le Duc & ſon Duché s'éleveront, & mettront ſus en armes, ſous quelque couleur ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être.

Et n'entreprendra le Roi ni ſouffrira entreprendre, faire, ni pourchaſſer à la perſonne du Duc, ni à ſon Duché, mal, dommage, ni inconvenient, par quelque moien, ni pour quelque choſe paſſée, ni autre occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être.

Et ſi le Duc avoit fait par écrit, ſerment de bouche, ou autrement, aucunes Alliances à l'encontre du Roi ou ſon Roiaume, ou prejudiciables au Roi ou à ſon Roiaume, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou Communautez, ſoit du Roiaume, ou hors du Roiaume, le Duc par cette preſente paix, amitié, union & alliance, les revoquera, caſſera, & annullera, & à icelles renoncera ſans jamais en uſer, ni ſoi aider oret, ni pour le tems à venir.

Et ſemblablement, ſi le Roi avoit fait par écrit, ſerment de bouche, ou autrement, aucunes Alliances à l'encontre du Duc & de ſon Duché, ou prejudiciables au Duc & à ſon Duché, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou Communautez, ſoit du Roiaume, ou hors du Roiaume, le Roi par cette preſente paix, amour, union & alliance, les revoquera, caſſera, & annulleta, & à icelles renoncera ſans jamais en uſer, ni ſoi en aider ores, ni pour le tems à venir.

Auſſi le Roi maintiendra & gardera le Duc, ſes Païs & Duché, & les laiſſera joüir & uſer paiſiblement & franchement des droits, nobleſſes, franchiſes, libertez, prerogatives, & prééminences, deſquelles lui & ſes Predeceſſeurs ont joüi & uſé, ſans lui faire ou donner, ni ſouffrir être fait, ou donné aucun trouble, queſtion, ou empêchement au contraire.

Et ſi aucuns Rois, Princes, Seigneurs, Communautez, ou autres, invadoient le Roi, ou ſon Roiaume, par vrai exploit de guerre, le Duc ne pourra prendre, ou avoir avec tels invaſeurs, paix, confederation, amitié, Treves, aſſiſtement de guerre, ni entrecours de marchandiſe, mais ſera & demeurera le Duc en guerre à l'encontre d'eux, durant le tems que icelle guerre ſera audit Roiaume entre le Roi & eux, ſans que le Duc leur puiſſe faire, ni donner ſecours, faveur, ni aide contre le Roi ni le Roiaume, ſoit de harnois, artilleries, vivres, ou autres choſes prejudiciables au Roi & au Roiaume.

Et n'entendent leſdites parties, par les pactions & accords deſſuſdits, empêcher que le Duc ne puiſſe avoir, entretenir, & garder de marchandiſe audit Païs de Bretagne, & hors icelui où bon lui ſemblera, ainſi qu'il a été fait, gardé, & obſervé le tems paſſé.

Et outre promettra le Duc entretenir en ſi bonne grace & ſeureté les Barons & ſujets de ſes Païs, en lui obeiſſant, & le ſervant comme ils ſont tenus de faire.

Item, jureront & promettront le Roi & le Duc, ſur les Evangiles de nôtre Seigneur, tenir, garder, & inviolablement obſerver, ſans fraude, barat, ni malengin, ledit Traité de Paix, confederation, alliance, bonne & vraie union, ſans l'enfreindre, ni venir à l'encontre, & jamais n'impetrer ou faire impetrer à l'encontre abſolution, ni relaxation de ſerment, ſoit du Pape, Legat, Cardinal, Prelat, ou autre perſonne quelconque, & ſi obtenu ou impetré l'avoient, ou s'il avoit été octroié de propre mouvement, ou autrement, à non en joüir, ni eux en aider ni uſer en aucune maniere. ANS de J. C. 1485.

Et pour plus grande ſeureté d'accompliſſement & entretenement de ce que deſſus, bailleront le Roi & le Duc l'un à l'autre leurs ſcellez en bonne forme & valable.

Savoir faiſons, que nous deſirant de tout nôtre cœur, continuer, entretenir, garder & obſervér, l'amour, affection, & bienveillance, que noſdits progeniteurs ont porté à icelui nôtre Couſin & ſes Predeceſſeurs, & obvier à tous diſcords & différends, pour ces cauſes, & aprés que avons veû & fait lire de mot à mot, en nôtre preſence, les articles deſſus incorporez, eû ſur ce avis & meure deliberation avec les Princes & Seigneurs de nôtre Sang & lignage étans lez nout, & gens de nôtre Conſeil, iceux articles avons eûs, & avons agreables, & les avons loüez, ratifiez, & approuvez, & par la teneur de ces preſentes, loüons, ranfions, & approuvons, & voulons qu'ils ſoient de tel effet & valeur, comme ſi nous mêmes en perſonne les avons traitez, accordez, & conclus; promettant & promettons par ces preſentes en parole de Roi, & par la foi & ſerment de nôtre corps, par nous fait aux Saints Evangiles de Dieu par nout pour ce corporellement touchez en la preſence des Ambaſſadeurs de nôtredit Couſin, leſdits articles deſſus tranſcrits, & tout le contenu en iceux, garder, obſerver, & entretenir, & faire entretenir inviolablement, ſans faire ni ſouffrir être fait aucune choſe au contraire. En temoin de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Bourges, le ſecond jour de Novembre, l'an de grace 1465. & de nôtre regne le troiſieme. Signé, Charles. Et ſur le repli eſt écrit: Par le Roi, Monſeigneur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Breſſe, de Vendôme, & de Comminges, les Evêques de Perigueux & de Verdun, les Seigneurs de Richebourg, & de Gié, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limouſin, de Graville, du Fou, de la Barbe, de Lille, & autres preſens, Signé J. Camont, & ſcellé d'un grand ſceau ſur queue de parchemin.

LE Mardi neuvieme jour d'Aouſt mille quatre-cens quatre-vint & cinq, ont été les articles & chacun ci-devant écrits, lûs de mot en autre au Duc, en la preſence de tres Reverend Pere en Dieu, l'Archevêque de Bordeaux, le Seigneur de Rochechoüart, Chambellan, & Maîtres Jean Bochart & Jean Pellien, tous Conſeillers & Ambaſſadeurs du Roi. Aprés la lecture deſquels articles ledit Duc les a octroiez, conſentis, & eûs agreables, & fait ſerment ſolennel ſur les Evangiles de Nôtre-Seigneur, leſquelles il a corporellement touchées, de les entretenir & garder ſelon leur forme & teneur, ſans enfreindre, moiennant que le Roi de ſa part le faſſe ſemblablement. Fait au Château de Nantes le jour & an deſſuſdit. Signé, l'Archevêque de Bordeaux, Rochechoüart, Bochart, Pellien.

ANS de J.C. 1485. FRANCE ET ANGLETERRE.

DXXXVIII.

Placard portant que la Trêve a été accordée entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre, à commencer le 17. Décembre 1485. du premier Décembre 1485.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 312.

L'ON vous fait à ſavoir de par le Roi nôtre Sire, & de par Monſeigneur le Gouverneur de Guienne, que Treve & abſtinence de guerre ont eſté priſes, accordées, & concluës entre le Roi nôtredit Souverain Seigneur, & tres-haut & tres puiſſant Prince le Roi HENRI d'Angleterre, & leurs ſujets, pour le terme de trois ans, à commencer le 17. jour du mois de Decembre, l'an de Nôtre Seigneur 1485. & finiſſant le 17. jour du mois de Janvier, ſoleil couchant, que l'on dira 1488. durant lequel tems deſdits trois ans toutes guerres & hoſtilitez ceſſeront, tant par Terre que par Mer, & par eaux douces, entre leſdits Rois, leurs Roiaumes, Païs, & Sujets; & pourront leſdits ſujets, de quelque état & condition qu'ils ſoient, aller & venir par terre, naviger par mer, & par eaux douces, marchander de l'un parti pour l'autre & retourner, tant par Terre, par Mer, que par eaux douces, avec leur biens & marchandiſes, ſans doute d'aucun Arreſt ou empechement, ſoit par marque ou contremarque, repreſſaille, ou autres reſtrictions quelconques, ſans qu'il leur ſoit beſoin d'autre, ni obtenir pour ce faire aucun ſaufconduit general ou ſpecial.

Plus vous fait-on à ſavoir de par mondit Seigneur le Gouverneur, que s'il y a aucuns Marchands Anglois, ou autres à qui aient été faites aucunes extorſions ou actions induës, viennent pardevers mondit Seigneur le Gouverneur, & parties ouïes ſommairement & de plain, il leur ſera fait raiſon & juſtice.

Et afin que leſdits Marchands dorenavant ne ſoient vexez ni moleſtez ſous ombre des droits & devoirs qu'ils ſont tenus paier, tant au Roi nôtredit Seigneur, que à autres, mondit Seigneur le Gouverneur a ordonné, que leſdits droits & devoirs ſeront mis par écrit en un beau tableau, au Château Roial de Lombricu, & autres parts, & ſeront commis & Deputez de par mondit Seigneur le Gouverneur aucuns notables hommes, qui auront la charge & commiſſion touchant cette matiere, & expedieront & feront expedier leſdits Marchands de main à main ſommairement & de plain.

DXXXIX.

ANS de J.C. 1485. FRANCE ET PORTUGAL.

Traité d'Alliance entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* JEAN II. *Roi de Portugal. Fait à Monte-Major le 7. Janvier* 1485. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 312. G G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 452.

JOANNES, Dei gratia Rex Portugalliæ & Algarbiorum, citra & ultra mare in Africa, univerſis & ſingulis has noſtras patentes litteras inſpecturis, ſalutem in Domino, qui eſt omnium vera ſalus. Proſperorum ſucceſſuum felicia incrementa, Regum & Principum geſta nulla in re verius laudari probarique ſolent, nihil ſane majus aut præclarius videri ſolet, quàm ſi ſuorum majorum veſtigiis inhærentes, ea, quæ hæreditario quodam jure ſucceſſerunt, colant, imitentur, & probent, præſertim ſi ſuorum ſubditorum quietem, profectum, & commodum omni ex parte reſpiciant, tueantur, & foveant. Hinceſt, quod proſpicientes nos, ac animo volutantes ſingularem dilectionem & amorem, quæ de jam dudum exiterunt inter potentiſſimos inclitiſſimæ recordationis Reges prædeceſſores noſtros, dum in humanis agerent, Sereniſſimum Principem Ludovicum Chriſtianiſſimum Francorum Regem, cujus nomine geſtarum rerum gloria & accumulata laude mirificè recreamur, necnon Dominum Alphonſum Portugallenſium inclitiſſimum Regem genitorem noſtrum; quæ res invicem non modo noſtris Regnicolis attulit non mediocre commodum tranquille atque amice vivendi, ſed præclarum & ſingulare exemplum. Quorum glorioſiſſimorum Regum inſtitutis refragari, aut quidquam detrahere indignum eſſe ducimus, ſi officia quæ abundè Patres inter ſe exhibuerunt præſtiterunteque, nos qui filii ſumus optimo jure imitari, proſequi debeamus; quibus fit ut noſtro Regnorum ſubditorumque noſtrorum, gentium & incolarum, conſolidemur realiter & cum effectu in eodem amore & benevolentiæ ſecuritate cum potentiſſimo Domino CAROLO moderno Gallorum Chriſtianiſſimo Rege conſanguineo noſtro cariſſimo, & cum omnibus ſubditis & vaſſallis ſuis, in quibus Patres noſtri dum viverent exiterunt, dantes, & concedentes eiſdem ſubditis & ſuis rebus, navigiis, navibus & nautis, naucleris & mercibus plenam & integram ſecuritatem veniendi, ſtandi & redeundi per terram aut per mare, ſicut illis melius & expediens videatur, commeandi & remeandi, navigandi & ſtandi in noſtris regnis, civitatibus, locis, villis, & oppidis, portubus ac littoribus, vendendi, mercandi & diſtrahendi libere & ſecure omnes & ſingulas merces, quas ducere, emere, comparare ac diſtrahere conſueverunt tempore inclitiſſimorum Regum noſtrorum Patrum, ſervatis ſemper antiquis noſtris confederationibus & aliis conſtitutionibus, ordinamentis, juribus, & obligationibus Regnorum noſtrorum, quibus in aliquo non intendimus derogare, aut præjudicium facere, ſicut eas ſemper firmas & ſtabiles tenere & obſervare decrevimus. Et ſi quando, quod abſit, alteri noſtrûm Regum videatur expediens ab hac concordia & commercio ſubſiſtere, pars deſiſtere volens, debeat & teneatur alteri patti ante quatuor menſes notam facere talem deſiſtentiam, ſeu diſcordiam, ut ſuis rebus conſulant, ne ſui ſubditi, reſque ſuæ ſub fide publica & juſto clipeo periclitentur. In cujus rei teſtimonium veritatis permutimus has noſtras literas manu propria ſubſcripias & noſtri ſigilli pendentis robore communitas. Datas in oppido noſtro Montis-majoris ſeptima die menſis Januarii, anno ſalutis milleſimo quadringenteſimo octuageſimo-quinto. Sic ſignatum, *Et Rey.*

DXL.

ANS de J.C. 1485. CHYPRE ET SAVOYE.

Donation & Ceſſion du Royaume de Chypre faite par CHARLOTE *Reine de Chypre, à* CHARLES I. *Duc de Savoye. Faite le 25. de Février*, 1485. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 401.

IN nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Hujus publici, & autentici inſtrumenti tenore cunctis fiat manifeſtum. Quod anno à Nativitate Domini ſumpto M. CCCC. LXXXV. Indictione tertia, Pontificatus verò Domini noſtri Innocentii divina providentia Papæ VIII. anno primo, & die viceſima quinta menſis Februarii, in præſentia Reverendiſſimorum in Chriſto Patrum, & Dominorum Juliani Epiſcopi Oſtienſis Tituli S. Petri ad vincula, & Dominici de Ruvere Tituli S. Clementis Presbyt. S. R. E. Cardinalium, nec non Reverendorum Dominorum Caroli

ANS de J. C. 1485. roli de Seyſſello Præceptoris S. Antonii de Chamberiaco, Diœceſis Gratianopol. Hugonis de Saxo Canonici Lauſanenſ. Andreæ de Provanis ex Dominis Laynet Apoſtolicor. Prothonotarior. Venerabilis Domini Joannis Chafforici Confeſſoris, & ſpectabilis Jacobi Anglici, Conſiliarii Sereniſſimæ Reginæ Cypri amborum de Nicoſia de Cypro, omnium propter infra ſcripta peragenda pro teſtibus vocatorum ſpecialiter, & rogatorum. Conſtituti videlicet *Sereniſſ. Domina* CARLOTTA *Dei gratia Hieruſalem, Cypri, & Armenie Regina* ex una parte, & Reverend. in Chriſto Pater Dominus Joannes de Varax Epiſcopus Bellicenſis, Frater Merulus ex Comitibus Piozaſqui miles Hieroſolimitan. Admiratus Rhodi, & Magnificus Dominus Philippus Cheurerii Juris utriuſque Doctor Sabaudiæ Præſidens Procuratorio nomine *Illuſtriſſimi Principis, & Domini, D.* CAROLI *Sabaudiæ, &c. Ducis* ex altera. Ipſa ſiquidem Carlotta Regina Sereniſſima de juribus ſuis ad plenum certificata, conſiderans, & attendens humanitates, curialitates, benemerita, & ſubventiones habitas, & receptas à præfato Illuſtr. Domino D. Carolo Sabaudiæ, &c. Duce ejus Nepote cariſſimo, ex quibus non immeritò orta eſt obligatio antidoralis, & quæ merita ſuo mediante juramento tactis Sacroſanctis Dei ſcripturis, aſſerit ſorè vera, & à talium probatione hujus inſtrumenti tenore, vult eundem Principem Illuſtriſſimum relevatum eſſe, & exemptum; ſperans inſuper majora in futurum conſequi; Memoria etiam revolvens proximitatem ſanguinis qua invicem conjuncti ſunt, cupiens præterea præfatum D. Ducem Illuſt. ſuum Nepotem cariſſimum tanquam benemeritum *titulo, & dignitate Regali inſignire, & decorare.* Conſiderato præcipuè quod dictum Regnum Cypri vi, armis, & potentia Venerorum occupatur, & ipſi Reginæ Sereniſſimæ penitùs eſt infructuoſum. Pro quo recuperando tot ſuſtinuit labores, & expenſas quòd ſerè viribus, & potentia prorsùs remanſit exhauſta, propter quæ non vi, non dolo, metu, fraude, aut aliqua machinatione ſeducta, aut in aliquo circumventa; ſed ex ejus certa ſcientia, ſpontanea voluntate, animoque deliberato, maximè ob dicta benemerita pro ſe, & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus quibuſcumque, Dat, donat, cedit, transfert, & concedit, purè, merè, liberè, & ſimpliciter donatione, pura, mera, ſimplici, & irrevocabili quæ dicitur inter vivos, nullo unquam tempore, occaſione vel cauſa revocanda ſine ſpe ulteriùs rehabendi prælibato Principi Illuſtr. Domino Carolo Sabaudiæ Duci, in quo tanquam filio ſibi cariſſimo unicam, atque totalem ſuam repoſuit ſpem pro ſe ſuiſque hæredibus, & ſucceſſoribus quibuſcumque, licet abſenti, dictis tamen Reverendis, & magnificis Dominis Procuratoribus, & nobis infra ſcriptis Notariis, & Secretariis præſentibus ſtipulantibus, & recipientibus vice & nomine prælibati Principis Illuſtriſſimi, ejuſque hæredum, & ſucceſſorum quorumcumque intereſſet, intererit, aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum *Regnum Cypri*, cum omnibus, & ſingulis actionibus, & directis & utilibus, realibus, & perſonalibus tam ſimplicibus quam mixtis quas ipſa Sereniſſima Regina in ipſo Regno quocumque jure directo, vel utili habuit, habere potuit habetque, & habere poteſt unà cum mero, mixto Imperio, & omnimoda Juriſdictione Regalibuſque urbibus, villis, Oppidis, Caſtris, terris, territoriis, hominibus, homagiis, aquis, aquarum decurſibus, piſcationibus, venationibus & omnibus aliis dicto Regno quomodolibet pertinentibus, adjacentibus, dictæque Reginæ Sereniſſ. pertinentibus & pertinere valentibus, nihil juris, actionii, rationis, portionis, dreyturæ, aut Dominii in præmiſſis retinendo, ſed à ſe prorſus, & in totum abdicando, & in præfatum D. Dominum Ducem Illuſtriſſimum, ejuſque hæredes & ſucceſſores transferendo, & ſe per traditionem unius annuli, quem dedit in digito prælibati D. Philippi Cheurerii Præſidentis Sabaudiæ, alterius ex Procuratoribus prædictis, deveſtiendo. Jurans eadem Sereniſſima Regina tactis corporaliter Sacro-ſanctis ſcripturis nunquam ſe feciſſe, nec facturam aliam donationem, ceſſionem, vel remiſſionem de prædictis Regno, & pertinentiis ſupra donatis, ſalvis tamen & reſervatis in principio, medio & fine præſentis contractus inſraſcriptis, ſcilicet quod dicta Sereniſſima Regina ad ejus vitam naturalem poſſit, & valeat hoc nomine, dignitate, Regina Cypri, verbo & ſcriptis appellari. Quamquidem nominationem, & appellationem ſibi expreſſe reſervat ut ſupra nonobſtante præſenti contractu citra tamen illius præjudicium & derogationem. Ita & taliter quod non obſtante hac reſervatione poſſit etiam Illuſtriſſimus Princeps, & Dux prælibatus prout ſibi videbitur *eodem titulo, nomine, & dignitate, verbo & ſcriptis uti, frui & gaudere.* Ponens ipſa Sereniſſima Regina Illuſtriſſimum D. Ducem præfatum in locum ſuum, ita quod ab inde in ultra virtute dictæ donationis poſſit, & valeat uti & experiri omnibus actionibus directis, utilibus, realibus perſonalibus, meris, ſive mixtis adverſus quaſcumque perſonas tam Eccleſiaſticas quam ſeculares, ac Potentatus quoſcumque, & præmiſſorum occaſione in judicio, & extra agere, & experiri, & de dicto Regno pro ſuæ voluntatis libito facere & diſponere, etiam de ipſius Regni fructibus, & intratis præteritis, præſentibus & futuris de expenſis, etiam damnis & intereſſe paciſci, donare & componere, & concordare. Illa omnia petere, Procuratores ad præmiſſa conſtituere, omniaque alia, & ſingula facere, & exercere quæ præfato Illuſtriſſimo D. Duci neceſſaria fuerint, & oportuna, prout & quemadmodum ipſamet Sereniſſima Regina ante præſentem donationem facere poterat, & valebat. Conſtituens ſe tenere & poſſidere nomine præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis donec, & quousque de eodem Regno corporalem apprehenderit poſſeſſionem, & hujuſmodi donationem, ceſſionem & remiſſionem promiſit Sacro-ſanctis ſcripturis corporaliter tactis nunquam renovare, vel contra eandem venire de jure vel de facto, ex quacumque ratione vel cauſa, nunquamque impetrare abſolutionem à juramento ad finem contraveniendi donationi, & remiſſioni ſupra factæ, vel aliquibus in ea contentis, & quatenus impetraverit ſe dicta impetratione non juvare, vel illa uti. Renuncians inſuper dicta Regina Sereniſſima, mediante juramento, tactis corporaliter ſcripturis per eam præſtito exceptioni doli mali, vis, metus, & juri dicenti contractum reſcindi debere ſi dolus dederit cauſam contractui, aut inciderit in contractum, juri dicenti donationem excedentem quingentos aureos non valere, niſi fuerit inſinuata, juri dicenti contractus facilitate mulierum celebratos reſciodi poſſe, juri dicenti donationem factam ex cauſa ingratitudinis, vel immenſitatis revocari, juri dicenti generalem renunciationem non valere, niſi præceſſerit ſpecialis & generaliter omnibus aliis exceptionibus, juribus canonicis, & civilibus, quibus adverſus præmiſſa, vel eorum aliqua quoquomodo contravenire poſſet: De omnibus renunciationibus, & reliquis præſcriptis prius informata, adviſata & certificata per nos Secretarios, & Notarios infra ſcriptos vulgari ſermone interveniente interprete D. Jacobo Anglico de Nicoſia de Cypro ejuſdem Reginæ Sereniſſimæ Conſiliario, & familiari, qui lingua græca in præſentia teſtium ſupra, & infra nominatorum, eidem Sereniſſimæ Reginæ & partibus omnia ſupra ſcripta ſigillatim, & articulate explanavit, interpretatus eſt & retulit. Et quatenus requireretur alicujus ſuperioris conſenſus propter defectum cujus præſens donatio, ſive contractus invalidaretur, annullaretur, aut alias fieret aliqua feudi apertura, vel commiſſio, vult & expreſſe reſervat præfata Regina Sere-

ANS de J. C. 1485.

ANS de J. C. 1485.

Sereniſſima dictum conſenſum, & beneplacitum, & ita illo reſervato præſentem donationem celebrat, & non aliter, nec alio modo, ſed dictam donationem illo non interveniente vult eſſe reſolutam, & pro infacta habitam. Si vero alicujus Superioris non requiratur conſenſus, vult, expreſſè jubet, & ita actum eſt, & conventum inter partes, quòd præſens clauſula, & reſervatio de præſenti donatione tollatur, & amoveatur, & quam ex nunc eo caſu ipſa Regina Sereniſſima tollit, & amovet, & ad majorem roboris firmitatem requirit quoſcumque Judices tàm Eccleſiaſticos, quàm ſeculares quatenus præſenti donationi authoritatem, & decretum interponere dignentur. Acta fuerunt hæc in urbe, videlicet in Eccleſia Majori Sancti Petri in Capella propè Sacriſtiam, præſentibus præfatis Reverendiſſimis Patribus in Chriſto Dominis Juliano Epiſcopo Oſtienſi, titulo S. Petri ad vincula, & Dominico de Ruvere tituli Sancti Clementis Præsbytero S. R. E. Cardinalibus, nec non Reverendiſſimis Dominis Carolo de Seyſſello Præceptore S. Antonii de Chambariaco, Hugone de Saxo Canonico Lauſanenſi, Andrea de Provanis ex Dominis Laynei Apoſtolicis Protonotariis, Venerabili Domino Joanne Chafforcii Confeſſore, & Spectabili Jacobo Anglico Conſiliario prælibatæ Sereniſſimæ Reginæ, Ambobus de Nicoſia de Cypro teſtibus ad præmiſſa adſtantibus vocatis ſpecialiter, & rogatis. Signé Ranzo & Cohenart.

DXLI.

ANS de J. C. 1487.

ORLEANS ET SAVOIE.

Contrat de Mariage de CHARLES D'ORLEANS *Comte d'Angouleſme, Pére de François I. Roi de France, & de Dame* LOUISE *ſa Femme, Fille de Philippe de Savoie, & de feuë Dame Marguerite de Bourbon. A Paris le* 16. *Février* 1487. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 313.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Jaques d'Eſtouteville, Chevalier, Seigneur de Beine, Baron d'Ivry, & de S. André en la Marche, Conſeiller, Chambellan du Roi nôtre Sire, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faiſons, que pardevant Antoine Satin, & Pierre Pichon, Clercs Notaires du Roi nôtredit Seigneur par lui établis en ſon Châteler de Paris, furent preſens en leurs perſonnes hauts & puiſſants Seigneurs & Princes Monſieur CHARLES Comte d'Angouleſme pour lui, & en ſon nom d'une part, & Monſieur Philippe de Savoie, Comte de Baugé, & Seigneur de Breſſe, en ſon nom, & à cauſe de Damoiſelle LOUISE de Savoie fille de lui, & de haute & puiſſante Dame Madame Marguerite de Bourbon, jadis ſa Femme, d'autre part, leſquelles parties de leur bon gré, bonne volonté, propre mouvement, certaine ſcience, ſans force, fraude, erreur, contrainte, ou decevances aucunes, ſi comme elles diſoient, reconnurent & confeſſerent en la preſence deſdits Notaires, comme pardevant nous endroit jugement comme du gré, vouloir, & conſentement du Roi nôtredit Seigneur, auquel leſdites parties attiennent par proximité de lignage, & par l'avis, conſeil & deliberation de pluſieurs Princes, Seigneurs leurs parens & amis, elles avoient & ont fait enſemble les Traité, accord, doüaire, promeſſes, convenances, & autres choſes ci-aprés declarées pour raiſon du Mariage de mondit Sieur le Comte d'Angouleſme, & de ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie, ſa future épouſe, c'eſt à ſavoir ledit Monſieur de Breſſe avoit promis, & promet donner & bailler à femme & épouſe icelle Damoiſelle Loüiſe de Savoie, ſa fille, franche & quitte audit Monſieur d'Angouleſme, qui icelle a promis & promet prendre par nom de Mariage le plutoſt que bonnement faire ſe pourra, & dedans le tems qu'il plaira au Roi nôtredit Seigneur, ſi Dieu & Sainte Egliſe s'y accordent. En faveur & contemplation duquel Mariage icelui Monſieur de Breſſe ſera tenu, promet, & gage paier, & baille audit Monſieur le Comte d'Angouleſme, on au porteur de ces lettres pour lui, la ſomme de trente-cinq mille livres Tournois en certe maniere; c'eſt à ſavoir, quinze mille livres Tournois dedans le jour des épouſailles deſdits mariez futurs, dix mille livres Tournois au jour S. Jean-Baptiſte prochainement venant en un an qu'on dira 1489. & le reſidu montant autre dix mille livres Tournois au jour S Jean-Baptiſte enſuivant, qu'on dira 1490. & deſdites deux ſommes montans à vint mille livres Tournois, ledit Monſieur de Breſſe baillera bon pleige & caution, & ce pour tout tel droit de ſucceſſion quelconque, qui à icelle Damoiſelle Loüiſe eſt déja venu & écheu par le trépas & ſucceſſion de ſadite feuë Mere, & auſſi pour tel droit & hoirie & ſucceſſion, qui lui poura competer & apartenir par le trépas dudit Monſieur Philippe de Savoie ſon Pere, & auſquelles ſucceſſions & hoiries de ſeſdits Pere & Mere, ainſi que deſſus eſt dit, & auſſi à toute autre ſucceſſion collaterale, qui lui pouroit écheoir, & avenir du côté paternel tant ſeulement, icelui Monſieur le Comte d'Angouleſme pour lui, & ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie ſa Femme future, a renoncé & renonce par ces preſentes au profit dudit Monſieur de Breſſe, & de ſes hoirs mâles, tant qu'il y ait hoir mâle deſcendant de mâle, & en fit & fait ceſſion & tranſport à icelui Seigneur de Breſſe, de laquelle ſomme de trente-cinq mille livres Tournois les deux parts ſeront converties & emploiées en heritages, qui ſera le propre de ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie, & de ſes hoirs de ſon côté & ligne, & le tiers ſortira nature de meubles: & au cas que ledit Monſieur d'Angouleſme, ou ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie allaſſent de vie à trépas ſans hoirs dudit Mariage auparavant que les deux parts de ladite ſomme euſſent été emploiées en heritages, en ce cas ledit Monſieur d'Angouleſme, ou ſes heritiers, ſeront tenus de rendre & reſtituer leſdites deux parts de ladite ſomme de trente-cinq mille livres Tournois dedans l'an aprés enſuivant à ladite Damoiſelle de Savoie, ſi elle eſt vivante, ou à ſeſdits hoirs tenans ſon côté & ligne; & à faute de paiement, mondit Sieur d'Angouleſme dés maintenant comme deſlors pour manutention, conſtitué, aſſiet & aſſigne mille livres Tournois de rente ſur toutes ſes Terres & Seigneuries, & ſur chacun lieu, piece, partie, ou portion d'iceux, pour le tout qu'il en chargea & charge, oblige & hipoteque du tout, au cas deſſuſdit envers ladite Damoiſelle de Savoie, & ſeſdits hoirs tenans ſon côté & ligne, pour ladite rente de mille livres Tournois, à faute dudit paiement, & reſtitution deſdites deux parts de ladite ſomme de trente-cinq mille livres Tournois, rendte, paier, fournir, & faire valoir bonne, ſolvable, & bien paiable par chacun an lors enſuivant, ſans aucun décher, ou diminution, & juſqu'à plein paiement entier, & fait à une fois ſeulement deſdites deux parts de ladite ſomme de trente-cinq mille livres, & ſans en pouvoir diminuer, ou rabatre aucune choſe pour raiſon de la perception de ladite rente. Et outre ce qui dit eſt, & en accroiſſement & augmentation dudit mariage, diſoient leſdites parties, que le Roi nôtredit Seigneur par ſes lettres patentes, conſiderant qu'à ſa requeſte & pourchas, ledit Traité de Mariage a été Traité & accordé, la grande proximité de lignage que leſdites parties lui attiennent, les ſervices qu'ils lui ont faits & font chacun jour, & auſſi afin que au moien de ladite alliance, icelles parties ſoient plus enclines à ſon ſervice, de procurer ſon bien, & de ſon Roiaume, & pour donner courage à ſes bons, vrais

ANS de J. C. 1487.

vrais parens, & ſerviteurs, de bien & loiaument le ſervir, & autres cauſes à ce nous mouvans, a donné & donne auſdits mariez futurs en faveur dudit Mariage la ſomme de vint-mille livres Tournois pour une fois, & que en ſeureté d'icelle ſomme, il a donné & tranſporté à iceux mariez futurs la Terre & Seigneurie de Melle ſituée & aſſiſe au Païs de Poitou, ſes apartenances & dependances pour eux, & leurs hoirs à la faculté de rachat pour ladite ſomme de vint milie livres Tournois à un ſeul paiement, & auſſi que le Roi nôtredit Seigneur avoit & a donné & tranſporté auſdits mariez futurs la faculté de pouvoir avoir & retraire pour & au nom de lui la Châtellenie & Seigneurie de Chiſey, apartenances & dependances quelconques d'icelles, que tient & occupe de preſent Monſieur le Duc de Nemours, & ſes coheritiers pour onze mille deux-cens trente Roiaux d'Or, comme l'on dit, ainſi que tout ce leſdites parties diſoient à plein être contenu és lettres de don, données & octroiées, & qui ſe donneront & octroieront par le Roi nôtredit Seigneur; & que s'il avenoit que leſdites Terres ſe rachetaſſent par le Roi nôtredit Seigneur, la moitié dudit rachat apartiendroit à ladite Damoiſelle, & aux ſiens, & au ſurplus ledit Monſieur d'Angouleſme a donné & donne par ces preſentes à ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie, ſa Femme future, la ſomme de trois mille livres Tournois en aſſiette de Terres, aux us & coûtumes des Païs, où les Terres ci-aprés declarées ſont ſituées & aſſiſes, les Châteaux & Places pour ſa demeurance pour rien en mettez en l'aſſiette deſdites trois mille livres, à icelui doüaire avoir & prendre ſitôt & incontinent que doüaire aura lieu, ſur les Terres, Places & Seigneuries de Romorantin & Châteauneuf ſur Charente, qu'il en charge, oblige, aſſied & hipoteque du tout envers ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie, & au cas qu'elles ne pouroient fournir ledit doüaire, & que aſſiette n'en puſt être entierement faite, mondit Sieur d'Angouleſme veut & conſent, que ladite Damoiſelle prenne de prochain en prochain ſur ſes autres Terres & Seigneuries, tellement que ledit doüaire lui ſoit entierement aquis, & aſſigné. Et s'il avenoit que ledit Monſieur d'Angouleſme allât de vie à trépas, auparavant que Madame ſa Mere, qui tient de preſent leſdites Seigneuries, & qu'à cette cauſe ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie ne pût joüir deſdites Terres de Romorantin & Châteauneuf, & autres Terres pour ſondit Doüaire, en ce cas icelui Seigneur dés maintenant pour lors, & deſlors pour maintenant, veut & conſent, que ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie ait & prenne pour ſondit Doüaire la Terre & Seigneurie de Cogniac, & autres Terres circonvoiſines, juſqu'à ladite ſomme de trois mille livres Tournois par chacun an en aſſiette comme deſſus, & ſi elles ne ſuffiſoient, que ce qui s'en faudra lui ſoit baillé ſur le revenu de ſes autres Terres de prochain en prochain; & aprés le trépas de Madame d'Angouleſme ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie prendra ſondit Doüaire ſur leſdites Terres de Romorantin & de Châteauneuf, juſqu'à la valeur d'icelui, ſelon les formes deſſuſdites, & delaiſſera ledit lieu de Cogniac, & auſſi a promis & promet ledit Monſieur d'Angouleſme faire ratifier, confirmer, & aprouver ce preſent Traité par madite Dame ſa Mere, & conſentir que les Enfans, qui iſſeront dudit Mariage, ſi elle ſurvit ledit Monſieur d'Angouleſme, viennent à ſa ſucceſſion, & repreſentant leur Pere, & ſi a été accordé entre leſdites parties en faiſant ce preſent Traité, que leſdits futurs époux ſeront tous joints & communs és biens meubles, & conquеſts immeubles qui ſe feront durant & conſtant leur Mariage, ſelon la coûtume des lieux; & a promis en outre ledit Monſieur d'Angouleſme faire ratifier & aprouver le contenu en ceſdites preſentes par madite Damoiſelle Loüiſe de Savoie, ſa Femme future, & de lui faire faire leſdites renonciations, ceſſions & tranſports, incontinent aprés que ledit Mariage ſera conſommé & accompli, & en bailler à mondit Sieur de Breſſe Lettres de Ratification d'icelle Damoiſelle. Toutes leſquelles choſes deſſuſdites, & en ceſdites lettres contenuës & écrites, ledit Monſieur le Comte d'Angouleſme, & Monſieur de Breſſe promirent en Parole de Princes, & par la foi & ſerment de leurs corps, pour ce par eux baillez, & jurez corporellement és mains deſdits Notaires, à avoir chacun endroit ſoi à bien agreable, les tenir fermes & ſtables à toûjours, icelles entretenir & accomplir de point en point, ſelon leur forme & teneur, ſans jamais aucunement venir à l'encontre, fût & ſoit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvention, ou decevance, ou autrement comme que ce ſoit, ou pût être, ainçois rendre, paier, & reſtituer à pur & à plein, & ſans aucun plaid, ou procez, tout coûts, frais, miſes, dépens, dommages & intereſts, qui faits & encourus ſeroient par deffaut des choſes deſſuſdites par eux non faites, tenuës; & accomplies deuëment, ainſi & par la maniere que dit eſt, ſous l'obligation de tous leurs biens, & de ceux de leurs hoirs, meubles & immeubles preſens & à venir, qu'ils en ſoumirent & ſoumettront chacun endroit ſoi pour ce du tout à la juriſdiction & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres Juſtices & Juriſdictions, où trouvez ſeront pour l'accompliſſement du contenu en ceſdites preſentes, & renonceront en ce faiſant expreſſement, par leurſdits ſermens & ſoi, à toutes exceptions de deception, fraude, barat, cautеles, cavillations, raiſons, défenſes, opoſitions à tout droit écrit, & non écrit, canon & civil, us, ſtile & coûtumes, établiſſemens de Villes, & lieux; & à toutes autres choſes generalement quelconques que l'on pouroit faire, dire, propoſer, ou alleguer contre ces preſentes lettres, l'effet, & teneur d'icelles, & au droit diſant generale reconciliation non valoir. En témoignage de ce, nous, à la relation deſdits Notaires, avons mis le ſcel de ladite Prevôté de Paris à ceſdites lettres, qui paſſées & accordées furent doubles l'an de grace 1487. le Samedi 16. jour de Fevrier. Signé, Satin & Pichon.

ANS de J. C. 1487.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Jaques d'Eſtouteville, Chevalier, Seigneur de Beyne, Baron d'Ivri, & de Saint André en la Marche; Conſeiller Chambellan du Roi nôtre Sire, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faiſons, que pardevant Pierre Pichon, & Antoine Satin, Clercs Notaires du Roi nôtredit Seigneur, de par lui établis en ſon Châtelet de Paris, fut preſente en ſa perſonne, haute & puiſſante Dame, Madame Loüiſe de Savoie, Femme de haut & puiſſant Prince, Monſeigneur Charles, Comte d'Angouleſme, laquelle de ſon bon gré, pure, franche & liberale volonté, ſans contrainte, & en la preſence du congé, licence, & autorité de mondit Seigneur d'Angouleſme ſon mari, laquelle autorité elle reçût de lui en elle pour bien agreable pour faire paſſer ce qui s'enſuit. Reconnut & confeſſa en la preſence, & pardevant leſdits Notaires, comme pardevant nous en droit jugement avoir ratifié, confirmé, approuvé, & par ces preſentes, ratifie, confirme, approuve, & a pour bien agreable tout le conrenu és lettres de Traité de Mariage dudit Monſieur d'Angouleſme & d'elle, faites & paſſées pardevant leſdits Notaires, & ſous le ſcel de ladite Prevôté, parmi leſquelles lettres ces preſentes ſont annexées ſous ledit ſcel, & en ce faiſant, en confirmant le contenu audit Traité, a renoncé & renonce par ceſdites preſentes, moiennant icelui Traité, & du congé & licence deſſuſdit, au profit de haut & puiſſant Prince Monſeigneur Philippe de Savoie ſon Pere, Comte de Baugé & Seigneur de Breſſe, & de ſes hoirs mâles, tant qu'il ait hoir mâle deſcendant de mâle, à tout tel droit de hoirie & ſuc-

ANS de J. C. 1487.

& ſucceſſion, oui déja lui eſt avenu & échû par le trépas & ſucceſſion de feuë haute & puiſſante Dame Madame Marguerite de Bourbon, jadis ſa Mere, & pareillement à tout tel droit de hoirie & ſucceſſion qui lui pourra competer, & appartenir par le trépas dudit Monſieur Philippe de Savoie ſon Pere, & auſſi à toute autre ſucceſſion collaterale, qui lui pourroit échenir & avenir du côté paternel, tant ſeulement & deſdites ſucceſſions, ainſi que deſſus eſt dit, madite Dame Loüiſe de Savoie fit & fait par ceſdites preſentes ceſſion & tranſport audit Monſeigneur Philippe de Savoie, & s'en eſt déſaiſie, demiſe, & devétue du tout és mains deſdits Notaires, comme en la nôtre ſouveraine, pour le Roi nôtredit Seigneur, pour & au profit dudit Monſeigneur Philippe de Savoie, & de ſeſdits hoirs mâles deſcendans de mâles. Promettant ladite Dame par les foi & ſerment de ſon corps, pour ce par elle baillez & jurez corporellement, és mains deſdits Notaires, d'avoir à bien agresble, teoir ferme, & ſtable à toûjours, leſdites ratification, renonciation, ceſſion, tranſport, & tout le contenu ci-deſſus, ſans jamais aucunement venir à l'encontre, fût ou ſoit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvention, ou decevance, ni autrement, comment que ce ſoit ou pût être, ainçois rendre, paier & reſtituer à pur & à plein, & ſans aucun plaid, ou procez, tous coûts, frais, miſes, dépens, dommages, & intereſts, qui faits & encourus ſeroient par défaut de ce, ſous l'obligation de tous ſes biens, & de ceux de ſes hoirs, meubles & immeubles, preſens & à veoir, qu'elle en ſoûmit & ſoûmet pour ce du tout à la juriſdiction, cohertion, & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres Juſtices & Juriſdictions, où trouvez ſeront, pour l'accompliſſement du conrenu & effet de ceſdites preſentes; & renonça en ce faiſant expreſſement par ſeſdits ſerment & foi, de l'autorité deſſuſdite, à tontes exceptions de deception, fraude, barat, cautelles, cavillations, raiſons, défenſes, oo oppoſitions, & à toutes autres choſes generalement quelconques, que l'on pourroit faire dire, propoſer, ou alleguer contre ces preſentes lettres, l'effet, teneur, & execution d'icelles, mêmement tous droits, ſtatuts, privileges, franchiſes, & libertez, faits, donnez, & introduits pour les Femmes, & en leur faveur, & au droit diſant generale renonciation non valoir. En témoin de ce nous, à la relation deſdits Notaires, avons mis le ſcel de ladite Prevôté de Paris à ceſdites lettres, qui paſſées furent doubles, l'an mille quatre-cens quatre-vint & ſept, le Mercredi vintieme jour de Fevriet. Pichon, A. Satin.

DXLII.

ANS de J. C. 1488.

Traité d'Alliance, d'Union &c. entre les trois Etats du Duché de BRABANT, *& les Etats de* MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, FLANDRES, *&c. Fait à Gand, le* 1. *Mai* 1488. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom. II. pag. 73.

BRABANT, MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, FLANDRES, &c.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Nous, &c. Repreſentants les trois Eſtatz du Duché de BRABANT, & nous de MIDDELBOURG, LEMBOURG & de LUXEMBOURG, de FLANDRES, de Haynaut, de Valenciennes, de Zelande, de Namur, Marchionné d'Anvers, Seigneurie de Frize & de Malines, Salut. Pour ce que pour la garde & conſervation de toutes polices gouvernements & bien publicq n'eſt rien plus utile, ny plus neceſſaire, que Paix, amitié & bonne union par enſemble qui ſont Mere de tous biens & vertus, & à cauſe que le ſervice divin eſt augmenté, l'eſtat des nobles honoré, la Marchandiſe hantée & le Pays cultivé en grand repos & ſeureté, & au contraire n'y a rien plus dommageable, ny prejudiciable audict bien publicq, que diſſention & confuſion dereglée, qui ſont Nourrice & Mere de tous maux, commencement & occaſion de toutes diviſions, guerres & differens, au moyen de quoy les Pays, Villes, Provinces & Royaume eſchoient en de grandes confuſions, deſolations & ruynes, & ſouvente fois ſont transferées des gens en autre, & comme il ſoit ainſy, que leſdicts Pays de par deçà appartenants à noſtre treſredoubté & naturel Sieur & Prince Monſeigneur le Duc Philippe, ont puis n'agueres eſté mis en grandes charges & diſſentions, en telle ſorte que Juſtice, Paix, amitié, & union & Marchandiſes en ont eſté chaſſées & eſtrangées, au grand deſplaiſir detriment & dommage du povre commun peuple, & au prejudice de noſtre treſredoubté Seigneur & Prince naturel, qui eſt ſoubs eage, & lequel nous comme bons & loyaux ſubjects devons & ſommes tenus de garder & preſerver de tout noſtre pouvoir, comme à ce ſommes tenus & obligez par tous droicts naturel, divin, canonique & civil. Nous avons pour mettre & reduire leſdicts Pays en Paix & bonne police, leſquelz ſont contigus & voyſins les uos aux autres & appartenant à un Seigneur faict conclud & juré, faiſons, promectons & jurons par meure deliberation & auctorité de noſtredict treſredoubté & naturel Seigneur, & par le ſceu adveu du Roy des Romains Pere de noſtredict tres-redoubté Seigneur & de Meſſieurs de ſon ſang, & auſſy du conſentement du Roy de France prochain & apparant hoir de noſtredict Seigneur à cauſe de la Royne ſa Compagne, Sœur d'icelluy noſtre tres-redoubté Seigneur, Paix, union, amitié, alliance & bonne & conſtante intelligence entre nous & par enſemble a l'honneur de Dieu, & prouſit de noſtredict tres-redoubté Seigneur & de ſeſdicts Pays & Subjects ſur les conditions & articles qui cy aprez s'enſuyvent.

Ladicte union en tant qu'il touche la hauteur, Seigneurie & Gouvernement deſdicts Pays & Villes durant la minorité de noſtredict tres-redoubté Seigneur & Prince naturel Monſieur l'Archiducq d'Auſtriche; & en tant qu'il touche la police, dureront a perpetuité, & ſauf les droicts, honneurs & Seigneuries de noſtredict Seigneur, & demourant chacun deſdicts Pays & Villes en leurs loix, privileges, uſages, couſtumes, libertez & franchiſes.

Premierement, nous avons quitté & pardonné, quittons & pardonnons à touſiours toutes offences injures & meſfaicts, qui paravant la date de cettes ſont & peuvent eſtre advenus par & entre leſdicts Pays & Villes par fortune de guerre, & hoſtilité ſoit par parolles ou de faict, enſamble tous dommages pertes & iotereſt, qui en peuvent eſtre yſſus & enſuyvis en quelque maniere que ce ſoit, les mettant en oubly comme non advenus, en telle ſorte que chacun deſdicts Pays de quelque eſtat qu'il ſoit ſoyent reſervez par la Paix de Flandres ſans aucune exception, auſſy bien Meſſire Joban de Bloys, Meſſire Louys de l'Eſterquet, Meſſire Philippe du Cheſne, Meſſire Jehan l'Abbé, Wautier de Werſeberque, & autres ſemblables, pourront payſiblement retourner en leur Pays, & au leur, & l'apprehender en tel eſtat, qu'il le trouvera, & par ce ſeront tous proces meus a cauſe deſdictes diviſions avichilez & mis a neant.

Item & neantmoings ſi aucuns ayants eu adminiſtration des deniers de noſtredict tres-redoubté Seigneur ou d'aucunes Villes, s'eſtoient meſuſez en icelle adminiſtration, & applicqué à leur prouſit aucuns d'iceux deſſuſdicts en reſpondront à droict par devant les loix ou ils ſeront arreſtez ou judiciables.

Item en outre promectons de faire extreme diligence

ANS de J. C. 1488. gence devers le Roy des Romains, afin qu'incontinent il face partir toutes garnisons & gens de guerre, quelque part qu'ils soyent dedans & sur les Frontieres desdicts Pays, afin que de tant mieux & plutost la Marchandise puisse avoir cours, & que la labeur puisse labourer & cultiver la Terre, & si aucuns des Capitaines & gens de guerre desdictes garnisons faisoyent difficulté de partir, ou de laisser leurs armes, Nous avons promis & promectons tous d'un accord d'y mettre telle provision, que le Pays en seroit incontinent quitté & delivré, & que Paix & repos y sera comme devant tousiours.

Item & pour mettre lesdicts Pays en Paix avec la Couronne de France, Nous avons accordé & accordons par ensamble, & avec les trois Membres de Flandres, que nous nous tiendrons à la Paix de l'an 1482. & avons advisé & conclud d'envoyer le plutost que pourrons une notable Ambassade, devers Monsieur d'Esquerdes, Mareschal de France & Lieutenant du Roy és Marches d'Artois & de Picardie, que son plaisir soit nous recevoir à ladicte Declaration, ainsy que luy comme Commissaire, avec lesdicts des trois Membres, en a la puissance & auctorité par lettres patentes dudict Roy.

Item en outre pour mettre ordre & regle en l'estat & gouvernement de tres-noble personne de nostredict tres-redoubté Seigneur. & pour ce qu'il est soubs eâge, Nous avons advisé & conclud par commun accord, que iceluy redoubté Seigneur durant sa minorité sera entretenu & regy des Domaines de tous les Pays à sçavoir en la Comté de Flandres, par Messieurs de son Sang au contentement des Estatz, & Membres desdicts Pays, & en la Duché de Brabant & autres Pays par le Roy des Romains, comme Pere & Mambour de nostredict Seigneur, aussy de mesdicts Seigneurs de son sang estans par deça, & par l'advis des Estatz de ces Pays.

Item que nous ny autres aucuns de nous, ne donnerons, ny souffrirons donner passage parmy ledict Pays & Villes à aulcunes gens de guerre, qui seroient levez & mis sus pour faire la guerre a nuls desdicts Pays.

Item & aussy est advisé, & conclud, que en faisant l'Ordonnance de l'Estat de nostredict tres-redoubté Seigneur, l'on advancera & promouvra, les plus oobles, notables & idoines desdicts Pays, sans y mettre aucuns Estrangers, que mesdicts Seigneurs du Sang avec le Conseil, tiendront & transporteront la personne de nostredict tres-redoubté Seigneur, & en telz lieux Villes de ses Pays & Seigneuries de par deça, que par eux sera advisé, & non autrement.

Item est aussy conclud, que toutes matieres en tous lesdicts Pays, seront expediées à sçavoir à la Comté de Flandres, soubs le nom de nostre tres-redoubté Seigneur tant de Justice, de Finance & de grace comme autres, par l'advis de Messieurs du Sang & du Conseil, & es autres Pays par le Roy comme Pere & Mambour de nostre tres-redoubté Seigneur, & de ceux de son Conseil.

Item pour relievement de la justice, ordre & police des Villes, & aussy la seureté des Chasteaux, & lieux Forts scituez au Pays & Comté de Flandres est advisé & ordonné, que quand il escherra de mettre esdicts Pays & Villes aucuns nouveaux Officiers, comme Capitaines desdictes Villes, ou des Forteresses estants en icelle Gouvernance, Prevostes, Escoutetes, Baillis & autres semblables Chiefs d'Office, que mesdicts Seigneurs du Sang & du Conseil y commectront gens notables, & vertueux personages ausquelz ny ayt aucun soupçon, & ce au contentement des loix & justices des lieux ou ce adviendra, afin d'éviter les pertes, & inconveniens, qui se pourroient ensuyvre, & dommage de nostre tres-redoubté Seigneur & des Manans & Habitans esdites Villes, & si par inadvertence, importunité de requestes, ou autrement se faisoit le contraire, qu'il soit permis ausdicts loix, justice & aux souldoyers, & gardes des Villes & Forteresses de ne les recevoir tant & jusques à ce que eux oye autrement en soit ordonné. ANS de J. C. 1488.

Item nous avons en outre promis, & promectons, que si cy-aprez aucun qui voulusse praticquer, ou traficquer au prejudice de ce dict gouvernement en alliance, en tenant de ce paroles ou communication, avec qui que ce soit recevant aucunes lettres secretes, ou messages concernans cette matiere sans le donner à cognoistre ou il appartient, & dont il apparut à suffisance, que la punition & correction s'en feroit par l'exemple de tous par les loix & justice ou il appartiendra

Item semblablement avons promis, & promectons que si cy-aprez il advenoit, que aucun quel qu'il fut vouluste à ceux du Sang demander aucune chose pour la mutation de ce gouvernement à ceux du Conseil, ou à aucuns de nous autres en general, ou en particulier, d'avoir faict cette bonne Paix & Alliance, ou pour quelsconques autres choses passées, que nous tous par main commune, & chacun en soo regard y resisteront, & ne permectront aucuns vexer, ny travailler en corps, eo biens, ny aotrement en quelque maniere que ce soit.

Item en outre est advisé & conclud, advisons & concluons par l'auctorité que dessus en advanchement de la Marchandise, que toutes exactions & tonlieux nouveaux mis sus tant par Eaue que par Terre, sans le scou & consentement desdicts des Estatz seront ostez & mis jus, & que d'ores en avant le Marchand pourra mener sa denrée, & Marchandise d'un Pays à l'autre sur le droict des anciens tonlieux, & conduitte ancienne.

Item en outre est advisé & conclud, que par la main commune l'on s'employera devers les Seigneurs d'Allemaigne, que les nouveaux tonlieux mis sur le Vin de Rhin soient ostez, ou si non que l'on obviera de ce party par remede convenable, & de ne plus souffrir, que en ces Pays se facent aucunes nouvelletez au moyen desquelles la Marchandise d'entre le Pays puisse estre chargée, retardée ou empeschée en aucune maniere.

Item semblablement est advisé pour le grand desordre qui est en la monnoye, que durant la mioorité de nostredict Seigneur, sera forgée une commune monnoye esdicts Pays par l'auctorité que dessus, & par l'advis & d'un commun accord des nosttes des monnoyes & ouvriers, & autres deputez de chacun Pays à ce cognoissans, & sur tel pied que pour le plus grand proufit l'on ordonnera, lequel pied dessusdict l'on ne pourra empirer ne changer, ny les prix des deniers hausser ny rabaisser sans le consentement de tous les Pays, & d'ores en avant l'on forgera sur la chaudicre, & non sur amende ou peines pecuniaires, le tout en ensuivant les privileges de chacun desdicts Pays.

Item avons en outre promis & promectons, que nul de nous doresnavant, ne prendra guerre contre qui que ce soit sans sur ce avoir premierement assemblé tous lesdicts Estatz, & quand par commun accord la guerre sera entreprinse l'on ne pourra faire la Paix sans le commun accord & consentement de tous lesdicts Pays.

Item en outre avons promis & promectons, chacun en soo endroict pour autant que la chose luy touche à maintenir & accomplir tous les Traictez, Paix, Accords & Alliance, que par cy-devant d'entre lesdicts Pays ou aucuns d'iceux ont esté faicts, & en nostre entendement que par cette nouvelle intelligence tous lesdicts Traictez, & accords sont corroborez & approuvez.

Item & afin que toutes les choses dessusdictes puis-

seot

ANS de J. C. 1488.

ſent de mieux eſtre conduittes à la plus grande utilité, & prouſit de noſtre Seigneur & deſdicts Pays, & deſpeſcher toute nouvelleté, qui au prejudice de ce pourroit eſtre faicte, nous avons adviſé & conclud, adviſons & concluons, que d'ores en avant les eſtatz de tous leſdicts Pays, ſe raſſembleroot une fois l'an à ſçavoir au premier jour d'Octobre, en l'une des Villes du Pays de Brabant, Flandres & Haynaut, ſans ce qu'on puiſſe tenir icelle aſſemblée deux fois de route en on Pays, que premier elle n'ait eſté tenue en chacun deſdicts Pays, & ainſy cootiouer d'an en an durant le tamps & mioorité de noſtredict tres-redoubté Seigneur, & eſquelz lieux tous iceux Pays ſeront tenus d'envoyer leurs deputez ſans eſtre mandez, leſquelz auront charge de recevoir toutes manieres de plaiotes & doleances, concernans la generalité deſdicts Pays pour par les Officiers & loix, où les deſſaults ſeront advenus en enſuivant leurs privileges, couſtumes, ou franchiſes incontinent eſtre remedié, ou par leur defaur y eſtre pourveu par meſdicts Seigneurs du Sang, du Conſeil & de l'Eſtat, & pour la premiere aſſemblée eſt conclud de la tenir en la Ville de Bruxelles, le premier jour d'Octobre prochainement venant de cet an 1488. l'autre an enſuivant le premier jour d'Octobre en la Ville de Gand. La 3. aſſemblée jour & an enſuivant en la Ville de Mons, & en telle autre Ville & lieux, que par leſdicts eſtatz ſera adviſé.

Item & pour ce que comme un chacun ſçait & void parce que les elections faictes, par ceux à qui il appartient aux Prelatures des Abbayes & autres dignitez principales d'Egliſe, ne peut ſortir leur effect comme de droict commun devroient obſtant que revelations eſpeciales & generales, ains ſont ſouvent icelles Prelatures données eo commande, & dignitez conferées aux eſtrangers, qui oe deſſervent auſdites Prelatures & dignitez, & auſſy les lieux a eux commis ſont en totale ruyne & deſolatioo en la grande confuſion deſdicts Pays, nous en enſuivant le privilege general deſdicts Pays, promectons & d'ores en avant nous tiendrons la main à ce que leſdictes elections, ainſy faictes par ceux à qui il appartiendra ſeront entretenus ſelon le droict eſcrit, & reſiſterons de noſtre povoir auſdictes commandes, ou charges de penſions & autres proviſions faictes à l'encontre deſdictes elections, & ne ſouffrirons icelles commandes ou proviſions ainſy faictes avoir lieu & execution en aucune maniere.

Item & afin que les choſes deſſuſdictes puiſſent demourer fermes & ſtables, nous avons cette Paix, Alliance, Confederatioo & Intelligence ratifiée chacun de nous par ſon ſerment & ſur les Saints Evangiles de Dieu, les entretenir ſans contrevenir oy departir l'un de l'aotre, & ſi aucun de faict ſe departit, ou par aucunes voyes fut contraint ſoy ſeparer, neantmoins ſi ne ſera ladicte Paix & Alliance pour ce entendue eſtre enfrainte, mais demeurera en ſa vigueur, & avons ordonné & ordonnons que tous Officiers & loix & chacun Pays à l'inſtruction de leur Office, promettront & jureront expreſſément d'entretenir la Paix & Alliaoce, ſans aucunement y contrevenir ſoubs ombre de juſtice oy autrement eo maniere que ce ſoit, & ſi aucun y contrevenoit nous avec leſdicts du Sang y reſiſterons aux deſpens communs ſoit par juſtice, ou de faict ſelon que les matieres ſeront à ce diſpoſées, & pour plus grande ſeureté, & que de ce ſoit perpetuelle memoire chacun de nous à ſcéellé ces preſentes de ſon ſcéel, & avons requis en toute humilité à treshaut & tres-puiſſant Prince le Roy de France, comme plus prochain & plus apparant hoir de noſtre tres-redoubté Seigneur, à cauſe de la Royne ſa compagne Sœur de noſtre avant dict Prince, que par ſa grace plaiſe de confirmer, ratifier & approuver ladicte Paix & Alliance par ſoo grand Sceau, & nous ayder à reſiſter par force, quand la matiere le requerra, & auſſy de punir par juſtice les infracteurs d'icelle es fhetes de ſon Royaume, avons en outre requis Meſſieurs du Sang, à ſçavoir Reverend Pere en Dieu David Eveſque d'Utrecht, Jehao Duc de Bourbon, Conneſtable de France, Jehan Duc de Cleves, Monſieur de Beaujeu, Comte de Clermont, Meſſire Adolff de Cleves, Seigneur de Winendale, Anthoine Baſtard de Bourgoigne, Comte de la Roche, en Ardenne, Philippe de Bourgoigne, Seigneur de Beures, & Louys de Bruges, Seigneur de la Gruthuyſe, Comte de Vinceſtre, comme parens & amis de noſtre tres-redoubté & naturel Seigneur, du coſté maternel dont leſdicts Pays ſont ſuccedez, qu'en approbation & plus grande ſeureté de tout ce que dict eſt, ils vouloſſent mettre leurs Sceaux à cettes avec les noſtres, & nous Charles par la grace de Dieu Roy de France, conſiderant le grand bien & proofit, que noſtredict Couſin & Frere & ſeſdicts Pays & ſubjects, ſont apparans d'avoir par ladicte Paix & Alliance, avons à la requeſte de ſdicts Eſtatz ſcéellé ces preſentes de noſtre Sceau promettant en parolle de Roy les faire entretenir, & d'ayder & aſſiſter a punir tous tranſgreſſeurs comme dict eſt.

ANS de J. C. 1488.

Et ſemblablement nous David Eveſque d'Utrecht, Jehan Duc de Bourboo, &c. conſiderant que en cette bonne Paix qui eſt grande & utile avons juré & promis, de par cettes jurons & promectons les choſes deſſuſdictes, & de nous joindre avec leſdicts Eſtatz & Pays, & faire tout ce que parens & amis dudict Duc doivent, & ſont tenus de faire pour l'entretenement d'icelle, & en teſmoing de ce avons nos Sceaux cy mis, & eſt dict & conclud, que en cette Paix ſeront comprins les autres Pays & Villes de noſtre tres redoubté Seigneur, qui n'ont poiot eſté preſentes à cettes nos aſſemblées & uniors.

Semblablement ceux du Pays de Liege, du Stiche d'Utrecht & Pays voyſins de ſeſdicts Pays s'il leur plaiſt, qui n'ont eſté preſens & n'ont eſté comprins eſdictes alliances, ſeront tenus de le declarer par leurs Lettres patentes ſcéellées de leurs Sceaux, & leſquelles Lettres ils delivreront entre les mains deſdicts Eſtatz, en tel lieu qu'ils les trouveront aſſemblez. Ce fut faict & conclud à Gand en l'aſſemblée deſdicts Eſtatz le premier jour de May de l'an 1488.

DXLIII.

ANS de J. C. 1488.

Traité de Paix entre MAXIMILIEN *Roi des Romains, & les Etats & trois Membres de* FLANDRES. *Fait à Bruges, le 16. de Mai* 1488. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom II. pag. 68.

Autre chez les Flamands.

MAXIMILIAN par la grace de Dieu Roy des Romains, &c. faiſons ſçavoir à tous preſens & advenir, que pour mettre jus & parvenir à uo bon Traicté de Paix, de relz meſus, queſtioos, diviſions & debats, qui ſont advenus depuis la my-Aouſt ença entre nous d'une part, & les habirans de la Ville de Gand, avec ceux de la Ville de Bruges & Ipre adherents deſdicts de Gand, tous enſamble repreſentans les trois Membres de FLANDRES, d'autre; pluſieurs communications du conſentement de nous ont eſté faictes entre nos beaux Couſios, les Sieur de Raveſtain, Meſſire Philippe ſon filz, & le Sieur de Beures auſſy noſtre Conſeillier, enſamble ceux des Eſtats des Pays de Brabant, Haynaot, Hollande, Zelande, & Namur, d'une part, & ceux des Eſtats de Flandres, d'autre part, ſi avant que par l'entre parler d'aucuns à l'honneur de Dieu Souverain Roy & acteur de Paix, ayants pitié & compaſſion des grandes pertes, du ſang humain des Chreſtiens reſpandu, de l'intereſt, deſplaiſir, & dommages, qui advico-

ANS de J. C. 1488. viennent journellement & encores peuvent advenir à cauſe deſdicts differens & diviſions, le tout au prejudice de noſtre tres-chier, & bien amé filz Philippe Archiduc d'Auſtriche & de ſes Pays & ſubjects. Nous qui comme celuy qui avons touſiours eſté inclinez plus au bien du Pays que autrement, avons avec les inhabitans & ſubjects au Pays de Flandres ſpirituelz & temporelz faict une bonne ſeure & ſtable Paix, moyennant certaines reparations honorables, & manifeſtes, que ceux de la Ville de Bruges nous ont faictes ſoubs les poincts & conditions cy aprez eſcrites.

Premierement, que les trois Membres de Flandres ont permis & ſeront tenus de nous mettre ſur nos pieds en noſtre liberté, pour incontinent qu'il nous plaira retirer, où bon nous ſemblera de ce laiſſerons en ſeureté & hoſtage dans la Ville de Bruges, le Sieur de Volkeſtain, & le Comte de Hanou, & en la Ville de Gand, Meſſire Philippe de Cleves.

Item leſquelz Sieurs Comte & Meſſire Philippe jureront à la requeſte de nous ſur le fuſt de la Sainte Croix, & ſur les Evangiles, & auſſy ſur leur foy & honneur, qu'ils ne ſe departiront deſdictes Villes juſques à ce que tous les poincts & articles, contenus en cette preſente Paix ſeront bien & leaument furnis & accomplis.

Item encore pour plus grande ſeureté avons prié & requis ledict Meſſire Philippe, que en cas, que nous fuſſions aucunement en faute, de non accomplir iceux poincts, ou que aucun quel qu'il fuſſe en noſtre faveur, ou autrement s'advancer d'y mettre empeſchement, que en ce cas iceluy Meſſire Philippe avons deſchargé & deſchargeons de tous ſerments de fidelité & autres qu'il nous peut avoir faict, & aſſiſtera ceux de Flandres à l'encontre de nous de tout ſon povoir & de toute ſa puiſſance, & de ce ſera ledict Meſſire Philippe ferment, & en baillera lettres auſdicts de Flandres en tel cas pertinentes.

Item & par deſſus ce avons conſenty ordonné, & commandé aux deputez des Etats des Pays de Brabant, de Haynaut, de Zelande, de Namur, & des Villes de Valenciennes, de Lille, de Doüay, & autres preſentement aſſemblez en la Ville de Gand, qu'ils ne ſe departent hors de ladicte Ville, mais y demeurent, & les aucuns d'eux, tant que la Paix de France, les Alliances d'entre les Pays, & tous autres poincts concernants cette matiere ſoyent concluds & aſſeurez.

Item promectons de promptement faire ceſſer nos gens d'armes de tous exploicts de guerre, & les faire enſomble toutes garniſons de noſtre coſté partir hors de Flandres, en deans quatre jours aprez que ſoyons mis à delivre, & quatre jours aprez hors de tous les autres Pays ou plutoſt s'il eſt poſſible, & deffendons que en deſlogeans & partants, iceux gens ne bruſlent pillent, deſrobent, prennent, rançonnent, ne facent aucuns maux en iceux Pays, & auſſy qu'ils n'emmenent hors de Flandres nuls priſoniers, & ſi aucuns en ont ſeront tenus de les mettre à raiſonable rançon, ſans les povoir tranſporter, n'y mener avec eux, & s'il advient, qu'ils facent au contraire l'on recouvrera l'intereſt de ce, & le dommage ſur la penſion que ceux de Flandres nous ont conſenty ou conſentiront.

Item & pareillement ſeront tenus leſdicts de Flandres, de faire ceſſer leurs gens de guerre, & garniſons, & auſſy partir hors deſdicts Pays, & garderont que d'eux ne viendra nul mal auſdicts Pays.

Item & afin que nous puiſſions tant plus facilement faire deſloger & departir noſdicts gens de guerre, & garniſons, les Eſtatz de tous leſdicts Pays par enſamble, nous ont accordez payer en dedans un mois prochainement, venant la ſomme de 25. mil livres de 40. gros monnoye de Flandres la livre, à condition, que ſi iceux gens de guerre, & garniſons ne ſont partis dehors de tous les Pays dedans ledict temps, que en ce cas leſdicts 25. mille livres ſeront employez au payement d'autres gens de guerre, pour par force ſi autrement faire ne ſe peut les expulſer & dechaſſer, en enſuyvant les alliances & unions faictes entre leſdicts Pays. ANS de J. C. 1488.

Item en outre avons conſenty, & ſommes tenus de mettre incontinent toutes Forteresſes & Chaſteaux du Pays & Comté de Flandres, es mains des Sieurs du Sang au prouſit de noſtre fils pour en iceux eſtre mis reis Chaſtelains & Officiers, qu'il appartiendra ſelon les droicts & privileges des Pays de Flandres, par l'advis & conſentement deſdicts trois Membres.

Item avons à la tres-inſtante priere & requeſte des deputez deſdicts Eſtats, & auſſy à la tres-humble ſupplication des Bourgeois, Manans & Habitans de la Ville de Bruges aboly, quitté & pardonné à touſiours la priſe & detention de noſtre perſonne, enſemble tout ce qui eſt advenu devant ou aprez, par qui, quand, comment ny en quelque maniere que ce ſoit.

Item ſemblablement à la requeſte que deſſus avons pardonné & remis tout ce que par les trois Membres de Flandres, & chacun d'eux en general ou particulier peut avoir eſté faict, ou meſprins envers nous ſoit en adherant au peuple de Bruges, en nous detenant en leur nom, en nous faiſant hoſtilité en guerre à part, ou par enſamble, en blaſmant ou injuriant nous ou les noſtres par faict, ou par parolles ou autrement en quelque maniere que ce ſoit, ſans que à l'occaſion de ce, ny de toutes autres choſes paſſées nous leurs puiſſions jamais rien demander en general, ny en particulier, en corps, ny en biens, ny dedans le Pays ou autrement en nulle maniere, & meſmement de ce qui advint en l'an 1485. & autres.

Item leſdicts de Flandres à la contemplation de nous & de ceux du ſang, auſſy à la requeſte des deputez des Eſtatz ont amiablement, & franchement pardonné toutes offences injures & vilenies, qui leur ont eſté faictes à cauſe deſdictes diviſions, par qui ny en quelque maniere que ce ſoit, ſans aucune exception, ny reſervation auſſy bien en conſentant pluſieurs, & diverſes aydes faictes ſans le ſceu & conſentement des Membres comme autrement, en le mettant totalement en oubly, comme non advenu ſans aucune exception ou reſervation, conſentent & accordent que chacun pourra paiſiblement retourner au ſien, en l'eſtat qu'il le trouvera, ſans que à cauſe des guerres, & diviſions ils puiſſent jamais rien demander.

Item que tous autres leſquelz à cauſe & ſoubs ombre deſdictes diviſions ont eſté offencez, injuriez & vilenez ſoit en corps, en biens ou autrement en maniere que ce ſoit pardonneront ſemblablement le tout, & le mettront hors de leur entendement ſans plus le ramentevoir ny faire queſtion.

Item ſi aucuns ayants eu adminiſtration de nos deniers, de noſtredict fils, ou d'aucunes Villes, Chaſtelenies, Terres ou Pays, & d'iceux ſe fuſſe meſuſé en leurdicte adminiſtration, ou que l'on trouvaſſe, qu'ils ont appliqué aucunes ſommes à leur ſingulier prouſit ſeront tenus en reſpondre par devant les juges & les loix ou il appartiendra.

Item & ſi aucuns avant les diviſions ſins cauſe ou raiſon, par menace, force, ou puiſſance, par malice ou mal noiſe ou praticque a obtenu, & applicqué à ſon prouſit les biens, joyaux, argent & meubles d'autruy ſera ſemblablement renu en reſpondre là ou il appartiendra, & d'attendre droict ſur la reſtitution deſdicts biens.

Item & pour certaines cauſes & conſiderations à ce nous mouvans, & meſmement pour éviter tous procez, & queſtions au moyen de l'appellation interjectée par leſdicts de Flandres eſtoient apparents de mouvoir, nous avons renoncé & renonçons à la Manbourne de Flandres, & avons quitté & quittons tous ſerments

ANS de J. C. 1488.

ments que en telle qualité, ou autrement nous ont eſté faicts par iceux de Flandres, & avons conſenty & accordé que celuy Pays & Comté de Flandres, en tous ſes Membres deſormais durant la minorité de noſtre fils, ſera regy & gouverné ſoubs ſon nom tant en ſouveraineté que autrement par l'advis des Seigneurs du Sang, & du Conſeil relz que leſdicts du Sang ordonneront par l'advis & conſentement des trois Eſtatz de Flandres, en enſuivant le contenu de l'union faicte par tout le Pays.

Item que moyennant ladicte renonciation, leſdicts de Flandres nous ont accordé pour noſtre entretenement chacun an, durant la minorité de noſtredict fils la ſomme de mille livres de gros, ſix livres monnoye de Flandres la livre, que leverons par les mains du Receveur de Flandres, à deux payements à ſçavoir moictié au Noël, & l'autre moictié à la St. Jean Baptiſte, dont le premier payement eſcherra au Noël prochain venant, ſans que jamais nous puiſſions plus rien demander, exiger ny lever en iceluy Pays & Comté de Flandres, & pour ce ſont quittes de tous arrierages, qui nous peuvent eſtre deubs à cauſe des aydes, & ſubventions paſſées, ſi aucunes en ſont.

Item nous avons declaré, que o'en prendrons nul droict de proprieté, ny autres quelconques au Pays & Comté de Flandres, & avons promis, que doreſenavant n'en porterons plus le tiltre ny les armes.

Item nous acceptons la Paix, que le Roy de France par ſes lettres cloſes & patentes offre aux trois Membres de Flandres, & à tous autres, qui ſe voudroient joindre & adherer avec eux & declarer pour la Paix de l'an 1482., & ſommes contents que tous les autres Pays ſe declarent pour icelle Paix, & confirmerons, ratifierons & tiendrons inviolablement tout ce que par mes Ambaſſadeurs ſi aucuns envoyer en voulons, ou que par les Ambaſſadeurs des Eſtats ſera faict & conclud.

Item que nous avons promis de mettre la perſonne de noſtre fils, es mains deſdicts du Sang pour deſormais eſtre gouverné, & entretenu honorablement ſur l'eſtat qu'on luy ordonnera, & d'eſtre tranſporté de Pays en autre, par tamps & par ordre ainſy que autrefois à eſté conſeoty & aviſé, ou ainſy que pour le mieux on adviſera en faiſant ledict eſtat, à l'entretenement duquel eſtat leſdicts Pays contribueront à rate & portion.

Item nous avons promis de tenir leſdicts de Flandres, quittes & indemnes envers noſtredict fils, & tous autres a qui en tamps advenit il pourra toucher de telz joyaux & tapiſſeries, que aprez la Paix de Flandres de l'an 1480. nous euſmes dehors de leurs mains appartenants à iceluy noſtre fils.

Item demeureront ceux de Flandres tant en general que en particulier, en touts & quelconques leurs privileges, franchiſes, libertez, couſtumes & uſages, ainſy & par la maniere qu'ils ont eſté de tout tamps auparavant, ſans avoir regard à ce qui peut avoir eſté faict au prejudice d'iceux reſtituez comme caſſez & de nulle valeur.

Item nous avons promis, que jamais ne ſerons ny procurerons directement ou indirectement, choſe qui puiſſe venir & tomber au prejudice & dommage dudict Pays & Comté de Flandres, ny aux Marchands, ny Marchandiſes d'iceluy, & ſi aucun en a eſté faict par nous ou les noſtres ſoit par cenſuresecclesiaſtiques, ou autrement, nous ſerons revocquer incontinent, & mettre à neant, & ſi baillerons lettres de ſeureté à tous Marchands & autres, qui le requerront, pour franchement aller & converſer Marchandement & autrement es Allemaignes, & par tout ailleurs, ſans pour l'occaſion des choſes paſſées eſtre travaillez en corps, en biens ny autrement en quelque maniere.

Item & pour la ſeureté de tout ce que dict eſt nous jurerons ſur les Saincts Evangiles, ſur la Saincte vraye Croix de Dieu, ſur le canon de la meſſe, & ſur le Saint Sacrement, que nous obſerverons inviolablement, & entretiendrons ce Traicté de Paix de poinct en poinct, ſans jamais faire ou procurer eſtre faict rien au contraire, & nous ſubmectons à toutes cenſures eccleſiaſtiques nonobſtant les privileges, que comme Roy des Romains puiſſions avoir au contraire.

ANS de J. C. 1488.

Item en outre ce que dict eſt cy-deſſus à noſtre requeſte ſeront noſtre Sainct Pere le Pape, Monſieur l'Empereur noſtre Pere, les ſept Princes Electeurs de l'Empire, les Sieurs du Sang, & des Eſtatz dudict Pays au contentement deſdicts de Flandres, & auſſy par les Eveſques d'Utrecht & de Liege, les Ducs de Cleves, de Juilliers, tenus de confirmer ladicte Paix par leurs lettres patentes, & ſi promectons d'entretenir icelle ſans faire, ny donner aſſiſtence au contraire, & avec ce leſdicts Eveſques de Liege & d'Utrecht, enſamble les Ducs de Cleves & Juilliers, promecteront & s'obligeront de ne donner paſſage par leurs Pays, ou Rivieres a aucunes gens de guerre, qui voudroient venir pour porter dommage audict Pays & Comté de Flandres.

Item & ſi nous obligeons, conſentons & promectons, & s'il advenoit que Dieu ne vueille en aucune maniere, nous contrevinſſions ou fiſſions contrevenir à cedict preſent Traicté, ou à aucuns poincts d'iceluy, que en ce cas ſans autre declaration faire, leſdicts du Sang, les Seigneurs de l'ordre, Eſtatz, Manans & Habirans de tous leſdicts Pays ſeront ipſo facto des maintenant, & pour lors quittes & abſoubs de leurs ſerments, & auſſy deſchargez de toutes aydes, ſubventions, penſions, & autres gratuitez accordées, & à accorder, & de tous arrierages enſamble leſdicts de Flandres de la penſion que deſſus, & les autres Pays quittes de noſtre ſubvention ſeront tenus d'aſſiſter, & de bailler ſecours auſdicts de Flandres, & deſlors en avant ſeront gouvernez deſſoubs le nom de noſtredict fils le Duc Philippe, par l'advis deſdicts du Sang, & du Conſeil de chacun Pays, ainſy que preſentement ſeront regis par ceux de Flandres.

Item & ce preſent Traicté de Paix ſera confirmé par le Roy de France, comme le plus prochain ou hoir & heritier appareot de noſtredict fils, à cauſe de la Royne ſa compaigne noſtre fille.

Item & ſi ledict Traité eſtoit enfraint par aucun, ou aucuns, il ſeroit puny & corrigé à l'exemple de tous autres quelque part qu'ils ſoyent trouvez, & apprehendez, comme infracteurs de Paix.

Item s'il advenoit cy-aprez, que Dieu ne vueille que par aucun de nous ce preſent Traicté, fut enfrainct en aucuns ſes poincts & articles, que toutefois ledict Traicté de Paix demeure en ſa force & vertu, & pourra pourſuyvre ſans proceder par voye de faict.

Item ſi aucun deſdicts Princes ou autre par delay, negligence, ou autre defaut ne vouluſſe appendre ou mettre ſon ſcéel à ce preſent Traicté, pour ce ne ſera icelny Traicté entendu, ny tenu de moindre effect, ny valeur, & ſoit ainſy que nous ayons compaſſion & pitié du povre peuple afin d'éviter iceluy de tous dangers, & inconveniens qui peuvent advenir & ſourdre par diviſion, & guerre, avons en l'honneur de Dieu conſenty & accordé, confirmé & approuvé & par ces preſentes ſignées de noſtre propre main conſentons & accordons, confirmons & approuvons en article de bonne foy & Prince de entretenir, & faire entretenir ce preſent Traicté de Paix en tous ſes poincts & articles cy-deſſus eſcrits, par nous accordez & promis, ſans jamais faire ny ſouffrir faire au contraire de ladicte Paix, ou aucuns des poincts & articles d'icelle, & pour le tout deuement entretenir ſans enfraindre ou interruption, nous nous ſubmectons d'encourir, en toutes peines & cenſures Eccleſiaſtiques nonobſtant le droict & le privilege que nous

ANS de J. C. 1488.

avons au contraire, & s'il advenoit, que Dieu ne vueille, que nous ou autre en noſtre nom fit faire quelque choſe, contre ny au prejudice des poincts & articles cy-deſſus eſcripts. Nous voulons, conſentons, & accordons, ordonnons en donnant commandement aux Princes cy-deſſoubs nommez, & auſſy aux gens des Eſtatz de nos Pays de Brabant, Lembourg, Luxembourg, Gueldres, Zutphen, Villes de Vallenciennes & de Malines, que tout le ſecours, faveur, & aſſiſtence, que poſſible leur ſera de faire le facent par effect à ceux de Flandres, & à leurs adherents, afin que ladicte Paix en tous ſes poincts & articles ſoit de tant mieux entretenue, & ce que enfraincte pourra eſtre ſoit reparé & remis en ſon eſtat, & pour ces choſes eſtre mieux faictes & conclues ſans aucun meſpris requerons, que ſur ce que dict eſt, nos beaux Couſins cy-deſſoubs nommez, & auſſy les Eſtatz des Pays vouloir ſceeller ces preſentes de leurs Sceaux avec le noſtre, & ſur ce conſentir leurs lettres à part, abſouldrons & deſchargerons auſſy iceux des Eſtatz des ferments qu'ils ont à nous, & ferons commandement à noſtre amé & feal le Chancelier & Conſeil de Brabant, noſtre Gouverneur & Conſeil de Luxembourg, de Gueldres, de Haynaut, de Hollande, de Zelande, Namur & tous autres Juſticiers, & Officiers & chacun d'eux qu'il appartiendra, que ladicte Paix ils entretiennent, & facent entretenir en chacun deſdicts poincts & articles, ſans faire ou ſouffrir faire au contraire en aucune maniere, car aioſy nous plaiſt-il, & pour ce que de ces preſentes l'on pourra avoir affaire en pluſieurs & divers lieux, l'on adjouſtera foy aux vidimus, qui en ſeront faicts ſoubs Sceaux authenticques comme aux lettres origineles, & afin que le tout demeure ferme & ſtable, nous avons à ceſdictes preſentes lettres faict mettre & appendre noſtre ſcel de verité, & ſi requerons en outre noſtre beau Couſin le Sieur de Beures, auſſy noſtre Couſin le Sieur de Raveſtain, & Philippe ſon filz, & ſemblablement les Prelats, Nobles, & Villes deſdicts Pays de Brabant, de Luxembourg, Gueldres, Haynaut, Hollande, Zelande, Namur, Zutphen, Vallenchiennes & Malines, vouloir auſſy meſtre & appendre leurs Sceaux à ceſdites lettres. Et Nous Adolph de Cleves & de la Marck, Seigneur de Raveſtain, Philippe de Cleves & de la Marck, Seigneur de Winendale, Philippe de Bourgoigne, Seigneur de Beures, Goſſuyn Abbé d'Affleghem, Martin Abbé de Sainct Bernard, Marc Abbé de Grimberghe, Dierick Abbé de Parcq, Anthoine de Brabant Chevalier, Arnout de Hornes, Seigneur de Brimeux, Guillaume de Fontaines, Seigneur de Melen, Jehan de Gaures, Pierre de Herbaix, Jehan Bernaige, Seigneur de Poucke Chevalier, Daniel Buxoren Bourguemaiſtre, Jehan Pinock Chevalier, Michiel Abſolons Chevalier, Philippe de Nele Penſionaire, Deputez de la Ville de Louvain.

Roland de Mol Chevalier; Henry de Mol Bourguemaiſtre, Jehan de Combliel Chevalier, Pierre de Obberghem, Adrien de Scapre, Jehan van Erke Penſionaire, Deputez de la Ville de Bruxelles.

Martin van Rede, Simon van Ghelle Penſionaire, Deputez de la Ville de Tirlemont.

Henry Boinch, Deputé de la Ville de Leeuwe.

Walenn Stevins, Deputé de la Ville de Nivelle, repreſentans tous enſamble les trois Eſtatz des Pays de Brabant.

Raphael Eveſque de Roſeoce, Abbé de Sainct Bavon, Philippe Abbé de Sainct Pierre, Gerard Abbé de Emain, Guillaume Abbé de Bandeloo, Jehan Abbé de Dronghens, Raſſe Clement de Sainct Martin d'Ipre, Pierre Bogaert, Prevoſt de Sainct Donat à Bruges, Pierre van de Honte, Prevoſt de Renay, Wautier Seigneur du Foſſé, Johan Scalent Chevalier, Seigneur de Izenghien, Colart de Halewyn Chevalier, Adrien du Foſſé Chevalier, Seigneur de Scardau, Cornille de la Barre, Seigneur de Mouſcron, Johan de Clarout, Seigneur de Puthem, Adrieu de la Woeſtyne, Seigneur de Beſſelaere, Joſſe de le Porte, Seigneur de Morſelede, Adrien Vilain Chevalier, Seigneur de Raſſenghien, Gerard van Hangherel, Jehan de Picq, Jacques vao de Heule Eſchevins, Pierre Ghiſelins Grand Doyen, Lyevin de Moor, Doyen des Tiſſerands, Deputez de la Ville de Gand.

ANS de J. C. 1488.

Joes de Denbrecq Bourguemaiſtre, Jehan van Lend', Steven van den Gheerſt, Jehan Berth Penſionaire, Deputez de la Ville de Bruges.

Pieter de Langhe, Adrien Paulin, Guillaume de Come, Deputez de la Ville d'Ipre.

Hugue Ganthois, Jehan de Lattre, Jehan François Penſionaire, Deputez de la Ville de Fille.

Amé Pinchon, & Jehan de le Vacquerie, Deputez de la Ville de Douay.

Arnould d'Eſpinoux Chevalier, Jehan le Leu, Jehan le Maire Penſionaire, Deputez de la Ville d'Audenaerde.

Gerard Deſpilkel, Deputé d'Aloſt, & pluſieurs autres Deputez des petites Villes du quartier de Weſt, repreſentants les trois Eſtatz de Flandres.

Guillaume Abbé d'Aumont, Anthoine Abbé de Bonne Eſperance, Michel des Sars Chevalier, Seigneur de Cleriay, Izembar Piettin, Chriſtoffle Gauthier, Servais Wandart, Deputez de Haynaut.

Anthoine de Sains Eſcuyer, Thomas de Karouble, Gobert Herny, Deputez de Vallenciennes tous enſamble repreſentans les trois Eſtatz du Pays de Haynaut.

Jehan Filz, Jacques de Middelbourg en Zelande.

Loüis de Praet Chevalier, au nom de Monſieur de Raveſtain.

Daniel de Herſewes Chevalier, au nom de Monſieur de Beures.

Jehan Vierlos, Meſſire Jehan Dinkas, Meſſire Cornelis Boon, Thierry Fils Cornille, Claes Fils Jacop, Deputez de Ziriczée.

Johan Fils Dierick, & Pierre de Grave, Deputez de la Ville de Romerſwale.

Pierre Fils Simon, & Jehan Fils Gabriel, Deputez de ter Goes.

Guido Fils Jehan, & Henry, Deputez de la Ville de ton Lieu, tous enſamble repreſentans les trois Eſtatz du Comté & Pays de Zelande.

Jehan de l'Eſpinet, Louys Lodenet, & Jacques Sezillon, Deputez du Pays de Namur.

Avons faict mettre nos Sceaux à ces preſentes lettres ſignées de nos mains en abſence d'iceux.

Donné en la Ville de Bruges, le 16. jour de May de l'an 1488. & de noſtre Regne le 3. Ainſy ſigné, Maximilianus, & le Secretaire Hawel.

DXLIV.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Sablé, le 20. Août*, 1488. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 318.

ANS de J. C. 1488.

FRANCE ET BRETAGNE.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme pour obvier aux guerres & diviſions, & abattre du tout les tres-perilleuſes & tres-dangereuſes entrepriſes faires à l'encontre de nous & de nôtre Roiaume, il ait été beſoin & neceſſaire, qu'aions mis par deux fois une grande & puiſſante Armée, tant l'année paſſée, que cette preſente; ait été auſſi beſoin qu'aions fait marcher nôtre Armée au Païs de Bretagne; ce que nous faiſions à grand regret, pour l'amour qu'avions toûjours porté à nôtre tres-

cher

ANS de J. C. 1488.

cher Couſin le Duc de BRETAGNE, & à icelui Païs, parquoi euſſions bien voulu, que l'on eût pû deſlors pacifier les diférends qui éroient entre nous & nôtredit Couſin. Et combien que avons mis en nôtre obeiſſance, pluſieurs Villes & Places dudit Païs de Bretagne, tellement que par ce moien, & auſſi au moien de la Bataille, dont il a plû à nôtre Createur nous donner la victoire, il étoit bien en nous de tirer plus avant; toutefois aiant égard aux remontrances & requêtes à nous faites de par nôtredit Couſin, qui a envoié grande & notable Ambaſſade devers nous, pour faire & conclure quelque bon Traité de Paix: Nous pour l'honneur & reverence de Dieu, & que verrions la deſtruction de nôtredit Couſin, & de ſondit Païs, avons commis pluſieurs grands & notables perſonnages, pour travailler ſur le fait de ladite Paix; & aprés avoir oüi leur rapport, avons finalement été contens de faire ceſſer nôtredite Armée, & d'accorder à nôtredit Couſin icelle paix. Et ſur ce a été fait, paſſé, accordé, & conclu entre nous & nôtredit Couſin, un bon & fructueux Traité de Paix, en la forme & maniere que s'enſuit.

Premierement, bonne ſeureté, vraie & perpetuelle paix, & amitié, union, & concorde eſt, & dorenavant ſera à toûjours inviolablement entre le Roi, & le Duc, leurſdits hoirs, Succeſſeurs, Païs & Seigneuries.

Et pour ôter les occaſions, au moien deſquelles ladite Paix ſe pourroit enfreindre, s'il n'y étoit pourvû, le Duc ſera promptement vuider de ſon Païs tous les étrangers, qui audit Païs ſe ſont mêlez de la guerre contre le Roi, & les envoiera le Duc incontinent hors dudit Païs.

Et avec ce, jamais en quelque tems que ce ſoit, icelui Duc, ſes hoirs, Succeſſeurs, & ceux de ſondit Païs, ne recevroot ni entretiendront audit Païs aucuns étrangers, qui ſoient gens pour ſuſciter, pratiquer, ou faire guerre au Roi, & à ſon Roiaume. Et ainſi l'a promis & juré le Duc ſolennellement, & le promet & jure ſur les Saints Evangiles de Dieu, & ſur le ſuſt de la vraie Croix, pour lui, ſeſdits hoirs, & Succeſſeurs.

Semblablement, pour cette même conſideratiou, & afin d'obvier aux merveilleux inconveniens, qui pourroient avenir audit Païs de Bretagne, ſi le Duc marioit les Dames ſes Filles à aucuns Seigneurs, qui fuſſent enclins & portez à émouvoir guerres & diviſions, icelui Duc voulant à ce obvier, ne permettra que leſdites Dames ſes Filles ſoient mariées au déplaiſir & mécontentement du Roi, & contre ſon gré. Et pour ce a promis & juré, promet & jure ſolennellement, comme deſſus, que toutes les fois que ſes affaires ſeront diſpoſées à faire quelque Traité de Mariage pour leſdites Dames, ce ſera par le conſeil, avis, & conſentement du Roi, & non autrement; attendu même ment que ledit Seigneur a declaré, qu'il delibere traiter leſdites Dames amiablement & favorablement, comme ſes parentes.

Et pour garder, tenir, obſerver, & accomplir loiaument & de bonne foi tout ce que dit eſt, tant de faire vuider dudit Païs de Bretagne, & non jamais y recevoir les étrangers, qui ſe ſont mêlez, ou voudroient ſe mêler ci-aprés de faire guerre au Roi, & à ſondit Roiaume, ont accordé, que des mariages d'icelles Dames le Duc ſera bailler les ſcellez des Prelats, Chapitres, Seigneurs d'Egliſe, Barons, Nobles, bonnes Villes, & gens des trois Etats dudit Païs de Bretagne, en la meilleure & plus ſeure forme que faire ſe pourra. Tous leſquels, avec icelui Duc, s'en obligeront ſous les plus grandes cenſures d'Egliſe, qu'ils ſe pourront obliger, & auſſi ſous peine de deux-cens mille écus d'or, à appliquer au profit du Roi, en cas de contravention. Le pact & promeſſe deſſus dits neanmoins demeurant en force & vigueur, pour le paiement de laquelle ſomme de deux-cens mille écus d'or, leſdites bonnes Villes generalement, & ſpecialement la Ville & Comté de Nantes, ſeront expreſſément hipotequées, obligées, & affectées.

ANS de J. C. 1488.

En outre, vu que le Roi a déja mis en ſon obeiſſance les Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin du Cormier, & pluſieurs autres dudit Païs de Bretagne; & que ſi l'oſt & Armée du Roi tiroit en avant, ce ſeroit la totale deſtruction & perte dudit Païs; le Duc connoiſſant cela clairement, a voulu & conſenti, veut & conſent, pour le bien & ſalvation de ſondit Païs, & auſſi de lui & deſdites Dames ſes filles, que leſdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, demeurent en la main du Roi, avec leurs Banlieuës, Châtellenies, étenduës, ports, havres, paſſages, juriſdictions, reſſorts, offices, prerogatives, préeminences, droits, profits, & émolumens, & appartenances quelconques, tant ſur la mer que en eau douce, & en terre ferme. Eſquelles Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Roi aura toute puiſſance de commettre, ordonner, inſtituer, & deſtituer tous Officiers, quels qu'ils ſoient, ſans que le Duc ou ſes gens y aient que voir, ni que connoître, ſoit en la mer, ſoit en eau douce, ou en la terre, ſauf en ce qui ſera dit & declaré ci-aprés.

Et moiennant ces choſes, & auſſi pour contemplation des mariages à venir d'icelles Dames, & de ce que le Duc veut & entend traiter, faire, & conclure leſdits mariages, par l'avis, conſeil, & conſentement du Roi, & non autrement, icelui Seigneur dés à preſent fait & fera retirer ſon Oſt & Armée hors dudit Païs de Bretagne, en delaiſſant garniſon ſeulement eſdites Villes, qui ſont en ſon obeiſſance, ou en aucunes d'icelles, ainſi qu'il verra que beſoin ſera, & pour autant de tems que bon lui ſemblera.

Et combien que le Roi ait fait pluſieurs grans frais, coûts & dépens en cette guerre de Bretagne, & à cauſe d'icelle, dont il pourroit faire queſtion & demande au Duc, toutefois en faveur & contemplation que deſſus, icelui Duc en demeurera quitte & dechargé, & l'en a quitté & quitte le Roi entierement.

Et davantage, le Roi eſt & ſera content, que le Duc reçoive le revenu ordinaire & extraordinaire deſdites Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, en retenant par le Roi en ſa main la force, autorité, & tout le ſurplus deſdits lieux, mêmement les Clôtures, Ceintures, Murailles, Tours, Portaux, Châteaux, Forteresſes, Foſſez, Fauxbourgs, & Banlieuës, avec le pouvoir de pourvoir aux offices, & de mettre gens de guerre à la garde deſdits lieux, en tel nombre que bon lui ſemblera, s'il voit que métier en ſoit. Pour laquelle garde le Duc ne ſera tenu de paier aucune choſe, fors ſeulement les reparations neceſſaires, & les gages ordinaires des Officiers: c'eſt à ſavoir, tant ceux qui d'ancienneté y ont accoûtumé d'eſtre, que ceux qui y étoient au tems que leſdites Villes & Places ſont venuës és mains du Roi, à prendre le tout ſur le revenu. Pour lequel revenu lever & recevoir, celui ou ceux que le Duc à ce commettra, ſeront tenus d'avertir prealablement les chefs, qu'il plaira au Roi ordonner eſdits lieux, & de faire ſerment qu'ils n'y viendront pour autre cauſe, que pour lever & exiger ledit revenu.

Et ſi pourra neanmoins le Duc faire pourſuite par requeſte, & non autrement, pour l'entier recouvrement de tout ce que le Roi retient à preſent eſdits lieux de Dinan & Saint-Aubin, aprés que le Duc aura fourni à ce qu'il eſt tenu de fournir de ſon côté, quant aux choſes deſſus dites.

Mais entant que touche leſdites Villes de Saint-Malo & de Fougeres, & leurs appartenances, le Duc n'en pourra faire pourſuite de ſon vivant. Toutefois le Roi a conſenti & conſent, en faveur & contemplation deſdits mariages, que leſdites Dames, aprés le

ANS de J. C. 1488.

trepas du Duc leur Seigneur & Pere, puiſſent faire ladite pourſuite : & s'il eſt lors connû & trouvé, que le Roi n'y ait droit, ſoit à cauſe du titre, qu'il peut & pourra avoir, & qu'il pretend en la totalité dudit Païs & Duché de Bretagne, aprés le trepas du Duc, ſoit par autre juſte titre & moien; en ce cas, icelui Seigneur rendra & reſtituera pleinement leſdites Villes de Saint-Malo & de Fougeres auſdites Dames, ou à celle d'elles à qui il appartiendra, ou à leurs hoirs procréez de leurs corps, qui naitront deſdits mariages, faits par l'avis, conſeil, & conſentement du Roi, comme deſſus eſt dit, pourvu qu'il ſoit prealablement rembourſé des miſes & dépenſes qu'il aura faites pour les meliorations, reparations, & Fortifications deſdites Villes & Places de Dinan & Saint Aubin, en tout & par tout, ſi d'icelles Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, n'eſt autrement appointé entre le Roi & le Duc, avant le trepas d'icelui Duc.

Mais s'il avenoit, que leſdites Dames, ou aucune d'icelles, fuſſent mariées ſans le conſentement, avis & conſeil du Roi, les deſſuſdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, enſemble toutes leurs appartenances quelconques, demeureront perpetuellement audit Seigneur, pour en jouir audit cas par lui, & ſes Succeſſeurs Rois de France, comme de leur propre heritage & domaine : & néanmoins ſeront commiſes les peines deſſus declarées.

Au ſurplus, pource que les gens de guerre du Roi auront aucunes fois à loger en la terre du Duc, pour aller & venir auſdites Places & Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc a conſenti & conſent, qu'ils le puiſſent faire licitement, & loger à Dol, & és lieux déclos ou deſemparez; moiennant qu'ils paieront leur écot raiſonnablement, & ne méferont à perſonne, & auſſi qu'ils ne paſſeront outre la Riviere de Dinan.

Et au regard des Villes & Places de Vitré & de Cliſſon, étans pieçà en la main du Roi, il ne ſera tenu de les remettre à autres maintenant, ni pour le tems à venir, ſors aux Seigneurs qui les tenoient, lors qu'ils les mit en ſadite main.

Et quant aux autres Places & lieux du Païs de Bretagne, qui par les gens du Roi avoient été priſes & occupées, & qui ne ſont des appartenances deſdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, elles ſeront renduës à ceux qui en étoient Poſſeſſeurs au tems de la priſe d'icelles.

Et ſi les gens du Roi, ou autres en ſa faveur, de quelque nation qu'ils ſoient, prenoient ci-aprés aucunes Villes ou Places audit Païs de Bretagne, le Roi en ſera incontinent reparation & reſtitution, à peine de perdre tout le droit qu'il peut avoir & pretendre maintenant, & pour le tems à venir, eſdites Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, & l'appliquer au Duc, & à ſes Succeſſeurs; & neanmoins demeurera le Roi obligé & tenu à ladite reſtitution.

Et pareillement ſi les gens du Duc, ou autres en ſa faveur, de quelque nation qu'ils ſoient, par ſurpriſe, emblée, ou autrement, prenoient ci-aprés aucunes deſdites Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc en ſera faire incontinent reparation, & reſtitution, à peine de perdre entierement tout le droit qu'il, & ſes Heritiers & Succeſſeurs, pourroient pretendre eſdites Villes & Places de Saint Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, à appliquer au Roi, & à ſes Succeſſeurs; & neanmoins demeurera le Duc obligé & tenu à ladite reſtitution. Ainſi accordé & conclu à Sablé, le vintieme Aouſt 1488.

DXLV.

ANS de J. C. 1488. ANGLETERRE ET AUSTRICHE.

Traité de Confédération & d'Alliance entre MAXIMILIEN *Roi des Romains l'Archiduc ſon Fils, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Dordrecht, le 14. de Février*, 1488. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom. II. pag. 108.

PRemierement que de ce jour en avant ſera bonne, ſeure entiere & durable amitié, Alliance, Confederation & Union par Terre & par Mer, eaue douce & Rivieres à touſiours durer entre les Princes ſuſdicts, leurs hoirs, leurs Seigneuries, Pays, Dominations, Vaſſaux & tous leurs ſubjects preſents & à venir, Eccleſiaſticques & ſeculiers, de quelque degré ou condition qu'ils ſoyent, tellement que tous leurs Vaſſaux & Subjects d'un coſté & d'autre ſeront plaiſir & amitié les uns aux autres en tous lieux & Places, & chacun des autres devront enſuivant toute bonté & honneur traicter en amour, & que franchement & certainement de chacun coſté devront revenir à tous leurs biens meubles Seigneuries & gaignage autant du coſté de la Mer, que de l'autre des deſſuſdicts Princes en tout ou en partie, ils reviendront & demoureront tant qu'ils vivront, & franchement pourront partir toutes & quantes fois qu'il leur plaira avec leurs navires ſoient à eux empruntez ou louez, chariots, charrettes, chevaulx, armures, marchandiſes, biens & autres choſes quelles qu'elles ſoyent ſans avoir empeſchement tant par Terre come par Mer & eaue douce, ainſi qu'en leur propre Pays & marché ſeroit donné congé de ce faire, ſi que par ce muyen ne leur convient ny conviendra quelque ſaufconduit general ny particulier, ſauf touſiours les bons Status & Couſtumes des Villes, Royaumes & Places, par leſquelles ce deſſuſdict traicté ne ſoit corrompu, ny amoindry.

Item que Nous, nos hoirs, ou ceux à venir en toutes leurs autres Confederations & Alliances, qui avec autres Princes, Univerſitez, Compagnies ou quelques autres perſonnes ont faict contract, qui puiſſe regarder ou toucher au Roy d'Angleterre ſeront comprins par cela endroict tous ceux qui y voudront eſtre comprins enſamble leurs hoirs, & ceux à venir, & de l'autre coſté devront ledict Roy d'Angleterre ſes hoirs, ceux à venir, & tous leurs confederez & Alliez, qu'ils ont avec autres Princes, Univerſitez, Generalitez, Compagnies ou aucunes autres perſonnes pourront traicter & beſoigner touſiours, ſauf Nous, nos hoirs, & ceux advenir, y comprendre ceux, qui y vouluſſent eſtre comprins.

Item eſt accordé & baillé, que nulles deſdictes parties ne pourra donner, faire, ny ayder de conſeil ou faveur les Ennemis apparents de l'autre coſté, que iceux voudront faire grief, ou nuiſance par Terre, par Mer, par eaue douce & riviere, ains devront ſecourir l'un & l'autre fidelement de nobleſſe & de gens de guerre toutes & quantes fois il en ſeroit beſoing.

Toutes leſquelles amitiez, Confederations & Alliances enſamble leurs Traitez, Accords & Concluſions, Nous MAXIMILIAN Roy des Romains, & Philippe Duc deſſus nommez promettons en parolle de Roy & Prince par ces preſentes pour noſtre coſté, & d'autant & ſi avant, qu'il nous regarde, touche & eſt en nous, en tous leurs poincts & chacun d'eux ſans enfraindre, mais accomplir. En cognoiſſance de toutes & chacune des choſes deſſuſdictes ſi en avons nous ces lettres ouvertes & patentes par nous faict faire & ſceeller de noſtre ſceel y appendant en abſence de noſtre grand ſceel. Donné en noſtre

ANS de J. C. 1488.

ſtre Ville de Dordrecht, le 14. jour de Fevrier de l'an 1488. & de noſtre Regne le 3. le contenu de cette Alliance fut publiée à Vallenchiennes le 4. jour du mois de Mars, come auſſi es autres Villes voiſines.

DXLVI.

ANS de J. C. 1489. FRANCE ET AUTRICHE.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Roi des Romains. A Francfort le 22. Juillet* 1489. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 321.

AU nom & à la loüange de Dieu nôtre Createur, & de toute la Cour celeſte, Paix finale, bonne Alliance, & intelligence à toûjours eſt faite, promiſe, & jurée entre tres-hauts & tres-puiſſans Princes, MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, tant en ſon nom, qu'au nom & ſoi faiſant fort de Monſeigneur Philippe, Archiduc d'Autriche, mineur d'ans, leurs hoirs, Païs, Seigneuries & Sujets d'une part; & tres-haut, tres-excellent, tres-puiſſant & tres-Chretien Prince CHARLES, par icelle même grace Roi de France, & Marguerite ſa femme & épouſe, leurs hoirs, Païs, Seigneuries & Sujets, d'autre part, par laquelle toutes rancunes, haines & mal veillances des uns envers les autres ſont miſes jus, & ôtées, & toutes injures de fait, & de paroles remiſes & pardonnées.

Item. Eſt aviſé, que pour plus grande ſeureté de ladite Paix, & pour être perpetuelle à toûjours la preſente union & amitié, que la vûë des deux Rois eſt neceſſaire; & à cette fin, dés à preſent le Roi des Romains envoiera ſes Ambaſſadeurs devers le Roi tres-Chretien ſon beaufils, pour aviſer du jour & du lieu prés la frontiere, où ils devront convenir enſemble & s'entre-voir; auquel jour & lieu ainſi conclu, un chacun d'eux ſe trouvera ſans aucune difficulté.

Item. Quant à la reſtitution des Duché de Bourgogne, & Comté de Charolois, enſemble des fruits & levées d'iceux demandez par les Ambaſſadeurs & Orateurs du Roi des Romains, naguercs étans pardevers le Roi tres-Chretien ſon beaufils, pour ce que le Roi tres-Chretien a répondu en vouloir faire ſelon juſtice, enſuivant le Traité de Paix de l'an 1484. comme plus amplement il entend de dire à ladite aſſemblée, ledit Roi des Romains ſon beaupere, pour le bien Paix, conſent que cette demande ſoit differée & remiſe juſqu'à ladite vûë & aſſemblée.

Item. Sur ce que le Roi tres-Chretien demande la Ville de Saint-Omer lui être dés à preſent renduë, le diférend de ce preſent article ſera renus à la vûë & aſſemblée deſdits deux Rois.

Item. Au regard de ce que leſdits Ambaſſadeurs ont demandé touchant le fait des Païs de Flandres, Brabant, & leurs adherans, ledit Roi tres-Chretien deſire de tout ſon cœur pour le bien de mondit Seigneur l'Archiduc ſon beaufrere, qu'ils ſoient remis en bonne Paix, & qu'ils ſe conduiſens honneſtement & reveremment envers ledit Seigneur Roi des Romains, ainſi qu'il apartient. Et à ce faire les induira par toutes voies deuës & poſſibles; & promet de bonne foi, autant qu'il peut promettre, d'y faire & de s'y emploier loiaument & diligemment pour ledit Roi des Romains, tout ainſi qu'il voudroit être fait pour lui en pareil cas, & d'y garder de tout ſon pouvoir l'honneur & le profit dudit Sieur Roi des Romains, dautant qu'il reputera dorenavant leurs fortunes être communes, puiſque l'on vient à réünir & reintegrer la paix, amour, bien-veuillance, & alliance entr'eux; & pour plutoſt y donner fin & concluſion, l'on fera envoier par les Etats dudit Païs, d'un parti & d'autre, des gens aians ample pouvoir de travailler & conclure en la pacification des diférends, qui peuvent être entre ledit Sieur Roi des Romains & eux, ſans qu'il ſoit plus beſoin de retourner devers ceux qui les envoieront pour la concluſion deſdites matéres; & cependant ne ſe fera aucun caploit de guerre d'un côté, ni d'autre. Et aſſure le Roi tres-Chretien ledit Roi des Romains ſon beaupere, qu'il entend en cette matiere, & en toutes autres, garder ſon honneur & ſon profit, & n'y avoir point d'autre regard, comme par experience il le montrera; car il ſait bien qu'en gardant l'amitié de ſondit beaupere, il la doit preferer à toutes autres amitiez; ce qu'il lui promet en bonne foi, & parole de Roi de France.

ANS de J. C. 1489.

Item. Et entant que touche les priſonniers & ſerviteurs d'icelui Roi des Romains, qui furent pris à Bruges, & qui de preſent ſont detenus à Gand, ou ailleors, le Roi tres-Chretien ſera tellement qu'ils ſeront delivrez à pur & à plein, quittes de toutes compoſitions & dépenſes; & ſi aucuns avoient déja compoſé, ou paié finance, ila en ſeront rembourſez.

Item. Et au ſurplus, le Roi des Romains, à la requeſte dudit Roi tres-Chretien ſon beaufils, reprendra en ſa bienveillance Meſſire Philippe de Cleves, & lui permettra jouir des terres & biens, qui lui pouvoient competer & apartenir, tant par lui comme à cauſe de Madame ſa femme.

Item. Et ſeront compris en ce preſent Traité de Paix, les Alliez d'un parti & d'autre, pour eux, leurs hoirs & ſujets, ſi compris y veulent être, ce qu'ils ſeront tenus de declarer dedans ſix mois prochains venans; & d'iceux leurſdits alliez ſeront tenus leſdits Rois faire expreſſe declaration, lors qu'ils jureront d'entretenir ce preſent Traité de Paix.

Item. En ce preſent Traité eſt compriſe la perſonne de Madame la Ducheſſe de Bourgogne, veuve du feu Duc Charles, & lui ſera renduë la jouïſſance de ſes Terres de Chauſſin & de la Perriere, & autres choſes qui lui peuvent competer & doivent apartenir, tant à cauſe de ſon doüaire, qu'autrement, ſelon la forme & les conditions contenuës à plein, & declarées és articles faiſans mention d'icelle reſtitution au Traité de Paix de l'an 1482. leſquels articles ſeront tenus pour inſerez de mot à mot en ce preſent traité.

Item. Les ſujets d'un côté & d'autre retourneront en leurs biens immeubles, à ſavoir, les ſujets & ſerviteurs du Roi des Romains, & de mondit Seigneur l'Archidoc ſon fils, à tels biens qu'ils peuvent avoir ſituez dans les Roiaumes, Païs & Seigneuries do Rol tres-Chretien; & les ſujets & ſerviteurs d'icelui Rol tres-Chrétien, aux biens qu'ils peuvent avoir és Païs & Seigneuries deſdirs Roi des Romains, & Archiduc ſon fils, tant à ceux dont ils jouiſſoient devant les diviſions, que depuis le Traité de Paix de l'an 1482. Et quant aux fruits & levées des heritages & rente, tout ce qui aura été donné & levé depois le commencement deſdites diviſions, juſqu'au jour de la Paix, par commandement des Princes, leurs Lieutenans, ou commis, demeurera donné & levé, & n'en pourra jamais eſtre faite pourſuite contre les Commiſſaires qui s'en ſont entremis, ni contre ceux qui les ont receus, ou qui en ont profité. Quant aux arrerages des rentes & cens, dont les termes ſont échus, afin d'en oſter toutes matieres de procés, ils demeureront à ceux qui en ont le don par lettres patentes.

Item. Quant à toutes autres choſes mobiliaires, quelque don qui en ait été fait, ſi elles n'ont été levées & tranſportées des lieux & maiſons, où elles étoient auparavant leſdites guerres & diviſions, ce qui s'en trouvera eſtre en iceux lieux & maiſons aprés la paix publiée, appartiendra à celui ou ceux à qui leſdits lieux étoient auparavant la guerre, & les pourront pren-

ANS de J. C. 1489.

prendre & lever, s'ils les y trouvent, ſans qu'on leur puiſſe bailler ſur iceux aucun trouble ou empêchement, pour quelque cauſe que ce ſoit.

Item. Touchant Frere Jean d'Euffigny, Abbé du Montier Saint Jean, Meſſires Claude de Thoulongeon, Seigneur de Baſtie, Antoine Raulin, Seigneur d'Eſmeryes, Claude de Thoulongeon, Seigneur de Traves, le Seigneur de Villerval, Frere Jean de Gommebaut, Eſtienne Dunereſt, & Jean Breſeille, pour leſquels les Ambaſſadeurs & Commis du Roi des Romains ont requis qu'ils fuſſent compris en ce preſent Traité de Paix, a été repondu qu'ils y ſont compris, & pourront retourner ſeurement au Roiaume, Païs, & Seigneuries du Roi tres-Chretien, & rentrer dans leurs biens, où qu'ils ſoient ſituez, tant audit Roiaume, qu'au Dauphiné, & ailleurs.

Item. Aprés la deſſuſdite veuë & aſſemblée, & que le Roi tres Chretien aura declaré finalement audit Seigneur Roi des Romains, ſon beaupere, les cauſes, de la detention de Monſieur d'Orleans, ſi ledit Sieur Roi des Romains perſiſte en la requeſte qu'il a faite pour ledit Sieur d'Orleans, il ſera lors aviſé de la forme d'y proceder, en baillant ſeureté & caution raiſonnable & ſufiſante, au Roi, & au Roiaume de France, qu'il ne leur aviendra jamais mal ni dommage pour le fait dudit Sieur d'Orleans.

Item. Et outre plus, le Roi tres-Chretien accorde en faveur & à la requeſte dudit Roi ſon beaupere, que les Villes & Places Fortes quelconques du Païs de Bretagne, qui éroient en la puiſſance & jouïſſance du Duc dernier trépaſſé, au tems du traité & apointement dernier fait entre icelui Seigneur & ledit Duc, ſoient dés maintenant remiſes és mains de Madame Anne de Bretagne, ainée fille dudit feu Duc, moiennant & à condition qu'elle ſera tenuë de faire vuider & ſortir entierement les Anglois hors dudit Païs de Bretagne, & baillera bonne caution & ſeureté de ne mettre ci-aprés leſdits Anglois eſdites Places & Forts.

Avec ce, au cas deſſuſdit, c'eſt à ſavoir, que ladite Dame Anne faſſe vuider entierement leſdits Anglois hors du Païs de Bretagne, & qu'elle baille ladite caution & ſeureté; le Roi tres-Chretien, en faveur dudit Roi ſon beaupere, conſent en outre, que les Places & Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan & Saint-Aubin, dont mention eſt faite audit traité, ſoient miſes en neutralité, & que Meſſeigneurs les Ducs de Bourbon & Prince d'Orange tiennent leſdites Places neutres, c'eſt à ſavoir, ledit Seigneur Duc de Bourbon, en ſon nom, & ledit Prince d'Orange ſous le nom dudit Sieur Roi des Romains.

Et pour ce que leſdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin ſont miſes en neutralité és mains deſdits Sieurs Roi des Romains, & de Bourbon, par la maniere devant dite, ils promettront & bailleront leurs ſcellez de les rendre & delivrer à celle des parties à qui le droit en apartiendra.

Duquel droit, & de toute la queſtion qui peut en être entre ledit Roi tres Chretien & ladite Dame Anne, ſera dit au plutoſt que poſſible ſera, & au plus tard dedans un an prochain venant, par Juges non ſuſpects, à ce ordonnez, du conſentement des parties.

Et ladite Dame Anne poura envoier à ladite aſſemblée des ſuſdits deux Rois, ſes Ambaſſadeurs, Conſeillers & ſerviteurs, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, juſqu'au nombre de cent perſonnes, & au deſſous, ſans que pour cela ils ſoient tenus demander ni avoir autre ſeureté ou ſauſconduit.

Item. Et par ce preſent Traité les deux Rois demeureront en leur entier en autres choſes non compriſes en icelui, pour les pouvoir demander & pourſuivre par voie de juſtice comme il apartiendra, & non autrement.

Item. Et ſeront dés à preſent leſdits Rois publier le Traité de Paix de l'an 1482. dont és articles precedens eſt fait mention. ANS de J. C. 1489

Item. Et pour plus grande ſeureté des choſes accordées & concluës, ils bailleront l'un à l'autre reciproquement leurs ſcellez avec les ſcellez des Princes, Seigneurs & bonnes Villes, qui ſeront aviſez & nommez par ledit Roi tres-Chretien, & les Ambaſſadeurs que de preſent envoie devers lui ledit Sieur Roi des Romains ſon beaupere; leſquels ſcellez deſdits Princes, Seigneurs, & Villes, ainſi aviſez, une chacune deſdites parties fournira à l'autre au jour & au lieu qui ſeront pris & accordez par ledit Roi tres-Chretien, & les Ambaſſadeurs deſſuſdits; & avec ce, les parties ſe ſoumettront à la coërtion & contrainte de nôtre Saint-Pere le Pape, ſous les fulminations & cenſures de l'Egliſe.

Lequel Traité de Paix, en tous & chacuns les points & articles ci-deſſus contenus, nous ſuſdits Ambaſſadeurs, Procureurs, & Commis deſdits Rois & Princes, avons promis & promettons loiaument & de bonne foi, ſous nôtre honneur, au nom d'iceux, de fermement entretenir & accomplir de point en point, & les faire ſolennellement jurer, ratifier, confirmer, & aprouver par iceux Princes; & de ce, en faire bailler & delivrer leurs lettres patentes en forme deuë & ſuffiſante, d'une part & d'autre.

Double de la confirmation d'iceux articles faite par le Roi des Romains, tant en ſon nom, que pour ſon fils l'Archiduc.

MAXIMILIEN, &c. Nous en exerçant office de Roi, & voulant avoir la fruition des biens qui viennent de Paix, & à nôtre pouvoir éviter les maux infinis & deteſtables, qui de la guerre s'enſuivent & proviennent, à l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, qui n'a voulu à nul mortel laiſſer aucune faculté de donner paix, mais s'en eſt voulu reſerver la totale diſtribution, comme auteur & Prince d'icelle, & en reverence de ſa glorieuſe vierge mere, avons agréé, ratifié, & aprouvé, agréons, ratifions, & aprouvons par ces preſentes ſignées de nôtre main, & en bonne foi & parole de Roi promettons & jurons entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns ſes points & articles ci-deſſus accordez, & ce tant en nôtre nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher fils l'Archiduc, duquel nous nous ſommes faits & faiſons forts; & auſſi aux noms de nos Succeſſeurs & des ſiens, ſans jamais aller pour nous, nôtredit fils, ou noſdits Succeſſeurs au contraire dudit Traité, & d'aucuns des points & articles ci-deſſus écrits & accordez. Et s'il avenoit, ce que Dieu ne veüille, que par nous, nôtredit fils, nos Succeſſeurs ou autres de par nous, il fût contrevenu à aucuns deſdits points & articles ci-deſſus accordez, Nous conſentons, que les Princes, tant de nôtre ſang, comme autres nos ſujets, & les trois Etats des Païs & Seigneuries de nous, & de nôtredit tres-cher fils, ne nous donnent aucune aide, faveur, ſecours, ou aſſiſtance; & que la contravention & défaut, ſi aucuns ſont faits, ſoient reparez & remis. Et pour mieux encore faire, nous avons audit cas les ſuſdits Princes & Seigneurs de nôtre ſang, gens des Etats des Païs & Seigneuries de nous, & de nôtre tres-cher fils, qui par nôtre ordonnance bailleront ci-aprés leurs ſcellez pour l'entretenement & ſeureté d'icelui traité, quitté & quittons par ces preſentes de tous ſervices, aides & aſſiſtances, que faire nous pouroient. Si donnons en mandement aux gens du Grand Conſeil de Nous, & de nôtre tres-cher & tres-amé fils, & à tous nos Baillifs, Senéchaux, Prevoſts Juges, Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun ſur ce requis, ſi comme à lui apartiendra, que ces preſentes ils verifient & enregiſtrent en leurs Cours & Audi-

ANS de J. C. 1489.

Auditoires, & tout le contenu en icelles gardent & obſervent de point en point, ſans aller, ni ſouffrir aller ou faire au contraire, en quelque maniere que ce ſoit: car ainſi nous plaiſt-il, voulons, & ordonnons être fait. Et pour ce que de ces preſentes l'on pourroit avoir affaire en pluſieurs & divers lieux, voulons qu'au *vidimus* d'icelles, ou à l'extrait d'aucuns des points & articles ci-devant contenus, ſait fous les ſceaux par nous ordonnez aux contrats dans les Païs & Seigneuries de Nous, & de nôtredit fils, ou ſous autre ſcel autentique, foi ſoit ajoûtée en jugement & dehors comme à ces preſentes. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, nous avons fait mettre & apoſer nôtre ſcel à ceſd. preſentes, ſanf en autre choſe nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Francfort le 22. jour de Juillet l'an 1489. & de nôtre regne le quatrieme. Ainſi ſigné, Maximilien. Et au deſſous: Par le Roi, Monſeigneur le Comte de Naſſau, la Mouche de Vere, le Prevoſt du Liege, & autres preſens, de Brioul.

DXLVII.

ANS de J. C. 1489. AUTRICHE ET FLANDRE.

Traité de Paix entre MAXIMILIEN *Roi des Romains, & l'Archiduc* PHILIPPE *ſon Fils, d'une part, & ceux du Pays de* FLANDRES, *d'autre. Au Montils-lés-Tours, le premier Octobre* 1489. Jean Molinet, Chroniques Manuſcrites. Tom. I. pag. 129. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 326.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme naguere nous aions fait bonne, loiale, & perpetuelle paix, amitié & alliance, avec tres-haut & tres-puiſſant Prince, nôtre tres-cher & tres-amé frere & beaupere, le Roi des Romains, tant en ſon nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin, l'Archiduc PHILIPPE d'Autriche Comte de Flandres, ſon fils, ainſi que plus à plein eſt contenu au traité d'icelle paix faite & concluë en la Ville de Francfort, par lequel traité entre autres choſes a été appointé & entendu, que pour la pacification des diférens, qui pouvoient être entre eux d'une part, & ceux du Païs de FLANDRES d'autre, leſdits de Flandres députeront gens aians toute puiſſance d'y beſogner, & à cette cauſe nôtredit beaupere ait preſentement envoié pardevers nous nôtre cher & amé Couſin Engelbert, Comte de Naſſau, Chevalier, ſon premier Chambellan, & nos chers & bien-amez Philippe de Veron, dit la Mouche, premier Ecuier d'écurie de nôtredit Frere & Couſin l'Archiduc, Maître François de Buſtaidin, Prevoſt de Liege, Conſeiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de nôtredit beau-pere, ſes Ambaſſadeurs, & avec eux Maître Paul de Bacuſt, Preſident de la Chambre du Conſeil en Flandres, Philippe de Contai, Sieur de Foreſt, Maître Jean Sauvage, ſes Conſeillers, & Maître Loüis Courroi, ſon Secretaire, & il ſoit que pareillement leſdits de Flandres nous aient envoié leurs Deputez, c'eſt à ſavoir, nos chers & bien-amez, Raphaël, Evêque de.... Abbé de Saint-Bavon, Louis de Bruges, Seigneur de la Gruthuze, Chevalier, Prince de Stechuze, Adrian Villan, Sieur de Reſſeghem, Jean de Nieuwenhouë, auſſi Chevalier, Maître Pierre de Ligne, Prevoſt de Renais, Antoine de Fontaines, Maître Jean de Bure, Jean de la Vallée.... Savoir faiſons, que nous, ce conſideré, & la grande & ſinguliere amour, confiance & ſeureté, que nôtredit beaupere prend en nous, ainſi que leſdits Comte de Naſſau, Philippe de Veron, & le Prevoſt de Liege, ſes Ambaſſadeurs, nous ont certifié & affirmé, & attendu que deſdits diférends leſdits de Flandres ſe ſont entierement ſoumis à nous comme à leur Souverain, ainſi qu'il nous a apparu par le pouvoir donné à leurſdits Députez, lequel tenons pour ſuffiſant. Nous, pour ces cauſes, & autres raiſons à ce nous mouvans, & memement pour le bien de paix, & afin d'éviter les innumerables maux & inconveniens de la guerre, avons par l'avis & deliberation des Princes de nôtre Sang, & gens de nôtre Conſeil, fait concevoir & rediger par écrit certains Articles de Paix, en quoi a été tellement beſogné, que aprés pluſieurs grandes & notables communications ſur ce tenuës par les gens de nôtredit Conſeil, tant avec leſdits Ambaſſadeurs d'icelui nôtre beaupere, que avec leſdits Deputez de Flandres, a été fait, paſſé, & conclu un Traité de Paix en la forme & maniere qui s'enſuit.

ANS de J. C. 1489.

Premierement, ledit Seigneur Roi des Romains ſera reintegré pleinement & paiſiblement en la Mainbourgie, & tuelle de Monſeigneur l'Archiduc Philippe ſon fils, Comte de Flandres, & en ce nom aura plein, paiſible, & entier Gouvernement dudit Païs & Comté de Flandres, & en tel état, autorité & obeïſſance, qu'il avoit avant le commencement deſdits diférends entre lui & ceux de Gand, Bruges, Ypres, & leurs adherans.

Item, ceux qui depuis le commencement deſdits diférends ont été * en loi eſdites Villes de Gand, Bruges, & Ypres, ſupplieront en toute reverence & humilité, audit Seigneur Roi des Romains, en ſa preſence, ou de celui qui à ce ſera de par lui commis, que le plaiſir dudit Seigneur ſoit de les recevoir en ſa grace, & leur pardonner toute l'offenſe qu'ils pourroient avoir faite & commiſe envers lui & mondit Seigneur l'Archiduc ſon fils, & diront que s'ils l'avoient à faire, ils ne le feroient jamais; laquelle requête ſe fera en chacune deſdites Villes, ou au devant des Portes d'icelle Ville, ainſi que mieux plaira audit Seigneur Roi des Romains, & par chacune deſdites loix ſeparément. Et feront ceux qui la feront, vétus de noir, deſceints, nuë tête, & à genoux.

* C'eſt-à-dire, qui ont été Echevins.

Item, ſur ce que les Ambaſſadeurs dudit Seigneur Roi des Romains, ont demandé la Maiſon de Cracimbourg, aſſiſe ſur le marché de Bruges, être démolie, à cauſe que icelui Seigneur y fut detenu; & que en ce lieu fût conſtruite une Chapelle avec certaines fondations; il a été aviſé que ce point & article ſera remis à la vûë des deux Rois, dont mention eſt faite au Traité de Francfort, leſquels Seigneurs alors aviſeront ce qui en devra être fait pour le bien & ſeureté d'icelle paix, & ſemblablement aviſeront ſur certaines autres fondations, que leſdits Ambaſſadeurs aviſeront être faites eſdites Villes de Gand & Bruges, pour le remede des ames de ceux qui ont été executez durant leſdits diférends.

Item, pour faire vuider les gens de guerre d'icelui Seigneur Roi des Romains hors du Païs de Flandres, & pour recouvrer ſa bonne grace, & auſſi pour conſideration des grandes pertes, dommages, & intereſts, que icelui Seigneur & mondit Seigneur l'Archiduc ſon fils ont eûs, en ce qu'ils n'ont joüi dudit Païs de Flandres durant leſdits diférends, duquel Païs ils n'ont cependant reçû aucuns profits, ceux d'icelui Païs de Flandres paieront audit Seigneur Roi des Romains, la ſomme de trois-cens mille écus d'or, de trente-ſix ſols Pariſis piece, revenans à la ſomme de cinq-cens vint-cinq mille livres tournois, ou à la valeur qu'ils ſeront paiez à la monnoie aiant cours audit Païs de Flandres, ſelon la reduction qui ſera faite des monnoies par ledit Seigneur Roi des Romains, & les Etats d'icelui Païs, laquelle reduction leſdits de Flandres dés à preſent conſentiront, dont le paiement ſe fera à trois ans, & à trois termes pour chacun an; c'eſt à ſavoir, à Noel, Pâques, & Saint Jean, qui eſt pour chacun an le tiers de ladite ſomme, ſauf que pour pluſtôt faire partir leſdits gens de guerre hors d'icelui Païs

ANS de J. C. 1489. Païs de Flandres, les paiemens des deux premiers termes ſe feront à Noel prochainement venant, de laquelle ſomme de cinq-cens vint-cinq mille livres tournois, mondit Seigneur l'Archiduc aura ſix-vints mille livres tournois, & Madame la Ducheſſe Marguerite Doüairiere, vint & un mille livres tournois, pour les dommages qui lui ont été faits pendant leſdits diférends, à laquelle Dame ſera paié pardeſſus tel reſte qui lui peut être dû par leſdits de Flandres, à cauſe de la compoſitinn par eux faite en l'an quatre-vints. Et à l'égard de ceux qui ont été endommagez hors exploit de guerre, pour leſquels les Ambaſſadeurs dudit Seigneur ont fait doleance, ils ſuront auſſi la ſomme de quarante mille livres tournois, qui ſeront diſtribuées & départies entre eux, par l'ordonnance & bon plaiſir dudit Seigneur Roi des Romains.

Item, que le Domaine dudit Païs & Comté de Flandres ſera remis & reduit à ce qu'il étoit du vivant des ſeus Ducs Philippe & Charles, Seigneurs d'icelui Païs, ſauf les parties venduës par eux, & par feuë Madame la Ducheſſe Marie, Comteſſe de Flandres, leur fille.

Item, que leſdits de Flandres accompliront ce qui eſt contenu en certain Article dudit Traité de Francfort, faiſant mention de la délivrance des priſonniers, qui furent menez à Gand, le tout ſelon ledit article, & comme s'il fût ici inſeré; & demeure Meſſire Volfang de Polham quitte de la foi qu'il peut avoir donnée auſdits de Flandres, ni autre pour eux.

Item, que ſur le paiement de ladite ſomme de cinq-cens vint-cinq mille livres, ſera faire à ceux de la Ville d'Ypres, touchant leur cotte & portion, relle moderation & déduction, que l'on a accoûtumé quand aucuns deniers ſont impoſez, & mis ſus audit Païs de Flandres, & ce qui leur ſera ainſi moderé & rabatu ſe recouvrera ſur les autres Villes & quartiers contribuables, à laquelle ſomme de cinq-cens vint-cinq mille livres ne contribueront aucunement ceux des Villes d'Oudenarde, Alloſt, Tenremonde, Hulſt, Nieuport, Furnes, Dixmude, Dunkerque, Bergues, Bourbourg, Gravelines, Furnes-Ambacht, Bergues-Ambacht, Bourbourg-Ambacht, Loo, & Lombardic; & au cas que és Villes qui contribueront à ladite ſomme, ſoit fait aſſiete par têtes, ceux deſdites Villes qui ſe ſeront retirez en l'obeiſſance dudit Seigneur Roi des Romains durant leſdits diférends, n'y ſeront aſſis.

Item, & pour le bien & ſeureté de cette paix, eſt faite pleine, generale, & entiere abolition, & pardon à tous ceux qui ſe ſont mêlez deſdits diférends depuis l'an 1482. Et à l'égard d'aucuns, qui furent reſervez par la Paix de Flandres faite en l'an 1485 ils ſeront & ſont compris en cette preſente paix, pour l'honneur & reverence de ce qu'il a plû au Roi en faire inſtance, & que le Roi des Romains ſon beaupere lui voudroit bien complaire en plus grandes choſes.

Item, que tous banniſſemens, de quel parti qu'ils aient été faits, mouvans des diférends, partialité, & Gouvernement deſdits Païs depuis ladite Paix de l'an 1482. ſeront & ſont mis au neant, & toutes rancunes, injures, & malveillances pardonnées, réſervé ce dont il y a procés; leſquels procés ſeront renvoiez où il appartiendra ſelon le Traité de ladite Paix de 1482. & l'article qui ci-aprés ſera touché.

Item, que chacun d'un parti & d'autre retournera à tous ſes biens, quels qu'ils ſoient, aſſis en l'Empire, au Roiaume, & és Païs de mondit Seigneur l'Archiduc, ſelon les articles & proviſions de ladite Paix de l'an 1482. & dudit Traité de Francfort.

Item, que tout ce qui a été donné, levé, & quitté des frais & revenus des heritages, ou arrerages des rentes, tant ſur les Corps des Villes, que ſur les particuliers, appartenans à ceux qui étoient pour lors en Païs contraire, demeurera ainſi quitte, & ne s'en pourra faire pourſuite; & ſi les perſonnes, biens, ou Marchandiſes des Bourgeois & manans és Villes du Parti des deux Rois, ou dudit Païs de Flandres, qui devoient leſdites rentes, étoient de preſent ou au tems à venir, arrêtez, ou empechez pour leſdits arrerages, donnez, levez, ou quittez, ledit empêchement ſera incontinent ôté. ANS de J. C. 1489.

Item, que ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Miſnbourg de mondit Seigneur l'Archiduc ſon fils, ſera donner tel ordre & police audit Païs de Flandres, que marchandiſe y aura cours ſeur & paiſible, & que ceux de Flandres qui ſeront en Païs voiſins, ne ſeront point empêchez en corps, ni en biens, par genade guerre, ni autrement, pour ſoldes, ou choſes aucunes du tems paſſé.

Item, que pour ſatisfaire aux ſommes de deniers qu'il conviendra fournir à cauſe de ce preſent Traité, ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Tuteur de mondit Seigneur l'Archiduc, conſentira & conſent, que leſdites Villes de Gand, Brugea, Ipres, & autres contribuables à la ſomme deſſus declarée, puiſſent vendre rentes ſur elles, & à ce dés-à-preſent ledit Seigneur les autoriſe, & auſſi les venditions des rentes qui ont été paſſées par icelles Villes durant leſdits diférends, ſi avant que le peuple y aura conſenti en la maniere accoûtumée.

Item, pareillement tout ce qui a été fait durant leſdits diférends au nom de mondit Seigneur l'Archiduc, en icelui Païs de Flandres, par Monſeigneur Philippe de Cleves ſon Lieutenant, la Chambre du Conſeil.... demeurera fait, & n'en ſera rien retracté, ſauf entant qu'ils pourroient avoir engagé ou aliené aucune choſe du Domaine ou des drbits appartenans à mondit Seigneur l'Archiduc, & ſur ce que mondit Seigneur Philippe de Cleves, a fait requête pour être reçu à remontrer en tout honneur & reverence ſes juſtifications, & auſſi qu'il ſoit entretenu en ſes états, offices, & penſions, qu'il a toûjours eûs d'iceux Roi des Romains & Archiduc, deſquels il s'eſt continuellement tenu & tient tres-humble ſerviteur & ſujet, a été dit, que ledit Monſeigneur Philippe eſt compris audit Traité de Francfort, & que le Roi tres-Chrétien parlera de cette requête au Roi des Romains quand ils ſe verront.

Item, que l'eſtape de Bruges & les nations, ſeront pour le bien de la marchandiſe, gardez & entretenus comme ils ont été de tout tems en ladite Ville.

Item, que les procés qui ſont au Grand-Conſeil deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc ſon fils, pour raiſon des perſonnes ou des biens étans du reſſort de la Cour de Parlement à Paris, ſeront renvoiez ſelon l'Article de ladite Paix de l'an 1482. & à faute de renvoi, les parties à qui il touche ſe pourront pourvoir par juſtice là où il appartiendra.

Item, que des ſentences rendues par défaut & contumace d'une part & d'autre durant leſdits diférends, ſera fait tout ainſi qu'il fut en pareil cas ordonné & aviſé par ladite Paix de 1482.

Item, que les priſonniers de guerre d'un parti & d'autre, qui ont paié leurs rançons, ſeront delivrez, & ceux qui ne l'ont encore paiée, ſeront mis à gracieuſe finance & rançon, & moiennant icelle delivrez.

Item, & quant au fait des privileges, les Deputez de Flandres ont répondu qu'ils n'ont aucun pouvoir de beſogner en cette matiere, mais au contraire ont charge expreſſe de requerir la confirmation de tous & quelconques leurs privileges, ſelon & enſuivant ladite Paix de 1482. Il a été apointé que leſdits de Flandres ſeront entretenus és privileges & oſages, dont ils ont joüi du vivant des feus Ducs Philippe & Charles, & auparavant du tems de leurs Predeceſſeurs Comtes de Flandres; & en tant que touche les nouveaux privileges, qu'ils ont obtenus depuis le trépas dudit feu Duc Charles, à la prochaine vûë & aſſemblée deſdits deux Seigneurs Rois ils envoieront leurs gens & dépu-

ANS de J.C. 1489.

& députez, aiant pouvoir, inſtruction, & charge ſuffiſante pour beſogner ſur la moderation deſdits privileges nouveaux, en ce qué l'on trouvera que aucune moderation en devra être faite ; & par ce preſent Traité & apointement de Paix eſt mis au neant le dernier traité & apointement fait en ladite Ville de Bruges l'an 1488. & en ſeront rendues les Lettres comme caſſées & de nulle valeur.

Item, que leſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc bailleront leurs Lettres patentes au Roi tres-Chretien, & auſſi à ceux de Gand, Bruges, & Ipres, par leſquelles ils promettront, & jureront ſur leur honneur, & en parole de Roi & Prince, entretenir auſdits de Flandres, & faire entretenir tant en general qu'en particulier ce preſent Traité, & ladite Paix de 1482. en tous ſes points & articles y contenus concernant le fait de Flandres, ſans jamais aller, ni venir, ni ſouffrir aller au contraire, en quelque maniere que ce ſoit. Et ſeront iceux Seigneurs bailler ſemblables promeſſes par les Ducs de Cleves & de Juliers, & par les Prelats & Nobles, que leſdits de Flandres pour leur ſeureté voudront & requerront avoir : & s'il étoit contrevenu audit traité, ce que Dieu ne veüille, le Roi tres-Chretien, comme Souverain dudit Païs de Flandres, y pourvoira, & pourra donner confort, pour faire reparer ce qui aura été fait contre ledit traité ; & auſſi ſi aucune declaration ou interpretation étoit à faire ci-aprés, il le pourra faire au bien & entretenement de cette paix.

Lequel Traité de Paix a été par pluſieurs fois vû, viſité & examiné bien & diligemment, en tous ſes points & articles, par leſdits Ambaſſadeurs de nôtredit beaupere, & autres aſſiſtans avec eux, & par leſdits Deputez de Flandres. Et finalement aprés que lecture d'icelui traité leur a été publiquement faite en preſence de nous, des Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conſeil, ils ont tous d'un même accord, franchement, purement, liberalement, & de leur franche volonté, tant par vertu & autorité de leur pouvoir, & eux faiſans forts de leurs Seigneurs & Maîtres, & autrement, en la meilleure forme & maniere que faire ſe peut, conſenti, agréé, homologué, aprouvé, & reçû ledit Traité de Paix ; laquelle paix, au nom de leurſdits Seigneurs & Maîtres, ils ont ſolennellement en nôtre main & aux Saints Evangiles de Dieu, promis faire garder, tenir, & accomplir loiaument & de fait, perpetuellement & à toûjours, & tout le contenu en icelui traité, de point en point ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller au contraire ; & auſſi de le faire ratifier ſufiſamment comme il apartient. Et pour ce faire, iceux Ambaſſadeurs de nôtre beau-pere ſeront tenus de fournir Lettres de Ratification de nôtredit beau-pere, bonnes & valables, en forme dûë, leſquelles lettres ſeront portées dans nos mains à cette fin dans Noel prochain ; & auſſi l'ont promis à nous & auſdits Ambaſſadeurs de nôtredit beau-pere, les Deputez de Flandres ; & au ſurplus ont voulu & conſenti leſdits Ambaſſadeurs & Deputez d'une part & d'autre, que au *vidimus* de cettes ſous ſcel autentique ſoi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original, le tout ſans fraude, barat, ni mal-engin. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné au Montils lez Tours, le premier Octobre, l'an mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & de nôtre regne le ſeptieme. Ainſi ſigné, Par le Roi, le Duc de Bourbon, le Cardinal de Bordeaux, les Comtes de Baugé, les Seigneurs de Breſſe & de Vendôme, l'Archevêque de Sens, le Vicomte de Rohan, le Marquis de Rotelin Maréchal de Bourgogne, les Sieurs d'Orval, de la Trimoüille, Deſquerdes, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limouſin, de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne, de l'Iſle, du Bouchage, de Grimaut, Preſident des Comptes, de Piennes, d'Anjou, d'Eſcars, de Champeron, de Mourillon, du Pleſſis-Bouré, Maître Pierre de Sacierges, Eſtienne Paſcal, Charles Deſpontoz, Maîtres des Requêtes, & pluſieurs autres preſens, Parent. Et nous en rémoin de ce avons mis à ce preſent tranſcrits, ou *vidimus*, le ſcel de ladite Prevôté de Paris, l'an & jour deſſuſdits. Signé, Beaufils.

ANS de J.C. 1489.

DXLVIII.

Procuration de MAXIMILIEN *Roi des Romains, pour traiter du Mariage d'entre lui &* ANNE, *Ducheſſe de Bretagne. Donnée à Inſpruch le* 20. *Mars* 1489. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 331.

ANS de J.C. 1489. AUTRICHE ET BRITAGNE.

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, toûjours Auguſte, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldres, Comte de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, de Namur, de Zutphen, & de Malines, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Friſe & de Salins : à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme dés pieçà & du vivant de feu nôtre Couſin, le Duc François de Bretagne, dernier trépaſſé, à qui Dieu pardoint, nous euſſions par nos gens & Ambaſſadeurs, & les ſiens, tenu certains pourparlers & Traitez d'Alliance & de Mariage, entre nous, d'une part, & haute & puiſſante Princeſſe Dame ANNE, ſa fille ainée, à preſent Ducheſſe de Bretagne, d'autre part, leſquels Traitez & pourparlers, au moien du trépas dudit feu Duc, ſont demeurez à conclure, & il ſoit que pour y beſogner ſi avant que de nôtre part le deſirons, aprés que ſur ce en avons eû les avis de nôtre tres-redouté Seigneur Monſeigneur l'Empereur, & des Princes de l'Empire, nous ſoit choſe agréable envoier aucuns de par nous pardevers ladite Ducheſſe, aiant ſur ce pouvoir tel qu'en tel cas appartienr. Savoir faiſons, que nous confiant à plein és ſens, grande loiauté, bonne prudence, diſcretion, & ſuffiſance que ſavons être és perſonnes de nos amez & feaux le Comte de Naſſau, nôtre Couſin, le Seigneur de Polham Maréchal, Maître Jâques de Gondebault, nôtre Secretaire, & auſſi de Loupian, nôtre Maître d'Hôtel étant par delà, iceux avons commis, ordonnez, & établis, commettons, ordonnons, & établiſſons, nos Ambaſſadeurs, Orateurs, & Procureurs ſpeciaux, en leur donnant plein pouvoir, autorité, & mandement exprés par ces preſentes, de pour & au nom de nous, les trois ou les deux deſdits Sieurs, qui mieux vaquer y pourront, exprés tranſporter pardevers ladite Ducheſſe de Bretagne, lui dire & declarer, & à ceux de ſon Sang, auſſi aux Barons, Nobles, & Sujets de ladite Duché, ſi beſoin ſait, nôtre vouloir, intention, & deſir au fait dudit Traité & Alliance de Mariage d'entre nous & elle, entendre & ſavoir ſur ce le ſien, & paſſer & conclure de nôtre part leſdits Traité & Alliance, ſelon que l'avons dit & declaré auſdits Ambaſſadeurs, fiancer pour & au nom de nous, ladite Dame Anne Ducheſſe, & faire promeſſe & ſerment ſolennel en l'ame de nous, que la prendrons en nôtre femme & épouſe, auſſi de en ce cas recevoir le reciproque, à ſavoir de nous prendre à vrai & leal époux & mari, ſelon Dieu & nôtre Mere Sainte-Egliſe, & au ſurplus faire en ce que dit eſt tout ce que bons & loiaux Ambaſſadeurs, Procureurs, & Orateurs peuvent & doivent faire, & juſques à la conſommation dudit Mariage, ainſi que faire pourrions ſi preſens y étions, & de ce en bailler leurs lettres telles que beſoin ſera, promettant en parole de Roi, d'avoir & tenir pour agreable, ferme, & ſtable à toûjours,

ANS de J. C. 1489. jours, tout ce que par les deſſuſnommez les trois, ou les deux d'iceux, ſera fait, juré, promis, conclu, & paſſé, & d'en bailler nos lettres de confirmation, & ratification en forme dûë, quand requis en ſerons. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné en nôtre Ville d'Inſpruk, le vintieme jour de Mars, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & du Regne de nous Roi le cinquieme. Signé, Maximilien. Et plus bas, par le Roi, Numans. Et ſcellé.

DXLIX.

ANS de J. C. 1490. ANGLETERRE & AUTRICHE. *Traité de Ligue entre* HENRI VIII. *Roi d'Angleterre*, MAXIMILIEN *Roi des Romains, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, ſon Fils, contre* CHARLES VIII. *Roi de France. A Oking, le* 11. *Septembre* 1490. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 332.

UNiverſis & ſingulis, ad quos præſentes litteræ pervenerint. Nos Thomas Louell, Miles, Theſaurarius Cameræ Potentiſſimi Principis & Domini noſtri HENRICI, Dei gratia Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hiberniæ, & Henricus Ayneſworth, Legum Doctor, in officio privati ſigilli ejuſdem Potentiſſimi Domini noſtri Secundarius, Commiſſarii, Procuratores, & Deputati, Salutem. Noveritis, quod cum bellum eo felicius & ſecurius agatur, quo plurimorum Principum auctoritate, Conſilio, ope & auxilio conducatur, ac communis hoſtis virtus infirmior & debilior exiſtat, quo in plures adverſarios diviſa fuerit, idcirco nos Commiſſarii & Deputati antedicti cum ſpectabilibus & præmobilibus viris, Domino Ladrone de Guevara, Milite, Conſiliario & Camerario, & Magiſtro Jacobo de Gondebault, Secretario in ordinantiis & guerris, Sacratiſſimi Principis MAXIMILIANI Romanorum Regis Ambaſſiatoribus, negotiorum geſtoribus & Commiſſariis, ad Dominandi libidinem Illuſtriſſimi Principis Franciæ CAROLI Regis reprimendam mutuò communicantes, ex certis cauſis & conſiderationibus dictos Principes noſtros ad hoc ſpecialiter hinc inde moventibus, præter & ultra cæteras quaſlibet pactiones, conventiones, & confederationes inter dictum Dominum noſtrum Metuendiſſimum Angliæ & Franciæ Regem, ac ſupradictum Potentiſſimum Principem Maximilianum Romanorum Regem initas & contractas, & eiſdem in robore ſuo nihilominus remanſuris, ſpeciales quaſdam intelligentias, pactiones, conventiones, amicitias, alligantias, & confederationes de conſenſu, voluntate, & mandato expreſſis ipſius dicti Domini noſtri Regis, ac virtute poteſtatis per litteras ſuas patentes, quarum tenor infra ſequitur, nobis attributæ, cum ſupradictis Commiſſariis Sacratiſſimi Romanorum Regis, poteſtate ſimiliter ſufficienti per litteras dicti Regis patentes, quarum tenor etiam ſubſequitur, munitis, communicavimus, appunctuavimus, contraximus, concluſimus, & concordavimus, ac per præſentes appunctuamus, contrahimus, concludimus & concordamus articulos, promiſſiones, pactiones, conventiones, alligantias, amicitias & confederationes, quæ ſequuntur.

Imprimis, conventum, concordatum, & concluſum eſt, quod inter dictos Illuſtriſſimos & Potentiſſimos Romanorum & Angliæ Reges, hæredes & ſucceſſores ſuos, ſit una, vera, firma, & inviolabilis pax & amicitia, futuris temporibus perpetuò per Dei gratiam duratura; & quod in ea, aliiſque conventionibus ſubſequentibus, comprehendantur Sacratiſſimus Dominus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Illuſtriſſimi Principes Caſtellæ & Legionis Rex & Regina, eorumque primogenitus, Sereniſſimus Rex Daciæ, Norveciæ, &c. Rex Portugalliæ, Electores & Principes Imperii, atque Britanniæ Duciſſa, ſi in eis comprehendi velint. ANS de J. C. 1490.

Item, cum Carolus Gallorum Princeps, ſuique progenitores nonnulla Oppida, Inſignia, Caſtra, Dominia, aliaque quamplurima jura Illuſtriſſimorum Principum Romanorum, Anglorumque & Hiſpanorum Regum, Illuſtriſſimi PHILIPPI Archiducis Auſtriæ, & Burgundiæ Ducis, necnon Sereniſſimæ Principis Annæ Britanniæ Duciſſæ, cæterorumque Chriſtianæ Religionis Principum, contra omnem juris æquitatem, viribus & aſtutia nequiter uſurpaverint, uſurpaveritque, atque injuſte detineat in præſenti: inter nos Oratores, Commiſſarios, Procuratores, negotiorum geſtores & deputatos antedictos, vice, nomine, & auctoritate Illuſtriſſimorum Regum & ſupremorum noſtrorum, concordatum, conventum & concluſum eſt, quod ſi dictus Carolus Gallorum Princeps, vel aliquis hæredum aut ſucceſſorum ſuorum, aliquem præfatorum Principum ſupremorum noſtrorum Philippum Auſtriæ Archiducem & Burgundiæ Ducem, ſeu Britanniæ Duciſſam, vel alicujus eorumdem ſubditos per Terram aut Mare invaſerit, aut guerram de facto fecerit, aut fieri mandaverit, aut aliquis ſubditorum ſuorum ſine ejus mandato guerram fecerit, & Gallorum Princeps requiſitus ſuperinde juſtitiam denegaverit, aut facere neglexerit, & dictus Rex ſic per ſe aut ſuos ſubditos invaſus, propter invaſionem ſibi aut ſuis ſic factam, aut alter Regum prædictorum, propter invaſionem Duci aut Duciſſæ prædictis factam, aut juſtitiam ſuperinde requiſitam, & ab ipſo Gallorum Principe denegatam neglectamve, contra eumdem Gallorum Principem ſe hoſtem manifeſte declaraverit, bellum contra eumdem indicendo realiterque agendo, tunc ſi Rex ſic invaſus aliim Regem non invaſum, aut alter Regum prædictorum, propter invaſionem Ducis aut Duciſſæ prædictorum, alterum Regem ad hujuſmodi bellum requiſierit, ſtatim poſt ipſam requiſitionem, Rex ſic requiſitus ſe ipſius Gallorum Principis hoſtem fore declarabit, ac manifeſtabit, ac bellum contra eumdem Gallorum Principem, ſeclusa mora, indicet, guerram per Terram & Mare contra eumdem realiter & ſuis expenſis agendo & proſequendo.

Item, concordatum, conventum & concluſum eſt, quod immediatè poſt ſex menſes, poſt requiſitionem, ut prædicitur, per alterum dictorum Dominorum Regum invaſum, alteri non invaſo factam, vel citius, ſi iiſdem duobus Regibus id utile & conducibile viſum fuerit, uterque Regum Romanorum & Anglorum prædictorum Regnum Franciæ cum tali armatorum potentia, qua poſſit campum tenere, ſeque & ſuos contra ipſum Carolum Regem communem eorum adverſarium tueri & defendere, ac veriſimiliter ſua jura ab eo recuperare in propria perſona ingrediatur, & ſuis expenſis dictum Principem Carolum eorum hoſtem invadet & realiter proſequetur.

Item, concordatum, conventum & concluſum eſt quod ſi propter invaſionem Duciſſæ Britanniæ, ut præmittitur, factam, alter Regum Romanorum & Anglorum prædictorum alterum requiſierit, uterque eorum immediate poſt ſex menſes à tempore requiſitionis hujuſmodi proximè futuros, vel citius, ſi utrique eorum utile viſum fuerit, Regnum Franciæ cum ſua potentia, ut ſupra, perſonaliter ingredi, dictumque Principem Carolum eorum hoſtem invadere inſeſtareque, ut præfertur, teneatur, dummodo Britanniæ Duciſſa per dictum Francorum Principem invaſa omnem & omnimodam Guerram, tam per Terram quam per Mare, contra eumdem Gallorum Regem & ſuos pro viribus fecerit & realiter proſequatur.

Item,

ANS de J. C. 1490.

Item, inter nos Oratores & Commiſſarios antedictos communicatum, concordatum, conventum, & concluſum eſt, quod poſtquam uterque Romanorum & Angliæ Regum prædictorum Regnum Franciæ eum ſua potentia perſonaliter ingreſſus fuerit, bellumque invaſivum, ut prædicitur, inibi fecerit, neuter eorumdem Regum ſine alterius Regis notitia & conſenſu à bello incepto deſiſtet.

Item, concordatum, conventum & concluſum eſt inter nos Oratores antedictos, & auctoritate qua in hac parte fungimur, noſtros ſupremos ſupradictos aſtringimus, & per præſentes obligamus, quod ſi poſt invaſionem in Regnum Franciæ per utrumque Romanorum & Angliæ Regum prædictorum factam, aliquis eorumdem Regum, aliqua Caſtra, Villas, Munitiones, Fortalitia, vel Oppida ad alterum eorumdem duorum Regum de jure ſpectantia evicerit, aut quoquomodo adquiſierit, ille ſic adquirens per alterum Regem ad quem ea de jure ſpectare noſcuntur, requiſitus magna ſine difficultate & dilatione eadem eidem requirenti reddere, tradere & deliberare debebit.

Item, concordatum & enncluſum eſt inter nos Oratores & Commiſſarios antedictos, quod neuter dictorum Romanorum & Angliæ Regum treugas, amicitias, conſœderationes, aut aliquas alias intelligentias, abſque aſſenſu & conſenſu eorumdem alterius cum Carolo Gallorum Principe, aut aliquo ſucceſſorum ſuorum, poſt invaſionem per eoſdem, ut præfertur, in Regnum Franciæ inchoſtam inibit, aut faciet, ſeu iniri aut fieri faciet, aut acceptabit.

Sequitur commiſſionis tenor Illuſtriſſimi Anglorum Regis Oratoribus antedictis conceſſæ.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ, omnibus has præſentes litteras viſuris, Salutem. Sciatis, quod pro ſingulari & ſumma benevolentia, amore & affectione, quam nos habemus ad Excellentiſſimum & Potentiſſimum Principem Cariſſimum & dilectiſſimum Fratrem noſtrum, Maximilianum Regem Romanorum ſemper Auguſtum, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, & Gueldriæ, Comitem Flandriæ, Tirolis, Arteſiæ, Burgundiæ, Palatinum de Haynaut, Hollandiæ, Zelandiæ, Namur, Zuytphen, & de Malines, Marchionem Sacri Imperii, & Dominum Friſiæ & de Salinis, ſcientes & bene aſſecurati, quod non minori dilectione nos proſequitur, ſicut ipſemet ampliſſime dixit, declaravit, & pro certo affirmavit per ſuos Oratores ad nos tranſmiſſos, & ſicuti ad nos ſcripſit, & diverſis vicibus nunciari fecit, nos deliberavimus capere & habere cum prædicto fratre noſtro majores intelligentias, conſœderationes, & alligantias, & cum opus ſit ad eaſdem tractandas conſtituere aliquas notabiles perſonas nobis ſecurs & fideles. Notum facimus, quod nos plenè confidentes de induſtria, fidelitate, prudentia, & doctrina dilectorum & fidelium noſtrorum Thomæ Louell, Militis, Theſaurarii Cameræ noſtræ, & Magiſtri Henrici Ayneſworth, Legum Doctoris, in officio privati ſigilli noſtri ſecundarii, Conſiliariorum noſtrorum, eiſdem pro hujuſmodi cauſis & aliis nos moventibus per bonum aviſamentum & deliberationem dedimus & damus per præſentes manu noſtra ſignatas auctoritatem, facultatem, & plenam poteſtatem tractandi, faciendi, & concludendi pro nobis & nomine noſtro cum ſpectabilibus viris, Domino Ladrone de Guevara, Milite, Conſiliario & Camerario ejuſdem Fratris noſtri, & Magiſtro Jacobo de Gondebault, ſuo in ordinantiis & guerris ſuis Secretario, auctoritatem, facultatem, & plenam poteſtatem ab eodem Fratre noſtro ad hoc habentibus, omnes intelligentias, conſœderationes, & alligantias, quæ videbuntur eſſe bonæ & utiles pro commodo & honore utriuſque noſtrum, patriarumque & ſubditorum noſtrorum, promittentes in verbo Regio ratum, firmum, acceptum & ſtabile habere omne & totum illud, quod in hac parte per dictos Conſiliarios noſtros tractatum, factum, & concluſum fuerit, ſicut ſi per perſonam noſtram factum, tractatum, & coocluſum fuiſſet, quamvis in eis requiratur mandatum magis ſpeciale. In cujus rei Teſtimonium præſentibus ſigillum noſtrum apponi fecimus. Data apud Oking ſeptima die Septembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo, & noſtri Regni ſexto. Subſcriptio autem talis eſt ut ſequitur: per ipſum Regem, & de data prædicta auctoritate Parlamenti, Bachelet.

ANS de J. C. 1490.

D L.

Traité de MAXIMILIEN *Roi des Romains, & de* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, avec la Ville de* BRUGES, *à qui ces Princes pardonnent. Fait à Bruges, le 6. Décembre* 1490. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom. II. pag. 147.

ANS de J. C. 1490. AUTRICHE ET BRUGES.

MOnſeigneur le Comte de Naſſou & de Vienne, ſeigneur de Breda, Lieutenant du Roy des Romains noſtre Sire, & de Monſieur l'Archiduc ſon fils, eſt content au nom de meſdicts Sieurs, de recevoir à grace & mercy la Ville de BRUGES, enſamble les Bourgeois, Manans & Habitans en icelle ſoubs les poincts & articles cy-aprez declarez.

Et premier en enſuivant la preſentation par ceux de Bruges iceux ſeront amende honnorable a l'ordonnance de Monſieur le Comte de Naſſou.

Item que pour amende civile, dommage, & intereſt ils payeront au Roy noſtre Sire, & à Monſieur l'Archiduc ſon fils, 150. mille florins à la Croix Sainct André, à ſçavoir les 50. mille en deans 8. jours, & ſeront levez & ceuillez par une commune aſſiette ſur les Bourgeois, Manans & Habitans de ladicte Ville, & en ce ne ſeront reſervez ſinon ceux, qui ſe ſont abſentez de ladicte Ville, & tenus en l'obeyſſance de mondict Sieur, avant que Picquavet fut accepté Capitaine de ladicte Ville de Bruges, & les autres cent mille ſe payeront à trois termes cy-aprez declarez à ſçavoir un tiers à la Sainct Jehan de l'an 1491. prochain venant, l'autre tiers au noel enſuivant, & le reſidu à la Sainct Jehan 1492. lors enſuivant. Laquelle ſomme de cent mille florins ſera levée & impoſée par l'advis & ordonnance de mondict Sieur de Naſſou, & le plus notable & greigneure partie de ladicte Ville à la moindre foulle & dommage d'icelle, & pour ce qu'il convient que leſdicts 50. mille ſoyent preſts en dedans 8. jours, & que icelle ſomme ne ſe peut brievement trouver ſi haſtivement, eſt accordé que leſdicts de Bruges, ſeront tenus quittes en payant pour chacun florin, une once d'argent du nouveau poinçon de Bruges, ou d'autre argent en valeur à l'advenant.

Item ſeront tenus d'accomplir tout ce entierement, eo quoy ils ſont tenus par le Traité de la Paix de Tours, & payant les deniers & payements, Itſquelz a cauſe dudict Traicté, ils doivent en monnoye ayant cours, ſelon la reduction ſur ce faicte à ſçavoir chacun un florin à la Croix Sainct André, ou la valeur d'icelluy.

Item que en enſuivant ledict Traicté de la Paix, & l'acte ſur ce baillé par leurs Deputez, qui furent preſens a faire ladicte Paix de Tours, leſdicts de Bru-

ANS de J. C. 1490.

ges ſeront icelle publier incontinent, & entretenir ladicte ordonnance de la monnoye, ſans jouir du mois ſur ce introduict.

Item aoront abſolution & pardon general de tout ce qu'ils peuvent avoir offencé, & forfaict reſervé un certain nombre des principaux malfaicteurs, qui ont eſté cauſe de la guerre, leſquelz ſeront reſervez, pour d'iceux, enſamble de leurs biens eſtre faict au bon plaiſir de meſdicts Sieurs, & les noms deſquelz l'on leur envoye par eſcrit, & pour ce que mondict Sieur de Naſſou eſt au plain informé, que aucunes perſonnes ſont preſentement hors de ladicte Ville de Bruges, leſquels depuis la Paix de Tours ſe ſont mes-uſez, envers & contre la hauteur du Roy noſtre Sire, & de mondict Sieur l'Archiduc ſon filz, ſeront auſſy reſervez de cette Paix, pour par mondict Sieur de Naſſou, au nom comme deſſus povoir proceder à l'encontre de tels malfaicteurs par Juſtice, & ſelon l'exigence de leurs meffaicts, & moyennant ce leſdicts de Bruges jouiront entierement de ladicte abſolution. Et incontinent retourneront en leurs biens, en tel eſtat qu'ils les trouveront, nonobſtant don de confiſcation ou autres proviſions qui leur pourroient ſur ce eſtre contraires, & ſans ce qu'il leur ſoit beſoing avoir autre main levée.

Item jouiront doreſenavant de l'eſtaple de la Marchandiſe de la Franchiſe de Confiſcation, & encore de tous autres leurs privileges en enſuivant ladicte Paix de Tours, & ainſy qu'ils firent au treſpas de feu Monſeigneur le Duc Charles.

Item que doreſenavant ils ne pourront reprocher l'un à l'autre, ou injurier, ny faire queſtion ou action de ce qui eſt faict & paſſé à cauſe deſdictes guerres, & dependances d'icelles ſur peine d'en eſtre punis à la diſcretion de mondict Sieur de Naſſou à l'exemple des autres, & toutes autres matieres concernants la Paix & le bien de ladicte Ville, leſdicts de Bruges s'en rapporteront à la volonté & diſcretion de mondict Sieur de Naſſou, lequel y pourvoira tellement, qu'ils auront cauſe de le remercier.

DLI.

ANS de J. C. 1491.

FRANCE ET BRETAGNE.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, & la Ducheſſe* ANNE DE BRETAGNE. *Fait au Fauxbourg de Rennes, le 15 Novembre* 1491. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 335.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme pour l'honneur & reverence de Dieu le Createur, & afin d'obvier à la foule du peuple & aux inconveniens de la guerre, nous deſirant de tout nôtre cœur la pacification du diſerend ci-aprés declaré étant entre nous & nôtre tres-chere & tres-amée Couſine ANNE DE BRETAGNE, aions volontiers oüi & entendu ce qui nous a été dit & expoſé de ſa part. Sur quoi finalement au moien d'aucuns nos boos & loiaux parens & des ſiens, & d'autres gens de bien, qui s'y ſont emploiez, certain apointement de Traité ait été fait, conclu, paſſé, & redigé par écrit, du bon gré & conſentement de nous & de nôtredite Couſine, en la forme & maniere qui s'enſuit.

Premierement à été dit & convenu, que le Roi envoiera en la Ville & Cité de dedans le jour de la fête de Saint Jean-Baptiſte prochainement venant, douze notables perſonnages, garnis, informez, & bien inſtruits des droits, raiſons, titres, cauſes, queſtions, diſérends, & moiens, qu'il pretend & maintient avoir au Païs du Duché de Bretagne, & leur donnera pleniére & entiere puiſſance, faculté, autorité, & mandement ſpecial, de communiquer leſdits droits, raiſons, titres, cauſes, queſtions, diſérends, & moiens, aux Commis & Deputez de ladite Dame étans en ſemblable nombre; & auſſi de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, les droits, titres, raiſons, cauſes, queſtioos, diſérends & moiens, qui ſeront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux droits veüs en apointer enſemble d'un commun accord & conſentement, & en connoître & dire ainſi qu'ils verront être à faire en leur loiauté, ſelon Dieu, droit, & raiſon, dedans un an prochainement venant, & ſi cas étoit que ledit diférend ne ſe puiſſe vuider dedans ledit an, les Deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors enſuivant.

ANS de J. C. 1491.

Et pareillement ladite Dame envoiera au jour & lieu que deſſus douze notables perſonnages, garnis, informez, & bien inſtruits des droits, titres, cauſes, queſtions, diférends, & moiens, leſquels elle maintient & pretend avnir audit Païs & Duché de Bretagne, & leur donnera pleniere, & entiere puiſſance, faculté, autorité, & mandement ſpecial, de communiquer leſdits droits, raiſons, titres, cauſes, queſtions, diférends, & moiens, aux perſonnages, qui ſeront Commis & Deputez de par le Roi, & auſſi leur donnera pleniere & entiere puiſſance, faculté & autorité, & mandement ſpecial, de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, leſdits droits, titres, cauſes, queſtions, & moiens, qui ſeront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux veüs en apointer enſemble, d'un commun accord & conſentement, & en connoître & dire ainſi qu'ils verront être à faire ſelon Dieu, droit, & raiſon, dedans un an prochainement venant; & ſi cas étoit, que ledit differend ne ſe puiſſe vuider dedans ledit tems d'un an, les Deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors enſuivant.

Item, que les gens de guerre tant de la Nation d'Allemagne, que d'Angleterre, & autres étrangers étans preſentement en la Cité & Ville de Rennes, partiroit d'icelle Cité dedans dix jours prochainement venans, au plus tard, ſauf ce qu'en reticndra ladite Dame pour ſa garde & conduite, ſous le nombre de quarante étrangers, & le ſurplus s'en ira hors dudit Païs de Bretagne, paiſiblement, & ſans pourchaſſer ni entreprendre choſe prejudiciable au Roi, ni au Roiaume, ni à Païs qu'il ait en ſon obeïſſance; & pour eux en aller avec leurs biens quelconques, ſoit par Mer ou par Terre, le Roi baillera bonne ſeureté, conduite, paſſage, & ſaufconduit.

Item, a été dit & convenu, que ladite Cité & Ville de Rennes ſera dés à preſent miſe en neutralité és mains de Meſſeigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & que ſous eux Monſeigneur le Prince d'Orange ſera & eſt commis irrevocablement du conſentement de toutes parts, ſans à l'avenir y commettre autre, à bien & loiaument garder ladite Cité & Ville comme neutre, pour être conduite & regie ſous ladite neutralité, & finalement rendre à celle des parties que l'on trouvera ce devoir être par la vuidange deſdites queſtions & diſérends, & de ce meſdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & auſſi ledit mondit Seigneur le Prince, bailleront leurs ſcellez en forme duë, tant au Roi, que à ladite Dame, & aura & joüira icelui Monſeigneur le Prince du reveno de la Ville, Recette, & Châtellenie dudit Rennes, en toutes choſes, hors les deniers de foüage, & en prendra les fruits & levées, pendant ladite neutralité, pour partie de l'entretenement de ſon Etat, & pour ce qu'il conviendra avoir un bon nombre de Mortes paies, à ladite Cité & Ville de Rennes, afin d'icelle garder ſeurement, il à été appointé, que le Roi ſera delivrer audit Monſeigneur le Prince, le paiement de quatre-cens Mortes paies, qu'il

ANS de J. C. 1491.

qu'il mettra à ladite garde, ſous les mains & autorité de meſdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, qui aſſeureront ledit Monſeigneur le Prince, & promettront qu'il n'y aura point de faute, tant & ſi longuement que ladite neutralité durera, lequel paiement ſe fera par quartiers d'année, ainſi qu'il eſt accoûtumé de faire en tel cas, & pour rate du tems, & ne ſeront receûs ni mis aucuns autres gens de guerre en ladite Cité & Ville de Rennes, que par le conſentement de meſdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon. Et s'il avenoit que aucuns étrangers, ou autres quels qu'ils ſoient, ſe parforçaſſent d'entreprendre ſur ladite Ville de Rennes, meſdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & ledit Monſeigneur le Prince, & un chacun d'iceux, en avertiront le Roi auſſi-tôt que telles dangereuſes entrepriſes viendront à leur connoiſſance: & pour y obvier & reſiſter auſdites entrepriſes en cas d'éminent peril, meſdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, bailleront force & aide, pour garder ladite Ville és mains de mondit Seigneur le Prince, & pour la tenir en ſeureté ſous ladite neutralité; & ſera tenu Monſeigneur le Prince de les recevoir, & les Officiers qui ſont à preſent à Rennes, exerceront leur offices pendant ladite neutralité, ſous les noms de meſdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & dudit Monſeigneur le Prince ſous eux; & moiennant le partement deſdits étrangers à deux journées loin de ladite Cité, le Roi ſera du tout retirer & departir ſon Oſt & Armée, étant auprés dudit Rennes, & laiſſera paſſer parmi ſes Roiaume, Païs, & Seigneuries, ſeûrement, & amiablement en toute ſeureté, amitié & honneur, ladite Dame, & tous ceux de ſa Compagnie, pour aller en Allemagne, ou ailleurs, devers le Roi des Romains, & de ce baillera ſon ſcellé, & ſera bailler les ſcellez de meſdits Seigneurs les Dues d'Orleans & de Bourbon, & des autres Seigneurs de ſon Sang, & autres qui ſeront aviſez. Et en outre, pendant & juſques à la vuidange dudit diſérend, ledit Seigneur ſera delivrer par chacun an à ladite Dame, la ſomme de ſix-vints mille livres Tournois, à paier par quartiers en la Cité de Lion, ou d'Avignoo, lequel qu'il plaira à ladite Dame, ſur laquelle ſomme pour la demie année, il ſera avancer & bailler contant dés à preſent à ladite Dame la ſomme de ſoixante mille livres Tournois pour le partement d'elle, incontinant aprés le partement deſdits étrangers hors de ladite Ville de Rennes. Et davantage, ledit Seigneur ſera bailler encore dés à preſent à ladite Dame, autres ſoixante mille livres Tournois pour une fois, à ce qu'elle puiſſe tant mieux accoûtrer aucuns ſes affaires, deſquels ledit Seigneur a été averti, & elle ſera tenuë bailler bons ôtages tant étrangers que du Païs, de faire vuider leſdits étrangers dedans ledit terme de dix jours.

Item, pour ce que les Ambaſſadeurs de ladite Dame ont remontré au Roi, que ladite Dame s'entendoit aider d'aucunes lettres és titres, qu'elle dit être à Nantes, & ailleurs, és Places qui ſont és mains du Roi, és Villes & Places qu'il tient au Païs & Duché de Bretagne, & qui ſervent à ſon cas particulier, icelui Seigneur a liberalement accordé à ladite Dame, lui bailler le double des lettres & titres qui ſont entre ſes mains, qui toucheront la cauſe ſur laquelle eſt priſe la deſſuſdite journée, ainſi qu'il ſera requis, leſquels doubles ſeront baillez, afin qu'elle puiſſe conſulter ſa matiere, en attendant ladite journée à laquelle ſe porteront les originaux neceſſaires, pour en bailler & prendre les *vidimus*. Et au regard des autres lettres, titres, documens, & monumens, qui concernent les affaires dudit Païs de Bretagne, & ſont en la puiſſance dudit Seigneur, ils demeureront és lieux où ils ſont, juſqu'à-ce qu'il ſoit dit par l'iſſuë deſdites queſtions & diférends qui les devra avoir. Et ſi ladite Dame a aucuns documens, & enſeignemens ſervans au Roi, ladite Dame ſera tenuë lui en bailler des doubles, & à ladite journée des *vidimus*, comme le Roi fair de ſa part; & ſe pourra aider ladite Dame des gens de Conſeil de Bretagne, tels qu'elle voudra choiſir pour ladite journée, conſultation, & conduite d'icelle matiere durant ledit tems, leſqeels pourront aller & venir ſeurement pour le fait de ladite matiere.

ANS de J. C. 1491.

Item, a voulu le Roi & accordé à ladite Dame, qu'elle puiſſe recouvrer tous les meubles du feu Duc François dernier decedé, à qui Dieu pardoint, quelque part qu'ils ſoient, ou l'eſtimation d'iceux.

Item, a été dit & accordé, que les hipoteques & aſſignations faites & contractées, tant par ledit feu Duc François, qu'auſſi par icelle Dame, dont les Ambaſſadeurs de ladite Dame ont baillé la declaration ſignée de leur main, & autres, ſoient aquittées & paiées ſur le revenu dudit Duché, & en ſera icelui Seigneur approprier les creanciers, pour en être paiez par termes & années raiſonnablement ſelon leurs qualitez, ainſi qu'il appartiendra, ſans en ce comprendre aucunes dettes faites pour quelque occaſion que ce ſoit à étrangers, quels qu'ils ſoient, ni à autres, qui ne ſoient à preſent au ſervice de ladite Dame, excepté les dettes declarées en la declaration ſignée deſdits Ambaſſadeurs; de laquelle declaration le Roi baillera certification auſdits Ambaſſadeurs. Et au regard deſdits hipoteques, contractemens, & dettes du tems dudit feu Duc & du tems de ladite Dame, a bonne & raiſonnable cauſe dûës à autres que auſdits étrangers & ceux qui ne ſont au ſervice d'elle, comme dit eſt, elles ſortiront leur effet ſelon le contenu en la declaration, ſans toutefois prejudicier à nulle des parties en autres choſes.

Item, a voulu & conſenti ledit Seigneur, que ladite Dame puiſſe lever & percevoir les reſtes, qui pourront être dûs paravant le decez dudit feu Duc, & depuis tant à cauſe des impoſitions, fermes, ports, & havres d'icelui Païs, & autres tels & ſemblables droits que autrement. Et au regard des fouages échûs audit Païs de Bretagne, depuis le decez dudit Duc, a été accordé, que tous les deniers, qui en auront été reçûs par les receveurs deſdits foüages, ſoient & demeurent au profit d'elle. Et entant que touche les autres deniers d'iceux foüages, qui encore ne ſont venus és mains deſdits receveurs, ledit Seigneur a accordé & conſenti, que ladite Dame les puiſſe avoir & prendre à ſon profit, juſques à la ſomme de cinquante mille livres Tournois pour une fois, & ſi tant en eſt pour ce dû, & ſi diférend avient au recouvrement deſdits deniers, les difficultez ſeront vuidées par la Chambre de Bretagne, ou Juges ordinaires, ſans prejudice du droit des parties.

Item, que ledit Seigneur ne tirera les Nobles du dit Païs de Bretagne hors d'icelui Païs, pour aller en ſes guerres & armées, ſi ce n'eſt de leur bon gré, vouloir, & conſentement, pendant la vuidange dudit diférend, & demeureront en leurs privileges & libertez.

Item, que la juſtice & ſujets ſeront conduits audit Païs & Duché, ſelon les ſtiles, us, & coûtumes gardées & obſervées par ci-devant en icelui Païs.

Item, a été accordé, que les Franchiſes & exemptions, que ladite Dame a faites à aucuns en reconnoiſſance des ſervices qu'ils lui ont rendus, ſortiront leur effet, & demeureront en leur vertu juſques à la ſomme de deux-cens livres Tournois par an, & au deſſous.

Item, que tant les gens d'Egliſe que les ſeculiers de ladite Ville de Rennes, ſeront gardez & entretenus en leurs anciens privileges, libertez, & franchiſes accoûtumées.

Item, ſont & ſeront revoquées, abatuës, annullées, & miſes au neant, toutes confiſcations d'une

part

ANS de J. C. 1491.

part & d'autre, & retournera chacun au ſien, pour joüir des biens qui ſeront trouvez en eſtre & nature, tout ainſi que auparavant deſdites confiſcations, & nonobſtant icelles, & les declarations & dons, qui s'en ſont enſuivis.

Item, que les ſerviteurs de ladite Dame pourront aller, ſejourner, & demeurer avec elle, en Allemagne, ou ailleurs, auquel Païs pourront aller & venir ſans danger pendant ladite vuidange dudit diférend, en eux gardant de méprendre, & de faire choſe qui ſoit au préjudice de ce preſent Traité.

Item, qu'en faveur de ladite Dame, le Roi traitera honnêtement les Capitaines & Nobles Hommes, qui l'ont ſervie, & les appointera amiablement ſelon leur état, s'ils ſe retirent devers lui, & en ſon ſervice.

Item, que au *vidimus* de ce preſent Traité, & de chacun article extrait d'icelui ſous ſcel autentique, ſera ajoûté foi comme à l'original.

Tous leſquels points & articles deſſuſdits ſont ainſi accordez par le Roi & par ladite Dame, ſans préjudicier à nulle des parties en autres choſes, ni icelles relever en principale matiere.

Savoir faiſons, que pour le bien de Paix, & auſſi pour l'amour que nous portons à nôtredite Couſine Anne de Bretagne, voulant toûjours proceder en toute honnêteté, & faire rellement, que chacun connoiſſe nôtre bonne intention, nous pour ces cauſes & autres grandes conſiderations, par l'avis des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conſeil, avons fait, loüé, paſſé, & accordé, faiſons, paſſons, loüons, & accordons par ceſdites preſentes, en la meilleure & plus ſeure forme que faire ſe peut, les traitez, pactions, convenances, & articles ci-deſſus inſerez & écrits, & tout le contenu en iceux; promettant de bonne foi & en parole de Roi, ſous l'expreſſe hipotéque, & obligation de tous nos biens, preſens & à venir quelconques, garder, & entretenir inviolablement, & accomplir de point en point leſdits traitez, pactions, convenances, & articles, ſans aucunement aller ni venir au contraire, & ainſi l'avons juré aux Saints Evangiles de Dieu, pour ce corporellement touchez. En témoin de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné aux Fauxbourg de Rennes le 15. jour de Novembre, l'an de grace 1491. & de nôtre Regne le neuvieme. Ainſi ſigné, Charles. Sur le repli eſt écrit, Par le Roi, Meſſeigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, les Evêques d'Alby, & de Montauban, les Sires de Lille, du Bouchage, Maître Guillaume Bnçonnet, General des Finances, & autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, avec paraphe, ledit acte ſcellé d'un grand ſcel de cire jaune ſur une bande de parchemin.

DLII.

ANS de J. C. 1491.

FRANCE ET BRETAGNE.

Traité de Mariage entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* ANNE *Ducheſſe de Bretagne. A Langeais le* (a) 13. *Décembre* 1491. En Latin & en François dans les Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. Servant aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 278. & en François ſeulement. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 340.

(a) ou ſelon d'autres le 6.

SACHENT tous preſens & à venir, que comme par ci-devant eûſſent eſté, & par grandes & meures deliberations, & precedens traitez, paroles de mariage entre tres-Chretien, & ſuperilluſtriſſime Prince, CHARLES Roi de France à preſent regnant, d'une part: & tres-illuſtre Ducheſſe, Madame ANNE, fille & heritiere ſeule & unique de feu de bonne memoire Prince François, Duc de Bretagne, ſecond de ce nom, dernier decedé, d'autre part. Oüi le Conſeil de pluſieurs tres-illuſtres Princes & Seigneurs du Sang Roial, & autres, & auſſi de pluſieurs gens de Conſeil, & Zelateurs du bien, honneurs, & profit, tant commun que particulier deſdites Parties & Païs. Aujourdui date de ces preſentes, leſdites parties, eû l'avis & meure deliberation, & pour les cauſes que deſſus, au lieu de Langeais & Dioceſe de Tours, en la Cour du Roi noſtre Sire au Chaſtel dudit lieu de Langeais perſonnellement eſtablis, & auſſi tres-haut & tres-puiſſant Seigneur Meſſire Jean de Chalon, Prince d'Orange, ſoi voulant, conſentant, & mêmement ledit Sieur, de ſa grace & bien ordonnée volonté, ſoumettent & ont ſoumis eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choſes, meubles & immeubles preſens & à venir, à la juriſdiction, correction, pouvoir, & reſſort de ladite Cour, quant à ce qui enſuit par forme de contrat, aiant force & vigueur entant que beſoin ſeroit, de conſtitution & autorité de loi, & toute autre vertu, autorité, fermeté & ſtabilité, tels que mieux leſdits Sieur & Dame pouroient deſirer tant de droit que de coûtume, ont connu & confeſſé en ladite Cour avoir fait & font entre eux les traitez, pactions, donaiſons & convenances ci-aprés declarées & ſpecifiées, & en la forme & maniere qui enſuit.

C'eſt à ſavoir, que leſdits Sieur & Dame, de leur pleine, pure, franche, & liberale volonté, à l'honneur de Dieu noſtre Createur, & de toute la Cour Eccleſiaſtique de Paradis, à l'exaltation de la Foi Catolique, & des Saints Sacremens, l'honneur & bien deſdites parties & de leurſdits Païs, ont promis, & dés-à-preſent conſentent prendre l'un l'autre par nom & loi de Saint Sacrement, inſtitué & autoriſé en ſon exorde par Dieu nôtre Createur en Paradis, pour eſtre entre nos premiers parens & eſtat d'innocence: c'eſt à ſavoir le Roi nôtre Sire ladite Dame & Princeſſe Madame Anne, en femme & épouſe; & ladite Dame le Roi noſtredit Sire en mari & époux, par le moien & miniſtere de nôtre mere Sainte Egliſe.

Item. Et en faveur & contemplation dudit mariage, & pour le bien perpetuel & indiſſoluble de paix entre le Diadéme & Couronne de France, & auſſi le Duché de Bretagne, pource que chacune deſdites parties, par divers moiens qui ſeroient longs à reiterer, pretendent leur competer & appartenir ledit Duché de Bretagne, pour le bien de paix & tranquillité deſdits Païs, par ci-devant inquietez & affligez de guerres, & en contemplation de l'honneur, qu'en contractant ledit mariage, le Roi nôtre Sire exhibe à ladite, & pour les affections conjugales qu'elle a, & doit avoir ladite Dame audit Sire, pour elle, ſes Succeſſeurs, & aians cauſe, a donné, cedé, quirté, tranſporté & delaiſſé à toujours mais, perpetuellement, irrevocablement & à heritage audit Sieur, ſes Succeſſeurs Rois de France, par titre de donation faite par cauſe & raiſon dudit mariage, ſans jamais la revoquer par teſtament, ni autrement, au cas qu'elle * ira de vie à trépas paravant ledit Sieur, ſans aucuns hoirs procréez d'eux legitimement en leurdit mariage, ce qui n'avienne par le bon plaiſir de Dieu, tous & chacuns les droits, proprietez, poſſeſſions, noms, raiſons, actions, & obligations competans à ladite Dame audit Duché, en cedant & tranſportant dés-à-preſent comme pour lors pour ladite Dame audit Sieur, tous & chacun ſes droits de proprieté, poſſeſſion, ſeigneurie, noms, raiſons & obligations par ci-devant à elle competans & appartenans, en le conſtituant & le conſtituë dés-à-preſent, audit cas, comme pour lors, en choſes que deſſus & chacunes d'icelles, ſon Procureur comme en ſa propre choſe, & ce tout en corroborant & fortifiant, entant que beſoin ſeroit, le droit par ci-devant competant audit Seigneur.

* Ce cas n'arriva pas, car elle ſurvéquit à Charles VIII.

Et pareillement ledit Sieur, en faveur & contemplation

ANS de J. C. 1491.

plation que deſſus, voulsnt exhiber égale faveur maritale à ladite Dame pour les cauſes deſſuſdites, s donné, cedé, quitté, delaiſſé, & trsnſporté irrevocablement, perpetuellement, & à heritage, au cas que ledit Sieur, ce qu'à Dieu ne plaiſe, aille de cette vie mortelle ſans hoirs procréés legitimement de leur chsir audit msnage, tout rel droit, nom, raiſon, action, obligation, proprieté, poſſeſſion, par ci-devant competant audit Sieur en ladite Duché, ſans rien ni aucune choſe reſerver, en cedant & trsnſportant dés à preſent comme pour lors, par ledit Sienr à ladite Dame, tous & chscuns ſes droits de proprieté, poſſeſſion, ſaiſire, noms, raiſons, sctinns & obligations, par ei devant lui competans & appartenans, en conſtituant & conſtituë ladite Dame dés-à-preſent, audit cas comme pour lors, és choſes que deſſus & ehacunes d'icelles, ſon Procureur, comme en ſs propre choſe, & ce tout en corroborant & fortifiant, entant que beſoin ſeroit, le droit par ci-devsnt competant à ladite Dame audit Duché.

Et pour éviter leſdites incommodirez de guerres, & ſiniſtres fortunes vrai-ſemblablement à enſuivre entre les Païs, que ladire Dame ne convolera à autres nopces, (a) ſors avec le Roi futur, s'il lui plsiſt, & faire ſe peut, ou à autre prochain & preſomptif futur Succeſſeur de la Couronne, & lequel prochain hoit ſera tenu en icelui cas faire & exhiber au Roi les reconnoiſſances & redevsnces, tsnt honorables que profitables deuës par ci-devant pour raiſon dudit Duché & appartenances, en la forme & maniere qu'ont fait les Ducs & Predeceſſeurs de ladite Dame; & ne pourront aliener ladite Duché & ſes appartenances, en autres mains que dudit Sieur, & de ſes Succeſſeurs Rois de Fsnce, que pour le prix deſdites alienations, les hoirs dudit Sieur Roi de France, ne la puiſſent avoir ni recouvrer; & en cas qu'il y auroit enfans procréés deſdits Sieur & Dame, & ladite Dame ſurvivroit ledit Sieur, icelle Dame joüira & poſſedera entierement ledit Païs & Duché de Bretagne, comme à elle appartenant.

(a) Elle épouſa effectivement Louis XII Roi de France Succeſſeur de Charles VIII.

Item. En outre ledit Sieur s voulu & conſenti, veut & conſent, conſtituë & s conſtitué par ces preſentes, en faveur dudit mariage, à ladite Dame, tout, tant & tel doüaire, que ledit Sieur auroit voulu, conſenti & conſtitué pour dot à feu de noble memoire la Reine dernierement trépaſſée, mere dudit Sieur, que Dieu abſolve, à l'inſtrument duquel dot ledit Sieur ſe rapporte, lequel & toute ſa teneur de point en point il a voulu & veut eſtre inſeté & incorporé en ces preſentes, & de tel effet comme s'il y étoit incorporé.

Item. A voulu & conſenti, veut & conſent ledit Sieur, an cas qu'il ira de vie à trépas devant ladite Dame, que ladite Dame ait, perçoive, & faſſe ſien les meubles, ſoient joiaux; de quelque & tant grand prix qu'ils pourroient être, leſquels elle aurs au tems du trépas dudit Seigneur, ſoient des biens avec ſa perſonne, & pour le ſervice de ſadite perſonne, & ailleurs que pour l'entretenement de ſa maiſon, leſquels il veut être & appartenir perpetuellement à ladire Dame & aux ſiens à toûjours.

Et quant à tout ce que deſſus eſt dit, tenir & accomplir, ſans jamais faire ni tenir au contraire, leſdits Sieur & Dame, & chacun d'eux ont obligé & obligent eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choſes, meubles & immeubles, preſens & à venir; & mémement ladite Dame, en la preſence & du conſentement, entant que beſoin ſeroit, dudit tres-haut & puiſſant Seigneur Monſieur le Prince d'Orange, parent, & heritier de ladite Dame, lequel, aprés qu'il a oüi les choſes deſſuſdites, & chaeunes d'icelles, en tant & pour tant que lui peut toucher pour quelconque intereſt, qui lui puiſſe competer & apartenir, ſoi ſoumettant comme deſſus, s ratifié, loüé, & aprouvé ce que deſſus, & audit cas d'abondant fondit droit & intereſt eſdits Duehé, Comté, & leurs appartenances, en telle & quelconque maniere, ou qualité que ee pourroit monter, taxer ou eſtimer, du conſentement de ladite Dame, ledit Prince d'Oisnge s cedé, quitté & transporté à toûjours mais, irrevocablement sudit Sieur & aux ſiens, parce que audit cas le Roi nôtre Sire a promis lui faire recompenſe ailleurs, que audit Duché, & ont renoncé & renoncent leſdits établis & ſoûmis en mme deſſus, à toute exception & deception, à tous plegemens, contreplegemens, & oppoſitions quelconques, & principalement ladite Dame au benefice du Velleien, & à toutes & chacunes les choſes à ce contraires.

ANS de J. C. 1491.

Deſquelles choſes les deſſuſdits Seigneur & Dame, & Prince d'Orange, ont paſſé autres ſemblables lettres en effet & ſubſtance, en la preſence de Maitre Pierre Bourreau, licentié aux Loix, Notaire de l'autorité Apoſtolique, pour plus grande fermeté & corroborance des choſes deſſuſdites, & ſans que l'une deſdites lettres puiſſe ou doive aucunement prejudicier à l'autre. Ce fut fait audit Largeais leſdits Seigneur & Dame preſens, & le Prince d'Orange preſent & conſentsnt, en preſence, conſeil & conſentement des tres-hauts & puiſſans Princes, Meſſieurs Loüis Duc d'Orleans, & Pierre Due de Bourbon; Charles, Comte d'Angouleſme; Jean, Comte de Foix; François, Comte de Vendôme; Meſſire Gui de Rochefort, Chevalier & Chancelier de France; Reverends Peres Meſſires Loüis d'Amboiſe, Evêque d'Alby; Jean de Reli, Docteur en Theologie, Confeſſeur dudit Seigneur, élû en Evêque d'Angers; avec pluſieurs autres de la part dudit Seigneur, & ledit Monſieur le Prince, Meſſire Philippe de Montauban, Chancelier de Bretagne, le Sire de Guemené, le Sieur de Coërquen, Grand-Maître dudit Bretagne, & pluſieurs autres de la part de ladite Dame auſſi preſens.

Et promirent leſdits Seigneur & Dame, en promeſſes & paroles roiaux, & ledit Prince d'Orange, par foi & ſerment de ſon corps, pour ce baillez corporellement, de non jamais faire ni venir encontre & incontinent, ſans divertir à autres actes leſdits Seigneur & Dame, procedans en la Salle dudit Châtel de Langeais, où étoit preparé pour celebrer la meſſe, & ſolenniſer leſdites épouſailles deſdits Seigneur & Dame, & illec en la preſence des Notaires ci-deſſous ſignez, les deſſuſdits & pluſieurs autres Dues & Comtes, tres-illuſtriſſime Princeſſe, Madame Anne de France, Ducheſſe de Bourbon, Sœur dudit Sienr, & autres Seigneurs & Dames en grand nombre, leſdits Seigneur & Dame, par le Miniſtere dudit Reverend Pere en Dieu, Evêque d'Alby, ſolenniſerent, & firent publiquement leurdit mariage, & par paroles de preſent, prirent & épouſerent l'un l'autre, comme en tel cas il eſt accoûtumé, & par le Miniſtere dudit Reverend Pere en Dieu, élû en Evêque d'Angers, fut celebrée meſſe avec la benediction nuptiale. Donné audit lieu de Langeais, & ſcellé du ſceau dont on uſe aux contrats roiaux en la Ville, Châtellenie, & reſſort de Tours, en témoignage de verité, &c. le treizieme jour de Decembre mille quatre-cens quatre-vints-onze.

ANS de J. C. 1492. SAVOYE.

DLIII.

Teſtament de PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé & Seigneur de Breſſe. Fait au Château du Pont-d'Ains, le 26. Juin*, 1492. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 443.

AU nom de la Saincte Trinité Amen. Nous PHILIPPES DE SAVOYE, *Comte de Baugé Seigneur de Breſſe, de Dombes, du Revermont & de la Valbonne, de Chaſey & Leyettes* filz de feu bonne memoire Monſeigneur Louys Duc de Savoye, de Chablais & d'Aoſte, Prince & Vicaire perpetuel du Sainct Empire, Prince de Piemont, Marquis en Italie, Comte de Geneve & de Baugé, Baron de Vaud & de Foucigny, Seigneur de Nice, de Verceil & de Fribourg. A tous preſens & à venir Salut & dilection. Sçavoir faiſons que Nous, conſiderant la fragilité de cette humaine & mortelle vie & qu'il n'eſt rien plus incertain que l'heure de la mort, ne choſe plus certaine que la mort veüillant à l'ayde de Dieu omnipotent en noſtre bonne ſanté diſpoſer & ordonner des Seigneuries, biens & heritages, ſucceſſion, droicts & actions que Dieu nous a donné & qui de preſent nous competent & pourroient competer pour l'advenir en quelque maniere que ce ſoit, afin que apres nous, different & contentions ne puiſſent entrevenir entre nos hoirs & Succeſſeurs. Avons fait & aujourd'huy cy apres eſcript, faiſons par ce preſent de noſtre certaine ſcience & voulenté, eſtans graces à Dieu en bonne ſanté & proſperité de noſtre perſonne noſtre preſent Teſtament ſolemnel, par lequel avons diſpoſé, fait & ordonné, faiſons, diſpoſons & ordonnons de noſtre Ame, noſdites Seigneuries, biens, heritages, meubles & immeubles, actions, droicts, ſucceſſions quelconques en la maniere que s'enſuit, premettant le ſaint ſigne de la † & invocant le nom de Jeſus-Chriſt, diſant au nom Pere, du Filz & du Saint Eſprit, Amen. Premierement recommendons tres-humblement noſtre Ame à Dieu noſtre Createur, quand ſon plaiſir ſera qu'elle ſoit ſeparée du corps, & pareillement à ſa doulce Mere la Glorieuſe Vierge Marie, Monſieur Sainct Philippes & toute la Cour Celeſtielle de Paradis. Item voulons & ordonnons eſtre enſevelis en l'Egliſe de Brou lez noſtre bonne Ville de Bourg du Dioceſe de Lyon en noſtre Chappelle, laquelle par la grace de Dieu avons propoſé y faire edifier & conſtruire à l'honneur de noſtre Createur & de ſa glorieuſe Mere du nom & de nomination de Monſieur Sainct Marc Evangeliſte, & d'y fondes une Religion de l'Obſervance de Sainct Benoit, du vouloir de Meſſire Bernardin Oudry à preſent Prieur Commandataire dudit Brou, pour touſjours celebrer & decanter une grand Meſſe quotidiane du jour & toutes les Heures Canoniales en ladite Egliſe de Brou & Chappelle par leſdits obſervations du remede de noſtre Ame & Succeſſeurs, & illec eliſons noſtre ſepulture toutes les fois que le plaiſir dudit noſtre Createur plaira nous fere paſſer de ce monde en l'autre; & en cas que deffalliſſons de ce monde avant la fondation de ladite Chappelle & fondations deſdits Obſervantins, voulons & ordonnons que de nos propres biens ſoient faites & accomplies par nos hoirs Succeſſeurs cy-deſſoubs nommés toutes les choſes deſſous & apres eſcrites.

Item laiſſons la Luminaire des jours de noſtre Inhumation & enterrement à la diſpoſition & ordonnance de noſtre tres-chere & tres-amée Compaigne & de noſtredit hoir, & ſemblablement le nombre des Meſſes & des obſeques qui ſe doivent fere & celebrer iceluy jour de noſtre enterrement, & apres pour le remede de noſtre Ame & de nos Predeceſſeurs. ANS de J. C. 1492.

Item donnons & delaiſſons pour honneur de noſtre Createur & remede de noſtre Ame & Succeſſeurs à marier pauvres filles pucelles, fere aumoſne, dire Meſſes & accomplir autres œuvres pies, la ſomme de trois mille florins, leſquels voulons eſtre payés entierement & par noſtredit hoir & Succeſſeur dans un an & jour apres noſtre treſpas par l'ordonnance de noſtredite Compaigne ou cas que avant noſtre treſpas ne nous ſerions declarés à noſtredite Compaigne.

Item voulons, ordonnons que le jour de noſtre Inhumation ſoient données vingt-quatre Robbes à vingt-quatre pouvres pour honneur de Dieu de drap blanc, enſemble chauſſe & chaperons de tel drap qu'il ſemblera à noſtredite Compaigne & heritier.

Item ordonnons & voulons que tous ceux à qui nous ſommes obligé ou autrement tenus, ſoyent payés par noſtredit hoir & qu'ils ſoient creüs par bon & vallable ſerment de ce qui leur ſera deu, pourveu que ce ſoient gens de bonne reputation & fame.

Item voulons, ordonnons que nos ſerviteurs ſoyent guerdonnés chacun en ſa quabté au plaiſir de noſtredite Compaigne & ſuyvant qu'il luy apparera de fere pour le moins & en façon que ne puiſſions avoir charge de conſcience.

Item donnons & leguons & par droit d'Inſtitution delaiſſons à noſtre tres-chere Fille Loyſe & autres que Dieu nous vouldra donner de noſtredite Compaigne & à cheſcune d'elles, c'eſt aſſavoir à l'Eſnée vingt-mille francs, & à une cheſcune des autres ſix mille francs & outre plus ſelon les partys que l'on treuvera tel mariage & telle dotte que par noſtredite Compaigne & heritier univerſel leur conſtitueront & ordonneront, & ce pour tous droicts, pourtion, part, partage, legitime, querelle, reclamations que leur porroient appartenir en quelque maniere que ce ſoit en noſdites Seigneuries, biens, meubles & immeubles, droicts & actions en condition qu'elles doivent eſtre contentes de leur Ioſtitution de droit, ſans plus avant demander ny quereler en nos biens, car en ce les inſtituons & une chacune d'icelles nos heritieres particulieres, & pour tant les voulons eſtre excluſes de noſtre hoyrie.

Item donnons & leguons dix mille florins pour une fois à payer par noſtredite Compaigne à noſtre Amé Confeſſeur ſur noſtre hoirie ou nous, luy avons ordonné pour le bien de noſtre Ame & deſcharge de noſtre conſcience, & voulons que dedans l'an apres noſtre decez il y ſoit ſatisfait.

Item voulons, conſtituons & ordonnons noſtre tres-chere & tres-Amée Compaigne Dame Marguerite de Bourbon Sœur germaine de haut & puiſſant Prince Monſeigneur le Duc de Bourbon & d'Auvergne, eſtre Dame Tutrice & Gouvernereſſe des perſonnes & biens, meubles, immeubles quels qu'ils ſoient de nos hoirs & autres nos Enfans maſles & femelles procrées de cette heure, & par la grace de Dieu à procréer d'icelle durant ſa vie & meſmement juſques à ce que noſtre herities ſoit en l'eage de vingt-cinq ans, & ſans rendre compte à nully; & ce faiſons oultre les autres droicts & aſſignations que deja lui avons paſſé promis & ordonné & plus amplement declaré au Contract de Mariage d'icelle & de nous, leſquelles choſes derechef ratifions, approuvons par ce preſent en tant que beſoin eſt.

Et d'autre part pour les bons & agreables ſervices qu'elle nous a fait & fait chacun jour & eſperons qu'elle fera pour le temps advenir. Voulons & Ordonnons qu'elle puiſſe diſpoſer, fere & donner à ſon plaiſir & voulonté auquel qu'il luy plaiſe de nos Enfans maſles ou femelles des dix mille eſcus, leſquels luy avons donné en noſtre Contract de Mariage, & pareillement fere & diſpoſer de tous ſes Joaux.

Item laiſſons par droit d'Inſtitution à noſtre ſecond Fils ſe du temps de noſtre treſpas nous l'avons ou au poſthu-

ANS de J. C. 1492.

poſthume s'il y en a de nous tous nos aquiſes que lors pourrions avoir faites hors de noſtre Pays de Breſſe & appannaige à nos donné que deſſus, & qui ne ſoyent entre les Rivieres de Roſne, d'Ains, de Saone & de Seille; car leſdites acquiſes eſtans entre leſdites Rivieres, voulons demourer & appartenir à noſtre Heritier univerſel cy-deſſous nommé; delaiſſons neantmoins l'uſu-fruict de toutes nos acquiſes à noſtre ditte & tres Amée Compaigne, & ſe au cas que ledit ſecond ne ſera vertueux & bien diſpoſé de ſa perſonne & obeyſſant à noſtreditte Compaigne, autrement s'il en y avnit apres luy d'autres plus vertueux, obeyſſans & agreables à elle, Nous voulons & ordonnons que à celuy-là qu'elle jugera & declairera eſtre plus diſpouſé, que noſdits acqueſts hors deſdites Rivieres ſoyent & appartiennent & en iceulx l'inſtituons noſtre Heritier, & voulons qu'il ne puiſſe quereler, ny demander autre choſe en noſtre hoirie.

Item ou cas que noſtredit ſecond Fils ne nous ſuccedera en noſdits acqueſts, comme dit eſt, & il en ayt un autre ou pluſieurs delaiſſés de nous, nous delaiſſons à luy & à un chacun d'eux mille francs de pention à leur vie juſques ils ſoient pourveus en l'Egliſe ou du Monde, pour vivre convenablement, & en ce les faiſons nos heritiers, & voulons que de tant ils ſe doivent contenter, ſans pouvoir autre choſe quereler ne demander en noſdites hoyries, & ou cas que noſtredit ſecond maſle ou autre qui ſuccedera en nos acqueſts ira de vie à treſpas ſans hoirs maſles, ou ſes hoirs maſles ſans hoirs maſles, Nous luy ſubſtituons de plain droit noſtredit heritier à celuy que lors ſera deſcendu de luy & ſon Succeſſeur en noſtredite hoirie univerſelle par telle condition qu'il doye marier les Filles, ſe aucunes en y auroit convenablement ſelon leur Etat, compregnant au mariage la legitime de leur Pere.

Au ſurplus en tous nos autres biens, droicts, & actions quels qu'ils ſoient à preſent & pour l'advenir que deſſus n'avons donné ou legué, & que cy-apres ne donnerons ne leguerons, Nous faiſons, inſtituons, & de noſtre propre bouche nommons & eſtre voulons noſtredit Heritier univerſel noſtredit Ainſné Fils *Philibert* & ſes Enfans & les Enfans de ſes Enfans maſles procréés en loyal Mariage, tant qu'il en y aura, avecques condition que l'Aiſné Fils deſcendant de nous, ou des Enfans qui deſcendront de nos Enfans ſoit Seigneur & doye touſiours avoir en titre & prerogative nos Seigneuries telles qu'elles nous furent baillées en heritage & tiltre par feu de digne memoire noſtre tres-redouté Seigneur & Pere, parmy ce auſſi que ledit Ainſné ſera teno d'alimenter & adrecer les autres maſles, marier les Filles ſelon leur Eſtat, comme dit eſt, & ſe paravanture que Dieu ne veuelle noſtredit Filz, ſes Enfans & les Enfans de ſes Enfans maſles procréés en loyal mariage deffailloyent ſans Enfans maſles procreés de leur eorps en loyal mariage comme deſſus, & en eeluy cas leur ſubſtituons ſon Frere ſecond, ſe aucun il en aura & ſes Enfans maſles & les Enfans de ſes Enfans nés en loyal mariage, & au tiers & quart Frere de leurs Enfans & Enfans des Enfans maſles nés en loyal mariage, s'ils viennent à deffaillir lans Enfans maſles, leur ſubſtituons le cinquiéme maſle, ſi tant en y aura, & les Enfans de ſes Enfans procreés en loyal mariage & deſcendans de nous par droite lignée maſculine, *uſque in Infinitum*. Et voulons & entendons que à jamais noſtre Aiſné & les aiſnés de luy & à leur defaut les autres maſles plus prochains heritiers deſcendants d'eux, ſoyent & dient eſtre Seigneurs de noſtre Comté de Baugé & toutes autres nos Seigneuries à nous données & delaiſſées par noſtredit Seigneur & Pere comme dit eſt avecques leſdits acqueſts, en telle maniere qu'ils ne puiſſent ne leur ſoit loyſible aliener aucune de noſdits hoyries ne partie d'icelle, leſquelles nous voulons eſtre inalienables. Et au cas que les deſſus defaudroient ſans Enfans maſles, nous leur ſubſtituons mon tres-redouté Seigneur Monſeigneur le Duc de Savoye lors eſtant & ſes Enfans maſles Ducs de Savoye en tous noſdits biens, meubles & immeubles quelque part qu'ils ſoient; & ſe par avanture que Dieu ne veuelle, ils vinſſent à deffaillir, nous ſubſtituons en noſdits biens le plus proche du lignage de nous & armes de Savoye.

ANS de J. C. 1492.

Les Exequuteurs de noſtre preſente ordonnance, volenté & Teſtament ſolemnel ſeront tres-Reverend Pere en Dieu Monſieur le Cardinal de Bourbon Archeveſque & Comte de Lyon, Frere Germain de de noſtredite Compaigne; noſtre tres-cher & tres-amé Frere Monſieur Jean de Savoye Comte de Geneve; nos tres-chers, bien amés & feaux Monſieur Jean Cloppet Chancellier de Savoye; Boniface de Chalant Seigneur de Varey; Amé de Geneve Seigneur de Boringe & de Meillonnas; Jacques de Buſſi Eſcuyer de noſtre Eſcuyerie, & à deffaut d'eulx les Seigneurs de Chaſtillon de la Palu, Filippe de Geneve Seigneur de Wilens, Guigues Seigneur de Chaſteau-vieux & le Seigneur du Saix. Fait au Chaſteau du Pont-d'ains le XXVI. Juin. M. CCCC. LXXXXII. Signé Aycard.

DLIV.

Ligue D'ANNE *Reine de France, de* LOUIS *Duc d'Orleans, de* PIERRE *&* D'ANNE *Duc & Ducheſſe de Bourbon, pour le ſervice de Charles VIII. Roi de France. A Paris le 5. Juillet* 1492. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 343.

ANS de J. C. 1492.

BRETAGNE, ORLEANS ET BOURBON.

NOus ANNE, par la grace de Dieu Reine de France, LOUYS Duc d'Orleans, PIERRE & ANNE Duc & Ducheſſe de Bourbon, voiant & conſiderant les grandes affaires & damnables entrepriſes, que les ennemis de Monſeigneur le Roi, font de jour à autre à l'encontre dudit Seigneur, & de ſon Roiaume, & le grand deſordre qui aujourdui eſt auſſi en la maiſon dudit Seigneur, au moien dequoi icelui Seigneur & ſes ſujets pourroient être en danger de tomber en grands inconveniens, s'il n'y étoit pourveû. Parquoi nous, qui de tout nôtre cœur deſirons le bien, ſeureté, & proſperité dudit Seigneur & de ſon Roiaume, & de tout nôtre pouvoir nous employer & ſervir, comme ceux à qui plus la choſe touche, aprés nôtredit Seigneur le Roi, & qui plus y ſont tenus, ſoit requis, & tres-neceſſaire, que bon amour, union, & intelligence, ſe prenne par entre nous, afin que mieux puiſſions ſervir au bien dudit Seigneur, & de ſon Roiaume, & obvier, reſiſter, & pourvoir contre ceux qui à ce voudroient venir au contraire. Et pour toûjours entretenir les amitiez, fermens, & promeſtes, qui par ci-devant ont été faits à certe intention, & que iceux ſoient plus ſeurement tenus & obſervez, ſans feinte, fraude, ni mal engin; & auſſi que doreſnavant l'amitié, dont dépendent leſdits fermens, puiſſe être plus feure & en plus grande fermeté & ſeureté entre nous. Aujourdui cinquieme jour de Juiller, en la preſence & entre les mains de l'Archevêque de Narbonne, tenant le ſuſt de la vraie Croix, & autres ſaintes & precieuſes reliques, promettons, & jurons en parole de Princes, par la foi & ſerment de nos corps, & damnation de nos ames, privation de nôtre part de Paradis, & par le Saint Sacrement de Batême, que nous avons reçû, de bien & loiaument ſervir le Roi, & de nous aimer, entretenir, favoriſer, ſoûtenir, & ſupporter l'un l'autre comme ſoi-même, en la bonne grace dudit Seigneur, nous employer ſans faute nulle aux affaires l'un de l'autre, comme ſes propres affaires, porter & ſoûtenir,

ANS de J. C. 1492.

tenir, requerir & faire requerir l'un pour l'autre, de toutes choſes, qui ſeront pour le bien, honneur, & profit du Roi, du Roiaume, & de nous; & quand aucun voudra entreprendre ſur aucuns de nous, comme ſur nôtre honneur, état, & biens, & de nos ſerviteurs, que tous enſemble nous y obvierons, & courrons ſus de toute nôtre puiſſance. Et pour ce qu'il peut être, qu'aucuns pourroient par ci-aprés porter paroles, & faire entrepriſes & pratiques, de nous mettre en défiance & ſoupçon, malveillance, & malcontentement les uns contre les autres, pour quelque maniere & couleur que ce ſoit, voulant faire nouvelle amitié, ou autre pratique qui pourroit porter prejudice aux fins pour leſquelles nous faiſons cette preſente amitié, & entre autres le Seigneur de Graville, Amiral de France, par lui, ou autres; nous ſerons tenus le relever, ou declarer l'un à l'autre de ceux qui ſeront ſur les lieux, ou aux environs, dedans vint-quatre-heures; & ſi n'y ſommes, à la plus grande diligence que poſſible nous ſera, aiant égard à la diſtance du Pais où nous ſerons pour lors, & de ne faire avec ledit Amiral, procurer, ou faire procurer aucune amitié ou intelligence, ni à autre de par lui, ſans le ſçû, vouloir, & conſentement de tous nous. Et en outre, nous Ducs d'Orleans & de Bourbon, qui devons être appellez aux affaires dudit Seigneur & de ſon Roiaume, promettons & jurons par le ſerment deſſuſdit, faire appeller l'un l'autre, ou gens pour nous auſdites affaires. Et s'il avenoit, que aucuns vouluſſent empêcher que ne nous y trouvaſſions, que l'un n'y demeure ſans l'autre, ſi n'eſt par le vouloir & conſentement l'un de l'autre. Au ſurplus, promettons & jurons comme devant, faire tenir & obſerver à nos amis & ſerviteurs, à qui en donnerons connoiſſance, les choſes deſſuſdites; & au cas que noſdits amis & ſerviteurs en ſeroient refuſans, nous declarerons à l'encontre d'eux.

Item, promettons & jurons comme deſſus, de porter & ſoutenir nos ſerviteurs à qui de ce baillerons connoiſſance, qui nous ſerviront eſdites choſes, comme nos propres perſonnes. Donné à Paris ſous nos ſeings manuels, & ſcels de nos armes, le jour que deſſus, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-douze. Signé, Anne, Loüis, Pierre, Anne de France.

DLV.

ANS de J. C. 1492.

AUTRICUST L'ECLUSE.

Traité entre le Duc de Saxe, Lieutenant Général des Troupes de MAXIMILIEN *Roi des Romains, & de* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche ſon Fils, & le Sieur de Raveſteyn, Seigneur de* L'ECLUSE, *pour la reddition de ladite Place & de ſes dépendances; fait le* 12 *Octobre* 1492. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom III. pag. 11.

MOnſieur de Raveſtain fera ſerment entre les mains du Duc de Saxe au nom, & comme Lieutenant General de la Majeſté Royale des Romains, & de Monſieur l'Archiduc ſon Filz, de leur eſtre & demourer bon & loyal, & de faire tout ce que bon & loyal vaſſal & ſubject eſt tenu de faire, & les ſervir envers & contre tous ſans exception aucune, ſur la requeſte faicte par Monſieur de Raveſtain, pour le rappel du Ban Imperial mondict Sieur de Saxe. Meſſieurs de l'Ordre & autres preſens ſeront volontiers diligence vers la Majeſté Royale, & luy eſcriveront & requerront, que ſon plaiſir ſoit de pourſuyvre vers la Majeſté Imperiale, d'oſter & anichiler ledict Ban, lequel touche ſeulement à la Majeſté Imperiale, & Royale Monſieur l'Archiduc, Monſieur de Saxe, Meſſieurs de l'Ordre & autres du Conſeil, ne ſeront ny ſouffriront faire à mondict Sieur de Raveſtain, és Pays de pardeça, tant qu'en eux ſera aucun empeſchement à cauſe dudict Ban. ANS de J. C. 1492.

Monſieur de Raveſtain livrera incontinent le grand Chaſteau de l'ESCLUSE, és mains de Monſieur le Duc de Saxe, Lieutenant General en livrant les clefs d'iceluy, & ce faict mondict Sieur de Saxe, remettra incontinent leſdicts Chaſteaux, és mains de mondict Sieur de Raveſtain, entendu que ledict Sieur de Raveſtain, ſera tenu & promettra de remettre ledict Chaſteau, és mains du Roy à toute heure, que en perſonne luy en requerra au lieu de l'Eſcluſe, ou és mains de Monſieur l'Archiduc, le venu en l'âge de 18. ans, & reçeu en ſes Pays, & ſi ledict Monſieur l'Archiduc, terminoit vie par mort avant ledict âge, ledict Sieur de Raveſtain, ſera tenu aprez ledict terme de remettre ladicte Place, és mains du vray heritier de mondict Sieur l'Archiduc, & à toute heure qu'il plaira au Roy, ou audict Sieur Archiduc de venir en perſonne audict Chaſteau, il les laiſſera dedans à telle puiſſance qu'il leur plaira ſans condition, & incontinent ledict Sieur de Raveſtain, ſera ſerment ſur obligation de corps & de biens, que pendant ce temps il ne ſera ny ſouffrira faire, audict Chaſteau au dehors par Mer ou par Terre, aucun dommage à meſdicts Sieurs Roy & Archiduc à leurs Pays & Subjects, ny au Roy d'Angleterre ſes Pays & Subjects ny à leurs Alliez.

Item mettra incontinent le petit Chaſteau, és mains de Monſieur l'Archiduc le livrant és mains de Monſieur de Saxe, comme leur Lieutenant General ſans moyen.

Aura ledict Sieur de Raveſtain telle penſion continuelle, qu'il eſt accouſtumé à ſçavoir ſix mille livres de 40. gros, tant qu'il plaira à meſdicts Seigneurs.

Joüira de tous ſes biens quelconques à luy ſuccedez par le trepas de Pere & Mere, & autrement tout ce que de droict & raiſon luy appartient, en quoy le Roy, Monſieur l'Archiduc & Monſieur de Saxe, ne luy feront empeſchement.

Le ſuyvront les rentes des biens appartenants de droict à ſa compagne, & outre ce des Villes, Chaſteaux & Terre d'Enghien, & par deſſus ce ledict Sieur de Raveſtain joüira & proufitera de toutes les rentes, & biens de Madame de Vendoſme ſa belle Sœur, eſtants es Pays de meſdicts Sieurs, & commettra receveurs pour recevoir les rentes, & deniers ſauf qu'il n'aura auctorité de commettre les Officiers de Juſtice ny les renouveller, tant & ſi longuement que leſdictes Dames de Vendoſme & de Raveſtain, auront faict leur partaige, & qu'il plaira au Roy.

Tous les Serviteurs dudict Sieur de Raveſtain, de quelque eſtat ou condition qu'ils ſoyent, & ceux leſquelz ont tenu ſon party, de quelque temps que ce ſoit depuis le commencement des preſens differens tant preſens que abſens, enſamble les Bourgeois & habitans de la Ville de l'Eſcluſe, & ceux leſquelz en icelle ou ailleurs ſe ſont refugiez pour cauſe deſdicts differents, pourront demourer, aller, hanter & converſer par tout les Pays du Roy, & de mondict Sieur l'Archiduc, & ſeront en iceux auſſy francs & paiſibles, qu'ils eſtoient avant leſdicts differents, ſans que pour cauſe d'iceux, ny des choſes advenues durant iceux contre qui que ce ſoit par Mer ou par Terre de faict, de parolle ou autrement on leur puiſſe demander aucune choſe, mais toutes choſes paſſées par ce preſent Traicté ſeront remiſes, abolies & tenues comme choſes non faictes, & non advenues.

Et ſi ledict Sieur de Raveſtain à aucuns Serviteurs ou gens de guerre en France, à la Baſſée ou en Chaſtel à Cambreſis, iceux ſeront comprins en ce preſent Traicté, & auront abolition s'ils veullent de retourner pardeça en dedans 15. jours aprez la Publication de

ANS de J. C. 1492.

de cette, par quoy à leur requeſte leur ſera faict & baillé ſauf conduit, ſauf que les Traictez de Louvain, de Bruxelles, de Gand & de Bruges, demeureront en leur vigueur, reſervez hors mis Jehan de Riebes, lequel ſera comprins en ce Traicté moyennant qu'il n'entrera en la Ville de Bruges, ſans le congé du Roy & de Monſieur de Saxe, & ſera par ce ledict Traicté remis & aboly le faict advenu en la perſonne de feu le Sieur de Raſſenghien, en tant qu'il touche le Roy & Monſieur, ſans que à cauſe de ce à requeſte de partie, ou autrement aucune pourſuitte criminele en puiſſe eſtre faicte, és Pays & Seigneuries du Roy & de mondict Seigneur, ſur ceux leſquelz pourroient eſtre coulpables dudict faict, mais ſera ledict Sieur de Raveſtain tenu de contenter partie en deans ſix mois prochains, civilement ſeulement s'il luy eſt poſſible, & partie ſe veüille gracieuſement contenter, & ſi icelle differoit, & ne ſe vouluſſe contenter ainſy que dict eſt, ledict Sieur de Raveſtain ſera tenu quitte, en accomplissant ce que par le Prince ou ſes Commis en ſera ordonné.

Et ſi ledict Sieur de Raveſtain, pendant leſdicts ſix mois ne contente partie, leſdictes parties auront leur action de povoir intenter civilement ſeulement.

Tous les priſonniers de guerre d'un party & d'autre eſtants à rançon payeront icelle, & ceux leſquelz ne s'y ſont encore mis ſeront delivrez moyennant gracieuſe Finance.

Chacun d'un coſté & d'autre preſent, & abſent des Pays du Roy & de mondict Sieur l'Archiduc, comprins en ce Traicté retourneront en leurs biens en tel eſtat, qu'ils les trouveront, & ſi des biens immeubles quelque choſe eſtoit venduë ou alenée, ce ne prejudiciera à l'entier, mais ſeront telles venditions tenuës de nulle valeur, & les rentes & hypotecques ſe payeront des heritages, leſquelz auront eſté conſiſquez d'un party & d'autre, à la charge de ceux leſquelx auront jouy & prouffité d'iceux heritages, au nom du proprietaire ou heritier, hors mis Guy de Baenſt, lequel a eu ſa Maiſon dedans l'Eſcluſe razée, qui n'eſt pas exploict de guerre, pourquoy ceux de l'Eſcluſe, d'Oſtende & de Cadſant, lors eſtans dedans la Ville de l'Eſcluſe, ou y ayans eſté durant ce preſent ſiege, luy payeront pour reparation de ladicte Maiſon la ſomme de ſix mille livres de 40. gros, en dedans trois ans prochains, dont le premier terme eſchéera le 1. jour d'Octobre de l'an 1493. le 2. dedans un an aprez & le 3. enſuivant dont luy ſera baillée bonne ſeureté.

Si aucuns Serviteurs dudict Sieur de Raveſtain, ou autre ayant tenu ſon party eſtoient en procez auparavant, & durant ces differents pour quelconque cauſe que ce ſoit en demandant ou en deffendant, ils ſeront receus en juſtice à pourſuivre leur droict, & tenus en tel eſtat, qu'ils eſtoient au commencement deſdicts differents, nonobſtant les appointements contr'eux donnez, & prononcez par coutumace durant leur abſence.

Et quant aux procez leſquelz ſont ou auront eſté pour cauſe d'aucuns exploicts de guerre, advenus par Mer ou par Terre, depuis la Paix de Bruges de l'an 1487. iceux procez, & toutes procedures en enſuivant ſeront abolis, & mis à neant par ce preſent Traicté.

Si ledict Sieur de Raveſtain, ou aucuns de ſes Serviteurs durant ces diviſions, ou auparavant s'eſtoient endebtez & obligez en aucuns deniers, ils pourront icelles leurs debtes en dedans deux mois prochains, enſuivants la Publication de ce Traicté, en baillant or ou argent à tel prix ou valeur, qu'il avoit cours au jour, que leſdictes debtes furent faictes, & ſemblablement pourront faire ceux leſquelz doivent audict Sieur de Raveſtain, ou à ceux de ſon party.

Tous dons de confiſcations faicts par ledict Sieur de Raveſtain, & deniers par luy & à ſon prouffit receus, & ceux auſquelz il a de ce donné quittance, & ſingulierement au corps de la Ville de l'Eſcluſe ſoit du Domaine du Roy, de Monſeigneur, ou d'autres deniers & debtes leſquelz leur eſtoient deubs, pour quelconque cauſe que ce ſoit, ou aucunes particulieres perſonnes de rente, meubles, & arrerages demoureront donnez, quittez, & receus, ſans que à cette cauſe l'on n'en puiſſe rien retracter ou demander, ſemblablement tout ce que ledict Sieur de Raveſtain, les Bailly, Bourguemaiſtres, Eſchevins & Conſeil de la Ville de l'Eſcluſe a eſté ordonné, appoincté & jogé, & executé durants leſdicts differens ſur ceux eſtans dedans l'Eſcluſe en quelque maniere que ce ſoit, nonobſtant les privileges & franchiſes à ce contraires.

ANS de J. C. 1492.

Pour ce que ledict Sieur demande au Roy, & à Monſieur grande ſomme de deniers, qu'ils luy doivent pour cauſe d'aucuns ſervices, qu'il leur a faict, comme appert par certain compte ſigné de la main du Roy, & d'aucuns de ſes Financiers, comme il dict, & que avec il demande 80. mille florins d'or pour les deſpens, & reparations par luy faicts au grand Chaſteau de l'Eſcluſe, Monſieur de Saxe à appoincté avec ledict Sieur, que pour tout ce qu'il pourroit demander au Roy & à mondict Sieur, juſques à ce jour il aura la ſomme de 30. mille livres à 40. gros, laquelle ſomme luy ſera aſſignée ſur les 4. Pays, à ſcavoir Brabant, Flandres, Hollande & Zelande, à peyer les dix mille en dedans 2. mois prochains venans, & les autres 20. mille à 2. demie années prochaines ſuivantes leſdicts deux mois, & quant le Roy ou mondict Sieur, reprendront ledict Chaſteau hors des mains de mondict Sieur de Raveſtain, s'il leur plaiſt lors luy donner aucune choſe pour leſdites reparations & deſpens, ce eſt remis en leur bon plaiſir.

Toutes les Navires de Guerre eſtants preſentement au havre de l'Eſcluſe, appartenants aux habitans dudict lieu, ou aux Serviteurs, Domeſtiques de mondict Sieur de Raveſtain, demoureront illec paiſibles, & jouiront de ce Traicté, ſauf & pourveu, qu'ils n'exploicteront la guerre ſur les Alliez, & bien vueillans du Roy & de mondict Sieur l'Archiduc, ſur peine d'eſtre tenus pour ennemis & infracteurs de la Paix.

Et quant aux eſtrangers non reſidens à l'Eſcluſe, & ne ſont Domeſtiques dudict Sieur, ſe retireront en dedans 15. jours aprez la Publication de cette, & feront ſerment que à leur partement de ladicte Ville de l'Eſcluſe, & un mois aprez cette dicte Publication, ils ne feront aucun dommage au Roy, à Monſieur, ny à leurs Pays & Subjects.

Touchant ce que Monſieur de Raveſtain requiert, que pour obvier, que es Pays de pardeça ou ailleurs n'advienne aucuns procez, diſſenſions ou querelles pour cauſe des prinſes & exploicts de guerre, faicts ſur les corps & biens des Marchands Eſtrangiers de quelque eſtat, nation ou condition qu'ils ſoient durant les ſuſdicts differents, le Roy, & mondict Sieur luy promettent, que pour pourſuitte quelconque ny à la requeſte de qui que ce ſoit pour cauſe des deſſuſdictes prinſes, ils ne feront ou permettront aucunement endommager ceux leſquelz ont tenu le party, & querelle dudict Sieur de Raveſtain, ny leurs biens Navires, ny Marchandiſes par Juſtice, ny autrement; mais demoureront & ſeront par ce preſent Traicté, franca & paiſibles en tous les lieux de l'obeyſſance de meſdicts Sieurs. Eſt dict par ce preſent Traicté que le Roy, mondict Sieur, le Duc de Saxe & Meſſieurs de l'Ordre, & du Conſeil eſcrivront & prieront aux Roys d'Angleterre, d'Eſpagne & autres Princes, auſquelx ſera beſoing qu'ils veulent induire leurs ſubjects, & tant faire qu'ils laiſſent ledict Sieur de Ravellain, & ceux ayant tenu ſon party paiſible du

ANS de J. C. 1492.

contenu de ce preſent article Et le Roy, mondict Sieur, le Duc de Saxe, les Sieurs de l'Ordre, & autres du Conſeil ne ſouffriront ny permettront, que audict Sieur de Raveſtain, & à ceux ayant tenu ſon party ſoit es Pays du Roy de mondict Sieur faict aucun arreſt, pourſuitte, empeſchement ou dommage pour cauſe des choſes faictes, & advenues par Mer & par Terre durants ces preſens differents, mais ſeront de ce deſchargez, & pourront paiſiblement demourer & converſer par tous les Pays de mes avant dicts Sieurs.

Tous les gens de guerre, marchands & autres, de quelque Eſtat, Pays & Nation, qu'ils ſoyent eſtants preſentement à l'Eſcluſe, ils ſe pourront avec leur Marchandiſe, & biens quelconques retirer ou bon leur ſemblera ſoit en France, ou ailleurs en dedans 15. jours aprez la Publication de cette, ſans que l'on leur puiſſe faire, ou donner ny mettre arreſt aucun, mais ſi beſoin faict pour plus grande ſeureté, ils leur ſeront bailler ſauſconduict pour eux & leurs biens, & ſi aucuns d'iceux en vertu de ce preſent Traicté vouloient demourer en l'obeyſſance du Roy, & de mondict Sieur, & jouir de cedict Traicté ils le pourront faire, ſans que pour cauſe des choſes par eux faictes, & qui ſont advenues durant leſdictes diviſions on leur puiſſe demander aucune choſe.

Les Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil, Bourgeois & Habitans de la Ville de l'Eſcluſe, jouiront doreſnavant de la grace, & quittance à eux faicte par le Roy & mondict Sieur l'Archiduc, en l'an 1486. laquelle eſt des trois Pays pour leur portion de toutes aydes, & ſubventions à meſdicts Sieurs lors accordez, ou à accorder durant 10. ans lors enſuivant.

Tous dons, privileges, franchiſes, couſtumes & octroys, deſquelz ladicte Ville a uſé des le tamps du Roy, de feue Madame Marie, que Dieu abſolve & de ſeus les Ducs Philippe, & Charles de Bourgoigne, & leurs predeceſſeurs Comtes & Comteſſes de Flandres, ſont confirmez & ratifiez par ce preſent Traicté, & pourront iceux doreſnavant paiſiblement jouir comme ils ont faict juſques ores.

Accompliſſant leſquelles choſes nous au nom, & comme Lieutenant devant dict, &c.

Signées ſur le ply par Monſieur le Duc de Saxe, Lieutenant General, Engelbert Comte de Naſſou, Lieutenant en Flandres, Monſieur le Prince de Chimay, Adolf Comte de Naſſou, les Sieurs de Beures, & de Chievres, de Merode, & pluſieurs autres preſens du Secretaire J. Barry, & ſcéellé des Sceaux deſdicts Sieurs.

DLVI.

ANS de J. C. 1492. FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Etaples, le 3. Novembre* 1492. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 344 G. G. Leibnitz. Codex Diplomaticus. pag. 46.

PHILIPPUS DE CREVECŒUR, Dominus Deſquerdes, & de Lannoi, Mareſcallus Franciæ, Locum-tenens, & Capitaneus Generalis Domini noſtri Regis in ſuis Partibus Arreſii & Picardiæ, ac miles ſui ordinis, Ludovicus de Hallewin, Dominus de Pienne, Franciſcus de Crequi, dominus de Deurrier, Radulphus de Lannoi, Dominus de Morvilliers, Milites, Conſiliarii & Cambellani, Joannes d'Offay, Conſiliarius & Magiſter Requeſtarum Hoſpitii, Ambaſſiatores, Procuratores, & Commiſſarii in hac parte Sereniſſimi ac metuendiſſimi Principis, Domini noſtri ſupremi CAROLI, Dei gratia Francorum Regis Chriſtianiſſimi: Omnibus & ſingulis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, quod cum probiora de mortalibus dona à ſuperis tradi nequeant, quam bona Pacis, & longo rerum uſu ac ratione ſemper cognitum ſit, Pacem eſſe ſummum illud & præcipuum munus, quod humano generi conducere queat, ſatiſque compertum ſit, quot calamitates & ærumnæ paſſim è bello exoriantur, quot vero commoda pax certa & ſtabilis undique attulerit; idcirco nos, quantum fructus & utilitatis Franciæ & Angliæ Regnorum incolis ex Pace & amicitia antehac inter ipſorum Regnorum Reges & Principes initis & contractis accreverit plene cognoſcentes; Nos pro dicto Sereniſſimo Principe noſtro Francorum Rege Chriſtianiſſimo antedicto ſuiſque hæredibus & ſucceſſoribus, atque ejus & eorum nomine, autoritate nobis ab eodem Rege noſtro per ſuas litteras patentes commiſſa, quarum tenor ſequitur, & de talis.

ANS de J. C. 1492.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme depuis aucuns tems en-çà nous aions donné charge à nôtre amé & feal Conſeiller & Chambellan le Sieur Deſquerdes, Chevalier de nôtre Ordre, Maréchal de France, nôtre Lieutenant & Capitaine General de nos Pais de Picardie & Artois, & autres en ſa Compagnie, de tenir paroles, & communiquer avec le Sieur d'Aubenay, Chevalier, Lieutenant General pour nôtre Frere & Couſin le Roi d'Angleterre, & Capitaine à Calais, touchant le bien de Paix, Tréves, intelligences, & bonnes amitiez d'entre nous & nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, & Sujets, tellement que de preſent les matieres & choſes deſſuſdites, ſont en état & diſpoſition de parvenir à bonne fin, & ſoit ainſi que pour à icelle donner ordre, & prendre concluſion, ſoit requis & choſe tres-neceſſaire, commettre & ordonner avec ledit Maréchal Deſquerdes aucuns bons, feaux, & notables perſonages entendus eſdites matieres, & auſquels aions toute fiance. Savoir faiſons, que nous confiant à plein des grands ſens, ſuffiſance, loiauté, & bonne experience d'icelui nôtre Chambellan, le Maréchal Deſquerdes, & de nos amez & feaux Conſeillers l'Evêque de Noion, le Sire de Piennes, nôtre Chambellan Ordinaire; Jean de la Vacquerie, Chevalier, Premier Preſident de nôtre Cour de Parlement à Paris; le Sieur de Dourrier; Maître Robert Gaguin, General Miniſtre de l'Ordre de la Trinité des Maturins, les Sieurs de Morvilliers, de Wyere de Fouquerolles, & Maître Jesn d'Offay, Maître des Requêtes de nôtre Hôtel, à iceux pour les cauſes deſſuſdites, & autres grandes raiſons & conſiderations à ce nous mouvans, & principalement poor éviter les inconveniens & grands maux qui à cauſe de la guerre ſont avenus, & pourroient avenir; auſſi pour parvenir à toute Paix, Tréve, intelligence, & bonne amitié, au bien, ſeureté, & ſoulagement de nos bons & loiaux ſujets, qui eſt l'une des choſes de ce monde que plus deſirons aprés nôtre ſalut, avons & aux cinq, quatre, ou trois d'eux, dont icelui Maréchal Deſquerdes ſera toûjours l'un, donné & donnons par ces preſentes ſignées de nôtre main, plein pouvoir, autorité, & mandement ſpecial, d'eux tranſporter en telle des Villes de noſdits Païs de Picardie & Artois, ou ailleurs que beſoin ſera, où ils verront étre à faire, pour illec avec ledit Sieur d'Aubenay, & autres gens & Ambaſſadeurs, que nôtredit Frere & Couſin le Roi d'Angleterre y voudra envoier, & faire trouver de ſa part, beſogner, traiter, tranſiger, accorder, appointer, & promettre ſur les choſes deſſuſdites, & les dépendances d'icelles, ce qu'ils trouveront, & connoîtront en la meilleure & plus grande ſeûreté que faire ſe pourra pour le mieux, au bien de nous & de noſdits Roiaume, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, tout ainſi que ſerions & faire

ANS de J. C. 1492.

faire pourrions, ſi preſens en nôtre perſonne y étions, & de ce bailler leurs lettres & ſcellez, auſſi recouvrer celles de la part d'icelui nôtre Frere & Couſin le Roi d'Angleterre, comme il eſt accoûtumé de faire, promettant de bonne foi en parole de Roi, avoir ferme & ſtable à toûjours tout ce que par nos Députez deſſuſdits y ſera fait, promis, accordé, & conclu par maniere devant dite, & accomplir le contenu de point en point, auſſi d'en bailler nos Lettres de Ratification & confirmation, telles que beſoin ſera, & au cas appartiendra, ſans jamais aller, ni venir, ni ſouffrir aller ni venir au contraire, en maniere quelconque, car ainſi nous plaît il être fait. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Eſtampes le vint-ſixieme jour de Juillet, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-douze, & de nôtre Regne le neuvieme. *Sic ſignatum ſub plica*, Charles. *Et ſupra plicam*: Par le Roi, Monſieur le Duc de Bourbon, les Comtes de Vendôme & de Ligni; les Sieurs de la Trimoüille, de Gié, Maréchal de France, de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne; de Miollans, Gouverneur du Dauphiné; de Grimaut, Senéchal de Beaucaire; de Saint André, d'Eſcars, & autres preſens, Parent.

Cum Reverendo in Chriſto Patre Domino Richardo Batthenenſi & Vellenſi Epiſcopo, ac cuſtode privati ſigilli; Ægidio d'Aubenay, Domino d'Aubenay, Milite, & Confratre Ordinis Gartarii, ac locum tenente generali Villæ & Marchiarum Caleſiæ; Chriſtophoro Wiſwich, Decano Eccleſiæ Eboracenſis, Magno Eleemoſinario; Henrico d'Yneſweth Legum Doctore, ſecundario in officio privati ſigilli; & Jacobo Tirello, Milite, locum-tenente Caſtri de Guiſnes infra marchias prædictas, Illuſtriſſimi Principis Anglorum Regis Ambaſſiatoribus & Procuratoribus, ad infra ſcripta per ipſius litteras patentes deputatis, quarum tenor ſequitur in hæc verba.

HENRICUS, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ: Omnibus ad quos præſentes litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis, quòd nos de fidelitate, induſtria, & provida circumſpectione dilectorum nobis venerabilis in Chriſto Patris, R. Batthenenſis & Vellenſis Eccleſiarum Epiſcopi, ac Cuſtodis privati ſigilli noſtri, Ægidii d'Aubenay, Domini d'Aubenay, unius Militum & Confratrum noſtri Ordinis Gartarii, ac locum-tenentis noſtri generalis Villæ & Marchiarum noſtrarum Caleſiæ, Chriſtophori Wiſwich, Decani Eccleſiæ Cathedralis Eboracenſis, Magni Eleemoſinarii noſtri, Henrici d'Yneſweth Legum Doctoris, ſecundarii in officio privati ſigilli noſtri, & Jacobi Tirelli, Militis, locum-tenentis Caſtri noſtri de Guiſnes, infra Marchias prædictas, pleniùs confidentes, prædictos noſtros veros & indubitatos Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Commiſſarios, ac Nuncios generales & ſpeciales aſſignavimus, fecimus, conſtituimus, & ordinavimus, aſſignamuſque, facimus, conſtituimus & ordinamus per præſentes, damus & concedentes eiſdem Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, & Nunciis, plenam poteſtatem, autoritatem, ac mandatum generale & ſpeciale cum Cariſſimo conſanguineo noſtro Principe Carolo Franciæ ſeu ejus Ambaſſiatore, Oratore, Procuratore, Commiſſario, aut Nuncio, Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, aut Nunciis, ſufficientem poteſtatem, autoritatem, & mandatum à præfato Principe Carolo ad hoc habente vel habentibus conveniendi, communicandi, tractandi, concordandi, componendi, paciſcendi, & appunctuandi, ac plenarie & integre determinandi, & finaliter concludendi, tam de & ſuper pace perpetua, quam de & ſuper treugis ſeu guerrarum abſtinentiis, & mercium intercurſibus, ac amicitia, confœderatione, & concordia inter nos, hæredes & ſucceſſores noſtros, ac Regna & Dominia noſtra, necnon ſubditos, alligatos, confœderatos noſtros, ac alios nobis facientes & adhærentes quoſcumque, & dictum Principem Carolum, hæredes & ſucceſſores ſuos, atque loca & Dominia ſua, ſubditoſque, alligatos ſuos & ſibi adhærentes, necnon de & ſuper omnibus & ſingulis contentionibus, quæſtionibus, guerris, cauſis, querelis, litibus, demandis, & debatis, nnà cum ſuis circumſtantiis emergentibus, incidentibus, dependentibus & annexis, quæ inter nos & præfatum Principem Carolum, hæredes, ſucceſſores, Terras, Dominia, ſubditos, alligatos, facientes & adhærentes prædictos hinc inde pendere noſcuntur, integrè & finaliter cognoſcendi, appunctuandi, concludendi, & determinandi, univerſaque & ſingula quæ inter nos appunctuata, conventa, concluſa, concordata, pacta, ſive tranſacta fuerint per fidei interpoſitionem, & juramenti in animam noſtram præſtationem, ac per alias vias & media quæ iis in hac parte expedientia viſa fuerint, roborandi & aſſecurandi, necnon à præfato Principe Carolo ejuſve Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, ſive Nunciis ſufficientem poteſtatem & autoritatem à præfato Principe Carolo in hac parte habentibus, quodcumque juramentum licitum in animam ejuſdem Principis præſtandum nomine noſtro exigendum & recipiendum, ac de & ſuper omnibus & ſingulis præmiſſis & dependentiis, ab eiſdem, omnes & omnimodas ſecuritates, cautiones, obligationes ac litteras figillatas nomine noſtro, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum concedendum, faciendum, liberandum & tradendum, necnon à præfato Principe Carolo ejuſve Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, aut Nunciis ſimiles cautiones, obligationes & litteras, prout eiſdem Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, ſeu Nunciis videbitur expedire, petendum, exigendum & recipiendum, cæteraque omnia & ſingula in præmiſſis per eos concluſa, concordata & firmata, concludenda, concordanda & firmanda expediendi, perficiendi, & pro parte noſtra perimplendi, ac debite exequendi, etiamſi majora ſint, & mandatum de ſua natura magis exigant ſpeciale, & quæ noſmetipſi facere poſſemus, ſi perſonaliter præſentes eſſemus in explicationa præmiſſorum. Quæ omnia & ſingula præmiſſa iiſdem modo & forma, ut præmittitur, geſta, talem, tantamque vim, autoritatem & effectum volumus obtinere, ac ſi ea in propria perſona feciſſemus, promittentes bona fide, & in verbo Regio, nos ratum, gratum, & firmum perpetuo habituros totum & quidquid per dictos Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Commiſſarios, ſive Nuncios actum, geſtum, ſeu procuratum fuerit in præmiſſis, ſeu aliquo præmiſſorum. In cujus rei teſtimonium has litteras noſtras fieri fecimus patentes, teſte meipſo in exercitu meo prope Boloniam ſuper mare, penultimo die Octobris, anno Regni noſtri octavo. Per ipſum Regem. Et de data prædicta autoritate Parlamenti, Bletthd.

ANS de J. C. 1492.

Convenimus, contraximus, & concluſimus, & per præſentes convenimus, contrahimus, & concludimus articulos ſequentes.

Imprimis, quod bonè, ſincerè & perfectè ſint & inviolabiliter habeantur & obſerventur, pax, amicitiæ, & fœdera inter Potentiſſimos Franciæ & Angliæ Reges antedictos, eorumdem Patrias & Dominia ſua quæcumque, hæredes, ſucceſſores, vaſſallos atque ſubditos ſuos præſentes & futuros, ac quoſcumque alligatos & confœderatos utriuſque eorum, qui in iſta pace comprehendi voluerint, & ſe comprehendi velle infra tempora, & ſub forma inferius limitata, declaraverint; necnon inter Illuſtriſſima Franciæ & Angliæ, Regna per Terram, Mare, portus

ANS de J. C. 1492.

tus maris & aquas dulces, & quod dictæ amicitiæ, pax, & fœdera ſuum habeant effectum immediate poſt datam præſentium, & durent vita utriuſque Principum prædictorum durante, & alterius eorum diutius viventis, & per annum integrum, poſt obitum ultimo ipſorum morientis. Ita tamen, quòd ſucceſſor Regis præmorientis dictam amicitiam & Pacem, infra annum à die obitus ſui prædeceſſoris, tenebitor per ſuas litteras magno ſuo ſigillo ſigillatas hanc amicitiam Ratificare & confirmare, dictamque Ratificationem & confirmationem Regi ſuperſtiti notificare, tranſmittere, & deliberare.

Item, quod durante termino prædicto bella, guerræ, hoſtilitates, & inimicitiæ quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Reges, eorumdemque, ut ſupra fertur, hæredes & ſucceſſores, vaſſallos, ſubditos, & confœderatos quoſcumque, qui in præſenti tractatu, ut præmittitur, comprehendi voluerint, necnon ipſa dicta inclytiſſima Regna, Patrias, & Dominia ſua quæcumque, ubique locorum per Terram, Mare, littora maris, aquas dulces, omnino ceſſabunt.

Item, quod omnes & ſingulæ utriuſque dictorum Principum, eorumque hæredum & ſucceſſorum, aut eorum alterius, ipſorumque alligatorum in hac parte comprehenſorum vaſſalli & ſubditi, ſint Principes, Archiepiſcopi, Epiſcopi, Duces, Marchiones, Comites, Barones, Mercatores, aut cujuſvis ſtatus conditioniſve exiſtant, durante pace antedicta, ubivis locorum ſeſe mutuis officiis proſequantur, & honeſta affectione pertractent, poſſintque libere, tute, & ſecure, abſque alicujus offenſa aut ſalvo conductu ſive licentia, ubique perluſtrare per Terram, per Mare, & aquas dulces navigare hinc ubique ad portus, Dominia & diſtrictus quoſcumque, voluerint morari, mercari, merces, mercimonia, arma & jocalia quæcumque, ſi ſtatuta municipalia antehac condita non obſtent, emere & vendere, ac ut eis placuerit, illinc ad partes proprias, vel alibi, libere, quoties duxerint, abire cum ſuis aut conductis vel commodatis navigiis, plauſtris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, ſarcinulis, bonis, & rebus ſuis quibuſcumque, abſque ullo impedimento, offenſa, arreſtatione ob cauſam marcæ, contramarcæ, repreſaliarum, aut alia diſtractione quacumque, tam in Terra, quam in Mari & aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere liceret.

Item, quod omnia munera ſive onera ab aliquo dictorum Principum in cujuſvis eorum Patriarum ſive Dominiorum partibus, citra aut infra triginta annos ante datam præſentium impoſita mercatoribus & ſubditis alterius Principis, ejuſve hæredum & ſucceſſorum nocua, durante hac pace penitus ſint extincta, & quod talia aut conſimilia hac amicitia durante amodo non imponantur, ſalvis tamen ſemper quod alia omnibus Regionum, urbium, & locorum legibus, ſtatutis & conſuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmiſſa derogatum cenſeatur.

Item, quod omnes mercatores, etiam Veneti aut Florentini, poſſint per Mare & aquas dulces, armati vel non armati, cum ſuis propriis mercibus aut alienis in navibus, carenis, aut galeis propriis ſive alienis in Regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque, tute, libere & ſecure venire, & ad tunc quo velint, abire durante amicitia antedicta, quandocumque, & quotieſcumque voluerint, abſque violentia, diſturbio, moleſtia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Reges, ſive eorum aliquem, aut eorumdem hæredes & ſucceſſores, ſive ipſorum, vel alicujus eorumdem ſubditos, vaſſallos, aut alligatos, aut eorum alligatorum hæredes, aut ſucceſſores, in iis amicitiis comprehenſos, ſubditos vel vaſſallos fuerit attentatum, actum, vel geſtum, nihilominus tamen hæc pax ſive amicitia in ſuis viribus durante termino prædicto permanebit, & pro ipſis attentatis ſolummodo punientur ipſi attentantes, & damnificantes, & non alii.

ANS de J. C. 1492.

Item, quod in præſenti tractatu Pacis & amicitiæ comprehendentur alligati & confederati utriuſque partis ſubſequenter nominati, videlicet pro parte Chriſtianiſſimi Regis Franciæ, Sacra Majeſtas Imperialis cum Electoribus Imperii, Sereniſſimi Principes, Reges Caſtellæ & Aragonum, Hungariæ, & Bohemiæ, Neapolis, Scotiæ, Portugalliæ, & Navarræ, Potentiſſimique Principes, Dux & tota Domus Bavariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, Lotharingiæ, Gueldriæ, Dux & Communitas Venetorum, Princeps, Civitas, & Communitas Leodienſis, Communitas Florentinorum & Siennenſium, Ligæ novæ & antiquæ (a) Suetenſium confederatorum, & alii quicumque quos Rex ipſe Franciæ in ſuis litteris præſentis tractatus confirmatoris nominare voluerit; ac pro parte Illuſtriſſimi Regis Angliæ, Sacratiſſimus Princeps Maximilianus, Romanorum Rex, ejuſque filius Dominus Philippus, Archidux Auſtriæ, eorumdemque hæredes & ſucceſſores Reges Hiſpaniæ, Portugalliæ, Neapolis, & Daciæ, Duces Calabriæ, & Ferrariæ, & Societas ac Communitas Hanſæ Teutonicæ; & alii quicumque, quos ipſe Rex Angliæ in ſuis litteris præſentis tractatus confirmatoriis nominare voluerit. Qui quidem alligati & confederati prædicti, videlicet præfati Rex Romanorum ejuſque filius Dominus Philippus Archidux Auſtriæ, infra quatuor, & reliqui infra duodecim menſes datæ præſentis tractatus, proxime & immediate ſequentes, per litteras magno ſigillo ſuo ſigillatas, Principi eos comprehendenti, ſi per eum velint comprehendi, declarabunt & ſignificabunt, idemque Princeps alteri Principi infra dictos quatuor menſes, quoad Regem Romanorum & Dominum Archiducem ejus filium; & quoad reliquos, infra duodecim menſes, per litteras ſuas magno ſigillo ſuo ſigillatas præfatis litteris dictæ comprehenſionis declaratoriis annexas, eamdem declarationem notificabit, & priuſquam prædicta notificatio, ut præmittitur, facta fuerit, dicti nominati de comprehenſis nullatenus cenſebuntur.

(a) des Suiſſes.

Item, & ſi dictus Romanorum Rex, ejuſve filius Dominus Archidux prædictus, pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis atque Patriis, modo, tempore, & forma prædictis declaraverint ſe velle in præſenti tractatu comprehendi, & poſtmodum præfatus Rex Franciæ, ejuſque hæredes aut ſucceſſores contra eos vel eorum alterum per captionem alicujus Villæ, nunc ſub obedientia eorum vel alterius eorum exiſtentis, bellum moverit, vel cum exercitu ſeu potentia armorum eorumdem vel eorum alterius Patrias, Terras, vel Dominia intraverit, tunc & in iſto caſu bene licebit præfato Angliæ Regi, ejuſque hæredibus & ſucceſſoribus, præfato Domino Regi Romanorum, ejuſque filio Domino Archiduci, eorum hæredibus & ſucceſſoribus ſuccurrere & ſubvenire, præſenti tractatu non obſtante, ſeu in ſuo robore nihilominus manente. Etſi præfatus Rex Romanorum, vel ejus filius Dominus Archidux prædictus, aut aliquis alius nomine eorum, vel hæredum aut ſucceſſorum ſuorum, per captionem alicujus Villæ nunc ſub obedientia præfati Regis Franciæ exiſtentis, eidem Regi Franciæ ejuſve hæredibus aut ſucceſſoribus bellum moverit, vel cum exercitu ſeu potentia armorum Patrias ſub obedientia ſua nunc exiſtentes ingraverit, tunc & in iſto caſu non licebit præfato Principi Angliæ eoſdem juvare gentibus, armis, vel pecunia.

Item, ſi per ſubditos vel adhærentes præfati Regis Romanorum, aut Domini Archiducis ejus filii prædicti, eorumve hæredum aut ſucceſſorum, contra jura, Patrias, aut ſubditos præfati Regis Franciæ

modo

ANS de J. C. 1492.

modo hoſtili, aut via facti aliquid fiat aut attemetur, quod in damnum & præjudicium eorumdem Principis aut ſubditorum cedere poſſit, & præfatus Dominus Rex Romanorum ejuſve filius Dominus Archidux prædictus, eorumdemve locum-tenentes, aut officiarii, pro juſtitia & reparatione ſupra hoc faciendâ debite ſubmoniti & requiſiti, juſtitiam & reparationem infra unum menſem ipſam ſubmonitionem proxime ſequentem facere denegaverint, vel neglexerint, tunc & in iſto caſu præfatus Rex Franciæ, ejuſve locum-tenens ſive commiſſarius, præfato menſe elapſo, ſua autoritate & per viam facti ad reparationem hujuſmodi faciendam procedere poterit, abſque eo quod propter hoc præſens pax ſeu amicitia in aliquo rumpatur aut violetur.

Item, quod omnes & ſinguli habitatores, incolæ, & ſubditi Civitatis, Villarum & Baillivarum de Tornaco, Tomeſio, Mortagne, & Sancto-Amando, tanquam ſubditi Regni Franciæ ſint nominatim & expreſſe in præſenti tractatu comprehenſi.

Item, quod pro firmiori & inviolabili prædictarum Pacis, amicitiæ, & ſoederis obſervantia & obſervatione, electi & nominati ſint ex parte ipſius Chriſtianiſſimi Regis Franciæ conſervatores ſubſequentes. Primo videlicet pro Patria & Ducatu Normanniæ, Potentiſſimus Princeps Dominus Dux Aurelianenſis; pro Patria Linguæ Occitanæ, & aliis partibus Regni, in quibus non erunt nominati conſervatores, Potentiſſimus Princeps Dominus Dux de Borbonio; pro Patria & Ducatu de Guienne, Dominus Comes d'Angouleſme; pro Patria & Ducatu Britanniæ, Dominos Princeps de Orengia; pro Patriis Arteſii & Picardiæ, ipſe Dominus Deſquerdes; pro Patria, Ducatu & Comitatu Burgundiæ, Dominus de Baudricourt; & pro partibus maritimis, Dominus de Graville, Admiraldus Franciæ, ſalvo mari Aquitaneo, in cujus diſtrictu dictus Princeps de Orengia erit conſervator. Poteruntque conſervatores ſupra nominati in Patriis & locis ſibi ordinatis delegare & depotare commiſſarios ſub ſe.

Et ſi aliqui ex prænominatis conſervatoribus ab hac luce decederint, ſucceſſores eorum in ſtatu gubernatoris ſeu locum-tenentis Patriarum in quibus committuntur, habebuntur, quoad hanc conſervationem, loco dictorum decedentium.

Et pro parte dicti Sereniſſimi Principis Angliæ, præclariſſimus avunculus ſuus Illuſtriſſimus Dux de Bethfort, Cancellarius, Theſaurarius, & Admiraldus, Angliæ Deputatus, cuſtos etiam portuum, cuſtos privati ſigilli, & locum-tenens dicti Regis Caleſiæ pro tempore exiſtentes. Qui quidem conſervatores dictorum Principum, ac utriuſque eorum, & duo aut unus ipſorum, ex parte ſaltem Principis ſubditorum damnificantium, qui ſuper hoc requireretur, vel requirentur, habeat ſeu habeant autoritatem & poteſtatem, virtute hujus tractatus, ipſos damnificantes coram ſe vocandi, conveniendi & examinandi, & ipſos ſic examinatos, ſecundum quod juſtitia exigit, convertendi, & puniendi, attentata & damna contra vires hujus tractatus illlata una cum expenſis damnificatorum teficiendi & reparandi. Et ſi contingat ipſos conſervatores, per ipſos Principes ſic ut præmittitur nominatos, vel ipſorum Commiſſarios ſuper reformationem aliquorum dictorum attentatorum ſore diſcordes, & inter eos ſuperinde concordare non valentes, quòd eo ipſo & ex tunc cauſa illa referatur Conſilio Principis ſubditorum ſic damnificantium, aut ſi opus ſit utriuſque Principis, dum tamen dicta cauſa ſive coram conſervatoribus, aut unius vel utriuſque Principis Conſilio, ventilanda ſummarie & de plano coram eis examinetur, & ſelici marte terminetur, & dictorum conſervatorum pro utraque parte ſcientia interlocutoria & definitive præcepta & decreta incontinenti & indilate dabuntur executioni, non obſtantibus appellationibus quibuſcumque.

ANS de J. C. 1492.

Item, conventum & concluſum eſt, quòd præfatus Illuſtriſſimus Rex Angliæ dictam amicitiam ſic inter eum ejuſque hæredes & ſucceſſores & Chriſtianiſſimum Regem Franciæ atque ipſius hæredes & ſucceſſores, ut præmittitur, contractam, atque omnia & ſingula capitula prædicta in iis litteris contenta per litteras ſuas patentes ſuo magno ſigillo ſigillatas, manuque propria ſubſcriptas, & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit, ipſamque amicitiam & capita ſic per eum ratificata, confirmata, & jurata, per tres ſtatus Regni Angliæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejuſdem Regni, & debite convocatos, infra duodecim menſes proxime poſt datam præſentium ratificari & confirmari faciet, & peræquè etiam Sereniſſimus & Chriſtianiſſimus Rex Franciæ amicitiam & capita antedicta per ſuas litteras patentes magno ſuo ſigillo ſigillatas, atque manu propria ſubſcriptas, & juramento vallatas ratificabit & confirmabit, ipſamque amicitiam & capita ſic per eum ratificata & jurata per tres ſtatus Regni ſui Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Civitates ejuſdem Regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menſes ratificari & confirmari faciet, atque uterque Principum prædictorum prædictam amicitiam & omnia capita antedicta per Sedem Apoſtolicam, & autoritate ejuſdem, infra ſex menſes, dictos duodecim menſes proxime ſequentes, confirmari, vallari & roborari, pro viribus procurabit, & cum effectu faciet Et inſuper uterque Principum prædictorum, infra terminum prædictum, inſtanter & cum effectu requiret Sacro-Sanctam Sedem Apoſtolicam, & Summum Pontificem, qui ferat Sententiam excommunicationis nunc pro tunc, & tunc pro nunc, in eum ex prædictis duobus Principibus, qui omnia & ſingula capita in præſenti tractatu contenta, quatenus ipſum concernunt, non obſervaverit, præter & ultra ſententiam interdicti in ejus Regna, Terras, Patrias, & Dominia, non obſtante aliquo privilegio tu genere vel in ſpecie illis aut eorum alicui ſub quacumque verborum ſetie conceſſo, cui dicti Principes palam, publice, & expreſſe renuntiant, & not nominibus eorumdem ſufficienti autoritate in hac parte nobis attributa renunciamus expreſſe in iis ſcriptis. Inſuper nos Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Domini noſtri Regis Franciæ Ambaſſiatores & Commiſſarii antedicti promittimus, & eumdem Dominum noſtrum ſupremum Regem Chriſtianiſſimum poteſtate, ut præmittitur, ab ipſo nobis commiſſa obligamus per præſentes, quod idem Dominus noſter Franciæ Rex omnia & ſingula præmiſſa ratificabit, autoriſabit, & confirmabit, eaque realiter & cum effectu pro parte ſua exequetur, & faciet quod præmiſſorum tenor exigit & requirit, ſuaſque litteras patentes ſubinde debite confertas magno ſuo ſigillo munitas, Illuſtriſſimo Principi Confratri & conſanguineo ſuo Cariſſimo Angliæ Regi ſupradicto, cum ad hoc debite requiſitus fuerit, liberabit, liberarive faciet. In quorum omnium & ſingulorum Teſtimonium & approbationem nos Ambaſſiatores Franciæ ſupra nominati præſentes litteras ſignis noſtris manualibus ſubſignatas ſigillo Domini Deſquerdes pro nobis omnibus muniri fecimus. Datum apud Stapulas ſupra mare, tertia die Novembris, anno Domini 1492. Sic ſignatum, Philippe de Crevecœur. F. de Crequy, Loüis de Hallewyn, Raoul de Lannoy, & J. d'Auffay.

Die decima quinta menſis Decembris, anno Domini 1492. Indictione decima, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Domini noſtri, Domini Alexandri divina providentia Papæ Sexti anno primo, in noſtrorum Notariorum publicorum & teſtium infra ſcri-

ANS de J. C. 1492.

ſcriptorum ad hæc vocatorum præſentia perſonaliter conſtituti nobiles & potentes Domini, Dominus Gilbertus de Chabannes, Dominus de Curton, Miles Ordinis Sancti Michaelis, ac Gubernator Patriæ Lemovicenſis; & Dominus Stephanus de Veſc, Dominus de Grimault, Seneſcallus Bellicardi, & Cambellanus Ordinarius Supremi Domini noſtri Regis Franciæ Chriſtianiſſimi, ad hæc per ipſum ſpecialiter ordinati & commiſſi, exiſtentibus ſimul cum nobilibus & potentibus Dominis Domino Ægidio d'Aubenay, Milite Ordinis Garterii, locum-tenentis Sereniſſimi Regis Angliæ in Caleſia; Magiſtro Chriſtoforo Wiſwich, Decano Eccleſiæ Cathedralis Eboracenſis, magno Elemoſinario Angliæ; ac Domino Joanne Riſelay, Conſiliario ac Milite pro corpore Regis Angliæ, Ambaſſiatoribus & Oratoribus dicti Sereniſſimi Regis Angliæ, ac ab eo ſpecialiter commiſſis, eiſdem Oratoribus Angliæ tradiderunt ac manualiter deliberaverunt litteras patentes ipſius Regis Franciæ ſua manu ſubſignatas, & ſuo magno ſigillo ſigillatas, confirmatorias Tractatus Pacis & amicitiæ inter eoſdem Reges ſeu ipſorum Ambaſſiatores, apud Stapulas ſupra Mare, die tertia menſis Novembris proxime præterita factæ & concluſæ, in quibus litteris confirmatoris litteræ Ambaſſiatorum Regis Franciæ in quarum dorſo hæc præſens nota deſcribitur de verbo ad verbum inſertæ erant & incorporatæ. Poſt quarum litterarum Regiarum traditionem dicti Ambaſſiatores Angliæ has præſentes litteras Ambaſſiatoribus Regis Franciæ antedictis Dominis Commiſſariis reddiderunt & reſtituerunt. Lecta fuerunt hæc in Hoſpitio Spadæ, in Oppido Bleſis Carnotenſis Diœceſis, præſentibus ad hæc una cum prænominatis notabilibus viris & nobis Notariis ſubſcriptis Guillelmo Laveroch, Thoma Pſampſon, & Florimond Robertet, Secretario Regis Franciæ, teſtibus ad præmiſſa vocatis & rogatis. Sic ſignatum, Joannes Amoul, publicus autoritatibus Apoſtolica & Imperiali Notarius, & Judocus Danſque, publicus Apoſtolica & Imperiali autoritatibus Notarius.

Ratification du Roi d'Angleterre.

HENRICUS, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ: Omnibus ad quos præſentes litteræ pervenerint, Salutem. Inſpeximus quædam capita amicitiarum aliarumque conventionum & pactionum inter noſtros Commiſſarios & Ambaſſiatores ex una parte, & Commiſſarios, Procuratores, & Ambaſſiatores Chriſtianiſſimi Principis ac Cariſſimi conſanguinei noſtri Regis Caroli Franciæ ex parte altera apud Stapulas ſupra Mare, tertio die inſtantis menſis Novembris inita & concluſa, quorum tenores ſequuntur. Nos autem appunctamenta & capitula prædicta, ac omnia & ſingula in eis contenta & ſpecificata, rata habemus & grata, & ea pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, quantum ad nos & ipſos ſpectinet, acceptamus, ratificamus, & confirmamus. In cujus rei Teſtimonium has litteras noſtras fieri fecimus patentes, teſte meipſo apud Villam noſtram Caleſiæ, undecima die Novembris, anno Domini 1492. & Regni noſtri octavo. Sic ſignatum, Henri, & Blythe.

Ratification du Roi Charles VIII.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex: Univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Cum per fœdera Pacis & amicitiarum inter nos & Cariſſimum Fratrem & conſanguineum Henricum, Angliæ Regem, Regna, Patrias, & ſubditos, utrinſque nomine die tertia menſis Novembris proxime præteriti apud Stapulas ſupra Mare facta & concluſa, fuerit inter cætera dictum & concordatum, quod infra duodecim menſes proxime tunc ſequentes dictus Frater & conſanguineus noſter omnia capita Pacis & amicitiarum per eum jurata, & luis litteris patentibus ratificata & confirmata per tres ſtatus Regni Angliæ rite & debite convocatos, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejuſdem Regni, ratificari & confirmari faceret, & peræquè nos amicitiam & capita antedicta per nos jurata, & noſtris litteris patentibus ratificata & confirmata, per tres ſtatus Regni noſtri, videlicet per Prælatos, & Clerum, Nobiles, & Civitates ejuſdem Regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menſes ratificari & confirmari faceremus. Verum quòd congregatio trium ſtatuum Regni Angliæ & ſimiliter Regni noſtri non ſine magnis expenſis & ſumptibus fieri poteſt: Notum facimus, quòd deſiderantes ſublevamini ſubditorum utriuſque noſtrûm providere, nos abſque aliqua novatione ſeu præjudicio in reliquis capitulis dicti Tractatus Pacis ſive amicitiarum in ipſis & eorum quolibet in ſuo robore & vigore manentibus, conſenſimus & concordavimus, & per præſentes conſentimus & concordamus. Quæ Ratificatio ſeu confirmatio fienda per tres ſtatus Regni Angliæ, & ſimiliter per tres ſtatus Regni noſtri modo & forma in dicto Tractatu Pacis declaratis, prolongetur uſque ad proximam congregationem trium ſtatuum, quam ipſe Frater & conſanguineus noſter pro aliis agendis ſui Regni Angliæ faciet, ſeu fieri ordinabit, & quam ſimiliter pro agendis Regni noſtri faciemus, ſeu fieri ordinabimus, provtſo tamen quòd hujuſmodi congregatio ſtatuum fiat infra trienniùm proxime ſequens, & caſu quo aliqua materia non occurrat dictam congregationem faciendi infra jam dictum trienniùm, ipſe conſanguineus noſter Rex Angliæ, & nos ſimiliter tenebimur, & uterque noſtrûm tenebitur & procurabit cum effectu, quod hujuſmodi Ratificationes ſeu confirmationes per ſtatus utriuſque Regni reſpective, qui ob cauſam convocabuntur infra dictum triennium, fient modo & forma in articulis dictarum Pacis & amicitiæ conventis. In cujus rei Teſtimonium litteris præſentibus, manu noſtra ſubſcriptis, figillum noſtrum magnum fecimus apponi. Datum Ambaſiæ, die decima-tertia menſis Decembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo ſecundo, & Regni noſtri decimo. Sic ſignatum, Charles. Et ſur le repli, Per Regem, Duce Aurelianenſi, Comite de Liney, Dominis de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Dourrier, de Morvilliers, de Chandée, & des Roches, Magiſtro Joanne, d'Auffay, & aliis præſentibus, Robertet. Collatio præſentis Copiæ facta fuit cum Originali in Camera computorum Domini noſtri Regis, Pariſiis, die undecima menſis Januarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo ſecundo. Per nos, le Blanc, & Badoüiller.

Article ajoûté.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex: Univerſis & ſingulis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, quòd pro ſecuriori firmitate & obſervatione Pacis ſeu amicitiæ nuper inter nos & Cariſſimum Fratrem & conſanguineum noſtrum Henricum, Angliæ Regem, factæ & concluſæ, nos ultra articulos in Tractatu dictæ Pacis ſpecificatos, & per nos Ratificatos, concloſimus & accordavimos, ac per præſentes concludimus & accordamus articulum ſubſequentem, videlicet: Quòd dictis amicitiis durantibus neuter noſtrûm Regum, ſeu hæredum noſtrorum, aliquibus rebellibus ſive proditoribus, ſeu rebelli ſive proditori alterius noſtrûm, qui in aliquem locum obedientiæ noſtræ, ſeu alterius noſtrûm, declinaverint ſeu declinaverit, quoquomodo dabit ſeu præſtabit Conſilium, auxilium, favorem, aut aſſiſtentiam adverſùs alterum noſtrûm, qui rebelles extiterint, ſeu rebellis extiterit.

ANS de J. C. 1492.

ANS de J. C. 1492.

rit. In cujus rei teſtimonium, literis præſentibus manu noſtra ſubſcriptis ſigillum noſtrum magnum fecimus apponi. Datum Ambaſiæ, die decima tertia menſis Decembris, anno milleſimo quadringenteſimo nonageſimo ſecundo, regni noſtri decimo. Sic ſignatum, Charles. Et per Regem, Duce Aurelianenſi, Comite de Liney, Dominis de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Dourrier, de Morvilliers, de Chandée, & des Roches, Magiſtro Joanne d'Auſſay, & aliis præſentibus, Robertet. Collatio præſentis copiæ facta fuit cum originali in Camera computorum Domini noſtri Regis, Pariſiis, die duodecima menſis Januarii anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo-ſecundo. Per nos, le Blanc, & Badoüiller.

DLVI.

ANS de J. C. 1493. FRANCE ET AUTRICHE.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, & MAXIMILIEN I. Roi des Romains, & ſon fils* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche d'autre. A Senlis le 23. Mai* 1493. Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. Servant aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 253. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 354.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront. Comme depuis nôtre avenement à la Couronne aions deſiré de tout nôtre cœur, & à treſ-ſoigneuſe cure & diligence requis & pourchaſſé le ſalut, repos, & ſoulagement de nôtre peuple, & pour à ce parvenir, connoiſſant que Paix eſt le Souverain bien, que le Roi des Rois Dieu nôtre Createur, duquel ſeul tenons nôtre Roiaume, ait laiſſé aux mortels; que par bonne & ſeure paix tous biens affluent, & que au moien d'icelle la juſtice, par laquelle les Rois regnent, eſt élevée & exercée, comme l'experience des choſes paſſées le démontre, nôtre Roiaume eſt non ſeulement ferme & ſtable, mais grandement accru & exhauſſé; & qu'au contraire, par guerres & diviſions aviennent maux innumerables, à l'inſupportable foule, oppreſſion, & affliction du pauvre peuple, aions à la loüange de nôtredit Createur, ſeul auteur de paix & par le conſeil & avis des Seigneurs de nôtre Sang, & Gens de nôtre Conſeil, pris, fait, & conclu bonne paix, union & amitié avec les Rois & Princes de la Chretienté, qui par ci-devant avoient été en guerre contre nous & nôtre Roiaume, & ne reſtoit ſeulement que pacifier & accorder aucuns diférends, qui étoient entre nous & nos tres-chers & trés-amé Frere & Couſins le Roi des Romains & l'Archiduc PHILIPPE ſon fils, pour auſquels mettre fin, aprés que par pluſieurs fois noſdits Frere & Couſins avoient fait avertir aucuns nos ſpeciaux ſerviteurs, que de leur part ils deſiroient la pacification deſdits diférends, & de vivre dorenavant avec nous en bonne fraternité, union, & amitié, ainſi que de nôtre part l'avions toûjours deſiré, nous eûſſions ordonné, qu'aucunes journées & communications ſuſſent tenuës tant ſur les marches de nôtre Païs de Bourgogne, que de nôtre Païs de Picardie, auſquelles ſe ſont trouvez les Ambaſſadeurs & Commis envoyez de par nous, & auſſi les Ambaſſadeurs & Commis envoiez de par noſdits Frere & Couſins, leſquels, aprés aucunes communications eues en chacun deſdits lieux, eûſſent aviſé, que pour enſemble entendre & conduire leſdites matieres à brieve & fructueuſe iſſuë, étoit expedient que eux tous ſe trouvaſſent & aſſemblaſſent lés nous en cette nôtredite ville & cité de Senlis.

A laquelle journée & aſſemblée il a plû à la ſacrée Imperiale Majeſté envoïer nôtre tres-cher & bien-amé l'Evêque d'Aichſtad, & nôtre Couſin le Comte de Solre, & autres ſes Conſeillers & Orateurs, Ambaſſadeurs & Commis, pour moienner & aider à la pacification deſdits diférends, par le moien deſquels, aprés pluſieurs pourparlers & communications euës à diverſes fois & en divers lieux entre noſd. Ambaſſadeurs & Commis, & ceux de noſdits Frere & Couſins, ils aient accordé bonne paix finale, union, & amitié entre Nous, nôtre tres-cher & tres-amé fils le Daufin, nos Roiaumes, Païs & Seigneuries, ſerviteurs & ſujets d'une part; & noſdits Frere & Couſins le Roi des Romains, & l'Archiduc Philippe, ſon fils, tant en leur nom, que pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée Couſine Marguerite d'Autriche Fille de nôtredit Frere, & Sœur de nôtredit Couſin l'Archiduc, leurs Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'autre; ſelon & ainſi qu'il eſt plus au long contenu és Articles de ladite Paix, deſquels la teneur s'enſuit.

ANS de J. C. 1493.

AU nom & à la loüange de Dieu le Pere, le Fils, & le Saint Eſprit, de la tres glorieuſe Vierge Marie, & de toute la Cour celeſte, bonne Paix, Union, Alliance, & amitié à toûjours, a été & eſt faite, promiſe & jurée entre le tres-Chretien Roi de France, Monſieur le Daufin, leurs Roiaumes, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'une part; & le Roi des Romains, toûjours Auguſte, & Monſieur l'Archiduc Philippe, ſon fils, tant en leurs noms, que au nom de Madame Marguerite d'Autriche, fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, & Sœur de mondit Seigneur l'Archiduc, pour eux, leurs Païs & Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'autre part; par laquelle toute rancune, haine, & malveillance des uns envers les autres ſont abolies & éteintes, & toutes injures de fait ou paroles oubliées & remiſes, & de ce jour en avant iceux Seigneurs Rois, & Meſſeigneurs leurs Enfans, s'entr'aimeront, cheriront, & favoriſeront l'un l'autre, à ſavoir leſdits Rois comme Freres & bons amis, & meſdits Seigneurs leurs Enfans, comme bons parens les uns des autres.

Item. Qu'enſuivant ce que ledit Seigneur Roi tres-Chretien fit aprés le mariage de lui & de la Reine, dire & declarer par ſes Ambaſſadeurs qu'il envoia devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, qu'il deſiroit de renvoier par delà ladite Dame Marguerite, & la feroit conduire honorablement ſelon ſon état, en tel lieu ou ville qu'il ſeroit aviſé, & à cette fin l'avoit fait mener & conduire juſques en la Ville d'Amiens, il a derechef fait dire & declarer auſdits Ambaſſadeurs, que toûjours il a été & encore eſt de cette meme intention & vouloir, & pour mettre la choſe à execution, a offert & offre de à ſes dépens, dedans le troiſieme jour du mois de Juin prochainement venant, la faire partir de la Ville de Meaux, où elle eſt preſentement, & d'illec la faire mener & conduire honorablement, ſelon qu'à l'état d'elle appartient, en la Ville de Saint-Quentin, & néanmoins dés maintenant la mettra és mains des Ambaſſadeurs deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, pour avec ceux que le Roi ordonnera la mener & conduire audit lieu.

Item. Que madite Dame illec venuë, elle ſera pleinement delivrée és mains des Commis à ce, aians pouvoir deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, de la recevoir, en baillant par leſdits Commis aux gens d'icelui Seigneur Roi tres-Chretien aquit & décharge ſuffiſante, contenant que leſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc en leurs noms, & auſſi comme Pere & Frere de mad. Dame Marguerite, au nom & eux faiſans forts d'elle, connoîtront, que icelle leur a été renduë, ou à leurſdits Commis, déchargée de tous liens de mariage & autres obligations, & que de ce, enſemble de toutes promeſſes, obligations & ſcellez, qui touchent la perſonne d'elle, ils tiennent

ANS de J. C. 1493. quitte & dechargé ledit Seigneur Roi tres-Chretien, & tous autres qu'il apartiendra, & auſquels la choſe peut toucher; & pareille reconnoiſſance, declaration, & quittance fera par ferment madite Dame Marguerite, aprés qu'elle ſera és mains de ceux qui ſeront Commis à la recevoir és Païs deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

Item. Que le Roi tres-Chretien & Monſeigneur l'Archiduc demeureront entiers à pourſuivre, ſoutenir, & recouvrer chacun d'eux par voie amiable, ou de juſtice, & non autrement, tous tels droits & actions qu'ils entendent & pretendent avoir és choſes, qui ne ſont apointées & decidées par cette Paix, & meſmement demeure mondit Sieur l'Archiduc entier en tous droits, querelles, & actions qu'il maintient avoir aquis par le traité de l'an quatre vint & deux, eſquels il n'a renoncé ni renonce, & le Roi demeure auſſi entier à ſoutenir & debatre au contraire.

Item. Que les Comtez de Bourgogne, Artois, Charolois, & Seigneurie de Noiers, ſeront dés maintenant rendues par le Roi & tous autres qu'il apartiendra au Roi des Romains, comme Pere & Mainbourg de mondit Seigneur l'Archiduc, & à icelui Monſeigneur l'Archiduc, pour en jouïr en tous droits & profits, ainſi & par la maniere que d'ancienneté en ont joüi les Predeceſſeurs de mondit Seigneur l'Archiduc, ſauf eſdits Comtez d'Artois, Charolois, & Seigneurie de Noiers les droits roiaux, reſſort, & ſouveraineté, & autres droits apartenans au Roi; & auſſi que les Villes & Châteaux de Heſdin, Aire, & Betune, étans preſentement en l'obeïſſance du Roi, demeureront en la garde de Monſieur Deſquerdes Maréchal de France, lequel les gardera, ſans les frais & dépens de mondit Seigneur l'Archiduc, autres que des gages anciens & droits qu'ont accoûtumé prendre les Capitaines deſdites Places, & ſera ſerment au Roi, & promettra de les bien garder à ſa ſeureté pour les droits à lui apartenans, & à mondit Sieur l'Archiduc de la lui garder auſſi à ſa ſeureté, auſſi pour les droits à lui apartenans; & que eſdites Villes & Châteaux il ne mettra aucuns gens de guerre, ou autres, que pour la garde d'icelles, & non pour porter prejudice ou dommage au Roi ou à mondit Seigneur l'Archiduc, leurs Roiaumes, Païs, Sujets, Terres & Seigneuries; & le Roi & mondit Seigneur l'Archiduc promettront, & dés maintenant promettent par cette paix, de non lui ordonner du contraire, & s'ils le faiſoient, le déchargent en ce cas de tous ſermens, le tout juſqu'à ce que mondit Seigneur l'Archiduc ait accompli l'age de vint ans, qui ſera la ſurveille de la nativité de Saint Jean-Baptiſte, l'an 1498.

Item, que mondit Seigneur l'Archiduc venu audit âge, aprés avoir fait au Roi la feauté & hommage pour les Païs, qui ſont tenus de ſa ſouveraineté, ou qu'il aura deuëment & ſuffiſamment, ſelon la nature des fiefs, offert & preſenté par effet, faire leſdits feautez & hommages, le Roi ſera tenu de faire mettre & delivrer par icelui Sieur Deſquerdes & autres qu'il apartiendra, ceſſant toutes excuſes, leſdites trois Villes & Chaſteaux és mains de mondit Seigneur l'Archiduc, ou ſes Commis; & de ce faire baillera dés maintenant icelui Sieur Deſquerdes ſon ſcellé, & auſſi en aura décharge & ordonnance du Roi.

Item, que ſi mondit Sieur Deſquerdes alloit de vie à trépas, avant qu'icelui Monſeigneur l'Archiduc ſoit venu audit âge, celui ou ceux qui ſeront en ſon lieu ordonnez & Commis de par le Roi à la garde deſdites trois Villes & Châteaux, feront avant qu'ils aient aucune adminiſtration touchant ladite garde, ſemblables ſermens & promeſſes, en baillant leurs ſcellez, comme dit eſt ci-deſſus, dudit Sieur Deſquerdes; & auſſi le Roi ſera tenu de par eux, & tous autres qu'il apartiendra, rendre ou faire rendre à mondit Seigneur l'Archiduc, ou à ſes Commis, leſdites Villes & Châteaux, lui venu audit âge, aiant fait audit Roi leſdites foi & hommage, ou leſdits devoirs tels que deſſus eſt dit. ANS de J. C. 1493.

Item, que durant ledit tems & juſqu'à ce que mondit Seigneur l'Archiduc ait accompli l'âge que deſſus, & fait leſdits devoirs, les Officiers de Juſtice & Receveurs du Domaine, & autres Officiers, deſquels la diſpoſition apartient au Comté d'Artois, qui preſentement ſont és dites trois Villes de Heſdin, Aire, & Betune, ſeront entretenus & continuez en leurs offices, en prenant commiſſion de mondit Seigneur l'Archiduc, en lui faiſant ſerment en tel cas requis.

Item, que quant à la cité lés Arras, le revenu & temporel ſera rendu & delaiſſé à l'Evêque & Chapitre dudit Arras, auſquels il apartient ſous le reſſort ordinaire du Bailliage d'Amiens, en la maniere accoûtumée. Et quant au Capitaine, le Roi auquel apartient en diſpoſer, ſera content d'inſtituer celui qui de preſent y eſt, ou ſera durant ledit âge nommé de par Monſeigneur l'Archiduc, aux gages accoûtumez, en faiſant par ledit Capitaine ſerment au Roi, que durant ledit âge il ne ſera ni ſouffrira être fait en ladite cité, aucune choſe au préjudice & dommage du Roi, ni de ſon Roiaume. Mais mondit Seigneur l'Archiduc venu audit âge, ladite cité ſera pleinement remiſe en la main du Roi, pour en diſpoſer, & y mettre Capitaine & Gardes, tels que bon lui ſemblera.

Item, que par cette Paix les Maiſons de Flandres & d'Artois à Paris, & la Maiſon de Conflans hors Paris, ſeront rendues & delivrées au Roi des Romains, comme Pere & Mainbourg d'icelui Monſieur l'Archiduc, ou autres Commis.

Item, que mondit Seigneur l'Archiduc ſera tenu en ſurſeance, ſi bon lui ſemble, de reprendre le fief du Roi, & lui faire hommage des Terres & Seigneuries étans de ſa Souveraineté, juſques à ce qu'il ait accompli ledit âge de vint ans, ſans que cependant le Roi, ou ſes Officiers, y puiſſent aſſeoir ſa main, par faute d'hommage non fait, mais auſſi dés maintenant, & nonobſtant leſdits devoirs ou repriſes non faits, le Roi, ſes juges & Officiers, auront la jouiſſance des reſſorts, Souveraineté, & autres droits, qui d'ancienneté ont appartenu aux Rois de France, & dont les juges & Officiers Roiaux ont accoûtumé connoître & joüir.

Item, que le Roi joüira des Comtez de Méconnois, Auxerrois, & Bar-ſur-Seine, ainſi & par la maniere qu'il en joüit de preſent, juſques à ce qu'il ſoit connu & decidé des droits & actions pretenduës par chacune des parties.

Item, & aprés la delivrance & reddition faite de madite Dame Marguerite, enſemble des Païs deſſuſdits ſelon ce preſent Traité, & les feuretez & ſcellez baillez pour la reſtitution des trois Villes, ſelon que dit eſt deſſus, les Princes, Seigneurs, Villes & Communautez de ce Roiaume, ſeront & demeureront acquitez & déchargez des ſcellez par eux baillez en l'an mille quatre-cens quatre-vint-deux, en tant que touche la reſtitution deſdits Païs, & auſſi de la perſonne de madite Dame Marguerite; & demeureront leſdits ſcellez ſeulement en valeur pour autant qu'il peut toucher les droits, querelles, & actions reſervez par ce traité; à ſavoir, à mondit Seigneur l'Archiduc, tels droits qu'il prétend lui avoir été aquis par le traité dudit an mille quatre-cens quatre-vints-deux; & au Roi de pouvoir debatre & ſoutenir le contraire, comme deſſus eſt dit, & ſera cette décharge écrite au dos deſdits ſcellez.

Item, que les Benefices, qui ſont de patronage laï eſdites Comtez d'Artois, de Bourgogne, Charolois, & Seigneurie de Noiers, qui ont été donnez par le Roi tres-Chrétien, ſes Lieutenans ou Commis, juſques au jour de cette paix, demeureront à ceux qui en ont eû collation ou preſentation dudit Seigneur Roi, ſeſdits Lieutenans ou Commis.

Item,

ANS de J. C. 1493.

Item, que les ſujets d'un parti ou d'autre pourront hanter & converſer marchandement, & autrement, les uns avec les autres, & en châcun deſdits partis, mener & faire conduire par Mer, par Terre, & par eau douce, leurs biens, vivres, danrées & marchandiſes, en toute ſeureté, ſans qu'il ſoit requis pour eux de prendre ou lever aucuns ſauf-conduits, en paiant en châcun parti les anciens tonlieux, dettes & droits, qui ſe ſont accoûtumez paier & lever en tems de paix, & ceſſant les nouvelles exactions, qui en tems de guerre ſe ſont levées en châcun parti ſur les ſujets de l'autre parti, ou les danrées & marchandiſes qui y ont été menées.

Item, que en cette paix ſont expreſſément compris comme ſujets & appartenans au Roi, les Citez, Villes, & Bailliages de Tournai, Tournefis, Mortaigne, & Saint-Amant; enſemble les Evêques, Abbez, gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, & autres ſujets & habitans d'iceux.

Item, que auſſi en cette Paix ſont compris les Alliez de châcun parti ci-aprés nommez, enſemble leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, qui compris y voudront être, & dont ils ſeront tenus faire déclaration, à ſavoir, ceux qui ſeront dénommez Alliez, aians leurs Terres & Seigneuries par-deçà la Mer & les Monts, dedans quatre mois; & les autres plus lointains, dedans l'an; & ſe fera ladite Declaration par Lettres patentes deſdits nommez Alliez, qu'ils envoieront au Prince, qui les aura nommez Alliez, lequel par ſes Lettres patentes où ſeront inſerées leſdites Lettres de Declaration, en avertira dedans ledit tems le Prince de l'autre parti, & leſdites Declarations & devoirs faits, ceſſeront toutes voies de fait, & exploits de guerre & d'hoſtilité à l'encontre deſdits Alliez, leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets.

Item, que par ce preſent Traité de Paix a été d'un commun conſentement declaré & accordé, que l'Evêque de Cambray, Comte de Cambreſis, les gens du Clergé, de la Loi, manans, & habitans de ladite Cité, la Ville de Chaſtel en Cambreſis, toute ladite Comté, les Châteaux, Forts, Places, & Villages dudit Païs de Cambreſis, & les habitans d'iceux ſeront, & ſont compris en cette paix, & jouïront des biens, rentes, & revenus qu'ils ont en châcun parti, & pourront hanter & frequenter en iceux marchandement, & autrement, comme de tout tems ils ont accoûtumé faire en tems de paix; & ſeront quant à ce entretenus en leurs anciens Droits, Franchiſes, & Libertez, & auſſi en nouveaux Octrois & ſeureté qu'ils ont obtenus de châcuns deſdits Princes: & ſi aucun, de quelque parti que ce ſoit, faiſoit entrepriſe de fait ſur leurs perſonnes & ſur leurs biens, les conſervateurs nommez par cette paix, ſous leſquels ſe trouveront celui ou ceux qui auront ou auroient fait ladite entrepriſe, en feront faire prompte reparation & punition, comme d'infracteurs de paix.

Item, que par cette paix eſt faite abolition generale, rappel de tous bans, defauts & contumaces, pour les ſerviteurs ou ſujets d'un parti & d'autre, pour quelques cas, crimes, delits, & offenſes procedans de fait de guerre, querelle ou partialitez, que l'on pourroit impoſer auſdits ſerviteurs ou ſujets, à ſavoir, que le Roi de ſa pleine puiſſance & autorité Roiale fait à tous ſerviteurs ou ſujets, tant des Païs de Bourgogne, que des Païs de par-deçà, qui ont tenu le parti d'iceux Seigneurs Roi des Romains, & Monſeigneur l'Archiduc, ſuppoſé qu'ils ſoient des Païs étant ſous la Souveraineté du Roi, pleine, & entiere abolition de, & pour quelconques cas comms ou perpetrez par leſdits ſujets ou ſerviteurs, ſoit en aiant tenu le parti deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou les aiant ſervi en leurs guerres, aidé, & favoriſé de conſeil, ou autrement, en quelque autre maniere que ce ſoit ou puiſſe être, avoir offenſé & delinqué contre ledit Seigneur Roi tres-Chretien, & lour remet, quitte, & pardonne le Roi, toutes offenſes & peines corporelles & civiles, enſemble toutes peines & amendes adjugées au tems paſſé, impoſant ſur ce ſilence perpetuel à ſon Procureur, ſans qu'il ſoit beſoin auſdits ſujets & ſerviteurs, enſemble ou à part, obtenir particuliere abolition ou pardon, & neanmoins ceux qui en voudront avoir lettres en particulier, les auront ſans aucuns frais.

ANS de J. C. 1493.

Item, & pareille abolition eſt faite par ledit Seigneur Roi des Romains & Archiduc, pour tous ceux qui ont tenu le parti du Roi, & icelui ſervi, conſeillé, aſſiſté, & favoriſé au fait de ſes guerres, ou autrement; & neanmoins eſt à entendre, que par l'abolition qui ſe fait par cette paix aux ſujets d'un parti & d'autre, n'eſt prejudicié ou nui aux abolitions, qui ont été faites par les traitez precedens, aux ſujets & ſerviteurs d'un parti & d'autre, pour cas procedans du fait deſdites guerres avenuës paravant leſdits traitez.

Item, que tous Prelats, comme Evêques, Abbez, Commandeurs, Doiens, Archidiacres, Prevoſts, Prieurs, & autres, de quelque dignité qu'ils ſoient, Chapitres, Couvents, Colleges, & Egliſes pareillement, gens Nobles, Corps de Villes, Communautez, & les particuliers ſujets ou ſerviteurs de châcun parti, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, retourneront par cette paix à la jouïſſance de leurs Dignitez, Benefices, Fiefs, Terres, Seigneuries, & autres Heritages, deniers de mariage, d'heritages, rentes heritieres & viageres, dûës, tant ſur les Domaines des Princes, que ſur Corps des Villes, Egliſes, ou particuliers, quelque part que leſdits biens & heritages ſoient ſituez ou aſſis, ou que ceux qui les doivent ſoient demeurans, au Roiaume, ou hors du Roiaume, pour en jouïr & poſſeder depuis le jour & date de cette paix, en tel état qu'ils les trouveront, qui eſt à entendre, que ceux qui retourneront à leurs biens par cette paix, ſeront entretenus, & gardez en pareille poſſeſſion & jouïſſance de leurs dignitez, benefices, & autres biens, qu'eux ou leurs Predeceſſeurs étoient paravant l'empêchement ſurvenu à cauſe des guerres depuis l'an mille quatre cens ſeptante, & dont à l'occaſion deſdites guerres, & durant icelles ils auroient été depoſſedez, nonobſtant quelconques dons ou diſpoſitions à tems, ou à toûjours faits au contraire, pour cauſe deſdites guerres, par le feu Roi Loüis, ou le Roi preſent, de ce qui eſt de leur parti; & pareillement nonobſtant ſemblables dons faits par le feu Duc Charles, leſdits Seigneurs Rui des Romains & Archiduc, des biens étans en leurs partis, nonobſtant auſſi quelconques Declarations de Confiſcations, Sentences ou Arreſts rendus par contumace, qui pour le bien de cette paix ſont mis au neant, & declarez nuls, nonobſtant encore quelconques venditions d'iceux heritages, ou rachats deſdites rentes, ſi aucuns s'en trouvoient avoir été faits durant leſdites guerres, à ceux ou par ceux qui ont eû don deſdits heritages ou rentes.

Item, que pour l'execution de l'article precedent, les Juges ordinaires des lieux ou leurs Lieutenans en châcun parti, ſeront tenus de remettre, reſtituer, & reintegrer ſommairement & de plain, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans prejudice d'icelles, les ſujets de chacun parti, qui par le benefice de cette paix, retourneront en leurs biens. Et s'il eſt beſoin d'avoir main forte pour les appointemens, & proviſions des Juges ordinaires ou leurs Lieutenans, les Princes ou leurs Lieutenans en chacun parti, la feront bailler, & ne ſe bailleront ou depecheront és Chanceleries, ou Chambres de Conſeil deſdits Princes, Lettres ou proviſions aucunes, pour empêcher, retarder, ou dilaier le retour des ſujets de chacun parti à leurs biens: mais leſdits ſujets remis en la jouïſſance de leurſdits benefices, herita-

ANS. de J. C. 1493.

ges ou biens, ſi aucuns y veulent demander aucun droit, ils y répondront pardevant les Juges, ſuſquels la connoiſſance en devra appartenir.

Item, que ſur cet article de retourner à ſes biens, ſeront compris les anciens ſerviteurs de ſeus les Ducs Philippe & Charles, qui depuis le trépas dudit Duc Charles ſe ſont tenus au parti & obeïſſance du Roi, leſquels par vertu de cette paix, jouiront des penſions & proviſions de vivres à eux donnez, & aſſignez, dés le vivant d'icelui Duc Charles, ſur les Domaines des Comtez d'Artois & Bourgogne.

Item, que ſi aucuns heritages ou rentes ont été vendus par decret rendu par contumace, pour dettes & hipoteques, dont les debiteurs ſuſſent eo parti contraire, leſdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an, à comter du jour de la Publicatioo de cette Paix, retourner auſdits heritages ainſi vendus, en ſatisfaiſant à la dette pour laquelle ils auroient été vendus & decretez avec les frais des criées; & ſi dans ledit tems ne ſatisfont audit dû, le decret demeurera en ſa force; ſauf toutefois que ſi le debiteur vouloit denier la deste, ou propoſer paiement, il y ſera reçû, en nantiſſant les deniers, comme s'il fût comparu, & eût été oüi pour empêcher l'effet de l'adjudication dudit decret; entendu auſſi que les debiteurs, qui par vertu de ces article retourneront à leurs heritages vendus par decret, ſeront chargez des rentes, dont iceux heritages étoient chargez avant ladite adjudication; & encore s'il ſe trouve que ladite adjudication ſoit faite par defaut pour dettes purement perſonnelles, deſquelles leſdits detteurs euſſent obtenu don & quittance au parti & obeïſſance où ils ſont demeurans, en ce cas leſdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an retourner de plein droit à leurs heritages, ainſi vendus par defaut & contumace; & pareillement en toutes autres matieres Eccléſiaſtiques ou profanes, tous defauts ou contumaces données contre les abſens pour cauſe deſdites guerres, ſe pourront porger & rabatre dedans l'an, & s'entend le retour auſdits biens immeubles, non ſeulement de ceux dont les ſujets d'uo parti & d'aotre ont été depoſſedez au moien deſdites guerres, mais de ceux qui leur ſont ſuccedez & échûs par ſucceſſion, *ab inteſtat*, par teſtament, dou, ou autre titre, ſuppoſé qu'au jour deſdites écheances, ceux qui retourneront fuſſent demeurans en l'un des partis, & ceux auſquels ils entendent ſucceder, ſoient trépaſſez en l'autre parti; & ſi auront leſdits Heritiers ou Succeſſeurs, terme, & ſouffrance de trois mois, depuis le jour de la Publication de cette Paix, pour relever les fiefs & heritages à eux advenus des Seigneurs de qui ils ſont tenus.

Item, que quant aux fruits & levées des heritages, ou rentes donnez par recompenſe en chacun parti par Lettres des Princes, leurs Lieutenans, ou Commis, tout ce qui a été levé, donné, ou quitté depuis les guerres & diviſions commencées en l'an mille quatrecens ſeptante, & durant icelles, juſques au jour de cette paix, demeurera levé, donné, & quitté; ſauf toutefois que s'il y avoit aucuns heritages, qui par ſentence de Juge competant, donnée parties oüies, fuſſent adjugez aux crediteurs pour arrerages de rentes, deſquels arrerages a été fait don oo quittance, ledit don ou quittance, n'auront lieu que pour les arrerages échûs en tems de guerre depuis ladite ſentence, & non pour ceux, qui paravant & en tems de paix ſeront échûs, & pour leſquels leſdits heritages auroient été adjugez.

Item, & au regard des meubles, qui ne ſeront levez ou tranſportez, mais ſe trouveront ſur les heritages aux lieux auſquels leſdits ſujets de chacun parti retourneront, & auſſi quant aux dettes & arrerages, qui n'ont été donnez & levez, & dont n'eſt procés, ils appartiendront auſdits ſujets, & non à ceux qui auroient don general de leurs biens meubles.

Item, que pour avoir la jouïſſance des dignitez, benefices, fiefs, heritages, & autres biens, que les ſerviteurs, ou ſujets de l'un des partis, ont ou auront en autre parti, ils ne pourront être contraints à faire reſidence au parti, où ſeront leſdites dignitez, benefices, fiefs, heritages ou biens, & pareillement ne ſeront renus à faire aucun ſerment au Prince, ou ao Seigneur ſous qui ſont leſdits biens, ſauf les fiefez ou vaſſaux, qui ſeront tenus faire les ſermens de feauté, ſelou la nature de leur fief, lequel pour cette fois ils pourront faire par Procureur, & en auront ſouffrance de quatre mois aprés la Publication de ceste Paix, ſi plus n'en ont par la coûtume des lieux.

ANS. de J. C. 1493.

Item, que ceux qui retourneront à leurs biens par cette paix, ne ſeront, ni auſſi leurs heritages, pourſuivables pour rentes foncieres, ou ſurcens échûs durant ledit tems de la guerre, mais ſeront tenus les décharger & aquiter ceux qui deſdits heritages ont joui par recompenſe, & ſi leſdits heritages étoient par leſdites guerres demeurez en ruine & ſans labeur, ceux auſquels ils appartiennent, ſeront déchargez deſdites rentes & ſorcens, pour le tems qu'ils n'ont été labourez, & juſques au jour de cette paix.

Item, qu'il ne ſera fait, mis, ou donné aux biens, fruits, rentes, & revenus que les ſujets d'on parti ont ou auront és Païs, Terres, & Seigneuries de l'autre Parti, ni pareillement aux corps, ou perſonnes deſdits ſujets, leurs biens, danrées & marchandiſes, qui ſe meneront d'un parti en l'autre, aucun arreſt ou empêchement, ſous ombre d'autres priſes, repriſes, arreſt, ou empêchement d'autres biens que l'on diroit être faits ſur les ſujets de l'autre parti, leurs biens, danrées & marchandiſes, pour choſes avenuës durant leſdites guerres au tems paſſé, ou qui ci-aprés pourront avenir, ſi ce n'eſt pour le propre fait, contrats, dettes, ou obligations de celui ou ceux, dont l'on voudroit empêcher ou arréter leſdits fruits, levées, danrées, & marchandiſes, & ne ſe bailleront, ou dépêcheront par leſdits Princes, ou leurs Chanceliers, aucunes Lettres de Repreſailles, marques, ou contre-marques, ou autres proviſions, pour faire à l'encontre de ces Articles aucuns Arreſts, ou empêchemens des perſonnes des ſujets de chacun parti.

Item, que par ceste Paix les Gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, tant Serviteurs & Officiers du Roi, Marchands de la Nation de France, qu'autres, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, qui ſe ſoot abſentez des Villes d'Arras, & de la cité, depuis la ſurpriſe d'icelle, en quelque lieu ou parti que leſdits abſentez ſe ſoient retirez, pourront toutes les fois que bon leur ſemblera retourner, faire leur demeure & Marchandiſes en ladite Ville & Cité, ſans qu'on les puiſſe accuſer, ou charger des choſes faites, ou avenuës par ci-devant dépendantes du fait deſdites guerres, ni de ſoumiſſions, ou promeſſes, qu'ils auroient faites de non partir deſdites Villes, ou d'y retourner dedans certaio tems ſous confiſcation de leurs biens, ſommes de deniers, ou aotres peines qui ſeront & ſont reputées oulles; & ſi leſdits abſens ne veulent retourner & demeurer eſdites Ville & Cité, ils n'y pourront être contraints ſous couleur deſdites promeſſes, & neanmoins pourroot hanter & converſer marchandement, & autrement, en ladite Ville & Cité, & en chacun deſdits parti comme les aotres ſujets; & ſoit que leſdits abſens retournent à leur premiere reſidence, ou qu'ils ſe tiennent dehors en celui des partis que bon leur ſemblera, ils joüiront en toutes choſes du benefice de cette paix, & auront dés maintenant comme les autres ſujets de chacoo parti, prompte, paiſible, & entiere joüiſſance de leurs benefices, heritages, rentes heritables ou à vie, & autres biens, meubles, & uſtanciles d'hôtel, qui encore ſont en nature, ſans que en leur maiſon ceux qui les occupent, puiſſent rien ôter, démolir, ni emporter.

Item,

ANS de J. C. 1493. Item, pareillement les Gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, & autres qui ſouloient reſider en la Ville de Saint-Omer, durant que ladite Ville étoit neutre, & qui depuis, à l'occaſion des diviſions & des priſes & repriſes d'icelle s'en ſont abſentez, aucuns contre leur gré & volonté, & les autres pour leurs affaires, & neanmoins leur a été interdite l'entrée & communication en icelle, pour y vivre ainſi qu'ils faiſoient durant ladite neutralité, accordé eſt, que tous leſdits gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, manans & habitans ainſi abſens, en quelques lieux qu'ils ſe ſoient retirez, ſeront reintegrez & remis promptement en la joüiſſance de leurs benefices, maiſons, demeurances, rentes, & poſſeſſions, qu'ils avoient euës au tems que ladite Ville étoit en neutralité, y pourront vivre & demeurer en paix comme les autres habitans d'icelle Ville, ainſi qu'ils feſoient le tems paſſé, nonobſtant quelconques interdictions, oi autres choſes au contraire, qui pour le bien de la paix ſont annullées; enſemble toutes offenſes & injures deſdits habitans les uns contre les autres, pour cauſe deſdites querelles, ſeront remiſes & pardonnées, ſans qu'on en puiſſe aucune choſe quereller ou demander, & le tout ſera comté & reputé pour oon advenu; & quant à la reſtitutioo des étars qu'ils avoient en ladite Ville durant ladite neutralité, ils en pourront faire pourſuite en juſtice.

Item, que Madame Marguerite d'Angleterre, Veuve de feu Monſeigneur Charles, en ſon vivant Duc de Bourgogne, ſera, & eſt compriſe en cette paix, & conſent le Roi, qu'elle joüiſſe des Terres & Seigneuries de Chauſſins & la Perriere, leurs appartenances & dépendances ſituées en la Vicomté d'Auxonne, ainſi qu'en joüiſſoit feuë Madame la Ducheſſe Iſabeau, Mere dudit feu Duc Charles, au rachat de vint-mille écus d'or, ſelon les lettres de tranſport & titres qu'elle en a.

Item, que de la part du Roi tres-Chrétien ont été & ſont dénommez ſes Alliez, la Sacrée Imperiale Majeſté, les Rois de Caſtille, d'Angleterre, d'Ecoſſe, Hongrie, Boheme, & Navarre, le Riche Duc de Baviere, le Comte Palatin, & tous les Ducs & Maiſons de Baviere, les Electeurs du Saint-Empire, le Duc & Maiſon de Savoie, le Duc & Maiſon de Milan, le Duc & Seigneurie de Veniſe, le Duc de Lorraine, le Duc de Gueldre, le Marquis & Maiſon de Montferrat, l'Evéque & Cité de Liege, les Ligues des Suiſſes confederez, Vieilles & Nouvelles, les Communautez de Florence & de Gennes.

Item, & de la part deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ont été denommez leurs Alliez, ladite Sacrée Imperiale Majeſté, les Rois de Caſtille, de Hongrie, de Portugal, de Dannemarc, d'Angleterre, & d'Ecoſſe, les Electeurs du Saint-Empire en Commun, le Roi de Boheme, & autres, le Marquis & Maiſon de Montferrat, l'Evéque & Cité de Liege, & tous les Princes de l'Empire, les Ligues des Suiſſes, Vielles & Nouvelles, les Citez & Communautez dudit Empire. Et ſi leſdits Princes veulent chacun de ſa part nommer autres Alliez, faire le pourront par leurs Lettres Patentes dedans quatre mois, leſquels ainſi nommez ſeront declaration dedans quatre autres mois, ou dedans l'an enſuivant, ainſi que deſſus eſt dit, s'ils y veulent être compris; tous leſquels Alliez déja nommez, ou qui ſe nommeront, en faiſant la declaration d'y vouloir être compris dedans le tems, & en la mantere que deſſus eſt dit, ſeront compris en cette paix, enſemble leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs, & Sujets.

Item, que en cette paix eſt auſſi compris, comme Conſeiller & Serviteur du Roi, Meſſire Guillaume de Haraucourt, Evéque & Comte de Verdun, tant pour la perſonne, que pour ledit Evécbé & Comté de Verdun, Terres, Seigneuries, & Sujets.

Item, pareillement ſeront compris en cette paix, du conſentement deſdits Princes, l'Archevéque, Gens d'Egliſe, Nobles, Citoiens, Manans & Habitans de la Cité de Bezançon, qui joüiront des biens qu'ils ont en chacun parti, & ſeront entretenus en leurs anciens Droits, Franchiſes, & Libertez. ANS de J. C. 1493.

Item, que pour l'entretenement de cette paix, & afio qu'elle ſoit gardée ſans aucune infraction, oot été & ſont aviſées les ſeuretez, qui s'enſuivent. Premierement, que le Roi tres-Chretien, pour lui & Monſeigneur le Dauſin, & meſdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc pour eux, & eux faiſans forts de madite Dame Marguerite, paſſeront, reconnoîtront, ratifieront, & confirmeront par leurs Lettres patentes, ce preſent Traité de Paix, & feront ſerment ſolemnel ſur le fuſt de la vraie Croix, Canon de la Meſſe, & Saints Evangiles touchez corporellement, d'entretenir ce preſent Traité de Paix en tous ſes points & articles, & faire entretenir par les gens de leur Conſeil, Officiers, Serviteurs & Sujets, ſans en quelque choſe que ce ſoit, aller ou venir, faire ou ſouffrir être fait quelque choſe au contraire, directement, ou indirectement; & à ce ſoumettront eux, leurs Hoirs, leurs Roiaumes, Païs, Terres, & Seigneuries, à toutes cenſures Eccleſiaſtiques, nonobſtant tous Privileges au contraire.

Item, & conſentiront que ſi par eux, ou leurs Succeſſeurs, ou aucuns de par eux, eſtoit contrevenu à ce Traité par notoire exploit de guerre & entrepriſes de fait, comme ſi par iceux Seigneurs Roi des Romains ou Archiduc, ou futur mari d'icelle Madame Marguerite, ou autre de leur parti, étoit procedé par voie de fait, main-forte, emblée, ou autrement, en la priſe de quelque Ville, Place, ou autre Fort du parti & obeiſſance du Roi, ou deſdites trois Villes qui demeurent en la garde de mondit Sieur Deſquerdes, ou ſi leſdits Seigneurs Roi des Romains, Archiduc, futur mari, ou autre, de par eux, entroit à puiſſance & à main Armée dedans le Roiaume & autres Païs du Roi, ſaos ſon gré & conſentement, ou pour autre cas ſemblable enfreignoit ou ſouffroit enfreindre ce preſent Traité de Paix; & ſemblablement ſi en cas pareil le Roi tres-Chretien, Monſeigneur le Dauphin, ou autre de par eux, procedoit par voie de fait, emblée, ou autrement, à la ſurpriſe d'aucune Ville, Place, ou Fort, tenant le parti & obeiſſance d'iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou de l'une deſd. trois Villes, ou que à puiſſance & main Armée entraſſent dedans leurs Païs, pour leur faire & à leurs ſujets guerre; en ces cas, & en chacun d'iceux, ou autres ſemblables, celui qui premier fera ladite contraventton, ou commencera ladite guerre, ſera tenu promettre & promet par cette paix, ſur ſon honneur, d'incontinent, & pour le plus tard dedans ſix ſemaines enſuivant, reparer ou faire reparer par effet ladite contravention, & rendre tous dommages & intereſts, à peine d'être tenu & reputé notoire infracteur de paix.

Item, & d'abondant le Roi, pour ſeureté de cette paix, fera bailler auſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc les lettres & ſcellez de Meſſeigneurs les Ducs d'Orleans, de Bourbon, de Nemours, des Comtes d'Angouleſme, de Montpenſier, de Vendoſme, de Monſieur le Prince d'Orange, Meſſieurs les Maréchaux & Admiral de France, & par les Citez, Villes & Communautez de Paris, Rouen, Lion, Poitiers, Tours, Angers, Orleans, Amiens & Tournay; & Meſſeigneurs Roi des Romains & Archiduc ſeront ſemblablement bailler les lettres & ſcellez des Ducs de Heſſe, Marquis de Bade, Monſieur de Raveſtein, les Comtez de Naſſau & de Solre, le Prince de Chimay, les Sires de Beures, d'Egmond & de Fiennes, des Sieurs de Walhaim, de Molembais, du Fay, du Freſnoy, du Grand-Bailli de Hainaut, & par les Villes & Communautez de Louvain,

ANS de J. C. 1493.

vain, Bruxelles, Anvers, Boiſle-Duc, Gand, Bruges, Lille, Douay, Arras, Saint-Omer, Mons, Valenciennes, Utrech, Midelbourg, & Namur; leſquels ſcellez d'un parti & d'autre contiendront promeſſe d'entretenir & faire entretenir ce preſent Traité de Paix; & que s'il étoit contrevenu par le Prince duquel parti leſdits ſcellez ſe bailleront, ou aucun de par lui, dont la reſtitution & reparation n'en fut faite dedans ſix ſemaines enſuivant, en ce cas ils ſeront tenus d'abandonner & delaiſſer celui qui aura fait ladite contravention, & donner faveur, aide & aſſiſtance à celui, ſur qui ſeroit fait ledit exploit & entrepriſe, & leur eſt par ledit Traité de Paix ordonné ainſi le faire, & dés maintenant ceux qui bailleront leſdits ſcellez ſont, eſdits cas de contravention & rupture, déchargez de leurs ſermens; leſquels ſcellez ſe bailleront d'un côté & d'autre, à ſavoir de la part du Roi en la Ville de Teroüenne, & de la part de meſdits Seigneurs Rois des Romains & Archiduc, en la Ville de Saint-Omer, dedans le premier jour de Septembre prochain venant.

Item, & avec ce les Lettres de ce preſent Traité de Paix ſeront leuës, publiées & enregiſtrées, à ſavoir celles du Roi en la Cour de Parlement de Paris, preſent & conſentant le Procureur du Roi, & auſſi en la Chambre des Comptes; & celles deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, en leur Grand Conſeil, preſent & conſentant leur Procureur General, & en la Chambre des Comptes de Lille. Et ſera donnée & ajoûtée foi au *Vidimus* & extrait qui ſe feront des articles d'icelui ſous le ſcel autentique, comme à l'original, pour tous ceux qui s'en voudront aider en jugement & dehors.

Item, ſont denommez Conſervateurs de cette Paix de la part du Roi, pour les marches & quartiers du Païs de Bourgogne, Monſieur le Prince d'Orange, Monſieur de Baudricourt Gouverneur de Bourgogne, & les Baillis de Dijon, Châlons, Autun & Mâcon, ou leurs Lieutenans; pour les marches de Champagne & de Retelois, Monſieur d'Orval Gouverneur de Champagne, les Baillis de S. Pierre-le-Monſtier, de Troies & de Vitry, ou leurs Lieutenans; pour les marches de Picardie, Monſieur Deſquerdes, Maréchal de France, Meſſieurs les Baillis d'Amiens, de Vermandois, Seneschaux de Ponthieu, de Boulenois, & Gouverneur de Peronne, Mondidier, & Roye, ou leurs Lieutenans; & pour la mer, Monſieur l'Amiral, ſes Lieutenans, ou Commis.

Item, de la part de meſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc ſont denommez Conſervateurs, pour les Marches de Flandres & Artois, Monſieur de Naſſau, enſemble les Gouverneurs de Lille, d'Arras, & Baillis eſdits Païs, chacun en ſon endroit; pour les Marches de Hainaut, Meſſieurs les Princes de Chimay, & Grand-Bailli de Hainaut; pour Luxembourg, Monſieur le Marquis de Baden; pour Bourgogne, le Gouverneur du Comté de Bourgogne, & les Baillis d'Amont, d'Aval, & de Dole; & pour la mer, Monſieur de Beures, Admiral, ſes Lieutenans, ou Commis.

Item, tous leſquels Conſervateurs denommez en chacun parti ſeront tenus faire prompte & ſommaire expedition, ſans forme & figure de procés, de tous cas qui écherront & dépendront de la reparation & reſtitution, qui ſe doit faire pour ce preſent traité, & contravention, infraction, ou entrepriſe à l'encontre de cette paix; & ſeront leurs ſentences, ordonnances, & proviſions miſes à execution reellement & de fait, nonobſtant oppoſitions ou apellations quelconques, ſauf toutefois que en cas d'apel de ſentences diffinitives dont ſeroit apellé, ceux qui les auront obtenuës, ſeront tenus de bailler bonne & ſuffiſante caution ſujete, avant d'avoir la délivrance de ce qui leur ſeroit adjugé pour le rendre, au cas que les Sentences deſdits Conſervateurs fuſſent infirmées par la Cour Souveraine, ou ſi elles étoient annullées, & qu'il y eût nouveau jugement pour fournir le jugé.

ANS de C. J. 1493.

Item, pour ce qu'il eſt aſſez aparent, que aprés cette Paix publiée, ſe trouveront de chacun parti pluſieurs gens vagabonds & oiſeux, qui ſeront legers & enclins à toutes roberies, larcins, & pilleries, & dont, ſi pourvû n'y étoit, pouroient avenir de grands dangers, & ne ſeroit ſeur pour les ſujets de chacun parti aller par les chemins marchandement & autrement, aviſé eſt, qu'il ſera fait Edit, lequel ſera publié en chacun parti, que tous gens de guerre & autres vagabonds, qui ne voudront retourner à faire leur métier & labeur, ou qui n'auront entretenement de vivre & ordonnance deſdits Princes, ou entretenement au ſervice d'aucuns Seigneurs, dont ils faſſent aparoir par lettres deſdits Seigneurs, leſquels ſeront répondans de ceux qu'ils avoueront être leurs Serviteurs, ſeront tenus eux partir, & eux retirer hors des Villes & du plat Païs dedans rel tems qu'il leur ſera prefix, & ce ſur & à peine, ledit tems paſſé, d'être bannis des Païs de chacun parti, & d'être abandonnez à toutes Juſtices, & aux gens du plat Païs de les pouvoir prendre au corps, & les mener à la plus prochaine Juſtice, pour les punir, bannir, & contraindre à eux partir & tirer hors deſdits Païs, ſans y pouvoir retourner, & d'être punis des cas dont ils ſeront trouvez être chargez, ſans en faire aucun renvoi ou remiſſion aux Juges ou à la Juſtice, dont ils ſe voudront dire ſujets.

Item, que pareille proviſion & de ſemblable effet ſera faite & miſe pour ceux, qui par Mer exercerone aucunes détrouſſes ou roberies, de quelque parti qu'ils ſoient, à ſavoir que s'ils ont aveu, c'eſt à entendre que le navire ait été freté & mis ſus pour quelque Seigneur ou Marchand, l'on ſe prendra à eux pour les dommages qu'ils auront faits; & ſi ce ſont gens qui n'aient point de chef autre que d'eux-mêmes, ils ſeront abandonnez à tous ports & havres, où ils deſcendront, pour les prendre au corps, & faire leur procez, ſans en faire aucun renvoi au parti, dont ils ſe diront ou avoueront être.

Item, que d'un parti ni d'autre ne ſeront reçûs ni ſoutenus ceux qui feront aucun exploit ou entrepriſe au prejudice de cette Paix; & s'ils ſe retiroient d'un parti à l'autre, quelque don, grace, ou abolition qu'ils aient ou pouroient avoir ci-aprés, ils ſeront pourſuivables des infractions & entrepriſes, qu'ils auroient faites à l'encontre de cette Paix, & partant ne ſera tenuë la Paix pour rompuë.

Item, que leſdits Seigneurs Princes, leurs Lieutenans & Officiers, donneront aide & aſſiſtance les uns aux autres, à l'encontre de tous ceux, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, qui ſeront dilaians ou refuſans d'entretenir cette Paix, leſquels ſeront de chacun parti abandonnez comme ennemis de la choſe publique; & ceux qui les aideront d'argent, de vivres, ou en autre maniere les recevront ou favoriſeront, ſeront pareillement reſponſables de tous dommages par eux faits, & reputez infracteurs de Paix, & comme tels corrigez & punis.

Item, que tous leſdits points & articles deſſus écrits ſe paſſeront, confirmeront, & ratifieront dés maintenant par lettres patentes d'icelui Seigneur Roi Tres-Chrétien, & pareillement les Ambaſſadeurs de la Sacrée Imperiale Majeſté, & deſdits Seigneurs Roi des Romains, & Archiduc, à ſavoir, Reverend Pere en Dieu Meſſire Guillaume, Evêque d'Aichſtad; Meſſire Chriſtofle, Marquis de Baden; les Comtes de Naſſau, & de Solre; les Sires de Walhain, d'Aimenes, & de Polham, l'Abbé de Maroles, le Prevoſt de Liege, & de Saint Donat de Bruges; Meſſire Thomas de Plaones, Preſident du Grand Conſeil deſdits Seigneurs; Philbert de Vere, dit la Mouche; & Meſſire Jean de Montfort, Chevalier,

ANS de J. C. 1493.

valier, bailleront leurs lettres & ſcellez, & par icelles promettront & feront ſerment ſolennel ſur les Saints Evangiles de Dieu, Canon de la Meſſe, & fuſt de la vraie Croix, qu'ils feront paſſer ce preſent Traité de Paix auſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, & leur feront promettre & jurer, ſelon que contenu eſt en cedit Traité, d'icelui garder & entretenir, & faire garder & entretenir en tous & chacuns ſes points & articles, ſelon ſa forme & teneur, & de tous leſdits paſſemens, promeſſes, ratifications, & ſermens, fourniront lettres deſdits Princes, inſtrumens publics & autentiques, & des ſcellez qui ſe bailleront és mains des Ambaſſadeurs & Commis, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien envoiera devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

Savoir faiſons, que oüi le rapport de noſdits Ambaſſadeurs & Commis, & ſur ce eû grande & meure deliberation, avec les Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conſeil, avons accepté, conſenti, & accordé, par la teneur des preſentes ſignées de nôtre main, acceptons, conſentons, & accordons ladite Paix, Union, & Amitié d'entre nous, nôtre treſcher & tres-amé fils le Daufin, nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, & de noſdits Frere & Couſins, tant pour eux que pour nôtredite Couſine Marguerite d'Autriche, leurs Païs, Terres & Seigneuries, Serviteurs & Sujets, & aiant agreable tout ce que par noſdits Ambaſſadeurs & Commis a été fait & beſogné avec les Ambaſſadeurs & Commis de noſdits Frere & Couſins, avons paſſé, reconnu & accordé, paſſons, reconnoiſſons, & accordons tous & chacuns les points & articles ci-deſſus inſerez, promettant de bonne foi, & en parole de Roi, iceux entretenir, garder & obſerver inviolablement, & ſans infraction aucune. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conſeillers les gens tenans nôtre Parlement à Paris, gens de nos Comptes, & à tous nos autres Juſticiers, ou à leurs Lieutenans, ſi comme à eux apartiendra, que ce preſent Traité de Paix ils faſſent publier, enregiſtrer, & verifier, & le contenu en icelui garder & obſerver.

Et pour ce que de ces preſentes on poura avoir à faire en pluſieurs & divers lieux de noſdits Roiaume, Païs, & Seigneuries, Nous voulons qu'au *vidimus* d'icelle, fait ſous le ſcel Roial, pleine foi ſoit ajoûtée comme à ce preſent Original. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Senlis, le 23. jour de Mai, l'an de grace 1493 & de nôtre Regne le dixieme. Signé, Charles. Et ſur le repli: Par le Roi, Robertet. *Lecta, publicata, & regiſtrata Pariſiis in Parlamento, preſente & conſentiente Procuratore Generali Regis, quarta die Junii* 1493. *De Ceriſay.*

Publication de la Paix de Senlis.

L'On fait à ſavoir, que bonne Paix a été & eſt faite, promiſe & jurée entre le Roi Tres-Chrêtien nôtre Souverain Seigneur, & Monſeigneur le Daufin, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, & Sujets d'une part, & tres-hauts & tres-puiſſans Princes le Roi des Romains, Monſieur l'Archiduc Philippe ſon fils, tant en leurs noms, que eux faiſans forts de Madame Marguerite d'Autriche fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, Sœur dudit Monſieur l'Archiduc, pour eux, leurs Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part, par laquelle leſdits Princes ſont en bonne union, fraternité & amitié, & ceſſeront dorenavant toutes voies de fait, & exploits de Guerre, des Païs, Serviteurs & Sujets les uns contre les autres, & pouront leſdits Serviteurs & Sujets, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, hanter, converſer & frequenter marchandement, & autrement, par Terre, par Mer, & par Eau douce, d'un parti en l'autre. Et eſt par cette Paix faite abolition pleniere aux ſujets de chacun parti, pour tous cas avenus par ci-devant pour fait de guerre; & ſi retournent chacun à leurs biens, comme toutes ces choſes ſont plus au long declarées és articles dudit Traité de Paix, & és lettres qui ſe bailleront par leſdits Princes confirmatoires & ratificatoires d'celles. Pourquoi l'on fait exprés commandement & défenſes à tous Sujets du Roi nôtredit Seigneur, que nul n'attente, ou faſſe choſe dérogeante ou prejudiciable à ladite Paix, ſur peine d'être puni criminellement comme infracteur d'icelle; & ordonne-t'on à tous Officiers du Roi nôtredit Seigneur, ou leurs Lieutenans, de faire obeir & entretenir cette Paix chacun és metes de ſon office, & de aux conſervateurs d'icelle donner port, faveur, aide, & aſſiſtance de Conſeil, de gens, de priſon, & autrement, pour le faire obeir, & à prendre punition des tranſgreſſeurs & infracteurs d'icelle. Publié à Senlis le 23. jour de Mai, l'an 1493. Ainſi ſigné. J. Goyet, avec parafe.

Promeſſe de Philippe de Bourgogne, Seigneur de Beures, d'entretenir la Paix de Senlis; & d'aſſiſter le Roi de France, en cas qu'il y ſoit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc ſon Fils. A Malines le 20. Août 1493.

PHILIPPE DE BOURGOGNE, Seigneur de Beures, de la Vere, de Vliſſinghes, &c. Chevalier de l'Ordre, Conſeiller, Chambellan du Roi des Romains nôtre Sire, & de Monſeigneur l'Archiduc ſon Fils, Gouverneur, & Lieutenant General d'Artois, & Admiral de la Mer: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme à la loüange de Dieu nôtre Createur bonne Paix ait naguere été faite, publiée, & jurée en la Ville & Cité de Senlis, entre mes tres-redoutez & Souverains Seigneurs meſdits Seigneurs le Roi & ſon fils, tant en leurs noms, comme poor & au nom de ma tres-redoutée Dame, Madame Marguerite d'Autriche, fille & Sœur de meſdits Seigneurs Roi & Archiduc, leurs Païs, Seigneuries & Sujets, d'une part; & le Tres-Chrêtien Roi de France, pour lui, Monſeigneur le Daufin ſon fils, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part; iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, afin que icelle Paix ſoit en tous ſes points & articles entretenuë, gardée, & obſervée, aient promis qu'en dedans le premier jour de Septembre prochain venant, nous baillerons nos lettres & ſcellez, d'entretenir & faire entretenir ladite Paix, & que ſi de leur part y étoit contrevenu, dont la reſtitution & reparation ne fût faite dedans ſix ſemaines enſuivantes, nous ſerions tenus les abandonner & delaiſſer, & donner faveur, aide, & aſſiſtance à icelui Seigneur Roi Tres-Chrêtien; & il ſoit que de la part de meſdits Seigneurs par lettres ſignées de leurs mains, nous ait été ordonné & expreſſément commandé, bailler nos lettres & ſcellez, contenant promeſſe d'accomplir tout le contenu ci-deſſus. Savoir faiſons, que nous deſirant de tout nôtre pouvoir obeir à meſdits Seigneurs, conſiderant les grands biens qui de ladite Paix & l'entretenement d'icelle pourront avenir à meſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, leurſdits Païs & Sujets, avons promis & juré, promettons & jurons par cettes, d'entretenir & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns les points & articles y contenus, & que s'il y étoit contrevenu par meſdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc ſon fils, ou par le futur mari de madite Dame Marguerite, ou autre de par eux, ce que Dieu par ſa bonté ne veüille ſouffrir, & de laquelle contravention ne fût faite reſtitution, & reparation, dedans ſix ſemaines prochaines enſuivant,

ANS de J. C. 1493. vant, nous en ce cas ſerons tenus d'abandonner & delaiſſer mes deſſuſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, & chacun d'eux, & donnerons audit cas faveur, aide, & aſſiſtance à icelui Seigneur Roi Tres-Chretien. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Malines le vintiame jour d'Aouſt l'an 1493.

Douze autres promeſſes de differentes Villes & Seigneuries, pour entretenir la Paix de Senlis.

AUtre promeſſe de Guillaume de Croy, Seigneur de Chievres, d'Arſchot, de Birebecque, de Houré, &c. d'entretenir la Paix de Senlis du 6. Mai 1495.

Pareille promeſſe de Charles de Croy, Prince de Chimay, Vicomte de Limoges, Baron de la Bone, &c. Lieutenant & Capitaine General du Païs & Comté de Hainaut, du 27. Avril 1495.

Semblable promeſſe de Enghelbert, Comte de Naſſau & de Vianne, Seigneur de Breda, premier Chambellan du Roi, ſon Lieutenant General, & de Monſieur l'Archiduc ſon fils, en leur Païs de Flandres, & Senéchal du Païs & Duché de Brabant, du 23. Aouſt 1493.

Semblable promeſſe de Jean, Comte d'Egmond, Seigneur de Beures, &c. do 28. Aooſt 1493.

Autre promeſſe de Jean de Bergues, Seigneur de Walhain, de Melin, &c. Chevalier, Conſeiller, & premier Chambellan de Monſieur l'Archiduc, Gouverneur & Souverain Bailli de Namur, du 22. Aouſt 1493.

Autre promeſſe de Pierre Lannoy, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Seigneur du Freſnoy, & Grand-Bailli d'Aloſt, du 18. Aouſt 1493.

Pareille promeſſe de Baudoüin de Lannoy, Seigneur de Molembais, de Solre le Château, de Torcoing, &c. Chevalier de l'Ordre, Conſeiller, ſecond Chambellan do Roi des Romains & de Monſieur l'Archiduc, Capitaine & Gouverneur des Château, Villes & Châtellenies de Lille, Doüay & Orchies, du 20. Aouſt 1493.

Semblable promeſſe d'Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, d'Anthinne, & de Lens, Maréchal & Veneur heritable de Hainaut, Conſeiller & Chambellan du Roi des Romains, & de Monſieur l'Archiduc ſon fils, Grand-Bailli du Païs & Comté de Hainaot, du 25. Aouſt 1493.

Promeſſe de la Ville d'Ipre, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'aſſiſter le Roi de France, en cas qu'il y ſoit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc ſon Fils.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront: Advoüé, Echevins, Conſeil, Bourgeois, Manans & Habitans, & toute la Communauté de la Ville d'Ipre, Salut. Comme à la loüange de Dieu bonne Paix ait naguere été faite, publiée, & jurée entre le Tres-Chretien Roi de France, nôtre Souverain Seigneur, pour lui & Monſeigneur le Daufin ſon fils, leur Roiaume, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'une part; & tres-hauts & tres-puiſſans Princes, & nos tres-redoutez Seigneurs le Roi des Romains, toûjours Auguſte, & Monſeigneur l'Archiduc Philippe ſon fils, nôtre Prince & Seigneur naturel, tant en leurs noms, qu'au nom de nôtre tres-redoutée Dame Madame Marguerite d'Autriche, fille & Sœur de noſdits Seigneurs, leurs Païs, Seigneuxies, Serviteurs & Sujets d'autre part; pour ſeureté de laquelle, & afin qu'icelle ſoit d'autant mieux entretenuë, obſervée, & gardée ſans infraction aucune, ait été conſenti, accordé, & promis de la part de noſdits Seigneurs, que dedans le premier jour de Septembre prochain venanc, ils ſeront par les Seigneurs de leur Sang, Chevaliers de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Officiers, Nobles, Villes & Communautez denommez en l'article de ce faiſant mention, bailler leurs lettres & ſcellez à icelui Tres-Chretien Roi nôtre Souverain Seigneur, ſes Ambaſſadeurs ou Commis. Leſquels ſcellez qui ſe bailleront d'un parti & d'autre, contiendront promeſſe d'entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix, & que s'il y étoit contrevenu par le Prince doquel parti leſdits ſcellez ſe bailleront, ou aocun de par lui, dont la reſtitution & reparation n'en fût faite dedans ſix ſemaines prochaines enſuivant, ils en ce cas ſeront tenus d'abandonner & delaiſſer celui qui aura fait la contravention, & bailler faveur, aide, & aſſiſtance, à celui ſur qui ſe feroit l'exploit & entrepriſe; & leur eſt par ledit Traité ordonné ainſi le faire, & dont dés maintenant ceux qui bailleront leſdits ſcellez, ſont eſdits cas de contravention & rupture déchargez de leurs ſermens. Et il ſoit ainſi, que de la part de noſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, par lettres ſignées de leurs mains nous ait été ordonné, & expreſſément commandé bailler de ce que dit eſt nos lettres & ſcellez contenant promeſſe d'accomplir tout le contenu ci-deſſus. Savoir faiſons, que nous daſirant de tous nos pouvoirs obeir à noſdits Seigneurs; conſiderant auſſi les grands biens, qui de ladite Paix, au cas que par la grace de Dieu elle ſoit bien gardée & entretenuë, pouront avenir aox Païs & Sujets de noſdits Seigneurs, & les maux qui au contraire par la rupture & infraction d'icelle s'en enſuivroient, avons à nôtre aſſemblée pour ce faite des plus notables Bourgeois & Manans de ladite Ville en nombre ſuffiſant, repreſentans toute la communauté d'icelle, promis & juré par ceites ſcellées du ſcel de ladite communauté, promettons & jurons d'entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuna les points & articles y contenus; & s'il étoit contrevenu par noſdits Seigneurs Roi des Romains, & Archiduc ſon fils, ou par le futur mari de madite Dame Marguerite, ou aucuns de par eux, ce que Dieu par ſa grace ne veüille ſouffrir ni permettre, & de laquelle contravention ne fut faite reſtitution & reparation dedans ſix ſamaines enſuivant: Nous en ce cas ſerons tenus & avoos promis d'abandonner & delaiſſer noſdits Seigneurs & chacun d'eux, & devrons audit cas ſaveur, aide, & aſſiſtance à icelui Roi Tres-Chrétien nôtredit tres Souverain Seigneur, ainſi & par la maniere que noſdits Seigneurs par leurſdites lettres nous ont commandé & ordonné ce faire; & à cette fio, eſdits cas de contraventioo & rupture nous ont tenus & tiennent déchargez deſdits ſermens que nous leurs devons, le tout juſqu'à ce que ladite reſtitution & reparation ait deüement été faite. En témoin de ce oous avons ceſdites preſentes lettres fait ſceller du ſcel aux cauſes de ladite Ville d'Ipre, le 25. jour d'Aouſt, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint & treize.

Pareille promeſſe des Bourgeois, Manans, & Habitans, & Communauté da la Ville d'Arras, du 26. Aouſt 1493.

Semblable promeſſe des Maieur, Echevins, Jurez, Elus, Quatre des Meſtiers, Bourgeois, Manans & Communauté de la Ville de Namur, du 23. Aouſt 1493.

Autre promeſſe des Lieutenant, Prevoſt, Jurez, Echevins, Conſeil & Communauté de la Ville de Valenciennes, du 27. Aouſt 1493.

ANS de J.C. 1493.

DLVII.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Rois de Caſtille & d'Aragon, d'autre. Fait à Barcelonne, le* 19. * *Janvier* 1493. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 371. G. G. Leibnitz. Codex Diplomaticus. pag. 463.

FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON.

*L'Année commençoit en Eſpagne le 1. jour de Janvier, & en France à Pâques, ce qui dura juſques ſous le Régne de Charles IX.

FERDINANDUS & ELISABETA, Dei gratia Rex & Regina Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris & Inſularum, Canariæ, Comes & Comitiſſa Barchinonæ, Domini Biſcaiæ & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comites Roſſilionis & Cerritaniæ, Marchiones Oriſtanni & Gociani: Univerſis & ſingulis * præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Sicut ex guerrarum turbinibus, diſſidiis & hoſtilitatibus, quæ, zizaniæ ſatore moliente, inter Reges & Principes, & præſertim inter finitimos, proh dolor! accidere ſolent, ſanguinis effuſio nimia, cædes multæ, incendia crebra, deprædationes innumeræ, & alia pernicioſa incommoda, mala atque damna vigere conſueverunt, ſic è veſtigio ex Pacis amœnitate, amoris & concordiæ, laus & obſequium immortali Deo, & alia quamplurima & laudabilia bona reſultare nemini dubium eſt. Quid enim melius, quidve utilius concordia & pace, ſine qua nullius Regni ſtatus poterit eſſe diuturnus? Quid enim ſanctius, quid denique pace ipſa Deo acceptius, teſtante Chriſto Jeſu redemptore noſtro & dicente: In quamcumque domum intraveritis, primum dicite: *Pax huic domui. Et alibi: Pacem meam do vobis, pacem meam relinquo vobis.* Sectanda ſunt igitur, in quantum humana ſinit fragilitas, illius veſtigia, & doctrina ejus Sanctiſſima amplectenda, nec minus pax inquirenda, & totis conatibus proſequenda, juxta illud: *Inquire pacem, & proſequere eam:* Reges enim, qui pacem inquiſiverunt, & eam ſunt proſequuti, ſervaverunt Regna, & illa diu obtinuerunt, ac jure hereditario poſſederunt; quandoquidem in amicitiæ unitate poteſtates firmantur, ſubſiſtitque validiùs, ac firmiùs reſiſtit geminata virtus. Utque alia omittamus exempla, progenitores & prædeceſſores noſtros Reges Sereniſſimos recolendæ memoriæ, necnon progenitores & prædeceſſores Chriſtianiſſimi Principis CAROLI, Dei gratia Francorum Regis, Fratris & confœderati noſtri Cariſſimi, à magnis & diuturnis citra temporibus validiſſimorum nexu fœderum copulatos colligatoſque beneficio & tutamini ſtatuum, Regnorum, & ſubditorum ſuorum, ex eo bene conſuluiſſe res ipſa edocuit. Inter alia igitur, quæ ſumme cordi gerimus, ea nos maxime cura tenet, ut Deo imprimis obſequamur, cujus voluntati tunc conformiores reddemur, ſi & nos & præfatus Rex Chriſtianiſſimus arma ſimul capeſſentes communes vires io hoſtes fidei vertamus, deinde ut amicitiæ debitum juſti amici perſolvamus, amicorum enim fides in proſperis feliciſſimum eſt ſolatium, in adverſis autem ſanctiſſimum præſidium. Reliquum eſt, ut paci, quieti, & tranquillitati Regnorum nobis à Deo commiſſorum operam demus, eorumque rei publicæ debite conſulamus, ut de talentis nobis traditis dignam ſibi reddere queamus rationem. Proſpicientes præterea nullas amicitias nullave fœdera, quæ cum quibuſvis Principibus & Potentatibus iniri ad invicem poſſent, utiliora, tutiora, ſeu conventiora, quam noſtra ſibi, ſuaque nobis impræſentiarum eſſe ſeu haberi, tum propter ſanguinis vinculum, tum propter finium Regnorum & Terrarum utriuſque conjunctionem, tum etiam quia ipſum Regem Chriſtianiſſimum ob ingentes & præclaras ejus virtutes nedum cari pendimus, ſed etiam miro amore complectimur. Ad laudem itaque, obſequium & gloriam omnipotentis Dei, ejuſque orthodoxæ fidei incrementum utilitatemque, pacem & quietem, nedum Regnorum, Terrarum, Dominiorum & ſubditorum utriuſque noſtrum, verùm etiam univerſæ Reipublicæ Chriſtianæ, pro nobis & Illuſtriſſimo Principe Joanne, Principe Aſturiarum & Gerundæ, primogenito noſtro Cariſſimo, & poſt felices dies noſtros immediate hærede & univerſali ſucceſſore, & pro aliis ſucceſſoribus ac univerſis Terris, Regnis, Dominiis & ſubditis noſtris, amicitiam, unionem, ligam, intelligentiam, & confœderationem cum prædicto Chriſtianiſſimo Rege, & cum Illuſtriſſimo Carolo Delphino Viennenſi, ejus filio legitimo & ſucceſſore, pro eis & ſucceſſoribus, Regnis & univerſis Dominiis & ſubditis eorumdem, ligam ipſam & confœderationem continuando & inſequendo, ac quatenus opus ſit, muniendo, & ipſe Rex Chriſtianiſſimus nobiſcum pro ſe, hæredibus, ſucceſſoribus Regibus, & univerſis Dominis & ſubditis ſuis ligam ipſam & confœderationem continuando & inſequendo, ac quatenus opus ſit, muniendo, inivimus, fecimus, concordavimus, contraximus, & concluſimus, uti inimus, facimus, concordamus, contrahimus, & concludimus ſub forma & capitulis tenoris hujuſmodi. *

SEquuntur articuli facti, concordati, firmati & jurati inter & per nos FERDINANDUM & ISABELLAM Dei gratia Regem & Reginam Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. pro nobis & Illuſtriſſimo Joanne Principe Aſturiarum & Gerundæ, primogenito noſtro Cariſſimo, & poſt felices dies noſtros, auxiliante Deo, hærede & ſucceſſore, & pro aliis hæredibus noſtris ac univerſis ſucceſſoribus, Regnis, Terris, Dominiis, & ſubditis noſtris ab una, & nos CAROLUM eadem gratia Francorum Regem, pro nobis & Cariſſimo filio noſtro legitimo ſucceſſore Carolo, Delphino Viennenſi, & pro hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, Regno & univerſis Terris, Dominiis, & ſubditis noſtris, ab alia partibus, ſuper amicitiis, ligis, intelligentiis, & confœderationibus inter nos ad invicem factis, initis, concordatis, & juratis.

Imprimis, nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, & Rex Franciæ, continuando & conſervando confœderationes, quæ ab antiquo fuerunt inter prædeceſſores noſtros Reges Hiſpaniæ & Franciæ, noſtraque Regna & Dominia, Patrias & Dominationes, fecimus, tractavimus, concordavimus, firmavimus, & paſſavimus, facimuſque, tractamus, & concordamus, firmamus & paſſamus bonam, veram, puram, integram & perfectam ligam, confœderationem, concordiam, & inſeparabilem amicitiam perpetuo & cunctis futuris temporibus duraturam pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, & cujuſlibet noſtrum. In quibus quidem confœderationibus & ligis comprehendimus & comprehendere intendimus & volumus omnia Regna, Terras & Dominia noſtra, & cujuſlibet noſtrum, virtute quarum confœderationum, ligarum, & amicitiarum tenemur, & teneri volumus & promittimus ad invicem, & legaliter, quod alter alteri toto poſſe noſtro auxiliabitur & auxiliabimur, ſeu auxilium præbebimus adverſus & contra quoſcumque, & quòd nos declarabimus, & ex nunc nos declaramus, aperte unum pro altero, videlicet nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ tam pro nobis, & pro hæredibus & ſucceſſoribus noſtris quibuſcumque, quàm etiam pro omnibus Regnis, Terris & Dominiis noſtris, eſſe colligatos & confœderatos

ANS de J.C. 1493.

ANS de J.C. 1493. cum prædicto Chriſtianiſſimo Rege, ſuiſque hæredibus & ſucceſſoribus, Terris & Dominis quibuſcumque, tam contra Anglicos ipſius Chriſtianiſſimi Regis Francorum antiquos inimicos, quàm contra Regem Romanorum, & Archiducem Comitem Flandriæ ejus filium, quamdiu ipſe Rex Romanorum, vel præfatus Archidux filius ſuus faciet vel facient guerram & hoſtilitatem, & ipſi vel alter eorum reputabitur vel reputabuntur, & erit declaratus, vel erunt declarati inimici præfati Chriſtianiſſimi Regis & Regni Franciæ, hæredumque & ſucceſſorum & Terrarum ac Dominiorum ſuorum, quàm etiam contra quoſcumque alios qui ſunt, erunt, aut eſſe poterunt quomodolibet in futurum inimici, malevoli & adverſarii prædicti Chriſtianiſſimi Regis & Regni Franciæ, hæredumque & ſucceſſorum ac Terrarum & Dominiorum ſuorum per Mare & per Terram, cujuſcumque ſtatus & conditionis fuerint.

Et nos præfatus Rex Francorum pro parte noſtra, & pro hæredibus & ſucceſſoribus noſtris quibuſcunque, & pro Regno, Terris & Dominiis noſtris univerſis, ſimile facimus & faciemus, vicemque ſimilem reddimus & reddemus præfatis Potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, hæredibuſque & ſucceſſoribus ſuis quibuſcumque, ac univerſis & ſingulis Regnis, Terris & Dominiis eorum adverſis & contra quoſcumque hoſtes, malevolos, & adverſarios prædictorum Potentiſſimorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ, hæredumque & ſucceſſorum ſuorum quorumcumque, atque Regnorum, Terrarum & Dominiorum ſuorum, qui ſunt, erunt, aut eſſe poterunt quomodolibet in futurum, tam per Mare, quam per Terram, cujuſcumque ſtatus & conditionis fuerint.

Item, eſt conventum & concordatum ad magis aſſecurandum prædictas amicitias, ligas, & confœderationes, & pro majori earum robore & ſecuritate inter nos Reges prædictos, hæredeſque & ſucceſſores noſtros, quod ipſas eaſdem amicitias, ligas, & confœderationes præferamus & anteponamus, uti præferimus & anteponimus omnibus aliis quibuſcumque ligis & confœderationibus factis vel faciendis, cum quocumque Principe vel Principibus, quicumque vel qualeſcumque fuerint, quacumque dignitate vel autoritate fulſerint, Vicario Chriſti excepto, & quod ligæ ipſæ, amicitiæ, & confœderationes remaneant & remanebunt, eaſque remanere volumus in tali vigore & virtute, ac taliter, quòd ſi contigerit quòd aliquis ligatus & confœderatus, ligandusque & confœderandus nobiſcum dictus Rex & Regina Hiſpaniæ, vel cum hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, inſurgerent contra & adverſus eumdem Chriſtianiſſimum Regem Francorum, hæredes & ſucceſſores ſuos, vel quod illi tales vellent & fatagerent facere guerram tali in caſu, idque notificando & notificari faciendo, nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, noſtrique hæredes & ſucceſſores, tenebimur auxiliari & ſuccurrere prædicto Regi Chriſtianiſſimo, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus, quemadmodum boni fratres colligati & amici amicorum & inimici inimicorum facere debent & tenentur, ſine reſervatione quacumque.

Et nos Rex Francorum prædictus, noſtrique hæredes & ſucceſſores quicumque, pari modo tenemur & tenebimur ſimile facere, & ſimilem vicem reddere erga ipſos Potentiſſimos Regem & Reginam Hiſpaniæ, eorumque hæredes & ſucceſſores quoſcumque in caſu prædicto.

Et cum hoc, & ad magis & melius aſſecurandum & ſervandum ſuperius declarata, nos dicti Ferdinandus & Eliſabeta Rex & Regina Hiſpaniæ non copulabimus ſeu jungemus, aliquo modo, matrimonio liberos noſtros, cum Regibus Romanorum & Angliæ, neque cum liberis eorumdem, neque cum aliis inimicis declaratis dicti Chriſtianiſſimi Regis Francorum, abſque ejuſdem Regis voluntate & conſenſu, & quod non auxiliabimur eis, cum quibus nos præfati Rex & Regina Hiſpaniæ filios noſtros matrimonio copulabimus contra ſtatum & domum prædicti Chriſtianiſſimi Regis, hæredumque & ſucceſſorum ſuorum. ANS de J.C. 1493.

Item, eſt conventum & concordatum, quòd Illuſtriſſimus Joannes Princeps Aſturiarum & Gerundæ, primogenitus dilectiſſimus noſtri dictorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ, & poſt felices dies noſtros hæres & ſucceſſor noſter univerſalis, jurabit in præſenti tenere & obſervare prædictas amicitias, ligas, & confœderationes. Et ut æqualitas & viciſſitudo ſervetur, nos dictus Francorum Rex promittimus, pollicemur, & juramus, quòd cariſſimus & dileciſſimus filius noſter legitimus & ſucceſſor Carolus, Delphinus Viennenſis, poſtquam pervenerit ad ætatem annorum duodecim, firmiter jurabit de tenendis inviolabiliter & obſervandis dictis amicitiis, ligis, & confœderationibus.

Item, eſt conventum & concordatum, quod dicti Rex & Regina Hiſpaniæ pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus noſtris prædictis, non recipiemus ſeu imbimus intelligentiam aliquam cum quovis Principe, aut alio quocumque, qualiſcumque vel quicumque fuerit, quavis dignitate vel autoritate fulgeat, (ipſo Vicario Chriſti excepto) in præjudicium cujuslibet noſtrum noſtrorumqoe Regnorum, Terrarum & Dominiorum in futurum. Si quid delictum fuerit, id revelabitur ex una parte & ex altera, adeo ut nihil fiat in præjudicium dictarum ligarum & confœderationum, quæ omni tempore ſervabuntur de puncto ad punctum.

Item, eſt conventum & concordatum, quòd licet nos dictus Rex Francorum ſimus in bona poſſeſſione uſique & titulo ſufficienti ad tenendum Comitatum Roſſilionis & Ceritaniæ, qua poſſeſſione cariſſimus Dominus & genitor noſter defunctus Ludovicus Rex Francorum, cujus animæ propitietur altiſſimus, & nos uſque nunc gaviſi ſumos. Nihilominus habentes reſpectum ad ligas, confœderationes, & amicitias, quas nos dictus Rex Francorum, & nos etiam dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, ad mvicem tenere deſideramus, & nos ipſe Rex Francorum volentes ſatisfacere demandis & requeſtis, quæ pro parte dictorum potentiſſimorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ nobis factæ fuerunt, concernentibus ipſos Comitatus, promittimus ipſis potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ facere dari poſſeſſionem eorum, quotieſcumque ipſi potentiſſimi Rex & Regina fecerint & paſſaverint præſentes ligas & confœderationes, illaſque juraverint in forma conſueta, & dederint ſecuritates tam pro ipſis, quam pro bonis villis dictorum Regnorum & Dominiorum ſuorum: proviſo, quod rotics quoties nos dictus Rex Francorum, hæredeſque & ſucceſſores noſtri voluerimus & voluerint facere videri & viſitari jura per nos prætenſa in dictis Comitatibus, tam ratione & ex cauſa ingagiamenti & impignorationis, quàm aliàs qualitercumque ſit, nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores noſtri tenebimur eligere & ſumere arbitros & judices neutros, pro diſcutiendo & determinando de dictis juribus, & tenebimur Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores noſtri, eligere dictos judices, & de illis formis intra unum menſem, poſtquam de his pro parte dicti Regis Francorum Chriſtianiſſimi, hæredum & ſucceſſorum fuerimus requiſiti.

Et ſi nos prædicti Rex & Regina Hiſpaniæ, aut hæredes & ſucceſſores noſtri, recuſaverimus aut recuſaverint id facere, dictus Chriſtianiſſimus Rex Francorum, aut ejus hæredes & ſucceſſores poterit vel poterunt recuperare poſſeſſionem dictorum Comitatuum Roſſilionis & Ceritaniæ, & promittimus obedire & acquieſcere judicio quod ſuper præmiſſis erit latum, & reſtituere prædicto Chriſtianiſſimo Regi, hæredi-

ANS de J. C. 1493.

hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, realem & actualem poſſeſſionem dictorum Comitatuum Roſſilionis & Ceritaniæ, ſi per judicium dictorum arbitrorum & judicum neutrorum ſumptorum & electorum inter dictas partes vel earum ſucceſſores dictum & ordinatum fuerit, quod ſic fieri debeat aut alias, quemadmodum per ipſos arbitros & judices neutros erit in totum dictum & determinatum.

Et ſi contigerit, quod Deus avertat, quòd, poſtquam nos Rex Francorum prædictus fecerimus & compleverimus pro parte noſtra id quod dicti Sereniſſimi & potentiſſimi Rex & Regina Hiſpaniæ nobis requiri fecerunt, concernens Comitatus prædictos Roſſilionis & Ceritaniæ, & quod prædicti Sereniſſimi & potentiſſimi Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores ſui nollent integre obſervare & adimplere ea, quæ per dictas ligas ſunt promiſſa & concordata, fuerintque judicata & appunctata per dictos arbitros & judices neutros: tali in caſu nos dictus Rex Francorum pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus noſtris, poterimus recuperare pleno jure & propria autoritate, ſine aliqua ſummatione quibuſcumque perſonis facienda, nec alio Miniſterio Juſtitiæ, dictos Comitatus Roſſilionis & Ceritaniæ, & non faciemus, nec facere poterimus nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores noſtri, cum vel eos impedire, nec perturbare quoquo modo, ut dictum eſt, ſed renunciamus in caſu prædicto pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus noſtris omni juri proprietatis, Dominii, & poſſeſſionis, quæ poſſemus prætendere aut demandare in dictis Comitatibus Roſſilionis & Ceritaniæ; & poterit dictus Rex Chriſtianiſſimus, ſuique hæredes & ſucceſſores prædicti poterunt ſe ponere in tali & ſimili poſſeſſione & gaudentia, in qua ipſe Chriſtianiſſimus Rex eſt de præſenti.

Item, ſi per ſententiam & judicium dictorum arbitrorum & judicum prædicti Comitatus Roſſilionis & Ceritaniæ fuerint adjudicati nobis præfatis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, vel hæredibus & ſucceſſoribus noſtris prædictis, eo in caſu, ut utrinque æqualitas ſervetur, nos dictus Francorum Rex, hæredeſque & ſucceſſores noſtri prædicti tenebimur dare pro dicta ſecuritate & obſervatione dictarum ligarum & confœderationum, compenſationem & taxationem æqualem talem, quæ erit ordinata per dictos arbitros & judices, qui de illis determinabunt, quemadmodum videbitur eis faciendum per rationem. Et ſimiliter ſi per dictas ſententias dictorum arbitrorum & judicum ipſi Comitatus fuerint adjudicati dicto Chriſtianiſſimo Regi Franciæ, vel ſucceſſoribus ſuis, in eum caſum nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, ſeu hæredes & ſucceſſores noſtri tenebimur dare aliam talem ſecuritatem pro obſervatione dictarum ligarum, quemadmodum per dictos judices & arbitros erit ordinatum, & ſubditi dictorum Comitatuum ſervire, obedire, & recognoſcere in Dominum dictum Chriſtianiſſimum Regem, & ſucceſſores ſuos, & exoneramus à ſubjectione, juramento, & obedientia, in quibus poſſent teneri nobis dictis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, & ſucceſſoribus noſtris prædictis, ad cauſam dictorum Comitatuum, abſque eo quòd aliquid ab eiſdem ſubditis poſſit querelari vel peti, neque etiam quòd poſſint incurrere aliquas pœnas apud nos. Et ideo nos prædicti Rex & Regina Hiſpaniæ promittimus pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus noſtris prædictis, quòd nunquam faciemus aliquid quod ſit in damnum, deſavantagium, & præjudicium dicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis, ſuarum Patriarum, terrarum, & Dominiorum, quocumque modo fuerit, tam de facto, ſcitu, quàm aliàs, & ita juramus & jurabimus ſolemniter eis, meliori forma, & modo quibus fieri poterit, & ad hoc nos obligamus ſub cenſuris Eccleſiæ, noſtris ſigillis & ſignaturis noſtris propriis manibus munitis, antequam poſſeſſio dictorum Comitatuum Roſſilionis & Ceritaniæ ſit nobis prædictis Regi & Reginæ Hiſpaniæ tradita.

ANS de J. C. 1493.

Pro quorum quidem Comitatuum traditione & deliberatione nos prædictus Francorum Rex donavimus & damus puteſtatem conſanguineo noſtro Comiti de Montpenſier, vel conſanguineo etiam noſtro Ludovico de Ambaſia, Albigenſi Epiſcopo, accipiendi, ſeu adipiſcendi in manibus ſuis caſtra, villas, oppida & fortalitia dictorum Comitatuum, ad tradendum & deliberandum poſſeſſionem eorum & earum prædictis Sereniſſimis & potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, vel commiſſis aut deputatis ab eis.

Tamen antequam tradatur & deliberetur poſſeſſio dictorum Comitatuum, nos prædictus Francorum Rex intendimus & intelligimus, quòd prædicti potentiſſimi Rex & Regina Hiſpaniæ, & Illuſtriſſimus Joannes Princeps Aſturiarum & Gerundæ, eorum primogenitus, jurabunt perſonaliter in præſentia alicujus perſonæ, per nos Francorum Regem prædictum ad eos ſuper hoc miſſæ, vel mittendæ, de bene, legaliter, & integraliter cuſtodiendis, obſervandis & continuandis per eoſdem Regem & Reginam, hæredeſque & ſucceſſores tuos, ſuaque regna & Dominia, prædictas confœderationes & ligas. Et ſimiliter jurabunt hoc & promittent duæ ex bonis villis ſeu civitatibus Regnorum, terrarum & Dominiorum ipſorum, videlicet, Cæſarauguſta & Barchinona, & dabunt de hoc ſua ſigillata & ſecuritates in manibus prædicti Epiſcopi Albienſis. Qui quidem Albienſis Epiſcopus jurabit & promittet, quod illa non mittet extra manus & poſſe ſuum, donec & quouſque poſſeſſio dictorum Comitatuum & dominationum fuerit & ſit tradita prædictis potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ.

Et cum hoc ipſi potentiſſimi Rex & Regina promittent & aſſecurabunt de bene & legaliter tractando ſubditos manentes & habitantes in dictis Comitatibus, & quòd non facient, patientur aut permittent eis fieri aliqua mala vel inconvenientia indebite in perſonis & bonis eorum, & ſignanter illis qui ſervierunt nobis Regi Francorum prædicto, vel Domino Regi Ludovico, quondam cariſſimo genitori noſtro, cujus anima in pace requieſcat, eo durante tempore, quo Comitatus & Dominia prædicta in manibus noſtrum extiterunt.

Et hoc facto, nos prædictus Francorum Rex tenebimur & tenemur tradere & deliberare realiter & de facto poſſeſſionem prædictorum Comitatuum & Dominiorum, intra tempus quindecim dierum proxime ſequentium, prædictis potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, ſeu commiſſis & deputatis ab eis. Reſpectu verò juramentorum, ſecuritatum & ſigillatorum duarum aliarum villarum ſeu civitatum prædictorum Regnorum & Dominiorum, nos prædictus Rex & Regina Hiſpaniæ tenebimur & tenemur fornire ſeu complere ſigillata ipſa intra tres menſes poſt dictam poſſeſſionem traditam. Et nos prædictus Francorum Rex ſimile faciemus ex parte noſtra, ac ſimilem vicem reddemus erga prædictos potentiſſimos Regem & Reginam Hiſpaniæ, & ſignanter promittimus fornire ſeu complere juramentum villarum ſeu civitatum, Tholoſæ & Narbonæ, antequam prædicta poſſeſſio tradatur.

Et erunt per genres, Officiales & ſervitores prædicti Regis Chriſtianiſſimi recuperatæ & acceptæ omnes proviſiones tam machinarum, victualium, quam aliarum rerum exiſtentium in dictis villis & caſtris prædictorum Comitatuum Roſſilionis & Ceritaniæ pro deferendo eas vel ea in Patria Occitana, & in loco vel locis ipſius Patriæ, ubi dicto Chriſtianiſſimo Francorum Regi magis placuerit.

Et ſimiliter recipientur & recuperabuntur denarii terminorum eſcadutorum & debitorum, ſicuti eſcadent uſque in diem dictæ poſſeſſionis. Et ſi poſt dictam

ANS de J. C. 1493.

tam poſſeſſionem traditam aliquid de dictis denariis debebitur, debitores eorum compellentur ad pro eis ſolvendum realiter & de facto. Qui quidem denarii tradentur Theſaurario & Officiariis prædicti Chriſtianiſſimi Regis Francorum, & aliis quibus deberi poterunt. Qui quidem etiam denarii, qui ſunt vel eſſe poterunt reſtantes ad recuperandum, unà cum aliis denariis qui recepti fuerunt & recuperati per eumdem Regem Chriſtianiſſimum à tempore quo ipſe & Chriſtianiſſimus Rex Ludovicus quondam genitor ſuus habuerunt & renuerunt dictos Comitatus & Dominia, etunt & remanebunt utilitati ſuæ. Abſque eo quod nunquam prædicti Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores ſui, poſſint illos petere, nec de illis quicquam querelari prædicto Regi Chriſtianiſſimo, vel ſucceſſoribus ſuis, tam pro dictis denariis receptis & recipiendis, quàm pro demolitionibus factis in villis, caſtris, & fortalitiis prædictorum Comitatuum.

Excepto tamen quod in caſu quo dictus Rex Chriſtianiſſimus voluerit facere demandam, vel procedere ad faciendam diſcuſſionem de juribus ſuis, & habendum judicium à dictis arbitris, in eum caſum quælibet partium prædictarum poterit ſe juvare de omnibus & quibuſcumque juribus ſuis, tam in principali quàm quatenus concernit fructus, redditus, demolitiones, & alia intereſſe prætenſa per quamlibet dictarum partium.

Et intendunt, ſeu intelligunt partes prædictæ, quod manentes & habitantes in prædictis Comitatibus, & ſimiliter ſubditi prædictorum Regum, ſive ſint clerici, laici, nobiles, aut alii qui habeant bona eis pertinentia in prædictis Comitatibus, Regnis & Dominiis, ſive ad cauſam eorum vel uxorum ſuarum, aut beneficiorum, aut alias, ſtabunt, & revertentur in gaudentia prædictorum ſuorum bonorum; non obſtantibus quibuſcumque bannis aut confiſcationibus quæ factæ fuerint ob cauſam ſervitorum & partitorum ſeu adhærentiarum utriuſque partium prædictarum, exceptis tamen fructibus & penſionibus perceptis, retentis ſeu levatis, quæ remanebunt apud eos, qui illos vel illas levaverunt, retinuerunt, & receperunt; exceptis etiam fructibus & penſionibus ſtantibus & quæ ſtant uſque in diem traditiæ poſſeſſionis.

Et poterunt habitatores & ſubditi utriuſque partium prædictarum libere ad invicem communicare eundo, veniendo, & ſtando, ſi bonum eis videatur, abſque eo quòd ſuper hoc aliqualiter impediri poſſint.

Item, & quia Principibus ſeculi convenit ſtatum Eccleſiaſticum & perſonarum Eccleſiaſticarum protegere, tueri, & munire, idcirco ad tranquillitatem habendam, & ad ſedandas quaſcumque lites & controverſias, quæ inde orti poſſint, eſt conventum & concordatum inter Sereniſſimos & potentiſſimos Principes prædictos, quòd Reverendi & venerabiles Patres in Chriſto, Georgius de Ambaſia, Archiepiſcopus Narbonenſis, Carolus de Martigny, Epiſcopus Elnenſis, Petrus de Ablaco, Lectorenſis Epiſcopus, Abbaſque Graſſenſis, Antonius Petrus de Narbona, Vabrenſis Epiſcopus, & Abbas Fontis Frigidi, Antonius de Narbona, Arularum Abbas, Petrus de Sancto Thamant, Abbas Sancti Michaelis de Tuxano, Ludovicus de Avenabulo, Adminiſtrator perpetuus Monaſteriorum Beatæ Mariæ de Regali Perpiniani & Sancti Geneſii de Fontanis, Deodatus de Narbona, Abbas Sancti Andreæ de Sureda, Antonius Vaquerii, Abbas villa longæ, Magiſter Joannes Leris, Legum Doctor, Archidiaconus Elnenſis, Petrus Galeti, Vicarius Elnenſis, Reginaldus de Martigny, Canonicus Elnenſis, & adminiſtrator perpetuus prioratus Beatæ Mariæ de campo dictæ Elnenſis diœceſis, Petrus Torti, Conducterius Elnenſis, & aliæ quæcumque perſonæ Eccleſiaſticæ, obtinentes Epiſcopatus & pontificales dignitates, abbatias, archidiaconatus, Canonicatus, prioratus, præpoſituras, & alias quaſcumque dignitates, officia & beneficia Eccleſiaſtica regularia vel ſecularia, curata, ſimplicia & non curata, in prædictis Comitatibus Roſſilionis & Ceritaniæ, ſive principalis fundatio ac ſedes illorum ſit intra dictos Comitatus, ſive extra, & ſignanter in regno Franciæ, vel Dominiis illi adjacentibus, & ad cauſam eorum, ſive ex unione Apoſtolica, ſive alias obtineant villas, oppida, caſtra & fortalitia cum mero & mixto imperio & juriſdictione, ſi quod vel quæ ad cauſam dictarum dignitatum, beneficiorum, villarum, caſtrorum, oppidorum & fortaltiorum ſibi pertinent, cenſus, uſatica, cenſualia, & alia quæcumque jura, redditus & emolumenta, in dictis Comitatibus, ea perinde ut antea habere pacificè, & quiete obtinere, poſſidere, adminiſtrare, exercere & percipere valeant, ac ſi eſſent naturales & oriundi ex dictis Comitatibus Roſſilionis & Ceritaniæ, aut Principatu Cataloniæ, non obſtantibus dicta Comitatuum reſtitutione, & quibuſcumque pragmaticis ſanctionibus, conſtitutionibus Cataloniæ, Edictis & ordinationibus Regiis, vel aliis quibuſcumque contrarium fortaſſe diſponentibus, etiamſi majori expreſſione verborum indigerent. Reſervato tamen juramento fidelitatis dictis Sereniſſimis & potenniſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, & ſucceſſoribus ſuis præſtando à ſuperius nominatis, & ab aliis quibuſcumque qui beneficia in dictis Comitatibus poſſident, ſeu poſſidebunt. Ac etiam reſervata eiſdem potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, hæredibuſque & ſucceſſoribus ſuis, facultate & poteſtate muniendi caſtra & fortalitia * Alcaydis, gentibus, armorum, machinis, & aliis inſtrumentis ſervientibus ad guerram in caſu neceſſitatis, ſine tamen præjudicio jurium & libertatum Eccleſiæ, ac etiam regiarum præeminentiarum. Reſervato etiam, quòd dictis Prælatis & aliis quibuſcumque perſonis Eccleſiaſticis dictas dignitates & alia beneficia poſſidentibus, per hanc conceſſionem non attribuatur, nec attribui poſſit modo aliquo majus jus in ipſis dignitatibus & beneficiis, & ad eas & ea, quàm eis de jure & juſtitia pertinet & ſpectat. Verùm ſi aliqua controverſia ſeu quæſtio oriatur ſuper titulo ſeu titulis dictarum dignitatum, aut beneficiorum manutentis in ſuis poſſeſſionibus, eis qui ipſas dignitates & beneficia in præſentia poſſident, controverſiæ aut quæſtiones titulorum ipſarum dignitatum & beneficiorum per Reverendum Archiepiſcopum Narbonenſem Metropolitanum terminentur & decidantur. Ipſis tamen dictas dignitates & beneficia nunc poſſidentibus ſuper poſſeſſorio illorum non turbatis ſeu inquietatis, donec & quouſque per dictum Archiepiſcopum ſuper hoc partibus auditis fuerit ordinatum & pronunciatum.

* C'eſt-à-dire, Châtelains & Gouverneurs de Citadelles.

Et ſi aliqui Eccleſiaſtici, quicumque ſint, velint ad dictum regnum Franciæ tranſire, aut in eodem morari, hoc libere facere poſſint & valeant; abſque eo quòd ob eam cauſam in beneficiis ſuis poſſit eis aliquod impedimentum fieri.

Et ex tenore præſentis tractatus remittuntur & indulgentur per nos prædictos Regem & Reginam Hiſpaniæ omnes caſus, crimina, & delicta à quibuſcumque ſubditis, cujuſcumque ſtatus vel conditionis fuerint, commiſſi & facti, commiſſa & facta propter ſervitium præſtitum, adhærentiamque & obedientiam per eos præſtitas defuncto bonæ memoriæ Ludovico Regi Francorum, & Chriſtianiſſimo Regi Francorum feliciter regnanti, ratione vel ad cauſam dumtaxat guerrarum factarum occaſione dictorum Comitatuum, taliter & tali forma, quòd nunc vel in futurum non poſſit eis aliqua moleſtia inferri in perſonis eorum aut bonis occaſionaliter quomodocumque fuerit ex cauſa prædicta. Quin imo, præmiſſis non obſtantibus, retineant vel recuperent bona ſua, & illis utantur & gaudeant pacifice. Et ſimile fiat ex parte prædicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis.

Et

ANS de J. C. 1493.

Et promittetur & promittitur viris Eccleſiaſticis, nobilibus & allis quibuſcumque dictorum Comitatuum Roſſilionis & Cerritaniæ, cujuſcumque ſtatus vel conditionis ſint vel fuerint, quod ſi aliqui vel aliquis eorum velit aut velint reſidere vel remanere in ſervitio Chriſtianiſſimi Regis Francorum prædicti, ei vel eis id liberum exiſtat, & quod illi vel illis ſic reſidentibus vel remanentibus in perſonis & in bonis ſuis, aut familiarium & ſervitorum ſuorum, non fiet aliquod impedimentum, vel diſturbium, aut opprobrium directe vel indirecte; imo illi tales volentes remanere, ſi qm ſint, vel fuerint, gaudebunt eorum bonis, revenutis, vel redditibus. Et poterunt nobiles & alii laici prædicti tenere in eiſdem Comitatibus uxores, eorum liberos & familium, quemadmodum & totaliter faciunt alii commorantes & habitatores eorumdem Comitatuum, aliorumque Regnorum & Dominiorum præfatorum potentiſſimorum Principum.

Qui quidem prædicti poterunt vendere & alienare quocumque modo & titulo, per ſe, vel per Procuratores ſuos, dicta eorum bona, & pretium ipſorum bonorum ſuorum alienatorum in uſus ſuos convertere, aut aliàs de ipſis diſponere ad ſui libitum & voluntatem; & de novo permittitur & permittetur eis ire, morari, & reſidere, ſi bonum eis videatur, in eadem Patria.

In præmiſſis tamen non erunt neque ſunt aut intelliguntur eſſe comprehenſi ſeu inclusi ſcelerati viri, criminoſi, & qui exigentibus facinoribus ſuis ſeu delictis puniionem merentur condignam. Sed ut juſtitia æqualiter ſervetur, & Reipublicæ debite conſulatur, remittentur dicti ſcelerati criminoſi ſeu delinquentes de una parte ad aliam, & vice mutua debito modo ſecundum formam Juris & Juſtitiæ.

Et ultra permittetur & permittitur ſubditis & vaſallis quibuſcumque dicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis ſervire & adhærere Celſitudinibus & Majeſtatibus prædictorum potentiſſimorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ. Et vice mutua permittitur & permittetur ſubditis & vaſallis quibuſcumque eorumdem potentiſſimorum Principum Regis & Reginæ Hiſpaniæ ſervire Majeſtati & Celſitudini præfati Chriſtianiſſimi Regis Franciæ, non obſtantibus conſtitutionibus & pragmaticis ſanctionibus, legibus generalibus & particularibus terrarum, & promiſſionibus ſeu pollicitationibus quibuſcumque præmiſſæ facultati, & aliis prædictis contrariantibus ſeu repugnantibus. Quas quidem conſtitutiones & pragmaticas ſanctiones, ſi quæ ſint, præmiſſis contrariantes reſpectu prædictorum, Regiæ Majeſtates prædictæ nullius eſſe volunt roboris atque momenti.

Item, eſt concordatum & conventum, quòd pro obſervatione Commerciarum & rei mercantilis, & ut ipſa Commercia Mercatorum, Regnorum & Terrarum prædictarum, utilius fiant & conducantur in ſecuritate debita & ad utilitatem Reipublicæ, quod nos dicti Reges ab utraque partium facientes & nominabimus, videlicet quilibet noſtrum pro parte ſua æqualiter conſervatorem vel conſervatores, pro conſervandis & manutenendis prædictis Commerciis & Mercatoribus.

De quibus omnibus ſuprædictis fient & expedientur litteræ in meliori forma, qua fieri poterit, pro ſecuritate partium prædictarum. Quas quidem amicitias, ligarum nexus, uniones, confœderationes perpetuas, concordiamque finalem ob ejuſdem Domini noſtri Jeſu Chriſti, creatoris & redemptoris noſtri reverentiam, (ſub cujus nomine omnia ad finem ſalutarem & perfectum rediguntur) nos prædicti Rex & Regina Hiſpaniæ inivimus, promiſimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus ſuper Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bona fide & in verbo regio tenere, & inviolabiliter obſervare, pro nobis, Regnis, Terris, Dominiis & ditionibus noſtris, ea omnia & ſingula, quæ ad nos attinent, attinereque poſſunt & debent, ſingula ſingulis referendo, prout in iiſdem articulis continetur & cavetur, & contra ipſos & ipſam, quovis modo directe vel indirecte non contravenire, ſub obligatione & hipoteca omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex & Regina poſſunt tali caſu incurrere. Et pro præmiſſis firmiùs adimplendis ſuppoſuimus & ſubmiſimus, ſupponimuſque & ſubmittimus perſonas noſtras & ſucceſſorum noſtrorum, Regna & Dominia noſtra præfata, ſubmiſſionibus, renunciationibus, obligationibus & pœnis contentis in præfatis articulis, & pariter cenſuris Sanctæ Sedis Apoſtolicæ: volentes quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum litteræ Apoſtolicæ ſuper ipſis fortiores & meliores dictamine ſapientum, ſubſtantia tamen non mutata, conficiantur, eaſque tradere teneamur, ac etiam teneantur ſucceſſores noſtri, quoties per præfatum Chriſtianiſſimum Regem Francorum, cariſſimum fratrem & confœderatum noſtrum, aut ejus ſucceſſores in Regno & Dominiis illi adjacentibus, fuerimus aut fuerint requiſiti. In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præſentes litteras manibus noſtris ſignavimus, ſigillorumque noſtrorum munimine juſſimus roborari. Datum in noſtra civitate Barchinonæ, decimo-nono menſis Januarii, anno à nativitate Domini 1493. Regnorumque noſtrorum, videlicet, Siciliæ anno 26. Caſtellæ & Legionis 20. Aragonum vero & aliorum 15. Granatæ autem ſecundo. Amſi ſigné, *Yo el Rey, Yo la Reyna.*

Ego Joannes de Coloma, Sereniſſimorum & Potentiſſimorum Dominorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ, Dominorum noſtrorum Secretarius, & Apoſtolica ac Regia autoritatibus publicus Notarius, hæc omnia ſcribi feci, de mandato celſitudinum ſuarum, eaque juſſu earum planè propria ſignavi, in fidem & teſtimonium præmiſſorum.

Et nos Joannes Princeps Aſturiarum & Gerundæ, Dux Montiſalbi, & Dominus civitatis Balagarri, Majeſtatum prædictarum Sereniſſimorum & Potentiſſimorum Dominorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ, parentum & Dominorum meorum colendiſſimorum primogenitus, in omnibuſque Regnis & Terris ſuis generalis gubernator, & poſt felices & longævos dies ſuos univerſalis hæres & ſucceſſor, iiſdem paternis motus reſpectibus, hujuſmodi amicitias, ligas, intelligentias & confœderationes, & omnia & ſingula deſuper contenta, in quantum ad nos attinent, vel quomodolibet in futurum attinere poterunt, promittimus & pollicemur in verbo Principis, ac etiam juramus ad Dominum Deum, & ejus Sancta quatuor Evangelia manibus noſtris corporaliter tacta, tenere & obſervare, ac teneri & obſervari facere in omnibus & per omnia, juxta eorum ſeriem & tenorem, & contra ea directè vel indirectè non facere vel venire, ſub obligatione & hipoteca omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum, ſub pœna perjurii quam Princeps poteſt in tali caſu incurrere. Et pro præmiſſis firmius adimplendis, ſuppoſuimus & ſubmiſimus, ſupponimuſque & ſubmittimus perſonam noſtram ſubmiſſionibus, renunciationibus, & pœnis contentis in præfatis articulis, & pariter cenſuris Sanctæ Sedis Apoſtolicæ, eis modo & forma, quibus prædicti Sereniſſimi & potentiſſimi Rex & Regina, parentes & Domini noſtri colendiſſimi, ſe ſuppoſuerunt & ſubmiſerunt. In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præſentes litteras manu noſtra ſignavimus, ſigilloque noſtri munimine juſſimus roborari. Datum in civitate Barchinonæ, decimo-nono menſis Januarii, anno à nativitate Domini 1493. *Yo el Principe.*

Ego prædictus Joannes de Coloma, Regius & Regiæ

ANS de J. C. 1493. Reginalis Secretarius, eiſdem autoritatibus publicus Notarius, ac etiam dicti Illuſtriſſimi Domini Principis & primogeniti Secretarius, prædicta de Suæ Serenitatis mandato ſcribi feci, & manu propria ſignavi, in fidem & teſtimonium præmiſſorum.

(a) Cette Lettre & les deux piéces ſuivantes ſont une ſuite du Traité précédent, & ſont tirées du Recueil de Leonard.

(a) *Lettre des Conſuls de Perpignan, à Madame de Bourbon, qui lui mandent qu'ils veulent demeurer ſujets du Roi de France Charles VIII., & ne ſe point rendre au Roi d'Eſpagne. Du 4. Juin* 1493.

TRes-haute & puiſſante Princeſſe, & nôtre tres-redoutée Dame, plaiſe vous ſavoir, que nous vous envoions les doubles des lettres qu'il a plû au Roi nôtre Sire nous écrire, & le double de celles que à preſent lui envoions, afin Madame, que vous ſoiez informée de nôtre intention, comme voulons être & demeurer perpetuellement bons ſujets du Roi & de ſa Couronne, & vivre & mourir ſous la ſujetion d'icelle; comme pluſieurs fois, Madame, vous en avons avertie. Avec ce de preſent, Madame, ſerez informée de ce qu'il a plû au Roi par ces lettres nous declarer, comme il nous tient bons ſujets, & nous défendra contre tous.

Pourquoi, Madame, ſi ainſi étoit, de rendre ce Païs, & nous bailler aux mains du Roi d'Eſpagne, ce ſeroit fait au tres grand dommage, prejudice, & deshonneur du Roi & de ſa Couronne, & de tout le Roiaume, & en ſpecial de ſon Païs de Languedoc nôtre voiſin, duquel, Madame, Monſeigneur & vous avez la charge; & pouvez penſer, Madame, le dommage qui en peut venir, ſi le Roi nous baille audit Roi d'Eſpagne, & aprés ne vouloit être bon ami au Roi. Vous êtes, Madame, la Princeſſe de tout le Roiaume que en ce devez veiller plus que tout autre, & pour ce défendre telles choſes comme nous mêmes pour beaucoup de raiſons. Nous vous en avertiſſons, Madame, volontiers, pour la ſinguliere confiance qu'avons en vous, & vous ſuplions, & pour Dieu prions & requerons, que ſur ce, par les remedes que à ce apartiendra, vous plaiſe y pourvoir tellement qu'il y ſoit remedié, & pour que tels broüilleurs & inventeurs de maux ſoient punis jouxte le cas; & vous plaiſe, Madame, d'en bien avertir le Roi, afin qu'il lui plaiſe de ne permettre en nulle maniere de parler, & même faire telles choſes. Et vous ſuplions, Madame, qu'il vous plaiſe d'être diligente à bien défendre par juſtice ce preſent Païs & Comté, qui tant ont coûté au Roi & au Roiaume, & en ſpecial au Païs de Languedoc, & où ledit Seigneur a ſi bon droit, dont vous en avertirions bien, quand beſoin en ſeroit; & que nous étant à preſent ſous la charge de Monſeigneur vôtre mari, & de Monſeigneur de Montpenſier, le Roiaume ni nous ne prenions un tel dommage, comme de nous bailler audit Roi d'Eſpagne. Madame, en ceci vous y avez vôtre intereſt ſi grand, par ce que dit eſt, que y devez bien penſer pour y remedier; & de ce faire vous en ſuplions, & à tant prions à Dieu, tres-haute & puiſſante Princeſſe, & nôtre tres-redoutée Dame, qu'il vous ait en ſa ſainte garde. Ecrit en Perpignan le quatrieme jour de Juin. Vos tres-humbles & obeiſſans Serviteurs, les Conſuls de la Ville de Perpignan. Et au dos eſt écrit: A tres-haute & puiſſante Princeſſe, & nôtre tres-redoutée Dame, Madame la Ducheſſe de Bourbonnois.

ANS de J. C. 1493.

Lettre du Vicomte de Rodes à Madame de Bourbon, par laquelle il lui mande, que ceux de la Ville de Perpignan veulent demeurer ſujets du Roi de France Charles VIII., & qu'ils ne ſe rendront au Roi d'Eſpagne, que par force. Du 4. Juin 1493.

TRes-haute & puiſſante Princeſſe, & ma tres-redoutée Dame, ſi tres-humblement que faire puis me recommande à vôtre bonne grace, à laquelle plaiſe ſavoir, comme depuis que vous ai écrit n'eſt ſurvenu aucune choſe dont ſoit beſoin vous avertir; mais toutes choſes par deçà ſe portent bien, Dieu merci, au ſervice du Roi, de Monſeigneur, & de vous, & ſeront doreſnavant à l'aide de Dieu, & de ce qui ſurviendra incontinent vous en avertirai.

Madame, depuis que le Maître d'Hôtel du Roi, Jean François, eſt paſſé en Eſpagne, eſt venu bruit en cette Ville, & ſelon que l'on dit eſt venu d'Alby, que le Roi étoit deliberé rendre cette Comté de Rouſſillon & Cerdaigne au Roi d'Eſpagne, & que ledit Maître d'Hôtel en a fait offre audit Roi d'Eſpagne. A cette cauſe, Madame, les Conſuls écrivent au Roi & à vous, & ſe ſont tirez devers moi, en me remontrant qu'ils ſont deliberez vivre & mourir ſous le Roi, Monſeigneur, & vous, Madame, & qu'ils ſont émerveillez d'un tel bruit, & que jamais ils ne ſeront au Roi d'Eſpagne, que par force; & que au cas que le Roi fût deliberé de ainſi le faire, qu'ils s'en veulent défendre par juſtice, & m'ont ſignifié que ſur ce ils ſont deliberez envoier devers le Roi, Monſeigneur, & vous, Madame une Ambaſſade, & montrent, que de tel bruit ſont tres-déplaiſans, & ſoiez certaine, Madame, que ceux qui menent tel bruit n'aiment point le ſervice, & ſont dignes de grande punition, & pour ce Madame vous plaiſe penſer ce que coûte le Rouſſillon au Roi, & à ſon Roiaume, & que c'eſt le meilleur boulevart que peut avoir le Païs de Languedoc, duquel Monſeigneur & vous avez la charge, & les droits que le Roi y a, & les inconveniens qu'en baillant Rouſſillon s'en peuvent enſuivre; & de tout vous plaiſe, Madame, avertir le Roi, en priant Dieu, tres haute & puiſſante Princeſſe, qu'il vous donne bonne vie & longue, & accompliſſement de vos deſirs. Ecrit à Perpignan le quatrieme jour de Juin. Vôtre tres-humble & obeiſſant Serviteur, le Vicomte de Rodes. Et à la ſuperſcription eſt écrit: A tres-haute, puiſſante Princeſſe, & tres-redoutée Dame, Madame la Ducheſſe de Bourbon.

Ordre du Roi de France Charles VIII., à Monſieur le Duc de Bourbon, de remettre la Ville de Perpignan au Roi de Caſtille, & décharge de ladite Place.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, aiant de par nous la charge & garde des Places & Châtel de Perpignan, ſalut & dilection. Comme entre autres choſes, afin de parachever les Traitez, Alliances, Amitiez & Confederations faites entre tres-hauts & tres-puiſſans Prince & Princeſſe, nos tres-chers & tres-amez Frere, Sœur, & Alliez les Rois & Reine de Caſtille, de Leon, d'Aragon, de Grenade, &c. nôtre Couſin le Prince leur Fils, Enfans & Succeſſeurs, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, & Sujets d'une part, & nous, auſſi nos Roiaumes, Païs, Seigneuries & Sujets d'autre part. Entr'autres choſes nous aions accordé, comme ſavez aſſez, à iceux nos Couſins & Couſine bailler la poſſeſſion des Comtez de Rouſſillon

ANS de J. C. 1493.

lon & Cerdaigne, ſous les conditions plus à plein contenues és points & articles ſur ce faits, & à ces cauſes vous aions des pieçà ordonné mettre és mains de nôtre amé & feal Couſin & Conſeiller l'Evêque d'Alby, ou autre de par lui, leſdits Châtel & Place de Perpignan, pour aprés en faire la delivrance, ſelon ce que deſſus eſt dit; & à cette fin vous aions envoié & fait expedier autres nos ſemblables lettres de décharge & quittance, ce qui toutefois n'a encore bonnement pû ſortir effet. Parquoi nous voulant de nôtre part faire, tenir & accomplir ce que deſſus eſt dit, & que avons juré & promis ſelon les conditions d'iceux articles, avons de nouvel conclu, deliberé, & ordonné que ladite delivrance ſera faite ſans plus dilation. Vous mandons, & tres-expreſſement enjoignons derechef, que ladite Place & Châtel de Perpignan vous mettiez ou faſſiez mettre & bailler par celui, ou ceux de vos Lieutenans, que vous avez Commis à la garde d'iceux, és mains de nôtredit Couſin & Conſeiller l'Eveque d'Alby, ou de ceux que beſoin ſera, ou qu'il aviſera, pour aprés en faire la delivrance à noſdits Frere & Sœur les Roi & Reine de Caſtille, ou à leurs Commis, Procureurs & Deputez en enſuivant les conditions contenuës eſdits Traité, Confederation, & Alliance, & en ce faiſant du ſerment, & auſſi de la garde & charge que vous, & voſdits Lieutenans & Commis avez euë, & encore avez pour nous deſdits Châtel & Place de Perpignan, vous en demeurerez quite & déchargé envers nous & les noſtres, & par tout où il appartiendra, ſans que ores ni pour le tems à venir ce puiſſe tourner à aucun deshonneur, ni prejudice de vous, ni des vôtres; ni que aucune choſe vous en puiſſe être reprochée, ni demandée, ni à voſdits Lieutenans & Commis en maniere quelconque; & par la teneur de ces preſentes ſignées de nôtre main vous en avons quitté & déchargé, quittons & déchargeons: Car tel eſt nôtre plaiſir. Donné à Paris le ſeptieme jour de Juillet, l'an de grace 1493. & de nôtre Regne le dixieme. Signé, Charles. Et plus bas: Par le Roi, Robertet.

DLVIII.

ANS de J. C. 1493.

FRANCE ET AUTRICHE.

Acte de delivrance de (a) MARGUERITE D'AUTRICHE, *entre les mains des Ambaſſadeurs du Roi des Romains & de l'Archiduc, & la renonciation de cette Princeſſe au Mariage d'entre elle &* CHARLES VIII. *Roi de France. A Vandeüille, Diocéſe de Cambrai, le* 12. *Juin* 1493. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 384.

(a) Qui avoit été promiſe avec Charles VIII. Roi de France. Voyez ci-deſſus. pag. 763. col. b.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront, ou oiront: Jean de Vandeul, Licentié és loix, Conſeiller & Avocat du Roi nôtre Sire, & Garde du ſcel Roial de la Baillie de Vermandois établi à Saint-Quentin, Salut. Savoir faiſons, que le Mercredi douzieme jour du mois de Juin l'an mille quatre-cens quatre-vints & treize, en la preſence de nous & de Michel Dy, Tabellion Roial en la Prevôté de Saint-Quentin, pour ce évoquez & appellez en la Ville de Vanduille, au Dioceſe de Cambrai, en la Maiſon du Moulin dudit lieu, qui eſt ſituée en Cambielis, & hors les fins & metes de ce Roiaume: Treshaute & tres-noble Princeſſe, Madame MAROUERITE D'AUTRICHE, Fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince le Roi des Romains, toûjours Auguſte, & Sœur de haut & puiſſant Prince, Monſeigneur l'Archiduc Philippe, accompagnée de hauts & nobles Seigneurs, Reverend Pere en Dieu Guillaume, Evêque de Eyſtadt, Chriſtofe, Marquis de Baden, Englebert, Comte de Naſſau, & de Vianne, Seigneur de Breda, Meſſire Jean de Berghes, Chevalier, Seigneur de Walhain, & de Meſſire Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, & de d'Antinne, Ambaſſadeurs deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, laquelle Madame Marguerite autoriſée en cette partie d'icelui Seigneur Roi des Romains ſon Pere, & auſſi des deſſuſnommez Ambaſſadeurs, en vertu du pouvoir à eux donné en cette partie par icelui Seigneur Roi des Romains, & deſquelles autoriſation & pouvoir eſt ſuffiſamment apparu par les lettres ſcellées en double queuë de parchemin, & cire vermeille du ſcel commun deſdits Seigneurs, contenant la forme qui s'enſuit.

ANS de J. C. 1493.

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, toûjours Auguſte, de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, &c. Et Philippe, par la même grace Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldres, Comte de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainault, de Hollande, Zelande, Namur, & Zutphen, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme par le Traité de Paix naguere fait & conclu entre nous, tant en nos noms comme pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée fille de nous Roi, & Sœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, nos Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs, & Sujets d'une part, & treshaut & tres-puiſſant Prince nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roi de France, ſes Païs, Seigneuries, Serviteurs & ſujets, d'autre; ait entre autres choſes été dit, que nôtredit Frere & Couſin Roi Tres-Chrêtien ſeroit mener & conduire nôtre tres-chere & tres-amée Fille de nous Roi des Romains, & Sœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, en la Ville de Saint-Quentin, & illec la ſeroit pleinement bailler & mettre és mains des Commis de ce aians pouvoir & commiſſion pour la recevoir, en baillant aux Ambaſſadeurs & Commis de nôtredit Frere & Couſin aquit & décharge ſuffiſante de la reddition de nôtredite Fille & Sœur, comme ces choſes ſont plus au long contenuës és articles dudit Traité de Paix. Savoir faiſons, que nous confiant à plein des vertus, ſens, vaillances, prudhommies, & loiautez de nos amez & feaux Conſeillers Reverend Pere en Dieu Meſſire Guillaume, Evêque de Eyſtadt, Chriſtofe, Marquis de Baden, & Englebert, Comte de Naſſau & de Vianne, Seigneur de Breda, nos Couſins, Jean de Berghes, Seigneur de Walhain, Chevalier de nôtre Ordre, & Antoine Rolin, auſſi Chevalier, Seigneur d'Aymeries, nôtre Grand-Bailli de Hainaut; iceux les cinq, les quatre, ou les trois d'eux, avons commis, ordonné & deputé, & par ces preſentes ſignées de la main de nous Archiduc, & ſcellées de nôtre ſcel commun, commettons, ordonnons, & deputons nos Ambaſſadeurs, Orateurs, Procureurs, & Commis, & leur donnons autorité & mandement ſpecial, de és noms de nous conjointement, & de chacun de nous diviſément, comparoir, & eux preſenter au jour nommé, & autres jours enſuivans, qui ſeront pris en ladite Ville de Saint-Quentin, & illec, és noms de nous & de chacun de nous, requerir & recevoir nôtredite Fille & Sœur, des mains des Ambaſſadeurs de nôtredu Frere & Couſin, & en icelle recevant, connoître & conſeſſer és noms de nous & de chacun de nous, & auſſi au nom de nôtredite Fille & Sœur Marguerite d'Autriche, & nous faiſant fort d'elle, qu'elle a bien, duëment & honorablement été renduë & remiſe en nos mains, ou de noſdits commis, déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes obligations, & que de ce, enſemble de toutes promeſſes, obligations, & ſcellez qui touchent & peuvent toucher la perſonne de noſtredite Fille & Sœur, avons tenu & tenons quitte & décharge

ANS de J. C 1493.

gé nôtredit Couſin le Roi Tres-Chrétien, & tous autres qu'il appartiendra, & auſquels la choſe peut toucher; & au ſurplus avons donné & donnons pouvoir à noſdits Ambaſſadeurs, és noms que deſſus, d'autoriſer & conſeiller nôtredite Fille & Sœur, & laquelle neanmoins, nous Roi des Romains, comme Pere legitime, tuteur & mainbourg d'elle, dés maintenant pour lors avons autoriſée & autoriſons, pour aprés qu'elle ſera pleinement renduë és mains de noſdits Ambaſſadeurs, & qu'elle ſera és Païs de nôtre obeïſſance, faire & paſſer par ſerment pareille reconnoiſſance, declaration & quittance, par laquelle elle declarera & confeſſera avoir été renduë és mains de nous, ou noſdits commis, déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes autres obligations, & que de ce, enſemble de toutes promeſſes, obligations & ſcellez qui touchent la perſonne d'elle, elle quitte & décharge icelui Roi Tres-Chrétien, & tous autres auſquels la choſe peut toucher, & ladite quittance, décharge, & reconnoiſſance, promettre garder, entretenir & obſerver, ſans jamais venir au contraire; & deſdites quittance & reconnoiſſance faites par nous au nom de nôtredite Fille & Sœur, & par elle de nôtre autorité, en la preſence, & par le Conſeil de nos Ambaſſadeurs deſſus nommez bailler lettres & enſeignemens publics & autentiques, tant par nos lettres patentes que par lettres & ſcellez de noſdits Ambaſſadeurs, leſquels ils promettront faire ratifier par nous & chacun de nous; & toutes leſquelles declarations, quittances, décharges, & generalement tout ce qui ſera fait par noſdits Ambaſſadeurs & Commis, dés maintenant pour lors, & deſlors pour maintenant, puiſſons, confirmons, ratifions, avons pour agreable, & voulons etre de tel effet & valeur, comme ſi le tout étoit paſſé & fait par nous en nôtre perſonne. Promettant lealement & de bonne foi, en parole de Prince, & par nos foi & ſerment, avoir pour agreable tout ce que par noſdits Ambaſſadeurs ſera fait en cette partie touchant les choſes deſſuſdites. En témoin de ce, nous avons à ces preſentes fait mettre nôtre ſcel. Donné en nôtre Ville de Malines, le troiſieme jour de Juin l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints & treize, & des Regnes de nous Roi, à ſavoir de celui des Romains, le huitieme, & de Hongrie, &c. le troiſieme. Ainſi ſigné ſous le repli, Philippe. Et au deſſus du repli deſdites lettres, Par le Roi & Monſeigneur, Monſeigneur le Duc de Heſſen, Lieutenant General, vous, Monſieur le Prince de Chimay, les Sires de Chievres, de Molembais, de la Baſtie, & de Beoſelle, le Prevoſt de Triel, Meſſire Paul de Vacuſt, Preſident de Flandres, & pluſieurs autres du Conſeil privé. J. Lectin. Et ſcellées.

A dit, connu & confeſſé, & par ces preſentes, de l'autorité, par le conſeil & conſentement exprés que deſſuſdit, reconnoît & confeſſe le contenu en une cedule qui lüe lui a été à haute voix en nos preſences, par honorable homme & ſage Maître Jean Goyet, Notaire & Secretaire du Roi, nôtredit Seigneur, de laquelle cedule la teneur s'enſuit.

NOus Marguerite, fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince, mon tres-redouté Seigneur, Monſeigneur le Roi des Romains, toûjours Auguſte, & Sœur de nôtre tres-honoré Seigneur, & Frere Monſeigneur l'Archiduc d'Autriche, ſuffiſamment autoriſée de nôtredit Seigneur & Pere, & auſſi de l'autorité, en la preſence, des conſeil & conſentement de Reverend Pere en Dieu, l'Evêque de Eyſtadt, Chriſtofle Marquis de Baden, Englebert, Comte de Naſſau, Jean de Berghes, Seigneur de Walhain, & Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, & d'Antinne, leurs Ambaſſadeurs & Commis; confeſſons, connoiſſons, & declarons, que nous & nôtre perſonne avons été renduë par le Tres-Chrétien Roi de France, ou ſes Commis, és mains des deſſuſnommez, & Commis Ambaſſadeurs de noſdits Seigneurs Pere & Frere, & à plein delivrée en leurs mains, franche, quitte, & déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes obligations & promeſſes; & de ce, enſemble de toutes promeſſes, obligations & ſcellez, qui touchent nôtre perſonne, nous tenons quitte & déchargé ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & tous autres à qui la choſe peut toucher. Promettant par nôtre ſerment, & ſur les Saints Evangiles que touchons, que leſdites confeſſions, reconnoiſſances, declarations, quittances, & décharges, nous garderons & entretiendrons fermes & ſtables, ſans jamais venir au contraire, ni faire choſe contraire, ni au prejudice d'icelle renonciation. De toutes leſquelles choſes, hauts & puiſſans Prince & Seigneurs, Monſeigneur le Comte d'Angoulême, Monſieur de Rohan, Reverend Pere en Dieu Monſieur l'Evêque de Lectoure, Monſieur Antoine de Luxembourg, Comte de Brienne, Seigneur de Rouſſy, Monſieur Antoine, Grand Bâtard de Bourgogne, Monſieur Loüis de Brezé, Grand-Senéchal de Normandie, Chriſtofle de Plailly, Bailly de Sens, tous Conſeillers & Chambellans du Roi nôtredit Seigneur, & ledit Maître Jean Goyet, Secretaire, au nom & comme Orateurs & Ambaſſadeurs, Commis & Deputez de par icelui nôtre Souverain Seigneur, nous ont pour ce au nom d'icelui nôtre Souverain Seigneur, par les bouches deſdits Seigneurs de Lectoure & Goyet, requis lettres d'inſtrument, que leur avons accordé pour valoir & ſervir à nôtredit Souverain Seigneur ce que de raiſon. En témoin de ce, nous garde deſſuſnommé avons ſcellé ces preſentes dudit ſcel Roial de Baillie. Ce fut fait l'an & jour deſſuſdits. Signé, J. de Vendeüil, M. Dy.

ANS de J. C. 1493.

DLIX.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, & le Pape* ALEXANDRE VI. *A Rome, au mois de Janvier* 1494. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 388.

ANS de J. C. 1494.

La France et le Pape.

IMprimis, Papa remanebit bonus Pater Regis, & Rex bonus filius Papæ.

Item, Papa contentus eſt, quòd Cardinalis Valentinenſis vadat in Societate Regu; & permaneat quatuor menſes & ultrà, ad beneplacitum Regis.

Item, Papa Turcum conſignavit in manus Regis; & ſervabitur per Regem in Terracina.

Item, Rex in reditu ſuo reſtituet Turcum Pontifici.

Item, Rex pollicetur Pontifici, ſi Turcus ei intulerit aliquod nocumentum, ipſum Pontificem juvare, & defendere.

Item, promittit Rex Pontifici, quod faciet dare conſenſum Rhodianorum infra ſex menſes.

Item, Rex pro reſtitutionis ſecuritate dabit ſummo Pontifici obſides.

Item, Pontifex ſemper recipiet tributum quadraginta millium ducatorum conſuetum per magnum Turcum mitti.

Item, Papa dabit Regi portum & roccam Civitatis Vetulæ.

Item, conſentit Rex, quod ad urbem advehantur victualia, tam per Oſtium quàm Civitatem Vetulam, dummodò non veniant ex parte inimicorum.

Item, dabit Papa Regi Franciæ Commiſſarios, ut eidem de viatico provideant per Terras Eccleſiæ.

Item, omnia Fortalitia, & Caſtra, & Civitates Eccle-

ANS de J. C. 1494.

Eccleſiæ Regi Franciæ aperientur, ſi contigerit ipſum mori adire, donec in tuto fuerit.

Item, redeunte Rege reſtituentur Papæ omnia loca, infrà quatuordecim dies poſt ejuſdem Regis diſceſſum.

Item, redeundo reſtituet Oſtiam in manibus Cardinalis Sancti Petri ad vincula.

Item, Civitas Vetula, & alia Fortalitia remanebunt in poteſtate Regis pro ſecuritate ſua.

Item, Papa ignoſcit omnibus qui ſervierunt Regi, ut puta Aquapendentibus, Montisflaconenſibus, Viterbienſibus, & aliis.

Item, Papa reſtituit ex nunc omnes Cardinales ſuis libertatibus, eâ lege & conditione, quòd ipſi deinceps ſint fideles.

Item, Papa ignoſcit & remittit Colonenſibus, & de Sabellis.

Et Rex itidem ignoſcit Urſinis, & Jacobo de Comitibus, eâ conditione, quòd reſtituat pecunias ab eodem Rege per eum receptas.

Item, Rex conſtituet gubernatorem ad ſui libitum in Civitate Ceſanatenſi.

Item, Rex conſtituet locumtenentem Legati in Marchia Anconitana ad ſui beneplacitum.

Item, ſimiliter in Legatione patrimonii.

Item, Rex conſtituet in Campania unum Cardinalem ſibi amicum.

Item, Rex capit Dominum Urbis præfectum in ſui protectionem. Et permanebit idem præfatus in priſtino ſtatu, & dignitate.

Item, Dominus Cardinalis Sancti Petri ad vincula redintegratur in ſua legatione Avinionenſi.

Item, Cardinalis Gurcenſis recipiet emolumenta ſui capelli, tam in abſentia quam in præſentia, permanebitque in priſtina dignitate.

Item, Papa reſtituet Cardinalem de Sabellis in ſua legatione Spoleti.

Item, Papa reſtituet Colonenſes, & Sabellos, cum aliis amicis ſuis, priſtinis ſtatibus.

Item, Papa abſolvit Cardinales ab obligatione per eos facta in Conclavi, videlicet de non recedendo abſque ejus licentia, & conſenſu: & ſimiliter à juramento ab eis præſtito.

Item, Rex reſtituet ſummo Pontifici urbem Romam, cum clavibus, & aliis munitionibus.

Item, Rex non requiret à ſummo Pontifice Caſtrum Sancti Angeli.

Item, Rex præſtabit ſummo Pontifici obedientiam perſonalem.

Item, ipſe Rex non offendet in aliquo ſummum Pontificem, nec eidem aliquam injuriam inferet: & ſi quis eidem moleſtus fuerit, vel in aliquo læſerit, tenebitur Rex ipſum defendere.

Item, pollicetur ſummus Pontifex Regi ſecuritatem, & à populo Romano perſonam Regiam, vel quemquam ex ſuis, in aliquo nec offendi, nec læſum iri.

DLX.

ANS de J. C. 1494. *Inſtructions données par le Pape* ALEXANDRE VI. *au Nonce par lui envoyé à Sultan* BAJAZET *Empereur des Turcs, avec les Lettres dudit Sultan audit Alexandre, en l'Année* 1494. Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. Servans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 293.

Le Pape et le Turc.

Superioribus diebus Cardinale Gurcenſe referente, D Georgius Baſardus Litterarum Apoſtolicarum ſcriptor, per Sanctiſſimum D. N. Papam ad magnum Turcam Nuncius, oratorque miſſus, ut ipſe Cardinalis dicebat, per Illuſtriſſimum D. Joannem de Ruvere almæ urbis Præfectum, Illuſtriſſimi Cardinalis S. Petri ad vincula fratrem germanum captus fuit, & apud Seoogalliam detentus, apud quem idem Cardinalis Gurcenſis compertas fuiſſe dixit informationes per eundem Sanctiſſimum D. N. ſibi datas, ſuper iis quæ apud magnum Turcam agere deberet, quæ dictus Cardinalis Gurcenſis Sanctiſſimo D. N ad infamiam improperabat, quarum informationum Nuntii & Orationis ad magnum Turcam tenor. ALEXANDER PAPA SEXTUS Inſtructiones tibi Georgio (a) Baſardo Nuntio & familiari noſtro, poſtquam hinc receſſeris directè & quanto citius poteris ibis ad potentiſſimum magnum Turcam Sultan BAJAZET ubicumque fuerit, quem poſtquam debitè ſalutaveris, & ad divini Numinis timorem excitaris, ſignificabis ipſi nomine noſtro qualiter Rex Franciæ properat cum maxima potentia terreſtri & maritima, cum auxilio ſtatus Mediolanenſium, Britonum, Burdegalenſium, Normandorum & cum aliis gentibus huc Romam veniens eripere è manibus noſtris Gem Sultan fratrem celſitudinis ſuæ, & acquirere Regnum Neapolitanum, & eiicere Regem Alfonſum cum quo ſumus in ſtrictiſſimo ſanguinis gradu & amicitia conjuncti, & tenemur eum defendere, cùm ſit feudatarius & ſubditus noſter, & annuatim ſolvat nobis cenſum, & ſunt anni ſexaginta tres & ultra quod fuit inveſtitus Rex Alfonſus avus ejus, deinde Ferdinandus Pater, cui ſucceſſit Rex qui per prædeceſſores noſtros, & per nos fuerunt inveſtiti & incoronati de dicto Regno, & ideo hac de cauſa prædictus Rex Franciæ effectus ioimicus noſter, qui non ſolum properat ut dictum Gem Sultan capiat, & ipſum Regnum acquirat, ſed etiam in Græciam (b) trans freta, & Patrias celſitudinis ſuæ debellare queat, prout ſuæ Majeſtati innoteſcere debet, & dicunt quod mittant dictum Gem Sultan cum claſſe in Turquiam, & cùm nobis opus ſit reſiſtere, & nos defendere à tanta Regis Franciæ potentia, omnes conatus noſtros exponere oportet, & ſe bene præparare, quod cùm jam fecerimus, opuſque ſit facere maximas impenſas, cogimur ad ſubſidium præfati Sultan Bajazet recurrere, ſperantes in amicitia bona quam ad invicem habemus quod in tali neceſſitate juvabit nos, quem rogabis & nomine noſtro exhortaberis ac ex te perſuadebis cum omni inſtantia, ut placeat ſibi quam citius mittere nobis Ducatos quadragintta millia in auro Venetos, pro annata anni præſentis, quæ finiet ultimo die Novembris venturi, ut cum tempore poſſimus nobis ſubvenire in quo Majeſtas ſua faciet nobis rem gratiſſimam, cui impræſentiarum nolumus imponere aliud gravamen, & ſic exponendo vires & conatus noſtros in reſiſtentia facienda, ne dictus Rex Franciæ aliqua victoria contra nos potiatur, & contra Fratrem ſuæ Majeſtatis, cùm aut ipſe Rex Franciæ terra marique ſit longè potentior nobis, indigeremus Auxilio Venetorum, qui obſiſtant, nec volunt nobis eſſe Auxilio, imò habent arctiſſimum Commercium cum inimicis noſtris, & dubitamus quòd ſint nobis contrarii; quod eſſet nobis augmentum magnæ offenſionis: & non reperimus aliam viam eos convertendi ad partes noſtras tractandas quàm per viam ipſius Turcæ, cui denotabis ut ſuprà: & quòd ſi Francis victores forent, ſua Majeſtas pateretur magnum intereſſe, tum propter ereptionem Gem Sultan Fratris ſui, tum etiam quia proſequerentur expeditionem & longe cum majori conatu contra Altitudinem ſuam, & in tali cauſa haberet Auxilium ab Hiſpanis, Anglicis, Maximiliano, & Hungaris, Polonis & Bohemis, qui omnes ſunt Potentiſſimi Principes. Perſuadebis & exhortaberis Majeſtatem ſuam, quam tenemur certiorem reddere, ob veram & bonam amicitiam quam habemus ad invicem, ne patiatur aliquod intereſſe, ut ſtatim mittat unum Oratorem (c) ad Dominium Venetorum, ſignificando qualiter certò intellexit Regem Franciæ movere ſe ad veniendum

(a) Bois Serdo.

(b) transfretet.

(c) Le Turc ſuivit ce conſeil.

ANS de J. C. 1494.

Romam, ad rapiendum Gem Sultan fratrem, inde Regnum Neapolitanum, demum terraque & mari contra ſe præparare, quod velit facere omnem reſiſtentiam, & ſe defendere contra ipſum, & deviare ne frater ſuus capiatur ex manibus noſtris, quos exhortetur & ſtringat, quod pro quanto cari pendant amicitiam ſuam, debeant eſſe adjumento & defenſioni noſtræ, & Regis Alfonſi terra marique; & quod omnes amicos noſtros, & primum Regem habebit pro bonis amicis ſuis, & noſtros inimicos pro inimicis: & ſi Dominum pollicebatur conſentire tali petitioni ſuæ, Orator habeat mandatum de non recedendo Venetiis, quouſque viderit effectum, & quod dicti Veneti declarent ſe eſſe amicos & adjumento nobis, & Regi Alfonſo, & eſſe contrà inimicos Francorum & aliorum adhærentium Regi Franciæ: & ſi contradixerint, Orator ſignificet quod S. D. non habebit eos amicos, & poſtea recedat ab eis indignatus: quanquam credimus, quòd ſi ſua Majeſtas ardentes attingat eos modo convenienti, condeſcendent ad faciendam voluntatem Majeſtatis ſuæ, & ſic perſuadens eis multum ut facere hoc velint, quia iſtud eſt majus adjuvamen quod habere poſſumus, impetret reſiſti injuriis noſtris, & ſollicitabis quanto citius talem Oratorem, ut recedat ante te: nam multùm importat acceleratio tua.

Denotabis pariter magno Turcæ adventum Oratoris magni Soldani ad nos cum litteris & muneribus quæ tranſmiſit nobis, quando Gem Sultan fratrem ſuum accepimus, ac magnas oblationes & promiſſiones quas nobis fecit de magno theſauro, ac de multis aliis rebus, ut benè ſcis, quandoquidem tuo medio omnia ſunt practicata, & ſicut continetur in capitulis quæ dictus Orator fecit & dedit, ſignificabis Majeſtati ſuæ inrefitionem noſtram in quantum tibi promiſimus firmiter tenebimus, & nunquam contraveniemus in aliqua re, imo noſtræ intentionis eſt accreſcere & meliorare noſtram bonam amicitiam: benè gratum nobis eſſet, & de hoc multùm precamur & hortamur D. Sereniſſimum, quod pro aliquo tempore non impediat Hungarum, neque in aliqua parte Chriſtianitatis & maximè in Croatia & civitatibus (a) Leginæ, quod faciendo & obſervando nos faciemus quod Hungarus non inferat ei aliquod damnum, & in hoc Majeſtas ſua habebit compaſſionem complacendi nobis, attento maximè motu Francorum, & aliorum Principum. Quod ſi in bellando perſeveraret, habeat pro comperto ſua Magnitudo quod in ejus auxilio eſſent quam-plures Principes Chriſtiani, & doleret Majeſtatem ſuam non feciſſe ſecundùm conſilium noſtrum, quod damus ſibi primo ex officio, quando ſumus Pater & Dominus omnium Chriſtianorum, poſtea deſideramus quietem Majeſtatis ſuæ ad bonam & mutuam amicitiam; quoniam ſi aliter Majeſtas ſua ſtatueret proſequi & moleſtare Chriſtianos, cogeremur rebus conſulere, cùm aliter non poſſemus obviare maximis apparatibus qui fiunt contra Majeſtatem ſuam. Dedimus tibi duo Brevia quæ exhibebis Turcæ: in uno continetur quod faciat tibi dare & conſignare 40000. Ducatos pro annata præſenti: Aliud eſt credentiæ, ut præſtet tibi fidem in omnibus quæcumque nomine noſtro ipſi expoſueris. Habitis 40000. Ducatis in loco conſueto facies quittantiam ſecundùm conſuetudinem, & venies recto tramite cum navi tuta, & cum illuc applicaveris, certiores nos reddes, & exſpectabis reſponſum noſtrum: præſens tua intimatio conſiſtit in acceleratione; facies ergo diligentiam hîc in eundo ad Turcam in expeditione & in redeundo ſimiliter. *Et ego Georgius Baſardus Nuntius & familiaris prefata Sanctitatis per præſens ſcriptum & ſubſcriptum manu mea propria fidem facio & confiteor ſupradicta habuiſſe in commiſſis ab ore præfatæ Sanctitatis Roma de menſe Junii 1494. & exequutum fuiſſe apud Turcam in quantum fuit mihi ordinatum ut ſupra, & quantum ad Oratorem quem requiſivit Sanctitas ſua à Turca mittendum Venetias, eſt obtentum, qui è veſtigio debeat recedere à Conſtantinopoli, de menſe Septembris poſt me, ad exequendum, in quantum erat, voluntatem præfatæ Sanctitatis cum Illuſtriſſimo D. D. Venetorum. Idem Georgius Baſardus manu propria ſcripſi & ſubſcripſi. Et ego Philippus de Parmarchis Clericus Forolivienſis, Apoſtolicâ & Imperiali auctoritate Notarius Publicus, ſupraſcriptam inſcriptionem & inſtructionem ex originali ex Senogallia tranſmiſſo, de verbo ad verbum tranſumpſi & ſcripſi, nihil mutando aut addendo, & hoc ipſum tranſumptum, prout jacebat ad lateram ſeu requiſitus & rogatus: in cujus rei teſtimonium hîc me ſubſcripſi, & ſignum meum apposui conſuetum. Florentiæ die 25. Novembris, anno Domini 1494.*

(a) Civitate Raguſiæ.

ANS de J. C. 1494.

Sultan Bajazet Chan Dei gratia Rex maximus, & Imperator utriuſque continentis, Aſieque & Europæ, Chriſtianorum omnium excellenti Patri & D. D. Alexandro divinâ providentiâ Romanæ Eccleſiæ Pontifici digniſſimo reverentiam debitam & benevolàm cum ſincera diſpoſitione, poſt convenientem & juſtam ſalutationem, ſignificamus tuo ſupremo Pontificio, quemadmodum in præſenti miſiſtis veſtrum hominem & Legatum Georgium Baſardum, cum litteris quæ continebant de veſtra ſalute & amore & amicitia, venit & pervenit in optimo tempore ad meam altiſſimam portam, & didicimus quæ per litteras ſignificabantur, & quæ commiſiſtis ipſi dicere ex ore, retulit etiam coram magnitudine mea integra, quemadmodum tua gloriolitas ipſi mandavit, cùm didicerimus primùm nos de ſalute & bona habitudine tuæ Dominationis delectati ſumus maximè, & exultavit ſpiritus meus, propterea & illis quæ per ipſum ſignificaſtis, aſſenſi ſumus etiam & fecimus ipſa, & miſimus etiam ad loca quæ ſignificaſtis ut mitteremus, ſicut valebat Magnitudo veſtra ulterius, & id quod conventum eſt, quamvis ad noſtrum terminum ſatis temporis reliquum ſit, tamen de quo ſcripſiſtis, & petiſtis, ipſum cum feſtinatione datum eſt, & prædictus Legatus Georgius jam perfecit omnia bene quæcumque requirit officium Legati, unde & honoratus eſt dignè à mea Altitudine, ut ipſum decet, miſimus etiam unà cum ipſo à noſtra altiſſima porta fidelem noſtrum hominem Caſſimen, & data eſt ei licentia, ut rurſus ad tuum Pontificium redeat: noſtra enim amicitia Dei voluntate in dies augebitur, Nuntiis autem veſtræ ſalutis numquam nos privetis, ut audientes magis delectemur. Datum in aule noſtræ Sultanicæ auctoritatis in Conſtantinopoli 1494. anno à Jeſu Prophetæ nativitate, die 18. Septembris.

Sultan Bajazet Chan Dei gratiâ Rex Maximus, & Imperator utriuſque continentis Aſiæque & Europæ, Chriſtianorum omnium excellenti Patri & Domino Alexandro divina providentia ſupremo Pontifici digniſſimo reverentiam debitam & benevolam cum ſincera diſpoſitione: dignum & fidelem veſtrum hominem & Legatum Georgium Baſardum in altiſſimam portam miſiſtis, venit & attulit nobis nuntios de veſtra ſalute & bona habitudine, & delectavit nos mirificè, attulit etiam & verba quæ mandaſtis ipſi privatim, & etiam miſiſtis, integrè & didicimus, & benè commiſimus & nos ipſi ſermones, ut nunciet ipſos coram tuo Pontificio, & detur ſibi fides in his quæcumque dixerit; quæcumque enim dixerit ſunt verba noſtra indubitata: etiam præfatus Georgius perfecit omnia benè quæcumque requirit officium Legati, unde honoratus eſt dignè à mea Altitudine, ſecundum ipſius decentiam, & data eſt ei licentia ut redeat rurſus in aulam tuæ magnitudinis, & manifeſtet illi illa quæ nos ipſi commiſimus. Datum in aula noſtræ Sultanicæ auctoritatis in Conſtantinop. 1494. anno à Jeſu Prophetæ nativitate 18. Septembris.

Sultan

Digitized by Google

ANS de J. C. 1494.

Ultan Bajazet Chan, &c. Alexandro divina providentia Romanæ Eccleſiæ ſupremo Pontifici digniſſimo, &c. Poſt convenientem & juſtam ſalutationem, ſignificamus tuæ Dominationi, quemadmodum io præſenti fidelem noſtrum Caſſimen ſervum cum noſtris litteris miſimus ad ſummum tuum Pontificium, ut ferat ad nos de veſtra ſalute & bona habitudine, quod nos cupimus quotidie audire & delectari; ſimiliter ſignificet etiam & vobis de noſtra felici ſanitate & amore, ut & nos quæ de nobis ſunt ab ipſo dicenda audientes delectemini, ſicut & nos delectamur. Juſſimus etiam & eſt datum id quod eſt conventum prædicto ſervo meo Caſſimi, ut perferat ipſum ad tuam glorioſitatem, & cum auxilio Dei reverſus fuerit rurſus ad meam Altitudinem, ſignificet nobis veſtram ſalutem & amicitiam, ut inde cùm audiverimus, magis etiam delectemur, & quæ ipſi mandavimus nota faciet tuæ magnitudini: date autem ipſi fidem in his quæcumque dixerit. Datum in aula noſtræ Sultanicæ authoritatis in Conſtantinopoli 1494. anno à Jeſu Prophetæ nativitate, 18. Septembris.

Ultan Bajazet Chan, &c. Alexandro &c. Poſt convenientem & juſtam ſalutationem, notum ſit tuo ſupremo Pontificio, quemadmodum Reverendus Dominus Nicolaus (a) Libo Archiepiſcopus Archatenenſis eſt dignus & fidelis homo ipſius & à tempore præcedentis Papæ ſupremi Pontificis Domini Innocentii uſque in hodiernum diem in tempus ſuæ magnitudinis continuè ad pacem & amicitiam feſtinat, ſemperque animo & corpore in fideliſſims fide duabus partibus ſervivit & adhuc ſervit. Hujus igitur rei cauſa juſtum eſt à nobis decerni majori io ordine ipſum eſſe debere; unde & rogavimus dictum ſupremum Pontificem ut faceret illum Cardinalem & aſſenſus eſt noſtræ petitioni, adeo ut litteris etism nobis ſignificaverit quod petitum eſt datum fuiſſe ipſi. Verùm quia non erat tempus Id. Septembris menſis, oon ſedet in ordine ſuo, & ut requirit conſuetudo. Interea verò juſſu Dei dedit Pontifex commune debitum, & ſic ipſe remanſit. Ea igitur de cauſa ſcribimus & rogamus tuam magnitudinem, propter amicitiam & pacem quam inter nos habuimus, & propter meum cor, ut adimpleas ipſi tuum Pontificium, videlicet ut facias ipſum perfectum Cardinalem, habebimus & nos id in loco magnæ gratiæ. Datum &c. ut ſupra. *Suprascriptæ quaternæ litteræ erant ſcriptæ ſermone in charta authentica more Turcarum, cum quodam ſigno aureo in capite, quas litteras tranſtulit in Latinum de verbo ad verbum, me excipiente & notante, eruditus vir Laſcaris natione Græcus, aſſiſtente illi & adjuvante interpretationem Reverendiſſ. D. Aleſio Cyprio Epiſc. Famaguſtano, & Marcello Conſtantinopolitano, illuſtriſſ. Principis Salernitani Secretario: in cujus rei fidem & teſtimonium ergo Philippus de Patriarchis clericus Forolivienſis Apoſt. & Imperial. auctoritate Notarius Publicus, omnia ſupradicta manu mea propriâ ſcripſi & ſubſcripſi, & meum ſignum appoſui rogatus & requiſitus.*

(a) al. Cão.

(b) Cette Lettre eſt imprimée en Italien dans le ſecond volume de *Lettre di Principi, lettera 4.*

(b) *Ultan Bajazet Chan* filius Soldani Mahumeti, Dei gratia Imperator Aſiæ, Europæ ſe omois maritimæ, Patri & Domino omnium Chriſtianorum divina providentia Papæ Alexandro ſexto Romanæ Eccleſiæ digno Pontifici, poſt debitam & meritorism ſalutationem, ex bono animo & puro corde ſignificamus veſtræ magnitudini, per Georgium Baſrdum ſervitoſem & Nuntium veſtræ potentiæ intelleximus bonam convaleſcentiam ſuam, & etiam quæ retulit pro parte ejuſdem veſtræ magnitudinis: ex quibus lætati ſumus, magnamque conſolationem eepimus. Inter alis mihi retulit quomodo Rea Franciæ animatus eſt habere Gem fratrem noſtrum, qui eſt in manibus veſtræ potentiæ, quod eſſet multum cootra voluntatem noſtram, & veſtræ magnitudinis ſequeretur maximum damnum, & omnes Chriſtiani paterentur detrimentum: idcircò una cum præfato Georgio cogitare cœpimus pro quiete, utilitate, & honore veſtræ potentiæ, & adhuc pro mea ſatisfactione bonum eſſer quod dictum Gem meum fratrem, qui ſubjectos eſt morti, & detentus in manibus veſtræ magnitudinis (c) omnino mori faceretis, quòd ſi vita careret, eſſet & veſtræ potentiæ otile & quieti commodiſſimum, mihique gratiſſimum: & ſi in hoc magnitudo veſtra contenta ſit complacere nobis. prout in ſua prudentia confidimus facere velle, debet pro meliori ſuæ potentiæ, & pro majori noſtra ſatisfactione quanto citius poterit cum illo meliori modo placebit veſtræ magnitudini dictum Gem levare facere ex anguſtiis iſtius mundi, & transferri ejus animam in ulterum ſeculum, ubi meliorem habebit quietem: & ſi hoc adimplere faciet veſtra potentia, & mandabit nobis corpus ſuum in qualicumque loco eſſe citra mare, promittimus nos Sultan Bajazet ſupradictus in quocumque loco placuerit veſtræ magnitudini ducatorum trecenta millia, ad emenda filiis ſuis aliqua Dominia, quæ ducatorum trecenta millia conſignare faciemus illi cui ordinabit veſtra magnitudo, anteqnam ſit nobis dictum corpus datum, & per veſtros meis conſignatum. Adhuc promitto veſtræ potentiæ quod vita mea comite, & quamdiu vixero habebimus ſemper bonam & magnam amicitiam cum eadem veſtra magnitudine, ſine aliqua deceptione, & eidem faciemus omnes beneplacitas & gratias nobiles. Inſuper promitto veſtræ potentiæ, pro meliori ſua ſatisfactione, quod neque per me, aut per meos ſervos, neque etiam per aliquem ex Patriis meis erit datum aliquod impedimentum aut damnum Domino Chriſtianorum, cujuſcumque qualitatis aut conditionis fuerit, ſive in terra ſive in mari, niſi eſſent aliqui qui nobis aut ſubditis noſtris damnum facere vellent, & pro majori adhuc ſatisfactione veſtræ magnitudinis, ut ſit ſecura, ſine aliqua dubitatione de omnibus his quæ ſupra promitto, juravi & affirmavi omois in præſentia præfati Georgii, per verum Deum, quem adoramus, & ſuper Evangelia veſtra (d) obſervare veſtræ potentiæ omnia uſque ad complementum, nec in aliquo re deficere, ſine defectu, aut aliqua deceptione, & adhuc pro majori ſecuritate veſtræ magnitudinis, ne ejus animus in aliqua dubitatione remoneat; imò ſit certiſſimus de novo, Ego ſupradictus Sultan Bajazet Chan juro per Deum verum, qui creavit cælum & terram, & omnia quæ in eis ſunt, & in quem credimus & adoramus, quod faciendo adimplere ea quæ ſupra eidem requiro, promitto per dictum juramentum ſervare omnia quæ ſupra continentur, & in aliqua re nunquam contra facere, neque contravenire veſtræ magnitudini. Scriptum Conſtantinopoli in Palatio noſtro ſecundum adventum Chriſti die (e) 15. Septembris 1494. *Et ego Philippus de Patriarchis Clericus Forolivenſis Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius Publicus infra ſcriptas litteras ex originali quod erat ſcriptum litteris Latinis in ſermone Italico, in charta eblanea Turcarum, quæ habebat in capite ſignum magni Turcæ aureum, in calce nigrum, tranſumpſi fideliter de verbo ad verbum, & manu propria requiſitus & rogatus ſcripſi & ſubſcripſi ſignumque meum in fidem & teſtimonium conſuetum appoſui. Florentiæ die 15. Novemb. 1494. in Conventu Cruc. Ord. Minorum.*

(c) Le Pape ne manque pas de recevoir 300000. ducats, & de le faire mourir.

(d) al. ſervare.

(e) al. 15.

ANS de J. C. 1495.

DLXI.

ANGLETERRE ET AUTRICHE.

Traité de Paix & de Commerce entre HENRI VII. *Roi d'Angleterre, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, &c. Fait à Londres, le 24. Février,* 1495. Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. XI. pag. 568.

OMnibus & ſingulis præſentes literas viſuris, audituris & inſpecturis, Reverendus in Chriſto Pater & Dominus, Dom. Richardus Duvelmenſis Epiſcopus, Cuſtos privati Sigilli magni illuſtriſſimi Regis Angliæ, Johan. Welles, Vice-Comes de Welles, Johannes Kendal, Priot Domus S. Johan. Jeruſalem in Anglia, Wilhelmus Warham legum Doctor, Magiſter ac Cuſtos Rotulorum, Cancellar. Domini Regis, Chriſtophorus Utſwick Archidiaconus Richemond. & Johannes Rijſley, Miles, Ambaſſiatores, Procuratores, & Commiſſarii, in hac parte Sereniſſimi ac metuendiſſimi Domini noſtri ſupremi HENRICI, Dei gratiâ, Regis Angliæ & Franciæ, Domini Hiberniæ Sabitten: Notum facimus, quòd cùm portiora mortalibus dona à ſuperis tradi nequeant, quàm bona pacis; & longo rerum uſu ac ratione ſemper cognitum ſit, pacem eſſe ſummum illud & præcipuum munus, quod humano generi conducere queat: Satiſque compertum ſit, quòd calamitates & ærumnæ paſſim è bello exoriuntur; quòd verò commoda, pax certa & ſtabilis undique contulerit: Idcirco nos, quantum fructus & utilitatis Regni Angliæ, & terrarum ac Provinciarum Domini Archiducis Auſtriæ, Incolis & ſubditis: ex pace & amicitia, antehac inter ipſos Principes prædictos, inita & contracta, accreverit, plenè cognoſcentes, nos pro prædicto Sereniſſimo Principe noſtro Angliæ Rege antedicto, ſuiſque Hæredibus & ſucceſſoribus, atque ejus nomine, & eorum auctoritate nobis ab eodem Rege noſtro per literas ſuas patentes commiſſa, quarum Tenor inferiùs ſequitur.

Cum Nobili Viro Dom. Philippo, Domino de Bevres, locum tenente Gubernatore & Capitaneo Generali Artheſie, & Admirallo Domino Paulo de Beauſt, Domino de Vermeſſelly, Præſide Flandriæ, Roberto de Mellum, Domino de Rouny, Camerario, Daniele de Prat, Domino de Merwed Camerario, & ſuperiore Ballio Flandriæ, Johanne de Corravilla, Thoma Portunar. Conſiliario & Magiſtro, Florentio Hawvel Secretario, ordinar. Ambaſſator. Procurator. legatis & Nuncüs, ad infraſcripta, per ipſius Domini Archiducis patentes deputatis, quarum etiam Tenor inferius ſequitur, convenimus, contraximus, concluſimus, & per præſentes convenimus, contrahimus, & concludimus omnes, & ſingulos pacis, amicitiarum, Mercium intercurſus, & Mercatorum communicationes, ſequentes articulos.

I. In primis conventum, concordatum, & concluſum eſt: Quòd ab hoc die, ſit bona, ſincera, vera & integra, perfecta & firma amicitia, liga, confœderatio, pax & unio, per terram, mare & aquas dulces, futuris temporibus perpetuò duratura, inter dictos Dominos Regem & Archiducem, eorumque ſucceſſores & hæredes, Regna, Patrias & Dominia, Terras, Vaſſallos & ſubditos quoſcunque præſentes & futuros, tam Clericos quàm Seculares, cujuſcunque gradus ſeu Conditionis exiſtant, etiamſi Archiepiſcopali, Ducali, vel minori dignitatum ſtatu aut gradu præfulgeant. Ita quòd prædicti Vaſſalli & ſubditi hinc inde ubique locorum ſibi invicem favere, ſeſeque mutuis Officiis proſequi, & honeſta affectione pertractare teneantur, *poſſintque tam per terram, quàm per Mare & aquas dulces, ad dictu Regna, Patrias, Dominia & Terras; Civitates, Oppida & Villas, munitas & non munitas, firmatas aut non firmatas, portus & diſtrictus quoſcunque, & eorum quodlibet, hinc inde intrè, liberè, & ſecurè accedere, intrare, & in eiſdem quamdiu voluerint commorari & converſari, ac ibidem victualia, & alia eis neceſſaria quacunque, ſine quacunque contradictione, emere & vendere: Nec non ab eiſdem Regnis, Patriis, Dominiis, Terris, Civitatibus, Oppidis, Villis, portubus & diſtrictibus & eorum quodlibet totiès quotiès eis libuerit ac partes proprias vel alienas quaſcunque cum ſuis conductis aut accommodatis* navigiis, plauſtris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, ſarcinulis, bonis & rebus quibuſcunque, *ire, recedere, ac remitti, quemadmodum propriis in Patriis, hæc omnia eis facere licet, & ſicut proprii ſubditi locorum & Patriarum illarum facere poſſint.* Ita quòd nullo ſalvo conductu, aut licentia generali vel ſpeciali indigeant; nec in aliquo locorum prædictorum ſalvum conductum vel licentiam petere teneantur.

II. Item, conventum, concordatum, & concluſum eſt. Quòd neuter dictorum Principum, nulluſque Hæredum aut Succeſſorum ſuorum, contra alium, ejuſve Hæredes aut Succeſſores, quicquam aget, faciet, tractabit vel attentabit, quocunque in loco, ſive in terra, ſive in Mari, portubus, vel aquis dulcibus, occaſione quacunque, nullumque præſtabit auxilium, conſilium, favorem vel aſſenſum, quo per alium vel alios quoſcunque aliquid fiat, agatur, tractetur vel attententur in injuriam vel damnum alterius ejuſve Hæredum aut Succeſſorum: Sed quibuſque (ſicut præmittitur) contra alium, intra Regnum, Patrias, Dominia, aut terras ſuas prædictas, aliquid agentibus, tractantibus vel attentantibus expreſsè & cum effectu contradicet, renitetur, & impedimentum realiter præſtabit.

III. Item, conventum eſt ut ſuprà: Quòd neuter, imò nulla partium prædictarum, præſtabit auxilium, conſilium vel favorem notoriis hoſtibus vel inimicis alterius partis, tam per mare, terram, vel aquas dulces, infeſtare vel invadere volentibus: ſed bona fide, & mutuis auxiliis militaribus gentium armorum, expenſis tamen opem interpellantis, quoties opus fuerit adjuvabunt, in quorum auxiliorum præſtatione quoad numerum attinet armatorum, habenda erit facultatis ratio illius partis, quæ ad ſerendam opem rogabitur ſeu interpellabitur, ut ſcilicet ad non plus teneatur, quàm tunc commodè facere poterit, conſideratâ temporis & locorum opportunitate, ac ſtatu rerum ſuarum.

IV. Item, conventum eſt ut ſuprà: Quòd neutra partium prædictarum Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos alterius partis, in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus aut diſtrictus, aut eorum aliquem recipiet, nec eis, aut eorum alicui, in eiſdem, eorum vel aliquo aut alio quocumque loco, etiam extra eorum Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus aut diſtrictus, auxilium, conſilium, hoſpitium, gentes armorum, naves, pecunias, vel victualia præſtabit ac miniſtrabit, nec ab alio aut aliis quibuſcumque in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus aut diſtrictus recipi; nec eis, aut eorum alicui, in eiſdem auxilium, conſilium, favorem, hoſpitium, gentes armorum, naves, pecunias, ac victualia, dari, præſtari, miniſtrari, & concedi permittet, ſed expreſsè & cum effectu contradicet, obſtabit, & impedimentum realiter præſtabit.

V. Item, conventum, concluſum eſt, &c. Quòd ſi altera partium prædictarum aliquem vel aliquos, ſuum vel ſuos fuiſſe, & eſſe Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, & in ſua Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus vel diſtrictus, aut eorum aliquem

ANS de J. C. 1494.

ANS de J. C. 1495.

aliquem receptum esse, vel receptos, aut ibidem latitare, aut se tenere, per litteras suas alteri significaverit & declaraverit: tunc pars illa quæ hujusmodi literas receperit, vel cui taliter significatum aut declaratum fuerit, hujusmodi Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, intra mensem à die significationis præcedentis, proximo, & continuè numerando, tenebitur dicto Rebelli vel Rebellibus, profugo vel profugis, præcipere & mandare; vel præcipi & mandari facere, ut extra sua Regna, Dominia, Patrias & Terras, & eorum quodlibet recedat & exeat, recedant & exeant, & si intra quindecimam diem à die hujusmodi præcepti non recesserit & exierit, tenebitur illum & illos ilicò proscribere & bannire sub pœna capitali, & talem proscriptionem sive Bannum contemnentem vel contemnentes eadem pœna effectualiter puniet, seu puniri faciet.

VI. Item, præfati Oratores, Commissarii, Procuratores & Legati dicti Domini Archiducis, & pro eodem Archiduce, ac ejus nomine: hæredumque & successorum suorum Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis dicti Illustrissimi Regis Angliæ, & pro eodem Rege & nomine, ejusque hæredum & successorum suorum stipulantibus, palam & expressè promiserunt: quòd nullus Rebellis præfati Illustrissimi Regis Angliæ, ejusque hæredum & successorum, in aliqua castra, oppida, villas, portus, districtus, vel alia loca, quæ Illustrissima Domina Margareta, Illustrissima Domini Caroli Ducis defuncti, relicta, aliqua persona cujuscumque status aut dignitatis existat, infra Patrias, Dominia & Terras dicti Domini Archiducis, jure Dotalitio, vel alio Titulo quocumque habet, tenet seu possidet, aut in aliquod de cætero recipietur, nec per eam, aut per aliam quamcunque personam, recipi permittetur aut tolerabitur: nec alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, aut aliis quibuscunque in navibus, gentibus armorum, pecuniis, victualibus, aut alio quocunque modo, consilium, favorem, aut auxilium per ipsam Dominam Margaretam, vel aliam quamcunque personam, de cætero dati aut præstari permittet aut tolerabit, sed eam aut aliam quamcunque personam hoc facere palam & expressè prohibebit & impediet.

Et si contra hujusmodi conventionem dicta Domina Margareta, aliæ personæ quæcunque præfato Domino Archiduci subditæ, aliquid attentaverit, vel attentari fecerit: Quod tunc præfatus Dominus Archidux, tam dictam Dominam Margaretam, quàm alios sic attentantes, omnibus & singulis, quæ jure Dotis, aut alio Titulo quocunque in Castris, Villis, Oppidis, & aliis locis prædictis, se habere, tenere, aut possidere prætendet, aut prætendent, posteaquam eum aut eos aliquid contra hujusmodi Conventionem attentasse constiterit, realiter & cum effectu perpetuò privabit, & privari faciet. Et Regis Commissarii, Procuratores deputati Illustrissimi Regis Angliæ, pro eodem Domino Rege & ejus nomine, ac hæredum & successorum suorum Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis Illustrissimi Domini Archiducis, pro eodem dicto Archiduce, & ejus nomine, nec non hæredum & successorum suorum stipulantibus, palam & expressè promiserunt: Quod nullus Rebellis præfati Domini Archiducis, ejusve hæredum aut successorum, in aliqua Castra, Oppida, Villas, portus, districtus, vel alia loca, quæ subditi prælibati Domini Regis cujuscunque status aut dignitatis fuerit, infra Regna, Patrias & Dominia sua, quocunque Titulo tenent, habent, aut possident, aut in posterum habere, tenere, aut possidere continget, aut in eorum aliquid de cætero recipietur, nec per eos aut eorum aliquem recipi permittetur aut tolerabitur: Nec alicui hujusmodi Rebelli in Navibus, gentibus armorum, pecuniis, victualibus, aut alio quocunque modo, consilium, auxilium vel favorem per ipsos subditos aut eorum aliquem, dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed ipsos & singulos quoscunque facere palam & expressè prohibebit & impediet. Et si contra hujusmodi Conventionem subditi Illustrissimi Regis Angliæ aut eorum aliquid attentaverit, vel attentari fecerit: Quòd tunc præfatus Dominus Rex, omnes & singulos sic attentantes, omnibus & singulis, quæ quocunque Titulo in Castris, Oppidis & Villis, & aliis locis, prædictis, se habere, tenere, aut possidere prætendant, illum, illosve ipsius subditos, contra hujusmodi Conventionem attentasse constiterit, Realiter & cum effectu, perpetuò privabit, & privari faciet.

ANS de J. C. 1495.

VII. Item, Convenium est ut suprà: Quòd dictus Illustrissimus Dominus Rex Angliæ suique hæredes & successores, in quibuscunque confœderationibus & amicitiis cum quovis Principe, Universitate, communitate, societate, aut aliquâ aliâ personâ deinceps contrahendis, dictum Dominum Archiducem, suosque hæredes, & successores, reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint: Et pari modo idem Serenissimus Dominus Archidux, ejusque hæredes & successores, in quibuscunque suis confœderationibus & amicitiis cum quovis Principe, Universitate, communitate, societate, aut aliâ quâlibet personâ deinceps contrahendis, præfatum Illustrissimum Regem Angliæ, ejusque hæredes & successores, reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint.

VIII. Item, quod ipsi præsenti Tractatui Pacis & amicitiarum comprehendantur alligati, & amici & confœderati utriusque partis, illi, & videlicet qui in litteris confirmatoriis hujus præsentis Tractatus per ipsos Principes denominabuntur, si comprehendi voluerint.

IX. Item, Conventum est ut suprà: Quòd si durantibus Pace & amicitiis præfatis, aliquid contra vires & effectus eorumdem, per terram, Mare & aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum eorumve hæredum & successorum, vel eorumdem Vassallos, subditos, alligatos, aut eorum alligatorum hæredes seu successores, in his amicitiis comprehensione subditos vel Vassallos fuerit attentatum, actum & gestum, nihilominus hæc pax & amicitia in suis viribus & effectu permanebunt, & pro ipsis attentatis solummodo punientur ipsi attentantes & damnificantes, & non alii.

X. Item, conventum est ut suprà: quòd omnes Mercatores, tam Regni Angliæ, Dominii Hiberniæ, Villæ & Marschalliæ, Calisiæ, &c. quam etiam Mercatores Terrarum & Patriarum, Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Villæ & Terræ Mechliniæ, & aliarum Patriarum & Dominiorum Domini Archiducis prædicti, tam Mercatores *Lanarum, Coriorum, Victualium, quam aliarum Mercantiarum quarumcunque, nec non eorum factores, familiares, negotiorum gestores & Ministri, poterunt deinceps per Terram pedestres aut equestres, aut alio modo quocunque, armati vel non armati* (dummodo armati simul incedentes quadragenarium numerum non excedant) *cum & sine Bonis & Mercantiis securè & liberè ire & venire, invicemque communicare, & mercari, emere & vendere, ac Commercium facere & habere, tam de mercantiis, Lanarum, Coriorum, Victualium, armorum, equorum, jocalium, quàm aliis quibuscunque, ipsaque ducere & reducere, sive duci & reduci facere, ad eorum libitum & voluntatem*, de Calesia & Marchia ejusdem, ac aliis quibuscunque partibus Regni Angliæ & Dominii Hiberniæ in Brabantiam, Flandriam, Harnoniam, Hollandiam, Zelandiam, Mechliniam, ac alia Dominia præfati Archiducis: & è contra de Brabantia, Flandria, Hollandia, Zelandia, & Mechlinia, ac Dominiis præfati Archiducis

ANS de J. C. 1495. in Villam & Marchiam, Caleſiam, ac alias quaſcunque partes Regni Angliæ & Dominii Hiberniæ, *abſque aliquo impedimento aut prohibitione quacunque in contrarium, & abſque eo quòd propterea aliquam mulctam vel pœnam incurrant*, ſeu quòd per Dominos Patriarum, Terrarum, & Dominiorum prædictorum hinc inde redargui, accuſari, puniri vel mulctari, *ſtatutis & ordinationibus locorum in omnibus ſemper ſalvis.*

XI. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd omnes Mercatores Regni Angliæ, Dominii Hiberniæ, Villæ & Marchiæ, Caliſiæ, &c. tam Mercatores Lanarum, Coriorum, Victualium, armorum, equorum, jocalium, quàm aliarum Mercantiarum quarumcunque, nec non eorum factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, nautæ, Magiſtri navium, & Marinarii, poterunt navigare, ire, tranſire, & redire per Mare & aquas dulces, eundo & redeundo conveſari, eſſe, & morari ſecurè & liberè in Patriis, Dominiis, & Terris præfati Domini Archiducis, & etiam in portubus & littoribus Patriarum, Terrarum, & Dominiorum prædictorum, per ipſum Dominum Archiducem auctorizatis, in Villis videlicet ubi Cuſtumarii & alii Officiarii Archiducales ſunt ordinati, ad vacandum & attendendum pro & ſuper introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercantiarum, & non alibi, nec in aliis locis cum eorum bonis, Mercantiis, & navibus prædictis quibuſcunque: & cum Mercatoribus Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, ſeu eorum factoribus, familiaribus & Negotiorum geſtoribus & Miniſtris: nec non cum omnibus aliis Mercatoribus, cujuſcunque Nationis exiſtant & eorum Factoribus, familiaribus, negotiorum geſtoribus & Miniſtris de quibuſcunque Mercantiis tam Victualium, quàm aliis, liberè mercari, emere, habere & vendere, ac Mercantias facere: poterunique ad, & in prædictos portus & littora Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, *tam eorum propria bona, quam aliena ducere, vel duci facere*, & ab ipſis portubus ſeu littoribus quotieſcunque, quandocunque & quocunque voluerint, ſecurè recedere & redire, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus prædictis quibuſcunque. Et pari modo Mercatores Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, tam *Lanarum, Coriorum, Victualium, & aliarum Mercantiarum quarumcunque:* nec non eorum Factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, Nautæ, Magiſtri navium & marinarii, poterunt de cetero ſecurè & liberè navigare, ire, tranſire & redire Mare & aquas dulces, & eundo redeundo converſari, eſſe, & morari in dictis Regni Angliæ & Hiberniæ Dominio, Villa & Marchia, Caleſia, &c. in portubus & littoribus ipſorum per præfatum Dominum Regem Angliæ auctoriſatis, in Villis videlicet: *ubi Cuſtumaris & aliis Officiariis Regis* ſunt ordinati, ad vacandum & attendendum pro & ſuper introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercantiarum & non alibi, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus prædictis quibuſcunque, & cum Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ, Caleſiæ & Marchiæ ejuſdem, ſeu eorum factoribus, familiaribus negotiorum geſtoribus & Miniſtris de quibuſcunque Mercantiis, tam Victualium quàm aliis, liberè mercari, emere & vendere, ac Mercantias facere, poterunique ad & in prædictos portus Angliæ, Hiberniæ, & Caleſiæ, *tam eorum bona propria quam etiam aliena ducere, vel duci facere*, & ab ipſis portubus, ſeu littoribus, quotieſcunque, quandocunque & quocunque voluerint, liberè & ſecurè recedere & redire, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus; abſque eo quòd ipſi propterea per Dominos Regnorum, Dominiorum, Patriarum & Terrarum prædictarum, ſeu eorum Officiarios, quovis pacto redargui, vel aliqua pœna mulctari poſſint: ſeu quod per eoſdem ipſis Mercatoribus aliquod damnum, præjudicium, vel impedimentum fieri aut inferri poſſit, per viam facti occaſione guerræ vel depræda tionis, aut attentatorum factorum vel fiendorum, vel alio modo ex cauſa quacunque, ſolvendo tamen quantum attinet ad Mercatores utriuſque partis partium prædictarum pro rebus, bonis & Mercantiis ſuis, jura & telonia, quæante 50. annos proximè elapſos; *ſtatuta ſolita, & conſueta fuerunt, & non alia.* Et nihilominus poterunt utriuſque partis Principes in Dominiis ſuis, quoad ſubditos ſuos, talia jura & telonia quæ voluerint, de novo inſtituere; poterunt etiam non obſtantibus prædictis, cauſâ neceſſitatis, victualia & alia (juſtâ & rationabili cauſa) prohibere, & defendere, ne tale genus Victualium quod eis magis videbitur expedire, à Dominiis extrahatur. ANS de J. C. 1495.

XII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd mercatores utriuſque partis partium prædictarum, & eorum factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, nec non Magiſtri navium, marinarii & nautæ, poterunt licitè ducere, portare & habere cum illis & ſuper illos in eorum navibus arma invaſiva, defenſiva, cujuſcumque generis fuerint, ad ſe, eorum corpora, bona, mercantias & naves, ſalvè & ſecurè contra quoſcumque ſervandum & defendendum, tam eundo & redeundo per Mare & aquas dulces, quàm morando in aliquo portu partium prædictarum, ac cùm applicuerint, quotieſcumque, ubicumque quandocumque, & quacumque horâ id contigerit, eorum gladios, dagatios, lanceas, & cultellos ſecum uſque ad Terram & per Terram ad eorum hoſpitia, liberè & impunè deferre & portare, priùs tamen quod in eorumdem hoſpitiis, gladios & lanceas deponent & relinquent, quouſque ad eorum naves redierint.

XIII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd mercatores utriuſque partis partium prædictarum, ac eorum factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, nautæ, Magiſtri navium & marinarii tuto & ſecurè morabuntur in Regnis, Dominiis, Terris & Patriis Principum prædictorum, & eorum utriuſque. Nec non in eorum portubus & littoribus cum eorum bonis, navibus & mercantiis quibuſcumque abſque eo quòd ipſi vel eorum aliquis ullum damnum, injuriam, vel præjudicium aliquod, aliis mercatoribus cujuſcumque alterius nationis, aut eorum factoribus, negotiorum geſtoribus, Miniſtris, nautis, Magiſtris navium aut marinariis facient, aut fieri procurent. Et quòd mercatores aliarum Patriarum, nationum, eorum factores, negotiorum geſtores, Miniſtri, nautæ, Magiſtri navium & marinarii, mercatoribus & ſubditis alicujus Principis, Principum prædictorum, nullum damnum, injuriam, vel præjudicium aliquod in locis prædictis inferaot, aut inferri procurent.

XIV. Item, conventum eſt ut ſuprà, quòd Piſcatores utriuſque partis pattium prædictarum cujuſcumque Conditionis exiſtant, poterunt ubique ire, navigare, per mare ſecurè piſcari, abſque aliquo impedimento, licentiâ, ſeu ſalvo conductu. Et ſi contingat aliquos ex Piſcatoribus unius partis, per fortunam, tempeſtatem maris, vim hoſtium, aut alio modo compelli intrare in aliquem portum vel diſtrictum alterius partis. Iidem pacificè & amicabiliter recipientur & tractabuntur, ſolvendo in locis ubi applicabunt jura & telonia prædicta, & ab aliis portubus & locis poterunt liberè recedere, & redire cum eorum navibus & bonis, ſine impedimento vel contradictione quacumque: dummodo tamen per ipſos Piſcatores non committatur fraus neque dolus, ſeu per eos aliis damnum minimè fiat.

XV. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd in nullis portubus aut littoribus partium prædictarum, aut eorum alterius Piratæ, aut alii, ſine auctoritate ſuo-

ANS de J. C. 1495.

ſuorum Principum guerram ſuper Mare facientes, ſive Nationepartium prædictarum, aut alterius Nationis cujuſcunque fuerint, aliquo modo receptabuntur, neque ipſis, aut eorum alicui, ibidem ſeu alibi, in Regnis, Patriis, Dominiis, & Terris Principum prædictorum, in pecunia, armis, inſtrumentis bellicis, victualibus, aut alia re quacunque, aliquo pacto auxilium præſtabitur, nec favor quovis quæſito colore præbebitur ſub pœna reſartionis & reſtitutionis omnium damnorum, expenſarum, & intereſſe ſubditis prædictis, aut eorum alicui, per hujuſmodi Piratas aut violentos deprædatores illatorum & fiendorum, tam per ipſos Piratas ſi deprehendantur, & ſolvendo ſint, quàm etiam per eorum receptatores, factores & auxiliatores. Qui quidem Piratæ & deprædatores, eorumque factores & auxiliantes, ad hæc præciſa & ſummaria cognitione cogentur tam in perſonis quàm bonis, per locorum ſeu diſtrictuum Officiarios, ubi talia contigerint. De quibus damnis, expenſis & intereſſe, ſi aliàs probari non poterunt, ſtabitur fidei & juramento damnificatorum. Et ſi contingat hujuſmodi Piratas, deprædatores, eorum factores & auxiliantes, ſuper hujuſmodi Piratica deprædatione, favore vel auxilio ut permittitur convinci, quòd tunc hujuſmodi Piratæ, deprædatores, eorum fautores & auxiliatores, damna & expenſas reſtituent. Et ſi hujuſmodi reſartionem & reſtitutionem infra quatuor dies proximè & immediatè ſequentes diem, quod de hujuſmodi Piratica deprædatione, favore vel auxilio conjuncti fuerint, cum effectu facere recuſaverint, tunc hujuſmodi Piratæ, deprædatores, factores & auxiliatores, ad reſtitutionem duplicium damnorum, expenſarum & intereſſe ſic damnificatis faciendis per locorum & diſtrictuum Officiarios compellantur & cogantur.

XVI. Item, conventum eſt ut ſuprà: quod ſi per aliquos Piratas, aut alios ut permittitur guerræ operam dantes, aliqua bona mercatorum vel ſubditorum unius vel alterius partium prædictarum ſuper Mare capiantur, & in aliquem portum unius vel alterius partium prædictarum adducantur, non poterunt bona ſic capta & deprædata ibidem per ipſos Piratas, vel alios quoſcumque, poni ad Terram, ponantur, ibidemve vendantur, vel alienentur, de ipſis bonis, ſeu vero valore eorumdem, cum damnis & intereſſe per deprædatos ſo ea parte ſuſtentis & habitis. De quibus, valore, damnis & intereſſe (conſtito tamen priùs de ipſâ prædatione) licebit per eorum juratam aſſertionem, ſi aliàs probari non potuerit, per Officiarios locorum reſtitutio fiet, ipſis damnificatis & deprædatis: ad quas Reſtitutiones faciendas habebunt Officiarii locorum, & alii, quos Principes ipſi in Oppidis & portubus ſuis deputare voluerint commiſſiones ſpeciales in tali caſu requiſitas, & hunc Articulum de verbo ad verbum in ſe plenè continentes, quibus mediantibus prædicti Officiarii reſtitutionem hujuſmodi facere tenebuntur, ſub pœna ab eis recuperandi verum & juſtum valorem omnium ſpoliatorum & ablatorum hujuſmodi, unà cum prædictis damnis & intereſſe ſic damnificatis. Fient inſuper edicto publico prohibitiones pœnales in portubus & littoribus utriuſque partis partium prædictarum, ne quiſquam cujuſcumque nationis aut conditionis exiſtat, talia bona per Piratas, aut alios ut præmittitur guerræ operam dantes, capta & deprædata, & ad Terram poſita, vel intra portum inventa, emere, vel quovis alio Titulo recipere præſumat in præjudicium vel detrimentum damnificatorum, ſeu aliorum quorumcumque inter eſſe habentium. Et quòd Officiarii locorum, quoties caſus acciderit, ſub pœna recuperandi ab eis bona & mercimonia hujuſmodi capta, & adducta in portum aliquem partium prædictarum, pro damnis intereſſe ſtatim ipſam navem, magiſtros & marinarios ejuſdem, nec non bona & mercimonia quæcumque in eadem nave reperta, ſub tuto Arreſto & ſalvâ cuſtodiâ ponant, ſervanda ad utilitatem damnificatorum, & eorum quorum intererit. Idemque locorum Officiarii procedent ad correctionem Piratarum & delinquentium in navi repertorum ſecundum caſuum exigentiam.

ANS de J. C. 1495.

XVII. Item ad finem, ut Captiones Navium, perſonarum & bonorum unius partis ſuper alteram de cætero ceſſent, conventum, concordatum, & concluſum eſt, quòd quandocumque aliqua Navis, cujuſcumque Indigenæ, unius vel alterius partis partium prædictarum, exitura eſt ab aliquo portu ſive diſtrictu Principum prædictorum, ſeu eorum, alterius Majores & Gubernatores Civitatis, Oppidis ſive Villæ, quibus portus ſive diſtrictus hujuſmodi adjacent, quibuſcumque nominibus Officiis aut appellationibus idem Gubernatores cenſeantur, capiant ſufficientes ſecuritates de & pro Dominis, proprietariis poſſeſſoribus, Magiſtris Burſariis & Victuellariis navis hujuſmodi, ad duplum valoris navis apparatus, & victualium ejuſdem. Quòd Magiſter ejuſdem Navis, Capitanei, Marinarii, & omnes in eadem Nave exiſtentes, cujuſcumque ſtatus aut conditionis exiſtant, ſervabunt Pacem erga quoſcumque ſubditos Principum prædictorum, & quòd nullam ejus injuriam ſeu violentiam in Terra, Mari, fluminibus, aut portu aliquo facere vel inferre præſumant. Quod ſi hujuſmodi ſecuritatem præſtare noluerint, non permittent, imò impedient expreſſè ipſos Mercatores & gubernatores navium hujuſmodi quoque modo exire, niſi proprietarii ſive Burſarii ejuſdem navis Regalem vel Archiducalem licentiam reſpectivè ſuo ſub ſigillo eiſdem exhibuerint, quod licitè cum ſua navi, ſine ulla cautionis præſtatione exire potuerint. In quo caſu ſi ipſi per Principem ſuum liceotiati, ſubditos alterius Principis ſpoliaverint aut damnificaverint & ſolvendo non fuerint, tunc per eumdem Principem ſic licentiantem plena ſatisfactio fiet partibus ſic damnificatis. Quoties autem ſecuritatem præmiſſam Majores & Gubernatores Civitatum, Villarum & Oppidorum, unius partis aut alterius exegetint, dabunt litteras authenticas ſub eorum communi ſigillo, proprietariis poſſeſſoribus Magiſtris ſeu Burſariis illius navis, ſic aſſecuratè reſtificantes ipſius ſecuritatis præſtationem, ad finem, ut ipſarum litterarum vigore navis hujuſmodi, alios ad quos forſitan applicabit portus, abſque nova ſecuritatis præſtatione liberè exire valeat.

XVIII. Item, quæ Naves Mare frequentantes tenentur altera alteri ſuccurrere de Victualibus ad navem neceſſariis, quod tamen minimè facere tenentur, niſi pro juſto pretio. Conventum, concordatum, & concluſum eſt, quod de cætero tenebuntur illi, qui victualia aut alia neceſſaria ab aliqua Navi ceperint, pretium ipſorum aut inpræſentiarum aut poſtmodum, ubi ad littus applicuerint, perſolvere.

XIX. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd ſi aliquæ Naves per aliquem non ſubditum Principibus prædictis captæ fuerint in portu aliquo aut Franchiſiis alicujus Principum prædictorum, tenebitur ille Princeps, in cujus portu aut Franchiſiis navis illa capta fuerit unâ cum altero Principe reſtitutionem dictæ Navis proſequi, ſumptibus tamen & expenſis damnificatæ partis.

XX. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd nullum præbebitur impedimentum, per unam partem vel alteram, venientibus de partibus Orientalibus, neutri parti inimicis, cum vaſis vel Navibus quibuſcunque oneratis victualibus, Mercantiis, vel aliis bonis, verſus Regna, Patrias, Dominia, aut Terras unius vel alterius Principum prædictorum.

XXI. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd quotieſcunque contigerit, quòd aliquæ Naves, quæcunque fuerint, ſive unius vel alterius partium prædictarum, per tempeſtatem Maris, hoſtium, vel

ANS de J. C. 1495.

aliam cauſam, compellantur in aliquem portum unius partis vel alterius applicare vel intrare. Naves illius partis quibus talia contigerint, cum Mercatoribus, & Nautis ſeu Marinariis, aut aliis perſonis quibuſcunque, non probabiliter ſuſpectis, id ipſis exigentibus, in alterius partis portubus ſecurè erunt & recipientur, & ab ipſis portubus poterunt liberè recedere cum eorum bonis & Mercantiis, ſine contradictione & impedimento: proviſo, quod bona & Mercandiſæ, quæ in ipſis Navibus erunt, niſi urgente neceſſitate, non ponentur ad Terram, nec in alias Naves, ſine licentia Officiorum Principis illius Patriæ, ubi talia comingent, vel aliorum ad hoc poteſtatem habentium.

XXII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd Nautæ, Magiſtri Navium & Marinarii, ſubditi præfatorum Principum, poſt adventum ipſorum ad portus unius vel alterius Principum eorumdem, poterunt liberè imponere & ligare eorum Naves tam oneratas & non oneratas, quàm ad guerram diſpoſitas, dummodo non fuerint Piraticæ, in eiſdem portubus & litoribus, eodem modo, quo poterunt ipſius Principis ſubditi proprii.

XXIII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd ſubditi unius Principum prædictorum, ſive Mercatores ſuerint, ſive Nautæ, Magiſtri navium aut marinarii, non adducent, ſeu adduci facient per Mare fraudulosè, vel quorumcunque colore, aliqua bona ſeu merchandiſas inimicorum alterius eorundem Principum: & ſi ſecus egerint, & per ſubditos alterius Principis guerræ licitè operam dantes ſuper hoc interrogati fuerint, tenebuntur facere veram, planam & juſtam confeſſionem & declarationem, cui in ea parte pro tunc ſtabitur, iidemque interrogantes ulterius ſcrutamen in ea parte non facient. Sed ſi poſtea eundem interrogatum falsò reſpondiſſe conſtiterit, tunc idem interrogatus interroganti, quem per falſam reſponſionem defraudavit, tantum de ſuo erogare tenebitur, quantum merces inimicorum per eum vectas, & ut præmittitur, celatas, valuiſſe conſtabit.

XXIV. Item, conventum eſt, &c. quòd quotieſcunque contigerit, aliquam Navem unius partium prædictarum cum bonis & mercandiſis oneratam, per fortunam tempeſtatis maris, vel alio caſu quocunque tangere Terram & naufragium facere, periclitari, aut alio modo quocunque perire: prope portus, limites & coſteras, vel in portubus, limitibus aut coſteris alterius partis, licet in ipſa navi non remaneat vir, mulier, puer, cattus, canis, vel gallus vivens, bona tamen & Mercandiſæ qualiacunque, quæ ad Terram applicabunt, vel aliter levari aut recuperari continget, non propter hoc dicentur confiſcata, nec pro confiſcatis reputabuntur, ſed per Officiarios locorum, in quibus ſic caſus acciderit, ſalvæ & ſecuræ euſtodiæ committentur, ſub eadem ſic remanſora per annum unum, & diem tunc proximè & immediatè ſequentem: intra quem terminum ſi quiſquam ſupervenerit, & ſi rerum ac bonorum ipſorum certum proprietarium fuiſſe conſtiterit, res & bona, ipſi ſine difficultate vel dilatione aliqua plenè reſtituentur, ſolvendo tamen iis, quorum operâ & diligentiâ res & bona ipſa recuperata, ſalvata, & cuſtodita fuerint, rationabiles expenſas, & euſtodibus ſalarium competens, prout ratio & æquitas poſtulabit.

XXV. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd Mercatores qui ſubditi ſunt uni Principum prædictorum, poterunt tenere & habere in Villis & Oppidis alterius Principis domos & habitationes, pro ipſis & rebus ſuis in iiſdem recipiendis, ſervandis & exponendis: ibidemque iiſdem Privilegiis, libertatibus & Franchiſis utentur & gaudebunt, quibus ibidem uſi & gaviſi ſunt ante quinquaginta ann. ultimè & immediatè præcedentes, adeoque benignè & amicabiliter tractabuntur in iiſdem, ſicut aliæ nationes ipſas Villas & Patrias frequentantes.

ANS de J. C. 1495.

XXVI. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd Officiarii Principum prædictorum, & eorum utriuſque, ad ſcrutandum mercandiſas, per Terram, Mare vel aquas dulces, vectas vel vehendas ordinati in viſitando mercandiſas vel naves, nihil damnificabunt de bonis ſeu mercibus ſubditorum unius vel alterius Principum prædictorum, ſed ea bene & honeſtè tractabunt & viſitabunt, abſque violentia, frangendo pugionibus vel aliis quibuſcunque inſtrumentis, Barellos, ſaccos, ciſtas, ſarcinulas, ſeu alias Paccaturas quaſcunque, & temere contravenientes teneantur pœnâ incarcerationis per unum menſem, unà cum damnis & intereſſe partis læſæ: qui verò ex nulla rationabili & probabili cauſa hujuſmodi Barellos, ciſtas & alias Paccaturas fregerint, aperuerint vel diſſolverint, ad hujuſmodi Barellos, ſaccos, ciſtas & alias Paccaturas, reſarciendas, reparandas ſuis ſumptibus & expenſis teneantur. Scrutatores autem hujuſmodi in exequendo ſuo Officio in Patriis partium prædictarum, nullas exactiones ſuper ipſos quorum bona ſeu merces ſcrutantur, facient. Nec eoſdem cogent ad venditionem rerum ſuarum, aut alicujus partis, pro aliquo pretio per ipſos ſcrutatores contra voluntatem venditorum ſtatuto.

XXVII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd quotieſcunque mercatores, & ſubditi Illuſtriſſimi Regis Angliæ, pro ſolutione habenda ſuos conveniunt debitores, in Terris, Partis & Dominiis dicti Domini Archiducis, coram Judicibus & Legiſlatoribus ad hoc ordinatis & deputatis, allegabunt debitores ſuos ſuſpectos, & ſic judicium ſubire cogantur, tunc hujuſmodi Judices & Legiſlatores, ſi requiſiti, probationes dictorum Angliæ ſubditorum, ſi quas obtulerint, ad probandam hujuſmodi ſuſpicionem ſugæ, ſine aliqua mora & difficultate eas admittent: & ſi nullas habuerint, tunc ipſorum Angliæ ſubditorum juramento, quoad prædictam ſugæ ſuſpicionem ſtabitur, præſtitâ per eos primitus idoneâ cautione de ſolvendis expenſis & intereſſe iis, quos ſic ad judicium trahere potuerint, caſu quo ex eventu ſe litem injuſtè movere conſtiterit. Et hoc facto, debitores ponentur abſque aliis monitoribus ſtatim ſub Arreſto, donec ſufficientes cautiones de judicio ſiſti & judicato ſolvendo præſtiterint. Privilegiis, quoad effectum præſentis articuli, ſub quacunque verborum ſerie, Civitatibus, Caſtris, Oppidis, Villis, Burgis in contrarium conceſſis, vel poſtea concedendis, uſu aut conſuetudine quibuſcunque non obſtantibus: quibus tamen debitoribus ſic arreſtatis, & ſub arreſto manentibus, ſi petant, dabitur terminus octo dierum, ad probandum ſe de fuga non eſſe ſuſpectos; & hoc probato, ceſſabit arreſtum. Et nihilominus propter hujuſmodi dilationem octo dierum, proceſſus ſub debito principalis nullatenus retardabitur, & ſimilis in Regno Angliæ miniſtrabitur juſtitia mercatoribus & ſubditis Patriarum, Terrarum, Dominiorum præfati Domini Archiducis, adverſus eorum debitores in tribus Curiis, videlicet, *in curia Cancellariæ, Conſtabularii, & magni Conſilii*, etiam ſuper omnibus obligationibus factis ultra Mare, & in moneta Flandriæ, etiam quorum ſolutio deſtinata eſt ad aliquem locum Patriarum, Terrarum, & Dominiorum Domini Archiducis, dummodo dies ſolutionis ſit præterita, non obſtantibus quibuſcunque ordinationibus vel conſuetudinibus Civitatum, Oppidorum, ſeu locorum Angliæ in contrarium, in quibus quidem Curiis tenebuntur Angliæ debitores peremptoriè procedere abſque eo quòd ipſas ſeu earum alteram poſſint declinare.

XXVIII. Item, conventum eſt, &c. quòd quotieſcunque contigerit, ſubditos Domini Regis Angliæ à ſubditis præfati Domini Archiducis, vel ſubditos ejuſdem Domini Archiducis à ſubditis præ-

ducti

ANS de J. C. 1495.

dicti Domini Regis Angliæ, quoquo modo lædi vel damnificari, non debent propterea per literas repræſſaliorum marcæ, vel contra marcæ, aut alia mandata quæcunque (debitis admonitionibus & ſubmonitionibus non præcedentibus) qui damna non tulerunt, ad petitionem damnificatorum, vel alio modo in perſonis vel bonis arreſtari, vel quovis modo impediri aut moleſtari. Nec guerra ob id fieri vel moveri debet, ſed per Principes unius vel alterius partis attentata ipſa debite reparabuntur, & in priorem ſtatum reponentur, hujuſmodique literæ repræſſaliorum marcæ, & contra marcæ & ſimilia mandata quæcunque, niſi prædictis admonitionibus, quo ad ipſas partes; ſubmonitionibus, quo ad Principes præcedentibus & legitimè factis, deinceps omnino ceſſent: & ſi aliter concedantur, pro nullis habeantur.

XXIX. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd omnes & ſingulæ literæ repræſſaliorum, aut de marca vel contra marca, ex Cancellaria vel alia curia Principum prædictorum, aut eorundem prædeceſſorum, aut cujuſcunque proſecutionem, vel ob cauſam quamcunque ante conceſſæ vel emiſſæ, in ſuſpenſo tenebuntur, nec poterit earum aliqua fieri executio, niſi ſuper earum meritis habita cognitione indicta, ad hoc per ipſos Principes ſpecialiter deputandum, aliter fuerit ordinatum: & pari modo omnes & ſingulæ deprecationes & violentæ captiones ſuper Mare hinc inde, ante diem Octob. decimum tertium ultimo præteritum factæ, ſimiliter tenebuntur in ſuſpenſo: nec poterit ſuper iiſdem aut eorum aliqua actio intentari aut admitti. Nec literæ repræſſaliorum dari niſi ſuper eorum meritis habita cognitione indicta, ad hoc per ipſos Principes ſpecialiter deputandum, aliter fuerit ordinatum.

XXX. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd authoritate dicti Domini Archiducis ſufficienter provideatur (ſive mandato ejuſdem aut alia valida via & effectuali) Capitaneo Caſtri de Scluſa; quòd quotieſcunque contigerit, mercatores vel ſubditos Regis Angliæ, per ignorantiam, vel alio modo fraudulenta, vel malitioſè iotrare portum ipſius Caſtri de Scluſa, quæ ſi intrantes tam in perſonis, bonis & rebus, honeſtè & cum omni decentia tractet, abſque eo quod quicquam de eis propterea exigat.

XXXI. Item, poterunt mercatores Regis Angliæ deinceps quaſcunque maſſas auri vel argenti, vocatas Billion, extrà Patrias Domini Archiducis, per eos ſeu eorum deputatos vel factores emptas, vel aliter acquiſitas, ſeu in poſterum emendas vel acquirendas, licenter & impunè per quæcunque loca Patriarum Domini Archiducis ducere, vel duci facere, & ab iiſdem locis & Patriis in Regnum Angliæ totiens quotiens voluerint conducere & tranſportare poterunt & valebunt, proviſo quod dicti Anglici, ſeu eorum factores, hujuſmodi Billoniam per ſe vel factores ſuos emptam, ſeu ut præmittitur acquiſitam cum certificatione authentica Villæ & Oppidi, ubi ipſam Billoniam emerunt, vel aliter acquiſiverunt, & quantitatis ejuſdem principali Officiarii dicti Domini Archiducis, vel in ejus abſentia ſuas vices gerentibus proximæ Villæ, poſt introitum ſuum in Patrias Domini Archiducis, exhibeant & oſtendant. Super qua oſtenſione ipſi oſtendentes teſtimoniale ſeu certificatorium manu Domini Officiarii, vel ipſo abſente ſuas vices gerentis ſignatum, vel ipſius ſigillo ſigillatum, ab eo cui talis oſtenſio fiet, recipient & habebunt: nihil penitus pro dicto teſtimoniali aut alio quacunque cauſa, ſolvendum, præter unum ſolidum groſſorum Flandriæ. Et caſu quo dictus Anglicus hujuſmodi Billoniam per ſe vel ſuos factores emptam, ſeu, ut præmittitur, acquiſitam, educere voluerit, & in exitu à Patriis teſtimoniale ſeu certificatorium prædictum non exhibuerit, tunc pœnam illam incurret, quam incurrent extrahentes Billoniam, intra partes Domini Archiducis, Anglia.

XXXII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd omnes mercatores & ſubditi dictorum Principum, vero, publico, legali, & non privato pondere, in Terris, & Patriis illis ab antiquo uſitato & conſueto, ſine quocumque dolo, fraude & machinatione, aut duorum digitorum ad hujuſmodi pondera fraudulenta appoſitione de cætero utantur. Et ſi aliqui mercatores & ſubditi dictorum Principum contrarium facere præſumpſerint; Princeps, cujus ſubditus hoc facere tentaverit ſubdito alterius Principis, qui ſe per hujuſmodi pondus damnificatum probaverit, expeditum juſtitiam faciet, & partem ſic damnificantem ad plenam & perfectam reſtitutionem omnium damnorum, expenſarum, & intereſſe, ſine dilatione quacumque compellet.

ANS de J. C. 1495.

XXXIII. Item, conventum eſt ut ſuprà, quòd in ſedandum & componendum lites, diſcordias & differentias, inter Mercatores ſtapulæ Caleſiæ & ſubditos Domini Archiducis, ſtapulam concernentes in Villa Caleſiæ, primo die Maii proximè futuro convenient deputati mercatorum utriuſque partis: & caſu, quo per ipſos deputatos hujuſmodi lites, diſcordiæ & differentiæ, ſedari & componi non poſſint, fiet relatio Principibus prædictis, qui aliter pro hujuſmodi litibus, diſcordiis & differentiis ſedandis; prout ratio & æquitas dictabunt, providebunt.

XXXIV. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd ſi, durantibus pace & amicitiis prædictis, aliquid contra vires & effectus earumdem, per Terram, Mare, & aquas dulces, per aliquem ipſorum Principum, eorumve hæredum aut ſucceſſorum, vel eorumdem Vaſſallos, ſubditos vel alligatos, aut illorum alligatorum hæredes ſeu ſucceſſores, in iis amicitiis comprehenſorum, contra ſubditos vel Vaſallos fuerit attentatum, actum & geſtum, nihilominus hæc pax in ſuis viribus & effectu permanebit, & pro ipſis attentatis ipſi damnificantes ſolummodo punientur, & non alii.

XXXV. Item, ad ſecuriorem & firmiorem tam amicitiarum quàm Mercium Intercurſus obſervantiam, præfatus Dominus Rex per ſuas litteras mandatum dabit ſpeciale, Reverendiſſ. in Chriſto Patri Domino Joanni Cardinali, Cantuarienſi Archiepiſcopo, & Apoſtolicæ ſedis legato, Reverendiſſ. in Chriſto Patribus, D. Richardo Duvolienſi Epiſcopo, cuſtodi privati ſigilli; D. Thomæ Wintonienſi Epiſcopo, Joanni Dinham, Domino Dinham, Theſaurario Angliæ, Thomæ Domino Marchioni Dorſet; Joanni Comiti Oxonienſi, magno Camerario, Edmundo, Comiti Suffolck; Thomæ Comiti Arundel; Thomæ Comiti Derbyæ; Georgio Comiti Salisburiæ, Johanni Wallis Vice-Comiti Dabney, Ægidio, Domino Dabney, Joanni Priori Domus Sancti Joann. Jeruſalem in Anglia: Nec non Majoribus, Ballivis Civitatum ac Oppidorum ſequentium ut ſupra, Londinum; Eboracum, Briſtollium, Wintonium, Cantuaria, Rocheſtria, Southamptonia, Sandwichum, Doberium, Linna, Derthmouth, Plemouth, Hulla Winchelſa, Boſtonia, Vermouth & Bervicum: Quòd ſe obligabunt & quilibet eorum ſe obligabit, in formam ſequentem. *Omnibus Chriſti fidelibus has literas inſpecturis, viſuris & audituris*, Joannes Cardinalis Archiepiſcopus Cantuarienſis, Rich. Duvolienſis Epiſcopus, Thomas Winton Epiſcopus: Joannes Dynham, Thomas Marchio Dorſet, Johannes Vice-Comes Oxonienſis, Edmundus, Comes Suffolck; Thomas, Comes Arundel, Thomas, Comes Derbyæ, Thomas, Comes Salisbur. Joann. Welles, Vice-Comes, Ægidius Dabney, Johannes, Prior Domus Sancti Joann. Jeruſalem in Anglia, Nec non Majores, Ballivus Villarum ſeu Oppidorum, de Lond. Eborac. Briſtol, Winton. Cantuar. Rocheſt, Southampthon. Sandwich. Douvre, Linnen, Derthmouth, Plemouth,

ANS de J.C. 1495. mouth, Hulle, Winchelſe, Boſton, Yermouth & Barvike, *ſalutem in Domino ſempiternam.* Cùm inter Illuſtriſſ. Principem Henricum, Dei gratiâ, Angliæ, Franciæque Regem, & Dominum Hiberniæ, ex una, & Sereniſſ. Principem Philippum Dei gratiâ Auſtriæ Archiducem, Burgundiæ Ducem, *&c.* Ex altera partibus quædam amicitiarum, intelligentiarum, & mercium Intercurſus, Mercatorumque communicatio, ac alia etiam eoſdem Principes, & ſubditorum ſuorum, Regnorum, Patriarumque utilitatem concernentia, tractatus & fœdera, de data 24. die menſis Februarii, anno Domini 1495. Londini inita, conventa, concluſa, & finaliter determinata fuerint, quos quidem Tractatus amicitiarum & mercium Intercurſus, vidimus & inrelleximus & hic pro inſertis habere voluimus. Noveritis nos præfatos, Joannem Cardinalem, Archiepiſcop. Cantuar. Richard. Duvolnien. Epiſcopos, *&c.* Et Majores, Baillivos Villarum ſive oppidorum prædictorum, ad Requeſtam & Mandatum præfati Domini Regis, ac ſuarum litterarum nobis in ea parte directarum & deliberatarum, quas hîc pro inſertis habere voluimus, contemplatione, in bona fide promiſiſſe, ac nos & quemlibet noſtrûm hæredes & ſucceſſores noſtros, præfato Illuſtriſſ. Principi Philippo, Archiduci Auſtriæ, Duci Burgundiæ, *&c.* ejuſque hæredibus & ſucceſſoribus, ſub hypotheca & obligatione omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum obligaſſe, ſicque per præſentes, promittimus & obligamus, quod effectualiter procurabimus, inſtabimus, ac quantum in nobis erit efficiemus. Quòd idem Dominus Rex, ejuſque hæredes & ſucceſſores, omnia & ſingula prædicta, tam amicitiarum quàm mercium intercurſus, omniaque & ſingula in eiſdem contenta & ſpecificata, bene & fideliter tenebunt, obſervabunt & perimplebunt, ac per nos ſubditos, Vaſallos, quantum eos concernit, ac in poſterum concernet, benè & fideliter facient teneri, obſervari & adimpleri, in cnotravenientes juſtitiam miniſtrabunt, ſeu miniſtrari facient. In cujus rei teſtimonium, *&c.* Et pari modo Illuſtriſſ. Dux, Archidux, per ſuas litteras mandatum dabit ſpeciale, Reverend. in Chriſto Patri & Domino Henrico de Bergis, Epiſcopo Cameracenſi, Cagolo de Croy, Principi de Chimay, Philippo de Burgundia, Domino de Bevres, Joanni, Domino Egmondo, Gubernatori Hollandiæ, Wilhelmo de Croy, Domino de Chievre, Antonio de Rellin, Domino de Emeri; Baldowino de Lannoy, Domino de Molenbays, Franciſco de Buſſeyden, Domino Præpoſito Leodienſ. & Sancti Donatiani, ac Joann. de Tinare, Denteville Domino Capitaneo de Brugis, nec non Burgimagiſtris Villarum ſeu Oppidorum de Gandavo, Brugis, Ypres, Dunkerce, Nieupoort, Antverpia, Berges, Dordrecht, Delſt, Leyden, Amſterdam, Middelburch, Zierickzee, Vere, Mechlinia, & Bruxella vel Briela, quòd ſe obligabunt, & quilibet eorum ſe obligabit, ſecundum vim, formam & effectum obligationis prædictæ, mutatis quæ in ea parte mutandis: Quas quidem omnes & ſingulas obligationes, modo & forma præmiſſis, conceptas 15. die Maji proximè futura idem Illuſtriſſimus Rex Angliæ, in Eccleſia Beatæ Mariæ Virginis Caleſiæ deputato, vel deputatis dicti Domini Archiducis tradet, deliberabit & tradi & deliberari faciet. Et pari modo Illuſtriſſ. Dominus Archidux omnes & ſingulas obligationes, modo & forma præmiſſis conceptas 15. die Maji prædicto, in Eccleſia prædicta, deputato, vel deputatis ejuſdem Regis, tradet & deliberabit, aut tradi & deliberari faciet.

XXXVI. Item, Conventum eſt ut ſuprà: Quòd Sereniſſ. Princeps Rex Angliæ, omnia & ſingula, tam amicitiarum quàm mercium intercurſus, Capitula, ſic inter eum, ejus hæredes & ſucceſſores, ut præmittitur, inita & contracta, per ſuas literas patentes ſub magno ſigillo ſigillatas, ac manu propria ſubſcriptas, ratificabit & confirmabit, ea ſic ſigillata, ſubſcripta & confirmata, 15. die menſis Maji proximè futura, poſt datam præſentium, in Eccleſia B. Mariæ Virginis, in villa Caleſiæ deputato vel deputatis dicti Domini Archiducis tradet & deliberabit, ac tradi & deliberari faciet: Et ſimili modo Illuſtriſſ. Dominus Archidux omnia & ſingula, tam amicitiarum quàm mercium intercurſus, Capitula, ſic inter eum, ejuſve hæredes & ſucceſſores, ut præmittitur, inita & contracta, per ſuas literas patentes ſub magno ſigillo ſigillatas, & manu propria ſubſcriptas, ratificatas & confirmatas, 12. die menſis Maji proximè futura, poſt datam præſentium, in Eccleſia B. Mariæ Virginis in villa Caleſiæ, deputato vel deputatis dicti Sereniſſ. Principis Regis Angliæ tradet ac deliberabit, ac tradi & deliberari faciet. ANS de J.C. 1495.

Sequuntur tenores Commiſſionum, de quibus ſupra fit mentio, Henrici VII.

Commiſſio Sereniſſimi Regis Angliæ.

HENRICUS, Dei gratiâ Rex Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Dominus, Omnibus ad quos præſentes literæ pervenerint ſalutem. Sciatis quòd nos de fidelitatibus, induſtriis, & providis circumſpectionibus dilectorum & fidelium Conciliatorum noſtrorum, Reverendi in Chriſto Patris Richardi Duvolnienſis Epiſcopi, cuſtodis privati Sigilli noſtri; Joannis Vice-Comitis Wellis, & Joannis Kendal Prioris Domus Sancti Joannis Jeruſalem in Anglia; nec non dilectorum & fidelium noſtrorum Cancellariæ noſtræ, Chriſtophori Urſwijcke Archidiaconi, Richimondi & Joannis Riſley militis, quàm plurimum confidentes ipſos noſtros veros & indubitatos Commiſſarios, Oratores, Procuratores, factores actorum, & deputatos aſſignavimus, facimus, conſtituimus, ordinamus & deputamus per præſentes, dantes & cnocedentes eiſdem plenariam poteſtatem & auctoritatem, ac mandatum generale & ſpeciale, pro Nobis, Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, Vaſſallis & amicis, alligatis, faventibus & adhærentibus noſtris quibuſcunque, cum nobili viro Domino de Bevres, locum tenente, Gubernatore, & Capitaneo generali Artheſiæ, & Admirallo, ac dilectis nobis, Paulo de Beanſt, Domino de Vermizelle, Præſide Flandriæ, Roberto de Mellum, Domino de Ronny, Camerario, Domino Daniele, Domino de Pratis, Domino de Mertode, Camerario, & ſuperiore Ballivo Flandriæ, Joanne de Cortwijcke, & Thoma Portunarii, Cancellario, & Magiſtro Florentio Hauvel, Secretario, Ordinanciarum Ambaſſiatoribus, Procuratoribus, legatis & Nuncijs, Illuſtriſſ. Principis, præclariſſimi conſanguinei noſtri Philippi, Archiducis Auſtriæ, Burgundiæ, *&c.* poteſtatem ſufficientem & auctoritatem ab eo conſanguineo noſtro habentibus, tam de & ſupra vera, firma & reali pace, amicitia atque concordia, ac etiam ligis, amicitiis, conſœderationibus, Treugis & guerrarum abſtractis, ſœderibus, affinitatibus & intelligentiis, quoniam de & ſuper quibuſcunque Commerciis, exercitiis Commerciorum, ac mutuo & amicabili intercurſu Marcandiſarum, inter nos & ſucceſſores noſtros, atque Regna, Terras & Dominia, Patrias & loca noſtra quæcunque, & dictum Illuſtriſſ. Principem conſanguineum noſtrum, hæredem, & ſucceſſores ſuos, atque Regna, Terras, & Dominia, Patrias, & loca ſua quæcunque, ſubditos, Vaſſallos, conſœderatos, & ſuos quoſcunque capiendis pacis, ſeu de conveniendis, celebrandis, componendis, concordandis, concludendis, & habendis, nec non de & ſuper omnibus & ſingulis contentionibus, quæſtionibus, guerris, cauſis, querelis,

ANS de J. C. 1495.

lis, litibus, attentatis, injuriis, gravaminibus, & de mendis, unà cum ſuis circumſtantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus & connexis, quæ inter nos & prælatum conſanguineum noſtrum, ac Regns, loca, Terras, Dominia, Patrias, ſubditos, Vaſſallos, alligatos, conſœderatos, amicos, faventes & adhærentes noſtros & ſuos prædictos, hinc inde pendere dignoſcuntur, communicandi, tractandi, & concordandi atque omnia & ſingula componendi, paciſcendi, appunctuandi, ac plenariè & integrè determinandi, & finaliter concludendi, prout eis expedire viſum fuerit & opportunum, nec non & ſuper hujuſmodi appunctuatis & concluſis, cæteriſque omnibus & ſingulis qualitercunque concernentibus, legatis, deputatis, & nunciis prædicti conſanguinei noſtri, appunctuata, præmiſſa & concordata fuerint, literas validas & efficaces per partem noſtram tradendi & deliberandi, literaſque alias, conſimilis vigoris & effectus ex altera parte petendi, exigendi & recipiendi & generaliter omnia præmiſſa, & præmiſſorum ſingula qualitercunque concernent faciendum, expediendi & exercendi, ita & eodem modo ſicut nos ipſi faceremus & facere poſſemus, ſi in perſona noſtra propria intereſſemus, etiam ſi talia ſint, quæ de ſe mandatum exigant magis ſpecialiter: promittentes bona fide & cum verbo Regio, omnia & ſingula, quæ per præfatos Commiſſarios, Oratores, Procuratores, factores noſtros, appunctuata, præmiſſa, concordata, conventa & concluſa fuerint in hac parte, nos grata, rata, & firma habituros, & obſervaturos, & inſuper literas noſtras patentes confirmatorias & approbatorias, in forma debita & authentica, prout opus fuerit daturos, in cujus rei teſtimonium has noſtras literas fieri fecimus patentes per me ipſum apud Weſtmond. 20. die Febr. Anno Regni noſtri XI.

In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum teſtimonium, fidem & approbationem, nos Ambaſſiatores prædicti Sereniſſimi Regis Angliæ ſuperiùs nominati, præſentes literas ſigillis, & ſignis noſtris manualibus, ſigillavimus & ſubſignavimus. Datum Londini vigeſimo quarto die Februarii. Anno CIↃ. CCCC. XCV.

Rich. Duvolnienſis, Johannes Welles, Johannes Kendal, Wilhelmus Warham, Chriſtophorus Urfwyck, Ryſley.

Confirmatio Regis Angliæ.

ET quia præfati Ambaſſiatores noſtri, per eorum literas eidem conſanguineo noſtro, ſicut præmittitur datas, expeditas ſibi literas noſtras, omnium & ſingulorum præmiſſorum, confirmatorias & ratificatorias expeditè facere promiſerunt. Notum facimus, quòd nos, conſideratis omnibus ſupradictis, omnia & ſingula Capitula, per prædictos Ambaſſiatores noſtros, cum Ambaſſiatoribus & Commiſſariis præfati conſanguinei noſtri, in ea parte geſta, inita, tractata & concluſa, firma, ſtabilia, & rata habentes confirmavimus, ratificavimus, & approbavimus literas per ipſos Ambaſſiatores noſtros, ſic ut præmittitur, expeditas, ac omnia & ſinguls in eis contenta. Promittentes inſuper bona fide, & in verbo Regio, omnia & ſingula Capitula & puncta in dictis literis, & aliis hìc inſertis, expreſſata, & quodlibet eorum tenere, adimplere, & obſervare, & facere teneri, adimpleri, & inviolabiliter obſervari, ſecundum eorum formam & tenorem: Neque contra hæc aut eorum aliquod facere aut venire, aut fieri & veniri ullo unquam tempore permittere. In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, his præſentibus manu propria ſubſcriptis, magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum apud Weſtmon. 26. die menſis Martii, Anno Dom. 1496. & Anno Regni noſtri XI.

ANS de J. C. 1495.

Sic ſcriptum, & per ipſum Regem, & ſignatum ſub plica Henricus.

Et erant ſigillata magno ſigillo ejuſdem Regis in fulva cera.

DLXII.

Traité de Paix, Union & bonne Amitié entre CHARLES VIII. *Roi de France, de Sicile, & de Jeruſalem, &* LOUIS MARIE SFORCE, *Duc de Milan, du* 10. *Octobre* 1495. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 389. FRANCE ET MILAN.

PRemierement, que le Château & Châtelet de Gennes ſera mis en neutralité entre les mains du Duc de Ferrare, & que ledit Duc & Meſſire Auguſtio Adorne, Jean Adorne ſon Frere, & Jean Loüis de Fieſque, & pareillement les anciens au nom de la cité jureront, que le Duc de Milan obſervera & gardera l'obligation du fief de Gennes envers le Roi tres-Chrêtien, tant à armer qu'à deſarmer audit lieu de Gennes, & pareillement en toutes autres grandes choſes eſquelles il eſt obligé par l'obligation dudit fief; & où ledit Duc n'obſerveroit les choſes deſſuſdites, ledit Duc de Ferrare mettra ledit châtelet ès mains dudit Roi tres-Chrêtien; & les deſſuſdits Gubernateurs Meſſire Jean Adorne, & Meſſire Jean Loüis, & les Anciens d'icelle cité, ſe mettront en la roiale obedience dudit Roi tres-Chrêtien.

Item. Et au cas que ledit Duc de Ferrare allaſt de vie à trépas, ce que Dieu ne veüille, celui qui ſera élû par ledit Roi tres-Chretien, & que ledit Duc de Milan agréera, devra faire pareil & ſemblable jurement; & pareillement le Lieutenant dudit Duc de Ferrare, & tous les ſoldats, qui ſeront mis au châtelet par ledit Duc de Ferrare, feront pareil & ſemblable jurement, & tiendra ledit châtelet en neutralité comme deſſus eſt dit.

Item. Et lequel châtel & châtelet demeurera deux ans ſeulement entre les mains dudit Duc de Ferrare en la neutralité deſſuſdite, & en tant que touche les juremens dudit Gouverneur & Anciens durera pour dix ans; mais aprés leſdits deux ans paſſez, ledit Duc de Ferrare ſera tenu de remettre ledit châtelet entre les mains dudit Duc; & aprés dix ans paſſez, leſdits Gouverneurs & Anciens, Meſſire Jean Adorne, & Meſſire Jean-Loüis ſeront quittes dudit ſerment, demeurans neanmoins en leur force & vigueur l'obligation de fief, au moien de laquelle ledit Duc eſt obligé envers le Roi à l'occaſion dudit fief de Gennes & de Savonne, & ſans que à l'occaſion de ces preſentes ledit Roi tres-Chrêtien & Duc de Milan ſe départent de la nature, & ſubſtance dudit fief.

Item. Et promettra le Roi qu'avec les navires, galeres, & armes qu'il ſera à Gennes, il ne ſera aucune choſe contre ledit Duc de Milan, ni le preſent état & Gouvernement dudit Gennes, directement ou indirectement; & qu'en armant à Gennes, il prendra les navires des amis du gouvernement & état d'apreſent, & non d'autres, pourvû qu'ils lui baillent leſdits navires à prix raiſonnable, qu'ils ne baillent navires aux ennemis du Roi, & que les Patrons & Mariniers des Navires que le Roi prendra, ſoient tenus de faire ſermeot, que loiaument ils ſerviront le Roi.

Item. Que ledit Duc ne baillera aide ni ſecours aux Rois Alfonſe & Ferrand, ni à leurs Succeſſeurs, ni à aucun autre qui pretendiſt droit au Roiaume de Naples, directement ni indirectement; & s'ils avoient aucuns gens par Mer ou par Terre ou navires à l'encontre dudit Roi tres-Chrêtien, il les fera retourner.

ANS de J. C. 1495.

Item. Que ledit Duc de Milan ſera crier, que nul de ſes ſujets ne voiſe contre le Roi en ſon Roiaume de Naples; & ſi aucun fait le contraire, il ſera puni en corps & en biens.

Item. Que le Duc de Milan reſtituera à Meſſire Jâques de Trivulce tous ſes biens, meubles & immeubles, de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, & qu'il puiſſe être, allet & retourner par toutes les Seigneuries du Duc, & que ledit Duc l'ait en grace ainſi qu'il l'avoit auparavant.

Item. Quant à Meſſire Franciſque Sero, ledit Duc exhottera le Marquis de Mantouë à ce qu'il veüille lui pardonner, & le remettre & reſtituer en tous & chacuns ſes biens; & ſi ledit Duc a quelque chuſe du ſien, il le lui reſtituera.

Item. Que pareillement ledit Duc reſtituera à Meſſire Jean Reſſio, & ſes enfans, ce qu'ils avoient auparavant qu'ils allaſſent avec le Roi; & s'il avoit aucune choſe qui lui apartinſt, il lui en ſera la raiſon.

Item. Que ledit Duc de Milan ſera tenu faire relâcher franchement & quittement le Sieur de Miolans, & pareillement Etienne de Neſve, ſi ledit de Neſve eſt trouvé entre les mains de lui ou de ſes ſujets, enſemble tous & chacuns leurs biens meubles, ou ce qu'il plaira au Roi ordonner.

Item. Que ledit Duc reſtituera reellement & de fait neuf galeres avec leurs munitions, qui furent retenuës par ledit Duc au Port de Gennes, ou par les ſiens étant le Roi à Naples.

Item. Que ledit Duc ſera tenu de revoquer Meſſire Gaſpard & Fracaſſe de Saint-Severin avec les gens & Compagnie qu'il a dans Piſe, & autres gens de guerre ſes ſujets, & autres qui y ſont de par lui.

Item. Que le Roi ſera content que la Ligue faite entre nôtre Saint Pere le Pape, les Rois des Romains & d'Eſpagne, la Seigneurie de Veniſe, & ledit Duc de Milan, demeure en ſa force & vigueur, pourvû qu'il n'y ait choſe en icelle Ligue, qui ſoit contre le Roi de France, ni ſon Roiaume de Naples, auquel cas led. Duc de Milan s'en départira.

Item. Que le Roi obſervera les conventions faites entre lui d'une part, & le Roi des Romains d'autre.

Item. Que ſi aucuns des Alliez avoient mené guerre au Roi pour ſecourir led. Duc de Milan, ou pour divertir l'Armée du Roi qu'il a en ce Païs, que à l'occaſion de ce le Roi ne lui puiſſe faire guerre, en remettant par eux au premier état & dû ce qu'ils avoient innové contre ledit Seigneur Roi tres-Chretien.

Item. Que le Roi ſera tenu de faire rendre la cité & Château de Novarre, ſon camp levé.

Item. Que le Roi levera la main aux Marchands Genois & Milanois, & leurs ſuites, des Marchandiſes qu'ils ont au Roiaume de France, & iceiles faire relâcher, & pourront Marchander audit Roiaume, ainſi qu'ils ont fait au tems paſſé.

Item. Que ledit Duc de Milan ne poura aucune choſe pourchaſſer à l'encontre de la Maiſon de Savoie, ni des Païs & Seigneuries d'icelle, ſous couleur de quelque ſide, paſſage, ou ſecours qu'elle ait bailléau Roi, au Duc d'Orleans, ni à ſes gens.

Item. En cette preſente Paix ſeront compris les Alliez du Roi, dont la teneur s'enſuit: Les Rois des Romains & d'Eſpagne, le Roi d'Angleterre, les Rois de Hongrie, d'Ecoſſe, Portugal, de Dace, l'Archidue d'Autriche, le Riche Duc de Baviere, le Comte Palatin, & toute la Maiſon de Baviere, & Electeurs du Saint Empire, le Duc de Savoie, le Duc de Ferrare, les Ligues vieilles & nouvelles, la Seigneurie de Florence, le Marquis de Monferrat, le Sieur Conſtantin Elû & Gouverneur, le Marquis de Saluces, la Seigneurie & Comté d'Aſt, la Seigneurie de Sienne, la Seigneurie de Luques, le Sieur Preſet, le Cardinal de Gennes, le Cardinal *ad vincula*, & le Sieur Jean-Jâques de Trivulce, comme recommandé du Roi pour ſa Comté de Nuiſſet.

ANS de J. C. 1495.

Item. Joüira le Cardinal *ad vincula* de tous & chacuns les biens & benefices qu'il a en la Seigneurie dudit Duc, & ne donnera ledit Duc audit Sieur Preſet, par lui ni par autres, aucun empêchement en ſon Etat.

Item. Et procurera ledit Duc de Milan envers nôtre Saint Pere, de faire revoquer, caſſer, & annuller toutes les cenſures qu'il avoit promulgées à l'occaſion de cette preſente guerre, contre la conqueſte faite ou à faire par le Roi en ſon Roiaume de Naples, comme nulles, & de nulle valeur & effet.

Item. Et quant aux Alliez dudit Duc, il les nommera dedans deux mois.

Item. Et ſera tenu ledit Duc de Milan de faire rendre tous & chacuns les biens à ceux de la Comté d'Aſt, pris durant la Treve d'entre le Roi & ledit Duc.

Item. Que les Sieurs des Ligues confederées vieilles & nouvelles pouront aller & retourner marchandement, & autrement par les Terres & Seigneuries dudit Duc de Milan, en telles Franchiſes, Libertez, & Privileges qu'ils étoient auparavant cette guerre.

Item. Que pour la ſeureté des choſes contenuës en ce preſent Traité, pour le fait de Gennes, ledit Duc baillera pour ôtages le fils aîné de Meſſire Auguſtin Adorne, & pareillement aucuns autres, que le Roi voudra nommer.

Item. Que ledit Duc laiſſera joüir le Cardinal de Gennes de tous & chacuns les benefices qu'il a en ſa Seigneurie.

Item. Que pareillement Meſſire Batiſte de Campefregouze joüira de tous & chacuns ſes biens, tant meubles que immeubles, & poura ledit Batiſte aller par tout où bon lui ſemblera, excepté en l'Etat dudit Duc de Milan & de Gennes.

Item. Et quant à Meſſires Alexandre & Michel Reſtes, leur Duc leur pardonnera en tant qu'à lui touche, & qu'ils puiſſent joüir de tous & chacuns leurs biens.

Item. Et retourneront tous ceux qui ſont hors de la Duché & Territoire de Gennes, & qui ſe ſont abſentez pour la guerre preſente, ſi bon leur ſemble, & ledit Duc ſera tenu de leur pardonner, & les remettre en tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles.

Item. Et pour ce que le Sieur de Monnegue a tenu le parti du Roi, ne lui ſera pourchaſſé ni procuré aucun mal, ni faite aucune choſe contre ſon Etat; & ſi aucune étoit faite, il ſera reparé & remis en tous & chacuns ſes biens.

Item. Pardonnera ledit Duc à tous les nobles & citoiens de la cité de Novarre, & auſſi à tous ceux du Dioceſe & territoire d'icelle, & auſſi de Blannure, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, & mêmement à ceux, qui ont baillé, conſeilé, & conſeillé de bailler icelle cité de Novarre; & que à l'occaſion de ce, directement ou indirectement, par ſoi ni par autrui, il ne procedera à la punition ni vangeance aucune à l'encontre des perſonnes ou biens deſdits de Novarre, & pareillement le Roi baillera pardon à tous les ſujets dudit Duc, qui ont fait la guerre contre lui.

Item. Que leſdits nobles & citoiens, & chacun d'eux, puiſſent habiter perpetuellement ou à tems à leur bon plaiſir, en la Seigneurie ou hors la Seigneurie dudit Duc de Milan, ſans qu'on les puiſſe, pour quelque cauſe que ce ſoit, contraindre à y demeurer, ni ſoi perſonnellement preſenter en la Seigneurie dudit Duc, ni en ſa juriſdiction, & neanmoins qu'ils puiſſent prendre les fruits, profits, revenus & émolumens feodaux, ou allodiaux, ſans aucuns empêchemens quelconques, & d'iceux en diſpoſer, nonobſtant quelconques contrats, donations ou alienations faites par ledit Duc.

Item.

ANS de J. C. 1495.

Item. Que tous & chacuns les priſonniers, excepté ceux qui ſont mis à rançon, & leſquels ne pouront être contraints à paier plus grande ſomme, ſeront delivrez.

Item. Que ledit Duc de Milan ſera tenu de faire pardonner à tous ceux qui ont donné aide au Duc d'Orleans, leſquels pouront demeurer en la Seigneurie de Milan où bon leur ſemblera, & jouïr de leurs biens tant meubles que immeubles allodiaux & feodaux.

Item. Que ledit Duc de Milan ſera tenu de rendre les Galeres, Galions, & autres Navires & munitions, qui furent pris à Rapallo, enſemble l'Artillerie qui fut priſe audit lieu.

Item. Que ledit Duc de Milan ſera tenu de rendre à tous & chacuns les biens, tant feodaux que allodiaux, à tous ceux qui ont ſervi le Roi en ſon entrepriſe, & permettra qu'ils en jouiſſent ainſi qu'ils faiſoient auparavant cette guerre; & au regard des biens meubles, ils en jouïront ainſi qu'ils les trouveront.

Item. Et pareillement le Roi ſera tenu de rendre à tres-Reverend le Cardinal de Saint-Severin, & au Comte de Gayaſſe, au Gouverneur de Gennes, Meſſire Jean Adorne ſon Frere, & à Meſſire Loüis de Fieſque, & à quelconques autres ſujets dudit Duc, qui l'ont ſuivi en cette preſente entrepriſe, tous & chacuns les benefices & biens feodaux & allodiaux, qu'ils tenoient, tant audit Roiaume de Naples, que autrement en la juriſdiction du Roi, & permettra qu'ils en joüiſſent ainſi qu'ils faiſoient auparavant cette preſente guerre; & quant aux biens meubles, ils en joüiront ainſi qu'ils les trouveront quant à preſent.

Item. Et neanmoins donnera paſſage au Roi par tous ſes Païs, & aux Genſdarmes, que le Roi envoiera en ſon Roiaume de Naples, pourvû qu'il ne paſſe que quatre-cens hommes d'armes, & quatre mille hommes de pied à une fois, en baillant bonne ſeureté de ne l'offenſer en ſa perſonne, état & Seigneurie.

Item. Que le Roi ne puiſſe donner aide au Duc d'Orleans, à l'encontre dudit Duc de Milan, ni contre ſon Etat, en entretenant par ledit Duc de Milan les choſes par lui promiſes en ce preſent Traité.

Item. Et pour les frais, miſes & dépens, que le Roi a mis en cette preſente guerre, ledit Duc quittera au Roi ce qui lui peut être dû de la ſomme de quatre-vint mille ducats, & rendra les obligations qu'il a de ſes Chambellans, & autres qu'il a en deduction deſdits quatre-vint mille ducats.

Item. Que pareillement baillera au Duc d'Orleans dedans dix-huit mois cinquante mille ducats en la maniere qui s'enſuit; c'eſt à ſavoir de ſix mois en ſix mois, en trois parties, en lui baillant bonne ſeureté, à la diſcretion du Roi dedans le Roiaume de France, à commencer le premier paiement le premier jour d'Avril prochainement venant.

Item. Et aidera ledit Duc au Roi de deux groſſes caraques en cette année, & l'année aprés de trois, le tout à ſes dépens, équipées & armées.

Item. Et touchant la Principauté de Tarente, quand le Roi & ledit Duc parleront enſemble, ſera tant ledit Seigneur, que icelui Duc devra être content.

Item. Que ledit Duc ne poura pretendre aucun droit de ſuperiorité, Souveraineté, ni autres droits quelconques en la Cour d'Aſt, ni en ſes apartenances & dépendances, dont eſt le Marquiſat de Sienne, ni pareillement droit d'adherence, Confederation, Protection, ou Ligue avec les Sujets, Vaſſaux, ou Marquis deſdites Terres.

Item. Que toutes & quantes fois que le Roi voudra aller en perſonne en la conqueſte de ſon Roiaume de Naples, ledit Duc l'accompagnera en perſonne par Mer & par Terre, & lui aidera de ſes genſdarmes.

Item. Que ſi les Venitiens ne vouloient entretenir cette Paix, & accorder les trois articles dedans deux mois, & qu'ils fiſſent guerre au Roi en ſon Roiaume de Naples, en favcur du Roi Ferrand, ou d'autres qui pretendiſſent droit audit Roiaume, ou qui leur donnaſſent quelque aide directement ou indirectement à l'encontre du Roi, en ce cas ledit Duc de Milan ſe declarera à l'encontre deſdits Venitiens, & ſera tenu aider au Roi à défendre ledit Roiaume de Naples contre les Venitiens, & pour choſes deſſuſdites, ledit Duc de Milan ſera tenu de lui bailler paſſage & à ſon Armée, & loi aider à faire Guerre en leurſdites Terres, ou és Terres, que leſdits Venitiens tiendront dedans ledit Roiaume de Naples, laquelle aide ſera de cinq-cens hommes d'armes & de toutes autres choſes qu'il étoit tenu l'année paſſée.

ANS de J. C. 1495.

Leſdits Traité & apointement faits avec ledit Duc de Milan par les Sieurs de Gié, Maréchal de France; Philippe de Comines, Chevalier, Sieur d'Argenton; Raoul de Lannoy, auſſi Chevalier, Conſeiller & Chambellan du Roi; Maître Jean de Gannay, Preſident en la Cour de Parlement à Paris, Commis à la garde du Scel; & Rigault d'Oreilles, Chevalier, Maître d'Hôtel dudit Seigneur, & Bailli de ..... Ambaſſadeurs d'icelui Roi Tres-Chrétien, les jour & an deſſuſdits. Ainſi ſigné, Charles, & Damont.

Lettre du Duc de Bourbon au ſujet du Traité de Paix précédent avec le Duc de Milan. A Moulins le 18. Octobre 1495.

TRes-chers & bons amis, j'ai reçû les Lettres de Monſeigneur le Roi, & les Articles de la Paix qui a été faite entre lui & le Duc de Milan, parquoi il s'en vient par-deçà, & eſpere qu'il pourra eſtre à Lion vers la Touſſaints, ainſi qu'il lui a plû me faire ſavoir. Et pour ce que ce ſont toutes bonnes nouvelles, & que je ſuis ſeur que vous deſirez toûjours le bien & proſperité de mondit Seigneur le Roi, & que en ſerez tres-joieux, vous en ai bien voulu avertir, & vous envoier le double deſdits articles. Et tres-chers & bons amis, Nôtre-Seigneur vous ait en ſa garde. Ecrit à Moulins le 18. d'Octobre. Le Duc de Bourbon & d'Auvergne, Lieutenant General du Roi, *Robertet.*

DLXIII.

(*a*) *Inveſtiture du Duché de Milan en faveur de* LOUIS SFORCE, *faite par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *à Anvers, le 25. Novembre* 1495. (*b*) Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. Servans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 237.

ANS de J. C. 1495.

L'EMPIRE ET MILAN.

(*a*) On a cru devoir laiſſer ici les Notes & diverſes Leçons, qui ſont à la marge du Livre d'où nous tirons cette piéce.

Sequitur privilegium conceſſum in Civitate Antverpienſi, in die Sanctæ Catharinæ, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo quinto.

MAximilianus divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Britanniæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, & Gheldriæ, Comes Flandriæ, Habſpurg, Tyrolis, Feretis, in Kiburg, Artefit, & Burgundiæ, Palatinus, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Namurci, & Zutphaniæ, Marchio Sacri Imperii, & Burgauviæ, Land-

(*b*) Cette Inveſtiture fut caſſée cy-aprés en 1505. & 1509. en faveur du Roi Loüis XII. le véritable & légitime héritier du Duché de Milan.

ANS de J. C. 1495. Landgravius Alſatiæ, Dominus Friſiæ, Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis, Salinarum, & Mechliniæ, &c. Illuſtri Principi LUDOVICO MARIÆ SFORTIÆ Vicecomiti Duci, &c. Regiam gratiam, & omne bonum, ac proſperos ad vota ſucceſſus. Regiæ Majeſtati Cæſareique nominis gloriæ pertinere arbitrantes ut animum cogitatuſque omnes ad ea referamus quæ magnanimo Regi & Reipublicæ Chriſtianæ leges ferenti conveniunt, in primis ut ea quæ dignitatem Romani Imperii felicibus incrementis amplificant, aſſiduitate quotidiana meditemur, & ne ſinamus quemquam de Romano Imperio bene merentem debitis fraudari præmiis, ut cuncti propoſita remuneratione ad promerendum alliciantur, ad te, Ludovice Maria Sforcia Vicecomes memoriam ſæpe numero revocamos velut in eum cujus amplitudioem, prudentiam, rectitudinem, & animi & corporis eximias dotes debeamus extollere. Nam cùm ex invictiſſimo Principe, & rebus bello, & pace, militiæ, & domi glorioſiſſimè geſtis, non ſolùm per totam Italiam, ſed per univerſum propè Terrarum orbem Celebratiſſimo Franciſco Sfortia Patre Præſtantiſſimo, & Honeſtiſſima Viragine Blanca Maria, unica filia Philippi Mariæ Angli quondam Mediolani Ducis Matre, ortum tuum ſplendidum duci intueamur, duplicem nobis imaginem laudis glorieæque majorum tuorum repræſentas, verùm ut Joannis Galeacii, primi Mediolani Ducis proavi tui decora maxima ſilentio prætereamus, cujus excellentes virtutes ac mirabilia rerum geſtarum monumenta, ſimulque ingentia io Romanum Imperium benefieia promeruerunt ut ad Ducatus Mediolani Comitatuſque Papienſis faſtigium primus ſublevaretur, avus tuus ille (a) Philippus Maria Princeps magno & excelſo animo præcipua juſtitiæ moderationis & ſapientiæ laude floruit, nec ſolum Principatus populorumque ſibi commiſſorum adminiſtrationem ſingulari juſtitiæ æquitatis & innocentiæ diſciplina gerebat, ſed etiam jura Imperii adverſus effrænatos hoſtium impetus, deteſtandamque ambitionem qui ditionis ſtatuſque ſui uſurpationi inhiabant ſummis viribus, immenſis bellorum periculis, & ſumptibos perpetuò tutari conatus eſt, nec immeritò Blancam Mariam uoicam ejus filiam (b) Franciſco Sfortiæ Patri tuo collocavit, in quo ad familiam ſuam Vicecomitum aſcito, tuiandi Principatus propagandæque ſobolis ſpem firmam poſuerat: nec ſpes ejus fruſtrata eſt: nam ipſo ex humanis ſublato in maximo belli ardore, rebuſque in apertiſſimum diſcrimen adductis, in maximum Imperii Romani dedecus, & jacturam, Franciſcus Sforzia eximia rei militaris ſcientia, præcipuà auctoritate, ac ſingulari virtute quibus excellebat, & immortalitatis gloriam aſſecutus eſt, & ſoceri Statum è mediis hoſtium manibus ac miſero ſervitutis jugo felicitei & glorioſè vindicavit, poſt adeptum Principatum accedente admirabili populorum omnium conſenſu, rebuſque ſuis pacatis Italicæ Pacis & tranquillitatis auctor extitit, quam quoad vixit auctorirate ac ſapientia, qua mirabiliter pollebat, inviolatam undique cuſtodivit. Nullum enim unquam honoris & (c) reverentiæ munus quantùm in eo fuit erga Romanum Imperium prætermiſit. In gubernaculis verò Urbium, Oppidorum, ac populorum omnium ſibi commiſſorum Juſtitiæ, fidei, clementiæ ac benignitatis velut jubar quoddam refulgebat: accedebat felicitſſimæ conjugis Blancæ Mariæ divina quædam ſocietas: illa enim præcipua inter mortales virago, audiendis etiam ſubditorum querelis, & componendis ac definiendis eorum litibus divino quodam ingenio ſollicitata, Illuſtriſſimo merito plurima onera adimebat, ac ſubditorum votis, & expectationibus quàm optimè reſpondebat. Fuit propicrea mors utriuſque à curctis populis publico fletu diutiſſimè comploratа. Ex his divis Principibus Franciſco Sfortia ac Blanca Maria jugalibus. Tu nunc ſolus ſuperes in humanis filius ſingularis Ludovico Maria Sforcia Dux genitus & natus tempore quo illi Ducatum Mediolani & Comitatum Papiæ obtinebant. Nemo autem præſenti tempore (d) exiſtit te grandior natu, qui in Ducatu ſit priùs genitus, & nemo eſt deſcendens alicujos filii Ducatus tempore geniti: ideo nunc tibi de jure illorum Principum reſpectu Ducatus debetur. Præterea per obitum Philippi Mariæ Angli quondam Mediolanenſium Ducis, cum nullos ex ſe filios maſculos aut deſcendentes legitimos, & naturales reliquerit, apertè patet quod Ducatus Mediolani & Comitatus Papiæ cum reliquis eorum Civitatibus & Terris directo jure ad Sacrum Romanorum Imperium ſuit devolutus: unde ab inde antea Sereniſſimi quondam genitoris noſtri, & ſucceſſivè noſtri ſuit arbitrii quem de dicto Ducatu & Comitatu inveſtiremos. Te igitur unom præ cæteris dignum & benè merentium duximus, quem dictis Titulis ſublimaremus: tu enim partum à genitore tuo Principatum hæreditaria majorum ac progenitorum tuorum virtute (e) inſtituis, tam ampliſſima prudentia graviſſimoque Conſilio Regis & ejus Principatus habenas ſic conſultiſſimè ſapientiſſimeque adminiſtras, ut ſicut Excellentium Paternarum, Maternarumque virtutum verus & indubitatus hæres exiſtis, ita te tanti Principatus dignum & idoneum ſucceſſorem oſtendis, tuo ſtudio & vigilantia nonnullorum machinationes & conatus in irritum ceſſerunt, corum præſertim qui ad hunc Statum quam maximè (f) anhelabant, tuis felicibus auſpiciis non minus pro ſociorum quàm pro Principatus defenſione maxima bella proſperè & feliciter geſta ſuerunt, & niſi tua ſumma prudentia & exacta induſtria affuiſſet Ducatus iſte Mediolani cum univerſo ejus Statu ad maximas clades deductus tandem in hoſtium, & Romani Imperii inimicorum manus perveniſſet. Nec ſolùm tuo ſapientiſſimo gubernaculo res Mediolanenſes, ejuſque ditionis, quæ penè cullapſæ ad id interitum perniciemque tendebant recuperatæ, erectæ, pacatæque fuerunt, ſed etiam Mediolanenſis Imperii (g) nomen dignitaſque excrevit, ita ut Principum nemini (h) concedas io tota Italia. Tu non ſolùm (i) Mediolanenſium rebus benè conſuliſti, ſed etiam univerſæ Italiæ Pacem & tranquillitatem attuliſti, ut Pacis & Italicæ quietis auctor & conſervator idem, & baſis & columen quoddam eſſe cenſearis locupleriſſimum. Præterea eorum omnium qui ex Italia ad nos veniunt teſtimooiis edocti ſumus, te admirabili æquitate, juſtitia inviolabili, tanta moderatione & continentia ſubditas tibi gentes gubernare, ut jure meritò populi tibi commiſſi ab omnibus beatiſſimi appellentur. Iſta ſicuti magnificamus & gratiſſima habemus, ita noſtri in te amoris cumulo non parvam quotidie acceſſionem faciunt, & eò maximè quòd nobis exploratiſſimum eſt apud vos jura Sacri Imperii noſtri fideliſſimè obſervari, atque Imperatoriæ Majeſtati maximam undique reverentiam exhiberi. Hæc autem omnia nota & perſpecta habentes, ita ut uberiori teſtimonio non ſit opus, jure allicimur, ut te poſteritatemque tuam ac filios, & ſucceſſores tuos munificentia, liberalitateque noſtra participes reddamus, & beneficiis ingentibus proſequamur, haud obſcute cognoſcentes ſubditorum quàm maxime intereſſe pro eorum pace, & tranquillitate ſapientiſſimi Principis ſubeſſe regimini, & te erga Sacrum Romanum Imperium ſic eximia fide & ſtudio ſingulari eſſe affectum, ot ejus dignitati & gloriæ nuſquam ſis defuturus, inducimur in primis ut in te & filios ac deſcendentes tuos ea conferamus quæ parens primò, dehinc Frater tunc licet antea diutius, & (k) ſtudioſiſſime ſupplices poſtulaverint ob multiplices Imperii Romani occupationes, multarumque aliarum rerum eventus impetrare nequiverunt. Cùm eriam eis tamen gratificari & Sereniſſimus genitor noſter & nos cuperemus: ſcientes igitur & cognitione pleniſſima edocti quòd olim felicis memoriæ prædeceſſor

ANS de J. C. 1495.

(a) Philippes Marie Duc de Milan.

(b) François Sforce Duc de Milan.

(c) al. excellentia.

(d) al. extat.

(e) al. inſtituis.

(f) al. anhelant.

(g) al. norma.

(h) al. concelat.

(i) al. Mediolanenſibus.

(k) al. ſtudioſius.

ANS de J. C. 1495.

prædeceſſor noſter Venceſlaos Romanorum Rex ampliſſimam Civitatem Mediolani cum ejus Dioceſi, & nonnullas alias urbes, & Terras, de quibus in privilegiis Ducatuum mentio habetur, in Ducatum erexit, inſtituit, & exaltavit, ipſumque Ducatum Mediolani, ac Civitatum & Terratum in dictis Privilegiis nominatarum, nec non (a) Comitatum Papiæ & Angleriæ contulit, & gratioſè conceſſit prædicto quondam celebris memoriæ Illuſtriſſimo Principi Joanoi Galeas Vicecomiti, quem titulo & dignitate dicti Ducatus & Comitatus inſignivit, decoravit, introoiſavit, & ſublimavit, ſicuti patentibus prædicti quondam Sereniſſimi Regis Litteris & diplomate continetur, datis Pragæ anno milleſimo trecenteſimo nonageſimo quinto, die primo Maii, & aliis datis ut ſupra anno 1396. die (b) 13. Octobris, & aliis datis ut ſuprà anno 1397. die 30. Maii. Dehinc ſucceſſivè Sigiſmundus Romanorum, &c. Privilegia dicti Ducatus & Comitatus Papiæ & Angleriæ valida declaravit, confirmavit, & ratificavit, ac etiam denuò conceſſit Illuſtriſſimo quondam Philippo Mariæ filio & ſucceſſori præfati quondam Illuſtriſſimi Joannis Galeas avo tuo per aliud privilegium confectum anno (c) 1426. die 6. menſis Julu. Et cùm tu Ludovice Maria à tantis Principibus talibuſque parentibus ſplendidam originem ducas, proculdubio nobis perſuademus fore ut relictum à majoribus tuis Dominium non ſolùm retineas, ſed etiam cum omni dignitate gubernes, & tuo præſtanti, (d) excelſo ac generoſo animo omnia proſpere feliciterqoe ſuccedant, ita ut proculdubio confidamus de tua ſolida virtute & graviſſimo conſilio, & non ſolùm te Ducatum & Comitatum ad Sacri Imperii Romani dignitatem in Italia bene & laudabiliter conſervaturum, ſed omni etiam honore & decore auctarum. Ex certa itaque ſcientia, motu proprio, & de noſtræ Regalis poteſtatis plenitudine etiam ſuprema, & abſoluta, non quidem improvide, neque inconſiderate, nec per aliquem juris vel facti errorem, ſed animo quieto, ac deliberato, Principum, Comitum, Baronum, & Procerum, & aliorum noſtrorum Sacri Imperii fidelium accedente Conſilio, Princeps dilecte, non ad tuæ (e) petitionis inſtantiam, ſed de benignitate & Regali noſtro motu proprio, & de noſtræ Regalis dignitatis plenitudine etiam ſuprema & Domini abſoluta, ac tuarum ſingularium virtutum expectatione poſcente, hodie in nomine Salvatoris noſtri, à quo omnis Principatus, dignitas & honor provenire dignoſcitur, & te, & filios tuos maſculos & legitimo matrimonio procreatos & procreandos, & alios deſcendentes qui ex te & filiis tuis legitimis maſculi & legitimi naſcentur, ut infra, ac ſucceſſores tuos, in verum Ducem & Duces, Comitem & Comites lucceſſive ordine infra ſcripto erigimus, facimus, decoramus, inſignimus, & ſublimamus, & creamus, videlicet Ducatus Mediolani, & Lombardiæ, cæteratumque Civitatum ac Comitatus Papiæ, & Angleriæ, & totius Dioceſis diſtrictus & territorii earundem, ac etiam omnium aliarum Civitatum, Terrarum, & locorum, quæ latiùs & expreſſiùs declaratæ & comprehenſæ in prædictis Literis, diplomate ac privilegio Ducatus & Comitatus per (f) prædictum dignæ memoriæ Dominum Venceſlaum Regem ipſi Illuſtriſſimo Joanni Galeas Duci proavo tuo ut (g) præmiſimus conceſſis: ad quas Litteras & quod privilegium Ducatus, & Comitatus cum omnibus ſuis Juribus & pertinentiis debitam & congruam relationem, & quorum verba, & effectus, & ſubſtantiam, hic pro ſufficienter expreſſis haberi (h) voluimus, & declaramus: decernentes expreſſe quod tu, filii, hæredes, & deſcendentes ac ſucceſſores tui modo, & ordine infra ſcriptis Duces Mediolani, & Lombardiæ, ac prædictarum Civitatum & Terrarum & Comites Papiæ & Angleriæ, ut ſopra perpetuis temporibus omni dignitate, nobilitate, jure, poteſtate, libertate, honore, & conſuetudine gaudere debeatis, & frui continue quibus alii Imperii Sacri Principes, & nominatim Duces Illuſtriſſimi fruiti hactenus ſunt, & quotidie potiuntur, Terras quoque Civitates, Oppida, Caſtra, Villas, munitiones, Provincias, diſtrictus, montes & plana, quas & quæ latitudo Dominii tui continet, una cum omnibus Terris, feudatariis, & vaſſallis in partibus, dioeceſibus, & diſtrictibus in dictis Litteris (i) Imperialibus, ac Ducatus, & Comitatus privilegio declaratis & comprehenſis cum earum & cujuſlibet earum Dioeceſibus, diſtrictibus, Comitatibus, Juribus, Imperiis, & pertinentiis, Caſtris, Oppidis, Villis, Terris, Territoriis, aquis, ſtagnis, torrentibus, lacubus, piſcheriis, ripariis, & fluminibus, eorumque regalibus ſylvis, ſalinis, rubetis, pratis, paſcuis, (k) piſcinis, piſcaturis, telonüs Judæis, monetis, Judiciis, bannis ſive inhibitionibus venationum, & pœois inde ſequentibus conſuetudine vel de jure, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Baronis, feudisfeudatariis, vaſſallugiis, militibos, clientibus, judicibus, civibus, nobilibus, plebeiis, ruſticis, & agricolis, pauperibus, & divitibus, ac omnibus eorum (l) pertinentium quæ latitudo tui Dominii & dictarum Civitatum, & Dioeceſum confinia & limites dicti privilegii Imperialis Ducatum & Comitatum comprehendunt, ad quæ omnia congrua relatio habeatur, ut dictum eſt, in verum Principatum & Doratum creamus, facimus, erigimus, & inſignimus, ac de prædicta Regalis poteſtatis plenitudine etiam abſoluta, motu proprio, & ex certa ſcientia decoramus, & tibi Illuſtriſſimo Ludovico Mariæ Sfortiæ Vicecomiti Duci Ducatum ſive Principatum hujuſmodi, nec non Comitatus prædictos Papiæ, Angleriæque, cum omnibus honoribus, nobilitatibus, juribus, (m) regaliis, juriſdictionibus, imperiis, privilegiis, & immunitatibus, quemadmodum Ducatus, ſive Principatus inſignes à (n) Sereniſſimis Romanis Imperatoribus vel Regibus poſſidentur, ſeu tenentur, vel hactenus poſſideri conſueverunt, de benignitate Regali conferimus: decernentes, & hoc Regali Edicto ſtatuentes quòd tu, filii, deſcendentes, & hæredes & ſucceſſores tui ordine infra ſcripto perpetuò Principes, & Duces Mediolani & Lombardiæ, &c. Papiæ, Angleriæque Comites, ut ſuprà, nominari & appellari debeatis ab hodierna die inantea, & tanquàm Sacri Imperii Duces, Principes & Comites teneri, & honorari, & ab omnibus reputari, omnique jure, privilegio, Regalis omnibus, juriſdictione, dignitate, honore, gratia, & immunitate, abſque ullo impedimento (o) perfrui quibus alii Sacri Imperii Duces, & Comites in dandis ſeu reciendis Juribus, in conferendis ſeu ſuſcipiendis feudis, & omnibus aliis Illuſtrium Statum & (p) condemnationem Ducum ſeu Principum & Comitum coocernentibus fruiti ſunt hactenus, ſeu quomodolibet potiuntur & (q) gaudent & potiti ſunt.

Cæterùm ne circa ſucceſſionem hujuſmodi (r) Ducatus & Comitatuum aliqua ro poſterum dubietas oriatur, ſed clariùs & (ſ) certiùs ſuccedendi modus detur, edicimus, & ſancimus, aliquibus Juribus communibus, aut municipalibus ſeu conſuetudinibus factis (t) fiendis aliqualiter non obſtantibus, quòd primogenitus maſculus natus ex legitimo matrimonio tui Ludovici Mariæ Sfortiæ Ducis Mediolani, &c. ſuccedat in Ducatu & (v) Comitatibus prædictis, & aliis fratribus præferatur, licet conceptus & natus ſit ante Ducatum, & quòd ipſo primogenito decedente etiam vivente te Duce, primogenitus maſculus natus ex legitimo matrimonio dicti primogeniti præferatur patruis & aliis quibuſcunque in Ducatu & Comitatibus prædictis. & quod idem ſervetur in aliis quibuſcunque primogenitis maſculis legitimis & naturalibus ex legitimo matrimonio (x) progenitorum deſcendentibus ex primogenitis (y) deſcendentium tui (z) Ludovici Mariæ.

(a) al. Civitatum.
(b) al. die 15. Maii.
(c) al. 1416.
(d) al. excellenti.
(e) Tant s'en faut il en paya quatre cens mil le écus d'or, au témoignage de Corius dans ſon Hiſtoire de Milan.
(f) al. præfatum.
(g) al. præmiſſa continetur.
(h) al. volumus.
(i) al. Imperatoriis.
(k) al. piſcinis.
(l) al. pertinentium.
(m) al. Regalibus.
(n) al. cæteris.
(o) al. frui.
(p) al. conditionem.
(q) al. gaudere, aut potiri poſſent.
(r) al. Ducatuum.
(ſ) al. expreſſius.
(t) al. facientibus.
(v) al. Comitatu.
(x) al. primogenitorum.
(y) al. deſcendentium.
(z) al. Ludovice Maria.

ANS de J. C. 1495.

vici Mariæ in infinitum. Et quòd primogenito tui Ducis Mediolani etiam decedente ſine deſcendentibus (a) legitimis ex legitimo matrimonio natis, frater ejus ſecundo genitus legitimus & naturalis, ut ſupra ſuccedat in dicto Ducato & Comitatibus prædictis: & ſi fratrem vel fratres legitimos & naturales non haberet, ſuccedat filius legitimus & naturalis fratris ſecundogeniti in prædicto Ducatu & Comitatibus ſuprà ſcripti is: & ſi non exiterint fratres, nec filii fratrum ipſorum & deſcendentium tuorum, ut ſupra, admittatur ad Ducatum & Comitatus prædictos proximior legitimus & naturalis, ut ſupra, deſcendens ex maſculis legitimis & naturalibus tui Ludovici Mariæ Ducis Mediolani, &c. in caſu tamen quo (b) contingeret ipſis ſtantibus (c) primi poſt te Ducis Mediolani, &c. legitimis & naturalibus non eſſe proviſum, vel ipſos non habere aliunde modum in quo honorificè ſecundùm eorum conditionem & ſtatum vivere poſſint, eo caſo dictos fratres pro quolibet ipſorum volumus à (d) prædicto primo Duce Mediolani debere habere intratam ordinariam florenorum duodecim millium ſun, & in auro de Camera annuatim. Et ſimiliter pronepotes tuos ex fratre habere in caſu quo eis (e) deficiet proviſionis vel modi prædicta ſumma duodecim millium florenorum auri, & in euro annuatim & pro quolibet, computando tamen in hac ſumma (f) ratum ejus, quod ipſos tangeret ex reditu Cremonæ, quæ fuit dos (g) Illuſtriſſimæ Dominæ Blancæ Mariæ matris tuæ, Ludovice Maria Sforcia. *Item*, computatis reditibus Eccleſiaſticis, vel ſtipendio, vel alia proviſione quam habesent: ita quòd omnibus computatis repeniantur habere dictam ſummam florenorum duodecim millium auri, ut ſupre. Decernentes (h) etiam, & de poteſtate qua ſupra ſtatuentes quòd tu, tuique deſcendentes & ſucceſſores Duces Mediolani poſitis & valeatis dare, in feudumque concedere deſcendentibus & collateralibus veſtris legitimis & naturalibus maſculis, de quibus ſuprà, cujuſcumque ætatis fuerint, vel eſſe reperiantur (i) deſcendentes, ſeu (k) collaterales (l) prædicti, legitimis & naturalibus non exiſtentibus, de civitatibus & principalionibus Terris. De aliis autem Terris, Caſtris, Territoris, Villis, Rochis, Oppidis, & intratis dicti Ducatus, & Comitatus, &c. date in feudum & concedere quocunque modo poſſitis etiam legitimis exiſtentibus nominatis ut (m) ſupra, eum illis conditionibus, pactis, (n) honoribus, & ſubjectionibus, de quibus vobis videbitur & placuerit, & de dictis Civitatibus, Terris, Caſtris, & Territoris dicti Ducatus & Comitatus quoad Caſtra, & Oppide, remanente tamen ſemper dicto Ducatu & Comitatu conjuncto per viam etiam cujuſcunque ultimæ voluntatis in prædictos deſcendentes & collaterales diſponere & ordinare valeatis ac etiam pro filiis & poſteris veſtris de Capitaneis Marcſcallis, Rectonbus, Gubernatoribus, Adminiſtratoribus, & aliis quibuſcunque regimen, gubernationem & conſervationem eorum Ducatus & Comitatus concernentibus (o) providere, prout vobis videbitur, & placuerit. Decernentes etiam, & de poteſtate qua ſupra concedentes, quòd omnia & ſingula agere, gerere, facere & expedire valeans in Ducatu & Comitatu prædictis, & Civitatibus, & Terris, & Locis omnibus ſibi ſubjectis, & in omnibus, & per omnia quæ nos & Romani Imperatores gerere, facere & expedire poſſemus, & uti ſuprema & abſoluta plenitudine poteſtatis, & quibuſcumque aliis clauſulis cujuſcunque ponderis & qualitatis exiſtant; ſine ulla exceptione, vel diminutione, & alia quæcunque facere etiam ſi eſſent *de ſervatis ſupremo Principi*. (p) Qui omnes & ſingulí caſus etiam ſi eſſent majores expreſſis, vel etiam ſi requireret ſpecialem, aut etiam in dividuo de eis fieri mentionem, hic habeantur pro ſpecialiter (q) enumeratis, & ſufficienter expreſſis. Inhibentes tamen & prohibentes quòd deſcendentes & ſucceſſores tui (r) Duces Mediolani, &c. non poſſint elicti extraneæ perſonæ, exceptis deſcendentibus & collateralibus prædictis, vendere, infeudare, donare, nec eliquovis modo alienare aliquam Civitatem, Ceſtrum, Oppidum, Terram, nec aliquam partem dicti Ducatus & Comitatuum ac Civitatum antequam ſint in ætate viginti quinque annorum. Poſt dictam verò ætatem dare & concedere, ut ſupra poſſint de Caſtris & Terris prædictis: decernentes ex nunc irritum & inane quo ad prædicta alienate, ſi aliter factum fuent, vel aliqualiter attentatum, & (ſ) hæc ex eo, ut dicti Ducatus & Comitatus deſcendentibus & ſucceſſoribus tuis Ducibus Mediolani, & Comitibus, &c. quantùm plus fieri poterit integri conſerventur. Poſſint etiam de bonis & rebus per eos acquirendis ad libitum ipſorum diſponere, & providere: decernentes etiam & de noſtræ Regalis poteſtatis plenitudine ſtatuentes ut omnes & ſinguli Barones, Marchiones, Comites, Feudatarii, Vaſſalli, Nobilis, & quicunque alii tenentes aliqua feuda, Comitatus & Marchionatus, Conceſſiones, Juriſdictiones, Jura, Regalia quocunque modo in Ducatu & (t) Comitatibus, & Civitatibus ac Civitatum tuarum Dioeceſibus, vel aliter (v) quomodocunque in Dominio tuo illa habuerint, & à quibuſcunque etiam ſive à nobis, ſive ab olim prædeceſſoribus noſtris aut à Ducibus Mediolani prædeceſſoribus tuis, aut tuis ut ſupra ſubjecti (x) ſint pro feudis antè dictis, & pro quibuſcunque aliis Juriſdictionibus & Regalis quomodocunque ab Imperio dependentibus, & ed omnem tui, & tuorum omnium deſcendentium, & ſucceſſorum requiſitionem de ipſis Feudis, Marchionatibus & Comitatibus, Conceſſionibus, (y) Regaliis, Juriſdictionibus, ac Juribus quibuſcunque ſeſe (z) de novo inveſtiant, ac novam teneantur facere recognitionem & novam inveſtituram recipere. & eam recipiant & recognoſcant à te Ludovico Maris Sforcia Duce Mediolani, &c. & quòd tibi Ludovico Mariæ tuiſque ſucceſſoribus ut ſupra faciant fidelitatem, obedientiam, homagium, ac homagii fidelitatem, & obedientiæ promiſſionem & juramentum etiam pro Marchionatibus, Comitatibus, feudis, Conceſſionibus, Juriſdictionibus & Juribus quibuſcunque quas & quæ prædicti tenent & recognoverunt, ſeu recognoſcere debuerunt à Sacro Romano Imperio intra prædicti tui Dominii fines, aut in Dioecelibus, Terrarum & Civitatum, prout ſuprà nobis facere debuerunt. Dantes & concedentes auctoritate & poteſtate prædicta tibi Ludovico Mariæ (a) in prædictis omnibus omnimodam poteſtatem ut approbare validare & confirmare poſſis præſertim feuda & Conceſſiones ut ſupra per te, fratrem, ac nepotem tuos alicui conceſſas, nec ulla perſona, cujuſcunque gradus & conditionis exiſtat, vel Communitas aliqua, aut Collegium poſſint ſe à prædictis excuſere, ſub pretextu alicujus Privilegii, cujuſcunque tenoris exiſtat. Intelligentes etiam quòd ſi contingeret Illuſtriſſimo Joanni Galeas nepoti tuo aliquos filios legitimos maſculos dimittere; habeant à te Ludovico Maria Sforcie, ſeu à filiis, & ſucceſſoribus tuis in prædicto, Ducatu ſingulis annis Ducatos duodecim (b) mille auri & in auro pro quolibet eorum. Cupientes denique tibi, tuiſque & deſcendentibus & ſucceſſoribus Ducibus Mediolani, &c. de armis & inſignibus noſtris Regalibus præſertim providere quæ majores tui, ac tu noſtro & prædeceſſorum noſtrorum Sereniſſimorum Imperatorum ac Regum nomine retroactis temporibus in bellorum actibus & ubique ſtrenuè retulerunt, non ad tuæ petitionis inſtantiam, ſed de benignitate Regia, ex certa ſcientia, & de Romanæ Regiæ poteſtatis plenitudine, tibi tuiſque legitimis deſcendentibus, & naturalibus, & ſucceſſoribus ut ſupra eorumque (c) deſcendentium in infinitum quos Duces Mediolani & Comites Papiæ Angleriæque eſſe contiget, conceſſimus, & concedimus, ac tenore præſentium licentiam

ANS de C. J. 1495.

(a) al. *legitimos & naturalibus & ex, &c.*
(b) al. *contigerit.*
(c) al. *primus.*
(d) al. *præfato domino.*
(e) al. *deficiat.*
(f) al. *ratam.*
(g) al. *Illuſtris.*
(h) al. *autem.*
(i) al. *deſcendentibus.*
(k) al. *collateralibus.*
(l) al. *prædictis.*
(m) al. *&c.*
(n) al. *omnibus.*
(o) al. *providere.*
(p) al. *Ita quod.*
(q) al. *enarratis.*
(r) Ducis Mediolani *Ducatus.*
(ſ) al. *hoc.*
(t) al. *Ducatibus.*
(v) al. *quocumque.*
(x) al. *ſint.*
(y) al. *Regaliis.*
(z) al. *denuo.*
(a) al. *Sforcia.*
(b) al. *milia.*
(c) al. *deſcendentibus.*

ANS de C. J. 1495.

tiam & facultatem clargimur quòd pro dicto Ducatu Mediolani, &c. arma ſeu inſignia Regalia, videlicet Aquilam nigram in campo aureo in forma, qua ipſa arma Sereniſſimi Romani Reges adiere conſueverunt, aut per quarteria tuis tuorumque deſcendentium armis, prout tibi, deſcendentibuſque & ſucceſſoribus Ducibus videbitur & placuerit ubique tenere, deferre & portare, teneri deferrique, ac portari facere valeatis cunctis temporibus futuris, ut per hoc inter nos ac ſucceſſores noſtros in Imperio, ac te tuoſque ſucceſſores, ac deſcendentes Duces monumentum & pignus amoris perpetuum vinculumque unionis maneat & perduret. Nolentes ſed potiùs diſtrictiùs inhibentes te tuoſque deſcendentes & ſucceſſores Duces Mediolani, ut ſupra in armorum ipſorum

(a) al. delatione.

(a) delatione per quempiam (b) cujuſvis dignitatis & auctoritatis exiſtat per tempora ſucceſſura quomodolibet impediri.

(b) al. cujuſcunque.

Gaude igitur Princeps, ei de impenſis tibi per Celſitudinem noſtram muneribus tuis proles exuliet. Lætare Dux, & Comes, quem Serenitas noſtra ſpeciali & ampla retributione prævenit, quam hoc uſque tibi Patri & Fratri tuis non conceſſit; operatio tamen tua

(c) al. &.

grato concordet cum nomine (c) ut auctore Deo conceſſis tibi per nos potiri valeas feliciter dignitatibus, ac etiam aſcendere ad majorem dignitatem. Et prædicta omnia & ſingula valere volumus, & obtinere effectualem roboris firmitatem, non obſtantibus quibuſcunque Legibus, Juribus, Conſtitutionibus, clauſulis derogatoriis, & aliis conceſſionibus, infeu-

(d) al. vel.

dationibus vel titulis per nos (d) & prædeceſſores noſtros in Imperio aliis factis, collatis vel conceſſis, vel aliquo prædictorum, per quæ vel per quos præſentibus non expreſſis, vel taliter inſerta effectus eorum impediri valeat quomodolibet, vel differri, etiam ſi talia forent de quibus oporteret ſuperiùs fieri narrationem & mentionem ſpecialem in præſentibus. Quibus omnibus & ſingulis, quoad ſublimationem, erectionem, conceſſionem, infeudationem & alia ſupra ſcripta de plena & abſoluta poteſtate, & ex certa ſcientia præſentibus derogare volumus, ac etiam derogamus ſupplentes omnem defectum ſolemnitatis

(e) al. alter.

omiſſi, ſi quis obſcuritate verborum, ſeu (e) alias quomodolibet repertus fuerit in præmiſſis. Jus tamen quod ex dictis Conceſſionibus, creationibus in feudo dictorum Ducatuum & Comitatuum habemus, nobis & ſucceſſoribus noſtris in Imperio ſalvum maneat, & illæſum. Nulli ergo hominum liceat hanc noſtræ ſublimationis, illuſtrationis, erectionis, creationis, decorationis, collationis, ſeu decreti paginam infringere, ſeu ei quovis modo contravenire. Si quis autem ſecus attemptare præſumpſerit, præter indignationem noſtram graviſſimam, pœnam centum marcharum purißimi auri toties, quoties contra factum fuerit, ſe noverit irremiſſibiliter incurſurum, quarum medietatem Regalis noſtri ærarii, ſeu fiſci, re-

(f) al. ſupraſcripti.

fiduam verò partem (f) ſupradicti Ducis, & hæredum, ac ſucceſſorum ſuorum uſibus decernimus applicari. In quorum teſtimonium præſentes fieri juſſimus & ſigillari, ac manuali noſtro chyrographo in teſtimonium munivimus. Actum & ſcriptum in Civitate noſtra Andverpienſi, (g) die Sanctæ Catharinæ virginis, anno Incarnationis Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo quinto. *Maximilianus.*

(g) al. die quinta Septembris 1494.

Voici ce qu'un Hiſtorien ajoûte aux Lettres d'inveſtiture que deſſus.

CÆterum multo magis mirabere edita expreſſius animi Cæſaris elogia quibus explicuit ille cauſam qua potius voluerit Ludovicum Sfortiam Mediolani Ducem conſtitui quam Joannem Galeas, atque ne quis ambigat, curavimus hic apponi, & litteras ſincero aſcribi calamo. Maximilianus Dei favente clementia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, ſc Hungariæ, &c. Quum Illuſtris Dominus Ludovicus Sforcia Vicecomes, &c. Qui per multos annos Ducatum Mediolani ſumma cum laude, & gloria gubernavit & adminiſtravit ſæpiùs, & cum magna inſtantia à Sereniſſimo præmortuo genitore noſtro, & à nobis humilliмis precibus requiſierit, ut privilegium hujuſmodi Ducatus Mediolani & Lombardiæ & Comitatus Papiæ Joanni Galeas ejus nepoti concedere vellemus. Tamen juſtis pluribus rationibus, & cauſis, & maximè quòd prætatus Jo. Galeas ipſum Ducatum ac Comitatum à populo Mediolanenſi recognovit et quod quidem fuit in maximum Imperii præjudicium, & quia eſt de conſuetudine Sacri Romani Imperii neminem inquam inveſtire de aliquo ſtatu ſibi ſubjecto, ſi eum de facto ſibi uſurpaverit, vel ab aliquo recognoverit: genitor noſter perpetuæ memoriæ Imperator Sereniſſimus, neque Electores conſentire voluerunt neque conſentirent quod talis Ducatus & Comitatus in eum conferretur: ſed ut Illuſtris Sfortiæ Familiæ rationem habuiſſe videretur, cujus egregia facinora & celebris victoriæ per univerſum penè orbem celebrantur, & quia idem Illuſtris Dominus Ludovicus in eo gubernando admodum ſapiens eſt, & valde idoneus eſt habitus, in maximum commodum ſubditorum, & non parvam Sacri Imperii commoditatem, utilitatem & ornamentum ei obtulimus privilegium in perſonam ſuam, ac filiorum, & ſucceſſorum ſuorum, & accedente Electorum conſenſu. Ei tanquàm bene merito conrulimus privilegium, & Inveſtituram Ducatus Mediolanenſis, & Lombardiæ, & Comitatus Papiæ, &c. prout in publico diplomate à nobis ſibi conceſſo continetur. In quorum teſtimonium præſentes fieri juſſimus, & noſtro ſigillo pendente muniri, & noſtra etiam propria manu ſubſcripſimus. Datæ in Terra noſtra Andverpiæ die octavo Octobris M. CCCC. XCIV. Regnorum noſtrorum ſcilicet Romani VIII. Hungariæ verò V.

ANS de J. C. 1495.

DLXIV.

Traité de Paix & de Commerce entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. A Boulogne le* 24. *Mai* 1497. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 394.

ANS de J. C. 1497. FRANCE ET ANGLETERRE.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ: univerſis præſentes literas inſpecturis, Salutem. Cùm pro ſedandis, pacificandis, atque penitus extinguendis quæſtionibus, controverſiis, ac litibus inter noſtros, ac Cariſſimi & Dilectiſſimi Fratris & Conſanguinei noſtri CAROLI, Fraocorum Regis, ſubditos motis ac movendis, ratione & ob cauſam damnorum, injuriarum, ſpoliationum, navium, captionum, deprædationum & gravaminum utrinque datorum, & factorum, ſimulque ad præcavendas, amputandas, reſcindendaſque in futurum marerias & occaſiones ſimilium injuriarum, damnorum, ſpoliationum, quædam dieta, ſeu conventio Bononiæ tenenda inter nos & Dominum Fratrem & Conſanguineum noſtrum ſtatuta fuiſſet: cùmque hanc ob cauſam nuper delegaviſſemus & commiſiſſemus dilectos & fideles Conſiliarios noſtros, Robertum Midelton, Legum, & Thomam Routhale, Decretorum Doctores, & Joannem Turberville, Militem, Oratores & Ambaſſiatores noſtros, cum mandatis ad hæc peragenda neceſſariis: qui quidem noſtri Oratores prænominari hunc ipſum ob finem Bononiam prædictam profecti, convenientes, cum Oratoribus præfati conſanguinei noſtri Francorum Regis, ab eo ſimile mandatum habentibus, viſiſque & perſpectis per utroſque Doctores

ANS de J.C 1497. ſimul plurimis libellis ſupplicatoriis hinc inde porrectis, materiæque coram eis propoſitæ multiplicitatem intuentes, quam in quatuor partes conſtituerunt, demandatum ſibi munus tam ſuper præteritis, quàm futuris negotiis, ita ſunt communiter executi, ut ex articulis ſubſcriptis patere poteſt, quorum tenorem his duximus incorporandum.

Imprimis, præfati oratores ſupplicationum coram eis porrectarum multiplicitatem intuentes, eas in quatuor genera diſtribuerunt.

Primum de his fuit, ſuper quibus coram aliis judicibus erat in cauſa concluſum lite ita inſtructa, ut nihil præter ſententiæ calculum deſiderare viderentur; has ſiquidem oratores, quantum in ipſis fuerat, definierunt, ac in ea parte ſuo officio fungentes terminaverunt.

Secundum genus querelarum fuit de ſpoliationibus, damnis & intereſſe, ſuper quibus lis nondum mota eſt coram aliquibus judicibus: ſuoeſt tamen actu materia, ac lis movenda ſperatur, quas, quoniam in præſenti dicti oratores, utpote cauſarum meritis non liquidatis, terminare non poſſunt, æquum viſum eſt per Principes debere deputari judices in civitatibus aut oppidis utriuſque regni, locorum, Terrarum & Dominiorum eorumdem portibus propioribus, aut in locis maritimis damnificatis commodioribus, in quibus tamen ſpoliatores, Piratæ, & turba navalis non dominentur; qui quidem judices lites coram eis movendas tam ſuper querelis jam natis & coram dictis oratoribus propoſitis, quàm ſuper quibuſcumque etiam jam natis, coram dictis judicibus proponendas infra certum competentem terminum, pro cauſarum & negotiorum qualitate brevem, annale tempus nullo modo excedentem, finali ſententia decidere præcipiantur, tam ſuper damnis & ſpoliationibus, quàm intereſſe partium; quorum judicum decreta, juſſus & ſententiæ, tam interlocutoriæ quàm definitivæ, incontinenti & indilatè per dictorum Principum officiarios, & ſi opus fuerit manu militari, executioni demandabuntur, omni penitus appellationis remedio ſublato, quantùm ad querelas jam ortas, ut præmiſſum eſt dumtaxat; aut ſi id Principibus videatur, præfati judices pacis tractatum inſequendo, ab ejuſdem pacis conſervatoribus conſtituantur. Licebit tamen parti condemnatæ, à tali ſententia ad ſuptemum Conſilium Principis, per viam ſupplicationis pro reformatione gravaminis per eam prætenſæ, recurrere, ubi infra ſex menſes; aut aliàs infra breviſſimum tempus ſecundum quod commodè fieri poterit, finali ſententia cauſæ hujuſmodi terminabuntur; prædicta tamen ſententia interi mcautione præſtita per partem quæ obtinebit ſecundùm formam juris executiom demandabitur.

Et quia difficile, aut prope impoſſibile erit ſpoliatorum perſonas apprehendere, au domicilia eorumdem cognoſcere, ſatis erit eos citari, ſive adjornari in portibus aut oppidis ſuo Principi ſubjectis, loco ubi damnum illatum eſt propioribus, per proclamma generale, præconis voce, perſonante tuba, & affixione querelæ, aut aliter ſecundùm modum & formam publici edicti in utroque Regno, Locis, Terris, & Dominiis eiſdem Principibus ſubditis & ſubjectis fieri ſoliti & conſueti: quæ quidem præconiſatio geminata, competenti intervallo non minùs quindecim dierum, vim peremptionis habebit; tenebunturque judices locorum, damnificatis poſtulantibus, illam facere fieri idoneè, & dare facere præconiſationis certificationem, quæ erit per omnia paris autoritatis, roboris, & effectus, ac ſi reus ſuper hoc perſonaliter citatus ſuiſſet.

Tertium vero genus precum erat de iis ſuper quibus proceſſus per appellationes in Curiis ſupremis pendent, de quibus idem legati cenſuerunt Principes (ſi tamen ipſis ita videbitur) ſtatuere debere certum etiam brevem terminum, ſemeſtre tempus non excedentem, infra quem dictæ lites, ſi in illis ſit in cauſa concluſum, dirimantur, & finali ſententia partibus inſtantibus terminentur. Quòd ſi in illis ſit minimè concluſum, ordinabuntur duo vel tres ſupremarum Curiarum Conſiliarii, qui partes audiant, lites diſcutiant, & inſtrui faciant, donec in cauſa ſit concluſum, cui rei etiam certus terminus, videlicet ſemeſtre tempus, ſtatuatur; & exinde intra alios ſex menſes per judices ſupremarum Curiarum finali marte terminentur: quod ſi factum non erit, ex tunc cauſæ illæ ad conſilia dictorum Principum evocabuntur, illic modo & tempore ſupradictis terminandæ. ANS de J.C. 1497.

Quartum genus ſupplicationum fuit ſuper ſpoliationibus, damnis, injuriis, & intereſſe, de quibus lites perdent coram judicibus inferioribus, quas damnificati conqueruntur in ſuum diſpendium ſupra modum prolatas, deſperantes etiam ullum unquam finem imponi propter appellationem & aliorum incidentium multiplicitates: viſum itaque eſt eiſdem legatis Principes ſua autoritate debere illas evocare, & ad judices in locis maritimis conſtituendos, ſi tamen hoc actores deſideraverint, cum proceſſibus remittere, qui procedere habeant, forma & modo ſupradictis; præcipiatorque dictis judicibus inferioribus ſub pœna marcarum argenti fiſco regio applicandarum, quod proceſſus coram eis habitos & factos ad partium requiſitionem incontinenti tranſmittant ad dictos judices in locis maritimis deputandos, nec ſe quovis modo in ea parte difficiles reddant; & nihilominus ſi forte in his cauſis judices ipſi poſtea proceſſerint, coram invalidus & irritus ſit proceſſus.

Et quia opus eſt utriuſque Principis ſubditos alteri preces & libellos ſupplicatorios porrigere, ut inde teſcripta principalia obtineant: viſum eſt pro commoditate ſubditorum in utriuſque Regis Conſilio certos conſiliarios deputari, ad quos utriuſque Regis ſubditi ſciant ſe in promptu aditum habere poſſe, & à quibus ſollicitatores de beneplacito Principis poſſint certiores reddi.

Item. Quoniam damnificati conqueruntur in alterius Principis Regno, Locis, Terris, & Dominiis, ſe parum rutos, dum jus ſuum proſequuntur, curabunt legati quòd litigatoribus autoritate regia per ipſos judices in portibus ſive locis maritimis deputandos plena detur ſecuritas.

Et quia diverſæ porrectæ ſunt querelæ ſuper ſpoliis & depræda tionibus in terra contra amicitiam & pacem antehac perpetratis & commiſſis, provideatur quòd ipſi judices peræque & pari modo cognoſcere & determinare valeant de eiſdem ſpoliis, ſicut cognoſcere & ſententiare poſſent de ſpoliis antehac in mari commiſſis.

Et ut impoſterum latrociniis piraticis obvietur, ac ſincera pax, firma, inviolataque amicitia inter eoſdem Principes, eorumque ſubditos jugiter perſeveret, cautum proſpectumque eſt per utriuſque Principis oratores pro futuris, ut ſequitur.

Imprimis, quandocumque aliqua navis indigena exitura eſt ab aliquo portu Regnorum Franciæ ſive Angliæ terrarum, locorum, aut Dominiorum eiſdem ſubditorum, Admiraldus, Viceadmiraldus, ſeu eorum vicegerentes talis portus, oppidi, villæ, aut civitatis unde exitura eſt, capient idoneam cautionem à Dominis, Capitaneis, exercitoribus, præfectis, magiſtris, ſeu burſariis navis hujuſmodi, ad valorem navis apparatûs, & victualium ejuſdem, quòd exercitor, magiſter, marinarii, & nautæ, ac omnes in ea navi exiſtentes, ſervabunt pacem erga quoſcumque ſubditos alterius Principis, & nullam eiſdem injuriam & damnum ſeu violentiam in terra, mari, aquiſve dulcibus, aut in portu aliquo, facient, inferent, aut inferri procurabunt.

Præterea præfecti, magiſtri, exercitores, & cæteri præeminentiam in navi habentes, non ſuſcipient aliquos vectores, nautas, aut viros Militares, niſi

prius

ANS de J. C. 1497.

prius illos ſiſterint & exhibuerint coram Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum vices ſeu officia gerentibus, qui illorum nomina in publico regiſtro ſuper eo conficiendo ſcribi facient.

Et antequam navis hujuſmodi portum egredi permittatur, omnes ibi exiſtentes, & qui profecturi in ea ſunt, jurabunt ſolemniter coram dicto Domino Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum viceſgerentibus, quòd in expeditione illa io quam profecturi ſunt, navigando, eundo, ſtando, aut redeundo, nullum damnum, vim, injuriam facient, inferent, aut inferri procurabunt alterius Regis ſubditis, Terris, aut Dominiis, ſive per terram, mare, aut aquas dulces.

Simili quoque juramento ſolemniter præſtando promittent, quòd de qualibet præda, captura, manubiis ſive ſpolis, adducent duos aut tres viros in capta navi præcipuum locum obtinentes, ut magiſtrum, ſubmagiſtrum, patronum, aut hujuſmodi conditionis, quos Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum officiariis, exhibebunt, ut per eoſdem, aut eorum alterum debitè examinetur, ubi, ſuper quibus, & qualiter navia, ſive bona capta ſint, nec facient, aut fieri permittent aliquas prædarum, ſpoliorum, mercium, aut bonorum per eos capiendorum diviſiones, partitiones, traditiones, permutationes, alienationeſve, priuſquam ſe viros captos, bona & merces integrè Dominis Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum viceſgerentibus repræſentaverint, qui de illis diſponi, ſi æquum putabunt, permittent, aliàs nihil hujuſmodi permiſſuri.

Item. Jurabunt, quòd poſtquam reverſi fuerint, ſive appulerint aliquem portum dicti regni unde exierint, cum ſuis navibus apparatibus & ſpoliis, ſi quæ capturi ſint, incontinenti & indilate iidem reddent certiores Admiraldum, Viceadmiraldum, ſeu eorum officiarios illius portus à quo egreſſi ſunt, de eorum præda, ſpoliis, mercibus, & bonis, ſine quorum vel alterius eorum officiariorum decreto & permiſſione non permittentur aliquid ex mercibus transferre, permutare, vendere, vel alienare.

Ad quæ implenda & integre obſervanda dictus capitaneus, magiſter, ſubmagiſter, burſarii, ſocii, & alii præeminentiam in navi habentes, ſe obligabunt, ſatisdabunt, & fidejubebunt per corpora & bona, unus pro aliis omnibus, qui unà profecturi in navi ſunt.

De quibus ſecuritatibus & cautionibus confici facient publicum inſtrumentum, quod Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum officiariis, tradent, ac ſimile ab iis capient, ut quocumque delati fuerint, inde abire libere permittantur.

Item. Teneburtur dicti capitanei, magiſtri, ſubmagiſtri, exercitores, ſocii, burſarii, & alii præeminentiam in navi habentes tradere cautionem idoneam de his inviolabiliter obſervandis, oſque ad æſtimationem navis, apparatus, & victualium, aliàs, & niſi omnia præmiſſa impleantur, non permittetur illa navis abire.

Inſuper edicto publico interdicetur ſub pœnis incarcerationis corporum, & confiſcationis bonorum, mercatoribus, aut aliis cujuſcumqoe ſtatus, conditioniſve exiſtant, ne emant, dono, permutatione, aut alio quovis titulo ſeu colore, accipiant, celent, occoltent, teneant, receptent, aut hujuſmodi fieri procurent, aut permittant merces aut bona depræda-ta quæcumque abducta mari, antequam Admiraldus, Viceadmiraldus, aut eorum viceſgerentes, declaraverint prædam & capturam juſtas, juſti & legitimi lucri eſſe.

Item. Præfati Admiraldus, Viceadmiraldus, & eorum viceſgerentes, teneantur infra quadraginta dies, à die requiſitionis ſibi factæ per partem damnificantem, computandos, exequi prædictam obligationem, poſtquam de hujuſmodi ſpolio ſibi conſtiterit contra Dominum, poſſeſſorem, magiſtrum, exercitorem, ſeu Commiſſarium navis, & eorum fidejuſſores, qui tale damnum intulerint. ANS de J. C. 1497.

Quod ſi compertum ſit, prædam ab alterius regis ſubditis, Terris, Regnis, ſive Dominiis abductam & ablatam, cauſa ſummariè ſine ſtrepito & figura judicii diſcutietur indilatè, bona capta & intereſſe reſtitui ſpoliatis jubebuntur, atque ſententia, quæ per Admiraldum, Viceadmiraldum, ſeu eorum viceſgerentes, tam contra Capitaneos illos, magiſtros, ſocios ſive burſarios, & alios præeminentiam in navi habentes, feretur, quin etiam, contra fidejuſſores, juxta tenorem obligationum in ea parte præſtitarum, & per Admiraldum, Viceadmiraldum, vel eorum officiarios receptarum, incontinenti per eoſdem judices, ſive eorum alterum, demandabitur executioni: & ſi ab interlocutoris dictorum judicum partes appellare contigerit, nihilominus ſuper principale uſque ad ſententiam definitivam inclusivè, appellationibus illis non obſtantibus, procedere poterunt. Sed ſi ſententia ſuper bonorum reſtitutione ſeu principali feratur, illa executioni demandabitur, tractatum pacis inſequendo, appellationibus etiam quibuſcumque non obſtantibus. Poterit tamen ſupplicari ad Conſilia Principum modo ſupradicto, ſcilicet cautione præſtita ab ea parte, contra quam ſupplicabitur de bonis captis reſtituendis in eventum contrariæ ſententiæ, & à parte ſupplicante, de expenſis, damnis, & intereſſe, ſi in cauſa ſuccumbant. In quibus quidem Conſiliis, ſicut ſupra cautum eſt, cauſa infra ſex menſes, aut aliud breviſſimum tempus, terminabitur.

Item. Quòd judicibus ſupremarum curiarum præcipiatur, ne inhibeant aut alio quovis modo ſe intromittant in his cauſis maritimis, etiamſi ad eos appelletur per alteram partium de dictis judicibus, inferioribus, vel maritimis.

Item. Provideatur per litteras regias ad Admiraldum, Viceadmiraldum, & eorum viceſgerentes taliter, quòd ipſi omnia & ſingula præmiſſa obſervent, & obſervari faciant, publicabuntuique ſuper his Principum decreta in portubus & locis maritimis utriuſque regni.

Et ne res diotius in diſpendium ſubditorum pendeat, æquum viſum eſt, ut prædicti Principes expedire faciant litteras ſuas patentes, quas reddendas curabunt, videlicet Chriſtianiſſimus Francorum Rex, Boloniæ; Illuſtriſſimus vero Rex Angliæ, Caleſiæ, prima Octobris, quibus ſe omnia & ſingula præſcripta, capitulata, rata & grata habere ſignificabunt, unà cum nominibus judicum, & deſignationibus locorum conſtituendorum.

Quod ſi articulos prædictos in totum aut partem confirmare voluerint, certiores ſe invicem infra octavam Septembris proxime inſequentis propriis litteris & nuntiis efficient. Acta hæc fuerunt Boloniæ, per dictorum Principum legatos. In cujus rei teſtimonium ſigna & nomina ſubſcripſerunt & appoſuerunt die 24. Maji, anno Domini 1497. Sic ſignatum; FF. de Crequy. J. Bâtard de Candone. G de Sandouville. N. de Soms. Robertus Midelton. Thomas Routhale. Joannes Turberville, miles.

Hinc eſt quòd nos accuratè, viſis & diligenter ponderatis dictis articulis, illorumque tenore attento, dictorum oratorum diligentiam, fidem ſimul & prudentiam comprobantes, cupientes ſummopere euique quod ſuum eſt reddi, & ſecuritatem omnibus hominibus, maxime autem noſtris, & dicti fratris & conſanguinei noſtri Francorum Regis ſubditis, præſtari, his & aliis cauſis ad hoc nos juſte moventibus, habita ſuper hoc Conſilii matura deliberatione, articulos ſuperiùs incorporatos, ac omnia & ſingula in eis, & quolibet ipſorum, contenta, deciſa, geſta, proviſa, & deliberata, ratos & gratos, rataque & grata habentes, de noſtra ſcientia, plena potentia, & autori-

ANS de J. C. 1497.

tate regia, comprobamus, firmaque facimus, ac volumus & decernimus in verbo regis, roboris firmitatem perpetuò habituras & habitura. Quocirca dilectis & fidelibus conſiliariis noſtris, gentibus Magni Conſilii ac Concellariæ noſtræ, necnon Juſtitiæ tam de Banco noſtro, quàm ad communia placita deputatis, Baronibus Scaciarii noſtri Weſtmonaſterienſis, Admiraldo & Viceadmiraldo Angliæ, ac univerſis Majoribus, Ballivis, Senechallis, Præpoſitis, & judicibus, cæteriſque Juſticiariis noſtris, aut eorum loca tenentibus præſentibus & futuris, & cuilibet ipſorum tenore, & præſertim damus in mandatis, quatenus articulos præinſertos & omnia & ſingula in eis contenta teneant, obſervent, & impleant, tenerique & impleri & inviolabiliter obſervari faciant, & ſecundum ea decidant atque determinent de querelis, litibus, & controverſiis, de quibus inibi fit mentio, compellendos ad hoc compellendo omnibus viis & modis juridicis, non obſtantibus quibuſcumque legibus, ordinationibus regiis, ſtatutis, oppoſitionibus, appellationibus, conſuetudinibus, & ſtilis in contrarium facientibus. Et inſuper volumus, quòd tranſumpto ſeu *vidimus* præſentium litterarum ſub ſigillo regio confecto, fides indubia adhibeatur. In cujus rei teſtimonium magnum ſigillum noſtrum litteris præſentibus duximus apponendum. Datum apud Weſtmonaſterium, quinto-decimo die Januarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo-ſeptimo, & regni noſtri tertio-decimo.

ANS de J. C. 1497.

leurs affaires, & le fidel regard, qu'ils ont en les uns ſur les autres de tout temps, juſques à preſent; En quoy deſirant perſeverer, & pour le bien de nos Pays & Subjects augmenter & continuer une telle amitié; avons accordé, dreſſé & conclud par enſemble cette perpetuelle bonne amitié & confederation, accordons, dreſſons & concluons publicquement par ces preſentes Lettres pour nous & tous nos perpetuels Succeſſeurs en la maniere comme cy apres de mot à autre eſcrit eſt, & eſt telle.

2. Premierement, que les dictes deux parties en tous leurs affaires & negotiations ſe devront aſſeurer des uns les autres, de toute amitié, faveur & advancement, & avoir un fidel ſoin les uns ſur les autres, auſſi ne pourra l'une des dictes parties aſſaillir, dommager, courir ſus, ny faſcher aucuns des ſujets de la dicte partie, en ſes Terres, Pays & Chaſteaux ou Villes. Et ſi quelques uns quels qu'ils pourroient eſtre, entreprinſent telles choſes, il y ſera en toute diligence pourveu, & remedié, pour l'empecher.

3. Secondement, que les dictes deux parties d'eux meſmes * courir ſus, aſſaillir ny endommager ny permettre à aucune de le leur faire; ains ſe contentera une chaſcune partie de la juſtice; ainſi que cy apres purement ſera declaré & nommement au cas, que les dicts ſept Cantons des Ligues en general ou aucun Canton particulierement contre & envers les dicts Griſons ou aucunes de leurs Communes particulierement, ou enſemblement ou que les dicts Griſons generalement ou particulierement euſſent action ou querelle, dont amiablement ne ſe pourront accorder, faudra pour demander & avoir le droict & la juſtice venir au Val Euſtal, là ou dedans un mois, ſi requis il eſt, ſeront eſleus & choiſis deux hommes, non ſuſpects, pour juges & Deputez en la juſtice; leſquels corporellement ſeront ſerment à Dieu & aux Saincts * telles cauſes & differends, qu'ils ne pourront accorder amiablement, ce que toutes fois au commencement ils debvront eſſaier promptement & briefvement, apres avoir ouy les tiltres des deux parties, qu'ils voudront mettre en avant, par leur dict ſerment vuider & juger par la juſtice. Et ce que auſſi par la juſtice des dicts quatre juges ou la pluſpart d'entr'eux ſera cogneu & ſentencié, ſeront les deux parties tenues le garder, tenir & accomplir ſans aucune excuſe, retardement ny appellation quelconque, mais ſi les dicts quatre eſtoient en leurs jugemens d'opinions contraires, l'acteur eſtira & choiſira un ſuperarbitre dans les Terres & Païs de la reſidence du deffendeur, qui ſoit homme de bien, & non ſuſpect, lequel s'obligera auſſi comme deſſus & par ſon ſerment; & luy ſera mis entre les mains tout le procez & les ſentences; ſera auſſi tenu par ſon dict ſerment de donner ſa voix aux uns des dicts juges, ainſi que par la raiſon & droict il cognoiſtra le mieux, dedans un mois apres; & là ou il baillera ſa voix cognoiſſant eſtre le plus juſte & equitable ſera pareillement par les dictes deux parties enſuivi, ſans aucun contredict ny appellations quelconques, comme dict eſt. Et ſi aucuns particuliers des dictes deux parties avoient ou pourroient avoir par cy aprés action ou demande les uns envers les autres, l'acteur ſera tenu pourſuivre le deffendeur au lieu de ſa reſidence & pardevant la juſtice de ſa Souveraineté dudict deffendeur, de laquelle juſtice il debvra ſe contenter ſi non que juſtice en tela lieux fuſt à aucuns ouvertement refuſée, & qu'il demeuraſt ſans juſtice, & que cela fuſt tout evident & manifeſté, alors icelluy pourra chercher ſon bon droict ailleurs comme la raiſon le veut.

4. Nul de ceux qui ſont compris en cette Alliance ne pourront & ne debvrons arreſter, gaiger, ou faire arreſter, perſonne que ſes vrays debiteurs, qui publicquement luy confeſſerons le debte, ou les pleiges & fiances qui luy auroient faict promeſſe.

5. Les dictes parties promettront l'une à l'autre laiſſer

DLXV.

ANS de J. C. 1497. Les Suiſſes, et les Griſons.

Traité d'Alliance & de Confédération perpetuelle entre les ſept Cantons de ZURICH, LUCERNE, URY, SCHWITZ, UNDERWALDEN. ZUG, *&* GLARIS *d'une part, & les* GRISONS *d'autre, fait le Mecredi avant la S. Jean, l'an* 1497. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 476.

AU nom de Dieu Amen. Comme il ſoit, que par la tranſgreſſion du premier homme, par les longues années & changement de temps, l'entendement & la memoire ſe perdent; dont eſt de beſoin pour inſtruction & perpetuelle memoire à ceux, qui ſuccedent aprés nous, leur aſſeurer par eſcrit les choſes, qui doivent durer longuement. Pour cette cauſe nous les Bourgemeiſtre, L'Advoyer, Ammanz, Conſeillers, Bourgeois; Paiſans & Communeautez de ZURICH, LUCERNE, URI, SCHUITZ, UNDERWALDEN, deſſus & deſſoubs le Bois, ZUG, avec les offices forains, & de GLARIS nommement les ſept Cantons des Ligues d'une part: Et nous les Ammans & Communautez des * Offences, Bailly & Communauté de (*a*) Luguts; Amand & Communauté du (*b*) Verſux; Amand & Communauté de (*c*) Walteſſeburg; Amand & Communauté de Fayen deſſus le bois; Amand & Communauté de (*d*) Flumba; Amand & Communauté de (*e*) Schloys; Amand & Communauté de (*f*) Treſmes; Amand & Communauté de Heinzenberg, (*g*) Tuſſis & Caix; Amand & Communauté de (*h*) Stanne; Amand & Communauté de (*i*) Reymald; Amand & Communauté de (*k*) Maſoc & (*l*) Raffles; Amand & Communauté de Safien; Amand & Communauté de (*m*) Stopmen; Amand & Communauté de Flaſſe tous en General en la Ligue Griſe du hault Païs des GRISONS d'autre part, faiſons ſçavoir & certifions à tous & un chaſcun, qui au temps advenir verront lire & orront lire ces preſentes Lettres, que avons mis en grande deliberation & conſideration, l'amitié, affection & fidelité, que nos Predeceſſeurs de bonne Memoire ont tousjours eus par enſemble en toutes

(*a*) al. Lugnitz.
(*b*) Overſaa.
(*c*) Waltenſpurg.
(*d*) Flembt.
(*e*) Schloewys.
(*f*) Treſmes.
(*g*) Toſanna.
(*h*) Tanmus.
(*i*) Rhinwal.
(*k*) Maſoc.
(*l*) Ruffidée.
(*m*) Schopine.

ANS de J. C. 1497.

laiſſer aller & venir par leurs Villes, Chaſteaux, Terres & Seigneuries, toutes marchandiſes vendables ſelon la neceſſité; * toutefois non plus avant, que dedans leurs Terres, & pour leur ſeul voyage, ſans le mener plus outre: & des deux coſtez ſeront les chemins publics ouverts & libres aux parties, ſans aucunes impoſitions de nouveaux peages ny autres innovations, ains en uſeront comme du paſſé.

6. Il a auſſi eſté dict & adviſé, advenant que aucuns des dictes parties au temps advenir ſe voulut joindre & aller plus amplement avec Seigneurs, Villes & Pays, que ce pourra faire moyennant, que ce ſoit ſans prejudice de cette Alliance, laquelle doit touſjours eſtre preferée.

7. Si l'une de deſſus dictes deux parties avoient guerres avec aucuns, ne pourra prendre ne accepter Paix ou Trefves, que l'autre partie n'y ſoit auſſi comprinſe.

8. Nous les deſſus dicts ſept Cantons des Ligues, & nous la dicta Ligue Griſe du hault Pays des Griſons, avons en general, & un chaſcun particulierement, reſervé, & reſervons en cette perpetuelle Alliance, en premier lieu le Saint Siege de Rome, le Sainct Empire Romain, & toutes les confederations, obligations anciennes & intelligences que devant la datte des preſentes nous aurions accordé & conclud, avec qui que ce pourroit eſtre.

9. Nous les deſſus deux parties avons auſſi expreſſement reſervé & conclud, ſi par cy apres toſt ou tard, pour le bien de nous tous fuſſions tous d'un commun advis d'augmenter, changer ou diminuer quelque choſe en cette Alliance, que le pourrons bien faire ſelon noſtre volonté; toutes ſoia fera cette preſente perpetuelle Alliance & Confederation par nous les dictes deux parties pour nous, & tous nos Succeſſeurs perpetuellement fidelement & inviolablement gardée, obſervée & entretenue, tous dols exceptez.

10. Et pour ferme & perpetualle corroboration de toutes les choſes cy deſſus eſcrites, nous les dicts Ailiez des ſept Cantons, à ſçavoir de Zorich, Luceme, Ury, Schuix, Underwalden deſſus & deſſoubs le bois, Zug avec les offices foraius, & de Glaris; avons faict pendre les ſeaux de nos Villes & Pays publiquement à ces preſantes deux Lettres; & nous les Amans & Communautez de toutes les juſtices de la dicte Ligue du haut Pays des Griſons avons prié & requis en forme de recommandation les cy aprés nommez d'auſſi faire mettre & faire pendre leurs ſceaux à ces preſentes Lettres poor toutas les Communes, & aucun de nous les deſſus dictes Ligues Griſes, generalement de tous les Pays de Griſons pour expreſſement nous obliger en tout ce que deſſus, à ſçavoir, Hans Brunold juge du Pays &c. avec les ſceaux de leurs Communes; & furent faictes le Mercredy devant la Sainct Jean l'an courant aprés la nativité de noſtre Seigneur Jeſus-Chriſt, mil quatre cens quatre-vingts-dix-ſept.

DLXVI.

ANS de J. C. 1498. FRANCE ET DANEMARC.

Traité de Paix & d'Alliance entre le Roi de France, LOUIS XII. *&* JEAN *Roi de Danemarc & de Suède, par la Médiation de Jâques, Roi d'Ecoſſe. Fait le* 8. *Juillet* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 399.

JOANNES, Dei gratiâ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Rex, Dux Sleſvicenſis, ac Holſatiæ, Stormariæ, & Ditmarſiæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorſt, univerſis præſentes literas inſpecturis, ſalutem & ſinceram dilectionem. Cùm per patentes noſtras litteras in caſtro noſtro Regio Korſſoor, die octavâ Julii, anno nativitatis Chriſti, milleſimo quadringenteſimo nonageſimo octavo datas, quarum copia infrà præſentibus reperitur inſerta, io Illuſtriſſimum & Potentiſſimum Dominum, Dominum Jacobum, Scotorum Regem, oepotem, & confœderatum noſtrum cariſſimum, compromiſerimus, pro confœderatione ſolidâ, amicitiâ, ligâque perpetuâ, inter Excellentiſſimum, Potentiſſimum, & Invictiſſimum Principem, conſanguineum noſtrum LUDOVICUM, eadam gratiâ Francorum, Siciliæ, & Jeruſalem Regem, ac Mediolani Ducem, &c. & nos tractandâ, deliberandâ, & concludendâ, taliter quòd ejus ſubditi, & noſtri, ut boni & veri amici, confœderati, in illius, & noſtris Regnis, Terris, & Dominiis, ſimul & viciſſim tutò mercarentur, merceſque tranſvehere, & omnes actus Mercatorios, & alios debitos exercere, gerere, & per aquas & terras frequentare ſecuiè & pacificè, ſemotis hinc indè omnibus impedimentis & nocumentis, valerent, atque poſſent. Qui dictus Sereniſſimus Rex Scotorum, nepos noſter, & confœderatus cariſſimus, noſtro nomine, & pro nobia, cum nobili, & ſtrenuo milite, Domino Vedaſto Afflech, Commiſſario, & Conſiliario, ac Magiſtro Hoſpitii Excellentiſſimi, Potentiſſimi, & Inviciſſimi Principis Ludovici, Francorum Regis, conſanguinei noſtri prædicti, ad hoc cum omnimoda poteſtate per eum ſpecialiter delegato, & deputato, tenorem & effectum litterarum, quæ ſequuntur, tractavit, & concluſit.

JACOBUS, Dei gratiâ Rex Scotorum, univerſis & ſingulis ad quorum notitias præſentes litteræ pervenerint, cunctiſque qui ſe Chriſtianos profitentur, eaſdem litteras inſpecturis, in nomine Salvatoris pacem & dilectionem. Divinis imbuti præceptis, ſacriſque ejus eloquiis penitòs adhærentes, credimus caritatis vinculum, fraterniatis fœdus, dilectionis & unionis augmenta ſingulis, qoi ſub Chriſtiana profeſſione ſtudia ducunt, & quàm maximè Regibus & Principibus, qui regnis & populis quàm plurimis præſunt, ad tranquillitatem vitæ, gloriamque perennem quàm neceſſaria & commodiſſima fore. In iis enim omnis perfectionis plenitudo, Regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, perpetuaque ſucceſſio, ac ſpes æterni regni, ſtabilis etiam amicitiæ columna conſiſtunt; per hæc Reges Imperant, dominantur Principes, & unitate Spiritus, ſiocera & perpetua cum eis generatur dilectio, ſtabiliuntur & firmantur Imperia, Eccleſiæ pax, & Sanctæ Religionis augmentum, & quies ſubditorum ſoventur; auctor etiam ipſe pacis noo niſi pacis tempore ritè coli poteſt. Ipſâ namque omnium virtutum imperatrice, ſimultates, diſcordiæ, odia externa, rapinæ, diſſenſiones, & Chriſtiani ſanguinis effuſio, & innumerabiles hominum ſtrages evitantur, conculcantur & ſpernuntur. Nos perpenſius animo noſtro volventes, quàm ſalubre, quàm decorum, utile, ac ſalutiferum omnibus tam Regibus, quàm Principibus & ſubditis, ſemper extiterit in unitatis amore vinculum caritatis, pacis, & veræ amicitiæ inviolabiliter ſemper obſervare, quod ſuæ virtutis efficaciâ Regum corda ſolidè ad invicem perpetuò conjongit, & annectit, eo modo ut ſemel perfectè & integrè conjuncta ab invicem ſeparari, aut disjungi non ſinat, nec in mutui auxilii, roboris & virium contributione deficere. Hinc eſt quòd hojus Sanctæ Pacis, & divioæ caritatis amicitiam, dulceſque ejus fructus memoriâ recenſentes, ad Excellentiſſimos, Potentiſſimos, & invictiſſimos Principes, fratres, & confœderatos noſtros, Illuſtriſſimum virum Ludovicum, Regem Franciæ, conſanguineum noſtrum, & Sereniſſimum avunculum noſtrum Joannem, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Regem, &c. mentem & animum noſtrum convertimus,

ANS de J. C. 1498.

mus, coſque noſtris ſcriptis, nuntiis, & oratoribus, requeſtis, & interceſſionibus, ac noſtri amoris intuitu perſuaſimus, hortati ſumus, & quantùm potuimus induximus, ut ipſi inter ſe, & Regna ſua, Dominia, & ſubditos, pro ſe, ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus, Pacem, caritatem, unionem, & veram amicitiam perpetuis temporibus contraherent, inducrent, & veſtirent. Ipſi verò Potentiſſimi, & Excellentiſſimi memorati Principes, divini amoris nomine & medio, juſtiſque petitionibus, votis, & deſideriis, ad hanc rem inducti, perſuaſi, & inclinati, ac pro pace, & tranquillitate ſuorum Regnorum, & ſubditorum impoſterum habendâ & conſervandâ, in noſtram perſonam Regiam, tanquàm in conſanguineum, fratrem, confœderatum, & amborum communem amicum, ſuis ſcriptis & nuntiis pro perpetua pace inter eos ineunda, compactanda, & firmanda compromiſerunt, & ſe, hæredes & ſucceſſores ſuos obligarunt, prout in eorum commiſſionibus ſubſcriptis pleniùs continetur. Nos verò attendentes quàm plurima commoda, utilitates, & ineffabilia memorantes beneficia, quæ ex Pace, unione, & amicitia tantorum Principum ab invicem, Regnis, amicis, & ſubditis, futuris temporibus emergere, contingere, & evenire poterunt, triplicemque funem ſolidè compactatum non facilè rumpi poſſe, pro parte Illuſtriſſimi & Cariſſimi avunculi noſtri præfati, Joannis, Regis Daciæ, vigore ſuæ commiſſionis ſubſcriptæ nobis commiſſæ, ex una, ac nobilis, & ſtrenuus miles Vedaſtus Afflech, Commiſſarius & Conſiliarius, ac Magiſter Hoſpitii Excellentiſſimi & Invictiſſimi Principis, Ludovici Francorum Regis, conſanguinei noſtri prædicti, virtute etiam commiſſionis ſibi commiſſæ, ab alia, partibus, quoad Pacem, amicitiam & unionem perpetuam inter memoratos Principes, eorum Regna & ſubditos appunctuavimus, tractavimus, convenimus, & concluſimus, appunctuamus, tractamus, convenimus, concordamus & concludimus, nos cum eo, & ipſe nobiſcum, nominibus Principum prædictorum, in modum & formam ſubſequentem.

Imprimis videlicet, quòd præſcripti Excellentiſſimi & Potentiſſimi Reges & Principes inter ſe, & quantum in eis eſt, pro ſe, hæredibus, ſucceſſoribus, ligeis & ſubditis ſuis, firmam Pacem, veram concordiam, amicitiam, unionem, & tranquillitatem ab iſto tempore in futurum perpetuam firmiter & inviolabiliter habebunt & obſervabunt, ac inter eorum Inclitiſſima Regna Franciæ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, inter Terras, Patrias, & omnia Dominia eorumdem, eiſdemque Regnis annexa, ac ſub eorum obedientia & fide nunc & in futurum exiſtentia, aliaque loca ſua quæcumque, tam per Terras, quam per maria, & omnes aquas dulces, per ſuos armatos, cives, mercatores, ligeos, & ſubditos, hujuſmodi Pacem, amicitiam, concordiam, & unionem in perpetuum obſervari & cuſtodiri facient, & cauſabunt cum liberis ligeorum, ſubditorum, & mercatorum ad invicem communicatione, & mercium intercurſu, ac cum libero introitu & exitu ligeorum, ſubditorum, & mercatorum Regni, Regnorum & Dominiorum unius Principis prædicti, in Regnum, Regna, ac Dominia alterius, cum libera quiete & morâ, ſubditorum navibus & mercibus, rebuſque aliis quibuſcumque, abſque literis ſalvi conductus, aut reſpectuationis, quibuſcumque, pro ſe, navibus, & rebus omnibus habitis & habendis, ſic tamen quòd mercatores Regni & Dominii unius, conſuetas, & conſueta onera, & debita Regibus, & Dominis alterius Regni, & Dominii ubi applicuerint, perſolvent, & ſatisfacient. Quam quidem Pacem, amicitiam, concordiam, & unionem inter ſe, ſua Regna, Dominia, Patrias, Terras & loca quæcumque, ſuoſque ligeos & ſubditos, pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, ut ſuprà dictum eſt, prædicti Excellentiſſimi Principes, ſuis magnis, ANS de J. C. 1498.

ſine fraude & dolo, firmabunt & corroborabunt ſacramentis, ſuaſque per literas ſuper præmiſſa, ratificatorias & confirmatorias hinc indè, prout opus fuerit, ſub eorum magnis ſigillis & ſubſcriptionibus manualibus ratificabunt, & confirmabunt. Tenor commiſſionis ſequitur.

JOANNES, Dei gratiâ Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Rex, Dux Sleſvicenſis, ac Holſatiæ, Stormariæ, & Ditmarſiæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorſt, Excellentiſſimo Principi, & Domino Domino Jacobo Scotorum Regi, nepoti & Fratri noſtro Conſederatiſſimo, ſalutem plurimam, & ad vota totius felicitatis proſpera incrementa. Potentiſſime Princeps, nepos Cariſſime, quia pax cum hominibus eſt habenda, quæ ſuâ virtute guerras exterminat & elidit, odia præſcindit & jurgia, ac conciliat Diſcordes. Exindè occaſione ſuſcepta, pari modo naturalis caritatis quâ nobis Veſtra Regia Majeſtas non immeritò cenſetur affecta, ſacrâque admonitione edocti, animos noſtros Regios ſic duximus maturandos. Quoniam inter felicitiſſimæ recordationis Potentiſſimum Principem, Dominum Chriſtiernum, progenitorem noſtrum, Daciæ, &c. ac Chriſtianiſſimos bonæ memoriæ Francorum Reges reſpectivè, confœderatio ſolida, amicitiaque perpetua mediis ſacris inita & contracta, ſuis hinc inde tempeſtatibus inconcuſſa ſunt, & irrefragabiliter obſervata. Sed quia tempora, uti fieri aſſolet, immutantur, & ſtatuta quæ nimirum geruntur in tempore, perſæpiùs innovantur, unde execrabilis quoſdam de Francia incolas ambitio incitavit, ut noſtrorum Regnorum ſubjectis plurima abſque eorum demeritis diſpendia irrogarent. Sed hujuſmodi inſolentias, æquitatis libra, ac juſtiſſimæ rationis limâ permoti, impellebamur vi & potentiâ propulſare. Conſiderantes equidem quòd ſubditi diſſidiis corroduntur, Regnaque, ac Regnorum cultores, Pacis & ſecuritatis præſidio ac commodis eventibus proſperantur. De ſolerti igitur Veſtræ Inclitiſſimæ Majeſtatis prudentiâ pleniſſimè confidentes, noſtro, noſtrorumque Regnorum, & incolarum nominibus, cum Oratoribus Chriſtianiſſimi Principis Domini Ludovici, Francorum Regis Sereniſſimi, pleno & ſufficienti ad hoc mandato ſuffultis, paciſcendi, laudandi, arbitrandi, amicandi, confœderationes perpetuas, amicitias ſolidas, fraternitates irrefragabiles, ligas, & ſecuritates perpetuò valituras faciendi, contractandi, ineundi, approbandi, & emologandi, damna damnis, injurias injuriis, ſpolia ſpoliis, aliiſque gravaminibus gravamina deſalcando, & pro ſuo recompenſando arbitrio voluntatis, perfectum, plenum, & irrevocabile, ſpeciale, & generale mandatum damus, & concedimus per præſentes. Alioquin in annum, ſeu annos aliquot firmas & inconcuſſas treugas noſtro, noſtrorumve Regnorum & incolarum, ut præfertur, nominibus, cum eodem Principe Chriſtianiſſimo, ſuiſque Regnis, & incolis conſtituendi, celebrandi, firmandi, & tevalidandi Pacem, vobis memorato Principi, Illuſtriſſimo Scotorum Regi, nepoti noſtro amantiſſimo, conferimus facultatem, omniaque alia & ſingula faciendi, exercendi, & expediendi, quæ circa præmiſſas confœderationes, amicitias, fraternitates, ſeu treugas neceſſaria fuerint, ſeu quomodolibet opportuna, quæ nos ipſi in præmiſſis agere & firmare poſſemus, ſi nos ipſos contractui perſonaliter contingeret intereſſe. Fide validiſſima promittentes, nos totum id & quidquid per Veſtram Majeſtatem, necnon Francorum Regis Oratores actum, contractum, concordatum, firmatum, concluſumve fuerit in præmiſſis, ratum, gratum, firmum, validum, inviolabiliter habituros. In quorum omnium & ſingulorum robur, & evidentiam firmiorem, præſentes ſecreto

ANS de J. C. 1498.

creto noſtro Regio inferiùs appenſo fecimus communiri. Datum in Caſtro noſtro Regio Korſſoor, die octava Julii, anno nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo-octavo.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme dés le tems & vivant de feu nôtre tres-cher Seigneur & Couſin le Roi Charles, que Dieu abſolve, eût été paroles & ouverture de faire & traiter une Paix, amitié, & alliance entre feu nôtredit Seigneur & Couſin d'une part, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roi de Danemarc d'autre, & les ſujets d'une partie & d'autre, laquelle Paix & alliance, obſtant le decez d'icelui feu nôtre Seigneur & Couſin, n'ait peu être concluë. Parquoi pour en icelle mettre fin & concluſion, ſoit beſoin commettre & deputer quelque bon, & notable perſonnage, ſage & diſcret, & à nous ſeur & feable, aiant de Nous pouvoir de ce faire. Savoir faiſons, que Nous ce conſideré, & à la bonne confiance que nous avons de la perſonne de nôtre amé & feal Conſeiller, & Maître d'Hôtel Vidas Affiech, Chevalier, & de ſes ſens, loiauté, bonne prudhommie, & experience. Icelui pour ces cauſes, & autres à ce Nous mouvans, avons commis, deputé, & delegué, commettons, deputons, & deleguons par ces preſentes, & lui avons donné & donnons plein pouvoir, & mandemant ſpecial de par le moien, conduite & avis de nôtre tres-cher, & tres-amé Frere & Couſin, & allié le Roi d'Ecoſſe, qui a guidé, & dreſſé cette matiere, faire, traiter & conclure entre nous, & ledit Roi de Danemarc, une bonne Paix, amitié, confederation & alliance, par laquelle les ſujets de chacun de noſdits Roiaumes, Païs & Seigneuries pouront aller & venir marchandement, & autrement, par Mer, Terre, & Eau douce les uns avec les autres; c'eſt à ſavoir les nôtres audit Roiaume de Danemarc, & ceux dudit Roiaume au nôtre de France, Païs, & Seigneuries de nôtre obeiſſance, ſeurement & paiſiblement, comme bons amis, confederez & alliez, ſans rien eux demander, ni faire, ou porter dommage les uns aux autres, en quelque maniere que ce ſoit. Et ſur ce faire paſſer & accorder avec ledit Roi de Danemarc, ou leſdits deputez & deleguez, aims pouvoir ſuffiſant, comme dit eſt, tous tels points & articles que beſoin ſera pour le bien, ſeureté, & entretenement de ladite Paix, amitié & alliance. Leſquelles choſes, qui ainſi ſeront faites par ledit Vidas Affiech en cette matiere, nous promettons en bonne foi, parole de Roi, avoir agreables, & tenir fermes & ſtables, ſans aller au contraire, & icelles confirmer & ratifier ſi beſoin eſt, & requis en ſommes. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Nantes le dix-ſeptieme jour de Janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre Regne le premier.

QUas literas perſpicaciter & maturè attentas, ad majoris roboris & efficaciæ firmitatem & ſecuritatem, opportunum ſit noſtra ex parte ratificari, & approbari, prout, & quemadmodum Excellentiſſimus, Potentiſſimus, & Inviciſſimus Princeps, Ludovicus, conſanguineus & confœderatus noſter præfatus ſua pro parte ratificaverat & approbaverat eaſdem. Hinc eſt quod ſuprà dictis perpenſatis, volentes, & deſiderantes omnia & ſingula quæ ſuper hanc materiam per Sereniſſimum Principem Jacobum, Scotorum Regem, nepotem, & confœderatum noſtrum cariſſimum, compromiſſarium præfatum, geſta & facta extiere, intertenere & cuſtodire omnes articulos, puncta, tractatus, & concordationes, & omnia ſuprà dicta, prout in ſuis literis Regiis ſupertùs inſertis jacent, & continentur, ut & tanquam gratas, & ratas habentes ratificavimus & & approbavimus, ratificamuſque, & approbamus per præſentes manu noſtra ſignatas, & inſuper eas, & ea promiſimus & promittimus, in fide, & verbo Regio, & ſub noſtro honore cuſtodire, obſervare, & intertenere, cuſtodirique, obſervari, & intertineri facere inviolabiliter, quovis modo minimè contraveniendo. In cujus rei teſtimonium noſtræ Regiæ Majeſtatis ſigillum duximus præſentibus apponendum. Datum in Caſtro noſtro Haffnenſi, die Martis quartâ decimâ menſis Octobris, anno nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo nono. Joannes. De mandato Regis, Nicolaus.

ANS de J. C. 1498.

Chriſtianiſſimo, Potentiſſimo, ac Inviciſſimo Principi & Domino, Domino Ludovico, Dei gratiâ Francorum, Siciliæ & Jeruſalem Regi, Duci Mediolani, &c. fratri, conſanguineo, & confœderato noſtro cariſſimo.

CHriſtianiſſimo & Potentiſſimo Principi, noſtro cariſſimo & amantiſſimo Fratri, conſanguineo & confœderato Ludovico, Dei gratiâ Regi Franciæ, Siciliæ, Jeruſalem, Mediolani Duci, &c. Joannes eadem gratiâ Rex Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, & Gottorum, Dux Sleſvicenſis, ac Holſatiæ, Stormariæ, & Ditmarſiæ, Comes Oldenbourg, & Delmenhorſt, Salutem, & integram dilectionem. Altiſſime & Potentiſſime Princeps, & noſter cariſſime, & amiciſſime frater, conſanguinee, & confœderate, nuper patentes veſtras literas per veſtrum armorum Regem Mactonicuſum, latorem præſentium recepimus, amicitiam, confœderationem & ligam, inter vos & nos factam & concluſam, mediatore noſtro bono fratre, conſanguineo & confœderato, Rege Scotiæ, nepote noſtro cariſſimo, continentes, pariter & alias clauſas, in quibus narratis vos amicitiam, confœderationem, & ligam hujuſmodi pro parte veſtra juraſſe, ac eam per patentes veſtras literas eaſdem ratificaſſe, & approbaſſe. Deſiderantes hoc idem pro noſtra parte per nos pariter fieri ut requiritur, & oportet. Quam & nos ob id pro noſtra parte juravimus, atque per noſtras patentes literas approbavimus, & ratificavimus, vobis per eundem veſtrum armorum Regem Mactonicuſum dirigentes, & deſtinantes eaſdem. Cui, poſtquam nobis veſtro nomine bonum & conſervationem dictæ noſtræ amicitiæ & confœderationis contingentia, ac de rebus & novis veſtris quæ nobis ſummoperè placent declaraſſet, de noſtro proſpero ſucceſſu narravimus, deſiderantes vos æqualem & majorem in omnibus ſemper habere poſſe, & valere. Et ſi quid nos poterimus, id veſtrum ſemper arbitrabimur. In Chriſto valentes, qui vos in altiſſimâ fœlicitate incolumes, & longævos cuſtodire, & confovere dignetur, & velit. Ex Caſtro noſtro Haffnenſi, die Martis decima quartâ menſis Octobris, anno nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo-nono, noſtro Regio ſub ſigneto.

ANS de J. C. 1498.

DLXVII.

FRANCE ET AUTRICHE.

Traité entre LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, pour les foi & hommage dûs au Roi pour les Comtez de Flandres & d'Artois. A Paris le 2. Aoûſt* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 404.

PHILIPPE, par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Stirie, de Carintie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg & de Gueldres, Comte de Haſbourg, de Flandre, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, Landgrave d'Alſace, Marquis de Burgau & du Saint Empire, de Hollande, de Zelande & de Ferretre, de Kibourg, de Namur, & de Zutphen, Comte & Seigneur de Friſe ſur la Marche, d'Eſclavonie, de Portenau, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme aſſez tôt aprés le decez & trepas de feu de tres-digne memoire Monſeigneur le Roi Charles VIII. Nous avons employé devers Monſieur le Roi Tres-Chrêtien d'apreſent, nos tres-chers & feaux Meſſire Englebert, Comte de Naſſau & de Vianne, Seigneur de Breda, nôtre Couſin & Lieutenant General en Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Foreſt, nôtre Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Eſcanvete, nôtre Preſident de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul, notre Secretaire ordinaire, & Greffier de nôtre Ordre de la Toiſon d'Or, nos Ambaſſadeurs, a tout pouvoir & procuration ſuffiſante, pour avec mondit Sieur le Roi, & ſur l'entretenement, continuation & accompliſſement du Traité de Senlis, & ce qui en dépend, beſogner, traiter, & conclure: & leſquels nos Ambaſſadeurs, aprés pluſieurs communications ſur ce euës avec mondit Sieur le Roi & ſes Deputez, aient finalement au nom de Nous, & en vertu de leurdit pouvoir, beſogné, Traité, & conclu, & de ce baillé leurs lettres à mondit Sieur, par leſquelles entre autres choſes ils ont promis en dedans un mois, à conter de la date de leurſdites lettres, le contenu en icelles nous faire agréer & ratifier, comme ces choſes ſont à pleiu contenuës en leurſdites lettres, dont la teneur s'enſuit.

NOus Engleberi, Comte de Naſſau & de Vianne, Sieur de Breda, Lieutenant General de Monſieur l'Archiduc en ſon Païs de Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Foreſt, Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Eſcanvere, Preſident de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul, Secretaire en Ordonnance de mondit Sieur, & Greffier de ſon Ordre de la Toiſon d'Or, Ambaſſadeurs & Deputez de mondit Seigneur, pardevers tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince, le Roi Tres-Chrêtien de France.

Savoir faiſons à touts, qu'en vertu do pouvoir à Nous pour ce ſpecialement donné de par mondit Seigneur, & aprés que de ſa part nous avons ſupplié & requis audit Sieur Roi, qu'en ſuivant le Traité de Senlis, ſon plaiſir fût rendre à mondit Sieur les trois Villes & Châteaux d'Artois, à ſavoir Bethune, Aire, & Heſdin: & outre plus en aiant regard au droit de mondit Seigneur és Duché de Bourgogne, & Comtez d'Auſſonne, Auxerrois, Maconnois, Barſur Seine, & autres parties par lui querellées, ſon plaiſir fût auſſi les lui rendre par voie amiable; ouïes & entenduës ſur tout les difficultez miſes en avant de la part d'icelui Sieur Roi, & aprés les choſes debatuës d'une part & d'autre, nous avons Traité avec icelui Sieur.

ANS de J. C. 1498.

A ſavoir, que moiennant que icelui Sieur Roi, en aiant regard aux affaires de Monſieur l'Archiduc, & à ce qu'en ſa perſonne il ne ſe pourroit bonnement trouver vers lui, pour lui faire les foi & hommage eſquels il eſt tenu pour raiſon des Comtez de Flandre & d'Artois, & de ce qu'il peut tenir de lui & de ſa Cooronne de France, a accordé à mondit Sieur qu'il puiſt ou pourra faire en ſa perſonne leſdites foi & hommage, à tel bon & grand perſonnage, que ledit Sieur Roi pour ce ſpecialement deputera & envoiera audit Païs & Comté d'Artois, en tel lieu que choiſira mondit Sieur audit Païs; mondit Sieur en ce cas eſt & ſera content, que les vies durant d'icelui Sieur Roi & de lui conjoiotement, il ne puiſt ou pourra faire aucunes pourſuites pour avoir ou recouvrer leſdits Duché de Bourgogne, Comtez & Seigneuries de Maconnois, Auxerrois, & Bar-ſur-Seine, par nous requiſes, comme dit eſt, & autres parties quelconques par lui querellées, par voie de fait ni de juſtice, mais bien par humble requeſte & voie amiable. Et outre que ce que dit eſt, moiennant, eſt & ſera mondit Sieur content ſurſeoir & attendre la reſtitution de ſes trois Villes & Châteaux d'Artois, que tient ledit Sieur Roi, juſques à ce que l'Armée du Roi des Romains, à quelque moien que ce ſoit, ſera retirée hors des Pais de Bourgogne, tant Duché comme Comté, & que lui Archiduc aura fait ſon devoir d'hommage, comme deſſus eſt dit, & que de tout ce faite fournir & accomplir ſans contravention mondit Seigneur s'obligera par ſerment ſolennel, ſur le Canon de la Meſſe, & ſous peines & cenſures Apoſtoliques, & de commiſe envers ledit Sieur Roi Tres-Chretien, de tout droit qu'il pretend eſdits Duché de Bourgogne, & autres Terres & Seigneuries par lui querellées, en cas de cootravention au preſent Traité, & que icelui Traité mondit Sieur ſera tenu ratifier en dedans un mois prochain du jourd'hui, & en faire expedier ſes lettres patentes en forme dûë ſignées de ſa main, & ſcellées de ſon ſcel, avec les lettres & ſcellez de douze nobles hommes ſes ſujets, leſquels s'obligeront ſous leur honneur, & à peine de parjure, & les ſcellez des quatre Membres de Flandre, & de huit bonnes Villes des Pais de ſon obeïſſance, en la forme accoûtumée; iceux nobles & bonnes Villes au choix & nomination dudit Sieur Roi Tres-Chrêtien; auquel Sieur Roi mondit Sieur en dedans deux mois prochainement venans, ſera entierement delivrer leſdites ſeurctez, lettres, & ſcellez.

Poorvu toutefois que dés maintenant icelui Roi Tres-Chrêtien s'oblige par ſerment ſolennel, qu'il ſera ſur le Canon de la Meſſe, & des Saints Evangiles, & ſous peine des cenſures Apoſtoliques, en renonçant au privilege d'exemption que d'icelui il pourroit ou pourra avoir, & à toute autre cautele, de rendre à mondit Sieur ou ſes Commis, ſeſdites trois Villes & Châteaux d'Artois, à ſavoir Aire, Bethune & Heſdin, avec leurs appartenances en l'état qu'ils ſont de preſent, l'Artillerie, & autres meubles reſervez tant ſeulement, & demeurant au plaiſir du Roi incontinent que l'Armée dudit Sieur Roi des Romains, à quelque moien que ce ſoit, comme dit eſt, ſera retirée hors deldits Pais do Bourgogne, tant Duché que Comté, & moiennant l'hommage prealablement fait par mondit Sieur, comme dit eſt.

Et en outre que ledit Sieur Roi Tres-Chrêtien s'oblige comme deſſus, de non faire pourſuitte les vies durant de lui & de mondit Sieur conjointement, comme dit eſt, de tel droit qu'il pretend és Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, par voïe de fait ni de juſtice, mais bien par voie amiable, à peine

ANS de J. C. 1498.

peine auſſi de perdre ledit droit par lui pretendu eſdites parties.

Et lequel Traité en la forme que deſſus, par ledit Sieur Roi Tres-Chrétien, pour ſoi, & nous Ambaſſadeurs deſſus nommez, pour Monſieur l'Archiduc, avons reconnu, juré & promis ſous les peines que deſſus, en la preſence de deux Notaires Apoſtoliques & Imperiaux, qui nous en ont baillé inſtrument, & depuis ſolennellement auſſi juré & promis en l'Egliſe Nôtre-Dame de Paris, les mains dudit Sieur Roi, & en aprés les nôtres, miſes & appoſées aux Saints Evangiles, Nous au nom de mondit Sieur l'Archiduc, pour lui promettons entretenir & faire entretenir, & outre plus l'agréer & ratifier par icelui Sieur Archiduc en dedans le temps d'un mois prochain, & de ce fur ce que dit eſt, faire expedier les ſeuretez, lettres, & ſcellez pour la part de mondit Sieur deſſus touchez, & le tout faire delivrer audit Sieur Roi Tres-Chrétien en dedans deux mois prochains venans, & le tout ainſi & pareillement que ledit Sieur Roi fait, & en ſuivant la teneur de ſes lettres patentes ſignées de ſa main, & ſcellées de ſon ſcel, leſquelles il nous a fait delivrer; le Traité de Senlis en tous ſes autres points & articles demeurant en ſa force & vertu.

En témoin de ce Nous avons ſigné ces preſentes de nos ſeins manuels, & à icelles fait appendre nos Sceaux. Donné à Paris le deuxieme jour d'Aouſt l'an de grace 1498. Ainſi ſigné, E. de Naſſan. Philippe de Contay. J. le Sauvage, & Laurent du Blioul.

SAvoir faiſons, que Nous aiant agreable ce que par noſdits Ambaſſadeurs a en ce de par nous été fait, Traité & conclu, & tout le contenu eſdites lettres deſſus tranſcrites, Nous l'avons ratifié & confirmé, ratifions & confirmons par ces preſentes; & en outre avons promis & juré, promettons & jurons en parole de Prince, & ſur les Saints quatre Evangiles de Dieu nôtre Createur, & le Canon de la Meſſe, pour ce par nous corporellement & ſolennellement touchez en l'Egliſe Sainte Goule en cette nôtre Ville de Bruxelles, & ſous l'obligation & ſoumiſſion que nous en avons faite & faiſons aux cenſures Apoſtoliques, de faire tenir & accomplir les choſes contenuës eſdites lettres deſſus inſcrites, & chacunes d'icelles, ſelon leur forme & teneur, ſans jamais venir ou faire venir au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit. En témoin de ce, Nous avons ceſdites preſentes ſignées de nôtre main, & y fait mettre nôtre ſcel.

Donné en nôtredite Ville de Bruxelles, le ſeizieme jour d'Aouſt l'an de grace 1498. Signé ſous le repli, Philippe. Et ſur ledit repli eſt écrit, par Monſeigneur l'Archiduc, Vous le Prince de Chimay, les Sires de Frennes, de Berſelles, ſecond Chambellan de Houthen, Chancelier de Brabant; le Prevoſt de Lixe & de Saint Donat; Meſſire Cornille de Berghes, Maréchal; le Prevoſt de Louvain, & autres preſens, Numan. Collation faite & ſcellée de cire rouge ſur double queuë.

DLXVIII.

ANS de J. C. 1498. FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON.

Traité de Paix & de Confédération & Alliance, entre LOUIS XII. *Roi de France, d'une part; &* FERDINAND & ELIZABET, *Roi & Reine de Caſtille & d'Aragon, d'autre. Au Monaſtére des Celeſtins proche de Marcouſſis, le 5. Août* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 407.

FERDINANDUS & ELISABET, Dei gratiâ Rex & Regina Caſtellæ, Aragonum, Legionis, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galeciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algeſiræ, Gibraltaris, & Inſularum Canariæ, Comes & Comitiſſa Barchinonæ, Domini Viſcaiæ & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comes & Comitiſſa Roſſilionis & Ceritaniæ, Marchiones Oriſtani & Gociani, univerſis & ſingulis præſentes literas inſpecturis, Salutem. Ea ſemper fuit pax & amicitia, quæ à vetuſtiſſimis temporibus inter Sereniſſimos Reges Hiſpaniæ, prædeceſſores noſtros, & Chriſtianiſſimos Francorum Reges, ſervata extitit, ut alia major nec æqualis unquam in orbe viſa ſit, nec utilior nedum utriuſque Regnis, verùm etiam univerſæ Reipublicæ Chriſtianæ. Idque non immeritò nos impellit, ut ſi cum omnibus Chriſtianis Principibus Pacem & amicitiam habere ſemper optaverimus, multò magis hæc à nobis optanda ſit, quæ tam uberes fructus parit. Igitur ſi omnia quæ noſtro nomine facta & pollicita ſunt, libenter confirmamus, nihil certè libentiùs quàm, ea quæ ad conſervandam & augendam Pacem & amicitiam antedictas reſpiciunt. Nuper inter Chriſtianiſſimum Principem LUDOVICUM Francorum Regem, fratrem, conſœderatum, & conſanguineum noſtrum cariſſimum, pro eo hæredibuſque & ſucceſſoribus ſuis Francorum Regibus, Regnis, Dominiis, & ſubditis ſuis parte ex una; & nos per Oratores, Nuncios, & Procuratores noſtros infrà ſcriptos apud eumdem Chriſtianiſſimum Francorum Regem Fratrem & conſœderatum noſtrum agentes nomine procuratorio, & in vim mandati ſive procurationis à nobis eiſdem conceſſæ, pro Nobis ac pro Sereniſſima Eliſabeta, quondam Portugalliæ Regina, filia noſtra primogenita, tanquam principe & hærede Regnorum Caſtellæ & Aragonum, ac Sereniſſimo Manuele, Rege Portugalliæ, tanquam viro ſuo legitimo, aliiſque hæredibus & ſucceſſoribus, ac Regnis, Dominiis, ac ſubditis noſtris, parte ex altera, fuit inita, jurata & firmata pax, amicitia, concordia, unio & fœdus, ſub forma & capitulis ſequentibus.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis. Nos Alphonſus de Silva, Claviger Ordinis Militiæ de Calatrava, Capitaneus; Frater Antonius de la Penna, Ordinis Prædicatorum, in ſacra pagina Præſentatus, Prior Salamantinus, & Inquiſitor hæreticæ pravitatis; Fernandus, Duque de Strada, Magiſter Palatii; & Martinus de Angulo, Decretorum Doctor, Conſiliarii, Nuncii, Oratores & Procuratores ad infra ſcripta ſpecialiter deputati & conſtituti à Sereniſſimis, & Potentiſſimis Principibus & Dominis noſtris Ferdinando & Eliſabeta, Dei gratiâ Rege & Regina Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algeſiræ, Gibraltaris & Inſularum Canariæ, Comite & Comitiſſa Barchinonæ, & Dominis Viſcaiæ & Molinæ, Duce & Ducisſa Athenarum & Neopatriæ, Comite & Comitiſſa

ANS de J. C. 1498.

mitiſſa Roſſilionis & Ceritaniæ, Marchionibus Oriſtani & Gociani, univerſis & ſingulis præſentes literas inſpecturis, ſalutem.

Inter cæteras animorum dictorum potentiſſimorum atque invictiſſimorum Regis & Reginæ, Dominorum noſtrorum curas, quas pro pace, quiete, & tranquillitate Regnorum ſuorum, & rei publicæ illorum in dies gerunt, illam arbitrantur principaliorem, ad quam ſervandam Jeſu Chriſti creatoris & redemptoris omnium glutino copulantur, & Catholicæ fidei fervore muventur, antiquarumque inviolatarum & illæſarum confederationum ac amicitiarum firmitate muniuntur. Cùm itaque antiquiſſimis temporibus ſua regia Corona regnaque ſua conjuncta fuerint & colligata Coronæ potentiſſimæ & regno Franciæ hæreditaria quodammodo & indiſſolubili ac perpetua confederatione, amicitia, & unione, adeò ut nullam juſtiorem, placidiorem, utilioremque & firmiorem ſuis Majeſtatibus, Regnis, Dominiiſque ſuis confederationem ſe habituros credant, attendentes quoque quòd qui inquirierunt pacem, & amicitiam ſervarunt, regna diu obtinuerunt, & jure hæreditario poſſederunt, & quòd in pace poteſtates firmantur, ſubſiſtitque validiùs & potentiùs reſiſtit geminata virtus, & amicorum fides in proſperis felicitiſſimum ſolatium, & in adverſis firmiſſimum præſidium eſt. Quamobrem Principes qui Dei timorem & amorem rebus cæteris prætulerunt, pacem ad invicem omni ſollicitudine ac pervigili cura inquirere & proſequi procurarunt. Idcircò veſtigiis Sereniſſimorum, ac Potentiſſimorum Illuſtriſſimæque memoriæ Regum prædeceſſorum ſuorum inhærentes, intenteſque ex ipſa pace ſplendorem fidei Catholicæ & utilitatem non ſolùm utriuſque regni, ſed etiam Reipublicæ univerſæ Chriſtianitatis augeri, decreverunt pro ſe & Sereniſſimis Principibus Manuele & Eliſabet, Rege & Regina Portugalliæ, tanquam Principibus ſucceſſoribus & hæredibus ſuis Regibus dictorum Regnorum Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. Regniſque & Dominis ſuis, illam conſtanter, firmiter & inviolabiliter tenere, & in perpetuum ſervare, omnique innovatione ceſſante ipſam conſolidare, & quantum in eis eſt in uberiorem firmitatem & ſinceram fraternitatem ac dilectionem augmentare cum Chriſtianiſſimo Principe Ludovico, Dei gratiâ Francorum Rege, ſucceſſoribus, hæredibuſque ſuis Regibus Franciæ, pro eo & Dominis ſuis, de cujus Chriſtiana religione, gloriosâ fama, virtute & dignitate, & apud ſuas Majeſtates ſincera affectione & dilectione indiſſolubili, ad plenum confidunt, cupientes toto ſuorum cordium affectu confœderationes ipſas obſervare, & firmioribus, quantum ſuis celſitudinibus cum Deo poſſibile eſt, ſanctioribus & validioribus ac indiſſolubilibus conjunctionibus muniri, felicitati, tranquillitati, unitati & utilitati utriuſque Regnorum, Dominiorum, & ſubditorum ſuorum, quieti etiam totius orbis, & præſertim populi Chriſtiani conſulere. Propterea nos præfati Oratores, virtute mandati procuratorii nobis ſuper hoc traditi à prædictis potentiſſimis Rege & Regina, Dominis noſtris, & Illuſtriſſimis Principibus ſupradictis (cujus quidem mandati fitteras originales dicto Chriſtianiſſimo Francorum Regi, realiter & cum effectu cum præſentibus tradidimus) indubitatam & perpetuam pacem, amicitiam, unionem, & inviolabilem confœderationem cum dicto Chriſtianiſſimo Rege Franciæ, pro ſe ejuſque ſucceſſoribus, Regno, Terris & Dominiis ſuis, nominibus dictorum Regis & Reginæ, ac Principum Dominorum noſtrorum, pro eis & ſucceſſoribus ſuis, Regnis, Terris, & Dominiis eorumdem, inivimus, ordinavimus & fecimus, inſequendo ea, quæ per dictum Chriſtianiſſimum Francorum Regem, & cum eo fuerunt inita, tractata & concluſa, ſub forma & modis ſequentibus.

Sequuntur articuli initi, firmati & jutati per nos Ludovicum, Dei gratiâ Francorum Regem, pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris regibus Franciæ, Regnis, Terris, Dommiis, & ſubditis noſtris parte ex una; & nos Alfonſum de Silva, Clavigerum Ordinis Militiæ de Calatrava, Capitaneum Sereniſſimorum ac Potentiſſimorum Ferdinandi & Eliſabet, Dei gratiâ Regis & Reginæ Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Et Fratrem Antonium de la Penna, Ordinis Prædicatorum in Sacra pagina Præſentatum, Priorem Salamantinum, & Inquiſitorem hæreticæ pravitatis in dictis regnis dictorum Regis & Reginæ, & Fernandum Duque de Strada, Magiſtrum Palatii dictorum Regis & Reginæ; & Martinum de Angulo, Decretorum Doctorem, eorum Conſiliarios, Nuncios, Oratores, & Procuratores ad hoc ſpecialiter deputatos à præfatis Sereniſſimis & Potentiſſimis Rege & Regina, Dominis noſtris, eorum nominibus, & pro præfatis Rege & Regina Sereniſſimis Manuele & Eliſabet, Rege & Regina Portugalliæ, tanquam Principibus ſucceſſoribus & hæredibus ſuis regibus dictorum Regnorum Caſtellæ, Legionis, Arragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Regnis, Terris, Dominiis, & ſubditis eorum ex altera parte, ſuper pace, amicitiâ, concordiâ, unione & fœdere inter nos prædictum Francorum Regem, & nos dictos Oratores nominibus quibus ſupra ad invicem factis, initis, concordatis & juratis.

Imprimis, quòd omnes inimicitiæ & rancores, ſi quæ fuerint aut potuerunt eſſe occaſione guerrarum inter nos dictum Ludovicum Francorum Regem, aut prædeceſſorem noſtrum, & dictos Regem & Reginam Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. ante actarum, utrimque remiſſæ ſunt & remittuntur per præſentes, eritque de cætero inter nos dictum Francorum Regem, & præfatos Regem & Reginam, (ſine tamen præjudicio juriom utriuſque partis) non ſolùm vera, indubitata & perpetua pax, tàm per terram, quàm per mare, ſed etiam ſtrictiſſimum & peculiare fœdus omni ævo duraturum, pro conſervatione, tutelâ & defenſione perſonarum noſtrarum, atque amborum ſtatuum & Regnorum & Dominiorum utriuſque partis, ità quòd de cætero nos præfatus Ludovicus Francorum Rex tenebimur pro tutelâ & defenſione perſonarum & ſtatuum dictorum Regis & Reginæ Caſtellæ, Legiogionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. fratrum, & conſanguineorum noſtrorum, Regnorum Dominiorum ſuorum, quàm primùm ab eis ſuper hoc fuerimus requiſiti, dare & præſtare, dabimus, & præſtabimus eis fidele & legale auxilium pro poſſe noſtro, contra & adversùs omnes, qui prædictis Regi & Reginæ fratribus & conſanguineis noſtris, aut prædictis Regi & Reginæ Portugalliæ, tanquam Principibus, ſucceſſoribus, hæredibuſque dictorum Regnorum, Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. & aliis ſucceſſoribus hæredibuſque ſuis regibus prædictorum Regnorum, aut Regnis & Dominis ſubditiſque ſuis, ſub quocumque prætextu, cauſa aut occaſione, quæ dici ſeu excogitari poſſet, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moveant arma ſeu bellum inferant, aut inferre moliantur. Et dicta requiſitione facta declarabimus nos apertè fore & eſſe inimicos omnium & ſingulorum, qui prædictos Regem & Reginam fratres, & conſanguineos noſtros, aut prædictos Regem & Reginam Portugalliæ, tanquam Principes, ſucceſſores, hæredeſque ſuos, aut alios ſucceſſores hæredes ſuos, Reges dictorum Regnorum, & Regna, Dominia, ſubditoſque ſuos invadent & ſatagent, & nitentur invadere, nemine viventium excepto, præter Romanum Pontificem, quantacumque ſanguinis aut affinitatis conjunctione aut neceſſitudine nobis attineant & jungantur, etiamſi eſſent Sereniſſimi Reges Angliæ, Scotiæ,

ANS de J. C. 1498.

ANS de J. C. 1498.

tiæ, & Navarræ, aut Illuſtris Archidux, aut Dux Lotaringiæ, aut eorum liberi. Et reciprocè nos dicti Oratores nominibus quibus ſuprà promittimus, quòd de cætero præfati Sereniſſimi ac Potentiſſimi Rex & Regina Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Domini noſtri, tenebuntur pro tutela & defenſione perſonæ & ſtatus dicti Chriſtianiſſimi Regis Francorum, Regnorum & Dominiorum ſuorum, quàm primùm à dicto Chriſtianiſſimo Francorum Rege ſuper hoc fuerint requiſiti, dare & præſtare, dabunt & præſtabunt ei fidele & legale auxilium pro poſſe ſuo, contra & adversùs omnes, qui prædicto Francorum Regi, ſucceſſoribus, hæredibuſque ſuis Regibus Franciæ, Regnis & Dominiis, ſubditiſque ſuis, ſub quocumque prætextu, cauſa & occaſione quæ dici ſeu excogitari poſſet, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moverint arma, bellum inferent aut inferre molientur. Et dicta requiſitione facta declarabunt, ſe apertè fore & eſſe inimicos omnium & ſingulorum, qui prædictum Chriſtianiſſimum Francorum Regem, aut ſucceſſores hæredeſque ſuos Reges Franciæ, Regna & Dominia ſubditoſque ſuos invadent & fatagent, & nitentur invadere, nemine viventium excepto, præter Romanum Pontificem, quantàcumque ſanguinis aut affinitatis conjunctione aut neceſſitudine eis attineant & jungantur; etiamſi eſſent Sereniſſimus ac Potentiſſimus Romanorum Rex, aut Illuſtris Archidux ejus filius, aut Sereniſſimi Reges Angliæ, Portugalliæ, aut Rex & Regina Navarræ, aut eorum liberi.

Et nihilominùs, ſi dictus Chriſtianiſſimus Rex Franciæ moveat arma, aut inferat, vel inferre velit bellum præfatis Sereniſſimis Regibus Romanorum, Angliæ, Portugalliæ, Regi & Reginæ Navarræ, & Illuſtriſſimis Principi Walliæ, & Domino Archiduci, aut cuilibet eorum, præfati Sereniſſimi Rex & Regina Domini noſtri poterunt præfatis Regibus & Principibus, & cuilibet eorum, pro eorum defenſione dumtaxat, dare & præſtare auxilium & opem contra prædictum Chriſtianiſſimum Regem Francorum eis bellum inferentem, abſque hujus pacis & fœderis præjudicio.

Et ſimiliter, ſi præfati Rex & Regina fratres & conſanguinei noſtri moveant arma, aut inferant vel inferre velint bellum præfatis Sereniſſimis Regibus Angliæ, Scotiæ & Navarræ, & Domino Archiduci, aut Duci Lotharingiæ, & cuilibet eorum, nos præfatus Francorum Rex poterimus præfatis Regibus, & dicto Domino Archiduci, & dicto Duci Lotharingiæ, & cuilibet eorum, pro eorum defenſione dumtaxat, dare & præſtare auxilium & opem contra prædictos fratres & conſanguineos noſtros Regem & Reginam, abſque hujus pacis & fœderis præjudicio. Et licet intentio noſtra, & dictorum Regis & Reginæ, ſit arma non movere, aut injuſtum bellum unquam inferre, tamen quoad cæteros Reges, Principes, Potentatus, aut Communitates, quicumque ſint, prædictis exceptis, ſi nos prædictus Francorum Rex, aut præfati Rex & Regina, velimus aut vellent poſthac eis movere aut inferre bellum, eos invadendo, hoc in caſu neuter noſtrûm poterit Regi, Principi, aut Communitati, per alterum noſtrûm invaſis dare aliquod auxilium directè vel indirectè, prætextu cujuſcumque cauſæ aut occaſionis, quæ dici aut excogitari poſſet.

Item. Eſt conventum & concordatum inter nos prædictum Regem Francorum, & nos prædictos Oratores nominibus quibus ſupra, quòd hujuſmodi pax, amicitia, concordia, unio & fœdus fiat, ut dictum eſt, ſine præjudicio jurium noſtrorum, ſcilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuſlibet noſtrûm. Ita tamen quòd quando nos dictus Francorum Rex, ſeu hæredes & ſucceſſores noſtri, aut dicti Rex & Regina, ſeu hæredes & ſucceſſores ſui, voluerimus & voluerint facere videri & viſitari jura per nos Ludovicum Francorum Regem, aut per præfatos Regem & Reginam prætenſa, tunc quilibet noſtrum teneatur eligere infra duos menſes, à die requiſitionis partis inſtantis numerandos, arbitros & judices neutrales in æquali numero, pro diſcutiendo & determinando de dictis juribus. Quos quidem arbitros ſic electos quælibet partium tenebitur infra alios duos menſes, à die electionis numerandos, ad inſignem locum neutri parti ſuſpectum & neutralem tranſmittere, quorum arbitrorum & judicum neutralium judicio quod ſuper præmiſſis erit latum, inter nos ſeu ſucceſſores noſtros, & inter præfatos Regem & Reginam, aut ſucceſſores ſuos, teneamur & teneantur obedire & acquieſcere. Et ſi aliqua prædictarum partium id facere recuſaverit, aut electionem prædictorum judicum neutralium pro parte ſua, poſt factam ſibi requiſitionem infra dictum tempus facere noluerit, ſeu præfatos arbitros per eoſdem electos ad prædictum locum neutri parti ſuſpectum & neutralem, infra dictum tempus non tranſmiſerit, in his caſibus & quolibet eorum, altera pars quæ dictam requiſitionem & tranſmiſſionem fecerit, aut quæ ſententiæ paruerit, aut ejus hæredes & ſucceſſores, poterit, aut poterunt recuperare jus ſuum ſeu rem prætenſam propriâ autoritate, ſine aliquo alio miniſterio juſtitiæ.

ANS de J. C. 1498.

Item. Eſt conventum & concordatum, quòd dicta pax, amicitia, unio, concordia & fœdus fiat, & ſit tam per mare, quàm per terram; & quòd omnes ſubditi noſtri Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, liberè & ſine aliquo impedimento poſſint & valeant venire, ire, redire, & per Regna & Dominia noſtra, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuſlibet noſtrûm, tranſire, & in eis negociari, morari, & Commercia tractare, ac ſi eſſent cujuſlibet noſtrûm. Itaque nullus eoldem, aut aliquem ex eis, bona, merces, aut res eorum poſſit detinere, arreſtare, aut moleſtiâ aliquâ eos afficere pro maleficiis, criminibus, delictis aut debitis alienis.

Item. Eſt conventum & concordatum pro obſervatione Commerciorum, & rei mercantilis, & ut ipſa Commercia Mercatorum Regnorum & Dominiorum noſtrorum, & dictorum Regis & Reginæ, utiliùs fiant & conducantur in ſecuritate debita, & ad utilitatem rei publicæ, quòd nos dictus Francorum Rex, & præfati Rex & Regina, ab utraque parte faciemus & facient, nominabimus & nominabunt, videlicet quilibet noſtrûm pro parte ſua æqualiter, conſervatorem & conſervatores pacis pro conſervandis & manutenendis prædictis Commerciis & Mercatoribus.

Item Eſt conventum & concordatum, quòd ſuperſedeatur in executione omnium pignorationum ſeu marcarum, aut repreſſaliarum ambarum partium; & quòd nominentur judices in fronteriis ſeu confinibus dictorum Regnorum ab alterutra parte, qui unà ſimul & in ſolidum judicent & determinent partibus auditis, quod jus & juſtitia eis ſuadebunt in prædictis pignorationibus ſeu repreſſaliis jam factis; & quòd iſti judices ad judicandum & determinandum de prædictis repreſſaliis ſeu marchiis conveniant aliquando in limitibus regni Franciæ, & aliquando in limitibus præfatorum Regis & Reginæ, ſecundùm qualitatem negotii, vice æqualiter ſervatâ.

Et quia reſtitutio damnorum illatorum non ſolùm eſt pacis plurimùm inductiva, verùm etiam dictæ pacis omniſque amicitiæ & fœderis robur ſeu vigor perpetuus, ideò eſt inter nos conventum & concordatum, quòd rapinæ, depræ dationes omnes, latrocinia, damnaque omnia ad invicem illata per mare, per ſubditos noſtros ſubditis dictorum Regis & Reginæ, aut per ſubditos ſuos ſubditis noſtris, temporibus treugarum ante obitum Regis Caroli prædeceſſoris noſtri, & poſt ejus obitum, eiſdem ſubditis læſis & damnum paſſis, & cuilibet eorum, reſtituantur damna ſeu latrocinia ex bonis ea inferentium, & ut iſta de cætero

ANS de J. C. 1498. tollantur, eſt inter nos concordatum quòd Piratæ non recipiantur in portubus Regnorum noſtrorum, & Regnorum prædictorum Regis & Reginæ.

Item. Eſt conventum & concordatum, quòd omnes & ſinguli ſubditi noſtri ſcilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, ſive ſint ſeculares aut Eccleſiaſtici, reſtituantur ad bona immobilia & poſſeſſiones, quæ & quas habebant à tribus annis citra in initio guerrarum in altero Regnorum noſtrorum, aut prædictorum Regis & Reginæ, occaſione quarum illis bonis & poſſeſſionibus ſpoliati fuerint, in eo ſtatu de quo ſunt de præſenti; dum tamen prædicti, quibus dicta bona immobilia reſtituenda ſunt, præſteot nobis dicto Franciæ Regi, aut prædictis Regi & Reginæ, fidelitatis juramentum. Et ſi nos prædictus Rex Francorum, aut prædicti Rex & Regina, muniverimus, aut muniverunt aliquem locum, qui debeat vigore hujus articuli reſtitui prædicti ſubditis, poterimus, & poterunt eas munitiones ſic per nos, aut per dictos Regem & Reginam, factas auferre & tollere, ſi nobis, aut dictis Regi & Reginæ videbitur, abſque tamen multùm notabili damnificatione prioris ſtructuræ.

Quas quidem amicitias, ligarum nexus, uniones, confœderationes perpetuas, concordiamque finalem, factas, concluſas, & determinatas per nos præfatos Oratores nominibus quibus ſupra, cum dicto Chriſtianiſſimo Francorum Rege, pro eo, hæredibuſque, & ſucceſſoribus ſuis hæredibuſque ſuis Regibus Franciæ, ob ejuſdem Domini noſtri Jeſu Chriſti creatoris & redemptoris noſtri reverentiam, ſub cujus nomine omnia ad finem ſalutarem, & perfectum diriguntur, nos dicti Alphonſus da Silva, Frater Antonius de la Penna, Fernandus, Duque de Strada, & Martinus de Angulo, Doctor, Nuncii, Oratores, & Procuratores præfatorum Sereniſſimorum ac Potentiſſimorum Ferdinandi & Eliſabet, Regis & Reginæ Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. Dominorum noſtrorum, nominibus ſuis inivimus, promiſimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus in animas ſuarum Majeſtatum, ſuper Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quòd dicti Sereniſſimi ac Potentiſſimi Rex & Regina Domini noſtri tenebunt, & adimplebunt, & inviolabiliter obſervabunt pro ſe, Regnis, Terris, Dominiis, & ditionibus ſuis, prout in eiſdem articulis cavetur, & continetur, & contra ipſos & ipſa, quovis modo directè vel indirectè, non contravenient ſub obligatione & hipoteca omnium bonorum ſuorum præſentium & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex & Regina poſſunt tali in caſu incurrere.

Et quia dictus Chriſtianiſſimus Francorum Rex juravit perſonaliter in præſentia noſtra tenere, adimplere, & inviolabiliter obſervare prædicta omnia & ſingula, in prædictis articulis pacis, amicitiæ & fœderis, contenta, nos præfati Oratores nominibus quibus ſupra, promittimus, quòd dicti Sereniſſimi ac Potentiſſimi Rex & Regina Domini noſtri ſimiliter jurabunt perſonaliter in præſentia Oratorum dicti Francorum Regis tenere, & adimplere contenta in præſentibus articulis ſuperiùs declaratis, prout io eiſdem cavetur & continetur, & ſub eiſdem obligationibus. Et dabunt dicto Francorum Regi, aut Oratoribus ſuis, literas opportunas ratificatorias dictorum articulorum.

Et ut dicta pax, amicitia, unio, concordia, & fœdus, ampliuri perpetuitate roboretur, firmetur, & perpetuetur, nos dicti Alphonſus de Silva, Frater Antonius de la Penna, Ferdinandus Duque de Strada, & Martinus de Angulo, Doctor, Nuncii ſimiliter, Oratores, & Procuratores Sereniſſimorum ac Illuſtriſſimorum Manuelis & Elilabet Regis & Reginæ Portugalliæ, tanquam Principum, & poſt longævos felicelque dies præfatorum Sereniſſimorum Regis & Reginæ Dominorum noſtrorum, ſucceſſorum Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. virtute mandati Procuratorii, quod ab eis tanquam Principibus ſucceſſoribus, hæredibuſque dictorum Regnorum, habemus, nominibus ſuis promittimus, fumamus, & juramns in animas ſuarum ceiſitudirum, ſuper Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quòd præfati Sereniſſimi atque Illuſtriſſimi Rex & Regina Portugalliæ, ut Principes ſucceſſores, hæredeique dictorum Regnorum Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. tenebunt & obſervabunt prædicta omnia & ſingula in dictis articulis ſuperiùs declaratis contenta, prout io eiſdem articulis cavetur & continetur, & contra ipſos & ipſa quovis modo directè vel indirectè non venient, ſub obligatione & hipoteca omnium bonorum ſuorum præſentium & futurorum, & ſub pœna perjurii, quam Principes poſſunt tali in caſu incurrere. In cujus rei teſtimonium, & omnium & ſingulorum prædictorum, præſentes literas manibus noſtris ſignavimus, ſigillorumque noſtrorum munimine roboravimus. Datum in conventu Celeſtinorum prope Marcouſſis, die quinta menſis Auguſti, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo octavo, præſentibus Archiepiſcopo Rothomagenſi, Comitibus Duneſii & Nivernenſi, Marchione de Cotton, Gubernatore Pariſienſi, Dominis de la Grutuze, de Theurani & aliis. Clavero, Frater Antonius de la Penna, Fernandus Duque de Strada, Martinus de Angulo, Doctor.

Cùmque præinſerta pacis amicitiæ & fœderis capitula fuerint ſumata & jurata per prædictum Chriſtianiſſimum Francorum Regem Ludovicum, fratrem & conſœderarum noſtrum cariſſimum, ut conſtare vidimus per ejus patentes literas, manu ſua ſignatas, ſigilloque ſuo munitas, quæ nobis per prædictos Oratores noſtros tradiæ fuerunt, fuerimuſque pro ejus parte requiſiti, per Guarinum de Narbona, & Magiſtrum Joannem Nivart, Orarores & Procuratores prædicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis, ad id plenam poteſtatem habentes, ut idem faceremus. Et quia prædicta omnia & ſingula nobis gratiſſima ſunt, & volumus libentiſſimo animo ea omnia exequi & adimplere, quæ pro parte noſtra in præinſertis capitulis promiſſa extiterunt, idcircò præſentibus literis noſtris omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus melius & validius de jure poſſumus & debemus præinſerta pacis, amicitiæ, & concordiæ, unionis & fœderis capirula, omniaque & ſingula in illis & quolibet eorum contenta, juxta ſui ſeriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus, & ſi neceſſe eſt. ea omnia & ſingula de novo concedimus & confirmamus. Et inſuper promittimus & juramus ſuper Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bonâ fide & in verbo Regio, tenere & adimplere, & inviolabiliter obſervare, pro nobis, Regnis, Terris, Dominiis, & ditionibus noſtris, omnia & ſingula in præinſertis pacis, amicitiæ, & fœderis capitulis contenta, prout in eiſdem cavetur & continetur, & contra ipſa quovis modo directè vel indirectè non venire, ſub obligatione & hipoteca omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex & Regina poſſunt tali in caſu incurrere. Inſuper, quoniam poſt confectionem præinſertorum pacis, amiciriæ & fœderis capitulorum prædicta Sereniſſima Eliſabet Regina Portugalliæ, Princeps ac hæres Regnorum Caſtellæ & Aragonum, filia noſtra primogenita, ab hac luce deceſſit, relicto ex ea, & ex prædicto Sereniſſimo Rege Manuele, viro ſuo, Illuſtriſſimo Principe Michaele, filio ſuo, Principe Aſturiarum

ANS de J. C. 1498.

ANS de J. C. 1498.

rum & Gerundæ, primogenito & hærede Regnorum Caſtellæ & Aragonum, nepote noſtro dilectiſſimo. Ea propter nos tanquam avi, tutores & curatores perſonæ ejuſdem Illuſtriſſimi Michaelis, Principis Aſturiarum & Gerundæ, neporis & hæredis noſtri cariſſimi, promittimus, pollicemur, & juramus ad Dominum Deum noſtrum Jeſum Chriſtum, & ejus Sanctam Crucem, & Sancta quatuor Evangelia, quòd poſtquam prædictus Illuſtriſſimus Michael, Princeps Aſturiarum & Gerundæ, nepos & hæres noſter cariſſimus, pervenerit ad ætatem annorum quatuordecim, dabimus operam cum effectu, quòd jurabit ſolemniter, & in forma debita, per ſe & ſucceſſores ſuos tenere, & inviolabiter obſervare ac teneri, & obſervari facere pacem, amicitiam, fœdera, pacta, & promiſſa contenta & contentas in præinſertis capitulis juxta illorum & illarum ſeriem & tenorem, & contra eas vel ea directè vel indirectè non facere vel venire, ſub obligatione omnium bonorum ſuorum, ac ſub pœna perjurii, quam Princeps poteſt tali in caſu incurrere. In quorum omnium & ſingulorum prædictorum teſtimonium, præſentes literas manibus noſtris ſignavimus, ſigillique noſtri munimine juſſimus roborari. Datum & actum in civitate Cæſarauguſtæ, in Eccleſia majore ejuſdem civitatis, die tricesimo menſis Septembris, anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo octavo, præſentibus ibidem prædictis Guarino de Narbona, & Magiſtro Joanne Nivart, Oratoribus & Procuratoribus prædicti Chriſtianiſſimi Regis Francorum, fratris & conſœderati noſtri cariſſimi, & Illuſtri Alphonſo de Aragonia, Archiepiſcopo Cæſarauguſtano, Ferdinando & Joanne de Gtanata, Infantibus, Andrea de Capraria, Marchione de Moya, Gutterio de Cardenas Computore majore Caſtellæ, & præceptore majore Legionis, Ordinis Sancti Jacobi, Raimundo Guillermos de Monte-Cathono Epiſcopo Taraſonenſi, Joanne Fernandes de Heredia, Gubernatore Aragonum, & aliis pluribus in multitudine copioſa. Et erat ſignatum *Yo el Rey, Yo la Reyna.* Et erat ſcriptum ſub plica, Ego Michael Perez d'Almaçan, prædictorum Sereniſſimorum & Potentiſſimorum Regis & Reginæ, Dominorum meorum, Secretarius eam ſcribere feci mandato Majeſtatum ſuarum.

Collano facta eſt cum literis originalibus extantibus in Theſauro Cartarum Domini noſtri Regis, per me cuſtodem ac theſaurarium dictarum cartarum decima-ſexta die Februarii, anno Domini milleſimo quingenteſimo decimo-quarto.

DLXIX.

ANS de J. C. 1498. FRANCE.

Sentence de diſſolution du Mariage de LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* JEANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Louis XI. Du douziéme jour de Décembre* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 415.

AU nom de Dieu, Sainte Trinité, Pere, & Fils, & Saint Eſprit. Ainſi ſoit-il. Veû le procés pendant devant Philippe, Cardinal de Luxembourg; Louïs, Evéque d'Alby; & Ferrand, Evéque de Cepte; juges deleguez en cette partie de nôtre Saint Pere le Pape Alexandre VI. entre Louïs XII. du nom tres-Chrétien Roi de France, demandeur d'une part, & Illuſtre Dame Madame JEANNE DE FRANCE, défendereſſe d'autre part. Veû le referit Apoſtolique, la demande du demandeur, la litiſcontestation de la défendereſſe, & ſes exceptions, repliques, poſitions, & réponſes ſur celles d'un & d'autre côté. Les témoins produits par le demandeur, & leurs depoſitions objectées au contraire, & avec documens; concluſions faites en cauſe, aſſignation pour oüir droit, en communication de conſeil avec Cardinaux, Archevéques, Evéques, Docteurs en Theologie & en Droit, aſſemblez en grand nombre, avons ordonné & diſons, par Sentence diffinitive, & aians Dieu devant les yeux, declarons & prononçons le mariage fait entre leſdites parties être nul, & donnons congé & licence audit demandeur, entant que beſoin ſera, de pouvoir prendre femme & épouſe, telle que bon lui ſemblera, & ſans dépens de la cauſe prononcée le douzieme jour de Decembre 1498.

ANS de J. C. 1498.

DLXX.

ANS de J. C. 1498. FRANCE ET BRETAGNE.

Contract de Mariage de LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* ANNE DE BRETAGNE, *Veuve du Roi Charles VIII. A Nantes le 7. Janvier* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 416.

LOUïs, par la grace de Dieu Roi de France. Savoir faiſons à tous preſens & à venir. Comme puis naguere feu nôtre tres-cher & Couſin le Roi Charles VIII. que Dieu abſolve, ſoit allé de vie à trépas delaiſſée nôtre tres-chere & tres-amée Couſine la Reine ANNE Ducheſſe de Bretagne, ſa femme & épouſe, & ſans aucuns enfans deſcendus d'eux; & ſoit ainſi que depuis ledit trépas pluſieurs pourparlez de traitez de mariage de nous & d'elle aient été faits d'une part & d'autre, tellement que ſur iceux aient été mis & dreſſez par écrit, entre autres certains articles & convenances dodit traité de mariage, deſquels la teneur s'enſuit. S'enſuivent aucuns articles des convenances & accords du mariage ſans entre le tres-Chrétien Roi de France Loüis XII. de ce nom d'une part; & Dame Anne vraie Ducheſſe de Bretagne, d'autre part.

Premierement, a été accordé entre eux, que pour le bien & l'utilité de leur Païs & Seigneuries, ils ont voulu, conſenti, & promis, veulent, conſentent & promettent, de prendre par mariage l'une partie, l'autre; c'eſt à ſavoir ledit Roi tres-Chrétien, ladite Dame Anne, pour ſa femme & épouſe; & ladite Dame Anne Ducheſſe deſſuſdite, ledit Roi tres-Chrétien pour ſon mari & époux, & ce dans le jour de Mardi prochain huitieme de ce mois de Janvier prochain.

Item. A été accordé, que leſdites épouſailles ſeront faites dans le Château de Nantes.

Item. Et à ce que le nom de la Principauté de Bretagne ne ſoit & demeure aboli pour le tems à venir, & que le peuple d'icelui païs ſeroit ſecouru & ſoulagé de leurs neceſſitez & affaires, a été accordé, que le ſecond enfant mâle, ou fille au défaut de mâle, venant de leurdit mariage, & auſſi ceux, qui ſeront reſpectivement & par ordre, ſeront & demeureront Prince dudit Païs, pour en jouir & uſer comme ont de coûtume faire les Ducs ſes Predeceſſeurs, en faiſant par eux au Roi les redevances accoûtumées; & s'il avenoit, que d'eux deux en cedit mariage, n'iſſit, ou vint qu'un ſeul enfant mâle, & que ſi aprés iſſiſſent ou vinſſent deux ou pluſieurs enfans mâles, ou filles, audit cas ils ſuccederont pareillement audit duché, comme dit eſt.

Item. A accordé, que ladite Dame jouira entierement ſa vie durant du revenu du doüaire à elle baillé & aſſigné par le feu Roi Charles VIII. de ce nom, que Dieu abſolve, par ci-devant ſon mari & époux.

Item. Que ledit Roi tres-Chrétien, outre le doüaire du Roi Charles, baillera & conſtituera, & dés à preſent baille & conſtituë pareil & ſemblable doüaire, que ledit Roi Charles lui avoit baillé, au cas toutefois que ledit Roi tres-Chrétien allât de vie à trépas devant ladite Dame; & outre ce, audit cas elle jouïra des meubles

ANS de J.C. 1498. meubles de leur Communauté. Et ſi icelle Dame alloit de vie à trépas avant le Roi Tres-Chrétien ſans Enfans d'eux, ou que la lignée d'eux procréée audit Mariage defaudroit, en ce cas, ledit Roi Tres-Chretien joüira ſa vie durant ſeulement deſdits Duché de Bretagne, & autres Païs & Seigneuries, que ladite Dame tenoit à preſent; & aprés le decez d'icelui Roi Tres-Chretien les prochains vrais heritiers de ladite Dame ſuccederont auſdits Duché & Seigneuries, ſans que les autres Rois ni Succeſſeurs en puiſſent quereller, ni aucune choſe demander. Leſdites choſes deſſuſdites ſont accordées entre le Roi Tres-Chrétien & ladite Dame, & icelles ont promis entretenir l'un envers l'autre de bonne foi, en parole de Prince & de Princeſſe, par ces preſentes ſignées de leurs ſeins manuels, le ſeptieme jour de Janvier l'an 1498. Ainſi ſigné, Loüis, Aone.

Savoir faiſons, que Nous deſirant ledit Mariage avoir & ſortir ſon plein & entier effet, pour le bien de nous & de nos Roiaume, Païs & Seigneuries, & leſdits articles & convenances entre autres choſes être dûëment & entierement entretenus, avons par grande & meure deliberation de pluſieurs Princes de nôtre Sang & lignage, Prelats & Gens de nôtre Conſeil, de nôtre certaine ſcience, pleine puiſſance, & autorité Roiale, iceux articles, & le contenu en iceux, promis, jurez, & accordez, promettons, jurons & accordons en bonne foi, & en Parole de Roi, entretenir & entierement accomplir, tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, ſelon leur forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, ſous l'obligation de tous nos biens preſens & à venir; leſquels pour ce faire nous avons ſoumis & ſoumettons à toutes cours & juriſdictions ſeculieres & Eccleſiaſtiques, & aux Cenſures du Saint Siege Apoſtolique, en toute maniere & ample forme. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel, ſauf en autres choſes nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné au Châtel de Nantes au mois de Janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre Regne le premier. Ainſi ſigné, Loüis: Par le Roi, Meſſieurs les Cardinaux de Saint Pierre *ad Vincula*, & d'Amboiſe; vous le Sieur de Raveſtein, le Prince d'Orange, le Marquis de Rothelin, leſdits Comtes de Rohan, de Guiſe, & de Ligny, de Dunois, & de Rieux; les Eveques d'Alby, de Saint-Brieu, de Luçon, de Leon, de Scpte, de Cornoüaille, de Bayeux; les Sieurs de Gié & de Baudricourt, Maréchaux de France, de Sens, Chancelier de Bretagne, de la Trimoüille, de Chaumont, de Beaumont, d'Avaugour, & de Tournon; les Abbez de Redon, Vicechancelier de Bretagne, & de Monſtier Ramé, Jâques de Beaune, General des Finances de Languedoc, Maître Charles de Hautbois, Preſident des Enquêtes, Philippe Bandot, Gouverneur de la Chancellerie de Bourgogne; René Dupont, Archidiacre de Ploechâtel, Amaury de Quenechguilly, Roland de Soliczon, Alain Marco, Senéchal de Rennes, Maîtres des Requeſtes, & Conſeillers Ordinaires de Bretagne, Gabriel Miron Medecin Ordinaire, & pluſieurs autres preſens, Petit. Et ſcellé à lacs de ſoie & cire verte.

DLXXI.

ANS de C. J. 1498.

Memoire touchant les Traitez d'Arras de 1482. *de Francfort de* 1489. *& de Senlis de* 1493. *inſerez dans ce Volume, & qui ſervent beaucoup d'eclairciſſement à l'hiſtoire, au ſujet principalement du Mariage de* CHARLES *Dauphin, avec* MARGUERITE D'AUTRICHE; *de* MAXIMILIEN, *Roi des Romains, avec* ANNE *Ducheſſe de Bretagne; & de ladite* ANNE *avec* CHARLES VIII. *& depuis avec* LOUIS XII. *Rois de France. Par Amelot de la Houſſaye, inſeré dans le Recueil de* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 418.

FRANCE, AUTRICHE ET BRETAGNE.

PAr le Traité d'Arras fait en 1482. il fut Traité du Mariage de CHARLES Daufin, depuis Roi, avec MARGUERITE D'AUTRICHE, fille du Duc Maximilien d'Autriche, & fut convenu par ce moien, entre autres choſes, que le Comté de Bourgogne demeureroit au Roi.

Ce furent ceux de Gand qui moiennerent en bonne partie ce Traité avantageux au Roi Loüis XI.

Par le Traité de Francfort en 1489. quelques articles de ce Traité d'Arras ſont confirmez, ou expliquez; & pluſieurs points ajoûtez concernant le Duché de Bretagne.

Et par le Traité de Senlis en 1493. ladite Marguerite qui pluſieurs années avoit été tenuë comme Reine de France, fut renduë à ſon Pere, le Roi des Romains, & avec cela ce que le Roi tenoit dans le Comté d'Artois

Le Mariage de MAXIMILIEN, Roi des Romains, avoit été projetté, & même accordé avec ANNE heritiere de Bretagne; & à ce ſujet il avoit donné commiſſion & procuration au Comte de Naſſau, avec d'autres Deputez, pour l'épouſer en ſon nom, comme fit ce Comte; mais le conſentement du Roi n'y étant intervenu, ainſi qu'il étoit requis, ladite Princeſſe étant ſa vaſſalle & ſujette; outre que le Duc François ſon Pere avoit auſſi promis (*a*) de ne la marier ſans le conſentement du Roi; ce mariage projetté, mais non conſommé, demeura nul.

(*a*) Par le Traité de Sablé du 20. Août 1488.

Cependant, Alain Sire d'Albret ſe voiant auſſi fruſtré du Mariage de la Princeſſe, qu'il avoit inſtamment pourſuivi, auquel le Pere d'Anne inclinoit, il ſe rangea du parti du Roi, lui rendit Nantes, & ceda les droits qu'il pretendoit au Duché de Bretagne, au nom de ſa Femme de la Maiſon de Pentiévre; pour recompenſe deſquels, le Roi lui tranſporta quelques Terres en Gnienne; & Anne s'étant retirée à Rennes, ſon Conſeil entra en diviſion ſur ſon Mariage, mais aprés diverſes contentions, enfin la Paix entre le Roi & elle fut traitée par deliberation des Etats du Païs, au mois de Novembre 1491. & par ce moien l'alliance de cette Princeſſe beaucoup plus ſortable fut acordée avec le Roi, qui renvoia Marguerite d'Autriche au ſuſdit Roi des Romains ſon Pere, aprés qu'elle eut fait ſejour de neuf à dix années en France; mais à cauſe de ſa jeuneſſe le Mariage n'avoit été conſommé.

Dont ce Mariage d'ANNE Ducheſſe de Bretagne avec CHARLES VIII. fut preferé, & l'autre improuvé, comme étant celui-ci fondé ſur le bien public, & ſur le deſſein de reünir cette belle Duché de Bretagne à la Couronne de France; car la prudence faiſoit conſiderer, que l'Etat François ſeroit menacé de grandes diviſions, ſi la Bretagne tomboit en main étrangere.

Tous

ANS de J. C. 1498. Tous les François & Bretons, qui voioient les fondemens jettez d'un long repos entre eux, par le moien de cette alliance, en furent grandement satisfaits; pour la conservation duquel Mariage la Duchesse fut conduite à Langeais en Touraine, où le contrat fut passé en presence des Ducs d'Orleans & de Bourbon, & d'autres Princes & Grands de France, & de Bretagne. Ils furent épousez par Loüis d'Amboise, Evêque d'Alby, le seizieme Decembre du même an 1491. & peu de tems aprés elle fut Sacrée & Couronnée dans l'Eglise de l'Abbaie de Saint Denis; & par ce moien le Roi joignit à son Etat la Breragne, Païs d'importance & de grande étenduë, contenant neuf Evêchez.

Depuis, par le Traité de Paix sus-mentionné, conclu à Senlis le vint-troisieme Mai 1493. entre le Roi Charles VIII. d'une part, & Maximilien & Philippe d'Autriche Pere & Fils, d'autre; il fut arrêté, que ladite Marguerite Sœur de Philippe seroit renvoiée & livrée en Picardie aux Ambassadeurs de ces deux Princes: que ledit Philippe aiant l'âge de vint ans feroit hommage au Roi pour les Païs par lui tenus de sa Souveraineté; & que le Roi joüiroit des Comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, & autres points.

Depuis, Anne de Bretagne étant demeurée Veuve de Charles VIII. l'an 1498. aprés la dissolution du Mariage du Roi Loüis XII. avec Jeanne de France, Fille du Roi Loüis XI. elle épousa ledit Roi Loüis XII. le huitieme Janvier 1499. les conventions du Mariage furent les mêmes, que celles qui avoient été acordées lors de son premier Mariage avec Charles VIII. laquelle par ainsi fut deux fois de suite Reine de France; ce qui fut un moien de conserver l'union de la Duché de Bretagne avec la France. Anne mourut à Blois le neuvieme Janvier 1513. âgée de trente-sept ans, laissant deux filles du Roi Loüis XII. savoir Claude, mariée au Roi François I. & Renée, au Duc de Ferrare.

DLXXII.

ANS de J. C. 1499. FRANCE ET SUISSE. *Traité de Confédération entre* LOUIS XII. *Roi de France, & les* SUISSES, *fait à Lucerne, le 16. Mars* 1499. Frederic Leonard. Tom. IV.

NOs Magister Civium, Ammani, Consules, & Communitates, Civitatum, Oppidorum, & Provinciarum magnæ & vetustæ ligæ confœderatorum Alamaniæ superioris, videlicet Turregi, Bernæ, Lucernæ, Uraniæ, Suitii, &c. Notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, quia inter memoriæ divinæ Christianissimos Francorum Reges, majoresque nostros, sincera fides, fœderum unio, intelligentiarumque vincula à vetustissimis annis huc usque extiterint, quæ pro conservatione status utriusque Deo largiente feliciter profuerunt. Cupientes itaque hanc integerrimam fidem, & sinceræ benevolentiæ inviolatam amicitiam ultra producere, quo utrarumque partium status, & firmitatem, & adversus hostes nostros robur suscipiat efficacissimum, præfata fœdera, unionesque, & intelligentias cum Christianissimo Rege, Domino LUDOVICO Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Rege, Duce Mediolani, &c. pro Majestate Sua, Regno, Dominiis & subditis ejusdem acceptavimus & conclusimus, pro nobis, Dominiis, Terris, & subditis nostris, in hunc qui sequitur modum, videlicet.

Quod præfatus Rex ex sua singulari clementiâ nobis harum vigore promittit, & pollicetur, adversùs omnes & quoscunque fidele auxilium, juvamen, & defensionem suis propriis impensis.

Præterea Majestas Sua pro suæ in nos pietatis comprobatione, durante decennio, à datâ præsentium immediate computando, singulis anois in festo Purificationis Mariæ proximè venturo incipiendo, nobis aut procuratoribus nostris super hoc mandata specialia habentibus, in Civitate suâ Lugdunensi expediri & dari disponat, & teneatur per modum pensionis annuæ 20. millia Francorum, æquâ ratione inter nos dividendorum, videlicet pro singulo pago memoratæ ligæ nostræ duo millia Francorum præscriptorum. ANS de J. C. 1499.

Ad hoc si ullo tempore bella nobis, adversus quemcunque hoc fuerit, pro quibus Majestatem suam Regiam pro auxilio habendo requireremus, & eadem suis propriis guerris occupata nobis succurrere non valeret, ex tunc, quo magis nos ipsi guerras nostras continuare valeamus, cum easdem manu efficaci prosequimur, debebit Majestas Sua nobis singulis annis expedire octuaginta millia florenorum Rhenensium, quos per quatuor partes anni, in sua Civitate Lugdunensi, videlicet pro qualibet parte anni 20. millia florenorum enumerare faciat in subsidium hujusmodi bellorum nostrorum, supradictâ summâ pensionis annuæ non derogatâ aut diminutâ, quæ nihilominus suis terminis, ut præfertur, nobis præstari debetur.

Si verò Rex ipse pro suis negotiis & bellis, ubi hoc fuerit, auxilium nostrum requirendum duxerit, debebimus nos Majestati Suæ numerum virorum armatorum, prout nobis honestum & possibile fuerit, impendere, nisi propriis bellis occupati, ad præmissum auxilium impediti fuerimus, & nihilominus nostratibus Regi sponte inservire cupientibus permittere ad auxilia Majestatis Suæ proficisci valeant, expensis tamen & stipendiis Regiæ Majestatis Suæ, quæ nostros non debebit recipere milites prius non requisitos.

Cuilibet igitur armatorum nostrorum pro mensis spatio, annum in 12. menses computando, pro stipendio consueto, contribuere debet aureos Rhenenses quatuor, & medium, quæ quidem stipendia, quamprimùm illos domo egredi contigerit, initium sument, & quando Majestas Regia hujusmodi auxilia requirenda duxerit, trina continua nostratibus stipendia debebit, quorum primum in Civitatibus Turregiensium aut Lucernensium, reliqua verò dno in Civitate Genevensi, aut alio loco apto, venient exsolvenda, nostratibus quoque reservatæ sint omnes & singulæ immunitates & privilegia, quibus cæteri Regis stipendiarii gaudent & potiuntur.

Et quod si nos ullis temporibus bella propria gerentes, cum hostibus nostris Pacem seu inducias, sicut possumus, fecerimus, tenebimur Regiam Majestatem suam specifice & singulariter reservare & includere, & illam ut nos ipsos providere: pariter, si Rex ipse cum hostibus suis Pacem seu inducias, uti potest, firmaverit, debebit Majestas Sua nos ipsos expressè reservare & includere, & nos sicut se ipsum providere.

Et si juxta rerum præsentium dispositionem bellis involuti fuerimus, tenerur incontinenti Rex ipse erga communes hostes nostros cum potentia & manu efficaci guerras, movere, & hæc operarj, quæ sibi & nobis commoda existunt, & bellorum condicio requirit.

Et ut hæc amicitia & indissolubile fœdus eò meliùs servetur, non permittemus, sed prohibebimus, ut aliqui subditorum nostrorum, quibus condicionibus id fuerit, contra Regem ipsum, durante eo fœdere, arma sumant, aut alicui quoquo pacto auxilia præstent, & favores, qui præfatæ Regiæ Majestati guerras quascunque facere vellent, & hos mandata nostra supernentes, quæ sub acriori pœna sient, & secus facientes, omnes rebelles pro demeritorum suorum dispositione castigare debebimus.

ANS de C. J. 1499.

Ad hoc cautum eſt, quòd ſi aliquos noſtratum ultra numerum à Rege petitum, ad ſervitium Regiæ Majeſtatis ſuæ proficiſci contigerit, quod nulla eiſdem Regia Majeſtas ſtipendia præſtare debet.

Demum in his omnibus, & circa hæc pro parte noſtra excipimus & reſervamus Sanctam Sedem Apoſtolicam, Sacrum Romanum Imperium omneſque & ſingulos, cum quibus fœdera, uniones, intelligentias, & obligationes litteris & ſigillis noſtris munitas contraximus.

Qua tamen reſervatione non obſtante his confitemur cum Domino Ludovico Maria Sforcia & heredibus ſuis nullatenus habere confœderationem, intelligentiam, ſeu unionem quſcunque, dolo & fraude penitus ſecluſis. In cujus rei Teſtimonium, &c. Datas Lucernæ 16. menſis Martii anno 1499.

DLXXIII.

ANS de J. C. 1499. France et Venise.

Traité de Paix & Alliance entre LOUIS XII. *Roi de France, & les* VENITIENS. *Fait à Blois le 15. Avril* 1499. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 419.

PRimo, quòd Rex Chriſtianiſſimus & Illuſtriſſimus Dux pro eis, & eorum ſucceſſoribus Regibus Francorum, & VENETIARUM Ducibus, atque excelſum Venetum Dominium ſunt atque erunt perpetuis temporibus, amici & confœderati modo & forma infra ſcriptis, adverſùs & contra omnes, nemine excepto, præter Romanum Pontificem modernum, qui, ſi ſibi placuerit, poterit ingredi iſtud fœdus & amicitiam cum ipſis Chriſtianiſſimo Rege & Illuſtriſſimo Duce & Dominio Venetiarum. Qui quidem prædicti Chriſtianiſſimus Rex & Illuſtriſſimus Dux, & Dominium Venetiarum, erunt amici amicorum, & inimici inimicorum, ita & taliter quòd neuter eorum dabit unquam directè vel per indirectum ſub quocumque colore, cauſa & occaſione, quæ dici ſeu excogitari poſſit, ulli Principi, Dominio, communitati aut potentatui, quicumque ſint aut eſſe poterunt, favorem, præſidium, opem, aut auxilium contra & adverſùs alium.

Item, poterunt incolæ & ſubditi utriuſque partis, ire, morari, mercari, & negotiari tute & ſecurè, per Terram, Mare, atque aquas dulces & flumina, in Patriis, Dominiis, & Provinciis alterius ditioni & imperio ſubjectis, perinde ac ſi eſſent veri & originarii incolæ, & ſubditi illius Principis aut Dominii, cujus Patrias & Dominium adibunt; nec patientur prædicti Chriſtianiſſimus Rex, & inclitum Dominium Venetum in eorum Patriis & Dominiis, tam Terrâ quam mari, aliquos piratas aut prædones ad damnificandum ſubditos alterius, & licebit ipſis Chriſtianiſſimo Regi & excelſo Dominio Veneto, intra tres menſes proximos à data præſentium numerandos, nominare & declarare ſuos amicos & confœderatos, quos volunt & intelligunt in iſta amicitia & contentis in præcedentibus articulis comprehendi, quos quidem amicos & confœderatos una quæque partium infra prædictum ſpatium infinuare tenebitur.

Item, quia prædictus Chriſtianiſſimus Rex, ſummo auxiliante Deo, vult & intendit recuperare Ducatum Mediolanenſem, Comitatum Papiæ, & alias Civitates, Terras, & Dominia, nunc per Dominum Ludovicum Sforciam occupata, quæ ſunt verum & antiquum patrimonium ipſius Chriſtianiſſimi Regis, & ei hæreditario jure obvenerunt & ſpectant; Tractatum, actum, conventum, promiſſum, atque concluſum per nos præfatos Oratores, pro & nomine dictorum Illuſtriſſimorum Ducis & Venetorum Dominii exutit, & eſt, quoòd toties quoties antedictus Chriſtianiſſimus Rex volet inferre arma & movere bellum, ſeu facere & indicere guerram prædicto Domino Ludovico, & aliis, qui pro tempore prædictos Ducatus, & Dominia, in totum ſive in parte detinebunt, prædicti Illuſtriſſimi Dux, & ſui ſucceſſores, & inclitum Venetum Dominium indicent, & apte movebunt & inferent bellum prædicto Domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatus & Dominii detentoribus, quando & ubi prædictus Chriſtianiſſimus Rex voluerit, & Suæ Majeſtati expedientiùs videbitur, cum numero mille & quingentorum hominum armatorum, ſeu armigerorum virorum, & quatuor millium peditum ad minus, quem numerum armatorum & peditum ipſum Dominium Venetum eſt & erit obligatum tenere & ſtipendiare ſuis propriis ſumptibus & expenſis, uſque ad totalem & integram recuperationem, ad opus, commodum, & utilitatem præfati Chriſtianiſſimi Regis, dictorum Ducatûs Mediolani, Comitatûs Papiæ, & cæterorum locorum, Terrarum, & Dominiorum, per ipſum Dominum Ludovicum citra Bononiam detentorum, excepto Dominio Genuenſi, ad quod acquirendum, ſeu recuperandum, prædictum Dominium Venetum non tenebitur præſtare auxilium ipſi Chriſtianiſſimo Regi. Non tamen poterit dictum Venetum Dominium modo aliquo directè vel indirectè, prætextu cujuſcumque rei, coloris, aut occaſionis quæ dici aût excogitari poſſit, impedire Chriſtianiſſimum Regem in acquiſitione, ſeu recuperatione dicti Genuenſis Dominii; neque prædicti Dux & Venetiarum Dominium præſtabunt unquam aliquod auxilium, ſubſidium, favorem, præſidium, re aut verbis, quocumque modo dici aut excogitari poſſit, Genuenſibus, & eis adhærentibus, contra & adverſùs ipſum Chriſtianiſſimum Regem. Qui quidem Chriſtianiſſimus Rex ſimiliter incipiet & faciet bellum & guerram prædicto Domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatûs & Dominiorum detentoribus, cum numero mille quingentorum armatorum virorum ad modum Italiæ, & quatuor millium peditum ad minimum, illos eodemque tempore quo voluerit, quod Dominium Venetum movet bellum ipſi Domino Ludovico, & continuabitur prædictum bellum per Chriſtianiſſimum Regem, & inclitum Venetum Dominium, uſque ad totalem recuperationem Ducatûs Mediolanen. & aliarum rerum prædictarum. Tamen, ſi accideret quòd Turcus pararet magnam & potentem claſſem, & quòd illam mitteret contra ſtatum dicti inclitti Venetorum Dominii, ſeu recommendatos eorum de Archipelago, Rhodum, aut aliquam partem Italiæ, his in caſibus prædictum Dominium non tenebitur ad requeſtam Regis incipere guerram ſeu bellum contra prædictum Dominum Ludovicum, quamdiu dicta claſſis Turci erit foris ad prædicta loca, ut ſupra dictum eſt. Si tamen jam inchoatum eſſet bellum contra prædictum Dominum Ludovicum, ſeu alium detentorem prædictorum Ducatûs & Dominiorum, antequam Turcus mittat claſſem ſuam ad prædicta loca, vel aliquem eorum, dictum Dominium non poterit, prætextu dictæ claſſis, prætermittere, quin proſequatur, & teneatur proſequi efficaciter dictum bellum, cum numero armatorum & peditum ſupra expreſſo, uſque ad finalem & integram recuperationem antedicti Ducatûs Mediolanenſis, & aliorum Dominiorum ſupra ſpecificatorum ad opus & utilitatem dicti Chriſtianiſſimi Regis, prout ſupra dictum eſt, niſi de communi conſenſu & voluntate prædictorum Regis & Dominii, dictum bellum ſic inchoatum pro aliqua urgente neceſſitate differatur.

Item, non poterunt prædicti Chriſtianiſſimus Rex, & Illuſtriſſimus Dux & Dominium Venetiarum, facere aut inire Pacem vel treugas cum prædicto Domino Ludovico, aut alio ſeu aliis contra quos moverint bellum communi conſenſu, niſi hoc fiat etiam

ANS de J. C. 1499.

etiam communi conſenſu eorum accedente. Nec poterunt prædicti Chriſtianiſſimus Rex, & excelſum Venetum Dominium, cum aliquo Principe, aut communitate, facere Pacem, inducias aut treugas, ſeu alium contractum, ſine expreſſa & ſpecifica denominatione alterius tanquam amici & confœderati.

Item, ſi contingeret Regem Romanorum movere ſeu inferre arma prædicto Chriſtianiſſimo Regi, aut ſubditis ſuis, propter quod ipſe Chriſtianiſſimus non poſſet ita promptè dare operam, ſeu intendere ad recuperationem dicti Ducatûs Mediolanenſis, prædictum Venetum Dominium, quamprimùm fuerit ad hoc à Majeſtate Regia requiſitum, tenebitur facere & rumpere guerram prædicto Domino Ludovico, ſuis ſumptibus & expenſis, cum numero armatorum & peditum ſuperiùs deſignato, tamdiu quamdio prædictus Rex Romanorum inferet bellum prædicto Chriſtianiſſimo. Qui quidem Chriſtianiſſimus etiam tenebitur eodem tempore movere guerram prædicto Domino Ludovico, cum tali numero gentium, quàm commodè poterit conſideratis negotiis, quibus tunc ſua celſitudo implicabitur. Ita tamen quòd dictus numerus ſit ſufficiens ad facieodum guerram dicto Domioo Ludovico. Et ſimiliter, ſi contingeret prædictum Regem Romanorum, poſt publicationem hujus fœderis, inferre bellum prædicto Venetorum Dominio, aut ſubditis illius, hoc in caſu dictus Chriſtianiſſimos Rex dabit effectualiter prædicto Domioio omne bonum & legale auxilium cootra ipſum Regem Romanorum, prout melius, & expedientius erit.

Item, ob conſiderationem ſumptuum & expenſarum, quas prædictum excelſum Venetorum Dominium faciet & ſuſtinebit pro auxilio præſtando ipſi Chriſtianiſſimo Regi, ad prædictam acquiſitionem ſeu recuperationem faciendam prout ante ſcriptum eſt, & etiam pro ſecuritate ſtatûs dicti Dominii Veneti, ipſe Rex Chriſtianiſſimus contentus eſt, quòd Civitas Cremonæ, unà cum territorio Cremonenſi, & Civitatibus, Terris, Villis, arcibus, locis, & caſtellis omnibus, cum fluminibus, aquis, territoriis, & pertinentiis ſuis, quæ pertinent ſtatui & Dominio Mediolanenſi, quæ ſunt ultra flumen Adduæ verſus Cremam & Brixiam, ſimolque omois ora fluvialis cum ripis ipſius fluvii Adduæ uſque ad aquam excluſive, (quod flumen & tota aqua illius integrè remanebit ipſi Chriſtianiſſimo Regi) ſiot prædicti Dominii Veneti, prædicta acquiſitione dicti Ducatûs & aliorum Dominiorum ſupra dictorum facta, & remaneant perpetuò pleno jore prædicto Dominio Veneto, illaque ſemper & liberè tanquam ſua detineat & poſſideat, excepto Caſtro & loco Lechi, quod remanet & remanebit antedicto Chriſtianiſſimo Regi, & ſuis ſucceſſoribus Ducibus Mediolani. Et promiſerunt prædictæ partes, videlicet ipſe Chriſtianiſſimus Rex perſonaliter, & nos prædicti Oratores nomine prædicti Dominii, & virtute mandati ab eodem Dominio nobis directi, ſuper Sancta Dei Evangelia, & ſub cenſuris & interdictis Apoſtolicis, bene, legaliter, & integre coſtodire facere & obſervare, unaquæque partium reſpectivè qooad eam attinet, omnia & ſingula in præcedentibus articulis & capitolis comprehenſa, ſecundum formam & tenorem illorum.

Quæ omnia & ſingula in præcedentibus articulis ſeu capitulis contenta, nos Oratores & Procuratores prædicti promittimus per juramenta ooſtra ſupra Sacro-Sancta Dei Evangelia præſtita, nomine quo ſupra, adimplere atque obſervare ad unguem, & effectualiter procurare, quòd aotedictus Illuſtriſſimus Dux & inclitum Venetum Dominium prædicta omnia in hoc præſenti tractatu & fœdere contenta, rata habebunt, atque ſuas litteras ratificationis omoium & ſingulorum per nos, ut ſupra, geſtorum in bona & debita forma expeditas prædictæ Regiæ Majeſtati tranſmittent infra Calendas Julias proximè futuras, à data præſentium. In quorum fidem, robur, & teſtimonium, præſentes litteras manibus propriis ſignavimus, atque ſigillorum noſtrorum appoſitione roborovimus. Datum Bleſis, die 15. Aprilis, anno Domini 1499.

ANS de J. C. 1499.

DLXXIV.

Traité entre LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIBERT *Duc de Savoye. A Géneve le* 13. *Mai* 1499. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 422. FRANCE ET SAVOYE.

PHILIBERT, Duc de Savoie, de Chablais, & d'Aouſte, Prince & Vicaire perpetuel du Saint Empire Romain, Marquis en Italie, Prince de Piemont, Comte de Geneve & de Baugé, Baron de Vaud & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verceil, &c. A tous ceux qui ces preſentes lettres verroot, Salut. Comme puis naguere pour l'entretenement des amitié, confederatioo, & alliances étans entre nôtre tres-redouté Seigneur & Coufin le Roi de France, & Nous, & les ſujets d'un parti & d'autre, & auſſi pour le traitement d'aucunes matieres touchant & concernant le bien, profit, & utilité dudit Seigneur & de Nous, il ait envoié devers nous, reverend Pere en Dieu l'Evéque de S. Paol de Leon, & Maître Richard le Moyne, ſes Ambaſſadeurs & Procureurs ſpeciaux, avec leſquels nous aions fait, conclu, traité, & accordé les points & articles dont la teneur eſt telle.

Premierement, mondit Sieur le Duc de Savoie, averti du vouloir & intention, que ledit Roi Tres-Chrétien a d'aller conqueſter & recouvrer ſon vrai & ancien heritage de la Duché de Milan, Comté de Pavie, & autres Terres & Seigneuries, que lui détient & occupe induëment le Sieur LUOOVIC, promet & accorde mondit Sieur le Duc de donner paſſage par ſes Terres, Païs, & Seigneuries, au Roi & à ſon armée, tant de pied que de Cheval, toutes fois & quantes qu'il voudra paſſer en perſonne, ou faire paſſer ſadite armée pour aller faire ladite conquête, en paiant leurs dépens, & ce qu'ils prendront du Païs & ſujets de mondit Sieur le Duc raiſonnablement, ſelon le taux qui ſera fait par les Commis ſur ce de la part dudit Seigneur & de mondit Sieur le Duc; pourvû auſſi que ledit Seigneur tiendra & ſera tenir tel ordre par ſes Capitaines & Chefs de guerre, que ſeſdits gens d'armes & armée paſſeront paiſiblement, & ſans faire aucune force, violence, ni pillerie ſur les Païs & Sujets de mondit Sieur le Duc; & ſi aucune faiſoient leſd. Capitaines & Chefs de guerre, & autres ſur ce Commis, en ſeront faire promptement la puoition & dûë reparation. Auſſi mondit Sieur le Duc de ſon côté commettra gens pour faire conduire leſdits gens de guerre par ſeſdits Païs & Seigneuries, & les ſera bien loger & traiter, & ſi beſoin eſt retirer & ſejourner en grand & petit nombre, comme le cas requerra, & ne permettra, que par ſeſdits Païs & Sujets leur ſoit faite aucune injure, force, ou violence, & ſi aucune s'en faiſoit, en ſera faire par ſes Officiers & Commis, promptement dûë punition & reparation: & permettra auſſi mondit Sieur de Savoie, que ledit Seigneur ſe ſerve de ſes Sujets, qui le faire le voudront; & au ſurplus en tant que touche ce que le Roi demande que mondit Sieur de Savoie ne doonera vivres, retraite, ni faveur, ni permettra donner par ſes ſojets aux ennemis du Roi, mondit Sieur le Duc eſt content en reſignant toûjours ſon honneur & devoir de fidelité, le Roi conſiderant la proximité de lignage qui eſt entre lui & mondit Sieur de Savoie, auſſi pour le boo & grand vouloir, qu'il a conçu par ci-de-

ANS de J. C. 1499.

ci-devant, & connoît par effet mondit Sieur avoir à lui, & pour la grande amour & affection que ledit Seigneur a envers mondit Sieur de Savoie, le voiant ſi bien diſpoſé à lui faire ſervice, dés maintenant donnera à mondit Sieur de Savoie vint deux mille livres de penſion chacun an, & à Monſieur le Bâtard de Savoie ſon frere, dix mille; & outre icelui Seigneur donnera à mondit Sieur le Due la charge & conduite de cent hommes d'armes, & les lui entretiendra ſans point de retranchement, durant le bon plaiſir dudit Seigneur, qui s'entendra être & durer juſques à ce que mondit Sieur de Savoie fit choſe pourquoi ledit Seigneur eût legitime occaſion de lui rien ôter; leſquels cent hommes d'armes il commencera à mettre ſus en ce preſent mois de Mai, auquel mois & le premier jour d'icelui commencera le premier quartier, à la fin du mois de Juillet prochainement venant, ſe fera le paiement dudit quartier, en faiſant la montre deſdits cent hommes d'armes, telle qu'on a accoûtumé en France, & de là en avant ſe fera toûjours le paiement deſdits cent hommes d'armes de trois mois en trois mois, en faiſant la montre comme dit eſt. Leſquels hommes d'armes, enſemble les Lieutenans, Archers, & ſuite, mondit Sieur de Savoie ſera & mettra ſus de ſes ſujets, & autres que bon lui ſemblera, pourvu que les Chefs ſoient ſeûrs & feables au Roi. Et outre ce ſi mondit Sieur de Savoie veut s'emploier à ſervir ledit Seigneur à ſadite conquête, ledit Seigneur lui donnera la charge & conduite d'autres cent hommes d'armes, & l'avertira deux mois avant qu'il veüille commencer la guerre; & lors qu'il ſera ledit avertiſſement lui avancera pour un quartier le paiement deſdits cent hommes d'armes; leſquels cent hommes d'armes, enſemble les Lieutenans, Archers & ſuite, il poura choiſir, deputer, & prendre en ſes païs & ailleurs là où bon lui ſemblera, pourvû qu'ils ſoient ſuffiſamment ſelon la coûtume de France, & que les Chefs & Capitaines ſoient ſeurs & feables au Roi comme deſſus. Plus donnera ledit Seigneur durant la guerre & conquête, depuis qu'elle ſera commencée juſques à la fin, à mondit Sieur le Due, la ſomme de trois mille écus d'or au ſoleil pour chacun mois, & moiennant ce mondit Sieur ſera tenu de fournir ſix cens combatans à cheval, & armez bien en point, outre leſdits deux cens hommes d'armes, durant ladite guerre; deſquels ſix cens combatans ſe fera vûë en paiant leſdits trois mille écus, & ſi beſoin eſt de deux mille hommes de pied, pour l'eſpace de ſix ſemaines tant ſeulement; de laquelle armée mondit Sieur le Duc, ou ceux qui en auront la charge de lui, ſeront tenus de ſervir ledit Seigneur en ſadite conquête, ainſi que par lui & ſes Lieutenans ſeroit raiſonnablement aviſé; & s'entendra ladite guerre etre commencée dés que ledit Seigneur fera paſſer en Italie le nombre de deux cens hommes d'armes, outre les huit cens hommes d'armes qui ſont ordonnez en la Comté d'Aſt.

Item. Et outre ce que dit eſt, aprés avoir conquêté la meilleure partie de ladite Duché de Milan, ledit Seigneur tant qu'il vivra, donnera à mondit Sieur ſa vie durant, ladite penſion de vint-deux mille livres tournois par chacun an, & à Monſieur le Bâtard ſon Frere, dix mille livres tournois, ſans aucun retranchement, enſemble paiement deſdits cent hommes d'armes, ſoit paix ou guerre. Et en outre par tems de guerre, en cas que ledit Seigneur ſe veüille ſervir de mondit Sieur le Due, & mondit Sieur le veüille ſervir, lui donnera le paiement d'autres cent hommes d'armes, enſemble la penſion deſdits trois mille écus au ſoleil par mois, comme deſſus.

Item. Si cas avenoit, qu'avant ladite guerre commencée ou aprés, le Sieur Ludovic Sforce, detenant à preſent ladite Duché de Milan, ou aucuns ſes Alliez & ſoivans envahiſſent les Païs, Terres, & Seigneuries de mondit Sieur le Duc, ou ſe preparaſſent de ce faire, en maniere que le danger y fût évident, poura mondit Sieur le Duc leſdits gens d'armes dont il doit ſervir ledit Seigneur comme deſſus, employer totalement à la défenſe de ſeſdites Terres & Seigneuries; & au ſurplus ſera tenu ledit Seigneur de toute ſa puiſſance aider & ſecourir mondit Sieur le Duc à ſes propres coûts & dépens, tout ainſi que ſi c'étoit pour la preſervation & défenſe de ſon Etat.

ANS de J. C. 1499.

Item. Et que ledit Seigneur en toutes les Ligues, Confederations, & Alliances qu'il fera, enclorra & reſervera mondit Sieur le Duc & ſes Sujets, Terres & Seigneuries, ni ne ſera Paix, Traité, Appointement, ni Treve, touchant ladite Duché & Etat de Milan, ſans le ſeû de mondit Sieur le Duc, & où il ne ſoit compris: & le ſemblable ſera tenu de faire mondit Sieur le Due. Et ſi mondit Sieur le Due, outre les choſes deſſuſdites, fait en ladite conquête de Milan quelque priſe ou bon ſervice audit Seigneur, il le reconnoîtra envers lui tellement qu'il ſe devra tenir content.

Item. Et ſoit entendu, que par le preſent Traité ne ſoit en rien dérogé aux Alliances & Conſederations Anciennes & Nouvelles, faites entre les Rois Predeceſſeurs dudit Seigneur, & les Ducs Predeceſſeurs de mondit Sieur le Due, ains demeureront en leur entier, & ſeront confirmées, tenuës, & entretenuës par leſdits Seigneurs Roi & Duc, en leurs articles, ſelon leur forme & teneur.

Leſquelles choſes deſſus écrites, mondit Sieur le Due promet de tenir, garder & obſerver ſelon la forme & maniere contenue és Chapitres deſſus écrits, reſervé ſur le tout ſon honneur & devoir de fidelité. Et ſemblablement promet ledit Seigneur à mondit Sieur le Duc, toutes & chacunes les choſes contenues eſdits Chapitres, tenir, garder & obſerver, l'aider, défendre, & s'employer pour lui ſelon la forme & contenu deſdits Chapitres.

Item. Et outre les choſes deſſuſdites, dés maintenant donnera ledit Seigneur, par maniere de penſion, à aucuns Sujets & Serviteurs Domeſtiques de mondit Sieur le Duc, afin qu'ils ſoient plus enclins à lui faire ſervice, c'eſt à ſavoir à Monſieur de la Chambre, cinq mille livres tournois; à Monſieur Charles, Grand-Maître d'hôtel de mondit Sieur le Duc, douze-cens livres tournois; à Monſieur le General de Savoie, Baſtien Ferrier, mille livres tournois; à Laurent de Gourvou, Ecuier d'Ecurie de mondit Sieur le Duc, quatre-cens livres tournois; à Amé de Challat, Maître d'hôtel de mondit Sieur le Due, deux-cens livres tournois; à Claude de Balleyſon, deux-cens livres tournois; leſquelles penſions s'entendront eſtre & durer, ſans point de retranchement, juſques à ce que les deſſuſdits fiſſent choſe pourquoi ledit Seigneur eût legitime occaſion de les leur oſter.

DLXXV.

Proces Verbal de l'hommage fait par PHILIPPE, *Archiduc d'Autriche, à* LOUIS XII. *Roi de France, pour les Comtez de* FLANDRES, ARTOIS *&* CHAROLOIS. *A Arras le 5. Juillet* 1499. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 425.

ANS de J. C. 1499. FRANCE ET AUTRICHE.

JEan amys, Notaire & Secretaire du Roi nôtre Sire. Pource qu'il a plû à nôtre haut & puiſſant Seigneur, Monſieur Meſſire Guy de Rochefort, Chevalier, Seigneur de Pleuvot & de Labergement, Chancelier de France, tant de ſa grace me preferer, que de m'avoir ordonné & commandé les Lettres de la reception de l'hommage, fait au Roi nôtredit Sire en ſes mains, par tres-haut & tres-puiſſant Prince, Monſieur PHILIPPE, fils du Roi des Romains, Archi-

ANS de J. C. 1499.

Archiduc d'Autriche, Comte de FLANDRE, d'ARTOIS, & de CHAROLOIS, le cinquieme jour de ce preſent mois de Juillet 1499. étant mondit Sieur le Chancelier en la cité d'Arras, en l'Hôtel Epiſcopal: Et que tels grands actes, termes, & ceremonies, qui en ce unt été gardées & obſervées en l'honneur & exaltatiun, profit, & utilité du Roi & de ſa couronne, ſont dignes de perpetuelle memoire; me ſuis enhardi rediger par écrit tout ce que j'ai pû voir & entendre touchant ce preſent acte & matiere, & mémement depuis le penultieme jour de Juin dernier paſſé, juſques audit cinquieme jour de Juillet enſuivant.

Et pour entrer en ladite matiere, eſt choſe certaine & veritable, que ledit Monſieur le Chancelier ledit jour ſe partit l'apreſdînée de la Ville de Dourlens, au Païs de Picardie, pour aller en la cité d'Arras, où cedit jour il arriva, toûjours accompagné de Meſſieurs de Raveſtein & de la Gruture; de Meſſire Charles de la Vernade, Chevalier, Sieur dudit lieu; Maiſtre Chriſtofe de Cremonne, Conſeillers & Maiſtres des Requeſtes ordinaires de l'Hôtel; Meſſire Raoul de Lannoy, Bailly d'Amiens; Maiſtres François d'Eſtain, Hugues de Baigel, Amaury de Quinquiville, Nicole de Foix, Philippe d'Eſtas, Richard Nepveu, Pierre de la Vernade, Conſeillers ordinaires; Mace Touſtain, Procureur General d'icelui Sieur en ſon Grand Conſeil; Jean Burdelot, Procureur General d'icelui Sieur en ſa Cour de Parlement à Paris; Antoine le Viſte, Rapporteur de la Chancellerie de France; Dreux Budé, Jean de Villebreſme, Raoul Guyot, Philippe Maillart, Notaires & Secretaires du Roi nôtredit Sieur, & moi.

Et ainſi que mondit Sieur le Chancelier fut avec toute ſad. Compagnie, comme à lieuë & demie de ladite cité d'Arras, chevauchant en bon ordre, aiant au devant de lui l'Huiſſier du Grand Conſeil, portant ſa maſſe découverte, armoiée des armes du Roi, & aprés ledit Huiſſier le Chauffe-cire, qui portoit le Scel ainſi qu'il eſt accoûtumé, quand mondit Sieur le Chancelier chevauche par Champs; lequel Chauffe-cire étoit côtoié de deux Rois d'armes du Roi nôtredit Seigneur, vétus de leurs cottes d'armes, (c'eſt à ſavoir Montjoye, premier Roi d'armes de France, & Normandie,) arrivérent, venant au devant de mondit Sieur le Chancelier, l'Evêque de Cambrai, Meſſire Thomas de Pleures, Chevalier, Chancelier de mondit l'Archiduc; Monſieur le Comte de Naſſau, le Sieur de Fiennes, & autres tant Chevaliers qu'Ecuiers, & gens du Conſeil de mondit Sieur l'Archiduc. Lequel Meſſire Thomas de Pleures, ſoi adreſſant à mondit Sieur le Chancelier, lui dit & recita, que les Sieurs de ſa Compagnie & lui étoient envoiez par mondit Sieur l'Archiduc, ſon Maiſtre, lui dire, que mondit Sieur l'Archiduc étoit moult joieux de ſa venuë, & des autres Sieurs étans avec lui, & qu'ils fuſſent les tres-bien venus, & autres belles, bonnes, & douces paroles. Faiſant tous les deſſuſdits, de la part de mondit Sieur l'Archiduc, grandes reverences & honneurs à mondit Sieur le Chancelier, & grand accüeil à mes autres Sieurs de ſa Compagnie. Deſquelles choſes mondit Sieur le Chancelier remercia moult honorablement mondit Sieur l'Archiduc, & leſdits Sieurs, qui étoient illec venus de ſa part. Et toſt aprés ſe mirent d'une part & d'autre enſemblement en chemin pour aller en ladite cité.

Et comme toute la Compagnie fut à l'entrée des Fauxbourgs d'icelle cité, mondit Sieur le Chancelier fut rencontré & abordé de mondit Sieur l'Archiduc, lequel pour le recevoir & venir au devant, s'étoit parti de cheval de l'Abbaie de Saint Vaaſt, en la Ville d'Arras, & paſſé toute ladite ville & cité, où il y a chemin. Et incontinent que mondit Sieur l'Archiduc, accompagné de grand nombre tant Chevaliers de ſon Ordre, qu'Ecuiers, & autres Officiers de ſa Maiſon (qui tous étoient en rang d'une part & d'autre, pour faire chemin & place à mondit Sieur le Chancelier, & ceux de ſa Compagnie,) apperçut mondit Sieur le Chancelier, mit la main au bonnet, en ſoi du tout découvrant, & fit marcher ſa mulle contre mondit Sieur le Chancelier, lequel il embraſſa, aiant toûjours le bonnet hors la teſte, lui dit qu'il fût le bien venu, en lui demandant en cette maniere: comment ſe porte Monſieur le Roi? A quoi mondit Sieur le Chancelier répondit, que tres-bien, graces à Dieu, comme il avoit intention de plus amplement lui dire. Semblablement fit mondit Sieur l'Archiduc à Meſſieurs de Raveſtain & à la Gruture, grand accüeil, & ſalua gracieuſement meſdits Sieurs des Requeſtes, & Gens du Conſeil du Roi. Et aprés pluſieurs gracieuſes paroles, & contenances, que tenoit mondit Sieur l'Archiduc à Meſſieurs le Chancelier & de Raveſtain, aiant toûjours icelui mondit Sieur l'Archiduc ſon bonnet en ſa main, ſans ſoi vouloir couvrir, ſinon qu'auſſi mondit Sieur le Chancelier ſe couvrît, mondit Sieur l'Archiduc & mondit Sieur le Chancelier ſe mirent eux deux enſemble puur entrer en ladite cité, mondit Sieur le Chancelier toûjours à dextre, & chevauchant au devant d'eux ledit Huiſſier dudit Grand Conſeil, tenant ſadite maſſe haute & découverte, & ledit Chauffe-cire aiant le ſcel du Roi ſur ſon dos, comme il eſt coûtume, quand mondit Sieur le Chancelier chevauche par le Roiaume; & deux Rois d'Armes en leur ordre, ſans qu'entre meſdit Sieurs l'Archiduc & Chancelier y eût autre. Laquelle choſe, étoit & fut bien regardée, tant par leſdits gens & Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, que par le peuple, dont y avoit grand nombre, tant de dehors la cité, que dedans, illec venus pour voir l'entrée. Et mena & conduiſit mondit Sieur l'Archiduc mondit Sieur le Chancelier toûjours parlant à lui, en ſoi ſouvent découvrant, ſans qu'il ſe couvrît, que mondit Sieur le Chancelier ne fût auſſi-toſt couvert, juſques à l'entrée du cloître de la grande Egliſe. Voulant mondit Sieur l'Archiduc à toute force le mener juſques en la Maiſon Epiſcopale, en laquelle mondit Sieur le Chancelier a toûjours été logé, nonobſtant les requeſtes & prieres, que mondit Sieur le Chancelier lui fit, de ſoi contenter de tant lui en avoir fait pour l'honneur du Roi. Et ſur ces paroles ſe départit mondit Sieur l'Archiduc de mondit Sieur le Chancelier, & s'en alla en ladite Ville d'Arras, en ſondit logis de Saint Vaaſt, & mondit Sieur le Chancelier en la Maiſon Epiſcopale, accompagné de mondit Sieur le Comte de Naſſau, & autres grands perſonnages de la Maiſon de mondit Sieur l'Archiduc. Et aprés chacun de la Compagnie & Bande de mondit Sieur le Chancelier s'en alla au logis qui lui étoit ordonné.

ANS de J. C. 1499.

Et aprés pluſieurs allées & venuës, qui par leſdits Meſſire Thomas de Pleures, Comte de Naſſau, le Sieur de Molambais, & autres Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, durant les jours du Lundi, Mardi, Mercredi, & Jeudi, enſuivans, premier, ſecond, tiers, & quart de cedit preſent mois de Juillet, furent faites par devers mondit Sieur le Chancelier en ſondit logis, pour traiter & conclure ſur aucunes matieres, points, & articles mis en avant par ledit Procureur General du Roi nôtredit Seigneur en ſa Cuur de Parlement, & leſdites matieres priſes fin, fut ledit jour de Jeudi requis par les deſſuſdits Officiers de mondit Sieur l'Archiduc à mondit Sieur le Chancelier, ſoi vouloir diſpoſer à la reception de l'hummage, que mondit Sieur l'Archiduc étoit tenu faire au Roi, pour raiſon de la Pairie & Comté de Flandre, & ſemblablement des Comtez d'Artois & de Charolois, & autres Terres tenuës & mouvans du Roi nôtredit Seigneur, à cauſe de ſa Couronne; & pour ce faire, aſſigner jour & heure à mondit Sieur l'Archiduc, afin de venir devers lui, à lui, faire ſon

ANS de J. C. 1499. devoir. Lequel mondit Sieur le Chancelier fit réponſe, que le lendemain, qui étoit Vendredi & cinquieme jour dudit mois, fût à oeuf ou dix heures du matin, il ſeroit preſt de le recevoir. Leſquels jour & heure furent acceptez par leſdits Officiers de mondit Sieur l'Archiduc. A cette intention, mondit Sieur le Chancelier ordonna, pour ce faire, lieu & place en la ſeconde ſalle de ſondit logis, laquelle étoit bien tapiſſée, & ladite place étre hauſſée comme de deux marches, & y étre miſe une chaire parée & couverte de fleurs de lis, en laquelle il ſeroit aſſis durant ladite reception, & les paroles qui ſeroient à proferer touchant ledit hommage; ce qui fut fait.

Et ledit jour Vendredi, comme heure de dix heures du matin, mondit Sieur le Chancelier étant en ſa Chambre, accompagné de meſdits Sieurs deſdites Requeſtes de l'Hôtel, Gens du Conſeil, du Bailli d'Amiens, & autres deſſuſnommez, lui fut venu dire par ledit Meſſire Thomas, & autres Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, que mondit Sieur l'Archiduc étoit parti de ſon logis, s'en venoit devers lui pour faire ledit hommage, & qu'il ſe voulût diſpoſer & mettre en lieu pour icelui recevoir. A quoi Monſieur le Chancelier fit réponſe, que ſi-toſt que mondit Sieur ſeroit venu au lieu ordonné, pour icelui recevoir à faire ledit hommage, qu'il eſtoit & ſeroit preſt. Et par deux autres fois vinrent encores autres deſdits Officiers, tant Chambellans que Secretaires de mondit Sieut l'Archiduc, la premiere fois dire à mondit Sieur le Chancelier, comme mondit Sieur l'Archiduc étoit en la premiere ſalle qui joint à la ſeconde, lequel mondit Sieur le Chancelier pour ce ne ſe meut. Et à la deuxieme fois, pource qu'iceux Officiers affirmoient moodit Sieur l'Archiduc eſtre entré en la ſeconde ſalle, comme il étoit vrai, & auſſi que mondit Sieur de la Gruture, & Meſſire Robert de Framezelles, Chambellan du Roi, (leſquels, & mondit Sieur de Raveſtain, avoient accompagné mondit Sieut l'Archiduc depuis ſon logis juſques en ladite ſeconde ſalle,) vinrent dire à mondit Sieur le Chancelier, que mondit Sieur l'Archiduc étoit en icelle ſeconde ſalle, & ja au propre lieu & place appareillez pour ledit hommage: lors, mondit Sieur le Chancelier vétu d'une robe de velours cramoiſi, ſon chapeau en ſa teſte, ſe partit de ſadite Chambre, laquelle joignoit à ladite ſalle, en la maniere qui s'enſuit; c'eſt à ſavoir, aiant au devant de lui ledit Huiſſier dudit Grand Conſeil, portant ſadite maſſe découverte & haute, qui à haute voix diſoit & crioit ſi-toſt qu'il fut hors d'icelle Chambre, & entré en icelle ſeconde ſalle, (pource qu'en icelle y avoit ſi grand nombre de gens, tant des gens & Officiers de mondit Sieut l'Archiduc, qu'autres, qu'à peine ſe pouvoit-t'on tourner,) ces mots, par trois ou quatre fois: *Devant, devant, faites place.* Et aprés ledit Huiſſier alloient leſdits deux Rois d'armes du Roi nôtredit Seigneur, vétus de leurs cottes d'armes, puis marchoient mondit Sieur le Chancelier, & aprés lui, Meſſieurs des Requeſtes dudit Graod Conſeil, & Notaires & Secretaires du Roi nôtredit Seigneur, avec leſquels j'étois. Et pource que mondit Sieur le Chancelier m'avoit ordonné auparavant ſon partement d'icelle Chambre, me mettre en lieu & place pour eſtre preſent à ladite reception dudit hommage, oüir les paroles tant de lui, que de mondit Sieur l'Archiduc, qui y ſeroient dites & proferées par eux deux, & prendre le commandement des lettres à ce neceſſaires, je m'avançai pour ce faire.

Et eſt à ſavoir, qu'ainſi que mondit Sieur le Chancelier aprocha de la chaire où il devoit ſe ſeoir, mondit Sieur l'Archiduc, qui auprés d'icelle étoit attendant mondit Sieur le Chancelier, oſta incontinent le bonnet de ſa teſte, en diſant à mondit Sieur le Chancelier ces mots: *Monſieur, Dieu vous doint bon jour*, & en ce diſant hauſſa fort ſa teſte; & mondit Sieur le Chancelier, ſans rien proferer ni dire mot, mit ſeulement la main à ſon chapeau, qu'il avoit en ſa teſte, ſans autrement icelui oſter, puis s'aſſit en ſadite chaire. Et incontinent l'un deſdits Rois d'armes, ainſi qu'ordonné lui avoit été par mondit Sieur le Chancelier, cria à haute voix par trois fois: *Faites paix.* Ce fait mondit Sieur l'Archiduc, teſte nuë ſe preſenta à mondit Sieur le Chancelier, pour faire ſondit hommage, diſant: *Monſieur; je ſuis ici venu devers vous pour faire l'hommage que tenu ſuis faire à Monſieur le Roi, touchant mes Pairies & Comtez de Flandre, d'Artois, & de Charolois, leſquelles tiens de Monſieur le Roi, à cauſe de ſa Couronne.* Lors mondit Sieur le Chancelier ainſi aſſis qu'il étoit en ſadite chaire, & tout coovert de bonnet & chapeau, lui demanda s'il avoit ceinture, dague, ou autre bâton; lequel mondit Sieur l'Archiduc en levant ſa robe, qui étoit ſans ceinture, dit que non. Ce dit, Monſieur le Chancelier lui mit les deux mains entre les ſiennes; & icelles ainſi tenant & jointes, mondit Sieut l'Archiduc ſe voulut iocliner, montrant apparence de ſoi vouloir mettre à genoux, ce que mondit Sieur le Chancelier ne voulut ſoufrir, ains en le ſoulevant par ſeſdites mains qu'il tenoit, comme dit eſt, lui dit ces mots: *Il ſuffis de voſtre bon vouloir.* Puis mondit Sieur le Chancelier lui profera en cette maniere, (lui tenant toûjours leſdites mains jointes, & aiant mondit Sieur l'Archidoc la teſte nuë, & encore s'efforçant toûjours mettre à genoux,) *Vous devenez homme du Roi voſtre Souverain Seigneur, & lui faites foi & hommage lige, pour raiſon des Pairie & Comté de Flandre, & auſſi des Comtez d'Artois & de Charolois, & de toutes autres terres, que tenez du Roi & de ſa Couronne, lus promettez de le ſervir juſques à la mort inclufivement, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans nul reſerver, de procurer ſon bien, & éviter ſon dommage, & vous conduire & aquiter envers lui, comme envers voſtre Souverain Seigneur.* A quoi fut par mondit Sieur l'Archiduc répondu; *Par ma foi ainſi le promets, & ainſi le ferai.* Et ce dit, mondit Sieur le Chancelier lui dit ces mots: *Et je vous y reçoi, ſauf le droit du Roi en autres choſes, & l'autrui en toutes.* Puis tendit la joüe, en laquelle mondit Sieur le Chancelier le baiſa. Puis mondit Sieur l'Archiduc requit & demanda à mondit Sieur le Chancelier Lettres de ladite Reception dudit hommage, leſquelles mondit Sieur le Chancelier me commanda lui faire, & icelles lui dépêcher.

Lors mondit Sieur le Chancelier ſe leva de ladite chaire, & ſe découvrit de chapeau & bonnet, & fit reverence à mondit Sieur l'Archiduc, en lui diſant ces mots: *Monſieur, je faiſois naguéres office de Roi, repreſentant ſa perſonne, & de preſent je ſuis Gui de Rochefort, voſtre tres-humble ſerviteur, toûjours preſt de vous ſervir envers le Roi mon Souverain Seigneur & Maiſtre, en tout ce qu'il vous plaira me commander.* Dont mondit Sieur l'Archiduc le remercia, lui diſant en ces mots: *Je vous remercie, Monſieur le Chancelier, & vous prie qu'en toutes mes affaires envers mondit Sieur le Roi, vous me veuillez toûjours avoir pour recommandé.*

Témoin mon ſein manuel ci-mis, le premier jour d'Août, l'an 1499. *Sic ſignatum*, Amys.

ANS de J. C. 1499. Francs et Milan.

ANS de J. C. 1500. FRANCE ET MILAN.

DLXXVI.

Acte fait par les MILANOIS *devant le Cardinal d'Amboiſe, le dix-ſeptiéme Avril* 1500. *ſur le pardon par eux requis à cauſe de leur rebellion contre* LOUIS XII. *Roi de France, Duc de Milan, &c.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 430.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Amen. Pateat univerſis, quòd anno Incarnationis ejuſdem milleſimo quingenteſimo, die veneris ſancta, qua celebrem ipſius Domini paſſionem commemoramus, quæ fuit decima-ſeptima Aprilis, Pontificatûs ſanctiſſimi in Chriſto Patris, & Domini, Domini noſtri Alexandri, divina Providentia Papæ octavi, anno nono, in urbe Mediolani, quàmplures nobiles & cives, ipſius urbis nomine, nobilium, & totius populi Mediolanenſium, adierunt Illuſtriſſimum & Reverendiſſimum Dominum, Dominum Georgium de Ambaſis, tituli ſancti Sixti, ſacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ Presbyterum Cardinalem, Archiepiſcopum Rothomagenſem, Chriſtianiſſimi & invictiſſimi Domini noſtri LUDOVICI, ejuſdem nominis duodecimi, Francorum, Siciliæ, & Jeruſalem Regis, Ducíſque Mediolani, &c. Locumtenentem generalem. Et humiliter ſuæ Reverendiſſimæ & Illuſtriſſimæ Dominationi expoſuerunt, quòd ex quo univerſa multitudo populi non poterat ſic facilè conveniri in arce, in qua ipſe Reverendiſſimus Dominus hoſpitio receptus erat, & agnoſcentes, quod ferè omnes deliquerant, multi in committendo, plurimi in omittendo erga præfatam Chriſtianiſſimam Majeſtatem, deviando ſuperioribus diebus ab ipſius fidelitate, ad quam tenebantur, tanquàm ſuo vero & naturali Domino & Duci, & ad quam proprio ſacramento ſe aſtrinxerant. Et poſtea quàm beneficio Dei, & clementia ipſius Chriſtianiſſimi Regis, atque bonitate ejuſdem Reverendiſſimi & Illuſtriſſimi Domini, digni facti eſſent præſentia ipſius Reverendiſſimi Domini, & admiſſi ut audirentur, tum pro exoneratione ſuæ conſcientiæ, in foro poli, tum etiam ut ſatisfacerent in aliqua parte erroribus perpetratis, propoſuerunt palàm & publicè veniam & gratiam exorare. Propterea humiliter ſupplicaverunt eidem Reverendiſſimo & Illuſtriſſimo Cardinali, ut dignaretur ſe transferre ad palatium propè Eccleſiam cathedralem, quæ nuncupatur Curia vetus, & ibi benignè audire ſuas humiles preces.

Qui præfatus Reverendiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus preces prædictas admiſit, ſicque ad dictum palatium ſe contulit, comitatus ab Illuſtribus, reverendis, magnificis, ſpectabilibus, nobilibuſque viris, videlicet Petro, Epiſcopo Lucionenſi, Cancellario Mediolani, & Præſide Juſtitiæ; Joanne Jacobo Trivultio, Mareſcallo Franciæ, Regio Locumtenente, & Gubernatore Mediolani; Domino Henrico, Comite Novicaſtelli in Burgundia; Domino Antonio, Epiſcopo Comenſi; Domino Hieronymo de Pallavicinis, Epiſcopo Novarienſi; Domino Angerio de Bria, Abbate Sancti Ebrundi in Normandia; Domino Antonio de Langiaco, Alvernienſi; Domino Dominico de la Torre, Domino Octaviano de Arcimboldis, Domino Nicolao de Birago, Domino Auguſtino de Nigris, Mediolanenſibus, Domino Beltrando de Coſtabele, Ferrarienſi, Locumtenente reverendi Domini Archiepiſcopi Mediolanenſis, Apoſtolicæ Sedis protonotariis; Domino Joanne de Polignac in Alvernia, Domino Bellimontis; Domino Rogerio, Barone Grandimontis in Aquitania; Domino Guarino de Narbona, Domino de Sallellis in lingua occitana; Domino Stephano de Veſch, Barone Grimaldi in provincia Provinciæ, Seneſcallo Bellicadri; Domino Menna Corſinge, Locumtenente ſtipendiatorum Illuſtriſſimi Ducis Sabaudiæ, quos à Chriſtianiſſimo Rege meretur; Domino Joanne Stuart, Domino d'Oyſon; Roberto Stuart, Locumtenente militum Scotorum; Comite Manſiedo Torniello, Novarienſi; Domino Capitaneo Lalanda; Dominis Doctoribus, & Regiis Conſiliariis, Carolo Guillart, Pariſienſi, Magiſtro Requeſtarum ordinario; Domino Claudio de Seiſſello, Sabaudienſi; Domino Goffredro Carlo, Salutienſi; Domino Antonio Catia, Novarienſi; Scipione Barbavara, Hieronymo de Cuſano, Joanne Stephano de Caſtelliono, Mediolanienſibus; Jacobo Hurault, Theſaurario Franciæ, Joanne Hervoet, Theſaurario Mediolani; & aliis plurimis viris, tam circà, quàm ultramontanis.

ANS de J. C. 1500.

Cùmque ad Palatium ipſum perveniſſet, ob populi frequentiſſimam multitudinem, quam nulla aula dicti Palatii capere poterat, quamvis ſint in eodem Palatio plures aulæ ſatis amplæ, viſum fuit in curia inferiore eos audire. Sicque collocato præfato Reverendiſſimo Domino in ſede convenienti, cum præfatis illuſtribus, reverendis, & magnificis viris, magnifico Michael Tonſus, Doctor Mediolanenſis, juſſu populi & civium univerſorum, aſcendens pulpitum, infra ſcriptam habuit orationem, nomine totius populi, & univerſitatis Mediolanenſis.

Priuſquam locum hunc ſcendiſſem, Reverendiſſime & Illuſtriſſime Cardinalis, cupiebam mihi memoriam, facundiam, eloquentiamque impertiri, quibus decenter potuiſſem exprimere devotum animum horum meorum concivium, & totius populi Mediolanenſis, ac meum erga Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Regem Francorum, Ducem noſtrum invictiſſimum. Sed etſi agnoſcerem honeſtiſſimi voti me haud compotem fieri poſſe, nolui tamen ab officio boni civis diſcedere, nec orandi provinciam mihi injunctam recuſare, quam pro exiguis ingenii mei viribus expedire conabor.

Inter alias civitates Italiæ, nemo eſt qui dubitet Mediolanum multis de cauſis Principatum obtinere; quando illi dominatur juſtus & legitimus Princeps; ſicuti ſemper maximo deſiderio optimus quiſque Patriæ civis concupivit. Cujus voti compotes facti ſumus ſuperioribus diebus, dum Chriſtianiſſimus Rex, Dux noſter, ſuum hunc Ducatum recuperavit, (quod quidem nequa major, neque melior Princeps nobis dari poterat.) Et quanquam jure & meritò in fidelitate, ad quam illi ſervandam etiam ſacramento nos ipſi aſtrinxeramus, noſtri fuiſſet officii perſeverare, quandoquidem ejus clementiſſima Majeſtas benignè nos ſuſcepit, tamque liberaliter tractavit, ut cives civitati, civitatemque civibus reſtitutam verè nobis dicendum eſſet, cùm inter Hiſtoricos conſtet Mediolanum, omnemque Inſubriam, Gallorum unam penè coloniam fuiſſe. Id quod vel ex hoc facilè colligimus, quòd univerſum hunc tractum, Galliam ciſalpinam, adhuc nuncupamus. Tamen, proh dolor! victi fragilitate ſenſus, ſecuti ſumus auctores & Principes factionis, deviando cum eis à fide præfati Chriſtianiſſimi Regis, eò gravius delinquentes, graviorisque ſupplicii afficiendi, quòd nulla nobis cauſa rebellandi relicta erat, cùm neque Regia Majeſtas, neque ii, quos huic ſuo Ducatui adminiſtrando præfecerat, ullam nobis cauſam præbuiſſent. Nam quantum ad reverendum Epiſcopum Lucionenſem attinet, qui juri reddendo præpoſituserat, non eſt in quo reprehendi poſſit, qui nos æquè ac filios & foveret, & humaniſſimè tractaret. Illuſtris verò Dominus Joannes Trivultius, ita in nos juſtus æquuſque fuit, eoque amore nos omnes, ſine ullo perſonarum diſcrimine, eſt proſecutus, ut Bruti & Torquati Juſtitiam imitatus, qui propriis filiis, cùm deliquiſſent, non pepercerant, ſeveriùs in ſuos, quàm in alienos animadvertit. In quibus & aliis clariſſimis virtutibus à majori-

ANS de J. C. 1500.

majoribus ſuis minimè degeneravit, qui Patriam hanc ſuam maximè coluerunt. Non deerat reverendi Epiſcopi Comenſis pietas, & omnis Trivulciorum familiæ in concives ſuos ſingularis humanitas. Summa profectò fuit ſapientia illuſtris Joannis Jacobi. Nam cùm illi perſpectum eſſet, quoſdam eſſe in civitate ſeditioſos, quos præcavere deberet, voluit eos beneficiis conciliare, etſi ingrati & duræ cervicis homines à pravo propoſito ſuo non deſiſtentes, rebellionem contra Chriſtianiſſimum Regem conati ſunt, atque effecerunt. Potoiſſet profectò ipſe Joannes Jacobus eorum conatus meritis ſupplicius coërcere, ſed quia ſine civitatis excidio, & civium ſanguine, id fieri non poterat, ut civitatem integram Chriſtianiſſimo Regi, ut ſui erat officii, conſervaret, maluit ex urbe diſcedere, & cum aliis regiis militibus in caſtra ſe recipere. Quo prudentiſſimo fortique conſilio effectum eſt, ut ad glorioſas victorias, & eas quidem innumerabiles, quæ Regibus Franciæ ex diverſis hoſtibus contigerunt, hæc quoque aliis minimè inferior accederet, in qua Ludovicus Sforzia hoſtis, & qui partibus ipſius ſtudebant, cum toto exercitu victi eaptique eſſent. Captus præterea ipſius frater, Aſcanius Cardinalis, cum omnibus qui fœdiſſima fuga Patriam relinquentes, potentiſſimas Regis Franciæ manus evadere fruſtrà tentabant. Verùm ut miſera hæc urbs à periculo eriperetur, quod ei ob rebellionem imminebat, Deus optimus maximuſque regium ſpiritum excitavit, ut tu Reverendiſſime ac Illuſtriſſime Præſul, cum pleniſſima poteſtate ad nos mittereris, cujus bonitate atque ingenita clementia factum eſt, ut (quod ſummis precibus Principes civitatis, & imprimis reverendus Epiſcopus Comenſis contendebant,) trecentis millibus ſcutorum ad reparandam corrigendamque partem impenſarum, quas eulpâ noſtra Regia Majeſtas effecerat, direptionem, eædem, captivitatem, cæteramque licentiam militarem Mediolanenſes evaſerint. Quæ quidem mulcta & pœna non tota ſtatim repræſentetur, verùm centum millia kalendis Maji proximi numerentur; reliqua temporibus & modis, quos Reverendiſſimus Cardinalis conſtituet ac declarabit. Sicque tanti Præſulis clementia, concives mei, pœnas, quas meritò luere debebamus, evaſimus. Quo quidem beneficio illi excluduntur, qui rebellionis auctores extiterunt, omneſque ejuſdem conſcii & participes, ante diem incluſivè, qua illuſtris Joannes Jacobus in arcem Mediolani ſe recepit.

Reſtat, Reverendiſſime & Illuſtriſſime Domine, ut nomine hujus populi aliquid à Reverendiſſima Dominatione tua deprecer, id quod fretus humanitate tua facere non dubitabo.

Et primùm cùm ad conſpectum Regiæ Majeſtatis Reverendiſſima tua Dominatio redierit, velit de hoc populo illi conſtantiſſimè polliceri, eum in fide & devotione ſuæ Regiæ Majeſtatis in perpetuum permanſurum, neque aliquid attentaturum, quod contra ſtatum & honorem ipſius aliquo modo exiſtat, futurumque exemplo beatiſſimi Petri Apoſtoli longè fideliorem, qui negato redemptore, eam egit pœnitentiam, ut à Domino receptus, erga illum in fide ferventior fuerit. Cujus nomine ego ſupplex, & flexis genibus, veniam & indulgentiam à veſtra Reverendiſſima & Illuſtriſſima Dominatione, hîc pro Chriſtianiſſimo Rege agente, obſecro, atque oro, pro rebellione nuper perpetrata præter conſuetudinem Mediolanenſium.

Petit deinde ſimiliter ſupplex, ut interceſſione tua, Regia Majeſtas ingenita clementia dignetur remittere ſummam illam ducentorum millium ſcutorum, quæ ſi nobis ſolvenda eſſet, vel univerſa, vel pars, intolerabilibus incommodis hæc Civitas afficeretur. Nam & mercimonia ceſſarent, & artificia, (qui hojus ſtatus firmiſſimi ſunt nervi, & ejus Domini certiſſima vectigalia,) filiæ innuptæ jacerent, & filii noſtri nullis poſſent honeſtis & conſuetis artibus erudiri. Ceſſarent præterea quàm plurima, quæ ad ornatum ipſius urbis pertinent, ſine quibus ejus penè excidium conſequeretur. Regium enim eſt ſubditos ſuos ditare potiùs, quàm depauperare.

ANS de J. C. 1500.

Precatur præterea, Milites ex Mediolanenſi agro revocentur, ut fructus colligi ſervarique poſſint, quibus tam cives, quam Chriſtianiſſimi Regis & Ducis noſtri amici ſuſtententur, ac perfruantur.

Ad hæc, & unuſquiſque ad ſuum reſtituatur officium.

Et ſtante Chriſtianiſſimi Regis prudenti ſententia, non ignoſcendi auctoribus & principibus conjurationis, iis ſaltem ignoſcatur, qui participes fuerunt. Nam cùm rebelles primores eſſent Civitatis, quibus reliqui reverentiam exhiberent, metu hoc reverentiali, qui tollit libertatem conſenſus, excuſandi ſunt.

Demùm, ſummis precibus hic populus contendit, ut ex quo abſunt Cardinalis Aſcanius, & ii qui illum ſecuti ſunt, velit Regia Majeſtas eam operam adhibere, ne quandoque poſſint tumultum in Civitate & regione aliquem excitare, poſſintque ſubditi Majeſtatis ſuæ in Pace & quiete, (cujus quidem ſunt cupidiſſimi,) & ſe, & fortunas ſuas conſervare. Id quod ſi factum fuerit, non eſt quod de fide Mediolanenſium erga ſuam Majeſtatem vereatur, quando idem eſt omnibus animus, eadem mens, illi in perpetuum fideliſſimè ſerviendi. Fiet præterea omnium diſcordiarum, civiliumque factionum oblivio.

Quarum ſupplicum noſtrarum deprecationum ſi compotes nos fecerit Reverendiſſima & Illuſtriſſima Dominatio veſtra, (id quod certiſſimè ſperamus,) & ſi fecerit, quod tam generoſum, & antiqua nobilitate virum, tamque ſublimi dignitate ornatum decet, fuæque ingenitæ bonitati, & ſolitæ clementiæ maximè eſt accommodatum, erit Deo acceptiſſimum, & huic populo nullis unquam temporibus abolendum. Qui immortalibus his beneficiis tibi devinctus, gratam eorum memoriam non in papyro, aut pergamenis, ſed in marmore ſculptam conſcribi curabit, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei, Chriſtianiſſimæ Majeſtatis Regiæ, ac veſtræ Illuſtriſſimæ ac Reverendiſſimæ Dominationis, cui populus Mediolanenſis, & ego, humillimè flexis genibus, iterùm nos commendamus.

Qua propoſitione facta, & conſultatione habita, juſſit idem Reverendiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Cardinalis, Magnificum utriuſque juris Doctorem, Dominum Michaelem Ricium, Regium Conſiliarium, propoſitæ propoſitioni ſuo nomine reſpondere, qui aſcendens idem pulpitum, in hanc ſententiam locutus eſt.

MISERTUA eſt Dominus ſuper Ninivem Civitatem, eo quòd pœnitentiam egit in cinere & cilicio. Preces veſtras, Mediolanenſes, quas non minùs humiliter, quàm eleganter, ut par erat, porrexiſtis, benignè accepit Reverendiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Cardinalis, non pro facinoris gravitate, ſed pro clementia Chriſtianiſſimi Regis, & bonitate ſua. Verùm etiam ut Chriſtianiſſimi Regis, & Ducis veſtri elementia magis eluceſcat, duxit gravitatem atrocitatemque criminis paucis demonſtrare. Ac maximè decere exiſtimavit, ut ego ipſe, qui ad fidelitatem Chriſtianiſſimo Regi & Duci Mediolani ſervandam, ejus juſſu, quo die fidelitatis ſacramentum juraviſtis, hortatus ſum, infidelitatem veſtram accuſarem.

Si dignè vobis pro demeritis pœnæ luendæ eſſent, ô Mediolanenſes, ita vobiſcum agendum eſſet, ſicut Romanos narrant Hiſtorici cum Samnitibus egiſſe, quos ob ſimilem perfidiam tam ſeverè puniverunt, ut Samnium in ipſo Samnio requireretur. Si Attilam, Gothorum Regem, vindicem veſtra haberet rebellio, in multa ſecula veſtræ urbis diruta mœnia

ANS de J. C. 1500.

nia vindictam, ſicut & hodie Roma nondum reſtituta, atreſtarentur. Si ex memoria veſtra non excidiſſet, quàm acerbis ſuppliciis majores veſtri, & à Carolo Francorum Rege, Romanorumque Imperatore, & à Federico primo quoque Romanorum Imperatore affecti fuiſſent, non tam facilè ac temerè à fide Chriſtianiſſimi Regis defeciſſetis. Quid enim dereſtabilius excogitari potuit, quàm Mediolanenſes Francorum Regi, legitimo in hoc Ducatu ſucceſſori fidem fefelliſſe? Nam ſive Mediolani originem repetimus, eam à Gallis fuiſſe vos ipſi etiam per Oratorem veſtrum omne falſi eſtis; ſive ſucceſſionis jura revolvimus, Regem Chriſtianiſſimum ex libera ortum, alterum ex ancilla, & vos ipſi jam ſciebatis. Propter quod non ſolùm legibus divinis, atque ſecularibus, quæ à Catholicis conditæ ſunt, ſed Lycurgi etiam inſtitutis, ab ipſo rerum primordio populus iſte obſequiis legitimi ſui Principis obſtringebatur. Demùm, ſi beneficia, quæ Chriſtianiſſimus Rex Mediolanenſibus contulit, in memoriam revocaſſetis, nonne ingratitudinem veſtram quàm gravitſimam fuiſſe cognoviſſetis? Is enim neque ambitionis ſtudio, neque Regni, quod illi latiſſimum eſt, ampliandi cupiditate, ſed ut ſuos Mediolanenſes à tyrannide eriperet, maximis ſumptibus ex Gallia in Italiam exercitum tranſmiſit. Ipſe quoque nullis, neque propriis, neque Regni ſui parcendo periculis, venire non dubitavit, atque ejecto tyranno, partaque victoria, tantùm tributi vobis imperavit, quantùm ad præſidium conſervationemque veſtram non ſufficiebat; quinimò ex ipſa Gallia ad militum ſtipendia huc pecuniæ erant advehendæ. Juſtitiam, quæ ab Inſubria diu exulaverat, per viros integerrimos ad vos revocatam videbatis. Matrimoniorum & Commerciorum libertatem ita reſtitutam, ut omnibus jam liceret, (quod antea nefas fuerat,) ſua non ſolùm dicere, ſed etiam oſtentare. Vexationibus prorſus omnibus vos liberaverat. Ultrò vos præterea illi fidelitatis Sacramento obſtrinxiſtis. Sed, proh dolor! nonnulli etiam dum jurarent, de rebellione cogitabant, in quam tandem omnes, non tam temerè, quàm perfidè incurriſtis, obliti ſalutis æternæ, obliti honoris, obliti periculorum, in quæ urbem hanc, & totam Regionem conjeciſtis. Defeciſtis à legitimo ſucceſſore, & juſto Principe, ad tyrannum iniquiſſimum. Dereliquiſtis primum inter Chriſtianos Regem, ut privatum, & humilis conditionis hominem ſequeremini. Egeno ac puſillanimo Potentiſſimum ac Magnanimum Regem commutaſtis. Et quanquàm ingenium, neque lingua ſuppetant, ad veſtri ſacinoris acerbitatem increpandam, perſuadeo tamen mihi, conſcientiam veſtram culpæ longè majorii vos ipſos condemnare, quàm lingua mea accuſare deteſtatique poſſit. Quid admiſeritis, res ipſa declarat. Hominem ab exilio recepiſtis qui nihil potius duxit, quàm templa Divûm, hæreditates, ac omnes fortunas veſtras expilare. Nec immeritò. Erat enim, (quod de Cambiſe Perſarum Rege legimus,) difficile, ut is parceret ſuis, qui contemptu Religionis graſſatus etiam in Deos fuiſſet. Et quamvis in hujus delicti genere plures ſint gradus, nullus tamen eſt, in quo ſe quiſpiam excuſare poſſit: cùm potuiſſet populus Mediolanenſis conjuratis, ſi voluiſſet, reſiſtere. Quis enim tot tamque clara in Ludovicum Sfortiam amoris ſigna defendet? Virorum & pecuniarum præſtita ſubſidia, publicas præterea ſupplicationes, atque lætitias? Cùm tamen planè videatis invaſori, quem admiſiſtis, Deum non faviſſe. Ecce enim anguſto clauditur muro, quem paulò ante Mediolanum non capiebat; ſervit, qui modo Mediolanenſibus imperabat.

Verùm ingratitudo veſtra, Mediolanenſes, miſericordiæ Chriſtianiſſimi Regis fontem non exſiccavit. Summa bonitas hujus Reverendiſſimi Patris, tenentis locum ipſius, veſtram omnem ſuperat culpam. Sed accedit maximè ad veniam impetrandam, hujus celeberrimi diei, quo memoriam Dominicæ Paſſionis, noſtræque redemptionis, celebramus, occaſio. Propter quod ignoſcit Chriſtianiſſimus Rex, & Reverendiſſimus ac Illuſtriſſimus hic Cardinalis, tenens locum ipſius, Civibus, & populo Mediolanenſi, iis duntaxat exceptis, qui vel factionis auctores, vel participes ante ſecundum diem Februarii, quo Civitas publicè rebellavit, exiterunt. Donat vitam & bona civibus, & populo Mediolanenſi, eoſque tutos à violentiis reddit, & direptionibus. Hortor tamen vos, Mediolanenſes, ut fidem, quam Chriſtianiſſimo Regi promiſiſtis, ita inviolabilem ſervetis, ut ne minima quidem apparent perfidiæ ſuſpicio; ne tanto gravior ſit pœna, quanto majorem hodie eſtis veniam conſecuti. Nam ſi in fide Chriſtianiſſimi Regis, & Ducis veſtri, ac ſucceſſorum ſuorum, perſeverabitis, erit profecto Mediolanum inter cæteras Italiæ Civitates, ut dixiſtis, primaria.

ANS de J. C. 1500.

Quibus dictis, univerſus populus gratias egit, parvulique & infantes pueri, & puellæ, veſtibus albis induti, cum cruce, aliiſque divinis inſignibus, ac ramis arborum, ante ora ejuſdem Reverendiſſimi Domini Cardinalis proceſſerunt: multi miſericordiam acclamantes, plurimi divina ſubſidia deprecantes.

De quibus omnibus nos ſubſcripti Notatii rogati pro parte præfati Reverendiſſimi & Illuſtriſſimi Cardinalis Locum-tenentis, hoc præſens publicum confecimus inſtrumentum. Actum die, anno, menſe, & loco prædictis.

Et ego Joannes Mayna de Podivario Taurinen. Diœc. publicus Imperiali auctoritate Notarius, Regioſque Secretarius, præmiſſis interfui, rogatuſque ut ſuprà, publicum recepi inſtrumentum. In cujus rei fidem me ſubſcripſi, ſigno meo ſolito appoſito. MAYNA.

DLXXVII.

Traité d'Alliance contre le Turc, entre LOUIS XII. *Roi de France*, WLADISLAS *Roi de Hongrie & de Boheme; &* JEAN-ALBERT *Roi de Pologne. A Budele* 14. *Juillet* 1500. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 436.

ANS de J. C. 1500. FRANCE, HONGRIE ET POLOGNE.

IN nomine Domini, Amen. Anno natalis ejuſdem milleſimo quingenteſimo, indictione tertia, die verò quarta decima menſis Julii. In omnibus naturæ legibus, diviniſque præceptis, ea imprimis excellunt quæ ad humanam ſocietatem & benevolentiam pertinent. Nam quidquid boni & felicitatis mortalibus datum eſt, inde proficiſcitur. Cùm autem omnes ad amicitiam & caritatem mutuam, divina etiam juſſione invitemur, tùm præcipuè Imperia & Regna conjunctione ac ſocietate non modò ſtabiliri, ſed etiam augeri, & mirabiliter coaleſcere, atque concordiâ parvas res creſcere, diſcordia verò magnas dilabi, quotidiana experientia compertum eſt. Quod perſpicientes Chriſtianiſſimus & Sereniſſimus Princeps Dominus LUDOVICUS, hujus nominis duodecimus, Dei gratiâ Francorum Rex, atque Sereniſſimi & Excellentiſſimi Principes, & fratres germani, Domini WLADISLAUS, Hungariæ, & Bohemiæ, &c. necnon JOANNES ALBERTUS Poloniæ, &c. eâdem gratiâ Reges, pro eximia & ſingulari ſapientia, qua omnes præditi ſunt, quamvis multo locorum intervallo eorum imperia diſtent, tamen cum mutua benevolentia & amore ſeſe devinxeriot, operæ pretium putaverunt, ut non modò veterem amicitiam, vetuſtaque fœdera, quæ olim inter eorum majores & prædeceſſores Excellentiſſimos Francorum, Hungariæ, Bohemiæ, atque Po-

ANS de J. C. 1500.

loniæ Reges, claræ memoriæ, cum ſummâ caritate percuſſa fuerunt renovarent, verùm etiam arctiore fœdere & pactionibus ſe invicem devincirent, quò eorum principatus, tamerſi ſoli potentiſſimi exiſtant, hac conjunctione firmiores, & malevolis formidoloſiores efficiantur. Itaque tenore præſentis publici inſtrumenti pateat cunctis evidenter, & ſit notum, quòd præfati Sereniſſimi & Excellentiſſimi atque Potentiſſimi Principes & Reges, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei Domini noſtri Jeſu Chriſti, de ſenſionem fidei ſuæ Sanctæ, & exaltationem atque amplificationem totius Chriſtianæ Religionis, necnon honorem & commodum, atque corroborationem & ſtabilimentum ſtatuum, principatuum & Dominiorum earumdem præfatarum Majeſtatum. Præfatus ſiquidem Chriſtianiſſimus Francorum Rex, per Magnificos viros, Valerianum de Sanctis, Dominum de Marigniaco, Conſiliarium & Cambellanum ſuum, nec non Ballivum Silvanectenſem; & Magiſtrum Matthæum Toſtanum, in ſuo Magno Conſilio Conſiliarium, & Procuratorem Generalem, Oratores, Procuratores, ac Nuncios ſuos ſpeciales, debita plenariaque poteſtate ſuffultos, prout per ejuſdem Chriſtianiſſimi Regis litteras patentes plenè conſtitit, & quarum de verbo ad verbum tenor inferiùs eſt inſertus, ab una, & prædictus Sereniſſimus ac Potentiſſimus Hungariæ & Bohemiæ Rex perſonaliter conſtitutus, tam pro ſe, & nomine proprio, quàm pro & nomine dicti Sereniſſimi Regis Poloniæ, ejus fratris germani, pro quo promiſit & cavit de rato, ab altera partibus, fecerunt, iniverunt, & contraxerunt, prout faciunt, ineunt, & contrahunt per præſentes, pro ſe, ac ſucceſſoribus, vaſſallis, ſubditis, Regnis, Patriis, & univerſis Dominiis ſuis, bonam, meram, & puram, ac inviolabilem intelligentiam, ligam, unionem, & confœderationem perpetuam, ac omni ævo duraturam, prout in ſequentibus capitulis & articulis continetur.

Hæc ſunt capitula inviolabilis amicitiæ, benevolentiæ, intelligentiæ, & ligæ, ac unionis & confœderationis initæ, contractæ, & conſummatæ inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem & Dominum Dominum Ludovicum, Dei gratiâ Chriſtianiſſimum Francorum Regem, hujus nominis duodecimum, pro ſe ac ſucceſſoribus, necnon vaſſallis, ſubditis, Regnis, Patriis, Terris, & Dominiis ſuis quibuſcumque, ab una, ac Sereniſſimos & Excellentiſſimos Principes & Dominos, Wladiſlaum, Hungariæ, Bohemiæque, &c. & Joannem Albertum, Poloniæ, &c. cædem gratiâ Reges, fratres germanos, pro ſe, ſucceſſoribus, vaſſallis, ſubditis, Regnis, Patriis, Terris, & Dominiis ſuis quibuſcumque, ab altera partibus.

Imprimis capitulatum, actum, conventumque extitit hinc inde, & promiſſum, quòd dictus, Sereniſſimus, Potentiſſimus, & Chriſtianiſſimus Princeps & Dominus, Dominus Ludovicus, Dei gratiâ Rex Francorum, ab una; nec non Sereniſſimi & Excellentiſſimi Principes & Domini, Wladiſlaus, Hungariæ, Bohemiæque, &c ac Joannes-Albertus, Poloniæ, &c. Reges, ab altera partibus, faciunt, firmant, ineunt, & contrahunt pro ſe, ac ſucceſſoribus, vaſſallis, ſubditis, Regnis, Patriis, Terris, & univerſis Dominiis ſuis, bonam, meram, & puram intelligentiam, ligam, unionem, & confœderationem perpetuam, ac omni ævo duraturam, contra Turcos, & alios quoſcumque hoſtes præſentes & futuros ipſarum Majeſtatum, ad conſervationem & defenſionem Regnorum, ſtatuum, & Dominiorum ſuorum, quos, quæve impræſentiarum habens, & poſſidens, ac imposterum poſſidebunt & tenebunt eædem partes.

Item, quòd nulla earumdem partium tractabit, vel procurabit aliquid, quod poſſit cedere in damnum, præjudicium, aut aliquod incommodum, vel jacturam ſtatûs, & Dominii alterius partis, vel ad impedimentum defenſionis Religionis Chriſtianæ contra Turcos, ſive alios quoſcumque fidei hoſtes; nec talia procurantibus, & tractantibus favebit, aut conſentiet, ſed fraternè, & bonâ fide, abſque ulla fraude, & dolo, unaquæque pars pro viribus vitabit omnia & ſingula, quæ putabit eſſe alteri parti, vaſſallis, ſubditis, Regnis, & Dominiis ſuis, & publicæ fidei defenſioni damnoſa, adverſa, & periculoſa. Et ſi quid de talibus audiverit, vel ſciverit, tenebitur unam & aliam partes illico avitare, ſicuti inter bonos amicos, fratres, confœderatos, colligatos, & Catholicos Principes fieri decet.

Item, quòd quælibet partium bonum mutuum procurabit, promovebit, & defendet, quantumcumque cum honeſtate poterit, & illarum quælibet ad alterius partis requiſitionem mittere debebit Oratores ſuos in favorem partis requirentis, quòcumque opus fuerit, & toties quoties expediet.

Item, quòd quælibet ipſarum partium in quibuſcumque intelligentiis, ligis, & confœderationibus, per caſum cum quovis Principe, aut Communitate imposterum contrahendis, tenebitur ſpecificè & nominatim alias partes comprehendere, & bonum ac commodum alterius non ſecus, quàm proprium, toto poſſe ſuo procurare.

Item, quòd ubi in diebus ſuis aliqua arduiſſima negotia emergerent, quorum eventus poſſet alteri earumdem partium utilitatem aut præjudicium afferre, tunc tenebuntur per Oratores ſuos, aut alios, ſuper caſu emergenti convenire, & fideliter deliberare, honeſtate ſervata, ac proſequi quidquid communi conſenſu viderint eiſdem partibus expedire.

Item, quòd vaſſalli & ſubditi dictarum partium, tam ſcilicet eccleſiaſtici & ſeculares, quàm nobiles & ignobiles, cujuſvis ſtatus & conditionis exiſtant, in Regnis, Terris, & Dominiis, ac ditionibus earumdem partium, viciſſim poſſint & valeant liberè, tutè, ſecurè, & ſine omni impedimento, ire, tranſire, converſari, commorari, & negotiari cum rebus, mercimoniis, farcinulis, jocalibus, pecuniis, & omnibus bonis ſuis, ſine ulla ſalvi & ſecuri tranſitus aſſecuratione, ſolutis tamen juxta Regnorum conſuetudinem ſolvendis.

Item, quòd ſi aliqua pars, de Conſilio & conſenſu unius vel alterius partis, ſuſciperet poſthac aliquod juſtum bellum, tenebitur pars conſulta & conſentiens præſtare auxilium parti, quæ dictum bellum ſic ſuſciperet, & tunc cum ejuſcemodi Conſilium & conſenſus adhibebitur, partes ipſæ convenient de quantitate & qualitate prædicti auxilii, & etiam quanto tempore in eo bello perſiſtendum erit.

Item, convertum extitit & concluſum, quòd ex quo Sanctiſſimus Dominus noſter Alexander Pontifex maximus, de Conſilio Sacri Senatus Reverendiſſimorum Dominorum Cardinalium, miſeratus calamitatem Reipublicæ Chriſtianæ, generalem expeditionem contra Turcos, truculentiſſimos hoſtes fidei, & Religionis Chriſtianæ, per univerſam Chriſtianitatem procurat, & ſollicitat; & præfati Sereniſſimi Reges Hungariæ & Poloniæ, præcipuè ad exhortationem & perſuaſionem Sanctitatis ſuæ, & dicti Chriſtianiſſimi Regis Franciæ, jam de facto abrenuntiatis treugis, & conditionibus Pacis, quas cum ipſis Turcis habebant, arma adverſùs eos, pro defenſione ejuſdem fidei Chriſtianæ, capere ſtatuerunt, ſeque ſimul cum univerſis ſubditis & regnicolis ſuis ad hoc Sanctum piumque opus accingunt, præparant & diſponunt. Ob hoc præfatus Dominus Francorum Rex, tanquam Princeps Chriſtianiſſimus, & Catholicus, atque fidei Chriſtianæ zelator eximius, pollicetur & promittit, quòd quando tempus & res erunt diſpoſitæ ad illam expeditionem, pro devotione ſua

ANS de J. C. 1500.

ANS de J. C. 1500. ne ſua ipſam expeditionem juvabit, taliter quod dicti Principes confœderati, & univerſa Chriſtianitas meritò debebunt contentari. Qualiter tamen, & quali quantoque ſubſidio ſua Chriſtianiſſima Majeſtas ſuccurrere, & hanc Sanctam expeditionem juvare pro rata & magnanimitate ſua volet, libero Majeſtatis ſuæ arbitrio & voluntatis relinquitur. Et etiam apud præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum ſummum Pontificem, & reliquos Principes ac Potentatus Chriſtianos eamdem expeditionem ſollicitabit, & promovebit. Et ut eiſdem Sereniſſimis Regibus Hungariæ & Poloniæ confœderatis ſcilicet ſuis, tanquam ſcuto & antemurali Chriſtianitatis ad proſequendum continuandumque ejuſcemodi bellum contra Turcos pariter ſuccurrant & opem ferant, tam propter communem utilitatem ejuſdem fidei, & Religionis Chriſtianæ, quàm contemplatione iſtius amicitiæ, & confœderationis, bona & ſincera fide, omni ſtudio & diligentia, tam per Oratores, quàm per litteras, cohortari, ſuadere, & admonere tenebitur.

Item, quòd quando præfatus Dominus Rex Francorum mittet copias armatorum in Turcos, dicti Domini Hungariæ & Poloniæ Reges pollicentur aperire viam, & tranſitum pareſacere copiis ejuſcemodi, per Terras ſuas, Patrias, & Dominia; & præterea facere rationabiliter provideri ipſis copiis armatorum de victualibus pro pretio competenti.

Item, quòd quælibet trium iſtarum Mſjeſtatum tenebit, reputabit, & recognoſcet amicum ſimiliter alterius inimicum ſuum; & quòd inimicus ſeu hoſtis unius partis non debeat acceptari ſeu ſuſcipi hoſpitio ad habitandum in Terris & Dominiis alterius partis, nec ei favor ullus quovis modo adhiberi; ſed tenebuntur ipſæ Regiæ Majeſtates ſe ipſas invicem pro poſſe & viribus tutari & defendere contra & adverſùs omnes quoſcumque, qui Regna, Terras, & Dominia earumdem, vel alterius illarum invadere volent, nemine prorſus excepto, præter Summum Pontificem, & Sanctam Romanam Eccleſiam, atque Sacrum univerſum Romanum Imperium debite & rite congregarum, quos & quod partes ipſæ excipiunt, & reſervant. Reſervatur etiam & excipitur in ſpecie, pro parte Chriſtianiſſimi Francorum Regis Illuſtriſſimum Dominium Venetorum, jam diu cum Sua Majeſtate confœderatum, quod etiam in hoc fœdere ſi voluerit comprehenderur. Pro parte autem Sereniſſimorum Dominorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, præcipuè verò ejuſdem Domini Regis Hungariæ & Bohemiæ reſervantur & excipiuntur, imprimis Sereniſſimus Princeps Dominus Maximilianus, Rex Romanorum, conſanguineus ambarum ſuarum Majeſtatum, cui ſe idem Dominus Rex Hungariæ, ad perpetuam amicitiam & fraternitatem, vigore certæ inſcriptionis ſuper Pace perpetua, & concordia utrinque inter ipſas Majeſtates confectæ, jam diu obligavit. Excipitur etiam & reſervatur, atque in præſenti confœderatione penes Majeſtates eorumdem Sereniſſimorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, comprehenditur Illuſtriſſimus Princeps, Dominus Alexander, magnus Dux Lithuaniæ, frater germanus earumdem ambarum Majeſtatum. Excipiuntur præterea Illuſtriſſimi Principes Domini Electores Imperii, ex quo Majeſtas prænominati Domini Regis Hungariæ, & Bohemiæ, ratione dicti Regni ſui Bohemiæ, & Coronæ ejuſdem Regni, ſubeſt Imperio, & unus eſt ex eiſdem Dominis Electoribus, imò inter illos ſuperarbiter & Pincerna Imperii exiſtit; ſed & alii omnes Principes, tam Eccleſiaſtici, quam ſeculares, Sacro Imperio ſubjecti, ſignanter verò conſanguinei & affines, atque jam dudum confœderati Majeſtatum ſuarum, qui nominatim exprimentur medio Oratorum, quos iſtæ ambæ Majeſtates ad Chriſtianiſſimam Majeſtatem ſunt miſſuræ. Quos omnes & ſingulos ſic denominatos, &

per dictos Oratores denominatos, dicti Sereniſſimi Domini Reges Hungariæ, & Poloniæ, ſecum in præſenti confœderatione volunt comprehendi. Ea tamen lege, & conditione, quòd ipſi, vel eorum ſucceſſores, ſimul, vel ſeorſum, adverſus Chriſtianiſſimum Francorum, & Sereniſſimos Hungariæ vel Poloniæ Reges, &c. aut eorum ſucceſſores, ſimiliter, ſimul, vel diviſim, aut contra ſubditos, Regna, Terras, & Dominia eorumdem, nihil ſiniſtrum, nihilque hoſtile, deinceps moliantur & attentent, nihilque tale directè vel indirectè, palam, vel occulte, quovis quæſito colore agant, per quod præfata Sancta expeditio contra Turcos quovis pacto impediri queat. Quòd ſi ſecus per eos vel eorum alterum fieret, & facti evidentia conſtaret, omnes iſtæ Majeſtates hinc inde requiſitæ, tenebuntur illi, vel illis, tanquam communis boni, & hujus confœderationis & amicitiæ perturbatoribus bellum indicere, & dictarum Majeſtatum partem læſam, ac impeditam, ſubditoſque, Regna, & Dominia ſua, contra prædictos reſervatos, vel eorum alterum, & alios quoſcumque qui talia contra prædictas partes molirentur, & attentarent, pro poſſe & viribus ſuis tutari, & defendere, atque omni via & modo ſe invicem juvare, niſi forte tunc temporis, cùm illi reſervati ant alii talia conarentur, dictæ Mſjeſtates eſſent in bello contra Turcos, vel alios hoſtes fidei, vel pro defenſione Regnorum & Dominiorum ſuorum, actualiter impeditæ, taliter & adeo quòd eſſet eis impoſſibile aperto bello ſibi invicem ſuccurrere, & auxiliari. Quo in caſu nihilominus prædictæ Majeſtates tenebuntur hortari amicos & confœderatos ſuos, per proprios Oratores, ut à talibus deſiſtant, & alios deſiſtere faciant, & omnibus aliis modis, quibus poterunt dicti Reges, tanquam boni & veri amici & confœderati, conabuntur talia molientes à cœptis divertere, & impedire, quominus alteri prædictarum Majeſtatum, ſuis Regnis, Dominiis, & ſubditis, damnum inferatur.

ANS de J. C. 1500.

Item, ſi contingeret aliquam Majeſtatum ſic conſœderatarum, quacumque ratione, & cauſa contra præſcriptos reſervatos & exceptos Principes, vel eorum alterum, aut alios quoſcumque, ſine alterius partis requiſitione & conſenſu bellum indicere & movere, aliter quàm ad tuitionem & defenſionem Regnorum, Dominiorum, & ſubditorum ſuorum, ut ſuprà dictum eſt; in hoc caſu, pars altera ſuccurrere non tenebitur alteri. Verumtamen, ſi dicti reſervati, vel eorum alter, aut alius quicumque is fuerit, amodo deinceps contra alteram Majeſtatum prænominatarum, vel ſubditos, Regna, Terras, aut Dominia ſua, bellum moverent, & armis invaderent, vel eorum aliquis moveret, & invaderet, tenebuntur partes aliæ, priùs medio Oratorum ſuorum, & per bona honeſtaque media tentare, ſi illum vel illos à cœptis divertere poterunt, & nihilominus interim dictæ aliæ partes ad arma ſe præparabunt. Quod ſi dicti Oratores ſic præmiſſi illum vel illos à cœptis divertere nequiverint, tenebuntur poſtea eædem partes, ut præmiſſum eſt, illis vel illi ſimiliter bellum indicere, & eum vel eos, ubi commodius videbitur, armis aggredi, & invadere, confœderatoque ſuccurrere, ac illum pro poſſe & viribus ſuis tutari, & defendere, niſi tunc temporis illæ aliæ partes eſſent actualiter in bello contra hoſtes fidei, vel pro defenſione Regnorum & Dominiorum ſuorum, ut præmiſſum eſt, impeditæ.

Item, ſi contingeret, quòd dictæ Majeſtates indicerent bellum contra prædictos reſervatos, vel eorum alterum, aut alios quoſcumque, ex cauſis quibus ſuprà, nulla illarum Majeſtatum abſque alterius ſcitu & conſenſu, pacem aut concordiam inire cum ipſis valeat, aut acceptare.

Item, quòd dictæ Majeſtates, vigore prædictarum reſervationum in præcedentibus articulis, & præ-

ANS de J. C 1500.

ſenti tractatu factarum, non intelligunt cum ipſis reſervatis ſuis majorem confœderationem & ligam, quam anteà ex præcedentibus confœderationibus habebant, inire, nec ſe ipſis reſervatis magis obligare. Quinimo ſi aliqui illorum, quibus per præſentes articulos & tractatus in hac liga & confœderatione reſervatus eſt locus, hanc ligam & confœderationem velint ingredi, aut aliqui alii cujuſcumque ſtatus & conditionis exiſtant, illud debebunt infra annum dictis Majeſtatibus ſignificare, & tunc cùm ingredientur, per eaſdem Majeſtates cum ipſis tractabitur de modis & conditionibus, cum quibus ipſos volent admittere, & pro ut bono totius Chriſtianitatis & ſtatuum omnium partium videbunt magis expedire.

Item. Quòd omnes iſtæ tres Majeſtates, videlicet Chriſtianiſſimus Francorum Rex, ac Hungariæ & Poloniæ Reges, hoc fœdus, ligam, amicitiam, & conditiones, dictis ſuis reſervatis quàm primùm per oratores & nuncios ſuos ſignificare tenebuntur, ne juſtam ignorantiæ cauſam prætendere poſſint.

Item. Concluſum & conventum eſt, quod per præſentem confœderationem & ligam partium juribus in aliquo non debeat derogari, neque derogatum aliquo pacto intelligatur.

Item. Quod dicti Sereniſſimi Hungariæ & Poloniæ Reges pro ratificatione & majori confirmatione præſentium articulorum, tractatus, confœderationis, & ligæ, tenebuntur mittere quàm primùm oratores ſuos ad præfatum Chriſtianiſſimum Francorum Regem, cum plena poteſtate, ipſis articulis addendi, vel diminuendi, ipſos mutandi, confirmandi, vel infirmandi, latiùs & plenius interpretandi, ſtrictiora etiam fœdera faciendi, prout dictæ Chriſtianiſſimæ Majeſtati, & ipſis oratoribus pro bono & ſecuritate totius Chriſtianitatis, & Statuum dictarum partium magis videbitur expedire.

Item. Et quoniam in concluſione præſentis confœderationis, ligæ, & articulorum ſuprà ſcriptorum, Magnificus Dominus Petrus Wiſnitcze, Caſtellanus Sandomirienſis, & regni Poloniæ Mareſcallus, orator & procurator Sereniſſimi Regis Poloniæ, non fecit conſtare de mandato & procuratione ſatis ſpeciali, & ſufficienti, ad ineundum, contrahendum, & paſſandum pro eo dictum fœdus, ligam, & articulos ſuprà ſcriptos, propterea, ne prætextu illius hoc tam bonum, pium, & ſanctum propoſitum differretur, Sereniſſima Majeſtas dicti Regis Hungariæ, de voluntate dicti Sereniſſimi Regis Poloniæ, fratris ſui germani, litteris & nunciis certior facta, promiſit & cavit pro dicto Sereniſſimo Domino Rege Poloniæ, fratre ſuo germano, quod ipſe omnia ſuprà ſcripta, rata, grata & firma habebit, & obſervabit, & per primos Oratores, & Procuratores ſuos, quos ad ſæpè dictam Chriſtianiſſimam Majeſtatem miſſurus eſt, prout ſuperiùs ſcriptum eſt, per litteras & mandatum ſpeciale & ſufficiens, hoc fœdus, ligam, & articulos prædictos ratificabit. Nec interim, & donec hæc omnia pro parte dicti Sereniſſimi Regis Poloniæ abſoluta fuerint, præfata Chriſtianiſſimi Regis Francorum Majeſtas, in aliquo virtute dictæ confœderationis ſibi obligabitur, omnibus prædictis inter præfatos Chriſtianiſſimum Francorum, & Sereniſſimum Hungariæ & Bohemiæ Reges, quantùm ad ipſos in ſuo robore permanentibus. Tenor verò mandati prædictorum Oratorum & Procuratorum præfati Chriſtianiſſimi Regis Francorum talis eſt.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, Siciliæ, & Jeruſalem Rex, Dux Mediolani, univerſis præſentes litteras inſpecturis, & audituris, ſalutem. Notum facimus per præſentes, quòd nos de perſonis dilectorum & fidelium Conſiliariorum noſtrorum, Valeriani de Sanctis, Domini de Marigniaco, Conſiliari, & Cambellani noſtri, ac Ballivi Silvanectenſis, & Magiſtri Mathæi Toſtani, in Magno noſtro Conſilio Conſiliatii, & Procuratoris noſtri generalis, ad plenum confidentes, matura deliberatione de ſuper hoc præhabitâ, melioribus modo & forma quibus potuimus, & debuimus, fecimus, conſtituimus, & ordinavimus, facimuſque, conſtituimus, & ordinamus prænominatos noſtros Conſiliarios, Procuratores, Oratores, ac nuncios noſtros ſpeciales, negotiorumque infrà ſcriptorum geſtores, dantes, prout dictis Procuratoribus & Oratoribus noſtris ſpecialiter & expreſsè, tenore præſentium, damus plenariam poteſtatem, & ſpeciale mandatum faciendi & ineundi fœdus, ligam, atque amicitiam perpetuam, cum Sereniſſimis Principibus & fratribus noſtris cariſſimis Hungariæ & Poloniæ Regibus conjunctim, vel cum prædicto fratre noſtro Rege Hungariæ diviſim, juramentaque pro nobis & loco noſtri faciendi & præſtandi, aliaque omnia in & pro præmiſſis neceſſaria ſeu opportuna, & quæ nos facere poſſemus, ſi perſonaliter intereſſemus, etiamſi talia ſint quæ mandatum ſpecialius exigant, quàm præſentibus ſit expreſſum. Promittendo, prout promittimus bonâ fide, & in verbo regio, ſubque bonorum noſtrorum hipotheca, & obligatione, cum omni juris & facti renunciatione pariter & cautelâ, nos habere ac perpetuò habituros rarum, gratum, firmum, & ſtabile, quidquid per dictos Procuratores ſeu Oratores noſtros actum, geſtumve fuerit in præmiſſis, aut quomodolibet procuratum. In cujus rei teſtimonium ſignò, & ſigillo noſtro præſentes juſſimus communiri. Datum in caſtro noſtro Locharum, die vigeſima-nona menſis Januarii, anno Domini 1499. regni verò noſtri ſecundo.

ANS de J. C 1500.

QUÆ omnia & ſingula præſcripta prædicti Sereniſſimus Hungariæ & Bohemiæ Rex, & Oratores ac Procuratores præfati Chriſtianiſſimi Francorum Regis, nominibus quibus ſuprà, ſolenni ſtipulatione promiſerunt, & juraverunt, & per præſentes promittunt & juranr, ſibi viciſſim ſingula ſingulis congruè referendo, & mihi Notario infrà ſcripto, ut publicæ perſonæ ſtipulanti, & ejuſcemodi promiſſionem & juramentum recipienti, bonâ fide, ſine omni dolo & fraude, firma, rata & grata perpetuò habere, & tenere, ac inviolabiliter obſervare, & adimplere, ſub hipothecâ & obligatione omnium & ſingulorum bonorum mobilium & immobilium, præſentium & futurorum dictarum partium, mandantes, rogantes, & volentes, de præmiſſis omnibus & ſingulis per me Notarium infrà ſcriptum, unum vel plura fieri inſtrumenta ejuſdem tenoris. Acta ſunt hæc & facta anno, Indictione, die, & menſe quibus ſupra, hora tertiarum, vel quaſi, in arce regia Budenſi, Pontificatus præfati Sanctiſſimi Domini noſtri, Domini Alexandri VI. Papæ, anno octavo. Præſentibus Illuſtriſſimo Principe Domino Sigiſmundo, Duce, &c. præfati Sereniſſimi Domini Regis Hungariæ fratre germano, necnon reverendiſſimo, reverendiſque Patribus, ac magnificis & egregiis viris, Thomâ, Archiepiſcopo Strigonienſi, Primate Regni Hungariæ, ac Apoſtolicæ Sedis Legato nato, dictique Sereniſſimi Domini Regis Hungariæ ſummo Secretario & Cancellario; Georgio, electo & confirmato Weſprimienſi, Regio Secretario; Nicolao, ſimiliter electo Sirmienſi; Gabriele Boznenſi; Gregorio, Comite de Frangipanibus, Præpoſito Albenſium Eccleſiarum; item Petro Emiitha, de Wiſnitcze, prædicti Domini Regis Poloniæ, oratore, & ejuſdem regni Mareſcallo; Joſa de Som, Comite Themiſienſi, &c. Sigiſmundo Turzo, Lectore & Canonico dictæ Eccleſiæ Strigonienſis, præfati Sereniſſimi Regis Hungariæ Secretario; Nicolao de Wiilkanow, Canonico Plocenſi, dicti Sereniſſimi Regis Poloniæ ſimiliter Secretario; Michaele de Palocz, & Michaele de Hingacx; Georgio Zerechen de Mezthzegmiew, Paulo de Dombo, Michaele de Zob,

ANS de C. J. 1500.

Zob, Ambroſio Wiidflii de Mohora, & Georgio de Kalenda, ejuſdem Regis Hungariæ Conſiliariis, & pluribus aliis teſtibus idoneis vocatis, & rogatis. In majorem autem fidem & ſuperabundantem cautelam, roburque & firmitatem omnium præmiſſorum, præfatus Sereniſſimus Dominus Rex Hungariæ, manu ſuâ propriâ ſe ſubſcripſit, & ſigillum ſuum duplex & autenticum præſentibus appendi fecit. Prædicti etiam Oratores præfati Chriſtianiſſimi Regis Francorum ſeſe manibus propriis ſubſcripſerunt, & ſimiliter eorumdem ſigilla appendi fecerunt.

Wladiſlaus Rex, manu propriâ ſubſcripſit.

Ego Valerianus de Sanctis ſuprà ſcriptus, præfati Chriſtianiſſimi Regis orator & procurator, omnia & ſingula præmiſſa ſic acta & concluſa eſſe fateor & recognoſco. Et idcirco in fidem & teſtimonium eorum me manu propriâ ſubſcripſi, & ſigillum meum proprium feci ſubappendi. V. de Sanctis.

Et ego Mattheus Toſtanus ſuprà ſcriptus, ſimiliter Chriſtianiſſimi Regis orator & procurator, omnia & ſingula præmiſſa ſic acta & concluſa eſſe fateor & recognoſco. Et idcircò in fidem & teſtimonium eorum, me manu propriâ ſubſcripſi, & ſigillum meum proprium feci ſubappendi. M. Touſtain.

Et ego Benedictus, natus quondam Mathei Süget de Alſózegedi, Quinqueeccleſienſis Diœceſis, ſacrâ Apoſtolicâ auctoritate Notarius & Tabellio publicus, quia præmiſſis omnibus & ſingulis, dum ſic ut præmittitur fierent & agerentur, unà cum prænominatis teſtibus interfui, eaque omnia & ſingula ſic fieri vidi, & audivi, ideò præſens publicum inſtrumentum, manu alterius fideliter ſcriptum exindè confeci, in hanc publicam formam redegi, ac manu propriâ ſubſcripſi, ſignumque meum ſolitum appoſui, in fidem & teſtimonium præmiſſorum, juſſus & rogatus.

DLXXVIII.

ANS de J. C. 1500.

FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON.

Traité de Paix, de Confédération, & d'Alliance entre LOUIS XII. *Roi de France, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Roi & Reine de Caſtille & d'Aragon, ratifié par leſdits Roi & Reine à Grenade le* 11. *Novembre* 1500. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 443.

FERDINANDUS & ELISABETA, Dei gratiâ Rex & Regina Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Sicilliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algebiræ, Gibraltaris, & Inſularum Canariæ, Comes & Comitiſſa Barchinonæ, Domini Biſcaiæ, & Molinæ, Duces Calabriæ & Apuliæ, ac Athenarum & Neopatriæ, Comites Roſſilionis & Cerdaniæ, Marchiones Onſtani & Gociani. Conſiderantes, quàm ſit iniquum, quàm lamentabile, quàmque dolendum, ut inter Reges & Principes Chriſtianos, hoſte machinante antiquo, tam graves ioimicitiæ, diſcordiæ, atque bella, ob differentias quæ inter eos quietè ſedari poſſent, gerantur. Ex quibus plerumque poſt innumerabilia nefanda ſacinora, quæ ipſorum occaſione bellorum in Deum & homines perpetrantur, nil reliqui manet apud bellantes, quàm virorum atque bonorum exinanitio, prophanatio ſacrorum, cadavera mortuorum, oppidorum urbiumque demolitiones, deflorationes virginum, mulierum adulteria, pupilli plorantes, Patres orbati, viduæ deſolatæ, & tandem (quod magis dolendum eſt) miſeræ animæ apud inferos captivatæ; poſt quas quidem lamentabiles Regnorum & Provinciarum vaſtationes demoliuneſque, ſolent etiam in animis adverſantium remanere quædam reliquiæ & ſpecies vindicationis, ſimultatis, & malevolentiæ, quæ difficulter vel nunquam inimico contrariante extingui vel eradi poſſunt, quæque nonnunquam fomenta ſunt ignis ad majores carbones belli impoſterum accendendos. Quæ diſpendia ſi prævidcrent & adverterent Principes Chriſtiani, credendum profectò eſt, vel eis ſeſe abſtinerent, vel multò tardiores eſſent, ut in fratres & proximos ſuos ſimilia bella moverent. Propter quæ tanta mala, opes atque vires Chriſtianorum ſunt ita quotidie in pleriſque locis exhauſtæ & diminutæ, ut non mirandum, ſi immaniſſimus Turcorum Princeps, effrænata crudelitate, & jamdiu in Rempublicam Chriſtianam impetum facit, & ſubjugato, pro dolor! memotia ſatis recenti Imperio Conſtantinopolitano, gradatim atque in dies Chriſtianorum fines diſterminat, abſorbet, atque deglutit, ad ulteriora prouppturus, niſi Deus avertat. Propterea intrioſeca mente volventes, quàm ſit magnum & honeſtum, quàm decorum & expetibile, quàmque Deo gratum, & acceptum, regniſque & populis univerſis jucundum, utile, atque tutum bonum pacis, cujus quidem pacis obſervantiam Salvator noſter Jeſus, dum in terris converſatus eſſet, non ſolum facerimis ſuis ſermonibus, ut animis noſtris infigeret, ſæpe atque plurimum commendavit, ſed etiam cum à nobis diſcedere vellet, ad cœlos aſcenſurus, tanquam paternam hæreditatem pacem ſuam nobis dando, pacem ſuam relinquendo, nos teſtamento hæredes ſnos ioſtituit univerſos. Nolentes ergò nos tantæ tamque inæſtimabilis hæreditatis à tanto nobis teſtatore relictæ, aut ſuperbos aut ingratos repudiatores videri, quanquam nos, & Chriſtianiſſimus Princeps Ludovicus Francorum Rex, frater & conſœderatus noſter dilectiſſimus, optimam habemus inter nos fraternitatem, conſœderationem, & amicitiam, eamque Deo proprio inconcuſſam diebus noſtris exercuerimus; verùm ut ipſa majus in dies incrementum naneiſcatur, tollanturque è medio omnia, quæ eam fortè aliquamdiu turbare poſſent, ac ut perpetuum ac indiſſolubile vinculum in ſe obtineat firmitatis; cupienteſque præterea, ut alii Principes Chriſtiani, exemplo noſtro, inter ſe nobiſcum, ſi ua decreverint, eandem pacis hæreditatem adire velint, quo faciliùs atque citiùs tanta Turcorum rabie moderata fidelium univerſalem Eccleſiam, fidemque noſtram Catholicam Deo opitulante tueri poſſimus & augere. Idcircò, ad ipſam Sanctiſſimam pacem inter nos de novo capeſſendam, fœduſque & amicitiam inviolabiliter & perpetuò obſervandam, animos noſtros auxilio Spintus Sancti induximus, & eam ob rem inter præfatum Chriſtianiſſimum Ludovicum Francorum Regem, fratrem & conſœderatum noſtrum, pro eo, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis Francorum regibus, Regnis, Dominiis, & ſubditis ſuis, parte ex una, & nos pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtns, Regnis, Dominiis & ſubditis noſtris, parte ex altera, medio Oratorum utriuſque partis fuerunt inita & concordata capitula, quæ ſequuntur.

Concordata & conventa facta inter Chriſtianiſſimum Regem Francorum Ludovicum duodecimum, & Sereniſſimos ac Potentiſſimos Ferdinandum & Eliſabet Regem & Reginam Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. ſuper ſequentibus.

Primò, eſt concordatum, quòd continuando & conſervando amicitiam & conſœderationem, quæ eſt inter præfatos Reges Franciæ, & Regem & Reginam Hiſpaniæ bona, ſecura, firma, legalis & perpetua amicitia, conſœderatio & intelligenria eſt, & erit in perpetuum inter præfatum Regem Franciæ, Regna, Patrias, Terras, Dominationes, & ſubditos ac ſucceſſores ſuos, ex una parte, & dictos Regem & Reginam Hiſpaniæ, ſeu Regna, Terras, Dominia, & eorum ſubditos & ſucceſſores ſuos, ex alia parte, tali modo, quòd pro deſenſione & conſervatione ſtatuum utriuſque partis erunt amici amicorum, inimi-

ANS de J. C. 1500.

ci inimicorum nemimem excipiendo nec reſervando, & quòd in futurum omnes rancores & malevolentiæ, inimicitiæ, diviſiones, injuriæ, querelæ, damna, ex quibus exprobrationes, quæſtiones ſeu petitiones fieri poſſent per eorum alterum contra alium, ex nunc omnia prædicta per hanc amicitiam ſint totaliter extincta & abolita ab utraque parte, ita quòd poſthac pro tempore futuro non poſſit per eos, nec eorum ſucceſſores, moveri aliqua petitio ſeu quæſtio aliquo modo, pro quacumque cauſa, nec quocumque colore vel occaſione quæſitis.

Item. Eſt promiſſum, tractatum & concordatum, quòd ſi contingeret, (quod Deus avertat) aliquam guerram ſeu diviſionem moveri contra præfatum Regem Franciæ, Regna, Patrias, Terras, & Dominia ſua, per aliquem ſubditum ſuum, vel alium quemcumque, neminem excipiendo, ut dictum eſt, in eodem caſu Rex & Regina Hiſpaniæ, & eorum ſucceſſores debitè requiſiti, tenebuntur cum effectu de ſuis armigeris in bono & ſufficienti numero, de ſuis ſubditis & vaſſallis ſuccurrere pro poſſe, & adjuvare prædictum Regem Franciæ, & jam dicta Regna, Terras & Dominia ſua, in illa parte ubi neceſſitas requireret, & quamdiu guerra ſeu diviſio durabit, expenſis tamen ipſius Regis Franciæ.

Et pari modo ſi contingeret, (quod Deus avertat) aliquam guerram ſeu diviſionem moveri contra præfatos Regem & Reginam Hiſpaniæ, & ſua Regna, Patrias, Terras & Dominia, per aliquem ſubditum ſuum, vel alium quemcumque, ut dictum eſt, neminem excipiendo, in eo caſu dictus Rex Franciæ, & ejus ſucceſſores debitè requiſiti, tenebuntur cum effectu de ſuis armigeris in bono & ſufficienti numero de ſuis ſubditis & vaſſallis ſuccurrere pro poſſe, & adjuvare prædictos Regem & Reginam Hiſpaniæ, & jam dicta Regna, Terras, & Dominia ſua, in illa parte, ubi neceſſitas requiret, & quamdiu guerra ſeu diviſio durabit, expenſis tamen ipſorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ.

Item Promiſſum eſt, concordatum atque tractatum, quòd ſi aliqui Principes, Barones, Milites, Nobiles, & Officiales, vel alii ſubditi prædicti Regis Franciæ, cujuſcumque gradus, ſtatus, aut conditionis exiſtant, criminoſi criminis læſæ majeſtatis, aut alio crimine irretiti ſe ad Regna, Patrias, Terras, & Dominia dictorum Dominorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ conferrent aut confugerent, quòd tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, ſed quàm primùm per prædictum Regem Franciæ, vel ab eo deputandos, requirentur, per menſem poſt requiſitionem ſeu petitionem vel ſummationem de reſtitutione eorum factam, reſtituentur prædicto Regi Franciæ, ſeu Commiſſariis ab eo deputandis, qui de eis pœnas ſument quas de jure licebit. Et ſimili modo, ſi aliqui Principes, Barones, Milites, Nobiles, Officiales vel alii ſubditi prædictorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ, cujuſcumque gradus, ſtatus, aut conditionis exiſtant, criminoſi criminis læſæ Majeſtatis, vel alio crimine irretiti, ſe ad Regna, Patrias, Terras, & Dominia dicti Regni Franciæ deferrent aut confugerent, quòd tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, ſed quàm primùm per dictos Regem & Reginam Hiſpaniæ vel ab eis deputandos, requirentur, per menſem poſt requiſitionem & ſummationem de reſtitutione eorum factam, reſtituentur & cum effectu tradentur prædictis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, ſeu Commiſſariis ab eis deputandis, qui de eis pœnas ſument quas de jure licebit.

Et quia prædictus Rex Franciæ jus habere prætendit in Regno Siciliæ citra Farum, illaque de cauſa ad illud recuperandum cum exercitu ſuo proficiſci decrevit, & nihilominus Rex & Regina Hiſpaniæ prædicti jus habere prætendunt in dicto Regno, ita ut dictum Regnum uni ex duobus dictis Regibus, & nemini alii de jure pertineat, animadvertentes præterea præfatis Regibus ac univerſo orbi notiſſimum eſſe, Regem Fredericum ſæpe Turcorum Principem, Chriſtiani nominis hoſtem acerrimum, literis, nunciis, ac legatis ad ima contra populum Chriſtianum capeſſenda ſollicitaſſe, ac impræſentiarum ſollicitare, qui ad ejus maximam inſtantiam cum ingenti claſſe, ac validiſſimo terreſtri exercitu, ad Chriſtianorum terras invadendas vaſtandaſque, jam moviſſe intelligitur; igitur tam imminenti periculo ac damno Chriſtianæ Reipublicæ obviare volentes, & ad finem pacis, & ue amicitia, confœderatio & liga prædicta ſit inter ſe indiſſolubilis & perpetua in futurum, volentes omnes occaſiones tollere & amputare, quæ huic confœderationi impturam & ſciſſuram poſſent afferre, tractatum eſt, approbatum, & concordatum ſuper dicto regno, inter præfatos Principes in hunc qui ſequitur modum, Videlicet, quòd dictum Regnum Siciliæ citra Farum dividetur & partietur inter præfatum Regem Franciæ ex una parte, & præfatos Regem & Reginam Hiſpaniæ, ex altera parte & pro portione dicti Regis Franciæ remanebunt civitas Neapolis & oppidum Gayetæ, ac aliæ civitates, oppida, & terræ totius Provinciæ terræ laboris, & tota provincia Bruſſiæ, pro eorum juſto valore, & ultra & ſupra medietatem reddituum Duanæ pecorum Apuliæ, vulgariter nuncupatæ, *la Duana de la Penille*, & cum ſuis titulis Regni Franciæ. & Ducis Mediolani appellatur quoque Rex Neapolis & Jeruſalem; & pro portione Regis & Reginæ Hiſpaniæ præfatorum remanebunt ducatus Calabriæ, & tota Apulia, ideſt *la Penille*, pro ſuo juſto valore, & cum ſuis titulis Regis & Reginæ Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. appellentur quoque Duces Calabriæ & Apuliæ, reſervata medietate reddituum dictæ Duanæ in dicta Apulia levandæ, quam præfatus Rex Franciæ habebit & reciptet purè à Commiſſariis per eoſdem Regem & Reginam Hiſpaniæ ad hoc deputandis, ultra revenutum dicti regni, ut dictum eſt. Statuetur tamen per eoſdem Regem & Reginam Hiſpaniæ certa dies in anno, in qua prædicta Duana dabitur ad firmam, & prædictus Franciæ Rex poterit, ſi voluerit, mittere Commiſſarium aut Commiſſarios, qui prædictæ firmæ præſentes ſint & conſentientes. Quæ revenuta dicti regni ſecundum ſuum juſtum valorem æqualiter dividentur inter eos, quemadmodum inter fratres & amicos, tali modo quòd ſi dictus ducatus Calabriæ, & tota Apulia, cum medietate dictæ Duanæ, plus valerent, ſeu eorum valor magis aſcenderet, quàm valor civitatis Neapolis, oppidi Gayetæ, terræ laboris, & Bruſſiæ, fiet compenſatio præfato Regi Franciæ in dicto regno, per præfatos Regem & Reginam Hiſpaniæ. Et etiam, ſi civitates Neapolis, oppidum Gayeta, terra laboris, & tota Bruſſia cum medietate Duanæ in *la Penille*, (quam Rex Franciæ, puram, quietam & abſolutam accipiet, ſicut dictum eſt) ultra omnia ſunt majoris valoris, quam dicti ducatus Calabriæ & Apuliæ, in hoc caſu præfatus Rex Franciæ faciet dictis Regi & Reginæ Hiſpaniæ compenſationem debitam in dicto regno, ita quòd ultra medietatem dictæ Duanæ dictum Regnum ſecundùm ſuum valorem æqualiter dividetur inter ſe.

Item. Eſt concordatum & concluſum, quòd præfatus Rex Franciæ & ſucceſſores ſui teneant & poſſideant in perpetuum portionem dicti regni, quæ eidem Regi Franciæ remanebit cum omni pleno Dominio, ac integra & ſuprema juriſdictione, ea dumtaxat reſervata, quæ, ratione feudi, Eccleſiæ ad Sanctæ ſedi Apoſtolicæ debentur. Et pari modo eſt conventum & concluſum, quòd præfati Rex & Regina Hiſpaniæ & ſucceſſores ſui teneant & poſſideant in perpetuum portionem dicti regni, quæ eis remanebit cum omni & pleno Dominio, ac integra & ſuprema juriſdictione, ea dumtaxat reſervata, quæ, ratione feudi, Eccleſiæ ac Sanctæ ſedi Apoſtolicæ debentur.

Item. Et ut cuilibet partium prædictarum quod virtu-

ANS de J. C. 1500.

virtute horum capitulorum ſibi competit reddatur, convenerunt dictæ partes, quòd ſi forte in recuperatione dicti regni, ad manus dictarum partium alterius quovis modo pervenerint aliquæ civitates, oppida, caſtra, & loca ejuſdem regni, quæ ſint de portione alterius partis, in hoc caſu ipſæ civitates, oppida, caſtra, & loca debeant reſtitui & reſtituantur ſtatim, abſque aliqua dilatione, parti, de cujus portione fuerint, ſalvo & reſervato eo, quod Dominium Venetorum tenet in dicto regno, Neapoli, & in Apulia, & alibi, in quo dicti Reges ooo intelligunt tangere, nec Venetis aliquod præjudicium afferre, quibus ſolventur pecuniæ, pro quibus terræ memoratæ inveniuntur hypotecatæ, alias manebunt in poſſeſſionibus earum, prout juris fuerit & rationis.

Item. Eſt conventum & concordatum inter præfatos Regem & Reginam Hiſpaniæ, & Regem Franciæ quòd dos & donatio propter nuptias Sereniſſimæ Reginæ Joannæ, ſororis prædicti Regis Hiſpaniæ, relictæque Regis Ferdinandi antiquioris, ac etiam dos alterius Reginæ Joannæ antiquioris, ſolventur per præfatos Reges Franciæ & Hiſpaniæ, & eorum ſucceſſores, per medium, & uterque eorum mediam partem onerum dotalium dictarum Reginarum ſuper portione ſua ſuſtinebit, prout de jure & ratione earum cuilibet pertinere poſſit; ipſæque Reginæ earum vita durante tenebunt & poſſidebunt, abſque impedimento aliquo terras, redditus, & Domina, quæ cauſis præmiſſis impræſentiarum poſſident, tam in dicto regno Neopolitano, quam in dictis ducatibus Calabriæ & Apuliæ, videlicet quælibet ipſarum partem ſuam. Verùm, ſi forte terrarum, reddituum, ac poſſeſſionum, quas præfatæ Reginæ poſſident, ut præfertur, fuerit major pars in portione unius partis quam alterius, tali in caſu, pars quæ majorem partem hujuſmodi oneris ſuſtinebit, recompenſabitur ab altera parte minorem hujus oneris partem ſuſtinente in redditibus. Ita quod neuter præfatorum Regum Hiſpaniæ & Franciæ ſuſtineat & ſolvat, niſi tantummodo medietatem rerum, quas præfatæ Reginæ poſſident, ac habere debent, ut præmittitur.

Et his mediantibus, præfatus Rex Francorum pro ſe & ſucceſſoribus ſuis cedit omnia jura ſua, nomina, rationes, & actiones, ſi quæ & quas habet ſeu habere prætendit, quovis modo, in Comitatibus Roſſilionis & Ceritaniæ, ac in aliis quibuſcumque terris, quas dicti Rex & Regina Hiſpaniæ impræſentiarum tenent & poſſident, ita quòd ipſe & ſui in futurum ſucceſſores nunquam poſſint aliquid in poſterum querelare, aut quocumque modo petere.

Et pari modo prædictis mediantibus, præfati Rex & Regina Hiſpaniæ pro ſe & ſucceſſoribus ſuis renunciant dicto Regi Franciæ, ac ejus ſucceſſoribus, & cedunt omnia jura, nomina, rationes, & actiones, ſi quæ & quas habent, ſeu habere prætendunt quovis modo in comitatu Montiſpeſſulani, & aliis quibuſcumque terris, quas dictus Rex Franciæ impræſentiarum tenet & poſſidet, ita quòd ipſe, & ſui in futurum ſucceſſores, nunquam poſſint aliquid impoſterum querelare, aut quocumque modo petere.

Item. Simili modo promiſſum, concordatum, atque tractatum eſt, quòd prædicti Reges promittent & juramento firmabunt, pro ſe & ſucceſſoribus ſuis, præſervare, cuſtodire & defendere dicta ſua Regna, Patrias, Terras, & Dominia, quæ habent in Italia, hoc eſt, quòd præfatus Rex Franciæ ex toto poſſe ſuo euſtodiet, ſuccurret, & defendet pro Rege & Regina Hiſpaniæ, inſulam Siciliæ, & dictos ducatus Calabriæ & Apuliæ, & alia Dominis ſus, quæ dicti Rex & Regina habent in Italia, contra omnes & quoſcumque ea vaſtare volentes, & eis guerram movere, & juvabit eos cum ſuis armigeris in bono & ſufficienti numero de ſuis ſubditis & vaſallis, pro poſſe ſuo, expenſis tamen ipſorum Regis & Reginæ Hiſpaniæ. Et dicti Rex & Regina Hiſpaniæ ſimiliter, pro poſſe ſuo, cuſtodient pro præfato Rege Franciæ Regnum Neapolitanum & Jeruſalem, Ducatum Mediolanenſem, & alia Dominia ſua, quæ prædictus Rex Franciæ habet in Italia, & juvabunt eos cum ſuis armigeris in bono & ſufficienti numero de ſuis ſubditis & vaſſallis, pro poſſe ſuo, expenſis tamen ipſius Regis Franciæ, ita quòd pro defenſione Regnorum, ſtatuum, & Dominiorum ſuorum, non ſit inter eos & ſubditos ſuos aliqua differentia.

ANS de J. C. 1500.

Item. Eſt tractatum & concordatum, quod ſi aliqui Principes, Barones, Nobiles, milites, & alii ſubditi regni Neapolitani, & dictorum ducatuum Calabriæ & Apuliæ, jus habere prætendant in quibuſcumque bonis Patrimonialibus, Domibus, Dominationibus, & aliis hæreditagiis in dictis regno & ducatibus ſituatis, ex quocumque titulo, petent jus & juſtitiam ſuper talibus ſibi miniſtrari per quatuor judices ad hoc deputandos, quorum duo per Regem Franciæ, & alii duo per Regem & Reginam Hiſpaniæ, ad juſtitiam faciendam deputabuntur, qui ſimul & conjunctim de talibus cognitionem ipſorum Regum habebunt. Qui judices, ſi in cauſis movendis ſimul in unam ſententiam convenire non poterunt, facultatem habebunt eligendi & aſſumendi aliquem virum gravem, virtutibus, moribus, & ſcientia, ac rerum experientia ornatum, neutri Regum ſuſpectum, qui cum eis de differentiis & caſibus memoratis occurrentibus cognoſcere & decidere poterit.

Item. Eſt conventum, concluſum, & concordatum, quòd altera partium prædictarum non poſſit nec debeat tradere, facere, nec firmare aliqua capitula, ſeu concordium aut conventionem de rebus prædictis Regnum Neapolitanum & ducatus Calabriæ & Apuliæ tangentibus, cum aliquo alio Principe, potentatu, aut aliqua alia perſona, niſi cum voluntate & expreſſo conſenſu utriuſque partium prædictarum.

Item. Eſt etiam concordatum, quòd præſentes articuli, poſtquam eos præfari Rex & Regina Hiſpaniæ ratificaverint, approbaverint, affirmaverint, & juraverint, mittentur præfato Regi Franciæ, ut eos ratificet, approbet, firmet, & juret.

Quo facto, pro earum ampliori & ſecuriori firmitate, & præmiſſorum in eis contentorum, & pro complemento eorumdem ab utraque parte faciendo, præfati articuli præſentabuntur ex parte Regum memoratorum per Oratores ſuos ſimul Sanctiſſimo Domino noſtro Papæ; qui Oratores ſupplicationibus, ut convenit, datis ſupplicabunt Sanctitati Suæ, ut præſentes articulos firmet, autoriſet, approbet, & ſervari jubeat, ſub pœnis & cenſuris in talibus requiſitis, & apponi ſolitis, ac ſupplicent Sanctitati Suæ, ut inveſtituram prædictorum regni & ducatuum concedat & det Regibus & Reginæ præfatis, videlicet cuilibet de portione, quæ ſibi horum articulorum virtute competit; & utræque partes prædictæ ſimul dictam inveſtituram recipiant, & non una ſine altera; & Sanctitati Suæ ſupplicare & inſtare non deſinant, donec prædicta omnia eis conceſſerit. Et ſi contingat, quòd Sua Sanctitas noluerit inveſtituras prædictas gratis dare, ſed forſitan aliquas pecunias, aut revenutas ſeu donationes à dictis Regibus exigere aut habere voluerit, in hoc caſu uterque Regum ſolvet per medium quicquid pro expenſis inveſtiturarum à Sanctitate Sua faciendarum expoſitum fuerit.

Cùmque præinſerta Pacis, fœderis, concordiæ, & amicitiæ capitula, omniaque & ſingula in illis contenta nobis gratiſſima ſint, ac maxime placeant, & velimus libentiſſimo animo ea omnia ſervare, exequi, & complere, quæ pro parte noſtra præinſertorum capitulorum virtute ſervanda, exequenda, & complenda ſunt, & quia nihil prodeſſe poſſent ea quæ conventa & concordata ſunt inter partes, niſi ab utraque parte ſint firmata & jurata, fuerituque utrimque conventum, ut nos primùm præinſerta capitula & contenta in eis ratificaremus, confirmaremus, approba-

ANS de J. C. 1500.

probaremus & juraremus, prout jam fecimus; & deinde præfatus Rex Franciæ eadem capitula & in eis contenta ratificaret, confirmaret, approbaret & juraret, prout jam fecit, ut conſtat per ejus litteras autenticas traditas nobis per venerabilem Petrum Ludovicum de Valtan, Archidiaconum Andegavenſem, ejuſdem Regis Franciæ Fratris noſtri Oratorem: quia tamen de prædictis ratificatione, confirmatione, approbatione, & juramento noſtris in diem uſque præſentem nullas tradidimus literas autenticas, volumus, illis quoquo modo non obſtantibus, pro majori & ſecuriori rerum firmitate, præinſerta Pacis & confœderationis capitula cum ea, qua decet, ſolemnitate ratificare, de novo confirmare, approbare, & jurare. Idcirco præſentibus literis noſtris omnibus melioribus via, modo & forma, quibus melius & validius de jure poſſumus, & debemus, præinſerta Pacis, fœderis, concordiæ & amicitiæ capitula, omniaque & ſingula in illis, & quolibet illorum contenta, juxta ſui ſeriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus, ac rata, & grata, & firma habemus, & ad pleniorem ſecuritatem de novo concedimus & firmamus: & inſuper promittimus & juramus ad Dominum Deum noſtrum, & ejus Sanctam Crucem, & Sancta quatuor Evangelia manibus noſtris corporaliter tacta, bona fide & in verbo Regio tenere, adimplere, & inviolabiliter obſervare, pro nobis, Terris, Regnis, Dominiis & ditionibus noſtris, omnia & ſingula in præinſertis, Pacis, fœderis, concordiæ & amicitiæ capitulis contenta, prout in eiſdem cavetur & continetur, & contra ipſa quovis modo directè vel indirectè non facere nec venire, ſub obligatione & hipoteca omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex & Regina poſſunt tali caſu incurrere. In quorum omnium & ſingulorum prædictorum teſtimonium, præſentes literas manibus noſtris ſignavimus, ſigillique noſtri munimine juſſimus roborari. Datum & factum in Civitate Granatæ, undecimo die menſis Novembris, anno Sacri Jubilæi milleſimo quingenteſimo, præſentibus ibidem antedicto venerabili Petro Ludovico de Valtan, Archidiacono Andegavenſi, Oratore & Procuratore Chriſtianiſſimi Francorum Regis, fratris & confœderati noſtri Cariſſimi; Antonio de Fonſeca, Conſiliario noſtro; Didaco Perez, Locum-tenente Majoris Domini; & Lupo Conchillos, alumno noſtro.

ANS de J. C. 1500.

SUPLE-

SUPPLEMENT

De quelques Traitez apartenans a ce Tome I. & trouvez depuis l'Impreſſion.

DLXXIX.

ANS de J.C. 1071. Bourgogne et Savoye.

Traité d'Alliance entre OTHENIN *de Bourgogne, Sire de Salins &* RENAUD *de Bourgogne Fréres, d'une part; &* THOMAS *de Savoye, Comte de Piémont, &* AMÉ *de Savoye Freres, d'autre. Fait à Paris, en l'an* 1071. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 99.

NOus Otthonins de Bourgoigne & Sires de Salins, & Renauz Freres ſommes à ſavoir à tous ceus qui verront ces preſentes Lettres, Que nous regardée la grand eſperance d'amour, laquelle nous avons euë toûjours & aurons en enpres à Nobles Barons & noſtres chiers & amés *Thomas & Amé de Savoie Freres*, prometons à iceus maimes en bone foy donnés ſermenz corporeement à ſeintes Evangiles de Dieu, valoir & conſeiller & aider tant cum nous vivrons de tote guerre & de touz plaiz, de toutes querailes contre tous homes dou monde de totes noz forces, de tous nos povoirs, exceptez nobles Barons *Philippe de Savoye & de Bourgoigne Conte, Aaliz de Savoye & de Bourgoigne Comteſſe*, Hugue Duc de Bourgoigne, Thiebaut Conte de Bar, & en ſeur que tout nous prometons per le ſerment devant donné, que s'il avenoit par aucun cas entre les devant diz *Thomas & Amé de Savoye Freres*, & Pierre de Chalon nommé Bouvier, guerre ou decors andevant de Pierre Bouvier, nous ne liaiderons ne en ſait ne en dit contre les devant diz Thomas & Amé per nous ne per autruy que nous puichiens rencontrer eo tous leus, & toutesſois que nous pourriens ne ſauriens leur domage à percevoir de notre poir, nous les defendriens & leur feriens à pluſtoſt que nous pourriens à ſavoir. Promettons ancores Nous Otthonins, que nous Thomas & Ame Freres, contre tous les eideurs de Pierre Bouvier de Chalon eyderons de tout notre povoir, ſauf ceux que nous avons nommement deſſus exceptés. Je Renauz contre le devant dit Pierre Bouvier, encontre tous ſes aideurs à Thomas & Amé devant diz de tout mon pouvoir eidere toures les ſois que ge fere daus ou de lun daus requis ou de lour certain meſſage, toutes les choſes ſus nommées & promiſes. Nous Otthonins & Renauz Freres promettons loyaument ſeur le ſerment donné & ſait de nous ſeur les ſeméles Enangiles à tenir plenement & garder ſenement ſans aller en contre tant cum nous vivrons, & por ce que ceſtes choſe ſoit plus ferme & plus eſtable nous avons fait nos ſciauz mettre en ces preſentes lettres en ſigne de perpetue ſermeté. Ce fut ſait à Paris en len Cloiſtre Noſtre Dame en l'Oſtel lois de Savoye, en l'an de l'incarnation noſtre Seigneur mil LXXI. xxi. le jour de mercredy devant la Feſte S. Nicolas; apres la Feſte S. Andrier l'Apoſtre.

DLXXX.

ANS de J.C. 1083. L'Empire et Savoye.

Traité de Paix entre RODOLPHE *Roi des Romains &* PHILIPPE, *Comte de Savoye. Fait le 24. Juin*, 1083. S. Guichenon Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 87.

RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Univerſis Sacri Romani Imperii fidelibus, præſentes literas inſpecturis, gratiam ſuam & omne bonum: Ad veram notitiam cupimus pervenire. Quòd nos cum Nobili PHILIPPO *Comite Sabaudiæ*, bonam pacem & firmam ſuper guerra quæ inter nos & ipſum vertebatur, fecimus in hunc modum. Primum quòd ipſi Philippo Comiti Sabaudiæ, & omnibus & ſingulis ſuis valitoribus, & adjutoribus, & ſpecialiter Civibus de Murato, & Contamino bonam, perfectam & ſtabilem pacem damus, & facimus, & omnem indignationem, iram, rancorem & odium quos & quæ contra ipſos habuimus, puro corde & bona fide eis remittimus, integrè & liberaliter indulgemus. Item dictus Comes nobis reſervet & concedet Muratum & Contaminum, & reſignabit Advocatiam & quicquid Juris habet in Paterniaco. Item Civibus Murati & Contamini, nulla damna ſeu gravamina inferemus pro eo quod dicto Comiti adhæſerunt, ſed eos in juribus ſuis, poſſeſſionibus & libertatibus dignabimur conſervare. Item præfato Philippo Comiti Sabaudiæ, nec quæſtionem, nec guerram per nos, nec per alium movebimus, tempore vitæ ſuæ, ſuper poſſeſſionibus, hominibus aut fortalitiis Imperii, quas & quos & quæ hodie poſſidet, aut in ſua hodie retinet poteſtate. Item Prior & Monaſterium ac habitatores Paterniaci conſervabimus in poſſeſſionibus, libertatibus & Juribus ſuis, nec ipſis aliqua damna ſeu gravamina quoad vixerimus, inferemus; propter quòd dicto Comiti adhæſerunt, tali conditione addita, quòd nos Advocatiam in Paterniaco nomine Imperii retinebimus, tanquam Succeſſoribus noſtris, Regibus, & Imperio, & ſimiliter Priori & Monaſterio, omne jus & omnis libertas remaneat ſalva in futurum, ſicut ei competiit, ſeu competere potuit, primo die antequam hæc pax & concordia eſſet facta. Item Captivi hinc inde abſoluti liberè dimittentur. In cujus rei Teſtimonium præſens ſcriptum exinde conſcribi, & Majeſtatis noſtræ Sigillo fecimus communiri. Datum in Caſtris ante Paterniacum, in die Beati Joannis Apoſtoli & Evangeliſtæ. Indict. xii. Anno Domini M. LXXXIII. Regni verò noſtri, anno undecimo.

ANS de J. C.

DLXXXI.

1105. Tolo-se. *Teſtament de* RAYMOND *Comte de Tholoze & de S. Gilles. Fait le* 31. *Janvier.* 1105. Céſar de Noſtradamus Hiſtoire & Chronique de Provence. Partie I. pag. 112.

AU nom de la ſaincte & indiviſible Trinité: pource que par pluſieurs clairs & ſacrez teſmoignages des ſaincts & ſacrez volumes, & par une Chreſtienne pieté nous ſommes inſtruirs qu'aucune breveté de temps, nulle ſurcharge, ſorte, & immenſité de fautes ne ferme les portes du pardon aux vrais penitens. A ceſte cauſe appuyé de ceſte eſperance, moy Raymond Comte de ſaint Giles, fragile & miſtrable pecheur, quoy que convaincu de beaucoup de crimes confiant de l'ineffable benignité de Dieu tres-miſericordieux & tres-bon, me trouvant reduit au dernier pas de ma vie, utilement & en vray Chreſtien conſeillé, voire touché de l'aigre ſouvenir de pluſieurs choſes que j'ai iniquement faictes contre la ſaincte Egliſe d'Arles, leſquelles apres avoir eſté iniquement maniées par mes anceſtres & progeniteurs: j'ai neanmoins juſques à ce jourd'huy par trop iniquement ſouffertes, porté d'un grand deſir de penitence, je m'efforce d'en faire maintenant ceſte petite & humble ſatisfaction, pour la rançon de mon ame. Parquoy combien que je recognoiſſe & confeſſe clairement que toute la terre qui s'avoiſinant & aboutiſſant au Rhoſne s'appelle Argence, ſoit entierement, & de la propre juriſdiction de l'Egliſe d'Arles: ſi eſt-ce qu'eſtant encor aſſez plus attaché aux charnalitez & biens de ce monde qu'il ne me ſeroit de beſoing, je laiſſe bien la plus grande partie de tout ce territoire à mes enfans: mais ſous eſperance toutesfois qu'ils repareront ce defaut, & reſtitueront à S. Trophime & à S. Eſtienne tous les droicts qui leur appartiennent. Cependant je veux & accorde que pour le ſalut de mon Ame ſans aucune tache de reproche des à preſent, le village, communement appellé Fourques, avec toutes ſes dependances, ſçavoir du Rhoſne & des palus, des vignes, arbres fruictiers, & non fruictiers, des terres cultivées & non cultivées, du port du Rhoſne, des paſtis, & de tous les emoluments & revenus de ſon terroir, comme par avance & petite portion, ſoient remis & reſtituez à l'Egliſe d'Arles, à l'Archeveſque & ſes ſucceſſeurs, & au Chapitre venerable, à qui je rends ſemblablement toutes les decimes des Egliſes, & de tout le terroir d'Argence comme d'une meſme volonté: outre & par deſſus cela, je luy rends & cede la quatriéme partie des choſes que mes anceſtres ont iniquement poſſedées, & que j'ay par une ſucceſſive iniquité tenues & poſſedées aprés eux aux Chaſteaux d'Albaron & de Foz: ce que je pretends leur eſtre reſtitué avec la quatriéme portion de leſdes herbages, paſturages & montaignes, que j'ay à la cité d'Arles: finalement je prie affectueuſement Bertrand & tous mes ſucceſſeurs, mes hommes, mes vaſſaux & mes amis, que s'il entrevenoit quelque obſtacle & deſtourbier à ces devoirs & honneurs, ou par quelque mienne debte, ou par quelque autre ſorte d'occaſion, pour l'amour de Dieu, le bien de mon ame, & la ſouvenance des benefices qu'ils ont autrefois receus de moy, ils vueillent oſter tels empeſchements, & le tout payer, accomplir & reſtituer au profit de la ſaincte Egliſe d'Arles. Si que dés maintenant ils ſoient à jamais ſes vrais amis, ſes fidelles adjuteurs, & tres-fermes deffenſeurs. Que ſi quelqu'un des mortels entreprend d'offenſer ou de rompre en quelque façon que ce ſoit ceſte mienne juſte conſtitution, & derniere volonté, que celuy-là tombant és lacs de l'ire & fureur inevitable du grand & rigoureux Juge, ſoit eternellement tourmenté des flammes horribles d'une plus violente gehenne, & tenu comme ſacrilege & parricide indigne de tous les honneurs qu'il pourroit eſperer de moy. C'eſt pourquoy ce teſtament a eſté fait au mont Pelegrin en la Syrie, du regne de noſtre Seigneur Jeſus-Chriſt: Paſcal ayant en main le gouvernal de l'Egliſe Romaine, comme Pontiſe Souverain, le dernier de Janvier jour de Mardy de l'an mil cent & cinq, és preſences d'honneſtes perſonnages tant Eccleſiaſtiques que lais, Aymin Eveſque de Thollon, Aycard Eveſque de Marſeille, Raymond des Baulx Doyen de Poſquieres, Bertrand Porcellet, Guillaume Arvei, Pons de Foz, Roſtang du Port, Gauffrid des Pennes & pluſieurs autres qu'il ſeroit long de reciter, Gervile Comteſſe l'a ratifié, Adelphons ſon fils l'a ratifié, & Pons de Breſſe eſcrit & ſigné de ſa main.

ANS de J. C. 1105.

DLXXXII.

Traité de Paix entre BERENGER II. *dit le Jeune Comte de Provence, &* ESTEPHANETTE *ou* ETIENNETTE *Baronne de Baulx, en* 1150. Céſar de Noſtradamus. Hiſtoire & Chronique de Provence. Partie II. pag. 124.

ANS de J. C. 1150. Provences et Baulx.

EN premier lieu que la Princeſſe des Baulx quitteroit & remettroit au Comte & aux ſiens ſucceſſeurs tout le droit qu'elle demandoit ſur la Provence: renonceroit à tout fief & hommage qu'elle & ſes predeceſſeurs avoient, ou ſes ſucceſſeurs pourroient pretendre ez terres d'icelle, que le Comte & ſes ſucceſſeurs tiendroient dorenavant ſans recognoiſtre aucun ſouverain: qu'elle luy jureroit ſoy & loyauté du chaſteau de Trinquetaille, & de toutes les forteresſes, ſeroit fidelle, & ſi luy en donneroit touſ & tel pouvoir qu'il eſt contenu au ſerment de fidelité.

Le Comte de ſa part luy quitteroit par ſemblable, & remettroit tous nouveaux uſages par luy impoſez & mis ſur les ſujets d'elle, des villes, chaſteaux & forteresſes nommées Bauſſenques, dés le trepas du Comte Gilbert ſon pere, tant par mer que par terre. La Princeſſe luy quitteroit & remettroit l'honneur & ſouveraineté à elle appartenant, que Roſtang Alphant, & certains autres rebelles avoient ſur le chaſteau de Merargues & autres lieux: pareillement la ſouveraineté de Berre, & des autres villes Bauſſenques: promettroit & jureroit de n'y faire, ny dreſſee aucunes forteresſes, ains les laiſſeroit au meſme eſtat que Hugues des Baulx ſon mary les avoit acquiſes de feu Comte de Barcellone Raymond. Luy remettroit d'abondant & cederoit les condamines de Gudageron, contenuës dans la cité d'Arles, par meſme moyen luy cederoit & remettroit les ſerments & conventions, qu'elle & ſon feu mary le Prince Hugues avoient reçeu du Comte de Provence de toute la Comté: ainſi que Berenguier Raymond ayeul du Comte Raymond l'avoit partagée avec le Comte de Tholoſe Alphons ſon beau-frere. Luy remettroit & donneroit encor le pouvoir & authorité qu'elle avoit de Portaudoſe, ou Pors-auroufe d'Arles, toutesles fois qu'il plairoit au Comte y faire ſes allées & venuës. Et ſi pourroit, quand bon luy ſembleroit, aller & venir en Arles avec ſon train ordinaire: outre quoy luy ſeroit permis & loiſible de prendre logis dans le Bourg-neuf de la cité ſans aucune contradiction, exceptées toutesfois les maiſons des Gentilshommes, des Marchands & des artiſans. Si luy quitteroit de plus & remettroit le gage de Camargues,

ANS de J. C. 1178. Provences et Baulx.

ANS de J. C. 1150.

gues, que Hugues ſon mary avoit pris ſur Berenguier Raymond ſon pere, en recompenſe de la Comté, y adjouſtans encor quatre mille ſols pour icelles maiſons. Finalement quicteroit & remettroit au Comte Berenguier, le droict & faculté qu'elle avoit ſur la corde & le quintal, au lieu de Trinquetaille d'y tenir foire & marché.

Que ſi la Princeſſe ou aucun des ſiens contrevenoit en quelque maniere que ce fut aux choſes que deſſus en le leur faiſant entendre, le Prince Hugues des Baulx ſon fils aiſné ſeroit tenu de ſe remettre au pouvoir & obéiſſance du Comte dans quarante jours preciſement apres la denonciation à luy faicte, & ſi n'en deſpartiroit que toutes choſes ne fuſſent remiſes à leur premier eſtat & deu. Davantage luy aideroit, & le defendroit envers tous & contre tous, ſe ſoubmettant (s'il faiſoit le contraire) d'eſtre tenu pour perfide, & à la reputation de faux, mauvais & deſloyal. Et neantmoins qu'elle ſeroit ratifier & agréer tout ce que deſſus à ſes autres enfans Prince des Baulx: impoſants par ces moyens & ces conventions ſilence à leur different, & fin perpetuelle à leur querelle (*ſens engan*) dol ny tromperie.

DLXXXIII.

ANS de J. C. 1178.

PROVENCE ET BAULX.

Articles & Conventions entre ALPHONSE I. *Comte de Provence &* HUGUES *Baron de Baulx, faites en* 1178. César de Noſtradamus, Hiſtoire & Chronique de Provence. Partie II. pag. 148.

PRemierement fut accordé, que s'il entrevenoit debat ou querelle entre les hommes du Comte de Provence, & ceux du Prince des Baulx, ils chercheroient tous les moyens à eux poſſibles de les mettre en paix, & de bon accord.

Que le Comte n'entreprendroit aucune choſe ſur les hommes du Prince, ny le Prince contre les hommes vaſſaux, & ſujects du Comte, en façon que ce peut eſtre.

Que ne l'un ne l'autre ne pourroient, comme auſſi ne leur ſeroit loiſible de mettre ny impoſer aucune levée, adempre, taille ou tolte ſur leurs hommes & ſujects reſpectivement ſans le bon plaiſir, vouloir & conſentement du Seigneur. Et là où il adviendroit quelque diſſention & debat parmy eux (que Dieu ne voulut) ils en demeuroient à la cognoiſſance de Guilhen Baſto, B. Baſto, Guilhen d'Ayguieres, & Roſtang de Carbonieres, (maiſon pour le jourd'huy tres-noble en Gaſcoigne) Chevaliers & Gentilshommes du pays, amis communs, & ſerviteurs affectionnez de deux parties: pour l'obſervation de toutes ces choſes, Alphons donneroit en oſtage Guillaume Porcellet, & Blacaz, Chevaliers, & principaux Gentil-hommes de ſon Hoſtel.

Davantage que le chaſteau & ſeigneurie de ſainct Gabriel ſeroit rendu & reſtitué à Roſtang de Carbonieres, au cas que ce que deſſus ne fut inviolablement, & de poinct en poinct obſervé.

Que Guillaume Porcellet jureroit & promettroit de tenir boo & loyal oſtage, & boone & loyale foy au Prince des Baulx, pour Alphons, s'il n'obſervoit ce que deſſus. Et des lors Blacaz ſe donna en oſtage pour le Prince, lequel jura & promit, comme ſemblablement fit Roſtang envers le Prince de rendre & reſtituer les chaſteaux de ſainct Gabriel & de Montpahon, ſi le Comte Alphons & les ſiens n'obſervoient ces meſmes choſes, qui furent apres les promeſſes & juremens reciproques des Gentils-hommes oſtagers faictes, accordées, & arreſtées és preſences de B. Porcellet: W. Bon-fils, Hugues Fulco, Guillaume Bertrand, & Berenguier Muſcle, accompagnez de pluſieurs Gentils-hommes & Chevaliers de Provence, qui à l'execution de ceſt accord ſe treuverent appellez & preſents.

ANS de J. C. 1178.

DLXXXIV.

Conceſſion de PHILIPPES II. *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye, Comte de Maurienne; faite en* 1207. S. Guichenon, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 48.

ANS. de J. C. 1207.

L'EMPIRE ET LA SAVOYE.

IN nomine ſanctæ & Individuæ Trinitatis, Philippus ſecundus, Divinâ favente Clementiâ Romanorum Rex, & ſemper Auguſtus. Regalis excellentiæ immenſa Benignitas, præclara fidelium ſuorum perpendere conſuevit obſequia, eſque pro bea nemeritis munificentiæ ſuæ beneficia liberaliùs impertiri. Quapropter ad univerſorum Imperii fidelium, tam præſentium quàm futurorum, notitiam volumus pervenire: Quòd accedens ad præſentiam noſtram, Cariſſimus conſanguineus noſter *Thomas Comes Sabaudiæ*, apud Baſileam, ſub frequentia Principum & multorum Imperii fidelium, feudum ſuum, quod per ſucceſſionem à ſuis progenitoribus, ad ipſum devolutum erat, de manu noſtra recepit, noſque eum, juxtà priſcam Imperii conſuetudinem, de univerſis bonis illis, prout Principum & Curiæ noſtræ dictavit ſententia, per tria vexilla inveſtivimus: Præterea, ut plenius liquere ſincerum affectum noſtrum faciamus, quem citrà eundem conſanguineum noſtrum habemus, & quo ina ceſſanter ad ipſius utilitatis & honoris augmentum, intenti eſſe cupimus, de gratia Regiæ liberalitatis feudo ſuo, quod priùs ab Imperio tenuit, addimus ſibi, concedimus & confirmamus Villam de Kario, necnon Villam de Teſtona, cum omnibus appendiciis & tenimentis earum; & cum omni jure & integritate, quemadmodum ad Imperium ſpectare dignoſcuntur, ut ipſe Comes & ſui hæredes, eaſdem poſſeſſiones, ab Imperio, & à nobis, noſtriſque ſucceſſoribus Jure feudi, teneant & recognoſcant. Sciendum quoque eſt, quod memoratus *Conſanguineus noſter Comes Sabaudiæ*, Caſtrum Melduni à nobis recepit in feudo; & nos fideliter promiſimus, in ipſo Caſtro & in omnibus pertinentiis ejus, eum manutenere & contrà omnes homines defenſare. Statuimus igitur, & Regio Edicto firmiter præcipimus, ut nulli unquam perſonæ altæ vel humili, Eccleſiaſticæ, ſivè ſæculari, licitum ſit ſæpè fatum conſanguineum noſtrum, in hac noſtra donatione & conceſſione moleſtare aut ci aliquo improbitatis auſu contraire; quod qui facere auſus fuerit, in vindictam tranſgreſſionis centum libras auri puri componat, quarum medietas Cameræ noſtræ, reliquum paſſis injuriam perſolvatur. Ad cujus rei certam impoſterum notitiam, hanc Ducalem paginam exindè conſcribi juſſimus, & Majeſtatis noſtræ bulla aurea inſigniri. Teſtes hii ſunt Amedeus Biſuntinus Archiepiſcopus, Conradus Spiren. Epiſcopus, Henricus Argentin. Luidolfus Baſilienſis, Epiſcopus, Comes Stephanus, Wilelmus Viennenſis & Matiſconenſis Comes, Galſcherus de Salinis, Riccardus Comes Montiſ-Belgardis, Comes Fridericus de Ferreto, Comes Sibertus de Vuerda, Comes Fridericus de Tolre, Comes Rodolfus de Hauſpice, Comes Fridericus de Liningen, Conradus & Walchus fratres de Horbure, Fridericus de Schouvinber, Henricus de Scharpfinbcum, & alii quam plures. Signum Domini Philippi ſecundi, Romanorum Regis invictiſſimi. Acta ſunt, Anno Dominicæ Incarnationis milleſimo CC. VII. indict. decima. Regnante Domino Philippo ſecundo, Romanorum Rege glorioſo, Anno Regni ejus decimo: Datum apud Baſileam Kal. Junii.

ANS de J. C. 1218. SAVOYE ET LA TOUR.

DLXXXV.

Traité entre THOMAS *Comte de Savoye & de Maurienne, &* ALBERT *Seigneur de la Tour du Pin. Fait au Château de S. Symphorien ou S. Saphorin le* 30. *Janvier*, 1218. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 665.

NOſcant tam præſentes quàm poſteri, quòd ego *Thomas Comes Maurian. & in Italia Marchio*, promiſi ſub juramento ex parte meâ & Uxoris meæ & Filiorum ALBERTO Domino de Turre, quod Dominium meum non creſcam ſuper Dominum ſuum, nec etiam in aliquo Caſtro vel in Mandamento Caſtri ubi habeat jus aliquod, ſive partem in Allodiis, vel Feudis hominum ſuorum, nec in gardis, nec in hominibus, vel poſſeſſionibus, ubi Jus ſuum vel Dominium prætendatur, illud idem jurarunt Filii mei *Amedeus & Humbertus*. Actum in Caſtro ſancti Symphoriani anno Incarnat. M. CC. XVIII. III. Kal. Februar. In præſentia mi de Claromone, N. de Luyrieu, Iſindonis de Boceſzel, Nicolai Prioris Aquæbellæ & Joffredi Liatardi.

DLXXXVI.

ANS de J. C. 1218. SAVOYE ET KIBOURG.

Contract de Mariage entre MARGUERITE DE SAVOYE, *&* HERMAN *Comte de Kibourg Fait le* 1. *Juin*, 1218. S. Guichenon Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 62.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Anno ab Incarnatione Domini M. CC. XVIII. Calend. Junii, apud Melducium, Dominus *Thomas Comes Savoya*, in præſentia multorum nobilium, dedit *Filiam ſuam* MARGARITAM Comiti Artemanno, Filio Comitis Uldrici de Kibor, quam ipſe Art. in ſua bona fide recepit, & quia ipſa infrà nubiles annos erat, juravit ipſe Comes Artemanus, quòd cum ipſa ad annos nubiles perveniret, deſponſaret eam, & duceret in uxorem, nec eam pro meliori aut deteriori dimitteret, & quod ipſe non fecit, nec faciet, undè matrimonium inter eos poſſit impediri, & quod ipſe eam ſic cuſtodiri faciet, quod nec ab ipſo, nec ab alio, ante deſponſationem carnaliter cognoſcetur, & ſi fortè, quod abſit, ipſe Artem. in infirmitatem accideret, & prævideret mortem ſuam ante deſponſationem, ordinaret pro poſſe ſuo qualiter ſine corruptione, vel alio impedimento, ipſa apud caſtrum de Chillon, dicto Comiti de Sayoya, vel ejus hæredi redderetur. Comes autem Sabaudiæ promiſit dare ipſi Comiti Art. in dotem pro Filia ſua, mille marchas argenti, quas debet reddere in proximo feſto omnium Sanctorum, & alias mille marchas, à præſenti feſto Pentecoſten, ad unum annum, & hæc duo millia marcharum argenti debet reddere in manu Domini Bertoldi Comitis de Novo-caſtro, & Domini Vullielmi d'Eſtavayé, & ipſe Comes Artem. donavit, pro melioramento Margaritæ Uxori ſuæ, duo millia marcharum argenti, quæ ipſa debet habere ſuper Friburgum, quod eſt in Epiſcopatu Lauſanenſi, vel ſuper fidejuſſores poſſe recuperare, & ſi ipſa haberet hæredem à Comite Artemano, & ipſe ipſam morte præveniret, ipſa poſſet remanere Domina, cum hærede ſecundum bonos uſus Terræ. Comes vero Uldricus nunc donavit Filio ſuo Artemano, extra partem Filiorum ſuorum pro melioramento, caſtrum de Medonges, cum militibus, & apendimento, & Gaiam de Muriſenges & de Tierebac, cum apendimento, & caſtrum de Vipolcens, cum apendimento, & omnes illi qui ſunt de melioramento, debent facere fidelitatem dictæ Margaritæ, cum ad tempus nuptiarum perveneriť, & Comes Ulldricus pacto promiſit Comiti Savoyæ, quòd Fribors eſſet in poteſtatem Comitis Artemani. Si verò, quod abſit, ipſe Comes Artemanus ante nuptias vel poſt, ipſam Margaritam dimitteret, incurreret penam duarum millium marcharum argenti, & eas peteret, & haberet Comes Savoyæ ſuper caſtrum de Oleicis, & ſuper Curtedenges, & idem Comes Savoyæ, ſi dictæ conventiones ei non attenderentur, poterit eas inquirere per Eccleſiam & Sæcularem poteſtatem. Has omnes conventiones juravit attendere ipſe Comes Artem. & cum ipſo, & pro ipſo Pater ejus V. Comes de Kibor, & Comes Garnerius Frater ejus, & Comitiſſa Uxor Comitis de Kibor, laudavit & fidejuſſit in manus B. Comitis de Caſtronovo, ſe hæc omnia obſervaturum. Item juraverunt pro Comite Art. Comes B. de Novo caſtro, Arnoldus de Rotembor, Ulldricus de Konemborg, Henricus de Balma, Anguilor de Yola, Artemanus de Botemone, Borcardus de Bamp, Gotafridus Seneſcalcus de Kibor, Comes Albertus d'Ansborg, Comes Ro. de Churcey, & omnes iſti debent ſtare obſides Lauſannæ, vel apud Melduin; donec conventiones attendantur de conventionibus Comitis Savoyæ, & pro ipſo Comite juraverunt ejus *Filii Amedeus & Humbertus Comites*, B. de Novo caſtro, Umbertus de Boczeſel, Nantelmus de Majolani, Amedeus de Vileta, P. de Scyſſel, Berlio de Chandieu, Guido de Gerbais, Aymo de Pont-verro, Amedeus de Seyſſion, Petrus de Meiſſimi, Ro. de Conteys, & ſtare obſides in Villam novam, donec attendatur, Ricardus de Camera noſuit in ſua fide.

ANS de J. C. 1218.

DLXXXVII.

Traité entre THOMAS *Comte de Savoye, & la ville de* MARSEILLE. *Fait le* 14. *Novembre*, 1226. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 54.

ANS de J. C. 1226. SAVOYE ET MARSEILLE.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Ego THOMAS *Comes Sabaudiæ, Vicarius in Lombardia Domini Frederici, per Dei gratiam Romanorum Imperatoris, & Regis Siciliæ, & Syriæ*, promitto tibi Hugolini Done Dame, Poteſtas Maſſiliæ nomine Communis MASSILIÆ, & pro eo ſtipulanti & recipienti, ſi Dominus Imperator commiſerit mihi partes ſuas, in ſopienda diſcordia ipſius Imperatoris & Communis Maſſiliæ, & in concedendo privilegium dicto Communi Maſſiliæ, quòd ex tunc infrà tres menſes, niſi fuerit prorogatum tempus, vel niſi remaneret de voluntate Communis Maſſiliæ, dabo & concedam nomine dicti Imperatoris, & tanquam Vicarius ejuſdem, privilegium dicto Communi Maſſiliæ, vel alicui certæ perſonæ nomine dicti Communis recipienti, & pro eo in modum infrà ſcripteum; Scilicet quòd dabo & concedam Communi Maſſiliæ, Juriſdictionem ordinariam & merum Imperium in tota Civitate Maſſiliæ, & ejus Burgis, & hominibus eorundem, tam in Villa ſuperiori Maſſiliæ, quæ dicitur Epiſcopalis & Canonicalis, quàm in Villa inferiori Maſſiliæ, quæ olim dicta fuit Vice-Comitalis, ſicut circuitur muris & vallatis, à portu portæ Gallicæ, uſque ad portam Caladæ, & à porta Caladæ, uſque ad ſanctum Joannem, & ab Eccleſia ſancti Joannis, uſque ad portum portæ Gallicæ, dando etiam & concedendo ipſi Communi Maſſiliæ, quòd ei liceat facere Conſules vel Poteſtates, vel alios Recto-

ANS de J. C. 1226.

Rectores, prout ſibi placuerint in Civitate Maſſiliæ & ejus hominibus, ſicut ſupradicta Civitas terminata eſt: Et quòd liceat dicto Communi dictam Civitatem Maſſiliæ ſuprà diſtinctam, muris & vallatis, & turribus munire, vel aliter ad ipſius communis voluntatem: Et quòd liceat dicto Communi facere, ſeu condere monetam publicam, legalem & licitam, æream, vel argenteam, vel auream, prout dicto Communi placuerit, ſalvo jure Comitis Provinciæ: Et quòd dabo, & concedam dicto Communi Maſſiliæ, mare & ripam maris, & portus, & inſulas à portu Aquarum mortuarum, uſque ad portum Olivelli; Et quòd liceat in eis dicto Communi ædificare, vel conſtruere caſtra, & alia ædificia, & uſurica ibi habere ſeu facere; congruo tamen modo, ad ipſius Communis voluntatem: Et quòd liceat dicto Communi, vel illi qui præerit dicto Communi, exercere juriſdictionem ordinariam, & merum Imperium in toto Epiſcopatu Maſſiliæ, & in toto diſtrictu Civitatis Maſſiliæ, quod nunc habet dicta Civitas, & Deo propitio in antea acquiſierit, & quæ dabo, & concedam dicto Communi Maſſiliæ, & ejus hominibus, & ejus diſtrictus immunitatem exactionum, & Toltarum, & Franchefiam in toto regno Surriæ, & ſpecialiter in Achone, & in toto Regno Siciliæ, & Apuliæ, eo modo & ea forma quo ſunt immunes, & franchi, & eſſe conſueverunt de facto, vel de jure Piſani, vel Januenſes: Et quòd dicto Communi Maſſiliæ liceat habere Conſulatum, & exercere juriſdictionem in dictis Regnis, in homines Maſſiliæ, & ejus diſtrictus. Promittens etiam Ego dictus Comes Sabaudiæ tibi Hugolino, Poteſtati Maſſiliæ, recipienti & ſtipulanti, nomine dicti Communis Maſſiliæ, & pro eo quod Dominus Fridericus Imperator, poſt conceſſionem dicti privilegii à me factam, in dicta forma, dicto Communi, vel alii pro eo, illud idem privilegium corroborabit & laudabit, & confirmabit, & bullari ſeu ſigillari ſigillo ſuo bullaream faciet, recipiendo idem Imperator in ſua protectione, tam in mari quàm in terra, omnes homines Maſſiliæ, & ejus diſtrictus, in rebus, & perſonis, eximendo idem Imperator ab omni banno Imperiali commiſſo, vel hinc retro dato, dictum Commune Maſſiliæ, & ejus homines, & ejus diſtrictus, & Civitatem Maſſiliæ: Et quòd liberabit idem Imperator, vel alius pro eo à vinculo carcerum liberè & quietè, nullo obſtaculo mediante, Petrum de ſancto Jacobo, & Guillelmum Bivaudum Roſetum, conſtitutum etiam, & recognoſcens, Ego dictus *Thomas, Comes Sabaudiæ*, quòd prædicta omnia debeo complere, & facere ad effectum pervenire, pro fidelitate quam ei debet facere Commune Maſſiliæ, dicto Domino Imperatori, & pro duobus millibus marchis argenti, quas ſolvendo inde debeo recipere à Communi Maſſiliæ, & etiam, ſi viſum fuerit, dicto Hugolino & Gratapaliæ, cùm nobis inde data ſit poteſtas, tam à parte Communis Maſſiliæ, quam à me, quod pro prædictis omnibus attendendis & complendis ultrà dictas duo millia marcharum poſſim, & debeam habere à dicto Communi Maſſiliæ, uſque ad ſummam mille marcharum argenti tantùm; & quòd prædicta omnia, & ſingula attendenda & complenda, & attendantur, & compleantur bona fide, & ſine fraude, in perpetuum dicto Communi Maſſiliæ, tactis à me corporaliter ſacro-ſanctis Evangeliis, juro Ego *Thomas Comes Sabaudiæ*, & mei ſigilli munimine, hanc cartam publicam corroborari jubeo, & Nos Henricus de Carreto Marchio, & *Amedeus Filius dicti Thomaſii Comitis Sabaudiæ*, & Gratapalia in animabus noſtris, & dicti Comitis Sabaudiæ, tactis à nobis ſacro-ſanctis Evangeliis, quòd prædicta omnia, & ſingula attendentur & compleantur, dicto Communi juramus: Et ſciendum eſt, quòd nuntii Domini Comitis, qui Deo authore debebunt ire ad confirmationem dicti privilegii faciendum, coram dicto Domino Imperatore, ibunt ad expenſas communes Maſſiliæ eundo & redeundo, & ſtando in eodem itinere; Propterea ſciendum eſt quod dictus Dominus Comes non eſt obligatus, neque tenetur deliberare prædictos, ſcilicet Petrum de ſancto Jacobo, & Guillelmum Bivaudum Roſetum, ſi in ipſius Comitis pervenerint poteſtatem; ſi dictus Imperator nollet confirmare dictum privilegium, & prædicta omnia: Fraterè ſciendum eſt, quòd de liberatis prædictis, Petro de ſancto Jacobo, & Guillelmo Bivaudo Roſeto à vinculo carcerum, debent expedri liberè & quietè à carceribus, per Commune Maſſiliæ, Rolandus Lupus, & Albertonus de Phariſeis, qui detinentur capti à Commune Maſſiliæ. Actum in Civitate Albdiga, Anno Nativitatis Domini M. CC. XXVI. indictione 14. die octava menſis Novembris. Teſtes Ulericus de Marcenaſcho civis Albenſis; Anſelmus Fer de Maſſilia, Bertrannus Sarduſi, Petrus Vetulus, Martinus Caſtanea Amator, Guillelmus de Rivotorio civis Placentiæ, & ego Guillelmus Merrazanus Notarius ſacri Palatii, rogatus hanc Cartulam ſcripſi & his omnibus interfui.

ANS de J. C. 1226.

DLXXXVIII.

Contract de Mariage entre BONIFACE *Marquis de Montferrat &* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait le 9. Décembre*, 1235. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 72.

ANS de J. C. 1235.

Montferrat et Savoye.

ANno Domini M. CC. XXXV. die lunæ, 9. Decemb. X. Ind. 8. in præſentia infra ſcriptorum teſtium. Dominus Bonifacius Marchio Montisferrati, volens augmentare Dotem, & augmentum Dotis facere, *Uxori ſuæ Domina Margaritæ, Filiæ Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, & in Italia Marchionis*, fecit inveſtituram, & datum, nomine, & titulo dotalis melioramenti, & matrimonialis conjugii, prædicto Domino Amedeo Comiti, nomine prædictæ Filiæ ſuæ Margaretæ Dominæ, recipienti de omni jure reali, & perſonali, utili & directo ſibi pertinenti in Caſtro, Villa, & Territorio, & hominibus, & perſonis Planctarum. Item in caſtro, Burgo, & Villa, & Territorio, & finibus, tam in hominibus, quam in perſonis, de Cinaco, & univerſaliter in tota valle Mathiarum; ſed quia Caſtrum Caſtellarum ad præſens, non expedire poterit plenariè. Ideo in locum ipſius, fecit ei datum, eodem modo prædicto de Turre, Villa, & loco univerſo, & Territorio, hominibus, perſonis de Virolencho, tali modo quod quandocumque ipſe Marchio expederit, ab omni quaque perſona, prædicto Domino Amedeo Comiti, nomine Filiæ ſuæ Margaritæ, Caſtrum, & Villam & Territorium Caſtellarum, plenariè ſit de Domino dictæ Dominæ Margaritæ, Uxoris prædicti Marchionis: Quam autem Donationem, & melioramentum, prædictus Marchio Montisferrati, ſub obligatione omnium bonorum ſuorum, & damnorum, & expenſarum reſtitutione, Ita quod ubique inde poſſit conveniri, & ejus bona, & res detineri, promiſit eidem Domino *Amedeo Comiti Sabaudiæ*, jam dictæ Filiæ ſuæ, nomine Dominæ Margaritæ recipienti, ab omni Perſona, & Univerſitate defendere, manutenere, & expedire ſuis ſumptibus, & expenſis, Dando eidem Dominæ Margaritæ liberam facultatem intrandi in corporalem poſſeſſionem, de prædictis omnibus ejus, propria authoritate, & eis utendi & fruendi, quandocumque ſibi placuerit, & quotieſcumque, & hæc omnia prædicta & ſingula, dictus Marchio prædicto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, nomine ſæpe dictæ Filiæ ſuæ Dominæ Margaritæ ſtipulanti, ſub

ANS de J. C. 1235. vinculo ſacramenti, & promiſſionis ab eo factæ, attendere & obſervare, tactis ſacro-ſanctis Evangeliis, promiſit inviolabiliter, cum omni forma juris interveniente, & inde plura inſtrumenta fieri, præcepta ſunt, & quæ debeant fieri & refici, ad conſilium unius, vel plurium ſapientum, ad robur iſtius contractus, pro voluntate prædicti *Amedei Comitis*, & dicti Marchionis Montisferrati. Actum Clavaxio, in Domo Præcolli, interfuerunt Teſtes rogati Dominus Manfredus Marchio de Saluciis, Dominus Galfredus Taurinenſis Archidiaconus, Dominus Milo Cantor, Dominus Vido de Plociaſco, Dominus Ubertus filius Vice-Comitis de Auguſta, & plures.

DLXXXIX.

ANS de J. C. 1239. Savoye et Kibourg. *Remiſe de la Ville de Saint Maurice en Chablais à* MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Kibourg, par* AME' *Comte de Savoye. Fait audit S. Maurice. L'an* 1239. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 63.

IN nomine Domini Amen. Quoniam oblivionis obſcuritas, & malignantium perverſitas, ſæpius conſueverunt benè ſtatuta reſcindere, & quæ fideliter & benè pacta, noſcuntur pravis machinationibus irritare; Idcirco nos *Amedeus Comes Sabaudiæ & in Italia Marchio*, volentes tam fidei noſtræ quam famæ, nitorem integrum conſervare, & Dilectiſſimæ *Sorori noſtræ Comitiſſæ de Kibor*, in poſterum præcavere quæ ſalubriter & utiliter in præſentiarum aguntur, dignum duximus ſcripturæ teſtimonio roborare. Noſcant igitur præſentes pariter & futuri, quòd tam Nos quàm Illuſtris & præclara Genitrix noſtra, necnon & præcariſſimi Fratres noſtri, videlicet *B. Eccleſiæ Bellicenſis Electus, & Philippus Metenſis Primicerius*, conſiderantes quòd prædicta *Soror noſtra Margarita, Comitiſſa de Kibor*, de bonis patrimonialibus, competentem dotem nondum fuerat aſſecuta; attendentes præterea quòd ſicut ejuſdem nobiſcum ſociæ ſanguinis ſore dignoſcitur, ita paternæ hæreditatis particeps, & conſors eſſe mereatur, de communi conſenſu, & voluntate, tam provida quam benigna, Burgum ſive Villam ſancti Mauritii de Chablaſio, cum omnibus proventibus & redditibus, & cum omni jure ſuo, quocumque titulo, ſeu quacumque ratione ad nos, vel ad COMITATUM ſpectare dignoſcitur, excepto IVRE CVDENDI MONETAM, quod nobis tanquam Domino proprietatis ſpecialiter retinemus, & villam quæ dicitur Veraua, cum omni jure ſuo, & redditibus, & proventibus, quacumque ratione ad nos, ſive Caſtellaniæ de Chillon, ſeu quolibet alio modo, ad nos ſpectare cenſentur, quoad vixerit & vitales carpſerit auras, memoratæ ſorori noſtræ Comitiſſæ de Kibore, in augmentum videlicet dotis, concedimus & donamus, ita quod omnia ſupradicta, tàm per ſe quam per nuntios proprios, deinceps fideliter & ſalubriter valeat poſſidere, & ex illis, abſque diſtractionis vel alienationis titulo, juxta ſuæ voluntatis arbitrium, ordinare. Et ut hoc ratum & illibatum permaneat in futurum, præſens hoc publicum inſtrumentum, communi deliberatione præhabita, inde fecimus fieri, & ſigillorum noſtrorum dignum duximus munimine roborari. Actum eſt hoc apud ſanctum Mauritium, Anno ab Incarnatione Domini M. CC. XXXIX. in Vigilia Beati Mathiæ.

DXC.

ANS de J. C. 1239. Savoye et Kibourg. *Donation du Château de Monteys à* MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Kibourg, par* AME' *Comte de Savoye ſon Frere. Fait l'an* 1239. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves: pag. 63.

QUoniam frequenti lapſu temporis, memoria ſimul labitur hominum. Ego *Amedeus Comes Sabaudiæ & Marchio Italiæ*, dignum duxi ſcire tam præſentes quàm poſteros, & omnes quos ſcire expedit, quòd caſtrum dictum Monteys, cum omnibus attinentiis, hominibus, nobilibus & ignobilibus, terris, & omni jure quo poſſedi, contuli *Sorori meæ Margaretæ Comitiſſæ de Kiborch*, quietè & liberè poſſidendum. Ad conſervationem hujus, & robur in poſterum valituram, præſentem paginam ſigillo matris meæ Comitiſſæ, & mei munimine roborare decrevi. Acta ſunt hæc apud Gillum, Anno gratiæ M. CC. XXXIX. in feſto Sancti Galli.

DXCI.

ANS de J. C. 1242. Savoye et Flandres. *Donation du Château de* BARD *en la Val d'Aouſte à* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Flandres, par* AME' IV. *Comte de Savoye. Fait à Aouſte le 28. Octobre,* 1242. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 90.

ANno Domini M. CC. XLII. Indictione XV. quinto Kal. Novembris, in præſentia infra ſcriptorum Teſtium, Dominus *Amedeus Comes Sabaudiæ & in Italia Marchio*; Hoc donationis & Infeudationis Inſtrumento dedit, & tradidit dilecto Fratri ſuo Domino *Thomæ Comiti Flandriæ, & de Hainaut*, & ipſius hæredibus in perpetuum, nomine Gentilis & Nobilis feudi, Caſtrum Bardi, cùm ſuis pertinentiis & cohærentiis, intelligendo in eadem donatione, Pedagium ſuum de Donatio, conditione tali tamen appoſita, quod ipſum Caſtrum ſibi teneatur reddere, ſecundum quod Conſuetudo eſt in Valle Auguſtenſi de Caſtris, redditibus; & quod ipſe Dominus Thomas ſupradictus, tam pro ipſo Caſtro Bardi, cum pertinentiis, quàm pro feudo, quod ab ipſo Domino *Amedeo Comite, in Pedemonte* poſſidet, eidem Domino Amedeo Comiti Fratri ſuo ad hominium teneatur, & de ipſo Caſtro Bardi, cum ſuis pertinentiis & cohærentiis, & Pedagio Donacii, ipſe Dominus Amedeus Comes, Dominum Jacobum Dei gratia Abbatem Secuſiæ recipienti, nomine prædicti Domini Thomæ, coram inveſtivit, & retinuit & in poſſeſſionem corporalem poſuit, transferendo in ipſum omne Dominium & actionem, quod & quam in ipſo Caſtro Bardi, prout ſuperiùs continetur habebat, vel habere videbatur; & juravit ad ſancta Dei Evangelia nunquam contravenire, nec impedimentum apponere; nec litem vel controverſiam aliquam inde movere, & ab omni homine inviolabiliter manutenere, garentire, conſervare & authorizare. Et ad majorem firmitatem habendam in poſterum: Ipſe Dominus Amedeus Comes ſupradictus, Cartam præſentis inde Donationis in omnibus fieri præcepit. Actum eſt hoc apud Auguſtam in domo Domini Epiſcopi Auguſtenſis, ubi adfuerunt vocati teſtes & rogati Dominus Guigo de Hamaiſino, Torencus de Chambuero; Willelmus Bonivardi de Chamberiaco, Gocelinus de Chambuero, Roſtannus de Ruppecula.

DXCII.

Digitized by Google

ANS de J. C. 1244. SAVOYE ET BAULX.

DXCII.

Contract de Mariage entre AME' IV. *Comte de Savoye, &* CECILE DE BAUX, *fait le* 18. *Décembre*, 1244. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 71.

IN Chriſti nomine, Anno Incarnationis ejuſdem, milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quarto, & decimo quinto Calend. Januarii, Regnante Frederico Romanorum Imperatore, notum ſit omnibus modernis hominibus, & futuris, quòd Ego Humbertus de Seyſſello, conſtitutus procurator à Nobili Viro *Domino Amedeo Comite Sabaudiæ, & in Italia Marchione*, ſicut continetur in litteris miſſis per dictum Dominum Comitem, Nobili viro Barralo Domino Baucii ad deſponſandam Te Dominam *Ceciliam Filiam Nobilis Viri Barrali, Domini Baucii* prædicti, & ad matrimonium contrahendum, per verba de præſenti, cum Te Domina Cecilia ſupradicta, authoritate, & mandato, & poteſtate mihi data, atque conceſſa, à dicto Domino *Amedeo Comite Sabaudiæ*, Te dictam Dominam Ceciliam præſentem, & conſentientem in dictum Dominum Comitem. Ego dictus Humbertus de Seyſſello, tanquam Procurator ipſius, in perſonam ipſius Domini Comitis, & nomine ipſius, Te in Uxorem legitimam accipio, & in Te Ceciliam ſupradictam, nomine ipſius, & mandato conſentio, & tecum nomine ipſius Domini Comitis, & mandato, & in perſonam ipſius per verba de præſenti, matrimonium contraho; & Ego *Cecilia Filia Nobilis Viri Barrali, Domini Baucii* ſupradicti, non errans, non decepta, non coacta ab aliquo, certiorata de perſona dicti *Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, & Marchionis in Italia* per famam, volens cum dicto Domino Comite, per verba de præſenti, matrimonium contrahere, ſciens te Dominum Humbertum de Seyſſello, eſſe procuratorem conſtitutum à *Domino Amedeo Comite* prædicto, ad contrahendum matrimonium mecum, nomine, & mandato dicti Domini Comitis, per verba de præſenti, te dictum Dominum Humbertum de Seyſſello, tanquam procuratorem dicti Domini Comitis, in perſonam dicti Domini *Amedei Comitis Sabaudiæ*, & loco, & nomine ipſius, in virum meum accipio, & conſentiens in perſonam dicti *Domini Amedei Comitis*, me tibi dicto Domino Humberto recipienti, procuratorio nomine dicti Domini Comitis, tanquam procuratori ipſius Domini Comitis, & in perſonam ejus, in Uxorem legalem do, & concedo; his omnibus peractis, ad omnem dubitationem removendam, Ego Humbertus de Seyſſello prædictus, ſuprà ſancta Dei Evangelia, corporaliter à me tacta, me habuiſſe mandatum de omnibus ſupradictis faciendis, à Domino Amedeo Comite ſupradicto, ſicut in literis ipſius Domini Comitis, dicto Domino Barralo miſſis, & ſigillo dicti Domini Comitis ſigillatis, expreſsè continetur. Factum fuit hoc in Capella Beatæ Mariæ in Auraſia. Præſente Domino Guillermo Capellano ejuſdem caſtri, quo mediante, prædictum matrimonium fuit contractum. Teſtes alii ad hoc vocati interfuêre Nobilis vir Rodulphus de Baucio, Princeps Auraicæ, Ubertus de Baucio nepos ejus, Guido de Caſtro-Novo, Willermus de Sabrano, Dominus Aymo de Compeyſio, B. de Baucio Canonicus Avinionenſis, Dominus Hugo de Mouziaco. Signé Lambert.

ANS de J. C. 1247. L'EMPEREUR ET SAVOYE.

DXCIII.

Contract de Mariage de MAINFROY, *Fils de l'Empereur Frederic & de* BEATRIX DE SAVOYE. *Fait à Chambery, le* 21. *Avril*, 1247. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 71.

UNiverſis tam præſentibus quam futuris, præſentes litteras viſuris vel audituris: Gualterius de Ocra Capuanus Electus, & Domini Imperatoris Notarius, & Capellanus, Salutem, & ſyncerum dilectionis affectum: Noverit univerſitas veſtra, quod nos authoritate procurationis, & ſpecialis mandati à Domino Imperatore nobis facti, obligavimus eundem Dominum Imperatorem, & *Manfredum Lanceam Filium ejus*, & in anima ipſorum juravimus, & juramento tenemur, *Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, & in Italia Marchioni* inſallibiliter facere, & procurare quòd prædictus *Manfredus Lancea* Filius ejuſdem Domini Imperatoris, ducet in Uxorem legitimam *Beatricem Comitiſſam Salucienſem, Filiam Comitis* ſupradicti, uſque per totum menſem Maji proximè futurum, apud Trinum, montem Calerium, Ripolas ſive Cherium ad diem certam, quam prædictus Dominus Imperator, cum Imberto de Saxellis, & Imberto Caſtellano Avillanæ nunciis, & procuratoribus Comitis ſupradicti, duxerit præfigendum, reſtitutione caſtri Ripularum facienda Comiti memorato, vel prædictis nunciis ſuis, à Domino Imperatore, infra feſtum Penteceſtes proximo futurum, prædicto matrimonio præcedente. Item juravimus, & obligavimus eundem Dominum Imperatorem, quòd ubi melius placuerit dicto Comiti, vel nunciis ſuis in Imperio, idem Dominus ſtatuet, & ordinabit doarium mille marcharum argenti, reddirus eidem Dominæ futuræ Uxori prædicti filii ſui, quòd ſiquidem doarium dicta Domina percipiet, toto tempore vitæ ſuæ, ſi per mortem viri matrimonium ſolveretur. Item juravimus, & obligavimus prædictum Dominum Imperatorem, quod infrà feſtum Penteceſtes proximo futurum, reſtituet eidem Comiti Sabaudiæ liberè Caſtrum Ripolarum, cum omnibus juribus, juſtitiis, & pertinentiis ſuis tenendum ab Imperio, & ab ipſo Domino Imperatore, & hæredibus ſuis, ſibi in Imperio ſucceſſoribus, & faciendum ex eo, ſicut de alia terra ſua ad mandatum, & voluntatem ejuſdem Domini Imperatoris, vel nunciorum ſuorum guerram, & pacem amicis, & inimicis Imperii. Item obligavimus eundem Dominum Imperatorem prædicto Comiti, quòd idem Dominus Imperator dabit præfato Manfredo Filio in feudum, & homagium, totam Terram à Papia uſque ad Montes, ſicut per diviſionem, & alios ſuos fines, uſque ad Maritimum Januæ deſignantur; Dabit etiam ei Regnum Arelatenſe, quando dicto Dimino Imperatori de conſilio ejuſdem Comitis, videbitur expedire, & alibi in Imperio, & aliis terris ſuis, eidem Filio ſuo, juxta voluntatem, & conſilium dicti Comitis, magnificè providebit; Ad hujus autem rei teſtimonium, & perpetuam firmitatem, præſentes litteras eidem Comiti, exinde fieri fecimus, ſigillo noſtro munitas. Actum apud Camberiacum, Anno Dominicæ Incarnationis M. CC. XLVII. die Dominico 21. Aprilis 5. Indictione.

ANS de C. J. 1248. SAVOYE.

DXCIV.

Teſtament de THOMAS DE SAVOYE *Comte de Maurienne, fait au mois de Juin*, 1248. S Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 97.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo octavo, in feſto Beatorum Joannis, & Pauli menſe Junii, Ego THOMAS DE SABAUDIA *Comes* ſanus, & in bona, ac ſana memoria conſtitutus, de rebus meis, & ad me pertinentibus diſpoоo, & ordino in hunc modum: Filium, vel Filiam, ſi quem, vel quam, tempore mortis meæ habuero de Uxore, hæredem mihi inſtituo, & ſi plures habuero de Uxore, Primogenitus, ſi ſit maſculus; ſi vero ſit Filia, proximò natus Filius maſculus ſit hæres, & ſic per ordinem de maſculis, primogenitus vero, vel alius maſculus, quicumque ſuccedet per ordinem, ut proximo dixi, teneatur alis honorificè providere, & dotes Sorori, vel Sororibus, uni, vel pluribus aſſignare, habito reſpectu ad dignitates, & facultates. Hæres vero meus, ſi in pupillari ætate deceſſerit, proximiorem maſculum eidem ſubſtituo, & ſic deinceps, & ſi non eſſet maſculus, proximiorem Filiam ei ſubſtituo, & ſic per ordinem de Filiabus volo ſervare, ita tamen quòd quandocumque naſceretur mihi Filius maſculus de Uxore, omnes Sorores in ſucceſſione præcedat, & ſi idem hæres, quicumque fuerit, ſecundum ordinem quem prædixi, poſt pubertatem quandocumque ſine libero vel liberis de uxore deceſſerit, volo, & rogo ipſum per fideicommiſſum, ut dictam hæreditatem reſtituat proximo maſculo, & ſic de ſingulis maſculis per ordinem obſervetur. Et ſi forte oullus eſſet maſculus proximiori Filiæ, ipſam hæreditatem reſtituat, & hoc idem volo inter Filias obſervari, & ſi unicum Filium, vel Filiam haberem de Uxore, ſeu plures, ad ultimum hæreditas deveniret, prout ſuperius eſt expreſſum, & in pupillari ætate, ſeu poſt pubertatem quandocumque, ſine libero vel liberis de uxore decederet, volo, & rogo ipſum per fideicommiſſum, ut dictam hæreditatem reſtituat cariſſimis Fratribus meis *Philippo Lugdunenſi Electo*, *& Petro de Sabaudia* communiter, vel alteri ipſorum ſuperſtiti in ſolidum, quoniam ipſos vel alterum ipſorum ſuperſtitem hæredes meos, vel hæredem modi omnibus eſſe volo, ſi contingeret Filium vel Filiam hæredem meam in pupillari ætate vel poſt pubertatem quandocumque, ſine libero vel liberis, de uxore decedere, ut dictum eſt, & ſi aliquo modo de Supradictis hæreditas iſta ad ſupradictos Fratres meos, vel ad alterum ipſorum ſuperſtitem pervenerit, & ipſe Frater meus Petrus, Filium maſculum habuerit de Uxore, volo, & rogo, ut ſi fratres mei, vel alter ipſorum ad quem eſſet hæreditas devoluta ut ſupradictum eſt, poſt mortem ſuam prædictam hæreditatem reſtituant, vel reſtituat illi, ſi vero dictus Petrus Frater meus, plures haberet filios maſculos de Uxore, reſtituant dicti Fratres mei, vel alter ipſe rum ſuperſtes reſtituat dictam hæreditatem, cui de dictis filiis maſculis ambo voluerint, vel ipſorum ſuperſtes, qui ſi in pupillari ætate; vel poſt pubertatem quandocumque, ſine libero, vel liberis maſculis, de Uxore decederet, volo, & rogo ipſum per fideicommiſſum, ut ipſam hæreditatem reſtituat proximiori Fratri ſuo, & ſic de ſingulis maſculis eſſe volo; Et ſi unicus Filius maſculus dicti Petri, vel ſi plures eſſent, ille ad quem ultimo dicta hæreditas deveniret in pupillari ætate, ſeu poſt pubertatem quandocumque ſine libero vel liberis maſculis de uxore decederet, volo, & rogo ut ipſa hæreditas ad cariſſimam *Sororem meam Beatricem Comitiſſam Provinciæ* jure inſtitutionis devolvatur, & volo, ac rogo ut dicta Beatrix Soror mea, poſt mortem ſuam, dictam hæreditatem reſtituat Filio maſculo cariſſimi *Fratris mei Amedei Comitis Sabaudiæ*, ſi quem tunc haberet de uxore, quæ ſi in pupillari ætare, vel poſt pubertatem quandocumque ſine libero, vel liberis maſculis de uxore decederet, volo, & rogo ut dictam hæreditatem, poſt mortem ſuam, reſtituat cariſſimo *Fratri meo Bonifacio Archiepiſcopo Cantuarienſi*, & poſt mortem dicti Archiepiſcopi, deveniat dicta hæreditas ad *Edmundum Filium Illuſtris Domini Henrici Regis Angliæ, & Neptis meæ Alienoræ Reginæ Angliæ*, & poſt mortem ipſius Edmundi, ſi in pupillari ætate, vel poſt pubertatem quandocumque ſine libero vel liberis maſculis de uxore decederet, ad proximiorem de genere Sabaudiæ dicta hæreditas revolvatur. Item volo, & præcipio quod clamores mei, de quibus conſtabit ad arbitrium Executorum meorum, quos inferius nominabo, integrè emendentur. Item volo, & præcipio quòd in valle Soblonis ſupra Pynerolium, vel in loco magis competenti in Terra mea, pro remedio animæ meæ, & meorum, Domus de Carthuenſi ordine conſtruatur, & de bonis meis, ad arbitrium Executorum meorum dotetur. Item Abbatiæ ſanctæ Mariæ de Pynarolio, Abbatiæ ſanctæ Mariæ de Caburro, Abbatiæ ſancti Machaelis de Cluſa, Abbatiæ ſancti Juſti de Secuſia, & Abbatiæ de Alta-Comba, unicuique ipſarum lego decem libras Viennenſes annuas, pro quinque anniverſariis annuatim faciendis, videlicet pro bonæ memoriæ *Thoma quondam Comite Sabaudiæ Patre meo*, pro me & pro *Fratribus meis Umberto ſcilicet*, *Aymone*, *& Vallermo quondam Electo Valentinenſi*. Item volo, & præcipio, quod ipſo die obitus mei centum libræ Viennenſes pauperibus erogentur. Et cum habeam, & habuerim propoſitum eundi in Subſidium Terræ ſanctæ, volo, ac præcipio quod ſi ante obitum meum, per me vel per ſuperiorem, de hoc non eſſet aliud ordinatum, quod decem milites mittantur pro me, in ſubſidium Terræ Sanctæ, vel aliud fiat in eleemoſina, ſeu in alio pro hujuſmodi meo propoſito adimplendo, prout Executoribus meis viderit expedire. Hujus autem ultimæ meæ voluntatis Executores conſtituo R. Patrem Dominum Hugonem de Sancto Theuderio, tituli ſanctæ Sabinæ Presbiterum Cardinalem, *Fratrem meum prænominatum Philippum Lugdunenſem Electum*, Rodulphum Tarentaſiæ Electum, & Jacobum Abbatem Secuſiæ, dans ipſis omnibus, & ſingulis, ſi omnes intereſſe non poſſent, plenam, ac liberam poteſtatem petendi, & recipiendi debita mea, pacificandi, & ſolvendi clamores meos, eleemoſinas, & legata, ac omnia alia faciendi, quæ ſi vivus eſſem, poſſem facere, vel deberem. Item de ipſis omnibus, & ſingulis, ut ſupradictum eſt, plenam, ac liberam poteſtatem declarandi, interpretandi, emendandi, atque ſupplendi, ſi quod ſemiplenè, vel inſufficienter, in hac mea ultima voluntate, forſitan inveniatur per ipſos, vel ipſorum alterum emendetur. Item do ipſis Executoribus omnibus, & ſingulis, ut dictum eſt, plenam, ac liberam poteſtatem conſtituendi alios Executores, vel procuratores, unum aut plures, pro ut ſibi videbitur expedire, ad exequendum, & perficiendum univerſa, & ſingula, quæ in hac mea ultima voluntate continentur. Item volo, & præcipio quòd ſupradictus *Frater meus Philippus Lugdunenſis Electus*, teneat dictam hæreditatem, donec clamores mei, eleemoſinæ, & legata in ſolidum ordinata fuerint, & ſoluta, omnes proventus, & redditus dictæ hæreditatis, in ſolutionem prædictorum penitus reſundendo, ſalvis expenſis pro terræ meæ cuſtodia faciendis, quibus expletis, & ſolutis fideliter, & integrè de Conſilio executorum ſuorum, reſtituat dictam hæreditatem, ad quem jure teſtamentario

ANS de J. C. 1248.

ANS de J. C. 1251. SAVOYE ET FAUCIGNY.

ANS de J. C. 1248.

tario pertinebit. Ad quæ omnia, & ſingula ſupradicta fideliter adimplenda, dictus *Frater meus Philippus Lugdunenſis Electus*, per ſacramentum ſuum, tactis ſacro-ſanctis Evangeliis, ſe aſtrinxit: Volo autem hanc ultimam voluntatem meam, valere jure teſtamenti in ſcriptis, & ſi non valeat jure teſtamenti in ſcriptis, valeat jure teſtamenti nuncupativi, volo quòd valeat jure codicillorum, ſeu jure cujuſlibet alterius voluntatis, & ſi non valeat ſecundum leges, volo quòd valeat ſecundùm canonicas ſanctiones. Rogo autem ſeptem teſtes, ut mecum ſubſcribant, & ſigillent in hac ultima mea voluntate; videlicet R. Patrem Dominum Hugonem de ſancto Theuderio, tituli ſanctæ Sabinæ Presbiterum Cardinalem; *Fratrem meum Philippum Lugdunenſem Electum*, Rodulphum Tarentaſiæ Electum, Thealdum Leodienſem Archidiaconum, Magiſtrum Vuillermum de Surrone Officialem Lugdunenſem, Hugonem Gay Præpoſitum Auguſtenſem, Magiſtrum Joannem Capelli Canonicum Burgenſem, Item Magiſtrum Petrum de Chamberiaco Clericum meum adjungo ſocium, & Executorem quatuor Executoribus ſupradictis. Hæc eſt ultima voluntas mei Thomæ de Sabaudia Comitis, quam ſigillo, & ſubſcribo & rogatu meo ſeptem teſtes ſigillaverunt, & ſubſcripſerunt. Nos Frater H. tituli ſanctæ Sabinæ Presbiter Cardinalis interfuimus, rogati à Thoma teſtatore, ſigillavimus, & ſubſcripſimus, Ego *Philippus Lugdunenſis Electus* interfui, rogatus à Thoma teſtatore ſigillavi, & ſubſcripſi, Ego Rodulphus Tarentaſienſis Electus interfui, rogatus à Thoma teſtatore, ſigillavi, & ſubſcripſi; Ego Thealdus Leodienſis Archidiaconus interfui, rogatus à Thoma teſtatore ſigillavi, & ſubſcripſi. Ego Magiſter Vuillermus de Surrone, Officialis Lugdunenſis, interfui rogatus à Thoma teſtatore ſigillavi & ſubſcripſi. Ego H. Gay Præpoſitus Auguſtenſis interfui, rogatus à Thoma teſtatore ſigillavi, & ſubſcripſi. Ego Magiſter Joannes Capelli Canonicus Brugenſis rogatus à Thoma teſtatore interfui, & ſubſcripſi.

DXCV.

ANS de J. C. 1251. SAVOYE ET FAUCIGNY.

Donation faite à Pierre de SAVOYE *& à Agnes de Faucigny ſa femme, par Aymon Seigneur de* FAUCIGNY. *Faite le 20. Août*, 1251. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 78.

UNiverſis præſentes literas inſpecturis, Aymo Dominus FOUCIGNIACI, rei geſtæ notitiam cum ſalute: Univerſitati veſtræ ſacimus præſentibus literis manifeſtum, Quòd nos prudentes, ſcientes & ſpontanei ex cauſa dotis donamus, cedimus & concedimus *Illuſtri Viro Domino Petro de* SABAUDIA, *Marito Agnetis cariſſimæ Filiæ noſtræ*, pro ipſa Agnete, omnia caſtra noſtra, omnes Terras noſtras, Poſſeſſiones noſtras, cum Juribus, feudis, Dominiis, uſagiis, appenditiis, & pertinentiis eorundem; Deveſtimus autem nos de prædictis Caſtris, Terris, Poſſeſſionibus, & Pertinentiis, & cæteris ſupradictis, ipſum Dominum Petrum, ex cauſa Dotis inveſtientes plenariè de eiſdem; Accipimus tamen, & retinemus ad totam vitam noſtram plenariè uſumfructum in omnibus ſupradictis, Conſtituentes nos, nomine dicti Petri, poſſidere uſufructuarii nomine, univerſa, & ſingula ſupradicta. Concedimus autem, quòd poſt deceſſum noſtrum, ipſe Dominus Petrus, ut Hæres ex dicta Agnete ſuſceptus, utatur plenariè ſupradictis. Sanè quòd Beatrici Filiæ noſtræ, de bonis noſtris quondam dedimus, ſcilicet Domum ſortem de Souchiè, & centum libras monetæ Gebenn. annuas, loco congruo aſſignandas, gratum & ratum habuit dictus Petrus, & plenariè confirmavit. Si vero contingeret, quod Deus avertat, præfatum Dominum Petrum, ſine Hærede ſuſcepto maſculo, vel fœmina, ab ipſa Agnete, vel ipſam Agnetam ſimiliter, decedere ſine prole, ad nos devolventur integra omnia ſupradicta pleno jure; retinemus autem pro nobis, & dicta Agnete Filia noſtra quod poſſimus, pro remedio animarum noſtrarum, excepto Caſtro & fortalitio, congrua legata, & pias eleemoſinas erogare, & facere congruas permutationes, & illis qui nobis ſervierint, ut à nobis, etiam à non uxore ſuſceptis, moderatas donationes, & congrua beneficia, ſive caſtra & fortalicia elargiri. Concedimus autem, quòd ſi hæc donatio, ceſſio, & conceſſio, & cauſa dotis factæ non valeret, robur & firmitatem accipiat ex Donatione inter vivos, ſi vero hæredem maſculum ab uxore legitima, nos contingeret habere in futurum, conceſſit Dominus Petrus, quòd ipſe ſit Hæres noſter. Ita tamen quod dicto Domino Petro, & Dominæ Agneti, aſſignetur de caſtris noſtris, & bonis Dos, & congrua portio, prout duo, vel tres Amici communes fuerint arbitrati. Porrò ſi dictus maſculus, ſine hærede, & legitima Uxore, quandocumque decederet, ad prædictam Agnetem & Sobolem ſuam, prædicta bona revertantur, & perveniant pleno jure; juramus autem nos ſupradicta univerſa, & ſingula fideliter obſervare & contrà modo aliquo non venire. Statuentes, quòd ſi contrà veniremus in aliquo, eſſet caſſum, irritum & inane. Renunciamus etenim ſub præſtito juramento exceptioni doli, in factum beneficio inſinuationis, & immenſæ Donationis, & omni auxilio, & beneficio, quod poſſet nobis in hoc caſu ad veniendum contrà proficere, vel prodeſſe. In cujus rei teſtimonium, ſigillis Venerabilium Patrum, Dei gratia Ay. Gebenn. & Petri Herſordienſis Epiſcoporum, fecimus præſentes literas roborari, & nos ſigillum noſtrum apponimus, ad majoris vinculum firmitatis. Teſtes *Dominus Ph. Electus Lugdun.* Wilelmus de Grayſiaco, & Humbertus de Fernay milites. Datum XIII. Kal. Septembr. Anno Domini M. CC. LI.

ANS de J. C.

DXCVI.

ANS de J. C. 1252. L'EMPIRE ET LA SAVOYE.

Donation faite par GUILLAUME *Roi des Romains à* THOMAS DE SAVOYE, *Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivoles, de Colegno, Cavours, Turée, du Pays de Canavais & autres lieux. Faite le 22. Mai*, 1252. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 93.

GUILLELMUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Univerſis Imperii fidelibus, hanc paginam inſpecturis gratiam ſuam, & omne bonum: Ex ubertate culminis noſtri provenit, ut Nobiles, & Magnates Imperii gratis præveniamus beneficiis, ac dignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, tam benignè, tamque favorabiliter inſiſtendo, ut ad obſequendum nobis alii eorum exemplo faciliùs inducantur, ſignificandum itaque duximus univerſis, & ſingulis tam præſentibus quàm futuris; quòd nos de affluenti munificentia celſitudinis Regiæ, dilectum ac fidelem noſtrum THOMAM DE SABAUDIA *Comitem*, intendentes liberaliter promovere Civitatem, & Pontem Thaurinenſem, & Baſtiam, quæ eſt juxta dictum pontem, villam, & pontem Montiſcalerii, Dominia Caſtrorum Ripollarum, Collegu, Montoſolii, Caſtri veteris, Gavarreti, feudum quod tenent illi de Ploſaſco ab Imperio quod eſt quoddam

ANS de J. C. 1252. parvum pedagium in Taurino, ſcilicet quatuor denarios in Troſello, ſcudum de Broni, quod eſt quoddam caſtrum antiquum dirutum, cum quadam parva villa, ſcudum quod Dominus Bertholdus de Non, & Fratres ſui tenent ab Imperio, & eſt quædam villeta, ſive ſortereția inter Montem Calerium, & Karum, & vocatur villa, & finis de Celles, & ſpecialiter, & generaliter omnia allodia, ſcuda, & Dominia in Civitate, & Dioceſi Thaurinenſi, præter homagia Marchionis Montis-Ferrati, & Saluciarum, Civitatem Yporregiæ, & totum Dominium Canapicii, & caſtri Lancei, cum hominibus, honoribus, juribus, Plateaticis, molendinis, furnis argentariis, Angariis, Parangaris cum plateis, Coloniis, terris cultis, & incultis, aquis, aquarum decurſibus, ſilvis, venationibus, piſcationibus, rationibus, regalibus omnibus, necnon poſſeſſiones, ſervicia, cenſus, penſiones, laudimia, juſtitias, pedagia, thelonia, vias publicas, flumina, nemora, paſcua, inſuper merum, & mixtum Imperium, & Juriſdictionem omnimodam eorundem locorum, & inhabitantium, & demùm omnia alia bona, & jura corporalia, & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis ſuis, tam intùs quàm extrà, necnon adcpra, quæſtas, taillas, alias exactiones conſuetas, & quæ de jure aliis, per nos, vel ſpeciali mandamento noſtro, in eiſdem locis, fieri poſſent eidem, & hæredibus ſuis utriuſque ſexus, in feudum aſſignamus, concedimus, & donamus, Præcipientes omnibus Nobilibus, militibus, & hominibus dictorum locorum, cujuſcumque conditionis ſint, vel ſexus, ut ipſum in Dominum recipiant, ac fidelitates, & homagia debita, & conſueta faciant, & ſibi, & dictis hæredibus, Caſtellanis, vel vicariis, vel aliis procuratoribus, vel nuntiis ſuis, cujuſcumque nomine, cenſeantur de univerſis redditibus, & proventibus, necnon juribus dictorum locorum, corporalibus, & incorporalibus reſpondeant, & ſatisfaciant plenariè de prædictis, atque prout ad utilitatem ſuam, & hæredum ſuorum à quoquam melius, & plenius poſſet intelligi, in præmiſſis univerſis, & ſingulis, ſicut vero Domino per omnia, & in omnibus parcant, obediant & intendant: Ad hæc ex uberiori gratia eidem concedimus, quòd per totam terram ſuam poſſit monetas de novo cudere, & nundinas atque mercata conſtituere, & pedagia ſeu Thelonia levare, aliqua præſcriptione temporis (excepta centenaria) nonobſtante: errorem autem ſeu defectum, ſi quis eſt, vel fuerit in prædictorum, vel infra ſcriptorum omnium, vel ipſorum aliquo, ſeu in hoc privilegio, vel in aliqua parte ſui, vel etiam de facto, vel de jure, inventari, vel vocari poſſet ab aliquo, ſicut ad utilitatem ſuper addicti Comitis, & hæredum ſuorum à quoquam melius, plenius, & utilius interpretari, ſpecificari, exprimi, aut declarari poſſet, vel intelligi proprio motu, & ex certa ſcientia ſupplemus, & interpretari, & intelligi volumus de Regiæ plenitudine poteſtatis, nonobſtantibus legibus illis reſcriptis, & conſtitutione quæ dicit, quod privilegia debeant revocari, & generaliter omni, vel aliquo jure generali, vel ſpeciali uſu, conſuetudine, ſeu ſtatuto, indulgentia, libertate, reſcripto etiam Imperiali, ſeu Regali, vel privilegio cuicumque, vel quibuſcumque conceſſis, impetratis, vel impetrandis ſub quocumque tenore verborum, vel aliquo alio, per quod ſupradicta, vel ipſorum aliquod, in totum, vel in partem infringi, vel revocari, differri, vel perturbari, vel impediri poſſent aliquatenus, vel deberent, adeo quod in ſupradictis, vel ipſorum aliquo, nec noſtra, nec ſucceſſorum noſtrorum, ſecunda juſſio expectetur, ſed incontinenti fides adhibeatur, & executioni mandetur, cuncta, & ſingula, ſine quolibet obſtaculo, cum effectu, & irrevocabiliter, pleniſſimam habeant roboris firmitatem. Mandamus igitur ſub interminatione gratiæ noſtræ diſtrictè præcipientes, & Regali ſancimus Edicto, quod nullus Dux, Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Poteſtas, nullus Prælatus, nulla utique perſona alta, vel humilis, Eccleſiaſtica, vel ſecularis ſit, quæ contra hanc noſtram conceſſionem, donationem, interpretationem, vel ſuppletionem venire audeat, vel ipſas in totum, vel in partem in aliquo violare, vel alicujus ingenii ſcrupulo infringere, vel etiam contra ire, quod qui facere præſumpſerit, vel attentaverit, gravem offenſam noſtræ Celſitudinis, & Majeſtatis indignationem, ſe noverit incurſurum. Inſuper pro ſolo conatu etiam in reatus ſui pœnam, mille marchas argenti puri perſolvat, medietatem Cameræ noſtræ, reliquas vero prædicto Comiti, vel hæredibus ſuis, prout eſt hactenus in Imperio conſuetum; Ad horum autem omnium, & ſingulorum evidentem memoriam, ac robur irrevocabile in poſterum valiturum, hoc præſens privilegium exinde conſcribi, & ſigillo noſtræ Celſitudinis, juſſimus communiri: Teſtes qui interfuerunt ſunt hi, Venerabilis P. Frater Hugo, tituli ſanctæ Sabinenſis Presbiter Cardinalis, in Alemania Apoſtolicæ ſedis Legatus, Abbas ſancti Trudonis, dilectus Capellanus noſter, Joannes de Ambleone Decanus ſancti Andreæ Gratianopolit. Dioceſis, Domini Papæ Capellanus, Humbertus Capellanus Yennæ. Datum Trajecti Leodenſis Dioceſis XI. Calend. Junii, Anno Domini M. CC. LII. Indict. X. Regni noſtri anno quarto. ANS de J. C. 1252.

DXCVII.

*Teſtament d'*AME' IV. *Comte de Savoye, fait le 19. Septembre*, 1252. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 69. ANS de J. C. 1252. SAVOYE.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Anno ejuſdem milleſimo ducenteſimo quinquageſimo ſecundo, indictione decima, die Jovis, decimo nono menſis Septembris. Ego *Amedeus Comes Sabaudiæ*, cupiens humanæ ſortis eventum prævenire, cum melius ſit ſpe mortis vivere, quam ſpe vitæ, ad mortem ſubitaneam devenire, & maximè cum nihil ſit quòd magis hominibus debeatur, quàm ut ſuprema voluntatis liber ſit ſtilus, & licitum, qui iterum non redit arbitrium, ſanus mente, ac bonæ memoriæ liber, æger corpore, volo facere, & facio Teſtamentum meum nuncupativum, ſeu ultimam voluntatem, diſpoſitionem, vel ordinationem de bonis, rebus, juribus, poſſeſſionibus, & quaſi meis Dominiis, & juriſdictionibus, & aliis univerſis, & ſingulis aliquo jure, & occaſione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, poſſideo, vel quaſi Ego, & alius nomine mei in hunc modum. In Primis, volo, facio, & inſtituo *Bonifacium Filium meum*, mihi hæredem in omnibus bonis meis, juribus, poſſeſſionibus, & quaſi Dominiis, juriſdictionibus, & omnibus aliis univerſis, & ſingulis aliquo jure, & occaſione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, poſſideo, & quaſi Ego, & alius nomine mei, exceptis his, quæ alibi in hoc modo teſtamento, ultima voluntate, & diſpoſitione dedero, donavero, legavero, ſeu reliquero tali modo, quod quandocumque contingeret dictum B. Filium meum, mori ſine hærede maſculo de Uxore, volo & præcipio, quod omnia prædicta bona, jura, poſſeſſiones, quaſi Dominia, juriſdictiones, & alia ſupradicta ad me pertinentia remancant, & revertantur dilecto *Fratri meo Thomæ de Sabaudia Comiti*, & hæredibus ſuis maſculis ab Uxore procreatis, & dictum *Thomam Fratrem meum*, & hæredes ſuos maſculos ab Uxore procreatos, dicto *B. Filio* meo, in prædic-

ANS de J. C. 1252.

prædictis univerſis, & ſingulis ſubſtituo, *Beatricem Filiam* meam, Uxorem quondam Manfredi, Marchionis Salutiarum, & *Margaretam Filiam* meam Uxorem Bonifacii Marchionis Montisferrati, michi hæredes inſtituo in dotibus, quas pro ipſis dedi ſupradictis Marchionibus Montisferrati, & Salutiarum, in quibus dotibus volo, & præcipio ipſas Filias meas eſſe contentas de bonis meis. Item quod amplius non petant, vel requirant aliquid in bonis meis, Donationem autem cauſa mortis, vel inter vivos, ſi quam aliquando feci, prædictis Filiabus meis, vel alteri ipſarum, aut alterius nomine ipſarum, ſive pro ipſis, aut pro una earundem, vel legatum, ſi quod eis vel alteri ipſarum feci, vel legavi, ſive ad opus unius, vel ambarum, ſeu inſtitutionem hæredis; ſi quam aliam feci, huc uſque de ipſis vel aliqua ipſarum penitus revoco, & ea nullo modo volo valere, ſed volo, & præcipio quod iſti teſtamento, nuper à me facto, ultimæ voluntati, & ordinationi ſtetur, & quæ in eis ſcripta ſunt inviolabiliter, & perpetuo teneantur, cuſtodiantur, & ſerventur, *Cecilia vero dilectæ Uxori meæ* dono, & lego ad vitam ſuam, & dum ſine marito in Terra noſtra ſteterit, Terram quam tenet, & ſi contingerit ipſam nubere, ſive maritum accipere, volo, & præcipio quod habeat dotem quam pro ipſa, ſive nomine ipſius recepi, & mille libras Viennenſes pro melioramento, quas volo & præcipio quod habeat, ultra dotem ſuam, de bonis meis, in quibus mille libris, & dote quam pro ipſa, ſive nomine ipſius recepi, volo quòd ſit contenta ita quod amplius non poſſit petere in bonis, ſive ab hæredibus meis ratione, ſive occaſione dotis, donationis propter nuptias, ſive alterius lucri nuptialis, vel alia qualibet de cauſa. Item volo, præcipio, ordino, & ſtatuo quod dictus *Thomas Frater meus*, ſit tutor dicti *Bonifacii Filii mei*, & eundem *Thomam Fratrem* meum, dicto *B. Filio meo* do, & ſtatuo atque ordino Tutorem, præcipiendo, atque mandando univerſis Caſtellanis, Vaſſalis, & Baillivis, & aliis univerſis fidelibus meis oobilibus, & ignobilibus, Ut dicto *Thomæ Fratri* meo nomine, & ex parte dicti *B. Filii* mei, dum fuerit in tutela ipſius *Thomæ*, aut dum duraverit ipſa tutela, eidem obediant, & reſpondeant, tanquam mihi, vel *B. Filio meo* obedirent, & reſponderent. Item volo, & præcipio quod *Beatrix Filia mea* minor inter Monaſterium Bituminis, & ibidem ſit Monialis, & pro ipſa ibidem recipienda, & ſepultura mea, & pro remedio animæ meæ, & parentum meorum dono, & lego Domui Bituminis, in ſepulturam meam eligo, & ſepeliri volo, omnia vaiſſalamenta mea aurea, & argentea, & omnes annulos meos, & omnia alia monilia mea, & immobilia, præter groſſum annulum quem dono, & dimitto dicto *B. Filio meo*, & omnia molendina quæ habeo apud Chamberiacum. Item dono, & lego pro remedio animæ meæ, & parentum meorum, Domui Vallis ſancti Hugonis, mille ſolidos Viennenſ. Domui Carthuſiæ mille ſolidos, Domui Aillonis mille ſol dos, Domui Arveriæ mille ſolidos, Domui Montiſ-Benedicti mille ſolidos, Domui Stamedei mille ſolidos, Domui Altæ-Combæ mille ſolidos, Domui ſancti Sulpitii mille ſolidos, Domui Montiſſonis mille ſolidos, Domui ſancti Mauricii in Chablaſio mille ſolidos, Domui Monteiſ-Cyneſii mille ſolidos. Item volo, & præcipio quòd omnes clamores mei, & debita mea amicabiliter, & ſine ſtrepitu judiciorum ſolvantur, & pacificentur à dicto *Thoma Comite Fratre meo* tutore dicti Filii mei, & etiam legata omnia, & relicta ſeu donata in hoc teſtamento, ultima voluntate, diſpoſitione, vel ordinatione. Quæ omnia univerſa, & ſingula ſupradicta, prædictus *Thomas Comes Frater meus*, in mea præſentia, & teſtium infra ſcriptorum promiſit, & tactis ſacro-ſanctis Dei Evangeliis, juravit attendere, & inviolabiliter cuſtodire, & cuſtodiri facere. Volo etiam, & præcipio quòd hoc meum teſtamentum nuncupativum, ultima voluntas, diſpoſitio, vel ordinatio valeat jure teſtamenti nuncupativi. Et ſi jure teſtamenti nuncupativi non valeret, ſaltem valeat jure codicillorum, vel jure cujuſlibet alterius meæ ultimæ voluntatis, ordinationis, vel diſpoſitionis. Volo etiam, & præcipio Hugoni ſancti Max. de Montemeliano, & Michaëli de Secuſia publicis Notarus, ut de hoc prædicto meo teſtamento, ultima voluntate, diſpoſitione, vel ordinatione, & de contentis in ipſis, faciat quilibet ipſorum, unum inſtrumentum, vel plura, ſi opus eſſet, unius, & ejuſdem tenoris. Actum eſt hoc apud Rupetulam in in Camera Comitiſſæ, ubi fuerunt teſtes vocati, & rogati Dominus Jacobus Abbas Secuſiæ, dictus Dominus *Thomas Comes*, Dominus Humbertus de Sayſſello, Dominus G. frater ejus, Dominus Guillermus Phalaſtey, Dominus Roſtagnius de Rupetula, Humbertus Mareſcalli de Montemeliano, Hugo de Corianna, Guillermus de Cuyna, Guillermus de Coteyardis, &c. Signé Hugo.

ANS de J. C. 1252.

DXCVIII.

*Teſtament d'*EUBAL *de Genève, fils d'Humbert Comte de Genève. Fait à Londres, le 12. de May*, 1259. S. Guichenon Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 74.

ANS de J. C. 1259. GENEVE.

NOs Eubalus de Gebennis, Filius quondam Humberti Comitis Gebennenſis, attentis gratis ſervitiis, & amore quem habemus erga benedilectum noſtrum conſanguineum, *Petrum de Sabaudia*, eundem hæredem noſtrum univerſalem inſtituimus & facimus donationem dicto Petro & ſuis hæredibus de omni jure, actione, & proprietate, quæ quovis modo nobis competit, ſuper hæredirate, & ſucceſſione Paterna & Fraterna in Comitatu Gebennenſi, tam contra Rodolphum de Gebennis, quam Fratres ſuos, & alias quaſcumque perſonas. Teſtes Joannes de Genuilla, Eubalus de Montibus, Petrus Chanonſ. milites, Guido de Grangario, Magiſter Craſſinus, Guido de Montaniaco, Simon de Berſerio. Actum in civitate Londini IV. Idus Maji, Anno M. CC. LIX. cum ſeptem ſigillis; Signé Galganus de Verullis, authoritate Romanæ Eccleſiæ Notarius.

DXCIX.

Traité de Paix entre CHARLES I. *Comte de Provence, & la ville de* MARSEILLE, *fait en* 1262. Céſar de Noſtradamus. Hiſtoire & Chronique de Provence. Partie III. pag. 228.

ANS de J. C. 1262. PROVINCE ET MARSEILLE.

CEſt affaire print ſi bon chemin, & furent les tons de leur accord proportionnez par telle meſure & harmonie, que les Marſeillois recognoiſſans l'expoliation par eux temerairement faite, tant ſur les droicts & devoirs que Charles, comme Comte de Provence, avoit & prenoit tant à Marſeille qu'au lieu de Sainct Marcel, remettroient entre ſes mains la ville entiere & ſes droicts, qu'il tiendroit paiſiblement, ainſi qu'il l'avoit tenuë & poſſedée avant ceſte ſeconde rebellion, avec promeſſe ſolemnelle de la rendre & loyablement reſtituer quand Charles y voudroit venir, ou envoyer aucuns de ſes Ambaſſadeurs, Barons, Gentilshommes & Chevaliers.

Que Charles auroit pour ferme & agreable, moyennant ſon bon plaiſir, la paix & convention, qui

ANS de J. C. 1262. peu devant avoit été accordée & concluë avec Roolin Drappier, leur Ambaſſadeur & deputé, l'an deux cens cinquante-ſept.

Que les forteresſes par eux faites & dreſſées aux conſins & aux foſſez ſeroient demolies, deſtruites, abattuës, explanées & razées entierement : les pierres, bois, poultres, aiz & marrins demeurants aux Syndics & Recteurs de la Cité, pour les convertir à l'uſage commun, & aux conſtructions des aqueducts, arcades & canaux de leurs fontaines.

Que les baliſtes, fondes, beliers, mantelets & autres armes & machines de guerre ſeroient delivrées à Charles, ou à ſes Officiers, en amendement & ſatisfaction de leur rebellion & folie, & pour le bon repos, bien & ſalut de leur Republique.

Que tous les meubles qui eſtoient dans le Chaſteau de Sainct Marcel, du temps qu'il fut envahi, pris, ſaiſi & ſaccagé par eux, ſeroient rendus & reſtituez entierement.

Que les dommages & pertes par eux données au Seigneur Philippe Ancelme, & à ſes freres, à R. Gantelmy, & autres principaux de Marſeille, exilez pour avoir tenu le party, ſelon qu'ils diſoient de Charles, leur ſouverain Seigneur, conſiſtans tant en biens meubles, que immeubles leur ſeroient ſemblablement rendus & reſtituez fidelement.

Que toutes offenſes & injures par eux faictes & commiſes tant au Comte, que contre ſes Officiers, ſous les vents de ceſte rebellion, leur ſeroient remiſes & pardonnées. Au moyen dequoy ſon Excellence leur en ſeroit donner des amples lettres & patentes de grace, en la meilleure & plus ſeure forme qu'elle pourroit adviſer.

Que ſuivant ſa volonté, en uſant de ſon accouſtumée & naturelle bonté, grace, faveur & magnificence, Guigue Ancelme r'entreroit dedans Marſeille, où il pourroit ſeurement demeurer, & par toutes ſes Terres & Seigneuries, ſans crainte ny deſtourbier. Comme ſemblablement ſeroient tous les fugitifs de la cité, qui durant la precedente guerre en avoient eſté abſents pour avoir ſuivy le party de Brito le ſeditieux: à fin de jouyr des meſmes libertez & aſſeurances que les autres habitans, en paix & tranquillité.

Que le meſme Guigue, & les autres Syndics, pourroient recouvrer tous les immeubles de l'heritage de Brito, & des autres Syndics defuncts: auſquels & Guigue, & pareillement les autres fugitifs, les Conſuls & Recteurs de la ville, moyenneroient jouyſſance, paiſible, à peine d'en reſpondre à leur propre.

Et pour dernier article, que la Saincteté d'Urban ſeroit tres-humblement ſuppliée d'avoir agreable, de ratifier & confirmer tant ceſte-cy, que la premiere & precedente convention.

DC.

ANS de J. C. 1262. SAVOYE. *Teſtament d'*AGNE'S *Dame de Fouciguy, Comteſſe de Savoye, fait le 17. Octobre, 1262.* S. Guichenon Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 78.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno ab Incarnatione Domini M. CC. LXII. XVI. Kal. Novembris. Ego AGNES, *Domina Fuciguiaci*, ſana mente, licet ægra corpore, propter caſus fortuitos, qui nullo poſſunt hominum judicio prævideri, quibuſque ſubjacet fragilitas humanæ conditionis, de rebus meis diſpono in hunc modum. In primis, quia hæredis inſtitutio totius teſtamenti caput eſt, & fundamentum, *Illuſtrem Virum Dominum, & Maritum meum Petrum de Sabaudia*, michi Hæredem inſtituo in Beſſe, ſive in duabus partibus hæreditatis meæ diſtributæ in aſſem, & omnium bonorum mobilium, & immobilium, corporalium, ſive incorporalium, contentorum in dictis duabus partibus; Volens quòd prædictus Dominus, & Hæres meus, duas partes hæreditatis meæ, réſque contentas in eis, habeat, teneat, & poſſideat in perpetuum, & explectet, & ſicut rei propriæ moderator, & arbiter, ad hæredes ſuos ex teſtamento, vel ab inteſtato tranſmittat, vel cujuſcunque alienationis titulo, in aliam perſonam transferre poſſit. In reſiduo verò Triente, ſeu tertia parte hæreditatis meæ, inſtituo mihi Hæredem cariſſimam *Filiam meam Beatricem Uxorem Illuſtris Viri G. Delfini Viennenſis, & Albeni Comitis.* Volo tamen, & ſpecialiter mando, ut univerſi debita ex quacunque cauſa, vel obligatione deſcendentia, in quibus Ego quibuſcunque perſonis teneor; ſive nomine meo proprio; ſive nomine bonæ memoriæ Aymonis Domini, quondam Fuciguiaci Patris mei, cujus hæreditas in ſolidum ad me tanquam ad hæredem legitimam, noſcitur perveniſſe. Idem *Dominus P.* & eadem *Filia mea B.* pro portionibus hæreditariis reddant, & ſolvant. Hoc teſtamentum meum laudo, approbo, & confirmo, & ſine temporis præfinitione valere volo, & ad abundantem cautelam, quæ non ſolet vitiare contractus, nec teſtatoris officere voluntati: Sigilli mei appoſitione communio. Promittens bona fide, & tactis ſacroſanctis Evangeliis, Jurans me non confecturam in poſterum aliud teſtamentum, ſeu aliam ſupremam diſpoſitionem, quæ huic teſtamento in totum, vel in partem adverſetur, niſi contingeret prædictum Dominum P. me vivente ſine ſuperſtite, ab hac vita migrare, quod tamen abhominor, & deteſtor. Codicillos tamen à me proceſſu temporis conficiendos, in quibus, pro ſalute animæ meæ, legata ad pias cauſas, vel pro clamoribus meis ſedandis, mandari fieri jubebo, ex certa ſcientia: Verùm ſi propter improvidam, aut minus plenam ſcientiam, aut juris ignorantiam, in confectione hujus ultimæ voluntatis, de Juris ſolemnitate aliquid ſit obmiſſum, volo illud ſecundùm ſimplicitatem Canonicam, valere jure Codicillorum, ſeu jure cujuſlibet alterius ultimæ voluntatis; petens à dulciſſima *Filia mea B.* quæ in ſuccedendo michi ab inteſtato, cauſam primam obtinet, ſeu etiam potiorem, ut quamprimùm hæreditatem meam adierit, præcedente juſſu Patris ſui, cujus ſubjecta eſt poteſtati, eam hæreditatem, cum omnibus rebus contentis in ea, eidem Patri ſuo ſicut ſuperiùs ſcriptum eſt ſine dilatione ex cauſa fidei commiſſi, reſtituat, legitima tamen portione ſibi integrè reſervata. Quia verò firmiter in propoſitis gero, hoc teſtamentum meum irrefragabiliter obſervare, & nullo modo nulla ex cauſa contra venire ex certa ſcientia. Hoc ſignum Crucis + propria manu appono, adjiciens, quod ſi, quod abſit, mutato propoſito in poſterum aliud conderem Teſtamentum, ſeu aliam ultimam voluntatem, ipſo facto ſit caſſa, & nullius momenti, niſi de hoc ſigno Crucis, quod præpoſui, ſpecialem fecero mentionem, & niſi omnia, & ſingula verba à principio clauſulæ. *Quia verò*, uſque in finem ejuſdem clauſulæ, in eadem ultima voluntate, ſeriatim de verbo ad verbum fuerint inſerta. Præcipio autem omnibus fidelibus meis, ut me ſublata de medio prædicto Domino P. recipienti proſe, & dicta Filia communi hærede ſua, quatenus tamen facta diviſione, unumquemque pro hæreditaria portione ſuprà dicta, obediant ſicut Domino, & intendant, faciantque homagia, ſolvant debita, uſagia, & fidelitates præſtent etiam juramenta. Ad hæc ſeptem Teſtes, quorum nomina inferiùs exprimentur, jam dudum puberes liberæ conditionis à me ſpecialiter rogati, non fortuitò tranſeuntes uno eodémque contextu, nullo actu alieno interveniente compo-

ANS de J. C. 1262.

ANS de J. C. 1263. PROVINCE.

ANS de J. C. 1262. compoſitioni hujus teſtamenti, Præſentes interfuerunt, ſicut ex eorum ſubſcriptionibus coram ſimul, nec diverſis temporibus factis ex eorum ſigillis apparet. Nos ſiquidem Henricus Dei gratia Gebenenn. Epiſcopus, Humbertus Abbas Bonimontis Ciſtercienſis Ordinis, Guillelmus Filliaci Abbas, Ordinis ſancti Auguſtini, Humbertus Officialis Gebenn. Aymo Decanus Anneſſiaci, Girardus de ſancto Jorio Decanus Salanchiæ, Petrus Decanus de Andmaſſia confectioni ſeu ordinationi hujus ultimæ voluntatis, teſtes rogati interfuimus, ſubſcripſimus, & ſigilla noſtra appoſuimus, in teſtimonium omnium prædictorum. Actum apud Verſoyam anno, & die ſuprà dictis.

DCI.

ANS. de J.C. 1263. PROVINCE. *Teſtament de* BEATRIX *de Savoye, comteſſe de Provence, fait au mois de Mars*, 1263. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 64

IN nomine Patris, Sanctæ & individuæ Trinitatis, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno Domini M. CC. LXIII. nonis Cal. Martii. Ego BEATRIX, Relicta inclitæ recordationis Domini *Reymundi Berengarii, Comitis Provinciæ*, licet infirma corpore, tamen ſana mente, & in bona diſpoſitione conſtituta, de rebus mobilibus meis, & immobilibus diſpono, & ordino in hunc modum, & meam facio voluntatem ultimam. In Primis commendo animam meam Jeſu Chriſto; eique relinquo omnia bona mea mobilia diſtribuenda ad honorem ipſius, ſicut inferiùs declarabo, Sepulturam meam eligo in Eccleſia Hoſpitali Sancti Joannis Jeroſolimitani, quam ego ædificavi, meis ſumptibus, apud Scalas, & totam Terram meam, & omnia bona mea immobilia quæ habeo, & poſſideo, & quaſi ex collocatione bonæ memoriæ Matris meæ, & Electorum Fratrum meorum in quibuſcumque exiſtant, caſtris, villis, juribus, excepto caſtro de Scalis, cum appendiciis ſuis, quod jam dedi donatione inter vivos, pro anima mea, Hoſpitali Jeroſolimitano, quod ego conſtruxi; do, lego cariſſimis Filiabus meis *Margaretæ Francorum, & Aleonoræ Angliæ Reginis Illuſtribus*, ut prædicta omnia habeant, teneant, & poſſideant, pro ſuo libito voluntatis, toto tempore vitæ ſuæ, aliera autem cedente, vel decedente, vel in prædictis bonis, portionem habere volente, Altera totum habeat in vita ſua, ut ſuperiùs eſt expreſſum. Quandocumque verò dicta bona, vel alio modo dictæ Reginæ diviſerint, vel forte in vita tenere noluerint, volo, & præcipio quod omnia prædicta ad *Thomam Amadeum, & Ludovicum Filios quondam Domini Thomæ Fratris mei*, liberè revertantur, quos in prædictis hæreditatibus inſtituo, ita quod quicumque aliquis eorum deceſſerit, portio decedentis ad ſuperſtitem reverratur; *Aleonoræ Filiæ prædicti Comitis Thomæ*, lego quingentas libras Turonenſes, pro emendis veſtibus, & aliis neceſſariis, quando maritabitur. Item Filiæ Rodulphi Gebennenſis, bis centum, & quinquaginta libras. Iten Filiæ Contiſſonæ de Medullione, bis centum quinquaginta libras Turonen. Item filiæ Domini de Camera, centum quinquaginta libras Turonen. Item Beringariæ Filiæ Domini Benedicti de Caſtellione, centum quinquaginta Turonenſ. Item lego mille libras Turonenſes diſtribuendas, per manus Executorum meorum, in pias cauſas, de quibus volo quod tercentum libræ dentur in proventibus domibus Religioſis, ubi melius viderint expediendum, reſiduum uſque ſeptingenta relinquo ad emendandum, & pacificandum clamores meos. Reſiduum ſi quod fuerit expendatur in pias cauſas, ubi melius Executores mei videbunt expedire: Item lego *Beatrici Andegaviæ Comitiſſæ*, centum marchas argenti, & in eis ipſam mihi hæredem inſtituo. Item *Domino Cantuarienſi Archiepiſcopo Fratri meo*, centum marchas. Item Domino *Lugduni Electo Fratri meo*, centum marchas. Item *Domino Petro Comiti Sabaudiæ* Fratri meo, centum marchas argenti. Item lego tria millia librarum Turonenſium, pro conſtruendo quodam Hoſpitali apud Scalas, quod vocabitur Domus Dei, & ad emendum poſſeſſiones ad opus dicti Hoſpitalis, de quarum poſſeſſionum fructibus, & proventibus, volo quod fiat generalis donа, ſive diſtributio ter in ſingulis ſeptimanis, omnibus pauperibus ibidem convenientibus hac de cauſa. Hæc eſt ultima mea voluntas, quam volo & præcipio valere, jure teſtamenti nuncupativi, vel codicillorum, vel cujuſcumque alterius ultimæ voluntatis, vel ſaltem de Canonica æquitate in omni eventu valeat, & robur obtineat firmitatis, cujus meæ ultimæ voluntatis facio, & ordino Executores, Venerabilem Patrem Dominum Joannem Viennenſem Archiepiſcopum, Dominum *Philippum Lugdunenſem Electum Fratrem meum*, Libertum Abbatem Altæ-Combæ, & Stephanum Archidiaconum Cantuarienſem; ita quod dicti Abbas, & Archidiaconus, vel alter eorum qui præſens eſſet, de conſilio prædicti Domini Viennenſis Archiepiſcopi, & Domini Lugduni Electi, prædicta omnia adminiſtrent. Actum Ambianenſi, anno & die prædictis.

ANS de J.C. 1263.

DCII.

Donation à PIERRE *Comte de Savoye, par* RICHARD *Empereur, des biens d'*HERMAN *le Jeune, Comte de Kibourg. Fait le* 17. *Octobre*, 1263. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 74.

L'EMPEREUR ET SAVOYE.

RICARDUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, Univerſis Imperii Romani fidelibus, præſentes literas inſpecturis. Ex culminis noſtri liberalitate procedit, ut Nobiles & Magnates Imperii, gratis præveniamus beneficiis, & condignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, iam benignè tamque favorabiliter inſiſtendo, ut ad obſequendum nobis, alii eorum exemplo facilius inducantur. Significandum itaque duximus, univerſis & ſingulis, tam præſentibus quàm futuris; Quod nos de affluenti munificentia Regiæ Majeſtatis in dilectum fidelem noſtrum *Petrum Sabaudiæ Comitem*, intendentes liberalitatem promovere; Caſtra, Oppida, Villas, & feoda quæcumque Haremanus quondam Comes Junior de Kiburg, obitus ſui tempore ab Imperio poſſidebat, cum hominibus, honoribus, juribus, platcaticis, molendinis, furnis, argentariis, angariis, parangariis, viis, plateis, coloniis, terris cultis & incultis, aquis, aquarum decurſibus, ſylvis, venationibus, piſcationibus, rationibus, & regalibus omnibus, pront dictus Comes de Kiburg, ſuique prædeceſſores, prædictis bonis omnibus uti & gaviſi fuiſſe noſcuntur, nec non juſtitias, pedagia, Theloncа, paſcua & juriſdictionem omnimodam eorundem locorum, omnia quoque jura corporalia & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis ſuis, eidem *Petro, & ſuis hæredibus maſculis*, ab ipſo & ſua Uxore legitima deſcendentibus, aſſignamus, concedimus & donamus à nobis, & Imperio, titulo feudali perpetuò poſſidenda, præcipientes omnibus Nobilibus, Militibus & hominibus eorundem locorum, cujuſque ſint conditionis, aut ſexus, ut ipſum Petrum in Dominum recipiant, ac fidelitates & homa-

ANS de J. C. 1263. gia conſueta & debita faciant, ſibique & dictis hæredibus ſuis Caſtellanis, vel Vicariis ſuis, aut aliis Procuratoribus, vel Nuntiis, de univerſis redditibus & proventibus, nec non juribus præfatorum locorum reſpondeant, & plenariè ſatisfaciant de præmiſſis, eique ac ſuo prædicto modo hæredi ut vero Domino in omnibus devotè obediant, pareant, & intendant, de prælibatis terris & bonis, in loco ubi plus beneplacito noſtro congruit, Quinquaginta marcharum proventus, educi decernimus Nobilis Viri Haremani Comitis de Kiburg, utilitatibus applicandos. Mandamus igitur ſub interminatione gratiæ noſtræ diſtrictè præcipientes, & hoc Regali ſancimus Edicto, quatenùs nullus Dux, nullus Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Poteſtas, nullum Commune, nullus Prælatus, nulla utique perſona alta vel humilis, Eccleſiaſtica, vel Mundana contra hanc noſtram aſſignationem, conceſſionem, ſive donationem, venire audeat, ſive ipſas in totum, aut in partem, in aliquo violare, vel alicujus ingenii ſcrupulo infringere, vel ei aliqualiter contraire. Quòd qui facere præſumpſerit, gravem noſtræ Majeſtatis offenſam, ſe noverit incurſurum. Inſuper pro ſolo conatu, etiam in reatus ſui pœnam, mille marchas argenti puri perſolvat, medietatem videlicet Cameræ noſtræ, reliquas verò prædicto *Petro*, vel hæredibus ſuis, prout hactenùs eſt Imperio conſuetum. In quorum omnium teſtimonium, & perpetui roboris firmamentum præſentes literas, ex tunc conſcribi, & Celſitudinis noſtræ ſigillo juſſimus communiri. Datum Berkameſces, decima ſeptima die Octobris, Indictione ſeptima. Anno Domini M. CC. LXIII. Regni vero noſtri anno ſeptimo.

DCIII.

ANS de J. C. 1267. SAVOYE ET BOURGOGNE. *Traité de Mariage de* PHILIPPES *de Savoye & d'*ALIX *Comteſſe Palatine de Bourgogne. Fait le* 11. *de Juin*, 1267. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 88.

NOs A. Comitiſſa Palatina Burgundiæ, Notum facimus univerſis præſentes litteras inſpecturis; Quòd cum nos intendamus matrimonium contrahere cum *Domino* PHILIPPO *de Sabaudia, Fratre Illuſtris Viri Domini P. Comitis Sabaudiæ*, nos, ſi contingeret ipſum matrimonium diſſolvi per mortem noſtram, vel per divortium ipſo Domino Philippo ſuperſtite, Damus eidem & concedimus liberalitate merâ & donatione irrevocabili inter vivos, tria millia librarum monetæ tunc currentis in terra noſtra Burgundiæ, in redditibus annuis ſuper Terram noſtram, quamdiu idem Dominus Philippus vixerit, percipiendas annis ſingulis & levandas; niſi cauſa vel occaſio dicti divortii proveniret ex parte, vel ob culpam dicti Domini Philippi. Pro quibus tribus millibus librarum, annui redditus aſſignandis, in locis competentibus, ad dictum communium amicorum, per nos, vel per hæredes noſtros, ipſi Domino Philippo, eidem nos & omnia bona noſtra obligamus expreſsè. Ita tamen quòd poſt obitum ipſius Domini Philippi, dicta tria millia librarum reddituum, ad hæredes noſtros, vel ad illos de quibus ordinaverimus, liberè revertantur. Facimus autem dicto Domino Philippo pactum expreſſum, quòd dicta tria millia librarum annui redditus, quamdiu vixerit, fiant ſua, ſecundum quòd ſuprà ſcriptum eſt. Promittimus etiam Domino Philippo prædicto per juramentum noſtrum, prædictam donationem & omnia & ſingula ſupradicta, firmiter tenere, & inviolabiliter obſervare, & contra per nos vel per alium non venire, nec contra venire volenti modo aliquo conſentire, & ad hæc omnia & ſingula firmiter obſervanda, nos & bona noſtra penitus obligamus. Renunciantes in hoc facto ex certa ſcientia & per juramentum actioni & exceptioni doli, in factum, dotis, & dotalitii privilegio & ſpecialiter juri dicenti donationem quingentos ſolidos excedentem, ſine inſinuatione non valere, & omni Juri ſcripto, & non ſcripto, & conſuetudinario, per quod ſupradicta annullari, vel infirmari valerent. Et ut hæc donatio firma & ſtabilis perſeveret, eam per venerabilem virum Magiſtrum Guillelmum Succentorem & Officialem Lauſanenſem inſinuari facimus: & cum Sigillo noſtro Sigillum ipſius Officialis præſentibus rogamus apponi. Nos verò Magiſter Guillelmus Succentor & Officialis Lauſanenſis, ad præces & inſtantiam dictæ Dominæ Comitiſſæ, donationem præfatam inſinuamus, & in formam publicam redigimus, ac cum Sigillo ipſius Dominæ Comitiſſæ, Sigillum noſtrum præſentibus apponimus, in teſtimonium hujus rei. Datum III. Idus Junii, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo ſeptimo.

ANS de J. C. 1267.

DCIV.

Teſtament de PIERRE *Comte de Savoye, fait au mois de Juin*, 1268. S. Guichenon, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves pag. 75.

ANS de J. C. 1268. SAVOYE.

IN nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti. Amen. Anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo octavo, in feſto Joannis Evangeliſtæ ante Portam Latinam. Nos PETRUS COMES SABAUDIÆ, ſani mente, licet ægri corpore, prævidere mortis caſus volentes, nolentes decedere inteſtati de bonis, & rebus noſtris, ordinamus & diſponimus in hunc modum. In primis volumus, & præcipimus debita noſtra integraliter perſolvi, & clamores ſedari, & emendari per Executores noſtros infrà ſcriptos, & ad ipſa debita ſolvenda, & clamores emendandos, & pacificandos ad arbitrium dictorum Executorum, oneramus hæredes noſtros infrà ſcriptos, modo, & forma infrà ſcriptis: ſepulturam noſtram eligimus apud Altam combam, *Beatricem cariſſimam Filiam noſtram Uxorem Illuſtris Viri Delfini Viennenſis*, hæredem noſtram inſtituimus in tota Terra noſtra, quam habemus in Gebennenſio, & in Vuaudo, uſque ad Moſternenſem, & in Alemania, quocunque titulo in prædictis terris, aliquid poſſideamus, vel quaſi excepto jure quod habemus apud Scyſſellum, & Montem-falconem. Item damus, & legamus eidem Beatrici Filiæ noſtræ, homagium quo tenetur nobis Albertus Dominus de Turre, cum feudis quæ à nobis tenet. Item feudum quod à nobis tenet Comes Forenſis. Item caſtra ſancti Raneberti, & de Lommes, cum mandamentis, & pertinentiis univerſis, & feuda quæ à nobis tenentur apud Roiomont, & ipſam hæredem inſtituimus, in omnibus & ſingulis prædictis. Item damus, & legamus dilectis *Nepotibus noſtris, Filiis Domini Thomæ de Sabaudia, cariſſimi Fratris noſtri* Villam-franchiam in terra Pedemontis, & Jns quod habemus in ipſo caſtro, & pertinentiis ejuſdem, & terram quam habemus in Eſſex & in honore Aquilæ in Anglia. Item cariſſimæ Dominæ noſtræ *Alienoræ Reginæ Angliæ*, damus & legamus Comitatum Richemontenſem, ita tamen quòd ipſa ſolvat, & ſatisfaciat integraliter de omnibus debitis, quibus tenemur Mameto Spinæ, & ejus ſociis civibus, & mercatoribus Florentinis. In Comitatu autem Sabaudiæ, & in aliis bonis noſtris, tam ultra Montes quàm citra, ubicunque exiſtentibus, hæredem noſtrum facimus, & inſtituimus cariſſimum Fratrem noſtrum *Philippum de*

ANS de J. C. 1268.

de Sabaudia, Comitem Burgundiæ, exceptis legatis, & elemoſynis, quæ inferiùs continentur, & ſi ipſum Comitem decedere contingeret ſine liberis maſculis, quandocunque ſubſtituimus eidem in prædicto Comitatu, & omnibus aliis, prædictos Nepotes noſtros, vel ipſorum alii ſuperſtiti, prædicta omnia devolvantur, & reſtituantur, ſine reſtitutione, vel diminutione quartæ Trabellianicæ, vel alterius cujuſcunque. Item Domino de Turre remittimus, & quittamus Gageriam quam ab ipſo habemus apud Burgundium, & etiam debitum quo nobis pro dicta Gageria tenebatur. Item remittimus, & quittamus Filiis Radulphi de Gebennis, dilectis conſanguineis noſtris, duo millia marcharum, de debito quo nobis tenentur, pro Gageria quam habemus ab ipſis. Item Turrim de Vineſio, cum omnibus ſuis pertinentiis, damus & legamus dilecto fideli noſtro Domino Hugoni de Palaſiux. Item dilectæ *Uxori noſtræ Agneti Dominæ Fucigniaci*, damus & legamus ad vitam ſuam, Caſtra de Verſoya, de Alingio, de Feſterna, de Charroſſa, de Albona, cum eorum pertinentiis univerſis. Item *Dominæ Margaretæ Comitiſſæ de Quiburgo, cariſſimæ Sorori noſtræ*, damus & legamus quingentas libras Viennenſes annuas, ad vitam ſuam percipiendas, in pedagio Villæ novæ, pro duabus millibus marchis argenti, quas habuimus ab eadem. Item *Filiam Amedei Comitis, cariſſimi Fratris noſtri* quondam volumus, & præcipimus dotari, & maritari decenter, uſque ad ſummam ſeptem millium librarum Viennenſium, per Comitem Burgundiæ ſuprà dictum. Bruerium verò fructuariam, & paleam, qua conſuevimus, tam nos quàm prædeceſſores noſtri percipere in Comitatu Sabaudiæ, totaliter quittamus & remittimus, pro nobis, & hæredibus noſtris, Domui quoque Altæ combæ, pro remedio animæ noſtræ, damus & legamus ducentas libras Viennenſes, pro emendis decem libratis terræ, pro Anniverſario ibidem annuo faciendo. Item Eccleſiæ Beati Joannis Baptiſtæ Bellicenſis damus, & legamus ducentas libras Viennenſes, pro eodem & ad ſupplendum illud quod per nos jam diu extitit aſſignatum, ad ſuſtentationem unius Lampadis ante Altare Beati Joannis, ibidem damus xv. libras Viennenſes. Item Abbatiæ ſancti Sulpicii damus, & legamus quinquaginta libras Viennenſes, Domui Carthuſiæ lx. libras, Domui Arveriæ triginta libras, Abbatiæ Monialium de Bons l. libras, Abbatiæ Bituminis l. libras, Operi Pontis Petræ-caſtri xl. libras, Hoſpitali Montis-Cæniſii xxx. libras, Hoſpitali Montis-Benedicti domum noſtram de Londor, cum ejus pertinentiis, Hoſpitali Columnæ Jovis xx. libras, Abbatiæ ſancti Mauricii Agaunenſis centum libras, Hoſpitali villæ novæ xx. libras. Item Eccleſiæ Beati Petri de Gebennis xx. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem xx. libras, Fratribus Minoribus ibidem xx. libras, Eccleſiæ Beatæ Mariæ Lauſanenſis xxx. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem xx. libras, Fratribus Minoribus ibidem xx. libras, Fratribus Minoribus de Chamberiaco xx. libras. Item Domino Gofredo de Amaiſino cc. libras, Domino Guigoni de Garnerens c. libras, Domino Petro de Chaſſiz centum libras, Domino Humberto de Montreal l. libras, & præcipimus ſibi ſolvi triginta marchas, quas dicit ſibi deberi, pro quibuſdam expenſis per eum in munitione de Peneſſey, Domino Petro Cappellano noſtro lx. libras, Vincentio de Petra-Caſtri lx. libras, Hugoni de ſancto Maoricio l. libras, Petro de Secuſia xl. libras, Roberto de Salins lx. libras, & præcipimus ſibi ſolvi illud quod ſibi debemus, Theobaldo de Rotomago ſolvantur xl. libræ, quas ei debemus, Roleto de Billens damus, & legamus decem libras Lauſanenſes annuas, in furnis noſtris de Meuduno, Jaqueto de Buſſy damus l. libras, Barberio noſtro xxx. libras, Stephano Cotto xxx. libras, & præcipimus ei ſolvi xlv. libras Lauſanenſes, quas ſibi debemus, Jaqueto de ſancto Jorio xxx. libras, Petro de Priſſio xxx. libras, Willermo de Priſſio xxx. libras, Roleto de Mouſſié xxx. libras, Petro de Meudun xxx. libras, Gerardo de Valle Tranſerſi xl. libras, Aymoni de Boza xxx. libras, Antelmo de Amaiſino xl. libras, & emendetur ſibi unus Equus quem amiſit, hoc anno, in noſtro ſervitio: Aymonem de Fucigniaco committimus Sorori ſuæ Dominæ Fucigniaci quod eidem provideat competenter, Petro de Feigiè xx. libras, Jaqueto de Sergiè xx. libras, Putondo xx. libras, Galtero Coto xl. libras, Joanni de ſancto Eugendo x. libras, Sobinæ Sciſſori x. libras, Vemiſto xx. libras, Stephano Forratori xv. libras, Willermo de Lucingia x. libras, Petro de Valen. x. libras, Petro Groſſi c. florenos, Joanoi de Garderoba x. libras, Galtero Alemanno xxx. libras. Omnia autem onera, legata & debita ſuperiùs contenta, & omnia debita noſtra ubique ea debeamus eitrà Mare Anglicum, volumus quòd prædicti Hæredes noſtri Filia & Frater, ſolvant medietatem omnium, quilibet, & pro media parte, quilibet ipſorum ſatisfaciat univerſis, & ſi qui Hæredum prædictorum, partem ſitam debitorum & clamorum non ſolverit, vel de ea ſatisfacere nolucrit, ad arbitrium Executorum infrà ſcriptorum partem non obremperantis voluntati, & ordinationi noſtræ hujuſmodi, & ex nunc adimimus, attribuenti eam totaliter, alii volenti, & complenti voluntatem & ordinationem noſtram ſupradictam: De hominio autem, quod petebat à nobis Venerabilis Pater Dominus Aymo, Epiſcopus Gebennenſis pro feudo, quod dicit, quod ab ipſo tenere debemus, volumus quòd Hæredes noſtri prædicti, ſibi faciant quod debebunt. Item Domino Petro de Aqua Blancha remittimus ſex viginti libras Viennenſes, quas nobis debet, & præcipimus ſibi dari quater viginti libras Viennenſes per Executores noſtros. Executores autem hujus ultimæ voluntatis facimus, & conſtituimus V. P. in Chriſto Dominum Tharentaſienſem Archiepiſcopum, Dominum Epiſcopum Gebennarum, Abbatem Altæ-combæ, Priorem Luſtriaci, Dominum Hugonem de Paleyſieux Baillivum noſtrum in Waudo, Dominum Soſredum de Amayſino, Baillivum noſtrum in Sabaudia, Berlionem de Amayſino, & Thomam de Roſſillion Clientes noſtros, & præcipimus omnibus noſtris fidelibus nobilibus, & ignobilibus, ſub fide quâ nobis tenentur, quòd prædictis Executoribus noſtris ad complendam hanc noſtram ultimam voluntatem præſtent conſilium quandocunque poterunt, & juvamen: Hanc autem noſtram ultimam voluntatem valere volumus jure teſtamenti in ſcriptis, vel nuncupativi, vel jure cujuſlibet ultimæ voluntatis, & jure Codicillorum, & eo melùs quo valere poterit, ſecundùm jura Civilia, vel canonicas ſanctiones, & huic cum ſubſcriptione noſtra, & teſtium ſubſcriptorum, Sigillum noſtrum apponimus, in teſtimonium veritatis. In Anglia vero facimus Executores noſtros, cariſſimam Dominam noſtram Illuſtrem Reginam Angliæ, & Dominum Guichardum de Charron militem per ordinationem hujuſmodi noſtram exequendam ibidem, & ſi qua alia teſtamenta reperiantur à nobis priùs facta, revocamus ea, & iſtud teſtamentum ſolum valere volumus, ut ſuprà eſt expreſſum. Item vigeſimam, quæ levabatur in mandamento de Montemeliano, ad firmandum Caſtrum ejuſdem loci remittimus, & quittamus, & præcipimus quòd eaquæ jam levata erant, reſtituantur. Item Abbatiæ Stamedei damus, & legamus, pro remedio animæ noſtræ L. libras. Item Domui Allionis xxx. libras. Item Domui de Pomers xx. libras. Item Domui Repoſitorii xx. libras. Item Domui de Anjone xx. libras. Item Domui Mairiaci xx. libras. Item Domui Portarum xx. libras. Abbatiæ de Cheyſtri xxx. libras. Abbatiæ Bonimon-

ANS de J. C. 1268.

tii

ANS de J. C. 1268. tis xxx. libras. Abbatiæ de Alta-Criſta xxx. libras. Domui de Valon xx. libras. Item Hugoni Dorchu damus, & legamus xx. libras. H. Caſſino xx. libras. Item prædictæ Filiæ noſtræ damus, & legamus, cum ſuprà ſcriptis, quidquid habemus apud Dorchiam & in Michalia, tam in dominicaturis quàm feudis, homagiis, & aliis univerſis. Item damus, & legamus Abbatiæ ſancti Michaelis Cluſiat, pro uno Anniverſario acquirendo c. libras Viennenſes. Item Domui ſancti Vallis Benedicti xxx. libras. Abbatiæ ſancti Juſti Secuſiæ xl. libras, Eccleſiæ Beati Joannis Maurianenſis xl. libras. Item ſancti Petri Tarentaſienſis, & Canonicis, & Eccleſiæ ſæcularibus ibidem l. libras, Eccleſiæ, & Capitulo Auguſtenſi l. libras, & præcipimus quòd quærelas, quas faciebat de nobis Epiſcopus Auguſtenſis, ſedare debeat & pacificare Comes Burgundiæ Hæres noſter, ita quod de eis ſine peccato remaneamus. Item Abbatiæ Alpenſi damus, & legamus xl. libras. Abbatiæ Abundantiæ xl. libras. Abbatiæ Filliaci xxx. libras. Sancti-Monialibus de Bella-Rippa xxx. libræ. Abbatiæ de Siz xxx. libras. Item ubi ſuprà diximus, quòd *Soror noſtra Comitiſſa de Kiburgo*, habeat ad vitam ſuam, quingentas libras Viennenſes, in pedagio noſtro Villæ-novæ, Intendimus, & volumus, quòd illi quibus tenemur, & quibus ſuam ſolutionem aſſignavimus ſuprà pedagium ſupradictum, priùs ſolvantur integraliter de debito ſuprà dicto. Item Caſtra noſtra de Falaverio, & de Dinteſiaco damus, & legamus prædictæ Filiæ noſtræ, cum eorum mandamentis, & pertinentiis univerſis. Quod autem ſuperius diximus, quòd Hæredes noſtri prædicti, legata, debita, & clamores debeant ſolvere, quilibet pro dimidia parte. Intelligimus de omnibus debitis, & clamoribus, excepto quod Comes Burgundiæ, ſolus ſolvere debeat dotem prædictæ Filiæ Comitis Amedei, uſque ad ſummam ſuperiùs dictam, & reſiduum debebit aſſignare, ſi tamen dictus Comes obſervare voluerit conventionem, ſeu compoſitionem factam inter nos, & Filiam prædicti Comitis Amedei: ſi verò dictus Comes prædicta obſervare noluerit, prædictæ Filiæ in Comitatu Sabaudiæ, jus ſuum ſalvum ſibi remaneat, ſicut antè ceſſionem, quam nobis dicta Filia, fecerat de prædicto Comitatu, & Juramentum remittimus eidem. Item Eccleſiæ Paterniaci damus, & legamus, pro remedio animæ noſtræ l. libras Viennenſes. Nos Petrus Comes Sabaudiæ, huic teſtamento noſtro Sigillum noſtrum appoſuimus, & ſubſcripſimus, & ſignum fecimus. Teſtes Joannes Epiſcopus Bellicenſis. Petrus Abbas Aſpenſis, Willelmus Prior Bellicenſis, Girardus Officialis Gebennenſis, Ey. Decanus Alyngii, Pontius Clavelli Curatus Sancti Hipoliti, Benevenutus de Compeſio Juris Civilis Profeſſor, qui omnes ſubſcripſerunt, & ſignum fecerunt.

DCV.

ANS de J.C. 1268. SAVOYE ET BERNE. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, & la Ville de* BERNE, *fait audit Berne, au mois de Septembre*, 1268. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 82.

SCultetus & Conſules & univerſitas de BERNO acceptaverunt, & receperunt in *Dominum & Protectorem ſuum, loco Imperii D. Philippum Sabaudiæ & Burgundiæ Comitem*, toto tempore vitæ ſuæ, donec Romanorum Rex, vel Imperator venerit citra Rhenum in Alſatiam, & effectus fuerit potens in illis partibus, tenendo Baſileam, & quamdiu ipſos habere voluerit in manu ſua, & quod D. Philippus percipiat reditus & proventus de Telonio, de Moneta & de Majori judicio ipſum cum plenitudine juris & honorum, *ſicut Reges & Imperatores* percipere conſueverunt: & promittunt ſervare ipſum D. Comitem indemnem adverſus Regem, ſive Imperatorem, qui poſtea creabitur, & juvare eum contrà omnes; ita etiam quod dictus Comes tenetur eos defendere contra omnes. Ipſi vero homines de Berno promiſerunt quòd ſinguli à quatuordecim annis ſuprà, jurabunt attendere ipſi Comiti, omnia ſupradicta, & debitam fidelitatem facere. Datum apud Bernam, Anno M. CC. LXVIII. Dominica Nativitatis Beatæ Mariæ, menſe Septembri. ANS de J.C. 1253.

DCVI.

ANS de J.C. 1270. BOURGOGNE ET SAVOYE. *Traité entre* PHILIPPES *Comte de Savoye & de Bourgogne*, ALIX *Comteſſe de Bourgogne ſa Femme*, & HUGUES *Duc de Bourgogne, fait vers les fêtes de Pâques de l'année*, 1270. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 83.

NOs PHELIPPES *Cuens de Savoye, & de Bergoingne, & nos* ALIX *Comteſſe de Bergoingne, & de Savoye, Palatine ja Femme*, façons à ſavoir à toz celz qui verront ces preſentes lattres, Que cum deſcors fuſt antre noble Prince HUGON Duc de Bergoigne d'une part, & nos d'autre, ſus ce que anſinc que li devandis Dux diſoit, il avoit acquis par vandue, ou an autre maniere la droiture que noble Dame Beatrix Comteſſe de Orlemonde, ſuers ainznée de nos Alys Conteſſe de Bergoingne avoit ou puoit, ou devoit avoir ou Conté de Bergoingne, de cele droiture li devandis Dux nos demandiſt. A la parfin nos avons accordé par la main de Nobles Barons Hugue Comte de Vihanne & Seignor de Pangné, & Henry Seignor de ſaincte Crois Freres, en tel maniere que li devandis Dux nos quittai tote la droiture que il avoit, ou povoit avoir au Conté de Bergoingne por raiſon de li devandite conqueſte que il avoit fait de ladite Beatrix Conteſſe de Orlemonde, ou par autre quelque achoſon. Sauls ſes fyes, & ſes demeneures que li Dux tient ou dit Conte par autre raiſon. Et nos avons doné au devant dit Dux unſe mile livres de Vihannois an deniers nombrés, & volons, & ottroyons que Dole, & la Chaſtellerie, & les appartenances ſoient dou fief le Duc, & de ſes hoirs à tosjors; & Roichefort, & les appartenances ainſinc comme on les tient ou doit tenir du Conte de Bergoingne ſoient dou riere fief doudit Duc. Et promettons por nos, & por nos hoirs audit Duc por luy, & por ſes hoirs à garentir en bone foy le devantdit fyé, & rerefyé quant à ce que nuls hait droitture de fyé, ou chaſtel de Dole, an la Chaſtellerie, ne és appartenances, ne nuls hait drortture de rerefyé ou chaſtel de Roichefort, ne és appartenances, anſinc comme on les tient ou doit tenir dou Conte de Bergoingne, ſors que li Duc c'eſt à ſavoir an ce que nos y avons ou puons havoir, ou que l'on i tient de nos en fyé an demeneure, ou an autre maniere: Si nos Alis Conteſſe de Bergoingne devantdite prenons Dole, la Chaſtellerie, & les appartenances, le fyé de Roichefort, & des appartenances ainſinc comme on le tient, ou doit tenir de nos, dou devandit Duc por luy, & por ſes hoirs, & an antrons, & fumes antré au ſin homaige par l'octroy, & par le conſentement de noſtre Seingnor Phelippe Conte de Savoye, & de Bergoingne, nos fumes conſanti, & conſentons audit fyé que noſtre Famme la Conteſſe devantdite hai fait ou devandit Duc, & promettons an bone foy audit Duc faire le ſerviſe d'oudit fyé ainſinc comme couſtume eſt an Bergoingne de faire ſerviſe de fyé tant que nos tanrons le Conte de Bergoingne.

ANS de J. C. 1270.

gne. Et à plus grant fermeté des devandites choſes nos promettons par nos fairemens donés corporelmant ſus ſaintes Evangiles à tenir, & à garder les devandites choſes ſelonc que nos les avons deſſus promiſſes, & octroyés, & que nos ne vanrons ancontre par nos ne par autre, ou teſmoignaignes de ſquels choſes nos havons mis notres ſeaus en ceſtes preſentes letres. Ce fu fait le diemonge des octaves de Paſques, an l'an de grace mil douscens, & ſoixante & diz, ou mois d'Avril.

DCVII.

ANS de C. J. 1273.

BEARN ET SAVOYE.

Contract de Mariage de GASTON *Vicomte de Bearn, & de* BEATRIX DE SAVOYE, *Dame de Fouciguy. Fait le jour des Rameaux de l'année* 1273. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 80.

NOverint univerſi præſentes literas inſpecturi, quòd nos BEATRIX *Dalphina Viennenſis, Domina de Fulcinaco, Filia quondam Domini Petri Comitis Sabaudiæ*, damus, & concedimus nos Uxorem, & Sponſam Nobili Baroni Domino GASTONI, Vicecomiti Bearnenſi, & ipſum Dominum Gaſtonem, per verba de præſenti conſentientes in eum, in Sponſum noſtrum recipimus, & in virum, & una nobiſcum in dotem ſibi damus, & aſſignamus univerſa, & ſingula bona noſtra, mobilia, & immobilia, præſentia, & futura, ubicumque fuerint, ſicut ſunt caſtra, villæ, juriſdictiones, diſtrictus, jura, Dominia, homagia, & alia bona quæcumque habemus in præſenti, & habere poterimus in futuro, ex ſucceſſione Petri dudum Patris noſtri, vel alias undecumque, & ipſum omnium bonorum noſtrorum præſentium, & futurorum, facimus, & conſtituimus verum, & legitimum poſſeſſorem. In cujus rei teſtimonium, præſentt Chartæ ſigillum noſtrum duximus apponendum: & ad inſtantiam, & requiſitionem noſtram, Ven. Pater in Chriſto Guillelmus Dei gratia Vatenſis Epiſcopus, & dictus Dominus Gaſto, & Dominus Simon de Joinvilla Avunculus noſter, & Dominus Guillelmus Ezii de Fronciaco, ſua ſigilla præſentibus literis appoſuerunt, ad majorem roboris firmitatem. Datum apud ſanctum Georgium, Dominica in Ramis Palmarum, Anno Domini M. CC. LXXIII.

DCVIII.

ANS de J. C. 1306.

AUTRICHE ET BRABANT.

Traité de Mariage entre JEAN, *fils de Jean II. Duc de Brabant &* CATHERINE *fille de l'Empereur* ALBERT I. *Fait à Francfort, le 25. Juillet*, 1306. Chriſtophre Butkens, en ſes Preuves des Trophées de Brabant. pag. 188.

ALbertus Dei gratiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus, &c. quòd Illuſtris Fredericus Dux Auſtriæ filius noſter kariſſimus juravit Illuſtrem KATHARINAM filiam noſtram Illuſtrem JOANNEM Illuſtris Joannis Ducis Brabantiæ & Lotharingiæ primogenitum in maritum legitimum ſe daturum, & nos ſponſalia contrahendo promittimus illam tradere infra ſpatium quatuor annorum, ſub pœna quindecim millium marcarum, & donamus filiæ noſtræ in dotem Caſtrum & Villam de *Weerde* ad Imperium pertinens, nobili viro *Gerardo Comiti Juliacenſi* à nobis obligatum, à præfato Duce ex manibus dicti Comitis redimendum, pro ſex millibus marcarum, necnon Villam de *Dunsborge*; eâ conditione ut Caſtrum redemptum, ſtrenuo viro *Craftoni de Griſenſteyn* militi à nobis & dicto Duce in conſervationem tradetur, uſque ad conſummationem dicti matrimonii, quo conſummato tradetur Duci nomine hipothecæ, & moriente dicto Craſtone tradetur dictum Caſtrum *Everardo Comiti de Marka*, &c. Datum Frankenfuert, octavo Kal. Auguſti anno Domini MCCC. VI.

ANS de J. C. 1306.

DCIX.

ANS de J. C. 1323.

BRABANT ET CUYCK.

Traité entre JEAN III. *Duc de Brabant, &* OTHON *Seigneur de Cuyck, par lequel ledit Othon reçoit la Ville de Grave en fief dudit Jean Duc de Brabant. Fait à Bruxelles l'an* 1323. Aubert le Mire. Diplomatum Belgicorum. Lib. I. Cap. XCII. pag. 203.

NOs OTHO, Dominus de *Cuyc* & *Heverlé*, notum facimus univerſis, tam præſentibus quàm futuris,

Quòd nos de propria noſtra & libera voluntate opidum noſtrum de Gravia, cum omnibus juribus, feudo, attinentiis & libertatibus, ad dictum opidum ſpectantibus, ſeu quocumque modo pertinentibus, quod noſtrum verum erat allodium, in manus illuſtris ac potentis Principis, JOANNIS Dei gratia Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Ducis, Domini noſtri prælibati, portavimus, dedimus, & ad uſum ipſius ac heredum ſuorum, & omne jus, quod habebamus vel habuimus, exfuſticando renuntiamus in perpetuum; nihil juris in dictis, opido, fundo, juribus, attinentiis, ac libertatibus, vel etiam allodio, pro nobis vel noſtris ſucceſſoribus retinendo.

Promittentes eidem Domino noſtro Duci antedicto pro dictis, opido, fundo, juribus, attinentiis ac libertatibus, firmam ſemper præſtare guarandiam ratam contra quoſcumque. Et ob hoc obligamus nos, heredes noſtros, bona noſtra & heredum noſtrorum ſingula & univerſa, ubicumque ſint, vel poterunt inveniri.

Et omnibus præmiſſis ſic factis, idem Dominus noſter Dux dictum opidum, cum omnibus juribus, fundo, attinentiis, ac libertatibus, tanquam ſuum verum ac proprium allodium, nobis in rectum feudum, jure Brabantino, ab ipſo ſuiſque poſt ipſum heredibus & ſucceſſoribus, ac noſtris ſucceſſoribus & heredibus, hereditariè tenendum, habendum atque poſſidendum conceſſit, atque ſua propria voluntate donavit.

Et nos de dicto opido, fundo, juribus, attinentiis ac libertatibus ipſi fecimus homagium, & de manibus ſuis recepimus in feudum, cum noſtro juramento ipſi facto de hoc, debito & conſueto.

In cujus rei teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus litteris duximus apponendum. His verò præmiſſis interfuerunt,

Florenſius Bertout, Dominus de Mechlinia,
Joannes Bertout, Dominus de Helmont,
Rogerus de Leſdale, Dominus de Oirſchot & de Parcke,
Nicolaus de Dorne,
Joannes de Raidtshoven,
Henricus de Meldert,
Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere.
Joannes de Keſterbeke, milites, necnon
Rodolphus Pipenpoy, Seneſcallus Brabantiæ, tanquam fideles Domini Ducis, ex parte noſtra, ad hoc ſpecialiter vocati. Quibus nos ſupplicamus, ut ipſi ſua ſigilla, cum ſigillo noſtro, in ſignum veritatis & cauſſam cognitionis, præſentibus litteris apponant. Et nos

ANS de J.C. 1323.

Florentius Bertout, Dominus de Mechlinia,
Joannes Bertout, Dominus de Helmont,
Rogerus de Leſdale, Dominus de Oirſchot & de Parcke,
Nicolaus de Dorne,
Joannes de Raidtshoven,
Henricus de Meldert,
Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere,
Joannes de Keſterbeke, &
Rodolphus Pipenpoy, antedicti, ad preces prædicti Othonis, Domini de *Cuyc*, quia omnibus & ſingulis præmiſſis interfuimus, & ſic acta fuiſſe teſtamur, ſigilla noſtra, cum ſigillo ſuo, præſentibus litteris duximus apponenda.

Datum Bruxellæ in die Nativitatis Joannis Baptiſtæ, anno Domini M. CCCXXIII.

DCX.

ANS de J.C. 1340. ANGLETERRE ET FRANCE.

Traité de Trêve pour un an entre EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, faite le* 20. *Septembre*, 1340. Hiſtoire Générale des Rois de France, par Bernard de Girard, Seigneur de Haillan. Tom. I. pag. 647.

A Tous ceux qui les preſentes verront Salut, & cognoiſſance de la verité par nous Jean par la grace de Dieu Roy de Boheme & Comte de Luxembourg, Arnoult Eveſque du Liege, Raoul Duc de Lorraine, Amé Comte de Savoye, & Jean Comte d'Armaignac, ſçavoir faiſons que pour donner, octroyer, & eſtablir treſves entre tres-hauts & tres-puiſſans Princes les deux Roys de France & d'Angleterre, pour eux, leurs amis & confederez, ſoient Princes, Prelats, Barons, ou autres de quelque eſtat ou condition que ce ſoit; ou Eccleſiaſtiques ou ſeculiers, & leſquelles treſves nous avons jurées, confirmees & promiſes, mettans les mains ſur le ſainct Evangile pour, & en teſmoignage de la ratification d'icelles pour le Roy de France, comme ont fait pour le Roy d'Angleterre hauts & puiſſans ſeigneurs, les Ducs de Brabant, de Gueldres & de Julliers, les ſeigneurs de Hainaut & de Beaumont, chacun jurant pour ſon Roy, ſes amis & confederez, de tenir ferme & inviolable le preſent accord de ce jour juſqu'au lendemain au point du jour. Or fut-il traicté, acordé & promis & affermé, par ſerment & par le conſeil & conſentement des deux Roys & de nous en la forme & maniere qui s'enſuivent. Et premierement que rien ne ſera innové ny entrepris pour s'entredommager l'un l'autre au prejudice de la foy juree eſdites treſves. Eſt accordé que leſdits ſeigneurs Roys leurs alliez & conducteurs demoureront en ſaiſine & poſſeſſion des places, terres & poſſeſſions qu'à preſent ils tiennent, ſans que rien y ſoit deſſus querellé durant leſdites treſves, leſquelles ſeront marchandes d'une part & d'autre, & les alliez de toutes parts pourront aller librement par les terres des deux ſeigneurs Roys, les marchans auront libre accez, & par mer, & par terre, pour exercer leur commerce & trafic de marchandiſe, comme auſſi toutes perſonnes iront librement tout ainſi qu'ils faiſoient ains que la guerre fut commencee, payans neanmoins les peages, roüages, ports, & paſſages accouſtumez de tout temps, ſauf que de ce privilege ne joüyront les bannis pour les deux Roys, eſtans chaſſez pour autre fait que pour ceſte guerre. Neaumoins les Barons de Gaſcogne & autres terres de Guyenne, & autres perſonnes des ſuſdits pays eſtant bannis, ſeront compris en l'accord de ces treſues, durant leſquelles ils pourront aller & venir ſeurement de l'un à l'autre Royaume. Ne pourront les Roys procurer par ſoy ny par perſonne interpoſee que rien ſoit innové en Cour de Rome, ny és autres Cours Eccleſiaſtiques ſur le ſecours quelque que ce ſoit de l'un ny de l'autre des deux Roys, ny de leurs amis & confederez, ny pour detourner aucunes terres ſoubs ceſte occaſion de tel ſervice, ou pourſuivre par cenſures aucuns de ceux qui leur auront fait ſervice, ou à leurs amis, ſubjets & confederez. Que ſi le S. Pere, ou autre vouloit uſer de ce deportement, que les deux Roys ſeront tenus ſans dol ny malice aucune, d'y donner empeſchement de toute leur puiſſance, durant le temps preſix à ces treſves, & faut ſçavoir que leſdites treſves ont eſté criees & publiees à ſon de trompe és camps des deux Roys, & ſont obligez tous tant abſens que preſens qui le ſçauront & le devront faire de les garder & obſerver inviolablement. A eſté accordé que dans vingt jours conſtant du jourd'huy chacun des Roys ſera tenu de faire publier le preſent traité en Gaſcogne & Duché de Guyenne és terres qu'à preſent chacun d'iceux y poſſede, afin qu'elles y ſoient ſceuës & qu'aucun n'en pretende ignorance. A eſté accordé que s'il y a aucunes places aſſiegees en Gaſcogne, Guyenne ou autre part, par les gens de quel que ce ſoit des deux Roys, les ſieges ſeront levez en advertiſſant ceux qui aſſiegent, entrant ſept hommes pour chacun Roy eſdites places aſſiegees, leſquels verront le nombre d'hommes & quantité de vivres eſdites places; pour les rendre en la meſme ſorme apres treſves. Davantage a eſté accordé que les bannis & fugitifs de Flandres qui ſont & ont eſté ſuivant le party du Roy de France ne pourront entrer ny venir en Flandres durant leſdites treſves. Que ſi aucuns eſtoient trouvez venans au contraire de ceſt accord, juſtice en ſera faite quelque part que trouvez ſeront, & leurs biens confiſquez s'ils ſont en la terre & ſeigneurie de Flandres. A eſté arreſté que les debtes & ſommes deuës à Arras ne ſeront redemandees ny pourſuivies par execution durant le temps de ces treſves. Et que les priſonniers pris en ceſte guerre ſeront delivrez ſur leur ſoy & parole, jurans neantmoins que la treſve expiree ils reviendront à ceux deſquels ils ſont captifs, ſi ce n'eſt qu'avant ceſt accord ils euſſent tranſigé de leur rançon, car ainſi ils ne ſeront tenus à l'effet de ceſt article, ſauf que ne payant le prix accordé ils ſont obligez de venir ſe rendre priſonniers ſuivant leur ſoy & convention, s'ils n'avoient la ſomme promiſe. Et advenant qu'aucun des priſonniers refuſaſt de revenir ſe purger de ſa ſoy, & ſe mettre és mains de ſon maiſtre, les ſeigneurs és terres deſquels ſera ledit priſonnier, le contraindront ſans aucun delay de ce faire. Et ordonné que tout ce qui a eſté pillé, enlevé & ravy, ſoit des Egliſes ou d'ailleurs durant ceſte guerre, ne ſera point repeté, ains demeurera és mains de quiconque en eſt le detenteur, ſans qu'aucun ſoit obligé ny forcé de le rendre durant les treſves. En outre a eſté accordé qu'il y aura ſouffrance de guerre, & ceſſeront les combats qui ſont entre les Roys d'Ecoſſe & d'Angleterre, entre leurs amis, ſecourcurs & confederez, juſques à la feſte de S. Jean Baptiſte prochaine; & que l'on deputera certaines perſonnes de la part des 2. Roys pour s'aſſembler à certain jour & lieu deputé entre les pays & limites des deux Royaumes d'Ecoſſe & d'Angleterre, pour la confirmation des treſves ſuſdites ſous telle condition & ainſi qu'on a de couſtume audit pays: mais tellement que les François ny leur ſeigneur Roy ne pourront durant ledit temps les fortifier ny fournir ou d'armes ou de gens pour s'en prevaloir la treſve eſtant expiree. Et advenant que les Ecoſſois & leur Roy ne vouluſſent entendre à ceſte ceſſation & ſurſeance d'armes, ou qu'ils taſchaſſent de rompre la treſve, le Roy de France ou ſes ſubjets ne pourront leur donner ſecours ny faveur quelconque. Et eſt dit que cependant les preſentes lettres d'accord ſeront envoyees en Angleterre & Eſcoſſe 25. jours apres la ratification d'icelles entre les deux Prin-

ANS de J.C. 1340.

ANS de J. C. 1340. Princes & leurs deputez. Eſquelles trefves ſont compris les Eſpagnols, Caſtillains, Genevois & Provençaux, l'Eveſque & Chapitre de Cambray, & Chaſteau de Cambray, avec tous les bourgeois & habitans de ladite ville, le ſeigneur d'Albret, le Vicomte de Fronſac, Gaſton de l'Iſle, les ſeigneurs de Vervin & de Roye. En teſmoignage dequoy nous avons ſeellé de nos ſceaux les preſentes faites & accordées en l'Egliſe d'Eſpechin, le Lundy 20. jour de Septembre 1340.

DCXI.

ANS de J. C. 1348. ANGLETERRE ET FLANDRE. *Traité de Paix entre* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre &* LOUIS *Comte de Flandres, fait à Bruges, au mois de Mai*, 1348. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap 164. Feuill. 276.

QUe le Roy d'Angleterre feroit fonder en Caſant un Cloiſtre de Chartroux de treize religieux, leſquels il pourvoyroit de rentes ſelon le dict, & jugement des trois villes, Bruges, Ypre, & Gand. Que ſemblablement, il fonderoit dans le Païs de Flandre un hoſpital de ſept femmes, & une prieuſe, dont le Conte de Flandre auroit la diſpoſition & collation, & que moyennant ce ſeroit bonne & ferme paix entre eux: Faict a Bruges le treiziesme de May en l'an mil trois cents quarante huict. Par lequel traicté, ledict Conte LOUYS s'obligea ſemblablement de jamais porter armes contre le Roy d'Angleterre, durant le debat & different en queſtion d'entre les deux couronnes. Conſentant au reſte, que les alliances que leſdicts de Flandre avoyent autrefois faicte & contractée avec les Anglois, touchant le faict de la marchandiſe, tiendroyent & demonteroient en vigueur. Et outre ce il reçoit leſdicts de Gand, & d'Ypre en ſa grace, promectant de faire de la en-avant droict & juſtice, ſelon les loix, & couſtumes de Flandre, enſemble qu'il les entretiendroict en leurs privileges, franchiſes, & libertez. Par ſes lettres dudict mois de May audict an quarante huict.

DCXII.

ANS de J.C. 1356. L'EMPEREUR ET BRABANT. *Traité & Alliance entre* CHARLES IV. *Empereur &* WENCELIN *ou* WENCESLAS *Duc de Brabant. Fait à Bruxelles en* 1356. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.

ET fut par l'appoinctement qu'ils firent enſemble, du conſentement de Madame Jchenne de Brabant, femme dudict WENCELIN, dict & accordé que ledict WENCELIN auroit le gouvernement de Lotrice, Brabant, & Lembourch, & la diſpoſition de tous offices, non pas en qualité de mambour de ſadicte femme, mais comme proprietaire, reſervé ſeullement qu'il ne pouroyt riens vendre ny aliener deſdictes duchez, ſans le preallable conſentement d'icelle. Et s'il advenoit qu'il moruſt devant elle, ſans hoir de ſon corps, elle retiendroit l'adminiſtration deſdictes duchez ſa vie durant ſeullement, n'eſtoit qu'elle ſe remariaſt, & euſt enfans, auquel cas l'enfant luy ſuccederoit. Mais ſy le Duc de Wencelin, & elle moruſſent ſans hoir de leur corps, leſdictes trois duchez ſuccederoyent audict Empereur CHARLES & ſucceſſeurs du coſté de Luxembourch. Fuſt encores dict que leſdicts Wencelin & ſa femme ne pourroyent faire paix avec le Conte de Flandre ſans l'expres conſentement l'un de l'autre. Ce fut pourjecté a Maeſtricht, & apres conclu a Bruxelles du conſentement des eſtats de Brabant en l'an mil trois cents cinquante ſix. ANS de J. C. 1356.

DCXIII.

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE. *Sentence Arbitrale ſur les Différens entre* WENCELIN *Duc de Brabant &* LOUIS *Comte de Flandres, prononcée par le Comte de Hainault, le* 3. *Juillet*, 1357. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.

SCavoir, que les villes de Broxelles, Louvain, Nivelle, & Thielmont, ſerviront le Conte LOUYS de Flandre chaſcune ville ſix ſepmaines, par an a leurs deſpens, & ce a bannieres deſployées, armoyées de leurs armes, & ſoubs chaſcune banniere vingt & cinc hommes d'armes, dont les deux, pour le moins ſeront bannieres, & deux autres chevaliers, & ſeront ledict ſervice contre tous reſervez les Duc & Ducheſſe de Brabant. Que moyennant ce, ledict Conte Loys quittera auſdictes villes, enſemble a tout le païs le ſerement qu'ils luy ont fait. Que le Conte Louys pourra tant qu'il vivra porter le tiltre de Duc de Brabant. Qu'il aura la ville de Malines pour luy & ſes ſucceſſeurs perpetuellement, tant en vertu de l'achapt que ſon pere en fit a l'Eveſque de Liege, que pour les deſpens & intereſtz qu'il a ſouſtenus par faute, que la paix de Aſſche n'avoit eſté entretenuë. Que ledict Conte Louys aura pour le dot de la Conteſſe ſa femme dix mille florins de florence par an ſur la ville & Marchionné d'Anvers, dont neantmoins il ne ſe pourra eſcripre ny attituler Marquis, ains demeurera ledict tiltre auſdicts Duc & Ducheſſe. Que le Duc ny la Ducheſſe pourront changer, ny aliener la Duché de Brabant, pour quelques affaires que leurs puiſſent ſurvenir. Faict en Hainault, le troiſieſme de Juillet, l'an mil trois cents cincquante ſept.

DCXIV.

ANS de J. C. 1369. BOURGOGNE ET FLANDRE. *Contract de Mariage entre* PHILIPPE DE FRANCE *Duc de Bourgogne, &* MARGUERITE *fille de Louis Comte de Flandre. Fait le* 12. *d'Avril*, 1369. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres Chap. CLXVIII. Feuill. 282.

PRemiers, que pour ſatisfaire audict Conte Louys de Flandre, tant de dix mille livres par an, que le Roy luy avoit promis donner & aſſigner, par ſes lettres patentes, que de cent mille eſcus, que ledict Conte demandoit en recompenſe, de ſa monnoye de Clanecy enſemble pour payement de certain nombre de gens de guerre, qu'il avoit entretenu durant les guerres paſſées, en la ville de Greveninghe. Le Roy Charles de France, luy donneroit & reſtitueroit Lille, Douay & Orchies, avec toutes leurs appartenances & chaſtelenies, pour les tenir en fief de la couronne, avec la Conté de Flandre, ſans aulcun eſchiſſement, mais unis, & d'icelles en jouir par luy, la Ducheſſe MARGUERITE ſa fille, & leurs hoirs maſles venants de leurs corps, & du corps de leurs hoirs maſles en droicte ligne. Soubs condition que ſi cy apres, la Conté de Flandre eſcheoit a une fille, qu'entel cas le Roy de France, ou ſes ſucceſſeurs pourroient ravoir leſdictes villes & chaſtelenies, moyennant l'aſſignation qu'ils ſeroyent tenus faire a celle, qui lors ſeroit Conteſſe, de dix mil-

ANS de J. C. 1369. le livres Pariſis, de rente perpetuelle par an monnoye de Flandre, telle que couroit le ſixieſme de Novembre mille cinc cents cincquante cinc, l'une moitie entre la riviere de la Somme & Flandre, & l'autre moitie, autour des Contez de Nevers & de Bethel. Bien entendu, que audict cas le Conte ou Conteſſe de Flandre, ne ſera renu ſoy deffaire deſdictes villes & chaſtelenies, avant que leſdictes dix mille livres par an, ſeront aſſignées & bien hypothequées, meſmes qu'ils ſoyent en payſible poſſeſſion d'icelles. A condition auſſi, que leſdicts villes & chaſteleniesſeroyent reuniës & incorporées a ladicte Conté de Flandre. Meſmes que ſi ladicte conſignation des dix mille livres de rente deuëment faicte, la Conteſſe de Flandre eſtoit en deffaut, de reſtituer audict Roy de France leſdictes villes, pourroit le Roy proceder pour la reſtitution de ſa juriſdiction temporelle, & a ce conſtraindre ladicte Conteſſe, par execution de juſtice, & point aultrement. Fut auſſi dict, & accordé, que pour ce que ledict Conte Louys par la reſtitution deſdictes villes, n'eſtoit totallement ſatisfaict de ſoo deu, ledict Roy de France luy donneroit outre ce, deux cents mille Francs, en cinc payements, dont le premier qui ſeroit de cent mille Francs eſcherroit huit jours apres la conſummation dudict mariage, & les autres cent mille, deux ans apres, a quatre payements. Moyennant leſquelles choſes, on proceda avant audict mariage, & quita ledict Conte Louys, tout ce que autrement ledict Roy de France luy povoit devoir, juſques lors. Ce fut arreſté & conclu en la ville de Gand, le douzieſme d'Apvril mil trois cents ſoixante neuf, apres Paſques: preſents & conſentants les deputez des trois villes de Gand, Bruges, & Ypre.

DCXV.

ANS de J. C. 1376. L'Empereur et Saxe. *Bulle de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit & la Succeſſion des Electeurs de* SAXE. *Donnée à Francfort, le 10. de Juin.* 1376. Goldaſt. Tom. I. pag. 372.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. CAROLUS Quartus divina favente clementia Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. quamvis ſublimitas Cæſareæ dignitatis, in quam conditor orbis Nos ſuæ pietatis clementia feliciter collocavit, jugiter mentem noſtram ſolliciret, ut cura pervigili, & laborum ſtudiis accuratis, noſtrorum & Imperii ſacri fidelium amputemus incommoda, eiſque deſideratæ pacis amœnitatem ſalubriter procuremus: ferventiori tamen affectu cor noſtrum accenditur penes ea, quæ ſacri decus Imperii, & illuſtres ipſius Principes Electores, quadam ſingularitate concernunt; eos præcipuè, quos generis Nobilitas, multiplicia virtutum inſignia, & præclara fidei devotio, laudabilius recommendant.

2. Sane ſicut aliàs à Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Proceribus, ac multis aliis noſtris & Imperii ſacri fidelibus, informationem certiſſimam, ac luce teſtimonia clariora accepit Cæſarea Celſitudo, qualiter felicis memoriæ, Illuſtris Albertus, quondam Saxoniæ Dux, avus illuſtris Wenceſlai, moderni Ducis Saxoniæ, ſacri Romani Imperii Archimareſchalli, Principis Electoris, necnon Lunæburgenſis Ducis, avunculi noſtri chariſſimi, velut Archimareſchallus ejuſdem Imperii, & verus Princeps Elector, voluntate, conſenſu, & votis aliorum ſuorum Coëlectorum Principum unanimiter accedentibus, claræ memoriæ ſereniſſimos quondam Rudolphum, Adolphum, & Albertum, ejuſdem Rudolphi filium, Ducem Auſtriæ, Romanos Reges, prædeceſſores noſtros, quadam conſequentia ordinata, ritè & rationabiliter, juxta debitam Sacri Romani Imperii obſervantiam, in Romanos Reges elegit, ad Imperatoriam Celſitudinem promovendos; & poſt obitum ipſius Alberti, Romanorum Regis, dum aliquandiu nonnullis erroribus Sacrum Imperium fluctuaret, recolendæ memoriæ Rudolphus, quondam Saxoniæ Dux, dicti Ducis Alberti filius, & moderni Wenceſlai, Saxoniæ & Lunæburgenſis Ducis, Pater, celebris recordationis Sereniſſimum Principem Henricum, avum noſtrum dilectum, cum ſuis Coëlectoribus, in Romanorum Regem dignoſcitur elegiſſe: qui etiam avus noſter poſt electionem, eandem adeptus fuit feliciter Cæſaream dignitatem. Cumque manifeſtiſſimum exiſtat, & longè, latè per orbem terrarum luciditſime divulgatum, nec unquam poſſit in dubium revocari, quomodo etiam dictus Rudolphus quondam Saxoniæ Dux, moderni Wenceſlai, Ducis Saxoniæ & Lunæburgenſis, Pater, felicibus noſtris temporibus, cum cæteris ſuis Coëlectoribus Sacri Imperii nos in Romanorum Regem elegit ſolenniter; prout etiam poſt eandem Electionem, auſpice Deo, in Romanorum Imperatorem ſumus promoti, ac feliciter coronati; quemadmodum hæc omnia & ſingula, Principum, & fide dignorum multorum ſunt teſtimonio fidelibus approbata. Ejuſdem Wenceſlai, moderni Saxoniæ Ducis, Sacri Imperii Archimareſchalli, & Principis Electoris, nec non Lunæburgenſium Ducis, tam claro, tamque manifeſto, & notorio jure conſiderato; inſpecto niholominus & diligentius penſato, qualiter idem Wenceſlaus modernus, tanquam Dux Saxoniæ, Sacri Imperii Archimareſchallus, & Princeps Elector, cum aliis Principibus & Coëlectoribus ſuis, & ipſi cum eo Sereniſſimum Principem, Dominum Wenceſlaum, Regem Bohemiæ primogenitum noſtrum chariſſimum, in Romanorum Regem unanimiter & concorditer, in Eccleſia collegiata Sancti Bartholomæi Francenford. Moguntinen. diœceſeos, nullo penitus reclamante, Spiritus Sancti gratia invocata, hodie elegerunt.

3. Quodque præfati, Albertus avus, & Rudolphus Pater, dicti Wenceſlai, quondam Saxoniæ Duces, diuturna temporum præſcriptione inconcuſſa habuerunt, & poſſederunt legitimè, prout etiam ipſe Wenceſlaus in præſentiarum ad inſtar illorum, ex ſucceſſione paterna & hæreditaria, dignoſcitur juſto titulo poſſidere jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Rom. Regem in Imperatorem promovendum, ſano tam Eccleſiaſticorum, quam Secularium Principum Sancti Imperii Electorum (a) conſenſu, & conſilio accedente, non improvide, neque per errorem, ſed animo deliberato, aliorum etiam plurimorum Eccleſiaſticorum, & Secularium Principum, Baronum, Nobilium, & Procerum noſtrorum, & Imperii ſacri fidelium, maturo communicato conſilio, cupientes, autore (b) Domino, futuris obviare periculis, & materiam omnium ſuccidere dubiorum, de certa noſtra ſcientia, & plenitudine poteſtatis Cæſareæ, in his ſcriptis pronunciamus, decernimus, ſtatuimus, declaramus, & etiam hoc Imperiali perpetuò valituro ſancimus edicto, quòd jus, vox, dignitas, & poteſtas eligendi Romanorum Regem in Imperatorem promovendum, eidem Wenceſlao, moderno Duci Saxoniæ, tanquam Imperii ſacri Archimareſchallo, ac Principi Electori, hæredibus, & ſucceſſoribus ſuis legitimis, Laicis duntaxat, ab eo deſcendentibus, quoties caſus hujuſmodi electionis emerſerit, in perpetuum debeat competere, ſicut & ritè ſibi tanquam Duci Saxoniæ, ac Imperii Archimareſchallo, competit manifeſtè, ac ipſe velut Saxoniæ Dux, Sacri Romani Imperii Archimareſchallus, verus & legitimus Princeps Elector, & poſt obitum ejus, hæredes & ſucceſſores ſui legitimi, modo & forma ſubmiſſis, Ducatum, Principatum & Comitatum Palatinum Saxoniæ, ac Archimareſ-

(a) al. conceſſis.

(b) al. Deo.

ANS de J. C. 1376.

Digitized by Google

ANS de J. C. 1376.

mareſchallum Imperii ſacri, cum omnibus & ſingulis eorum terris, Dominis, proprietatibus, (a) vaſallagiis, libertatibus, honoribus, & pertinentiis, in quibuſcunque rebus conſiſtant, & quibuſcunque ſpecialibus poſſent vocabulis deſignari, necnon jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ſine impedimento quolibet debeat obtinere.

(a) al. vaſallitius.

4. Et ne inter hæredes & ſucceſſores ipſius, eo defuncto, ſuper jure hujuſmodi, futuris temporibus dubitationum, quæſtionum, ſeu litium quævis materia oriatur, decernimus, ſtatuimus, & præſenti Imperiali ſancimus edicto, in perpetuum valituro, quòd poſt dicti Wenceſlai Saxoniæ moderni, & Lunæburgenſium Ducis obitum, primogenitus ejus filius; & poſt primogeniti obitum, ejuſdem primogeniti ſenior filius ex ordine genituræ, & ſic deinceps à ſeniore filio deſcendentes, ex ordine genituræ ſemper ſenior: Si verò primogenitus Ducis Wenceſlai præfati deceſſerit, maſculini ſexus, Laicis duntaxat, legitimis hæredibus non relictis, ex tunc ſecundogenitus filius Wenceſlai Ducis prædicti, & poſt obitum ejus, ſecundogeniti filius ſenior, Laicus; & ſi ſecondogenitus ſine hæredibus legitimis, maſculini ſexus, Laicis, deceſſerit, tertiogenitus dicti Wenceſlai, & ſenior ejus filius Laicus, poſt mortem ipſius; & deinceps per talem modum, directâ lineâ genituræ deſcendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & officium Mareſchalliæ, cum omnibus & ſingulis ſuis Dominis, honoribus, juribus, privilegiis, dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus obtinebunt, per ſucceſſionem hæreditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine genituræ.

5. Si verò præfatum Wenceſlaum, modernum Saxoniæ, & Lunæburgenſium Ducem, ſine legitimis, maſculini ſexus hæredibus, Laicis, de lumbis ejus directa linea genituræ deſcendentibus, mori contingeret, ex tunc Principatus, & Comitatus Palatinus Saxoniæ, nec non Archimareſchallia Sacri Imperii, ac jus, vox, dignitas, & poteſtas eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ad Illuſtrem Albertum, filium Ottonis, quondam Ducis Saxoniæ, Ducem Saxoniæ & Lunæburgenſium modernum, Patruum dicti Wenceſlai, Ducis Saxoniæ & Lunæburgenſium, & ad legitimos ejus hæredes, maſculini ſexus, Laicos duntaxat; ita videlicet, quòd poſt ejuſdem Alberti obitum, primogenitus ejus filius, & poſt primogeniti ejus obitum, ejuſdem primogeniti ſenior filius, ex ordine genituræ, & ſic deinceps à ſeniore filio deſcendentes, ex ordine genituræ, ſemper ſenior: Si verò primogenitus Ducis Alberti præfati deceſſerit, maſculi ſexus, Laicus duntaxat, hæredibus non relictis extunc ſecundogenitus filius Alberti Ducis prædicti, & poſt obitum ejus, ſecundogeniti filius ſenior, Laicus: Et ſi ſecondogenitus ſine hæredibus legitimis, maſculini ſexus, Laicis, deceſſerit, Tertiogenitus dicti Alberti, & ſeniot ejus filius Laicus, poſt mortem ipſius, & deinceps per talem modum directa linea genituræ, deſcendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & officium Archimareſchalliæ, cum omnibus & ſingulis ſuis Dominis, honoribus, juribus, privilegiis, dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus obtinebunt per ſucceſſionem hæreditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine genituræ.

6. Quibus omnibus non exiſtantibus, ad proximiorem hæredem, ſecundum lineam paternalem, duntaxat Laicum, ſeniorem Ducem Saxoniæ, pro tempore, ac ejus hæredes ſecundum modum ſuperius expreſſatum, in perpetuum legitimè devolventur.

7. Et talis ſucceſſio & devolutio, ne in his committantur errores, futuris temporibus, debet, ut præmittitur, in omnibus & ſingulis præſcriptis, ſine innovatione, perpetuò obſervari inviolabiliter; taliter videlicet, quod ſi aliquem ex eis, modo præmiſſo, ab hac luce migrare contingeret, qui maſculini ſexus hæredes legitimos, Laicos, poſt ſe relinqueret, debitæ patientes defectum ætatis, extunc ſenior frater, nepos, aut conſanguineus proximior, in linea genituræ, ſi (b) frater non extiterit, ejuſdem defuncti, Laicus duntaxat, dicti pupilli & juvenis, ad quem præſcripta devolventur, de jure tutor eſſe debeat, & curator, tàm diu, donec debitam pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quàm cito ætatem debitam pertingenti, vocem, jus, dignitatem, & poteſtatem, præſcripta devolventur, de jure tutor eſſe debeat, & curator, tàm diu, donec debitam pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quàm cito ætatem debitam pertingenti, vocem, jus, dignitatem, & poteſtatem, prædictæ Electionis, ac omnia & ſingula ab ipſis dependentia, idem Tutor ſine difficultate, & renitentia qualibet tenebitur, & debebit protinus aſſignare. Ætatem autem debitam, in hoc caſu, eligendi videlicet Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, decem & octo annorum cenſeri volumus, & haberi. In principatibus autem, Ducatibus, & Dominus aliis temporalibus gubernandis, ætatem obſervandam decernimus, pront à Divis Romanis Imperatoribus, & Regibus, noſtris prædeceſſoribus, eſt ſancitum.

(b) al. Pater.

8. Porrò ne ſuper jure, voce, dignitate, & poteſtate Electionis hujuſmodi, nec non Ducatu, Principatu, & officio Archimareſchalliæ prædictis, ullo unquam tempore contingat ſcandala ſuſcitari, vel attentari valeant novitates, de Imperatoriæ plenitudine poteſtatis, & de certa noſtra ſcientia, omnia & ſingula præmiſſa, prout in ſuis clauſulis, membris, articulis, atque punctis ſuperius deſignantur, authoriſamus, approbamus, ratificamus, & tenore præcedentium, de certa noſtra ſcientia confirmamus. Inſuper Wenceſlao, & Alberto, modernis Ducibus Saxoniæ & Lunæburgenſium prædictis, nec non eorum hæredibus, & legitimis Succeſſoribus, quemadmodum priùs donavimus, ſic hujuſmodi donationem iterum innovantes, damus, concedimus, confermus, & donavimus authoritate Imperiali prædicta, Ducatum & Principatum Lunæburgenſem, cujus authore DEO, poſſeſſionem jam obtinent, cum omnibus & ſingulis eorum terris, civitatibus, caſtris, oppidis, fortalitiis, Dominiis, proprietatibus, (c) vaſallagiis, juribus, juriſdictionibus, uſibus, utilitatibus, fructibus, reditibus, proventibus, emolumentis, libertatibus, uſufructibus, attinentiis, appendiciis, & pertinentiis univerſis, in quibuſcunque conſiſtant, quibuſve poſſint ſpecialibus, & exquiſitis vocabulis deſignari, nihil prorſus excluſo, prout Ducatus, & Principatus Lunæburgen. prædictus in ſuis terminis, finibus, limitibus, & granitiis circumferentialiter antiquitùs eſt diſtinctus, non obſtantibus legibus, juribus communibus, municipalibus, & privatis conſuetudinibus, privilegiis, vel ſtatutis quibuſlibet, in contrarium editis, & ſervatis, etiamſi forent talia, de quibus ſpecialis & expreſſa præcedentibus eſſet mentio facienda, quibus omnibus & ſingulis, in quantum præmiſſis, aut alicui eorum poſſent quolibet obviare, de dictæ plenitudine Imperatoriæ poteſtatis penitùs & omnimodò derogamus, ſupplentes de præfatæ Imperatoriæ plenitudine poteſtatis omnem defectum, ſi quis in præmiſſis, aut eorum aliquo, ex verborum defectu, ſententiarum obſcuritate, ſolennitatum omiſſione, ſeu alio quoviſmodo nunc & mantea reperietur admiſſus.

(c) al. vaſallitius.

9. Nulli ergo penitus hominum liceat, hanc noſtræ pronuntiationis, decreti, ſtatuti, declarationis, ſanctionis, authoriſationis, approbationis, ratificationis, & confirmationis paginam infringere, aut ei

ANS de J. C. 1376. ausu temerario quolibet contraire, sub pœna mille marcarum auri puriſſimi, quas ab eo, qui contrafecerit, toties, quoties fuerit contrafactum, irremiſſibiliter exigi volumus, & earum medietatem imperialis noſtræ Cameræ fiſco, reſiduam verò partem injuriam paſſorum uſibus applicari.

Signum Sereniſſimi Principis & Domini, Domini CAROLI QUARTI, Romani Imperatoris, & glorioſiſſimi Bohemiæ Regis.

Teſtes hujus rei ſunt

Venerabiles — Archicancellarii:
- Ludovicus Archiepiſcopus Moguntinenſis, Sacri Imperii per Germaniam,
- Fridericus Colonienſis Archiepiſcopus, Sacri Imperii per Italiam,
- Cuno Trevirenſis Archiepiſcopus, Sacri Imperii per Galliam & Regnum Arelatenſe,

Illuſtres — Principes Electores:
- Rupertus Senior, Comes Palatinus Rheni, Sacri Imperii Archidapifer, Dux Bavariæ,
- Sigiſmundus Marchio Brandeburgenſis, Sacri Imperi Archicamerarius,

Venerabiles — Eccleſiarum Epiſcopi:
- Joannes Archiepiſcopus Pragenſis, Apoſtolicæ Sedis Legatus.
- Theodorus Metenſis, & Ecchardus Wormatienſis

Spectabiles — Comites:
- Eberhardus de Wirtenbergk,
- Theodoricus de Catzenelnbogen, & Henricus de Sponheim,

Nobiles:
- Petrus de Wartenbergk, dictus de Coſt, Imperialis Curiæ noſtræ Magiſter.
- Thimo de Colditz, Cameræ noſtræ Magiſter.

Et alii quàm plures noſtri & Imperii Sacri Principes, Nobiles & fideles. Pronunciatum ſub Bulla aurea, tiparioque noſtræ Majeſtatis impreſſa, teſtimonio literarum. Datum Franckenford (a) ſuper Mogano, anno Domini milleſimo trecenteſimo ſeptuageſimo ſexto, Indictione quarta decima, quarto Idus Junii: Regnorum noſtrorum anno triceſimo, Imperii verò viceſimo ſecundo.

(a) al. Super Mœnum.

Et nos Ludovicus Dei gratia Moguntinenſis Eccleſiæ Archiepiſcopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archicancellarius, recognovimus.

DCXVI.

ANS de J. C. 1378. L'EMPIRE ET BOHEME.

Conſtitution de l'Empereur CHARLES IV. *pour le droit de l'Electorat, appartenant aux Rois de* BOHEME, *donnée à Prague, le 7. Avril*, 1378. Goldaſt. Tom. II. pag. 93.

KAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, ſemper Auguſtus, & BOHEMIÆ Rex, ad perpetuam rei memoriam.

1. Innata cordi noſtro benignitas circa fidelium & devotorum noſtrorum honores & commoda continuis intenta vigiliis, votis ipſorum annuere nos jugiter inducit, quoties poſcentium vox eſt juſta. In hoc enim liberalitatis noſtræ non errat intentio, ſed Regalis ſceptri faſtigium attollere ſalubriter arbitratur.

2. Sanè ad noſtræ Celſitudinis, venerabiles, Archiepiſcopus Pragenſis; Olomucenſis, Wradiſlavienſis, & Lytomiſlenſis, Epiſcopi, necnon Illuſtres, Johannes Carinthiæ, Comeſque Tyrolis & Coriciæ, germanus noſter chariſſimus, ac Nicolaus Opaviæ & Ratiboriæ Duces, ceteriquè Prælati, Duces, Principes, Barones, Proceres, & Nobiles Regni noſtri Bohemiæ, & pertinentiarum ejuſdem, de præſentium accedentes, Nobis humiliter ſupplicarunt, ut quaſdam literas Rudolfi Divi Romanorum Regis, prædeceſſoris noſtri, Nobis per ipſos exhibitas, quarum tenor & ſeries ſequitur in hæc verba: *RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus &c. Quanto jura perſonarum* &c. noſtra confirmare auctoritate Regia dignaremur.

ANS de J. C. 1378.

3. Nos itaque præfatorum Prælatorum, Ducum, Principum, Baronum, Procerum, & Nobilium (quos honoris & felicis ſtatus Romanorum Regni & Sacri Imperii fideles & ſollicitos præ cæteris novimus zelatores, ipſumque Regnum Boëmiæ Romanorum Regni nobilius membrum fore) ſupplicationibus, benignius inclinati, præfatas literas, ac omnia & ſingula contenta in eiſdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, ac de novo ex certa ſcientia de noſtræ Romanorum Regiæ plenitudine poteſtatis, præfatis Regno, Prælatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Proceribus & Nobilibus, ac univerſitati Regni ipſius, & pertinentiarum ejuſdem, ad uſum & opus Regum Boëmiæ in perpetuum damus tenore præſentium, conferimus, & donamus; omnem diminutionem & defectum, ſi quis in præmiſſis fuerit, reparantes omnimodè & ſupplentes, ac omne dubium & obſcurum pro parte & in favorem ipſorum Regni & Regum Boëmiæ, deuberiore dono Majeſtatis Romanorum Regiæ & plenitudine poteſtatis, interpretantes, & etiam declarantes: non obſtantibus Legibus, conſuetudinibus, uſibus, obſervantiis, juribus municipalibus vel communibus, ſtatutis ſeu edictis, factis & editis in contrarium quibuſcumque; quas & quæ, quantum ad hæc, ac ſi forent nominatim & de verbo ad verbum ſcripta præſentibus & inſerta, renovamus, caſſamus, irritamus, annullamus, & de dicta ratione Regiæ plenitudine poteſtatis decernimus firmiter fore nullius penitus momenti.

4. Nulli ergò omninò liceat hanc noſtræ laudationis, ratificationis, approbationis, confirmationis, donationis, reparationis, ſupplementi, interpretationis, declarationis, revocationis, caſſationis, irritationis, & annullationis paginam infringere, vel ei auſu temerario aliquo contraire. Contrarium verò facientes ſi qui fuerint (quod abſit,) ultra indignationem noſtræ Celſitudinis Regiæ, quam ob hæc ſe noverint graviter incurſuros, mille marcas auri puri noſtro & Romani Regni fiſco componant; ipſarum videlicet medietatem noſtræ & ſucceſſorum noſtrorum, Romanorum Regum & Imperatorum, Curiæ ſeu Cameræ, & reliquam paſſis injuriam irremiſſibiliter applicandas. In quorum omnium teſtimonium, & ad certitudinem pleniorem, præſentes fieri juſſimus, & Bulla Aurea typario noſtræ Majeſtatis impreſſa præcepimus communiri.

Hujus rei teſtes ſunt:

- Gerlacus Archiepiſcopus Moguntinenſis, per Germaniam S. Imperii Archicancellarius.
- Rudolfus ſenior Dux Saxoniæ, ſacri Imperii Mareſcalcus.
- Rudolphus junior, Saxoniæ, & Fridericus de Deck — Duces.
- Johannes Burgravius Norimbergenſis.
- Ulricus Landgravius de Luyckenberg.
- Fridericus de Ollremund, Ulricus de Helffenſtein, & Rudolfus de Wertheim — Comites.
- Petrus de Hedwig, Craffto de Holoch, Gotfridus de Prunes, Eberhardus de Walſe, Fridericus de Walſe, Egloſ de Fryberg & Burckhardus de Elrbach — Romani Regni præfati Principes & Barones.

Datum

ANS de J. C. 1378. Datum Pragæ, anno Domini M CCC* XLVIII. Indictione prima, ſeptimo Idus Aprilis; Regnorum noſtrorum anno ſecundo.

* Leg. LXXVIII.

DCXVII.

ANS de J. C. 1286. *Donation du Pays de* BEARN, *par Gaſton Vicomte de Bearn à Dame* MARGUERITE *Comteſſe de Foix ſa fille émancipée, faite à Morlas le* 11. *de Mai*, 1286. Pierre de Marca. Hiſtoire de Bearn. pag. 659.

BEARN ET FOIX.

(a) Ce Traité n'eſt pas en ſon rang, parce qu'on l'a reçu un peu trop tard, & que ce qui précéde étoit déja imprimé.

(a) GAſton du conſentement exprès de Conſtance ſa fille aînée, & de Guillelme de Moncade ſa quatrieſme fille, donna, entre vifs, pour ſoi, ſes hoirs & ſucceſſeurs, à Dame MARGUERITE Comteſſe de Foix ſa fille emancipée, & à Roger Bernard Comte de Foix ſon mari, en augmentation de dot, & à leurs hoirs & ſucceſſeurs procrées de leur commun mariage, les Vicomtés de BEARN, de Brulhois, & le Gavardan, ſous la forme & les modifications ſuivantes; c'eſt à ſçavoir, en cas qu'il decédaſt ſans enfant maſle procréé de ſa femme Beatrix, ou d'une autre, qu'il pourroit eſpouſer, ou que ſon fils maſle vint à decéder ſans enfans, & Conſtance auſſi ſans lignée, il donna de plein droit à ſa fille Marguerite & à ſes hoirs, le Vicomté & terre de Bearn, avec toute ſorte de juriſdiction, & de juſtice, & tous ſes autres droits & apartenances quelconques; auquel cas Marguerite de l'expres conſentement de ſon mari, remit & delaiſſa à Gaſton ſon pere, les Vicomtés de Brulhois, & de Gavardan, & les terres de Catalogne, de Majorque, & d'Aragon, & tous ſes autres biens, en quelle part qu'ils fuſſent ſitués, pour en diſpoſer à ſa volonté, au profit de ſes heretiers, & ſucceſſeurs.

2. Mais auſſi s'il arrivoit, que Gaſton decedant eut un fils maſle qui lui ſurveſquiſt, il fut arreſté qu'il ſeroit maiſtre du Vicomté de Bearn, avec toutes ſes apartenances, en payant dix mille livres tournois, à Marguerite, & à ſes hoirs, auquel cas Conſtance n'ayant point de lignée, Marguerite poſſederoit en vertu de cette donation, les Vicomtés de Brulhois, & de Gavardan, renonçant dors & déſia audit cas, du conſentement de ſon mari, à toute pretention ſur le Vicomté de Bearn, & ſur les autres terres. Et neantmoins, il fut ordonné, que le Vicomté de Bearn eſcheant à Marguerite, ſuivant la forme preſcrite ci-deſſus, elle, le Comte ſon mari, ou leurs hoirs, payeront les debtes contractées ou à contracter, par Gaſton deçà les ports, & repareront les torts & domages qu'il aura faits, excepté les debtes contractées en Brulhois & Gavardan, & ce à quoi ces terres ſont obligées, qui ſeront payées avec les domages faits en ces pais, par ceux qui les poſſederont.

3. Gaſton auſſi reſerva à ſoi la faculté de diſpoſer ſur la terre de Bearn, pour recompenſer ſes ſerviteurs, faire des legats pour ſon ame, l'obliger & hypothequer pour ſes debtes, y faire des infeudations & affranchiſſemens, ainſi qu'il adviſeroit ſans fraude; excepté pour le regard des Chaſteaux, Bourgs, & Vallées qui ſuivent, à ſçavoir les Chaſteaux & Villes d'Ortés, de Sauveterre, d'Oloron, de Monein, de Salies, de Pardies, de Montgiſcard, de Morlans, d'Aſſon, d'Igon, de Montaner, de Lembeye, de Pau, de Pontac, de Samboues, de Belloc, de Mongaſton, de Navarrens, de Garos, & de Lobiente, les Vallées d'Oſſau, d'Aſpe, & Baretons, & les autres Vallées, Montagnes, & Forteresſe, toutesfois il reſerva de pouvoir obliger par ſon teſtament, pour le payement de ſes debtes, legats, & domages, les Chaſteaux & Villes d'Ortés, de Sauveterre, de Pau & de Salies, les chaſteaux & lieux de Larbaig, & Riveregave, & toute la terre d'Agarencs, ſans alienation pourtant de la propricté: à la charge neantmoins qu'en ce cas, le Baile de Pau, ou les executeurs de ſon teſtament ne prendront des rentes du Chaſteau de Pau, que mille ſols par an, outre les revenus de la cloſture du chaſteau, avec la lantanere, le moulin, la vigne, & le taillis & qu'ils poſſederont tous les autres Chaſteaux & Villes, aux lieux ci-deſſus deſignés, avec leurs rentes, juriſdiction, & apartenances, juſqu'à l'entiere execution du teſtament, ou bien juſqu'à ce que Marguerite, le Comte, ou leurs hoirs ayent rapporté aux executeurs, quitance valable des creanciers, & des legataires; ſans que la detention de ces places par les executeurs, puiſſe empeſcher Marguerite & ſa race de s'en ſervir & prévaloir, en cas qu'il y ſurvint quelque guerre, en la terre de Bearn; demeurant devers elle, ſur les habitans & Vaſſaux de ces lieux, les droits de chevauchée, & d'Oſt ou armement, pour la defenſe du païs, la juſtice de ſang, & le ſerment de fidelité; mais les gages, ou pignorations, les peines, lois, & amendes apartiendront aux executeurs teſtamentaires, & aux Bailes.

4. En ſuite, il eſt ordonné que tous les Bailes des chaſteaux, & des autres lieux jurent ſur les Saints Evangiles, l'obſervation de tous les Articles de cette donation; & de remettre ſans difficulté, les Villes & Chaſteaux, entre les mains de l'enfant maſle de Gaſton, ou de Marguerite, ſuivant la diſtinction ordonnée ci-deſſus, il fut auſſi arreſté entre les parties, en cas que Marguerite ſurvive le Comte ſon Mari, ſoit qu'il y ait des enfans procrées de leur mariage, ou non, qu'elle jouira pendant ſa vie, deſdits Vicomtés de Bearn, ou de Brulhois, & Gavardan en leur cas, & le Comte ſon Mari ſurvivant à ſa femme, aura une ſemblable jouiſſance, en cas qu'il y ait des enfans de leurs commun mariage, que s'ils decedoient ſans enfans, ou leurs enfans ſans lignée, ces Vicomtés retourneront aux plus proches de Gaſton, ſuivant ſon ordonnance: ſauf que les heritiers du Comte, pourront retenir la terre de la Riviere, de Navarrens, de Pardies, & de Garos, pour l'aſſurance de ce à quoi le Bearn ſe trouvera obligé envers le Comte, outre les lieux qui lui ſont hypothequés pour ſon debte.

5. Si Gaſton aliénoit quelque terre pendant ſa vie, ſuivant la reſerve qui lui eſt faite, elle demeurera ſoubs le reſſort, Seigneurie & Vaſſelage du Vicomte de Bearn; ſauf les choſes qui ſeront données en faveur des Egliſes, qui ſeront conſervées en l'exemption & liberté qu'il leur aura accordée, demeurants néantmoins dans le deſtroit & reſſort de la Seigneurie de Bearn.

6. Il fut auſſi expreſſement arreſté, que l'heritier du Comte & de Marguerite, qui ſera maiſtre de Bearn, poſſedera auſſi conjoinctement le Comté de Foix, en telle ſorte, que ces deux pieces ne puiſſent eſtre ſeparées ni deſunies à l'avenir, dequoi le Comte bailleroit les aſſeurances neceſſaires par ſes lettres ſeellées, & par le ſerment de ſes Barons, Chevaliers, & Nobles, & des Villes & Communautez de ſon pris, comme auſſi Gaſton, Conſtance, Marguerite, & Guillelme ordonnerent, que les Barons, Nobles, & Communautez de Bearn, qui avoient deſia preſté leur ſerment & ceux qui le preſteroient ci apres, fuſſent obligés en vertu d'icelui, d'obſerver & d'executer le contenu en cette donation; que Gaſton & ſes filles confirmerent auſſi par leurs ſerments ſur les Saints Evangiles. A quoi Gaſton en qualité de Seigneur & Vicomte de la terre de Bearn, aſſis en ſon tribunal, & ſa Cour de Bearn interpoſerent leur decret, & autorité, comme à une donation ſolennellement inſinuée, par devant un Magiſtrat legitime, & pour plus grande aſſeurance Gaſton, le Comte de Foix, Conſtance, Marguerite, & Guillelme appoſerent leurs ſeaux

ANS de J. C. 1286.

ANS de J. C. 1286. ſeaux à cét inſtrument, avec ceux d'Arnaud Guillaume d'Andoins, & de Raimont Arnaud de Domy, jurats de la Cour de Beam ; en la Ville de Morlas le cinquieſme des ides de May mil deux cens octante-ſix, Regnant Philippe Roy de France, Edoüard Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, Gaſton Vicomte de Beam, & Arnaud de Morlane Eveſque de Laſcar.

DCXVIII.

ANS de J. C. 1393. Bourgogne et Flandre. *Traité & Partage des Biens de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne &* MARGUERITE DE FLANDRE *entre leurs Enfans, fait en* 1393. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXXXIV. Feuill. 314.

ORdonnants que ledict Conte Jean leur fils aiſné, lors Conte de Nevers, auroit la Duché de Bourgoingne, les Contés de Flandre, Artois, Bourgoigne, Palatin, avec les Seigneuries de Salins & Malines. Et que Anthoine leur ſecond fils, auroit les Duchez de Lotrice, Brabant & Lembourch, avec le Marquiſat d'Anvers : mais Philippe leur fils maiſné, auroit les Contez de Nevers & de Rethel, ſoubs condition que ſy ledict Anthoine mouroit ſans hoir de ſon corps, leſdicts Duchez avec le Marquiſat d'Anvers, viendroyent audict Philippe, lequel eſtoit le plus mal party. Leſquelles conditions ont depuis cauſé les queſtions & debatz que voyrez cy apres. Leſquels partaiges ainſy faicts, ledict Duc Philippe, pour aſſeurer le ſuſdict Anthoine, ſon ſecond fils, deſdicts Duchez de Lotrice, Brabant, & Lembourch, beſoingna de ſorte que les eſtats deſdicts païs, receurent ledict Anthoine, du conſentement de ladicte Ducheſſe Jehenne, pour leur Rewaert & Gouverneur, & comme hoir d'icelle Ducheſſe. Le tout nonobſtant l'empeſchement, qu'en eeluy pretendoyent faire & donner les Ambaſſadeurs de Wencelin Roy des Romains, eux fondants ſur un certain tracté de Maſtricht, dont cy devant eſt faicte plus ample mention : & par ce moyen ledict Anthoine ſe porta touſiours de la en avant pour Duc dudict Lembourch.

DCXIX.

ANS de J. C. 1403. Bourgogne, Brabant &c. (a) *Traité de Partage fait par* PHILIPPE DE FRANCE II. *du nom Duc de Bourgogne, &* MARGUERITE *ſa femme, de leurs biens à leurs Enfans mâles* JEAN, *Duc de Bourgogne,* ANTOINE *Duc de Brabant & de Limbourg, &* PHILIPPE DE BOURGOGNE. *A Arras, le* 27. *Novembre*, 1403. Dynter dans les Chroniques Manuſcrites de Brabant. Chap. 80. Feuill. 68. verſo.

(a) Ce Traité pourroit bien être le méme avec le précédent.

SUbſequenter vero prælibatus Dux Anthonius tradi & exhiberi fecit ſupradictis duobus oppidis Lovanienſi & Bruxellenſi duas litteras in forma vidimus, factas ſub ſigillo Domini Everardi de Platea pra poſiti Sanctæ Eccleſiæ Sancti Jacobi frigidi montis in Bruxella ordinis Sancti Auguſtini Cameracenſis Dioceſis per quas ipſe notificat ſe vidiſſe unam litteram patentem ſanam & integram ſigillatam ſigillis bonæ memoriæ quondam Domini Philippi Filii quondam Regis Franciæ Ducis Burgundiæ, Comitis Flandriæ, Artheſiæ & Burgundiæ & Dominæ Margaretæ Duciſſæ & Cominiſſæ Ducatus & Comitatuum prædictorum continentem partificationem inter ipſos factam & ordinatam inter filios eorum maſculos ſcilicet potentes Principes Dominum Johannem inpreſentiarum Ducem Burgundiæ filium ipſorum ſeniorem, Dominum Anthonium nunc Ducem Brabantiæ, & Lymburgis ipſorum filium ſecundo genitum & Philippum de Burgundia inpræſentiarum ſcilicet tempore datæ vidimus Comitem Nivemenſem filium eorum juniorem quæ quidem littera fuit data Attrebati die 27. menſis Novembris anni Domini 1403. in qua quidem littera continentur de verbo ad verbum clauſulæ ſubſequentes de Gallico in Latinum tranſlatæ, & primo : prædictus Johannes Senior filius habebit pro ſe & hæredibus ſuis Ducatum & Comitatum Burgundiæ cum Dominio & eorum pertinentiis & Comitatum Flandriæ cum terris Aloſtenſis, Dendremondæ & Mechlinienſis, & eorum pertinentiis & Comitatum Artheſiæ cum ſuis pertinentiis, & habebit dicta Domina terras integras abſque hoc quod Anthonius, & Philippus fui fratres poterunt petere aliquam portionem causâ partificationis apanage nec alias nec alio modo videlicet dictum Ducatum poſt deceſſum noſtri Ducis, & dictos Comitatus & alias terras ſupradictas poſt deceſſum noſtræ Duciſſæ, & tunc dimittet Comitatum Nivernenſem, & Baroniam de d'Ourchii & quam antea tenuit, & fuerunt ſibi in matrimonium collati. Item dictus Anthonius Filius noſter ſecundo genitus habebit pro ſe & hæredibus ſuis Ducatum Brabantiæ, comprehenſis villa & Caſtellania Antwerpienſi, cum pertinentiis Ducatu Lymburgenſi & alis terris noſtris ultramoſanis, & habebit dicta Domina eas terras poſt deceſſum noſtræ Duciſſæ, & materteræ noſtræ Duciſſæ Brabantiæ, abſque hoc quod alii fratres prædicti poterunt petere aliquam portionem ratione primogenituræ partificationis omnis apanage nec alias nec etiam alio modo. Et ſi dicta matertera noſtra Duciſſa Brabantiæ ſuperviveret, dictus Anthonius gauderet Comitatu Artheſiæ uſque poſt præfatæ materteræ noſtræ deceſſum, & tunc erit Dux Brabantiæ & Lymburgis, & dimittet prædictum Comitatum Artheſiæ & etiam Comitatum Regiſtrenſem, qui ſibi ad ſuum matrimonium ſive nuptias fuit collatus, dum habuerit obedientiam & & poſſeſſionem majoris partis bonarum villarum & obedientiam majoris partis Nobilium Ducatuum prædictorum juxta continentiam litteratum ſui matrimonii, item dictus Philippus noſter poſterior filius habebit pro ſe & hæredibus ſuis Comitatum Nyvernenſem & Baroniam d'Ourchii Comitatum Regiſtrenſem Caſtrum Rynaut Vranc, cum pertinentiis ipſarum terras noſtras de Campania & eorum pertinentiis poſt deceſſum materteræ noſtræ Duciſſæ Comitatum de Stampis villas caſtra, & Caſtellanias de Dourdam & de Gryen, quæ nobis debent advenire, cedit ad hæredes noſtros maſculos per deceſſum noſtri belli fratris Biturienſis, ſi decedat abſque hærede maſculo de ſuo corpore, & caſu quo dictus noſter frater haberet hæredem maſculum, & dictus contractus & aliæ terræ nobis non advenirent vel hæredibus noſtris, & dictus Philippus vel ejus hæredes pro eorum partificatione non haberent alias terras de nobis Duce & Duciſſa, quam illas quæ ſunt in præſenti articulo declaratæ, item habebit Caſtrum & Caſtellaniam de Montreuil, eum ſuis pertinentiis in Comitatu Burgundiæ Caſtrum de Chaſtelguyon, & tria millia Francorum in reditibus de ſaleveria de ſalinis comprehenſis in quos ſolebat levare ſive recipere Dominus Johannes de Thalem, in dicta ſaleveria quod quidem caſtrum cum reditibus proventibus, & pertinentiis nobis ſunt acquiſita ac per judicum ſententias adjudicata, & ſexaginta millia Francorum quorum quadraginta millia ſolventur per dictum Johannem filium noſtrum & ejus hæredes, & viginti millia per dictum filium noſtrum Anthonium aut ejus hæredes ſolventur poſt deceſſum noſtrorum Ducis & Duciſſæ, abſque hoc

quod

ANS de J. C. 1403.

quod in dicta partificatione alii fuit fratres prædicti poterunt demandare sive petere, per primogenituram sive seniorit atem partificationem appanagium neque aliter vel alio modo, ut fuit dictum: vidimus sigillatum sigillo præposituræ præpositi Ecclesiæ Sancti Jacobi Frigidi, montis prædicti. Datum die 21. mensis Junii anno Domini 1407.

DCXX.

ANS de J. C. 1406.

BRABANT ET AIX LA CHAPELLE.

Traité de Paix & de Confédération entre ANTOINE *Duc de Brabant & les Magistrats, Echevins, & Consuls de la Ville d'*AIX LA CHAPELLE. *Fait le* 6. *Juin*, 1406. Dynter, dans les Chroniques Manuscrites de Brabant. Chap. LXXXII. Feuill. 71.

ANno Domini 1406. mensis Junii die sextâ supradictus Dux Anthonius Dux Limburgensis Comes Registetensis, ipso tunc gubernatore Ducatus Brabantiæ, existente pepigit sive iniit certam amicabilem concordiam, & unionem cum prudentibus & honestis viris magistris civium Scabinis Consulibus, & cæteris civibus regalis sedis civitatis Aquensis continentem inter cætera quod si sibi, & terris suis Lymburgensibus Daelem, & de Rode guerra supervenerit & sibi notorie opus fuerit castra sua de Lymburch, de Daelhem & de Rode, cum militibus & militaribus communiendi quod tunc ipsa civitas Aquensis, cum per ejusdem Ducis Anthonii litteras patentes requisita fuerit in dictis Castris destinare tenebitur quinquaginta arbalistarios bene armatos, ut moris est cum suis pertinentiis, & ibidem proprius ejusdem civitatis expensis pro custodia Castrorum perseverare quamdiu dicti milites, & militares ibidem manerent nisi notorie timerent obsidere vel aliquod oppidum sive castrum propter guerram ipsi illatam obsidere vellent tunc suos arbalistarios transmittere non tenebuntur; duos quidem arbalistarios, idem Dux suis expensis eundo & redeundo, & earum victualia conducere sive condaci facere debebit, possent etiam si opus esset dicti milites & militares, & arbalistarii æquali numero dividi, & ad dicta castra transmitti, sed ipsi arbalistarii aliunde & ad alicujus damnum extra dicta transire non tenerentur, item si prælibatus Dux propter guerras victualibus indigeret quod illa in dicta civitate posset facere comparari, in promptu pecunia pro tali pretio, sicut unus civis contra alium civem emere deberet, & illa extra eamdem civitatem ad loca sibi necessaria facere duci & transportari, item quod memoratus Dux Anthonius propter assistentiam tam arbalistariorum quam victualium, sibi pactam prædictam sedem & civitatem regalem, & ejus incolas sive cives tamquam subditos proprios conservare, promovere, & tueri & dum requisierint ejus favorem consilium suum & assistentiam impertiri debebit; sed quod omnes cives, incolæ, & mercatores civitatis Aquensis prædictæ ejusdem civitatis verum signum deferentes de omnibus suis mercimoniis, sive mercantiis qualescumque fuerint per totam terram Brabantiæ & Lymburgis, ab omni teloneo ita liberi erunt sicut fuerunt tempore Ducis Wenceslai bonæ memoriæ prout in litteris desuper confectis plenius continetur.

ANS de J. C. 1406.

DCXXI.

ANS de J.C. 1408.

GUELDRE ET BOURGOGNE.

Traité d'Alliance entre (a) RENAUD IV. *Duc de Gueldre &* (b) ANTOINE DE BOURGOGNE *Duc de Brabant, fait à Bolduc le* 14. *Décembre*, 1408. Slichtenhorst. Chroniques de Gueldre. Liv. VIII. pag. 180.

(a) Il mourut sans enfans en 1423.
(b) Il fut tué en 1415. à la Bataille d'Azincourt.

VOorecrst zouden de Vorsten op een af-gepaelden dagh ses van hunne Raed-vrienden naer Ravesteyn aen de Maes af-vaerdigen, ende hen ter handen stellen zoodanige op-spraeken, verzoeken en klachten, als d'een op d'ander meynde te hebben: waer op de twaelve, gehoord aen dese en geene zijden het voor-dragen en bedingh, alles na hunne bescheydenheyd zouden beslichten, in kracht van een ontweder-roepelijk vonnis, eer zy van Ravesteyn vertrocken. Beyde Heeren zouden zoo langh haer lee en duyrde, vrienden blijven, dat is, d'een tegen d'ander niet onder-winden, des anders vyand geen toevoer doen, dan des anders schade afweeren, ende ter gelegener tijd helpen met sijn eygen volk, lijf, en op zijn eygen kosten; soo te weeten de Vorst die den oorlogh aenvaerdede, zèl by den toghi was: mede in't belegeren ofte aentasten van een Stad ofte Schants d'ander, des verzocht, 200. ofte meer gewapende by-zetten, mids dat de verzocker hun voor-raed beschicke, ende tot geen verdragh en treede, daer sijn by-stander niet en zy in bedongen. Soo een van der Vorsten onder-zaeten des anders onder-zaet in recht betrock, ende zulk een zich noch onder 't recht noch sijns Heers *vier-banken*, noch onder de twaelf goede mannen wilde buygen, dan zich in vyandt hap vergreep tegen een der Vorsten ofte hun onderdaenen, die zoude van sijn Opperheer na behooren werden gebreydeld. Overeen wede zoude soo te land als te wa-

DCXXI.

ANS de J. C. 1408.

GUELDRE ET BOURGOGNE.

Traduction de ce Traité.

PRemierement les Princes feront trouver à Ravestein u certain jour prefix fix de leurs Confeillers amis, & leur mettront en main les demandes & plaintes qu'ils croyent avoir l'un contre l'autre, fur quoy les douze après avoir entendu les propofitions faites de part & d'autre, ils en feront la décifion felon leur difcretion par une fentence en dernier reffort, & avant qu'ils partent de Raveftein. Les deux Seigneurs de part & d'autre demeureront amis toute leur vie, c'eft-à-dire n'entreprendront rien l'un contre l'autre, ne donneront aucun accez aux ennemis l'un de l'autre, mais fe protegeront & l'aſſiſteront dans les injures qui leur ſeroient faites, de leurs propres troupes & de leur vie & à leurs propres dépens, favoir quand même le Prince qui feroit la guerre, y ſeroit en perſonne; même que dans le Siege ou attaque de quelque Ville ou Forts en étant requis, il fourniru 200. ou plus de ſes gens d'armes, à condition que celuy que les demandera leur fourniſſe des proviſions & qu'il n'entre en aucun traité que l'aſſiſtant n'y ſoit compris. Si les ſujets de l'un des Princes vouloit mettre en juſtice les ſujets de l'autre & qu'ils vouluſſent décliner la juriſdiction de ſon Seigneur dite, vierbancken, & celle des douze Arbitres, & qu'ils vouluſſent ſe revolter contre l'un des Princes en leurs injuſt, le Souverain uſera contre eux de contrainte. Un commerce par mer & par terre ſans

ANS de J. C. 1408.

ter ongemocyde handelingh en verblijf zijn, onder betaelinge van behoorlijke tollen ter behoorlijker plaetzen.

Dit verdragh zoude zich ſtrecken tegen alle Vorſten, uyt-gelandert het Roomſſe Rijk, den Franſſen Koningh, en Grave van Holland; met dit onderſcheyd, dat de Heer van Braband nu noch immermeer den Hollander de hand zoude keenen tegen den Hertogh van Gelder en Gulich; ten ware de Burgondier in eygen hooſd den Hollander by-koemende beyde Vorſtendommen bekrijgde, ofte des Brabanders broeders, de Vorſten van Burgondien en Nevers, uyt eygenen-ſichtich oorlogh aenvingen tegen Reynald van Gelder; die in tegendeel, met raed en daed tot afbreuk van den Hertogh van Braband weder moght by-ſtaen den Biſſchop van Kolen, den Hertogh van Orleans, Hertogh Willem van den Berge, den Grave van Kleve, met de Biſſchoppen van Luyk en Paderborn; voor-behoudens dat hy den Brabander na ſijn beſte vermoegen, zoo 't noodt deed, onderſtand zoude doen tegens die van Maeſtricht, Luyk ofte Loen, in val van blijkelijk geweld en ongelijk. Wel verſtaende dat die byzondere kraeckeelen, om welker wille deſe byſtand was geſchied, geſleeten zijnde, dat beſteeck nanaels, ende zoo vaek dusdaenige dingen voor-vielen, in zyne vordere keeden ongeſchend en van volle kracht zoude blijven. Indien de Brabander de Kolenaers beoorloghde, zoude Reynald met hem in-ſpannen ende zijn erf-goed Zulch den Biſſchop wederaf-vorderen: quam Reynald hem eerſt de vriendſchap op te zeggen, dan zoude de Brabander hem zonder vertoef hulp bieden: maer ſoo de Biſſchop ye waerts een van de Hertogen op 't lijf viel, dan zoude d'ander zyne troppen na toe voeren, beſtaende in 600. gewaepende ſpiets-dragers, ende die op ſijn beurs en gevaer onderhouden. De Vorſten in 't leger, ofte in een tocht of belegh by een zijnde, zonden yeder hun eygen koſten draegen, ende in de winſt gelijkelyken deelen, ten waer eenige plaets yemant van de Vorſten eygendommelijken toe-behoorde. Alle zwaerigheyd, hinder, en mis-verſtand uyt dit verdragh t'eeniger tijd koemende te rijſen, ten ware dan dat beyde Vorſten ofte hun onderdaenen onder een ſchortinge kreegen, ofte de onderdaenen met d'een ofte d'ander Vorſt, zouden, met toeſtemminge van de weder-zijdſſe tegen-dingers, by de 12. Scheyds-luyden af-gedaen worden te Raveſteyn na ſes weeken tijds; ende of er yemant van deſe Raeds-heeren door dood, uythandigheyd, vry willighen af-ſtand, ontzettinge, ofte om andere oorzaecken dit ſijn ampt niet en konde ofte wilde uyt-harden, in diens plaets zoude men t'elke reyskeuren een ander. Beyde Heeren zouden een ofte twee van hun Raden met een Geheym-ſchrijver tegen den 13. der Lauwmaend naer Raveſteyn af-ſchicken, met hun Heeren zegels om ſes opene brieven te vervaerdigen, waer van 'er elk drie zoude behouden, ſtaende after yeder brief den dagh van deſe overkomſt: in den eerſten brief zoude deſe handeling beſchreven zijn; in den tweeden, de onderlinge beloften, van over en weder ſes volmachtigers naer Raveſteyn af te ſtuyten met allen ſchijn en beſcheyd van 't geen d'een op d'ander had te zeggen; in den dreden, dat d'een Heer tot afſtendeel van d'ander niet zoude by de hand neemen van nu aftrot aen toe-komſtigen Kerſtdagh. Eyndlijken zonde de Brabander zijn opſpraek tegen de Gelderſſe op den Sondagh in midden Vaſten aen den Burg-grave ofte tollenaer van Nymegen in ſchrift over-leveren, ende de Hertogh van Gelder op den zelven dagh zyne ſtucken te Bruyſſel in-dienen by den Cancelaer van Braband ofte Willem Blondeel, om daer na alles binnen Raveſteyn af-gehandelt te worden.

empêchement en payant aux lieux convenables un peage raiſonable.

ANS de J. C. 1408.

Cet accord aura lieu contre tous Princes, excepté l'Empire, le Roy de France & le Comte de Hollande avec cette différence que le Seigneur de Brabant ne prêtera jamais la main contre le Duc de Gueldres & de Juliers; à moins que le Bourguignon ne vienne à acquerir les deux Principautez appartenantes à l'Hollandois, ou que les freres de Brabant, Princes de Bourgogne & de Nevers ne vinſſent de leur propre mouvement à faire la guerre à Renaud de Gueldre, qui d'autre côté, pourroit d'avis & de fait, au deſavantage du Duc de Brabant aſſiſter derechef l'Evêque de Cologne, le Duc d'Orleans, le Duc Guillaume de Bergue, le Comte de Cléve, avec les Evêques de Liege & de Paderborn; à condition que luy de Brabant ſe deffendra de tout ſon poſſible, ſi la neceſſité le requiert, contre ceux de Maeſtricht, de Liege & de Loen, en cas de violence & de tort manifeſte. Bien entendu, que ces querelles particulieres, à cauſe deſquelles les ſuſdites aſſiſtances ſeront faites étant accomodées; ces accord, autant de fois que pareilles choſes arriveront, demeurera inviolable dans tous ſes points. Si le Brabançon venoit à faire la guerre à ceux de Cologne, Rinauld prendra les armes avec lui & reprendra ſur l'Evêque ſa terre de Zulch. Si c'étoit Renaud qui vint à rompre le premier avec lui, le Brabançon l'aſſiſtera ſans delay. Mais ſi l'Evêque venoit à attaquer quelques uns des Ducs, l'autre fera marcher ſes troupes conſiſtentes en 600. Lances qui ſeront entretenues à ſes dépens, & à ſes perils & fortune. Les Princes étant enſemble à l'armée ou à une expédition ou Siege, ils porteront chacun leurs frais, & partageront le gain également, à moins que les Places n'appartinſſent à quelcun des Princes en propriété. Toutes les difficultez, obſtacles ou diſſentions qui viendroient à naître en quelque tems que ce ſoit, de ce préſent Traité; à moins que les deux Princes ou leurs ſujets ne reçuſſent quelque querelle, de cauſe, dommage, ou les ſujets par l'un ou l'autre des Princes, ils ſeront terminez à Raveſtein par les douze Arbitres dans ſix ſemaines. Et ſi quelqu'un de ces Conſeillers vient à ne pouvoir remplir ſa charge, ſoit par mort, par démiſſion volontaire ou autrement, ou que pour quelque autre cauſe il ne voulut point effectuer ſa commiſſion ou en mettra a chaque fois un autre en ſa place. Les deux Seigneurs envoyeront un ou deux de leurs conſeillers avec un Greffier le 13. Janvier a Raveſtein avec leur ſceau pour expédier ſix Lettres patentes dont chacun en gardera trois au dos deſquelles ſera mis la datte: dans la premiere ſera écrit le préſent traitté dans la ſeconde les promeſſes particulieres d'envoyer a Raveſtein ſix Plénipotentiaires avec les inſtructions ſur ce qu'ils auront a dire: dans la troiziéme, qu'un Seigneur au préjudice de l'autre n'entreprendra rien d'ici en avant juſques a la Chandeleur. Enfin le Brabançon livrera par écrit au Burgrave ou Maitre de la Douane de Nimegue ſa demande contre les Gueldrois, & ce le Dimanche de la mi-Carême, & le Duc de Gueldre, livrera le même jour a Bruxelles ſes papiers entre les mains du Chancelier de Brabant ou Guillaume Blondeel, pour qu'il en ſoit en ſuite traité à Raveſtein.

ANS de J.C. 1418.

DCXXII.

L'Eglise et l'Allemagne.

Concordat fait au Concile de Conſtance entre le Pape MARTIN V. *& la Nation* GERMANIQUE, *touchant l'Adminiſtration de l'Egliſe Univerſelle, fait à Conſtance, le 3. Mai, 1418.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 384.

UNiverſis & ſingulis, Johannes miſeratione divinâ Epiſcopus Oſtienſis, ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalis & Vicecancellarius, ſalutem in Domino & præſentibus fidem indubium adhibere. Si juxta laudabilem antiquorum ſententiam & providum ſapientum conſilium dignum eſt, ea quæ majorum conſultiſſima providentia in ſubditorum gratiam & commoda geruntur ſcripturæ teſtimonio redigere; dignum per conſequens eſt, & rationi conſentaneum, ut adeò nota fiat eorum veritas, quod inde nec deſit pacificis oportuna proviſio, nec uſquam perverſis ſub ignorantia variandi ſupina facultas relinquatur.

2. Cum itaque nuper inter Sanctiſſimum in Chriſto Patrem & Dominum noſtrum, Dominum MARTINUM divina providentia Papam quintum, & Reverendos Patres, Prælatos, nec non egregios & circumſpectos viros Ambaſſiatores, Procuratores, Doctores & Magiſtros, cæteroſque, venerabilem nationem GERMANICAM in generali Conſtantienſi Concilio repræſentantes & facientes; nonnulla capitula concordata ab utrâque parte ſponte ſuſcepta, nec non de dicti Domini noſtri Papæ mandato in libro Cancellariæ ſanctæ Romanæ Eccleſiæ, in quo Romanorum Pontificum conſtitutiones & ordinationes ſolent conſcribi ad futuram rei certitudinem nobis operam dantibus, prout ad noſtrum ſpectat officium, die quinta decima menſis Aprilis, Pontificatus dicti Domini noſtri Papæ anno primo conſcripta fuerunt, ac de ſimili mandato in Audientia contradictarum die ſecunda menſis Maji, anno quo ſupra lecta & publicata: adjecto quod ſub noſtrarum literarum teſtimonio indigens quiſque ſibi teſtimonium ſumere valeat, in toto vel in eâ parte, quâ indiguerit earundem.

3. Nos ad Reverendi in Chriſto Patris Domini Guntheri Archiepiſcopi, ac Præpoſiti, Decani & Capituli Eccleſiæ Magdeburgenſis inſtantiam, capitula hujuſmodi, ſic ut præfertur, concordata & ſponte ſuſcepta, ex integro libro prædicto de verbo ad verbum fideliter conſcribi & præſentibus annotari fecimus, quorum tenor ſequitur in hunc modum.

4. De numero & Qualitate Cardinalium. Statuimus ut deinceps numerus Cardinalium ſanctæ Romanæ Eccleſiæ adeò ſit moderatus, quod non ſit gravis Eccleſiæ, qui de omnibus partibus Chriſtianitatis proportionabiliter, quantum fieri poterit aſſumantur, ut notitia cauſarum & negotiorum Eccleſiæ emergentium facilius haberi poſſit, & æqualitas regionum in honoribus Eccleſiaſticis obſervetur; ſic tamen, quod num: XXIIII. non excedant, niſi pro honore nationum, quæ Cardinales non habent, unus vel duo pro ſemel de conſilio & conſenſu Cardinalium aſſumendi viderentur. Sint autem viri in ſcientia, moribus & rerum experientia excellentes, Doctores in Theologia, aut in jure Canonico vel Civili, præter admodum paucos, qui de ſtirpe Regia vel Ducali aut magni Principis oriundi exiſtent, in quibus competens literatura ſufficiat; non fratres aut nepotes ex fratre vel ſorore alicujus Cardinalis viventis; nec de uno ordine mendicantium ultra unum; non corpore vitiati, nec alicujus criminis vel infamiæ nota reſperſi, nec fiat eorum electio per * auricula vota ſolummodo, ſed etiam cum conſilio Cardinalium collegialiter, ſicut in promotione Epiſcoporum fieri conſuevit, qui modus etiam obſervetur, quando aliquis ex Cardinalibus in Epiſcopum aſſumetur. ANS de J.C. 1418.

5. De proviſionibus Eccleſiarum, Monaſteriorum, Prioratuum, dignitatum & aliorum beneficiorum. Sanctiſſimus Dominus noſter Papa Martinus V. ſuper proviſionibus Eccleſiarum, Monaſteriorum, beneficiorum quorumcunque utetur reſervationibus Juris ſcripti, ex Conſtitutione Execrabilis & ad Regimen, modificatæ, ut ſequitur. Ad regimen Eccleſiæ generalis, quanquam immeriti ſuprema diſpoſitione vocati, gerimus in noſtris deſideriis, ut debemus, quod per noſtræ diligentiæ ſtudium ad quarumlibet Eccleſiarum & Monaſteriorum regimina, & alia Eccleſiaſtica beneficia juxta divinum beneplacitum & noſtræ intentionis affectum, viri aſſumantur idonei, qui præſint & proſint committendis eis Eccleſiis, monaſteriis, & beneficiis prælibatis. Præmiſſorum namque conſideratione inducti, & ſuadentibus nobis aliis rationabilibus cauſis, nonnullorum prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum veſtigiis inhærentes, omnes Patriarchales, Archiepiſcopales, Epiſcopales Eccleſias, Monaſteria, Prioratus, dignitates, Perſonatus & officia, nec non Canonicatus & præbendas ac Eccleſias, cæteraque beneficia Eccleſiaſtica, cum cura vel ſine cura, regularia & ſecularia, quæcumque aut qualiacunque fuerint, etiamſi ad illa perſonæ conſueverint, ſeu debuerint per electionem, ſeu quomvis alium modum aſſumi, nunc apud ſedem Apoſtolicam, quocumque modo vacantia, & in poſterum vacatura, nec non per depoſitionem vel privationem, ſeu tranſlationem per nos ſeu auctoritate noſtra factas, & in antea faciendas ubilibet, nec non ad quæ aliqui in concordia ſeu diſcordia electi vel poſtulati fuerint, quorum electio caſſata, ſeu poſtulatio repulſa, vel per eos facta renuntiatio & admiſſa auctoritate noſtra extiterit, ſeu quorum electorum, poſtulatorum, & in antea eligendorum ſeu poſtulandorum electionem caſſari vel poſtulationem repelli, aut renuntiationem admitti per nos ſeu autoritate noſtra contiget apud ſedem prædictam, vel alibi ubicumque, & etiam per obitum Cardinalium ejuſdem Eccleſiæ Romanæ ac officiariorum dictæ ſedis, quàm diu ipſa officia actualiter tenebunt, videlicet Vice Cancellarii, Camerarii, ſeptem Notariorum, Auditorum literarum contradictarum, & Apoſtolici Palatii cauſarum Auditorum, ſcriptorum literarum Apoſtolicarum, & viginti quatuor pœnitentiariæ præfatæ ſedis, & viginti quinque abbreviatorum, nec non verorum commenſalium noſtrorum, & aliorum viginti quinque Capellanorum ſedis ejuſdem in Epitaphio deſcriptorum, ac etiam quorumcunque Legatorum ſeu Collectorum, ac in terris Eccleſiæ Romanæ Rectorum & Theſaurariorum deputatorum ſeu miſſorum hactenùs, vel deputandorum ac mittendorum in poſterum, vacantia, & in antea vacatura, ubicunque dictos legatos vel collectores, ſeu rectores, aut theſaurarios, antequam ad Romanam Curiam redierint ſeu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis; nec non quorumlibet, pro quibuſcunque negotiis ad Romanam Curiam venientium, vel etiam recedentium ab eâdem, ſi in locis à dicta Curia ultra duas dietas legales non diſtantibus jam forſan obierint, vel eos in antea tranſire de hâc luce contigerit; & etiam ſimili modo quorumcunque Curialium, peregrinationis, infirmitatis, aut recreationis, ſeu alia quacunque cauſa, vel ad quævis loca ſecedentium, ſi eos, antequam ad dictam Curiam redierint, in locis ultra duas dietas ab eadem Curia, ut præmittitur non remotis, dummodo eorum proprium domicilium non exiſtat ibidem, jam forſan deceſſerint, vel in poſterum eos contigerit de medio ſubmoveri; nunc per obitum hujuſmodi vacantia vel in poſterum vacatura; rurſus monaſteria, Priorarus, Decanatus, dignitates, perſonatus, adminiſtrationes, officia, Canonicatus, præbendas & Eccleſias, cæte-

ANS de J. C. 1418.

cæteraque beneficia Eccleſiaſtica ſecularia vel regularia, cum cura vel ſine cura, quæcunque & qualiacunque fuerint, etiamſi ad illa perſonæ conſueverint ſeu debuerint per electionem, ſeu quemvis alium modum aſſumi, quæ promoti per nos vel auctoritate noſtra ad Patriarchalium, ſeu Archiepiſcopalium, Epiſcopalium Eccleſiarum, nec non monaſteriorum regimina obtinebant, tempore promotionum de ipſis factarum, nunc quocunque modo vacantia, ſeu in poſterum vacatura; nec non etiam per aſſecutionem pacificam quorumcunque Prioratuum, perſonaruum, officiorum, Canonicatuum, præbendarum, Eccleſiarum aut beneficiorum aliorum, per nos ſeu auctoritate literarum noſtrarum immediatè collatorum ſeu conferendorum in posterum, præterquam ſi virtute gratiæ expectativæ aſſecutio fiat, nunc vacantia & in antea vacatura: Plena ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis cum fratribus noſtris collatione præhabita & matura deliberatione ſecuta, ordinationi, diſpoſitioni ac proviſioni noſtræ uſque ad quinquennium de ipſorum fratrum Conſilio, auctoritate Apoſtolica reſervamus, decernentes ex nunc irritum & inane, ſi ſecus ſuper præmiſſis, & quolibet eorum per quoſcunque, quavis auctoritate ſcienter vel ignoranter contigerit attemptari: Non obſtantibus quibuſcunque conſtitutionibus à prædeceſſoribus noſtris Romanis Pontificibus editis, quatenus obſiſtere poſſent ſuper enarratis articulis vel alicui vel aliquibus eorum dicto quinquennio durante. Nulli igirur &c.

6. In Eccleſiis Cathedralibus & etiam Monaſteriis Apoſtolicæ ſedi immediatè ſubjectis fiant electiones canonicæ, quæ ad ſedem Apoſtolicam deferantur, quas etiam ad tempus conſtitutum in conſtitutione Nicolai III. quæ incipit: Cupientes, Papa expectat; quo facto, ſi non fuerint præſentatæ, vel ſi præſentatæ minus canonicæ fuerint, Papa provideat; Si verò Canonicæ fuerint Papa eas confirmet, niſi ex cauſa rationabili & evidenti, & de fratrum Conſilio, de digniori & utiliori perſona duxerit providendum: proviſo, quod confirmati & proviſi per Papam nihilominus Metropolitanis, & aliis præſtent debita juramenta & alia, ad quæ de jure tenentur.

7. In Monaſteriis, quæ non ſunt immediatè ſubjecta ſedi Apoſtolicæ, nec non aliis beneficiis regularibus, ſuper quibus pro confirmatione ſeu proviſione noo conſuevit haberi recurſus ad ſrdem Apoſtolicam, non tenecantur venire electi, ſeu illi quibus providendum eſt, ad Curiam ad habendam confirmationem ſeu proviſionem, nec ctiam dicta beneficia regularia cadant in gratiis expectativis: ubi autem in Monaſteriis ad Curiam Romanam pro confirmatione venire, ſeu mittere conſueverunt, ibi Papa non aliter confirmet aut provideat, quàm ſuperius de Eccleſiis Kathedralibus eſt expreſſum.

8. De monaſteriis Monalium Papa non diſponet, niſi fint exempta, & tunc per commiſſionem in partibus. De cæteris dignitatibus & beneficiis quibuſcunque ſecularibus & regularibus vacaturis, ultra reſervationes jam dictas majoribus dignitatibus poſt Pontificales in Cathedralibus, & principalibus in collegiatis Eccleſiis, exceptis de quibus jure ordinario provideatur per illos inferiores, ad quos alias pertinet; nec computentur in turno ſeu vice eorum.

9. Item Dominus noſter Papa declarat, quod per quamcunque aliam reſervationem, gratiam expectativam, aut quamvis aliam diſpoſitionem ſub quacumque verborum forma, per eum aut ejus auctoritate factam vel faciendam, non velit, neque vult, neque intendebat, nec intendit facere aut fieri, quo minus de media parte illarum & illorum, cum vacabunt alternis vicibus (*) liberè diſponatur, per illos, ad quos collatio, proviſio, præſentatio, electio, aut alia quævis diſpoſitio pertinebit, prout ad ipſos ſpectabit de conſuetudine vel de jure: ita quod cum de una dignitate, perſonatu, officio vel beneficio, ex illis ad electionem, proviſionem, collationem, ſeu quamvis aliam diſpoſitionem alicujus ſpectante, fuerit auctoritate Apoſtolica proviſum, aut alias diſpoſitum, ille ad cujus electionem, collationem, vel quamvis diſpoſitionem primo loco pertinebat, & ita conſequenter de ſingulis hujuſmodi dignitatibus, perſonatibus, officiis & beneficiis vacaturis auctoritate ejuſdem Domini noſtri Papæ & aliorum prædictorum alternatis vicibus diſponatur; reſervationibus aut aliis à præmiſſis diſpoſitionibus auctoritate ejuſdem Domini noſtri Papæ factis vel faciendis non obſtantibus quibuſcunque.

ANS de J. C. 1418.

10. Quotiens verò aliquo vacante beneficio * caden: invito * & gratia expectativa, non apparuerit infra tres menſes à die notæ vacationis, in loco beneficii, quod alicui de illo ſecundum prædictas ordinationes fuerit Apoſtolica auctoritate proviſum, ordinarius vel alius ad quem illius diſpoſitio pertinebit, de illo liberè diſponat, nec ſibi in ſitâ vice computetur. Beneficia quæ per ſimplicem renuntiationem aut permutationem vacaverint, neutri patti computentur.

11. De qualificatione Beneficiandorum. Sanctiſſimus Dominus noſter PP. Martinus V. ad exaltationem fidei Catholicæ & ſpiritualibus profectibus populi Chriſtiani, de conſenſu & beneplacito nationis Germanicæ, ſtatuit ordinat & decernit, quod deinceps in Metropolitanis & Cathedralibus Eccleſiis nationis Germanicæ ejuſdem, ſexta pars Canonicatuum & præbendarum ſit pro Doctoribus aut Licentiatis in ſacra pagina vel altero jurium, vel in Theologia Baccalariis formatis aut Magiſtris in Medicina, qui per biennium, ſeu Magiſtris in artibus, qui per quinquennium poſt Magiſterium in Theologia aut altero jurium, ſtuduerint in ſtudio generali; ſic videlicet, quod ubicunque non fuerit ſaltem ſexta pars Canonicorum præbendatorum in Metropolitana aut Cathedrali Eccleſia taliter graduatorum, ibi quicunqoe deinceps vacaverit Canonicatus & præbenda, quacunque etiam Apoſtolica vel alia auctoritate, non niſi taliter graduatis conferatur, quouſque dicta ſexta pars compleatur taliter graduatorum. Si tamen infra menſem à tempore vacationis - - - - - - - repertus fuerit taliter graduatus, & alius idoneus qui per ſe vel procuratorem voluerit acceptare, quod poſtmodum * continetur, ut ad minus dictus numerus ſextæ partis Canonicorum taliter ut præmittitur graduatorum in ipſis Metropolitanis & Cathedralibus Eccleſiis habeatur, ubi autem ſoli conſueverunt Illuſtres ac de Comitum vel Baronum genere, vel ex utroque genere militares in Canonicos admitti, taliter graduati qui acceptare voluerint, ſi taliter nobiles, ut præmittitur fuerint in Eccleſiis, cæteris etiam nobilibus ſaltem uſque ad dictum numerum præferantur.

12. Item quod in aliis collegiatis Eccleſiis ejuſdem nationis ſimiliter ſexta pars Canonicatuum & præbendarum, deinceps modo præmiſſo conſeratur ſicut præmittitur graduatis, aut ſaltem in Medicina aut in artibus Magiſtris vel Licentiatis, aut in Theologia, vel altero jurium Baccalarius examinatis per rigorem.

13. Item quod Parochiales Eccleſiæ habentes anni extimationem, quæ ſecundum famam publicam attendatur, duo milia communicantium vel plures; deinceps non conferantur etiam Apoſtolica vel quacunque alia auctoritate, niſi Doctoribus aut Licentiatis in ſacra pagina, vel jure Canonico vel Civili, vel Baccalariis in Theologia formatis. Si tamen infra menſem à tempore vacationis Eccleſiæ numerandum, reperiatur taliter graduatus, qui per ſe vel procuratorem voluerit acceptare; decernendo irritum & inane, ſi ſecus in præmiſſis, tam circa Canonicatus & præbendas, quam parochiales Eccleſias vel eorum aliquid à quoquam quavis etiam Apoſtolica auctoritate fuerit attemp-

* Les mots concedez au Pape n'étoient pas encore établis.

ANS de J. C. 1418.

attemptatum. Salvis ſemper laudabilibus conſuetudinibus & ſtatutis Eccleſiarum, quæ præmiſſis non adverſantur in contrarium aut * facientibus non obſtantibus quibuſcunque.

14. Item quatenus prædicta ordinatio pluribus proſit, & humanæ ambitioni frenum imponatur, ordinat, ſtatuit & decernit idem Dominus noſter PP., quod vigore præſentis conſtitutionis ſeu ordinationis nemo graduatorum poſſit ultra unum beneficium Eccleſiaſticum adipiſci.

15. De prærogativa graduatuorum. Item vult quod in pari data ad eandem collationem graduatus non graduato præferatur prærogativis & diligentiis non obſtantibus quibuſcumque.

16. Item quod Vicariæ ad certa chori officia in Eccleſiis Cathedralibus & Collegiatis deputatæ non conferantur etiam Apoſtolica auctoritate, niſi talibus, qui hujuſmodi beneficia cantando & legendo, & alias ſciverint & poterint perſonaliter adimplere.

17. De Annatis. De Eccleſiis & Monaſteriis Virorum duntaxat vacantibus & vacaturis, ſolventur pro fratribus primi anni à die vacationis ſummæ pecuniarum in libris Cameræ Apoſtolicæ taxatæ, quæ communia ſervitia nuncupantur, ſi quæ verò exceſſivè taxatæ ſunt, juſtè retaxentur, & provideatur ſpecialiter in gravatis regionibus ſecundum qualitatem rerum, temporum & regionum, ne nimium prægraventur, ad quod dabuntur commiſſarii, qui diligenter inquirant & retaxent. Taxæ autem prædictæ pro media parte infra annum, à die habitæ poſſeſſionis pacificæ totius vel majoris partis ſolventur, & pro media parte alia infra ſequentem annum. Et ſi infra annum bis vel pluries vacaverint, ſemel tantum ſolvatur, nec debitum hujuſmodi in ſucceſſorem in Eccleſia vel Monaſterio tranſeat. De cæteris autem dignitatibus, perſonatibus, officiis & beneficiis ſecularibus quibuſcunque & regularibus, quæ auctoritate ſedis Apoſtolicæ conferentur, vel providebitur de eiſdem, (præterquam vigore gratiarum expectativarum aut cauſâ permutationis) ſolvantur annuata, ſeu medii fructus juxta taxam ſolitam à tempore unionis (poſſeſſionis) infra annum; & debitum hujuſmodi in ſucceſſorem in beneficio non tranſeat. De beneficiis, quæ valorem viginti quatuor florenorum de Camera non excedunt, nihil ſolvatur; debitis omnibus præteriti temporibus uſque ad aſſumtionem Domini noſtri communium ſervitiorum & annuatorum pro medietate relaxatis, ſolventibus aliam medietatem infra ſex menſes à die publicationis.

18. De cauſis tractandis in Romana Curia vel non. Sanctiſſimus Dominus noſter PP. Martinus V. ſtatuit & ordinat, quod nullæ cauſæ in Romana Curia committantur, niſi quæ de jure & natura cauſæ in Romana Curia tractare debebunt, & quod cauſæ, quæ ad forum Eccleſiaſticum de jure vel conſuetudine non pertinent, per Curiam Romanam etiam prætextu reſignationis Laicorum extra tempus paſſagii generalis non recipiant, de illis cognoſcendo in Curia vel extra committendo, niſi de conſenſu partium. Quæ verò ad forum Eccleſiaſticum pertinent, & de jure ſunt per appellationem aut alias ad Romanam Curiam devoluta, ac de ſui natura in eadem tractandæ, tractentur in ea, cæteræ committantur in partibus, niſi forſan pro cauſæ & perſonarum qualitate in commiſſione exprimenda illis tractare in Curia expediet, pro juſtitia conſequenda, vel de partium conſenſu in Curia tractarentur.

19. De Commendis. Ordinat Dominus noſter Papa, quod in poſterum Monaſteria, aut magni prioratus Conventuales (habentes) hiis temporibus ultra decem religioſos, & officia clauſtralia, dignitates majores poſt Pontificales in Cathedralibus, ſicut & Eccleſiæ parochiales nulli Prælato, etiam Cardinali dentur in Commendam, datæ aut dati * quam primum commendatarii loco illorum de æquivalenti providebitur * poſt pacificam poſſeſſionem adeptam illas dimittant, una etiam Eccleſia Metropolitana uni Cardinali vel Patriarchæ antecedi poterit proviſionem officientem non habenti.

ANS de J. C. 1418.

20. De Symonia. Ut autem conſiderata malitia aliquorum temporum proximè præteritorum, quibus labes Symoniaca tàm in ordinibus quàm in beneficiis Eccleſiaſticis tunc conferendis & percipiendis ac religionibus ingrediendis fuit heu nimium frequentata, læſis in hoc conſcientiis ad pernitioſorem adminiſtrationem & perceptionem ſacrorum Eccleſiaſticorum, ſalubriter omnibus conſulatur, * & ſingulis Patriarchis, Archiepiſcopis, Epiſcopis, Abbatibus, Abbatiſſis, cæteriſque Prælatis, nec non Clericis ac perſonis Eccleſiaſticis, religioſis & ſecularibus utriuſque ſexus: ut quælibet eorum infra tres menſes poſt publicationem, aut inſinuationem præſentium ſibi, aut in dioceſi, ubi domicilium habuerit factam, aliquem in ſacra pagina, vel in jure Canonico Doctorem vel Licentiatum vel Baccalarium formatum, ubi talis poteſt commodè reperiri, vel ubi talis non reperiretur, lectorem aut alias intelligentem ſacerdotem diſcretum ac bonæ famæ, curatum vel non curatum eligere valeat confeſſorem qui infra prædictum tempus, quantocius commodè fieri poterit, ejus confeſſione audita ipſam perſonam confitentem à ſuis peccatis & à quibuſcunque excommunicationum ſuſpenſionibus & interdictis aliiſque ſententiis, cenſuris atque pœnis, quas forſan propter ſymoniacam in ordine vel beneficio Eccleſiaſtico, religionis ingreſſu, aut alias qualitercunque active vel paſſivè, commiſſam uſque ad tempus publicationis prædictæ dignoſcitur incurriſſe, in foro conſcientiæ duntaxat abſolvere; nec non ſecum ſuper irregularitate, pro eo quod hujuſmodi ſententiis aut excommunicatione ligata forſan miſſas vel alia divina officia celebraſſe, aut ſe illis immiſcuiſſe cenſebitur; uſque ad tempus prædictum contracta, ipſaque propter præmiſſa aut eorum aliquod à ſui ordinis vel officii executione ſuſpenſa, quod in illis nihilominus miniſtrare illa exercere & adepta beneficia, vel ſtatum in quo eſt retinere, & ad ulteriora promoveri poſſit, in dicto foro valeat diſpenſare; ac eadem beneficia, quæ obtinet, ab hoc forſitan vacantia vel vacatura, ſicut poſtquam dimiſerit reconferre, omnemque inhabilitatis irregularitatis nec non infamiæ maculam ſimoniacam, atque aliam labem per eam occaſione prædicta uſque ad tempus prædictum contractam in eodem foro totaliter abolere: fructus quoque beneficiorum Eccleſiaſticorum, quos forſan indebitè percepit & quos percipere potuiſſet, & ad * quicque, occaſione prædicta fuerit refundendum (dummodo perſona ipſa ad reſuſionem faciendam, deductione egeat, in ſtatu in quo tunc fuerit, aut alias abſque nota vel ſcandalo ſufficiens non fuerit) in dicto foro remittetur, ac eam de hiis quitare & liberare tenore præſentium (literarum) indulgemus; conſtitutionibus Apoſtolicis in contrarium facientibus non obſtantibus quibuſcunque.

21. De non vitandis excommunicatis niſi fuerint denunciati. Inſuper ad vitandum ſcandala & multa pericula, ſubveniendumque conſcientiis timoratis, omnibus Chriſti fidelibus tenore præſentium (literarum) indulgemus, quod nemo deinceps à communione alicujus in ſacrorum adminiſtratione vel receptione aut aliis quibuſcunque divinis, vel ex prætextu, cujuſcunque ſententiæ, aut cenſuræ Eccleſiaſticæ à jure vel homine generaliter promulgatæ teneatur abſtinere, vel aliquem vitare, aut interdictum Eccleſiaſticum obſervare, niſi ſententia vel cenſura hujuſmodi fuerit in vel contra perſonam, collegium, univerſitatem, Eccleſiam, communitatem aut locum certam vel certum à Judice publicata vel denuncista ſpecialiter & expreſsè; conſtitutionibus Apoſtolicis &

ANS de J. C. 1418.

alis in contrarium facientibus, non obſtantibus quibuſcunque. Salvo ſi quem profacrilega manuum injectione in Clericum, ſententiam latam à Canone adeò notoriè conſtiterit incidiſſe, quod factum non poſſit aliqua tergiverſatione celari, nec aliquo juris ſuffragio excuſari. Nam à communione illius licet denunciatus non fuerit volumus abſtineri, juxta canonicas ſanctiones.

22. De Diſpenſationibus. Ordinat etiam Dominus noſter ad Eccleſias Cathedrales, Monaſteria, Prioratus conventuales, aut Parochiales Eccleſias, ſuper defectu ætatis ultra triennium nullatenus diſpenſare; niſi forte Eccleſiis Cathedralibus ex ardua & evidenti cauſa, de conſilio Cardinalium ſeu majoris partis illorum videretur aliter diſpenſandum. Item Dominus noſter in arduis & gravibus caſibus ſine conſilio Cardinalium non intendit diſpenſare.

23. De proviſione Papæ & Cardinalium. Romano Pontifici & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus pro illorum ſuſtentatione, rebus Romanæ Eccleſiæ ſtantibus, ut ſunt, non videtur aliter poſſe provideri, quam huc uſque factum eſt, ſcilicet per beneficia & communia ſervitia, quæ vacantia nuncupantur; verum circa beneficiorum qualitatem taliter duximus providendum, quod nulli Cardinali Monaſterium (vel) Prioratus conventualis, ultra numerum decem Religioſorum ſecundum moderna tempora habetur (habere) conſueti, nulla major dignitas poſt Pontificalem in Cathedralibus aut Parochialibus Eccleſiis, nullum officium clauſtrale, nullum Xenodochium, hoſpitale, elemoſinaria aut leproſaria in titulum vel adminiſtrationem conferantur; & ſi quæ talia nunc obtinent, quem primum Papa loco illorum de alio æquivalenti providebit, illa dimittere teneantur, ſicut ſuperius de Commendis eſt dictum.

ANS de J. C. 1418.

24. De Indulgentiis. Cavebit Dominus noſter Papa in futurum nimiarum Indulgentiarum effuſionem, ne vileſcant, & in præteritum conceſſas, ab obitu Gregorii XI. ad inſtar alterius Indulgentiæ revocat & annullat.

25. Item ſanctiſſimus Dominus noſter & inclita natio Germanorum conceſſerunt & proteſtati ſunt, quod omnia & ſingula (ſupra) ſcripta durare & tolerari debeant, uſque ad quinquennium duntaxat, à dato præſentium numerandum; Conſtitutionibus Apoſtolicis, Regulis Cancellariæ factis & fiendis, & aliis in contrarium facientibus, non obſtantibus quibuſcunque; quodque per obſervantiam eorum nullum jus novum Rom. Pontifici, aut alicui Eccleſiæ vel perſonæ acquiratur, ſeu præjudicium generetur. Sed lapſo dicto quinquennio, quælibet Eccleſia & perſona prædicta liberam facultatem habeat utendi quolibet jure ſuo. Non obſtantibus ſupra dictis. Et quod capitula prædicta & quodlibet eorum dentur cuilibet ea habere volenti, communiter ſeu diviſim autentica forma, ſub ſigillo Vice-Cancancellarii cum ſubſcriptione Notarii, ſic quod fidem faciant exhibita ubicunque; pro toto autem non ſolvantur ultra duodecim groſſi Turonenſes.

26. Hæc univerſitati veſtræ tenore præſentium firmiter atteſtantes, eaſdem noſtras præſentes litteras in horum fidem & teſtimonium præfato Domino Archiepiſcopo, Præpoſito, Decano & Capitulo Magdeburgenſi conceſſimus, noſtri ſigilli munimine roboratas. Datum Conſtantiæ Provinciæ Maguntin. in Domo habitationis noſtræ, Anno quo ſupra, die tertia menſis Maji, Pontificatus ſupradicti Domini Papæ Anno primo.

DCXXIII.

ANS de J. C. 1426.

Gualdre et Lim'ge.

Traité de Paix & de Réconciliation entre ARNOLD *Duc de Gueldre, &* JEAN DE HENSBERG *Evêque de Liége & Comte de Loon, conjointement avec pluſieurs autres de ſes parens; fait peu de jours aprés la fête de l'Annonciation, de l'Année*, 1426. Slichtenhorſt. Chroniques de Gueldre. Liv. IX. pag. 213.

KOrts daer na te weeten op Woenſdagh na Marien boodſchap zyn HERTOGH Arnald van Gelder, ende aen d'andere zijd JAN VAN HENSBERGH Biſſchop van Luyk ende Grave van Loon, gevoegd met Jan Heer van Loon, Gulich, Hensbergh en Leeuwenberg, Jan van Loon ſijn oudſten zoon, ende Willem Grave van Blankenhem, wegen de vorige zwaerigheeden over en weder verdragen, beloovende, dat ſy ende hun erven getrouwelyken by een zouden blyven, d'een tegen d'ander in geenerley wijze op-ſtaen, dan des anders nut na vermoegen helpen vervorderen, zonder argeliſt, uyt-genoomen dat des Hertoghs verbond met den Kleevenaer ſtandvaſtigh zoude blyven. Hier behalven handelde de Vorſt afzonderlijken met gemelten Jan van Loon Heer van Gulich, &c. op deſe wijze: Voor eerſt was de Hertogh van Gelder en Gulich gehouden aen ſijn neve den Heer van Loen en zyne erve uyt te reyken 80000. guldens, en 16000. hier van binnen twee jaeren, ende zulx uyt de Gelderſſe ſchatkiſten zoo hem dit wierd toe-gelaeten; zoo niet, in plaets van dien aen hem te verpanden zoodaenige Sloten in Gulicher-land, als hem Jan beſt zouden believen, uyt-gezondert de Burgten van Gulich ende van Hambach; ende in ſtede van de overige 64000. guldens, de Stad en vryheyd van Gulich en Hambach, t'zynen

DCXXIII.

ANS de J. C. 1426.

Gueldre et Lim'ge.

Traduction de ce Traité.

UN peu aprés, ſçavoir le Mercredi d'aprés l'annonciation de la Vierge le Duc ARNAULD *de Gueldres, & d'autre côté* JEAN DE HENSBERG *Evêque de Liege & Comte de Loon, à qui étoit joint Jean Seigneur de Loon, Juliers, Henſberg, & Laewenberg, Jean de Loon ſon fils aîné & Guillaume Comte de Blankenheim, ont accordé les differens d'entre eux. Promettant qu'eux & leurs heritiers demeureront toujours unis, ne s'éleveront point l'un contre l'autre, mais avanceront & procureront leur avantage reciproque, ſans diſſimulation; bien entendu que l'Alliance du Duc avec celui de Cleves ſubſiſtera. A cela prés le Prince a traité avec ledit Sieur Jean de Loon Seigneur de Juliers &c. en la maniere ſuivante. Premierement ledit Duc de Gueldres & Juliers, étoit obligé de compter à ſon neveu le Seigneur de Loon & ſes heritiers 80000. livres & 16000. d'iceux dans deux ans, & ce du Treſor ou laiſſe de Gueldre, au cas qu'il lui ſoit permis. Si non de les engager au lieu & place, tels Châteaux de la Gueldre que Jean trouvera le plus à propos, excepté les Bourgs de Juliers & de Hambach & au lieu des 64000. livres reſtans, les Villes & Franchiſe de Juliers & Hambach à ſon choix, auſſi-tôt qu'ils viendront a conquerir l'un des deux, pour les tenir pour gage & aſſurance tant que la guerre pourra*

ANS de J. C. 1426.

t'zynen keure, zoo heeft sy eene van beyden quaemen te veroveren, om ze te pande te houden, zoo langh de oorlogh mogte dueren ofte op nieuws aengaen met den Vorst van den Berge ofte sijn zoon. Doch in geval de zaek op geen krijgh uyt en liep, ofte de krijgh door verdragh ofte anders waerd op-geheeven, zoude eveewel het gebied en recht der Stad Gulich voor de helft verblijven aen den Hertogh, ontengesien het vorige pand-recht, voor-behouden hem Jan de hooge gerechtigheyd en in-komsten der Stad m't geheel; die daer tegens beloofde, Arnald op zyne begeerte in te hulden, ende hem de helfte van de noch te over-winnene landen ofte Steden over te laeten; in dier voegen, dat Loon het vierde deel daer van met zyne nakoemelingen als sijn erf-goed, ende op de voordere deelen recht van pandschap zoude behouden voor 100000. guldens: met welke penningen (te Hensbergh ofte te Wassenbergh te tellen) de Hertogh dan t'allen tijden weder moght vry koopen Jans overige vierdeel. De andere weder-helfte van de weder-vermeesterde Steeden, Schantsen ofte Landen, zoude ten eenemael en erfelyken koemen aen den Hertogh, doch de opperste vooghdy daer van behooren aen den Heer van Loon voor sijn leeven, ende langer ofte anders niet. De Hertogh zoude de voor-keur hebben, mids dat die de beste pluck had sijn vennoot daer voor weder moeste te wille zijn; behalven dat de Vorst de Stad Suchtelen alleen na hem zoude neemen. Wanneer 't hem goed dochte, zouden sy 1000. mannen min ofte meer werven; dan de Heer van Hensbergh was ongehouden meer dan 50. lans-knechten te onder-houden, ofte hy en wilde. De Hertogh (hoewel hoofd van dit verbond) zoude oorlogh noch wapen-bestand aengaen met den Berghlander, anders dan met voor-weeten en toe-staen van Loon, ende van zyne Steden in Gelderland. De Ridderen, knechten, in-zaeten, Steden en Sloten van Gulicherland, welke den Heer van Hensbergh onderdaenigh ende echter niet eed-plichtigh en waren aen Adolf van den Berge, en zoude niet quaeds weders aeren, ende de Hensberger de zelve trachten met den Hertogh te vereenigen. Daer na hebben beyde Heeren de vingers op dit schrift geleght ende het alzoo bezworen ende daer na bezegeld. Gedaen ten over-staen van Jan Heer van Kulenburg, &c. Roleman van Arendale Heer van Welle Ridder en Hofmeester, Jan Heer van Wijkrade, erf-kamerling en Vooghd van Erkelenz, van des Hertoghs wegen; mitsgaders Henrick van Velkenhusen, Godschalk van Foerde ende Steven van Leck aen d'andere zijde.

ra durer, ou recommencer avec le Prince de Bergh ou son fils. Mais au cas qu'il n'arrive point de guerre ou qu'elle fut terminée par quelque accord, le Commandement & droit de la Ville de Juliers demeurera pour la moitié au Duc nonobstant le droit de gage precedant, excepté que Jean aura la haute justice & les revenus de la ville en tout endroit, au quoy Arnauld promet de l'installer suivant ses desirs, & de lui ceder & abandonner encore la moitié des Pais & Villes qui seront conquis, en telle sorte que Loon retiendra pour 100000. livres la quatriéme partie d'icelles avec ses successeurs comme son bien heréditaire & hypotheque, sur les autres parties. Avec lesquels deniers (à compter à Hensbergh, ou Wassenberg) il sera en tout temps libre au Duc d'acheter les autres quarts. Les autres moitiez des Villes Forts & Pais dont on se rendra encor maitre appartiendront entierement & heréditairement au Duc. Mais le Gouvernement Souverain en appartiendra audit Seigneur de Loon sa vie durant & non plus long-temps autrement. Il sera à l'option du Duc, parce qu'il aura la meilleure part. Excepté que le Prince prendra pour lui seul la Ville de Suchtelen. Quand il le trouvera bon il leveront mil hommes plus ou moins, mais le Seigneur de Hensbergh n'est pas obligé d'entretenir plus de 50. soldats s'il ne veut. Le Duc quoy que le Chef de cette Alliance ne devoit point faire de Treve avec ceux de Berg, qu'avec la connoissance & consentement de Loon & de ses Villes de Gueldre. Les Nobles, troupes, habitans, Villes & Châteaux du Pais de Gueldre, qui etoient sous l'obeissance du Seigneur de Hoemberg, & non seulement obligez par serment à Adolf de Berg, ne se trouverent pas mal de même le Sieur Hensberg de tâcher de s'accorder avec le Duc. Ensuite ont les dessus dits Seigneurs posé les doigts sur cet écrit, & l'ont ainsi juré & scellé. Fait en presence de Jean Seigneur de Culenburg, &c. Roleman de Arendale Seigneur de Wille Chevalier, Jean Seigneur de Wykrade, Chambellan heréditaire & Gouverneur d'Erkelenz, de la part du Duc ensemble Henri de Velkenhusen, Godschalk de Foerde & Steven de Leck d'autre part.

ANS de J. C. 1426.

DCXXIV.

ANS de J. C. 1429. GUELDRE ET UTRECHT.

Traité de Paix entre ARNOLD *Duc de Gueldre, &* DIEPHOLD *Evêque d'Utrecht, fait le* 28. *Juillet*, 1429. Slichtenhorst. Chroniques de Gueldre. Liv. IX. pag. 218.

HErtogh Arnold op't laetste afer-waerts denkende, ende den vreemden oorlogh moede zijnde, vond op het aenhouden van zyne Raedsvrienden noodsaeklijk en geraedsaem, het maendelijk bestand in eene gestadige vreede te verkeeren. Men zeght, dat Philips van Burgundien insgelyken Zweer van Kulenburgh in sijn wesen en geheel laetende, met Diephold was gaen verdragen. Het vrede-besteck tusschen ARNALD en DIEPHOLD was schier van desen in-houd: In den eersten zoude de Hertogh van Gelder aen sijn neeve Diephold en het Sticht van Utrecht weder leveren de Schants te Horst, ende besorgen dat een Hubert Wolf van Horst sijn after-

DCXXIV.

ANS de J. C. 1429. GUELDRE ET UTRECHT.

Traduction de ce Traité.

LE Duc Arnold, étant enfin las de la guerre, tronva à propos sur la proposition par l'avis de son Conseil de changer la Treve en Paix. On dit que Philippes de Bourgogne laissant semblablement Zweer de Culenbourg en son entier étoit allé traiter avec Diepbold; le contenu du Traité de Paix, d'entre ARNOLD & DIEPHOLD, *étoit à peu près tel; premierement le Duc de Gueldres devoit rendre à son Neveu Diepbold & à l'Evêché d'Utrecht les Forts de Horst, & faire en sorte qu'on payât les arrerages dûs à Hubert Wolf de Horst, (suivant le jugement de son beaupere le Prince de Cleves, Ded. de Brunkhorst fils de Batenburg & Anbole & Ded. de Heimert, joint à Diep-*

ANS de J. C. 1429.

ter-weſen (na't uyt-wijſen van ſijn ſchoon-vader den Vorſt van Kleve, Did. van Bronkhorſt zoon van Batenburgh en Anholt, ende Did. van Heimert, gevoeghd met Diephold ende het Gods-huys en de Stad van Utrecht) wierde voldaen; zonder zich namaels de zack van Biſſchop Zweer etnighſins te bekroeden. In deſe vrede zouden, zoo ſy wilden, begreepen zijn de Vorſtelijke ballingen burgers en onderzaeten, die in't Sticht niet zouden moegen koemen, ofte hun gronden aldaer aenvaerden, dan met believen van Diephold, ende onder goede zeekerungh; mids dat hun onverbooden was zoo weynigh als d'andere landzaeten, den Hertogh te helpen, indien Gelderland met het Sticht wederom in krackeel en oorlogh verviel; blijvende effenwel de brieven van die van Zwol rackende hunne ballingen, van waerden. Alle kerken en luyden, ende niet min geeſtlijke als andere goederen, zoo in Gelderland gelegen, ofte Diepholden de kerk waeren onderdenigh geweeſd, zouden by haer bezit en vorige Heeren ruſtelijken verblijven: doch zoo Biſſchop Zweer, ofte yemant anders den Hertogh ofte ſijne onderzaeten hier over in den ban deed, in zulk een val zoude de Hertogh, volgende den raed van Diephold, met haer en't Sticht den wegh van rechten in-gaen, ſtellende daer toe volmaghtigers en beſcheydene luyden, op koſten van't Sticht; welke onkoſten, by weygerange, hy vermoght te vinden op zulke erven en landeryen, als die van't Sticht in ſijn gehucht hadden leggende. De handel en wandel zoude aen weder-zijden vry en ongemoeyd zijn, onder betaelinge van gewoonlijke tollen ter gewoonlijker plaetſen: des zoude yeder in ſijn gebied den voorzeyden koop-luyden over ſchade en ſchuld goed en kort recht laeten weder-vaeren. Diephold en vermoght Biſſchop Zweer ten geenigen tijden tegens Arnold ofte ſijne landen eenigen byſtand te doen: ende of't gebeurde, dat Zweer een ſtuck van't Biſdom bemaghtighde, daer tegens zoude, op des Hertoghs goed-dunken, Diephold neffens de Staden 't Sticht van Utrecht, dadelijken tot haeren koſten en gevaer alle tegenweer aenwenden; gelijk de Hertogh mede op ſijne koſten beloofde te doen, om hem weder uyt te ſtooten. Soo eenigh Heer ofte wie't ook moghte weſen, ter zaeke van deſen zoen, yetwes tot afterdeel van den Hertogh voor-nam, aen dien zoude hy Diephold noch het Sticht in eenigerley wijze de hand bieden. De gevangens zouden over en weder vry geſteld worden, behalven Peter van Kulenburg ende elijke meer, die in de jonghſt op-geworpene Sterkte binnen Amersfoord waren gekreegen. De goederen van de Gelderſſe in't Sticht, ende van de Stichtenaers in Gelderland, zouden geeven als van te voren, ende als de Gelderſſe en Stichtſſe goederen; gelijk mede niemands goederen, zonder voorgaende vermaeninge van de Overigheyd der plaetſe, moghten aengehouden; noch hte de goederen der Stichtenaers in Gelderland gelegen, met eenige laſten van paerden ofte anderſins bekommerd worden. De boſſen aen de zijd van de Velouw, ende de hout-keur daer in zouden ſtaen aen den Hertogh, die tegen alle over-laſt zoude bevrijden, zoo veele'er uyt het Sticht daer binnen woonden. De beeſten en koeyen der burgeren van Zwol, welke door des Hertoghs onderzaeten, boven ſijn vrygeleyde, neer Gelderland waren verdreeven, geloofde de Hertogh te vergoeden uyt het geld, 't welk hy aen die van't Sticht te goed hadde. Alle after-ſtallige ende by dezen oorlogh voor Peters-dagh niet betaelde jaerrenten, zouden onbetaeld ende van nu af op den zelven voet blijven als voor heen. De Hertogh zoude aen Diephold weder behandigen alle zulke brieven, waer by die van Rhenen ſich in den voorgaenden krijgh hadden beloofd onzijdigh te draegen, ofte die van Rhenen huer van ſchuttelijken ontſlaen: gelijk ook ondughtigh zouden zijn die brieven, welke den Amersfoorderen na't inneemen van haere Stad waren afgeparſt. Soo yemant eenigh pand-recht aenquam, 't welk

duyren-

Diephold & l'hôpital & Ville d'Utrecht) ſans ſe plus mêler à l'avenir en aucune maniere de l'affaire de l'Evêque Zweer, en cette paix devoient être compris & le voulaient les bourgeois & ſujets bannis du Prince, qui ne pouvoient venir dans l'Evêché ni jouïr des fonds qu'ils y avoient que du conſentement de Diephold, & ſous bonne caution; parce qu'il leur étoit auſſi peu deffendu qu'aux autres ſujets d'aſſiſter le Duc, ſi la Gueldre venoit à rentrer en guerre avec l'Evêché. Demeurant neanmoins les Lettres de ceux de Zwol contenant leur exil en leur force. Toutes les Egliſes & gens & les biens tant Eccleſiaſtiques qu'autres, ſeituez en Gueldres, étant ſujets de Diephold & de l'Egliſe devoient demeurer en leur premiere poſſeſſion, & ſous l'obeïſſance de leurs Seigneurs, mais ſi l'Evêque ou quelque autre venoit à excommunier le Duc ou ſes ſujets, en tel cas le Duc ſuivant le Conſeil de Diephold entra avec eux en juſtice, établiſſant pour cet effet des Plenipotentiaires & gens diſcrets aux depens de l'Evêché. Leſquels dépens en cas de refus, il aura ſon recours ſur les biens que ceux de l'Evêché ont dans ſa puiſſance. La frequentation & le commerce ſera libre de part & d'autre, en payant la douane accoutumée aux lieux ordinaires. Et chacun ſera faire droit & bonne juſtice à un chacun des marchands dans le lieu de leur obeïſſance. Diephold & l'Evêque Zweer de ne point faire de treve en quelque tems que ce ſoit avec Arnauld & ſes Pais. Et s'il arrivoit que Zweer vint à ſe rendre maitre de quelque partie de l'Evêché, alors à la requiſition du Duc Diephold avec la Ville & Evêché d'Utrecht agiront n leur dépens contre ces hoſtilité; comme le Duc auſſi promet de faire de ſon côté pour repouſſer. Si quelque Seigneur ou qui que ce ſoit, à cauſe de cette reconciliation, entreprenoit quelque choſe contre le Duc, Diephold ni l'Evêché ne l'aſſiſtera en nulle maniere. Les priſonniers ſeront relâchez de part & d'autre, excepté Pierre de Gulenbourg & quelques autres de plus qui dernierement lors de la conſtruction du fort, furent pris dans Amersfort. Les biens des Gueldrois & ceux des habitant de l'Evêché dans la Gueldre demeurent comme auparavant, & ce comme biens de Gueldres & de l'Evêché. Comme auſſi les biens de perſonne ſans la ſemonce preallable du Souverain du lieu ne pourront être retenus, ni les biens de ceux de l'Evêche ſeituez en Gueldres moleſtez par quelques chargez ou impoſitions de chevaux ou autremens. Les bois qui ſont du côté du Velou & le choix du bois appartiendront au Duc qui exemptera de toute moleſte autant qu'il y en demeurera de l'Evêché. Les beſtiaux & vaches des bourgeois de Zwol qui par les ſujets du Duc furent emmenez en Gueldre ſur ſon ſauf conduit, le Duc promet d'en indemniſer de l'argent qu'il a apartenant a ceux de l'Evêché. Tous les arrerages & les rentes annuelles qui a cauſe de cette guerre n'ont pas été payées avant le jour de St. Pierre, demeurent non payez & ſur le même pied que ci devant. Le Duc remettra és mains de Diephold les Lettres en Allez, pour leſquels ceux de Rhenen avoient dans la precedente guerre promis de ſe comporter neutralement, ou en decharger ceux de Rhenen ici par écrit. Comme auſſi ſeront nulles les Lettres qui ont été extorquées a ceux d'Amersfort après la priſe de leur Ville. S'il apartient quelques gages ou hypotheques à quelqu'un, leſquels n'auroient pas été enlevez pendant la guerre, un chacun reſtera à cet egard en ſon plein droit. On fera une digne &

une

ANS de J. C. 1429.

duyrende den oorlogh niet en was aengenoomen, daer toe zoude een yegelijk ſijn volkoemen recht al noch behouden. De dijk by Elburg zoude op-ende een Sluys daer by gemaekt worden, volgens den raed en't goed-dunken van de weder-zijdſſe ge-erſden, ende die by de zelve wateringh gebreck hadden.

De Hertogh zoude geenſins gehengen, Diephold ofte yemant van de Stichtſſe ingezeeten en binnen ſijne land-grenſen van de ballingen ofte yemant anders eenigh hinder ofte mocyten aengedaen te worden. De Vorſt vergat en vergaf mede aen de Steden van Utrecht, Amersfoord ende 't gantſſe Sticht, al wat te Worichem was gepleeghd, ende begeerde dne Heer van Kulenburgh io deſe vrede begreepen te hebben, ende dat men d'eene neder-ſlagh, roovery en brand-ſtichtinge tegen d'andere zoude reekenen ende vergelijken. Maer zoo ſich yemant ſteegh en wederſpannigh tegen den Hertogh wilde aenſtellen, ende dit verdragh niet aenneemen, ende die van't Sticht hier over in ſchade raekten, dan zouden de Gelderſſe den Stichtenaers, ende de Stichtenaers den Gelderſſen na vermoegen by ſtaen, yeder op ſijne koſten. De Hertogh met de Ridderſchap beloofden, tot meerdere vaſtigheyd van de gemeyne vreede, alle ſtroperyen, blaekingen, hechteniſſen, af-zettingen, en geweld in Gelderland en het Sticht oa haer beſte maght te weeren, ofte aen Diephold daer voor in twaelf weeken vergoedinge re geeven, mids dat men daer van verkondinge zoude doen omtrent de plaets van de miſdaed; te weeten omtrent Rhenen, indien de over-laſt waer voor-gevallen in't Sticht van Utrecht; dan zoo zulx in't Over-Sticht was gebeurd, omtrent Kampen ofte Deventer. Soo de Hertogh de ſchade weygerde op te richten, moght ze Diephold op des zelfs onderzaeten verhaelen; wel-verſtaende, dat al hoewel de zegels van alle de vier Hooſd-ſteden aen deſen brief vaſt waeren, hy echter ſyn wraak moeſt zoeken op en omtrent de geweſten, waer van daen het leed ofte de ſchuld was geſprooten. Ende nademael de Hertogh, uyt den naem van alle ende een yeder die dit aengingh ende die hem in deſen krijgh hadden geholpen, deſe vrede, uyt eygen drift en raed ſijner vrienden, had in-gegaen ende de zelve vaſt en ooverbreekelijk begeerde na te koemen, gaf hy tot dien eynde over ſijn Vorſtelijk woord en trouw, leggende daer behalveo ſijne hand op het ſchriſt ende ſijn zegel daer aen hechtende. Tot bezegelinge van deſen waeren mede van des Hertoghs wegen gebeeden zyne verwanten en Raeden Willem Vry-heer van Bueren en Bueſichem, Gijsbert van Bronkhorſt Heet van Batenburg en Anholt, Willem van Leeke Heer van den Bergh en Byland, Jan Heer van Hoeklem en Millingen, Jan Schelart van Obbendorp Ridder en Hof-meeſter, Jan van Bueren Heer van Wijke, Jan Heer van Aſperen Voorſt en Keppel, Diderick van Bronkhorſt, Diderick van Lynden Heer van Hemmen, Diderick van Bylande Ridder, Jan van Goesbeek Heer te Hoemen Malden en Beek, Jan Heer van Broekhuyſen Weerdenburgh en Amerſoyen, Jan van Oſt, Jan van Apeltern, Heer Robert Maerſchalk, Willem van Vlodorp erf-wacht-meeſter van Ruermond, Renald Heer van Oyen, Jan van Apeltern Heer van Perlingen, Jan van Roſſum Heer van Leenbergen, Herbert van Oy Heer van Balgoy, Arent Heer van Blitterſwijk, Jan van Bueren Heer van Amſe, Jan van Oy Heer van Ubbergen, Gijsbert van Tuyl, Diderick van Vlodorp, Reynold en Jan Zeller, Gijsbert van Mekeren, Peter Steenbergen van Nyenbeek, Evert van Wilp, ende Willem van Rijſwijk Kamerlingh; behalven de Burgemeeſters, Schepens, en Raeden van Nymegen, Ruermond, Zutveen ende Arnhem. Gedaen op den 18. van de Hoymacod.

une écluſe prés d'Elburg ſuivant l'avis de l'une & l'autre partie & dont leſdites eaux auroient beſoin.

ANS de J. C. 1429.

Le Duc ne permettra en nulle maniere que Diephold ou aucun des habitans de l'Evêché ſoit moleſté par banniſſement ou autre peine ou empêchement. La Prince oublie & pardonne aux Villes d'Utrecht, Amersfort & de tout l'Evêché tout ce qui a été commis a Verchem, & ſouhaite que le Seigneur de Culenbourg ſoit compris dans cette paix & que l'on faſſe une compenſation de toutes les guerres, pillages & incendies qui ont été faits de part & d'autre. Mais ſi quelqu'un vouloit ſe montrer rebelle contre ledit Duc & ne point adherer a ce traité & que ceux de l'Evêché en ſouffriſſent du dommage, les Gueldrois ſoutiendront ceux de l'Evêché & ceux de l'Evêché les Gueldrois chacun à ſes frais. Le Duc & les Nobles promettent pour plus grande aſſeurance de la paix commune d'empêcher de leur mieux dans la Gueldre & dans l'Evêché toutes ſortes de brigandages, incendies, empriſonnemens, depoſitions & violences, ou d'en indemniſer Diephold dans douze ſemaines, pourvû qu'on donne connoiſſance du lieu où l'action aura été commiſe, aſçavoir ſur Rhenen ſi le dommage a été commis dans l'Evêché d'Utrecht; mais ſi telle choſe a été commiſe de l'autre côté de l'Evêché, ſur Campen ou Deventer. Si le Duc refuſe le dedommagement, Diephold pourra le recuperer ſur ſes ſujets; bien entendu qu'encore que les ſeaux de toutes les quatre Villes Capitales ſeroient attachez a ces preſentes, il tâchera de s'en dedommager ſur le pays qui aura cauſé le dommage, & comme le Duc, au nom de tous ceux que ces preſentes regardent, & qui l'avoient aſſiſté en cette guerre, a fait cette paix par la perſuaſion & avis de ſes parens, & qu'il déſire de l'obſerver fermement & inviolablement, il en donne ſa foy & parole de Prince, en appoſant ſes mains & ſon ſecau à ces preſentes. Pour confirmation deſquelles de la part du Duc y étoient priez ſes parens & Conſeillers Guillaume Baron de Bueren & Bueſichem, Gysbert de Bronkhorſt Seigneur de Batenburg & Aaholt, Guillaume de Leeke Seigneur de Bergh & Byland, Jean Seigneur de Hoecklem & Millingen, Jean Schelaert d'Obbendorp Chevalier, & Jean de Bueren Seigneur de Wijke, Jean Seigneur d'Aſperen Voorſt en Keppel, Diderick de Bronckhorſt, Diderick de Lynden Seigneur de Hemmen, Diderick de Bylande Chevalier, Jean de Groetbeek Seigneur de Hoemen Malden & Beek, Jean Seigneur de Broekhuyſen Weerdenburgh & Amerſoyen, Jean d'Oſt, Jean d'Apeltern, le Seigneur Robert Maréchal, Guillaume de Vlodorp Wacht-meeſter hereditaire de Ruremonde, Renaud Seigneur d'Oyen, Jean d'Apeltern Seigneur de Perſingen, Jean de Roſſum Seigneur de Leenbergen, Herbert d'Oy Seigneur de Balgoy, Arent Seigneur de Bliterſwyck, Jean de Buren Seigneur d'Amſe, Jean d'Oy Seigneur d'Ubbergen, Gysbert de Tuyl, Diderick de Vlodorp, Renault & Jean Zellet, Gysbert de Mekeren, Pierre Steenbergen de Nyenbeek, Everts de Wilp, & Guillaume de Ryſwick Chambellan, entre les Burguemaitres, Eſchevins, & Conſeiller de Nimegue, Ruremonde, Zutphen & Arnhem. Fait le vingt huitiéme de Juillet.

ANS de J. C. 1438.

DCXXV.

(a) *Pragmatique Sanction établie par Ordre de* CHARLES VII. *Roi de France, pour s'opposer aux entreprises de la Cour de* ROME. *Le 5. de Juillet*, 1438. Goldast. Tom. I. pag. 401.

(a) N'ayant pas trouvé la Pragmatique entière, on a cru qu'il falloit donner en mettre cèt Abrégé. Goldast dit qu'il l'a tiré de Robert Gaguin, Général de l'Ordre des Trinitaires, dans son Histoire de France. Liv. X.

Capit. I. ROmanus Pontifex quoque decennio generalem Synodum loco, quem voluerit, posthac congregato. Si negligens erit, potestas esto Patribus id designandi.

2. Convocati Concilii locum, nisi necessum erit, Pontifex non mutato.

Capit. II Basiliensis concionis autoritas, & ipsius constantis Decretorum perpetua esto. quæ nemo unquam, nec ipse Romanus Pontifex, tollere, infirmare, aut transferre præsumito.

Capit. III. Romanus Pontifex majores Ecclesias, Metropoles scilicet atque Episcopales Collegiatasque, aut eas, quibus Abbates præficiuntur, & Ecclesiasticas dignitates, quæ per electionem sibi deligere Rectorem consueverunt, nemini reservato: præter eas, quæ jure scripto vel Romani Principatus causa sibi permittuntur.

2. Huic decreto non contravenito. si intercedet causa præterlegem faciendi, id Apostolicis rescriptis exprimito.

3. Idque, dum ad Pontificatum quippiam assumetur, so servaturum jurato.

Capit IV. Ecclesiâ pastore destitutâ, ii, penes quos est eligendi potestas, die & loco definito conveniunto: peccatorum suorum confessionem agunto, & Eucharistiam sumunto. Mox considentes, præmisso jurejurando, non negligenter, non dolosè, non timidè, eum, qui gerendæ dignitati sit idoneus, eligunto.

2. Principibus fas non esto pro quopiam commendando molestis precibus, aut violenta comminatione, premere aut cogere electores.

Capit. V. Electionis formam, & electi meritum, confirmatores Prælati requirunto.

2. Scribæ, Notarii, moderatum salarium accipiunto.

Capit. VI. Romanus Pontifex, quem sanctitatis normam præ se ferre oportet, huic sanctioni nequaquam derogato. Si contemnet, & inde scandalum exurgat, ad subsequens universale Concilium deferatur.

Capit. VII. Electiones tametsi pro canonum autoritate legitimæ esse videbuntur, si inde aut Ecclesia aut patria vel Respublica turbari formidabitur, cum hujusmodi electio ad Romanum Pontificem fortè referetur, & ea diligenter examinata nulla dici merebitur, alteram electionem ius, quorum refert, indicito.

2. Electum verò confirmari aut benedici ab alio, quàm ab eo, qui sine medio Electo superior est, fas non esto.

3. Si in Pontificis Curia præsens electus erit, à Pontifice benedictionem, si volet, recipito: juramentum postrè suo superiori præstato. Secus qui faciet, centum aureorum mulcta eum castigato.

Capit. VIII. Universali Synodo, ejusque definitionibus & decretis, omnis Catholicus, etiam Romanus Pontifex, eatenus obedito, quatenus fides & scismatum explodenda seditio postulat.

Capit. IX. Quæ Synodus Sancto Spiritu autore vocata confedit, eam, sicuti Constantiensis Concionis Patres definiere, à Christo Deo autoritatem protinus obtinere credito.

Capit. X. Ecclesiis Dei eos Sacerdotes & pastores præficito, qui doctrina sint & vitâ illustres, ut credi-

ANS de J. C. 1438.

tum sibi populum sollicitè instituant, & Deo obedientem gratumque reddant.

Capit. XI. Expectativis præterea gratiis, unde plurima oriri mala constat, locum esse non finito.

Capit. XII. Beneficia, vivo eorum Rectore, nemini reservato. Cum autem administratore vacabunt, eorum, quibus conferre oportebit, mores & merita, graduatine sint an secus, cognoscito.

Capit. XIII. Decretum de Theologo, per quasque Metropoles præbendando, ad Episcopales quoque Ecclesias extendito, ut inillis præbenda Theologo conferatur, qui in aliqua generali Academia decennem literis operam navavit.

2. Beneficio donatus verbum Dei prædicato: & per quasque hebdomadas (semel atque iterum sacras literas audire volentibus explanato. Negligenti quotidiana Ecclesiæ stipendia substraito.

Capit. XIV. Porrò de iis, qui gradu alicujus disciplinæ provecti sunt, hunc ordinem servato.

2. Primum post hanc sanctionem vacuum possessore beneficium Doctori vel Licentiato vel Baccalario conferto.

3. Duo deinceps, quæ Rectore carebunt, benè merentibus Clericis concedito.

4. Quod his duobus successivum erit, illud Graduatus obtineto.

5. Igitur Scholastici gradu insignes sua nomina beneficiorum collatoribus, dum Quadragesima agitur, scripta quotannis tradunto.

6. Beneficiorum præter hoc decretum collatio facta, inanis esto.

Capit. XV. Elocis, quæ ab Urbe quatuor dierum itinere distant, in jus vocandi Romam, nisi in majoribus causis, fas non esto.

Capit. XVI. Qui damno aut injuria gravabitur, eum, qui proximus est superior, appellato, si tale est damnum, quod per ejus sententiam restitui possit. Alioquin si ad Romanam Ecclesiam judex per exceptionem pertinebit, causam desinendam ad eum, qui ejusdem regionis est, judicem (si metus abest) Pontifex committito.

Capit. XVII. A gravamine, aut interlocutione judicis secundò non provocato. Eum, qui frustra atque inaniter ante latam sententiam appellat, quindecim florenis, præter cæteras litis impensas, mulctato.

Capit. XVIII. Triennem alicujus beneficii & quietum possessorem non turbato, nisi hostilitate, metu, vel gravi impedimento tardatus eris, ne per triennium impetere potueris possidentem.

Capit. XIX. Cardinales viginti quatuor tantùm, divina & humana scientiâ eruditos, annorum triginta, boni nominis & generis legitimi, qui Republicæ Christianæ consulere possint, Pontifex de suorum fratrum consilio præficito.

Capit. XX. De dignitatibus & beneficiis Ecclesiasticis quibusvis, collatis aut conferendis, nihil prorsus, scilicet neque annatam, neque fructuum primitias, neque (ut vulgò dicitur) deportum Pontifex exigito.

2. Notariis & Scribis mercedem, qui beneficium recipit, solvito.

3. Hujus decreti prævaricatori pœnam symoniacis debitam infligito.

4. Nihil præterea juris aut tituli in beneficiis contra hanc prohibitionem impetratis sibi acquisitum intelligat.

Capit. XXI. Clerici, qui Ecclesiarum & divini cultus obsequiis deputantur, rem omnem divinam & Dei laudes sanctè, distinctè & graviter celebranto.

2. Ad Jesu nomen caput reverenter demittunto.

3. Decanos & reliquos per Ecclesias Præfectos hujus statuti prævaricatores castigato.

Capit. XXII. Consuetudinem, qua inductum est, eum, quin aliqua horarum choro affuerit, omnium distri-

ANS de J. C. 1438.

diſtributionum participem eſſe, tollito: idque ad Decanos & Præpoſitos, qui ſuarum prætextu dignitatum rei divinæ non aſſunt, extendito.

Capit. XXIII. Quos noveris, dum res divina agitur, per Eccleſiam, aut juxta illam deambulare, aut confabulari, totius diei, quo hoc fecerit, diſtributionibus privato.

2. Iterum verò in hoc ipſo delinquentes, unius menſis ſtipendiis mulctato.

Capit. XXIV. Tabulam, ubi deſignentur ii, qui definitis hebdomadibus officia exequi debebunt, in choro appendito. Negligenti totius diei ſtipem denegato.

Capit. XXV. Fidei Symbolum non truncato, ſed ad verbum abſolutè decantato.

Capit. XXVI. Camœnas vulgi in Eccleſia canere Laicos prohibeto.

Capit. XXVII. Rem divinam, quam Miſſam appellamus, ſine miniſtro nunquam celebrato. Dum eam facis, vocem exaltato, quæ à circumſtantibus exaudiri poſſit. Secus agentem corripito.

Capit. XXVIII. Canonicos, qui ſe creditoribus obnoxios ita conſtituunt, ut ſi ſtatuto die debito ſe non abſolverint, interdicto rei divinæ cohibeantur, à ſtipendiis Eccleſiæ toto trimeſtri abſtinento: nec quicquam inde, quamdiu divinis abſtinebunt, percipiunto.

Capit. XXIX. Solennibus diebus, dum major Miſſa fieri debet, Capitulum non cogito; per integram alioquin hebdomadam tranſgreſſores quotidiana ſtipe privato.

Capit. XXX. Spectacula, ludos, comeſſationes, choreas, nundinationes, ludibria, & larvatas perſonas incedere, ab Eccleſia & ſacris locis arceto. Contemptorum Clerum trimeſtri proventu abſtinere jubeto: reliquos cenſura Eccleſiaſtica cohibeto.

Capit. XXXI. Clerico cujuſvis ſtatus, concubinam foventi, à ſecunda hujus ſanctionis promulgatione non reſipiſcenti, beneficiorum ſuorum perceptione menſes tres interdicito, & eos fructus in Eccleſiarum, unde percipiuntur, utilitatem impendito.

2. Hanc autem conſtitutionem in Synodis & Capitulis promulgari quotannis imperato.

3. Nec minùs Laicos admoneto, nullam, præter legitimam uxorem, turpi copula contingere.

Capit. XXXII. Excommunicatos ante latam ſententiam & reverà denunciatam nou vitato, niſi tam notoria excommunicatio erit, quæ non valeat ignorari.

Capit. XXXIII. Nulli omninò genti, Communitati vel loco ſacris interdicito, niſi per ſemet, aut per privatos, aut Officiales, id eſt, per ſuos Magiſtratus, culpam admiſit. Iniquum ſiquidem eſt, ob unius cujuſque privati hominis delictum ferire inſontes.

Capit. XXXIV. Nullius literis, quibus quempiam beneficio aut ſuo jure ſe abdicaſſe narratur, niſi teſtibus aut fideli documento id factum eſſe conſtet, credito.

Hæc Legum Capitula Patres Concilii apud Baſileam legitimè congregati, communi omnium ſententiâ ritè digeſta, ſanxerunt; eademque ab ALBERTO II. Imperatore Romanorum, Electoribus Imperii, & CAROLO VII. Rege Francorum admitti, miſſis ejus rei cauſa Oratoribus in Hungariam, Moguntiam, & Galliam, petierunt. Et Imperator quidem atque Electores ea in Comitiis Moguntiæ celebratis ſub præſtito inter ſe juramento acceptare & conſervare promiſerunt. CAROLUS etiam Rex Francorum, indicto apud Bituriges Concilio Pragmaticam, quam vocant, Sanctionem tulit: eamque in Parlamenti Senatu promulgari mandavit, Anno Domini M. CCCC. XXXVIII. Nonis Julii.

DCXXVI.

ANS de J. C. 1444. FRANCE ET GENNES.

Lettres d'abolition generale octroiées par CHARLES VII. *Roi de France à ceux de* GENNES, *ſe remettans ſous ſon obéiſſance. Données à Tours en Juillet* 1444. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 461.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, ac Januæ Dominus, univerſis & ſingulis præſentis indulti ſeriem inſpecturis, tam præſentibus, quàm futuris, ſalutem. Etſi regnantes cunctis adornari virtutibus deceat, maximè quidem in Principibus commendabilis eſt benignitatis clementia, quæ dum creatoris exemplo abolet crimina, & humaniter agit cum ſubditis, gloriam ſibi vindicat, & illos ad dilectionem & indiſſolubilem fidei nexum & firmioris amoris inducat. Sanè quoque dudum vivente quondam bonæ memoriæ metuendiſſimo Domino & genitore noſtro Carolo, eadem gratia Francorum Rege, cujus anima quiete fruatur æterna, tuncque ejus vice, ac nomine in civitate noſtra Januæ, ſuiſque orientis & occidentis ripariis, aliis quoque pertinentiis, quondam Bocicaldo *, milite, Franciæ Mareſcallo, rectore & gubernatore conſtituto, civitas ipſa & habitantes in eadem, ripariis & pertinentiis ſuis, quorumdam civium erroribus & ſiniſtris impulſi perſuaſionibus, operante nequitiarum autore, à ſolita fidelitatis obedientia, & legitimo domus noſtræ Dominio, non citra honoris jacturam, & præſtitæ fidelitatis læſionem, duxerunt, & quibuſdam igneranti nebulis immerſi longis temporum curriculis indebita multorum juga ſubierunt; tunc tamen, ut diverſorum fidelium & benevolorum noſtrorum litteræ atteſtantur, ſpretis tirannorum inibi dominari conantium oppreſſionibus immenſis, commiſſorum & patratorum contra inclitam noſtram Franciæ domum memores & pœnitentes, & erroribus ſuis famæ decus denigrantibus cognitis, tandem reſipientes, ſolitum Dominium & antiquam complecti fidelitatem jocundè didicimus, communium exceſſuum, delictorum, & aliorum quorumcumque & adversùs dictum metuendiſſimum Dominum & genitorem noſtrum, noſque ſucceſſivè patratorum, generali remiſſione à nobis ſuppliciter per eos implorata. Nos autem conſiderantes, quòd nil tam peculiare, quàm humanitas & clementia cenſetur in Principibus, quibus divina & humana pariter jura coluntur, cum eiſdem Januenſibus liberalitatis noſtræ gratiam exercere cupientes, juſtis de cauſis animum noſtrum inclinantes, harum ſerie de certa noſtra ſcientia, gratia ſpeciali, motuque proprio, habita equidem Conſilii nobis aſſiſtentis deliberatione matura, univerſis & ſingulis Januenſibus in dicta civitate noſtra Januæ, ripariſque & pertinentiis ſuis habitantibus & incolis utruſque ſexus, omnem & quamcumque culpam, pœnam, & offenſam realem & perſonalem, in quas præfati Januenſes, occaſione novitatis per eos factæ contra paternam fidelitatem, expulſionisque gubernatoris, rectorum & officiatorum, aliarumque perſonarum inibi ad paterna ſervitia tunc militantium, inſuper criminum, delictorum, exceſſuum, rapinarum, furtorum, violentiæ, raptus, & aliorum maleficiorum, & foreſactorum, quovis vocabulo expeimantur, per eos & unumquemque ipſorum in genere & in ſpecie patratorum & commiſſorum, etiam ſi crimen foret rebellionis & læſæ majeſtatis, in quocumque capite vel gradu, illiuſque pœnas declaratas & non declaratas, in quantum curia noſtra tangitur, vel tangi poteſt, remittimus & indulgemus, perpetuò & gratioſè relaxamus, omnemque ſibi in genere & ſpecie irrogatam infamiæ maculam & rebellionis notam

* Le Maréchal de Boucicaut, Gouverneur de Gennes ſous Charles VI.

ANS de J. C. 1444. tam ab eis & unn quoque ipſorum abſtergimus, & abolemus ipſos & ipſorum unumquemque in genere & ſpecie per beneficium reſtitutionis ad honores, famam, & bona feudalia, & alia quæcumque in integrum reſtituentes. Ita quidem quòd occaſione præmiſſorum damnorum, exceſſuum, aut rebellionis criminum, & aliorum ſupra expreſſorum, ſingulorumque, eorumdem præfati Januenſes, & eorum aliquis vel aliqui in genere & in ſpecie ex officio curiæ, & alias, modo quocumque ad judicium vocari, citari, trahi, ſeu contra eos quovis prætextu inquiri, ſumptibuſque molestari, condemnari, & alias impeti non poſſint, ſeu turbari, officiariis noſtris inibi ſavente altiſſimo deinceps inſtituendis, & ſignanter fiſci noſtri procuratoribus, perpetuum ſilentium imponentes. Quocirca rectoribus & gubernatoribus, aliiſque officiariis noſtris in dicta civitate noſtra Januæ, ſuiſque riparis & pertinentiis ubique ſitis, per nos annuente Chriſti gratia conſtitutis, cuilibetque prout ad unumquemque ſpectare poterit, & ipſorum locatenenti, damus harum ſerie expreſſius in mandatis, quatenus præſentis noſtræ remiſſionis & abolitionis forma, per eos, & unumquemque noſtrorum diligenter attenta, illam præfatis Januenſibus, ad noſtram fidelitatis obedientiam redeuntibus, ubique habitantibus obſervent, & ab aliis faciant tenaciter & inviolabiliter obſervari, nihil contra ipſos in genere & in ſpecie, prætextu quorumcumque criminum quantumvis atrocium, ut ſupra, commiſſorum temporibus retroactis uſque in diem invocationis nominis noſtri, & erectionis vexillorum noſtrorum in civitate prælibata committendorum, attentare, vel attentari facere præſumant, quantum gratiam noſtram caram ſibi cupiunt conſervare, & indignationem non ſubire. Nos etenim quicquid adverſus præſentium tenorem fieri vel attentari contigerit in genere vel in ſpecie, ex nunc pro tunc, & contra, irritum, nullum, invalidum & inane decernimus, & expreſsè declaramus, legibus conſtitutionibus, ſtatutis, ordinationibus, editis & aliis in contrarium forte facientibus; quibus de plenitudine Dominicæ poteſtatis, quantum in aliquo contradicerent derogandum duximus, in hac parte nullatenus obſtituris; has noſtras patentes litteras pendente ſigillo ac manus propriæ ſubſcriptione munitas, in quibus omnes clauſulas ad earum validationem neceſſarias ſubintelligimus; defectus verò, ſi qui ſint, pro ſuppletis haberi volumus præfatis Januenſibus in præmiſſorum teſtimonium concedentes. Datum in Civitate noſtra Turonenſi, in menſe Julii, & anno Domini 1444. & regni 21. ſignatum, CAROLUS, & ſuper plicam, per Regem in magno ſuo Conſilio, DE LA LOERE.

Extrait ſur l'Original des Lettres patentes du Roi Charles VII. Signées, *Carolus*, & ſur le repli, *per Regem, in magno ſuo Conſilio*, de la Loere, duement ſcellées ſur lacs de ſoye verte & rouge au grand ſcel en cire verte, collationné par moi Pierre Aſtier, notaire Royal, & greffier des collations en la Ville d'Aix, m'ayant été exhibées & retirées par Maitre Bernard dudit Aix. Ainſi ſigné. Aſtier, notaire greffier.

Nous Joſeph Bonfils, Sieur de Bouc, Conſeiller du Roi, Lieutenant Criminel, & Juge Royal de la Ville d'Aix, atteſtons à tous qu'il apartiendra, que Maître Aſtier, qui a ſigné le préſent extrait eſt Notaire Royal & greffier des collations en ladite Ville d'Aix aux écritures & ſignatures, auquel foi eſt ajoutée, tant en jugement, que déhors: & pour être la vérité telle, nous ſommes ſouſſignez avec notre Greffier, & fait appoſer le ſcel royal audit Aix, le vintquatriéme Décembre, 1625. Amſi ſigné, *Bonfils & Grue.*

DCXXVII.

ANS de J. C. 1450.

Conceſſion de l'Iſle du Château Rouge voiſine de l'Iſle de Rhode, faite par le Pape NICOLAS V. *à* ALFONSE *Roi d'Arragon & de Sicile. A Aſſiſe, le 6. Octobre*, 1450. G. G. Libnitz. Codicis Diplomatici. pag. 402.

LE PAPE ET ARRAGON.

NICOLAUS V. &c. Inter innumeras & multiplices curas, quibus continuò pro rerum & negotiorum varietate premimur, illam libenter amplectimur, per quam noſtræ proviſionis auxilio & ſuffragiis Chriſtianum nomen & fides orthodoxa noſtris præcipuè temporibus defendatur, creſcat, & augmentum ſuſcipiat ac pro hujuſmodi defenſione militantes, honorem gloriam & commoda conſequantur.

2. Cum itaque nuper fide dignorum relatione perceperimus juxta Inſulam Rhodi eſſe aliam parvam inſulam, incolis & habitatoribus penitus viduatam, in quaquoddam oppidum, quondam Caſtrum rubeum nuncupatum, ad hoſpitale S. Joannis Jeroſolymitam pertinens, cujus ædificia, turres & ſtructuræ per Teucros & Saracenos, aliosque Chriſtiani nominis hoſtes diruta & ſolo æquata ſunt, nec ſpem ullam eſſe, quod hoſpitale illorum reparationi intendere poſſit, mò periculum maximum imminere, ne Teucri & Saraceni, qui totam illam oram maritimam ſingulis annis, modo claſſe modo copiis pedeſtribus, haſtiliter diſcurrunt, dictam inſulam occupent, & caſtrum ipſum reædificent, quod propter loci & ſitus opportunitatem, maxima damna circumvicinis locis Chriſtianorum, & maximè Rhodiis inferre poſſet; è contra verò, ſi dictum caſtrum per aliquem potentiſſimum Principem Chriſtianum reædificaretur & muniretur, magna exinde præſidia Chriſtianis adverſus perfidos crucis Chriſti inimicos parari poſſent: nam cum eadem inſula portum in mari habeat, claſſis Chriſtianorum tuto ſe ibi recipere poſſet, & inſula ipſa populo & habitatoribus fœcundaretur.

3. Eam ob rem nos potentiam, exiſtimationem, & devotionem chariſſimi in Chriſto filii noſtri ALFONSI Aragonum Regis illuſtris, conſiderantes, ac attendentes, pium ejus propoſitum, & deſiderium, ne dum ad Inſulam Rhodi & regnum Cypri, verum ad alias circumvicinas regiones Chriſtianas conſervandas, & à miſerrima oppreſſione ac crudeliſſima vexatione infidelium liberandas qui pro inſenſiſſimo odio, & neſandiſſima cupiditate, qua flagrant ad nomen Chriſtianum exterminandum, ſingulis annis, ut audivimus, multa millia Chriſtianorum capiunt, & (quod cum lacrymis, & ingenti animo dolore referimus) miſeras eorum animas demonis fraudulenter proſtituere conantur; cupientes quantum cum Deo poſſumus hanc barbarorum rabiem in Chriſtianos comprunere, ac animadvertentes, quod Rex Arragonum, potentiſſimam claſſem paret; & omnes vires ſuas exercere velle ſe obtulit, ad infringendam Teucrorum & Saracenorum ſuperbiam, modo Dominium ipſius Inſulæ & caſtri ei concederemus, prædictis omnibus matura deliberatione penſatis, eidem Regi concedimus, ut dictum caſtrum reædificare, & Inſulam hominibus & habitatoribus fœcundare, ipſumque caſtrum & Inſulam tanquam Dominus liberè & licitè poſſidere poſſit quamdiu ſuæ Celſitudini videbitur & placebit, non obſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, ac ſtatutis, ſtabilimentis, conſuetudinibus, uſibus ac naturis dicti hoſpitalis, quibus omnibus, etiamſi de illis, ac eorum totis tenoribus ſpecialis & expreſſa mentio habenda foret, hac vice duntaxat ſpecialiter derogamus. Nulli ergo &c. Dat. Aſſiſii anno &c.

M. CCCC. L.

ANS de J. C. 1483.

M. CCCC. L. pridie Non. Octobris, Pontificatus noſtri anno IV.

DCXXVIII.

La France et les Villes Anſeatiques.

Privilège accordé par LOUIS XI. *Roi de France aux Villes* ANSEATIQUES. *A Amboiſe au mois de Septembre* 1483. *& enregiſtré au Parlement le* 3 *Décembre de la même année.* Frederic Leonard. Tom. III. pag. 556.

UNiverſis præſentes Literas inſpecturis, Jacobus de Stota villa Miles Dominus de Beyne, Baro Durx, & de Sancto Andrea in Marchia, Domini noſtri Regis Conſiliarius & Cambellanus, ac Cuſtos præpoſituræ Parienſis, Salutem. Notum facimus, quod anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo quarto, die Veneris viceſima quarta menſis Decembris, vidimus & de verbo ad verbum legimus quaſdam Literas Domini noſtri Regis in forma cartæ ejus ſigillo magno, ſub filiſericis & cerâ viridi ſigillatas, ſanas & integras, tenorem, qui ſequitur continentes.

Carolus, Dei gratia Francorum Rex, quoniam graviſſimis virorum Illuſtrium ſententiis nullam rem pro Regni noſtri tuitione, magis neceſſariam, quam pacem & concordiam cum finitimis fovere compertum habemus, ea profecto quæ à majoribus noſtris, pro acquirenda exteris cum nationibus pace & amicitia actitata fuere, arcto ratificationis vinculo roborare cenſuimus. Quippe cum pace & concordia res minimas ſemper indies augeri, diſcordia verò dilabi, eadem etiam quæ ſola quietem peperit homines feliciter vivere manifeſtum ſit. Notum igitur facimus univerſis, præſentibus & futuris, quod cum nuper chariſſimus quondam genitor noſter, (anima cujus cum Chriſto ſemper quieſcat,) pacem & concordiam perpetuis temporibus duraturam pro ſe ſuiſque ſucceſſoribus, Francorum Regibus ac Regno, Dominiis & ſubditis noſtris modernis atque poſteris, cum Proconſulibus, Conſulibus, Mercatoribus & Incolis totius Hanſæ Teutonicæ iniverit, ſuis patentibus literis, tenoris ſubſequentis.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, Priſcos illos ſumma ſapientiâ & integritate Principes, potiſſimum Sereniſſimos Progenitores noſtros, Francorum Reges Chriſtianiſſimos, etſi in multis maximiſque rebus, quæ pro Reipublicæ Regnrum ſuorum & Dominiorum utilitate atque incremento opportuna fore conſpiciebant, ſolicitos ſemper fuiſſe cognovimus, circa tamen ea quæ ad componendas bellorum inimicitias inter ſibi finitimas exteras nationes, quovis quæſito colore exortas, præcipua cura exactaque diligentia ſemper incubuiſſe conſtat, quo tandem duo ejuſdem Reipublicæ fundamenta, Pax ſcilicet & concordia ſubſequerentur. Ea videlicet, quæ nihil ſimultatis haberet, aut ſeditionis admixtum, ſed ſimplex eſſet & immaculata. Quaque foverentur omnia vitæ neceſſaria Chriſtiani ût arbitramur præcepti memores. Nam Salvator noſter qui de ſupremo cælorum ſolio ad ima deſcendere non abnuit; quo illius originalis delicti & perpetuæ culpæ reum inexpiabili facinore liberaret, ſuis diſcipulis, Sacratiſſima Evangelicæ lectionis, teſtante hiſtoria, ut in quamcunque domum introirent, huic pacem dicerent, præcipiendum curavit. Peractoque tam præclari myſterii curſu aſcenſurus ad Patrem, nullum eiſdem majoris gratiæ donum, quam pacem, cenſuit relinquendum. Notum igitur facimus univerſis præſentibus & futuris, quod cum ſuperioribus annis nonnullæ inter nos, regnumque, Dominia, & ſubditos noſtros, ex unâ, & magnificos viros, amicoſque noſtros præchariſſimos, Proconſules, Conſules, Mercatores & Incolas Civitatum de Hanſa Teutonica, partibus ex alterâ, bellorum induciæ ſeu treugæ pactæ & initæ fuerint ut tandem pax firma & perpetua ſequeretur, ipſique Proconſules, Conſules, necnon Aldremandi & Seniores eorum jurati in communi Mercatorum oppido Brugenſi in Flandria reſidentes, ad nos ea de cauſa his diebus Oratores, viros quidem ſpectatiſſimos, & ſibi, ut ad nos ſcripſerunt, fideliſſimos, videlicet Magiſtros Antonium de Louſ, in Jure Civili Licentiatum, & Guerardum Bruins, in Jure Canonico Baccalaureum, tranſmittendos curaverint. Quibus auditis omnibuis ſuis, quæ ad communem Reipublicæ utilitatem conducere videbantur, habitaque deſuper deliberatione plurimorum regni noſtri Magnatum nobis ſanguinis vinculo & affinitate conjunctorum, aliorumque Procerum magni noſtri Conſilii ſumma virtute præditorum, cum eiſdem Proconſulibus, Conſulibus, Aldremandis, Mercatoribus, & incolis prædictarum Civitatum & Communitatum, imprimis Hanſæ Teutonicæ pro nobis, chariſſimoque filio noſtro, Delphino Vienenſi, aliiſque ſucceſſoribus noſtris Francorum Regibus, Regno, Dominiis, ſubditiſque noſtris, præſentibus & futuris, ut tandem Reſpublica hinc inde, quæ omnibus longè catior eſſe debet, quam privata, non modo ſuſtentetur, verum etiam felicibus ſemper incrementis augeatur, pacem, amicitiam, benevolentiam & concordiam firmam, ſtabilem, perpetuiſque temporibus duraturam, certa ſcientia fecimus, inivimus & concluſimus, facimuſque, inimus & concludimus, per præſentes, ac deinde Regiæ poteſtatis plenitudine, ſpecialique gratia omnia & ſingula privilegia eiſdem Proconſulibus, Conſulibus, Aldremandis, Mercatoribus & Incolis per nos, Predeceſſoreſque noſtros ſub quocumque verborum tenore conceſſa, ac ſi de verbo ad verbum præſentibus forent inſerta, laudamus, ratificamus & confirmamus, ac de novo in quantum opus eſt, concedimus, volentes etiam & concedentes, ut ipſi omnium & ſingulorum bonorum, navigiorum, aliarumque rerum, eiſdem hactenus per ſubditos noſtros occaſione diſſenſionum præteritarum, vel aliàs quovis modo, vi, & ultra eorum velle, & noviſſimis durantibus trugis, ablatarum reſtitutionem coram nobis & quibuſcunque judicibus liberè & licitè poſſint tam conjunctim quam diviſim proſequi, quibus judicibus, aut eorum locatenentibus, præſentibus & futuris, diſtrictius præcipimus, ut eiſdem Proconſulibus, Conſulibus, Aldremandis, Mercatoribus, & Incolis de rebus, bonis & Mercantiis, ab eiſdem injuſtè & indebitè, prædicta treuga durante, ablatis, reſtitutionem plenam & integram facere, & partibus auditis celeris juſtitiæ complementum miniſtrare curent.

Concedentes inſuper pro nobis & Succeſſoribus noſtris, Francorum Regibus eiſdem Proconſulibus, Conſulibus, Aldremandis, Mercatoribus & Incolis prædictis, & quicumque eorum, qui in Regno & Dominiis noſtris prædictis moram ſeu incolatum facere velint, ut ipſi pro ſe ſuiſque omnibus Mercantiis, aliiſque navigiis, naucleris, boniſque ſuis quibuſcunque & in quocunque ipſius regni & Dominiorum noſtrorum loco eſſe contigerit, ab omni impoſitione, gabella, alteriuſque tributi & onere Franci, quieti, & penitus immunes perpetuo exiſtant, quemadmodum ſubditi noſtri hactenus fuerunt, ſunt & erunt in futurum, quodque ipſi ad cauſam mercanciarum ſuarum quæ ponderari oportebit, majus, quam ſubditi noſtri ſolvere ſoliti ſunt, emolumentum nequaquam ſolvere deinceps teneantur. Ulterius quod dicti Proconſules, Conſules, Aldremandi, Mercatores & Incolæ, eorumque Naucleri qui ut dictum eſt, in Regno & Dominiis noſtris prædictis moram trahent, de ſuis bonis mobilibus & immobilibus, ibidem acquiſitis & acquirendis, ac donatione inter vi-

ANS de J. C. 1483.

vos, teſtamentariave, aut alias quomodocunque eiſdem libuerit diſponere poſſint, eorumque hæredes prædicta bona apprehendere, eiſdemque uti, gaudere atque potiri, perinde atque ſi naturales ſubditi, ac ex noſtro Regno oriundi eſſent. Deinceps ſi caſu aliquo, quod tamen Deus avertat, pax hujuſmodi quovis diſſeoſionis aut controverſiæ prætextu infringeretur, ita ut aliquod genus belli inter nos, Succeſſoreſque noſtros, Francorum Reges, Regnum, Dominia & ſubditos noſtros, & prædictos Proconſules, Conſules, Aldremandos, Mercatores & Incolas oriretur, volumus & concedimus, ut ipſi, & eorum ſinguli, infra annum poſt ejuſdem belli ſeu diſſenſionem ioitum, omnes & ſingulas mercantias, navigia, naucleros, aliaque bona ſua quæcunque in Regno & Dominiis noſtris exiſtentia aſportare, & ad Civitates & loca devehi facere; pecunias aliaſque res per ſubditos noſtros ſibi debitas exigere, & id faciendo totiens quotiens oportunum eis fuerit, eodem anno durante ire, redire, morari, & deinde ad propria reverti tutè, liberè & quietè poſſint & valeant, abſque eo quod ullum in corporibus, navigiis, naucleris, mercantiis, bonis, rebuſque ſuis prædictis aliquod damnum impedimentumve, aut alia quævis inquietatio aut moleſtia ullatenus, inferri debeat; inſuper dilectos & fideles noſtros Archiepiſcopos & Epiſcopos regni noſtri, Curatos & alios viros Eccleſiaſticos curam & regimen animarum habentes, ut dum aliquem dictæ Hanſæ in regno & Dominiis noſtris mortem obire contigerit, talium morientium cadavera in terra benedicta, ut noſtri ſubditi, veri & indubitati Catholici, decedentes ſepeliri ſolent, ſepelientur, exhortari curabimus. Inſuper ſi nobis eontingat futurum, cum quovis Rege aut Principe, aliſve exteris nationibus, bellum gerere, aut aliquas hoſtiles inimicitias, aut diſſenſiones habere, ipſi tamen Procooſules, Mercatores & Incolæ cum eorum navibus, naucleris, bonis, & mercantiis quibuſcunque penes eorundem Regum, Principum, & Nationum, Civitates, portus, loca, & diſtrictus, quibus eiſdem ſore oportunum videbitur, pro ſuis Mercantiis, aliiſque negotiis exercendis, ire, morari, & deinde redire, totiens quotiens eiſdem placuerit liberè & quietè, quoad nos & ſubditos noſtros attinet abſque eo, quod hujuſce pacis, amicitiæ, & benevolentiæ perpetuæ infractores cenſeri, nominarive aut reputari debeant, quoviſmodo, quod etiam in eo caſu omnibus ſubditis noſtris ſimili modo licebit: Præterea, ſi caſus contingeret, aliquam ſeu aliquas ex principalioribus vel aliis prædictæ Hanſæ Civitatibus & oppidis à corpore, communitate & liga ejuſdem Hanſæ deficere, ſeu Aldremandis prædictis rebelles eſſe, poſteaquàm ea de re à Proconſulibus & Mercatoribus Civitatis Lubecenſis, quæ ipſius Ligæ obtinet Principatum, necnon ab Aldremandis prædictis informati fuerimus, Mercatores, naucleros, aliosque earundem Civitatum & oppidorum ſic deficientium, hac præſenti pace & concordia aliiſque privilegiis & libertatibus per nos & prædeceſſores noſtros, Francorum Reges Chriſtianiſſimos eidem Ligæ & Communitati conceſſis, nullatenus gaudere permittemus, quouſque tamen ab eadem Civitate Lubecenſi certiores effecti fuerimus, coſdem ſic deficientes eidem Ligæ & communitati reconciliatos fuiſſe, eademque de omnibus damnis, intereſſe & gravaminibus ab eiſdem occaſione ipſius defectionis perpenſis & ſuſtentis plenè & integrè ſatisfecerint. Etſi aliqua obſcuritas aut ambiguitas ſuper articulis prædictis, aliiſque ſuperius contentis, in futurum oriretur, ipſas clarioribus & luculentioribus verbis & ſenteotiis in favorem & utilitatem prædictæ Communitatis & Hanſæ Teutonicæ ſuorumque Mercatorum & Incolarum nos interpretaturos & declaraturos ſemper pollicemur. Et demum ut hujuſmodi perpetua pax, concordia, amicitia, & benevolentia facilius & felicius obſervetur, ejuſdem conſervatores perpetuos decernimus, facimus, conſtituimus & ordinamus, videlicet Admiraldum Franeiæ, Vice-Admiraldum, Baillivum Rothomagenſem, Seneſchallos Aquitaniæ, Lugdunenſis & de Pontieu, Gubernatores Rupellæ, Arteſii & Bononiæ pro tempore exiſtentes, vel eorum locatenentes, quibus & eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit plenariam & omnimodam poteſtatem, ac ſpeciale & generale mandatum damus & concedimus, de omnibus & ſinguls litibus & controverſiis inter ſubditos noſtros prædictoſque Proconſules, Mercatores & Incolas prætactæ Hanſæ Teutonicæ in futurum movendis & oriendis cognoſcendi, decernendi, judicandi & terminandi, abſque eo quod ipſi, nec eorum aliquis coram alius Judicibus aut Officiariis noſtris conveniri, nec in cauſam trahi, in prima inſtantia quovis modo poſſint, ſive debeant; quibus quidem conſervatoribus, ſeu eorum locatenentibus mandamus & committimus, partibus ipſis auditis, ſummariè & de plano, & abſque ſtrepitu & figura judicii celeris juſticiæ complementum miniſtrare curent. Promittentes bona fide, verboque regio, quod ſolenne jusjurandum apud Reges ſemper eſſe conſuevit præditam benevolentiam, amicitiam, perpetuamque pacem & omnia & ſingula ſuperius enarrata, & per nos eoncella, inviolabiliter obſervare & obſervari facere, eademque omnia per chariſſimum filium noſtrum Delphinum Vienenſem rata grataque habere, ſuiſque patentibus literis confirmare, ita tamen, quod prædicti Proconſules, Conſules, Aldremandi, Mercatores & Incolæ de eadem pace, Amicitia & benevolentia pariter, quantum eos & totam ſuam Communitatem concernit, ſuas patentes literas in debita validaque forma, ſigillo magno Civitatis Lubecenſis roboratas, infra unum annum proximè futurum nobis tradere & realiter exhibere tenebuntur. Quocirca dilectis & fidelibus noſtris Gentibus, Conſiliariis Parlamenti noſtri Pariſieoſis, univerſiſque & ſingulis noſtris locatenentibus, Mareſchallis, Admiraldo, Vice-Admiraldo & Gubernatoribus, Seneſchallis, Baillivis, propoſitis, Capitaneiſque, & ductoribus militum, & armigerorum, ac Civitatum, oppidorum, portuum, pontium, aliorumque locorum & diſtrictuum Cuſtodibus, aliuſque judiciariis, & officiariis noſtris præſentibus & futuris, & eorum quilibet harum ſerie præcipimus & mandamus quatenus has noſtras præſentes literas in omnibus curiis, auditoriis, aliiſque ſuis locis ad hoc neceſſariis publicare ſeu publicari facere, prædictamque amicitiam, confœderationem, perpetuam pacem & concordiam ac omnia & ſingula ſuperius declarata, & per nos conceſſa inviolabiliter obſervent, & obſervari faciant; nihil penitus in contrarium agendo nec attemptando, quod ſi fortè aliqua acta & attemptata forent, ea reparare ſeu repari & ad priſtinum & debitum ſtatum reduci facere ſtudeant indilatè, compellendos adhoc, appellatione ſemota, viriliter & debitè compellendo. Infractores quoque ſi qui ſint, pœna debita & publica plectendo, & ut omnia & ſingula præinſerta perpetuæ firmitatis robur obtineant, has noſtras literas, quarum vidiſſe ſeu Tranſumpto uno vel pluribus ſi opus fuerit, ſub ſigillo Regio confectis, indubiam fidem veluti huic originali volumus adhiberi, magni noſtri ſigilli munimine fecimus roborare. Datum in Montilus propè Turones, in Menſe Auguſti, Anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo tertio, Regni verò noſtri viceſimo tertio. Viſa. Signatum, per Regem, Comite de Claromonte, & de Marchia Dommo Deſquerdes, magno Seneſchallo Normaniæ, Gubernatore Antiſſiodorenſi, Seneſchallo Rutinenſi, Magiſtris Jacobo Louet Chartarum Theſaurario, Guillelmo de Ceriſajo & aliis præſentibus, DE VILLE CHARTRE. NOS, qui Reipublicæ Felix incrementum tota animi noſtri mente ſemper optamus, præinſertas patentes literas & omnia

ANS de J. C. 1483. omnia & ſingula in eiſdem contenta ratas & gratas, ratasque & grata habentes, atqua eas & ea plurimorum noſtri Sanguinis Principum atque Comitum aliorumque Magnatum, majoris noſtri conſilii deliberatione, laudavimus, approbavimus, & confirmavimus, laudamuſque, approbamus, ratificamus ac confirmamus, ac in quantum opus eſt de novo conceſſimus & concedimus per preſentes. Quarum tenore, univerſis & ſingulis locatenentibus, Mareſchallis, Admiraldo, Vice-Admiraldo, Gubernatoribus, Baillivis, Seneſchallis, Præpoſitis, Capitaneiſque & Ductoribus armigerorum, necnon Urbium, Civitatum, Oppidorum, Pontium, Portuum, aliorumque locorum, diſtrictuum cuſtodibus, cæteriſque Juſtitiariis, Officiariis & ſubditis noſtris, præſentibus & futuris, præcipimus & mandamus, quatenus præſentem noſtram ratificationem, approbationem, confirmationem & conceſſionem in univerſis Juriſdictionum ſuarum auditoriis, aliiſque locis, quibus opportunum fuerit, inſcribant, publicent, & inviolabiliter obſervent, ſeu inſcribi, publicari & obſervari faciant, nihil penitus in contrarium agendo, aut intentando, agive vel intentari faciendo vel permittendo, ſed ſi quæ forſitan acta aut intentata forent, illa reparare ſeu reparari, & ad priſtinum & debitum ſtatum extemplò reduci facere curent. Et ut præmiſſa omnia perpetuæ firmitatis robur obtineant, noſtrum præſentibus literis fecimus apponi ſigillum. Datum Ambaſiæ Menſe Septembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo tertio, & Regni noſtri primo. Sic ſignatum per Regem, Comitibus de Claromonte, de Marchia, & de Domino Martino magno noſtro hoſpitii Franciæ, Domino de Toroy, Magiſtro Guillelmo de Ceriſay, & aliis præſentibus, DE VILLE CHARTRE. Viſa. *Et ſupraplicam eſt ſcriptum.* Lecta, publicata & regiſtrata Pariſiis in Parlamento, viceſima tertia die Decembris, anno milleſimo quadringenteſimo octuageſimo quarto. Sic ſignatum, DE CERISSAY. *Et in dorſo.*

Lecta, publicata in Scacario Ducatus Normaniæ tento Rothomagi in termino Sancti Michaëlis, anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo quarto, die viceſima-ſeptima menſis Octobris, in præſentia Procuratoris Regis non contradicentis, & regiſtrata in Regiſtro Curiæ dicti Scacarii. Sic ſignatum, A. CHARBONNIER. In cujus viſionis teſtimonium ſigillum dictæ præpoſituræ Pariſienſis his præſentibus literis tranſumpti ſivè tranſcripti appoſuimus. Anno & die primo dictis. Signatum. DE REVIERS.

DCXXIX.

ANS de J. C. 1489. *Privilége accordé par* CHARLES VIII. *Roi de France aux Villes* ANSEATIQUES. *Donné à Amboiſe, le 12. d'Août*, 1489. Frederic Leonard. Tom. III. pag. 562.

LA FRANCE ET LES VILLES ANSEATIQUES.

CHARLES, par la Grace de Dieu Roy de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme par le Traité de paix, amitié & alliance fait entre ſeu noſtre tres-cher Sieur & Pere, que Dieu abſulve, & nos tres-chers & grands amis & confederez, les Proconſuls, Conſuls, Marchands, Anciens, Aldermans, Manans & Habitans des Villes & Citez de la Hanſe Teutonique; lequel Traité depuis noſtre advenement à la Couronne, par nous a eſté confirmé & ratifié, & tant en temps de noſtredit ſeu Seigneur & Pere, que de nous, publié par tout noſtre Royaume, entr'autres choſes ait eſté défendu à tous, que nuls de nos Sujets fuſſent ſi oſez ny ſi hardis enfraindre ladite paix & amitié, ny auſdits de la Hanſe méfaire, ny leur donner deſtourbier par mer ou par terre. Toutesfois nous avons entendu qu'aucuns de nos Sujets demeurans à Honnefleur, Dieppe, & autres lieux, Ports & Havres de Mer de noſtredit Royaume, ſe ſont depuis aucun temps en ça, efforcez & efforcent de jour en jour endommager; & de fait par diverſes fois ont endommagé & endommagent leſdits Sujets de la Hanſe, pris & ravis par Mer leurs gens, navires, biens, denrées & marchandiſes, comme s'ils eſtoient ennemis, leur impoſant qu'ils le ſont; jaçoit que par bonnes & valables Lettres certificatoires, leſdits Sujets de la Hanſe ayent fait & faſſent promptement apparoir qu'ils ſont de ladite Hanſe; & qui plus eſt noſdits Sujets incontinent aprés leſdites induës priſes & raviſſement ont entr'eux départy & butiné les biens & marchandiſes par eux pris & ravis, iceux alienez, tranſportez, & autrement en ont diſpoſé & diſpoſent à leur volonté, en maniere que leſdits de la Hanſe n'en peuvent aucune choſe jamais recouvrer; & s'il advient que ceux d'icelle Hanſe qui ainſi ſont pris & damnifiez contre la teneur de ladite amitié, veulent par Juſtice pourſuivre la reſtitution de leurſd. biens: denrées & marchandiſes, enſemble de leurs intereſts, ils ont eſté & ſont contraints pourſuivre noſdits Sujets infracteurs de paix, pardevant les Juges des lieux où iceux infracteurs ſont leurs demeurances; eſquels lieux, iceux de la Hanſe ne peuvent ſouventefois avoir reparation des torts à eux faits pour les faveurs que les deſſuſdits y ont au de frivoles appellations & doleances par eux faites & interjettées, ains par la longueur des procez qu'on leur fait, & les dilations fruſtratoires qu'on donne auſdits infracteurs; leſdits de la Hanſe aprés grandes depenſes faites en la pourſuite deſdits procez, ſont contraints de tout abandonner, & meſme pource que ſi aucune proviſion eſt adjugée auſdits de la Hanſe, c'eſt parce qu'ils bailleront caution ſuffiſante & idoine, ou acheteurs de biens, quelle choſe leur eſt impoſſible, pource qu'ils ne trouvent aucune fois gens qui ayent connoiſſance d'eux, ny qui les veulent pleiger, eſt en outre, ou demene deſdits procez, leſdits infracteurs pour venir à leurs fins alleguent que les certifications qu'ont apporté leſdits de la Hanſe ne ſont valables, & qu'il ne ſuffit pas que par certifications, atteſtations, ou documens des Juges des lieux & Villes de ladite Hanſe, ils prennent les marchandiſes ainſi ravies à eux appartenans, ne auſſi par commiſſion requiſitoire, mais les veut-on contraindre de mener Commiſſaires propres de noſtre Royaume, pour aller faire leurs preuves en pays tres-lointains, & à tres-grands frais; leſquels Commiſſaires encore ne veulent aller, ſinon que premier iceux de la Hanſe baillent caution ſuffiſante en noſtre Royaume de les mener & ramener ſeurement & indemnes; & par ces moyens leſdits de la Hanſe jamais n'ont pû & ne peuvent avoir reſtitution des choſes à eux priſes & ravies; mais qui pis eſt, leſdits infracteurs voyans que par leurs cavillations la Juſtice eſt aſſoupie, ils pillent & de plus en plus raviſſent ſur leſd. de la Hanſe ſans crainte de Juſtice, qui eſt contre la teneur de la paix, amitié & confederation: Au moyen de quoy iceux de la Hanſe ſeroient par trait de temps contraints à eux de laiſſer, de venir & fréquenter en noſtredit Royaume, ſi proviſion convenable n'eſtoit par nous ſur ce donné, ainſi que remontré nous a eſté. Pourquoy Nous ces choſes conſiderées, meſmement qua par les articles de ladite paix & amitié, entr'autres choſes eſt dit, que ſi aucuns deſdits articles ſe trouvent au temps avenir douteux, y ſeroit donné proviſion, voulant par cecy pourvoir, & ladite paix & amitié eſtre entretenuë, gardée & obſervée de point en point ſelon ſa forme & teneur. Pour ces cauſes & conſiderations, & ſur ce avis & deliberation avec les Princes & Seigneurs de noſtre Sang & lignage, & Gens de noſtre Conſeil, avons en employant ledit Traité de paix & amitié,

ANS de J. C. 1489.

amitié, & afin que par multiplication de Juriſdiction, leſdits de la Hanſe ne ſoient doreſnavant vexez & travaillez, declaré & declarons, voulons & nous plaiſt, attendu que les priſes qui ainſi ont eſté & ſont faites deſdits de la Hanſe, ſe font ſur mer; que noſtre amé & feal l'Admiral de France, preſent & avenir, ou ſon Lieutenant à la Table de Marbre à Paris, doreſnavant connoiſtra, decidera & determinera des queſtions, matieres, & procez meus, & qui à cauſe des priſes & infraction de paix & des dépendances pourroient & pourront ſoudre, & non autres Juges: & lequel Admiral de France, ou ſondit Lieutenant en ladite Table de Marbre, Nous avons commis, deputé, ordonné, & par ceſdites preſentes deputons & ordonnons Juge & Conſervateur de ladite paix, & à tous autres Juges quels qu'ils ſoient, en avons en premiere inſtance défendu & défendons toute Cour, Juriſdiction & connoiſſance, & ſi aucunement ils en avoient entrepris ou entreprenoient connoiſſance, Nous voulons le tout eſtre renvoyez pardevant ledit Amiral ou ſondit Lieutenant à ladite Table de Marbre, pour en connoître ſommairement & de plein, ſans figure d'aucun long procez; & s'il advient cy-aprés qu'aucuns de ceux de ladite Hanſe, leurs Navires ou Navire, biens, denrées, marchandiſes, ſoient par adventure pris, quelle choſe toutes voyes nous défendons. Nous voulons & ordonnons, que ledit cas advenant, leſdits Navires ou Navire, perſonnes, biens, denrées, Marchandiſes, & autres choſes auſſi priſes, ſoient dés la plainte faite priſes & miſes en noſtre main, & baillez ſous bonne & ſeure garde en mains ſeures & ſolvables, pour ſeurement y eſtre gardées juſques à ce que par certifications bien deuëment faites, ou par Commiſſion requiſitoire dudit Admiral, ſera apparu que leſdits biens, Navires & marchandiſes leur appartiennent; & ce fait, voulons & ordonnons leſdits biens, denrées, marchandiſes eſtre mis & délivré franchement, & reſtituez auſdits de la Hanſe; ſauf toutesfois à ceux qui auront fait leſdites priſes, la faculté d'arguër de faux leſdites certifications; auquel cas ils ſeront receus à le prouver à leurs dépens, en baillant premierement par eux caution ſuffiſante, tant do principal que de tous les dépens, dommages & intereſts, que leſdits Sujets de la Hanſe pourroient avoir à cauſe du retardement de l'expedition de la matiere. Enoutre, pour ce qu'en faiſant délivrance auſdits de la Hanſe, de leurs perſonnes, navires, denrées & marchandiſes qui leur ſeroient pris & ravis, ledit Admiral ou ſondit Lieutenant, ou Commis, les voudroient contraindre outre leſdites certifications de bailler caution autres que poſſible ne leur ſeroit de trouver. Nous voulons, declarons & ordonnons, que s'il appert audit Admiral ou autres Juges ſuſdits, qu'ils ne puiſſent trouver telles cautions qu'on voudroit demander, qu'ils ſoient receus à bailler caution juratoire ſeulement. Ledit Traité de Paix en toutes autres choſes dedans contenuës, demeurans en ſa force & vigueur ſelon le contenu en icelle. Si donnons en mandement par ces preſentes, à nos amez & feaux Conſeillers les Gens de noſtre Cour de Parlement à Paris, à tous nos Lieutenans, Mareſchaux, Admiral & Vice-Admiral, Seneſchaux, Baillifs, Prevoſts, & à tous nos autres Juſticiers, ou à leurs Lieutenans preſens & avenir, & à chacun d'eux que le contenu en ces preſentes, enſemble tout le Traité de Paix, entretiennent, gardent & obſervent, & faſſent entretenir, garder & obſerver de point en point ſelon leur forme & teneur, & le publient ou faſſent publier par tout où il appartiendra, & à y obtemperer & obeïr, contraignent ou faſſent contraindre réellement & de fait tous ceux qu'il appartiendra, en procedant contre ceux qui ſeront au contraire de ces preſentes & dudit Traité de Paix, tout ainſi qu'il eſt accoutumé de faire contre infracteurs d'Ordonnances & Edits, nonobſtant doleances, Clameur de Haro, oppoſitions & appellations quelconques, pour leſquelles ne voulons eſtre differé, & pource que de ces preſentes on pourra avoir à beſoigner en divers lieux, Nous voulons qu'au vidimus d'icelluy fait ſous Scel Royal, foy ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. En témoin de ce, Nous avons fait mettre à ces preſentes le Scel. Donné à Amboiſe, le dixiéme d'Aouſt l'an de grace 1489. & de noſtre Regne le ſixiéme. *Et eſt ſcriptum ſuper plicam.* Par le Roy, Monſieur le Duc de Bourbon, le Comte de Bangie, Vous les Sieurs de Quintin, de la Tremoille, de Liſle, du Bouſchage, de la Voulte, Deſcara, Maiſtre Eſtienne Paſchal, Maiſtre des Requeſtes, & autres preſens. *Et eſt ſcriptum.*

ANS de J. C. 1489.

Lecta, publicata, & regiſtrata Pariſiis in Parlamento decima octavâ die Januarii, milleſimo quadringenteſimo octuageſimo. Sic ſignatum, CHARTELUS. Collatio facta eſt cum originali reddito Magiſtro Marciali Dauvergne. *Et plus bas eſt écrit.* Extrait des Requeſtes des Ordonnances Royaux en la Cour de Parlement. Signé, D. VALET, un paraphe. *Et au bas eſt écrit.* Collationné & faite au Greffe de l'Amirauté de France de la Table de Marbre du Palais de Roüen, ſur cy-extrait eſtant en parchemin, à la Requeſte de Maiſtre Nicolas du Queſney, Procureur de Joachim Lucas, Marchand Oſterlin de la Hanſe Teutonique, de la Ville de Lubec en lad. Hanſe Teutonique, &c. Les Extraits eſtans de preſent és mains dudit du Queſney, pour luy valoir & ſervir qu'il appartiendra. Fait le Samedy vingt-uniéme jour d'Octobre 1564. Ainſi ſigné, VAULTIER.

L'an mil cinq cens ſoixante-cinq, le Samedy treiziéme jour d'Octobre, à la Requeſte de Jean Ludinghuſen, Marchand Oſterlin de la Hanſe Teutonique, natif de la Ville de Lubec en ladite Hanſe Teutonique, par les Notaires du Roy noſtre Sire au Chaſtelet de Paris, ſouſſignez, collationné de ce preſent Notaire, a eſté portée à un autre Notaire d'icelle écrite en parchemin, pour ſervir audit Ludinghuſen ce que de raiſon. Signé, N. HENRY, & LE GRAND.

DCXXX.

Bulle du Pape ALEXANDRE VI. *qui accorde à* FERDINAND *&* ISABELLE *Roi & Reine de Caſtille & d'Arragon, le droit ſur le Nouveau Monde découvert par Chriſtophe Colomb. Donnée le 4. Mai,* 1493. G. G. Leibnitz, Codicis Diplomatici. pag. 472.

ANS de J. C. 1493.

LA PAIX DE CASTILLE.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, chariſſimo in Chriſto filio FERDINANDO Regi, & chariſſimæ in Chriſto filiæ ELISABETH Reginæ Caſtellæ, Legionis, Arragonum, Siciliæ, & Granatæ, illuſtribus, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Inter cætera divinæ Majeſtatis beneplacita opera & cordis noſtri deſiderabilia illud profecto pôriſſimum exiſtit, ut fides Catholica & Chriſtiana Religio noſtris præſertim temporibus exaltetur ac ubilibet amplietur & dilatetur, animarumque ſalus procuretur, ac barbaræ nationes deprimantur, & ad fidem ipſam reducantur. Unde cum ad hanc ſacram Petri ſedem, divinâ favente clementiâ, meritis licet imparibus, evecti fuerimus, cognoſcentes vos tanquam veros Catholicos Reges & Principes, quales ſemper fuiſſe novimus, ut à vobis præclarè geſta, toto penè jam orbi notiſſima demonſtrant, nedum id exoptare, ſed omne conatu, ſtudio & diligentia nullis laboribus, nullis impenſis, nullique parcendo periculis, etiam proprium ſanguinem effundendo efficere, ac omnem animum veſtrum omneſque conatus ad hoc jam dudum dedicaſſe,

quem-

ANS de J. C. 1493. quemadmodum recuperatio Regni Granatæ à tyranide Saracenorum hodiernis temporibus per vos cum tanta divini nominis gloria facta teſtatur; duximus non immeritò & debemus illa vobis etiam ſponte & favorabiliter concedere, per quæ hujuſmodi ſanctum & laudabile ac immortali Deo acceptum propoſitum in dies ferventiori animo ad ipſius Dei honorem, & Imperii Chriſtiani propagationem proſequi valeatis.

§. 2. Sane accepimus quod vos, qui dudum animo propoſueratis aliquas inſulas & terras firmas remotas & incognitas, ac per alios hactenus non repertas quærere & invenire, ut illarum incolas & habitatores ad colendum Redemptorem noſtrum, & fidem Catholicam profitendum reduceretis, hactenus in expugnatione, & recuperatione ipſius rem Granatæ plurimum occupati, hujuſmodi ſanctum & laudabile propoſitum veſtrum ad optatum finem perducere nequiviſtis; ſed tandem, ſicut Domino placuit, regno prædicto recuperato, volentes deſiderium adimpleri veſtrum, dilectum filium Chriſtophorum Colon virum utique dignum & plurimum commendandum, ac tanto negotio aptum, cum navigiis & oneribus ad ſimilia inſtructis, non ſine maximis laboribus & periculis ac expenſis deſtinaſtis, ut terras firmas & inſulas remotas & incognitas hujuſmodi per mare, ubi hactenus navigatum non fuerat, diligenter inquireret. Qui tandem divino auxilio facto extrema diligentia in mari Oceano navigantes certas inſulas remotiſſimas, & etiam terras firmas quæ per alios hactenus repertæ non fuerant invenerunt: in quibus quam plurimæ gentes pacificè viventes, & ut aſſeritur, nudæ incedentes, nec carnibus veſcentes inhabitant, & ut prætacti nuntii veſtri poſſunt opinari, gentes ipſæ in inſulis & terris prædictis habitantes dum credunt unum Deum Creatorem in cœlis eſſe, ad fidem Catholicam amplexandum, & bonis moribus imbuendum ſatis apti viderentur, ſpeſque habetur, quod ſi erudiantur, nomen Salvatoris Domini noſtri Jeſu Chriſti, in terris & inſulis prædictis facile induceretur; ac præfatus Chriſtophorus in una ex principalibus inſulis prædictis jam unam turrim ſatis munitam, in qua certos Chriſtianos, qui ſecum iverant in cuſtodiam, ut alias inſulas & terras firmas, remotas & incognitas inquirerent, poſuit, conſtrui & ædificari fecit, in quibus quidem inſulis & terris jam repertis aurum, aromata, & aliæ quamplurimæ res pretioſæ diverſi generis & diverſæ qualitatis reperiuntur unde omnibus diligenter, & præſertim pro fidei Catholicæ exaltatione & dilatatione (prout decet Catholicos Reges & Principes) conſideratis more progenitorum veſtrorum claræ memoriæ Regum terras firmas, & inſulas prædictas, illarumque incolas & habitatores vobis, divina faciente clementia, ſubjicere, & ad fidem Catholicam reducere propoſuiſtis.

§. 3. Nos igitur hujuſmodi veſtrum ſanctum & laudabile propoſitum plurimum in Domino commendantes, ac cupientes, ut illud ad debitum finem perducatur, & per ipſum nomen Salvatoris noſtri in partibus illis inducatur, hortamur vos quam plurimum in Domino & per ſacri lavacri ſuſceptionem, qua mandatis Apoſtolicis obligati eſtis, & viſcera miſericordiæ Domini Jeſu Chriſti, attente requirimus, ut cum per expeditionem hujuſmodi in inſulis & terris degentes ad Chriſtianam Religionem ſuſcipiendam inducere velitis & debeatis, nec pericula, nec labores ullo unquam tempore vos deterreant, firma ſpe fiduciaque conceptis, quod Deus omnipotens conatus veſtros feliciter proſequetur.

§. 4. Et ut tanti negotii provinciam Apoſtolicæ gratiæ largitate donati liberius & audacius aſſumatis, motu proprio, non ad veſtram vel alterius pro vobis ſuper hoc nobis oblatæ petitionis inſtantiam, ſed de noſtra mera liberalitate, & ex certa ſcientia, ac de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, omnes inſulas & terras firmas inventas & inveniendas, detectas & detegendas verſus Occidentem & Meridiem; fabricando & conſtruendo unam lineam à polo arctico, ſcilicet ſeptentrione, ad polum antarcticum, ſcilicet meridiem (ſive terræ firmæ & inſulæ inventæ & inveniendæ ſint verſus Indiam, aut verſus aliam quamcumque partem,) quæ linea diſtet à qualibet inſularum, quæ vulgariter nuncupantur de *los Azores y cabo verde*, centum leucis verſus occidentem & meridiem: ita quod omnes Inſulæ & terræ firmæ repertæ & reperiendæ, detectæ & detegendæ à præfata linea verſus Occidentem & Meridiem per alium Regem aut principem Chriſtianum non fuerint actualiter poſſeſſæ, uſque ad diem nativitatis Domini noſtri Jeſu Chriſti proximè præteritum, à quo incipit annus præſens milleſimus quadringenteſimus nonageſimus tertius; quando fuerint per nuntios & Capitaneos veſtros inventæ aliquæ prædictarum inſularum; Auctoritate omnipotentis Dei nobis in beato Petro conceſſa, ac Vicariatus Jeſu Chriſti, qua fungimur in terris, cum omnibus illarum Dominiis, civitatibus, caſtris, locis & villis, juribuſque & juriſdictionibus, ac pertinentiis univerſis; Vobis hæredibuſque & ſucceſſoribus veſtris Caſtellæ & Legionis Regibus in perpetuum tenore præſentium donamus, concedimus, aſſignamus, voſque & hæredes ac ſucceſſores præfatos illarum Dominos cum plena, libera & omnimoda poteſtate, auctoritate, & juriſdictione facimus, conſtituimus & deputamus; decernentes nihilominus per hujuſmodi donationem, conceſſionem & aſſignationem noſtram nulli Chriſtiano principi, qui actualiter præfatas inſulas & terras firmas poſſederit, uſque ad dictum diem nativitatis Domini Jeſu Chriſti jus quæſitum, ſublatum intelligi poſſe aut auferri debere.

§. 5. Et inſuper mandamus vobis in virtute ſanctæ obedientiæ (ſicut pollicemini, & non dubitamus pro veſtra maxima devotione & regia magnanimitate vos eſſe facturos) ut ad terras firmas & inſulas prædictas viros probos & Deum timentes, doctos, peritos & expertos ad inſtruendum incolas & habitatores præfatos in fide Catholica & bonis moribus imbuendum deſtinare debeatis, omnem debitam diligentiam in præmiſſis adhibentes. Ac quibuſcumque perſonis cujuſcunque dignitatis, etiam Imperialis & Regalis, ſtatus, gradus, ordinis, vel conditionis ſub excommunicationis latæ ſententiæ pœnâ, quam eo ipſo, ſi contraſecerint, incurrant, diſtrictius inhibemus; ne ad inſulas & terras firmas inventas & inveniendas, detectas & detegendas verſus Occidentem & Meridiem, fabricando & conſtruendo lineam à polo arctico ad polum antarcticum, ſive terræ firmæ & inſulæ inventæ & inveniendæ ſint verſus Indiam, aut verſus aliam quamcumque partem, quæ linea diſtet à qualibet inſularum, quæ vulgariter nuncupantur de *Azores y cabo verde*, centum leucis verſus occidentem & meridiem, ut præfertur, pro mercibus habendis, vel quavis aliâ de cauſa accedere præſumant, abſque veſtra, ac hæredum & ſucceſſorum veſtrorum prædictorum licentia ſpeciali; non obſtantibus conſtitutionibus & ordinationibus Apoſtolicis, cæteriſque contrariis quibuſcumque: in illo, à quo imperia, & dominationes ac bona cuncta procedunt, confidentes, quod dirigente Domino actus veſtros, ſi hujuſmodi ſanctum & laudabile propoſitum proſequamini, brevi tempore cum felicitate & gloria totius populi Chriſti, veſtri labores & conatus exitum felicem conſequentur &c. Datum Romæ apud S. Petrum, anno incarnationis Dominicæ M CCCC XCIII. an. Nonas Maji, Pontificatus noſtri anno I.

Fin du Tome Premier.

A.N.T. 1317 163

N. 24.